La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries janvier 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 4 janvier 2015

CAUSERIE

On a ajouté 10 articles, sans enthousiasme.

Le site sera actualisé lundi. Je déménage dimanche prochain en principe, donc j'ai plus important à faire et à penser.

Haut de page

Le 5 janvier 2015

CAUSERIE

Le site a été actualisé avec des infos des quatre derniers jours. Je ne mets plus les mots entre guillemets en italique car cela me fait gagner du temps.

A propos du site

Un camarade m'a écrit

- "Par ailleurs, comme il m'est arrivé de voir que tu faisais référence sur le site aux statistiques de fréquentation, je t'alerte sur les limites des statistiques brutes fournies par les outils des hébergeurs. Elles ne font pas le tri entre les fréquentations de visiteurs réels, et la fréquentation des robots de toutes sortes (moteurs de recherche, robots pollueurs de toutes sortes - spam, hackers etc.-) et qui représentent une grosse partie de la fréquentation. A titre d'exemple, sur un site que j'anime, j'ai, avec l'outil de mon hébergeur et pour le mois de novembre, une fréquentation d'environ 490 visiteurs quotidiens alors qu'avec Google analytics, qui permet d'éliminer les robots, je n'ai en réalité qu'environ 170 visites quotidiennes."

J'ai déjà évoqué cela dans le site, j'avais précisé que les 12.000 connexions mensuelles avec Urchin v6 correspondaient à 3.000 connexions avec Awstats, auxquelles il fallait retirer environ 30% à 40% dus aux moteurs de recherche, robots, etc., et si on ajoute que la plupart des connexions viennent des mêmes internautes, le nombre de personnes différentes qui se connectent sur le site devaient être divisés par deux au moins, au bout du compte seuls quelques centaines s'y connectent mensuellement, moins

de 500 et plus proche de 200 ou 300. Mais ce chiffre est forcément sous-évalué et ne correspond pas non plus à la réalité.

Le problème avec Awstats qui fournit des statistics apparemment fiables, c'est que le compteur est remis à zéro tous les jours, sans compteur totalisateur mensuel, du coup pour savoir combien de connexions il y a eu dans une journée il faudrait se connecter à Awstats chaque soir aux alentours de minuit, ce qui est impossible.

Maintenant il est vrai qu'il existe d'énormes variations d'un jour à l'autre que je n'ai pas pris en compte dans les chiffres que j'ai donnés plus haut.

Par exemple j'ai pu constater que certains jours le nombre de visiteurs uniques ne dépassait pas 70 pour atteindre 380 un autre jour, en admettant que cela se produise seulement trois ou quatre fois par mois, on dépasserait facilement les 1.000 visiteurs uniques, ce qui est parfaitement plausible car cela expliquerait les plus de 20.000 téléchargements mensuels de documents qu'on ne peut pas imputer aux moteurs de recherche ou aux robots, et chaque visiteur ne télécharge qu'une seule fois le même fichier.

Cela dit, avec trois ou quatre internautes qui ont décidé de me soutenir financièrement, je suis porté à penser que les autres n'existent pas, sont miséreux, avares ou des profiteurs. Certains prétendaient que le peuple avait les gouvernants qu'il méritait, sans partager cette formule il faut bien reconnaître qu'il arrive qu'il leur ressemble.

Je pense abandonner totalement les causeries et ne conserver que la banque de données qui sera actualisée chaque semaine.

A propos des articles que nous publions de sources diverses.

Cette boulimie d'informations devient toxique à la longue dans la mesure où elles ne servent à rien, où elles ne débouchent sur rien, où il ne se produit rien.

D'ailleurs les auteurs de la plupart des articles que l'on met en ligne le démontrent eux-mêmes, ils en arrivent à spéculer sur des données futures pour en imaginer les conséquences, comme si finalement nous serions indéfiniment impuissants à agir sur la société ou la réalité et que nous devrions continuer de la subir.

Si on voulait être un peu optimiste, on dirait que ces informations qui répercutent également la lutte des classes servent tout de même à saper les bases du régime en place, sauf qu'à la longue, guerre idéologique et psychologique permanente oblige de la classe dominante, c'est plutôt le moral des masses qui est gravement atteint ainsi que leur mode de pensée. On pourrait dire qu'elle joue la carte du pourrissement de la situation pour atteindre ses objectifs politiques à défaut de s'attaquer frontalement aux masses.

Je me suis posé la question de savoir à quoi pouvait servir de continuer de diffuser des données ou de nouveaux articles puisque jusqu'à présent cela avaient servi strictement rien. D'où ma conclusion que le problème auquel nous étions confronté se situait en amont dès lors qu'on avait à disposition tous les éléments pour comprendre la situation.

Dans nos causeries depuis août 2008 nous avons abordé des centaines de questions dont nous sommes parvenus à épuiser le sujet pour la plupart d'entre elles après y être revenu des dizaines de fois sous toutes les coutures et sans a priori. Du coup on se dit qu'on ne pas répéter une énième fois ce qu'on a déjà dit pour parvenir au même résultat, on admettra qu'à un moment donné la question mérite d'être posée.

Quand on dispose de tous les éléments pour agir et qu'on s'abstient de le faire, c'est qu'on n'en a pas la volonté ou qu'il subsiste un obstacle qui nous en empêche ou nous retient de passer à l'action. Il n'existe pas d'autres explications en dehors du fait qu'on peut se leurrer soi-même sur ce qu'on croit avoir compris qui en réalité manque sérieusement de consistance, auquel cas il faut se repasser les faits qui permettaient d'interpréter la situation et à côté desquels on est passé. On peut en ajouter d'autres tirés de l'actualité, ce serait uniquement dans ce cas-là qu'on pourrait concevoir qu'il serait utile de continuer nos causeries comme par le passé.

Cependant on peut en douter fortement, dans la mesure où la plupart des gens vivent une multitude de fois les mêmes expériences sans jamais en tirer le moindre enseignement tout au long de leur vie. Alors à quoi bon insister et faire une énième fois la même expérience si cela ne doit servir à rien au bout du compte. On se dit alors que le problème se situe ailleurs, dans la méthode pour appréhender la réalité ou la société, soi-même aussi, car on ne cesse de se leurrer sur ce qu'on est et on fait inconsciemment notre propre malheur. Cela nous ramène à la méthode que l'on aurait mise en pratique mais qui n'aurait pas été comprise ou assimilée, qu'on aurait fait passer au second plan où à laquelle on n'aurait pas accordé suffisamment d'importance pour que chacun en reconnaissance les mérites et s'en saisisse.

Ce qui ressort de notre analyse de la situation, c'est que les gens sont ravagés par un affreux doute car dépourvu d'idéal, ils doutent de tout, ils ont perdu tout repère, certains par exemple ne savent même plus à quel sexe ils appartiennent, c'est pour dire à quel degré de décomposition on en est arrivé. Ils sont devenus hyper susceptibles et individualistes, hystériques et tyranniques

au-delà des apparences libérales trompeuses, ils ne supportent plus la confrontation des idées ou qu'on leur résiste car ils estiment incarner aveuglément un mouvement majoritaire et progressiste qui en réalité est commandé par la classe dominante, sinon ils sont hyper complexés et aigris pour être accusé d'avoir conservé des préjugés d'un autre âge, ils sont tiraillés entre deux conceptions de la société conservatrice ou néolibérale qui incarnent les contradictions du capitalisme à l'échelle mondiale qui les dépassent totalement et en aucun cas leurs propres besoins qui dans les deux cas sont bafoués.

La classe dominante a réussi à faire en sorte que le mouvement ouvrier s'empare de pans entiers de son idéologie pour la retourner contre les travailleurs, pendant qu'elle tirait les ficelles et les entraînaient dans la direction qu'elle avait déterminée pour atteindre ses objectifs politiques. Voilà ce qui se produit quand on se contente du contenu de réformes dites progressives sans se donner la peine d'examiner attentivement qu'elles en étaient les origines et à quelles fins politiques elles avaient été conçues. En les adoptant ou en les soutenant on se transforme en commis du néoibéralisme pour lequel ces réformes n'étaient que le moyen d'atteindre un objectif politique à long terme, en quelque sorte année après année il capitalise toute avancée dans cette direction, ce qui lui permet petit à petit de se rapprocher de son objectif pendant que nous nous éloignons du nôtre. Si le mouvement ouvrier n'était pas vraiment révolutionnaire, il est devenu franchement réactionnaire par bien des aspects, et en disant cela on ne pense pas spéacialement aux syndicats jaunes ou au PS que l'on considère comme étranger et ennemi du mouvement ouvrier.

Pour ainsi flatter les aspirations des masses et parvenir à les corrompre de la sorte, il fallait qu'à la base ou en amont elles soient animées par un état d'esprit corrompu par l'idéologie dominante qui les y avait préparées, qu'il présente des faiblesses ou des lacunes telles qu'elles pourraient oeuvrer inconsciemment à leur propre perte, une fois parvenues à la conclusion que leur sort dépendait de celui du capitalisme dont généreusement ses représentants leur indiquaient la direction à suivre en masquant leurs véritables intentions.

On a considéré à tort que la résistance des masses ou leur lutte de classe suffisait ou suffirait pour les prémunir des méfaits du capitalisme, or c'était une terrible erreur, car pendant ce temps-là la classe dominante persfectionnait les instruments qui allaient lui permettre de mener sa guerre idéologique et psychologique pour briser leur résistance, leur moral, atteindre et transformer durablement leur mode de pensée devenu plus que jamais confus ou déformé ou sans rapport avec la réalité à laquelle les travailleurs et les militants finissent par ne plus rien comprendre, qui leur échappe totalement, sur laquelle ils n'ont plus aucune emprise, certains me l'ont écrit récemment, du coup on se dit, et là encore je fais référence à des témoignages que j'ai reçus qui confirment ce qui a été dit plus haut rapidement, à savoir que parvenue à ce stade de confusion toute discussion sur ce plan-là (de la réalité ou à partir des faits) est devenue quasiment impossible ou tourne systématiquement au déni, à l'invective, à l'insulte, à la polémique, à l'affrontement, toute justification ou explication est jugée suspecte, traitée avec mépris, assimilée à une tentative de manipulation ou tirée de la théorie du complot, et on mesure à quel point le néolibéralisme a ravagé le cerveau des masses quand ce sont des membres de notre famille, des relations proches ou des gens qui vous connaissent bien qui vous tiennent ce genre de discours, qui ne se rendent même pas compte de la portée de leurs paroles, de la gravité de leur comportement et de leurs accusations, du jugement injuste qu'ils portent sur vous, alors que vous vous êtes simplement contentés de citer quelques faits et de les relier entre eux, cela a suffit à faire de vous un pestiféré, un déséquibré mental, cela va très très loin, c'est stupéfiant et effrayant à la fois car on se demande par la suite quels rapports on pourrait avoir avec ces gens-là, si cela sera possible et dans quelles conditions.

Dès lors qu'on s'attaque à l'idéologie dominante et ses manifestations, on est qualifié d'extrémiste méritant l'excommunication ou le bûcher de préférence au poteau d'exécution en présence de gens manisfestement rongés par l'obscurantisme. Alors qu'hier encore ils vantaient votre développement intellectuel, vos principes et vos valeurs, vous accordaient un certain niveau de conscience, tout d'un coup vous voilà rabaissé au rang d'ignorant en proie à une crise de démence. C'est grotesque, mais c'était prévisible, ne dit-on pas que rien n'est jamais acquis tant que les rapports sociaux de production en place n'auront pas été liquidés et même au-delà, car il ne suffit pas de prendre le pouvoir pour que l'état d'esprit des masses change et évolue...

Cela pour en arriver à la conclusion, et cela est apparu à différents endroits de notre démontration, qu'il faut s'employer à aider les travailleurs à modifier leur manière d'interpréter la société et non leur servir sur un plateau une autre interprétation qu'à ce stade ils rejetteront comme nous venons de le voir, c'est généralement l'erreur que l'on fait en adoptant leur attitude.

La classe dominante s'est dotée d'une formidable machine de propagande avec les moyens de communications modernes et particulièrement Internet pour conditionner les masses, pire, formater leur mode de pensée et de vie à leur insu. On peut se gargariser d'anciennes formules produites pour un autre monde que celui dans lequel nous vivons aujourd'hui, en réalité jamais vraiment assimilées, et estimer que les conditions objectives auxquelles seraient soumises les masses suffiraient à un moment donné à inverser le cours des choses, or la situation en Grèce, au Portugal, en Espagne ou dans une multitude de pays dans le monde prouve amplement le contraire.

Si les masses n'ont pas acquis un degré de conscience et d'organisation suffisamment élevé au moment où leurs conditions matérielles se dégradent au point de les pousser à passer à l'action, soit elles s'en abstiendront, soit elles se lanceront de manière désordonnée et sans direction dans des combats sans issus dont elles sortiront laminées ou encore plus affaiblies.

Pour parvenir à cet objectif, les aider à acquérir un niveau de conscience supérieur et commencer à s'organiser, au-delà de notre argumentation basée sur la lutte des classes et sur le cours du capitalisme qui la justifient ou les faits sur lesquels reposent

notre analyse et qui sont largement à leur disposition sans qu'elles soient en mesure de s'en saisir, il faut les aider à acquérir une méthode qui leur permette de démonter la propagande officielle, de la rendre inefficace, de rendre inefficient sa guerre idéologique et psychologique qui contribue à briser la confiance de la classe ouvrière en elle-même, en tant que classe, à douter qu'une issue politique existe à la crise du capitalisme. Car si on y regarde de plus près, on s'aperçoit que son comportement consiste à adopter celui des oppresseurs ou qu'ils leur dictent, et qui se traduit par une intolérance insupportable envers toute opposition résolue à l'ordre établi, on entend au-delà des apparences qui consistent à critiquer la société telle qu'elle est pour se faire passer pour des gens de gauche ou progressistes ou encore avoir bonne conscience, alors qu'en réalité ils s'en accommodent ou n'entendent pas vraiment la combattre.

La théologie du marché ou la philosophie idéaliste néolibérale est basée sur le nihilisme dont l'axe repose sur l'individualisme à outrance qui serait source de connaissance, de droits et de pouvoir supérieurs à toute autre, un leurre ou une supercherie qui flatte la médiocrité élevée au rang de tyrannie, sur le plan social cela se traduit par l'atomisation de nos droits, en réalité l'absence de droits devenus individuels et impossibles à défendre de ce fait, et sur le plan politique par le délitement de la démocratie au point qu'elle a totalement disparu au profit d'une dictature au pouvoir tentaculaire insaisissable et donc impossible à combattre et encore moins à renverser.

C'est l'avenir qu'ils nous réservent, et par bien des aspects c'est déjà le monde dans lequel nous vivons.

Ceux qui en sont les victimes le revendiquent, ceux qui prétendent le combattre en redemandent, et ceux qui s'y opposent sincèrement passent leur temps à reproduire sans cesse les erreurs qui nous ont conduits où nous en sommes, refusent de partir des faits et de renouer avec la méthode du marxisme ou le matérialisme dialectique pour interpréter la société dans toutes ses manifestations, partant de là la civilisation humaine n'aurait aucun avenir si chacun continuait de camper sur ses positions qui de toute évidence posent problèmes.

Cet article m'a été inspiré par des courriels que j'ai reçus, mais surtout par la lecture des derniers articles publiés par Mondialisation.ca et le Réseau Voltaire que j'ai estimés intéressants autant qu'inutiles et délirants, je me suis demandé à quoi ils pourraient bien nous servir sans trouver de réponses.

Maintenant tout ce qui a été dit là devrait concerner en premier lieu un parti qui se propose de guider les masses vers le socialisme, car dans ma situation je ne suis pas en mesure d'y donner un prolongement pratique ou de le traduire en pratique, de faire davantage, les lecteurs qui y verraient une incohérence de ma part se tromperaient de cible, qu'ils s'adressent aux partis qui se réclament du socialisme qu'ils leur demandent pourquoi des milliers et milliers de grèves, manifestations, meetings et réunions, de mouvement sociaux, discussions avec des centaines de milliers de travailleurs et le recrutement de dizaines de milliers au cours des 5 ou 6 décennies précédentes n'ont pas permis de construire le parti, pourquoi n'en ont-ils tiré aucune leçon... S'ils vous répondent qu'il ne pouvait pas en être autrement et qu'ils n'y étaient pour rien, tirez-en la conclusion qu'ils n'auront pas davantage la volonté de s'attaquer aux problèmes auxquels nous sommes confrontés et que rien ne changera dans le futur, n'en baissez pas les bras pour autant et soyez patient que faire d'autre ?

Complication

- Demain, onze milliards d'êtres humains ? - Alternatives Economiques

L'hypothèse d'une stabilisation prochaine de la population mondiale est remise en cause par les dernières projections de l'ONU.

Un milliard d'habitants sur la planète en 1800, quatre en 1974, sept en 2011 et peut-être onze à la fin du siècle. Ces quatre chiffres donnent la mesure de la prodigieuse croissance de la population mondiale enregistrée depuis deux siècles. Alternatives Economiques n° 342 - janvier 2015.

Il était plus facile d'élever le niveau de conscience et d'organisation d'une fraction des masses exploitées qui entraîneraient dans leur sillage le reste des masses quand la population était beaucoup beaucoup moins nombreuse. A noter qu'elle était également de un mlliard en 1900, 3 au milieu du XXe siècle.

Par contre, il est plus facile de manipuler ou conditionner une masse ignorante plus nombreuse par le biais des moyens de communications modernes. Du coup notre tâche s'en trouve compliquée et nécessite de revoir notre manière de nous adresser aux masses, dites-le à nos dirigeants qui ne veulent rien entendre ou qui vivent dans un autre monde que le nôtre, déconnectez de la réalité. N'est pas schizophrène forcément qui l'on croit.

Demandez- leur comment ils ont intégré ce facteur dans leur conception de la lutte de classes, s'ils en ont tenu compte ou non, de notre côté on connaît la réponse et elle est négative. Ce facteur est parmi les plus déterminants de nos jours, nous n'avons cessé de le répéter, en vain. On se lasse, on est excédé, et ce n'est pas la question de vouloir avoir raison, mais de constater qu'à se complaire dans un schéma qui n'est manifestement pas adapté à la réalité ou dépassé, on court tout droit à notre perte...

Qui a dit ?

- "En France, le gouvernement prend pour la première fois de vrais risques politiques pour améliorer le marché du travail".

- "La montée du populisme devrait être un signal d'alarme. Les gouvernements doivent donner la priorité aux décisions politiques difficiles et mener à terme les réformes si nécessaires". atlantico.fr 31.12

Réponse : Peter Praet, le chef économiste de la BCE, dans une interview accordée au journal Börsen Zeitung et publiée hier.

Quand les représentants de la classe dominante évoquent le populisme, c'est pour réaliser un amalgame entre l'extrême droite et les opposants à la politique du gouvernement issus du mouvement ouvrier afin de décrédibiliser ces derniers et que les travailleurs en arrivent à la conclusion qu'il n'existe pas d'autre politique possible, qu'ils doivent soutenir la politique du gouvernement ou les sacrifices qu'il leur impose ou prendre leur mal en patiente.

Quand le progrès social est assimilé au conservatisme, c'est la réaction qui parle.

- Hollande mènera "son combat jusqu'au bout contre les conservatismes" - lexpress.fr

- Hollande vante son bilan et veut faire de 2015 «une année d'audace» - lefigaro.fr

- Voeux: Hollande oppose la réforme et l'audace aux conservatismes et aux populismes - AFP

François Hollande s'est fait mercredi dans ses voeux pour 2015 le chantre de la réforme, de l'"audace" et de la "confiance" face aux conservatismes et aux populismes, se gardant toutefois de toute promesse ou annonce majeures après une année 2014 qualifiée de "rude". AFP 31.12

Refuser de travailler le dimanche serait faire preuve de conservatisme, et défendre ce droit au repos hebdomadaire serait faire preuve de populisme, mieux encore, vous devez céder aux sirènes du marché qui exige que vous travailliez le dimanche si vous ne voulez pas être accusé de rejoindre l'extrême droite qui revendique également ce droit et la boucle de l'imposture est bouclée.

Comment démonter cette argumentation scélérate ?

C'est très simple, en se situant exclusivement sur le terrain de classe des exploités qui estiment légitimes leurs acquis, leurs droits, leurs besoins, et refusent de se reconnaître ou de prendre en compte ceux de la classe des exploiteurs ou du marché.

Nous estimons que nos droits sociaux et politiques sont parfaitement légitimes et justifiés dès lors qu'ils correspondent aux besoins de l'ensemble des travailleurs, et nous interdisons aux représentants des capitalistes, des exploiteurs, du marché, de nous dicter quel droit nous devrions adopter ou conserver.

Le problème, la difficulté ou le malaise bien compréhensible que peuvent rencontrer bien des militants à défendre nos droits en se situant sur ce terrain, provient du fait que pendant très longtemps nos dirigeants ou leurs dirigeants, disons le mouvement ouvrier en général ont reconnu le droit à des représentants de la classe dominante agissant sous un faux masque de s'exprimer en notre nom, et qui une fois parvenus au pouvoir ont entrepris de s'attaquer systématiquement à tous nos droits, rendant leur discours inaudibles ou peu crédibles.

Notre analyse part du fait qu'un parti de droite ou de la réaction est parvenu au pouvoir alors qu'il se prétendait socialiste, et que tous les partis ouvriers se sont accommodés de cette supercherie pendant un siècle. Ils se sont employés à le ménager, à passer sous silence son passé abominable qui suffisait amplement pour le caractériser comme un ennemi de la classe ouvrière, le justifiant au nom du réformisme auquel se réfèrait le PS et qui put faire illusion pendant toute une période et l'amena à se positionner au côté de la classe ouvrière, alors qu'en réalité il n'avait cessé de se comporter en fossoyeur et ennemi du socialisme (au côté des staliniens), le réformisme étant son antithèse ou sa négation, jusqu'au jour où la crise du capitalisme prit une telle ampleur que même le réformisme (et l'ersatz de démocratie) était devenu incompatible avec la survie du régime capitaliste, pour finalement s'apercevoir qu'effectivement ce parti figurait parmi les ennemis des exploités, et encore ils ne le disent pas si ouvertement.

Trop tard faut-il ajouter, et c'est bien là que se situe le problème. A vouloir courir deux lièvres à la fois on en attrape aucun et c'est ce qui nous est arrivé. On a ménagé le réformisme en se disant révolutionnaire pour finir par s'adapter au capitalisme ou ne plus rien comprendre à la situation, au point de se retrouver dans une position inconfortable ou intenable et être incapable de défendre le socialisme ou le programme de la révolution socialiste mondiale, abandonnant Marx le révolutionnaire au profit de Jaurès le réformiste ou le conciliateur plus présentable aux yeux des militants et de la bourgeoisie, tout le reste étant à l'avenant. Hormis des gens que personne ne prend réellement au sérieux, quel dirigeant de nos jours se dit communiste et révolutionnaire ? Aucun,

à notre connaissance.

Telle est la situation épouvantable dans laquelle nous nous trouvons.

Le PS n'est pas devenu ce qu'il est aujourd'hui du jour au lendemain ou en quelques décennies, il n'a jamais changé de nature sociale depuis 1914, de même, l'interprétation de la société dans laquelle nous vivons ou la manière dont les travailleurs perçoivent le PS et au-delà le mouvement ouvrier, ne s'est pas forgée au cours des mois ou des années précédentes, c'est le produit d'un long processus qui couvrent des décennies au cours desquelles ils ont été appelés à s'éloigner du socialisme (au nom du réformisme dont ils ont tiré profit et qui les a complètement contaminés) au point d'en arriver à ne plus avoir aucun expoir dans le socialisme ou ne plus du tout savoir à quoi il correspond vraiment, puisque personne ne diffusent plus ses idées ou le défend en dehors de groupuscules qui ne sont pas implantés au sein des masses.

Les masses en sont arrivés à déduire que le réformisme incarnait le socialisme, dès lors qu'elles se retouvent soumises à ceux qui soi-disant le représentaient n'a rien d'étonnant, et quand ces derniers en viennent à troquer le réformisme pour le néolibéralisme, elles se retrouvent décontenancées, désarmées politiquement, elles ne comprennent pas ce qui leur arrive, elles tentent de résister comme elles peuvent, autrement elles n'ont plus qu'à subir le sort qu'ils leur ont réservé.

Le libéralisme bourgeois du début du capitalisme entre le XV et XVIIIe siècle à conduit au néolibéralisme au stade pourrissant de l'impérialisme à partir du début des années 70 au XXe siècle. Le capitalisme a connu trois phases distinctes, l'époque de la concurrence, puis celle des monopoles et enfin celle des oligopoles.

De manière générale ou si on devait s'en tenir à la manière (déformée) dont les travailleurs perçoivent le PS qui est censé incarner le socialisme nous dit-on, on devrait en déduire que le réformisme a cédé le pas ou a engendré le néolibéralisme, de la même manière que le socialisme aurait engendré un autre monstre, le stalinisme.

Les travailleurs ne comprennent pas comment de telles mutations ont pu se produire. Pourquoi ? Parce qu'ils en ignorent l'origine. Or leur origine réside dans le fait que le réformisme tout comme le stalinisme est le produit du capitalisme, ils sont tous les deux étrangers au socialisme ou en sont ces pires ennemis en réalité, ce que les travailleurs et bon nombre de militants ignorent ou continuent d'ignorer.

Partant de là on peut comprendre qu'ils se détournent du mouvement ouvrier qui plus est demeure lié au PS, davantage encore à travers les syndicats ou le même venin réformiste et maintenant néolibéral est répandu et ne cesse de faire de nouveux adeptes à défaut d'alternative crédible au capitalisme, du fait qu'aucun parti ne défende réellement le socialisme au mieux autrement qu'en paroles.

Le socialisme repose sur les fondements du capitalisme, mais se proposent de les détruire pour reconstruire la société sur de nouvelles bases, contrairement au réformisme qui entend préserver les fondements du capitalisme, ils sont donc irrémédiablement incompatibles ou inconciliables et ne peuvent pas coexister dans un parti ouvrier qui aurait pour objectif le renversement de l'ordre établi.

Comment en est-on arrivé là, à prétendre le contraire ou à se réclamer du réformisme tout en se prétendant révolutionnaire ou socialisme, trotskiste ? C'est la question récurrente qui revient le plus souvent dans la bouche de nombreux militants et que les réponses de nos dirigeants ne satisfont pas.

Par un tour de passe-passe, une épouvantable manipulation qui ne pouvait être que l'oeuvre de manoeuvriers professionnels, qui a consisté à ne voir et aborder dans le réformisme que l'aspect purement social qui coïncidait avec les besoins immédiats des masses, à le favoriser en dehors de tout autre critère ou facteur, au détriment de son aspect politique liquidateur qui allait mener à la dégénérescence complète ou à la destruction du mouvement ouvrier. Il aurait été impossible de défendre le socialisme sans se couper des masses, c'est le prétexte qu'on nous a servi jusqu'à nos jours pour justifier cette capitulation politique, à croire que la défense des besoins immédiats des masses ne figurait pas au programme du socialisme, qu'il n'aurait pas été possible de se situer sur le terrain du socialisme et de défendre les revendications sociales des travailleurs, quelle monstrueuse absurdité quand on y pense après coup ! Partant de là ils nous traitent logiquement de gauchiste.

Une contrevérité en réalité pour masquer leur abandon des objectifs du combat du mouvement ouvrier qui se confondent avec le socialisme. Le parcours des différents partis depuis le début des années 80 en dit plus que de longs discours sur ce processus d'adaptation au capitalisme.

Pratiquement du jour au lendemain, le PS étant parvenu au pouvoir (1981) et l'URSS ayant implosée (1989), ils balancèrent les principes qui avaient présidé à la formation de leurs partis politiques, ils modifièrent instantanément leur sémantique ou leur terminologie, ils banirent certaines expressions et références ou citations de leurs discours et de leurs programmes, modifièrent radicalement leurs rapports avec le PCF, se mirent à lorgner ouvertement vers le PS ou ses élus, bref, alors que fondamentalement aucune modification ne s'était produite au sein du capitalisme, de la structure de la société capitaliste ou des rapports entre les classes, l'effondrement de l'URSS étant programmé depuis des années et pour ainsi dire déjà entériné ou

acté, de même qu'il était prévisible qu'un jour ou l'autre le PS parviendrait au pouvoir sans que cela ne change quoi que ce soit au niveau des facteurs ou rapports cités précédemment.

Le PS devait conserver logiquement son statut de pilier du régime conformément à sa nature sociale capitaliste, se fondre dans les institutions de la Ve République auxquelles il n'avaiit jamais cessé de participer en réalité, quant au PCF, traversé par des contradictions intenables et dans l'impossibilité d'incarner le socialisme, il était voué à s'effondrer à son tour, tout cela était parfaitement prévisible et c'est ce qui se produisit, c'était inscrit dans la lutte des classes des décennies précédentes et le cours suivi par le capitalisme mondial, dès lors rien ne justifiait un tel virage à 180° à partir du début des années 80 de la part de ce qu'on appelait à l'époque l'avant-garde du mouvement ouvrier, sauf à tomber le masque du révisonnisme que leurs dirigeants avaient revêtu pendant de longues années et s'afficher tels qu'ils étaient réellement, vous connaissez la suite.

Les conséquences du réformisme ou de l'adaptation au réformisme ne pouvaient être à terme que catastrophiques pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, cela aussi était parfaitement prévisible, mais apparemment nos dirigeants l'ignorèrent, prévisible non pas en consultant un oracle ou une boule de cristal mais à partir des faits, dont les plus significatifs remontent au début des années 70 avec la décision de Nixon aux Etats-Unis de libérer la planche à dollars (en 71, non conversion du dollar en or) et celle de Pompidou en France de soumettre le financement du budget de l'Etat aux prédateurs du marché (en 73), la perte d'indépendance de la Banque de France au profit de la BCE et le passage à l'euro 2 ou 3 décennies plus tard parachevant ce processus, l'ensemble de ces facteurs témoignait suffisamment de l'adoption d'une nouvelle stratégie politique par la classe dominante, qui par l'originalité des moyens employés pour les atteindre permettait de comprendre qu'un nouvel élément d'une importance capitale avait été introduit au sein du capitalisme qui allait en bouleverser radicalement le fonctionnement et les principes sur le plan politique fondés sur la dictature de l'oligarchie financière, étendant son emprise sur l'ensemble des institutions politiques nationales et internationales, un nouvel ordre mondial était en train de se mettre en place reposant sur l'hégémonie sans partage de l'impérialisme américain ou plutôt l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste et leurs alliés internationaux, tandis que les droits politiques des peuples et plus particulièrement des masses exploitées allaient être confisqués par ces institutions politiques supranationales et antidémocratiques.

La concurrence acharnée à laquelle devaient se livrer les différents impérialistes américain, russe, chinois principalement, fut une fois de plus interprétée sur le plan économique ou social comme le produit des contradictions du capitalisme décrites par Marx et Engels, alors qu'en réalité l'impérialiste américain s'était doté de nouveaux instruments financiers dont il allait se servir pas seulement pour conserver ou renforcer sa domination sur le marché mondial, mais pour atteindre des objecifs politiques devenus d'une importance cruciale pour assurer la survie du système économique capitaliste au moment où la plus formidable crise de son histoire le rattrapait, se soumettre ou conquérir tous les Etats afin qu'ils adoptent l'idéologie néolibérale.

C'est ainsi que les masses n'ont jamais été instruite du danger politique mortel qui les menaçait dont elles commencent seulement à réaliser l'ampleur dans la plus grande confusion qui soit, une fois réduites à l'impuissance ou littéralement neutralisées, puisque ne disposant d'aucun parti ouvrier de masse les représentant ou dans lequel elles se reconnaîtraient. Le refus de nos dirigeants de prendre en compte ou leur incapacité à mesurer l'importance et la portée de la décision de Nixon en 1971 qui consista à fournir un formidable levier financier aux banquiers de la Fed pour s'emparer (définitivement) du pouvoir politique, devait les conduire à considérer qu'il n'y avait pas lieu de modifier leur conception de la lutte des classes ou leur interprétation du capitalisme et des rapports existant entre les classes, alors qu'en réalité ils étaitent faussés du fait de l'introduction de ce facteur financier correspondant à l'emprise de l'idéologie libérale sur l'ensemble de la société, et ce n'est pas un hasard si l'ongisme se développa et Internet vit le jour dans la foulée, puisque ce sont de puissants outils tournés contre le mouvement ouvrier, participant à l'atomisation de la société et de nos droits, à la manipulation ou au conditionnement des masses, flattant l'individualisme débridée, la mégalomanie, conduisant à la neutralisation de la lutte des classes et à la dislocation de la civilisation humaine, bref, poursuivant les mêmes objectifs politiques au moyen de la guerre idéologique et psychologique contre les masses.

Si la libération de la planche à dollars en 1971 (à yen et à euros depuis) ne fut pas l'acte fondateur du néolibéralisme à proprement parler, elle fut l'élément déclencheur et accélérateur d'une conception économique basée sur un critère de type mafieux qui parce qu'il était totalement hors de contrôle du pouvoir politique devait aboutir à sa capitulation totale devant l'oligarchie financière, on pourrait dire encore que c'est à partir de cette date que fut théoriser la stratégie du nouvel ordre mondial ou qu'elle fut finalisée et expérimentée quelques années plus tard aux Etats-Unis, en Amérique latine et en Grande-Bretagne, avant de gagner le reste du monde à l'exception de quelques poches de résistances. La finance tient son extraordinaire puissance de la nature mafieuse des instruments dont elle s'est dotée, et qu'aucun chef d'Etat ou de gouvernement n'ose véritablement dénoncer ou défier par crainte de s'attirer les foudres ou la vengeance de l'oligarchie financière, d'où aussi l'impunité dont elle bénéficie puisque c'est elle qui tient le sort du capitalisme entre ses mains.

Ce que nous avons voulu expliquer ici, c'est qu'il est erroné de réduire l'interprétation de la guerre que livre l'impérialisme américain aux autres impérialistes à une tentative de conserver son hégémonie sur le monde, dans la mesure où cette guerre poursuit un autre objectif de nature politique que rejettent ou occultent les partis ouvriers, et qui doit se solder par l'instauration d'un gouvernement mondial s'imposant à tous les peuples de la planète, un nouvel ordre mondial qu'il serait impossible de remettre en cause ou dont il serait impossible de contester la légitimité, de combattre et encore moins de renverser, contrairement à aujourd'hui où la mobilisation internationale des travailleurs suffit parfois pour faire reculer certains gouvernements, ce qui serait impossible une fois que cette monarchie absolue et tyrannique disposerait de tous les pouvoirs à l'échelle mondiale.

On a envisagé le communisme à l'échelle mondiale, mais on refuse d'admettre que son antithèse pourrait voir le jour, c'est tout de même curieux et incohérent, non ? Ce sont les dirigeants les plus puissants de la planète qui évoquent très sérieusement et publiquement cette stratégie politique du nouvel ordre mondial, et non nous qui y ferions référence à la légère à la suite de je ne sais quel illuminé en mal de notoriété. Sérieusement, qui peut croire un instant qu'il s'agirait de paroles en l'air ou sans importance à part ceux que cela arrange de le croire ?

Nous disposons d'une multitude d'arguments et faits pour étayer notre théorie que nous n'avons pas évoqués ici, mais que nous avons mentionnés dans d'autres causeries. Ce serait nous faire un procès d'intention de nous cataloguer parmi les adeptes de la théorie du complot, car nous n'avons cessé de dénoncer ceux qui annoncent tous les quatre matins l'effondrement du dollar, une guerre mondiale, la fin de l'hégémonie américaine, l'absence de moyen financier dont disposait l'impérialisme américain pour financer sa politique et mener ses guerres alors qu'elles ne cessent de s'étendre, parfois par milices privées interposées qu'il finance plus discrètement (par des fondations ou des instituts, comme en Arabie saoudite où ce sont de richissimes ploutocrates qui financent l'Emirat islamique et non le gouvernement qui n'a rien à se reprocher.), à ce titre même les chiffres du budget américain de la Défense sont truqués, tout comme les chiffres du chômage aux Etats-Unis ou le bilan de la Fed, des banques, etc., certains ne veulent pas prendre en compte cet aspect de la réalité ou le fait que la Fed fabrique des dollars à la pelle sans que personne ne sache combien et qui en profitent vraiment, à quoi ils servent.

Ce sont ceux qui refusent de prendre en compte ces facteurs, qui vous l'admettrez ne relèvent pas de l'anecdote, qui prétendent nous imposer leur interprétation de la situation ou nous dicter leur conception de lutte de classes.

Nous leur répondrons que nous doutons fortement qu'il soit possible de produire une analyse correcte et sérieuse et encore moins d'en tirer des conclusions pratiques en refusant de prendre en considération l'ensemble des facteurs et des rapports qui composent la situation, sans pour autant prétendre de notre côté avoir forcément raison car bien des éléments peuvent nous avoir échappés, cela dit à aucun moment il ne nous est venu à l'esprit d'occulter un facteur parce qu'il nous aurait embarrassé ou parce qu'on n'aurait pas su comment le traiter.

Epilogue. Il y a des coïncidences qui ne trompent pas.

Je venais juste d'éteindre l'ordinateur pour préparer mon repas du soir, j'allume la télé et je regarde Russia Today en mangeant, quelques instants plus tard commence un documentaire sur le capitalisme et au bout de dix minutes qui est-ce que je vois appararaître à l'écran, Nixon en 1971, le commentateur évoquant sa décision de mettre fin à la convertibilité du dollar en or...

Quand ce genre de coïncidences se produisent j'ai l'habitude de dire que tout est dans l'ordre des choses. J'interprète ces coïncidences dont l'origine m'échappe comme une confirmation ou que je suis sur la bonne voie et que je ne dois surtout pas en changer, cela ne signifie pas forcément qu'elle me sera profitable, mais qu'il n'en existe pas d'autres ou que je perdrais mon temps à en chercher une autre qui ne serait pas forcément meilleure.

Généralement j'ai constaté que c'était bon signe ou positif, cela concerne ma manière de gérer ma vie ou l'orientation que je lui ai donnée, mon état d'esprit aussi.

Lu dans des commentaires à la suite d'un article sur la laïcité publié par le M'PEP.

Normalisation ou banalisation de la pensée unique au sein du mouvement ouvrier.

- "Tout ce qui est excessif est insignifiant."

Et tout ce qui relève de la bienséance est d'une médiocrité affligeante, s'en contenter témoigne d'un esprit servil rongé par l'idéologie dominante.

Quand le statut divin de l'ignorance devient inné chez l'homme, il est condamné à la barbarie.

- "Il y a un lieu religieux dans le psychisme humain".

C'est à croire qu'il y a des gens de gauche, des progressistes assurément, dont le niveau de développement intellectuel en est encore à celui des hommes des cavernes.

Car de nos jours, dans une société qui n'a jamais été autant basée sur le matérialiste, rien n'indique que l'homme en général serait spontanément porté au cours de son développement à partir de sa naissance à interpréter les manifestations dont il ignore l'origine ou la signification ou à en rechercher les causes chez un être aux pouvoirs surnaturels ou qui se situerait au-delà du monde extérieur.

L'homme et la société occidentale sont suffisamment évolués pour qu'ils interprètent ses propres expériences et le monde extérieur selon des rapports de cause à effet quitte à les inverser puisqu'il a toujours une représentation déformée du monde dans lequel il vit, sans pour autant avoir à recourir à des procédés d'un autre âge qui relèveraient du mysticisme qui ne lui sont d'aucun secours pour régler les questions matérielles auxquels il doit faire face ou tout simplement satisfaire ses besoins élémentaires.

Les croyances qui avaient cours jadis furent supplantées par les religions dès lors que les forces productives se développèrent, dont l'objet était avant tout pragmatique et non mystique, on pourrait même dire politique puisqu'elles se rangeaient au côté des exploités et vilipendaient les riches. Ce sont leurs riches disciples ou adeptes qui les récupérèrent et qui leur donnèrent le contenu obscurantiste que nous leur connaissons aujourd'hui ou qui seul est parvenu jusqu'à nos jours car il faut bien le cultiver pour que le peuple demeure inculte ou culpabilise.

En réalité, c'est la société capitaliste qui entretient l'ignorance de la population et la pousse dans les bras de l'obscurantisme, alors qu'elle est engagée dans un cycle social régressif favorisant le retours aux croyances en tous genres et aux pires superstitions, dès lors que l'ordre matériel en place est incapable de satisfaire ses besoins et que toute issue à cette situation a disparu du fait de la décomposition du mouvement ouvrier...

Au passage, le M'PEP s'est développé en grande partie sur la base des principes que je revendique, à savoir favoriser l'éducation des masses, ce qui démontre que c'est tout à fait possible contrairement à ce qu'affirmaient mes détracteurs. Et si maintenant ce mouvement ne

Au diable les apparences et les conventions !

- Les vœux virtuels sont de plus en plus préférés - Francetv info

Habituellement j'adresse un petit mot à quelques personnes, ensuite elles me répondent. Cette année j'ai décidé de ne rien envoyer du tout pour voir ce que j'allais recevoir et je n'ai pas été déçu : Rien !

Je m'y attendais et cela me fait marrer, comme quoi je suis loin d'être aigri comme pensent certains, au contraire j'ai une bonne nature et je suis généralement de bonne humeur, parce que je ne me fais aucune illusion sur la nature humaine, c'est préférable. N'agissant pas de la sorte, j'ai parfaitement le droit de la trouver médiocre. Des gens trouvent normal qu'on leur téléphone ou qu'on leur écrive et qu'ils ne vous téléphonent ou ne vous écrivent jamais si vous ne faites pas le premier pas. Déduisez-en ce que vous voudrez. Je dois être un romantique ou un sentimental qui pense trop à des gens qui ont aussi vite fait de vous oublier, je les plains sincèrement d'être confronté à un tel désert sentimental, pas moi puisque je continue de penser à eux, en silence.

En guise de repas le 24 au soir avec Selvi on a fini les restes de la veille agrémentés de petits pois et un petit morceau de mouton, c'était la première fois de l'année qu'on en mangeait, trop cher. Et avant-hier on a fini le riz et les lentilles avec un carry de poulet antillais (et non indien) aux aubergines, plus des pommes de terre aux épices, c'est moi qui avait fait la cuisine. Selvi s'est régalée, c'était délicieux et on a passé deux excellentes soirées à regarder des vidéos de concerts de Joe Satriani et Lynyrd Skynyrd. Avant j'avais invité son frère à partager une Carlsberg, après il est parti travailler, eh oui, à lui tout seul il fait les 3x8 7j/7, cela existe !

Voilà qui contente ou rend heureux des gens simples qui ont de l'estime pour moi en échange de la sympathie que je leur témoigne, cela fait notre bonheur, au moins ils ne vont pas chercher midi à quatorze heures ou ne passent pas leur temps à se compliquer la vie et celle des autres, ce que j'apprécie. Et ils ne sont pas plus superficiels que la moyenne de gens qui se croient très intelligents ou supérieurs aux autres, on se demande en quoi et de quoi droit, bref.

Il y en a franchement marre des gens qui sont aigris ou toujours de mauvaise humeur, hypocrites à loisirs, qui critiquent tout ce que vous faites ou pensez, vous dénigrent dans votre dos parfois pendant de longues années croyant que vous n'avez rien remarqué ou vous prenant pour un simple d'esprit.

Faire l'idiot ou celui qui n'a rien remarqué est une de mes spécialités pour me moquer ensuite de ces gens-là, pas méchamment évidemment, généralement quand vous dites stop ils le prennent très mal et vous en veulent terriblement, ils n'ont qu'à s'en prendre qu'à eux-mêmes pour avoir adopté cette attitude qu'on ne leur envie pas. Nous préférons avoir des relations sincères ou franches, ce qui les incommode et on se demande bien pourquoi puisqu'ils sont irréprochables. Ils ne sont pas à une incohérence près et n'en ont pas conscience ou préfèrent se réfugier dans le déni, comme si tous les rapports devaient se transformer obligatoirement en rapports de forces au lieu d'être fraternels et sans arrière-pensées, ce qui semble impossible ou hors de leur portée, qu'y pouvons-nous, rien pour avoir montré ce qui nous paraissait être le bon exemple.

Je fus un excellent compagnon et père de famille, je parle de ma première épouse, mais elle a décidé de tout foutre en l'air, cela n'allait pas, à croire que la vie était trop simple. A la même époque, quand je bossais comme technicien SAV ma bagnole de société était toujours propre, ma malette à outils aussi bien rangée que celle d'un chirurgien, j'étais toujours impeccable ou

fringué aux quatre épingles, veste Yves Saint-Laurent à 5.000 balles par exemple, ponctuel, poli, courtois, affable avec les clients ou les patrons des boîtent que je visitais qui généralement me trouvaient sympathique et sérieux, professionnel quoi, car je faisais mon boulot dans les règles de l'art, il n'y avait que mes propres patrons qui n'étaient jamais satisfaits, en deux mots qui ne pouvaient pas me blérer très rapidement, mes idées les dérangeaient, je ne faisais ni syndicalisme ni politique à ce moment-là, mais le seul fait de savoir que j'avais des idées tranchées les indisposait, je devenais leur tête de Turc à briser ou abattre, je finissais toujours par démissionner ou me faire virer, alors que j'avais eu un comportement irréprochable. A croire qu'il n'y a pas de place dans la société pour les gens honnêtes et sincère, trop peut-être, une cible facile. Ce n'est pas un hasard si j'ai atterri en Inde où je me conduis exactement de la même manière, à ceci près que je n'ai de compte à rendre à personne parce que j'ai réussi à créer les conditions qui me le permettent, sinon j'aurais encore été exclu et terminé à la rue, je l'ai échappé belle !

Ce sont les gens qui ne supportent pas ce que vous êtes ou vos idées qui sont les premiers à vous accuser de les juger ou de vouloir leur donner des leçons, alors qu'on n'en a jamais eu l'intention, là encore ils se méprennent sur vos intentions ou vous accusent à tort parce qu'il leur est impossible d'adopter le même comportement franc et honnête à votre égard. Ils préfèrent la compagnie des hypocrites ou des gens superficiels à souhait que pour notre part nous évitons. Ils sont satisfaits lorsque vous leur reconnaissez des droits, mais ils ne veulent pas admettre que vous méritez le même traitement de leur part, partant de là effectivement on n'a rien à faire ensemble ou à se dire.

Vous me direz qu'à ce compte-là on fait le vide autour de soi, effectivement, mais c'est souvent un soulagement, car c'est un fardeau en moins à supporter, parfois c'est le prix à payer pour conserver notre indépendance ou être en accord avec nos idées. A côté de cela et avant d'en arriver là, on est bien obligé de faire des concessions et de faire preuve de beaucoup de patience envers des gens qui un jour ou l'autre vous témoigneront qu'ils n'en valaient pas vraiment la peine, ce seront eux qui s'évertueront à vous le démontrer, on ne fera qu'en tirer les conclusions qui s'imposent et continuer ou non notre relation le moment venu. Les gens qui vous méprisent sont généralement ceux qui vous accusent d'avoir une telle attitude envers eux. En fait c'est l'histoire de la paille que l'on voit dans l'oeil de son voisin, alors qu'elle est le reflet de celle que l'on a devant les yeux et qui nous aveugle. C'est bien triste.

ACTUALITE EN TITRES

Enfumage, gesticulation, grande manoeuvre, voilà le genre d'infos qu'on ne traitera plus.

- Cécile Duflot éreinte la loi Macron et appelle à la mettre en échec - LeFigaro.fr

- Royal s'emploie à «rassurer», les écologistes sur la loi Macron vLeFigaro.fr

Méthode Coué et parole de réac. Cela dépend pour qui.

- Enthousiasme général pour les prévisions de croissance 2015 : quand un chiffre identique inquiétait l'Insee un an auparavant - Atlantico.fr

- Pourquoi un retour de la croissance s'accompagnera d'une hausse des inégalités (et ça n'est pas la mauvaise nouvelle que ça semble être) - Atlantico.fr

C'est la fête, bonne année !

- Un septième sans-abri est décédé - Francetv info

- Un sexagénaire a été retrouvé mort dans la rue à Marseille, le jour de l'An. - AFP

C'est étonnant, ici en Inde plus personne ne crève plus comme un chien dans la rue, à croire que la pauvreté ou la misère est mieux entretenue en Inde. On en déduira ce qu'on voudra à propos de la France, terre d'accueil, des droits de l'homme, patati patata...

Les spéculateurs se moquent de tous les indices.

- L'indice PMI manufacturier US au plus bas depuis janvier 2014 - Reuters

- Baisse inattendue des dépenses de construction aux Etats-Unis - Reuters

- Séisme monétaire en vue : Mario Draghi parle du risque de déflation - Atlantico.fr

Que cela ne tienne :

- Wall Street ouvre en hausse la première séance de 2015 - Reuters

Le pire est à venir assurément et personne n'y est vraiment préparé, c'est sans doute cela le pire.

- Plus de la moitié des Français redoutent que 2015 soit plus difficile que 2014 - La Tribune

- Avec 71 % de pessimistes, le moral des Français est au "plus bas" - LePoint.fr

...et les heureux élus...

- Sans fleurs ni couronnes, la France enterre sa taxe sur les super riches - AFP

...qui connaissent la réponse à la question suivante...

- Le capitalisme a-t-il un avenir ? - lexpress.fr

Intox

- Autoroutes : Manuel Valls repousse à 2017 une éventuelle résiliation des concessions - Francetv info

Un régime ébranlé. Tiens donc, les conspirateurs viendraient-ils de l'intérieur, comme le 11-septembre ?

- Sony: le piratage pourrait venir de l'intérieur, mais le FBI n'y croit pas - La Tribune

Que cela ne tienne :

- Nouvelles sanctions américaines contre la Corée du Nord - Reuters

Nouvel ordre mondial et stratégie du chaos et de la guerre.

- Ukraine. Kiev: des milliers d'ultranationalistes défilent avec des flambeaux - AFP

- Hongrie: nouvelle mobilisation contre le Premier ministre - AFP

- Liban. Le mandat du Tribunal spécial pour le Liban prolongé de trois ans - LeMonde.fr

- Afghanistan: au moins 15 morts dans une attaque à la roquette - AFP

- Yémen. Plus de 30 morts après un attentat-suicide au Yémen - LeMonde.fr

- Syrie. Une figure de la révolte syrienne rejoint l'État islamique - LeFigaro.fr

- Irak: plus de 15.000 morts en 2014, année la plus sanglante depuis 2007 - AFP

- Libye. Raid aérien en Libye et combats près d'un port pétrolier - Reuters

- Israël gèle des fonds aux Palestiniens après l'affaire de la CPI - Reuters

- Nigeria: Boko Haram s'empare d'une base militaire sur les rives du lac Tchad - AFP

- Somalie. Voiture piégée et tirs dans la capitale somalienne - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. L'armement et la guerre : C'est du solide !

- Arabie: la livraison d'armes au Liban évoquée lors d'une visite de Le Drian à Ryad - AFP

Le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian, en visite en Arabie saoudite, a été reçu dimanche par le prince héritier Salmane Ben Abdel Aziz.

Outre l'entretien avec le prince héritier, M. Le Drian a rencontré les ministres saoudiens de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Garde nationale ainsi que le vice-ministre de la Défense, a ajouté la même source.

Les deux pays ont souligné à cette occasion "la solidité de leurs relations bilatérales", a rapporté l'agence officielle Spa.

"L'Arabie saoudite a représenté 40% des prises de commandes d'armement français en 2014 (4 milliards d'euros). Et les contrats d'armement ont représenté 60% des grands contrats signés par la France dans ce pays", indique-t-on au ministère de la Défense à Paris.

Sinon ça sert à quoi d'être super riche.

- A Dubaï, découvrez la police la plus luxueuse du monde - Francetv info

La patrouille de police la plus chère du monde est à Dubaï. Parmi la dizaine de véhicules de luxe qui forment cette patrouille, on trouve des voitures parmi les plus chères et les plus rapides de la planète : Lamborghini, Chevrolet, Ferrari, McLaren... Khaled, l'un des patrouilleurs, se confie à France 2 : "Ces voitures sont comme le visage de la police. Nous devons être fiers d'incarner cette image".

Sa collègue Mariam évoque les réactions provoquées par ces bijoux : "D'habitude, tout le monde se dit 'Oh, une voiture de police' et les gens détestent ça. Mais nos voitures, tout le monde les aiment. Les gens veulent les arrêter pour les prendre en photo".

Pas question cependant que ces bolides servent à des courses-poursuites. Leur rôle : circuler dans les zones touristiques. "Ça leur donne beaucoup de prestance. C'est très positif, ça va avec Dubaï en fait", assure une touriste.

Dubaï dépense sans compter pour assurer la sécurité de ses rues et briller aux yeux du monde. Les policiers commencent à utiliser des lunettes intelligentes pour dresser des contraventions. 30 000 caméras et des drones scrutent la ville. Dubaï tient à conserver son taux de criminalité parmi les plus bas du monde, pour attirer toujours plus de touristes et investisseurs. Francetv info 04.01

Grèce. Pétard mouillé.

Quand l'amorce d'un "changement nécessaire" en Europe passe par... Draghi et la BCE. Tout un programme., de gauche bien entendu !

- La Grèce, amorce d'un "changement nécessaire" en Europe, selon Tsipras - AFP

Tsipras veut faire de la Grèce un "exemple positif de progressisme en Europe" tablant aux élections du 25 janvier sur la fin d'un "vieux monde politique", celui des conservateurs de la Nouvelle Démocratie et des socialistes du Pasok actuellement au pouvoir au sein d'une coalition.

"Grâce à des négociations énergiques, nous garantissons une participation réellement équitable de notre pays à la zone euro, sans l'austérité que n'imposent pas les règles européennes", a déclaré le dirigeant de Syriza.

"Il faut en finir avec l'austérité", a-t-il insisté. AFP 03.01

Vraiment ?

- La BCE ne pourra pas exclure la Grèce de sa politique, estime le leader de l'opposition - La Tribune

La Banque centrale européenne (BCE) ne pourra pas exclure la Grèce d'un programme d'assouplissement quantitatif, si elle décide d'en adopter un pour relancer l'économie de la zone euro, a déclaré Alexis Tsipras, chef de file du parti de gauche grec Syriza.

S'exprimant lors du congrès de son parti samedi à trois semaines des élections législatives anticipées du 25 janvier, Alexis Tsipras a promis qu'en cas de victoire, Syriza ferait en sorte qu'une bonne part de la dette grecque soit effacée dans le cadre d'une renégociation de son plan d'aide international.

Alexis Tsipras a dit espérer que le président de la BCE, Mario Draghi, se décide en faveur d'un tel programme et a dit que la Grèce ne pourrait pas en être tenue à l'écart, comme l'ont suggéré certains économistes et hommes politiques de pays comme l'Allemagne. "Tout programme d'assouplissement quantitatif de la BCE, avec achat direct d'obligations, doit englober la Grèce", a-t-il estimé.

Et les chiens de garde de l'austérité monte en première ligne.

1- Merkel prête à laisser la Grèce sortir de la zone euro - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel est prête à laisser la Grèce sortir de la zone euro, au cas où la Gauche radicale remettrait en cause la politique de rigueur budgétaire dans ce pays, affirme samedi l'édition en ligne du magazine Spiegel.

"Le gouvernement allemand juge quasiment inévitable une sortie (de la Grèce) de la zone euro, si le chef de l'opposition Alexis Tsipras (Gauche radicale Syriza) dirige le gouvernement après les élections (législatives), abandonne la ligne de rigueur budgétaire et ne rembourse plus les dettes du pays", affirme le site web de l'hebdomadaire, en s'appuyant sur "des sources proches du gouvernement allemand".

Angela Merkel et son ministre des Finances Wolfgang Schäuble ont changé d'avis et désormais ils "jugent supportable une sortie du pays de la monnaie unique en raison des progrès accomplis par la zone euro depuis le sommet de la crise en 2012", assure le Spiegel Online, toujours sur la base de ces sources. AFP 03.01

2- Grèce: avec son nouveau parti, Papandreou veut ressusciter les valeurs socialistes - AFP

L'ancien Premier ministre socialiste Georges Papandréou a présenté samedi le nouveau parti (Le Mouvement des socialistes démocrates) qu'il crée à trois semaines des législatives en Grèce comme une initiative destinée à stopper "l'anéantissement" des valeurs du parti socialiste Pasok dont il est député et que son père a fondé.

L'annonce de la dissidence de Georges Papandréou intervient après des mois de tension avec l'actuel chef du Pasok, Evangélos Vénizélos, qui a dénoncé une action "personnelle" de M. Papandreou, destinée à défendre "ses propres intérêts".

Le Pasok, fondé en 1974 après la chute de la dictature des colonels par Andreas Papandreou, père de Georges, constituait avant la crise l'un des piliers du système politique grec mais a vu ses résultats électoraux s'effondrer depuis 2010.

Il participe actuellement à la coalition gouvernementale dirigée par le Premier ministre conservateur Antonis Samaras, président de la Nouvelle-Démocratie, mais n'est crédité que de 4 à 6% des intentions de vote pour les législatives du 25 janvier pour lesquelles la gauche radicale, Syriza, devance la Nouvelle Démocratie. AFP 04.01

Faudrait-il se laisser tenter par cette nouvelle gauche qui nous rappelle les nouveaux philosophes et vieux réactionnaires des années 70 ? Attention à la désillusion, la chute n'en sera que plus soudaine et violente ou sanglante !

Les milices fascistes de l'OTAN, Bruxelles et Washington paradent à Kiev.

- Kiev: des milliers d'ultranationalistes défilent avec des flambeaux - AFP

Plusieurs milliers de supporters de l'extrême droite ukrainienne ont défilé avec des flambeaux jeudi soir à Kiev pour commémorer un chef de file des nationalistes ukrainiens Stepan Bandera, dénoncé comme collaborateur nazi par Moscou et les rebelles prorusses de l'est de l'Ukraine.

Les manifestants, réunis à l'appel des partis d'extrême droite Svoboda et Pravy Sektor, mais aussi des combattants du régiment Azov composé de volontaires nationalistes, ont marché dans le centre-ville jusqu'au Maïdan, la place centrale de Kiev et haut lieu des protestations qui ont conduit au renversement en février 2014 du président prorusse Viktor Ianoukovitch.

"Gloire à l'Ukraine! Gloire aux héros! Gloire à la Nation! Mort aux ennemis! La Russie est la prison des peuples", scandaient les manifestants brandissant des drapeaux nationaux bleu et jaune, nationalistes rouge et noir et un grand portrait de Stepan Bandera, né il y a 106 ans.

Stepan Bandera était le chef idéologique des combattants antisoviétiques, qui ont affronté l'Armée rouge et massacré des Polonais dans l'ouest de l'Ukraine. Une partie du mouvement nationaliste ukrainien avait collaboré avec les nazis avant de combattre contre eux.

Bandera, dont deux frères ont été tués à Auschwitz en 1942, avait lui-même été emprisonné de 1941 à 1944 dans un camp de concentration nazi après avoir tenté de mettre en place un gouvernement ukrainien indépendant lors de l'occupation nazie de l'Ukraine, alors partie de l'URSS.

Empoisonné par un agent du KGB en 1959 à Munich, il est abhorré en Russie. Le président Vladimir Poutine avait d'ailleurs désigné en mars le gouvernement ukrainien ayant succédé au régime de Ianoukovitch comme "des héritiers idéologiques de Bandera, le complice d'Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale". AFP 02.01

C'est bien la réalité, le gouvernement néonazi que soutiennent Hollande, BHL, le PS et ses satellites, EELV...

En complément.

Au même moment, la Commission européenne célébrait l'entrée dans la zone euro d'un pays dont les dirigeants légitiment le nazisme.

- La Lituanie devient le 19e pays de la zone euro - AFP

Haut de page

Le 8 janvier 2015

CAUSERIE

Ma boîte aux lettres (Yahoo) est inaccessible depuis plusieurs jours, ne sachant pas pas pourquoi ou si c'est définitif j'en ai créée une autre pour ceux qui voudraient m'écrire. jctardieu@outlook.fr.

Je n'ai pas le temps d'actualiser le site et j'ai dû reporter mon déménagement d'une semaine à cause d'innombrables problèmes.

J'ai réussi (contraint) à diminuer mes dépenses ou mon niveau de vie de 30.000 roupies mensuels environ à 10.000 roupies pour deux personnes, en comptant que je n'aurai plus de loyer à payer à partir de février, soit 62,25 euros par mois et par personne sur la base de 80 roupies pour 1 euro. Je remercie au passage ceux qui estiment que c'est encore trop et qui doivent être dans la même situation, à leur place je me poserais de sérieuses questions que je préfère ne pas aborder ici pour ne pas être plus désagréable que d'habitude, j'ai le don de me faire des amis, ce qui ne rapporte rien évidemment et me laisse indifférent. Vous comprendrez ou non que rendu à ce stade, vivre avec 62,25 euros par mois et par personne, je dois m'occuper en priorité de mes affaires, le site passe après.

Pourquoi nous ne sommes pas Charlie ?

Il est pour ainsi dire inutile de produire la moindre analyse à la suite de l'attaque perpétrée contre Charlie Hebdo, il suffit de poser une question pour en connaître les commanditaires ou ceux qui l'ont inspirée et en tireront profit : Qui massacre par centaines de milliers ou millions au total l'OTAN ou la coalition militaire constituée autour des Etats-Unis, les talibans, Al-Qaïda, le Fronts Al-Nosra et l'Emirat islamique au Proche-Orient et en Asie depuis le 11-septembre ? Des musulmans, pas des israéliens ou des juifs, des Américains ou des occidentaux, à plus de 90% des musulmans.

J'ai lu une vingtaine d'articles et des dizaines de déclarations depuis 24h, pas un n'évoque ce fait et ceux évoqués plus loin qui correspondent pourtant strictement à la réalité, le black-out est total et la propagande bat son plein.

J'ai longuement hésité avant de publier cette chronique, puis pris de compassion pour mes lecteurs j'ai décidé de leur livrer cette analyse qu'ils ne trouveront nulle part ailleurs ou plus tard.

A qui profite le crime ?

Facile de devinez la réponse. Il suffit de suivre le battage médiatique qu'il a déclenché.

Dans quel contexte national et international ?

Vous connaissez la réponse, pas entièrement puisqu'on n'actualise plus les causeries, vous ignorez forcément ou sans doute que le Président du parlement et des hauts gradés de l'armée irakienne demandent aux Américains de cesser de parachuter des tonnes d'armes à Daech qu'ils prétendent combattre, ce qui fait désordre, info censurée par les médias français évidemment.

Les Américains et leurs alliés sont embourbés en Irak et en Syrie, ils ont l'ensemble de la population contre eux. Par centaines de milliers des Syriens et Irakiens ont rejoint les milices populaires armées qui combattent l'Emirat islamique, le supplétif de l'OTAN, au côté des armées syrienne et irakienne. Ils sont plus de 700.000 Irakiens à en faire partie officiellement.

Or face à tout un peuple debout, uni et armé qui combat un envahisseur, aucune armée ne peut le vaincre.

A quel moment intervient-il ?

Loi Macron, élections, départ (?) du porte-avions Charles de Gaulle à destination du Golfe Persique, pour remplir quelle mission, on l'ignore, impliquer davantage la France dans la guerre en Irak, et en Syrie où pour le moment elle n'intervient pas ouvertement, ou attaquer directement l'Etat syrien, un tel choc pourrait le justifier sur fond d'union nationale, Sarkozy, Juppé, Fillon, Bayrou, etc. viennent d'y appeler face à la menace "*terroriste*"... dont Assad est responsable.

- La confiance de l'exécutif grandit sur la loi Macron - Reuters

Adoptée !

Trois scénarii possibles :

1- Un acte d'une cellule terroriste isolée ayant agi en solitaire.

2- Un acte de vengeance d'une cellule terroriste de Daech bien organisée qui aurait agi de son propre chef.

3- Un acte réalisé par un commando d'islamistes radicaux infiltré correspondant à une mission ou un objectif politique déterminé.

Trois réponses possibles :

1- Un acte de professionnel, donc hors de portée de petits caïds radicalisés de banlieue.

2- Un acte injustifié puisque la France arme Daech, Le Drian était encore à Riad il y a quelques jours, leur maison mère.

3- La version la plus vraisemblable, car il fallait être parfaitement renseigné sur l'emploi du temps de la rédaction de Charlie Hebdo pour pouvoir l'éliminer d'un coup. A ceci près toutefois qu'ils s'étaient trompés d'immeuble, leur repérage laissant à désirer, ce qui accrédite l'hypthèse d'une cellule hiérarchisée, avec des chefs qui pensent et ont un niveau intellectuel supérieur aux petites mains aux coupeurs de têtes et aux autres égorgeurs.

Cela dit, ils n'ont commis aucun erreur et ont gardé leur sang froid en abattant deux policiers. Objectif atteint à 100%, opération réussie, jusqu'aux policiers qui perdent la trace des fuyards !

Les infos du jour que j'ai captées en regardant ce soir les infos de Russia Today International confirme notre hypothèse, à savoir que la police serait déjà sur la piste des auteurs de cet "*attentat*", ils auraient même identifié deux des trois auteurs de cette tuerie, alors que la veille elle ne possédait pas le moindre indice sur sa préparation, à croire que la NSA et les services de renseignement français étaient en vacances et n'ont repris leur service que depuis hier après-midi, le mieux ou le pire, c'est qu'il y en a qui vont gober cette histoire.

- Le Premier ministre, Manuels Valls, soulignait fin décembre que le risque terroriste n'avait jamais été aussi élevé en France face à la radicalisation de plus en plus fréquente de jeunes désirant partir pour la Syrie. Reuters 07.01

Ils y ont été poussés par Fabius, ils ne faisaient que répondre à son appel désespéré pour en finir avec Assad ou plutôt mener la guerre au peuple syrien qui combat pour conserver sa souveraineté.

- Les agresseurs, au nombre de trois selon le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, ont donné l'image d'un commando entraîné militairement qui avait préparé son opération, l'hebdomadaire faisant l'objet d'une protection policière.

"*C'était très étudié, il y a eu clairement une opération de renseignement*", a déclaré à Reuters Anne Giudicelli, consultante et

fondatrice de Terr(o)risc. "*Ils ont trouvé une faille dans le dispositif de protection et ont choisi un mode opératoire garantissant le succès de leur opération*", a-t-elle ajouté.

Pour Alain Rodier, spécialiste du terrorisme, la piste islamiste ne fait aucun doute, même si l'on ignore la mouvance.

"*Il semble vraiment que c'est un groupe qui avait préparé son affaire*", a-t-il dit sur iTELE.

Sur des vidéos filmées par des témoins, les deux hommes, armés l'un d'un fusil à pompe et l'autre d'une kalachnikov, font preuve d'un grand sang-froid. "*Ce sont vraiment des tueurs aguerris*", a dit René-Georges Querry, ancien chef de l'unité de coordination de la lutte antiterroriste, sur BFM TV.

Ils criblent ainsi de balles la voiture d'une patrouille de police puis, lorsque l'un des agents parvient à s'extraire du véhicule, vont l'achever à terre d'une balle dans la tête.

Les deux hommes avaient auparavant pénétré dans les locaux de l'hebdomadaire satirique et tué le policier chargé de la protection rapprochée de Charb, le directeur du journal. Reuters 07.01

Charlie Hebdo créé en sous-main par le PS.

Reseau Voltaire International - Charlie Hebdo avait été créé en 1992, officiellement par Philippe Val, Gébé, Cabu et Renaud, officieusement par le président François Mitterrand avec les Fonds secrets de l'Élysée. (Attentat à Charlie Hebdo - 07.01)

Il est présenté comme un journal de gauche, alors qu'en réalité sa ligne éditorialiste serait plutôt d'extrême droite libertaire ou néolibérale.

Guerre idéologique et psychologique.

Bayrou cible d'emblée l'ensemble des musulmans, Le Pen et Netanyahu apprécieront : "*On mesure aujourd'hui ce que peuvent être des religions qui cherchent à imposer par la terreur leur obsession et leur fanatisme.* " AFP 07.01

Le musulman est le bouc émissaire tout trouvé que les provocateurs professionnels de Charlie Hebdo visait en réalité, se faisant le relais de la propagande des néolibéraux qui déstabilisent le Proche-Orient pour mieux le contrôler ainsi que ses richesses, ce qui est justifié puisque ce sont des barbares et le tour est joué. Ajoutons sous couvert de la liberté de la presse ou de la démocratie, qui comme chacun sait sont en réalité un leurre ou piétinées quotidiennement par le gouvernement.

Monter la population contre les musulmans, la diviser pour l'affaiblir, la viser pour qu'elle se rassemble autour de son sauveur suprême, Hollande ou l'exécutif, qui en profite pour faire passer la loi Macron scélérate, etc. Hollande et Valls ainsi que Cazeneuve se sont rendus immédiatement sur les lieux, à croire qu'ils avaient inscrit ce rendez-vous dans leur agenda. Avant-hier Cambadélis appelait ses troupes au "*rassemblement*" autour du gouvernement en vue des élections et Sarkozy s'apprête à rebaptiser l'UMP Le Rassemblement, comme quoi le "*hasard*" fait bien les choses.

Alimenter l'état de psychose collective propre à paralyser ou parer toute initiative ou mobilisation de masse contre un régime fragilisé, minoritaire et illégitime. En réalité, en agissant de la sorte, ils encouragent ouvertement le communautarisme et fournissent au passage sur un plateau un argument inespéré à l'extrême droite pour qu'elle se renforce, bien joué.

Finalement cet attentat s'inscrit dans la lignée de ceux attribués à Al-Qaïda ou d'autres mouvements terroristes perpétrer il y a quelques années ou quelques mois à Londres, Madrid, Nairobi, Sydney, en Chine et en Russie, etc. qui justifie depuis le 11 septembre 2001 l'adoption de nouvelles lois toujours plus liberticides adoptées par la plupart des pays, ainsi que le renforcement du contrôle de la population par ces Etats policiers.

Dans la continuité du 11-septembre disions-nous ?

- Hollande annonce le 1er deuil national depuis le 11-septembre - Le Huffington Post 07.01

Une union nationale pour quoi faire ?

Jean-Marie Le Pen a lâché le morceau dans une interview au Figaro : "*Je n'ai pas envie de soutenir l'action gouvernementale impuissante et incohérente (...) Nous ne ferons pas face à la guerre qui nous est déclarée en diminuant, systématiquement tous les ans, les budgets militaires, policiers et judiciaires.* ". Lefigaro.fr 07.01

Le Pen pose une question à laquelle il connaît la réponse : Chacun son tour à l'exemple de l'Ukraine : «*L'union nationale inclut-elle le Front national?*» (id) Une fois le Front des Républicains vendu laminé, votre tour viendra... hélas !

L'heure est à "***l'unité***", au "***rassemblement***" des représentants de la classe dominante.

- Charlie Hebdo: une marche républicaine organisée samedi à Paris - AFP

Le Parti socialiste (PS), le Parti communiste (PCF), Europe Écologie-Les Verts (EELV), le Mouvement républicain et citoyen (MRC) et le Parti radical de Gauche (PRG) ont appelé à cette "*marche républicaine*" samedi à 15H00 à Paris, en réaction à l'attentat contre Charlie Hebdo . AFP 07.01

Nous appelons travailleurs et militants à ne pas y participer.

- Charlie Hebdo: sous le choc, la classe politique appelle à l'unité nationale - AFP

- Sarkozy: "*Notre démocratie est attaquée, nous devons la défendre sans faiblesse*" - AFP

- Bayrou: *"un seul devoir, nous serrer les coudes*" et "*faire l'union nationale*" - AFP

- Charlie Hebdo: religieux et antiracistes appellent à l'unité contre les amalgames - AFP

- Horreur, amitié, détermination... soutien des rédactions à "*Charlie Hebdo*" - Le Huffington Post

Parole de chef de guerre.

Attentat à Charlie Hebdo : «*Notre meilleure arme, c'est notre unité*» affirme Hollande - LeParisien.fr

«*Rassemblons-nous et nous gagnerons.*» François Hollande a appelé à l'unité nationale, ce mercredi soir. AFP 07.01

"*... La République doit se rassembler*", Sarkozy dans une déclaration depuis le siège de l'UMP. AFP 07.01

Le PS n'a plus la majorité absolue à l'Assemblée nationale - Francetv info

La défection de Jean-Pierre Maggi du groupe PS à l'Assemblée nationale est lourde de conséquences puisqu'elle le prive de la majorité absolue. Il passe à 288 membres, sur un total de 577 députés. Les socialistes seront donc contraints, pour les textes à venir, de composer systématiquement avec les radicaux de gauche ou avec les écologistes. Francetv info 07.01

Haut de page

Le 9 janvier 2015

CAUSERIE

J'ai réussi à débloquer mon adresse électronique, Yahoo avait modifié l'adresse qui permettait d'y accéder sans m'en avoir averti. Je me suis connecté sur Yahoo.com, puis j'ai cliqué sur l'icône de ma boîte aux lettres qui s'est ouverte, ensuite j'ai entré cette adresse dans mon disque dur (page d'accueil de Mozilla).

On actualisera toutes les rubriques demain.

Je n'ai publié aucun article sur l'affaire Charlie Hebdo, car je ne partage pas l'interprétation policière qui en a été faite, je préfère m'en tenir à la portée politique de ce massacre monstrueux. Je les publierai demain.

Si on la traite avec sarcasme ou un certain humour noir, ce n'est pas par mépris pour les victimes, c'est pour dénoncer ceux qui la prennent au sérieux mais par le mauvais bout.

Même des Indiens m'en ont parlé aujourd'hui, c'est pour dire que l'info a fait le tour du monde, bravo aux psychopathes qui sont aux manettes !

On a sacrifié les autres informations, notamment la démission de Lepaon. La roue tourne, tournera-t-elle enfin dans le bon sens à la direction de la CGT ? Qu'il soit permis d'en douter fortement.

La question qui tue.

Etes-vous Charlie ou Charlot ? Si vous êtes Charlie et Charlot, ne vous étonnez pas du sort qui peut vous être réservé.

Étymologie. 1748, nom du bourreau à Paris; n. commun, 1887; d'après le prénom Charles porté par différents bourreaux de Paris.

Argot, vx. Bourreau (à Paris). La bascule à Charlot : la guillotine. (Le Grand Robert)

Nous ne faisons pas dans le cynisme gratuit qui serait plutôt du côté de ceux qui récupèrent cette affaire ou auxquels elle profite il faut préciser, nous nous bornons à remettre les choses à leurs places et tant pis si cela dérange.

Qu'il nous soit permis d'avoir une pensée pour les centaines de milliers ou plutôt les millions de morts innocents Syriens, Irakiens, Afghans, Libyens, Soudanais, Somaliens, Palestiniens, musulmans notamment pour la plupart, tombés sous les balles ou les bombardements des puissances occidentales et leurs alliés du Golfe ou les barbares sionistes.

Obama « Vive la France ». Vive la guerre ! A entendre tous les discours on se croirait revenu 13 ans et 5 mois en arrière.

Grille de lecture.

- Du don de la provocation grotesque au don du sang. Une juteuse affaire.

- Pour un système policier mondial. Le " nouvel ennemi intérieur " (Le Figaro) qui tombe à point.

- Des tueurs professionnels pas très futés, quelle aubaine !

- Confirmation. Un coup parfait digne du 11-septembre.

- Imposture. Tous républicains et défenseurs de la liberté d'expression qu'ils honnissent en réalité.

- Même les négriers (les patrons) des temps modernes sont des Charlie.

- L'interprétation policière de l'UE qui espère adopter de nouvelles mesures liberticides calquées sur les Etats-Unis

- Un étrange silence, un étrange absent depuis trois jours : les sionistes, Israël et le Crif.

- La poursuite de la guerre que mène l'impérialisme français en Afrique et au Proche-Orient sur le territoire nationale ou comment faire adhérer la majorité de la population à leurs entreprises guerrières à travers le monde et exiger des sacrifices supplémentaires simultanément sur le plan social. Mode d'emploi.

La mauvaise question ou comment vous mener sur une fausse piste.

La mauvaise.

lepoint.fr - Est-il envisageable avec les moyens que la République consacre actuellement aux renseignements intérieur et extérieur - à la louche, un milliard d'euros par an - de dresser un bouclier infranchissable contre des hommes déterminés, organisés et prudents ? La réponse est négative. lepoint.fr 08.01

Celle qu'il ne faut surtout pas se pose ou sur laquelle il est préférable de ne pas insister.

Ce sont les gouvernements français successifs qui se sont illustrés en soutenant les pétromonarchies aux régimes féodaux pratiquant une version de l'islam déformé et extrémiste pendant qu'ils toléraient l'implantation en France de prédicateurs wahhabites ou takfiristes appelant au djhad ou à la guerre sainte contre les croisés ou les infidèles, tous ceux qui ne partageaient pas leur idéologique archaïque et criminelle, qui ont ainsi créé les conditions favorables à l'émergence de cellules isolées, de groupes ou groupuscules commençant par terroriser les musulmans dans certains quartiers ou certaines communes avant de

s'en prendre ouvertement à l'ensemble de la population allant jusqu'au crime, ou en s'enrôlant dans des mouvements terroristes entrés en guerre contre la population à majorité musulmane de pays étant devenus les cibles à massacrer et à détruire de l'impérialisme américain, qui en sont les commanditaires ou manipulateurs en chef et portent la responsabilité de leurs actes monstrueux.

lepoint.fr - "La guerre est déjà sur notre sol", soulignait la semaine dernière un officier. Il poursuit : "Nous sommes engagés à l'extérieur de nos frontières, mais nous participons aussi à Vigipirate dans l'Hexagone." De fait, les armées françaises sont placées en première ligne. Depuis 2001 et les attentats du 11 Septembre, des dizaines de milliers de soldats français ont combattu d'abord en Afghanistan, puis aujourd'hui sur le sol africain. Les raisons de cette posture sont bien connues : les dirigeants français - tous partis de gouvernement confondus - considèrent que la meilleure manière d'éviter une propagation du terrorisme sur le sol national consiste à aller combattre ses inspirateurs et sponsors là où ils se trouvent : à Kaboul hier, dans la bande sahélo-sahélienne et en Irak aujourd'hui. lepoint.fr 08.01

Le 11-septembre a bien correspondu au déclenchement du chaos et de la guerre sans fin contre tous les peuples sous de faux prétextes, pour les contraindre à abdiquer leurs droits face au marché conformément à la stratégie politique définie par les néolibéraux qui doit à terme se solder par l'instauration d'une dictature mondiale sous l'égide de l'oligarchie financière concentrant tous les pouvoirs ou disposant du pouvoir absolu.

Les véritables "ses inspirateurs et sponsors " du terrorisme sont à chercher à la Fed, à Wall Street, au sein de l'administration américaine, du Pentagone et de la CIA, du CFR, de la Commission Trilatérale et du groupe Bilderberg et nulle part ailleurs. Sauf que voilà, cette analyse a été rejetée par la totalité des partis politiques, qui au mieux n'y voient que le produit de la crise du capitalisme, ce qui est juste mais très insuffisant pour comprendre les liens ou les rapports qui existent entre l'ensemble des facteurs agissant à l'échelle mondiale et les événements qui peuvent se produire, de telle sorte que les masses ainsi que les militants demeurent exposés à toutes les manipulations auxquelles les interprétations de ces événements donneront lieu, et le moment venu se retrouveront désarmés pour véritablement les comprendre et les combattre efficacement, marginalisés et même rejetés pour s'y opposer ou produire des interprétations incomplètes, maladroites, incohérentes remettant en cause les versions officielles.

Il suffisait de faire le lien entre les besoins économiques de la classe dominante avec ses objectifs politiques pour comprendre à quels moyens elle était capable de recourir pour parvenir à ses fins, ce qui nécessitait d'admettre ou d'avoir compris qu'elle agissait sur les deux plans conformément à une stratégie politique qu'elle avait défini et pas seulement en réponse à la crise du capitalisme sachant qu'elle s'était donnée les moyens financiers (puis largement politique de nos jours) de la contrôler ou de faire en sorte que quel que soit le niveau extrême atteint par les contradictions du capitalisme, elle ferait en sorte d'éviter qu'il s'effondre et profiterait de cette occasion pour renforcer son pouvoir politique, comme elle le fit au lendemain de chaque guerre mondiale, la crise du capitalisme se mesurant à cette échelle puisqu'il s'est généralisé à l'ensemble de la planète.

lepoint.fr - Cette attitude n'est pas contestée par nos concitoyens et les armées engagent en permanence des milliers de soldats et leurs moyens les plus puissants pour ce combat. lepoint.fr 08.01

Ils ont pu tranquillement conditionner les masses exploitées pendant des années en l'absence d'une véritable opposition de gauche indépendante du régime et ses représentants. Et ce serait une grave erreur d'appréciation d'estimer qu'ils en seraient encore à commettre ou laisser commettre ce genre d'attentats parce qu'ils n'auraient pas atteint leurs objectifs et que cette analyse serait erronée, car en réalité leurs objectifs qui se situent à un niveau plus élevé ou semant le chaos, la guerre et la désolation sur une échelle toujours plus vastes, aux conséquences dévastatrices pour des peuples entiers toujours plus nombreux, exigent d'employer de grands moyens pour briser la résistance des masses, les neutraliser, faire en sorte qu'elles les laissent appliquer leur politique antisociale et impérialiste sans broncher.

En quelque sorte ils sont passés du niveau théorique de leur idéologie à travers leur propagande et la désinformation systématique qu'ils pratiquaient pour conditionner les masses, à sa mise en pratique sur le terrain sans que les masses n'y comprennent quoi que ce soit, puisque le travail réalisé en amont avait justement servi à préparer le terrain à cet exercice pour qu'il se déroule dans les meilleurs conditions possibles.

Au cours des mois précédents, en fait depuis que Valls a été nommé Premier ministre et ce n'est pas une simple coïncidence, ils n'ont cessé de marteler que la menace terroriste était un fait avéré en France, etc. y préparant psychologiquement la population de manière à ce qu'elle ne soit pas totalement surprise quand un attentat se produirait, mais surtout pour qu'elle adhère spontanément à la version officielle, dès lors le compte à rebours qui devait déboucher sur un attentat était déclenché, et le passage à la nouvelle années calendaire à l'agenda social et politique chargé et risqué devait en fournir l'occasion, après que les traditionnels voeux du Président à la nation furent suivis par l'annonce de l'amélioration sensible de sa cote de popularité, de telle sorte qu'on pouvait imaginer qu'elle irait crescendo une fois ce coup tordu réalisé, ce qui ne manquera pas de se réaliser soyons-en certain.

Du don de la provocation grotesque ou du mépris infâme au don du sang. Une juteuse affaire.

- Delanoë: "Il faut qu'on achète tous Charlie Hebdo mercredi prochain" - AFP

Charlie Hebdo paraîtra à nouveau, mercredi, avec un tirage d'un million d'exemplaires (contre 60 000 habituellement). L'Etat va débloquer des fonds pour le journal. La ministre de la Culture, Fleur Pellerin, l'a annoncé ce soir. Elle veut débloquer "en urgence" un million d'euros pour le titre.

Les premiers dons arrivent pour Charlie Hebdo. Selon le rédacteur en chef du Guardian, le quotidien anglais va donner 100 000 livres (127 921 euros). L'entreprise Google va elle donner 300 000 dollars (254 000 euros). francetvinfo.fr 08.01

Mes lecteurs seraient bien inspirés de les imiter. Je remercie au passage le camarade qui a ajouté 40 euros aux 120 euros que ma mère avait déjà reçus, on en fera assurément bon usage et on reprendra une activité plus régulière bien que moins intense d'ici quelques semaines.

Une enquête bouclée avant de commencer ou des tueurs professionnels pas très futés, quelle aubaine !

Des soupçons dont on ne connaît pas l'origine exacte, à part celle fabriquée de la carte d'identité transmise gracieusement à la police par l'un des présumés auteur de cette tuerie, les représentants de la classe dominante et leurs larbins ainsi que les médias sont passés à l'affirmation histoire que personne ne se pose de questions sur cet élément essentiel à la compréhension de cette affaire.

Les frères Kouachi peuvent très bien être les auteurs de ce massacre, c'est même fort probable ou certain. Cependant comment expliquer leur extrême maladresse, leur impréparation manifeste ou leur précipitation à agir dans la confusion et pourquoi n'avaient-ils pas pensé à assurer leur retraite une fois leur forfait accompli pose problème. On pencherait pour une version à l'américaine où une taupe devenu proche des frères Kouachi leur aurait suggéré de passer à l'action sans plus tarder, qui parfaitement au courant de ce qu'ils tramaient en avait averti uniquement ses supérieurs hiérarchiques, mais pas la police, le secret absolu devait être de rigueur dès lors qu'en haut lieu il avait été décidé que l'heure était venue de laisser ce genre d'attentat se produire, à la manière du FBI aux Etats-Unis.

C'est peut-être aussi cette taupe qui leur a fourni les renseignements qu'ils ne pouvaient pas se procurer sur l'organisation de Charlie Hebdo et précisément le jour où se réunissait au grand complet le comité de rédaction du journal pour ne pas manquer leurs cibles et réussir leur opération. On se souvient que dans l'affaire Merah il avait été question d'un complice ou d'un informateur, qui n'a jamais été retrouvé par la suite, tout simplement parce qu'il fallait le chercher au sein des renseignements généraux, piste qui a été effleurée un instant pour être rapidement enterrée.

Dans l'affaire de l'attentat de Boston aux Etats-Unis attribué à deux frères d'origine tchétchène, l'enquête se rapprochera d'un agent du FBI avant qu'il ne soit liquidé mystérieusement (sic!) pour ne laisser aucun témoin embarrassant ou aucune trace qui aurait permis de mettre à jour le complot ourdi par le FBI ou les sommets de l'Etat pour terroriser les Américains et justifier la prorogation du Patriot Act entré en vigueur au lendemain du 11-septembre, qui octroie des pouvoirs discrétionnaires ou dictatoriaux aux forces de répression policières et judiciaires ou correspond de fait à la suspension de la Constitution américaine et des libertés qu'elles octroient aux citoyens, les violent légalement au nom de la sécurité nationale ou de la lutte contre le terrorisme, de la démocratie.

On se souvient que le FBI et la CIA ont admis encourager certains terroristes potentiels à passer à l'acte pour s'assurer qu'ils en étaient capables et représentaient bien une réelle menace pour les arrêter juste avant qu'ils ne commettent un attentat ou s'assurer du contraire, sans préciser que dans certains cas ils les ont laissé aller jusqu'au bout de leur projet criminel parce que cela faisait les affaires de leurs commanditaires, pour forcer la main au gouvernement ou obtenir de nouveaux crédits qui profiteraient au lobby de la sécurité ou de l'armement, de la guerre...

De fins limiers à l'oeuvre.

C'est la voiture abandonnée par les fuyards, dans le 19e arrondissement de Paris, mercredi après l'attaque, qui a permis d'obtenir des informations essentielles pour l'enquête. La police scientifique a "ratissé la voiture qui a été retrouvée. Les suspects ont laissé énormément de traces". Une dizaine de cocktails Molotov et un drapeau jihadiste ont été retrouvés dans la voiture abandonnée, affirment des sources proches du dossier.

La carte d'identité de l'aîné, Said Kouachi, a aussi été retrouvée. (On admirera au passage le "aussi", comme si c'était un détail de second ordre ou un peu gros à gober. - ndlr) "Les ADN ont immédiatement matchés... Le nom correspond à une vieille connaissance de la police et à cette carte d'identité", a expliqué Audrey Goutard, journaliste à France 2. Jeudi après-midi, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a précisé que Said Kouachi a été "formellement reconnu sur photo comme agresseur".

Les deux frères "avaient fait l'objet de surveillance", mais "aucun élément incriminant susceptible d'entraîner l'ouverture d'une information judiciaire n'avait été relevé à leur encontre", a ajouté Bernard Cazeneuve. AFP 08.01

Un internaute abonné du Figaro pose les bonnes questions... mais il en manque une.

- "Quelque part, il est un peu rassurant de voir que ces 2 'terroristes aguerris' sont en fait 2 imbéciles :

- Se tromper d'adresse et demander 'où c'est Charlie Hebdo' ...

- Abandonner sa carte d'identité dans une voiture ...

- Prendre la fuite par la N2 ... (Villers-Cotterets, c'est en gros au milieu du trajet Paris - Charleville-Mezières !) alors que tous les médias en parlent depuis ce matin

- Faire demi-tour ? Vers Paris (genre : 'ah zut, ils nous attendent, on rentre à Paris' ?)

Bref des vrais idiots donc pas grand chose à craindre, pour nous et pour la France."

Vous avez tort, sauf si vous appartenez à l'élite sélectionnée par le régime qui n'a rien à craindre effectivement.

La question manquante.

- "La question qui se pose en premier, comment ont-il su qu'il y avait une réunion à cette heure précise ?"

Pourquoi un certain nombre de personnes travaillant aux étages supérieurs du WTC avaient subitement posé une journée le congé le 11-septembre ou s'étaient absentés sans raison ? Pourquoi le propriétaire de ces tours venait juste de souscrire une nouvelle police d'assurance couvrant les risques terroristes à hauteur de plusieurs milliards de dollars peu de temps avant le 11-septembre ? Pourquoi certains gros porteurs d'actions des compagnies aériennes dont les avions seraient concernés ont-ils vendu des quantités énormes d'actions de ces compagnies les jours qui ont précédé le 11-septembre en prévision de leur effondrement qui n'a pas manqué de se produire les jours suivants ? Pourquoi certains personnages importants qui avaient un rendez-vous avec des sociétés implantées au WTC les ont-ils annulés au dernier moment ou ne s'y sont pas rendus ?

A croire qu'ils avaient tous fait un rêve prémonitoire ou avaient consulté une voyante talentueuse qui leur avait sauvé la vie. Il y a encore beaucoup de gens qui ne se posent pas de questions et croient qu'une multitude de coïncidences invraisemblables ne peuvent se substituer à la réalité qu'on leur sert et qui en fait est falsifiée.

Du projet à sa réalisation reporté de 13 ans ou un pied déjà à l'étrier

Toujours en connexion avec le 11-septembre, une coïncidence de plus qui renvoie à Washington. Sans doute une énième coïncidence croiront les naïfs ou ceux que cela arrange.

Le ministère de l'intérieur a donné davantage de précisions sur le profil des frères Kouachi. Chérif était connu pour avoir été un membre éminent de la « filière des Buttes-Chaumont », qui envoyait des candidats au djihad en Irak entre 2004 et 2006. Il a été emprisonné de janvier 2005 à septembre 2006 à Fleury-Mérogis, où il a rencontré Djamel Beghal, un homme condamné à 10 ans de prison pour un projet d'attentat fomenté, en 2001, contre l'ambassade des Etats-Unis à Paris. lemonde.fr 08.01

Si le parcours des frères Kouachi ne suffisait pas pour les mettre sous surveillance, c'est que la décision avait été prise en haut lieu.

- Charlie Hebdo : l'itinéraire des frères Kouachi - lefigaro.fr

Pour mieux comprendre le massacre de Charlie Hebdo, il faut remonter presque dix ans en arrière dans les HLM anonymes du quartier Curial-Cambrai, dans le XIXe arrondissement de Paris. Chérif Kouachi, 22 ans à l'époque, et son frère Saïd, 24 ans, suspects numéro un de la tuerie de mercredi, y avaient été interpellés par la Direction de la surveillance du territoire en janvier 2005 dans le cadre du démantèlement de la filière djihadiste dite «des Buttes-Chaumont». Un peu moins de deux ans après l'intervention américaine en Irak et le renversement du régime de Saddam Hussein, le pays attirait en effet déjà des fous de Dieu mais en bien moins grand nombre qu'aujourd'hui.

Si Saïd avait été remis en liberté après sa garde à vue, Chérif avait été mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste et écroué. Les enquêteurs le soupçonnaient d'avoir voulu s'envoler pour la Syrie pour gagner ensuite l'Irak et s'engager dans le djihad contre l'armée américaine. Un billet d'avion pour Damas avait été retrouvé lors des perquisitions ainsi que des documents détaillant le fonctionnement d'une kalachnikov. Son avocat de l'époque, Me Vincent Ollivier, se souvient d'un «apprenti loser, d'un livreur à casquette qui fumait du haschich et livrait des pizzas pour acheter sa

drogue. Un gamin paumé qui ne savait pas quoi faire de sa vie et qui, du jour au lendemain, a rencontré des gens qui lui ont donné l'impression d'être important».

Comme pour les autres membres de la filière des Buttes-Chaumont au profil identique, l'homme qui a donné à Chérif Kouachi l'impression d'être important est un imam autoproclamé de 24 ans, Farid Benyettou, le cheveu long et le regard un peu lunaire. Benyettou n'était pas tout à fait inconnu dans le petit monde du terrorisme: dès l'âge de 18 ans, il avait été conseillé et formé par son beau-frère, Youcef Zemmouri, islamiste expulsé de France en 2004, et par un ami de ce dernier, Mohamed Karimi, une figure en région parisienne du groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC, groupe terroriste algérien né en 1998, ancêtre d'al-Qaida au Maghreb islamique). Fort de cette «formation», Farid Benyettou a joué un rôle de véritable gourou auprès d'un groupe de jeunes Français musulmans d'origine africaine et maghrébine. Au total, il aurait ainsi converti à l'islam radical une cinquantaine d'entre eux. Condamné à une peine de trois ans de prison

Entouré de ses disciples, dont Chérif Kouachi, Benyettou se fait remarquer pour des incidents pendant des manifestations contre la loi sur le voile ou la guerre en Irak. Il encourage surtout les membres de son groupe à partir pour l'Irak. Avec un certain succès puisqu'au moment de l'interpellation de Kouachi et de ses compagnons en janvier 2005, le bilan de la filière des Buttes-Chaumont était déjà édifiant: trois djihadistes morts en 2004 en Irak (l'un tué dans un bombardement à Faloudja, le second abattu par une patrouille américaine, le troisième dans une attaque suicide), deux détenus dans ce pays par l'armée américaine, un autre emprisonné en Syrie. Lors de leur interpellation, Chérif Kouachi et l'un de ses amis, Thamer Bouchnak, étaient donc sur le point de rejoindre leurs frères djihadistes.

Jugé en mars 2008, Kouachi a été condamné à une peine de trois ans de prison, couverts par une détention provisoire au cours de laquelle il a pratiqué la musculation et s'est enfermé dans le silence. Une fois libre, il se fait discret pour quelque temps. Mais la filière des Buttes-Chaumont continue à faire parler d'elle.

Deux ans plus tard, le nom de Chérif Kouachi est cité dans le projet de tentative d'évasion de prison de l'islamiste Smaïn Aït Ali Belkacem, ancien membre du Groupe islamique armé algérien (GIA), condamné en 2002 à la réclusion criminelle à perpétuité pour avoir commis l'attentat à la station RER Musée-d'Orsay en octobre 1995 à Paris (30 blessés). Il est notamment soupçonné d'être proche de Djamel Beghal, une autre figure de l'islam radical français, qui a purgé dix ans de prison pour la préparation d'attentats, avec lequel il était soupçonné d'avoir participé à des entraînements.

En 2013, les autorités tunisiennes mettent en cause un ancien membre de la filière des Buttes-Chaumont et ancien camarade de Chérif Kouachi. Condamné en France en 2008 et libéré en 2011, Boubaker el-Hakim est accusé d'être impliqué dans l'assassinat de deux responsables politiques, Chokri Belaïd et Mohammed Brahmi. Le 18 décembre 2014, el-Hakim a revendiqué ces assassinats dans une vidéo.

Une question se pose alors: el-Hakim, qui a combattu en Irak en 2004, avait-il conservé des liens avec Kouachi et a-t-il pu aider ce dernier à acquérir la maîtrise des armes? Le massacre de Charlie Hebdo est en tout cas bien une conséquence lointaine de la filière des Buttes-Chaumont. En 2005, un policier expliquait d'ailleurs au Figaro: «Dans le cas de ce groupe, le chef appelait au sacrifice en Irak. Que serait-il arrivé s'il leur avait demandé de frapper en France?» lefigaro.fr 08.01

La palme de la désinformation revient au magazine porte-parole des néolibéraux.

Pourquoi plus de 13 ans plus tard ressortir une nouvelle fois la version officielle du 11-septembre, sinon pour couvrir leurs véritables auteurs qui sont les mêmes qui viennent de passer à l'action en France ?

"Charlie Hebdo" : les trois victoires de Ben Laden Par Pierre Beylau - LePoint.fr

Mondialisation spontanée du terrorisme, éclatement du Proche-Orient, choc des civilisations : le père fondateur du Jihad moderne (Ben Laden - ndlr) a semé des germes mortels.

En pulvérisant les tours du Word Trade Center, al-Qaida a enclenché un mécanisme infernal, une tectonique des plaques dont nous subissons les répliques dévastatrices.

La mondialisation spontanée du terrorisme. On est aujourd'hui passé à la phase du terrorisme endogène et spontané.

Le "choc des civilisations" au coeur même de nos pays. "La politique globale dépend désormais de plus en plus de facteurs culturels", constatait Samuel Huntington dans son livre célèbre et controversé *Le Choc des civilisations*. Et dans ces facteurs culturels, le religieux est aujourd'hui prédominant. LePoint.fr 08.01

Il s'agit là de convaincre la population que le "choc des civilisations" était inévitable, tout comme le terrorisme devait en être le produit ou le prolongement, ainsi que l'affrontement entre sunnites et chiites qui devait fatalement déboucher sur l'éclatement du Proche-Orient, de telle sorte que pour l'éviter ou éviter d'en subir les conséquences négatives l'intervention militaire des

puissances occidentales au côté des Américains était amplement justifiée, il aura juste fallu un petit coup de pouce pour en vaincre la population américaine et occidentale, le 11-septembre, on peut ajouter le 7-janvier et le tour était joué.

LePoint.fr - Les assassins fanatiques de Charlie ne sont pas tombés du ciel. Ils sont le résultat d'erreurs géopolitiques historiques au Moyen-Orient. LePoint.fr 08.01

Effectivement, ils sont les créatures de la classe dominante en guerre contre les peuples pour conserver son pouvoir, et quant à ces "erreurs géopolitiques" il faut les interpréter comme le produit du soulèvement des peuples irakien et syrien qui refusent que leur droit à l'autodétermination soit spolié par les puissances occidentales ou des puissances étrangères et leurs armées de barbares.

En complément.

Une "attaque menée par des fanatiques déterminés contre la civilisation", a déclaré Nicolas Sarkozy à l'issue de sa rencontre avec François Hollande.AFP 08.01

C'est le moment ou jamais, sinon à quoi bon...

- En Allemagne, les anti-islam de Pegida veulent profiter de l'émotion - LeFigaro.fr

La palme de l'euphémisme le plus cynique.

- Avec ces extrémistes, « les musulmans sont aussi en danger » - LeFigaro.fr

Confirmation. Un coup parfait digne du 11-septembre à l'échelle mondiale

- Les gouvernements du monde entier condamnent l'attaque avec fermeté - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre civile. Au tour de la France.

Les agressions de fin décembre à Joué-lès-Tours, Nantes et Dijon témoignaient d'un changement radical en cours dans l'état d'esprit de certaines couches de la population désoeuvrées qui laissaient présager une action plus spectaculaire, c'est en tout cas de cette manière que je les avais interprétées dans une causerie que je n'ai pas publiée. J'avais alors trouvé ce titre qui semblait coller à la réalité présente et à venir. Il n'aura pas fallu un mois avant que les faits le confirment.

Il se peut que les attaques du 7 janvier aient été conçues dans le prolongement de ces agressions encore dans les esprits, selon le principe qu'il faut battre le fer pendant qu'il est chaud.

- L'armée française sur les fronts d'Afrique et du Moyen-Orient - LeFigaro.fr

C'était prévisible, mieux c'était écrit et nous l'avions dit, mais nous étions des farfelus contaminés par la théorie du complot, des vulgaires gauchistes

Ah ben dites-donc, voilà t'y pas que les Américains en savent plus que nous ! Normal, on vous laisse deviner la suite qui n'est pas difficile à imaginer...

"Charlie Hebdo" : l'un des deux suspects aurait été entraîné par Al-Qaïda au Yémen, selon le "New York Times" Francetv info 08.01

Confirmation sachant qu'Al-Qaïda est une créature de la CIA.

- "Charlie Hebdo" : la piste Al-Qaïda au Yémen ? - LePoint.fr

- "Charlie Hebdo" : l'un des deux suspects aurait été entraîné par Al-Qaïda au Yémen, selon le "New York Times" - Francetv info

Le New York Times (en anglais) affirme que Said Kouachi, le plus âgé des deux frères, a suivi un entraînement avec Al-Qaïda au Yémen, en 2011. Le quotidien américain cite des sources officielles du renseignement américain et précise qu'il aurait été encadré pendant plusieurs mois par cette antenne locale d'Al-Qaïda.

Lors de cet entraînement, il aurait notamment appris à manier les armes de combat. Des aptitudes qui ont été observées sur les images de l'assaut. En effet, sur les différentes vidéos tournées lors de l'attaque, les deux hommes tiennent leurs

kalachnikovs serrées près du corps, tirent au coup par coup et non en rafales, "ce qui démontre qu'ils ont été entraînés à s'en servir et qu'ils n'ont pas pu agir sur un coup de tête", assure un policier cité par l'AFP.

Le New York Times ajoute que les deux frères sont fichés dans les bases de données américaines comme de potentiels terroristes et qu'ils figurent, depuis des années, parmi les personnes interdites de vols vers les Etats-Unis. Francetv info 08.01

S'ils "n'ont pas pu agir sur un coup de tête", de là à penser qu'ils n'avaient pas non la tête pour penser à cet objectif, un journal qu'ils n'avaient jamais dû avoir entre les mains et qu'on leur a soufflé il n'y a qu'un pas, non ? Reste à savoir qui, ce qu'on ne saura sans doute jamais, on se contentera de la réponse à la question de savoir à qui profite le crime.

- Retour sur la filière djihadiste des "Buttes-Chaumont" - Francetv info

Tous les membres de la filière djihadiste faisaient régulièrement leur jogging dans le parc des Buttes-Chaumont, c'est de là que leur vient leur nom. En 2004, une vingtaine d'entre eux auraient rejoint les rangs de la guérilla irakienne. "On avait l'impression que ça pouvait être des gamins un peu paumés", explique la journaliste Dorothée Moisan au micro de France 2. "On ne soupçonnait pas, je pense, à l'époque, l'ampleur des actes qu'ils pouvaient commettre en France", ajoute-t-elle.

Tous fréquentaient la mosquée Adda'wa du 19e arrondissement. Dans le quartier, son influence grandit, notamment auprès de Peter Chérif. En 2005, sa mère parlait du pouvoir de persuasion de Farid Benyettou. Il n'est pas le seul. Au nom de Daesh, Boubakeur Hakim a revendiqué l'assassinat de deux laïcs en Tunisie. Francetv info 08.01

Qui a autorisé ce genre de prêche sinon le ministre de l'Intérieur de l'époque, un certain Nicolas Sarkozy.

Les supplétifs de l'OTAN applaudissent à l'exploit.

- L'Etat islamique qualifie de «héros» les auteurs de la tuerie contre Charlie Hebdo - LeFigaro.fr

Leur chef en profite pour appeler à renforcer leur « stratégie globale »... de guerres perpétuelles contre tous les peuples, message reçu 5/5 par l'Emirat islamique et Al-Qaïda.

- Barack Obama à l'ambassade française à Washington : « Vive la France » - LeMonde.fr

De retour d'un déplacement en Arizona, jeudi 8 janvier, le président des États-Unis, Barack Obama a exprimé le souhait de se rendre à l'ambassade de France à Washington pour exprimer sa solidarité après le massacre ayant frappé le journal Charlie Hebdo.

A cette occasion il a signé un livre de condoléances en hommage aux victimes de la tuerie. « Au nom de tous les Américains, je fais part aux Français de notre solidarité après cette terrible attaque terroriste à Paris », a-t-il écrit. « En tant qu'alliés à travers les siècles, nous sommes unis avec nos frères français pour nous assurer que justice soit faite », a-t-il ajouté. « Nous avançons ensemble, convaincus que la terreur ne vaincra pas la liberté et les idéaux qui sont les nôtres, les idéaux qui illuminent le monde. Vive la France! »

De source française, le président des États-Unis a estimé que les deux pays faisaient face « aux mêmes problèmes », constitués par des jeunes radicalisés. M. Obama s'est dit « satisfait de la coopération » entre les deux pays. Il a cependant jugé nécessaire de la renforcer au travers d'une « stratégie globale » qui nécessitait notamment de travailler avec les pays musulmans. LeMonde.fr 08.01

Et un secret de polichinelle, puisqu'elle est pilotée depuis New York

- Pourquoi la Bourse de Paris est insensible à l'attaque contre Charlie Hebdo - LeFigaro.fr

Ils ne les ont jamais attaqués, ils les soignent. La même boutique des horreurs ?

Un étrange silence, un étrange muet depuis trois jours : Israël et le Crif.

A l'instar de la dictature américaine, la militarisation de la société et de la pensée.

- Plus de 88 000 agents – s'est déployé en Picardie. - lemonde.fr

- Cibles de djihadistes, les policiers réclament un armement plus lourd - LeFigaro.fr

- Charlie Hebdo: des soldats en renfort en région parisienne - Francetv info

- "Charlie Hebdo" : la réponse n'est pas (seulement) militaire - LePoint.fr

- Projet de loi antiterroriste et sécurité renforcée à Londres - LeFigaro.fr

Leur guerre idéologique et psychologique.

Un instrument sur mesure pour manipuler les masses. Les "réseaux sociaux" en première ligne.

- Armes sur internet : des Kalachnikov en quelques clics - LeFigaro.fr

Psychose collective. Terroriser la population jusqu'au moindre hameau, la contrôler au passage.

- Des dizaines de demandes de protection de personnalités ont afflué à Beauvau - LeFigaro.fr

Après des opérations policières à Reims (Marne) et Charleville-Mézières (Ardennes) la veille, l'important dispositif policier aux trousses du suspect et de son frère Chérif – plus de 88 000 agents – s'est déployé en Picardie, où le niveau « alerte attentat » du plan Vigipirate a été déclenché.

Les deux hommes sont d'abord repérés vers 9 h 30 près de Villers-Cotterêts (Aisne), où ils braquent, le visage découvert, une station-service Avia sur la Nationale 2.

Les policiers présents à la station service sur la N2 où ont été aperçus les deux suspects #CharlyHebdo http://t.co/NyOwKwlU8f

— Maxime Goldbaum (@MaximeGoldbaum)

Puis c'est au tour du village de Corcy, accolé à Villers-Cotterêt, d'être investi par un nombre croissant de policiers du Groupe d'intervention de la police nationale (GIPN). Ces deniers ont passé au peigne fin toutes les maisons avec l'appui d'un hélicoptère.

La présence policière est forte. Des jeunes du village se font contrôler #CharlieHebdo http://t.co/B1az7ltBhW — Maxime Goldbaum (@MaximeGoldbaum)

Les habitants de la commune ont été priés de rentrer chez eux et de s'enfermer à clef tout en fermant leur volet, selon les témoignages. « C'est une chasse à l'homme », a en effet reconnu un policier. lemonde.fr 08.01

Ils mènent leur guerre jusque dans les écoles.

- Charlie Hebdo : vive émotion dans les écoles - Francetv info

En famille. Enfin l'Union nationale intégrant les syndicats... à la kalachnikov.

En titres.

- Attentat à Charlie Hebdo : Hollande a reçu Sarkozy à l'Elysée - LeParisien.fr

- Hollande veut améliorer les dispositifs de sécurité, dit Sarkozy - Reuters

- Fillon participera à la marche républicaine et apporte son soutien à l'exécutif - AFP

- Sarkozy: l'UMP à la marche républicaine "si les conditions sont réunies" - AFP

- Marseillaise et unité nationale à l'Assemblée et au Sénat - AFP

- Hidalgo appelle à un nouveau rassemblement à Paris à 18H00 - AFP

- Charlie Hebdo : un rassemblement place de la république - Francetv info

- Hollande ravive l'unité nationale face au choc Charlie Hebdo - Reuters

Dimanche 11 janvier, tous les chefs des partis suivants seront présents : le Parti socialiste, le Parti communiste français, Europe Écologie-Les Verts, le Mouvement républicain et citoyen, le Parti radical de Gauche, le Parti de gauche, l'UMP, l'UDI et le Modem.

Par ailleurs, d'autres personnalités politiques ont déjà annoncé leur participation au rassemblement : Jean-Claude Mailly (FO) et Laurent Berger (CFDT). Alain Juppé, François Fillon (UMP), François Bayrou (MoDem) seront aussi dans le défilé parisien. Côté PS, on cite Martine Aubry et Jean-Marc Ayrault. Les syndicats appellent aussi à manifester. Enfin, les dirigeants du Conseil français du culte musulman (CFCM), ainsi que l'UOIF ont appelé "les citoyens de confession musulmane à rejoindre massivement la manifestation".

Comment faire pour manifester au côté de Hollande, Sarkozy, Bayrou et peut-être Le Pen et avoir la conscience tranquille ? Le mode d'emploi de Mélenchon.

L'essentiel, c'est d'y participer, quant à nous de la boycotter.

- Marche républicaine: Mélenchon ne "reconnaît pas d'autorité" à Valls - AFP

"Le mieux à cette heure c'est que ce soient les syndicats, les associations qui appellent au rassemblement et que les partis se mettent à leur disposition", a dit Jean-Luc Mélenchon jeudi, lors d'un point presse au siège du PG dans le 18e arrondissement de Paris.

"J'espère que le Premier ministre voudra bien renoncer à organiser les manifestations car nous ne lui reconnaissons pas cette autorité", a-t-il ajouté.

L'ancien candidat Front de gauche à l'élection présidentielle a également "demandé solennellement que nul n'aille à cette occasion procéder à je ne sais quelle récupération politicienne de la situation". AFP 08.01

Quel misérable pitre, ils ne font que cela depuis trois jours à en vomir !

On admirera au passage sa conception du syndicalisme qui doit forcément être indépendant de l'Etat pour inviter Hollande, Sarkozy, etc. Il n'en manque pas une...

Quand les patrons sont des Charlots ou un rôle sur mesure.

- Charlie Hebdo: le patronat s'associe à l'hommage aux victimes - La Tribune

- Hommage des patrons français aux journalistes et policiers tués à Charlie Hebdo - AFP

Les organisations patronales Medef et CGPME ont observé jeudi à midi une minute de silence à la mémoire des journalistes et policiers tués dans l'attaque de Charlie Hebdo, tandis que l'UPA avait appelé les quatre millions d'artisans et commerçants à se recueillir au même moment.

"C'est la République qui a été attaquée. La liberté de la presse est une composante essentielle de notre démocratie. Nous devons tous être unis face à cette action terroriste", avait aussi déclaré mercredi dans un communiqué le Medef.

"L'UPA, qui représente les entreprises de l'artisanat et du commerce de proximité, soit 4 millions de personnes, appelle au respect des valeurs républicaines et à la défense de la plus précieuse de ces valeurs, la liberté", a déclaré jeudi dans un communiqué l'Union professionnelle artisanale.

La Chambre de commerce et d'industrie Paris-Ile-de-France a réagi plus tard dans la journée disant "en tant qu'institution de la République" rappeler "solennellement le principe fondamental de la liberté d'expression et la nécessité absolue d'une société de tolérance et de confiance pour construire un pays apaisé et uni au service d'une démocratie vivante et d'une économie prospère (...)". AFP 08.01

L'interprétation policière de l'UE. Renforcer le contrôle de la population sur le modèle...américain.

- Après l'attentat contre Charlie Hebdo, «l'Europe doit réagir» affirme Juncker - lefigaro.fr

Le président de la Commission veut renforcer les défenses européennes contre les djihadistes.

La réplique. Tandis que s'accélérait la traque aux tueurs de Charlie Hebdo, l'Europe a annoncé jeudi un renforcement de la lutte contre le terrorisme, avec la mise à jour imminente de sa stratégie de sécurité à l'intérieur des frontières, comme à l'extérieur.

Le président de la Commission avertit que l'Europe «devra réagir en conséquence». Avec, en premier lieu, un resserrement longtemps différé de la coordination aux frontières, dans les airs et entre services de renseignement.

C'est au niveau de la prévention que l'Europe est attendue et qu'elle a raté beaucoup de rendez-vous. À la différence des États-Unis, les frontières communes restent poreuses, les «services» nationaux jaloux de leur souveraineté et la surveillance centralisée inexistante.

Face au nouvel ennemi intérieur, les ministres veulent lancer le système PNR européen, registre unique des passagers aériens au départ et/ou à l'arrivée dans l'UE. Le projet s'est enlisé l'an dernier dans un hémicycle plus soucieux de vie privée que de sécurité collective. L'attaque du 7 janvier conduira peut-être les eurodéputés à revoir leur jugement. lefigaro.fr 08.01

Haut de page

Le 10 janvier 2015

CAUSERIE

(La suite mise en ligne se trouve plus loin.)

On actualisera cette rubrique plus tard dans la journée.

J'ai corrigé rapidement les fautes de la causerie d'hier.

Pour patienter, une mise au point.

Essayons d'être le plus précis et concis possible.

Il est complètement délirant d'imaginer un instant que les Américains ou les Israéliens auraient organisé ces attaques au regard de la personnalité des tueurs et de leur déroulement.

Qu'ils les aient commanditées ou téléguidées est fort problable pour ne pas dire quasiment certain, sans toutefois qu'ils aient eu besoin obligatoirement de mettre la main à leur préparation logistique, hormis les informations qu'ils ont pu transmettre aux assassins par une taupe ou un indic.

Par contre ils ont formaté suffisamment de sous-fifres au sein de la mouvance wahhabite pour déclencher ce genre d'attaques le moment venu et en tirer tout le bénéfice sur le plan politique et militaire par la suite.

Quant à l'exécution proprement dite de leurs basses oeuvres, le soin en reviendra à des désoeuvrés fanatiques condamnés d'avance à mort, qui ont été manipulés, endoctrinés, fanatisés et entraînés militairement au sein d'une unité de cette mouvance wahhabite.

Fin.

A mon avis, il n'y a rien à ajouter ou à soustraire à cette description qui est conforme aux éléments en notre possession.

Pondichéry 14h30, 10h à Paris

Sans vouloir donner de leçon à personne, on appelle dirigeants et militants du mouvement ouvrier à enfin ouvrir les yeux ou faire preuve de cohérence, en admettant que les attentats de Paris du 7 janvier s'inscrivent dans le prolongement de ceux du 11-septembre qui ont servi à justifier 7 guerres de l'impérialisme anglo-saxon et ses alliés contre des pays à majorité mulsulmane en 13 ans, l'adoption de nouvelles lois liberticides ou la suspension des libertés démocratiques, la mise sous surveillance de la population mondiale, afin que tous les peuples adhérent à ces mesures ou à cette politique qui en réalité étaient tournées contre eux, et qui correspondait à la seule réponse que les capitalistes avaient trouvée à la crise de leur système économique

putréfié, l'un et l'autre étant intimement liés ou inséparables pour en comprendre la nature et la portée et pouvoir les combattre efficacement.

Le refus d'admettre ce constat ou cette réalité est un des facteurs déterminants qui entretient ou alimente la division de l'avant-garde de la classe ouvrière car il recoupe tout un tas de questions. Nous appelons les uns et les autres à y mettre fin le plus tôt possible, afin que le mouvement ouvrier international parvienne à se doter d'une nouvelle direction sur une orientation politique assainie de ses illusions ou faiblesses et retrouve le chemin du combat uni contre notre ennemi de classe pour l'abattre, pour le socialisme.

Vidéo

«Une autre Histoire de l'Amérique» : 1 / La seconde Guerre Mondiale - Oliver Stone - Global Research, 08.01.2015
https://www.youtube.com/watch?v=eukfrzsHRbU

Dans cette série de 10 documentaires, Oliver Stone nous dévoile l'histoire contemporaine des Etats-Unis comme elle ne nous a encore jamais été encore racontée. Ce nouvel opus du grand cinéaste engagé remet en question l'idéal américain tel qu'il est présenté officiellement dans les livres scolaires depuis la fin de la seconde guerre mondiale : interviews, images d'archives, photographies, films, enregistrements audio, cartes, graphiques et la voix narrative d'Oliver Stone (Philippe Torreton en Français) font de cette production originale un récit impartial de l'histoire que les petits Américains n'apprennent pas à l'école...

Une série documentaire de qualité excellente comme on en voit rarement qui vous fera apprendre beaucoup de choses que vous croyiez connaitre et qui montre que les actes des Alliés étaient tout aussi atroce et que ceux du régime Nazi.

Terrorisme d'Etat. Du FN au FdG. La question qui tue.

Que se passe-t-il quand ceux qui le supportent, ceux qui l'incarnent, ceux qui prétendent le combattre se rassemblent, quel (réel) ennemi ont-ils en commun ?

Le POI, le NPA, LO, les maoïstes et les anarchistes ne participeront pas au rassemblement dimanche des ennemis de la République, de la démocratie, du progrès social, de la civiliation humaine qui exploitent, oppriment, répriment, affâment, massacrent, terrorisent, bombardent des peuples innocents dont le seul tort est de défendre leurs droits ou d'exiger la satisfaction de leur besoins ou aspirations légitimes.

Nous condamnons la récupération politique de ces crimes infâmes par ceux qui en sont les complices pour ne pas dire les véritables commandiataites ou qui s'y associent, les représentants de la classe dominante, d'où notre refus catégorique de participer à ce rassemblement au côté des assassins Hollande, Merkel, Cameron, Juncker, Roy qui par ailleurs soutiennent le régime ukrainien néonazi.

POI - Charlie Hebdo : « A travers la liberte´ de la presse, ce sont toutes les liberte´s et la de´mocratie qui sont attaque´es ».

NPA - Après l'ignoble attentat contre Charlie Hebdo, l'union nationale est un piège.

LO - Contre un attentat barbare et contre ceux qui l'exploitent au nom de « l'unité nationale ».

Regroupement Communiste - Exécutions à Charlie Hebdo. Contre tous les réactionnaires : Nous Sommes Révolutionnaires.

GMI - Un attentat fondamentaliste contre un journal humoristique et anticlérical.

Exécution et silence

Comme nous pouvions le prévoir, au lieu de les saisir vivant, ils les ont liquidés... après service rendu.

Ainsi ils ne pourront ni parler ni être jugés. Il était parfaitement possible de les gazer ou de leur tirer dans les jambes et les bras pour les neutraliser. Pourquoi les ont-ils tués alors ? Apparemment c'était préférable, trop compromettant de les laisser en vie.

Les terroristes d'Etat : une nuisance perpétuelle à éliminer.

- Les terroristes islamistes mis hors d'état de nuire - LeFigaro.fr

Prévenir toute contestation de la version officielle.

- Charlie Hebdo: «Les thèses conspirationnistes naissent désormais avant même la version officielle» - LeFigaro.fr

La réaction du Fiagro est logique : Les médias attendent que les représentants de la classe dominante donnent leur version des faits, ensuite ilsprennent le relais ou assurent le service après-vente, ils la répètent en boucle du matin au soir pour qu'elle s'incruste dans la tête de la population toujours ignorante ou facilement manipulable.

Mais lorsque des faits similaires ou des scénarii comparables se répètent aux quatre coins du monde sur une période de plusieurs décennies et que ceux qui sont censés en profiter ou en être les victimes sont toujours les mêmes, il est permis de penser sans avoir à se creuser longtemps la cervelle, que ce sont les mêmes commanditaires qui les ont programmés ou réalisés et tirent les ficelles dans l'ombre ou le dos de la population, à son insu.

Les véritables cibles ou ce qui n'a pas été dit et ne le sera pas par les médias aux ordres.

L'Arabie saoudite était en train de perdre son influence au Yémen au profit de l'Iran.

- Le Yémen : terre d'accueil pour les djihadistes étrangers d'Al-Qaida - LeMonde.fr

Et la propagande toujours plus délirante des va-t-en-guerre est repartie.

- Damas construit un complexe nucléaire en secret, selon la presse Allemande - AFP

Préméditation.

- Eric Zemmour «Le Suicide Français».

- Michel Houellebecq «Soumissions ».

La faille.

Grille de lecture.

- Les renseignements généraux ne savaient rien et n'ont pas pu empêcher ces attaques meurtrières. La preuve du contraire.

- Ils les ont tués mais les médias font parler leurs cadavres qui sont riches en informations.

Selon le procureur de la République de Paris, François Molins, «l'épouse de Chérif Kouachi avait passé plus de 500 appels (téléphoniques) sur l'année 2014 avec la compagne de Coulibaly, Hayat Boumeddiene, ce qui est de nature à établir des liens constants et soutenus entre les deux couples». Lefigaro.fr 09.01

L'avocat de Smain Ali Belkacem évoque des liens étroits entre Coulibaly et les frères Kouachi: "Ils se rencontrent en prison, des conversations téléphoniques ont été interceptées, ces conversations révèlent que Coulibaly est allé quatre ou cinq fois dans le Cantal voir Béghal et qu'il y est allé avec Kouachi". Francetv info 09.01

On aura compris qu'ils savaient absolument tout sur les frères Kouachi et Coulibaly, sauf qu'ils préparaient une attaque meurtrière qu'ils n'ont pas pu empêcher.

Avec le soutien des porte-parole du régime.

Les titres de paragraphes d'un article du magazine économique La Tribune.

- Les médias français se serrent les coudes
- Presstalis et Google viennent en aide
- Fleur Pellerin va débloquer des fonds en urgence
- Le Guardian apporte son soutien
- eBay versera le montant de ses commissions
- Les institutions et les stars s'abonnent
- Exit la faillite La Tribune 09.01

En complément

- Charlie Hebdo fait citoyen d'honneur de la Ville de Paris AFP

Les dirigeants des puissances occidentales sont la réelle menace qui pèse sur la civilisation humaine.

Devinez qui détermine la politique du gouvernement français.

M. Obama a noté que si "la menace immédiate" semblait écartée, le gouvernement français devait "rester vigilant". AFP 09.01

- La tentation de l'état d'urgence et du Patriot act en France - L'Express.fr

- La France n'en a pas terminé avec les menaces, prévient Hollande - Reuters

- Valls : «Une guerre contre le terrorisme» - Liberation.fr

- Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a demandé à la France de "maintenir un niveau de sécurité élevé pour les institutions juives même après un retour à la normale" AFP 09.01

Les commanditaires du crime. L'Internationale capitaliste du crime.

- François Hollande, figure fédératrice d'un pays meurtri - Francetv info

- François Hollande participera à la marche d'hommage dimanche - Francetv info

- Charlie Hebdo : le CFCM, l'UOIF et CCIF appellent à la marche nationale - french.irib.ir

- Obama et l'Europe solidaires de Paris après le dénouement tragique des attentats - AFP

Washington et l'Europe ont exprimé leur solidarité avec Paris, où tous les dirigeants européens iront manifester dimanche pour soutenir la France.

Le Premier ministre britannique David Cameron et son homologue espagnol Mariano Rajoy, dont les deux pays ont été frappés par des attentats islamistes ces dix dernières années, ont annoncé qu'ils participeraient à la marche "républicaine" de dimanche, qui devrait réunir des centaines de milliers de Français déterminés à prouver l'unité du pays.

La chancelière allemande Angela Merkel, l'Italien Matteo Renzi, les dirigeants européens Jean-Claude Juncker, Donald Tusk et Federica Mogherini, mais aussi les chefs de gouvernement polonais, danois, suédois, norvégien, belge, néerlandais, maltais, finlandais, portugais et luxembourgeois se joindront aussi à cette manifestation.

Le Canada, touché en octobre par deux attaques menées par des jeunes radicalisés aux idées jihadistes, sera représenté par son ministre canadien de la Sécurité publique, Steven Blaney.

La mobilisation devrait se poursuivre dans les prochains jours: dimanche, à Vienne est prévu un rassemblement "Ensemble contre le terrorisme" avec les communautés religieuses du pays, et une marche silencieuse se tiendra lundi à Berlin à l'appel de plusieurs organisations musulmanes. AFP 09.01

Un dernier mot très vite

On a reçu des courriels de plusieurs militants ou organisations française (gmi ; regroupementcommuniste.wordpress.com ; regroupementcommuniste.wordpress.com) ou canadienne (Robert Bibeau) qui partagent en gros notre analyse, sauf quand on l'étend à la stratégie mondiale de l'oligarchie financière ou sur les sujets tels que le 11-septembre ou Ben Laden où certains (j'en ai les preuves) ou tous (à vérifier) adoptent les versions officielles, ce qui est pour le moins incohérent.

On actualisera toutes les rubriques ce soir.

Haut de page

Le 11 janvier 2015

CAUSERIE

Place à l'actualité politique.

Je n'ai pas eu le temps de me consacrer à autres choses, la suite demain.

Soutenez financièrement notre portail, car c'est le seul à notre connaissance qui à partir des faits traite l'actualité, qui fournit une analyse complète en tenant compte de la crise du capitalisme et de la lutte des classes dans la perspective du renversement du capitalisme, et propose une conception de la lutte de classe intégrant tous les facteurs et leurs rapports tenant compte de la transformation de la société ou du monde depuis 70 ans, une stratégie politique pour atteindre cet objectif conforme au socialisme.

Ce n'est pas la classe dominante qui dicte ou influence notre discours ou notre analyse contrairement à tout ce qu'on a pu lire depuis 4 jours ailleurs.

Ce qui est intéressant ici, c'est que chacun est mis au pied du mur, sommé de prendre position et d'analyser sur le champ les faits, les déclarations, la situation, une épreuve cruelle pour les farfelus, illusionnistes, aventuriers, manipulateurs et charlatans en tous genres, les révisionnistes.

On en a déjà eu un premier aperçu et c'est loin d'être terminé, un véritable festival, un vrai bonheur pour nous car les opportunistes se démasquent eux-mêmes, les corrompus par l'idéologie dominante, les capitulards qui se camouflaient derrière le socialisme, le communisme ou le trotskisme, les adeptes du double langage, bref, ceux qui prétendent être qualifiés pour parler en notre nom, qui prétendent tout savoir mieux que tout le monde et ne jamais commettre d'erreurs, qui ont pris en otage le mouvement ouvrier et ses militants, sont pris en flagrant déli de collusion avec l'ennemi ou étalent au grand jour leur faillite politique.

Souhaitons que cette espère sera salutaire et permettra de refonder le mouvement ouvrier sur de nouvelles bases conformes au socialisme, sinon infailliblement il courra à sa perte et l'humanité entière avec lui.

Il faut interpréter davantage l'exploitation politique que va faire la classe dominante de ces "attentats" comme une déclaration de guerre au prolétariat mondial, plus que ces "attentats" en soi qui étaient particulièrement minables et insignifiants à côté des millions de morts causés ces dernières années par les guerres menées par l'impérialisme américain et ses alliés.

Les militants et éventuellement nos dirigeants doivent aller à l'essentiel au lieu de se disperser et parvenir à un accord politique sur cette base, se rassembler dans un même parti ou fonder une plate-forme politique pour mener ensemble ce combat dans le respect des différentes tendances qui existent dès lors que le principe de loyauté ou honnêteté est adopté par tous.

Nous en avons fourni les clés, on ne peut pas faire davantage, on soutiendra toute initiative politique qui irait dans cette direction. A chacun ses responsabilités, nous avons assumé les nôtres.

Pas en notre nom. Faillite politique ou capitulation. Collusion et conciliation.

Le prix de la démagogie, du populisme, du révisionnisme, de la trahison du socialisme.

Quand la liberté d'expression rime quotidiennement avec désinformation systématique ou propagande de guerre contre tous les peuples, ceux qui s'en réclament sont des manipulateurs, des traîtres ou des complices de nos ennemis.

Ils n'ont rien trouvé de mieux que de reprendre les mots d'ordre des représentants de la réaction

On a pu observer une nouvelle fois que la totalité des partis du mouvement ouvrier étaient à côté de la plaque pour ne pas dire corrompus par l'idéologie dominante, incapables de défendre les intérêts fondamentaux des travailleurs car liés au régime en place, aux institutions, ses partis ou ses représentants, jusqu'aux syndicats qui se vautrent dans la fange pour ceux qui participeront au rassemblement de l'Internationale du capital et de la guerre contre tous les peuples ce dimanche à Paris.

Les travailleurs sont abandonnés à eux-mêmes, une proie facile pour la réaction toute entière mobilisée.

Au nom de la liberté d'expression et de la démocratie, toute opposition à la version officielle censurée.

Grille de lecture.

Plus fort encore que le 11-septembre.

L'opposition de gauche ou toute contestation de la version officielle caricaturée, censurée.

Leurs véritables intentions :

- Une sorte de "Patriot act" à la française",

- Intensification de la guerre contre l'Irak, la Syrie, etc en ligne de mire le Liban, l'Iran, la Russie, le Venezuela... contre tous les peuples pour les soumettre aux besoins du capitalisme en crise...

- Le rassemblement dimanche pour les victimes de "Charlie Hebdo" et de la prise d'otages porte de Vincennes, un événement sans précédent - huffingtonpost.fr

AFP - Si les précédents attentats ayant touché des pays occidentaux avaient bien entendu suscité l'émotion internationale, un tel rassemblement (dimanche à Paris - ndlr) de dirigeants est une première. Jusqu'à présent, la solidarité entre Etats s'exprimait notamment à travers les minutes de silence organisées dans chaque pays, comme ce fut le cas après les attentats du 11-Septembre, de Madrid et de Londres. huffingtonpost.fr 10.01

"S'il n'y a pas de critiques, c'est parce que nous sommes dans un moment d'unité nationale mais aussi parce que ces événements ont été bien gérés par l'exécutif, qu'il n'y a pas eu d'erreur dans les décisions, les discours et les postures", estime encore Jérôme Fourquet (Ifop). Tout ceci, selon lui, pourrait "contribuer à atténuer les critiques sur l'incapacité du président à trancher et sur son manque d'autorité et de fermeté".

D'une manière plus générale, le politologue constate déjà "un effet direct et évident sur la perception de la menace terroriste et l'approbation de l'intervention française en Irak", sur laquelle le Parlement doit se prononcer mardi.

Mais il anticipe aussi "une adhésion accrue de l'opinion si le gouvernement décidait un renforcement des moyens financiers, humains et juridiques dévolus à la lutte contre le terrorisme, une sorte de "Patriot act" à la française", dans la lignée de la loi votée au Congrès américain après les attentats du 11 septembre 2001.

Brice Teinturier (Ipsos) relève de la même manière que François Hollande avait jusqu'à présent "quelques actes d'autorité" à son actif, mais dans la sphère internationale, qu'il s'agisse de l'engagement des forces françaises au Mali ou dans le ciel irakien.

Mais cette fois, analyse-t-il à l'unisson, "l'autorité du président sera ressentie de manière d'autant plus forte qu'il s'agit de circonstances internes, dans le domaine régalien et dans des circonstances particulièrement dramatiques". huffingtonpost.fr 10.01

Nouvelle mise au point. Intox.

- Terrorisme : la France n'a pas su s'adapter à ses nouveaux ennemis - Francetv info

- Les services de renseignement français sont-ils passés à côté d'une cellule terroriste ? Y a-t-il eu des loupés dans la coopération franco-américaine en matière de terrorisme ? Les leçons des affaires Merah et Nemmouche avaient-elles été tirées ? Mediapart 10.01

Les frères Kouachi et Coulibaly ou encore Merah et Nemmouche n'étaient pas davantage des agents des américains ou des israéliens, que la DGSI (le renseignement français) serait passé à côté de quoi que ce soit, l'explication est beaucoup plus simple et c'est la raison pour laquelle on passe à côté.

En réalité ils ont créé les conditions qui permettent la réalisation de ce genre d'attentats sans qu'ils puissent forcément les prévenir en admettant qu'ils en aient eu l'intention, ce dont on a le droit de douter puisqu'ils servaient leurs intérêts ou leurs objectifs. Mediapart posent donc les mauvaises questions, parce qu'il ne veut pas se poser les bonnes trop compromettantes pour le régime.

Ils créent des conditions particulières qu'ils exploitent par la suite dans une direction fixée à l'avance, car ils peuvent prévoir les réactions en chaîne qu'elles vont déclencher et qu'ils ont déjà programmées ; les leurs et ceux des principaux acteurs appelés à intervenir sont bien rodés, d'où l'ignoble déballage de démagogie auquel ils se livrent spontanément par la suite comme s'ils avaient appris par coeur le rôle qu'ils devaient jouer, mieux encore qu'on attendait d'eux.

Ils ont fait très fort, car ils viennent de démontrer à quel point les masses étaient toujours aussi vulnérables et manipulables que par le passé, comme si finalement elles n'avaient jamais rien appris ou évolué. Il faut donc s'attendre à ce qu'ils profitent de cette situation favorable pour amplifier leur offensive contre les travailleurs, on peut dors et déjà estimer que la loi Macron a été adoptée,

et que le gouvernement français pourrait s'engager rapidement directement dans la guerre contre la Syrie. Vous avouerez que ce serait dommage de passer à côté d'une telle occasion, à moins qu'elle n'ait été créée pour les circonstances.

Le chaos auquel aboutit leur politique n'est pas perçu comme une menace pour eux, il l'est pour le reste de la population qui le subisse et qu'ils répriment quand elle s'y oppose, d'autant plus facilement quand il est devenu la norme et que la majorité ne trouve pas le moyen de se mobiliser pour le contester.

On le voit bien ici où au contraire il semblerait qu'elle y adhère car elle n'en comprend pas les tenants et les aboutissants.
Ces attaques étaient des maillons de la politique impérialiste américaine au Proche-Orient ou seront exploitées comme tels, et aussi pour briser la résistance des travailleurs à la politique antisociale du gouvernement Hollande-Valls-Macron, ce que la majorité de la population ne soupçonne pas un instant.

Les travailleurs n'ont pas appris à se servir de la dialectique pour interpréter la société ou le monde, ils ne maîtrisent même pas les éléments rudimentaires de la logique au point que le rapport qui existe entre cause et effet ou conséquence leur échappe très souvent ou ils les confondent. C'était d'autant plus inévitable après la rupture de l'avant-garde du mouvement ouvrier avec le marxisme ou le socialisme.

Non-dits. Comment détourner l'attention des travailleurs de l'essentiel.

- Probable embellie de la cote de Hollande mais gare au feu de paille - AFP

Aux avant-postes dans la gestion d'une série d'attaques sanglantes, François Hollande pourrait corriger une image dégradée et profiter d'un regain de popularité d'autant plus significatif qu'il s'agit cette fois d'événements intérieurs et non d'une affaire de politique étrangère. AFP 10.01

Pas "une affaire de politique étrangère" ? La vrai guerre à laquelle la population doit adhérer.

- Pétrole: l'Iran et le Venezuela veulent coopérer pour soutenir les prix - AFP

Le président iranien, Hassan Rohani, et son homologue vénézuélien, Nicolas Maduro, en visite à Téhéran.

En recevant M. Maduro, le numéro un iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a également dénoncé "la baisse bizarre des prix du pétrole en si peu de temps, qui ne peut être qu'un acte politique et non économique".

"Nos ennemis communs utilisent le pétrole comme un levier politique et ont très certainement un rôle dans la baisse des cours", a déclaré M. Khamenei en faisant allusion aux Etats-Unis et à l'Arabie saoudite.

M. Maduro a affirmé que certains pays de l'Opep et non-Opep comme la Russie cherchaient à "trouver un mécanisme pour ramener le prix du pétrole à un minimum acceptable".

Téhéran et Caracas ont renforcé depuis le milieu des années 2000 leurs relations politiques et économiques. Les ex-présidents Mahmoud Ahmadinejad et Hugo Chavez avaient largement développé ces relations en insistant sur leur politique anti-américaine commune.

M. Rohani a souligné que l'Iran poursuivrait "sa coopération avec le Venezuela dans les domaines du logement, des transports, de l'industrie, de l'alimentation et des médicaments pour satisfaire les besoins de ce pays".

M. Maduro a appelé de son côté à la "poursuite de la présence des sociétés iraniennes" au Venezuela qui pourra constituer une "bonne base pour les exportations iraniennes vers l'Amérique latine". AFP 10.01

- Ukraine: Moscou pourrait exiger un remboursement anticipé de son prêt de 3 milliards de dollars AFP

La Russie pourrait exiger un remboursement anticipé de son prêt de trois milliards de dollars à l'Ukraine, a déclaré le ministre russe des Finances Anton Silouanov, estimant que Kiev n'avait pas respecté ses engagements.

"L'Ukraine a violé les conditions du prêt, notamment le fait que la dette publique ne devait pas dépasser 60% du PIB", a-t-il déclaré aux agences russes, estimant que Moscou avait en conséquence "des raisons de demander le remboursement anticipé du prêt".

Il a également rappelé que le prêt arrivait de toutes façons à échéance fin 2015, et s'est étonné "que le budget ukrainien de cette année ne prévoit pas ce remboursement". AFP 10.01

Encore une insulte.

- Les musulmans sont Charlie - M6info

Hystérie pour un suicide collective programmé.

- "Charlie Hebdo" : 230 000 manifestants dans les rues de France - LePoint.fr

- Plus de 700 000 personnes défilent contre le terrorisme en France - LeMonde.fr

- Plus de 2200 policiers à Paris pour assurer la sécurité de la marche LeFigaro.fr

- Plus de 5500 policiers et militaires mobilisés dimanche à Paris - lalsace.fr

Les fanatiques des guerres dans lesquelles l'impérialisme français est engagés exultent, 700.000 manifestants à travers toute la France selon le ministère de l'Intérieur qui a pu gonfler le chiffre à loisir puisqu'il n'y avait personne pour le contredire...

Conditionnement des masses ou comment créer un climat de psychose collective favorable à la guerre.

- La France traumatisée après 3 jours d'horreur - M6info

- Après les attentats, les fausses alertes entretiennent l'angoisse - Francetv info

- Attentats : 81% des Français prêts à se mobiliser - LeParisien.fr

- Vigipirate maintenu au niveau "alerte attentat" - M6info

- La France traumatisée après 3 jours d'horreur - M6info

- « Des attaques terroristes de faible ampleur et d'énorme impact » à venir - LeMonde.fr

Ils en rajoutent.

- Opérations de com à l'Elysée et à la gendarmerie - Liberation.fr

Leurs oeuvres immondes au quotidien contre lesquelles personne ou presque ne se mobilise.

- Nigeria: une fillette de 10 ans explose sur un marché, faisant 19 morts - AFP

- Attaque de l'EI contre les forces kurdes dans le nord de l'Irak, 26 morts - AFP

- Liban : sept morts dans un attentat à Tripoli - LeMonde.fr

Après la parade des néonazis à Kiev soutenus par Washington, Bruxelles, Paris, Tel-Aviv, voci venue celle des psychopathes faiseurs de guerre qui dirigent le monde.

- Les dirigeants du monde entier dimanche à Paris - parismatch.com

- Ils participeront à la marche républicaine dimanche à Paris - LeMonde.fr

Des dirigeants politiques du monde entier, des politiciens français et tous les représentants religieux marcheront à Paris, dimanche. LeMonde.fr 10.01

- Manifestation à Paris: un rassemblement historique - Francetv info

- Après trois jours sanglants, la France se prépare à une "manifestation inouïe" - AFP

- L'impressionnante liste des politiques présents à la marche républicaine à Paris - LeFigaro.fr

- Sarkozy défilera au côté de Hollande - LeParisien.fr

- Le FN se joindra partout aux manifestations, sauf à Paris - Reuters

- FOG : Merkel-Mélenchon bras dessus, bras dessous ? - LePoint.fr

- Benjamin Netanyahu présent dimanche à la marche à Paris - AFP

Instrumentalisation. Je suis Charlie, je suis sioniste.

L'assossiation des sionistes à cette opération allait de soi ou était indispensable, puisqu'ils sont à l'origine de l'idéologie néolibérale, du mondialisme... La politique néolibérale à l'échelle mondiale ou la stratégie politique de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste est inséparable de l'existence et la défense d'Israël

- "Vive la France !" : le cri de la communauté juive porte de Vincennes - Francetv info

- Valls: "la France sans les juifs de France n'est plus la France" - AFP

- Colère dans la communauté juive et une question : partir ou rester ? - LeMonde.fr

La peur a à nouveau envahi les personnes de confessions juives, cibles de la prise d'otage qui a fait quatre morts, vendredi, porte de Vincennes à Paris. LeMonde.fr 10.01

- Netanyahu aux juifs de France: "Israël est votre foyer" - AFP

L'apartheid, le "foyer" des pires racistes au monde, des antisémites qui après avoir soutenu le régime nazi de Hitler, 75 ans plus tard soutiennent celui de Kiev, toutes les guerres impérialistes engagées par les Etats-Unis.

A qui profite le crime. Suivez le guide.

- Probable embellie de la cote de Hollande mais gare au feu de paille - AFP

"S'il n'y a pas de critiques, c'est parce que nous sommes dans un moment d'unité nationale mais aussi parce que ces événements ont été bien gérés par l'exécutif, qu'il n'y a pas eu d'erreur dans les décisions, les discours et les postures", estime encore Jérôme Fourquet (Ifop)

"Lorsque François Hollande a décidé d'intervenir militairement au Mali en janvier 2013, endossant l'habit d'un chef de guerre, sa cote de popularité avait progressé d'un point, ce qui pouvait paraître très faible mais interrompait tout de même une baisse déjà régulière et significative".

Dans l'immédiat, OpinionWay a déjà mesuré dans son baromètre du mois de janvier un gain de quatre points pour la cote de satisfaction de François Hollande, à 25%, a confié en avant-première à l'AFP Bruno Jeanbart.

L'effet pourrait être plus marqué encore dans d'autres enquêtes puisque un quart des personnes interrogées par OpinionWay l'ont été avant l'attentat perpétré mercredi contre Charlie Hebdo. Pour celles qui l'ont été après, le gain est de 5 à 6 points.

Ainsi et à court terme, selon lui, "on peut anticiper clairement une augmentation de la popularité du président".

Tout comme le politologue Jean-Luc Parodi, il juge néanmoins "probable que le mécontentement pourrait resurgir très vite et qu'une partie du terrain gagné pourrait être rapidement perdue si la situation économique et sociale n'évoluait pas favorablement". AFP 10.01

Vrai et faux à la fois, car entre temps le régime aura profité de la situation pour faire passer de nouvelles lois liberticides ou répressives, antisociales, démanteler des pans entiers de la législation du travail, etc. qui ne seront jamais abolies par la suite comme l'expérience nous l'enseigne. L'ennemi gagne du terrain, avance vers les objectifs politiques qu'il s'est fixé, c'est la seule chose à retenir pour mieux le combattre.

Etat policier renforcé.

- "Avec ce type d'individus, il n'y a pas de négociations" - Francetv info

Un prétexte pour les liquider et éviter qu'ils parlent... Il est étrange qu'ils ne soient pas intéressés par les révélations qu'ils auraient pu leur faire sur leurs liens avec des mouvements wahhabites au Yémen ou ailleurs ? En fait c'est normal, puisque leur intention était de laisser ce genre d'attaques se produire pour ensuite les exploiter politiquement. Les médias s'en seraient emparés, il aurait pu y avoir des fuites embarrassantes pour la DGSI et le gouvernement...

- Les policiers d'élite salués en héros - Francetv info

- Manuel Valls va créer 500 postes supplémentaires dans le renseignement intérieur - Francetv info

Des rapprochements ou comparaisons qui livrent les véritables commanditaires (indirects) de ces attaques.

- Les attaques en France possible prélude à une vague d'attentats en Europe selon le renseignement américain - 20minutes.fr

- Bayrou: la France a vécu un drame "aussi choquant que le 11 septembre" - AFP

- Ce qu'il s'était passé pour les attentats de Londres, Madrid, Boston ou New York - Le Huffington Post

- Après la tragédie, les milieux d'affaires craignent que la classe politique soit incapable d'en tirer les leçons - Atlantico.fr

Qu'elle hésite encore à s'attaquer de front à ce qui ce reste de nos acquis sociaux et politiques. Qu'elle se rassure la loi Macron arrive et va être adoptée...

Hier nous titrions ***la faille***. Question : Intentionnelle ?

- Charlie Hebdo : une faille béante dans le Renseignement - LeFigaro.fr

Le Figaro fait le crétin en posant des questions

Le suivi des frères Kouachi a-t-il fait, courant 2014, l'objet d'un arrêt de prise en charge directe par la structure centrale de la DGSI ?

Comment a-t-on pu négliger, en effet, la montée en puissance de l'équipe Kouachi-Coulibaly? Selon certaines sources, le suivi des frères Kouachi, à qui l'on doit la tuerie de Charlie Hebdo, mercredi dernier, aurait fait, courant 2014, l'objet d'un arrêt de prise en charge directe par la structure centrale de la Direction générale de sécurité intérieure (DGSI), qui gère les cas les plus lourds.

Les services savaient même que l'un des frères Kouachi s'était rendu en 2011 au Yemen, dans des camps d'entraînement. Ce n'est plus une faille, c'est un abysse. Mais que peuvent réellement les autorités face à des djihadistes chaque jour plus nombreux, qui comptent au moins 50 à 100 activistes susceptibles de passer à l'acte et un vivier de plus d'un millier d'exaltés imprévisibles? Ce n'est pas faire injure à l'appareil de sécurité, qui a su montrer sa capacité de réaction après les événements, que d'insister sur l'impérieuse nécessité de parfaire ses outils d'anticipation. Puisque le gouvernement lui-même explique que le péril est grand. LeFigaro.fr 10.01

Les services de renseignement français sont-ils passés à côté d'une cellule terroriste ? Y a-t-il eu des loupés dans la coopération franco-américaine en matière de terrorisme ? Les leçons des affaires Merah et Nemmouche avaient-elles été tirées ? Mediapart

Pas plus tard que la veille.

- Attentats à Paris : Les services secrets algériens ont prévenu la France le 6 janvier dernier - french.irib.ir

Les services secrets algériens auraient alerté la France le 6 janvier dernier de projets d'attentats terroristes sur le sol français, rapporte la chaîne télévision française Itélé ce vendredi.

Les services secrets algériens ont informé leurs homologues français que des projets d'attentats terroristes de grande envergure étaient en préparation sur le sol français.

Pour rappel, les services de renseignement syriens et libanais avaient averti eux aussi les services français de l'imminence d'attentats sur le sol français rapporte la presse libanaise ce matin. french.irib.ir 10.01

Haut de page

Le 12 janvier 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de faire autre chose, et jusqu'à la fin de la semaine je dois préparer sérieusement mon déménagement qui n'est pas une mince affaire car je suis tout seul pour tout me taper, déraciner des dizaines arbres et plus encore de plantes en tous genres, pas les moyens de payer quelqu'un pour m'aider car ici tout se paie, c'est encore pire que chez vous en France. Que voulez-vous, il paraît que les bonnes relations sont à ce prix-là, au-dessus de mes modestes moyens, donc le site ne sera que partiellement actualisé les prochains jours, je laisserais tomber la causerie et j'actualiserais les autres rubriques avec de nombreux articles.

A bas les médias aux ordres, boycott de la presse écrite, de la radio et de la télévision !

Après m'avoir coupé TV5Monde le 20 septembre dernier, ils ont supprimé Russia Today Internationale et Deusche Welle que je recevais gratuitement, du coup je n'allume même plus la télé.

Une vidéo

Jean ZIEGLER : "Retournez les fusils"
https://www.youtube.com/watch?v=mdNkqpd7Uak

Adoptez le 11 et soutenez financièrement notre portail né un 11 septembre !

Je n'y suis pour rien si je suis né le 11 septembre 1955, par contre je peux remercier les organisateurs du 11 septembre 2001 qui m'ont permis de retrouver la voie du militantisme... Et comme eux, je ne suis pas prêt de l'ublier. Un conseil, faites-en autant.

Comment peut-on prétendre combattre la stratégie politique de l'ennemi en l'ignorant ? Nos dirigeants ont essayé et vous avez pu observer le résultat, tenez, hier encore, un fiasco sur toute la ligne.

Autres questions qu'on est en droit de se poser:

Pourquoi sommes-nous seulement une infime minorité à être parvenus à en prendre conscience et pas les masses ? Serions-nous des êtres tout à fait exceptionnels ou supérieurs aux autres ? Je ne le pense pas un instant. Pourquoi alors que la conscience politique de pans entiers des masses s'éveille ne parviennent-elles pas à l'orienter dans la bonne direction ? Pourquoi tant de militants prétendent combattre sincèrement et loyalement pour la même cause et ne parviennent-ils pas à se rassembler dans le même parti ou à combattre ensemble ? Pourquoi tant de travailleurs se disent prêts à en découdre et ne s'organisent-ils pas ?

J'ignore ce que vous en pensez, mais si j'étais à la place de nos dirigeants je me dirais qu'on a un sérieux problème à résoudre et quelque part on doit être à côté de la plaque, non, vous ne vous poseriez pas cette question, elle est bien de leur responsabilité, n'est-ce pas ?

Autre réflexion en rapport avec l'actualité politique.

Nous, nous n'avons pas peur des terroristes, et contrairement au populiste Mélenchon nous craignons les réactions de la population sans réelle conscience politique en proie à un dangereux délire collectif, manipulée et incapable du moindre recul, de la moindre réflexion politique. Gageons que l'exécutif saura l'exploiter pour le pire dans les semaines ou les mois à venir.

Pour baigner au quotidien dans un milieu profondément arriéré en Inde depuis près de 20 ans, je ne suis pas surpris ou choqué par cette démonstration d'aveuglement ou d'ignorance collective prévisible et que j'avais très justement caractérisée, j'ose dire à mes petits camarades en France qu'ils ne viennent d'en avoir qu'un aperçu insignifiant, et par le fait que si peu de militants comprennent mon discours ou partagent mes idées, se fient aux apparences, aux déclarations, on a de quoi s'inquiéter pour la suite.

Discussion avec ma compagne Selvi.

J'ai rencontré un nombre de problèmes incalculables et démentiels avec son frère qui s'est occupé de la construction de notre petite maison, ils m'ont inspiré cette démonstration dès lors que Kumar s'avèrait incapable de prendre en compte une situation qui ne comportait qu'un minimum d'éléments au point de refaire coup sur coup plusieurs fois exactement les mêmes erreurs jusqu'au moment où enfin il est parvenu à admettre la réalité. Un personne qui n'aurait pas eu ma patience et mon expérience de ce genre de situation se serait demandé s'il ne le faisait pas exprès ou si c'était sa nature qui le poussait à agir de la sorte, tant cela dépassait l'entendement, des histoires de fou, des trucs incroyables, alors que pas du tout, il ne captait pas tout simplement, il était à un niveau qui ne lui permettait pas de se connecter à la réalité qui aussi élémentaire soit-elle le dépassait littéralement.

A 14h30 dimanche, au cours de notre déjeuner à la maison.

Selvi, tu vois cette table. Tu peux établir la liste des objets qui sont dessus. Ensuite sans toucher à rien tu prends une photo. Au lieu d'une photo, je tape sur le clavier de l'ordinateur le nom des objets. Si tu prends une photo, tu pourras constater par toi-moi que ce que j'ai écrit correspondait exactement à ce qui figurait sur cette photo. Voilà en quoi consiste ma méthode pour interpréter ce qui se passe dans le monde, ni plus ni moins, c'est aussi simple que cela.

Mon travail consiste simplement à décrire ce qu'il y a sur cette photo sans rien retrancher et sans rien ajouter, on pourrait préciser quand il ne manque rien. Ma description correspond fidèlement à ce qu'il y a sur cette table ou sur cette photo.

C'est ce que mes adversaires me reprochent, ils ne le supportent pas. Il suffit pour ainsi dire d'ouvrir les yeux et les oreilles pour comprendre ce qui se passe. Si j'osais je dirais que la suite n'est plus qu'une formalité tant la situation et son orientation sont faciles à comprendre, y compris avec leurs multiples contradictions, c'est ce qui la caractérise le plus.

Ensuite on a pris à la main chaque objet un par un et j'ai rapidement décrit leur utilité ou pourquoi ils figuraient sur cette table. Après je lui ai demandé où il y aurait un mystère, à quelle question nous ne pourrions pas répondre, aucune.

Maintenant, à partir du moment où on retire certains objects qui se trouvaient sur la table, on ne peut plus comprendre pourquoi les autres s'y trouvaient, par exemple si je retirais les assiettes et que je laissais les fourchettes on pourrait en déduire qu'on mangerait directement dans le saladier, hors ce n'était pas le cas. En retirant un objet (ou en ne prenant pas en compte un facteur) on s'interdit de comprendre les rapports qui existent entre les autres, on en arrive à interpréter la réalité ainsi tronquée, et forcément notre interprétation sera faussée et erronée à l'arrivée. Pourquoi la méthode du marxisme repose-t-elle sur les faits et leurs rapports, leur évolution, etc. ? Certains pourraient être tentés de tourner cette démonstration en dérision parce qu'elle repose sur une logique élémentaire, ils auraient raison sur ce dernier point, et nous leur demandrions alors pourquoi si elle est si élémentaire ils refusent obstinément de l'appliquer.

Dit autrement ou traduit en termes politiques, on dirait qu'il faut tout mettre sur la table et ne rien oublier pour comprendre la situation et le rôle de chacun des facteurs ou acteurs, les rapports qui existent entre eux et de quelle manière ou dans quelle direction ils ont évolué et ils peuvent encore évoluer.

La pensée ou les idées sont produites par le cerveau qui est de la matière, en fonction de ce qu'on y a introduit, elles ne viennent pas d'ailleurs. Il est donc inutile ou vain d'aller chercher ailleurs l'origine de ce qui s'y trouve ou une réponse à ce qu'il en sort, sans oublier qu'il fonctionne dans un contexte donné ou précis ou encore qui lui a été imposé. Et c'est là qu'on s'aperçoit que la notion de liberté qui nous est sichère est en réalité désuète, réduite à peu de choses ou quasi inexistante tant qu'on n'en a pas pris véritablement conscience, car c'est la conscience acquise qu'on peut agir sur la société ou le monde pour les transformer qui va constituer la base matérielle à partir de laquelle cette liberté va pouvoir prendre forme ou se développer ou commencer à se réaliser, vous pouvez mesurer la cohérence de cette démonstration au fait qu'on est revenu à notre point de départ, à la matière d'où naissent nos idées, à la base matérielle qui sert de socle à notre interprétation de la société et au socialisme, car c'est cela le socialisme en résumé puisqu'il englobe toute l'activité ou production humaine, y compris les idées, d'où la nécessité de l'adopter, de l'enseigner et de le défendre, de combattre sous son drapeau.

Vous aurez pu observer ces derniers jours que ceux qui prétendent combattre pour le socialisme n'ont que les mots république, démocratie ou république ou encore liberté d'expression à la bouche, le socialisme passe systématiquement à la trappe.

Le terroriste est un instrument, il n'a pas de but à part mourir.

- L'attaque terroriste contre la rédaction Charlie Hebdo, conséquence de la politique globale occidentale? - Valentin Vasilescu - Global Research 11.01.2015

- "...le but pervers des terroristes qui ont agi à Charlie Hebdo ne peut être que de déterminer les autorités françaises à prendre des mesures de limitation de la liberté des citoyens français en vue de la transformation de la France dans un Etat policier. A cause de l'impact médiatique de l'évènement qui a créé une vraie contagion, par extension, ces mesures détermineront le changement de

la vie des citoyens de toute l'Europe, parce que la France est l'un des principaux pays membres de l'Union Européenne."

Non, les terroristes n'avaient aucun autre but que mourir en martyrs, c'était le seul idéal à leur portée, la société ou le mauvais sort ne leur en avait pas proposé ou réservé d'autres apparemment. Ils ont été formatés pour tuer et mourir de la sorte. Il ne faut pas oublier que personne ne les a obligés à partir au Yémen (ou ailleurs) pour y suivre un entraînement militaire. Et quand ils ont décidé de sortir de leur cache fusil mitrailleur en main face à un peloton d'exécution de militaires, ils savaient qu'ils allaient mourir, en réalité ils étaient déjà morts, déjà morts avant même d'avoir accompli la mission qui devait les délivrer de ce monde infernal synonyme de cauchemar (prison) ou sans issue pour eux.

Un tel fanatisme nous dépasse parce qu'un esprit rationnel ne peut pas concevoir qu'on puisse programmer de mettre fin à ses jours sans y être conduit par un facteur indépendant de notre volonté qui nous le commande, comme par exemple dans le cas d'une maladie incurable ou irréversible aux conséquences invalidantes et procurant des souffrances insupportables, envisager d'écourter ce calvaire et de hâter la fin devient synonyme d'espoir, de soulagement, de libération.

Le genre de fanatisme avec lequel on est en présence tient de la folie pure, dont on ne revient pas ou dont on ne peut que difficilement sortir, jamais indemne, sauf à subir un choc inverse de la même intensité qui l'annihile.

Quand j'avais une vingtaine d'années, un jour un de mes copains a été victime d'un stupide accident de moto. Il a dérapé sur des graviers à 40 kms et son pied à heurter le pare-chocs d'une voiture en stationnement. Le pauvre garçon a dû être amputé jusqu'au genou, sa vie a basculé ce jour-là, il en a perdu la raison et il s'est retrouvé interné en clinique psychiatrique où je suis allé souvent lui rendre visite. Il ne s'en est jamais remis. Pourquoi ? Parce qu'il ne s'intéressait à rien dans la vie en particulier à part son propre corps qu'il soignait ou vénérait, avantagé par la nature comme l'on dit, mince et beau garçon il plaisait aux filles... On pourrait dire que l'amputation de sa jambe s'est transposée à son cerveau ou a produit le même effet qu'une lobotomisation irréversible. Une fois interné ils l'ont bourré de produits chimiques qui ont achevé de le détruire, alors qu'il avait encore un brin de conscience, au lieu de l'aider à renforcer sa volonté pour qu'il puisse dépasser cette terrible épreuve et s'en sortir, ils l'ont affaibli et condamné à l'état végétatif le restant de ses jours. Il voulait sortir de cette clinique psychiatrique car il voyait bien que son état s'aggravait, mais ses parents s'y opposèrent, c'était une façon pour eux de s'en débarrasser parce qu'ils n'étaient pas capables de faire face à cette situation. Il avait encore de longs moments de lucidité et retrouvait sa mémoire qui l'aidait à refaire surface, ce qui me persuada qu'il n'était pas encore trop tard et qu'il pourrait récupérer la totalité de ses facultés, du coup j'ai passé des heures à discuter avec lui du passé et de l'avenir aussi, car il fallait absolument qu'il l'envisage pour en avoir un, il fallait relier les trois temps de l'existence pour qu'il retrouve un équilibre mental. On m'a fait comprendre que mes visites n'étaient pas souhaitables, et lorsqu'il retourna chez ses parents ils le séquestrèrent pour ainsi dire, puis le cours de ma vie fit que notre relation fut interrompue. On se revit quelques années plus tard, avec mon ex-épouse Liliane on l'invitait à manger et partager un moment avec nous, on allait le chercher chez lui et ensuite on le raccompagnait en voiture, il allait mieux mais il était marqué à vie et incapable de s'assumer ou d'avoir une vie normal.

On s'est éloigné de notre sujet !

Mon pote n'a pas eu de chance, il pouvait d'autant moins s'en sortir que ses parents n'avaient pas été capables de le préparer à la vie d'adulte qu'il devrait avoir plus tard. Elève médiocre sans que ses parents ne s'en inquiètent, il quittera l'école à la fin de sa 6e, sans formation ensuite, aussi incapable de se servir de ses mains que de son cerveau, il ne devait pas avoir d'avenir et c'est ce qui arriva effectivement et c'est bien triste. Son frère aîné finira par se suicider d'une balle dans la tête quelques années plus tard car ne parvenant pas à s'adapter à la société. Il avait servi de modèle à son frère, il était donc normal qu'il ne s'en sorte pas mieux ou pire encore, plus violemment.

J'avais eu d'autres potes avant eux qui étaient des délinquants qui s'en sont bien sortis parce qu'ils devaient bosser pour vivre, il n'y avait pas les parents derrière pour leur filer des billets de 500 balles, il n'y avait pas de chômage non plus à l'époque, c'était plus facile de s'intégrer dans la société quand on s'appelait Kader, Rachid, Kamel ou Amid, tous d'origine algérienne.

Ce n'est pas le wahhabisme qui au départ fabrique les Chérif ou Kouachi, mais bien la société de Hollande ou le capitalisme en crise, c'est une fois qu'ils sont devenus des déchets de cette société pourrie qu'ils sont récupérés par les prédicateurs qui partagent avec les dirigeants de la classe dominante un sordide penchant pour la barbarie.

Pour conclure, attribuer un but politique aux opérations perpétrées par les fanatiques endoctrinés par des prédicateurs wahhabites c'est encore leur accorder trop de raison qu'ils n'ont pas ou plus. Leur but se situe dans l'au-delà, il est immatériel, d'où l'impossibilité d'avoir une emprise sur lui dès lors qu'ils sont fanatisés, ils sont pour ainsi dire perdus pour la civilisation humaine pour laquelle ils sont devenus de dangereux ou terrifiants ennemis.

Voyez avec quel aplomb ces gens-là ont défilé hier après-midi, je parle des dirigeants du vieux monde pourri dont le cynisme est sans limite, aux nombres de victimes innocentes dont ils portent la responsabilité dans le monde, les Chérif ou Kouachi auraient pu les citer en exemple ou s'en inspirer sans jamais pouvoir les égaler.

A quoi sert leur lutte contre le terrorisme.

Quand des djihadistes armés s'en prennent aux bâtiments publics, à la police, les mitraillent en Libye ou en Syrie, ce sont de braves défenseurs de la liberté d'expression ou de la démocratie, des rebelles modérés qui méritent le soutien des puissances occidentales, tandis que les tyrans qui gouvernent ces pays doivent être éliminés physiquement et leur pays bombardé ou détruit, leur population massacré...

Mais quand les mêmes barbares qu'ils ont fabriqués s'en prennent à des journalistes, à des policiers ou visent une communauté, ils deviennent des terroristes, des ennemis de la liberté d'expression, de la république et de la démocratie qu'il faut éliminer.

En fait ce sont les mêmes qui décrètent en fonction de leurs besoins qui doit vivre et qui doit mourir selon le principe du droit divin accordé à la monarchie absolue du marché.

En fait ce sont les mêmes qui décrètent en fonction de leurs besoins quel chef d'Etat ou de gouvernement, quel régime doit exister ou non, quel peuple doit ou non conserver sa souveraineté.

Cherchez l'erreur.

- L'Humanité - "L'adversaire, c'est le terrorisme et pas l'islam". Netanyahu a tenu hier le même discours (lire plus loin). La Tribune 11.01

Pourquoi tiennent-ils ce discours et ils sont loin d'être les seuls dans ce cas-là ?

Parce que le terrorisme n'a pas de visage, n'a pas de nom, du coup comme l'avait dit Bush et l'a répété par la suite Obama, la guerre contre le terrorisme peut durer indéfiniment et sert à justifier ou légitimer toutes leurs guerres, toutes leurs lois liberticides et répressives, la surveillance ou le contrôle renforcer des faits et gestes, pensées de la population pour mieux la formater au gré de leurs besoins, ceux du capitalisme en crise, du marché, et c'est de la sorte que pas à pas ils appliquent leur stratégie politique implacable qui conduit à l'établissement d'un nouvel ordre mondial ou une dictature mondiale.

Comment, vous ne l'avez pas senti venir dimanche ?

Pourquoi l'Humanité en est-il, devinez ?

On pourrait aller plus loin.

Quand ils disent que leur adversaire ou leur ennemi c'est le terrorisme, qui visent-ils, les Etats qui le financent et l'arment, bien sûr que non, du coup on épargnant ses véritables commanditaires ou ceux qui tirent les ficelles, non seulement ils s'en font les complices mais ils font en sorte que la population continue de croire que leurs gouvernants s'y opposent ou le combattent, elle est donc portée à les soutenir pendant qu'en réalité ils combattent un autre ennemi le prolétariat mondial, un chef d'Etat récalcitrant ou qui refuse de se soumettre à leur politique.

La population qui continue d'ignorer les réels intentions de leurs gouvernants croit soutenir une cause, alors qu'en réalité elle est manipulée et en cautionne une autre inavouable et abjecte.

Comment expliquer autrement qu'un chef d'un gouvernement d'extrême droite, d'un Etat génocidaire, raciste, appliquant l'apartheid, criminel, barbare, puisse manifester au côté de Hollande, Merkel, Cameron, Renzi, Roy, Juncker, sinon parce qu'il bénéficie d'une immunité, d'un privilège, d'une impunité pour tous les crimes monstrueux qu'il a commis et à venir et le règne de la terreur qu'il impose au quotidien aux Palestiniens depuis 1948, car agissant justement au nom de la lutte contre le terrorisme au nom de la démocratie et la liberté qu'ils partagent avec Obama ?

Tous se disent républicains, démocrates et attachés à la liberté d'expression pour couvrir leurs crimes et leurs entreprises terroristes, et lorsque des opposants à leur politique dénoncent leur imposture ils s'en servent encore pour les faire taire ou les éliminer parce qu'ils ne supportent pas qu'on mette en lumière leurs contradictions ou qu'on les démasque publiquement. Ils les ont donc confisqués et en font usage uniquement pour défendre leurs intérêts ou les besoins de la classe dominante. Donc ce qu'il en reste en réalité n'est plus qu'une coquille vidée de sa substance, les apparences d'une république, de la démocratie ou de la liberté d'expression.

Et s'agissant plus particulièrement de la liberté d'expression, elle ne se mesure pas en terme de droit, bien qu'il doit être préservé pour que l'on puisse en faire usage pour les combattre, d'où selon les circonstances la nécessité de la défendre, quand il vise ce droit, car sans ce droit on bascule sous un autre régime, une dictature absolue, elle se mesure en réalité en terme financier et en fonction des rapports qui existent entre les classes, ce qui se traduit par l'hégémonie écrasante de leur pouvoir ou la confiscation de la liberté d'expression au moyen des instruments de communication ou d'information qu'ils possèdent ou contrôlent qui leur permettent de diffuser leur propagande et d'atteindre absolument tous les foyers, ayant à leur disposition de colossales

moyens financiers et bénéfiant de subventions de l'Etat, tandis que leurs opposants en sont à diffuser leurs idées sur le marché le dimanche matin ou à l'entrée des usines, des bureaux ou entreprises, des écoles ou des universités pour les faire connaître à une infime minorité, ne parlons pas d'Internet qui est un bouillon de cultures et de parasites, difforme, impersonnel, immatériel, qui flatte ou incarne davantage des valeurs opposées à la liberté d'expression, d'où l'intérêt hystérique que lui porte la classe dominante à travers la promotion des réseaux sociaux bien mal nommés.

Il y aurait encore beaucoup de choses à ajouter sur ce sujet...

Se réclamer de la république, de la démocratie ou de la liberté d'expression en général comme le font nos dirigeants les place au côté des chefs d'Etat ou de gouvernement qui ont défilé dimanche à Paris. C'est de la démagogie à l'état pure, du populisme.

Qu'il nous soit permis de ne pas en être, s'il vous plaît, nous tenons à notre dignité et à nos principes.

La palme de l'imposture ou de la désinformation digne de Goebbels.

- Contre le terrorisme, la vérité comme force de frappe - Atlantico.fr

Parole d'internaute

- "La France se lève... surement pas, elle a été trop manipulée, de plus on lui cache la vérité depuis longtemps.

D'autre part le système infantilise les citoyens pour que le message d'Etat du genre "on s'occupe de tout passe facilement" et que les Français perdent tout esprit critique envers les castes dirigeantes. Les Français sont trop formatés pour se rendre compte de la situation réelle de l'Europe face à cette énorme menace. "

Mélenchon prétend le contraire.. parce que cela l'arrange et le régime aussi. (lire plus loin)

Haut de page

Le 11 janvier, le spectacle était garanti.

- Un énorme ballon «Je suis Charlie, flic, juif. Je suis la République» surplombe la place. leparisien.fr 11.01

1 million de personnes seraient attendues dans le cortège parisien, selon les informations de France 2.

Dispositif médiatique impressionnant. Sur la grande esplanade de la place de la République, côté Xe et XIe arrondissements, les télévisions étrangères ont mis en place un dispositif technique impressionnant: deux longs camions régie, des plateformes élévatrices, des kilomètres de câbles noirs jonchent le sol, une grue . Des camions satellites aux couleurs de télévisions anglaises, suédoises, belges, américaines, japonaises, et françaises sont rangés en ordre sous les fenêtres de la caserne de la Garde républicaine et devant les magasins Habitat et Go Sport. leparisien.fr 11.01

13h dimanche. A plus d'une heure du début de la marche républicaine, des milliers de personnes sont déjà sur la place de la République à Paris. francetvinfo.fr 11.01

Image aérienne au grand angle, où l'on peut observer que la place de la République est au quart vide.

Puis gros plan sur un angle d'accès à la place ou goulet d'étranglement où les gens s'entassent ce qui donne l'impression qu'une foule monstrueuse serait rassemblée sur la place alors que c'est loin d'être le cas.

Quelques heures plus tard.

- L'opinion internationale, les dirigeants ou maîtres du monde : Ce sont eux !

- Le cortège des dirigeants du monde au moment du départ de la marche républicaine - francetvinfo.fr 11.01

Même le nouveau chef de l'OTAN, Jens Stoltenberg, était de la fête.

Ayons une pensée pour les familles des millions de morts à travers le monde tombés sous les bombes de l'OTAN ou de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et chaque jour encore en Irak et en Syrie par leurs mercenaires d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

Il faut avoir à l'esprit le cynisme sans fond qui les anime...

- Les chefs d'Etat ont rejoint les familles des victimes.

- François Hollande salue chaque chef d'Etat ou de gouvernement.

- Le président de la République salue maintenant les proches des victimes - francetvinfo.fr 11.01

- 20 minutes. Trois petits tours et puis s'en vont.

- Les chefs d'Etat et François Hollande ont quitté la manifestation - francetvinfo.fr 11.01

Reste les naïfs ou les pigeons sur place, les proies ou les cibles faciles, ceux qui en fait en redemandent, des victimes innocentes ou des vendus, complices qui redorent leur bonne conscience qui ne dépasse pas un certain niveau... alimentaire :

Un petit point gastronomie dans ce direct. Des vendeurs de hot-dogs se sont installés le long du parcours de la marche, remarque une journaliste. francetvinfo.fr 11.01

- Le plus grand mouvement de foule depuis la Libération - 20minutes.fr

- Une journée de mobilisation exceptionnelle - Francetv info

- Manifestations: un "moment inouï, extraordinaire" et "historique" pour Valls - AFP

Jusqu'au dernier moment ils douteront de parvenir à mobiliser un million de personnes à Paris.

Voici un point sur les chiffres officiels qui nous parviennent. Ils proviennent des préfectures ou de la police, dans les différents rassemblements en France et en Europe :

A Marseille, plus de 60 000 personnes défilent.

A Rennes et à Saint-Etienne, plus de 60 000 personnes sont également rassemblées. La foule continue à affluer.

A Lyon, entre 150 000 et 200 000 personnes défilent, mais la police est encore en train d'affiner son bilan.

A Bordeaux (Gironde), au moins 100 000 personnes sont présentes à la manifestation républicaine selon une estimation provisoire des autorités.

A Colmar, 10 000 personnes se sont rassemblées ce matin. A Perpignan ils étaient 40 000 manifestants, dans cette ville de 110 000 habitants.

A Bruxelles, plus de 10 000 personnes sont rassemblées pour une marche "contre la haine". francetvinfo.fr 11.01

Faites le calcul. 300 000 + 700 000 = 1 million, le compte est bon, il doit l'être, il ne peut pas ne pas l'être.

Des cortèges dans toute la France. Plus de 300 000 personnes marchent aussi ailleurs en France, de Nouméa à Saint-Etienne en passant par Perpignan ou Colmar, au lendemain d'une journée qui a déjà vu 700 000 personnes manifester dans tout le pays. francetvinfo.fr 11.01

Digne les Bains (04), toute la population est dans la rue.

A Mâcon, Saône et Loire, plus de 10.000 personnes. Du jamais vu!

Plus de 25 000 Charlies à Saint-Brieuc, Cotes d'Armor

15000 personnes à Mulhouse

60 000 personnes à Clermont-Ferrand Un rassemblement de plusieurs kms

8000 personnes a Cannes (il ne manque plus que Monaco et Andore !)

- Au moins 600.000 personnes manifestent en province contre le terrorisme - AFP

La manifestation de Paris promettait d'être l'une des plus importantes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, au moins équivalente à celles de 1968 en soutien au général de Gaulle ou de 1984 pour l'école libre, qui avaient toutes deux rassemblé autour d'un million de personnes. AFP 11.01

- 3,7 à 4 millions de personnes ont marché en France pour Charlie - La Tribune

- Plus grande mobilisation jamais recensée en France, au moins 3,7 millions de personnes - 20minutes.fr

Cela témoigne du malaise social et politique qui existe dans ce pays où les masses ont un énorme besoin de s'exprimer, étouffent sous la chape de plomb du régime qui ne les ignore pas, les matraque en permanence.

Cette journée aura servi de soupape au gouvernement pour faire redescendre la pression devenue insupportable ou ingérable, d'où cet exercice d'union nationale, c'était un pari risqué car les masses pourraient en profiter pour prendre conscience de leur force quand elles sont unis, je n'y crois pas, tout va dépendre des mesures antisociales que le gouvernement va annoncé dans la foulée, il y a déjà la loi Macron, mais à mon avis les masses en ignorent pratiquement totalement le contenu et le danger, tout comme d'ailleurs le Pacte de responsabilité qui comprenait tout une batterie de mesures, c'était trop compliqué pour que les masses puissent s'y opposer ou se mobilisent sur ce thème, sans l'écrire j'avais même trouvé farfelu de faire campagne sur le mot d'ordre de son rejet bien qu'il soit juste politiquement, à suivre.

Union nationale, la lutte des classes est suspendue, vive la dictature !

La lutte des classes neutralisée, l'opposition au régime baillonnée, les libertés fondamentales suspendues avec l'interdiction de tout regroupement hormis leur marche Paris sous état d'urgence, militarisé, tribunaux d'exception.

- Marche républicaine : Hollande réunit gauche et droite pour la République - LeFigaro.fr

100% Karcher ou kascher c'est forcément mieux.

Un homme doit être jugé lundi en comparution immédiate à Nice pour «apologie d'actes de terrorisme» après avoir lancé à des policiers «100% Kouachi» - le nom des frères responsables de l'attaque de Charlie Hebdo, a-t-on appris de source judiciaire ce dimanche. Un autre homme sera également jugé lundi à Strasbourg. leparisien.fr 11.01

Voilà un décision judiciaire digne d'un régime despotique, de Doha ou Riad, d'Ankara, hier de Pinochet ou Franco, Hitler ou Pétain par exemple.

Manuel Valls a promis des mesures de sécurité à la hauteur. Elles seront draconiennes avec 2.200 hommes mobilisés, 10 stations de métro fermées, le stationnement interdit.

Cette manifestation intervient alors que le plan Vigipirate est à son niveau le plus élevé - "alerte attentat" - en Ile-de-France.

Dans le cadre de ce plan, 2.000 policiers et 1.350 militaires protègeront en outre les sites sensibles à Paris et son agglomération: sièges des médias, lieux de culte, écoles confessionnelles, bâtiments publics, représentations diplomatiques. AFP 11.01

Etat policier et forces de l'ordre militarisées : Le peuple en redemanderait, alors autant le satisfaire... pour une fois.

Voici une scène étonnante d'une "standing ovation" de la foule au passage des camions de police. Dans les commentaires, vous êtes nombreux également à rendre hommage au travail des forces de l'ordre. francetvinfo.fr 11.01

- Ce dimanche les Français aimaient leurs policiers - L'Express.fr

- Hommage inédit aux forces de l'ordre pendant les manifestations contre le terrorisme - LeMonde.fr

- "Merci la police ! La gendarmerie aussi ! ", scandé dans la marche de Paris - Francetv info

Comment imposer l'unité nationale à ceux qui n'en voulaient pas. La meilleure recette.

La couverture médiatique devrait être elle aussi exceptionnelle, comme elle l'a été tout au long d'une crise qui a été comparée à un "11 septembre" français.

Les journaux français lancent dimanche un appel unanime pour la défense des libertés et à la "résistance", quelques heures avant la marche parisienne.

Ainsi, Le Monde appelle à "marcher contre la terreur", le Journal du Dimanche souligne que "Le monde se lève", alors qu'Aujourd'hui en France/Le Parisien titre: "Ensemble". Libération paraît exceptionnellement avec en Une le "Je suis Charlie" emblématique de la mobilisation des Français.

(Normal, ils relaient en permanence la propagande de guerre de la classe dominante, il n'y a donc aucune raison qu'ils ne continuent pas, en pratiquant la désinformation à outrance ils auraient pu signer ces "attentats" qui sont leur oeuvre en réalité. - ndlr)

A l'Elysée, on a salué à la fois "la mobilisation internationale exceptionnelle" et l'"union nationale".

Selon un sondage Ifop Paris Match publié samedi soir : 97% des Français jugent nécessaire de faire preuve d'unité nationale. A noter que seuls 17% des Français avouent avoir peur, après les attaques, selon un sondage Odoxa, pour Le Parisien Dimanche/Aujourd'hui en France. AFP 11.01

Les 3% restants n'ont pas dû comprendre la question et se sont abstenus. De quelle manière le régime nazi a-t-il procédé pour retourner en sa faveur les travailleurs allemands qui peu de temps auparavant soutenaient les partis ouvrier ? Pas autrement, au moyen de la propagande en manipulant les consciences à partir de fausses informations.

Chacun sait que les résultats attendus d'un sondage sont fonction de la manière dont on pose une question et dans quelle circonstance. Peu importe le contenu qu'y ont donné les personnes interrogées, l'essentiel est que le résultat obtenu corresponde aux besoins de l'officine qui a commandé ce sondage de telle sorte qu'elle puisse l'exploiter par la suite. C'est un instrument de propagande comme un autre qui sert à dire ici : voyez, ce sont les travailleurs qui réclament l'union nationale derrière leur chef Hollande, gloire à lui... Demain ils légitimeront ses guerres au nom de la lutte contre le terrorisme, là c'est moins sûr qu'ils obtiennent le même résultat ou ce sera éphémère, souhaitons-le.

Leur propagande de guerre prend le nom du bourreau.

- " Charlie est devenu un nom universel." relève Romain Nadal, porte-parole du Quai d'Orsay. - leparisien.fr 11.01

Charlot n. m. ÉTymologie. 1748, nom du bourreau à Paris; n. commun, 1887; d'après le prénom Charles porté par différents bourreaux de Paris. (Le Grand Robert)

L'Internationale terroriste des va-t-en guerre mobilisée sous le signe du 11-septembre.

- Une union sacrée quasi-planétaire. - leparisien.fr 11.01

Une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, 130 pays en tout étant représentés.

- Marche républicaine : le monde entier à Paris pour «Charlie» - LeParisien.fr

- Fabius : "Paris sera la capitale mondiale de la résistance contre le terrorisme" - Francetv info

- Paris, capitale antiterroriste du monde - M6info

- Paris en capitale mondiale de la lutte contre le terrorisme. - leparisien.fr 11.01

- Hollande à ses ministres: "Paris est aujourd'hui la capitale du monde" - AFP

Les dictateurs, génocidaires, fachos, chefs ou suppôts d'Al-Qaïda et de l'Emirat islatique en seront (ou en étaient depuis) :

- Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahou,
- Le ministre de l'Economie, Naftali Bennett (chef du parti d'extrême droite, le Foyer juif.)
- Le président du Conseil européen Donald Tusk (La Pologne a servi de base arrière à la préparation du coup d'Etat de l'Otan à Kiev)
- Le président ukrainien, Petro Porochenko, (Régime néonazi)
- Le président du gouvernement espagnol Rajoy (qui a adopté une une loi liberticide contre les manifestations en Espagne)
- Qatar. un frère de l'émir Cheikh Tamin Ben Hamad al-Thani pour Doha(Où les partis politiques sont interdits)
- Arabie saoudite. Nizar al-Madani, le numéro deux de la diplomatie de Riyad. (Où les partis politiques sont interdits)
- Le Premier ministre, Ahmet Davutoglu. (La Turquie détient le record du nombre de journalistes en prison.)
- Le président gabonais, Ali Bongo

Comment les sionistes exportent leur haine et leur guerre en France (à travers le monde).

Grille de lecture.

- Otage du Crif, soutien inconditionnel aux droits politiques du peuple palestinien !

- Etat d'exception, à bas l'Etat policier !

- Communautarisme protégé, encouragé, à bas le sionisme !

- Les représentants des organisations juives reçus à l'Elysée - Reuters

Les organisations juives de France, reçues dimanche par François Hollande, ont demandé une vigilance à la mesure de ce qu'ils considèrent comme "une situation de guerre", notamment sur les réseaux sociaux et dans les prisons.

Etaient présents : Le grand rabbin de France, Haïm Korsia, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Roger Cukierman, et le président du Consistoire israélite de France, Joël Mergui, les dirigeants du Fonds Social Juif Unifié, de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), de la Fondation pour la mémoire de la Shoah et du Mémorial de la Shoah.

"Il nous a été dit que toutes les écoles, toutes les synagogues seraient protégées, si nécessaire, au-delà de la police par l'armée", a déclaré Roger Cukierman, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif).

"Il faut aussi que les prisons cessent d'être des lieux de formation de djihadistes, et puis si c'est nécessaire il faut que tous ceux qui sont supposés être des djihadistes sur le territoire national fassent l'objet de mesures préventives, peut-être électroniques", a-t-il ajouté. "Il faut que des mesures soient fortes parce que nous sommes dans une situation qui est une situation de guerre."

Sacha Riengewirtz, président de l'Union des étudiants juifs de France, a insisté sur l'importance de délivrer un message "plus fort que la terreur".

"'Je suis Charlie, je suis juif, je suis flic et nous sommes la République'. C'est le message que des milliers de personnes porteront aujourd'hui en ce temps d'unité nationale", a-t-il dit. Reuters 11.01

Nous ne doutons pas un instant que vous ferez tout pour l'entretenir (la terreur).

- David Cameron : La menace terroriste sera présente «pour encore beaucoup d'années». - leparisien.fr 11.01

Notre ennemi n'est pas le judaïsme, mais le judaïsme radical, extrémiste : Le sionisme.

- Netanyahu et Hollande à la Grande synagogue de Paris sous les ovations - AFP

- Netanyahu : «Notre ennemi commun c'est l'islam radical, extrémiste, pas l'islam normal». - 20minutes.fr

Le dirigeant de l'Etat hébreu a prononcé un long discours à la Grande synagogue de la Victoire, au coeur de la capitale, lors d'une cérémonie en hommage aux 17 personnes tuées dans les attentats parisiens de cette semaine, dont quatre juifs. «J'apprécie la position très ferme et la détermination du président François Hollande et du Premier ministre Manuel Valls contre le nouvel antisémitisme et contre le terrorisme», a-t-il souligné, en l'absence des deux membres de l'exécutif français, partis peu avant. AFP 11.01

Le "nouvel antisémitisme" est aussi vieux que l'Etat Juif de Theodor Herzl, qui l'avait remis au goût du jour en le théorisant et en lui donnant le contenu qu'on lui connait aujoud'hui : le sionisme. Netanyahu peut associer antisémitisme et terrorisme puisqu'ils

sont les marques de fabrique de l'Etat Juif. Qui terrorise le peuple palestinien depuis 1948 sinon les sionistes.

Les juifs sont instrumentalisés par cette pourriture ou en sont les otages, alors qu'ils vivaient en paix avec les Arabes musulmans, chrétiens ou athées jusqu'en 1947. Et c'est l'ONU qui en décrétant le partage de la Palestine et la création de deux Etats, allait favoriser et légitimer de fait l'annexion morceau par morceau de la Palestine par les sionistes jusqu'à nos jours, car bénéficiant du soutien financier et militaire des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France notamment.

Comme quoi ils sont bien communautaristes et xénophobes.

Les quatre juifs tués par le jihadiste Amedy Coulibaly lors de l'attentat contre un supermarché casher à Paris seront enterrés mardi matin en Israël, annonce un responsable communautaire. francetvinfo.fr 11.01

Un "espoir" et des annonces en cascade ou l'engrenage infernal de la terreur. La guerre sous la houlette impériale des Etats-Unis !

Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, parle de guerre «contre les barbares». «On nous fait la guerre mais nous ne sommes pas en guerre. Il faut que l'on se donne les moyens d'affronter des barbares qui menacent nos modes de vie.»

(Ils ont dû se passer le mot, car dans l'interview que Mélenchon donnait au Monde pratiquement au même moment, il déclarera : "Il faut utiliser les bons mots : nous ne sommes pas en guerre en France. Quand on est guerre, il faut nommer l'ennemi." Libye, Mali, Centrafrique, Syrie, Irak, non la France n'est pas en guerre, ce sont juste des opérations de maintien de la paix au nom de la liberté et la démocratie, comme en Afghanistan ou en Serbie.

Mélenchon reprend en réalité à son compte à la lettre la propagande des néolibéraux ou du gouvernement américain engagé dans le lutte contre le terrorisme, qui parce qu'ils sont aux commandes ont besoin de mettre un nom derrière l'ennemi pour que le peuple américain soutiennent leurs interventions militaires alors quelles ne serviront pas à lutter contre le terrorisme mais à justifier la détruction des Etats qui seront à leur tour caractérisés de terroristes.

En réalité la notion de lutte contre le terrorisme est indéterminée, ouverte à tout genre de spéculation ou d'instrumentalisation, si vague et sans visage de telle sorte que tout Etat ou parti politique qui résisterait ou s'opposerait à l'hégémonie américaine pourrait être qualifié du jour au lendemain de terroriste et justifier que les Etats-Unis l'attaquent ou liquident ses dirigeants, ainsi les Etats-Unis non plus ne sont pas en guerre, ce sont des forces invisibles ou hostiles qui lui ont déclaré la guerre ou il ne fait que répondre à l'appel au secours des peuples qui en sont victimes, sa croisade doit donc être assimilée à une oeuvre civilisatrice contre les forces du mal au profit des forces du bien qui ont la légitimité (o ule soutien) internationale de leur côté et la boucle de l'imposture est bouclée.

C'est ainsi que l'impérialisme français n'a pas besoin de déclarer officiellement la guerre à la Syrie pour mener sa guerre contre l'Etat syrien, il lui suffit de livrer des armes aux djihadistes d'Al-Qaïda ou du Front Al-Nosra qui combattent l'Etat syrien à la place de son armée.

On se demandera si Mélenchon est un crétin ou s'il le fait exprès, car il a besoin d'une déclaration de guerre rédigée en bonne et due forme pour s'apercevoir qu'un pays est en guerre contre un autre, il en est encore là ou il s'en fout, il ne se sent pas vraiment concerné. Il est plus probable que Mélenchon ne comprenne pas grand chose au développement de la situation mondiale, ce qui n'a pas vraiment d'importance pour lui et son entourage puisqu'ils en sont tous au même point, à brasser du vent et en vivrent grassement. - ndlr)

Poursuivons l'analyse de la déclaration du président de l'UDI.

A notre connaissance aucun Etat au Proche ou au Moyen-Orient, en Asie ou en Afrique n'a déclaré la guerre à la France ou une puissance occidentale, il s'agit donc là d'une énorme contrevérité. Forces d'occupation françaises hors d'Afrique, du Proche et duMoyen-Orient ! C'est votre armée qui en réalité menace les modes de vie de tous les peuples partout où elle est présente. - ndlr)

«Il y a le temps de l'émotion et celui de la détermination puis le temps de l'analyse et de l'action.» a-t-il déclaré au micro de BFMTV. « Il faut mettre des moyens, les policiers ne sont pas assez nombreux. Il y a eu le 11 septembre 2001, j'espère qu'il va il y a avoir le 11 janvier 2015.» a-t-il conclu. leparisien.fr 11.01

Il faudra encore attendre un peu plus d'un mois avant la prochaine offensive annoncée.

Les Etats-Unis accueilleront le 18 février un sommet pour réfléchir aux moyens de lutter contre "l'extrémisme violent dans le monde", annonce le ministre de la Justice américain Eric Holder, à l'issue de la réunion internationale contre le terrorisme à Paris. leparisien.fr 11.01

D'ici là ils pourraient museler les opposants à leur politique impérialiste qui s'expriment par le canal d'Internet.

Les ministres de l'Intérieur de 11 pays européens et le ministre de la Justice américain, Eric Holder, jugent "indispensable" le partenariat avec les opérateurs de l'internet pour identifier et retirer rapidement les "contenus incitant à la haine et à la terreur", selon une déclaration commune rédigée aujourd'hui à Paris. leparisien.fr 11.01

Il faut battre le fer pendant qu'il est chaud.

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve a également annoncé qu'une réunion des ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'UE aurait lieu vendredi prochain pour coordonner les actions, les textes européens étant selon lui insuffisants pour faire face à la menace. Reuters 11.01

Un attentat prévisble et tant espéré !

Les autorités françaises avaient décidé délibérément de ne pas tenir compte des informations qui avaient été transmises par les autorités yéménites.

Les deux frères Chérif et Said Kouachi, auteurs de l'attaque contre Charlie Hebdo, ont bien été formés au maniement des armes au Yémen en 2011, confirment des sources à Sanaa (Yémen). Ils ont rejoint un camp d'entraînement d'islamistes dans le désert de Marib, bastion d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa). "Ils sont restés deux semaines", précise un responsable à Sanaa. leparisien.fr 11.01

Trop tard, pas de bol décidément.

- La police a trouvé la "planque" d'Amedy Coulibaly - L'Express.fr

Comment effacer les traces compromettantes de leur implication dans le terrorisme international.

Il n'y a "pas d'information crédible" qu'Al-Qaïda soit derrière les attentats de Paris, déclare le ministre de la Justice Eric Holder. francetvinfo.fr 11.01

Qui a financé et armé Al-Qaïda et l'Emirat islamique sinon les Etats-Unis et les puissances occidentales dont la France, les pays du Golf Persique, la Turquie. Ils ont commencé par la Libye et poursuivi avec l'Irak et la Syrie.

Populisme et bonne conscience, les complices du règne de la terreur

Apparemment Porochenko ou Netanyahu le gêne moins que la dernière cible des Américains.

- Jean-Luc Mélenchon, Parti de gauche: "Tous les chefs d'Etat qui sont là qui ne devraient pas y être comme (Viktor) Orban, le chef de l'OTAN qui ne sait même pas ce que c'est Charlie Hebdo, on s'en fiche. Ils sont minoritaires. Ces attentats étaient des actes politiques (...). Il faudrait revoir notre système de prisons, c'est là qu'ils (les jihadistes) se sont radicalisés". AFP 12.01

Le charlatan avouera dans une interview donnée au journal Le Monde qu'il ne connaît même pas le nom du nouveau chef de l'OTAN, Jens Stoltenberg. Vous, oui, lui, non, c'est son boulot.

Quel pauvre type, minable pantin, agent du régime, Mélenchon est une vraie pourriture car qu'est-ce qu'il fait ici, il dit que ces attentats étaient politiques mais sans les imputer à ceux qui ont armés les bras de ses exécutants et sans nommer ceux qui en profitent sinon à quoi bon, qu'il blanchit puisqu'en plus il leur donne des conseils !

Mélenchon est un crétin disions-nous, vérifions-le une nouvelle fois.

Mélenchon- La marche, c'est une marche de fraternité républicaine. Dans notre malheur, nous sommes frappés à l'endroit qui nous permet de donner le meilleur de nous-mêmes. Les gens sont là pour la liberté, pour l'égalité, pour la fraternité. C'est un jour qui est refondateur.

(Refondateur de la Palestine avec Netanyahu comme Premier ministre, bravo monsieur Mélenchon ! - ndlr)

Mélenchon - ... Comment voulez-vous que je me sente concerné par la présence du secrétaire général de l'OTAN ? Je ne sais même pas comment il s'appelle. Les gens qui sont là n'ont pas aboli leur esprit critique du fait de l'émotion qu'ils ressentent. Ils savent parfaitement ce qu'ils font là, avec qui ils sont et contre qui ils sont.

(Qu'il nous soit permis de douter fortement de leur capacité à avoir développé un esprit critique auquel cas ils n'auraient pas manifesté au côté de l'OTAN lié au coup d'Etat néonazi de Kiev, qui a bombardé 7 pays à population majoritairement musulmane au cours des 13 dernières années, bombardement qui furent à l'origine de la formation de la plupart des mouvements wahhabites terroristes, dont ceux qui ont donné une formation militaire aux frères Kouachi et à Coulibaly et leur ont sans doute fourni les armes pour réaliser leurs "attentats".

C'est justement parce qu'ils ne comprennent rien à la situation qu'en désespoir de cause ils ont manifesté avec leurs bourreaux, preuve s'il en est de leur ignorance ou leur incohérence, de la médiocrité de leur niveau de conscience politique.

Qu'ils soient animés de bonnes intentions pour la plupart, on n'en doute pas un instant, mais cela n'a jamais fourni une orientation politique consciente conforme aux intérêts des travailleurs. Faire croire le contraire, c'est flatter leur ignorance et les instrumentaliser, qu'on ne compte pas sur nous pour en être, nous appelons les travailleurs et les militants à regarder la réalité en face ou à faire preuve de lucidité, à se détourner du PG et du FdG qui n'ont aucun scrupule et exploite leurs faiblesses pour le compte du régime en place. Car qui a intérêt à les tromper, à faire en sorte qu'ils ne parviennent pas à élever leur niveau de conscience au point de refuser toute collusion, toute collaboration, toute compromission avec leur ennemi, qui à part le régime qu'ils doivent combattre et renverser pour prendre le pouvoir - ndlr)

Mélenchon - ... Il y a des gens qui n'ont pas arrêté une seule seconde de jeter de l'huile sur le feu. Mme Le Pen n'a pas arrêté : dès qu'il y a trois morts, elle réclame le retour de la peine de mort. Encore des morts ! Elle fait partie du problème que nous avons à régler. Tout le monde serait beaucoup plus détendu si on savait qu'on ne l'avait pas sur le dos, elle qui est prête à venir capitaliser sur les peurs. Il y a des gens qui sont un problème, d'autres une solution. Le tout, c'est de ne pas se tromper. Nous vivons un moment reconstructeur du peuple français. Les gens viennent là sans abdiquer aucune de leurs différences, de classes, de religions, pour proclamer ce qui les rassemble.

(Le problème ce serait plutôt les falsificateurs, les traitres qui pllulent au sein du mouvement ouvrier ou s'exprime en son nom et en sont pour cette raison les pires ennemis, parmi eux l'illusionniste Mélenchon.

Qu'est-ce qui peut rassembler des monarques de régime féodaux tyranniques, des oligarques soutenus par des néonazis, des ploutocrates, des dictateurs, des représentants d'une institution militaire qui a des millions et millions de morts innocents à son actif, des représentants du CAC40, des représentants de l'obscurantisme... et de simples travailleurs toutes couches confondues, sinon le pire dont les uns ont conscience et les autres non parce qu'ils sont trop faibles et manipulés.

Il est certain que les premiers n'ont jamais eu l'intention d'abdiquer "leurs différences" ou plutôt leurs droits qu'ils estiment légitimes, quant aux seconds la question ne se pose pas, parce qu'ils n'en ont pas réellement conscience ou sont incapables de se situer sur leur propre terrain de classe, ce qu'ils viennent de démontrer ici. Le nier ou ne pas le mettre en évidence comme le fait Mélenchonn revient à leur interdire d'y parvenir ou de trouver la voie de l'affrontement politique avec la classe dominante, ce qui est logique puisque Mélenchon est lié au régime en place. - ndlr)

Mélenchon - ... Le Patriot Act a été une catastrophe totale. C'est avec ce genre de loi que la situation s'est dégradée. La terreur a commencé à se répandre quand nous nous sommes mis à bombarder à tort et à travers. On pensait régler des problèmes qui sont d'une autre nature, des problèmes politiques. Les propos de l'UMP ou de l'extrême droite vont flatter les scrogneugneux de salon, qui vont faire des mouvements de menton, mais ils ne réfléchissent pas. Les assassins étaient entrés en prison sans idées politiques, ils en sont ressortis fanatisés.

(Mélenchon parle à tort et à travers de ce qu'il ne connaît pas. Le Patriot Act concernait en premier lieu les Américains, la population vivant sur le territoire américain livrée à une loi d'exception digne d'un Etat d'urgence qui a conduit au renforcement sans précédent de la militarisation de la société, sa mise sous surveillance, etc. Et voilà Mélenchon qui délire sur les bombardements "à tort et à travers", à croire qu'il en légitimait certains, qui plus est en employant une formule inclusive ou en disant "nous" qui le trahit, cela en fait un double crétin !

A l'entendre parler sur un ton doctoral, les maîtres du monde, dont apparemment il partage les cyniques préoccupations, feraient face à des problèmes politiques qu'ils sont incapables de régler et qu'il se propose de régler à leur place ou il se propose de leur fournir des solutions pour en venir à bout, généreuse intention dont ils vous seront gré assurément monsieur le bouffon. Et en quoi consisteraient les problèmes politiques auxquels est confrontée la classe dominante au pouvoir ? Les prisons, il n'a trouvé que cela, il n'a rien ajouté, ce que vous pouvez vérifier au passage suivant. Hallucinant, ridicule, cela en fait un triple crétin !

Hier un petit délinquant ou braqueur qui entrait en prison pouvait en sortir gangster, l'ascenceur social fonctionnait (sic!), il pouvait monter d'un cran dans la hiérarchie de la mafia ou du crime organisé et en vivre, le mode de vie était confortable et le prix du risque offrait des compensations non négligeables de telle sorte qu'il donnait un sens à leur vie, de nos jours les choses se sont nettement compliquées et la concurrence est rude. Les possédants ont sécurisé leurs richesses et les dépouiller est devenu tout un art, nécessite des compétences dans des domaines techniques qui ne sont pas à la portée du premier voyou venu, la société est placée sous haute surveillance, reste la gâchette qui finit très mal généralement et donc n'en vaut pas la chandelle,

tout cela pour dire que ce débouché est réservé à une élite dont ne fait pas partie le petite branleur d'une cité.

La société ne lui offrant aucune alternative ou ne pouvant pas y trouver sa place, s'il est de préférence musulman il pourra subir un lavage de cerveau qui le convaincra que la vie ne vaut pas le coup d'être vécu au point de s'en débarrasser pour peu qu'on lui en fournisse l'occasion sans qu'il ait à le regretter par la suite puisqu'il sera mort. Reste à trouver le support sur lequel viendra se greffer sa détermination pour atteindre son objectif, le wahhabisme va lui offrir sur un plateau et le paradis en prime. Il hait la société et il se hait lui-même, encore que, il faudrait qu'il ait conscience d'exister, sans avenir ce n'est pas certain, alors l'idée de sa propre mort le laisse indifférent ou insensible, et quand il est sensible au sort de certains musulmans, c'est en estimant qu'ils doivent accepter si nécessaire de mourir en martyr. Aucun jugement ne peut l'atteindre, il est déjà dans l'au-delà ou plutôt nulle part pour ce qui nous concerne. - ndlr)

Mélenchon - Il faudrait peut-être se poser la question de savoir comment on utilise la prison. Le maître mot aujourd'hui, c'est le discernement. Il faut utiliser les bons mots : nous ne sommes pas en guerre en France. Quand on est guerre, il faut nommer l'ennemi. Les assassins sont des citoyens français, cela voudrait donc dire qu'il y a un ennemi de l'intérieur. J'ai dit au président de la République qu'il fallait faire très attention au vocabulaire. Il m'a dit qu'il était d'accord, ce qui dans son cas ne signifie pas grand-chose. S'il pouvait en parler à son premier ministre, ce serait parfait.

(Il a oublié que Fabius était en guerre contre Assad qu'il a estimé indigne d'exister, donc contre la Syrie. Le voilà crétin pour la quatrième fois, il s'est adressé à Hollande et il ne l'a pas reconnu dans le rôle de l'ennemi de l'intérieur, franchement il faut le faire. Trop c'est trop, finalement Mélenchon n'est pas un crétin, il conseille à Hollande de faire un effort de sémantique pour mieux enfumer les travailleurs, c'est un vendu, il roule pour le régime.- ndlr)

Comme quoi ceux qui ont critiqué Pétain lui ont fait un vilain procès d'intention.

- L'économiste Jacques Sapir "Ce qui est plus important que la question de la récupération, c'est qu'un maximum de personnes participe à cette manifestation. Ça nous permettra de mieux lutter contre les divisions dans la société française." Francetv info 11.01

(Et comme ceux qui prétendent "lutter contre les divisions dans la société" s'associent à ceux qui sont responsables de ces divisions ou les entretiennent (le PS notamment), vous aurez compris qui en profitera. Le terme qui caractérise le mieux les économistes et la plupart des intellectuels, c'est impuissance ou atteint de sénilité précoce. - ndlr)

Mauvaise volonté ou mauvaise conscience ?

- PhilippeTorreton sur le plateau de France 3. "Ce n'est pas facile de leur dire (aux enfants - ndlr) que ces gens sont morts parce qu'ils dessinaient" Francetv info 11.01

Voilà une pensée profonde qui ne dépasse pas le stade du néant en se proposant de remplir un océan, excusez-moi pour le vers, libre s'il vous plaît, c'est sorti tout seul et sans forcer.

Il est bien connu que tous les dessins se ressemblent et que leur signification est mystérieuse... pour un abruti de ce genre, je ne le connais pas et je gagne assurément à ne pas le connaître, il y a des gens comme cela.

Pathétique, un pauvre type de plus.

- Patrick Pelloux en larmes dans les bras de Hollande lors de la marche républicaine - Francetv info

Quelle cause peut être mondiale pour les représentants du vieil ordre capitaliste, sinon celle de tenter de le sauver ? Et de sauver leur peau avec.

"Il y a des représentants de tous les pays du monde parce que la cause est mondiale", a déclaré le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius, lors de l'émission Le grand rendez-vous Europe 1-iTELE-Le Monde. "La réaction des Français et maintenant la réaction du monde est sans précédent." Reuters 11.01

C'est marrant quand il s'agit de la faim dans le monde ils n'en font pas tout un plat, ils doivent être repus.

Exploitation politique à l'échelle planétaire.

Une caution pour aller bombarder la Syrie et l'Irak.

La France montre qu'elle est et reste une grande démocratie au message universel et apporte le démenti le plus clair à tous ceux

qui pensaient le pays endormi, comme condamné au déclin. Quelque chose s'est passé en France ce dimanche qui montre que le pays est prêt à se réveiller et à s'unir quand les valeurs fondamentales qui nous rassemblent sont menacées.

Alors que la France et le Royaume-Uni sont en première ligne dans la guerre contre le terrorisme, en Irak contre l'Etat islamique ou en Afrique, la question de l'unité de la diplomatie et de la défense européenne va aussi revenir au premier plan.

Apporter des réponses politiques et sécuritaires à la menace terroriste.

La France devra-t-elle comme les Etats-Unis prendre des mesures de restriction de certaines libertés publiques pour combler les failles qui sont apparues dans notre arsenal anti-terroriste ? Faudra-t-il voter l'équivalent d'un « Patriot act », ce dont s'inquiète déjà les défenseurs des libertés ?

Pour le chef de l'Etat, ce moment « Charlie Hebdo » est un levier majeur pour renverser la vapeur et regagner en crédibilité dans l'opinion. latribune.fr 11.01

Haut de page

Le 13 janvier 2015

CAUSERIE

A minuit, Yahoo US a bloqué ma boîte aux lettres le 11 janvier (pure coïncidence) "An incident 150113-023948 has been created for you", parce que je suis censé habiter en France alors que je réside en Inde, la police veille. Ils ont créé un "incident" le 11 janvier, merci on est au courant, la formule est explicite.

Pour m'écrire utilisez l'adresse : jctardieu@outlook.fr

11h15 en France, 15h45 en Inde, 65 articles ont été ajoutés. Les articles de décembre ont été archivés et la causerie de décembre a été formatée en pdf.

On complète la causerie de ce matin.

Quelle liberté de la presse?

Celle de Dassault, de Lagardère, de Bergé, Pigasse et Niel, celle de Drahi ou Rothschild, de Pinault ou d'Arnaud ?

Bref, des marchands de canons, des banquiers qui financent toutes les guerres, des oligarques, des milliardaires...

Celle qui occulte, manipule, tonque, déforme la réalité ?

Celle qui se livre à l'auto-censure pour plaîre à ses banquiers ?

Celle qui a remplacé le compte-rendu des faits par la propagande du gouvernement, du patronat, de la Bourse, du régime, de l'UE, de l'Otan, du Pentagone, de Washington ou Tel-Aviv ?

Quelle monstrueuse imposture !

Boycotter les médias, c'est boycotter la guerre, la politique du gouvernement, de Washington et Tel-Aviv !

Regardez, je vis en Inde, je ne lis aucun journal, je n'écoute aucune radio, je ne regarde plus la télé et pourtant j'arrive à être parfaitement informé sur ce qui se passe dans le monde, donc c'est possible. Et franchement, même sans bosser je n'ai vraiment pas le temps de m'emmerder, je n'ai même pas le temps de faire tout ce que j'ai à faire en dormant très peu et sans pendre une minute de repos. Je voudrais bien lire un peu de littérature mais je n'ai pas le temps.

Être ou ne pas être Charlie – là n'est pas la question - Union Juive pour la Paix - legrandsoir.info 09.01

Mais Charlie Hebdo a mené une bataille politique. Et occulter et faire oublier dans quel contexte il publiait ses caricatures faisait

partie de sa bataille politique.

Peut-on imaginer des caricatures émanant de journaux progressistes critiquant la religion juive pendant les années trente au moment de la montée de l'antisémitisme et de la persécution des juifs ? Et nous ne parlons pas ici de caricatures antisémites de l'époque mais de caricatures critiquant la religion juive.

Comment la critique des religions pourrait-elle faire abstraction du rapport dominant/dominé ? Critiquer les religions cela se fait aussi dans un contexte, dans un moment politique qui n'est aucunement neutre à l'égard des musulmans. Les actes de Charlie Hebdo, et les caricatures et les articles sont des actes et ont participé au développement de l'islamophobie en France. Développement du mépris et du racisme à l'encontre de tous les musulmans, des lois chargées de protéger « *la laïcité à la française* » contre eux, des mosquées attaquées, des agressions physiques contre des gens "d'apparence musulmane". Leur désignation comme boucs émissaires de la crise économique et sociale, qu'ils subissent aussi et souvent en première ligne, à l'aide des « *amalgames* » est en marche depuis des années.

Des ghettos et des discriminations, il n'en est pas question aujourd'hui, l'« union nationale » peut se faire avec le sang de tous ces morts, contre les musulmans, des mosquées brûlent déjà (encore), le terrain a été préparé de longue date. (Bureau national de l'UJFP le 9 janvier 2015)

Terrorisme musulman : à qui la faute ? (Counterpunch) - legrandsoir.info 11.01

Presque tous les mouvements radicaux de l'islam d'aujourd'hui, partout dans le monde, sont liés au wahhabisme, une secte réactionnaire ultra-conservatrice de l'Islam, qui contrôle la vie politique de l'Arabie Saoudite, le Qatar et d'autres fidèles alliés de l'Occident dans le Golfe.

Pour citer le Dr Abdullah Mohammad Sindi :

« *Selon les archives historiques, il est très clair que, sans l'aide des Britanniques, ni le wahhabisme, ni la Maison des Saoud n'existeraient aujourd'hui. Le wahhabisme est un mouvement fondamentaliste d'inspiration britannique dans l'Islam. Grâce à sa défense de la Maison des Saoud, les États-Unis soutiennent également le wahhabisme directement et indirectement indépendamment des attaques terroristes du 11 Septembre, 2001. Le wahhabisme est violent, d'extrême-droite, ultra-conservateur, rigide, extrémiste, réactionnaire, sexiste, et intolérant ...* »

L'Occident a donné son plein appui aux wahhabites dans les années 1980. Ils ont été utilisés, financés et armés, après que l'Union Soviétique eut été attirée dans l'Afghanistan et dans une guerre acharnée qui a duré de 1979 à 1989. À la suite de cette guerre, l'Union Soviétique s'est effondrée, épuisée à la fois économiquement et psychologiquement.

Les Moudjahidine, qui combattaient les Soviétiques ainsi que le gouvernement de gauche à Kaboul, ont été encouragés et financés par l'Occident et ses alliés. Ils sont venus des quatre coins du monde musulman, pour livrer une « guerre sainte » contre les infidèles communistes.

Selon les archives du Département d'Etat des Etats-Unis :

« *Des contingents de soi-disant Arabes afghans et de combattants étrangers voulaient mener le djihad contre les communistes athées. Parmi eux était un jeune Saoudien nommé Oussama ben Laden, dont le groupe arabe a fini par devenir al-Qaïda* »,

Parmi les groupes radicaux musulmans créés et injectés dans divers pays musulmans par l'Occident, on trouve al-Qaïda, mais aussi, plus récemment, ISIS (également connus comme ISIL – ou Etat Islamique - NdT). ISIS est une armée extrémiste qui est née dans les « *camps de réfugiés* » sur les frontières turco-syriennes et jordanosyriennes, et qui a été financés par l'OTAN et l'Occident pour lutter contre le gouvernement syrien (laïc) de Bachar al-Assad.

Ces implants radicaux ont servi à plusieurs fins. L'Occident les utilise comme des sous-traitants dans les guerres menées contre ses ennemis - les pays qui sont encore à travers du chemin de la domination totale du monde par l'Empire. Ensuite, à un moment donné, lorsque ces armées extrémistes « *échappent à tout contrôle* » (elles le font toujours), elles pourront servir d'épouvantails et comme justification de la « *guerre contre le terrorisme* », ou, comme lorsque ISIS a pris la ville de Mossoul, comme une excuse pour un réengagement des troupes occidentales en Irak.

Des histoires sur les groupes musulmans radicaux ont été constamment exposées sur les premières pages des journaux et des magazines, ou montrées sur les écrans de télévision, rappelant aux lecteurs « *à quel point le monde est vraiment dangereux* », « *combien l'intervention de l'Occident est importante* », et par conséquent, combien la surveillance est importante, combien les indispensables mesures de sécurité le sont ainsi que les énormes budgets de « *défense* » et les guerres contre d'innombrables Etats voyous.

D'une civilisation pacifique et créative, qui penchait vers le socialisme, les nations musulmanes et l'Islam luimême, se sont retrouvés soudainement désorientés, dupés, déjoués, infiltrés par des implants religieux et idéologiques étrangers, et transformés par les idéologues et les propagandistes occidentaux en une « menace considérable », les sommets et les symboles du terrorisme et de l'intolérance.

Quelques heures plus tôt.

Je suis en train de former les adresses d'une quarantaine d'articles qui seront mis en ligne dans quelques heures.

Pour patienter, voyons-y plus clair.

Un article à lire, télécharger, photocopier, diffuser partout où c'est possible, le faire connaître autour de nous, c'est notre devoir de militant ouvrier : Les terroristes parisiens étaient financés par un invité d'honneur du Pentagone… (13.01)

- Les terroristes parisiens étaient financés par un invité d'honneur du Pentagone… (mondialisation.ca) (12.01.15)

L'article mis en ligne ce matin rassemblent suffisamment de preuves qui permettent d'affirmer que les gouvernements américain et français étaient les véritables commanditaires des attentats du 7 janvier 2015 à Paris et en portent l'entière responsabilité, à quel niveau ou comment ils se sont répartis les rôles est accessoire à l'heure qu'il est et sera clarifié par la suite.

Maintenant que ces éléments sont publiés dans un portail connu mondialement et plus particulièrement par tous les médias et partis politiques, les dirigeants syndicaux, etc. je vous invite à examiner dans les jours et les semaines qui viennent les déclarations ou positions adoptées par les uns et les autres qui permettront dans la mesure où ils les reprendront à leur compte ou les censureront, de déterminer avec précision leur véritable nature, de démasquer les complices ou les traitres, dans quel camp ils combattent réellement, tout silence aura valeur de complicité avec les assassins ou l'impérialisme américain, le gouvernement français.

Nous attirons particulièrement l'attention des militants et des travailleurs.

Il faut faire preuve en la matière d'une rigueur absolue, le droit à l'erreur n'existe pas (tout comme le droit à l'oubli), car la reconstruction du mouvement ouvrier sur des bases saines dépendra de notre capacité et de notre volonté à départager les vrais socialistes des agents de l'impérialisme dans nos rangs, cette condition indispensable, et si par malheur nous échouions à la remplir, l'humanité serait livrée au chaos et à la guerre pour une durée indéterminée ou jusqu'à l'extinction, la disparition de la civilisation humaine.

Nous partageons cette appréciation sur le rôle de Charlie Hebdo agent du néolibéralisme.

- "Par son recours à des caricatures grossières et vulgaires véhiculant une image sinistre et stéréotypée des musulmans, Charlie Hebdo rappelle les publications racistes à peu de frais qui ont joué un rôle important en encourageant l'agitation antisémite qui avait balayé la France durant la célèbre affaire Dreyfus qui avait éclaté en 1894 après qu'un officier juif eût été inculpé et accusé à tort d'espionnage pour le compte de l'Allemagne. En attisant la haine populaire contre les juifs, le quotidien La Libre Parole, édité par le tristement célèbre Edouard Adolphe Drumont, utilisa de manière très efficace des caricatures qui faisaient appel à des processus antisémites bien connus. Les caricatures servirent à enflammer l'opinion publique en incitant des hordes contre Dreyfus et ses partisans, tels Emile Zola, le grand romancier et l'auteur de «J'accuse»." (WSWS - David North)

Une vidéo

Giulietto Chiesa sur l'attentat à Charlie Hebdo (TV italienne)
https://www.youtube.com/watch?v=IUh20vtEq9g

Etat policier, militarisation de la société et dictature mondiale.

Vous n'avez pas voulu prendre en compte leur stratégie politique du nouvel ordre mondial, vous avez méprisé ceux qui y faisaient référence sous prétexte que parmi eux figuraient des illuminés ou des membes de l'extrême droite, vous avez eu tort, il s'installe sous vos yeux. Ce sujet ne vous intéressait pas, vous avez eu tort, vous êtes passé à côté de l'essentiel aveuglé par les apparences trompeuses, la soi-disant nécessité d'obtenir des résultats immédiats, de se concentrer uniquement sur des questions sociales pendant qu'ils étaient en train de préparer un dispositif politique explosif qui allait relayer aux oubiettes vos petites préoccupations personnelles, vous allez y être contraint dorénavant que vous le vouliez ou non, à moins que vous vous accommodiez de l'ordre policier et militaire établi dans votre pays.

Vous ne voulez toujours pas vous engager en politique, vous avez raison, laissez-les agir et décider à votre place dans quelle

société vous allez vivre, il se pourrait que vous vous en mordiez les doigts un jour, quand il sera trop tard.

Bref, ils ont créé les conditions politiques permettant d'adopter des lois d'exception comparables à celles qui existent sous les dictatures militaires, ce qui était encore impensable la veille encore.

Ce n'est pas bien grave diront les plus naïfs, la vie continue comme avant, pas vraiment en réalité, voyez à quel degré de puréfaction en sont arrivés les Etats-Unis, la population américaine, une société de zombies, sans droits, sans représentation politique, pratiquement sans syndicats, tous corrompus jusqu'à la moelle, complètement dégénérée, et si elle ose ou tente de réagir, elle se retrouve face à l'armée

- Bernard Squarcini : «Il faut légaliser les opérations spéciales» - LeFigaro.fr

- L'après-attentats, un "âge des possibles" pour François Hollande - Reuters

Reste que le chef de l'Etat possède une fenêtre de tir sur le volet sécuritaire et les coudées les plus franches pour prendre des initiatives, estime Jérôme Fourquet.

"S'il veut un 'Patriot act' (loi antiterroriste américaine votée après les attentats du 11 septembre 2001) à la française, il aura une large majorité", prédit l'analyste.

Pressé par l'opposition de droite de tirer rapidement les conséquences des failles du dispositif de sécurité français partagées par la majorité actuelle comme par celle qui l'a précédée, François Hollande peut mettre l'UMP et son président Nicolas Sarkozy dans une situation délicate en l'obligeant à se rallier à lui sur un thème cher à l'ancien chef de l'Etat.

La nouvelle stature de François Hollande devrait aussi contribuer à étouffer l'aile gauche de sa majorité en rendant moins audibles les frondeurs. La polémique sur le nombre de dimanches travaillés dans la loi Macron pourrait par exemple paraître futile au vu des enjeux posés par les attentats. Reuters 12.01

Tout est dit ici.

ACTUALITE EN TITRES

Les attentats portaient la signature des inspirateurs du Patriot Act.

- "Journée historique" que "la classe politique doit faire fructifier", selon la presse - AFP

Ah la presse... toujours en première ligne pour vanter les mesures liberticides ! Au nom de la liberté d'expression bien sûr, étouffée par les mêmes médias le lendemain du 11 septembre 2001, qui se font le relais de ceux qui réclament un "Patriot Act" à la française, une dictature à l'américaine.

- Un "Patriot Act" pour lutter contre le terrorisme ? - Francetv info

- Le "jour d'après": renforcer la sécurité tout en préservant l'union nationale - AFP

- Quelque 10 500 militaires vont assurer la sécurité intérieure - Francetv info

- "C'est une véritable opération militaire intérieure", a déclaré Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense. - AFP 12.01

Ils sont à la tête de l'Etat !

- Comment les terroristes font pour passer inaperçus - Francetv info

L'Etat de guerre intérieur est déjà en place.

- Apologie du terrorisme: un homme maintenu en détention en attendant son jugement - AFP

Ceux qui hier avaient décréte que les juifs étaient l'ennemi à abattre, sont les mêmes qui un siècle plus

tard s'en prennent aux musulmans.

- Laurent Wauquiez : «L'islam de France doit faire le choix de la République» - LeFigaro.fr

- Les actes anti-musulmans se multiplient depuis l'attaque de Charlie Hebdo - LeFigaro.fr

- Plus de 50 actes antimusulmans en France depuis Charlie Hebdo - Reuters

- Allemagne : Pegida mobilise, des contre-manifestations dans tout le pays - LeMonde.fr

La palme de l'intox la plus monstrueuse.

- Un groupe se réclamant de l'Etat islamique pirate des comptes Twitter et YouTube de l'armée américaine - Francetv info

- Daesh publie les adresses de soldats sur un compte Twitter du commandement militaire américain 20minutes.fr - 20minutes.fr

Haut de page

Le 14 janvier 2015

CAUSERIE

Je confirme que Yahoo USA a bloqué ma boîte aux lettres depuis le 11 janvier. Je ne peux pas accéder aux courriels qu'on m'a envoyés depuis. A un moment donné ils ont voulu vérifier mon identité et ils m'ont demandé d'où je me connectais à Yahoo. J'ai donné l'adresse de ma mère au lieu de donner celle de mon épouse dont je suis séparé, j'ai cru bien faire et l'erreur fut fatale apparemment ou ils l'avaient décidé un point c'est tout. Dites-moi si vous rencontrez des problèmes du même genre.

Ce qui me fait chier, c'est que je dois envoyer ma nouvelle adresse à un tas de gens et je n'ai pas le temps.

Si vous trouvez le temps, 5 secondes pas plus, envoyez-moi un mot pour que je vois si ma nouvelle boîte aux lettres fonctionne, merci d'avance.

Pour m'écrire utilisez l'adresse : jctardieu@outlook.fr

Il me reste 3 jours avantmon déménagement et je n'ai pratiquement rien pu préparer.

Une vidéo

Giulietto Chiesa sur l'attentat à Charlie Hebdo (TV italienne)
https://www.youtube.com/watch?v=IUh20vtEq9g

Le journaliste italien Giulietto Chiesa était invité à la célèbre émission Talkshow de la télévision italienne La Gabbia ("La cage" en français - NdT) dimanche 11 janvier, soit le jour même de la grande manifestation dans les plus grandes villes de France après les attentats à Paris qui ont fait 17 morts. Son analyse détonne particulièrement lors de ce débat, où il remet en cause à la fois le récit des événements qui nous a été fait, et les liens de cette affaire avec la politique étrangère occidentale en Libye et en Syrie ces dernières années.

Attentat prémédité par l'Etat.

- Chérif Kouachi s'est rendu au Yémen en dépit de son contrôle judiciaire - LeFigaro.fr

- Beghal, mentor des tueurs, et déchu de sa nationalité en 2006, n'a pas été expulsé - LeFigaro.fr

La dictature est en place. Les preuves.

Les faux scrupules...

- Le Patriot Act, arme controversée du «big brother» américain - LeFigaro.fr

- Vers un "Patriot act" français? Le cas américain et ses dérives - Le Huffington Post

... le Patriot Act en action.

Il est entré en vigueur en France sans avoir eu besoin d'être adopté par le Parlement, l'unité nationale l'ayant cautionné par avance.

- Condamnations en série pour apologie du terrorisme - LeFigaro.fr

Manuel Valls a demandé hier à l'Assemblée nationale que "la justice soit implacable avec ces prédicateurs de la haine". Message reçu 5/5.

Partout en France, les audiences pour délits d'apologie publique du terrorisme se multiplient: les tribunaux de Toulon, Lyon, Orléans, Strasbourg, Valenciennes, Toulouse et Reims ont poursuivi et jugé en comparution immédiate ceux qui s'en sont rendus coupables.

Mais l'apologie du terrorisme est aussi traquée sur Internet à travers la plateforme de la police nationale Internet-Signalements sous l'acronyme Pharos. Après avoir recueilli plus de 4000 messages de signalement en moins d'une semaine, cette dernière ne répond plus et affiche un message de maintenance invitant les dénonciateurs à appeler le 17 ou le 112.

C'est Facebook qui est aux premières loges des poursuites sur Internet avec notamment en attente le procès à Strasbourg d'un homme ayant posté une photo d'une kalachnikov légendée «Bons baisers de Syrie - Bye bye Charlie». L'homme est connu des services de police pour trafic de stupéfiants.

Ces peines qui peuvent apparaître comme sévères - en temps normal, l'auteur d'une menace n'écope que de deux mois avec sursis, pas davantage - sont la résultante de la loi contre le terrorisme votée en novembre 2014. Lors de sa publication, la Place Vendôme avait fait parvenir une note succincte appelant les tribunaux à la vigilance. Depuis lundi, selon la Place Vendôme, la Direction des affaires criminelles et des grâces aurait sur le métier «une fiche technique» qui devrait sortir d'ici à quelques jours. De quoi préciser l'application de ce texte nouveau qui sort l'apologie du terrorisme du droit de la presse où il était confiné pour rejoindre le Code pénal. Sur le fond, les peines restent les mêmes puisque ce délit est passible de cinq ans de prison maximum et de 45.000 euros d'amende. Mais il est assorti d'une circonstance aggravante quand il se déroule sur Internet. La peine encourue va jusqu'à sept ans de prison et 100.000 euros d'amende. De même, contrairement au passé, il est désormais possible de faire passer les prévenus en comparution immédiate.

Depuis la semaine passée, le gouvernement de Manuel Valls découvre donc les vertus de la loi de novembre 2014, si contestée durant la discussion parlementaire par nombre de parlementaires socialistes et de magistrats de gauche. En septembre dernier, le Syndicat de la magistrature dénonçait globalement le fait que «c'est le propre de la politique antiterroriste, en France et ailleurs, que de s'inscrire dans un temps politique de l'urgence et de l'exception permanente».

Aujourd'hui, le législateur, qui a permis de poursuivre les auteurs de messages faisant l'apologie du terrorisme sur la Toile, a renoncé à l'idée d'aller au-delà comme le proposait la droite. Et de punir les consommateurs des sites les plus extrêmes. Un débat qui risque de s'ouvrir à nouveau, au vu des derniers événements.

À Valencienne dans le Nord, un homme a été condamné à quatre ans de prison ferme.

«Il devrait y en avoir plus des Kouachi. J'espère que vous serez les prochains (...) Vous êtes du pain béni pour les terroristes» a-t-il déclaré. C'est pour avoir tenu de tels propos, samedi soir alors qu'il était interpellé pour conduite en état d'ivresse, qu'un homme de 34 a été condamné lundi à 4 ans de prison. L'homme a eu beau assurer n'avoir plus aucun souvenir de ces propos lors de l'audience, raconte La voix du Nord, il n'a pas convaincu la présidente. Une peine sévère, au regard des autres condamnations prononcées ces derniers jours pour les mêmes actes, tournant plutôt autour des quelques mois de prison ferme.

Le prévenu, originaire de Douchy-les-Mines (Nord), a fait l'objet d'une comparution immédiate pour conduite sous l'emprise d'un état d'ivresse manifeste et refus de se soumettre aux vérifications en état de récidive, blessures involontaires, et apologie d'actes de terrorisme.

«La sévérité des peines prononcées s'explique grandement par les propos tenus faisant l'apologie des actes de terrorisme», a ajouté François Pérain, procureur de Valenciennes.

Au moment de son interpellation, il a tenu «des propos particulièrement virulents sur le bien-fondé des actes de terrorisme commis la semaine dernière», a précisé François Pérain. Outre les quatre ans d'emprisonnement, le trentenaire a écopé d'une annulation

de son permis de conduire pendant deux ans et d'une interdiction de ses droits civils et de famille pendant trois ans. (Autant dire que sa vie est brisée, il n'a plus qu'à se réfugier dans le terrorisme pour se venger en sortant de prison. Voilà comment ils les poussent à passer à l'acte. - ndlr)

À Toulouse aussi un jeune homme a été condamné. Alors qu'il était dans le tramway, il s'est emporté contre un contrôleur. "Les frères Kouachi, c'est que le début, j'aurais dû être avec eux pour tuer plus de monde". Il a écopé de 10 mois fermes. Francetv info, LeFigaro.fr et Reuters 13.01

Commentaire d'internautes abonnés au Figaro.

1- "A ce rythme, bientôt la Corée du Nord sera notre modèle de liberté et ce n'est que le début. Le Patriot Act est lancé."

2- "Typique d'une justice d'exception..."

3- "Je croyais que 4 millions de personnes venaient de manifester pour "la liberté d'expression" ?"

4- "Belle démocratie où on réprime la parole et où l'Etat dicte sa vision de l'Histoire en condamnant telle ou telle interprétation."

5- "C'est de la folie... 4 ans de prison ferme pour quelques paroles...

Je me demande qui à décidé que le meilleur moyen de célébrer la liberté d'expression était de la punir d'emprisonnement ? Rappelons quand même que la liberté d'expression c'est aussi entendre des avis qui sont aux antipodes de sa pensée.

Je pensais que la France était un pays civilisé et que la chasse au sorcières appartenait au passé. Je me suis apparemment trompé."

6- "On se retrouve dans une situation très absurde!! 4 ans de prison pour un chauffard ivre qui aurai proféré de telles insultes, ce n'est pas digne de notre Etat de droit! Sachant que dans le même temps, le frère de Merah qui rentre de Syrie est libre de pavoiser dans le Sud de la France! Il ne faut pas que ce tragique événement se traduise par un totalitarisme inversé"

7- "Je n'ai aucune sympathie pour ces terroristes et leurs crimes, mais quatre ans, ça fait tout de même beaucoup pour un délit d'opinion. Dans les faits, c'est plus que la plupart des viols ou des vols à main armée..."

8- "La question qu'on est en droit de se poser est : comment, à 34 ans, peut-on avoir été condamné 16 fois et être libre !"

Comment ils affinent la version officielle du 7-janvier.

La question qui tue.

- Comment les terroristes ont obtenu des armes en France ? - Francetv info

Hier encore ils ne savaient rien et tout d'un coup ils savent tout jusque dans les moindres détails, un aveu de la culpabilité de Hollande et son gouvernement, ainsi que la DGSI.

- Fritz-Joly Joachin, le complice des frères Kouachi ? - Francetv info

Fritz-Joly Joachin, un Français de 29 ans, arrêté en Bulgarie le 1er janvier, pour avoir tenté de rejoindre la Syrie, est soupçonné de liens avec Chérif Kouachi, l'un des auteurs de l'attentat du 7 janvier contre Charlie Hebdo. Il fait aujourd'hui l'objet d'un mandat d'arrêt européen émis par la France. Le jeune homme, d'origine haïtienne, est suspecté d'avoir participé aux actes terroristes. Et pour cause, il a été plusieurs fois en contact avec le plus jeune des deux frères, Chérif Kouachi. Une relation amicale que Fritz-Joly Joachin n'a pas nié devant le tribunal.

"Il y a apparemment des éléments qui le relient à des réseaux terroristes à Paris, en particulier celui du 19e arrondissement. Je lui ai demandé s'il était déjà parti en Syrie et en Turquie. Il m'a répondu qu'il avait déjà voyagé vers ces destinations mais il ne savait pas combien de fois", souligne son avocat, Radi Radev. Francetv info 13.01

- Ils laissent se produire des attentats dont ils sont parfaitement informés.

- Ils liquident leurs auteurs présumés qu'ils n'ont eu aucun mal à identifier et localiser pour qu'ils ne parlent pas.

- Ils lancent leur guerre contre le terrorisme.

- Ils se lancent à la poursuite de présumés complices des terroristes dont ils connaissaient également l'identité et les liens avec les auteurs des attentats du 7 janvier.

- Ils peuvent ainsi justifier le quadrillage policier et militaire du pays, la suspension des libertés fondamentales, réprimer ou emprisonner les auteurs de propos décrétés délectueux ou constituant une menace pour la sécurité nationale.

La chape de plomb s'est refermé sur la liberté d'expression le 7 janvier 2015 en France

On nous prenait pour des farfelus quand nous affirmions que la dictature était déjà en marche sous Sarkozy : On y est.

Leur propagande tourne à l'hystérie, au fanatisme, avec en ligne de mire : Tous ceux qui s'opposent à la version officielle des attentats du 7 janvier dont ils sont les véritables commanditaires, instigateurs ou auteurs et bénéficiaires.

Même ceux qui s'abstiennent pour mieux laisser instaurer le règne de la terreur policière en France, c'est ainsi que le Front de gauche qui n'a de gauche que le nom a été qualifié hier d'extrême gauche par 20minutes pour s'être abstenu sur la prolongation de l'intervention militaire française en Irak au lieu de voter pour avec le PS, l'UMP et l'UDI.

Si le mal nommé Front de gauche est d'extrême gauche, imaginez un peu ce que sont le POI, le NPA, LO, les maoïstes, les anarchistes, tous ceux qui du moins formellement rejettent les institutions de la Ve République, l'UE, l'ONU, l'Otan, le FMI, la Banque mondiale, le capitalisme, l'ordre établi économique et politique, que sont-ils pour eux une fois placés au-delà de l'extrême gauche, de dangereux ennemis, des complices des terroristes à surveiller de près, à museler, censurer, à emprisonner, à abattre ? On peut ajouter les intellectuels qui dénoncent la version officielle et fournissent de précieuses indications sur les réels commanditaires de ces attentats.

C'est quoi la liberté de la presse ?

- La caravane médiatique des serviteurs du pouvoir a déjà archivé la première page de cette tragédie : à savoir la version officielle (ou plutôt, les versions officielles) de l'attentat sanglant contre Charlie Hebdo, qui est déjà donnée pour acquise et certaine. Comme si nous savions ce qui s'est réellement passé ! Giulietto Chiesa 12 janvier 2015

On assiste à la virgule près exactement au même scénario qu'au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 qui donnera lieu aux mêmes conséquences, à ceci près qu'avec la baisse du prix du pétrole et de l'euro ils se sont donnés les moyens de disposer d'une marge de manoeuvre économique pour accompagner la réalisation de leur plan si nécessaire, de manière à ce que dans un premier temps les masses ne fassent pas le lien entre la crise du capitalisme, leur stratégie politique ou ces attentats, ensuite ils pourront resserrer le noeud coulant passé autour de leur cou avec la manifestation du 11 janvier à Paris (notamment) et passer au plat de résistance, poursuivre en l'ampliant leur offensive contre la classe ouvrière sur le plan social, adopter le traité transatlantique dans la foulée, renforcer à nouveau l'arsenal répressif et le contrôle de la population qui pour les raisons évoquées plus haut sera incapable de s'opposer à toutes ces mesures conduisant à soumettre définitivement le destin des peuples de l'UE à celui que lui a réservé l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste, ainsi une nouvelle étape vers l'établissement d'un nouvel ordre mondial dictatorial aura été franchie.

Le contexte internationale.

- Prisonniers basques: la justice espagnole recule sur les réductions de peine - Lexpress.fr

- Un autocar frappé par un obus dans l'est de l'Ukraine, 11 morts - Reuters

- Tunisie : trois ans de prison pour avoir « diffamé l'armée » sur Facebook - LeMonde.fr

- Les USA se repositionnent en Europe - mondialisation.ca

- Le Pentagone a pris la décision de consolider militairement l'Europe de l'Est - mondialisation.ca

- La France prépare des frappes militaires sur le sud de la Libye - mondialisation.ca Japon: nouvelles lois pour assouplir les restrictions sur l'armée - mondialisation.ca

L'offensive américaine se poursuit sur tous les fronts à l'intérieur et à l'international.

- Les Etats-Unis doivent muscler leur cybersécurité, selon Obama - 20minutes.fr

- Etats-Unis: Un barman avoue avoir voulu assassiner le président de la Chambre des représentants - 20minutes.fr

- Les Etats-Unis procèdent à leur première exécution depuis le début de l'année LeMonde.fr

Terrorisme d'Etat. Soit vous êtes au côté des terroristes, soit vous êtes à notre côté, choisissez votre camp.

- La lutte contre le terrorisme s'intensifie - Francetv info

Pourquoi la France n'a-t-elle pas déclaré la guerre à l'Arabie saoudite et au Qatar, à la Turquie ?

- Manuel Valls : « Oui, la France est en guerre contre le terrorisme » - LeMonde.fr

- Manuel Valls : «La France est en guerre contre l'islamisme radical» - LeFigaro.fr

Un attentat du ministére de l'Intérieur, on n'en a jamais douté.

- "Charlie Hebdo" - Valls : "La menace est aussi intérieure" - LePoint.fr

Quand un antisémite se déchaîne.

Pourquoi ce titre qui n'a vraiment rien de provocateur ?

Quel peuple peut accepter qu'une infime minorité parmi les minorités des minorités qui composent la population mondiale s'arroge le droit de lui imposer sa politique, décrète que tous les peuples doivent s'y soumettre, quel peuple peut accepter d'être traité avec une telle arrogeance, un tel mépris ? Aucun.

Aussi cela engendrera forcément des réactions violentes de leur part qui seront ensuite dénoncées comme antisémites, et une fois condamnées et mis au banc de la société, les réponses encore plus violentes s'abattront sur eux, le qualificati d'antisémite servant uniquement à le justifier.

Ils poussent donc la population ou les peuples ignorants ou aveuglés par leurs discours hypocrites qu'ils sont incapables de décrypter à s'en prendre aux juifs sans distinction, c'est la raison pour laquelle nous affirmons que ce sont les plus dangereux ennemis des juifs et les pires antisémistes.

Sionisme ou le mythe du "peuple juif" supérieur à tous les autres et dictant sa loi aux peuples du monde entier : le règne de la terreur, du chaos, de l'apartheid, du racisme, de la guerre.

- Manuels Valls a dénoncé mardi le "nouvel antisémitisme" sur fond de "détestation de l'Etat d'Israël" - AFP

Le Premier ministre a estimé devant l'Assemblée nationale que la France ne s'était pas assez indignée des attaques contre les juifs de France.

"La France sans les juifs de France n'est plus la France", avait dit le Premier ministre à l'adresse de la communauté juive tentée par un départ pour Israël. Une phrase qu'il a répétée devant les députés, ajoutant: "Disons-le à la face du monde." AFP 13.01

De la Palestine rebaptisé l'Etat juif, à la France réduite aux juifs il n'y avait qu'un pas que l'extrémiste sioniste Valls a franchi. Autrement dit tout citoyen français serait assimilé à un juif, ce qui ne manquera pas de choquer terriblement la conscience des musulmans notamment qui refuse catégoriquement cette identité ou identification qui est la négation de la leur ou de leur religion.

Valls a jeté de l'huile sur le feu. Ses propos d'une gravité exceptionnelles sont une provocation inouie en direction des musulmans conquis à l'idéologie fanatique wahhabite qui sont appelés à réagir pour conserver leur identité ou ne pas être assimilés à des juifs, il leur a indiqué quel était l'ennemi contre lequel ils devaient tourner leurs armes, alors que ni l'Arabie saoudite, ni Al-Qaïda, ni le Front Al-Nosra, ni l'Emrat ismatique ne s'en sont pris aux juifs ou à Israël puisqu'ils sont en réalité les servieurs de l'Etat sioniste. On peut considérer cette déclaration délirante de Valls comme un appel en direction des djihadistes de retour d'Irak ou de Syrie à commettre de nouveaux attentats, on pourrait ajouter, de préférence sans qu'ils aient besoin de recevoir d'ordres de nulle part, il les incite à passer à l'action sans tarder.

La France n'est plus qu'un dominion de l'Etat sioniste auquel il doit faire allégeance.

Acte I du Patriot Act à la française sous l'égide du PS, de la gauche puisque vous y tenez tant que cela.

Vous nous excuserez, mais on ne peut pas oublier tous les partis ouvriers qui au cours des décennies précédentes se sont fourvoyés ou ont fait faillte en considérant que le PS était de gauche. Certains s'aperçoivent aujourd'hui que le PS était en réalité l'équivalent du parti démocrate aux Etats-Unis. Un peu tard, trop tard peut-être, et cela ne change rien à la réalité, au fait que les dirigeants n'ont pas été à la hauteur de leurs responsabilités et que rien ne change pour autant, ce qui pour nous est tout à fait stupéfiant et monstrueux, et partant de là on peine à être optimiste pour la suite, on préfère rester lucide et ne pas se leurrer.

Ne jamais prendre à la lettre ce qu'une personne pense d'elle-même ou la manière dont elle interprère ses propres idées. Passons à un exercice pratique.

Valls: face au terrorisme, des "mesures exceptionnelles", pas "des mesures d'exception" - AFP

"A une situation exceptionnelle doivent répondre des mesures exceptionnelles. Mais je le dis avec la même force: jamais des mesures d'exception qui dérogeraient au principe du droit et des valeurs", a déclaré le Premier ministre devant l'Assemblée nationale, lors de l'hommage aux victimes des attentats de la semaine dernière. AFP 13.01

Quand on pense en quoi consiste leur "principe du droit et des valeurs", tenez le chef du chef de groupe UDI à l'Assemblée nationale en a donné une petit idée : bombarder la Syrie, sous couvert se s'attaquer à l'Emirat islamique.

L'UDI fera de même. «Naturellement, le groupe UDI apportera son soutien au gouvernement pour la prolongation de l'intervention des forces françaises en Irak», a déclaré son chef de groupe, Philippe Vigier, à la presse à l'Assemblée nationale, mais son mandat «devra évoluer», en réfléchissant à «la problématique de la Syrie», et en faisant en sorte que «toute la communauté internationale se mobilise». «Cet engagement de la France est indispensable, pour défendre ses valeurs, dont on parle avec tant d'insistance depuis quelques jours», a-t-il ajouté. 20minutes.fr 13.01

Au passage il a lâché le morceaux sur les réelles intentions que recouvrent les attentats du 7 janvier : faire en sorte que «toute la communauté internationale se mobilise» derrière les Etats-Unis contre les peuples syrien et irakien qui se dressent contre la politique américaine qui ravage leur pays, sachant que les puissances occidentales et leurs alliés du Golfe n'ont pas réellement apporté à Washington le soutien qu'il en attendait.

Leur "valeurs" sont celles de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste qui tire les ficelles, celles de la guerre et la barbarie pour soumettre les peuples à leur dictature de fer.

- Manuel Valls annonce une série de mesures pour lutter contre le terrorisme - Francetv info

Manuel Valls, a annoncé la création d'ici fin 2015 de "quartiers spécifiques" en prison pour garder à l'isolement les détenus jihadistes. Le Premier ministre a également estimé que les services en charge du renseignement intérieur et la juridiction antiterroristes devaient être "régulièrement renforcés". Manuel Valls a par ailleurs assuré que les transferts de données des passagers européens (PNR) entreraient en vigueur en septembre 2015.

Le Premier ministre s'est également prononcé en faveur de la création d'un fichier des personnes condamnées pour terrorisme ou "membres des groupes de combat". Il a également chargé le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, de lui remettre des propositions sous huit jours concernant le contrôle d'internet et des réseaux sociaux. Francetv info 13.01

- Consigny : La République ne vaincra pas avec des bons sentiments - LePoint.fr

Les Français se sont aussi levés contre la tiédeur et l'aveuglement. Pourvu qu'ils soient écoutés et que le politiquement correct ne prenne pas le dessus. LePoint.fr 13.01

- Jacob (UMP): s'il le faut, "restreindre la liberté de quelques-uns" - AFP

Le chef de file des députés UMP, Christian Jacob, a estimé mardi que si nécessaire, il faudra "restreindre les libertés publiques et la liberté individuelle de quelques-uns", lors de la séance d'hommage à l'Assemblée aux victimes des attentats de la semaine dernière.

"A circonstances exceptionnelles, il faut une loi exceptionnelle que nous devons voter sans trembler. Pour que les choses soient claires, si nous devions, pour un moment, restreindre les libertés publiques et la liberté individuelle de quelques-uns, il faudra le faire", a déclaré M. Jacob.

"Le faire en condamnant durement les personnes qui consultent de manière habituelle des sites internet qui font l'apologie

du terrorisme. En censurant les sites et les chaînes de télévision qui véhiculent la haine. En autorisant nos services à arrêter des terroristes en puissance dès lors qu'on les soupçonne de préparer une action", a-t-il détaillé.

Cet élu de Seine-et-Marne a aussi prôné "le placement en centres spéciaux de détention ou en prison" pour ceux revenant du jihad ainsi que "la déchéance de nationalité" pour les binationaux.

"La grande loi de sécurité nationale impose enfin un collectif budgétaire" car "il n'y aura pas de guerre victorieuse sans effort de guerre", selon le président du principal groupe d'opposition. AFP 13.01

Et puis si cela ne suffisait, ils ont déjà annoncé qu'ils étaient prêts à remettre le couvert.

- «On n'empêchera pas un nouvel attentat», assure le coordinateur européen pour la la lutte contre le terrorisme - 20minutes.fr

En voilà un qui doit savoir de quoi il parle...

Pas forcément vous me direz, effectivement il arrive qu'ils soient mis devant le fait accompli et qu'ils doivent ensuite le couvrir.

Sinon à quoi bon se donner tant de mal puisque c'était l'objectif de ces attentats prémédités.

- Les cotes de confiance des politiques en hausse - Francetv info

- Les cotes de confiance de Hollande et Valls en nette hausse - Francetv info

Celle du président de la République grimpe de cinq points en janvier (20%) et celle du Premier ministre fait un bon de sept points (41%), selon une étude TNS Sofres pour le Figaro Magazine*, publiée mardi 13 janvier.

Mais quand même...

Dans le détail, 77% des sondés (-6) continuent de ne pas faire confiance au président de la République, et 54% (-7) nourrissent le même sentiment à l'égard du Premier ministre. Francetv info 13.01

Peu importe maintenant...

- Terrorisme: les socialistes font bloc derrière le couple exécutif - LeFigaro.fr

- Les 4 Vérités : "La police a besoin de moyens" contre le terrorisme, selon Luc Ferry - Francetv info

- Vers un nouveau tour de vis ? Les 15 lois anti-terroristes votées depuis 1986 - Le Huffington Post

- Islamistes étrangers en prison: Fillon pour réactiver "la double peine" - AFP

Même les prédictions deviennent fiables sous une dictature

Ils ont enfin trouvé leur nouveau furher !

- Le discours de Valls à l'Assemblée quasi unanimement salué par la classe politique - AFP

- Les frappes françaises en Irak font l'unanimité au Parlement (ou presque) - 20minutes.fr

- Ce mardi, la séquence parlementaire se terminera avec le vote, à l'Assemblée puis au Sénat, sur la prolongation des frappes aériennes françaises en Irak contre l'organisation Etat islamique, qui ont débuté le 19 septembre. Un feu vert obligatoire pour toute intervention militaire française au-delà de quatre mois qui s'annonce acquis.

- Tous les groupes politiques ont en effet annoncé qu'ils approuveraient la prolongation des frappes. Le chef des députés socialistes, Bruno Le Roux, a ainsi déclaré qu'il ne «[doutait] pas» de l'unanimité du vote. «Il est attendu dans une forme d'unanimité, dans la période», a-t-il affirmé. «Vaincre les armées djihadistes dans leur sanctuaire, c'est en partie couper l'alimentation du terrorisme sur notre sol.

La vermine qui a reconnu le régime néonazi de Kiev n'est pas en reste.

Les députés écologistes voteront également en faveur de la prolongation des frappes. «Nous soutenons l'approche suivie depuis une semaine par le président de la République, le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, fondée sur le rassemblement et sans surenchère sécuritaire», a déclaré à la presse le coprésident du groupe François de Rugy.

Le populisme de la pseudo-gauche à l'oeuvre ou le double langage habituel qui laisse les mains libres au gouvernement.

La voix discordante est venue de l'extrême gauche, où le Front de gauche a annoncé par l'intermédiaire d'André Chassaigne qu'il s'abstiendrait lors du vote. Évoquant les nombreuses discussions internes sur la nature de ce vote, le président du groupe Gauche démocratique et républicaine à l'Assemblée a déclaré lors d'une conférence de presse mardi qu'il s'agirait d'«un vote d'abstention», car s'il faut «combattre les barbares», il faut «poser les questions de fond qui ne se limitent pas à la logique guerrière, (...) réfléchir au rôle de l'ONU dans cette intervention» et accompagner cette dernière d'une «voie diplomatique». 20minutes.fr 13.01

Ils ne peuvent pas voter contre puisqu'ils sont pour, c'est la première chose. Comment cela ?

Comment cela, demandez à un Irakien quand il entend le son d'un avion et scrute le ciel quelle question il se pose : la bombe, tombera ou ne tombera pas, à partir du moment où elle est larguée il ne lui viendra pas à l'esprit de se dire qu'elle pourrait s'abstenir de tomber et rester suspendue en l'air par la grâce d'Allah, non, on est bien d'accord.

Quant à l'ONU, l'Assemblée générale n'a aucun pouvoir et peut voter n'importe quelle résolution, les Américains et les Israéliens ne les appliqueront pas, droits d'exception qu'ils refusent aux autres nations évidemment, et au Conseil de sécurité les Etat-Unis dispose du droit de véto pour bloquer toute résolution contraire à leurs intérets ou leur politique. Et puis on n'en est plus là depuis longtemps, les Américains profitent des failles qui existent dans les traités qu'ils ont signés pour les contourner ou faire ce qu'ils veulent où ils veulent en toute impunité dès lors qu'ils bénéficient du soutien des autres puissances occidentales.

En réalité, l'ennemi de la classe ouvrière, des travailleurs est dans leur propre pays, c'est le capitalisme et ses institutions ainsi que tous ses représentants. Le FdG ne peut pas reprendre à son compte cet argument, il n'est pas d'accord avec la définition de notre ennemi, pourquoi, pardi mais parce qu'il en est un des représentants, quelle autre explication pourrait-il bien y avoir, sérieusement ? Aucune.

- Assemblée et Sénat prolongent l'intervention militaire en Irak - Reuters

Les députés français ont massivement donné mardi, par 488 voix contre une, leur feu vert à la prolongation de l'intervention des forces françaises en Irak.

Le Sénat a approuvé à son tour dans la soirée cette prolongation par 327 voix contre zéro, le groupe Front de gauche s'étant abstenu comme il l'avait fait à l'Assemblée nationale.

Tous les autres groupes ont voté en faveur de cette prolongation de l'intervention, un vote prévu par la Constitution, les opérations ayant débuté il y a quatre mois.

Le groupe Front de gauche a expliqué son abstention par le fait qu'il jugeait insuffisants les efforts "politiques et diplomatiques" afin de parvenir à une solution. Reuters 13.01

Même le silence peut tuer

- Minute de silence et Marseillaise: un beau moment de recueillement à l'Assemblée - Le Huffington Post

La seule solution réside dans le retrait de toutes les forces militaires occidentales et leurs alliés présentes en Irak et en Syrie, l'arrêt de l'armement des barbares de l'ASL, d'Al-Qaïda, du Front Al-Nosra et de l'Emirat islamique, la seule solution, ce sont les peuples irakien et syrien qui la détiennent et c'est à eux seuls d'en décider, d'expulser de leur pays les mercenaires étrangers qui les massacrent, les liquider en masse si nécessaire.

Pourquoi affirmons-nous que le Front de gauche a choisi le camp de la guerre ?

C'est très simple, parce qu'il dénie aux peuples syrien et irakien de se libérer des envahisseurs, il leur refuse le droit à l'autodétermination en ne soutenant pas les gouvernements irakien et syrien au côté desquels ils luttent, qui les a armés et organisés en milices populaires au côté de l'armée pour reconquérir leur souveraineté.

Mais s'allier au gouvernement en place et à l'armée ne serait-ce pas y laisser son âme ou se renier ? Excellent question comme on les aime, comme quoi on ne se défile contrairement aux lâches ou aux révisionnistes.

Il arrive parfois que les conditions historiques nous imposent des "alliés" encombrants sans qu'on ait d'autres alternatives possibles que faire avec temporairement, sans pour autant en arriver à renier nos principes ou notre programme politique dont la mise en oeuvre se réduit à peu de choses en réalité et se confond avec notre engagement à se libérer de l'occupant pour ensuite pour continuer le combat contre le régime en place, on pourrait même dire s'agissant de la Syrie et de l'Irak que la lutte des classes est pratiquement suspendue dans la plupart des secteurs économiques de la société ou des pans entiers du pays, situation inédite à ne pas confondre avec celle qui prévalait lors de la Seconde Guerre mondiale en France ou l'occupant était au pouvoir.

A ce propos il n'est pas étonnant que le M'PEP ait appelé au rassemblement du 11 janvier à Paris pour la guerre au nom de la défense de la liberté d'expression ou du combat contre le "fanatisme religieux" ou le "fondamentalisme islamique", déclarant que la "barbarie ne se développera pas en France", alors qu'elle est orchestrée au sommet de l'Etat.

En réalité, à aucun moment le M'PEP ne désignera les véritables commanditaires et bénéficiaires de ces attentats, le gouvernement français (et américain auquel il est subordonné) qu'il s'emploie sournoisement à ménager et à soutenir. Il emploie une rhétorique bien rodée qui consiste à reconnaître la responsabilité du gouvernement tout en détournant l'attention des travailleurs, en leur désignant une autre cible quand il affirme que "les partis qui appliquent les politiques néolibérales, qui soutiennent l'OTAN et les gouvernements de l'État d'Israël ont une part de responsabilité dans la montée du fondamentalisme islamique" qui serait en fait le véritable coupable, donc reprenant à son compte la version officielle des attentats du 7 janvier, la légitimant.

Et pour mieux masquer sa servilité à l'ordre établi ou son refus de le combattre, quand il affirme qu'"au néolibéralisme, il faut ajouter les actions suicidaires menées par l'OTAN en Afghanistan, en Lybie, en Syrie, en Irak, au Yémen", il réalise une dichotomie entre le néolibéralisme et la politique de l'OTAN, alors qu'en réalité c'est la poursuite de la même stratégie politique qui est appliquée partout dans le monde, et qui simplement se décline selon des modalités différentes pour tenir compte des différents secteurs de la société.

Pourquoi procèdent-ils de la sorte ? Parce qu'ils refusent de reconnaître l'existence de cette stratégie politique, comme d'ailleurs la totalité des partis du mouvement ouvrier qui y voient l'oeuvre de la théorie du complot. Or, en agissant de la sorte, ils concourent à maintenir les masses dans l'ignorance, et ce sont eux qui du coup donnent à cette théorie cette dimension, alors qu'en réalité les faits qui permettent de prendre connaissance de cette stratégie politique sont du domaine public, il suffit juste de les relier entre eux ou d'établir les rapports qui existent entre eux pour prendre conscience de son existence, mais apparemment ils n'y tiennent pas car cela viendrait contrarier leur propre stratégie qu'ils ne pourraient plus justifier auprès de leurs militants. Le font-ils délibérément ? A votre avis ? Admettons que certains de nos dirigeants ne sachent plus très bien où ils en sont...

Instrumentalisation au profit d'un Etat policier.

- Les Français remercient leurs policiers et leur rendent hommage - Francetv info

- Le vibrant hommage rendu aux trois policiers tués dans les attentats - Francetv info

- Plusieurs centaines d'anonymes ont rendu hommage aux trois policiers assassinés - Francetv info

- L'ensemble des députés a réservé une standing ovation dans l'hémicycle en l'honneur des forces de l'ordre. - AFP 13.01

A l'hyper droite toute. Cautionner la plus vieille dictature du monde.

- Hyper Cacher: Ségolène Royal sera en Israël pour les funérailles des victimes - AFP

- Royal à Jérusalem: l'antisémitisme "n'a pas sa place en France" - AFP

Alors que faisaient Netanyahu et deux de ses ministres d'extrême droite à Paris le 11 janvier ?

- Nucléaire: Royal se prononce pour de nouveaux réacteurs - L'Express.fr

Totalitarisme. Ils sont en guerre contre la jeunesse. Ils veulent cadenasser la société de haut en bas en incluant l'école ou la jeunesse.

La jeunesse sacrifiée et victime de leur politique antisociale et réactionnaire ou promise au chômage, à la précarité, des salaires de misère responsable du terrorisme.

- Tous les ministres de l'Education invités rue de Grenelle - Liberation.fr

- Communautarisme à l'école : les syndicats s'alarment - LeFigaro.fr

- Marine Le Pen veut «désarmer» les banlieues françaises - LeFigaro.fr

La vermine ne manque assurément pas de "repères" : les institutions, le capitalisme néolibéral.

«Au-delà de l'amélioration du renseignement, qui fait consensus, il faut se demander quel processus amène une partie de nos jeunes à être en telle perte de repères», a dit, Barbara Pompili, l'autre coprésidente du groupe EELV à l'Assemblée nationale. 20minutes.fr 13.01

Cela ne risque pas de leur arriver, la soupe est trop bonne...

Le renseignement a failli, pratique pour l'exonérer par avance de toute complicité dans ces attentats.

Instrumentalisaton et conditionnement de la jeunesse ayant soif de vérité et de justice.

- Après les attaques terroristes, des organisations lycéennes ripostent aux théories du complot - francetvinfo.fr

Le malaise est profond. Après les attaques terroristes qui ont frappé la France, les thèses complotistes essaiment chez les jeunes, au point d'alarmer trois organisations lycéennes (Fidl, UNL, SGL). Après une rencontre au ministère de l'Education, lundi 12 janvier, elles ont décidé de lancer un site pour démonter les fausses informations et les théories du complot. La plateforme devrait être mise en ligne d'ici à deux semaines.

Trois organisations lycéennes vont créer un site pour contrer les thèses complotistes qui fleurissent après les attaques de la semaine dernière. Une manière de répondre à la défiance des jeunes envers les médias. francetvinfo.fr 13.01

Intox qui fait l'unité nationale du FN au FdG

- Radicalisation en prisons: "Attention à ne pas créer des noyaux durs difficiles à maîtriser" - L'Express.fr

Comme s'ils ne s'y étaient pas employés depuis des années...

- Kouachi, Coulibaly : et maintenant, un travail titanesque attend les enquêteurs - LeFigaro.fr

Tu parles, tout est déjà sur le Net !

- Commerce international : la France est en ordre de bataille pour modifier les accords transatlantiques - latribune.fr

Une imposture de plus. Ils comptent bien sur le climat délétère qu'ils ont créé en France pour les faire passer comme une lettre à la poste...

Surenchère dans l'hypocrisie

Rappel : la Turquie sert de base arrière, de camp d'entraînement, d'armurerie, de ravitaillement, etc. à tous les mouvements terroristes qui s'infiltrent et sévissent en Irak et en Syrie.

- Erdogan dénonce "l'hypocrisie occidentale" face au terrorisme - Reuters

Le président turc a critiqué lundi l'hypocrisie dont les puissances occidentales ont selon lui fait preuve en s'indignant des attentats de la semaine dernière à Paris sans condamner les actes islamophobes commis en Europe.

Recep Tayyip Erdogan, qui recevait le président palestinien Mahmoud Abbas, s'en est par ailleurs vivement pris au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui a participé à la marche citoyenne organisée dimanche à Paris pour condamner les attentats.

"Comment un homme qui a tué 2.500 personnes à Gaza en recourant au terrorisme d'Etat peut-il aller agiter la main à Paris

(...) ? Comment ose-t-il faire une chose pareille ?

"Vous devriez commencer par annoncer combien de femmes et d'enfants vous avez tués", s'est indigné Erdogan, s'adressant indirectement à l'intéressé.

Le président turc n'a pas défilé dimanche à Paris, où il avait dépêché son Premier ministre, Ahmet Davutoglu.

"L'hypocrisie occidentale est évidente. En tant que musulmans, nous n'avons jamais participé à aucun massacre terroriste. Derrière tout cela, il y a le racisme, les discours haineux et l'islamophobie. De grâce, que les administrations des pays où nos mosquées sont attaquées prennent des mesures", a-t-il poursuivi.

"Des citoyens français ont commis ce massacre et les musulmans en payent le prix. C'est très significatif (...) Leurs services de renseignement ne surveillent-ils pas ceux qui sortent de prison ?"

Ahmet Davutoglu avait refusé un peu plus tôt que la Turquie soit montrée du doigt pour avoir laissé Hayat Boumeddiene, compagne et complice présumée d'Amedy Coulibaly, l'un des auteurs des attentats, rejoindre la Syrie en passant par Istanbul avant qu'il ne passe à l'action. Reuters 13.01

L'autre cible.

- Charlie Hebdo : Pékin dénonce les excès de la liberté de la presse - LeFigaro.fr

La Chine n'est décidément pas très «Charlie» écrit le Figaro.

La voix de l'Opposition de gauche - Pourquoi Le Figaro le déplore-t-il ? Ne supporterait-il pas certaines vérités dès lors qu'elles ne sont pas associées à des contrevérités sélectionnées pour les noyer ?

Le Figaro - Dans un éditorial, le quotidien du Parti communiste chinois (PCC), a jugé que les marches dimanche de millions de manifestants descendus dans la rue avec une cinquantaine de dirigeants étrangers «ne devraient guère produire de résultats significatifs».

La voix de l'Opposition de gauche - Les autorités chinoises savent qui étaient derrière les attentats du 7 janvier à Paris, d'où leur discours.

Le Figaro - «Ce que les sociétés occidentales développées traversent, c'est le prix de leurs actes historiques d'esclavage et de colonialisme qui ont conduit à leur démographie actuelle», poursuit le journal, au ton volontiers nationaliste. Quand le calme sera rétabli, si le magazine (Charlie Hebdo, ndlr) maintient sa position sur l'islam, il mettra le gouvernement français en position difficile et deviendra un symbole du choc des civilisations».

L'agence officielle Chine nouvelle a jugé lundi que le massacre de la rédaction de Charlie Hebdo «ne devrait pas être réduit à une attaque contre la liberté d'expression, car la liberté elle-même a ses limites».

La voix de l'Opposition de gauche - Le Figaro omet dans son article de faire référence à toute une série d'attentats du même genre qu'a subi la Chine dernièrement hormis un seul, et encore, pour déplorer l'usage de la répression par les autorités chinoises via les "ONG internationales" qui sont des officines de propagande des commanditaires (américains) de ces attentats.

S'ils ont décidé de cibler ce journal, c'était effectivement parce qu'il incarnait "un symbole du choc des civilisations" si cher à Bush... et au Figaro, à l'ensemble des médias ouvertement depuis le 7 janvier dernier.

Le Figaro - La presse chinoise est strictement contrôlée par les autorités communistes, qui ont récemment emprisonné des dizaines de journalistes, avocats, universitaires ou internautes, muselant toute voix critique dans un mouvement sans précédent depuis des années. La semaine passée, le président chinois, Xi Jinping, avait adressé un message de condoléances à son homologue français François Hollande, en qualifiant le terrorisme d' «ennemi commun de toute l'humanité».

La voix de l'Opposition de gauche - Ce sont les puissances occidentales qui fournissent des argument aux autorités chinoises pour museler la presse ou leurs opposants.

Le Figaro - «Chine nouvelle estime que Charlie Hebdo a «poussé la liberté d'expression jusqu'à ses limites». «Tout assassinat ou toute violence liés au terrorisme doivent être condamnés, et leurs auteurs traduits en justice juge l'agence officielle. Mais il est grand temps pour le monde occidental de se pencher sur les racines du terrorisme et de revoir les limites de la liberté de la presse, afin d'éviter dans l'avenir de nouvelles violences».

La voix de l'Opposition de gauche - C'est marrant, Le Figaro n'a pas cru bon d'ajouter un commentaire, il faut donc en déduire qu'il est d'accord avec la conclusion à laquelle est parvenue Chine nouvelle ! Tout est dans l'ordre des choses, dit autrement depuis le 11 janvier, dans le nouvel ordre mondial dont la Chine n'est pas forcément un ennemi, pas plus que la Russie d'ailleurs...

Commentaire d'un internaute abonné au Figaro.

- "La France avait bombardé (23 avril 1999) la maison de la Télévision Serbe (RTS) , et assassiner 16 journalistes ...sous prétexte de "excès de la liberté".

Alors donner des leçons à la Chine..".

Haut de page

Le 15 janvier 2015

CAUSERIE

Il y a peut-être des erreurs, je vérifierai plus tard, il est 14h40 et Selvi m'attend pour déjeuner. Ensuite je prépare mon déménagement, dimanche.

Merci pour ton message Philippe, bien reçu. Je te répondrai plus tard, excuse-moi.

Comment déforment-ils la réalité et manipulent-ils les consciences pour arriver à leurs fins ?

- Apologie du terrorisme : vers une juridiction d'exception ? - LeFigaro.fr

Alors qu'en réalité elle est déjà passée à l'action puique des peines à la prison ferme ont été prononcées depuis le 7 janvier.

Le PS et ses satellites, l'UMP et l'UDI s'opposent à la mise en place d'un Patriot Act à la française comme ils disent, or l'équivalent est déjà en place.

Donc pour qu'on ne les accuse pas de prendre des mesures que la majorité de la population rejette, ils se contentent de les appeler autrement tout en les appliquant, en s'en défendant évidemment, les apparences sont sauves c'est l'essentiel. Quant à la minorité qui a réalisé ce tour de passe-passe, elle est censurée ou systématiquement dénigrée, assimilée selon les cas à l'extrême droite ou aux islamistes radicaux par les médias.

- À ce jour, 54 procédures pour apologie du terrorisme ou menaces - Reuters

Nantes : une mineure de 14 ans mise en examen pour apologie du terrorisme - LePoint.fr

L'une des jeunes filles avec qui elle voyageait, majeure quant à elle, a reçu une convocation devant le tribunal correctionnel de Nantes pour des "menaces de mort" envers les agents de la Semitan, a ajouté l'une des sources. LePoint.fr 14.01

Demain ils vont peut-être mettre toute sa famille en prison, leurs proches, qui sait ?

Et pendant ce temps-là le POI et le NPA notamment nous expliquent que ce serait uniquement sur le terrain social qu'il faudrait lutter, ils considèrent que le combat contre la propagande du gouvernement qui est liée à la guerre idéologioque et psychologique que la classe dominante mène contre les masses exploitées ne mérite pas qu'on s'y intéresse et qu'on la démasque, car elle ne ferait pas partie de la lutte des classes, ils estiment que les deux ne sont pas liés interdisant de la sorte aux travailleurs de comprendre la nature politique de la nouvelle offensive lancée par le gouvernement, de comprendre quel est leur véritable ennemi qui est le même qui se cache derrière les attentats du 7 janvier.

C'est ainsi qu'ils se font les complices du régime en le ménageant, en laissant le champ libre à ses représentants de continuer à conditionner les travailleurs pour qu'ils adhèrent à la poursuite et à l'amplification de leurs opérations militaires en Afrique et au Proche-Orient que ces partis condamnent par ailleurs, pratiquant l'éternel double langage qui les discrédite totalement aux yeux des militants les plus lucides ou fidèles au socialisme. Honte à leurs dirigeants !

- Un Américain soutenant Daesh arrêté pour un projet d'attentat contre le Capitole - 20minutes.fr

Qui a dit ?

"La guerre contre le terrorisme ne peut réussir sauf si elle est guidée par une morale claire"

Réponse : M. Netanyahou devant les leaders du principal lobby pro-israélien aux États-Unis, AIPAC, en visite en Israël. lepoint.fr 14.01

Vous doutiez encore du niveau extrême atteint par leur cynisme, en voici la preuve si nécessaire.

Le Point donne du "Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou" et du "président turc Recep Tayyip Erdogan" dans la première partie de son article.

Plus loin après avoir rappelé que le Président turc avait affirmé avoir "du mal à comprendre comment le Premier ministre israélien avait osé participer à la marche" en soutien à "Charlie Hebdo", il devient "le chef de l'État islamo-conservateur", une insulte pour ses lecteurs, pas pour les rédacteurs du Point qui sont islamo-sionistes.

Le magazine de BHL est fan de M. Netanyahou...

Et dire que tous les partis politiques sans exception en France ont condamné l'attaque contre Charlie Hebdo au nom de la liberté d'expression.

- Dieudonné, Charlie Hebdo : deux poids, deux mesures ? - Francetv info

- Jusqu'où va la liberté d'expression en France ? - Francetv info

Ce matin, partout en France, Charlie Hebdo est en vente libre. À la Une, un dessin de Mahomet. Dans le même temps, l'humoriste Dieudonné est placé en garde à vue pour ce message sur les réseaux sociaux : "Je me sens Charlie Coulibaly". Y a-t-il deux poids deux mesures en matière de liberté d'expression et que dit la loi ?

En 1789, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen consacre ce principe : "tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement". Une liberté aujourd'hui encadrée par la loi qui fixe des limites : la diffamation, l'injure, la provocation à la haine qui inclut le racisme et l'antisémitisme et l'apologie du terrorisme.

Distinction entre les idées et les personnes

Le droit français distingue l'expression des idées et la protection des personnes. "Le droit fait la distinction, et c'est le cas en France, entre les attaques contre les personnes et les critiques des pensées et des croyances qu'elles soient religieuses ou politiques", explique Christophe Deloire, le directeur de Reporters sans frontières (RSF) devant la caméra de France 2.

En 2007, Charlie Hebdo est attaqué en justice pour des caricatures de Mahomet. Le tribunal lui a donné le droit de les publier. Francetv info 14.01

Cette "distinction" ne s'appliquait manifestement pas à Charlie Hebdo, qui en s'attaquant à Mahomet auquel les musulmans s'identifient s'en prend bien à des personnes et non une religion ou des idées. Donc Charlie Hebdo aurait dû et devrait subir le même traitement de Dieudonné.

Sauf que voilà, Charlie Hebdo cible de préférence les musulmans, alors que Dieudonné cible les juifs, ce qui pour nous revient au même, sauf pour le législateur ou le gouvernement qui est soumis au sionisme et fait en permanence un amalgame entre antisionisme et antisémitisme pour interdire toute critique de l'Etat raciste et d'apartheid israélien.

Comment ils ont fait de la rédaction de Charlie Hebdo des millionnaires.

- Le nouveau Charlie Hebdo est un succès - Francetv info

- Au total cinq millions d'exemplaires vont être distribués dans les prochains jours. - Francetv info 14.01

La guerre des civilisations à l'ordre du jour du gouvernement français.

- Les médias occidentaux divisés face à la publication de la une de "Charlie Hebdo" - Francetv info

- La réaction du monde musulman après la nouvelle caricature de Mahomet de Charlie Hebdo - Francetv info

Ce mercredi 14 janvier, est paru le nouveau Charlie Hebdo, huit jours après l'attentats.

À Istanbul, il y a eu ce mercredi 14 janvier, au soir, des manifestations devant le seul journal qui a diffusé la nouvelle Une de Charlie Hebdo. Le journal aura été sous protection policière toute la journée.

En Égypte, la principale autorité sunnite parle d'une publication qui attise la haine. "On ne peut pas accepter cette provocation envers notre religion et notre prophète", a déclaré Abbas Shouman du Conseil supérieur d'Al-Azhar.

L'Iran a dénoncé les nouveaux dessins de Charlie Hebdo. Téhéran en appelle à un respect mutuel des valeurs sacrées de chacun. "Nous condamnons ces actes provocateurs", a expliqué la porte-parole du ministre iranien des Affaires étrangères.

L'État islamique a jugé cette publication "extrêmement stupide". Francetv info 14.01

Le gouvernement reçoit le renfort du NPA.

- Des millions contre le terrorisme et le racisme, pour la démocratie. Non à «l'Union sacrée», non aux lois sécuritaires ! - Mercredi 14 Janvier 2015

"L'attentat dans les locaux de Charlie Hebdo, puis la prise d'otages antisémite Porte de Vincennes, sont des actes de pur terrorisme : ils visent à provoquer la terreur et l'horreur..."

Du terrorisme d'Etat, ce que ne peut pas préciser le NPA en bon serviteur du régime en place. Ces gens-là ne présentent absolument aucun intérêt, ils sont en dessous de tout, ils ont rejoint LO en la matière.

Les services de renseignement, la police, l'armée française en-deçà tout ? Vraiment ?

Grille de lecture.

- Ah ben ça alors, je n'en reviens pas, moi qui croyais que c'était impossible : Comment ont-ils fait en Algérie pour prendre vivant une douzaine de terroristes présumés d'un seul coup ?

C'est qu'ils sont très fort ! Vous le croyez vraiment ? Non, en réalité ils n'avaient peut-être aucune raison de les tuer pour les empêcher de parler. Logique.

- Algérie: 12 personnes arrêtées pour avoir préparé des attentats (ministère) - french.irib.ir

Le ministère algérien de la Défense a annoncé mercredi l'arrestation en janvier dans le sud du pays de douze membres présumés d'une "cellule terroriste" accusée d'avoir préparé des attentats en Algérie."Dans le cadre de la lutte antiterroriste (...) des détachements de l'armée de Ghardaïa (600 km au sud d'Alger), de Laghouat (420 km au sud d'Alger) et d'In Amenas (extrême sud) en coordination avec les services de sécurité de la région, ont mis hors d'état de nuire, durant la première quinzaine du mois de janvier 2015, une cellule terroriste composée de 12 criminels", a indiqué le ministère.

Cette cellule "s'apprêtait à commettre des actes terroristes dans le pays avec la complicité d'autres groupes terroristes (opérant) de l'autre côté de la frontière sud du pays", a précisé la même source, sans préciser s'il s'agissait du côté du Mali ou du Niger. Le ministère a assuré qu"aucune perte humaine" n'avait été enregistrée lors de ces arrestations. french.irib.ir 14.01

Et pourtant comme ils en savaient des choses.

Bientôt ils vont nous dire à quelle heure ils ont été se soulager et combien de fois par jour. C'est cela le miracle du renseignement à titre posthume des oripeaux de la République et la démocratie.

- Al Qaïda au Yémen revendique l'attentat contre Charlie Hebdo - Reuters

Autant dire le Pentagone ou la CIA ou Obama, on comprend pourquoi il n'a pas fait le déplacement le 11 janvier.

Selon des sources autorisées à Sanaa, la capitale yéménite, les frères Kouachi ont été formés au maniement des armes au Yémen en 2011.

Les deux hommes se sont rendus cette année-là au Yémen via Oman et ont rejoint un camp d'entraînement des islamistes dans le désert de Marib, bastion d'Aqpa, ont déclaré deux hauts responsables yéménites.

Ils ont alors rencontré Anouar al Aoulaki et ont été formés pendant trois jours au maniement d'armes. Ils sont retournés à Oman, qu'ils ont quitté le 15 août pour regagner la France, a-t-on précisé de mêmes sources. Reuters 14.01

- Attaques terroristes à Paris: Les armes viendraient de Belgique, où un homme a été arrêté 20minutes.fr

Une partie des armes utilisées par les frères Kouachi et Amedy Coulibaly dans les attaques de Paris ont été achetées en Belgique, ont affirmé mercredi plusieurs médias belges. Dans la soirée, un homme soupçonné de trafic d'armes a été arrêté à Chareloi après avoir indiqué aux autorités qu'il avait eu des contacts avec Amedy Coulibaly.

«La kalachnikov et le lance-roquettes utilisés par les frères Kouachi ont été achetés par Coulibaly aux alentours de la gare du Midi, à Bruxelles, pour moins de 5.000 euros», écrit le journal La Dernière Heure, citant «de très bonnes sources». Le quotidien populaire ajoute que «le fusil mitrailleur de type Scorpio que possédait Amedy Coulibaly lors de la prise d'otage de la porte de Vincennes vient de Bruxelles», selon les mêmes sources. 20minutes.fr 14.01

La prochaine fois ils nous donneront le lieu précis où ces armes ont été fabriqués, leur date exacte de leur fabrication, le nom de tous ouvriers qui les ont fabriquées, etc.

L'enfumage en continue. Ils mettent le paquet : Une complicité quasiment planétaire !

Qu'ils fassent des émules est somme toute normal, il y a des déséquilibrés partout et c'est un peu la règle de ce jeu sordide

- Les enquêteurs sur la piste des complices des jihadistes - Francetv info

Un homme est soupçonné d'être mêlé à cette affaire. Il a été mis en examen à Charleroi en Belgique. Connu pour des faits de délinquance, il s'est présenté spontanément hier au commissariat. Il aurait été en contact avec Coulibaly. Ce dernier semble avoir préparé le financement de l'attentat.

Dans l'entourage des frères Kouachi, un suspect a été arrêté en Bulgarie. La justice lui reproche d'avoir été en contact à de nombreuses reprises avec les deux terroristes. Francetv info 14.01

- Attentats : un "quatrième homme" identifié - LePoint.fr

Le suspect est actuellement introuvable. Il pourrait avoir quitté le territoire pour se rendre en Syrie, a indiqué une source à nos confrères. LePoint.fr 14.01

Les véritables intentions des auteurs de ces attentats révélés un à un par leurs auteurs.

- Syrie: Hollande regrette que la communauté internationale n'ait pas agi à l'été 2013 - AFP

François Hollande "continue de regretter" que la communauté internationale ne soit pas intervenue militairement en Syrie à la fin de l'été 2013 comme le souhaitait la France, a-t-il dit mercredi lors de ses voeux aux armées.

Le porte-avions Charles-de-Gaulle, qui va faire route vers le Moyen-Orient, permettra "si nécessaire" de "mener des opérations en Irak avec encore plus d'intensité et d'efficacité" dans le cadre des frappes françaises contre Daech, a souligné François Hollande mercredi.

- Hollande: le "rythme de réduction" des effectifs dans les Armées doit être "revu et adapté" AFP

François Hollande a annoncé mercredi que compte tenu de la "situation exceptionnelle" créée par les récents attentats, le "rythme de réduction" des effectifs dans la Défense devait être "revu et adapté".

"Je demande au ministre de la Défense (Jean-Yves Le Drian) de me faire des propositions d'ici la fin de la semaine, en tenant compte évidemment des nécessités budgétaires", a ajouté le chef de l'Etat lors de ses voeux aux Armées. Il tiendra un Conseil de Défense sur cette question des effectifs mercredi et "prendra aussitôt la décision".

La "situation exceptionnelle que nous connaissons doit conduire à revenir sur le rythme de réduction des effectifs qui avait été programmé pour les trois prochaines années dans le cadre de la Loi de programmation militaire", a-t-il expliqué.

Cazeneuve au rapport chez ses maîtres.

- Cyberjihad : la menace terroriste est aussi sur Internet - Francetv info

- Cazeneuve aux Etats-Unis pour "sensibiliser" au terrorisme les opérateurs d'Internet - AFP

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a annoncé mercredi qu'il allait se rendre "prochainement" aux Etats-Unis, notamment pour "sensibiliser les grands opérateurs d'Internet" à la surveillance antiterroriste.

Le Premier ministre, Manuel Valls, a annoncé mardi aux députés qu'il avait demandé au ministre de l'Intérieur de faire des propositions "dans les huit jours" concernant le contrôle d'internet, mais aussi "les réseaux sociaux, plus que jamais utilisés pour l'embrigadement, la mise en contact et l'acquisition de techniques permettant de passer à l'acte".

Devenez un tueur professionnel, un tireur d'élite, un soldat aguerri, artificié et expert en manipulation de produits chimiques hautement explosif, etc. le tout en un clic de souris, génial, non ?

Le service après-vente était inclus dans l'opération.

Toujours plus fort, ils n'étaient au courant de rien mais ils avaient préparé les textes qu'ils devaient adopter dans la foulée de ces attentats.

Quand on sait qu'il leur faut en général un temps infini pour préparer un texte de loi, là l'affaire est bouclée en quelques jours.

- De nouvelles mesures sécuritaires seront annoncées le 21 janvier - Reuters

Une nouvelle série de mesures sécuritaires appelées à être intégrées dans la future loi sur le renseignement seront présentées la semaine prochaine en conseil des ministres, a annoncé mercredi le porte-parole du gouvernement.

Lors du prochain conseil des ministres, mercredi 21 janvier, les ministres de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense présenteront des éléments visant à améliorer notamment les dispositifs de renseignement, d'écoute et de surveillance dans les prisons.

Ces propositions s'inscrivent dans la loi sur le renseignement en cours de préparation sous la houlette du président de la Commission des lois de l'Assemblée nationale, Jean-Jacques Urvoas.

Selon ce dernier, ce texte est prêt et il n'y a plus que quelques ajustements à y apporter.

"Son but, c'est détecter, anticiper, de façon à interpeller ceux qui fomentent des coups", a-t-il expliqué sur Europe 1.

Il a précisé que la future loi permettrait notamment de placer des balises sous leurs voitures, d'accéder à leurs ordinateurs et leurs données informatiques, de surveiller le réseau par internet Skype ou de placer micros et caméras dans les lieux où ils sont susceptibles de se retrouver.

"On imagine les services de renseignement comme un Big Brother avec des tas de moyens. C'est faux ! Nous pouvons écouter 2.000 personnes par an !", a déploré Jean-Jacques Urvoas. "Il faut augmenter le nombre d'écoutes potentielles."

Le président de la commission des Lois de l'Assemblée a précisé mercredi à Reuters que le texte serait présenté sous la forme d'un projet de loi et non d'une proposition de loi émanant du Parlement comme initialement prévu.

"Le texte est écrit, il ne manque plus que quelques virgules", a-t-il ajouté. "Nous y travaillons depuis novembre 2013 avec le gouvernement", a poursuivi l'élu en précisant que le projet de loi serait examiné en avril par le Parlement.

Une semaine après l'attaque contre la rédaction de Charlie Hebdo, qui a fait 12 morts, le conseil des ministres a par ailleurs examiné mercredi le décret "relatif à l'interdiction de sortie du territoire des ressortissants français projetant de participer à des activités terroristes à l'étranger."

Ce décret permet d'interdire à des Français de quitter le territoire "lorsqu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'une

personne projette des déplacements à l'étranger pour participer à des activités terroristes ou vers un théâtre d'opérations où agissent des groupements terroristes".

Le décret permet aussi d'interdire l'entrée sur le territoire français à des étrangers "dont la présence en France menacerait l'ordre public".

La loi donne par ailleurs la possibilité aux pouvoirs publics de bloquer les fournisseurs d'accès à internet qui diffusent des messages relevant des activités terroristes. Reuters 14.01

- L'UMP propose un arsenal de mesures antiterroristes - Reuters

L'un des commanditaire du 7-janvier se lâche

- Tweet islamophobe: Sous le feu des critiques, Rupert Murdoch tente de clarifier - 20minutes.fr

Le magnat des médias avait écrit sur Twitter que les musulmans devaient être tenus pour responsables du terrorisme.

Le 9 janvier, le patron de News Corp et 21st Century Fox avait écrit sur son compte Twitter: «La plupart des musulmans sont peut-être pacifiques, mais jusqu'à ce qu'ils admettent qu'il y a un cancer djihadiste et qu'ils le détruisent, ils doivent être tenus pour responsables». 20minutes.fr 14.01

Et leurs conséquences attendues, espérées.

- L'organisation islamophobe Pegida s'exporte en Espagne - Liberation.fr

Né en Allemagne, ce mouvement raciste prend de l'ampleur en Europe, surtout après les attentats de la semaine dernière en France.

A travers son profil Twitter, elle suit déjà plusieurs groupes d'extrême-droite espagnols, dont la Phalange, le parti nationaliste qui avait nourri en partie les fondements idéologiques de la dictature de Francisco Franco (1939-1975). Pegida Espagne avait dans un premier temps prévu d'organiser sa première manifestation lundi dernier devant la plus grande mosquée de Madrid. Mais le groupe avait finalement annulé après que les autorités n'aient pas autorisé ce rassemblement, lui conseillant de trouver un autre lieu.

Outre l'Espagne, Pegida a des ramifications naissantes ou annoncées en Autriche, en Norvège, en Suède et en Suisse. Liberation.fr 14.01

- Charlie Hebdo : au moins 200 incidents signalés dans les écoles - LeFigaro.fr

En complément.

D'une chasse à l'homme à une autre ou d'une guerre à une autre.

- La lutte contre la fraude dans les transports intensifiée en 2015 - AFP

La justice des banquiers mafieux qui financent les guerres et en tirent profit.

- Jérôme Kerviel : la justice dit non à l'«expertise indépendante» - LeFigaro.fr

Quand le régime opte pour la guerre, il devient tyrannique.

- Valls s'affirme en chef de "guerre" en pleine union nationale - AFP

- Cambadélis (PS) réclame un "pacte national de combat contre le terrorisme - AFP

- Alain Juppé : « L'exécutif a été à la hauteur des événements » - LeMonde.fr

- Charlie Hebdo: Hollande et Valls "à la hauteur", selon Xavier Bertrand - AFP

- Les Verts à l'heure de l'union nationale - Liberation.fr

Comment "infuser" le poison de la guerre pour se refaire une santé sur un amoncellement de cadavres. La véritable nature du PS explose au grand jour.

- Le PS veut croire aux effets à long terme de l'esprit du 11 janvier - AFP

Le Parti socialiste veut croire à la poursuite de l'esprit du 11 janvier de communion nationale parmi les partis politiques, espérant que les prochaines échéances se dérouleront dans un climat durablement "nouveau".

"Nous sommes dans l'unité nationale et depuis la séance d'hier après-midi à l'Assemblée nationale (pour le discours de Manuel Valls), quasiment dans l'union sacrée", s'est réjoui le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, en présentant ses voeux à la presse.

"Pour l'instant, le 11 janvier infuse et va diffuser", a-t-il ensuite déclaré à quelques journalistes.

Ils ont enterré la République le 11 janvier ou ce qu'il en restait.

"Il fait revenir au centre (des débats) la question de la République et il y a une prise de conscience de la gravité de l'Histoire", s'est-il déclaré convaincu.

Dans cette optique, le responsable socialiste a plaidé devant la presse pour un "pacte national de combat contre le terrorisme dans le respect républicain".

Au lendemain de la "marche républicaine", dimanche, dont le PS a été l'un des instigateurs, M. Cambadélis a lancé des invitations à tous les "partis républicains" pour des discussions sur les thématiques de sécurité.

Tous ont répondu favorablement à l'exception du Parti de gauche, et deux rendez-vous pourraient se tenir dès la "semaine prochaine" avec le PCF et les écologistes, selon l'entourage du premier secrétaire. AFP 14.01

Une vrai fausse information pour couvrir les auteurs et les commanditaires de l'attaque contre Charlie Hebdo

Des failles dans le suivi judiciaire de Chérif Kouachi - Francetv info

Une faille dans le suivi judiciaire de Chérif Kouachi a été découverte. Après avoir purgé une peine de prison, le cadet des frères Kouachi était en 2011 sous contrôle judiciaire strict. Il devait pointer au commissariat toutes les semaines, ce qui ne l'a pas empêché de se rendre à Oman en juillet 2011 et peut-être au Yémen avec son frère Saïd, pendant une vingtaine de jours. Mais à cette époque, il avait l'interdiction de quitter la France et était sous contrôle judiciaire pour la tentative d'évasion de Smaïn Aït Ali Belkacem, le cerveau de l'attentat du RER B en 1995.

Des questions subsistent

Pendant deux semaines, Chérif Kouachi ne s'est donc pas présenté au commissariat de Gennevilliers comme il en avait l'obligation. Ce non-respect du contrôle judiciaire a pourtant été signalé par les policiers au parquet de Nanterres. À son retour en France, Chérif Kouachi n'a pas non plus été sanctionné, alors qu'il était bien connu des magistrats anti-terroristes. Francetv info 14.01

C'est Valls qui a donné l'ordre de laisser perpétrer ces attentats.

Qui lui en a donné l'ordre ? Devinez de qui ou de quoi il est l'instrument ? Fastoche, il ne cesse de le claironner.

- Manuel Valls a-t-il bloqué des écoutes sur le "clan" Kouachi ? - LePoint.fr

Depuis plusieurs semaines, l'affaire empoisonnait les relations entre le sommet de l'exécutif et les deux principaux services de renseignements français, la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure) et la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure). Bien avant les attentats contre Charlie Hebdo et le supermarché casher de la porte de Vincennes, les chefs de ces deux services - Patrick Calvar (DGSI) et Bernard Bajolet (DGSE) - avaient fait connaître leur mécontentement.

En cause, selon des sources concordantes : les interdictions de procéder à des interceptions de communications à l'intérieur et à l'extérieur du territoire français, édictées par une proche collaboratrice du Premier ministre Manuel Valls, chargée de les autoriser ou de les interdire, après avis consultatif de la CNCIS (Commission nationale consultative des interceptions de sécurité). Selon les

cas qui nous ont été rapportés, ces interdictions préalables ont frappé des écoutes sur au moins une ambassade étrangère en France et sur des "cibles" de nationalité française se trouvant en territoire étranger.

Dimanche 11 janvier, l'ancien directeur de la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur), avant d'être transformée en DGSI, le préfet Bernard Squarcini, a lâché le morceau lors de son passage dans l'émission Le Grand Rendez-vous Europe 1-i>Télé-Le Monde. Selon ses propos, confirmés au Point par d'autres sources, les services avaient bien écouté l'un des frères Kouachi, "mais ça ne donnait rien, et ensuite intervient le gros dispositif juridique qui existe en France : le président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) vous dit de vous arrêter parce que l'objectif que vous avez demandé dans cette écoute n'apparaît pas ou n'est pas actif".

Aux yeux de Squarcini, il s'agit bel et bien d'"une faille du dispositif dans son ensemble". "Le service de renseignements ne peut travailler qu'avec la boîte à outils qu'on lui fournit.

En clair, les services auraient demandé à ce que les écoutes qui leur avaient été accordées sur la "cible" Kouachi soient étendues à son entourage. Cette mesure aurait été refusée. Une source connaissant cette affaire explique : "Ils sont extrêmement stricts, limite obtus. Ils autorisent la cible stricto sensu en appliquant les textes à la lettre : pour eux, c'est l'individu qui peut être écouté, pas le clan. Alors qu'on est en guerre !" Pourtant, les exégètes avaient remarqué que, dans ses rapports d'activité, la CNCIS avait fait évoluer ses textes.

En évoquant ces dernières années des "cibles" et non plus des "lignes" téléphoniques, elle indiquait implicitement que, justement, une écoute pouvait concerner tous les téléphones d'une personne, ses ordinateurs, le tout pouvant être étendu à son entourage. Sauf que ça, c'était avant que le précédent président de la CNCIS Hervé Pelletier, désigné par Nicolas Sarkozy et "démissionnaire", ne soit remplacé en juin 2014 par Jean-Marie Delarue. Le décret signé du président de la République François Hollande nomme Jean-Marie Delarue pour six ans, jusqu'en juin 2020.

Cet expert connaissant l'affaire estime que Jean-Marie Delarue "veut poser la question de la place de la CNCIS et transformer cette autorité administrative qui fournit des avis consultatifs au gouvernement en véritable organisme de contrôle des interceptions techniques". Combat de titans pour le contrôle des services... Guerre souterraine

Dans la technostructure du renseignement français, on évoque une guerre souterraine, très secrète et qui aurait dû le rester, qui opposerait actuellement deux tendances lourdes : d'une part, celle des services qui souhaitent qu'au nom du "pragmatisme" on leur lâche un peu la bride en ces temps troublés ; d'autre part, celle de juristes représentés par le président de la commission des Lois de l'Assemblée et président de la délégation parlementaire au renseignement, le député socialiste Jean-Jacques Urvoas, membre de la CNCIS, en phase avec Jean-Marie Delarue.

Les récriminations des premiers sont fortes à l'égard des seconds. À tel point que les services estiment qu'ils font l'objet de la part de la CNCIS de mesures de pure "rétorsion". Alors que la pratique du contrôle des écoutes consistait auparavant en un contrôle de conformité a posteriori, elle est passée progressivement à un contrôle a priori. Concrètement, la CNCIS remet son avis avant que l'interception ne soit mise en place. Et, à tout le moins jusqu'à l'attentat contre Charlie Hebdo, ses avis positifs ou négatifs ont toujours été suivis à la lettre par Matignon. Qui n'y a pourtant jamais été tenu...

Des écoutes jamais commencées

Ce point est d'ailleurs rappelé dans un communiqué très inhabituel diffusé le 12 janvier, lendemain de l'intervention de Bernard Squarcini, par la CNCIS. Signé par les trois membres de la commission, à savoir le sénateur UMP François-Noël Buffet, le député PS Jean-Jacques Urvoas et le président Delarue, ce texte, ciselé au millimètre, dément les accusations de Squarcini, mais de façon curieuse. Il souligne que les accusations porteraient sur le fait que des écoutes sur les auteurs des attentats "avaient cessé", alors même que les services jurent qu'elles n'ont jamais pu avoir lieu. "À aucun moment, la CNCIS n'a manifesté d'opposition dans ces affaires sur des demandes présentées", affirme-t-elle dans le communiqué.

Des sources bien informées ne citent d'ailleurs pas seulement des affaires de terrorisme, mais aussi d'autres, également récentes et tout aussi étonnantes. La CNCIS s'est repliée aux abris en précisant dans son texte qu'elle n'évoquera ces affaires qu'avec "des autorités publiques, quelles qu'elles soient, dès lors qu'elles sont habilitées au secret de la défense nationale". Ce qui exclut la presse ! Circulez, y a rien à voir ! Lepoint.fr 14.01

Haut de page

Le 19 janvier 2015

CAUSERIE

J'ai déménagé hier. Arrivé à la maison j'ai voulu monter le robinet de l'évier de la cuisine pour pouvoir avoir de l'eau, et surprise en ouvrant la vanne du réservoir on s'est aperçu qu'il y avait une énorme fuite, l'abruti de plombier avait pété la canalisation à l'intérieur du mur et il s'était sauvé la veille sans rien dire. Il nous a fallu aller à Pondichéry pour trouver un magasion ouvert et acheter du matériel pour essayer de régler le problème, cela nous a pris plus de trois heures. Bref, j'ai terminé la journée sur les genoux, on n'a pas eu le temps de bouffer de la journée et le soir j'ai encore dû arroser les plantes que j'avais ramenées pour qu'elles ne crèvent pas, bien entendu les ouvriers avaient aussi complètement pétés le tuyau d'arrosage qu'il a fallu arranger la nuit tombée, l'horreur quoi !

J'actualiserai le site comme je pourrais le mois qui vient, j'ai trop de boulot chez moi pour continuer.

Ce qui suit à été rédigé le 17. En jetant un oeil rapide sur les news je viens de voir que Hollande était remonté de 20 points et Valls avait atteint un taux de popularité de 61%, on aura compris à qui profitait le crime pour ne pas dire qui l'avait commis. Ils peuvent remercier les vendus qui ont repris en choeur la version officielle du 7-janvier.

Ce qui m'étonne, c'est qu'on puisse être aveugle ou abruti au point de leur faire confiance. Les militants qui les croient leur donnent raison, ils sont indignes de parler en notre nom, nous ne leur reconnaissons pas cette légitimité usurpée. Bref, le monde est à leur image, on ne va pas perdre de temps avec eux... On a autre chose de plus important à faire que de donner un cours sur les mécanisme complexes de la psychologie humaine. Je connais des gens qui sont prêts à affirmer n'importe quoi alors même que cela n'a aucun rapport avec eux ou leur comportement, ils ont simplement de bonnes raisons pour se comporter de la sorte, dès lors soit on en tient compte et on se posera d'autres questions à leur sujet, soit on ne s'en posera pas et on sera prêt à croire n'importe quoi les concernant.

Je vis entouré de simples d'esprit qui peuvent développer une tendance à la mythomanie ou au fanatisme, qui arrivent à se convaincre de choses qui n'existent pas, qui prétendent avoir fait quelque chose qu'ils n'ont jamais fait. Cela dépasse l'entendement, cela peut aller très très loin, au-delà de tout ce qu'on peut imaginer quand on est équilibré mentalement, pour l'admettre ou le comprendre il faut les observer et les laisser aller au bout de leur délire, cela peut vous poser de gros problèmes et même parfois devenir dangereux. Quand on ne vit pas dans ce milieu profondément arriéré ou qu'on ne l'a jamais étudié, on ne peut pas comprendre comment cela fonctionne dans leur tête, pour moi c'est un sujet d'étude psychiatrique plus que social, parce que cela m'intéresse de comprendre comment des idées naissent ou se fixent profondément dans leur cerveau, comment ils s'en défont éventuellement ou comment elles évoluent au contact de la société ou du monde extérieur, quel catalyseur peut modifier leur comportement, etc.

Rédigé le 17 et complété le 19 à propos du 7-janvier.

Un fait sans précédent dans l'histoire, mais qui s'explique très bien par les leçons qu'ils ont tirées de leurs expériences passées et l'évolution des moyens de communication.

On aura remarqué avec quelle précipitation pour ne pas dire hystérie le gouvernement et les médias s'empressent de dénoncer toute version différente de la leur de l'attaque de Charlie Hebdo, malgré les contradictions ou failles qui étaient apparues juste après, au regard des faits eux-mêmes il faut préciser, allant même jusqu'à créer à destination des collégiens un portail dédié à lutter contre toute tentative de démonter la version officielle qui a été reprise en choeur par la totalité des partis du mouvement ouvrier comme il fallait s'y attendre, témoignant une fois de plus à quel niveau de corruption ils sont parvenus, le plus élevé qui soit, celui de l'Etat, puisqu'il s'agit de lui et de sa défense ici.

Pour faire plus vraisemblable, Alain Bauer (lire sa biographie éloquente sur Wikipédia) dans un article du Point du 15 janvier a été jusqu'à expliquer qu'effectivement jusqu'à une date relativement récente les Etats se livraient sous de fausses bannières à des actes terrroristes, mais que depuis la fin de l'URSS ils auraient renoncé à cette pratique... Le croiront que les naïfs ou ceux que cela arrange comme toujours.

Outre l'aveu d'actes criminels ou du terrorisme d'Etat, de la part des mêmes Etats qui existent aujourd'hui, il s'emploie ensuite à vouloir nous convaincre que ce serait des organisations ou des êtres isolés qui dorénavant perpétueraient des attentats, or sa démonstration ne tient pas debout car à aucun moment il n'évoque l'impossibilité de monter des opérations de grande envergure ou plus modestes mais particulièrement complexes à mener, à la fois sur le plan logistique ou pour se fournir le matériel nécessaire à leur réalisation, et au niveau des renseignements à réunir qui ne peuvent pas être obtenus autrement qu'en ayant quelqu'un introduit dans la place, sans oublier les compétences, formation ou qualité que les auteurs doivent avoir acquis dans différents domaines, autant de conditions qui ne s'improvisent pas ou ne se décrètent pas, qui ne sont manifestement pas à la portée du petit voyou de banlieue.

Il se peut que seuls Valls et quelques personnes aient été informées de cette opération qui a certainement été réalisé par un commando du Mossad plutôt que les services secrets français trop bordéliques. Pourquoi retenons-nous cette hypothèse au-dela du modus operandi employé et des contradictions relevées précédemment ? On pourrait ajouter le fait qu'Al-Qaïda au Yémen a traîné des pieds avant de revendiquer ces attentats, comme si poussé à reconnaître son implication il l'acceptait sous la pression

ou pour réhausser son image face à l'Emirat islamique. Ben Laden n'a jamais reconnu être à l'initiative des attentats du 11 septembre 2001 qu'on lui a imputés. Depuis on sait qu'effectivement il n'y était pour rien...

Je viens d'apprendre le suicide pour le moins suspect du commissaire Heldric Fredou qui était chargé de rédiger un rapport sur l'entourage familial de Charlie Hebdo et retrouvé mort d'une balle dans la tête quelques heures après l'attentat.

- De 2010 à 2012, le policier occupait la fonction de commissaire central à Cherbourg. À la même époque, le député-maire de la ville côtière n'était autre que Bernard Cazeneuve, actuel ministre de l'Intérieur en charge de l'enquête sur l'attentat et membre discret de la mouvance pro-israélienne. (Commissaire Heldric Fredou: Mystérieux « suicide » du policier chargé de la connexion Charlie Hebdo-Jeannette Bougrab - mondialisation.ca - janvier 19, 2015)

Haut de page

Le 20 janvier 2015

CAUSERIE

Je n'arrivais pas à dormir parce que je croule à nouveau sous les emmerdements, et je pensais à la situation en France qui est en train de prendre une sale tournure comme cela était prévu sans qu'aucun parti ouvrier ne se montre à la hauteur, un cauchemar, du coup j'ai actualisé toutes les rubriques à 4 heures du matin. Je suis complètement claqué et j'ai perdu 7 kilos en moins d'un mois, depuis que je ne passe plus mon temps devant l'écran, comme quoi il y avait bien un lien avec la détérioration de ma santé.

Il aurait été souhaitable qu'on essaie de se regrouper autour de notre portail qui représente un réel courant politique différent des autres, histoire de pouvoir peser sur les partis ouvriers qui sont véritablement en dessous de tout, mais apparemment cela n'intéresse personne, donc je n'en ferai pas davantage. Je sais que ce n'est pas forcément l'outil le plus approprié, mais je n'en ai pas d'autre à ma disposition et le temps presse.

Ce qui se passe en France était parfaitement prévisible, nous avons été pris pour des gauchistes ou des farfelus pour n'avoir cessé de le répéter, non pas que nous nous prendrions pour ce que nous ne sommes pas, mais en se rassemblant on aurait pu constituer une force, et puis des militants ou des cadres auraient pour prendre le relais en France sur le plan organisationnel, nous aurions pu tenter quelque chose au moins, mais là encore personne n'y a cru et c'est dommage. On court à la catastrophe, qui ne s'en rend pas compte aujourd'hui. Qui ne comprend pas enfin la véritable nature du PS et les effets dramatiques de 70 ans de collusion avec ce parti et le PCF ? C'est terrible de se fermer les yeux même dans des moments pareils. A suivre.

Tenez une question que je considère comme très con car je ne me la pose même pas : n'avez-vous pas trouvé étrange que M. Merah s'en soit pris à des juifs en 2012 et A. Coulibaly le 7 janvier 2015 ? A ma connaissance Al-Qaïda ne s'est jamais attaqué à Israël, au contraire ils s'entraident au Golan, ce sont les Israéliens qui les arment et les soignent, vous êtes au courant depuis longtemps pour avoir publié de nombreux articles qui le relataient, n'est-ce pas ? Nulle part dans le monde Al-Qaïda ne s'est attaqué à des intérêts israéliens.

Certains suggèrent que c'est le Mossad qui n'hésite pas à sacrifier des juifs pour imputer ses crimes ou attentats à l'Iran, hier la Libye, la Syrie, le Liban, etc. qui serait derrière ces attaques. Quelle autre explication suggérez-vous ? La version officielle du petit branleur de banlieue devenu un grand terroriste internationale ? Quelle connerie ! Même au Yémen ils ont failli s'étouffer lorsqu'ils ont dû revendiquer l'attentat de Vincennes, ils ont obéi aux ordres, de qui, devinez, je ne sais pas, je vous suggère une piste, ceux qui ont créé Al-Qaïda par exemple. Coulibaly était grillé, il s'est fait berner par une taupe du Mossad ou des renseignements généraux français, tandis que les frères Kouachi accomplissaient soi-disant la première partie de l'opération.

Une opération en deux temps comme dans l'affaire Merah, en premier ce sont des musulmans qui sont massacrés, puis des juifs, le tout se termine par une chasse aux terroristes qui se cachent derrière chaque musulman et la boucle du chox des ciivilisations et de la guerre sans fin est bouclée. A suivre.

Peut-être un complément en fin de journée.

Haut de page

Le 21 janvier 2015

CAUSERIE

44 articles ont été ajoutés, ils auraient dû l'être hier après-midi, mais ils avaient coupé ma connexion Internet par erreur, j'ai dû aller en ville à leur bureau pour régler le problème, leur problème, ils avaient oublié d'enregistrer mon règlement de décembre qu'ils avaient dû enregistrer manuellement parce que leur ordinateur était en panne! Je vous passe tous mes autres emmerdements et tout le boulot que j'ai à faire chez moi en urgence...

On essaiera d'actualiser le site demain uniquement à partir des titres de presse des derniers jours qui en disent plus longs que de grands discours sur la dictature en marche en France.

Nos petits camarades ne nous en voudrons pas j'espère de ne pas être tenté par un front unique avec le PS ou les dictateurs...

C'est mon côté provocateur qu'on pourrait prendre à la légère ou en se disant quel connard celui-là, cela serait faire preuve de beaucoup de légèreté ou d'irresponsabilité, car cela a une signification politique tout ce qu'il y a de plus sérieux, comme toujours d'ailleurs...

Je pense qu'on nous a trompé délibérément pendant des décennies et qu'il est normal au regard de la situation extrêmement grave de régler nos comptes ou tout du moins de ne surtout pas nous taire, vous ne trouvez pas ?

Ci-dessous la brève causerie que j'avais rédigée mardi matin.

J'allais oublier de vous signaler qu'où j'habite dorénavant la connexion Internet est ultra rapide, au moins une bonne nouvelle qui va me faire gagner beaucoup de temps. J'ai téléchargé les 44 nouveaux articles en moins d'une minute au lieu de, disons entre 30 et 45 minutes, génial !

Haut de page

Le 22 janvier 2015

CAUSERIE

On a ajouté 22 articles.

Enième rappel : Attention, selon nous aucun de ces articles ne propose une analyse ou orientation politique correcte, en les lisant attentivement on s'aperçoit qu'absolument tous leurs auteurs sont inféodés au capitalisme et ne proposent aucune alternative politique au capitalisme. Ils en sont à formuler des souhaits pieux, ils s'en remettent tous à des degrès divers aux représentants de la classe dominante ou directement à la sagesse de celle-ci, à ses institutions. Il en sera ainsi tant qu'ils n'auront pas rompu avec le capitalisme.

Certains ne comprennent pas qu'on insiste sur ce point, non pas par dogmatisme ou pour se conformer à une doctrine, mais tout simplement parce qu'il n'existe pas d'autre voie ou moyen politique pour affronter et vaincre définitivement notre ennemi. Tous s'en accommodent, tous cherchent des voies de traverses, des petits arrangements minables, c'est comme vouloir concilier l'eau et le feu, c'est impossible, l'un ou l'autre dominera et l'emportera tandis que l'autre disparaîtra, c'est dialectique, logique. Qu'on ne parvienne pas à le comprendre pose un véritable problème politique. Tous se défilent sur telle ou telle question brûlante née des derniers développements, aucun n'ose en tirer les conclusions qui s'imposent, se soumettre et subir ou refuser tout compromis avec l'ennemi et le combattre jusqu'à la mort. Tous sont encore bourrés d'illusions, en fait ces articles posent davantage de problèmes qu'ils n'en résolvent pour ceux qui se posent des questions et n'y trouveront aucune réponse coïncidant avec leurs convictions. Je me suis même demandé si parmi ces auteurs il n'y en avait pas certains qui publiaient volontairement des articles pour mener leurs lecteurs dans une impasse.

Tous les partis ouvriers se sont une nouvelle fois vautrés dans la fange après le 7-janvier en adhérant à la version officielle des représentants, ils se sont tous discrédités, mais les militants continuent de s'en accommoder eux aussi, ils courbent l'échine, avalent de nouvelles couleuvres qui demain leur seront fatales, c'est inévitable, ils sont consensuels, ne veulent pas affronter leurs dirigeants...

Je n'ai pas le temps d'actualiser les infos en bref, peut-être ce soir. On essaiera aussi de faire un point sur la situation mondiale ou dans les prochains jours.

Haut de page

Le 24 janvier 2015

CAUSERIE

J'ai rectifié quelques erreurs commises dans des adresses d'articles de décembre que vous n'avez pas pu consulter ou télécharger. Les yeux fatiguent !

7 articles ont été ajoutés ce matin à 9h et la rubrique *Articles d'actualité* a été actualisé. Ce qui suit a été mis en ligne sur les coups de 2h du matin. Soutenez financièrement le site. Si j'ai pu actualisé en partie le site ces derniers jours, c'est grâce à la somme que des camarades m'avaient envoyée et qui a servi en partie à payer 4 ouvriers pendant 5 jours, ce qui m'a permis de disposer d'un peu de temps. Je dois refaire une partie de la peinture de la maison, plus celle du mur du petit jardin, j'ai aussi des travaux en électricité et en plomberie à effectuer, je n'ai pas eu le temps de nettoyer à fond la maison, les vitres sont carrément dégueulasses et le carrelage est recouvert de peinture. Selvi travaille et moi je n'arrête pas une minute, franchement on ne peut pas faire plus, on est si claqué qu'on prend notre repas du soir vers 21h30 et ensuite on va directement se coucher pour se lever à 5h30 heures.

On a paré au plus pressé, sécuriser l'approvisionnement en eau et en électricité, j'attends toujours qu'ils changent le compteur électrique, je n'ai pas remonté la parabole et on n'a pas de télé, ce dont je me passe très bien, la télé c'est pour Selvi, je n'ai plus de frein à l'avant de la moto, le piston du frein à disque est bloqué, par contre j'ai réussi à réparer la machine à laver qui était tombée en panne, le lecteur CD de l'ordinateur aussi, je dois acheter deux stabiliseurs de courant pour protéger les frigidaires, avant-hier on s'est retrouvé avec 60 volts au lieu du 220, c'est donc urgent, je n'ai pas encore fait reconnecter les deux climatiseurs dont on peut se passer pour le moment, j'ai encore un tas de plantes à replanter, je dois peindre la grille d'entrée et les tubes des deux auvents, je dois ajouter une partie avec des feuilles de cocotier et du bois, c'est assez urgent car la température monte vite en journée, l'hiver sera fini d'ici 2 ou 3 semaines, je dois encore cavaler pour que Selvi obtienne son carnet de rationnement ce qui nous permettra de faire des économies sur la bouffe, et je n'ai pas encore réglé mon problème avec la banque, depuis mars 2013, c'est dingue, j'ai aussi un problème avec le téléphone qui ne sonne pas toujours quand on m'appelle, je n'ai pas eu le temps de faire mes changements d'adresse, faute de ne pas avoir eu le temps d'aller au marché on n'a pas mangé de viande depuis 10 jours environ, on mange ce qu'il y a à la maison, on a à manger c'est déjà pas mal, etc. etc.

Comme quoi je ne vous raconte pas d'histoire quand je vous dis que je n'ai pas le temps d'actualiser le portail...

La partie suivante a été rédigée au cours de la nuit précédente. J'ajouterai que la dernière annonce de la BCE confirme que son orientation est claquée sur celle de la Fed dont elle est en réalité une simple agence européenne... Vous aurez constaté qu'il s'agisse d'économie ou de politique que la presque totalité de nos pronostics se sont réalisés petit à petit.

J'allais oublier d'ajouter une chose très importante, cette annonce de la BCE de déverser 1.100 milliards d'euros dans l'économie spéculative principalement, va à l'encontre des menaces de guerre mondiale et confirme mon analyse sur le contenu mafieux du régime économique et que l'on a bien dorénavant deux systèmes économomiques qui se côtoient et se supportent mutuellement pour faire bref. Le coup d'Etat terroriste du 7-janvier en France est à relier à la baisse du prix du baril de pétrole et de l'euro dont la parité avec le dollar se rapproche de l'unité, le tout en prévision de l'accord sur le traité transatlantique qui est capital pour l'oligarchie financière et la survie du capitalisme. La répression politique ou la censure de l'opposition de gauche en Europe est le complément naturel ou le pendant de la régression sociale qui va s'amplifier dans les mois qui viennent.

Comment peut-on prétendre rompre ou avoir rompu avec le régime en place, le gouvernement ou le PS quand dans le même temps on refuse de rompre avec les dirigeants syndicaux vendus ou traîtres qui sont à la solde du gouvernement et du PS et incarnent le régime ? Comment peut-on prétendre combattre les institutions de la Ve République dont la nature ultra réactionnaire ou dictatoriale se confirme jour après jour et participer aux élections en 2015, sachant que toute participation sera interprétée comme une légitimation du régime ?

La nuit dernière.

Vous m'excuserez de ne pas pouvoir actualiser les infos en bref, parce qu'avec mon déménagement et les multiples difficultés afférantes à mon installation que j'ai rencontrées et que je m'emploie à résoudre les unes après les autres quotidiennement j'ai dépassé le stade de l'épuisement au point de tenir à peine debout, je n'ai jamais connu auparavant un tel niveau de fatigue, en un peu plus d'un mois j'ai perdu 8 kilos c'est pour dire, et je suis loin d'en être venu à bout, j'en ai encore pour un mois environ en m'activant sans m'octroyer un moment de répit.

Je suis d'autant plus désolé de cette situation qui tombe au plus mauvais moment, et j'enrage de ne pas pouvoir m'exprimer. Mais bon physiquement on n'est pas inépuisable. En gros, j'ai déménagé dans une maison qui n'est pas achevée et où les travaux ont

été mal faits faute de moyens et de temps pour les surveiller parce que je consacrais mon temps à ce portail qui ne m'aura apporté que des emmerdements au bout du compte, si ce n'était pas pour la bonne cause je le regretterais. Aussi nous contenterons nous d'une brève analyse pour aujourd'hui. J'ai eu beaucoup de mal à réfléchir à la situation et à rassembler mes idées, il était donc préférable de se limiter à une question bien circonscrite et d'essayer d'être le plus concis et précis possible.

Je ne ferai pas mention ici des tous derniers éléments dont j'ai pris connaissance aujourd'hui sur l'affaire du 7-janvier, car il serait impossible de les livrer aux lecteurs sans y avoir réfléchi sérieusement avant de les commenter et je n'en ai pas le temps, qui ajoutés à la présence de militaires français engagés au côté de Daesh en Syrie constituent les premiers éléments matériels concrétisant l'hypothèse d'une opération orchestrée par le gouvernement et dont on ignore encore les auteurs réels pour ce qui est de l'attaque contre Charlie Hebdo, ainsi que les véritables commanditaires pour ce qui est de l'attaque de Vincennes.

Voilà le genre de commentaire que vous avez pu lire dans des dizaines et dizaines de communiqués ou articles d'auteurs divers, de représentants de partis politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche en France qui épargnent le gouvernement ou les véritables commanditaires de ce qu'il faudrait plutôt appeler un coup d'Etat terroriste destiné à faire adhérer la population à la théorie du choc des civilisations des néolibéraux anglo-saxons-sionistes.

- "*Le week-end dernier, à la suite des terribles attentats qui ont eu lieu en plein Paris, d'importants rassemblements se sont déroulés sur tout le territoire pour dénoncer le terrorisme et rappeler à la face du monde l'attachement des Français envers les principes fondamentaux que sont la liberté d'expression et la liberté de la presse.* "

Ce qui est intéressant dans ce passage extrait d'un article publié par le portail Le Grand Soir, c'est qu'il y figure les différents éléments qui constituent la trame de cette théorie ou lui sert de support ou encore lui confère une certaine cohésion, on pourrait dire aussi qui permettent de repérer sur quoi repose cette construction, quel en est le fil conducteur, ce qui la guide, son véritable objectif : 1- des terribles attentats ; 2- dénoncer le terrorisme ; 3- la liberté d'expression et la liberté de la presse.

Il faut aller plus loin, ces trois éléments qui s'enchaînent si parfaitement ont en réalité un point commun qui les relie entre eux, ils sont tous les trois fabriqués de toutes pièces ou relèvent du mensonge ou de l'escroquerie intellectuelle, qui dès lors qu'ils ne sont pas dénoncés comme tels peuvent donner lieu à toutes sortes de manipulations en fonction des intérêts des auteurs qui les reprennent à leur compte, et là où c'est le plus fort, c'est que cela fonctionne dans tous les cas de figure, pris en partie, séparément ou en totalité. Il ne faut donc pas s'étonner si absolument tous les partis ont repris en choeur la version officielle, tous y avaient intérêt à des degrès divers, qu'il s'agisse de défendre leur propre appareil ou le régime ou les deux à la fois.

Comment cela ? C'est fort simple : 1- il ne s'agissait pas d'attentats mais d'une opération orchestrée au plus haut niveau de l'Etat ; 2- ces attaques n'ont pas été commis par des terroristes ayant agi de leur propre chef ou pour le compte d'une organisation quelconque ou indépendante ; 3- ce n'était pas la liberté d'expression et la liberté de la presse qui étaient visée, mais les droits politiques des masses exploitées pour mieux pouvoir s'attaquer à leurs droits sociaux.

J'ai cherché en vain quelque part une analyse similaire à celle que je vous livre ici, j'entends dans sa totalité, car contrairement au fait que chacun de ces éléments pris séparément incarne la version officielle, la compréhension de leurs réelles intentions nécessite de les traiter ensemble, et c'est là que les commentateurs ou analystes échouent parce que parmi ces trois éléments il y en a toujours un qu'ils refusent de prendre en compte parce qu'il les dérange. Pour qu'il en soit autrement, cela nécessiterait de leur part qu'ils rompent avec le régime auquel ils sont liés par un bout ou un autre ce dont ils sont incapables. Au passage c'est utile pour démasquer les opportunistes ou les agents du capitalisme infiltrés dans nos rangs, ou encore cela permet de discerner où se situe la limite de l'indépendance de certains journalistes ou opposants qui se veulent libres ou indépendants quand ils ne pratiquent pas eux-mêmes l'autocensure qu'ils reprochent aux médias aux ordres, cela vaut pour tous les auteurs dont nous publions régulèrement des articles en provenance de portails divers.

Vous comprenez peut-être mieux la mise en garde que j'avais adressée aux lecteurs le 22 janvier. J'avais déjà tous ces éléments-là en tête mais je n'avais pas le temps de les mettre en ordre aussi clairement.

En plus de ma fatigue colossale, je ne trouve pas le sommeil, il est 2h10 du matin !

Haut de page

Le 25 janvier 2015

CAUSERIE

Trop fatigué pour actualiser le site. A quoi bon, non ?

Par contre j'ai lu des articles de LO et de différentes groupes issus du PCI qui confirment tout le bien que j'en pense et que j'ai exprimé précédemment. Leur position -inutile d'employer le pluriel puisque leur réponse à l'attaque du 7-janvier est identique et correspond à ce que pouvaient espérer de mieux ou de moins pire ceux qui les ont commanditées.

Hitler vilipendait dans des discours enflammés le monde de la finance, c'était assurément un ennemi déclaré de l'oligarchie financier. Avis aux opportunistes en tous genres qui soutiennent Charlie Hebdo et qui manifestement sont dépourvus d'esprit critique ou on subit une lobotomie en rejoignant un jour les rangs du mouvement ouvrier organisé comme on entre en religion, ils ne défendent plus des idées ou une cause, mais une chapelle, un appareil, un ouvrage sacré.

Contrairement à eux, non seulement nous ne sommes pas Charlie, nous sommes anti-Charlie dont l'idéologie est conforme à celle des néolibéraux ou l'extrême droite du capitalisme, dès lors il ne faut s'étonner de rien. Ils s'indignent de la présence de Netanyahu à Paris le 11 janvier ou que Hollande ait reçu Marine Le Pen, et ils ne leur viendraient pas à l'esprit de faire le lien entre la politique néolibérale mise en oeuvre par Hollande, le régime néonazi de Kiev qu'il défend ainsi que le sionisme qui est devenu une cause nationale depuis que Valls a été nommé Premier ministre, partant de là la présence de Porochenko et Netanyahu le 11 janvier à Paris en compagnie du président de la Commission européenne ou celui du Medef pour défendre la liberté d'expression était dans l'ordre des choses, naturel pour ainsi dire, et que le gouvernement décide de sauver de la faillite cet hebdomadaire hygiénique était la moindre des choses après les services qu'il leur avait rendus à tous.

De notre côté, nous analysons les événements qui peuvent se produire en prenant en compte l'ensemble des facteurs et rapports qui constituent la situation à l'échelle mondiale, ainsi que le rôle et la place de chacun de ses acteurs. A qui profite le crime disions-nous, tout le monde connaît désormais la réponse, n'oubliez pas d'ajouter ce torche-cul destiné à soulager la mauvaise conscience des misérables petits bourgeois compromis avec le régime, car chacun aura pu constater qu'aucun n'entendait se situer sur le terrain du socialisme qui est le seul incarnant réellement l'opposition politique au régime en place, aucun n'étend engager dans le combat politique dans la perspective de son renversement, on est bien d'accord n'est-ce pas ? Pour le reste je vous renvoie aux articles que nous avons mis en ligne.

Haut de page

Le 26 janvier 2015

CAUSERIE

Quelques idées en vrac

Je n'ai pas le temps à consacrer à l'actualité, mais j'en crève d'envie en observant ce qui se passe et ce qui se dit, on va parer au plus pressé et laisser tomber un tas de sujets importants comme Davos, la décision de l'Iran de ne plus utiliser le dollar dans ses transactions internationales, la guerre qui couve entre Israël et le Liban et la Syrie, la chute de l'euro ou la remontée du rouble, la décision de la BCE de faire chauffer la planche à billets, le système économique mafieux dont j'ai parlé à de nombreuses reprises prend de l'extansion, cela ne devrait pas étonner nos lecteurs les plus attentifs...

Les non-dits participent à la désinformation et au formatage des cerveaux des militants.

Angélisme, naïveté, aveuglement, irresponsabilité, collusion, complicité, trahison, agents de l'ennemi, comment doit-on caractériser ceux qui traitent des conséquences sociales du coup d'Etat terroriste du 7 janvier 2015 et qui nous expliquent que ces attaques auraient eu une racine sociale relayant discrètement au passage la version officielle, et qui d'un autre côté nous appelle à lutter sur le plan social contre le gouvernement et à rejeter son discours communautarisme, sans réaliser le lien de cause à effet qui existe manifestement entre ce qui s'est passé le 7 janvier dernier à Paris et la batterie de mesures politiques ou liberticides que Hollande et Valls ont annoncées ou prises à la hâte dans la foulée pour avoir été préparées dans cette perspective, ainsi que le ton martial ou menaçant qu'ils utilisent à l'encontre des syndicats notamment ou des opposants à leur politique, l'allure guerrière qu'ils affichent allant jusqu'à intimider, culpabiliser l'ensemble de la population pour la rendre responsable terrorisme ou la situation ?

Dit autrement, comment font-ils pour ignorer superbement qu'il y aura dorénavant un avant et un après le 7 janvier 2015, comme il y a eu un avant et un après le 11 septembre 2001 ? Pourquoi s'emploient-ils systématiquement à occulter, minimiser ou citer au passage sans s'y attarder les conséquences politiques de ce coup d'Etat dirigé en réalité contre l'ensemble des masses exploitées et non contre une couche en particulier de travailleurs comme ils l'affirment, à seule fin de renforcer leur pouvoir politique contesté et mener à bien leur programme de contre-réformes néolibérales ?

Comment font-ils pour nier ou ignorer que la classe dominante devait au préalable se donner les moyens politiques pour atteindre ses objectifs économiques, et que sans la compréhension des rapports qui existent entre ces deux volets social et politique de

sa stratégie, une fois conditionnés sur le plan idéologique et déstabilisés ou fragilisés sur le plan psychologique par la propagande quotidienne du gouvernement reprise en boucle par la totalité des médias depuis le 7 janvier, les travailleurs seraient incapables de résister et que c'était justement le but recherché à travers cette opération ?

Comment ne pas comprendre que sans prendre conscience de ce lien ou de ces rapports les travailleurs vont se retrouver profondément divisés et auront toutes les peines du monde à se mobiliser pour défendre leurs acquis gravement remis en cause par la loi Macron ? Comment ne pas comprendre qu'ils ne se mobiliseront pas spontanément en masse pour défendre leurs droits sociaux s'ils ne comprennent quelle est la nature des obstacles qui se dressent sur leur chemin et qu'ils doivent briser ? Quelle orientation politique aurait une mobilisation qui ne reconnaîtrait pas clairement la nature de l'ennemi qu'elle doit affronter, comment pourrait-elle dans ces conditions se donner les moyens de vaincre ?

Pourquoi refusent-ils obstinément de caractériser politiquement le PS comme un parti du capital, sa couche la plus extrémiste, l'oligarchie financière, de droite, la pire des droites, l'extrême droite néolibérale, réactionnaire, la fraction la plus réactionnaire du capitalisme mondial, celle liée à l'Etat juif génocidaire-apartheid-raciste-sioniste, colonialiste, le pire colonolialisme, celui des négriers du XVIIe au début du XXe siècle, impérialiste, le pire impérialisme, celui des barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamiste, anti-républicain et antidémocratique, soutenant les dictatures du Qatar et d'Arabie saoudite (notamment), antisocialiste, le pire antisocialisme dans le rôle de fossoyeur en chef, combattant sans répit depuis plus d'un siècle dans le camp de notre ennemi de classe ? Pourquoi nos dirigeants se taisent-ils ? Ils s'auto-censurent, ménagent le PS, les dirigeants syndicaux liés au PS et au régime ? Comment peut-on prétendre lutter efficacement pour une cause en se livrant en permanence à un double langage, en maintenant les travailleurs dans l'ignorance de ce qui se trame réellement dans leur dos, en laissant le champ libre à la propagande du gouvernement et leurs relais des médias ? Comment peut-on construire un parti ouvrier sur un amas de mensonges, de non-dits, etc ?

L'Appel de la commission exécutive de l'union départementale CGT de Paris du 15 janvier 2015 dont se félicite le POI est une honte (IO n°335 page 2) dans la mesure où il reprend la version officielle du 7-janvier. Dans son éditorial Gluckstein fera référence à "la légitime indignation provoquée par les attentats de l'autre semaine" sans préciser qu'ils avaient été justement perpétrés pour permettre au gouvernement de "contraindre les syndicats à renoncer à défendre les intérêts ouvriers ", du coup, ne réalisant pas le lien qui existe manifestement entre les deux il permet ainsi de laisser libre cours aux pires illusions dans le gouvernement, tout en s'en défendant pas ailleurs évidemment, le double langage est généralement accompagné de ce genre de précaution pour sauver les apparences ou passer inaperçu.

C'est stupéfiant !

A les entendre le gouvernement ne serait pas directement impliqué à un niveau ou un autre dans la réalisation des tueries du 7 janvier, pour un peu le malheureux il en serait la victime et s'en tirerait à bon compte en récupérant l'émotion qu'a suscité ces attaques, ce qui n'est pas bien moralement, c'est le seul grief qu'ils lui adressent qui relève du niveau d'une cours de récréation. Cela doit correspondre au niveau théorique des militants de nos jours...

Hollande voudrait profiter de la situation ainsi créée et n'y serait pour absolument rien, car on ne peut pas lui reprocher d'être responsable de la dégradation de la situation sociale en France qui aurait favorisé l'émergence d'une nouvelle forme de fanatisme, le même reproche s'adresserait alors à tous ses prédécesseurs de telle sorte qu'on se perdrait en conjecture pour savoir lequel serait le plus coupable de négligence pour finalement s'y perdre ou noyer le poisson. Cet argument est bidon, falsifié, il pue le réformisme à plein nez, non ?

Ce ne sera pas faute d'avoir été prévenu... depuis 1938.

J'ai écrit à plusieurs reprises sans être compris apparemment qu'ils avaient le champ libre pour agir et qu'il fallait s'attendre à ce que leur offensive s'intensifie sur tous les fronts, ils en fournissent la preuve quasiment quotidiennement, et à la suite des représentants de la classe dominante et des médias, les dirigeants et les militants du mouvement ouvrier refusent d'ouvrir les yeux, c'est l'aspect le plus effrayant et le plus dramatique de la situation, ce silence, cette omerta, cette collusion, cette complicité avec les criminels, cela augure le pire à venir sans aucune doute possible.

Ce ne sera pas faute d'avoir prévenu, franchement on en a plus que marre puisque cela n'aura servi à rien, c'est que le monde devait être livré à la barbarie, est-ce qu'il s'en relèvera un jour, c'est une question de dialectique, il se peut comme disait Trotsky que parvenu à un certain niveau de dictature ce soit extrêmement difficile ou impossible de revenir en arrière ou d'en sortir...

C'est comme quelqu'un qui a un cancer, il peut s'en remettre comme il peut en périr un jour, aujourd'hui ce dont on crève, c'est des illusions dont on s'est laissé berner. Ils fallaient être des nantis pour s'illusionner de la sorte, souvent inconsciemment, pour moi qui vit en Inde parmi des gens très pauvres et sans droits, j'ai eu le temps en 20 ans de comprendre à quel point j'étais privilégié quand je vivais en France sans m'en rendre compte. Notre condition matérielle et nos droits nous ont aveuglés, je veux dire par là qu'ils ne nous ont pas aidé à prendre conscience de la direction dans laquelle le monde s'orientait, encore moins à développer un esprit libre et critique.

D'où nous vient cette sale manie de tout ramener à soi et de vouloir toujours avoir raison ? De cet individualisme larvée qui s'est ancré en nous et guide notre réflexion. L'idéologie de la classe dominante n'a pas seulement pénétré notre cerveau en regardant la télévision ou en écoutant la radio, des chansons, en lisant la presse aux ordres, en allant au cinéma, etc. ce sont les partis ouvriers qui se sont employés à la diffuser et à l'imprégner profondément dans la tête des militants, il suffit d'observer ce qui se passe depuis le 7-janvier pour en être convaincu. Il sont tous Charlie, nous nous sommes anti-Charlie.

Le Groupe marxiste internationalisme a reproduit cette citation de Breton, Rivera, Trotsky qu'il a envoyée dans une lettre à Charlie Hebdo. Un fort mauvais choix.

- "*L'art ne peut consentir sans déchéance à se plier à aucune directive étrangère et à venir docilement remplir les cadres que certains croient pouvoir lui assigner, à des fins pragmatiques, extrêmement courtes. Mieux vaut se fier au don de préfiguration qui est l'apanage de tout artiste authentique*". Breton, Rivera, Trotsky, juillet 1938

Les caricatures de Charlie Hebdo sont à l'art, ce que le papier hygiénique est au papier peint, mais bon, les goût et les couleurs ne se discutent pas, cela tombe bien puisqu'il est de bon ton de la fermer quand on n'est pas Charlie.

Qu'il nous soit permis de contester que ces scribouilleurs possèderaient un" *don de préfiguration* puisqu'en fait ils ne caractèrisent en aucune manière une chose à venir ou quelque chose en devenir pour rester fidèle à la définition éthymologique de ce mot, ils se contentent de faire vivre la bonne conscience de l'intellectuel petit bourgeois qui s'accommode du régime et vit davantage tourné vers le passé que vers l'avenir qui devrait en aucun cas ressembler à autre chose puisque finalement le mode de vie que lui accorde la société lui va très bien, ses critiques ne portant pas à conséquence ou sont inconsistantes comme sa petite personne.

Quant à la "*déchéance*" de Charlie Hebdo ou de ses lecteurs, elle n'a pas eu besoin de "*se plier* " à une " *directive étrangère*" puisqu'elle est sa marque de fabrique depuis sa création, rejoignant ceux qui ont soutenu le PS au cours des 7 dernières décennies pour s'apercevoir hypocritement aujourd'hui de sa nature monstrueuse. Je renvoie les lecteurs à la chronologie de l'histoire de ce journal parue dans différents articles mis en ligne.

Ceux qui ne vivent que dans le monde des apparences et s'en contentent ne nous comprendrons pas évidemment, notre discours ne leur est pas destiné. Un type, un journal ou un parti se dit de gauche, et pour eux ils sont de gauche... On arrête là car on a à faire à des gens qui n'ont pas encore commencé à penser ou qui si, ne pensent qu'en fonction de leurs intérêts, le pire, c'est qu'ils n'en ont même pas conscience. On n'est pas là à s'user la santé devant un écran pour se justifier face à des gens malhonnêtes, de mauvaise foi, avec lesquels tout argument est inutile, on perd son temps.

Avec la publication des premières caricatures de Mahomet, les principaux caricaturistes et actionnaires de Charlie Hebdo étaient devenus millionnaires en euros. Ils viennent de vendre 7 millions du dernier numéro, les survivants sont devenus tous millionnaires à leur tour, bravo ! On conspuait à juste titre ceux qui disaient que le peuple avait le gouvernement qu'il méritait car ils visaient la classe ouvrière, on devrait le dire de tous les cons qui l'ont acheté.

Vidéos.

1- Réaction. Chien de garde de la pensée unique. Anti-Charlie, Nous sommes repérés !

Nathalie Saint Cricq " il faut repérer et traiter ceux qui ne sont pas Charlie"
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1421914688&v=qc03SlaK_KA&x-yt-cl=84503534

2- Liberté surveillée.

David Cameron veut bannir toute communication vraiment privée
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1421782837&x-yt-cl=84359240&v=8hh2EGEaV_s

---

ACTUALITE EN TITRES

Charlie Hebdo ou le meilleur allié de l'extrême droite.

- Charlie Hebdo: échec de ceux qui ont voulu faire baisser le FN, selon Marine Le Pen - AFP

- Loràn Deutsch souhaite le retour du délit de blasphème - Francetv info

Terrorisme d'Etat. Intox et ignominie.

- Hollande promet la vérité aux proches des victimes des attentats - Reuters

- Attentats : l'État sera "toujours à vos côtés", assure Hollande aux familles - LePoint.fr

Le néolibéralisme et le sionisme sont un et indivisible.

- Le Congrès américain, une autre Knesset ? - LePoint.fr

Quand les nuances s'effacent.

- Un navire baptisé du nom d'un officier SS fait polémique - 20minutes.fr

Le navire a été bâti pour le groupe suisse Allseas, appartenant à un Hollandais nommé Edward Heerema, le fils de Pieter Schelte.

Le Pieter Schelte Heerema, l'un des plus grands navires au monde, capable de soulever des plateformes pétrolières entières, provoque une controverse à cause de l'homme auquel il rend hommage: Pieter Schelte, qui fut un officier hollandais de la Waffen-SS. Condamné à trois ans de prison pour crimes de guerre, il est parti au Venezuela après sa libération. 20minutes.fr 25.01

Populisme de gauche. Le début de la fin d'une dramatique illusion.

- Après sa victoire, Alexis Tsipras assure que « le peuple grec laisse l'austérité derrière lui » - LeMonde.fr

« Le peuple grec a écrit l'Histoire » et « laisse l'austérité derrière lui », s'est félicité Alexis Tsipras, le dirigeant de Syriza, devant des milliers de personnes rassemblées sur l'esplanade de l'Université d'Athènes. « Le verdict du peuple grec signifie la fin de la troïka ». LeMonde.fr 25.01

- Grèce : Mélenchon et Laurent exultent et annoncent le grand soir - Liberation.fr

Julien Dray, vice-président du PS a déclaré : "Le programme de Tsipras (...) est plus social-démocrate qu'un programme de rupture avec le système". AFP 25.01

- Après les législatives en Grèce, l'euro plonge sur les marchés asiatiques - LeMonde.fr

Le consensus sur les marchés semble être, qu'au-delà du choc initial, l'arrivée de la gauche radicale grecque au pouvoir ne devrait pas être de nature à décourager les investisseurs.

« Pour le moment, les marchés estiment que s'il y a un réaménagement [de la dette] cela concernera seulement le secteur public et que la possibilité de voir la Grèce quitter la zone euro même avec le nouveau gouvernement est faible », a dit Sébastien Galy, analyste à la Société générale à New York. LeMonde.fr 25.01

Conditionnement. Formatage par les instituts de sondages.

- Valls ferait un meilleur président que Hollande pour 72% des Français - Francetv info

- "Apartheid" en France: Valls soutenu par 54% des Français - L'Express.fr

- Plus de 60% des Français voteraient la loi Macron - AFP

- Une majorité de Français contre une sortie de la Grèce de la zone euro - 20minutes.fr

- Défense: 80% des Français favorables au retour du service national - AFP

QUELQUES TITRES D'ACTUALITÉ DE LA SEMAINE PASSÉE

Vive la guerre ! Agoravox "le média citoyen" ou une officine du régime

- Il faudra (hélas) aller combattre sur le terrain - agoravox.fr 15.01

Une guerre à distance est elle tenable ? Non, elle est probablement devenue impossible. agoravox.fr 15.01

Pas un n'y croit. Normal puisqu'ils n'avaient aucune raison pour cela.

- Les proches des frères Kouachi et d'Hayat Boumeddiene livrent leurs témoignages - francetvinfo.fr

Après le Yémen et la Bulgarie, la Belgique...

- Pistes espagnole et belge étudiées dans l'enquête sur Coulibaly - Reuters

Alors qu'il est minuit dans le siècle.

- Charlie Hebdo: "Et maintenant, le retour à la France des Lumières!" - L'Express.fr

Alors que Charlie Hebdo alimente le fanatisme.

- Hollande à l'Institut du monde arabe: les musulmans "premières victimes du fanatisme" L'Express.fr

Alors que la démocratie agonise.

- L'islam est compatible avec la démocratie, plaide Hollande Reuters

Et dire qu'on ignorait que le PS était animé par un esprit policier...

- Sécurité : l'aggiornamento du PS ne date pas d'hier - LeMonde.fr

Le premier ministre en sait quelque chose, lui qui a constamment cherché à convaincre ses « camarades » d'adopter une position ferme sur le sujet. LeMonde.fr 15.01

Ca pue la réaction !

- Philippe Tesson et «les musulmans qui amènent la merde en France» - Liberation.fr

Invité d'Europe 1, mercredi, le journaliste-polémiste a tenu des propos qui devrait le conduire devant les tribunaux. Liberation.fr 15.01

Le ministre des Affaires étrangères qui finance et arme le terrorisme

- Le Qatar ne finance pas le terrorisme, selon Fabius - AFP

L'Otan est servie...

- Annulation de la suppression de 7.500 postes dans les armées - Reuters

- Le marché du gilet pare-balle en plein essor - Francetv info

- Terrorisme : Nice prend des mesures de sécurité exceptionnelles - LeFigaro.fr

Profitions-en. Militarisation de la police.

- Les polices municipales font le choix des armes - LeFigaro.fr

- Le maire de Marseille envisage l'utilisation d'armes létales pour la police municipale - L'Express.fr

Comment alimenter la psychose collective ?

- Comment gérer le traumatisme face au terrorisme ? - Francetv info

A qui profite le crime ?

- La popularité de Hollande double, un record dans l'histoire de l'ifop - Le Huffington Post

- La cote de François Hollande en hausse de 21 points - Reuters

Les réelles intentions des commanditaires.

- «Charlie Hebdo»: Comment les attentats ont changé la donne - 20minutes.fr

Fabrication de complices.

- Attentats terroristes : l'enquête se poursuit autour d'éventuels complices - Francetv info

Ils sont déjà leurs alliés. De qui ? Des deux pardi !

- Antiterrorisme: les Européens veulent enrôler la Turquie et les pays arabes - AFP

Stratégie du chaos. Les provocateurs ont les réactions qu'ils espéraient : le monde musulman ne mérite pas d'exister.

- La colère du monde musulman contre la caricature de Mahomet par Charlie Hebdo - LeFigaro.fr

- Violentes manifestations « anti-Charlie » dans le monde - M6info

Le président sioniste en rajoute une couche.

- Émeutes anti-Charlie Hebdo : Hollande dénonce des comportements "intolérables" - Le Huffington Post

- Niger: 10 morts dans les émeutes contre Charlie Hebdo, l'opposition se mobilise - AFP

- Manifestation anti-Charlie Hebdo à Grozny, en Tchétchénie - Reuters

- Pakistan: Les manifestations contre «Charlie Hebdo» continuent, des drapeaux français brûlés - 20minutes.fr

- Iran : "Mort à la France" scandé par des manifestants à Téhéran - Francetv info

- Gaza : des manifestants anti-"Charlie Hebdo" menacent des intérêts français - Francetv info -

- Grozny,épicentre inattendu de la contestationanti-Charlie - LeFigaro.fr

- A Bagdad et à Karachi, les manifestations anti-"Charlie" continuent - Francetv info

Signé : MI6, Interpol, CIA, NSA, FBI, Mossad, DGSI

- Le renseignement britannique aurait dérobé des milliers de mails de journalistes - 20minutes.fr -

- Sony Pictures : la NSA infiltrait la Corée du Nord depuis 2010 - LeMonde.fr

- Le procureur Alberto Nisman retrouvé mort à son domicile, alors qu'il enquêtait sur les attentats de 1994 à Buenos Aires - Atlantico.fr

Intox

- Le rachat d'actifs par la BCE, « bon pour l'économie réelle » - LeMonde.fr

- Le couple Gates optimiste pour les pays pauvres - Liberation.fr

- La campagne des alliés contre Daech sera longue - LeFigaro.fr

O désespoir !

- Venezuela : malgré la crise, Nicolas Maduro retarde toujours les réformes de fond - LeFigaro.fr

Trop tard...

- Un Noir tué dans le New-Jersey : une vidéo très compromettante pour la police - LeFigaro.fr

Trop tard pour quoi ? Mais pour réagir, comment vous n'avez pas encore compris ?

Haut de page

Le 28 janvier 2015

CAUSERIE

J'actualise le site comme je peux tout en finalisant mon installation et en réglant un tas de problèmes. On ajoutera de nouveaux articles ce soir ou demain matin.

Etre Charlie, c'est soutenir la guerre des civilisations des néolibéraux ou les guerres que mènent actuellement l'impérialisme américain et ses alliés. C'est aussi soutenir le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Cazeneuve-Le Drian. On ne peut pas en vouloir aux masses qui l'ignorent, on n'en dira pas autant partis ouvriers et de leurs dirigeants qui trompent sciemment leurs militants.

Si on devait faire une caricature, on ne ferait pas celle d'un musulman ni même celle d'un travailleur lambda, on ciblerait nos dirigeants qui sont en dessous de tout.

A Pondichéry ou sa banlieue il m'arrive de traverser des quartiers peuplés essentiellement de musulmans, j'ai envie de leur dire : Ne tirez pas, je suis à vos côtés...

Une vidéo

Phillipe Geluck, dessinateur belge, opposé aux caricatures sur le Prophète
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1421914688&v=mYRYv4u25ic&x-yt-cl=84503534

Quelques réflexions politques

1- Plus qu'un double langage, un double jeu ou leur véritable nature de soutien au régime qu'ils prétendent combattre.

Que cherche ceux qui d'un côté soutiennent une opération de criminalisation des pratiquants d'une religion à travers des caricatures, et qui d'un autre côté prétendent combattre contre le stigmatisation d'une minorité et la division des travailleurs ?

Les partis ouvriers pouvaient-ils ignorer que l'attaque contre Charlie hebdo s'inscrivait dans le cadre de la guerre des civilisations des néolibéraux anglo-saxons-sionistes et que cette opération était justement destinée à la servir au moment où les Américains et leur coalition militaire sont embourbés en Irak et en Syrie, sans parler de l'Afghanistan, de la Libye, du Yémen ou encore du Liban ?

Comment ont-ils pu apporter leur soutien à une telle entreprise, c'est la question qu'on est en droit de se poser.

2- Ceux qui prédisent une guerre mondiale tous les quatre matins sont des charlatans.

La BCE en décidant de faire tourner à plein régime la planche à billets emboîte le pas de la Fed, donc pas de guerre mondiale à l'horizon. Ignorer ce facteur déterminant revient à falsifier la situation ou à l'interpréter faussement et à en tirer des

conclusions forcément erronées, farfelues ou pas sérieuses.

Braves gens, dormez tranquille si vous en avez encore les moyens, on rassure ceux qui s'inquièteraient inutilement et qui ne sont pas les plus à plaindre...

3- Revenir sur le rôle des intellectuels...

L'acharnement de Charlie Hebdo contre les musulmans à travers leur religion n'est pas dû au hasard, c'est un thème porteur pour l'intellectuel à l'esprit borné et étriqué, qui tel les dictateurs aux visées impériales estiment que les populations du monde entier devrait leur être soumis ou leur ressembler sans tenir compte de leur histoire ou leur degré de développement...

En vivant en Inde depuis près de 20 ans, si j'avais manifesté un tel état d'esprit ou comportement envers les Indiens, je crois bien que soit je n'aurais pas pu rester en Inde aussi longtemps, soit je me serais fait assassiner.

Je n'ai jamais renié le moindre de mes principes, la moindre valeur, idée ou conviction, ce n'est pas vraiment mon genre, j'ai continué à avoir un mode de vie proche de celui que j'avais en France, mon mode de pensée n'a pas changé, par contre quand je suis en contact avec des Indiens, quand je sors de chez moi, je sais que je dois tenir compte d'un certain nombre de règles ou principes qui font partie de leur mode de pensée ou de vie, de leur culture, etc. et par conséquent je les respecte et il ne me viendrait pas à l'idée de leur reprocher ou de les mépriser quoi que je puisse en penser par ailleurs, ce dont nous pouvons discuter si le cadre le permet et seulement à cette condition.

J'ai l'intelligence de ne pas les provoquer ou de ne pas les choquer inutilement, ce dont ils me sont grés car ils savent ou imaginent que par bien des aspects je suis différent d'eux et je les respecte, ce qui permet parfois d'engager la discussion sur des questions de société qui les touchent directement, alors qu'au premier abord en tant qu'étranger elles ne me concernent pas directement. J'avais déjà abordé en détail cette question dans une ancienne causerie.

L'obscurantisme et la superstition sont omniprésentes chez les masses en Inde qui demeurent profondément arriérées. Comment pourrait-il en être autrement quand on travaille 6j/7 et qu'on a pratiquement aucun moyen d'accéder à une information libre ou critique qui fasse réfléchir sur notre mode de vie ou le fonctionnement de la société, quand le niveau des programmes scolaires et universitaires sont aussi misérables, quand l'inertie de l'histoire, les traditions pèse un poids considérable qui vous tirent constamment en arrière, dans une société sans droit ou si peu car l'Inde n'est pas un Etat de droit, évoluer ou progresser à titre individuel nécessite un effort de volonté pratiquement surhumain, la société fonctionne de telle façon que vous ne pouvez pas adopter un mode de vie ou de pensée différent de la majorité sans prendre le risque de vous retrouver au banc de la société, elle fonctionne à la manière d'un réseau avec ses multiples connexions, elle fait penser à une toile d'araignée dans laquelle vous êtes pris au piège et dont vous ne pouvez pas sortir, ou encore un ouvrage tissé à partir d'un fil unique de votre naissance à votre mort, qu'un jour vous veniez à cesser de tisser et que vous tiriez sur le fil et c'est tout l'ouvrage qui disparaîtrait, vous vous retrouveriez nu, sans passé, sans lien avec la société, un paria, sans rien, votre vie serait foutue...

Bien des Indiens partagent mes idées, selon eux, mais ne changent pas de comportement pour autant, je pourrais les traiter de faibles ou de lâches, mais je n'en fais rien parce que j'ai à l'esprit les conditions dans lesquelles ils vivent qui les empêchent d'évoluer, je sais qu'ils sont prisonniers du niveau de développement économique du pays et qu'ils ne pourront pas changer ou progresser ou alors très lentement ou difficilement dans ce contexte. Je n'encourage pas leur laxisme ou inconsistance, je ne flatte pas leur manque de volonté, à aucun moment je ne suis hypocrite avec eux

Ces abrutis d'intellectuels de Charlie Hebdo me font horreur car ce n'est pas une religion ou l'islam qu'ils visent mais bien ceux qui la pratiquent, les musulmans auxquels Bush avait déclaré la guerre le 11 septembre 2001. De ce point de vue-là, leurs arguments sont indéfendable dans la mesure où ils savent que cette religion interdit toute représentation, or c'est ce qu'ils font en donnant un visage à leur prophète qui pour les musulmans ne pouvant pas être celui de Mahomet ne peut être que le leur, c'est la raison pour laquelle ils se sentent directement visés par ces caricatures.

Un Français vivant dans un pays où il y a plusieurs centaines de millions de musulmans sera soupçonné d'être un "Charlie" et pourra faire l'objet de menaces inutiles ou d'agression, alors qu'il est farouchement anti-Charlie et respecte tous les Indiens qu'ils soient athées, rationalistes ou croyant, hindou, musulman, chrétien, parsi, bouddhiste, jaïn, sikh. Si cela m'arrivait j'en ferais porter la responsabilité aux dirigeants du mouvement ouvrier et en premier lieu à ceux qui s'intitulent son avant-garde, qui ne méritent pas selon moi ce statut.

Les intellectuels occupent une place particulière dans la société, par leur statut et la tribune que leur offrent les médias aux ordres, liés au régime par les avantages qu'il leur octroie, ils influenceront facilement les masses ignorantes et les entraîneront dans une voie contraire à leurs intérêts à leur insu comme on vient de le voir. Cela dit, la mobilisation qui a suivi les attaques de début janvier est à relativiser, elle n'a représenté qu'environ 8% de l'ensemble des masses âgées de plus de 18 ans, essentiellement des petits bourgeois ou des nantis des couches moyennes.

Et ce qui est révélateur, c'est que le mouvement ouvrier et les militants s'identifient à ces couches, mais jamais aux couches les

plus arriérées du prolétariat qui leur sont étrangères ou qu'ils méconnaissent, qui ne les intéressent pas ou qu'ils méprisent parfois. Ils ne veulent pas heurter ces couches de privilégiés car c'est leur fond de commerce qui possèderait soi-disant un niveau de conscience supérieur au reste des masses qui du coup sont livrées sans défense à la réaction ou sont acculées à se réfigier dans la pire réaction puisqu'abandonnées à leur triste sort.

Comment peut-on imaginer combattre les préjugés des masses arriérées en se rangeant au côté des représentants du régime qui ne cessent de les matraquer, de leur livrer une guerre idéologique et psychologique pour briser leur résistance à la politique antisociale du gouvernement dont elles sont les principales victimes ?

Ce sont tant les guerres impérialistes que mène le gouvernement au Proche-Orient et en Afrique, que le soutien qu'il apporte aux régimes dictatoriaux qui ont sécrété idéologiquement le pire fanatisme et la barbarie, l'Arabie saoudite et le Qatar, qui financent et arment les mouvements terroristes à la solde des Etats-Unis principalement, que sa volonté de laisser implanter et diffuser le wahhabisme en France, que les provocations savamment orchestrées en direction de ces fanatiques pour déclencher de violentes réactions de leur part (ou qui couvriront des opérations menées par les services secrets) ou leur radicalisation, dont Charlie Hebdo, qui serviront par la suite à justifier de nouvelles mesures tendant à toujours plus surveiller la population, restreindre les libertés, militariser la police, accroitre le budget de l'armée, intimider, menacer les éléments des minorités qui par ignorance et maladresse répondront à leurs provocations par d'autres provocations purement verbales qui leur vaudront d'être jugés et emprisonnés injustement, criminaliser les opposants politiques à leur régime, voilà ce que nous devons dénoncer et combattre en nous plaçant résolument au côté des masses exploitées.

Pourquoi cela est-il impossible de la part des partis ouvriers ? Tout simplement parce qu'ils sont pieds et mains liés au régime pour avoir repris à leur compte la version officielle des attaques des 7 et 9 janvier, ils en sont prisonniers, délibérément ils ont choisi leur camp, le mauvais camp, il leur faut aller au bout de cette logique, ils ne peuvent pas faire autrement sauf à se renier ou avouer leur erreur, or ils en sont incapables ou ils n'en ont pas la volonté.

Le réformisme, l'opportunisme, le révisionnisme et leur comportement au lendemain de ses attaques ne font qu'un ou correspondant à la nature de ces partis. Ils soutiennent la version du gouvernement et laissent les masses totalement désarmées face à la guerre idéologique et psychologique qu'il leur mène quotidiennement, et ensuite ils leur disent qu'elles doivent se mobiliser pour défendre leurs acquis sociaux, rejeter la loi Macron, etc. mais dans de telles conditons, après avoir lié leur sort à celui du gouvernement, comment pourraient-elles trouver la voie pour le combattre efficacement ?

A aucun moment nous nous sommes situés au côté du gouvernement, à aucun moment nous avons soutenu de près ou de loin la guerre des civilisations ou la stratégie politique des néolibéraux, nous avons les mains libres, l'esprit libre, tranquille, que notre discours en indispose plus d'un n'aura rien dès lors d'étonnant, nous n'en changerons pas, nous ne braderons pas nos principes, pourquoi devrions-nous le faire, nous n'avons rien à perdre, nous nous situons résolument au côté des masses exploitées, au côté de leurs couches les plus défavorisées qui comptent des dizaines de millions de travailleurs dans ce pays. Et le plus navrant ou pitoyable dans cette histoire, c'est que le gouvernement en s'en prenant à ces couches les plus défavorisées, vise en réalité les couches moyennes qui constituent le fond de commerce des syndicats et des partis ouvriers, ils sont tellement aveuglés ou corrompus par le régime qu'ils ne s'en aperçoivent même pas ou feignent de ne pas le savoir, donc à l'arrivée ils ne défendent même pas les intérêts de ces couches moyennes ou supérieures du prolétariat, ils ne défendent que leur boutique, leur appareil.

Les provocateurs alimentent la politique liberticide de la réaction.

La reproduction des caricatures, interdite par le ministre allemand des Affaires étrangères - french.irib.ir

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank Walter Steinmeier, a interdit la reproduction des caricatures offensant l'Islam, ajoutant que cela intensifierait l'hostilité et la haine, au sein des peuples. Selon l'agence internationale de presse islamique, INNA, s'exprimant, samedi 24 janvier, devant les étudiants de l'Université Al-Manar, en Tunisie, Steinmeier a précisé : «Il ne faut pas permettre aux falsificateurs de la réalité, en Europe et dans le monde musulman, d'avoir de mauvaises réactions».

Le ministre allemand a souligné : «La diffusion des caricatures et des images, qui suscitent la haine, dans un monde tellement lié, est nulle et abominable». Il a demandé à la Tunisie de déployer plus d'efforts, sur la base de la démocratie, en réponse aux récents événements, en France.

Faisant allusion aux récents mouvements anti-islamiques, dans certains pays, y compris, en Allemagne, le responsable allemand a souligné : «Ceux qui abusent des religions, de manière inconsciente, pour en présenter une image de haine, ne diffèrent pas des gens, qui publient des caricatures offensant les religions». french.irib.ir 26.01

Les Charlie peuvent être fiers d'eux.

On a reproduit ces deux articles juste pour montrer la différence de traitement accordée par la hiérarchie de l'Education nationale, qui sanctionne sur le champ un enseignant quand il remet en cause la version officielle du 7-janvier, et qui fait preuve de

laxisme envers un enseignant tenant des propos inqualifiables à un gosse de 13 ans.

1- Un enseignant de lycée suspendu après les hommages à Charlie Hebdo - lefigaro.fr

Ce professeur de philosophie a été mis à pied à la suite de plaintes de parents d'élèves mettant en cause ses propos vis-à-vis des attentats. Les motifs de cette sanction restent toutefois imprécis.

Les plaintes de parents d'élèves n'ont pas tardé à faire effet. À Poitiers, dans la Vienne, un enseignant de philosophie du lycée Victor-Hugo s'est vu signifier une mise à pied de quatre mois, après une polémique concernant les hommages aux victimes de l'attentat de Charlie Hebdo, rapporte La Nouvelle République. Certains parents l'accusent d'avoir tenu des «propos déplacés» et d'avoir perturbé la minute de silence, ce dont se défend l'enseignant. Mais les motifs précis de la sanction à l'égard de ce professeur, réputé pour ses méthodes pédagogiques inhabituelles, restent inconnus.

«L'enseignant aurait tenu des propos déplacés pendant la minute de silence», a expliqué le recteur au quotidien régional, ajoutant avoir «immédiatement diligenté une enquête». «Effectivement, le professeur a été suspendu à titre conservatoire», confirme auprès du Figaro le rectorat, qui a bien été alerté par des plaintes de parents d'élèves. Pour l'heure, l'instance administrative «ne communique pas» davantage sur la procédure en cours.

L'enseignant, de son côté, a exprimé son incompréhension. «Je ne sais pas ce qu'on me reproche», assure-t-il à La Nouvelle République. «Je ne sais pas quel cours, quel débat est concerné. On m'a juste dit: “Ce sont des propos qui ont été tenus en classe”.» Professeur de philosophie depuis 2005 dans ce lycée public du centre-ville, il indique avoir «organisé des débats» avec les six classes de terminale qu'il a en cours. «Le but était de comprendre les causes du terrorisme en sortant autant que possible de la passion et de l'émotion du moment», précise-t-il.

Le professeur quinquagénaire affirme par ailleurs ne pas avoir été à l'initiative de ces discussions. «Ce sont les élèves qui étaient demandeurs», raconte-t-il, évoquant sa réticence première à «évoquer à chaud de tels sujets». Concernant la minute de silence, il indique qu'il n'y a pas participé, sans que l'on sache s'il était ou non présent dans l'établissement. Le journal précise que l'interview a été réalisée avant que le professeur n'ait eu connaissance d'une mise en cause concernant cette minute de silence. L'enseignant n'était pas joignable, lundi, pour préciser ses propos.

Au lycée où l'enseignant exerce, un membre du personnel contacté par Le Figaro évoque «quelqu'un qui a le goût du débat avec les élèves», animateur «de longue date d'un café-philo», et qui est «toujours soucieux de faire s'exprimer ses élèves». En réaction à la sanction du professeur, certains de ses proches, ainsi que des anciens élèves, ont lancé un groupe de soutien sur Facebook. D'autres ont également réagi sur la page du quotidien régional évoquant l'affaire. «Pour l'avoir eu, ça m'étonnerait beaucoup qu'il fasse l'apologie du terrorisme», écrit ainsi un internaute. Une autre évoque un «super prof militant pour pas mal de causes qui n'a tout simplement pas sa langue dans sa poche». Plusieurs de ses connaissances évoquent des prises de position militantes du professeur, étiqueté à gauche, comme possible influence dans la réaction du rectorat.

«C'est un provocateur», confirme un ancien représentant de parents d'élèves du lycée. «Sa stratégie pédagogique est de provoquer les élèves pour les faire réagir», explique-t-il. De quoi engendrer «un avis très tranché» à son sujet parmi les élèves, dont certains «le montent aux nues» et d'autres «le détestent», et expliquer certaines relations tendues entre l'enseignant et le rectorat, précise l'ancien représentant.

Il s'agit de la quatrième affaire connue mettant en cause le comportement d'un professeur vis-à-vis des élèves. lefigaro.fr 26.01

Il s'agirait d'un professeur d'environ 45 ans de tendance anarchiste, c'est devenu un crime d'être anarchiste ou tout simplement de refuser de se faire le relais du discours officielle . A suivre

2- Yazid, 13 ans, traité par son professeur de “djihadiste” - islametinfo.fr

A Garges dans les Hauts-de-Seine, un professeur d’EPS du collège Henri Bergson a traité un élève de “djihadiste”. Malgré les propos extrêmement graves de l’enseignant, la direction de l’établissement scolaire n’a pas jugé nécessaire de le sanctionner.

Qui aurait pu l’imaginer ? Dorénavant un enfant de confession musulmane peut être traité de “djihadiste” par son professeur sans que ce dernier ne soit sanctionné. C’est la folle affaire qui agite actuellement le collège Henri Bergson après que Yazid, 13 ans, en classe de 4ème, se soit plaint des propos islamophobes tenus par son professeur de sport.

“Je ne pensais pas qu’un professeur dise cela un jour”, confesse l’élève encore choqué qui a décidé de révéler l’affaire à la radio.

Selon la version du professeur, l’élève aurait quitté le terrain de badminton en plein match, s’en serait suivi, un échange houleux entre l’enseignant et l’adolescent. Selon l’académie, le garçon se serait montré “odieux” ce qui aurait entraîné la perte de sang-froid du professeur qui a traité le jeune musulman de “djihadiste”.

“Une personne comme ça n’a pas sa place dans l’Éducation nationale et ne doit pas participer à l’éducation de nos enfants” a déclaré Adil, père de l’enfant, en colère.

Malgré les propos islamophobes du professeur, la Direction des Services Départementaux de l’Education nationale (DSDEN) a déclaré qu’il n’était pour l’instant aucunement question de sanctionner l’enseignant.

“Il n’est pas question d’envisager des sanctions à l’encontre du professeur. L’enseignant a immédiatement reconnu que son propos était maladroit et inapproprié. Pour autant, il ne faudrait pas surinterpréter la situation”, déclare Gilles Lavie, chef de cabinet de la DSDEN des Hauts-de-Seine, au journal l’Express.

Les propos du chef de cabinet de la DSDEN révèlent une posture étonnamment passive de l’Education Nationale devant un cas clair d’islamophobie. La stigmatisation de cet élève par une personne censée représenter la République tend à faire paraître un laxisme de l’Education nationale devant la vague d’islamophobie qui touche notre pays.

“Est-ce que l’école de la République, avec des profs comme cela en son sein, cherche à former des citoyens responsables ou des jeunes qui vont avoir la haine? Parce que là ils sont en train de lui mettre la haine à mon fils. Il ne comprend pas pourquoi l’enseignant n’a pas été sanctionné et moi non plus” regrette Adil sur RMC.

Le sentiment de colère que peuvent ressentir Yazid et sa famille devant une telle injustice tend à se développer dans la Communauté musulmane. La République promet à ses enfants les mêmes droits et devoirs mais comment expliquer à un adolescent que son professeur n’est pas sanctionné pire qu’il est couvert par sa hiérarchie malgré un cas clair d’islamophobie.

La Communauté musulmane attend une réponse de la part de la Ministre Najat Belkacem afin de nous donner tord et remettre cet adolescent sur les rails de la réussite scolaire et de l’égalité des chances. islametinfo.fr

Nous ne soutenons pas la demande de sanction à l'encontre de cet enseignant évidemment.

Pour ne pas pouvoir ou plutôt vouloir qualifier de la sorte les Etats qui y recourent, ils banalisent le règne de la terreur.

- Attaque contre "Charlie Hebdo" : la BBC déconseille de qualifier les frères Kouachi de "terroristes" - Francetv info

Les frères Saïd et Chérif Kouachi ne doivent pas être qualifiés de "terroristes". Voici la position adoptée par Tarik Kafala, à la tête de la BBC Arabic, le service en langue arabe du groupe britannique de médias. Celui-ci estime que le terme est trop connoté pour décrire l'attaque contre Charlie Hebdo. "Nous essayons plutôt de dire : deux hommes ont tué douze personnes dans l'attaque de la rédaction d'un journal satirique. C'est suffisant", explique-t-il au quotidien The Independent (en anglais), lundi 26 janvier.

Cette prise de position n'est pas marginale. En fait, Tarik Kafala se contente de reprendre la charte utilisée par le groupe britannique. "Le terme n'est pas banni, mais nous devons vraiment réfléchir avant de l'utiliser", indique le document, cité par The Independent. "Il y a plusieurs façons d'exprimer l'horreur et les conséquences humaines de ces actes de terreur sans utiliser le mot pour qualifier les auteurs." La charte recommande par exemple d'utiliser des mots plus précis, comme "assaillant" ou "militant".

Propagande des barbares. Les salafistes protégés par la police, où cela, mais à Paris voyons !

- Quand des salafistes offrent le Coran en plein Paris - LeFigaro.fr

Des militants salafistes proposent une traduction française du Coran aux passants, samedi, place d'Italie, à Paris. Un «car de police» était présent à côté du stand, mais 'il n'y a «pas eu de retour d'incidents».

À la préfecture de police de Paris, on assure qu'«il n'y avait pas de raison d'empêcher cette distribution sur la voie publique, vu que cette association l'a déjà fait plusieurs fois et qu'il n'y a jamais eu de problèmes». Et l'on ajoute que «bien sûr», les services de la préfecture se sont renseignés sur l'association «LIS!». Sans y trouver rien à redire. Il suffit pourtant de quelques clics pour tomber sur des articles de la presse allemande datés de 2012, s'alarmant de «distributions massives de corans» par cette même association, qualifiée de «groupe d'extrémistes salafistes», une branche radicale de l'islam. «L'auteur de cette action, Ibrahim Abou Nagie, un chef d'entreprise d'origine palestinienne, fait l'objet d'une surveillance des autorités, écrivait à l'époque Le Figaro.

Les services de renseignements jugent que la distribution du Coran n'est qu'un moyen détourné de recruter de nouveaux militants islamistes extrémistes.» En 2013, l'hebdomadaire Der Spiegelrapportait que ce «prédicateur de la haine» voulait «que la charia règne partout dans le monde». Ce samedi, le même Abou Nagie encourageait ses troupes place d'Italie. Le ministère

de l'Intérieur n'a pas jugé «opportun» de faire un commentaire. LeFigaro.fr 26.01

ACTUALITE EN TITRES

Manipulation et cynisme sans fond. Tandis qu'ils soutiennent le régime néonazi de Kiev

- Commémorations à Auschwitz : 42 pays seront représentés - Francetv info

- Vallaud-Belkacem: enseigner la Shoah avec plus de détermination après les attentats - AFP

La surexploitation de la Shoah est l'oeuvre des provocateurs antisémites...

A bas Israël, Etat terroriste, théocratique, génocidaire, d'apartheid !

Régime policier. Liberticide et répressif.

- L'Etat va mettre des armes et des gilets pare-balles à disposition des policiers municipaux - Liberation.fr

- Le taux d'alcoolémie légal abaissé à titre expérimental à 0,2 g/l pour les conducteurs novices - Public Sénat

- Le nombre de morts sur les routes augmente, Cazeneuve veut durcir la loi - La Tribune

Ah la vie de château n'est plus ce qu'elle était, mon dieu, mon dieu !

- Immobilier : vivre dans un château coûte cher - Francetv info

L'autre versant de leur guerre.

- 41 dollars le prix du baril de pétrole brut. - AFP

Qui s'y intéresse ? Et la baisse de l'euro ? La BCE et ses milliers de milliards d'euros sortis de nulle part ? Le traité transatlantique ? Tout est lié évidemment, tout est lié aussi à la guerre en Irak et en Syrie, en Ukraine, mais aussi à l'opération du 7-janvier à Paris.

En famille on doit s'encourager...

- Pour Fillon, Macron doit persévérer dans l'effort - Liberation.fr

Dans la pire dictature du monde depuis 1948, la réserve s'impose.

- L'armée israélienne renvoie 43 réservistes qui ont dénoncé des abus contre les Palestiniens Libération.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Populisme en famille.

Sans rire pour reprendre le discours des médias : de l'extrême gauche à l'extrême droite. La prochaine fois, il ne restera plus que... l'extrême droite.

- Grèce : Alexis Tsipras fait alliance avec un souverainiste de droite pour gouverner - Francetv info

Pour pouvoir gouverner les mains libres, Alexis Tsipras a fait alliance avec un petit parti souverainiste de droite, proche de l'église orthodoxe. Francetv info 26.01

- Qui est ce souverainiste anti-immigration auquel s'est allié Syriza - Le Huffington Post

- Panos Kammenos, l'encombrant allié d'Alexis Tsipras - LeMonde.fr

L'alliance entre la gauche radicale de la Syriza et la droite populiste des Grecs indépendants (ANEL).

Le rapprochement entre les deux hommes a commencé en mai 2012, après des élections législatives qui n'avaient pas permis de dégager de majorité. Le président de la Syriza avait alors déjà indiqué qu'il était prêt à accepter le soutien ou le vote de tolérance d'ANEL. Un député de la Syriza, Dimitris Papadimoulis, avait vivement critiqué cette intervention : « Le passé et les opinions de Kammenos le placent à la droite de Nouvelle démocratie, rendant impossible une collaboration post-électorale. »

Deux ans et demi plus tard, cette collaboration semble possible, même si le débat reste vif à la Syriza entre les partisans du réalisme, qui considèrent que la priorité est la question économique, et ceux qui jugent cette alliance contre-nature.

Né en 1965, Panos Kammenos est une sorte d'archétype de l'homme politique grec, démagogue, populiste, parlant fort et ne reculant devant aucun propos outranciers. Le dernier en date est particulièrement embarrassant. En décembre, il a expliqué dans un entretien télévisé que « les bouddhistes, les juifs et les musulmans ne payaient pas d'impôts », contrairement à l'église orthodoxe, qui « risquait de perdre ses monastères ». Dans le même entretien, il dénonçait la crémation et le partenariat civil pour les homosexuels.

Panos Kammenos a fait l'essentiel de sa carrière politique dans les rangs de Nouvelle Démocratie. Ministre de la marine de 2006 à 2008, c'est lui qui a notamment négocié la concession du port du Pirée aux Chinois, en 2008. Cela ne l'empêche pas d'arborer des tee-shirts sur lesquels est écrit « la Grèce n'est pas à vendre ». Il est en faveur d'un rééquilibrage des relations de la Grèce : « Notre adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne ne nous empêche pas d'entretenir des relations politiques, économiques et culturelles étroites avec d'autres pays, en particulier avec ceux avec qui nous avons des liens historiques tels que la Russie et la Chine », expliquait-t-il en octobre 2014 en Allemagne.

Il a quitté Nouvelle Démocratie en novembre 2011... Il fonde en février 2012 les Grecs indépendants...

Il fait régulièrement l'objet de polémiques pour ses propos ou pour son train de vie. S'il promet d'attaquer la corruption et les paradis fiscaux, les révélations de la presse sur la possession d'un yacht familial supposé détenu par des sociétés offshore ou les travaux payés par les fonds européens dans la maison de sa belle-mère sur l'île d'Icare pour la transformer en résidence touristique ont défrayé la chronique. LeMonde.fr 26.01

- Grèce: l'Allemagne reste ferme - Francetv info

- Grèce: les engagements qui ont été pris doivent être tenus, dit Hollande - AFP

- Grèce: les marchés financiers restent de marbre après la victoire de Syriza - AFP

- Les marchés européens finissent en hausse - Reuters

- Légère hausse de Wall Street au lendemain du suffrage grec - Reuters

- L'Eurogroupe prêt à travailler avec le nouveau gouvernement grec - Reuters

- Le FMI prêt à "continuer de soutenir" la Grèce après la victoire de Syriza - AFP

- Pourquoi la Bourse d'Athènes ne s'est pas effondrée après l'élection - LeFigaro.fr

Pour Christopher Dembik, économiste chez SaxoBank, il n'est à pas lieu de s'affoler après l'arrivée du parti d'extrême gauche Syriza au pouvoir en Grèce, car le scénario du pire, celui du vide politique, ne s'est pas produit.

L'économiste de SaxoBank considère qu'à court terme, un rééchelonnement de la dette grecque est probable puisqu'elle est même envisagée par la BCE et certains responsables politiques à Berlin. Ce serait une solution de compromis qui a toutes les chances de maintenir le calme sur les marchés financiers. LeFigaro.fr 23.01

Si vous ne le saviez pas.

- Oui, les économistes sont utiles - La Tribune

- Yanis Varoufakis devrait être nommé ministre grec des Finances - La Tribune

Yanis Varoufakis, 53 ans, sera sans doute le prochain ministre des Finances grec. Au niveau européen, l'homme n'aura à rougir devant aucun de ses collègues : c'est un économiste reconnu, diplômé et patenté. C'est également un universitaire des plus sérieux, ancien professeur à Sidney et à Austin au Texas. Et pourtant, son style risque de détonner au sein d'un Eurogroupe devenu une place forte de la pensée ordolibérale - et pas seulement pour ses chemises décontractées et son crâne rasé.

Le Minotaure planétaire

La carrière de Yanis Varoufakis a pris un tour nouveau avec la crise de 2008. Il publie alors un livre, Le Minotaure planétaire, qui développe une idée qu'il a élaboré dès le début des années 2000 : l'économie mondiale est structurée autour du double déficit américain. Ces deux déficits agissent comme un formidable « aspirateur » à liquidités. Les grandes économies en excédent, l'Allemagne et le Japon, puis, lorsque ces deux pays se sont essoufflés, la Chine, produisent de quoi alimenter ce déficit, puis ils recyclent les fruits de leurs excédents, donc de ce déficit, dans le système financier américain.

"L'ogre américain"

Ce système a été mis en place en 1971 après la fin de la convertibilité du dollar. Plutôt que de tenter de sauvegarder ses excédents, les Etats-Unis ont préféré organiser le monde économique autour de leur déficit. Il fait penser au mythe du Minotaure, ce monstre mi-homme, mi-taureau, fruit des amours de Pasiphaé, l'épouse du roi crétois Minos, et d'un taureau blanc envoyé par le dieu marin Poséidon. Ce monstre, enfermé par Minos dans un labyrinthe construit par Dédale, réclamait de la chair humaine pour s'apaiser, comme les déficits américains réclamaient des excédents pour s'apaiser. Les Athéniens devaient ainsi sacrifier des jeunes gens au Minotaure pour maintenir le système. En tuant le Minotaure, Thésée a déterminé un changement de monde.

Nouveau monde, anciens remèdes

C'est ce qui s'est passé en 2008. Cette organisation du monde a cédé avec la crise de Lehman Brothers. Désormais, l'économie américaine ne peut plus fournir le moteur de cet "aspirateur" et Wall Street n'a plus la capacité à recycler les excédents du reste du monde. La crise n'est alors que l'incapacité du monde à comprendre que ce modèle ne fonctionne plus. En zone euro, Yanis Varoufakis estime que la pensée allemande, centrée sur les excédents, n'est qu'une relique du Minotaure. Tant qu'elle obsèdera la zone euro, celle-ci restera dans la crise.

Propositions pour la zone euro

Yanis Varoufakis a, depuis le début de la crise grecque, dénoncé le système de "cavalerie financière" mis en place par la zone euro et la logique qui a alors prévalu : favoriser les excédents de tous les pays d'Europe. Loin de défendre l'explosion de la zone euro, il a écrit un petit livre ("Modeste Proposition pour résoudre la crise de la zone euro") où il avançait l'idée d'un renforcement de la gouvernance de la zone euro en tentant de "neutraliser" le "chantage allemand".

Yanis Varoufakis défend l'idée d'une solidarité interne qui serait le pendant logique du pacte budgétaire. Ses idées sont évidemment à l'exact opposé de celles de Wolfgang Schäuble et de sa vision morale de l'économie. Yanis Varoufakis défend une vision pragmatique et réaliste. Ses discussions avec le ministre allemand qui, depuis 2010, exerce une domination morale sur l'Eurogroupe et ses membres, s'annoncent délicats.

Fermeté dans les négociations

Dans une interview accordée à La Tribune voici dix jours, Yanis Varoufakis développait sa vision des négociations en cas de victoire de Syriza. Il y défendait une position dure - "La Grèce n'a rien à perdre" - mais défendait une vision paneuropéenne de la solution à la crise grecque, incluant un vrai plan de relance, un remboursement de la dette fondé sur la croissance et un système de bons alimentaires pour régler le problème de la pauvreté. La nomination de Yanis Varoufakis va dans le même sens que l'alliance avec les Grecs Indépendants : Syriza au pouvoir entend montrer sa détermination à l'Europe. La Tribune 26.01

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Washington vaincu par Assad. - french.irib.ir

Les Etats-Unis ont changé de cap vis-à-vis de la Syrie, ils ne donnent plus la priorité au départ du président syrien, Bachar al-Assad, lit-on sur les pages du journal britannique, The Guardian. Dans un rapport ayant pour thème « les Etats-Unis changent de positions envers le régime syrien, leur priorité principale est désormais la menace représentée par Daech », le quotidien britannique se penche sur ce changement de cap des autorités américaines. « Washington espère toujours voir la chute d'Assad mais il n'y insiste plus en tant que pré-condition à la paix en Syrie. », écrit The Guardian.

« Le soutien américain aux négociations de paix de la Syrie à Moscou, ayant la Russie comme l'hôte, témoigne d'ailleurs du fait que le gouvernement d'Obama a mis de côté, en tout silence, son exigence de longue durée sur le départ de Bachar al-Assad, seule solution selon lui pour la crise syrienne. », poursuit l'analyste de The Guardian ajoutant : « La Russie a soutenu, accompagnée de la RII, Assad. Les Etats-Unis et les opposants, en exil à l'étranger, protégés par l'UE, la Grande-Bretagne, la Turquie et l'Arabie, répétaient que la paix n'est accessible tant qu'Assad se maintient au pouvoir. Faisant également allusion aux précédentes déclarations des responsables américains, le journal rappelle : « John Kerry avait dit à la fin d'octobre qu'il n'y aura pas de paix tant qu'Assad reste au pouvoir ; le secrétaire d'Etat américain a toutefois changé de ton et de rhétorique. Il n'a aucunement mentionné le changement de régime, lors de sa rencontre avec l'émissaire spécial de l'ONU. »

« L'insistance de Kerry sur la menace que représente Daech, s'avère importante pour comprendre la raison du changement de cap de la Maison Blanche. L'échec de Daech s'est transformé en la principale priorité régionale d'Obama. Entre temps, un accord nucléaire Téhéran/Washington aura plus de chance de voir le jour, au cas où les deux pays pouvaient parvenir à un consensus sur la Syrie. », indique le Guardian. french.irib.ir 26.01

2- Obama : "Assad peut faire partie de la solution"! - french.irib.ir

Selon le quotidien américain, "Wall Street Journal", le Président américain, Barack Obama a apporté des changements, dans l'agenda de sa visite, en Inde, pour se rendre, en Arabie, afin de saluer la mémoire du défunt Roi Abdallah d'Arabie. Ce changement peut s'expliquer, bien sûr, par le niveau de rapprochement entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, mais, Obama semble, également, avoir besoin de donner des explications, sur les récentes rumeurs, comme quoi les Etats-Unis étaient prêts à admettre le maintien de Bachar al-Assad au pouvoir. Barack Obama n'a cessé, au cours de ces dernières années, d'insister sur le départ de Bachar al-Assad, y voyant une principale exigence, pour mettre un terme à la crise et à la guerre, en Syrie», précise, encore, ce quotidien. Mais, les sources présentes à l'administration US, ajoute le "Wall Street Journal", ont annoncé que le président américain en est arrivé à la conclusion qu'Assad et les Alaouites peuvent faire partie de la solution de la crise syrienne.

Cela semble résulter d'une conviction, qui donne la priorité à la lutte contre Daesh. Et Assad est considéré comme l'un des alliés, non officiels, des Etats-Unis, dans cette lutte contre Daesh», indique, encore, ce quotidien américain. Cependant, cette pensée se heurtera, certainement, à la protestation des Saoudiens, car, en septembre, Obama a dévoilé sa stratégie anti-Daesh, tout en insistant sur le soutien aux groupes opposés à Assad, qui n'ont pas des liens avec Al-Qaïda, ni Avec Daesh.

Ceci étant dit, l'alliance avec Assad remettra en cause la coalition internationale contre Daesh, car l'Arabie et la Turquie sont deux membres importants de cette coalition et sont considérés comme deux ennemis jurés de Bachar al-Assad. Il y a peu de temps de cela, le quotidien américain, "New York Times" a écrit que le soutien apporté par les Etats-Unis à certaines initiatives diplomatiques, en Syrie, témoigne du changement de vision, à l'égard de la Syrie, ainsi que du recul discret de l'Occident de son exigence du départ immédiat de Bachar al-Assad. A l'état actuel, Washington est arrivé à la conclusion que le renversement d'Assad créera un vide du pouvoir et provoquera le chaos et l'anarchie, dans le pays. Actuellement, les Etats-Unis et les autres pays occidentaux soutiennent, ouvertement, les initiatives politiques de l'ONU et de la Russie, qui retardent le transfert du pouvoir à un gouvernement de transition, qui avait été prévu, dans le cadre des conférences de Genève. french.irib.ir 26.01

3- "Israël, Armée de l'Air d'Al-Qaïda" (Assad) - french.irib.ir

Le Président syrien, Bachar al-Assad, a réaffirmé le soutien apporté par le régime sioniste aux terroristes.

«A chaque fois que l'armée syrienne avance, les chasseurs israéliens procèdent à des attaques, pour affaiblir l'armée», a insisté le président syrien, lors d'une interview avec la revue "Foreign Affairs", précisant : «Le régime sioniste protège les terroristes, et il joue, en pratique, le rôle de la force aérienne d'Al-Qaïda». Interrogé sur le bilan de l'armée syrienne, Bachar al-Assad a dit : «L'armée syrienne a pu pénétrer, là où elle le voulait. Elle n'est pas, toutefois, présente sur chaque km du territoire syrien. C'est, évidemment, impossible».

Et Assad d'ajouter : «Durant ces deux dernières années, nous avons enregistré des avancées. Si vous me demandez si «tout va bien» ?, je vous répondrai : «Toute guerre est terrible, car toute guerre cause toujours des dommages, des dégâts et des ruines». «La question primordiale est, toutefois, de savoir quel acquis a eu cette guerre, pour nous ?», a poursuivi le président syrien, en concluant : «Le peuple syrien a repoussé les terroristes. Il soutient et défend le gouvernement et l'armée. C'est notre

acquis de cette guerre». french.irib.ir 26.01

4- Alep : Al Nosra décapité - french.irib.ir

Le terroriste “Abou Khadija Jolani” surnommé “émir du réseau du Front Nosra” dans la banlieue d’Alep a été tué dans un raid aérien sur la banlieue ouest d’Alep.

Le “bureau médiatique du réseau terroriste” a confirmé la nouvelle sur son page sur Twitter, faisant savoir que le terroriste “Abou Omar Hamwi” et nombre d’éléments du réseau ont été également tués dans des raids aériens dans la zone de Jabal Samaane dans la banlieue d’Alep. french.irib.ir 26.01

5- Kobani perdue, coup dur pour Daesh. - french.irib.ir

Les forces populaires kurdes de la Syrie, après de longues batailles, dans la ville frontalière de Kobani, (Ayn Al-Arab), ont réussi chasser les terroristes de Daesh de leur ville. Les sources d’information, proches des opposants armés du soi-disant "Observatoire syrien des droits de l’Homme", ont annoncé que les forces populaires kurdes de la Syrie, ont nettoyé, lundi, la ville stratégique de Kobani de la présence des terroristes de Daesh. Cette source a ajouté que les Daeshistes se sont retirés, dans les environs de la ville. La sortie de Daesh de la ville syrienne de Kobani peut être considérée comme un grand échec, pour ce groupe terroriste, après 4 mois d’affrontements, jour et nuit. C’est l’échec le plus important de Daesh, en Syrie, et ce groupe, en perdant la ville stratégique de Kobani a, aussi, pris un coup dur, au niveau de ses frontières territoriales. L

a ville kurde de Kobani, proche de la frontière kurde, est nettoyée de la présence du groupe Daesh, par les forces locales kurdes, alors que ce groupe terroriste était soutenu, à l’intérieur du sol turc. La ville de Kobani risquait de tomber, à tout moment, depuis septembre dernier, suite aux attaques de Daesh, mais, même si les responsables du gouvernement turc ne faisaient qu’observer ce qui se passait, les forces populaires kurdes et d’autres défenseurs de cette ville frontalière ont empêché sa chute. Avec le début de l’attaque de Daesh contre Kobani, la Turquie, qui soutient les terroristes, en Syrie, a mis ses aides aux Kurdes de Kobani sous condition, tout en commençant, en même temps et selon les rapports des sources d’information kurdes, à fournir des armes au groupe de Daesh. La condition du gouvernement turc, pour coopérer avec la communauté internationale, dans la lutte contre Daesh, dans la ville de Kobani, était que Bachar al-Assad quitte le pouvoir.

Cependant, le nettoyage de la ville de Kobani de la présence immonde des Daeshistes a, encore une fois, prouvé que la coopération des forces populaires était la seule façon de faire face au terrorisme et à l’insécurité. La coopération des Peshmergas, de l’armée et des forces sécuritaires, en Irak, s’est traduite par des victoires historiques, pour eux. Les forces des Peshmergas, dans la région kurde de l’Irak, ont réussi, ces derniers temps, à nettoyer la ville stratégique de Sinjar, de la présence malsaine des terroristes de Daesh. La poursuite des victoires populaires, en Irak, a limité la superficie territoriale sous occupation de Daesh. Et le nettoyage de la ville de Kobani a, encore plus limité les actions des terroristes de Daesh, soutenus par la Turquie, les Etats-Unis, l’Arabie saoudite et Israël, dans les territoires qu’ils occupent. french.irib.ir 26.01

Haut de page

Le 29 janvier 2015

CAUSERIE

On a ajouté 42 articles à lire avec précaution, il faudra s'habituer à en faire davantage preuve dans un contexte ou la propagande et la désinformation sont omniprésentes, car la tentation est grande sous la menace et en l'absence d'une réelle alternative au capitalisme pour la plupart des auteurs de s'adapter encore plus que de coutume à l'idéologie dominante, de se livrer à de nouvelles concessions...

Deux exemple très vite

Illusion et supercherie mortelles.

"*Syriza, une brèche dans l’Europe néolibérale*", tu parles, ils vont distribuer des tickets de rationnellement pour soulager ou cache la misère trop voyante qui perdurera ou s'étendra encore...

On nous explique qu'"*il existe une alternative au seul message néo-libéral transmis sans fin depuis des décennies par les gouvernements et les médias rivés à une idéologie dépassée*", alors qu'il n'en existe aucune en réalité en dehors du socialisme, sauf bien sûr pour ceux qui s'estimeront servis, comme toujours.

Ils veulent faire croire par là que le néolibéralisme serait une politique comme une autre et qu'elles seraient interchangeables, bref, la crise du capitalisme n'existerait pas, le risque qu'il s'effondre encore moins, il suffirait de faire preuve d'un peu de bonne volonté pour en venir à bout et que tout le monde soit content, ben voyons ! Ce serait ceux qui nous gouvernent qui seraient mauvais, il suffirait de changer de personnel à la tête de l'Etat ou des institution sans toucher au régime en place pour que tout rentre dans l'ordre, pure escroquerie politique.

En résumé l'état d'esprit de la gauche ou l'extrême gauche ou ceux qui se disent de gauche se résume bien ansi : le coeur ou la bonne conscience à gauche pour dormir tranquille, et le porte-monnaie à droite pour qu'il soit bien garni, car c'est à cela que se réduit le réformisme dès lors qu'on en profite soi-même et qu'on n'entend pas combattre au-delà sur le terrain politique, quant au reste de la population, après tout qu'elle se démerde, on n'est pas responsable de la misère du monde, personne ne peut nous le reprocher...

On essaiera d'actualiser les infos en bref demain...

Haut de page

Le 31 janvier 2015

CAUSERIE

Je suis trop crevé pour réaliser une présentation de l'actualité plus correcte, j'ai dépassé le stade de l'épuisement alors que la chaleur écrasante est déjà de retour, sans parler des problèmes personnelles qu'il me reste à régler, mon installation qui a été chaotique au possible, je vous passe les détails, ce serait aussi long à raconter que la causerie du jour !

On a laissé de côté un tas d'informations faute de temps. Pour tout dire, je n'en peux plus, je n'ai plus 20 ans... Cela dit, restons de bonne humeur, forçons-nous un peu...

Terrorisme d'Etat.

Nous ne disposons pas à ce jour de preuves matérielles pour étayer notre interprétation des attaques des 7 et 9 janvier dernier, qui repose uniquement sur des soupçons et des contradictions dans le déroulement des faits et la version officielle qui apparemment avait été préparée avant même l'attaque de Charlie Hebdo.

Notre piste nous a conduit à Washington et en direction du Mossad parce que ce sont des experts dans ce genre d'opération, un peu par hasard ou par la force des choses plutôt au départ, la CIA et le FBI ont une longue et abondante expérience dans ce domaine, l'infiltration et la manipulation d'apprentis terroristes ou de terroristes potentiels qu'ils vont jusqu'à pousser à passer à l'acte pour mieux les arrêter avant ou au cours de leur opération mais pas toujours, ils peuvent aussi les laisser commettre leur crime et les liquider sur le champ, ils l'ont reconnus eux-mêmes donc on n'invente rien.

C'est seulement aujourd'hui qu'un autre élément m'est revenu à l'esprit qui pourrait confirmer cette thèse, alors que j'ai eu cette information depuis trois semaines, je n'avais pas fait le lien à ce moment-là avec le déroulement de l'opération de Charlie Hebdo qui a été exécutée sans faute, le fait que les Américains étaient parfaitement renseignés sur les frères Kouachi, le Washington Post et le New York Times en ont même fait des articles entiers, et que s'ils s'étaient tant intéressés à un tel gibier, c'était qu'il pourrait peut-être leur être utile un jour ou l'autre ou qu'il en valait vraiment la peine. Au-delà, ce qui va encore dans le sens de cette thèse, c'est qu'il s'avéra lors des premières déclarations du gouvernement français qu'il en savait apparemment moins que les Américains sur les frères Kouachi, pour par la suite livrer des informations qui ne nous apprirent rien de plus que ce que les Américains nous avaient déjà données, comme s'ils avaient attendu l'autorisation de Washington pour les reprendre à son compte ou les livrer au public, alors que dans un premier temps, je ne sais pas si vous vous en souvenez, il ne savait pas grand chose sur eux. On se demandera comment le Washington Post et le New York Times ont-ils pu être mieux informés que le gouvernement français sur deux zonards français de banlieue comme ils en existent des milliers, troublant non ? Ils en ont trop dit ou pas assez semble-t-il.

Le lieu :

1- La France

Troisième puissance après l'Allemagne et la Grande-Bretagne en Europe.

Allié privilégié de l'Allemagne.

En retard dans l'adoption de réformes structurelles.

Profiter de la présence à la tête de l'Etat d'un président social-libéral susceptible d'incarner l'unité nationale, d'un gouvernement pro-sioniste acquis au néolibérallisme.

Un président et un gouvernement désavoués, rejetés par la majorité de la population, des institutions en voie de paralysie.

2- L'Europe

Engagée dans la guerre en Ukraine au côté du gouvernement néonazi de Kiev soutenu par l'Otan.

Augmenter les budgets militaires des différents Etats de l'UE.

Lui faire supporter davantage le poids financier et militaire de la stratégie américaine aux Moyen et Proche-Orient, en Afrique notamment.

Faciliter l'adoption du traité transatlantique sur le marché unique USA-UE.

3- Le monde.

Le bourbier irakien et syrien dans lequel est englué jusqu'au cou l'impérialisme américain et ses alliés.

Le soutien de la Chine, de l'Iran, de l'Inde, du Venezuela, de la Bolivie ainsi que d'autres pays à la Russie.

La question palestinienne explosive avec l'armement (lourd) du Hezbollah par l'Iran.

Les élections législatives en Israël.

La crise politique qui secoue les sommets de l'Etat aux Etats-Unis.

La résistance du peuple grec qui refuse de nouveaux sacrifices ou une régression sociale qui le ramène 50 ans en arrière.

L'instabilité politique en Libye aux mains des milices takfiris que les Etats-Unis ou l'Otan a armé, en partie incontrôlables.

L'opération :

1- Charlie Hebdo.

Les frères Kouachi ont été aiguillés vers cette cible sans pour autant que la date de l'exécution de cette opération n'ait été déterminée et sans savoir si elle aura lieu où non à défaut d'ordre de leurs mentors. En prévision ils se sont armés et équipés sans pour autant passer à la phase de préparation proprement dite de cette opération, donc sans en être arrivé à prévoir une base de repli ou une cache une fois leur attaque perpétrée ou prévoir leur fuite par un moyen ou un autre se sachant surveillés ou le croyant, en toute logique ils auraient dû penser à organiser minuieusement leur emploi du temps. Or ils ont fait exactement le contraire et n'y ont manifestement pas pensé, il est vrai que dans pareil cas ce n'est pas une question qu'on se pose...

Les véritables commanditaires de cette opération ont estimé que les conditions étaient remplies pour pouvoir imputer cette attaque aux frères Kouachi, mais sachant qu'ils étaient incapables de la mener à bien, simultanément ils donnèrent l'ordre à un commando de l'exécuter à leur place. Les services secrets français n'étant pas sûrs, sur ordre de Washington, c'est probablement le Mossad qui a été chargé de réaliser cette opération, qui effectivement fut menée avec un professionnalisme et une maîtrise irréprochable.

Pour imputer cette opération aux frères Kaouchi, il suffirait de faire croire que l'un des deux aurait laissé tomber sa carte d'identité dans le véhicule qu'ils emprunteraient lors de cette opération pour lancer immédiatement la chasse à l'homme, il suffirait ensuite de les avertir par téléphone qu'ils étaient soupçonnés de l'avoir commis et que la police était à leur trousse pour qu'ils prennent aussitôt la fuite, étant surveillés jour et nuit depuis la veille ou le matin même de l'opération pour pouvoir les suivre à la trace dès le départ de l'endroit où ils logeaient d'autant plus qu'une balise GPS avait sans doute été posée sous le châssis de leur véhicule ou dans leurs effets personnels, elle peut s'insérer dans un simple stylo par exemple ou dans la couture d'un sac. En cas de changement soudain de véhicule, son signalement serait donné suffisamment rapidement pour localiser l'endroit vers lequel ils se dirigeraient, les cerner et les abattre pour ne pas qu'ils parlent. En réalité, la question du changement de véhicule avait dû être envisagé de telle sorte qu'ils avaient fait le nécessaire pour ne pas les perdre de vue. Car on peut s'étonner de la rapidité

avec laquelle ils ont pu repérer le véhicule qu'ils avaient emprunté même en tenant compte des caméras de surveillance qui n'existent quand même pas à chque coin de rue, il n'y avait rien de plus facile que de visiter leur appartement et de déposer plusieurs micro-émetteurs GPS miniatures. Et puis n'oublions pas qu'ils peuvent pister un téléphone portable éteint ou lorsque la batterie est déchargé. Il faudrait faire un peu durer le suspens pour faire plus vraisemblable et les exécuter le moment venu.

Le commando utiliserait un véhicule similaire au leur muni de plaques d'immatriculation identiques, idem pour les armes, il suffisait ensuite de le faire disparaître dans le premier parking situé à proximité du lieu de l'attaque et de changer les plaques d'immatriculation.

Pour des services secrets efficaces, entraînés à commettre ce genre d'opération et disposant de la technologie dernier cri, c'était un jeu d'enfant, vraiment trop fastoche !

2- Epicerie casher.

Pour viser les musulmans et faire en sorte que cette intention ne transparaisse pas, il fallait lier à l'attaque d'un journal ayant profané l'islam une cible juive qui permettrait d'interpréter ces attaques comme étant l'oeuvre d'antisémites et d'orienter par la suite la propagande dans cette direction. L'amalgame pour prendre devait être cimenté par la liberté d'expression ou les valeurs de la République, de telle sorte qu'elles seraient unanimement condamnées et que se réalisent l'unité nationale.

Dès lors la piste des attentats terroristes ne ferait aucun doute, deviendrait incontestable sans même qu'ait été ouverte la moindre enquête, la version officielle de ces attaques serait reprise en choeur par absolument tous les acteurs politiques du pays et au-delà, ne supporterait aucune contestation qui serait immédiatement étrouffée ou diabolisée par les médias aux ordres et leurs réseaux antisociaux.

Quand on se donne la peine de réfléchir un instant à ce scénario, on se rend compte que c'était un jeu d'enfant de le réaliser, qu'il était d'une simplicité déconcertante à côté du 11 septembre 2001.

Quant à faire gober la version officielle à la population ou aux crétins de militants qui croient encore la version officielle du 11-septembre, rien de plus facile, ils ont bien réussi à leur faire croire que deux avions et ses passagers avaient pu se volatiliser sans laisser la moindre trace comme par miracle, y compris ces abrutis de caricaturistes de Charlie Hebdo qui soi-disant s'en prennent à l'obscurantisme, alors qu'il est leur fond de commerce et l'alimentent, on ne leur fera le plaisir de les prendre pour des obscurantismes parce qu'on sait qu'ils ont parfaitement conscience de ce qu'ils font, pour quoi, mais pour de l'argent pardi, uniquement pour du fric et rien d'autres, c'est lui qui les a tué, vous ne voudriez tout de même pas qu'on pleure.

C'est aussi bas et misérable que cela direz-vous ? A votre avis, si vous ne trouvez pas de réponses aux questions que vous vous posez, c'est parce que vous ne vous penchez pas assez bas, votre idéal vous aveugle et vous en arriver à croire que ces gens-là le partageraient, détrompez-vous, ce sont des escrocs, c'est une terrible méprise, une erreur fatale et cruelle, réveillez-vous.

Les bonnes intentions des militants ou la générosité des travailleurs n'ont jamais fait une conscience politique ou permis d'interpréter la situation.

Nous ne versons dans aucune théorie du complot particulière, d'ailleurs vous aurez constaté qu'apparemment plus personne (à ma connaissance) ne s'intéresse encore à cette affaire, nous essayons juste de comprendre comment les faits se sont réellement déroulés au regard de tous les éléments que nous avons mentionnés plus haut. On a quand même encore le droit de se poser des questions, non ? Apparemment non, mais on s'en tape complètement.

Le degré zéro de la conscience politique.

Quand on observe comment a été orchestrée quasi instantanément minute par minute ou manifestement préparée à l'avance l'exploitation des attaques des 7 et 9 janvier à Paris par Hollande et son gouvernement relayée par les médias, on devait d'une part spontanément n'avoir aucun doute sur leurs commanditaires et ses bénéficiaires car survenant dans un contexte national et international bien précis, d'autre part rejeter ou tout du moins prendre ses distances avec la version officielle qui en était donnée tout aussi instantanément, c'est d'ailleurs l'aspect le plus grotesque de cette affaire que les uns et les autres ont gobé aveuglément.

Cela en dit long sur le niveau d'ignorance des masses en général, la facilité déconcertante avec laquelle il est toujours possible de les manipuler, l'absence total d'esprit critique affichée par les dirigeants et la plupart des militants du mouvement ouvrier qui traduit leur collusion avec le régime ou à quel point ils sont gangrenés par l'idéologie de la classe dominante, la médiocrité de leur niveau théorique qu caractérise leur rejet du socialisme.

Il y en a qui ne s'y sont pas trompés.

- Le CAC 40 démarre l'année 2015 en grande forme - LeFigaro.fr

Le plus pitoyable, pathétique, c'est que seule la classe dominante a parfaitement compris ce qui s'était passé et en a tiré les conclusions qui s'imposaient, tandis que le mouvement ouvrier a fait preuve d'une bassesse dont il va payer le prix fort, cela ne fait aucun doute car fort de cette expérience hautement révélatrice, les dirigeants de la classe dominante savent dorénavant qu'ils peuvent tranquillement se livrer à toutes les falsifications ou manipulations qu'ils veulent à l'encontre des masses exploitées sans risquer d'être contrariée par le mouvement ouvrier qui s'est totalement discrédité en reprenant à son compte la version officielle, dont les interrogations qu'elle peut faire naître viendront par la suite ou même sans attendre, puisque la majorité des travailleurs ne se sont pas associés aux manifestations qui ont suivi ces attaques, en cela ils se sont désolidarisés des tenants de la version de l'attentat terroriste.

Finalement, de par l'attitude servile de nos dirigeants, ces attaques commanditées par les sommets de la classe dominante auront été un nouveau coup porté au mouvement ouvrier déjà en pleine décomposition pour l'affaiblir davantage.

Charlie Hebdo relayait depuis des années de manière outrancière à travers sa propagande haineuse axée contre les musulmans la guerre que l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et ses alliées mènaient contre des Etats à majorité musulmane au Moyen et Proche-Orient ou en Afrique, avec en toile de fond l'accaparement de leurs richesses, pétrole, gaz, uranium, etc. qu'ils disputaient à leurs concurrents chinois, russes, indiens, etc., mais aussi contre des Etats ou des régimes tendant à utiliser la mane que représentaient ces ressources pour développer leurs pays et élever le niveau de vie de leurs populations, ce qui aux yeux de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste constituait une anomalie insupportable, car c'était autant de profits qui ne tomberaient pas dans son escarcelle, un crime qui méritait d'être puni par une guerre ou que ces pays soient détruits et leurs populations massacrées. La qualification de ces Etats ou régimes de terroristes devait permettre de justifier ces guerres de rapines dignes de celles des siècles derniers aux yeux de la population mondiale, et ces attaques perpétrées à Paris devaient servir à la convaincre du bien fondé de ces guerre menées au nom de la démocratie dès lors que le choc créé par le coup d'Etat du 11 septembre s'était largement estompé.

On se demandera naïvement une question : comment se fait-il que les militants n'y aient pas pensé ou pourquoi se laissent-ils manipuler de la sorte par leurs dirigeants ?

Une vidéo en anglais.

"MUST WATCH: Nov 2013 (pre-Maidan!): Ukraine Deputy has proof of USA staging civil war in Ukraine".
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1422579428&v=y9hOl8TuBUM&x-yt-cl=85114404

De l'usure à l'ultranationalisme au fascisme.

- Le taux à 10 ans allemand à 0,298%, un nouveau record historique - La Tribune

- L'obligation grecque à 10 ans a fait un bond à plus de 11,5%, signe de grande défiance des marchés. - AFP

Comment, le régime néonazi de Kiev ne serait-il pas un régime démocratique comme un autre ?

- Le FN est un parti comme les autres pour plus de la moitié des Français - AFP

Ce n'est pas un hasard s'ils auront tout fait pour en arriver à ce constat. La preuve.

Il est des leurs, normal.

- Des journalistes politiques consacrent un maire FN « élu local de l'année » - LeMonde.fr

Où va se nicher l'opportunisme décidément ? Partout puisqu'il y en a qui prétendent que le FN serait un parti comme un autre (le Réseau Voltaire notamment), mais refuse d'accorder le même statut à son homologue ultra nationaliste ukrainien, Secteur Droit, allié à Svoboda ouvertement fasciste, mieux ou pire encore, ils le reconnaissent mais n'en tiennent pas compte dès qu'il s'agit de leurs amis du FN ou ex-FN qui seraient des gens fréquentables.

Parce que voyez-vous, comme il y aurait un bon et un mauvais capitalisme, un bon et un mauvais impérialisme, il existerait aussi un bon et un mauvais ultranationalisme, en réalité cette caractérisation à géométrie variable n'est rendu possible qu'une fois déconnectée de son contexte ou du dynamisme historique qui fait que, selon les conditions dans lesquelles il sera placé un parti d'extrême droite apparaîtra plus ou moins démocratique ou s'affichera ouvertement fasciste. De la même manière, il existerait un bon et un mauvais socialisme, le bon étant compatible avec le capitalisme.

Vous n'avez pas constaté quelque chose d'étrange, en période de crise exacerbée du capitalisme les positions et les discours des différents acteurs politiques se radicalisent généralement, c'est effectivement le cas à droite comme on peut l'observer, mais étrangement pas à gauche ou à l'extrême gauche, seraient-elles à ce point-là à l'agonie ou déjà fossilisées, il y a tout lieu de le penser, non ? Union nationale derrière Charlie oblige, le locataire de l'Elysée.

Comme quoi c'était possible. Etonnant, non ?

- Sécurité aérienne: l'OACI instaure le suivi des avions en vol - AFP

D'ici la fin de cette année, tous les avions vont être suivis en vol avec l'émission d'un signal chaque minute en cas d'incident ou de situation de détresse, permettant de localiser assez précisément un appareil qui s'abimerait en mer.

Avec un signal émis toutes les minutes, un avion en perdition pourra être localisé dans un rayon de six miles nautiques, soit un peu plus de 11 kilomètres, et faciliter ainsi les secours et les recherches, selon la même source. AFP 30.01

Depuis le 11 septembre 2001 on sait qu'ils peuvent détourner des avions de ligne avec leurs passagers et les faire disparaître sans que personne n'en retrouve la moindre trace. On sait aussi depuis qu'ils peuvent faire exploser en vol un Boeing (Vol MH-17) et faire disparaître à l'aide d'un gouvernement complice les enregistrements compromettants réalisés par une tour de contrôle, plus fort encore, subtiliser les boîtes noires pour leur faire dire ce qu'ils voudront une fois l'affaire classée secret défense.

Dès lors plus rien ne s'oppose à ce que les avions de ligne en vol soient suivis en permanence, puisque quoi qu'il leur arrivera, ils seront en mesure de manipuler les informations qui seront en leur possession, mieux encore, ils pourront toujours invoquer la défaillance du signal émis par un avion pour expliquer sa disparition soudaine et le tour est joué.

Autodestruction de la civilisation humaine.

- Facebook a presque doublé son bénéfice en 2014 - LeMonde.fr

Le réseau social aux 1,39 milliards d'utilisateurs présentait ses résultats annuels, mercredi. LeMonde.fr 28.01

La principale menace contre les libertés vient de ce qu'ils appellent les réseaux sociaux, où la prise de conscience qui est le fait d'une infime minorité de travailleurs ou militants se retrouve dilluée à l'infini, noyée parmi des centaines de milliers ou millions d'expressions ou messages qui traduisent l'inconscience qui habite l'immense majorité de la population, de telle sorte qu'elle est plus que marginalisée, ou ultra minoritaire, elle disparaît littéralement laissant le champ libre à ceux qui s'emploient à diffuser l'idéologie de la classe dominante et peuvent ainsi manipuler psychologiquement les masses à leur insu pour qu'elles soutiennent leur politique ou qu'elles ne trouvent pas la voie de l'affrontement avec le régime, du socialisme.

Terriorisme d'Etat. Normal, c'est elle qui les a créés !

- La Maison-Blanche refuse de qualifier les talibans de « terroristes » - LeFigaro.fr

Ici et partout.

- Auschwitz: «Ici, l'homme était considéré comme une matière première» - LeFigaro.fr

Comme n'importe quel travailleur en régime capitaliste, à ceci près que cette marchandise produit du profit. La guerre n'aurait-elle pas permis aux Rothschild, Rockefeller et Cie. de s'enrichir davantage encore ?

Hier comme aujourd'hui

Dans les années 30 ils retournaient des pans entiers des masses pour ne pas dire la quasi-totalité de la population comme des crêpes, rien n'a changé depuis, la preuve.

- Allemagne : chute spectaculaire de la mobilisation contre l'islam - AFP

Ils doivent estimer avoir atteint l'objectif politique qu'ils s'étaient fixés après la dernière réunion de l'Otan...

Cela a du bon ou rapporte

- RATP: une dizaine de colis suspects signalés chaque jour depuis les attentats - AFP

- Lockheed Martin: ventes annuelles en hausse malgré les coupes budgétaires - AFP

14-18 et 39-45 : le même message.

- Le gouvernement lance un site antijihadiste - Francetv info

Un site internet pour lutter contre la propagande des terroristes qui se propage sur la toile : c'est la nouvelle mesure du ministère de l'Intérieur présentée le 28 janvier. Il vise entre autres à empêcher l'embrigadement sur le web de Français par des terroristes. On y trouve des messages comme "Ils te disent : 'Sacrifie-toi à nos côtés, tu défendras une juste cause.' En réalité, tu découvriras l'enfer sur terre et mourras seul, loin de chez toi". Francetv info 29.01

Ils ont été créés pour cela ou toutes les guerres que mène la classe dominante sur tous les fronts... Qui en doutait, qui ne le sait pas encore ? Pardi, la quasi-totalité de la population. Sans blague ? Non, ce n'est pas une mauvaise blague, hélas !

- La guerre contre les djihadistes se fait aussi sur les réseaux sociaux - LeFigaro.fr

En famille. Si c'est le parti officiel de l'ordre qui le dit...

- Gaudin (UMP): Cazeneuve est "l'un des meilleurs" ministre de l'Intérieur de la République - AFP

Formatage des consciences au servage.

- 320.000 enseignants formés à la laïcité dans les mois à venir - LeFigaro.fr

Vous souvenez-vous de nos critiques de la laïcité ? Que disions-nous au juste, que ce principe permettait toutes les collusions possibles avec le régime en place et que ceux qui s'en réclamaient étaient des populistes ? Nous nous demandions pourquoi au contraire ne consacraient-ils pas leur énergie à défendre l'athéisme et le matérialisme à combattre l'obscurantisme et l'idéalisme.

La laïcité est un truc des frères aussi, des francs-maçons et des néolibéraux qui ont en commun le nihilisme ou la théologie du pouvoir ou du marché, des défenseurs de la liberté d'expression qui se réduit à la leur, des représentants des droits de l'homme qui coïncide avec ceux du bourgeois, on dirait de nos jours de l'oligarque ou du banquier

- Les socialistes envisagent un service civique obligatoire pour tous les jeunes - Liberation.fr

- Sondage : 80% des Français favorables à un service civique obligatoire - LeParisien.fr

Auraient-ils quelque chose à nous cacher?

Il n'aura pas fallu 24h à G.W. Bush pour sortir la version officielle du 11 septembre 2001 et l'imputer à Ben Laden et Al-Qaïda, qui dès lors fut reprise mondialement en boucle jusqu'à nos jours au point de figurer telle quelle dans les manuels d'histoire, avant même que la moindre enquête n'ait lieu, la commission d'enquête qui fut mise en place ensuite ayant eu pour seule objectif de valider cette grotesque version.

Le 7 janvier on a assisté exactement au même scénario et depuis ceux qui contestent la version officielle sont considérés comme faisant l'apologie du terrorisme. Bush avait déclaré : Qui n'est pas avec nous est contre nous, on a eu le droit au même discours de la part de Hollande et Valls.

Nous étions contre avant le 11 septembre, nous étions contre avant le 7 janvier, et nous demeurerons irréductiblement contre. Tout le monde ne peut pas en dire autant...

Le complot, il est du côté de l'Etat qui refuse de répondre aux nombreuses questions que nous sommes en droit de nous poser, aussi bien sur le déroulement de cette opération que la phase qui l'a précédée ou celle qui l'a suivie, sur les incohérences de la version officielle.

En principe, si on en croit la version officielle et les "révélations" qui nous ont été gracieusement livrées par la suite, il devrait y avoir au moins un attentat par semaine en France et dans d'autres pays en Europe au regard des centaines de djihadistes armés prêts à passer à l'action selon la police, or rien, étonnant, non ? Mais non, mais non, qu'allez-vous imaginer nous répond-on.

Nous, absolument rien, on s'en tient aux faits. On nous explique que des individus somme toute pas très évolués mais fanatisés seraient en mesure de mener à bien ce genre d'opération, bien, on se dit donc que logiquement il en existe des dizaines ou des centaines dans le même cas, on demande à voir, or on ne voit rien venir, alors on s'interroge c'est la moindre des choses, non ? Non, vous pensez trop, arrêtez de penser, on pense pour vous et c'est largement suffisant. Pour le coup, oui, on a compris.

- Attentat contre Charlie Hebdo : ces personnes qui croient à la théorie du complot - Francetv info

- "Charlie Hebdo" : ces jeunes qui soutiennent la théorie du complot - Francetv info

Pour eux, cela ne fait aucun doute, on ne leur dit pas tout. Les médias cacheraient une part de la "vérité" sur ce qui s'est vraiment passé en janvier dernier. L'autre partie, elle, se découvre sur internet. Les vidéos et sites qui relaient la théorie du complot se multiplient, et ces jeunes y adhèrent. Un symbole d'une fracture générationnelle révélée par cette explosion du numérique. "Eux, ils ont des sources d'information autres que les miennes. Moi je n'avais pas Facebook à mon époque. Il n'y avait que trois chaînes", explique le père de l'un d'entre eux. Francetv info 30.01

Hommage à la guerre des civilisations

- Le festival Angoulême couronne un mangaka et rend hommage à Charlie Hebdo - AFP

Le festival d'Angoulême a démarré jeudi par une double première : un Grand Prix attribué à un auteur de mangas, le Japonais Katsuhiro Otomo, auteur de la série culte Akira, et un Grand prix spécial décerné à Charlie Hebdo. AFP 29.01

Voilà qui mérite une caricature.

Qui l'aurait cru franchement : Les Charlie étaient aussi leur cible ! Décidément, ill fallait être très con pour faire preuve d'une telle bassesse et en prendre plein la gueule, et ce n'est qu'un début.

- Les aides au logement remises sur le tapis - Francetv info

Un rapport pointe du doigt le coût trop élevé des aides au logement. Francetv info 30.01

- La réforme des APL pourrait «principalement toucher les classes moyennes», selon l'Unef - Public Sénat

La chasse aux sorcières... dans un bac à sable.

1- Najat Vallaud-Belkacem : "l'équipe pédagogique a raison" - Francetv info

- Nice: Un enfant de 8 ans entendu par la police pour «apologie d'acte de terrorisme» - 20minutes.fr

Lors d'une audition libre ce mercredi au commissariat de Nice (Alpes-Maritimes), Ahmed, 8 ans a été entendu car il avait affirmé «Je ne suis pas Charlie, je suis avec les terroristes», révèle le Collectif Contre l'Islamophobie en France (CCIF).

Le 8 janvier, le lendemain de l'attentat contre Charlie Hebdo, l'enfant, en classe de CE2, est intérrogé par son instituteur, qui lui demande s'il «est Charlie», affirme le CCIF. De confession musulmane, il «s'oppose» aux caricatures de Mahomet et, selon l'organisation, aurait «répondu naïvement» qu'il était «du côté des terroristes».

Selon le directeur départemental de la sécurité publique, Marcel Authier, l'enfant avait également refusé d'observer une minute de silence et de participer à une ronde de solidarité dans son école primaire.

«Dans le contexte actuel, le directeur de l'école a décidé de signaler ce qui s'est passé à la police», précise le commissaire Authier, en notant qu'il ne s'agit aucunement d'une plainte. «On a convoqué l'enfant et son père pour essayer de comprendre comment un garçon de 8 ans peut être amené à tenir des propos aussi radicaux».

L'enfant a été entendu pendant 30 minutes, puis a joué avec des jouets pendant l'audition de son père, civilement responsable. «Visiblement, l'enfant ne comprend pas ce qu'il a dit. On ne sait pas où il est allé chercher ses propos», selon le directeur départemental de la sécurité publique.

«La police ment», dénonce l'avocat

L'avocat de l'enfant et des ses parents, Me Sefen Guez Guez, a tweeté sa colère dans la soirée depuis le compte @IbnSalah.

Précisions: je suis avocat et je suis très sérieux. La source c'est moi.

S. Ibn Salah @IbnSalahQuestion de l'OPJ: "qu'est ce que veut dire le mot terrorisme pour toi? - je sais pas." Ahmed. 8 ans.

S. Ibn Salah @IbnSalah : "Est ce que tu as bien dit que les journalistes méritaient la mort? - c'est faux j'ai jamais dit ça."

La police affirme qu'aucune plainte n'a été déposée, ce que contredit l'avocat. Selon lui, «l'enfant est poursuivi pour apologie d'acte de terrorisme. C'est écrit noir sur blanc sur le PV que j'ai signé. La police ment.» Il précise également que le père, qui cherchait à calmer l'enfant, est poursuivi pour «intrusion dans l'établissement», et que les parents ont expliqué à leur fils que «le terrorisme, c'est mal» et condamné ses propos.

Selon le CCIF, l'enfant, diabétique, a rapporté «la privation de son insuline par le corps enseignant». Le collectif et l'avocat affirment encore que le directeur de l'établissement aurait lancé à l'enfant, qui jouait dans le bac à sable : «Arrête de creuser dans le sable, tu n'y trouveras pas de mitraillette pour tous nous tuer.» 20minutes.fr 28.01

2- Aisne: Un parent porte plainte après l'audition de son fils de 9 ans pour apologie du terrorisme - 20minutes.fr

Après Nice, Villers-Cotterêts. Un enfant de neuf ans a été entendu dans l'Aisne par la gendarmerie le 15 janvier car un témoin affirmait qu'il avait crié «Allah akbar» pendant une minute de silence en hommage à Charlie Hebdo. Mais ici, c'est apparemment faux, et son père a décidé de porter plainte pour diffamation.

Les soupçons pesant sur l'enfant «sont sur le plan de la matérialité des faits totalement infondés», a affirmé à l'AFP le procureur de Soissons, Jean-Baptiste Bladier, vendredi soir. «On est dans une cantine municipale qui accueille plusieurs écoles, pendant la minute de silence il n'y a aucun témoin qui entend ce garçon de neuf ans venir dire "Allah akbar, vive le Coran". C'est un autre enfant qui vient (le) dire après coup à sa mère qui est l'une des employées de la cantine, qui le dit à la personne qui encadre la cantine, un signalement est rédigé, (...) on prévient la brigade de gendarmerie», a détaillé le procureur.

Dénonciation calomnieuse et diffamation

L'enfant avait été entendu le 15 janvier par la gendarmerie de Villers-Cotterêts, en présence de son père, dans le cadre d'une enquête pour apologie du terrorisme.

Mécontent, le père dépose plainte le 23 janvier pour dénonciation calomnieuse et diffamation, a ajouté le procureur, qui a souhaité que les conclusions de l'enquête servent pour l'avenir à «éviter de s'emballer inutilement». 20minutes.fr 30.01

Guerre des civilisations. Amalgame, désinformation, formatage et manipulation des consciences.

- Comment les Français perçoivent l'islam et les musulmans - Francetv info

L'institut Ipsos a mené une grande enquête pour Le Monde.

- 47% pensent que la religion musulmane est compatible avec les valeurs de la société française.

Il faut donc en déduire qu'une majorité pense que les musulmans n'ont pas leur place en France.

- 66% des sondés pensent que l'islam est une religion aussi pacifiste que les autres et que le jihadisme en est une perversion. 33% pensent que l'islam porte malgré tout des germes de violence et d'intolérance.

Il faut donc en déduire que pour une majorité l'islam doit être banni puisqu'elle est à l'origine du jihadisme.

L'essentiel, c'est qu'ils cautionnent les guerres de l'impérialisme français en Afrique, au Proche et au Moyen-Orient.

- A la question "Après les attentats, sommes-nous en guerre ?", 53% des sondés ont répondu oui. Mais l'amalgame est bien évité car 84% parlent d'une guerre "contre le terrorisme jihadiste uniquement". 16% se disent en guerre "contre l'islam en général".

Quand on sait que la guerre contre le terrorisme sert justement à justifier les interventions militaires de l'Empire et ses alliés dont la France en Afghanistan, Libye, Irak, Syrie, etc. on atteint ici le comble de la manipulation.

Opération blanchiment des commanditaires et bénéficiaires des attaques des 7 et 9 janvier.

- Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, a deux explications. Il évoque d'une part "le rôle des représentants musulmans, qui a été perçu par les Français et qui a été apprécié", et d'autre part "les responsables politiques en général qui ont aussi beaucoup fait - et on le voit dans notre enquête - pour éviter ce genre d'amalgames".

Amalgame qu'ils ont eux-mêmes sécrété, alimenté, exploité sachant par avance que ce genre d'attaque et l'interprétation officielle qui en serait donnée reprise en choeur par la quasi-totalité des partis politiques, des syndicats, des intellectuels et martelée par les médias et leurs réseaux antisociaux aurait toute les chances de prendre ou de s'incrustrer dans le cerveau de la majorité de la population ignorante ou inconsciente des réelles commanditaires de ces attaques.

Les responsables politiques et religieux ont poussé le cynisme jusqu'à se démarquer de cet amalgame ou le dénoncer pour en faire porter la responsabilité à la population qui serait ensuite amenée à légitimer leurs nouvelles mesures liberticides et impérialistes, n'ayant plus par la suite qu'à les justifier au nom de la démocratie ou du respect des souhaits exprimer par la population et la boucle de la manipulation était bouclée.

Parole d'internaute

Le contexte : commentaires d'abonnés du Figaro (de gauche et progressiste, etc. comme chacun sait) figurant à la suite de l'article mis en ligne dans la causerie d'avant-hier, suite à la sanction disciplinaire prise par le rectorat de l'Académie de Poitiers de l'Education nationale, pour avoir soi-disant tenu des propos sur l'attaque du 7 janvier divergeant de la version officielle, qui font de ce professeur de philosophie de tendance anarchiste un suppôt du terrorisme.

1- La "mise à pied" n'existe pas pour un enseignant, qui est un fonctionnaire d'Etat...

Ce qui existe, à titre conservatoire, c'est la suspension des fonctions (avec traitement) pour une durée qui ne saurait excéder 4 mois, en attendant la tenue d'une instance disciplinaire ou toute autre décision prise par l'autorité administrative, entre-temps (Avertissement ou blâme qui peuvent être prononcés sans la tenue d'un conseil de discipline)

2- La philosophie doit elle être bientôt interdite car elle amène des pensées contradictoires ? Platon a du utiliser la cigüe pour sa condamnation. On condamne la pensée libre sous prétexte d'un journal anarchiste libre penseur. Où est l'erreur ?

3- Curieuse justice...

Les mêmes sont accusateurs, avocats juges et très bientôt bourreaux...

4- Si on condamne un professeur pour inciter ses élèves à réfléchir, où va le monde?

5- C'est hallucinant , de nos jours on peut carrément se retrouver en garde à vue pour deux ou trois mots qui ne plaisent pas au régime .

6- Une ignoble atmosphère de chasse aux sorcières pour quiconque ne communie pas à la nouvelle synthèse entre Charlie Hebdo et la répression policière.

7- En réalité, on ne sait pas pourquoi il a été suspendu !

La liberté d'expression en France ça consiste en quoi ?

8- La délation, les sanctions arbitraires... on se croirait revenu sous l'occupation.

9- La question qui s'impose est la suivante : Dans le pays de la liberté d'expression, peut-on sanctionner quelqu'un qui ne la défend pas suffisamment bien au gré de ceux qui la portent aux nues ?

10- Quand on vous dit liberté d'expression il faut comprendre:"politiquement correcte"

11- Si vous lisez bien vous constaterez une chose hallucinante : le professeur sanctionné ne sait pas exactement ce qui lui est reproché. Car il n'a, à aucun moment pu simplement se défendre. Telle est la politique de terreur instaurée par les Rectorats. Dans le Haut Rhin, trois cas similaires en une semaine.

12- On y est : la répression s'abat sur tout ce qui ne s'aligne pas inconditionnellement sur la ligne officielle.

On remarque qu'il y a une liberté d'expression à deux vitesses, celle de Charlie et leurs amis, et celle des français moyens qui eux sont surveillés comme le loup blanc !

13- Plus rien ne m'étonne dans ce pays devenu bien étrange depuis qq années.

Un prof qui dérape, une sanction sans explication, des anciens élèves qui prennent sa défense sans savoir de quoi il s'agit, un article de journal qui ne nous apprend rien, et un gvt qui surfe inlassablement sur Charlie depuis l'attentat.

Tout cela est détestable, hautement détestable. Depuis que la question de la présence de l'islam en France est posée, c'est la débandade. Je me demande où nous en serons dans une dizaine d'années car je doute que cela ira en s'améliorant.

Pour 0,0003%.

40. C'est le nombre d'«incidents» décomptés par le ministère de l'Education nationale dans les 64 000 établissements scolaires (12 millions d'élèves). liberation.fr 29.01

Il y en aurait eu 200 en réalité, dont seulement quelques dizaines auraient donné lieu à des enquêtes de police ou des poursuites judiciaires, soit le chiffre considérable de 0.0003% ! Faites le calcul pour le vérifier, 40 ramener à 12 millions donne bien 0,0003% qui mérite que les médias montent en épingle ces faits insignifiants. Ils devaient espérer mieux...

Porochenko ou Netanyahu qu'il soutient c'était suffisant.

- Un hebdo marocain compare Hollande à Hitler : "Une sonnette d'alarme pour la classe politique" - francetvinfo.fr

A la une du magazine, François Hollande apparaît vêtu d'une tenue nazie, attifé d'un brassard avec une croix gammée et affublé d'une petite moustache semblable à celle d'Hitler. L'hebdomadaire marocain Al Watan Al Ane a choisi de diffuser ce photomontage douteux en première page de son édition datée du jeudi 29 janvier, accompagné de ce titre : "Les Français vont-ils faire renaître les camps de concentration d'Hitler pour exterminer les musulmans ?"

Le directeur de la publication d'Al Watan Al Ane, Abderrahim Ariri, "assume" sans problème cette couverture et cette comparaison avec le régime nazi. "C'est une sonnette d'alarme pour la classe politique, au Maroc et en France, assure-t-il à francetv info. Depuis l'attentat contre Charlie Hebdo, nous avons beaucoup de témoignages qui nous indiquent que l'islamophobie a pris des proportions très inquiétantes en France."

Deux jours après les commémorations de la libération du camp d'Auschwitz, le journaliste n'hésite pas à comparer le climat actuel à la Nuit de cristal de 1938, survenue après l'assassinat d'un responsable du Troisième Reich par un juif réfugié en France. Cette nuit de pogroms en Allemagne et en Autriche se solde par le meurtre de 91 juifs et la déportation de 35 000 d'entre eux. "Hitler a considéré cet assassinat comme un don du ciel et en a profité pour mobiliser les Allemands contre les juifs, assure Abderrahim Ariri. L'acte terroriste est un don du ciel pour Hollande, qui en a profité pour se redonner une virginité politique."

L'offense envers un chef d'Etat punie par la loi marocaine

Scandaleux vu de France, ce discours est "symptomatique", juge Aïcha Akalay, directrice de la publication de TelQuel.ma. "Cela traduit un malaise au sein de la société marocaine, analyse la journaliste, interrogée par francetv info. A la fois un malaise des Marocains vis-à-vis des amalgames qui sont faits entre les musulmans et les terroristes et un malaise dans les relations entre la France et le Maroc."

Ce contexte pourrait ne pas suffire aux tribunaux, note Tel Quel, puisque l'article 52 du Code de la presse marocain prévoit une peine d'un mois à un an de prison, ainsi qu'une amende, en cas d'"offense commise publiquement" envers un chef d'Etat étranger. Peu importe, répond Abderrahim Ariri. "Le rôle du journaliste, c'est de secouer", se justifie le directeur de la publication d'Al Watan Al Ane. Il persiste et signe dans la comparaison avec le régime nazi, évoquant un "holocauste virtuel" des musulmans de France. "Ils vivent sous la menace, sous une tension, craignant à chaque instant d'être victimes d'un acte criminel", assure-t-il. Abderrahim Ariri accuse le gouvernement français de ne pas les protéger suffisamment. Autant de raisons, selon lui, qui justifient cette une. francetvinfo.fr 29.01

Commentaires d'internautes

- Offense à un chef de l'Etat étranger ? Et comment doit-on qualifier ce que font les caricaturistes français à ces chefs d'Etats étrangers (arabo-musulmand de préférence) ? Non mais... faut repenser la liberté d'expression "à la française" !

- La liberté d'expression ça va dans tous les sens, on caricature le prophète de plus d'un milliard de personnes en leur fesant du mal. On peut accepter des autres peuples d'avoir leurs liberté d'expression, chacun sa vision des choses.

Intox

- Pourquoi Macron veut rassurer les journalistes sur la liberté d'expression Le Huffington Post

- Les Alliés auraient-ils pu sauver les juifs ? - Francetv info

Auraient-ils fallu encore qu'ils ne les livrent pas aux nazis ! Ils peuvent ajouter les sionistes dans le lot qui les ont troqués à Hitler contre la Palestine.

- 70 ans après, l'Europe se recueille à Auschwitz et s'inquiète de l'antisémitisme - AFP

Ils ont la fâcheuse et cynique habitude de commémorer leurs crimes avec quelques décennies de retard, on comprend pourquoi...

Plus qu'un chômeur ou un musulman par exemple.

- Le Parlement reconnaît que les animaux sont doués de sensibilité - AFP

... la preuve avec un sujet trop sensible, trop contreversé...

- Groupe d'amitié France-Qatar : le Sénat dit non - Public Sénat

C'est Fabius qui va être déçu...

Haute-tension et crise du régime.

- Sénat contre Assemblée: coup de colère inédit entre Larcher et Bartolone - AFP

- Quand Cambadélis (PS) tance le porte-parole d'EELV - LeMonde.fr

- Arabie Saoudite : le roi Salman évince les proches d'Abdallah - LeFigaro.fr

A bas le parlementarisme, à bas la dictature de la Ve République !

- « Attention à ne pas nourrir l'antiparlementarisme » prévient Gérard Larcher - Public Sénat

En famille Hollande ne risque pas une indigestion.

- Hollande et Merkel dînent discrètement à Strasbourg - 20minutes.fr

Discrètement... devant les caméras, ils en sont là !

Il est vrai qu'il est permis d'avoir des illusions dans Hollande quand on en a dans Syriza

- Pierre Laurent (PCF) attend de voir si la France sera "réellement" aux côté de Syriza - AFP

Pécresse sur les rails de Bilderberg

- Pécresse (UMP), adoubée par Sarkozy, à l'orée de sa campagne pour les régionales - AFP

Privatisation du droit à l'alimentation.

- Les surfaces cultivées en OGM en hausse de 6 millions d'hectares en 2014 dans le monde Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Une autre illusion qui a fait long feu. La décomposition gauchiste ou la capitulation rampante.

Le NPA est passé de plus de 9.000 adhérents à sa fondation en 2009 à 2.100 aujourd'hui, il est donc revenu au niveau de la LCR, en pire, divisés en de nombreuses chapelles qui s'écharpent entre elles.

LO revendique 8.000 membres sans qu'on sache s'ils existent réellement, ils sont invisbles ! Quant au POI, il avait fait plus fort l'an dernier en ne communiquant plus son nombre d'adhérents qui a dû fondre autant qu'au NPA ou pas loin. Seuls leurs dirigeants possèdent cette information et la gardent pour eux, on comprendra pourquoi ils exècrent la théorie du complot et soutiennent Charlie Hebdo puisque quelque part ils se comportent de la même manière.

Que dire de plus qu'on n'a pas déjà dit ? Rien, car on n'a pas de temps à perdre avec des partis qui refusent de se donner les moyens deconstruire le parti ouvrier révolutionnaire dont nous avons tant besoin. Ils sont sclérosés, dogmatiques, ils pratiquent le centralisme bureaucratique, ils refusent de s'adresser aux masses les plus défavorisées, de défendre les idées du socialisme, de mener la guerre au capital sur les plans idéologique et psychologique à partir desquels il conditionne travailleurs et militants, eux aussi sont en guerre contre le terrorisme, que voudriez-vous qu'on ajoute franchement, c'est désolant voilà tout, on ne s'en sortira jamais avec de tels partis.

1- Le NPA en proie à des luttes internes sur fond de sa relation au Front de gauche - AFP

Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), réuni jusqu'à dimanche pour son 3e congrès, est en proie à des divisions internes sur fond de sa relation au Front de gauche.

"Le NPA se porte comme la gauche dans ce pays", comprenez "pas bien" dans l'esprit d'Alain Krivine, figure du NPA qui s'exprimait vendredi lors de ce rassemblement. "Comme il n'y a pas de grande mobilisation en France (...) les débats internes prennent de l'ampleur", souligne-t-il, déplorant une "multitudes de plateformes" pour le congrès.

Les 2.100 adhérents étaient en effet invités à se prononcer sur cinq plateformes auxquelles se sont ajoutées quelques plateformes locales.

Les plateformes ont jusque dimanche pour s'entendre et élire une nouvelle direction au NPA. AFP 30.01

2- NPA recherche anciens militants: où sont-ils partis? - Le Huffington Post

C'est l'histoire d'une révolution qui a mal tourné. En janvier 2009, un peu moins de 10.000 militants enthousiastes participaient à la création d'un objet politique non identifié: le Nouveau Parti Anticapitaliste. Fondé sur la charpente de l'ancienne Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), nourri par le mouvement citoyen et associatif altermondialiste et guidé par un Olivier Besancenot alors au comble de sa popularité, le NPA devait, à terme, fédérer la gauche radicale en vue d'instaurer "le socialisme du 21e siècle, démocratique, écologique et féministe".

Cinq ans plus tard, malgré la gravité de la crise financière et économique, le bilan est bien maigre. Le créneau de la gauche radicale est occupé par le Front de Gauche et personne ne s'est imposé pour succéder à l'ancien facteur de Neuilly. Surtout, les troupes ont fondu: le parti anticapitaliste revendique désormais un "effectif supérieur à 2100 membres", un nombre en chute constante malgré la promesse de la direction que l'hémorragie a été "stabilisée".

C'est donc dans un climat de crise que s'ouvre ce troisième congrès qui se tient de vendredi à dimanche en Seine-Saint-Denis même si le NPA puise dans l'expérience Syriza en Grèce de nouveaux espoirs pour l'avenir. Encore faut-il comprendre ce qui a mal tourné.

De scissions en déceptions, que sont devenus les 7900 pionniers des origines?

La plupart des anciennes fractions du NPA se sont aujourd'hui rassemblées sous l'appellation Ensemble afin de peser au sein du Front de Gauche.

A ses débuts, le NPA attire une nouvelle génération militante venue du monde associatif altermondialiste. Beaucoup vont renoncer en dénonçant le "sectarisme" de la formation politique où les luttes d'appareil héritées de la LCR sont encore la règle. "Le réflexe unitaire a presque disparu, remplacé par une ligne 'gaucho-guevariste' de type 'le NPA seul contre tous!'", se désole Raoul-Marc Jennar en février 2011 lorsqu'il quitte le NPA "sur la pointe des pieds". Venu de la société civile, ce spécialiste des relations internationales participe à la fondation du parti avant d'être propulsé tête de liste aux européennes dans le Sud-Est. Il

a depuis rejoint le Parti de Gauche.

Même itinéraire pour Leïla Chaibi, venue de l'association "anti-précariat" L'Appel et la pioche, qui rejoint le NPA avant de rallier Jean-Luc Mélenchon pour privilégier l'action coup de poing loin "des guerres de chapelles où on disserte pendant des heures du marxisme".

Le sociologue Philippe Corcuff, altermondialiste, membre d'Attac et passé par toutes les formations politiques de gauche pour finir sur le NPA, claque la porte en 2013 pour rejoindre la Fédération anarchiste tout en militant dans le syndicalisme.

Le fonctionnement du NPA poussera certains de ses membres les plus en vue à prendre du recul. En octobre dernier, Philippe Poutou, ex-candidat à la présidentielle de 2014, annonce son départ en éreintant une direction "trop parisienne". "Je n'ai jamais su ou pu m'intégrer" au comité exécutif du parti, écrit l'ancien candidat-ouvrier, déclarant se sentir à la fois éloigné et inutile.

Le phénomène est difficile à quantifier: il n'en fait pas moins beaucoup parler. Plusieurs soutiens du NPA, déçus par l'évolution de la formation anticapitaliste, ont choisi l'autre extrême de l'échiquier politique pour leur reconversion politique. Une reconversion souvent bien plus difficile qu'il n'y paraît. Le cas d'Aurélien Legrand, ex-candidat et militant du NPA devenu la plume du Front national à Paris, se voudrait emblématique, il ne l'est pas.

Fabien Engelmann, avant d'être élu maire d'Hayange en Moselle sous l'étiquette du parti d'extrême droite, a été syndicaliste à la CGT, candidat de Lutte ouvrière avant de rejoindre le NPA à sa fondation en 2009. Il le quitte moins de deux ans plus tard pour se rallier à la théorie de la "préférence nationale" prônée par le parti d'extrême droite. A l'époque, c'est la décision du NPA d'introniser une candidate voilée qui précipite sa décision. "Nous étions tous littéralement sidérés de voir que le parti acceptait une candidate voilée, sans même prendre l'avis des ses adhérents lors d'un congrès national", confiera-t-il au site d'extrême droite Riposte Laïque. Accueilli à bras ouverts, élu maire, Engelmann déchante. Les disputes à la mairie d'Hayange et la menace d'une invalidation de son élection ont convaincu la direction du FN qu'il constitue désormais un "maillon faible".

Autre transfuge, autre déception. Evadée du NPA, Vénussia Myrtil, 21 ans, métissée, est brièvement apparue en 2011 comme le nouveau visage d'un Front national dédiabolisé. "Perdue" au sein du NPA qui rejette tout nationalisme, la jeune fille avoue se sentir "attirée par le discours patriote de Marine". Mais ses convictions pro-LGBT et favorables à la légalisation du cannabis, immédiatement exploitées par les adversaires internes de Marine Le Pen, l'ont rapidement mise à l'écart. Le Huffington Post 30.01

3- Ex-militant et candidat NPA, il devient la "plume" du FN à Paris - Le Huffington Post

Le Front national continue à attirer les déçus... et à engranger des ralliements (voire des revirements) pour le moins inattendus. En décembre, on apprenait que Sébastien Chenu, ex-secrétaire national de l'UMP et cofondateur de l'association GayLib, avait décidé de franchir le pas pour rejoindre le Rassemblement Bleu Marine du FN.

Jeudi 29 janvier, L'Opinion (article abonnés) révèle un autre transfert politique étonnant: celui d'Aurélien Legrand. Âgé de 30 ans, ce dernier est un ex-militant de la LCR puis du NPA, et fut même un candidat du parti d'Olivier Besancenot aux municipales de 2010. Il a rejoint le Front national en septembre dernier. Il est désormais "la plume en charge de la communication du FN à Paris", résume BFMTV.

Concrètement, Aurélien Legrand écrit les communiqués du secrétaire départemental du Front national à Paris (et également trésorier du parti), Wallerand de Saint-Just. Ce proche de Jean-Marie Le Pen, qui est aussi l'avocat du FN, ne tarit pas d'éloges sur cette nouvelle recrue, rapporte Libération.

"Ou bien c'était un espion bolchevique ou bien il était sincère, raconte Wallerand de Saint-Just au sujet de leur rencontre. J'ai vu en face de moi un garçon brillant qui avait envie de faire quelque chose pour son pays. Le fait de venir au Front national est déjà un acte d'anticonformiste! J'ai donc décidé de lui faire confiance".

Quant au principal intéressé, il se justifie: "On retrouve dans les deux partis la défense des sans-voix, des petits, des sans-grade, de ceux auxquels personne ne s'intéresse et que le système broie", affirme-t-il, ajoutant qu'il a trouvé au FN "une ouverture d'esprit qu'il n'y avait pas au NPA". Le Huffington Post 30.01

On a bien atteint le niveau zéro de la conscience de classe, n'est-ce pas ?

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries février2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 4 février 2015

CAUSERIE

(En fin de journée, on a ajouté 48 articles)

On ajoutera une trentaine d'articles dans la journée. J'ai étayé les sources où je m'approvisionne en articles...

Hier en retournant l'oreiller de Selvi j'ai senti un truc bizarre dedans, enroulé dans un petit morceau de papier journal il y avait un citron séché recouvert d'une poudre rouge et blanche, ainsi qu'un petit sachet en papier contenant la même poudre blanche, le tout provenant d'un temple.

Je demande à Selvi qu'est-ce que c'est et à quoi cela sert, elle me répond que c'est pour bien dormir en se marrant, bref, la pauvre femme est supersticieuse. J'ai rigolé avec elle de bon coeur et j'ai laissé le citron et le petit sachet à sa place en lui précisant que je dormais très bien en m'en passant, après tout chacun son truc en fonction de son niveau de développement.

Voilà qui pourrait faire un abominable sujet pour les ignobles caricaturistes de Charlie Hebdo. Ils pourraient se moquer violemment de la superstition de Selvi (et ses semblables qui se comptent par centaines de millions dans le monde) et dénoncer sa profonde arriération, la complexer, la faire pleurer car elle est très émotive, lui faire sentir à quel point elle appartient à cette sous-espèce d'êtres humains qui se compaisent dans leur condition inférieure et sont indignes qu'on leur témoigne le moindre respect...

J'ai retenu de cette expérience qu'elle s'était marrée en m'expliquant à quoi ce fétiche servait, comme quoi elle n'est pas complètement dupe, contrairement à moi elle n'a rien d'autres à quoi se raccrocher pour supporter la dureté de l'existence et l'injustice de la société, pour les interpréter, moi j'ai le marxisme ou le socialisme. Et vous ?

Nous respectons scrupuleusement les travailleurs en général, y compris leurs préjugés, ce qui ne signifie pas qu'on fasse preuve de laxisme et qu'on ne les combatte pas, mais en prenant les choses dans l'ordre, en commençant par s'attaquer à ceux des classes et des couches supérieures qui soit se complaisent dans la société telle qu'elle est, soit s'en accommodent hypocritement parce qu'ils en tirent profit individuellement.

On n'entend pas changer l'état d'esprit des masses exploitées et ses couches les défavorisées ou arriérées, notre combat politique se concentre contre la classe dominante et ceux qui d'une manière ou d'une autre la soutiennent, sachant que seule l'abolition du mode de production capitaliste et les rapports sociaux qui les sous-tendent sont à l'origine du comportement des masses, peuvent produire le meilleur comme le pire. Il est navrant et déplorable qu'aucun parti ouvrier ne développe cette

argumentation accessive à tous dans sa littérature destinée aux travailleurs et aux militants.

Vous ne comprenez pas pourquoi nous sommes excédés, en voici une excellente raison.

Réflexions politiques

Si le parti existait, s'il était parvenu à tisser des liens avec les différentes classes et couches d'exploités, le gouvernement ne pourrait pas développer une telle propagande hystérique basée exclusivement sur des mensonges grossiers sans prendre le risque d'être violemment contredit et de déclencher une puissante dynamique populaire qui renforcerait ce parti et mettrait en péril le régime.

On aurait pu tout aussi bien dire qu'il n'existait plus aucun parti d'opposition au régime et aucun média plus ou moins indépendant dans ce pays, ce qui lui laisse le champ libre. La véritable résistance repose uniquement sur les travailleurs et les militants, qui pour ces derniers se dote d'un contenu trade-unioniste ou réformiste sans aucune perspective politique indépendante une fois le fil avec le marxisme ou le socialisme rompu. L'heure est au compromis, à la conciliation avec le capitalisme pour nos dirigeants et toute autre attitude sera jugée déplacée, exessive ou outrancière, bref à rejeter, d'où selon nous l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons.

Bien entendu les uns et les autres s'en défendent ou nient leur collusion avec le régime, leur capitulation politique. Selon eux en adoptant ou en soutenant le moins mal on éviterait le pire aux travailleurs, sauf qu'en réalité cela revient à désarmer un peu plus théoriquement les travailleurs et les militants et à renforcer la confusion politique dont ils sont victimes et prépare ainsi le terrain aux pires désillusions et affaiblit leur résistance. On sait sur quoi débouche ce genre de situation dont se nourrit l'extrême droite ou le fascisme qui le moment venu sera propulsé sur le devant de la scène politique par la classe dominante pour finir de briser par la force ou la répression la résistance de la classe ouvrière.

A l'extrême violence de l'extrême droite et du fascisme, on refuse d'opposer le socialisme avec sa méthode, la révolution prolétarienne pour chasser du pouvoir la classe des capitalistes. Soit, dans ce cas-là il faut accepter dans la bonne humeur tout ce qui se produit et cesser de se plaindre ou de geindre. On récolte ce qu'on a semé, voilà tout.

La place est vide.

Le gouvernement sait que ce parti n'existe pas, comme en Grèce ses homologues de la classe dominante savent que Syriza est un parti subordonné au capitalisme et n'a rien à voir avec un authentique parti ouvrier révolutionnaire, qu'il récupère la mise ne les inquiéte pas plus que cela, ils s'en accommoderont comme il s'accommode du capitalisme et de l'UE.

Il est révélateur de la décomposition du mouvement ouvrier en France, l'ensemble des partis dits de gauche ou d'extrême gauche sans exception soutiennent Syriza, alors qu'en réalité il est avec le fascisme le dernier rempart du régime, autrement dit, ils démontrent qu'ils sont tous corrompus par le capitalisme, que faudrait-il en déduire d'autre selon vous ?

Vous n'êtes pas d'accord ? On prend les paris ? Je dis banco, je mets dans la balance tout ce que je possède que d'ici quelques semaines ou mois les faits démonteront que j'avais raison. En échange si vous avez perdu je vous demanderais juste de soutenir le site en fonction de votre temps et de vos moyens.

Il n'existe pas de partis ouvriers opposés au régime en France, il n'existe plus de partis ouvriers combattant sur le plan politique, il n'y a au mieux que des syndicats réformistes qui se sont fait passer pour des partis depuis 1940, c'était moins visible autrefois, cela l'est davantage de nos jours voilà tout, ou au pire dans la mesure où jusqu'à présent ils constituent des obstacles à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Lu dans un article publié par Le Grand Soir le 1er février à propos du parti avec lequel Syriza gouverne.

- "*Qui sont les « Grecs indépendants » (ANEL) ? Un parti né en février 2012 d'une scission de ND, Kamménos refusant de voter le mémorandum qui liste les réformes à accomplir en Grèce. Pour le reste, on ne connaît pas son programme, si ce n'est son opposition virulente aux politiques d'austérité (pour Kamménos, l'Europe est soumise aux « néo-nazis allemands ») et sa volonté de mettre fin à l'immigration. « C'est un parti d'opportunistes, sans idéologie précise, un parti de réaction de la classe moyenne supérieure », résume l'historien grec Nikolas Bloudanis. « En France, il regrouperait la droite de l'UMP et la gauche du FN ». Une sorte de Nicolas Dupont-Aignan, qui est d'ailleurs l'un de ses alliés sur le plan européen, en infiniment plus sulfureux. De fait, les déclarations de Kamménos et celles de ses affidés permettent de dresser un portrait de cette formation : elle est à la fois complotiste, xénophobe, défenseur de l'église orthodoxe, antisémite, homophobe, europhobe, pro-russe, anti-turc et on en oublie surement dans la liste.*"

Et nos dirigeants feignent d'ignorer cet accord abjecte avec ALEL qui en dit plus long que tous les discours sur la nature de Syriza. Nos dirigeants emploient les mêmes méthodes que les faussaires, les falsificateurs qui pratiquent le non-dit, la

désinformation, les masques tombent et confirme tout ce qu'on a pu écrire à leur sujet depuis 10 ans, en pire, car nous avions ménagé les militants en ne leur livrant pas la totalité de nos conclusions, nous nous disions qu'à la faveur de l'amplification à venir de la crise du capitalisme, les occasions ne manqueraient pas qui les forceraient à se démasquer eux-mêmes.

Tous les partis ouvriers ayant fait faillite, on devrait peut-être penser à nous rassembler et nous organiser à partir de ce portail qu'on pourrait modifier pour l'occasion. Je ne pensais pas en arriver à ce genre de proposition, mais en observant ce qui se passe depuis le 7-janvier, je me dis qu'on n'a rien à perdre à tout essayer, y compris à infiltrer les réseaux sociaux, à utiliser tous les instruments à notre disposition. Cela pourrait éveiller des vocations de dirigeants parmis les militants qui se connectent au portail, pourquoi pas? De la même manière que les travailleurs n'ont pas être complexés ou se croire inférieurs à ceux qui nous gouvernent, les militants doivent adopter le même état d'esprit.

Dans son éditorial du 29 janvier (Informations ouvrières - POI), Daniel Gluckstein se félicitait de la victoire électorale de Syriza et l'exploitait également à sa façon :

- "*La réponse aux aspirations légitimes des travailleurs et des peuples se concentre en une exigence : dehors la troïka, le FMI, la BCE, démantèlement des institutions de l'Union européenne ! C'est la seule voie pour permettre aux peuples d'Europe de faire prévaloir leurs droits et leurs aspirations.*"

Il était sur une ligne politique tout aussi opportuniste puisque finalement ce n'est pas la rupture avec la troïka la clé de la situation du point de vue des travailleurs et pour mener le combat politique sur le terrain du socialisme, mais avec le capitalisme et ses institutions nationales dans chaque pays en priorité.

Et c'est bien la raison pour laquelle Syriza et les différents fronts de gauche en Europe peuvent prétendre s'opposer à la troïka, car la question qui est posée n'est pas celle-là, mais bien la crise du capitalisme, qui impose soit qu'on s'y soumettre, soit qu'on le renverse, et dans tous les cas de figure que l'on soutienne ou s'oppose en parole à la troïka ne change strictement rien dès lors qu'on n'entreprend pas de s'attaquer en pratique aux fondements du capitalisme ou inclure dans son combat politique la nécessité d'expropriee les banquiers et les actionnaires des grandes entreprises, de liquider les institutions politiques du capital en place.

Il est révélateur également que le POI ait le même mot d'ordre que les "indignés" ou encore les mouvements qui se disent apolitiques et rejettent la troïka, cela n'engage à rien ou si, à ne surtout pas s'attaquer au régime.

Depuis longtemps nous avons caractérisé Syriza comme un parti bourgeois. Parvenu au pouvoir, il en a fait la démonstration hier confirmant notre analyse. Nous verrons cela plus loin. La pseudo-gauche et extrême gauche en France le soutient, le POI également quand Dominique Ferré (IO n°326 page 10) écrit "Pour conduire le nouveau gouvernement grec à renoncer au mandat que le peuple a exprimé ce 25 janvier, d'immenses efforts sont déployés.", comme si Siryza pouvait incarner autre chose que les illusions des masses et avait besoin que les représentants du capital déploient "d'immenses efforts" pour contraindre ses dirigeants à ne pas rompre avec le capital et l'UE, comme si franchement c'était nécessaire parce que Syriza serait un authentique parti ouvrier incarnant le socialisme, c'est cette illusion que véhicule ici Dominique Ferré, où va se nicher le trotskisme décidément... C'est pitoyable d'en arriver là, mais pas vraiment étonnant.

Les faits sont cruels pour les opportunistes et les révisionnistes disions-nous, vérifions-le en temps réel.

Rédigé le 1er février.

Front de gauche des privilégiés.

La dette illégitime que les travailleurs grecs doivent supporter ne sera pas annulée par le nouveau gouvernement, mais étalée... à perpétuité.

- Podemos, allié de Syriza, rassemble au moins 100.000 personnes à Madrid - huffingtonpost.fr

En Espagne, "les privilégiés ont rompu le pacte de coexistence", a lancé Iñigo Errejon, 31 ans, le numéro deux de Podemos. huffingtonpost.fr 01.02

Le "pacte de coexistence" avec le régime, avec la classe des capitalistes contre les travailleurs, excellent, de tels aveux valent mieux que toutes les interprétations ou analyses : nous, Front de gauche, nous revendiquons avoir passé un pacte avec les ennemis de la classe ouvrière que nous prétendons représenter, on ne pouvait espérer mieux.

Le réformisme ou mener le combat exclusivement sur le terrain social sans perspective politique, est conforme à l'individualisme ou à l'esprit de l'idéologie de la classe dominante. Il creuse la tombe du mouvement ouvrier...

Rédigé le 2 février

Dès le lendemain, sous la forme d'un exercice pratique ils le confirment : la dette de l'Etat capitaliste produit de la crise du capitalisme sera "perpétuelle" tandis que l'industrie financière sera servie rubis sur l'ongle, c'est le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis qui vient de le proposer à la BCE.

Comme quoi, contrairement à ce qu'affirmait Dominique Ferré, la classe dominante n'aura pas eu besoin de déployer "d'immenses efforts" pour convaincre les dirigeants de Syriza de prendre en compte ses intérêts, puisqu'en réalité ils en étaient les représentants. Et le POI ?

- Athènes propose une restructuration de dette - Reuters

Le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis propose d'échanger la dette publique grecque détenue par la Banque centrale européenne (BCE) et le secteur public contre des obligations indexées sur la croissance et des obligations perpétuelles, évitant ainsi de faire subir des pertes à la dette détenue par le secteur privé, a dit une source lundi.

"Ces obligations détenues actuellement par la BCE peuvent être restructurées; il est possible de les transformer en obligations perpétuelles ou en dette indexée sur la croissance", a précisé la source, au fait du projet.

"Il en est de même avec une partie des autres obligations bilatérales détenues par le secteur public".

Priée de dire si les débiteurs du secteur privé seraient sollicités pour être mis à contribution dans le cadre de cette restructuration, la source a répondu: "Non, ils ont eu suffisamment de décotes".

Le ministre des Finances grec évoque également ce projet d'échange de dette dans un entretien au Financial Times, auquel il dit également qu'Athènes ne réclamera plus une radiation de la dette extérieure représentant 315 milliards d'euros.

"Ce que je dirai à nos partenaires est que nous mettons au point simultanément de quoi dégager un excédent budgétaire primaire ainsi qu'un calendrier de réformes", explique Varoufakis au quotidien.

Varoufakis observe par ailleurs, dans les colonnes du Financial Times, que le gouvernement compte sévir contre les riches adeptes de l'évasion fiscale et dégager un excédent primaire de 1% à 1,5% du PIB même si cela implique que son parti Syriza ne puisse respecter toutes les promesses de dépenses sur lesquelles il a été élu, écrit encore le FT. Reuters 02.02

La messe étant dite...

- Quand Obama et des prix Nobel d'économie se rangent derrière la Grèce - AFP

- Grèce: les dirigeants testent leurs idées dans un esprit de compromis - AFP

"Je crois que les conditions existent pour trouver un point d'accord avec les institutions européennes", a déclaré M. Renzi au cours d'une conférence de presse commune à Rome avec M. Tsipras.

Ce dernier a pour sa part insisté sur le fait qu'un changement était "nécessaire" en Europe, et qu'il ne fallait pas en avoir peur. "Il faut mettre la cohésion sociale et la croissance à la place de la peur et de l'incertitude", a-t-il expliqué, ajoutant que "les citoyens (européens) et les créanciers ne devaient pas avoir peur" de la Grèce, selon la traduction en italien de ses propos tenus en grec.

Les efforts de compromis des nouveaux dirigeants grecs, issus du parti de la gauche radicale Syriza, ont cependant été salués par les marchés en Europe.

La Bourse d'Athènes, qui faisait grise mine depuis la victoire de la gauche radicale Syriza en Grèce il y a huit jours, a clôturé mardi après-midi en hausse de 11,27%. AFP 03.02

Vidéo. Aux Charlie.

1- Richard Gage on C-SPAN - sous-titres français
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1422579428&v=1pp1bc9agzQ&x-yt-cl=85114404

Le fondateur de AE9/11Truth, Richard Gage, invité du Washington Journal sur C-SPAN le 1er août 2014, montre que le bâtiment 7

du WTC a été soumis à une démolition contrôlée le 11 septembre 2001.

2- Ukraine reportage TV allemande surprenant
https://www.youtube.com/watch?x-yt-ts=1422579428&v=Hxur4NIOtsg&x-yt-cl=85114404

La chaîne allemande généraliste ZDF (deuxième chaîne) a diffusé ce mois ci un reportage sur la situation dans l'Est de l'Ukraine. Un reportage qui contraste SPECTACULAIREMENT avec l'image (souvent d'ailleurs sans images) qu'en donne la presse française mainstream, même si ce qui est montré ici reste encore très adouci par rapport à la réalité mise en ligne par les personnes concernées, visible par exemple ici: http://www.youtube.com/channel/UCV7ER... .

Comment s'étonner ensuite que les insurgés n'acceptent plus les trêves?

Malgré la position très alignée de l'Allemagne sur la crise ukrainienne, la presse de ce pays resterait-elle encore indépendante, contrairement à notre presse subventionnée (contre services rendus) et trop fainéante pour chercher ailleurs que dans les dépêches AFP?

Conditionnement. Propagande de guerre et désinformation au service de l'Otan.

- L'Amérique de retour au chevet de l'Europe - lefigaro.fr

L'Amérique commence enfin à prendre la mesure du danger que représente la puissance agressive de la Russie de Poutine pour le futur de l'Europe. lefigaro.fr 01.02

Commentaires d'internautes (abonnés du Figaro)

1- Le chef d'état-major ukrainien Victor Muzhenko a, malheureusement pour vous, déclaré et clairement nié la présence d'unités russes dans l'Est de l'Ukraine. et en plus Obama dans une interview sur CNN... Il reconnait que "les USA ont préparé un changement de pouvoir a Kiev"

2- Cet article me trouble tant il semble évident pour tout citoyen qui s'informe de la situation dans laquelle nous nous trouvons avec la Russie a été savamment organisée par l'Occident atlantisme. Ce dernier n'a pas d'amis et la Russie est une proie de choix pour les intérêts de l'Allemagne et des États-Unis. Malheureusement ça ne va pas être facile, Poutine veille au grain et les Chinois ne laisseront pas faire...bizarre d'écrire un article sur ce sujet sans introduire quelques nuances...

3- Mon dieu, cette propagande pro US fait peur à voir.

1- Cet article est truffé de contrevérités. Prétendre que les troubles en Ukraine ont été fomentés par les Russes alors qu'il est de notoriété publique que la cheville ouvrière de ces troubles sont les Européens, supplétifs des Américains, c'est tout simplement de la malhonnêteté intellectuelle. Partant, cet article ne peut être que de la vulgaire propagande.

4- Cet article est d'un aplomb mensonger comme je n'en avait pas encore lu depuis longtemps. Mettre la déstabilisation de l'Ukraine sur le dos de Poutine, il fallait oser. Relisez donc le cv de Porochenko et revisez ce que veut dire " coup d'Etat" et " intérêts américains"

Et les frères Kouachis et Coulibaly n'étaient pas sur écoute ? Impossible

Grille de lecture

- La question contenue dans le titre de cet article a vocation à induire en erreur les lecteurs. Pourquoi ? Parce qu'elle suggère qu'il serait impossible à la police de surveiller des personnes jugées dangereuses pour la population, alors que la description très détaillée et précise qu'ils fournissent d'un "petit délinquant" prouve exactement le contraire, à savoir qu'il était sous surveillance depuis des années.

- On observe ici que la DGSI surveillait de très près un individu qui ne présentant selon elle aucun danger, et elle n'aurait pas surveillé les frères Kouachi et Coulibaly, qui peut croire une histoire pareille ?

- Attaque de Nice : un agresseur au profil indétectable ? - lemonde.fr

Le profil de l'agresseur de trois militaires en faction devant un centre communautaire juif de Nice, mardi 3 février, illustre la nouvelle menace à laquelle sont confrontés les services de renseignement. Un petit délinquant comme il y en a tant, au

parcours erratique sans être inquiétant, sans connexion connue avec les cercles djihadistes, qui décide un jour de brandir un couteau de cuisine.

Peu après 14 heures, mardi, un jeune homme s'est approché d'un trio de soldats positionné place Massena dans le cadre du plan Vigipirate. Il a sorti une lame de son sac et a blessé légèrement deux militaires à la joue, à la main et au bras. Aussitôt interpellé, l'agresseur a été identifié par sa carte d'identité comme étant Moussa Coulibaly, 30 ans, originaire de Mantes-la-Jolie (Yvelines). La section antiterroriste du parquet de Paris s'est saisie de l'enquête, confiée à la Sous-direction anti-terroriste et à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

Moussa Coulibaly est connu depuis plus de dix ans des services de police pour des faits de petite délinquance : vol, usage de stupéfiants, outrage à agents… Rien de bien méchant. Il a été condamné à six reprises entre 2003 et 2012 à des peines d'amende ou de prison avec sursis, la plupart du temps à Mulhouse, où il a vécu quelques années, selon une source judiciaire.

Il y a peu, le jeune homme est apparu dans le viseur des services de renseignement pour des signes de radicalisation. Remarqué pour son « prosélytisme agressif » dans la salle de sport qu'il fréquente à Mantes-la-Jolie, il était devenu peu aimable avec les dames, explique une source policière. Il se serait par ailleurs échauffé sous la douche avec un homme au motif que ce dernier se lavait « nu ». Le 18 décembre, le service du renseignement territorial (SDRT) le signale à la DGSI. Pas de quoi mettre le jeune homme sur écoutes, estime la sécurité intérieure, qui laisse tout de même le soin au SDRT de garder un œil sur lui.

Début 2014, Moussa Coulibaly disparaît brièvement des radars. Il réapparaît le 27 janvier à Ajaccio, en Corse, dans une agence de voyages. Il demande un aller simple pour Ankara, en Turquie. L'employé lui explique qu'il serait plus économique de prendre un aller-retour pour Istanbul. Le jeune homme en convient. Il prend donc un billet pour cette destination, le lendemain à 13 h 40, et fixe sans grande conviction une date de retour au 21 février. Mais il insiste pour que son vol comprenne de brèves escales à Nice et Rome.

Intrigué par ses exigences, sa destination et quelques doutes sur son passeport, l'employé appelle Air France, qui prévient la police aux frontières, laquelle alerte la DGSI. Le renseignement intérieur ressort de ses dossiers le signalement de Mantes-la-Jolie et fait le lien avec l'épisode de la douche. Faute de pouvoir l'empêcher légalement de prendre son vol, la DGSI prévient les Turcs de le renvoyer en France dès réception. Une surveillance physique est mise en place pour sa seule nuit à Ajaccio avant l'embarquement : l'homme a pris une chambre avec vue sur le golfe à l'hôtel Dauphin, ne voit personne, lave son linge, fait sa prière, puis prend l'avion.

A peine arrivé à l'aéroport d'Istanbul le 29, il est réexpédié à Nice, où les enquêteurs de la Direction régionale de la sécurité intérieure l'interrogent sur ses motivations. Le jeune homme assure qu'il entendait faire du tourisme en Turquie, et demande qu'on le laisse rentrer à Ajaccio pour y retrouver sa petite amie, dont il est incapable de fournir le nom ni l'adresse. Faute d'éléments suffisants pour ouvrir une procédure judiciaire, les policiers le relâchent, et mettent en place une surveillance à Ajaccio.

Mais le jeune Mantais ne retourne pas en Corse. Il prend une chambre dans un hôtel niçois. Intrigués par son soudain intérêt pour la côte d'Azur, les services de renseignement mettent en place un dispositif de « surveillance d'environnement », afin de déterminer s'il a des relations dans la région. Peine perdue : le jeune homme erre pendant quelques jours, « picole un peu, tape des clopes dans la rue, discute avec des SDF », explique une source proche du dossier. Intriguant, mais toujours rien d'alarmant.

Mardi, place Massena, Moussa Coulibaly a fait tomber un sac devant un militaire qui s'est empressé de le ramasser. Ce dernier a eu la joue transpercée. Le jeune homme n'a pas crié « Allah Akbar ». Il n'a rien dit. Le parquet antiterroriste s'est saisi de l'enquête en raison de ses cibles et de sa volonté de rejoindre la Turquie. Le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve, s'est gardé d'évoquer une attaque « terroriste », préférant parler d'« acte criminel ».

« C'est une agression d'une gravité relative, mais elle est révélatrice d'un climat, explique une source proche des services de renseignement. Un type un peu paumé, difficile à détecter, qui passe subitement à l'acte. On s'attend à ce que ce phénomène se répète ». La question se posera peut-être du suivi de ces velléitaires du djihad qui, frustrés de n'avoir pu rejoindre la Syrie, se lancent dans des opérations désespérées sur le sol français.

L'agression de Moussa Coulibaly n'est pas sans rappeler celle commise le 20 décembre par Bertrand Nzohabonayo, qui avait attaqué trois policiers au couteau de cuisine au commissariat de Joué-les-Tours. Il s'agissait déjà d'un profil « signalé » à la DGSI pour des signes de radicalisation religieuse, mais pas assez inquiétant pour justifier la mise en place d'une surveillance physique.

Le jour de l'attaque de Nice, l'Etat islamique a diffusé une vidéo intitulée « Faites exploser la France (2) ». Un homme masqué, armé d'une kalachnikov et entouré de ses « frères » d'armes, exhorte en français ceux qui sont « dans l'incapacité » de partir en Syrie à « passer à l'action ». « Tuez à l'aide d'un couteau un policier (…) ou un militaire », lance-t-il. Le premier épisode de ce film avait été mis en ligne la veille de l'attaque de Joué-les-Tours. lemonde.fr 03.02

Etat policier. Délation et chasse aux sorcières pour le compte du régime.

1- Apologie du terrorisme : émoi dans une usine - LeFigaro.fr

Karim Khabati sera-t-il licencié pour apologie du terrorisme? Le lendemain des attentats contre Charlie Hebdo, cet employé de l'usine Bombardier de Crespin, près de Valenciennes, (Nord) aurait tenu «des propos très choquants», selon la direction du constructeur ferroviaire. Vendredi, une cinquantaine de personnes ont manifesté devant l'usine, en soutien à ce salarié syndiqué à SUD. L'inspection du travail devrait prochainement être saisie.

«Ce salarié a tenu des propos scandaleux, du genre “à Charlie Hebdo, ils ont eu ce qu'ils méritaient…“?» Jean-Pierre Delannoy, membre du bureau de la CGT régionale

«Dans cette période très sensible», la direction ne veut pas en dire plus. Citant «plusieurs témoignages concordants», elle indique simplement que «le salarié a tenu des propos troublants en plusieurs endroits de l'usine, faisant notamment l'apologie des attentats». Membre du bureau de la CGT régionale, Jean-Pierre Delannoy, qui «connaît personnellement certains témoins» confirme: «Ce salarié a tenu des propos scandaleux, du genre “à Charlie Hebdo, ils ont eu ce qu'ils méritaient…” Les propos rapportés, racistes, sont inacceptables. Et il n'y a pas de doute: il gueulait à tue-tête!» Les syndicats divisés

Vendredi, un comité d'entreprise s'est tenu: les cinq délégués SUD ont voté contre le licenciement, la CFDT et la CGT ont voté pour. «C'est exceptionnel, fait remarquer Jean-Pierre Delannoy, par principe, la CGT n'a jamais voté pour un licenciement.»

Karim Khabati, un chaudronnier entré en 2009 à Bombardier, est également secrétaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT). Pour Rodrigue Louadoudi, délégué SUD, ce salarié serait victime d'une «cabale», selon La Voix du Nord, parce qu'il aurait fait fermer les cabines de peinture de Bombardier non conformes et demandé la démission du directeur du site… «Karim n'est pas coupable, estime le délégué SUD. On est un peu en guerre avec la direction depuis un an car on a déterré beaucoup de dossiers. La direction a saisi la perche qu'on lui a tendue (pour le licencier).»

À la direction, on réplique qu'«avec n'importe quel autre salarié, cela aurait été la même chose». «Ce monsieur a dérogé aux règles du bon vivre-ensemble, précise-t-on. C'est un très grand site, il y a deux mille salariés, de toutes les cultures: on doit maintenir l'harmonie entre tous.» LeFigaro.fr 02.02

2- «Je suis Charlie, Coulibaly», appel du parquet après une relaxe - 20minutes.fr

Le parquet de Montpellier a interjeté appel après la relaxe prononcée le 16 janvier en faveur d'un homme qui avait écrit «Je suis Charlie, Coulibaly» sur un registre de doléances du commissariat de police de Frontignan (Hérault), a-t-on appris lundi auprès de son avocate.

«Le parquet a fait appel de la relaxe en faveur de mon client», a indiqué à l'AFP Me Virginie Delhaye-Carenco.

Le tribunal correctionnel avait estimé le 16 janvier que malgré la phrase du prévenu «le délit d'apologie directe et publique d'un acte de terrorisme n'est pas constitué». Quatre mois de prison requis

Le procureur de la République, Nathalie Rocci-Planes, avait requis quatre mois de prison avec placement sous mandat de dépôt à l'encontre de cet homme qui avec ses mots «a encouragé le terrorisme» et affiché sa solidarité, avait expliqué la magistrate.

Le jeune homme en attente de purger une peine de 14 mois de prison pour divers délits accompagnait trois amis qui voulaient déposer une plainte. Pendant qu'il attendait, il avait consulté le registre de doléances avant d'inscrire sur la dernière page: «Je suis Charlie, Coulibaly».

L'homme avait été interpellé immédiatement et placé en garde à vue. Devant les policiers, il avait reconnu les faits, expliquant notamment qu'il était un admirateur de Dieudonné. «Provocation gratuite»

«Ce que j'ai fait, c'est nul. J'ai fait une belle erreur. Ce sont des choses qui ne se font pas car cela peut être mal interprété. Je ne me suis pas rendu compte», s'était-il excusé avant d'affirmer: «Je ne peux expliquer pourquoi j'ai écrit cela».

«Cette provocation gratuite est insupportable», avait estimé Mme Nathalie Rocci-Planes, s'étonnant que cet homme soit capable de participer à la marche républicaine et écrire une horreur quatre jours plus tard.

«On meurt pour des idées, des mots et même pour des traits de crayons. Alors, on peut aller en prison pour des mots», avait-elle fait valoir, dénonçant l'admiration du prévenu pour Dieudonné, dont elle avait refusé de dire le nom, qui n'est «plus un humoriste car il fait de la politique» et qui «est nuisible».

Me Delhaye-Carenco avait plaidé «une profonde bêtise» et «l'absence de volonté de provoquer». 20minutes.fr 02.02

3- Un an de prison requis contre le libraire qui avait exposé un drapeau de l'EI - AFP

Le parquet a requis lundi devant le tribunal correctionnel un an de prison ferme et cinq ans d'interdiction d'exercice d'activités commerciales contre le libraire qui avait exposé un drapeau de l'organisation Etat islamique (EI) dans la devanture de son magasin, à Lille.

Le jugement a été mis en délibéré pour le lundi 9 février.

Vendredi, un automobiliste circulant sur une artère importante de Lille avait remarqué un drapeau noir dans la devanture de la librairie orientale El Azhar, et alerté la police.

A l'arrivée des fonctionnaires, le libraire avait dit "personne ne peut me contrôler". Quand les policiers lui avaient demandé de décliner son identité, il avait répondu "je suis Ben Laden", puis "les barbus vont vous vaincre, inch'Allah".

La réquisition a été justifiée par le fait que "monsieur est commerçant et que les actes reprochés sont jugés plus graves que pour la personne qui ferait des actes d'apologie dans le cadre d'un état d'ébriété", a indiqué à l'AFP Me Charles Cogniot, avocat du prévenu.

Mais "il y a confusion qui a été faite entre le drapeau religieux qui était exposé en devanture du magasin et des drapeaux idéologiques", a assuré l'avocat, qui a plaidé la relaxe, ajoutant que "normalement le drapeau de Daesh c'est sur fond noir avec des inscriptions blanches, là c'était l'inverse".

"Est-ce que toutes les personnes qui détiennent un drapeau corse font l'apologie d'actes de terrorisme" parce que les indépendantistes qui commettent des attentats brandissent le même drapeau, s'est interrogé Me Cogniot.

Les policiers avaient constaté la présence de nombreux drapeaux noirs de l'organisation EI, certains au plafond de la boutique.

Interrogé par les policiers sur les actes terroristes qui ont secoué la France, le libraire, cheveux rasés et longue barbe rousse, avait dit "condamner tous les gens qui assassinent". AFP 02.02

4- Justice des mineurs: Taubira veut une réforme mais ne précise pas de date de réalisation - 20minutes.fr

Selon Christiane Taubira «c'est la population jeune toute entière que nous devons comprendre, encadrer, éduquer».

Quelque 234.000 enfants et adolescents ont eu à faire avec la justice en 2013, ce qui représente 3,6% des 6,5 millions de mineurs âgés de 10 à 17 ans, selon des statistiques du ministère de la Justice. 43% des infractions qui leur sont reprochées concernent des atteintes aux biens sans violence et 27% des atteintes aux personnes.

Parmi eux, 48.500 ont été condamnés par une juridiction de jugement. Les mesures prononcées se partagent à égalité entre les mesures éducatives (22.600) et les peines (22.700). L'incarcération demeure une mesure exceptionnelle: 734 mineurs étaient détenus au 1er janvier 2013 et 3.000 mineurs ont été incarcérés pendant l'année. Cinq ans après leur sortie, 75% d'entre eux ont à nouveau été condamnés. 20minutes.fr 02.02

ACTUALITE EN TITRES

Comme quoi c'était bien l'ensemble des musulmans qui étaient visés.

- Il est désormais impossible de construire une mosquée en Lombardie - Francetv info

La Ligue du Nord vient de faire voter une loi anti-mosquée en Lombardie (Italie). Francetv info 02.02

Business.

- LVMH: ventes record et bénéfice gonflé par la plus-value sur Hermès - AFP

- "Charlie Hebdo" a dépassé les 200 000 abonnés, contre 10 000 avant l'attentat - Francetv info

- Un million de drones civils dans le monde cette année - La Tribune

- Fusion des régions : Standard and Poor's confirme le AA- de Languedoc-Roussillon - La Tribune

Les néoconservateurs sont des comiques, c'est bien connu, et leurs victimes ont une tendance génétiquement suicidaire...

- Luz, rescapé de Charlie Hebdo: "L'humour, ça ne tue personne" - L'Express.fr

L'imbécile c'est lui !

- «Charlie Hebdo»: «On ne prend pas les musulmans pour des imbéciles», affirme le dessinateur Luz - 20minutes.fr

Quand la conscience politique se situe à un niveau inférieur à celui de la ceinture, on peut s'attendre au pire...

- Dominique Strauss-Kahn : libertinage ou proxénétisme ? - Francetv info

- Pour huit Français sur dix, DSK aurait fait un meilleur président que Hollande - Francetv info Soyez Charlie ou la liberté d'expression... des banquiers.

- Un banquier à la tête de « L'Express » et « Libération » - LeMonde.fr A en avoir honte !

- La fierté d'être Français gagne du terrain depuis les attentats et la marche - L'Express.fr

Le droit d'en rire. Ils aiment la finance et l'armée...

- Hollande : "Nous pleurons neuf de nos soldats" - Francetv info

Le président de la République a rendu un hommage national aux neuf soldats français, tués dans l'accident d'un avion de chasse, le 26 janvier dernier. Francetv info 02.02

- Agression de militaires à Nice : Cazeneuve et Le Drian se rendent sur place - Francetv info

En famille.

- Doubs: Cambadélis (PS) "demande officiellement" à l'UMP de soutenir le PS - AFP

Enfumage. La gauche est morte, alors ils sont tous d'extrême gauche !

- "Une écologie d'extrême gauche, ça ne marche pas", lance François de Rugy - Francetv info

Eugénisme. La civilisation humaine menacée.

- Des cours de sport dès deux ans pour prévenir de l'obésité - Francetv info

Ils ne peuvent plus s'en passer.

- Tunisie: un gouvernement de coalition avec des islamistes - AFP

Propagande et stratégie du chaos et de la guerre

- Russie: Litvinenko soupçonnait Poutine d'"activités criminelles" - AFP

- Ukraine : les combats s'intensifient et font 30 morts dans l'Est du pays - Francetv info

- «Barack Obama peut décider très rapidement d'envoyer des armes létales en Ukraine» - 20minutes.fr

- Un bus visé dans un attentat à Damas, au moins six morts - Reuters

- Nigeria: des hélicoptères tchadiens bombardent Boko Haram à Gamboru - AFP

- En Chine, 90% des grandes villes ne respectent pas les normes de qualité de l'air - figaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La démocratie est anticonstitutionnelle.

Avec 60,44% d'absention, ils ont "tous des raisons de se réjouir".

Question à cent balles : Les travailleurs rejettent les partis institutionnels qui sont les piliers des institutions, alors pourquoi aucun parti politique n'axe son combat contre les institutions et la Constitution ? Vous avez eu la réponse plus haut.

20minutes.fr - Au lendemain du premier tour de la législative partielle dans le Doubs, les trois candidats arrivés en tête et leurs formations politiques respectives trouvent tous des raisons de se réjouir, ce lundi, du résultat de la veille.

Le FN en tête mais en recul (32,6%)

«Le premier tour est de plus en plus une primaire PS-UMP pour affronter le FN», selon Frédéric Dabi. Dans le détail, toutefois, le FN perd plus de 1.000 voix par rapport à 2012. Mais «il résiste simplement mieux que ses adversaires», selon Joël Gombin.

Le PS qualifié, une «illusion d'optique» (28,8%)

En 2012, Pierre Moscovici était en effet arrivé en tête au premier tour avec 40,81% des voix, loin devant la FN Sophie Montel et ses 23,87%. En trois ans, le PS a donc perdu près de 10.000 voix, soit 55% des suffrages qui s'étaient portés sur son candidat en 2012.

«La qualification de Frédéric Barbier est une illusion d'optique, en conclut Joël Gombin. Il passe de justesse parce que l'UMP ne s'est pas renforcée.»

L'UMP éliminée, mais pas déçue (26,5%)

«C'est un résultat à relativiser car c'est l'une des 35 circonscriptions où le FN et le PS sont les plus forts. Or l'UMP n'y perd que de 500 voix environ», explique ainsi Gérald Darmanin au Monde.

Pourtant, «la droite a remporté l'élection en 1993 et en 2002», rappelle à 20 Minutes le directeur général adjoint de l'Ifop, Frédéric Dabi. La réalité, c'est que «l'UMP ne parvient pas à profiter de sa position d'opposant», analyse pour sa part le politologue Joël Gombin. Et ni les difficultés de la gauche au pouvoir ni le retour de Nicolas Sarkozy ne semblent y changer quoi que ce soit. «Visiblement pour beaucoup d'électeurs, l'UMP n'est pas l'alternative à l'exécutif, explique à l'AFP Bernard Sananès, le président de l'institut de sondages CSA. L'alternative aujourd'hui pour beaucoup d'électeurs, y compris des électeurs de droite, c'est le FN.»

L'abstention culmine à 60,44% (39,5% en 2012). 20minutes.fr 02.02

L'Onu aux ordres des sionistes.

- Démission du chef de la commission d'enquête de l'Onu sur Gaza - Reuters

Le chef de la commission de trois experts chargée par le Conseil des droits de l'homme de l'Onu d'enquêter sur le conflit de l'été dernier dans la bande de Gaza a démissionné lundi.

Israël a mis en cause l'impartialité du Canadien William Schabas car celui-ci a travaillé comme consultant en 2012 pour l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Il avait alors rédigé une note juridique pour laquelle il a été payé 1.300 dollars.

William Schabas, professeur de droit international, avait été nommé en août dernier à la tête de l'équipe d'experts internationaux chargée d'enquêter sur d'éventuels crimes de guerre et violations des droits de l'homme durant l'offensive israélienne "Bordure protectrice".

Dans une lettre au Conseil des droits de l'homme de l'Onu, dont Reuters a pu consulter une copie, il annonce sa démission immédiate pour ne pas gêner la rédaction du rapport d'enquête, qui doit être publié en mars.

Lors de la création de la commission d'enquête, Israël avait dénoncé "un tribunal fantoche". "Cela fait des années que le Conseil des droits de l'homme de l'Onu s'est transformé en un 'Conseil des droits des terroristes' dont les pseudo-investigations sont déterminées par avance", avait dit Yigal Palmor, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Reuters 02.02

Haut de page

Le 5 février 2015

CAUSERIE

Le site a été actualisé à partir des infos du 3 essentiellement et des jours précédents pour ce qui est du Proche-Orient.

C'est quoi le plus important pour les tenants de la théorie du complot ou la classe dominante ?

Dans sa chronique matinale sur France Culture, le diplomate Hubert Védrine a rapporté les propos d'un conseiller US : « Le faits n'ont aucune importance, ce qui compte c'est ce que croient les gens » (lu hier dans un article paru récemment)

Ils terrorisent tous les peuples.

Israël vivra : Le sionisme est bien à l'origine de l'antisémitisme et l'alimente en permanence.

- Bernard Kouchner : « il y a un lourd antisémitisme en France, c'est notre tradition » - cercledesvolontaires.fr 23.01

- ONU : d'après BHL, l'antisionisme serait la première cause de l'antisémitisme - cercledesvolontaires.fr 28.01

L'Etat juif génocidaire.

- Gaza: l'ONG B'Tselem accuse l'armée israélienne d'avoir délibérément visé des civils - L'Express.fr

Une association israélienne de défense des droits de l'Homme accuse, dans un rapport publié ce mercredi, les autorités israéliennes d'avoir ciblé des bâtiments occupés par des civils de façon délibérée.

"Impossible de dire que l'armée ne savait pas ou ne pouvait pas savoir combien de civils seraient tués dans ces attaques". L'ONG israélienne de défense des droits de l'Homme B'Tselem accuse, ce mercredi, l'armée israélienne d'avoir délibérément mené des bombardements sur la bande de Gaza alors même que le commandement savait que ces raids tueraient des civils, lors de son offensive de l'été.

"Des immeubles résidentiels détruits alors que leurs habitants étaient à l'intérieur"

"L'une des marques distinctives du conflit de cet été dans la bande de Gaza ont été les nombreux raids visant des immeubles résidentiels, détruits alors même que leurs habitants étaient toujours à l'intérieur", affirme ainsi dans un rapport l'ONG B'Tselem. Et ces destructions ont été "le résultat d'une politique formulée par les responsables gouvernementaux et le haut commandement militaire".

L'ONG a examiné 70 raids qui ont fait 606 morts, dont 70% d'entre eux étaient mineurs ou âgés de plus de 60 ans. En 50 jours, l'offensive, terrestre et aérienne, de l'armée israélienne a tué près de 2200 Palestiniens --des civils pour 70% d'entre eux selon l'ONU -- tandis que plus de 70 morts ont été recensés côté israélien, quasiment tous des soldats.

"Il est vrai que le Hamas et d'autres mouvements actifs dans la bande de Gaza ne respectent pas le droit humanitaire international", affirme B'Tselem, mais les accusations de M. Netanyahu contre le mouvement islamiste vise à dégager "toute restriction à l'action israélienne, quelles qu'en soient les atroces conséquences". L'Express.fr 27.01

La classe dominante et le terrorisme international ne font qu'un.

1- Espagne : 250 entreprises soutiennent, financièrement, Daesh - french.irib.ir

Le quotidien espagnol, "El-Païs", a révélé, dans sa toute nouvelle édition : «Ces jours-ci, les services de renseignement de l'Occident ont conjugué leurs efforts, afin de barrer le route aux soutiens militaires, financiers et logistiques à Daesh, mais ils ne savent pas que, juste, dans le Sud du Vieux continent, il existe un pays jouissant d'un statut important, au sein de l'Union européenne et de l'OTAN, qui apporte ses soutiens financiers à Daesh».

«Dans une décision, qui est en coordination avec le service de renseignement espagnol, 250 entreprises de ce pays apportent leurs soutiens aux courants terroristes, qui combattent, en Syrie, le gouvernement du pays. Ces aides sont sous différentes formes, dont l'octroi de fonds, l'acheminement d'équipements de télécommunication, et même, des équipements électroniques minces, ayant un usage militaire», poursuit le journal. french.irib.ir 02.02

2- Un commandant de Daech avoue obtenir des fonds des USA - french.irib.ir

Le 22 Janvier Al Salafi aurait été arrêté, avec ses deux compagnons, lors d'un raid conjoint dans la région de Lahore. Cependant, des sources ont révélé qu'Al salafi avait été arrêté en décembre de l'année dernière et ce n'est seulement que le 22 janvier que son arrestation a été divulguée.

"Au cours des enquêtes, Yousaf al salafi a révélé qu'il recevait un financement - acheminé via les Etats-Unis - pour diriger l'organisation au Pakistan et recruter des jeunes pour combattre en Syrie,"c'est ce qui a été révélé par une source au courant des enquêtes au Daily Express sous condition d'anonymat .

Al Salafi est un Syro-Pakistanais, qui est entré au Pakistan par la Turquie il y a cinq mois. Plus tôt, il avait été signalé qu'il était passé en Turquie à partir de la Syrie et il qu'a été arrêté. Toutefois, il a réussi à s'échapper de la Turquie et a atteint le Pakistan pour établir EI dans la région.

Selon certaines sources, les révélations d'Al Salafi ont été communiquées au Secrétaire d'Etat US John Kerry lors de sa récente visite à Islamabad. "La question a également été reprise avec le chef du CENTCOM, le général Lloyd Austin, lors de sa visite à Islamabad au début de ce mois", a déclaré une source.

Al salafi a également avoué qu'il - avec un complice pakistanais, prétendu imam d'une mosquée - recrutait des gens pour les envoyer en Syrie et obtenait environ 600 $ par personne envoyée en Syrie.

"Les Etats-Unis ont dénoncé les activités de l'EI mais malheureusement n'ont pas été en mesure d'arrêter le financement de ces organisations, qui est acheminé à partir des Etats-Unis," a déclaré une source.

"Les États-Unis ont dû dissiper l'impression qu'ils finançaient le groupe EI pour leurs propres intérêts et c'est pourquoi ils ont lancé l'offensive contre l'organisation en Irak, mais pas en Syrie," a-t-il ajouté.

Il y a des articles selon lesquels des citoyens de Libye, d'Afghanistan, du Pakistan et d'Inde en plus d'autres pays sont recrutés par l'EI pour combattre en Syrie. Des affiches sur les murs en faveur de l'EI ont également été observées dans diverses villes du Pakistan. french.irib.ir 29.01

France. Atmosphère délétère, délation, dénonciation. La dictature au quotidien.

1- Soupçonnés de radicalisme, police et services sociaux leur retirent leurs 5 enfants dont un nourrisson - french.irib.ir

Soupçonnés de radicalisme, police et services sociaux leur retirent leurs 5 enfants dont un nourrisson dénonce avec la plus grande fermeté les enlèvements des cinq enfants de la famille M..... de Bourgoin Jallieu dans l'Isère, par la police, la justice et les services sociaux le jeudi 29 janvier 2015.

Alors que leur père se trouvait en Tunisie pour préparer leur déménagement dans son pays d'origine, pour fuir le climat islamophobe étouffant de ces derniers temps, la mère a reçu la visite de la police et des services sociaux (cinq policiers et quatre fonctionnaires) qui ont décidé sur ordre des autorités judiciaires d'enlever les enfants à leur mère paniquée et en pleurs, les suppliant de lui laisser le dernier, âgé de trois mois et allaité par sa mère. Avec une cruauté et une violence inimaginables, les trois enfants, (âgés de trois mois, un an et demi et quatre ans,) ont été emmenés vers une destination inconnue et les deux autres, âgés de cinq et six ans ont été pris à l'école avec les conséquences désastreuses sur leur état psycho-affectif et sans qu'ils

ne puissent voir leur mère.

Le père alerté est revenu le lendemain en France sans avoir été inquiété le moins du monde ni par la Douane, ni par la PAF (Police de l'Air et des Frontières). Alors que certains bruits avancent l'idée que le père serait un islamiste radical.

Des membres de CRI, après avoir conseillé la famille depuis le début, les ont rencontrés aujourd'hui pour prendre leurs témoignages filmés, accompagnés de deux journalistes anglais et belges. Nous avons appris avec stupéfaction que la maman qui tenait à allaiter son bébé avec son propre lait avait fourni une bouteille qui a été refusée par les policiers qui lui ont répondu « on lui donnera du lait en poudre et vous le verrez plus tard ». Nous sommes révoltés par cette inhumanité qui consiste à séparer un bébé allaité de 3 mois de sa mère, et de refuser que le lait maternel lui soit donné. La mère, à qui rien n'est reproché , a demandé qu'on l'enferme, s'il le faut, avec ce bébé afin qu'elle puisse l'allaiter et être à ses cotés, mais l'arbitraire et l'injustice lui ont répondu négativement. Même si le père est le pire des criminels nous ne comprenons pas cet acharnement sur l'épouse et les enfants .

Nous avons tenté d'avoir une explication du commissariat de Bourgoin Jallieu qui a refusé de nous en donner.

CRI exige la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire pour prendre la réelle mesure de cette nouvelle forme de racisme et légiférer pour protéger les nouveaux bouc émissaires que sont devenus les musulmans de France. french.irib.ir 03.02

2- A 10 ans une fillette chez les gendarmes pour apologie du terrorisme ! - french.irib.ir

Nombreux sont les enfants comme le petit Aymen 9 ans ou le petit Ahmed 8ans, qui se sont retrouvés chez la police interrogés comme de dangereux criminels après avoir été dénoncés par leur école.

Aujourd'hui nous apprenons que c'est une petite fillette musulmane de 10 ans qui a été entendue récemment par la gendarmerie de Valbonne. En cause un "devoir" dans lequel elle n'aurait pas condamné la tuerie de charlie en écrivant :" [...] ils se sont moqués de notre religion "

Suite à ce devoir, qui rappelle en tout point les devoirs que l'on demandait aux petits enfants sous l'occupation et sous Vichy pour traquer les éventuelles déviances politiques des familles, la petite fille a été dénoncée à l'académie qui a prévenu la Police ...

Sous couvert de lutte contre la radicalisation, l'État français mène en ce moment une véritable chasse aux sorcières sous forme de maccarthysme contre les ... enfants musulmans. En effet, après avoir chassé les filles musulmanes des écoles avec leurs mamans, les religieuses en niqab des rues, c'est aujourd'hui aux gamins musulmans qu'on fait vivre la terreur et l'humiliation.

Les rafles contre des petits enfants, jusqu'à l'enlèvement de leurs chérubins à une famille de l'Isère parce qu'elle avait l'outrecuidance de repartir au pays, démontrent la volonté manifeste de l'establishment d'humilier et d'interdire la pratique religieuse aux familles musulmanes sous prétexte de lutte contre la radicalisme.

En effet, il suffit de lire l'affiche détaillant les signes de radicalisation établie sous les conseils d'une certaine Dounia Bouzar pour comprendre que n'importe quel musulman peut désormais être susceptible d'être inquiéter par ces mesures d'exception islamophobes initiées par Najat Vallaud Belkacem (manger hallal, avoir des vêtements qui cachent le corps (sic)).

Les médias et politiques sont entrain de mettre en place une politique islamophobe digne de Vichy. french.irib.ir 04.02

A qui profite le crime ?

- Manuel Valls, principal bénéficiaire de la séquence post-tragédie de Charlie Hebdo - LeFigaro.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Un régime en putréfaction

- Le patron de la police judiciaire en garde à vue - Francetv info

Bernard Petit, le patron du 36 quai des Orfèvres a été mis en garde à vue mercredi 4 février. Il est soupçonné d'avoir violé le secret de l'instruction. Francetv info 04. 02

- Les divisions à l'UMP, nouvelle illustration des difficultés de leadership de Sarkozy - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Confirmation : la saignée jusqu'à ce que mort s'en suive.

- Comment la Grèce négocie un compromis sur sa dette - Francetv info Ce mardi 4 février, Alexis Tsipras a rencontré François Hollande. Un compromis sur la dette grecque est-il en train de se dessiner ? C'est possible. "L'Allemagne d'Angela Merkel était sur une position dure : pas question de renégocier la dette grecque. Pour la faire changer d'avis, le Premier ministre a adopté une stratégie d'encerclement", explique Jean-Paul Chapel.

"Aujourd'hui, il obtient le soutien de François Hollande, hier, celui de l'Italien Matteo Renzi, après celui du ministre des Finances britannique. Même Barack Obama s'est fait l'avocat des Grecs", poursuit le journaliste.

Remboursement en 2100 ?

Le montant de la dette à régler ne change pas, mais son mode de remboursement, oui. Elle devait être réglée en 2040 initialement. "On parle maintenant de 2070, voire 2100. En échange, la Grèce s'engagerait à faire les réformes réclamées par l'Europe et le FMI", explique le reporter de France 2.

Le contribuable européen (et français) en particulier ne paiera en revanche pas plus. "La Grèce doit toujours 40 milliards à la France, mais chaque année, elle rembourse 80 millions d'intérêts d'emprunts. C'est sur cette somme que la France va faire une concession et renoncer à une partie de cet argent", conclut Jean-Paul Chapel. Francetv info 4.02

Tout est dit ici. On en concluera que pratiquement tous les auteurs des articles que nous avons mis en ligne sur la situation en Grèce et qui soutiennent Syriza sont des aventuriers, des charlatans ou des agents du capital.

Entre nous, chacun sait depuis longtemps que la dette des Etats aux Etats-Unis, en Europe et au Japon notamment, mais aussi en Afrique, a atteint un tel sommet au cours de la décennie passée qu'il leur sera impossible de la rembourser d'autant plus qu'elle ne cessera d'augmenter.

Qu'elle assure une rente éternelle au marché ou à l'oligarchie financière est une chose.

Qu'elle serve de prétexte pour pressuriser les Etats et les contraindre à engager des réformes structurelles ou à diminuer la part de leur budget réservé au financement de secteurs sociaux est une chose.

Qu'elle soit utilisée pour exiger de la part de tous les acteurs politiques, syndicats et partis qu'ils s'y soumettent ainsi que l'ensemble de la population qui devra en subir les conséquences dans leur mode de vie qui ne cessera de se dégrader, et on touche là au but politique qu'ils se sont fixés.

Il faut ajouter que ce processus qui est également d'ordre psychologique n'est pas anodin. Car il est appelé à pénétrer profondément dans le creveau de l'ensemble des travailleurs jusqu'à se convaincre eux-mêmes qu'ils font face à une situation insurmontable ou une fatalité contre laquelle ils ne peuvent pas aller et qu'ils doivent faire ou vivre avec. L'objectif est de les inciter à l'intégrer dans leur mode de pensée de telle sorte qu'ils y soient totalement soumis ou que leurs propres besoins passent volontairement au second plan ou ne soient jamais satisfaits sans que pour autant ils ne se mobilisent une fois totalement contaminés par l'idéologie dominante et en l'absence de toute issue ou alternative politique sérieuse ou cohérente.

Je vis dans un pays où les conditions de travail et d'existence sont épouvantables et sans commune mesure avec ce que vous connaissez en France.

Pour les Indiens c'est la norme et ils l'acceptent, comment pourraient-ils envisager qu'il en soit autrement pour n'avoir jamais vécu autre chose ou ne même pas l'imaginer en rêve, quelque part ils s'en accommodent puisque la société telle qu'elle existe est apparemment indépassable. Et quant à tirer une satisfaction personnelle aussi minime soit-elle de sa condition ou de la société, c'est uniquement du domaine du superficiel ou du côté de l'éphémère qu'il faut chercher, encore faut-il parvenir quelques instants à faire abstraction de tout le reste, à s'extraire du monde réel, d'où le refuge dans la religion qui permet de s'évader d'une manière tout aussi aléatoire ou précaire de cette société dans laquelle on suffoque littéralement, cauchemardesque.

Bien entendu que le combat sur le plan social est déterminant en France, mais notre combat ne doit pas se limiter à ce plan ou

ce terrain-là, il doit s'exercer sur tous les plans parce que si l'ensemble des travailleurs bénéficient grosso modo des mêmes droits sociaux, peu en ont conscience, peu sont prêts à se mobiliser pour les défendre, par contre lorsqu'ils auront disparu, absolument tous en subiront les conséquences catastrophiques par seulement sur le mode ou niveau de vie, mais au niveau des rapports abominables qui règneront dans la société, car parvenu à ce stade il leur sera encore plus difficile non seulement de reconquérir leurs droits sociaux perdus, mais d'inverser ou de modifier ces rapports avec lesquels ils seront amenés à vivre quotidiennement, leur mode de pensée en aura été profondément bouleversé, d'autant plus que ces rapports repose sur un individualisme effréné, hystérique qui ne facilite pas vraiment la prise de conscience d'appartenir à la même classe sociale pour combattre ensemble le régime en place, et cela les travailleurs en France doivent le savoir, ils doivent savoir ce qui les attende s'ils ne prennent pas leur destin en mains.

Vous comprenez pourquoi nous sommes férocement anti-Charlie, parce que ces salopards de caricaturistes trouveraient le moyen de tourner en dérision le comportement des masses indiennes ou de se moquer de leur apparente servilité, alors qu'elles sont victimes des conditions que leur a réservées la classe dominante et en sont profondément malheureuses.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis - Russie

- Washington prépare l'Europe pour la guerre contre la Russie - french.irib.ir

Les Etats-Unis accumulent des armes et des équipements militaires, en Europe, Selon le commandant des forces armées américaines, en Europe. Dans une conférence de presse, aux Etats-Unis, le général Frederick Ben Hodges a annoncé que le Pentagone est en train d'envoyer des armes et des équipements militaires, (chars, canons, équipements logistiques,…), en Europe, notamment, dans les pays, comme la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie. Le général Hodges, qui a visité, récemment, les unités de commandos de l'armée américaine, en Europe, au cours d'une manœuvre, en Lettonie, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, aux Etats-Unis, que son pays est en train d'accumuler des armes et des équipements militaires, dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est, mais aussi, en Allemagne.

Que signifie cette nouvelle décision du Pentagone ?

Les experts et les analystes américains disent qu'autrefois, l'envoi d'armes et d'équipements militaires, en Europe, faisait partie de la stratégie des Etats-Unis, pendant la guerre froide, qui opposait le bloc occidental au bloc communiste, avant l'effondrement de l'ex-Union soviétique. Ces experts américains disent qu'à cette époque-là, cette décision était la meilleure mesure que Washington pourrait prendre, face aux menaces soviétiques. A cette époque-là, les stratèges américains croyaient que la présence d'un nombre élevés de soldats américains, sur le continent européen, empêcherai le déclenchement de guerres, en Europe. En outre, même si une guerre éclatait, les Etats-Unis n'auraient plus besoin d'envoyer des armes et des soldats vers l'Europe. Par contre, l'armée américaine pourrait entrer tout de suite en action.

La guerre froide a pris fin, en 1989. Maintenant, les experts confirment que le volume des armes et équipements militaires occidentaux accumulés dans les pays de l'Europe de l'Est est beaucoup moins élevé qu'à l'époque de la guerre froide. Cependant, l'existence de ces armes et équipements militaires, sur place, permet aux forces armées américaines de se mettre, plus rapidement, en posture défensive. Les experts militaires américains soulignent que cette mesure n'a pas été prise, dans des buts offensifs, mais augmentera la puissance défensive des Etats-Unis et de leurs alliés européens, face aux menaces de la Russie concernant une intervention militaire éventuelle contre les pays de l'Europe.

Autres utilités ?

Les experts militaires américains disent que l'accumulation d'armes et d'équipements militaires américains, dans les pays de l'Europe de l'Est, a, aussi, un autre résultat : "Cela les rassure, en ce qui concerne le soutien militaire des Etats-Unis, face aux menaces grandissantes de la Russie", disent-ils. french.irib.ir 03.02

2- Etats-Unis - Iran

Iran : "Foreign Policy" met en garde Obama - french.irib.ir Dans une analyse consacrée à la politique iranienne d'Obama, "Foreign Policy" affirme que le président US a, totalement, oublié la stratégie basée sur 'l'axe de l'Est" : "Le plus grand héritage d'Obama serait, sans nul doute, celui qui consiste à renforcer l'influence de l'Iran, dans la région". Obama a écourté sa visite, en Inde, pour aller présenter ses condoléances au nouveau roi saoudien : "Au cours de cette visite, Obama a abordé le

chaos, au Yémen, ainsi que le nucléaire iranien. Il a tenté de rassurer les nouvelles autorités de Riyad sur sa diplomatie nucléaire, diplomatie que d'aucuns donnent comme un vecteur de la montée en puissance de l'Iran, dans la région". Et l'auteur de prétendre : "Aucun pays n'a tiré autant de profit de la présidence Obama que l'Iran. Obama insiste pour faire passer l'accord nucléaire avec l'Iran, comme le plus grand acquis de sa présidence. Or? le plus grand acquis pourrait être le traité transatlantique? en termes de commerce". L'auteur plaide, par la suite, pour un renforcement de liens US avec la Chine et l'Inde, estimant qu'un réchauffement des liens avec l'Iran n'est pas dans l'intérêt des Etats Unis ou, néanmoins, pas autant que si les Etats Unis renouaient davantage avec les vieux acteurs asiatiques: "Même en cas d'accord nucléaire, l'Iran pourra reprendre, à tout instant, ses activités nucléiare". "Foreign policy" ne le dit pas, mais Obama a imposé à l'Iran les plus dures sanctions de toute son histoire, et en dépit d'un accord nucléaire préliminaire, c'est, toujours, Obama qui empêche une levée effective des sanctions. french.irib.ir 31.01

3- Etats-Unis - Irak

- Le complot US, pour réoccuper l'Irak - french.irib.ir

Les Etats-Unis sont en train d'aplanir le terrain à une réoccupation de l'Irak, c'est, du moins, l'avis d'un un analyste irakien des questions internationales. «Les récentes déclarations du secrétaire démissionnaire américain à la Défense, Chuck Hagel, comme quoi les Etats-Unis n'excluaient pas l'envoi de troupes, au sol, en Irak, pour combattre Daesh, Abbas al-Moussavi estime que cela fait partie du plan américain visant à envahir, de nouveau, l'Irak. «Daesh constitue une partie du complot américain et israélien contre la Syrie et l'Irak», a-t-il dit, avant de préciser : «A un moment où les effectifs de ce groupe terroriste étaient à court de munitions et assiégés, les avions de la coalition ont largué des munitions et des armes, pour eux». french.irib.ir 31.01

4- OTAN - Russie

- L’OTAN implante des commandements, en Europe de l’Est - french.irib.ir

L'OTAN compte déployer des éléments de commandement, en Europe de l'Est, afin de rendre la force de réaction de l'Alliance plus opérationnelle.

La semaine prochaine, l'OTAN prendra la décision de déployer des unités de contrôle et de commandement, dans les Pays baltes, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie, a annoncé, vendredi, le secrétaire général de l'Alliance, Jens Stoltenberg. Cette décision doit être adoptée, lors d'une réunion des ministres de la Défense des pays alliés, le 5 février, à Bruxelles. "J'espère que les ministres prendront la décision de créer des unités chargées de l'intégration des forces de l'OTAN. Il s'agit, notamment, d'éléments de contrôle et de commandement, qui seront implantés, en Estonie, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne, en Roumanie et en Bulgarie", a déclaré Jens Stoltenberg aux journalistes. Selon lui, ces unités auront pour mission de coordonner la coopération entre les armées nationales et les troupes de l'OTAN. Elles "organiseront des exercices, effectueront la planification et fourniront certains éléments de commandement, pour renforcer le «fer de lance» et le rendre plus opérationnel", a précisé le secrétaire général de l'Alliance.

Lors du sommet, au pays de Galles, l'OTAN a approuvé un plan visant à renforcer sa présence, en Europe de l'Est. Il s'agit de créer une force, dite "fer de lance", capable de se déployer, en quelques jours, en particulier, à la périphérie du territoire de l'Alliance. "Cette force opérationnelle interarmées, à très haut niveau de préparation, (VJTF), comprendra des éléments des trois armées, [de mer, de terre et de l'air, ndlr], ainsi que des forces d'opérations spéciales", a indiqué le secrétaire général, dans son rapport annuel 2014, mis en ligne, vendredi, sur le site de l'OTAN. french.irib.ir 31.01

5- Russie - Iran

Transfert illimité d'argent entre l'Iran et la Russie - french.irib.ir

«Actuellement, le transfert d'argent entre les deux pays est possible, via la banque Mir Business, à Moscou, et le bureau de change de la Banque Melli, à Téhéran», a fait part l'ambassadeur iranien, à Moscou, en annonçant la signature d'un nouvel accord consulaire entre l'iran et la Russie, en 1394 du calendrier iranien, (2015).

«Auparavant, les tarifs élevés, la difficulté dans le transfert d'argent et l'obtention des visas, étaient les 3 principales entraves, dans les relations commerciales et économiques des deux pays, mais avec les démarches, entreprises ces derniers mois, nous nous attendons à de bonnes nouvelles, à ce propos», a ajouté Mahdi Sanaï, l'ambassadeur de la RII, à Moscou.

En allusion au fait qu'avec les démarches entreprises par la Banque Melli de la RII, le transfert d'argent est, actuellement, possible entre les deux pays, via la Mir Business, à Moscou, et le bureau de change de la Banque Melli, à Téhéran, Mahdi Sanaï a indiqué qu'en plus, ont été entamées les correspondances nécessaires, tandis qu'on s'attend à ce qu'on soit, l'année prochaine, témoin de la signature d'un accord entre les deux parties. french.irib.ir 03.02

6- Yémen

6.1- Les raids américains se poursuivent contre le Yémen - french.irib.ir

Quatre personnes ont trouvé la mort dans les raids des drones américains dans le Sud du Yémen.

Une voiture non-militaire aussi a été détruite samedi dans les raids des drones US contre la province de Chabwa au Sud du Yémen ont rapporté des responsables locaux yéménites cités par l'AFP. Chabwa a été plus d'une fois la cible des opérations des drones américains. De même un élève de 12 ans et deux autres civils yéménites ont trouvé la mort toujours dans le raid des drones américains mercredi dernier à l'Est de Sanaa la capitale. Un grand nombre de civils yéménites ont perdu la vie dans ces attaques alors que les Etats-Unis prétendent que les drones sont utilisés dans les opérations visant les forces d'Al-Qaïda. french.irib.ir 01.02

6.2- Yémen/ complot des puissances étrangères : Abdel-Malek al-Houthi met en garde - french.irib.ir

Le chef du mouvement Ansarallah du Yémen a mis en garde contre les complots que fomentent des puissances étrangères contre le peuple yéménite.

Selon la dépêche de Press TV, Abdel-Malek al-Houthi l'a rappelé mardi devant des milliers de ses partisans à Saada dans le nord du Yémen, critiquant aussi les partis politiques, complices de certains pays de la région. "Les pays étrangers et leurs alliés et complices intérieurs cherchent à aggraver les conflits et semer le chaos. Il a donc mis en garde ces partis, qui négligent les intérêts du peuple du Yémen, contre les impacts négatifs qu'auront leurs efforts dans le sens de déstabiliser le pays. Le chef du mouvement Ansarallah avait déjà accusé les Etats-Unis et Israël de complots et de crimes à l'encontre des pays musulmans, appelant les Yéménites à la vigilance. french.irib.ir 28.01

7- Syrie

- Le dernier coup du renseignement syrien - french.irib.ir

Les hackers de la cyber -armée syrienne auraient piraté avec succès les données confidentielles des milices terroristes. "En se faisant passer pour des jeunes filles à la recherche des partenaires ", les hackers pro Assad auraient réussi à pirater des milliers de données concernant les membres des milices terroristes en guerre contre l'armée syrienne.

Selon la firme FireI, spécialisée en cyber-sécurité, "les hackers ont eu largement recours à des logiciels comme Skype ou des forum de discussion . ils ont pu se connecter aux ordinateurs portables des opposants syriens aux nombre desquels figurent des hommes armés , des personnalités politiques... cette infiltration a débouché sur le piratage des plans d'action militaire, des listes des noms des membres de ces milices et des informations personnelles les concernant ." " Parmi les renseignements les plus sensibles à avoir été détourné figurerait le plan d'attaque armée contre la localité de Kharbat Ghazala dans la province de Daraa situé au sud de la Syrie ". La firme dit ignorer si les renseignements piratés sont parvenus oui ou non au gouvernement d'Assad ou si les hackers les possèdent toujours. "

Cette cyber-attaque aurait visé essentiellement l'Armée syrienne libre, une milice créée au tout début du conflit par la Turquie et le Qatar dans l'objectif de provoquer un effondrement de l'armée arabe syrienne, ce qui n'a pas eu lieu. L'ASL se trouve dans son pire état ces temps ci : dans le nord syrien, elle fait constamment l'objet des assauts d'Al Nosra et de Daech. Dans les régions du centre , c'est l'armée arabe syrienne qui la harcèle et dans le sud, elle continue de saigner pour cause des opérations incessantes de l'armée nationale et des attaques sporadiques des terroristes nosratistes. La Tuqruie a lâché l'ASL à Idleb : Ankara a quasiment perdu son pari syrien depuis la tombée en disgrâce des Frères musulmans en Egypte, en Libye, en Tunisie et les retrouvailles Qatar/Arabie saoudite. Ankara n'entend plus se laisser empêtré davanatge en Syrie. le manque d'armements, le paiement irrégulier des salaires, de très fortes divergences au sein l'ASL l'ont poussé ces derniers temps à la faillite. french.irib.ir 03.02

Haut de page

Le 7 février 2015

CAUSERIE

J'ai achevé l'actualisation du site en coup de vent car j'ai plein de choses à régler, dont mon approvisionnement en gaz... C'est juste pour pouvoir continuer de m'alimenter, les lecteurs comprendront...

On ajoutera de nouveaux articles demain.

Falsification de l'histoire. Surtout ne pas les prendre au sérieux.

- Prendre les nazis au sérieux - slate.fr

C'est le capitalisme, les dirigeants et représentants du capitalisme qui ont produit le nazisme qui devait profiter à leur classe au prix d'immense destruction et un gigantesque amoncellement de cadavres.

Le volet biologique ou raciale tourné contre les juifs devait servir à alimenter la haine d'un peuple réduit à la misère et profondément frustré comme catalyseur de la xénophobie poussée à l'extrême qui allait être développée simultanément par les nazis, condition indispensable pour mener tout un peuple à la guerre, à l'abattoir. Le juif tout comme le communiste avait ceci de particulier qu'ils transcendaient les frontières et justifiait la guerre mondiale à venir, le juif étant identifié à la finance mais aussi aux autres pays européens qui les accueillaient, le communiste étant identifié au mouvement ouvrier, au prolétariat et à la Russie soviétique, le principal ennemi à la fois de l'Allemagne et des puissances occidentaux en guerre contre l'Allemagne.

La Secondaire Guerre mondiale et le nazisme ont été la réponse du capital à l'impasse dans laquelle se trouvait le capital, à la fois à la crise du capitalisme et à l'impossibilité dans laquelle étaient ses représentants de neutraliser le mouvement ouvrier et de renverser le régime issu de la révolution russe de 1917, ces deux facteurs étant liés et renvoyant aux fondements et aux lois de fonctionnement du capitalisme.

L'interprétation officielle des guerres en général et plus particulièrement des deux guerres mondiales du XXe siècle ou communément admise et enseignée dans les collèges et les universités constitue une falsification monstrueuse de l'histoire sous le règne du capitalisme.

Car il est admis qu'un évènement particulier ou un processus fortuit en aurait été à l'origine de telle manière que l'enchaînement des faits qui devaient conduire à ces guerres mondiales aurait été par nature imprévisible, le développement et l'orientation de la situation incontrôlable de telle sorte que ces critères aléatoires puissent servir à les justifier sans que leurs véritables commanditaires (et bénéfiaires) ainsi que leurs complices ou représentants ne soient identifés ou inquiétés par la suite, cette version des faits ayant force de loi universelle, vous connaissez la suite, tout contradicteur étant systématiquement accusé d'appartenir à la confrérie des adeptes de la théorie du complot ou pire encore.

- ...«comment agir pour éviter que l'Allemagne ne meure?». C'est le point de départ de la pensée nazie.

En réalité non pas l'Allemagne mais le capitalisme tout court... Effectivement, c'est "le point de départ" non seulement "de la pensée nazie", mais de la politique de la classe dominante sous une autre forme : la guerre dont le prolétariat sera la principale victime évidemment.

- ce sont peut-être moins les idées qui sont originales, que le contexte spécifiquement allemand de la République de Weimar, qui a donné un terrain favorable à cette radicalité et à sa victoire.

C'est l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui a étranglé l'Allemagne en exigeant le remboursement sur le champ des crédits qu'elle lui avait accordés et ainsi favorisé la montée en puissance de Hitler et des nazis... Cet élément capital pour comprendre ce qui s'est réellement passé en Allemagne à cette époque ne figure pas dans cet article, le fait qu'il soit volontairement occulté relève pour le coup de la théorie du complot qui consiste à cacher la vérité aux lecteurs ou à la population.

Ce n'est qu'un aspect de la situation, car une fois le régime nazi bien en selle, les mêmes le financeront ainsi que l'industrie de guerre de l'Allemagne sachant parfaitement quelle allait être la suite des évènements, une nouvelle guerre mondiale. On comprend qu'un portail néolibéral ayant son siège social aux Etats-Unis ne puisse porter ces éléments à l'appréciation de ses lecteurs.

- l'analyse du traité de Versailles (...) la disparition totale de l'Allemagne en 1918-1919, au moment où le pays, coup sur coup, perdit la guerre, la monarchie, une bonne partie de son territoire et de sa population.

Là ils ont omis de signaler les énormes réparations de guerre infligées à l'Allemagne par les vainqueurs de la Pemière Guerre mondiale notamment par la France, qui allaient empêcher ce pays de se remettre des destructions massives causées par la guerre et fournir un argument de premier choix aux nazis pour développer leur programme et alimenter la xénophobie, préparant ainsi les conditions psychologiques indispensables à une nouvelle guerre dans laquelle devait être entraîné le peuple allemand, pour se venger du sort que leur avaient réservé la France, la Grande-Bretagne et leurs alliés au lendemain de la Première Guerre mondiale.

La responsabilité des dirigeants de ces pays étant engagée dans la montée du nazisme en Allemagne ainsi que la guerre sur

laquelle elle allait déboucher, on se dit que cette omission n'était sans doute pas fortuite.

- ...les nazis n'étaient pas des fous et leurs crimes revêtaient pour eux «sens et valeur».

- ...il existait une véritable «conception du monde» nazie, qui justifiait et assumait le crime.

La question essentielle n'apparaît pas ici, ils induisent volontairement les lecteurs en erreur ou les dirigent sur une mauvaise piste, car l'essentiel était davantage de quelle manière les Allemands percevaient les discours des nazis, plutôt que ce que pensaient les dignitaires nazis, autrement dit, dans des conditions matérielles ou sociales données, quel était l'état d'esprit et le niveau de conscience de la majorité des Allemands pour qu'ils adhèrent au programme politique des nazis, assument et justifient leurs crimes, y participent en masse, tandis que les masses allemandes avaient tourné le dos au mouvement ouvrier incapable de renouer avec le socialisme, trahi par la social-démocratie et les staliniens. C'est le genre de situation qui pourrait se développer demain en Grèce ou en Espagne, en Italie, au Portugal ou en France par exemple sur la base de cette expérience...

La définition du fou qui est donnée ici contredit celle utilisée en psychanalyse ou psychiatrie.

Est fou celui qui en a conscience, il sait qu'il est mentalement perturbé ou déséquilibré, car il a des moments de lucidité ou il n'est pas en permanence en état de crise de démence où tout rapport avec la réalité lui échappe. S'il commet un crime, il peut l'expliquer ou le justifier ou plutôt il peut admettre l'explication qu'on lui fournie après coup, et pour lui cela demeure tout de même un crime et relève de la folie ou constitue une transgression des principes ou valeurs dont il a également conscience et auxquels il adhère. Il ignore pourquoi il a commis cet acte, il en est donc irresponsable, il n'en a pas conscience, cela ne relève pas d'un acte de volonté ou délibéré, réfléchi, ce sont des pulsions qu'ils ne contrôlent pas et dont ils ignorent l'origine qui le conduise à agir ainsi, qui le guident.

Dans le cas des nazis, ils n'ont pas conscience de commettre des crimes ou le nient, pour eux ce sont des actes naturels, légitimes, nécessaires avec lesquels leurs valeurs s'identifient, ce n'est donc pas du tout la même chose, là on est en présence de monstres qui agissent consciemment, de manière réfléchie, il s'agit d'actes délibérés, ils en supportent donc l'entière responsabilité et doivent être traités comme tels ou être exterminés en ce qui nous concerne. Les âmes sensibles pro-Charlie nous excuseront de ne pas faire ici dans la demi-mesure ou de manquer de tolérance, nous l'assumons.

Dossier Ukraine

Vidéos

1- Maidan, fév. 2014: Un sniper et un député pris en 'flag' par les manifestants
https://www.youtube.com/watch?v=v1uyqnt2U5s

- Place Maidan : Un sniper et un député pris en 'flag' par les manifestants - ilfattoquotidiano.fr

Un fusil à lunette doté d'un silencieux est découvert dans le coffre d'une voiture par la foule des manifestants lors de la tragédie de la Place Maidan à Kiev. Intervient alors le député et à l'époque un des leaders de l'opposition, Sergey Pashinskiy, qui protège le chauffeur et l'aide à partir. Que fait-il là ? Pourquoi cache-t-il le fusil des regards indiscrets de la foule ? Pourquoi l'homme au fusil n'a-t-il jamais été identifié ni poursuivi ? ilfattoquotidiano.fr 05.02

2- Vitalii Makhynko : l'Ukraine un an après l'"Euromaïdan" (2 février 2015)
https://www.youtube.com/watch?v=zgtjaiMXJew

Le dirigeant du syndicat ukrainien Solidarité du travail décrit la situation de dictature et de chaos économique, institutionnel et social dans lequel est plongée l'Ukraine un an après l'"Euromaïdan". Interview réalisé par Frédéric Saillot et Dimitri de Kochko pour Eurasie Express

Plusieurs pays de l'Otan hostiles à l'envoi d'armes à Kiev - Reuters

Plusieurs ministres de la Défense de pays de l'Otan ont exprimé jeudi, lors d'une réunion à Bruxelles, leur hostilité à l'envoi d'armes à l'armée ukrainienne, une idée que Washington dit examiner.

Le président ukrainien Petro Porochenko a demandé à l'Alliance atlantique de lui fournir des armes pour faire face à la rébellion séparatiste pro-russe dans l'est de son pays.

"S'il y a encore plus d'armes dans cette région, cela ne nous rapprochera nullement d'une solution et ne mettra pas fin aux souffrances de la population", a dit aux journalistes la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen.

"Nous devons exercer de fortes pressions sur les séparatistes et sur la Russie, politiquement et économiquement, pour trouver une solution négociée autour d'une table et non sur le champ de bataille", a-t-elle ajouté. "Prendre le risque d'une escalade potentielle, ce n'est pas la solution. Il faut une solution politique durable."

Pour son homologue néerlandaise, Jeanine Hennis-Plasschaert, également, "le dialogue politique est la seule voie pour sortir de cette crise".

La plupart des pays de l'Otan, a-t-elle poursuivi, "et en particulier les Pays-Bas, insisteront pour que le soutien apporté à l'Ukraine ne prenne pas des formes létales".

Le ministre danois, Nicolai Wammen, a souligné que son pays n'avait aucun projet de livrer des armes à Kiev.

Le secrétaire britannique à la Défense, Michael Fallon, a évoqué une aide "non létale en matière de formation et d'équipement afin d'aider les Ukrainiens à mieux assurer leur protection".

Pour sa part, le commandant suprême des forces de l'Otan en Europe, le général américain Philip Breedlove, s'est dit "fortement préoccupé" par la fourniture d'armes lourdes russes aux rebelles et a souligné que le peuple ukrainien avait le droit de se défendre.

Il a cependant ajouté qu'il n'y avait pas de solution militaire à la crise et qu'il fallait créer "les conditions pour amener toutes les parties à la table des négociations". "Les armes ne changeront rien à cela", a-t-il insisté.

Ashton Carter, que Barack Obama souhaite porter à la tête du ministère américain de la Défense, s'est dit favorable, lui, à l'envoi d'armes en Ukraine. "Nous devons aider les Ukrainiens à se défendre eux-mêmes. Je penche pour des livraisons d'armes en leur faveur, y compris des armes létales", a-t-il déclaré mercredi lors de son audition au Sénat, qui doit se prononcer sur sa nomination.

A Moscou, le ministère russe des Affaires étrangères a souligné que toute livraison d'armes létales aux forces de Kiev serait considérée comme une menace pour la sécurité de la Russie.

"Etant donné les plans revanchards du 'parti de la guerre' à Kiev, cela ne conduirait qu'à une escalade et menacerait la sécurité de la Fédération de Russie", a dit Alexandre Loukachevitch, porte-parole du ministère.

Il a par ailleurs accusé les forces gouvernementales ukrainiennes d'utiliser contre les rebelles un arsenal aux effets similaires à ceux d'armes de destruction massive. Reuters 05.02

UE et USA doivent faire front commun sur l'Ukraine, dit Biden - Reuters

Le vice-président américain Joe Biden a estimé vendredi que les Etats-Unis et l'Union européenne devaient présenter un front commun uni face à la Russie qui plaide pour la paix tout en poussant son avantage militaire en Ukraine.

"Les Etats-Unis et l'Europe doivent se soutenir mutuellement et rester fermes. On ne peut pas autoriser la Russie à redessiner la carte de l'Europe, ce qui est exactement ce qu'elle est en train de faire", a déclaré Joe Biden avant une rencontre avec le président du Conseil européen Donald Tusk.

"Nous devons résister, nous les Etats-Unis et l'Europe ensemble, et soutenir l'Ukraine dans cette période. L'Ukraine a besoin d'une aide financière et de soutien pour poursuivre ses réformes", a-t-il dit.

Joe Biden a par ailleurs accusé Vladimir Poutine de n'avoir respecté aucun accord, y compris le protocole de Minsk conclu le 5 septembre dernier, et d'entretenir l'escalade des combats dans l'est de l'Ukraine en envoyant des mercenaires.Reuters 06.02

Alors qu'ils sont le problème.

Ukraine : François Hollande et Angela Merkel à Kiev pour trouver des solutions au conflit - Francetv info 05.02

- Hollande et Merkel quittent Moscou sans résultat concret - Reuters 06.02

François Hollande et Angela Merkel ont quitté le Kremlin sans promesse de cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine, au terme d'un entretien de cinq heures avec Vladimir Poutine.

"En ce moment, un travail est en cours pour préparer le texte d'un éventuel document conjoint sur la mise en oeuvre des accords de Minsk, un document qui mentionnerait les propositions faites par le président ukrainien et celles formulées et ajoutées aujourd'hui par le président Poutine", a expliqué Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin.

L'ambassadeur de Russie en France, Alexandre Orlov, a pour sa part jugé cette rencontre à trois utile face à "une urgence, une vraie urgence d'éviter la guerre, d'éviter le massacre de civils."

"C'est une rencontre d'espoir, je n'irai pas jusqu'à dire une rencontre de la dernière chance, mais c'est tout comme", a-t-il dit sur Europe 1 en précisant qu'elle avait été longuement préparée par des contacts entre Paris, Berlin, Moscou et Kiev.

Engagé depuis juin dans un processus de facilitation dans la crise ukrainienne, François Hollande et Angela Merkel ont décidé de se rendre à Kiev et à Moscou pour donner une chance à la diplomatie à l'heure où le conflit menace de se transformer en "guerre totale", et en plein débat sur d'éventuelles livraisons d'armes aux forces ukrainiennes, auxquelles Paris et Berlin sont opposés. Reuters 06.02

- Général ukrainien: «Aucune troupe russe ne combat contre nous » - mondialisation.ca 03.02

Selon le général ukrainien Viktor Muzhenko (nommé, par Poroshenko, chef de l'état-major des forces armées - ndlr) « aucune troupe russe ne combat contre nous » et les sanctions contre la Russie sont basées sur des mensonges

Le général ukrainien contredit les allégations de l'administration Obama et du gouvernement ukrainien et affirme qu'aucune troupe russe ne combat contre l'armée ukrainienne dans l'est du pays séparatiste où se déroule actuellement une guerre civile.

Le chef de l'état-major des forces armées ukrainiennes, le général Viktor Muzhenko, a affirmé au cours d'un point presse jeudi 29 janvier, que les seuls citoyens russes qui combattaient dans les régions séparatistes sont des « résidents locaux », et que d'autres citoyens russes (et cela ne contredit pas la présence potentielle d'autres combattants étrangers, comme par exemple celle de mercenaires américains dont la présence aux côtés des forces armées du gouvernement ukrainien a déjà été signalée) membres de « groupes illégaux armés », ne sont payés par aucun gouvernement mais combattent à « titre personnel ». Le général Muzhenko a aussi déclaré que « l'armée ukrainienne ne combat pas contre des unités régulières de l'armée russe. »

En d'autres termes, il a explicitement et clairement infirmé les affirmations ayant motivé la mise en place des sanctions européennes et américaines contre la Russie : toutes les sanctions prises contre la Russie sont en effet basées sur l'affirmation mensongère que le gouvernement ukrainien combat des « unités régulières de l'armée russe ».

Ces allégations ont également servi de preuve pour affirmer que Vladimir Poutine avait envahi l'Ukraine, et elles sont à la base des sanctions destinées à faire pression sur la Russie.

Ces sanctions devraient immédiatement être levées, accompagnées d'excuses et de compensations financières pour les individus qui en ont souffert, et il incombe de plus au gouvernement russe de poursuivre les auteurs de cette fraude, à travers tous les canaux juridiques légaux, afin d'obtenir des réparations pour les dommages qui ont été causés à l'économie de la Russie.
Les informations parues dans les médias permettent d'ores et déjà d'établir avec précision qui sont ces personnes, et ceux qui ont tenus des propos, dans le cadre de déclarations officielles, qui peuvent être considérés comme des diffamations majeures.

Par ailleurs, il est probable que ce général ukrainien soit congédié pour avoir tenu de tels propos.

Si ce qu'affirme le général Muzhenko est vrai, il doit être considéré comme un héros ayant risqué sa carrière afin de rendre publiques ces informations. Et si ce qu'il a dit s'avérait faux, cela signifie qu'il n'avait pas sa place à la tête de l'armée ukrainienne. Mondialisation.ca 03.02

Propagande outrancière de l'Empire. Ils ne savent plus quoi inventer et versent dans le grotesque.

- Vladimir Poutine est-il atteint d'une forme d'autisme? - L'Express.fr

- Selon un rapport du Pentagone, Poutine serait atteint d'une forme d'autisme Le Huffington

- Poutine serait atteint d'une forme d'autisme, selon un rapport du Pentagone - Libération.fr

L'«hypersensible» Poutine pourrait être atteint du syndrome d'Asperger, d'après un rapport de 2008 dévoilé aujourd'hui.

Le président russe Vladimir Poutine serait atteint d'une forme d'autisme, le syndrome d'Asperger, qui l'oblige à exercer un

«contrôle maximum» de lui-même lorsqu'il traverse une crise, selon un rapport du Pentagone rédigé en 2008 et publié jeudi. En étudiant les expressions et les mouvements de son visage dans des vidéos, des experts militaires ont conclu que le développement neurologique de Poutine avait été perturbé dans son enfance, donnant l'impression d'un déséquilibre physique et d'être mal à l'aise dans les relations avec les autres.

«Ce sérieux problème de comportement a été identifié par les neurologues comme le syndrome d'Asperger, une forme d'autisme qui affecte toutes ses décisions», affirme l'auteur du rapport, Brenda Connors, de l'Ecole de guerre de la Marine, issu du centre de réflexion interne au Pentagone nommé Office of Net Assessment.

Mais le Pentagone a minimisé l'importance du rapport, révélé mercredi par le quotidien USA Today, qui n'est jamais parvenu jusque sur le bureau du secrétaire à la Défense ou d'autres responsables militaires. «L'Office of Net Assessment n'a jamais transmis ce rapport au secrétaire (à la Défense), et il n'y a pas eu de demandes de responsables au département de la Défense pour l'examiner», a affirmé une porte-parole du Pentagone, Valerie Henderson. En outre, cette hypothèse ne peut être confirmée que par un scanner du cerveau de Poutine, selon le rapport.

«Pendant les crises, pour se stabiliser et équilibrer ses perceptions (...) il doit s'imposer un contrôle maximum», explique Mme Connors, qui a étudié le langage corporel d'autres dirigeants mondiaux. Selon le rapport du Pentagone, le regard toujours fixe de Poutine est la marque d'un défaut neurologique et d'une incapacité à faire face aux signaux extérieurs. Poutine affiche une «hypersensibilité» et «une forte dépendance au combat, aux réactions froides ou donnant l'impression de fuir» au lieu d'un comportement social plus nuancé.

Les relations entre la Russie et les Etats-Unis n'ont jamais été aussi tendues depuis la Guerre Froide en raison de la crise ukrainienne qui a débuté il y a un an. AFP 05.02

ACTUALITE EN TITRES

Autant que cela profite à quelqu'un...

- Début d'année record pour les introductions en Bourse en Europe - Reuters

- Rétromobile : l'ex-Ferrari d'Alain Delon adjugée plus de 14 millions d'euros - Francetv info

Comment vous en convaincre ?

- François Hollande "a changé" de posture depuis les attentats - Francetv info

- Cotta - La nouvelle stature de François Hollande - LePoint.fr

Chef de la guerre des civilisations

- Paris met en place un détachement de liaision au Niger - Reuters

Il ne doit demeurer aucun espace sur terre qu'ils n'auront pas exploité, pillé, ravagé...

- La nature, le nouvel eldorado de la finance - La Tribune

Un autre peuple sacrifié à ne pas oublier...

- Haïti: heurts lors d'une nouvelle manifestation contre l'essence trop chère - AFP

Stratégie du chaos.

- Ebola: Plus de 9.000 morts dans les trois pays les plus touchés 20minutes.fr - 20minutes.fr

- Mexique : 60 cadavres dans un crématorium abandonné d'Acapulco Allan Garcia - AFP

- Attaques au Niger : 109 combattants de Boko Haram, quatre militaires et un civil tués Libération.fr - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La démocratie des censeurs, des procureurs, des affameurs, des persécuteurs, des assassins sévit en France.

Grille de lecture.

- Conditionner, encadrer, formater, manipuler, diriger, régimenter la pensée, encourager et flatter toutes les formes d'individualisme forcené, débridé, alimenter l'extrême droite politique et religieuse, le fanatisme, le communautarisme, le sectarisme, militariser la société, conditionner la population pour qu'elle adhère à la guerre... On pourrait ajouter créer les conditions qui permettent aux gangs mafieux d'essaimer à travers toute l'Europe avec son lot de trafic d'armes, de drogue, de prostitués, etc. encourager l'immigration illégale qui profite économiquement aux négriers et politiquement à l'extrême droite...

- Dénoncer les préjugés, les archaïsmes, les a priori des masses ignorantes pour mieux les complexer, les rabaisser, leur faire sentir à quel point elles sont inférieures et doivent laisser le soin à d'autres de décider et gouverner à leur place, les diviser pour que leurs différentes couches s'affrontent entre elles, privilégier les droits des minorités afin de renforcer le sentiment de frustration de la majorité, pour faire naître ou attiser chez elle la haine envers ces minorités, pousser la provocation au paroxysme au besoin envers ces minorités pour qu'elles réagissent par des actes violents...

- Dénigrer, salir, diaboliser, ostraciser les opposants au capitalisme ou à ses aspects les plus injustes, monstrueux ou barbares, sur la base de déclarations ou citations inventées, tronquées, falsifiées, détournées de leur objet, les assimiler aux ennemis du peuple, à l'extrême droite, aux terroristes, de manière à ce que les travailleurs s'en détournent ou mieux les prennent à partie justifiant ainsi le sort que leur réserve les représentants de la classe dominante...

- Qui détient le pouvoir ? Quelle classe gouverne ? Qui détient les médias ? Qui décrète quel doit être le contenu de la démocratie ? Qui prétend incarner la démocratie ? Qui la revendique partant du principe qu'elle exiisterait réellement ? Quels rapports de classes incarne en général la démocratie ? Sur quelle base ou dans quel contexte économique repose-t-elle ? La démocratie de qui, par qui ? Qui en fixe les limites dans un contexte politique donné ? Qui en profite et qui en est frustré ? C'est le minimum de questions qu'il faut se poser avant d'aborder ce thème sérieusement.

- Procès Dieudonné : une démocratie doit-elle tolérer l'intolérable ? - latribune.fr 05.02

Nous ne pensons pas que Dieudonné soit antisémite, il est antisioniste, mais par opportunisme ou affairisme et pour être incapable de se situer sur le terrain de classe des opprimés, il a eu le tort de s'entourer de gens d'extrême droite infréquentables, ce qui a permis au législateur et aux représentants du régime de réaliser un amalgame facile entre antisionisme et antisémitisme afin de le réprimer.

Il est révélateur qu'un journal qui exprime le point de vue de l'oligarchie financière s'empare de ce sujet et se pose la question de la limite à fixer à la démocratie sachant que son exercice est devenu incompatible avec les besoins du capitalisme en crise, qu'il cherche à le justifier plus ou moins maladroitement et s'attire une réaction de rejet de la quasi-totalité de ses lecteurs.

Comme quoi ils ne sont pas au bout de leur peine pour convaincre la population du bien-fondé de la dictature qu'ils tendent de nous imposer, les masses aspirent prodondément au contraire à la liberté et à la justice, rejettent les inégalités sociales croissantes qui sont à l'origine de toutes les formes de violence dans la société et le monde.

On pourrait ajouter que le capitalisme reposant justement sur l'inégalité existant entre les classes, entre la classe des exploiteurs et des exploités, de ceux qui produisent les richesses et ceux qui les accaparent et détiennent le pouvoir politique, il y a là matière à développer les idées du socialisme.

Supprimer cette inégalité en s'engagement dans un processus politique conduisant à la suppression des classes sociales en commençant par exproprier les banquiers et les capitalistes des grandes entreprises, permettrait de diminuer dans un premier temps les sources d'inégalités sociales et la violence qui les accompagnent, ce qui implique au préalable que la classe ouvrière renverse le régime en place et s'empare du pouvoir politique, ce qui ne peut se réaliser que par un soulèvement révolutionnaire des masses exploitées guidé par un puissant parti ouvrier révolutionnaire incarnant les tâches et les objectifs qu'elles doivent accomplir et se fixer...

Tous les sujets d'actualité ou de société qui figurent à l'ordre du jour des médias et dont les travailleurs et les militants discutent quotidiennement forcément en famille, avec leurs collègues de travail, leurs amis ou relations, etc. doivent être traités sur

un terrain de classe par les partis ouvriers.

Question : Pourquoi ne le font-ils pas ? Pourquoi désertent-ils systématiquement toutes ces sujets dont tout le monde discute quotidiennement ? Qui tournent ainsi le dos aux masses, qui est coupé des masses selon vous, eux ou nous ? On a précisé que tous ces sujets doivent être traités sur notre terrain de classe, celui du socialisme, est-ce cela qui les rebute, les effraie ? Pourquoi, craindraient-ils que leur opportunisme déteigne là aussi, que leur collusion avec le régime soit encore plus flagrant, qu'on s'aperçoivent qu'ils se sont détournés du socialisme ?

Commentaires d'internautes à la suite de cet article du journal financier La Tribune.

1- "Une démocratie doit-elle tolérer l'intolérable."

On sent déjà toute l'impartialité de l'auteur sur la question rien que dans le titre...

En réalité, c'est la démocratie qui est leur cible, qu'ils ne tolèrent pas...

2- Arrêtons un peu ! Quand c'est Dieudonné c'est intolérable mais quand c'est "Charlie" c'est tout à fait normal de dire tout et n'importe quoi !

Ils sont juges et parties, ils peuvent donc tout se permettre...

3- Même si je n'aime pas ce gars, je constate que ceux qui justifiaient le ' tout et n'importe quoi' de Charlie Hebdo au nom de la liberté d'expression sont ceux qui viennent s'indigner quand la liberté d'expression ne va pas dans le sens de leurs opinions (d'extrême gauche, donc).....

On ne peut pas retourner sa veste en permanence comme ça!

Donc soit on lui applique une règle, et on applique cette règle à tout le monde, soit on lui donne la liberté d'expression comme à Charlie Hebdo.

Charlie Hebdo est une agence du capital, ses représentants l'ont reconnu comme tel le 11 janvier, Dieudonné s'en prend au sionisme, il ne peut donc pas mériter le même traitement de leur part. Maintenant ils peuvent très bien se raviser et l'utiliser autrement selon les circonstances, tout dépendra de la place que prendra à ses côtés son acolyte d'extrême droite A. Soral et le développement de la situation politique en France. Viser les juifs ne les dérangent pas, 80 ans plus tôt ils les ont bien sacrifiés, qui les a sacrifiés, mais le lobbying sioniste pardi.

- Dieudonné: la tenue du spectacle en Auvergne validée par le Conseil d'Etat - libération.fr 06.02

Un internaute : "Tiens, il reste un juge des référés indépendant du pouvoir au Conseil d'Etat ?". Détrompez-vous, un jugement différent dans le contexte actuel était difficile à justifier ou assumer.

4- Le système politique qui décrit le mieux notre pays est : "oligarchie" et non : "démocratie".

Tout à fait. Monarchie absolue aussi. Les citoyens ne sont plus que les sujets ou les serfs du vassal sans couronne qui trône provisoirement au sommet de l'Etat et distille la bonne parole du marché pour le compte de ses suzerains de la finance, tandis que l'aristocratie composée des médias, des intellectuels serviles ou corrompus, des membres des institutions constituent la cours du régime.

5- Une démocratie doit-elle tolérer l'intolérable." Une démocratie ? Où ça ?

Nulle part. Ils l'ont confisquée, ce qui n'a pas été bien compliqué, ils ont juste eu besoin de pousser un peu plus loin leur avantage...

6- Doit on faire de la publicité autour d'une liberté d'expression qui est interdite? Celui qui répète ce qui ne doit pas être entendu est-il aussi coupable? Si oui, les médias en sont ils exemptés?

Il faut bien que le peuple sourd aux appels de son suzerain entende le message qu'il a à leur adresser et qu'il s'inscrustre profondément dans son cerveau, d'où le martèlement des médias à en avoir la nausée. Le meilleur moyen de ne pas choper la nausée est encore de s'en détourner, rien de plus facile, alors quant à croire que la plèbe n'en serait pas capable, eux seuls le croient ou tentent de s'en persuader, en vain heureusement...

7- La véritable question serait: quelle est la limite de la corruption de la justice par les gardiens du capital?

No limit !

8- Arte, la chaine de BHL, dont l'impartialité est bien connue.

Sans blague !

A propos, comment va la Libye monsieur BHL?

Fort bien, c'est le chaos, c'était le but que cet infâme personnage s'était fixé.

9- Bien sur que non! Une démocratie ne doit pas tolérer Carlos Valls... Lui c'est l'intox sur toute la ligne !

On peut avancer sans trop de risque que la cynique farce du 7 janvier aura fait long feu et qu'elle se retourne désormais contre ses organisateurs qui l'ont exploité à outrance. D'autant plus que sur le plan social rien n'a changé et que la réalité des difficultés de la vie quotidienne que rencontrent les travailleurs a déjà repris le dessus sur ce coup monté de toutes pièces qui n'aura finalement servi strictement à rien ou presque, à part renforcer l'arsenal liberticide du législateur contre le mouvement ouvrier ou l'ensemble des travailleurs.

C'était prévisible dès lors qu'on avait à l'esprit que ce coup d'Etat terroriste s'est produit alors que la cote de popularité de Hollande frôlait les 10% et qu'à ce stade, en ayant aussi à l'esprit le taux d'abstention aux élections européennes confirmé depuis, quoi qu'ils disent ou fassent il était totalement discrédité et seule une infime minorité (de nantis) continuait d'espérer qu'il incarnerait leurs besoins ou qu'il changerait de politique, ceux qui ont manifesté le 11 janvier notamment, l'immense masse des exploités n'écoutant même plus ce qu'il dit et n'en attendant rien ou plus rien, ce qui n'a pas changé.

Militarisation des esprits et des comportements au capitalisme.

Vous êtes jeune et sans avenir, soyez reconnaissant envers la société qui vous réserve un tel sort et estimez-vous heureux !

- Qu'est-ce que le "service militaire adapté" évoqué par François Hollande ? - Francetv info

Pour comprendre le fonctionnement et l'intérêt du SMA, francetv info a interrogé le capitaine L., chargé de la communication de ce dispositif au sein du ministère des Outre-mer.

Francetv info : Qu'est-ce que le service militaire adapté, dit SMA ?

Capitaine L. : Le système fonctionne sur le principe du volontariat. Le jeune souscrit un contrat d'engagé volontaire des armées. L'idée est de lui apporter un cadre pour travailler sur son comportement. Concrètement, nous avons cinq règles d'or que nous transmettons aux jeunes : être à l'heure, être en tenue, respecter la sécurité (ce qui est utile dans toute entreprise), travailler en équipe et respecter son chef. Pour résumer, notre contrat opérationnel, c'est l'insertion professionnelle, que nous tâchons de favoriser par la transmission de valeurs éducatives.

Il s'agit d'une mission pour rendre les jeunes employables afin de leur apporter une reconnaissance sociale et citoyenne. Les entreprises ont besoin de jeunes rigoureux, motivés, fiables et capables d'arriver à l'heure. Francetv info 05.02

Quand Charlie vous terrorise...

Etat de guerre et provocation permanente des sionistes, racistes, génocidaires qui sont Charlie.

- Israël: le chef de la diplomatie met Charlie Hebdo à disposition du public - AFP

Le chef de la diplomatie israélienne et candidat aux législatives Avigdor Lieberman et ses partisans ont contourné jeudi une interdiction officielle en mettant à disposition du public à Tel Aviv le dernier numéro de Charlie Hebdo avec le prophète Mahomet en couverture, a constaté un correspondant de l'AFP.

M. Lieberman et les militants de son parti "Israel Beitenou" (droite ultra-nationaliste laïque) ont contourné l'interdiction en ne distribuant pas à proprement parler le journal; la bouche symboliquement bâillonnée, ses sympatisants ont installé un stand permettant aux passants de consulter le journal satirique sur le boulevard Rothschild, l'un des axes les plus fréquentés de Tel Aviv.

"Tous ces arguments sur la menace de troubles à l'ordre public et le comportement de la chaîne de librairie qui a cédé aux menaces et refusé de distribuer le journal sont insupportables", a déclaré M. Lieberman venu rendre visite à ses supporters.

Le dernier numéro de Charlie Hebdo n'est disponible dans aucun point de vente en Israël. Après avoir annoncé qu'elle allait le distribuer, la chaîne de librairies Steimatzky a renoncé à le mettre en rayons et le propose à la vente sur internet.

La publication du premier numéro de Charlie Hebdo après le massacre du 7 janvier, avec une représentation du prophète Mahomet sous le message "Tout est pardonné", avait de nouveau suscité l'émoi parmi les musulmans.

Soyez Charlie, soyez de gauche avec Hollande.

- Hollande, président de gauche "depuis le début", veut prolonger l'esprit de janvier - AFP

François Hollande s'est décrit jeudi en président de gauche "depuis le début" de son quinquennat, a clamé sa volonté de "prolonger l'esprit de janvier" après les attentats de Paris, avec des annonces sur l'éducation et le service civique.

Le chef de l'Etat s'est également montré offensif sur la scène internationale, en particulier l'Ukraine, annonçant une visite surprise dans l'après-midi à Kiev avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Désireux d'"éviter la guerre en Ukraine", M. Hollande doit présenter à cette occasion une "nouvelle proposition de règlement" du conflit russo-ukrainien. Ils se rendront vendredi à Moscou pour s'entretenir avec Vladimir Poutine. "L'option de la diplomatie ne peut être prolongée indéfiniment", a prévenu le chef de l'Etat. AFP 05.02

Etat terroriste et ses alliés. Comment se fait-il que cette vidéo soit encore disponible sur Youtube ?

Vidéo du groupe EI menaçant la France: le parquet antiterroriste ouvre une enquête - AFP

La section antiterroriste du parquet de Paris a ouvert vendredi une enquête sur la diffusion d'une vidéo de propagande en français de l'organisation Etat islamique (EI) mise en ligne mardi sur Youtube, qui appelle à mener des actions sanglantes en France, a appris l'AFP de source judiciaire. AFP 06.02

A qui profite le crime, suite ? Ils financent les médias qui soutiennent la propagande d'Etat alimentant le terrorisme

En famille avec les médias aux ordres ou comment ils financent généreusement ceux qui bâillonnent la liberté d'expression, pratiquent la désinformation systématique, distille la propagande de la classe dominante.

- Le Sénat adopte l'amendement « Charb » - publicsenat.fr

Dans le cadre de l'examen de la proposition de loi PS relative à la modernisation de la presse, les sénateurs ont voté hier, à l'unanimité, l'amendement dit « Charb », du nom l'ancien directeur de Charlie Hebdo assassiné, qui a « inspiré sa rédaction ». Il permet aux particuliers souscrivant au capital des entreprises de presse d'information politique et générale de bénéficier d'une réduction d'impôts.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, est à l'origine de cette initiative : le 12 janvier, aux lendemains de l'attentat contre Charlie Hebdo, il a déposé à nouveau cet amendement rejeté une première fois lors de l'examen de la loi de finances 2015. Le sénateur PS, David Assouline, et le sénateur UMP François Commeinhes, ont déposé des amendements d'inspiration similaire, de sorte que « par un progrès dans la loi on fasse un hommage unanimes du parlement à ces combats », a déclaré le premier.

Le gouvernement l'a complété en fixant deux niveaux d'incitation à l'avantage fiscal : une réduction d'impôt de 30% qui porte sur les dons versés pour les titres de presse d'information politique et générale ; une seconde de 50% lorsque cet investissement concerne les « entreprises solidaires de presse » - un statut crée par cette même loi pour les medias qui réinvestissent plus largement leurs bénéfices dans l'activité de l'entreprise (70 %) et rémunèrent moins leurs actionnaires.

Ces dispositifs s'ajoutent à d'autres existants comme le fond Presse et Pluralisme, géré par les éditeurs de presse français et qui recueille les dons des particuliers et des entreprises à la presse, défiscalisé à 66 % et 60 %. Suite à l'attentat contre Charlie Hebdo, près de 250 000 euros avait ainsi été versé par le biais de cette association au journal satirique pour lui permettre de continuer à paraître.

L'adoption à l'unanimité de « l'amendement Charb » est une « belle victoire », s'est félicité Pierre Laurent sur twitter, ajoutant : « beaucoup reste à faire pour la liberté d'expression». publicsenat.fr 06.02

On ne se refait pas !

Les idéologues de la barbarie font toujours leurs affaires.

- La Jordanie libère l'un des principaux idéologues du jihadisme - Francetv info

Il est l'un des principaux idéologues du jihadisme. Abou Mohammed Al-Maqdessi, un Jordanien détenu depuis le 27 octobre dans son pays, a été libéré jeudi 5 février. Selon une source judiciaire citée par l'AFP, le procureur a décidé de suspendre les accusations portées contre lui.

Abou Mohammed Al-Maqdessi était accusé d'avoir "propagé sur internet les idées d'un groupe terroriste, le Front al-Nosra", branche d'Al-Qaïda en Syrie.

Il avait été libéré une première fois en juin 2014 alors qu'il purgeait depuis 2011 une peine de prison pour avoir recruté en Jordanie des combattants devant rejoindre les talibans en Afghanistan.

Par le passé, Al-Maqdessi a été l'un des mentors d'Abou Moussab Zarqaoui, qui était le chef d'Al-Qaïda en Irak à sa mort en 2006 dans un raid aérien près de Bagdad. Le cercle de réflexion de l'école militaire américaine de West Point le considère comme le prédicateur islamiste vivant le plus influent. Francetv info 05.02

Il arrive que ça coince quelque part...

- Manifestation à Amman pour réclamer une vengeance contre l'EI - Reuters

Des milliers de Jordaniens ont défilé vendredi dans les rues d'Amman pour demander au roi Abdallah II de venger la mort du pilote de chasse Mouath al Kassaesbeh en continuant à bombarder les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Syrie.

La foule massée près de la mosquée Husseini a scandé "mort à Daesh", l'acronyme arabe de l'EI, et demandé une intensification des frappes aériennes menées depuis jeudi.

La population jordanienne était à l'origine très critique envers la participation de leur pays à la coalition constituée par les Etats-Unis mais la mise en scène de l'immolation de Mouath al Kassaesbeh a retourné l'opinion publique. Reuters 06.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

La solution : Rompre avec la troïka, sortir de l'UE et de l'Otan, abandonner l'euro, nationaliser toutes les banques et toutes les grandes entreprises,confisquer tous les avoirs des milliardaires, fermer la Bourse qui spécule contre le gouvernement, refuser de verser le moindre centime aux créanciers de la Grèce, prendre le contrôle du commerce extérieur, mobiliser et organiser les masses à l'échelle de tout le pays, leur donner le pouvoir pour qu'elle organise la production et la société en fonction de leurs besoins, au préalable abolir la Constitution et les institutions politiques mises en place par le capital, organiser des élections à une assemblée populaire ou constituante souveraine où les délégués seraient révocables à tout moment et rétribués sur la base du salaire moyen en vigueur dans le pays, elle serait chargée de rédiger une nouvelle Constitution sur la base des nouveaux rapports politiques entre les classes excluant du pouvoir les représentants du capitalisme, appelez les travailleurs de toute l'Europe à les soutenir, à les imiter, à chasser la classe des capitalistes au pouvoir pour avancer vers le socialisme

Le coup de l'étranglement financier, un grand classique depuis les années 30.

- La BCE prive les banques grecques d'une partie de leur financement - Francetv info

La Banque Centrale européenne a décidé de refuser d'accepter les obligations de l'État grec. Conséquence : un manque de liquidité et une asphyxie progressive pour les banques grecques déjà très vulnérables. Un député de Syriza réagit à la décision : "Nous allons résister à la voracité de ces politiques qui ont détruit le peuple grec. La Banque Centrale, le FMI, la Troïka doivent comprendre qu'il faut faire des concessions". Francetv info 05.02

- La bourse d'Athènes s'effondre suite à la décision de la BCE - Francetv info

Nathalie Janson, économiste, est sur le plateau de France 3 pour un éclairage sur la situation en Grèce. "La banque centrale européenne a tenu tout à fait son rôle, c'est assez fidèle au comportement de Mario Draghi. Il a voulu tout simplement rappeler que l'accès au financement des banques grecques depuis 2010 se fait dans des conditions particulières", explique-t-elle.

"Normalement, elles doivent apporter des titres de bonne qualité"

L'économiste traduit le principe : "C'est le premier pas avant l'adoption de ce qu'on a appelé plus tard le programme d'opération monétaire sur titre. Donc les banques grecques peuvent continuer à accéder au financement normal, chaque semaine, elles peuvent obtenir des liquidités au taux qui est de 0,05 %, qui est le taux le plus bas. Normalement, elles doivent apporter des titres qui sont de bonnes qualités, de bonnes notations. Pour les banques grecques, on leur permet d'apporter les titres, des bons d'État grecs, qui n'ont pas une très bonne notation". Francetv info 05.02

2- Irak

- Le Hezbollah d'Irak déclare la guerre aux USA - french.irib.ir

Le Hezbollah d'Irak a revendiqué, dans un communiqué, le tir de missiles contre un hélicoptère de la colation, qui projetait de larguer vivres et médicaments aux forces de Daesh, à Falloujah. "Sous le feu nourri du Hezbollah, l'hélicoptère US a été contraint de prendre la fuite et il a quitté la zone".

Le Hezbollah d'Irak semble, désormais, décidé à faire face aux forces de la coalition, quand celles- ci interviendraient, pour apporter aide et soutien aux terroristes. Selon le texte, l'hélicoptère US s'était posé, dans le stade sportif de Falloujah, quand les missiles du Hezbollah ont été tirés dans sa direction et l'ont poussé à quitter la zone, presque aussitôt. "Les roquettes Katiouchia 107 et des obus de mortier de120mm ont pris pour cible cet appareil. Le Hezbollah continuera à surveiller, 24 heures sur 24, toutes les voies d'approvisionnement de Daesh".

Le Hezbollah d'Irak dénonce, régulièrement, l'assisstance de dernière minute que les Etats Unis apportent aux miliciens de Daesh, à chaque fois que ces derniers sont acculés. french.irib.ir 06.02

3- Yémen

3.1- Erdogan à l'assaut du Yémen - french.irib.ir

Et çà recommence. Selon les sources bien informées au Yémen, la Turquie s'apprête à établir plusieurs vols hebdomadaires à destination de Aden avec à leur bord des terroristes de Daech qui jouiront d'une fausse identité : ces terroristes seront présentés comme des hommes d'affaires, des touristes et autres et débarqueront dans le sud du Yémen où Al Qaida et les Takfiris s'organisent pour combattre Ansarallah. Dès le mois de mars, des vols Ankara-Aden et inverse se multiplieront.

Il s'agirait surtout des terroristes ayant combattu en Syrie qui seraient envoyés au Yémen pour combattre l'armée, Ansarallah et les volontaires à Al Baya, à Maareb, à Ahrab. La Turquie envisage de reconduire son expérience syrienne et irakienne au Yémen. french.irib.ir 06.02

3.2- Yémen: la milice chiite dissout le Parlement, installe un Conseil présidentiel AFP

La milice chiite d'Ansaruallah a annoncé vendredi la dissolution du Parlement yéménite et la mise en place d'un Conseil présidentiel de cinq membres, confortant son emprise sur le Yémen, privé d'exécutif depuis deux semaines.

Dans une "déclaration constitutionnelle" rendue publique depuis le palais présidentiel, dont elle a pris le contrôle par la force le 20 janvier, la milice chiite a également décidé de créer un Conseil national de 551 membres, qui remplace le Parlement dissous. AFP 06.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Le transporteur Mory en faillite un an après la reprise - Francetv info

Un an après la reprise par le groupe Arcole, l'ancien n°1 français de la messagerie Mory-Ducros, devenu Mory-Global, doit à nouveau déposer le bilan. 2 200 emplois risquent à nouveau de disparaître. Francetv info 05.02

1.2- Congrès FO: les militants se prononcent pour une journée de grève - AFP

Le 23e congrès de Force ouvrière, réuni à Tours, s'est prononcé vendredi à l'unanimité pour l'organisation, avec d'autres syndicats, d'une "journée nationale de grève" contre l'austérité et pour "faire reculer le gouvernement et le patronat".

Au lendemain de l'appel à la grève lancé par leur secrétaire général Jean-Claude Mailly, les militants FO ont voté en faveur d'une "action commune bien définie", "sur des revendications claires" qui se traduira par "une journée nationale de grève interprofessionnelle et de manifestations dont une à Paris".

Cette décision ouvre officiellement les discussions avec les autres syndicats qui permettront notamment de définir la date et les modalités d'une action commune.

FO demande "le retrait" du pacte de responsabilité, du projet de loi dit Macron et de la réforme territoriale devenus les symboles d'une "logique d'austérité", dénoncée par le numéro un de l'organisation.

Selon le texte soumis au vote des congressistes, "une réaction interprofessionnelle" s'impose pour "construire le rapport de force à même de faire reculer le gouvernement et le patronat".

"Le congrès dénonce, rejette et combattra le projet de loi Macron" qui "ne doit pas être voté", car "il libéralise", "flexibilise à outrance" tous les secteurs, estime le congrès de FO, et notamment "vise à banaliser le travail dominical et de nuit".

Force ouvrière "exige" également "l'arrêt du CICE" (Crédit d'impôt compétitivité emploi) et demande que les entreprises bénéficiant d'aides publiques "soient soumises au préalable à des engagements et contreparties" sur l'emploi, l'investissement et les salaires. AFP 06.02

2- Etats-Unis

- Les salaires ne suivent pas les créations d'emplois aux USA - Reuters

Les Etats-Unis ont créé plus d'un million d'emplois ces trois derniers mois mais les salaires ne progressent pas au même rythme, en particulier pour les ouvriers.

Le salaire horaire moyen a affiché en janvier une progression marquée de 12 cents, mais la hausse n'est que de 2,2% sur un an, un rythme historiquement faible.

Les agences de recrutement, qui jouent un rôle de plus en plus important sur le marché du travail aux Etats-Unis, soulignent que l'afflux de main d'oeuvre contribue à limiter les hausses de salaires, notamment pour les ouvriers.

"L'offre de travail non qualifié reste assez abondante", a dit George Corona, directeur exécutif de Kelly Services, l'un des principaux réseaux d'agences d'intérim du pays pour les industries de transformation et les centres de logistique. Reuters 06.02

3- Asie

- Production textile : les coûts et marges de la production en Asie - Francetv info

L'industrie du textile continue de fonctionner par l'intermédiaire d'une production rapide et peu coûteuse en Asie. Ainsi, nos vêtements proviennent la plupart du temps de Chine, premier exportateur mondial qui gère 39% du marché. Viennent ensuite le Bangladesh (5%), puis l'Inde et le Viet-Nam (4%). Mais la Chine voit son avance diminuer, face à la concurrence de pays où le salaire minimum est moins élevé. Le Sri-Lanka offre une rémuneration de base à hauteur de 58 euros, et 60 euros au Bangladesh, contre 234 euros en Chine.

Une production bon marché, et beaucoup de marge

"Pour un T-shirt vendu chez nous pour 29 euros, la production au Bangladesh ne vaut que cinq euros tout compris, le transport un

peu plus de deux euros. Produire là-bas permet donc de maximiser l'argent qui reste pour la marque, et pour le magasin, plus de 18 euros", détaille le journaliste de France 2. Francetv info 06.02

ECONOMIE

1- FMI-G20.

- Lagarde aux pays du G20: "il est temps de passer à l'action" - AFP

La directrice générale du FMI Christine Lagarde a appelé vendredi les principales puissances économiques du globe "à passer l'action" pour éviter un tassement de la croissance mondiale, à quelques jours d'un G20-Finances à Istanbul.

Selon Mme Lagarde, les ministres des Finances des pays développés et émergents du G20, qui se réunissent lundi et mardi dans la capitale économique turque, doivent d'urgence mettre en oeuvre les "ambitieuses" réformes structurelles censées injecter 2.000 milliards de dollars supplémentaires dans le PIB mondial.

"Nous avons besoin d'une accélération décisive vers les réformes structurelles dans les domaines tels que le commerce, l'éducation, la santé (...) et des infrastructures efficaces", a détaillé la patronne du FMI.

L'économie mondiale peut profiter de "l'élan" fourni par les faibles prix du pétrole mais pourrait également pâtir d'une "volatilité excessive" liée à la normalisation monétaire aux Etats-Unis, a mis en garde la dirigeante, craignant aussi que l'Europe ne reste dans le "flou" pour une longue période.

Le renforcement du dollar par rapport aux autres grandes devises représente un autre "risque", spécialement pour les pays émergents dont les banques et entreprises ont contracté des emprunts libellés en monnaie américaine qui vont dès lors devenir plus compliqués à rembourser, selon Mme Lagarde. AFP 06.02

On a envie de se marrer en lisant cet article, pathétique et qui témoigne de leur désarroi, car sérieusement, 2.000 milliards de dollars qu'est-ce que c'est à côté de l'endettement mondial qui se monte à 200.000 milliards de dollars, 1% !

Il ne leur reste plus que la fuite en avant, le chaos et la guerre permanente comme solution pour maintenir leur système économique en vie.

2- Dette mondiale

- L'endettement mondial explose et menace la croissance, selon une étude - AFP

L’endettement augmente très rapidement dans le monde depuis la crise financière de 2008, notamment en Chine où il a quadruplé, faisant planer une nouvelle menace sur la croissance planétaire, selon une étude publiée jeudi.

«Plutôt que de réduire leur dette, toutes les principales économies empruntent aujourd’hui davantage par rapport à leur PIB qu’en 2007», d’après les économistes du McKinsey Global Institute (MGI), qui estiment que «cela amène de nouveaux risques pour la stabilité financière et pourrait saper la croissance mondiale».

En volume, l’endettement de tous les acteurs économiques (Etats, entreprises, ménages...) a progressé de 57.000 milliards de dollars entre 2007 et 2014 pour frôler les 200.000 milliards de dollars.

Les dettes pesaient l’an dernier 286% du PIB mondial, contre 269% en 2007.

«Depuis la crise, la plupart des pays ont augmenté leur endettement, plutôt que l’inverse», constatent les auteurs. Le ratio de dette totale par rapport au PIB a ainsi progressé de plus de 50 points de pourcentage dans 14 pays sur les 22 économies avancées et 25 en développement examinées par le MGI.

Au premier rang des pays qui ont vu leur dette totale exploser se trouve l’Irlande, avec 172 points de pourcentage de hausse par rapport au PIB entre 2007 et 2014, suivie par Singapour (129%), la Grèce (103%) et le Portugal (100%).

- France + 66%, Allemagne +8% -

L'endettement total de la France a bondi de 66%, tandis que celui de l'Allemagne n'a progressé que de 8%, reflétant d'une part l'augmentation des dettes publiques en France, mais aussi la faiblesse de l'investissement, notamment privé, en Allemagne.

La seule dette publique a elle progressé de 25.000 milliards de dollars à travers le monde et «va continuer à croître dans de nombreux pays, au vu des fondamentaux économiques actuels», assurent les économistes de McKinsey, alors que de nombreuses banques centrales dans le monde diminuent le loyer de l'argent pour tenter de relancer la croissance.

Selon leurs projections, celle du gouvernement au Japon, qui détient le record en la matière, va progresser pour passer de 234% à 258% du PIB entre 2014 et 2019. La France passera de 104% à 119% sur la même période, tandis que la dette publique allemande reculera de 80% à 68% du PIB.

Pour les pays les plus endettés, «les efforts de réduction du déficit budgétaire pourraient être voués à l'échec en inhibant la croissance», craint le MGI.

En Chine, la dette globale a explosé sous l'effet des prêts accordés hors du secteur bancaire réglementé (shadow banking) ainsi que de la spéculation immobilière, passant de 7.000 milliards de dollars à 28.000 milliards de dollars.

«A 282% du PIB, l'endettement de la Chine est gérable, mais supérieur à celui des Etats-Unis ou de l'Allemagne», relève l'étude.

La dette des entreprises chinoises est particulièrement inquiétante puisqu'elle atteint 125% du PIB de la deuxième économie mondiale, soit «un des niveaux de dette entrepreneuriale les plus élevés du monde».

Une autre menace pour la stabilité financière du moteur de la croissance mondiale est l'endettement opaque de ses collectivités locales chinoises, dont l'endettement a presque triplé en sept ans pour atteindre 1.700 milliards de dollars.

Enfin la dette des ménages au niveau mondial atteint également des sommets, même si elle a été réduite depuis 2007 dans certains pays particulièrement frappés par la crise qui a démarré en 2008, dont les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Irlande.

Mais dans d'autres comme l'Australie, le Canada, la Suède ou encore les Pays-Bas, la dette des ménages campe aujourd'hui à des niveaux supérieurs à ceux atteints avant 2008 dans les pays frappés par la crise, souligne McKinsey.

Comme «pour croître, les économies ont besoin de niveaux de dette de plus en plus élevés, et que le désendettement est rare et de plus en plus difficile, elles vont devoir apprendre à vivre de manière plus sûre avec une dette élevée». AFP 05.02

Haut de page

Le 8 février 2015

CAUSERIE

On a ajouté 41 articles.

J'ai actualisé avec retard quelques fichier, la causerie de janvier au format pdf, 106 pages seulement.

Pourquoi se casser la tête quand je regarde en arrière et que j'observe que j'ai produit près de 8.000 pages (écran) depuis 2011 avec les causeries pour que dal, un résultat nul, cela donne raison à mes détracteurs, il faut être dérangé pour continuer...

Entre nous, on est en droit de se poser de sérieuses questions, c'est inquiétant quelque part car si un tel boulot, avec ses hauts et ses bas il faut en convenir, je pense tout de même d'un niveau convenable sans aucune prétention de ma part, c'est un truc qui m'est totalement étranger, sans dogmatisme, évitant les citations et les formules, essayant de prendre en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui constituent la situation, partant des faits, ne s'écartant jamais de la réalité et traitant toutes les questions abordées sur le terrain du matérialisme dialectique et historique, du socialisme, sans a priri ou tabou, cherchant sans cesse à relier les questions économiques ou sociales à la crise du capitalisme, au système économique mafieux qu'ils ont développé dans des proportions monstrueuses à partir de 1971 avec une nette accélération depuis les années 90 (déréglementation de la finance, titrisation, bulles spéculatives à répétition, instruments financiers opaques, opérations frauduleuses en tous genres, planche à billets mise à contribution sans limite, etc.), à la stratégie politque de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui domine l'impérialisme mondial, relié à la lutte des classes, à la crise du mouvement ouvrier, à sa dégénérescence, sa corruption, sa soumission au capitalisme, etc. menant la guerre de classe sur tous les fronts pour un seul homme c'est beaucoup, politique, idéologique, psychologique, contre la propagande, la désinformation, le

déni qui servent de principes de gouvernance aux représentants de la classe dominante et leurs larbins de gauche et d'extrême gauche dégénérés, vendus, faillis, aucun sujet ne nous a échappé ou rebuté, plus les contradictions du capitalisme étaient exacerbées et plus les masques tombaient, un régal quand on combat l'opportunisme sous toutes ses formes et le révisionisme, cela nous stimule au contraire, on a vu tous ces braves intellectuels ou opposants virtuels à l'impérialisme américain réduits à l'impuissance, conduits à une impasse politique, réclamer déséspérément une réforme du capitalisme, ils en sont là aujourd'hui parce que c'est leur horizon indépassable, ils ne veulent pas en finir avec le capitalisme, ils honnissent le socialisme dont ils ignorent tout, leurs discours, je vais vous avouer un truc, je ne lis même plus 10% des articles que je mets en ligne, j'en connais la conclusion dès les premières lignes et cela me suffit, me soûle en vérité, je les parcours rapidement en diagonale et encore, je me dis à quoi bon, on a suffisamment d'argument pour soutenir la nécessité d'en finir avec le capitalisme, de rompre avec la totalité de ses institutions à l'échelle mondiale, condition pour avancer vers le socialisme, et si on n'y parvient pas, c'est parce qu'aucun, aucun parti n'est disposé à rompre avec le capitalisme et ses représentants, ses institutions, qu'ils organisent des élections comme cette année et tous veulent en être, ils sont incurables, irrécupérables et c'est bien là notre drame, car aucun parti cohérent, sérieux, honnête n'émerge hélas, il faut donc déduire de tout cela que la barbarie a encore de beau jour devant elle.

Quand les militants ne sont pas capables de faire la distinction entre l'énorme boulot qu'on a fourni dans des conditions difficiles, totalement isolé et sans aucun soutien, l'acharnement dont nous avons fait preuve pour aborder le plus sérieusement possible toutes les questions et que la seule réponse qu'on entend c'est : vous savez on apprécie votre travail et on vous en remercie, mais on n'est pas d'accord avec vous sur un grand nombre de sujets, j'en déduis qu'ils sont d'accord avec les dirigeants de ces partis faillis ou corrompus ou je ne sais pas avec qui ils sont d'accord, ce qu'ils pensent réellement puisqu'ils ne me le disent jamais, peu importe d'ailleurs, car il n'existe pas cinquante manières d'interpréter la situation ou d'aborder un sujet, il n'y a pas cinquante réponses possibles à une question, bref, on n'est pas d'accord sur l'essentiel c'est ce qu'on retiendra ou ce qu'il faut en déduire, autant dire qu'on n'est d'accord sur rien car nous n'allons pas donner plus d'importance que nécessaire aux questions secondaires, on n'est certainement pas d'acord sur la manière de s'adresser aux masses, on ne partage pas les mêmes rapports, on a une conception de lutte de classe différente, du parti, etc. du combat pour le socialisme.

Avec des militants aguerris, des cadres, on aurait pu tenter de construire quelque chose, inutile d'entrer dans les détails ici puisque cela ne servirait à rien, personne n'y a cru ou n'en a eu la volonté, étant en Inde je ne peux pas faire davantage. On me reprochera peut-être mon approche trop personnelle des questions que j'aborde, je pars de mon expérience c'est normal, non, je l'intègre dans ma réflexion pour en avoir tiré des enseignements, au moins je sais de quoi je parle et je peux le démontrer, donc ma démarche est cohérente, je ne raconte pas de blagues. Et puis je me situe toujours dans le présent, si j'ai en tête le déroulement de la lutte des classes du passé et les enseignements du marxisme, je ne me réfugie pas dans des formules apprises par coeur un exercice qui relève le plus souvent du dogmatisme ou en témoigne, d'un esprit sclérosé incapable d'évoluer avec son temps, avec la société telle qu'elle est, vivant en Inde après avoir passé plus la moitié de ma vie en France j'ai plus que jamais les deux pieds par terre, c'est préférable je vous assure avec la loi de la jungle qui règne ici...

Mais bon, peut-être que je me suis fait involontairement ou inconsciemment des illusions, mon niveau théorique est médiocre, mes idées et ma méthode ne valent rien, ma contribution est nulle, n'en parlons plus, j'ai sans doute le tort et je n'y peux rien de ne pas être un intellectuel, je n'ai pas le statut approprié pour inspirer confiance, un état, la confiance, qui justement ne m'inspire pas du tout confiance, je préfère la lucidité ou la conscience, c'est plus solide, consistant, matérialiste, plus honnête souvent aussi. La confiance me fait penser à la croyance, on ne sait jamais trop sur quoi elle repose et où se situe sa limite, c'est franchement désagréable et pour se faire berner il n'y a pas mieux. Un certain niveau de connaissance dont on a conscience mutuellement et qui participe à des rapports c'est préférable, moins risqué, moins contraignant donc plus libre, plus honnête répétons-le, moins romanesque, dans ce domaine (en politqiue) vaut mieux éviter !

On continuera d'actualiser le site sans y laisser sa santé. Je jardine, cela détend, j'ai la chance pour l'instant de n'avoir aucun voisin et de vivre dans un petit village à la campagne à 15 kilomètres de la ville. Je suis entouré d'eucalyptus et d'énormes tamariniers, de cocotiers avec une vue dégagée...

Haut de page

Le 10 février 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles demain.

Chronique réservée aux crédules adeptes des versions officielles et autres illusions quand cela les arrange.

Le business du terrorisme d'Etat rapporte.

- Le dernier numéro de "Charlie Hebdo" diffusé à près de huit millions d'exemplaires - Francetv info

A quand le prochain coup fourré... d'Etat, celui-ci ayant fait long feu, confirmation?

- Un mois après Charlie, leur popularité redégringole - Le Huffington Post

- Les cotes de popularité de Hollande et de Valls rechutent - Reuters

Un coup somme toute foireux

Législative du Doubs.

Abstention : 34 087 soit 50,93 %
Blancs : 1 748 soit 5,32 %
Nuls : 946 soit 2,88 %

Près de 60% des électeurs ne sont pas Charlie, ils ont refusé de voter pour le candidat des partis institutionnels ou du parti d'extrême droite qui tous incarnent le régime en place.

Un coup qui a un coût.

- L'opération Sentinelle coûte "un million d'euros par jour" - LePoint.fr

C'est le coût du déploiement de 10 500 militaires devant 830 lieux sensibles depuis les attentats, a révélé le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian. LePoint.fr 07.02

Sans déconner, je me sens plus en sécurité ici en Inde, surtout qu'à Marseille les balles volent bas... (lire plus loin)

Les comploteurs ne sont pas toujours ceux qu'on croit.

Entre nous un conseil, n'ayez aucune confiance dans ceux qui croient sur parole les dirigeants des puissances occidentales et font dans le déni permanent, ce sont des dogmatiques, des bigots qui défendent leur misérable chapelle, des obscurantistes dans leur genre, ils ne peuvent que nous induire en erreur.

Dans les deux affaires qui suivent, dans la première le complot était déguisé, dans le second il était officiel mais il est embarrassant quand on croit à la légende de la révolution syrienne créée à Washington et qu'on a repris à son compte.

1- Les services secrets ont aidé la présidente sud-coréenne à se faire élire - lefigaro.fr

Won Sei-hoon, l'ancien patron des services secrets sud-coréens, a été condamné lundi à trois ans de prison pour avoir favorisé l'élection en 2012 de l'actuelle présidente du pays, en montant une cabale contre son adversaire.

Le patron du National Intelligence Service (NIS), Won Sei-hoon, avait durant la campagne électorale ordonné à ses agents de poster des commentaires sur internet, rabaissant le candidat libéral et encensant la conservatrice Park Geun-hye. lefigaro.fr 09.02

2- Turquie : le super-espion jette l'éponge - french.irib.ir

Le chef des services de renseignements turcs, (MIT), dont la mission était de renverser le gouvernement du Président Assad, en Syrie, a rendu son tablier.

Hakan Fidan, que les Américains considéraient comme une figure de proue de leur projet du «Grand Moyen-Orient» a démissionné, vendredi soir, de son poste. L'ombre de l'ombre à qui avait été confiée la mission du renversement du gouvernement du Président syrien, Bachar al-Assad, a remis sa démission au Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu.

Officiellement, il a démissionné de son poste à la tête du MIT, (service de renseignement turc), pour s'inscrire aux élections parlementaires de la Turquie. Mais il y a des analystes qui disent que cette décision serait, directement, liée à l'échec du projet du renversement du gouvernement syrien. Ces observateurs disent qu'il existerait des divergences de vue entre Hakan Fidan et le gouvernement d'Ankara, au sujet de la Syrie. Le journal "Daily Sabah", proche du gouvernement d'Ankara, a rapporté que le Premier ministre Ahmet Davutoglu a accepté la démission de Hakan Fidan, qui ne serait plus chef du MIT, à partir de mardi prochain.

Hakan Fidan a été nommé à la tête du MIT, en 2010, par Recep Tayyip Erdogan, alors, Premier ministre. Pendant les quatre années de la crise syrienne, beaucoup considéraient Fidan comme l'auteur principal du plan de la Turquie, pour renverser le gouvernement du Président syrien, Bachar al-Assad. En 2014, le quotidien "Wall Street Journal" avait présenté Fodan, comme le chef des espions turcs, et l'auteur des plans visant à soutenir les rebelles et à préparer le terrain au renversement du gouvernement de Damas. Le quotidien estimait que Fidan était l'architecte de la stratégie sécuritaire de la Turquie, au niveau régional, après les révolutions, dans les pays arabes.

L'ancien ambassadeur des Etats-Unis, en Turquie et en Irak, James Jeffrey, avait dit au journaliste du "Wall Street Journal" : «Hakan Fidan est une figure de proue, dans le nouveau Moyen-Orient. Nous devons le soutenir, car il est capable d'en finir avec le gouvernement de Damas». french.irib.ir 07.02

Ah ben tiens, un véritable complot contre le peuple palestinien !

- La Licra, son livre contre le racisme et l'antisémitisme : un prêche partial pro-israélien - nouvelobs.com

La Licra a édité en septembre 2014 "100 mots pour se comprendre, contre le racisme et l'antisémitisme", sous la direction d'Antoine Spire et Mano Siri, aux éditions "Le bord de l'eau".

Ce livre vient d'être publié sur le site Eduscol du ministère de l'Education nationale, qui a récemment renouvelé son partenariat avec la Licra, pour des interventions dans des établissements scolaires, ou la formation des formateurs.

Un traitement fondamentalement partial de la question

Combattre le racisme et l'antisémitisme, rien de plus nécessaire. Il n'est pas certain que ce livre y contribue réellement.

On parle beaucoup d'éviter d'importer le conflit du Proche-Orient en France. J'ai déjà eu l'occasion de dire que ceci me paraissait vain, ce conflit étant de fait déjà importé. Le véritable objectif doit être d'en limiter les conséquences négatives sur notre société.

Le livre en question aborde bien le sujet, mais de façon tout à fait partiale. La volonté de donner un visage positif d'Israël est nette. L'entrée Israël est rédigée par Frédéric Encel. On peut y lire (p.93) :

"Seule authentique démocratie au Moyen-Orient, Israël fut confronté dès sa création au rejet quasi unanime des voisins arabes, et mena plusieurs guerres pour asseoir son existence."

Des élèves qui auraient fait un peu d'histoire pourraient s'interroger sur qui fut à l'origine de guerres en 1956, 1967 et 1982.

Rassurons-nous, le processus de paix "finira sans doute par aboutir à un partage territorial entre l'État juif d'Israël et un État arabe de Palestine". On ne sait pas trop quand. Mais aucun mot sur l'occupation, les checkpoints, la répression ou la colonisation, pour ne pas parler du blocus de Gaza.

"Quant au racisme, s'il existe hélas autant en Israël que dans d'autres pays, celui-ci tombe sous le coup de la Loi." (p.94)

C'est oublier un peu rapidement les multiples déclarations de l'extrême-droite israélienne ou les manifestations où l'on crie "mort aux Arabes".

On apprend aussi, à la même page, qu'"une forte minorité arabophone dispose des mêmes droits et devoirs civiques que ceux de la majorité juive."

D'énormes oublis, dont le mot "islamophobie"

Le terme Palestine, Palestiniens, n'apparaît pas. Le terme sionisme (antisionisme), oui. Il est jugé utile d'écrire que "l'arrivée d'Hitler au pouvoir et les débuts de la Shoah accompagnent la montée en puissance du mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini qui croit pouvoir, en soutenant les nazis, contribuer à liquider la question juive de Palestine." (p.140)

Mais rien sur les attentats des extrémistes juifs pour faire partir les Britanniques avant la création d'Israël. On apprend que "les armées arabes pourtant supérieures en nombre perdent la guerre" (de 1948) et qu'"Israël conquiert 26% de territoires supplémentaires par rapport au plan de partage."

Mais les termes de "réfugiés" ou "nakba" n'apparaissent pas.

Un chapitre est consacré au terrorisme, qui est réduit à sa dimension islamiste.

Le terme islamophobie est absent, et celui d'islamiste assimilé à islamiste radical ou terroriste, sans nuance. On apprend dans l'introduction (p.13) : "Chaque islamiste contribue un peu plus à diaboliser l'Islam." Ennahda, l'AKP, les Frères musulmans, le Hamas, Al-Qaida, Daesh, tous dans le même sac ?

Une présentation grossière et biaisée

Peut-être certains lecteurs adhéreront à ce type de message et en tireront une approche plus favorable à Israël. On peut penser qu'une partie non négligeable y verra un souci de donner aux évènements du Proche-Orient une lecture biaisée et pro-israélienne. Que tous ne sont pas à ce point ignorants de la situation et que le caractère excessif du parti-pris dans un document censé rassembler leur sautera aux yeux.

Cela les conduira à contester ce document. Va-t-on dès lors dire qu'ils contestent l'objectif de la lutte contre le racisme ?

Parmi les rédacteurs, on retrouve Robert Redeker, présenté comme "philosophe, menacé de mort suite à une tribune parue dans Le Figaro". Les menaces reçues par Redeker sont inadmissibles. Chacun doit exprimer sa solidarité pour dénoncer de telles menaces. Cela n'oblige pourtant pas à adhérer à ses propos qui permettent de se demander s'il est réellement bien placé pour participer à un outil pédagogique de lutte contre le racisme.

Rappelons quelques extraits de sa prose de l'époque, dans "Le Figaro", du 19 septembre 2006 : "Le Coran est un livre d'inouïe violence" ; l'islam est "une religion qui, dans son texte sacré même, autant que dans certains de ses rites banals, exalte violence et haine" ; Mahomet est "un chef de guerre impitoyable, pillard, massacreur de juifs et polygame".

On conviendra que ceci ne le rend pas très crédible pour participer à un manuel de lutte contre le racisme. Que sa présence peut légitimement être reçue par les musulmans comme une provocation.

Y-a-t-il quelqu'un qui au ministère a relu ce livre avant de le référencer ?

Ses auteurs ont manifestement choisi de privilégier la défense d'Israël à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. C'est leur libre-choix. Que l'Éducation nationale le cautionne officiellement est beaucoup plus discutable, et risque plus de faire monter les tensions que de susciter de l'apaisement. nouvelobs.com 06.02

Discutable, intolérable en réalité, mais pas étonnant, la Licra comme toutes les associations du même genre sont acquises au sionisme, vendues.

Quant aux enseignants, il ne faut pas leur prêter un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, ils ont été à l'école de la république corrompue, formés à l'université du régime et ils bénéficient d'un statut supérieur à la majorité des travailleurs qui procure un mode de vie relativement confortable au regard de l'ouvrier ou de l'employé voué à la précarité sociale généralisée ce qui ne les pousse pas vraiment à rouer dans les brancards ou à refuser toutes les compromissions dans lesquelles le gouvernement voudrait les embarquer, attitude qui ne leur vaudrait que des désagréments et dont ils ne tireraient aucun avantage personnel, voilà qui fixe les limites de leur esprit critique, cette précision à valeur de constat uniquement et non un jugement ou une condamnation, car il faut être lucide aussi et éviter de se faire des illusions.

Et puis il faut bien se dire que les manuels scolaires et universitaires ne seraient pas aussi épouvantables si les enseignants n'étaient pas prêts à reprendre à leur compte leur contenu, la société les a formatés de la sorte comme n'importe quel travailleur, les idéaliser serait commettre une grave erreur d'appréciation.

Les faits depuis la fin du XIXe siècle sont accablants pour le sionisme, il suffit de les citer pour que tout commentaire devienne inutile et le condamne de manière définitive. C'est la meilleure manière de procéder pour un enseignant pour ne pas se voir accusé de prendre partie pour l'un ou l'autre des belligérants en présence. Ceux qui voudraient leur intenter un procès ne pourraient que leur reprocher d'avoir eu l'audace de citer des faits réels et vérifiables que le commun des mortels ignore ou a oubliés.

C'est l'ONU, qui en se rangeant en 1948 derrière l'argument des sionistes qui exigeaient un partage de la Palestine, a légitimé l'agression anglo-saxonne-sioniste contre la Palestine où vivaient en paix juifs, musulmans, chrétiens et athées, parce que l'Etat juif devait servir de place-forte à l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste qui pillait déjà le pétrole et le gaz de la région, lui assurant une gigantesque rente financière lui permettant de renforcer son pouvoir politique pour imposer sa stratégie à l'échelle mondiale au cours du XXe siècle et par la suite.

Nous ne rappelons pas ce fait par hasard, mais parce qu'il contrarie les anticapitalistes ou prétendus tels, les intellectuels critiques qui veulent réformer le capitalisme et sans cesse s'en remettent à l'ONU, adeptes du compromis ou de la conciliation à tous

les niveaux et dans tous les domaines, camouflant le rôle et la responsabilité de l'ONU dans toutes les guerres, génocides, famines, etc. qui ont eu lieu depuis 1945, son impuissance à les éviter, le refus malgré tout des Etats de rompre avec cette institution qui sert les intérêts de l'impérialisme américain, soit par crainte de sa réaction, soit parce qu'ils y trouvaient leur compte au détriment de celui de leur peuple. Les Américains en appellent à l'ONU pour mieux asservir les autres Etats, dans la mesure où les Américains ne reconnaissent aucune légitimité aux résolutions que peut adopter l'Assemblée générale de l'ONU, par contre ils exigent des autres Etats qu'ils appliquent à la lettre les résolutions qui les concernent directement, sauf Israël qui bénéfie du même statut d'exception que les Etats-Unis.

On ne peut donc pas combattre efficacement l'Etat sioniste sans rompre avec l'ONU, or en dehors du POI, du NPA et de LO, en France aucun parti n'est disposé à rompre avec l'ONU, ils sont donc tous liés à Israël, sachant que ces partis sont ultra minoritaires en France, cela signifie que l'immense majorité des intellectuels et des enseignants sont sous l'influence des autres partis et incapables d'adopter une position sans ambiguïté sur la question palestinienne, d'où les problèmes qu'ils peuvent rencontrer lorsqu'ils traitent cette question puisque leur position comporte des contradictions.

ACTUALITÉ DU JOUR

Toujours plus haut, plus dure sera la chute...

- Les dividendes des grands groupes français ont augmenté de 30% en 2014 - Francetv info

Les dividendes versés par les grands groupes français ont augmenté de 30% l'année dernière. Louis Vuitton, L'Oréal, Sanofi ou Total sont les entreprises préférées des actionnaires. Celles qui font des bénéfices et versent de confortables dividendes aux détenteurs de portefeuille.

Depuis sept ans, les chiffres n'avaient jamais été aussi haut. 44,8 milliards d'euros ont été distribués en 2014.

Un paradoxe alors que l'économie française est en panne de croissance. "Ces entreprises sont dans le monde entier, pas qu'en France, donc évidemment une très grande partie de leurs bénéfices vient de l'étranger", explique au micro de France 2 Pierre-Henry Leroy, président de Proxinvest. Francetv info 09.02

Et alors, en quoi l'origine géographique de leurs profits justifierait-il qu'ils tombent dans l'escarcelle des actionnaires ? En rien. Un "paradoxe", une banale anomalie, comme la misère et la guerre en somme...

Système mafieux et délinquance.

- En Suisse, HSBC contrainte d'accélérer le grand nettoyage de l'argent sale - Atlantico.fr

Selon plusieurs médias internationaux HSBC aurait organisé le transport de plus de 180 milliards d'euros depuis des comptes cachés en Suisse. Atlantico.fr 08.02

Fraude fiscale : la filiale suisse de la banque HSBC a fait transiter 180,6 milliards d'euros vers des comptes cachés entre 2006 et 2007 Atlantico.fr

La filiale suisse du géant bancaire HSBC a ainsi fait transiter, entre 2006 et 2007, 180,6 milliards d'euros vers le paradis fiscal, en toute illégalité. Sur la liste de comptes obtenue par le journal figure près de 100 000 clients et 20 000 entreprises. Côté français, environ 3000 personnes sont concernées, comme l'avait déjà indiqué en 2009, le ministre du Budget, Eric Woerth. Cela représente 5,8 milliards d'euros qui ont été déposés par des clients français dans des sociétés offshore via des montages financiers réalisés par HSCB.

Parmi les noms, beaucoup d'anonymes, souvent prête-noms pour une personnalité plus importante mais aussi quelques patronymes célèbres comme Gad Elmaleh, qui a détenu environ 80 000 euros en Suisse mais dont la régularisation a été effectuée auprès du fisc depuis. Même constat pour Jacques Dessange et ses 1,6 millions d'euros. L'homme a payé une amende. En revanche, Arlette Ricci, héritière de Nina Ricci sera en procès le 16 février prochain. Elle est accusée d'avoir caché 18,7 millions d'euros. Le roi du Maroc Mohammed VI est aussi concerné par le listing. Le souverain possédait au moment de la saisie 7, 9 millions d'euros. Or les comptes bancaires étrangers sont illégaux pour les Marocains vivant dans leur pays d'origine.

Fin novembre 2014, la filiale suisse du géant bancaire a été mise en examen pour avoir facilité cette évasion fiscale. Les juges du pôle financier Guillaume Daïeff et Charlotte Bilger estiment ainsi que de nombreux démarchages aux particuliers ont été réalisés directement en France au cours des années 2006 et 2007 pour des montages financiers complexes dans des paradis

fiscaux comme le Panama ou encore les îles Vierges britanniques. En d'autres termes, les représentants de HSBC ont traversé la frontière pour proposer et aider plusieurs milliers de Français à tromper le fisc. Ces accusations valent donc à la banque une mise en examen pour "démarchage bancaire et financier illicite" et "blanchiment de fraude fiscale". Selon le Monde, les parties souhaiteraient une négociation avec une amende pour éviter un procès aléatoire.

Le seul problème dans cette affaire, c'est qu'il y a de forte chance pour que les capitaux ne rentrent pas tous à la maison mais trouvent d'autres lieux de villégiature plus cléments. Le comble dans ce type d'affaire serait que l'on s'aperçoive que la banque qui avait permis l'évasion vers la Suisse soit aussi celle qui offre une solution de repli vers Dubaï, Singapour ou Hong-Kong.

Si on considère que 180 milliards d'euros ont encore été dissimulés, et si on prend un taux de fiscalité moyen de 40%, c'est plus de 70 milliards d'euros qui ont échappé aux fiscs européens. Atlantico.fr 08.02

Une paille, une bricole, des milliers de milliards de dollars transitent par les paradis fiscaux aux quatre coins du monde tous les ans... légalement.

Le FN : un parti "républicain" ou "patriote" comme les autres...

- Aliot (FN) compare l'Internationale à l'enterrement de Charb à des chants nazis - AFP

Le vice-président du Front national Louis Aliot a comparé l'Internationale chantée à l'enterrement du dessinateur Charb à des chants nazis, lors d'une récente intervention devant des militants FN des Hauts-de-Seine dévoilée dans une vidéo publiée sur le site Le Lab.

"J'ai été un peu "espanté" (étonné, ndlr), comme on dit chez moi, de voir sur BFM l'enterrement de Monsieur Charb au son de l'Internationale, le poing levé, au moment où nous commémorions le suicide de Jan Palach, jeune qui, contre l'URSS, s'était immolé par le feu en Tchécoslovaquie pour contester ce système totalitaire", explique le compagnon de Marine Le Pen dans ces propos remontant au 1er février selon Le Lab.

"Est-ce que vous imaginez l'inverse? A la télévision, un enterrement avec des chants nazis, des drapeaux nazis, des anciens nazis? Parce que moi, dans mon esprit, je ne fais pas la différence entre l'un et l'autre (entre l'Internationale et des chants nazis ndlr). C'est pour ça que je suis choqué d'ailleurs", a-t-il ajouté.

"Pour être tout à fait franc, moi je ne suis pas Charlie, je ne l'ai jamais été, je ne le serai jamais", avait-il dit auparavant dans cette vidéo.

Il s'est ensuite défendu d'avoir "une haine particulière contre les communistes", faisant remarquer qu'au FN, "il y avait beaucoup d'anciens communistes".

Commentaires d'internautes.

- "*C'est oublier Jean-Marie le Pen, accompagné de Marine, au Bal des néo-nazis de Vienne en Autriche, le vendredi 27 janvier 2012, reprenant, debouts et en choeur avec une assemblée de néo et anciens nazis survivants, quelques couplets du "Horst-Wessel-Lied", l'hymne nazi. Je crois même qu'un certain Philippe Alliot était présent à cette charmante soirée mondaine. Il y a encore quelques vidéos sur YT ou DM qui en témoignent.*"

Il y a des gens assez naïfs, ignorants ou irresponsables, opportuniste au possible pour nous dire que le FN aurait évolué "largement au cours de la décennie d'un parti d'extrême droite vers un parti patriotique" (Réseau Voltaire - De quoi ont peur les politiques et les journalistes français ? - 25.01.2015) somme toute respectable, il serait donc exagéré de le qualifier d'extrême droite, encore plus ultra nationaliste ou fasciste, même quand ses dirigeants s'emploient à démontrer eux-mêmes le contraire. Tout en tenant compte des nuances de circonstance, par expérience on sait que les partis de droites servent la soupe aux fascistes le moment venu.

Qu'est-ce qu'on peut contre ce genre d'arguments, le déni de la réalité ? Rien en dehors de reproduire fidèlement les faits ou les déclarations dont on dispose et qui parlent d'eux-mêmes.

Décomposition de la société. Etat de guerre en France.

- Couvre-feu pour les moins de 13 ans dans plusieurs quartiers de Lisieux - AFP

Le maire de Lisieux (Calvados), Bernard Aubril (DVD), a décidé de mettre en place, à compter de ce lundi et jusqu'au 30 avril, un couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans, a-t-on appris auprès de la mairie.

Cette mesure fait suite aux nombreuses "incivilités" qui se sont multipliées au cours des derniers mois à Lisieux, et notamment à une vingtaine d'incendies volontaires recensés entre le 11 décembre et le 24 janvier.

Une telle mesure est déjà appliquée depuis plusieurs années par la mairie de Lisieux durant la saison estivale, entre juin et septembre.

A la suite de la série d'incendies volontaires, la ville avait déjà reçu des renforts de police et augmenté le nombre des rondes de police durant la nuit.

Selon la mairie, cette mesure permettra à la police de "contrôler plus efficacement les jeunes", ceux de moins de 13 ans contrevenant à l'arrêté étant raccompagnés chez eux.

En complément, la municipalité envisage de prendre un autre arrêté interdisant la consommation d'alcool dans les lieux publics, notamment les parcs et jardins. Selon elle, les incendies volontaires sont souvent consécutifs à la consommation d'alcool par des jeunes. AFP 09.02

- Scènes de guerre entre gangs à Marseille - lefigaro.fr

Le crime décidément n'a que faire du calendrier gouvernemental. Alors que Marseille accueillait, ce lundi, le premier ministre, Manuel Valls, et son ministre de l'Intérieur notamment, pour féliciter les forces de l'ordre locales de leurs résultats encourageants dans la lutte contre la délinquance, une vague de violence a déferlé sur la cité de la Castellane, dans le nord de la ville. Le patron de la sécurité publique, Pierre-Marie Bourniquel, a même été pris sous le feu des kalachnikovs, alors qu'il se rendait sur place. Du jamais-vu.

Tout a commencé vers 9 h 30, par «des parents inquiets qui voyaient des jeunes encagoulés et armés s'installer un peu partout dans la cité, y compris des snipers sur les toits», raconte Samia Ghali, sénatrice socialiste des quartiers nord. «D'ordinaire, les dealers ne sont pas si matinaux», ironise un témoin.

Un père de famille, qui a vu les voyous armés, a assuré à La Provence avoir foncé prévenir une école toute proche. «Mais une maîtresse était déjà tombée nez à nez avec deux jeunes en armes», s'aperçoit-il. L'inspecteur général Bourniquel est alerté instantanément. Il adopte des mesures d'urgence. Les maîtresses de tous les établissements scolaires environnants sont invitées à garder les enfants à l'intérieur des bâtiments scolaires et à supprimer les récréations.

«Pression permanente»

C'est là que tonnent les premiers coups de feu, «une rafale, en fait. On l'a sentie hyper près, ça venait du pied de la colline», raconte un témoin. Pendant ce temps, les effectifs de police convergent vers le lieu des tirs. Le patron de la police marseillaise se rend sur place avec sa propre voiture. Accompagné d'un commandant de police, il tente de rejoindre un point haut du quartier pour diriger les opérations d'intervention. Souhaitant protéger la population et espérant faire cesser la fusillade, il demande à son chauffeur de mettre la sirène à deux tons, alors qu'il approche. Mais les malfaiteurs, loin d'être impressionnés, tirent dans sa direction. Le commandant qui l'accompagne stoppe le véhicule et doit se coucher au sol. La voiture n'est pas atteinte, mais des impacts de balles ont été relevés à 2 ou 3 mètres, dans un talus. «On s'est fait rafaler d'entrée de jeu», déclare, stupéfait, le patron de la police de Marseille.

Non seulement ce comportement n'est pas habituel chez les malfaiteurs qui ont tendance d'ordinaire à déguerpir à l'arrivée de la police, mais le nombre des belligérants surprend également: «deux groupes de cinq à dix personnes», disait-on chez les policiers, au moment des hostilités.

Les riverains clament leur désarroi. «On a l'habitude mais j'ai peur. Les enfants ont été libérés et sont à la maison», se rassure Mariama, une mère de quatre jeunes enfants. Nadia, une aide-ménagère de 51 ans, renchérit: «C'est devenu chaud! Ça s'est dégradé ces dernières années…» Régis, délégué de parents d'élèves, est remonté: «Ça fait six fois que notre école est attaquée. Ce n'est pas tolérable. Tout le monde a laissé la situation se dégrader.» Josiane, la cinquantaine, qui habite depuis trois ans en face de la Castellane, n'est guère plus rassurée: «J'ai entendu les coups de feu ce matin, dit-elle. Ce n'est pas exceptionnel. Je suis aux premières loges et je vois régulièrement des jeunes faire des rodéos en deux-roues et tirer en l'air, de nuit comme de jour.»

Jean-Claude Delage, marseillais et secrétaire général d'Alliance (première force syndicale de la «grande maison»), tente d'analyser la situation: «La police met une pression permanente dans les cités, et pas seulement dans les quartiers nord, perturbant fortement le trafic, ce qui rend les voyous plus agressifs», affirme-t-il. Revoir les critères de la légitime défense

Cependant, poursuit-il, «on a franchi une étape, car les dealers surarmés ne se contentent pas de riposter à l'action de police. Ils passent à l'attaque!» Selon lui, il devient urgent de revoir les critères de la légitime défense pour autoriser les policiers à mettre

les voyous les plus dangereux, hors d'état de nuire, sans avoir à attendre d'essuyer le premier feu. Une proposition de loi du député UMP des Alpes-Maritimes Éric Ciotti a été déposée en ce sens, la semaine dernière. Les syndicats de policiers, toutes tendances confondues, attendent que le gouvernement s'empare du sujet.

Pour l'heure, la Castellane a été bouclée. Les CRS se sont déployés dans la cité pour plusieurs jours. Deux hélicoptères ont survolé les lieux, jusque tard dans la soirée. Le camion blindé du GIPN a tourné devant les caméras de télévision. La police a saisi 7 kalachnikovs et une vingtaine de kilos de drogue. Mais après l'événement. Le combat contre les gangs et la drogue sera de longue haleine. Et la population la plus concernée ne se fait pas trop d'illusions. lefigaro.fr 09.02

Leur objectif était bien d'importer le chaos qu'ils sèment partout dans le monde disions-nous il y a quelque temps, nous y sommes. Nos lecteurs s'ils ont été attentifs à ce que nous avons écrit et pas seulement critiques envers nos positions ne devraient plus s'étonner de rien de ce qui arrive et va arriver en France. Une sorte de cocktail explosif à la sauce gréco-ukrainienne.

Les services de renseignement possèdent les coordonnées de tous les habitants de ces quartiers, ils les écoutent, lisent leurs courriels et SMS, ils savent qui fait quoi, qui fréquente qui et où ils planquent leurs armes, la drogue, etc. Ils doivent avoir des indics ou des taupes partout... Avec les téléphones portables ils peuvent les suivrent à la trace pas à pas 24h/24 même éteint, idem pour leurs ordinateurs, donc si cette situation perdure et empire, c'est forcément voulu, c'est ce qu'il faut se dire.

Vous aurez remarqué au passage que le Figaro reprend l'argument d'Obama contre l'Emirat islamique : Le combat (...) sera de longue haleine. Il faut au moins cela pour assurer la pérennité du capitalisme, militariser la police, la société, justifier leur arsenal liberticide pléthorique, toujours plus contrôler, surveiller la population, etc.

Russie contre Otan.

- La Russie désigne 199 firmes éligibles à une aide d'Etat - Reuters

Le gouvernement russe a établi une liste de 199 entreprises stratégiques éligibles à une assistance dans le cadre d'un plan anti-crise annoncé le 28 janvier, a annoncé dimanche le ministère de l'Economie.

Ce plan d'un montant d'au moins 2.340 milliards de roubles (30,6 milliards d'euros) prévoit un soutien à plusieurs secteurs de l'économie pour faire face à la crise économique et financière provoquée par la chute des cours du pétrole et par les sanctions occidentales liées au conflit en Ukraine.

Selon le ministère, les bénéfices des 199 firmes représentent 70% du produit national brut et elles emploient plus d'un cinquième des travailleurs russes.

La liste comprend les géants de l'énergie Gazprom, Lukoil, Rosneft, Novatek et Transneft, les distributeurs X5, Lenta et Auchan, le producteur d'engrais Acron, les groupes miniers Alrosa et Norilsk Nickel et les opérateurs télécoms Vimpelcom et Megafon, parmi beaucoup d'autres.

Les sidérurgistes Severstal et Evraz, le groupe d'agroalimentaire Rusagro, le producteur d'aluminium Rusal, le constructeur de camions Kamaz, le sidérurgiste en difficulté Mechel et le groupe nucléaire Rosatom figurent aussi sur la liste ainsi que plusieurs compagnies aériennes et aéroports.

Toutes ces firmes seront prioritaires pour obtenir des aides d'Etat, a dit le ministère sans préciser sur quels critères. Reuters 09.02

Voilà qui les rend hystérique.

Poutine n'est pas seulement mentalement déséquilibré, c'est un horrible "tyran". Apparemment ils ont du mal à en convaincre la population occidentale, d'où leur acharnement qui tourne au ridicule et du coup disqualifie par avance leur opération de désinformation.

- Poutine se comporte "comme un tyran du XXe siècle" - La Tribune

Le secrétaire au Foreign Office, Philip Hammond, compare le comportement du président russe Valdimir Poutine en Ukraine à celui d'un dictateur du siècle dernier et il prévient que Kiev ne pourra pas vaincre l'armée russe sur le terrain militaire, ce qui devra passer par une solution politique.

"Les Ukrainiens ne peuvent vaincre l'armée russe, ce n'est pas faisable dans la pratique. Il faudra une solution politique", a déclaré Philip Hammond à la chaîne de télévision Sky News. "Cet homme (Vladimir Poutine) a envoyé des soldats qui ont franchi une frontière internationale pour occuper un territoire autre que le leur, se comportant au 21e siècle comme une sorte de tyran du

20e siècle."

Le ministre des affaires étrangères britannique a réclamé que la Russie se retire de Crimée, péninsule annexée en mars dernier après un référendum. Philip Hammond a indiqué que la Grande-Bretagne ne projetait pas de livrer des armes à l'Ukraine mais il s'est dit favorable à un nouveau durcissement des sanctions européennes à l'encontre de la Russie. Conjuguées à la chute des cours du pétrole, les sanctions auront un impact non-négligeable sur l'économie russe, ce qui incitera le président russe à renoncer à ses "aventures étrangères". La Tribune 08.02

Qui menace qui de la guerre ?

La Russie envoie ses bombardiers près des côtes françaises en signe de provocation - L'Express.fr

Vidéo. Négociations" / Hollande, un fou dangereux : il menace de faire la guerre à la Russie ! (100 secondes à voir et entendre pour le croire.)

https://www.youtube.com/watch?v=L2U7cUNglwA

Désinformation ou grossier mensonge.

- Le président ukrainien brandit des passeports qu'il dit appartenir à des soldats russes - Le Huffington Post

Rappel : Général ukrainien: «Aucune troupe russe ne combat contre nous » - mondialisation.ca - 03.02.2015 (article en ligne)

Les faits.

- L'Ukraine revend les armes fournies par les américains au gouvernement syrien - french.irib.ir

L'Ukraine revend à la Syrie des mortiers, des lance-roquettes portatifs, des fusils et d'autres armes que les États-Unis livrent gratuitement à Kiev, révèle une lettre avec la signature du sous-ministre ukrainien de la Défense Piotr Mehed, et d'autres documents ukrainiens.

Dans la lettre du 2 Décembre 2014, écrite en anglais, Mehed énumère une liste d'armes et 12 000 kits de fabrication américaine. Selon le document, cité par LIFEnews, les livraisons d'armes doivent être effectués en plusieurs lots. Le premier lot du 8 Décembre devrait être envoyé dans quatre camions Kamaz à Odessa puis être expédié par voie maritime vers la Syrie.

D'après la correspondance de Mehed avec des représentants de l'armée syrienne, les Ukrainiens revendent la plupart des armes fournies par les Etats-Unis: 70% des armes légères, 40% des mortiers, la moitié des missiles et des jumelles numériques et près d'un tiers des kits. Ces chiffres sont le résultat de la comparaison des lettres de Mejed aux documents officiels du ministère de la Défense de l'Ukraine.

Pour fournir des armes à la Syrie, Mejed a recruté des intermédiaires. L'un d'eux est Igor Baluta, homme politique et homme d'affaires qui, jusqu'à récemment occupait le poste de président du conseil de la région de Kharkov. Selon LIFEnews, il a organisé le transport des armes vers le port d'Odessa avant leur chargement sur le navire. french.irib.ir 07.02

ACTUALITE EN TITRES

Dommage qu'il n'était pas leur cible!

- Manuel Valls à Marseille pour vanter les chiffres de la délinquance - Francetv info

- Tirs de kalachnikov à Marseille - Francetv info

- Scènes de guerre entre gangs à Marseille - LeFigaro.fr

Leur vieux monde de la guerre et de la barbarie.

- Irak: au moins 12 morts dans une attaque suicide à Bagdad - AFP

- Egypte: 22 morts dans des heurts entre police et supporteurs de foot Haitham - AFP

- L'armée libyenne progresse à Benghazi - Reuters

- Boko Haram: Le Niger vote l'envoi de troupes au Nigeria - 20minutes.fr

- Italie : 29 migrants meurent de froid sur un bateau en Méditerranée - Francetv info

---

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Chine

- Chine : les importations s'effondrent, l'excédent commercial explose - latribune.fr

Le ralentissement de l'économie chinoise se confirme mois après mois. Les importations se sont effondrées de 19,9% en janvier et les exportations ont reculé de 3,3%, ce qui s'est traduit par un excédent commercial record de près de 60 milliards de dollars, selon les statistiques que les douanes chinoises ont révélées dimanche. Cet excédent a bondi de 88% en un an.

La baisse des importations, pour le quatrième mois consécutif, a été tirée par celle des matières premières (-40% par rapport à décembre) et celle de pétrole brut (-7,9%). De quoi nourrir les inquiétudes sur le ralentissement de l'activité de la deuxième économie mondiale.

Pékin devrait abaisser son objectif de croissance à 7% cette année. Le PIB chinois n'a progressé que de 7,4%, en 2014, le rythme le plus faible en 24 ans. latribune.fr 08.02

Haut de page

Le 11 février 2015

CAUSERIE

Pas le temps d'actualiser le site, on a mis 5 articles d'actualité en ligne sur l'Ukraine. Valls hier : "*Nous choisirons toujours la République*" plutôt que l'extrême droite - L'Express.fr, par exemple en soutenant le régime néonazi de Kiev et de l'Otan...

En choisissant le néolibéralisme, la politique de l'Otan ou de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste, il a choisi l'extrême droite, le parti de la guerre, de la barbarie. Vous connaissez quelque chose de pire, de plus extrême que la guerre, que le massacre de civils innocents hommes, femmes et enfants, pas moi, la guerre est l'arme de classe de l'extrême droite par excellence puisqu'elle a pour objectif d'anéantir tout un peuple.

Et qu'on ne vienne pas nous accuser de procéder à un amalgame ou de manquer de mesure, nous ne faisons pas dans l'outrance, nous sommes simplement lucide, nous ne nous arrêtons pas aux apparences, aucun discours ne nous impressionne, nous ne nous laissons déstabiliser par aucun argument falacieux, mensonger, nous nous en tenons strictement aux faits et les faits sont que le PS et ses satellites soutiennent le fascisme en Ukraine (en Israël aussi).

Peu importe l'uniforme que porte celui qui tire une balle sur un innocent, seul son acte compte et doit être pris en considération et jugé comme tel, que cela plaise ou non à certains militants montrent qu'ils n'ont pas conscience de ce que cela signifie et c'est grave.

Au PS ils se disent républicains, démocrates, progressistes, humanistes, socialistes, la plupart de leurs dirigeants sont francs-maçons, ils se disent laïcs aussi, en réalité ils sont tout le contraire et le prouvent quotidiennement, ce n'est pas nouveau en réalité, mais là cela saute à la gueule de ceux qui feignaient jusqu'à présent de le savoir parce que cela les arrangeait, les combinards, les manoeuvriers, les opportunistes, les capitulards ou les traîtres, les révisionnistes, les faillis. Ils en ont tous croqués du PS par ci, du PS par là, et le résultat, vous l'avez sous les yeux, accablant, dramatique, allez on ne va rien vous épargner, terrifiant quelque part car sans issue dans l'état actuel des choses et c'est très mal barré pour que cela change ou s'améliore dans

le futur. A moins que la guerre permette de faire le ménage au sein du mouvement ouvrier, au regard des expériences précédentes je ne suis pas du tout convaincu qu'elle serait en quoi que ce soit salutaire à part pour notre ennemi, on laissera ici de côté la révolution russe de 1917 qui demeura hélas isolée ou une tragique exception et dégénéra de ce fait, étant encore moins bien préparés que les bolcheviks pour l'affronter, il y a fort à parier que nous sortirions d'une nouvelle guerre dans un état encore pire que celui que nous connaissons aujourd'hui, sauf à se faire des illusions et ce n'est pas notre genre.

C'est marrant cette fâcheuse tendance de vouloir dormir avec un serpent venimeux dans son lit et espérer qu'il vous épargnera. Je vous assure que si vous viviez dans un environnement où les serpents pullulent, vous vous oteriez rapidement cette idée de l'esprit qui tourne au cauchemar !

Ces lignes s'adressent de préférence à nos dirigeants, les militants et les travailleurs ne doivent pas se sentir visés, sauf si elles ne les incitent pas à se poser de nombreuses questions.

Soit on s'est forgé une solide conscience de classe qui repose sur la compréhension des facteurs qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine et l'on comprend que le passage au socialisme, puis au communisme, au règne de la liberté, est une nécessité absolu, un passage obligé, soit (dans le cas du PS) notre conscience de classe ou plus vulgairement nos intérêts individuels coïncident avec les besoins de la classe des capitalistes qui au cours de l'évolution de la crise du captalisme parvenu au stade suprême de l'impérialisme dégénéré peut prendre la forme d'une crise politique nécessitant le soutien ou le recours à la guerre et au fascisme.

Quand un militant ne veut pas prendre en compte les arguments que nous avançons contre le PS, que fait-il, il s'accommode de sa nature qui est épouvantable, partant de là il est en droit d'en attendre le pire dans le futur, et s'il continue de justifier cette collusion avec l'intolérable, son passage éventuellement à l'extrême droite ne devrait pas lui poser trop de problèmes dans le futur ou pourrait être l'aboutissement logique de sa démarche. Vous comprenez notre inquiétude.

Intéressant cette collusion d'intérêts, cette proximité, cette alliance entre le PS et le fascisme, n'est-ce pas ?

Ben oui que voulez-vous, il faut bien dire les choses telles qu'elles sont, on ne va pas tourner autour du pot ou raconter des histoires. Ah c'est désagréable à entendre pour certains, en fait pour la quasi-totalité du mouvement ouvrier qui s'est fourvoyé pendant 70 ans ! Le pire, c'est qu'ils ne s'en sont toujours pas rendu compte, ils doivent le faire exprès, ce n'est pas possible autrement.

Il y en a qui vont devoir d'urgence revoir leur copie, non ? Mais si cela leur chante ils peuvent encore opter pour le front unique avec le PS, si, si, qu'ils ne se gênent pas pour nous, on sait déjà à quoi nous en tenir. Même que le PCF et EELV sont déjà sur les rangs pour les prochaines élections, il ne manque plus que les populistes du Front de gauche, tant pis pour ceux qui seraient tentés de les rejoindre mais n'osent pas, mais qu'ils osent bordel, ils nous faciliteront la tâche !

On n'entend plus parler que de guerre en Europe. L'heure des comptes a sonné pour nous aussi, on ne peut pas accepter la langue de bois ou le double langage plus longtemps, on les a toujours combattus, on va continuer. Soit on se range résolument sous le drapeau du socialisme, soit on laisse le champ libre à la barbarie.

Haut de page

Le 12 février 2015

CAUSERIE

Il y a quelques années déjà en polémiquant avec des militants j'avais indiqué que pour nous la rupture avec le PS était une position non négociable. Depuis les faits nous ont largement donné raison. Ceux qui contestaient cet argument devraient y réfléchir à nouveau si je peux me permettre ce conseil d'ami... On y reviendra.

On ajoutera d'autres articles demain.

Ukraine en vidéo

1- L'Ukraine se révolte: Zaporozhié contre la mobilisation
https://www.youtube.com/watch?v=qpoPIFNlYIg

Dans beaucoup de régions de l'Ukraine les gens commencent à se révolter contre la n-ème mobilisation. Petit-à-petit les

ukrainiens "retrouvent la vue"...

2- V. Shilova, Ukraine. "Je suis contre la mobilisation!"
https://www.youtube.com/watch?v=veZfkvso1QQ

Viktoria Shilova est leader du mouvement ukrainien "Antiguerre", députée du conseil régional de la région de Dniepropetrovsk. Elle et son mouvement s'opposent à la mobilisation malgré les pressions, militent pour la fin du conflit et accusent les pouvoirs de crimes de guerre.

Aux couches sacrifiées de la jeunesse.

Dès lors que vous êtes pauvre ou miséreux et en proie à une frustration sociale permanente, que vous avez le sentiment de faire l'objet de discrimination, d'être incompris par tout le monde, d'être rejeté, que vous êtes en situation d'échec scolaire, au chômage ou voué à la précarité à vie, que vous ne voyez pas comment atteindre dans le futur un nouveau de vie décent, que vous n'avez aucune perspective dans la vie, aucun idéal, que pour toutes ces raisons et bien d'autres vous ne pouvez pas vous reconnaître dans la société telle qu'elle est, encore moins dans ses institutions et ses partis, le statut ou le sort que la société vous a réservé qui fait de vous un candidat potentiel à la petite délinquance, à verser dans tous les travers et excès, à devenir un voyou ou pire encore, un criminel.

Comment se reconnaître dans des valeurs républicaines, humanistes ou des principes démocratiques quand en amont la société les bafoue, les piétine, les nie elle-même, elle vous encourage de la sorte à les rejeter, elle en porte la responsabilité, étant donné qu'elle est à l'image de ce qu'en a fait la classe dominante qui détient tout le pouvoir, c'est contre elle qu'il faut tourner nos armes afin de l'abattre, renverser le régime en place au profit d'une société plus juste et meilleure ayant pour base le respect, l'application de ces valeurs ou principes permettant à chacun de se développer harmonieusement et de trouver sa place dans la société.

Ceux qui exigent des sanctions contre les élèves, leurs parents, les enseignants partent du principe que ce sont eux qui sont responsables de la situation actuelle. Ils se trompent de cibles parce qu'ils se situent sur le terrain de classe de notre ennemi qui refuse d'endosser la responsabilité des conséquences sociales désastreuses de sa politique tournée contre la classe ouvrière et sa jeunesse, qui accroit les inégalités sociales et l'injustice dont sont victime les couches les plus défavorisées du prolétariat qui en sont les principales victimes, qui crée les conditions propices au développement de la délinquance, constitue un puissant facteur de décomposition de tous les rapports sociaux dans la société au profit du chaos et de la violence ou de la barbarie.

A la suite d'un article de Libération qui n'avait rien de fortuit, on pouvait lire ce genre de commentaires de procurateurs hystériques pour illustrer ce qui vient d'être dit :

- "*La République doit être infaillible et ses sanctioins doivent servir d'exemple pour toutes celles et ceux qui se sentent pousser les ailes de l'affranchissement des obligations citoyennes.*"

Parce que toutes les couches de la population bénéfieraient des mêmes conditions, parole de nantis...

- "*Je regrette quant à moi que cette femme n'ait pas eu de prison ferme, et qu'on ne lui ait pas retiré la garde de son enfant, qu'elle n'est ni capable ni digne d'élever.* "

Jeter en prison les parents d'enfants qui font l'école buissonnière, leur retirer leurs enfants, pourquoi ne pas les fusiller ou les pendre pendant que vous y êtes !

Dans le camp de la réaction. A droite toute, assumé ou non.

Vive l'armée, vive la guerre ! Le dernier cri ou slogan républicain à la mode. Merci Charlie !

Vigipirate: les Français se mobilisent pour chouchouter leurs soldats - LeFigaro.fr

Des riverains, parents et enfants offrent spontanément boissons chaudes, gâteaux et autres victuailles pour remercier les militaires chargés de surveiller les sites sensibles. Une association a même décidé de lancer une opération nationale de solidarité envers les soldats engagés dans le plan Vigipirate. LeFigaro.fr 11.02

De quels "Français" s'agit-il ? Précision :

Dans les synagogues et les écoles juives, l'hospitalité est aussi de mise. Dans une synagogue de l'Ouest parisien, on a également mis les petits plats dans les grands. Ici, les militaires dorment et mangent sur place, en contact avec les 200 fidèles qui fréquentent

la synagogue. LeFigaro.fr 11.02

Il est vrai qu'entre une synagogue et une caserne il n'y a pas vraiment de différence pour les sionistes.

- Après les attentats, la cote de popularité de la police fait un bond - LeFigaro.fr

On a les amis qu'on peut !

- A Béziers, "la police municipale a un nouvel ami" : un pistolet - Francetv info

Depuis mercredi 11 février, une affiche placardée dans les rues de la ville de Béziers montre un pistolet en gros plan avec un écusson tricolore sur la crosse et ce slogan : "Désormais la police municipale a un nouvel ami."

Bernard Cazeneuve : "Dans la République, les symboles que l'on choisit ont un sens" (Francetv info 11.02), par exemple Porochenko et le monarque d'Arabie saoudite, le fascisme, Al Qaïda et l'Emirat islamique, le wahhabisme...

Comment, vous n'êtes pas encore islamophobe ? Pourtant ce ne sera pas faute d'avoir essayé de vous en convaincre. La preuve si nécessaire

L'islamophobie « s'installe » en France, dit le CCIF - LeMonde.fr

Ah ben voilà, c'est fait, c'est réussi !

Vraiment ? Vérifions-le.

Selon Elsa Ray, porte-parole du CCIF, 764 actes ont été recensés en 2014, contre 691 en 2013. Le CCIF utilise une méthode particulière : ses chiffres regroupent les cas qui lui sont directement signalés, mais aussi ceux dont l'association a connaissance par la presse. Dans le détail, l'écrasante majorité des actes est constituée par des discriminations (586 cas), une centaine relève de «discours et/ou de propos» islamophobes. Le reste se partage entre dégradations et profanations (25 cas), agressions verbales (28 cas), et agressions physiques (22 cas). Liberation.fr 11.02

Dont au total 25 dégradations et profanations et 22 agressions physiques en un an, c'est considérable, énorme dites-donc. En fait la mayonnaise raciste ou la propagande gouvernementale ne prend pas aussi bien qu'ils l'espéraient, voulaient le faire croire et ils s'en désolent, ils en arrivent donc à ce genre de fausses annonces, contrevérités pour manipuler les consciences.

Les thèmes de l'extrême droite façonnent la politique du PS et de l'UMP.

- Geoffroy Didier (UMP - courant Droite Forte - ndlr) : «La question de l'identité sera au cœur du débat de 2017» - LeFigaro.fr

En voilà un qui a sauté une étape.

- "Travail, famille, patrie" : le FN retire son investiture à un candidat qui se réclamait de Pétain - Francetv info

A l'heure actuelle seule la patrie fait recette, la patrie de la liberté d'expression étouffée, de la guerre, le travail obligatoire ne fonctionne pas vraiment et la classe dominante fait en sorte de casser la famille ou plutôt de monter ses membres les uns contre les autres pour accentuer encore l'atmosphère nauséabonde qui règne dans ce pays pour pouvoir appliquer sa politique antisociale, loi Macron, pacte de responsabilité, etc.

A croire qu'ils y sont encouragés par la situation sociale qui règne dans leur pays et leurs dirigeants.

- Syrie : un afflux « sans précédent » de combattants étrangers - LeMonde.fr

L'administration américaine estime que 20 000 étrangers combattent actuellement en Syrie, « la majorité » au sein des rangs de l'organisation Etat islamique. LeMonde.fr 11.02

Il est l'extrême droite !

Explication - argument : Qu'est-ce qu'une République vidée de sa substance sinon le sort que lui réserve l'extrême droite, sa négation, une dictature ? C'est comme l'extrême droite qui est fasciste sans le revendiquer, pour le moment.

- Valls: "Nous choisirons toujours la République" plutôt que l'extrême droite - L'Express.fr

- Manuel Valls hué devant un lycée marseillais - Francetv info

La liberté mise sous surveillance renforcée.

- Terrorisme: Cazeneuve prône «l'équilibre entre sécurité et protection des libertés individuelles» - Liberation.fr

Comme si personne ne savait ce qu'il en était après l'expérience américaine... Pour tenir ce type de discours c'est qu'ils sont à court d'arguments pour vendre leur politique liberticide, l'esprit du 7 janvier 2015 s'est déjà évaporé et c'est tant mieux.

- La Maison Blanche crée une nouvelle agence contre les cyber-menaces - 20minutes.fr

Pour davantage encore surveiller la population et le justifier, mais là aussi, les Américains sont vaccinés...

ACTUALITÉ DU JOUR

Société carcérale

- De la prison avec sursis pour lutter contre l'absentéisme ? - Liberation.fr

Une mère a été condamnée à quatre mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Valenciennes, à cause de l'absentéisme répété et non justifié de son fils Simon, un élève de sixième d'un collège du nord de la France. Une bonne solution ? «Non, évidemment que non», a reconnu mardi la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, rappelant au micro de France Inter son «attachement à ce que l'école et les parents puissent travailler ensemble». Cette histoire repose la question des moyens plus ou moins efficaces pour lutter contre l'absentéisme.

Que sait-on de cette affaire ?

Les seules informations viennent d'un communiqué du procureur de la République (1). L'année dernière, Simon, redoublant sa sixième, a loupé 79 demi-journées de cours sur les onze semaines du premier trimestre. Toujours selon le procureur, la mère a refusé tout contact avec l'Education nationale. Elle n'aurait pas, entre autres, donné suite aux injonctions des services éducatifs mandatés par un juge des enfants. Devant les policiers, elle a invoqué les problèmes de santé récurrents de son fils… sans jamais produire de certificat médical, assure le procureur.

Le 5 février, le tribunal correctionnel de Valenciennes la condamne pour «soustraction sans motif légitime à ses obligations légales au point de compromettre la santé, la sécurité, la moralité ou l'éducation du mineur». Une infraction prévue dans le code pénal, pour laquelle le juge peut prononcer jusqu'à deux ans ferme et 30 000 euros d'amende. En l'espèce, la mère a écopé de quatre mois avec sursis. Ce n'est pas la première condamnation du genre. En 2010, une mère avait été condamnée dans l'Aisne à deux mois avec sursis pour l'absentéisme répété de ses deux filles au collège.

Y a-t-il un réel problème d'absentéisme ?

L'absentéisme est stable depuis 2010, et a même bien baissé si l'on compare par rapport à 2007, selon la dernière note publiée par le ministère il y a un an. Au cours de l'année 2012-2013, 3,9% des élèves ont été absents sans motif quatre demi-journées ou plus par mois, et donc considérés comme «absentéistes». Ils étaient 9% en 2007-2008. Ces moyennes cachent des disparités qui peuvent être importantes selon les établissements. En janvier 2013, le taux d'élèves absents sans justification s'élevait à 14,8% dans les lycées professionnels, contre 6,4% dans les lycées généraux et 2,8% dans les collèges.

Les cas d'absentéisme «lourd» (au-delà de dix jours et demi d'absences non justifiés sur l'année, au sens du ministère), comme le cas de Simon, restent limités. «Quelles que soient les années, [ils représentent] en moyenne, toujours autour de 1% sur l'ensemble des établissements», selon cette note. Liberation.fr 10.02

Mes parents auront échappé au tribunal d'exception et au jugement sclélérat du législateur PS qui les aurait envoyés directement en prison, car en 1970 ce n'est pas dix jours et demi d'école sur l'année que j'avais séchés mais près d'un trimestre.

Commentaire d'un internaute.

- "Et pour les élèves qui entrent en 6ème sans maitriser la lecture, on va mettre les profs en prison aussi ?"

En camp vous voulez dire...

ACTUALITE EN TITRES

Crise de l'Union européenne au bord de l'explosion ou tentation de la dictature ?

- Ukraine: négociations marathon à Minsk pour tenter d'arracher la paix - AFP

- Grèce: pas d'accord avec la zone euro sur la prolongation du programme d'aide - AFP

On détient ou on ne déient pas le pouvoir pour rien, enfin !

- La Cour des comptes épingle les agences de l'eau - Francetv info

Les Sages révèlent que 87% des taxes sont payées par les particuliers, qui polluent pourtant nettement moins que les industriels et les agriculteurs. Francetv info 11.02

Pour les agences de presse officiielles, toutes les institutions d'exception de la Ve République abritent des Sages. Pas étonnant que Hollande ait flatté la sagesse du monarque saoudien décédé...

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Italie : le gouvernement veut tailler dans la fonction publique - Francetv info

L'apothéose de l'absentéisme. Près de 80% des agents de police d'astreinte étaient en arrêt maladie le soir du Nouvel An en Italie. Sans attendre, Matteo Renzi a pris une résolution inattendue sur les réseaux sociaux. "En 2015, on va changer les règles de la fonction publique", a ainsi annoncé le chef du gouvernement italien.

"Bienvenue à la réforme"

Réformer le statut des fonctionnaires jusqu'à pouvoir licencier les brebis galeuses : un tabou encore jamais abordé. Les dirigeants de la police municipale applaudissent la décision. "Si des règles disciplinaires correctes et clairvoyantes sont adoptées, bienvenue à la réforme", déclare au micro de France 2 un commissaire de la police municipale de Rome.

Avec leur statut actuel très protecteur, à peine un dossier de fonctionnaire véreux sur 1000 aboutit à un licenciement. La possibilité de licencier les fonctionnaires, absentéistes ou pas, est avant tout une affaire d'économies pour le gouvernement italien. Selon un audit interne, il y aurait 85000 agents en trop dans les services de l'État. Francetv info 11.02

ECONOMIE

1- Allemagne

- L'Allemagne leader des exportations et excédent commercial record - Francetv info

L'an dernier, l'Allemagne a vendu pour 1 130 milliards d'euros de biens à l'étranger, ce qui constitue un record. Les exportations

sont largement supérieures aux importations, en 2013 le pays a ainsi pu dégager un excédent commercial historique de 217 milliards d'euros. Tandis que la France a elle un déficit commercial, évalué à 53 milliards d'euros pour la même année.

L'électronique, les machines industrielles et l'automobile sont les trois fleurons du commerce allemand, ainsi les trois quarts des voitures qui sortent de ses chaînes d'assemblage sont vendues à étranger. La France, la Grande-Bretagne et l'Europe dans son ensemble font partie des pays privilégiés. Berlin y réalise la moitié de ses échanges ce qui permet à l'Allemagne d'avoir un déficit public nul. Mais la croissance n'atteint que 1,5% du PIB. En cause, le comportement des ménages allemands qui préfèrent épargner que consommer. Francetv info 11.02

2- Etats-Unis - Chine

- Nouvelle plainte américaine contre la Chine devant l'OMC - AFP

Les Etats-Unis ont annoncé mardi avoir saisi l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) pour protester contre un programme d'aide à l'export mis en place en Chine et qui désavantagerait les entreprises américaines.

"La Chine semble fournir des subventions illégales à l'export à des producteurs et à des entreprises manufacturières", a affirmé la représentation spéciale américaine au Commerce extérieur (USTR) dans un communiqué.

Les Etats-Unis ciblent plus particulièrement les quelque 180 "plateformes communes de services" disséminées en Chine qui offriraient des prestations gratuites aux entreprises locales et seraient ainsi "néfastes pour les travailleurs américains et les entreprises américaines", assure le communiqué.

Face à ce programme "inéquitable", Washington a enclenché la première étape du règlement des conflits à l'OMC en convoquant des "consultations" avec la Chine, nouvel épisode de la guerre commerciale que se livrent les deux géants.

"L'USTR continuera à travailler sans relâche pour que la Chine et tous les membres de l'OMC respectent les règles", a déclaré le patron de l'USTR, Michael Froman, cité dans le communiqué.

En 2014, le déficit américain vis-à-vis de la Chine et sur les seuls biens a atteint le montant record de 342,6 milliards de dollars. AFP 11.02

Haut de page

Le 13 février 2015

CAUSERIE

On a ajouté 41 articles. Je suis malade et pas en état de travailler, je ne tiens pas debout.

Ukraine en vidéo

Kiev nous assassine
https://www.youtube.com/watch?v=f4qAXEjHCZA

Ukraine Crisis: Donbass. Chronicle of Genocide. Banned on TV
https://www.youtube.com/watch?v=0ozdz7fMdXI

Haut de page

Le 15 février 2015

CAUSERIE

Je ne suis pas très en forme et toujours aussi épuisé. J'espère récupérer dans les jours qui viennent, j'ai terriblement besoin de repos. Une seule bonne nouvelle personne, j'ai perdu mon dixième kilo en deux mois.

On fera un point politique plus tard.

Réduire le combat politique à l'objectif du retrait de la loi Macron et du Pacte de responsabilité relève de la désertion du combat sur le terrain politique, car les masses ont besoin d'une autre perspective politique que celle que lui offre le régime en place dans laquelle se situe cette loi et ce pacte. Elles ont besoin qu'un objectif politique qui se situe au-delà et qui pourrait leur redonner espoir qu'une autre politique et une autre société sont possibles, les deux devraient être liés, cimenter leur combat, leurs convictions...

ACTUALITÉ DU JOUR

- Loi Macron : feu vert au travail du dimanche - Francetv info

Les commerces pourront ouvrir jusqu'à 12 week end par an en France. Les députés ont voté le volet du projet de loi Macron, sans doute le plus contesté. Les frondeurs du PS y sont d'ailleurs opposés alors que les élus de droite y sont favorables.

Ce sont les maires qui décideront de l'ouverture des magasins jusqu'à 12 fois par an, contre 5 actuellement. L'article de loi est passé ce samedi 14 février, alors que les frondeurs en avaient demandé le retrait.

"Si cette loi n'évolue pas d'ici mardi prochain, elle n'est pas votable pour nous. Pour les raisons que j'ai évoquées devant la représentation nationale. On ouvre une brèche vers une généralisation des commerces le dimanche", explique le député Christian Paul.

Dans l'hémicycle le débat a été quelques fois rude. "Il y a des parlementaires qui ont leur conviction. Nous avons travaillé et avancé mais notre seul guide c'est l'intérêt général", commente le ministre de l'Economie.

Outre le passage de 5 à 12 par an du nombre d'ouvertures dominicales par an, sur décision du maire, le projet de loi Macron prévoit que les ouvertures seront possibles tous les dimanches dans les "zones touristiques" ou "commerciales".

Outre le dimanche, les commerces des "zones touristiques internationales" pourront ouvrir tous les soirs jusqu'à minuit. Seront concernés Paris pour les Champs-Elysées, Saint-Germain et Haussmann, mais aussi des quartiers de Nice, Cannes et Deauville. AFP et Francetv info 14.02

Les syndicats devraient appeler le personnel du commerce à la grève illimitée jusqu'au retrait de cette loi scélérate.

Second épisode de la guerre pour le contrôle du pétrole et du gaz

- Danemark : le caricaturiste Lars Vilks serait la cible de cette attaque - Francetv info

Une fusillade a éclaté devant un centre culturel de Copenhague ce samedi 14 février, où se déroulait un débat sur l'islamisme et la liberté d'expression. Une personne a été tuée et plusieurs policiers ont été blessés.

Il était environ 16 heures cet après-midi lorsqu'un homme a tiré contre le bâtiment. Ce soir, les policiers ont bouclé le quartier et sont à la recherche de l'auteur présumé des tirs. Pour le Premier ministre danois, il s'agit d'un acte terroriste.

Un caricaturiste pour cible

Le caricaturiste Lars Vilks, auteur des caricatures de Mahomet était présent. Il semblerait qu'il soit la cible de cette attaque. L'ambassadeur de France participait également à ce débat.

La conférence était aussi un hommage à Charlie Hebdo. Le ministre de l'Intérieur français, Bernard Cazeneuve se rendra demain midi sur place.

Trois personnes dont deux policiers ont été blessées par balle près de la synagogue de Copenhague dans la nuit de samedi à dimanche, a annoncé la police. Un éventuel lien avec l'attaque qui a fait un mort et trois blessés samedi après-midi lors d'un débat sur l'islamisme et la liberté d'expression n'a pas pu être établi. Francetv info et 20minutes.fr 14.02

La mise en scène habituelle, quoi. L'attaque contre un objectif juif sert à justifier ensuite la propagande contre les musulmans...

Ukraine en vidéo.

Ruslan Kotsaba: Je refuse la mobilisation [sous-titres français]
https://www.youtube.com/watch?v=zv-FpSztm5g

Ruslan Kotsaba est un journaliste ukrainien de la chaîne publique de télévision KANAL 112. Il est originaire de l'Ukraine de l'ouest. Suite à l'annonce par le gouvernement de la n-ème vague de mobilisation il s'insurge et lance un appel aux ukrainiens.

Le 8 février: Ukraine. Rouslan Kotsaba est accusé de haute trahison, arrêté et mis en détention. https://www.youtube.com/watch?v=IfFeq…

Dernières paroles de Ruslan Kotsaba avant d'être écroué. Vidéo depuis la salle d'audience. Il a été arrêté par les services secrets ukrainiens et accusé de haute trahison..Selon son épouse, Ouliana, il a été arrêté samedi après une perquisition menée par le SBU à son domicile.

Dimanche, 8 février, le tribunal a décidé de le maintenir en détention pour un maximum de 60 jours par "mesure de précaution" jusqu'à la fin de l'enquête. Sa demande de "liberté surveillée" a été rejetée.

ACTUALITE EN TITRES

Leur prochaine cible : le Yémen.

- Le Yémen "s'effondre", selon le secrétaire général de l'ONU - AFP

- L'Allemagne vient de fermer son ambassade, au Yémen - french.irib.ir

Le ministre allemand des Affaires étrangères vient de faire part de la fermeture de l'ambassade de ce pays, au Yémen.

"Le personnel a quitté Sanaa", a-t-il ajouté.

Auparavant, la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et les Pays-Bas avaient fait part de la fermeture de leur ambassade. french.irib.ir 13.02

Guerre des civilisations. Banaliser le communautarisme, l'encourager.

- La création du parti musulman agite la classe politique - LeFigaro.fr

- Manuel Valls part en guerre contre les dérives de l'islam - LeFigaro.fr

- L'UMP replonge dans le débat sur l'islam de France - LeFigaro.fr

- Interdiction du voile à la fac: l'UMP Ciotti sort sa proposition de loi - Liberation.fr

- Pegida organise sa première manifestation au Royaume-Uni - Le Huffington Post

- Etats-Unis: le deux poids deux mesures médiatique critiqué après le meurtre de 3 musulmans - AFP

- Trois jours après les faits, Obama dénonce le meurtre de trois étudiants musulmans - LeMonde.fr

Jeudi, le président turc avait vivement critiqué l'apathie de la Maison Blanche et de la diplomatie américaine, après cette tragédie dont les motifs restent flou. AFP 13.02

Mimétisme.

- L'Europe s'apprête à instaurer un fichier des passagers - LeFigaro.fr

Propagande de guerre états-unienne.

- Washington et Kiev accusent la Russie de continuer à déployer des armes lourdes en Ukraine - Libération.fr

- Ukraine: Porochenko accuse les rebelles et la Russie de menacer les accords de Minsk - AFP

- Ukraine: les accords de Minsk "en grand danger", 28 morts dans l'Est - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Combat aérien France/Russie en vue? - french.irib.ir

L'aviation française a affirmé, jeudi, que trois de ses chasseurs auraient intercepté deux bombardiers russes, au-dessus de la Manche. "Deux "Mirage" français, accompagnés d'un "Rafale", ont pourchassé deux bombardiers TU-95, au dessus de la Manche", souligne le communiqué. Le ministère britannique de la Défense avait déjà, mis en garde contre la perspective d'un combat aérien franco-russe. Le général Jean Pascal Breton, le commandant en chef de l'Armée de l'Air française, a reconnu, au cours d'un entretien avec l'hebdomadaire "Défense", "l'infiltration des bombardiers russes, pour la première fois, dan l'espace aérien de la Manche. "Ces deux bombardiers ont survolé la Norvège et les îles britanniques".

Le ministre français de la Défense s'est moqué, il y a quelques jours, de la "présence inopportune" des avions russes, "fin janvier", au-dessus de la Manche, "avions, qui se sont rapprochés un peu plus des côtes françaises et britanniques". Les analystes politiques relèvent les tensions de plus en plus grandissantes entre l'Europe et la Russie. L'Ukraine est devenu la mèche que les Etats Unis ont allumée, pour déclencher la guerre, au coeur de l'Europe, et ce, contre la Russie... french.irib.ir 13.02

2- Syrie

- L'ASL déclare la guerre à l'Iran - french.irib.ir

Les opposants syriens dits "Armée libre", ont demandé au Premier ministre du régime sioniste de bombarder les positions de l'armée syrienne, du Hezbollah et de l'Iran, au Sud de la Syrie.

Selon le quotidien israélien, "Jerusalem Post", le représentant du régime sioniste, Mendi Safadi, qui rencontre, régulièrement, les opposants syriens, s'est, récemment, entretenu avec les opposants syriens, qui souhaitent avoir des relations amicales avec Israël.

Il a rencontré, il y a 3 semaines, les chefs des rebelles armés, en Bulgarie, et a transmis leur message au bureau du Premier ministre du régime sioniste.

Interviewé, jeudi, par le "Jerusalem Post", Safadi a indiqué : "Ces derniers jours, il y a eu d'intenses affrontements avec les forces soutenues par la Syrie, le Hezbollah et le Liban, et l'axe syrien (Syrie, Iran, Hezbollah) a eu recours à tous ses moyens, pour s'emparer des régions méridionales de la Syrie, près des frontières des Territoires occupés.

Les rebelles armés ont enregistré des succès, dans certaines régions, mais ils ont subi de lourds dégâts. Pendant plusieurs jours, de nombreux terroristes ont été blessés, ce qui veut dire que plus de blessés sont entrés, dans les Territoires occupés, pour se faire soigner. Safadi a noté que quelque 2.000 Syriens sont, actuellement, hospitalisés, dans les Territoires occupés. Il a, aussi, évoqué l'attaque des hélicoptères israéliens contre les combattants du Hezbollah, à Quneitra, où 6 membres du mouvement libanais et un général iranien ont trouvé la mort en martyr. Safadi a prétendu: "Après le coup dur que le Hezbollah et l'Iran ont reçu, ils veulent montrer qu'ils peuvent résister, encore, et sont toujours motivés, pour lutter.

Les opposants syriens m'ont contacté, mercredi, via Whatsapp, et m'ont demandé de suggérer à Benyamin Netanyahu qu'Israël doit, encore, infliger un autre coup dur au Hezbollah et à l'Iran, pour empêcher leurs progression".

A en croire le quotidien sioniste, l'un des commandants d'un groupe des opposants armés, en Syrie, dit "Armée libre", qui s'exprimait, sous le couvert de l'anonymat, a dit à Medni Safadi que les alliés du gouvernement syrien ont l'intention d'arriver

aux frontières des territoires occupés, pour y organiser des attentats contre le régime sioniste. french.irib.ir 13.02

3- Etats-Unis

- Les détails des nouvelles aides américaines à Daesh - french.irib.ir

La chaîne Al-Itihad a fait des révélations sur les aides que les hélicoptères américains apportent aux Daeshistes, en Irak.

Les sources sécuritaires ont indiqué : A 11 h 21, heure locale, le 2 février 2015, 2 hélicoptères américains, «Chinook», ont décollé d'une base américaine, à l'aéroport international de Bagdad, vers le Nord, pour accomplir une mission secrète, ont indiqué à la chaîne al-Alam, des sources sécuritaires. Le QG du commandement des opérations du Dadjla, «Tigre», a observé, à 20 h, la trajectoire de ces 2 hélicoptères, à proximité d'Al-Khamara, du lac Hamarain et de la ferme Al-Kabissi et de la localité Qaratapa. Ces hélicoptères ont disparu, à 19 h57, de l'écran du radar, dans la localité de Khan Bani Saad, et en raison de l'absence d'un radar de basse altitude, on ne sait pas si ces hélicoptères ont atterri ou bien s'ils ont continué leur vol.

Selon les rapports parvenus : Les parties concernées, en Irak, ont demandé au QG du commandement des opérations du Tigre de suivre cette affaire. Ce QG a, pour sa part, demandé aux parties américaines de donner des explications, sans, cependant, reçevoir aucune réponse.

Les rapports parvenus annoncent, également, que le gouvernement irakien a pu observer ces 2 hélicoptères, dans des zones du Nord de Diyali, avant leur arrivée, à l'aéroport d'Erbil, à 21h 45. Les deux hélicoptères y ont déposé le nouveau gouverneur de Kirkuk, appelé Abou Qatiba al-Janani, alors qu'un land cruiser noir blindé portant la plaque d'immatriculation 557018 l'attendait. La voiture s'est dirigée vers la rue Al-Mohafaza, dans la ville d'Erbil, où Abou Qatiba al-Janan, un chef de Daesh, était passé, un jour avant de partir, par la même voiture, pour Kirkuk. Quelques jours plus tard, les Daeshistes ont commencé leur attaque contre cette ville. Les Daeschistes ont pris le contrôle de certaines zones et ont incendié les installations pétrolières de cette province. french.irib.ir 13.02

En complément. En vente libre.

- Le magazine de Daech cible la France - lefigaro.fr

Les djihadistes consacrent un numéro spécial aux attentats de Paris. Ils y exhortent leurs partisans à «frapper l'ennemi sur sa propre terre». lefigaro.fr 14.02

ECONOMIE

BCE sur les traces de la FED. Un système économique mafieux.

- Le marché de la dette des Etats se prépare au "tsunami" de cash de la BCE - AFP

Les chiffres donnent en effet le tournis puisque la Banque centrale européenne compte mettre 1.140 milliards d'euros sur la table pour enrayer les tendances déflationnistes en Europe et soutenir l'économie.

Cette manne, dont une première tranche de 60 milliards est attendue début mars, doit être surtout investie dans des titres de dette d'États en zone euro. Mais l'arrivée d'une telle vague d'argent a forcément des conséquences lourdes auxquelles le marché obligataire tente de se préparer.

"Nous sommes à la veille d'un changement profond sur le marché des dettes d'État", explique à l'AFP Cyril Regnat, expert obligataire de Natixis.

"L'ampleur de ce programme est inédite tant au niveau européen qu'au niveau mondial et son impact s'annonce massif", souligne aussi Amaury d'Orsay, responsable mondial taux pour la Société Générale CIB.

Pour prendre "la mesure du bazooka", décortique Patrick Jacq, expert obligataire de BNP Paribas, il faut se rendre compte qu'il représente "environ 7% du Produit intérieur brut (PIB) de la zone euro sur un an".

Une dimension comparable à celle du programme auquel la Réserve fédérale américaine (Fed) vient de mettre fin, qui représentait "6% du PIB des États-Unis". Mais, de fait, comme le déficit budgétaire américain était plus élevé, le plan

européen "dépasse de 4 points de pourcentage de PIB" celui de la banque centrale américaine, selon ses calculs.

Cela va maintenir les taux d'emprunts au plus bas. Ce programme "énorme forme une chape de plomb qui empêche les taux de remonter", observe M. Vanraes, gérant obligataire du fonds d'investissement EI Sturdza, basé en Suisse.

Cela va entraîner une "convergence de l'ensemble des taux sur la zone euro", ce qui, de fait, jouera plus en faveur des pays les moins solides, juge M. Regnat, , expert obligataire de Natixis..

Autre effet: ceux qui cherchent de meilleures rémunérations seront incités à quitter ce marché, où certains taux d'intérêt sont déjà négatifs.

"Aujourd'hui, l'encours d'obligations souveraines à des taux négatifs a dépassé 1.500 milliards sur un total de 4.500 milliards", évalue M. Vanraes. AFP13.02

Ce qu'ils ne disent pas ici, c'est que ces obligations souveraines à des taux négatifs permettent à ses détenteurs d'obtenir des prêts à taux zéro ou proche de zéro de la Fed qui ensuite font l'object de spéculation ou toute sorte de manipulation, titrisation, etc. Ces obligations souveraine leur servent de garantie à bon compte.

- La BCE s'inquiète de l'hypercroissance de la finance parallèle - AFP

Un dirigeant de la Banque centrale européenne (BCE) s'est inquiété vendredi de la forte croissance du système bancaire parallèle, activités non soumises au contrôle des autorités, susceptible de menacer la stabilité financière en zone euro.

"La taille du secteur de la finance parallèle a plus que doublé durant la dernière décennie", a déclaré Vitor Constancio, vice-président de l'institution monétaire, lors d'un sommet économique à Warwick en Grande-Bretagne.

Egalement connue sous le terme anglo-saxon de "shadow banking", la finance parallèle désigne des activités bancaires menées par des fonds d'investissements ou des assureurs. Ces derniers n'étant pas des banques, ils échappent à la réglementation bancaire et au contrôle autorités.

Selon une étude récente de la BCE, l'ensemble des actifs gérés par ce pan de la finance en zone euro est passé de 19.000 milliards d'euros fin 2013 à 23.000 milliards mi-2014. A cette même date, les actifs gérés par le secteur bancaire classique représentaient quelque 30.000 milliards d'euros.

"Si le "shadow banking" continue à croître à la même vitesse que durant la dernière décennie et que le crédit bancaire reste stable, les actifs du secteur bancaire non réglementé pourraient dépasser en taille ceux du secteur réglementé d'ici cinq ans", a souligné M. Constancio.

Une tendance qui s'explique notamment par un durcissement de la réglementation bancaire, qui incite certains acteurs financiers à se tourner vers des activités moins contrôlées.

"Du point de vue de la stabilité financière, l'émergence du secteur bancaire parallèle pourrait créer un risque qui doit être mieux compris et mesuré. (...) Ce à quoi nous assistons actuellement, c'est à la montée d'un secteur bancaire parallèle qui est lui aussi vulnérable" aux mouvements erratiques, a poursuivi M. Constancio.

Pour limiter ces risques, les autorités "devraient pouvoir imposer des limites d'exposition aux institutions réglementées vis-à-vis de la finance parallèle" ou encore "transférer certaines institutions non-réglementées dans le champ de contrôle des superviseurs", a plaidé le banquier central.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Réserve fédérale américaine ont récemment exprimé des craintes similaires en mettant en garde contre "les menaces" liées à l'exposition croissante des banques à la finance parallèle.

C'est un aveu de leur complicité dans le développement de ce système financier occulte ou mafieux. Tous les discours sur la transparence des machés financiers, sa réglementation, etc. sont destinés à endormir la population pendant que dans son dos ils passent leur temps à trafiquer...

Haut de page

Le 17 février 2015

CAUSERIE

On a ajouté 16 articles.

A quoi bon ajouter quelque chose puisque quoi qu'il arrive cela ne change rien aux comportements des uns et des autres. On en a marre de se répéter. Je n'ai pas récupéré, mon déménagement et la multitude de problèmes que j'ai dû résoudre en urgence les semaines suivantes m'ont achevé, plus une infection aux poumons dont je ne me remets pas. Si vous voulez alimenter la causerie, écrivez-moi, soyez concis.

La famille des chiens de garde de la pensée unique s'élargie de jour en jour.

Lu dans un article publié par le portail de Michel Collon provenant d'un blog hébergé par le site de Médiapart, dont l'auteur Eric Fassin est sociologue et professeur des universités.

- "*l'injure sexiste, homophobe ou raciste doit effectivement être réprimée.*"

La classe dominante qui tire profit des rapports sociaux de production existants et détient le pouvoir économique et politique ne peut espérer maintenir sa domination de classe qu'en maintenant les masses exploitées dans l'ignorance et en manipulant leur ignorance. C'est cette condition sociale et politique qui est à l'origine de ses préjugées qu'elle exploitent en les stigmatisant tout en leur désignant régulièrement des boucs émissaires vers lesquels elles devraient tourner leur haine au lieu de la diriger contre le régime en place.

Nous n'avons pas vocation en tant que militant ouvrier à encourager le législateur qui incarne les intérêts de la classe des exploiteurs à réprimer la classe ouvrière ou à soutenir une telle démarche, au contraire nous la condamnons sans appel.

Quand on refuse d'affronter la classe dominante, quand on refuse de se situer sur le terrain de classe du socialisme qui incarne les intérêts des travailleurs, on en vient infailliblement à adopter celui et ceux de ses ennemis.

Quand il m'arrive qu'un Indien me traite de sale Blanc, très rarement il faut dire, je ne m'offusque pas, je me dis que j'ai à faire à un pauvre type qui ne sait pas ce qu'il dit. Surtout, je n'en fais pas une affaire personnelle, je ne me sens pas concerné parce que j'ai à l'esprit l'origine sociale de cette réaction qui dépasse manifestement l'intéressé qui n'en a pas conscience, dès lors je ne peux pas le juger, encore moins souhaiter qu'on le réprime. Son comportement trahit son impuissance politique, un état de faiblesse, donc je ne vais pas en plus le culpabiliser et l'enfoncer un peu plus, il faut réfléchir un peu.

J'ai acquis par chance un niveau de conscience politique qui dicte ma conduite dans la vie quotidienne, mais j'admets que ce ne soit pas le cas de tous mes semblables sans pour autant les juger, sinon il faudrait traîner devant des tribunaux plus des trois quarts de l'humanité, c'est insensé, ridicule.

Je me souviens un jour avoir été pris à partie violemment par des pécheurs profondément arriérés qui en étaient arrivés à me traiter de la sorte. J'ai embrayé la discussion sur la dureté de leur condition et je leur ai parlé de mon passé, évoquant mon milieu familial très pauvre pour leur montrer que nous n'étions pas différents. En les examinant attentivement j'ai compris qu'ils avaient été agréablement surpris, ils devaient s'imaginer le Blanc arrogeant et supérieur alors que je venais juste de leur démontrer le contraire, au point qu'ils en sont arrivés un peu gênés à s'excuser de s'être emportés, je leur ai répondu que j'avais déjà oublié l'incident auquel ils faisaient allusion et ils me serrèrent tous la main chaleureusement en m'adressant un immense sourire.

Changer la société pour changer les hommes, tel est le point de départ de notre réflexion et le but de notre combat politique. Il faut bien comprendre à quoi conduit le fait de rejetter ce processus ou à l'inverser.

Vouloir changer les hommes, leurs idées ou leur mentalité, leur comportement sans changer la société sans qu'il n'existe pas le moindre indice permettant d'affirmer qu'elle serait en train de changer en meilleur, en pire assurément on a les preuves quotidiennement hélas, revient à faire en sorte que les hommes s'accommodent de la société telle que la classe dominante est en train de la façonner à son image pour conserver le pouvoir, quitte à ce qu'elle dégénère totalement, sombre dans le chaos et la guerre. Socialisme ou barbarie, il n'existe pas d'autre alternative.

A ceux qui ne veulent pas admettre que la classe dominante est à l'origine de tous les complots.

1- Le FBI accusé de fabriquer de faux complots terroristes - french.irib.ir

Mike German, ancien agent spécial du FBI pendant 25 ans, affirme que la lutte antiterroriste post-11 septembre 2001 a

totalement dérivé.

Dorénavant le FBI serait une agence qui doit faire du chiffre et des opérations spectaculaires pour avoir encore et toujours plus de budget.

Mike German accuse le FBI d'infiltrer puis de pousser certains jeunes musulmans à faire des attentats qui seront déjoués au dernier moment par l'agence. Des accusations extrêmement graves que le FBI ne semble pas avoir démenties pour l'instant.

L'ancien agent secret accuse aussi le FBI de surveiller et stigmatiser la Communauté musulmane américaine en n'hésitant pas à enfreindre certaines limites. french.irib.ir 16.02

La logique du FBI est la même que le Pentagone ou le complexe militaro-industriel-financier...

2- Un nouveau logiciel espion de la NSA mis au jour - LeMonde.fr

L'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) aurait, selon d'anciens agents du renseignement américain, trouvé le moyen de dissimuler un logiciel espion dans les disques durs fabriqués par les sociétés Western Digital, Seagate, Toshiba et d'autres fabriquants. Ce procédé signifie que la NSA dispose des moyens de contrôler la majeure partie des ordinateurs dans le monde, affirment-ils à l'agence de presse Reuters.

Ces révélations interviennent après la découverte par le laboratoire Kaspersky, développeur de logiciels de sécurité informatique basé à Moscou, de la présence de groupes de programmes d'espionnage sur des ordinateurs dans plusieurs pays.

Kaspersky, qui a mis au jour une série d'opérations de cyberespionnage occidentales, précise que des ordinateurs personnels infectés avec un ou plusieurs programmes d'espionnage ont été recensés dans une trentaine de pays. Le pays le plus concerné est l'Iran suivi par la Russie, le Pakistan, l'Afghanistan, la Chine, le Mali, la Syrie, le Yémen et l'Algérie.

L'espionnage aurait pour cible des institutions militaires et gouvernementales, des sociétés de télécommunication, des banques, des entreprises du secteur de l'énergie, des chercheurs en nucléaire, des médias et des activités islamistes, ajoute Kaspersky.

La société moscovite n'a pas fourni le nom du pays derrière cette campagne d'espionnage mais a précisé qu'elle était étroitement liée au virus Stuxnet, cyber-arme utilisée pour attaquer des installations nucléaires iraniennes.

Vidéo

Obama: Les USA dirigent l'Ukraine ?
https://www.youtube.com/watch?v=HQgY4pJGCHI

Victoria Nulland avait révélé à son insu, l'année dernière, que le gouvernement de Kiev serait le sien. Barrack Obama déclare-t-il à présent la même chose d'une façon plus feutrée?

ACTUALITÉ DU JOUR

Guerre de classe à mort, qui en doutait ?

- La Grèce a 24 heures pour sauver sa peau auprès de l'Eurogroupe - Atlantico.fr

- La Grèce rejette un projet d'accord de l'Eurogroupe - Reuters

La Grèce a rejeté lundi lors d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles un projet de texte qui insistait sur la nécessité de prolonger le plan d'aide actuel, ont déclaré des responsables grecs.

- L'Eurogroupe donne un délai à la Grèce, jusqu'à vendredi - Reuters

Les ministres des Finances de la zone euro ont donné à la Grèce jusqu'à vendredi pour solliciter une prolongation de son programme d'aide international, prolongation qu'elle a rejetée ce lundi, hypothéquant d'autant les chances de succès des discussions sur sa dette.

Avant l'ouverture des discussions, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble avait dit que la Grèce avait vécu au-dessus de ses moyens depuis longtemps et que l'Europe ne se sentait pas l'envie de lui donner encore plus d'argent sans qu'elle garantisse de mettre ses finances publiques en ordre.

Un banquier grec a estimé que la position d'Athènes était de mauvais augure pour les marchés et le secteur bancaire. La Banque centrale européenne (BCE) doit examiner mercredi pendant encore quelle durée elle peut autoriser la banque centrale grecque à continuer à fournir des liquidités d'urgence (ELA) pour maintenir les banques grecques à flot.

"C'est une évolution très négative pour l'économie et les banques. Les retraits au guichet vont continuer. Nous perdons de 400 à 500 millions d'euros tous les jours, cela veut dire deux milliards à peu près chaque semaine. Il y aura de la pression sur les actions et les rendements obligataires demain", a estimé le banquier.

Selon une source proche de la BCE, il est cependant peu probable que celle-ci ferme le robinet des liquidités aux banques grecques tant que les modalités d'un éventuel futur programme d'aide sont encore en discussion.

La banque américaine JPMorgan estime que les dépôts des banques grecques fondent de deux milliards d'euros par semaine et qu'à ce rythme ces dernières se retrouveront à court de garanties pour de nouveaux prêts dans 14 semaines.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras réclame un programme-relais de quelques mois, le temps de se mettre d'accord sur un plan qui se substitue au programme d'aide en cours, synonyme pour les Grecs d'une austérité insupportable.

La question est pour partie d'ordre sémantique: les Grecs ne veulent pas entendre parler de quoi que ce soit qui ressemble à une "prolongation" de l'ancien programme de renflouement ou qui conforte le rôle de la troïka.

Membre de cette dernière, le FMI a fait savoir, par la voix de sa directrice générale Christine Lagarde, qu'il n'y aurait plus de versement de fonds à la Grèce tant qu'elle ne progresserait pas dans les réformes.

"Nous nous attellerons à la procédure d'examen le moment voulu et établirons si oui ou non certains engagements pris, une bonne partie ou la totalité, ont été dans les faits respectés", a expliqué Christine Lagarde. "Si la conclusion est que ce n'est pas le cas, alors le versement par le FMI ne pourra avoir lieu". Reuters 16.02

En famille. Au-delà du populisme. Comment légitimer le chef de guerre Hollande ?

- Grèce : Mélenchon veut «convaincre» l'Elysée - Libération.fr

Jean-Luc Mélenchon, qui a sollicité un entretien par courrier avec François Hollande, a rendez-vous ce mardi à l'Elysée. Le dirigeant du Parti de gauche veut évoquer la position de la France à propos de la Grèce lors du prochain conseil européen et dire au président de la République «qu'il ne faut pas céder à la menace de la Banque centrale européenne. [….] Je n'ai pas d'autres moyens que celui de la discussion, de convaincre François Hollande qu'il ne peut pas accepter que la Banque centrale européenne coupe les vivres à ceux qui n'obéissent pas à la Troïka». Puis : «Il ne s'agit pas pour moi de représenter les Grecs auprès de François Hollande. J'y vais en tant que Français, comme quelqu'un qui a contribué à sa victoire en 2012 et pour dire que la France tient sa chance de réorienter la politique européenne.»

Pour Jean-Luc Mélenchon, «la partie qui se joue est trop grande, trop belle pour rester dans l'attitude politicienne» sans agir. L'ancien candidat à la présidentielle veut convaincre François Hollande qu'il faut «un bras de fer avec l'Allemagne» pour régler le cas grec. Libération.fr 16.02

Le Hollande du TSCG, de l'ANI, de la loi Macron, du Pacte de responsabilité, de la guerre au Mali, en Centrafrique, en Irak, etc. Mélenchon, quel misérable charlatan !

Pour qui roule Mélenchon ? Il donne lui-même la réponse.

Choc des civilisations et stratégie du chaos mondialisée.

En réalisant un amalgame entre terrorisme et islamisme, ils signifient par là que la religion musulmane serait à l'origine du terrorisme, il faut donc en déduire que tout adepte de cette religion pourrait basculer dans le terrorisme un jour ou l'autre. On est là dans la même logique que les caricaturistes de Charlie Hebdo qui ne représentaient pas un prophète ou un chef religieux fanatisé mais visaient l'ensemble d'une communauté de croyants.

La criminalisation des musulmans ne serait rien sans son pendant car il faut bien qu'elle profite à quelqu'un, d'où

l'association permanente avec l'antisémitisme. Le musulman est le mauvais et le juif est le bon, rien de tel pour alimenter l'antisémitisme, c'est le but recherché. Le musulman serait arriéré et anti-républicain, antidémocrate, tandis que le juif serait progressiste et démocrate.

Ce ne sont pas les puissances occidentales qui seraient à l'origine du terrorisme ou mieux qui seraient directement impliquées dans le terrorisme, ce serait certains Etats qui l'alimenteraient, au hasard l'Afghanistan, l'Irak, , la Lybie, la Syrie, le Yémen, etc. avec bien sûr le soutien de l'Iran, la Russie, la Chine, Cuba, le Venezuela, la Bolivie, l'Argentine, etc.

Ce ne seraient pas les puissances occidentales qui auraient déclenché des guerres contre 7 pays dont la population est à majorité musulmane les 13 dernières années. On en revient au XIXe et XXe siècle avec leurs guerres de rapine, qui sont animées également par des intentions louables puisque civilisatrices et libératrices de la tyrannie et de l'obscurantisme, à l'exception toutefois des pays du Golfe persique qui sont épargnés puisque chacun sait que leurs régimes sont des modèles en matière de démocratie et de liberté.

En réalité, les tyrans et les gardiens de la tyrannie ou des puits de pétrole se sont les chefs d'Etat des pays occidentaux, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, etc.

Le règne de la terreur : C'est l'UE et l'OTAN.

- L'Europe sous la pression du terrorisme islamiste - LeFigaro.fr

- Nétanyahou appelle les Juifs d'Europe à émigrer en Israël - LeFigaro.fr

A croire qu'il n'était pas au bon endroit le 7 janvier et le regrette.

- «On voit bien que la vigilance retombe», s'inquiète un membre de Charlie Hebdo - 20minutes.fr

Valls sous influence sioniste, cela ne fait aucun doute.

Grille de lecture.

- Tous font le procès de Dumas qui a toujours soutenu la cause palestinienne contre Israël.

- Ils font le procès de Dumas, alors que c'est le journaliste de BFM qui a utilisé dans sa question la formule "sous influence juive".

- Dumas n'a sans doute jamais confondu juif et sioniste, dans son esprit il devait penser sioniste, il n'a fait que reprendre la formule du journaliste.

- Roland Dumas estime que Manuel Valls est «probablement sous influence» juive - 20minutes.fr

Commentaire d'un internaute.

- "J'ai regardé entièrement l'interview ce matin. Roland Dumas mettait clairement les formes dans son propos. Il enfonçait une porte ouverte. Ensuite il en a parlé pcq il expliquait comment Valls l'avait agressé verbalement du fait du positionnement pro-arabe de Roland Dumas. Et lorsque Roland Dumas parle d'influence, il le fait pour décrire une situation. Maintenant on note bien comment la propagande et la désinformation se met en branle tout de suite pour tenter de nous le faire passer comme 'un vieux réactionnaire antisémite' ! Cela montre à tel point notre démocratie est sous l'emprise de lobbies."

Extraits de l'interview.

Dumas : Le père était un républicain espagnol formidable, un bon peintre, il est toujours resté en France et il a toujours refusé de retourner en Espagne du temps de Franco. Ca signifie quelque chose pour moi, Guernica ça un sens. Et lui il a pris le point de vue contraire.

En d'autre terme Valls a pris celui du franquisme. Là non plus Dumas ne se rend pas compte de ce qu'il vient de dire, il a 92 ans et à cet âge là le cerveau ne réagit pas de la même manière qu'à 40 ou 50 ans par exemple.

Le journaliste : il est sous influence juive

Dumas : Probablement. Je peux le penser. Tout le monde a un peu d'influence.

Le journaliste : sous l'influence de sa femme

Dumas : Bien sûr, pourquoi pas, pourquoi ne pas le dire, c'est une réalité.

J'ai peut-être loupé un épisode, mais apparemment ce matin plus aucun média ne reprenait cette info. L'amalgame ou la ficelle était-elle un peut trop grossière et trop risquée ?

Le sionisme et le fascisme font bon ménage à Kiev ou Tel-Aviv, qui l'évoque ?

- Manuel Valls utilise pour la première fois le terme "islamo-fascisme" - Francetv info

L'islamo-fascisme nous fait penser à l'hitléro-trotskisme. Leur cible : les populations syrienne, irakienne, palestinienne, libanaise, iranienne, afghane, etc. qui résistent à la politique impérialiste américaine. Hier les trotskistes qui résistaient au stalinisme.

On retrouve notamment trace de cette expression dans les propos de l'ancien président américain George W. Bush, le 6 août 2006. Pour L'Obs, le clin d'oeil de Manuel Valls aux "néo-cons" est donc évident. (Tous les fanatiques recourent à des méthodes cruelles, barbares, la CIA et le Pentagone ou les "néo-cons" en plus sophistiquées...

L'expression à un autre défaut: l'utilisation du mot "islam" semble englober la religion et ses pratiquants dans leur totalité. Un raccourci qui pose problème, selon certains observateurs. lexpress.fr 16.02

Commentaire d'un internaute

- "Les pays où l'islam est en situation dominante entrent dans la catégorie désignée par le Premier ministre. "

Et l'officine de presse de la propagande officielle nauséabonde prend le relais.

- Attaques de Copenhague: l'Europe en état d'alerte face à la menace de "l'islamo-fascisme" AFP

Qui visent-ils ? Les musulmans.

"Il faut désormais une rupture", Valls a poursuivi. "Il faut que l'islam de France assume, qu'il prenne totalement ses responsabilités, c'est ce que demandent d'ailleurs l'immense majorité de nos compatriotes musulmans", a ajouté Manuel Valls. (Une rupture avec quoi, l'antisionisme qu'il assimile à l'antisémitisme ? - ndlr)

Qui défend-il ? L'Etat sioniste.

"Pour combattre l'islamo-fascisme, puisque c'est ainsi qu'il faut le nommer, l'unité doit être notre force", a déclaré le Premier ministre sur RTL. "Il ne faut céder ni à la peur, ni à la division. Mais il faut en même temps poser tous les problèmes: combattre le terrorisme, mobiliser la société autour de la laïcité, combattre l'antisémitisme". AFP 16.02

La laïcité doit être mise au service d'Israël autrement dit...

- Profanation de tombes juives : Hollande appelle à un "sursaut" national - Francetv info

Un modèle social, vraiment ?

- Suède: la brutalité de deux agents de sécurité à l'encontre d'un enfant musulman - french.irib.ir

La brutalité de deux agents de sécurité à l'encontre d'un enfant musulman a choqué la Suède après la diffusion de vidéos, lundi 9 février, prises dans la gare de Malmö.

Dans les courtes scènes filmées le 6 février par des passants, on y voit un enfant âgé de 9 ans violemment plaqué au sol par un agent de sécurité. Ce dernier appuie sur la tête de l'enfant, en pleurs, et va jusqu'à la cogner sur le sol. La violence est telle qu'il lui est difficile de respirer. Entre deux sanglots, on entend alors le jeune garçon, présenté comme d'origine marocaine, prononcer l'attestation de foi (shahada) en levant le doigt vers le ciel. Avec le peu de force dont il dispose, Il se débat, en vain : un second agent de sécurité vient lui immobiliser ses jambes.

Quelle raison a bien pu entraîner autant de violence contre l'enfant ? La réaction des agents de sécurité surprend tant elle est largement disproportionnée à l'infraction constatée : le jeune voyageait sans ticket dans le train.

Un témoin de la scène a affirmé au quotidien suédois Sydsvenskan que les images ne rendaient pas toute la violence de l'interpellation. « On ne peut pas ressentir ce que font les cris du garçon implorant à l'aide, sa prière et le bruit sourd de son crâne contre le sol en pierre », a-t-il raconté dans l'anonymat.

La police, qui a minimisé dans un premier temps la violence, a présenté ses excuses quelques jours plus tard pour avoir minimisé la disparition. Une enquête a été ouverte après la diffusion de la vidéo et un des agents a été suspendu.

Relâché, l'enfant avait été ramené au foyer où il avait été placé à son arrivée en Suède mais il a fui peu de temps après. Après plusieurs jours de recherches, il a été retrouvé le 13 février par la police dans le pays voisin, le Danemark. french.irib.ir 16.02

ACTUALITE EN TITRES

Stratégie du chaos et de la guerre

- Nouvelles sanctions de l'UE autour de la crise ukrainienne - Reuters

- En Ukraine, les accords de Minsk 2 ont (déjà) du plomb dans l'aile - Le Huffington Post

- Turquie: la colère monte après le meurtre sauvage d'une étudiante - AFP

- Birmanie : les combats entre l'armée et des rebelles continuent dans le Nord - LeMonde.fr

- Après l'exécution de 21 chrétiens, l'Égypte bombarde l'Etat islamique en Libye - LeFigaro.fr

- L'Italie prête à envoyer 5000 soldats pour lutter contre Daech en Libye - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

Syrie : changement de cap de l’Occident, Assad est le gagnant - french.irib.ir

Selon le quotidien Al-Hayat, le changement radical de la position de l’Occident, fait du président Bachar al-Assad le gagnant des événements de la Syrie.

Le quotidien arabophone Al-Hayat qui paraît à Londres a publié dimanche 15 février un article signé par Elias Harfoush qui souligne que désormais l’Occident modifie radicalement son approche quant à la crise syrienne, et considère le gouvernement du président Bachar al-Assad comme une partie de la solution et non pas une partie du problème. L’auteur estime que c’est une victoire très important pour le président Assad de voir l’Occident changer d’approche envers son gouvernement, en revenant sur sa position prise il y a quatre ans au début de la crise. L’auteur de l’article ajoute qu’il ne faut minimiser l’importance des déclarations de l’émissaire spécial de l’ONU pour la Syrie, Staffan de Mastura qui confirme, lui aussi, que le gouvernement de Damas est une partie de la solution de la crise syrienne, bien que les opposants au gouvernement d’Assad veulent le nier par toute leur force.

Selon l’article d'Al-Hayat, aujourd’hui, le gouvernement du président Bachar al-Assad n’est plus considéré comme un obstacle devant les efforts politiques pour trouver une solution à la crise. Al-Hayat ajoute que la position du président des Etats-Unis Barack Obama qui exigeait autrefois le départ de Bachar al-Assad, s’est transformée, et il appelle aujourd’hui implicitement Assad à rester à la tête du pouvoir. L’article conclut qu’il s’agit d’un changement de cap majeur, car Washington soutient maintenant les initiatives de la Russie pour résoudre la crise en Syrie, tandis que l’Occident avoue que la crise syrienne ne serait résolue que par la diplomatie, ce qui signifie en quelque sorte que l’Occident accepte les conditions du président Bachar al-Assad pour la sortie

de la crise. french.irib.ir 16.02

2- Yémen

- La résolution onusienne sur «la propagation du terrorisme», au Yémen - french.irib.ir

Les restes du scenario interventionniste du Conseil de sécurité des Nations Unies, en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, sont considérés, par l'opinion publique mondiale, comme une stratégie de calculs erronés et illégitimes.

Selon la chaîne internationale Sahar, citant Farsnews, le Conseil de sécurité des Nations Unies a mis au point un projet de résolution interventionniste contre le mouvement d'Ansarallah.

Ce projet de résolution prévoit la mise à l'écart du Mouvement Ansarallah du pouvoir, au Yémen. Cette résolution interventionniste, demande aux forces d'Ansarallah de se mettre, "avec bonne foi", à la table des négociations, sous l'autorité de Jamal Ben Omar, l'envoyé spécial de l'ONU, au Yémen, et de libérer Abda Rabbo Mansour Hadi, le Président yéménite, et son Premier ministre, Khaled Behah, assignés à résidence, par le Mouvement Ansarallah. Samedi soir, le Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), a tenu une réunion d'urgence, à Riyad, sur les évolutions yéménites, poussant le Conseil à adopter une résolution, sous le chapitre 7 de la Charte des Nations unies, qui permet des sanctions et le recours à la force, en cas de non-respect. Cette résolution n'a pas été placée sous le chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, toutefois, elle peut être considérée comme un prélude à l'ingérence de ce Conseil, dans les affaires intérieures du Yémen.

Le Conseil de sécurité commencerait, d'ailleurs, à s'immiscer, au Yémen, par une considération particulière, et tout de suite après, il interviendrait, directement. L'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Syrie sont des exemples manifestes du scénario onusien.
En particulier, les cas libyen et syrien ressemblent beaucoup à celui du Yémen. Les restes du scénario interventionniste du Conseil de sécurité des Nations Unies, en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, sont considérés, par l'opinion publique mondiale, comme une stratégie de calculs erronés et illégitimes. La destruction des infrastructures, des ressources énergétiques et humaines, les dommages sociaux consécutifs aux meurtres, aux violences et à la sauvagerie, en un mot, la création d'un climat propice au «développement du terrorisme», sont les principaux résultats de cette politique, qui s'étend de points tribaux, très loin, au Pakistan, jusqu'à la Tunisie, au Nigeria et à l'Europe.

L'appel du Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), à l'adoption, par le Conseil de sécurité des Nations Unies, d'une résolution contre le Mouvement Ansarallah, témoigne de l'ingérence flagrante des membres du CCGP, dans les affaires intérieures du Yémen, pour décider du sort des Yéménites. Et ce, alors que la révolution des Yéménites a commencé, grâce au soutien populaire, et aux efforts déployés, pour la construction d'un nouveau Yémen, démarches qui sont, donc, soutenues par la nation, notamment, la lutte contre le terrorisme, qui est considérée comme le souhait de longue date du peuple yéménite. Le terrorisme, qui, tout au long de ces dernières décennies, a empêché le progrès et le développement, au Yémen. L'adoption de telles résolutions ne contribuera-t-elle pas à l'extension géographique du terrorisme, au Yémen, et dans d'autres points du monde ? Le Conseil de sécurité des Nations Unies n'a, rien, fait d'autre pour éradiquer ce fléau que l'autorisation de la formation d'une Coalition anti-Daesh, en Irak et en Syrie, une Coalition, dont la diffusion de vidéos sur l'acheminement d'aide aérienne aux éléments de Daesh, a levé un coin du voile sur ses intentions réelles. Pourquoi, le Conseil de sécurité de l'ONU, ne permet-il pas aux fils de l'Irak, de la Syrie et du Yémen, de lutter contre ce fléau mortel ? Des hommes, qui connaissent bien la géographie de leur propre région, et qui souhaitent reconstruire et contribuer au développement et au bien-être de leur pays. french.irib.ir 16.02

ECONOMIE

Algérie

L'Algérie doit accélérer ses réformes économiques (FMI) - french.irib.ir

L'Algérie doit accélérer ses réformes économiques, bien qu'elle dispose d'atouts susceptibles de l'aider à faire face aux conséquences de la chute des prix du pétrole, a estimé un responsable du Fonds monétaire international, jeudi, à Alger.

"L'Algérie est beaucoup mieux préparée et sa position est plus forte, par rapport aux années 1980, pour faire face aux chocs externes liés à la chute des cours mondiaux de brut", a déclaré le directeur du département Moyen-Orient et Afrique du Nord, au FMI, Masood Ahmed, selon des propos rapportés par l'agence APS.

"La politique macro-économique prudente menée par les autorités algériennes est à l'origine de cette position", a expliqué M. Ahmed, précisant que l'Etat algérien "a réussi à développer et à renforcer des marges de manoeuvre budgétaires, qui ont permis au pays de mener des ajustements, face à cette nouvelle conjoncture".

Le représentant du FMI a, cependant, relevé des "vulnérabilités", ressenties, avant même la dégringolade des prix du pétrole, risquant de fragiliser la position extérieure de l'Algérie.

Il s'agit, notamment, du creusement du déficit budgétaire et de la balance commerciale, sous l'effet de la hausse des dépenses publiques et des importations.

La loi de finances de 2015 prévoit un déficit de 41 milliards d'euros.

L'Algérie tire du pétrole plus de 95% de ses recettes extérieures et la fiscalité de l'or noir représente 60% de son budget.

En signant la loi de finances 2015, le 30 décembre 2014, le Président algérien, Abdelaziz Bouteflika, avait estimé que "l'Algérie traversera, sans difficulté majeure, les graves perturbations que connaît le marché international des hydrocarbures".

L'Algérie, dont l'endettement public est, actuellement, quasi-nul, et les réserves de change, estimées à quelque 185 milliards de dollars, "n'est pas, aujourd'hui, en situation de crise", a estimé M. Ahmed. french.irib.ir 14.02

Haut de page

Le 21 février 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles demain, il n'y a rien qui presse...

On se demande à quoi peuvent servir ces causeries. A rien sans retour comme tout le reste...

Tout passe et que se passe-t-il ? Rien.

Tout est normal en somme. Passez un bon week-end.

On se demande ce qu'en pensent les Irakiens et les Syriens qui croulent sous la guerre. Nous sommes à leur côté et nous nous sentons bien seul.

Unité nationale des populistes de l'extrême droite à l'extrême gauche. Un échec ? Une crise ? Lequelle, laquelle ?

La loi Macron va s'appliquer c'est l'essentiel, et les affairistes du PS vont faire leur compte et rester au bercail...

Quelques réflexions politiques.

Ils ont le champ libre... ou presque.

Ils ont le champ libre dans la mesure où il n'existe plus aucun parti ouvrier combattant pour le socialisme à part en parole ou totalement marginalisé, coupé des masses. Presque, parce que les masses résistent partout dans le monde.

A ceux qui ignorent encore ce qu'est le socialisme ou qui l'aurait oublié, il repose d'une part sur le développement des forces productives ou le niveau atteint par le développement économique permettant de satisfaire les besoins de l'ensemble de l'humanité une fois libérées du carcan du mode de production capitaliste ; la lutte des classes, ce qui en soi ne suffit pas à garantir le passage du capitalisme au socialisme ou assurer la survie et le développement harmonieux de la civilisation humaine, puisque pour remporter la victoire ou vaincre l'un des deux ennemis engagés dans cette lutte à mort doit périr, disparaître ou abdiquer ses droits ce qui revient au même, et que pour parvenir à cet objectif la classe dominée, celle des exploités, la classe ouvrière doit impérativement s'organiser, se rassembler, se doter d'une direction, d'un parti orientant son combat et définissant ses tâches pour atteindre cet objectif, conquérir le pouvoir politique, condition sans laquelle c'est la classe des capitalistes qui remportera la victoire, sèmera le chaos, la terreur, la désolation et la guerre pour conserver son pouvoir devenu tyrannique, cruel, monstrueux, barbare.

Donc être animé de généreuses intentions ne suffit pas, résister ne suffit pas, lutter ne suffit pas, sans théorie et sans

programme incarnant l'objectif politique que la classe ouvrière doit atteindre, sans conscience de la nécessité de remplir impérativement cette condition l'humanité est vouée à la barbarie, la déchéance ou signe son arrêt de mort, car vivre dans un monde aussi cauchemardesque c'est être déjà mort quelque part, dialectiquement la barbarie est la négation de la civilisation humaine et tous ses acquis.

La seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours a démontré que la classe des exploités n'avait pas été capable de remplir cette condition politique parce que ses dirigeants ont failli ou se sont laissé corrompre par le capitalisme. Le socialisme sera condamné à demeurer une utopie tant que nous n'aurons pas été en mesure de remplir cette condition, de tirer les enseignements pratiques de la lutte de classes au cours de cette période. Toute discussion ou analyse qui évacue cette question ou cet aspect de la réalité est vaine, inutile, sans intérêt, une perte de temps et d'énergie. Que ce soit l'attitude adoptée jusqu'à présent par tous ceux qui prétendent parler en notre nom est le principal problème que nous avons à résoudre pour aller de l'avant.

On s'aperçoit que la stratégie politique adoptée envers le PS et le PCF ou les rapports établis avec ces partis, avec les institutions et le capitalisme, ses représentants étaient erronés ou ont conduit à la faillite de l'avant-garde du mouvement ouvrier ou n'ont pas permis de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui. Il y en a qui se résignent à dire que cela n'a rien à voir, et que finalement la situation actuelle serait le produit d'un processus inéductable, généralement ils ne l'affirment pas si ouvertement, ils le sous-entendent seulement car en allant au bout de leur raisonnement on en arriverait à la conclusion que les conditions pour que se réalise le socialisme ne seront finalement jamais réunies, ce qui signifie qu'ils n'y croyaient pas eux-mêmes, or quand on ne croit pas en la réalisation de quelque chose il n'y a aucune chance qu'elle se réalise, rappelons-nous que pour Marx le socialisme n'était pas un objectif gagné d'avance mais seulement une possibilité qui pouvait ou non se réaliser, autrement dit qui pourrait bien ne jamais se réaliser si on ne s'en donnait pas les moyens, or à ce jour on a démontré qu'on en était incapable.

Pendant près de 70 ans on a absolument voulu faire jouer un rôle au PS et au PCF au sein du mouvement ouvrier, même au-delà. On est incapable de proposer aux travailleurs une perspective politique dans laquelle ils seraient exclus, de même pour les appareils pourris des syndicats. Il était impossible de concevoir la lutte de classe sur une position indépendante ce ces partis et des institutions auxquelles évidemment il faut aussi absolument participer, même quand elles prennent ouvertement les contours d'une dictature. Il ne s'agissait pas de nier leur existence évidemment, mais de refuser toute collusion, toute compromission, tout ménagement, tout aménagement de nos rapports avec ces partis pourris, les combattre au même titre que les partis officiels de la classe dominante en demaurant strictement sur le terrain de classe des exploités dans la perspective du renversement du régime en place et du socialisme.

Ces partis ont défiguré, gangrené, dévasté puis détruit le mouvement ouvrier au nom du socialisme pour le compte de la classe dominante dont ils sont les représentants ou agents, c'était donc uniquement comme tels qu'il fallait les traiter.

Depuis mai 2012 certains très hypocritement feignent de découvrir que le PS est un parti de droite, du capital, de la réaction, alors qu'il en a toujours été ainsi depuis 1914.

Le PS aurait changé et ne serait pas arrangé avec le temps. Mais le FN n'aurait-il pas changé, ne se serait-il pas bonifié avec le temps pour adopter des positions en faveurs des exploités et des opprimés digne d'un parti ouvrier pendant qu'on y est ? C'est ce que certains travailleurs estiment, il faudrait donc reconnaître qu'ils n'ont pas tout à fait tort et qu'il y aurait aussi du bon dans le FN, qui par ailleurs est lui aussi un parti du capital. Pourquoi finalement ne pas le ménager ou s'en accommoder ou ne pas lui reconnaître aussi des qualités malgré ses innombrables défauts, on peut aller très loin avec ce genre de logique.

On nous dira encore qu'il ne faut pas confondre le PS et le FN, certes, le premier était un parti ouvrier, autrefois, il y a un siècle mais cela fait belle lurrette qu'il n'était plus qu'un parti petit-bourgeois lié au capital comptant dans ses rangs de grands bourgeois, exactement comme le FN puisque finalement ils ont le même fond de commerce, la petite bourgeoisie, les couches ou classes moyennes que le PS lui dispute justement, et cette proximité n'est pas étrangère à la politique adoptée par le PS jusqu'en 2012 puisque maintenant les dirigeants de l'oligarchie financière exigent qu'il s'attaque à ces classes ou couches qui tendent à s'orienter vers le FN qui demeure seul en lice pour les défendre, d'où son succès électoral relatif. Après s'être attaqué à la classe ouvrière et avoir muselé ou laminé le mouvement ouvrier, le PS continue le sale boulot et s'attaque aux classes moyennes qui espèrent trouver son salut dans l'extrême droite qui prendra le relais du PS quand celui-ci ne pourra plus aller plus loin dans l'application de son programme néolibéral, ce sera au tour des fascistes de s'en prendre au prolétariat et au mouvement ouvrier à moins que dans un premier temps ils s'en servent pour attaquer les classes moyennes, avant de les retourner contre la classe ouvrière, le schéma classique de la dictature fasciste quoi.

Quant au PCF, on ne va pas reprendre ici son histoire qui n'a été qu'une suite de trahison depuis le milieu des années 20 quand il fut stalinisé, les derniers événènements suffiront, ils confirment son épouvantable passé.

Le PCF est membre du Front de gauche tout comme le PG. Mélenchon s'est adressé lundi à Hollande qui devait le recevoir mardi à propos de la situation en Grèce.

- Grèce : Mélenchon veut «convaincre» l'Elysée - Liberation.fr 16.02

Mélenchon allait-il demandé à Hollande de bien vouloir prendre en considération les intérêts du peuple grec ? Impossible puisqu'il a soutenu depuis trois ans tous les plans d'austérité que la troïka lui a imposés, alors que simultanément il s'apprêtait à faire passer la loi Macron en recourant à l'article 49.3 de la Constitution de la Ve République, qui en quelque sorte est déjà en application en Grèce. Alors qu'allait-il donc faire au Palais ? Convaincre "François Hollande qu'il ne peut pas accepter que la Banque centrale européenne coupe les vivres à ceux qui n'obéissent pas à la Troïka" et de la nécessité de "réorienter la politique européenne", en somme Mélenchon nous refait le coup Hollande à propos du TSCG qu'il a adopté sans qu'il soit révisé. Dans le rôle de l'idiot utile au régime, il n'est pas mal dans son genre.

Bref, on aura compris que le bouffon Mélenchon ne ménageait pas ses efforts pour légitimer Hollande. Mélenchon confirmera qu'il n'entendait pas "représenter les Grecs auprès de François Hollande", parce qu'il ne pouvait pas se départir de son rôle de vassal de son suzerain en affirmant "J'y vais en tant que Français, comme quelqu'un qui a contribué à sa victoire en 2012" dont visiblement il n'a pas honte ou ne regrette rien.

S'il ne représentait pas les Grecs, qui d'autre pouvait-il représenter à part la Troïka ? Et ses amis de Syriza, dès lors qu'ils refusent de rompre avec la Troïka et l'euro, qui représentent-ils ? Les mêmes intérêts que Hollande.

Et quand Mélenchon et ses camarades du PCF et des Verts ont accepté d'être ministres de Chirac, le représentant du parti de l'ordre, c'était pour que Chirac applique quelle politique à part celle conforme à la classe des capitalistes ? Ils ont tous choisi librement, délibérément, de servir le régime en place, de se situer dans le camp des ennemis de la classe ouvrière, dès lors étaient-ils de gauche ? Bien sûr que non, ils signifiaient pas là que les liens qu'ils pouvaient avoir avec la classe des exploités étaient une impostrure, une escroquerie politique faite pour les dupés.

On peut remonter près d'un siècle en arrière et faire chaque fois le même constat qu'il s'agisse du PS ou du PCF. Sauf qu'on n'en a pas tenu compte. Souvent par dogmatisme, fétichisme, culte de la personnalité envers Lénine et Trotsky. Dès lors que la révolution russe et que le parti bolchevik étaient passés sous la coupe du stalinisme et que l'opposition de gauche était vaincue, il aurait fallu tirer les enseignements de la période précédente de la lutte de classes dont toutes les conséquences apparaîtront plus clairement qu'après la mort de Lénine en 1924, ainsi que les erreurs commises ou les faiblesses ou insuffisances que renfermaient les analyses qui avaient été faites précédemment et qui étaient pour ainsi dire inévitables, de manière à modifier la stratégie à adopter face à la social-démocratie dégénérée et au stalinisme au regard de l'évolution de la situation, etc. au lieu d'entonner éternellement le même refrain... jusqu'à nos jours.

On va nous dire que c'est remettre beaucoup de choses en question, que c'est une question trop vaste et qu'on ne peut pas la traiter d'un bloc, etc. On est prêt à admettre toutes les hypothèses ou critiques qu'on voudra, on cherche à comprendre uniquement, on n'a pas d'idées proconçues ou de réponses toutes prêtes aux questions qu'on soulève, on se dit simplement que soit notre rechercher doit s'orienter dans cette direction, soit il faut admettre la fatalité, que les choses se sont passées de la sorte parce que c'était inévitable, peut-être parce que le capitalisme aurait fait preuve de ressources insoupçonnées, d'une vitalité incroyable, alors qu'en réalité il fut au bord du gouffre plus d'une fois au cours des 70 dernières années, dès les années 50, puis à la fin des 60, et encore dans les années 70, idem au début des années 80, bref, on se dit que cette version des faits ne colle pas, il y a eu trop de crises, trop de guerres au cours de la seconde moitié du XXe siècle, de révolutions et de contre-révolutions aussi, autant d'occasions de construire le parti, occasions manquées, brisées, trahies.

On ne peut pas développer une stratégie politique conforme au socialisme sans remettre en cause la conception de la lutte de classe que l'on a adoptée lors de la seconde moitié du XXe siècle qui nous a conduits à la situation actuelle.

On a voulu nous faire croire qu'il suffirait de ménager notre bourreau pour qu'il nous épargne et nous nous sommes lourdement trompés, fourvoyés. Vous avouerez qu'au regard de l'enjeu, c'est très grave, non ?

Impossible de vaincre tout un peuple. Impossible de vaincre notre ennemi sans une vision claire de la situation.

En Irak, les Américains n'ont pu vaincre, parce qu'ils devaient affronter la majorité des Irakiens qui soutiennent la souveraineté et l'unité de l'Irak. En Syrie, la horde de mercenaires sanguinaires qui sert de supplétif à l'OTAN ne peut vaincre tout un peuple qui s'est soulevé pour défendre son droit à l'autodétermination. En Palestine, le fascisme sioniste ne peut vaincre car il a tout un peuple contre lui. En Ukraine, la majorité du peuple rejette la guerre, le fascisme et la régression sociale que veulent lui imposer le FMI, l'UE et Washington.

En Grèce, le peuple refuse de nouveaux sacrifices. En France, les masses exploitées refusent d'être davantage exploitées. Il en va ainsi en Espagne, en Italie, au Portugal, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, partout dans le monde, ce qui prouve que la base du socialisme demeure solide.

L'impérialisme anglo-saxon-sioniste a répondu à la véléité d'indépendance de l'Irak et de la Syrie par la guerre, idem pour Ukraine. Sera-t-il tenté d'étendre cette méthode à d'autres pays ou continents, à la terre entière ? Nul ne peut répondre à cette question pour l'heure. Disons que s'il se trouvait acculé ou ne pouvait plus avancer sur la voie qu'il s'est fixé, il pourrait y

recourir, visiblement il y prépare les esprits, il les conditionne de telle sorte de les préparer à la guerre, c'est aussi un puissant moyen psychologique pour traumatiser les masses et leur indiquer au passage leur futur ennemi, la Russie et éventuellement la Chine qui jusqu'à présent contrairement aux puissances occidentales (ou à l'OTAN) n'ont attaqué ou bombardé aucun pays à ce jour. Il faudrait par exemple qu'ils ne puissent pas conclure leur projet de traité transatlantique pour qu'ils recourent à la guerre, autrement dit ils emploieraient un autre moyen politique pour parvenir à leurs fins.

La guerre est l'expression de la crise du capitalisme quand elle ne peut plus être contenue ou risque d'emporter à tout moment leur système économique, lorsqu'il est menacé d'effondrement, quand politiquement ils ne peuvent plus gouverner comme avant, elle est utile pour neutraliser le mouvement ouvrier et rassembler le peuple autour de son chef d'Etat ou sauveur suprême qui réalise ou incarne l'unité nationale, quand ils ne peuvent aller plus loin dans l'application de leur politique antisociale ou qu'ils craignent d'affronter la classe ouvrière, les chefs des syndicats ouvriers et patronaux pactisent dans un même élan patriotique nauséabond, la collaboration de classes bat son plein...

L'économie d'armement ou de guerre est rentable pour les capitalistes. En période de crise aigüe elle devient la seule source de profit vraiment intéressante pour les nantis qui ont accumulé des capitaux dans des proportions faramineuses lors de la période précédente, et qui ne trouvent plus sur le marché de placements suffisamment sûrs et juteux où réaliser des profits substantiels.

Et puis la guerre permet de détruire des forces productives devenues trop importantes pour être contenues par le mode de production capitaliste dans des proportions gigantesques, de raser infrastructures et usines, habitations, des pays entiers, de massacrer des millions d'hommes qui sinon seraient voués au chômage, devenus trop encombrant eux aussi, ce qui politiquement présentait un risque, s'en débarrasser en les envoyant à la boucherie permet de réduire cette pression qui pesait sur le capitalisme.

Une fois la guerre terminée, le peuple profondément traumatisé, meurtri ne pense qu'à assurer sa survie, il compte ses morts, pansent ses blessures, les survivants s'estiment heureux d'être encore en vie et la plupart s'en contentent, si l'avant-garde du mouvement ouvrier n'était pas suffisamment théoriquement armé au début de la guerre, elle en sort affaiblie et se disloque, les chefs corrompus du mouvement ouvriers vendent une fois de plus la paix sociale contre un plat de lentilles que le peuple affâmé accepte parce qu'il n'a pas d'autres alternatives, l'heure est à la reconstruction, face à un champ de ruines, chacun se tourne vers le brave banquier qui s'est enrichi de tous les côtés pendant la guerre, il peut ainsi fixer ses conditions, tirer profit politiquement de la situation pour accroître son pouvoir et ainsi de suite, jusqu'au jour où il détiendra tout le pouvoir sans partage, c'est son unique objectif ou disparaître, on comprend donc l'acharnement et le cynisme dont il est capable de faire preuve pour sauver sa peau et envoyer le peuple à l'abattoir à sa place.

Ayant acquis une certaine expérience en matière de démolition contrôlée, les oligarques qui sont au sommet de la pyramide du capitalisme mondial et ont conçu un système économique mafieux parallèle au système capitalisme classique depuis près d'un demi-siècle déjà, agissent à la manière d'apprentis sorciers qui ignorent en partie ou ne maîtrisent que partiellement les conséquences de leurs actes, ils ne peuvent pas prévoir comment vont évoluer certains rapports après avoir modifié ou manipulé la nature de certains facteurs au comportement imprévisible en présence d'une multitude d'autres facteurs agissant sur eux et dont ils ne contrôlent pas toutes les fonctions, et le facteur le plus imprévisible d'entre eux demeure encore l'homme qu'ils n'ont de cesse de vouloir davantage formater, contrôler, surveiller.

La mise en place de ce système économique mafieux correspond à plusieurs objectifs ou obligations, assurer l'hégémonie de l'impérialisme américain, mais surtout contrecarrer les contradictions du capitalisme qui risque de l'emporter à tout moment, être en mesure d'en prendre le contrôle pour si nécessaire orchestrer l'effondrement d'un pan du capitalisme sans qu'il entraîne le reste du capitalisme dans sa chute, se servir de ce levier comme un moyen de pression sur l'ensemble des acteurs influents du capitalisme afin qu'ils adoptent la stratégie politique du premier cercle de l'oligarchie financière, ce qui nécessite évidemment de disposer du pouvoir politique, ce qui signifie également qu'il existe une hiérarchie du pouvoir au sein de l'industrie financière à laquelle chacun accepte de se soumettre, éventuellement de se sacrifier ce qui n'est pas donné d'avance... Quel meilleur et plus puissant moyen de pression pouvaient-ils imaginer que la monstrueuse dette du capitalisme mondiale, que cette spirale infernale qu'ils doivent alimenter en permanence et contre laquelle personne n'ose aller car immédiatement tout leur système serait paralysé et s'effondrerait, or aucun d'entre eux, aucun des spéculateurs de Wall Street n'y tient vraiment. Et ce sont eux qui détiennent le pouvoir de déterminer s'ils continuent de fabriquer de la monnaie de singe ou non, où ils injectent cet argent, dans quel objectif.

Si l'on reprend l'affaire des subprimes et la chute de Lethman Brothers en 2008, la décision de Bush d'injecter dans un premier temps quelque 750 milliards de dollars dans le circuit financier puis des milliers de milliards de dollars, le gouvernement ou le Trésor américain ne disposait pas de cette somme évidemment puiqu'il vivait déjà à crédit et était endetté jusqu'au dent, qu'a-t-il fait, il s'est adressé à la Fed qui a fait fonctionner la planche à billets et le tour était joué. On a là ce qu'on a expliqué plus haut. Ils ont laissé chuter Lethman Brothers tout comme ils auraient pu le sauver en injectant cet argent avant et non après, à ceci près que cela a permis de ruiner (en cascade) des millions de petits porteurs qui ont écopé à la place des banquiers, justifiant ensuite de ponctionner des milliers de milliards de dollars aux Américains, ce qui n'aurait pas été possible autrement.

La faillite de Lethman Brothers qui est liée au fonctionnement du système capitaliste classique était un fait établi depuis janvier

2008. Ils ont continué de la couvrir pendant 7 mois et quand leur scénario était fin prêt ils ont dit stop, on ne rajoute plus de monnaie et le dépôt de bilan devenait inévitable. Ils ont utilisé leur système mafieux pour empêcher que le système capitaliste ne s'effondre, pour sauver les banquiers, tandis que les conséquences de la chute de Lethman Brothers allaient être supportées par les Américains, en résumé le sauvetage du système capitalisme allait être assumé par les Américains au profit des banquiers par l'intermédiaire de leur système économique mafieux, donc en aucun cas ce système économique mafieux n'aura servi à sauver le capitalisme classique. La chute de Lethman Brothers allait servir à justifier ou légitimer auprès des Américains le recours à leur système économique mafieux, pour quoi faire, mais pour se distribuer des milliers de milliards de dollars soi-disant pour faire face à la crise et venir en aide aux Américains. Comment une telle arnaque a-t--elle été possible ? Mais parce que les Américains ne comprennent rien au fonctionnement des institutions financières et au capitalisme, d'autant plus que les médias les maintiennent dans l'ignorance de ce qui se passe réellement.

On ne compte plus les centaines d'articles lus au cours des années précédentes dans lesquels on nous expliquait que les Etats-Unis étaient en faillite, ruinés, sans le sou pour continuer la guerre, etc. et puis par une simple observation on s'est aperçu qu'ils continuaient leur guerre comme si de rien n'était, trouvant toujours plus d'argent pour financer leurs guerres, de nouvelles guerres, leur déficit ou leur dette comme si finalement la crise du capitalisme n'existait pas, comme si la situation économique aux Etats-Unis était florissante... La meilleure, c'est que rien d'anormal n'apparaît dans le budget américain ou au bilan de la Fed. D'ailleurs qui se pose ce genre de questions franchement, qui cela intéresse-t-il vraiment, on se demande, personne, tout est normal, ne vivons-nous pas dans un monde où tout ce qui se passe est normal ? On devrait peut-être plutôt se demander qui a vraiment envie de connaître les réponses à ces questions et on comprendrait mieux pourquoi personne ne tient à les poser car le sujet agit comme un révélateur y compris sur celui qui les pose.

Touche pas à l'Etat génocidaire, repère de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste et fer de lance du néolibéralisme !

Roland Dumas dans un entretien à France 24, le lendemain de celui qu'il avait donné à BFM et qui avait donné lieu à une exploitation infâme, a précisé ceci : Le journaliste de France 24 revient sur son propos de la veille et lui dit : " *le Premier ministre serait sous influence juive*" et Dumas répond "*il est sous l'influence du gouvernement israélien*" confirmant ce que nous avions affirmé la veille que c'était bien ce qu'il avait voulu dire, tandis que les médias et les commentateurs pourris en tous genres à commencer par les dirigeants du PS s'étaient déchaînés et avaient fait mine de ne pas avoir compris pour l'accuser d'antisémitisme.

On ne prend pas la défense de Dumas, on voulait juste montrer jusqu'où ils sont capables d'aller dans l'ignominie...

Un discours qui s'adresse à qui ?

Obama a affirmé que l'impérialisme américain n'était pas en guerre contre l'islam ou les musulmans rejetant par ailleurs la théorie de la guerre des civilisations... Qu'est-ce que cela signifie?

Il y a ce qu'il dit et ce qu'il fait qui ne coïncide pas forcément ou même entre en contradiction. Selon le moment ou le lieu, le parterre devant lequel il s'exprime, son discours s'adresse à des acteurs différents et ne vise pas forcément les mêmes objectifs. Les intentions qu'ils affichent correspondront ou non à la réalité, tout sera une question d'opportunité, de priorité et quel effet sera recherché, dans quel contexte intérieur ou international il s'exprime, s'il s'adresse à la population américaine ou mondiale...

Quand contrairement à ce qu'il affirme il vise l'islam, les musulmans et reprend ainsi à son compte la théorie de la guerre des civilisations il s'adresse à la population en général, il lui fournit au passage un bouc émissaire contre lequel il l'invite à se dresser, mais aussi les Etats ou les pays à majorité musulmane qui seraient les foyers du terrorisme international contre lesquels les Américains sont déjà en guerre pour qu'elle soutienne leur guerre au terrorisme au nom de la démocratie et de la liberté. En désignant des Etats ou des pays à l'origine du terrorisme, cela présente l'avantage d'exonérer la responsabilité des Etats-Unis qui en réalité en est le véritable chef d'orchestre, commanditaire et bénéficiaire.

Ce mensonge grossier ou cette monstrueuse contrevérité a pour fonction d'inciter fortement (sic!) les autres chefs d'Etat à reprendre à leur compte son discours qui a valeur de parole divine et gare à celui qui la mettrait en doute !

Il a aussi pour fonction de masquer tout aussi grossièrement les véritables intentions de l'impérialisme américain et c'est sans doute là l'essentiel, à savoir accroître son emprise politique sur les pays producteurs de pétrole et de gaz pour conserver sa place hégémonique au sein de l'économie mondiale, qu'il entend orienter dans une direction bien précise ou selon une stratégie politique déterminée devant assurer la survie du capitalisme en proie dorénavant à une crise devenue permanente et impossible à réduire ou contenir temprorairement autrement que par la guerre, globale (économique, financière, sociale, politique, institutionnelle) ou affectant ses fondements.

Détourner l'attention des masses de leurs guerres de rapine, de brigandage.

Pendant que la population est appelée à s'en prendre aux musulmans, aux Noirs, aux Russes ou au Chinois, aux étrangers en général, aux homosexuels, aux femmes, aux prostituées, aux jeunes, aux vieux, aux malades, aux retraites, aux chômeurs, etc.

en fait toutes les couches ou toutes les minorités ou communautés y passent, sont systématiquement stigmatisées et manipulées pour qu'elles s'affrontent entre elles, de telle sorte que l'impérialisme américain et ses vassaux européens ou occidentaux puissent tranquillement livrer leur guerre à leurs concurrents pour conserver leur hémogémonie ou accroître leur domination, leur part de marché, au-delà car ils visent également un objectif politique, imposer leur idéologie néolibérale à l'ensemble de la planète qu'ils comptent réduire en esclavage, par le biais d'une propagande outrancière de désinformation et une guerre psychologique menée sur tous les fronts devant servir à formater à dessein les cerveaux, à briser tous les rapports sociaux existants, tous liens collectifs au point que les masses exploitées ne soient plus en mesure de résister ou de défendre leurs droits sociaux et politiques, le chaos et la guerre s'imposant à elles comme une fatalité contre laquelle elles sont totalement impuissantes à lutter et finissent par s'en accommoder...

Dictature mondiale.

- Rendez-vous international à Washington contre la violence extrémiste - AFP

Dans la foulée d'attaques meurtrières en Europe et au Moyen-Orient, la Maison Blanche accueille à partir de mardi à Washington un sommet de trois jours pour "contrer la violence extrémiste", à laquelle des représentants de 60 pays devaient participer.

"Nous avons besoin de réponses qui aillent au-delà du niveau militaire, au-delà de la force", a déclaré Joe Biden, vice-président américain, lors d'une table ronde dans une annexe de la Maison Blanche, en ouvrant les travaux.

"Nous voulons organiser un vaste réseau pour combattre l'extrémisme violent", a expliqué un haut responsable de l'administration. "Nous allons écouter le secteur privé, les villes du monde, les ONG et tous ceux qui peuvent contribuer à apporter une solution", a déclaré un autre responsable.

La Maison Blanche a pris soin de prévenir que la réunion visait à engager un mouvement de longue haleine, notamment contre la radicalisation, et n'était pas un sommet strictement focalisé sur l'EI.

"Nous devons être réalistes, c'est un investissement de long-terme", a dit l'un des responsables américains.

Parmi les objectifs déclarés, celui d'améliorer le partage d'informations et de bonnes pratiques, et d'encourager la collaboration entre société civile, communautés et secteur privé d'un côté, et autorités de l'autre. AFP 17.02

Obama ou le chef de l'Internationale terroriste.

- Obama veut galvaniser le monde contre le "terrorisme" - AFP

Les Etats-Unis ont voulu jeudi galvaniser la communauté internationale contre le "terrorisme" jihadiste, lors d'un sommet mondial à Washington qui doit encore accoucher d'une stratégie concrète pour cette "nouvelle guerre contre un nouvel ennemi".

Le président Barack Obama et son secrétaire d'Etat John Kerry bouclaient trois jours de réunion internationale "contre l'extrémisme violent" en présence de représentants d'une soixantaine de gouvernements et organisations, dont le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et les ministres de l'Intérieur français et britannique Bernard Cazeneuve et Theresa May.

Un rendez-vous préparé de longue date par la Maison Blanche et le département d'Etat, qui a pris toute sa résonance après les attentats islamistes de Paris et Copenhague et en pleine mobilisation militaire contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie.

Mais, a prévenu le président américain, cette lutte "n'a rien à voir avec le fait d'être juif, chrétien ou musulman: nous sommes tous dans le même bateau et nous devons nous épauler pour sortir de cette crise".

M. Obama a bien pris soin, comme toute son administration, de ne jamais parler de lutte contre l'islamisme radical, une précaution de langage que lui reproche son opposition républicaine.

Aux yeux de Barack Obama, "l'idée selon laquelle l'Occident est en guerre avec l'islam est un horrible mensonge".

"Les communautés musulmanes, y compris les intellectuels et les dignitaires religieux, ont la responsabilité de lutter non seulement contre les interprétations erronées de l'islam mais aussi contre les mensonges selon lesquelles nous serions engagés dans un choc des civilisations", a insisté le chef de l'exécutif américain, qui, dès 2009 dans un discours resté fameux au Caire, avait tendu la main au monde musulman.

Son chef de la diplomatie, John Kerry, a inscrit la lutte contre le "terrorisme", notamment islamiste, dans un contexte historique

plus large: "Le 20e siècle s'est défini par la lutte contre la grande dépression économique, l'esclavage, le fascisme et le totalitarisme. C'est maintenant à notre tour (...) On nous demande aujourd'hui de mener une nouvelle guerre contre un nouvel ennemi", s'est exclamé M. Kerry, parlant du "combat fondamental de notre génération".

Pour son homologue jordanien, Nasser Judeh, il s'agit même de la "Troisième Guerre mondiale (...) notre guerre en tant que musulmans (...) notre guerre collective en tant que communauté internationale".

De fait, a renchéri Ban Ki-moon, "l'émergence d'une nouvelle génération de groupes terroristes comme Daech (acronyme arabe de l'EI, Ndlr) et (le groupe islamiste nigérian) Boko Haram représente une grave menace pour la paix et la sécurité mondiale".

Alors, "il nous faut nous rassembler afin de nous interroger sur notre stratégie", a plaidé John Kerry, qui a promis un "programme d'action contre l'extrémisme violent".

"Seule, la force militaire ne garantira pas la victoire", a prévenu ce grand sceptique de l'interventionnisme armé à tous crins. "Sur le long terme, cette guerre ne sera remportée qu'en déployant un arsenal bien plus large et créatif", a-t-il réclamé, citant pêle-mêle la bonne gouvernance, l'Etat de droit ou encore l'éducation.

Seule annonce concrète jusqu'à présent, Washington s'est engagé à accélérer le partage de renseignements avec ses alliés sur les candidats au jihad, tout comme sa coopération avec l'agence Interpol.

M. Ban, qui a dénoncé la "stratégie délibérée de choc et d'effroi" de l'EI au moyen de ses terribles vidéos de décapitations d'otages, a annoncé un sommet mondial dans les mois qui viennent de dignitaires religieux pour "envoyer un puissant message de solidarité et de tolérance".

Charlie. Etat policier soutenu par Washington, Paris et Bruxelles.

- Turquie: débat d'une loi contestée renforçant les pouvoirs de la police - AFP

Le Parlement turc a engagé mardi l'examen d'un projet de loi très controversé du gouvernement islamo-conservateur qui va muscler les pouvoirs des forces de l'ordre au point, selon ses détracteurs, de transformer le pays en "Etat policier".

Porté par des députés du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir, ce texte, baptisé "réforme de la sécurité intérieure", assouplit très largement le régime des interpellations, perquisitions et écoutes téléphoniques hors contrôle judiciaire de même qu'il renforce les outils utiles à la répression des manifestations.

Entre autres mesures emblématiques, et contestées, le texte doit permettre aux forces de sécurité de mener perquisition, arrestations ou écoutes sur la base de simples "soupçons" et en l'absence de tout mandat judiciaire.

Il autorise les policiers à utiliser leurs armes à feu contre les porteurs de cocktails Molotov et interdit aux manifestants de cacher leur visage, sous peine de cinq ans de prison.

Enfin, le texte modifie le régime de la garde à vue. Jusqu'ici autorisée pour vingt-quatre heures sur mandat du procureur et extensible à quarante-huit heures par un juge, elle pourra désormais être décidée par la seule police pendant vingt-quatre heures en informant le procureur, qui pourra l'étendre ensuite à quarante-huit heures.

Les rivaux du président Erdogan, qui règne sans partage sur le pays depuis 2003, ont dénoncé dans ce projet une nouvelle étape de sa dérive autoritaire, après la violente répression de la fronde populaire de juin 2013.

"Nous n'accepterons pas ce paquet fasciste qui méprise totalement l'appareil judiciaire, remet en cause les droits et les libertés", a affirmé le député Hasip Kaplan, du Parti démocratique du peuple (HDP, prokurde).

"Ce projet est une bombe atomique qui explosera entre vos mains", a prévenu son collègue Levent Gök, élu du principal mouvement d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate), à l'intention du chef du gouvernement.

Le gouvernement a nié toute velléité de restreindre les libertés et assuré que son texte était conforme à ceux de l'Union européenne (UE), que la Turquie veut rejoindre.

"Ces mesures assurent la sécurité en vie et en biens de nos citoyens", a déclaré le ministre de l'Intérieur Efkan Ala. "Seuls les terroristes et les traîtres peuvent s'opposer à ce projet", a renchéri un député influent de l'AKP, Mustafa Elitas.

L'UE, les ONG et la société civile ont exprimé leurs vives réticences face au texte. "Ce projet est la proclamation non-dite de la loi martiale", a résumé le président des bâtonniers de Turquie, Metin Feyzioglu. AFP 17.02

Terrorisme d'Etat.

- Les Etats-Unis et la Turquie d'accord pour former et équiper des rebelles syriens - lemonde.fr

Après plusieurs mois de discussions difficiles, les Etats-Unis et la Turquie sont tombés d'accord pour former et équiper des opposants syriens modérés en Turquie. « Nous sommes arrivés à un accord de principe pour former et équiper des groupes de l'opposition syrienne », a annoncé mardi 17 février la porte-parole du département d'Etat américain Jennifer Psaki, ajoutant que Washington « comptait conclure et signer bientôt l'accord avec la Turquie ». Elle n'a pas donné de détails supplémentaires sur un processus de formation qui doit commencer normalement en mars.

Le Pentagone avait annoncé mi-janvier l'envoi prochain de plusieurs centaines de militaires américains pour entraîner des membres de l'opposition syrienne modérée qui seront ensuite chargés de combattre l'EI. L'objectif des Etats-Unis et de leurs partenaires est de former plus de 5 000 Syriens dès la première année.

Outre la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar ont donné leur accord pour accueillir des sites d'entraînement et fournir, eux aussi, des formateurs. Plusieurs mois de négociations ont été nécessaires pour parvenir à un accord entre les différents pays concernés. L'administration américaine espère que l'entraînement des premiers Syriens pourra commencer « à la fin mars », de manière à ce que les premiers formés puissent être opérationnels « à la fin de l'année », selon le Pentagone. lemonde.fr 17.02

ACTUALITÉ DU JOUR

Une concentration du capital toujours plus importante à l'échelle mondiale.

- Les riches encore plus riches ? Derrière les inégalités, la mondialisation - Francetv info

L'angle éco du lundi 16 février s'est penché sur les inégalités. Selon une étude d'Oxfam, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'est encore creusé. Pour François Lenglet, la cause en est la disparition des frontières. Les riches ont profité d'un nouveau marché : le monde, quand les plus pauvres subissent la mondialisation.

Toute controversée qu'elle est, l'étude Oxfam pointe la forte augmentation des inégalités sur la planète, et elle rejoint ici d'autres travaux, ceux de l'économiste Thomas Piketty bien sûr, mais aussi ceux du Fonds monétaire international : voilà plus d'un siècle qu'il n'y a jamais eu autant de différences entre riches et pauvres. L'élargissement du fossé s'explique en bonne partie par la mondialisation de l'économie, qui offre aux plus mobiles, aux plus talentueux, aux mieux formés des opportunités d'enrichissement considérables. L'économiste François Bourguignon le résume ainsi : le fameux Caruso, ténor du début du XXe siècle, a vendu un million de disques ; son successeur Pavarotti, qui a exactement la même capacité, a vendu 100 millions de disques, grâce au marché international. Il est cent fois plus riche. Et c'est bien sûr le cas pour les sportifs, pour les chefs d'entreprise, pour les financiers. L'économie sans frontières a fait monter le prix de leurs spécialités, et donc leurs revenus.

L'autre face de la mondialisation : la pauvreté

A l'autre extrémité de l'échelle sociale, la mondialisation a eu un effet rigoureusement inverse. Elle a mis en concurrence les sans-qualification de tous les pays. Car rien de plus interchangeable qu'une force de travail non qualifiée : un Chinois vaut un Français ou un Américain, il fait à peu près la même chose, avec la même productivité. Mais son salaire est bien plus faible. Les entreprises ont donc délocalisé massivement, puisque les frontières ne les arrêtaient plus ni pour investir, ni pour réimporter les produits qu'elles faisaient fabriquer à l'étranger.

La concurrence qu'ont exercée les armées de sans-qualification d'Asie ou d'ailleurs a donc fait baisser les salaires dans les pays développés, aux États-Unis par exemple, mais aussi en Allemagne, avec l'apparition des mini-jobs. Quant aux pays qui disposent d'un salaire minimum comme la France, ils ont subi les ravages de cette concurrence sous une autre forme, le chômage de masse. Puisqu'on ne pouvait pas faire baisser les salaires dans ces pays, c'est la quantité de travail, le nombre d'emplois, qu'on a réduite… Et on a quand même fait baisser les salaires sous une autre forme, la diminution des charges sociales, financées par une augmentation du déficit budgétaire et des impôts.

Moins d'inégalités entre pays mais...

Derrière les inégalités, il y a donc un phénomène qui a rendu les pauvres plus pauvres et les riches plus riches : la disparition

des frontières. Un phénomène qui débute avec la chute du Mur, en 1989, et le triomphe de l'économie de marché, et qui ne fera que s'accentuer avec l'essor des nouvelles technologies au cours des années 1990. Il aura pour conséquence de diminuer les inégalités entre les pays – un riche en Chine pèse autant qu'un riche aux États-Unis – mais de les augmenter au sein d'un même pays, selon le degré et la nature de l'exposition des individus à la mondialisation. Francetv info 17.02

En complément une info qui nous avait échappé

- En 2016, les 1% les plus riches posséderont plus que tous les autres individus de la planète - Francetv info 19.01

Selon l'étude du cabinet Oxfam dévoilée lundi, le patrimoine cumulé des 1% les plus riches du monde dépassera l'année prochaine celui des 99% restants.

Selon une étude Oxfam, publiée le 19 janvier 2015, les 80 personnes les plus riches de la planète détiendront en 2016, à elles seules, autant que 3,5 milliards d'individus réunis.

Etude à l'appui, l'ONG souligne que "la part du patrimoine mondial détenu par les 1% les plus riches était passée de 44% en 2009 à 48% en 2014, et dépassera les 50% en 2016". L'an dernier, "les membres de cette élite internationale possédaient, en moyenne, 2,7 millions de dollars par adulte" (2,3 millions d'euros), précise Oxfam.

L'organisation, dont la directrice générale Winnie Byanyima va coprésider le forum de Davos, réclame par conséquent "l'organisation cette année d'un sommet mondial sur la fiscalité pour réécrire les règles fiscales internationales". Et d'appeler les dirigeants internationaux à s'attaquer "aux intérêts particuliers des poids lourds qui font obstacle à un monde plus juste et plus prospère". Francetv info 19.01

Oxfam est une officine de l'oligarchie financière pour coprésider le forum de Davos, alors pourquoi ce genre d'infos?

Pour démoraliser un peu plus ceux qui entendent combattre pour abattre le capitalisme, qui outre son arrogeance et son cynisme s'affiche tout puissant, sans ennemi à sa hauteur ou susceptible de le vaincre, de le renverser.

Elle sert d'argument à ceux qui affirment que le capitalisme est invincible et qu'il faut faire avec.

Le service après-vente du 7 janvier.

- Comment les frères Kouachi et Amedy Coulibaly ont préparé leurs attentats - lemonde.fr 17.02

Dans cet article Le Monde démontre sans le vouloir et l'on comprend pourquoi, que la DGSI était parfaitement informée des allées et venues, des faits et gestes des frères Kouachi et de Coulibaly qu'ils n'ont cessé de surveiller au cours des mois précédents jusqu'à fournir des détails précis sur leurs conversations téléphoniques ou SMS et leur emploi de temps et au-delà leurs états d'âme les minutes qui ont précédé les attaques de début janvier.

Là où leur histoire prend une tournure rocambolesque ou grand-guignolesque qui tranche avec la maîtrise ou le professionnalisme avec lequel cette opération a été accomplie, c'est quand ils nous racontent que l'un des frères Kouachi n'était pas en état de réaliser cette opération, " Saïd Kouachi est en effet cloué au lit, chez lui à Reims, à cause d'une violente gastro-entérite qui touche toute sa famille et le fait vomir toute la nuit précédent l'attentat ".

Mais mercredi 7 février, il décide quand même de se lever. Le Monde se demande pourquoi il a choisi de passer outre la douleur : parce que Charlie Hebdo organise sa conférence de rédaction ce jour-là ? Parce que d'autres personnes étaient impliquées ? Pour ne pas décevoir son frère?

En tout cas, après avoir dit "à ce soir ou à demain" à son épouse, il prend la direction de la gare de Reims pour arriver garde l'Est à Paris, par le TGV de 8h31. Avant de rejoindre Chérif, probablement soulagé par cette arrivée après une nuit d'angoisse, chez lui à Gennevilliers. lemonde.fr 17.02

Les explications fournies par Le Monde ne tiennent pas la route, puisque chaque semaine Charlie Hebdo organise une conférence de rédaction, donc ils pouvaient très bien reporter l'opération la semaine suivante, Le Monde brode maladroitement la suite qui en réalité lui est fournie par le ministère de l'Intérieur. Si les frères Kouachi savaient quel jour se tenait la conférence de rédaction de Charlie Hebdo, ils savaient qu'elle avait lieu ce jour-là chaque semaine.

Etonnant ce sous-titre : "Les frères Kouachi ont failli tout annuler au dernier moment".

Qui dit que ce ne serait pas ce qu'ils ont fait ? Si selon Le Monde " pour ne pas décevoir son frère", même malade à crever

Saïd Kouachi n'aurait pas annulé l'opération prévue ce jour-là, ou "parce que d'autres personnes étaient impliquées", dès lors pourquoi aurait-il refusé d'endosser la responsabilité d'une opération que finalement ils n'avaient pas commise mais qu'ils étaient seulement sur le point de réaliser ?

La manoeuvre consiste ici à nous servir "des éléments de l'enquête sur les attentats perpétrés à Paris" prétendument récoltés a posteriori, alors qu'en réalité la DGSI les possédait avant le 7 janvier, n'étant pas en mesure de le prouver, comme n'étant pas en mesure de prouver que ce ne sont pas les frères Kouachi qui ont attaqué Charli Hebdo, le gouvernement et les médias comptent sur cette absence de preuves matérielles pour faire avaler aux naïfs sa version truffée de contradictions, par exemple ne pouvant pas justifier l'ordre qui a été donné par le ministère de l'Intérieur de liquider les Kouachi au lieu de les prendre vivants pour les faire parler. Dans le cas de M. Merah on en connait la raison, parce que la DGSI était directement impliquée dans les assassinats qui lui ont été imputés et qu'en réalité elle a réalisés elle-même ou sous-traités au Mossad.

On a en mémoire le 11 septembre 2001 et la manière dont les déclarations et les faits se sont enchaînés le jour même et au cours des années suivantes conformément à un scénario et un programme établi de longue date, qui suffiraient à en dévoiler les véritables auteurs sans qu'il soit nécessaire de réunir des preuves les impliquant personnellement, les faits parlant d'eux-mêmes.

Depuis les 7 et 9 janvier 2015 nous avons assisté à un scénario identique, simple constat.

Suite quelques jours plus tard.

- "Charlie Hebdo" : les femmes de la famille Kouachi témoignent - lepoint.fr 20.02

"Le Monde" a eu accès aux auditions de la soeur et des épouses des frères Kouachi. Selon leurs témoignages, rien ne laissait présager une telle tuerie.

Le porte-parole attitré du régime est donc chargé d'assurer le service après-vente du 7 janvier, aux autres médias vendus de prendre le relais.

Les trois femmes semblent bouleversées, en plein "cauchemar". Elles ont encore du mal à croire ce qui s'est passé. (Ou comment vivre au quotidien avec des monstres sans en avoir jamais eu la moindre idée, extraordinaire ! - ndlr)

"Je ne comprends pas, quoi, tout ça à cause d'un dessin. Non, on ne tue pas pour un dessin, il a pensé qu'à sa gueule Chérif." Aïcha pleure.

"J'ai l'impression que tout ça est irréel. J'ai l'impression que je fais un cauchemar et que je vais finir par me réveiller", raconte Izzana, la femme de Chérif Kouachi.

D'après Le Monde, la jeune femme, placée en garde à vue durant 76 heures, au 36, quai des Orfèvres, coupée du monde, n'apprendra la mort de son époux que le lendemain. La dernière fois qu'elle a vu son mari, c'est le matin de la tuerie dans les locaux de Charlie Hebdo. Il a claqué la porte vers 10 h 30, prétextant qu'il allait avec son frère, "faire les soldes".

À Reims, Soumya, l'épouse de Saïd Kouachi, déclare qu'elle ne "reconnaît" plus son mari dans la description que lui font les enquêteurs. Elle confie les dernières heures passées aux côtés de Saïd, malade, mardi, veille de la tuerie. "Nous avions la gastro à la maison. Toute la journée, mon mari a été malade. En fin de journée il a commencé à vomir." lepoint.fr 20.02

En voilà un scénario bien ficelé digne de professionnels, l'un part faire des courses et l'autre est malade à crever, et dans la foulée ils réalisent une opération digne de commandos de marine, champion les gars ! Mais alors cela signifie que n'importe quels abrutis peuvent en faire autant n'importe quand, on s'étonnera que cela n'arrive pas plus souvent, chaque jour ou chaque semaine, non ? Non, il est interdit de se poser ce genre de questions.

Grèce. Sans rupture avec la troïka, c'est l'austérité.

Syriza ne peut pas renier sa nature.

Au fait, l'abolition de la Constitution et des institutions mises en place par le capital, vous en avez entendu parler ? Pas au programme de Syriza... trop conservateur.

- Grèce: un ex-ministre conservateur élu président de la République - AFP

Ce sont les députés de Syriza qui ont élu ce fidèle serviteur du régime...

- Athènes fait des concessions, Berlin résiste - Reuters

La Grèce a présenté jeudi à ses homologues de la zone euro une demande officielle de prolongation de six mois de l'accord d'aide financière, assortie d'importantes concessions de sa part mais Berlin a rejeté la proposition jugée non "pertinente" avant qu'elle soit examinée vendredi par l'Eurogroupe à Bruxelles.

Le ministère allemand des Finances Wolfgang Schäuble a estimé qu'elle ne remplissait pas les conditions fixées par les partenaires européens de la Grèce dans le cadre du plan de sauvetage du pays en cours et dont le nouveau Premier ministre Alexis Tsipras ne veut plus.

Wolfgang Schäuble a critiqué la lettre envoyée par le ministre des Finances grec Yanis Varoufakis au président de l'Eurogroupe, lui demandant de prolonger l'accord cadre passé entre le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et la République hellénique et qui expire le 28 de ce mois.

"La lettre d'Athènes ne constitue pas une proposition qui mène à une solution pertinente", a déclaré le porte-parole du ministère allemand des Finances, Martin Jäger. "En réalité elle s'oriente vers un financement relais, sans remplir les exigences du programme", a-t-il ajouté.

Un projet de document allemand préparé en vue de la réunion de l'Eurogroupe estime que la nouvelle demande grecque constitue un "cheval de Troie" car elle ménage une "immense liberté d'interprétation" et ne garantit pas qu'Athènes respectera les conditions de ses prêts actuels.

Cette position intransigeante a été atténuée par le ministre de l'Economie, Sigmar Gabriel, qui a jugé la proposition insuffisante mais de nature à servir de base de discussion.

Le Premier ministre français Manuel Valls s'est aussi montré conciliant en disant percevoir un "signe très encourageant" sur la possibilité d'un accord rapide avec le gouvernement d'Alexis Tsipras.

Le Premier ministre grec a eu un entretien téléphonique de 50 minutes avec Angela Merkel, qualifié de "constructif" dans un "climat positif destiné à trouver une solution bénéfique pour la Grèce et pour la zone euro", selon un responsable grec.

Il a ensuite discuté avec le président français François Hollande qui a promis d'évoquer la question avec Angela Merkel lors de la venue de cette dernière à Paris vendredi.

La situation est suivie avec attention depuis Washington où un haut responsable du Trésor a jugé que "des compromis allaient être nécessaires de part et d'autre", un message adressé autant à la Grèce qu'à l'Allemagne.

Des différences sont visibles entre la proposition de Yanis Varoufakis de lundi et la dernière, notamment le fait de spécifier que les objectifs budgétaires de 2015 devraient "prendre en compte la situation économique".

La lettre dit aussi que la Grèce a l'intention de mettre en oeuvre "des réformes ambitieuses et d'ampleur" visant à restaurer le niveau de vie des citoyens grecs. Certains points du texte initial de l'Eurogroupe, dont l'engagement de coopérer avec la "troïka" des bailleurs de fonds de la Grèce concernant les réformes de l'emploi et des retraites, n'y figurent plus.

Le gouvernement grec a rapidement répliqué à Berlin en déclarant qu'il appartenait aux ministres des Finances de la zone euro d'accepter ou de rejeter sa proposition.

"Le gouvernement grec a soumis à l'Eurogroupe une lettre demandant une prolongation de six mois de l'accord de prêt. L'Eurogroupe n'aura demain que deux choix: accepter ou rejeter la demande grecque", a déclaré un haut fonctionnaire. "On verra alors clairement qui veut une solution et qui n'en veut pas".

Un haut fonctionnaire du gouvernement grec a observé que la Grèce proposait des conditions différentes de celle du programme d'aide qui court jusqu'à la fin du mois.

Athènes s'est engagé à maintenir l'équilibre budgétaire pendant la période de transition, à mettre en oeuvre des réformes pour lutter contre l'évasion fiscale et la corruption, ainsi que des mesures pour répondre à ce que le gouvernement qualifie de "crise humanitaire" et pour relancer la croissance.

Dans le document auquel Reuters a eu accès, la Grèce s'engage à respecter ses obligations financières vis-à-vis de ses créanciers, à reconnaître l'existence du programme de l'Union européenne (UE) et du Fonds monétaire international (FMI) comme cadre légal et à s'abstenir de toute action unilatérale pouvant remettre en cause ses objectifs budgétaires. Fait décisif, elle accepte que

la prolongation soit gérée par la "troïka" composée de la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI, alors qu'Alexis Tsipras s'était juré de couper les ponts avec un triumvirat honni par une bonne partie de la population.

- Accord sur la Grèce à l'Eurogroupe sur un financement de quatre mois - La Tribune

Après quatre réunions, trois semaines d'intenses discussions et quelques mélodrames et coups de théâtre, un accord a finalement été trouvé au sein de l'Eurogroupe, l'instance qui regroupe les 19 ministres des Finances de la zone euro. Tous ont donc fini par signer un texte de deux pages. Rien n'était pourtant joué, car, après les concessions grecques et le refus allemand qui avait suivi jeudi 19 février, les positions de chaque camp semblaient bloquées.

Une extension de quatre mois

Que contient ce texte ? Le gouvernement grec va demander une extension de quatre mois du programme de financement issu de l'accord de 2012. Ceci conduirait donc Athènes à être couvert jusqu'à fin juin. Il s'agit là d'une concession importante du ministre hellénique des Finances, Yanis Varoufakis, car en juillet et en août, le pays doit rembourser deux emprunts détenus par la BCE et arrivant à échéance pour un montant cumulé de 6,7 milliards d'euros. Il faudra donc absolument trouver un nouvel accord avant la fin juin. Le compte à rebours est déjà reparti.

Flexibilité dans les conditions actuelles

Cette extension sera fondée, précise par deux fois le texte de l'accord sur « la base des conditions de l'accord actuel. » C'est une manière détourné de reprendre l'exigence allemande de la poursuite du « programme actuelle » qui avait fondé le refus par Berlin de la demande grecque formulée jeudi. En réalité, c'est bien le programme de 2012 qui se poursuit « en faisant usage de la flexibilité qu'il contient », terme présent dans le texte refusé par Athènes lundi. Le nouveau gouvernement grec accepte donc le principe de laisser à l'appréciation de ses créanciers la flexibilité dont elle bénéficiera. C'est une défaite de principe importante.

Un programme de réformes lundi

Reste à savoir si c'est également une défaite de fait. Dès lundi, le gouvernement grec devra soumettre à ses créanciers un plan de réformes qui devront être validées afin de donner lieu, par la suite, au début du processus de versement du financement. Ce programme de réformes devra être finalisé avant la fin du mois d'avril. Il faudra évidemment observer de près cette liste. C'est en réalité elle qui déterminera si l'ancien programme s'applique encore ou non. Il semble que la Grèce ait obtenu des changements par rapport aux exigences de l'ancien programme. Les exigences de la troïka formulées en décembre ne sont plus d'actualité et c'est un point important. Yanis Varoufakis a indiqué que si son plan de réformes était repoussé, "l'accord sera mort". Mais la tutelle de la troïka, baptisée les « institutions » reste en place, même si elle est cette fois a posteriori.

Des objectifs d'excédents corrigés

Par ailleurs, Athènes a obtenu que l'objectif d'excédent primaire pour 2015 (initialement de 3 % du PIB) soit « réévalué » en fonction des « circonstances économiques. » Elles sont actuellement mauvaises, le début de l'année a été difficile, donc on peut imaginer un effort pour 2015. Mais l'Eurogroupe a répété que l'objectif de 2012 pour 2016 d'un excédent primaire de 4,5 % du PIB en 2016 restait en vigueur. Le gouvernement grec n'a cependant là pas réellement obtenu de marges de manœuvre supplémentaires : juste un ajustement des objectifs de 2015 aux circonstances. Et un objectif 2016 qui suppose un effort budgétaire important. La Grèce voulait maintenir un objectif de 1,5 % du PIB en 2016 également.

Athènes va pouvoir respirer

Avec ces concessions essentielles, le gouvernement grec va pouvoir faire face à ses obligations, à commencer par les 4,1 milliards d'euros que la Grèce doit rembourser au FMI. L'autre élément important, c'est que la BCE, puisqu'un accord a été trouvé, va pouvoir réintroduire la dérogation qui permettait aux banques grecques de se refinancer normalement à son guichet en utilisant les dettes d'Etat comme collatéraux, autrement dit comme garantie. Ceci permettra, in fine, à l'Etat de financer une partie de ses besoins par l'émission de bons à court terme. Enfin, cet accord permettra peut-être de stopper les retraits des dépôts dans les banques grecques. Mais Athènes a dû renoncer à pouvoir utiliser les 10,9 milliards d'euros destinés à la recapitalisation des banques pour son financement. Cette somme, que Berlin voulait récupérer intégralement en partant du principe que les banques avaient passé avec succès les stress tests seront réservés aux besoins de capitalisation des banques.

Tsipras pourra-t-il appliquer son programme ?

Appliquer le programme social de Syriza ne sera pas aisé pour Athènes, car les marges de manœuvre budgétaires seront faibles pour appliquer le programme. La question du maintien de l'objectif de relèvement du salaire minimum et des mesures sociales votées cette semaine se pose d'emblée. Elles devraient être maintenues en raison de leur faible impact budgétaire. Athènes s'est engagé à ne pas prendre de « mesures unilatérales » qui déstabiliseraient son budget (mais elle ne le peut pas, de

toute manière). Le changement principal est que, contrairement à ce qui s'est passé auparavant, l'initiative des réformes est laissée à la Grèce, la troïka approuve ensuite.

C'est un point qui est essentiel et c'est sans doute sur cet acquis qu'Alexis Tsipras essaiera de transformer cet accord en victoire, malgré les concessions de son pays. La Grèce a retrouver la capacité, sous la surveillance étroite de ses créanciers, de diriger sa politique économique. Mais le cadre demeure rigide. Et le risque pourrait être que l'Europe ne laisse à la Grèce que la liberté de construire sa propre austérité... Au reste, Athènes n'a pas obtenu la reconnaissance de la « crise humanitaire » qui figurait dans son programme. L'idée est sans doute de parer au plus pressé. Une fois les réformes fiscales faites, les marges de manoeuvre seront plus importantes...

La deuxième phase des négociations va commencer

Reste que cet accord est provisoire. Peut-on croire que, dans la deuxième phase de négociation, les compteurs sont remis à zéro ? Pas réellement. Dans les négociations qui s'ouvrent, le gouvernement grec est clairement en position de faiblesse. Il a en effet abattu une carte importante en cédant le premier et donc en prouvant qu'il n'était pas prêt à prendre le risque d'un Grexit. Désormais, Berlin, la BCE et les autres Européens savent qu'ils sont en position de force. Ils sont financeurs et Athènes n'est pas prêt à prendre le risque ultime. Renverser cette situation ne sera pas simple dans les négociations, car qui croira réellement désormais à la volonté du gouvernement Tsipras d'aller jusqu'au bout ?

L'épée de Damoclès de l'été

D'autant qu'Athènes va devoir vivre ces quatre mois avec la perspective des 6,7 milliards d'euros à rembourser à la BCE en juillet et en août. Pour les payer, il faudra soit obtenir un geste qui semble aujourd'hui impensable de la BCE, autrement dit, l'acceptation d'une dette nouvelle qui remplace l'ancienne ; soit accepter un nouveau prêt des Européens. Et les discussions sur les conditions de ce nouveau prêt et son montant devront alors reprendre. Là encore, le court terme, c'est-à-dire la nécessité de verser ces 6,7 milliards d'euros à la BCE risquent de passer avant le long terme. Pour obtenir un nouveau financement, Athènes pourrait devoir renoncer à ses exigences de restructuration d'une dette dont les premiers remboursements interviendront en 2022. Elle pourrait se contenter d'un geste sur les intérêts.

Les injonctions contradictoires

Reste à savoir si ce prêt du mois de juin sera ou non le dernier. Les besoins de financement de la Grèce seront encore de 5 et 7 milliards d'euros en 2016 et 2017, avec des échéances de 11 milliards d'euros en 2019. Il faudra donc trouver encore de quoi financer, soit en dégageant des excédents primaires élevés, soit en demandant de nouveaux prêts. Dans les deux cas, Syriza devra renoncer à beaucoup de ses promesses : réduire les efforts budgétaires et cesser de prendre des prêts pour rembourser les échéances ne seront pas au programme.

Dans ce cadre, Alexis Tsipras va être soumis à deux contraintes contradictoires. D'un côté, montrer de la bonne volonté envers les « institutions » (nouveau nom de la « troïka ») afin de pouvoir espérer bénéficier d'un prolongement sur l'été du prêt. D'un autre engager, malgré le contrôle de ces mêmes « institutions », une partie de son programme social. Pour simplifier, il va devoir satisfaire les Européens, mais aussi sa coalition, son parti et ses électeurs. Vaste tâche...

Très clairement, la situation prouve qu'une nouvelle fois, dans ce genre de jeu, le premier qui cède est celui qui a perdu. Alexis Tsipras n'a pas encore perdu. Mais sa position est clairement difficile. Ce vendredi 20 janvier au soir, le camp de Wolfgang Schäuble semble avoir remporté une bataille. La Tribune 20.02

Commentaires d'internautes

1- L'essentiel est sauf: il n'y a pas d'effacement de dette et la Grèce restera étroitement surveillée.

2- Les Grecs ont donc lâché le morceau, ils reconnaissent avoir plus besoin de l'UE que le contraire.

3- Ce que les technocrates ne comprennent pas c'est qu'un recul de Syriza prépare la victoire d'Aube dorée. A moins que cela soit le but : historiquement l'extrême droite a toujours eu la faveur des milieux d'affaires, de la bourgeoisie, bourgeoisie qui a le quasi monopole de la "représentation" du peuple dans notre europe "démocratique".

4- L'Allemagne veut que le gouvernement grec saute. Dixit Schauble: "Les grecs vont avoir avoir du mal à expliquer l'accord à leurs électeurs"... Tout est dit.

5- Le traité de Versailles est une erreur historique car il a humilié le peuple allemand en exigeant des réparations sans doute politiquement légitimes mais économiquement démesurées.

La montée du Nazisme en a été une conséquence naturelle et dramatique. Humilier le peuple grec et lui demander l'impossible risque d'avoir des conséquences similaires.

On va presser la Grèce jusqu'à ce que cette farce finisse dans un bain de sang, mais c'est une comédie dramatique qui se joue sous nos yeux!

6- Attendons lundi pour voir à quelles parties de son programme, le gouvernement Syriza va renoncer. S'il y a trop de renoncements, des débordements dans la rue sont à craindre, car les communistes du KKE + les gauchistes dissidents d'Antarsia + les nazis d'Aube Dorée, quoique se combattant entre eux, restent à l'affut d'un échec de Syriza.

Pour info, Syriza c'est désomais un parti adoubé par la bourgeoisie et l'Eglise, une espèce de conglomérat de sans-cravates qui réunirait Mélenchon, Duflot et Montebourg, avec quelques bataillons d'antifas, donc pas de vrais révolutionnaires. Même Obama a donné son blanc-seing au nouveau gouvernement, c'est dire...

En complément

- La Grèce va-t-elle sortir de la zone euro ? - Francetv info

Alors que la Grèce a besoin de plus de sept milliards d'euros d'aide, Berlin réclame une politique d'austérité. Francetv info 19.02

- Records pour le Dow Jones et le S&P après l'accord sur la Grèce - Reuters

---

ACTUALITE EN TITRES

Il faut savoir raison gardée.

- Sanofi prêt à payer son DG plus de 4 millions d'euros par an - Reuters

Qui a dit ?

- "*Le 49.3 est une brutalité, le 49.3 est un déni de démocratie, le 49.3 est une manière de freiner ou d'empêcher le débat parlementaire.*"

Réponse : En 2006, le premier secrétaire du PS, François Hollande, alors que Dominique de Villepin cherche à mettre en place le contrat première embauche pour les jeunes et passe en force, grâce au 49.3, et le texte est adopté. Francetv info 17.02

Hollande et ses semblables peuvent se renier sans cesse puique cela ne porte à aucune conséquence, pourquoi se gêneraient-ils franchement ? N'est-il pas toujours de gauche ? N'est-il pas toujours socialiste ? Son parti n'est-il pas toujours un parti ouvrier ?

En dictature. C'était attendu.

- Le 49.3, un acte d'autorité et de faiblesse - Francetv info

- Henri Guaino : "la loi Macron est une loi de banquier d'affaires" - Francetv info

- Manuel Valls: "L'échec, cela aurait été que la loi Macron ne soit pas adoptée" - L'Express.fr

- Loi Macron : un passage en force - Francetv info

Le Premier ministre a décidé de recourir, mardi 17 février, à l'article 49.3 de la Constitution pour obtenir l'adoption de la loi Macron.

"Une majorité existe vraisemblablement sur ce texte, mais elle est incertaine, dès lors, et c'est ma responsabilité, je ne prendrai aucun risque", a affirmé Manuel Valls, alors que la majorité à gauche n'était pas garantie. Francetv info 17.02

- Merkel juge que l'adoption de la loi Macron est "une bonne chose" - AFP

Hollande et Valls gouvernent donc avec une majorité de droite... Depuis le premier jour...

- Valls veut réformer "avec l'autorité qui s'impose" - AFP

- L'Assemblée rejette la motion de censure, Valls promet de réformer "sans relâche" - AFP

- Bruxelles demande à la France de nouvelles réformes - LeFigaro.fr

Bercy pourrait obtenir un délai jusqu'en 2018 pour ramener le déficit sous les 3%. À condition de mettre en place des réformes musclées. LeFigaro.fr 19.02

- Valls: «S'il faut de nouveau utiliser» le 49-3, «nous le ferons» - 20minutes.fr

Si vous avez du pif, vous avez dû le sentir

- Procès du Carlton : relaxe demandée pour DSK - Francetv info

C'était attendu. Après que plusieurs parties civiles ont abandonné leurs poursuites contre DSK, dans le procès du Carlton, le procureur de la République de Lille a demandé la relaxe de l'ancien patron du FMI, ce mardi 17 février. Francetv info 19.02

La culture de la guerre récompensée.

- "Timbuktu" grand gagnant de la 40e cérémonie des César - AFP

Les illusions n'engagent que ceux qui y croient.

- Symbole du "made in France", "les Atelières" placées en liquidation - AFP

Erigée en symbole du "made in France" par Arnaud Montebourg, alors ministre du Redressement productif, la coopérative "les Atelières" à Villeurbanne (Rhône), spécialisée dans la lingerie féminine de luxe, a été placée en liquidation judiciaire mardi. AFP 19.02

Qui l'aurait cru ?

- Le chômage influerait de manière négative sur la personnalité - L'Express.fr

Tyran, déséquilibré mental, et maintenant richissime.

- Poutine, l'homme le plus riche du monde ? - LeFigaro.fr

- Poutine fait peser un «véritable danger» sur les pays baltes, selon Londres - LeFigaro.fr

- Kiev dénonce la présence de chars russes près de Marioupol - Reuters

- Washington met en garde la Russie pour son soutien à l'Ukraine - Reuters

- Ukraine : les combats font rage dans l'Est malgré l'accord de cessez-le-feu - Francetv info

- Ukraine: dans les gravats de Debaltseve des femmes affamées et des rebelles hilares - AFP

- L'Ukraine lâchée de tous les côtés - Liberation.fr

Sans grand espoir, le président Porochenko en appelle à l'ONU, qui se défausse sur l'OSCE. Liberation.fr 19.01

- A son tour, Moody's relègue la dette de la Russie en catégorie "spéculative" - AFP

Moody's a relégué vendredi la Russie en catégorie spéculative, en abaissant d'un cran la note de sa dette à long terme, en raison des risques posés par la crise ukrainienne, la chute des prix pétroliers et les sanctions internationales. AFP 20.02

Stratégie du chaos et de la guerre

- 42 morts dans trois attentats à la voiture piégée en Libye - Reuters

- Nord de la Birmanie: des centaines de civils fuient les combats, état d'urgence décreté Nan Tin Htwe - AFP

- Nigeria: plus de 30 morts dans un attentat-suicide - L'Express.fr

- Un avion "non identifié" bombarde un village du Niger et fait 36 morts - Francetv info

- Au Niger, des funérailles bombardées par erreur - Libération.fr

- Somalie: au moins 25 morts dans une attaque shebab contre un hôtel de Mogadiscio - AFP

- Le centre d'accueil des migrants débordé par les arrivées à Lampedusa - AFP

- Turquie: débat d'une loi contestée renforçant les pouvoirs de la police - AFP

- Turquie et USA d'accord pour former des rebelles syriens modérés - Reuters

- Argentine: Kirchner face à la rue un mois après la mort du procureur Nisman - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Tunisie

Tunisie: l'ambassadeur US expulsé du palais présidentiel - french.irib.ir

Le président tunisien a expulsé l'ambassadeur américain du palais présidentiel. Cet incident a eu lieu après que l'ambassadeur américain Jacob Walles a demandé lors de sa rencontre mardi dans la soirée avec Béji Caïd Essebsi la construction d'une base militaire en Tunisie, une demande à laquelle ce dernier a vivement réagi, a-t-on appris de Press TV. Il était si fâché qu'il n'a même pas répondu positivement à la demande d'un entretien téléphonique avec Obama.

Avec 55/68 % des voix, Béji Caïd Essebsi a remporté le 2ème tour présidentiel tunisien. Il a 88 ans. Il est avocat et politicien. Il est né dans le Nord de la Tunisie et depuis 1965 jusqu'au 1981 il occupait les postes de ministre de l'intérieur, de la défense et des affaires étrangères. Après les évolutions de 2011 il a été nommé le premier ministre par intérim et l'année suivante il a fondé le Parti « Voix de la Tunisie » qui s'est attribué cette année la majorité des sièges au Parlement. french.irib.ir 19.02

2- Yémen

1.2- Daesh débarque, au Yémen, à bord d'un avion qatari - french.irib.ir

Plus de 80 Daeshistes ont débarqué, au Yémen, à bord d'un avion qatari, a-t-on appris de la chaîne Al-Mayadeen. Quelque 87 terroristes, dont des membres de Daesh et du Front Al-Nosra, qui étaient, auparavant, actifs, en Syrie et en Irak, ont débarqué, lundi, à bord d'un avion qatari, sur l'île yéménite de Suqutra, a ajouté, ce jeudi, la même source. Sur ordre des hautes autorités yéménites, l'inspection de cet avion a été interdite.

Deux avions de l'armée yéménite ont transféré ces terroristes, dans la province de Hazarmout, dans le Sud-Est du Yémen, a poursuivi la même source. Après être arrivés au large de la localité de Ras al-Kalb, des dizaines de terroristes ont été transférés vers un lieu inconnu, a écrit, mardi, le quotidien "Al-Yaman al-Yaoum", citant les forces de la garde côtière yéménite. Ces derniers mois, les terroristes de Daesh n'ont eu de cesse de s'introduire, dans le territoire yéménite, via les côtes des provinces de Hazarmout, d'Abin et d'Al-Mohra, dans le Sud de ce pays, selon "Al-Yaman al-Yaoum". french.irib.ir 19.02

2.2- Riyad se prépare à une intervention militaire, au Yémen - french.irib.ir

La presse koweïtienne cite les sources diplomatiques, selon lesquelles l'Arabie saoudite se prépare à une intervention militaire, au Yémen, avec l'aide des armées de l'air émiratie et koweïtienne.

Le site web koweïtien, «Al-Shahed», cite les sources diplomatiques, qui font état de la décision des pays arabes du Sud du golfe Persique d'intervenir, militairement, au Yémen, sous le commandement de l'Arabie saoudite.

D'après ces sources, la marine et l'armée de l'air de l'Arabie saoudite se préparent à attaquer le Yémen, tandis que les avions de combat koweïtiens et émiratis sont, progressivement, installés, dans des bases situées près du Yémen. D'après les diplomates bien informés, les pays arabes du Sud du golfe Persique attendent, pour le moment, la décision du Conseil de sécurité de l'ONU, pour se référer au chapitre 7 de la Charte des Nations unies, autorisant une intervention militaire internationale, au Yémen. L'Arabie saoudite est prête à commander cette coalition internationale, avec la participation de ses partenaires du Sud du golfe Persique. french.irib.ir 19.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Trois syndicats appellent à une grève nationale le 9 avril - AFP

La CGT, FO et Solidaires ont appelé mardi l'ensemble des salariés, du public et du privé, à observer une journée de grève nationale et à manifester contre l'austérité le 9 avril.

"Le pacte de responsabilité, la rigueur budgétaire, nombre de dispositions du projet de loi libéral Macron aggravent la situation des salariés", ont estimé les représentants de ces trois organisations réunis en intersyndicale au siège parisien de FO, dans une déclaration commune.

Selon ces syndicats, "de nombreuses luttes et mobilisations syndicales sont d'ores et déjà engagées dans les entreprises".

"Pour faire converger ces revendications et exiger du gouvernement et du patronat qu'ils y répondent, la CGT, FO et Solidaires s'engagent dans un processus de mobilisation", expliquent-elles.

Pascal Pavageau, membre de la direction de FO, a précisé à l'issue de la rencontre que l'initiative se concentre autour de l'appel à "une grève interprofessionnelle" et permet "autour de cette date du 9 avril, de faire converger les actions engagées dans les différentes filières et branches" professionnelles.

"Il s'agit d'une première étape importante", a ajouté Virginie Gensel-Imbrecht, membre de la nouvelle direction de la CGT.

"Après ce qui s'est passé avec le projet de loi Macron" mardi où le gouvernement a décidé de recourir à l'article 49-3 de la Constitution pour le faire adopter, "il est nécessaire de proposer la mobilisation des salariés dans leur ensemble", a-t-elle ajouté.

Toutefois, a précisé M. Pavageau, "le 9 avril n'est pas une journée de grève interprofessionnelle contre la loi Macron" mais cette loi "renforce une situation extrêmement dégradée et intenable".

Pour Verveine Angéli, porte-parole de Solidaires, cette mobilisation est "positive et attendue par les salariés".

Bernadette Groison numéro un de la FSU, présente à cette intersyndicale, a affirmé que son syndicat déciderait au mois de mars si elle allait rejoindre cette action.

Les modalités précises de cette initiative - notamment concernant les appels à des manifestations - seront décidées prochainement par les organisations concernées.

L'intersyndicale avait été proposée par le numéro un de FO Jean-Claude Mailly qui avait un mandat de son Congrès réuni à Tours, début février, pour proposer aux autres syndicats d'organiser ensemble une journée de grève contre l'austérité.

Mais les centrales réformistes CFDT, CFTC, CFE-CGC, Unsa, ne se sont pas montrées au diapason. Elles ont décliné l'invitation, faisant état de différences d'analyse, notamment sur le Pacte de responsabilité.

2- Etats-Unis

- Wal-Mart augmente le salaire minimum d'un demi-million d'employés - AFP

A partir du mois d'avril, environ 500.000 des 1,3 million de salariés américains (40% des effectifs) du numéro un mondial de la distribution verront leur salaire porté à 9 dollars de l'heure.

A compter du 1er février 2016, ce salaire horaire sera "au moins" à 10 dollars de l'heure, assure Wal-Mart, qui promet aussi de donner aux salariés leur emploi du temps deux semaines et demie à l'avance et des formations.

Commentaire d'un internaute.

- "Malgré la hausse, le montant reste bien loin du SMIC français, et il ne faut pas oublier que la couverture-santé et le 401K (le plan d'épargne-retraite) sont des affaires "privées" aux US, en clair, tu te les paies de ta poche de riche smicard ... Ah, pour faire plaisir aux esclavagistes du MeRdef et leurs laquais socialistes : les supermarchés aux US sont ouverts jusqu'à 22h MINIMUM, 7j/7. Ils appliquent la loi Macron depuis toujours, les bougres."

Haut de page

Le 22 février 2015

CAUSERIE

37 articles ont été ajoutés.

Les articles mis en ligne proviennent généralement des portails suivant : mondialisation.ca, voltairenet.org/fr, michelcollon.info, internationalnews.fr, french.irib.ir, legrandsoir.info, arretsurinfo.ch, ilfattoquotidiano.fr.

On actualisera la causerie demain. Pour patienter une vidéo très brève, sans appel.

Ukraine : "Les néo-nazis font partie de nos forces armées et sont contrôlés par Kiev"
https://www.youtube.com/watch?v=MKJe-pj3bK8

L'ambassadeur ukrainien en Allemagne, Andriy Melnyk, a déclaré lors de l'émission de télévision de Günther Jauch (Fernsehsendung)?, l'un des talk politique le plus populaire en Allemagne, que les troupes d'Azov et du Secteur Droit néo-nazis font partie des forces armées ukrainiennes, qu'ils sont contrôlés et coordonnés par le régime pro-occidental de Kiev. Sans eux dit-il, l'avancée de l'armée russe aurait été bien plus importante.

Obama, Merkel et Hollande, le PS et ses satellites ne peuvent pas dire qu'ils ne savaient pas qu'ils soutenaient un régime néonazi.

On va enfoncer le clou : C'est quoi au juste d'après vous le PS ou un parti qui soutient des nazis, un parti ouvrier ou de gauche, un parti du capital ou de droite ou d'extrême droite ?

Un chien, c'est un chien. Mais un chien porteur de la peste, c'est quoi ? Ce n'est plus un chien, c'est la mort qu'il incarne uniquement et rien d'autre. A suivre.

Au fait, une précision.

Si vous ne trouviez pas ou plus les vidéos dont je vous ai donné les adresses, j'ai téléchargé la plupart et je peux vous les envoyer maintenant que j'ai une connexion Internet ultra rapide.

De même si vous ne trouviez pas des articles mis en ligne récemment, disons au cours des 2 ou 3 dernières années, je les ai stockés dans le disque dur.

J'ai essayé d'envoyer un courriel à un lecteur qui avait signé Yves, en vain, je voulais juste lui envoyer des documents qui pouvaient l'intéresser...

Haut de page

Le 23 février 2015

CAUSERIE

Sémantique et imposture.

Pour désigner les prédateurs UE, BCE et FMI, ne dites plus troïka, dites "institutions". C'est l'Eurogroupe ou les ministres des Finances de la zone euro qui ont trouvé cette subtilité ou substitution sémantique pour tromper les Grecs avec la complicité de Syriza.

C'est bien joué puisque Syriza voue un culte à toutes les institutions économiques et politiques du capital, à commencer par les institutions nationales grecques ou le Parlement grec, sans oublier la Constitution.

Il n'est pas le seul, les militants vouent bien un culte aux partis dits traditionnels du mouvement ouvrier alors qu'ils en sont les ennemis depuis plus ou près d'un siècle, au diable la dialectique ! Effectivement ce qui compte ce ne sont pas les faits mais ce que pensent les gens... quoique les faits finissent par les rattraper, y compris ceux qui gouvernent.

Un jus de pomme ou de raisin qui a tourné au vinaigre ne sera plus jamais du jus de pomme ou de raisin, libre à ceux qui le souhaiteraient ensuite d'accommoder leurs plats indistinctement selon les fameuses recettes concoctées par leurs grands chefs, et qu'il nous soit octroyé le droit ou la liberté de nous abstenir de les consommer pour préserver notre équiibre biologique ou notre santé y compris mental, sachant que tout désordre somatique peut avoir des répercussions néfastes sur le plan psychologique ou intellectuel, donc politique.

A peine croyable.

- Quand un gratte-ciel prend feu à Dubaï - latribune.fr 21.02

Un incendie a ravagé samedi la partie supérieure d'une des plus hautes tours de Dubaï: The Torch.

Un incendie (maîtrisé après deux heures d'intervention des pompiers) a ravagé samedi la partie supérieure d'une des plus hautes tours de Dubaï, selon un communiqué de la Défense civile. Pas de victimes à déplorer mais sept personnes ont été soignées sur place après avoir inhalé de la fumée.

Une vingtaine d'étages du gratte-ciel, qui en compte 79, ont ainsi été touchés par les flammes attisées par les vents, et des débris de l'immeuble se sont écrasés sur la rue, selon des vidéos amateurs diffusées sur les réseaux sociaux.

Le feu s'est déclaré au 51e étage de la tour résidentielle qui fait 336,1 mètres de haut, a indiqué la Défense civile, sans en préciser la cause. latribune.fr 21.02

Commentaire d'un internaute.

- "Et il n'est pas tombé ?"

C'est un miracle a attribué à la lutte contre le terrorisme...

Les illusions les plus courtes sont les meilleures.

- Le 13 janvier, Manuel Valls faisait lever tout l'hémicycle lors de son discours post-attentats. Moins d'un mois et une semaine plus tard, avec un 49.3 et une motion de censure (même sans danger) le contraste est saisissant. AFP 21.02

- Rechute de popularité pour Hollande et Valls - Francetv info

Le coup d'Etat de l'Otan, c'était contre qui ? Les Ukrainiens et la Russie.

- Un an après Maïdan, où en est l'Ukraine? - 20minutes.fr

- Vladimir Poutine reste l'homme politique le plus populaire en Russie, en dépit de la crise économique provoquée notamment par les sanctions de l'UE et de Washington qui accusent Moscou de soutenir militairement les rebelles prorusses en Ukraine. lexpress.fr 21.02

La CIA et le Mossad vont-ils à nouveau passer à l'action en Europe ?

- Menace d'attaques contre des centres commerciaux occidentaux, selon Washington - AFP

- Paris : Les shebab somaliens appellent à frapper deux centres commerciaux franciliens - 20minutes.fr

Ils célèbrent une révolution nationale-socialiste.

- Révolution ukrainienne : un anniversaire dans l'inquiétude Francetv info

- Des milliers d'Ukrainiens marchent à Kiev en mémoire des morts du Maïdan Lexpress.fr

- "Marche de dignité" pour les morts de Maïdan à Kiev - AFP

Les assassins défilent.

Un an plus tard, ce carnage n'est toujours pas élucidé malgré l'arrivée au pouvoir des pro-occidentaux dirigés par Petro Porochenko.

Les néo-fascistes paradent.

En tête de la marche, le président Porochenko et le gratin politique ukrainien avancent lentement au coude au coude avec des invités européens de marque, dont le président du Conseil européen, Donald Tusk, les présidents allemand, polonais, lituanien, slovaque, géorgien et moldave.

Alors que la marche avance dans le centre-ville, les manifestants scandent "Dalia! Dalia!" saluant la présidente lituanienne Dalia Gribauskaite. AFP 22.02

Commentaire d'un internaute.

- "*Le président Viktor Ianoukovitch a été renversé par les terroristes d'extrême droite, tuant des policiers et des militaires, le souvenir de la population Ukrainienne s'est effacé, aujourd'hui l'ennemie est la Russie.; drole de mentalité, enfin s'ils sont content de commémorer un anniversaire, c'est leurs problèmes et pas le notre, mais que faisait Harlem Désir à cette manifestation de soutien à cette révolution d'extrême droite ?*"

Harlem Désir, le PS au côté des néonazis, des fachos, mais ils sont à leur place. Pourquoi, vous imaginiez quoi ?

Etre de droite, c'est aussi être d'extrême droite, c'est le contexte ou les circonstances qui servent de révélateur ou font le larron. Mon pauvre ami vous versez dans la caricature ? Plutôt expéditif comme formule, vous ne trouvez pas ? Discours outrancier s'il en est, non ? Vraiment ?

Lié viscéralement au système économique capitaliste, on est démocrate ou fasciste en fonction du cyle du capital dans lequel on se trouve ; en gros, en période d'expansion du capitalisme on est démocrate, progressiste, etc. et en période de crise du capitalisme on adopte le fascisme ou on s'en accommode, on s'en fait le complice. Nulle contradiction ici puisque la base est la même, l'adoption ou la soumission au capitalisme.

Quand les démocrates bourgeois ou petits bourgeois prétendent s'opposer au fascisme, c'est dans l'espoir de prendre la relève plus tard, pour se façonner une étiquette trompeuse, après avoir profité des conditions qui avaient ouvert la voie au fascisme au lieu de les combattre, ils en partagent donc la responsabilité et son coupable de l'avoir porté au pouvoir.

Selon la situation, ils sont patriotes ou ultra nationalistes, pacifistes ou soutiennent la propagande de guerre, dans tous les cas de figure ils sont colonialistes, impérialistes, esclavagistes.

Ils se partagent les étiquettes, les rôles, les places, les prébendes. Ils sont financés par la classe des capitalistes et son Etat. Ils se partagent le pouvoir politique ou gouvernent au service des capitalistes.

Ils défendent les institutions antidémocratiques en place, et quand ils feignent de les combattre c'est pour en prendre la direction

pour le compte de la classe dominante au nom et au détriment de la classe ouvrière et en tirer profit, autrement c'est pour imposer une dictature suspendant les libertés individuelles et publiques, à commencer par le mouvement ouvrier, ses organisations et ses partis, en particulier leur avant-garde révolutionnaire.

Ils partagent le même fond de commerce pour assurer la pérennité du régime. Grands bourgeois, aristocrates, issus de la bourgeoisie, acquis à l'idéologie dominante de par leur naissance, leur formation ou expérience politique, ayant acquis dans tous les cas de figure un statut privilégié qui les classe parmi les nantis, ils ne peuvent gouverner qu'avec le soutien de la petite bourgeoisie, des classes moyennes, accessoirement ou selon la situation l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures de la classe ouvrière, l'ensemble suffit pour entraîner des couches du prolétariat toujours aussi ignorant ou manipulable, conditionné par les médias, abruti, distrait, insouciant ou corrompu par un mode de vie infernal ou désuet qui laisse peu de place ou de temps libre à la réflexion indépendante susceptible de le remettre en cause.

Tant qu'ils n'avaient fait que trahir la cause qu'ils prétendaient défendre, tant qu'ils n'avaient fait que démontrer que leurs intentions ne correspondaient pas à la réalité, tant qu'ils n'avaient pas gouverné et montré de quoi ils étaient capables, on pouvait leur attribuer toutes sortes de qualités réelles ou fictives, on pouvait leur attribuer le bénéfice du doute plus ou moins hypocritement, plutôt plus que moins tant leur tendance à la capitulation s'était révélée être un penchant rédhibitoire au-delà duquel aucun retour en arrière n'est possible.

Maintenant on a le droit de se laisser abuser ou de s'abuser soi-même éternellement, on ne l'a pas d'abuser ceux au nom desquels on s'exprime.

Cette interprétation serait dogmatique ou sectaire diront nos contradicteurs. A la fin du XIXe siècle et au tout début du XXe les militants ouvriers ne combattaient pas seulement pour améliorer la condition des ouvriers, dans leurs discours figurait toujours la perspective d'en finir avec le capitalisme et l'espoir qu'une société meilleure et plus juste verrait le jour rapidement qu'on appelait socialiste. Relisez les documents de l'époque, visionnez les documentaires ou films qui ont été réalisés qui retracent le combat du mouvement ouvrier de cette époque et vous en aurez la confirmation, c'est d'ailleurs de là que je tire en partie cet argument.

Les militants ouvriers combattaient pour des augmentations de salaire, une réduction du temps de travail et d'autres droits sociaux, des droits politiques également, mais ils savaient que cela ne faisait pas le compte, que leurs combats se concluent par des victoires ou des défaites, ils avaient à l'esprit en permanence les conditions de travail et de vie des ouvriers, et quelque part c'était ce qui leur interdisait de s'accommoder du capitalisme et les reliait au socialisme, ils aspiraient profondément à une autre vie qui évidemment était incompatible avec le maintien du capitalisme. Pour eux, l'existence, le mode de vie des ouvriers demeurait insupportable, tout comme aujourd'hui où finalement nous ne sommes pas maître de notre emploi du temps, de notre destin, de rien en réalité, on ne fait que subir cette vie de labeure et de souffrances jusqu'à l'âge ou physiquement et intellectuellement on est diminué, la société capitaliste nous accorde généreusement la possibilité d'enfin profiter de la vie quand il est trop tard, quand elle s'achève ou lorsque le meilleur est déjà derrière nous.

L'ouvrier et le militant ouvrier ne voulaient pas subir plus longtemps cette existence cruelle qui leur était imposée, tel était à la base leur état d'esprit, leur motivation pour combattre et changer la société, leurs convictions reposaient sur le droit légitime d'exiger de pouvoir maîtriser leur destin au lieu d'être la proie de maîtres avides et cyniques.

Voilà ce qui serait dogmatique ou sectaire, refuser de déconnecter notre combat pour des revendications sociales du combat politique pour changer la société, abattre le régime en place, sous prétexte que bon nombre de travailleurs ou militants ne comprendraient pas qu'on puisse faire ce lien, à croire par exemple qu'il suffirait de leur accorder quelques euros ou dizaines d'euros d'augmentation pour qu'ils aient soudainement une vie merveilleuse ou s'épanouissent dans cette société, que miraculeusement toutes leurs difficultés aient disparu de leur existence et qu'ils aient enfin un idéal dans la vie, seuls des nantis peuvent le penser.

C'est en réalité adopter la mentalité du bourgeois sans bénéficier des avantages que lui accorde la société et qui lui rendent la vie agréable. C'est l'état d'esprit ou la mentalité du militant en général, du mouvement ouvrier, y compris son avant-garde qui se sont écartés ou ont tourné le dos au socialisme.

On leur rappelera que si le sort de l'humanité repose entièrement sur la capacité de la classe ouvrière à prendre le pouvoir politique ou d'assumer la tâche historique d'assurer la pérennité de la civilisation humaine, cet objectif est incompatible avec cet état d'esprit et qu'il y a lieu d'en changer sur le champ sous peine de voir la barbarie triomphée définitivement.

On peut partager ou non cette analyse, je vous ferais remarquer que je n'ai cité personne, je n'ai attaqué aucun parti, je n'ai fait référence à aucun dirigeant en particulier, de manière à ce chacun puisse réfléchir librement, tranquillement aux questions qui sont soulevées ici.

On n'a jamais nié la diversité des courants du mouvement ouvrier, on a seulement affirmé que notre courant politique devait combattre sur la base de son programme, du socialisme, et rien d'autre. Après tout chaque courant politique mène son

combat politique sur la base de ses principes ou idées, pourquoi ne devrions-nous pas en faire autant, pourquoi cela serait-il impossible ? C'est ce qu'on a voulu nous faire croire, c'est ce qu'on nous a inculqué au point que les militants en sont persuadés ou ne s'en rendent même pas compte, en gros le socialisme ou vouloir changer la société, c'est indéfendable, il faut renoncer à cet objectif.

Notre politique repose sur la classe ouvrière, elle s'adresse à elle, à l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuel des secteurs public et privé, à toutes les couches d'exploités, y compris les plus défavorisées, aux militants du mouvement ouvrier également, et si maintenant il y en avait qui la rejettaient ou que ce serait se couper de pans entiers du mouvement ouvrier, peu importe, à aucun prix nous ne changerons de politique ou de stratégie qui repose sur une analyse que nous venons d'étayer largement, sans entrer dans les détails historiques que chacun a en tête ou peut facilement retrouver.

Nous refusons de faire dans la démagogie ou le double langage qui consiste à trouver du bon et du mauvais en toute chose pour finalement arriver à la conclusion qu'elles se valent toutes, qu'il faut faire avec... C'est ce genre de raisonnement qui nous a conduit où nous en sommes. C'est aussi la méthode employée par ceux qui nous gouvernent si vous avez bien observé, finalement la finance, ce n'est pas si mal que cela. Même en Grèce...

Nous ne combattons pas les illusions des travailleurs sur leur terrain, car cela reviendrait à s'y adapter ou les entretenir, nous ne combattons pas les contradictions du capitalisme sur son terrain parce que cela conduirait à s'en accommoder, nous combattons les illusions des travailleurs et les contradictions du capitalisme sur un terrain de classe indépendant, le terrain du socialisme. Une autre position revient à s'interdire de rompre avec le capitalisme et ses institutions, voyez ce qui se passe en ce moment en Grèce.

Cette position est ni amendable, ni négociable.

Lénine eut-il une autre attitude tout au long de son combat politique ? Pas de réunification avec les mencheviks, aucune concession sur les principes et le programme, pas de participation au gouvernement Kerensky, on décide le jour de l'insurrection, on prend le pouvoir... Tout est lié. Conviction inébranlable, détermination absolue, persévérance, objectif clair.

Mise en scène digne des propagandistes du IIIe Reich.

La politique de l'Otan, de l'impérialisme américain et de Bruxelles est conforme aux voeux exprimés par les Ukrainiens, c'est la démocratie, la preuve :

- Des fleurs sont déposées devant les portraits des victimes. Des drapeaux ukrainiens bleu et jaune flottent dans la manifestation à laquelle participent aussi des parents avec leurs enfants.

- Une fois la procession arrivée sur la place Maïdan, la prière commune commence. Un ange passe. Beaucoup se mettent à pleurer.

- "Nous voulons la paix et nous espérons que les leaders européens qui sont à Kiev actuellement nous aideront", dit Valentina Oleksiivna, une femme médecin. "Nous espérons que l'Europe enverra ici un contingent de maintien de la paix", poursuit-elle.

- Natalia, une esthéticienne, est venue à la marche avec son fils Ostap de 11 ans. "Nous espérons beaucoup que l'Europe renforce ses sanctions contre la Russie et nous fournisse enfin des armes"

- Pour les Ukrainiens, les Occidentaux devraient se dépêcher. "Il reste peu de temps. Si l'Europe ne fait rien, il y aura une grande guerre", estime Nadejda.

- L'Europe doit comprendre que nous en sommes une partie. Et si cela va mal pour nous, cela ira mal pour elle aussi", renchérit Mykola Podrezan, assis dans son fauteil roulant.

La lutte contre le terrorisme ou la propagande de la classe dominante pour justifier l'instauration d'un Etat policier.

- Le Danemark durcit son plan antiterroriste - LeFigaro.fr

Mais ce plan musclé de 12 propositions, en préparation depuis les attentats de Paris, fait grincer des dents les experts juridiques, estimant qu'il risque de saper les principes de l'État de droit auquel est attaché le Danemark. Comme après les attentats de 2001 à New York et Washington, ou après ceux de Londres en 2005, les dirigeants danois de droite et de gauche ont fait adopter de nouvelles lois antiterroristes qui, selon les juristes, empiètent et limitent les libertés individuelles.

C'est «également le cas aujourd'hui», affirme Joern Vestergaard, professeur en droit pénal à l'université de Copenhague. Il pointe du doigt une mesure controversée de ce plan, autorisant les services du renseignement extérieur de la Défense (FE) à espionner les Danois jugés suspects à l'étranger, sans mandat d'un juge.

Mais «on est train de toucher aux principes fondamentaux de l'État de droit», affirme au Figaro M. Vestergaard, jugeant «profondément problématique pour la sécurité juridique de faire un programme qui met sur la touche les tribunaux et qui se déroule en silence dans l'ombre des services secrets». Ce plan, négocié actuellement avec les autres partis, constitue «un pas drastique, spécialement en ce qui concerne la surveillance (des citoyens)», pense ce juriste, craignant que les dirigeants de Copenhague n'adoptent une politique précipitée, sous l'effet de la panique.

Justifiant cette mesure, le ministre social-démocrate de la Défense, Nicolai Wammen, a expliqué qu'«on ne pouvait attendre des décisions de justice qui prennent du temps: il faut offrir la possibilité aux agents de FE sur le terrain d'intervenir concrètement et rapidement si une planification d'actes terroristes était en cours».

Un argument peu convaincant selon le professeur renommé Eva Smith. «C'est inacceptable dans une société libre et démocratique quand on laisse d'autres (le chef de FE en l'occurrence) que les juges évaluer le besoin de placer sous surveillance les citoyens», estime-t-elle. «Si les politiques pensent qu'un chef du renseignement peut être un aussi bon garant de la sécurité juridique qu'un juge, on n'est pas loin d'un État policier», s'alarme-t-elle. LeFigaro.fr 22.02

Stratégie mondiale du chaos.

Conditionnement des masses et guerre psychologique. Ils en rajoutent une couche quotidiennement pour terroriser la population et récupérer la mise, en vain.

- "Charlie Hebdo" : le mémorial des victimes de nouveau saccagé, place de la République - Francetv info

- L'Angleterre émue par le départ de trois lycéennes pour le djihad - L'Express.fr

- Un Britannique vend sa maison pour combattre l'Etat islamique en Irak - Francetv info

- Daech menace Rome d'invasion, les internautes italiens se moquent - Le Huffington Post

- L'État islamique menace d'envoyer 500.000 migrants en Europe depuis la Libye - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le populiste ne dira pas à qui cela profite, qui en est à l'origine ou encore moins pourquoi. A qui profite le populisme ?

- Mélenchon refuse "la logique de choc des civilisations" et met en cause les médias - AFP

Jean-Luc Mélenchon, leader du Parti de gauche (PG), s'est dit "contre la logique de choc des civilisations", dénonçant le rôle des médias qui passent "des heures d'informations faisant peur".

"Je suis contre la logique du choc des civilisations et je m'inquiète de voir que depuis le 11 janvier, c'est au quotidien, tous les jours, des heures et des heures d'informations dramatisant, faisant peur, on croirait que la France est pays antisémite rempli d'islamistes radicaux, prêts à égorger tout le monde au coin d'un bois", a dénoncé Jean-Luc Mélenchon dans l'émission C politique sur France 5.

"Que sont ces islamistes radicaux ? Des sectes comme nous en combattons d'autres, donc nous avons des armes, nous savons faire face", a-t-il dit. (Face au régime dont il s'accommode et qui en est responsable ? - ndlr)

"Le but politique de ces gens c'est de pousser les Français les uns contre les autres, donc il ne faut pas leur en donner les moyens. Je commence à être agacé de voir ces heures passées à décrire une France qui serait antisémite comme si nous étions chargés de faire la propagande de M. Netanyahu qui voudrait que les Français de confession juive quittent leur patrie pour aller en Israël. Ça suffit maintenant", s'est agacé le leader du Parti de gauche.

"Non il n'y aura pas de guerre civile en France des uns contre les autres, et la religion en politique c'est la catastrophe totale", a-t-

il lancé. (Que dire d'autre de l'opportunisme effréné ? Ne serait-ce pas la politique coloniale du gouvernement qui serait une "catastrophe totale" ? - ndlr)

Interrogé sur la montée du Front National, l'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle a là aussi pointé la responsabilité des médias. (Les médias sont à l'unisson du gouvernement, pourquoi ne pas en profiter pour le dire ? - ndlr)

"Des gens qui font le calcul que le FN est une bonne affaire et qui donc ont aidé à sa dédiabolisation, ont aidé à la mise en scène du personnage riant, chaleureux amical (...) Je sais qui fait des publi-reportages constant pour Mme Le Pen", a-t-il déclaré, en citant "la pravda de l'ordre établi: le journal Le Monde". AFP 21.02

Il en sait des choses... mais il passe à côté de l'essentiel. Serait-ce volontaire de sa part ? Disons que c'est devenu naturel chez lui, une seconde nature, cela remonte si loin qu'il ne s'en rend même plus compte ou rarement, pas au point de s'en vanter toute de même, il a une idée trop élevée de sa petite personne...

Grèce. Les masques tombent. Syriza ou l'imposture.

1- La Grèce crie victoire, la crise bancaire évitée - Reuters

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, s'est félicité samedi d'avoir mis fin à l'"austérité" en concluant avec le reste de la zone euro un accord sur la prolongation de l'aide financière.

- Accord européen sur la Grèce: Hollande salue "un bon compromis" - AFP

"Sur le dossier de la Grèce, nous avons cherché la bonne solution", a-t-il expliqué. "La bonne solution, c'était de prolonger le financement permettant à la Grèce d'assurer sa transition et de pouvoir honorer ses engagements".

"La bonne solution, c'était aussi de lui laisser le temps pour que ses réformes soient engagées et que le respect des électeurs grecs soit aussi préservé", a-t-il encore précisé.

L'Europe s'est engagée à prolonger le financement de la Grèce de quatre mois, mais sous de strictes conditions, soumises à examen dès la semaine prochaine.

Le compromis a été trouvé au prix de nombreux engagements grecs, au terme d'une réunion "laborieuse", la troisième en moins de dix jours pour les 19 ministres de la zone euro.

Athènes doit présenter d'ici lundi soir une liste de réformes qui devra être approuvée par ses créanciers, désormais désignés sous le terme d'"institutions" (UE, BCE et FMI), les Grecs ne voulant plus entendre parler de la "troïka".

"L'Europe, elle doit montrer de la crédibilité, elle doit montrer aussi de la solidarité. De la crédibilité parce que nous devons montrer que nous avons des règles et qu'elles valent pour tous les pays (...) De la solidarité, parce que quand il y a des pays qui souffrent, il est légitime que nous puissions les accompagner tout en leur demandant de respecter leurs engagements", a expliqué François Hollande.

"La Grèce a fait beaucoup d'efforts ces dernières années. Il y a eu beaucoup de sacrifices qui ont été demandés", a-t-il affirmé. "Maintenant il faut donner du temps, mais en même temps toujours respecter les engagements, car ce sont les contribuables français, allemands et européens qui ont permis que la Grèce puisse s'en sortir".

Rappel d'un internaute

- "*Faut-il rappeler que les trois pays les plus endettés d'Europe à plus de 2000 milliards chacun sont l'Allemagne, l'Italie et la France ? Et que le ratio au PIB n'est qu'un trompe l'œil : tant qu'ils ont la confiance des marchés tout va bien mais ces trois pays sont totalement incapables d'honorer leur dette si le vent tournait brutalement comme pour la Grèce.*

Faut-il rappeler que la dette publique par habitant est moins élévée en Grèce qu'en GB, France, Italie, Belgique (+ US et Japon) ? Curieux que la presse continue de nous parler de la dette colossale de la Grèce…"

2- En Grèce, départ de feu à la gauche de Syriza - liberation.fr 22.02

Aléxis Tsípras doit présenter ses réformes ce lundi. Un reniement, selon des membres de son parti.

Entre autres réformes attendues : un programme de lutte contre l'évasion fiscale, la bureaucratie et les cartels, ainsi que des privatisations désormais jugées acceptables.

Pour faire passer la pilule auprès de son électorat, quelques mesures sociales devraient figurer sur la liste.

Pas sûr que cela suffise. Car c'est à un vrai début de fronde qu'est désormais confronté le parti, qui pourrait remettre en question la stabilité du gouvernement.

Manólis Glézos, figure emblématique de Syriza et héros national pour avoir enlevé le drapeau nazi de l'Acropole pendant l'occupation, a fait parler la foudre dimanche. Dans un communiqué posté sur le site de sa mouvance au sein du parti, le doyen du Parlement européen a rappelé à qui veut l'entendre le programme de Syriza avant les élections. Dont l'annulation pure et simple des politiques d'austérité et des lois imposées en échange des plans d'aide. S'excusant auprès du peuple grec car «il a soutenu l'illusion que cela serait réellement fait», il a appelé tous les membres, militants et sympathisants de Syriza à l'insurrection contre l'accord et les concessions faites à Bruxelles vendredi. Giannis Milios, cofondateur du parti et responsable du programme économique jusqu'aux élections de janvier, a immédiatement posté le communiqué de Glézos sur son propre site.

Selon des médias grecs, plusieurs voix à l'intérieur du bureau politique de Syriza réclameraient même un «recours au peuple», c'est-à-dire un référendum, si cet accord interdisait de fait au parti de mettre en œuvre son programme. Des attaques à prendre au sérieux : l'aile gauche de Syriza, qui représente environ 30% du parti, est indispensable à l'exécutif pour conserver sa majorité parlementaire. liberation.fr 22.02

3- Le héros de la gauche grecque Manolis Glezos attaque le compromis de l'Eurogroupe - latribune.fr 22.02

L'homme qui avait ôté le drapeau nazi de l'Acropole en 1941 s'estime déjà trahi par le gouvernement grec. Il appelle à refuser le compromis et demande aux militants de décider.

Depuis Bruxelles, où il exerce ses fonctions de député européen élu l'an passé sur les listes de Syriza, ce vieil homme de 92 ans a publiquement « au peuple grec de [lui] pardonner d'avoir contribué à l'illusion » des promesse de Syriza.

« Dommage et encore dommage »

Dans un texte très virulent, dont on trouvera sur le site Okeanews la traduction en français, Ma nolis Glezos souligne que « changer le nom de la troïka en « institutions », celui du mémorandum en « accord » et celui des créanciers en « partenaires », ne change en rien la situation antérieure. » Il estime donc que le compromis trouvé à Bruxelles ne fera que poursuivre l'austérité. « Au lendemain des élections, d'une seule loi, nous abolissons la troïka et ses effets. Un mois est passé et cette promesse n'est toujours pas transformée en acte », affirme le texte qui ajoute « dommage et encore dommage. »

« La seule solution, c'est la liberté »

Manolis Glezos estime qu'il ne fallait accepter aucun compromis. « Entre l'oppresseur et l'oppressé, il ne peut être question de compromis, tout comme cela est impossible entre l'occupé et l'occupant. La seule solution c'est la liberté », indique le député européen qui appelle les militants et sympathisants de Syriza « à décider s'ils acceptent cette décision. » Bref, c'est un appel à la réflexion interne autour du compromis.

Epine dans le pied du gouvernement ?

Ce texte ne pouvait pas plus mal tomber pour Alexis Tsipras qui va devoir faire accepter à sa majorité le compromis bâti à Bruxelles. Du reste, plusieurs responsables de Syriza comme Sophia Sakofara, députée européenne, ou l'économiste John Milios, ont tweeté le texte de Manolis Glezos et fait part de leur soutien. Ceci dit, le gouvernement grec pourra aussi mettre cette agitation en avant pour justifier une certaine prudence vis-à-vis des demandes des « institutions », notamment concernant le marché du travail ou les assurances sociales. En attendant, le gouvernement a répondu gêné que, peut-être Manolis Glezos « n'est probablement pas bien informé des dures négociations qui se poursuivent. » latribune.fr 22.02

Commentaire d'un internaute.

- "*On notera que Manolis Glezos est, depuis 1974, une figure plutôt modérée au sein de la gauche. L'EDA reconstituée à la sortie de la dictature des colonels n'était plus celle de l'après guerre civile, elle avait largement évolué, la plupart de ses dirigeants rompant purement et simplement avec le KKE, et adoptant des positions même souvent plus modérées que celles du KKE-es (eurocommuniste, futur Synapsismos).*

Le passage au PASOK en 1980 et jusqu'au début des années 1990, malgré le deuxième gouvernement Andreas Papandreou,

malgré la corruption de "l'état PASOK" (le "gouvernement œcuménique" de 1989-1990 a eu notamment pour objet de lutter contre cette corruption généralisée au sein de l'état grec), puis ensuite le retrait sur la politique locale sont dans la droite ligne de cette évolution. Glezos a été ramené à la politique nationale en 2000 en étant candidat "d'ouverture" de Synapsismos, mais il se présentait alors volontiers comme "apolitique" (!), acceptant de mettre sa popularité personnelle au service d'un parti alors en pleine mutation réformiste (80% de sa direction de l'époque a quitté SYRIZA pour fonder la DIMAR en 2010), et sa participation à SYRIZA, un poil trop "rouge" à son goût, n'a pas été une évidence immédiate.

Sans le renfort (temporaire) de Mikis Theodorakis (qui est vite reparti dans ses habituelles lubies politiques), il est probable que Glezos se serait contenté de gérer son micro-parti "Citoyens Actifs", plus associatif qu'autre chose, au niveau simplement local. Et de fait, au sein de SYRIZA, il a défendu globalement des positions plus modérées que la majorité autour d'Alavanos puis de Tsipras, la seule exception étant la question tactique.

On notera donc que la première critique en quasi traitrise provient d'une personne située globalement sur la droite de Tsipras et du gouvernement, alors qu'à l'inverse, Panagiotis Lafazanis, principale figure de la "plate-forme de gauche" (aile gauche de SYRIZA, très proche de l'extrême-gauche) et ministre de l'environnement et de l'énergie, soutient sans ambiguïté l'action du gouvernement, alors qu'il n'a pourtant pas sa langue dans sa poche et a la critique facile et acerbe, surtout à l'endroit de la majorité de SYRIZA. "

Peut-être que peu de temps avant de passer l'arme à gauche, Manolis Glezos a 92 ans, regretterait-il de ne pas avoir refusé tout compromis avec le capital plus tôt, à moins que ce ne soit un éphémère instant de lucidité ou de conscience politique qui lui a échappé ?

Le gouvernement grec a accepté de négocier avec la troïka, il a accepté ce cadre, ces interlocteurs, il a mis le doigt dans cet engrenage infernal qui en fait un complice du capital, on ne dira pas qu'il aurait capitulé puisqu'il n'a jamais eu réellement l'intention d'adopter une autre position.

Il y en a parmi nous qui ont soutenu l'illusion contraire, ils se sont vendus eux-mêmes.

Ce sont ceux qui refusent de rompre avec les appareils syndicaux corrompus, qui à l'instar de Syriza acceptent le cadre des négociations que leur fixe l'Etat et le patronat depuis 70 ans. Ce processus a contribué à mieux enchaîner les travailleurs et le mouvement ouvrier au capitalisme et à faire en sorte qu'ils s'éloignent le plus possible du socialisme au point d'en ignorer les principes qu'ils ne peuvent pas adopter et encore moins défendre dans ces conditions là.

L'austérité, ils en parlent comme s'ils n'y avaient jamais participé.

- Les socio-démocrates européens contre une austérité suicidaire mais pour les compromis - AFP

Les partis de gauche classique européenne ont cherché samedi à regagner du terrain face à la gauche radicale et l'extrême droite, dénonçant "l'austérité suicidaire", mais non sans défendre le respect des engagements financiers, y compris par la Grèce.

Ces dirigeants, une quarantaine dont le Premier ministre français Manuel Valls et le suédois Stefan Lofven, le président du Parlement européen Martin Schulz, ou encore Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, ont surtout admis que "l'austérité n'a pas marché", dans une résolution sur les politiques de croissance et d'emploi, même s'ils ont défendu le principe de "responsabilité". (Sauf la leur ! Si l'austérité n'a pas marchée, c'est parce que les travailleurs l'ont rejetée, ils ne pouvaient pas le dire évidemment. - ndlr)

"Il faut gérer sérieusement nos finances publiques, nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir des déficits publics et il faut les réduire parce que nous sommes responsables par rapport aux générations à venir", a déclaré Manuel Valls à la presse, en marge de cette rencontre. (Vous avez déjà hypothéqué leur avenir. La soumission totale au marché est à ce prix. Qu'incarne-t-il d'autre ? Rien. -ndlr)

Cependant, "on ne peut avoir de réduction de la dette publique sans croissance et emploi", a expliqué de son côté Martin Schulz, président du Parlement européen. (Traduire : Croissance des profits... et des emplois précaires. - ndlr)

"L'austérité pour l'austérité, des politiques punitives pour les peuples, conduisent à la montée des populismes et notamment à affaiblir les possibilités de retrouver de la croissance et de la compétitivité pour nos pays", a ainsi nuancé M. Valls. (C'est le chef du gouvernement "pro-business" qui a parlé. - ndlr)

Une posture partagée par la plupart des intervenants venus s'accorder sur une doctrine économique, alors que la gauche classique européenne fait face à la montée de l'extrême droite et celle d'options de gauche antilibérales comme les mouvements Syriza en Grèce et Podemos en Espagne.

Ce qui différencie les socialistes de ces partis, c'est la "responsabilité", a déclaré Iratxe Garcia, chef de la délégation socialiste espagnole au Parlement européen. "Il y a des objectifs à tenir", selon elle. "Pour pouvoir investir, il faut pouvoir faire face aux paiements". (Traduire : Qui fixent ces objectifs sinon l'oligarchie financière qui détient le pouvoir et dont vous êtes la porte-parole. On aura compris qu'il ne peut exister une autre politique que néolibérale. - ndlr)

La Grèce a ainsi été très présente dans les débats et Manuel Valls a salué, à l'instar du président français François Hollande, le "bon compromis" atteint entre Athènes et l'Eurogroupe. "On donne du temps à la Grèce pour mettre en oeuvre ses engagements", a-t-il dit en insistant sur le fait qu'ils devaient être "respectés". (Cynique s'agissant d'une dette à vie dont les Grecs devraient subir les conséquences... - ndlr)

Les représentants de la Grèce, issus du parti Syriza "ont désormais accepté qu'ils négocient au nom d'un gouvernement et non comme leaders de partis", s'est félicité Martin Shulz. "On ne peut pas promettre aux électeurs votez pour moi et demain tout changera, a-t-il ajouté en évoquant le parti antilibéral espagnol Podemos, qui caracole en tête des sondages, à moins d'un an des législatives, prévues vers la fin de l'année. "C'est un rêve et ce n'est pas réaliste", a-t-il ajouté en se référant cette fois à Syriza. (Un cauchemar en réalité, les Grecs et les Espagnols ne tarderont pas à s'en apercevoir. Alors quelle autre alernative restera à part le socialisme, la rupture avec le capital et ses représentants ? - ndlr)

Les intervenants ont adopté en fin de séance une résolution dans laquelle ils s'engagent à promouvoir la compétitivité de l'Europe par le biais d'un programme ambitieux d'investissement, la défense de l'emploi qualifié et la lutte pour le travail des plus jeunes, non sans flexibilité. (Le traité de Lisbonne en somme... - ndlr)

Ils se sont dits favorables à un impôt sur les transactions financières.

L'ancien chef du gouvernement espagnol, le socialiste Felipe Gonzalez, a ouvert la réunion en appelant à arrêter "l'austéricide" ou "l'austérité suicide".

L'Union européenne est à "chaque fois moins unie et est davantage atteinte par la maladie du nationalisme", a-t-il déploré. AFP 21.02

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Etats-Unis

- La grève des raffineries touche 20% des capacités des Etats-Unis - Reuters

Le secteur du raffinage pétrolier aux Etats-Unis est entré dimanche dans sa quatrième semaine de grève, son plus important mouvement social depuis 35 ans, qui touche désormais 20% des capacités nationales de production, selon des responsables syndicaux.

Au total, 6.550 membres du syndicat United Steelworkers (USW) participent sur 15 sites, dont 12 raffineries, au mouvement entamé le 1er février après l'arrêt des discussions sur une nouvelle convention collective entamées par l'USW et la compagnie Shell Oil, filiale du géant Royal Dutch Shell.

Les pourparlers ont repris depuis mais ont été de nouveau interrompus vendredi, ont dit des sources proches des négociations. Cette nouvelle rupture a conduit à l'élargissement du conflit à Motiva Enterprises, une coentreprise entre Shell et Saudi Aramco.

La grève touche entre autres la plus grande raffinerie des Etats-Unis, celle de Port Arthur, au Texas, d'une capacité de 600.250 barils par jour.

L'USW réclame une convention collective de trois ans qui concernerait quelque 30.000 salariés dans 63 raffineries américaines représentant les deux tiers des capacités nationales.

Le syndicat reproche entre autres au patronat de compromettre la sécurité des conditions de travail en employant des travailleurs temporaires pour des opérations de maintenance.

Shell, dans une lettre aux salariés de son site texan de Deer Park que Reuters s'est procurée, explique pour sa part que l'USW souhaite le remplacement de travailleurs non-syndiqués par des membres du syndicat.

Outre Shell et Motiva, le mouvement social touche BP, Lyondell Basell, Marathon Petroleum et Tesoro, en Californie, au Kentucky, au Texas et dans l'Etat de Washington. Reuters 22.02

ECONOMIE

Le modèle économique mafieux américain doit devenir la norme en Europe et étendu au monde entier ensuite, à commencer par la Russie.

Grille de lecture.

- Ou la loi de la jungle de l'oligarchie financière...

- Relancer la titrisation, instrument financier occulte pour camoufler des actifs ou titres pourris...

- Comment accroître le pouvoir, l'emprise de la finance sur l'économie mondiale...

- L'UE conçue par l'oligarchie financière américaine pour servir ses intérêts, accessoirement ceux de ses alliés ou vassaux européens...

- L'union des marchés de capitaux, le retour en grâce de la finance à Bruxelles - latribune.fr 22.02

Jonathan Hill, le commissaire européen aux services financiers, a lancé le 18 février une consultation sur son projet d'union des marchés de capitaux. L'objectif étant de faciliter le financement des entreprises européennes, encore très dépendantes des banques, par les marchés.

Changement de statut pour la finance européenne. D'ennemi à encadrer par tous les moyens il y a six ans à peine, elle devient un allié indispensable des autorités politiques dans le cadre de leurs plans de relance de la croissance.

Aujourd'hui, selon le commissaire européen aux services financiers Jonathan Hill, qui a présenté mercredi 18 février un projet d'union européenne des marchés de capitaux, "le facteur de risque le plus important pour la stabilité (financière et économique), c'est l'absence de croissance." Et non plus la finance et ses dérives, qui, en 2008, avaient plongé le monde dans la plus grave crise financière depuis la Grande Dépression des années 1930.

Au contraire, Bruxelles, mais également Paris, redécouvre aujourd'hui les vertus de la finance. Pour la simple raison que, si les entreprises européennes manquent de financements le jour où elles auront enfin repris goût à l'investissement, la croissance économique ne redécollera pas. Pis, il deviendra plus compliqué pour les entreprises, les ménages et les États de rembourser leurs dettes. Or cette éventuelle insuffisance de financements n'est pas une simple vue de l'esprit, elle pourrait bel et bien se produire.

Les entreprises européennes se financent à 75% environ auprès des banques

D'abord parce qu'il faudra de moins en moins compter sur les finances publiques, très dégradées dans nombre de pays, pour dynamiser l'économie européenne. Ensuite, parce que les banques, du fait des nouvelles réglementations qui s'appliquent à elles depuis la crise financière, ont les coudées moins franches pour accorder des crédits.

"La réglementation européenne ne crée pas de croissance, elle en grignote même un peu. Mais il fallait la faire, au moment de la crise. Maintenant, il faut voir comment on peut construire un système financier plus efficace pour le financement de l'économie", estime un proche de Jonathan Hill.

De fait, plus d'un tiers (35% exactement) des PME de la zone euro n'ont pas obtenu tout le financement bancaire qu'elles avaient sollicité en 2013, assure la Commission européenne. Un handicap de taille pour les entreprises européennes, qui se financent à hauteur de 75% à 80% auprès des banques, une proportion exactement inverse à celle des Etats-Unis, où les sociétés privilégient le financement sur les marchés de capitaux.

Sans aller jusqu'à se calquer sur le modèle américain, l'économie européenne va donc devoir rééquilibrer ses sources de financement. Ce qui n'est pas simple, les marchés de capitaux étant sous-développés en Europe : la capitalisation boursière de l'Union européenne représente 64,5% seulement de son produit intérieur brut (PIB), contre un ratio de 138% aux Etats-Unis, selon les données de la Commission européenne.

Une consultation d'une durée de trois mois

Et encore, ces 64,5% ne sont qu'une moyenne. La situation est très disparate d'un pays européen à l'autre, la capitalisation boursière du Royaume-Uni représentant 121% du PIB, alors que cette proportion est de 35% seulement en Italie. "La crise (de 2008) a entraîné une fragmentation des marchés européens, les rendant moins profonds et moins liquides", explique-t-on dans l'entourage de Jonathan Hill.

Bruxelles pointe également du doigt des "barrières nationales", à l'origine des dysfonctionnements des marchés de capitaux en Europe, comme le droit des faillites et le droit des titres qui ne sont pas les mêmes suivant les pays, sans oublier l'absence d'harmonisation fiscale. Autant de spécificités locales qui découragent les investissements transnationaux.

Dans le prolongement du plan Juncker de 315 milliards d'euros pour la croissance, Lord Hill souhaite donc mettre en place d'ici à 2019 un "véritable marché intérieur des capitaux", afin de faciliter l'accès des entreprises - en particulier des 21 millions de PME européennes - aux financements de marché. Le commissaire européen a donc publié le 18 février un livre vert sur le projet d'union des marchés de capitaux, livre qui doit servir de base de consultation pour les entreprises, les investisseurs, les banques, le Parlement européen, le Conseil et autres parties prenantes, durant trois mois.

A partir des résultats de cette consultation, qui seront rendus publics en juin, la Commission européenne échafaudera des mesures législatives et juridiques, et le projet d'union des marchés de capitaux ainsi défini sera communiqué cet été, vraisemblablement en septembre. (L'annexe ou le complément financier au traité transatlantique qui sinon serait incomplet. - ndlr)

La relance de la titrisation à l'étude

Quant à sa mise en œuvre, elle prendra plusieurs années. Mais, au sein de ce plan de moyen et long terme qu'est son projet d'union des marchés de capitaux, Lord Hill a identifié quelques points sur lesquels il est possible d'agir rapidement. Comme une éventuelle révision de la directive prospectus, un sujet qui fera également l'objet d'une consultation durant les trois prochains mois, l'objectif étant de faciliter les démarches administratives des PME qui souhaitent lever de l'argent sur les marchés.

De la même façon, la Commission européenne vient de lancer une consultation sur la relance de la titrisation, pourtant accusée d'avoir provoqué la crise des subprimes (crédits hypothécaires américains risqués) en 2007.

Cette technique très décriée consiste, pour les banques, à transformer des créances en titres cédés sur les marchés, afin de récolter des fonds susceptibles d'être utilisés pour financer de nouveaux prêts. Pour mémoire, le marché de la titrisation des créances de PME européennes, qui ne pèse plus que 36 milliards d'euros aujourd'hui, s'élevait à 77 milliards d'euros en 2007, avant l'éclatement de la crise des subprimes.

Son potentiel dans le financement des PME semble donc évident. Il n'en reste pas moins que ce projet de relance de la titrisation constitue le meilleur symbole du changement d'attitude de Bruxelles à l'égard de la finance. Nécessité fait loi. latribune.fr 22.02

Haut de page

Le 24 février 2015

CAUSERIE

Collusion entre l'Émirat islamique, l'Otan et l'Etat sioniste, témoignages accablants.

1- Wesley Clark: "Our friends and allies funded ISIS to destroy Hezbollah"
https://www.youtube.com/watch?v=QHLqaSZPe98

Le général Wesley Clark, ancien suprême commandeur de l'Otan, a déclaré à CNN que l'Émirat islamique (dit « Daesh ») avait été « créé par nos amis et nos alliés pour vaincre le Hezbollah ».

Le général Clark mettait ainsi clairement en cause la responsabilité d'Israël.

Depuis 2001, le général Clark est le porte-parole d'un groupe d'officiers supérieurs opposés à l'influence israélienne sur la politique extérieure des États-Unis, à ses développements impérialistes agressifs et au remodelage du « Moyen-Orient élargi ».

Il s'était opposé au déploiement de troupes en Irak, et aux guerres contre la Libye et contre la Syrie. voltairenet.org 21.02

2- Crash de deux avions britanniques transportant des armes destinées à Daesh - french.irib.ir

"Deux avions britanniques ayant à leur bord des armes destinées au groupe terroriste de Daesh se sont écrasés dans la province d'Al-Anbar", a annoncé le président de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien.

Selon Farsnews, Hakem Al-Zameli, le Président de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien, a déclaré que les forces de sécurité irakiennes avaient abattu ces deux avions britanniques transportant des armes, à destination de Daesh, dans la province d'Al-Anbar. "Cette province s'étale sur de vastes étendues et le peuple nous rapporte que les avions américains et britanniques acheminent, quotidiennement, des armes à Daesh", a-t-il souligné.

En allusion au fait que les Etats-Unis préfèrent que la province d'Al-Anbar soit une arrière-cour chaotique, à proximité de Karbala et de Bagdad, ce responsable irakien a affirmé: "La Commission de la sécurité et de la défense du Parlement dispose de photos de ces deux avions britanniques ayant à leur bord des armes et des munitions, destinées au groupe terroriste de Daesh". Hakem al-Zameli a noté que le Parlement irakien a exigé des explications sur cette affaire. french.irib.ir 23.02

Aveu. Le Crif ou le sionisme comptatible avec Marin Le Pen.

- Le FN est un "parti à éviter" mais "Marine Le Pen est irréprochable", selon le président du Crif - Francetv info

Roger Cukierman, n'a pas convié le Front national au 30e dîner du Crif, lundi 23 février à Paris. Marine Le Pen est pourtant "irréprochable", selon le président du Conseil représentatif des Institutions juives de France (Crif), interrogé par Europe 1.

Questionné à propos de l'attrait que représente le Front national pour les électeurs de confession juive, Roger Cukierman a jugé que le phénomène "est extrêmement minoritaire". "Je crois que nous sommes tous conscients dans le monde juif que, derrière Marine Le Pen, qui est irréprochable personnellement, il y a tous les négationnistes, les vichystes, les pétainistes et donc pour nous, le Front national est un parti à éviter", a-t-il poursuivi.

Cette distinction a fait bondir Serge Klarsfeld : "Mme Le Pen n'a pas rompu avec son père. Elle dirige le Front national qui porte le passif des prises de position antisémites du père qui est président d'honneur du FN, a réagi auprès de l'AFP l'avocat et historien, fils d'un déporté à Auschwitz-Birkenau.

Ni Marine Le Pen (FN) ni Jean-Luc Mélenchon (PG), l'un et l'autre dénonçant régulièrement une réunion "communautariste", ne participeront au dîner du Crif. L'évènement attire 700 invités dont de nombreuses personnalités politiques de tous bords. Francetv info 23.02

Serge Klarsfeld ferme les yeux sur les néonazis au pouvoir en Ukraine tout comme son ami BHL qui le soutient...

Commentaires d'internautes.

1- "Vont-ils oser se poser la question de savoir s'il y a un lien entre les propos de Netanyahu en août 2014, la reconnaissance de la Palestine par la France en décembre 2014 et les attentats en France en janvier 2015 ?"

2- "Et le diner chez les non-croyants, c'est pour quand ?"

3- "Dans son plan de lutte contre l'antisémitisme, il serait peut être utile de mettre l'action suivante: éviter que le président et le gouvernement de la France dite laïque ne se rendent en grande pompe à certains diners communautaristes."

4- ""le Crif est l'organe de représentation politique d'une communauté juive", ce qui est totalement anti-républicain, notre république ne reconnait aucune communauté sinon la communauté nationale. François Hollande bafoue donc notre république en y allant."

5- "Hollande, qui cache en permanence derrière sa bedaine et son air niais une volonté et une capacité de manipulation sans limites, trône donc comme régulièrement au diner du CRIF qui ne représente plus depuis longtemps les français juifs mais les sionistes français...."

6- "Plus question de laicité lorsqu'il s'agit de resserrer les liens avec la puissante machine politico financière du sionisme français...

Elle met évidemment dans l'embarras la frange du PS qui est liée depuis toujours aux droits des Palestiniens. Mais vu le climat actuel en France, cette cause ne génère plus d'enthousiasme..."

De la France aux Français à la France aux sionistes : même combat ! .

- «Les juifs sont chez eux en France, pas les antisémites», clame Hollande devant le Crif - LeParisien.fr

Les antisionistes étant assimilés à des antisémites par cette saloperie et son Premier ministre, Hollande prononce ainsi la Nakba des opposants au sionisme. Qui a inspiré à Hitler l'holocauste contre la Palestine, qui est à l'origine de ce troc monstrueux ?

Si les antisémites n'ont pas leur place en France, il faut commencer par expulser les sionistes responsables ou complices du massacre des sémites,les Arabes ou Palestiniens.

- Boycott du dîner du Crif par le CFCM : « Incompréhensible » selon Roger Cukierman - Public Sénat

Après les propos équivoques du président du Crif, qui a affirmé que "toutes les violences aujourd'hui étaient réalisées par les jeunes musulmans." AFP 23.02

Le sionisme, cette maladie contagieuse transmise par la classe dominante et ses représentants au pouvoir. Elle a l'odeur du dollar, du pétrole et du gaz : nauséabond !

C'est le capitalisme, la crise du capitalisme qui est responsable de la haine aveugle de l'autre qui ne nous ressemble pas, de la xénophobie et ses déclinaisons racistes ou discriminatoires.

Donc la seule manière cohérente de combattre efficacement ou sérieusement ce comportement ou ces préjugés, cette «lèpre», doit consister à s'attaquer à sa racine pour l'extraire, l'éradiquer, au terrain sur lequel il se développe ou qui lui est propice, le capitalisme et ses fondements qui à l'origine repose sur la négation de l'égalité de droit entre les hommes, inégalité qui ensuite se répercute à tous les niveaux de la société et au sein de tous les rapports sociaux, les représentants de la classe dominante s'employant à les entretenir pernicieusement pour ensuite accuser le peuple ou certaines couches de la population opprimée d'en être responsable qu'ils répriment par la suite.

Le régime se maintient en place principalement grâce à l'ignorance des masses exploitées qu'il peut ainsi manipuler. Il n'est pas dans son intérêt de combattre leur ignorance qui permet de les diviser ou de dresser ses différentes couches les unes contre les autres au lieu qu'elles se rassemblent ou s'unissent et axent leur combat politique contre le régime pour le renverser.

Voilà ce qu'il faut expliquer patiemment aux travailleurs en démontant un à un les arguments de la propagande officielle reprise par l'ensemble des médias notamment, afin de les aider à interpréter la situation conformément à leurs besoins, partant du constat qu'ils n'ont aucun intérêt à vivre un jour de plus sous le régime capitaliste synonyme de haine aveugle, d'inégalités croissantes, d'injustice et de guerre et que le socialisme constitue la seule alternative politique permettant d'entrevoir une société meilleure, plus juste, et que cet objectif est à leur portée dès lors qu'ils se rassemblent, s'organisent, construisent le parti politique qui leur est indispensable pour vaincre le capitalisme et s'emparer du pouvoir, tout le pouvoir.

Vers un Etat policier conforme aux besoins de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste

Si vous avez lu la causerie d'hier, vous avez pu constater comment l'Otan, Bruxelles et le régime néonazi de Kiev via les médias s'y prenaient pour présenter leur politique en Ukraine, qui répondrait aux souhaits formulés par les Ukrainiens eux-mêmes et la justifier du même coup, le tout enrober dans une scène digne des propagandistes du IIIe Reich.

Hollande fait de même, ce n'est pas nouveau certes, mais on profite de la fraîcheur des infos pour montrer à quel point c'est devenu systématique ou la marque de fabrique de sa gouvernance.

Ce n'est pas le gouvernement qui entend s'attaquer à la liberté d'expression déjà limitée par l'ampleur de la disproportion des moyens dont disposent les différents courants politiques pour faire connaître leurs idées ou propositions, c'est la population qui le demande à une écrasante majorité, 92% qui partageraient donc le contenu de la propagande officielle.

Autrement dit, l'Otan et les Américains disposent de la légitimité du peuple ukrainien pour fournir des armes aux milices néonazis de Kiev afin de massacrer les opposants au régime fasciste de Kiev, massacres sur lesquels le régime n'aura donc pas à se justifier par la suite. Et Hollande dispose de la légitimité nécessaire pour entamer la chasse aux sorcières contre tous les portails ou blogs qui remetterauent en cause sa politique et celle d'Israël à la demande du peuple français qui lui sert de caution, pourquoi pas sur la base de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme.

Lundi 22 février 2015

- Réseaux sociaux: une majorité de Français pour la régulation des propos haineux - AFP 22.02

Une majorité de Français est favorable à une meilleure régulation des propos haineux tenus sur les réseaux sociaux, selon un sondage Opinionway pour l'Union des étudiants juifs de France (UEJF), qui organise dimanche à Paris les Assises de la lutte contre la haine sur internet.

Selon ce sondage, publié dans le JDD, 92% de la population est favorable à l'idée de bloquer et déférencer les sites internet faisant l'apologie du terrorisme, et 89% sont partisans de "responsabiliser les opérateurs comme Google, Facebook et Twitter pour une plus grande maîtrise des contenus diffusés".

Ils sont également majoritairement favorables à la proposition d'instaurer "un système d'amendes pour les auteurs de messages de haine" (83%), ou de "rendre systématique le renseignement, lors d'une inscription sur une plateforme ou un réseau social, de son identité officielle dans un formulaire restant confidentiel" (78%).

Par ailleurs, 83% estiment que la possibilité de poster sur internet des contenus sous couvert d'anonymat "favorise l'expression de propos haineux" et 74% qu'elle représente "un danger pour la société".

Et 68% pensent que cet anonymat "permet à toute les opinions d'être représentées". AFP 22.02

Le lendemain, mardi 23 février 2015

- Dîner du Crif: Hollande veut renforcer la répression contre la «lèpre» de l'antisémitisme - 20minutes.fr

Des «sanctions plus rapides et plus efficaces» vont être prises. Le président souhaite que «tout propos de haine, raciste, antisémite ou homophobe ne relève plus du droit de la presse mais du droit pénal». De plus, sera renforcé le caractère aggravant de la connotation antisémite d'un délit.

Dans le prolongement du voyage de Bernard Cazeneuve aux Etats-Unis, où il a convié en France les géants du Net en avril, François Hollande a placé ces majors devant leurs responsabilités: «S'ils ne veulent pas être complices du mal, ils doivent participer à la régulation». «Nous fixerons un cahier des charges clair et précis nous contrôlerons son application.» De plus, les moyens de la plate-forme Pharos de signalement de contenus illicites seront renforcés. 20minutes.fr 23.02

Son discours s'inspire de celui de G.W. Bush renvoyant dans le camp du mal tous ceux qui refusent de cautionner sa politique belliqueuse et guerrière, impérialiste, calquée sur celle des Etats-Unis.

Certains militants ou lecteurs m'ont écrit il y a quelque temps que certains sujets abordés dans ce portail n'étaient pas leur tasse de thé ou ne les intéressaient pas, ce qui était leur droit.

J'ai cru comprendre qu'ils ne comprenaient pas pourquoi nous insistions tant sur le sionisme et les liens qui existaient entre le sionisme et l'oligarchie financière anglo-saxonne ou encore l'idéologie ou la stratégie politique néolibérale, le néolibéralisme économique, alors que cela sautait aux yeux et qu'on ne pouvait pas interpréter la situation ou comprendre l'un sans comprendre l'autre, comment ils fonctionnent, leur rôle respectif, les relations qu'ils entretenaient, de quelle manière ils se combinent, leurs contradictions évidemment, bref, leurs rapports intimes qui finalement sont à relier à l'évolution du capitalisme et ses contradictions, ne nous écartant pas du marxisme ou du socialisme faut-il noter au passage.

Si des sionistes n'étaient pas à l'origine du néolibéralisme, si le néolibéralisme ne constituait pas l'idéologie adoptée par les dirigeants de l'oligarchie financière qui trônent au sommet de la pyramide du capitalisme, si tel était le cas nous aurions tort effectivement de nous focaliser sur cette question, mais ce n'est pas le cas et cette question est précisément au centre de la stratégie politique de notre ennemi qui en a fait un axe de combat contre tous les peuples de la terre entière afin de les soumettre à leur impoyable dictature, ne reculant devant aucune cruauté pour parvenir à leur fin après avor créer Al-Qaïda et l'Emirat islamique ou Daesh (parfois écrit Daech selon les sources), parce que finalement c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour tenter de sauver leur système économique et conserver le pouvoir.

Partant de là ou une fois dressé ce constat sur la base d'une multitude de faits que les lecteurs ont eu à leur disposition et ont pu recouper pour en vérifier la validité ou le sérieux, il aurait été irresponsable de notre part de négliger cette question ou pire de l'occulter comme le font les dirigeants de tous les partis dits ouvriers, à moins d'avoir l'intention de vouloir induire volontairement les lecteurs ou militants en erreur.

On ne demande à personne de nous croire sur parole ou de nous faire confiance répétons-le pour la énième fois, on se base uniquement sur les faits.

D'ailleurs c'est bien simple, chacun a pu le vérifier immédiatement par lui-même en lisant plus haut cette causerie, non seulement, vous avez trouvé confirmation que nous ne nous sommes pas fourvoyé ou que nous ne sommes pas tombé sous l'emprise de je ne sais quelle théorie qui servirait de couverture à un antisémitisme inavouable notamment.

Quand un pays ou un Etat aussi minuscule qu'Israël, que les représentants d'une communauté ultra minoritaire représentant moins de 0,2% de la population mondiale entend dicter sa loi aux chefs d'Etat du monde entier et concentrent autant de pouvoir entre leurs mains, vous êtes bien obligé d'en conclure qu'ils représentent forcément autre chose, une formidable puissance qui dépasse celle des Etats les plus puissants et les plus riches de la planète tels les Etats-Unis ou la France, vous n'avez pas besoin de chercher bien loin pour trouver qui ou quoi peut disposer d'un tel pouvoir, à part l'oligarchie financière, les 1% qui possèdent plus de richesses que la moitié de la population mondiale, les 80 ultra riches qui selon Oxfam détiendront à elles seules en 2016, , autant que 3,5 milliards d'individus réunis (Francetv info 19.01 - causerie du 21 février 2015).

C'est là qu'on s'aperçoit que le sionisme ne sert pas les intérêts particuliers des juifs, ce qui est une fausse piste destinée à alimenter l'antisémitisme et détourner le combat des masses de ceux qui détiennent véritablement le pouvoir, à savoir l'oligarchie financière qui utilise le sionisme comme instrument de guerre psychologique, idéologique et politique contre les masses exploitées pour les soumettre au néolibéralisme ou permettre à l'oligarchie financière d'atteindre les objectifs économiques, sociaux et politiques qu'elle s'est fixée, parmi lesquels figure sa domination absolue ou sans partage sur le Moyen et Proche-Orient, sur l'Afrique, l'Amérique latine et évidemment l'Europe, dans le prolongement la Russie puis la Chine, n'ayant plus ensuite qu'à se baisser pour mettre la main sur le reste du monde.

Ces objectifs coïncident avec une concentration du pouvoir économique et politique sans équivalent dans le passé, conformes à l'évolution du capitalisme mondial en putréfaction, qui ne peut plus assumer ses contradictions, qui est dans l'impossibilité de contenir la crise mortelle qui le frappe et le menace d'effondrement, d'en atténuer ou d'en ralentir les effets dévastateurs présents et à venir. Concentration de tous les pouvoirs entre leurs mains qui est une nécessité absolue et non une lubie de capitalistes cupides ou avides de richesses ou de pouvoir, d'où les guerres incessantes, les pressions ou l'acharnement dont ils font preuve sur la Russie pour qu'elle adopte rapidement le modèle américain ou néolibéral, etc. la liquidation de tous les acquis sociaux et politiques du prolétariat, de toute trace de démocratie une fois le pouvoir politique soumis à des institutions supranationales ou créées de toutes pièces par l'impérialisme américain, l'UE, la BCE, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, etc., les libertés individuelles devant être placées sous surveillance, la population faisant l'objet d'un contrôle renforcé, toute opposition politique étant censurée, bannie à défaut de pouvoir en supprimer physiquement les auteurs, pour le moment, l'instauration de régimes policiers ou dictatoriaux dans tous les pays dont les dirigeants sont acquis au néolibéralisme à commencer par l'Europe doit devenir la règle, l'union bancaire européenne, les traités transatlantique et transpacifique, etc.

Bref, rien ne doit leur échapper, leur pouvoir politique doit être sans faille, total, absolu, c'est la condition indispensable pour conserver leur pouvoir économique qu'ils savent menacé par les besoins croissants de plus de 7 milliards d'hommes et de femmes, leurs ennemis. Oui c'est à cette échelle-là qu'ils se situent et ce n'est pas le peuple américain qui dira le contraire pour en être la première victime depuis bien plus longtemps que nous.

Et s'ils ont recouru à un système ou des méthodes mafieuses depuis le début des années 70 pour assurer la pérennité de leur hégémonie sur l'économie mondiale, c'était à la fois pour éviter qu'elle ne s'effondre et lui permettre de passer le cap qui leur permettrait d'atteindre l'objectif politique d'imposer un gouvernement mondial ou un nouvel ordre mondial dont ils seraient les seuls maîtres à bord et bénéficiaires, parvenant ainsi à détenir la totalité du pouvoir sans partage, de telle sorte qu'ils peuvent dicter leurs lois à la terre entière sans avoir à en référer à quiconque, sans avoir à se soucier de quelconque contradictions économiques qui seraient décrétés obsolètes, puisque la lutte des classes serait abolie de même que les rapports entre les différents facteurs entrant dans la composition du capital, entre capital constant et capital variable, taux de profit, plus-value, etc. tous ces facteurs et rapports n'ayant plus aucun effet sur le cours de l'économie mondiale ou les lois de fonctionnement du capitalisme n'ayant plus cours, l'économie mondiale fonctionnant désormais par décrets ou lois auxquels la population mondiale est soumise.

Quand on dit que la lutte des classes serait abolie, on signifie par là que le prolétariat serait définitivement vaincu, incapable de renverser l'ordre établi ou de s'emparer du pouvoir politique, tandis que le socialisme demeurerait à l'état d'utopie. On est bien parti dans cette direction-là, simple constat. On peut se gargariser de formules ou de mouvements sociaux qui éclatent ici ou là quelque part dans le monde, de crises politiques qui enflent et se dégonflent aussi vite, en attendant on observe que la classe dominante avance sur tous les fronts pendant que nous ne cessons de reculer ou de perdre du terrain depuis des décennies et que cette tendance n'est pas prête de s'inverser apparemment. Et ce ne sont pas les réactions politiques qui ont suivi les événements de début janvier qui démontreront le contraire, hélas !

Notre seul salut, c'est le socialisme, le retour au socialisme ou l'adopter. Encore faudrait-il qu'on se mette d'accord sur ce que cela signifie compte tenu des transformations qu'ont connu la société et le monde depuis 70 ans, or on en est toujours totalement incapable, il est là le terrible drame.

On a du mal à accepter que ce serait là le sort inéductable qui aurait été réservé à l'homme, s'élever jusqu'à un certain degré de civilisation pour finalement retomber à un état primaire ou au stade de la barbarie et ne jamais plus en sortir jusqu'à l'extinction de son espèce.

C'est ce que doivent se dire bien des Irakiens et des Syriens ou des Afghans notamment, on a envie de dire trop tard, alors qu'ils n'y sont pour rien ou n'ont jamais eu l'occasion d'échapper à cette épouvantable et injuste épreuve qui leur est tombée dessus.

Ce n'est pas le cas des masses des puissances occidentales, particulièrement les intellectuels, les couches supérieures et les dirigeants du mouvement ouvrier qui en portent la terrible responsabilité. Chaque militant devrait bien y réfléchir.

En complément. Quand les sionistes terrorisent les juifs.

- Par crainte de mettre ses abonnés en danger, un magazine juif berlinois est désormais livré sous pli discret - Slate.fr

Il n'y a pas qu'en France que les juifs vivent dans un climat de peur. Slate.fr 23.02

A Gaza aussi ! En Syrie et en Irak aussi la population a peur de se faire égorger par les supplétifs de Tsahal ou Daesh. Ceci a un rapport avec cela. Ne pas faire le lien entre les deux cela s'appelle se livrer à une manipulation des conscience au profit d'Israël. Slate est le portail d'Attali pour rappel, qui rêve de faire de Jérusalem la capital du monde !

ACTUALITE EN TITRES

Matraquage quotidien des stratèges du chaos et du terrorisme.

- Racisme sur Internet: Taubira veut «une lutte sans merci» - 20minutes.fr

- Terrorisme: «Le projet politique de l'organisation Etat islamique pourrait bien réussir» - 20minutes.fr

- Après Daech et Boko Haram, les shebab soignent toujours plus leur com' - Lexpress.fr

- Le nouveau chef du Pentagone promet à l'EI une « défaite irréversible » - LeMonde.fr

- L'Etat islamique publie une vidéo de combattants kurdes prisonniers dans des cages - Atlantico.fr

- Sept à Huit : les confidences de Morten Storm, djihadiste repenti devenu agent de renseignement - Atlantico.fr

- Iran nucléaire: bras de fer entre Américains et Iraniens à Genève - AFP

Propagande de guerre contre les insoumis à l'Empire.

- Hongrie: le tout-puissant Orban essuie une défaite symbolique - AFP

- En Syrie, le régime continue à massacrer les civils - LePoint.fr

- Omar el-Béchir : « Nous n'avons pas besoin des Occidentaux pour nous développer » - LeMonde.f

- L'armée ukrainienne dénonce des attaques séparatistes - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Comment les dirigeants syndicaux légitiment le recours au 49.3 et la loi Macron.

Rien ne les arrête non plus, difficile d'imaginer plus pourris. Il faudrait qu'ils soient menacés d'extermination pour cesser de soutenir le gouvernement en place, donc par défaut, ils se désisteraient ou se planqueraient, sinon tant qu'il s'agit des travailleurs et leurs acquis ils ne trouvent rien à redire, ils répondent toujours présents à l'appel. Ces agents du capital ont le soutien des dirigeants de tous les partis dits ouvriers sans exception.

- Manuel Valls prend le risque de lancer la réforme du dialogue social - 20minutes.fr

Après le recours à l'arme du 49-3 pour l'adoption du projet de loi Macron, Manuel Valls prend le risque d'ouvrir un nouveau chantier, mercredi, celui d'une réforme du dialogue social dans l'entreprise. Un pari d'autant plus hasardeux qu'il ne peut s'appuyer sur un accord patronat-syndicats.

Le Premier ministre reçoit mercredi à 15h à Matignon les leaders de trois organisations patronales (Medef, CGPME, UPA) et de cinq syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) pour lancer les consultations sur les grandes lignes de cette réforme, qu'il veut créatrice d'emplois.

Estimant «essentielle» la modernisation du dialogue social, il entend légiférer après l'échec de la négociation sur ce sujet entre les partenaires sociaux.

Le gouvernement souhaiterait boucler le projet de loi ce printemps pour un examen par le Parlement en session extraordinaire en juillet, après le Congrès du PS, en juin à Poitiers, qui focalise l'attention. Pour éviter tout nouveau recours au 49-3, ce que toutefois le Premier ministre n'exclut pas, le cas échéant, le gouvernement devra rassembler sa majorité, et en particulier les députés socialistes «frondeurs», souvent sensibles aux arguments des syndicats.

Il s'agit d'un exercice d'équilibriste: élaborer une réforme qui ne soit pas a minima, avec l'agrément des syndicats - tout au moins des réformistes - sans susciter un tollé patronal. Une mesure semble en bonne voie, la création d'une représentation externe pour les salariés des Très petites entreprises (TPE, moins de 11 salariés). Réclamée par les syndicats, elle est approuvée par le Medef et l'UPA, mais pas par la CGPME. 20minutes.fr 23.02

Supprimer des droits aux travailleurs permettrait de réaliser une "réforme (...) créatrice d'emplois", voilà le cadre que ces ordures ont accepté, en notre nom.

Pour poursuivre notre réflexion politique.

Il y en a qui ont justifié le refus de rompre avec les appareils vendus des syndicats prétextant en tirer des avantages.

Question : Lesquels puisque le parti n'existe pas ? Lesquels puisque finalement au lieu de voir notre condition d'existence s'améliorer elle n'a fait que se détériorer depuis plus de 30 ans. Des avantages pour qui ? Purement corporatistes. Non ? Ont-ils permis d'empêcher la décomposition de l'enseignement en France ? Non, elle se poursuit inexorablement. Ont-ils permis de maintenir le droit à la santé pour tous ou de le conquérir ? Non, il n'a cessé de regresser. Ont-ils permis de préserver les retraites ou de partir plus tôt ? Non, plutôt l'inverse, plus tard ! Ont-ils permis d'empêcher la généralisation de la précarité ? Non, bien au contraire. On continue ou cela suffira ?

Vous voulez qu'on se livre au même exercice sur le plan politique, attention le résultat serait le même, en plus amplifié encore et sans appel !

Alors une question se pose : Ces dirigeants se sont-ils totalement fourvoyés, leur stratégie était-elle la bonne ou était-elle erronée, à moins qu'ils n'aient été corrompus aussi tout simplement ?

Je ne sais pas ce que vous en pensez, si on me proposait de participer à une réunion qui devrait se solder automatiquement par la réduction des droits des travailleurs, je refuserais tout bonnement d'y participer et je m'empresserais de tenir informer les travailleurs de sa teneur, et si le contexte le permettait je lancerais une grève à partir de ce jour-là, illimitée évidemment jusqu'à l'abandon de la mesure annoncée.

Haut de page

Le 25 février 2015

CAUSERIE

32 articles ont été ajoutés.

On essaie de reprendre l'actualisation régulière du site mais ce n'est pas évident, j'ai encore des travaux à faire et je ne peux pas me payer le luxe de rémunérer des ouvriers pour le faire à ma place.

J'ai enfin réglé ce matin un gros problème. Les impôts vont me reverser 35.000 roupies (450 euros environ) qu'ils me doivent depuis... mars 2014 !

Vous êtes inquiet ? Non, moi non plus. Le règne de la terreur en guise de gouvernance.

- Ces drones qui sèment l'inquiétude - Francetv info

Prêter à la population un état d'esprit qui n'est pas le sien pour la contraindre à l'adopter en recourant à des méthodes crapuleuses (sondages truqués, témoignages fabriqués, etc), stigmatiser ses préjugés réels ou fictifs pour la culpabiliser et lui faire porter la responsabilité de la situation actuelle, créer une atmosphère délétère pour la convaincre d'adhérer à la politique du gouvernement qui oeuvrera pour y mettre un terme, en réalité qui la rendra encore plus irrespirable, par n'importe quel moyen parvenir à créer les conditions qui lui permette de revendiquer une légitimité que lui refuse le peuple, usurpée.

Au déni de la réalité en permanence déformée vient s'ajouter toute la panoplie des mécanismes psychologiques destinés à manipuler les conscience qui caractérisent un régime d'imposteurs aux abois à défaut de pouvoir assumer ses réelles intentions, à ce jeu-là le PS est le maître en la matière, il distance même l'extrême droite qui ne peut pas camoufler très longtemps sa véritable nature.

La société qu'ils nous préparent. Conditionné, zombie, mutant, lobotomisé.

Pédomarketing

- Publicité: «Dès l'âge de 2-3 ans, les enfants reconnaissent les logos des marques» - 20minutes.fr

Camp de travail, bagne, esclavage, autant s'y adapter le plus tôt possible.

- L'école dans l'entreprise et l'évaluation des élèves au programme de Rue des Ecoles - L'Express.fr

L'avantage de s'y prendre très tôt et de n'avoir rien connu d'autres, c'est qu'on est incapable d'imaginer que cela pourrait exister ou qu'une autre société serait possible. On est prisonnier d'un système qui par définition se justifie par lui-même et il est extrêmement difficile d'en sortir...

Comment vous persuader que l'exception pourrait devenir la règle ?

Trois adolescentes britanniques ont rejoint l'EI - Francetv info

Avant les 7 et 9 janvier, ils ne savaient rien... Vraiment ? La preuve du contraire.

Question : S'ils nous ont menti sur ce point capital, pourquoi ne nous cacheraient-ils pas des éléments de cette opération qui remettraient en cause en partie la version officielle qu'ils nous ont fournie ?

- Attentats : comment l'épouse d'Amedy Coulibaly a fui la France - lepoint.fr

Commentaire accompagnant une photo : "Hayat Boumeddiene présente son passeport à l'aéroport Sabiha Gokcen à Istanbul, le 2 janvier 2015, accompagnée d'un homme identifié comme un Français de 23 ans, Mehdi Sabry Belhoucine".

Qui est Hayat Boumeddiene ? Une enquête du Monde publiée ce mardi nous en apprend un peu plus sur l'épouse d'Amedy Coulibaly, l'auteur de la tuerie de l'Hyper Cacher.

La jeune femme, aperçue pour la dernière fois le 2 janvier par des caméras de surveillance à l'aéroport d'Istanbul en compagnie d'un certain Mehdi Belhoucine, avait organisé la veille avec ce dernier son départ. Soit quelques jours avant l'attentat. Mehdi (23 ans), son frère Mohamed Belhoucine (27 ans), et Hayat (26 ans) s'étaient en effet retrouvés à Bondy le premier jour de l'An pour élaborer leurs plans, assurent nos confrères. lepoint.fr 24.02

Dites-donc, ils sont bien renseignés vos "confrères"... des renseignements généraux. Comment peuvent-ils fournir des renseignements aussi précis sinon que les intéressés étaient sur écoute, ce que le ministère de l'Intérieur avait nié évidemment ? Pourquoi aurait-il été nécessaire d'impliquer autant de gens dans une opération consistant uniquement à investir une vulgaire épicerie muni d'un portable et d'une arme ? Il n'y avait pas besoin de "plan" pour réaliser une opération aussi banale, par contre il fallait avoir fixé la cible, or on ne voit pas pourquoi l'auteur aurait eu besoin de son épouse et ses prétendus complices pour la déterminer, sauf si on tient à écarter la piste des véritables commanditaires de cette opération ou qui l'on inspirée

à Coulibaly.

Au fait, comment se fait-il que le Monde dispose d'une image issue d'une caméra de surveillance de l'aéroport d'Istanbul prise le 2 janvier 2015 ? Pourquoi les services de renseignement turcs ont-ils conservé cet enregistrement qui date d'avant le 9 janvier ? Savaient-ils qu'il pourrait être utile par la suite aux autorités françaises ? Pourquoi, que savaient-ils au juste à cette date-là, le 2 janvier ?

Ce qui est intéressant dans ce genre de "révélations", c'est qu'ils en disent trop ou pas assez et font preuve de maladresses qui les trahissent.

Autre question.

Si les attaques perpétrées par les frères Kouachi et Coulibaly étaient synchronisées comme le ministère de l'Intérieur l'a affirmé, Coulibaly sachant l'un des frères Kouachi malades dans la nuit du 6 au 7 janvier, en admettant qu'ils aient prévu dans leur plan initial un délai de deux jours entre leurs opérations, rien ne leur interdisait de reporter leurs attaques d'une semaine lors de la prochaine réunion du comité de rédaction de Charlie Hebdo, l'objectif de Coulibaly ne présentant aucune contrainte ou urgence particulière, il pouvait très bien reporter son opération, alors pourquoi, qu'est-ce qui devait les en empêcher, une contrainte extérieure, laquelle ?

Autre élément, qui ne colle pas, grotesque pour le coup.

Dans cet article on nous apprend que l'imprimerie de Dammartin-en-Goële où les frères Kouachi en fuite s'étaient réfugiés, était en réalité une planche qui aurait fait partie de leur plan !

Ce qu'on a pu observer au contraire, c'est qu'on avait assisté jusqu'à l'attaque de Charlie Hebdo à une opération parfaitement maîtrisée menée rondement par des professionnels, qui tranchera singulèrement avec l'amateurisme qui devait caractériser la suite des événements manifestement improvisés ou pas vraiment prévus à leur programme, à partir du changement de véhicule jusqu'à son issue fatale qui elle en faisait partie depuis le début, ce que les frères Karouchi ignoraient puisqu'ils ne maîtrisaient qu'une partie de l'histoire dont ils devaient faire les frais, les commanditaires de cette opération et ceux qui l'ont réalisée n'ayant pas eu la délicatesse de les informer de la manipulation dont ils allaient faire l'objet, auquel cas elle n'aurait pas eu lieu.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, si je devais réaliser une telle opération, j'aurais forcément prévu la suite du programme, y compris à partir de plusieurs scénarii, en tout état de cause assurer ma fuite, me mettre à l'abri, disparaître, me préparer plusieurs planques, si possible m'éloigner du lieu de l'opération, disposer de suffisamment d'argent liquide pour assurer mes besoins pendant plusieurs semaines ou mois, prévoir un autre moyen de transport, passer la frontière qui en réalité n'existe plus, bref, j'aurais tout prévu dans les moindres détails pour tenter d'en sortir vivant ou tenir le coup le plus longtemps possible, partir à l'étranger et changer d'identité, etc.

Là on a assisté exactement à tout le contraire et Le Monde affirme qu'ils avaient tout prévu ! On les invite à persévérer dans leurs "révélations" fort intéressantes.

Dans l'ordre des tyrans. Les maîtres du monde ne supportent pas la concurrence.

Nice : condamnés à la prison, pour avoir crié «Allah Akbar» - french.irib.ir

Un mois, jour pour jour, après leur interpellation, le tribunal correctionnel de Nice a condamné, mercredi 18 février, trois individus à de la prison ferme et à de la prison avec sursis. Ils ont été reconnus coupables «d'apologie d'actes de terrorisme», en marge d'un rassemblement contre l'islamophobie, tenu dans la ville.

Les prévenus ont été considérés comme des provocateurs, par les forces de l'ordre, après avoir «vociféré des discours en langue arabe», en criant, notamment, à plusieurs reprises, l'expression «Allah Akbar» (ou «Allah-o-Akbar», pour «Dieu est le plus grand»), devant les policiers.

«Allah-o-Akbar est une belle phrase. Elle est légitime, dans la communion religieuse, au sortir d'une mosquée ou d'une fête. Dans le contexte qui est le nôtre, ce n'est plus un cri de paix, c'est un cri de guerre, ce 18 janvier ! C'est de l'apologie de terrorisme», a estimé le Procureur, dans des propos que rapporte Metronews.

«L'apologie suppose une intention volontaire de promouvoir un acte de terrorisme. Quel est le lien ? L'expression "Allah-o-Akbar" ?», a réagi Me Sefen Guez Guez, l'avocat de deux des prévenus. Les quatre hommes, âgés de 30 à 40 ans, ont été condamnés à des peines de six mois de prison, avec sursis, à deux ans de prison, dont un, avec sursis, assorti d'un stage de citoyenneté. Certains avaient, déjà, été condamnés, pour des violences et des vols.

L'individu le plus lourdement condamné était, également, poursuivi, pour incitation à la haine, pour avoir affirmé, sur Facebook, que Mohamed Merah n'avait pas existé, et en raison de la création de la page «La Palestine a besoin de nous». Il y appelait, notamment, à la constitution d'une «milice anti-sioniste et anti-islamophobie», dont les membres devaient se prévaloir d'«une très bonne condition physique, une pratique régulière des arts martiaux ou de la musculation, un historique des bastons vécues». french.irib.ir 24.02

En Ukraine et en Lituanie crier vive le communisme est un crime de guerre !

ACTUALITE EN TITRES

Ve République. Monolithisme et bonapartisme.

- Loi Macron: Le PS rappelle les parlementaires fraudeurs à la règle «d'unité de vote» - 20minutes.fr

- Contre les « frondeurs », le PS veut « donner ses consignes » sur le vote des textes - LeMonde.fr

Quand les mafieux donnent des leçons de morale à la plèbe.

- Enquête suisse sur une éventuelle manipulation du marché de l'or - Reuters

- Commerzbank visée par une enquête sur des comptes au Luxembourg - Reuters

- Le scandale du « cash for access » secoue le Royaume-Uni - LeMonde.fr

- Tapie invité à rembourser les sommes issues de l'arbitrage - Reuters

- Les ententes entre industriels pénalisent les consommateurs - Francetv info

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Un double attentat fait de nombreuses victimes à Bagdad - LeMonde.fr

- Double attentat meurtrier au Nigeria à cinq semaines de la présidentielle - AFP

- Le Tchad dit avoir tué 207 militants de Boko Haram au Nigeria - Reuters

Ils oeuvrent pour la paix en Ukraine, la preuve... du contraire.

- Londres va envoyer des soldats en Ukraine pour former l'armée - LeMonde.fr

- Face à la menace russe, la Lituanie veut rétablir son service militaire - LeFigaro.fr

Les Américains ne sont pas en reste.

... le Lt. Gen. Frederick "Ben" Hodges, commandant des GI's en Europe a annoncé que l'armée de Terre US allait assurer l'entraînement de six cents combattants de l'armée ukrainienne. Il ne pouvait afficher plus magistralement le dédain des États-Unis pour les efforts déployés par l'Union européenne en faveur de « la paix ». (Réseau Voltaire 22.02)

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand même une info rassurante... quoique.

- L'armée recrute... difficilement - Francetv info

Alors que la courbe du chômage tarde à s'inverser, l'armée, elle, peine à recruter. Elle propose 30 000 postes dans des métiers divers : électricien, informaticien ou encore cuisinier.

Fabien Savoye, lui, a décidé de se tourner vers l'armée de terre. Âgé de 21 ans, il passe les ultimes épreuves pour intégrer l'organisation. "Ce n'est pas un projet qu'on décide du jour au lendemain, c'est réfléchi depuis des mois. Pour moi c'est un rêve, depuis tout petit je veux être dans l'armée", témoigne le jeune homme au micro de France 3.

Au total, l'armée de terre recrute 10 000 postes par an, et ce malgré les baisses d'effectif. Mais elle peine à attirer, non pas des combattants, mais des employés sur des postes plus classiques. Les campagnes de recrutement fleurissent ainsi depuis quelque temps... en vain.

"Un taux de chômage important ne signifie pas un engouement pour l'armée. Pour nous, c'est quelque chose qui ne nous surprend pas", souligne le général Frédéric Blachon. Francetv info 24.02

Il y aurait même une génération spontanée de militaires, imaginez un instant les parents, de quoi aimer l'armée, non ? Fabien Savoye, vos parents sont quoi, militaires, policiers, Francetv info ne nous le dira pas... Le fils de ma soeur Catherine est militaire, il était en échec scolaire et sa mère ne savait pas quoi en faire. Je n'ai pas de nouvelles d'elle depuis des décennies et ma mère reçoit un coup de fil par an et ne l'a pas vu depuis des années... Drôle de famille tout de même.

J'ai appelé ma vieille mère ce matin en me rendant en ville. Elle était inquiète de ne pas eu de mes nouvelles depuis début janvier, j'avais été très pris avec mon déménagement et j'ai été malade. Cela lui a vraiment fait plaisir pour une fois, elle en a pleuré la pauvre femme. Drôle de vie, merde.

Quel bond !

- Industrie : les salaires vont bondir en Allemagne - Francetv info

Syndicats et patronat sont tombés d'accord sur une augmentation de salaire de 3,4% dans l'industrie Outre-Rhin. Cela pourrait avoir des conséquences jusqu'en France.

Cela représente en moyenne 2 000 euros de plus par an, une somme à laquelle il faut ajouter une prime exceptionnelle de 150 euros.

Des salaires plus élevés entraînent une industrie un peu moins compétitive, notamment par rapport à la France. Mais c'est aussi un moteur pour la consommation et la croissance, en Allemagne et chez les voisins européens de cette dernière. "Jusqu'ici, l'Allemagne était accusée de jouer en solo, de ne pas faire profiter les autres des fruits de sa croissance. Mais avec cet accord sur les salaires, qui pourrait profiter à ses voisins européens, elle joue pour une fois plus collectif", conclut le journaliste de France 2 Amaury Guibert, depuis Berlin. Francetv info

Sur un salaire de 1.500 euros bruts cela représente 51 euros par mois, soit 1,7 euro par jour, quel bond !

Lécher le cul de l'Allemagne à l'instar de Hollande, c'est tout ce que sait faire cette agence de désinformation.

Contrairement à ce qu'affirme ce journaliste, en imaginant que "ses voisins européens" l'imitent, cela les handicaperait encore plus par rapport à l'Allemagne qui dispose de ressource pour absorber les effets de cette augmentation de salaire... faramineuse.

Un verdict idéologique.

- Bricolage: le Conseil d'Etat confirme l'ouverture dominicale - AFP

Le Conseil d'Etat a clos définitivement mardi une longue bataille judiciaire opposant syndicats et enseignes de bricolage, rejetant les différents recours intentés contre leur ouverture le dimanche, à laquelle le gouvernement est favorable.

Sans grande surprise, la plus haute juridiction administrative a donné raison à son juge des référés qui, saisi par les fédérations CGT, FO, Sud et Ceci du commerce, avait déjà pris une décision similaire en avril 2014.

En plein débat sur le projet de loi Macron, qui prévoit de libéraliser les ouvertures dominicales dans les commerces, la décision du Conseil d'Etat sonne comme une victoire pour le patronat.

Déboutés, les syndicats de salariés attaquaient un décret publié en mars 2014 à l'initiative du ministère du Travail, qui ajoutait les enseignes de bricolage à la liste des établissements pouvant ouvrir le dimanche.

Un premier décret "bricolage" avait été suspendu en février de la même année par le Conseil d'Etat au motif que l'autorisation était illégale car temporaire (du 1er janvier 2014 au 1er juillet 2015), obligeant le gouvernement à revoir sa copie.

"Dans sa décision rendue mardi, le Conseil d'Etat a statué définitivement sur ces affaires et rejeté les recours dirigés contre ces deux décrets", indique l'institution dans un communiqué.

Elle a estimé que ces textes "respectaient les conditions de procédure et de fond auxquelles une telle dérogation au repos dominical est soumise", à l'instar de ce que la loi permet déjà pour les jardineries et les magasins d'ameublement.

La dérogation, estiment les juges, permet de "répondre aux besoins d'un grand nombre de personnes pratiquant, plus particulièrement le dimanche, le bricolage comme une activité de loisirs, dont la nature implique de pouvoir procéder le jour même aux achats des fournitures nécessaires ou manquantes". (Parce que voyez-vous, si vous avez dans l'idée de bricoler chez vous le week-end prochain, vous allez forcément attendre le dernier moment, soit le dimanche pour procéder aux "achats des fournitures nécessaires" ou qui vous feraient défaut, plutôt abruti ces juges, en fait ils ne bricolent pas, sauf les lois pour les rendre toujours plus antisociales, oppressives ! Etre obligé de travailler le dimanche est une forme d'oppression comme une autre. Au passage ela confirme ce que nous affirmions hier : Quel avantage avons-nous gagné à refuser de rompre avec les appareils pourris des syndicats ? Même pas à préserver le dimanche chômé. Et c'est loin d'être terminé. - ndlr)

En outre, le décret n'entre pas en contradiction avec l'article 7 de la convention internationale du travail n°106 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le repos dominical, fait valoir le Conseil d'Etat, ce que contestent les syndicats. (Dans tout organisme de collaboration de classes, les uns et les autres peuvent interpréter les textes qu'ils ont adopté à leur manière en fonction de leurs intérêts. Il en va de même des traités qui sont signés puis bafoués quand on détient le pouvoir, ce qui est également le cas de la classe dominante au sein de l'OIT, de mémoire 12 représentants des salariés, 12 représentants des patrons et 12 représentants des Etats, additionnez le nombre de voix des patrons et des Etats le calcul est vite fait. La Constitution de l'OIT est en ligne dans le site. - ndlr)

La fédération FO Commerce entend d'ailleurs porter l'affaire devant l'OIT, a indiqué à l'AFP Christophe Le Comte, son responsable. (Tartuffe ! - ndlr)

Dans une lettre écrite en août dernier aux salariés, Jean-Claude Bourrelier, pourtant fer de lance de l'ouverture dominicale, écrivait en effet que "l'analyse des chiffres montre qu'au cumul depuis le début de l'année, nous n'avons reçu que le même nombre de clients qu'en 2013 alors que nous avons le bénéfice de l'ouverture du dimanche".

Pas de quoi doucher l'enthousiasme de la Fédération des magasins de bricolage (FMB), à en croire M. Sambourg, qui affirme que l'ouverture dominicale "permet de réaliser un chiffre d'affaires additionnel conséquent, pouvant représenter jusqu'à 25% de l'activité hebdomadaire". AFP 24.02

Grèce. Ils sont tous satisfaits, cherchez l'erreur.

- Grèce: la liste des réformes bien accueillie à Bruxelles - AFP

Si les exigences de Bruxelles sont respectées, les promesses de campagne d'Alexis Tispras sont reléguées au denier plan. Francetv info 24.02

- La Grèce promet de ne pas revenir sur les privatisations - latribune.fr

Voici la liste des engagements pris par Athènes, dont Reuters a eu connaissance:

Le gouvernement grec s'est engagé à ne pas revenir sur les privatisations réalisées ou en cours et à faire en sorte que ses mesures pour lutter contre la "crise humanitaire" dans le pays ne pèsent pas sur le budget.

Dans ce document, le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, s'engage à une réforme fiscale ainsi qu'à un examen et un contrôle des dépenses dans "tous les domaines" de l'action publique.

Le gouvernement entend aussi réformer les salaires de la fonction publique sans les baisser davantage ni augmenter la masse salariale totale. latribune.fr 24.02

Youpi !

- La Bourse grecque rebondit de 8 % - LeFigaro.fr

- Clôture en hausse des marchés européens, rassurés par Athènes - Reuters

Etats-Unis. Etat policier. L'impunité légitime l'assassinat d'innocents.

1- Le tueur de Trayvon Martin ne sera pas poursuivi pour crime raciste Libération.fr - Liberation.fr

La justice fédérale américaine a annoncé ce mardi qu'elle renonçait à poursuivre pour crime raciste George Zimmerman, acquitté du meurtre du jeune Noir Trayvon Martin en 2012 en Floride.

Le ministre de la Justice Eric Holder a souligné dans un communiqué que la mort de Trayvon Martin avait été une «tragédie dévastatrice», mais qu'une enquête avait conclu à l'insuffisance de preuves pour inculper George Zimmerman de violation des droits civiques.

L'ancien vigile volontaire George Zimmerman, qui faisait une ronde dans son quartier de Sanford en Floride, avait tué le 26 février 2012 Trayvon Martin, un adolescent noir de 17 ans, sans arme, sorti acheter des bonbons.

Imaginez un peu l'angoisse que doivent vivre au quotidien les afro-américains qui ont un gosse d'environ le même âge dès lors qu'il sort dans la rue ou lorsqu'ils sont au boulot et ne savent pas ce que fabrique leur gosse, pendant les vacances scolaires, quel cauchemar ce pays ! Ah, c'est la démocratie !

2- États-Unis : la vidéo-choc d'une nouvelle bavure - LePoint.fr

Un immigré mexicain de 35 ans, Antonio Zambrano-Montes a été tué par la police à Pasco, dans l'État de Washington, alors qu'il n'était pas armé. Il est le quatrième exemple d'un tir mortel en l'espace de six mois dans cette localité. Regardez. Cette vidéo amateur le montre clairement. L'homme pourchassé tente de fuir 3 policiers. Cinq coups de feu sont audibles.

La mère de l'immigré réclame justice et l'ouverture d'une enquête fédérale. Selon les autorités, l'homme, sans-abri, jetait des cailloux sur les forces de l'ordre, qui ont, dans un premier temps, fait usage de leur pistolet à impulsion électrique, avant d'utiliser leur arme à feu. Cette nouvelle bavure policière endeuille cette fois-ci la communauté hispanique. Le cas d'Antonio Zambrano-Montes n'est pas isolé. LePoint.fr 24.02

Comme en Israël, des balles contre des cailloux, c'est légitime

Grande-Bretagne. Corruption. Business. Collusion entre le pouvoir politique et les multinationales.

- Le scandale du « cash for access » secoue le Royaume-Uni - lemonde.fr

Malcolm Rifkind aura finalement chuté sur l'un des tours les plus courants des journalistes britanniques. Le député conservateur, ancien ministre des affaires étrangères sous John Major, s'est fait piéger par une équipe de reporters se faisant passer pour les représentants d'une entreprise chinoise fictive. Ceux-ci, travaillant pour Channel 4 et le Daily Telegraph, lui proposaient de joindre leur conseil d'administration et de faire du lobbying auprès des autorités britanniques. Filmé à son insu, M. Rifkind se montrait très intéressé, promettait d'apporter un « accès utile » à tous les ambassadeurs qu'il voulait. Il laissait entendre qu'il était aussi prêt à écrire à des ministres pour pousser les intérêts de l'entreprise, mais sans la nommer.

Le dernier scandale, surnommé « cash for access » par les médias britanniques, a également éclaboussé Jack Straw, un autre ancien ministre des affaires étrangères, pendant les années Tony Blair. Lui aussi est filmé offrant ses services pour 5 000 livres (6 800 euros) par jour. Le Parti travailliste l'a suspendu.

Cette nouvelle affaire est venue rallumer la controverse sur l'intégrité des députés au Royaume-Uni. En 2009, le Daily Telegraph avait documenté la façon dont les élus parlementaires abusaient de leurs notes de frais, qu'ils utilisaient comme un complément de salaire. Cela avait déclenché un énorme scandale, entachant toute la classe politique.

Depuis, l'utilisation des frais est beaucoup plus étroitement encadrée. Mais le débat s'est transféré sur les activités rémunérées des députés hors de leur salaire de parlementaire, de 67 000 livres (91 000 euros) par an. C'est ainsi que l'ancien premier ministre travailliste Gordon Brown – qui est toujours député – a par exemple gagné l'an dernier 1,3 million d'euros hors de la Chambre des communes, où il ne met quasiment plus les pieds.

Les parlementaires doivent déclarer l'ensemble de leurs revenus, et détailler leur provenance. Ainsi, M. Rifkind, qui a gagné 94

000 euros l'an dernier en plus de son salaire, a notamment travaillé pour Unilever, dont il est membre du conseil d'administration (9 773 euros par mois pour huit réunions par an) et pour Adam Smith International, un cabinet qui fournit des études économiques et financières à des gouvernements dans les pays émergents (3 977 euros par mois). M. Straw, qui a gagné 150 000 euros l'an dernier, collabore de son côté avec ED&F Man, un courtier en matières premières agricoles, et multiplie les discours, pour un prix qui peut dépasser 13 000 euros pour les mieux rémunérés. lemonde.fr 24.02

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

1.1 - Des centaines d'artistes britanniques appellent au boycott culturel d'Israël - french.irib.ir

Une centaine d'artistes britanniques ont appelé, vendredi 13 février, au boycott culturel d'Israël, dans une lettre publiée par The Guardian. Parmi les signataires, les cinéastes Ken Loach, Mike Leigh, les musiciens Brian Eno, Richard Ashcroft ou le romancier Hari Kunzru, qui sont rejoints par 600 autres artistes de la pétition initiée par Artists for Palestine UK.

« Maintenant, nous disons que nous ne jouerons pas de musique, nous n'accepterons pas de récompenses, nous n'assisterons pas à des expositions, des festivals ou des conférences, nous ne dirigerons pas de masterclass ou des ateliers à Tel Aviv, Netanya, Ashkelon ou Ariel, jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international et mette un terme à l'oppression coloniale des Palestiniens », affirment-ils dans la lettre.

Les signataires, des figures du monde culturel, dénonce la condition des artistes palestiniens, alors que « l'armée (israélienne) vise les institutions culturelles palestiniennes et empêche la libre circulation des travailleurs culturels ». Ils s'en prennent plus globalement à l'attitude répressive d'Israël envers les Palestiniens. « Les Palestiniens n'ont connu aucun répit de la part d'Israël qui attaque perpétuellement leur territoire, leurs moyens de subsistance et leur reconnaissance en tant qu'Etat », accusent les artistes.

Plusieurs d'entre eux sont engagés de longue date dans la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) comme le réalisateur Ken Loach. Celui-ci avait signé en été 2014, en pleine offensive israélienne contre Gaza, un appel pour l'embargo militaire avec six Prix Nobel de la paix. Les initiatives citoyennes incitant au boycott d'Israël se font toujours plus nombreuses dans le monde. french.irib.ir 21.02

1.2- Qu'est-ce qui empêche Daesh de s'en prendre aux intérêts israéliens ? - french.irib.ir

Selon les analystes, il faut chercher les raisons de l'absence de toute action de la part de Daesh contre le régime sioniste, dans la vaste coopération de sécurité et de renseignement entre Daesh et le régime sioniste, qui offre, aussi, des soins médicaux aux blessés de l'organisation terroriste.

Les pays de la région souffrent du développement des activités des groupes terroristes takfiris. Les terroristes ne font pas, seulement, la guerre contre les peuples syrien et irakien, mais menacent, aussi, d'autres pays du Moyen-Orient. Les groupes terroristes takfiris, comme Daesh, le Front Al-Nosra et d'autres groupes recrutent leurs membres, dans divers pays, en avançant des slogans islamiques, et en prétendant défendre la Charia et les droits et intérêts des Musulmans. Mais, en réalité, ils sont les pires ennemis des Musulmans et rendent les plus grands services aux puissances occidentales et au régime sioniste, avec lesquels ils partagent des intérêts communs.

Contrairement aux prétentions des membres et des chefs de groupes, comme Daesh, il faut, absolument, éviter de croire à leurs slogans islamiques. En réalité, leurs activités, pendant ces dernières années, en Syrie, en Irak et ailleurs, prouvent leur véritable nature. Selon les analystes, il faut chercher les raisons de l'absence de toute action, de la part de Daesh, contre le régime sioniste, dans la vaste coopération de sécurité et de renseignement entre Daesh et le régime sioniste, qui offre, aussi, des soins médicaux aux blessés de l'organisation terroriste. Les organisations terroristes, comme Daesh et le régime sioniste, ont des mêmes buts et les mêmes intérêts, et leurs actions ne peuvent être, naturellement, que complémentaires les unes vis-à-vis des autres. french.irib.ir 24.02

2- Syrie

- Syrie : l'opposition interne, favorable au plan de paix proposé par le gouvernement - french.irib.ir

Des forces et courants nationaux de l'opposition ont annoncé approuver les «Principes de Damas, pour une solution politique», ou

«un minimum de consensus», contenant les bases d'une solution politique de la crise, en Syrie. Dans une conférence de presse, tenue aujourd'hui, au siège du courant de la «reconstruction de l'Etat», sous la devise /Les Syriens doivent s'entendre/, le Parti du Peuple, le Courant de la reconstruction de l'Etat syrien, le Parti de la Jeunesse nationale pour la justice et le développement, le Rassemblement civil démocratique des Kurdes syriens, le Parti de la solidarité arabe et le Courant de la paix et de la victoire de la Syrie, ont donné leur accord à ces principes, qui s'appuient sur des constantes nationales, à savoir, la sauvegarde de la souveraineté de la Syrie, de son intégrité territoriale et de ses institutions, dont, en tête, l'institution militaire, la garantie des libertés publiques, l'édification du processus démocratique global et la lutte contre le terrorisme, sous ses différentes formes.

Les principes invitent à participer à un volet politique de négociations, parrainé par les Etats concernés par la crise en Syrie, qui donne lieu à la formation d'un gouvernement d'unité nationale, auquel participent l'autorité, l'opposition, les forces nationales et la société civile, qui œuvrent, pour réaliser la solution politique, à travers le dialogue national, la lutte anti-terroriste et la reconstruction. Les principes établissent que la solution politique implique la création d'un climat propice, pour le lancement d'un processus politique, via des mesures, pour l'établissement de la confiance, y compris, la libération des détenus politiques et la garantie de l'accès des assistances humanitaires aux zones syriennes, ainsi que d'autres mesures, dont l'ouverture à toutes les forces syriennes, à l'intérieur et à l'extérieur, pour l'édification du consensus nécessaire, en vue d'assurer le succès du processus politique. french.irib.ir 24.02

3- Russie

3.1- Poutine juge"improbable" une guerre entre la Russie et l'Ukraine - french.irib.ir

Le Président russe, Vladimir Poutine, a estimé qu'une guerre entre la Russie et l'Ukraine était "improbable", en dépit des tensions existant entre Moscou et Kiev.

"La Russie soutient l'accord de Minsk, car Moscou estime que cet accord reste la meilleure voie censée restaurer la stabilité, dans l'Est ukrainien", a réitéré le chef de l'Etat russe."Je pense qu'un tel scénario apocalyptique est improbable", a affirmé le président russe. Kiev et ses alliés occidentaux prétendent qu'il existait des témoignages clairs, montrant que Moscou continue à envoyer des armes aux séparatistes pro-russes. Mais Moscou rejette, catégoriquement, cette accusation de Kiev. french.irib.ir 24.02

3.2- "La puissance de l'armée russe est inégalable" (Poutine) - french.irib.ir

Le Président Vladimir Poutine a mis en garde les adversaires occidentaux de Moscou, en soulignant que la puissance militaire de la Russie est inégalable.

Selon Reuters, lors d'une cérémonie, qui a eu lieu, à l'occasion du 23 février, jour des Défenseurs de la patrie, le Président russe, Vladmir Poutine, a déclaré que serait une illusion de croire qu'une puissance étrangère pourrait être, militairement, supérieure à la Russie, afin de vouloir imposer des pressions sur Moscou. D'après les analystes, c'est une allusion aux tensions qui existent, depuis des mois, dans les relations entre la Russie et l'Occident, au sujet de l'Ukraine.

La semaine dernière, les dirigeants russe, allemand, français et ukrainien ont signé, après 16 heures de discussions, l'accord de Minsk portant sur le cessez-le-feu entre les belligérants, dans l'Est de l'Ukraine. Auparavant, le ministre britannique de la Défense, Michael Fallon, avait mis en garde contre l'éventualité de l'usage de tactiques dangereuses, par la Russie, pour déstabiliser les pays baltes, les mêmes tactiques que la Russie aurait utilisé, en Ukraine, selon le ministre britannique. Michael Fallon a ajouté que l'OTAN devrait s'apprêter à contrer les agressions russes, sous toutes leurs formes, car, d'après Londres, la Russie représenterait un danger réel, pour les pays membres de l'OTAN, dans la région balte, c'est-à-dire, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. french.irib.ir 21.02

3.3- Ukraine: "La Russie répondra aux actes provocateurs" (Riabkov) - french.irib.ir

Le vice-ministre russe des A.E a mis en garde contre les conséquences de l'envoi d'armements américains au gouvernement ukrainien.

Le vice-ministre russe des A.E, Sergueï Riabkov, a indiqué, lundi, que l'envoi d'armements à l'Ukraine porterait atteinte aux accords de Minsk, et que la Russie répondrait à un tel acte provocateur. Par ailleurs, le chef des opposants ukrainiens, Alexandre Zakarchenko, a déclaré, lundi, à Donetsk, que les Etats-Unis avaient commencé la livraison d'armements et de munitions à l'Ukraine.

Par ailleurs, La France sera, aujourd'hui, l'hôte d'une conférence sur la crise ukrainienne. Paris effectue ce geste diplomatique, en application de l'accord de cessez-le-feu, en Ukraine. La tension entre la Russie et l'Occident, sur les évolutions en Ukraine, pousse les deux parties vers le militarisme. french.irib.ir 24.02

3.4- "Les Etats-Unis, à l'origine du chaos, au Moyen-Orient" (Lavrov) - french.irib.ir

Le Chef de la diplomatie russe, Sergeï Lavrov, a accusé, lundi, à mots couverts, les Etats-Unis de plonger le Moyen-Orient, dans "le chaos" et d'y alimenter la montée des extrémismes, afin d'assouvir leur volonté de diriger le monde.

Le ministre russe des Affaieres étrangères, Sergueï Lavrov, qui n'a jamais, nommément, parlé des Etats-Unis, de cette manière, se contentant de faire des références très claires à la politique étrangère américaine, s'exprimait, lors d'une réunion spéciale du Conseil de sécurité de l'ONU, à New York, sur la paix et la sécurité, dans le monde.

Le ministre des Affaires étrangères russes a cité la campagne de frappes internationales sur la Syrie, dirigée par les Etats-Unis, l'invasion américaine de l'Irak, en 2003, ou encore, l'intervention militaire de 2011, en Libye, comme autant d'exemples de "violations des principes fondamentaux des Nations unies". "Tout cela est le résultat de tentatives, pour diriger la marche du monde, pour tout régir, partout, et pour utiliser la force militaire, de manière unilatérale, afin de servir ses propres intérêts", a lancé M. Lavrov, selon lequel l'ONU doit jouer un rôle plus efficace, dans le règlement des différends internationaux. french.irib.ir 24.02

4- Burkina

- Burkina: des milliers de femmes manifestent contre la garde républicaine - french.irib.ir

Plusieurs milliers de femmes ont manifesté samedi à Bobo Dioulasso, la deuxième ville du Burkina Faso , contre la garde présidentielle, qui en réclamant début février la démission du Premier ministre Isaac Zida, avait provoqué un début de crise politique.

Le Burkina Faso est dirigé depuis la chute de Blaise Compaoré par un duo formé du président Michel Kafando, un diplomate à la retraite, et d'un Premier ministre militaire, le lieutenant-colonel Isaac Zida. Le pays doit organiser une élection présidentielle libre et transparente le 11 octobre 2015. french.irib.ir 22.02

5- Australie

- Australie : les leaders musulmans furieux après le Premier ministre - french.irib.ir

Le Premier ministre australien, Tony Abbott, s'est attiré les foudres de la communauté musulmane, après avoir affirmé, lundi 23 février, dans un discours sur la sécurité nationale, que les responsables musulmans n'en font pas assez, pour condamner l'extrémisme.

Tony Abbott a exhorté les dirigeants musulmans à dire, «plus souvent», que l'Islam est une religion de paix «et qu'ils le pensent vraiment», sous-entendant que ce n'est pas suffisamment le cas, à l'heure actuelle. «J'ai souvent entendu les dirigeants occidentaux décrire l'Islam comme une "religion de paix". Je souhaite que plus de leaders musulmans le disent plus souvent, et qu'ils le pensent vraiment»]i, a déclaré le chef du gouvernement.

Du côté des associations musulmanes, les condamnations se sont multipliées. De tels propos «font la promotion de la haine et attisent le racisme», a réagi Randa Kattan, qui dirige le Conseil arabe d'Australie. Selon lui, l'islamophobie a, fortement, augmenté, en Australie, après l'attaque de Sydney, et le commentaire du Premier ministre est un appel du pied aux racistes du pays.

«Il rend notre communauté responsable des actions de quelques-uns», a poursuivi la dirigeante de l'organisation, pour qui les propos sont sources de division. «Comment pouvons-nous davantage condamner ?», a-t-elle insisté.

Les déclarations de Tony Abbott «montrent, clairement, que le gouvernement n'est pas engagé dans une communication sincère et authentique avec la communauté musulmane. Nous avons, sans cesse, dénoncé la violence, et encouragé la paix, pas simplement, en guise de réponse, mais parce que c'est au cœur de nos convictions religieuses», a, de son côté, réagi Zaahir Edries, le Président du Réseau musulman juridique. Il a annoncé que son organisation boycotterait une session de consultation avec le gouvernement, prévue le soir même, pour protester contre les déclarations. french.irib.ir 24.02

Haut de page

Le 26 février 2015

CAUSERIE

Nouvelle du bled.

- Rail : l'Inde s'attelle à la rénovation de son gigantesque réseau - Liberation.fr

Ça se passait ce mercredi, en Inde, dans les faubourgs d'Agartala, la capitale de l'Etat de Tripura, dans l'est de l'Inde. Des ouvriers travaillent à la rénovation d'une des nombreuses lignes ferroviaires décrépies. Le gouvernement Modi doit annoncer de jeudi un plan massif d'investissement dans les infrastructures de 8 milliards d'euros.

Le réseau ferré indien, quatrième plus grand au monde, tient de la relique du passé colonial britannique. 25 millions de passagers l'utilisent chaque jour, en dépit du sous-investissement chronique et d'accidents meurtriers fréquents. Montant de l'investissement total nécessaire à sa rénovation : 25 milliards d'euros. Liberation.fr 25.02

Je n'ai jamais eu l'occasion de prendre le train en Inde.

La photo illustrant cet article montrait quatre ouvriers à l'ouvrage, le premier muni d'une pelle, le second portant sur la tête une cuvette métallique remplis de graviers, le troisième vidant sa cuvette sur la voie, le quatrième les regardant, histoire de dire sans doute qu'à ce rythme-là il y en a pour un siècle !

Le ton méprisant de ce torchon s'adresse aux 25 millions de travailleurs indiens qui empruntent ce moyen de transport bon marché pour se rendre à leur travail quotidiennement. Quant aux conditions dans lesquelles ils voyagent, elles n'ont rien à envier aux centaines de milliers de passagers quotidiens du RER ou du métro parisien entassés comme des bestiaux, sans parler des agressions à répétition, des attouchements, des vols, des insultes, des pannes et des accidents mortels qui arrivent aussi...

Apparemment le climat tempéré et le développement économique peuvent rendre arrogeant, hargneux, belliqueux, haineux, alors qu'on s'acclimate apparemment mieux à des conditions plus rudes et au sous-développement persistant, que par la force des choses on est amené à prendre avec philosophie pour ne pas se pourrir l'existence ou se la compliquer davantage...

Dossier sur le Yémen

En mettant en ligne de nombreux articles sur le Yémen les dernières semaines, vous avouerez tout de même qu'on a eu du pif !

Extrapolation non sans arrière-pensées.

- Qui a enlevé Isabelle Prime au Yémen ? - Francetv info

Mardi 24 février, Isabelle Prime a été kidnappée dans le centre de Sanaa par un groupe d'hommes armés. Pour l'heure, l'enlèvement de la Française n'a pas été revendiqué. Francetv info 25.02

Ils n'en savent pas plus.

Nous, nous nous sommes renseigné de notre côté.

Elle travaille pour Ayala Consulting Corporation, une ONG basée en Floride aux Etats-Unis, ONG qui en réalité n'existe que grâce au financement de la Banque mondiale (Funder: World Bank, dixit son portail - ayalaconsulting.us), il est donc permis d'affirmer qu'elle est une filiale de cette institution qui au côté du FMI s'emploie à promouvoir les intérêts de l'impérialisme américain dans le monde. A part le pétrole et le gaz dans cette région du monde, on ne voit pas quel autre intérêt convoiteraient les Américains au Yémen qui politiquement est en train de lui échapper au profit de l'Iran. A moins que la lutte contre le terrorisme international et les assassinats commandités par le Pentagone (Exxon Mobil et Cie. si vous préférez) via ses drones servent aussi à lutter contre la pauvreté....

Dans le portail de cette ONG on peut lire cette notice à la gloire de la Banque mondiale : The World Bank is a vital source of financial and technical assistance for developing countries around the world. Its mission is to fight poverty with passion and professionalism for lasting results, and help people help themselves and their environment by providing resources, knowledge, building capacity and forging partnerships in the public and private sectors.

Traduction : La Banque mondiale est une source vitale de financement et d'assistance technique auprès des pays en développement à travers le monde. Sa mission est de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme pour des résultats durables, et aider les gens à se prendre en charge ainsi que leur environnement en leur fournissant des ressources, des connaissances, à construire et renforcer des partenariats dans les secteurs public et privé.

Comme chacun sait les "missions" de la Banque mondiale sont toujours désintéressées et elle oeuvrerait contre la pauvreté... qu'elle contribue en réalité à semer partout dans le monde.

Cette jeune femme est sans doute victime de son insouciance en se rendant au Yémen, elle y vit depuis deux ans, et de son ignorance pour collaborer avec la Banque mondiale. Elle peut très bien être la victime d'un coup fourré de la CIA, du Mossad ou des services de renseignement saoudien ou du Qatar, ou encore de leur supplétif Al-Qaïda, dans ce cas-là programmé ou non en échange d'une rançon. On ne voit pas quel intérêt auraient les Houthis à commettre un telle action, sinon attirer davantage l'attention sur eux des puissances occidentales qui n'attendent qu'un bon prétexte pour livrer le Yémen au même sort que la Syrie ou l'Irak. A suivre.

Ceci pourrait expliquer cela ou l'inverse.

- Les Houthis continuent à gagner du terrain au Yémen - Reuters

Les miliciens chiites houthis se sont emparés mercredi d'une base des forces spéciales de l'armée yéménite à Sanaa et de locaux de la garde-côtes sur la mer Rouge, a-t-on appris de sources militaires.

Le poste de la garde-côtes situé à Hodeïda est quant à lui tombé au terme de combats moins intenses.

Les miliciens houthis ont pris Sanaa en septembre, ce qui a contraint le président Abd-Rabbou Mansour Hadi à s'exiler à Aden, dans le Sud, où il tente d'organiser une contre-offensive. Plusieurs unités importantes de l'armée se sont toutefois ralliées au mouvement chiite dans le Nord.

Face au vide du pouvoir qui fait craindre la montée en puissance d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), plusieurs pays occidentaux ont fermé ces dernières semaines leurs représentations diplomatiques. Une Française de 30 ans a par ailleurs été enlevée mardi par des inconnus à Sanaa.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé mercredi à Sanaa contre les Houthis. Reuters 25.02

Ou encore

- Yémen : Poutine soutient les Houthis.... french.irib.ir 25.02

Selon le journal Kommersant, une délégation composée des membres du mouvement Ansarallah et de plusiuers partis politiques s'est rendue en Russie à l'effet d'activer le processus des coopérations bilatérales. " la délégation est composée de cadres d'Ansarallah et son objectif est d'entretenir avec la partie russe pour entretenir de très vastes coopérations avec Moscou" " la délégation s'est rendue en Russie à l'invitation des députés de la Douma .

Les Houthis tenteront au cours de cette visite de s'attirer le soutien de Moscou à leurs démarches politiques qui consistent à ramener la souveraineté perdue du Yémen . c'est le numéro deux du comité politique de Ansarallah qui conduit cette délégation. " Les Houthis se sont emparés du pouvoir au Yémen sans aucune effusion de sang. Or les Etats Unis et l'Europe ont comdamén les Houthis et ont fermé leurs ambassades sur le sol yéménite. la délégation yéménite cherche à obtenir le feu vert russe et à lancer un vrai partenariat énergétique de part et d'autre."

Mais Poutine cherche-t-il à faire pression sur Riyad en s'alliant à Ansarallah? La Russie sait pertinemment qu'un Yémen échappant au contrôle des Etats Unis pourrait semer trouble et instabilité en Arabie voisine : " Riyad ne souhaite vraiment pas que les Russes s'en mêlent dans l'affaire yéménite. Mais la Russie est l'une des rares parties au monde à pouvoir s'entremettre dans ce dossier ". french.irib.ir 25.02

ACTUALITE EN TITRES

Propagande de guerre comme à Hollywood

Hourra, bravo, en voilà une bonne nouvelle fort attendue !

- Les Rafale du Charles de Gaulle ont largué leurs premières bombes - AFP

Vous êtes priés d'applaudir. Vous êtes Charlie n'est-ce pas ?

Quand ils confondent ennui et inactivité.

- S'ennuyer au travail, dangereux pour la santé - M6info

Si la suractivité professionnelle est dangereuse pour la santé, l'inactivité l'est tout autant ! M6info 25.02

On est preneur d'un emploi présentant la caractéristique de pouvoir être assumé en dormant ou synonyme d'inactivité, à part celui de banquier ou rentier on ne voit pas de quoi ils veulent parler...

On travaille pour survivre, sans plus dans votre société infâme, on n'a pas le choix.

On peut aussi opter pour le socialisme, travailler pour réaliser un idéal et s'épanouir au lieu de vivre pour travailler qui fait de vous un esclave...

Ne pas avoir en permanence cette alternative à l'esprit agit forcément sur vos idées et votre comportement, les façonne, les transforme à votre insu, vous n'en avez pas conscience évidemment, ce que vous devenez entre en contradiction avec vos besoins ou aspirations de telle sorte que vous ne pourrez jamais les satisfaire et vous ne comprenez pas pourquoi, et au crépuscule de votre existence vous ne serez toujours pas en mesure de le savoir, le pire des cauchemars.

Stratégie mondiale du chaos.

- Discrimination: Comment lutter contre les contrôles au faciès? - 20minutes.fr

- Le gouvernement lance la réforme de l'Islam de France - AFP

- L'islam de France, 30 ans d'une histoire mouvementée - LeFigaro.fr

- Amnesty dénonce la situation "désastreuse" des roms et réfugiés en France - Le Huffington Post

- Les États-Unis confrontés à leur tour à la question du port du voile - LeMonde.fr

- Etats-Unis: trois hommes accusés de soutenir l'EI arrêtés - AFP

Une fois l'ennemi à l'agonie, il faut l'achever.

- Valls veut réformer le dialogue social au pas de charge - AFP

Alors encourageons-le...

- Déficit : la Commission européenne offre un nouveau délai à la France - Francetv info

Bruxelles a accordé ce mercredi 25 février un nouveau délai à Paris pour réduire son déficit. Francetv info 25.02

En réalité il y a au moins 200.000 chômeurs de plus.

- Chômage: 2015 débute par une baisse surprise - La Tribune

- Jamais le chômage n'a autant baissé depuis décembre 2007 - Le Huffington Post

- Chômage : le gouvernement est-il à l'initiative de la dernière baisse ? - Francetv info

Les mesures du gouvernement ont joué un rôle crucial dans la baisse du chômage des jeunes. "Il y a une mesure qui a un effet direct sur le chômage des jeunes, ce sont les emplois d'avenir, plus de 190 000 contrats ont été signés jusqu'à présent, c'est deux fois plus que prévu", assure Jean-Paul Chapel. Et la tendance se poursuit "à un rythme de 6 000 contrats signés par mois".

En 2015, 100 000 nouveaux contrats aidés seront proposés, cela pourrait contribuer à accentuer le mouvement. Francetv info 25.02

- Emploi: l'intérim grimpe de 1,2% grâce à l'industrie et aux transports - La Tribune

Leur système économique mafieux.

- Morgan Stanley va verser 2,6 milliards de dollars pour solder des poursuites - AFP

- Etats-Unis : trois cigarettiers paient 100 millions de dollars pour mettre fin à des poursuites - LeMonde.fr

- McDonald's accusé d'avoir soustrait plus d'un milliard de recettes fiscales aux Etats européens - Francetv info

Défoncez-vous, plannez, on s'occupe de tout à votre place pendant ce temps-là...

- La consommation de cannabis devient légale à Washington - LeMonde.fr

- La Jamaïque dépénalise le cannabis - Le Huffington Post

ACTUALITÉ DU JOUR

Faites tomber les masques. Enfin un hommage conforme à la réalité.

- En Israël, Charlie Hebdo transformé en tract électoral de l'extrême-droite - lefigaro.fr

L'édition post-attentats que les Français se sont arrachée en kiosque est devenue un symbole étonnant en Israël: celui de l'extrême-droite.

La plus haute instance judiciaire israélienne, la Cour suprême, a donné raison jeudi à Avigdor Lieberman avait adressé un recours pour contester l'interdiction de la diffusion du «numéro des survivants» de Charlie Hebdo, publié le 14 janvier.

Dans le cadre de la propagande électorale, les plaignants ont le droit de distribuer le numéro spécial du magazine français Charlie Hebdo auprès des électeurs», a statué la Cour. «Il s'agit d'une propagande électorale légitime». Dans le compte rendu de la décision, l'un des juges estime qu'interdire la distribution du magazine au parti «constituerait une violation excessive de la liberté d'expression», rapporte le quotidien israélien Haaretz. lefigaro.fr 25.02

Salam malikum à nos vaillants dirigeants qui se sont vautrés dans la fange une fois de plus en soutenant cette infâme pourriture de Charlie Hebdo...

Même que l'extrême-droite fait "rire" à Gaza et au Donbass.

- Charlie Hebdo: 27% des musulmans britanniques comprennent les motifs de l'attentat - L'Express.fr

Tous des terroristes ces musulmans !

- Charlie Hebdo, c'est dur d'être riche à millions - L'Express.fr

Et on dit merci à qui ?

- Charlie Hebdo revient dans les kiosques - Francetv info

Hélas !

- Les nouveaux lecteurs de "Charlie Hebdo" veulent "rire, tout simplement" - Francetv info

Même sous les bombes ?

- Pro A : le basketteur Akin Akingbala licencié après un tweet sur "Charlie Hebdo" - Francetv info

Le pivot nigérian de Rouen Akin Akingbala a été licencié pour faute grave par son club. Son tort ? Avoir partagé sur son compte Twitter ce message évoquant les attentats de Charlie Hebdo, le 9 janvier 2015 : "Je ne suis pas Charlie, je suis Ahmed, le policier mort. Charlie a ridiculisé ma foi et je suis mort en défendant son droit de le faire."

"Le club estime qu'il a porté atteinte à son image en partageant ce tweet", explique l'avocat d'Akin Akingbala, Romuald Palao. Ce dernier a porté l'affaire devant le conseil des prud'hommes de Rouen, estimant que "ce message n'a rien d'infamant. Akin Akingbala est chrétien. Dans son esprit, cela n'avait rien à voir avec la religion. C'était une manière de dire qu'il fallait aussi parler des policiers et pas seulement de Charlie Hebdo."

Après un passage en Ukraine et en Belgique, Akin Akingbala avait été recruté pour un an par Rouen, mais ses mauvaises statistiques (11 matchs disputés, 10 minutes, 1,8 point de moyenne) avaient poussé les dirigeants à le mettre sur la touche. D'après l'avocat du joueur, le retweet a plutôt été utilisé comme un "prétexte" par son club qui "voulait s'en séparer depuis plusieurs mois".

Dans un communiqué, le président du SPO Rouen, Yvan Gueuder, indique que le joueur a été licencié pour "non respect des clauses de son contrat de travail", en précisant qu'il avait fait l'objet de "plusieurs avertissements". Le joueur a quitté le club mardi matin. Francetv info 25.02

Je me souviens qu'autrefois on traitait les provocateurs de flics ou d'agents du régime, aujourd'hui on les traite en martyrs, en vaillant combattants de la liberté d'expression... En attendant vous aurez remarqué que le crime sert toujours la même cause, pas vraiment la nôtre, ce dont se contrefoutent nos dirigeants apparemment.

En famille. Antisocialisme.

- Dialogue social : avis de temps calme au PS - Liberation.fr

A première vue, le texte sur le dialogue social présenté ce mardi par Manuel Valls ne devrait pas recréer le psychodrame socialiste connu avec la loi Macron.

Un proche du Premier ministre se dit confiant : «Tout est une question de présentation. Par exemple, sur les seuils sociaux, la division n’est pas gauche-droite mais entre des salariés surprotégés avec des instances qui fonctionnent très bien et toute une partie des salariés qui n’ont aucun accès au dialogue.» Liberation.fr 25.02

Si vous avez déjà bossé dans une petite entreprise, vous savez qu'en présence du patron vous devez afficher une bonne humeur (et une disponibilité) à toute épreuve et la fermer, sinon vous dégagez, voilà pour le dialogue. Après avoir opposé salaire et emploi pour justifier à la fois le blocage des salaires ou des augmentations de salaires misérables et tailler à la hache dans la législation du travail, ils opposent les salariés des grandes entreprises à ceux des petites pour justifier la remise en cause des acquis des salariés des grandes entreprises ou l'équité, le nivellement toujours par le bas.

Qui vit de son travail au PS ? Personne ou alors ce sont des nantis.

En réalité Valls a rendu service à la soi-disant gauche du PS en recourant au 49.3, il leur a épargné de se déballonner au dernier moment, car jamais ils n'auraient été jusqu'à faire chuter le gouvernement, ainsi l'illusion est sauve.

La flexibilité ou comment augmenter le taux d'exploitation.

- Accords de flexibilité : une bonne idée ? - Francetv info

Les accords de flexibilité seraient un bon moyen pour certaines entreprises d'éviter les licenciements.

Afin de faire reculer le chômage, le gouvernement a récemment annoncé plusieurs mesures. Parmi elles : les accords de sécurisation de l'emploi qui permettent plus de flexibilité dans l'entreprise. Le dispositif pourrait ainsi être étendu.

Le marché agricole se portant moins bien depuis six mois, les commandes de l'entreprise étaient en baisse. "On doit s'adapter. Pour ça, on s'est créé un accord de flexibilité", explique le vice-président de la société, Boussad Bouaouli. Celui-ci prévoit de faire travailler davantage les ouvriers, mais pour le même salaire. Ainsi, les salariés travaillent 38h10 par semaine, payées 35 heures. En contrepartie, ils gagnent 19 jours de récupération sur l'année, que l'entreprise utilise comme du repos obligatoire quand l'activité diminue.

Résultat ? La productivité a fait un bond de 30% en cinq ans. La direction se félicite de cet accord, qui selon elle, lui a permis de recruter : "On a réussi à embaucher 300 personnes sur les trois dernières années", précise le directeur des Ressources

humaines, Éric Odièvre.

Mais dans une usine en Ardèche, les salariés ne sont pas convaincus. Malgré le gel des salaires et l'abandon de trois jours de RTT, leur entreprise n'arrive toujours pas à sortir la tête de l'eau. "Ça n'a servi à rien, moi je n'y crois pas à la compétitivité", lance une employée. Francetv info 25.02

Et vous allez finir à la rue, vous ne serez pas les premiers dans cas-là, chut, il paraît que ce serait "une bonne idée".

Propagande de guerre de l'Otan "préméditée".

Le titre ne signifie pas qu'il pourrait y avoir une guerre, cette propagande sert à couvrir d'autres objectifs, économiques et politiques qui sont leurs véritables objectifs, soumettre les peuples du monde entier au néolibéralisme.

En Inde où je vis, la situation est particulière ou dfférente de l'Ukraine ou de la France par exemple, on vit déjà à l'heure du néolibéralisme en quelque sorte puisque les masses n'ont pour ainsi dire aucun droits sociaux ou politiques, et de nombreux pays sont déjà dans ce cas-là. On a la chance si je puis dire de ne pas avoir de pétrole sous nos pieds ! J'ai renoncé à creuser mon petit jardin pour le vérifier, c'est un champ de pierres, à la limite tout juste bon pour une intifada !

- Poutine cherche à diviser les Européens - LeFigaro.fr

Le président chypriote est le premier chef d'État de l'UE à se rendre à Moscou en pleine crise ukrainienne.

Il s'agit de la première visite officielle d'un chef d'État européen en Russie depuis le début de la crise ukrainienne.

Le président chypriote, Nikos Anastadiadis, entame une tournée de trois jours où il rencontrera les plus hauts dirigeants du pays, dont Vladimir Poutine. Avec le credo suivant: «La Russie est notre partenaire. Il est préférable aujourd'hui d'utiliser la langue de la diplomatie plutôt que de recourir à d'autres méthodes qui exacerberont la crise avec l'Union européenne.»

Une semaine plus tôt, le président russe s'était rendu en Hongrie, où le premier ministre, Viktor Orban, jugeait «irrationnel d'enfermer la Russie en dehors de l'Europe». Le 11 février, enfin, le ministre grec des Finances, issu d'un gouvernement Tsipras ouvertement prorusse, se rendait à Moscou, prêt à monnayer une aide financière russe contre celle de la troïka.

...mardi, le président du Sénat, Gérard Larcher, conduisait une délégation française à Moscou, afin de «maintenir ouverts les canaux de dialogue parlementaire». LeFigaro.fr 25.02

- Chypre autorise la marine russe à utiliser ses ports - Reuters

Bon, une bombe suffira pour anéantir Chypre...

- Poutine prévoyait-il de prendre une partie de l'Ukraine avant même la chute de Ianoukovitch ? - Francetv info

- Ukraine : une invasion très préméditée par le Kremlin - Liberation.fr

Un journal russe indépendant a publié un texte transmis à Poutine en février 2014 détaillant la marche à suivre pour dépecer son voisin. Un plan suivi dans les grandes lignes.

«Nous avons reçu le texte au format Word, ce n'est pas un document officiel avec une signature ou des empreintes digitales des auteurs, mais il a été authentifié par des sources proches du pouvoir et très bien renseignées», précise Nadejda Proussenkova, journaliste de Novaïa Gazeta. Liberation.fr 25.02

Comme il est quasiment impossible d'authentifier l'origine d'un "texte au format Word", il faudrait se fier à une source anonyme ou à la parole de ceux qui le diffusent sans autre précaution

Ils prennent vraiment leurs lecteurs pour des abrutis finis à Libération. A boycotter !

Cela dit, on ne sait pas si ce document est authentique ou a été fabriqué par les scribouillards du Pentagone, en attendant, s'il était authentique cela signifierait que son auteur et Poutine auraient fait preuve d'une maîtrise absolue de la situation, d'une lucidité à faire rougir un médium, tant la totalité du plan machiavélique qu'ils auraient conçu contre l'Ukraine s'est réalisé jusque dans les plus infimes détails, étape par étape, à la lettre. C'est bien simple, plusieurs mois à l'avance ces stratèges de génie auraient prévu

tous les développements à venir au point de conduire les lecteurs à se demander s'ils n'en auraient pas été à l'origine, ce qui tombe bien puisque cela confirmerait que les allégations américaines et de l'Otan contre la Russie et Poutine étaient fondées... En résumé, si Poutine avait voulu donner légitimer la version de l'Otan et livrer ses intentions impérialistes contre l'Ukraine il n'aurait pas fait mieux, sauf que cela ne colle pas avec le personnage et les qualités que ce document lui prête.

Peut-être que d'autres réagiront à cette info ou nous y reviendrons, on n'a pas le temps de la traiter aujourd'hui. Sachez seulement que dans cet article, pour Libération "la junte fasciste de Kiev" n'est qu'un "mythe" inventé par Moscou, alors que l'ambassadeur ukrainien en Allemagne, Andriy Melnyk, a déclaré lors de l'émission de télévision de Günther Jauch (Fernsehsendung), l'un des talk politique le plus populaire en Allemagne, que les troupes d'Azov et du Secteur Droit néo-nazis font partie des forces armées ukrainiennes, qu'ils sont contrôlés et coordonnés par le régime pro-occidental de Kiev. Sans eux dit-il, l'avancée de l'armée russe aurait été bien plus importante. Vidéo qui le prouve sous-titrée en français Ukraine : "Les néo-nazis font partie de nos forces armées et sont contrôlés par Kiev" - https://www.youtube.com/watch?v=MKJe-pj3bK8 - causerie du 22.02.

Boycotter la totalité des médias des médias en France est possible, et si vous avez lu les articles qu'on a mis en ligne ces derniers jours, vous aurez constaté que bon nombre d'auteurs s'en prennent enfin ouvertement aux médias, à la presse écrite notamment.

Ils sont à la pointe du combat de la classe dominante contre tous nos droits. Ils précèdent même la propagande du gouvernement si vous avez bien remarqué, ils sont le fer de lance de la réaction. Briser leurs arguments, démanteler leurs machinations, combattre la désinformation à laquelle ils se livrent quotidiennement pour façonner et manipuler les consciences afin de réunir les conditions psychologiques et politiques permettant à la classe dominante d'appliquer sa politique néolibérale et impérialiste est un devoir pour tout parti ouvrier, tout militant qui combat pour le socialisme.

- Moscou fait à nouveau monter la pression sur le gaz ukrainien - LeMonde.fr

Commentaires d'internautes.

1- "*La Russie a été prise au dépourvue quand les choses se sont envenimées à Kiev suite à l'intervention de la CIA. Poutine pensait que Ianoukovitch allait maîtriser la situation mais ce dernier n'a pas su convaincre les quelques milliers de manifestants qu'ils étaient manipulés alors que la Russie leur offrait des conditions beaucoup plus avantageuses que l'Europe pour sortir de la crise économique.*

Les événements en Ukraine ne sont qu'une partie du plan de déstabilisation des Américains qui n'avaient pas digéré de ne pas pouvoir intervenir en Syrie afin de s'attaquer ensuite à l'Iran. Ils seraient peut-être temps que les gens ouvrent les yeux et comprennent qui est le véritable ennemi de l'Europe."

Le capitalisme est le seul ennemi des travailleurs...

2- "*Quand j'écoute Marc Semo pas seulement que je suis de plus en plus convaincu que Maidan a été financé par les US mais je commence à penser que lui aussi est sur leurs fiches de paie. Un journaliste qui authentifie avec une telle aisance et une telle assurance, sur la seule preuve de son authorité personelle à detenir la vérité, un «texte au format Word, ce n'est pas un document officiel avec une signature ou des empreintes digitales des auteurs" et qui, 3 phrases plus tard, déclare que le référendum de Crimee est "bidon" ne fait pas le travail d'une journaliste. Alors il fait un autre travail, reste à savoir lequel et pour qui...*"

Poser la question c'est y répondre...

3- "*Pourquoi les occidentaux ont-il fait la guerre en Yougoslavie pour l'indépendance de ses régions et pourquoi refusent- ils la même chose en Ukraine ?*"

C'était plutôt pour accroître l'hégémonie des Américains ou accélérer l'unification de l'Europe sous le drapeau du néolibéralisme avant que le monde entier y passe...

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mars 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 4 mars 2015

CAUSERIE

Le 16 février ma connexion Internet est coupée alors que mon abonnement mensuel court jusqu'au 23. Je tente de téléphone à mon fournisseur Internet, Reliance, en vain, personne ne daigne décrocher. Je me rends en moto à leur agence de Pondichéry dans l'après-midi à 15 kilomètres de chez moi. Ils avaient oublié d'actualiser leur fichier et m'avaient déconnecté croyant que je n'avais pas payé ma facture de décembre, alors qu'ils avaient enregistré mon paiement manuellement car leur logiciel était hors service. Ils s'excusent pour cette erreur et me reconnecte. J'apprendrai plus tard qu'en enregistrant mon paiement de décembre, l'employé de Reliance avait confondu mon numéro d'identificationclient et le numéro de ma connexion, ce qui sera à l'origine de l'imbroglio suivant... jusqu'à ce jour, mercredi 4 mars à 13h.

Le 28 février au matin même problème. Je me rends à nouveau à leur agence mais l'employé responsable des connexions n'est pas sur place, une employée finit par le joindre au téléphone, elle me le passe, il s'excuse et m'affirme que ma connexion sera rétablie dans une heure. Sur ce je rentre chez moi. Quelques heures plus tard je tente de me connecter à Internet, impossible, je me dis que l'employé en question a dû retourner à son agence et a oublé de me reconnecter. Du coup je devrai retourner à leur agence le lundi matin.

Le lundi matin, on me fait part de cet imbroglio et on m'assure que ma connexion sera rétabli d'ici la fin de la journée. Lundi soir, toujours pas de connexion.

Mardi matin je retourne en moto à Pondichéry à leur agence. Là le même employé m'assure que ma connexion fonctionnera dans une heure. Deux heures plus tard, toujours pas de connexion. Je l'appelle, il me demande de patienter encore trente minutes. Une heure plus tard je repars à Pondichéry toujours situé à 30 ou 35 bornes de chez moi aller retour. Toujours le même employé me dit ne pas comprendre ce qui se passe et que tout devrait rentrer dans l'ordre en fin de journée. Sur son ordinateur ma connexion est activée. Je repars chez moi et je le rappelle sur les coups de 18 heures comme convenu parce que la connexion ne fonctionne toujours pas. Là il me dit de passer le lendemain matin et qu'il me fournira un autre modem avec une nouvelle connexion, je lui demande si cela sera gratuit, il m'assure que oui, en réalité je règlerai 260 roupies pour 2GB seulement.

Mercredi 4 mars, donc ce matin, je suis à leurs bureaux à l'heure d'ouverture, il est 10h. L'employé me remet un modem pour me faire patienter encore quelques jours, le sien en fait, et là il me raconte une autre histoire, selon laquelle en réalité le serveur de Reliance serait planté ou quelque chose comme cela et que ce serait à l'origine de mes déboires depuis cinq jours.

Une histoire de dingue, n'est-ce pas ? Qui m'a dit un jour que je manquais de patience ? Je ne me suis pas énervé ou si peu comme quoi j'ai progressé. Le mieux ou le pire, c'est qu'en réalité j'ai réglé pour une connexion coupée deux fois la même facture, alors que mensuellement je règlais 840 roupies, j'ai dû débourser 940 roupies plus 673 roupies.

Quel recours ai-je contre la société Reliance (en taille l'équivalent d'Orange, CFR ou Free) ? Absolument aucun ! Et l'argent qu'ils m'ont soutiré indument ? Définitivement perdu, pour moi évidemment. De quel droit ? Franchement quelle question sptupide, de quel droit, mais je n'en ai aucun, ici en Inde on a un peu d'avance sur vous en France, on vit déjà à l'heure du mondialisme ou du néolibéralisme, quand je vous le disais vous ne me croyiez pas, j'exagérais une fois de plus, en fait pas du tout et en voilà la preuve. Le mondialisme ou le néolibéralisme, au niveau du droit pour la population, le citoyen, le client ou le consommateur, c'est le féodalisme ou le règne de la monarchie absolue des oligarques.

Le mondialisme ou néolibéralisme peut s'imposer d'autant plus facilement dans les pays comme l'Inde qu'on n'est jamais vraiment sorti de la féodalité, du règne des puissants de droits divins qui régissent tout ou disposent de tous les pouvoirs, de tout le pouvoir. Cela s'applique évidemment au régime politique en place en Inde, détestable.

Pour le supporter, il faut s'armer de patience ou être blindé, de préférence être équilibré mentalement pour ne pas craquer et devenir violent car vous y êtes poussé évidemment. Vous devez donc vous maîtriser ou vous raisonner pour ne pas vous en prendre inutilement et injustement à l'employé que vous avez en face de vous, ce qui requiert une certaine expérience et conscience de classe, c'est là qu'on se rend compte à quel point elle peut être utile jusque dans les moindres rapports de la vie quotidienne et qu'il faut la préserver, la cultiver, la faire progresser sans cesse, c'est la leçon qu'on retiendra de cette expérience, la partager, sinon à quoi bon, ce que je m'emploie à faire ici.

On actualisera le site et on rattrapera le retard d'ici un jour ou deux, par chance apparemment l'actualité sociale et politique n'a pas été très chargée d'après ce que j'ai constaté, mais peut-être ai-je loupé quelque chose, à vous de me le dire. Depuis quelques mois Yahoo.news ne diffusent plus les infos des jours précédents, aussi n'est-il plus possible de consulter rapidement l'actualité au-delà de 24h.

J'ai été littéralement coupé du monde pendant 5 jours et finalement je ne m'en porte pas plus mal, j'ai bossé chez moi et je m'en porte mieux physiquement que de rester des heures durant assis devant un écran. Cela m'a même permis de récupérer ! Je fume trop, donc je dois avoir une activité physique pour respirer davantage et évacuer, j'ai pu le constater. Et puis je n'ai reçu aucun courriel...

On a décidé de ne plus regarder la télé depuis deux mois et on s'en passe très bien. Hier soir on a mangé en regardant un concert de Scorpions à Wacken en 2012, à la demande de Selvi qui est devenue fan de *Loving you sunday morning*. Le dimanche (sunday) c'est son seul jour de repos, le seul jour où on est vraiment ensemble. Elle aura attendu l'âge de 44 ans pour en profiter après avoir commencé à travailler à 12 ans et élevé seule trois enfants, alors cela la touche forcément beaucoup, elle a encore du mal à réaliser que sa vie d'esclave pourrait un jour être adoucie ou qu'elle pourrait tout simplement profiter un peu de la vie, avoir cette liberté qui jusqu'à présent n'était accordée qu'à ses maîtres.

Elle en a parfaitement conscience et elle en goûte chaque instant, c'est très touchant, c'est là qu'on se rend compte à quel point cette vie d'esclave est infernale, inhumaine, cette aspiration à la liberté, au bien-être est universelle et légitime, voilà aussi ce qu'on partage, l'air de rien, c'est aussi la base du socialisme, mais qui en a vraiment conscience ? Vive le socialisme et ses fondateurs, ses théoriciens, penseurs et militants !

Demain on actualisera au mieux la causerie et on ajoutera 30 ou 40 articles.

Haut de page

Le 5 mars 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 21h, on a ajouté 56 articles.)

Ceux qui en principe sont les mieux pourvus pour palier aux faiblesses ou lacunes de l'espèce humaine, sont ceux qui au contraire les entretiennent et versent dans les pires bassesses, qui profitent de leur statut privilégié pour se laisser corrompre par l'idéologie dominante qu'ils adoptent par commodité, lâcheté. Vous aurez reconnu les intellectuels en général, les exceptions ne se sentiront pas concernées.

Comment peut-on s'enfermer dans un système de pensée aussi étriqué et borné qui tire profit de l'état misérable du monde et son cortège infini de souffrances infligées à tous les peuples et en tirer satisfaction, apparemment la réponse à cette question doit figurer en bas d'une feuille de paie ou doit correspondre à un mode de vie qu'on souhaite préserver à n'importe quel prix, y compris celui de l'infâmie.

J'ai profité d'une heure libre mercredi matin pour relire quelques pages d'un cours intitulé Syntaxe et pragmatisme (licence sciences du langage).

L'auteur, de ce fascicule se moque de Platon (Le sophiste), l'illustre fondateur de l'Académie et disciple de Socrate, qui aurait fait preuve je cite, d'une extraordinaire cécité à l'égard de la structure de son propre langage que notre arrogeant professeur d'université pourrait enseigner à ce misérable penseur, dont on se demandera par ailleurs ce qu'il a bien pu baragouiner le restant de ses jours à partir de ce constat consternant, ne maîtrisant même pas les rudiments du langage...

Dans ce dialogue Platon abordait la question de la syntaxe à partir du nom ou substantitif et du verbe qui structurent le langage ou traduisent comment au niveau de la pensée s'établissent les rapports entre un sujet animé ou inanimé et son état actif ou inactif ou encore performatif, sans mentionner les différentes catégories de déterminants qui venaient se greffer sur eux pour en préciser le sens, ceux attachés au nom, les différent adjectifs, et ceux attachés au verbe, les pronoms et les adverbes, les prépositions étant liés à l'un ou à l'autre tandis que les conjonctions lient des propositions entre elles.

Platon qui manifestement n'entendait pas se lancer dans une définition exhaustive de la structure du langage l'avait réduite à ces deux catégories syntaxiques essentielles qui permettaient à son auditoire de comprendre autour de quels éléments s'organisait la pensée, et sans lesquels il était impossible d'en rendre compte ou de la traduire sous la forme du langage de manière à la rendre compréhensible ou qu'un échange puisse s'établir entre deux hommes tout simplement à partir de ce moyen de communication qu'est le langage.

Platon et ses semblables ainsi que ceux qui l'avaient précédés dont Socrate possédaient une maîtrise de la rhétorique et de l'éloquence au point de les avoir élevés au rang d'art dont ils auraient ignoré jusqu'aux rudiments affirme péremptoirement cet "extraordinaire" professeur d'université, qui pour en arriver à cet épouvantable constat a dû faire l'impasse non seulement sur les riches enseignements (Phèdre) que nous ont laissés ces philosophes qui démontrent à eux seuls le contraire ou qu'ils avaient dû étudier la syntaxe ou la structure du langage, de quelle manière s'articulaient ses différentes catégories pour en maîtriser l'emploi dans leur discours, mais aussi les passages dans leurs oeuvres où ils traitèrent cette question, je n'ai pas le temps de faire des recherches pour le prouver ici, je me réfère à mes souvenirs de lectures où ce sujet était abordée.

Vous vous demandez où je veux en venir et je vais vous le dire.

Au départ j'ai été choqué de lire ces lignes dans ce cours, je me suis tout de suite arrêté pour m'interroger sur leur signification. En consultant rapidement après coup un livre dédié à Platon, un des rares rescapés du tsunami de 2004, j'ai trouvé un passage intéressant qui va alimenter notre réflexion et confirmer ce qui a été dit précédemment.

Léon Robin -Platon - 1935. Extrait du chapitre Qu'est-ce que le savoir ? Le langage et le réel. (p 49 PUF, 1968)

Dans le *Sophiste*, en accord avec la théorie du savoir qui est exposée, le langage est défini une "liaison" de noms au moyen de verbes ; sans cette liaison il n'y a point de discours, ce qui fait qu'un discours est faux, c'est que la liaison énoncée ne correspond pas à la liaison mutuelle, dans la réalité, des choses qu'il énonce. (Il était donc question d'une "théorie du savoir" dans l'ouvrage cité par notre méprisant universitaire (Le Sophiste) et non un ouvrage proprement dit consacré au langage ou à la syntaxe. - ndlr) - Peut-être n'est-ce pas toutefois seulement en tant que liaison que le langage est exposé à défigurer le réel : c'est aussi dans les éléments mêmes de la liaison, c'est-à-dire dans les noms dont le verbe effectue la liaison. Telle est du moins la doctrine qu'on trouve dans le *Cratyle* et la prépondérance accordée plus tard au point de vue de la relation ne semble pas pouvoir signifier l'abandon de cette doctrine. (Comme quoi arbitrairement notre brave professeur a cité le passage d'un ouvrage plutôt qu'un autre de Platon, où le même sujet avait été abordé plus en détail au point de constituer une "doctrine", de plus Léon Robin fait remarquer que Platon y fera référence ailleurs plus tard, comme quoi ce n'était donc pas un cas isolé. - ndlr)

Si en effet les noms servent à désigner les choses, il doit pouvoir arriver, non pas seulement que nous les employions à contre-temps, mais qu'eux-mêmes ils soient mal appropriés à ce qu'ils sont faits pour désigner. Quand, dit Platon, un menuisier fabrique pour le tisserand une navette, il a égard à ce qu'est en soi la navette et tant que navette ; à sa "forme" ou "Idée", c'est-à-dire à ce qu'elle doit être pour remplir son rôle dans le tissage. Supposons de même un législateur qui soit chargé de donner aux choses leur nom : il aura égard à ce qu'est en soi le nom et à la fonction qu'il doit avoir, d'être naturellement (et quel qu'en soit d'ailleurs le vocable) le nom qui convient à chacune des choses qu'il s'agit de désigner. Mais il n'y réussira que s'il est dirigé par le dialecticien, autrement dit par celui qui doit se servir du langage dans l'exercice de l'art d'interroger et de répondre. Le langage devrait donc être une sorte de "caractéristique", universelle ou non, en tout cas faite par le philosophe pour répondre effectivement aux besoins de la pensée. (C'est d'ailleurs sur ce plan-là que l'aborde Platon qui est avant tout un philosophe et non un linguiste. Le langage sert avant tout à traduire une pensée ou à communiquer avec le monde extérieur, donc ce n'est pas un exercice de style, mais un outil pratique, pragmatique. -ndlr) Des noms ainsi décrétés n'auraient cependant rien d'arbitraire; sans être des onomatopées, ils imiteraient en effet par les sons de la voix ce qui lui-même n'a pas de son, "l'essence"" de chaque chose. Mais si tout concourt au contraire à prouver que ce n'est pas ainsi que s'est constitué le langage, on devra le considérer comme un obstacle au savoir. Supposons même admise la thèse héraclitérienne du flux perpétuel : les noms ne pourraient davantage servir à nous faire connaître ce flux puisque, comme lui, ils seraient emportés par le changement incessant ; ainsi il n'y aurait plus

de connaissance du tout, ni dans les noms, ni dans les choses ! Il ne faut donc pas compter sur le langage pour arriver à connaître les choses : si le savoir existe, c'est la chose elle-même, c'est-à-dire son essence, qui doit en être l'object. Il n'y a donc de savoir que celui qui se fond sur la réalité objective, à condition par conséquent que chaque réalité soit prise dans l'unicité permanente de sa forme et à part d'une multiplicité infinie de variations contingente. (Le savoir repose effectivement sur la réalité objective ainsi que le processus dialectique dans laquelle elle s'inscrit qui inclut le passé, le présent et le futur, son origine, son développement et son devenir sans lequel elle demeure incompréhensible... Les choses et le langage ou l'action pratique des hommes pris séparément ne permettent pas d'accéder à la connaissance, c'est seulement l'interaction ou les rapports qui existent entre eux qui permettent d'accéder au savoir, encore faut-il considérer la production d'idées comme une partie intégrante de l'action pratique des hommes sans pour autant leur accorder une place démesurée, erreur fatale que commettent les philosophes ou les idéalistes jusqu'à en faire dépendre la matière, le comportement des hommes, la société ou le cours du monde auquel ils doivent tordre le ou pour le faire entrer dans le système de pensée qu'ils ont fabriqué ou qu'ils ont adopté. - ndlr)

En résumé, la science n'est : ni la sensation, car celle-ci est un état individuel et momentané ; ni l'opinion, car celle-ci est moyenne entre la vérité et l'erreur. La science se fonde sur l'Etre et dépend de l'Etre, et, s'il est vrai que l'Etre soit constitué par des relations, elle doit être l'image fidèle de ces relations. Fin de l'extrait.

On aura compris au passage que l'interprétation de la réalité fondée sur la sensation ou les émotions est anti-scientifique, de même que celle conduite par l'opinion qui est tout autant "un état individuel et momentané" guidée généralement par des intérêts inconscients que leurs auteurs ne maîtrisent pas ou dont ils ignorent la nature réelle pour ne représenter qu'une partie ou portion de la réalité et non l'ensemble des éléments et rapports qui la composent dialectiquement.

En résumé, Platon était philosophe et non linguiste, dans un dialogue il a emprunté ces deux catégories à la syntaxe et à la sémantique puisque les deux sont liés, uniquement pour une démonstration philosophique sur le savoir et non pour démontrer la justesse d'une théorie portant sur le langage.

Platon s'interrogeait sur la puissance, les imperfections ou les faiblesses du langage qui permettent au sophiste de berner son auditoire, de nos jours les populistes de droite comme de gauche en sont les héritiers. Comment de grossiers mensonges peuvent être crus par la population, sinon qu'elle demeure ignorante de la réalité objective et plus particilièrement du processus dialectique à l'oeuvre. Elle continue d'ignorer quelles sont les lois ou les mécanismes logiques qui régissent les rapports entre les différents facteurs qui composent la réalité ou participent au fonctionnement de la société, il est inutile de chercher ailleurs une autre explication sinon à se noyer dans l'idéalisme ou un système de pensée qui nous détournera de la réalité et nous empêchera d'agir sur elle pour la transformer. C'est aussi la définition du matérialisme dialectique ou du marxisme appliqué à l'histoire.

Je ne vous ai toujours pas dit où je voulais en venir. En fait, je n'avais pas du tout prévu ce long développement qui m'est venu à l'esprit ce matin. Je m'étais arrêté à un autre constat. Je m'étais dit hier matin que ce professeur d'université avait été bien mal inspiré en traitant Platon de cette manière, lui reprochant de n'avoir pris en compte que deux catégories syntaxiques, alors qu'ils suffisaient à sa démonstration, objectif à côté duquel il était passé manifestement, apparemment aveuglé par son comportement doctrinaire digne des sophistes, ce qui lui permettra d'accusé Platon d'avoir fait preuve de "cécité", quand on a la rage on accuse son chien c'est bien connu, voyez Valls par exemple...

Sur le coup je m'étais arrêté là, et je me suis dit que Platon n'avait fait qu'énoncer simplement quelque chose de simple ou qui se présentait comme tel, qu'ajouter des éléments secondaires à sa démonstration n'aurait rien apporter à la compréhension de la question qu'il avait décidé de traiter ou embrouillerait plutôt son auditoire. Platon était un philosophe, un théoricien de la pensée qui dispensait un enseignement ou une doctrine qu'il entendait partager avec ses contemporains. De la même manière qu'une doctrine se construit ou ne se forme pas en un jour, pour ensuite l'expliquer ou l'enseigner, il est préférable de procéder méthodoliquement et progressivement, sachant que selon l'auditoire auquel on s'adresse ou le but qu'on se fixe il faudra obligatoirement procéder arbitrairement et choisir minutieusement les morceaux de notre doctrine que l'on portera à l'attention ou à la connaissance des lecteurs ou du public. Il n'est pas non plus possible d'aborder la totalité d'un sujet en quelques paragraphes ou pages, il faut donc sélectionner les passages qui en traitent et qui nous semble les plus représentatifs des idées que l'on souhaite aborder. Le choix consistant à retenir les deux principales catégories syntaxiques était donc judicieux et approprié à cet exercice, qui répétons-le ne se destinait pas à épuiser une question de linguistique, mais à nous questionner sur la place ou le rôle du langage dans l'acquisition du savoir. Prêter une autre intention à son auteur, à Platon, c'était lui livrer un mauvais procès d'intention ou être hors sujet, ce qui la fout plutôt mal pour un esprit aussi éclairé que notre professeur d'université.

Ce qu'il reprochait à Platon, c'était d'avoir recouru à une méthode d'analyse du langage vulgaire, non scientifique ou étrangère au linguiste que l'on retrouve dans la grammaire normative ou scolaire, qui présente selon lui le défaut de définir ce qu'il est juste ou incorrect d'employer à l'écrit ou oralement basé uniquement sur des jugements ou des pratiques communément admises ou usages dans la société sans qu'on sache pourquoi ou sans explication logique ou rationnelle, dites par exemple je vais chez le coiffeur et non au coiffeur. Il termine en nous disant que : le linguiste "va essayer de comprendre pourquoi on peut dire "je vais au coiffeur" sur le modèle "je vais au garage", alors que coiffeur désigne un individu humain qui normalement impose la préposition chez.... Sauf que j'ai parcouru les pages suivantes de son cours où ne figurait aucune explication !

On pourrait tenter une explication, en compagnie d'un crétin comme Platon qu'est-ce qu'on risque franchement, le ridicule, ce serait

un honneur !

Les adultes corrigent les enfants qui disent je vais au boucher, il faut donc en déduire que la plupart des adultes connaissent la bonne formule et les enfants tendent à l'ignorer. Partant de là, on peut en déduire que les enfants utilisent davantage le verbe aller suivi de "à" ou de "au" putôt que "chez", je vais à la maison, à l'école, au lit, à l'hôpital, au médecin, au marché, au supermarché, au cinéma, à la piscine, au cirque, au zoo, au musée, etc. ils associent la préposition "à" à la suite d'un verbe indiquant un lieu, maman est à la maison, papa est au travail, papa est à l'usine, maman est au bureau, je suis au lit, je reste à la maison, je pars à la campagne, à la montagne, à la mer, etc. des phrases simples que les enfants utilisent fréquemment au point de généraliser spontanément, si c'est correct de dire je vais au cinéma pourquoi serait-il incorrecte de dire je vais au boulanger, c'est l'aspect répétitif de cette expérience qui incite l'enfant à reproduire cette formule naturellement. Chez est davantage associé à une personne de la famille ou des proches, je vais chez ma grand-mère, je dors chez ma copine, je vais en vacances chez mon oncle. Et peu importe que les parents les reprennent car ils sont encore trop petits ou pas en âge d'assimiler cet élément de grammaire qu'ils apprendront plus tard à l'école, ils seront portés à le reproduire parce qu'il fait partie de l'économie du langage, il est plus facile de dire et de retenir "à" que "chez", instinctivement l'enfant va employer la formule la plus simple et la plus répandue, d'autant plus qu'il ne fait qu'imiter les autres enfants de son âge ou plus grands, de nombreux adultes aussi.

Il n'y a donc pas selon moi d'explication à proprement dite scientifique à cette tournure incorrecte qui relève d'un usage langagier, elle est sociale et pour ainsi dire naturelle, on pourrait même dire logique si l'on admet qu'il est somme toute logique de recourir à des formules langagières économiques ou plus simples. Il fut une époque pas si reculée que cela où l'immense majorité de la population française n'était pas scolarisée et était inculte ou illettrée, plus près de nous où de nombreux enfants quittaient l'école sans maîtriser les rudiments du langage ou de la grammaire ou syntaxe.

Je me suis dit aussi que déterminer que le nom et le verbe constituaient les signifiants autour desquels se structurait le langage était une approche simple, progressive et abordable, contrairement à une analyse scientifique à laquelle la plupart des gens n'y comprendraient rien ou s'en désintéresseraient. L'acquisition des connaissances quel qu'en soit le domaine, passe forcément par différentes étapes d'apprentissage, partant des éléments les plus simples aux plus complexes ou ardus à saisir. On peut répondre à la question d'un enfant de cinq ans qui vous demande ce qu'est la lune en lui donnant un cours d'astrophysique mêlant la physique quantique, mais rien ne permet d'affirmer qu'il aura été réellement efficace !

Un exposé dans lequel on simplifie volontairement les choses révèlera facilement certaines contradictions qui seraient noyées dans un long discours ou développement. Devrait-on s'en passer pour autant ? Certainement pas, d'autant plus que ces contradictions figurent dans la nature des choses ou à l'état naturel, les occulter ou les camoufler ne pourrait que nous détourner de la réalité ou nous induire en erreur. Tout élément organique ou inorganique est composé de contradictions (d'imperfections), son existence en dépend, accéder à leur compréhension également, c'est ce qui détermine le mouvement, la vie, les différents stades de l'évolution de la matière et des êtres animés ou sensibles, de la société et du monde, étudier cette transformation, de quelle manière elle opère, selon quelles lois, voilà en quoi consiste la véritable science, le savoir, cette science sociale appliquée à la société humaine porte un nom, le socialisme.

Au lieu de perdre mon temps à actualiser ce portail que ne sert à rien (je me répète !), je ferais mieux de le consacrer à des études de textes, non ? J'en tirerais davantage satisfaction car cela me forcerait à puiser dans l'ensemble des connaissances que j'ai acquises et m'obligerait à m'y pencher à nouveau après avoir acquis une nouvelle et riche expérience de la vie, ce qui pourrait donner lieu à des développements inattendus et plus profonds, tout cela entre nous à un modeste niveau pour n'avoir jamais prétendu le contraire.

Je n'ai plus le temps d'ajouter les nombreux articles que j'ai téléchargés dans le disque dur, ce sera pour demain matin, je n'ai pas eu le temps de les lire non plus. Par contre j'ai lu l'avant-dernier numéro d'Informations ouvrières (340), on en dira peut-être deux mots. Je mettrai en ligne tous les numéros des deux derniers mois dès que j'aurai récupéré ma connexion Internet, pour le moment je suis limité en volume.

On a laissé un ou deux sujets d'actualité qu'on ajoutera demain dans la causerie, dont le classement des plus grandes fortunes du monde.

Au fait, toujours pas de guerre mondiale à l'horizon, vous l'avez remarqué aussi, vous aurez noté au passage les noms des auteurs et des organisations peu sérieux qui n'ont cessé d'y faire référence, à écarter... Cela dit, ce n'est qu'une hypothèse, il faudrait qu'ils se retrouvent coincés ou qu'ils n'arrivent pas à leur fin en Ukraine pour avoir la folie d'y recourir en dernier ressort, mais cela semble peu probable, ils auraient plus à perdre qu'à y gagner, et en y réfléchissant à deux fois, ils trouveraient bien les moyens de contourner cet obstacle. Tout va dépendre de la réaction du peuple ukrainien aux dernières mesures que le gouvernement néonazi de Kiev vient de lui imposer dont le triplement du prix du gaz (à lire plus loin).

Les sources d'inspiration de la gouvernance du PS.

- “Terrorism is the best political weapon for nothing drives people harder than a fear of sudden death”. – Adolph Hitler

Ce n'est pas sans raison que le terrorisme est la meilleure arme politique pour gouverner la population plus durement plutôt que la crainte d'une mort soudaine.

- “Why of course the people don’t want war … But after all it is the leaders of the country who determine the policy, and it is always a simple matter to drag the people along, whether it is a democracy, or a fascist dictatorship, or a parliament, or a communist dictatorship … Voice or no voice, the people can always be brought to the bidding of the leaders. That is easy. All you have to do is to tell them they are being attacked, and denounce the pacifists for lack of patriotism and exposing the country to danger. It works the same in any country.” – Hermann Goering, Nazi leader.

"Mais bien sûr que le peuple ne veut pas la guerre... Mais après tout, ce sont les dirigeants des pays qui déterminent la politique, alors il est toujours facile de les manipuler, que ce soit une démocratie ou une dictature fasciste ou un régime parlementaire, ou une dictature communiste... Qu'ils aient ou non les moyens de s'exprimer, les gens peuvent toujours être portés à soutenir les ordres de leurs dirigeants. C'est facile. Tout ce que vous avez à faire est de leur dire qu'ils sont attaqués et dénoncer l'absence de patriotisme des pacifistes qui sont responsable du danger qui menace le pays. Cela est valable dans tous les pays ". - Hermann Goering, chef nazi.

Complément d'actualité.

- 2014, année la plus meurtrière du terrorisme international - LeFigaro.fr

Propagande de guerre et banalisation de la barbarie. La guerre, un spectacle comme un autre.

- Voici à quoi ressemble un vol à bord d'un Rafale - Francetv info

- Le porte-avions Charles de Gaulle, un défi technique 24 heures sur 24 - AFP

Du terrorisme d'Etat ou bioterrorisme.

- États-Unis : une bactérie mortelle s'échappe d'un laboratoire hyper sécurisé - lefigaro.fr

La bactérie avait contaminé quatre singes à l'extérieur et une inspectrice dépêchée sur place. Les autorités fédérales ne sont pas en mesure d'évaluer la cause, ni l'ampleur de la prolifération.

Identifiée sous le nom de Burkholderia pseudomallei ou bacille de Whitmore, cette bactérie prolifère dans le continent sud-asiatique et dans le nord de l'Australie. Elle pourrait être exploitée à des fins de bioterrorisme. lefigaro.fr 03.03

Le Washington Post est décidément bien informé. Londres et Paris, non ?

- "John le djihadiste" identifié par le Washington Post - Reuters

Le bourreau de l'Etat islamique surnommé "John le djihadiste" est un Londonien né au Koweït nommé Mohammed Emwazi, rapporte le Washington Post, dont les informations ont été confirmées de sources proches des autorités américaines alors que Londres se refuse à tout commentaire.

"A ce stade, nous n'allons pas confirmer l'identité de qui que ce soit, ni apporter la moindre précision sur les progrès de cette enquête antiterroriste", a dit la police britannique dans un communiqué. Reuters 26.02

Fausse piste.

Grille de lecture

- Il était à Londres ce jour-là, peu importe, il est coupable et doit être condamné. A la place de qui?

- Cela fait penser aux 28 pages gardées decrètes du rapport de la commission d'enquête sur le 11-septembre, dans lesquelles l'Arabie saoudite serait mise en cause, alors que l'on sait que les Saoudiens que l'on nous a présentés comme les auteurs de ces soi-disant attentats n'y étaient pour rien.

L'Arabie saoudite pourrait avoir participé à un scénario monté de toutes pièces par la CIA et le Pentagone ou encore le FBI coutumier également du fait prévoyant effectivement de mêler des Saoudiens à la préparation d'attentats qu'en fait ils n'étaient pas humainement, matériellement et techniquement en mesure de réaliser pour les impliquer ensuite à Ben Laden et Al-

Qaïda, permettant aux Américains de mouiller le régime saoudien pour éventuellement s'en servir comme moyen de pression plus tard en fonction de la tournure des événements dans la région.

- Attentats anti-US de 1998 en Afrique: un Saoudien jugé coupable - Reuters

Un Saoudien de 52 ans, Khalid al Faouaz, décrit comme l'un des principaux lieutenants du fondateur d'Al Qaïda Oussama ben Laden, a été reconnu coupable jeudi à New York d'implication dans les attentats de 1998 contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya.

A l'issue de trois jours de délibérations, le jury fédéral l'a reconnu coupable de quatre chefs d'inculpation, pour lesquels il risque la prison à perpétuité.

Les attentats islamistes de 1998 dans les capitales kényane et tanzanienne avaient fait 224 morts et plus de 4.000 blessés.

Al Faouaz, qui vivait alors à Londres, n'a pas été reconnu coupable d'avoir participé directement à ces attentats mais d'avoir notamment envoyé du matériel aux membres d'Al Qaïda en Afrique.

Dossier sur la Syrie

Parole d'internaute

1- Si Bachar al Assad se bat contre l'État islamique et que nous sommes contre Bachar cela veut dire que nous sommes avec l'Etat islamique.

Exact, pas nous les représentants des actionnaires d'ExxonMobil, Texaco, Shell, Total, etc. dont Hollande et le PS...

2- Ils ont fait la même chose en Irak et en Lybie et maintenant c'est la merde.

C'était le but recherché...

3- Ben voyons... ils préfèrent sans doute Daesh! Bravo à eux!

Tout à fait, les Américains et les Britanniques leur livrent même des armes...

4- Oui c'est ça, virez Bachar. Le résultat est déjà tellement réussi en Libye...

Le pétrole coule à flot en Libye...

5- Donc Paris et Londres sont pour les islamistes qui combattent Assad ?

Déduction logique, imparable et exacte.

6- Là encore on va faire la part belle aux fondamentalistes islamiques de tous poils. J'ai rarement vu une diplomatie conduite avec autant de stupidité... ou d'asservissement à la politique américaine ce qui donnera les mêmes résultats catastrophiques.

Pas stupide, le chaos et la terreur sont plannifiés et font partie de leur programme ou stratégie politique...

7- Contre l'islamisme c'est Bachar le rempart.

Non, c'est la révolution prolétarienne, je plaisante...

8- J'accuse Hollande et Cameron de mener des politiques calquées sur l'extrême droite israélienne !

Seul un pommier donnera des pommes... Dès leur dans quel camp fallait-il cataloguer le PS, celui des travailleurs ou celui de leurs ennemis dans lequel figure l'extrême droite ?

9- Finalement nos " pouvoirs" en place préfèrent les fous de l'Ei...

Ben oui ! Cela vous en bouche un coin, vous n'en revenez pas, n'est-ce pas ? Le PS figure dans le camp de la réaction et même qu'on peut vous assurer qu'il n'en a jamais bougé depuis un siècle...

10- "Bachar al Assad ne mérite pas d'être sur la Terre". Ça n'est pas tiré d'un clip de propagande de l'État Islamique, mais de la bouche fielleuse de Fabius.

Les pires ordures ne sont pas à l'extrême droite mais au PS et au FdG qui lui font la courte échelle et lui permettent d'exister ou plutôt de s'épanouir...

11- Plus vite les peuples en occident comprendront que leurs ennemis ce sont leurs propres dirigeants mieux cela vaudrait pour eux.

L'élimination de Sadam Husseine, de Mouhammar Kadafy et ce qui est advenu à l'Irak et à la Libye avec la création des jihadistes, de l'Etat Islamiste n'ont pas servi de leçon aux dirigeants occidentaux. Eliminer Bashar c'est étendre le territoire de l'Etat islamiste, on n'a pas besoin de sortir de Cambridge pour le savoir, mais comme David Cameron et son copain Hollande n'aiment pas Assad il faut le gommer.

Les Islamistes ont promis de prendre le sud de l'Europe avant la fin de 2015, il faut les y aider.

Vous avez raison, notre ennemi est dans notre propre pays, le régime et ses représentants qu'il faut renverser et liquider...

12- Ils n'ont encore rien compris!

Vous vous trompez...

13- Quand certains pays tuent des chefs, certes des dictateurs, en ravageant ce même pays ça porte quel nom?

La tyrannie, la barbarie, donc les dirigeants méritent le même sort...

14- Et leur ligne anti-Daesh, anti-Boko Haram, anti-EI, anti "tarés" quoi... c'est pour quand?

Si ceux qui gouvernent le monde savent ce qu'ils font, ils n'en sont pas moins de dangereux psychopathes...

15- Ukraine...quelques manifestants tués; la France intervient et met en place un des opposants... aujourd'hui plusieurs milliers de morts.... Irak... Lybie.... qu'on m''explique... il y aura toujours des morts alors parfois il faut regarder le bilan final....à l'ENA on n'a pas appris cela?

ENA ou ANE...

16- Paris et Londres réaffirment leur ligne sioniste.

Leurs maîtres...

17- Paris toujours aligné sur Londres et Washington... s'il y a tout ce bord.. sanglant dans la région, il y a bien une origine: l'invasion de l'Irak par les British et les US... alors cessons de nous aligner sur leur diplomatie catastrophique et revenons à notre politique indépendante!

Impossible, la crise du capitalisme exige une nouvelle concentration du pouvoir économique et politique à l'échelle mondiale, et comme c'est l'oligarchie fiancière anglo-saxonne-sioniste qui domine l'économie mondiale, les gouvernements des puissances occidentales s'alignent tous sur sa politique ou la soutienne...

18- Apres que Paris et Londres aient réaffirmé leur ligne anti-Bachar al Assad, en toute logique ils devraient réaffirmer leur ligne anti-Petro Porochenko.... à moins que ce dernier n'ait pas encore assez tué d'opposants à son régime...

19- Brillante diplomatie qui a conduit le Moyen-Orient et le Machrek au chaos ! On devrait interdire aux Occidentaux de s'occuper du reste du monde.

Populisme et misérabilisme pour justifier et couvrir trahison ou capitulation.

Fissure.

- Parlementaires français en Syrie: colère de Hollande et Valls - AFP

- La visite d'élus en Syrie suscite l'ire de l'exécutif - Reuters

- Syrie: que diable allaient faire quatre parlementaires français dans cette galère? - L'Express.fr

- Syrie : le voyage de la controverse - LeFigaro.fr

- Parlementaires en Syrie : « Il n'y a pas à excuser, ce sont des gens libres » selon Gérard Larcher - Public Sénat

Le président du groupe UDI-UC du Sénat est l'un des quatre parlementaires français, avec les députés UMP Jacques Myard et PS Gérard Bapt, ainsi que le sénateur UMP Jean-Pierre Vial, président du groupe d'amitié France-Syrie de la Haute assemblée, à s'être rendu en Syrie. Ils y ont rencontré le président syrien Bachar al-Assad.

François Hollande et Manuel Valls ont condamné fermement cette initiative, tout comme le président PS de l'Assemblée nationale Claude Bartolone. Nicolas Sarkozy a aussi pris ses distances, qualifiant les parlementaires de « gugusses ». Il affirme qu'il n'y serait pas allé, contrairement à François Fillon.

Tout le monde affirme qu'il s'agit d'une initiative « personnelle » des parlementaires français. C'est le cas de Gérard Larcher. Mais le président UMP du Sénat ne jette pas la pierre aux quatre élus. « Il n'y a pas à excuser, les parlementaires sont des gens libres » affirme-t-il à Public Sénat

Mais ce voyage était-il réellement « personnel » ? Selon François Zocchetto, qui a répondu à Public Sénat, ce voyage était loin d'être secret. Il était bien organisé dans le cadre du groupe d'amitié. « Notre déplacement, au groupe d'amitié France-Syrie du Sénat, avait été décidé de façon parfaitement officielle, même si nous n'avions pas communiqué. Au Sénat, tout est très clair, tant avec la présidence du Sénat, que le groupe d'amitié. (…) Vous n'imaginez pas que nous ayons lancé cette mission avec le président du groupe d'amitié France-Syrie, et moi-même, qui en suis vice-président et président de groupe, sans avoir pris quelques contacts » affirme le président du groupe centriste. Public Sénat 28.02

- Paris et Londres réaffirment leur ligne anti-Bachar al Assad - Reuters

Paris et Londres ont réaffirmé vendredi leur ligne anti-Bachar al Assad après la brèche ouverte cette semaine par la visite d'une délégation parlementaire française à Damas, où elle a été reçue par un président syrien soucieux de briser son isolement.

"Depuis le palais où il est reclus, Bachar al Assad ne se contente plus de faire la guerre à son propre peuple : il a lancé une démarche d'auto-réhabilitation", écrivent les chefs de la diplomatie française et britannique Laurent Fabius et Philip Hammond dans une tribune publiée notamment dans le journal arabe publié à Londres Al Hayat et dans Le Monde.

"Certains paraissent sensibles à ce discours : face à la terreur, disent-ils, l'injustice et la dictature seraient préférables au désordre", ajoutent les deux ministres. "En réalité, Bachar représente à la fois l'injustice, le désordre et la terreur. Et nous, France et Royaume-Uni, nous disons non aux trois."

Au total, plus de 200.000 personnes ont été tuées dans le conflit syrien, qui a commencé en mars 2011 sous la forme d'une contestation pacifique et s'est transformé progressivement, sous l'effet de la répression, en rébellion armée, rejointe par la suite par des groupes djihadistes.

Dans leur tribune, Philip Hammond et Laurent Fabius estiment que mettre fin aux espoirs du peuple syrien "d'un avenir meilleur avec une Syrie sans Bachar, ce serait radicaliser encore davantage de nombreux Syriens, pousser des modérés vers l'extrémisme et consolider un bastion djihadiste en Syrie".

La solution, soulignent-ils, passe par la constitution d'un gouvernement d'unité, réunissant des membres de l'opposition et du régime existant. Reuters 28.02

- Jihadi John : indignation générale au Royaume-Uni après l'hommage rendu par ses amis - atlantico.fr

"Vous seriez surpris de savoir que le Mohammed que je connaissais était quelqu'un d'extrêmement gentil." La petite phrase, citée lors d'une conférence de presse, a créé une vaste polémique outre-manche. Son auteur s'appelle Asim Qureshi. Selon The Guardian, ce leader associatif est celui qui a permis d'identifier le terroriste britannique Jihadi John, alias Mohammed Emwazi, présent dans plusieurs vidéos d'exécutions de l'Etat islamique. "Il n'aurait pas fait de mal à une mouche" a insisté Asim Qureshi soulignant que les services secrets britanniques (MI5) avait radicalisé le jeune homme.

Un porte-parole de l'organisation Cage, dont Asim Qureshi est le président, s'est aussi exprimé sur la chaîne Sky News dans les mêmes termes. Selon lui, le MI5 tend à "harceler et pousser les gens" ce qui "joue sur leur radicalisation." Selon l'organisation, les services secrets britanniques aurait tenté plusieurs fois de recruter Mohammed Emwazi pour l'infiltrer dans des groupes terroristes. atlantico.fr 27.02

Comment, le MI5 remplirait le même rôle que le FBI et la CIA aux Etats-Unis, manipulerait des jeunes qu'il pousserait à épouser l'idéologie de l'Etat islamique qu'ils sont censés combattre, non, qui l'aurait cru ? Qui complote ? Ils y passent leur temps en vérité.

Les populistes de gauche sont aussi généreux que messeigneurs.

A-t-on idée de ce que signifie au XXIe siècle de l'ère vulgaire ou judéo-chrétienne dans un pays dit développé, une puissance occidentale, être démuni, appartenir aux couches les plus défavorisées, les plus pauvres, misérables du prolétariat ou de la société ? Ceux qui osent parler en leur nom savent-ils vraiment de quoi ils causent ? A-t-on idée des épreuves et des souffrances qu'ils endurent quotidiennement ? Leur droit à disposer des moyens leur permettant de satisfaire leurs besoins les plus élémentaires et au-delà avoir des conditions de vie décentes comme le reste de la population est-il légitime ?

Apparemment non puisque selon messieurs Mélenchon et Tsipras la terrible injustice dont ils font l'objet ou leur condition sociale précaire synonyme de frustrations et angoisses permanentes qui est à l'origine de leur situation épouvantable, cauchemardesque, devrait se prolonger indéfiniment, estimant qu'il suffirait de les mettre sous perfusion en leur octroyant tout juste de quoi survivre dans le dénuement le plus total ou plutôt pour s'en débarrasser à moindre coût poussant même le cynisme jusqu'à s'en servir comme monnaie d'échange pour satisfaire leur bonne conscience et tromper leurs électeurs ou les travailleurs qui leur font confiance et qu'ils saigneront à leur tour le moment venu, pendant que les privilèges dont dispose la classe des capitalistes seraient maintenus. Partant de ce constat, on en déduira que cette conception du droit et de la démocratie conforme à l'ordre établi, témoige de leurs réelles intentions en total contradiction avec l'image trompeuse qu'ils s'emploient à donner d'eux-mêmes aux travailleurs pour mieux les berner.

En résumé, en Grèce comme en France ou dans tous les autres pays où il existe une formation politique comparable au Front de gauche ou Syriza, les millions de travailleurs pauvres et leurs familles doivent savoir qu'ils les vouent à la charité publique ou que l'aumône qu'ils leur octroient ou sont prêts à leur octroyer généreusement qui permettra de les maintenir indéfiniment dans l'indigence, est tout ce qu'ils sont en droit d'en attendre, autrement dit, aucun changement radical de leur condition ou amélioration durable de leur situation afin d'assurer la préservation du système économique capitaliste synonyme de régression sociale sans fin et de guerre.

Soulager ponctuellement la misère humaine devenue trop visible, envahissante au point de présenter un danger ou un facteur de déstabilisation pour l'ordre établi , leur sert également de caution morale pour justifier le reniement de leurs engagements politiques auprès de leurs électeurs ou les travailleurs, avec évidemment la bénédiction des autorités de Bruxelles, du FMI, de la troïka auxquelles ils sont subordonnés pour être incapables de les affronter et de rompre avec ces institutions du capital pour lequel ils gouvernenent en réalité ou aspirent à gouverner dans le cas de Mélenchon.

Nous n'exagérons rien hélas puisque parmi les mesures annoncées par le gouvernement grec figure la "distribution de coupons d'aide alimentaire et de transport" pour les plus démunis, à l'instar d'un pays comme l'Inde par exemple qui maintient ainsi dans la pauvreté une gigantesque masse de la population exclue du progrès social et vouée à ne jamais en sortir, à ne jamais connaître autre chose.

Et quant à ceux qui sont sortis de la pauvreté extrême en Inde ou les pays comparables en Asie ou en Afrique et que les institutions internationales du capital brandissent comme symbole de la vigueur du capitalisme, il faut savoir que c'est au prix d'une surexploitation et d'une oppression digne des conditions de travail et d'existence qui prévalaient au XIXe siècle en France ou les pays où le capitalisme se développait, quand les travailleurs ne disposaient d'absolument aucun droit, trop nombreux et inutiles, armée de miséreux en guenilles rendus au stade de déchets ou nuisant au bien-être des possédants, il devenait préférable d'en employer une partie plutôt que de l'entretenir à rien faire ce qui leur coûtait une fortune, autant les exploiter ou leur faire produire de la plus-value pour payer leurs frais d'entretien et entretenir du même coup ceux qui demeureront au stade de pauvreté extrême, ce sera autant de gagné pour le riche qui n'aura plus à débourser cette somme et cela soulagera les dépenses de l'Etat qui pourra consacrer cet argent à acheter des armes par exemple.

- Le problème en Europe, c'est l'Allemagne de Merkel - Jean-Luc Mélenchon - legrandsoir.info - 25 février 2015

On n'est pas loin du sale boche sans lequel Merkel ne détiendrait pas un tel pouvoir ! Non monsieur Mélenchon, le problème c'est la survie du capitalisme et la soumission de la pseudo-gauche et extrême gauche à ses institutions dont l'Union européenne...

- De quoi le projet de Syriza est-il le nom ? - Benedikt Arden - legrandsoir.info - 24 février 2015

Mais, mais... avec des mais la Commune de Paris et la révolution russe de 1917 n'auraient pas eu lieu, le prolétariat n'aurait jamais fait l'expérience qu'il était possible de s'emparer du pouvoir politique et la théorie marxisme n'aurait jamais démontrer son efficacité.

Le programme de Syriza n'est pas radical, certes. Ce qui, comme je l'ai déjà dit, lui ferme la porte d'une alliance avec le KKE, qui garde une position intransigeante. Syriza est officiellement pro UE, donc pro euro, et est membre du Parti de la gauche européenne. Celui-ci ne projette donc pas de renverser le capitalisme par la dictature du prolétariat, c'est le moins que l'on puisse dire ! Il ne promet même pas de construire le socialisme à plus ou moins longue échéance. (Il est donc un parti du capital puisqu'il ne peut être que l'un ou l'autre. - ndlr) Mais, celui-ci a une approche qui se veut pragmatique et essaie de faire au mieux (pour qui ? - ndlr) avec ce qui est possible d'être fait dans le cadre des institutions actuellement en vigueur en Grèce (Autrement dit gérer la société pour le compte de la classe dominante. Il fait le sale boulot que la Nouvelle démocratie et le Pasok ne sont plus en état de faire. - ndlr). Ceci est incontestablement loin du romantisme révolutionnaire, mais comme il tient son achèvement à un succès « légal » (Faux, il est minoritaire, Syriza n'a récolté que 36% des voix exprimés lors des législatives, en tenant compte de l'abstention, des votes blancs et nuls, il ne représente qu'environ 20% des électeurs, de plus il a accédé au pouvoir en profitant du système électoral inique qui octroie une prime de 50 sièges au parti en tête, sa majorité et son pouvoir ne sont pas le produit de la mobilisation de la majorité des masses exploitées grecques, il tient uniquement sa légitimité du régime en place, d'où la subordination qu'il lui voue. ndlr), il n'est pas irrationnel de voir ses actions respecter cette ligne de conduite, ce qui exclut de facto tout un pan des propositions habituelles de l'extrême gauche (C'est un euphémisme, il ne fallait pas braquer la troïka. -ndlr). Mais si le nouveau gouvernement veut survivre à l'épreuve du pouvoir de la façon dont il entend le faire, il lui est aussi vital de livrer la marchandise, car, pour l'instant, Syriza n'est soutenu que par le peuple grec. (Une minorité seulement. -ndlr)

Survivre à l'épreuve du pouvoir ? Cela est bien souvent une considération prise à la légère par l'extrême gauche, car, loin de s'obtenir par la pureté des idées, cette survie est d'abord une question de rapport de force. Et comme ce rapport de force n'est pas issu d'une force militaire ou/et révolutionnaire, mais de par un plébiscite, il est vital de conserver l'appui des masses. (Des masses bourrées d'illusions et Siryza n'entend pas les aider à s'en débarrasser puisque ses dirigeants n'entendent pas affronter directement le régime. - ndlr), Cet appui des masses, nous le savons tous, est quelque chose de bien volatile et ne dépend pas uniquement du savoir-faire de Tsipras et de Varoufakis, mais de la situation économique générale de la Grèce, situation économique pouvant aisément être déstabilisée de l'extérieur par ceux qui ont le pouvoir sur l'économie mondiale. (...) (La conscience politique des masses grecques est plus que "volatile", pour ainsi dire elle n'a pratiquement pas évolué en 5 ans si l'on considère que Siryza est le clone du Pasok d'hier, seule l'étiquette et les dirigeants ont changé, même pas le masque. -ndlr)

Comme le projet européen est intrinsèquement lié à la perte de souveraineté des États par un processus complexe de traités et d'interdépendance économique (via les dettes, la monnaie et les marchés) il est fort contradictoire de mettre en place ce genre de projet social-démocrate (même modéré) tout en voulant conserver le cadre institutionnel actuellement en vigueur, mais en même temps il n'est pas non plus possible de prétendre tout refonder sans perdre une partie significative de son électorat [5], donc son accès au pouvoir. Alors, toutes les personnes minimalement conscientes de cette situation seront à même de comprendre la fragilité du pouvoir de Syriza. (...) (Qu'on ne nous demande pas de cautionner l'escroquerie politique que constitue Syriza ou le Front de gauche en France, ces partis servent de remparts au régime, à ses institutions dont l'UE auxquelles ils participent, ils sont totalement soumis, ils ont aussi pour fonction d'éloigner les travailleurs du socialisme qui est la seule alternative possible au capitalisme. ndlr)

...accepter la réalité des rapports de force, de classes et d'intérêts et si les conditions pour une révolution ne sont pas envisageables et que la carte du réformisme peut être adroitement jouée, cela peut aussi être une avenue à envisager. (Quels "rapports de force, de classes et d'intérêts" dès lors que la classe dominante détient toujours le pouvoir économique, tandis que Syriza incarne son pouvoir politique pour refuser d'abolir la Constitution et les institutions, ceux favorables aux capitalistes. En annonçant qu'ils ne reviedraient pas sur les privatisations ils ont montré que l'espace réservé à des réformes progressistes était quasiment nul, mais ils s'emploient à faire croire le contraire comme hier le Pasok. En fait d'"avenue", c'est dans une impasse politique qu'ils conduisent les travailleurs grecs. L'illusion va faire long feu, d'ici quelques jours ou semaines tout au plus selon le délai que leur accordera la troïka à laquelle ils ont accepté de se soumettre le masque de l'imposture va tomber avec son lot de nouveaux reniements, c'est imparable et dire autre chose aux travailleurs c'est leur mentir délibérément ou faire preuve d'une ignorance criminelle.- ndlr)

Même si dans son ensemble cette avenue est peut-être encore la plus incertaine, car comme le dit le slogan anarchiste « si les élections pouvaient changer quelque chose, elles seraient interdites depuis longtemps », souhaitons au peuple grec, ainsi qu'à tous ceux qui souffrent des politiques néolibérales, un commencement de changement de cap avant qu'il ne soit trop tard. (On a envie de dire que ce discours montre qu'il est déjà trop tard car les masses ne sont pas préparées à affronter la classe dominante, c'est l'aspect le plus dramatique de la situation politique.

Que nous suggère en pointillé l'auteur de cet article, sinon d'abandonner notre terrain de classe indépendant pour adopter celui de la classe dominante sous prétexte que les conditions politiques ne seraient pas réunies pour s'attaquer au régime, au lieu d'armer théoriquement et politiquement les masses pour réunir ces conditions, les mobiliser et les organiser, mais affronter le régime, tel n'est pas l'objectif politique de Syriza qui s'en accommode très bien comme des institutions nationales, européennes et internationales avec lesquelles il n'entend pas rompre, or ne pas rompre avec elles, c'est tourner le dos aux masses exploitées, à leurs intérêts. Ce discours est celui des traitres, des vendus, des capitulards, des agents du capital- ndlr)

Les prédateurs de la finance ne se contentent apparemment pas de mesures de "portée symbolique". Eux ils n peuvent pas se

passer un jour de l'électricité.

- Projet de loi en Grèce contre la "crise humanitaire" - Reuters 03.03

Le gouvernement grec a soumis mardi aux députés un projet de loi prévoyant notamment la gratuité de l'aide alimentaire et de l'électricité pour plusieurs milliers de foyers touchés par la crise, donnant à sa première initiative législative une portée symbolique face à ce qu'il qualifie de "crise humanitaire".

Le projet de loi prévoit entre autres de rebrancher d'ici la fin de l'année l'électricité dans toutes les résidences principales où elle a été coupée pour cause d'impayés, en donnant la priorité aux chômeurs de longue durée et aux familles avec de jeunes enfants. Reuters 03.03

Il y a donc des dizaines de milliers de travailleurs et leurs familles qui vont rester sans électricité jusqu'à la fin de l'année. Tsipras, il s'éclaire à la bougie ? Les Grecs pourraient s'impatienter ou se radicaliser en exigeant d'être servis tout de suite...

En dépit des tensions politiques créées dans la majorité parlementaire par les concessions faites aux créanciers étrangers, nécessaires pour obtenir la prolongation de l'aide, la popularité de Syriza continue d'augmenter, à 41,3% selon un sondage MRB publié mardi. Reuters 03.03

Le FMI en odeur de sainteté sera servi en priorité.

- Athènes puiserait dans les réserves du secteur public - Reuters

La Grèce puise dans les réserves des caisses de retraite et d'organismes du secteur public pour pouvoir couvrir ses besoins de financement de mars, a-t-on appris mardi auprès de responsables de la gestion de la dette.

Coupée des marchés de capitaux et des financements de ses créanciers, la Grèce court le risque de se retrouver sans argent dans les semaines qui viennent alors qu'elle doit rembourser ce mois-ci 1,5 milliard d'euros au Fonds monétaire international (FMI).

Le gouvernement a affirmé qu'il respecterait cette échéance et les autres, sans dire comment.

Une partie des besoins de financement du mois sera couverte par des transactions au moyen desquelles les caisses de retraite et d'autres organismes public prêteront de l'argent à l'agence de gestion de la dette par le biais d'un accord de prise en pension jusqu'à 15 jours, ont expliqué les responsables à Reuters.

L'argent ainsi mobilisé est déposé auprès de la Banque de Grèce, qui devient la contrepartie de l'agence de gestion de la dette.

Ce procédé ne pourra être employé pour rembourser le FMI sauf si le gouvernement peut également rembourser les organismes publics auxquels il aura emprunté, a observé un haut fonctionnaire du gouvernement.

L'argent est prêté à l'agence pour une durée de 24 heures à 15 jours moyennant une garantie, en général de la dette nationale, et remboursé à échéance avec intérêts. Le prêteur peut toujours reconduire l'accord de prise en pension et recueillir un rendement meilleur que sur le marché interbancaire.

Une source au fait de la question avait dit précédemment qu'Athènes pourrait lever jusqu'à trois milliards d'euros par ce procédé; mais on ne sait pas combien le gouvernement a déjà levé par ce biais.

"Une somme a déjà été levée de cette manière", a dit un responsable de la dette, sans être plus précis.

La Grèce, dont le budget de fonctionnement mensuel est de l'ordre de 4,5 milliards d'euros, dont 1,5 milliard réservés pour les traitements et les retraites des fonctionnaires, est à court de possibilités de financement même si elle a passé un accord avec la zone euro prolongeant de quatre mois l'aide internationale.

Confrontée à une chute de ses recettes fiscales, elle risque de manquer de liquidités d'ici la fin du mois et même peut-être avant, encore que le gouvernement s'emploie à tenter de persuader les créanciers qu'il n'y aura pas de défaut.

"Nous sommes convaincus que les remboursements seront pleinement honorés, surtout ceux au FMI, et qu'il y aura de la liquidité pour nous mener jusqu'à la fin de la période de quatre mois", a déclaré lundi soir à la télévision grecque le ministre des Finances, Yanis Varoufakis. "Mars est assuré". Reuters 03.03

Violente manifestation dans le centre d'Athènes - Reuter

Plusieurs dizaines de manifestants ont affronté jeudi la police anti-émeute dans le centre d'Athènes à l'issue d'un défilé contre le gouvernement de coalition conduit par le parti de la gauche radicale Syriza.

Ce sont les premières violences dans la capitale grecque depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir il y a un mois.

Après le défilé, qui a réuni environ 450 personnes, une cinquantaine de manifestants vêtus de noir et cagoulés ont attaqué les policiers dans le quartier d'Exarchia.

Les manifestants, qui dénonçaient l'accord passé entre le gouvernement d'Alexis Tsipras et les créanciers internationaux de la Grèce, ont lancé des cocktails Molotov sur les forces de l'ordre, détruit plusieurs vitrines de magasin et incendié des voitures. Reuters 01.03

ACTUALITE EN TITRES

Identification.

- Valls: l'extrême droite, notre adversaire principal - AFP

Stratégie du chaos et choc des civilisations. Ils en remettent une couche quotidienne.

- Valls exhorte l'islam de France à «faire son examen de conscience» - LeFigaro.fr

- Le droit du port du voile à l'université remis en question - Francetv info

- Les Français sensibles à la montée de l'islamophobie et de l'antisémitisme - LeFigaro.fr

- Le Danois Bluitgen reprend la plume contre Mahomet - LeFigaro.fr

On les dirait un brin fébrile.

- Nicolas Sarkozy : «Il y a une politique alternative» - LeFigaro.fr

- Départementales : le PS inquiet des divisions de la gauche - LeFigaro.fr

- FN : «Il faut interpréter les sondages sur les départementales avec plus de prudence» - LeFigaro.fr

- "FNPS": non, voter FN ne fait pas gagner la gauche plus que la droite - Le Huffington Post

A quand l'abolition du capitalisme synonyme de la pire maltraitance pour tous les peuples et toutes les générations?

- Plus d'un Français sur 10 a été victime de maltraitance dans son enfance - LeFigaro.fr

- Le Conseil de l'Europe demande à la France d'interdire la fessée - LeFigaro.fr

- Les Français divisés sur la fessée - Francetv info

- Edwige Antier : "Le mot de fessée n'existe pas dans les autres pays" - Francetv info

- La pédiatre Edwige Antier est l'invitée du Grand Soir 3. Pour elle, le Conseil de l'Europe doit sanctionner la France sur la fessée. Francetv info 03.03

Je suis farouchement contre cette interdiction et encore plus cette sanction qui légitime l'UE. Je suis contre car comme toujours il faut se poser la question de savoir quelles couches de la population elle vise en particulier, celles des plus défavorisées qui

sont souvent les plus arriérées qui ne supportent pas les conditions sociales inhumaines que leur réserve cette société pourrie, aussi, excédées elles s'en prennent à plus faibles qu'eux, à leurs gosses, à leurs animaux, à ce qui leur tombent sous la main pour se défouler.

Je l'ai subi quand j'étais gosse, mais je refuse à quiconque de porter un jugement sur mes parents pour les violences qu'ils m'ont imposées. Que la totalité du prolétariat bénéficie de conditions d'existence dignes et son comportement changera, aussi faut-il changer les bases sociales de la société, renverser le régime en place...

Putréfaction de la civilisation humaine ou les miasmes putrides de leur société immonde.

- La Slovénie adopte le mariage gay - AFP

- Un collectif féministe dénonce la taxation des tampons et serviettes hygiéniques - LeFigaro.fr

- Une université canadienne inaugure des toilettes «neutres» - LeFigaro.fr

Quand Le Monde se désole.

- Argentine : rejet de la plainte contre Mme Kirchner dans l'affaire de l'attentat de 1994 - lemonde.fr

Commentaire d'un internaute

- "On ne comprend rien parce que la justice argentine va à l'encontre des intérêts économico - politiques européens. Tous les articles du Monde sont contre le gouvernement argentin. Merci Vivendi et Suez!"

- Argentine: Kicillof accuse le juge Griesa de favoriser les fonds - AFP

Ils ne pourront pas descendre plus bas...

- La Corée du Sud abolit sa loi sur l'adultère - LeFigaro.fr

Je suis favorable en principe à cette loi évidemment comme à celle octroyant des droits aux homosexuels, la question n'est pas là. Ils abordent ces questions dans un contexte de décomposition de tous les rapports sociaux, ces lois en sont le révélateur et l'accélérateur.

A la maison mère du sionisme.

- La charge de Nétanyahou contre la politique d'Obama envers l'Iran - LeMonde.fr

- Roger Cukierman en mission de sensibilisation à Washington - LeMonde.fr

Quelle déchéance ! Et l'état de guerre se propage.

- Putsch sans précédent à la tête du comité Nobel de la paix - AFP

Le président contesté du comité Nobel de la paix, Thorbjørn Jagland, a été démis mardi, victime d'une déchéance sans précédent qui risque de relancer les interrogations sur l'indépendance politique de cet organe influent. AFP 03.03

Tous les monarques ont leurs bouffons ou leurs larbins attitrés.

- Hollande s'entoure de stars du grand écran - Francetv info

- « Le FN n'est ni démocratique, ni républicain et encore moins populaire » - Public Sénat

Défenseur de ce qu'il nomme « la gauche humaniste », le sociétaire de la comédie française Denis Podalydès est l'invité phare de l'émission Culture T spécial Versailles, l'acteur garde « une certaine confiance et une certaine estime à l'égard de François Hollande ». Il a d'ailleurs participé à plusieurs de ses meetings en 2012.

Son soutien à l'actuel président, ne l'empêche pas d'avoir « une forme de sympathie » pour l'ancien. Nicolas Sarkozy qu'il

incarnait dans le film La Conquête de Xavier Durringer fut « un des rôles qui l'a le plus enthousiasmé ». « J'étais si bien dans sa peau ».

Quant à sa grande peur de citoyen, c'est celle de voir un jour le Front national au pouvoir. « Un parti fondamentalement ni démocratique, ni républicain et encore moins populaire », selon lui. Public Sénat 26.02

Parce que Hollande serait démocrate, républicain et populaire, on comprend pourquoi ce nostalgique de la grandeur perdue de Versailles ou de la monarchie absolue était "si bien dans la peau" de l'ignoble Sarkozy...

ACTUALITÉ DU JOUR

Soumission totale du PS et ses satellites à l'oligarchie financière et à son agence européenne.

S'ils l'exigent, c'est forcément légitime.

- Hollande: 4 milliards d'euros d'"économies nouvelles" pour satisfaire Bruxelles - AFP

François Hollande annonce mercredi que des "économies nouvelles" à hauteur de 4 milliards d'euros seront "trouvées" en 2015 pour satisfaire une demande de Bruxelles, dans une interview publiée dans Le Parisien/Aujourd'hui en France.

"Si Bruxelles demande 4 milliards de plus pour respecter nos engagements en matière de réduction des déficits publics, ils seront trouvés par des économies nouvelles", indique le chef de l'Etat.

Pour cette année, la Commission a fixé à la France un effort structurel de 0,5 point de PIB, le minimum exigé par l'UE. Mais elle estime pour l'instant que les plans soumis par le gouvernement français ne permettent qu'une réduction de 0,3 point. Il manque donc 0,2 point, l'équivalent de 4 milliards d'euros.

Pour les entreprises, "le processus de baisse des charges va se poursuivre", souligne M. Hollande. AFP 03.03

Encore heureux !

Un "signal" qui ne trompe pas.

L'État vend ses bijoux de famille - Francetv info

L'État vient d'engager la cession de 3,96% du capital du groupe d'aéronautique et de défense Safran. Mais pour le journaliste François Lenglet, ce n'est pas forcément une bonne opération.

"Plutôt que de vendre le patrimoine de l'État, il serait plus intéressant de s'endetter parce que les taux d'intérêt des emprunts publics ont considérablement diminué, au point que l'État, aujourd'hui, s'endette quasiment à coût zéro", précise le spécialiste, sur le plateau de France 2.

Les actions qui ont été vendues rapportent, elles, des dividendes. Selon le journaliste, les actions françaises rapportent à hauteur de 3% par an.

Mais alors, pourquoi l'État a-t-il fait un tel choix ? "C'est un signal qu'on veut envoyer, un signal de rigueur dans la gestion des comptes publics en limitant la progression de la dette, un signal à destination de la Commision de Bruxelles, qui est très vigilante, et des investisseurs", souligne François Lenglet. Francetv info 03.03

Financer et banaliser la misère sociale ou la baisse du coût du travail.

- Entre 4 et 5 millions de salariés modestes pourront recevoir la "prime d'activité" - AFP

Manuel Valls a précisé mardi les contours de la nouvelle "prime d'activité", qui sera destinée aux travailleurs à revenus modestes et remplacera les actuels dispositifs jugés trop complexes et peu efficaces à partir du 1er janvier 2016. Entre 4 et 5 millions d'actifs pourront y prétendre.

Manuel Valls a promis "un dispositif simple, qui représentera pour ses bénéficiaires un gain systématique au moment de la reprise ou de l'augmentation d'activité, dès les premiers euros et jusqu'à 1,2 SMIC, soit 1.400 euros", a-t-il ajouté.

Selon le Premier ministre, "entre 4 et 5 millions d'actifs seront éligibles à cette nouvelle prime d'activité, dont 700.000 à un million de jeunes", les 18-25 ans pouvant y prétendre à l'inverse du RSA activité.

La prime pourrait atteindre "par exemple 130 euros mensuels pour un célibataire travaillant à temps plein au SMIC, 220 euros pour une mère isolée avec un enfant qui travaille à tiers temps, et 230 euros pour un couple avec deux enfants dont un parent est à plein temps au SMIC et l'autre à mi-temps".

Guerre idéologique. Endoctrinement et façonnage des cerveaux les plus maléables ou sans réels repères ou expériences.

Le Figaro a pris le relais de Libération, apparemment les médias s'y collent en boucle les uns après les autres, craindraient-ils la vérité ?

- Attentats : l'école face au défi des «théories du complot» - LeFigaro.fr

- Les théories du complot les plus folles - LeFigaro.fr

- Pas d'avion sur le Pentagone. (11/9)

- Les Illuminati dominent le monde.

Commentaires d'internautes

1- "Avant l'affaire Snowden l'article aurait mentionné la prétendu théorie du complot sur l'espionnage massif des agences d'espionnage américaines. Le problème avec les théories qui fleurissent sur la toile, c'est que tout le monde y va de son explication et l'on trouve de tout. Des plus délirantes aux plus farfelus qui finalement se révèlent être un excellent camouflage pour les vrais complots qui se trament en coulisse. Toujours par rapport à l'affaire Snowden, il faut bien comprendre qu'un espionnage de cette envergure a de multiples applications pratiques. Les responsables de ces programmes ne sont pas adeptes de philosophies contemplatives. Et le terrorisme n'explique pas tout !"

2- "Il n'y a pas eu d'avion sur le pentagone, pas besoin d'être complotiste pour s'en rendre compte. Le simple bon sens suffit."

Comment procèdent-ils pour discréditer de simples constats qui se passent de commentaires, des études sérieuses réalisées par des professionnels, des témoignages de policiers, pompiers, militaires, etc ? Par amalgame.

Pour imposer à la population la version officielle d'événements ayant fait l'actualité, ils mélangent dans le même texte, article ou discours des analyses reposants sur des faits réels qui se suffisent à eux-mêmes pour en comprendre ou en deviner la nature, la signification, éventuellement la portée ou les conséquences politiques, et des propos aberrants ou farfelus tenus par des illuminés ou des mythomanes, de telle sorte que les deux fassent indistinctement et spontanément l'objet du rejet de la par des lecteurs, afin qu'ils s'en tiennent uniquement à la version officielle, fabriquée ou dont une partie ne correspond manifestement pas à la réalité qui a été falsifiée pour peu qu'on y prête attention ou qu'on recoupe tous les éléments en présence. Une telle méthode est du domaine de la manipulation des consciences dans un but politique.

La population doit demeurer dans l'ignorance, et pour atteindre cet objectif ils font preuve d'une imagination débordante ou ils ne ménagent pas leurs efforts pour produire toutes sortes d'arguments plus falacieux les uns que les autres, tous les moyens sont bons, comme par exemple participer eux-mêmes à répandre de fausses informations qui seront reprises par des gens manquant de vigilance, au point qu'on perdra rapidement la trace de leur origine qui aura été effacée par la suite pour les imputer ensuite à ceux qui les auront reprises.

Ils procèdent de la même manière lorsqu'ils mêlent vérités et contrevérités afin d'atténuer la portée de vérités embarrassantes pour le régime ou révélatrices de leurs véritables intentions inavouables.

Ils se discréditent totalement auprès de la population à vouloir trop en faire ou en reprenant à leur compte des versions indéfendables, comme par exemple celle retenue par Le Figaro à propos de l'avion qui se serait écrasé sur le Pentagone et dont on n'a jamais retrouvé la moindre trace ni celle de ses passagers qui se seraient littéralement volatilisés comme par miracle. En soutenant cette version, ils se ridiculisent, ils démontrent que ce sont eux qui sont les véritables auteurs du complot qu'ils dénoncent en cachant délibérément la vérité aux lecteurs. Ils démontrent aussi que rien ne les arrête, qu'ils sont capables de commettre les mensonges les plus grotesques qui soient en tablant sur l'ignorance des masses qu'ils considèrent à tort incultes au point de les croire.

Plus ils s'acharnent à défendre coûte que coûte le régime par des procédés maladroits et malhonnêtes, plus ils s'enfoncent et plus ils se coupent des masses sur lesquelles leur influence décroît, plus ils les incitent à interpréter les événements en toute indépendance des médias qui relaient la propagande officielle, plus ils les invitent à prendre leur destin entre leurs mains, autrement dit, le résultat atteint se situe à l'opposé de celui qu'ils s'étaient fixés. On ne peut que les inviter à persévérer dans cette voie, car cela fait nos affaires.

En complément, la théorie du complot c'est aussi cela.

Désinformation et propagande de l'Empire pour justifier l'économie de guerre.

- En prison ou en exil... l'opposition russe mal en point - Le Huffington Post

- Le meurtre de Boris Nemtsov «confirme la dégradation du climat politique en Russie» - LeFigaro.fr

- Ukraine: l'Occident menace Moscou de "réaction forte" en cas de rupture de la trêve - AFP

Otan d'injustice...

- La colère et le désespoir des familles des victimes du Bugaled Breizh - Francetv info

L'émotion était grande, ce mardi 3 mars à la cour d'appel de Rennes (Ille-et-Vilaine), pour les familles des cinq pêcheurs du Bugaled Breizh. Il y a 11 ans, le navire de pêche sombrait au sud de l'Angleterre.

Pour les proches de victimes, le Bugaled Breizh a été accroché par un sous-marin. Ce jour-là, se tenaient des manoeuvres de l'OTAN dans la zone où le bateau a coulé. Mais cette thèse n'a pas été retenue, une fois de plus. L'avocat général, comme c'était attendu, a demandé la confirmation du non-lieu prononcé en première instance.

L'avocat des familles a dénoncé un déni de justice, face à la caméra de France 3 : "Tous les experts indépendants, tous les professionnels de la mer, tous les témoins entendus (...) disent que c'est un sous-marin. L'avocat général demande une sorte de preuve impossible". Francetv info 04.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Irak

- Tikrit: Daech lance un SOS - french.irib.ir

L'un des commandants des forces volontaires qui participent aux opérations de la libération de Tikrit vient de l'annoncer : les terroristes de Daech sont encerclés et ne cessent de lancer des appels à l'aide via leurs taki waki , leurs appareils de télécommunication. L'heure zéeo n'est pas enconre arrivée . La première étape de la libération de Tikrit a été lancé lundi. Cette première étape visait à couper toutes les voies d'approvisionnement des terroristes à Tikrit. Les forces populaires ont mené leurs opérations sur l'axe Sour Shenas et cette étape se poursuivra jusqu'à la libération totale des voies d'approvisionnement des terroristes à Tikrit.

Mais pourquoi Tikrit devra -t-elle être libérée? La ville stratégique de Tikrit est important pour trois raisons: la libération de cette ville permet aux forces irakiennes de contrôler la route menant à Mossoul. Cette libération permet aussi une large offensive contre la province stratégique de Ninive. french.irib.ir 04.03

2- Israël

- Al Baghdadi en Israël - french.irib.ir

Blessé lors du récent raid aérien conte la ville de Qaem, non loin de la Syrie, Abou Bakr al-Bagdadi est transféré en Israël pour être soigné, a-t-on appris du service de renseignement allemand.

Lors d'une attaque contre un convoi de dirigeants de Daech, dans la localité frontalière de Qaem, Abou Bakr al-Bagdadi a été grièvement blessé ont révélé des éléments liés au service de renseignement allemand. Après être entrée dans la région occupée du Golan, al-Bagdadi sera soigné dans un endroit loin des raids de la coalition et de l'armée irakienne. Lors des raids des avions de combat contre la localité de Qaem, en Irak, un convoi où se trouvait al-Bagdadi a été pris pour cible. french.irib.ir 28.02

3- Syrie

- Le Front Al-Nosra se séparerait d'Al-Qaïda - french.irib.ir

Les sources informées ont fait savoir que le groupe terroriste Al-Nosra envisageait de rompre ses relations avec Al-Qaïda, pour former un nouveau groupe, grâce au soutien de certains pays arabes, en vue de renverser le gouvernement de Bachar al-Assad.

Les sources proches du Front Al-Nosra, selon Reuters, ont affirmé que le Qatar, qui entretient de bonnes relations avec ce groupe, a incité ce dernier à rompre avec Al-Qaïda. Al-Nosra aurait reçu plus d'aides financières de Doha.

Les analystes sont d'avis que cette démarche pourrait renforcer l'influence du Qatar et de ses alliés, dans le renversement du gouvernement légal syrien. Les autorités qataries ne se sont pas exprimées, à ce sujet. Les responsables des services de renseignements de certains pays riverains du golfe Persique, dont le Qatar, ont rencontré, ces derniers mois, le Chef du Front Al-Nosra, Abu Mohammad al-Joulani, afin d'encourager ce dernier à rompre ses relations avec Al-Qaïda et de discuter des soutiens qu'ils lui réservent. french.irib.ir 04.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Ukraine

- L'Ukraine prend des mesures drastiques pour sécuriser un prêt crucial du FMI AFP

Triplement du prix du gaz, réduction des retraites: l'Ukraine a adopté un "paquet d'austérité" très impopulaire, afin de sécuriser un prêt du FMI et tenter de sortir le pays du gouffre financier.

Parallèlement, la banque centrale ukrainienne a annoncé mardi qu'elle allait relever à partir de mercredi son principal taux directeur de 19,5% à 30%, en faisant ainsi l'un des plus élevés au monde, pour tenter d'endiguer l'inflation galopante, qui a atteint 28,5% en janvier sur an.

L'Ukraine est exsangue après plus de deux ans de récession qui a tourné à l'effondrement économique avec le sanglant conflit armé dans l'Est industriel. Sa monnaie a perdu plus de 40% de sa valeur depuis le début de l'année, ses réserves de devises sont quasi vides et l'activité chute.

Dans ce contexte, le Fonds monétaire international (FMI) a donné en février son accord préliminaire pour un nouveau prêt de 17,5 milliards de dollars (15,5 milliards d'euros) sur quatre ans pour Kiev, mais seulement en échange de réformes.

Ce prêt dont l'approbation définitive est attendue le 11 mars fait partie d'un plan d'aide global pour l'Ukraine estimé à 40 milliards de dollars mais dont les contours restent relativement flous. Cette somme inclut notamment des contributions de l'UE, des Etats-Unis et de la Banque mondiale mais aussi des pertes que doivent accepter des créanciers du pays.

Les réformes économiques adoptées par les députés prévoient des mesures de lutte contre la corruption, mais aussi une restructuration de la société publique énergétique Naftogaz et l'optimisation des dépenses de l'Etat.

Parmi les mesures les plus impopulaires apparaissent le triplement du prix du gaz pour les ménages et la hausse du tarif du chauffage, des mesures réclamées depuis des années par le FMI et qui ont fini par être annoncées mardi par le gouvernement.

Le Parlement a pour sa part réduit de 15% les retraites supérieures à 1423 hryvnias (53 euros) par mois pour les personnes continuant à travailler, ce qui est le cas de nombreux Ukrainiens, étant donné le faible niveau des pensions.

"Dans la situation actuelle, il n'y a pas de décisions simples et faciles", avait prévenu lundi soir le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, devant les députés.

"Nous sommes conscients qu'une partie de ces lois sont très mal accueillies par la population. Mais la patience et le fait d'aller dans

le bon sens vont nous permettre d'atteindre une certaine stabilité, de relancer la croissance économique", avait-il ajouté.

Les analystes estiment également que l'adoption de ces mesures est nécessaire.

L'évolution de la hryvnia, qui a récemment chuté à des niveaux records, inquiète particulièrement. Le taux officiel de la monnaie ukrainienne a en effet atteint la semaine dernière 30 unités pour un dollar contre 16,32 au début de l'année et autour de 8 début 2014, portant un coup très dur à la capacité d'achat des Ukrainiens.

Selon les experts de Capital Economics, la dernière hausse du principal taux directeur n'est autre qu'"une tentative désespérée de la banque centrale de reprendre le contrôle de la monnaie".

Depuis vendredi, la hryvnia s'est reprise et la dernière décision de la banque centrale a renforcé cette tendance, la monnaie ukrainienne s'établissant mardi à 24,82 hryvnias pour un dollar contre 26,85 la veille.

Néanmoins, "sans une résolution pacifique, s'inscrivant dans la durée, du conflit dans l'Est, la fuite des capitaux va se poursuivre", a relativisé Capital Economics dans une note d'analyse. AFP 04.03

2- Chine

- La province chinoise de Guangdong relève le salaire minimum - Reuters

La province du Guangdong, l'une des plus puissantes de Chine sur le plan économique, s'apprête à augmenter son salaire minimum de 19% en moyenne pour lutter contre la pénurie de main d'oeuvre et la hausse du coût de la vie, rapporte vendredi l'agence de presse officielle Chine nouvelle.

A partir du mois de mai, le salaire minimum à Canton, la capital de la province, augmentera de 22,2% à 1.895 yuans (269 euros), le plus haut niveau de la province, a précisé Chine nouvelle en citant les services sociaux locaux.

La ville de Shenzhen, limitrophe de Hong Kong, relèvera dès mars son salaire minimum de 12,3% à 2.030 yuans, ce qui en fera le plus élevé de tout le pays. Reuters 02.03

Haut de page

Le 7 mars 2015

CAUSERIE

Les masque tombent, merci Charlie.

- Charlie Hebdo: toujours du mauvais côté de l'histoire - arretsurinfo.ch - 2 mars 2015

La Russie dénonce la caricature de Charlie Hebdo sur Donetsk.

Le député Alexeï Pouchkov et des blogueurs russes ont condamné la caricature de Charlie Hebdo sur le cessez-le-feu à Donetsk qui dit: «Cessez-le-feu : l'ennui s'installe à Donetsk».

Charlie Hebdo a publié une caricature consacrée au cessez-le-feu de Donetsk.

Elle est intitulée: «Cessez-le-feu : l'ennui s'installe à Donetsk».

Le dessin représente trois hommes et une femme qui se trouvent au milieu des ruines de la ville. L'un d'entre eux se demande :

«Et si on organisait quelque chose avec des caricaturistes ?».

La caricature a mis en colère des blogueurs et l'opinion publique russes. Alexeï Pouchkov, député de Russie unie [parti majoritaire] et président de la commission des affaires étrangères de la Douma [chambre basse du parlement] a lui aussi dénoncé la caricature en postant sur son compte Twitter :

«Charlie Hebdo a publié une caricature. Donetsk détruit. Le texte est: « Cessez-le-feu : l'ennui s'installe à Donetsk ». C'est une abomination, pas de la liberté d'expression».

Après une interruption de six semaines, le nouveau numéro de l'hebdomadaire Charlie Hebdo a été tiré à 2,5 millions d'exemplaires. Pour mémoire, le numéro de janvier avait été diffusé à 8 millions d'exemplaires. Certes, la ferveur de janvier semble avoir disparu mais le tirage du journal satirique reste en forte hausse en comparaison du nombre d'exemplaires distribués avant l'attentat. arretsurinfo.ch 2 mars 2015

Quelle saloperie de réactionnaires ! Comment peut-on défendre de tels ordures sinon qu'on baigne en pleine confusion. C'est très intéressant, c'est révélateur et démontre qu'on ne s'était pas vraiment trompé, pas sur tout en tout cas...

Informations ouvrières va-t-il reproduire cette caricature monstrueuse?

On rajoutera une dizaine d'articles ce soir ou demain matin.

Les géopoliticiens ont un gros problème pour expliquer les revers de la stratégie politique américaine dans la mesure où ils proviennent de la résistance des peuples opprimés, des masses exploitées, de la classe ouvrière auxquels ils refusent de reconnaître le rôle déterminant pour renverser le capitalisme, puisque ce serait se ranger sous le drapeau du socialisme ou admettre le bien-fondé du marxisme.

Ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là, cela concerne la presque quasi-totalité des intellectuels ou opposants déclarés au cours suivi par la politique américaine à laquelle les dirigeants des puissances occidentales ou des pays développés se soumettent qui se retrouvent confrontés au même dilemme : produire des analyses qui ne mènent nulle part sinon dans une impasse ou se ranger au côté du prolétariat mondial pour en finir avec le capitalisme.

Tous les articles que nous mettons en ligne ne servent strictement à rien sinon à dénoncer les méfaits du capitalisme qui ne datent pas d'hier, ils ne changeront jamais le cours des choses, seule la mobilisation révolutionnaire des millions d'exploités dans chaque pays peut déboucher sur un changement radical de société, à condition qu'ils soient organisés et que leur combat soit orienté dans la bonne direction et qu'ils prennent conscience des objectifs politiques qu'ils doivent atteindre, orientation qui ne peut leur être fournie que par un parti ouvrier s'étant fixé lui-même comme objectif le renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par les travailleurs qui constituent l'immense majorité de la population.

Le développement de la situation en Syrie et en Irak ou encore en Ukraine notamment conforte ou confirme la théorie marxisme, selon laquelle le capitalisme s'il survit au-delà d'un certain seuil pour faire bref, conduit inéxorablement à la guerre et la barbarie, se décompose, entre en putréfaction et entraîne dans sa faillite ou sa chute l'ensemble de la société, ou sous la pression de la mobilisation des masses explotées et opprimées qui refusent de subir le tragique destin qu'il leur a réservé se soulèvent et le renversent, s'emparent du pouvoir politique pour construire une société meilleure et plus juste basée sur la satisfaction de leurs besoins et aspirations légitimes en se débarrassant du carcan du capitalisme dont les fondements reposaient justement sur leur négation.

Il est navrant, le mot est faible, de constater qu'aucun parti ouvrier n'interprète la situation en Ukraine et l'affrontement entre une partie de la classe ouvrière et le régime néonazi de Kiev comme le refus des masses ukrainiennes les plus avancées à subir la politique de régression sociale que veut lui imposer le FMI ou Washington et Bruxelles, mettant plutôt l'accent sur l'affrontement entre les Etats-Unis et la Russie pour les renvoyer dos-à-dos, alors qu'on assiste à un soulèvement armé du prolétariat attaqué par des hordes fascistes financées et armées par les Américains et les puissances européennes, pire encore, soutenant l'intégrité de l'Ukraine qui est le principal mot d'ordre du gouvernement illégitime ukrainien pour justifier la guerre qu'il a déclarée au prolétariat ukrainien qu'il accuse de collusion avec l'impérialisme russe ou d'en être les agents, qualifiant les masses révolutionnaire de l'est de l'Ukraine d'ennemis de l'intérieur, de traîtres à la nation et devant être traités commes tels ou exterminés, il s'agit des bastions ouvriers, des mineurs. Tout cela sous le prétexte fallacieux de l'interférence de la Russie dans les affaires ukrainiennes qui suffirait à justifier l'absence de mobilisation au côté des masses révolutionnaires ukrainiennes qui pourrait être interprétée comme un soutien à Poutine. Quand ils soutiennent les appareils pourris des syndicats ou il n'y a pas si longtemps le PS, ils n'ont pas ou n'avaient pas les mêmes scrupules, simple constat.

On ne peut pas dire d'un côté qu'il faut faire reculer le gouvernement, lui infliger une défaite, préparer la journée de mobilisation du 16 avril, avancer le mot d'ordre de grève générale, etc. et dans le même temps refuser de caractériser politiquement le PS, demeurer enchaîné aux appareils corrompus des syndicats, dénoncer le régime de Kiev sans insister ou à demi-mot seulement sur sa nature fasciste et reproduire des caricatures de l'infâme Charlie Hebdo qui vient de s'en prendre aux masses du Donbass qui le combattent ou combattent pour leur survie. Cela vaut pour la Syrie et l'Irak. A suivre.

Rien de tel pour rassembler les masses

- L'État islamique détruit au bulldozer les vestiges d'une cité assyrienne en Irak - LeFigaro.fr

- Irak: choc après la destruction de Nimroud, l'armée s'approche de Tikrit - AFP

- Les forces irakiennes reprennent à l'EI la ville d'Al Bagdadi - Reuters

Dictature. Libération ou la propagande quotidienne de guerre et de désinformation dictée par Washington.

Russie.

- Mélenchon et le «sang-froid» de Poutine - Liberation.fr

Sur son blog, Mélenchon avait notamment fustigé ceux qui attribuaient la mort de l'opposant à Poutine «sans le début d'une preuve». Liberation.fr 06.03

Traduction : Pas besoin de preuves pour imputer cet assassinat à Poutine, il suffit que les Américains l'ait décrété, la parole de Washington a valeur de preuve et vous êtes prié de vous en contenter décrètent les chiens de garde du néolibéralisme.

Le soi-disant quotidien de gauche était en réalité de droite... avant de rejoindre l'extrême droite néolibérale ou néoconservatrice, qui l'aurait cru franchement ?

Hystérie des médias et surenchère.

- Kasparov ne mâche pas ses mots contre Poutine devant le Sénat américain - euronews.com

- La Russie bascule-t-elle dans la dictature ? La Tribune

Chine

- Chine : la grande pompe d'un Parlement décoratif - Liberation.fr

Les assemblées réunies ont religieusement écouté le Premier ministre, jeudi, à l'ouverture de leur session annuelle. Un rituel destiné à légitimer une démocratie de façade. Liberation.fr 05.03

Commentaire d'internaute

1- "Entre engagement des forces armées avant tout débat, 49-3 intempestif et obligation de complaire aux injonctions UE, n'est-ce-pas ici même, en France, La grande pompe d'un parlement décoratif ? "

Style impérial !

2- "" un rituel destiné a légitimer une démocratie de façade"

Un peu comme le référendum sur la constitution européenne en 2005... en France, tout comme en Hollande ou les résultats furent balayés d'un revers de mains parce que le vote n'allait pas "dans le bon sens". SIC !

Franchement, la poutre dans l'œil de nos journaleux devient vraiment pathétique."

Non, ils sont tous achetés.

Allons plus loin.

Parce que les régimes de Washington et des pays de l'Otan qui bombardent des pays qui ne leur ont jamais déclaré la guerre, qui fomentent des coups d'Etat sanglants, assassinent des opposants à leur politique impérialiste, pratiquent la torture, orchestrent des génocides, organisent des famines, créent des organisations monstrueuses et criminelles telles Al-Qaïda ou l'Emirat islamique, bref, les puissances occidentales qui sèment la guerre et la terreur à travers le monde avec leur lot innombrable de souffrances seraient des démocraties pour Libération.

Comment cela ? Mais parce qu'ils peuvent se targer de la légiimité et du soutien des institutions internationales... qu'ils ont fondées et dirigent. Sinon en recourant au déni, au non-dit, à l'auto-censure qui constitution la toile de fond de la désinformation et de

la propagande officielle.

Il suffit qu'ils répètent en boucle les mêmes mensonges, contrevérités, interprétations tronquées ou falsifiées des faits pour qu'ils se substituent à la réalité, prennent sa place ou deviennent la réalité, à partir de laquelle chacun est appelé à se prononcer de telle sorte qu'on adhère à leur politique. Ce procédé relève de l'autojustification à partir de la manipulation des faits qui ne peut souffrir que quiconque y fasse référence car toute leur démonstration tomberait à l'eau ou leurs véritables intentions seraient dévoilées.

Ils ne peuvent supporter la contradiction ou toute expression libre ou plus ou moins indépendante ou encore critique qui viendrait remettre en cause leur version des faits qu'ils ont sciemment falsifiés pour obtenir le soutien de la population à leur politique ou la convaincre d'y adhérer.

Cette méthode fut employée à une autre époque par Hitler, Mussolini, Franco, Salazar, Pinochet, Vidéla, etc. qui étaient à la tête de régimes démocratiques...

Dénoncer leurs mensonges est inutile ou inefficace, ne sert strictement à rien si dans le même temps on n'explique pas aux travailleurs comment ils s'y prennent pour les berner, quels mécanismes ils mettent en oeuvre pour les tromper délibérément, pourquoi ils y recourent et dans quel but politique afin de les aider à élever leur niveau de conscience, les conduire à rompre avec le capitalisme de manière à ce qu'ils se posent ensuite la question des moyens à mettre en oeuvre pour le renverser, s'organiser, se rassembler, se mobiliser, s'emparer du pouvoir politique.

Aucun parti ouvrier n'entend accomplir cette tâche indispensable, dès lors il ne faut pas s'étonner qu'on en soit toujours au même point ou que le mouvement ouvrier régresse sans fin.

On peut observer que des peuples livrés malgré eux à la guerre finissent par se rassembler ou se mobiliser pour recouvrer leur souveraineté indipensable au développement de la lutte des classes. On pourrait dire qu'il aura fallu attendre d'en arriver à cette extrémité épouvantable pour que les masses exploitées réagissent et s'unissent pour tenter de sauver ce qui pouvait encore l'être ainsi que leur dignité.

Dans d'autres pays comme la France nous en sommes encore loin, alors que la situation sociale est devenue dramatique et le climat politique délétère, la situation des travailleurs empire un peu plus chaque jour alors que Valls leur promet de la sueur et du sang pour les années à venir. La décomposition de la société à tous les niveaux s'accélère à une vitesse fulgurante depuis des années, notamment depuis que le PS est au pouvoir. La France est engagée dans un certain nombre de guerres en Afrique et au Proche-Orient...

Bien que l'on dispose d'une multitude de preuves ou témoignages matériels et humains accablants, vérifables, irréfutables qui démontrent que l'effondrement en cours des fondements de la civilisation humaine est bien réel et n'est pas une vue de l'esprit de partisans de telle ou telle doctrine, les masses des pays les plus développés ayant bénéficié du progrès social au cours des décennies précédentes jusqu'à nos jours ou disposant de conditions de travail ou d'existence supérieures aux travailleurs du reste du monde sont incapables de comprendre l'enjeu de la situation actuelle de telle sorte qu'ils sont dans l'impossibilité d'agir ensemble pour préserver leurs acquis sociaux et politiques qui disparaissent les uns après les autres, comme s'ils se complaisaient dans une sorte de confort matériel ou bien-être relatif (et bien mal réparti), d'insouciance par rapport à ce qui est en train de se passer sous leurs yeux ou la dégradation de leur situation, subissant sans réagir le sort qu'on leur impose comme s'il était inéluctable ou le moins pire des maux par rapport à ce que d'autres peuples doivent supporter quotidiennement, autrement dit ils se satisfont de leur condition qui leur procure encore certaines satisfactions ou leur permet de satisfaire leurs besoins élémentaires il faut croire, ou ils s'en contentent à défaut de mieux qui relèverait du miracle dans lequel ils ne croient pas ne voyant pas d'issue (positive) à la situation actuelle ou à la crise du capitalisme. Réduit à l'impuissance, ils résistent lorsqu'ils se sentent directement concernés ou agressés, et le reste du temps ils se réfugient dans une sorte de passivité ou d'indifférence sous le poids de la fatalité qui les écrase ou leur prope ignorance, préparant ainsi les conditions à un avenir toujours pire que le jour d'avant qui finira par les broyer s'ils ne parviennent pas à prendre leur destin en mains.

Ce constat ou le processus qui devait conduire à cette situation, on nous explique qu'il était inéluctable, ce qui signifie que forcément l'amélioration de la conditon ouvrière devait conduire à la corruption politique de la classe ouvrière ou à mieux enchaîner les travailleurs au capitalisme. En réalité, seule la politique du réformisme pouvait aboutir à un tel objectif puisque par nature il se confond avec lui ; au lieu de favoriser le socialisme, le réformisme a été conçu pour le combattre et faire en sorte que les travailleurs s'en éloignent, le résultat qu'on a sous les yeux le confirme si besoin était.

Le réformisme consiste à s'en remettre au capitalisme pour réaliser progressivement le socialisme, il en est donc par définition la négation ou l'ennemi du socialisme. On s'en est accommodé pour finalement l'adopter ou plutôt l'inverse à l'origine. Il était donc impossible d'élever son niveau de vie et simultanément élever son niveau de conscience politique au niveau du socialisme, c'est ce qu'on voudrait nous faire croire. On est donc en droit de se demander pourquoi on devrait se battre pour défendre nos acquis, alors qu'on ferait mieux d'attendre qu'ils soient tous liquidés pour entraîner une réaction salutaire des travailleurs puisque ce serait uniquement dans une telle situation qu'ils se mobiliseraient contre le régime, c'est à cette absurdité qu'aboutit cette

théorie des révisionnistes ou capitulards. A suivre.

En complément. Quand un Etat raciste entend dicter sa conception de la démocratie au reste du monde.

- La police de Ferguson coupable de racisme pointe une enquête accablante - AFP

Le délit de faciès pratiqué par une police raciste et les flots d'amendes comme source de revenus pour la ville, étaient "routiniers" à Ferguson (Missouri, centre), théâtre d'émeutes après la mort d'un jeune Noir, a accusé mercredi le ministre de la Justice Eric Holder.

Le ministre a dénoncé des "violations constitutionnelles qui étaient devenues une routine" pour les autorités de la ville, en présentant devant la presse deux rapports de son ministère, l'un sur la mort de Michael Brown, 18 ans, non armé, tué le 9 août 2014 par un policier, l'autre sur les pratiques policières de la ville.

Cette enquête était très attendue, les événements survenus à Ferguson, ajoutés à d'autres bavures policières, ayant attisé pendant des mois la colère de la communauté noire et des militants des droits civiques.

Le premier rapport conclut que la mort de Michael Brown, "bien qu'elle soit une tragédie, ne montre pas, au-delà d'un doute raisonnable, de comportement susceptible de poursuite judiciaire" du policier Darren Wilson, au titre d'une éventuelle violation des droits civiques, indique le ministre. Un grand jury local avait également décidé de ne pas le poursuivre.

Le second, accablant, énumère des pratiques policières parfois illégales ciblant surtout les Noirs de la ville dont "la seule explication en sont les préjugés racistes", dit le ministre, lui-même noir.

Ce rapport de 105 pages note que Ferguson compte une population à 67% noire. Pourtant, de 2012 à 2014, 85% des voitures arrêtées par la police étaient conduites par des Noirs, 90% des personnes recevant des amendes; 93% des personnes arrêtées; 95% des accusés d'infractions piétonnières et 94% des accusés de refus d'obéir, étaient noirs.

Les Noirs étaient deux fois plus fouillés que les Blancs lors des contrôles de véhicule et les chiens policiers n'étaient utilisés que contre les Noirs.

Le rapport pointe également un système, violant parfois la légalité, où la police "sous pression de la municipalité, n'était plus un service public mais un outil pour gagner de l'argent".

Des déluges d'amendes étaient distribuées, la plupart du temps aux Noirs, pour des infractions mineures qui, faute d'être payées, pouvaient conduire à des dettes grandissantes, à la prison, à la perte d'un emploi ou d'un logement.

"Trois ou quatre infractions" relevées lors d'une arrestation en voiture était "de la routine" et des policiers faisaient même des concours pour qui en trouverait le plus, dit le ministre. Les policiers pouvaient eux-mêmes être punis s'ils ne remplissaient pas leurs quotas. AFP 06.03

Vidéo. Le sionisme le meilleur allié du fascisme.

Quand Petro Porochenko remercie Bernard-Henri Lévy
http://www.dailymotion.com/video/x2ic0ut_quand-petro-porochenko-remercie-bernard-henri-levy_news#from=embediframe

Le discours du président ukrainien à l'issue de la représentation d'Hôtel Europe, de Bernard-Henri Lévy, le 21 février 2015, à l'Opéra de Kiev.

Qui est-il ?

- Le 19 juin 1942, il arrive à Vichy et parvient à trouver un emploi de documentaliste à la légion des combattants et des volontaires de la Révolution nationale, sorte de parti unique qui reprend la propagande pétainiste. Dans les premiers mois de l'année 1942, il éprouve de l'admiration pour le maréchal Pétain et collabore à une revue de Vichy : "France, revue de l'Etat nouveau". Il est donc pétainiste. Dans une lettre retrouvée dans ses archives, Il fait même l'éloge du SOL (Service d'Ordre Légionnaire), groupe paramilitaire chargé de pourchasser les ennemis du régime.

Pendant la collaboration, il est donc à Vichy et fait la connaissance de René Bousquet, secrétaire général de la police. En juin 1942, ce dernier négocie avec le chef de la police allemande les modalités de collaboration de la police française pour participer aux rafles des juifs. Le 2 juillet 1942, Bousquet rencontre le SS Karl Oberg pour lui proposer l'arrestation de 20.000 juifs étrangers en zone occupée et 10.000 en "zone libre". Le 16 et 17 juillet 42, les Parisiens assisteront à la razzia par la police et gendarmerie française (grâce à l'accord Mitterrand-Bousquet), parmi cette razzia 4501 enfants.

Les rares fois où il a accepté de parler de cette période, le président de la République se justifiait en expliquant qu'il n'était pas au courant de ce qui se passait pour les Juifs. Lors du vote des lois de 1941 qui excluent les Juifs de la communauté nationale, il était en Allemagne. Toutefois, on peut remettre en cause cette version. Il est difficile de croire qu'il ignorait le sort qui était réservé aux Juifs. Il était à Vichy lorsque les fonctionnaires de la police française arrêtaient les Juifs à Paris et dans la zone sud, sous les ordres de René Bousquet.

En juin 1942, il entre au service de presse du commissariat général au prisonnier. Au sein de cette organisation chargée de faire parvenir des colis aux soldats qui sont emprisonnés en Allemagne, il s'occupe du bulletin de propagande. C'est au sein de cette organisation qu'il va faire la connaissance d'un groupe de résistants qui ont infiltré le commissariat général. Dès lors, il va jouer un double-jeu et participer à des actions illégales, qui consistent à fabriquer de faux-papiers pour des hommes évadés d'Allemagne. Excellent faussaire, il sculptait des pommes de terre pour en faire des tampons imitant le cachet de l'Etat français. Parallèlement à ses activités clandestines, Il poursuit son travail au service de Vichy et rencontre même le maréchal Pétain en octobre 1942.

En janvier 1943, Laval renvoie Maurice Pinault du commissariat général au prisonnier pour placer un de ses hommes. Les principaux collaborateurs de Pinault, dont il fait partie, démissionnent également. A partir de cette date, il prend ses distances avec Vichy. Il prend des contacts avec des groupes de résistants sans rompre définitivement avec Vichy puisqu'en avril 1943, il reçoit la francisque qui « récompense les services rendus à l'État français ». Or, pour obtenir cette décoration, il faut en faire la demande en remplissant un formulaire sans ambiguïté : "Je fais don de ma personne au maréchal Pétain, comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciples et à rester fidèle à sa personne et à son oeuvre". Plus tard, il atténuera la portée symbolique de cette déclaration en affirmant qu'il était en Angleterre quand la Francisque lui a été remise. Sauf qu'il a signé avant de partir le formulaire pour l'obtenir.

Par conséquent, au printemps 1943, il hésite entre la résistance et le pouvoir de Vichy. politiquenet 26.08.2008 et aujourdhui.over-blog.fr 18.06.2011

Réponse : François Mitterrand.

On se demande interloqué comment des trotskystes ont pu le courtiser et appeler à voter pour lui alors qu'il entretenait encore des relations avec Bousquet. A l'époque j'en ai fait partie, j'étais un jeune militant et j'ignorais tout du passé épouvantable de Mitterrand comme du PS que j'apprendrai des décennies plus tard...

Commentaire d'internaute

1- Ce n'est pas au programme d'histoire, l'Education Nationale a oublié cet épisode...

Et tellement d'autres, les manuels scolaires d'histoire relèvent de la propagande du régime et les enseignants en sont les instruments, involontaires, aveugles, mais pas toujours... Ils ne forment pas des hommes et des femmes libres, mais des serviteurs du régime.

2- Pas rancuniers les Français ou amnésiques !

Amnésiques surtout, faibles, hypocrites et lâches aussi... La faute à ceux qui les encouragent à adopter cette attitude parce que cela les arrange...

3- Pour avoir eu sous les yeux la photo qui manque, celle où le Maréchal épingle la Francisque à Mitterrand, c'est une histoire que je connais depuis 50 ans et votre article, méritant, contient des erreurs. Ainsi ce n'est pas à Vichy mais juste après la guerre que Tonton rencontre Bousquet quand celui-ci, condamné puis grâcié une heure plus tard va financer la carrière politique de Mitt. La personnalité de ses deux parrains de Francisque Abélio et Gabriel Jeantet, père de l'ancien directeur du Monde et actuel de Sud Ouest.....;

Ce n'est en aucun cas Péan qui a révélé la liaison Bousquet Mitt, le fait était connu et publié depuis longtemps, certes parfois par Minute ce qui n'exclut pas la vérité. Simplement certains ne voulaient par voir. Le livre de Péan n'est qu'une vision angélique de Mitterrand, une biographie autorisée.

Détail sur Jeantet, si vous cherchez sur la Cagoule dans Wikipédia la présence de Jeantet, on ne trouve rien, le site a été lavé par les amis de Tonton et du fils.

ACTUALITÉ DU JOUR

Jeu institutionnel.

- Sondage : une remontée de courte durée pour Hollande et Valls - LeFigaro.fr

- Le reflux de popularité se confirme pour Hollande et Valls - Le Huffington Post

- Départementales: Le Front national caracole en tête des intentions de vote - 20minutes.fr 05.03

- La montée du FN provoque un vent de panique - Francetv info Et le lendemain...

- L'UMP en tête du 1er tour des départementales, selon OpinionWay - Reuters 06.03

- Départementales : le PS redoute une bérézina dès le premier tour - LeMonde.fr

Devant environ 500 sympathisants et militants PS réunis dans une salle de spectacle de la petite bourgade de Boisseuil (Haute-Vienne) près de Limoges, le Premier ministre a dénoncé un "endormissement généralisé" face au danger "immense" du FN.

"Le danger est là devant nous, il est immense. Tout le monde le sait, tout le monde est au courant et pourtant, il y a comme une étrange accoutumance, presque une forme d'endormissement généralisé", a dénoncé Manuel Valls, pour son troisième meeting de la campagne après l'Aude et l'Ille-et-Vilaine la semaine dernière.

"Où sont les intellectuels, où sont les grandes consciences de ce pays, les hommes, les femmes de culture, qui doivent monter, eux aussi, au créneau ? Où est la gauche ?", a demandé Manuel Valls.

"Lorsque de toute part on dit que tout se vaut, lorsqu'une partie de la droite républicaine, elle-même, dit que le FN et le PS, c'est la même chose, alors on a cette équation désastreuse: les partis républicains sont égaux à l'extrême droite. Et donc l'extrême droite est un parti républicain! Cette équation, là encore, je la refuse", a-t-il lancé.

"La droite aujourd'hui, en tout cas une partie d'entre elle, est en train de faire le jeu du Front national. Nicolas Sarkozy l'a démontré en effet une fois de plus, lundi dernier", a accusé Manuel Valls. AFP 05.03

Sarkozy l'assume à sa façon, ce qui n'est pas le cas de Valls, étiquette socialiste oblige...

Tout se délite.

- Valls appelle les élites à se mobiliser contre le FN - LeFigaro.fr

Echo.

- Pour Cambadélis, le FN a fait "les poubelles de l'extrême droite" - AFP

Et vice versa.

- Départementales : "Une voix pour le FN, c'est une voix pour la gauche", assure Sarkozy - Francetv info

Et comme une voix pour la gauche c'est en réalité une voix pour la droite, que vous votiez à droite, à gauche ou à l'extrême droite, vous votez toujours pour le régime ou la poursuite de la même politique...

- Aube Dorée et Pegida réunis dans un meeting soutenu par Marine Le Pen - Liberation.fr

La présidente du FN a envoyé un message vidéo lors de ce rassemblement organisé à Rome par la Ligue du Nord. (Parti qui a gouverné l'Italie au côté du parti de Berlusconi, l'équivalent de l'UMP en France. - ndlr)

Le 28 février dernier, Marine Le Pen a apporté son soutien à un grand meeting qui réunissait notamment néofascistes et néonazis à Rome, révèle Mediapart jeudi. (Le PS et ses satellites soutiennent bien le régime néonazi de Kiev. - ndlr)

Le service de presse du FN affirme ne pas avoir été informé de cette intervention, poursuit Mediapart. Interrogée par France

Info, Marine Le Pen a réaffirmé son soutien à la Ligue du Nord, mais assure qu'«il n'y avait pas d'accord du tout ni avec Pegida ni avec les hurluberlus d'Aube Dorée. Quand il y a une manifestation de milliers de personnes, s'il y a quelques folkloriques qui sont présents, ce n'est évidemment pas de la responsabilité des organisateurs». Aucun mot, en revanche, sur la présence des néofascistes italiens de CasaPound. Liberation.fr 05.03

Aucun mot de Libération sur la présence de néofascistes au sein du gouvernement de Porochenko.

Autrement dit, les médias, les partis officiels de droite et le PS ainsi que ses satellites s'accommodent du fascisme quand le parti de l'ordre et son supplétif de gauche ne sont plus en mesure de gouverner, il devient alors l'unique et dernier recours pour sauver le régime de la crise politique qui le mine et le paralyse, afin d'imposer brutalement à la classe ouvrière le programme antisociale et politique dicté par l'oligarchie.

Et lorsque l'heure n'a pas encore sonné ou que les conditions politiques ne sont pas réunies pour affronter directement le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, ils volent au secours du parti au pouvoir qu'il soit indistinctement étiqueté de droite ou à tort de gauche qui continue d'incarner les besoins de l'oligarchie, qui estime qu'il a encore les moyens politiques d'appliquer sa politique sans avoir à recourir au fascisme.

Question : Si les médias officiels s'accommodent du fascisme ou instrumentalisent les conséquences de la survie ou de la crise du capitalisme de manière à réunir les conditons qui permettront le moment venu ou le cas échéant l'accession au pouvoir du fascisme, conditionnent les masses exploitées dans ce sens, ils en sont directement les complices, le fascisme fait partie de leur panoplie idéologique au même titre que le régime qui l'engendre, dès lors ne faudrait-il pas les traiter en tant que tel ?

Quelque part quand on parle de double langage ou double jeu, on colporte l'illusion que les médias et les partis qui s'y livrent ne tiendraient pas qu'un seul langage ou ne joueraient pas qu'un seul jeu, que leur rôle serait ambiguë ou contradictoire, alors qu'en réalité il s'agit de la même partition exécutée à des moments différents pour le compte du régime en place en fonction de ses besoins.

Que l'on distingue ces différents moments est une chose et nous ne tomberons pas dans le travers gauchiste qui consiste à les identifier, mais qu'on n'en profite pas pour nier leur véritable nature qui leur est commune et fondamentalementalement réactionnaire quelle que soit la posture ou le discours qu'ils adoptent, il en va également ainsi du PS depuis un siècle.

Les conciliateurs ou démagogues opposent artificiellement ces différents manifestations ou personnages joués par le même acteur de telle sorte que son véritable rôle porte à controverse ou sa véritable nature s'en trouve diluée au point qu'on en perde la trace et lui en prête une qui ne correspond pas à la réalité. Une fois cette confusion établie et sans cesse alimentée pendant des décennies et des décennies, il deviendra impossible de rétablir la vérté sur sa véritable nature sans se livrer à une polémique acharnée. Or, c'est justement ce que les différents partis ouvriers s'emploient à éviter soigneusement, de telle sorte que l'imposture perdure indéfiniment. Ils craignent même d'affronter directement les médias qui s'emploient à conditionner les masses. Certains peuvent se gausser de l'incapacité du Front de gauche de rompre avec le capital ou l'UE ou de les affronter, ce qui caractérise leur capitulation politique, ils ne font guère mieux en pratiquant à leur tour un double langage, plus feutré ou plus sournois généralement en épargnant tour à tour le gouvernement, le PS ou les appareils corrompus des syndicats.

Ils sont passés tour à tour d'un soutien ouvert à un soutien sous réserve au PS pour finalement tenir un discours en apparence radical, dans lequel ils se contentent de s'opposer à sa politique sans le caractériser politiquement pour ne pas avoir à en dévoiler la véritable nature qu'ils refusent toujours d'admettre, car cela les forcerait à faire la critique de l'appréciation qu'ils avaient portée sur ce parti pendant près de 70 ans, et du même coup sur leur propre stratégie politique qui partant de là ne pouvait avoir été qu'erronée puisque reposant sur une base fausse.

Qu'il existe une inifinité de nuances de gris entre le noir et le blanc ne doit pas nous aveugler au point de perdre de vue que certains acteurs comportent dans leur histoire passé tellement de taches noires à leur actif, qu'ils penchent irrésistiblement vers cette couleur, qui en dernier ressort est leur couleur de ralliement.

Commentaire d'internaute.

1- "Allez voir le PS n'a pas été gêné de faire élire Mitterrand qui avait collaboré avec les nazis sous l'occupation allemande lire sur Internet : 19 juin 1942 - F. Mitterrand à Vichy."

Pour monter dans la hiérarchie du PS, il ne faut avoir aucun principe, aucun scrupule, aucune morale à part ceux qui font les personnages les plus sordides ou cruels de l'histoire, il faut être une véritable crapule sous l'emprise d'une ambition dévorante et d'une hypocrisie sans limite ou animé par un état esprit opportuniste et cynique à toute épreuve, ne pas craindre de se contredire ou de se renier si nécessaire en ignorant la honte tant on méprise le reste du monde. Cette description n'est pas exhaustive loin de là !

2- "Comment cacher des parts sombres de sa personne? En détournant l'attention sur un bouc émissaire, en l'occurence Jean-Marie Le Pen! Peut-être que ce dernier aurait pratiqué la torture en Algérie française, mais ceux qui éructent oublient que ces actes odieux étaient demandés et même couverts par le gouvernement de l'époque, celui de Guy Mollet, de la SFIO (section française de l'internationale socialiste), appellation du parti socialiste. Et qui était le ministre de l'Intérieur du gouvernement socialiste, un autre socialiste? François Mitterrand, qui signait les condamnations à mort.

Avec le culot habituel aux socialistes, le PS clame son action anti-colonialiste… en oubliant que depuis sa naissance à 1960, il a été colonialiste et même à l'origine de guerres coloniales! Ainsi les massacres de Madagascar de 1948, plusieurs milliers de morts, c'était également un gouvernement socialiste qui en était le responsable."

Dès qu'on remue un peu le passé du PS on est pris de nausée, c'est valable pour le PCF également. Inutile d'insister sur les partis de droites ou d'extrêmes droites et leurs dirigeants passibles du peloton d'exécution.

ACTUALITE EN TITRES

Quel stress !

Les banques US franchissent le premier obstacle des stress tests - Reuters

Les 31 banques américaines soumises aux tests de résistance de la Réserve fédérale sont parvenues à afficher un ratio de fonds propres au moins égal à 5% dans le cadre d'un scénario de crise, a annoncé jeudi la Fed, ce qui illustre la poursuite du redressement du secteur.

Les mastodontes du secteur comme Goldman Sachs, Morgan Stanley et JP Morgan Chase & Co figurent toutefois parmi les cinq banques affichant les plus faibles ratios. Reuters 05.03

Fusion ou dilution?

Envisageraient-ils de fusionner le dollar et l'euro une fois ramenés à parité égale dans la foulée de l'adoption du traité de libre-échange USA-UE ? Le hold-up serait total.

- La BCE donne un coup à l'euro, qui passe sous un nouveau cap face au dollar - AFP

L'euro baissait face à la monnaie américaine jeudi, passant un temps sous 1,10 dollar pour la première fois en onze ans et demi, face au volontarisme affiché par la Banque centrale européenne (BCE) sur son programme imminent de rachats d'actifs. AFP 05.03

Le noeud coulant se resserre inexorablement

- Les communes en difficulté financière - Francetv info

La baisse des dotations de l'État étouffe les communes qui se retrouvent en difficultés financières. Francetv info 05.03

Même pour simplement survivre la magie ne suffit pas.

Vu d'un paradis fiscal fondateur de l'UE.

- François Hollande s'offre une parenthèse enchantée au Grand-Duché - LeFigaro.fr

- Au Luxembourg, Hollande évite le fâcheux sujet de l'optimisation fiscale - LeMonde.fr

- Pour François Hollande, "la reprise est là" - Francetv info

… la preuve…

- Chômage: "évidemment pas de recette magique", selon Da Silva (PS) - AFP

- Le chômage a atteint la barre des 10% fin 2014 en métropole - AFP

Avec l'outre-mer, le chômage progresse également de 0,1 point au 4e trimestre, pour atteindre 10,4%, a annoncé jeudi l'Institut national de la statistique.

Au total, l'Insee a comptabilisé, fin 2014, 2,877 millions de chômeurs en métropole, soit 124.000 de plus que fin 2013 ("4,5%).

L'indicateur de l'Insee, le seul reconnu à l'international, reste moins sévère que celui de Pôle emploi, qui comptabilisait 3,50 millions d'inscrits sans aucune activité en métropole fin décembre, soit 189.000 de plus que fin 2013 ("5,7%). Le chômage Pôle emploi a, depuis, connu un mois de légère baisse en janvier, pour s'établir à 3,48 millions. AFP 05.03

A qui profite le chômage de masse ? Réponse.

- Wall Street chute sous l'effet de la baisse du chômage AFP

A quoi doit servir la crise ? Réponse ?

- Le patronat évoque 7,1 milliards d'économies sur les retraites Reuters -

- Les entreprises serrent toujours la vis salariale, quitte à susciter la grogne AFP

A qui profite-t-elle ? Réponse.

- Sergio Marchionne (Fiat-Chrysler) a vu ses revenus bondir de 83% en 2014 Reuters

- Forbes 2015: Qui sont les 15 plus grandes fortunes françaises? - huffingtonpost.fr

Héritière du groupe L'Oréal, Liliane Bettencourt grappille une place par rapport à 2014, grâce à un gain de près de six milliards de dollars.

Bernard Arnault passe quant à lui de la 15e à la 13e place, et augmente ainsi sa fortune de 33,5 à 37,2 milliards de dollars.

Progression beaucoup plus spectaculaire en ce qui concerne l'Hexagone, mais aussi l'une des plus conséquentes dans ce top 500 mondial, celle du franco-israélien Patrick Drahi, qui aurait l'intention de racheter Bouygues. Avec une fortune estimée par Forbes à 16 milliards de dollars, il enregistre un gain de près de 10 milliards de dollars et devient donc la 3e fortune française (passe de la 215e à la 57e place mondiale). huffingtonpost.fr 02.03

Intox

- Le Luxembourg, qui présidera l'UE va abandonner le secret bancaire - Francetv info

- Le gouvernement dévoile ses mesures contre l'"apartheid", logement en tête - AFP

En Palestine ?

Lobbyisme. La dictature c'est aussi cela

- Détecteur de fumée : 15 euros contre des vies sauves - Francetv info

Ils ont un sexe à la place du cerveau, suite.

Quel gâchis !

- Lesbiennes : «vivons heureuses, vivons cachées» ? - Liberation.fr

L'association SOS homophobie publie ce jeudi son enquête sur la visibilité des lesbiennes et la lesbophobie. Liberation.fr 05.03

Hôtel de passes

- Aidants sexuels pour handicapés : la justice oblige un hôtel à héberger une formation - Francetv info

Cul de poule !

- Jean-Vincent Placé rend hommage aux femmes en posant avec une poule - 20minutes.fr

L'élu écologiste prend la pose dans «Marie-Claire» à l'occasion de Journée des droits des femmes. 20minutes.fr 05.03

Il a rien trouvé de mieux, il a dû faire fuir les femmes, c'est pathétique !

Allumeuses, provocatrices, complexées, hypocrites, injustes... et pas seulement au travail !

- 80% des femmes se disent victimes de sexisme au travail - Francetv info

Dimanche 8 mars a lieu la journée des femmes. A cette occasion France 3 s'intéresse au problème du sexisme au travail. 80% des femmes salariées disent en être victimes. Francetv info 05.03

Et dire qu'on les aime telles qu'elles sont, comme quoi les hommes sont toutefois plus tolérants qu'on veut bien le dire...

A Cran... d'arrêt !

- Le Cran exige le retrait d'une pâtisserie jugée raciste - Francetv info

Comme l'explique Le Parisien du jeudi 5 mars, des gâteaux baptisés "Dieux" et "Déesses" sont à l'origine d'une polémique : il s'agit de personnages en chocolat noir, aux lèvres roses, affublés de sexes démesurés. Le Conseil représentatif des associations noires (Cran) y voit une représentation raciste de personnes noires et dénonce des "caricatures négrières, obscènes et injurieuses qui puisent dans la vieille tradition du racisme colonial". Francetv info 05.03

C'est plutôt un honneur pour un mâle d'être bien membré et pour une femelle d'être une grosse jouisseuse, il y a tellement d'homme qui rêvent d'avoir un sexe plus long et plus gros et de femme de se défaire de leurs complexes pour enfin jouir librement ou connaître l'orgasme dont elles sont frustrées les malheureuses. On les plaint sincèrement.

Ce pâtissiers devraient au contraire être décorés par l'Union africaine.

Le Cran doit être composé d'impuissants ou de grands frustrés qui ne se reconnaissent pas dans ces gâteries. Détendez-vous, si c'est possible, décomplexez-vous l'homme blanc vous envie ! Ce n'est pas le seul domaine où ils le dominent, mais apparemment ils ne peuvent de départir de leur réflexe d'esclave qui en font de bons serviteurs du régime.

On se détend camarades, c'est le week-end, on a pitié de ceux qui doivent attendre le week-end pour se livrer à ce plaisir, ils sont si rares dans la vie, n'est-ce pas ?

Vous pouvez vous offrir une religieuse, à moins que vous ne craigniez un procès des intégristes catholiques pour canibalisme !

Il faut même un cran d'arrêt à ce délire des chiens de garde du régime qui n'ont aucune légitimité sinon celle qu'il leur accorde avec le soutien des médias de merde, qui pour le coup est toujours de la même couleur, allez savoir pourquoi, une anomalie génétique qu'il va falloir corriger rapidement...

Au fait, ici c'est déjà l'été et Selvi (ma compagne) qui travaille l'après-midi à l'extérieur a bien bronzé depuis deux semaines, elle est devenue aussi noire qu'une Sénégalaise ou mon gendre Dany, quel délice, à consommer sans modération ! De son côté le blanc est sa couleur préférée, elle en rafole, alors imaginez un peu le cocktail... La suite est personnelle...

Que risquent-ils ? Rien, une simple amende.

- Corruption en Espagne : 40 personnes devant la justice, la droite inquiétée - LeMonde.fr

- Fraude à Pompéi : la police saisit des biens d'une valeur de six millions d'euros - euronews.com

Ils présentent les Grecs comme des mendiants, des voleurs ou des profiteurs.

- Les poches vides, Athènes revient solliciter ses créanciers - AFP

Le gouvernement d'Alexis Tsipras a repris son bâton de pèlerin pour convaincre les Européens de desserrer les cordons de la bourse afin d'éviter à la Grèce un nouveau "thriller" financier. AFP 05.03

Mauvaise nouvelle pour Paris et Washington.

- Jihadistes: le commandant militaire de la branche syrienne d'Al-Qaïda tué Mohamad Ali Harissi - AFP

Ils cherchent un nouveau moyen d'atteindre la République arabe syrienne et le peuple syrien qui résistent.

- L'Onu condamne l'usage militaire du chlore en Syrie - Reuters

Mais pas l'usage des bombes à l'uranium appauvri (Etats-Unis) ou au phosphore blanc (Israël).

Comme à Moscou, à qui profite le crime ?

- Argentine : l'enquête de la famille du procureur Nisman conclut à son meurtre - LeMonde.fr

La famille se substitue à la justice... Normal pour les médias, en dans l'affaire Boulin ?

On prend peu de risques en émettant l'hypothèse que l'un serait signé de la main de la CIA et l'autre de celle du Mossad pour les imputer à Kirchner et Poutine.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Ukraine : une loi pour accroître d'un tiers les effectifs de l'armée - euronews.com

En plein cessez-le-feu dans l'Est du pays, une loi qui vient d'être votée par le Parlement va permettre de porter le nombre de soldats à 250 000.

Le texte a obtenu 270 voix sur 450, soit une large majorité.

"Dans à peine deux mois, les activités militaires vont sans doute reprendre à grande échelle. Et chaque jour où nous nous rendons au Parlement, nous devons nous demander ce que nous avons fait pour arrêter l'agresseur, éviter des pertes excessives et récupérer l'ensemble du territoire ukrainien" argumente Iouri Lutsenko, le leader du Bloc Petro Porochenko.

Si le cessez-le-feu en vigueur depuis le mois dernier est globalement respecté, il y a toujours des affrontements sporadiques dans l'Est. D'après un porte-parole de l'armée, il y aurait eu pas moins de quarante attaques menées par les rebelles ces dernières 24 heures.

Moscou nie la présence de soldats russes et dénonce celle de militaires américains : "Ces jours-ci, environ 300 hommes appartenant à la 173ème brigade aéroportée des forces armées américaines basée en Italie sont déployés à la base de Yavorsky dans la province de Lviv. Ces hommes vont apprendre aux soldats ukrainiens comment utiliser l'armement américain" affirme Alexander Loukachevitch, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

Ce type d'entraînement de soldats ukrainiens par des militaires américains dans l'Ouest du pays a déjà eu lieu en septembre. euronews.com 05.03

2- Russie

2.1- La Russie met en garde USA/OTAN - french.irib.ir

«Les exercices conjoints des Etats-Unis et de l'OTAN, en mer Noire, peuvent avoir de graves conséquences», a prévenu le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. «Les exercices des navires de guerre des Etats-Unis et de l'OTAN, en mer Noire, peuvent avoir de graves conséquences, pour le règlement du conflit ukrainien», a déclaré le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexander Lukashevich, au briefing d'aujourd'hui. «Je dirais que c'est une provocation», a annoncé le diplomate russe. "L'entrée des navires de guerre de l'OTAN, en mer Noire, n'aidera, non plus, en rien, au règlement de la crise, au Moyen-Orient", a-t-il dit. "Toute présence militaire, près de la zone du confllit, riquerait d'engendrer des conséquences très dangreuses", a-t-il, encore, averti. Il a, par la suite, qualifié d'inquiétantes, les informations, qui indiquent que les Etats-Unis auraient l'intention de fournir des armes à Kiev. "Les Etats-Unis ne sont pas à la recherche d'une solution pacifique et d'une paix, en Ukraine, et ils envisagent de reprendre le conflit armé, dans ce pays", a-t-il conclu. french.irib.ir 05.03

2.2- Attaque contre la Syrie : la Russie met en garde les USA - french.irib.ir

Le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a mis en garde les Etats-Unis contre une éventuelle attaque contre les positions des forces de l'armée syrienne.

"L'avertissement lancé par les Etats-Unis d'attaquer les forces syriennes est inquiétant et un acte illégal", a affirmé, jeudi, Alexander Lukashevich. "La destination finale des armes américaines et des alliés de Washington ,pour les opposants syriens, qui sont qualifiés de «modérés», est une question importante, qui est évoquée, actuellement, dans les milieux politiques", a ajouté M. Lukashevich.

Les Etats-Unis ont averti que si l'armée syrienne attaquait les terroristes appelés, par Washington, «les forces syriennes modérées», la voie à une attaque américaine contre les forces gouvernementales syriennes serait, alors, aplanie. "La Russie poursuit ses efforts, pour faire avancer le dialogue national, en Syrie", a précisé Lukashevich, en soulignant l'importance de la reprise des négociations syro-syriennes. french.irib.ir 06.03

3- Syrie

3.1- Selon le chef de la diplomatie américaine John Kerry, "une pression militaire sera peut-être nécessaire pour faire partir Assad". - sputniknews.com

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry n'exclut pas la possibilité d'une "pression militaire" pour amener le président syrien Bachar el-Assad à démissionner, a annoncé la chaîne de télévision Al-Hadath.

"Une pression militaire sera peut-être nécessaire pour faire partir Assad", a déclaré le chef de la diplomatie américaine en visite à Riyad. sputniknews.com 05.03

3.2- Alep: Le QG du renseignement de l'armée de l'air attaqué - french.irib.ir

En Syrie, les médias ont rapporté que les forces de l'armée et celles du QG des services de renseignement de l'armée de l'air avaient repoussé l'attaque des terroristes takfiris du groupe d'Al-Nosra contre les locaux dudit bâtiment, à Alep.

Selon "Al-Watan", le colonel Adib Salamah, Chef du département des renseignements aériens, dans la province d'Alep, a souligné que les forces de l'armée et du QG des services de renseignement de l'armée de l'air ont pu déjouer l'attaque des Takfiris du Front Al-Nosra contre la cité de peuplement chiite d'Az-Zahra et le bâtiment du QG des services de renseignement de l'armée de l'air.

Et ce, alors qu'une délégation, qui représente le médiateur de l'ONU, pour la Syrie, Staffan de Mistura, est arrivée, en Syrie, il y a quelques jours, afin d'évaluer la situation qui prévaut à Alep. Les groupes terroristes tentent, manifestement, de torpiller les efforts de cette délégation onusienne, en intensifiant leurs attaques contre Alep.

A Alep, les opérations de l'armée régulière syrienne sont sous le commandement du colonel Adib Salamah. Ce dernier a ajouté que des dizaines des terroristes ont été liquidés, au cours des frappes aériennes lancées par les chasseurs-bombardiers syriens contre les positions et les bases des terroristes. Selon ce rapport, les assaillants liés au Front Al-Nosra et à leurs alliés extrémistes sont à l'origine d'une puissante explosion. La puissante charge explosive souterraine déposée sous le bâtiment abritant le siège du service de renseignement a détruit le mur extérieur du QG des services de renseignement de l'armée de l'air. french.irib.ir 05.03

3.3- Syrie: violents combats à Alep, l'opposition veut négocier - AFP

De violents combats ont eu lieu jeudi à Alep tandis que le chef de l'opposition syrienne en exil a annoncé pour la première fois qu'il ne mettait plus le départ du président Bachar al-Assad comme condition préalable pour des négociations de paix.

i le secrétaire d'État américain John Kerry a confié qu'une "pression militaire" serait peut-être nécessaire pour faire partir le président Assad, Moscou a en revanche annoncé une nouvelle réunion entre l'opposition et le régime en avril à Moscou.

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a de son côté critiqué jeudi l'ONU et les grandes puissances pour n'avoir pas de "stratégie claire", mettant en garde contre la tentation de laisser le régime syrien "profiter de la présence" de l'Etat islamique pour acquérir une légitimité.

3.4- Rif de Damas: Al-Nosra saigne . - french.irib.ir

18 dirigeants du Font Al-Nosra ont été tués, en Syrie, a-t-on appris de sources d'information. Les avions de combat syriens ont bombardé les positions des terroristes, tuant et blessant nombre d'entre eux, ont annoncé des sources syriennes. Lors de ces raids, les avions syriens ont pris pour cibles les bastions des commandants du Front Al-Nosra, tuant 18 d'entre eux, selon ce rapport.

Ces opérations ont visé les positions des terroristes, dans la localité d'Al-Habit, dans la banlieue d'Idlib, blessant, également, nombre d'autres terroristes. Ces derniers jours, l'armée syrienne a multiplié ses attaques contre les positions des groupes terroristes, dans ce pays. french.irib.ir 06.03

4- Irak

4.1- " Daesh, on l'aura" (Armée de Badr) - french.irib.ir

"Les forces irakiennes poursuivront les Daechistes, même à l'extérieur des frontières irakiennes", a affirmé Hadi al-Aamari, le Président de l'Organisation Badr, les forces populaires, en Irak.

"La coalition internationale n'a eu aucune participation aux opérations de libération de Salaheddine", a déclaré Hadi al-Aamari, cité par Al-Alam.

Et Al-Aamari de poursuivre : «Au début, l'ennemi a résisté, mais aujourd'hui et hier soir, il n'a opposé qu'une faible résistance, dans certaines zones. Pour la première fois, les hommes des tribus El-Obeïd d'Al-Jabour se battent, aux côtés des forces de sécurité, contre Daesh. Les éléments de Daesh seront châtiés. Les Irakiens mettront fin à leur existence. Ils seront poursuivis, même à l'extérieur des frontières irakiennes. Nous les tuerons tous, jusqu'au dernier. Daesh a été créé avec l'argent des Etats-Unis, de l'Europe et des pays arabes du golfe Persique». french.irib.ir 05.03

4.2- Irak: le Hezbollah abat un avion US - french.irib.ir

Selon les sources militaires irakiennes, un avion transportant armes et munitions pour Daesh a été abattu, dans l'Ouest d'Al-Anbar. Selon le site Al-Messriyoun, "les forces populaires - ndlr : le Hezbollah d'Irak , armée de Badr- ont abattu un avion américain transportant des armements, à destination de Daesh, dans l'Ouest de la région d'Al-Baghdadi. L'avion larguait des caisses remplies d'armes destinées aux terroristes, ainsi que des denrées alimentaires.

Le Hebollah d'Irak avait mis en garde, la semaine dernière, contre toute aide, à destination des terroristes, d'où qu'elle vienne. Les avions de la coalition larguent, régulièrement, des convois d'armes et de munitions aux terroristes et bombardent les forces mobilisées, pour combattre Daesh. french.irib.ir 27.02

4.3- Irak: des Daeshistes "israéliens", capturés. - french.irib.ir

Les commandos du Hezbollah d'Irak ont capturé quatre "conseillers militaires" de Daesh ayant en leur possession des passeports américains et israéliens !! Selon une source sécuritaire irakienne, ces quatre conseillers, dont trois sont de nationalité israélo-américaine, et un quatrième, originaire de l'un des pays arabes du golfe Persique, ont été arrêtés, après qu'un centre de commandement de Daesh eut été pris pour cible, à Mossoul. "Après avoir reçu des informations sur la présence d'un centre de commandement bien équipé de Daesh et diligenté par des conseillers américains et israéliens, les unités des forces spéciales ont lancé cete offensive.

Ce centcom se situait, dans le désert de Tal Abat, dans la province de Mossoul, et il vient de tomber, au terme d'une opértaion baptisée "Dard du scorpion". Le centcom, une fois, tombé entre les mains de la Résistance, a été dynamité et détruit. Les conseillers militaires de Daesh ont été transférés, dans un centre de sécurité, à Bagdad. Daesh est une création israélo-américaine destinée à provoquer l'effondrement des Etats- nations du Moyen-Orient. french.irib.ir 06.03

ECONOMIE

Pétrole

- Les Etats-Unis ne savent plus où stocker leur pétrole - latribune.fr

Aux Etats-Unis, on déborde de pétrole. Et ce n'est pas forcément une bonne nouvelle. L'agence américaine AP rapporte ainsi que les cuves américaines qui servent à stocker le pétrole sont pratiquement pleines depuis plusieurs semaines. Le pays n'arrive pas à écouler toute la quantité d'or noir qu'il possède ou qu'il a importée. Conséquence, les prix sur les marchés pourraient brutalement chuter dans les prochains mois.

Durant les sept dernières semaines, les Etats-Unis ont produit et importé en moyenne un million de barils de pétrole de plus par jour qu'ils n'en consomment. Stocké principalement à Cushing dans l'Oklahoma, la quantité d'or noir disponible a atteint un niveau jamais vu depuis 80 ans, souligne le département américain de l'énergie. Sur place, on craint même le "tank tops", cette limite où plus une goutte de pétrole ne pourra être stockée.

Un baril à 20 dollars?

Sur le marché, on craint une baisse brutale des prix du fait de ce calage. Le prix du baril a déjà chuté de 50% entre juin 2014 et le début de l'année 2015, atteignant 50 dollars le baril. Il est même passé brièvement sous cette barre symbolique début janvier. Mais cela pourrait s'accentuer. Cité par l'agence AP, Ed Morse, le chef des recherches sur les matières premières à la Citibank, affirme qu'il pourrait tomber sous les 20 dollars. A ce prix, les compagnies pétrolières pourraient décider d'arrêter de pomper pour éviter des pertes trop colossales. Et attendre une remontée.

Le problème est pris d'autant plus au sérieux qu'il est accentué par d'autres phénomènes. D'abord celui de la production de pétrole. Elle continue à augmenter aux Etats-Unis. Les nouveaux investissements sont gelés mais la production ne pourra être réduite que plus tard dans l'année. Par ailleurs, le pétrole extrait aux Etats-Unis est très souvent du light sweet crude. Mais de nombreuses raffineries américaines n'ont pas les capacités de le traiter. Quant à l'export, il est strictement encadré par des lois fédérales. Enfin, c'est l'une des pires périodes de l'année en matière de demande de carburant dans les pompes américaines. Les raffineurs ne sont donc pas encouragés à augmenter leur activité en ce moment... Alors dans les cuves de l'Oklahoma, le niveau monte. latribune.fr 06.03

Haut de page

Le 8 mars 2015

CAUSERIE

On a ajouté 41 articles.

On a écrit que tous les articles que nous mettons en ligne ne servaient à rien dans la mesure où il ne débouchait sur aucun objetif politique pratique ou ne s'inscrivait pas dans cette perspective, la littérature de tous les partis ouvriers également dans la mesure où ils refusent de combattre la propagande de notre ennemi sur le terrain idéologique et psychologique ainsi que leurs campagnes de désinformation permanente qui permettent de conditionner les travailleurs et de les maintenir dans l'ignorance.

Il est utile de mener la lutte sur le plan social, mais si elle ne s'articule pas avec le combat pour arracher les masses de leur ignorance qui les enchaîne au régime, elles demeureront sous l'influence du pouvoir qu'exerce le régime sur elles et nous n'arriverons jamais à rien, c'est tout ce que je voulais dire, cela me paraît logique et cohérent, non ?

Des fascistes font partie du gouvernement ukrainien. Le rapporteur de l'assemblée nationale ukrainienne, Andriy Parubiy, un dirigeant du parti au pouvoir, est aussi un co-fondateur de Svoboda. Porochenko et les membres du gouvernement fasciste ukrainien sont reçus à l'Elysée.

Pourquoi ceux qui prétendent combattre la montée de l'extrême droite ou le FN en France ne dénoncent-ils pas cette collusion entre les fascistes et le PS (et ses satellites), au delà entre les fascistes et la Commission européenne, le FMI, Washington ?

Pourquoi les partis dits ouvriers ou se réclamant du socialisme ne mènent-ils pas une campagne commune nationale sur ce thème pour briser l'imposture, l'image trompeuse de parti démocratique, de gauche ou socialiste que se donne le PS ? Pourquoi le ménagent-ils ? Parce que cela permettrait de mettre en lumière sa véritable nature de parti de droite et qu'ils n'y tiennent pas

pour avoir collaboré avec lui pendant des décennies, ils ne l'ont pas fait hier, ils ne le font pas aujourd'hui et ne le feront pas demain, pourquoi sinon parce qu'ils sont eux-mêmes trop corrompus ou ont définitivement abandonné leur nature de partis ouvriers (réelle ou non) ou sont devenus des partis démocratiques petits bourgeois liés au régime en place au même titre que le PS.

Il faut avor à l'esprit que ceux qui appellent à la mobilisation le 9 avril prochain et ceux qui y participeront sont ceux qui dans leur immense majorité ont voté Hollande et et PS en juin 2012.

On n'actualisera pas la causerie aujourd'hui, on se contentera d'un extrait d'article et de deux vidéos.

Les dirigeants des puissances occidentales soutiennent le fascisme

Ne cherchez pas les expressions, fascisme, fasciste, nazi, ils ne figurent pas dans le dernier numéro d'Informations ouvrières (341) Information ou désinformation ?

- La renaissance du fascisme sous une forme moderne - John Pilger - legrandsoir.info 06.03

Extraits.

Car c'est leur fascisme.

« Déclencher une guerre d'agression.., ont déclaré les juges du tribunal de Nuremberg en 1946, est non seulement un crime international mais de plus le pire crime international car, par rapport aux autres crimes de guerre, il contient en lui toute la malfaisance des autres crime de guerre réunis. »

Durant la Deuxième Guerre mondiale, l'Amérique (et la Grande-Bretagne) entrèrent en guerre contre la Grèce qui venait de se battre héroïquement contre le nazisme et résistait à l'avènement d'un fascisme grec. En 1967, la CIA aida une junte militaire fasciste à prendre le pouvoir à Athènes, comme elle le fit au Brésil et dans la plupart des pays d'Amérique latine. Les Allemands et les Européens de l'Est qui avaient collaboré avec les nazis et leurs crimes contre l'humanité reçurent l'asile aux États-Unis.

Dans les années 1990, alors que les anciennes républiques soviétiques, l'Europe de l'Est et les Balkans, devenaient des avant-postes militaires de l'Otan, on a donné leur chance aux héritiers du mouvement nazi ukrainien. Responsable de la mort de milliers de juifs, Polonais et Russes durant l'invasion de l'Union soviétique par les nazis, le mouvement fasciste ukrainien fut réhabilité et cette nouvelle vague considérée comme nationaliste par ceux qui gouvernent.

Cette vague a atteint son apogée quand l'administration Obama a misé 5 milliards de dollars sur un coup d'État contre le gouvernement élu en place. Les troupes de choc étaient formées de néo–nazis du Secteur Droit et de Svoboda. Parmi leurs dirigeants on retrouve Oleh Tyahnybok, qui a appelé à la purge de la mafia juive et moscovite et autres merdes telles que les homosexuels, les féministes et les gauchistes.

Ces fascistes font maintenant partie du gouvernement ukrainien issu du coup d'État. Le rapporteur de l'assemblée nationale ukrainienne, Andriy Parubiy, un dirigeant du parti au pouvoir, est aussi un co-fondateur de Svoboda. Le 14 février, Parubiy annonça qu'il partait pour Washington afin d'obtenir que « les États-Unis nous fournissent des armes de précision ». S'il y arrive, cela sera considéré comme un acte de guerre par la Russie. Aucun dirigeant occidental ne s'est insurgé contre cette renaissance du fascisme en plein coeur de l'Europe, à l'exception de Vladimir Poutine...

L'intensité de la campagne de dénigrement contre la Russie et la présentation de son président comme un méchant de foire ne ressemble à rien de ce que j'ai pu voir au cours de ma vie de journaliste. Robert Parry, un des journalistes d'investigation américain les plus réputés, qui a révélé le scandale Iran–Contra, a écrit récemment : « Aucun gouvernement occidental, depuis l'Allemagne hitlérienne, n'avait osé envoyer des troupes de choc nazies contre sa propre population, mais le régime de Kiev l'a fait et en toute conscience. Pourtant, le monde politicomédiatique

Il a fait tout ce qu'il a pu pour cacher cette réalité, allant jusqu'à ignorer des faits clairement établis... Si vous vous demandez comment le monde pourrait tomber dans une troisième guerre mondiale – comme cela s'est passé pour la première il y a un siècle – tout ce que vous avez a faire est de regarder la folie en ce qui concerne l'Ukraine, folie qui se montre imperméable aux faits ou à la raison. »

En 1946, le procureur du tribunal de Nuremberg a déclaré aux journaux allemands : « L'utilisation par les conspirateurs nazis de la guerre psychologique est bien connue. Avant chaque attaque majeure, à l'exception de celles reposant sur la rapidité d'action, ils démarraient une campagne de presse destinée à abaisser leurs victimes et à préparer psychologiquement le peuple allemand à l'attaque... Dans le système de propagande de l'État hitlérien, les armes les plus importantes furent la presse quotidienne et la radio. »

Les maitres du monde ne veulent pas seulement que l'Ukraine soit une base de missiles, ils veulent son économie. La nouvelle ministre des finances de Kiev, Nataliwe Jaresko, est une Américaine, ancienne fonctionnaire du Département d'État américain en charge des investissements à l'étranger. On lui a octroyé la nationalité ukrainienne en toute hâte.

Ils veulent l'Ukraine pour son gaz abondant. Le fils du vice-président Joe Biden est entré au conseil d'administration de la plus grosse compagnie pétrolière d'Ukraine. Les fabricants de graines génétiquement modifiées, comme le tristement célèbre Monsanto, veulent les riches terres cultivables de l'Ukraine. Mais par dessus tout, ils veulent le puissant voisin de l'Ukraine, la Russie. Ils veulent balkaniser et démembrer la Russie pour exploiter la plus grande source de gaz naturel sur terre. Alors que l'Arctique fond, ils veulent contrôler l'océan Arctique et ses richesses énergétiques, tout comme les terres russes qui le longent. Leur homme à Moscou fut Boris Eltsine, un alcoolique, qui livra l'économie de son pays à l'Occident. Son successeur, Poutine, a rétabli la souveraineté russe. Tel est son crime.

Notre responsabilité ici est donc claire. Elle repose sur l'identification et la mise à nu des mensonges permanents des va-t-en guerre et à ne jamais collaborer avec eux. Elle est dans le réveil des grands mouvements populaires qui ont conduit une civilisation fragile vers des États modernes. Et, plus que tout, elle réside dans notre habileté à empêcher qu'ils ne nous écrasent. Si nous restons silencieux, leur victoire sur nous est assurée et l'holocauste est proche. John Pilger.

Monsieur John Pilger, votre article est clair, précis, bien argumenté ou étayé, brillant, vous avez raison, il faut combattre au quotidien la désinformation, la campagne d'intoxication des médias et des différentes institutions en direction de la population qui relaient la propagande des néolibéraux ou néoconservateurs, vous avez encore raison lorsque vous mettez en avant la nécessité du "réveil des grands mouvements populaires", mais il ne suffira pas de ne pas rester "silencieux" pour que la masse de la population exploitée et opprimée se soulèvent contre un ordre mondial devenu tyrannique et tendant vers le fascisme et parvienne à le vaincre.

Vous aurez constaté comme nous qu'en parole, selon les circonstances on peut facilement se faire passer pour ce qu'on n'est pas, passer d'une position à son contraire, soutenir un jour une idée et la dénoncer un autre jour, être progressiste en parole et réactionnaire en acte ou sur le fond. Vous pouvez dénoncer les méfaits du capitalisme à longueur de temps sans que cela ne change quoi que soit. Il y a plein de gens de bonne volonté à travers le monde qui passent leur temps à refaire le monde entre quatre murs sans qu'il en sorte quoi que ce soit. Les bonnes intentions sont insuffisantes ou ne nous disent rien sur ce qu'il faudrait faire pour changer radicalement la société. Il ne suffit pas de constater que tout part à vau l'eau, faut-il encore savoir comment s'y prendre pour inverser le cours des choses, quelle force utiliser, quel moyen doit-on se forger, et la parole est impuissante. S'apitoyer sur l'état du monde n'apporte rien non plus. Il n'a jamais été brillant au point de le célébrer ou d'y faire référence comme une réussite, et pour que ces "Etats modernes" aient pu faire illusion, encore fallait-il avoir des œillères ou ne pas trop se pencher sur les conditions d'existence des populations qui subissaient leur domination, leur oppression et bien pire encore.

La parole n'est liée à rien ou sans effet en soi, elle se réduit à elle-même, d'où la faculté de produire des discours qui se traduiront par des effets inverses dans la bouche de gens malhonnêtes, hypocrites, démagogues ou populistes.

La parole ne dépasse pas le stade de l'idée, elle présente une utilité ou se réalise uniquement sous l'action des hommes qui la mettent en pratique. Les paroles s'envolent, seuls les actes ou faits demeurent. Dès lors la question est de savoir si réellement on veut changer la société et le monde et si on s'en donne ou non les moyens pratiques. Est-on prêt ou non à affronter directement notre ennemi pour y parvenir, ou on renonce face à l'immensité de la tâche à accomplir, on capitule lamentablement, par lâcheté ou intérêt individuel, et nos belles paroles ne servent finalement qu'à nous donner bonne conscience.

Il faut impérativement combiner le combat social et politique, et faire en sorte que les différentes couches d'exploités et d'opprimés se rassemblent, s'organisent, combattent ensemble le même ennemi dans la même direction, dans le même objectif, renversent l'ordre établi et s'emparent du pouvoir politique pour l'éradiquer de la planète, pour qu'il ne puisse plus jamais nuire à l'humanité, il faut l'anéantir, l'exterminer pour l'empêcher de se réarmer et de reprendre le pouvoir, il faut donc construire cette organisation, ce parti sur la base de ces objectifs politiques qui rassemblent et guident les masses exploités et opprimés dans chaque pays et à l'échelle internationale...

Le problème ou le défaut de ces intellectuels, c'est qu'ils sont incapables ou refusent de se tourner vers la classe ouvrière qui seule peut changer la société. Ce n'est pas trop qu'ils lui refuseraient ce droit, ils ne la croient pas capable d'atteindre cet objectif, ils baignent en pleine confusion ne comprenant pas que leur rôle à eux les intellectuels, qui ne peuvent pas à eux seuls prendre le pouvoir, est de se placer au côté de la classe ouvrière, de l'aider à s'organiser, à élever son niveau de conscience politique, que la solution à notre problème réside en quelque sorte dans la combinaison ou l'alliance de ces deux couches d'expoitées de la société, qui doivent agir ensemble. A suivre.

Vidéos.

1- Syrie: la vérité qu'on vous cache.
https://www.youtube.com/watch?v=xryY24_WD8A

Ajoutée le 4 mars 2015

Mère Agnès Mariam de la Croix, carmélite, est supérieure du monastère Saint-Jacques le Mutilé à Qara, près de Homs, en Syrie. Elle est née en Palestine, de nationalité Franco-Libanaise et vit en Syrie. Elle vient spécialement en France pour alerter l'opinion publique sur la désinformation dont nous souffrons de la part des médias du système, et raconter le calvaire que vit le peuple syrien, victime impuissante de l'acharnement des puissances occidentales.

2- Témoignage du Dr Nabil Antaki sur la guerre en Syrie [22.02.2015] - arretsurinfo.ch
https://www.youtube.com/watch?v=Ura6P4jIEjU

Ajoutée le 25 févr. 2015

M. Antaki aurait pu quitter sa ville d' Alep pour se mettre à l'abri. Il a au contraire décidé de rester pour se mettre au service des plus démunis dans le cadre notamment de l'organisation caritative des "Maristes Bleus". Et pour témoigner de la gravité de la situation causée par le soutien apporté par l'Occident aux groupes armés venus de l'extérieur qui, depuis 4 ans, détruisent son pays et terrifient la population.

Haut de page

Le 9 mars 2015

CAUSERIE

Pendant des décennies on a fait croire que le PS (et le PCF) était de gauche sur la base des apparences alors que sur le fond ou en réalité il était de droite. Rappelons que ce qui définit la gauche consiste à oeuvrer pour le renversement du régime en place, le capitalisme, objectif qui n'a jamais été celui du PS depuis plus d'un siècle.

Les travailleurs ont été portés à croire que le PS était de gauche puisque pendant toute une période (les dites Trente glorieuses") il s'est placé à leur côté, alors qu'en réalité il n'avait fait que reprendre à son compte une partie des revendications sociales de la classe ouvrière pour empêcher que la petite bourgeoisie et les classes moyennes s'unissent à la classe ouvrière et renforcent le PC ou pire, rejoignent les différentes organisations trotskistes qui se développèrent particulèrement à partir de 1968. Il s'agissait de tenir les travailleur à l'écart des partis ou organisations qui symbolisaient à tort ou à raison le socialisme, la révolution russe de 1917 ou le communisme, en répondant a minima aux attentes des masses exploitées, en canalisant leur mobilisation plutôt qu'en la favorisant pour le compte du régime, dans un contexte où la redistribution d'une partie des profits réalisés par les capitalistes grâce aux gains extraordinaires de productivité d'après-guerre, était compatible avec la survie du capitalisme.

La crise du capitalisme avait été temporairement surmontée grâce à l'économie de guerre et la formidable destruction de forces productives qu'elle avait engendrée pour déboucher sur un nouveau cycle d'expansion du capitalisme en grande partie virtuelle ou financé à crédit ou reposant sur l'endettement. Les travailleurs et leurs organisations allaient réclamer leur part des énormes profits qui allaient découler de la reconstruction de l'économie capitaliste dont ils étaient les principaux architectes.

Le PS qui était sorti exsangue de la guerre au profit du PC et de la CGT devait absolument se refaire une santé et renouer des liens solides avec le mouvement ouvrier. Financé et remis en scelle par la bourgeoisie et Washington, tenant un dicours réformiste, atlantiste et férocement anticommuniste, il devait séduire des couches du prolétariat qui tiraient profit de leurs statuts privilégiés et étaient acquis à l'anticommunisme ou qui n'avaient aucun intérêt au renversement du capitalisme dont dépendait leur mode de vie relativement confortable ou supérieur au reste de la classe ouvrière. Bref, le PS surfa sur la vague de mobilisation de la classe ouvrière pour se refaire une santé sans jamais présenter le moindre danger pour l'ordre établi auquel il était totalement soumis. C'est ainsi que naquit le mythe du parti de gauche passé avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade en 1914, dont il fallait effacer ou taire le passé épouvantable fait de trahisons et d'imposture permanentes et bien pire encore.

Plus tard, au fil du temps à partir de mai 1981 ce mythe se fissura et partit en lambeaux pour laisser place de nos jours à sa véritable nature réactionnaire.

Bien des travailleurs ont cru que le PS était de gauche et certains le croient encore bien que de moins en moins par la force des choses. Puis ils en sont arrivés à en douter, un peu, davantage, plus encore. Ensuite, il a bien fallu qu'ils se rendent à l'évidence que la politique appliquée par le PS ne différait guère de celle du parti de l'ordre, l'UMP, un parti de droite, ce sur quoi ils n'ont aucun doute. Au-delà il leur a bien fallu admettre que par conséquent il n'existait aucune différence fondamentale entre un parti de droite et un parti de gauche. Ils ont entendu dire que la gauche était morte et nombreux doivent être logiquement portés

à le croire sur la base du constat précédent. Cependant le PS continue de se prétendre de gauche ou incarner la gauche, ce qui est logique puisque cela est indispensable pour remplir la fonction qui lui a été dévolue par le régime pour le soutenir.

Pire, les partis dits ouvriers ou se réclamant du socialisme continuent d'estimer que le PS serait de gauche, s'alliant avec lui lors d'élections ou appelant à voter pour ses candidats ou encore exigeant qu'il fasse une autre politique, lorgant sur ses élus ou ses militants, etc. donc allant à contre-courant des masses qui ont pris conscience que le PS ne pouvait pas incarner à la fois leurs intérêts et ceux des capitalistes, ce qui signifie que ces partis exigent des travailleurs dont le niveau de conscience a évolué ou est le plus avancé, qu'ils reviennent en arrière, qu'ils renoncent aux conclusions politiques auxquelles ils sont parvenus pour soutenir le PS et le gouvernement. Dans ces conditions les travailleurs sont instinctivement portés à rejeter tous les partis ouvriers qui ont fait et font encore la courte échelle au PS qu'ils honnissent désormais. Ils leur demandent d'abandonner l'idée qui'ls se sont forgés selon laquelle le PS ne vaudrait pas mieux que l'UMP, alors que c'est exact ou la réalité. Ils ouvrent donc pour le régime en place qu'on le veuille ou non ou qu'on l'admette ou non.

On s'aperçoit ici clairement qu'hier et avant-hier ils ont refusé de caractériser le PS comme un parti de droite ou du capital, prétextant qu'à une autre époque il organisait des pans de la classe ouvrière, et ils persistent alors qu'il est totalement coupé des masses exploitées en dehors de quelques couches privilégiées inféodées au régime, ce qui signifie qu'il s'agissait d'un faux argument pour justifier leur collusion avec le PS et le régime au nom du soutien aux réformes, qui en réalité s'est traduit très tôt, dès l'après-guerre par le reniement de leurs principes et de leur programme politique, du socialisme. Quelle que soit la politique menée par le PS, qu'il soit dans l'opposition parlementaire ou au pouvoir, ils adoptent pour ainsi dire les mêmes rapports avec ce parti. Ils peuvent le critiquer violemment ou tenir des discours en apparence radicaux contre le gouvernement ou le PS dans leurs publications ou déclarations, pour aussitôt ou à la première occasion les ménager ou signifier qu'ils n'entendent pas les affronter, on en a eu un exemple éclatant le lendemain des événements des 7 et 9 janvier dernier ou tous on reprit en choeur la version officielle jusqu'à l'excès de zèle !

C'est normal qu'ils adoptent cette attitude puisqu'ils se sont toujours accommodés de l'horrible passé du PS. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'il faut aller chercher ailleurs que dans les publications des partis ouvriers pour reconstituer ou découvrir les différentes étapes de l'histoire du PS qui n'ont rien de glorieux, et quand on en a pris connaissance on ne peut être qu'interloqué par le silence qui l'entoure, à l'instar d'ailleurs des dirigeants de l'UMP ou de l'UDI qui évitent d'y faire référence, ne parlons pas des manuels scolaires où l'histoire est totalement falsifiée. Ils pratiquent l'omerta, la loi du silence au même titre que les partis officiels du régime qui savent que le PS sert les mêmes intérêts qu'eux, qu'ils appartiennent à la même famille et qu'il n'y aurait rien de pire que les travailleurs l'apprennent ou parviennent à s'en convaincre, pour un peu les heures du régime seraient comptées. C'est à cette formidable imposture que tous les partis ouvriers ont participé et participent encore à différents degrés, osons le dire à ce complot contre les travailleurs qui doivent continuer d'ignorer que ce qui était censé incarner la gauche n'a en réalité jamais été de gauche, n'a jamais été socialiste, mais l'a toujours combattu.

On s'étonne ensuite qu'une partie des travailleurs se tournent vers l'extrême droite ou se réfugient dans l'abstention, se détournent de la politique pour en fait privilégier des solutions individuelles à leurs problèmes ou adopter un état d'esprit individualiste compatible avec le néolibéralisme qui en tire profit.

La stratégie adoptée envers le PS fut le produit de démagogues ou de dirigeants corrompus par le réformisme ou le capitalisme, cela revient au même, ayant rompu avec le socialisme. La situation actuelle est le produit de cette stratégie politique catastrophique qui nous a empêché de construire le parti ouvrier révolutionnaire, une fois abandonné le programme de la révolution socialiste mondiale.

Contrairement à ce qu'on nous a rabâché, la contradiction ne résidait pas dans l'origine ou la composition du PS par rapport à sa véritable nature inféodée au capitalisme, mais dans le fait de sa véritable nature sous-estimer, de la faire passer au second plan systématiquement pour finir par la nier ou l'occulter totalement ou ne pas avoir été capable d'en tirer toutes les conséquences politiques, pour ne pas être allé au bout de notre analyse qui nous aurait interdit toute collusion avec ce parti de droite.

Quelle terrible illusion, confusion ou erreur politique ce fut de croire qu'en jouant la carte de la social-démocratie dégénérée ou régénérée par la bourgeoisie et l'impérialisme américain contre le stalinisme, on pourrait en tirer profit, pour quel résultat à l'arrivée, eh oui la formule objectif résultat vaut aussi pour nos dirigeants : aucun !

Et quand vous vous dites que cela mériterait tout de même quelques explications, on vous dénie ce droit ! En tant que militant ouvrier, j'exige ces explications, c'est la moindre des choses me semble-t-il. Je ne demande pas des têtes, seulement des explications.

Fatalement. Etat d'âme d'une nanti répugnante envers ceux qui lui ont permis de s'enrichir.

- "On ne peut pas en France faire le contraire de ce que font tous les autres pays du monde, travailler moins que les autres, imposer plus les gens qui gagnent vraiment plus d'argent"

"Quand on gagne plus que les autres, on a fatalement des gens pour vous aider [...], on est créateur d'emploi, on a une employée de maison, on a une secrétaire, on a un fiscaliste, on a des gens comme ça, il faut pouvoir les payer", "si on a une

résidence secondaire, on est obligé de payer un jardinier".

Françoise Hardy, samedi 7 mars lors de son passage à On n'est pas couché sur France 2. Francetv info 08.03

Elle n'a jamais travaillé de sa vie. L'astrologie ne l'a pas arrangée... A vomir.

Officine au service de la propagande de guerre.

Quand la haine, l'arrogeance, le mépris suinte à travers chacune de leur parole.

- A Donetsk, les rebelles prorusses célèbrent leurs beautés séparatistes - AFP

Il y a encore quelques heures, Iana Manouilova portait arme et treillis militaire, le bras orné de l'écusson de son bataillon rebelle "Berkout". Elle défile désormais en robe de soirée et talons hauts devant tout le gratin séparatiste de Donetsk, dans l'Est de l'Ukraine. AFP 08.03

L'AFP est beaucoup moins prolixe quand il s'agit de s'épandre sur les bataillons néonazis Azov qui participent à la répression sanglante du soulèvement de la classe ouvrière de l'est de l'Ukraine contre le régime fasciste de Kiev.

ACTUALITE EN TITRES

La France est gouvernée par un dangereux hystérique, fanatique, névropathe

- Manuel Valls : "J'ai peur que mon pays ne se fracasse contre le FN" - M6info

C'est lui qui est fracassé, son cas relève de la psychiatrie ! Et puis, il n'a pas la même préoccupation ou les mêmes scrupules envers Israël ou l'Ukraine, deux régimes d'extrême droite ou fascistes qu'il soutient...

- Pour François Bayrou, ne parler que du FN le fait monter - LeFigaro.fr

C'est le but du jeu en désespoir de cause...

- Valls s'en prend à Michel Onfray: le philosophe estime que le Premier ministre a "perdu les pédales" - Le Huffington Post

Pas vraiment, la preuve du contraire :

Le Parlement sera convoqué en session extraordinaire en juillet, a-t-il aussi confirmé, en répétant « ne rien exclure » quant à un éventuel nouvel usage de l'article 49-3 permettant de faire adopter un texte sans vote. lemonde.fr 08.03

Il manquait FNUMP pour qu'ils comprennent.

- Sondage: "FNPS", une formule incomprise par les deux tiers des Français - AFP

Quand le PS se retrouve face au PS au second tour d'élection, une partie des électeurs de l'UMP votent PS, et quand c'est l'UMP qui se retrouve face au FN, une partie des électeurs du PS votent UMP, autrement dit une large frange des électeurs du PS et de l'UMP n'ont aucune conscience de classe. On le savait déjà.

Plutôt inquiétant.

- 94% des Français prêts à élire une femme présidente de la République - L'Express.fr

Accommodation et corruption.

Comment faire pour légitimer la prolifération du wahhabisme ou l'idéologie archaïque et féodale des barbares qui sert la stratégie du chaos et de la guerre. Mode d'emploi.

Nilüfer Göle : "La laïcité doit s'adapter aujourd'hui à cette diversité religieuse et culturelle" - Francetv info

Insupportable. Fissure dans la loi du silence.

- Jean-Luc Mélenchon fissure le Front de gauche sur le meurtre de Nemtsov - LeMonde.fr

Mélenchon a raison. Son espace de liberté pour intervenir se réduit de jour en jour. Les autres composantes du Front de gauche ont tous adopté un profil bas en entonnant la propagande officielle.

Gauche veut aussi dire porte-parole de l'Otan :

- Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF) : "la première victime, ici, c'est Nemtsov. La première victime, c'est la démocratie."

On croirait entendre Obama...

- Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble, dans un entretien à Libération : « Etre lucide sur le jeu des Etats-Unis est une chose. Mais de là à laisser penser qu'il s'agirait d'une opération des services secrets américains, il y a un pas que les responsables politiques ne devraient pas franchir car il nourrit l'approche complotiste ».

« Ne soyons pas naïfs [...]. Le président russe et son entourage préfèrent la violence à la démocratie. Ils ont noué des liens étroits avec les réseaux d'extrême droite en Europe », explique-t-elle à Libération. LeMonde.fr 07.03

Ceux de Kiev que soutient Hollande pour lequel vous avez voté ? Cela ne s'appelle pas de la naïveté, mais de l'opportunisme forcené, du parasitisme ou de la connerie à l'état pur, pardon, de la crasse ignorance.

Intox, démagogie, conditionnement.

- Pascale Boistard : "la société doit se mobiliser contre les violences faites aux femmes" - Francetv info

- Hollande chantre de l'égalité hommes-femmes qui "fait évoluer la France" - AFP

- Sondage: près de sept Français sur dix pour un service civique obligatoire - AFP

L'imposture impériale

- Etas-Unis : Barack Obama appelle à la non-violence - Francetv info

- A Selma, Obama célèbre la lutte pour les droits et les libertés au-delà de la cause noire - LeMonde.fr

Quel dilemme cornélien ou larguer des armes et des vivres à l'Emirat islamique...

- Irak: intensifier les raids antijihadistes serait une erreur, pour le général Dempsey - AFP

L'Afrique en guerre.

- Nigeria: offensive militaire "terrestre et aérienne" du Niger et du Tchad - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Le complexe militaro-industriel-financier exige que l'Europe adopte la politique guerrière des Etats-Unis et de l'Otan face à la Russie.

- Juncker appelle à la création d'une armée européenne - latribune.fr

L'Europe doit se donner les moyens d'être prise au sérieux. C'est dans cette perspective que le président de la

Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a appelé dimanche à la création d'une armée de l'UE, au vu notamment des relations de plus en plus tendues avec la Russie sur le sujet de l'Ukraine.

Une telle force permettrait non seulement de faire face aux nouvelles menaces aux frontières de l'Union européenne, mais aussi de défendre les "valeurs" de l'UE, a-t-il déclaré dans une interview publiée dimanche par le journal allemand Welt am Sonntag.

"On ne créerait pas une armée européenne pour l'utiliser immédiatement. Mais une armée commune à tous les Européens ferait comprendre à la Russie que nous sommes sérieux quand il s'agit de défendre les valeurs de l'Union européenne", a-t-il expliqué. "Une telle armée nous aiderait à mettre au point une politique étrangère et de sécurité commune", estime-t-il, tout en soulignant qu'il ne s'agirait de remettre en cause le rôle de l'Otan. Une force commune aux 28 pays de l'UE permettrait aussi selon lui de rationaliser les dépenses militaires et de favoriser l'intégration militaire de ces pays.

La proposition a déjà trouvé un certain soutien en Allemagne. La ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen, a réagi en affirmant dans un communiqué:

"Notre avenir, en tant qu'Européens, passera un jour par une armée européenne".

Elle a néanmoins précisé que ce ne serait "pas à court terme".

Le Welt am Sonntag citait également dimanche le chef de la commission parlementaire allemande de politique étrangère, Norbert Roettgen, pour qui l'idée d'une armée de l'UE serait "une vision européenne dont le temps est venu". Toujours selon le journal, l'ancien secrétaire général de l'Otan Javier Solana devait présenter lundi à Bruxelles un rapport sur une nouvelle stratégie de défense européenne appelant à une plus grande capacité militaire à intervenir au-delà des frontières de l'UE.

L'idée risque en revanche de ne pas être du goût de ceux qui sont opposés à une plus grande intégration européenne, à commencer par la Grande-Bretagne. latribune.fr 08.03

La Grande-Bretagne est déjà intégrée au Pentagone ! Comme la livre est déjà intégrée au dollar ou la Banque d'Angleterre à la Fed...

Un titre royal.

Normal, puisque le pétro-dollar sert à armer les hordes de terroristes ou barbares supplétifs du Pentagone qui se sont multipliés par la grâce de Washington, Londres, Tel-Aviv et Paris. Il faut en vendre des barils de pétrole pour approvisionner en armes Al-Qaïda, le Front al Nosra, l'Emirat islamique et la multitude de mouvements assimilés au Caucase, en Chine, en Afrique...

- L'Arabie Saoudite décroche le titre de premier importateur mondial d'armes - latribune.fr

Ryad a détrôné New Dehli. L'Arabie saoudite est en effet devenue en 2014 le premier importateur mondial d'équipements militaires, dans un marché dont le volume a atteint un niveau record, indique un rapport publié dimanche 8 mars par le cabinet d'experts IHS Janes, basé à Londres.

En 2014, les ventes d'armes "ont augmenté pour la sixième année consécutive", atteignant 64,4 milliards de dollars (59,3 milliards de dollars), contre 56 milliards de dollars (51,6 milliards d'euros) en 2013, soit une augmentation de 13,4%, affirme le document. Ben Moores, de IHS Janes, explique:

"Ce chiffre record a été alimenté par une demande sans précédent des économies émergentes pour des avions militaires et la hausse des tensions régionales au Moyen-Orient et (dans la zone) Asie Pacifique".

"Un dollar sur sept dépensés pour l'achat d'armes (est déboursé) par l'Arabie Saoudite"

Le rapport, qui couvre quelque 65 pays, indique que Ryad est désormais le plus gros acheteur d'armes au monde, avec des importations atteignant 6,4 milliards de dollars (5,9 milliards d'euros). "Les importations saoudiennes ont augmenté de 54%", et grimperont encore de 52% en 2015 pour atteindre 9,8 milliards de dollars (9 milliards d'euros), précise le rapport.

L'Arabie saoudite, deuxième en 2013, dépasse ainsi l'Inde (5,5 milliards de dollars) et devient du même coup le "plus important marché" pour les États-Unis.

"En 2015, un dollar sur sept dépensés pour l'achat d'armes (est déboursé) par l'Arabie Saoudite", insiste IHS Janes, soulignant que "le Moyen-Orient est le plus gros marché régional" pour les ventes d'armes, avec quelque 110 milliards de dollars d'importations potentielles pour la décennie à venir.

A eux seuls, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont importé 8,6 milliards de dollars d'équipements militaires en 2014, soit davantage que toute l'Europe de l'Ouest. latribune.fr 08.03

Si un Saoudien est mêlé à l'affaire, il en ressortira blanchi.

- Claude Guéant mis en examen pour «faux» et «blanchiment» - LeFigaro.fr

Ces investigations sont menées dans le cadre d'une enquête initialement ouverte après des accusations de financement par la Libye de Mouammar Kadhafi de la campagne présidentielle en 2007 de Nicolas Sarkozy, dont Claude Guéant était alors l'homme de confiance.

Mais aux yeux de Me Philippe Bouchez el-Ghozi, l'avocat de Claude Guéant, ce "dossier présenté comme faramineux", "se dégonfle tout à fait" malgré la mise en examen de son client pour blanchiment de fraude fiscale en bande organisée et faux et usage de faux, selon une source judiciaire.

Pendant ses 30 heures de garde à vue, "on lui a posé près de 300 questions qui portaient pour l'essentiel sur ce soi-disant financement libyen" de la campagne présidentielle, a noté l'avocat. Mais en lieu et place de faits de corruption liés à ces soupçons de financement, "on a un dossier qui se réduit simplement à justifier l'acquisition de deux tableaux il y a 22 ans et de leur réalité et, éventuellement, de leur déclaration fiscale", selon l'avocat qui a ajouté que son client niait tout délit.

L'ancien premier flic de France est soumis à un contrôle judiciaire lui interdisant de se rendre en Malaisie et d'entrer en contact avec certaines personnes, dont un homme d'affaires saoudien, Khalid Ali Bugshan, lui aussi mis en examen samedi, pour blanchiment de fraude fiscale en bande organisée, selon la source judiciaire.

Interdit de quitter le territoire français et soumis à une caution d'un million d'euros, M. Bugshan est soupçonné d'avoir joué un rôle dans les flux financiers qui ont abouti au versement de 500.000 euros sur le compte de Claude Guéant.

Celui-ci avait justifié ce virement par la vente en 2008 à un avocat malaisien de deux marines d'un peintre flamand du XVIIe, Andries van Eertvelt. Mais des experts avaient contesté la valorisation de ces ?uvres.

Selon une source proche de l'enquête, M. Bugshan est soupçonné d'avoir versé les 500.000 euros sur le compte d'une société malaisienne qui l'aurait ensuite reversée sur le compte de Claude Guéant.

Les juges financiers parisiens ont lancé une commission rogatoire internationale en Malaisie, mais n'ont pas eu de réponse. Et l'avocat qui, à en croire Claude Guéant, aurait acquis les tableaux, semble aussi insaisissable que les oeuvres.

Le nom de l'homme d'affaires saoudien n'est pas inconnu de la justice française. Il était notamment apparu dans une autre enquête politico-financière, celle dite de Karachi sur le financement de la campagne présidentielle d'Edouard Balladur via des rétrocommissions présumées sur un contrat d'armement avec l'Arabie Saoudite, Sawari II.

C'est sa troisième garde à vue après celles ordonnées dans les affaires de l'arbitrage Tapie et des primes en liquide qu'il a perçues quand il était directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, au ministère de l'Intérieur.

Dans ce dossier, le parquet national financier doit prochainement décider de classer sans suite, de désigner des juges ou de faire citer Claude Guéant en correctionnelle. Pour ce qui est de l'affaire de l'arbitrage, il ne fait l'objet d'aucune poursuite.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Nucléaire iranien : Fabius, le sosie de Netanyahu - french.irib.ir

Le journaliste israélien, Jeffry Goldberg, vient de rassurer l'opinion israélienne : le chef de la diplomatie française représentera Netanyahu aux pourparlers nucléaires Iran/6, la semaine prochaine, dit le journaliste, vendredi, sur son compte twiter. Cette annonce a été faite, quelques heures après que Fabius eut qualifié d'insuffisantes, les consultations menées, dans le cadre du nucléaire iranien, entre les Etats Unis et leurs alliés. Fabius a affirmé avoir invité John Kerry, ainsi que la cheffe de

la diplomatie européenne et ses homologues allemand et britannique, justement, dans l'objectif de donner de l'impulsion au processus des concertations inter 5+1.

Goldberg revient sur le rôle de frein qu'a joué Fabius, au plus fort des négociations du novembre 2013, en empêchant que ces négociations aboutissent. french.irib.ir 07.03

2- Israël

- Israël: des dizaines de milliers d'Israéliens anti-Netanyahu à Tel-Aviv - AFP

Des dizaines de milliers d'Israéliens mobilisés contre le Premier ministre sortant Benjamin Netanyahu se sont rassemblés samedi soir à Tel-Aviv pour exiger le "changement" à l'approche des élections générales du 17 mars.

Cette manifestation, la plus importante jusqu'à présent de la campagne électorale, a été organisée par l'ONG "Un millions de mains" qui milite pour un accord de paix avec les Palestiniens en prônant la solution de deux Etats pour deux peuples.

Selon les organisateurs, 50.000 personnes étaient rassemblés place Yitzhak Rabin au centre de Tel-Aviv où l'ex-Premier ministre a été assassiné en 1995 lors d'une manifestation pour la paix. La police a parlé de "plus de 25.000".

"C'est une démonstration de force de citoyens israéliens qui réclament un changement politique, un accord de paix. Le gouvernement actuel a échoué sur le plan économique et social et ne nous apporte aucune amélioration de la situation sécuritaire, le pays est en panne", a affirmé à l'AFP l'un des organisateurs, Dror Ben Ami.

"Nous espérons le retour de la gauche, bien qu'elle ne soit plus la même que dans le passé", a-t-il ajouté tout en assurant que la manifestation n'avait pas été organisée en sous-main par un parti politique d'opposition.

Principal orateur au rassemblement, l'ancien patron du Mossad, le service des renseignements israélien, Meïr Dagan, a fustigé la politique de M. Netanyahu qui dirige le parti de droite nationaliste Likoud.

"Israël a des ennemis, je ne les crains pas. Mais la direction actuelle du pays me fait peur", a-t-il lancé sous les applaudissement de la foule qui criait "Bibi (surnom de M. Netanyahu) à la maison".

Meïr Dagan a évoqué les "six ans d'échecs successifs" lors des deux derniers mandats de M. Netanyahu en dénonçant "toute perspective d'accord" avec les Palestiniens alors que les négociations de paix sont totalement gelées depuis avril 2014.

La droite a annoncé un rassemblement du même genre et au même endroit samedi prochain.

Selon les derniers sondages, le scrutin risque d'être très serré. Le Likoud et le "Camp sioniste" mené par Isaac Herzog, le dirigeant travailliste allié à la centriste Tzipi Livni, sont au coude à coude.

Mais, selon les commentateurs, Benjamin Netanyahu est mieux placé pour constituer une majorité avec le soutien des partis ultra-nationalistes et ultra-orthodoxes. Et certains experts n'excluent pas un match nul qui contraindrait les deux principaux partis à un gouvernement d'union nationale. AFP 08.03

Commentaire d'internaute

1- "Ce sont donc soit des sionistes de droite soit des sionistes de gauche qui vont gagner. Les Palestiniens, dans un cas comme dans l'autre, seront ravis!"

2- "En Israel, gauche et droite mènent toujours la même politique, celle d'une extrème droite, de colonisation illégale, de vol et d'oppression féroce, cruelle, brutale et criminelle à l'encontre du peuple Palestinien et rien ne change depuis 70 ans."

Et en France "gauche et droite mènent toujours la même politique" et pas seulement envers Israël et les Palestiniens...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- La logique comptable fait son lit à l'hôpital - liberation.fr

«Libération» a eu accès à un texte confidentiel qui prévoit des économies drastiques, des coupes dans les effectifs, et accroît la centralisation.

C'est un document à usage confidentiel. Il répond au nom de «Kit de déploiement régional du plan Ondam à destination des ARS». C'est un plan opérationnel sur trois ans, distribué le mois dernier aux directeurs des agences régionales de santé (ARS), avec mention explicite : «diffusion restreinte». La semaine dernière, le magazine Challenges avait fait état d'une version de ce document qui aurait été débattu avec la ministre de la Santé, Marisol Touraine. En tout cas, voilà un plan global décliné en 69 pages, comportant une succession de tableaux et d'indicateurs de performance, avec un seul objectif : 10 milliards d'économie à l'horizon 2017. Et, dans ce lot, la part des restrictions pour l'hôpital tourne autour de 3 milliards d'euros.

L'hôpital devra se serrer la ceinture et réduire ses effectifs

Un bouleversement à venir ? Assurément. Et nul ne conteste la nécessité d'une forte évolution du paysage hospitalier. En France, il y a en effet beaucoup d'hôpitaux, voire trop, et ils coûtent cher. L'hôpital représente 45% des dépenses de santé. Avec près de 3 000 établissements, la France est un pays largement doté, avec 6 lits pour 1 000 habitants, le double de la Suède ou de la Grande-Bretagne. Ces hôpitaux sont en outre souvent mal localisés : trop pour les soins de courte durée, pas assez pour les handicapés et les personnes âgées. Et ils sont trop nombreux dans les grandes villes comme Paris, Lyon ou Marseille.

Mais voilà, est-ce que ce «kit» du ministère de la Santé pour mener à bien cette révolution est la bonne façon de procéder ? «Des économies ? C'est possible», réagit Gérard Vincent, délégué général de la Fédération hospitalière de France. Mais ce responsable, qui rassemble la totalité des hôpitaux de France élève aussitôt le ton : «On a le sentiment d'un double langage. La ministre nous avait promis que ce serait à chaque région, à chaque établissement de s'adapter. Et, là, on voit la technostructure du ministère qui prend le pouvoir.» Et d'enfoncer le clou : «Avec ce plan, on assiste à l'étatisation rampante du système hospitalier. Où est la ministre ?»

Pour agir sur la masse budgétaire des hôpitaux, les pouvoirs publics ont un levier fort : l'Ondam hospitalier (objectif national de dépenses de l'assurance maladie), qui fixe d'une année à l'autre l'augmentation des budgets des hôpitaux. Si rien n'est fait, le budget des hôpitaux augmente automatiquement de 2,9%, et cela en particulier avec les hausses automatiques de salaires. Là, l'objectif est clair : en 2015, l'Ondam sera de 2,1% en 2015, de 2% en 2016 et de 1,9% en 2017.

En conséquence, les budgets des hôpitaux vont baisser fortement de plusieurs centaines de millions d'euros. «Si les hôpitaux ne veulent pas augmenter leur déficit, ils doivent faire des économies. Et le premier poste, ce sont les salaires, la masse salariale représentant 65% des charges des établissements de santé, donc de l'emploi», explique sans faux-fuyant un ancien directeur des hôpitaux. Et on arrive à la question sensible de l'emploi. Le chiffre de 22 000 postes supprimés a été évoqué pour les trois années à venir dans les hôpitaux. Mais, voilà, le gouvernement ne veut pas assumer. Mercredi, la ministre de la Santé a assuré à l'Assemblée nationale que son plan de 3 milliards d'euros d'économies pour les hôpitaux d'ici à 2017 n'avait pas vocation à «baisser les effectifs hospitaliers».

Est-ce bien sûr ? Quand on regarde le détail du «kit», c'est pourtant clair : il est prévu 860 millions d'économies sur la masse salariale pour 2015-2017. Afin d'y arriver, il est proposé tout un ensemble d'indicateurs et de pistes, comme : «la mise à plat des protocoles ARTT, le réexamen des avantages extrastatutaires ou non conventionnels, l'optimisation des dépenses de personnel médical, la réduction des coûts liés à l'intérim médical». Les bonnes pratiques sont détaillées : «mettre en place des maquettes organisationnelles par unités en fonction de leur taille et procéder à une harmonisation au sein de l'établissement». Si cela ne veut pas dire… diminuer les effectifs !

L'avenir, c'est l'ambulatoire

Autre axe central de ces économies, la montée en puissance de l'ambulatoire. C'est devenu un refrain ; les hôpitaux de demain ne doivent plus être des lieux de séjour, le patient ne faisant plus que passer. Aujourd'hui, indéniablement l'hôpital public est en retard par rapport au privé dans cette évolution, bien des interventions chirurgicales ne nécessitant pas d'hospitalisations.

Mais la mise en musique de la montée en puissance de l'ambulatoire dans ce plan est purement statistique, sans la moindre référence au coût, ni à l'intérêt en termes de santé publique. Des études indiquent, par exemple, que l'ambulatoire peut engendrer des inégalités d'accès aux soins. Qu'importe, un seul objectif est affiché : économiser un milliard en 3 ans. Et des chiffres : «52,1% en 2015, 54,2% en 2016, 57% en 2017».

8 blocs et 23 actions

Le plan se décline en 8 blocs, avec 23 actions. Certaines sont pleinement justifiées, comme celui concernant la pertinence des actes médicaux. Pourquoi certaines régions font deux fois de plus de césariennes que d'autres ? Et pourquoi il y a-t-il aussi

des variations en chirurgie cardiaque ? «La réduction du nombre d'actes non pertinents est un enjeu fort», souligne le document.

Objectif : 140 millions d'euros, dont 50 millions sur les actes hospitaliers. Mais, là, il ne figure aucun conseil pertinent pour y arriver.

Une action forte est prévue, ensuite, sur les médicaments, avec la montée en puissance des génériques et, surtout, «une maîtrise médicalisée de médicaments de spécialités» : ces derniers sont en effet des médicaments extrêmement chers - comme on l'a vu encore récemment avec celui contre le virus de l'hépatite C (45 000 euros, le traitement sur un mois). Comment limiter les prescriptions sans ouvrir la voie à une médecine à plusieurs vitesses ? Pas de réponse. Là encore, juste un objectif économique à atteindre.

Autres économies : des actions sur le transport sanitaire. Et enfin ce qu'ils appellent les GHT, les groupes hospitaliers de territoire, qui visent à regrouper sur un même territoire des hôpitaux. Objectif : 400 millions d'euros d'économies.

D'aucuns voient dans le «kit» un plan désespérément technocratique, sans le moindre volet sanitaire. «Mais c'est un peu la loi du genre. Le problème est que ce sujet soit porté de façon cohérente», tempère un ancien ministre. Et de prendre un exemple récent : «Un jour, pour cause d'épidémie de grippe, le ministère va affirmer qu'il n'y aura pas de fermeture de lits. Et, en même temps, il fait paraître ces instructions. Comment voulez-vous mobiliser de cette façon-là ?» liberation.fr 08.03

2- Portugal

Splendeur et décrépitude d'un régime en faillite.

- Portugal: faute de moyens, le Conservatoire national sombre dans la vétusté - AFP

Sur la façade taguée du Conservatoire national de musique à Lisbonne, des pancartes en carton proclament: "On a le droit d'étudier sans recevoir une tuile sur la tête". D'autres encore exigent "des travaux, tout de suite!".

En manque de moyens, l'école ne peut rénover ses locaux, dans un état de dégradation avancé. L'institution plus que centenaire en appelle à l'Etat pour pouvoir continuer à accueillir ses 850 élèves et 160 professeurs.

"C'est un honneur d'étudier ici", estime Carolina Bermejo, 24 ans, qui apprend le chant lyrique. "Mais c'est triste de voir dans quel état horrible sont les lieux".

Le Conservatoire, qui a formé depuis 1835 des générations de musiciens, est marqué par les outrages du temps. Les vitres, à tous les étages, sont réparées avec des morceaux de ruban adhésif. Partout, la peinture se décolle des murs. L'humidité se respire à plein nez dans le grand escalier.

La fermeture, l'an dernier, de dix salles sur soixante, dont le plafond gorgé d'eau s'était effondré ou menaçait de tomber, a donné le coup d'envoi de la mobilisation d'une "Commission de défense du Conservatoire national", qui rassemble professeurs, élèves et parents.

La réaction du ministre de l'Education, Nuno Crato, ne s'est pas fait attendre: les travaux "sont sur le point de commencer", a-t-il promis.

Mais pour la directrice du Conservatoire, Mafalda Pernao, les travaux annoncés "permettront à peine de rouvrir les salles fermées, de ravaler le patio et de réparer les fuites du toit".

"Le ministère voulait diviser notre budget par deux en 2014", ajoute-t-elle. Finalement, l'école a conservé une bonne partie de sa dotation, soit un peu plus de 160.000 euros. "Mais il a fallu que je me batte!".

Le budget 2015 n'est pas encore fixé. Mais l'enveloppe globale du ministère de l'Education, 5,5 milliards d'euros cette année, a fondu de 700 millions d'euros, alors que le Portugal sort d'un plan d'aide international accordé en 2011 en échange d'un sévère plan d'austérité.

"Il y a de l'argent, c'est une question de choix politique", affirme Mafalda Pernao. En attendant, la directrice pare au plus pressé, organise tant bien que mal les cours et les répétitions.

Parfois, il faut bricoler. Dans une salle du troisième étage, Rosa Sa interrompt son cours de violon et montre le plafond recouvert de bâches de plastique. "Il pleuvait pendant les cours, du coup on n'avait plus besoin de métronome", dit-elle avec un brin d'ironie.

Dans la prestigieuse salle de spectacle du Conservatoire, les boiseries sont fanées, le tissu vert qui recouvre les sièges est élimé et, ça et là, une planchette de bois, qui a dû être un accoudoir, traîne par terre. L'un des balcons ne tient plus que grâce à des soutiens métalliques.

Dans ce décor de grandeur passée, seule la scène paraît neuve. L'Etat n'y est pour rien, explique la directrice: "Ce sont les spectacles donnés par les élèves, dans cette salle mais aussi dans la rue, qui ont permis de récolter l'argent nécessaire à sa rénovation". AFP 08.03

Haut de page

Le 10 mars 2015

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique "Articles d'actualité" et on a supprimé celle "Articles à lire absolument" parce que je n'ai pas le temps de l'actualiser.

Je n'aurai pas le temps non plus d'actualiser la causerie aujourd'hui pour cause de surcharge de travail et coupure de courant toute la journée apparemment.

On a ajouté 11 nouveaux articles. On classera les articles de février dans la journée.

En attendant ma réaction à chaud à la tentative annoncée par le PS de museler Internet ou de faire taire ceux qui osent diffuser des informations que les médias officiels censurent. Nous sommes tous concernés évidemment.

J'en viens à penser que malgré tout le mal que nous avons pu dire sur le PS nous étions encore en-dessous de la réalité, et dire que la plupart des lecteurs doivent me considérer comme un extrémiste, cela laisse rêveur pour ne pas en dire davantage et ne pas être désagréable... Les faits ne font que me donner raison au fil du temps, vous l'avez remarqué, bravo ! Moi cela me laisse plutôt indifférent, c'est désespérant en vérité.

Nouvelle offensive annoncée du PS contre la liberté d'expression déjà réduite à la confidentialité.

Petit à petit on comprend mieux pourquoi les attaques des 7 et 9 janvier ont été perpétrées et à quelles fins politiques elles devaient leur servir.

Elles s'inscrivaient effectivement dans le prolongement du coup d'Etat du 11 septembre 2001 dont la version officielle est de plus en plus contestée à travers le monde, au point que cette contestation présente un réel danger pour les tenants de la théorie du chaos et de la guerre, qui pour appliquer leur politique doivent obtenir le soutien de la majorité de la population ou tout du moins faire en sorte qu'elle ne parvienne pas à prendre conscience de leurs réelles intentions qui contredisent leurs discours et qui vont à l'encontre des intérêts de la population.

En réalité, au-delà de cet exemple significatif, c'est le pouvoir tout court de la classe dominante qui est de plus en plus contestée partout dans le monde. Les opprimés frappent à la porte, ils tentent de la vérouiller par tous les moyens pour préserver leur pouvoir. C'est uniquement ce constat qui permet de comprendre ce qui est en train de se passer et la suite.

Une attaque contre un journal devait permettre à la classe dominante sous couvert de la défense de la liberté d'expression, au nom de cette légitimité auto-proclamée ou usurpée le 11 janvier, de s'attaquer par la suite à tous ceux qui divulguent des informations que les médias officiels censurent systématiquement, et qui par leur nature contredisent la propagande hystérique des dirigeants des puissances occidentales, Etats-Unis en tête.

Pour que la désinformation à laquelle se livre le gouvernement et les médias aux ordres soit efficace, il faut faire disparaître toute trace d'informations susceptibles de renvoyer à une autre réalité que celle qu'ils servent à la population, faire taire tous ceux qui les diffusent ou les publient, principalement par le canal d'Internet qu'il leur faut contrôler étroitement, puis justifier la fermeture de portails et de blogs selon le même procédé, après avoir décrété qu'ils présentaient une nuisance pour la société ou la population, alors qu'en vérité c'est l'inverse qui se produit.

Le droit à l'information, voilà ce que le PS entend museler.

Cette offensive est aussi sans aucun doute en rapport avec la visite qu'a effectuée Cazeneuve à Washington au cours des

semaines passées sur le même thème, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, argument passe-partout mis en avant par Bush le 11 septembre 2001 pour justifier notamment toutes les lois liberticides adoptées par la suite aux Etats-Unis et dans de nombreux pays dans le monde.

Le droit à l'information est primordial pour mener notre combat, chaque militant ou travailleur doit en avoir conscience.

Si nous en sommes rendu là aujourd'hui, c'est en partie parce qu'il a toujours été bafoué dans le passé. Il suffit de consulter n'importe quel dictionnaire ou n'importe quelle encyclopédie, n'importe quel manuel scolaire ou programme universitaire d'histoire, n'importe quel ouvrage d'historiens accrédités, n'importe quelle publication produite par les différents partis dits ouvriers ou se réclamant du socialisme pour en être convaincu ou s'apercevoir que systématiquement n'y figurent pas un certain nombre de faits déterminants de nature à modifier notre interprétation des événements qui se sont déroulés dans le passé ou les versions qu'on nous a servies, qui finalement coïncidaient uniquement ou seulement avec une partie de la réalité, ce qu'on devait retenir et pas autre chose, et qui devait forger les idées qui serviraient plus tard de référence à notre réflexion et à guider notre comportement tout au long de notre existence, puisque ne disposant pas du reste des informations qui nous permettraient d'en changer éventuellement ou difficilement, chaque fois il s'agissait de manipuler et façonner nos esprits de telle sorte qu'on serve des intérêts, le régime en place ou des appareils, qui finalement ne coïncidaient pas avec les nôtres, à des degrés divers.

Par extension, on a pu observer que chaque fois que dans une discussion ou un document on faisait référence à des faits qui ne figuraient pas dans le registre de notre interlocteur ou qu'il ignorait, cela donnait lieu à une polémique sans fin inutile et ridicule puisqu'elle ne mènerait à rien. Que la mémoire soit sélective ou fonctionne de la sorte malgré nous ne doit pas nous conduire à adopter systématiquement un comportement similaire qui ne peut que nous induire en erreur

Pour conclure cette première partie qui a été rédigée après celle qui suit écrite hier après-midi, il faut encore préciser un point important.

Déformer la réalité relève de la schizophrénie et conduit à désagrégation de la personnalité, à la perte de tout contact avec la réalité, de tous repères dans la société. On mesure ici l'ampleur de l'entreprise criminelle à laquelle nous sommes confrontés de la part de ceux qui nous gouvernent.

Les tyrans ou dangereux psychopathes qui dirigent le monde, en voulant nous imposer à tout prix leur interprétation du monde qui ne correspond manifestement pas avec la réalité, participent à la déstabilisation mentale de la population, car le procédé inique auquel il recourt en falsifiant en permanence la réalité et en en recréant une autre qui lui est étrangère, ne peut que favoriser le développement de tendances schizophréniques parmi notamment les couches les plus faibles ou exposées du prolétariat, qui ne pouvant pas se retrouver dans la version de la réalité qu'on leur impose seront portés à s'en inventer une autre qui sera encore plus éloignée de la réalité qu'ils vivent au quotidien, au point de se couper totalement de la société, de s'enfermer dans un monde imaginaire ou fantasmagorique les exposant à tous les dangers ainsi que leur entourage. Ce processus est évidemment alimenté ou enclenché, accéléré dès lors qu'on est exposé à une frustration sociale permanente ou qu'on estime n'avoir rien à attendre de la société qui vous a littéralement abandonnée. L'origine de ce penchant est donc social, donc politique, il ne se développe pas naturellement ou spontanément sans qu'un élément extérieur lui serve de catalyseur.

Deuxième partie.

Après avoir été le fossoyeur en chef du socialisme au côté des staliniens, le PS devient le porte-parole attitré de la propagande néolibérale et du sionisme en France et dans le monde, de la pire réaction, de la dictature mondiale aux relents fascistes de l'oligarchie anglo-saxonne-sioniste.

S'il peut ainsi passer à un échelon supérieur dans l'imposture et l'infâmie, et peut-être demain dans la tyrannie, c'est parce qu'il a bénéficié de la légitimité que lui ont accordé le mouvement ouvrier et son avant-garde au cours des sept dernières décennies. Il bénéficie aussi du silence coupable de leurs dirigeants qui n'osent pas l'affronter et lui permettent de commettre tranquillement ses méfaits, assumant ouvertement son rôle de policier de la pensée qui devrait se conformer aux interprétations frauduleuses des événements qui ont pu se produire dans le monde telles que les dirigeants de la classe dominante l'exigent.

Après qui et quoi en ont-ils ?

Ils s'en prennent à ceux qui commettent l'horrible forfait ou demain le délit, de publier des analyses dans lesquels figurent les faits que les médias suventionnés par le régime censurent et qui permettent de comprendre les intentions inavouables qui se cachent derrière le discours et la politique des représentants de la classe dominante, qu'ils ne peuvent justifier qu'à partir du moment où ces faits ne parviennent pas à la connaissance de la population qui doit être maintenue dans l'ignorance pour mieux la manipuler et la conditionner, afin qu'elle adhère à leur politique et reprenne à son compte leur discours.

En résumé, ce qu'ils ne supportent pas, ce sont les faits, la réalité qui est le produit ou la conséquence de la survie du capitalisme qu'il leur faut en permanence tronquer, falsifier pour la rendre présentable ou acceptable à la population. Ils n'acceptent pas que la totalité des événements qui se produisent soient portés à la connaissance de la population parce qu'ils suffisent en eux-mêmes

une fois qu'on les relie entre eux, donc sans même avoir à les analyser, à mettre en lumière les grossiers mensonges contenus dans le discours officiel destinés à tromper la population. Ils ne supportent pas qu'on divulgue certains faits qu'ils s'emploient à cacher soigneusement, car ils contredisent leurs versions.

Ils se livrent à ce déni de la réalité, parce qu'il suffirait de la prendre dans sa totalité pour en condamner les responsables ou les principaux acteurs politiques qui l'ont forgée et parvenir à leurs donneurs d'ordres, c'est-à-dire, les dirigeants de la classe dominante et leurs représentants parmi lesquels figure le PS. Ainsi ceux qui début janvier se présentaient comme les chantres de la liberté d'expression étaient en réalité de vulgaires imposteurs, des dictateurs en puissance car ils manifestent ici clairement la tentation ou leur intention de la bâillonner.

Ils réactivent le délit d'opinion qui interdit à toute opposition à leur politique de pouvoir s'exprimer librement. Informer devient un délit, ce qui signifie que ceux qui sont autorisés par le pouvoir en place à diffuser de l'information se livrent à la désinformation, c'est l'aveu que tous les médias dits officiels ou institutionnels, subventionnés par l'Etat sont achetés, corrompus par la classe dominante. Il est facile de démontrer qu'ils pratiquent l'autocensure, dans la mesure où lorsque certains faits ne peuvent plus être étouffés, après en avoir nié l'existence et hurler au complot, ils sont obligés d'y faire référence en leur tordant le cou de manière à ce qu'ils ne contredisent l'orientation de leurs analyses et leurs objectifs politiques.

Ils ne peuvent tolérer qu'on puisse produire des analyses qui contredisent les leurs uniquement parce qu'ils contiennent des éléments qui permettent de mieux comprendre la situation, tandis qu'il leur faut absolument maintenir l'immense masse de la population dans l'ignorance, condition indispensable pour lui interdire de trouver la voie qui lui permettrait de renverser l'ordre établi, condition indispensable pour assurer la pérennité de leur régime, de leur pouvoir, de leur domination de classe.

Leur opposition hystérique à la liberté d'expression qu'ils ne pourront que masquer maladroitement, témoigne finalement de l'incompatibilité de la survie du capitalisme avec la démocratie, et démontre que l'avenir de la civilisation humaine nécessité impérieusement d'en finir avec le capitalisme et la totalité de ses institutions.

On pourrait ajouter comme mot de la fin, que c'est parce qu'on a voulu faire dans la demi-mesure, ménager le capitalisme, son Etat, ses institutions, qu'on en est arrivé à la situation actuelle. Ceux qui ne veulent pas le comprendre partageront la terrible responsabilité des événements à venir, qu'ils y réfléchissent à deux fois avant de décider quelle attitude adopter, ne pas en changer serait suicidaire.

Haut de page

Le 11 mars 2015

CAUSERIE

On a archivé les articles de février. La causerie de février est disponible au format pdf. On ajoutera de nouveaux articles demain.

Criminaliser ceux qui entendent porter à la connaissance de la population les faits qui sont parvenus jusqu'à eux en fournissant leurs sources pour que chacun puisse en vérifier les origines s'il le souhaite, revient à vouloir interdire à la population de disposer des éléments lui permettant d'interpréter librement la situation ou lui dicter l'interprétation qu'elle doit forcément adopter, autrement dit, cela revient à tenter de lui imposer une version des faits préformatés ou conçus spécialement à son attention, sans qu'elle puisse en vérifier les fondements puisqu'une partie de la réalité lui échappe, ce procédé porte un nom : la manipulation des consciences afin de nuire aux intérêts de ceux qui en sont les victimes.

Tous ceux qui se livrent à la même pratique mérite d'être caractérisés de la même manière. On peut discuter à l'infini les différentes interprétations qui nous sont proposées, dès lors qu'elles reposent sur une sélection arbitraire des faits établie à l'avance selon certains critères, chaque fois elles présentent le travers de vouloir orienter les lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs dans une direction que leurs auteurs ont fixée au détriment de ceux auxquels elles sont destinées.

On aura remarqué que souvent ceux qui divulguent des faits que les médias officiels censurent, indiquent à leurs lecteurs la grille de lecture des faits à partir desquels ils ont construit leurs analyses, de telle manière qu'on est libre d'y adhérer ou de les adopter ou encore de les partager, ou au contraire de les rejeter ou de les modifier, de les amender ou de les compléter.

Les censeurs ou procureurs généraux qui veulent à tout prix nous imposer leur version tronquée ou falsifiée de la réalité pour appliquer tranquillement leur politique ultra réactionnaire, ne peuvent admettre que la population ait le choix ou puisse se forger librement ses propres convictions car elles entreraient forcément violemment en contradiction avec la politique qu'ils veulent lui imposer et la condamnerait sans appel tant elle est infâme et criminelle, contraire à ses besoins.

C'est parce que leur politique poursuit des objectifs inavouables et opposés aux intérêts de la population qu'ils ne peuvent pas supporter que leurs véritables intentions soient dévoilées, et c'est justement parce qu'un certain nombre de faits concourent à les mettre en lumière qu'ils doivent absolument les maintenir dans l'obscurité, les nier, les faire disparaître sous un amas de mensonges ou d'arguments grotesques ne reposant sur aucun fait, sans pouvoir apporter la moindre preuve de ce qu'ils avancent. A suivre.

S'il le dit en fin connaisseur...

Pour Emmanuel Macron, un banquier "*est une sorte de prostitué*", dans une interview au Wall Street Journal, dimanche 8 mars. (Francetv info 10.03)

Il est vrai qu'on les savait prêts à tout. Avec le cynisme qu'on leur connaît, c'est assumer le peu de cas qu'ils font de la morale. Mais c'est peut-être encore octroyer une vertu à ces prédateurs qui les honore ou usurpée, dans la mesure où la population ignore en grande partie de quelle manière ils s'enrichissent sur son dos ou que leur légitimité et leur pouvoir reposent sur une imposture, tout comme le capitalisme.

Et puis le bien que procure une prostituée est réputé éphémère, alors que les dégâts que causent les banquiers sont permanents ou irréversibles.

Cherchez l'erreur.

Les taux d'emprunts à 10 ans (AFP 10.03) :

- allemands : 0,234%
- français : 0,524%
- italiens : 1,219%
- espagnols : 1,242%
- britanniques : 1,796%
- américains : 2,133%

Plus le taux est haut et plus ils attirent les investisseurs...

... sauf pour la Grèce qui bénéficie d'un taux usuraires pour mieux l'enfoncer dans la crise : 10,388%

Caricature. Où en sont arrivés les intellectuels qui refusent toujours d'adopter le socialisme

- Venezuela: Obama derrière son masque - Oscar Fortin - Mondialisation.ca, 10 mars

Extrait. Si le pape François veut empêcher une guerre sanglante au Venezuela et éventuellement dans l'ensemble de l'Amérique latine, il est temps qu'il agisse et vite. Il se doit de dénoncer avec force et sans ambiguïté cette forme d'interventionnisme dans les affaires internes du Venezuela. Une occasion unique pour l'Église de se racheter de toutes les fois où elle a servi de caution à pareilles interventions.

Sans l'appui du Vatican, Obama ne saurait s'aventurer dans une guerre en Amérique latine. Il est important que le pape François lui fasse savoir que l'Église et le Vatican s'opposent fermement à ce décret et qu'ils ne le suivront pas sur cette voie de l'interventionnisme.

Pathétique !

Encore un conspirateur qui s'ignore, chut !

- Hassane Zerrouky - lesoirdalgerie.com 28.02.2015

- Certes, on nous dira que Washington et ses alliés bombardent Daesh. Mais ne leur a-t-il pas fallu moins de 15 jours pour détruire le régime de Saddam autrement plus armé que Daesh !

Qui a dit ?

- Le prétexte de la démocratie et des droits de l'homme pour justifier l'hostilité vis-à-vis de Cuba n'est pas crédible. En effet, « il y a de véritables tyrans dans le monde et de nombreux pays avec une situation des droits de l'homme pire que Cuba […] où la torture,

les disparitions forcées, l'intolérance religieuse, la suppression de la liberté d'expression et d'assemblée, l'oppression médiévale des femmes, les élections frauduleuses et les exécutions extrajudiciaires sont des pratiques gouvernementales, et qui sont pourtant alliés des Etats-Unis ».

- « Alors que nous accusons Cuba d'incarcérer et de maltraiter des prisonniers politiques, nous avons soumis à la torture des prisonniers – dont beaucoup d'entre eux étaient innocents selon les propres aveux du Pentagone –, y compris les simulations de noyade, les détentions illégales et l'emprisonnement sans procès dans les cellules de Guantanamo ».

- « Il est très ironique de voir que les responsables politiques qui prétendent que l'on doit punir Castro pour violations des droits de l'homme et mauvais traitements dans les prisons cubaines affirment par ailleurs que les Etats-Unis ont raison de maltraiter nos propres prisonniers dans les prisons cubaines », à Guantanamo.

- Malgré ses ressources limitées et l'état de siège économique imposé par Washington, Cuba a obtenu « des résultats impressionnants » avec le taux d'alphabétisation le plus élevé du continent, un accès universel et gratuit à la santé et « plus de docteurs par habitant que n'importe quelle autre nation des Amériques ».

Le neveu du Président John F. Kennedy et fils de son Ministre de la Justice Robert F. Kennedy Mondialisation.ca, 06 mars 2015

(Robert F. Kennedy Jr., « We Have So Much to Learn From Cuba », IPS News, 30 décembre 2014. - http://www.ipsnews.net/2014/12/opinion-we-have-so-much-to-learn-from-cuba).

Vidéo

Zakhar Prilepine : journal du Donbass
https://www.youtube.com/watch?v=ywsPXhIUWjs

Ajoutée le 30 janv. 2015

L'écrivain russe donne un témoignage exclusif sur la guerre dans le Donbass au cours du Salon du livre russe le 30 janvier 2015 : interview réalisé par Frédéric Saillot et Dimitri de Kochko pour Eurasie Express.

La guerre comme si vous y étiez, c'est autre chose que défendre son bout de gras, n'est-ce pas ?

1- Daraa: 567 terroristes décimés - french.irib.ir

Al Manar fait état de la mort de 567 terroristes takfiris d'orgine syrienne dans la banlieue de Daraa. ces terroristes sont tombés au cours de très violents combats qui se déroulent en ce moment entre les forces de l'armée et les terroristes dans le sud de la Syrie là om Israël cherchait à créer une zone tampon par les terroristes d'Al Nosra interposés. selon Al Manar, des dizaines de terroristes ont été en outre blessés et évacués via les passages au Golan occupé dans des hopitaux en Israël. Le bilan extrêmement lourd des pertes dans les rangs terroristes a terrorisé le centcom de Daech/US/Israël/turquie/Qatar en Jordanie, centcom qui s'appelle d'ailleurs Mook. Selon certaines informations, la Jordanie a même décidé d'indemniser les familles des terroristes takfiris dont la plupart sont jordaniens et saoudiens. L'avancée fulgurante de l'armée syrienne a poussé la Jordanie à former une milice composée de 700 à 1000 terroristes pour stopper cette avancée.

De très violents combats se déroulent autour des villes de Jamrin et de Dael dans le rif de Daraa. l'Armée de l'Air syrienne et son artillerie lourde ont violemment pilonné les positions des terroristes. Les unités de l'armée syrienne poursuivent leurs opérations dans différentes localités du triangle de rif de Damas/daraa/Quneitara . Les positions des terroristes à Tal Antar, dans le nord de Kfar Chams situé au sud de Daraa ainsi que Tal al Alaghiya, de Kfar nassej, et des villes de Ghassam, de Draa al Balad, de Samilin, de Zamrin, de Kfar Chams et de deir al Adas ont été pilonnées. 14 terroristes ont été tués non loin de la ville de Nowy et de jassem au terme de violents attaques des sukhoi syriens. L'un des cadres de l'ASL a été tué dans ces raids. french.irib.ir 09.03

2- L'armée irakienne aux portes de Tikrit. - french.irib.ir

Les forces de sécurité, le hezbollah et l'armée Badr se trouvent désormais aux portes de Tikrit, au terme de six jours d'opération d'envergure auxquelles ont pris part par ailleurs quelques 8000 sunnites. L'avancée des forces irakiennes se sont ralenties d'abord en raison des pièges à explosifs tendus dans les moindres recoins de la ville (dans des bâtiments, des bibliothèques, des hopitaux ...) puis à cause des snipers et enfin en raison des voitures piégées. D'ici quelques heures on s'attend à ce qu'une nouvelle localité, celle d'al Alm tombe aux mains des forces irakiennes. Les avancées de ces derniers jours ont permis aux forces militaires et sécuritaires irakiennes de se rejoindre sur deux axes de Samara et de Diyala et de compléter le siège de la ville de Tikrit. french.irib.ir 09.03

Aux abois, ils aboient.

Les conspirateurs, censeurs, procureurs, dictateurs sont les mêmes qui sont en charge au sommet de l'Etat de défendre les intérêts du régime.

Effectivement, dans la mesure où il apparaît évident que tous les arguments avancés par Valls contre le FN peuvent s'appliquer au PS ou se retourner contre lui, en se livrant à une nouvelle diatribe hystérique contre le FN, il ne fait qu'alimenter l'extrême droite. Faire remonter le PS, il n'y croit pas lui-même ou alors il serait le seul !

Le PS parti de la guerre en 1914, antisocialiste au milieu des années 30, antichambre du gouvernement de Vichy à la fin des années 30, colonial jusqu'au début des années 60, bonapartiste dans les années 80, union-européiste, impérialiste et privatiseur dans les années 90, social-libéral au cours des années 2000, et depuis mai 2012 : néolibéral, sioniste, impérialiste, colonial, suppôt de régimes néonazis, union-européiste, privatiseur, antisocialiste, la totale, quoi !

Il ne pouvait pas en être autrement donnant raison à Engels.

Nous nous revendiquons marxiste et léniniste parce que nous sommes demeuré fidèle à leurs principes, ce que nous reproche nos détracteurs. L'histoire ou les derniers développements donnent raison à Marx, Engels et Lénine dont les positions ou conclusions reposaient sur l'examen des faits et le processus dialectique dont ils étaient le produit.

Ils ne se contentaient pas des faits pris séparément ou ne les considéraient pas détachés des circonstances ou des rapports dans lesquels ils s'inscrivaient ou qui les avaient vu naître, de leur origine jusqu'à leurs conséquences ultimes ils leur donnaient une interprétation dynamique correspondant à ce processus dialectique, ce qui permettait de les suivre à la trace et d'en connaître la nature exacte et la portée, de comprendre pourquoi et comment ils agissaient sur un tas de facteurs, sur la société, etc. de telle sorte qu'il était possible d'en saisir la destinée certaine ou probable selon qu'il existait ou non plusieurs alternatives possibles. Si par exemple la destinée d'un parti qui a failli ou trahi un jour ne fait aucun doute, il est définitivement perdu pour la cause du mouvement ouvrier, le passage du capitalisme au socialisme demeure au contraire du domaine de la probabilité car il se peut qu'il ne se réalise jamais.

Le PS apparaît aujourd'hui comme un parti archi pourri, foncièrement réactionnaire, depuis plus d'un siècle, aussi on peut comprendre que ceux qui sont passés par ce parti, qui l'ont soutenu, ménagé, présenté sous un angle avantageux aient quelques problèmes pour accepter le constat que l'on dresse sur la base des faits, car en réalité il suffit d'énumérer les principaux événements auxquels a été associés le PS dans le passé pour dresser un réquisitoire sans appel contre ce parti, sans même avoir besoin de les interpréter, les faits parlent d'eux-mêmes. Dès lors deux attitudes sont possibles. Soit on s'écarte des faits et leurs conséquences ou implications sociales ou politiques qu'on minimise ou atténue en cherchant à tout prix à lui trouver des circonstances atténuantes, de manière à justifier d'y avoir milité un jour ou pour l'avoir soutenu ou le soutenir encore, soit on s'en tient aux faits qui se suffisent à eux-mêmes et on en tire l'enseignement politique que ce parti est infréquentable puisqu'il figure au côté des ennemis que nous combattons.

On nous rétorquera que dans ce cas là on condamne la tactique élevée au rang de stratégie du front unique en direction du PS et du PCF. Tout à fait, nous le revendiquons pour avoir constaté que depuis près d'un siècle cette politique n'a fait que mener le mouvement ouvrier à la catastrophe partout où elle a été appliquée dans le monde, il n'existe aucune exception au regard des conséquences tragiques sur lesquelles chaque fois elle a débouché, guerres ou dictatures militaires pour avoir été en quelque sorte l'antichambre de fronts populaires (France, Espagne, Chili, etc.) dans lesquels les masses ont été enfermées avant d'être livrées pieds et mains liées à l'ennemi qui n'avait plus qu'à en faire une bouchée ou une boucherie. Nulle part dans le monde elle n'a servi la cause du socialisme, c'est le constat auquel nous sommes parvenu. Il suffit d'observer l'état misérable dans lequel se trouve le mouvement ouvrier partout dans le monde aujourd'hui pour en être convaincu.

Alors maintenant je sais pertinemment que nos détracteurs qui apparemment ne vivent pas la même réalité que nous, qui ne vivent pas dans le même monde que nous, qui ne sont pas confrontés quotidiennement aux mêmes terribles difficultés pour seulement survivre vont hurler au scandale, et c'est bien normal, on vient d'expliquer pourquoi.

On pourrait aller beaucoup plus loin au risque qu'ils fassent une crise d'apoplexie ou tombe en syncope. Non seulement Engels avait affirmé que le prolétariat et le mouvement ouvrier britannique s'étaient embourgeoisés, qu'ils avaient épousé la mentalité du bourgeois colonialiste, préfigurant ce qui allait se passer dans le reste des pays les plus industrialisés, il était allé jusqu'à affirmer que le syndicalisme était devenu (en Allemagne je crois souvenir) le pire ennemi du socialisme alors qu'il en était encore au stade élémentaire de son développement à la fin du XIXe siècle, tandis que Lénine s'en méfiera comme de la peste, bien qu'il ait dû l'intégrer dans la stratégie des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Marx était décédé trop tôt pour s'interroger sur cette question précise.

Pourquoi Engels avait-il eu cette violente réaction ? Je n'ai pas en tête le passage en question, en substance ou de mémoire, parce qu'il avait compris qu'en séparant le combat pour l'amélioration des conditions de travail du combat politique pour changer la société, les ouvriers seraient tentés de se satisfaire de simples améliorations apportées à leur condition d'existence

et s'accommoderaient du capitalisme au lieu de le combattre pour s'en débarrasser, ce qui s'est en effet produit sous l'impulsion des réformistes puis des révisionnistes du marxisme ayant abandonné le socialisme. Pour faire bonne mesure réformistes et révisionnistes quémandèrent à la bourgeoisie quelques droits politiques pour les travailleurs qu'elle leur octroya sachant pertinemment qu'ils ne leur permettraient jamais de remettre en cause son pouvoir ou sa domination de classe, puisque ceux qui dominaient et contrôlaient le mouvement ouvrier étaient acquis à la cause du capitalisme, et là encore c'est en effet ce qui se produisit, aucun régime n'a jamais été renversé par un bulletin de vote et les capitalistes sont toujours aux commandes quel que soit le parti ou la coalition de partis qui gouverne.

Au lieu que ce soit des sections de partis politiques qui combattent dans les entreprises au côté de sections d'autres partis pour des revendications sociales tout en combattant par ailleurs sur le plan politique sur la base de leur programme respectif, dans la perspective du socialisme pour ce qui concernait le parti social-démocrate (dénomination du parti ouvrier à l'époque d'Engels), ce sont des organisations hétéroclites composées d'ouvriers mais pas seulement liés à aucun parti ou différents partis qui prirent la tête du mouvement ouvrier concurrençant les partis politiques dont le parti social-démocrate, autrement dit la classe ouvrière n'étant pas appelé à lutter sur le plan politique ou à combattre le régime, elle devait fatalement s'y adapter, d'autant plus que les différents syndicats allaient être liés à des partis réformistes, staliniens ou bourgeois, tandis que les véritables socialistes ou communistes se retrouveraient dépossédés de cet outil pour forger la conscience de classe des masses, minoritaires, exclus des syndicats ou amenés à s'y frayer une place en passant des compromis honteux avec leurs appareils, au fil du temps s'ils acceptaient de s'enfermer dans ce schéma au lieu de le rompre le moment venu, ils étaient condamnés à la marginalité, à demeurer ultra minoritaires, à vivoter sans jamais pouvoir organiser la classe et construire un nouveau parti socialiste ou communiste, là encore c'est ce qui se produisit, aucun nouveau véritable syndicat ouvrier indépendant n'ayant vu le jour.

On a parfaitement conscience de remettre en cause les rapports établis avec la classe ouvrière et ses différents partis et syndicats, la stratégie politique qui remonte aux premiers congrès de l'Internationale communisme, qui a l'époque se justifiait par la composition du prolétariat et du mouvement ouvrier qui ont subit de profonde transformation très rapidement, dès les années 30 lorsque le stalinisme étendit sa dictature sur les syndicats et les sections de l'Internationale communiste.

Cette dichotomie entre syndicats et partis allait être exploitée par les staliniens à la suite des réformistes et des anarchistes pour mieux gangrener le mouvement ouvrier en s'appuyant sur l'aristocratie ouvrière, le diviser, briser son unité, qui conduirait à son affaiblissement continu pour le compte du régime en place, processus qui sera facilité par l'adoption de réformes entre 1945 et 1981 qui enchaînera davantage les travailleurs au capitalisme et permettra de camoufler sa véritable nature contre-révolutionnaire, pour finalement s'apercevoir le jour où l'oligarchie financière passerait à l'offensive généralisée contre tous les droits de la classe ouvrière, que tous les instruments qu'elle s'étaient forgés et qui étaient susceptibles de lui servir à s'organiser pour affronter le pouvoir en place et les capitalistes étaient en réalité inaptes à cet emploi, totalement corrompus, pourris de la base au sommet.

On pourrait dire que cette dichotomie a marqué le point de départ de la dislocation du mouvement ouvrier ou devait y conduire inéluctablement, alors qu'on nous la présenter comme un avantage devant servir à rassembler des masses hétérogènes ou ne partageant pas les mêmes affinités politiques, philosophiques, religieuses, etc., alors qu'en réalité elle allait servir à les éloigner le plus possible du socialisme jusqu'à ne plus savoir ce qu'il signifie vraiment, ce qui est le cas aujourd'hui.

Pourquoi, parce que les dirigeants qui contrôlaient le mouvement ouvrier en décidèrent ainsi, parce que leur volonté, leur conviction étaient étrangères au socialisme, aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière qui demeurent de mettre fin au règne de l'exploitation et de l'oppression, ce qui nécessite qu'elle se rassemble, s'organise, construise son parti et s'empare du pouvoir politique pour renverser l'ordre établi, objectifs qui n'étaient manifestement pas ceux de ces dirigeants, pas plus que ceux qui s'y opposaient.

C'est une explication et non une théorie, on part des faits et on voit où ils ont abouti tout simplement. On ne demande à personne d'y adhérer aveuglément ou de nous faire confiance.

On peut contester cette explication, par exemple en affirmant que la conception de la lutte des classes qui a prévalu tout au long de la période évoquée plus haut avait permis d'enregistrer des progrès sociaux significatifs ou considérables... Certes, d'une part au détriment d'autres peuples, d'autre part allez donc raconter cela aux Grecs ou aux Portugais, demain aux Italiens ou aux Espagnols, ou sans aller chercher si loin, en France aux millions de pauvres, je ne suis pas certains qu'ils apprécieront ou comprendront de quoi vous voulez parler.

Eux aussi se sont embourgeoisés à leur dépens, au point que même lorsque leur niveau de vie est gravement amputé ils parviennent encore à survivre sans se mobiliser ou si peu, de manière sporadique, il faut dire que l'Etat s'emploie à faire en sorte qu'ils n'en viennent pas à se soulever par le biais d'un tas d'organisations qu'ils financent ainsi que l'UE, afin qu'ils s'adaptent à cette situation et protéger le régime. En comparaison, les Irakiens et les Syriens qui ont eux réellement tout perdu se mobilisent en masse pour reconquérir leur souveraineté. Il faut donc croire que sur l'échelle de ce que les masses peuvent supporter, il existe un échelon au-delà duquel elles passent à l'action, confirmant le diagnostic de Marx et Lénine.

Ce que manifestement le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, qui se définit comme un "marxiste fantasque (The Guardian) (legrandsoir.info 4 mars 2015) n'a pas compris lorsqu'il reproche à Lénine d'avoir affirmé « Il faut que les choses

empirent, avant de s'améliorer », ce que la révolution russe avait confirmé soit dit en passant. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'on entend par empirer pour les masses, d'où elles partent et où elles en sont arrivées, sachant que la faculté d'adaptation de l'homme à un environnement hostile dépend des conditions dans lesquelles il est placé et que sa capacité de résistance ne dépend pas seulement de facteurs extérieurs mais aussi subjectifs. Pour Varoufakis il est préférable qu'il gère avec Syriza la société pour le compte des capitalistes au lieu d'en laisser le soin à ses représentants officiels, la Nouvelle Droite et le Pasok, de manière à éviter que "les choses empirent" pour les masses car il n'y aurait rien à en attendre sur le plan politique, aussi craint-il sans le dire qu'elles se soulèvent et qu'elles balaient tout sur son passage y compris son propre parti. Aussi pour ne pas en arriver à cet affrontement qu'il redoute, vaux mieux s'en remettre au capitalisme plutôt qu'aux masses grecques, il le dit lui-même à la fin de son article.

En France aussi cet affrontement entre les classes aura lieu tôt ou tard, c'est le ministre de l'Economie qui l'a confirmé à sa manière dans une interview au Wall Street Journal, en affirmant que la loi scélérate qui porte son nom ne va pas assez loin : "Il faut davantage chercher la confrontation" (Francetv info 10.03).

J'espère trouver le temps de revenir sur cet article pour étriller ce renégat, qui pour justifier sa capitulation devant la troïka n'a rien trouvé de mieux à dire au bout de 10 pages à propos du système capitaliste, qu'il fallait "*le sauver de lui-même, dans un but stratégique*", les créanciers de la Grèce seront rassurés et peuvent dormir tranquille. Laissons pour le moment Yanis Varoufakis à ses fantasmes de nantis. Il ferait bien de lire l'article suivant, à mon avis cela ne servirait à rien, il est irrécupérable, si Marx ou Lénine n'ont pas réussi à le convaincre, alors...

Pourquoi Daesh et le Pentagone ne peuvent pas vaincre en Irak : parce que tout un peuple est debout pour les combattre et les chasser d'Irak.

- Karim al-Nouri, un porte-parole de l'Organisation Badr, a évoqué ensuite le rôle très important des forces tribales de Salaheddin dans l'opération que les forces irakiennes mènent actuellement dans cette province. « Tandis que les Irakiens se battaient contre les terroristes de Daesh, les puissances qui prétendaient défendre l'Irak contre le terrorisme, nous ont laissé seuls, et traînaient à nous livrer des armes et des munitions dont nous avions besoin. Mais parmi nos voisins, c'était uniquement la République islamique d'Iran qui s'est précipitée à nous aider par tous ses moyens et sans rien demander aux Irakiens en contrepartie », a déclaré ce responsables des forces populaires irakiennes.

Cependant, il faut admettre que l'élément principal des victoires successives des Irakiens sur les terroristes takfiris de Daesh à Diyala, Zalouya, Baïdji et maintenant à Salaheddin, c'est la conviction de tous les Irakiens qui ont compris que Daesh est l'ennemi non seulement de tels ou tels groupes ethniques et confessionnels mais de l'ensemble de la nation irakienne. L'unité des Irakiens et leur soutien aux forces de l'armée pour libérer les zones occupées par les terroristes de Daesh laissent à croire que la défaite définitive des terroristes sera réalisée non pas par les puissances étrangères et leur coalition internationale, mais par les Irakiens eux-mêmes. D'autant plus que jusqu'à présent, les forces de la coalition n'ont pas réussi à obtenir des victoires significatives sur Daesh, et elles n'ont pas pris part non plus à la bataille de Salaheddin. french.irib.ir 10.03

- Selon l'agence Farsnews, citant des sources bien informées, 7.000 forces des tribus sunnites sont venues en aide aux militaires de l'armée régulière, tandis que les forces populaires combattent Daesh, pour libérer Tikrit. es tribus de Salaheddine ont annoncé, mardi, en émettant un communiqué, dont une copie a été remise à Sumeriya News, que tous les habitants de Tikrit et ses tribus sont, totalement, prêts à faire face aux Daeshistes et à coopérer avec les forces armées irakiennes. (id)

Fanatisme. Hystérie. Ils en remettent une couche quotidiennement.

Valls pris d'une crise de démence incontrôlable éructe littéralement la bave aux lèvres.

Du coup nos dirigeants se tiennent à carreaux.

1- Vive empoignade entre Manuel Valls et Marion Maréchal-Le Pen à l'Assemblée - L'Express.fr

La députée FN avait, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, attaqué le Premier ministre sur ses "prises de parole obsessionnelles" et "de plus en plus injurieuses" avec son offensive contre le FN ces derniers jours. "Gardez-donc votre mépris crétin et vos leçons de République pour votre propre parti", a-t-elle affirmé.

"Vous trompez les petits gens, les ouvriers, les agriculteurs, vous trompez ceux qui souffrent. Alors, il est temps que dans ce pays, il y ait un débat, qu'on déchire le voile, la mascarade qui est la vôtre", a lancé le Premier ministre en réponse à l'élue du Vaucluse. L'Express.fr 10.03

Commentaire d'internaute

1- "Les symptômes du dictateur sont de plus en plus flagrant chez ce monsieur !"

2- "Il n'a pas d'autorité naturelle puisqu' il est chaque jour obligé de se mettre dans une colère monstre. Ceux qui crient ou qui frappent sont en réalité des faibles, ils pensent compenser leur faiblesse en se grossissant.(un peu comme les chats lors d'une bagarre).

Vals est donc un froussard, d'ailleurs il parle de sa peur tout le temps. Et c'est 1er ministre !."

3- "Regardez bien la main gauche de Valls pendant sa pathétique allocution, agitée par des tremblements nerveux qu'il ne peut contrôler mais qu'il essaye vainement de dissimuler avec sa main droite.

Sans compter ses yeux exorbités et la rougeur de son visage. Il est évident qu'il perd les pédales. Et dire qu'il est premier ministre ! C'est vraiment pas rassurant.

Ça me fait penser à la dernière apparition d'Adolf Hitler qui lui aussi, tout comme Valls, était affligé de ces mêmes tremblements irrépressibles alors qu'il félicitait quelques membres de la Hitler Jungend à Berlin en 1945. Hitler savait qu'il avait perdu la guerre, Valls sait que le PS va aller de défaite en défaite jusqu'à la chute finale, des individus de cet acabit, aussi orgueilleux qu'égocentriques ne peuvent accepter la défaite ou l'échec et finissent toujours par somatiser.

Le parallèle est vraiment saisissant, isn't it ?

Oui, je sais, j'ai fait un point Godwin et de l'analyse comportementale de comptoir ! Et alors ?"

4- "Valls est un grand malade mental ! Avez vous vu son bras gauche et sa main qui tremble et qu'il ne peut plus contrôler quand il fait sa crise de nerfs, il est obligé de se tenir le bras. Ce type est dingue !"

5- "Valls est un vrai facho. Quand il se met en colère, il suffirait de lui rajouter la moustache, et la petite mèche qu'on se croit revenir en 1936, en Allemagne, même hargne, même verve, tous les attraits d'un fou dangereux."

6- "Si 30% des gens votent FN, c'est à cause de gens comme vous, monsieur Valls!"

7- "Le parti pris des médias est consternant : lors du passage de l'info sur TF1, ils ont sélectionné les moments... Il était plus intéressant de voir l'empoignade sur Public Sénat. Ce qui m'a frappé est le fait que Valls avait la main gauche qui tremblait à la fin de sa tirade d'inepties. Cela prouve qu'il est en mode panique totale. "

2- Soupçons de fraude concernant les eurodéputés FN: Le Pen dénonce une "manipulation politique" - AFP

La saisie de l'Office européen antifraude sur d'éventuelles irrégularités financières commises par le Front national concernant des salaires versés à des assistants parlementaires européens relève d'une "vaste manipulation politique" à quelques jours du scrutin départemental en France, a dénoncé mardi la présidente du parti Marine Le Pen.

Le président du Parlement européen, l'Allemand Martin Schulz, a annoncé lundi soir qu'il avait saisi l'Office européen de lutte antifraude après avoir découvert que 20 assistants parlementaires européens, rémunérés par l'Union européenne pour travailler aux côtés des élus FN à Strasbourg, apparaissaient sur l'organigramme du Front national et semblaient donc avoir des responsabilités politiques au sein du parti.

Ces assistants doivent pourtant "nécessairement et directement travailler à l'exercice du mandat parlementaire des députés européens", rappelle le Parlement.

Pour Mme Le Pen, cette affaire relève d'une "vaste manipulation politique" déclenchée selon elle par M. Schulz, "sur instruction" du Premier ministre Manuel Valls.

Martin Schulz, "qui est un socialiste (...) a rempli son contrat, il est allé dénoncer des députés auprès de l'Olaf, sachant pertinemment que cette simple dénonciation allait ouvrir automatiquement une enquête", a fustigé la présidente du FN.

"Nous répondrons à l'Olaf de la manière la plus sereine qui soit. Cette petite manip politique à quelques jours des élections, ça commence à être un peu grossier", a encore souligné l'eurodéputée. "Et quand ça vient du président du Parlement européen, c'est particulièrement indigne", a-t-elle ajouté.

"J'ai bien compris qu'en ce moment il fallait à tout prix et avec tous les moyens possibles et imaginables tenter de nuire au Front national. Ca ne changera pas le résultat des élections, pour ceux qui avaient espéré l'inverse", a-t-elle encore martelé.

Cette réaction du FN est "d'une certaine manière politique", mais "mes actions sont purement administratives", a répondu mardi M. Schulz. AFP 10.03

3- Moscovici juge l'effort de réformes de Paris pas suffisant - Reuters

L'effort de réformes de la France est indéniable mais n'est pas suffisant pour réduire les déséquilibres de l'économie, déclare le commissaire européen à l'Économie, Pierre Moscovici.

Dans le Figaro, à paraître mercredi, il dit attendre de Paris un plan de réformes "détaillé" et "ambitieux", avec un agenda législatif.

Les ministres des Finances de l'Union européenne, réunis mardi à Bruxelles, ont validé une nouvelle extension de deux ans du délai accordé à la France pour ramener son déficit public sous la limite des 3% de son produit intérieur brut.

Paris a désormais jusqu'à fin 2017 pour respecter la norme européenne, conformément aux recommandations formulées par la Commission européenne le mois dernier. Voir :

Pierre Moscovici souligne que la nouvelle trajectoire budgétaire est "exigeante en 2015, 2016 et 2017", un écart de 3 à 4 milliards d'euros subsistant entre le déficit structurel programmé à Paris et celui escompté à Bruxelles.

"Il faudra que des économies supplémentaires soient prises et prises rapidement - avant le 10 juin – afin de réduire l'écart. L'État français nous a confirmé, au plus haut niveau, qu'elles seront prises", prévient-il.

L'Union demande à Paris de faire un peu plus de 50 milliards d'économies budgétaires sur les trois années, précise Pierre Moscovici. "Nous avons devant nous de sérieuses discussions techniques et politiques". Reuters 10.03

4- L'Assemblée nationale vote la réforme territoriale - La Tribune

L'Assemblée a adopté mardi en première lecture par 306 voix contre 238 la nouvelle répartition des compétences entre collectivités locales, qui encourage la montée en puissance des régions et des intercommunalités. Socialistes, écologistes et radicaux de gauche ont voté pour ce texte qui constitue l'un des volets de la réforme territoriale tandis que Front de gauche, UMP et UDI ont voté contre.

A moins de deux semaines du premier tour des élections départementales le 22 mars, le projet de loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République) vient compléter le redécoupage au 1er janvier 2016 de la France en 13 grandes régions. La Tribune 10.03

ACTUALITE EN TITRES

Sans intérêt.

- EELV survivra-t-il aux élections départementales? - Le Huffington Post

Un emploi sur mesure pour Taubira à Cayenne ?

- Pour Charles Pasqua, il faut "recréer les travaux forcés" pour les islamistes - Le Huffington Post

- Ciotti prône la création de centres de rétention pour les jihadistes - 20minutes.fr

Intox et dénie permanent.

- A Bresles, dans l'Oise, les militants PS unis derrière Valls - LeParisien.fr

- Valls nie tout "calcul politicien" après avoir évoqué sa "peur" d'une victoire du FN - Francetv info

Leur dictature ne doit pas connaître de limite.

- Être vacciné, un droit ou un devoir ? - Liberation.fr

Le droit de ne pas faire vacciner son enfant est-il une liberté constitutionnelle ? C'est la question que pose (indirectement) un couple de jeunes parents de l'Yonne poursuivis en justice pour avoir refusé de vacciner leur fille aînée contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite (DTP), seuls vaccins obligatoires en France métropolitaine. Liberation.fr 10.03

Comment faire baisser les statistiques du chômage avant 2017.

- Hollande assure que 150 000 jeunes par an d'ici à 2016 pourront profiter du service civique - Francetv info

Même privilégiée, la femme n'a jamais été l'égal de l'homme, c'est pour dire !

- Égalité professionnelle: les 10 femmes les plus riches du monde doivent toutes leur fortune à un homme - Le Huffington Post

Chaque fois que je me fais désagréable envers les femmes, c'est uniquement pour faire chier les féministes ou me moquer d'eux.

J'adore les femmes, allez une courte histoire.

Ma nouvelle compagne Selvi m'a fait une farce.

En me regardant dans le miroir de la salle de bain il y a quelques jours, à ma stupéfaction j'ai constaté que mes cheveux étaient devenus noirs, entièrement noirs alors qu'ils étaient blancs auparavant.

J'avais bien remarqué qu'ils avaient tendance à foncer récemment, j'imaginais que c'était l'huile ayurvédique avec laquelle elle me massait la tête le matin qui avaient produit cet effet, je m'étais dit naïvement qu'elle régénérait le cuir chevelu et que c'était peut-être bon aussi pour les neurones.

Penses-tu, en jetant un coup d'oeil à l'étagère où se trouve les produits d'hygiène j'ai découvert un petit flacon dans lequel il y a un produit destiné à noircir les cheveux. Le soir je me pointe devant Selvi le flacon à la main, elle éclate de rire à en tomber à la renverse. Je la regarde et je me dis que je ne peux pas la sermonner, elle est tellement heureuse, ce serait injuste de la priver de ce petit bonheur, elle en a eu si peu dans sa vie. Elle me dit que c'est plus beau, oui cela fait plus jeune je lui réponds, sauf que j'ai toujours 59 ans. Elle me demande si je suis en colère, je lui réponds non. En fait elle mélangeait l'huile ayurvédique à ce colorant de manière à ce que je me doute de rien en sentant l'huile (camphre et eucalyptus notamment)

C'est pour dire que je prête tellement peu d'attention à ma petite personne que je ne m'étais rendu compte de rien, alors que je me lave les dents et je me rase devant ce miroir, je me peigne aussi. Son fils, son frère et sa soeur que je vois tous les jours se sont évidemment aperçus de ce changement et personne ne m'en a parlé, ils ont dû croire que c'était une coquetterie de vieux beau, comme si j'avais l'esprit à cela, franchement. J'en ai parlé avec eux et on a bien rigolé.

Incroyable les femmes, n'est-ce pas ?

Où va se nicher la corruption.

- Margaret Thatcher aurait fermé les yeux sur les accusations de pédophilie visant un député - LeFigaro.fr

- Les instances du cyclisme mondial accusées d'avoir protégé Armstrong - Le Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

- Regain de tension entre les États-Unis et le Venezuela - LeFigaro.fr

- Le Venezuela prépare sa riposte aux sanctions américaines - AFP

Le président du Venezuela Nicolas Maduro a annoncé mardi qu'il allait demander à l'Assemblée nationale l'octroi de pouvoirs spéciaux pour répondre à "l'agression impérialiste" des Etats-Unis, en riposte aux sanctions américaines à l'encontre de hauts responsables annoncées la veille.

"J'ai décidé de me rendre aujourd'hui (mardi) personnellement à l'Assemblée nationale pour remettre ma demande" de pouvoirs spéciaux "pour la paix et la souveraineté", a écrit le président sur son compte Twitter.

Dans un discours lundi soir, le président Maduro avait qualifié de "coup le plus agressif, injuste et néfaste jamais porté au Venezuela" l'annonce de ces sanctions, prises selon la présidence américaine en réaction à des violations des droits de l'homme au Venezuela.

"Vous n'avez pas le droit de nous agresser et de déclarer que le Venezuela est une menace pour le peuple des Etats-Unis, la menace pour le peuple américain, c'est vous", a-t-il déclaré à l'intention du président américain Barack Obama.

Celui-ci avait qualifié lundi la situation dans ce pays sud-américain de "menace extraordinaire et inhabituelle pour la sécurité nationale et la politique extérieure des États-Unis" et annoncé des gels d'avoir et interdictions de visas contre sept responsables vénézuéliens impliqués dans la violente répression des manifestations contre le gouvernement Maduro entre février et mai 2014.

L'annonce des sanctions a déjà entraîné, lundi, le rappel immédiat du plus haut représentant diplomatique vénézuélien aux États-Unis, un épisode qui est survenu après des années de frictions, les deux pays n'ayant plus d'ambassadeurs respectifs depuis 2010.

Le Venezuela a obtenu le soutien de plusieurs de ses voisins en Amérique latine, en premier lieu de Cuba, dont le gouvernement a fustigé mardi le "décret arbitraire et agressif pris par le président des Etats-Unis".

Dans un courrier publié par la presse locale, l'ex-président cubain Fidel Castro a lui félicité Nicolas Maduro pour son "discours courageux et brillant face aux plans brutaux du gouvernement des Etats-Unis".

"Personne n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat souverain ni de déclarer, sans aucun fondement, qu'il constitue une menace à sa sécurité nationale", s'est exclamé le gouvernement de Cuba, principal allié politique et économique du Venezuela depuis 15 ans.

Les présidents bolivien Evo Morales et équatorien Rafael Correa ont eux aussi apporté leur soutien à Caracas.

Il y a, "au fond, la menace, par Obama, d'envahir le Venezuela", a affirmé Evo Morales, selon l'agence de presse officielle ABI.

C'est pourquoi "nous condamnons, nous répudions, nous n'acceptons pas, au XXIe siècle, ce genre d'intervention des Etats-Unis", a-t-il ajouté, appelant à organiser des réunions d'urgence des organismes régionaux Celac et Unasur "face à l'agression" américaine.

Rafael Correa a pour sa part estimé qu'il s'agissait d'une "blague de mauvais goût" de la part de Washington, "qui nous rappelle les heures les plus sombres de notre Amérique, quand l'impérialisme nous imposait des invasions et des dictatures".

"Comprendront-ils que l'Amérique latine a déjà changé ?", s'est-il demandé.

Comment fabriquent-ils leur propagande ? En inversant les rôles entre l'agresseur et l'agressé. Démonstration par des agents de l'impérialisme américain.

- "En recourant au thème de l'ennemi extérieur, c'est-à-dire de l'impérialisme, le gouvernement veut bâtir un mécanisme légal plus répressif", a expliqué à l'AFP le politologue Edgard Gutiérrez, de la société de sondages Venebarometro.

La loi "anti-impérialiste" sera "un instrument contre l'ennemi intérieur, et, comme les lois similaires de Maduro, destinée à saper les droits de l'homme", a renchéri sur Twitter Rocio San Miguel, de l'ONG Contrôle citoyen, spécialisée dans les questions militaires et de sécurité.

2- Etats-Unis

- Etats-Unis: un policier blanc tue un homme noir nu et non armé - AFP

Un policier blanc a tué un homme noir non armé, qui s'était jeté sur lui nu, dans l'Etat américain de Georgie (sud-est), a-t-on appris mardi, un incident qui survient au moment où la violence policière contre les minorités raciales fait la Une aux Etats-Unis.

L'agent, du comté de DeKalb, a répondu lundi après-midi à un appel provenant d'un lotissement, où un homme provoquait la stupeur des habitants car il frappait aux portes et se déplaçait nu en rampant sur le sol, a expliqué le chef de la police du comté Cedric Alexander lors d'une conférence de presse.

Arrivé sur place, le policier est tombé nez-à-nez avec l'individu qui a refusé d'obéir à ses injonctions et s'est subitement jeté sur lui. L'agent a alors sorti son pistolet et a tiré par deux fois, tuant le suspect sur le coup, a ajouté le chef de la police dont les propos ont été rapportés par la presse locale.

La victime, Anthony Hill, un Noir de 27 ans, ne portait pas d'arme sur lui lors de l'incident et semblait souffrir de troubles mentaux, d'après M. Alexander.

L'enquête a été confiée à une entité indépendante de la police du comté, le Georgia Bureau of Investigation.

3- Bulgarie

- Bulgarie : manifestation contre l'Otan - french.irib.ir

Les citoyens bulgares se disent mécontents d'une coopération de leur pays avec l'Otan. Selon la chaîne anglophone iranienne Press TV, les protestataires bulgares sont descendus dimanche dans la rue à Sofia, la capitale, pour dénoncer les démarches militaires de l'OTAN à l'Est de l'Europe. Les manifestants ont déploré que la Bulgarie agisse sous la direction de l'OTAN. Ils ont également plaidé pour le retrait de leur pays de cette organisation. A noter que 5 navires de patrouille de l'OTAN sont arrivés au port de Varna dans le cadre des exercices militaires communes Bulgarie/Turquie/Roumanie. La Bulgarie a adhéré à l'OTAN en mars 2004. french.irib.ir 09.03

4- Russie

- La Russie ne peut pas renoncer à la Crimée (Poutine) - french.irib.ir

Le président russe a précisé que l'annexion de la Crimée au territoire russe a eu lieu dans l'objectif de protéger la population, majoritairement, d'origine russe de cette région, après l'arrivée au pouvoir des nationalistes pro-occidentaux en Ukraine.

Le président russe, Vladimir Poutine, qui se prononçait lors d'une émission documentaire, qui sera diffusée, prochainement, par la télévision d'Etat Russia 1, a défendu l'occupation de la Crimée et son annexion au sol russe, ce qui était une mission de sauvetage, selon le président russe. « Nous étions obligés à faire réintégrer la Crimée à la Russie car nous ne pouvions pas restés indifférents du sort des gens qui y vivaient et qui n'avaient, se pliant devant leur destin, que tolérer les pressions des nationalistes pro-occidentaux», a fait remarquer le président russe, Vladimir Poutine, qui n'a pas oublié de parler du sondage qu'il a fait dérouler en Crimée, lors duquel, 75% des habitants de la Crimée ont soutenu l'annexion de leur territoire à la Russie. french.irib.ir 10.03

ECONOMIE

Euro

- L'euro chute encore face au dollar, au plus bas en près de douze ans - AFP

La monnaie unique européenne valait 1,0693 1,0698 dollar vers 18h50 GMT, son niveau le plus faible depuis avril 2003.

"Il n'y a tout simplement aucune raison d'acheter des euros", a résumé David Gilmore, de Foreign Exchange Analytics. "On continue à observer ce qui est en place depuis un moment: une amélioration d'une économie américaine déjà solide, qui laisse croire à un resserrement de la politique monétaire des Etats-Unis dès les prochains mois."

En ce sens, le président de la Fed de Dallas, Richard Fisher, a apporté un soutien au dollar en se prononçant pour une hausse rapide des taux d'intérêt américains, sans quoi la première économie américaine risquait, selon lui, la récession.

Or, une hausse des taux, maintenus depuis 2008 près de zéro, rendra le dollar plus rémunérateur.

Haut de page

Le 12 mars 2015

CAUSERIE

On ajoutera une douzaine d'articles plus tard ou demain matin.

Self control. Contrairement à Valls qui pète un plomb et va finir par se le prendre en pleine gueule, c'est tout le bien qu'on peut lui souhaiter, on reste calme, cool, on maîtrise la situation, on a même de bonnes nouvelles de Syrie, d'Irak et des Etats-Unis aujourd'hui...

Valls doit s'inspirer d'Avigdor Lieberman, le ministre d'extrême droite des Affaires étrangères de l'Etat sioniste qui a déclaré avant-hier : "*Celui qui est de notre côté aura tout. Celui qui est contre nous, il n'y aura rien d'autre à faire. Nous devons prendre une hache et lui couper la tête, sinon nous ne pourrons pas survivre ici*". (french.irib.ir 11.03)

Valls doit l'envier et enrager de ne pas pouvoir tenir de tels propos à l'Assemblée nationale.

Comme quoi à côté d'eux on reste mesuré.

Les comploteurs sont les médias institutionnels subventionnés par l'Etat, par le gouvernement dirigé par le PS.

- Une nouvelle du week-end dernier affirmant que des conseillers militaires américains et israéliens qui aidaient l'Etat islamique avaient été arrêtés en Irak, n'a pas été reprise par les médias institutionnels. Arrêt sur Info.

Jusqu'à quand vont-ils pouvoir soutenir ces monstres de cruautés qu'ils ont créés, alors qu'une multitude de faits matériels et de témoignages accablants s'accumulent et prouvent leur collusion avec ces barbares ?

Comment vont-ils s'y prendre pour tenir plus longtemps cette stratégie politique ? Par exemple :

- Certaines manoeuvres visant à améliorer l'image des groupes d'Al-Qaïda sont en cours. Jabhat al-Nosra envisagerait de couper les liens avec al-Qaïda, pour recevoir le parrainage du Qatar afin d'augmenter ses sources de financement.

- Le magazine des Affaires étrangères (Foreign Affairs) de Washington a même publié une étude affirmant que les combattants de l'EI étaient « étonnamment en faveur de la démocratie« . Après tous les massacres commis et recensés cela manque de crédibilité. (Les preuves des liens existants entre Washington et l'Etat islamique - Arrêt sur Info 9 mars)

Pour mieux comprendre, une vidéo : Le rêve, non le Reich américain.

Le grand échiquier (livre) écrit par Zbigniew Brzezinski - présenté par Michael Ruppert
http://www.dailymotion.com/video/xqkfhh_le-grand-echiquier-livre-ecrit-par-zbigniew-brzezinski-presente-par-michael-ruppert_news?start=1

A visionner absolument ou mieux, lire le livre de Brzezinski, il décrit pas à pas les différentes étapes de la stratégie politique néolibérale permettant d'aboutir à la mise en place d'un gouvernement mondial dirigé par l'oligarchie financière angl-saxonne-sioniste ou le monde soumis à l'Empire américain.

Dans le même registre une autre vidéo : Die geschüttelte hand Furher.

La main gauche de Manuel Valls
https://www.youtube.com/watch?v=mkcfSyWLgJA

Valls est manifestement ravagé, enragé. Vous savez ce qu'on faisait autrefeois au chien qui avait la rage : on le piquait ! On pourrait prescrire à Valls une euthanasie préventive de salut public...

Le troublant constat d'un internaute.

- "*Valls c'est la preuve qu'une dictature pourrait arriver en France en 2 temps 3 mouvements sans que personne ne se rendent*

compte de rien.

C'est vraiment fortement inquiétant de constater le soutien qu'il a aussi bien à droite qu'à gauche?"

Vous vouliez dire dans le camp qu'il représente, n'est-ce pas ?

Le Front de gauche a passé une alliance au niveau départemental (Val-de-Marne) avec le Parti socialiste, déclaration de la majorité de gauche du conseil général du 16 décembre 2014. (Informations ouvrières n° 342 page 9) Comme quoi il faut chercher la gauche ailleurs.

Informations ouvrières (342) relaie l'info sur Valls à la manière lutte des classes :

- "*Valls agite la menace d'une catastrophe pour faire passer ses plans anti-ouvriers !*"

- "*Valls agite le spectre du Front national*"

Extrait de l'éditorial de Daniel Gluckstein (IO n° 342 paru hier)

- "*A dix jours du premier tour des élections départementales, Valls a exprimé son « angoisse » devant un possible succès du Front national. L'objectif de cette déclaration est évident : c'est un appel à se grouper autour du gouvernement, présenté comme un rempart contre l'extrême droite.*

Si le Parti socialiste s'apprête à connaître le plus grand rejet de l'histoire qu'ait connu, sous la Ve République, le parti qui gouverne, il le doit à sa politique, et à rien d'autre. Si l'abstention s'apprête à battre des records, en particulier dans l'électorat traditionnel du Parti socialiste, la responsabilité en incombe exclusivement à la politique du gouvernement Hollande- Valls au service de la classe capitaliste et de l'Union européenne.

Aucune solution conforme aux besoins de la classe ouvrière et de la démocratie n'est à attendre du résultat des 22 et 29 mars. A la démobilisation électorale prévisible pour les élections départementales répond la mobilisation grandissante pour le succès de la grève interprofessionnelle du 9 avril. Un mouvement d'une puissance sans précédent depuis de nombreuses années cherche à se constituer.

En témoignent la multiplication des appels communs d'organisations syndicales (CGT, FO, Solidaires et FSU), les initiatives communes — piquets de diffusion, assemblées de militants — le nombre de cars et de trains commandés… Ce 9 avril est saisi comme une nécessité : le rassemblement de toute la classe ouvrière contre le gouvernement et sa politique au service de la classe capitaliste. S'affirme en particulier la volonté d'aller manifester à Paris, contre le gouvernement, là même où il décide sa politique anti-ouvrière."

Nous appelons tous les militants et travailleurs à faire grève et à manifester le 9 avril, à participer à la préparation de cette journée de mobilisation contre le gouvernement et sa politique ultra réactionnaire.

Nous avons bien noté que pour le POI, la politique anti-ouvrière que subissent les travailleurs se "décide" à Paris, et non à Bruxelles ou Washington. Cela nous convient mieux.

Car si en effet cette politique est dictée par Washington ou Bruxelles, plus précisément par le sommet de l'oligarchie financière, il n'en demeure pas moins que c'est effectivement le gouvernement français qui l'applique, qui prend la responsabilité de l'appliquer à la lettre, alors qu'il a la possibilité de la rejeter puisque la France est encore un Etat indépendant et souverain.

Nous partageons aujourd'hui l'orientation politique du POI, ce qui n'est pas toujours le cas.

Maintenant on peut admettre qu'on ait des désaccords, le contraire serait inquiétant. On peut même concevoir que par manque de temps ou qu'il leur répugne d'intervenir sur un autre plan que purement politique, je fais allusion ici à la guerre idéologique et psychologique que mène le gouvernement (et les médias) contre les masses, qui se combine à la guerre qu'il conduit sur le plan social ou politique, différents plans sur lesquels j'interviens quasi quotidiennement pour aider les lecteurs à briser la propagande officielle, à comprendre comment elle s'articule avec leur stratégie politique, car finalement tout est lié. Ils visent les mêmes objectifs politiques, seuls les moyens varient pour y parvenir, aussi nous faut-il démonter toute leur argumentation et mener cette guerre sur tous les fronts à la fois.

Il ne suffit pas d'avoir la volonté de ne pas tomber sous l'emprise du conditionnement que le gouvernement vous a réservé ou de l'idéologie dominante, faut-il encore comprendre quels mécanismes de différentes natures ils usent pour ne pas finir sous leur influence à des degrés divers, et l'expliquer ensuite aux autres travailleurs pour les aider à prendre leur distance avec le régime

et à conquérir leur indépendance pour ensuite passer à l'action, s'organiser...

Où je suis en Inde, je ne peux pas intervenir sur le plan social ou sur le terrain, donc j'interviens sur tous les autres plans, ce partage des rôles me va très bien.

Toujours dans le même registre.

Ne dites pas qu'un Noir est noir, on vous accusera de racisme.

Mon épouse dont je suis séparé et avec laquelle j'ai vécu pendant 24 ans était Indienne, d'origine dravidienne à la peau sombre, mais encore claire en comparaison avec celle de ma nouvelle compagne, Selvi, qui a la couleur du chocolat noir. C'est délicieux évidemment.

Selvi a honte de la couleur de sa peau, c'est terrible. Les Indiens à la peau sombre sont réputés à tort originaires de basses castes. C'est un sujet récurrent. Les Indiennes à la peau sombre se talquent pour paraître plus claires, pas seulement, pour entretenir la peau du visage aussi. Elles se protègent du soleil pour ne pas bronzer, c'est leur hantise, devenir encore plus noires, quel cauchemar !

Il m'est donc dévolu de faire l'éducation de Selvi qui a 44 ans pour qu'elle soit enfin fière de la couleur de sa peau qui est magnifique ou plutôt qu'elle n'y pense plus, qu'elle cesse d'être complexée parce qu'elle est noire ou se figurer qu'elle serait inférieure aux autres femmes.

Personnellement c'est une préoccupation qui m'a toujours été étranger au point d'en oublier la couleur de ma propre peau, j'en veux pour preuve que lorsque par hasard il m'arrive de croiser un Blanc je suis choqué pas la blancheur de sa peau pour vivre en permanence entouré de Noirs, au point de trouver un côté maladif à ce malheureux Blancs, il suffirait que je me regarde dans un miroir pour m'appercevoir que je n'ai pas la peau noire, car j'ai fini par tellement me confondre avec la population qui m'entoure que je m'identifie à un Noir !

« *La responsabilité du système capitaliste dans l'oppression raciale est fondamentale* ». (Malcolm X)

Les ordures du gouvernements, du PS et des médias se font un malin plaisir à rapporter les moindres propos à connotation raciste ou supposés tels tenus par tel ou tel homme ou femme politique dont personne n'aurait entendu parler au-delà de ceux qui en avaient été les témoins, de manière à conforter les préjugés à l'encontre des étrangers ou certaines communautés qui peuvent exister au sein de certaines couches de la population, propos qu'ils condamnent hypocritement évidemment, de sorte qu'elles estiment ces préjugés fortement répandus et légitimes, dans l'espoir aussi que d'autres personnes les imiteront, et que par chance parmi celles-ci il s'en trouvera qui commettront l'erreur de se lâcher, ce qui permettra à la fois de dresser le constat que ce genre de propos ou comportement s'est effectivement répandu dans la société et de justifier la législation répressive qu'ils auront adoptée pour limiter la liberté d'expression déjà largement amputée et la boucle de la dictature en marche sera bouclée.

A force de le répéter ou de donner la parole à des gens qui estiment que les Noirs, les Arabes, les Asiatiques, les musulmans, etc. sont différents des autres, il y en a qui n'y avaient pas pensé ou qui n'avaient pas osé le penser et qui vont y être encouragés, cela ne fait aucun doute. Pourquoi pas, à première vue on est différent, alors où s'arrête la différence, je n'en sais rien après tout, peut-être qu'on n'est finalement pas fait pour vivre ensemble, qui sait, ceux qui le prétendent ont peut-être raison, le doute est permis, bien des faits qu'on nous rapporte tendent à le prouver, il ne faut pas rejeter a priori cette théorie...

Ce n'est pas seulement la crise du capitalisme ou la politique antisociale du gouvernement qui alimente le racisme et la xénophobie, c'est aussi le guerre psychologique et idéologique qu'ils ménent consciencieusement contre les masses et dans laquelle s'inscrit la manipulation du racisme et de la xénophobie, qui est utilisée pour les faire monter.

Présenter la population sous un angle abjecte est fort utile pour le régime pour la diviser et régner en maître absolu.

Car qui aura envie de se rassembler avec ses collègues de travail, ses voisins, ses semblables, mais des inconnus après tout que l'on peut soupçonner d'être d'horribles racistes, des terroristes ou des antisémites s'ils sont musulmans, de préférence s'ils sont noirs des fraudeurs, des voleurs, des fainéants, des trafiquants, des profiteurs, mais aussi des sexistes, pourquoi pas des pédophiles, franchement c'est plutôt repoussant d'imaginer se retrouver en compagnie de à cette pourriture, cote à cote avec cette racaille, manifester avec ces voyous, tous ces gens malhonnêtes, comment puis-je avoir des intérêts communs avec ces gens-là, comment puis-je partager des valeurs et des principes avec eux, c'est incensé, autant rester chez moi à me morfondre sur mon triste sort en attendant des jours meilleurs... qui ne viendront jamais !

Et puis en pianotant sur mon clavier au moins je ne cours pas ce risque, je peux encore m'exprimer librement grâce aux réseaux sociaux, quel bonheur ! Comme quoi on exagère quand on nous dit qu'il serait impossible d'agir autrement qu'en descendant dans la rue ou en suivant tous ces partis qui ne valent pas mieux les uns que les autres, pour ce que cela sert, trois

petits tours et puis s'en vont...

Non mais c'est vrai, quand on croise une personne dans la rue, on ne sait pas ce qu'elle a dans la tête, qui elle est, par les temps qui courent il faut se méfier plutôt deux fois qu'une, il faut être vigilant, vive vigipirate, vive l'armée, vive le gouvernement, vive Valls, vive Hollande !

- Attaques racistes contre Taubira : Valls et Hollande montent au créneau - Francetv info

Isabelle Guinot, une élue municipale de Juvisy-sur-Orge (Essonne) est cette fois à l'origine de la polémique. Elle a affirmé sur les réseaux sociaux : "Elle vient de Cayenne, là où il y avait le bagne, quelle reparte là-bas vu qu'elle a toujours détesté la France". Réaction immédiate de l'exécutif, Manuel Valls a exprimé sa colère : "Ça suffit, il faut qu'il y ait bien plus que de l'indignation. Il faut que chacun prenne conscience que des digues se sont brisées ces dernières années" a déclaré le Premier ministre face à la caméra de France 3. (En mai 2012. - ndlr)

À travers cette attaque, Christiane Taubira dénonce une montée du racisme. "C'est visible parce que ça me touche moi, mais il y a des millions de personnes qui se prennent ça en pleine figure à longueur de journée " a déclaré la garde des Sceaux sur RTL. Francetv info 12.03

Si un Indien me balançait : Si vous n'êtes pas content, vous n'avez qu'à retourner en France, je n'estimerais pas forcément que ce propos relèverait du racisme, si je commets la maladresse de critiquer l'Inde en général ou les Indiens devant un Indien et qu'il se sent visé, sa répartie sera justifiée. Taubira sert de caution au soutien que le gouvernement apporte à des régimes racistes, xénophobes, néonazi ou d'extrême droite, y compris Israël, et à l'amalgame entre l'antisionisme et l'antisémitisme pratiqué par Valls et Hollande.

Commentaire d'internaute

1- "Ah bon c'est raciste? Les socialistes vont nous jouer la carte "raciste" jusqu'au bout."

2- "Ou est le racisme la-dedans? Nulle part.

Il y avait bien un bagne à Cayenne et Madame Taubira ayant lutte contre la France on peut la soupçonner de ne l'avoir jamais aimée.

Aucune référence à la couleur de peau ou à l'origine ethnique de Madame Taubira.

Que les Socialistes cessent cette comédie ridicule: ça ne prend plus!"

3- "Une géolocalisation avec une information historique (le bagne) qui n'est un secret pour personne devient un propos raciste -> qu'on m'explique où il y a du racisme.

Il va falloir que les Français sortent de leur sommeil et de cet endoctrinement sectaire socialiste.

Marteler que les blancs sont des racistes envers les gens de couleur devient une litanie qui stigmatise les blancs comme si nous étions des racistes dés la naissance. Mme Taubira merci de nous rendre monstrueux, abject, non tolérant.

Pour vous citez : C'est visible parce que ça me touche moi, mais il y a des millions de personnes qui se prennent ça en pleine figure à longueur de journée

Parce que nous les blancs on en prend pas à longueur de journées dans les médias, car les médias filtrent lorsque c'est des gens de couleur qui s'en prennent à des blancs - les derniers attentats ont été perpétrés par des hommes de couleur pas par des blancs Madame la ministre."

Ne soyez pas raciste, ils versent dans le communautarisme pour pousser à le devenir et vous tombez dans leur piège.

Qu'il y ait des Noirs ou des Arabes, des Asiatiques, des Africains ou je ne sais qui qui ne puissent pas sacquer les Blancs, c'est un fait, comme il y a ici des Indiens qui ne peuvent pas piffrer les Blancs, mais ils demeurent extrêmement minoritaires et ne méritent pas qu'on y prête attention. Vous y accordez trop d'importance, vous êtes vous-même manipulé, vous êtes sans le savoir sous l'influence de l'idéologie dominante que dilue du matin au soir les médias. Personne ne possède un brevet de bonne conduite supérieur aux autres.

Encore dans le même registre, mais en Espagne cette fois.

Les deux camps se mobilisent pour que la mayonnaise prennent.

Un article pour une manifestation qui a réuni "une centaine de personnes", espérant sans doute qu'ils seront plus nombreux la prochaine fois.

Première manifestation en Espagne du mouvement islamophobe Pegida - AFP

Environ une centaine de personnes ont manifesté mercredi à L'Hospitalet de Llobregat, dans le nord-est de l'Espagne.

"Le terrorisme islamiste est une menace latente dans notre pays et nous voulons mettre en lumière ce problème", a affirmé le secrétaire général de ce parti, Robert Hernando, qui a traversé le dispositif policier pour s'adresser à la presse. AFP 12.03

C'est énorme "une centaine de personnes".

D'autant plus que...

En face, une contre-manifestation de 300 personnes avait été organisée par un mouvement antifasciste.

"Les partis de gauche ne font pas leur boulot et ces partis d'extrême droite en profitent pour chercher des ennemis fictifs", dit Victor Messeguer, un fonctionnaire de 55 ans. AFP 12.03

Il en ira ainsi aussi longtemps que vous considèrerez ces partis de gauche...

ACTUALITÉ DU JOUR

L'anticommunisme primaire béni par Rome et Washington

- A Gdansk, Valls oppose les valeurs de Solidarnosc à l'extrême droite - AFP

A Kiev, il oppose les valeurs du régime néonazi aux masses ukrainiennes qui le combattent...

Mais aussi pour faire passer cela :

- La France va augmenter ses effectifs militaires au Sahel pour lutter contre Boko Haram - Francetv info

- Pour l'armée, de nouvelles missions et une hausse du budget - Liberation.fr

Face aux menaces terroristes, la loi de programmation militaire a plus que jamais besoin d'une «réactualisation».

Avec à la clé, une hausse du budget consacré à la défense. Sans que le locataire de l'hôtel de Brienne ne précise son montant. Le budget de l'année 2015 d'un montant de 31,4 milliards, lui, reste «sanctuarisé».

Le matin même, un conseil de défense s'était tenu à l'Elysée. Le maintien de l'opération «sentinelle» jusqu'à l'été prochain avec la mobilisation d'un peu plus de 10 000 hommes sur le territoire national va entraîner une révision à la baisse de la suppression des 34 000 postes initialement prévue. Lors de sa conférence presse, le 5 février dernier, le président de la République avait déjà annoncé le maintien de 7 500 postes. Mais le chef de l'Etat veut également que les forces armées soient en mesure de déployer 7 000 hommes pour assurer des missions de protection sur le territoire national. Actuellement l'opération «sentinelle» assure la protection de 682 sites en métropole dont 604 à caractère religieux. Liberation.fr 12.03

On comprend pourquoi...

- François Hollande absout les frondeurs - LeFigaro.fr

Ils ont tous voté le volet de la réforme territoriale dictée par Bruxelles consacrant "la montée en puissance des régions et des intercommunalités" (La Tribune 11.03)

Ce sont tous de fieffés affairistes ou imposteurs, des agents du régime.

Et dire que pendant des décennies certains les courtisèrent... Après s'être fourvoyé de la sorte, cela mériterait quelques explications, non ? Non, dont acte.

On ne leur refusera pas... même à titre préventif !

- Fin de vie: les députés refusent "l'assistance médicalisée active à mourir" - AFP

- Euthanasie : les représentants religieux unis pour préserver «l'interdit de tuer» - french.irib.ir

Dans une tribune, publiée dans "Le Monde" lundi 9 mars, à la veille de l'ouverture du débat parlementaire sur la fin de vie, à l'Assemblée nationale, cinq représentants des trois grandes religions monothéistes demandent «à ce que soit préservé l'interdit de tuer».

La disposition préoccupe le cardinal Philippe Barbarin, archevêque de Lyon, François Clavairoly, président de la Fédération protestante de France, Mgr Emmanuel, Métropolite de France, président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France, Haïm Korsia, Grand rabbin de France, et Mohammed Moussaoui, président de l'Union des mosquées de France et président d'honneur du CFCM, les auteurs de la tribune. french.irib.ir 11.03

Intox de la dictature. Pour l'exemple. Lampiste.

- Etats-Unis: la police de Ferguson accusée de racisme, son chef démissionne - AFP

Une semaine après un rapport accablant détaillant des pratiques policières racistes devenues quasiment routinières, le chef de la police de Ferguson (Missouri, centre des Etats-Unis), théâtre d'émeutes l'été dernier après la mort d'un jeune Noir tué par un policier, quitte ses fonctions.

La ville de Ferguson et le chef de la police Thomas Jackson sont "convenus mutuellement d'une séparation se traduisant par la démission du chef de la police", a annoncé mercredi la ville dans un communiqué.

La démission du policier sera effective le 19 mars et il recevra un an d'assurance santé et des indemnités de licenciement, a précisé la municipalité qui a nommé un chef par intérim, Al Eickhoff.

Cette démission, à laquelle appelaient de nombreux militants et organisations des droits civiques, intervient après la publication d'un rapport accablant du ministère de la Justice détaillant les pratiques racistes de la police et de la municipalité de Ferguson.

Une enquête fédérale avait été lancée après la mort le 9 août 2014 de Michael Brown, 18 ans, non armé, tué par le policier Darren Wilson. Des semaines de manifestations et d'émeutes avaient suivi.

Un premier rapport, sur la mort du jeune homme, avait conclu que l'enquête fédérale ne montrait pas "de comportement susceptible de poursuite judiciaire" du policier, déjà exonéré de poursuite au pénal par un jury local.

Mais un second rapport, dévastateur, s'était penché sur les pratiques policières au quotidien dans la ville.

Il montre, chiffres à l'appui, l'inégalité de traitement réservé aux Noirs. Il pointe également un système violant parfois la légalité, où la police "sous pression de la municipalité, n'était plus un service public mais un outil pour gagner de l'argent" en générant toujours plus d'amendes, les Noirs là encore étant principalement les victimes.

Thomas Jackson est la sixième personne à quitter ses fonctions dans l'onde de choc de ce rapport, publié mercredi dernier.

Le juge municipal Ronald Brockmeyer et le secrétaire général de la ville John Shaw ont aussi démissionné respectivement lundi et mardi.

Une responsable du tribunal municipal, accusée d'être l'auteur de courriels racistes, a été licenciée et deux policiers, soupçonnés également d'en avoir envoyés, ont démissionné.

Le ministre de la Justice Eric Holder s'était dit prêt à démanteler la police de Ferguson après la publication de ce rapport.

Benjamin Crump, l'avocat des parents de Michael Brown, a indiqué sur CNN que "le père et la mère de Michael Brown sont

soulagés de voir que des mesures sont prises pour répondre aux conclusions inquiétantes du rapport" du ministère.

"Ils estiment que ce que le ministère de la justice a trouvé a beaucoup à voir avec la mort de leur fils", a-t-il ajouté.

Après la publication du rapport, la famille avait annoncé qu'elle allait porter plainte au civil contre le policier Darren Wilson -- qui a depuis quitté la police -- et la municipalité pour "mort injustifiée".AFP 11.03

Le bon noir, c'est le noir qui se fond dans les institutions antidémocratiques américaines, qui adopte la politique impérialiste du gouvernement, qui se fait exploiter sans broncher, qui s'engage dans l'armée pour servir de chair à canon....

ACTUALITE EN TITRES

Intox. Cela impose le respect...

- La Fed oblige quelques grandes banques à limiter les dividendes - Reuters

Goldman Sachs, JPMorgan Chase et Morgan Stanley ont dû revoir en baisse leurs projets de distribution aux actionnaires pour réussir les "stress tests" annuels de la Réserve fédérale américaine, dont les résultats ont été publiés mercredi. Reuters 12.03

De Ruby sur le canapé à rubis sur l'ongle la justice italienne.

- Berlusconi définitivement blanchi dans le «Rubygate» - LeFigaro.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- La France a envoyé un émissaire en Syrie - french.irib.ir

Selon les révélations du quotidien Le Figaro dans son édition datée de ce mardi 10 mars, un émissaire français a été envoyé ces derniers jours à Damas, et a rencontré le général Ali Mamlouk, le tout puissant patron des services de sécurités de Bachar el-Assad. A en croire le quotidien, l'homme avait prévenu les services de contre-espionnage français et la sûreté nationale (DGSE et DGSI) avant de partir, et leur a remis des informations à son retour à Paris.

L'homme dont parle Le Figaro s'appelle Patrick Barraquand. Selon les informations du journal, il s'est rendu à Damas, il y a deux semaines, en marge de la tumultueuse visite de quatre parlementaires français dans la capitale syrienne.

Patrick Barraquand serait contrôleur général à Bercy et ancien officier de réserve. Selon l'un de ses proches, cité par Le Figaro, il aurait rencontré le général Syrien Ali Mamlouk durant une heure. Au coeur des discussions, l'identification de jihadistes français faits prisonniers en Syrie, mais aussi la situation tactique sur le terrain.

Si officiellement, Paris affirme qu'il n'est pas question de discuter avec le régime de Bachar el-Assad, depuis des mois les spécialistes du renseignement français laissent entendre qu'il faudra bien un jour ou l'autre reprendre le contact en Syrie.

« Fermer l'ambassade à Damas n'était pas forcément une bonne idée », confiait récemment une source militaire à RFI. « Maintenant, à chaque fois qu'on veut avoir un renseignement, il faut qu'on envoie un agent des services (…) les choses étaient bien plus simples auparavant », avant de poursuivre : « si un jour on va bombarder en Syrie, il faudra bien se coordonner avec l'armée syrienne ». french.irib.ir 11.03

1.2- Nouvelles du front contre Daesh et le Pentagone.

- Champ pétrolier libéré, dans le centre de la Syrie - french.irib.ir

L'armée syrienne a libéré un important champ pétrolier, à Homs, dans le centre de la Syrie.

Après de violents affrontements opposant l'armée syrienne aux Daeshistes, le champ pétrolier Jazal, dans le Nord-Ouest de la banlieue de Tadamar, à Homs, a été libéré, a-t-on appris de la chaîne de télévision Al-Mayadeen.

«Cette victoire est une victoire économique et stratégique. Daesh se servait de ce champ pétrolier. La relance de ces champs pétroliers donnera un essor à l'économie syrienne», a souligné le gouverneur de Homs. french.irib.ir 11.03

2- Irak

- Tikrit, libérée à 90% - french.irib.ir

"Tikrit a été libérée à 90%" , a annoncé, ce mercredi, le secrétaire général du Mouvement populaire Al-Nojaba.

Cheikh Akram al-Kaabi, le secrétaire général du Mouvement populaire Al-Nojaba, a fait part de la libération de Tikrit, a-t-on appris du site d'information Al-Moslama.

Mardi, dans la matinée, les opérations pour la libération de Tikrit, la ville natale de Saddam, le dictateur déchu irakien, ont commencé. Epaulées par les forces de l'armée de l'air irakienne et l'artillerie, les forces militaires et populaires, en resserrant l'étau de l'encerclement des terroristes, sont entrées dans les rues de cette ville.

Mossoul a été proclamée capitale de Daesh. Via cette province, les terroristes étaient en contact avec la Turquie. De l'avis des analystes, la libération de Tikrit signifie l'effondrement des Daeshistes, en Irak, constituant le début de la libération de la Syrie. french.irib.ir 11.03

Cela va rendre fou Mc Cain !

3- Israël

- Lieberman est un "Juif daeshiste" - french.irib.ir

Le député arabe israélien a, sévèrement, condamné l'appel du ministre des Affaires étrangères israélien à décapiter les Arabes, qui trahissent Israël.

Le député de la Knesset a qualifié le ministre des Affaires étrangères d'Israël de "Daeshiste juif", après qu'Avigdor Lieberman a déclaré que les citoyens arabes qui trahissent le pays devraient être décapités.

Ahmad Tibi, Chef du Mouvement arabe pour le changement, (Taal), a répondu, lundi, aux remarques faites la veille par Lieberman, à Herzliya, a rapporté le "Jerusalem Post".

Tibi est député à la Knesset, depuis 1999.

Lieberman, qui préside le Parti Yisrael Beitenu, a déclaré, dans son discours : «Celui qui est de notre côté aura tout. Celui qui est contre nous, il n'y aura rien d'autre à faire. Nous devons prendre une hache et lui couper la tête, sinon nous ne pourrons pas survivre ici». french.irib.ir 11.03

ECONOMIE

Ukraine. Du coup d'Etat au bombardement... à la saignée.

- Le FMI accorde une nouvelle aide "risquée" à l'Ukraine - AFP

Bis repetita: le FMI a approuvé mercredi un programme d'aide "risqué" de 17,5 milliards de dollars pour l'Ukraine, moins d'un an après un précédent plan qui s'est avéré insuffisant.

Le feu vert de l'institution va se traduire par le versement imminent de 5 milliards dans les caisses de l'Etat ukrainien, apportant une bouffée d'oxygène à un pays aux prises avec une insurrection pro-russe qui étouffe son économie.

"Le plan est de débourser 10 milliards de dollars durant la première année", a précisé Mme Lagarde lors d'une conférence de presse

à Berlin, où elle a rencontré mercredi la chancelière allemande Angela Merkel.

Il ne s'agit toutefois pas d'un blanc-seing: le reste des prêts, échelonnés sur les quatre prochaines années, ne sera versé qu'à la condition que les autorités appliquent les réformes drastiques réclamées par le Fonds. Des audits réguliers seront menés à Kiev pour s'en assurer.

"Les autorités ukrainiennes continuent à démontrer un solide attachement aux réformes", a affirmé Mme Lagarde, notant que le pays avait maintenu une discipline budgétaire "dans un contexte très difficile".

Aux abois financièrement, le gouvernement ukrainien a ainsi donné des gages de bonne volonté à l'institution internationale, au risque de froisser sa population.

Parmi les mesures les plus impopulaires figurent le triplement du prix du gaz pour les ménages et la hausse de 70% du tarif du chauffage ainsi que la réduction de 15% de certaines pensions de retraites.

En dévoilant ce train de mesures début mars, le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk avait d'ailleurs admis qu'une partie d'entre elles étaient "très mal accueillies" par la population.

C'est loin d'être le seul tracas pour l'Ukraine qui a perdu le contrôle de ses poumons industriels à l'est du pays, tombés aux mains des séparatistes russes avec lesquels un cessez-le-feu précaire a été conclu à la mi-février.

Après deux ans de récession, la monnaie ukrainienne a perdu plus de 40% de sa valeur depuis le début de l'année et ses réserves de devises sont proches du néant.

L'aide du FMI ne sera d'ailleurs pas suffisante et s'inscrit dans un plan global de 40 milliards de dollars dont les contours commencent lentement à se préciser.

En sus de l'apport de pays donateurs, les créanciers privés de l'Ukraine doivent y contribuer à hauteur de 15 milliards de dollars via une restructuration de dette actuellement en discussion et dont les modalités (effacement de dette, rééchelonnement...) restent à déterminer.

Pressé par ses principaux actionnaires, Etats-Unis et Europe, le Fonds confirme en tout cas avec cette annonce son engagement dans le casse-tête ukrainien.

En avril dernier, l'institution avait déjà octroyé au pays une ligne de crédit de 17 milliards de dollars, dont seulement 4,6 ont été effectivement déboursés et qui est donc abandonnée aujourd'hui après avoir fait preuve de ses limites.

Soutenu à bout de bras par la direction du FMI, ce nouveau plan, le quatrième en Ukraine depuis 2008, fait toutefois grincer quelques dents au sein de l'institution, habituée à traiter avec des pays en crise mais pas en guerre.

"Mon inquiétude est que nous courrons le risque de ne pas avoir une vision suffisamment claire de la contribution des autres sources, privées et publiques", affirmait fin février à l'AFP Paulo Nogueira Batista, directeur exécutif du FMI pour le Brésil et 10 autres pays.

"Cela pourrait vouloir dire que le Fonds devra porter un fardeau excessif", avait ajouté le représentant, ultra-minoritaire au sein du Fonds.

Selon les Cassandre, le FMI prend plus généralement le risque de s'embourber dans un pays, qui lui doit déjà 5,2 milliards de dollars, alors que le conflit ne donne que de fragiles signes d'accalmie sur le terrain.

Mardi, les Etats-Unis ont accusé la Russie d'imposer le "règne de la terreur" dans les régions séparatistes ukrainiennes.

Haut de page

Le 13 mars 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas trouvé le temps d'ajouter de nouveaux articles, on essaiera ce soir. N'hésitez pas à soutenir financièrement le site, l'électricité et le matériel informatique ne sont pas gratuits...

Je crois avoir trouvé le moyen fiable de connaître la fréquentation du site. La page d'accueil du site serait visitée entre 3.000 et 3.500 fois par mois, il faut retirer mes 30 connexions et celles des moteurs de recherche.

Il serait bon que ceux qui s'y connectent très fréquemment ou quotidiennement espacent de quelques jours leurs visites pendant une ou deux semaines pour que je puisse observer la différence dans les statistiques. Bon, vous me direz qu'on s'en fout, c'est vrai.

Quelques réflexions politiques

1- Ce qui manquait aux représentants du capitalisme en France, c'était un Président de la République ou un Premier ministre qui assume être ultra réactionnaire. Ils l'ont trouvé dans la personne de Valls, qui en réalité dirige le gouvernement avec Fabius, Sapin, Cazeneuve, Belkacem, Le Drian.

Valls est encouragé à faire preuve de zèle ou d'audace, à se montrer arrogeant et méprisant à l'image de ces maîtres outre-Atlantique ou ses idoles à la tête de l'Etat juif avec lesquels il rivalise depuis qu'il a osé recourir au 49.3. Il a passé le test avec succès, ils peuvent célébrer l'événement et proclamer : Il est des nôtres !

Partant de ce constat, ils ont tout intérêt à faire en sorte qu'Hollande se représente et affronte Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle en 2017, afin de reconduire Valls Premier ministre, car on ne voit pas qui pourrait le remplacer à ce poste tant il s'identifie (avec fébrilité jusqu'à la démence) à l'idéologie néolibérale. A moins qu'il commette une erreur irréparable, mais on ne voit pas laquelle.

2- Notre analyse de la situation doit prendre en compte la combinaison de ces facteurs : la crise du capitalisme mondial et la lutte des classes, le système économique mafieux mis en place à partir de 1971, ainsi que la stratégie politique mise au point par l'oligarchie financière américaine et décrite par Brzezinski qui en est la traduction.

3- Leur objectif : le contrôle totale de la population.

Un portail (comme beaucoup d'autres plus ou moins fréquentables ou infréquentables) qui conspire selon les critères retenus par la la Fondation Jean-Jaurès (PS) : il ose vous informer, relater les faits que les médias institutionnels français censurent.

Pire, puisqu'il relate certaines informations au même titre que des gens ou des organisations étiquetés d'extrême droite, il y a tout lieu de s'en méfier et de le traiter de la même manière, car il y a des réflexes ou des comportements qui ne trompent pas, il ne vaut guère mieux que cette pourriture. Tenez on pourrait même dire que c'est elle qui l'influence.

Pire encore, il reproduit des articles issus d'un portail du régime iranien, là pour le coup de suspect il devient franchement coupable. De quoi au juste, de défendre le terrorisme, difficile à soutenir puisque ce sont les Iraniens qui combattent Daesh en Irak et non les puissances occidentales.

On aura compris que ceux qui se présentent comme les champions de la défense de la liberté d'expression, les Charlie, en sont en réalité les principaux fossoyeurs et les ennemis. Exactement comme pour le socialisme, cela ne vous aura pas échappé, n'est-ce pas ?

La dictature en marche en France. L'inquisition ou la camisole de force de la pensée, rétrograde, réactionnaire.

Comment une simple observation relayée devient un complot.

Extraordinaire, cela va bien au-delà du crétinisme ou du niveau zéro de la pensée. Toute critique du gouvernement devient intolérable, demain interdite, un délit, à croire qu'il a acquis un statut d'exception qui le place au-dessus de la Constitution, des lois encore en vigeur et du reste de la population qui doit se soumettre à sa dictature sans broncher.

Fermez les yeux, bouchez-vous les oreilles, bâillonnez-vous pour ne pas être tenté de vous rendre coupable de commettre une infraction au règlement de police que veulent nous imposer les chiens de garde du régime, ses représentants.

Que craignent-ils donc tant ? La vérité.

La vérité sur leurs véritables intentions, sur leur véritable nature, la vérité sur les raisons et les objectifs de leur politique antisociale, liberticide, néolibérale, réactionnaire, coloniale, sioniste, impérialiste, accessoirement raciste (Arabes) et xénophobe (Russie).

Serait-elle encore révolutionnaire ? Manifestement ils le craignent. Raison de plus pour l'adopter !

- Le FN récupère la thèse complotiste de "la main qui tremble" de Valls - Le Huffington Post

Puisque le FN en parle, tous ceux qui en parlent sont assimilables à l'extrême droite, CQFD.

Quand l'Empire éructe, leurs laquais distillent son venin.

Zbigniew Brzezinski (Le grand échiquier : La primauté américaine et ses objectifs géostratégiques - 1997) :

Extrait - "Pour l'Amérique le principale objectif géopolitique, c'est l'Eurasie. Maintenant qu'une puissance non-eurasienne est prépondérante dans la région, la supématie mondiale de l'Amérique dépend directement de sa capacité à maintenir sa situation prépondérante sur le continent Eurasien. Le désengagement de l'Amérique ou l'émergence soudaine d'un rival pourrait créer une grande instabilité internationale et pourrait entraîner une anarchie mondiale. Dans ce contexte, la manière dont l'Amérique "gère"l'Eurasie est primordiale... (page 30)

Ensuite il évoquait les richesses de l'Eurasie, sa population, etc. que les Américains doivent contrôler.

- ..."les trois grands impératifs de la géostratégie impériale sont :

1- Empêcher les collusions et maintenir les vassaux dans une relation de dépendance en matière de sécurité. (L'Otan s'en charge. - ndlr)

2- Faire en sorte que les tributaires restent dociles et protégés. (Les alliés des Etats-Unis ne peuvent avoir que le statut de vassaux. - ndlr)

3- Empêher l'alliance des barbares... (page 40) (La Russie et la Chine. - ndlr)

- ... La tâche la plus immédiate est de s'assurer qu'aucun Etat ou combinaison d'Etats ne puisse obtenir la capacité d'expulser les Etats-Unis d'Eurasie, ni même de diminuer son influence de manière significative et son rôle d'arbitrage... (page 198) (Jusqu'à recourir au fascisme, à la guerre si nécessaire. -ndlr)

- ... A plus long terme les politiques deviendront de pus en plus hostiles vis-à-vis de la concentration hégémonique du pouvoir dans les mains d'un seul Etat, par conséquent l'Amérique est non seulement la première, et l'unique superpuissance mondiale, mais elle est également probablement la dernière... (page 209) (Au-delà, qu'est-ce qui peut gouverner le monde, qui peut concentrer un tel pouvoir politique, sinon ceux qui concentrent l'immense majorité des richesses entre leurs mains, les oligarques. - ndlr)

- ... De plus, l'Amérique devenant de plus en plus une société multi-culturelle, il risque d'être plus difficile de façonner un censensus en terme de politique internationale, sauf dans le cas de la perception d'une menace extérieure et massive (page 211) (Qu'ils ont créé pour la circonstance : Al Qaïda, Emirat islamique, etc. - ndlr)

C'est très clair, non ? Pour que les travailleurs ne parviennent pas à le comprendre, vous avouerez qu'on doit y mettre de la mauvaise volonté de notre côté, non ?

De ce point de vue-là, on ne peut pas parler de complot puisque Brzezinski a expliqué en long, en large et en travers leur stratégie politique et la manière de parvenir à leurs objectifs. Alors pourquoi militants et travailleurs continuent-ils de l'ignorer sachant évidemment qu'ils n'auront pas lu le livre de Brzezinski. C'est étonnant que cette question n'effleure même pas les esprits réputés les plus critiques ou libres.

Grille de lecture de l'article suivant du Figaro.

- Vous êtes censés ne pas vous poser de questions et les croire sur parole en toutes cironstances ;

- Extrapolations, spéculations, pures inventions en guise de preuves ;

- Affirmations approximatives qui subrepticement deviennent par miracle des faits précis. Comment ? En s'appuyant sur quel nouvel élément ? On ne vous le dira pas parce qu'ils n'existent pas ;

- Questions sans réponses, alors le journaliste s'y colle et les fabrique. Autrement, il devance certaines questions, mais au lieu

de fournir les réponses qui conviennent il en modifie le contenu à l'insu des lecteurs.

- Suggestions anodines mais orientées à la suite d'un passage crédible ou de faits connus des lecteurs, qui une fois mis en confiance ou leur vigilance affaiblie par ce procédé seront plus facilement manipulables. Autrement, mêler à la suite vérités et contrevérités de manière à ce que ces dernières obtiennent frauduleusement le statut de vérités ou soient considérées comme telles ;

- Amalgame entre Poutine et l'extrême droite (référence ou comparaison suggéré ici avec Le Pen, ailleurs avec Hitler), de façon à le faire passer pour un monstre ou un personnage infréquentable ou capable du pire conformément à la propagande de l'Otan ou du Pentagone, c'est la même boutique ;

- Puis un cran est franchi : Poutine passe sous influence de l'extrême droite. Il mérite le même sort, comme quoi les puissances occidentales qui s'y opposent avaient raison, il faut donc les soutenir et la boucle est bouclée.

- Les États-Unis sanctionnent le théoricien du nouvel impérialisme russe - LeFigaro.fr

Alexandre Douguine, penseur atypique, défend depuis longtemps le dépeçage de l'Ukraine au nom de sa vision d'une Russie « eurasiatique », influençant le Kremlin et une partie des radicaux européens.

Eurasie et anti-américanisme.

(C'est le titre d'un paragraphe qui figurait dans cet article et que je n'ai pas reproduit car il était trop long et sans réel intérêt. Eurasie englobe l'Europe centrale, le Moyen-Orient, la Russie et la Chine comme puissances dont les Américains se sont jurés d'avoir la peau par n'importe quel moyen.

Cet article était rédigé de telle sorte que les lecteurs devaient se figurer que c'était la Russie et la Chine qui agressaient les Etats-Unis et non l'inverse, d'où le qualificatif d'anti-américanisme qui leur est attribué, qui en réalité est un réflexe d'auto-défense légitime face au comportement agressif permanent des Américains à leur égard. - ndlr)

Alexandre Douguine a ses entrées auprès du pouvoir. Il est depuis longtemps conseiller à la Douma, le Parlement russe. Il possède également une certaine influence auprès de l'Académie militaire russe (A prouver, pure spéculation. - ndlr). On ne sait pas, en revanche, s'il voit souvent le président Vladimir Poutine. (Le journaliste n'en sait rien et il n'en saura pas davantage, peu importe. - ndlr) Il y a eu entre eux des hauts et des bas. Quand on le questionne sur le sujet, Douguine reste évasif. Le retour de Poutine semble être une période favorable. (Extrapolation. - ndlr) «À l'évidence, l'influence de Douguine est considérable […] Dans ses derniers discours, le président [Poutine] adopte ses thématiques et même sa phraséologie (Amalgamen affirmation gratuit et toujours sans preuve. - ndrl). C'est effrayant» (Poutine n'est-il pas mentalement dérangé ? - ndlr), témoignait l'an dernier un conseiller du Kremlin (Encore un témoignage anonyme, fabriqué. - ndlr).

Au-delà du Kremlin, ses thèses ont depuis longtemps franchi les frontières russes pour être adoptées par une partie de l'extrême droite européenne, qui le considère comme l'un de ses prinicpaux penseurs. En France, de nombreux nationalistes russophiles s'y réfèrent et Douguine, que l'on a pu voir à Paris lors d'une Manif pour tous, dit «bien connaître» Jean-Marie Le Pen (Il le connaît personnellement ou il connaît ses positions ? Les lecteurs n'en sauront rien. Peu importe le journaliste leur suggère que Douguine fréquente Le Pen, et comme Douguine fréquente Poutine... -ndlr. LeFigaro.fr 13.03

Commentaire ironique d'un internaute :

- "*C'est bien le seul côté positif du coup d'état pro-américain de Kiev : le renforsement considérables des anti-américains en Russie !*

Nous ne pouvons que nous en réjouir."

Une simple coïncidence.

Etats-Unis : 3 journalistes qui se préparaient à faire d'importantes révélations sur le 11 septembre meurent à 24 heures d'intervalles

Bob Simon, l'un des plus célèbres journalistes états-uniens, présentateur vedette de l'émission de reportages « 60 Minutes » sur CBS, est mort dans un accident de voiture, le 12 février 2015 à New York.

David Carr, critique des médias au New York Times, est mort d'une embolie cérébrale dans les bureaux du journal, le 12 février 2015 à l'âge de 58 ans. Son ancienne addiction aux drogues expliquerait la fragilité de sa santé.

Ned Colt, ancien grand reporter de NBC, employé depuis 2009 par des organisations humanitaires, est mort d'une crise cardiaque,

le 13 février 2015 à Boston, à l'âge de 58 ans.

Les trois hommes avaient constitué avec un quatrième, l'ancien présentateur de « NBC Nightly News », Brian Williams, un reportage sur les attentats du 11 septembre 2001. Ils étaient en contact avec le Kremlin qui leur avait donné libre accès à ses archives à ce sujet a révélé El Patagónico (Chili).

Le 10 février, deux jours avant la mort des trois journalistes, la Pravda (Russie) avait assuré que le président Poutine avait engagé un bras de fer avec son homologue états-unien et menaçait de révéler ses documents sur le 11-Septembre s'il continuait à intervenir en Ukraine. Cependant nos correspondants à Moscou ne parvenaient pas à obtenir confirmation de cette affaire.

À l'été 2005, la Commission des Affaires étrangères de la Douma avait préparé la divulgation d'informations secrètes sur 11-Septembre, mais l'avait annulée au dernier moment.

Après la mort accidentelle de trois des quatre membres de l'équipe, la chaîne CBS a renoncé au reportage. nouvelordremondial. cc 13.03

Attention, ce blog est infréquentable par bien des aspects.

Amalgame et chasse aux sorcières tout azimut.

1- Un gang d'ultra droite démantelé en Picardie - lefigaro.fr

Commentaire avisé d'un internaute :

- "*C'est pas un groupe d'extrême droite, ce sont des voyous, tout simplement !*"

Voyous = extrême droite, et comme pour ces salopards du Figaro et Cie. extrême droite = extrême gauche = voyous, commode, non ? L'info suivante le prouve.

- Un site de vengeance anti-flics et anti-matons scandalise la police et la pénitentiaire - lefigaro.fr

Un groupe proche de l'extrême gauche a mis en ligne, sur un blog très explicite, les photos de fonctionnaires de police et de gardiens de prison de la région de Rennes, mais aussi de leurs enfants. Le parquet a ouvert une enquête. lefigaro.fr 13.03

Commentaire d'un internaute qui se fait manipuler :

- "*Depuis le temps qu'on demande la dissolution des groupes d' extrême gauche. Les mêmes qui donnent des leçons au Front National.*"

Il est écrit dans l'article du Figaro "un groupe proche de l'extrême gauche", mais cela suffit à mettre en cause l'extrême gauche. Et il faut voir ce qu'ils caractérisent d'extrême gauche qui en réalité n'a rien à voir avec elle. Cause toujours, il en restera quelque chose.

2- Deux femmes accusent un employé de Thalys de leur avoir interdit de s'embrasser à la gare du Nord - Francetv info

Un baiser d'adieu sur le quai d'une gare, quoi de plus normal ? Ce n'est pas ce qu'un employé de la compagnie ferroviaire européenne Thalys aurait expliqué, lundi 16 février, à un couple de femmes qui s'embrassaient sur un quai de la gare du Nord, à Paris. L'homme a qualifié le baiser "d'intolérable", selon le témoignage d'une des deux femmes, relayé par l'association de lutte contre les discriminations homophobes All Out, qui a lancé, jeudi 12 mars, une pétition qui avait reçu plus de 40.000 signatures jeudi soir. Quelques heures plus tard, Thalys a annoncé la mise à pied de l'employé concerné.

L'enquête initiée dès le signalement de cet acte homophobe a conduit à la suspension de cet employé, dans l'attente de futurs développements. Francetv info 13.03

Gageons que nos camarades syndicalistes féministes d'extrême gauche vont défendre cet employé victime de ces préjugés archaïques. Pensez-vous... Maintenant vous comprenez mieux pourquoi on étrille ces furieux opportunistes à la moindre occasion.

3- Un enfant emporte un pistolet à l'école, son père condamné à de la prison ferme - AFP

Un enfant de sept ans s'était présenté à son école de Bruay-sur-l'Escaut (Nord) avec un pistolet, non chargé, trouvé chez lui, et son père, bien connu de la justice, a été condamné jeudi à un an et demi de prison ferme et il a écopé également de plusieurs centaines d'euros d'amende. AFP 13.03

Du coup, qui n'est pas parti tout seul, un prof et un directeur d'école sont dans le coup, ce sont eux qui ont prévenu la police, les deux gosses qui vivaient seuls avec leur père ont été placés, bravo ils peuvent être fiers !

4- Elle menace de mort la mère d'une victime de Merah: 6 mois avec sursis - AFP

Une jeune femme a été condamnée jeudi à Montpellier à six mois de prison avec sursis pour avoir menacé de mort en 2013, par courriel et SMS, Latifa Ibn Ziaten, la mère de la première victime de Mohamed Merah en mars 2012.

"C'est un procès ridicule. Elle passe pour une terroriste qu'elle n'est pas. Comme si elle allait partir en Irak ou en Syrie. C'est une gamine qui a arrêté l'école à 16 ans", a déclaré à la presse son avocat, Richard Marcou. AFP 13.03

Une gamine, peu importe, comme dans l'info précédente lors d'affaires autrement plus sérieuses leur justice se montre beaucoup plus clémente, mais là manifestement elle applique à la lettre les consignes venues d'en haut et matraque à coup de peines de prison. De quoi vous faire détester à vie les institutions, la société.

Chasse aux sorcières, préparez les bûchers !

Si le développement de la civilisation humaine en était rendu au point où l'homme ferait consciemment son histoire, cela se saurait. Ce n'était pas le cas il y a un siècle et ce n'est toujours pas le cas à l'heure où il retourne à la barbarie.

5- Charles Richet, jugé «raciste», ne donnera plus son nom à un hôpital du Val-d'Oise - LeFigaro.fr

La décision est tombée: la rue et l'hôpital Charles-Richet de Villiers-le-Bel ne porteront plus le nom de cet «éminent médecin», prix Nobel en 1913. En cause? Ses ouvrages et ses thèses jugés «eugénistes et racistes». Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) et le maire de cette commune du Val d'Oise l'ont annoncé dans un communiqué commun mercredi: «Charles Richet était un éminent médecin-chercheur, dont les travaux ont été couronnés par le Prix Nobel de médecine en 1913 (...). Il a également été l'auteur d'ouvrages, dont certains montrent incontestablement une pensée eugéniste et raciste, au moment où ils ont été écrits», poursuit-il.

Régulièrement soulevée, la question de débaptiser cet hôpital du nord de la banlieue parisienne s'était reposée en fin d'année lorsqu'une bénévole de l'établissement avait lancé une pétition en ce sens sur le site Change.org, recueillant près de 30.000 signatures. À l'origine de ce coup de gueule: Paola Charles-Manclé, une habitante de Sarcelles, habituée à se rendre bénévolement au chevet des personnes âgées de l'hôpital. Il lui a fallu quelques clics sur Internet pour savoir qui était Charles Richet: un «grand médecin» qui considérait «les noirs comme étant inférieurs aux singes».

Quarante ans plus tard, l'AP-HP construit un hôpital pour les personnes âgées et décide de lui donner le nom de ce praticien. «La qualité exceptionnelle des travaux scientifiques du Professeur Charles Richet et son apport à la médecine avaient jusqu'à présent conduit l'AP-HP à privilégier la valeur de ces travaux pour maintenir le nom de l'hôpital, malgré la teneur intolérable de ces écrits», justifie-t-elle dans son communiqué. Par ailleurs, «il a toujours été tenu compte de ce que plusieurs descendants de Charles Richet se sont illustrés dans la Résistance et que la famille, tout en reconnaissant le caractère inexcusable des écrits en cause, a pris soin de prendre la plus grande distance avec eux». LeFigaro.fr 13.03

Le prix Nobel et les rues ou établissements hospitaliers qui portent son nom rendaient hommage à ses travaux en tant que médecin et scientifique et ne sanctionnaient pas ses idées qu'il est facile de condamner aujourd'hui, alors qu'à cette époque elles étaient majoritaires ou communément admises, aussi monstrueuses qu'elles puissent nous paraître plus d'un siècle plus tard.

On rejette le procédé scandaleux qui consiste à porter un jugement sur les agissements de la population à une autre époque que la nôtre sur la base de critères qui n'existaient pas autrefois et qui ont forcément évolué comme l'ensemble de la société. Ce sont les mêmes procureurs généraux de la pensée qui se permettent de juger le comportement des masses exploitées maintenues volontairement dans l'ignorance par la classe dominante, qui de ce fait ou parce qu'elles n'ont pas eu accès au progrès sociale dans les mêmes proportions que les couches supérieures de la société, ont conservé jusqu'à nos jours certains préjugés ou un mode de pensée archaïque qui a une autre époque était majoritaire et ne faisaient pas l'objet de polémique ou si peu parce que justement ils étaient partagés par la classe dominante, qui les stigmatise et a les moyens d'en changer à volonté parce qu'elle n'a pas vraiment de principes, de valeurs ou de morale, à part ceux qui peuvent servir ses intérêts matériels du moment.

Ce sont des ignares, des gens qui ont la faiblesse de se laisser manipuler qui se transforment en ignobles justiciers de la pensée et intentent des procès d'intention à tous ceux qui ne leur ressemblent pas, en fait ce sont eux qui sont terriblement intolérants,

qui présentent tous les symptômes des dictateurs pour reprendre les méthodes des inquisiteurs.

Charles Richet a impulsé la recherche sur l'inconscience et la psychologie, qui précèdera l'avènement de la psychanalyse et la psychiatrie. Freud y fit référence dans son Introduction à la psychanalyse si je me souviens bien. Pacifiste, également écrivain, il écrivit des pamphlets contre la guerre de 14-18 ("ce grand crime"), il apportera son soutien à Zola dans l'affaire Dreyfus...

S'il y en a qui veulent s'attaquer aux eugénistes, qu'ils commencent par s'attaquer aux multinationales américaines, à Monsanto et Cie, il y a largement de quoi faire, sans parler des armes chimiques utilisées lors de chaque conflit armée par les Américains et leurs alliés...

Commentaire d'internaute.

1- On vient d'abattre une sculpture, une statue, que dis-je un monument. Il ne manque plus qu'à ce qu'on brule ses livres.

2- Va-t-on débaptiser tous les bâtiments publics à la gloire de Jules Ferry pour cause de discrimination vis-à-vis des "races inférieures" dont il se faisait une mission de les civiliser ? Cette chasse aux sorcières d'une "lanceuse d'alerte" c'est du n'importe quoi !

3- Il n'y a plus qu'à débaptiser tous les établissements nommés J Ferry ou V Hugo en raison de leur prises de position en faveur de la colonisation et du devoir des peuples évolués d'aller civiliser les autres!

Eugénisme respectable

Lors de l'évaluation de la biodiversité des Nations Unies sur les populations humaines durables; Sénat Américain - 9 Septembre 1994 :

« L'estimation raisonnable d'une société dans un monde industrialisé selon les standards de vie actuels en Amérique du Nord serait d'un milliard de gens. Cela doit être appliqué dans 30 à 50 ans, 2/3 de la population doit y passer. »

« L'ONU dit que les droits à la propriété ne sont pas absolus et immuables, mais ils sont là pour n'importe quel gouvernement et ce qu'il veut en faire. » - Michael Coffman

« Personne ne possède la biodiversité, donc n'importe quoi que nous faisons détruit la diversité. Les droits à la propriété sont de plus en plus obsolètes. Au sommet de Rio de Janeiro il a été décidé que le Complexe Environnemental Mondial sera l'entrepôt de tous les biens de propriété. » – Michael Coffman

Prince Philip, Duc d'Edimbourg:

« Si je venais à me réincarner, je souhaite revenir sur Terre en tant que virus mortel pour réduire les niveaux de la population humaine. »

Henry Kissinger:

« La dépopulation devrait être la priorité majeure de la politique étrangère des USA à l'égard du tiers monde. »

Théodore Roosevelt:

« La société n'a aucun droit de permettre à des dégénérés de reproduire leur race. »

Ted Turner, dans une interview avec Audubon Magazine:

« Un total de 250-300 millions de gens dans le monde, soit un déclin de 95% des valeurs présentes, serait l'idéal. »

Thomas Ferguson, en charge de l'Office of Population Affairs:

« Il y a un seul son de cloche derrière tous nos travaux. Nous devons réduire la population humaine mondiale. Soit notre gouvernement prendra en charge cela en employant des méthodes propres, ou bien ils provoqueront du chaos comme nous en avons en ce moment en Iran ou a Beyrouth. Dés lors que la population est hors de contrôle, il faut avoir un gouvernement autoritaire, même le fascisme, pour la réduire… Notre programme en El Salvador n'a pas fonctionné. Les infrastructures n'étaient pas là pour soutenir le plan. Il y a juste eu trop de ces satanés gens… Pour réduire la population, et cela rapidement, vous devez prendre tous les mâles et faire en sorte qu'ils s'entretuent et stériliser un grand nombre de femmes, particulièrement en Afrique et en Asie. En Afrique, la famine ou des virus peuvent être employés comme la Peste. »

Alexander King, Bertrand Schneider – Fondateur et secrétaire, respectivement, du Club de Rome:

« En quête d'un nouvel ennemi pour que nous nous unissions tous, nous en sommes venus à l'idée que pour régler la surpopulation, la menace du réchauffement climatique, la pénurie d'eau, les famines et choses dans le genre seraient adéquates. En déclarant la guerre au réchauffement climatique par exemple, nous nous trompons en attaquant le symptôme plutôt que corriger la cause. Tous ces dangers sont le résultat de l'homme et de ses interventions et c'est uniquement en changeant d'attitudes et de comportements que nous vaincrons notre pire ennemie, à savoir l'humanité. »

Paul Ehrlich sur la Bombe que représente la Population:

« Un Cancer est une multiplication incontrôlée de cellules; l'explosion de la population et ses multiplications incontrôlables… Nous devons redoubler d'efforts à traiter les symptômes pour venir à bout de ce cancer. L'opération exigera d'être incroyablement brutal et sans coeur dans nos décisions. »

Jacques Cousteau, 1991:

« Afin de sauver la planète il sera nécessaire de tuer 350,000 personnes quotidiennement. » nouvelordremondial.cc 11.03

L'eugénisme c'est aussi cela.

- L'homéopathie est inefficace, affirme une étude australienne - lexpress.fr

Des chercheurs du Conseil national australien de la santé et la recherche médicale ont étudié 225 rapports de recherche sur l'homéopathie avant de conclure qu'il n'y avait pas de "preuve fiable" de son efficacité.

Leur conclusion risque d'énerver les adeptes de l'homéopathie. Des chercheurs du NHMRC, le Conseil national australien de la santé et la recherche médicale affirment que l'homéopathie est inefficace pour traiter les problèmes de santé, rapporte The Guardian ce mercredi.

"Les gens qui choisissent l'homéopathie peuvent mettre leur santé en danger s'ils rejettent ou repoussent d'autres traitements, qui eux, ont montré leur efficacité", poursuit le rapport. lexpress.fr 11.03

Commentaires d'internautes

1- "L'homéopathie n'a peut-être pas fait la preuve de son efficacité mais l'allopathie, elle, a prouvé bien souvent à quel point elle pouvait être dangereuse en soignant une pathologie tout en en créant une autre, par exemple! Alors, finalement? Il ne s'agit pas d'opposer l'une à l'autre mais de savoir utiliser les deux avec discernement, chacune dans son domaine de compétence. Pas besoin de se demander qui a commandité l'étude! Cela porte la signature des lobbies pharmaceutiques..."

2- "Moi je me soigne avec l'homéopathie depuis plus de 50 ans et ça marche ; rhumes, circulation sanguine, rhumatismes, maux de gorges, hématomes (arnica) piqûres d'insectes (apis melifica) c'est formidable, mais encore faut-il avoir un bon médecin. Qu'on arrête de faire le procès de l'homéopathie, ceux qui critiquent ce sont ceux qui n'ont jamais essayé."

3- "Et la médecine chinoise basée sur 2000 ans de tests empirique c'est de la charlatanerie ? 1.5 milliars d'habitants traités par des plantes et de l'acupuncture ? L'allopathie n'a pas 200 ans. La plupart des substances actives sont issues de plantes connues depuis des siècles. Dans le monde vétérinaire l'homéopathie fonctionne sur les animaux, il est où l'effet placebo ? On peut critiquer, c'est un droit, mais dévoyer ce que l'on ne comprend pas en faisant l'apologie de la médecine moderne qui ressemble parfois à de l'apprentie sorcellerie (au regard des protocole d'oncologie par exemple ou de neurochirurgie). Nous ne comprenons pas encore le corps humain même si nous avons découvert beaucoup de mécanismes. On a découvert l'alphabet avec la cartographie du génome, mais nous sommes encore loin de l'encyclopédie ne croyez vous pas ? Mais vous pouvez continuer à vous shooter à outrance avec des substances dont vous ignorez tous les effets à long terme. Laissez le choix aux autres de ne pas faire de même."

4- "Ces thérapeutiques douces sont d'ailleurs bien utiles en cas de contre-indications aux médicaments standards, chez la femme enceinte, le nourrisson, ... en particulier. Quant a l'effet placebo, je pense que vous n'avez jamais eu d'enfant. Enfin, je ne vois vraiment pas d'escroquerie dans tout cela, l'escroquerie serait de ne pas permettre aux patients ou aux médecins le libre choix dans leurs thérapeutiques."

5- "Dans le monde vétérinaire l'homéopathie fonctionne sur les animaux, il est où l'effet placebo ?"

Désintoxiquez-vous : boycottez L'Express et l'ensemble des médias, vous ferez des économies !

Eteignez votre radio et votre télévison, je m'en passe depuis des mois et je m'en porte très bien. Faites l'expérience, c'est formidable. Cela ne m'empêche pas d'être informé me semble-t-il, non ? Profiter du silence, penser, se parler, écouter un peu de musique, ce n'est pas mieux le soir en mangeant ou pour passer une bonne soirée, un bon livre, un ciné, une pièce de théâtre, un concert, une balade à pied, etc. ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Qu'est-ce qui peut "compenser" un traitement inhumain ? Rien. Qui le légitime ? L'Union européenne.

- La prison est vétuste, mais l'Etat n'est pas responsable - Liberation.fr

- La surpopulation en prison n'enfreint pas nécessairement les droits humains - LeMonde.fr

Dans un arrêt rendu jeudi 12 mars, qui précise sa jurisprudence en la matière, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) estime que le manque d'espace individuel en prison ne constitue pas systématiquement une violation des droits humains.

« S'il existe une forte présomption de traitement inhumain ou dégradant (...) lorsqu'un détenu dispose de moins de trois mètres carrés d'espace personnel », cela peut toutefois « être compensé par les aspects cumulés des conditions de détention, tels que la liberté de circulation et le caractère approprié » de l'établissement pénitentiaire, écrit la Cour.

En France, les détenus sont soumis à une loi datant de 1875, qui instaure l'encellulement individuel, principe qui ne signifie pas que chaque détenu a sa propre cellule, mais qu'un minimum de 11 m2 doit être assuré par détenu.

Cependant, cent quarante ans plus tard, cette mesure n'est toujours pas appliquée en raison de la surpopulation carcérale.
En décembre 2014, les députés ont repoussé son application à 2019, voire à 2022. LeMonde.fr 13.03

Normal, pour les députés du PS il est question de nous ramener aux conditions de travail et d'existence qui prévalaient en 1875... Ce sont des progressistes que voulez-vous, et pour nombre de leurs dirigeants des francs-maçons qui placent l'humain au centre de leur préoccupation, ce sont eux qui le disent je n'invente rien, cela n'engage à rien vous avez remarqué ?

Comme quoi c'est possible messieurs Tsipiras et Varoufakis, Mélenchon.

- L'Islande annonce le retrait de sa candidature à l'Union européenne - Francetv info

L'Islande a annoncé, jeudi 12 mars, avoir retiré sa candidature à l'Union européenne, deux ans après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement eurosceptique de centre droit qui promettait de mettre un terme au processus lancé en 2009.

Le ministre des Affaires étrangères, Gunnar Bragi Sveinsson, a indiqué dans un communiqué avoir fait part de cette décision à la Lettonie, qui préside l'UE et qui en a informé la Commission européenne. "Les intérêts de l'Islande sont mieux servis en dehors de l'Union européenne", explique le ministère. Francetv info 13.03

Les peuples grecs et ukrainiens doivent casquer et s'appauvrir.

Et dire qu'il y en a qui trouvent des points communs entre l'extrême droite et l'extrême gauche, à croire qu'il y en a pour leur donner raison...

L'air de rien, Syriza sape ainsi l'idée dans la tête des travailleurs qu'il serait possible de changer la société, inutile de chercher à qui cela profite vous l'aurez deviné...

1- Il est vital pour la Grèce de restructurer sa dette, dit Tsipras - Reuters

Il est vital pour la Grèce d'obtenir une restructuration de sa dette publique afin de retrouver des marges de manoeuvre lui permettant de planifier et d'organiser son économie et de se financer à nouveau sur les marchés, a déclaré jeudi Alexis Tsipras.

"Nous ne pouvons plus prétendre que la dette publique du pays est viable et que son service peut être assuré quand elle est à

178%" du produit intérieur brut, a dit le Premier ministre grec.

Il a assuré qu'Athènes avait les moyens de faire face à ses obligations financières même s'il ne reçoit pas de nouvelle tranche de son aide internationale, actuellement gelée par ses grands créanciers le temps d'évaluer ce programme de réformes.

"Il n'y a aucune raison de s'inquiéter (...) même s'il n'y a pas de versement d'une tranche en temps voulu, la Grèce remplira ses obligations", a-t-il assuré, alors que des économistes s'inquiètent du risque d'un défaut de paiement du pays.

Selon l'Agence grecque de la dette publique (PDMA), le pays doit rembourser cette année 16 milliards d'euros au titre du principal de sa dette, auxquels s'ajoutent 5,87 milliards d'euros au titre des intérêts. Reuters 13.03

Ah ben si "la Grèce remplira ses obligations", les créanciers sont rassurés, ouf !

2- L'Ukraine lance la restructuration de sa dette publique - AFP

Sur le front économique la ministre des Finances Natalie Jaresko a pour sa part annoncé le début dès vendredi de "consultations" avec les créanciers avec pour objectif de dégager un allègement de la dette ukrainienne de 15 milliards de dollars sur 4 ans.

La dette publique ukrainienne qui se montait à 70 milliards de dollars 2014 a explosé cette année sous l'effet conjugué d'une profonde récession économique associée d'une dévaluation record de sa monnaie et du conflit dans l'Est industriel.

Cette année, la dette publique ukrainienne devrait ainsi atteindre 94% du PIB contre 40,6% en 2013 et sa dette extérieure, 158% du PIB, selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI).

Dans ce contexte, Mme Jaresko, Américaine naturalisée ukrainienne, ancienne du département d?État américain et ex-directrice d'un fonds d'investissement, se rendra la semaine prochaine aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne pour y rencontrer les créanciers.

La ministre a dit espérer "une solution" d'ici "deux mois" sans donner de détails sur les objectifs de Kiev qui pourraient aller d'un effacement de dette à un simple rééchelonnement.

Plus prudent, le FMI, qui a accordé la veille à Kiev une ligne de crédit de 17,5 milliards de dollars, a de son côté dit s'attendre à ce que ces discussions soient achevées "d'ici fin juin".

Les créanciers ont plus d'intérêt à accepter des pertes qu'à laisser l'Ukraine s'enfoncer dans la crise et prendre le risque de ne jamais être remboursés, estime le Fonds. AFP 13.03

Et en Grèce ?

ACTUALITE EN TITRES

Un banquier dans un costume de droite ou de gauche reste un banquier.

- Emmanuel Macron, un homme de gauche dans un costume de droite ? - Francetv info

Au secours les féodaux sont de retour.

- En Belgique, le vote est une tradition - Francetv info

Le vote est obligatoire depuis 1893. Le taux d'absentéisme est de 10 % en moyenne sur les dernières élections. Francetv info 13.03

La vert mine la démocratie.

- Le vote va-t-il devenir obligatoire ? - Francetv info

François de Rugy, député EELV, souhaite rendre le vote obligatoire pour chaque élection, sous peine de sanctions financières. Francetv info 13.03

Ils n'aiment pas les jeunes, les vieux non plus.

- Les retraites complémentaires resteront gelées en 2015 - Reuters

Les partenaires sociaux, gestionnaires de ces deux régimes, ont "décidé de maintenir les valeurs du point au même niveau que l'an passé", indique un communiqué. Reuters 13.03

Ah ben si les syndicats sont d'accord avec le patronat, retraités, vous pouvez cotiser au Medef !

En plus les vieux puent !

- L'air des maisons de retraite est trop pollué - Francetv info

Les vieux on les aime, on les cagole tant qu'il y a quelque chose à gratter ou un héritage à la clé, ensuite ou sinon à la première occasion on s'en débarrasse dans des mouroirs. Et de préférence on s'assure qu'ils ont réglé leurs obsèques avant de fermer la porte derrière eux.

J'y échapperai, quelle chance ! Finir ainsi, c'est vraiment dégueulasse, plutôt crever ! Mais apparemment tous les prétextes sont bons pour le justifier. Autrefois on vivait moins vieux mais pas tant que cela, on devenait délabré ou grabataire plus tôt aussi, et on s'arrangeait pour éviter d'abandonner les vieux, nos parents. C'est un sujet tabou, insupportable...

Acharnement des "vautours" de l'Empire.

- USA: un juge américain interdit à Citigroup de payer les obligations argentines - AFP

Le juge américain Thomas Griesa a interdit jeudi à la banque Citigroup de procéder au paiement des intérêts sur les obligations argentines comme le souhaitait Buenos Aires. AFP 13.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Quneitra: Assad attaque l'axe Israël/Jordanie. - french.irib.ir

L'armée syrienne a, violemment, attaqué l'"Armée première" , une organisation liée aux services du renseignement jordanien et israélien. Les opérations syriennes se sont déroulées en profondeur septentrionale de Quneitra, et elles ont eu lieu, à titre préventif. Au cours de cette offensive, l'un des centres les plus importants appartenant aux terroristes, du nom de "Armée première" a été détruit, une première étape, qui facilitera la reprise de la localité stratégique de Handarat. Selon "Al-Akhbar","le siège terroriste, qui vient d'être pris d'assaut, se trouve à un kilomètre du Golan.

Les "Sukhoi" syriens ont bombardé, mardi après-midi, le village de Koudna, à rif Sud de Quneitra : ces raids ont été bien planifiés et visaient les réseaux de communication de l'Armée première. Cette armée agit, en effet, en parfaite synergie avec Israël et la Jordanie. C'est cette armée, qui dirige, également, le centcom dit Modouk, où siègent la Jordanie, les Etats Unis, l'Arabie saoudite, la France et Israël. Selon des sources militaires, l'aviation syrienne a visé le centcom, alors que les commandants qui s'y trouvaient, étaient sur le point de planifier une attaque contre Rif de Deraa.

Des dizaines de terroristes, dont 12 commandants, ont été tués, et 85 autres, blessés, avant d'être évacués vers les hopitaux israéliens, dont Abou Ossama al-Naimi, l'un des principaux relais du renseignement israélien, dans la région. Le centcom ennemi envisageait de lancer une vaste offensive contre Al-Baath, contre Khan alnaba, ainsi que contre Tal Bozagh et Tal ak Chaar, toutes, situés à rif de Quneitra. L'objectif des terroristes étant le fait d'atteindre l'autroute Quneitra- Damas et de contourner les forces syriennes. french.irib.ir 12.03

2- Irak

2.1- Général David Petraeus : «L'État islamique n'est pas le plus grand danger qui menace l'Irak» - LeFigaro.fr

- Les USA menacent l'armée irakienne - french.irib.ir

Un sénateur américain menace, désormais, l'armée irakienne !! Face aux avancées fulgurantes de l'armée irakienne, à Salaheddine et à Al-Anbar, le sénateur Patrik Leahy menace l'Irak d'une rupture pure et nette des aides militaires, si " les soldats irakiens commettaient des crimes de guerre" contre les terroristes de Daesh ! Reuters, qui rapporte cette information, se réfère, ensuite, à un responsable du département d'Etat, selon qui "certaines unités de l'armée irakienne, formées par les forces américaines, ont commis des crimes identique à ceux perpetrés par l'EI". Ce responsable menace, d'ailleurs, d'ouvrir une enquête, pour "faire toute la lumière sur les cas de crimes commis par les forces irakiennes". Le sénateur US dit pouvoir révéler même des images où les "forces irakiennes" se livrent à des tortures, des viols, des meutres" ! A quoi rime cette information?

Selon les analystes politiques, les Etats Unis, parfaitement désemparés à l'idée d'une victoire imminente des forces irakiennes, qui se font aider par les forces volontaires, se sont décidés à agir : une information faisait état du bombardement du siège du 14e abatillon de l'armée irakienne, l'un des meilleurs. Les avions US ont frappé le siège de ce bataillon, provoquanrt la mort de 45 officiers et soldats, dans la province d'Al-Anbar. Dans les jours à venir, les Etats Unis pourraient annoncer une rupture d'aide ou une réduction d'aide à l'armée irakienne. La question reste, toutefois, celle-ci : est-ce grave? Les Etats Unis d'Amérique ont refusé de livrer les équipements militaires, des avions de combat, des hélicoptères et des chars à l'armée irakienne, au plus fort d'attaque de Daesh contre Mossoul, et alors que les terroristes faisaient marche vers la capitale. Que Washington décide de rompre "son aide" , cela ne fera, ni chaud, ni froid, à l'armée irakienne, qui continue, en ce moment, à accumuler ses succès. french.irib.ir 12.03

2.2- Le Pentagone bombarde l'armée irakienne - french.irib.ir

Les Etats Unis empêchent l'avancée de l'armée irakienne..... Un officier irakien a fait une révélation : les chasseurs US ont bombardé le siège du 14ème bataillon de l'armée irakienne. Ce siège se trouvait, dans l'Ouest de l'Irak, où les forces irakiennes, celles de l'armée de Badr et du Hezbollah d'Irak, combattent, très violemment, les terroristes de Daesh.

Des dizaines de forces irakiennes ont été tuées ou blessées, au cours de ce violent raid. Cité par Nahrein News, l'officier irakien, qui s'est exprimé sous le sceau de l'anonymat, a ajouté : " Le siège a été pris pour cible de deux missiles, et 45 officiers et soldats ont été tués. Et des dizaines d'autres, blessés. L'attaque a eu lieu, quand les officiers et les soldats s'étaient réunis, dans un bâtiment situé dans la localité de Al Bou Ziyab, non loin du centcom irakien ! En effet, les forces stationnées sur cette base rentrent, régulièrement, de combats anti-Daesh, pour s'y ressourcer. Un général de brigade irakien se trouve, également, au nombre des tués. Le raid s'est déroulé, sans que les commandants de l'armée irakienne formulent la moindre demande en ce sens, à l'adresse de la soi-disante coalition anti-Daesh".

Et le commandant irakien d'ajouter : "Cette attaque trahit un plan prémédité et parfaitement perfide, de la part des Américains, qui veulent, à tout prix, sauver Daesh, à Tikrit, ou encore, à Al-Anbar. C'est une complicité, on ne peut plus nette, avec les terroristes"! Le bataillon en question est l'un des plus célèbres bataillons irakiens, célèbre pour sa performance, dans la lutte contre les Daeshistes et les Baathistes. A la dernière nouvelle, Tikrit vient d'être libérée. french.irib.ir 12.03

Haut de page

Le 14 mars 2015

CAUSERIE

Je passe à côté de certaines infos que Yahoo.news censurent apparemment, je les découvre par hasard plusieurs semaines ou mois plus tard. N'hésitez pas à m'en envoyer, le titre d'un article de presse suffira.

On a encore ajouté une quarantaine d'articles. Informer et être informé, c'est le meilleur moyen de combattre les conspirateurs qui sont aux commandes. Depuis début mars on a ajouté 140 articles, la plus importante base de données en France ou francophone sur l'actualité économique et politique.

Demain on fera relaxe si vous le voulez bien, merci et bon dimanche à tous.

Enfin, l'économie française se relève, dixit Hollande et Valls. Une bonne nouvelle ? Ils ont juste oublié de préciser "***de guerre***". .

- France: les exportations d'armement bat des records. - french.irib.ir

Les exportations françaises d'armement ont battu un nouveau record, en 2014, avec un montant supérieur à 8 milliards d'euros, a annoncé le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. «Depuis mon arrivée, (en 2012), le montant des prises de commandes a doublé», a-t-il ajouté. Celles-ci se sont élevées à 4,8 milliards d'euros, en 2012, et 6,87 milliards d'euros, en 2013, (+43% par rapport à l'année précédente). En 2014, la hausse est, donc, d'au moins 16%, par rapport à 2013. La France, championne de l'exportation d'armes. Les exportations hexagonales d'armement ont atteint un nouveau record, en 2014, avec un montant supérieur à 8 milliards d'euros, a annoncé, mercredi, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian.

"J'ai toutes les raisons de penser que nous allons poursuivre sur cette lancée, en 2015", a poursuivi le ministre. La France s'apprête, notamment, à livrer trois milliards de dollars d'armement au Liban, à partir d'avril, ainsi que 24 avions de chasse "Rafale" et une frégate multimissions à l'Egypte, un contrat d'un montant de 5,2 milliards d'euros. Il convient, toutefois, de noter que c'est le volume global de vente d'armes qui augmente, partout, dans le monde, ces dernières années, pas spécialement la part de marché de la France. Ainsi, entre 2009 et 2013, les ventes mondiales de cette industrie très particulière ont crû de 14%, selon une étude d'un institut suédois spécialisé, le Sipri. Selon cette même enquête, la Chine a raflé à la France la quatrième place au classement des principaux pays vendeurs d'armes, en 2014. Les Etats-Unis, eux, restaient en tête du classement.

Du côté des importateurs, l'Inde et les pays du Golfe Persique ont augmenté leurs achats d'équipements, ces dernières années. L'année dernière, la France a bénéficié de l'entrée en vigueur du contrat Donas d'équipement (hélicoptères, missiles antichar, système de communication, blindés et canons) de l'armée libanaise, financé par… l'Arabie saoudite, à hauteur de 3 milliards de dollars. Et ses industriels, Airbus DS et Thales Alenia Space (TAS) ont vendu deux satellites de renseignement militaire aux Émirats arabes unis, pour 800 millions d'euros. Recrudescence des tensions, au Moyen-Orient, mais aussi, dans la zone Asie-Pacifique, lutte contre le terrorisme, renouvellement des flottes d'avions de combat, dans le monde... expliquent cette envolée des ventes d'armes. Selon les experts du IHS Janes, ce sont les États-Unis, qui ont le plus profité de cette croissance, en exportant un tiers de tous les équipements militaires, vendus dans le monde, en 2014.

La Russie, un des plus gros fournisseurs de la Chine, arrive en deuxième position, avec un total de 10 milliards de dollars, (+9%) d'armes exportées. Troisième, sur ce podium mondial, la France, qui a regagné du terrain, sur la scène internationale, ces dernières années, avec 4,9 milliards de dollars de ventes, en 2014. french.irib.ir 12.03

Paris, Washington, Londres, Tel-Aviv, Riad, Doha, Istanbul : Pas responsables !

Comme en Irak, en Syrie ou en Libye avec des armes américaines, israéliennes, britanniques, allemandes, etc. un pur hasard. On allait oublié l'Ukraine néonazi de Porochenko.

- L'allégeance de Boko Haram à l'État islamique, le 7 mars, n'a pas surpris le président nigérian, Goodluck Jonathan.

Pourquoi l'armée tchadienne a-t-elle retrouvé des armes françaises dans le nord-est de Nigeria ? Environ "40% des armes saisies par les forces armées du Tchad aux combattants de Boko Haram sont de fabrication française", a annoncé le ministre tchadien de la communication, Hassan Sylla Ben Bakari, en visite au Cameroun le 5 mars. french.irib.ir 12.03

En complément

Un article à lire : Des armes US et de l'Otan récupérées sur des terroristes au Pakistan (Arrêt sur Info 13.03)

L'Otan et le Pentagone non plus.

- Syrie : Quand le Pentagone tue des civils. - french.irib.ir

Un groupe de défense des droits de l'Homme, en Syrie, a dénoncé la coalition anti-Daesh, pour avoir provoqué la mort de plus de 100 civils syriens. Spuntik se réfère au réseau des droits de l'Homme syrien, pour relever la mort de plus de 100 civils, en Syrie, depuis le mois de septembre dernier.

Le centcom US refuse, pour le moment, de confirmer ce chiffre. 11 femmes et 11 enfants figurent au nombre des victimes. Le plus grand nombre des victimes se trouvait, selon cette information, dans un bâtiment, dans la ville d'Al-Bab, au Nord de la Syrie. 51 civils résidaient dans le bâtiment. En dépit des images vidéos présentées par les instances de défense des droits de l'Homme, les Etats Unis continuent à nier leur responsabilité. french.irib.ir 13.03

La vassalité française n'a plus de limite envers l'Empire.

- Irak : La France placée sous le commandement US - french.irib.ir

Le navire amiral de la Marine française est placé sous commandement américain dans le cadre de l'opération en Irak. Le porte-avions nucléaire français Charles de Gaulle a été placé sous commandement américain dans le cadre de l'opération conjointe contre l'Etat islamique en Irak. Selon le Washington Post, le navire français a été intégré à un groupe aéronaval avec le porte-avions nucléaire américain USS Carl Vinson. Il s'agit de la première fois qu'un porte-avions français est placé sous commandement US pendant une opération militaire dans l'histoire. A l'occasion de cet événement, le chef d'état-major des armées des Etats-Unis, le général Martin Dempsey, s'est rendu dimanche à bord du Charles De Gaulle.

Les deux navires disposent d'un niveau élevé d'interaction: les chasseurs français Rafale se posent et décollent du Carl Vinson, tandis que le Charles De Gaulle accueille des F/A-18 Hornet américains. La France est le premier pays à avoir rejoint en septembre 2014 la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis. Depuis août, ces derniers effectuent des frappes aériennes contre les positions de l'EI en Irak et depuis le 23 septembre, en Syrie. Le Charles de Gaulle est actuellement le seul porte-avions en service dans la Marine nationale. Mis en exploitation en 2001, il est le premier bâtiment de surface français à propulsion nucléaire. french.irib.ir 14.03

Mélenchon va en piquer une crise, on parie ?

Qui a dit ?

Toute coïncidence avec la réalité après coup ne pourrait être que fortuite ou accidentelle et ne doit surtout pas être interprétée autrement sous peine d'être qualifié de déséquilibré mental ou comploteur.

- « La dissolution de la Syrie et de l'Irak en zones ethniques et religieuses mono-colores, comme au Liban, est notre premier objectif sur le front oriental : l'Irak, riche en pétrole, d'une part, et déchiré intérieurement, d'autre part, est un candidat idéal pour être pris pour cible par Israël.

Sa dissolution est même plus importante pour nous [= les sionistes…, ndt] que celle de la Syrie.

L'Irak est [en effet] un pays plus puissant que la Syrie. A court terme, c'est le pouvoir irakien qui représente la plus grande menace, pour Israël.

Une guerre irako-iranienne fera éclater l'Irak et causera sa chute, intérieurement, avant même qu'il soit à même d'organiser une lutte à grande échelle contre nous.

Toute confrontation interarabe, quelle qu'en soit la forme, nous aidera dans le court terme et raccourcira le chemin vers notre but fondamental, à savoir : l'éclatement de l'Irak entre de multiples communautés ethnico-religieuses, comme en Syrie et au Liban.

En Irak, une division suivant des lignes de séparation ethnico-religieuses, héritées de l'époque ottomane (comme en Syrie), est tout à fait réalisable. Aussi, trois Etats (voire plus) existeront autour des trois principales métropoles : Basra, Bagdad et Mossoul. De plus, des régions chiites, dans le Sud du pays, se sépareront des régions sunnites et kurdes, dans le Nord. »

Réponse : Oded Yinon, un journaliste israélien très lié au ministère israélien des Affaires étrangères dans un article publié en 1982 par la revue Kivunim, publication de l'Organisation Sioniste Mondiale.

Mais alors, cela signifie que leur guerre n'a rien à voir avec les régimes concernés ou le développement de la situation dans ces pays? Ah ben non !

Le travailleur lambda n'a jamais lu la prose de Yinon, on lui a seulement servi les prétextes fabriqués de Bush, Obama, Hollande, etc. repris en boucle par les médias depuis le 11-9. Qui complote alors ? Personne voyons, les ignorants ont toujours tort, l'auriez-vous oublié ?

Croire ou savoir, croyance ou connaissance.

Les désordres mentaux relèvent généralement d'un processus dialectique.

La méthode qui consiste à procéder par identification, manifeste un penchant psychotique alimenté par un processus névrotique ayant abouti à un état schizophrénique.

A force de se répéter sans cesse la même chose, on finit par y croire au point qu'on en arrive à substituer cette chose à une autre, et par conséquent à influencer et modifier notre rapport à la réalité de telle sorte que celle qu'on se représente n'a plus qu'un lointain rapport avec le monde réel.

A force de se répéter qu'une chose va se produire, on finit par se convaincre qu'elle est sur le point de se réaliser ou qu'elle s'est déjà réalisée, de telle sorte que ce fantasme se substitue à la réalité ou notre perception de la réalité est totalement faussée.

Le meilleur moyen de parvenir à cette substitution dans la tête des esprits faibles, consiste encore à répéter, suggérer, marteler sur tous les angles toujours la même chose, de manière à ce qu'elle vienne s'ancrer dans leur cerveau et y pénètre si profondément qu'il sera ensuite difficile de l'en extraire, au point qu'elle leur paraisse naturelle ou légitime ou se passe de justification, aussi seul un choc salutaire et souvent douloureux pourrait les aider à s'en séparer, car y est associée une charge émotive à défaut de conscience.

Si croire en une chose qui est fausse relève de l'ignorance d'un individu, il n'en demeure pas moins que cette croyance se réalise au moyen d'un processus psychologique, qu'on le veuille ou non. Il est donc souhaitable ou préférable d'agir sur les deux plans pour l'aider à s'en séparer. On a à faire à un être social et psychologique, ce qu'on a un peu trop tendance à oublier ou sous-estimer.

Notre ennemi mène sa guerre contre les travailleurs sur les deux plans à la fois en permence. On continue de vouloir l'ignorer, soit, mais en lui laissant ainsi le champ libre sur le plan psychologique, on affaibli la résistance des travailleurs sur les deux plans, donc finalement le combat que l'on peut mener sur le plan social ou politque s'en trouve neutralisé ou le résultat réduit à néant.

Au-delà de la manipulation des faits ou de la réalité par les représentants de la classe dominante, pour qu'elle prenne, il faut qu'elle trouve un point d'ancrage dans le cerveau des masses, un terrain favorable sur lequel elle se développera, il faut qu'elle vienne se greffer sur la partie la plus vulnérable de son fonctionnement, sur celle qu'elles ne maîtrisent pas, sur son inconscience qui se traduit par un certain nombre de réflexes (ou préjugés) qui caractérisent son comportement en général, tendance à l'individualisme, à l'égoïsme, à l'égocentrisme ou au narcissisme, à la vanité, à la cupidité, à l'avarice, à la superstition, à la paranoïa, à l'hystérie, à l'hypocrisie, au mensonge, etc.

Contrairement aux flics ou procureurs de la pensée du régime, nous n'entendons pas forcer autoritairement les masses à changer de comportement, notre but est seulement de montrer la connexion qui existe entre la guerre idéologique et psychologique que mènent les représentants de la classe dominante et leurs laquais de la pseudo-gauche et extrême gauche, de manière qu'elles en prennent conscience en les incitant à passer à l'action sur le plan social et politique, ce qui est le meilleur moyen de contrecarrer la propagande officielle et le conditionnement auquel ils destinent les travailleurs, estimant que cette modification de leur comportement sur le plan politique servira de catalyseur à une modification plus profonde et générale de leur comportement dans le futur qui à son tour se répercutera sur leur interprétation de la société ou leur engagement politique.

On peut se convaincre qu'on est incapable de parcourir 20 kilomètres à pied parce qu'on est trop faible ou parce qu'on manque d'expérience, et bien il suffit de prendre des forces et de s'entraîner pour s'apercevoir que c'était finalement possible. Une fois convaincu du contraire pour en avoir fait expérience, on sera porté à faire la même expérience dans d'autres domaines ou de se dire que bien des choses qu'on croyait impossible ne l'était pas en réalité, on pourra s'interroger sur le processus psychologique mais pas seulement, sur les facteurs extérieurs qui nous avaient influencé et induit en erreur, de telle sorte que fort de cette expérience on pourra la partager avec les autres et ainsi de suite.

Il ne faut pas s'avouer vaincu d'avance, sinon on n'arrivera jamais à rien. Sauf dans les cas extrêmes ou parce que la nature l'a voulu ainsi, la plupart du temps il est possible d'agir sur tous les facteurs, qu'ils soient subjectifs ou objectifs.

Partons des faits, collectons les faits, mettons-les en rapport, cherchons quels rapports ils existent entre eux, observons comment ces rapports ont évolué, sur quels nouveaux rapports ils ont débouché, essayons de déterminer leur orientation générale, ne laissons de côté aucun facteur, prenons en compte les expériences humaines dans tous les domaines, prenons l'homme tel qu'il est dans sa totalité, social et psychologique, ne négligeons aucun aspect de la situation en ayant toujours à l'esprit les facteurs qui sont à l'origine du développement de la civilisation humaine et donc du capitalisme, les forces productives et la lutte des classes qui déterminent tous les rapports dans la société, élevons notre vision à l'échelle mondiale, de l'humanité entière, car c'est seulement à cette échelle que se situent les réponses à toutes nos questions, qu'elles se réaliseront, à condition de ne pas perdre de vue que seule l'action unie des exploités et des opprimés peut changer la société et le monde et non des idées qui en soi ou à elles-seules n'ont aucun pouvoir.

ACTUALITE EN TITRES

Guerre de l'Empire par asphyxie.

- Le pétrole termine la semaine sous les 45 dollars le baril - AFP

Le PS va prendre une raclée !

- Les Français massivement opposés à une loi interdisant la fessée - AFP

Sept Français sur dix se disent opposés à une législation pour interdire la gifle ou la fessée envers les enfants, selon un sondage Ifop pour le Figaro publié vendredi. AFP 13.03

Vite, il faut dissoudre le peuple indiscipliné !

Quelle bande de ringards dégénérés ces veaux de Français! Quelle crasse bourrée de préjugés racistes, xénophobes et surtout antisémites! Et cette plèbe irresponsable est violente par dessus le marché, à croire qu'on est moins réac qu'elle, et ce n'est pas la pseudo-gauche et extrême gauche qui nous contredira. Quelle bande d'ingrats, décidément on ne peut pas faire le bonheur des peuples contre leur volonté, quel malheur, ils l'auront bien voulu.

Et rien n'y fera, pas même une pochette surprise

- Déserts ruraux : le gouvernement présente son plan ruralité - Public Sénat

... ou le populisme

En continuant de les supprimer...

- Manuel Valls veut rapprocher les services publics du monde rural - 20minutes.fr

Fossilisée la vermine Près de 6 Français sur 10 contre un retour des écologistes au gouvernement - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

Les masques tombent. En fait, c'était de la «pipolitique» !

- Quand Yanis Varoufakis «le marxiste libertaire» pose dans «Paris Match» - 20minutes.fr

Se décrivant comme un «marxiste libertaire», le costaud fanfaronnait aussi: «je méprise le star-system»... Mais celui qui revendiquait son parcours atypique, loin du monde politique, tombe dans les affres de la «pipolitique» comme un politique classique. Le voilà aujourd'hui dans Paris Match qu'il a invité dans son appartement athénien et pour lequel il pose avec son épouse de manière assez peu spontanée, dans la plus pure tradition de l'hebdomadaire people.

Dans son «nid d'amour», il présente notamment son épouse Danae Stratou, une artiste qui enseigne à l'école des beaux-arts d'Athènes, issue d'une riche famille athénienne et qui pensait «avoir épousé un intellectuel féru d'esthétique». 20minutes.fr 13.03

Quelle vulgarité !

En complément.

- Wolfgang Schäuble évoque la possibilité que la Grèce sorte de la zone euro - Atlantico.fr

2- Syrie

- Syrie : Assad a gagné (Ford) - french.irib.ir

L'ex ambassadeur américain, en Syrie, Robert Ford, a demandé aux terroristes anti-Assad de mettre une croix sur l'idée d'écarter Assad du pouvoir. Ford, architecte de l'infiltration de milliers de terroristes takfiris, en Syrie, a, pour la première fois, reconnu, à demi mot, "les actes de sauvagerie, commis par certains groupes", tout en demandant aux "opposants, de renoncer à renverser Assad". Ford évoque toutes ces idées, dans un article, publié par "Foreign Policy", où il plaide, pour que la clause

de l'élimination d'Assad soit éliminé, à titre d'une pré-condition à une solution politique de la crise.

L'homme, qui n' a cessé, entre 2011 et 2013, de réclamer le retrait du président syrien du pouvoir, a reconnu que 'l'actuelle stratégie US, en Syrie, ne cadrait plus avec les circonstances actuelles, et qu'il faudrait trouver une stratégie de substitution". "L'une des clauses principales de cette stratégie nouvelle, qui viserait, directement, les opposants, devrait les contraindre à suivre les recommandations du commandement américain et de ce commandement, seul, si ces opposants veulent recevoir de l'aide de la part de Washington". "La seconde condition, pour que les opposants puissent bénéficier de l'aide US consisterait à ce que les rebelles évitent de commettre des actes de barbarie contre les civils pro-Assad. Et comme troisème condition, les rebelles devront rompre, totalement, tout lien avec le Front Al-Nosra". Ford évoque, ensuite, des idées encore plus inouies : "Les rebelles ne devront pas, non plus, s'en prendre aux Chrétiens et aux minorités, et devront même coopérer avec l'armée syrienne, pour établir la sécurité, prélude à un accord politique, qui ne demanderait pas le retrait d'Assad".

Selon les analystes politiques, l'article extrêmement novateur de Ford reflète un virage à 180 degrés de l'administration Obama, en Syrie. Ford fait partie de cette classe politique radicale, qui n'a cessé d'exiger le renversement pur et net d'Assad. Ford demande, aussi, à la Turquie, de fermer ses frontières sur Daesh et Al-Nosra.. Ford a reconnu la défaite US, en Syrie. french.irib.ir 12.03

3- Nigeria

Boko Haram : État islamique, armes françaises et mercenaires sud-africains - french.irib.ir

Dans une interview, le Président nigérian? Goodluck Jonathan? a déclaré que des combattants de Boko Haram suivaient des entraînements? dans des camps de l'État islamique.

L'allégeance de Boko Haram à l'État islamique, le 7 mars, n'a pas surpris le président nigérian, Goodluck Jonathan. "Nous savons qu'il y a des liens. Peut-être pas le degré des liens, ni la quantité d'armes fournies ou l'état du financement. En tout cas, ses membres de Boko Haram vont s'entraîner dans leurs camps et reviennent ensuite", a-t-il déclaré.

Le chef de l'État du Nigeria est également revenu sur les relations de son pays avec ses voisins et notamment avec le Cameroun, affirmant que les autorités camerounaises avaient refusé à son pays le droit de poursuivre Boko Haram sur leur territoire.

Dans cet entretien, Goodluck Jonathan explique également que des "techniciens étrangers" sont présents dans le Nord-Est pour encadrer les troupes nigérianes. L'agence de presse britannique Reuters, qui cite des sources diplomatiques et sécuritaire, précise qu'une centaine sont actifs sur le terrain.

Selon la presse sud-africaine, un combattant sud-africain est mort le 9 mars suite à une bavure de l'armée nigériane. Travaillant pour une société militaire privée dénommée Pilgrim Africa Ltd, il a, selon le "Daily Maverick", était victime d'un tir de char lors d'une opération dans l'État de Borno. Il était chargé de l'entretien des véhicules de l'armée nigériane.

Pourquoi l'armée tchadienne a-t-elle retrouvé des armes françaises dans le nord-est de Nigeria ? Environ "40% des armes saisies par les forces armées du Tchad aux combattants de Boko Haram sont de fabrication française", a annoncé le ministre tchadien de la communication, Hassan Sylla Ben Bakari, en visite au Cameroun le 5 mars.

"Mon pays montre ces images et continuera de les montrer afin que ceux qui les fabriquent sachent que ces armes ne se retrouvent pas là où elles doivent l'être", a poursuivi le ministre.

Même si le Tchad a immédiatement précisé qu'il ne désignait pas pour autant "un pays comme étant le fournisseur d'armes de Boko Haram", cette déclaration a poussé Paris à réagir par le biais de son ambassade à Yaoundé.

"La France exerce un des contrôles les plus stricts au monde sur ses ventes d'armements. Selon plusieurs rapports, une grande partie des armes de Boko Haram a été prélevée à l'armée nigériane, une autre provient de trafics illégaux dans la région, explique le communiqué. La lutte contre les trafics d'armes dans la bande sahélo-saharienne fait partie des objectifs de l'opération Barkhane, menée aux côtés des forces tchadiennes, nigériennes, maliennes, mauritaniennes et burkinabé." french.irib.ir 12.03

4- Israël

- "Larguons 20 à 30 bombes atomiques sur l'Iran " - french.irib.ir

Ce délire, c'est le site israélien, Arutz Sheva, qui le formule "Il faut montrer aux Iraniens de quel bois est fait Israël : il faut anéantir leurs sites nucléaires et quelques villes iraniennes, comme Téhéran et Ispahan!!, fulmine le site d'extrême droite sioniste, Arutz Sheva, mardi, dans un article. "Pour se débarasser de l'Iran, pour répondre aux torts que les Allemands nous ont fait,

(ndlr : Holocauste), il suffit de bombarder chacun de ces deux pays de 20 à 30 bombes atomiques, et ce sera à ce prix qu'Israël sera sauvé", délire encore le site : "Si Israël n'agit pas, dans le sens des recommandations de la Torah, il aura à payer un prix fort, il sera anéanti, et, seuls, quelques-uns, survivront". Arutz Sheva insulte, ensuite, les dirigeants iraniens, Rohani et Ahmadinejad, et écrit : "Ces gens là ne veulent même pas perdre une seule occasion d'évoquer la fin d'Israël. Il est, donc, nécessaire que nous répondions à ces menaces, et il suffit d'utiliser, pour ce faire, entre 20 à 30 engins nucléaires. Il faut anticiper, pour empêcher l'ennemi d'agir". L'auteur plaide, ensuite, pour que l'Allemagne paie, elle aussi, le prix de l'Holocauste : "entre 20 à 30 bombes atomiques suffiront, aussi, pour bombarder Berlin, Munich, Hambourg, Nüremberg, Francfort, Dortmund..".

Ce genre de verbiage ne reflète pas, seulement, le délire de quelques illuminés ultra-sionistes, estiment certains analystes. Une analyse du Brooking's Institute, publiée en 2009, décrivait, déjà, un scénario d'attaque aérienne contre l'Iran, tramé, sur fond d'une pseudo-brouille Obama/Netnayahu autour du nucléaire iranien; brouille, qui pousserait Netanyahu a agir seul et à lancer des frappes unilatérales contre les installations nucléaires iraniennes. Le fait que l'Iran et l'Allemagne soient voués aux mêmes gémonies, par l'auteur, n'est pas, non plus, innocent : depuis l'affaire ukrainienne, marquée par la volonté US de provoquer une guerre, en Europe, avec en toile de fond, l'implication forcée de Berlin et de Paris, dans une confrontation directe avec la Russie, l'Allemagne s'oppose de plus en plus, fermement, aux politiques unilatéralistes des Etats Unis. Le retour de la germanophobie, au sein du camp atlantiste, serait une conséquence de cette nouvelle orientation. french.irib.ir 13.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Mobilisation chez Carrefour contre la remise en cause d'acquis sociaux - AFP

Distribution de tracts, débrayages: les salariés des hypermarchés Carrefour ont protesté vendredi contre la remise en cause d'acquis sociaux au détriment des nouveaux embauchés, à l'appel de la CFDT et la CGT.

Au terme d'un accord intervenu dans le cadre des négociations annuelles obligatoires (NAO), signé par FO, premier syndicat du groupe, et la CFE-CGC, les nouveaux embauchés devront désormais attendre 12 mois avant de pouvoir bénéficier des primes de vacances et de fin d'année, contre 3 mois auparavant, ce qui équivaut à la "perte d'environ un mois de salaire"

Pour Carrefour, il ne s'agit pas de "revenir sur des acquis sociaux puisque cela concerne des salariés à venir". Le groupe précise s'être ainsi aligné sur les accords de branche concernant la prime de fin d'année, tandis que la prime de vacances n'y est même pas prévue.

Plus généralement, CFDT et CGT, 2e et 3e syndicats de l'entreprise, demandent une plus juste répartition des profits alors que le groupe a enregistré un bénéfice net de 1,24 milliard d'euros en 2014. AFP 12.03

2- La grève à Socata gêne-t-elle l'approvisionnement d'Airbus ? - La Tribune

Entre 500 employés (selon les syndicats) et 380 (selon la direction) sont en grève depuis jeudi 11 mars sur le site Doher-Socata, à Louey, près de Tarbes. L'origine du conflit : les négociations annuelles obligatoires, et notamment salariales.

"La direction propose 0,7 % d'augmentation générale pour les non-cadres, contre 1,4 % l'an dernier, s'exclame Bernard Sanvicente, délégué syndical CFDT à Socata. Ils proposent également 0,6 % d'augmentation individuelle du salaire (AIS), soit 45 euros pour certains employés. Tout ça, alors que le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 14 % en 2014."

Vus de la direction, la grève et le blocage partiel des accès de l'usine n'entravent pas la production. "Il n'y a aucune conséquence directe car on estime qu'il y a 380 grévistes sur les 1 600 salariés de l'usine. La production continue et les chaînes ne sont pas à l'arrêt", garantit Vincent Chanron. La Tribune 12.03

Haut de page

Le 16 mars 2015

CAUSERIE

(18h en Inde, on a ajouté 16 articles seulement. A lire celui où il est question de Soros.)

On ajoutera une vingtaine d'articles dans quelques heures, on nettoiera aussi la page d'accueil du site.

On vient de me prévenir qu'on n'aura pas d'électricité demain toute la journée. La semaine dernière ils ont coupé le courant toute la journée à deux reprises. Sans les deux grosses batteries je ne pourrais pas actualiser le site, elle ne sont pas gratuites (20.000 roupies tous les 4 ans, et je dois les remplacer cette année), pensez à soutenir financièrement le site, merci d'avance.

Il est 13h45 ici, et je vais déjeuner. Une petite salade de crudité additionnée de riz, un verre d'eau, un café et c'est envoyé !

Un conseil d'ami, si vous voulez combattre la dictature, c'est maintenant car demain il sera trop tard...

ACTUALITE EN TITRES

Une cote appropriée à leurs mesures.

- Cote de popularité: François Hollande et Manuel Valls continuent à décrocher en mars - 20minutes.fr

Confirmation. C'est bien Valls qui mène la barque... au naufrage.

- François Hollande ne changera "ni de ligne ni de Premier ministre" après les départementales - lexpress.fr

- lexpress.fr - François Hollande annonce, dans un entretien à Challenges, qu'il n'y aura "pas de changement, ni de ligne ni de Premier ministre" en cas de défaite du PS aux départementales.

La vermine appelée en refort.

lexpress.fr - Pour renforcer sa majorité, François Hollande semble compter sur un retour à la raison des alliés écologistes.

Du coup 3 jours plus tard, après un sondage dont les résultats indiquaient que la majorité des personnes interrogées ne voulaient pas des écologistes au gouvernement, ils en sortent un autre conforme à l'attente de Hollande :

9 sympathisants écologistes sur 10 veulent le retour d'EELV au gouvernement - Le Huffington Post

lexpress.fr - Manuel Valls, justement. Le fait qu'il soit plus populaire que lui? "Sa popularité me protège et me protégera", assure-t-il, en fin tacticien. lexpress.fr 11.03

Dictature. Ils sont en guerre ou l'emploi tout azimut de la sémantique de la guerre.

- La guerre aux mégots de cigarettes dans la rue est déclarée - Francetv info

Paris a décidé d'adresser, à compter du mois de septembre, une amende 35 euros aux contrevenants. Francetv info 14.03

Un mégot 35 euros, de quoi se rebeller contre la force publique, non ? Ils poussent la population excédée à recourir à la violence qu'ils condamneront ensuite...

En allant ouvrir la grille de chez moi, il faisait déjà nuit, j'ai marché dans une bouse de vache bien fraîche, pour me dédommager de cet outrage intolérable je vais lui tirer 10 litres de lait, et si elle rechigne je la caillasse la sale bête !

Quel pays policier la France ! Ah ben je ne croyais pas si bien dire :

- Les CRS ont dressé 9% de PV en plus sur les routes depuis janvier - LeFigaro.fr

PV traduit en verlan donne vigipirate ou les pirates sont de vigie.

Invivable !

- Huit Franciliens sur dix prêts à quitter l'Ile-de-France - Francetv info

Comme quoi j'ai eu raison de me tirer !

L'Empire et ses agents à l'offensive

- Brésil : Dilma Rousseff confrontée à une contestation de plus en plus forte - Francetv info

- Donald Tusk confirme que les sanctions contre la Russie vont durer - LeFigaro.fr

- Disparition de Poutine : la Russie envisage le père - Liberation.fr

D'autres ont annoncé sa mort ou qu'il était atteint d'un cancer, du cerveau sans doute...

Social

- Loi santé : entre 19.000 et 40.000 manifestants à Paris - M6info

- Les routiers appelés à nouveau à la grève pour les salaires - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

C'est la guerre entre populistes.

- Populisme : "Pour Jean-Luc Mélenchon, le populisme est une invention de la petite bourgeoisie dorée" - Francetv info

"Il faut être dans une nouvelle manière d'organiser le champ politique. Le peuple contre la caste, l'oligarchie, et pas seulement la droite contre la gauche. Pour plein de gens, ça ne veut rien dire, car ce sont les mêmes"

"Qu'est-ce que ça veut dire 'populiste' ? C'est une invention de la petite bourgeoisie dorée, parisienne, qui manifeste sa haine du peuple.", au-delà des intérêts de la bourgeoisie qu'il a toujours incarné, c'est bien pour ceux de cette "petite bourgeoisie dorée, parisienne" ou provinciale qui hait tant le peuple que le PS a toujours combattu depuis 1971 (et avant), parti que vous avez rejoint peu de temps après qu'il était arrivé au pouvoir en 81 pour y faire carrière et obtenir votre part du gâteau, semble-t-il, non ? A partir de cette époque et pendant plus de 30 ans vous l'avez côtoyée quotidiennement sans que cela vous pose plus de problèmes que cela, soit dit en passant, et que vous ménagez encore dans votre programme, dites-nous si nous nous trompons monsieur Mélenchon.

Dites-nous monsieur le philistin, qui mieux que le PS a flatté la multitude pour gagner et exploiter sa faveur (définition du démagogue par Le Grand Robert), dont vous avez largement profité pendant plus de 30 ans ?

Certes on comprend parfaitement que par extension "est baptisé 'populisme' tout ce qui n'est pas bien dans la case, la norme" par ceux qui ont intérêt notamment à faire un amalgame en la pseudo-gauche que représente le Front de gauche et le Front national, mais c'est inévitable, Mélenchon le sait, alors pourquoi s'en offusque-t-il soudain, ne reprendrait-il pas à son compte la méthode de ses détracteurs qu'il dénonce, qui consiste à vouloir faire taire ou forcer les opposants à leur politique à adopter un seul ou unique mode de pensée, le leur ?

C'est bien de la sorte que Mélenchon agit avec le FN, donnant raison à Hollande et Valls qui par ailleurs amalgament antisionisme et antisémitisme, anti-union européanisme et xénophobie, profitent de cette chasse aux sorcières aux idées qui n'entrent pas bien "dans la case, la norme" pour restreindre et porter gravement atteinte à la liberté d'expression ou à la liberté tout court de ceux qui osent les prononcer, conséquences qui apparemment ne choque pas plus que cela non plus notre illusionniste.

Le populiste avance masqué, mais il lui arrive de laisser tomber son masque lorsqu'il doit monter au créneau pour défendre le régime lorsqu'il est menacé notamment. Sans attendre qu'il l'ôte lui-même, il est possible de le démasquer. Si on ne le fait pas, c'est qu'on y a intérêt, aussi se demandera-t-on en quoi une telle démarche qu'il faut qualifier de malhonnête pourrait-elle être compatible avec les intérêts des travailleurs ou la cause pour laquelle nous prétendons combattre. Il est impossible de le justifier, sauf en essayant de s'en démarquer ce que fait ici Mélenchon maladroitement.

La flatterie définit le démagogue ou le populiste. C'est elle qui gouverne les peuples.

Elle consiste à produire le discours que notre auditoire à envie d'entendre afin qu'il nous apporte son soutien ou estime qu'on est légitime pour le représenter. C'est une escroquerie, une supercherie politique et rien de plus. Une fois cette légitimité acquise sur la base d'intentions volontairement trompeuses, le démagogue ou le populiste va s'en servir pour appliquer une politique en totale contradiction avec les intentions qu'ils avaient affichées. Peu importe de quelle manière il le justifiera par la suite, puisque ses contradicteurs officiels et autres pratiquent également de la sorte, ils n'iront jamais jusqu'à reconnaître qu'ils agissent ainsi sciemment car cela causerait un tort irréparable ou fatal aux institutions qu'ils s'emploient tous à préserver.

Maintenant quand Mélenchon donne sa propre définition du populisme qui incarnerait la "haine du peuple" par la "petite bourgeoisie dorée, parisienne", on a envie de lui répondre qu'il est très mal placé pour tenir ce genre de discours dans la mesure où il ne cesse de s'en prendre aux préjugés de ce peuple qu'il semble fort méconnaître ou qui lui est devenu étranger à force de fréquenter les allées du pouvoir, emboîtant le pas une fois de plus à Hollande et Valls. Attitude qui a contribué chez de nombreux travailleurs qui ne se reconnaissaient pas dans son discours, à considérer que finalement le Front de gauche ne valait pas mieux que le PS, pour s'en détourner pour peu qu'ils aient été tentés un jour de s'en rapprocher (du FdG), et préférer se tourner vers le FN qui au moins ne stigmatise pas à longueur de temps leurs préjugés sur lesquels on dira un mot plus loin, ou s'abstenir lors des prochaines élections, ce qui serait un réflexe plutôt sain, sauf lorsque c'est la manifestation du désespoir au lieu de prendre leur sort en mains.

Les préjugés que se coltinent de nombreux travailleurs toutes couches confondues sont l'expression ou le produit des rapports sociaux de production en vigueur, auxquel Mélenchon n'entend pas s'attaquer davantage que le PS ou le FN. Si ces préjugés sont archaïques ou détestables, ils sont à l'image du capitalisme et de tous les rapports qui en sont issus. On peut les dénoncer, on peut légiférer, on peut menacer, on peut réprimer ceux qui les partagent que cela demeurera sans effet, ils continueront d'exister et de proliférer tant qu'on n'aura pas extrait de la société la racine à partir de laquelle ils se développent, donc tant qu'on n'aura pas renverser le régime en place. Or Mélenchon tout comme Hollande ou Valls ou Le Pen y sont opposés, donc ils soutiennent l'ordre établi.

Pour terminer, nos dirigeants ne veulent pas entendre notre discours sans qu'on sache très bien comment ils peuvent le justifier auprès de leurs militants. Or le fait est qu'ils ont tort, les faits leur donnent tort, et ce n'est pas une affirmation gratuite, spécialité des démagogues.

On en veut pour preuve que les travailleurs apprécient le discours ou les positions prises par le FN qui refuse de stigmatiser leurs préjugés, sans connaître son programme ou sans tenir de sa nature ou tout ce qu'ils peuvent entendre sur son compte par ailleurs, ce qui suffit à prouver que des millions de travailleurs ou la majorité d'entre eux n'abordent pas ou n'interprètent pas forcément loin de là la situation sur le plan social ou politique ou sous le même angle qu'un militant ouvrier qui privilégie spontanément le plan social et politique, à raison mais la question n'est pas, à tort parfois ou très souvent lorsqu'il se trouve face à des travailleurs dont les préoccupations débordent de ce champ parce qu'ils se sentent constamment harcelés, épiés, espionnés, menacés par quelque chose de plus pervers encore qu'un patron ou un chef de service, un policier ou un voyou : une oreille indélicate qui traîne, une caméra qui les filme ou un téléphone portable qui les enregistre à leur insu, bref, penser à haute voix, s'épancher imprudemment, se lâcher soudainement, se tenir en compagnie de certaines personnes peut faire l'objet d'un terrible jugement et faire d'eux des délinquants passibles d'une amende ou de la prison, situation qui a de quoi les préoccuper au plus haut point puisqu'elle est quasi permanente, la menace est omniprésente désormais.

Ils doivent veiller à chaque parole et bien réfléchir avant d'ouvrir la bouche, y compris devant leurs enfants, ce qu'ils ne font pas évidemment, à chaque geste, chaque regard qui peut être interprété désavantageusement selon la "norme" à laquelle adhère monsieur Mélenchon à la suite du PS, qui ont réussi à créer dans ce pays un état délétère de suspicion, de terreur généralisée depuis le début du mois de janvier. Que Mélenchon en soit lui-même victime nous laissera indifférent.

Tout cela pour dire, qu'au-delà de leurs conditions matérielles d'existence ou de la situation politique dans le pays, les travailleurs se trouvent confronter en permanence où qu'ils se trouvent, y compris à leur domicile, quelle que soit la personne avec laquelle ils se trouvent confronter à la délation qui est un procédé ignoble, à un problème qui a littéralement envahi les esprits, et c'est loin d'être terminé. En Ukraine, ils sont en train de légiférer pour instaurer officiellement la dictature sur la base de ce procédé. Donc on n'exagère rien, on ne se fait pas des idées, on parle bien de la réalité quotidienne des travailleurs qui hélas sont une minorité à participer à la mobilisation sociale et à s'organiser, à qui la faut franchement quand on refuse par les prendre tels qu'ils sont et qu'on les abandonne à ces ordures.

Je ne suis pas obligé de partager la conception de la lutte des classes de nos dirigeants qui nous ont conduit à cette faillite politique, je pars du constat que si la totalité des travailleurs sont effectivement concernés par les questions sociales ou politiques que l'on soulève, seule une infime minorité participe à la lutte des classes, généralement pas les plus défavorisés, tandis que l'immense majorité des travailleurs abordent la situation sur d'autres plans, tous sont concernés par ce qui a été évoqué plus haut et tous y réfléchissent par la force des choses, et très nombreux sont ceux qui en discutent.

Il faut donc inclure ce facteur dans notre stratégie politique, il faut pouvoir les aborder sous cet angle-là sans en faire un exclusif évidemment, il faut les aider à faire exploser le terrible piège de la dictature qui est en train de se refermer sur eux ou sur

nous car personne ne sera épargné. En Ukraine il porte un nom, le projet de loi n°2225 qui propose de modifier le Code criminel de l'Ukraine et de criminaliser toute critique ou toute attitude pouvant être interprété comme anti-gouvernementale, qui serait sanctionné par des travaux forcés ou par des années de prison, je mets en ligne l'article qui le relate de manière à ce que chacun puisse vérifier qu'on n'invente rien, Porochenko a défilé au coté de Hollande et Valls à Paris le 11 janvier dernier pour la défense de la liberté d'expression... de la dictature.

Le développement de la situation en Ukraine est extrêmement grave pour l'ensemble des travailleurs au-delà de l'Ukraine, du monde entier, et là non plus on n'extrapole pas ou on ne fabule pas, on se réfère aux propos tenus par le milliardaire américain George Soros à Munich lors d'une conférence sur la sécurité qui a eu lieu en février dernier, où il a déclaré « l'Ukraine est aujourd'hui ce que doit devenir demain l'Union européenne » (french.irib.ir 15.03), on ne pouvait pas être plus explicite.

Selon moi, vous me reprendrez si je me trompe, l'immense majorité des travailleurs ukrainiens doivent rejeter la violente politique d'austérité dictée par le FMI que le gouvernement de Kiev leur impose, les dernières mesures antisociales qu'il a prise sont terribles, notamment en annonçant le triplement du prix du gaz, mais ils trouvent difficilement la voie de la mobilisation pour affronter le gouvernement parce qu'il est en proie au régime de terreur que font régner des milices fascistes qui s'en est pris en priorité au mouvement ouvrier pour empêcher la classe ouvrière de se rassembler contre le gouvernement.

Donc en résumé, ce qui fait obstacle à la mobilisation des travailleurs en Ukraine, ce n'est pas le soutien qu'ils apporteraient au gouvernement, ce n'est pas le soutien qu'ils apporteraient aux mesures antisociales qu'il a prises, c'est le régime de terreur qui s'est abattu sur tout le pays et pas seulement sur l'est de l'Ukraine, dont ils ne comprennent pas la nature ou les objectifs après être tombés sous le charme de discours démagogiques lors du putsch de l'Otan et des milices fascistes place Maidan il y a déjà un an, qui avaient notamment pour objectif de briser leur résistance qui s'était manifestée sous l'ancien président ukrainien, lorsqu'ils refusaient qu'il leur impose une politique similaire.

Le coup d'Etat de l'Otan et des fascistes devait être impérativement relayé par des discours populistes pour préparer la suite qui allait être dramatique pour l'ensemble des travailleurs ukrainiens soumis à une dictature fasciste soutenue par Washington et Bruxelles, donc Paris.

Le développement de la situation en Syrie et en Irak témoigne que lorsque le populisme n'a pas de prise sur un peuple son agresseur ou agresseur sera vaincu car il finira par se soulever et deviendra invincible ; dit autrement, lorsque les autorités d'un pays mènent une guerre incessante pour briser la propagande démagogique de leurs ennemis, le peuple finit par comprendre contre qui il doit commencer par lutter ou qu'elle est la priorité de son combat.

On ne lutte pas contre une propagande de guerre ou pavant la voie à une dictature en se contentant d'un discours en faveur des retraites, des salaires ou des services publics, c'est tout ce qu'on voulait dire.

Il est donc indispensable d'intervenir aussi sur ce plan-là, ce que nos dirigeants s'acharnent à ne pas vouloir comprendre.

Mélenchon n'a aucune légitimité, aucune crédibilité pour mener ce combat en notre nom, car il est trop lié au PS, au régime et à Bruxelles ou l'UE, à Washington par l'ONU. C'est donc aux POI, au NPA et à LO, ainsi que tous les autres partis ou toutes les organisatons qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme qu'il revient de mener ensemble une campagne nationale sur ce thème en direction des travailleurs pour briser la machine infernale de la propagande du gouvernement frayant la voie à la dictature ou commençant même à la mettre en place.

Réaction sur toute la ligne. Le temps des nostalgies.

- A Béziers, Robert Ménard rebaptise une rue du nom d'un partisan de l'Algérie française - liberation.fr

Robert Ménard, maire de Béziers soutenu par le FN, a rebaptisé samedi la «rue du 19 mars 1962», date des accords d'Evian, en «rue du commandant Hélie Denoix de Saint-Marc».

Né à Bordeaux en 1922 et mort à La Garde Adhémar (Drôme) en 2013, Hélie Denoix de Saint-Marc, résistant, fut déporté à Buchenwald. En avril 1961, il fit le choix de l'Algérie française et participa au putsch des généraux à la tête du 1er REP (Régiment étranger de parachutiste). L'opération échouera et lui se constituera prisonnier. Il sera condamné à dix ans de réclusion et effectuera cinq ans de prison avant d'être gracié par le général De Gaulle. Réhabilité en 1978, il publie en 1995 une autobiographie et multiplie les conférences. Il avait été élevé en novembre 2011 au rang de Grand Croix de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy. liberation.fr 14.03

- Manuel Valls dénonce la «nostalgie de l'Algérie française» de Robert Ménard - 20minutes.fr

Notons qu'il est resté relativement mesuré en déclarant que «la nostalgie, et notamment la nostalgie de l'Algérie française, n'apportera(it) rien de bon», contrairerait à Le Foll, porte-parole du gouvernement, qui doit avoir une mémoire sélective en

dénonçant la tentation de vouloir "réécrire l'Histoire, mépriser la mémoire et s'en prendre à la République", comme le fit à une autre époque un certain François Mitterrand.

Après tout, c'est de Gaulle qui avait ouvert la boîte de Pandore en graciant Hélie Denoix de Saint-Marc, Giscard qui le réhabilitera, Sarkozy qui le décorera, il ne manquait plus qu'un facho provocateur lui réserve le nom d'une rue sous l'empereur du Mali, c'est fait !

L'heure n'est-elle pas encore aux guerres coloniales, aux guerres de rapine ? L'époque n'est-elle pas à la régression dans tous les domaines ou sur tous les plans ? La politique mise en oeuvre par le gouvernement aurait-elle une autre orientation que nous ramener sans cesse en arrière, des décennies, des siècles en arrière ?

La crise du capitalisme signifiant qu'il n'y a pas d'avenir pour la démocratie et le social, et que l'humanité doit être livrée au chaos et à la guerre pour que la classe dominante continue d'exercer son hégémonie sur les exploités et les opprimés, conserve son pouvoir sans partage, l'initiative de Ménard s'inscrit dans cette perspective ou traduit ce processus à sa manière, comme Porochenko à Kiev en recourant au fascisme pour gouverner avec le soutien de Hollande.

S'ils peuvent agir de la sorte, leur légitimité frauduleuse repose uniquement sur le consensus qui existe entre les représentants officiels de la classe dominante et ceux qui prétendent hypocritement incarner la gauche ou les intérêts des travailleurs, aussi Valls et Le Foll en sont-ils les complices.

La droite ou l'extrême droite savent pertinemment que le PS n'est pas de gauche et qu'ils n'ont rien à craindre de la soi-disant gauche, le PCF, le PG, etc. Ils savent qu'ils se livrent en permanence à un double langage pour tromper les travailleurs et qu'ils servent les intérêts du régime. Chacun adopte une posture ou un masque et en change à volonté selon les époques ou les circonstances, en fonction du contexte politique ou du degré atteint par la crise du capitalisme, des rapports existant entre les classes, etc. sans que sur le fond leur nature ne soit modifiée ou ils servent les intérêts de la classe sociale à laquelle ils sont liés, le régime en place, seules dans le temps les apparences peuvent présenter des variations dans leur manière de se présenter devant les travailleurs sans que leur nature n'en soit affectée.

On a dès lors le choix entre deux attitudes possibles.

Soit on juge leurs actes ou déclarations, leur politique, en fonction des apparences et on se laisse abuser et on abuse son entourage ou les autres ; soit au contraire on considère que ces apparences sont l'expression de la lutte de classes qu'ils mènent contre la classe ouvrière pour le compte de la classe dominante et on les intègre comme telles dans notre analyse de la situation, ce qui ne laissera place à aucune confusion sur leur rôle respectif, leur nature et leurs objectifs politiques, à aucune compromission ou collusion possible avec ces partis.

Ménard tout comme Valls ou Le Foll jouent sur les apparences et ne peuvent pas aller au-delà sans prendre le risque de se démasquer eux-mêmes, et ils le savent réciproquement. Qu'on nous permettent de ne pas souscrire à ce macabre jeu de rôle dans lequel est tombé le mouvement ouvrier, car force est de constater que ses dirigeants ont privilégié les apparences au fond, la forme au contenu qui était essentiellement réactionnaire ou contre-révolutionnaire.

Un plat peut être très appétissant à première vue et faire envie, mais si à l'intérieur y a été dilué un puissant venin qui s'avèrera mortel par la suite, qu'il nous soit permis de rester sur notre faim et de ne pas y goûter. Précisons pour les esprits tordus au ventre plein, que notre ventre soit vide ou à moitié plein, personne n'a le droit de le remplir à notre insu ou n'importe comment ou avec n'importe quoi. Cela paraîtra peut-être une exigence excessive à nos généreux et arrogeants bienfaiteurs, qu'on nous laisse en juger par nous-mêmes et adapter ainsi une célèbre formule qu'ils connaissent bien : la faim justifie les moyens... les plus radicaux qui soient pour s'en débarrasser définitivement. Quand vous faites tout un plat de notre fin, c'est étrange, on a plutôt l'impression que vous vous inquiétez de la vôtre.

On remarquera que tous ont recouru ou recourent encore à la même méthode, qui a conduit à s'adapter ou plutôt à adopter les illusions des masses au lieu de vraiment les combattre sous prétexte de ne pas se couper des masses, sans jamais parvenir à créer des liens profonds et permanents avec elles qui auraient permis de construire le parti. On pourrait employer une autre métaphore.

C'est comme si au lieu de prévenir un cancer on avait attendu qu'il se déclare violemment pour s'apercevoir qu'il était désormais trop tard pour s'y attaquer et le vaincre tant il était avancé, car il faut être lucide et reconnaître qu'on est très très mal barré pour affronter la tempête néolibérale qui s'abat sur nous, ce qui ne veut pas dire qu'on a perdu la guerre pour autant, disons que dans les conditions actuelles et la dislocation des forces qui pourraient s'y opposer, on ne voit pas comment le cours des choses pourrait s'inverser de sorte à redonner espoir et confiance aux travailleurs dans une issue politique qui demeure hypothétique ou à l'état d'utopie, dans laquelle de moins en moins de militants croient aussi.

Nous vivons la pire époque de réaction depuis le régime de Vichy. Partant de ce constat il faudrait se demander comment on a pu en arriver là et se retrouver complètement désarmer pour l'affronter. Le combat continue...

Syrie et Irak. La propagande de guerre ne fonctionne pas toujours.

Syrie.

Grille de lecture.

- Un scénario bien rodé et usé jusqu'à la corde.

- Alors que les preuves matérielles (photos, témoignages, arrestations, déclarations, aveux) se multiplient montrant la collusion permanente entre les Américains et leurs alliés occidentaux et les barbares de l'Emirat islamique.

- « Deux faces d'une même monnaie » (LeMonde.fr) : la vrai et la fausse, tout le monde sait qui sont les faux monnayeurs, ceux qui la fabriquent pardi.

La fausse :

- Manifestation à Paris contre Assad et l'EI, « ce monstre à deux têtes » - LeMonde.fr

« Assad et Daech sont les deux faces d'une même monnaie », a expliqué un activiste.

L'opposition accuse le régime syrien d'avoir encouragé l'émergence des mouvements djihadistes, notamment de l'EI qui sème la terreur sur une partie du territoire syrien, pour montrer à l'Occident qu'il demeure la meilleure option. LeMonde.fr 14.03

Il s'agit de "l'opposition" fabriquée par la France alignée sur sa politique ou ses intérêts, considérée illégitime en Syrie par les Syriens et pas seulement par Assad.

Commentaire d'un internaute

- "*Le printemps arabe syrien n'était en fait qu'un putsch sunnite soutenu par les monarchies wahabites du Golfe, Israël et l'Occident. Assad, dont le pouvoir reposait sur les chiites (et repose toujours d'ailleurs), échaudé par l'exemple lybien et égyptien, voire iranien, n'a fait que défendre sa peau avec ses méthodes (qui ne sont pas originales dans ces pays là). Halte au révisionnisme qui réécrit l'histoire à la sauce occidentale.*"

Le pouvoir d'Assad repose sur l'ensemble des communautés y compris sunnite qui vivaient en paix, avant que les Américains décident de passer à l'offensive conformément à leur agenda concocté de longue date contre la Syrie, en envoyant des mercenaires armés provoqués le régime qui a répondu à la hauteur de l'attaque dont il faisait l'objet.

On peut rétablir les faits sans forcément manifester de manière ostentatoire son soutien à Assad.

Si à un moment donné les intérêts défendus par Assad correspondent à ceux du peuple syrien qui le soutient, son indépendance et sa souveraineté, et qu'il n'existe aucune autre alternative politique sur le terrain entre le camp des agresseurs et des envahisseurs ou des occupants et celui du régime en place, et qu'on se trouve placé devant le dilemme de devoir prendre position en faveur de l'un des deux protagonistes en présence, on choisira le camp du peuple syrien auquel est associé le régime tout en sachant que c'est faire son jeu et que c'est pratiquement inévitable, ce qu'un gauchiste ne peut pas comprendre puisqu'il substitue ses dogmes à la réalité qu'il ignore ou occulte. On peut aussi déserter le terrain du combat politique et fuire ses responsabilités en refusant de prendre partie pour un camp ou un autre, hypocritement ou par lâcheté.

Nous considérons au même titre que la majorité du peuple syrien, que la priorité demeure de réunir les conditions politiques pour chasser hors de Syrie les hordes de barbares à la solde de Washington qui se sont abattus sur ce pays il y a 5 ans, et qu'aucun argument politique ne doit faire obstacle à la réalisation de cet objectif qui constituera une fois atteint une terrible défaite pour les Américains et leurs alliés, les tenants de la stratégie du chaos et de la guerre, l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui entend modeler le monde à son image pour mieux le gouverner afin de satisfaire ses propres intérêts économiques et politiques.

La défaite américaine en Syrie (et en Irak) constituera une victoire pour le peuple syrien, mais aussi pour tous les peuples devant faire face à la même menace ou confrontés à l'offensive néolibérale de l'oligarchie financière qui veut leur imposer un modèle de société synonyme de dictature absolue ou dénuée de droits sociaux et politiques.

Nous savons que seul tout un peuple soulevé peut vaincre un tel ennemi, peut remporter cette victoire, alors peu importe qu'il utilise

le canal du régime en place ou de l'armée pour y parvenir.

Il arrive qu'exceptionnellement au cours de l'histoire, dont on ne maîtrise pas tous les facteurs n'en dépaise aux gauchistes et autres opportunistes qui refont le monde tous les quatre matins, que le prolétariat ne puisse pas continuer le combat sur la base de son programme politique et qu'il doive consentir des concessions temporaires avant de reprendre la lutte contre le régime, qu'il ne soit plus en mesure de combattre sur la base de ses propres objectifs politiques pendant une brève période, situation dont il n'est pas responsable mais qu'il lui faut gérer au quotidien dans des conditions extrêmement difficiles, il n'a pas le choix, sous peine de se retrouver dans le camp de ceux qui veulent l'anéantir.

Si on osait un parallèle, on dirait que c'est d'ailleurs ce qui se produit plus généralement pour les militants qui combattent sous le drapeau de la révolution socialiste mondiale, qui admettent ou ont compris que la révolution ou le renversement du capitalisme n'était raisonnablement pas réalisable dans les conditions actuelles, et qu'il était impératif de modifier ou d'adapter notre conception de la lutte des classes en fonction de la situation à laquelle nous devions faire face sans toutefois abandonner cet objectif, le parallèle s'arrête là car à la différence avec la situation en Syrie, que rien ne nous oblige à faire des concessions au régime ou à ses représentants.

Etant donné que la révolution socialiste est manifestement remise à une date ultérieure indéterminée ou lointaine, si on prend en compte que les conditions pour qu'elle soit victorieuse sont très loins d'être réunies, c'est un euphémisme puisque aucun parti ouvrier en réalité ne s'y attelle ou combat encore dans cette perspective, notre stratégie politique consiste à .....

Le gouvernement français a de quoi être exaspéré

1- Syrie : Washington admet devoir négocier avec Bachar el-Assad Francetv info 15.03

La Syrie est entrée dimanche 15 mars dans sa cinquième année de conflit. Alors que plusieurs organisations internationales condamnent l'échec des grandes puissances à trouver une solution à cette guerre qui a coûté la vie à 215 000 personnes, John Kerry a pris la parole et fait du président syrien Bachar al-Assad un interlocuteur pour d'éventuelles négociations.

"C'est un tournant qui repose sur deux constats", explique Valérie Astruc en direct de Washington. "Premier constat : Washington a changé d'ennemi en Syrie. La priorité est d'en finir avec le groupe Etat islamique. Washington a besoin de Bachar el-Assad", explique la journaliste de France 2.

Une position qui ne devrait pas plaire à tout le monde

"Autre constat : après quatre ans de guerre civile sanglante, le président syrien est toujours au pouvoir. Washington ne parle donc plus du départ de Bachar el-Assad. Au contraire, ils évoquent des discussions possibles avec lui. Une position qui ne devrait pas plaire à tout le monde, notamment la France", indique Valérie Astruc.

2- Les États-Unis ne veulent pas l'effondrement du régime syrien - french.irib.ir

"Les États-Unis ne veulent pas d'un effondrement du gouvernement et des institutions, en Syrie, qui laisserait le champ libre aux extrémistes islamistes, dont le groupe État islamique, (EI)", a expliqué, vendredi, le Directeur de la CIA, John Brennan.

«Aucun d'entre nous, Russie, États-Unis, coalition, (contre l'EI), États de la région, ne veut un effondrement du gouvernement et des institutions politiques, à Damas», a déclaré John Brennan, à New York, devant le centre de réflexion Council on Foreign Relations.

Des «éléments extrémistes», dont l'EI et d'anciens militants d'Al-Qaïda, sont «en phase ascendante», dans certaines régions de la Syrie, a soutenu M. Brennan.

«La dernière chose que nous voulons, c'est de leur permettre de marcher sur Damas», a indiqué M. Brennan. «C'est pourquoi il est important de soutenir les forces de l'opposition syrienne, qui ne sont pas extrémistes».

La communauté internationale est favorable à une solution reposant sur «un gouvernement représentatif, qui essaiera de répondre aux revendications, à travers le pays», a-t-il noté.

Les déclarations de John Brennan sont en contradiction avec celles que John Kerry, le secrétaire d'Etat américain, avaient faites, en Arabie, comme quoi une pression militaire, pour renverser le gouvernement syrien, s'avère impérative.

Kerry avait ajouté qu'une pression militaire, pour un grand changement politique, en Syrie, est nécessaire.

Les déclarations de Kerry interviennent, alors que les Etats-Unis et leurs alliés régionaux, notamment, le Qatar, l'Arabie et la

Turquie, sont en train de soutenir les opérations de Daesh, en Syrie.

Plus de 200.000 personnes ont perdu la vie, tandis que des millions d'autres ont été déplacées, pendant la crise, qui sévit depuis 4 ans, en Syrie, selon les chiffres des Nation Unies. french.irib.ir 14.03

3- Damas s'en prend à la politique d'hypocrisie, de mensonge et de dualité de l'Occident - french.irib.ir

Le vice-ministre des Affaires étrangères et des Expatriés, Fayçal Meqdad, s'en est pris, vivement, aux politiques et aux pratiques de nombreux responsables occidentaux, en particulier, celles des Français et des Britanniques, estimant qu'elles sont fondées sur l'hypocrisie, les mensonges et l'ambivalence des critères. «La plupart de ces responsables ne voient que leurs propres intérêts et adoptent des positions immorales, au détriment de la réalité», a estimé Meqdad, dans son article hebdomadaire, publié, aujourd'hui, par le journal libanais, «Al-Binaa». Meqdad a rappelé des décisions prises par les Etats-Unis et l'UE et qui avaient aggravé les souffrances du peuple syrien et approfondi sa crise, dont, récemment, la décision de l'UE d'imposer des sanctions à un groupe de Syriens, sous prétexte de travailler, dans un projet, sur l'usage de l'arme chimique.

«Les Européens soutiennent le terrorisme et les terroristes, en Syrie, et prétendent, en même temps, lutter contre le terrorisme de Boko Haram, qui a proclamé son allégeance, à Al-Baghdadi, au Nigeria», a souligné Meqdad. Il a averti, enfin, des résultats désastreux des politiques européennes, notamment, envers le soutien à «Daesh», au «Front Nosra», à «l'Armée terroriste libre» et à «l'Armée de l'Islam», et des tentatives de les présenter comme «opposition armée modérée». french.irib.ir 14.03

Irak. Intox. Alors qu'ils ont créé et armé Al-Qaïda.

Des fonds de la CIA ont servi à financer Al-Qaïda - LeMonde.fr

En 2010, un million de dollars provenant d'un fonds mis à la disposition du gouvernement afghan a atterri dans les coffres de l'organisation terroriste. LeMonde.fr 14.03

Cet article suggère notamment aux lecteurs que ce serait le gouvernement afghan qui financerait Al-Qaïda et non les Américains ou les Saoudiens...

Le gouvernement afghan n'étant décidément pas digne de confiance, cela justifie le maintien sur place de l'armée américaine et les dépenses colossales que cela représente pour les Américains appelés à soutenir la politique d'Obama et la boucle est bouclée.

Les Américains ont aussi de quoi être exaspérés

- "En cas de nouvelles frappes de la Coalition, nous viserons les positions américaines" (Hezbollah irakien) - french.irib.ir

Le Hezbollah irakien a averti les Etats-Unis qu'en cas de nouveaux raids aériens de la Coalition internationale anti-Daesh, contre les positions des forces de sécurité irakiennes, à Al-Ramadi, les intérêts américains, en Irak, seraient visés.

Selon Tasnim News, l'avertissement du Hezbollah irakien s'inscrit dans le cadre des réactions des milieux et des personnalités irakiens à l'attaque des chasseurs de la Coalition anti-Daesh contre les positions de l'armée irakienne, à Al-Anbar. Le porte-parole du Hezbollah irakien, Hossein al-Ramadi, a déclaré qu'en cas de poursuite de frappes aériennes intentionnelles de la Coalition internationale contre les positions des forces militaires et des volontaires populaires, le Hezbollah irakien y riposterait, fermement, en visant les intérêts des Etats-Unis, en Irak. Selon le quotidien "Al-Qods Al-Arabi", publié à Londres, les députés et les partis irakiens ont affirmé que la Coalition internationale anti-Daesh avait attaqué les forces irakiennes, aux alentours d'Al-Ramadi, suite à quoi pas moins de 40 soldats irakiens ont été tués, et des dizaines d'autres, blessés. Cependant, un commandant américain, membre de la Coalition internationale, a prétendu que la coalition n'avait effectué qu'un vol sur Al-Ramadi, n'ayant visé qu'une seule position, attaque, lors de laquelle aucun soldat irakien n'avait été tué, et que les avions irakiens avaient attaqué, par erreur, leurs propres forces.

Ces députés et partis irakiens ont affirmé que les Etats-Unis avaient pris pour cible, délibérément, les forces irakiennes et les volontaires populaires, et que l'ingérence américaine devait être stoppée. Dans ce droit fil, Abdelaziz Al-Zalemi, député de la Fraction Al-Ahrar, au Parlement irakien, a déclaré que le dernier raid aérien effectué, apparemment, par erreur, datait de jeudi dernier, dans la région d'Al-Bouzyab, lors duquel 40 forces de sécurité ont été tuées. En allusion à la capacité militaire de l'armée américaine, il a indiqué : «Sous de vains prétextes, invoquant une erreur, la Coalition internationale a bombardé les positions de l'armée et les forces volontaires populaires, car les Américains, disposant d'une telle capacité militaire, ne peuvent, guère, se tromper». Il a souligné que le gouvernement et le Parlement irakiens devraient expulser, de toutes leurs forces, la Coalition internationale, du sol irakien, et ne devraient pas lui permettre de voler dans le ciel irakien. french.irib.ir 14.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Canada

- Canada : Manifestations à travers le pays contre le projet de loi antiterroriste - french.irib.ir

Des manifestations ont eu lieu dans les grandes villes du pays pour dénoncer le projet de loi antiterroriste C-51 du gouvernement Harper.

Les protestataires exigent l'abrogation du projet de loi qui, selon eux, va à l'encontre du respect des droits et libertés. « Un des problèmes est que la définition de ce qu'est du terrorisme est vraiment ouverte. Avant les attentats de 2001, c'était une définition beaucoup plus précise. Maintenant, tout ce qui n'est pas complètement officiellement légal est tout à coup terroriste », dit Alroy Fonseca, un manifestant à Ottawa. Les manifestants se sont regroupés devant les bureaux du premier ministre Harper, à Ottawa, et devant les bureaux de ministres conservateurs ou de membres du Parti libéral du Canada, qui appuie le projet de loi.

À Montréal, les manifestants se sont rendus devant les bureaux du chef libéral Justin Trudeau.« Quand on a des convictions, il faut avoir le courage de ces convictions. Ça ne suffit pas de dire qu'on est contre et de voter pour comme les libéraux vont faire. Nous, on va voter contre, on va s'y opposer », a lancé le chef du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair, qui était sur place.

Le gouvernement Harper n'est pas en mesure d'expliquer comment ce projet de loi protégera davantage les citoyens, selon Thomas Mulcair french.irib.ir 14.03

ECONOMIE

1- Grèce

- Grexit : la polémique s'envenime entre Athènes et Berlin - latribune.fr

Dans la presse allemande, le ministre de la Défense grec, et chef de file des Grecs indépendants, parti de droite allié de Syriza au gouvernement, s'en prend au ministre des Finances allemand, accusé d'ingérence dans les affaires grecques. Il souligne le risque d'implosion de la zone euro en cas de sortie forcée de la Grèce.

Si la Grèce sort de la zone euro, l'Espagne et l'Italie finiront par en faire de même, met en garde le ministre grec de la Défense, dans une interview parue ce samedi dans le journal allemand Bild.

"Si la Grèce explose, l'Espagne et l'Italie seront les prochaines puis au bout d'un moment l'Allemagne. Il nous faut donc trouver une issue au sein de la zone euro mais cette issue ne peut pas être que la Grèce continue de devoir payer", dit Panos Kammenos.

Ce dernier est le chef de file des Grecs indépendants. Cette formation de droite souverainiste est alliée au sein du gouvernement grec au parti de gauche radicale Syriza, qui a remporté en janvier les élections législatives sur la promesse de mettre fin à la politique d'austérité exigée par les autres pays de la zone euro en échange de la poursuite du versement d'une aide financière internationale.

Plutôt une décote de la dette qu'un troisième plan d'aide

Panos Kammenos assure que la Grèce n'a pas besoin d'un troisième plan d'aide mais plutôt d'une "décote comme celle dont a bénéficié l'Allemagne en 1953 à la conférence de Londres sur la dette". Première puissance économique de la zone euro, l'Allemagne, en premier lieu son ministre des Finances Wolfgang Schäuble, est en pointe pour exiger que le nouveau gouvernement à Athènes respecte les engagements pris par ses prédécesseurs et poursuive dans la voie de la libéralisation de l'économie grecque et de l'austérité budgétaire pour réduire sa dette.

Athènes et Berlin sont engagés dans une joute verbale. La Grèce a officiellement protesté auprès du ministère allemand des Affaires étrangères contre des propos jugés insultants de la part de Wolfgang Schäuble à l'égard de son homologue grec Yanis Varoufakis. Wolfgang Schäuble dément avoir tenu les propos que lui attribuent des médias grecs au sujet de Yanis Varoufakis, qu'il aurait jugé "stupidement naïf".

Demande de réparations de guerre

Au sujet du ministre allemand des Finances, Panos Kammenos déclare, selon Bild: "Je ne comprends pas pourquoi il s'en prend à la Grèce tous les jours avec de nouvelles déclarations. C'est comme une guerre psychologique et Schäuble empoisonne la relation entre les deux pays de cette manière."

Selon lui, Wolfgang Schäuble doit composer avec le nouveau gouvernement grec car ce dernier est l'émanation du peuple grec. Panos Kammenos accuse l'Allemagne d'ingérence dans les affaires intérieures de la Grèce et ajoute: "J'ai le sentiment que le gouvernement allemand essaie de nous coincer et que certains veulent vraiment nous pousser en dehors de la zone euro."

Le gouvernement grec a relancé cette semaine sa campagne pour obtenir des réparations de guerre de l'Allemagne pour l'occupation de la Grèce par les nazis entre 1941 et 1944. L'Allemagne exclut de rouvrir ce dossier, qui, selon elle, a été définitivement réglé il y a des décennies.

Dans son interview à Bild, Panos Kammenos insiste sur cette demande de réparations: "L'or que les nazis ont pris à Athènes et emporté à Berlin valait beaucoup d'argent. Nous attendons une indemnisation pour cela et aussi pour le prêt forcé et la destruction de statues antiques."

Cesser d'accueillir les réfugiés

Il prévient en outre que la Grèce, porte d'entrée de l'Union européenne pour nombre d'immigrés, pourrait cesser d'accueillir des réfugiés en cas de sortie forcée de la zone euro.

"Plus aucun accord ne serait valide, plus aucun traité, rien. Nous ne serions plus contraints d'accepter les réfugiés en tant que pays d'entrée. Quiconque souhaite nous pousser hors de la zone euro devrait avoir conscience de cela", dit le chef des Grecs indépendants.

Il souligne aussi que la Grèce perd de l'argent avec les sanctions de l'Union européenne contre la Russie en raison de la crise en Ukraine. A ce titre, l'UE devrait verser des indemnités à la Grèce, dit-il. "Sinon, nous ne pouvons pas et ne voulons pas participer à des sanctions contre la Russie, qui ne font que nuire à notre économie", prévient-il. latribune.fr 14.03

2- Egypte

Avec des si et la dictature, l'argent coule à flot...

- Egypte: 36,2 milliards de dollars de contrats signés en trois jours de conférence - AFP

L'Egypte a signé des contrats d'un montant de 36,2 milliards de dollars (34,5 milliards d'euros) durant les trois jours d'une conférence économique organisée pour attirer les capitaux étrangers et relancer son économie chancelante, a annoncé dimanche le Premier ministre, Ibrahim Mahlab.

Parallèlement à ces contrats, quatre pays du Golfe ont promis des investissements et une aide de 12,5 milliards de dollars, lors de cette réunion organisée de vendredi à dimanche dans la station balnéaire égyptienne de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge.

L'Egypte a également obtenu 5,2 milliards de dollars en prêts et aides de fonds et d'institutions internationaux, a expliqué le Premier ministre lors de la cérémonie de clôture.

Baptisé conférence sur "l'avenir" de l'Egypte, cet évènement était éminemment politique et a montré les soutiens internationaux dont bénéficie le président Abdel Fattah al-Sissi, qui se veut le fer de lance des pays arabes dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Il est pourtant accusé par les organisations de défense des droits de l'Homme d'avoir mis en place un régime plus répressif encore que celui de Hosni Moubarak, renversé en 2011 par une révolte populaire, car il réprime toute opposition depuis qu'il a destitué l'islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013.

Parmi les contrats signés figure celui avec le géant pétrolier britannique BP pour un investissement de 12 milliards de dollars dans un champ gazier de l'ouest du delta du Nil. Son exploitation avec son partenaire russe DEA pourrait assurer une production équivalente au quart de la production actuelle du pays.

Le conglomérat allemand Siemens a également signé un contrat de 4 milliards d'euros (4,18 milliards de dollars) pour la

construction d'une centrale électrique d'une capacité de 4,4 gigawatts et des éoliennes d'une capacité totale de 2 gigawatts.

Vendredi, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Koweït, qui ont déjà largement subventionné l'Egypte depuis la destitution de M. Morsi, ont frappé les esprits en promettant quatre milliards de dollars chacun en aides ou en investissements. Oman a rajouté 500 millions.

"L'Egypte a besoin de pas moins de 200 à 300 milliards de dollars pour qu'il y ait véritablement de l'espoir pour les 90 millions (d'Egyptiens), pour qu'ils puissent vivre, travailler et être heureux", a affirmé M. Sissi dans un discours plus tôt dimanche.

Alors que le pays est régulièrement secoué par des attentats jihadistes meurtriers, la conférence s'est déroulée sans incident. (Ils avaient passé la consigne à leurs barbares. - ndlr)

Plusieurs ministres occidentaux ont fait le déplacement à Charm el-Cheikh, dont le chef de la diplomatie américaine John Kerry, signe du soutien de Washington à l'allié égyptien, malgré les critiques régulières au sujet de la répression menée par Le Caire contre tout type d'opposition, islamiste mais aussi laïque.

Dans les mois qui ont suivi la destitution de M. Morsi, plus de 1.400 manifestants pro-Morsi ont été tués, plus de 15.000 de ses partisans emprisonnés et des centaines condamnés à mort dans des procès de masse expéditifs.

Mais l'Egypte, qui possède l'armée la plus puissante de la région, demeure un allié incontournable pour les Occidentaux dans le monde arabe, où le groupe EI monte en puissance en Egypte et en Libye, après avoir conquis de larges territoires en Syrie et en Irak.

M. Sissi a réclamé la création d'une force arabe commune pour combattre le "terrorisme" dans la région, une initiative qu'étudiera la Ligue arabe lors d'un sommet fin mars. AFP 15.03

Haut de page

Le 17 mars 2015

CAUSERIE

Je viens de m'apercevoir que je n'avais pas terminé un passage, mais bon les lecteurs attitrés connaissent la suite !

Conditionnement et propagande du chaos. Après les musulmans, le retour des Roms.

Dans la poubelle nauséabonde de l'inquisition version médiatique. Nostalgie quand tu me tiens.

- Le maire de Cholet traite une journaliste de «pétasse» - 20minutes.fr

Le maire de Cholet n'a visiblement pas apprécié un article de la journaliste de Libération à son endroit. 20minutes.fr 16.03

Ce sont des propos qui ont été prononcés lors d'un conseil municipal. Il faut donc en conclure que les journalistes de Libération participitent à tous les conseils municipaux des 36.500 communes de France ou qu'un élu ou une personne présente lors de conseil municipal ne pouvant pas piffrer le maire ou ayant juré d'avoir sa peau a cru bon de rapporter ce propos somme toute modéré à ce torche-culs de banquiers.

Rappel et précision pour cerner le contexte.

- Précisons que ce maire en est à son troisième mandat d'affilé et qu'il a été réélu avec près de 60% des suffrages exprimés.

- Depuis près de deux ans il fait l'objet d'un acharnement de Libération qui a de quoi le rendre nerveux. Libération lui a consacré pas moins de 10 articles mobilisant trois journalistes ou se camouflant derrière l'AFP :

1- Gens du voyage : l'escalade de la haine - 22 juillet 2013

2- Dérapage sur les gens du voyage : Bourdouleix vers l'exclusion - 22 juillet 2013

3- Bourdouleix, un récidiviste qui plombe l'UDI - 22 juillet 2013

4- Bourdouleix menace d'emmener ses troupes avec lui s'il est exclu de l'UDI - 23 juillet 2013

5- A Cholet, «y a qu'à voir comment on est installés» - 23 juillet 2013

6- Propos sur Hitler et les tsiganes : Bourdouleix demandera le renvoi de son procès - 17 janvier 2014

7- Hitler et les gens du voyage : Bourdouleix écope d'une amende avec sursis - 23 janvier 2014

8- Gilles Bourdouleix fait appel de sa condamnation pour ses propos polémiques - 28 janvier 2014

9- Gens du voyage : le maire de Cholet Gilles Bourdouleix condamné à 3 000 euros d'amende - 12 août 2014 10- A Cholet, le maire anti-gens du voyage ferme leur aire d'accueil - 10 mars 2015

J'ai pu en oublier.

Rappel des faits.

Il répond à des provocations par une provocation, à des insultes infâmes par une réponse dans le même registre ou sur le même ton sans que les personnes concernées ne les entendent. A l'arrivée il sera tout de même condamné en justice, les Roms et surtout ces salopards de journalistes ayant tous les droits et lui aucun, au passage donnant raison au FN ou aux racistes de tous poils, le but de cette affaire montée de toutes pièces par des journalistes zélés qui relayaient la propagande du gouvernement.

Libération - «Excédé par des saluts nazis et les accusations de racisme qui fusent, le député-maire, provocant à son tour, marmonne "Comme quoi, Hitler n'en a peut-être pas tué assez..."», a écrit le quotidien, en précisant que seuls les policiers et les agriculteurs à proximité de l'élu ont entendu ses propos, les gens du voyage «ayant alors tourné les talons». L'enregistrement de ces propos, dont l'AFP a pris connaissance, a été mis en ligne par le quotidien sur son site internet lundi à la-mi-journée.

Gilles Bourdouleix a affirmé à l'AFP que l'enregistrement de ses propos avait été «manipulé» et constituait «un bidouillage». Qualifiant l'enregistrement de «règlement de compte», l'élu a expliqué que le journaliste, après coup, «a bidouillé un enregistrement», dans lequel il y a «des coupures», «en me faisant dire des propos que lui-même venait de me dire et que j'ai répétés, étonné, qui ne correspondaient pas à ce que j'avais dit», a-t-il assuré. L'élu a expliqué avoir marmonné, dans le campement, «que si c'était Hitler, il les tuerait ici, l'air de dire ils ont de la chance que je ne sois pas Hitler». «Le journaliste se rapproche, dit "quoi? Hitler en a pas tué assez?" Je répète sa phrase étonné et j'embraye après. Tout ça est un montage scandaleux», a poursuivi le député-maire.

«Ce n'est pas moi qui ai fait référence à Hitler, ce sont les gens du voyage qui m'ont traité d'Hitler en me faisant le signe nazi», a également assuré Gilles Bourdouleix. «On traite un élu d'Hitler, ça ne choque personne, ni M. Borloo ni personne», a-t-il regretté. Il maintient sa plainte contre le journal pour diffamation, atteinte à l'honneur et à l'image. Libération et AFP 22 juillet 2013

Autrement dit, répétons-le, les personnes (les Roms) concernées par les propos de Bourdouleix ne les avaient pas entendus, donc ils ne pouvaient dire qu'il les avait insultés, cela équivalaient à des propos tenus en privé ou en présence de personnes auxquelles ils ne s'adressaient pas, de simples témoins en quelque sorte, donc partant de là on n'aurait jamais dû en entendre parler, sauf que l'oreille d'un journaliste traînait par là et les a repris pour en faire un objet de polémique susceptible d'alimenter la propagande du gouvernement...

Ces flics de la pensée ou de l'idéologie dominante sont à l'affût de tout dérapage, du moindre mot, de tout propos pouvant être interprété comme un outrage à la pensée unique que chacun doit adopter, ce qui déclenche chez eux une crise d'hystérie similaire à ce qu'on peut observer chez les dictateurs qui s'acharnent sur leurs victimes.

Notre propos n'est pas de prendre position pour ou contre Bourdouleix, nous mettons simplement en relief le procédé scélérat de la délation utilisée par Libération pour montrer que cette feuille hygiénique aurait tout à fait sa place sous un régime comparable à celui de Vichy ou de Porochenko pour que les plus jeunes lecteurs comprennent bien de quoi il s'agit au juste. On ne sait pas encore si cette «pétasse» va porter plainte pour injure ou insulte.

On retiendra que pour cette officine de renseignement de la dictature, tous les moyens sont bons pour nourrir la propagande du régime contre la liberté d'expression, et nuire à leur victime qu'ils ont décidé d'abattre ou qui a fait l'objet d'une vulgaire instrumentalisation de leur part pour parvenir à leurs fins politiques.

Les médias préfèrent le bras tendu des fascistes qui paradent à Kiev ou à Riga soutenus par Berlin et Paris.

- Comme avec Poutine, ils ne savent plus quel argument invoquer ou quel coup bas trouver pour décrédibiliser le gouvernement grec qui ne leur convient pas, afin qu'il se soumettre à leur politique néolibérale.

- Après avoir mis en place un gouvernement néonazi pour appliquer leurs réformes structurelles et leur politique de régression sociale généralisée, ils exigent que Syriza en fasse autant. Si Syriza refusait, partant du constat que la Nouvelle Droite et le Pasok ne sont pas parvenus à appliquer la totalité du programme de la troïka et qu'ils en auraient encore moins les moyens demain, à quel scénario pourraient-ils recourir en dernier ressort, sinon celui mis en oeuvre en Ukraine après avoir totalement paralysé ou asphyxié l'économie grecque ?

- Ce doigt d'honneur de Varoufakis qui crée la polémique en Allemagne - lefigaro.fr

Malgré ses dénégations dimanche sur la chaîne allemande ARD, le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, a bien adressé un doigt d'honneur à l'Allemagne lors d'une conférence en 2013. La polémique monte. lefigaro.fr 16.03

Là les faits remontent à une conférence donnée en Croatie en 2013 par Varoufakis.

lefigaro.fr - Dimanche soir, le très critiqué ministre avait accepté de participer à l'incontournable talk show de l'ARD, en deuxième partie de soirée, animé par Günther Jauch. lefigaro.fr 16.03

L'ARD regroupe 9 stations de radiodiffusion régionales allemandes qui diffuse la première chaîne de télévision allemande, Das Erste, il est présent dans ARTE et Phoenix (Bundestag) et possède trois chaines thématiques. (source : Wikipedia)

De la même manière que Washington ne supporte pas l'élection ou la réélection de Maduro, Morales, Correa, Rousseff, Poutine, Assad, etc. Berlin, Paris et Bruxelles ne supportent pas que Syriza ait remporté les dernières élections législatives en Grèce.

Ils sont démocrates à condition que le candidat de leur choix ait été élu, dans le cas contraire les masques de l'imposture tombent et ils se révèlent être de véritables dictateurs ne supportant pas la démocratie, même déformée ou qui finalement ne remet pas en cause le capitalisme.

En complément.

L'UE est de connivence avec les néonazis pour qu'ils en attendent quelque chose.

- Kiev attend de l'UE qu'elle maintienne la pression sur Moscou - Reuters

Pourquoi les ont-il laissé proliférer pendant des années ?

- Cinq sites internet faisant l'apologie du terrorisme ont été fermés - Francetv info

Un millier de sites jugés "dangereux" sont également surveillés par le ministère de l'Intérieur. Francetv info 16.03

L'Empire ne supporte pas d'avoir perdu l'élection présidentielle au Brésil

- Brésil : le Parti des travailleurs au cœur du scandale de corruption Petrobras - LeMonde.fr

L'Empire ne supporte pas qu'on lui résiste.

- Négociations sur le nucléaire iranien: incertitudes sur un accord fin mars - AFP

- Les droits de l'homme se « détériorent » en Iran, selon l'ONU - LeMonde.fr

Chasse aux sorcières. Au tour des avocats

- Mis en examen, l'avocat Hubert Delarue dénonce "une procédure en sorcellerie judiciaire" - AFP

L'ancien bâtonnier d'Amiens Hubert Delarue, soutenu par des ténors du barreau, a dénoncé lundi "une procédure en sorcellerie judiciaire" après sa mise en examen pour "usage de faux" par le juge lillois Jean-Michel Gentil.

"Je viens aujourd'hui, entouré de mes confrères pour défendre à la fois mon honneur et celui de la profession que j'exerce depuis 35 ans. Je suis la victime d'une procédure en sorcellerie judiciaire dans laquelle, sans le moindre élément, la moindre preuve, dans un dossier dans lequel personne ne me met en cause, je me vois mis en examen au motif que j'aurais produit en toute connaissance de cause un document faux à la justice", a expliqué l'avocat à la presse.

Une trentaine d'avocats, dont de nombreux ténors du barreaux comme Mes Hervé Témime, Thierry Herzog, Pierre Haïk, Patrick Maisonneuve, Jean-Yves Leborgne, Jean-Yves Lienard ou Eric Morain, ont apporté leur soutien à leur confrère au palais de justice de Paris, en présence des bâtonniers de Paris, Pierre-Olivier Sur et d'Amiens Me Gonzague de Limerville.

"Nous étions certains que l'information sur cette mise en examen allait sortir et nous avons décidé de prendre les devants", a expliqué Me Henri Leclerc, avocat de M. Delarue, en annonçant qu'il allait saisir la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Douai (BIEN Douai) pour réclamer "l'annulation de la mise en examen" et d'une "perquisition" réalisée auparavant par le juge Gentil au cabinet de l'avocat.

L'affaire remonte à 2012 lorsque le cabinet d'Hubert Delarue transmet à un juge une demande de remise en liberté de l'un des ses clients, en détention provisoire depuis plusieurs années dans un dossier de stupéfiants. Il joint à cette demande un certificat de travail remis par son client qui se révèlera être un faux, a relaté Me Leclerc. Une instruction pour du faux et usage de faux est conduite par un premier juge qui a entendu Me Delarue en fin d'année dernière. Il a estimé qu'il n'avait rien à lui reprocher et mis fin à son enquête. Mais dès son arrivée à Lille, le juge Gentil a rouvert le dossier qui était alors au règlement au parquet, a perquisitionné au cabinet d'Hubert Delarue et mis ce dernier en examen, a précisé le célèbre avocat pénaliste.

"Un avocat auquel des pièces sont remises ne peut en aucun cas être tenu pour responsable de leur authenticité", a affirmé Me Corine Dreyfus-Schmidt, présidente de l'association des avocats pénalistes qui soutien également Me Delarue.

"Nous n'avons pas la capacité de contrôler les documents qu'on nous remet. Avec cette mise en examen, peut-être que demain certains avocats hésiteront à les utiliser et cela conduira à une paralysie de la défense", a abondé Me Leborgne.

Pour Me Delarue, "on assiste aujourd'hui a une dérive institutionnelle de quelques juges qui considèrent que les avocats, qui parfois défendent des voyous, sont aussi des voyous".

"Mettre en examen un avocat et perquisitionner son cabinet doivent nécessiter des indices particulièrement graves, des éléments déterminants, et ce n'est pas le cas dans cette affaire", a dénoncé Me Leclerc. AFP 16.03

ACTUALITÉ DU JOUR

La dernière cause nationale ou prioritaire des repus qui nous gouvernent.

Grille de lecture.

- C'est un peu maigre pour se refaire une santé à la veille d'élections.

- Quelle touchante attention, comme quoi ils ne sont pas aussi inhumains que veulent bien le dire leurs opposants.

- Alors qu'il y en a qui peinent à se nourrir, il faudrait s'apitoyer sur le sort de celles pour lesquelles la maigreur n'est pas le produit d'une frustration ou une injustice mais un choix délibéré, parfois socialement désespéré, un luxe ou un business en vendant leur corps comme d'autres se prostituent.

- Qu'est-ce qui pousse de jeunes femmes à mettre en scène leur corps pour assurer leur survie, sinon l'absence de débouchés socials, d'avenir, pour des femmes sans diplôme ou formation, le chômage, le capitalisme.

- On se disait aussi que les Africains qui crèvent de faim ou de sous-alimentation n'étaient pas vraiment concernés ou ne pouvaient pas être une priorité pour le gouvernement.

- Qu'est-ce qu'un régime qui tend à imposer son mode de pensée et de vie à chaque citoyen, qui s'immisce sans cesse dans leur vie privée sinon une dictature, ne serait-ce pas là sa définition ?

- Le gouvernement contre l'extrême maigreur des mannequins - Reuters

- Un député veut interdire les mannequins trop maigres - Le Huffington Post

Le gouvernement soutiendra des amendements contre la dénutrition des mannequins et l'apologie de l'anorexie qu'un député socialiste veut inscrire dans le projet de loi santé, a déclaré lundi Marisol Touraine.

"Indiquer que, quand on est mannequin, on doit aussi s'alimenter et prendre soin de sa santé, c'est un message important, et c'est un message important en particulier à destination des jeunes filles (...) qui voient dans ces mannequins des modèles esthétiques", a déclaré la ministre de la Santé sur BFM TV et RMC.

Le premier vise à "interdire le recours à des jeunes femmes d'extrême maigreur, dont le poids les mettrait en danger" dans le mannequinat. "Les mannequins devront présenter pour cela un certificat médical avant une embauche et quelques semaines après", explique-t-il. "Si les agences ne respectent pas cette réglementation, elles seront pénalement responsables. Avec des sanctions pouvant aller jusqu'à 75.000 euros d'amende et six mois d'emprisonnement."

Le deuxième amendement qu'il propose vise à créer un "délit de provocation à la maigreur excessive." L'objectif est notamment de contrer les sites internet dits "pro-ana", qui encouragent l'extrême maigreur.

Quelque 30.000 à 40.000 personnes souffrent d'anorexie en France, en majorité des adolescentes, selon Olivier Véran, qui est médecin. Reuters 16.03

Et les vieux qui progressivement s'alimentent moins et maigrissent, vous allez les engraisser comment, de force ? A coup de sanctions ? On a bien à faire à des déséquilibrés mentaux.

Et pour les pauvres qui voudraient bouffer à leur faim sans avoir à aller quémander de la nourriture auprès d'une association, vous faites quoi ? Vous ne pouvez pas les embastiller car ils sont trop nombreux et les nourrir vous coûterait une fortune; de toutes manières Bruxelles vous l'interdirait Maastrich et TSCG oblige.

Pour nos lecteurs les plus pauvres.

- Les magasins de déstockage, nouveau hard discount - Francetv info

Des produits à prix cassés, voilà ce que proposent les magasins de déstockage. Ici les produits sont vendus de 30 à 50% moins chers que ceux vendus dans les supermarchés traditionnels. Ils sont aussi moins coûteux que ceux de leurs concurrents directs, les hard discount.

La vente de ces produits n'est pas interdite. D'après la loi, les conserves peuvent être vendues encore dix-huit mois après leur date de péremption. Aujourd'hui en France, 300 magasins de ce type existent et si certains clients y voient une réponse à la crise, d'autres entendent par ce biais, agir contre le gaspillage alimentaire. Francetv info 16.03

On a toujours la situation des plus pauvres à l'esprit, parce qu'on est issu de ce milieu, parce que ma mère vit sur la retraite de mon père qui était menuisier, parce qu'on ne fait pas partie des nantis loin de là, parce qu'on vit entouré de pauvres, c'est vrai que cela aide à y penser l'air de rien, comme à ne jamais oublier l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui devrait guider notre action : s'emparer du pouvoir politique pour éradiquer la pauvreté, se débarrasser du capitalisme...

A la mangeoire en famille. Collusion-corruption. Le "vote utile" n'est pas une exclusivité du PS.

Grille de lecture.

- Pour qui roule le Front de gauche ? Réponse ci-dessous par lui-même.

- S'allier à un parti bourgeois, EELV, c'est "crédible et utile", vraiment, pour qui ?

- "Autonomie au premier tour vis-à-vis des forces gouvernementales", et alignement sur les "forces gouvernementales" au second. On ne se refait pas.

- Et ils se permettent de donner des leçons aux populistes...

- Eric Coquerel : "Des alliances avec EELV" pour les Départementales - Francetv info

Concernant la stratégie du Parti de gauche, Eric Coquerel explique que "globalement, dans la grande majorité des cantons nous

ne sommes plus dans la situation des municipales. Il y aura autonomie au premier tour vis-à-vis des forces gouvernementales. La deuxième chose que nous avons essayé de mettre en place, c'est d'être crédible et utile, donc le plus possible avec des alliances avec des forces non gouvernementales comme EELV, et on y parvient dans environ 25% des cantons en France", détaille le coordinateur politique du Parti de gauche. Francetv info 16.03

La guerre à tous les peuples.

1- Les Etats-Unis vont ralentir leur retrait d'Afghanistan en 2015 - AFP

Les Etats-Unis vont ralentir leur rythme de retrait d'Afghanistan en 2015, à la demande de leurs chefs militaires sur le terrain, renonçant à réduire leur présence à 5.500 hommes à la fin de l'année, a-t-on appris lundi auprès de responsables américains.

La Maison Blanche doit tenir dans les jours à venir des réunions pour préparer une décision définitive qui devrait être annoncée la semaine prochaine, à l'occasion de la visite à Washington du président afghan Ashraf Ghani, selon ces sources.

"Il n'y a pas de décision finale mais les indications sont que les niveaux de retrait vont être revus" a déclaré un responsable américain de la Défense à l'AFP.

La Maison Blanche ne semble pas en revanche remettre en cause l'objectif d'un retrait total des troupes à la fin 2016, qui est une promesse de Barack Obama, ont-ils ajouté.

L'évolution de Washington est due en partie à l'élection de Ashraf Ghani, vu par les Américains comme un leader prometteur, plus ouvert a la coopération avec les Etats-Unis que son prédécesseur Hamid Karzaï. (Lire avec les talibans- ndlr)

Digne de la barbarie de l'Emirat islamique.

- Des témoignages accablants sur une exécution controversée en Oklahoma - Lemonde.fr

Près d'un an après l'exécution controversée de Clayton Lockett en Oklahoma, dans le sud des Etats-Unis, des témoignages rendus publics, lundi 16 mars, confirment le manque de préparation et de personnel expérimenté pour réaliser cette procédure.

Ces 5 000 pages ont été publiées par le quotidien local The Tulsa World, qui a porté plainte contre les autorités de l'Etat pour obtenir une pleine transparence sur les événements du 29 avril 2014. Une audience est prévue le 27 mars, devant un tribunal de comté. Plusieurs autres médias, dont The Guardian et Associated Press, ont formulé une requête similaire auprès de l'Etat du Missouri, dont ils exigent « la liste et l'origine des produits employés pour les exécutions ».

Clayton Lockett est mort dans d'apparentes souffrances au bout de 43 minutes – au lieu de 10 minutes habituellement – après que l'intraveineuse posée à l'aine eut sauté. Le produit injecté, le midazolam, s'est alors répandu dans ses chairs et non dans ses veines.

Selon des témoins, la chambre d'exécution était en proie à « une pagaille sanglante », « comme un film d'horreur ». Le médecin et l'infirmière mobilisés étaient sous pression ce soir-là : deux mises à mort étaient prévues à deux heures d'intervalle. Ils ont lutté pour trouver une veine et c'est le prisonnier lui-même qui a suggéré l'aine.

L'infirmière a dit aux enquêteurs qu'elle n'avait jamais posé d'intraveineuse auparavant sur l'artère fémorale et que le médecin remplaçant aussi semblait manquer d'expérience. Quand elle lui a dit que les aiguilles semblaient trop courtes pour cette procédure, il lui avait répondu : « il faudra bien que ça marche », selon la retranscription de l'interrogatoire de cette dernière.

Quand l'injection a mal tourné et que Clayton Lockett, encore bien conscient, se soulevait de la table d'exécution, visiblement en souffrance, elle a tenté de calmer le docteur, furieux d'avoir été réquisitionné : « Je suis juste remplaçant de toute façon. Je ne sais même pas pourquoi j'ai accepté de faire ça. »

Selon le Tulsa World, les doses de midazolam n'étaient pas étiquetées comme il se doit avec le nom du prisonnier et de celui qui devait être mis à mort deux heures plus tard, mais dont l'exécution a finalement eu lieu six mois plus tard. La Cour suprême des Etats-Unis examinera le 29 avril la question de l'injection létale. Un an, jour pour jour, après l'agonie de Clayton Lockett. Lemonde.fr 16.03

L'Empire craque de partout, achevons-le !

- Du doute à la certitude le chemin est long, sauf si celui pour en arriver là a déjà pris beaucoup de temps.

1- Près d'un Américain sur trois a changé ses habitudes en ligne après les révélations Snowden - LeMonde.fr

De nombreux Américains doutent que les programmes révélés par le lanceur d'alerte se préoccupent de l'intérêt général. LeMonde.fr 16.03

2- Au Mexique, une célèbre journaliste renvoyée pour son soutien à « MexicoLeaks » - LeMonde.fr

« C'est un attentat à la liberté d'expression ! », tonnait, lundi 16 mars à Mexico, la journaliste Carmen Aristegui devant les locaux de Radio MVS. La veille, son employeur avait annoncé la rupture du contrat qui le liait à l'animatrice de Noticias MVS, l'émission matinale d'information la plus écoutée du Mexique. Aussitôt, de nombreuses voix se sont levées pour dénoncer un acte de censure.

L'origine de l'affaire remonte au 10 mars. Ce jour-là, Mme Aristegui annonce à l'antenne que son équipe et Radio MVS participeraient au projet de MexicoLeaks, plate-forme Internet indépendante qui invite les citoyens à dénoncer des affaires de corruption. La direction de Radio MVS fait vite savoir qu'elle rejette cette participation. « Les alliances stratégiques sont décidées par l'administration de l'entreprise et non par ses collaborateurs », a rappelé un communiqué publié le lendemain, précisant que « l'usage de la marque [sans autorisation] a trompé le public ». Dans la foulée, deux journalistes de l'équipe d'investigation de Noticias MVS, Daniel Lizarraga et Irving Huerta, sont licenciés.

Ces derniers sont les auteurs d'une enquête fracassante, publiée en novembre, sur un possible conflit d'intérêts dans l'achat de la somptueuse « maison blanche » de l'épouse du président, Enrique Peña Nieto. Avant leur renvoi, les deux journalistes enquêtaient sur d'autres affaires de malversations financières impliquant des membres du gouvernement, ainsi que sur des violations des droits de l'homme par l'armée.

Droit à informer

« Cette bataille est celle de notre droit à informer », avait réagi Mme Aristegui en exigeant la réintégration de ces enquêteurs au sein de son équipe. À son tour, elle s'est fait licencier.

« L'entreprise ne peut pas accepter les ultimatums de ses collaborateurs », a justifié son employeur dans un communiqué, provoquant une tempête médiatique. « C'est un prétexte pour l'exclure des ondes avec les deux journalistes qui ont réalisé l'enquête sur la maison blanche », a dénoncé la politologue Denise Dresser, dans une tribune, publiée lundi dans le quotidien Reforma et titrée « Je suis Carmen ». Même levée de boucliers de la part de nombreux intellectuels et éditorialistes mexicains qui dénoncent un message d'intimidation destiné aux journalistes critiques envers le pouvoir en place.

Lundi, une manifestation de soutien a été organisée devant les locaux de Radio MVS à Mexico. La protestation enfle aussi sur les réseaux sociaux. Le hashtag, #EnDefensaDeAristegui, bat des records d'audience sur Twitter. Diffusée sur la plateforme, Change.org, une pétition a récolté près de 170 000 signatures soutenant la journaliste qui a déjà eu des démêlés avec ses directions pour son franc-parler.

En février 2011, Mme Aristegui avait été renvoyée de Radio MVS après avoir sommé le président Felipe Calderon (2006-2012) de répondre à une rumeur sur ses problèmes d'alcoolisme. Une semaine plus tard, la station la réintégrait à son poste pour calmer le tollé public. La mobilisation des auditeurs et des internautes sauvera-t-elle à nouveau Carmen Aristegui ? LeMonde.fr 16.03

Un journaliste du Monde qui oserait s'attaquer à la ligne éditorialiste de sa direction serait mis au placard, conduit à la démission ou débarqué, idem dans la totalité des médias français qui pratiquent le consensus ou relaient la politique dictée à Washington.

PS. La guerre, encore la guerre, rien que la guerre depuis un siècle.

- Syrie: Valls regrette les propos de Kerry sur des négociations avec Assad - AFP

- La France refuse toute "remise en selle" de Bachar al Assad - Reuters

- Myard: la main tendue de Kerry à Assad est une "gifle" pour la France - AFP

Après les déclarations de Kerry, Assad attend des actes - Reuters

Le président syrien Bachar al Assad a répliqué lundi au secrétaire d'Etat américain John Kerry en affirmant que son avenir dépendait uniquement du peuple syrien et que les déclarations venues de l'extérieur ne le regardaient pas.

"Nous sommes encore au stade des déclarations et nous devons attendre des actes avant de décider", a-t-il dit dans une interview à une télévision iranienne, reprise par l'agence officielle de presse syrienne.

La porte-parole du département d'Etat, Marie Harf, a tenu dimanche soir à revenir sur les propos de John Kerry et a affirmé que celui-ci ne faisait pas spécifiquement référence à Assad. Washington, a-t-elle insisté, ne négociera jamais avec le président syrien.

A la télévision iranienne, Assad a dit que tout changement de l'attitude internationale à l'égard de la situation en Syrie serait positif. Mais il a également réaffirmé que les pays devaient mettre fin au soutien aux "groupes terroristes", l'expression qu'utilise Damas pour désigner les insurgés. (En réalité les barbares d'Al-Qaïda, Al-Nosra et de l'Emirat islamique créés et armés par les Américains et bien entendu les Français. - ndlr)

Commentaire d'un internaute.

1- "Les USA entraînent les rebelles en Turquie et en Jordanie, la France leur livre des armes (voir l'article dans le Point), tout comme le Qatar, l'Arabie Saoudite, Israel soigne les rebelles dans ses hôpitaux et leur offre l'aide de ses services secrets, renseignement... effectivement, on comprend qu'Assad attende des actes concrets après ces paroles mielleuses de Kerry ! Sans tous ces efforts de guerre, il n'y aurait pas de conflit armé en Syrie."

2- "Hollande et les autres sous-fifres des USA vont finir par obéir aux maîtres américains, c'est une question de temps et il faut qu'ils s'en sortent avec un minimum de dignité..."

Voilà qui va exaspérer un peu plus les chefs de guerre Hollande, Valls et Fabius.

- Second coup anti Nosra d'Assad en une semaine? - french.irib.ir

Pour la seconde fois en l'espace d'une semaine, l'Armée de l'Air syrienne a violemment bombardé le centre de commandement des terroristes d'Al Nosra dans la banlieue de Quneitara , tuant et blessant 120 chefs terroristes. selon Raï al Youm, le cent com des terroristes nosrtatistes se trouvait dans la localité de Lawa al Az à Al Savissa.

Cette seconde attaque a provoqué de très lourds dégâts et éliminé plusieurs commandants du mouvement terroriste. L'un des trois chefs de guerre ainsi tués était originaire de Daraa. Les blessés ont été évacués dans l'hôpital Al Shajara dans le sud ouest de Sayda au Golan syrien soit près des frontières jordaniennes Al Nosra a tenté de dissimuler les dégâts et les pertes de cette seconde attaque produite samedi l'après midi. Début mars, la réunion des commandants d'Al Nosra a été pris pour cible de raids de l'aviation syrienne french.irib.ir 15.03

ACTUALITE EN TITRES

Les bonnes nouvelles de l'AFP qu'il ne fallait absolument pas manquer

- Le fabricant de missiles MBDA va voir son activité rebondir après un creux en 2014 - AFP

- Un rare diamant de 100 carats exposé à Dubaï avant sa mise aux enchères à New York - AFP

L'extrême droite n'a plus qu'à se baisser pour les ramasser. Les feuilles mortes se ramassent à la pelle...

- Départementales: Marine Le Pen "remercie" le PS qui fait "tomber les voix" pour le FN - AFP

Comme quoi le PS et ses satellites fraie bien la voie à l'extrême droite.

- Dans l'Aisne, se faire soigner est devenu quasi impossible - Francetv info

Un sondage indique que les habitants de l'Aisne s'apprêtent à voter en majorité pour le FN au premier tour des départementales. Francetv info 16.03

Ce sont les faits, rapport de cause à effet ou conséquence, fastoche à comprendre, non ?

A la différence des médias qui relatent ou suggèrent ce rapport comme si c'était une fatalité ou qu'on serait impuissant à

l'inverser, nous nous employons à montrer qu'il est à la fois le produit de l'imposture et de la nature du PS, sinon on ne peut pas comprendre comment on en est arrivé là et combattre à la fois le PS et l'extrême droite, ce que ne fait pas et ne peut pas faire le PS puisqu'il va soutenir les candidats du PS au second tour des prochaines élections, il est incapable d'aller à l'affrontement avec le PS et même avec le FN, parce que comme eux il est lié au régime.

Haut de page

Le 18 mars 2015

CAUSERIE

On se contentera de ces réflexions politiques pour aujourd'hui. Si je puis dire, car cela m'a demandé plusieurs heures pour les rédiger, d'une traite comme d'habitude, ce qui ne serait pas possible en ayant un sexe en guise de cerveau !

J'ai encore un sujet à aborder : La manière dont on présente les choses ou la fâcheuse habitude qui consiste à réduire la situation à un ou quelques facteurs ou de s'en tenir à une unique explication, alors que plusieurs sont valables ou s'imposent, à des degrés divers certes, mais c'est seulement l'ensemble de ces explications qui permettent de comprendre la situation et son évolution probable, dans le cas contraire ce sera impossible ou on sera induit en erreur.

Quelques réflexions politiques

1- C'est quoi un Etat dont les policiers se permettent de convoquer un enfant de 8 ans parce qu'il aurait tenu des propos qui ne seraient pas conforme au discours officiel ou du gouvernement, qui menacent ses parents d'emprisonnement sur la base de propos rapportés que leur enfant aurait tenus ou non, et dont forcément à son âge il ne pouvait comprendre ni la signification exacte ni la portée, sinon une dictature ?

Quelle étiquette porte le dictateur ? Celle du PS, de ses satellites, de ses alliés électoraux.

Quelle étiquette porte le FN ? Celle du dictateur. Et il ne serait pas permis de faire le rapprochement entre les deux ? Refuser de faire ce rapprochement c'est faire dans le déni, c'est adopter la même méthode gouvernance du PS ou qui préside à la propagande du gouvernement ou de la désinformation des médias institutionnels.

On comprend parfaitement pourquoi nombreux sont ceux qui rechignent à entrer dans cette discussion ou seulement à bien vouloir se pencher sur cet argument qui porte un coup fatale à la stratégie politique qu'ils avaient adoptée en la justifiant pendant tant d'années, justement en refusant de prendre en compte la véritable nature réactionnaire du PS qui aujourd'hui leur explose à la figure.

Comme ils sont d'une mauvaise foi incurable ou veulent toujours avoir raison même quand les faits démontrent manifestement le contraire, ils nous rétorqueront qu'ils le savaient très bien, sauf qu'on s'en contrefout qu'ils le savaient ou non, ce qui compte ce sont les faits et leurs conséquences, ils l'ont passé sciemment sous silence ou ils ont considéré que la réelle nature du PS était secondaire, ce que justement nous contestons depuis des années, à raison semble-t-il puisque c'est elle qui préside à l'avenir du régime en place ou prépare les événements à venir au programme duquel figure la liquidation de tous nos droits et l'instauration d'une dictature qui est déjà en train de se mettre en place sous l'égide du PS.

Qu'on se comprennent bien, nous sommes parfaitement lucide et serein, et jamais nous n'emploierons les méthodes de notre ennemi, nous ne demandons pas des têtes, nous demandons juste un réexamen de la lutte des classes depuis l'assassinat de Trotsky pour comprendre ce qui n'a pas marché et pourquoi cela n'a pas marché.

Les procès en sorcellerie ou les séances d'autocritiques ne font pas partie de nos principes qui demeurent attachés à la libre discussion ou à la confrontation loyale et sincères des idées sur la base des faits uniquement. Il nous faut admettre qu'il existe plusieurs explications à la situation actuelle, ce n'est pas un unique facteur ou rapport qui nous a conduit où nous en sommes, et ce n'est pas un unique dirigeant qui en porterait la responsabilité. Nous ne ferons pas l'économie de cette discussion et tant qu'elle n'aura pas eu lieu on ne s'en sortira pas, on ne pourra pas aller de l'avant.

En attendant, la question des rapports que nous avons eu avec le PS est déterminante pour comprendre comment nous avons pu nous fourvoyer au point de faire passer sa nature au second plan. Personne ne peut échapper à la caractérisation politique du PS, s'y refuser, c'est refuser de prendre ses responsabilités, dans ce cas ceux qui adoptent cette attitude n'ont aucune légitimité pour parler en notre nom, nous leur refusons ce droit, ils ne peuvent pas représenter notre cause ou le socialisme que le PS a toujours combattu et qui figure à ce titre dans le camp de nos ennemis. Chacun doit assumer ses responsabilités, sinon à quoi bon, nous ne sommes que des aventuriers ou des charlatans.

Il est beaucoup plus facile et confortable de se dire que les choses devaient forcément se passer ainsi, que le contraire qui oblige à réfléchir à la question de savoir pourquoi elles n'auraient pas pu se passer autrement, car alors cela force à prendre en considération l'ensemble des facteurs qui constituaient la situation aux différentes époques, y compris le PS.

Le PS ou la social-démocratie devenue une imposture, c'était la chaîne, le boulet que le mouvement ouvrier devait trimballer derrière lui jusqu'à l'entraîner vers l'abîme ou causer sa perte.

On n'a pas tenu compte des recommandations d'Engels, et si Lénine n'en avait pas tenu compte, le parti bolchevik n'aurait jamais existé. On s'en est tenu à des formules, des généralités qui avaient valeur de vérités définitives et qui se sont avérées creuses pour ne les avoir jamais vraiment assimilées. A entendre nos détracteurs ou en suivant leur raisonnement jusqu'au bout, l'histoire était écrite d'avance, ce qui n'a rien à voir avec la démarche dialectique ou dynamique du marxisme, ne tombons pas dans le travers qui consisterait à la réécrire, constatons les faits et tenons-nous en à la réalité pour essayer de trouver les moyens d'agir sur elle. On pourrait s'en tenir là et se dire que le mal est fait et qu'il est inutile de revenir dessus, tournons la page, sauf qu'en procédant de la sorte on continuera indéfiniment à reproduire les mêmes erreurs, ce qu'aucun d'entre nous ne tiens à faire.

Pour ne pas choquer la susceptibilité à fleur de peau des uns et des autres ou ne pas chercher à culpabiliser qui que ce soit, on pourrait s'en tenir à l'attitude qui consisterait à partir de la situation présente et à rompre avec nos fâcheuses habitudes du passé, la situation actuelle permettant amplement de justifier notre rupture avec la stratégie qui consistait à considérer que le PS et le PCF étaient des partis de gauche, des partis vers lesquels ils fallait absolument se tourner sous peine de nous couper des masses ou des éléments les plus avancés des masses, ce qui fut une erreur politique dramatique sapant les bases à partir desquelles on aurait pu construire le parti, alors qu'on pensait exactement l'inverse, ce qui ne signifie pas qu'il faudrait rejeter les militants de ces partis qui seraient prêts à s'associer à notre combat, nous devons construire un parti ouvrier indépendant du capitalisme et ses institutions, donc des partis qui l'incarnent, qui en sont les piliers, en nous tournant résolument vers l'ensemble des travailleurs, y compris les couches les plus défavorisées, qui si elles ne constituaient pas demain le gros des bataillons de la révolution prolétarienne seraient condamnées à sombrer dans le lumpenprolétariat, d'où notre responsabilité de leur apporter une attention toute particulière, bien que la tâche s'annonce ardue, mais quelle tâche serait simple à accomplir, aucune en réalité, c'est juste une question de volonté dès lors qu'on en a compris la nécessité et qu'on l'a décidé.

L'actualité sociale et politique quotidienne met à notre disposition suffisamment d'éléments ou de matériaux pour pouvoir amplement justifier cette rupture ou ce tournant stratégique sans avoir à revenir sur le passé pour ceux qui n'y tiennent pas, il faut avoir l'intelligence de comprendre que c'est le seul moyen de rassembler les forces disloquées de l'avant-garde révolutionnaire et socialiste.

Et si lors d'une discussion avec des militants d'autres partis ou des travailleurs le passé rejaillissait, et bien chacun tenterait de s'en sortir avec ses propres arguments, puisqu'il n'est pas question pour nous d'imposer les nôtres à qui que ce soit. De notre côté ce genre de situation ne nous poserait aucun problème, puisque dans notre analyse nous intégrons les erreurs qui ont été commises par nos dirigeants ou que nous avons été amenés à commettre à leur suite, peu importe quand, comment ou pourquoi, l'essentiel étant ce qu'on doit faire aujourd'hui et non ce qu'on a fait ou pas fait hier, disons qu'en étant honnête et sincère jusqu'au bout on a plus de chance de paraître crédible auprès des autres militants ou des travailleurs que l'inverse.

On peut appeler cela un compromis acceptable dans la mesure où il ne nous oblige pas à remettre en cause nos principes, je dirais même mieux, il est conforme à nos principes dès lors qu'à aucun moment il n'est question de se compromettre avec notre ennemi ou ses représentants.

Il faudrait encore préciser tout ce qu'incarnait le PS pour qu'on ne se méprenne pas sur le sens ou le contenu de cette rupture ou de ce tournant stratégique, de ce compromis qui est la négation de toute collusion avec le PS, toute politique ou tactique tournée vers ce parti, ses adhérents, ses élus, ses dirigeants, ses ministres dont nous n'avons absolument rien à attendre et auxquels nous ne réclamons rien, qui ne peuvent pas s'inscrire dans une perspective ou une issue politique conforme aux intérêts des travailleurs.

Le PS incarne la négation du socialisme, de tous les droits sociaux et politiques des travailleurs dans la mesure où il est totalement inféodé à l'oligarchie financière, à l'UE, au FMI, à l'impérialisme américain, il en fait la démonstration quotidiennement, c'est donc largement suffisant pour déterminer sa nature sociale, capitaliste, l'idéologie qu'il a adoptée, le social-libéralisme tournant au néolibéralisme, dans quel camp il combat, celui de la droite, et quel est son ennemi, la classe ouvrière ou l'ensemble des travailleurs qui doivent se soumettre aux lois du marché qui priment sur leurs droits, leurs besoins, leurs aspirations.

Le PS incarne la régression sociale dans tous les domaines, la décomposition de la société ou de tous les rapports sociaux, de la civilisation humaine, la guerre, la réaction sur toute la ligne.

A ce titre, il pave la voie à la pire réaction, à l'extrême droite, à la dictature fasciste, il va même jusqu'à conditionner les masses dans cette perspective à travers sa propagande du chaos et de la guerre, pire encore lorsqu'il alimente le communautarisme le racisme, la xénophobie, lorsqu'il utilise les mêmes méthodes pour terroriser la population jusqu'aux enfants, aucune couche de travailleurs n'étant épargnée, criminaliser les opposants à sa politique.

Personne au PS ou parmi ses alliés électoraux ou autres n'est censé l'ignorer, l'ignorer c'est en être le complice et s'attendre à être traité impitoyablement de la même manière.

Un dernier mot.

La guerre que mène l'oligarchie financière internationale dominée par les anglo-saxons-sionistes à la fois contre les droits sociaux et politiques des travailleurs et contre tous les Etats et peuples qui refusent de se soumettre à leur diktat, témoigne de la profondeur atteint par la crise du capitalisme mondial et la nécessité impérieuse qui s'impose à eux de soumettre au plus vite l'ensemble de l'économie mondial au néolibéralisme ou au système économique mafieux qu'ils ont créé avant que le système économique capitaliste ne s'effondre.

Le recours systématiquement à des institutions supranationales non élues (troïka, Banque mondiale, OCDE, etc.) pour formuler leurs exigences, à des technocrates ou des banquiers issus de ces institutions pour gouverner certains pays, à des milices fascistes pour appliquer leur politique, à des hordes de barbares pour renverser des chefs d'Etat, massacrer leurs peuples, détruire leurs pays témoigne de la difficulté qu'ils rencontrent à apliquer leur plan face au prolétariat dont les besoins vont croissants et qui résiste, qui se soulève, qui s'unit pour les combattre lorsqu'il n'a plus rien à perdre.

Cela témoigne de leur volonté de placer la démocratie hors la loi mais aussi du dynamisme de la lutte des classes omniprésente sur tous les continents, dans chaque pays, sachant que leur objectif est de domestiquer les masses exploitées et d'en finir avec la lutte des classes, on constatera qu'ils sont encore très loin de pouvoir y parvenir, pour ne pas dire qu'ils n'y parviendront jamais. D'où ce déchaînement de cruauté à laquelle ils recourent en désespoir de cause, car elle n'est pas seulement le produit de la stratégie politique qu'ils avaient conçue quelques décennies plus tôt, elle est le reflexe de la bête blessée qui craint de mourir et qui pour cette raison représente un danger extrême pour la civilisation humaine, car elle tente d'échapper par tous les moyens à son destin, y compris par la guerre.

Leur mondialisme, leur nouvel ordre mondial ou leur gouvernement mondial demeure une utopie au même titre que le socialisme, et même s'il nous faut admettre qu'ils ont un point d'avance sur nous, il ne faut jamais perdre de vue qu'ils ne peuvent pas davantage mettre fin au système capitaliste tel qu'il existe depuis plus de deux siècles, qu'aux institutions nationales ou à la lutte des classes, encore moins en finir avec les aspirations légitimes des peuples qui exigent leur satisfaction, les bases du socialisme en somme, à nous de faire en sorte de nous en servir intelligemment pour marquer le point suivant et terrasser cette bête immonde.

Ils mènent une lutte à mort pour leur survie, c'est donc à ce niveau qu'il faut mener ou élever notre combat.

Là encore on va nous rétorquer qu'un tel discours pourrait effrayer les travailleurs qui n'en ont peut-être pas réellement conscience. Nous répondrons que nous disposons de suffisamment d'éléments matériels pour prouver le bien-fondé de notre argumentation et qu'il suffit d'être de bonne foi pour y souscrire, les faits et l'honnêteté devraient amplement faire l'affaire.

2- Partant du constat que chaque être humain est différent, faire croire que les êtres humains seraient égaux alors qu'ils ne le sont pas en réalité, revient à privilégier ou flatter les inégalités inhérentes à leur nature ou à leur statut social qui permettent de les distinguer et les séparent, au détriment des éléments ou des intérêts qu'ils partagent ou qu'ils ont en commun, qui sont susceptibles de les rassembler, de telle sorte qu'ils s'opposent les uns aux autres ou ne se reconnaissent plus dans aucune catégorie ou classe sociale, et qu'ils adoptent ou se soumettent de gré ou de force à la philosophie régressive, négationniste, obscrurantiste, nihiliste issue de l'idéologie néolibérale ultra réactionnaire, les principes et valeurs auxquels ils pouvaient être attachés ne devant plus servir que les intérêts des tenants et les bénéficiaires de cette idéologie, au lieu d'incarner de manière déformée ou inconsciente les progrès réalisés par la civilisation humaine au cours des siècles et millénaires du passé, l'ensemble de ce processus conduisant à sa décomposition, à sa dislocation qui se traduit par le chaos et la guerre.

A chaque étape de ce processus, ceux qui l'ont conçu ou qui en font la promotion se livrent à une manipulation de la double nature inhérente à chaque être humain, psychologique ou individuelle et sociale, au détriment de son volet social lorsqu'il s'agit de la masse des exploités et des opprimés auxquelles ils dénient tout droit à caractère collectif ou basé sur leur appartenance à une classe sociale déterminée, au profit de la classe dominante puisque ce processus se confond avec ses intérêts de classe dans le but de préserver ses privilèges et d'accroître toujours et encore son pouvoir politique.

Il serait donc faux d'affirmer qu'ils ne reconnaîtraient pas les inégalités qui existent entre les hommes, au contraire ils vont s'en servir pour les dresser les uns contre les autres, les manipuler, à seule fin d'accroitre les inégalités sociales qui se traduit aujourd'hui par la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une infime minorité d'oligarques au statut de monarques absolus ou tout puissants imposant leur loi à la terre entière.

Ils vont développer ce processus à l'extrême en reprenant à leur compte les préoccupations des membres de la société qui aspirent légitimement au bien-être ou à une société meilleure pour ensuite les dévoyer ou les orienter dans une direction opposée ou s'en servir pour pouvoir appliquer leur politique antisociale, on observera que chaque fois qu'ils se saisissent d'une cause, ce n'est pas parce qu'ils y seraient particulièrement sensibles, mais uniquement pour s'en servir comme levier soit pour renforcer

le pouvoir des multinationales, soit pour atteindre un objectif politique opposé aux intérêts de ceux qui défendaient cette cause au départ.

C'est ainsi que soutenir la moindre initiative prise par les représentants de la classe dominante quel qu'en soit le domaine, revient inconsciemment ou délibérément à favoriser ce processus aboutissant à la liquidation de tous nos droits collectifs au profit de l'individualisation de nos droits qui de fait constitue la négation de tout droit, leur véritable objectif. Les bonnes intentions qu'ils affichent sont toujours teintées d'hypocrisie ou recouvrent des arrière-pensées inavouables à l'encontre de ceux qui sont sensés en bénéficier.

Cela ne signifie pas pour autant qu'il faudrait cesser de défendre telle ou telle cause sous prétexte qu'ils s'en saisiraient, on doit mener ce combat en toute indépendance dès lors qu'on estime qu'il est légitime strictement sur notre terrain de classe, en dénonçant l'hypocrisie et les arrière-pensées des représentants de la classe dominante qui se sont emparés de cette cause pour ne laisser place à aucune illusion dans la tête des ravailleurs sur la nature réelle du régime en place qu'il leur faudra balayer un jour ou l'autre. Toute collusion avec les représentants de la classe dominante est à bannir ici comme ailleurs. Au passage, j'ai l'impression que lorsqu'on nous traite de gauchiste, on nous reproche surtout notre intransigeance envers la classe dominante.

Il faudrait préciser encore une chose importante sur ce processus particulièrement sournois et cynique pour bien comprendre comment il fonctionne.

Quand le gouvernement et les représentants de la classe dominante s'emparent des aspirations d'une partie des masses ou de certaines communautés ou minorités, ce n'est pas seulement parce qu'à l'origine elles présentent un caractère ou un intérêt individuel ou d'ordre privé (bien que nous n'aimons pas cette expression) ou sont formulées comme telle, mais surtout parce que c'est à ce niveau-là qu'ils entendent ravaler tous nos droits.

Chez chaque individu, l'être psychologique se développe ou se construit au contact ou de son être social, les rapports qu'ils vont établir forgeront son caractère et sa personnalité à travers une multitude d'expériences au contact du monde extérieur. Sa perception de la société sera fortement influencée par les mécanismes psychologiques qu'il aura développés et qui participeront en général au fonctionnement de sa pensée, à la formation de ses idées. Le manipuler sur ce plan-là revient à tenter d'influencer ses idées, à conditionner sa pensée dans un but bien précis à son insu. C'est un puissant levier pour y parvenir, qui peut servir à palier la faiblesse politique d'un gouvernement qui ne parvient pas à appliquer ou plutôt imposer sa politique, mais qui ne désarme pas et tente d'y parvenir par des moyens détournés dont celui-ci.

On voit donc ici tout l'intérêt que représente la prise en compte chez les travailleurs de l'interaction qui existe en permanence entre l'être psychologique ou individuel et l'être social chez chaque homme ou femme, de manière à les aider à comprendre non seulement qu'ils font l'objet de manipulations, mais comment elles opérent et à quelles fins politiques qui sont systématiquement tournées contre leurs intérêts de classe.

Ce n'est évidemment pas la seule manière d'aborder la situation et nous n'avons jamais prétendu le contraire, c'était juste pour démontrer l'interaction qui existe entre ces deux volets qui constituent la personnalité de l'homme et comment elle influence réciproquement son comportement, brièvement car on n'a pas le temps ici de développer ce sujet, l'intérêt qu'il y a de ne pas les séparer, de mener le combat contre notre ennemi à la fois sur le plan social, politique, idéologique et psychologique.

Chacun a entendu dire un jour qu'un enfant ou un adulte souffrait d'un blocage psychologique qui l'empêchait de se sentir bien dans sa peau ou de se livrer à telle ou telle activité. Les travailleurs qui ne supportent plus leur condition se comptent par millions dans le pays. Ils ne comprennent pas très bien ou pas du tout la situation. Quoi qu'il en soit, on peut observer que dans leur immense majorité ils agissent comme s'ils avaient abdiqué leurs droits ou considéraient qu'ils n'étaient pas légitimes. Ils ont réussi à s'en convaincre sans même savoir pourquoi, c'est extraordinaire, en réalité ils sont sous l'emprise de l'idéologie dominante qui au-delà de son discours politique use et abuse de tous les artifices de la psychologie pour les culpabiliser, les rabaisser, les humilier, les réduire à l'état végétatif, les paralyser, anéantir leur capacité à agir, les contraindre à l'inaction, alors qu'en fait ils ne portent aucune responsabilité dans la situation actuelle, ce ne sont pas eux qui ont conduit le pays à un tel niveau d'endettement ou à la faillite, ils ne sont en rien responsables de la décomposition de la société, ils n'ont déclaré la guerre à aucun peuple, ils valent mieux que ceux qui conduisent l'humanité à sa perte, ils n'ont aucune raison de s'en vouloir puisque ce ne sont pas eux qui détiennent le pouvoir, leurs capacités à prendre en main leur destin demeurent intactes, et pourtant tout cela constitue autant de blocages qui les empêchent de passer à l'action ou de s'organiser.

A l'origine de leur comportement réside la conviction qu'ils se sont forgés inconsciemment que leurs droits sont illégitimes et leur embourgeoisement, ceci expliquant en partie cela. Nous ne leur reprocherons jamais de vivre mieux qu'autrefois, nous voulons les aider à comprendre que rien n'est acquis définitivement, et que pour croire le contraire ils vont tout perdre, et que le seul moyen de conserver leurs droits ou de récupérer ceux qu'ils ont perdus, ils doivent s'organiser et chasser la classe qui détient le pouvoir, lutter pour prendre le pouvoir, objectif à leur portée dès lors qu'ils l'adoptent. Ceux qui détiennent le pouvoir s'emploient à vouloir briser leur volonté pour les réduire en esclavage, ils doivent donc utiliser leur volonté pour renverser le régime en place, il n'existe pas d'autres alternatives.

Haut de page

Le 19 mars 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles dans quelques heures ou ce soir. Soutenez financièrement même modestement notre portail s'il vous apporte quelque chose, sinon je vais être obligé de faire moi-même des travaux indispensables dans ma maison et de réduire mon activité politique. 1 euro égalait 66 roupies hier, 10 euros permettent de payer une journée de travail d'un peintre.

Faites ce que je vous dis, mais ne faites pas ce que nous faisons. Et surtout ne cherchez pas à en savoir davantage, circulez il n'y a rien à voir...

Sauf que nous sommes incorrigibles, incurables, incorruptibles, nous n'en faisons qu'à notre tête, on déteste obéir aveuglément, on déteste recevoir des ordres impossibles à justifier comme on déteste en donner, on ne supporte pas les leçons de morale de gens dont les mains sont remplies du sang de leurs innocentes victimes, on ne supporte pas les imposteurs, les hypocrites, les menteurs, on ne tolère pas la dictature, nous sommes par dessus tout épris de justice, de liberté et de la vérité.

Inquisiteurs, censeurs, comploteurs, procureurs : Piégés !

- Ce doigt d'honneur de Varoufakis qui crée la polémique en Allemagne - lefigaro.fr 17.03

- La relation entre la Grèce et l'Allemagne se détériore - Francetv info 17.03

Avant-hier la parole d'un animateur télé relayant une information provenant d'un présentateur d'une émission satirique était jugée crédible et était reprise en choeur simultanément ou sans la moindre hésitation par tous les médias institutionnels, puisqu'elle était tournée contre le ministre grec des Finances qui ne convient pas à leurs maîtres de la troïka. Cette information ne valait pas la peine d'être vérifiée ou il n'était pas nécessaire de prendre un minimum de précautions avant de la diffuser, elle était forcément correcte puisqu'elle était censée décrédibiliser Varoufakis ou montrer à quel point il était vulgaire ou trivial, ce qui devait convaincre le public qu'il n'était pas très sérieux et que sa politique ne l'était pas davantage, forcément, contrairement à la troïka.

Le lendemain, on peut observer que lorsque le même présentateur avoue s'être livré à une manipulation d'une image dans une vidéo, tout d'abord ils sont beaucoup moins prolixes et pressés à reprendre cette information et à rectifier celle qui était fausse qu'ils avaient fournie la veille à leurs téléspectateurs, auditeurs ou lecteurs, parce que non seulement elle ne met plus en cause Varoufakis, pire, elle confirme sa version des faits, pire encore et là c'est un crime impardonnable, elle montre que les médias institutionnels peuvent facilement se fairemanipuler ou manipuler leur public, diffuser de fausses informations ce qui porte atteinte une nouvelle fois à leur crédibilité déjà fortement compromise par leur alignement systématique sur la propagande de leur gouvernement ou leur noyautage par la CIA selon le témoignage récent d'un ancien journaliste allemand.

Quand une vidéo tournée en présence d'une dizaine de personnes ne constitue pas une preuve pour les médias institutionnels et est relayée au rang de simple "affirmation" (20minutes), dans quel type de régime sommes-nous ?

- Un présentateur télé allemand affirme avoir truqué le doigt d'honneur de Varoufakis - 20minutes.fr

Ensuite, 20minutes présente ce revirement ou ce rebondissement sur le ton de la suspicion ou prenant ses distances avec l'auteur de cette information qui pourtant a pris soin de diffuser sur Youtube une vidéo montrant pas à pas comment il avait réalisé ce trucage ou montage, en présence de témoins pour que personne ne puisse ensuite contester les faits cette fois. A lire 20minutes, il s'agit d'une "affirmation" qui n'engagerait cette fois que son auteur, alors qu'elle s'appuie répétons-le sur une vidéo réalisée en présence de nombreux témoins hilares et il y a de quoi. On comprend que ces journaleux digèrent très mal de s'être fait piéger comme des débutants et que leur zèle ou empressement à nuire au gouvernement grec ait permis de mettre en lumière leur véritable nature d'agence de désinformation au service de la politique dictée par l'oligarchie financière.

On retiendra que lorsqu'une information, un témoignage, une image ou une vidéo est susceptible de nuire ou porter atteinte à l'image, à l'intégrité ou au sérieux d'un personnage politique ou un intellectuel, dès lors qu'il est dans le colimateur de Berlin, Paris ou Bruxelles, etc. les médias la diffuse sans prendre la précaution de la vérifier au préalable ou d'en informer la personne gravement mise en cause qui pourrait les alerter sur la manipulation dont elle aurait pu faire l'objet avant de leur être transmise ou de leur parvenir. En dictature, seule la parole des délateurs anonymes ou non, des informateurs ou indics, des flics ou des témoins la soutenant a de la valeur.

Si une information peut nuire à celui ou celle que Berlin, Paris ou Bruxelles ont décidé d'abattre, les médias la diffusent, témoignant leur parti pris, démontrant qu'ils sont bien aux ordres, corrompus, mettant en lumière le consensus qui existent entre ces agences professionnelles de la désinformation et les sommets de la classe dominante, leurs représentants, dont ils sont finalement que les vulgaires porte-parole.

Boycott de la totalité des médias institutionnels ou financés par les Etats !

Mot d'ordre de quelqu'un qui s'en passe très bien depuis des mois, j'en fournis la preuve quotidiennement.

Varoufakis and the fake finger - Jan Böhmermann - ZDFneo (à partir de 3 minutes)
https://www.youtube.com/watch?v=Vx-1LQu6mAE

Sous-titrage en anglais, mais images très explicites dans la mesure où l'auteur de ce trucage montre comment Jan Böhmermann l'a réalisé par étapes sur son ordinateur à l'aide d'une caméra et d'un logiciel de CAO, vidéo tournée en présence d'une dizaine de personnes qui peuvent témoigner de son authenticité.

En complément. Et ce sont les mêmes qui prétendent démasquer les comploteurs.

- Les liens étranges entre Jean-Luc Mélenchon et Patrick Buisson résumés en quatre actes. - francetvinfo.fr

Même procédé que dans l'exemple précédent.

Les journalistes qui relaient cette info nauséabonde n'ont pas pris la précaution avant de la publier de demander la version du principal intéressé mis en cause pour en vérifier le niveau de crédibilité.

Pour le coup, il n'y a là rien d'étrange dans leur manière d'agir, puisqu'ils avaient décidé de nuire coûte que coûte à Mélenchon quelques jours avant un scrutin qui est donné dévastateur pour le PS, apparemment ils n'avaient rien trouvé de mieux à se mettre sous la dent, c'est de la racaille qui utilise des moyens crapuleux, ils sont à l'image de ceux qu'ils servent et qui les paient pour cela, voilà tout.

Chacun sait qu'on a étrillé une multitude de fois Mélenchon pour qu'on ne nous accuse pas de le ménager, là encore ce qui nous intéresse c'est le procédé employé par ces journalistes du Monde.

On va le prouver tout de suite en ajoutant que Mélenchon a ce qu'il mérite, car apparemment il n'a pas perdu l'habitude de fréquenter les allées du pouvoir à la moindre occasion ou de se retrouver en présence de gens franchement infréquentables dans des lieux où il ne nous viendrait pas à l'esprit de foutre les pieds.

Les faits le trahissent sans même qu'il ait besoin d'ouvrir la bouche ou qu'on les interprète. Les journaliste du Monde ne peuvent pas y faire référence tels quels, puiqu'ils vivent dans le même monde que Mélenchon ou Buisson contrairement à nous, d'où l'avantage de s'en tenir à nos principes qu'on ne demandera pas à Mélenchon de partager puisqu'il en est incapable.

Une information que les comploteurs au pouvoir et leurs représentants médiatiques passeront sous silence, et pour cause.

Seule à notre connaissance et après vérification sur le Net Russia Today a relayé cette information

Sinon vous avez cela qui date de janvier 2014 :

Quant à la Légion lettonne, elle s'est répartie en deux divisions SS, formées de conscrits censés compenser les pertes de la Wehrmacht. Il s'agit de choisir le moindre mal, entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, et de gagner du temps avant de retrouver l'indépendance. rue89.nouvelobs.com 01.01.2014

L'Allemagne nazie, le moindre mal, comme l'Ukraine nazi de Porochenko face à la Russie impériale de Poutine... On aura compris pourquoi Pétain, Hitler, Franco, Salazar, Pinochet, etc. les médias sont rarement du bon côté de l'histoire au bon moment, tout comme les partis de droite, en réalité jamais comme le prouve Le Nouvel Obs, merci à lui.

La date de cet article tombe pile poil le jour où la Lettonie rejoindra la zone euro... pleine de promesses aussi ! Il est vrai que l'UE et l'Allemagne nazie avaient en commun de détester la démocratie.

- La lettonnie, ex-république soviétique, est redevenue indépendante en 1991.

- 1/4 à 1/3 des Lettons sont d'origine russe.

- La lettonnie est membre de l'Union européenne depuis le 1er mars 2004.

- La lettonnie a adhéré à l'OTAN en avril 2004

- La lettonnie fait partie de l'UE depuis le 1er mai 2004

-Taux de chômage de 18,3% en 2009, 22,3% en 2010...

- La lettonnie a rejoint la zone euro le 1er janvier 2014

- La Lettonie est l'un des pays les plus pauvres d'Europe, avec un PIB annuel par habitant de 10 700 euros et un cinquième de sa population sous le seuil de pauvreté (2012, ministère des Affaires étrangères français).

- Lors des dernières élections législatives, le samedi 4 octobre, le taux de participation de 57% a été le plus faible depuis le retour de la Lettonie à l'indépendance. (rfi.fr 05.10)

- Lettonie: le parti russophone plébiscité mais écarté du pouvoir - rfi.fr 05.10

- La Lettonie a pris la présidence tournante de l'Union européenne le 1er janvier 2015

Lettonie: un défilé d'anciens combattants nazis SS rassemble des centaines de personnes Par Russia Today - Mondialisation.ca 16.03

Un défilé d'anciens légionnaires SS à Riga a rassemblé quelques centaines de participants
https://www.youtube.com/watch?v=uZMbFh__-wU

Le défilé annuel des anciens combattants et partisans de la légion lettonne Waffen SS, qui faisait partie des forces nazies, a eu lieu lundi 16 mars à Riga, capitale de la Lettonie.

Près d'une centaine de personnes se sont rassemblées lors d'un défilé dans le centre de Riga, des fleurs ont été déposées près du Monument de la Liberté.

Des anciens combattants de la Waffen SS (branche militaire de la SS, initialement l'organisation de protection rapprochée d'Hitler) et des députés de la Saeima (parlement letton) ont participé à cet évènement annuel.

Plusieurs centaines de policiers et d'agents de sécurité ont été mobilisés pour assurer la sécurité lors du défilé. Aucun incident majeur n'a été enregistré.

Auparavant, Konstantine Dolgov, délégué du ministère russe des Affaires étrangères aux droits de l'homme, à la démocratie et à la suprématie de la loi a fermement critiqué la tradition du défilé SS comme «une insulte à la mémoire des millions des victimes de la Seconde guerre mondiale».

«Cela contredit directement les obligations internationales de la Lettonie, et en particulier les décisions du tribunal de Nuremberg», a estimé le responsable russe, cité par Interfax.

Le légion lettonne des «Waffen SS» a été créée en 1943 et faisait partie des forces nazies. La date du 16 mars a été choisie en commémoration des premiers combats des forces lettonnes SS contre l'armée soviétique en 1944. Les Lettons combattant pour l'Allemagne nazie étaient alors regroupés dans la 15ème division SS de grenadiers «Lettland». Pendant quelques années après le démantèlement de l'URSS et la proclamation de l'indépendance de la Lettonie, c'était un jour férié officiel dans le pays; des réactions négatives de la Russie et des Occidentaux ont ensuite poussé à son abrogation. Le défilé des anciens légionnaires SS se tient néanmoins chaque année à Riga. Mondialisation.ca, 16 mars

Rappel sur la Lettonie.

- La Lettonie criminalise la « négation de l'agression soviétique » (Réseau Voltaire) (21.04.2014)
- La présidente de la Lettonie réhabilite le nazisme (Réseau Voltaire) (16.03.2005)

Vidéo. Pour en savoir plus sur la situation en Ukraine.

On a découvert un éditeur et intellectuel critique d'origine serbe (ou croate ?) installé en Suisse que vous connaissez peut-être déjà.

A défaut de mieux ou de plus précis, on a choisi cette caractérisation d'intellectuel critique parce que celle d'opposant au capitalisme ne convenait pas, à l'impérialisme non plus puisque comme d'autres intellectuels il soutient un impérialisme contre un autre. Je n'ai pas eu le temps de visionner l'intégralité de sa conférence.

De la Yougoslavie à l'Ukraine le Tchernobyl médiatique se répète - Slobodan Despot
https://www.youtube.com/watch?v=7xtXVFd3M5k

Conférence donnée, le 25 février 2015 à Genève, par Slobodan Despot ayant pour thématique le rôle des médias dans le conflit ukrainien.

Slobodan Despot met en perspective la guerre du démantèlement de l'ex-Yougoslavie et la situation actuelle en Ukraine. Il s'agit de mettre en lumière l'implication des pratiques médiatiques dans les enjeux géopolitiques des guerres de l'OTAN. Slobodan Despot est éditeur et l'auteur du roman « Le miel ». [Conférence organisée par Agence pour Droits de L'Homme, Genève]

Nouvel ordre mondial. Comment le prétexte de la lutte contre le terrorisme sert à renforcer le contrôle de la population.

- Le ministère des Finances veut limiter les transactions en liquide - Francetv info

Combattre les terroristes en contrôlant leurs transactions en liquide, c'est l'un des objectifs d'un ensemble de mesures voulues par Michel Sapin, le ministre des Finances.

Mais comme le précise David Boéri, "toutes ces nouvelles règles qui ont été conçues à Bercy veulent aussi et surtout limiter la fraude, le blanchiment et toutes les activités illégales, notamment pour les paiements en argent liquide".

Ainsi, les paiements en cash auprès des commerçants ou artisans étaient avant plafonnés à 3 000 euros. Ils ne pourront désormais plus dépasser 1 000 euros. Pour les touristes qui font des achats en France, la limite était de 15 000 euros, elle passe à 10 000 euros. Cette mesure devrait rentrer en vigueur au 1er septembre 2015.

Les retraits bancaires seront également mieux surveillés à partir du 1er janvier 2016. "Pour tous les dépôts et retraits d'argent, ils seront déclarés au fisc au-delà de 10 000 euros par mois. De même pour les cartes prépayées, pour lesquelles il faudra présenter son identité dès 250 euros", contre 2 500 euros actuellement. Francetv info 18.03

La religion ou le prosélytisme religieux vont de pair avec leur conception de la laïcité antirépublicaine.

- Du porc dans les cantines pour les musulmans et juifs sinon rien ! - french.irib.ir

Et pas de boeuf pour les hindous, pas d'oeuf non plus le mardi et le vendredi pour les hindous, toute la semaine pour les vétégariens, etc.

Les religions constituent une entrave, une violation permanente de la liberté de pensée et d'action des hommes qu'elles veulent maintenir en servitude en recourant à l'obscurantisme.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'à travers ses restrictions ou ses interdits les religions constituent en permanence une tentative intolérable d'imposer un mode de vie à ses sujets et au-delà à la totalité de la population dicté par des considérations qui ne sont pas motivés par des valeurs ou des principes progressistes, humanistes, démocratiques, sanitaires, hygiéniques, etc.

Bref, ces interdictions n'ont aucun rapport avec le bien-être biologique, mental ou social de ses adeptes, elles ont pour seules objectifs de dompter ou de soumettre leur volonté à un ordre impossible à justifier autrement qu'en invoquant un mythe ou des chimères pour mieux en assurer le contrôle et les asservir, méthode qui s'assimile à une manipulation des consciences par des moyens malhonnêtes.

Notons au passage que le fait que des milliards d'hommes, femmes ou enfant soient contraints malgré eux par la pauvreté de se priver quotidiennement de viande ou de poisson ne les préoccupe pas plus que cela.

Personnellement mes revenus ayant fortement chuté, avec Selvi ma compagne nous n'en mangeons plus qu'à un seul repas deux

ou trois fois par semaine, une ration inférieure à 100 grammes chaque fois, du poulet ou du boeuf, le moins cher, et on mange des oeufs deux fois par semaine à raison d'un ou deux oeufs chacun. On se rattrape avec les protéines végétales. Comme quoi je ne suis pas un carnivore acharné.

Vous comprenez pourquoi j'ai perdu 11 kilos en trois mois, j'ai perdu la graisse que j'avais en trop ou accumulée et je m'en porte mieux, en ayant toujours une pensée pour tous ceux à travers le monde qui ne bouffe pas à leur faim. C'est ce qui devrait guider notre action politique...

ACTUALITE EN TITRES

Ils ont remis cela. "Salope", passe encore, mais "pétasse", quel scandal !

- Après Hitler et les gens du voyage, le maire de Cholet traite une journaliste de "pétasse" - Le Huffington Post

- Après avoir été qualifiée de "salope fascisante", Marine Le Pen déboutée contre Nicolas Bedos - Francetv info

On se conterfout du sort de Le Pen qui peut être traitée de tous les noms, c'était juste pour montrer l'impartialité des médias !

En France ils en construisent toujours plus, cherchez l'erreur.

- Les centres commerciaux américains ne font plus recette - Francetv info

Ne dites pas "plus jamais", et ce n'est pas une farce. Quand on a la rage, on accuse son chien.

Apparemment ils ne veulent plus non plus de vous et Hollande. Ils ne savent pas ce qu'ils veulent.

- Les Français "ne voudront plus jamais de Nicolas Sarkozy", selon Valls - AFP

Les Français "ne voudront plus jamais de Nicolas Sarkozy" et ont "besoin de dignité et de hauteur de vue", a estimé le Premier ministre Manuel Valls mardi soir. AFP 17.03

C'est génétique chez eux, au PS et au FN (pas seulement).

- Départementales: «Le FN ment», charge Valls dans le Pas-de-Calais - 20minutes.fr

Il a raison, il faut en finir avec l'UE et les écologistes qui la soutient !

- Bové: "Vous n'avez pas besoin de manger cette merde" - Le Huffington Post

Les médias pro-sionistes exultent : l'Extrême droite génocidaire reste au pouvoir en Israël.

- Israël: Netanyahu triomphe aux législatives. - AFP

- Législatives en Israel : le triomphe de Benyamin Netanyahou - Francetv info

- Elections israéliennes : Nétanyahou obtient un « score excellent » - LeMonde.fr

- Israël: Nétanyahou réussit son pari Libération.fr - Liberation.fr

- «Bibi» Nétanyahou, l'éternel «comeback kid» - LeFigaro.fr

- Législatives en Israël : la communauté française derrière Benyamin Netanyahou - Francetv info

Stratégie du chaos et de la guerre

- Ukraine: Moscou rejette les lois de Kiev sur le statut spécial de l'Est prorusse - AFP

- L'opposition brésilienne veut une enquête sur Rousseff - Reuters

- Libye: 12 morts dans des combats entre jihadistes de l'EI et miliciens - AFP

- Le Pentagone annonce la mort d'un chef Chabaab en Somalie - Reuters

- Attaque à la Kalachnikov à Tunis : 22 morts dont 17 touristes et de nombreux blessés - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- USA: le Sénat demande plus de budget militaire - french.irib.ir

La commission des forces armées du Sénat américain a appelé à l'augmentation des dépenses militaires des Etats-Unis. Le président de la commission des forces armées au Sénat américain, John McCaïn, a déclaré lundi dans un communiqué, que Washington devrait augmenter ses dépenses militaires en 2016 à plus de 577 milliards de dollars. " La réduction des défenses militaires a exposé la sécurité nationale des Etats-Unis à un risque inadmissile", a-t-il ajouté.

Le Pentagone a pourtant annoncé qu'il suivait toujours la loi américaine du contrôle de budget, adoptée en 2011. La question délicate et importante de la baisse constante du budget défensif des Etats-Unis suscite l'inquiétude des autorités militaires et défensives américaines de haut rang et elles continuent de mettre en garde contre les retombées négatives de la poursuite de ce processus au niveau de disposition des forces armées US d'une part et de l'autre, sur la capacité de l'Amérique à remplir ses engagements militaires et défensifs à travers le monde.

Du point de vue du Pentagone, les impacts de la réduction du budget défensif ne se limiteraient pas exclusivement à des emplois et des projets militaires, mais affecteraient également les occasions d'emplois dans le secteur privé. A en croire le Pentagone, cette politique risquerait de mettre en cause l'avenir des innovations, des créativités et des capacités du secteur défensif américain. En effet, la plupart des responsables militaires américains estiment que la réduction du budget affaiblirait la capacité militaire des Etats-Unis sur la scène internationale et conduirait au sous-développement de l'armée américaine en matière de la technologie de haute gamme.

L'une des principales sources d'inquiétude des autorités du Pentagone et de la plupart des congressistes républicains, en tant que principaux protecteurs des grands complexes militaro-industriels américains résiderait dans la baisse ou l'arrêt des gigantesques projets militaires en raison de la réduction du budget militaire. En outre, les pressions de l'industrie militaire américaine sur le Congrès pour empêcher le gel des projets militaires seront lourdes de conséquences sur leur sort.

A noter que la hausse des dépenses militaires notamment après les évènements du 11 septembre 2001 et les campagnes militaires américaines contre l'Afghanistan et l'Irak ont été les principales causes du déficit budgétaire colossal des Etats-Unis au cours des dernières années.

A vrai dire, les autorités de Washington ont dépensé l'argent des contribuables américains pour déclencher des guerres et lancer des intervention militaires contre d'autres pays, au lieu de le consacrer à la promotion du bien-être et à l'amélioration des services sociaux, d'enseignement et de santé. french.irib.ir 18.03

2- Russie

2.1- Le front anti-russe se fissure - french.irib.ir

Une première fronde anti-américaine, au sein de l'UE.

Les sept pays européens, qui s'opposent à une reconduction des sanctions anti-russes, seraient Chypre, l'Italie, la Grèce, la Hongrie, l'Autriche, l'Espagne. Ces pays comptent officialiser leur opposition, au cours d'une réunion, jeudi. Stephen Blackman, l'analyste du centre d'études politiques, au sein de l'UE le concède : il semble que la puissance et la confiance en soi des parties qui sont hostiles aux sanctions contre la Russie s'élargissent de plus en plus. Et ces pays seront, bientôt, en mesure

de lever des restrictions. L'arme des sanctions n'a, toutefois, pas eu raison de la résistance de Moscou, et la cote de popularité de Poutine ne cesse de grimper ! french.irib.ir 18.03

2.2- 45000 militaires russes en manoeuvre militaire - french.irib.ir

La Russie a lancé ce lundi la plus grande manoeuvre de son histoire depuis la fin de la guerre froide. plus de 45000 effectifs de l'armée russe accompagnés de nombreux chasseurs bombardiers des sous marins ... Poutine a mis en état d'alerte la flotte nord de la Russie . selon le ministère de la Défense les crises et les menaces sécuritaires ont poussé la Russie à explorer davantage ses capacités militaires et dans ce cadre il faudrait faire un maximum d'attention au nord du pays". " le président a ordonné en personne cette mise en alerte et compte la financer à hauteur de 21 trillons dollars" french.irib.ir 17.03

2.3- Crimée: Moscou sort ses Iskander-M - french.irib.ir

La Russie va déployer des bombardiers stratégiques en Crimée, a affirmé mardi une source au sein du ministère de la Défense, un an après l'annexion de la péninsule par la Russie.

Toujours dans le cadre de ces manoeuvres, la Russie a déployé mardi des batteries de missiles Iskander-M dans l'enclave occidentale de Kaliningrad, frontalière de la Pologne et de la Lituanie, et mis en état d'alerte maximale ses divisions aéroportées basées à Pskov, près de la frontière avec la Lettonie et l'Estonie.

La semaine dernière, l'armée russe avait déjà entamé des manoeuvres de grande ampleur dans plusieurs régions, déployant notamment 8 000 artilleurs en Crimée et dans le sud-ouest, près de la frontière avec l'Ukraine. french.irib.ir 17.03

3- Syrie

3.1- Syrie : l'armée dément avoir utilisé des gaz toxiques - french.irib.ir

L’armée syrienne a démenti les allégations d’un groupe d’observateurs, comme quoi 6 personnes aurait été tuées, dans le Nord-Ouest de ce pays, à la suite de l’utilisation de gaz toxiques.

L’Observatoire Syrien des Droits de l’Homme, (OSDH), basé en Grande-Bretagne, avait prétendu que les forces gouvernementales avaient attaqué au gaz toxique le village de Sarin, dans la province d’Idlib.

De même, une image montrant un enfant mort, suite à l’inhalation de gaz toxiques a été diffusée. "La Syrie n’utilise pas de telles armes", a déclaré une source, au sein de l’armée syrienne, en qualifiant cette allégation d’acte propagandiste. Le gouvernement syrien avait, auparavant, démenti des allégations, sur l’utilisation d’armes chimiques, lors de la guerre de 4 ans avec les groupes terroristes.

Lors d’affrontements nocturnes, dans d'autres endroits de la province d’Idlib, des dizaines de terroristes ont été tués, selon le communiqué de l’armée syrienne.

L’OSDH a prétendu que tous les 6 membres d'une même famille ont été tués, éventuellement, par l'inhalation de le gaz chloré, tandis que des dizaines d’autres étaient blessés. french.irib.ir 17.03

3.2- Carla del Ponte: "Il faut négocier avec Assad" - french.irib.ir

"Il faut négocier avec Bachar al-Assad pour une solution du conflit, en Syrie", a affirmé, mardi, à Genève, Carla del Ponte. La commission d'enquête de l'ONU a dit transmettre des noms d'auteurs présumés de crimes de guerre, de manière "ciblée", aux Etats qui le souhaitent. "Si nous voulons un succès des négociations, il faut discuter avec le président du pays concerné", a déclaré la Tessinoise, après la présentation du rapport de la commission d'enquête sur la Syrie au Conseil des droits de l'Homme."Est-ce qu'il faut négocier avec le Président Assad ? Ma réponse est oui", a-t-elle ajouté. french.irib.ir 17.03

3.3- Berlin, pour un dialogue direct avec Assad - french.irib.ir

«Un dialogue direct avec Bachar al-Assad, visant à mettre fin à la crise, en Syrie, n’est pas exclu», a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères.

Selon CBS, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, n’exclut pas un dialogue direct avec le Président syrien, Bachar al-Assad, dans le cadre de mettre un terme à quatre ans de crise.

«Il existe une seule solution à la violence et à la crise sévissant en Syrie, c'est le dialogue, même si Bachar al-Assad y prend part», a déclaré Steinmeier, qui a, ensuite, apporté son soutien aux efforts de l'émissaire spécial des Nations unies, en Syrie, Staffan de Mistura, qui essaie, au cours de ses entretiens avec les responsables syriens, de trouver une solution à la crise.

A noter que le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, avait, déjà, fait part de la volonté de Washington de dialoguer avec le gouvernement légal de Syrie, dans l'objectif de régler la crise. french.irib.ir 18.03

3.4- Alep : nouvelle victoire d'Assad - french.irib.ir

Les unités de l'armée syrienne ont repris le contrôle de Handarat, situé dans la banlieue d'Alep. Les résidus des terroristes ont été nettoyés de cette localité stratégique, qui s'imposait, comme principal refuge des terroristes takfiris, dans l'Est alépin. Le fait que la localité soit tombée entre les mains des forces armées facilite le rapprochement de l'armée des deux cités chiites de Nobol et d'Al Zahra. Les unités de l'armée ont éliminé des terroristes, dans la localité de Hayan, à l'Ouest de l'aéroport d'Al-Nirab. Les repaires des Takfiris, dans les champs d'Al-Mallah, de Tal al-Mazafa, de Kfar Hamara, dans la banlieue Nord d'Alep. french.irib.ir 18.03

4- Irak

- Irak : les forces irakiennes gazées, Moscou inquiet - french.irib.ir

Le ministère russe des Affaires étrangères a exprimé son inquiétude, dans un communiqué, quant à l'usage, par les terroristes de Daesh, de gaz toxiques, en Irak.

La diplomatie russe a annoncé, lundi, dans un communiquén que le groupe terroriste de Daesh a utilisé des gaz toxiques, dans la région du Kurdistan irakien, faisant plusieurs morts ou blessés, dans cette région. Le ministère russe a, aussi, plaidé, pour la condamnation mondiale de l'usage par les Daeshistes de gaz toxiques. Selon le communiqué de la diplomatie russe, cela exige, encore une fois, la collaboration et la coordination de tous les pays, dans la lutte suivie et tous azimuts contre le terrorisme et l'extrémisme. Selon les médias russes, Daesh avait, déjà, utilisé des gaz toxiques, en Syrie. french.irib.ir 17.03

5- Yémen

- Une délégation militaire d'Ansarallah, à Téhéran - french.irib.ir

A en croire le journal pro-saoudien, "Al-Sharq al-Awsat", une délégation militaire de l'armée yéménite, accompagnée de plusieurs commandants du front militaire du Sud du Yémen, se serait rendue, à Téhéran. "Cette délégation, qui est arrivée, mardi soir, à Téhéran, a l'intention de discuter avec les autorités iraniennes de la fourniture de l'armée yéménite, en armements. Cette délégation compte, en son sein, des figures militaires originaires du Sud". Et le journal d'ajouter : "Le principal objectif d'Ansarallah en mobilisant cette délégation et en l'envoyant à Téhéran, consiste à déclencher une guerre des nerfs contre le Président Hadi, qui tente, retranché dans ses quartiers du Sud, de regagner le pouvoir". Et le journal d'ajouter : "Ansarallah a, récemment, limogé le commandement de l'Armée de l'air et plusieurs des hauts officiers de l'armée, et certains de ces officiers sont interrogés par Ansarallah".

Depuis qu'Ansarallah a pris le contrôle de Sanaa, à la faveur d'un soutien populaire, qui ne se dément pas et qui inclut, à la fois, les Chiites et les Sunnites yéménites, Riyad est terrorisé, et accuse, à tort et à travers, l'Iran de soutenir "la milice houthie". Le chef d'Ansarallah n'a pas écarté sa volonté de se tourner vers l'Iran, la Russie, voire, l'Egypte, et de se dissocier de l'axe impérialiste Etats Unis/Arabie saoudite". french.irib.ir 18.03

Haut de page

Haut de page

Le 20 mars 2015

CAUSERIE

On a laissé de côté quelques sujets et on n'a pas pu traiter chaque sujet abordé ici comme on l'aurait voulu faute de temps. On a ajouté 39 articles.

Notes de lecture.

1- Pourquoi avoir mis en ligne l'article intitulé *Reconstruire la confiance entre Obama et Poutine* ?

Parce qu'il a été rédigé par un ancien analyste de la CIA, Ray McGovern, et qu'en le lisant on a confirmation de certains faits que les chiens de garde de la pensée unique censurent et ne pourront pas imputer à de "vulgaires" journalistes d'investigation qu'ils accusent de verser dans la théorie du complot.

Ce procédé qui consiste à accuser de conspiration des journalistes, des intellectuels ou des militants ouvriers est à double tranchant, car ils ne peuvent pas étayer leurs accusations. Ce sont des procès d'intention qui ont pour seul fondement leurs mauvaises intentions ou la cause inavouable qu'ils servent. Ils ne peuvent pas les justifier sans avoir à entrer dans les détails et révéler les faits incriminés qui parfois ou souvent suffisent à contredire leur version ou tout du moins inciter leurs lecteurs à douter de leur propre version ou à se poser des questions pour en savoir davantage ou mieux comprendre ce qui s'était réellement passé, ce qu'ils n'avaient pas forcément eu l'occasion de faire auparavant ou ne leur était pas venu à l'esprit, ce qui est normal puisque toute confrontation d'idées alimente la réflexion, d'où leur refus de prendre en compte certains faits qui par nature ne leur permettrait plus de justifier leur version falsifiée ou arrangée de la réalité.

2- Dans l'article intitulé *Le général US Breedlove (Otan) prié de la mettre en veilleuse*…, il y a des passages très intéressants, par contre il y en a qui nous dérangent, par exemple celui sur "l'agression russe" en Ukraine mais venant d'un journaliste d'Ouest-France et de Lettre de l'expansion, inféodé à l'Otan, on ne pouvait pas s'attendre à autre chose. On l'a mis en ligne parce qu'il y est fait référence aux contradictions au sein de l'Otan qu'ailleurs les médias aux ordres nient, disons que là ils sont devenus trop flagrants et publics, donc ce journaliste ne risquait rien en les invoquant.

Par la force des choses, ils en viennent à avouer ce qu'ils niaient encore la veille, donc ils se démasquent et se discréditent en même temps, parce que les lecteurs ne sont pas complètement stupides ou ils ont un minimum de mémoire.

Trop tard !

On a appris que Google envisageait de privilégier l'affichage des portails ou blogs non plus en fonction de leur popularité, mais de la "véracité" de leur contenu qui serait évidemment déterminée selon les critères conformes à l'idéologie dominante, ce qui relaierait à la trappe tous les portails ou blogs qui la critiquent.

Nous ne nous sentons pas vraiment concernés, puisque notre portail n'apparaît pratiquement nulle part, il faut vraiment taper des noms clés très ciblés pour que notre adresse apparaisse dans les moteurs de recherche. D'où la nécessité de le faire connaître autour de vous, je ne dis pas cela pour moi, je m'en tape, je fais mon boulot un point c'est tout.

Trop tard, parce que des millions et millions de travailleurs connaissent les adresses des portails ou blogs qui délivrent une information alternative aux médias institutionnels.

S'ils veulent leur en interdire l'accès, ils n'auront pas d'autre choix que les fermer les uns après les autres, mais d'autres prendront le relais ou seront créés et ainsi de suite. Et pour interdire l'accès à des portails ou blogs à partir d'un mot clé, il leur faudrait en censurer des dizaines ou des centaines de milliers dans le monde, ce qui paraît impossible. Il ne leur resterait plus qu'à interdire l'accès à Internet à partir de certains ordinateurs, mais là encore il suffirait de posséder plusieurs ordinateurs ou sources pour se connecter sur Internet et ainsi contourner leur interdiction.

Une occasion de faire l'apologie de la religion de l'argent et du dieu dollar, de l'individualisme.

Grille de lecture.

- Un tissu de généralités pour masquer le désarroi ou la précarité des plus pauvres qui sont de plus en plus nombreux dans les pays occidentaux.

- Ou l'art de mal poser une question en confondant richesse et progrès ou droits sociaux (et politiques), afin de ne pas avoir à évoquer les exorbitantes inégalités sociales qui existent de nos jours (comme autrefois car on est retourné en arrière) et sont à l'origine de bien des comportements et rapports sociaux...

- Une manipulation à la gloire du néolibéralisme.

- Les riches sont pessimistes, car ils craignent de ne pas le rester.

- Les pauvres sont optimiste, car ils refusent de le rester.

- L'absence de croyance ne rime pas forcément avec connaissance ou conscience. Cette confusion est à l'origine de bien des erreurs politiques.

- La religion ne sert plus qu'à manipuler les consciences de la plèbe qu'honnissent les riches.

- Quand il existe dans un pays un minimum de démocratie et que les besoins élémentaires d'un peuple sont plus ou moins satisfaits ou que la lutte des classes est dynamique, il n'a aucune raison de se tourner vers le ciel ou un prophète. Ce qui ne l'empêche pas de se tourner vers un empereur ou un monarque...

- Quand la société permet de satisfaire l'essentiel de vos besoins matériels, vous vous estimez servi et le sort ou le malheur des autres vous importe peu, sauf si inconsciemment vous craignez un jour de connaître le même sort.

- La spolation des droits sociaux légitimes des exploités et des opprimés est synonyme d'un grand malheur et d'une injustice que leur inflige l'Etat ou ceux qui détiennent le pouvoir, qu'ils compensent en se réfugiant dans une fiction, un monde virtuel ou immatériel où ils trouvent un bonheur factice, éphémère qui les consolent.

- La religion est réservée aux pauvres par les riches, elle n'a pas vocation à éliminer la pauvreté mais à l'entretenir ou la rendre supportable pour le bien-être des nantis.

- La religion, c'est la nourriture spirituelle que les riches repus réservent aux affamés.

- La religion distrait ou apaise temporairement l'esprit agité ou tourmenté du malheureux ou de l'anxieux à bon compte.

- La religion, c'est l'espoir d'un monde meilleur qui ne viendra jamais, une escroquerie.

- La religion sert à détourner l'exploité et l'opprimé du monde matériel vers l'au-delà, afin de préserver la société divisée en classes qui fait son malheur et que ne lui vienne pas à l'idée la nécessité de renverser l'ordre établi en place depuis l'éternité et pour l'éternité.

- La religion sert à détourner l'attention des exploités et des opprimés de ceux qui font son malheur. Après on les accuse de faire leur propre malheur ou d'en être responsable.

- La religion tire profit de l'ignorance des masses du fonctionnement de la société capitaliste qu'elle sert de la sorte.

- Croyance et PIB : les pays les plus riches sont les moins religieux - lefigaro.fr

Une étude américaine met en évidence la corrélation entre richesse et athéisme. Seuls les États-Unis échappent à cette règle. Les Américains se distinguent également par leur optimisme.

Paradoxe: les Américains sont à la fois religieux et très individualistes.

Les peuples les plus pauvres sont les plus optimistes. lefigaro.fr 16.03

Commentaire d'internaute

1- "Cette "étude" a juste oublié les pétromonarchie du Golfe qui sont les pays les plus riches du monde et les plus religieux."

2- "Ce n'est pas la richesse mais plutôt le développement qui font que l'individu réfléchit plus et peu se libérer des croyances..."

Vous avez raison, la richesse le pourri autant que la pauvreté, d'où la nécessité de liquider le capitalisme, supprimer les classes sociales et les Etats, les frontières, l'argent, bref, l'exploitation et de l'oppression de l'homme pas l'homme, le règne de la nécessité ou profit de celui de la liberté et de la paix universelle.

Etat terroriste. Etat policier. Jugements expéditifs. Condamnés pour l'exemple.

- Depuis les attentats, la justice a prononcé 132 condamnations pour apologie du terrorisme - LeFigaro.fr

Les juges ont fait preuve d'une grande sévérité après les attentats de janvier, n'hésitant pas à recourir largement à un mandat de dépôt. 93 peines d'emprisonnement ferme ont été prononcées.

La chancellerie vient de publier un bilan particulièrement éloquent. Depuis les attentats des 7, 8 et 9 janvier dernier, et jusqu'au 12 février, pas moins de «550 affaires pour apologie ou provocation au terrorisme ont été signalées dont les trois quarts ont un ou des auteurs identifiés (79 %)». Sur les 509 auteurs recensés, 72 % sont majeurs. Au total, 126 sont mineurs.

La réponse pénale témoigne d'une grande sévérité puisque «22 affaires seulement ont été classées sans suite et 15 ont fait l'objet d'une procédure alternative aux poursuites». Près de 50 % des poursuites ont pris la voie de la comparution immédiate, surtout quand «l'infraction d'apologie du terrorisme était en relation avec des personnes dépositaires de l'ordre public». 180 affaires signalées étaient en effet en lien avec les forces de l'ordre dont 97 avec des infractions connexes.

En ce qui concerne les peines prononcées, «sur 132 auteurs condamnés, 93 se sont vus infliger une peine d'emprisonnement ferme total ou partiel». 100 mandats de dépôt ont été recensés. Pour les faits d'apologie du terrorisme ou de provocation au terrorisme, lorsque c'est la seule infraction retenue, 23 auteurs sur 130 se sont vus infliger une peine de prison ferme.

Depuis le 12 février, le rythme aurait toutefois ralenti. La 16e chambre correctionnelle du TGI de Paris, spécialement dédiée à ce type de délit, n'a ainsi pas eu à statuer sur des affaires de ce type depuis le début du mois de mars. LeFigaro.fr 19.03

Ce déchaînement de haine et de répression contre des jeunes principalement et des mineurs auront pour effet de les conduie à détester un peu plus votre société de merde messieurs les procureurs généraux Hollande, Valls et Cazeneuve.

Honte aux adhérents du PS et à tous ceux qui ont passé des alliances électorales avec ce parti. Honte à tous ceux qui l'ont soutenu pendant tant d'années.

Ils en savaient des choses, dites donc ! Et dire qu'ils ont voulu nous faire croire le contraire... pour justifier de nouvelles lois liberticides.

- 290 djihadistes ont touché des prestations sociales en 2014 - M6info

Quelque 290 personnes parties faire le djihad en Syrie ou en Irak ont été privées l'an dernier de leurs prestations sociales. C'est ce qu'a annoncé ce mardi le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Interrogé à l'Assemblée nationale par le député UMP Alain Marsaud à ce sujet, il a assuré que «ces manquements (...) n'existent pas en nombre». Grâce à la plate-forme de signalement des candidats au djihad, «le cas de ceux qui ont quitté le territoire national est immédiatement signalé aux autorités en charge du versement de ces prestations sociales», a expliqué le ministre. «N'essayons pas de faire sur ce sujet des polémiques ou de laisser à penser qu'il n'y a pas d'action, a ajouté le ministre. Il y a une détermination totale et elle se poursuivra».

Selon les estimations communiquées dernièrement par le Premier ministre, Manuel Valls, 1400 Français, essentiellement des jeunes, seraient concernés directement par le djihad en Syrie ou en Irak, soit en étant sur place ou en cherchant à s'y rendre, soit en étant rentrés. Ce chiffre aurait doublé en un an. M6info 19.03

Vous voulez encore plus de précisions, il suffit de demander à Valls pour être servi, quel zèle, étonnant, non ?

Au total, 1.900 individus sont recensés en France dans les filières terroriste, dont 1.450 pour la filière Syrie et Irak. Parmi ces derniers, 770 sont allés sur place et 89, dont un adolescent de 14 ans - le plus jeune -, ont été tués, "parfois en voulant s'enfuir", comme l'a précisé Manuel Valls. "En 15 mois, le nombre de départs a été multiplié par 2,5", a-t-il fait observer. Enfin, de 1.000 à 1.200 personnes évoluent dans la "djihadosphère", affirme-t-on au sein du gouvernement. Soit un peu plus de 3.000 personnes dangereuses, dont 120 sont revenues de Syrie et d'Irak, que "le gouvernement veut surveiller tout en identifiant de nouvelles personnes pas encore détectées", précise-t-on dans l'entourage de Matignon. Clairement, ce projet de loi doit servir à "trouver de nouveaux djihadistes". M6info 19.03

Guerre idéologique. Police politique. Etat policier. Liberté sous surveillance. Qui complotent contre qui ? Le gouvernement, pardi !

"Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux." Benjamin Franklin

Le bâtonnier de Paris, Pierre-Olivier Sur : "C'est une loi sur le secret qui a été pensée et écrite dans le plus grand secret."

En famille.

- L'UMP prête à voter la loi sur le renseignement - LeFigaro.fr

Inquiétant ou poser la question c'est y répondre.

- Libertés individuelles, le gouvernement veut rassurer - Francetv info

- Le projet de loi sur le renseignement menace-t-il les libertés publiques? - L'Express.fr

Les point principaux.

J'ai zappé les réserves et bonnes intentions ou contrevérités affichés par le législateur ou Valls du style, les mails, SMS ou conversations d'ordre privé ne seront pas enregistrés, patati patata.

Valls l'a avoué lui-même : "Plus les techniques touchent à la vie privée, plus les contraintes sont fortes et plus les durées autorisées limitées." (latribune.fr 19.03). se contredisant en affirmant "Je veux le dire solennellement, il ne s'agit en aucun cas de mettre en oeuvre des moyens d'exception, ou de surveillance généralisée des citoyens" (AFP 19.03), s'il le dit, il ne faut surtout pas le croire ou traduire par le contraire.

Les pouvoirs exorbitants que le gouvernement donne au pouvoir administratif ou aux renseignements transforment la France en un Etat policier sur le modèle anglo-saxon.

- Innovation majeure du projet de loi, qui sera présenté jeudi prochain en Conseil des ministres, les services de renseignements vont pouvoir infiltrer et surveiller les terroristes potentiels grâce à des autorisations administratives, sans passer par la case judiciaire.

- Outre les «accès administratifs aux données de connexions», notamment les fadettes où apparaissent les contacts téléphoniques et les échanges du nombre de SMS, ils pourront effectuer en toute légalité des «interceptions de sécurité» portant sur les contenus électroniques des mails et des conversations téléphoniques, dès lors qu'ils seront un lien direct avec l'enquête.

- le projet de loi prévoit aussi le «recours à des appareils enregistrant les paroles et les images de personnes ou à des logiciels captant les données informatiques». Ce qui permettra aux agents de renseignement de poser des micros et des caméras espions.

- Grâce à des logiciels espions de type «keylogger», ils pourront aussi lire et enregistrer, de façon indétectable et en temps réel, ce que les illuminés frappent sur leurs claviers. Eu égard au «caractère plus intrusif de cette technique», dont l'usage sera contingenté, le projet prévoit que «la durée de mise en œuvre est limitée à deux mois».

- Des «agents spécialement habilités» auront le feu vert pour s'«introduire dans un véhicule, un lieu privé ou un système automatisé de traitement de données (…) aux seules fins de poser, mettre en œuvre ou retirer les dispositifs de captation». Le texte précise toutefois qu'«il ne pourra y être procédé si aucun autre moyen n'est possible pour obtenir le renseignement recherché». Outre l'emploi de balises «permettant de localiser en temps réel un véhicule ou un objet», le projet de loi prévoit aussi de permettre «l'utilisation de dispositifs mobiles de proximité». Il s'agit notamment d'appareils espions de type «Imsi Catcher» qui, lorsqu'ils passent à proximité de la cible, «siphonnent» un nombre plus restreint de données techniques que s'ils étaient employés dans un cadre judiciaire. lefigaro.fr 19.03

Qui visent cette loi infâme ?

- Des terroristes ou d'apprentis terroristes, assure-t-on dans l'entourage de Matignon. lemonde.fr 19.03

Le PS est donc directement concerné !

Mais nous sommes tous des "apprentis terroristes" puisque nous combattons pour renverser l'ordre établi par une révolution prolétarienne qui sera forcément violente face à un ennemi armé qui recourra à la violence la plus brutale.

Quel recours contre les abus ?

- Pour contrôler les services de renseignement, le gouvernement a souhaité créer une nouvelle autorité administrative indépendante, la commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR), héritière de l'actuelle CNCIS. Elle aura notamment pour mission de formuler un avis préalable à l'octroi de l'autorisation d'agir, sauf dans un nombre limité de cas (urgence aboslue), de contrôler l'opération pendant sa mise en oeuvre de la technique et à la fin.

- Le Conseil d'Etat en dernier recours, soit aucun en réalité.

Quelques réactions

Des garanties de contrôle jugées insuffisantes

Le Conseil national du numérique déplore l'extention « de manière significative le périmètre de la surveillance, sans que[celle-ci] ne s'accompagne de garanties suffisantes en termes de libertés». Tout d'abord, car la loi fait sortir du cadre judiciaire le recours à ces nouvelles techniques de recueil du renseignement. C'est ce que condamne vivement l'association Syntec qui regroupe près de 1500 entreprises du secteur qui dénonce le fait que ces mesures « pourront être prises par autorisations administratives ». Le juge antiterroriste Marc Trévidic porte un jugement tout aussi sévère sur les « dérives » possibles que comporte le projet de loi : « Ces pouvoirs exorbitants se feront sans contrôle judiciaire, insiste-t-il. Ne mentons pas aux Français en présentant ce projet comme une loi antiterroriste. Il ouvre la loi à la généralisation de méthodes intrusives, hors du contrôle des juges judiciaires, pourtant garant des libertés individuelles dans notre pays », a-t-il déclaré à l'Express ce jeudi.

Un texte « vendu comme une loi antiterroriste qui éviterait les attentats ».

« On vend une loi antiterroriste alors que c'est une loi sur le renseignement » dénonce souligne Adrienne Charmet, comme si cela « éviterait les attentats ». Or, non seulement « cela élargit les compétences du renseignement », mais cela porte sur des « choses extrêmement larges ». C'est également ce qui inquiète le juge Trévidic qui relève que « le projet de loi s'applique à des domaines beaucoup plus vastes » qui « répondent à des notions particulièrement vagues ». Public Sénat 19.03

Les Canadiens ne sont pas en reste.

- Projet de loi anti-terroriste C-51 : Une vraie menace (mondialisation.ca) (16.03.15)

Commentaires d'internautes.

1- "Ne me dites pas que nos services de renseignements étaient privés en pratique des mesures de cet article. Disons (espérons) que l'on régularise simplement sur le plan légal certaines pratiques. Et on en parle pour dissuader."

Cela revient à banaliser et étendre une pratique illégale en lui donnant un contenu juridique approprié. Comme quoi il était nécessaire de se demander le 7 janvier à qui profite le crime, sinon à ceux qui l'on commis ou l'on laissé commettre pour ne pas froisser ceux qui croient toujours que les frères Kouachi auraient réalisé l'opération contre le torche-cul infâme Charlie Hebdo.

2- "C'est une loi pour encadrer juridiquement ce qui a déjà été fait afin d'éviter notamment que la République - et ses fonctionnaires - puisse être sommée de répondre au TPI et pour préparer l'avenir. Quand c'est la guerre, c'est la guerre."

Quand le TPI a-t-il mis en cause une personnalité politique occidentale ? Jamais. Il n'a pas été créé pour cela à notre connaissance...

3- "C'est aberrant de faire cela car le Patriot Act aux USA, qui était encore plus intrusif, n'a permis en rien de lutter contre le terrorisme ..."

Ce n'était pas vraiment l'objectif... La bonne réponse (en partie) ci-dessous :

4- "Terrorisme qui est un prétexte pour surveiller encore plus les gens qui gènent, comme ceux qui s'opposent à l'oligarchie..."

5- "Pourtant, les renseignements savent qui sont les terroristes potentiels ... mais ils n'ont pas les moyens de les surveiller efficacement..."

Faux, de plus ils inventent un tas de "terroristes potentiels" qui n'existent pas. Dans 99% des cas, derrière les attentats qui sont commis dans le monde se trouve un Etat ou ses services de renseignement ou des groupes qu'ils ont infiltrés, manipulés et conduits à agir à leur place.

Je rappelle ce que m'avait confié un jeune membre de la brigade antiterroriste que j'avais rencontré par hasard et à qui j'avais vendu ma voiture au milieu des années 80. Il m'avait dit savoir où loger certains "terroristes" soi-disant recherchés par toutes les polices de France, mais qu'ils avaient pour ordre (d'en haut) de ne pas intervenir ou de ne pas les coffrer, la décision était politique et ils devaient s'y plier, ce qui le mettait hors de lui avait-il ajouté dépité.

6- "Grâce à des logiciels espions de type «keylogger», ils pourront aussi lire et enregistrer, de façon indétectable et en temps réel, ce que les illuminés frappent sur leurs claviers. Et surtout ceux qui ne pensent pas comme l'Otan/UE."

7- "Parce que le terrorisme n'est qu'une raison pour supprimer les libertés et installer le nouvel ordre mondial qui ne peut exister que sous la forme d'une dictature."

C'est le seul moyen d'essayer d'y arriver, mais cela témoigne aussi des difficultés qu'ils rencontrent pour convertir la population à leur idéologie ou leur modèle de société immonde.

8- "La plus belle des excuses pour fliquer tous les Français on en revient aux tribunaux d'exception."

La France n'est plus un Etat de droit avec cette loi, mais un Etat d'exception ou règne l'arbitraire d'un tribunal administratif aux ordres du gouvernement en place ou d'un parti politique qui exerce le pouvoir pour le compte de la classe dominante, on entre de plein pied ou ouvertement dans l'ère de la dictature même si le législateur le dément, il peut difficilement faire autrement ou falsifier la portée de cette loi.

9- "Avec, ces dispositifs, les journalistes auront du mal à cacher leurs sources. C'est dire la qualité de l'information à l'avenir."

Et déjà au présent, alors boycottez-les !

10- "Tout le monde commence à avoir la pétoche en Europe, on ne sait pas où cela va sauter la prochaine fois, une gare, une tour, des population, alors tout le monde à peur ! C'est le bon moment pour fliquer tout le monde !"

Vive Charlie ! Le rapport de cause à effet et l'imposture sont flagrants. A quoi d'autre devait servir le 7 janvier selon vous ? Le même scénario que le 11 septembre 2001.Vous avouerez que pour qu'il soit parfait et compte tenu de la manière dont il était programmé de l'exploiter par la suite, il était totalement impossible de le confier à de vulgaires amateurs ou zonards de banlieue. On y reviendra plus tard parce que j'ai collecté d'autres éléments matériels sur cette affaire.

11- "Toutes ces atteintes à la libertés sont bien sûr mises en place pour protéger la liberté, c'est surtout cela "l'effet 11 janvier"."

Vous aurez compris que Charlie Hebdo en porte-parole caricatural de la propagande de l'Otan, ne pouvait pas incarner autre chose que la conception de la liberté d'expression de ses maîtres à penser ou la négation des libertés individuelles.

Le gouvernement n'a pas eu besoin de se livrer à une manipulation de ce torchon contrairement à ce que certains pourraient croire ou les apparences trompeuses pourraient laissé penser, il a saisi l'occasion qu'il lui offrait pour pousser son avantage plus loin.

Moyennant une cible toute trouvée qui ne demandait qu'à répandre un peu d'hémoglobine sur la moquette et quelques dizaines de millions d'euros providentiels qui assureraient l'avenir d'un journal en faillite, franchement, vous avouerez qu'il était impossible d'envisager une meilleure couverture pour réaliser un coup d'Etat à moindre frais et si peu de victimes, ils ont fait dans le discount à tous les niveaux les bougres, l'affaire a été réalisée et bouclée pratiquement simultanément, en quelques heures, exactement comme le 11/9.

12- "Toutes les dictatures ont commencées comme ça. En effet, se servir du légitime pour aller un peu plus loin afin de garder le pouvoir est tentant, et aucun régime du passé n'a su y résister."

Vous avez raison, il faut préciser que ce n'est pas le coup d'Etat terroriste du 7 janvier qui devait marquer le début de cette dictature, mais que les conditions étaient déjà largement réunies avant le 7 janvier dans la mesure où il n'existait plus de réelle opposition institutionnelle au gouvernement depuis le mois de mai 2012, souvenez-vous que Mélenchon (PG) et Laurent (PCF) se sont défendus de faire partie de l'opposition au gouvernement pour conserver un espace politique lui permettant de le soutenir ouvertement le moment venu, en fait quotidiennement, ce qu'il fera dans dix jours lors du second tour des élections départementales.

13- "Et puis demain qui seront les cibles? Les soi-disant complotistes? Les eurosceptiques? Les souverainistes? Les anti-mondialistes ?

Tous les opposants au régime, de préférence ceux qui se réclament du socialisme.

14- "Qui va nous faire croire que ces moyens ne seront mis en pratique que pour combattre le terrorisme? Ceux qui généralisent ces méthodes de big brother sont les mêmes qui ont laissé notamment le salafisme s'implanter en France... Demandez à Snowden sur quoi a débouché l'après 11 septembre..."

15- "Le visionnaire George Orwell est malheureusement dépassé. Par étapes successives et de façon indolore, mieux même, pour notre bien, nous sommes tous guettés, épiés, soupçonnés, traqués, coupables potentiels."

Vous savez ce que les inquisiteurs ou dictateurs vont vous répondre ? Mais monsieur, madame, si vous n'avez absolument rien à vous reprocher, pourquoi craignez-vous tant cette loi, ellea été conçue uniquement pour vous protéger.

Sauf que voilà, ce qu'ils ne vous diront pas, c'est que demain pour n'avoir rien à vous reprocher, il vous faudra faire profil bas ou adopter leur idéologie, vous conformer à leur mode de pensée, de vie, vous soumettre docilement à leur politique, etc. vous devrez vous interdire de les critiquer, vous devrez pratiquer l'auto-censure, etc. toute déviation sémantique ou rhétorique, toute interprétation douteuse sera immédiatement sanctionnée, votre espace de liberté sera si restreinte que vous vous interdirez de vous exprimer en public.

Tenez, bien que nous n'ayons rien à voir avec cet individu devenu infréquentable depuis des années :

Le tribunal correctionnel de Paris a condamné le polémiste (Dieudonné - ndlr), mercredi 18 mars, à deux mois de prison avec sursis pour apologie d'actes de terrorisme pour son message "Je me sens Charlie Coulibaly" (M6info 18.03), alors que son message n'était pas resté plus de quelques heures sur le Net.

Il a eu beau expliquer qu'il soutenait Charlie Hebdo, adresser ses condoléances aux familles des victimes, participer à la manifestation du 11 janvier à Paris, affirmer une énième fois qu'il n'était pas antisémite, qu'il s'était agi d'un jeu de mots qui apparemment avait été interprété de travers ou qui avait fait l'objet d'une méprise, etc. rien n'y a fait, ce qui signifie que le droit à la défense n'existait plus dans ce pays dès lors que vous vous retrouviez dans le boxe des accusés face à des juges qui avaient décidé que vous étiez forcément coupable, puisque le pouvoir politique en avait décidé ainsi, c'était la seule issue possible à cette mascarade de justice.

La farce la plus cynique du jour. Vol MH17. Fabrication de preuves. Un média vole à leur secours.

Article mis en ligne aujourd'hui : Le livre d'un journaliste néerlandais parle de camouflage dans l'affaire du vol MH-17 - mondialisation.ca 15.03

Quelques jours plus tard...

- Crash du MH17 : un média néerlandais apporte un nouvel élément - LeFigaro.fr

- Vol MH17: nouvel élément étayant la thèse d'un tir des insurgés - Reuters

Un élément vient pour la première fois prouver que le MH17 a bien été abattu par un missile.

Un morceau de métal retrouvé sur les lieux de l'accident du vol MH17 de la compagnie Malaysia Airlines, dans l'est de l'Ukraine, proviendrait d'un missile sol-air BUK, assure une chaîne de télévision néerlandaise.

Ce jeudi, RTL Nieuws affirme qu'un fragment de métal retrouvé sur le site du crash correspond bien à un bout de missile sol-air BUK.

Le fragment en question a été retrouvé par un journaliste néerlandais en novembre dernier dans le village de Hrabove, près de l'endroit où s'est écrasé l'avion. «Les débris jonchaient toujours le sol d'une vaste zone sans surveillance. J'ai trouvé plusieurs fragments "suspects" parmi les débris du cockpit. Des fragments qui ne semblaient pas appartenir à l'avion», indique-t-il, précisant que l'un des fragments comporte une lettre de l'alphabet cyrillique. Le journaliste a fait analyser ces morceaux de métal par trois experts internationaux. Et selon eux, pas de doute: ils proviennent bien d'un missile anti-aérien BUK de fabrication russe. LeFigaro.fr 19.03

Le Boeing de la Malaysia Airlines s'écrase le 17 juillet 2014, et huit mois plus tard le miracle se produit enfin, une info nous parvient le 19 mars 2015 relatant le prélèvement d'un fragment de métal provenant d'un missile qui aurait été effectué par un journaliste en novembre 2014, il aurait donc fallu quatre mois pour analyser quelques centimères carrés de métal qui a pu être ramassé n'importe où en Ukraine...

Qui fait encore confiance à un média officiel ? Personne ou si peu de gens. Qui peut croire une pareille histoire ? Personne, qui plus est sachant que les Néerlandais sont juges et partis dans cette affaire et alignés sur Washington !

Au fait, disparu la témoignage de ce pilote de chasse ukrainien qui avait affirmé avoir descendu par erreur cet avion ? L'article figure dans notre portail.

Ce qu'il y a de commode avec l'actualité en continue, c'est qu'ils peuvent effacer tout ou partie de la réalité ou faire disparaître des témoignages, des preuves ou des faits qui les dérangent au fur et à mesure de leur parution ou des réactions qu'elles entraînent. Ils réécrivent l'histoire au quotidien en fonction de leurs objectifs politiques, pratique.

Dans le cas de l'affaire de Charlie Hebdo, ils ont fait disparaître plusieurs témoignages plutôt embarrassant, par exemple celui

d'une des personnes présentent sur dans les locaux du journal qui avaient affirmé que les tueurs connaissaient parfaitement leurs victimes pour avoir cité leur nom en s'adressant à eux l'un après l'autre avant de les abattre, ou encore que l'un des tueurs avaient les yeux clairs contrairement aux frères Kouachi.

Nous n'en parlons pas systématiquement, mais chaque semaine les médias officielles publient entre deux et quatre articles sur cette affaire.

Hier c'était au tour du magazine Le Point. de rapporter les propos abracadabrants d'un reporter d'Envoyé spécial diffusé jeudi soir : "en septembre 2014 l'un des reporters de la société de production aperçoit une voiture roulant à faible allure. Le conducteur s'arrête et alpague le journaliste : "C'est bien ici qu'on critique le prophète ?" lui demande-t-il. Mais l'automobiliste ne va pas s'arrêter là. "On va leur apprendre... On les surveille", ajoute-t-il avec "une détermination sans faille", selon le reporter.", parce qu'ils n'avaient pas d'autres moyens de se procurer l'adresse exacte du journal. Ils ne pouvaient pas se garer et descendre de voiture pour s'en assurer, pourtant plus loin on nous dit que "Saïd Kouachi et Amedy Coulibaly auraient fait des repérages dans l'immeuble quelques semaines avant l'attaque meurtrière.", tiens donc, et étrangement le 7 janvier ils auraient failli se tromper d'immeuble selon un autre témoignage qui lui aussi a semble-t-il disparu depuis, et évidemment ils n'auraient pas remarqué que la porte d'entrée possédait un digicode, cela ne tient pas debout.

Une autre fois on nous explique qu'ils auraient eu des difficultés avec les chargeurs de leurs armes, qu'ils les auraient maniées maladroitement ou ne savaient pas comment les tenir, bref qu'on aurait eu à faire à des amateurs, pour ensuite observer qu'ils avaient fait un carton sur la voiture de police digne d'un tireur professionnel en réussissant l'exploit de placer une dizaine de balles dans un périmètre très réduit, mieux, ils auraient économisé leurs balles et atteint leur cible du premier coup, un récit rocambolesque quoi.

Après on nous demande de les croire sur parole sans se poser de questions, c'est de l'abus de pouvoir. On veut bien admettre tout ce qu'on voudra, on n'est pas contrariant, à condition que la version qu'on nous sert soit cohérente et non pleine de contradictions ou d'interrogations pour lesquelles on estime légitime d'obtenir des réponses. On se contrefout de cette affaire, on refuse de cautionner une manipulation sous prétexte de raison d'Etat, c'est tout, on veut juste la vérité.

Commentaires d'internautes

1- "Dommage qu'il ne soit pas allé en Irak, il aurait trouvé les armes de destruction massives.

La Russie a déjà demandé quatre fois une enquête de l'ONU. Les US refusent.

Les US ont des données satellites, sans parler des deux AWACS...

Qu'ils refusent de les montrer est un aveu.

Si ils avaient quoi que ce soit pour incriminer les rebelles ou la Russie, ce serait dans tous les médias depuis le début.

Les Russes ont montré leurs preuves, les données radars de plusieurs systèmes BUK ukrainiens en activité et un avion, pas nécessairement un SU-25, proche du Boeing."

2- "La c'est le délire... un journaliste, et néerlandais de surcroît... Ce qui m'étonne c'est que les empreintes digitales de Poutine ne soient pas sur le morceau de métal..."

3- "Encore un "hoax", déjà démenti par les vrais enquêteurs ! Si l'enquête en est à accepter des débris fournis par des "journalistes", sans aucune traçabilité de leur provenance, c'est très révélateur ..."

En complément

- Russie: accord de l'UE pour prolonger les sanctions jusqu'à fin 2015 - AFP

Les Charlie étaient pire que des charognards en réalité.

- Division à Charlie Hebdo sur l'argent du journal - AFP

Deux mois après l'attentat qui a décimé Charlie Hebdo, les survivants se divisent: onze salariés demandent que tous les collaborateurs deviennent actionnaires à parts égales du journal, qui a recueilli près de 30 millions d'euros depuis la tuerie.

"Laurent Léger (journaliste de Charlie Hebdo, ndlr) a annoncé mercredi en conférence de rédaction avoir créé un collectif pour ouvrir des négociations sur une répartition égalitaire du capital", a indiqué à l'AFP un des avocats du journal, représentant de la direction, qui n'a pas souhaité être nommé.

Dans un mail à la rédaction dont l'AFP a obtenu une copie, Laurent Léger précise que ce collectif réunit onze collaborateurs, dont l'urgentiste Patrick Pelloux et le dessinateur Luz.

Charlie Hebdo est détenu actuellement à 40% par les parents de Charb, ex-directeur de la publication tué dans l'attaque du 7 janvier, à 40% par le dessinateur Riss, blessé à l'épaule, devenu le nouveau directeur du journal, et 20% par Eric Portheault, co-gérant.

Juste avant l'attentat jihadiste qui a tué douze personnes de l'équipe, le journal, au bord de la faillite, ne se vendait qu'à 30.000 exemplaires. Il a depuis vu affluer les dons et les abonnements, et vendu à plus de 7 millions d'exemplaires son "numéro des survivants" du 14 janvier. De nombreux collaborateurs vivent désormais sous protection policière.

"Nous prenons acte des souhaits des salariés d'être associés à la vie du journal. Mais nous sommes encore très loin de la réflexion sur l'actionnariat", a commenté l'avocat du journal, expliquant que les dirigeants étaient "navrés" de cette initiative.

"Pour le moment, on n'est pas associé aux choix. Il n'y a rien contre la direction actuelle, aucun conflit avec qui que ce soit, mais par rapport à ce qui s'est passé les salariés veulent être davantage acteurs de l'entreprise", a déclaré pour sa part Patrick Pelloux, joint par l'AFP.

"A partir du moment où une entreprise est décimée, vous vous sentez complétement liés à elle. Il ne s'agit pas de se partager le gâteau. L'argent ne nous intéresse pas", assure-t-il. AFP 19.03

Je leur suggère ce titre pour leur prochain numéro : Après t'as pas cent balles, une douzaine suffiront, le prix des balles s'emballent...

La décomposition de la langue au féminin passe par le PCF ou la pseudo-gauche.

- La bataille du genre gagne la grammaire - LeFigaro.fr

Des associations féministes ont lancé une pétition et en appellent à Najat Vallaud-Belkacem pour changer une règle de grammaire «sexiste».

«Que les hommes et les femmes soient belles!» C'est le cri de ralliement des féministes qui veulent en finir avec la règle de grammaire selon laquelle le masculin l'emporte sur le féminin. Pour en finir avec cette règle «sexiste», le collectif d'associations L'égalité, c'est pas sorcier! et la Ligue de l'enseignement proposent de remettre au goût du jour la règle de proximité. «Avant le XVIIIe siècle, la langue française était plus libre. Quand un adjectif se rapportait à deux noms, il pouvait s'accorder avec le plus proche qu'il soit féminin ou masculin. Cette règle de proximité remonte à l'Antiquité. On la retrouve en latin et en grec ancien», plaide Henriette Zoughebi, vice-présidente PCF du conseil régional d'Île-de-France. Pourquoi ne pas y revenir? La langue participe à l'apprentissage de l'égalité. On ne peut pas nier son importance sur les représentations sociales.»

Alain Bentolila dénonce ainsi «une erreur majeure d'analyse linguistique et une confusion totale entre le genre linguistique et le sexe». «Le mot “chapeau” est de genre masculin et le mot “canne” de genre féminin. Ont-ils pour autant un sexe? Mettre la dignité des femmes dans une règle, c'est méconnaître la langue française, tempête ce professeur de linguistique. Les règles de grammaire servent à mieux nous comprendre, à nous réunir. Penser faire avancer la parité en changeant le genre d'un adjectif, c'est invraisemblable.» LeFigaro.fr 19.03

A croire qu'on se comprenait mieux et vivait mieux dans l'Antiquité ! C'est à se demander jusqu'à quel niveau de régression ces réactionnaires voudraient entraîner la civilisation humaine.

L'acquisition d'une langue est difficile, sa maîtrise bien davantage encore. La langue française est compliquée au possible, aussi devrions-nous nous contenter des règles qui en ont rendu l'accès plus aisé ou en principe à la portée de tous, sans chercher à la compliquer davantage en modifiant sans cesse ses règles de grammaire. Quelles qu'aient pu être les motivations des académiciens à partir du XVIIIe siècle, pour déterminer qui devait l'emporter du masculin ou du féminin, il était inévitable que l'un soit avantagé au détriment de l'autre, et il s'est trouvé que c'est le masculin qui a obtenu leur faveur.

On peut le contester, mais on ne fera qu'inverser l'ordre des choses pour tomber dans un nouveau désordre, donc on ne sera pas plus avancé, sauf à ajouter encore de nouvelles exceptions à n'en plus finir au point de rendre l'apprentissage de notre langue impossible ou une véritable torture, c'est un professeur de français qui l'affirme.

Utiliser le masculin à titre générique ne se réfère pas au sexe, mais fixe une règle puisqu'il faut bien en fixer une, la langue ne peut

pas être la somme d'une infinité d'exceptions répétons-le au risque de devenir impraticable ou barbare.

Je ne suis pas sûr que la tournure suivante soit forcément flatteuse pour les femmes «Que les hommes et les femmes soient belles!», parce qu'on pourrait croire qu'on attache plus d'importance à l'apparence des femmes qu'à leur intelligence par exemple. Le féminisme atteint là le stade critique du crétinisme.

Cette démarche est stupide et grotesque, elle est inspirée par l'idéologie de la classe dominante qui s'emploie à féminiser les hommes et à monter les hommes contre les femmes et vice versa, tout comme les générations entre elles, etc. Si on les écoutait, il faudrait changer le genre de tous les noms ou substantifs selon des critères qui restent à définir ou à inventer et qui seraient également infinis, un siècle n'y suffirait pas.

Tenez, une corneille (un gros corbeau) se pose sur le rebord de la fenêtre. Ne commettai-je pas une terrible et impardonnable méprise en employant le féminin, alors qu'il s'agit peut-être d'un mâle. Ai-je vexé sans le vouloir cet animal ? Vais-je devoir me faire pardonner? Auprès de qui ? Me voilà soudain tourmenté, le doute et le remord m'envahit, mon esprit vacille, au secours Diderot, ils sont devenus complètement fous ! Et le philosophe de répondre : mais c'était le but recherché !

La syntaxe (et la sémantique) française est d'une complexité redoutable au point que parfois on se demande comment il faut écrire, on se dit que la plupart des lecteurs qui ne la maîtrisent vont se moquer de nos fautes qui n'en sont pas, on hésite, et pour le coup on commet de véritables fautes. On passe les mots qui s'écrivent indistinctement avec une ou deux consonnes, ceux qui sont à la fois masculin ou féminin, un ou une après-midi, interview, etc.

Par exemple, je peux écrire en parlant de moi, donc d'une seule personne, donc singulier, nous somme parti en ville, je n'ai pas mis le participe passé "parti" au pluriel, alors que l'auxiliaire est au pluriel (sommes), "nous" (sujet) marquant la distance entre celui qui s'exprime et celui qui fait l'action, il n'y a donc pas de faute. De la même manière que je peux écrire en parlant de moi et de Selvi, donc deux personnes, donc pluriel, on est partis en villle, "partis" au pluriel alors que l'auxiliaire est au singulier, "on" ayant la valeur de "nous" représentant deux personnes, ce qui est tout à fait correct. Combien de lecteurs le savent, 1, 2, quelques-uns sur 100. On peut écrire, il n'y a aucun journal ou aucun journaux dans le kiosque, le journal est quantifiable donc on devrait employer le pluriel, mais on peut employer le singulier que l'on traduira par il n'y a pas un seul journal, les deux formules sont valables, bien que la première soit généralement employée. Et ainsi de suite. C'est une véritable torture d'écrire autant quotidiennement, car je dois consulter le dictionnaire des dizaines de fois, ce que les lecteurs ignorent, maintenant ils le savent !

Avec tous leurs procès en sorcellerie pour l'emploi d'un mot ou d'un genre plutôt qu'un autre, les inquisiteurs veulent nous rendre fou ou nous contraindre au silence ! Comme s'il n'y avait pas de revendications sociales plus importantes ou urgentes.

Commentaire d'un internaute

- "Si on suivait leur logique "de sexisme" au pied de la lettre, aucune des expressions suivantes "Les hommes et les femmes sont égales" ou "les femmes et les hommes sont égaux" n'exprimerait l'égalité entre sexe. On penserait directement que l'ordre des mots est choisi de manière à ce que l'un des deux sexes emporte le genre... ce qui annulerait le bien fondé de cette belle expression...

Bien dommage, puisque sous la règle actuelle, le genre du mot n'est en rien le sexe de l'objet...

Et avec un peu de (leur) mauvaise foi, on pourrait trouver que le français pénalise les hommes... pourquoi les femmes pourraient jouir de la prérogative de pouvoir féminiser ce qui les décrit... alors que les hommes ne peuvent pas masculiniser: voué à ne pas pouvoir se distinguer du neutre... quel scandale !"

Ils ont un sexe à la place du cerveau que voulez-vous, ils sont sous l'influence de la théorie du genre qui a tourné à l'obsession, à l'hystérie.

En guise d'épilogue.

Confusion entre emploi générique et épicène

Le genre grammatical ne doit pas être confondu avec le sexe du référent. De nombreux termes, bien qu'ayant un genre grammatical défini, sont susceptibles d'être employés indifféremment pour des référents masculins ou féminins.

Grammaticalement, il ne s'agit cependant pas d'épicènes puisque le genre grammatical est défini, mais d'emploi générique d'un genre : l'épicène est un phénomène morphosyntaxique et non sémantique.

Une souris, une panthère, une mouette, une girafe qui sont de genre féminin, peuvent désigner des mâles et des femelles, ce qui peut induire des phrases comme suit :

La Panthère rose, du film homonyme La Panthère rose, est amoureux (et non amoureuse) d'une jeune et jolie panthère.

Jerry (du dessin animé Tom et Jerry) est à la fois une souris malicieuse et le père de Spike.

Inversement, une expression comme des œufs de canard est grammaticalement correcte ; bien qu'elle puisse être sentie comme erronée dans la mesure où canard est la désignation du mâle en même temps que de l'espèce, il s'agit d'une impropriété et non d'une faute de grammaire.

Un cheval qui est de genre masculin indique aussi bien l'animal mâle, l'étalon, que femelle, la jument, mais n'est pas un mot épicène pour autant même dans l'exemple suivant : « Contrairement à une idée reçue, le cheval noir de Zorro n'est pas un étalon, mais une jument, et le cheval blanc de Don Diego de la Vega n'est pas une jument, mais un étalon. » De même Rossinante, la monture de Don Quichotte, n'est pas une jument, comme on le croit souvent en France à cause de son nom d'allure féminine en français, mais bien un étalon. Wikipédia.org

---

ACTUALITE EN TITRES

Pas en France, Hollande les privilégie !

- La Grèce doit demander "aux plus riches de payer des impôts", selon François Hollande - Francetv info

La Libye en proie au terrorisme : C'est la France !

- Valls : face au terrorisme, «l'armée européenne existe, c'est la France» - LeFigaro.fr

- Attentat en Tunisie : «La Libye voisine est devenue l'épicentre du terrorisme» - LeFigaro.fr

Parti pro-business. Ils y sont tous déjà idéologiquement.

- Après Montebourg, et si d'autres anciens ministres se lançaient dans le business? - L'Express.fr

Comment sauver les meubles ?

- Arnaud Montebourg bombardé vice-président de la chaîne d'ameublement Habitat - Le Huffington Post

Qui aurait cru que la laïcité était un principe démagogique ?

- Benoist Apparu : "Les repas de substitution ne portent pas atteinte à la laïcité" - Francetv info

- Laïcité punitive de Sarkozy, l'UMP dans ses petits souliers - Liberation.fr

Les mains sales.

- Patrick Balkany perd son immunité à l'unanimité - M6info

- « Kazakhgate » : mise en examen pour corruption d'un ex-conseiller de Sarkozy - LeMonde.fr

- Corruption: le ministre italien des Infrastructures annonce sa démission - AFP

Intox

- Washington condamne le refus par Nétanyahou d'un Etat palestinien - LeMonde.fr

Enrichissez-vous, non pas vous : -0,16 cts.

- La baisse du prix du pétrole va générer une hausse du pouvoir d'achat - Francetv info

Une bouffée d'oxygène pour l'économie. "Le pétrole est à 60 dollars le baril. Sur une année entière 2015, c'est par rapport à l'année précédente 20 milliards de dépenses en moins pour la France", déclare Michel Sapin.

Les automobilistes profitent aussi de la baisse des prix à la pompe : -0,16 cts pour le sans-plomb. Les baisses de prix vont générer près de 10 milliards d'euros de pouvoir d'achat pour les ménages en 2015. Francetv info 19.03

Commentaire d'un internaute

- "La baisse du pétrole en dollar s'accompagnant d'une baisse de l'euro, de fait pour le ménage moyen aucune baisse réelle, donc ineptie."

Qui possède une terrasse en ville ?

- Posséder une terrasse en ville, un luxe qui cherche à se démocratiser - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Nucléaire iranien : Brzezinsky met en garde - french.irib.ir

L'ancien conseiller pour la sécurité nationale de la Maison Blanche met en garde les Républicains du Congrès contre ce qu'il considère "jouer avec le feu" : "Le fait de dresser des obstacles, sur la voie d'un accord nucléaire avec l'Iran, revient à jouer avec le feu". "Ce n'est pas un jeu politique que de chercher à empêcher un accord nucléaire avec l'Iran. C'est jouer avec le feu", écrit-il, sur sa page twitter. "Les sénateurs devront se demander si oui ou non une nouvelle guerre servirait les intérêts des Etats Unis". Brzezinsky évoquait, en effet, la lettre de 27 sénateurs adressée aux autorités iraniennes où ils affirment que le sénat foulerait au pied tout accord nucléaire avec l'"Iran, une fois Obama parti. french.irib.ir 19.03

2- Yémen

- Yémen: Moscou soutient Ansarallah - french.irib.ir

La Russie rejette le principe d'un dialogue inter yéménite qui se déroulerait à Riyad.

La Russie estime que tout dialogue entre l'ex président yéménite, ses partisans et ceux d'Ansarallah devra se dérouler à Sanaa, capitale yéménite suivant le principe qu'est celui du respect de la souveraineté des Etats et que Moscou respecte pleinement. les Houthis d'Ansarallah n'ont pas caché leur envie de voir le Yémen rompre avec l'emprise saoudienne et américaine sur sa destinée et se tourner vers les pays qui respectent sa souveraineté à savoir l'Iran la Russie. french.irib.ir 19.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Japon

Les grands groupes japonais augmentent les salaires - LeMonde.fr

Le groupe japonais Toyota va accorder une augmentation salariale record à ses salariés. Le constructeur automobile a proposé, mercredi 18 mars au cours du « shunto », les traditionnelles négociations de printemps, une hausse de 11 300 yens (88 euros) du salaire mensuel de base, un chiffre incluant 7 300 yens (57 euros) pour les promotions et l'ancienneté.

Les syndicats demandaient 13 300 yens (103 euros). L'augmentation de 3,2 % est néanmoins la plus élevée depuis 2002. En

légère hausse par rapport à 2014, les bonus d'été et d'hiver totaliseront 2 460 000 yens (19 144 euros).

Le constructeur a rejeté la demande syndicale, qui aurait augmenté les coûts salariaux de 20 milliards de yens (156 millions d'euros).

La décision de Toyota était attendue car ce groupe joue un rôle d'entraînement au Japon pour le reste de l'industrie. D'autant plus que l'évolution des prix n'est pas du tout celle souhaitée par les autorités japonaises. « Un retour en territoire négatif ne peut être exclu », a reconnu, mardi, la Banque du Japon, attribuant la très faible inflation à la forte chute des prix du pétrole.

D'autres grandes entreprises, comme Hitachi, Panasonic et Toshiba ont également accepté d'augmenter les salaires de 3 000 yens, soit 1 000 de plus que durant l'exercice précédent. Nissan a quant à lui élevé les émoluments de 5 000 yens (à comparer à 3 500 yens en 2014), une décision assortie de 5,7 mois de salaire en sus. LeMonde.fr 18.03

Le 21 mars 2015

CAUSERIE

(16h à Pondichéry, j'ai ajouté 23 nouveaux articles)

On ajoutera plus tard ou demain encore quelques dizaines d'articles.

On a appris que le POI reportait de 6 mois son congrès, apparemment il rencontrerait quelques problèmes internes dont on ne saura rien, sauf si des militants voulaient bien nous tenir informer.

Les explications fournies dans le numéro d'Informations ouvrières (343) paru avant-hier ne sont pas convaincantes, je ne fais que répéter les propos de Jean Markun, un des quatre secrétaire national du POI.

Apparemment il va falloir 6 mois supplémentaires aux dirigeants du POI pour analyser le "tournant de la situation" née sans doute au lendemain des 7 et 9 janvier derniers, le recours à l'article 49-3 pour faire passer en force la loi Macron et on ne sait quoi encore qu'on a largement eu le temps de digérer, mais apparemment là encore, cela doit être dû à l'allègement forcé de mon régime alimentaire adapté à la baisse de mes revenus, ce qui ne doit pas être leur cas, je leur assure que cela aide et on se sent beaucoup mieux, y compris pour réfléchir si nécessaire.

Ne soyons pas mauvaise langue, le POI n'échappe pas à la crise qui frappe tous les partis, sauf le FN, cela ne nous ravit pas évidemment. Tous leurs diagnostics et pronostics, toutes leurs analyses et stratégies se sont avérées insuffisantes ou foireuses à l'arrivée, on juge sur les résultats, les faits rien que les faits comme ils disent si bien, Markun a raison sur ce point. Ils n'ont pas intérêt à jouer sur les mots car leurs militants vont leur reprocher et ils auront raison aussi.

Le procédé qui consistait à surinterpréter en permanence certains faits ou événements parce que cela les arrangeait, à substituer ensuite cette interprétation à la réalité, pour enfin passer son temps à la justifier quite à utiliser des méthodes pour le moins douteuses ou pire encore, ne pouvait pas aboutir à un autre résultat. C'est ainsi que je ne partage pas leurs analyses sur la situation au lendemain de la Seconde guerre mondiale, sur l'Algérie, l'Allemagne de l'Est (1953), la Hongrie (1956), la Tchécoslovaquie (1968), mai 68 et mai 81 en France, la réunification de l'Allemagne, l'implosion de l'URSS et ses satellites et la suite, etc. plus généralement les rapports entre les classes, avec les institutions, les syndicats, leur conception de la lutte de classe, les tâches qu'on devrait se fixer, la nature du parti à construire, leur analyse de la situation mondiale, du capitalisme mondial qui est tronquée, le rôle de l'oligarchie financière, le mondialisme, l'interprétation des événements les plus marquants du XXe siècle jusqu'à l'attaque des 7 et 9 janvier 2015 à Paris, la manière d'aborder les questions de société, les masses. etc. tout ou presque pourriez-vous penser, disons que les seuls points sur lesquels je suis d'accord avec eux sonnent creux et je n'y suis pour rien, cela tiens au contenu qu'ils leur donnent. Dans un précédent numéro d'Informations ouvrières (N°340 page 14) ils ont encore trouvé le moyen de faire l'éloge de Marc Blondel qui a conservé sa carte du PS jusqu'à son dernier souffle, il y a des trucs comme cela qui ne peuvent pas passer, vraiment pas, révélateur d'une collusion qui nous a précipité au fond d'un trou sans fin.

Dans bien des cas vous aurez pu observer qu'ils en sont rendus à simplement commenter l'actualité politique à la manière de n'importe quel journaliste d'un média institutionnel, ce qui est navant. Du coup on se demande à quoi sert leur parti et s'il s'agit bien encore d'un parti politique et non d'une sorte de courant syndical qui pour exister doit forcément entretenir de bonnes relations avec les appareils pourris de FO et de la CGT notamment. On a l'impression qu'ils n'ont jamais été capables de prendre la classe par le bon bout parce qu'ils s'accrochent désespérément à une conception de la lutte de classes qui ne correspondait pas à la réalité. Ils ambitionnaient d'être vertueux et ils ne l'ont jamais été, cela se paie un jour ou l'autre forcément, c'est une faute politique impardonnable. On ne va pas répéter ici ce qu'on a déjà dit dans des causeries précédentes sur le POI.

Le POI était sans doute le seul parti sur lequel les travailleurs pouvaient compter, il le reste peut-être, il demeure le plus sérieux et

le mieux structuré mais pas forcément le plus cohérent ou crédible, or c'est plus indispensable que jamais quand on doit construire un parti alors que les conditions pour qu'une révolution ait lieu sont très loin d'être réunies, pour conserver les travailleurs qui vous ont rejoint, les faire patienter, les former pour qu'ils deviennent des militants capables de penser par eux-mêmes, s'implanter profondément dans toutes les couches des masses exploitées. Nous ne sommes pas d'accord sur la manière d'aborder les travailleurs et les militants, la manière de leur présenter la situation et nos objectifs, apparemment nous ne parlons pas le même langage. Le POI avait suscité un certain espoir pour près de 10.000 travailleurs il y a 5 ans, tout comme le NPA, et ils en sont pour ainsi dire rendu au même point, c'est-à-dire où ils en étaient 30 ou 35 ans auparavant, quel gâchis phénoménal pour avoir sans cesse reproduit les erreurs du passé, qu'y pouvons-nous, rien je l'avoue.

On aurait franchement souhaité un autre dénouement.

Je veux bien qu'on nous dise que les choses ne pouvaient pas se produire autrement et que personne n'y est pour rien. Soit, mais je me demande s'ils se rendent vraiment compte de ce qu'ils disent en tenant un tel discours, car celui signifie pour ceux dont les convictions demeurent fragiles que quoi qu'on fasse nous sommes réduits à l'impuissance, alors à quoi bon sacrifier une bonne partie de notre existence à un combat perdu d'avance, autant profiter davantage de la vie et essayer de s'en sortir pas ses propres moyens et Inch Allah !

Préparons sérieusement la mobilisation du 9 avril, il en ressortira ce qu'il en ressortira, on en est là.

Je ne veux imposer à personne mes idées, positions, conceptions ou interprétations. Je m'y tiens à défaut de mieux, c'est ce qui me permet de tenir dans des conditions difficiles, mais en même temps qui présentent bien des avantages, sans médias, sans entendre des conversations parasites, sans même entendre parler français ou anglais, absolument rien ne vient perturber ou polluer ma réflexion à part de temps en temps l'aboiement d'un chien, le beuglement d'une vache, le bêlement d'une chèvre, le chant d'un oiseau, la cloche d'un temple, la sonnette d'un vélo et occasionnement le bruit d'un moteur ou un klaxon. Quand mes yeux s'écartent de l'écran, j'entends le tic-tac de l'horlogue ou le ronronnement familier du réfrigérateur qui raisonnent dans ma tête, et me rappelle que je dispose de conditions favorables pour penser et que ce serait dommage de les gâcher, j'en ai bien conscience et je me mets à la place de tous ceux qui n'ont pas cette chance. On essaie d'être utile à notre cause, peut-être maladroitement, mais involontairement si c'était le cas.

Les dirigeants du POI n'ont pas voulu nous en dire plus sur leurs problèmes, tant pis, nous ne pourrons pas y réfléchir puisqu'ils ont décidé que cela ne nous concernait pas, après ils s'étonneront que les travailleurs n'accrochent pas à leur parti ou que leurs militants disparaissent dans la nature, c'est à croire qu'ils le font exprès, aussi ne perdons pas notre temps avec eux.

La polémique sur les cantines scolaires tient de la propagande idéologique et politique du régime.

Le gouvernement, le PS, ses satellites et alliés, une partie de l'UMP et de l'UDI sont directement responsables du communautarisme dans la mesure où ils soutiennent les revendications des minorités contre la majorité. Or quand c'est la minorité qui impose sa loi à la majorité on n'est plus en démocratie, on est en dictature, cela vaut d'ailleurs pour le capitalisme en général.

Les différents protagonistes s'emploient sciemment ou inconsciemment à mal poser la question qui concerne les droits des minorités pour diviser la population ou faire en sorte de créer dans le pays un climat délétère suite à l'affrontement permanent des différentes couches de la société, qui aura pour conséquence d'affaiblir la résistance des travailleurs face à la politique antisociale du gouvernement.

S'ils abordent de travers la question des différentes communautés qui réclament des droits nouveaux, c'est parce qu'ils sont incapables ou refusent de représenter ou de satisfaire les intérêts communs à l'ensemble des travailleurs, qui une fois satisfaits permettraient du même coup de résoudre les revendications particulières des minorités dans la mesure où il n'y a pas d'incompatibilité entre les intérêts de l'ensemble des exploités et ceux particuliers de certaines couches de travailleurs, on ne voit pas pourquoi les ouvriers s'opposeraient à l'égalité des salaires avec les ouvrières, on ne voit pas quel intérêt auraient un homme et une femme pouvant vivre librement leur sexualité à interdire à deux hommes ou deux femmes de vivre la leur librement, on ne voit pas quel intérêt aurait un travailleur libre de consommer ou non certains aliments, du porc, du boeuf ou du poisson par exemple, à forcer un enfant ou un adulte à en consommer de force ou à se priver de nourriture, etc.

Il est tout à fait possible de proposer des plats principaux avec ou sans viande au menu de chaque école, comme cela se pratique dans de très nombreuses écoles ou la plupart d'entre elles depuis de nombreuses années d'après ce que j'ai compris, vous m'excuserez, je ne vis plus en France depuis 19 ans.

Mais voilà avec les coupes budgétaires décidées par le gouvernement dans les sommes allouées à chaque département pour satisfaire Bruxelles, la gestion par les communes de la cantine scolaire devient de plus en plus problématique, d'où la décision de certains maires de réaliser des économies en revenant au menu unique, peu importe les véritables intentions qui en sont à l'origine, on s'en tiendra à ce constat qui est à l'origine de cette polémique, qui elle n'a rien d'anodine ou est politiquement orientée.

On fera remarquer à ceux qui instrumentalisent cette question, que les communes auraient peut-être tout intérêt à

proposer uniquement des menus végétariens plus économiques, mais là les mêmes carnassiers se soulèveraient en choeur pour réclamer leur part de chair fraîche, les mêmes qui font peu de cas de la chair à canons de peuples innocents, soit dit en passant.

S'agissant des cantines scolaires, c'est à la fois un faux débat et une question politique.

Un faux débat.

Autrefois les enfants musulmans, juifs, hindous, parsis, etc. mangeaient ou ne mangeaient pas le porc ou le boeuf qui était au menu à la cantine, s'ils ne le mangeaient pas, ils l'échangeaient avec des petits camarades de classe contre un fromage ou un dessert et la question était réglée d'elle-même, personne n'avait soulevé ce problème parce qu'il n'existait pas tout simplement. Il existe depuis que la classe dominante ou Washington pour être plus précis, a décidé de faire de la chasse aux musulmans sa priorité, de criminaliser les musulmans et leur religion dans le cadre de la lutte contre le terrorisme pour resserrer son étau sur les champs de pétrole et de gaz du Moyen et Proche-Orient...

Quand j'étais gosse et que je mangeais à la cantine, il arrivait que j'échange mon entrée, mon plat principal ou mon dessert contre un autre aliment avec des camarades de classe, et tous les jours la même scène se reproduisait à chaque table. On était une quinzaine d'élèves par table. Je me souviens que très régulièrement il y avait un fruit comme dessert, et comme je n'aimais pas les fruits parce qu'on n'en mangeait pas chez mes parents, trop cher ou pas assez nourrissant pour des pauvres (on se bourrait de bouillon mélangé avec du pain rassis ou du vermicelle, de pâtes ou de pommes de terre), je l'échangeais contre une entrée et j'avais mangé à ma faim.

Par ailleurs les menus hebdomadaires sont affichés ou remis à chaque élève en début de semaine, donc en cas de repas unique, les parents des enfants qui ne mangent pas tel ou tel aliment pourront mettre ce jour-là un complément dans son cartable sous la forme d'un fruit par exemple. C'est là le cas extrême qui peut se présenter une fois par semaine tout au plus, donc pas de quoi en faire une salade !

Et puis, il faut avoir à l'esprit que généralement la viande est servie séparément des légumes ou des céréales qui l'accompagne, donc l'enfant pourra toujours manger le plat qui accompagnait la viande. Ensuite, la portion de viande ne représente qu'une partie négligeable du menu, moins de 100 grammes, donc si l'enfant s'en passait il ne sortirait pas pour autant de table le ventre vide, il peut réclamer une portion de légumes ou de céréales pour compenser qu'on ne lui refusera pas.

Une question politique et idéologique.

Vous aurez remarqué une fois de plus qu'ils abordent un sujet sans évoquer le contexte ou les conditions dans lesquelles il se présente. Dans le cas présent ils n'évoquent pas comment les choses se passent en réalité dans absolument toutes les cantines de toutes les écoles publiques ou privées, confessionnelles ou non du pays.

On est donc en présence une fois de plus d'une campagne délibérée de déstabilisation de la population, de propagande idéologique et politique commanditée par la classe dominante tournée contre les principes de la démocratie, contre les musulmans principalement, et ce qui est le plus insupportable c'est qu'ils visent des enfants.

Quelques commentaires d'internautes.

1- "*Le terme "vivre ensemble" est la parfaite définition de l'encouragement au communautarisme. Nous sommes dans une république laïque et indivisible.*"

Chaque fois qu'ils évoquent l'égalité de droit, c'est en réalité pour s'attaquer aux fondements de la République qui sont incompatibles avec une dictature ou le règne de la monarchie absolue que veut imposer l'oligarchie financière.

Comme quoi certaines personnes sont sensibles à leurs arguments démagogiques qui reposent sur un déni, le refus de prendre en compte ce qui se passe réellement dans les cantines ou j'ai évoqué plus haut. Ils ne peuvent pas procéder autrement pour justifier cette opération.

2- "*Le vivre ensemble c'est aussi respecter et prendre en considération les différences et les choix des autres. Les juifs, les musulmans, les hindoux, les jehovah, les végétariens etc... ont des impératifs concernant la viande. Ce n'est pas en imposant le menu d'une partie de la population que l'on sera juste.*"

Rectifions : il ne s'agit pas "d'une partie de la population", mais de la majorité, de la démocratie la plus élémentaire. En République, ce ne sont pas les "impératifs" de certaines minorités qui dictent leurs lois, mais les intérêts de la majorité.

De quoi alimenter le racisme. Et qui est à la manoeuvre pour qu'il se développe ? Le gouvernement, le PS, l'UMP, la pseudo-

gauche et extrême gauche. En voici la preuve :

3- "*La cantine scolaire est un service public non un restaurant. Si cela les dérange qu'il y ait du porc dans les cantines et bien qu'ils gardent leurs enfants chez eux durant la pause méridienne. Nous n'avons pas à nous conformer aux diktats des musulmans.*

Si ils veulent vivre selon leurs coutumes cela est très facile. Ils rentrent dans leur pays respectif."

Dehors les musulmans et la boucle est bouclée, les tenants de l'idéologie dominantes, ses représentants et ses larbins de gauche et d'extrême gauche peuvent s'estimer satisfaits.

Mêmes causes, mêmes effets. Etats-Unis - France : des dictatures, des Etats terroristes, policiers, antisociaux, impérialistes, une police raciste, une justice, des lois et des tribunaux d'exception...

1- Etats-Unis: nouvelle affaire d'un jeune Noir brutalisé par des policiers blancs - LeFigaro.fr

Une vidéo amateur, diffusée sur les chaînes américaines, montre l'arrestation très musclée de Martese Johnson, 20 ans, un étudiant noir de l'université de Virginie par plusieurs policiers blancs.

La brutale arrestation par des policiers blancs d'un étudiant noir refoulé d'un bar dans l'Etat américain de Virginie alimentait la polémique, déjà vive, sur la façon dont les dépositaires blancs de l'autorité traitent les jeunes Noirs aux Etats-Unis. Martese Johnson, 20 ans, un étudiant de l'université de Virginie, au sud de Washington, s'est vu refuser l'entrée d'un pub irlandais mercredi soir, où une fête de la Saint-Patrick battait son plein.

A l'extérieur du bar, des agents, blancs, du département de contrôle des boissons alcoolisées l'ont alors violemment plaqué sur le sol, l'un d'eux maintenant son genou dans le dos du jeune homme pour l'empêcher de se débattre, tout en lui passant les menottes. Sur une vidéo amateur de l'arrestation diffusée sur les chaînes américaines, on entend l'étudiant crier: «racistes!». Sur les images, on peut nettement voir sa tête ensanglantée après avoir heurté le trottoir. L'altercation lui a valu une hospitalisation et plusieurs points de suture.

La police a inculpé l'étudiant pour avoir proféré des injures, ébriété sur la voie publique et obstruction.

La police de l'Etat de Virginie a promis qu'une enquête serait menée. Selon l'avocat du jeune homme, Martese Johnson a tenté d'entrer dans le bar en montrant une pièce d'identité, comme c'est souvent le cas aux Etats-Unis où l'âge légal pour consommer de l'alcool est 21 ans, mais il s'est fait refouler. C'est à ce moment que les policiers l'ont interrogé et l'échange s'est soldé par l'arrestation brutale de l'étudiant, selon M. Watkins, cité par le Washington Post. LeFigaro.fr 20.03

2- Un contrôle dégénère dans les Yvelines : "Les policiers n'avaient pas à agir comme ça!" - francetvinfo.fr

A Saint-Germain-en-Laye, des agents ont interpellé plusieurs personnes, mardi, et les ont placé en garde à vue. "Une intervention musclée", selon des témoins. Au départ de l'affaire, une simple voiture mal garée.

Depuis les fenêtres des appartements, des témoins ont filmé la scène. Mardi 17 mars, des policiers ont interpellé cinq jeunes hommes, tous habitants d'un même quartier de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). "Une intervention musclée", titre Le Parisien, qui publie les images amateur deux jours plus tard. Impossible néanmoins d'y déceler les raisons à l'origine de cette rixe.

Contactée par francetv info, vendredi, une voisine évoque "un contrôle qui tourne mal". Mais comment une formalité a-t-elle pu donner lieu à une telle scène de violence ? Les versions divergent. Selon les policiers, cités par le quotidien, les fonctionnaires ont répondu à "des coups de pied et de poings, portés par plusieurs jeunes gens à leur encontre". Les personnes interpellées, ainsi que leurs familles, démentent formellement. Selon une source proche de l'enquête, "le procureur de la République a décidé de poursuivre l'investigation afin de déterminer ce qu'il s'est passé à partir des procès-verbaux et des vidéos." Francetv info a tenté de retracer le fil des évènements.

"Mal dressés ? Pourquoi ne pas dire 'mal éduqués'?"

"Je rentrais du travail, il devait être 18h30. Je suis assistant d'éducation dans un collège", explique Mehdi*, 20 ans, joint par téléphone par francetv info. Le jeune homme se gare dans la rue, contre le trottoir, pour rejoindre quelques amis qui discutent. "Je me gare sur le côté droit, comme le font les riverains. La rue est à sens unique, et il y a peu de place sur le parking", explique-t-il. Le détail à son importance. Son véhicule, qui n'est pas garé sur un emplacement autorisé, attire l'attention de policiers en patrouille dans le quartier. "Ils nous ont demandé de nous mettre sur le côté, et à moi de leur donner les papiers de ma voiture. Ce que j'ai fait", assure le jeune homme.

Si, selon ses propos, "tout est calme", il se souvient malgré tout de moments de tension, notamment parce qu'il sourit à un policier ("Ça ne me fait pas rire", lui lance un agent, et Mehdi d'expliquer à francetv info : "Si on n'a pas le droit de sourire en se faisant contrôler, pas étonnant qu'ils se plaignent d'avoir de mauvaises relations avec la population"). Mais là encore, la police décrit une scène différente. "Le contrôle tourne assez rapidement à l'échange verbal. Il y a un refus de contrôle d'un individu et l'agrégation de jeunes auprès de leur camarade", rapporte la source interrogée par francetv info. "Les policiers ont été insultés. Il y a eu outrage, des coups ont été portés. La procédure en cours porte là-dessus", détaille-t-elle.

Selon Mehdi, c'est plutôt un mot qui fait déraper la situation. "Il y avait plein d'enfants près de nous, ils se distribuaient des bonbons, bougeaient autour des policiers, etc." confirme-t-il. "Une policière leur a alors lancé qu'ils étaient mal dressés." Pour Mehdi, ce mot traduit un manque de respect, voire du racisme. Il prend la mouche : "Je lui ai dit : 'Pourquoi ne pas dire 'mal éduqués' ?". Le ton monte, poursuit le jeune homme, et "la tension s'installe". Il est fouillé par les agents.

"Comme mon fils se fait régulièrement contrôler, je suis allée voir"

"Du balcon, depuis chez moi, je vois le bout de la rue. J'ai vu mon fils et, près de lui, une voiture de police à l'arrêt. Comme il se fait régulièrement contrôler, j'ai décidé d'aller voir ce qui se passait", explique Faïza*, la mère de Mehdi, également interrogée par francetv info. Parfois, dit-elle, "les jeunes peuvent se faire contrôler trois ou quatre fois dans une même journée, jamais par les mêmes policiers".

La source proche de l'enquête confirme par ailleurs qu'il ne s'agissait pas de policiers de Saint-Germain-en-Laye, mais d'agents d'un service départemental. Ces derniers indiquent à Faïza que tout se passe bien, mais Mehdi lui rapporte toutefois l'accrochage sur le mot "dressé". "Ce n'est pas une façon de parler à des enfants", reprend Faïza. Mère et fils soutiennent que la situation s'est alors dégradée. Si les policiers assurent que les jeunes hommes ont initié la rixe, Mehdi raconte qu'une policière s'est saisie d'un flashball ("Un flashball ? Pour un simple contrôle ? Le contrôle de quelqu'un qui est, qui plus est, en règle ?").

"Une deuxième voiture de police est arrivée à ce moment-là par la rue en sens interdit, avec le gyrophare allumé, ce qui prouve qu'ils ont appelé du renfort, poursuit le jeune homme. Ils attrapent deux de mes amis, l'un prend un coup de poing. Et quand j'ai essayé d'éloigner ma mère, un policier m'a ordonné de ne pas bouger et de me retourner, pour qu'il me passe les menottes. J'ai refusé."

Une plainte déposée

La suite de la scène figure sur la vidéo. On voit des coups, portés de part et d'autre, on entend des cris. Une bombe lacrymogène, des riverains ahuris. Mehdi qui refuse de se faire menotter et qui tente de résister. "On voit la volonté de ne pas se laisser contrôler et interpeller, estime la source policière proche de l'enquête, or, pour interpeller un individu récalcitrant, il y a un usage de la force légitime." On voit aussi la chute de Faïza, au bord du trottoir : "J'ai une nécrose de la jambe gauche. Je dois me faire opérer en avril. C'est pour cela que l'on me voit boiter", explique la mère de famille. "Je m'étais d'abord mise de côté, mais quand j'ai vu qu'ils s'en prenaient à mon fils, je me suis précipitée. Ils voulaient l'interpeller, mais lui ne s'est pas laissé faire. Comme il se débattait, il a reçu des coups", raconte-t-elle aujourd'hui, "toujours choquée". Ecartée de la scène par une policière, elle perd l'équilibre, et finit au sol.

Elle fait partie de ceux qui ont l'intention de porter plainte contre la police, et entend agir dès lundi. "Je veux qu'elle [la fonctionnaire de police] sache qu'elle n'avait pas à agir comme ça avec moi, alors que mon handicap est visible", s'agace-t-elle.

Après deux jours de garde à vue, les cinq hommes ont été relâchés, en attendant leurs comparutions. "Ce n'est pas plus mal, tranche la mère de Mehdi. Comme ça, cela nous laisse le temps de nous organiser, de consulter un avocat pour voir ce que l'on peut faire." Mehdi, qui assure avoir subi des mauvais traitements lors de la garde à vue, n'entend pas, lui non plus, en rester là. "Ce sera au magistrat de déterminer le bien-fondé de l'action des policiers", tranche-t-on du côté des forces de l'ordre.

*Les prénoms des témoins ont été modifiés pour préserver leur anonymat. francetvinfo.fr 20.03

Collusion entre l'impérialisme britannique et les barbares : Inavouable. Trop tard !

- Cameron gêné par un rapport sur les Frères musulmans en Grande-Bretagne - lefigaro.fr

Downing Street reporte sine die la publication de l'enquête sur les activités de l'organisation pour ne pas froisser ses alliés arabes.

Attendu en juillet dernier, maintes fois reporté et maintenant sans doute enterré, un rapport controversé sur les Frères musulmans en Grande-Bretagne embarrasse le gouvernement de David Cameron, qui l'avait pourtant commandé il y a un an. Il s'agissait alors pour le premier ministre de «comprendre parfaitement la nature de cette organisation, ses positions par rapport à l'extrémisme violent, ses liens avec d'autres groupes et sa présence au Royaume-Uni». Las! C'est devenu une patate chaude qui est passée de ministère en ministère. Quelques heures avant la publication, prévue lundi, Downing Street a, in extremis, décidé de

la reporter à nouveau. Il est peu vraisemblable désormais qu'elle ait lieu avant les élections de mai et ses conclusions pourraient disparaître à la faveur d'un changement éventuel de gouvernement.

Commandée aux services de renseignement MI5 et MI6 et dirigée par l'ancien ambassadeur britannique en Arabie saoudite, John Jenkins, l'enquête devait conclure que les Frères musulmans ne sont pas une organisation terroriste. C'est pour ne pas froisser ses alliés comme l'Égypte, l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis, qui ont interdit les Frères musulmans, que Londres aurait choisi d'enterrer le document, même si Riyad a depuis peu amorcé un rapprochement avec eux. À l'inverse, une critique trop sévère aurait indisposé le Qatar, généreux bailleur de fonds à Londres, ou la Turquie, qui soutiennent les Frères. Nébuleuse

D'emblée, l'enquête a fait des vagues. Les Frères musulmans se sont assuré les services d'un avocat de renom pour attaquer le gouvernement britannique en justice en cas d'atteinte à leur image. Nombre de leurs dirigeants ont trouvé refuge en Grande-Bretagne. Ils apprécient peu d'être soupçonnés d'apologie du terrorisme. Sans aller jusque-là, le rapport devait toutefois mettre en lumière les relations des Frères musulmans avec une galaxie d'une soixantaine de groupes, ONG ou médias, dont certains, considérés comme des couvertures, auraient pour but réel de propager le fondamentalisme en Grande-Bretagne et dans le monde arabe. Dans le document, les services secrets auraient recommandé que soit fait un grand ménage dans cette nébuleuse. «Il est clair que les Frères ont de nombreuses zones d'ombres, dont leur relation ambiguë avec la violence et leur impact douteux sur la cohésion sociale en Grande-Bretagne», a affirmé au Telegraph Lorenzo Vidino, auteur d'un livre sur la présence de l'organisation en Occident, et interrogé durant l'enquête.

Pour noyer le poisson, Downing Street a justifié la non-publication du rapport par la nécessité de l'intégrer dans une plus vaste évaluation de la liberté d'expression au Royaume-Uni. Les conservateurs en campagne électorale réfléchissent à restreindre la grande tolérance du pays, qui permet à des prêcheurs extrémistes d'avoir pignon sur rue, et de s'exprimer dans le monde éducatif ou dans les médias. lefigaro.fr 17.03

La civilisation humaine lobotomisée ou le monde décérébré qu'ils nous promettent ou encore comment l'éducation doit être soumise aux "vertus" du marché : Un cauchemar !

1- A Dubaï, au forum de l'école « WAOUH! » - lepoint.fr

Bill Gates, Tony Blair, Bill et Hillary Clinton, des délégations venues de tous les coins de la planète, deux jours de conférences de haut vol dans des conditions matérielles et logistiques que l'on a peine a imaginer: non je n'ai pas couvert le G20, mais bien un sommet mondial sur…l'éducation: le Global Education and Skills Forum, à Dubaï. Cette conférence internationale est organisée par la Varkey Foundation, la fondation philanthropique du groupe GEMS, premier groupe prive d'éducation au monde. Ne me demandez pas comment ma comparse Louise Tourret et moi-même nous sommes retrouvées là, seules Françaises parmi les participants: cela reste assez mystérieux pour nous. Mais au terme de ces deux jours de rencontres et de débats, force est de reconnaitre que nous avons pris un coup.

Distinguer le meilleur prof au monde (et accessoirement le doter d'un million de dollars), tel est le prétexte de ce sommet(1). Le « meilleur prof du monde »: voilà un concept qui peut faire sourire tant il est étranger à notre culture. Les dix finalistes retenus portaient tous un projet éducatif fort pour leur communauté, en Inde, en Afghanistan, aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, en Afrique, au Cambodge et en Haïti. Dans la plupart des cas, il s'agit d'écoles privées destinées à scolariser des enfants pauvres dans des pays émergents ou à promouvoir de nouvelles pédagogies dans des pays développés. Voilà pour l'intention. Mais ce qui m'a frappée c'est l'extraordinaire positivité et la gravité des enjeux attachés à l'éducation. Rendez-vous compte: des personnalités internationales de premier rang et un niveau d'investissement de plusieurs millions de dollars pour remettre un prix à un enseignant! On est loin, très loin de nos débats français où l'éducation est systématiquement ramenée a son coût, sinon a son irrémédiable déclin.

L'école est un investissement vital…

Dans cette ambiance un peu étrange d'Awards de l'école, il n'est pas surprenant de visionner un film a la gloire du « teacher', d'entendre la voix de Bill Clinton s'étrangler au souvenir de ses enseignants, ou de reprendre une ode aux profs chantée par un choeur d'enfants. Tout cela est éminemment déstabilisant pour des journalistes françaises, plus habituées à couvrir les congrès syndicaux. Peut-on imaginer un seul instant Nicolas Sarkozy, main dans la main avec un investisseur prive (Liliane Bettencourt et sa fondation par exemple) célébrer l'école et ses enseignants devant un parterre de chefs d'Etats internationaux?

Il faut le rappeler avec force: l'éducation est une valeur et, dans ce domaine, l'on ne peut raisonner qu'en terme d'investissement dans un capital immatériel indispensable a la croissance économique et au rayonnement d'une nation. Ce forum m'a donc rappelé à quel point les enseignants méritent l'enthousiasme et les superlatifs américains. Pendant ces deux jours, le prof capable de faire réussir ses élèves, convaincu du potentiel de chaque enfant, partageant ses innovations pédagogiques, devenait tout à coup la personne la plus importante au monde. Les enseignants français devraient participer en masse a des congrès comme celui-ci, pour reprendre du souffle, rompre avec la grisaille de nos débats éducatifs, et surtout s'affranchir de cette réserve commune à

bien des enseignants: bien faire son métier, sans tambours ni trompettes, avec l'humilité de l'artisan.

…mais l'éducation n'est pas qu'un marché

Ne soyons pas naïfs pour autant: il s'agit aussi de promouvoir la libéralisation de l'éducation, au niveau mondial. Les termes de marché et de profit appliqués à l'école reviennent à longueur de conférences, et lorsqu'un intervenant (Michael Block économiste américain et fondateur d'un groupe d'éducation privé) affirme que « l'éducation est trop importante pour être laissée à la régulation de l'Etat », personne n'élève la voix, ou ne cherche à porter la contradiction. L'avenir de l'éducation s'écrit ici en lettre « Capital »: c'est une évidence pour tous les intervenants, puisque « l'école publique ne fonctionne pas et que l'Etat ne peut pas tout », assure Dino Varkey, directeur de GEMS. Dans une sorte de confiance parfois béate dans la vertu du marché, l'on nous explique ici que puisqu'une entreprise cherche la performance, elle seule peut créer les conditions de l'excellence dans le secteur éducatif…

Il a manqué quelques experts français pour défendre notre modèle éducatif, laïc et gratuit, qui, il y a un siècle encore faisait figure de standard mondial. Ce temps-là est manifestement derrière nous.

(1) C'est Nancie Atwell, une enseignante américaine qui a remporté cette année le prix. Elle a fondé en 1990 le «Center of Teaching and Learning» (CTL), une école expérimentale qui pratique des formes d'apprentissages ludiques et développe le goût de la lecture chez les enfants. lepoint.fr 16.03

2- Comment les Emirats sont en train d'enterrer l'école publique - slate.fr

Bienvenue dans le monde de l'éducation du futur, nous dit-on à la conférence internationale de Dubaï sur l'éducation. Un monde dont on peut penser qu'il ressemble à un rêve, mais qui a bel et bien des allures de cauchemar. Les enjeux globaux liés à l'éducation doivent-ils être laissés aux «gentils» et richissimes philanthropes?

La conférence internationale de Dubaï sur l'éducation, le «Global Education and Skills Forum», est un évènement totalement – comme son concurrent le Wise, qui se déroule au Qatar– global, mondial, énorme. J'ai pu écouter des enseignants et des experts venus d'Afghanistan, du Mexique, du Kenya, d'Inde, du Nigeria, de Colombie, de Grèce, d'Inde, de Chine, etc.

Ils débattent ici sur des dizaines de thèmes comme la transmission, le numérique, le métier d'enseignant dans les prochaines décennies, la mondialisation dans l'éducation et les réformes…

L'expérience est vertigineuse tant nous sommes plongés dans le futur –ou un truc qui y ressemble selon l'idée qu'on s'en fait depuis tous petits: un monde dans lequel les individus échangent sans barrière et travaillent ensemble. Un mix d'origine qui me fait penser à l'équipage du vaisseau Enterprise dans Star Trek. La globalisation est, dans cette ville qui compte 94% d'immigrés et d'étrangers, une réalité palpable.

L'éducation people

Il y a aussi des chefs d'Etats anciens et actuels, des ministres de l'Éducation, la proximité est assez grande. Paul Kagamé – par ailleurs toujours en froid avec la France–, qui a restructuré le système éducatif du Rwanda, a raconté comment il avait pu bénéficier de cours dans le camp de réfugié où il a grandi, sans cahiers ni livres, à écrire les résultats des opérations mathématiques sur ses jambes.

Pendant la cérémonie, un choeur d'enfants a même interprété une chanson à la gloire du corps enseignant, provoquant une standing ovation

Tony Blair aussi était présent car la Faith Foundation, qu'il a créée et anime, s'occupe aussi d'éducation. Nous avons eu droit à un message d'Hillary Clinton, et c'est Bill Clinton qui est venu remettre le prix du meilleur professeur et projet pédagogique de 2015: un prix qui valorise les enseignants (la gagnante, Nancy Atwell, anime des projets liés à la lecture), une idée ultra consensuelle, lors de la remise duquel chacun parle de l'enseignant qui l'a marqué, «qui a changé sa vie»... Pendant la cérémonie, un choeur d'enfants a même interprété une chanson à la gloire du corps enseignant, provoquant une standing ovation du public réuni dans la plus immense salle de l'hôtel chic qui accueille le forum. Un instant digne des Oscars.

La journée s'est conclue par une fête où l'on a pu voir circuler des centaines de coupes de champagne et des montagnes de nourriture, le tout animé par un groupe de musique. Je rencontre, entre autres, des Malgaches ravis de parler français, des journalistes argentines, une enseignante grecque expatriée à Dubaï. Vu d'ici, une coupette à la main, le journalisme éducation pourrait passer pour une spécialisation glamour.

L'autre versant: celui du cauchemar

Dans ce monde, l'éducation est un business, pas seulement, mais beaucoup. Parmi les finalistes, certains se glorifiaient d'avoir pu faire fonctionner leur projet sans un sou provenant des deniers publics. La gagnante du prix du meilleur professeur, Nancy Atwell, ne travaille pas dans un établissement public.

C'est Gems qui organise et finance le forum à travers la fondation Varkey –du nom de la famille indienne Varkey, basée à Dubaï qui s'est lancée dans le «business» éducatif de manière massive. Gems, c'est un réseau d'écoles privées présent dans des dizaines de pays en Afrique et en Asie. De grandes entreprises privées, notamment du secteur informatique, sponsorisent l'événement –et le séjour des invités et des journalistes est d'ailleurs totalement pris en charge.

On est loin, loin, loin de la France et des enjeux républicains liés à l'école. Le fait que l'école soit perçue comme un marché, un marché particulier mais un marché quand même, ne semble interroger personne ici. Il faut ajouter qu'il n'y a pas de Français, ou presque pas. Un seul intervenant, le chercheur Olivier Oullier, et une collègue, Marie-Caroline Missir, avec qui je suis venue.

Nous avons entendu un économiste expliquer que l'école publique n'était pas un modèle efficient. Il n'y avait aucun contradicteur dans la salle.

Il est tout à fait troublant qu'ici l'on parle d'écoles en général sans distinguer le privé du public. En fait, surtout, on ne parle pas d'école publique. Il y a même eu une conférence sur l'école privée low-cost, c'est à dire privée mais accessible à tous (un modèle qui existe en France à travers la Fondation Espérance Banlieue). Nous avons entendu un économiste anglais qui a ouvert des écoles en Inde, James Tooley –le Guardian s'interroge sur lui: «un héros de l'école low-cost ou un homme dangereux?»– expliquer que l'école publique n'était pas un modèle efficient. Il n'y avait aucun contradicteur dans la salle.

Ce forum, à l'instar du forum qatari sur l'éducation, le Wise, donne une idée de l'importance que les pays du Golfe accordent au sujet. Le thème est pourtant largement ignoré en France. Il faut rappeler qu'en 2012, 58 millions d'enfants en âge d'être scolarisés en école primaire ne l'étaient pas. En Inde, par exemple, 19% des filles ne sont pas scolarisées, 14% des garçons non plus.

Comment vont se réorganiser les systèmes éducatifs des pays en voix de développement et même ceux des pays développés? Quelles ressources y consacrer? Quels modèles pédagogiques y déployer? Doit-on laisser l'innovation pédagogique et sa promotion à des associations et des fondations? En tant que française, je me pose évidemment une autre question: l'école publique, laïque et gratuite n'est-elle pas une alternative intéressante du point de vue de l'égalité et de la démocratie? Il n'y a personne pour la défendre ici. slate.fr 16.03

Même dans leur camp il y en a que leurs perspectives monstrueuses effraient, c'est peu dire et il y a de quoi !

ACTUALITE EN TITRES

Barbarie. Stratégie du chaos et de la guerre sans fin.

Charlie à la mode tunisienne avec les barbares.

- Le président tunisien appelle à l'union nationale - Francetv info

Avec les Frères musulmans...

- Yémen : deux mosquées attaquées par des terroristes - Francetv info

Des kamikazes ont pris pour cible trois mosquées dans la ville de Sanaa, faisant au moins 142 morts et plus de 350 blessés ce 20 mars. Francetv info19.03

- Syrie: plus d'une centaine de morts dans plusieurs attaques en 24 heures - AFP

- Libye: Tripoli tente de survivre malgré les violences Mohamad Ali Harissi - AFP

- Découverte d'une centaine de corps dans une fosse commune au Nigeria - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Retraites complémentaires. C'est ce que le Medef a proposé...

- La CFDT propose un nouveau régime de retraites complémentaires - Reuters

La CFDT a proposé vendredi, lors d'une nouvelle session de négociation sur le redressement des finances des retraites complémentaires du secteur privé, d'aller à moyen terme vers un nouveau régime unique en lieu et place de l'Arrco et l'Agirc.

Saluée par le Medef, principale organisation patronale, cette proposition a été diversement accueillie par les autres syndicats cogestionnaires avec le patronat de ces deux caisses, l'Agirc étant réservée aux cadres.

Les réserves de ces régimes, qui assurent un complément de revenu à 12 millions de retraités, fondent sous l'impact de déficits à répétition et pourraient être asséchées vers 2024.

"Il faut arrêter de prétendre que le système est au bord de la faillite", a cependant dit à son arrivée au siège du Medef le négociateur de la CFDT, opposé à des mesures "punitives".

Des efforts "raisonnables et acceptables" sont nécessaires à court terme pour "desserrer l'étreinte" mais il faut "ensuite se donner un rendez-vous pour qu'en 2019-2020 on ait un système qui garantisse vraiment l'équilibre", a ajouté Jean-Louis Malys.

A court terme, il suggère une mutualisation des réserves des deux régimes pour soulager l'Agirc, le plus menacé, et laisser le temps d'imaginer un système "plus dynamique" et mieux adapté, avec de nouvelles règles de gouvernance.

Plus qu'une fusion pure et simple de l'Arrco et l'Agirc, la CFDT propose la "construction d'un tout nouveau régime", a-t-il expliqué en séance, selon le texte de son intervention.

"Cette proposition me convient d'autant mieux que c'est ce que j'ai proposé à la réunion précédente", a réagi le chef de la délégation patronale, Claude Tendil, à l'issue de cette session.

Jean-Louis Malys, selon qui la proposition du Medef relève plus d'une "compilation" que d'un système véritablement nouveau, a admis que la CFDT était isolée sur ce point du côté syndical.

Pour Pascale Coton, de la CFTC, "deux malades ne font pas quelqu'un en bonne santé" et la constitution d'un régime unique n'est pas pour elle à l'ordre du jour.

Le négociateur de Force ouvrière Philippe Pihet s'est en revanche montré plus ouvert, tout en affirmant que son syndicat n'était "pas demandeur".

"L'important est de sauver la retraite complémentaire des salariés du privé, quels que soient leur statut et leur niveau de rémunération. Si ça passe par une révision des structures, et bien ça passera par une révision des structures", a-t-il dit.

"On sera attentif à la manière dont ce sera fait", a-t-il ajouté. "On ne sera pas moteur mais si ça doit être le véhicule pour pérenniser la retraite des salariés du privé, on contribuera à sa fabrication."

Toutes les organisations syndicales se sont en revanche retrouvées pour dénoncer d'autres propositions du patronat.

Medef, CGPME et UPA veulent économiser 7,1 milliards d'euros et équilibrer l'Agirc-Arrco à l'horizon 2020 par un gel des pensions, un abattement dégressif sur leur montant entre 62 et 67 ans, une décote pour les pensions de reversion, une hausse du coût du point de retraite et une diminution du nombre de points distribués aux chômeurs.

Le patronat refuse en revanche tout recours à une hausse de cotisations, prôné au contraire par les syndicats, qui demandent aux entreprises de participer à l'effort de redressement.

Le Medef a accepté vendredi de revoir partiellement sa copie d'ici la prochaine séance, le 10 avril, notamment concernant les pensions de réversion et l'abattement dégressif. Reuters 20.03

INFOS EN BREF

ECONOMIE

1- Euro

- La chute de l'euro est une bonne nouvelle pour l'Europe - slate.fr

La dépréciation d'une monnaie n'affaiblit pas nécessairement un pays. Dans certains cas, au contraire, elle renforce son économie.

Les deux prix les plus importants du monde viennent de baisser de manière considérable, très rapide et tout à fait inattendue. En juillet 2014, un baril de pétrole coûtait 114 dollars. Maintenant, il en coûte 57. Un euro valait 1,36 dollar et actuellement, son cours est de 1,04. Pendant l'année écoulée, l'euro a perdu 23% de sa valeur par rapport au dollar américain et 19% par rapport à la moyenne des dix autres principales devises.

Les spécialistes s'accordent à dire que d'ici peu, l'euro ne vaudra plus qu'un dollar et qu'il continuera de baisser. Les conséquences de l'effondrement du prix du pétrole sont connues. Celles de la dépréciation de la monnaie européenne le sont moins. Mais elles sont tout aussi importantes. Le prix de l'énergie comme la valeur de l'euro, la deuxième monnaie d'échange du monde, influent sur les prix de presque tous les autres produits que vous et moi consommons: du dentifrice aux voitures, en passant par la tomate.

Avant de traiter plus avant de la chute de l'euro et de ses répercussions, il est utile de démystifier une «idée zombie» sur la valeur des monnaies (Agnes Quisumbing appelle idées zombies des croyances qui, bien qu'erronées, ne meurent jamais). On a tort de croire que la dépréciation de sa monnaie affaiblit nécessairement un pays. C'est parfois le contraire qui se produit.

La diminution de la valeur de l'euro par rapport au dollar fait, qu'en ce moment, une bouteille de vin espagnol, un avion français ou une voiture italienne coûtent moins cher dans le reste du monde. Ce qui a pour effet de stimuler les ventes de ces produits. Les exportations européennes augmentent donc, favorisant mécaniquement l'emploi et l'économie en général.

D'autre part, la dévalorisation de l'euro fait monter le prix des produits dont l'origine est extérieure à la zone euro: un iPhone, des machines industrielles ou des vacances à Disneyworld, par exemple. Heureusement pour l'Europe, cet impact sur les prix des produits importés se manifeste à un moment où ce continent n'est pas menacé par l'inflation, mais bien au contraire par la déflation (en 2014, les prix ont diminué de 0,02% en Europe).

Cette maladie économique consiste en une baisse persistante des prix due à l'insuffisance de la demande et conduit à une stagnation chronique, comme celle dont le Japon souffre depuis des décennies. La dévalorisation de la monnaie est un bon antidote à la déflation.

Naturellement, toutes les dépréciations ne sont pas bénéfiques.

Lorsqu'une monnaie perd de sa valeur par rapport aux autres à la suite d'une fuite massive de capitaux, résultant pour sa part de la méfiance généralisée à l'égard de l'économie d'un pays, la dépréciation est bien sûr très dommageable. Il en est de même quand elle contribue à une explosion de l'inflation ainsi qu'à l'arrêt des investissements et de la croissance. C'est exactement ce qui passe en Russie ou au Venezuela, deux des pays les plus touchés par, entre autres problèmes, la baisse drastique du prix du pétrole.

Pourquoi cette chute actuelle de l'euro? Essentiellement parce que la Banque centrale européenne injecte des liquidités monétaires dans l'économie pour stimuler les investissements et la consommation, alors qu'aux Etats-Unis, son homologue, la Réserve fédérale, envisage la stratégie inverse. En effet, la banque centrale américaine a laissé entendre qu'elle relèverait peut-être les taux d'intérêt. Elle cherche ainsi à contrecarrer les pressions inflationnistes qui génèrent certes de la croissance, mais en même temps un taux de chômage qui s'approche de la limite au-delà de laquelle le manque de main-d'œuvre provoque des augmentations de prix.

Rien ne se meut plus rapidement que l'argent. Devant ce nouvel état de fait (et par anticipation), les investisseurs ont retiré leurs capitaux des Etats-Unis pour les placer en Europe. Depuis le début de l'année, les fonds de placement européens ont engrangé 35,6 milliards de dollars –un chiffre record– et leurs concurrents américains en ont perdu 33,6 milliards. Depuis le 1er janvier, les bourses européennes surclassent celles des Etats-Unis tant par la hausse du cours des actions cotées que par l'intensité des flux de capitaux qu'elles reçoivent.

Ces mouvements reflètent les prévisions selon lesquelles les grandes entreprises exportatrices des Etats-Unis verront s'amenuiser leur chiffre d'affaires ainsi que leurs bénéfices, et par conséquent le cours de leur action. Car quand le dollar est fort, les prix de leurs produits augmentent à l'exportation. Selon une enquête de la revue Duke/CFO, les deux tiers des exportateurs américains notent que la hausse du dollar leur a déjà porté préjudice.

Mais un autre facteur aura un impact énorme. Depuis plusieurs années, les entreprises non financières américaines accumulent des quantités gigantesques d'argent liquide. Ces liquidités peuvent leur permettre d'acheter d'autres entreprises. Et maintenant, puisque l'euro est moins cher, les entreprises européennes le sont aussi pour ceux qui détiennent d'énormes quantités de dollars. D'où la vague d'acquisitions de grandes entreprises européennes à laquelle nous assistons.

Ces effets de la dévalorisation de l'euro sont loin d'être les seuls. Il y en a beaucoup d'autres. Mais finalement, cette dépréciation de l'euro est-elle bonne pour l'Europe? En un mot, oui. slate.fr 18.03

Oui parce que pour l'auteur de cet article, le sioniste Moisés Naím (qu'on avait présenté dans une précédente causerie), elle profite à ses maîtres les oligarques anglo-saxons-sionistes qui vont faire une razzia sur l'Europe, .

2- Armement

2.1- Russie

- La Russie, premier fournisseur d'armes, en Afrique - french.irib.ir

Les armes importées par les pays d'Afrique du Nord proviennent, principalement, de la Russie... avec 49 % des exportations d'armes vers la région, suivi par les Etats-Unis, qui obtiennent 27, 8 % du marché.

Dans un cadre global, les pays membres de l'Union européenne, (UE), représentent 15,8 % des exportations d'armes conventionnelles, en Afrique du Nord, mais leurs transferts vers la région a augmenté de 171,8% entre 2003 et 2012. «Le désir d'influence et les intérêts économiques, ainsi que la lutte contre le terrorisme et les trafics illicites en tout genre et l'immigration irrégulière ont, souvent, été les raisons avancées, pour légitimer les transferts d'armes des États membres de l'UE vers la région», explique la note d'analyse du GRIP. french.irib.ir 18.03

2.2- Algérie et Afrique du Nord

- L'Algérie, premier importateur d'armes, en Afrique du Nord - french.irib.ir

Les Etats de l'Afrique du Nord – Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Libye – ont connu une augmentation constante de leurs dépenses militaires entre 2003 et 2012, indique la note d'analyse du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), un centre de recherche indépendant basé en Belgique. Selon les chiffres de la base de données sur les transferts d'armes de l'Institut de Stockholm pour la recherche sur la paix (SIPRI), cités par l'auteur de la note Simon Pierre Boulanger Marte, l'Afrique du Nord a ainsi vu ses volumes d'importation d'armes conventionnelles croître de 87,9 % entre 2003 – 2007 et 2008 – 2012.

L'Algérie et l'Egypte sont les plus grands importateurs d'armes de la région avec respectivement 43.8 % et 36.2 % du volume des achats d'armement, suivis du Maroc (18.1 %), de la Tunisie (1.2 %) et de la Libye (0.6 %). En une décennie, l'Algérie est ainsi passée du 22e au 6e rang des plus grands importateurs d'armes au monde, tandis que le Maroc est passé du 69e au 12e rang. Les programmes de modernisation des forces armées algériennes et marocaines expliquent en grande partie cette escalade, explique le chercheur du GRIP qui avance aussi « les questions liées à la porosité des frontières, à la lutte contre le terrorisme transnational et au trafic illicite des biens et des personnes », comme raisons de cette forte croissance de transferts d'armes vers l'Afrique du Nord.

« Les États nord-africains s'avèrent peu transparents dans le domaine de la défense » relève le chercheur du GRIP, qui indique que ces derniers participent de façon limitée au Registre des armes classiques des Nations unies. L'Algérie et le Maroc n'ont ainsi jamais soumis de rapport à l'initiative onusienne. L'Égypte et la Libye n'ont plus transmis d'informations, respectivement depuis 1993 et 1998 et la Tunisie n'a fourni de rapport qu'à deux reprises, en 1993 et en 2010. french.irib.ir 18.03

Le 24 mars 2015

CAUSERIE

En principe on devrait ajouter demain une vingtaine d'articles. Il se peut que je cesse les causeries le temps de finir mes travaux, j'ai acheté tout le matériel, il ne reste plus qu'à se mettre à l'ouvrage.

La grille d'entrée est en train de rouiller, les plaques de ciment qui font office de mur autour du jardin sont d'une laideur

démoralisante, et franchement ce ne sont les infos qui nous viennent de France qui seraient aptes à nous filer le moral !

J'ai un principe, si je commence le boulot, je m'arrête uniquement quand il est terminé. Il fait environ 45°C au soleil à partir de 10 heures du matin, je dois terminer la peinture de la terrasse avant de poser la bâche que j'ai achetée pour la recouvrir, sinon c'est du grand n'importe quoi, l'anarchie et je ne suis pas un anarchiste.

Et puis rien ne presse, le train-train quotidien, la routine institutionnelle, même pas de guerre mondiale, qu'est-ce qu'on doit s'emmerder en France bordel, surtout que vos dirigeants ne savent plus trop où ils en sont, on risque d'aller loin comme cela. Je ne reçois aucun courriel. Tout est possible nous dit-on, en réalité c'est de la démagogie et tout le monde s'en fout !

Donc stand by jusqu'à nouvel ordre, c'est plus raisonnable, j'en ai marre de me sacrifier pour des prunes. L'attitude de mes lecteurs me donnent raison, c'est cela qu'il y a de bien : repose-toi, fais autre chose, ne te fais pas chier pour nous, on n'en a rien à foutre de tes propositions et du reste, vous avez raison, il faudrait être con, merci à vous.

Nouvelles du pays.

- Tricherie géante en Inde : près de 1.000 arrestations - M6info

L'histoire est à peine croyable. Dans la province du Bihar, des centaines de personnes ont pris d'assaut un bâtiment où se déroulait un examen, dans le seul but d'aider les candidats à tricher.

En Inde, les tricheurs ne font pas dans la dentelle. Ici, pas de surenchère dans la miniaturisation de l'antisèche ni d'oreillette superbement camouflée.

Non, la méthode est beaucoup plus radicale, façon équilibriste.

Des fraudeurs perchés dans le vide

Dans l'état du Bihar, on a pu assister à une scène totalement surréaliste jeudi 19 mars : des dizaines de personnes ont escaladé plusieurs étages d'un bâtiment où de jeunes lycéens passaient l'équivalent local du baccalauréat.

Pendus aux fenêtres, parfois à une dizaine de mètres du sol, ils tentent d'aider ou de faire passer des documents à leur frère ou leur cousin en plein examen.

La fraude est massive, flagrante mais ne semble pas pour autant attirer l'attention des surveillants. Tout simplement incroyable.

Selon des témoins, des policiers auraient été corrompus par les familles des étudiants pour fermer les yeux et ne pas intervenir.

La publication de ces images sur Internet a soulevé un véritable tollé dans le pays.

Le gouvernement a donc décidé de lancer une vaste chasse aux fraudeurs funambules, et près de 1.000 personnes ont été interpellées.

Parmi elles, des tricheurs mais aussi leurs complices dont des policiers.

Placés en détention, tous doivent s'acquitter d'une caution de 2.000 roupies pour retrouver la liberté. Une somme qui représente environ 30 euros.

La province du Bihar est l'une des plus pauvres de l'Inde où près d'un tiers des adultes ne sait ni lire ni écrire. M6info 23.03

Commentaire d'internaute.

- "*Pour les connaître un peu, ça ne sert à rien de tenter de porter un jugement définitif sur les Indiens, c'est réellement une espèce à part, et les cerveaux occidentaux n'ont pas les codes. C'est comme un mélange perpétuel et généralisé d'intelligence et d'abrutissement, aussi intense dans un cas que dans l'autre. On se demande souvent s'il y a de la vie sur une autre planète, la réponse est oui, mais pas besoin d'aller très loin : il suffit d'aller en Inde. C'est vraiment une autre planète, avec des gens qui clairement, sont d'une essence différente et vivent "ailleurs", et cet ailleurs vous échappe complètement, mais vous le sentez. Même dans leurs yeux, il y a un truc bizarre. C'est pour ça que si on s'immerge vraiment là-bas, on a une sorte de vertige et on peut basculer. Ça a été décrit. C'est inexprimable. Ça ne le fait dans aucune autre civilisation*."

Ce constat reflète assez bien la réalité.

Je connaissais au moins un gosse qui s'est suicidé avoir échoué à un examen, et rien que pour cela, Selvi ma compagne à qui j'ai relaté cet article en visionnant la vidéo qu'il comportait, a fait la remarque que la tricherie était un moindre mal, témoignant qu'il existe deux mondes qui se côtoient en Inde, celui qui correspond à un pays sous-développé et profondément arriéré et un pays en voie de développement mais qui a conservé les réflexes archaïques ou féodaux du passé.

On ne peut pas comprendre ce pays et le comportement de sa population sans tenir compte de ces différents degrés de développement qui façonnent les rapports sociaux jusqu'au fonctionnement des institutions totalement corrompues.

Que ce cocktail ait produit un monster ou une société invivable, c'est que j'observe quotidiennement depuis plus de 20 ans et que j'ai relaté dans des causeries précédentes, dans lesquelles j'affirmais qu'en quelque sorte le règne et les règles du mondialisme ou du nouvel ordre mondial de l'oligarchie financière n'avaient pas besoin d'être importés ou d'être imposés à l'Inde puisqu'ils s'appliquaient déjà pour le plus malheur des Indiens.

Qu'il y ait des étrangers, des Français qui s'y épanouissent a quelque chose de terriblement choquant, mais pas étonnant ou incompréhensible, ce qui n'est pas mon cas évidemment puisque je partage les difficultés quotidiennes des Indiens parmi les plus pauvres. Je me suis intégré tant bien que mal dans la société indienne tout en conservant toujours un pied au dehors ou plutôt la tête ou l'esprit, et je ne peux pas dire que je me serais épanoui pour autant.

Il faut avoir la mentalité du misérable petit bourgeois qui ne pense qu'à son bien-être personnel pour s'épanouir en Inde ou ailleurs, qui s'arrange avec sa conscience qui lui dicte de profiter de la vie sans trop se soucier de celle des autres puisqu'il n'y ait pour rien, commettant si nécessaire ou parce que c'est dans l'air du temps une pensée charitable pour se soulager, qui ne risquera pas de compromettre son mode de pensée et de vie confortable.

On vit dès notre enfance dans une société qui est guidée par des intérêts qui nous sont étrangers, qui nous sont imposés, qui sont contraires ou opposés aux nôtres, en soi cela constitue déjà une violation de nos droits les plus élémentaires et une terrible injustice. A partir de là il est normal que se développe dans la société des comportements en tous genres y compris asociaux ou d'une extrême violence. La responsabilité en revient à ceux qui en sont à l'origine, la classe dominante et ses représentants, ensuite à ceux qui en ont conscience mais qui en tirent profit ou parviennent à s'en tirer mieux que les autres, qui se disent éventuellement de gauche ou versent une larme sur la misère du monde mais refusent de s'engager pour le changer.

Il n'y a pas plus tricheurs que ceux qui nous gouvernent et qui passent leur temps à falsifier la réalité ou maquiller leurs méfaits.

Quant à tricher avec sa conscience, j'ignore si on peut se livrer à ce genre d'exercice abominable jusqu'à son dernier souffle. En revanche, je sais qu'ils devront endurer les affres de la vieillesse et de la mort ou qu'ils ne pourront pas échapper à cette réalité-là, qui pour ne pas y être préparés leur sera plus insupportable qu'à n'importe quel malheureux de la planète confrontée à cette ultime expérience pour y avoir été préparé tout au long de sa pénible et douloureuse existence. Comme quoi en toutes choses ou occasions vaut mieux choisir le camp des pauvres plutôt que celui des nantis.

En complément, un commentaire d'un internaute.

- "En France aussi les jeunes ne savent plus lire ! On a pourtant 90% au bac sans triche !"

Le niveau du bac a baissé proportionnellement à la baisse du niveau scolaire des élèves. C'est comme pour vous vendre de la camelote moins cher, forcément la qualité baisse aussi, il n'y a pas de miracle !

Quelques réflexions politiques

1- Il y a des jours comme cela où il y a trois ou quatre sujets d'actualité très importants à traiter, et on n'a pas le temps de les aborder comme il le faudrait. On enrage, on en veut terriblement à ceux qui ne font pas leur boulot, car on s'épuise rapidement, on ne peut pas seul remplacer l'appareil d'un parti ou un comité de rédaction. Comment peuvent-ils rester rivés sur leurs dogmes ? Pourquoi ne s'attaquent-ils pas à la propagande de l'Etat, du gouvernement, aux médias, à ceux qui la propagent ? Ils doivent croire au miracle dans sa version laïque !

2- Il y en a qui jouent à se faire peur avec la guerre mondiale et font dans la récupération la plus cynique, comme d'autres jouent à la guerre sur des consoles de jeux pour l'avoir déjà intégrée ou banalisée.

Certains prennent très au sérieux la menace, tandis que d'autres préfèrent faire les sourds et se mettent la tête dans le sable. D'autres encore sont littéralement terrorisés à cette idée.

On en perdrait presque de vue qu'il s'agit d'une guerre de classes destinée à assurer la pérennité de la domination d'une infime miorité qui détient tous les pouvoirs sur la majorité qui n'en détient aucun, sauf celui de prendre conscience qu'il lui faut s'organiser pour renverser l'ordre établi.

Tous les peuples sont contre la guerre, aussi la propagande de guerre que diffuse quotidiennement la classe dominante à pour but de conditionner les masses pour les convaincre qu'elles font face à un ennemi invisible ou insaisissable qui leur aurait déclaré la guerre, et que pour en finir avec ce danger surgit soudain de nulle part qui les menace, il n'y aurait rien de tel que de lui déclarer la guerre pour en finir une bonne fois pour toute au nom de la paix, de la démocratie et de la liberté.

Il y a un hic dans cette mise en scène, c'est que ces propagandistes du chaos universelle sont également en guerre contre leur propre peuple auquel ils imposent des politiques d'austérité ou de régression sociale insupportables au profit des nantis qui sont aussi les marchands de canons ou de mort.

Tous les peuples ou presque étant logés à la même enseigne, ils ne sont pas spontanément portés à vouloir faire la guerre à leurs frères et soeurs qui sont soumis au même traitement qu'eux ou pire encore. ıls auraient même plutôt tendance à être solidaires les uns des autres, ce qui a de quoi exaspérer au possible les va-t-en-guerre qui n'ont de cesse d'imaginer une multitude d'arguments plus fallacieux les uns que les autres pour les faire changer d'avis ou les dresser les uns contre les autres.

Désigner à un peuple un ennemi imaginaire est facile, le convaincre qu'il devrait consentir de lourd et douleux sacrifices pour le combattre et en venir à bout s'avère une entreprise délicate, risquée et difficile. Même un consensus politique entre les partis institutionnels peut s'avérer insuffisant ou inefficace pour y parvenir, ce qui est le cas aujourd'hui.

D'autres bruits de bottes destinés à terroriser la population.

J'ai encore reçu ce week-end dans ma boîte aux lettres des articles que m'a adressés un Français, ils avaient été rédigés par des illuminés ou plutôt de véritables et redoutables conspirateurs américains, qui à chaque instant sont convaincus qu'on serait au bord d'une nouvelle guerre mondiale et que les lecteurs de leur blog doivent s'en convaincre.

En lisant distraitement ces articles, au premier abord j'ai été tenté de croire que les informations qu'ils fournissaient étaient crédibles ou sérieuses et confirmaient la thèse d'une guerre mondiale imminente. Puis en cliqiant sur les liens qui y figuraient, je suis remonté à leurs sources, et là je me suis aperçu qu'ils s'étaient livrés à une interprétation frauduleuse de la réalité en présentant les manoeuvres militaires qui venaient d'avoir lieu en Russie comme une réponse à une agression imminente de l'Otan, alors qu'il s'agissait de simples exercices militaires en réponse à ceux de l'Otan en Europe centrale, bref les quelques 80.000 soldats qui y avaient participé étaient déjà rentrés tranquillement dans leurs casernes.

En tapant le nom du journal The European Union Times diffusé sur Internet, j'ai découvert que c'était un blog proche des Libertariens et du Tea Party animé notamment par le journaliste, réalisateur et occasionnellement acteur Alex Jones, qui a le don de dégotter des informations méconnues du grand public ou passées sous silence par les médias institutionnelles, mais qui a l'épouvantable défaut de les surinterpréter jusqu'à en devenir mythomane ou paranoïaque, tendance qui apparemment est celle de The European Union Times.

La personne qui m'a adressé ces articles est-elle sous l'emprise de ces manipulateurs de l'information, en a-t-elle conscience, est-elle atteinte elle-même mentalement ? C'est très grave de consacrer un blog à colporter ce genre de fausses informations, méthode qui relève de la théorie du complot et que je dénonce. L'adresse de ce blog à fuir : resistanceauthentique.wordpress.com

Lorsqu'on n'est pas sûr de sa source, on essaie de recouper les informations relatives à un événement en provenance de sources diverses pour en vérifier l'exactitude avant de diffuser un article ou de se lancer dans une interprétation, c'est la moindre des choses. Maintenant on peut être abusé par des sources qu'on estimait sûres, cela peut toujours arriver évidemment, d'où la nécessité de vérifier qu'une information est sourcée, dans le cas contraire on peut l'utiliser en prenant un minimum de précaution ou la citer uniquement en passant sans s'y attarder en prévenant ses lecteurs ou alors la mettre de côté.

Pour rassurer les lecteurs inquiets, effrayés par la perspective d'une guerre mondiale, un post d'un internaute à la suite d'un article paru dans La Tribune le 17 mars dernier qui apporte une précision importante :

- "*Selon les meilleurs sources militaires, tout en considérant les rideaux de secrets qui entourent ces informations, de nos jours les États-Unis ne seraient pas en mesure de gagner une confrontation avec la Russie. Les experts de défense de plusieurs pays sont unanimes à dire que les systèmes anti-missiles et les ICBMs stratégiques russes sont plus avancés que les américains. Et les américains le savent aussi.* "

La pression militaire fait partie de la règle du jeu. Et puis cela alimente le commerce de l'armement, le complexe militaro-industriel-financier ou l'industrie de la guerre qui rapporte d'énormes profits à leurs actionnaires...

On était passé à côté.

Alerte antifasciste : Le Cercle des Volontaires. - 11 septembre 2012
http://blogs.mediapart.fr/blog/frachon23/110912/alerte-antifasciste-le-cercle-des-volontaires

Un article signé Indymedia Paris, une officine ou un think-tanks néoconservateur spécialisé dans le flicage de la pensée, la délation, la désinformation, la falsification des faits, les amalgames et montages frauduleux en tout genre, la pire pourriture qui soit.

Ils se présentent comme antifascistes alors qu'ils en reprennent les méthodes et le sont en réalité.

Quand on prend la responsabilité de publier ce genre d'article dans son blog (Mediapart), dans lequel les auteurs se livrent de la première à la dernière ligne sur cinq pages à de monstrueux amalgames entre tous les partis ouvriers, organisations, groupes, intellectuels, journalistes dits de gauche ou d'extrême gauche, toute toutes les sources indépendantes ou alternatives d'information avec l'extrême droite, c'est qu'on partage les intentions de ses auteurs et leur orientation politique, et qu'on accepte de servir leur cause, celle de la pire réaction, les néoconservateurs ou néolibéraux. On ne peut pas dire qu'on ne s'en était pas aperçu, c'est totalement impossible.

De notre côté, on met quasi quotidiennement en ligne des articles dont on ne partage pas l'orientation, mais en aucun cas on ne publierait des articles faisant l'apologie de l'idéologie de l'extrême droite ou de ses méthodes qu'emploient également les porte-parole des néolibéraux.

Les auteurs de ces articles peuvent formuler des interprétations, des conclusions ou avoir des idées différentes, très éloignées ou opposées aux nôtres sur de nombreux sujets, cela dit, du moment qu'ils ne s'en servent pas pour promouvoir l'idéologie qu'ils ont adoptée ou soutienne, nous estimons que leurs articles méritent d'être publiés ou portés à la connaissance de nos lecteurs, parce que les faits, données ou informations qu'ils contiennent priment sur leurs analyses que les lecteurs ne sont pas obligés de partager avec eux, dans le cas contraire on ne publierait plus aucun article et on se priverait d'une masse considérable d'informations qui sont indispensables pour ne pas se faire manipuler par la propagande officielle ou mieux comprendre la situation et mener notre combat politique.

Signalons au passage que nombreux sont ceux dans nos rangs qui consultent régulièrement ces articles sans founir leurs sources dans leurs publications, par crainte sans doute qu'on les accuse de collusion avec des gens jugés à tort ou à raison d'extrême droite ou proche de l'extrême droite, infréquentables, l'hypocrisie étant de règle ici comme ailleurs, procédé que l'on rejette. Vous avez pu remarquer aussi que je reproduisais souvent des commentaires d'internautes que j'aurais pu m'approprier ou plagier sans que vous vous soyez doutés de quoi que ce soit, mais chaque fois j'ai l'honnêteté de faire cette distinction et ce n'est pas un exercice de style de ma part, c'est un principe tout simplement.

Nous ne publions pas les articles qui ont été manifestement rédigés dans l'unique but de servir la cause du néolibéralisme.
Les auteurs des articles que nous publions ne sont pas marxistes ou socialistes, ils demeurent donc inféodés au capitalisme, ils se contentent d'en combattre les excès en estimant qu'il serait possible de le réformer, nous leur accordons ce droit bien que nous ayons toujours contesté que le capitalisme serait réformable, d'une part parce qu'il a prouvé que c'était impossible, d'autre part et en conséquence, parce que ce n'est pas l'objectif de notre combat politique qui demeure de le renverser et de prendre le pouvoir ou porter la classe ouvrière au pouvoir.

Les masques de l'imposture et de l'infâmie tombent.

En marchant dans cette combine pourrie la véritable nature et le rôle abjecte de Mediapart de vulgaire larbin du régime a été dévoilée (si nécessaire). Plénel et sa clique n'ont jamais été au service d'une autre cause malgré les apparences trompeuses. Quand on a fait partie du mouvement ouvrier et qu'on l'a quitté, soit on s'aperçoit un jour qu'on a commis une énorme erreur et on y revient, soit on devient un agent des ennemis du mouvement ouvrier, je parle de ceux qui continuent d'avoir un engagement politique ou qui sont amenés à occuper des responsabilités au sein des institutions ou leurs multiples officines.

Quand on milite ou qu'on prend part à la vie politique, on a le choix entre deux attitudes possibles : soit on s'accommode du régime en vigueur (généralement parce qu'on en tire profit personnellement) et on s'engage à le soutenir jusqu'au bout quels que soient les moyens qu'il sera amené à mettre en oeuvre ou les méthodes auxquelles il recourra un jour pour assurer sa survie, y compris ceux ou celles habituellement utilisés par les fascistes ou les dictateurs, soit on décide de rompre avec l'ordre établi et on s'engage à le combattre jusqu'à son renversement afin d'instaurer une société meilleure ou plus juste, une République sociale ou le socialisme. Tant qu'on n'a pas consciemment opté pour la révolution socialiste, on demeure à des degrés divers sous l'emprise de l'influence de l'idéologie dominante ou lié au capitalisme, qu'on l'admette ou non n'y changeant rien, ce qui ne fera pas forcément de vous un réactionnaire, mais pas davantage un révolutionnaire, on sera toujours susceptible de se faire manipuler et de servir la cause qu'on croyait combattre, d'où la nécessité impérieuse d'être clair sur la nécessité de rompre avec le capitalisme et ceux qui l'incarnent, dont le PS et ses satellites notamment, l'ensemble de ses institutions.

Ce qu'on vient de dire se base uniquement sur un constat, les faits et les expériences du passé, et non un jugement, une théorie

à laquelle on voudrait contraindre les lecteurs à adhérer. En toute conscience, chacun est capable de s'apercevoir pour peu qu'il soit honnête, de quelle manière l'idéologie dominante a pu pénétrer dans son cerveau au regard de la multitude de sujets ou questions que nous avons traités et des différentes interprétations que nous en avons données, qui ont pu amener les lecteurs à modifier en partie ou plus largement leur perception de la réalité ou de la situation, leur interprétation de certains événements.

Notre acharnement ou notre détermination sans faille à combattre le PS était justifié, les faits nous ont donné amplement raison. Notre dénonciation de la collusion, de la compromission, de la trahison du mouvement ouvrier et son avant-garde avec le PS était entièrement justifiée. Notre refus de se ranger derrière un front unique incluant le PS l'était tout autant. Notre rejet de toute perspective politique incluant le PS l'était aussi. Nous n'avons pas trouvé un seule argument qui aurait justifié de ménager le PS, d'en attendre quoi que ce soit, de s'adresser à ses ministres, élus, dirigeants. Pour cela on nous a traité de gauchiste ou d'extrémiste, de révisionniste, de charlatan, de faire le jeu de la droite, on a franchement envie d'en rire ou pleurer en observant que le PS se confond aujourd'hui avec l'extrême droite néoconservatrice. On se demande comment nos détracteurs vont-ils bien pouvoir fair pour expliquer à leurs militants ou aux travailleurs comment ils ont pu se fourvoyer de la sorte pendant de si longues décennies.

Avions-nous tort d'affirmer que la définition de nos rapports avec le PS et sa caractérisation étaient déterminantes pour adopter une stratégie correcte ? On pourrait en dire autant à propos du PCF ou du Front de gauche qui demain vont encore se retrouver ses alliés électoraux ou le sont déjà. Ce n'était pas tel ou tel point d'un programme remontant près de 80 ans en arrière qui devait constituer la ligne rouge entre l'appartenance ou non à un parti, mais la question de nos rapports au PS et au PCF, ces agents du capital. Associer ou accepter d'associer d'une manière ou d'une autre le PS au combat du mouvement ouvrier ouvrait la voie à tous les reniements, c'était capituler ou trahir notre cause.

Ce qu'il faut admettre et comprendre aujourd'hui, c'est que le PS est devenu le fer de lance du néoconservatisme ou néolibéralisme, et que son parcours politique s'achève en adoptant le courant le plus droitier, le plus réactionnaire du capitalisme synonyme de la pire barbarie.

Allons plus loin, il l'assume pleinement, publiquement ou ouvertement à travers la Fondation Jean-Jaurès (voir plus loin), il faut donc être d'une mauvaise foi sans fond ou aveugle pour ne pas en convenir ou l'observer. Mieux encore, toute son épouvantable histoire passée conduisait à ce dénouement fatal, il suffisait juste d'en retracer les principaux épisodes pour être convaincu qu'il finirait sa course dans les bras de la pire réaction, pire encore qu'il irait jusqu'à l'incarner lui-même, c'est-à-dire adopter sa politique et tenter de l'appliquer, ce qu'il est en train de faire en mettant en place un mécanisme législatif permettant de museler les libertés individuelles et de réprimer ceux qui auraient l'audace d'en abuser, en octroyant aux services de renseignement des moyens extrajudiciaires dignes des dictatures fascistes ou militaires.

Il aura fallu à peine deux mois et demi entre le coup d'Etat du 7 janvier, la publication par la Fondation Jean-Jaurès d'un article rédigé par les porte-parole des néoconservateurs dirigé contre les "conspirationnistes" en réalité ceux qui diffusent les faits ou informations que le gouvernement, l'ensemble des partis politiques et les médias institutionnels censurent systématiquement, et l'annonce par le gouvernement d'un projet de loi visant à mettre sous surveillance les libertés individuelles ou l'ensemble de la population sous prétexte de lutter contre le terrorisme.

Cette loi permettra de réduire au silence ou d'embastiller ceux qui publient des informations mettant en lumière la collusion qui existe entre d'une part le gouvernement, le PS, l'UMP et l'UDI et d'autre part Al-Qaïda, les Frères musulmans, l'Emirat islamique, etc. Et lorsque des intellectuels, journalistes ou militants affirmeront que la France soutient ces organisations terroristes, les dictateurs au pouvoir estimeront légitime de leur appliquer cette loi, dès lors qu'ils estimeront qu'ils compromettent les efforts qu'ils ont entrepris pour lutter contre le terrorisme en les jetant en pâture à l'opprobre publique ou en les présentant comme des pestiférés, des déséquilibrés mentaux, des ennemis de la France ou des traîtres à la nation. Bien entendu, le cas échéant en fonction du développement de la situation sociale et politique, ce procédé inique sera ensuite étendu à l'ensemble des opposants de gauche au régime ou à tous les opposants en général à leur politique antisociale et impérialiste.

Le PS ou la voix des néoconservateurs.

Pour illustrer notre propos et montrer aux lecteurs qu'on ne fabule pas, qu'on ne trafique pas les faits pour leur faire dire n'importe quoi, nous devons revenir sur cet article de Rudy Reichstadt, Conspirationnisme : Un état des lieux, publié par la Fondation Jean-Jaurès le 24 février dernier. Nous reproduisons le premier paragraphe et la dernière ligne de cet article.

Le premier paragraphe - "*Les attentats de Paris des 7 et 9 janvier 2015 ont eu un effet collatéral inattendu : la désignation, de la part des plus hautes autorités de l'État, du conspirationnisme comme problème public.*"

La dernière ligne - A propos des "*conspirationnismes* " : "*Ils exonèrent des criminels de la responsabilité de leurs actes.*"

Que constatons-nous ?

Qu'on est en présence d'un document qui de la première à la dernière ligne va s'employer à justifier une théorie à l'aide d'un

certain nombre d'artifices ou de montages fallacieux, pour aboutir à une conclusion qui sous la forme d'un acte d'accusation destiné au gouvernement, pourrait servir de trame au législateur afin d'élaborer une nouvelle loi liberticide et répressive qui s'en trouverait du même coup légitimer.

Toute personne qui douterait de la version d'un événement fournit par le gouvernement, qui oserait manifester sa défiance envers la parole du gouvernement deviendrait un "problème public, un conspirateur, accusation très grave qui hier encore ou dans d'autres circonstances valait le peloton d'exécution.

Et à l'arrivée la sanction serait confirmée ou le couperet tomberait puisque de fil en aiguille ces "conspirateurs" sont devenus des complices des "criminels", donc méritent au pire le même traitement ou le même châtiment extrême, au mieux les réduire au silence pour les empêcher de nuire, ce qui tombait bien puisque c'était justement l'objet du projet de loi liberticide du gouvernement.

Pour que l'on comprenne bien qui étaient les véritables commanditaires et bénéficaires de cet article ou la nature de son auteur, pour ceux qui ne l'ont pas lu, l'auteur visait les principaux événements qui s'étaient produits dans le monde depuis le 11 septembre 2001 jusqu'au 7 et 9 janvier 2015 en passant par la crise syrienne et ukrainienne, qui tous s'inscrivaient dans l'agenda de la stratégie américaine, pour finalement s'en prendre aux personnes qui avaient publié des informations ou des photos relatives à ces événements censurées par les médias aux ordres, et qui avaient intégré ces éléments nouveaux dans leurs analyses, qui forcément ne pouvaient pas correspondre aux versions officielles qui avaient été fournies par les différents gouvernements occidentaux puisqu'ils avaient sciemment occulté ces éléments qui contredisaient leur version.

Voilà ce qu'est devenu le PS.

A une autre époque il fit bombarder le Vietnam puis l'Algérie, souvenez-vous, comme dirait le M'PEP, des staliniens ou des trotskistes nostalgiques de la IVe République, c'était "les jours heureux", dans les manuels scolaires "les Trente glorieuses", que n'ont-ils pas ménagé la social-démocratie impérialiste, célébré les bienfaits du réformisme... sous une pluie de bombes. Vous me direz que c'est une autre question, certes, mais tout est lié. Leur interprétation de la réalité était erronée ou falsifiée hier et elle l'est tout autant aujourd'hui et le lien demeure le même... A suivre.

Pour rappel ou pour ceux qui voudraient en savoir davantage sur Indymedia Paris que le PS a adopté.

- Indymedia Paris et les "antifas" soumis au détecteur de mensonge (legrandsoir.info) (22.03.2014) ou
- Indymedia Paris et les "antifas" soumis au détecteur de mensonge (anticons.wordpress.com) (22.03.2014)

... et la liste noire des "rouges-bruns" (tous les partis ouvriers notamment amalgamés à l'extrême droite) établis par cette officine néolibérale.

- Alerte antifasciste : Le Cercle des Volontaires. (legrandsoir.info) (11.09.2012)

Là l'auteur de cet article a recouru à un procédé plus sournois en faisant endosser sa propre propagande à une autre organisation.

Il a dénoncé les liens ou les rapports qu'un "mouvement d'extrême droite basé à Paris", Le Cercle des Volontaires, entretiendrait avec une multitude de partis, organisations ou personnalités de l'extrême gauche à l'extrême droite, liste dans laquelle figure les partis (dont le POI), organisations, portails dont nous publions les articles depuis des années, qui par les positions qu'ils défendent seraient complotistes, conspirationnistes, confusionnistes, négationnistes, souverainistes rouges-bruns, pro-dictatures, quand dans le même paragraphe ils ne sont pas assimilés à des antisémites ou à des personnages d'extrême droite pour avoir soutenu les mêmes causes qu'eux ou avoir signé un appel du Comité Valmy contre une éventuelle intervention militaire occidentale en Syrie, organisation qualifiée de "groupuscule souverainiste rouge-brun", procédant à toutes sortes de liens ou amalgames tout en s'en défendant évidemment ("les socio-démocrates ne sont pas des fascistes", cela reste à démontrer aujourdhui, voyez Valls ou Fabius par exemple, mais il est vrai que Bush ne le serait pas...), suggérant de la sorte aux lecteurs que si tous ces gens défendaient la même cause ou partageaient la même position sur une question précise, c'était forcément parce qu'ils étaient tous de mèche, infréquentables ou des ordures, allant jusqu'à qualifier d'"infâme gloubi-boulga citoyenniste" l'Association pour une constituante, et pour mieux brouiller les pistes et tromper les travailleurs dans un confusion impossible à décrire ici, il termine par ces mots "Pour un antifascisme anticapitaliste ! Pour un anticapitalisme authentique !", venant de néolibéraux on ne peut s'empêcher d'éclater de rire, c'est nerveux.

Maintenant on se pose une autre question : Comment l'auteur de ce blog de Mediapart (Frachon 23) a-t-il pu publier cet article abjecte de cette officine néolibérale (Indymedia) ? S'agit-il d'un militant ouvrier isolé qui serait manipulé, d'un agent néolibéral déguisé en militant ouvrier ?

Dans les deux articles d'Indymedia étaient visés les opposants à l'UE, à la guerre contre la Libye, à l'intervention militaire occidentale en Irak et en Syrie, ceux qui critiquent le gouvernement néonazi de Kiev, le gouvernement d'extrême droite israélien, dans lesquels figurent des partis, organisations ou personnalités allant de l'extrême gauche à l'extrême droite.

La confusion extrême qui ressortait de la lecture de cet article était volontaire à notre avis, elle avait pour but d'inspirer un profond dégoût aux lecteurs de tous les acteurs qui étaient cités, c'est en tout cas l'impression qu'on a eu.

Conclusion : méfiez-vous des portails et blogs anonymes, méfiez-vous comme de la peste de tous ces médias subventionnés par l'Etat. N'hésitez pas à confier vos doutes à votre entourage quand vous n'êtes pas certain de la nature d'un portail ou un blog.

Etant donné la chape de plomb qui s'est abattue depuis des années sur l'information et le consensus politique qui existe entre tous les partis institutionnels qui pratiquent la censure, nous sommes contraints de nous adresser à des sources très diverses pour nous informer. Et sachant que certaines sont sujettes à caution, peu recommandables ou en principe infréquentables, nous devons redoubler de vigilance pour ne pas nous faire manipuler, sans tomber toutefois dans la paranoïa, comme je l'ai déjà dit, si cela avait dû m'arriver de devenir paranoïaque en vivant en Inde cela ferait longtemps que je le serais devenu, et à l'opposé pour avoir eu l'audace de lire un tas d'articles fort intéressants au demeurant ou instructifs, mais rédigés par des auteurs enclins à la théorie du complot pour ne pas dire pardois désaxés, j'avais dû sombrer dans la schizophrénie depuis des années ce qui n'est pas le cas, j'en déduis donc selon le principe de la physique que deux forces contraires de même intensité s'annulent, que toute ces lectures aux orientations bien différentes ou opposées m'ont permis de conserver un certain équilibre mental et de développer mon esprit critique, cela dit je ne conseillerais pas à tout le monde d'en faire autant.

Elections départementales

- Le FN vainqueur aux points, malgré tout - Le Huffington Post

- Départementales: l'UMP devance le FN, le PS distancé - Reuters

L'UMP et ses alliés centristes se sont imposés dimanche en tête du premier tour des élections départementales, devançant le Front national, qui perd le pari du plébiscite, et le Parti socialiste, qui paye le prix de la désunion de la gauche.

Le bloc de droite s'affirme, sous la direction de Nicolas Sarkozy, comme la première force politique (37,5%), devant le pôle de gauche (34,7%) et le FN (26,4%), qui progresse encore par rapport aux européennes de 2015 (25,47%) mais moins que l'espérait Marine Le Pen, selon une estimation Ifop-Fiducial.

La participation est supérieure à celle des cantonales de 2011 (où la moitié des Français avaient voté), aux alentours de 50%, selon des chiffres provisoires du ministère de l'Intérieur.

D'après Ifop-Fiducial, l'UMP alliée aux centristes de l'UDI et du MoDem recueille 29,7% des voix, devant le FN (26,4%) et le PS (20,9%). Les divers droite obtiendraient 7,8%, le Front de gauche 5,9%, les divers gauche 6,5%.

Europe Ecologie-Les Verts (EELV), qui ne s'était allié au PS que dans 20% des cantons et s'était rapproché de l'extrême gauche, s'effondre : il obtient 1,4%.

Selon une estimation CSA, l'UMP-UDI remporte 31% des suffrages, le FN 24%, le PS et ses alliés 19,70%, le Front de gauche 9,70%, les divers gauche 7,70%, les divers droite 6,60%.

Dans cette configuration, le bloc de droite est crédité de 38%, devant la gauche (37%) et le FN.

"Même si le Front national gagne plus de dix points par rapport aux cantonales de 2011, sa progression marque le pas, on semble avoir atteint un plafond", a relevé le PDG de CSA, Bernard Sananès, sur BFM TV. Reuters 23.03

En famille. Consensus. Voter PS, EELV, PCF, PG, FdG = voter UMP-UDI

- Départementales : Cambadélis appelle "au désistement républicain là où la gauche ne peut concourir" - Francetv info

- Elections départementales: Jean-Christophe Cambadélis (PS) appelle à «faire barrage au Front national» 20minutes.fr

Surprise, voilà que même à gauche, on chante les louanges de Nicolas Sarkozy ! « Le FN n'est pas le premier parti de France, moi je dis merci Sarko au nom de la République, il est capable de faire baisser Marine Le Pen ! », concédait hier soir un proche de l'exécutif. LeParisien.fr 23.03

- Pierre Laurent : « tout faire pour empêcher la victoire de candidats du Front national » - Public Sénat

« J'appelle au rassemblement de toutes et tous face à la droite ou à l'extrême droite. La conquête de cantons et de départements au 2e tour par la droite et l'extrême droite ne peut qu'aggraver durement les conditions de vie déjà difficiles des populations, » a-t-il prévenu soulignant que l'abstention montrait « une défiance » des Français qui s'ancre « plus que jamais. » Public Sénat 22.03

Quand Valls se prend pour le président de l'UMP.

- Sarkozy ne veut ni le PS, ni le FN, Valls conteste - - Francetv info

A qui il faut dire merci La Talonnette ? A Valls !

- L'UMP peut dire merci... à Manuel Valls", écrit Bruno Dive dans Sud Ouest. M6info 23.03

Les institutions et un régime illégitime. Dimanche soir, tout le monde avait gagné. L'UMP était le premier parti de France, le FN avait réalisé des scores historiques et le Parti socialiste avait moins perdu qu'annoncé. Liberation.fr 23.03

Consensus. Les médias soulagés.

La machine de guerre contre l'abstention aura été inefficace. On attend le résultat des votes blancs et nuls.

- Départementales: une abstention forte, mais moindre que pronostiqué - AFP

Le matraquage aura duré jusqu'à la dernière minute. Jamais un Premier ministre ne se sera tant engagé dans une campagne électorale intermédiaire.

- Départementales : «C'est un devoir de voter», assure Valls à Evry - LeParisien.fr

- Départementales : contre l'abstention, une lutte pied à pied - LeParisien.fr

- Monseigneur di Falco : "Il faut voter pour un changement d'attitude !" - LePoint.fr

Les ouvriers et les employés sont le parti majoritaire, c'est eux qui doivent gouverner !

- Profil des abstentionnistes? Plus souvent des jeunes (64% d'abstention chez les moins de 35 ans, 51% chez les 35-44 ans), des ouvriers (64% d'abstention) ou des employés (53%), des titulaires du baccalauréat (53%) ou n'ayant pas le bac (52%), selon des données d'une enquête Ipsos diffusée dimanche soir. AFP 22.03

Ouf, reste la méthode Coué !

- Le Parti socialiste reprend sa respiration - Liberation.fr

- Le PS battu, mais pas humilié - LeParisien.fr

- Elections départementales 2015: Valls se réjouit du score «honorable» du PS - 20minutes.fr

- Le PS limite les dégâts mais est éliminé dans 1/4 des cantons - AFP

Déception, le FN n'est qu'à 12% environ des inscrits.

- Départementales: La presse «soulagée» et «surprise» par le score du FN - 20minutes.fr

Les éditorialistes se réjouissent que le score du Front national soit finalement plus faible que ce qui était annoncé. 20minutes.fr 23.03

- Le FN en tête dans 327 cantons et 43 départements - Liberation.fr

24 heures plus tard, la machine à faire monter la bête immonde reprenait du service.

- Départementales: 44% des Français souhaitent que le FN sorte renforcé - AFP

En pourcentage des inscrits, le FN est resté en revanche dimanche en dessous de son record, les 13,95% de Marine Le Pen lors de la présidentielle 2012. Il lui aurait fallu, pour cela, dépasser les 27,8% des voix. Il se contentera donc d'un peu plus de 12% des inscrits, juste au-dessus de ce que faisait Jean-Marie Le Pen lors des présidentielles 1988, 1995 et 2002 (autour de 11,5% les trois fois).

- une explosion à 2 millions de voix aux européennes de 1984, consolidée lors des deux années qui suivent;

- une nouvelle percée lors de la présidentielle de 1988, à plus de 4 millions, qui vont rester l'étiage maximal du parti jusqu'à la prise de pouvoir interne de Marine Le Pen, avec régulièrement des scores de plus de 3 millions, et des creux importants, notamment lors de la scission mégrétiste après 1999;

- une nouvelle percée à partir de 2012, avec deux scores supérieurs à 5 millions de voix, à la présidentielle 2012 et, donc, aux départementales 2015. (Pour la rigueur de la comparaison en voix, rappelons également que le nombre d'électeurs français a augmenté d'environ 50% entre 1973 et aujourd'hui.) slate.fr 23.03

On reste en famille. Non la vermine qui bouffe à tous les râteliers n'a pas disparu.

- EELV à 2%, un score national en trompe-l'oeil - Le Huffington Post

Les estimations nationales ne créditaient EELV que de 2% (Ifop) voire de 1,3% (Ipsos) peu après 20h.

De quoi provoquer la colère des partisans d'une large alliance à gauche qui l'ont immédiatement exprimée sur les réseaux sociaux. "Quand la stratégie des écologistes est illisible, c'est l'écologie qui est invisible", s'est emporté le coprésident des députés EELV François de Rugy dans un message posté sur son compte Facebook.

De son côté, le patron des sénateurs écologistes, Jean-Vincent Placé, également favorable à un rapprochement du gouvernement, exprimait sa "colère" sur RTL avant d'appeler à l'union de la gauche. "Quand il y a les enjeux du climat, la loi de transition énergétique, la biodiversité, on peut ne pas aller comme ça, arriver à des stratégies qui n'ont aucun sens", a-t-il déploré sur Itélé, ironisant sur des "alliances d'avenir" avec le parti communiste.

A en croire le secrétaire national adjoint en charge des élections, David Cormand, EELV atteindrait jusqu'à 10% des voix dans les cantons où il est réellement présent. Pas suffisant pour détrôner le Parti socialiste mais bien loin de la déroute annoncée par le score national.

Un point de vue partagé par son homologue au Parti de Gauche, Eric Coquerel. Le Huffington Post 23.03

- Elections départementales: EELV conteste les chiffres officiels et assure que son score est de 9,7% - 20minutes.fr

Ce lundi, EELV a dressé son bilan du 1er tour, affirmant être à 9,7% dans les cantons où il était autonome, et a dénoncé une fois de plus la nomenclature du ministère de l'Intérieur.

«Sur les 1.000 cantons où EELV présentait ou soutenait des candidats, 377 constituaient des candidatures autonomes soutenues par EELV. Dans ce cas de figure, le score moyen est de 9,7%», détaille David Cormand, responsable des élections à EELV.

«450 constituaient des candidatures de rassemblement écologiste et citoyennes, en alliance avec au moins une composante du Front de gauche. Dans ce cas de figure, le score moyen est de 13,6%. 157 constituaient des candidatures en alliance avec le Parti socialiste. Dans ce cas de figure, le score moyen est de 27%. 15 constituaient des candidatures en alliance avec le PS et le PCF. Dans ce cas de figure, le score moyen est de 30,5%», écrit-il. 20minutes.fr 23.03

EELV allié du PS, du PCF, du Front de gauche, donc si vous combattez la politique du PS ou du gouvernement vous n'avez rien à faire au PCF ou au Front de gauche, parlons pas d'EELV ou du PS, vous pourriez adhérer à l'UMP ou à l'UDI.

Les médias soulagés, suite.

- Espagne: Podemos grimpe mais sans tremblement de terre politique - AFP

- Le PSOE en tête des régionales en Andalousie, percée de Podemos - Reuters

- Espagne: percée de Podemos mais sans séisme politique - L'Express.fr

Comment fonctionne la propagande de guerre de l'Otan pour conditionner les masses ? Décryptage.

Cela commence par le titre.

- Russie: L'extrême droite européenne se réunit à l'invitation d'un parti pro-Kremlin - 20minutes.fr

Pour détecter le lézard il faut lire le premier paragraphe où est repris le titre :

- Des représentants d'une dizaine de partis de l'extrême droite européenne, pour certains réputés néo-nazis, se sont réunis ce dimanche en Russie lors d'un forum organisé par une formation pro-Kremlin, défendant les «valeurs traditionnelles» familiales et critiquant les sanctions contre Moscou liées à la crise ukrainienne.

Donc il suffit que des partis d'extrême droite aient des positions similaires à celle de Poutine ou à un ou d'autres partis en général pour réaliser un amalgame entre eux, de manière à convaincre les lecteurs que la totalité de ces partis ne sont pas fréquentables et pas seulement ceux d'extrême droite qui ne sont la cible des auteurs de ce genre d'articles qu'on retrouve ailleurs quasi quotidiennement dans les médias institutionnels.

Ici leur cible, c'est Poutine qu'ils assimilent à l'extrême droite, pas directement car sinon la manipulation ne fonctionnerait pas, c'est plus subtil ou sournois, ils le suggèrent fortement aux lecteurs de telle sorte qu'ils s'en convainquent eux-mêmes.

L'art de la manipulation pour atteindre un but, consiste à faire en sorte que quelqu'un parvienne à croire en quelque chose qui ne lui serait pas venu à l'esprit ou auquel il n'aurait pas pensé s'il ne lui avait pas été suggéré de l'extérieur ou par un tiers, mieux encore ou plus fort quand la chose en question est contraire à ses convictions. Dit autrement, l'art de la manipulation consiste à faire adopter à quelqu'un une position qui va à l'encontre de ses convictions ou à le convaincre de la modifier en recourant à des méthodes malhonnêtes au moyen d'artifices de toutes sortes, qui vont de la flatterie en passant par la connivence entre le rédacteur d'un article et ses lecteurs, histoire d'affaiblir sa vigilance, défaillance à partir duquel le venin de la manipulation pourra ensuite s'infiltrer progressivement dans leurs cerveaux à leur insu.

Pour un peu en lisant ce titre, les lecteurs pourraient se dire que c'est le Kremlin, donc Poutine qui aurait invité ces partis d'extrême droite. Les lecteurs n'étant pas naturellement portés à pencher pour l'extrême droite sont invités à se tenir le plus éloigné possible de Poutine ainsi diabolisé, traduit en termes politiques, à condamner son entreprise impérialiste sur l'Ukraine et à soutenir l'Otan, pour faire bref.

En France, il suffit qu'un parti étiqueté à gauche ou à l'extrême gauche milite pour la rupture avec l'Union européenne ou lui impute simplement la responsabilité de la situation ou de la crise, pour qu'il fasse l'objet d'un amalgame avec l'extrême droite.

A ce propos il faudrait préciser que l'extrême droite n'est pas forcément nationaliste ou ultra nationaliste ou plutôt son ultanationalisme n'est qu'une façade au service d'autres intérêts. Comme pour l'ensemble des positions qu'elle défend, c'est uniquement une posture, toute sa politique n'est qu'un patchwork ou un assemblage de positions et d'arguments dont les composantes varient en fonction des besoins de la classe dominante ou du régime qu'elle soutient. En Ukraine par exemple, l'extrême droite met son ultra nationaliste au service de l'UE (et du FMI), et en France le FN qui se présente et est présenté comme un parti farouchement opposé à l'UE y participe et légitime ainsi l'UE. L'ensemble des partis d'extrême droite prétendument union-européanophobes sont en réalité union-européanophiles.

En réalité, il n'existe pas d'idéologie d'extrême droite, ce concept a été créé par l'élite partisane du capitalisme, qui en réalisant cette distinction avec l'idéologie de droite ou de la classe dominante a procédé à une falsification consistant à les opposer pour faire oublier ou camoufler le visage hideux du capitalisme, de la dictature effroyable du capital qui sévit au quotidien et qui serait encore un moindre mal face à une dictature d'extrême droite ou fasciste, alors que lorsqu'ils en ont les moyens politiques, les partis de droite appliquent la politique que l'extrême droite appliquerait à leur place si elle parvenait au pouvoir, l'extrême droite n'ayant pas davantage de programme qui lui serait propre, elle ne fait qu'appliquer en recourant à la violence et la répression la politique que les partis de droite ne sont plus en mesure d'imposer aux masses exploitées, autrement dit la politique dictée par la classe dominante.

Ainsi l'extrême droite existe, végète et ne se développe occasionnellement que par la volonté des dirigeants de la classe dominante qui la finance et l'espace ou la tribune médiatique qu'ils lui consentent généreusement.

Aussi vrai que la guerre est la continuité de la politique, de la même politique par d'autres moyens tournée contre le prolétariat mondial, l'extrême droite et sa politique s'inscrit dans la continuité de la droite et son programme conforme aux besoins de la classe dominante. Si la forme ou les discours et les moyens mis en oeuvre par l'extrême droite et la droite différent, le contenu et l'objectif sont identiques, les présenter comme opposés relève de l'escroquerie politique, car leur nature au-delà du caractère hétérogène ou hétéroclite de l'extrême droite et les intérêts qu'ils servent sont en dernière analyse identiques, préserver par n'importe quel moyen le système d'exploitation de l'homme par l'homme et lutter contre la révolution socialiste mondiale qui

est leur pire ennemi.

En tant normal ou lorsque les rapports entre les classes sont régulés par la lutte des classes, la droite exploite l'ignorance des exploités et des opprimés pour exercer son pouvoir dans un cadre constitutionnel ou institutionnel. Mais lorsque ces rapports ne peuvent plus remplir cette fonction de régulation des rapports entre les classes au profit de la classe dominante, ou lorsque la classe dominante ne dispose plus des moyens institutionnels pour imposer sa politique aux travailleurs parce que son ou ses partis sont trop faibles et rejetés par la majorité des masses exploitées, elle recourt à son suppléant ousupplétif, en France le PS, et lorsque celui-ci est à son tour discrédité, en dernier ressort elle fait appel à l'extrême droite.

Il apparaît ainsi que ces trois courants ou partis politiques sont finalement liés par la même idéologie et les mêmes intérêts, ceux des capitalistes qu'ils servent tour à tour en fonction du contexte social et politique, du développement de la crise du capitalisme. Ils luttent donc bien dans le même camp contre le même ennemi au-delà des apparences, des étiquettes, des discours, de leur origine respective ou la manière dont ils se présentent qui a comme point commun l'ignorance des travailleurs qu'ils manipulent et exploitent sans vergogne ou le plus cyniquement du monde.

Les distinguer demeure indispensable pour comprendre de quelle manière ils se répartissent les rôles pour mieux les combattre, et non pour tenter d'en obtenir des concessions ou des faveurs empoisonnés qui ne serviront qu'à induire en erreur les travailleurs et prolonger inutilement leurs souffrances.

Revenons à cet article de 20minutes.

Il s'inscrit dans le cadre de la propagande hystérique de l'Otan contre la Russie et Poutine qui résiste à l'emprise des Etats-Unis sur l'Ukraine par le biais de son association avec l'UE avant d'y être intégrée.

Relevons rapidement quelques passages de cet article qui étaient censés convaincre les lecteurs de soutenir l'Otan.

- L'auteur de cet article a dénoncé les participants à cette réunion parce qu'ils ont osé s'en prendre aux «menaces à la souveraineté et à l'identité nationale» qui pèsent sur les différentes nations, alors que le même discours tenu par Porochenko et les miliciens fascistes de son gouvernement serait parfaitement légitime... puisqu'il a le soutien de l'Otan, Washington et Bruxelles. Seuls les pays ou Etats alliés de Washington ou qui se soumettent à son hégémonie auraient le droit de défendre leur souveraineté qu'en réalité ils ont abdiqué au profit de leur soumission aux Américains, il dénie à la Russie et aux Etats qui résistent à l'impérialisme américain d'user de ce droit fondamental

- Il suggère ensuite au moyen d'un amalgame, qu'il serait impossible d'avoir une position différente sur la crise ukrainienne de celle de l'Otan sous peine de rejoindre "les partis d'extrême droite (qui) ont fait ces derniers mois entendre des voix favorables à la politique de Vladimir Poutine dans la crise ukrainienne", donc de figurer au côté de l'extrême droite, ce qui ne peut que révulser la plupart des lecteurs de cet article afin qu'ils adoptent la position des Américains.

- Une fois cette diabolisation de Poutine assimilé à l'extrême droite étant censée avoir opéré ses effets sur des lecteurs à l'esprit faible, il ne restait plus qu'à discréditer son discours étant forcément l'oeuvre d'un dément lorsqu'il "affirme combattre ce qu'il présente comme du «fascisme» en Ukraine", parce qu'il n'aurait pas de fascistes en Ukraine contrairement à la Russie par exemple, alors que des néonazis occupent les postes clés de l'intérieur et de la défense dans le gouvernement Porochenko mis en place par l'Otan, donc tout cela pour en arriver à un vulgaire déni de la réalité ou une grossière falsification d'un des aspects les plus choquants de la situation en Ukraine que les lecteurs doivent absolument ignorer, car il suffirait à porter un coup fatal à la version des Amércains et de Bruxelles et Paris évidemment. Au passage, c'est ce procédé qui caractérise précisémentun complot, un complot contre la vérité, contre tous ceux qui ne doivent surtout pas la connaître.

- Avant de poursuivre, il est bon de préciser que l'auteur de cet article maîtrisait manifestement la panoplie des moyens scélérats utilisés par les néoconservateurs ou les fascistes pour déstabiliser leur auditoire afin de mieux abattre leurs victimes et le légitimer. Du coup on est en droit de penser qu'il serait plus qu'un simple journaliste ou porte-parole zélé du néolibéralisme.

Au paragraphe suivant, pour justifier "les sanctions décrétées contre la Russie à la suite d'un conflit en Ukraine" décrétées par l'Otan et adoptées par Washington et Bruxelles et y faire adhérer les lecteurs, il n'allait pas rappeler que l'Ukraine était le berceau de la Russie, non il devait se servir du témoignage d'un dirigeant allemand d'extrême droite présenté comme un émule d'Adolf Hitler qu'il avait qualifié un autre jour de «grand homme» qui rejettait ces sanctions, autrement dit, si vous ne voulez pas vous aussi être assimilé à Adolf Hitler vous avez tout intérêt à adhérer à ces sanctions. En suivant ce raisonnement jusqu'au bout, si demain Marine Le Pen affirmait que la terre était effectivement ronde et non plate, vous devriez vous empresser de considérer qu'elle est forcément plate.

- Poursuivant dans le même registre abject, il fallait à l'auteur absolument associer des juifs à son entreprise de criminalisation de Poutine et la Russie.

Il se passera bien de dire que les autorités juives de Russie entretiennent d'excellentes relations avec Poutine. La Fédération des communautés juives de Russie s'est d'ailleurs contenter d'exprimer son «extrême préoccupation» concernant cette réunion d'organisations d'extrême droite sans mettre en cause Poutine ou faire un quelconque lien avec lui, au grand dam de cet agent du néolibéralisme.

Peu importe, cela devait lui fournir l'occasion de préciser que cette réunion se tenait à "l'approche des célébrations des 70 ans de la victoire contre l'Allemagne d'Adolf Hilter" pour mettre en scène "l'opposition libérale", il ne manquait plus qu'elle pour que son tableau soit complet, qui nous dit-on aurait été une nouvelle fois malmenée par les autorités "pour avoir scandé devant l'hôtel où se déroule le forum «non au nazis»", et pour faire plus vraisemblable une certaine Natalia Guerassimova aurait déclaré à l'agence de presse de l'Otan, l'AFP, que «c'est scandaleux pour la Russie d'abriter des héritiers de Mussolini et de Hitler surtout ici à Leningrad», dont les disciples sont particulièrement présents dans tous les pays occidentaux, à commencer par les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie ou l'Espagne et bien sûr l'Ukraine ce que ce "journaliste" passera sous silence, sans doute un Charlie adepte du Patriot Act à la française.

- On peut comprendre que ce journaliste anonyme ne supporte pas que Poutine bénéficie apparemment d'une popularité exceptionnelle en Russie (plus de 80%) et que l'occasion lui soit donnée de neutraliser l'extrême droite dans son pays.

Aussi lui fallait-il une nouvelle fois embrayer sur les liens supposés qui existeraient entre Poutine et l'extrême droite, omettant comme il se devait de rappeler que c'était la Russie qui avait délivré l'Allemagne du régime nazi et pas les Américains ou leurs alliés, collusion avec l'extrême droite française ou le FN pour conclure son article, FN qui aurait commis l'horrible crime de "défendre régulièrement la politique russe en Ukraine et qui avait participé en mai à une rencontre prorusse entre partis nationalistes européens, (mais qui) n'a pas participé au forum de dimanche" sans doute pour ménager leur ami Poutine ou les banquiers russes qui financent le parti de M. Le Pen, c'est nous qui l'ajoutons.

Cet article n'était pas signé.

ACTUALITÉ DU JOUR

La menace : L'impérialisme américain.

- Qui menace la paix mondiale ? La réponse varie d'un pays à l'autre - Rue89

C'est une carte intéressante sur les perceptions des menaces : l'Institut Gallup a interrogé 64 000 personnes dans 65 pays, et leur a demandé de nommer le pays qui menace le plus la paix mondiale.

Le nom qui revient le plus souvent : les Etats-Unis...

La mauvaise nouvelle pour les Etats-Unis et qu'ils arrivent en tête des menaces dès leur frontière sud, et dans toute l'Amérique latine. Ils sont également perçus comme une menace à la paix mondiale chez certains de leurs alliés, comme l'Australie, l'Allemagne, l'Espagne ou les pays scandinaves. Et, de manière plus prévisible, en Chine et en Russie.

L'attitude des trois pays du Maghreb est également intéressante : Tunisie et Maroc nomment Israël, tandis que l'Algérie place les Etats-Unis en tête. Rue89 21.03

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

1- Yémen: le Conseil de sécurité soutient le président Hadi - AFP

Le Conseil de sécurité de l'ONU a publié dimanche une déclaration unanime de soutien au président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, en lutte contre les miliciens chiites Houthis, lors d'une réunion d'urgence à New York.

Dans leur déclaration, les 15 pays membres agitent une vague menace de sanctions contre les Houthis, comme il l'ont déjà fait en vain à de nombreuses reprises depuis le début de la crise yéménite.

Ils y réaffirment "leur engagement ferme en faveur de l'unité et de la souveraineté" du pays.

Selon l'émissaire de l'ONU au Yémen Jamal Benomar qui s'est adressé au Conseil par vidéo-conférence depuis le Qatar, le pays s'achemine vers "une guerre civile" et risque la "dislocation", avec "une division croissante entre le nord et le sud".

Il est "illusoire", a-t-il affirmé, de penser que les Houthis puissent s'emparer de l'ensemble du pays ni que le président Hadi puisse reprendre par la force le contrôle de la situation. Continuer les hostilités mènera "à un scénario libyen ou syrien" et la seule solution est politique, a-t-il ajouté.

Mais lors de consultations à huis clos, M. Benomar n'a pas suggéré de mesures -- sanctions ou autres -- susceptibles d'amener les belligérants à négocier, selon des diplomates.

Dans sa déclaration, le Conseil "soutient la légitimité du président Abd Rabbo Mansour Hadi" et appelle tous les acteurs de cette crise à "s'abstenir de toute action qui nuirait à cette légitimité" et à l'unité du Yémen.

Il appuie les efforts de médiation du Conseil de coopération du Golfe, et notamment sa proposition de tenir une conférence à Ryad, ainsi que ceux, jusqu'ici infructueux mais qui doivent "accélérer", de M. Benomar.

Il appelle également "tous les Etats membres à s'abstenir de toute ingérence qui attiserait le conflit et aggraverait l'instabilité", une référence apparente mais implicite à l'Iran qui soutient les Houthis.

Le président Hadi est pour sa part appuyé par les monarchies sunnites du Golfe, dont l'Arabie saoudite. Il "condamne les actions unilatérales menées par les Houtis" et les menace, s'ils ne relâchent pas l'emprise qu'ils ont désormais sur une bonne partie du pays, de "prendre de nouvelles mesures", un euphémisme pour désigner des sanctions, sans plus de précisions.

En novembre dernier, le Conseil avait sanctionné, par un gel d'avoirs et une interdiction de voyager, l'ex-président Ali Abdallah Saleh, allié des Houthis, et deux responsables de la milice chiite, sans aucun effet.

Condamnant une nouvelle fois les récents attentats contre des mosquées, revendiqués par le groupe Etat islamique, ainsi que les raids aériens menés contre le palais présidentiel et l'aéroport d'Aden, les membres du Conseil se disent inquiets "de la capacité d?al-Qaïda dans la péninsule arabique de profiter de la détérioration de la situation".

Le conflit s'est étendu dimanche au Yémen avec la prise par des miliciens chiites de l'aéroport de Taëz, ville qui ouvre la voie vers Aden (sud) où est retranché le président Hadi.

Des combats avaient opposé jeudi à Aden partisans et adversaires de M. Hadi au sein des forces de sécurité tandis qu'une série d'attentats-suicide anti-Houthis vendredi à Sanaa et revendiqués par l'EI faisaient 142 morts, forçant les Etats-Unis a évacuer leur personnel encore dans le pays, dont des militaires.

Cette réunion d'urgence du Conseil avait été demandée par le président Hadi. Il réclamait du Conseil "une intervention urgente", la prise de sanctions et une résolution contraignante, et non une simple déclaration.

Dans une déclaration diffusée à l'issue de la réunion, l'ambassadrice américaine Samantha Power a averti que la population yéménite allait "subir les conséquences" d'une poursuite des hostilités: "près de 16 millions de personnes soit 61% de la population du Yémen ont déjà grand besoin d'une aide humanitaire". AFP 21.03

2- Yémen: les adversaires du président Hadi progressent vers Aden - AFP

Les miliciens chiites Houthis ont pris dimanche l'aéroport de Taëz, ville qui commande la voie vers Aden, dans le sud du Yémen, où est retranché le président.

Les Houthis, qui cherchent à étendre leur influence vers le sud après avoir renforcé leur emprise sur la capitale Sanaa et le nord, sont soutenus par l'Iran chiite.

Le président Abd Rabbo Mansour Hadi est pour sa part appuyé par les monarchies sunnites du Golfe, dont l'Arabie saoudite.

M. Hadi a appelé l'armée à "refuser toute directive émanant de Sanaa", et promis de tout faire pour que "le drapeau de la

République du Yémen flotte sur les montagnes de Maran (bastion des Houthis à Saada, NDLR), et non pas le drapeau iranien".

Mais les Houthis, forts du soutien de militaires restés fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh (au pouvoir de 1978 à 2012), semblent décidés à avancer vers Aden, prenant dimanche l'aéroport de Taëz.

Taëz, troisième plus grosse ville du pays, commande la route vers Aden, où est retranché M. Hadi depuis sa fuite en février de Sanaa où il était assigné à résidence par les Houthis.

La conquête de Taëz permettrait aux Houthis d'avancer aussi vers le détroit stratégique de Bab al-Mendeb, à l'embouchure du Golfe d'Aden et de la mer Rouge, une importante voie maritime pour le commerce international.

Quelque 300 Houthis en tenue militaire et des soldats se sont déployés dans l'enceinte de l'aéroport. Des renforts étaient en route en provenance de Sanaa, à 250 km au nord, a précisé à l'AFP une source aéroportuaire.

"Ces soldats sont partisans de l'ancien président Saleh" qui, trois ans après son départ du pouvoir sous la pression de la rue, reste influent au sein de différents corps d'armée, a expliqué à l'AFP une source militaire.

A Taëz, des miliciens Houthis ont patrouillé dans certains quartiers et établi des postes de contrôle à Naqil al-Ibel et al-Rahida, deux localités situées respectivement à 30 km et 80 km au sud, ont indiqué à l'AFP des sources tribales.

Face à la progression des Houthis, les forces loyales au président Hadi, soutenues par des tribus et des membres des "comités populaires" (supplétifs de l'armée), se sont employées à renforcer les défenses autour d'Aden, selon des sources de sécurité et militaire.

Ces forces établissaient notamment une ceinture de sécurité à la périphérie de la capitale du sud, où des soldats, "soutenus par une quarantaine de chars de combat, ont été déployés", a déclaré à l'AFP une source militaire.

Les attentats de Sanaa ont été revendiqués par le groupe Etat islamique, peu visible jusqu'ici au Yémen et qui vient ainsi défier Al-Qaïda avec une surenchère anti-chiite. AFP 22.03

3- Yémen : l'armée régulière, prête à affronter Mansour Hadi - french.irib.ir

Les forces de l'armée régulière yéménite se sont déployées, dans la province de Taëz, dans le Sud du pays, pour faire face aux éventuelles attaques des groupes paramilitaires du Président démissionnaire, Abd Rabo Mansour Hadi.

Soutenus par Al-Qaïda, les paramilitaires partisans de Mansour Hadi se sont affrontés à l'armée nationale yéménite, dans la province de Lahej. Les éléments de Mansour Hadi et les terroristes d'Al-Qaïda ont pillé, sur une vaste échelle, des centres de sécurité et de police, dans les régions qu'ils ont pris. Des dizaines de soldats ont été tués, par les éléments d'Al-Qaïda, et des centres de la police ont été aussi pillés par les éléments de Mansour Hadi.

La police yéménite a décuplé ses forces, dans les régions du Sud, pour faire face à ces insécurités, et chargé plusieurs patrouilles de sillonner ces régions. La police a, également, dressé de nouveaux postes de contrôle, dans la province de Taëz, avant d'installer des patrouilles et des forces de sécurité, aux alentours des centres importants et des sièges sensibles de la province. Selon certains renseignements, les forces militaires des pays littoraux du golfe Persique, appelées «Le Bouclier de la péninsule», sont entrées, samedi matin, à Aden, pour soutenir Hadi, face à l'armée nationale yéménite. french.irib.ir 23.03

Mise en place du scénario à la libyenne ou la syrienne ?

- Yémen : violentes manifestations anti-houthistes à Taëz - LeMonde.fr

- Yémen: violentes manifestations anti-houthistes - L'Express.fr

- Des milliers de Yéménites réclament le départ des miliciens chiites Houthis - Francetv info

- Yémen: Hadi promet de combattre l'influence de l'Iran, militaires américains évacués - AFP

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- La grève continue à Radio France, un plan de départs volontaires se profile - AFP

Les syndicats de Radio France ont appelé lundi à un 6e jour de grève mardi, alors que le président Mathieu Gallet a pour la première fois évoqué des départs volontaires pour les seniors tout en s'excusant pour les frais de rénovation de son bureau.

Toutes les radios publiques ont déjà été fortement perturbées lundi, avec notamment l'annulation du 7-9 de France Inter, son émission phare, une première depuis le début du mouvement.

Cette grève, qui concerne essentiellement les non journalistes (techniciens, producteurs, maintenance...), est la plus dure depuis 20 ans selon les syndicats et vise notamment à protester contre d'éventuelles réductions d'effectifs.

Tous les syndicats, sauf le Syndicat national des journalistes, ont appelé jeudi dernier à une grève illimitée, pour l'instant reconduite de jour en jour. "Nous nous sommes organisés pour que la grève dure et impacte les antennes. Ca se durcit", a déclaré Renaud Dalmar, représentant CFDT.

Selon la direction, au contraire, le mouvement "s?essouffle"' car le nombre de grévistes est passé de 607, jeudi, à 372 vendredi et 244 lundi (sur 4.600 salariés).

Mathieu Gallet a enfin réaffirmé, dans une interview au Monde, que Radio France n'avait "pas les moyens de financer deux orchestres symphoniques, un choeur et une maîtrise pour un coût de 60 millions, ne générant que 2 millions de recettes de billetterie" et plaidé à nouveau pour faire "cofinancer l'Orchestre national de France avec la Caisse des dépôts". Celle-ci a fait savoir qu'elle n'était "saisie d'aucune demande".

Les syndicats craignent un plan de départ de plusieurs centaines de personnes, alors que Radio France prévoit un déficit de 21,3 millions d'euros cette année, du jamais vu dans son histoire. Une situation due notamment à la baisse de la dotation de l'Etat alors que les charges ont continué d'augmenter.

Autre geste de conciliation, Mathieu Gallet a proposé "un moratoire" sur les travaux encore à réaliser à la Maison de la Radio, un chantier entamé en 2009 et d'un coût de plus de 350 millions d'euros.

Radio France espère conclure avec l'Etat pour la mi-avril son nouveau contrat d'objectifs et de moyens, qui fixera les ressources du groupe pour plusieurs années.

Autre échéance, la publication imminente d'un rapport de la Cour des comptes sur la gestion de Radio France, qui selon Mathieu Gallet "reviendra largement" sur la sous-estimation des coûts du chantier. AFP 23.03

2- Espagne

- Espagne: des dizaines de milliers manifetsants contre l'austérité - AFP

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté samedi à Madrid lors de "marches pour la dignité" pour dénoncer les effets de l'austérité, à la veille d'élections régionales en Andalousie qui font figure de test face à la vague de mécontentement.

"Pain, travail, toit et dignité", lisait-on sur une grande banderole tenue par des manifestants en tête d'une des marches.

Les manifestants -- quelques dizaines de milliers selon une estimation de l'AFP -- dénonçaient les effets des politiques d'austérité qui ont entraîné des coupes claires en matière d'éducation, de santé publique ou encore d'aides sociales, à hauteur de près de 150 milliards d'euros entre 2012 et 2014.

Ils ont conflué, en provenance de différents points de Madrid, vers la place de Colon dans le centre de Madrid.

Dans la foule des marcheurs ondoyaient des drapeaux républicains (rouge-jaune-mauve), de l'Andalousie (vert et blanc), de syndicats, de partis de gauche, ou encore du Chili, avec une image du révolutionnaire Che Guevara.

Pilar Garcia Dorado, 54 ans, arborait elle un drapeau républicain et un autocollant de Podemos. "Dans la vie, je lutte et je travaille", a résumé cette commerciale qui vit près de Tolède, ajoutant: "J'espère que le changement va commencer dans ce pays" dirigé par

le Parti populaire (droite) depuis fin 2011.

"La lutte continue, coûte que coûte", scandaient les manifestants, avant de dénoncer les "banquiers et propriétaires terriens".

Samedi les forces de l'ordre gardaient en nombre les succursales de grandes banques situées place de Colon. AFP 22.03

En complément. Des délinquants sont au pouvoir.

- Selon un juge, le Parti populaire espagnol a eu une comptabilité occulte pendant 18 ans - AFP

3- Irlande

- Des dizaines de milliers de manifestants à Dublin contre la facturation de l'eau - AFP

« Nous avons un objectif, faire annuler cette loi ». Après des années d'austérités, des dizaines de milliers d'Irlandais ont manifesté samedi 21 mars à Dublin pour dénoncer la décision du gouvernement de facturer l'eau au robinet, jusque-là gratuite.

Ce rassemblement, dernier d'une série qui a réuni jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de personnes depuis septembre, a fortement mobilisé. Si la police irlandaise s'est refusée à donner un chiffre de participation, les organisateurs on estimé les manifestants au nombre de 80 000 tandis que la chaîne de télévision RTE a évoqué 30 000 à 40 000 personnes dans les rues de la capitale irlandaise.

Les premières factures, pour le premier trimestre de l'année, doivent arriver dans les boîtes aux lettres des Irlandais le mois prochain. Pour le gouvernement, cela permettra d'introduire la « clarté et l'accessibilité » dans la tarification de l'eau.

Mais pour Deirdre, une manifestante originaire de Dublin, il s'agit surtout d'une mesure d'austérité de trop alors que le pays compte plus de 10 % de chômeurs et que le retour de la croissance économique, qui s'élevait à 4,8 % en 2014, tarde à se faire sentir pour une grande partie de la population.

« Ce n'est pas juste au sujet de l'eau, que nous payons déjà avec nos impôts. Il s'agit aussi des coupes dans les retraites, de l'impôt foncier. J'ai encore la chance d'avoir mon emploi mais il n'y a pas eu de hausse de salaire depuis six ans tandis que les nouvelles taxes, elles, se sont multipliées ».

Parmi les manifestants, nombreux étaient ceux qui brandissaient des drapeaux aux couleurs du parti d'opposition et anti-austérité Sin Féin. D'autres arboraient un drapeau grec, évocation du mouvement Syriza, ou soutenaient l'Alliance antiaustérité, qui s'inspire du mouvement désormais à la tête de la Grèce. La députée du Parti socialiste Ruth Coppinger a appelé la foule à ne pas payer. « D'ici dix jours, chaque famille dans ce pays va recevoir sa facture. Le seul moyen d'obtenir la suppression de cet impôt est de ne pas payer en masse ».

Dublin s'était engagé à introduire cette taxe sur l'eau dans le cadre du plan d'aide financière du Fonds monétaire international et de l'Union européenne adopté en 2010 pour sauver son économie de la faillite. En novembre, le gouvernement avait fait marche arrière sur certains points, réduisant notamment le montant de la facture réclamée aux foyers irlandais (qui sera comprise entre 60 et 160 euros) et renonçant à les faire payer au mètre cube consommé. Mais il refuse d'abandonner sa réforme qui doit mettre fin à une exception au sein de l'UE, qui remonte à 1997. AFP 22.03

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Etats-Unis: plus de 900 milliards de dollars aux actionnaires en 2014, un record - AFP

Au total, les cinq cents entreprises cotées à Wall Street et reprises dans cet indice ont redistribué 903,7 milliards de dollars à leurs actionnaires, contre 787,4 milliards de dollars en 2013, soit un bond de 14,8% sur un an, détaille cette enquête.

Elles ont ainsi redistribué quasiment toute leur trésorerie, qui s'élevait à 1.333,2 milliards de dollars au 31 décembre, selon cette enquête.

Dans le détail, les dividendes représentent 350,4 milliards de dollars de l'enveloppe totale, soit un niveau plus élevé qu'avant la

crise, selon S&P Dow Jones qui gère cet indice.

Les rachats d'actions comptent pour 553,3 milliards de dollars, en hausse de 16,3% sur un an.

Outre les classiques dividendes, les entreprises ont recours de plus en plus aux rachats de leurs propres actions pour rémunérer leurs actionnaires.

Le mécanisme est simple: quand une société rachète ses propres actions, elle les annule et augmente ainsi artificiellement la valeur des titres restants pour le plus grand bénéfice de leurs détenteurs.

"Les retours aux actionnaires ont été très solides et ça va continuer", souligne Howard Silverblatt, auteur de l'étude.

C'est le secteur des technologies qui choie le plus ses actionnaires. Il leur a reversé 52,3 milliards de dollars en dividendes et 154,7 milliards de dollars en rachats d'actions.

Par entreprise, c'est Apple (45 milliards de dollars en rachats d'actions) qui a le plus rémunéré ses actionnaires.

Habitué des premières places, le géant pétrolier ExxonMobil arrive deuxième, avec 13,18 milliards de dollars de rachats d'actions. Intel (10,79 milliards) complète le trio de tête.

Si elles soignent leurs actionnaires, ces entreprises continuent par ailleurs à investir, selon S&P 500.

En 2014, leurs investissements s'élevaient à 681 milliards de dollars, en hausse de 16,3% sur un an.

En complément. Et que la fête continue, ils auraient tort de se gêner...

- La Bourse de Paris gagne près de 20 % depuis le début de l'année - LeFigaro.fr

- La BCE bien partie pour atteindre son objectif de rachats de dettes ce mois-ci - AFP

- Apple va-t-il dépasser les 1.000 milliards de dollars de valorisation ? - La Tribune

2- Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB)

2.1- France, Italie et Allemagne rejoignent la banque asiatique AIIB, un revers pour les Etats-Unis - La Tribune

Considérée comme une institution concurrente de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, la nouvelle Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, créée à l'initiative de la Chine, vient d'enregistrer l'adhésion de trois nouveaux grands pays européens, à la suite de la Grande-Bretagne.

C'est un revers diplomatique pour les États-Unis. La France, l'Allemagne et l'Italie vont emboîter le pas de la Grande-Bretagne et rejoindre la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB). Cette institution a été créée à Pékin l'an dernier avec pour objectif de promouvoir l'investissement dans les transports, l'énergie, les télécommunications et d'autres infrastructures dans les pays en développement d'Asie.

Cette décision des trois capitales européennes, initialement rapportée par le Financial Times, dérange les États-Unis, qui ont émis des doutes sur les pratiques de gouvernance et de transparence de la nouvelle institution.

Un haut responsable américain a assuré mardi que chaque pays était maître de sa décision, sans cacher toutefois les réserves persistantes de Washington à l'égard du projet.

Concurrente de la Banque mondiale

Par son rôle de promotion de l'investissement, l'AIIB entre en concurrence avec la Banque mondiale, une des deux institutions de Bretton Woods (avec le FMI) basée à Washington, ou la Banque asiatique de développement, dominée par le Japon et les États-Unis.

Elle est perçue comme un moyen pour la Chine, deuxième puissance économique mondiale mais qui dispose de droits de vote

limités dans les institutions financières existantes, d'étendre son influence dans la région.

Le président du Parlement européen favorable à l'AIIB

En visite à Pékin, le président du Parlement européen, Martin Schulz, s'est réjoui à l'idée que quatre pays européens rejoignent l'AIIB, tout en soulignant que l'institution devait se conformer aux normes internationales de bonne gouvernance. Il déclarait ainsi à des journalistes:

"Je pense que c'est une bonne chose et, si d'autres États membres en font autant, ce sera encore mieux. Il y a un élément en plus. De nouvelles organisations de ce type doivent se conformer aux meilleures pratiques internationales. Cela est très important."

La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures sera officiellement établie d'ici la fin de l'année, a annoncé le ministre des Finances chinois Lou Jiwei, ajoutant que Pékin était en communication avec les Etats-Unis et le Japon concernant sa formation. La Tribune 17.03

2.2- La Chine reçoit le soutien du FMI pour sa Banque asiatique d'investissement - La Tribune

Pékin séduit avec sa Banque d'investissement. Christine Lagarde, la dirigeante du Fonds monétaire internationale s'est dite "enchantées" de coopérer au projet de création de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII, ou AIIB en anglais).

Elle a en outre affirmé qu'il y existait un "énorme" potentiel de coopération entre son organisation et la BAII lors d'un forum international organisé par Pékin ce dimanche qui réunit notamment les patrons de Ford, Microsoft, IBM ou encore de la banque HSBC.

D'après Jin Liqun, actuel numéro un de l'organisation en court de création, 35 pays se sont joint au projet d'organisation, dont la France, le Royaume-Uni, l'Italie, le Luxembourg mais aussi l'Inde, l'Indonésie, la Nouvelle Zélande ou encore l'Arabie saoudite. La Tribune 21.03

2.3- La Suisse et le Luxembourg également intéressés par l'AIIB, les Etats-Unis enragent - La Tribune

Après Rome, Paris, Berlin et Londres, c'est deux autres pays européens qui pourraient rejoindre la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB). Les Etats-Unis sont réticents à cette institution qu'ils considèrent comme une concurrente de la Banque Mondiale et de la Banque asiatique de développement...

La Suisse et le Luxembourg veulent rejoindre la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) initiée par Pékin, a indiqué samedi dans un communiqué le ministère des Finances chinois, après le ralliement de plusieurs autres pays européens.

Le projet, dévoilé en octobre par la Chine, se heurte aux réticences des Etats-Unis qui redoutent la concurrence portée à la Banque mondiale -- une des deux institutions de Bretton Woods (avec le FMI) basée à Washington -- ainsi qu'à la Banque asiatique de développement (BAD), dominée par les Etats-Unis et le Japon. Les Américains craignent également que les standards de gouvernance soient insuffisants en matière sociale ou écologique. (Il est vrai que "les standards de gouvernance en matière sociale" des dirigeants des puissances occidentales est un modèle du genre... toujours tiré davantage vers le bas ! - ndlr)

En visite vendredi à Pékin, Angel Gurria, secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), s'est voulu conciliant.

"Le fait que certains pays européens s'associent désormais à ce projet me convainc encore davantage que (l'AIIB) sera dirigée de façon très professionnelle et transparente", avait-il déclaré, lors d'une conférence de presse. La Tribune 21.03

Commentaire d'un internaute.

- "Peut-être que la Chine n'aurait pas été conduite à créer la AIIB si le Congrès américain n'avait pas systématiquement bloqué les demandes des pays émergents d'être mieux représentés dans les deux institutions financières mondiales ? Les Etats-Unis sont donc mal placés pour donner des leçons de gouvernance, d'autant que la dette américaine détenue par la Chine de plusieurs trillions ne cesse de croître."

Quoi qu'il en soit la mise demeure extrêmement modeste, 50 milliards de dollars, une broutille franchement à côté des quelques 2.000 milliards de dollars de bons du Trésors américains que détiennent les Chinois, la dette américaine de 19.000 milliards de dollars... C'est davantage sur le plan politique qu'il faut interpréter cet événement.

Le 27 mars 2015

CAUSERIE

On est bien obligé d'intervenir ! Le reste de l'actualité peut-être demain ou ce soir.

On est tous yéménites et anti-Charlie !

Peuple yéménite : soyez Charlie et croulez sous les bombes de l'Empire du chaos et de la guerre.

Le 7 janvier en France au 25 mars 2015 au Yémen : la même main prémonitoire a frappé.

Le Yémen tout comme la Serbie, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Soudan, le Liban, l'Iran, la Côte d'Ivoire, la Centrafrique, le Mali, etc. n'a déclaré la guerre à aucun pays ou Etat.

Le Yémen est un Etat indépendant et souverain, et seul son peuple est garant de son destin selon le principe du droit à l'autodétermination de chaque peuple. Il est victime d'une violation de ce droit universel, d'une agression armée illégale orchestrée par des puissances étrangères emmenées par l'Arabie saoudite agissant pour le compte des Etats-Unis en réalité. Ils viennent au secours de leur créature immonde en difficulté sur le terrain : Al-Qaïda.

Les membres du commando ayant attaqué Charlie Hebdo affirmeront à au moins deux reprises qu'ils avaient agi sur ordre d'Al-Qaïda au Yémen, organisation qui se laissera finalement convaincre par ses parrains au bout d'une semaine, qu'elle avait tout intérêt à revendiquer ce massacre qui lui était manifestement étranger.

La suite des évènements permettra de comprendre pourquoi son implication était nécessaire pour justifier dans un second une agression contre un pays qui était devenu un repère d'Al-Qaïda, pour pour soi-disant le combattre, alors qu'en réalité les chiites Houtis étaient en passe de réalité l'unité de tous les yéménites contre Al-Qaïda, ce que Washington ne pouvait pas tolérer puisqu'il en a besoin pour justifier ses guerres impérialistes au nom de la lutte contre le terrorisme, il ne faut surtout pas que les foyers les plus importants du terrorisme international qu'il a fondés ou participés à développer faiblissent ou disparaissent, sinon il faudrait que les Américains et surtout le Pentagone ou le complexe militaro-industriel-financier anglo-saxon-sionniste s'invente de toute urgence un nouvel ennemi à combattre pour justifier leurs gigantesques dépenses militaires ou en armement.

Al-Qaïda organisation terroriste fondée par les Etats-Unis, qui au Yémen a revendiqué les attentats qui ont eu lieu dans le pays il y a deux semaines et qui ont fait plus de 140 morts. Ils visaient la communauté chiite à laquelle appartiennent les Houthis qui se sont emparés du pouvoir avec le soutien de la majorité du peuple yéménite, dont une grande partie de la communauté sunnite qui ne supportaient plus également les massacres commis par Al-Qaïda soutenu par l'Arabie saoudite et Israël, donc les Américains.

Le chaos persistant au Yémen depuis des années, les Houthis qui bénéficiaient aussi du soutien de l'armée étaient en passe de pacifier le pays en marchand vers Aden, où s'était réfugié le président destitué Abd Rabbo Mansour Hadi soutenu par l'Arabie saoudite et marionnette des Etats-Unis, et de parvenir ainsi à rétablir un semblant d'ordre, de sécurité et de paix civile, sauf que voilà, d'obédience chiite et soutenus par l'Iran, les tyrans de Washington, Riad et Tel-Aviv ne pouvaient pas admettre qu'un nouveau pays tombe dans le giron de l'Iran, d'où non pas le bombardement d'Al-Qaïda mais de ses ennemis, la logique néolibéral et impérial l'imposait ou l'ordre des choses est respecté, la soumission totale aux intérêts des Américains ou le chaos, la destruction et la guerre, telle est l'alternative laissée par les maîtres du monde à la totalité des nations et des peuples.

En complément. Titres et articles de presse.

Le 26 mars 2015

La rhétorique de la propagande de guerre de l'Otan une nouvelle fois à l'oeuvre. Selon les médias institutionnels l'Arabie saoudite éprise de démocratie et de paix volent "au secours du Yémen" pour délivrer son peuple, de qui, d'Al-Qaïda, mais non voyons, de son président en cheville avec Al-Qaïda, mais non puisque ce sont les Yéménites qui s'en sont chargés eux-mêmes, l'Iran le diable en personne après Poutine... pour Obama, Netanyahu.

- Une coalition de pays arabes au secours du Yémen - L'Express.fr

- Yémen - Ali Abdallah Saleh : le revanchisme du raïs - LePoint.fr

- Yémen: les Saoudiens interviennent contre les rebelles soutenus par l'Iran - AFP

- Yémen: nouvelles frappes aériennes contre les rebelles soutenus par l'Iran - AFP

- Offensive aérienne saoudienne contre les Houthis au Yémen - Reuters

- L'opération aérienne saoudienne "Tempête décisive" frappe le Yémen - Francetv info

- Les raids saoudiens frappent le Yémen pour la seconde nuit consécutive - Le Monde.fr

Dernières infos par ordre chronologique de parution de 14 à 19h30 le 26 mars, puis le 27 à partir de 4h GMT.

Les navires russes, en route vers Bab el-Mandeb - french.irib.ir

La Russie a mis en garde contre le déclenchement de toute guerre, au Yémen, appelant à l'arrêt immédiat des attaques contre la population de ce pays. Moscou a averti que si la guerre au Yémen ne cessait pas, d'ici 24 heures, elle passerait à l'action et débarquerait ses forces, sur le territoire yéménite. Selon Reuters, les navires russes se dirigent, actuellement, vers le détroit de Bab el-Mandeb. french.irib.ir 26.03

Contre offensive d'Ansarallah - french.irib.ir

Les comités populaires et Ansarallah du Yémen ont pénétré dans plus de 35 villages frontaliers de l'Arabie. Selon la chaîne Al-Alam, la frontière entre le Yémen et l'Arabie, dans la province de Saada, reste tendue. Les avions saoudiens survolent les zones frontallières montagneuses du Yémen, notamment, Razah et Khoulan. Selon cette source, des dépêches font part du lancement de missiles, en réponse à l'attaque saoudienne, ainsi que de l'arrestation de quelques fusiliers saoudiens. L'Arabie a fermé plus de 7 de ses aéroports, évacuant les marchés et les rues des villes du Sud du pays, près du Yémen. french.irib.ir 26.03

40 soldats saoudiens capturés, un chasseur abattu - french.irib.ir

Les sources bien informées ont fait part des heurts entre les forces yéménites dans le nord du Yémen sur la frontière avec l'Arabie. Selon l'agence de presse iranienne, Farsnews, un premier chasseur saoudien s'est écrasé, à Sanaa, visé par les forces de l'armée de l'Air yéménite. Sur les frotières de Saada avec Najran, les forces d'Ansarallah se sont affrontées avec les forces de Mohammad Abdel-Vahab. Selon des sources authentiques, les forces yéménites ont pris en main le contrôle de quelques régions à Najrad de l'Arabie.

Plusieurs milliers d'effectifs d'Ansarallah qui se sont déplacés vers les régions frontalières de l'Arabie pour faire face aux attaques des forces saoudiennes, sont arrivés à caputrer, à la suite d'une attaque surprise, environ 40 militaires saoudiens sur la frontière entre Saada et Najran, qui ont été transférés à Saada. Les dépêches ont par ailleurs fait part des heurts entre les forces d'Ansarallah et celles de l'armée yéménite sur la région frontalière et côtière de Jizan en Arabie. Plusieurs obus de mortier ont été lancés sur ces régions. La chaîne de télévision al-Alam avait déjà annoncé la prise par Ansarallah de 35 villages à Najran en Arabie. french.irib.ir 26.03

Les avions israéliens ont bombardé Sanaa - french.irib.ir

Le secrétaire générale du parti al Haq de Yémen a dénoncé Israël pour avoir mené des raids contre Sanaa et Sadaa. "C'est la première fois qu'Israel participe aux côtés des arabes dans une guerre contre un pays arabe et musulman.la presence des avions de chasse sionistes dans les raids a été décidé e par la personne de Netanyahu..." french.irib.ir 26.03

Avions us engagés, nouveaux raids saoudiens - french.irib.ir

Les Etats Unis ont annoncé env oyer des avions ravitailleurs et des drones de reconnaissance pour participer aux raids aeriens saoudiens contre le Yémen. Riyad vient de reprendre cette nuit ses raids meurtiers contre les zones d habitation de Sanaa et annonce vouloir les poursuivre jusqu'a l 'anéantissement de Ansarallah... french.irib.ir 26.03

L'agression contre le Yémen: Ban Ki-moon réagit - french.irib.ir Le secrétaire général de l'ONU a opté pour la négociation, qui est "la seule solution", pour résoudre la crise, au Yémen.

Ban Ki-moon a "pris note" de l'intervention militaire saoudienne, "à la demande du gouvernement yéménite", mais sans se prononcer, clairement, sur sa légalité, au regard du droit international.

"Il est au courant des informations indiquant que d'autres Etats, en particulier, des membres du Conseil de coopération du

golfe Persique, soutiennent, également, ces opérations", a dit son porte-parole, dans une déclaration à la presse.

Il "souligne que, malgré l'escalade, la négociation reste la seule solution, pour résoudre, finalement, la crise, au Yémen", a déclaré le porte-parole adjoint de l'ONU, Farhan Haq. french.irib.ir 27.03

Yémen/Ukraine : Lavrov critique Washington - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères a critiqué la prise de position des Etats-Unis vis-à-vis du Yément et de l'Ukraine.

Le Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, a dit, jeudi, devant la presse, que Washington opte pour des critères ambivalents envers le Yémen et l'Ukraine. "Les Etats-Unis ont soutenu Mansour Hadi, le Président démissionnaire du Yémen, alors qu'ils n'ont jamais défendu l'ancien Président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, un exemple flagrant de la politique de deux poids, deux mesures, des Etats-Unis, selon le ministre russe des Affaires étrangères. Rappelant que toutes les deux affaires doivent être réglées, via le dialogue et la négociation, le ministre russe des Affaires étrangères a plaidé pour des efforts censés entraîner le consensus national. "Face au Yémen, les Etats-Unis ont agi d'une manière tout à fait contraire à leur attitude vis-à-vis de l'Ukraine", a regretté le ministre russe des Affaires étrangères. french.irib.ir 27.03

Yémen : Téhéran met en garde contre les impacts de la guerre.- french.irib.ir

Certaines autorités politiques et parlementaires de la RII.... ont qualifié de très regrettables les répercussions de l'attaque de l'Arabie contre le Yémen. "Ces attaques n'auront d'autres résultats que le massacre d'innocents et elles doivent être stoppées", a affirmé Mohammad-Javad Zarif, le ministre iranien de Affaires étrangères, en réaction à l'agression aérienne saoudienne. "L'engagement du dialogue entre les groupes politiques et l'instauration d'un gouvernement inclusif, pour lutter contre le terrorisme, est la seule solution à la crise yéménite", a-t-il estimé, avant de mettre en garde les pays de la région et les Occidentaux contre ce jeu qui n'est bénéfique à personne et qui s'inscrit dans le cadre des intérêts et objectifs des terroristes.

"Cette attaque est une démarche dangereuse, contredisant les responsabilités internationales vis-à-vis de la souveraineté nationale des pays", a affirmé Marzieh Afkham, la Porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, ajoutant que l'agression contre le Yémen n'aura d'autre résultat que la propagation du terrorisme et de l'extrémisme, insécurisant toute la région.

"Confier les affaires intérieures du Yémen aux représentants des Partis internes et soutenir l'intégrité territoriale de ce pays, en renforçant le dialogue interne, voilà la position de la RII vis-à-vis de cette affaire", a affirmé Hossein Amir-Aabdollahian, chargé du département arabo-africain du ministère iranien des Affaires étrangères. "Sans l'ombre d'un doute, ce bellicisme aura des répercussions dangereuses, et en tenant compte de la sensibilité de la région, le monde de l'Islam sera en proie à une crise de grande envergure", a fait savoir, de son côté, Alaeddine Boroujerdi, le Président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Majlis islamique, dénonçant le rôle des Etats-Unis, dans l'attaque de l'Arabie contre le Yémen.

Critiquant la prise de position des Nations Unies envers cette agression, Ismaeil Kossari, membre de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Majlis islamique, a affirmé que cette attaque porterait atteinte à l'existence du régime des Al-e Saoud.

"Le peuple yéménite est aux côtés d'Ansarallah et ne permettra pas que les ennemis réalisent leur objectif, qui consiste à imposer un régime inféodé aux Etats-Unis et à l'Arabie", a indiqué l'ayatollah Abbas Kaabi, membre de l 'Assemblée des experts du leadership. french.irib.ir 27.03

Missiles d'Ansarallah, prêts à bloquer "Bab el-Mandeb" - french.irib.ir

Des informations, en provenance du Yémen, font état de préparatifs, dans le camp d'Ansarallah, pour bloquer le détroit stratégique de Bab el-Mandeb, en réaction à l'agression saoudienne. "Des informations probantes confirment l'intention d'Ansarallah de déployer des missiles sol- mer, non loin du détroit startégique de Bab el-Mandeb.

Il s'agirait de missiles, de fabrication chinoise, les mêmes que le Hezbollah a utilisé, en 2006, contre l'agression sionsite contre le Sud du Liban. Les missiles sont braqués en direction de la mer, là où transitent les navires et les pétroliers. C'est le signe de la ferme volonté d'Ansarallah d'aller jusqu'au bout et de mettre au pas les puissances agresseuses. Ce scénario est à l'étude, d'ailleurs, depuis six mois. Quelque 65% du commerce international s'effectue à travers ce détroit. french.irib.ir 27.03

Analyse.

Pourquoi Riyad a-t-il attaqué le Yémen? - french.irib.ir

L'agression militaire saoudienne contre le Yémen s'est accompagnée d'un avertissement de Riyad, à l'adresse de tous les

pétroliers du monde : ces pétroliers n'ont plus aucun droit de s'approcher des ports yéménites , sinon "Riyad va interrompre le transit libre du pétrole, en provenance du Moyen-Orient". Mais qui perdra gros, dans cette histoire ? Ces deux derniers mois, la Chine a importé quelque 4.5 millions de barils de pétrole, soit un chiffre, qui accuse une hausse de 315%, par rapport à l'année dernière. Le Yémen occupe le 35ème rang mondial, en termes d'exportations pétrolières, et ses clients ont l'inquiétude de voir cette source pétrolière tarir, en cas de la poursuite de la guerre. En effet, les exportations pétrolières yéménites se font, via le pipeline Marib, qui transite, chaque jour, quelque 70.000 barils de pétrole.

A certaines périodes, le Yémen est même parvenu à exporter quelque 110.000 barils quotidiens. Les exportations pétrolières yéménites sont, depuis ce jeudi matin, interrompues, et là, réside l'une des raisons de l'offensive folle de l'axe Riyad/Washington contre le peuple yéménite. Le plus gros client du Yémen étant la Chine, cette rupture s'avère, aussi, nuisible à l'Empire du milieu, contre lequel Obama et ses alliés mènent une lutte intestine.

En réaction, la Chine a, tout de suite, annoncé que le pétrole yéménite pourrait être remplacé par le pétrole d'origine ouest africaine. Mais, là, encore, les Chinois auront des jours difficiles devant eux, dans la mesure où Boko Haram facilite de plus en plus une ingérence US, dans l'Ouest africain. Ce jeudi, le baril du pétrole a enregistré une hausse de 6 dollars, permetant aux Saoudiens de se rattraper un peu sur les prix, en chute libre, depuis que Riyad a décidé d'user de l'arme du pétrole, pour mettre au pas ses adversaires russes et iraniens. Il existe, donc, un motif pétrolier, qui justifie la guerre saoudienne contre Ansarallah, qui n'est pas lié à cette antienne que les médias atlantistes annônent, depuis ce jeudi matin, et qui est le suivant : contrer la montée en puissance de l'Iran. Car tout compte fait, le royaume wahabbite des Al-e Saoud n'a aucun intérêt à ce que les Etats, jusqu'ici sous sa férule, commence à chanter l'hymne de l'indépendance, Etats, qui plus est, sont détenteurs de pétrole.

Le Yémen est un cas symptomatique, dans la mesure où le pays vit, depuis des décennies, sous la domination saoudienne. Les Al-e Saoud pompent la quasi totalité des puits du pétrole situés dans les régions frontalières. Le Yémen, riche et prospère, vivant de ses richesses énergétiques, constituerait un cauchemar, pour Riyad comme l'est, d'ailleurs, l'Iran, qui juste avant l'invasion de Daesh, s'était distingué par une hausse très sensible de ses exportations et rente pétrolières. Alors, l'Iran, source d'ingérence, au Yémen, et causant la colère de Riyad? Pas tant que ça, il y a, dans cette agression US/saoudienne, des motifs pécuniers, ... like always .. french.irib.ir 26.03

La veille

- Yémen: les forces hostiles au président resserrent l'étau sur Aden - AFP

- Le Yémen invite l'Onu à autoriser une intervention étrangère - Reuters

Le président yéménite Abd-Rabou Mansour Hadi invite le Conseil de sécurité de l'Onu à donner son feu vert à une intervention militaire internationale. Reuters 24.03

- Yémen: Aden tombe - french.irib.ir

Selon les toutes dernières informations, la ville où Hadi a proclamé son Etat vient de tomber entre les mains des combattants d'Ansarallah.

Des infos les plus contradictoires, sur le sort de Mansour Hadi, le Président démissionnaire yéménite, sont divulguées. La chaîne Al-Ahd a annoncé, dans un flash info, que l'avion de Mansour Hadi a quitté le Yémen, à destination de Djibouti. L'armée yéménite, épaulée par les comités populaires, qui est entrée, il y a quelques minutes, à Aden, a arrêté un certain nombre d'officiers attachés à Mansour Hadi, dont Mahmoud al-Sabihi, ancien ministre de la Défense et Nasser Haid, frère de Mansour Hadi. Les forces de l'armée yéménite et des comités populaires sont entrées, dans le golfe d'Aden, via Sheboh. Ce, alors qu'il y a quelques heures, l'agence Anatolie avait annoncé que Khaled al-Bahah avait quitté, mardi, le Yémen, à destination des Etats-Unis. Au terme d'une semaine de résidence assignée, Bahah s'est rendu aux Etats-Unis. french.irib.ir 25.03

- Yémen : Hadi fuit avec des diplomates saoudiens... - french.irib.ir

Une toute dernière information, en provenance de Sanaa, fait état de la fuite de Hadi, à bord d'un hélicoptère, de son domicile, à Aden. Hadi aurait pris la fuite, accompagné de diplomates saoudiens, et il aurait choisi Djibouti, comme lieu de refuge.
Les combattants de'Ansarallah arrivent, quant à eux, à Aden. La Garde nationale yéménite a confirmé la fuite du président. french.irib.ir 25.03

Charlie récompensé par Le PEN ou comment bombarder un peuple en toute liberté

- Etats-Unis: «Charlie Hebdo» va recevoir un prix pour la liberté d'expression - 20minutes.fr

Le PEN American Center (1), rendra hommage, le 5 mai prochain, à Charlie Hebdo, à l'occasion d'un gala qui se tiendra à New York.

Suzanne Nossel, directrice générale du PEN, justifie cet hommage en rappelant qu'il appartient aux caricaturistes, dans toute société libre, de remettre en question les puissants et le sacré, «afin que l'expression soit plus libre et plus robuste pour nous tous».

Elle ajoute: «En payant le prix ultime pour avoir usé de sa liberté, et ensuite s'être rassemblé comme un seul homme après cette énorme perte, Charlie Hebdo mérite d'être reconnu pour sa détermination après l'une des attaques les plus nocives contre la liberté d'expression.»

1- Le PEN American Center est une société littéraire américaine, qui, forte d'une communauté de 4.000 écrivains, œuvre pour défendre la liberté d'expression. 20minutes.fr 26.03

En fouillant sur le Net, j'ai découvert plein de "coïncidences" que j'ignorais sur l'attaque du 7 janvier de toute évidence réalisée par le Mossad, le doute n'est plus permis, même si on ne possède pas de preuves formelles, en recoupant tous les éléments en notre possession on arrive à comprendre ce qui s'est réellement passé, même s'il demeure quelques zones d'ombre à éclaircir. C'est comme en électronique ou en présence de machines complexes, si on raisonne logiquement on ne peut pas comprendre ce qui s'est passé ou ce qui peut arriver.

Pourquoi les frères Kouachi qui ne sont pas les auteurs de cette tuerie l'ont-ils endossés sachant que cela allait leur être fatal ?

Question à laquelle un esprit équilibré ne peut pas apporter de réponse car cela défit l'entendement, n'est-ce pas. Mais en présence d'individus fanatisés et sans avenir, c'était un moyen pour eux de mourir en martyrs et d'aller tout droit au paradis, une aubaine, ce qui expliquerait du même coup pourquoi lors de l'interview de l'un des frères Kouachi par BFMTV, à deux reprises il affirmera qu'ils n'avaient jamais tué personne, ce qui à mon avis était exact, le journaliste choqué ou désarçonné par cette réponse à laquelle il ne s'attendait pas reviendra à la charge, il insistera et précisera sa question en ajoutant "et les 12 personnes que vous avez tuées chez Charlie Hebdo", Kouachi se reprenant et donnant cette fois la bonne réponse qu'on venait de lui souffler ou qu'on attendait de lui, qui faisait partie du scénario et il admettait les avoir tués se rapprochant ainsi du paradis...

Parmi les autres contradictions ou invraisemblances relevées dans cette affaire.

- Les terroristes se sont « trompés » d'adresse et se sont rendus au 6 rue Nicolas Appert, avant de se rendre au siège du journal situé au 10 rue Nicolas Appert. (Ils avaient sauté une ligne ! Pour un peu ils n'auraient fait aucun repérage des lieux, qu'ils ne connaîtraient pas l'adresse par coeur, mais qui peu croire un truc aussi débile ? - ndlr)

- Après avoir fui Paris en changeant de véhicule au passage, ils se sont rendus tout naturellement dans un Quick à Laon, restaurant qui se trouve au…. 6 rue Nicolas Appert! Alors que 36 700 communes en France, seulement 73 (soit 0,2%) comportent une rue dédiée à Nicolas Appert. (Pure coïncidence, une de plus car le propriétaire de la Clio qu'il allait emprunté était également une connaissance des journalistes de Charlie Hebdo, un marchand de journaux, tout comme un de leur voisin à Gennevilliers, c'est marrant dans l'entourage des Kouachi ou sur leur route ils croiseront plein de gens qui connaissaient Charb et Cie, ben voyons, vous non, c'est étrange ! Après autant de coïncidences on se dit que ce n'est pas possible cette histoire qu'on nous a servie, et ce commissaire qui enquêtait sur l'affaire qui est retrouvé le lendemain dans son bureau avec une balle dans la tête, il avait dû reconstituer le fil qui reliait tous les protagonistes de cette affaire, ils en savaient trop, ils l'ont éliminé, là aussi cela ne fait aucun doute. - ndlr)

- Le directeur de l'hyper-casher, lieu de la prise d'otage par Amedy Coulibaly, a vendu sa participation au magasin de Vincennes, la veille de l'attaque. (Le propriétaire du WTC avait doublé ou triplé je ne sais plus au juste sa police d'assurance quelques jours seulement avant le 11 septembre 2001 et touchera le jackpot, simple prémonition sans doute. Veinard : - ndlr)

- Les terroristes ont abandonné leur voiture en pleine rue pour en voler une autre et quitter Paris avec celle-ci. Coïncidence (une autre), ils ont abandonné le véhicule devant un restaurant-patisserie du nom de Patistory au 45, rue de Meaux.. Ce magasin fait partie des organisateurs d'un gala pour soutenir l'armée israélienne. Il n'y a que 7 endroits en France qui vendent des places pour un tel gala. (C'est sans doute là que le changement d'équipe a eu lieu et que les Kouachi sont entrés en jeu.

Question : mais pourquoi indiquer la piste du Mossad, cela ne tient pas debout, c'était dangereux... Pour un esprit cartésien ou formaté à la logique formelle, sans aucun doute, c'est stupide comme argument. Mais si on réfléchit un peu et qu'on pense à l'exploitation qui pouvait en être fait en ayant les médias dans la poche on arrive à une autre conclusion. Une provocation grossière destinée aux adeptes de la théorie du complot servie sur un plateau, brèche dans laquelle ils s'engouffreront sans prendre garde, ce qui permettra de déclencher immédiatement une offensive destinée à faire taire tout questionnement ou toute critique sur le déroulement de cette affaire et le traitement qui lui sera réservé par la suite, qui donnera lieu au 11 janvier et la chasse aux sorcières aux suppôts du terrorisme qui se soldera par la loi sur le renseignement permettant de museler le Net. Finalement alimenter soi-même la théorie du complot était le meilleur stratagème pour protéger les véritables auteurs de l'attaque du 7 janvier, qui ne seront pas inquiétés puisqu'il n'y aura pas d'enquête publique, Netanyahu viendra manifester à Paris le 11 janvier comme si de rien n'était et l'affaire sera bouclée, enterrée. - ndlr)

Russia Today. un journal israëlien se trouvait sur les lieux et filmait. Amichai Stein @AmichaiStein1

(Il est vrai qu'on en rencontre à chaque coin de rue du jour et de la nuit n'importe où en France, pure coïncidence encore. Et cerise sur le gâteau si on ajoute que JSS, une télévision israélienne, a été le premier média à fournir l'identité des Kouachis, là on se dit que ce n'est plus de la prémonition, mieux encore que la télépathie, ils ont le don d'ubiquité les sionistes, ils sont décidément très très forts, et ce n'est pas une blague. On se souvient qu'en plein New York quelques personnes agitaient les bras, chantaient, hurlaient de joie le 11 septembre à la vue des tours s'écroulant, on a réussi notre coup, avant d'être arrêtés puis de quitter librement les Etats-Unis, c'était des agents du Mossad qui se croyaient tout permis et les faits leur ont donné raison. Il faut oser camarade, non c'est une connerie, car nous si nous osons quoi que ce soit, on sera tout juste libre de respirer au fond d'une prison ou d'un trou. -ndlr)

Le 28 mars 2015

CAUSERIE

Ces derniers jours j'ai rentré seul à la main deux remorques de tracteur de terre et de fumier sous plus de 50°C au soleil, ouais je sais, il faut être dingue, j'ai économisé 800 roupies de main d'oeuvre, je manquais d'exercice et rouillais sur place devant mon écran... E

Maintenant je vais m'attaquer à la peinture, j'en ai au moins pour 10 jours au total à raison de 4 heures par jours, et oui sous cette chaleur je bosse à mi-temps, et le reste du temps je bosse pour notre portail, j'ai d'ailleurs rédigé un long article ou je reviens sur le PS et le changement de régime intervenu en France... en 2007 ou plutôt entre 2007 et 2012, ce que confirmera la cooptation d'Hollande au pouvoir par les sommets de la classe dominante ou l'oligarchie financière.

Qu'il ait pû être considéré comme le président élu par certaines couches de travailleurs privilégiés en dit long sur le degré de leur décomposition politique, et ce sont évidemment les mêmes ignorants ou vendus qui ont manifesté le 11 janvier dernier. C'est là qu'on s'aperçoit que la soi-disant base sociale qui devait servir à justifier sa caractérisation de parti ouvrier ou ouvrier bourgeois était en réalité ce qu'il y avait de pire ou de plus droitier au sein de la classe ouvrière, réactionnaire, corporatiste, y compris colonialiste ou impérialiste.

On se demande comment une telle confusion a pu être possible pendant tant de décennies, sinon qu'il a bien fallu volontairement fermer les yeux sur sa véritable nature sociale qui était fondamentalement liée au capitalisme et à son orientation, de là à connaître le même sort ou à entraîner dans sa décomposition l'ensemble du mouvement ouvrier et son avant-garde, c'est effectivement ce qui s'est produit, mille fois hélas !

Tout se paie un jour ou l'autre, et à en reculer l'échéance on ne fait qu'augmenter la note que plus personne ne veut ou ne peut plus assumer sous peine de mettre en lumière sa propre faillite politique et par crainte de ne jamais s'en remettre, aussi opte-t-on pour la fuite en avant (on en vient à mimer l'oligarchie financières jusque dans les moindres détails...), on décide de passer outre et de l'alimenter encore et encore, jusqu'au jour où elle nous engloutira sans même qu'on ait besoin d'intervenir, il sera alors trop tard pour tenter de la solder.

A mon avis, on ferait mieux de s'y prendre autrement et de s'atteler à l'alléger pendant que c'est encore possible. Tout le monde (dans nos rangs) s'en trouverait soulagé sans avoir besoin de se livrer à des procès en sorcellerie ou de chercher à savoir qui avaient raison ou tort, franchement on s'en contrefout, l'esprit serein et le coeur allégé une fois retrouvée la voie du socialisme, l'espoir renaissant sur des bases solides ne demanderait plus qu'à se communiquer autour de nous, à l'ensemble de notre classe qui en a tant besoin, car remettre les compteurs à zéro ou chaque chose à la place qui lui revient permettrait de renouer avec l'idée enterrée de nos jours que changer la société et le monde est parfaitement réalisable dès lors qu'on a les raisons d'y croire, qu'on s'en donne véritablement les moyens.

Non, notre cause n'est pas foutue, il ne s'agit pas de s'en convaincre béatement ou de s'en convaincre par n'importe quel moyen, ce serait absurde, soyons lucide et réaliste au contraire.

Il suffit d'y croire, pas à la manière d'un croyant le regard pointé vers l'au-delà, non, à partir du moment où on sait pourquoi on a le droit d'y croire ce qui implique de savoir ou mieux de comprendre pourquoi on avait cessé d'y croire pendant une longue période ou on n'y avait jamais cru, pourquoi cet espoir si naturel, si légitime nous avait quitté, comment avons-nous pu vivre ce cauchemar si contraire à la nature humaine, à sa destinée, si commune à toutes les espèces vivantes en réalité, comment avons-nous pu vivre dans une société où cette lumière avait cessé de guider notre existence devenue si superficielle, comment cette petite musique si agréable avait-elle cessé de résonner à notre oreille au profit du bruit des canons, comment avons-nous pu nous convaincre que l'absence d'espoir de changer la société pouvait coïncider avec le destin de l'humanité, que tous les progrès réalisés progressivement au cours des millénaires précédents par la civilisation humaine pour s'élever au-dessus du règne de

la sauvagerie, de la nécessité, de l'exploitation et de l'oppression devraient non pas aboutir au règne de la paix universelle et de la liberté mais s'achever par un retour au chaos, à la guerre, à la barbarie ?

Il suffit de s'extraire du discours officiel abrutissant et de fermer ses oreilles aux faiseurs de malheurs en tous genres pour immédiatement renouer avec ce besoin aussi naturel que légitime ancré au plus profond de chaque homme ou femme qui vit de son travail, qui aspire au bien-être, à s'épanouir sans empiéter sur les droits de quiconque, à vivre en paix et en harmonie avec le reste de l'humanité. C'est quand ce besoin ne se manifeste plus sous la forme d'un espoir qu'il est le plus gravement en danger, que la civilisation humaine est menacée.

Cette menace a pris la forme d'une tyrannie, une dictature mondiale à la tête de laquelle se dresse l'oligarchie financière qui concentre tous les pouvoirs économiques et politiques.

Le PS pour en avoir épousé le contenu incarne cette menace. Aussi est-on en droit de se demander comment avons-nous pu commettre une telle méprise à son sujet, comment avons-nous pu nous associer à ce parti, nous en accommoder ou nous montrer conciliant à son égard, le ménager, voter ou faire voter pour lui, le soutenir ? Comment une telle confusion a-t-elle pu être possible et durer aussi longtemps ? Parce qu'on s'était écarté du marxisme ou du socialisme, de sa méthode, du matérialisme dialectique et historique au profit de chimères manifestement sans lendemain ou dramatiques.

On a le choix entre en convenir ou faire dans le déni, à chacun ses responsabilités.

On ne demande évidemment à personne de partager nos explications.

Ce que nous tenons à démontrer ici, c'est que l'histoire de la lutte des classes des 70 dernières années telle qu'on nous l'a vendue était frelatée, erronée, bourrée d'erreurs d'appréciation dans ses analyses ou ses conséquences, et que les pronostiques qu'elle contenait n'en étaient pas en réalité, puisqu'ils se bornaient à reproduire ou prédire ce qui était inscrit à la surface de la situation sans jamais atteindre ses strates les plus profondes qui constituaient la trame ou le fil de l'orientation future du capitalisme mondial qu'on n'a pas su faire émerger à la surface, mettre en valeur, en lâchant ce fil qui devait servir de guide à notre action ou en ne le tenant pas solidement entre nos mains, nous avons été incapable de le relier à l'ensemble du développement du capitalisme depuis son avènement au point de ne pas remarquer que le courant néolibéral serait amené à triompher, et que les rapports sociaux qu'il favorisait ou était amené à développer présentaient des similitudes avec ceux qui régnaient sous l'Ancien régime ou sous une monarchie absolue, de telle sorte qu'on a été impuissant à les combattre, à mettre au point la stratégie politique pour le combattre.

Nous ne tenons pas absolument à réécrire l'histoire de la lutte des classes depuis1945, nous n'avons pas cette prétention, nous disons seulement que ce travail doit être effectué sérieusement et sans a priori, nous, nous n'en abordons qu'une toute petite partie pour essayer de faire avancer notre cause. C'est plus des pistes de réflexion que nous fournissons.

Comme je l'ai écrit il y a quelques jours, dans l'immédiat on se satisferait d'une rupture avec le PS et les institutions de la Ve République, avec les appareils corrompus des syndicats, un retour au source du marxisme ou du socialisme nous suffirait. Si un parti ou une organisation était disposé à adopter ce tournant stratégique et à cesser d'employer un double langage, nous le soutiendrions une fois qu'il aurait manifesté concrètement qu'il ne s'agissait pas d'une énième posture, on s'est fait avoir à plusieurs reprises par le passé, on ne nous y reprendra plus.

Passons à autre chose.

On a laissé tomber l'actualisation du portail au profit de la situation au Yémen, car quand un peuple est bombardé, c'est notre priorité absolue ! Soutien inconditionnel au peuple yéménite contre l'Empire du chaos et de la guerre américano-saoudo-sioniste !

On a ajouté un article sur Gaza et la Palestine que l'on soutient également inconditionnellement jusqu'à la liquidation de l'Etat sionite.

Le masque d'Amnesty International est tombé (si c'était encore nécessaire), cette officine au service de l'impérialisme américain vient de rendre public un rapport dans lequel elle qualifie de "crimes de guerre" la résistance armée ou l'auto-défense palestinienne contre l'occupant sioniste.

Passons au Yémen.

Nous ne reproduirons aucun article de la presse officielle et corrompue, pour la simple raison qu'elle a décidé de modifier son rapport aux internautes en réservant systématiquement l'intégralité de ses articles à ses abonnés, en tout cas concernant le Yémen, comme s'il ne fallait pas qu'on puisse se servir de leurs articles pour démontrer leur collusion permanente avec le gouvernement ou la classe dominante dont ils relaient la propagande.

Cette décision de ces censeurs champion de la liberté d'expression au service du néolibéraliesme est révélatrice à plus d'un titre

d'un régime aux abois, qui ne parvient pas à conditionner les masses comme il l'entendrait. Il y a quelque chose qui lui échappe, qui ne fonctionne plus entre les représentants du régime et la population, il y a quelque chose qui s'est cassé entre eux, l'effet Charlie à fait long feu et va se retourner contre eux.

Cette décision tient de l'infantilisme et est parfaitement inutile et ridicule, contre-productive même, sachant que cette vermine reproduit pratiquement à la virgule près les articles de l'AFP ou de Reuters qui sont disponibles en ligne intégralement. Dès lors, c'est comme s'ils se boycottent eux-mêmes et on ne peut qu'en être satisfait, on les invite à persévérer dans cette voie et bientôt leurs lecteurs occasionnels les déserteront avant que leurs abonnés dégoûtés par leur pratique ne leur emboîtent le pas. Et puis il existe un tas de portails ou blogs alternatifs qui quotidiennement relaient l'actualité politique sans qu'on ait besoin de passer par les médias institutionnels.

Les abonnés à la presse écrite gaspillent leur argent puisque les articles qu'ils lisent sont accessibles gratuitement sur le Net. Ils vous font payer des articles qui ont été rédigés par des agences de presse, ce sont donc des escrocs !

A propos de la situation au Yémen

Propagande de guerre contre le droit à l'autodétermination du peuple yéménite.

Les Américains soutiennent les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique dans tous les pays où ils ont orchestré la chute des régimes qui refusaient de se soumettre à leur hégémonie.

Le régime yéménite instauré par les Houthis soutenu par l'armée qui constituent la majorité de la population après avoir chassé du pouvoir Hadi le pantin de Washington, ne convenant pas aux Américains, il fallait donc le renverser par la force.

Le bombardement de la population civile du Yémen par les Arabes américano-sionistes serait une réaction à une agression de l'Iran qui n'a attaqué aucun pays à notre connaissance, mais qui doit être défini comme l'ennemi responsable de cette situation pour camoufler leurs réelles intentions inavouables, comme les Russes en Ukraine, la même rhétorique usée jusqu'à la corde.

Une intention ou une simple interprétation de la situation à dorénavant la même valeur qu'une déclaration de guerre ou un acte de guerre. Vous comprenez pourquoi dans certains cas dans la rue en France un simple regard mal interprété peut légitimer un coup de couteau. L'exemple vient toujours d'en haut.

N'importe quelle puissance ou Etat dans le monde allié des Etats-Unis peut déclarer la guerre à un pays dès lors qu'il s'estime menacé sans avoir à fournir de preuves ou d'éléments matériels susceptibles de le confirmer, sa parole ou la bonne foi de ses dirigeants à valeur de loi au-delà de tous les traités ou accords internationaux signés auparavant qui partent en fumée du jour au lendemain. Au passage, ceux qui en appellent à l'ONU ou au respect des traités signés, sont des charlatans, des aventuriers, on en a la preuve ici, une fois de plus, les écouter, c'est s'égarer. La seule position conforme au socialisme et aux intérêts de tous les peuples exploités et opprimés demeure le combat sans concession pour en finir avec le capitalisme et la totalité de ses institutions à l'échelle mondiale. Il n'existe pas d'autres alternatives politiques que le socialisme.

L'ambassadeur saoudien à Washington, Adel al-Jubeir, a confirmé à sa manière ce qui a été dit plus haut en déclarant que l'intention de l'Iran de "dominer la région" constituait en soi une "agression de l'Iran" contre son pays, donc un élément suffisant qui justifiait l'intervention militaire de l'Arabie saoudite contre le Yémen. Si on devait le prendre au mot, il faudrait commencer par déclarer la guerre aux Etats-Unis qui entendent préserver leur domination ou hégémonie sur le monde. C'est la même rhétorique ou propagande employée pour justifier la politique de l'Otan contre la Russie ou encore la Chine qui ne font que préserver leurs intérêts sans pour autant déclarer la guerre à d'autres Etats.

L'enjeu : L'hégémonie américaine sur la région et ses ressources, pétrole, gaz, etc.

Les moyens : Semer le chaos et la terreur de manière à favoriser la couche de la bourgeoisie yéménite inféodée à Washington, quite à "favoriser des groupes ultra-radicaux sunnites", autrement dit Al-Qaïda et l'Emirat islamique que les Etats-Unis prétendent combattre en Syrie et en Irak. Ailleurs, en Ukraine par exemple les milices fascistes auxquels les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique n'ont rien à envier.

Le même scénario qu'en Libye est en cours, : A Aden,"des unités de l'armée ont abandonné leurs campements, laissant parfois des stocks d'armes à la merci de pilleurs. Des dizaines de jeunes se sont ainsi servis dans un dépôt d'armes dans une caserne désertée, selon une source de sécurité."

Ne pouvant prouver que la population yéménite soutiendrait Hadi et non les Houthis qui s'étaient emparés du pouvoir, les agences de presse à la solde des Américains sont désespérément à la recherche d'indices pour le démontrer en attendant de fabriquer des preuves.

C'est ainsi que les Yéménites seraient davantage effrayés par les tirs de la DCA des Houthis que par les bombes américano-israélo-saoudiennes selon l'AFP : "de nombreux véhicules montés de canons de la DCA circulaient à Sanaa, mettant en danger la sécurité de la population" ou encore "signe de la peur qui règne dans la capitale, des habitants se terrent chez eux quand le soir arrive. "Nous avons passé une nuit d'horreur et d'hystérie", déclare Mohammed al-Jabahi, 32 ans, en rapportant les survols incessants d'avions et des tirs de DCA. "" car évidemment le Yémen victime d'une agression devrait se laisser bombarder sans réagir.

La cible demeure l'Iran qu'ils n'ont pas encore réussi à atteindre depuis 2001.

Washington n'est pas en reste "La Maison Blanche s'est déclarée elle aussi inquiète des "activités iraniennes" au Yémen, parlant d'informations sur "le transfert iranien d'armes" dans ce pays, alors que l'armée yéménites a choisi son camp, celui des Houtis ou des ennemis de Hadi soutenu par Al-Qaïda et l'Emirat islamique armés par les Américains, il serait donc légitime que les Houtis agissent de la même manière pour se défendre et profitent de l'armement mis à leur disposition par les Iraniens, les Russes ou les Chinois.

La palme de la désinformation revient comme il se doit au ministre des Affaires étrangères français, qui a déclaré vendredi à la chaîne France 24 que le soutien de l'Iran aux Houthis n'était "pas légitime" dans la mesure où "il y a un président en place qui ne doit pas être chassé dans ces conditions", alors qu'il y a un an Fabius n'a pas hésité à soutenir le coup d'Etat orchestré par l'Otan et des partis fascistes et néonazis en Ukraine pour chasser "un président en place " qui lui n'était "pas légitime" dans la mesure où il refusait de se plier au diktat de Washington et de Bruxelles au profit de la Russie.

L'argumentation de cette pourriture est particulièrement grotesque, ridicule au possible, elle témoigne qu'ils ont franchi une étape décisive en adoptant l'imposture jusqu'à l'outrance comme mode de gouvernance, dans la mesure où ils ne prennent même plus la peine de s'entourer de précautions pour camoufler leurs réelles intentions que chacun peut deviner facilement puisque lors de chaque agression contre un Etat indépendant et souverain ils utilisent la même rhétorique, sachant qu'il existe un consensus entre tous les partis institutionnels et les médias qui relaieront, martèleront du matin au soir telle quelle leur discours, en réalité l'unique source de légitimiter dont ils peuvent se prévaloir, puisque rejetés par l'immense majorité de la population comme vient de le démontrer si nécessaire le premier tour des élections départementales en France. (Source : AFP 27.03)

- Yémen: l'Arabie saoudite étend ses raids aériens - AFP

La coalition arabe menée par l'Arabie saoudite a étendu ses raids aériens contre les positions rebelles chiites au Yémen vendredi, le royaume saoudien sunnite affirmant vouloir faire face à l'"agression" de son rival chiite iranien. Plusieurs pays occidentaux, en tête desquels les Etats-Unis, ainsi que la plupart des pays arabes ont serré les rangs derrière l'Arabie saoudite et réaffirmé leur soutien à M. Hadi, arrivé jeudi à Ryad en route pour le sommet arabe qui s'ouvre samedi en Egypte.

L'intervention militaire a fait suite à des appels à l'aide du camp Hadi, incapable de stopper l'offensive des Houthis qui ont pris depuis septembre 2014 plusieurs régions du pays, dont la capitale Sanaa, et avançaient ces derniers jours vers Aden, la capitale du Sud où était retranché le chef de l'Etat.

Dans sa première réaction aux raids, le chef des rebelles, Abdel Malek al-Houthi, a condamné une "invasion" et averti que les "Yéménites ne vont pas rester sans réagir".

L'Iran a mis en garde contre une propagation du conflit, son président Hassan Rohani dénonçant une "agression" contre le Yémen. Vendredi, son ministre des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif a répété que "toute action militaire contre un pays indépendant est condamnable". Le "seul résultat est une aggravation de la crise et plus de morts parmi les innocents".

"Les Iraniens sont ceux qui s'ingèrent dans les affaires des pays arabes, que ce soit au Liban, en Syrie, en Irak, et au Yémen, ce que nous ne pouvons pas tolérer", a déclaré l'ambassadeur saoudien à Washington, Adel al-Jubeir, sur Fox News. "Nous devons faire face à l'agression de l'Iran" qui veut "dominer la région".

En pleines négociations sur le nucléaire avec Téhéran, les Etats-Unis ont exprimé leur appui à l'intervention saoudienne et annoncé "un soutien logistique et de renseignement" avec notamment des avions ravitailleurs et des avions radars Awacs.

La Maison Blanche s'est déclarée elle aussi inquiète des "activités iraniennes" au Yémen, parlant d'informations sur "le transfert iranien d'armes" dans ce pays.

Selon des experts, les raids aériens de la coalition pourraient avoir des résultats limités sans une intervention terrestre qui reste peu probable en raison des risques d'escalade avec Téhéran et d'enlisement.

De plus pour John Marks, expert du Moyen-Orient à l'institut Chatham House, "se contenter d'écraser les Houthis changera certes la dynamique des factions", compliquée au Yémen, mais cela pourrait "favoriser des groupes ultra-radicaux sunnites".

Il faisait allusion aux réseaux Al-Qaïda, implanté dans le sud-est du pays, et Etat islamique (EI) qui a revendiqué ses premières attaques meurtrières la semaine dernière à Sanaa. AFP 27.03

- Le Yémen bombardé par les forces contre-révolutionnaires - voltairenet.org 26.03

Le roi Salman d'Arabie saoudite a réunit une coalition pour rétablir l'ancien président Hadi chassé par une révolution au Yémen. Dès la prise d'Aden par les révolutionnaires, l'Arabie saoudite a mobilisé plus de 100 000 hommes et 100 bombardiers pour attaquer le pays.

La coalition militaire conduite par l'Arabie saoudite comprend également le Bahrein, les Émirats arabes unis, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, le Qatar et le Soudan (tous des monarchies membres du Conseil de coopération du Golfe plus le Soudan qui est gouverné par une branche dissidente des Frères musulmans). La coalition est soutenue politiquement par l'Égypte et le Pakistan. Les États-unis lui fournissent des renseignements satellitaires.

Bien que demandée par le président Hadi, l'intervention de l'Arabie saoudite et de ses alliés est illégale en droit international et constitue une agression.

L'intervention de l'Arabie saoudite n'a guère de sens si elle ne se poursuit pas au sol. Mais on imagine mal une invasion, après la défaite saoudienne de 2009.

Les États-unis s'étaient jusqu'ici tenus à l'écart du conflit, pensant que le pays se scinderait en deux comme durant la fin de la Guerre froide. Symboliquement, ils ont fermé leur ambassade et retiré leurs forces spéciales.

Les Houthis sont largement majoritaires par eux-mêmes. Alliés aux partisans de l'ancien président Saleh, ils n'ont pas eu de difficulté à contrôler tout le pays.

Les Houthis chiites et leurs alliés sunnites se réclament ensemble de la Révolution de l'imam Khomeiny et leur victoire a été saluée comme telle par l'Iran.

Le président Hadi est, quant à lui, soutenu à la fois par les monarchies et par al-Qaïda. Cependant, il a condamné les méga-attentats anti-chiites commis par l'Émirat islamique (Daesh). voltairenet.org 26.03

- Les USA et les Saoud au secours de Daech et Al Qaeda au Yémen - Bahar Kimyongür - Investig'Action 27.03

Dans le monde arabe et musulman, rien de nouveau. On se bat entre Arabes et musulmans au plus grand bonheur de leurs ennemis américains et israéliens. Les USA et les Saoud sont à l'offensive dans tous les pays qui leur résistent principalement en Syrie, en Irak et au Yémen.

En Syrie, les forces saoudiennes attaquent sur 2 fronts : le Nord et le Sud.

Au Nord, la ville loyaliste et majoritairement sunnite d'Idlib est encerclée par des milices liées à Al Qaeda. Ces milices utilisent des armes américaines notamment des missiles TOW pour venir à bout de la résistance de l'armée syrienne et des forces populaires qui défendent leur ville et leurs terres. L'un des commandants Al Qaeda de l'opération d'Idleb est un cheikh saoudien dénommé Abdallah al Mouhaisni.

Au Sud, c'est la ville antique de Bosra al Cham au cœur de laquelle trône un amphithéâtre romain, qui vient de tomber aux mains d'une coalition de groupes djihadistes pilotés par le Front al Nosra, filière d'Al Qaeda en Syrie.

Alors que le commandement US se gargarise de discours antiterroristes, aucun avion de l'Axe US/UE/CCG (1) n'a été aperçu dans le ciel syrien au-dessus d'Idleb ou de Bosra al Cham.

Comme le révèle la dépêche Reuters du 23 mars dernier signée Tom Perry, les armées occidentales ont même intensifié leurs livraisons d'armes à Al Qaeda sur le Front Sud. C'est par la frontière jordano-syrienne que ces armes, pour la plupart offertes par l'Arabie saoudite, le plus grand importateurs d'armes au monde, parviennent à la coalition anti-Assad du Front Sud. Israël n'est pas en reste puisque des sources officielles reconnaissent désormais fournir de l'aide aux forces anti-Assad dont Al Qaeda dans le Mont Bental sur le plateau du Golan (Yaroslav Trofimov, Wall Street Journal, 12 mars 2015).

Ainsi donc, nos belles âmes occidentales éprises d'art et de raffinement, celles-là même qui se lamentent des destructions des musées et du patrimoine de l'Orient par les djihadistes de Daech ont offert à al Qaeda, Bosra al Cham, une ville antique classée au patrimoine mondial de l'UNESCO.

En Irak, les USA sentent qu'ils perdent pied dans la résistance contre Daech. Forces kurdes, chiites et sunnites appuyées par le voisin et allié iranien ont réussi à former une alliance antiterroriste qui porte ses fruits.

Plusieurs villes et villages des provinces de Salaheddine et Anbar ont ainsi pu être libérés de la présence terroriste. Craignant cette unité supra-ethnique et supra-confessionnelle, l'aviation US a bombardé cette nuit les positions de Daech dans la ville de Tikrit par crainte de perdre pied dans ce pays devenu allié de l'Iran.

Cette intervention US à Tikrit a été conspuée par les milices chiites qui rejettent toute forme d'alliance avec Washington.

Certains miliciens liés à l'Armée du Mahdi de Moqtada Sadr et aux Brigades du Hezbollah irakien ont même décidé de se retirer des combats.

Sur le front de Tikrit, il y a donc non pas assistance comme le laissent entendre de nombreux analystes mainstream mais concurrence entre l'Iran et les USA, un peu comme celle qui exista entre l'Armée soviétique et les troupes du général Patton face à l'Empire hitlérien.

Par hostilité atavique envers l'Iran, les Saoud ont longtemps encouragé Daech. Aujourd'hui, la dynastie wahhabite cultive l'attentisme avec une crainte grandissante face au prestige accumulé par Téhéran parmi les populations de Syrie et d'Irak vivant sous le joug de Daech.

C'est finalement au Yémen, leur arrière-cour, que les Saoud ont décidé de lancer leurs bombardiers contre la résistance anti-Daech.

Naguère terrain d'affrontement entre marxistes et panarabes d'une part et forces réactionnaires pro-Saoud d'autre part, le Yémen est aujourd'hui le théâtre d'une guerre entre les milices houthistes d'inspiration chiite d'une part.

Ces derniers jours, les milices houthistes d'Ansar Allah ont mené une avancée spectaculaire vers Aden, la grande ville du Sud du Yémen où s'est refugié le président déchu et agent soudien Abd Rabbo Mansour Hadi.

Contrairement à ce qu'affirment les médias occidentaux, les milices houthistes ne mènent pas une politique confessionnaliste mais remplissent une mission patriotique.

Malgré leur identité confessionnelle, ils cultivent une vision panislamique et panarabe, gagnant ainsi de la sympathie d'une large frange de l'armée nationale yéménite, y compris de la Garde républicaine et de nombreuses tribus sunnites, ce qui explique leur incroyable progression.

Alors que Daech a massacré près de 200 chiites dans une quadruple attaque kamikaze visant les mosquées vendredi dernier, alors qu'Al Qaeda dans la Péninsule arabique (AQPA) massacre à tour de bras, cette nuit, le régime wahhabite a lancé une opération militaire aérienne contre les forces rebelles du Yémen.

Ce n'est pas le ministre saoudien de la défense, le prince Mohammed Bin Salman ou le Roi d'Arabie saoudite Salman Ben Abdel Aziz qui a annoncé l'entrée en guerre de son pays contre la souveraineté du Yémen mais l'ambassadeur saoudien à Washington. Le scénario est digne d'un film arabe de série B.

Pour l'heure, les médias arabes, notamment Al Mayadeen, parlent d'une vingtaine de civils yéménites massacrés par les bombardements saoudiens.

Du temps du héros tiers-mondiste égyptien Jamal Abdel Nasser, le régime collabo et décadent des Saoud combattait les forces de gauche arabes (marxistes, nationalistes, panarabes) avec l'appui US.

Après avoir détruit les derniers vestiges du socialisme arabe, les Saoud s'en prennent à présent aux seules forces de résistance panarabes encore debout, du Hezbollah libanais à Ansar Allah yéménite en passant par le Baas syrien.

Dans un article alarmiste paru dans le Washington Post le 23 novembre 2012, la secrétaire d'Etat US de l'ère Bush Condoleezza Rice qualifiait l'Iran de « Karl Marx d'aujourd'hui ».

Si l'Iran équivaut à Marx comme l'affirme la fauconne de l'impérialisme US, le régime des Saoud, lui, incarne depuis sa création en 1744 la contre-révolution et la tyrannie d'Adolphe Tiers, le fossoyeur de la Commune de Paris.

1- CCG : Conseil de coopération du Golfe. Alliance regroupant les 6 pétromonarchies du Golfe. Investig'Action 27.03

- Tikrit : les USA bombardent le Hezbollah - french.irib.ir

Selon Al-Mayadeen, les chasseurs bombardiers américains ont, violemment, bombardé le siège des forces populaires, déployées dans la ville de Tikrit, et ce, en soutien à Daesh.

Les Etats Unis ont contraint le gouvernement irakien à les laisser participer à des opérations de libération de la ville, et les analystes s'attendaient à ce que cette "introduction par la force" ne vise qu'à ralentir le cours des combats et à empêcher les forces irakiennes et populaires d'avancer. Le siège des forces populaires se trouvait, dans l'Université de Tikrit. Al Mayadeen promet de publier davantage de détails ultérieurement. french.irib.ir 27.03

- Le plus grand exportateur de pétrole lance un pari, pour stopper l'Iran - french.irib.ir

Pour Reuters, l'agression militaire de l'Arabie saoudite contre le Yémen est un pari fait par le plus grand exportateur de pétrole du monde.

«Quatre millions de barils de pétrole traversent, quotidiennement, le détroit Bab el-Mandeb, d'où la nature hautement stratégique du Yémen, une région même plus en risque que la Syrie et l'Irak», a-t-on appris de Reuters.

«Le déclenchement d'une guerre, au Yémen, mettra en péril les canaux maritimes très fréquentés passant au large des côtes yéménites, et il entraverait, également, la circulation, dans le détroit de Bab el-Mandeb. Presque quatre millions de barils de pétrole sont, quotidiennement, exportés, en Europe, aux Etats-Unis et en Asie, via Bab el-Mandeb. Les cours du pétrole ont connu une hausse de 6%, jeudi, à l'issue du raid aérien de l'Arabie saoudite et de ses alliés contre le Yémen. Cet événement est un important pari, programmé par le plus grand exportateur de brut du monde, dans l'objectif de stopper l'extension de l'influence de l'Iran, dans l'arrière-cour de Riyad».

Peter Pham, un analyste américain du think-tank «Conseil de l'Atlantique», dit à ce propos : «La chute du Yémen est une réalité politique et la montée en puissance des Houthis, au Yémen, permettra à l'Iran d'étendre sa présence des deux côtés de Bab el-Mandeb, c'est-à-dire, dans le golfe d'Aden et la mer Rouge. A présent, les navires de la Marine iranienne circulent, régulièrement, dans lesdites eaux».

Peter Pham, qui donne des consultations aux Etats européens, africains et aux Etats-Unis, a, ainsi, continué son analyse : «Si les Iraniens contrôlent des bases, dans certains ports du Yémen, ou si les Houthis, soutenus par l'Iran, au cours de la guerre contre le gouvernement Mansour Hadi, contrôlent des ports du Yémen, le rapport des forces connaîtra un grand changement, dans cette région».

L'administration américaine et ses alliés co-organisent, régulièrement, des manœuvres maritimes, dans le golfe d'Aden.
Le commandant des forces américaines, dans la région, a annoncé, jeudi, que l'armée US coopérerait avec ses partenaires, dans le golfe Persique et en Europe, pour, ainsi, maintenir l'ouverture de Bab el-Mandeb. De son côté, l'Egypte a déclaré qu'elle ne supporterait jamais que ses intérêts soient menacés.

Selon les compagnies de navigation maritime et les compagnies d'assurance, l'entrave de la circulation maritime, dans le détroit Bab el-Mandeb, aboutira à l'augmentation des frais.

A noter que le Yémen a fermé ses principaux ports, jeudi, sur fond d'affrontements. A ce propos, le responsable d'une importante compagnie d'assurance de navires a déclaré : «La prise pour cible d'un seul bateau suscitera la réaction immédiate du marché. A présent, personne ne veut franchir le premier pas, mais tout le monde suit les événements de près».

Il est à rappeler que la fermeture de Bab el-Mandeb aboutira à la fermeture du canal de Suez et du pipeline de Sumed, assurant le transfert du brut à l'Europe du Sud. french.irib.ir 27.03

- L'UE maintient le Hamas sur la liste terroriste - AFP

- La réaction du Hamas au rapport d'"Amnesty International - french.irib.ir

Le Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine, le Hamas, a considéré le rapport d'"Amnesty International" comme visant à affaiblir la Résistance de la Palestine, à Gaza, et en faveur des objectifs du régime sioniste. Sans tenir compte des crimes commis par l'armée du régime sioniste, lors de l'offensive de 50 jours contre les Palestiniens, dans la bande de Gaza, en juillet 2014, "Amnesty International" a qualifié de crimes de guerre, les attaques au missile, à caractère dissuasif, menées par les groupes palestiniens contre Israël, au cours de cette guerre. Et ce, alors que cette agression a coûté la vie à plus de 2.300 Palestiniens, dont un grand nombre de femmes et d'enfants, tandis que plus de 11.000 autres Palestiniens étaient blessés.

En réaction à ce rapport, rédigé en soutien aux crimes du régime sioniste, Ismaël Radwan, une haute autorité de la Résistance, l'a qualifié d'inéquitable et d'injuste. "Aux termes des lois internationales et de la 4ème Convention de Genève, «résister» est un droit légal, et les Palestiniens, dont le territoire est occupé par les Sionistes, ont le droit à se défendre, par tous les moyens", a-t-il précisé. Dans le même temps, un haut responsable du Hamas, Salah Al-Bardawil, a accusé "Amnesty International" de crimes contre le peuple palestinien, pour son rapport cruel contre la Résistance de la Palestine. Dans ce droit fil, lors d'un entretien avec Press Tv, Issa Amro, un analyste des questions politiques de la Palestine, a qualifié le régime sioniste de violateur des droits de l'Homme. Le massacre de plus de 2.300 Palestiniens, dans la bande de Gaza, lors de l'offensive de 50 jours, n'est qu'un des multples crimes de guerre commis par ce régime.

Le rapport d'"Amnesty International" intervient, alors que les Palestiniens, dans la bande de Gaza, souffrent d'une pénurie de médicaments, d'équipements médicaux et sanitaires, et de carburant, ainsi que de coupures incessantes d'électricité, dues au blocus du régime sioniste. Et qui plus est, faute du budget nécessaire, la reconstruction de la bande de Gaza a été suspendue, a annoncé l'Office de secours et de travaux des Nations Unies, pour les réfugiés de Palestine, au Proche-Orient, (UNWRA). Quoi qu'il en soit, ce rapport injuste n'a rien fait d'autre que de remettre en question la crédibilité de son auteur, à savoir "Amnesty International". french.irib.ir 27.03

Le 29 mars 2015

CAUSERIE

Yémen. Guerre par procuration des Etats-Unis contre l'Iran via l'Arabie saoudite. Vive la guerre et foutez-nous la paix !

Par curiosité, malsaine diront mes contradicteurs, je suis allé visiter les portails du POI, du NPA, de la Tendance claire du NPA, de LO, du PG et de plusieurs groupes de militants, pas un mot, pas un seul communiqué en soutien au peuple yéménite bombardé depuis 4 jours par une coalition de pays sunnites emmenée par l'Arabie saoudite pour le compte de Washington, il faut croire que la désertion politique est la dernière version à la mode de l'internationalisme prolétarien de tous ces partis ou tendances qui osent parler en notre nom.

Calomnie ? Il est vrai que cela prend énormément de temps pour rédiger un communiqué de quelques lignes, il faut joindre et réunir tous les membres de l'appareil du parti, leur expliquer la situation au Yémen et pour peu que des désaccords se manifestent et c'est la cata, que d'énergie dépensée contre quoi au fait, ah oui, une nouvelle guerre avec son lot de massacres de masse et de destruction massive, on finit par s'en lasser, à croire que le sort de certains peuples vaut mieux de d'autres.

Seul le PCF s'est fendu d'un article, dont le contenu était calqué sur la propagande des agresseurs du Yémen, s'en remettant aux institutions du Golfe ou Arabe qui justement soutiennent l'Arabie saoudie. On ne se refait pas.

Message à l'adresse des maîtres du monde du chaos et de la guerre : Profitez-en vous avez un boulevard devant vous, vous bénéficiez d'un consensus élargi à tous les partis politiques sans exception...

Les militants ouvriers ayant apparemment déserté notre portail car ne supportant pas les faits et les vérités qui mettent gravement en cause le mouvement ouvrier corrompu ou leurs partis, nous nous demandons une nouvelle fois à quoi bon se casser la tête à actualiser ce portail. On déteste perdre son temps alors qu'on en manque singulèrement. Nous sommes lucide et nous ne marchons pas dans la combine qui consiste à déformer la réalité juste pour se faire plaisir et tromper les autres, nous l'assumons. A chacun ses responsabilités, que nos détracteurs commencent par balayer devant leur porte et par regarder la réalité en face. Cela ne leur plaît pas, cela confirme qu'on n'est vraiment pas sur la même longueur d'onde ou que nous ne partageons pas les mêmes principes et valeurs, et encore moins la même cause. Derrière la vérité se cache souvent les pires impostures.

Nous devrions ajouter plus de 50 nouveaux articles, à quoi bon... Demain peut-être.

Le 31 mars 2015

CAUSERIE

On ajoutera des dizaines d'articles dans la journée.

Un peu chaud, mais la forme, la preuve.

Nous sommes en guerre, donc toujours aussi vaindicatif, belliqueux, rempli de haine envers notre ennemi et ses complice. Normal, non ? Si vous pensez le contraire, un conseil, allez voir ailleur, ce portail ne vous apportera rien.

Mettons un peu d'ordre dans nos idées.

Cet article m'a été inspiré notamment par la lecture d'un article rédigé par un populiste qui se revendique de gauche.

Pour lui il n'existerait pas de complots à proprement parler contre les peuples ou pour être plus précis, le capitalisme constituant un complot permanent contre les travailleurs, cela ne vaudrait pas le coup de s'y attarder au-delà du discours politique habituel qui aurait le don miraculeux de répondre à toutes les interrogations des travailleurs, même quand ils ne se situent pas sur le terrain de la lutte des classes, de gré ou de force il faudrait les contraindre à penser comme un militant ou en marxistes. La prose de militants professionnels rédigé pour une élite devrait suffir à répondre à toutes leurs questions, à briser instantanément le conditionnement psychologique dont ils font l'objet.

Les procureurs de la pensée au pouvoir ont décrété la guerre à tous ceux qui évoquent à raison ou à tord des complots commis par la classe dominante ou leurs Etats, car il ne faudrait pas que le peuple de gueux en vienne à découvrir leurs réelles intentions, il leur deviendrait impossible de continuer à gouverner et ce serait tellement dommage, il est donc de bon ton de leur emboîter le pas, plus misérable serpillière tu meurs ! Vous aurez compris que ceux qui tiennent ce genre de discours sont des agents du régime volontaires ou qui s'ignorent, peu importe.

Dit autrement, que voulez-vous, il y a des gens comme cela qui croient que la terre entière serait à leur image, et constatant à quel degré théorique misérable ils en sont rendus, cela ne donne pas vraiment envie de leur ressembler. On a donc décidé de procéder autrement et de partir de la réalité, c'est préférable, n'est-ce pas ?

Il est bien connu que la propagande officielle n'aurait aucune raison d'être puisque sans effet sur la population. De même, l'acharnement auquel se livrent les médias pour conditionner les masses n'aurait aucune utilité donc serait indolore. Les contrevérités et falsifications de l'histoire dont sont bourrés les ouvrages à caractère pédagogique, scolaires ou universitaires ne serviraient à rien, surtout pas à formater les esprits dans une direction donnée.

Bref, on se demande bien pourquoi ces braves gens remplis de bonnes intentions à notre égard dépenseraient autant d'énergie et d'argent, feraient preuve de tant d'imagination pour influencer le mode de pensée et la psychologie des masses, si tous leurs efforts étaient finalement vains ou voués à l'échec, sans incidence ou conséquences sur notre vision ou interprétation de la réalité, de la situation, de la société ou du monde, sur la formation de nos idées ou le développement, l'orientation de notre pensée, sur la psychologie de leurs sujets ou serfs, s'ils ne parvenaient pas à avoir une quelconque emprise sur nos esprits ou à les formater à leur convenance.

C'est impossible ou superficiel nous dit-on, secondaire ou sans réelle importance au point qu'il serait recommandé de ne pas s'en préoccuper, car voyez-vous seule la place qu'on occupe au sein du procés de production déterminerait notre mode de pensée, bref au-delà de la lutte des classes rien n'aurait d'influence sur le comportement des travailleurs en général, précisons telle que se la représente un militant, qui lorsqu'il est atteint de constipation ou de dysenterie y voit encore l'oeuvre des forces sociales qui s'affrontent, alors que nous y verrons plutôt l'expression d'un déséquilibre biologique provoqué par un excès ou une carence alimentaire pouvant être aggravés par un état psychologique perturbé, passager ou durable...

C'est faire l'impasse sur le fait que ce n'est pas uniquement la place qu'on occupe au sein des rapports sociaux de production qui détermine notre comportement, mais l'interprétation qu'on en a ou le niveau de conscience politique qu'on a acquis, qui a notre connaissance ne relève pas de la génération spontanée, n'est pas inné chez l'homme, on croit même avoir observé qu'elle lui faisait défaut dans l'immense majorité des cas au point d'être suffisamment faible et influençable pour ne jamais acquérir et surtout conserver cet état de conscience tout au long de son existence, vous m'arrêtez si je me trompe.

L'expérience à elle-seule de ces rapports sociaux est insuffisante pour acquérir un niveau de conscience supérieur qui déterminerait un changement de comportement durable ou définitif par rapport à ce que le travailleur a connu auparavant, ou saisir la nature sociale de ces rapports dans toute sa portée, dans le cas contraire tous les travailleurs seraient des marxistes confirmés, grotesque ! Il faut donc en déduire qu'il rencontre sur sa route un tas d'obstacles que la société a dressés pour l'empêcher de passer à l'action et d'acquérir cet état de conscience de sa propre condition d'exploité et d'opprimé qui lui permettrait de trouver les moyens politiques de s'émanciper de la servitude qui est son lot quotidien de sa naissance à sa mort. Il est donc sous influence et ignorant de sa condition et tout est fait pour qu'il le reste.

Le passage à l'action et le mûrissement de la conscience de classe sont le produit d'un processus dialectique.

Qu'est-ce qui fait qu'un travailleur passe un jour ou l'autre à l'action sinon l'évolution ou la dégradation de sa condition ? Il suffit alors d'un simple événement intervienne dans son existence, d'un fait des plus banal qui le touche particulièrement, qui ajouté aux autres ou à ce qu'il endure déjà soit la goutte qui fait déborder le vase comme l'on dit, va déterminer en grande partie inconsciemment son passage à l'action à ce stade, et c'est seulement quand on lui en contestera ce droit ou qu'il cherchera

à l'imposer qu'il se justifiera et prendra conscience qu'il est parfaitement légitime, ce qui ne lui était pas venu à l'esprit précédemment, alors que sa condition s'y prêtait tout autant sans qu'il réagisse.

C'est donc l'accumulation de difficultés rencontrées dans son existence quotidienne qui est responsable de la modification qualitative de sa condition ou du regard qu'il porte sur la société. Mais comme la prise en mains de sa destinée n'est pas innée ou inscrite dans sa culture, est étrangère à ses habitudes, n'a pas fait l'objet de l'apprentissage propre à l'acquisition de toute connaissance pour qu'elle soit ancrée profondément dans son cerveau ou son existence au point de guider son mode de pensée ou son comportement, il retombera aussitôt dans une sorte d'insouciance ou d'apathie qui prédominait chez lui auparavant et ainsi de suite.

C'est l'inertie de l'histoire soumise au règne implacable de l'exploitation et de l'oppression, l'inconscience qui accompagne le développement du capitalisme et de la civilisation humaine, le poids énorme de son environnement, la pression de la société en général, qui font que l'homme qui au départ est ignorant ou esclave de sa nature qui le domine et du monde extérieur, croule sous un terrible fardeau qu'il aura toute les peines du monde à se défaire, qui le tire constamment en arrière. On a tendance à perde de vue l'essentiel, à savoir que l'homme vient au monde ignorant de sa nature, de celle de la société, du monde et de l'univers, et qu'il lui faut faire un effort extraordinaire pour s'extraire de cette ignorance, parvenir à se réapproprier sa propre nature pour qu'elle cesse de lui apparaître étrangère, acquérir la compréhension du fonctionnement de la société pour la transformer en fonction de ses besoins...

On se focalise volontiers sur les conditions matérielles qui sont à l'origine de son comportement social, sans tenir compte de l'ensemble des facteurs qui sont à l'origine de son interprétation de la place qu'il occupe dans la société et qui relève de sa nature profonde ou des rapports qu'il entretient avec le monde extérieur qui sont forcément déformés ou inconscients. On peut décréter que tous ses facteurs qui influent forcément sur son mode de pensée et son comportement sont secondaires ou sans importance sur sa destinée, alors que ce n'est pas du tout le cas dans la réalité. L'action des hommes ou leur interprétation de la réalité, leur représentation du monde extérieur ne se réduisent pas au présent contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, ils sont le produit de toutes leurs expériences passées, et dès lors qu'elles sont consommées, en dehors des traces matérielles qui peuvent éventuellement encore en témoigner ou subsister, seule demeure l'idée inconscience qu'ils en ont conservées va guider leur mode de pensée ou présider à la formation de leur pensée ainsi que leur comportement.

Si on admet que l'homme est totalement ignorant ou inconscient à sa naissance, on doit admettre aussi que c'est cette ignorance ou cette inconscience qui guidera son développement et son existence en général, qui ne sera battu en brèche que s'il parvient à tirer les leçons pratiques de ses expériences. Or, c'est très loin d'être donné à tout le monde ou d'être automatique, faut-il encore qu'il en ait les moyens ou qu'il s'en donne les moyens pour que son niveau de connaissance ou de conscience progesse réellement, sinon il pourra toujours donner l'impression d'avoir progressé au contact de la société qui a elle-même évolué au fil du temps mais dont l'évolution n'est pas acquise définitivement ou peut être remise en cause à tout moment, on en a les preuves quotidiennement sous les yeux avec le développement de la barbarie à l'échelle mondiale, pour retomber à un niveau de conscience inférieur ou son comportement sera dominé ou dicté par son inconscience, comme si finalement toutes les expériences qu'il avait vécues n'avaient servi strictement à rien.

Le procédé qui consiste à ignorer ou occulter tout un pan de la personnalité humaine qui préside à son fonctionnement, à la formation de ses idées et à son comportement, à sa représentation du monde extérieur, peut-il l'aider à progresser ou à acquérir un niveau de conscience supérieur, à prendre son destin en mains, qu'il nous soit permis d'en douter fortement, et pour cause, il a toujours échouer.

Pour autant que ce soient les actions des hommes et non les idées qui président au changement ou à la transformation du monde, ces deux volets de l'activité humaine agissent en permanence l'un sur l'autre, et sous-estimer ou nier littéralement l'un ou l'autre ne permet pas de comprendre, et qui plus est d'expliquer son évolution pour agir dessus dans un sens déterminé, toute théorie qui ne prendrait pas en compte ces deux facteurs dans leurs rapports réciproques ne correspondrait pas à la réalité, et comme telle serait inévitablement vouée à l'échec.

Autrefois en France, nous vivions dans une société réduite essentiellement à des activités manuelles, à l'époque où la paysannerie était dominante, puis vint celle du prolétariat industriel regroupé en masse au sein des industries sidérurgiques, métallurgiques chimiques, textiles, les mines, puis vint se greffer dessus les industries de transformation donnant lieu à toutes sortes de marchandises, la plupart de ces activités ont migré ou ont été délocalisées, et pour finir nous vivons à l'ère économique dominée par les services qui sont la dernière étape du développement du capitalisme liée aux précédentes puisqu'elle ne pourrait exister sans les autres secteurs d'activité. Or les services présentent la particularité d'être la source d'exploitation la plus dématérialisée du procès de production, qui fait davantage appel à l'intellect ou au cerveau dont les yeux sont le prolongement ne l'oublions pas, et cette évolution des rapports des travailleurs au capital s'est accompagnée de profondes transformations des rapports entre les classes ou de la société au contact de la lutte des classes qui n'a jamais cessé, de telle sorte que chacun d'entre nous de nos jours est davantage amené à conceptualiser ou intellectualiser sa condition ou la réalité au lieu de les considérer sous les rapports matériels qui sont à la fois à la base de l'exploitation ou du profit du capitaliste et de l'aliénation du travailleur, de telle manière qu'ils sont encore plus sournoisement dillués que par le passé ou agissent sur son mode de pensée et de vie, sur son comportement à son insu sans qu'il puisse saisir le lien qui existe encore sa condition et la politique qu'on lui fait subir, encore plus difficilement que par le passé.

C'est comme si tous les progrès qu'avait réalisé l'humanité depuis deux siècles avaient abouti à une situation paradoxale où ils se retournent contre les travailleurs pour n'avoir pas été capables de s'emparer du pouvoir politique à temps.

La propagande officielle qui se confond avec la culture des idées à laquelle nous sommes soumis ou qui prédomine dans la société est d'autant plus préjudiable à la civilisation humaine, qu'elles sont manipulées dans des proportions devenues monstrueuses, puisque le déni et l'imposture leur servent de guide de nos jours (et de gouvernance), elles ne servent plus qu'à combattre tous nos droits légitimes, baîllonner les libertés individuelles, interdire toute critique du régime, criminaliser ses opposants, flatter un individualisme ignoble, effréné, hystérique, la pire médiocrité dans tous les domaines, intellectuel, artistique, culturel, scientifique, etc. elles doivent servir à justifier la brutale et féroce régression sociale qu'impose l'oligachie financière aux peuples asservis, toutes les guerres impérialistes jusqu'à l'extermination de peuples et à la destruction de pays entiers, au recours au fascisme, et on atteint là le stade ultime et cynique, immonde de la manipulation des consciences faisant leur propre malheur sans réellement s'en apercevoir ou sans percevoir le danger extrême qu'elles représentent ou qui menace la civilisation humaine en proie à un dramatique désarroi.

Et si on est en droit de généraliser ce constat qui présente bien des aspects effrayants pour l'avenir, c'est parce qu'aucun parti ouvrier n'entend le partager, parce qu'en dehors de rares exceptions dans le monde, la totalité des intellectuels s'abaissent encore à mettre leur espoir dans le capitalisme dont la survie est responsable de cette situation, ils refusent toujours obstinément de rompre avec lui et ses institutions, ce qui est la traduction de leur refus de se situer sur le terrain de classe du prolétariat mondial qu'incarne le socialisme ou le marxisme qu'ils considèrent comme dépasser ou obsolète, pire encore lorsqu'ils dénient à la lutte des classes d'être l'un des principals moteurs du développement de l'humanité, considérant que l'offensive actuelle de la classe dominante et les guerres qu'a déclenchées l'impérialisme américain au Proche et au Moyen-Orient ne serait pas le produit de la crise du capitalisme entré en putréfaction et de la lutte des classes, l'affrontement entre différents pays arabes proviendrait de "conflits de classe" mais serait l'expression d'un " clivage sociétal" entre pro et opposants à la polygamie, après nous avoir servi pendant des années l'antagonisme entre pro et antisioniste sans oublier les inévitables guerres de religion, alors qu'en réalité tous ces facteurs devaient être alimentés et servir de couverture à une entreprise non avouable, qui chaque fois avait en toile de fond les intérêts de l'impérialisme américain et la préservation de son hégémonie sur le monde ainsi que la résistance que lui opposaient les peuples concernés dans chaque pays.

Quand on s'obstine à tourner systématiquement son regard vers les puissants, les dirigeants du vieux monde et à tourner le dos aux peuples que l'on estime incapable de gouverner ou qu'on méprise pour interpréter la réalité, on en arrive forcément par se fourvoyer et à commettre ce genre d'analyses grotesques. Ce n'est pas une caricature, je viens de le lire dans un article paru hier et signé par Thierry Meyssan, que je mettrai en ligne plus tard.

L'idée dominante ici consiste à nous détourner de la lutte des classes, les féministes apprécieront sans doute, de la crise qui frappe le capitalisme et qui est à l'origine de toutes les guerres actuelles, pour finalement nous convaincre que seule une partie du capitalisme serait en cause et qu'il aurait encore de beaux jours devant lui.

Pour conclure provisoirement, j'estime qu'on ne peut pas faire l'économie du combat sur le terrain des idées qui empoisonnent le cerveau des travailleurs, et qui doit être mené conjointement avec le combat sur le plan social et politique. On ne peut pas imaginer tirer profit d'une expérience politique ou d'une bataille sans soulager les travailleurs de la pression psychologique qui pèse sur eux, sans démanteler le processus ou les mécanismes que leurs ennemis ont conçus pour les conditionner, les paralyser, les neutraliser, les terroriser, les réduire à l'impuissance, les convaincre qu'il serait inutile de passer à l'action ou de s'organiser, et pour les connaisseurs, de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui

Je ne pense pas qu'en niant ce qui vient d'être dit on aidera en quoi que ce soit notre classe à s'en sortir. Je pense au contraire qu'il faut identifier les origines ou les sources qui oeuvrent à son conditionnement ou dressent tous ces obstacles sur la voie qui mène à sa libération des chaînes du capitalisme pour les combattre et les briser, ce qui va de paire avec son combat pour améliorer son sort évidemment, ses droits sociaux et politiques, les deux combats ne s'excluent pas comme voudraient nous l'imposer des populistes d'extrême gauche, ils sont complémentaires et doivent être livrés de front, simultanément, dans la perspective de la prise du pouvoir politique, du socialisme.

Pourquoi la classe dirigeante insiste-t-elle tellement pour l'influencer ou la briser psychologiquement, sinon parce qu'elle sait que cela a une incidence sur son comportement social, je mets au défi quiconque de prouver le contraire.

Le combat sur le terrain des idées doit être mis au service du combat pratique pour atteindre nos objectifs politiques et non l'inverse. Abattre le capitalisme et prendre le pouvoir demeurent nos seuls objectifs politiques, ce qui passe par la construction du parti ouvrier révolutionnaire et l'organisation des travailleurs...

Notre démarche présente l'originalité de combattre à la fois pour élever le niveau de conscience des travailleurs et favoriser leur organisation ou qu'ils soient persuadés de la nécessité de s'organiser si momentanément ils ne trouvaient pas de partis qui leur convenaient, à défaut de mieux qu'ils rejoignent le POI. Notre démarche est tout sauf élitiste, sectaire ou dogmatique, elle est tournée vers toutes les couches d'exploités et d'opprimés, elle demeure fidèle aux principes du léninisme et au socialisme, et même au trotskisme puisque ma démarche repose également sur un enseignement de Trotsky que nos amis ont oublié ou

sous-estimé apparemment.

Yémen : Bienvenue au nouvel ordre mondial du chaos et de la guerre

Objectif atteint.

- Le Yemen a basculé dans le chaos - L'Express.fr

- Yémen: l'anarchie règne à Aden où résonnent des explosions - AFP

Palme de l'hypocrisie et fausse piste.

L'annonce du torpillage par les Israéliens d'un accord sur le nucléaire iranien entre Washington et Téhéran pourrait servir à faire diversion pour camoufler en réalité la soumission des autorités iraniennes à l'impérialisme américain selon un marchandage convenu entre eux sur le dos du peuple iranien et de la région, inutile de préciser et sur celui du peuple américain qui est le dernier soucis de la Maison Blanche.

- Le Yémen s'enfonce dans la guerre, craintes pour les négociations nucléaires avec l'Iran - AFP

La Ligue arabe de l'Otan complice d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

Entre d'une part l'autodétermination du peuple éyéménite et la stabilité des institutions ou la paix civile sous domination de la communauté chiite la plus nombreuse qui pourrait être favorable au développement du pays, et d'autre part le chaos et la guerre qui se traduisent par la destruction des infrastructures synonyme d'appauvrissement de la population qui est déjà la plus pauvre du golfe persique, afin de maintenir le Yémen dans un état de sous-développement permanent propice au maintien de rapports de type féodaux pour mieux l'asservir ou permettre aux Américains de le contrôler, la Ligue arabe à majorité sunnite elle-même soumise à Washington a choisi sans surprise la seconde option.

- Yemen: La Ligue arabe demande la reddition des rebelles, condition pour l'arrêt des frappes - 20minutes.fr

Au quatrième jour de cette campagne, le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi a affirmé que les raids continueraient « jusqu'à ce que la milice (chiite) des Houthis se retire et dépose les armes ». Il s'exprimait au dernier jour d'un sommet arabe à Charm el-Cheikh en Egypte.

Le chef de la diplomatie yéménite Ryad Yassine a pour sa part affirmé à Charm el-Cheikh qu'il n'y aurait pas « de dialogue (avec les rebelles), tant que le gouvernement légitime n'aura pas regagné le contrôle de tout le territoire yéménite ».

Le président Hadi a participé samedi au sommet de Charm el-Cheikh d'où il est reparti pour Ryad. Il ne devrait pas rentrer dans l'immédiat à Aden. La capitale du Sud est en effet le théâtre de combats meurtriers depuis jeudi. 20minutes.fr 29.03

Avec des si, l'Otan version arabe devient une réalité (au moins sur le papier).

- Yémen : les chefs d'État arabes plaident pour une force conjointe - LeFigaro.fr 28.03

- La Ligue arabe annonce la création d'une force unifiée LeFigaro.fr

Après deux jours de concertation, les chefs d'État de la Ligue arabe ont entériné ce dimanche leur projet de force régionale commune, notamment pour combattre les «groupes terroristes». «Les dirigeants arabes se sont mis d'accord sur le principe d'une force militaire arabe», a déclaré Abdel Fattah al-Sissi depuis la station balnéaire de Charm el-Cheikh où étaient réunis les représentants de 21 des 22 pays membres (la Syrie ayant boudé la réunion). Le président égyptien était depuis plusieurs mois l'un des principaux fers de lance de ce projet, motivé par la menace djihadiste en Irak, en Syrie, mais également en Libye, pays avec lequel l'Égypte partage une longue frontière. Pour l'heure, les contours de ce mini-Otan version arabe restent flous: aucun détail ne transparaît quant à ses objectifs précis et sa composition. LeFigaro.fr 29.03

Le général Abdel Fattah al-Sissi remplit ainsi la fonction pour laquelle il a été coopté par les Américains à la tête de l'Egypte : Rassembler autour de l'Egypte les principaux pays sunnites déjà alliés des Américains et des Israéliens dans la coalition militaire combattant les régimes irakiens et syriens.

On observera qu'un nouveau stade dans le recours à la guerre par la dictature mondiale néolibérale vient d'être franchi, puisque les Américains et leurs pantins sionistes arabes ou sunnites ont justifié le bombardement d'un pays indépendant et souverain qui

ne leur avait pas déclaré la guerre, uniquement sur la base d'une interprétation unilatérale, fabriquée, fallacieuse, fausse et subjective de la réalité ou des rapports que ce pays entretenait avec le leur ou le reste du monde, bref, qui leur était favorable, en concluant qu'il constituait une menace sans apporter la moindre preuve de leur assertion, mais qu'il fallait à tout prix éradiquer à coups de bombes et missiles.

N'ayant aucun élément matériel à leur disposition pour justifer leur agression militaire, pour agrémenter leur accusation infondée ils n'ont rien trouvé de mieux que d'indiquer que l'Iran était en réalité leur véritable cible ou ennemi sur la base d'un facteur religieux alimentant au passage la version moderne de la guerre des religions ou des civilisations, puisque chacun sait que ce sont les Américains et les puissances occidentales qui sont les réels commanditaires et bénéficiaires de cette nouvelle guerre, comme toutes les autres depuis 2001.

On retiendra qu'ils s'affichent désormais ouvertement en dictateurs d'un empire tout puissant qui doit liquider par la guerre ses ennemis autodéclarés ou abattre tous les régimes qui leur résistent ou qui se trouvent sur leur passage, qui font obstacles à leur ambition hégémonique, qui doit s'étendre sur toute la surface de la terre ou auquel tous les peuples doivent se soumettre, pour les remplacer par des régimes militaires, tyranniques, despotiques, fascistes.

Ils n'ont même plus besoin de s'embarrasser de précautions devenues inutiles pour masquer leurs véritables intentions despotiques, considérant sans doute que leur opération de diabolisation ou criminisation de leurs ennemis qui dure depuis des années ou des décennies avait dû porter ses fruits depuis le temps et finir par conditionner totalement les masses exploitées et les peuples opprimées, sachant par ailleurs qu'ils pouvaient s'appuyer sur le consensus politique existant entre tous les partis institutionnels de l'extrême droite à la pseudo-gauche ou extrême gauche, ainsi que la totalité des médias qu'ils n'ont eu aucun mal à acheter puisque ce sont eux qui les financent via les banques et l'Etat, sans oublier le soutien quasi totale que leur apporte l'élite intellectuelle toute aussi corrompue pour conserver ses privilèges, n'ayant rien à craindre du mouvement ouvrier neutralisé, paralysé, décomposé au possible, pour ainsi dire disloqué ou à l'agonie, sans direction ni orientation, ils se retrouvent sans véritable ennemi capable de rivaliser avec eux ou de les inquiéter, alors ils estiment qu'ils ont tous les droits, tous les pouvoirs et en usent sans autre formalité puisque finalement ils n'ont plus de compte à rendre à personne, ils sont les maîtres absolus du monde et agissent en tant que tels.

L'ONU, tous les traités signés depuis 1945 ont volé en éclats, ils sont devenus caducs, témoignant au passage qu'il s'agissait bien d'une imposture ou une supercherie, et que s'en réclamer ne pouvait être que l'oeuvre de manipulateurs, de charlatans ou d'aventuriers, de traîtres.

Nous dénonçons et continuerons de combattre tout appel en direction des institutions politiques internationales mises en place ou cautionnées par l'impérialisme américain, parce qu'elles ne peuvent être que des instruments destinés à asservir les peuples au travers les représentants de la bourgeoisie de chaque pays qui sont censés les représenter alors qu'ils sont eux-mêmes asservis aux différents impérialistes, dont l'impérialisme américain en premier lieu.

L'orientation politique de ce genre d'appel est d'autant plus nuisible aux intérêts des différents peuples qui luttent pour leur souveraineté et leur émancipation, qu'il tend à les déposséder de leur propre combat au profit de ceux qui dans leur pays respectif sont leurs pires ennemis, de plus un tel appel conduit à détourner ou manipuler le soutien ou la mobilisation que l'ensemble du prolétariat mondial doit leur apporter au profit de ces institutions, qui pourront par la suite se prévaloir de cette caution inespérée pour mieux atteindre leurs objectifs politiques.

A l'Otan des puissances occidentales sous domination américaine, instrument politique et militaire ayant pour seul objectif de préserver son hégémonie sur les parties du monde sous son contrôle et de l'étendre à l'ensemble des pays d'Europe centrale ou issus de l'ex-URSS, est venu se greffer l'Otan des dictatures sunnites armées par Washington, ayant pour seul objectif de préserver l'hégémonie américaine sur le Proche et le Moyen-Orient, en attendant que l'Otan économique façonnée par le dollar, le FMI et la Banque mondiale ou soumise à la Fed passe à la vitesse supérieure en adoptant les traités transatlantique et transpacifique qui devraient consacrer la domination absolue de l'oligarchie financière dominée par les banquiers et oligarques anglo-saxons-sionistes sur toutes les couches du capitalisme, sur l'économie mondiale, l'ensemble de ce système monstrueux aux multiples ramifications constitue une gigantesque pieuvre aux innombrables tentacules susceptibles d'étouffer, de paralyser, de broyer ou soumettre à sa volonté de gré ou de force n'importe quel ennemi dans l'avenir en semant le chaos et la guerre, la désolation et le règne de la terreur.

Pendant des décennies on s'est gargarisé de formules apprises par coeur sans réellement en maîtriser le contenu ou la portée, on s'est contenté d'analyses incomplètes ou approximatives qui avait valeur de vérités définitives, pour s'apercevoir bien plus tard qu'elles étaient erronées mais sans jamais en tirer le moindre enseignement, on a favorisé les apparences qui étaient forcément trompeuses, pour ne pas se couper du mouvement ouvrier ou des masses selon la formule consacrée, pour ne pas apparaître sectaire ou dogmatique, de la même manière on a prétendu qe pour mener le combat contre les illusions des travailleurs il fallait se situer sur ce terrain-là, alors qu'en réalité c'était pour mieux y succomber, allant même jusqu'à leur en prêter qu'elles n'avaient plus, histoire de montrer qu'on avait atteint le stade suprême de la confusion sans s'en apercevoir comme il se devait en pratiquant à longueur de temps l'autojustification qui ne supporte aucune critique...

Tout cela pour dire qu'un beau matin on se réveille sous une implacable dictature qu'on n'avait pas vu venir, qu'on a été incapable

de prévenir, contre laquelle on se retrouve totalement désarmé, pardi, parce qu'elle était imprévisible nous dit-on, ne vivions-nous pas en démocratie, les Etats-Unis toujours en guerre (Corée, Vietnam, etc.) n'étaient-ils pas une grande démocratie et non une dictature, la France coloniale et impérialiste sous la IVe République n'était-elle pas un modèle de démocratie, et l'Espagne, l'Italie, le Portugal, débarrassés de leurs dictateurs, Franco, Mussolini, Salazar, etc. On en a perdu jusqu'au sens de la réalité qui était à la base du marxisme.

Ne voilà-t-il pas qu'on pouvait acquérir un réfrigérateur, une télévision, une voiture, qu'on pouvait prendre l'avion, consommer toujours plus tout et n'importe quoi, sauf les plus pauvres évidemment qui ont toujours été les laissés pour compte, on travaillait moins et on avait plus de temps libre, de vacances, il fallait franchement être un rabat-joie pour s'en plaindre ou ne pas baigner dans un bonheur béat. On se demandera au passage ce qu'en pensent ceux qui sont tombés dans la pauvreté au cours des dernières années et les chômeurs de longue durée, parlez-leur des "jours heureux", je suis pas sûr qu'ils apprécieront, non ?

C'est cette insouciance, cette irresponsabilité ou inconscience, cette liberté prise avec le socialisme, les principes et les objectifs qui devaient guider notre action qui nous ont conduit à la situation où nous en sommes, à moins qu'il faille admettre que la toute puissance du capitalisme combinée aux faiblesses de la nature humaine ne pouvaient donner d'autres résultats, auquel cas la situation est désespérée car c'est incurable, et il ne nous reste plus qu'à résister tout en étant convaincu que notre cause est perdue d'avance, ce qui donne forcément envie de se battre !

Il existe des arguments qui contredisent ce pessimisme ravageur, par exemple que c'est toujours une minorité qui entraîne la majorité au combat et peut la conduire au pouvoir, encore faudrait-il que cette minorité soit représentative de la majorité et qu'elle existe pour le moment venu être reconnue comme telle par la majorité, ce qui est très loin d'être le cas aujourd'hui, aucun parti ne peut revendiquer ce statut.

Si on admet qu'une grande partie de la population vit au détriment des couches les plus défavorisées dans le sens où elle se moque de leur sort, il n'en demeure pas moins qu'elle est confrontée elle-même à des difficultés grandissantes ou que sa situation n'est pas forcément pour autant confortable ou enviable ou encore qu'elle le vit mal, un certain malaise existe au sein de toutes les classes de nos jours, au point où elle pourrait être entraînée à la suite des masses une fois en mouvement ou radicalisée, d'où la nécessite de s'adresser à toutes les couches d'exploités, des plus favorisées aux plus défavorisées sans a priori, mais pas aveuglément, de diversifier ou d'adapter nos rapports en fonction de ces couches et leurs besoins en les reliant à ce qu'il y a de commun entre elles.

A l'exception des capitalistes dont certaines couches sont aussi menacées de disparition, toutes les classes sont concernées par la régression sociale et la décomposition de la société, le climat nauséabond qui règne dans le pays sur fond de propagande de haine et de guerre incessante, il est donc permis de penser qu'il suffirait qu'un parti différent des autres manifeste sérieusement sa détermination à changer la société pour qu'au détour d'une crise ou d'une suite d'événements exceptionnels elles soient portées à le suivre.

Le plus difficile à réaliser, c'est de parvenir à enclencher cette dynamique dans un contexte contradictoire, mais si on n'en pose pas les bases, on n'y arrivera jamais. C'est une question de volonté mais pas seulement. Il faut y croire soi-même, il faut en être honnêtement convaincu, toute posture est à exclure, ce ne peut être que le produit d'une stratégie politique élaborée à partir de la situation telle qu'elle existe et reliée à la question du pouvoir, de la prise du pouvoir puisque c'est notre objectif politique. Il faut donc être clair sur tout un tas de questions et ne rien laissé au hasard sous peine de ne pas être pris au sérieux ou de se contredire, il n'y a pas pire.

A ce sujet, si on admet les erreurs que nous avons commises et que j'ai évoquées dans mes causeries, ce n'est pas pour se se flageller ou se mortifier, au lieu de les nier ou de s'excuser, il vaudrait mieux les admettre une fois pour toute même si on n'a pas suivi comment les choses s'étaient réellement passées, et voir comment en fonction de la situation on peut rectifier le tir tout en sachant qu'on ne peut pas forcément tout chambouler du jour au lendemain, car là aussi il faut procéder avec méthodologie, ordre et discipline.

Nouvelles du front du 28 au 31 mars.

- Un nouveau F-15 saoudien abattu... - french.irib.ir

L'Arabie saoudite a reconnu avoir perdu l'un de ses chasseurs F-15... dans les eaux territoriales yéménites. Les deux pilotes ont été sauvés par les forces américaines. Les unités de la DCA yéménites ont, très intensément, fonctionné, toute la journée de vendredi, dans le Nord de Sanaa, et l'avion a été abattu au-dessus de la mer Rouge. un autre chasseur saoudien, avec, à son bord, un pilote soudanais, a, également, été abattu par la DCA yéménite.

L'agence de presse saoudienne prétend qu'il s'agit d'une avanie technique qui aurait causé le crash et qui aurait poussé les deux pilotes à s'éjecter. Un hélicoptère US, depêché depuis Djibouti, a repêché les deux pilotes. Les unités de la DCA yéménites se sont ressaisies et elles ont repoussé, à plusieurs reprises, les chasseurs saoudiens, les contraignant à quitter le ciel du Yémen. french.irib.ir 28.03

- Le président irakien a quitté la salle de Conférence de la Ligue arabe, lors de l'intervention de Mansour Hadi - french.irib.ir

Le président irakien a quitté la salle de Conférence de la Ligue arabe, lors de l'intervention du président démissionnaire yéménite.

Lors de l'intervention d'Abd Rabbo Mansour Hadi, le Président démissionnaire yéménite, le Président irakien, Fouad Maassoum a quitté la salle de Conférence de la Ligue arabe, à Charm el-Cheikh, en Egypte. L'Irak a, vivement, dénoncé les opérations militaires des pays arabes contre le peuple yéménite. "Ces opérations ne font que compliquer les choses", a affirmé l'Irak. french.irib.ir 28.03

- "L'attaque des Saoudiens contre les Yéménites est grave une erreur stratégique, tout à fait inadmissible" (Amir-Abdollahian) - french.irib.ir

"L'attaque militaire des Saoudiens contre les Yéménites est une grave erreur stratégique", a affirmé vice-ministre iranien des A. E, chargé du département arabo-africain.

"Nous soutenons le renforcement du processus politique et le retour au dialogue national, au Yémen", a ajouté Amir-Abdollahian.

«On s'attendait à ce que les nouveaux dirigeants saoudiens optent pour le langage politique, la dignité et la paix envers les évolutions yéménites. Attaquer les infrastructures et le peuple, au lieu des terroristes, est un fait inadmissible. Malheureusement, cette agression aura des répercussions, dans la région et dans le monde de l'Islam. Riyad ne doit pas oublier que sa présence militaire, au Yémen, ne fera qu'aggraver la situation», a-t-il précisé, avant de souligner :"L'Arabie ne doit pas compter sur le soutien des Etats- Unis dans son action militaire, au Yémen". french.irib.ir 28.03

- L'Algérie ne bombardera pas le Yémen - french.irib.ir 28.03

- L'aéroport d'Aden tombe. - french.irib.ir

Selon les sources locales, citées par la DPA , les forces d'Ansarallah ont repris le contrôle de l'aéroport d'Aden et font marche sur khour Makssa. Cette grande avancée a eu lieu, au bout de plusieurs jours de très violents combats. Les bombardements des chasseurs saoudiens se sont poursuivis, pour le quatrième jour consécutif, contre Sanaa et Saada. french.irib.ir 29.03

- Possible coup d'état à Riyad? - french.irib.ir

Al Itijah press revient sur le retour précipité du roi saoudien Salmane à Riyad et l'abandon du sommet de Charam al Cheikh en cours de route : " le roi saoudien a accéléré son retour en raison d'une tentative de coup d'état au plus fort de l'agression militaire contre le Yémen; La décision du roi d'écarter les princes , de nommer son jeune fils à la tête du ministère de la défense a suscité un tollé à travers le pays. la guerre contre le Yémen a approfondi les divergences inter saoudiennes . Le fils de l'ex roi, motab ben Abdellah qui dirige la garde nationale, aurait même menacé le jeune ministre de la défense : " je ferai ce qui est nécessaire pour mettre fin à ton aventurisme au Yémen. " Motab estime que la guerre contre le Yémen est un piège américain tendu à l'Arabie saoudite, piège dans le quel est tombé le nouveau roi. french.irib.ir 29.03

- Yémen: Pourquoi Riyad fulmine-t-il contre Poutine? - french.irib.ir

Dans son message à l'adresse du sommet arabe de Charam al Cheikh, ce n'est pas uniquement contre le danger du terrorisme que Poutine aurait mise en garde. Tout en appelant les pays arabes à résoudre la question du terrorisme en se penchant d'abord sur le cas syrien, libyen et irakien, Poutine aurait aussi mis en garde Riyad : selon les sources bien informées, le chef du Kremlin aurait menacé Riyad d'un envoie de la flotte russe en mer Rouge si ce dernier ne mettait pas fin à son équipée folle contre le Yémen.... d'où la colère de Saoud al Fayçal qui a dénoncé la Russie pour armer la Syrie... french.irib.ir 29.03

- Yémen : pourquoi Riyad danse sur un volcan - french.irib.ir

L'attaque à main armée contre une patrouille de la police, à Riyad, pourrait s'avérer un signe avant coureur : le régime saoudien s'est -il lancé la tête la première, dans une mésaventure aux dimensions beacoup plus terrifiantes que prévues ? Deux forces de sécurité saoudiennes ont été blessées, au cours de cette attaque. La police saoudienne laisse croire à une implication de Daesh dans cette attaque. Or, si Daecsh est capable d'assaillir, en pleine capitale, les forces de sécurité d'un Etat en pleine guerre, c'est à dire, en état d'alerte maximal, le royaume des Al-e Saoud aura de terribles jours à vivre : l'Est saoudien où habitent une majorité de Chiites saoudiens et de Saoudiens, d'origine yéménite, ressemble, selon des témoins, à une réelle poudrière : l'Arabie possède quelques 49 champs pétroliers et 28 champs gaziers. Ses puits de pétrole se comptent par milliers ... mais où sont-ils situés, ces puits?

Ghawar est le plus grand puit du monde, découvert en 1948, dans la région d'Al-Ahssa, à l'Est de la péninsule arabique. C'est à partir de ce puit, qu'est extraite entre 50%à 70% de la totalité de la production pétrolière saoudienne, soit 6.4% de la production mondiale!! Depuis 2001, quelque 4.7 millions de barils, par jour, sont produits, à partir de Ghawar. Safaniyah, soit le plus grand puit maritime, avec une capacité de production de 1.2 millions de barils, où est-il ? Toujours, dans l'Est saoudien! Abqiaq est un puit, découvert en 1940, et qui se situe, lui aussi, dans l'Est chiite saoudien. C'est le second puit d'Arabie, en termes de productions, soit quelques 60.000 barils, par jour. Zuluf, qui est placé, dans l'Est d'Al-Safaniyah, et juxtapose le puit Marjan. Pour le reste, les puits de Berri, de Marjan de Shayba, de Khafji sont, tous, situés, dans l'Est saoudien, et ils produisent entre 300.000 à 700.000 barils, quotidiennement ..

Cette cartographie pétrolière du premier producteur mondiaL de l'or noir révèle une réalité : l'Arabie saoudite danse sur un volcan.. La minorité chiite, qu'elle a toujours maltraitée, Daesh, qu'elle a créé, nourri et dorloté, et qui peut, à tout moment, retourner sa veste, et diriger son arme contre son progéniteur, les Yéménites, humiliés par des décennies de politique de domination, et, à présent, pris pour cible des bombes et des missiles saoudiens ... auront plus d'une raison de voir mettre le feu à ces puits .... Le roi Salman a-t-il pensé à tous ces risques? quand il a donné l'ordre d'attaquer, jeudi? french.irib.ir 30.03

- Washington annonce le maintien de 9 800 soldats en Afghanistan en 2015 - LeMonde.fr

Quelques réflexions politiques

1- Manque de pertinence de certaines analyses, questionnements qui dénotent une méconnaissance de certains facteurs qui composent la situation

Il paraîtrait qu'Obama et l'administration américaine ne comprendrait pas pourquoi tant de jeunes occidents répondent à l'appel de l'Emirat islamique malgré son discours infantile qui tient du délire moyenâgeux et mégalomaniaque. Un géopoliticien réputé mondialement pour la profondeur de ses analyses ne comprend pourquoi ces jeunes sont attirés par cette rhétorique simpliste ou réductrice.

C'est qu'il n'a pas à l'esprit le degré de décomposition atteint par la société en France et la plupart des pays de l'UE après des décennies de régression sociale, de destructuration de tous les liens sociaux qui servaient de repères aux différentes couches de la société sur fond de liquidation des services publics et la promotion d'un individualisme forcené conduisant les esprits les plus fragiles ou faibles qui cumulaient au départ les handicaps à subir ce qu'on appelle en psychanalyse une désagrégation schizoïde de la personnalité les amenant à se couper de la réalité, pour vivre désormais dans un monde fantasmatique qu'ils se sont inventés moyennant un catalyseur ou un prédicateur wahhabite de malheur qui devait le théoriser, avant de passer à l'épreuve pratique ou de réaliser le grand bond dans la barbarie la plus cruelle qui soit.

Et cette théorie devait forcément être simpliste pour être abordable à des esprits décérébrés, déséquilibrés, lobotomisés par le miracle de la parole divine qui se passe de toute justification ou qui suffit à légitimer ensuite tous les excès, les actes d'une injustice et d'une cruauté monstrueuse commis à l'encontre de victimes innocentes.

Qui plus est, avec la banalisation de la violence et de la guerre par tous les gouvernements qui les légitiment ou y participent, omniprésentes au cinéma ou à la télévision, sans oublier la promotion de jeux vidéos où l'on peut s'entraîner à jouer à la guerre, à commettre des massacres au point de ne plus ressentir la moindre émotion à l'idée de donner la mort et même de mourir soi-même, ainsi l'esprit est formaté à l'idée que la guerre fait partie de son quotidien, il s'en accommode, cela fait partie de son environnement naturel pour ainsi dire.

Il faut ajouter toutes les guerres impérialistes soutenues par les gouvernements français successifs et leurs oppositions parlementaires respectives sous des prétextes grossiers ou tout aussi simplistes que la prose des barbares de l'Emirat islamique qui légitiment ou justifient le recours à la pire des violences en toute impunité. Alors de là à penser que les pires crimes seraient finalement tout aussi légitimes dès lors qu'on le décrète ou l'estime justifier sans avoir de compte à rendre à personne ou à sa conscience il n'y a qu'un pas.

Dès lors que les gouvernants justifient l'injustifiable, du chômage à la guerre contre des peuples innocents, le massacre des Palestiniens de Gaza par exemple, et que cette type de gouvernance devient la norme, alors il devient possible de tout justifier, y compris le recourt à la barbarie. Pourquoi eux et pas nous, certains se disent-ils.

Les jeunes ne supportent pas l'injustice, mais ils sont impuissants à la combattre pour ne pas avoir trouvé la voie du socialisme qui seul peut la vaincre en renversant l'ordre établi, il suffit alors de leur fournir l'opportunité ou les moyens de se venger et d'assouvir leur soif de justice pour que certains la saisissent sans réfléchir davantage puisqu'ils en sont incapables ou ils ont été conduit par expérience à estimer que cela ne servait à rien et qu'il fallait qu'ils se fassent justice eux-mêmes, aveuglément et contre des innocents sans défense de préférence, ce qui là encore ne réclame aucun effort.

Les parrains de ces mercenaires de fortune flattent leurs faiblesses ou médiocrité à leur dépend en les manipulant, ce qui a le don

de les exalter et de les renforcer dans leurs convictions aussi rudimentaires soient-elles, de telle sorte que pris au jeu ils ne puissent plus en sortir ou très difficilement.

Sans aller jusque là, combien de gens (ou de militants) sont persuadés d'agir pour le bien d'autrui et le leur, de servir une cause, alors qu'en réalité ils en servent une autre totalement opposée à leurs intérêts ou ceux de leurs semblables, une multitude en vérité est engagée dans une mauvaise voie sans jamais l'avoir soupçonné un seul instant parce qu'ils sont faibles, ignorants et manipulables, donc manipulés.

C'est le cas de 9 personnes sur 10 au moins engagées pour servir telle ou telle cause qui ne se sont jamais demandés qui en était à l'origine, qui l'avait récupérée et qui finalement tirait les ficelles. Des milliers de causes petites ou grandes sont respectables et justes, mais au final parmi les plus importantes combien atteignent leurs objectifs supposés, aucune dès lors qu'elles sont contradictoires avec l'existence du capitalisme ou ses besoins. Et si elles peuvent intégrer un tas d'ONG ou associations c'est parce qu'elles sont manipulables à merci, parce qu'elles n'inscrivent pas leur combat dans la perspective de liquider le capitalisme, pour les détourner de cet objectif, car elle estime que ce ne ne serait pas le capitalisme qui serait en cause, mais une dérive ou des excès du capitalisme, c'est cette erreur d'appréciation qui les conduit à servir le capitalisme et donc à ne jamais résoudre les problèmes pour lesquels ils se sont engagés. A suivre

2- Lu quelque part (?) : "*L'exploitation de l'angoisse rapporte, et parfois beaucoup, au sens propre. Mais qui a intérêt à gouverner par la peur ?*"

Quand la classe dominante ne peut plus gouverner par d'autres moyens pour imposer sa politique au peuple, elle recourt au règne de la terreur, et dans sa phase ultime elle s'en remet au fascisme. Persuader qu'il fait face à une menace, il ne reste plus qu'à lui désigner un ennemi, un bouc émissaire, et il se jette dessus comme une bête enragée assoifée de sang s'abat sur son innocente victime

Une crainte indéfinissable, une angoisse extrême vous envahit, inconsciemment vous êtes prêt à tout pour vous en délivrer, n'importe qui fera l'affaire

Parole d'internaute

- " Le confusionnisme politique est ce phénomène qui conduit sur certains sujets des groupes et individus appartenant à des spectres a priori opposés du champ politique à s'allier pour des raisons opportunistes mais aussi parce qu'ils parviennent sur ces sujets précis à se trouver et à développer des bases idéologiques communes. Les thématiques touchées par le confusionnisme couvrent à peu près l'ensemble des débats politiques possibles : relations internationales et question européenne, santé, écologie et même luttes sociales, cette liste n'étant pas exhaustive. Le confusionnsime politique peut relever d'une stratégie mûrement réfléchie (c'est notamment souvent le cas à l'extrême droite) comme il peut aussi être le fruit de l'ignorance ou de la naïveté de certains militants (notamment à gauche).

Alors que la pensée de droite, conservatrice et réactionnaire tant à devenir hégémonique, contaminant de larges pans de la gauche et trouvant des échos jusque parfois dans ses franges les plus radicales, il est bien entendu que ces porosités confusionnistes que d'aucuns qualifient de « rouges-brunes » profitent essentiellement aux groupes de droite et d'extrême droite impliqués dans ces alliances et à l'idéologie qu'ils entendent promouvoir, y compris au sein de zones du champ politique qui leur étaient jusque là inaccessibles.

S'appuyant souvent sur une vision conspirationniste du monde, le confusionnisme politique est également favorisé par le développement des théories du complot, en même temps qu'il contribue à les relayer. L'implication sur certains sujets de groupes et d'analyses relevant plus du domaine de la croyance religieuse, voire de la dérive sectaire, est enfin à souligner.

Le problème pour moi c'est le capitalisme, et il faut donc combattre cette idéologie. "

Vidéos

1950-1990 Les armes secretes de l'OTAN
https://www.youtube.com/watch?v=Z7LmCs51Z5g

Le réseau Gladio - Armée secrète d'Europe. Fr
https://www.youtube.com/watch?v=nz5Kf0kNauw

ACTUALITE EN TITRES

Comment ils se gavent.

- La Bourse de Paris au plus haut depuis mai 2008, tout près de 5.100 points - AFP

- Le fonds américain Psam organise la fronde chez Vivendi - Reuters

Le fonds spéculatif P. Schoenfeld Asset Management veut convaincre d'autres investisseurs de Vivendi de soutenir sa requête d'une plus large redistribution aux actionnaires du trésor de guerre accumulé. Reuters 24.03

- Radio France paie cher le conseiller en communication de son PDG Mathieu Gallet - Francetv info

"Le Canard enchaîné" révèle que le patron de Radio France est conseillé par Denis Pingaud, pour 90 000 euros par an. Francetv info 24.03

La hausse de 169% de la rémunération de Carlos Ghosn est-elle justifiée? - La Tribune

Cela fait des années que Renault se confond en règles arithmétiques pour justifier la rémunération de son PDG, Carlos Ghosn. Jusqu'ici, il était encore assez aisé de comprendre que, dans les 10 millions d'euros de revenus perçus en 2014, « seuls » 2,67 millions provenaient de ses activités de Pdg de Renault, le solde procédant de ses fonctions de Pdg de Nissan.

Comment comprendre alors la hausse de 169% de ses émoluments pour l'année 2015 ? En effet, Carlos Ghosn peut prétendre cette année à une rémunération de 7,2 millions d'euros, et cela, uniquement au titre de son statut de Pdg de Renault. La Tribune 24.03

On ne peut même pas dire que la monarchie est de retour.

- Plus de 500 ans après sa mort, Richard III inhumé dans la cathédrale de Leicester - Francetv info

L'Angleterre s'apprête à rendre un dernier hommage à Richard III. Francetv info 25.03

Imposture

- Grande-Bretagne: Cameron insiste sur la santé pour lancer sa campagne - AFP -

Tandis qu'ils la saccagent 8759 heures par an.

- "Une heure pour la planète": les lumières s'éteignent - AFP

Vive le Québec !

- Islamophobie: Une manifestation de Pegida bloquée par plusieurs centaines d'opposants au Québec - 20minutes.fr

Pourquoi se sont-ils arrêtés à 23 ?

- Les Nigérians élisent leur président, le vote perturbé par des problèmes techniques se poursuit dimanche - AFP

- Nigeria: 23 personnes décapitées et des maisons incendiées dans un village - 20minutes.fr -

S'ils le disent eux-mêmes...

- Le Mossad impliqué dans la disparition de Ben Barka, selon des journalistes israéliens - L'Express.fr

Chut, ne dites surtout pas qu'il s'agissait d'un complot, les chiens de garde du régime veillent...

On s'amuse comme on peut...

- Un lance-flammes portable autorisé à la vente aux Etats-Unis - Francetv info

"Elégant et puissant", "facile d'utilisation et amusant", "qualité et précision ", la publicité ne tarit pas d'éloges sur le nouveau XM42. Francetv info 24.03

ACTUALITÉ DU JOUR

Sur les élections départementales.

- Départementales : « Le remaniement n'est pas l'urgence », pour Manuel Valls LeMonde.fr - 20minutes.fr

Dans une interview accordée au « Journal du Dimanche », le premier ministre a toutefois ouvert la porte à un retour des écologistes au sein du gouvernement. 20minutes.fr 25.03

Ce serait bien mérité...

Serait-ce si difficile que cela de s'en convaincre ? A croire qu'elle n'y croit pas elle-même. Et pour cause !

- Barbara Pompili : "la gauche et la droite, ce n'est pas pareil !" - Francetv info

Députée de la Somme et co-présidente d'EELV à l'Assemblée nationale, Barbara Pompili a appelé à "ne pas se focaliser seulement sur la réponse à l'extrême droite". Francetv info 25.03

Il est vrai qu'ils en ont même oublié qu'elle était au pouvoir à Kiev pour aller sur place soutenir le régime néonazi de Porochenko.

En famille

- Départementales : les candidats de gauche respectent-ils le front républicain pour les triangulaires ? - Francetv info

- A Bondy, la gauche met en scène son unité pour conserver la Seine-Saint-Denis - LeFigaro.fr

Claude Bartolone (PS), Pierre Laurent (PCF) et Emmanuelle Cosse (EELV) ont tenu un meeting départemental commun jeudi soir à Bondy LeFigaro.fr 25.03

L'ordre est respecté.

- Départementales: large victoire de la droite, nouvelle claque pour la gauche, le FN sans exécutif - AFP

La droite obtient 65 départements, la gauche 31. Deux départements (Vaucluse et Tarn-et-Garonne) sont pour l'instant sans majorité. Le FN ne présidera pas de département.

La vague bleue a bien eu lieu. Sur près de 2.000 cantons en France métropolitaine, la droite et le centre en décrochent de 1.137 à 1.157, contre 776 à 796 à la gauche, 43 à 47 pour le Front national et 15 à 19 «divers», selon une projection de l'institut de sondages CSA. La droite UMP-UDI-Modem remporte ainsi 65 départements, la gauche seulement 31. Deux départements (Vaucluse et Tarn-et-Garonne) sont pour l'instant sans majorité. Le FN n'obtient aucun département. La Guadeloupe n'a pas encore voté. La Martinique et la Guyane ne votent pas.

Parmi les pertes les plus symboliques de la gauche, on peut noter la prise de l'Allier, qui était un des deux départements dirigés par les communistes, qui gardent néanmoins le Val-de-Marne. Les Côtes d'Armor ont été reprises à la gauche qui y était au pouvoir depuis 39 ans. Les Bouches-du-Rhône sont passées à droite alors que le département était à gauche depuis 1953. La Creuse constitue une prise de guerre surprenante car non pronostiquée. La Corrèze, fief de François Hollande, a aussi été reprise à la gauche. Autre symbole fort de la soirée: l'Essonne, dirigée par le député frondeur Jérôme Guedj et fief de Manuel Valls, a basculé à droite. De même, les Deux-Sèvres, département historique de Ségolène Royal, tout comme le Nord (Martine Aubry), la Saône-et-Loire (Arnaud Montebourg) ou encore la Seine-Maritime (Laurent Fabius), seront désormais gérés par la droite. Lefigaro.fr 29.03

Croque-mitaine et croque-mort.

- Le PS décroche, Valls s'accroche - Liberation.fr

- Corrèze, Essonne, Nord : les fiefs de Hollande, Valls et Aubry passent à droite - Public Sénat

Les socialistes subissent une lourde défaite, ne conservant qu'une trentaine de départements. Public Sénat 29.03

C'est trop gros.

- Jean-Christophe Cambadélis : "Il serait inconcevable de ne pas noter le recul de la gauche" - Francetv info

Sauf de vomir.

- Julien Dray (PS): la gauche "ne fait plus envie" - AFP

Vaut mieux s'abstenir que de se laisser corrompre.

- Les départements où l'abstention est la plus forte au second tour - Francetv info

A l'occasion du second tour des élections départementales, dimanche 29 mars, le taux d'abstention a dépassé la barre des 50% au niveau national, un chiffre légèrement supérieur à celui constaté au premier tour (49,83%).

Cette estimation masque toutefois d'importantes disparités. Selon les chiffres du ministère de l'Intérieur, 66% des électeurs de Seine-Saint-Denis ont ainsi boudé les urnes, tout comme 59,72% des électeurs du Val-d'Oise, 58,67% des électeurs de Val-de-Marne ou encore 57,48% des électeurs des Yvelines. Francetv info 29.03

Le bras d'honneur des" électeurs de gauche" aux fossoyeurs de la cause qu'ils prétendent incarner et qu'ils piétinent.

- Jérôme Guedj, « triste et en colère » - Public Sénat

« On a vu des reports très importants des électeurs du Front national vers des candidats de droite et pas suffisamment de sursaut, voire pas du tout de sursaut, de la part des électeurs de gauche qui ont continué à rester à la maison et je pense que c'est l'événement majeur de cette élection » analyse-t-il. Public Sénat 29.03

Populisme ou la culture du néant. Incurie et incurable. Il y en a encore pour prétendre que Hollande et Valls seraient de gauche

Question : Quelle peut être la conception de la gauche d'un dirigeant qui tient ce discours? Peut-il être de gauche ? Notre réponse est non au risque de choquer ceux qui sont habitués à se satisfaire des apparences qui nous ont conduites où nous en sommes justement. Nous sommes au regret de leur indiquer que nous ne marchons pas dans cette combine pourrie, nous ne sommes pas à vendre et nous n'avons rien à perdre.

- Mélenchon propose "une nouvelle alliance populaire" pour les régionales - Francetv info

"Ne laissez pas François Hollande et Manuel Valls réduire la gauche à néant"

« Il s'agit d'un désastre électoral et si on continue comme ça, François Hollande et Manuel Valls vont réduire à néant la gauche. Et apparemment, ça n'a pas l'air de les ébranler (…) de ce point de vue ils sont devenus dangereux », selon Jean-Luc Mélenchon.

(L'histrion du régime vole au secours de Hollande et Valls, c'est merveilleux, normal en somme. C'est le genre de type malsain qui parle pour ne rien dire et on perçoit bien qu'il n'en a rien à foutre, il serait aussi dangereux qu'Hollande et Valls si quelqu'un le prenait au sérieux, ce qui n'est pas notre cas . - ndlr)

« Une certaine culture commune qui allait de soi, la fraternité humaine, le partage des richesses, le respect de la liberté personnelle (…) tout ça ne fait plus partie des valeurs communes de notre peuple, il vaut mieux le regarder en face. C'est une très rude lutte qui s'annonce pour nous », prédit-il.

(Il confirme tout le bien qu'on pense de lui. Comment peut-on prétendre qu'un certain type de rapports, certains principes ou certaines valeurs allaient "de soi", c'est ramener la politique ou la théorie au niveau zéro, ils sont uniquement le produit de la lutte des classes ou des rapports établis entre les classes à un moment donné, mais il vrai que cela fait longtemps que Mélenchon n'est plus capable de penser en ces termes-là ou sur ce terrain-là. Quant à son engagement futur, que personne ne le croit sur parole, ce sera toujours du vent, c'est ce qu'il a toujours vendu quand il était au PS et depuis qu'il a fondé le PG. Après

"l'humain d'abord", voilà le temps venu de "l'intérêt général humain", c'est ce qu'on appelle se renouveler, en plus il est en panne d'imagination, bref, il appartient déjà au passé.- ndlr)

Une alliance "clairement ancrée dans l'intérêt général humain" et "avec surtout des assemblées citoyennes ouvertes à tous" Francetv info

Heureusement qu'il y a le Front de gauche grec pour sauver la mise... à la troïka !

- Alexis Tsipras croit en "une fin heureuse" des négociations sur la Grèce La Tribune

Chouette alors, attendez pas si vite, on ne vous a pas encore dit pour qui, lisez la suite :

- La Grèce devrait finalement privatiser le port du Pirée Reuters

La guerre ou rien.

- Déblocage de 400 millions d'euros contre le terrorisme - Reuters

La commission des Finances de l'Assemblée nationale a donné mercredi son feu vert à un projet de "décret d'avance" qui permet au gouvernement de débloquer 400 millions d'euros de crédits pour financer son plan de lutte contre le terrorisme.

Ces crédits, d'un montant de 401,1 millions d'euros, concernent les ministères de la Défense, de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères.

L'ouverture de ces crédits sera compensée pour un montant égal par des annulations d'autorisations de crédits visant les ministères de l'Ecologie, du Travail et de l'Emploi, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur. Reuters 25.03

On appelle cela passer progressivement d'un budget d'armement à un budget de guerre...

- L'armée va recruter 11.000 hommes sur trois ans - LeFigaro.fr

En complément. La France de Hollande ou l'étouffoir au nom de la liberté d'expression, s'il vous plaît.

- Loi renseignement : aller vite pour étouffer la résistance - Rue89

Rien n'y fera...

- Fillon : « Si on continue, les Français vont descendre dans la rue » - LeParisien.fr

Média au service de la propagande de guerre. Quand un article de l'Express fait l'apologie d'Al-Qaïda.

- Syrie: Al-Qaïda prend la ville clé d'Idleb au régime d'Assad - lexpress.fr

Une importante victoire des rebelles. Le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, "appuyé par Ahrar al-Cham et d'autres groupes rebelles islamistes ont pris la totalité de la ville d'Idleb" en Syrie, a indiqué ce samedi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Cette victoire, obtenue après seulement cinq jours de combats, est intervenue au moment où le patron de l'ONU Ban Ki-moon exprimait, devant le sommet arabe en Egypte, sa "honte" devant l'"échec" de la communauté internationale à stopper le "carnage" en Syrie, où plus de 215 000 personnes ont péri depuis mars 2011. Les combattants se mettent en scène sur Twitter

Al-Nosra a annoncé sur son compte Twitter officiel la "libération" de la ville, où les forces du régime de Bachar al-Assad avaient dû reculer devant la progression des rebelles et les violents combats de rue.

"La ville d'Idleb a été libérée et les moujahidines pourchassent les derniers chabbihas (hommes de main du régime, ndlr) qui tentent de s'enfuir", a ajouté le groupe, en postant des photos de combattants devant le siège du gouvernorat dans la ville, celui de la police militaire, de la mairie et de la prison.

Quelques heures plus tôt, une source de sécurité syrienne avait reconnu que des "groupes terroristes se sont infiltrés dans

les périphéries" de la ville. 130 combattants tués et 150 raids aériens

En cinq jours de combats à Idleb, deuxième capitale provinciale, après Raqqa (nord), à échapper aux mains du régime, plus de 130 combattants des deux bords ont été tués, selon le directeur de l'OSDH Rami Abdel Rahmane. Raqqa est aux mains des djihadistes de l'Etat islamique.

La rapide conquête de la ville s'explique par le fait que, malgré 150 raids aériens de l'armée pendant quatre jours, "il y avait près de 2000 rebelles qui ont attaqué de tous les côtés avec 40 transports de troupes", explique Rami Abdel Rahmane. La ville comptait près de 200 000 habitants avant le début du conflit en mars 2011.

Frontalière de la Turquie, la province d'Idleb est en grande partie sous le contrôle d'Al-Nosra. Après la chute d'Idleb, le régime ne contrôle plus dans cette province que les grandes villes de Jisr al-Choughour et Ariha, quelques petites localités, l'aéroport militaire d'Abou Douhour, ainsi que cinq bases militaires. Avec AFP lexpress.fr 28.03

Commentaires d'internautes interloqués

1- Cet article semble rendre hommage aux terroristes de l'état islamique qui ont fait le travail à la place de la communauté internationale. On croit déceler un vrai enthousiasme de la part de l'auteur de cet article. C'est pour le moins étonnant ! De quoi susciter des vocations.

2- C'est étonnant ce revirement des médias. La semaine dernière Ruquier nous a infligé un ancien otage victime du syndrome de Stockholm. Ces barbares se sont ils rachetés une conduite ?

3- Cet article est sordide.. alors il va falloir assumer maintenant.. et comme disait cette excellente forumeuse, soit vous maintenez les commentaires choqués, soit vous virez cette daube d'article.

4- Bis repetita..et nieta..la censura.....: Je lis mal. .? . ou cet article, par le choix des mots, des tournures de phrases ambivalentes et des adjectifs. .("échappe aux mains du régime", "victoire des moudjahidines", photos de combattants joyeux et victorieux..) aurait tendance à essayer de nous dresser un portait flatteur du front Al Nosra !? . . Si oui, j'ai honte pour le rédacteur... gravement honte. . .... je rappelle que AlNosra a rejoint ISis pour constituer IS, qu'ils ont commis les pires exactions avec des exécutions publiques sous forme de mises en scène scandaleuses et de nbx enlèvement sordides(avant l'avènement de IS=Daech)... et on ose essayer de nous en dresser un portait sinon flatteur, au moins neutre... ce qui revient à "flatteur" lorsque mis en exergue des qualificatifs employés pour désigner le vilain "régime"...SIC...honteux.

5 - He les journalistes! ...Où est votre déontologie, votre éthique vous nous présentez un article à la gloire des islamistes sans aucune vergogne votre fonctionnement est plus que suspecte c'est par ce genre d'article que le malaise envers les médias et le pouvoir se creuse dans la société.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Les capitales européennes plaident pour le dialogue avec Damas - french.irib.ir 26 Pays européens insistent sur la nécessité d'un changement d'approche vis-à-vis de la Syrie, et demandent l'établissement d'un dialogue avec le Président Bachar al-Assad. D'après un diplomate occidental, la plupart des pays européens réalisent, aujourd'hui, les mauvaises conséquences de leur engagement contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad, en Syrie, en guerre contre les organisations terroristes, et insistent, maintenant, sur la nécessité de l'établissement d'un dialogue avec Damas, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme extrémiste.

Selon un haut diplomate européen, qui a accordé un entretien au quotidien libanais, "As-Safir", les déclarations des responsables de la plupart des pays occidentaux montrent, clairement, qu'ils sont convaincus de la nécessité d'une coopération anti-terroriste avec le gouvernement du Président syrien, Bachar al-Assad. Pourtant, la France et la Grande-Bretagne, qui entretiennent des relations très étroites avec les pays arabes du Sud du golfe Persique, (hostile à Damas), rejettent, encore, l'idée du dialogue avec le gouvernement syrien. Le Président du Parlement européen, Martin Schutz, a déclaré au journaliste du quotidien "As-Safir" : «Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, n'est pas seul à soutenir l'idée du dialogue avec Damas, car de nombreux ministres européens des Affaires étrangères sont, maintenant, pour l'établissement des contacts avec Damas». french.irib.ir 25.03

2- La Turquie installerait une base militaire, dans le golfe Persique - french.irib.ir Les opposants du gouvernement d'Ankara prétendent que le gouvernement turc veut créer une base militaire, dans le golfe Persique, pour former les rebelles syriens. Les partis d'opposition au gouvernement du Président Recep Tayyip Erdogan prétendent que le gouvernement d'Ankara a décidé d'installer une base militaire, dans la région du golfe Persique, pour former les rebelles syriens, dans le cadre des accords passés entre Ankara et Doha.

La semaine dernière, la commission des Affaires étrangères du Parlement turc a approuvé l'accord conclu avec le Qatar, pour former les rebelles syriens, afin qu'ils se battent contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad. Les partis d'opposition se disent inquiets des conséquences de cet accord avec le Qatar, et disent que ce projet n'aura d'autres effets que de renforcer la position des extrémistes, en Syrie, et dans la région.

Le Parti du peuple, (opposition), a annoncé : "Si le gouvernement continue à armer et former les rebelles armés syriens, il devra en assumer, aussi, les conséquences". french.irib.ir 25.03

3- Le Pentagone forme 2.200 opposants armés syriens - french.irib.ir

Environ, 2.200 opposants armés syriens, seront formés, par le Pentagone, a annoncé une autorité du département américain de la Défense.

En février, le porte-parole du Pentagone avait annoncé que Washington avait sélectionné 1.200 opposants syriens, pour être formés et équipés.

Le porte-parole du Pentagone a prétendu que le plan de la formation des groupes opposés syriens fait partie d'un plan global, pour combattre Daesh, qui contrôle, depuis juin 2014, de vastes zones, en Syrie et en Irak.

Selon le Pentagone, des centaines de soldats américains participeront à la formation des forces, tandis que les autres seront déployés, en tant que forces de protection et d'appui en renseignement. french.irib.ir 28.03

4 - Syrie : l'armée encercle les terroristes, à Idleb - french.irib.ir

L'armée syrienne a assiégé les terroristes, dans la ville d'Idleb, a-t-on appris de sources concordantes. Selon la chaîne Al-Alam, l'armée syrienne poursuit sa vaste opération militaire, aux alentours d'Idleb. Les forces de l'armée sont entrées en affrontements avec les terroristes, dans certains points de la ville, où plusieurs chefs de groupes terroristes ont été tués.

L'armée syrienne, en investissant les groupes armés, à Idleb, envisage de nettoyer divers secteurs de la ville, de la présence de terroristes, qui sont entrés au Nord de la Syrie, grâce au soutien manifeste de la Turquie. Ankara a permis aux 8.000 terroristes de s'infiltrer, en Syrie, via son territoire. L'arrivée de ces terroristes s'effectue, simultanément aux tentatives de la Turquie et des Etats-Unis, visant à entraîner 2.500 terroristes, en Turquie, et à développer les activités de la base aérienne d'Incirlik.

Cette base militaire surveille, avec ses drones, les activités de l'armée syrienne, mettant à la disposition des groupes armés, les informations nécessaires. Par ailleurs, l'armée syrienne a visé les lieux de rassemblement des terroristes, aux alentours de la ville de Quneitra. Un chef du mouvement «Ahrar al-Sham» a été tué, dans un affrontement avec l'armée syrienne, à Idleb. Le groupe terroriste appelé le Mouvement d'«Ahrar al-Sham» a annoncé, pour sa part, que quatre chefs de ce groupe, dont Abu Bara al Masri, avaient trouvé la mort, dans les accrochages de samedi, à Idleb. french.irib.ir 30.03

2- Etats-Unis

- Washington renforce sa présence militaire, en Roumanie - french.irib.ir

Déterminé à déployer une sorte de système anti-balistique, AEGIS, d'ici fin 2015, le sous-secrétaire d'Etat américain est arrivé, dimanche, en Roumanie.

A l'agenda du sous-secrétaire d'Etat américain, Rose Gottemoller, des entretiens avec les ministres roumain des Affaires étrangères et de la Défense, au sujet des coopérations anti-missiles et anti- ariennes, sans oublier de débattre les questions concernant le contrôle des armements et l'OTAN. Tout laisse penser que la Roumanie est d'une importance stratégique militaire et balistique, pour les Etats-Unis.

En effet, depuis l'arrivée, en 2010, de Barack Obama, où il a avancé le plan, en quatre étapes, pour le déploiement des systèmes anti-balistiques, en Europe. Selon ce projet, la deuxième phase, la plus importante, d'ailleurs, aurait dû être appliquée, en Roumanie, dans la mesure où une partie importante des systèmes anti-missiles doit être installée, dans la base militaire de Deveselu, en Roumanie. Selon les allégations des autorités américaines et l'OTAN, cette batterie anti-balistique, de

technologie américaine, doit défendre l'Europe, face aux attaques des missiles de moyenne portée, (jusqu'à 3.000 km).

Ce système, qui est lié à un réseau de stations radar, qui se sont déployés, partout, en Europe, peut, selon les allégations des Américains, eux-mêmes, détruire les missiles agresseurs en l'air. Il s'agit du deuxième pas franchi, afin, dit-on, d'assurer la sécurité du continent européen, face aux missiles. Il est prévu qu'en une décennale, dans le cadre d'un plan en plusieurs étapes, les systèmes anti-balistiques de l'OTAN couvrent et défendent tous les pays membres de l'Alliance. Or, la Russie considère cela comme une menace, pour sa sécurité, dans la mesure où le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors de la Conférence internationale de Munich, a considéré les programmes anti-balistiques otano-américains, comme allant à l'encontre du traité de 1987, signé par les Etats-Unis et la Russie. Il avait, d'ailleurs, déjà, averti que le déploiement de ces systèmes, en Roumanie et en Pologne, constitue une violation flagrante du traité de réduction des armements nucléaires. N'oublions pas, en passant, la tension Russie/Occident, sur la crise ukrainienne, qui s'ajoute au contentieux du déploiement croissant des forces et équipements de l'Alliance et des Etats-Unis, en Europe de l'Est. french.irib.ir 30.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Les salariés de MoryGlobal en grève - Francetv info

Près d'un an après le sauvetage de la société MoryDucros, ex MoryGlobal, qui avait déjà coûté 2 800 emplois, les salariés de la société voient l'histoire se répéter. Le transporteur vient en effet d'être placé en liquidation judiciaire, les salariés se sont mis en grève en signe de protestation. "La majorité des gens qui travaillent ici ont 20 ans, 30 ans, d'ancienneté et on nous propose de partir avec 1 300 euros, explique une salariée au micro de France 3. Donc ça fait sourire, pour ne pas dire pleurer". Elle explique se sentir "délaissée, sacrifiée".

La plupart des sites français du groupe sont aujourd'hui en grève. Un éventuel repreneur a jusqu'au 31 mars pour se faire connaître. À ce jour, l'unique repreneur déclaré propose de conserver seulement 141 emplois sur les 2 200 que compte MoryGlobal. Francetv info 24.03

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries avril 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er avril 2015

Le 1er avril 2015

CAUSERIE

Pondichéry mardi à 23h.

On a ajouté 85 articles avec un peu de retard. Je n'ai pas eu le temps de tous les lire entièrement. Je me suis refusé à en publier une quinzaine sans intérêt ou pire.

Ces articles sont publiés à titre d'information uniquement, éventuellement on peut retenir certaines analyses lorsqu'elles sont pertinentes, quant à leurs conclusions politique on ne les partage pas dans 99% des cas, je n'ai pas écrit 100% sinon on m'accuserait de manquer de modestie ou d'être difficile, je vous garantis que c'est motivé et qu'il est facile de s'en expliquer. Bonne lecture et à plus tard.

Pondichéry mercerdi à 16h30.

Quelle audace, quelle arrogeance, quel mépris affichent Hollande, Valls et Macron au lendemain de la défaite cuisante du PS aux élections départementales, patati patata...

Ils vont garder "le cap", non, pas croyable, qui l'aurait cru, parce que vous avez déjà vu sous la Ve République un gouvernement qui n'aurait pas poursuivit la même politique après des élections sans se soucier de leurs résultats, ou qui lors d'un changement de majorité parlementaire n'aurait pas poursuivit la politique que leur prédécesseur, je ne parle pas sur le court terme ou dans les détails mais sur le fond puisque c'est cela qui nous intéresse ?

Alors pourquoi s'employer à faire croire le contraire ? Réponse : Pour ne pas avoir à relier le présent et le passé un peu trop compromettant pour ceux qui se sont compromis avec le PS. Personne ne tient à se pencher réellement sur le passé et on comprend pourquoi. C'est une manière comme une autre d'y resté relié ainsi qu'au PS tout en hurlant haro sur ce parti ou le gouvernement, une simple posture qui impressionnera peut-être les naïfs où ceux qui y ont intérêt.

C'est cela le miracle de l'immédiateté de l'actualité, et c'est aussi pour cela qu'ils l'ont tous adoptée, car ils ont bien compris les avantages qu'ils pourraient en tirer : On passe ensuite à autre chose et ainsi de suite sans plus jamais relier le présent au passé ou fournir la moindre analyse de fond, on se contente d'une revue de presse agrémentée de quelques commentaires et l'affaire est bouclée personne ne posera de questions embarrassantes, sinon on lui répondra... qu'elles ne sont pas d'actualité, sans rire.

Hollande, Valls et Macron assument être des réactionnaires en affichant leurs intentions nuisibles envers les travailleurs sans trop se donner la peine de les maquiller, comme les dirigeants de la classe dominante l'exigent et que les conditions politiques sont réunies pour procéder de la sorte, ils ne prennent pour ainsi dire plus aucune précaution pour annoncer la suite de leur programme antisocial, la réaction a le vent en poupe et rien ne peut lui résister, c'est en tout cas ce qu'ils pensent.

On voudrait bien leur apporter un cinglant démenti ou leur infliger une défaite, mais on ne voit pas comment cela pourrait être possible, je ne fais pas référence à la journée d'action du 9 avril, sur le moyen ou long terme en partant de l'état actuel du mouvement ouvrier dont la décomposition est vouée à se poursuivre, puisqu'aucune rupture avec la conception de la lutte de classe qui nous a conduit où nous en sommes n'est à l'ordre du jour d'aucun parti ouvrier.

Tenez pendant qu'on y est, il semblerait que la formule selon laquelle les conditions objectives l'emporteraient sur les conditions subjectives ait été rabâchée à tort et à travers pour nous mener en bateau.

Car de deux choses l'une, soit les conditions objectives ne sont pas encore mûres et cela signifie que les conditions d'existence des travailleurs n'a pas régressé au point qu'ils la considèrent insupportable et décident de passer à l'action, auquel cas il faudra peut-être attendre le passage de la loi Macron 10 pour que cette condition soit remplie et on peut toujours attendre, autrement dit il ne faut s'attendre à aucun changement radical au sein du mouvement ouvrier d'ici là, soit il n'est pas indispensable que cette condition soit réunie pour espérer parvenir à renverser le régime en place, et cela signifierait qu'il serait possible que les conditions subjectives soient remplies, mais là on se demande par quel miracle elles pourraient évoluer favorablement puisqu'aux dernières nouvelles elles demeuraient subordonnées aux conditions objectives.

Soit on admet qu'il est indispensable d'en arriver à une crise sociale similaire à celle des années 30 ou une situation politique à l'ukrainienne par exemple pour que les masses se soulèvent par millions, auquel cas on en est encore loin, soit on admet qu'il n'est pas nécessaire d'en arriver là parce que la situation sociale serait suffisamment détériorée pour que les masses prennent conscience qu'elles doivent stoper le gouvernement avant d'en arriver à cette extrémité, ce qui contredirait notre formule. Si on l'avait adaptée en tenant compte des profondes transformations qu'a subi la société depuis 50 ans au lieu de procédé à l'inverse, peut-être que ce qui nous apparaît comme une contradiction n'en serait pas une, car on ne peut pas appliquer telle quelle une formule à des modes de vie et de pensée à des périodes si distinctes de la société, dont le stade de développement dans tous les domaines était différent, sachant que c'est toujours une minorité qui participe à l'activité sociale et politique de la société entraînant le reste de la population à sa suite, il suffirait qu'elle soit politiquement orientée dans la bonne direction pour balayer tous les obstacles qui se dressent devant la révolution, sans attendre qu'il y ait 10 ou 15 millions de chômeurs en France, des millions de miséreux affamés traînant les rues, etc.

Il y a deux facteurs qui viennent étayer cette stratégie politique. Le fait que les partis institutionnels et les institutions sont majoritairement rejetés dans le pays, leur emprise sur les travailleurs ne cesse de diminuer au fil du temps, en grande partie également à l'intérieur des syndicats, c'est l'ensemble de l'appareil politique et de propagande du régime qui est contesté, affaibli et en crise, donc vulnérable, et le capitalisme contrairement aux apparences n'est pas en meilleur état, puisqu'il doit sa survie à la fois un coup de pocker de tricheurs en recourant à un système financier mafieux pour notamment couvrir sa faillite, assurer ses fins de mois, et assurer son développement futur tout en l'hypothéquant en exacerbant à l'extrême ses contradictions, ce qui l'amène à détruire les bases sur lesquelles il s'était bâti en semant le chaos et la guerre sur tous les continents au risque d'être emporté avec eux pour peu que le prolétariat mondial trouve la voie de la révolution socialiste.

Comment ne pas voir que tout leur système économique et politique tient uniquement grâce à des artifices de plus en plus fragiles, élimés, tandis que tous les peuples n'en peuvent plus, car dans ces conditions imaginer son futur outout simplement vivre dans telle société où toutes les valeurs et tous les principes universels sont bafoués n'a plus aucun sens, personne ne peut s'y reconnaître, personne n'a envie qu'elle dure plus longtemps pour peu qu'on en parle librement avec les travailleurs, pas un ne vous dira qu'il avait envisagé un jour devoir vivre dans une société ou un monde aussi abominable, reste à lui donner ou redonner espoir qu'il est possible de le changer sans attendre d'être réduit en esclavage, d'avoir perdu tous nos droits, d'être en proie à une guerre civile dévastatrice ou de crouler sous les bombes.

Si les travailleurs sont de moins en moins réceptifs au discours des représentants de la classe dominante ou ne les écoutent plus, c'est qu'ils sont disponibles pour entendre un autre discours. La question à résoudre demeure de trouver la bonne formule pour s'adresser à eux, sans rien leur cacher de la réalité, pour les convaincre de la nécessité de s'organiser, de construire le parti dans la perpective de changer de fond en comble la société et non pour procéder à des replâtrages de façade.

Si en tant que simple travailleur, ouvrier, nous sommes parvenu à nous en convaincre un jour, c'est que chaque travailleur peut en être convaincu à son tour, c'est d'ailleurs ce qu'on devrait commencer à enseigner aux militants au lieu de leur bourrer le crâne avec des formules qu'ils sont incapables d'adapter aux différentes situations. Cela valait également pour moi, d'ailleurs toutes les critiques que je peux formuler me concernent aussi, parfois j'oublie de le rappeler et c'est un tort, à aucun moment je me place au-dessus des autres militants.

Le chiffre du jour. 40.

40 milliards d'euros, c'est le pactole que les actionnaires du CAC 40 vont se partager - LeFigaro.fr 31.03

On nous dit que les analystes espèrent 43,4 milliards l'an prochain, vite la loi Macron 2 !

Dossiers Yémen ou la guerre comme si vous y étiez...

- Riyad met Sanaa à feu et à sang... - french.irib.ir

Fou furieux, le régime saoudien a plongé Sanaa, dans un bain de sang.

Les chasseurs saoudiens ont bombardé, cet après midi, pendant une heure, la capitale yéménite, provoquant des dizaines d'incendies. Al-Mayadeen qualifie ces raids des plus violents jamais effectués, depuis cinq jours. L'aéroport de Sanaa a été, ainsi, visé par des raids d'une violence inouïe. Les zones commerciales de la ville sont en feu...un camp de réfugiés a été bombardé. french.irib.ir 30.03

- Yémen bombardé : fronde, au sein des pilotes égyptiens - french.irib.ir

C'est une première, qui pourrait, toutefois, se propager très rapidement! Selon Omran press, un pilote égyptien vient d'être arrêté, pour avoir refusé de prendre part à la campagne de bombardement contre le Yémen, sous le commandement saoudien. Le pliote a désobéi à l'ordre de sa hiérarchie, en affirmant ceci : "je me suis engagé dans l'armée et j'ai fait des études, pour devenir pilote, pour bombarder Israël, et non pas le Yémen". Les analystes politiques soulignent, d'ailleurs, une fronde, qui pourrait gagner du terrain, au sein même des troupes de la soi disante coalition anti-Yémen. french.irib.ir 30.03

- Confirmation. Avec des Si, tout est possible.

- Obama lève le gel sur les livraisons d'armes lourdes à l'Egypte - AFP

Soucieux de maintenir des liens étroits avec un vieil allié dans une région traversée par de profondes secousses, Barack Obama a annoncé mardi la reprise des livraisons d'armes lourdes à l'Egypte, gelées après la répression sanglante contre les partisans du président Morsi.

Washington avait initialement conditionné la reprise de son aide militaire, suspendue en octobre 2013, à des réformes démocratiques dans le pays. Mais le rôle incontournable de l'Egypte, le plus peuplé et le mieux armé des pays arabes, qui se pose désormais en fer de lance régional dans la lutte contre les jihadistes l'EI, a poussé la Maison Blanche à infléchir sa position.

Lors d'une conversation téléphonique, le président américain a annoncé à son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi la levée du gel sur la livraisons de 12 avions de chasse F-16, 20 missiles Harpoon ainsi que de pièces pour chars Abrams M1A1.

Ces décisions doivent permettre de répondre aux intérêts communs des deux pays "dans une région instable", a souligné l'exécutif américain.

Impliquée dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Libye, l'Egypte participe par ailleurs à la coalition arabe, dirigée par l'Arabie Saoudite, qui mène une intervention militaire au Yémen pour contrer l'avancée des rebelles chiites Houthis.

De nombreuses organisations de défense des droits de l'Homme accusent M. Sissi d'avoir mis en place un régime plus répressif encore que celui de Hosni Moubarak, contraint de quitter le pouvoir en février 2011 à l'issue d'une révolte populaire. AFP 31.03

- Leurs cibles privilégiées : la population civile, les entreprises et les infrastructures du Yémen.

- Yémen: au moins 62 enfants tués depuis une semaine dans les combats - AFP

- Yémen: la coalition arabe intensifie ses raids, craintes d'une crise humanitaire - AFP

L'Iran et l'Arabie saoudite se sont mutuellement accusés mardi de déstabiliser le Yémen où la coalition arabe menée par Ryad a intensifié ses raids aériens, alors que se profile une crise humanitaire majeure.

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a qualifié la situation d'"extrêmement alarmante", avec "des dizaines de civils tués" ces quatre derniers jours.

"Le pays semble être au bord de l'effondrement total", a-t-il prévenu depuis Genève.

La ton est également monté entre Ryad et Téhéran, alors que tous les regards étaient tournés vers Lausanne et l'issue des négociations sur le nucléaire iranien.

Le ministre saoudien des Affaires étrangères Saoud al-Fayçal a eu des mots très durs contre les rebelles chiites, M. Saleh et l'Iran, qu'il a tenu pour responsables du conflit.

"Les miliciens chiites et l'ex-président Saleh ont, avec le soutien de l'Iran, cherché à déstabiliser le Yémen et à brouiller les cartes" dans ce pays, a-t-il déclaré. "Nous ne sommes pas des va-t-en guerre mais, dès lors que l'on bat les tambours de la guerre, nous y sommes prêts".

En écho, l'Iran a averti que l'opération au Yémen pourrait embraser l'ensemble du Moyen-Orient.

"Le feu de la guerre" poussera "toute la région à jouer avec le feu", a déclaré le vice-ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdollahian, ajoutant: "Les opérations militaires doivent s'arrêter immédiatement".

L'Iran a annoncé l'envoi au Yémen d'une aide comprenant "19 tonnes de médicaments et de matériel de santé, des produits vitaux et deux tonnes de nourriture".

Téhéran est accusé par plusieurs pays arabes de chercher à accroître son influence au Moyen-Orient en soutenant les rebelles chiites Houthis qui ont pris le contrôle de larges pans du territoire yéménite ces derniers mois.

Après la prise de Sanaa en septembre, les Houthis ont conquis des régions dans le centre, l'ouest et le sud, jusqu'à menacer la grande ville d'Aden, ce qui a entraîné le début des frappes de la coalition arabe.

Les raids d'une extrême violence sur la capitale yéménite Sanaa se sont concentrés dans la nuit sur des positions de la Garde républicaine, corps d'armée resté fidèle à l'ex-président Saleh, aujourd'hui allié aux Houthis.

"Tous les camps de la Garde républicaine autour de Sanaa, ainsi que l'aéroport, ont été bombardés dans la nuit", a indiqué un habitant.

Outre Sanaa, les raids aériens ont touché des sites de la Garde républicaine et des positions de la DCA dans plusieurs régions, selon des habitants.

L'objectif premier de la coalition, qui comprend une dizaine de pays arabes, est de dégrader et de détruire les infrastructures militaires des Houthis et de leurs alliés.

Le porte-parole saoudien de la coalition, le général Ahmed Assiri, a implicitement admis la responsabilité de la coalition dans le raid qui a fait 40 morts et 200 blessés lundi dans le camp de déplacés d'Al-Mazrak, au nord-ouest du Yémen.

"La coalition a été visée par des miliciens depuis une zone résidentielle et l'aviation a dû répliquer", a-t-il dit.

A Genève, le Haut commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme s'est dit "choqué" par l'attaque contre le camp de déplacés et a dénoncé d'autres attaques contre des cibles civiles.

Cécile Pouilly, porte-parole de cet organisme, a dénoncé en particulier une attaque à Daleh de la 33ème division blindée, favorable à l'ex-président Saleh, et des Houthis contre trois hôpitaux.

Le QG de la 33ème division a subi mardi un raid de la coalition qui a fait 32 morts parmi ses soldats, a affirmé à l'AFP une source médicale.

Ces morts viennent s'ajouter à 47 autres civils et militaires qui ont péri lundi et mardi avant l'aube dans différentes attaques dans le sud, dont 20 ouvriers d'une cimenterie de Lahej, touchée par des obus d'origine indéterminée. AFP 31.03

- Yémen/Hijja: Riyad massacre les réfugiés - french.irib.ir

250 morts et blessés, le bilan du carnage commis par Riyad, lundi, dans un camp de réfugiés. french.irib.ir 31.03

- Yémen : Oman met en garde Riyad - french.irib.ir

Les sources omanaises font état d'une lettre envoyée par le sultan d'Oman au roi Salman d'Arabie, où le Sultan met en garde l'Arabie saoudite contre un piège américain ! « Ne te laisse pas piéger dans ce guet-apens. c'est un piège que les Américains ont tendu à l'Arabie saoudite et qui vise à en provoquer le démembrement, lirait-on, dans cette lettre.

Selon certaines sources, c'est après cette lettre que le prince Talal, célèbre prince saoudien, aurait lancé des avertissements au jeune ministre saoudien de la Défense et à son collègue de l'Intérieur : "Cessez de vous battre contre le Yémen. Le piège qui est tendu là contre l'Arabie saoudite ressemble à celui que les Américains ont tendu à Saddam. Il a pour objectif de provoquer la dislocation de l'Arabie saoudite et du Yémen", estime Talal. french.irib.ir 31.03

- Yémen : le "Vietnam de Sissi" - french.irib.ir

En début de la semaine dernière, le président Hadi a échappé aux mains de ses adversaires houthis, alors que ces derniers, en s'emparant de la capitale, combattaient, déjà, pour prendre le contrôle d'Aden. Riyad a commis une première erreur, en s'impliquant dans une guerre civile, qui, depuis le déclenchement de la campagne de bombardement saoudien, a pris l'allure d'un conflit régional. Et l'Egypte en pâtit : Le Caire a envoyé quatre de ses navires de guerre, dans le golfe d'Aden. On parle même des attaques aux missiles de ces navires, en direction des côtes yéménites. Le Caire n'écarte pas, non plus, la perspective d'un déparquement de ses troupes, sur le sol yéménite. Est-ce une première expérience?

En 1960, l'Egypte nassériste s'est empêtrée dans unn bourbier, qui avait, alors, là aussi, pour nom, le Yémen. Héros du panarabisme, autocrate laic, Abdel-Nasser s'est précipité, dans une aventure coûteuse, en prenant faits et causes pour les putchistes républicains anti-monarchistes du Yémen. Nasser a voulu reconduire l'expérience égyptienne, au Yémen. A l'époque, Riyad a tenu tête à l'Egypte nasseriste, en apportant armes et pétrodollars aux monarchistes yéménites, et en cherchant à réinvestir le roi du Yémen. Ce soutien saoudien couvrait, à l'époque, les Houthis, qui constituent l'épine dorsale du mouvement, qui s'appelle, aujourd'hui, Ansarallah. Des milliers de soldats égyptiens, dépêchés au front, se sont, soudain, trouvés confrontés à des combattants yéménites. Et le conflit d'usure a duré 10 ans.

Le Yémen s'est avéré être un véritable guêpier, pour l'Egypte, qui, malgré son armée et ses équipements a lamentablement échoué. Les Saoudiens, les Britanniques, les Jordaniens, ont soutenu les loyalistes. L'Egypte bénéficiait, alors, du soutien soviétique. Certes, la monarchie s'est effondrée et la République a vu le jour en 70 au Yémen, mais l'Egypte l'a payé trop cher. Plus de 10.000 soldats égyptiens ont été tués, une dette colossale a été imposée à la caisse d'Etat égyptienne, et l'Histoire a donné à cette guerre le nom de "Vietnam d'Egypte"; c'est, d'ailleurs, ce Vietnam, qui a causé l'échec de l'armée égyptienne, face à Israël, en 67. Cette histoire pourrait survenir à l'Arabie, en ce printemps 2015, à cette différence près que l'Egypte tient le rôle de subalterne, puisque, très gracieusement, payée par Riyad. "Tempête décisive" n'est point une offensive, pour stabiliser le Yémen. C'est un coup, qui devrait ressusciter l'orgueil et la fierté lésées de Riyad, face à l'Iran montant. L'aventurisme des étrangers n'a jamais porté, dans les déserts yéménites, les effets escomptés. french.irib.ir 31.03

Ukraine. Posture et imposture.

- Kiev accusé de saboter l'enquête sur les «crimes» de Maïdan - lefigaro.fr

Grille de lecture.

- Désinformation.

- La notion de la justice ou de l'Etat de droit selon le Figaro correspond à celle de l'Otan ou des néonazis, d'une dictature fasciste.

- Pas besoin d'enquête, pourquoi attendre ses conclusions, il suffut de décréter que c'est l'ex-président ukrainien "pro-russe" Viktor Ianoukovitch le coupable, Poutine si vous préférez.

- Ne pas se fier au titre trompeur de cet article, car son auteur en sait plus long que l'ensemble des enquêteurs réunis pour accuser sans preuve les "tireurs d'élite des Berkout, ces unités spéciales du ministère de l'Intérieur" sous Viktor Ianoukovitch.

- Cet article est d'une mauvaise foi grossière, car si ce rapport de l'UE et Porochenko ne peuvent pas mettre des noms derrière les véritables coupables de la tuerie de Maidan, c'est justement parce qu'ils sont trempés jusqu'au cou dans cette affaire, ils les connaissent et les dévoiler reviendraient à mettre en lumière les auteurs de ce coup d'Etat (l'Otan et leurs nervis néonazis) et la complicité de l'UE.

- Pour que cet article qui pue à plein nez la propagande de l'Otan paraisse cependant crédible et que ce "journaliste" semble impartial, il feint d'exiger la vérité qu'il connaît parfaitement en dirigeant les lecteurs sur une fausse piste, en vain selon leurs commentaires que nous reproduisons plus loin.

- "Ils ont de plus en plus de mal à imposer leur version falsifiée de la réalité ou des faits grâce aux informations publiées par des médias alternatifs que les médias institutionnels censurent systématiquement, qualifiant les auteurs de ces informations de "complotistes", alors qu'ils ne font que rétablir la vérité, qui est devenue incompatible avec la survie du régime en place et sa politique ultra réactionnaire. La vérité est leur ennemi numéro 1... avant les terroristes, mais cela on était censé déjà le savoir.

Lefigaro.fr - Dans un rapport de 120 pages, le Conseil de l'Europe estime qu'il n'y a eu aucune tentative de mener des enquêtes sur le mouvement de contestation pro-européen réprimé dans le sang à Kiev, qui a abouti à la chute de l'ex-président pro-russe Viktor Ianoukovitch en février 2014.

Près de cent personnes sont mortes durant les événements de la place Maïdan, à Kiev, et les photos des victimes ornent encore le centre de la capitale ukrainienne. Mais plus d'un an après ces violences, il n'y a eu, de la part des autorités ukrainiennes, «aucune tentative sérieuse de mener des enquêtes» et d'incriminer les responsables, a dénoncé mercredi matin le Conseil de l'Europe. Dans un rapport touffu de 120 pages présenté à Kiev, l'organisation de Strasbourg qui, à travers un panel, était chargé de superviser ce travail d'investigation, a clairement mis en cause les institutions policières et judiciaires ukrainiennes, coupables à ses yeux, d'avoir failli à leur mission.

Le document se concentre sur les violences et les «crimes» qui ont été commis entre le 30 novembre 2013, date des premières dispersions violentes de manifestants par les forces de l'ordre, et le 21 février 2014, point d'orgue de la révolution, où près de cinquante manifestants sont tombés sous les balles de tireurs d'élite des Berkout, ces unités spéciales du ministère de l'Intérieur. Après la révolution, celles-ci ont été démantelées, et certains de leurs membres ont rejoint les forces pro-russes lors de l'annexion de la Crimée par Moscou, avant d'intégrer, parfois, les rangs du ministère russe de l'Intérieur.

Une purge limitée aux seconds couteaux

Chacune des institutions ukrainiennes chargées de la police et de la justice est mise en cause par le panel du Conseil de l'Europe. Les services du procureur général, dont la tête a changé trois fois dans les douze mois qui ont suivi les violences de Maïdan, ont été insuffisamment dotés de moyens, déplorent les auteurs. Les deux principaux enquêteurs, dont l'indépendance et la rigueur avaient été salués, ont été démis de leurs fonctions. Le Service de sécurité ukrainien, soupçonné de longue date d'être infiltré par Moscou, se voir reprocher son manque de coopération avec la Procurature. Le ministère de l'Intérieur, qui supervisait la mission des milices des Berkout, impliquées dans les tueries du 20 février 2014, est particulièrement visé.

A la fois auteur et objet des enquêtes, l'institution, aujourd'hui dirigée par Arsen Avakov, se voit reprocher son manque d'indépendance. Celle-ci, notamment, s'est révélée incapable d'étayer par des faits, l'annonce de la mort de 13 policiers dans ses rangs entre le 18 et 20 février 2014. Plusieurs de ses hauts fonctionnaires, en poste au moment des violences, se sont vus promues à des postes clés après la révolution. C'est le cas du vice-ministre de l'Intérieur, Vitalii Sakal, nommé en avril 2014, qui avait dédouané ses hommes dans la mort de deux manifestants le 22 janvier 2014, alors qu'il occupait une fonction similaire sous le régime de Viktor Ianoukovitch et était déjà chargé de l'enquête interne.

«L'octroi d'une amnistie ou d'un pardon aux officiers de policiers liés à des meurtres extrajudiciaires ou à des actes de mauvais traitement seraient incompatibles avec les obligations contractées par l'Ukraine au regard de la Convention des droits de l'homme» mettent en garde les auteurs du panel du Conseil de l'Europe. La purge de l'administration ukrainienne, que Petro Porochenko promettait, en septembre 2014, d'être «historique», semble se limiter à des seconds couteaux. lefigaro.fr 31.03

Commentaires d'abonnés du Figaro.

1- "Je ne pensais pas qu'on pouvait faire un article diamétralement opposé à la vérité.

Pierre Avril n'a pas lu le rapport ou la propagande lui monte à la tête.

Si le conseil de l'Europe tance Kiev, c'est précisément parce qu'ils mentent en disant que ce sont les méchants Berkout. (Les Berkout sont les CRS ukrainiens et non des agents secrets russes).

Or ces Gendarmes :

1) n'étaient pas pro-russes,

2) ont été eux-mêmes sous le feu, certains abattus, d'autres blessés par balles,

3) n'ont pas été "démantelés", certains sont partis à l'Est d'autres sont restés servir le nouveau régime.

Les tireurs étaient des révolutionnaires entrainés en Pologne par les services de l'Intérieur Polonais et/ou l'Otan."

Des "révolutionnaires" appartenant à la mouvance national-socialiste ukrainienne il fallait préciser.

2- "Comment pouvez-vous incriminer les Berkout alors que le conseil de l'Europe chargé de superviser l'enquête dit qu'il n'y a pas eu d'enquête de la part des autorités Ukrainiennes et ont failli à leur mission ?"

Le Figaro brode, fabule, imagine, invente, c'est cela l'information officielle de nos jours (comme hier).

3- "Il n'y a pas d'enquête car ce sont les supplétifs d'extrême-droite de Porochenko qui se sont chargé de la sale besogne, massacrant forces de l'ordre et manifestants pour faire de ces derniers des martyrs pour faire accepter leur coup d'état oligarchique par les USA et l'Europe qui leur étaient dès le début favorables."

4- "Pourquoi "refusé " ?

On en apprend tous les jours.

C'est quoi cette histoire d'un témoin du départ d'un Buk et qui affirme que Reuter a menti ?

En effet il se dit témoin d'un départ de missile Buk situé sur le territoire des troupes de Kiev et Reuter le transforme en départ des zones contrôlées par les indépendantistes ....Ce qui change tout.

En plus l'OSCE et la Hollande recherchent des témoins (voir le Figaro) donc tout va bien. Dans 15 ans ont saura la vérité.

Source: http://fr.sputniknews.com/international/20150331/1015412818.html"

Reuters a des problèmes de GPS... Et puis ils fabriquent des témoins, c'est facile, pratique...

5- "Un ami ukrainien qui, bien qu'ayant des opinions anti-kremlin, m'a confié l'autre jour à Kiev même que cette enquête était bloquée depuis la révolution, et que l'on ne savait toujours pas qui avait tiré sur la foule comme sur les policiers (les fameux "berkouts"). A l'époque, un médecin chirurgien de Kiev, Olga Bolomolets (également candidate à la présidence en mai 2014), avait assuré que les balles qui avaient tués ou blessé manifestants comme policiers étaient de la même facture. Certains pensent qu'elles provenait du grand hôtel surplombant la place Maïdan Nezhalestnosti, et qu'une milice para-militaire comme Praviy Sektor pourrait être responsable de cette tuerie (comme à Odessa). D'autres incriminent des services secrets étrangers: le FSB si l'on est pro-maïdan, la CIA si l'on est pro-Moscou! En tout cas, un fait est certain: c'est par ce bain de sang et son impact psychologique sur la population et les responsables politiques que Ianoukovitch et son gouvernement ont été renversé! Et que le pays entier a sombré dans cette tragi-comédie."

Comédie, de l'extérieur, dramatique de l'intérieur, il fallait rectifier en hommage aux victimes innocentes de ces hordes fascistes.

6- "Ce rapport semble corroborer les rumeurs d'un coup monté dans cette affaire, pour justifier l'éviction de Ianoukovitch. Si le pouvoir actuel est impliqué, comme certains le disent, il n'aurait aucune raison qu'on fasse la lumière sur cette affaire, bien au contraire."

Pardi !

7- "Un reportage d'ARTE du 17 février 2015 qui a été diffusé de 0h10 à 1h25 titré "Kiev en feu "montre très clairement la sauvagerie des manifestants avec lancé de cocktail Molotov et tire à l'arme réelle sur les policiers(dont 1 avec un fusil à lunette et un autre qui tire avec un pistolet et qui dit "je l'ai eu ".

Les policiers semblent avoir des fusils pour balles en caoutchouc vu le peu de recul au moment du tir.

Dans un passage on peux voir un policier venir en aide à un autre touché par balle et qui crie au journaliste "EUX ils ont le droit d'avoir des armes, mais nous non ""

Ce qui est intéressant ici, c'est que la plupart des lecteurs du Figaro que l'on ne soupçonnera pas d'être de farouche révolutionnaire, ont développé un esprit critique face à l'entreprise de manipulation systématique des médias pour les conditionner, ce qui rejoint ce que nous avons expliqué plus loin.

ACTUALITE EN TITRES

Gouvernance. Quelle fureur s'est emparée d'eux. La défaite électorale du PS, un désavoeux? Non, un encouragement à poursuivre avec les mêmes et dans la même voie.

- Manuel Valls: "Les Français veulent que je reste à mon poste" - L'Express.fr

La même méthode que les instituts de sondages. Plus qu'inquiétant.

- Manuel Valls : « Je vais vous rassurer : je reste ! » - Public Sénat

Il s'adressait aux députés godillots du PS à l'Assemblée nationale hier.

Le rouleau compresseur en marche.

- Hollande assure que "le cap" des réformes "sera tenu" - AFP

La preuve

- Bientôt une loi Macron 2 ? - Francetv info

Pour relancer l'économie, le gouvernement prévoit une nouvelle loi à l'été 2015 qui doit permettre d'augmenter l'investissement et de garantir plus de justice sociale. Francetv info 31.03

Chantage permanent ou comment travailler plus pour gagner moins ou baisser encore le coût du travail.

- Emploi, vers une plus grande flexibilité - Francetv info

La flexibilité en entreprise, le gouvernement en avait fait une mesure phare: moins de salaires ou plus de travail en échange d'un maintien de l'emploi. Problème, le dispositif mis en place ne séduit pas les patrons. Pour convaincre les récalcitrants, le gouvernement pourrait assouplir les règles. Aujourd'hui une entreprise en grande difficulté économique peut signer un accord de maintien dans l'emploi. Il s'agit de ne pas licencier lorsque l'entreprise va mal. En contrepartie, les salaires baissent et le temps de travail peut être augmenté.

Pour faire adhérer plus massivement à cette flexibilité à la française le gouvernement prévoit quelques changements. Première évolution:

Jusqu'ici impossible de baisser les salaires en dessous d'1,2 SMIC, cette limite pourrait disparaître. Deuxième évolution, prolonger la durée de l'accord. Aujourd'hui, il est de deux ans mais pourrait passer à trois voire quatre ans, durée jugée trop longue par les salariés.

Du côté des syndicats, la nouvelle est diversement accueillie. Si la CFDT se dit ouverte à cet accord mais pas sans contrepartie, la CGT et Force Ouvrière sont-elles bien plus réservées. Francetv info 30.03

Très très fort La Talonnette : Même pas la Pen de s'en cacher !

- Sarkozy: "Le message de nos électeurs: faire une opposition frontale" - AFP

Pour un neurone, à ce prix-là...

Clientélisme ou des consommateurs avertis font la loi.

- Le Sénat pénalise les prostituées mais pas leurs clients - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

1.1- 99 enfants palestiniens, emprisonnés à Ofer - french.irib.ir

Le représentant des garçons prisonniers, dans la prison israélienne d'Ofer, ... le détenu Abdul-Fatah Dawla, a déclaré que le nombre des enfants captifs, dans la prison, a atteint 99 enfants, dont un quart ont été arrêtés, en mars.

Le prisonnier Dawla a déclaré qu'il y a, parmi ces enfants, 33 qui purgent des peines de prison ferme, pour différentes périodes, en plus de 20 autres, qui souffrent de diverses maladies, dont l'enfant Khaled al-Cheikh, qui est détenu par les forces armées occupantes, alors qu'il a besoin de soins de santé, en raison de son anémie.

Le club du captif palestinien a déclaré, dans un communiqué, le lundi 30/3, que les témoignages des enfants recueillis montent que la majorité d'entre eux a été kidnappée, pendant la nuit, et a été interrogée, en l'absence de leurs familles. Ils ont été traités comme des adultes, sans aucune attention à leur âge ou même aux lois pour les enfants.

La prison d'Ofer est la prison israélienne, qui compte le plus grand nombre d'enfants captifs, par rapport à la prison de Majdo et Hasharon, qui détiennent un nombre inférieur d'enfants palestiniens captifs. french.irib.ir 31.03

1.2- L'occupation prend d'assaut la ville de Jénine et arrête un citoyen - french.irib.ir

Les forces armées de l'occupant israélien ont lancé, lundi, à l'aube, des campagnes de raids et d'arrestations, dans la ville de Jénine, au Nord de la Cisjordanie occupée, et les villages de Yaboud et Yamoun, et ont arrêté un citoyen.

Des sources locales ont déclaré à notre correspondant que 6 blindés militaires ont pris d'assaut le quartier de Kharouba, au Nord de la ville de Jénine, et ont arrêté le jeune homme Ashraf Hilal Shata, (21 ans), et ont fouillé son domicile, tout en se déployant entre les maisons.

Les soldats israéliens ont, également, envahi le quartier oriental et la région allemande, dans la ville de Jénine, pendant plusieurs heures, avant leur départ vers la route de contournement. Une arrestation a eu lieu, dans village de Yaboud et Yamoun, dans la province de Jénine, tout en menant des actes de ratissages. french.irib.ir 31.03

2- Irak

- Tikrit libérée - french.irib.ir

La ville de Tikrit a été, totalement, libérée, tandis que le drapeau irakien flotte sur le toit du bâtiment du gouvernorat de Salaheddine, a annoncé Haïdar al-Abadi, le Premier ministre irakien.

Cette ville a été libérée, après pas moins d'un mois de combat, et grâce à la participation des milliers de forces populaires, de l'armée et de la police.

Après l'annonce de la libération de Tikrit, Chef-lieu de la province de Salaheddine, Raed al-Jabouri, le gouverneur de la province de Salaheddine, a demandé aux directeurs des bureaux et des instances gouvernementales de Tikrit de reprendre, à partir de demain, mercredi, leurs activités, dans cette ville. Lors de sa rencontre de lundi, à Bagdad, avec Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations Unies, Al-Abadi avait promis que Tikrit serait nettoyée, en 48 heures, de la présence des Daeshistes. french.irib.ir 31.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- MoryGlobal met la clef sous la porte - Francetv info

Un an après la faillite de MoryDucros (2 300 personnes licenciées), la sentence est tombée ce 31 mars pour le transporteur MoryGlobal. En fin d'après-midi, le tribunal de commerce de Bobigny a annoncé la mise en liquidation de

l'entreprise, fondée il y a plus de 200 ans. 2 150 personnes sont licenciées pour motif économique. Francetv info 31.03

En complément

- Les Galeries Lafayette vont fermer à Thiais et Béziers, Lille en suspens - AFP

1.2- La grève à Radio France reconduite pour le treizième jour d'affilée - LeMonde.fr

Pour le treizième jour d'affilée, le groupe Radio France sera en grève mardi 31 mars. Le mouvement a été reconduit lundi par un vote à main levée, à l'issue d'une assemblée générale d'une heure et demie. Les négociations entre syndicats et direction restent dans l'impasse et la grève paralyse les stations publiques, dont la plupart des programmes sont remplacés par une bande musicale.

Au cours de l'assemblée générale, les syndicats ayant appelé au mouvement se sont montrés déterminés. « Ils [les membres de la direction] comptent sur le pourrissement [...]. Peut-être qu'il va falloir des actions un peu plus musclées », a déclaré Aline Payet, de la CGT. Selon un représentant du syndicat UNSA, l'intersyndicale pourrait être reçue par les députés PS Patrick Bloche et Michel Françaix, jeudi midi à l'Assemblée.

Le mouvement « s'essoufle », pour la direction

La direction, quant à elle, est convaincue que le mouvement s'essouffle. D'après Catherine Sueur, directrice générale déléguée du groupe :

« Nous sommes dans un mouvement qui dure depuis douze jours, les esprits se sont un peu échauffés. Il est compliqué de sortir d'un mouvement long mais le taux de grévistes diminue, il est actuellement de 7,21 %, plus faible qu'au début du mouvement. Il y a des salariés qui veulent reprendre le travail. » LeMonde.fr 30.03

2- Grande-Bretagne

- L'université est devenue un produit de luxe en Grande-Bretagne - Francetv info

En Grande-Bretagne, pour être diplômé, il faut s'endetter. La flambée des frais de l'inscription à la fac fait polémique.

À la City University London, on trouve des professeurs prestigieux, des locaux rénovés, des équipements modernes... mais tout cela a un prix. Pour obtenir son master de journalisme, Oliver Jones va devoir débourser 12 000 euros par an pendant trois ans. "Le jour où je sortirai de cette université, j'aurai déjà 40 000 euros de dettes et je pense que c'est injuste, surtout quand on sait que les gens qui ont adopté cette loi n'ont eux rien payé pour leurs études", explique l'étudiant au micro de France 2.

Les frais ont triplé en 2012

Cette décision a été prise par le gouvernement il y a trois ans. Gratuits jusqu'en 1997, les frais d'université étaient passés à 4 000 euros par an en 2009. Le Premier ministre David Cameron a décidé en 2012 de les tripler.

D'immenses manifestations étudiantes avaient alors éclaté. Depuis, l'université est devenue un produit de luxe, obligeant les étudiants à prendre un emploi pendant leurs études. La loi prévoit un garde-fou : la dette universitaire sera annulée au bout de 30 ans si la personne n'a pas eu un salaire suffisant et n'a pas pu rembourser, et c'est l'État qui paiera la facture. Selon les estimations, ce pourrait être le cas pour la moitié des étudiants. Francetv info 30.03

ECONOMIE

1- France

- Le CAC 40 a bondi de près de 18 % au premier trimestre - LeFigaro.fr

- Près de 40 milliards de dividendes pour les groupes du CAC 40 - LeFigaro.fr

Les 40 plus grosses entreprises vont distribuer 39,6 milliards d’euros à leurs actionnaires cette année. Les analystes espèrent 43,4 milliards l’an prochain.

Les entreprises du CAC 40 vont verser cette année 39,6 milliards d'euros de dividendes, grâce aux profits réalisés l'an dernier. «Elles doivent simplement encore obtenir le feu vert des actionnaires, lors des assemblées générales qui vont se tenir au printemps», précise Pierre Sabatier, le président du cabinet de recherche indépendant PrimeView.

Les profits en hausse de 30%

Les grands groupes français ne se montrent donc pas beaucoup plus généreux cette année que l'an dernier, où ils avaient distribué 39,4 milliards d'euros. Pourtant, en un an, leurs profits ont fait un bond de plus de 30 % (12,34 % hors éléments exceptionnels), selon PrimeView. «Mais les dividendes fluctuent beaucoup moins que les bénéfices. Ils avaient moins baissé pendant la crise. Il est normal qu'ils remontent moins vite aujourd'hui», souligne Pierre Sabatier.

Ils rattraperont peut-être leur retard l'an prochain. Les analystes s'attendent en effet à voir les entreprises du CAC 40 servir 43,4 milliards de dividendes en 2016, sur leurs profits de 2015. Ce serait 9,7 % de plus que cette année, et un record historique. Mais les analystes se sont souvent montrés trop optimistes dans le passé et pourraient cette fois encore revoir à la baisse en cours de route leurs prévisions.

En attendant, cette année, tous les secteurs ont déjà augmenté leurs dividendes, excepté les services aux collectivités et le secteur de la communication et des télécoms. Victimes des difficultés budgétaires de leurs clients, les services aux collectivités, considérés comme des valeurs de rendement, voient leur étoile pâlir depuis deux ans. «L'an dernier, ce secteur était encore celui qui distribuait le plus de dividendes après les financières. Cette année, avec 5,2 milliards d'euros à verser, il est devancé aussi par le secteur de l'énergie (5,9 milliards) et ne vient plus qu'en troisième position», remarque Pierre Sabatier. Même déclin pour les télécoms, dont les marges sont mises à mal par la concurrence. Les dividendes, qui dépassaient 5,3 milliards en 2010, seront réduits à 2,58 milliards cette année.

Total est la plus généreuse

Les financières sont, elles aussi, très loin de leurs niveaux de 2010 (elles avaient alors distribué 7,3 milliards d'euros), mais elles continuent de remonter la pente. Elles vont distribuer 6,9 milliards cette année. L'an prochain, les analystes en attendent même plus de 8,9 milliards. «Mais, dans le CAC 40, les sociétés financières sont nombreuses, ce qui explique le total élevé des dividendes du secteur. Si l'on prend le dividende moyen par société, les financières arrivent seulement en quatrième place, après l'énergie et la santé notamment», ajoute Pierre Sabatier. Rien de surprenant puisque les sociétés qui veulent le plus gâter les actionnaires cette année sont Total (5,9 milliards de dividendes à lui seul), Sanofi et GDF Suez LeFigaro.fr 31.03

2- Taïwan

- Foxconn réalise des profits record grâce à l'iPhone 6 - latribune.fr

Le numéro un mondial de la sous-traitance électronique, qui a réalisé 38,6 milliards d'euros de bénéfice net en 2014, a tiré la moitié de ses revenus du nouveau produit phare d'Apple.

Ainsi, le bénéfice net du géant taïwanais de la technologie Foxconn est ressorti en hausse de 22,3%, à 130,5 milliards de dollars taïwanais (3,86 milliards d'euros) en 2014. Un record. Et Foxconn a tiré la moitié de ses revenus du nouveau produit phare d'Apple.

Le quatrième trimestre a été particulièrement faste pour Foxconn avec un bénéfice net en hausse de plus de 30%, reflétant les ventes historiques de l'iPhone sur la même période. La marge opérationnelle du numéro un mondial de la sous-traitance électronique sur cette période s'est établie à 4,2% au quatrième trimestre, au plus haut depuis cinq ans, selon Bloomberg.

Apple a en effet vendu un nombre record de 74,5 millions d'exemplaires d'iPhone lors des trois mois de fin d'année correspondant au premier trimestre de son exercice décalé 2014/2015, ce qui lui a permis de dégager un bénéfice net en hausse de 37,9%, à 18,02 milliards de dollars, un record absolu pour une entreprise américaine sur trois mois. latribune.fr 31.03

Haut de page

Le 2 avril 2015

CAUSERIE

La routine d'un asile d'aliéné l'actualité d'hier, on se demande même comment cela peut intéresser quelqu'un, c'est l'impression que

j'ai d'ici en Inde. Ici, je n'ai pas le temps de m'occuper de ce qui s'y passe, je ne pourrais même pas citer le nom d'un ministre.

J'ai l'habitude de questionner les Indiens sur un tas de sujets pour voir leurs réactions, s'agissant de l'actualité ils n'en savent pas plus que moi en général, ils vivent au jour le jour, ce qui concentre toute leur attention et le reste passe à la trappe.

C'est ce qui m'a fait dire dans la causerie d'avant-hier que seule une minorité de la population était engagée dans l'activité sociale ou politique d'un pays, et qu'il suffirait de conquérir cette minorité ou plutôt de la remplacer par une autre pour pouvoir entrevoir un changement politique.

On ne nous fera pas croire qu'on serait condamné à subir notre sort et qu'il n'existerait aucun moyen de parvenir à rassembler des centaines de milliers de travailleurs autour d'une perspective politique révolutionnaire. Les trade-unionistes ou réformistes-corporatistes qui se portent bien contesteront sans doute cette hypothèse qui bouscule leur petit train-train quotidien ou remet en cause leurs formules creuses ou leurs dogmes, il est vrai que c'est plus confortable d'être progressiste ou révolutionnaire ou je ne sais quoi en théorie qu'en pratique.

En faisant preuve de bonne volonté, on peut comprendre sans en partager les motivations, pourquoi nos dirigeants s'obtinent à refuser de mener le combat contre la classe dominante sur les terrains idéologique et psychologique qui incluent toutes les questions sociétales qui ont été mises en avant et instrumentalisées par Hollande et le PS depuis mai 2012 (ou depuis des décennies). Par contre on voudrait qu'ils nous expliquent pourquoi ils continuent de négliger des pans entiers de la situation économique du capitalisme qui sont à l'origine à la fois de la politique antisociale que mène le gouvernement ou les institutions internationales du capital, la troïka, pour le compte de la classe dominante, et des guerres actuelles que mène l'impérialisme américain, sachant que sa stratégie et ses objectifs politiques sont directement reliés non seulement à la lutte des classes mais aussi à la crise du système capitalisme.

Respirons un peu...

1- Il nous faut bien comprendre comment s'articulent les rapports économiques avec l'ensemble des rapports qui existent dans la société sous peine de ne pas comprendre grand chose ou tout de travers.

Friedrich Engels : Lettre à Borgius (1894) - Le développement politique, juridique, philosophique, religieux, littéraire, artistique, etc., repose sur le développement économique. Ils réagissent tous les uns sur les autres et sur la base économique. Il n'est pas vrai que la situation économique est la seule cause active et que tout le reste n'est qu'un effet passif. Mais il y a une action réciproque sur la base de la nécessité économique qui finit toujours par l'emporter en dernière instance. (...) Il n'y a donc pas, comme on arrive parfois à se le figurer, une action automatique de la situation économique ; les hommes font eux-mêmes leur histoire, mais dans un milieu donné qui les conditionne, sur la base de rapports réels préexistants, parmi lesquels les rapports économiques, si influencés qu'ils puissent être par les autres rapports politiques et idéologiques sont en dernière instance les rapports décisifs et forment le fil conducteur qui permet seul de la comprendre.

(...)

Les hommes font eux-mêmes leur histoire, mais jusqu'ici pas avec une volonté générale suivant un plan d'ensemble, même lorsqu'il s'agit d'une société donnée et tout à fait isolée. Leurs efforts s'entrecroisent et, justement à cause de cela, dans toutes ces sociétés domine la nécessité dont le hasard est le complément et la manifestation. La nécessité qui se fait jour à travers tous les hasards, c'est de nouveau finalement la nécessité économique. Ici il nous faut parler des soi-disant grands hommes. Que tel grand homme et précisément celui-ci apparaît à tel moment, dans tel pays, cela n'est évidemment que pur hasard. Mais supprimons-le, il y a demande pour son remplacement et ce remplacement se fait tant bien que mal, mais il se fait à la longue. Que le Corse Napoléon ait été précisément le dictateur militaire dont la République française épuisée par ses guerres avait besoin, ce fut un hasard ; mais qu'en cas de manque d'un Napoléon un autre eût pris la place, cela est prouvé par ce fait que chaque fois l'homme s'est trouvé, dès qu'il était nécessaire: César, Auguste, Cromwell, etc. Si c'est Marx qui a découvert la conception matérialiste de l'histoire, Thierry, Mignet, Guizot, tous les historiens anglais jusqu'en 1850, prouvent qu'il y avait tendance à ce qu'elle se fasse, et la découverte de cette même conception par Morgan prouve que le temps était mûr pour elle, et qu'elle devait être découverte.

Il en est de même pour tous les autres hasards ou prétendus tels de l'histoire. Plus le domaine que nous considérons s'éloigne du domaine économique et se rapproche du domaine idéologique purement abstrait, plus nous trouvons qu'il y a de hasards dans son développement, plus sa courbe présente de zigzags. Mais si vous tracez l'axe moyen de la courbe, vous trouverez que plus large est la période considérée et plus vaste le domaine étudié, d'autant plus cet axe tend à devenir presque parallèle à l'axe du développement économique.

Le plus grand obstacle à l'exacte intelligence des choses provient en Allemagne de la négligence injustifiable où est laissée l'histoire économique. Il est si difficile non seulement de se débarrasser des idées historiques qui nous ont été inculquées à l'école, mais plus encore de réunir les matériaux nécessaires. Friedrich Engels : Lettre à Borgius (1894)

Le fil conducteur, c'est le développement ou l'évolution du capitalisme depuis son avènement il y a plus de deux siècles voir trois ou moins selon les pays, le système capitaliste qui est le dernier stade du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme avant qu'il ne s'en émancipe, non pas en procédant à une meilleure répartition des richesses, mais en socialisant les moyens de production des richesses de telle sorte qu'à terme la raison d'être ldes classes et de l'Etat aura disparu.

Saisir ce fil, ne plus le lâcher, est indispensable pour comprendre que l'orientation ou le sort de l'humanité en dépend dans un sens ou un autre, la barbarie si le système capitaliste n'était pas aboli sur terre ou le socialisme ouvrant la voie à notre émancipation du règne de la nécessité ou de la servitude humaine.

En résumé, les travailleurs et les militants doivent impérativement avoir à l'esprit que l'intégralité de la politique du gouvernement, toutes les mesures d'ordre social ou politique qu'il peut être amené à prendre quelle qu'en soit la teneur ou les apparences, sont uniquement guidées par les exigences du système économique capitaliste. Et lorqu'elles servent à renforcer le pouvoir politique de la classe dominante, c'est encore pour renforcer ou sauvegarder sa domination économique sur la classe des exploités. C'est facile à comprendre et simple à expliquer aux travailleurs pour peu qu'on en ait la volonté.

Prenez l'affaire du mariage homosexuel.

Ce sont les représentants de l'aristocratie ou des tenants des rapports sociaux qui existaient sous l'Ancien régime ainsi que ceux de la bourgeoisie qui incarne les rapports sociaux sous le capitalisme qui s'y sont le plus opposés. Ses participants ou ceux qui en ont pris l'initiative incarnaient également les rapports sociaux capitalistes, mais dans leurs nouvelles versions néolibérales, qui sont censés représenter les rapports sociaux que l'oligarchie financière qui domine le capitalisme entend imposer demain à l'ensemble de la société et du monde ou substituer aux rapports sociaux qui existaient jusqu'à présent, des rapports où les notions de droits, de démocratie ou de liberté auraient totalement disparu, car elles sont incompatibles avec leur politique ultra réactionnaire qu'ils entendent imposer aux travailleurs qui incarnerait un système économique où la lutte des classes serait neutralisée, muselée ou abolie, de telle sorte que les rapports sociaux qui existeraient ne serait plus le produit des contradictions du capitalisme et ses lois de fonctionnement, mais reposeraient uniquement sur un simple règlement intérieur ou de police que chacun seraiit amené à respecter, imposer une féroce dictature mondiale, c'est le seul moyen qu'ils ont trouvé pour sauver leur pouvoir, sachant que le système économique capitaliste tel qu'il existe encore aujourd'hui est déjà en faillite et conduit inéluctablement à son effondrement , il leur fallait donc trouver le moyen de passer à un autre système économique pour s'émanciper de ses contraintes économiques et assurer leur avenir, d'où aussi l'absolue nécessité de concentrer tous les pouvoirs en un nombre de mains aussi réduites que possible pour rendre ce système viable, ce qui est loin d'être gagné n'en déplaise à Warren Buffett.

On s'aperçoit que finalement les tenants et les adversaires du mariage homosexuel étaient tout aussi réactionnaires, puisqu'ils incarnaient des rapports sociaux liés à la classe qui détient ou a détenu le pouvoir économique et qui a façonné les rapports sociaux existant en fonction de ses intérêts économiques d'hier ou d'aujourdhui pour l'UMP et le FN, de demain pour le PS, précisons que c'était uniquement une question de cironstance si le PS avait dû jouer ce rôle à la place de l'UMP dont la plupart des dirigeants (ainsi qu'à l'UDI) s'étaient déclarés plus tard favorables au mariage homosexuel à l'instar de leurs homologues dans tous les autres pays, l'hypocrisie de l'UMP ayant été avantageusement couverte par la crise qui la traversait ainsi que des intérêts bassement électoraux.

Cette répartition des rôles ou ce simulacre d'opposition, cette diversion devait servir à monter les différentes couches des masses les unes contre les autres, toutes les classes afin de leur imposer une politique qu'elles rejetaient toutes, y compris bon nombre de capitalistes qui subiront l'ordre néolibéral ou disparaîtront.

Il était parfaitement clair depuis le début que cette campagne en faveur du mariage homosexuel était une vaste manipulation ou une supercherie politique, puisque les rapports économiques demeureraient en place ou continueraient d'incarner les rapports de dominant à dominé en vigueur dans la société, par conséquent les rapports sociaux qui en découleraient ne changeraient pas non plus, la majorité de la population conserverait les mêmes préjugés sur les homosexuels et les droits qui leur seraient accordés ne modifieraient pas son comportement envers eux, or c'est l'aspect le plus insupportable dans la vie quotidienne pour les personnes ayant adopté ce genre de rapport sexuel.

Il était donc possible d'adopter une position politique correcte sur cette question ou qui soit conforme aux droits de cette communauté, qui ne seront réellement satisfaits que le jour où les rapports économiques auront été inversés et pas avant, idem pour les femmes ou toutes les minorités en général qui feront toujours l'objet d'injustice, de rejet, de discrimination, d'insultes ou de violence aussi longtemps que cette société existera puisque cet état d'esprit est le reflet des inégalités sur lesquelles elle repose, d'où la nécessité de s'attaquer à ses fondements, de liquider le capitalisme.

Pour finir, on aura observé avec effroi qu'aucun parti ouvrier n'avait été capable d'aborder ce sujet dans cette perspective, alors qu'entre nous, pour de grands théoriciens du marxisme c'était fastoche !

Vous vous demandez peut-être encore où résidait le rapport entre ce sujet et l'économie ou comment on pouvait faire le lien entre les deux. Mais dans le fait que tous les protagonistes de cette affaire présentaient un point commun, ils étaient tous partisans

du capitalisme. Partant de là il était facile d'en déduire que cette campagne ne pouvait servir que les intérêts des capitalistes, et les discours des uns et des autres ne devaient servir qu'à camoufler les véritables intérêts qu'elle servait, qui évidemment n'avaient rien à voir avec ceux des homosexuels.

2- Pas de liberté sans connaissance. Voilà qui apporte sérieusement de l'eau à notre moulin.
Pas connaissance sans information, donc pas de liberté.

En diabilisant ou en visant insidieusement les médias alternatifs ou portails et blogs qui diffusent les informations que les médias institutionnels censurent, le gouvernement et le PS ne viserait-il pas tout simplement le peu de liberté dont on dispose en nous interdisant d'accéder aux moyens d'information qui par les faits dont ils rendent compte favorise la réflexion ou la connaissance ?

Pour Engels, on peut séparer "tout au plus dans la représentation, mais non dans la réalité" les "lois de la nature extérieure" de celles qui "régissent l'existence physique et psychique de l'homme lui-même", autrement dit elles sont inséparables. Alors pourquoi l'ignore-t-on ? C'est la question que je posais dans une précédente causerie.

Seuls des hommes libres, on pourrait dire conscients, peuvent percevoir les germes ou symptômes que la société porte en elle et qui ne pourront se développer pleinement que par l'action d'hommes libres ou prenant conscience qu'il leur faut briser les chaînes de l'exploitation et de l'oppression pour devenir enfin libres ou vraiment libres. Si les lois qui régissent le monde extérieur ou la société et l'homme, son état psychologique, ses pensées, son comportement, sont inséparables c'est qu'ils existent des rapports entre eux et qu'ils interagissent les unes sur les autres, elles s'influencent mutuellement, il faut donc agir sur les deux en même temps. On peut le nier, on peut tout nier.

Friedrich Engels (Anti-Dühring - Chapitre XI : La morale et le droit. Liberté et nécessité.)

- Hegel a été le premier à représenter exactement le rapport de la liberté et de la nécessité. Pour lui, la liberté est l'intellection de la nécessité. “ La nécessité n'est aveugle que dans la mesure où elle n'est pas comprise. ” La liberté n'est pas dans une indépendance rêvée à l'égard des lois de la nature, mais dans la connaissance de ces lois et dans la possibilité donnée par là même de les mettre en oeuvre méthodiquement pour des fins déterminées. (Transformer la société conformément aux besoins et aspirations des hommes par exemple -Ndlr) Cela est vrai aussi bien des lois de la nature extérieure que de celles qui régissent l'existence physique et psychique de l'homme lui-même, - deux classes de lois que nous pouvons séparer tout au plus dans la représentation, mais non dans la réalité. La liberté de la volonté ne signifie donc pas autre chose que la faculté de décider en connaissance de cause. Donc, plus le jugement d'un homme est libre sur une question déterminée, plus grande est la nécessité qui détermine la teneur de ce jugement; tandis que l'incertitude reposant sur l'ignorance, qui choisit en apparence arbitrairement entre de nombreuses possibilités de décision diverses et contradictoires, ne manifeste précisément par là que sa non-liberté, sa soumission à l'objet qu'elle devrait justement se soumettre. La liberté consiste par conséquent dans l'empire sur nous-même et sur la nature extérieure, fondé sur la connaissance des nécessités naturelles; ainsi, elle est nécessairement un produit du développement historique. Les premiers hommes qui se séparèrent du règne animal, étaient, en tout point essentiel, aussi peu libres que les animaux eux-mêmes; mais tout progrès de la civilisation était un pas vers la liberté. Au seuil de l'histoire de l'humanité il y a la découverte de la transformation du mouvement mécanique en chaleur : la production du feu par frottement; au terme de l'évolution qui nous a conduits jusqu'aujourd'hui, il y a découverte de la transformation de la chaleur en mouvement mécanique : la machine à vapeur. - Et malgré la gigantesque révolution libératrice que la machine à vapeur accomplit dans le monde social (elle n'est pas encore à moitié achevée) il est pourtant indubitable que le feu par frottement la dépasse encore en efficacité libératrice universelle. Car le feu par frottement a donné à l'homme pour la première fois l'empire sur une force de la nature et, en cela, l'a séparé définitivement du règne animal. La machine à vapeur ne réalisera jamais un bond aussi puissant dans l'évolution de l'humanité malgré tout le prix qu'elle prend à nos yeux comme représentante de toutes ces puissantes forces de production qui en découlent, ces forces qui permettent seules un état social où il n'y aura plus de différences de classes, plus de souci des moyens d'existence individuels, et où il pourra être question pour la première fois d'une liberté humaine véritable, d'une existence en harmonie avec les lois connues de la nature.

C'est cela le socialisme ! Génial Engels.

Nous invitons les lecteurs à lire ou relire attentivement Anti-Duhring d'Engels à partir du chapitre IX qui traitait de la manière dont la morale et le droit étaient associés à des vérités éternelles, aux notions d'égalité, de liberté et de nécessté, avec son indispensable complément sur la dialectique au chapitre suivant.

Ici pas de cathéchisme, par de formules creuses à graver dans le marbre, une méthode pour interpréter le monde que chacun peut utiliser à partir de son expérience et se libérer de l'emprise ou de l'influence de l'idéologiqe dominante, formidable, non ?

Vous n'êtes pas convaincu, c'est que vous êtes trop gâtés franchement, car j'utilise cette méthode, je l'explique à des Indiens arriérés au dernier degré et ils me comprennent, je ne dis pas qu'ils vont retenir grand chose, mais je leur donne les moyens de réfléchir quelques minutes et c'est déjà beaucoup pour eux.

Je ne sais pas si on est nombreux à savoir ou à avoir à l'esprit que beaucoup de gens ne parviennent tout simplement pas à

penser, penser dans le sens où on met en rapport ou on fait le lien entre au moins deux éléments pour en tirer une réflexion ou une conclusion, je me pose la question.

Vidéos

Un énorme panneau vidéo sur 2 côtés à Times Square près du New York Times montrant la chute du WTC7
https://www.youtube.com/watch?v=QhllqmXxyXM

Le WTC7, c'est la troisième tour de 47 étages du Word Trade Center qui s'est effondrée sur elle-même en 5,6s le 11 septembre 2001, sans qu'un avion ne l'ait percutée, sous l'effet d'un feu de bureau !

Bachar el-Assad interviewé par la télévision portugaise (04/03/2015) (sous-titrage en français)
http://www.dailymotion.com/video/x2kfiz5_bachar-el-assad-interviewe-par-la-te-le-vision-portugaise-04-03-2015_news

Intéressant parce qu'il se lâche sur la propagande occidentale depuis 2011.

Il est plus intelligent que nos dirigeants, qui lorsqu'ils sont interrogés par des journalistes ne répondent pas aux questions qu'ils leur posent, car ils estiment qu'elles sont déplacées pour placer leur discours inaudible qui tombe à plat. Bachar el-Assad ridiculise le journaliste qui l'interroge en reprenant ses questions qui ont comme un parfum de propagande américaine. Il ridiculise aussi les autorités françaises vassales de Riad qui réagissent par pur esprit ou intérêt mercantile.

Dossiers Yémen

- Israël bombarde le Yémen - french.irib.ir

Selon l'un des cadres d'Ansarallah, les avions de combat israéliens prennent directement, part aux raids aériens sauvages contre les zones d habitation, au Yémen. "La façon dont les zones civiles sont bombardées nous rappelle les raids aériens contre Gaza". french.irib.ir 01.04

- Riyad frappe les convois humanitaires... - french.irib.ir

L'Arabie saoudite continue, toujours, d'empêcher les aides médicales de la Croix Rouge de parvenir au Yémen. Selon la chaîne Al-Alam, les avions de la Croix Rouge, transportant les aides humanitaires et médicales destinées au peuple yéménite, sont, toujours, à Djibouti, l'Arabie saoudite les empêchant, toujours, de voler, à destination de Sanaa.

Le porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge, (CICR), a confirmé cette nouvelle et dénoncé l'attitude de Riyad d'empêcher les avions de cette instance internationale de faire parvenir des aides au Yémen. Le CICR a demandé que les obstacles entravant le secours médical au Yémen soient, immédiatement, levés, afin qu'on puisse fournir les aides médicales aux blessés de ces 6 jours d'agressions saoudiennes contre le territoire yéménite french.irib.ir 01.04

- Taez : avion de combat saoudien abattu au Yémen - french.irib.ir

La défense aérienne yéménite a abattu, à Taez, dans le centre du Yémen, un avion de combat saoudien, a annoncé France 24.

Cette chaîne française n'a pas donné plus de précisions. L'Arabie et certains de ses alliés attaquent, depuis, environ, une semaine, le Yémen. Un jour après ses raids aériens, l'Arabie a annoncé avoir détruit la défense aérienne yéménite et pris le contrôle aérien de ce pays

D'autre part, ces derniers jours, des sources d'information arabes et occidentales ont fait part du crash de quelques avions de chasse et d'un avion de reconnaissance, au Yémen.

Les sources yéménites avaient, pour leur part, annoncé le crash de quelques avions agresseurs. Ces sources ont, également, médiatisé la capture d'un pilote soudanais.

Les forces américaines avaient fait part, il y a quelques jours, du sauvetage de 2 pilotes de F-15 saoudiens. L'Arabie avait annoncé que cet avion sophistiqué s'était écrasé, en raison d'une défaillance technique. french.irib.ir 01.04

- Ansarallah contrôle le détroit de Bab el-Mandeb... - french.irib.ir

Selon "Al-Akhbar", les forces d'Ansarallah contrôlent, désormais, le détroit startégique de Bab el-Mandeb. Les sources yéménites

se sont, totalement, déployées, à Bab el-Mandeb, tout en s'emparant des bases militaires et des entrepôts d'armes, situés dans cette zone stratégique. Une source locale fait état de la fuite de Mohammad al-Sabari, un officier lié au régime de Hadi et commandant de l'une des plus importantes bases militaires de Bab el-Mandeb.

Les forces de l'armée, alliées à Ansarallah se sont stationnées, sur la ligne côtière reliant le port d'Al-Makha, à Taez, à Bab el-Mandeb. Cette prise très précieuse a, évidemment, provoqué la riposte de Riyad : les chasseurs saoudiens ont lancé des raids contre les positions de l'armée et des zones civiles. Le port Midi et le pont Harez ont, ainsi, été visés, alors que les deux se trouvent sur les frontières avec l'Arabie saoudite. french.irib.ir 01.04

- La stratégie d'Ansarallah - french.irib.ir

"La stratégie d'Ansarallah, face aux groupes terroristes takfiris d'Al-Qaïda et aux agressions du régime sioniste, n'a pas changé", a affirmé le membre du comité exécutif du Mouvement Ansarallah.

"Le Mouvement Ansarallah a réussi à prendre le contrôle de la plupart des aéroports yéménites. Ce Mouvement a suspendu certains vols entre le Yémen et certains pays arabes et la Turquie, qui transféraient des terroristes", a-t-il ajouté. french.irib.ir 01.04

ACTUALITÉ DU JOUR

En dictature en famille. Un Etat policier contre les libertés individuelles.

- Les députés précisent en commission les pouvoirs des services de renseignement - AFP

Les députés ont précisé mercredi en commission les motifs pour lesquels les services de renseignement pourront recourir aux techniques de surveillance (écoutes, balises, caméras...) prévues dans le projet de loi controversé sur le sujet, qui sera débattu en séance mi-avril.

Ce projet de loi, soutenu par l'UMP au nom de l'unité nationale dans la lutte contre le terrorisme après les attentats de janvier, vise à "légaliser les activités de renseignement", a résumé le rapporteur Jean-Jacques Urvoas (PS).

Les députés, qui n'avaient pas encore achevé leurs débats mercredi en fin d'après-midi, ont voté plusieurs amendements du rapporteur pour autoriser les services à utiliser ces techniques pour défendre et même "promouvoir" les "intérêts économiques, scientifiques et industriels majeurs" de la France ainsi que les "intérêts majeurs de sa politique étrangère" plutôt que les seuls "intérêts essentiels".

Ils ont en revanche supprimé le motif de "prévention des violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix publique" qui inquiétait militants associatifs et syndicaux pour le remplacer par celui de "prévention des atteintes à la forme républicaine des institutions et des violences collectives de nature à porter atteinte à la sécurité nationale". (Quand on sait qu'ils ont une conception de la République similaire à celle de Bush ou Obama, cette "précaution" ne sert qu'à couvrir leur "forme républicaine des institutions " qui peut évoluer vers une dictature assumée. Quant aux "violences collectives de nature à porter atteinte à la sécurité nationale" ils pourront y fourrer ce qu'ils voudront, on l'a bien vu avec l'affaire d'un humoriste interdit de spectacle que la base d'un argument similaire. - ndlr)

Les écoutes et interceptions seront autorisées par le Premier ministre, sans passer par un juge mais après avis sous 24 heures d'une nouvelle autorité administrative, la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR). Le délai pourra passer à trois jours si la CNCTR a un doute sur la validité de la demande.

Le Premier ministre pourra passer outre cet avis mais devra le motiver. (Qui osera le contredire ? C'est la négation de l'Etat de droit octroyant des pouvoirs exceptionnels au Premier ministre en dehors de tout contrôle judiciaire. - ndlr)

En cas d'urgence "liée à une menace imminente ou un risque très élevé de ne pouvoir effectuer l'opération ultérieurement", le chef de service pourra agir immédiatement, motivant sa décision a posteriori à la CNCTR, selon un amendement du rapporteur.

Cette urgence ne pourra s'appliquer pour l'intrusion d'un domicile ni lorsqu'un journaliste ou un avocat est ciblé.

"Les services seront en capacité d'organiser l'urgence quand ça les arrange", s'est inquiété l'UDI Hervé Morin.

De manière un peu inattendue, l'ancien ministre de la Défense, "extrêmement réservé sur le texte", a relayé fortement, aux côtés

de l'écologiste Sergio Coronado les craintes exprimées ces derniers jours par la Cnil, de nombreuses associations et même le juge antiterroriste Marc Trevidic, sur les pouvoirs accordés aux services de renseignement, jugeant leur champ "extrêmement large". AFP 02.04

ACTUALITE EN TITRES

A qui le tour ?

Après les pauvres profiteurs, les chômeurs fainéants, les assurés sociaux fraudeurs, les musulmans terroristes, les jeunes délinquants, les parents violents, les époux frappeurs, les Français racistes, le temps est venu des professeurs pédophiles.

- Pédophilie : des mesures à prendre dans les établissements scolaires - Francetv info

- Soupçons de pédophilie à l'école: «Je crains qu'on assiste à une chasse aux sorcières» - 20minutes.fr

Haut de page

Le 3 avril 2015

CAUSERIE

Les Charlie étaient des adeptes de la dictature.

On retiendra sur le Yémen, que l'Arabie saoudite réputée pour être une démocratie, au même titre en pire que les Etats-Unis, Israël, l'Egypte, le Pakistan ou la France, soutient le président Hadi qui était le seul candidat à l'élection présidentielle en 2012, donc sûr d'être élu et effectivement élu, royalement s'il vous plaît avec 99,8 % des suffrages exprimés, à faire pâlir d'envie tous les dictateurs de la planète, à commencer par le nôtre, voilà pour la légitimité de cette guerre.

Argument qui évidemment n'a soulevé aucune critique du côté des démocrates de Washington ou Paris qui en sont réduits à bricoler avec leurs services de renseignements pour mieux contrôler la population, afin de mieux formater les esprits pour obtenir un résultat similaire. On n'a pas pris la peine de mettre des guillemets à démocrates, les lecteurs sont censés savoir qu'il n'y en pas au pouvoir à Washington ou Paris, Londres, Berlin, Rome, Madrid, etc., pas davantage dans l'opposition institutionnelle ou parlementaire.

Les maîtres du monde sont bien outillés.

A l'alliance du sabre et du goupillon destinée à faire régner l'ordre tyrannique de la classe dominante au nom de la paix, on peut ajouter celle de l'équerre et du compas destinée à liquider nos libertés individuelles au nom de la liberté d'expression.

Dossier sur le Yémen

Précision sur le Yémen.

Selon les sources la population yéménite de confession musulmane se partage à égalité ou varie de quelques pourcents entre les communautés chiite ou sunnite. Nous avions écrit que la communauté chiite était majoritaire.

Retour en arrière.

L'Arabie saoudite et ses alliés sunnites ainsi que les Etats-Unis et leurs vassaux occidentaux prétendent voler au secours du président Abd Rab Mansour Hadi qui aurait la légitimité pour gouverner, or la réalité est bien différente sur le terrain.

De quelle légitimité Hadi peut-il se prévaloir ? Aucune.

Wikipédia. L'élection présidentielle yéménite s'est déroulée le 21 février 2012, suite à la contestation nationale sur la manière de gouverner d'Ali Abdallah Saleh (au pouvoir depuis 1978 - ndlr). Un accord de transfert du pouvoir est alors mis en place

prévoyant le départ du président Saleh, son vice-président Abd Rab Mansour Hadi lui succédant et une élection présidentielle devant se tenir.

Abd Rab Mansour Hadi est le seul candidat à cette élection. Il ne lui est pas nécessaire d'obtenir un quelconque quota de voix ; il sera élu s'il obtient au moins une voix. Le scrutin est ainsi décrit comme « symbolique ».

Abd Rab Mansour Hadi est déclaré vainqueur à 99,8 % le 24 février 20126 et prête serment devant le Parlement le lendemain.

Le 27 février 2012, Ali Abdallah Saleh cède officiellement le pouvoir à son successeur Abd Rab Mansour Hadi.

Il met en place un gouvernement d'union nationale, qui regroupe les partisans de l'ancien président et le principal parti d'opposition, Al-Islah, proche des Frères musulmans. Wikipédia.org

De février 2011 à avril 2015.

Francetvinfo.fr - En février 2011, le Yémen emprunte le même chemin que la Tunisie, qui vient d'éjecter Ben Ali du pouvoir. Cette fois, c'est le président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 1978, dont l'autorité est contestée, d'abord par la jeunesse yéménite puis par les opposants politiques. Suivant l'exemple des manifestants égyptiens, les étudiants s'installent sur plusieurs places de Sanaa, la capitale, puis dans le reste du pays. Ali Abdallah Saleh quitte finalement le pouvoir six mois plus tard, début 2012, cédant la place à son vice-président Abd Rabo Mansour Hadi, comme le prévoit un accord signé en novembre.

Des élections sont ensuite organisées et Hadi est élu président au suffrage universel direct en recueillant 99,8% des voix. Un score qui s'explique simplement : il était le seul candidat, soutenu par les monarchies du Golfe. Il met en place un gouvernement d'union nationale, qui regroupe les partisans de l'ancien président et le principal parti d'opposition, Al-Islah, proche des Frères musulmans. Le Yémen semble alors sortir de la crise politique. Pourquoi le pays est-il à feu et à sang en ce moment ?

Que s'est-il réellement passé entre février 2011 et 2012 ?

Lefigaro.fr- En février 2012, «Place du changement» à Sanaa, "si le président Hadi évince la clique Saleh du pouvoir, on le soutiendra. Sinon, nous resterons là, sous nos tentes", assurait Nasser, un étudiant, tandis qu'un groupe de jeunes défile en scandant un appel au boycott de la présidentielle.

Rivalité entre Al-Qaïda soutenant SAleh et les Frères musulmans soutenant Hadi.

En fait, un an après, les insurgés sont amers. «C'est vrai qu'on s'est fait voler notre révolution», reconnaît Nasser. Il ne dit pas par qui. Mais on le devine aisément en entrant sur la «place du Changement», où un militant du parti islamiste al-Islah fouille au corps les visiteurs.

«Rusés, les islamistes ont laissé les jeunes s'exprimer pendant deux mois, décrypte un diplomate, puis ils sont venus installer des comités de la santé, des médias, un comité militaire. Ils ont nourri les jeunes, ils ont transformé leur mosquée en hôpital, et à l'automne ils leur ont dit: “Puisque nous dirigeons le mouvement, et bien c'est nous qui allons maintenant négocier avec le pouvoir”».

Pour les jeunes, la trahison est intervenue le 23 novembre lorsque, constatant qu'aucun camp ne pouvait vaincre l'autre militairement, al-Islah, rejoint par les déserteurs de la 1re division blindée - en gros la moitié de l'armée - a conclu un accord sur la transition du pouvoir avec Saleh, sous l'égide des monarchies du Golfe, inquiètes de voir la crise déborder.

Récupération et manque tragique et inévitable de maturité politique du prolétariat des villes et des campagnes.

Même s'ils sont soutenus par la Prix Nobel de la paix, Tawakel Karman, les jeunes ont cruellement manqué de maturité politique. «Ils ont été incapables de se structurer, de former un parti, et enfin de présenter un candidat à la présidentielle», regrette un ambassadeur.

Ils ont perdu la main au profit du bloc constitué par les islamistes et les soldats de la 1re Division du général Ali Mohsen, un ancien proche de Saleh qui a fait défection en mars dernier pour protéger ensuite les révolutionnaires «place du Changement». (lefigaro.fr 21.12.2012)

Francetvinfo.fr - Le nouveau président lance, en 2013, un processus de dialogue national afin d'élaborer une nouvelle constitution et de préparer des élections pour 2014. Les discussions aboutissent notamment à la proposition de faire du Yémen un Etat fédéral, afin de satisfaire les revendications des habitants du sud du pays, qui s'estiment négligés.

Mais le projet envisage d'accorder aux zaydites, une communauté chiite dont sont issus les rebelles houthis, un territoire sans accès à la mer. Cela, ajouté à l'apparente incapacité du gouvernement à résoudre les problèmes économiques et sociaux du pays, conduit les houthis à prendre les armes. Ils s'emparent de Sanaa en septembre 2014, sans grande résistance.

Forcé de collaborer dans un premier temps, le président Hadi finit par fuir la capitale, le 21 février. Il se réfugie à Aden, ville portuaire cruciale pour le trafic maritime, que les houthis entreprennent alors d'assiéger.

Mais qui sont les houthis ?

Ce sont les représentants d'un mouvement rebelle opposé au gouvernement central du Yémen depuis plus de dix ans. Ils tirent leur nom de leur leader historique, le prédicateur Hussein Badreddin Al-Houthi, qui contestait à la fois la coopération du Yémen avec les Etats-Unis de George W. Bush et la situation socio-économique de sa minorité. Les houthis appartiennent, en effet, à la communauté des zaydites (ou zaïdites), issue du chiisme, qui représente un tiers de la population du pays et qui a dominé le Yémen pendant plus d'un millénaire, jusqu'en 1962.

Si certains soldats tentent de défendre Aden, la majorité des troupes a passivement assisté au coup de force des houthis à Sanaa. Un rapport destiné au Conseil de sécurité de l'ONU, publié le 20 février, et de nombreux experts, mettent en cause Ali Abdallah Saleh.

L'ancien président aurait apporté son soutien aux houthis pour prendre sa revanche sur ceux qui l'ont éjecté du pouvoir, en premier lieu le parti Al-Islah, et créer les conditions d'un éventuel retour en tant qu'homme providentiel. "Il y a bien des indications selon lesquelles Ali Abdullah Saleh s'est allié aux houthis pour détruire la base de pouvoir et les biens de ses ennemis, en particulier le parti Al-Islah", indiquent les auteurs du rapport de l'ONU.

"Saleh a gardé un réseau très important et possède encore un trésor de guerre qui se compte en milliards de dollars, assure François Burgat. Grâce aux houthis, il a pu contribuer à saper l'assise tribale d'Al-Islah. Il a donc œuvré à écarter du pouvoir une coalition dont il faisait toujours partie."

Profitant qu'une partie de l'armée soit restée fidèle à Saleh, les houthis ont pu progresser sans réelle opposition en direction d'Aden. Des forces restées loyales au président Hadi ont toutefois commencé à répliquer. Elles tentent notamment de conserver le contrôle de l'aéroport de la ville depuis jeudi.

Mais au fait, il n'y avait pas des terroristes au Yémen ?

Le pays est, en effet, le refuge d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa). Ce groupe terroriste sunnite, considéré par les services de renseignement occidentaux comme l'un des plus dangereux au monde, est installé au nord du Yémen, dans les zones rouges de la carte ci-dessous. Il a juré de lutter contre les rebelles chiites. Francetvinfo.fr 01.04

En résumé.

Le peuple yéménite et particulièrement la jeunesse aspiraient au progrès social, à la démocratie et à la paix, sauf que les Américains et les Saoudiens ne voulaient pas qu'un mouvement politique indépendant et souverain puisse se développer, s'organiser et leur échapper au profit éventuellement d'une autre alliance, avec l'Iran par exemple.

Après que leur marionnette Saleh soutenu par Al-Qaïda eut été usé jusqu'à la corde après 28 ans de règne au point de ne plus pouvoir gouverner, les Américains optèrent pour son suppléant Hadi soutenu par les Frères musulmans toujours en odeur de sainteté à Washington, ce qui présentait l'avantage de resserrer l'étau autour de l'Arabie saoudite et de justifier la poursuite de sa "lutte contre le terrorisme" au Yémen (au moyen de drones) en frappant les bases d'Al-Qaïda, histoire de se présenter du bon côté de l'histoire. Sauf que ce qu'ils n'avaient pas prévu apparemment, c'est que la tentative d'Hadi de confisquer une nouvelle fois le pouvoir au peuple yéménite ne passerait pas auprès principalement de la jeunesse, puis des houtis qui virent dans sa tentative de rétablir la partition du pays en prenant pour capitale Aden, un moyen de les priver de l'accès à la porte maritime et commerciale du golfe d'Aden, donc de les affaiblir économiquement.

Jusqu'à l'éviction de Saleh, on peut dire qu'Al-Qaïda n'a pas vraiment perturbé le pouvoir en place, il utilisait principalement le Yémen comme une base arrière à ses opérations dans la région ou force d'appoint à la dictature en place, il aura fallu que les houtis soutenus par la majorité des Yéménites et de l'armée s'emparent du pouvoir pour qu'il réalise les attentats les plus sanglants qu'ait connus le Yémen, histoire de faire monter d'un cran la pression entre les camps et justifier l'intervention armée de l'Arabie saoudite pour rétablir l'ordre ou la paix armée pour conserver le contrôle du détroit de Bab-el-Mandeb.

Saleh est installé aux Etats-Unis et Hadi a fui en Arabie saoudite, les deux sont sous la protection de leurs parrains. Le peuple yéménite n'a rien à attendre de Saleh ou de Hadi, des Etats-Unis ou de l'Arabie saoudite, pas plus d'ailleurs de l'Iran ou de la Russie ou de régimes qui dans leur propre pays mènent des politiques qui sont tournées contre les intérêts de leur peuple, particulièrement les ouvriers et les paysans. Il doit lutter pour sonindépendance et sa souveraineté et établir une

République sociale, démocratique et laïque afin de permettre à sonpays de sortir de l'état de sous-développement dans lequel il a été maintenu jusqu'à présent, pour permettre à l'ensemble de la population d'accéder au progrès social, à l'éducation, à la santé et à une vie meilleure et plus juste.

La classe ouvrière et la paysannerie pauvre doivent constituer un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour la socialisation des moyens de production, la mise en commun de la terre et des moyens matériels et financiers pour la cultiver, afin d'augmenter la production et de pouvoir satisfaire les besoins alimentaires de la population, sans avoir à dépendre des institutions ou organanisations internationales liées au capital pour se nourrir.

On ne va pas jouer les gauchistes et s'illusionner sur la capacité des masses exploitées yéménites à avancer vers le socialisme, on n'en est même pas capable en France, il faut donc trouver des mots d'ordre transitoire correspondant à la situation.

Partant du principe qu'on prend toujours le parti de l'opprimé contre l'oppresseur, du plus faible contre le plus fort, nous nous refusons à condamner le soulèvement armé des Houtis soutenu selon les sources par une grande partie ou la majorité des Yéménites qui veulent à la fois se débarrasser de la tutelle américaine et d'Al-Qaïda, revendication parfaitement légitime même si elle n'obtenait que le soutien de la minorité de la population, dès lors qu'elle correspond aux besoins de l'ensemble des Yéménites, à son droit indéfectible à l'autodétermination.

Nous ne prendrons pas pour modèle ce qui se fait de pire, par exemple Lutte Ouvrière, qui dans un bref article n'a rien trouvé de mieux que de dénoncer à l'instar de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis ou l'ensemble des médias institutionnels "la pression des milices chiites" sur la population qu'elle place sur le même plan que les bombardements dont elle est victime de la part des dictatures sunnites, autrement dit LO a encore choisi le mauvais camp, pas étonnant pour des fossiles.

- Yémen: les rebelles prennent le palais présidentiel à Aden, les combats continuent - AFP

Les rebelles chiites au Yémen et leurs alliés ont pris d'assaut jeudi le palais présidentiel à Aden, dernier symbole de l'Etat, infligeant un revers à l'Arabie saoudite engagée depuis huit jours dans des frappes aériennes contre ces miliciens soutenus par l'Iran.

"Des dizaines de miliciens Houthis et leurs alliés, arrivés à bord de blindés et de transports de troupes, viennent d'entrer au palais présidentiel Al-Maachiq", a déclaré à l'AFP un haut gradé des services de sécurité, qui a été témoin de l'arrivée des rebelles dans le complexe.

- Yémen : bombardement du consulat russe, à Aden - french.irib.ir

Les chasseurs de la coalition, dirigée par l'Arabie saoudite, ont bombardé le consulat de la Russie, à Aden, au Yémen.

Selon Press TV, le consulat de la Russie, à Aden, au Sud du Yémen, a été détruit entièrement, dans les attaques aériennes, menées mercredi, par l'Arabie saoudite et ses quelques alliés arabes. Selon une source diplomatique russe, le bombardement a été si puissant qu'il ne reste même pas une fenêtre indemne du bâtiment, ce qui prouve, d'ailleurs, qu'il s'agit d'une attaque ciblée.

La Russie étudie l'évacuation de ses ressortissants du Yémen et la suspension des activités de son consulat, dans ce pays, ajoute la même source. Précédemment, un avion russe, chargé d'évacuer des ressortissants russes du Yémen, s'est vu contraint, en plein vol, d'atterrir à l'aéroport du Caire, en Egypte, parce que l'Arabie saoudite et ses alliés l'empêchaient d'atterrir, comme prévu, sur la bande de l'aéroport de Sanaa, la capitale yéménite. french.irib.ir 02.04

- Quel est l'objectif des attaques de l'Arabie contre Bahreïn et le Yémen ? - french.irib.ir

Les attaques de l'Arabie et des pays arabes contre le Yémen et la précédente attaque, pour réprimer la révolution bahreïnie, montrent que l'objectif des actions militaires arabes ne vise pas à préserver la sécurité des pays arabes, face aux menaces étrangères, ou à soutenir les peuples, a affirmé le quotidien libanais, "As-Safir".

«La ferveur politique et militaire de certains pays arabes envers la crise yéménite est aussi intense qu' était leur indifférence, à l'égard des guerres d'Israel contre Gaza et le Liban. L'occupation de la Palestine et de l'Irak et l'agression contre le Liban, et, même, l'effondrement de la Libye, suivant celui de la Somalie, n'ont pas pu faire bouger ces pays», a précisé Al-Alam.

"Les activités militaires conjointes des pays arabes visent à réaliser les intérêts de régimes, qui jouissent d'une plus grande influence et puissance", a poursuivi le journal, en allusion aux propos de Hai Khalaf, ancien vice-ministre égyptien des Affaires étrangères, qui avait dit que la théorie de la sécurité nationale arabe a subi une évolution manifeste.

Historiquement, Israël représente une menace, pour les pays arabes, et ce, alors que la force, qui doit être créée, à cet effet, ne fait rien contre Israël. Cela signifie le changement du concept de la sécurité nationale.

Cette force doit, effectivement, s'activer, dans le cadre du statut de la Ligue arabe, un statut qui affirme qu'il ne faut pas s'ingérer, dans les affaires intérieures des autres pays ou bien changer les Etats. La question qui se pose, actuellement, est de savoir si cette force est créée, pour soutenir les régimes, face au changement ? Une question fondamentale. french.irib.ir 02.04

- L'Arabie est condamnée par le monde entier - french.irib.ir

Alors qu'une semaine vient de s'écouler, depuis le début de l'agression de l'Arabie contre le Yémen, l'UE a condamné les raids aériens des avions de combat saoudiens conte les hôpitaux, les écoles, les habitations et les centres publics.

Les attaques militaires de l'Arabie contre les civils, notamment, les enfants, ont aggravé la situation humanitaire, a affirmé, mercredi, Federica Mogherini, la Cheffe de la diplomatie de l'UE, dans un communiqué conjoint avec Cristo Stiliandis, le Commissaire aux affaires humanitaires de cette Union.

"L'attaque contre les hôpitaux, les centres médicaux, les habitations, les écoles et les infrastructures, au Yémen, est insupportable", a-t-elle dit dans ce communiqué.

Et ce, alors que la Croix Rouge internationale, dont un membre a été tué, lors des troubles, a déclaré qu'en raison de l'aggravation de la situation sécuritaire, elle ne pouvait se porter au secours de ce pays. Farhan Haq, le Porte-parole des Nations Unies, a mis l'accent sur la nécessité de protéger la vie des civils, au Yémen, et mis en garde contre une crise humanitaire, dans ce pays.

L'Organisation des Nations Unies a considéré, mardi dernier, la frappe aérienne, comme une violation des lois internationales.

Lors des attaques de la semaine dernière de l'Arabie et de ses alliés arabes contre le Yémen, au moins, 62 personnes, ont été tuées, tandis que 30 autres étaient blessées, a annoncé le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, (UNICEF).

La guerre, au Yémen, a porté de graves préjudices aux services sanitaires et pédagogiques. La situation des enfants, dans ce pays, s'est détériorée. Ces enfants souffrent de malnutrition aigüe, a annoncé l'UNICEF. Serguei Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, a mis en garde contre la poursuite des attaques saoudiennes contre le Yémen, avertissant que la crise, dans ce pays, ne devait pas s'aggraver. Lavrov a, également, demandé l'arrêt des raids aériens des avions de combat saoudiens. Ces derniers jours, des manifestations de protestation ont eu lieu, dans plusieurs capitales européennes, dont Bruxelles, contre l'agression de l'Arabie contre le Yémen, alors que la Maison Blanche a souligné son soutien à Riyad. french.irib.ir 02.04

- Le Venezuela expulse l'ambassadeur saoudien - reseauinternational.net

Le Venezuela a expulsé l'ambassadeur saoudien, manière de protester contre l'agression de l'Arabie Saoudite et de ses alliés, à l'encontre du territoire yéménite.

Selon l'agence de presse Tasnim, citant le site web Al-Watan, le gouvernement vénézuélien a expulsé l'ambassadeur de Riyad, en signe de protestation contre l'agression militaire de la Coalition, composée de l'Arabie Saoudite et de ses alliés arabes, à l'encontre du Yémen. reseauinternational.net 02.04

ACTUALITÉ DU JOUR

La confiance ne se décrète pas, même en dictature.

- Les cotes de confiance de Hollande et Valls rechutent - LeFigaro.fr

Dans notre baromètre TNS Sofres pour Le Figaro Magazine, le premier ministre enregistre une perte de 10 points, avec 32 % de cote de confiance… un niveau d'avant le 11 janvier. À l'instar du Président, qui chute de 4 points avec 18 % de cote de confiance, il perd le crédit que les Français lui avaient alors apporté et paie son engagement direct pendant la campagne des départementales. LeFigaro.fr 02.04

La crédibilité ne se décrète pas, même en dictature.

- Les propos d'Arnaud Montebourg auraient pu être "attribués aux extrêmes", selon Le Guen - Francetv info

Le secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, invité d'Europe 1 jeudi 2 avril, a estimé qu'il s'agissait d'un "discours qui

détruit (…) la gauche". Arnaud Montebourg avait affirmé la veille que la politique de François Hollande était la même que celle de Nicolas Sarkozy, dans un entretien avec Les Echos. Francetv info 02.04

Le Guen possède la bassesse d'esprit du misérable valet qui pour complaire à ses maîtres passe son temps à le flatter, et qui doit pour conserver son statut qu'il estime enviable ou dont il est fier le bougre, faire sans cesse preuve de zèle pour satisfaire ses lubies les plus extravagantes ou perverses, quite à se ridiculer au possible, ce qui ne le gênera point, puisqu'il est si imbu de sa médiocre personne qu'il ne s'en rendra même pas compte, mieux, il en fera un point d'honneur histoire de souligner sa soumission totale à son égard.

On a à faire à des hystériques, des fous furieux se livrant en permanence à la surenchère, à de farouches ennemis de la liberté d'expression, des fachos, osons le dire. Ce qui est intéressant ici c'est qu'ils se lâchent les uns après les autres et on s'aperçoit (si nécessaire) que c'étaient de véritables ordures, des réactionnaires finis, qui, mais les dirigeants du PS.

Question incongrue : Etaient-ils différents hier ? Certes non, mais alors pourquoi n'en avons-nous rien su ? Là vous cherchez manifestement les ennuis, vous allez vous faire des ennemis. Mais mon enfant parce qu'on ne voulait pas que vous le sachiez, vous auriez pu en prendre ombrage et vos braves dirigeants s'en trouver fort incommodés, ce qu'il fallait éviter à tout prix, sinon vous auriez pu contester leur stratégie à deux balles et il ne le fallait guère pour préserver la paix sociale... Mais alors on nous aurait berné en somme. Si vous le dites, vous pouvez dire les choses de la sorte. Mais pourquoi ? Alors là c'est une longue histoire... On vous la raconte depuis août 2008, reprenez-la depuis le début et ne lâchez pas le fil jusqu'à aujourd'hui et vous aurez compris comment nous en sommes arrivés là.

Quant à Montebourg, il ne s'agit que d'une posture d'un petit notable de province, dont le bilan au gouvernement s'est traduit par des centaines de milliers de chômeurs en plus il ne faut pas l'oublier, c'est de la même veine.

Il nous fait penser ainsi que ses semblables, à ces bourgeois ou chefs d'entreprise qui pendant la Seconde Guerre mondiale avaient choisi le camp de la résistance, non pas parce qu'ils en avaient après le régime de Vichy ou les nazis, même uniquement parce qu'ils estimaient qu'il était impossible que la France disparaisse et qu'un jour viendrait leur heure, et que pour ne pas s'être compromis avec l'ennemi (sic!) ils seraient récompensés ou recouvreraient rapidement leur statut de privilégié mis entre parenthèse pendant la guerre, ce qui se produisit effectivement, comme quoi la bonne conscience alliée à la patience peut rapporter. Montebourg n'est qu'un affairiste comme les autres, un minable.

Commentaire d'un internaute

- "Des propos "disproportionnés" qui auraient pu être "attribués à des gens qui sont aux extrêmes", selon Jean-Marie Le Guen. : il ne cache même plus que, quel que soit le sujet, dès lors qu'on émet un avis divergeant de la doxa, on est dans l'extrémisme.

Au nom de la défense de la liberté d'expression ?"

France. Tous les prétextes sont bons. L'engrenage infernale de la dictature est enclenché.

Quand le législateur décide de s'emparer de tous les aspects de notre mode vie ou de pensée pour criminaliser et poursuivre ceux qui dérogeraient aux critères retenus par l'idéologie dominante, sous prétexte qu'ils auraient une influence néfaste sur notre comportement biologique, mental ou social, non seulement il dénie à la population la faculté d'en décider librement elle-même ou d'avoir la capacité de développer son propre esprit critique, sous prétexte de protéger les esprits faibles qui seraient influençables ou susceptibles de se faire manipuler par des apprentis sorciers ou des vendeurs de miracles malintentionnés comme il en a toujours existé dans la société, il entend restreindre notre liberté en limitant son champ d'expérience à des applications qu'il a spécialement sélectionnées pour nous, ce qui revient à exercer un contrôle permanent sur nos gestes ou nos idées, à nous imposer, à violer notre liberté la plus élémentaire.

Nous accusons le gouvernement, les représentants de tous les partis politiques et l'élite intellectuelle qui incarnent ou soutiennent le capitalisme d'être responsables du désordre social et du déséquilibre psychologique ou mental dont sont victimes des couches entières de la population, et qui pour cette raison peuvent à un moment donné de leur existence adopter des comportements ou des idées préjudiciables à leur propre existence ou aveuglément à celle d'autrui sans en avoir conscience.

Eux seuls sont responsables et condamnables et devront payer un jour ou l'autre pour toutes les souffrances inutiles qu'ils ont infligées au peuple, à la classe ouvrière, aux hommes et aux femmes des différentes classes qui ont eu le malheur un jour d'adopter un comportement suicidaire sur la base des modèles que vous aviez conçus pour eux et que vous dénoncez aujourd'hui hypocritement après en avoir profité pendant des décennies.

C'est vous qui avez ancré profondément dans le cerveau de la population que vous saviez fragile ou maléable une multitude de préjugés que vous instrumentalisez, vous osez l'accuser d'y avoir cédé alors que c'est vous qui lui avez donné l'exemple, pour demain faire volte face et la sermoner pour les avoir abandonnés.

Il en va de la maigreur de ces femmes comme de la guerre, du colonialisme, de l'esclavagisme, du fascisme, de la xénophobie, du racisme, du sexisme, de l'homophobie, de la prostitution, de la pollution, etc. qui hier et encore dans une large mesure de nos jours ne vous posent pas vraiment un problème ou pire, que vous favorisez par votre politique antisociale et impérialiste, ultra réactionnaire. Vous voulez qu'on repasse en détail votre ignoble passé jusqu'à nos jours ? Il est accablant et sans appel.

- Un amendement interdisant les sites « pro-ana » adopté - LeMonde.fr

Les sites incitant à l'anorexie vont-ils être interdits ? C'est en tout cas l'objet d'un amendement au projet de loi santé adopté par les députés dans la nuit du mercredi 1er au jeudi 2 avril. Il punit, plus largement, « le fait de provoquer une personne à rechercher une maigreur excessive » d'un an d'emprisonnement et de 10 000 euros d'amende. Dans l'exposé de leur amendement, les députés visent explicitement les sites « pro-ana ». « La création d'un nouveau délit apparaît nécessaire, car les dispositions du code pénal actuellement ne permettent pas de s'attaquer à l'action de ces sites », précise le texte.

« La liberté d'expression sur Internet ne sera pas remise en question », a assuré le rapporteur du projet de loi, Olivier Véran, tout en appelant à veiller à différencier les sites « parfois tenus par des jeunes femmes qui s'en servent comme d'un exutoire » de ceux qui « font clairement l'apologie des méthodes pour maigrir le plus possible ».

Un amendement similaire avait été déposé par l'Union pour un mouvement populaire (UMP), qui réclamait une peine plus lourde – deux ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende, pouvant être étendue à trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende « lorsque cette recherche de maigreur excessive a provoqué la mort de la personne ». LeMonde.fr 02.04

Ils sont en train de conditionner les esprits en vue de s'attaquer à des portails comme le nôtre, sans être parano, cela semble logique, bien le nôtre a si peu d'audience qu'ils s'en foutent.

Mode d'emploi de la politique néolibérale expliquée par l'OCDE.

Au moins plus personne ne pourra dire désormais qu'il ne connaissait par leur programme.

- L'OCDE réclame une réforme du marché du travail en France - Reuters

Le défi le plus important pour la France est de réformer son marché du travail pour favoriser la création d'emplois, estime l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Cette recommandation prioritaire du rapport sur la France présenté jeudi intervient alors que le gouvernement multiplie les déclarations sur la nécessité de favoriser l'embauche, en particulier pour les petites et moyennes entreprises.

L'OCDE recommande par ailleurs à la France de baisser le poids de ses dépenses publiques, le plus lourd des pays de l'organisation après la Finlande, à 57,3% du PIB, pour alléger la pression fiscale afin de favoriser la croissance.

Pour doper l'activité, la France doit également simplifier dans tous les domaines, poursuit l'OCDE, selon qui les réformes menées par le gouvernement vont dans le bon sens mais doivent être accentuées.

Le problème est du côté de l'offre et non de la demande, a-t-il ajouté, estimant que "le constat est grave mais a heureusement été bien identifié par le gouvernement".

Pour la France, "le défi le plus important est de réformer le marché du travail afin de promouvoir la création d'emplois. Poursuivre les réformes du marché du travail doit être la priorité", écrit l'OCDE.

Elle recommande pour ce faire de simplifier et raccourcir les procédures de licenciement, par exemple en réformant la justice prud'homale comme le projet de loi Macron prévoit de le faire, et de poursuivre le mouvement de baisse du coût du travail décidé par les gouvernements Ayrault et Valls.

"Un message transversal est que l'activité bénéficiera d'une simplification à grande échelle", poursuit l'OCDE.

Elle recommande ainsi d'"intensifier les efforts pour réduire la complexité du code du travail, les normes et réglementations imposées aux entreprises, la structure des administrations territoriales et locales, et les systèmes fiscal et de retraites".

Remarquant les efforts du gouvernement pour contrôler l'évolution des dépenses publiques, l'OCDE recommande d'aller nettement plus loin dans les prochaines années afin de réduire le poids de la fiscalité pour favoriser activité et emploi.

Commentant les projets actuels du gouvernement, Peter Jarrett a estimé que "le montant de 50 milliards d'euros d'économies jusqu'en 2017 est le strict nécessaire" pour freiner les dépenses. "Il faudra plus d'ambition lors du mandat présidentiel suivant."

L'OCDE suggère de réduire le nombre de communes, de fermer certains petits hôpitaux publics, de modifier les paramètres des retraites complémentaires pour assurer leur équilibre financier et de poursuivre la réduction des spécificités des régimes spéciaux de retraite.

L'organisation recommande en outre de modifier les paramètres du régime des allocations chômage, notamment leur durée, dans le cadre de la renégociation prévue en 2016, tout en prévoyant une mise en oeuvre uniquement lorsque la croissance reprendra.

Pour améliorer la compétitivité de l'économie et l'environnement des entreprises, elle suggère de poursuivre la simplification des procédures d'ouverture des grandes surfaces, d'éliminer les restrictions sur la revente à perte, les dates des soldes et les horaires d'ouverture, de continuer à libéraliser les professions réglementées, de supprimer les tarifs réglementés dans les secteurs concurrentiels et d'abandonner graduellement les pratiques de numerus clausus. Reuters 02.04

L'Express "complote" ouvertement contre la paix en Europe.

- "Poutine se bat contre vous, les Européens!" - L'Express.fr

Alors que le cessez-le-feu ne tient qu'à un fil en Ukraine, son Premier ministre, Arseni Iatseniouk, alerte contre le projet de "déstabilisation globale" mené, selon lui, par le Kremlin. lexpress.fr 02.04

On vous fera grâce de cet interniew, le délire d'un psychopathe en crise, un facho!

Commentaire d'un internaute.

- "Alors qu'aucune preuve directe de l'implication du Kremlin dans ce conflit n'a encore été produite par le nouveau gouvernement ukrainien, la liberté avec laquelle cet homme amalgame tous les problèmes sous l'étiquette "Poutine" est déconcertante... Certains paragraphes n'ont même pas grand chose à envier aux "meilleurs" sites complotistes dans leurs développements, c'est du délire."

L'Express s'en fait le complice en lui offrant une tribune. Les médias français sont déjà acquis au fascisme, mais apparemment il semblerait que l'on soit peu nombreux à s'en être réellement aperçus.

En complément. C'est pratiquement dans le même registre

Il n'y a jamais eu autant de touristes en Turquie ou transitant par la Turquie, et pour cause :

- Un rapport de l'ONU dévoile que 25.000 étrangers ont rejoint les rangs des terroristes - 20minutes.fr

Haut de page

Le 4 avril 2015

CAUSERIE

(2 heures plus tard. On a ajouté 33 nouveaux articles. Dans la rubrique *Dossiers* on a ajouté le Yémen.)

Ce n'est pas une obsession, il arrive souvent par manque de temps qu'on ne puisse pas traiter un sujet à fond, aussi faut-il s'y reprendre à plusieurs reprises. Et puis tout ne nous vient pas à l'esprit du premier coup, surtout en étant totalement isolé. On ne pourra pas nous accuser de dilettantisme ou d'aventurisme, on laisse cela à d'autres, à Mélenchon par exemple. On fait l'effort de réfléchir, c'est la moindre des choses.

L'attaque du 7 janvier dernier à Paris n'était pas dirigée contre la liberté d'expression, c'était l'exploitation à laquelle elle allait donner lieu qui devait être tournée contre les libertés individuelles.

On se demande comment nos dirigeants ont-ils pu être aussi crédules ou confondre les deux, comment ont-ils pu en arriver-là ? Il a suffit que le gouvernement et les médias aux ordres sortent cette interprétation pour qu'ils la reprennent à leur compte sans

même réfléchir un seul instant apparemment.

Il se trouve que la conception de la liberté d'expression dont on se réclame peut avoir un contenu très différent en fonction d'un certain nombre de critères, tel que notre mileu ou statut social, notre place dans la société ou les responsabilités qu'on y occupe, etc. selon l'interpréation qu'on en donne.

Elle est également en rapport avec la situation sociale et politique et s'incrit dans le cadre de valeurs et de principes communément admis par la majorité de la population ou la société en général que justement Charlie Hebdo ne respectaient pas en se faisant constamment depuis de nombreuses années le porte-parole de la propagande gouvernementale qui les piétinait. A ce titre il incarnait davantage la négation de la liberté d'expression qui devait servir les intérêts de la classe dominante, le tout savamment dosé ou noyé dans un éclectisme apparent de bon aloi, de telle manière manière qu'on ne puisse pas l'attaquer sur ce plan-là.

Charlie Hebdo avait ceci en commun avec le gouvernement (le PS et ses laquais de gauche et d'extrême gauche) qu'il ne supportait pas qu'on puisse avoir une conception de la liberté d'expression qui soit différente de la sienne, au point de se livrer à des provocations permanentes envers ceux qui n'avaient aucun moyen à leur disposition pour y répondre, profitant de son statut privilégié non pas pour élever le niveau de conscience de ceux qui avaient adopté une version restrictive, étriquée ou archaïque de la liberté d'expression, mais pour les humilier, les mépriser, les insulter, les blesser, comme si cela pouvait être une pédagogie adaptée à des personnes ayant d'autres références que les siennes ou ayant conservé les préjugés que finalement la société elle-même ou la classe dominante leur avait inculqués, il témoignait en agissant de la sorte qu'il avait adopté lui-même une conception de la liberté d'expression limitée ou à géométrie variable en fonction uniquement des intérêts qu'il servait.

La suite allait le confirmer notamment en relayant la politique de l'Otan en Ukraine. On peut donc en déduire que la conception de la liberté d'expression et au-delà de la morale de Charlie Hebdo avait un contenu de classe qui ne pouvait être que celui de la classe dominante.

Donc s'attaquer à Charlie Hebdo, c'était s'attaquer à une conception particulière de la liberté d'expression, celle de la classe dominante qui allait réagir violemment par la voix de ses représentants en s'attaquant pour le coup à la liberté d'expression de son ennemi de classe, d'où le projet d'une nouvelle loi liberticide qui ne concerne en aucune manière les médias institutionnels ou les supports qui relaient sa politique ou sa propagande, non, elle vise à terme tous ceux qui diffusent des informations susceptibles de nuire ou contredire sa version des faits et qui sont censurés par les médias officiels pour maintenir la population dans l'ignorance de la réalité ou de la vérité pour mieux la manipuler ou la conditionner, ainsi que l'ensemble de ses opposants politiques.

En conclusion, à force de diluer la théorie au point de perdre de vue la nature de classe de chaque expérience et de tout un ensemble de notions, concepts, règles, principes ou valeurs, on en arrive à une confusion totale qui nous amène à soutenir notre ennemi au lieu de le combattre. Il en va ainsi de la république ou de la démocratie en général, par exemple.

Partant de là, on conçoit très bien pourquoi la plupart des militants ne partagent pas nos idées, puisqu'ils ne se situent pas sur le même terrain de classe que nous ou ont perdu de vue cette notion élémentaire mais déterminante...

Désinformation et manipulation des consciences. Effectivement "tous les moyens sont bons" à L'Express.

- Manipulation politique: "Tous les moyens sont bons" - L'Express.fr 03.04

Ils osent tout, c'est à cela qu'on reconnaît un état de crise et une dictature...

Le 2 avril, ils offraient une tribune à Arseni Iatseniouk, Premier ministre du régime néonazi de Kiev :

- "Poutine se bat contre vous, les Européens!" - L'Express.fr 02.04

Le 28 mars, dans un article ils faisaient l'apologie d'Al-Qaïda dépeint en libérateur du peuple syrien :

- Syrie: Al-Qaïda prend la ville clé d'Idleb au régime d'Assad - L'Express.fr 28.03

Les masques de l'imposture tombent les uns après les autres.

On a eu récemment l'occasion de démontrer que Mediapart n'était pas un média alternatif ou impartial, mais un des rouages de le machine à propagande du régime. Pour rappel un de ces blogs avait reproduit plusieurs articles émanant du think tanks néoconservateur ou néolibéral, Indymédia Paris, au passage, également prisé par la Fondation Jean-Jaurès ou le PS qui assume ainsi être ouvertement ultra réactionnaire. Maintenant il se peut que Mediapart soit coutumier du fait depuis des années sans qu'on le sache pour ne jamais nous y connecter, aux lecteurs de nous le préciser si nécessaire, merci à eux d'avance.

En aparté ou pour ceux que cela intéresse. Voilà la correspondance que j'ai eu avec Mediapart ces derniers jours à propos de ces articles infâmes tournés évidemment contre le mouvement ouvrier ; qu'il nous soit permis de le critiquer en tant que militant ouvrier nous paraît normal, mais on n'accepte pas que la réaction l'attaque, car c'est l'ensemble des militants qu'elle vise et plus précisément son avant-garde.

Le 24 mars 2015 à 08:08, jctardieu@outlook.fr a écrit :

Tardieu a envoyé un message via le formulaire de contact sur http://www.mediapart.fr/contact.

Bonjour,

L'âne narco libère-terre, dit Frachon23, a mis en ligne le 11 septembre 2012 un article du blog néoconservateur paris.indymedia.org, intitulé "Alerte antifasciste : Le Cercle des Volontaires", qui dressait la liste noire des partis ouvriers, organisations, intellectuels, journalistes opposants ou critiques envers le régime ou fournissant des informations censurées par les médias institutionnels en les assimilant à des fascistes...

Question ? Comment justifiez-vous l'existence de ce blog animé par un provocateur dans le cadre de Mediapart ? Vous n'êtes pas sans connaître la nature du courant politique que représente paris.indymedia, n'est-ce pas ? C'était donc intentionnel de votre part.

Je vais publier cet article dans mon portail en fournissant la source, Mediapart, et en ajoutant une grille de lecture destinée à mes lecteurs. Mieux je vais le relier à celui publié le 25 février par la Fondation Jean-Jaurès qui a également publié un article de cette pourriture néolibérale, je les étrille...

A chacun ses responsabilités...

J-C Tardieu

Réponse de Mediapart reçue le 2 avril.

Bonjour,

Nous avons bien reçu votre message et il faut savoir qu'il suffit de s'abonner à Mediapart pour disposer librement d'un blog.

En effet, nous ne filtrons pas nos abonnés en fonction de leur orientation politique, et nous n'effectuons aucune modération a priori.

En outre, notre Charte de participation définit les obligations de chacun. Si une contribution vous paraît en contravention avec cette charte, vous pouvez en informer la rédaction grâce au bouton "signaler".

Nous restons bien sûr à votre disposition si vous souhaitez obtenir des informations complémentaires.

Cordialement,

Guillaume

Service Abonnés Mediapart

J'ignore si le même procédé est employé par Le Monde, Libération, Le Figaro, etc. qui consiste à permettre à n'importe qui de pouvoir publier n'importe quoi dans un blog référencé au nom d'un journal ou média, de telle sorte qu'il suffit aux moteurs de recherche sélectionnant de préférence les articles émanant de la presse institutionnelle ou des médias officielles, qu'un article sur un sujet ait été publié par un de ces blogs pour qu'il figure en première page des infos d'actualité et soit donc facilement accessible aux internautes, privilège dont ne bénéficieront pas les médias alternatifs ou les portails indépendants qui diffusent également des infos.

La naïveté de la direction de Mediapart nous fait automatiquement penser à la conception de la liberté d'expression affichée par le gouvernement, qui consiste à s'attaquer aux "complotistes" qui commettent le crime impardonnable de diffuser les infos que les médias officiels censurent, et qui en contredisant leur version des faits ou de la réalité ne leur permet plus de justifier leur politique ou dévoilent leurs réelles intentions inavouables, ce qui leur est insupportable. Je serais curieux de voir si je m'abonnais à Mediapart et que je créais un blog, si je bénéficierais du même traitement par les moteurs de recherche, que celui réservé aux falsificateurs et manipulateurs de l'histoire en tous genres, à la pire réaction conservatrice qui soit, qui officient en associant à

leur entreprise le nom de Mediapart.

Il est à noter à propos du gouvernement qu'il serait lancé dans une chasse implacable aux discours racistes, antisémites, xénophobes, etc. alors que les commentaires qui figurent à la suite des articles des agences de presse ou des médias institutionnels en sont bourrés quotidiennement, ils sont même parfois d'une violence inouie, appelant au meurtre, au génocide de peuple entier, les Indiens par exemple, ils sont 1,2 milliards, etc. sans que cela gêne plus que cela le gouvernement, attention, on ne demande pas à ce qu'ils interdisent ces commentaires, on dénonce son imposture et on rejette cette chasse aux sorcières.

- Marine Le Pen juge «délirant» le lien entre le Front national et la Russie évoqué par «Mediapart» - 20minutes.fr

Tout cela pour en arriver à une autre affaire dans laquelle Mediapart est impliqué, mais pas seulement, les hackers d'Anonymous également.

Mise en garde aux lecteurs. Attention, on va aller sur un terrain savonneux puisqu'il s'agit du FN. Nous ne risquons rien, par contre certains lecteurs certainement, dans la mesure où ils pourraient interpréter nos propose de travers, dans ce cas-là eux-seuls auraient un problème à résoudre avec l'extrême droite. C'est clair ?

Pourquoi évoquons-nous ce sujet ? Certainement pas pour en venir en aide à M. Le Pen vous l'aurez deviné, mais pour montrer de quoi sont capables des journalistes qui se prétendent indépendants ou propres sur eux, alors que ce n'est pas du tout le cas. Ce sont des populistes, des opportunistes qui ne reculent devant aucun moyen malhonnête pour plaire à leurs maîtres, il faut bien qu'ils leur montrent qu'ils méritent les subventions qu'ils leur accordent, la pub qu'ils leur font, etc.

En cause :

- le FN dont Valls l'hystérique n'a cessé de parler quotidiennement au cours des dernière semaines pour faire oublier sa véritable nature, la sienne qui rivalise avec celle des Le Pen. Ensuite l'horrible Poutine qui veut mettre l'Europe, le monde à feu et à sang.

La méthode :

- A l'aide de cet amalgame, la diabolisation de l'un doit retomber sur l'autre et vice versa.

Si c'est de cette manière-là qu'ils comptent s'y prendre pour rassembler les masses derrière le gouvernement, ils sont très mal barrés, en réalité cette mission est impossible viennent de révéler les élections départementales qui se sont soldées par le rejet massif du PS notamment.

Les moyens :

- Le recours à une agence de renseignement supplétif de la NSA au service de l'impérialisme américain nommée Anonymous.

L'opération va consister à dévoiler le contenu de trois malheureux SMS de quelques mots, non pas entre des membres du FN et une quelconque personnalité russe, non, entre deux supposés proches de Poutine évoquant le soutien du FN à la politique ukrainienne de Poutine et le soutien financier que la Russie accorderait au FN en échange. Il faut en déduire qu'ils n'ont pu mettre la main sur aucun des courriels échangés entre les dirigeants du FN et les supposés autorités russes. Rappelons que M. Le Pen avait fait le déplacement à Moscou en juin 2013, voyage au cours duquel elle avait rencontré notamment le président du Parlement russe, Sergeï Narychkine.

Une version policière de rapports politiques somme toutes banals.

Le procédé est particulièrement minable, car le FN a soutenu sans hésitation et publiquement la politique de Poutine en Ukraine, donc ce n'est un secret pour personne, par contre c'est un crime de ne pas soutenir l'Otan, donc est visé ici non pas le FN, mais tous ceux qui ne soutiennent pas l'opération de Otan en Ukraine.

Quant au financement du FN, ses dirigeants ont expliqué qu'en dernier recours ils s'étaient adressés à des banques russes, après avoir essuyé le refus des banques françaises et d'autres pays alliés de la France, donc là non plus ce n'était pas un secret. Bref, nos journalistes d'investigation en sont réduits à faire les poubelles d'une officine de renseignement qui est au piratage informatique, ce que le FBI est au terrorisme.

Maintenant comment faut-il apprécier l'attitude des autorités russes envers le FN ?

Tactiquement soutenir le FN revient à affaiblir Hollande qui mène une croisade contre la Russie au côté d'Obama. Que l'idéologie

du FN ne les embarrasse pas peut s'interpréter de différentes manières. Ils auraient tort de se gêner, après que tout ait été fait en France pendant ces dernières décennies pour "dédiaboliser" le FN qui serait un parti comme les autres au point d'être reçu à l'Elysée par Hollande la veille du 11 janvier dernier, même que Marine Le Pen serait fréquentable selon le président du Crif, comme quoi.

Ensuite, Poutine accepte les soutiens d'où qu'ils viennent, sur ce plan-là il ne vaut guère mieux que les nationalistes ou ceux qui se définissent comme patriotes et qui n'hésitent pas à s'afficher avec des membres du FN ou de l'extrême droite. Si l'extrême droite peut lui être utile, il n'hésitera pas à s'en servir à l'instar d'Obama au Venezuela par exemple, dès lors que sont enjeu les intérêts supérieurs de la classe qui l'exige, ils appartiennent tous à la grande famille de la réaction.

On pourrait conclure ironiquement en affirmant que c'est Mediapart qui transforme en complot des faits connus de tous, comme quoi les "complotistes" ne sont pas toujours ceux qu'on croit.

Vaut mieux ne pas parler du père nourricier de Libération client attitré des paradis fiscaux.

- La Russie, mère nourricière du FN - Liberation.fr

- Patrick Drahi, né le 20 août 1963 à Casablanca au Maroc, est un homme d'affaires et entrepreneur franco-israélien et résidant en Suisse depuis 1999. Il est le président-fondateur du holding luxembourgeois Altice, une multinationale spécialisée dans les télécommunications et les réseaux cablés qui est cotée à la bourse d'Amsterdam. Il est propriétaire de Next Limited Partnership, basée à Guernesey l'actionnaire majoritaire d'Altice. Altice est le principal actionnaire de l'opérateur français Numericable et de l'opérateur israelien Hot.

Il a reçu le très prestigieux prix Scopus 2015 délivré par l'université hébraïque de Jérusalem, qui récompense une personnalité engagée dans des actions éducatives, culturelles et sociales pour la promotion du progrès et du savoir. La liste des récipiendaires de ce prix Scopus a de quoi donner le tournis : Simone Veil, Maurice Lévy, Steven Spielberg, Milton Friedman, Elie Wiesel, Bill Clinton, Bernard-Henri Lévy, Beate et Serge Klarsfeld et de nombreux autres illustres personnages. (koide9enisrael.blogspot.co.il ; source israelvalley.com ; Lepoint.fr 22.03)

Dossiers Yémen

- Yémen: l'offensive rebelle ralentie par les raids - AFP

L'opération militaire arabe menée par l'Arabie saoudite a ralenti la progression des rebelles chiites au Yémen, mais, profitant du chaos, Al-Qaïda a pris vendredi le contrôle d'une importante base militaire dans le sud-est.

Ennemis jurés mais tous deux hostiles au pouvoir du président en exil Abd Rabbo Mansour Hadi, les Houthis et Al-Qaïda s'étaient violemment affrontés ces derniers mois.

Houthis et Al-Qaïda "ont les mêmes objectifs (...) contre la population yéménite, contre la sécurité de la région et du monde", a réagi le porte-parole de la coalition, le général Ahmed Assiri, devant des journalistes.

- Yémen/Manba: les tribus entrent en guerre contre Riyad - french.irib.ir

C'est une évolution très importante qui vient de se produire:

alors que Riyad compte toujours sur les tribus sunnites pour barer la route à ansarallah, ces derniers viennent de passer à l'action et entrent en guerre contre les Al-e Saoud. De violents affrontements opposent la tribu yéménite Manba aux militaires saoudiens,... sur les frontières des deux pays, ont fait part des sources yéménites. Les comités populaires ont pris le contrôle du centre militaire d'Al-Faradha, sur la route de Sanaa-Marib, avant de pourchasser les terroristes, a-t-on appris du journaliste d'Al-Manar.

Dans la localité de Kriter, dans le Sud d'Aden, de violents affrontements ont été déclenchés entre les l'armée et les comités populaires, d'une part, et les partisans d'Abda Rabbo Mansour Hadi, qui avaient l'intention de pénétrer, dans la localité de Khor Meksar, pour y trouver un lieu sécurisé permettant d'l'héliporter les militaires liés à la coalition de l'Arabie saoudite. Dans la localité de Razeh, 8 personnes sont tombées en martyrs sous les balles des gardes-frontières saoudiens.

Les avions de combat saoudiens ont attaqué les infrastructures, dans le Nord de la ville d'Aden, au Sud du Yémen. Un hôtel et une usine ont été pris pour cible. french.irib.ir 03.04

- Yémen : les pilotes "israéliens" du roi Salman - french.irib.ir

Le journal israélien, "Yelli", confirme la participation d'un escadron de chasseurs israéliens, dans les raids menés contre les villes yéménites! "Il s'agit des avions de type "Communs Marcos", qui participent, dans le cadre de la coalition anti-Yémen, aux raids aériens, menés contre les positions des Houthis et de l'armée yéménite", affirme le journal, qui cite le commandant en chef de l'Armée de l'air sioniste, Amir Eshel, en ces termes : "Aujourd'hui, les pays arabes ont fait appel à l'aide d'Israël, pour se débarsser de l'un de leurs amis".

C'est le site Yémeni press, qui reprend, d'ailleurs, cette information, et ajoute :"Il semblerait que le commandant du premier escadron saoudien se soit opposé à la présence israélienne, au début, mais, face à l'obstination des Yéménites, il aurait fini par céder". Le site cite, ensuite, le commandant saoudien, le dénommé Mohamad Ahmad : "Il est difficile, pour moi, de piloter un F-16 à une altitude de 30.000 pieds au-dessus du Yémen, alors que je vois, de mes propres yeux, un avion de chasse portant l'étoile de David bombarder, copieusement, les Arabes houthis". french.irib.ir 03.04

- Hollande soutient Al Qaeda au Yemen - french.irib.ir

Aprés la tuerie des frères Kouachi à Charlie Hebdo le Mercredi 7 Janvier et leur liquidation par les forces spéciales le Vendredi 9 sur ordre de Hollande, ce même jour le site the Intercept publiait des déclarations de la direction de l'AQAP revendiquant être le commanditaire du raid des Kouachi dans l'hebdomadaire satirique pour venger l'honneur du prophète Mohammed.

Peu aprés un responsable d'AQAP, Bakhsaruf al-Danqaluh, a twitté en arabe le texte exact de revendication fourni par l'AQAP à The Intercept. Une heure aprés un haut responsable religieux d'AQAP, Sheikh Harith bin Ghazi al-Nadhari, a publié une déclaration audio se félicitant de cette tuerie à Charlie Hebdo : « Des fils de France se sont montrés irrespectueux du messager d'Allah, donc un groupe armé de croyants s'est levé contre eux et leur a enseigné les bonnes manières, et la limite de la liberté d'expression. Comment ne pourrions nous pas combattre ceux qui attaquent le Prophète, attaquent la religion et combattent les croyants ? » Nadhari tout en glorifiant la tuerie de Charlie Hebdo n'a pas endossé publiquement au nom d'AQAP celle-ci.

C'est en fait le Mercredi suivant que l'AQAP a officiellement revendiqué la responsabilité de la tuerie de Charlie Hebdo dans une déclaration faite via son site internet. AQAP a déclaré que la tuerie était une vengeance pour les caricatures du Prophète publiées par l'Hebdomadaire satyrique.

Pour la tuerie de l'Hypercacher l'AQAP l'a considèrée comme une coïncidence compte tenue de la relation entre les frères Kouachi et Amedy Coulibaly auteur de cette tuerie et non pas le résultat d'une coordination avec l'EI Coulibaly ayant lui-même déclaré avoir agi pour l'EI. Même si l'AQAP n'a pas directement organisé cette tuerie de Charlie Hebdo, les frères Kouachi ont passé quelque temps au Yémen au sein de l'AQAP. Said Kouachi a fait plusieurs voyages au Yémen entre 2009 et 2012 a séjourné à l'Université Iman de la capitale Sanaa dirigée par le précheur extrémiste Abdel Majid al-Zindani. Les services secrets français savaient que Said Kouachi était passé d'Oman au Yemen avec un autre Français au cours de l'été 2011. L'Agence Reuters a révélé que les frères Kouachi se sont entraînés au maniement des armes avec AQAP dans la province yemenite de Marib, une zone alors contrôlée par ce groupe terroriste.

Le jour de l'attaque des frères Kouachi contre Charlie Hebdo, ces derniers ont revendiqué auprés d'un journaliste français avoir agi pour le compte d'AQAP et que leur voyage au Yémen avait été financé par Anwar al Awlaki, un precheur extrémiste né aux US et tué par un drone américain dans le Nord du Yemen en Septembre 2011. Lors de l'assaut donné par les forces spéciales contre les frères Kouachi ces derniers ont crié : « vous pouvez dire aux médias que c'est Al Qaïda au Yémen ».

Depuis 2010 AQAP a publiquement mené une campagne appelant les Musulmans des pays occidentaux dont ceux de France à assassiner les caricaturistes du Prophète tout particulièrement ceux qui le font de manière insultante dont ceux de Charlie Hebdo. En Juin 2010 Awlaki lui-même a rédigé un article dans le magazine d'Al Qaïda « Inspire » lançant directement un appel au meurtre fournissant également une liste des cibles.

Toutes ces déclarations concordent et permettent d'affirmer que le commanditaire de la tuerie de Charlie Hebdo c'est bien AQAP. AQAP est une création de la CIA et ses complices des renseignements saoudiens et israéliens. L'Arabie Saoudite joue la carte Al Qaïda au Yémen qu'elle finance depuis des années pour avoir à la tête de ce pays un dirigeant qui lui obéit. Les Houthis principaux ennemis d'AQAP ont libéré le Yémen. Cela fait plusieurs mois que les combattants yéménties houthis et leurs alliés ont décidé de libérer le Yémen d'AQAP et de l'influence destructrice de l'Arabie saoudite sur leur pays.

En Janvier 2014 le président yéménite de l'époque Abdu Rabbu Mansour Hadi, a pris l'initiative d'un cessez-le-feu entre les combattants houthis et les Salafistes sunnites proches d'AQAP qui s'étaient agglutinés autour de la ville de Sa'dah capitale provinciale des Houthis dans les zones montagneuses du Nord Yemen. 15 000 « étudiants » salafistes sunnites proches d'AQAP ont été évincés de cette province houthie une victoire pour les combattants houthis.

Dans leur campagne pour libérer leur pays de l'emprise de ces Salafistes proches'AQAP inféodés à l'Arabie saoudite, les combattants houthis ont commencé à s'emparer de la capitale yéménite Sanaa en Septembre dernier. Ils se sont finalement emparés de la totalité de cette ville en instaurant des alliances avec certains membres de la police de l'armée et de la

Garde Nationale. Courant Janvier ils ont pris le pouvoir. A quelques semaines de la fin de son mandat le Président yéméniteAbdu Rabbu Mansour Hadi, son premier ministre et tout le gouvernement ont démissioné en masse aprés que les combattants houthis aient occupés le palais présidentiel. Hadi a également signé un décret confiant l'appareil sécuritaire aux Houthis. Il s'est ensuite réfugié dans dans la ville portuaire d'Aden au Sud mais face à l'avancée rapide des combattants houthis et de leurs alliés il s'est enfui à Ryad en Arabie Saoudite. Les Saoud l'ont contraint à annuler sa résignation pour justifier leur guerre d'agression contre le Yémen disant vouloir réinstaller le « Président légitime du Yémen « Hadi à Sanaa.

En soutenant la guerre d'agression de l'Arabie saoudite contre les Houthis au Yémen Hollande soutient l'AQAP (Al Qaïda in The Arabic Peninsula) commanditaire des assassinats des Charlie. Depuis plusieurs mois les combattants yéménites houthis et leurs alliés ont entrepris de libérer leur pays des terroristes wahhabites d'Al Qaïda supplétifs de l'Arabie saoudite et de l'Empire USSioniste du chaos. En attaquant le Yémen les Saoud volent au secours de l'AQAP. Ce sont les combattants houthis qui luttent avec acharnement contre les terroristes d'AQAP les pourchassant notamment à Sanaa. Dans une vidéo récente d'AQAP un haut responsable de cette organisation terroriste à la solde de l'Arabie Saoudite, Nasser bin Ali al Ansi, revendiquait sa lutte contre les Houthis et voyait dans la chute du gouvernement Hadi une opportunité de les combattre plus efficacement.

En fait l'Arabie saoudite qui a lancé une guerre d'agression avec le feu vert de Washington et Tel-Aviv contre les combattants houthis et leurs alliés considérent les terroristes d'AQAP comme des alliés sur le terrain. Pour l'instant les Saoud se limitent à un pillonnage non-stop du Yémen et un blocus maritime des ports. Mais si besoin est l'Arabie saoudite pourrait se servir d'AQAP et de ses terroristes comme troupes au sol à l'intérieur du Yémen comme elle l'a fait en Syrie et en Irak avec Al Qaïda Al Nosra et l'EI.

En soutenant la guerre d'agression menée par l'Arabie Saoudite contre le Yémen Hollande soutient le commanditaire de la tuerie de Charlie Hebdo : l'AQAP, Al Qaïda au Yémen.

Comment ensuite pouvoir lutter efficacement contre les dérives extrémistes de jeunes musulmans ici en France si au plus au niveau de l'État, le Président lui-même apporte son soutien à Al Qaïda tout en prétendant le combattre.

Il est clair qu'Hollande pour satisfaire le complexe militaro-industriel français avide de pétro-dollars saoudiens – l'Arabie saoudite est le 1er importateur mondial d'armement - met la sécurité et la vie de tous les Français en danger. french.irib.ir 03.04

Précisions : J'ai corrigé de nombreuses fautes d'orthographes contenues dans cet article et j'ai formaté une partie des paragraphes pour l'aérer car plus de la moitié figurait en un seul bloc, histoire d'en facilité la lecture.

Au-delà de la rhétorique employée, cet article apporte de nombreux éléments qui éclairent la situation et permettent de comprendre le rôle précis de tous les protagonistes.

La position adoptée par Hollande sur le Yémen est sans surprise puisqu'il soutenait déjà Al-Qaïda et l'Emirat islamique en Syrie, en Irak, en Libye... Il y a que les crétins de Charlie pour ne pas avoir fait le lien.

Quant à l'interprétation qui est fournie ici de l'attaque de ce torchon à vomir le 7 janvier dernier, nous ne la partageons pas, elle dénote une confusion à partir d'une affirmation impossible à confirmer, à savoir que les frères Kouachi en seraient bien les auteurs, alors qu'un certain nombre d'indices tendent à prouver le contraire. Maintenant que les auteurs de cette attaque et ensuite les fréres Kaouchi aient affirmé agir pour le compte d'Al Qaïda au Yémen, en admettant qu'il y aurait eu deux équipes pour réaliser cette opération, on remarquera qu'ils pointeront le Yémen justement au moment où la situation échappait au protégé de l'Arabie saoudite soutenu par Al-Qaïda au profit du soulèvement populaire dirigé par les houtis.

Que les Saoudiens et les Américains jouent la carte d'Al-Qaïda pour semer le chaos au Yémen semble être la seule alternative qu'il leur reste, puisque les Yéménites ne veulent pas d'Hadi lié aux Frères musulmans et ils ne peuvent pas remettre en selle Saleh lié à Al- Qaïda qui sème la terreur dans le pays, en conclusion la situation est sans issue politique en dehors du chaos et la guerre civile entre factions armées rivales. Elle pourrait déboucher sur une intervention militaire terrestre de la coalition emmenée par l'Arabie saoudite déjà évoquée par Riad à plusieurs reprises, sauf que ses alliés dont l'Egypte y sont pour le moment opposés.

Bref, encore un peuple qui n'a rien demandé à personne une fois de plus sacrifié sur l'autel des intérêts géostratégiques américains, l'impérialisme américain refusant de voir s'éroder davantage son hégémonie dans la région au profit de l'Iran, de la Russie ou de la Chine principalement.

- Yémen : l'impérialisme saoudien - french.irib.ir

Après les séparatistes ukrainiens, baptisés «pro-Russes», voici les Houthis, devenus «pro-Iraniens», comme par enchantement, sous la plume des cyniques analystes et autres journalistes des médias atlantistes, même si, une fois n'est pas coutume, les avis divergent sur la question; d'autant plus que l'attitude des Etats-Unis est truffée d'ambiguïtés vis-àvis de Téhéran.

De leur côté, il est certain que les Yéménites savent qui sont les Houthis, car l'histoire du pays n'a jamais mentionné de

clivage religieux; bien au contraire, dans les mosquées, il n'y a pas de nuances, les gens prient derrière le même Imam, les Zaïdites, avec les autres.

Mais les criminels ne s'arrêtent devant rien, en instrumentalisant la religion, ils croient pouvoir s'attirer les grâces des «Sunnites», qui accepteraient l'agression et seraient convaincus d'une ingérence iranienne. Car l'espoir est grand de faire accréditer l'idée que l'Iran est à l'origine de la crise, bien que la révolte des Houthis a des aspirations, totalement, nationales. Leur leader les avait clairement exprimées depuis des années.

Abdel Malek al-Houthi rejetait le projet de Constitution, qui découpe le Yémen en six régions, dans le cadre d'un Etat fédéral, qui priverait les Houthis d'un accès à la mer et qui diviserait le pays. La réactivation du projet a déclenché leur riposte fulgurante, avec la collaboration de l'armée et l'alliance des troupes fidèles à l'ex-Président Saleh, dans une situation d'effondrement des institutions du pouvoir central. Une preuve cinglante qu'ils sont pour l'unité nationale. D'ailleurs, même après six jours de bombardement arabe, ils ont pu occuper, mardi dernier, une base militaire donnant sur le détroit stratégique de Bab el-Mandeb, au bord de la mer Rouge. La 17e Division blindée du district de Dabab, dans le Sud-Ouest du Yémen, les a laissé passer, démontrant, par-là, le niveau de riposte, qui attend les armées des pétromonarques et de leurs alliés, en cas d'intervention, au sol, sans préjudice de la réaction des populations, dans un sursaut nationaliste.

Ceci étant, l'intervention des Saoud, qui ont réussi à fédérer huit pays arabes, dont l'Egypte, fait, grandement, les affaires de l'entité sioniste, qui trépigne d'impatience de voir Washington infléchir son processus de normalisation avec l'Iran. Chose, qui a, aussi, fait surgir de terribles craintes, au sein du Conseil de coopération du golfe Persique, ses membres acceptant très mal que leur parrain étatsunien puisse réviser sa vision géostratégique, au Moyen-Orient.

Quant à la propagande des Arabes coalisés, emmenée par Al-Jazeera, ses consœurs et quelques titres atlantistes, à travers la région, elle peine à contrer une véritable insurrection, sur les réseaux sociaux, qui dénonce, avec force, l'opération «Tempête décisive», lamentable évocation de la «Tempête du désert» étatsunienne. Reste que toutes les prévisions augurent que les Saoud, au moins, ne s'en sortiront pas indemnes, quelles que soient les destructions qu'ils vont infliger aux infrastructures yéménites, déjà, que sont enregistrées des «bavures», qui font des centaines de morts, parmi les civils. french.irib.ir 03.04

Au tour des "jeunes hommes".

On a qu'une envie : Leur dire d'aller se faire foutre !

Après les pauvres profiteurs, les chômeurs fainéants, les assurés sociaux fraudeurs, les musulmans terroristes, les jeunes délinquants, les parents violents, les époux frappeurs, les Français racistes, les professeurs pédophiles, c'était le 1er avril.

S'il vous plaît, cessez de dire pas que la société ou le monde serait pourri, voyez plutôt comme la population couche par couche est détestable, soyez honnête avec vous-même pour une fois, ne vous reconnaissez-vous pas dans au moins une de ces catégories au comportement si misérable, franchement, ne méritez-vous pas le sort qu'on vous a réservé ?

Voilà ce qu'ils distillent quotidiennement pour rabaisser les masses et les convaincre qu'elles ne valent pas mieux que ceux qui nous gouvernent, pour leur interdire d'avoir confiance en elles-mêmes et de prendre leur sort en mains. Aidons-les à démolir cette propagande qui tient de la guerre psychologique à des fins politiques, donc économiques.

- Tâches ménagères : les clichés persistent ? - Francetv info

Les inégalités hommes-femmes persistent. C'est du moins ce qu'il ressort d'une nouvelle étude sur la répartition des tâches domestiques chez les 15-24 ans.

Selon une étude sur les 15-24 ans, un jeune homme y passe en moyenne une heure par jour contre 1h 44 pour les jeunes filles. Les raisons de cette inégalité ? Une question d'éducation selon Ariane Pailhé, sociologue chercheuse à l'institut national d'étude démographique. Francetv info 03.04

1h 44 chronomètre en main, quel délire !

Et plus tard cela ne s'arrange pas !

Passé 25 ans, ces inégalités se creusent. "Les femmes consacrent pratiquement deux fois plus de temps en moyenne que les hommes", rapporte la journaliste de France 2. Francetv info 03.04

Et dire que les femmes trouvent encore le moyen de vivre plus longtemps que les hommes, c'est injuste !

Commentaire d'un internaute

- "Encore à nous les casser avec les pauvres femmes brimées ?

Et les hommes qui se tuent sur les chantiers ? Ont-ils jamais demandé que la moitié des victimes soit des femmes ?

Et les garçons obligés de faire la guerre, nos cruches féministes y auraient-elles pensé ?"

Vous avez oublié les matons, les pompiers, les maîtres nageurs et les funambules !

Au fait les féministes les plus hystériques sont souvent... des hommes.

ACTUALITE EN TITRES

Ah la dialectique !

- 71% des Français n'ont plus confiance dans la qualité de la démocratie - Le Huffington Post

Ce sera un de nos sujets de causerie demain ou lundi, la dialectique en compagnie d'Engels.

Comment annoncer un remaniement ?

- Les Français veulent un remaniement - Le Huffington Post

Les places sont rares et convoitées.

- EELV: Placé n'exclut pas d'entrer au gouvernement contre l'avis de son parti - AFP

Placé est à EELV, ce que Hollande, Valls et Fabius sont au PS : l'extrême droite.

Barbarie

- Le Kenya pleure ses morts - Francetv info

L'attaque terroriste des Chebabs somaliens a fait 148 morts au moins jeudi 2 avril. Francetv info 03.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Israël bombarde la Syrie et la Libye - french.irib.ir

Les avions de combat du régime sioniste ont attaqué des convois de missiles, en Syrie et en Libye, ont fait part des sources digne de foi.

Les avions de chasse du régime sioniste ont pris pour cible, hier, jeudi, un convoi militaire, en Libye, a-t-on appris du site d'information libanais, Akhbar al-Yaoum.

Ce convoi a été attaqué, avant d'entrer dans les territoires égyptiens, selon ce rapport. De même, ce régime a pris pour cible un autre convoi, en Syrie, dans la localité de Quneitra, selon des sources dignes de foi.

Le régime sioniste a prétendu que ce convoi allait se rendre au Liban, pour mettre des armes à la disposition du Hezbollah. french.irib.ir 03.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Radio France : 16e jour d'une grève qui s'enlise - Francetv info

La situation dans le groupe publique se radicalise. La grève, historique, va se poursuivre jusqu'au 7 avril au moins.

1.2- Mouvement de grève à Cimpa mardi et vendredi - La Tribune

L'intersyndicale CFDT, CFE-CGC, CFTC et FO de la société CIMPA annonce deux manifestation mardi 7 au vendredi 10 avril à Blagnac, Toulouse et Saint-Nazaire, devant les entrées des sites d'Airbus. Opposés à la vente de leur entreprise par Airbus, les syndicats sont "inquiets de la situation sociale et économique du groupe Sopra-Steria", repreneur retenu par l'avionneur. Ils demandent "un vrai dialogue social" et des "réponses concrètes à leurs revendications".

2- Canada

- Canada : la police montréalaise réprime les manifestants - french.irib.ir

La police canadienne a utilisé des gaz lacrymogènes et des matraques contre les manifestants, à Montréal. Selon la chaîne de télévision Russia Today, la police anti-émeute canadienne a recouru aux gaz lacrymogènes et aux coups de bâton contre les manifestants qui étaient descendus vendredi dans la rue à Montréal, en signe de protestation contre la politique d'austérité économique.

Plus de 70.000 personnes, pour la plupart des étudiants, professeurs d'université et personnel de l'éducation supérieure, ainsi que les membres des syndicats ouvriers, ont manifesté ce vendredi contre les sérieux coupes budgétaires prévues pour les secteurs de la santé, des services sociaux et de l'Education.

Le Québec, au Canada a été ces derniers jours le théâtre de plusieurs manifestations de ce genre. Les politiques de dureté appliquées par le gouvernement canadien ont créé des conditions de vie difficiles pour les couches moyennes et défavorisées de la société et provoqué de vastes contestations de rue accueillant différents groupes sociaux. french.irib.ir 03.04

Haut de page

Le 5 avril 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h30.

On a formaté en pdf la causerie de mars, un lien manquant dans le bandeau en haut de l'écran a été ajouté. On a aussi mis dans un fichier unique (8,8 MO) toutes les causeries de 2014, 2104 pages.

Entre août 2008 et décembre 2014, on a publié dans les causeries 11.140 pages. Plus de 12.500 articles ont été archivés et sont disponibles en principe. Il y en a eu davantage mais ils ont été perdus lors d'incidents, type disque dur hors d'usage ou changement de serveur suite à une attaque informatique. Je ne pensais pas que cela pourrait m'arriver, je n'y avais pas du tout pensé en fait, et je n'avais rien sauvegardé comme un crétin ! J'en suis au quatrième ordinateur depuis 2004. La dernière carte mère fonctionne toujours depuis de 5 ans, un miracle ! Je n'ose même pas en parler, c'est ma hantise, surtout que maintenant je n'ai plus de fric !

Avec 6 ans de retard je viens de constater que le fichier pdf des causeries de 2008 était incomplet, puisqu'il ne comportait que les causeries du mois d'août,. J'ai donc rapidement reformaté ce fichier, par contre je n'ai pas ajouté de table pour accéder à

chaque mois ni corrigé les erreurs de liens qui ne permettent pas d'accéder aux dates demandées. Les mois se suivent chronologiquement. Je pense que ces causeries étaient intéressantes même si depuis mon niveau a évolué, parce qu'il y figurait les motivations qui m'avaient poussé à opter pour ce genre de communication ou présentation de mes idées.

C'était le début des causeries, et n'y connaissant rien en informatique il m'a fallu un peu de temps avant d'acquérir quelques notions de base et améliorer la présentation des fichiers. Par la suite j'ai continué de commettre des erreurs de liens en oubliant d'écrire certaines balises, en fait j'ignorais où se situaient les problèmes, depuis je les ai résolus et je pourrais proposer un fichier annuel parfait, mais je n'en ai pas trouvé le temps en 2014, j'essayerai fin 2015 si j'en ai le courage car cela nécessite du boulot supplémentaire évidemment.

Je rappelle que j'ai effectué tout ce boulot absolument seul dans mon trou en Inde, il fallait être motivé, n'est-ce pas ? J'aurais préféré que ce soit le produit d'un travail collectif, mais apparemment c'est difficile à concevoir en étant à 10.000 kms de la France.

Avec ce qui est en train de se passer en France depuis mai 2012, avec une première accélération depuis que Valls a été nommé Premier ministre, puis une seconde avec le banquier Macron, la prochaine offensive est déjà annoncée, on ose se dire que cela devrait faire réfléchir les militants et si c'est encore possible nos dirigeants sur les raisons pour lesquelles nous en sommes arrivés là, on ose croire encore à un sursaut et à une recomposition du mouvement ouvrier sur les bases du marxisme et du socialisme, tout en sachant qu'il existe une multitude d'obstacles encore à abattre avant d'y parvenir, notamment l'inertie de l'histoire qui consiste à croire que les réponses qu'on a apportées aux questions qui se posaient à nous dans le passé étaient forcément les bonnes, alors que manifestement ce n'était pas le cas, à laquelle s'ajoute le climat délétère qui règne en France qui n'encourage pas vraiment à faire preuve d'audace, or il en faut pour mettre un terme à ce cycle infernal, qui sinon nous conduit à la catastrophe ou à l'abîme.

On aurait souhaité apporter une contribution à notre combat plus élaborée, plus constructive aussi, mais apparemment l'individualisme ambiant, l'esprit de chapelle ou le sectarisme, le dogmatisme en ont décidé autrement. Dont acte. J'ai supprimé la rubrique Tribune libre et Liens en réaction à cet état d'esprit déplorable que je ne partage pas. Le manque d'intérêt pour notre portail de la part des militants ou des lecteurs témoignent aussi du défaitisme qui ronge nos rangs, du pessimisme qui s'est emparé de bon nombre de militants qui se cantonnent au train-train quotidien sans rien attendre de plus, nous leur disons aussi que le pire les attend et qu'il arrive à grande vitesse, absolument personne ne sera épargné.

Pondichéry 13h30.

Gouverner par substitution.

Comment vous persuader que vous ou vos semblables êtes responsables de votre propre malheur.

Acte I - Alors que les élections départementales se soldaient par un désaveu cinglant de la politique du gouvernement, le soir même Valls lançait qu'il avait compris le message et qu'il allait maintenir le cap pour répondre aux "attentes des Français", autrement dit qu'il se contrefoutait ouvertement de leurs aspirations.

Acte II - Moins d'une semaine plus tard, pour légitimer l'attitude et la décision adoptées par Valls 6 jours plus tôt, les résultats d'un sondage fabriqué confirment non pas que Valls piétinerait allègrement la démocratie, mais le contraire. Et comment sont-ils parvenus à réaliser ce tour de passe-passe ? Tout simplement en occultant les résultats de cette élection déjà passés à la trappe.

Acte III - Car il faut comprendre que Valls n'aurait pas pu tenir plus longtemps cette posture qui relevait manifestement d'un déni de la réalité pour justifier la poursuite de son offensive contre les travailleurs, sans parler qu'à tout moment un contradicteur pouvait lui opposer les résultats de cette élection. Aussi pour remédier à cette contradiction et à cette situation plutôt inconfortable, ils se sont employés à en créer une autre au moyen d'un artifice, un sondage.

Pour conclure, ils ont procédé par substitution, ils ont remplacé les résultats de cette élection qui étaient défavorables au gouvernement par un sondage favorable à sa politique et le tour était joué. Quand on observe de quelle manière les choses se passent, comment elles s'embraient, on doit en déduire qu'ils avaient plannifiées leur affaire.

La crise du capitalisme et ses besoins pressants qu'incarne la politique ultra réactionnaire du gouvernement, finissent par ronger ou miner son pouvoir politique et constituer une menace pour ses institutions. Ils ne peuvent se traduire que par leur rejet par majorité de la population qui s'exprime désormais lors de chaque élection, au point que le gouvernement en place et sa soi-disant majorité parlementaire sur laquelle il s'appuie sont en réalité minoritaire et illégitime, les représentants de la classe dominante au pouvoir ne dispose plus de majorité au sein de la population.

Alors comment faire pour continuer de gouverner et se prévaloir d'une certaine légitimité quand les résultats des élections constituent un désaveu de votre politique ? En fabriquant de toutes pièces cette légitimité au moyen de sondages truqués dont les résultats vous seront favorables. Et pourquoi en sont-ils arrivés là ? Parce que la crise du capitalisme et les mesures violentes

et ultra réactionnaires qu'elle exige de prendre contre les masses exploitées sont incompatibles avec l'exercice élémentaire de la démocratie.

Les instituts de sondages détenus ou financés par les dirigeants de la classe dominante sont devenus des instruments de coercition contre le peuple au service du capitalisme.

De simple outils de conditionnement, ils sont devenus de puissants instruments politiques amenés à fonctionner comme des machines de propagande au service du gouvernement ou à faire pression sur lui si nécessaire, de manière à persuader la population que le gouvernement agirait forcément pour son bien, puisque c'est lui qui serait demandeur de la politique (antisociale ou impérialiste) qu'il applique.

Ce sont devenus des armes de la guerre politique et idéologique (et psychologique) que mène la classe dominante destinées à manipuler les consciences, à saper ou détruire les bases de la démocratie, elles en sont la négation.

- Les Français estiment que Manuel Valls ne doit pas changer de cap - LeMonde.fr 62 % des Français ne souhaitent pas changer de premier ministre selon un sondage Ifop réalisé pour le « Journal du dimanche ».Les Français estiment que Manuel Valls ne doit pas changer de cap. LeMonde.fr 04.04

- 63% des Français ont une «mauvaise image» des écologistes - 20minutes.fr Ils souffriraient notamment de leurs divisions, selon un sondage Odoxa pour «Le Parisien»-«Aujourd'hui en France» dévoilé ce samedi soir. 20minutes.fr 04.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Travailleur jetable.

- Après le CDI et le CDD, bientôt le "contrat flexible" ? - Francetv info

69% des Français et 59% des sympathisants de gauche sont pour la création d'"un nouveau contrat de travail plus flexible pour les PME", selon un sondage Odoxa pour l'émission d'i-Télé "CQFD" et Le Parisien, également publié samedi.

Selon Le Parisien du samedi 4 avril, l'Elysée a une autre idée en tête : "Etendre le contrat de chantier utilisé dans le bâtiment - appelé aussi parfois contrat de mission - à certains secteurs d'activité comme l'informatique, les services aux entreprises, le conseil, les SS2I, le numérique..."

Avec le contrat de chantier, "il est possible de licencier le salarié à la fin de la mission pour laquelle il a été embauché". "Quelques milliers sont signés par an, dans la construction des autoroutes ou encore des lignes ferroviaires", précise le quotidien.

"L'employeur embauche un salarié en lui indiquant que sa mission dans l'entreprise est exclusivement liée à la réalisation d'un ouvrage ou de travaux précis, dont la durée ne peut être préalablement définie avec certitude. A l'achèvement du chantier, le salarié est licencié avec les mêmes droits qu'un licencié économique", explique un spécialiste du droit du travail au Parisien. Francetv info 04.04

La "gauche radicale" était finalement inféodée au FMI et à l'UE, de droite quoi.

Rappelons aux amnésiques qu'à l'origine (en 1789 en France) être de gauche ou se situer à gauche signifiait combattre pour le renversement du régime économique en place et l'instauration d'un nouveau mode de production, en 1789 substituer au régime féodal le mode de production capitaliste, de nos jours ou depuis l'instauration du capitalisme pour les militants ouvriers, substituer au régime capitaliste le mode de production socialiste, remplacer le mode de production de la propriété privée des moyens de production par le mode de production de la propriété collective des moyens de production.

Précisons que pour parvenir à cette révolution du mode de production, il faut nécessairement au préalable avoir renversé le pouvoir politique en place, liquider les institutions politiques qui avaient été créées par les détenteurs de l'ancien mode de production et fonctionnaient de manière à assurer la pérennité de leur mode de production et de leur pouvoir. En résumé pour parvenir à réaliser une révolution sociale, il faut absolument au préalable réaliser une révolution politique, détruire de fond en comble l'appareil d'Etat de l'ancien régime pour le remplacer par un appareil d'Etat correspondant aux besoins du nouveau régime. Cette condition est incontournable pour empêcher les tenants de l'ancien régime de se servir de leurs institutions contre le nouvel Etat, l'Etat ouvrier, socialiste ou la République sociale.

Etre de droite, c'est adopter ou soutenir le capitalisme, s'en accommoder, n'entrevoir aucune issue politique au-delà du capitalisme.

Etre de gauche, c'est exactement l'inverse, combattre pour l'abolition du capitalisme et l'ensemble de ses institutions financières et politiques nationales, européennes ou internationales, refuser de s'en accommoder, toute conciliation ou compromis, concevoir qu'il ne peut exister d'issue politique conforme aux besoins fondamentaux et collectifs des exploités et des opprimés dans le cadre du capitalisme et que par conséquent il doit disparaître.

Cela doit se traduire pas le soutien à la totalité des revendications sociales des travailleurs des villes et des campagnes, manuels et intellectuels des secteurs public et privé, la défense de tous leurs droits sociaux et politiques, de mener quotidiennement le combat à leur côté sans sectarisme en les aidant à s'unir, à s'organiser et à se rassembler ainsi que leurs différentes organisations dans la mesure où elles partagent leur combat, dans la perspective du renversement du régime en place et l'avènement d'une République sociale, objectif politique dont les masses révolutionnaires doivent être les principaux acteurs et qui ne pourra être atteint qu'à condition qu'elles construisent leur propre parti indépendant du régime en place, sur la base de cet engagement qui structure son programme.

Il ne suffit pas d'avoir de grandes et généreuses idées, faut-il encore démontré qu'on en est à la hauteur, qu'on en est digne ou qu'elles ne reposent pas sur du vent et dépassent le stade des bonnes intentions, des paroles, ce qui est le cas malheureusement de nos jours de la presque quasi-totalité des intellectuels répertoriés à gauche. Pourquoi en sont-ils là ? Parce qu'ils tournent le dos au prolétariat.

Ils refusent d'admettre que le développement historique du capitalisme conduit soit à la barbarie, soit au socialisme, et que seule la classe des exploités et des opprimés parce qu'elle constitue la majorité de la société peut mettre fin au capitalisme ou permettre de déboucher sur une alternative au capitalisme conforme aux intérêts de l'humanité entière. Ils refusent d'admettre que le sort de l'humanité dépendrait de la classe la plus nombreuse dans la société, pour s'en remettre à celle qui est minoritaire et détient le pouvoir actuellement.

Cette absence de logique chez ces intellectuels est frappante, choquante, elle saute aux yeux pourtant, mais apparemment ils s'en accommodent fort bien. Ils ont une conception élitiste de la société qui les aveugle, au point de croire que l'avenir de l'humanité dépendrait d'une sorte d'alliance entre l'élite intellectuel et les capitalistes, alors qu'elle ne peut qu'exister que dans la forme qu'elle a pris de nos jours, celle de la pire réaction.

Une telle confusion confine au ridicule, à moins qu'elle témoigne de leur capitulation rampante devant l'ordre établi, qui s'exprime régulièrement à travers leurs tentatives de concilier l'inconciliable. Par exemple les Charlie et les anti-Charlie comme vient d'en faire la démonstration Michel Collon, qui chacun de leur côté n'exprimaient rien d'autres que des illusions ou une interprétation erronée de la réalité. On imagine sans peine ce que pourrait donner sur cette base la réunion des deux, sinon un cocktail détonant sans autre perspective politique que leur propre explosion ou dislocation !

Les intellectuels, les militants ouvriers conscients ne peuvent jouer un rôle positif dans la société et pour l'avenir de l'humanité ou encore pour la cause du socialisme, qu'à partir du moment où ils admettent que c'est uniquement auprès des masses exploitées qu'ils doivent prendre leurs ordres et que c'est uniquement à elles qu'ils ont des comptes à rendre. Et c'est seulement à partir du moment où ce genre de rapports existent réellement, que les éléments les plus déterminés ou conscients engagés dans le combat politique ou oeuvrant pour le progrès social ou une société débarrassée du règne de l'exploitation et de l'oppression, qu'il sera possible d''entraîner, de mobiliser l'immense masse des exploités et des opprimés pour renverser l'ordre établi et établir une société meilleure et plus juste.

Sinon, cela sert à quoi de parler au nom des exploités et des opprimés du monde entier ? A rien, sinon les induire en erreur et être réduit à l'impuissance, car c'est bien l'état actuel de ces intellectuels qui refusent obstinément de se tourner vers les masses et le socialisme auquel ils n'ont manifestement pas compris l'essentiel, car sans les masses révolutionnaires et leur parti pour les guider, aucun changement de société ne sera possible, cela figurait en guide de conclusion des travaux de Marx et Engels, dont la révolution russe de 1917 a apporté une éclatante confirmation.

- En pleine négociation avec l'UE, Athènes semble chercher d'autres appuis - AFP

En pleine négociation difficile avec ses partenaires de l'Union européenne, Athènes a annoncé samedi la visite du ministre des Finances à Washington, précédant de quelques jours celle du Premier ministre à Moscou.

Yanis Varoufakis rencontrera dimanche la directrice générale du FMI Christine Lagarde, puis lundi des responsables du Trésor américain, dont Nathan Sheets, sous-secrétaire au Trésor américain en charge des affaires internationales. Il s'entretiendra aussi avec Caroline Atkinson, la conseillère de Barack Obama pour les affaires économiques internationales.

Un porte-parole de M. Varoufakis a expliqué à l'AFP que celui-ci voulait associer le FMI au déroulement des négociations en cours avec l'Union européenne, et qu'il était "normal" de présenter les réformes envisagées aux Etats-Unis, premier actionnaire du FMI.

Le président du Parlement européen Martin Schulz, interrogé par le journal allemand Hannoversche Allgemeine Zeitung, a demandé à M. Tsipras de "ne pas mécontenter ses partenaires européens" en risquant de rompre l?unanimité de l'UE vis à vis de la Russie. Cela alors que la liste de réformes mise au point par la Grèce et la récente visite de M. Tsipras à Berlin "plaçaient Athènes en position de retrouver confiance et crédibilité".

Dans une interview au Rheinische Post, le ministre allemand de l'Economie Sigmar Gabriel a préféré minimiser le risque stratégique : "Je ne peux imaginer que quiconque à Athènes soit prêt à tourner le dos à l'Europe pour se jeter dans les bras de la Russie", a-t-il dit. AFP 04.04

C'était écrit d'avance, nous n'avons cessé de le répéter...

ACTUALITE EN TITRES

Pourquoi les épargner ? Pas de quartier !

- Vie d'une élue municipale: «Ne jugez pas trop vite et trop durement vos élus» - 20minutes.fr

- «Les élus municipaux ont une vraie bienveillance avec leurs administrés» - 20minutes.fr

Quelle hypocrisie !

L'oligarchie financière détient la solution pour faire supporter la crise du capitalisme à la plèbe : L'obscurantisme.

- Boubakeur veut doubler le nombre de mosquées en France d'ici deux ans - AFP

Haut de page

Le 6 avril 2015

CAUSERIE

On a ajouté 12 articles.

Quand on lit : "*La décomposition des partis qui, historiquement, plongent leurs racines dans le mouvement ouvrier souligne la nécessité d'une représentation politique de la classe ouvrière fidèle à ses intérêts.*, extrait de l'éditorial d'Informations ouvrières (n °345) signé par les trois secrétaires nationaux du POI, à croire qu'ils en feraient encore partie, on peut encore l'admettre pour le PCF, mais certainement pas pour le PS, on s'étrangle, on suffoque, on a l'impression d'être trahi, non ?

Ce n'est certainement pas en lorgnant sans cesse vers ces partis qu'il sera possible de construire un véritable parti ouvrier indépendant de l'Etat et du capital, sinon cela se saurait depuis longtemps.

Laissons-les à leurs fétiches.

Vouloir changer l'homme sans être parvenu à changer la société : C'est réactionnaire.

Les deux conceptions du développement historique de la civilisation humaine sont antinomiques et irréconciliables. Ceux qui prétendent le contraire sont des charlatans ou des ignorants.

Après avoir lu l'article *Selon Obama, le monde serait « plus sûr » assis sur « La » bombe*, je me suis fait la réflexion que l'homme était décidément con au-delà de tout ce qu'on avait pu imaginer pour accepter de vivre dans un monde aussi pourri. Cette réflexion ne s'adressait pas à l'auteur de cet article ou à Obama mais bien à la population, à nos contemporains. On verra plus loin qu'en réalité elle concernait les donneurs de leçons érigés en procureurs de la pensée et de notre mode de vie.

Cette réflexion peut choquer ou paraître au premier abord contradictoire avec les idées que je défends. En y réfléchissant un peu,

pas du tout. Contradictoire ne signifie pas forcément contraire, sauf pour des esprits obtus ou sclérosés.

En fait elle est réaliste ou correspond à la réalité, il faut être lucide et ne pas se bercer d'illusions. Etre réaliste ne signifie pas pour autant avoir une vision réductrice de la réalité, qui ne se borne pas seulement à ce constat, à moins de la ramener à une somme d'expériences traitées comme des abstractions qui s'annuleraient ou se neutraliseraient ou qui n'auraient aucun rapport entre elles.

La réalité par l'ensemble des facteurs et des rapports qui la composent et qui sont amenés à se développer ou à évoluer, comportent déjà l'ensemble des éléments qui composeront la situation à venir, dont l'agencement demeure en partie inconnu mais l'orientation déterminée sans qu'on en connaisse l'issue, compte tenu que le comportement d'un ensemble d'éléments variables déterminants nous échappe, ce qui ne signifie pas qu'on ne pourrait pas les prévoir ou les saisir à l'avance.

L'évolution probable de la situation dans un sens ou un autre repose sur la réalisation ou non de certaines conditions dont on connait la nature. On ne peut la percevoir ou en avoir une idée qu'à partir du moment où on part de la réalité ou de la situation présente dans sa totalité. Ce qui sera impossible quand on se berce d'illusions, qui consiste justement à s'écarter de la réalité ou à l'ignorer.

Le génie de Marx et Engels s'est d'avoir mis en lumière et théorisé le fait que l'état d'arriération des masses exploitées n'était pas un obstacle insurmontable à leur émancipation, dès lors que les conditions sociales étaient réunies pour qu'elles passent à l'action, et surtout qu'il n'était pas figé ou irrémédiable dans la mesure où elles avaient été maintenues artificiellement dans cet état-là, et s'évaporerait pour ainsi dire dès lors que les conditions politiques seraient réunies pour leur faire atteindre un niveau de conscience supérieur, à partir duquel il serait envisageable de pouvoir changer la société.

Ceci dit, le contenu précis de ces conditions sociales a évolué au même rythme que les transformations de la société et de la lutte des classes, et quant aux conditions politiques, aussi bien leur contenu que le niveau de conscience nécessaire pour entrevoir la possibilité de changer la société ont évolué également, si l'ensemble de ces conditions demeurent valables, il est indispensable de déplacer le curseur sur une échelle quantitative et qualitative pour qu'elles demeurent ou soient opérantes ; on aura compris que si on confondait les conditions de travail et d'existence d'un ouvrier à la fin du XIXe siècle avec notre époque et qu'on lui tenait le même discours en espérant obtenir les mêmes résultats, forcément on ne parviendrait à rien.

Si l'ensemble du processus qui mène à la prise du pouvoir par la classe ouvrière demeure le même parce que la nature des classes ou du régime n'a pas fondamentament changé, cela ne signifie pas que l'ensemble des facteurs qui le composent n'ont pas profondément évolué. Ce n'était pas ce processus qui devait être modifié pour finalement être abandonné, mais notre vision de ces différents facteurs pour l'adapter à ce processus qui évidemment devait connaître un certain nombre de modifications sans le dénatuer.

Pour revenir à ma réflexion du départ, l'homme ou le travailleur si vous préférez peut être très con ou pire encore, mais pas pour autant incapable de se surpasser si l'occasion lui est fournie. En dehors des cinglés qui nous gouvernent et leurs commanditaires qui sont tout juste bons à être exterminés, il n'existe pas un seul homme sur terre qui soit favorable à l'existence des armes nucléaires, chimiques, bactériologiques, et pourtant, soit en soutenant les partis institutionnels, soit en adoptant une attitude neutre ou insouciante, ils les laissent agir à leur guise. J'ai pris cet exemple parmi des milliers d'autres parce qu'il est particulièrement frappant, et si demain nous parvenions au pouvoir et que nous abolissions toutes ces armes, personne ne condamenerait notre décision parce qu'en réalité tout le monde la partageait déjà.

Le peuple est très con, les gens sont abrutis, l'homme est détestable, on a envie de dire à ceux qui font la chasse à ses préjugés archaïques, à ses pensées nauséabondes qu'ils feraient bien de se regarder, parce qu'en attendant on a plutôt l'impression que ce sont eux qui le sont quand ils mènent ces campagnes infâmes au côté de ceux qui n'ont de cesse de s'attaquer à leurs droits au lieu de les combattre.

Ils veulent les forcer à changer, ils ne les supportent pas tels qu'ils sont, ils les maltraitent, en eux-mêmes ils les méprisent, alors qu'ils ne changeront que lorsque les conditions ou rapports économiques et sociaux qui sont à l'origine de leur pensée et de leur comportement auront disparu, ce qui n'est évidemment pas le cas aujourd'hui ni demain. Ils s'imaginent que l'homme peut changer sur un simple commandement, par décret, par une loi qui plus est répressive, ils se prennent pour des justiiciers, ils ont le même état d'esprit que les procureurs généraux, le législateurs, les représentants de la classe dominante, la réaction, ils participent donc à la répression des opprimés, de quoi vous faire détester tout ce qui se réclame de la gauche et de l'extrême gauche, du mouvement ouvrier, tous ceux qui parlent au nom des travailleurs qui heureusement encore ne leur ressemble pas car on en aurait honte jusqu'à la fin de nos jours, au passage, un service rendu à l'extrême droite qu'ils prétendent aussi combattre mais qu'en réalité ils alimentent.

Personnellement je suis issu de ce milieu ouvrier arriéré, très con, réactionnaire, détestable par bien des aspects, mais aussi rempli de qualités pour m'avoir enseigné des valeurs et des principes que je retrouve dans le socialisme, et en vivant en Inde, en partageant ma vie quotidienne avec une femme encore plus arriérée, je devrais haïr la terre entière, et pourtant je suis animé par un puissant sentiment inverse, de révolte, de tension explosive, non pas contre ces 1,2 milliard d'Indiens, mais contre ceux qui ont

fait en sorte de les maintenir dans cette condition. Ils sont mille fois plus profondément arriérés que le dernier des arriérés en France et leur comportement constitue une provocation permanente à l'encontre de mes principes et valeurs que je n'essaie pas de leur imposer, sauf quand mes intérêts fondamentaux ou ma vie étaient menacés, c'est la seule exception que je me suis accordé, à bon escient puisque cela avait permis d'apaiser la situation. Je précise que ce n'est pas le cas de ma compagne sans que j'ai trouvé le temps de me demander exactement pourquoi, hormis les préceptes liés à l'hindouisme et qui sont communs à toutes les religions, ainsi que le contact avec des occidentaux pour lesquels elle a travaillé pendant plus de 20 ans.

Si j'étais animé par la conception du développement de l'humanité que veut nous imposer les représentants de la classe dominante et sa ribambelle de laquais, les tenants du capital n'en croyant pas un mot pour mener ses affaires à bien soit dit en passant, ce qui rend ses serviteurs encore plus grotesques et odieux, j'aurais envie de tuer un Indien par jour à défaut de pouvoir les changer, et quand bien même ils sont tellemient nombreux que je n'en viendrais jamais à bout ! Ceci témoigne que vouloir changer l'homme avant de changer la société est un non-sens, une absurdité contredite par les faits ou l'expérience millénaire qu'il a acquise qui prouve exactement le contraire.

En réalité, pourquoi veulent-ils absolument changer le comportement des hommes au lieu de commencer par changer la société, on pourrait ajouter sachant que c'est impossible sauf à violer leurs convictions ? Parce qu'ils ne veulent pas changer la société contrairement à ce qu'ils affirment ou à leurs étiquettes politiques. Plus précisément, pour répondre à cette question il faut remonter aux fondements de la société, à ce qui la structure à la base, à ce qui structure l'ensemble de ses rapports ou sur laquelle se développe par la suite son infrastructure, ses institutions, etc. pour aboutir au mode de production en vigueur qui correspond à un stade de développement des forces productives et de la lutte des classes qui sont les véritables moteurs de l'évolution de l'humanité depuis le néolithique... Ce qui signifie que changer la société implique ou suppose la nécessité de changer de mode de production, donc liquider le mode de production capitaliste et passer à un mode de production ou les moyens de production appartiennent à l'ensemble des producteurs de richesses de telle sorte que personne ne puisse se les approprier et en tirer un profit supérieur à celui distribué à chacun des producteurs.

Bien que ce changement radical des rapports sociaux de production qui sont à la base de tous les rapports sociaux dans la société soit engagé à un moment donné et soit orienté vers la liquidation à terme des facteurs d'inégalité, les rapports de dominant à dominé ou l'existence des différentes classes sociales qui incarnent ces rapports, cela ne signifie pas pour autant que du jour au lendemain toutes traces de ces rapports qui influencent le comportement des hommes auront disparu, puisque pendant toute une période la division de la société en classes n'aura pas totalement disparu loin s'en faut, car il faudra que ce changement s'effectue au-delà d'un seul pays, sur tout un continent puis à l'échelle mondiale pour arriver à son terme.

Avant d'en arriver là, ce changement engagé permettra d'éliminer les principales sources d'inégalités qui sont à l'origine des préjugés archaïques ou aveugles persistant de la majorité de la population qui disparaîtront naturellement sans même qu'on ait besoin de les combattre puisque leur source aura été tarie.

Je pourrais prendre pour exemple ma propre expérience qui le confirme. Au départ je viens de très loin, à 19 ans encore j'étais totalement arriéré ou le parfait abruti, j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de raconter mon parcours dans des causeries pour ne pas y revenir ici. Ayant finalement acquis la conscience de la nécessité de ce changement de mode de production et des moteurs du développement de la civilisation humaine qui sont à l'origine des différents stades (et modes de production) par lesquels la société est passée, je ne présente absolument plus aucun de ses préjugés, ni ceux du peuple ignorant ou arriéré ni ceux de ces donneurs de leçons qui s'emploient à le juger, j'ai adopté ou j'applique le mode de pensée lié à un stade supérieur de la société qui n'existe pas encore ou demeure à l'état latent dans les étrailles du capitalisme sans l'imposer à quiconque, et j'essaie de faire en sorte que mon comportement dans la vie quotidienne soit conforme à mes idées ou au socialisme, de dis j'essaie car parfois on peut se laisser aller à des écarts faute de temps ou de moyens sur le coup pour procéder autrement, personne n'est parfait et je n'ai jamais prétendu le contraire, en général je me juge avec une sévérité extrême et je m'en veux terriblement d'avoir pu commettre une injustice que je corrige par la suite.

Bref, on aura compris que l'homme peut être amené à changer radicalement de comportement ou d'idées, mais que cela demeure l'exception, et que partant de ce constat s'il fallait que la majorité des hommes aient changé pour changer la société ou résoudre définitivement les problèmes auxquels nous sommes confrontés, on pourrait attendre indéfiniment, sans parler que cette conception de la société est contredite par le processus dialectique qui est à l'origine de sa transformation. Elle correspond tout au plus aux besoins individuels du petit bourgeois un tant soit peu évolué qui se satisfait de connaissances surfaites, superficielles ou incomplètes, et qui pour conserver ses privilèges ou son confort ne tolère pas que des gens conservent des idées ou des préjugés qui viennent heurter sa bonne conscience, sans qu'il se demande à quoi elles sont liées puisque cela le forcerait à affronter le régime en place auquel il est soumis, ce qu'il ne peut évidemment pas avouer.

Cela est valable pour les intellectuels en général qui demeurent incapables d'analyser à fond la situation ou qui s'y refusent obstinément, ils en viennent obligatoirement à se rallier à l'ordre établi, à s'en remettre à l'une ou l'autre de ses institutions, autrement dit à se soumettre au capitalisme qui demeure leur horizon indépassable.

On se demande comment on peut en arriver à s'attaquer à un pauvre type sans défense qui n'a pas un sou de cervelle ou le juger, j'ai cru observer que les membres de l'extrême droite qui en sont habituellement dépourvus, n'agissaient pas autrement non plus en s'en prenant aveuglément à la population ou à certaines couches de la population, pas les privilégiés évidemment. Cela

devrait donner à réfléchir à certains.

L'extrême droite recourt à la violence et aux menaces pour exiger que la population change de comportement et de mode de pensée, en pratique pour qu'elle supporte les nouveaux sacrifices que la classe dominante veut lui imposer par la force, tandis que la pseudo-gauche et l'extrême gauche recourent aux partis qui incarnent les intérêts de la classe dominante et aux législateurs, pour lui imposer un tel changement et la réprimer en lui imposant des amendes et des peines de prison si elle s'y refusait. La pseudo-gauche et extrême gauche emploient un procédé plus raffiné, démagogique, pervers, sournois, dans la mesure où les véritables objectifs sont les mêmes (économiques) , à ceci près qu'ils n'apparaissent nulle part ou semblent si éloignés des sujets pour lesquels ils font campagne au côté du PS et ses satellites de droite, qu'il ne viendra pas à l'esprit de ceux qui y participent qu'ils peuvent être manipulés et servir en dernière analyse les intérêts du régime en place. Un tel développement est inévitable dès lors qu'on s'associe à un parti de droite, le PS, qui est l'antichambre du fascisme ou de la dictature, ou est prêt à y livrer la société si les besoins de la classe dominante l'exigeaient.

Nous n'avons jamais refusé de participer à de telles campagnes sur la base d'idées préconçues, mais parce que nous en connaissions parfaitement le contenu, l'orientation et les objectifs qu'elles visaient, qui devaient en être les victimes, toujours les mêmes évidemment, les masses exploitées et opprimées.

En régime capitaliste les idées et les comportements des hommes ne sont pas figés, ils peuvent progresser ou régresser en fonction de la situation du capitalisme, des conditions économiques qu'ils rencontrent favorables ou défavorables à leur évolution ou statut social.

Vouloir leur imposer à tout prix un changement prétendument progressiste de leur mode de pensée en période de crise du capitalisme est la pire posture qu'on puisse imaginer, puisqu'elle vient heurter leurs conditions matérielles d'existence qui tendent à se dégrader sans cesse, et ne peut les incider qu'à tourner leurs regards et leurs coups vers ceux que leur désigne la droite officielle et l'extrême droite comme boucs émissaires de la situation, habituellement les couches les plus faibles ou défavorisées de la société.

Comment peut-on se prétendre socialiste, communiste, trotskiste ou je ne sais quoi encore et adopter une posture aussi infâme, sinon avoir totalement tourné le dos à la cause pour laquelle on prétend combattre ou en être totalement ignorant. On a envie de leur dire qu'ils commencent par changer eux-mêmes avant de vouloir changer les masses, en fait je n'y crois pas pour me souvenir d'un enseignement d'Engels, quand un militant est formaté d'une certaine manière, il est extrêmement rare pour qu'il change, sauf peut-être au cours d'une révolution lorsqu'on a mieux à faire que de se pencher sur son passé, et encore. Laissons-les où ils sont et adressons-nous plutôt aux travailleurs.

Si par millions, plus de 23 millions lors des dernières élections, les travailleurs se détournent des institutions, parmi eux des centaines de milliers ou davantage encore ne sont plus sous l'influence d'aucun parti, comme dirait Lénine peut-être en référence à Engels, ils sont "vierges" et disponibles pour entendre un autre discours, certains peuvent certes rechercher leur salut dans des expériences individuelles, ils en reviendront un jour, tandis que d'autres peuvent être tentés de rechercher une issue collective à leurs difficultés, à nous d'être capables de s'adresser à eux et de les organiser.

En attendant tous ceux qui en ont les moyens matériels peuvent participer à la journée de mobilisation du 9 avril et si possible monter à Paris. francetvinfo.fr 05.04

Etat policier. Totalitarisme. Mise sous surveillance de la totalité de la population

Et à qui faut-il dire merci ? Aux Charlie ! Le pays est gouverné par de dangereux psychopathes et le mouvement ouvrier est sous l'emprise de Charlie.

- "Boîte noire" et surveillance du web : le projet de loi sur le renseignement est-il liberticide ? - francetvinfo.fr

Le texte prévoit la mise en place de "boîtes noires" observant les données de connexion des internautes pour y repérer des comportements suspects. Tristan Nitot, membre du Conseil national du numérique, explique à francetv info pourquoi cette mesure est dangereuse.

"Légaliser les activités de renseignement." C'est l'objectif, en apparence consensuel, du projet de loi sur le renseignement, résumé par son rapporteur, le député PS Jean-Jacques Urvoas. Présenté à la mi-mars par Manuel Valls, et approuvé en commission par les députés, mercredi 1er avril, avant d'être examiné par l'Assemblée nationale à partir du 13 avril, le texte, annoncé dans la foulée des attentats de janvier, est pourtant controversé.

Europe Ecologie-Les Verts, notamment, a dénoncé, jeudi, un projet "dangereux pour la démocratie et la citoyenneté". Elle appelle les députés à le rejeter. La commission sur le Numérique de l'Assemblée a émis des recommandations très négatives sur ce texte, qui fait l'unanimité contre lui chez les acteurs du web et les associations de défense des libertés, comme le montre cette infographie non-exhaustive du Monde. Ils pointent du doigt en particulier la mise en place de "boîtes noires" observant les données

de connexion de tous les internautes.

Francetv info a interrogé Tristan Nitot, membre du Conseil national du numérique, blogueur et auteur d'un livre à paraître sur le contrôle des données personnelles, sur les menaces liées à ce projet de loi.

Francetv info : En quoi consistent ces "boîtes noires" que le gouvernement veut mettre en place pour repérer les comportements suspects sur internet ?

Tristan Nitot : Concrètement, le texte autorise les services de renseignement à placer ces "boîtes noires" chez les fournisseurs d'accès à internet, les hébergeurs de sites web, ou encore les grands services en ligne que l'on utilise au quotidien, et où se trouvent nos données. Techniquement, ce sont de gros ordinateurs connectés au réseau et sur lesquels tournent des logiciels qui ont vocation à repérer des comportements suspects chez les internautes. Ces logiciels seront classés "secret défense" : on ne sait pas du tout comment ils fonctionneront. Mais ils auront accès aux métadonnées de chaque internaute : quelles sont les pages qu'il consulte, l'heure et la durée de la connection à chaque page, ainsi que le volume de données envoyé ou reçu. Rien qu'avec les métadonnées, on peut savoir si quelqu'un s'est connecté à YouTube pour consulter une vidéo ou pour la mettre en ligne.

Cette mesure, qui inquiète de nombreux acteurs d'internet, vous semble-t-elle dangereuse pour les libertés des citoyens ?

Je ne pense pas qu'il faille rejeter le projet de loi dans son ensemble. Mais cet aspect est liberticide car il met en place une surveillance de masse. Deux points me semblent fondamentalement gênants. Premièrement, cette surveillance n'est pas ciblée : on ne surveille pas quelqu'un en particulier, on surveille la population dans son ensemble. Et l'utilisateur ne sait pas s'il est observé. Cela pose problème car de nombreux textes de loi fondamentaux affirment qu'on a le droit à son intimité et au secret de ses communications.

Le deuxième aspect inquiétant est que cette surveillance des comportements suspects est exercée par un algorithme. Qu'est-ce que c'est qu'un comportement suspect ? Regarder le sens du mot "jihad" sur Wikipedia sera-t-il suspect, par exemple ? Je n'en sais rien, et le fonctionnement du logiciel qui le décide est secret. On sera surveillé pour des comportements suspects, déviants, qui ne sont pas clairement définis, et qui vont évoluer avec le temps.

Le gouvernement répond à ces craintes en mettant en avant plusieurs garanties, notamment le fait que les données collectées par ces "boîtes noires" resteront anonymes si elles ne révèlent rien qui laissent suspecter une activité terroriste...

Le gouvernement a plusieurs arguments sur le thème "ne craignez rien braves gens, vous pouvez dormir tranquilles" : il avance, par exemple, que les données collectées sont anonymes, et ce sont des métadonnées, c'est-à-dire qu'on n'écoute pas vos conversations, on ne lit pas vos textos, on n'ouvre pas vos mails. Mais on peut très facilement recouper ces métadonnées pour déterminer ce que vous êtes en train de faire.

Pour prendre un exemple qui pourrait s'appliquer à internet : si vous recevez un coup de fil d'un centre de prévention du sida, puis que vous appelez votre médecin, et ensuite SOS suicide, soit tout ce que les renseignements peuvent savoir, à votre avis, qu'est-ce qu'ils en déduisent ? Ecouter et observer internet, ce n'est pas pareil que mettre des caméras dans la rue. La rue est un espace public, internet pas seulement. C'est aussi un espace où vous mettez des tas de choses personnelles, vous stockez vos photos, vous discutez avec vos amis, vous faites des recherches sur votre santé. Observer cela, c'est nier le droit à l'intimité.

Certains citoyens estiment que ce projet de loi ne les concerne pas, puisqu'ils n'ont rien à se reprocher. Qu'en pensez-vous ?

Il n'est pas facile d'expliquer aux gens pourquoi la vie privée est importante, mais telle quelle, cette réforme va affecter tout le monde au quotidien. On ne peut pas préjuger de ce que sera le gouvernement de la France, pas forcément en 2017, mais en 2030, par exemple. Rien ne dit qu'après avoir autorisé ces "boîtes noires", et si on subit encore quinze ans de déprime économique, on ne se retrouvera pas avec un Etat policier.

C'est ce que j'appelle "la théorie de la brèche" : à partir du moment où on creuse un trou dans un barrage, l'eau s'y engouffre et on ne peut plus l'arrêter. Regardez ce qui s'est passé avec le blocage administratif des sites internet : au départ, il vise les sites terroristes, mais il y a trois semaines, un député a lancé, en pleine Assemblée, qu'il fallait bloquer les sites qui insultent les élus. Et cette semaine, c'était l'interdiction des sites faisant la promotion de l'anorexie qui était en débat.

Vous craignez que le champ d'action de ces "boîtes noires" s'étende ?

Aujourd'hui, les "boîtes noires" sont réservées, dans le projet de loi, à la surveillance des activités terroristes. Mais le texte, dans son ensemble, liste sept finalités des activités du renseignement en France, dont six qui ne sont pas le terrorisme, et plusieurs sont extrêmement floues, comme la "prévention des violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix

publique". Qu'est-ce que ça veut dire ? Qu'aller sur internet pour dénicher des renseignements sur Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique) ou le barrage de Sivens (Tarn) pourrait, peut-être, devenir un comportement suspect. Les infrastructures nécessaires à cette surveillance de masse seraient en place.

De même, c'est important d'être libre et de pouvoir choisir si on est pour ou contre le jihad, de pouvoir réfléchir par soi-même, sans qu'on ait peur d'être suspect parce qu'on va regarder la définition du terme sur Wikipedia.

Les "boîtes noires" sont-elles, selon vous, la seule mesure de ce texte qui porte atteinte aux libertés ?

C'est le plus préoccupant, mais le texte prévoit aussi la surveillance des communications téléphoniques avec ce qu'on appelle des "IMSI-catcher". Concrètement, ce sont des sortes de valises qui contiennent un ordinateur connecté à un boîtier électronique, et qui fonctionnent comme un faux relais GSM : les téléphones détectent cette borne et s'y connectent en pensant que c'est leur réseau mobile. Elles ne permettent pas forcément d'écouter les conversations, même s'il semble que ce soit possible, mais au moins de savoir qui appelle qui, ou tout simplement qui est présent, dans un rayon de quelques centaines de mètres autour de cette borne. Si vous placez un IMSI-catcher à la Gare du Nord à Paris, par exemple, vous êtes capable de connaître tous les allers-retours des gens qui y passent, via leur téléphone. C'est bien plus large qu'une surveillance ciblée.

Le projet de loi crée également une Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR), qui doit juger de la proportionnalité des moyens de surveillance mis en œuvre. N'est-ce pas un garde-fou suffisant pour lutter contre d'éventuelles dérives ?

Je m'en remets à l'avis de Jean-Marie Delarue, qui préside la commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), chargée de surveiller les écoutes téléphoniques, et qui est vent debout contre cette nouvelle organisation, alors qu'il deviendrait sans doute membre de cette CNCTR quand elle prendrait le relai. Il estime qu'elle ne serait pas un vrai contre pouvoir. Pour des questions de moyens, mais aussi de savoir-faire : qui va être capable d'analyser l'algorithme pour savoir s'il agit dans le respect des libertés ? Lui estime que c'est impossible.

On peut considérer que ce système est acceptable, du moins pour des écoutes ciblées, si la CNCTR est efficace, bien équipée, compétente et a accès aux informations dont elle a besoin. Je crois que personne de raisonnable n'est contre le fait de pratiquer des écoutes téléphoniques ou surveiller l'utilisation d'internet de gens très précisément choisis, parce qu'on les soupçonne fortement d'être des terroristes. Mais par principe, l'écoute de masse n'est pas bonne. Elle est nuisible pour la démocratie.

Dossier Yémen

- Que fait Erdogan, au Yémen? - french.irib.ir

Les sources militaires yéménites font état de la découverte d'armes chimiques, "made in Arabia", au Yémen!! Le général Khaled al Brayemi, l'un des hauts commandants de l'armée, a fait part de la saisie, par Ansarallah et les comités populaires, de plusieurs camions, avec, à leur bord, des armes destinées aux terroristes qaïdistes. "Du gaz sarin a été, également, découvert, à bord de ces camions".

Le général a accusé la Turquie de soutenir les Qaïdistes et les pro-Hadi, à Aden, avant d'ajouter :"Certains des avions liés au renseignement turc envoient des armes au Yémen, sous couvert d'aide humanitaire. Hadi s'est entretenu, il y a deux mois, avec Erdogan, et l'a appelé à soutenir les pro-Hadi, financièrement et militairement. L'armée yéménite a bien suivi cette affaire et elle en a le coeur net. Les contradictions, qui opposent les propos d'Erdogan à ceux des responsables du renseignement turc, autour de ces avions bourrés d'armes, plaident en faveur de l'existence d'unn tel trafic".

Le général a confirmé l'arrestation des conducteurs des camions précités, conducteurs, qui seraient, tous, liés au renseignement saoudien. " Erdogan dit haïr les Houthis, puisque ces derniers se seraient révoltés contre l'empire Ottoman". french.irib.ir 04.04

- Yémen : les forces spéciales saoudiennes débarquent - french.irib.ir

Pour aider les bandes armées liées au président démissionnaire yéménite, l'Arabie a utilisé ses forces spéciales.

La mission de ces forces est de mener les coordinations et d'orienter les partisans d'Abd Rabbo Mansour Hadi, a rapporté la chaîne Al-Alam, citant un conseiller militaire saoudien.

"L'armée et les forces spéciales saoudiennes sont, actuellement, en train de mener des opérations spéciales", a ajouté ce conseiller, sans, cependant, préciser si ces forces ont lancé ou pas des opérations terrestres. Il a, également, reconnu que les forces spéciales saoudiennes, à Aden, ont mis à la disposition des bandes armées liées à Hadi des armes et des équipements

de communication. french.irib.ir 05.04

- Une chaîne dépendant de la télévision d'Etat cesse d'émettre au Yémen - LeMonde.fr

La chaîne de télévision yéménite Aden TV, fidèle au président Abd Rabbo Mansour Hadi, a cessé d'émettre dimanche 5 avril après avoir été la cible de tirs d'obus attribués aux rebelles chiites Houthis et à leurs alliés, selon un responsable de cette chaîne.

Les miliciens houthistes, soutenus par l'Iran, et leurs alliés, des militaires fidèles à l'ex-président yéménite Ali Abdallah Saleh, ont réussi dimanche à progresser à Aden et se sont emparés du siège de l'administration provinciale avant de se rapprocher d'un port, selon un responsable local. Ils ont bombardé des zones résidentielles, mettant le feu à plusieurs habitations et en endommageant d'autres, ce qui a poussé des dizaines de familles à fuir, ont indiqué des témoins.

Déjà maîtres de la capitale Sanaa, les rebelles, qui cherchent à s'emparer d'Aden, avaient pris jeudi le palais présidentiel de la ville avant de s'en retirer vendredi à l'aube à la suite de raids aériens menés par une coalition dirigée par l'Arabie saoudite. LeMonde.fr 05.04

- Raids sur Sanaa, combats à Aden et Moukalla au Yémen - Reuters

De violents affrontements ont opposé dimanche des combattants houthis appuyés par des éléments de l'armée yéménite qui se sont alliés avec eux et des milices locales dans la ville d'Aden, faisant des dizaines de victimes, ont dit des témoins.

L'offensive houthie sur Aden, dernier bastion des partisans du président Abd-Rabbou Mansour Hadi, se poursuit malgré les frappes aériennes de la coalition conduite par l'Arabie saoudite.

Des avions de la coalition ont mené des raids sur la capitale yéménite Sanaa au cours de la nuit de samedi à dimanche, rapportent des habitants.

Il s'agit de la onzième journée de campagne aérienne menée contre les miliciens chiites houthis par l'armée saoudienne et ses alliés sunnites de la région du Golfe.

Des milices tribales se sont par ailleurs emparées dimanche de la plus grande partie de la ville portuaire de Moukalla qui était tombée aux mains des activistes d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) jeudi.

Les miliciens ont pénétré dans la ville samedi en promettant d'y rétablir l'ordre et la sécurité.

Les combattants d'Aqpa avaient notamment libéré 150 détenus d'une prison locale dont un haut dirigeant d'Aqpa, Khaled Batarfi, emprisonné il y a quatre ans.

Les miliciens tribaux se sont heurtés à des soldats à un point de contrôle à l'extérieur de la ville peu avant l'aube et ont tué deux militaires.

Un groupe de citoyens baptisé "Comité populaire pour la sécurité et la défense" a appelé dans un communiqué les habitants et les employés à protéger les hôpitaux et les bâtiments publics de Moukalla.

Des combattants islamistes sont toujours présents dans plusieurs secteurs de la ville, ont rapporté des témoins. Reuters 05.04

- Les députés iraniens condamnent Riyad - french.irib.ir

Les parlementaires iraniens ont condamné, dans un communiqué, l'agression militaire des Al-e Saoud contre le Yémen.

Les députés du Majlis Islamique ont qualifié de lâche, l'agression flagrante de l'Arabie contre un peuple et un pays indépendant.

En attaquant le Yémen et en massacrant le peuple innocent du pays voisin, l'Arabie a prouvé que, contrairement à ce qu'elle prétend être, à savoir, un pays musulman et serviteur des deux Mausolées, elle tue les Musulmans et rend service aux ennemis de l'Islam, au lieu d'être un facteur d'unité et le défenseur de la dignité des Musulmans, est-il dit, dans ce communiqué.

Le régime des Al-e Saoud doit savoir que le feu qu'il a attisé, au Yémen, ne l'épargnera pas, infligera un coup dur au monde de l'Islam. La formation d'une coalition factice ne fait que compliquer les difficultés du monde de l'Islam et de la région. Le soutien des Etats-Unis et du régime sioniste et de certains de leurs alliés à l'agression flagrante de l'Arabie contre un peuple et un pays indépendant, est en contradiction avec les lois internationales, ce qui a révélé, encore, une autre fois, la politique sournoise

des Etats-Unis de leurs alliés. french.irib.ir 05.04

ACTUALITE EN TITRES

La réaction tout azimut.

- Départementales : Hollande garde le cap - Francetv info

- Jean-Christophe Lagarde (UDI) dénonce un Qatar bashing - 20minutes.fr

- Mgr Vingt-Trois : «Il y a un courant de la laïcité qui veut le silence sur le fait religieux» - LeFigaro.fr

Ça craque de partout.

- Anne Hidalgo : "Il faut que le gouvernement réagisse" - Francetv info

- Pour Cuvillier (PS), Hollande est "trop entouré" de "technocrates" - AFP

EELV appendice du PS. Sa survie dépend de son soutien inconditionnel au régime.

Son existence est artificielle, il la doit uniquement au PS. Le PS se présente dorénavant comme un parti néolibéral populiste . EELV n'a pas d'autre alternative que d'adopter sa politique, toute sa politique ultra réactionnaire. Il est donc normal que ses dirigeants qui acceptent d'emblée cette soumission totale montent au créneau, en somme ils n'ont jamais fait autre chose.

- Placé: EELV donne "une mauvaise image", est "en mort clinique" - AFP

M. Placé s'est redit disposé à entrer au gouvernement.

"Il y a un espèce d'état d'esprit où il faudrait caricaturer ceux qui affichent une ambition, qui est saine et franche", a-t-il aussi regretté. "Je ne dis pas que je suis prêt et que j'ai envie, je veux être utile", a enchaîné le sénateur.

"On ne sait pas trop bien pourquoi on est sorti du gouvernement" il y a un an, a aussi regretté M. Placé, pointant un manque d'explication d'EELV sur le refus de participer à l'équipe de Manuel Valls. AFP 05.04

- Pour Noël Mamère, "le logiciel de la gauche traditionnelle est périmé" - Francetv info

"Ce n'est pas le logiciel de Manuel Valls qui est périmé, c'est le logiciel de la gauche traditionnelle", assène Noël Mamère en écho aux critiques formulées par sa consœur Cécile Duflot à l'encontre du Premier ministre. Invité de l'émission "C Politique" sur France 5, dimanche 5 avril, le député écologiste a fustigé "une gauche archaïque", "qui s'obstine" à mener une politique faite pour "les Trente Glorieuses". Francetv info 05.04

- Jadot "effaré d'appartenir" à EELV qui "donne la pire image" - AFP

Selon lui, Europe Ecologie-Les Verts est "agité par deux sensibilités: il faudrait être soit pro-Hollande, soit aspiré dans la gauche radicale".

"Les histoires d'appareil, de politique politicienne, ça dégoute les gens", a-t-il estimé.

M. Jadot, qui a pointé une "haine des socialistes" au sein d'une partie d'EELV.

Aux régionales de décembre, "il faudra faire un accord (avec le PS) sur des coalitions de projet au second tour", à part dans "une ou deux régions où la menace (du FN) est telle" qu'il faudra selon lui s'entendre dès le premier. AFP 05.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

1- - Barzani ouvre une chaîne TV, en Israël - french.irib.ir

Un pas de plus, dans le sens d'un renforcement des liens entre Israël et le Kurdistan irakien.

La chaîne télévisée Rodwa, parrainée par le Premier ministre du Kurdistan irakien, vient d'ouvrir son bureau, au coeur de Tel-Aviv. Les relations entre les Kurdes et Israël étant sur le point de normalisation. cette initiative cadre mal avec les récents propos du ministre irakien des A.E , Ibrahim al-Jafaari, lequel a affirmé être prêt à normaliser avec toutes les parties, à part Israël.

La chaîne en question, dirigée par Nechirvan Barzani, diffuse, depuis Erbil, et agit dans le sens d'une violation flagrante de la souveraineté irakienne. La chaîne a envoyé ses journalistes, en Israël, et les commandants de l'armée israélienne assisstaient même à la cérémonie d'inauguration de la chaîne. Le directeur de la chaîne a, d'ailleurs, affirmé ne s'opposer, nullement, à une reprise des liens avec Israël, et être fier de ne pas s'inscrire, sur ce point, dans le même droit fil que Bagdad. french.irib.ir 05.04

2- "Les Arabes ont perdu l'Iran .." (Haykal) - french.irib.ir

«Nous avons perdu l'Iran, pour la seule raison de maintenir nos relations avec les Etats-Unis, et cela est tout à fait déplorable», a déclaré Mohamed Hassanein Haykal, éminent journaliste égyptien, dénonçant la manière de l'interaction des pays arabes avec Téhéran.

A l'antenne de la chaîne de télévision égyptienne, CBC, Mohamed Hassanein Heikal, journaliste renommé égyptien, a déclaré : «Il est vraiment déplorable que nous avons perdu nos relations avec l'Iran, sans aucune raison, et au seul profit des Américains. Les Américains savaient bien que certains pays arabes éprouvaient un certain malentendu envers la Révolution islamique, en Iran, et ils en ont abusé, dans le sens de leurs intérêts. Les Américains ont fait en sorte que nous oublions la guerre contre Israël, en nous occupant avec des conflits entre Chiites et Sunnites».

En ce qui concerne la situation prévalant en Syrie, Mohamed Hassanein Heikal a déclaré : «On ne peut pas fermer les yeux sur la résistance de Bachar al-Assad et sur cette réalité qu'il est resté au pouvoir, pendant les cinq dernières années. L'Egypte, de son côté, pourrait avoir un rôle positif, dans le règlement de la crise, en Syrie».

Heikal s'est, ensuite, attardé sur le Yémen, tout en le qualifiant de volcan endormi, dans le Sud de la péninsule arabe, un volcan, dont l'éruption touchera la région, dans son entièreté, notamment, les pays arabes du golfe Persique. Heikal a critiqué Riyad, pour avoir recouru à l'option militaire contre le Yémen : «La guerre, ce n'est pas une option à laquelle on fait appel tout de suite. Il fallait, d'abord, voir si l'Arabie saoudite serait en mesure de payer les pots cassés. A l'heure actuelle, les pays arabes s'enlisent dans la division, la destruction, le désarroi, le désespoir et la vacance du leadership, et tout ça se nourrit des défaites, du chaos et du phénomène du terrorisme. Il existe des armées arabes qui restent, totalement, incapables, face au terrorisme». french.irib.ir 05.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Belgique

- Les syndicats belges s'insurgent contre les "réformes" du gouvernement - latribune.fr

La Belgique a connu d'importantes manifestations syndicales dans la semaine du 1er avril. En cause : la politique du nouveau gouvernement de droite. Mais ce dernier ne devrait pas réduire le rythme des "réformes."

En Belgique, la politique budgétaire du nouveau gouvernement de droite (le premier sans le PS depuis plus de 25 ans) de Charles Michel, entré en fonction en octobre 2014, est très contestée. Dimanche 29 mars, 17.000 personnes ont défilé dans Bruxelles contre cette politique (contre 5.000 environ attendus). Toute la semaine, des défilés et des grèves ont été organisés en régions, là aussi avec une bonne mobilisation. Les mouvements devraient en théorie se poursuivre jusqu'au 22 avril où ils culmineront avec une grève générale à laquelle a appelé pour le moment le syndicat de la fonction publique CGSP.

Réforme des retraites

Pourquoi cette colère ? Deux mesures exaspèrent les syndicats. La première est la réforme des retraites qui portera l'âge légal de départ à la retraite de 65 ans aujourd'hui à 66 ans en 2025 et à 67 ans en 2030. D'autant que, selon Etienne de Callataÿ, chef économiste chez Bank Degroof à Bruxelles, « le gouvernement prépare des mesures sévères pour décourager les départs anticipés en renforçant les conditions de ces départs. » Or, en 2013, le précédent gouvernement mené par le socialiste francophone Elio di Rupo avait déjà durci les conditions de départ en « prépension » et la Belgique a vu son âge moyen effectif de départ à la retraite passer de 56,8 ans en 2001 à 61,6 ans en 2007 (derniers chiffres disponibles chez Eurostat). Le Belge partirait ainsi plus tôt que le Néerlandais (63,5 ans) et l'Allemand (62,7 ans), mais plus tard que le Français (60,2). Globalement, cet âge de départ effectif est dans la moyenne de la zone euro. Le gouvernement belge tente donc de faire passer le pays dans la partie supérieure du tableau. Ce qui exaspère Fidel Gavilan, conseiller au syndicat FGTB Metal à Gand, « avec 600.000 chômeurs, explique-t-il, la solution ne peut pas être de travailler plus longtemps. »

Le "saut d'index"

Même logique avec la deuxième mesure qui exaspère les syndicats : le « saut d'index. » La Belgique est un des rares pays européens (avec l'Autriche) à avoir conservé une « scala mobile », une indexation systématique et obligatoire des salaires sur l'inflation. Les milieux patronaux s'en plaignent amèrement depuis des années, mettant en avant une « perte de compétitivité. » Pour autant, le nouveau gouvernement de droite n'a pas osé supprimer une indexation à laquelle les Belges sont très attachés. Il a donc été décidé de faire un « saut. » Tant que les prix n'ont pas progressé de 2 %, l'indexation est gelée. Autrement dit, le gouvernement demande aux salariés belges d'accepter une perte de pouvoir d'achat jusqu'à 2 %.

Cette mesure de « saut d'index » est d'autant plus mal acceptée que l'indexation n'a pas provoqué les catastrophes économiques que les théories prédisent aux pays qui maintiennent de tels systèmes. Le pays reste fortement exportateur : la part des exportations dans le PIB a même progressé de 77 % à 82 % entre 2010 et 2014. Mieux même, la Belgique a échappé à la récession de la zone euro, en grande partie parce que le pouvoir d'achat des salariés a été maintenu, ce qui a soutenu la consommation. Cette indexation est, compte tenu de l'actuelle situation (hausse des salaires réels en Allemagne et faible inflation), sans réel impact sur la compétitivité du pays. Depuis 2010, le coût du travail belge a progressé de 8,7 %, soit juste un peu plus que l'Allemagne (8,3 %).

Vers de nouvelles mesures d'austérité ?

Les syndicats interprètent ces mesures comme une volonté du gouvernement de diriger la Belgique vers une politique d'austérité. « Le gouvernement belge mène une politique de casse des acquis sociaux qui correspond à la vision très « thatchérienne » du parti nationaliste flamand N-VA soutenue désormais par le patronat flamand », explique Fidel Gavilan. Sans souscrire évidemment à cette analyse, Etienne de Callataÿ considère néanmoins qu'il faut s'attendre, avant la fin de la législature, à de nouvelles mesures d'économie sur la sécurité sociale et le service public. Par ailleurs, le gouvernement prévoit une réorganisation fiscale (« tax shift ») qui ferait peser l'impôt davantage sur la consommation, le capital et la pollution et moins sur le travail, ce qui risque de faire grincer des dents.

Les régions invitées à faire des économies

L'impression de mise en place d'une politique d'austérité est renforcée par le dernier « contrôle » budgétaire qui a révélé que les trois régions fédérées du pays (Flandre, Wallonie et Bruxelles-Capitale) devait trouver dès cette année 750 millions d'euros pour boucler leurs budgets. C'est un vrai casse-tête pour les trois entités. La Flandre doit trouver 400 millions d'euros, la Wallonie 250 et Bruxelles 100. Proportionnellement, le choc le plus sévère sera pour la capitale, même si Etienne de Callataÿ rappelle que cette région a bénéficié d'un transfert important cette année.

Que vont faire les régions ? Elles peuvent laisser filer leurs déficits, baisser leurs dépenses ou créer de nouveaux impôts. La question se pose notamment pour la Wallonie, dirigée par une coalition de centre-gauche. Si elle creuse le déficit, elle sera la cible de la majorité, notamment des nationalistes flamands de la N-VA qui participent au gouvernement fédéral et qui verront là une raison de plus de fustiger dans le nord du pays les « Wallons dispendieux. » Baisser les dépenses ne semble pas une solution pour le centre-gauche. Reste donc l'alourdissement des taxes. La loi belge laisse les régions libres de créer de nouveaux impôts dans la mesure où l'on n'impose pas deux fois le même objet. Les Socialistes wallons défendent l'idée d'un impôt sur le patrimoine, mais ils ne peuvent l'imposer seulement en Wallonie, car les contribuables iraient se réfugier en Flandre... Il y a donc fort à parier que ce soit la consommation qui soit imposée.

Quels effets et quelle mobilisation ?

Si Fidel Gavilan redoute que les atteintes au pouvoir d'achat n'entraînent une « stagnation » de l'économie belge, Etienne de Callataÿ estime que les effets macroéconomiques du resserrement budgétaire belge seront faibles. « Les effets de l'austérité en Belgique se font surtout ressentir chez nos voisins, car les ménages coupent, par exemple, les vacances à l'étranger. » Bref, la Belgique « exporterait » son austérité.

Quant à la mobilisation sociale, elle pourrait s'essouffler. C'est du moins ce que ressent Fidel Gavilan sur le terrain. « Le refus

des syndicats libéraux et chrétiens-démocrates de se joindre au mouvement l'a pénalisé et on sent que la mobilisation commence à diminuer », estime-t-il. Elle pourrait cependant trouver un débouché dans les urnes, notamment par la confirmation de la percée du Parti du Travail belge (PTB) qui a obtenu 5,5 % des voix en Wallonie (2,8 % en Flandre et 3,8 % à Bruxelles) aux élections de juin 2014, et qui est encore donné en progression dans les sondages (8,3 % en Wallonie, 5,6 % à Bruxelles et 3,4 % en Flandre). Le PTB était fortement présent dans les cortèges, mais son poids ne lui permet pas encore de jouer un rôle majeur au niveau fédéral ou régional.

Un débat national qui se "décommunautarise"

Reste une leçon à tirer pour le pays de ce débat budgétaire : progressivement, le débat communautaire semble s'amenuiser au profit du débat économique. Du reste, le PTB est le seul parti non-communautaire de Belgique, et il profite de cette évolution. Plus étonnamment, c'est aussi le choix qui semble être fait par le leader de la N-VA Bart de Wever, le maire d'Anvers. Ce dernier entend mener une politique de droite au niveau fédéral. Et c'est le sens de son alliance avec les libéraux des deux communautés et les chrétiens-démocrates flamands. Il a trouvé en Charles Michel un allié de choix pour mener cette politique voulue depuis longtemps par les milieux patronaux du nord du pays. Du coup, il a défendu le choix de l'Etat fédéral de demander l'effort de 750 millions d'euros aux régions, contre les entités fédérales, y compris la Flandre. On s'est donc retrouvé dans une situation apparemment ubuesque où les socialistes wallons fédéralistes criaient à l'étranglement des régions, tandis que les nationalistes flamands défendaient l'Etat fédéral... mais ce ne pourrait être qu'une illusion d'optique.

Comme le souligne Etienne de Callataÿ, la N-VA pourrait chercher à gagner sur tous les tableaux. Si l'économie est effectivement dynamisée par les réformes, Bart de Wever se présentera en champion du succès belge. Sinon, il pourra toujours accuser les Francophones d'avoir fait échouer ses « efforts » et il reviendra à une ligne plus régionaliste. latribune.fr 05.05

Haut de page

Le 7 avril 2015

CAUSERIE

Ne soyez pas Charlie, adoptez la dialectique.

Extrait commenté d'un passage du chapitre sur la dialectique d'Anti-Dühring d'Engels.

A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes -animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes -animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement ; et ce fut la cause de l'inégalité.

Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

(Je ne vais pas me prendre pour Engels, Hegel ou Rousseau, mais qu'il me soit permis de compléter ce passage en précisant qu'à l'état sauvage les hommes n'étaient pas véritablement égaux entre eux du fait que certains étaient avantagés par la nature et présentaient une corpulence ou une force physique supérieure aux autres, et que c'étaient ce critère qui allait déterminer la première forme de hiérarchie sociale qui allait s'établir entre eux. Et si on osait un parallèle avec notre époque, on constaterait que cette notion de puissance qui favorise ceux qui la possèdent (sur le plan économique) pour établir leur domination sur les plus faibles, n'a pas changé depuis des millénaires, elle s'est seulement perfectionnée sous la forme d'un appareil d'Etat répressif ou un complexe militaro-industriel. Le marchand de canons n'est pas plus évolué ou moins sauvages que l'homme des cavernes en somme.

Il en est de même de la perfectibilité ou la faculté de progresser, d'évoluer, si elle est donné aux hommes en général, force est de constater que tous n'en font pas usage ou le même usage ce qui est encore autre chose, c'est seulement en fonction d'un certain nombre de facteurs ou de circonstances qui lui seront favorables ou non que l'homme évoluera ou non, son milieu ou environnement, ses rapports au monde extérieur ou ses propres expérience... On a précisé que l'homme pouvait bénéficier de circonstances favorables sans pour autant évoluer, car faut-il encore qu'il ait réuni un ensemble de conditions pour en tirer avantage. Plus d'une fois je me suis demandé pourquoi j'avais progressé, alors que d'autres adolescents de mon âge que je côtoyais quotidiennement et qui n'étaient pas différents de moi en apparence n'avaient pas eu cette chance. Si j'en ai compris les raisons, c'est après y avoir réfléchi longuement maintes fois. - ndlr)

“*Tous les progrès ultérieurs [au delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en*

effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution. ”

(La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.)

(Ainsi l'homme est passé de l'état d'esclave de la nature à l'état d'esclave de la société divisée en classes qu'il a créée. Pour briser les chaînes de la servitude qui le maintiennent en esclavage il doit en finir avec le règne de la nécessité qu'incarne la société divisée en classes aux intérêts antagoniques. Il est demeuré esclave de sa propre nature qui lui est devenue étrangère au point de nuire à sa survie, et il ne se la réappropriera que lorsqu'il aura pris conscience de la nécessité de prendre son destin en mains. - ndlr)

“ *Pour le poète, c'est l'or et l'argent, mais pour le philosophe ce sont le fer et le blé qui ont civilisé les hommes et perdu le genre humain .* ”

Tout nouveau progrès de la civilisation est, en même temps, un nouveau progrès de l'inégalité. Toutes les institutions que se donne la société née avec la civilisation, tournent à l'encontre de leur but primitif.

(De nos jours on en est arrivé au point où tout progrès de l'inégalité creuse la tombe de la civilisation au lieu de s'accompagner d'un quelconque progrès, et l'ensemble des institutions servent la même cause morbide et sordide du marché. L'imagination du poète s'est tarie et le discours du philosophe à défaut de se renouveler s'est épuisé. - ndlr)

“ *Il est incontestable, et c'est la maxime fondamentale de tout le droit politique, que les peuples se sont donné des chefs pour défendre leur liberté et non les asservir .*”

Et cependant, ces chefs deviennent nécessairement les oppresseurs des peuples et renforcent cette oppression Jusqu'au point où l'inégalité, poussée à son comble, se retransforme en son contraire, devient cause de l'égalité : devant le despote tous sont égaux, à savoir égaux à zéro.

(Les opprimés privés de tout droit se retrouvent égaux à zéro, situation qu'ils ont en commun et qui pourrait les rassembler pour mettre fin aux inégalités et au règne de la tyrannie, donc là encore la magie de la dialectique opère et permet de garder espoir. - ndlr)

“ *C'est ici le dernier terme de l'inégalité et le point extrême qui ferme le cercle et touche au point d'où nous sommes partis : c'est ici que tous les particuliers redeviennent égaux, parce qu'ils ne sont rien et que les sujets n'ont plus d'autre loi que la volonté du maître.*”

Mais le despote n'est maître que tant qu'il a la violence et c'est pourquoi “ *sitôt qu'on peut l'expulser, il n'a point à réclamer contre la violence... La seule force le maintenait, la seule force le renverse. Toutes choses se passent ainsi selon l'ordre naturel .* ”

Et ainsi, l'inégalité se change derechef en égalité, non toutefois en cette vieille égalité naturelle de l'homme primitif privé de la parole, mais dans l'égalité supérieure du contrat social. Les oppresseurs subissent l'oppression. C'est la négation de la négation.

Nous n'avons donc pas seulement chez Rousseau une marche de la pensée qui ressemble à s'y méprendre à celle qui est suivie dans le Capital de Marx, mais même dans le détail toute une série des tournures dialectiques dont Marx se sert : processus qui, par nature, sont antagonistes et contiennent une contradiction; transformation d'un extrême en son contraire; enfin, comme noyau de l'ensemble, la négation de la négation.

(Les régimes despotiques ne tiennent en place que par la crainte qu'ils inspirent au peuple qui se retrouve impuissant et désarmé pour y faire face. Sa soumission est certes un acte qui témoigne de sa faiblesse tant qu'il demeure isolé, mais il suffit qu'il se rassemble et prenne conscience de sa force invincible pour constituer une menace mortelle pour n'importe quel régime qui ne repose que sur une minorité incapable d'affronter et de vaincre tout un peuple en marche pour le renverser.

Le peuple opprimé ignore qu'il possède ce pouvoir et qu'il pourrait en user pour conquérir son émancipation. Pour l'empêcher d'en prendre conscience la classe dominante mène une guerre idéologique et psychologique permanente contre le peuple, qui a pour objectif de le rabaisser, de le diviser et de le terroriser. La violence, les actes d'une cruauté extrême, les massacres de masse, la pire des barbarie, la guerre visant la population civile, tous les moyens sont bons pour le garder en respect et faire en sorte qu'il en soit réduit à ne plus penser qu'à sa propre survie individuelle, à son instinct animal incapable de se projeter dans l'avenir, et en arriver à accepter n'importe quel scénario abjecte qu'on lui propose qui ne pourra que se retourner contre lui s'il y adhère.

Cela peut fonctionner tant qu'il n'y est pas confronté lui-même ou qu'il ne subit pas directement cette violence intolérable. On aurait voulu lui éviter le pire ou qu'il prenne conscience de sa condition avant d'en arriver à une situation extrême, mais apparemment cela s'avère difficile, voire impossible, il faut donc en déduire qu'il faudra attendre que tout s'écroule autour de lui pour qu'il réagisse, quand il sera trop tard, puisque ravalé en-deça de la situation qu'il avait connue antérieurement, il pourra tout

au plus espérer mettre un coup d'arrêt à cette spirale infernal destructrice sans élever sa condition pour autant, bref, il semble condamné à ne jamais atteindre son émancipation pour avoir abandonné cet objectif ou être incapable de se le fixer croyant qu'il serait hors de sa portée.

La civilisation humaine semble avoir atteint un sommet au-delà duquel elle ne parvient plus à s'élever, du coup elle est condamnée à vivre une lente ou violente descente aux enfers vers la barbarie qui se traduit par le chaos et la guerre, alors que tous les ingrédients nécessaire pour dépasser cet état existent, reste juste à les ordonnancer de la bonne manière ou reprendre les choses dans l'ordre pour qu'une issue salutaire s'offre à elle. Est-ce une question d'intelligence ou de volonté ? Les deux combinés dès lors qu'on les met au service du destin de l'humanité au lieu d'intérêts particuliers ou individuels. - ndlr)

Qu'est-ce donc que la négation de la négation ? Une loi de développement de la nature, de l'histoire et de la pensée extrêmement générale et, précisément pour cela, revêtue d'une portée et d'une signification extrêmes; loi qui, nous l'avons vu, est valable pour le règne animal et végétal, pour la géologie, les mathématiques, l'histoire, la philosophie, (...)

En fait la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée.

(Tous ceux qui sont incapables de penser l'avenir de l'humanité au-delà du capitalisme ignore cette science et ces lois, leur raisonnement est dépourvu de logique. Leur interprétation de la société ou de toute manifestation est faussée par tout un tas d'idées préconçues qu'ils ont emmagasinées et qu'ils cultivent à loisir, dont ils sont les esclaves. La plupart des intellectuels ne sont même pas encore parvenus au stade de la négation du capitalisme, mais ils voudraient passer au stade suivant, or c'est impossible, d'où la confusion dans laquelle il baigne en permanence qui les amène à s'accommoder du capitalisme, à vouloir concilier l'inconciliable qui traduit l'impasse à laquelle conduit leur refus de se tourner vers le socialisme.

Nous ne sommes pas pour liquider les acquis de la civilisation humaine avec lesquels se confond le développement du capitalisme, nous disons simplement qu'il faut liquider les lois inhérentes à son fonctionnement qui conduisent le monde à la barbarie pour les remplacer par des lois qui permettront à l'humanité de réaliser un fantastique bond vers sa libération du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme. Sans l'abolition de ses lois ou du capitalisme, aucun nouveau développement ne sera possible et l'humanité court à sa perte. Nous ne voulons pas détruire la société, mais la faire fonctionner sur de nouvelles bases, ce qui nécessite de liquider les fondements sur lesquels elle repose.

Si on nous répliquait qu'elle risquerait de s'effondrer, nous répondrions qu'elle y est condamnée de toutes manières si le capitalisme ne disparaissait pas. Il en fait la démonstration quotidiennement. On doit procéder au remplacement de ses fondations méthodologiquement, sans que pour autant tout s'écroule autour de nous. Le banquier, l'actionnaire, le patron sont inutiles pour faire fonctionner une entreprise. C'est l'ensemble des travailleurs, ouvriers, employés, techniciens, cadres qui la font tourner. Pareil pour l'administration ou les services publics. On parvient bien à replanter un arbre et à assurer sa croissance ulérieure pour peu qu'on sache s'y prendre, mais si au cours de l'opération on lui transmet des parasites ou un virus il pourra en crever, or notre opération consiste justement à nous débarrasser des parasites qui sont à l'origine de la décomposition, de la décadence, de la déchéance de la société. -ndlr)

Un rappel.

« *Ce qu'il nous faut dans le parti, ce n'est pas des étudiants, des professeurs et des petits fonctionnaires, mais des ouvriers. (...) nous devons nous rappeler que la classe dirigeante est le prolétariat et que son parti doit être prolétarien.* »

Réponse : Vladimir Illitch Oulianov dit Lénine en 1903.

Tout commentaire serait un affront à tous les partis dits ouvriers...

A ceux qui ne voit que le « ***postérieur*** » du mouvement ouvrier (Plékhanov) et dont leur littérature y ressemble.

Extrait. G. Zinoviev - Histoire du Parti bolchevik - 31 mars 1924. (disponible sur Internet)

- Effervescence ouvrière à Pétersbourg et dans d'autres villes Une fois commencé, le mouvement ouvrier se développa rapidement, entraînant des masses de plus en plus considérables. L'année 1901 fut particulièrement orageuse, surtout à Saint-Pétersbourg, où l'effervescence révolutionnaire, en dépit des économistes et de leur programme, croissait de jour en jour. A l'occasion du 1er mai, de violentes émeutes éclatèrent dans le quartier de Viborg, où eurent lieu des bagarres sanglantes, et même de véritables combats de rues. Une manifestation d'étudiants soutenue par les ouvriers (principalement par ceux de l'usine Oboukhovo) provoqua également des désordres qui aboutirent à une bataille en règle avec la police et la troupe. Cette affaire, qu'on appela la « défense d'Oboukhovo » et à laquelle participèrent plusieurs milliers d'ouvriers, suscita la plus vive effervescence dans la capitale. Mais si la lutte revêtit un caractère particulièrement acharné à Saint-Pétersbourg, elle

fut également très vive à Moscou et à Kiev, où étudiants et ouvriers descendirent dans la rue pour manifester à l'occasion du 1er mai.

Lettres d'ouvriers

Dans les archives du mouvement, on trouve des fragments de « lettres à la rédaction » envoyés par les ouvriers et ouvrières d'alors aux journaux illégaux. Voici ce qu'écrivait une ouvrière après l'échauffourée du quartier de Viborg :

… Vous ne savez pas ce que cela nous fait de la peine à moi et à tous. Ah ! Comme on aurait voulu aller jusqu'à la perspective Nevski ou en pleine ville ! C'est si triste de mourir comme des chiens, dans un coin, sans que personne vous voie. Et voici ce que je veux encore vous dire : quoiqu'ils aient pris beaucoup de nos chefs – peut-être même tous – nous tiendrons bon.

L'ouvrier B remarque :

C'est dommage que nous n'ayons pas eu de drapeau. Une autre fois, nous aurons aussi un drapeau, et on se procurera des révolvers. Ces lettres, Lénine et son groupe faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour les découvrir ; ils s'en servaient dans leur lutte contre les « économistes » et les publiaient afin de prouver que les ouvriers d'avant-garde ne voulaient pas seulement des augmentations de salaires, qu'ils avaient conscience de la nécessité de descendre dans la rue, de se procurer des revolvers et de livrer bataille à la police tsariste. C'est avec une grande joie que Lénine fit imprimer le passage suivant de la lettre d'un ouvrier d'un faubourg de la capitale :

Je l'ai montré [2] à beaucoup de camarades et on se l'est arraché. Je l'aime beaucoup plus que la Muisl [3], bien qu'il ne contienne rien qui nous touche directement. Dans l'iskra, au moins, on parle de notre cause, de la cause de toute la Russie, qu'on ne peut évaluer en copecks ou ramener à des heures de travail. Le peuple peut maintenant facilement s'enflammer ; le feu couve, il ne faut qu'une étincelle pour provoquer l'incendie. Ah ! Que c'est bien dit : De l'étincelle jaillira la flamme [4]. Autrefois, une grève était un événement. A présent, tout le monde voit qu'une grève, ce n'est rien : il faut maintenant s'emparer de la liberté, la conquérir en risquant sa vie. Maintenant, il ne s'agit plus de caisses d'assurance, de cercles, ni même de brochures : il faut nous apprendre à aller au combat et à combattre.

Le Journal l' « iskra » (l'Etincelle)

C'est alors que se crée l'iskra, qui, dès sa parution, publie des lettres dans le genre de celles que nous venons de citer. Les léninistes s'emparaient de ces déclarations des travailleurs pour montrer que l'ouvrier avancé ne se bornait déjà plus à la lutte économique, qu'il voulait apprendre à se battre, à renverser l'autocratie par les armes : autrement dit, qu'il voulait la constitution d'un vrai parti révolutionnaire qui aidât la classe ouvrière à jouer son rôle de chef de la lutte révolutionnaire.

[2] Le premier numéro de l'iskra

[3] La Pensée ouvrière, organe des économistes (on dirait aujourd'hui les réformistes, pour faire bref. - ndlr))

[4] L'iskra avait pour devise : « De l'étincelle jaillira la flamme », phrase tirée de la réponse des dékabrioles à Pouchkine. (...) Fin.

Il avait de la suite dans les idées Lénine, n'est-ce pas ?

On aura compris que sous la direction de Lénine, l'Iskra était l'organe d'un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour le socialisme, un journal donnant la parole aux ouvriers, aux ouvriers les plus avancés, un vrai journal ouvrier, véritablement indépendant de l'Etat.

C'était en 1903, il y a plus d'un siècle. Au côté de lettres ou de témoignages d'ouvriers manifestant leur détermination à en finir avec le régime en place, et non des comptes rendus de réunions rédigés par des militants ou des dirigeants destinés uniquement à justifier la ligne d'un parti, y figurait notamment des articles théoriques ou de propagande rédigés par Lénine et d'autres dirigeants du Parti ouvrier social-démocrate russe où étaient exposés les idées du socialisme, les objectifs du combat du prolétariat, les moyens de l'atteindre, le programme du parti, etc. Bref, un véritable journal ouvrier de combat pour le socialisme. De nos jours ce genre de journal n'existe pas en France ou ailleurs.

"*Autrefois, une grève était un événement. A présent, tout le monde voit qu'une grève, ce n'est rien*", en 1903, alors que dire de nos jours, dès lors sur la base de ce constat c'est la question du pouvoir qui devait être posée pour aller de l'avant, afin de pouvoir saisir le moment venu l'opportunité de la mettre en pratique ou de la résoudre, ce qui nécessitait toute une période de préparation et d'organisation des masses pour avoir une chance de vaincre, ce qui nécessitait patience et une détermination sans faille, une foi absolu dans la victoire du socialisme, donc dans la classe qui ferait la révolution...

C'est à cette tâche que s'attela Lénine sans répit sans jamais renier ses principes. Le renversement du régime en place et la prise

du pouvoir politique par la classe ouvrière figurèrent en permanence dans la propagande du parti, même en période de reflux du mouvement ouvrier ou de réaction sur toute la ligne, parce qu'il était le fil conducteur permettant de ne jamais s'écarter de cet objectif, de mener le combat sur le plan social et politique dans cet unique perspective, car dans le cas contraire ou en lâchant ce fil on est infailliblement amené à changer d'objectif et à y perdre son âme comme dirait Marx, à abandonner ou trahir la cause pour laquelle on combat.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le "fondamentalisme" néolibéral et fasciste : C'est eux !

- A Izieu, Hollande en appelle à l'unité face aux "fondamentalismes religieux" - L'Express.fr

- "100% des lieux de radicalisation sont des mosquées", estime Philippot (FN) - Francetv info

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'est mise en lumière la complémentarité du PS et du FN sur une question particulière, le soutien à l'Etat génocidaire sioniste.

Le premier soutient Israël en mettant à égalité les droits ursurpés d'Israël qui repose sur un mythe et ceux historiquement légitimes des Palestiniens, quand par la voix de Valls il ne se livre pas à un amalgame entre antisémitisme et antisionisme, et le second s'attaque aux musulmans pour viser les Arabes qui sont les ennemis de l'Etat sioniste, donc sert ses intérêts.

Les deux discours s'inscrivent dans le cadre de la propagande de guerre de l'Etat sioniste et des Etats-Unis tournée contre les peuples du Moyen-Orient pour mieux piller leurs ressources, l'ensemble des peuples et plus particulièrement ceux dont les Etats ont des intérêts dans cette région du monde, car elle sert à justifier leurs dépenses et expéditions militaires, leur politique belliqueuse ou d'agression contre des Etats souverains, et au-delà, la mise en place d'une législation de plus en plus liberticide incluant le contrôle permanent des faits ou déplacements ou encore idées de la totalité de la population pour mieux la maintenir en servitude, sous prétexte de mieux la protéger contre une menace (le terrorisme) que finalement ces Etats ont eux-mêmes créée ou qu'ils alimentent.

On s'aperçoit aussi que selon le pays où elle opère, l'extrême droite apparaît, soit antisémite, soit antimusulman ou les deux à fois si nécessaire, elle confirme qu'elle ne peut pas développer une politique indépendante et qu'elle l'adapte en fonction des besoins de la classe dominante.

Ce qui vaut pour le PS vaut pour l'UMP ou l'UDI, tous les partis de droite qui en viennent à adopter l'idéologie néolibéral, ils ont comme point commun avec l'extrême droite de conduire à la dislocation de la société pour imposer une dictature...

Confirmation. La véritable nature de Syriza ou du Front de gauche à la sauce grecque.

- La Grèce prévoit d'honorer "toutes ses obligations" - Reuters

Le gouvernement dirigé par Syriza piétine les intérêts des travailleurs grecs, il témoigne qu'il ne vaut guère mieux que les précédents et se soumet également aux exigences de la troïka.

C'est quoi un gouvernement ouvrier révolutionnaire ? Réponse.

Russie, trois mois après la révolution d'Octobre de 1917 et la prise du pouvoir par le parti bolchevik.

Décret du 8-21 janvier 1918 sur l'annulation des emprunts (Journal du gouvernement des ouvriers et des paysans, 23 janvier 1918, n ° 20)

Le Conseil des commissaires du peuple a approuvé, à la date du 1er janvier, le décret suivant sur l'annulation des emprunts d'Etat.

1. Tous les emprunts d'Etat conclus par les gouvernements des propriétaires et bourgeois russes sont annulés à partir du 1er décembre 1917. Les coupons de décembre des emprunts mentionnés ne sont pas susceptibles de paiement.

2. Sont également annulées toutes les garanties données par les gouvernements cités relativement aux emprunts des différentes entreprises et institutions.

3. Tous les emprunts étrangers, sans exception et sans conditions, sont annulés.

4. Les bons à court terme et les séries de la trésorerie d'Etat restent en vigueur. Les intérêts qu'ils comportent ne doivent pas être payés et les obligations elles-mêmes ont cours à l'égal des billets de banque.

5. Les citoyens peu fortunés, possédant des titres des emprunts d'Etat annulés pour une somme inférieure à 10 000 roubles (valeur nominale), reçoivent une rente annuelle se montant à la somme des intérêts des titres leur appartenant.

6. Les citoyens possédant des titres des emprunts annulés pour une somme supérieure à 10 000 roubles ne reçoivent aucun dédommagement lors de l'annulation des titres leur appartenant.

Ah ben ça alors, annuler la dette de l'Etat au marché, aux banques, etc. c'est possible !

Dossier Yémen

Selon les articles de presse, les membres de la coalition constituée de différentes organisations chiites et sunnites ainsi que de tribus sont des "rebelles", le terme de milicien qu'on peut assimiler à voyou est réservé aux Houtis, tandis que les membres d'Al Qaïda (Aqpa) sont présentés sous un angle beaucoup plus aventageux comme des activistes, des insurgés, des combattants islamistes, la presse occidentale recourt à une sémantique qui laisse transparaître son inclinaison naturelle pour les barbares d'Al Qaïda et de l'Emirat islamique.

- L'aviation saoudienne repoussée par la DCA yéménite. - french.irib.ir

Au onzième jour des bombardements sauvages contre Sanaa, les chasseurs saoudiens ont été contraints à quitter le ciel de la capitale tant était nourri le feu de la DCA yéménite. Et pourtant Riyad a prétendu avoir détruit toutes les unités de la DCA yéménites. Toute la journée de dimanche, des dizaines d'appareils saoudiens ont survolé Sanaa et en ont bombardé les différents quartiers. Les avions ont bombardé à 16 reprises la localité de Hay à Jaraf dans le nord de la ville.

Les régions sur les frontière saoudo-yéménites ont été violemment bombardés par Riyad : al Bagha, Manba, ghamar, al Malahiz ont été ainis bombardés. Riyad a tiré des missiles et des obus de mortier contre les villes yéménites. La localité de Ghahaza continue à être pris pour cible des missiles. french.irib.ir 05.04

En réalité, cela ressemble plus à de la propagande iranienne qu'autre chose... Apparemment les Iraniens sont sur le point de retrouver leur statut d'allié des Etats-Unis, ceci peut peut-être expliquer cela. french.irib.ir est le portail de la radio francophone publique iranienne. A suivre.

- "Riyad ne pourra pas être le tuteur du peuple yéménite" - french.irib.ir

En allusion à l'ingérence de l'Arabie dans les affaires intérieures du Yémen, le porte-parole du mouvement Ansarallah a affirmé : « Ni l'Arabie ni aucun autre pays ne pourront se déclarer le tuteur du peuple yéménite ». Lors d'une interview avec la chaîne d'information « Russia Today», le porte-parole du mouvement Ansarallah, Mohamed Abdeslam a souligné que l'agression militaire étrangère contre le Yémen vise la souveraineté et l'indépendance de ce pays. « Le peuple yéménite est plus que jamais soudé et il a su enregistrer de nombreuses victoires face à Al-Qaïda », a souligné le porte-parole d'Ansrallah.

Soulignant que les parties étrangères empêchent la conclusion d'un accord interyéménite, le porte-parole d'Ansarallah a indiqué que ce mouvement est toujours disposé au dialogue et même dans la nuit où l'Arabie a agressé le Yémen, les négociations se poursuivaient entre les groupes politiques car le dialogue est l'unique issue à la crise yéménite. Aux yeux du porte-parole d'Ansarallah la cessation des menaces et de l'agression militaire contre le Yémen reste la condition sine qua none à l'ouverture de ce dialogue. « Nous ne pourrons pas négocier sous le spectre de cette agression », a réitéré Mohamed Abdeslam, rappelant que les victimes de l'offensive saoudienne contre le Yémen sont dans leur quasi-majorité des civils. « Bénéficiant des soutiens des Etats-Unis et du régime sioniste, l'Arabie a attaqué le Yémen, visant tous les citoyens de ce pays », a-t-il martelé. french.irib.ir 06.04

- Riyad, Daech et Al-Qaïda unis contre le Yémen - french.irib.ir

Pour aider les groupes terroristes dont Al-Qaïda au Yémen, l'Arabie a eu recours à ses unités spéciales. Un conseiller militaire, dont le nom n'a pas été révélé, a indiqué dimanche lors d'une interview avec l'Agence France Presse (AFP) que la mission des forces spéciales saoudiennes consistait à donner conseils aux groupes terroristes liés à l'Arabie et à assurer les coordinations.

Ce conseiller militaire saoudien a affirmé que l'armée et les forces spéciales de la marine d'Arabie sont en train de mener des opérations déterminées à l'avance, et que les forces spéciales saoudiennes à Aden, mettent des armes et équipements

de télécommunications à la disposition des éléments et individus terroristes liés à l'Arabie dont les membres d'Al-Qaïda. Cela prouve, entre autres, que l'Arabie a fait entrer ses forces terrestres dans une partie du territoire yéménite alors que l'ambassadeur de l'Arabie aux Etats-Unis, Adel al-Jobaïr avait dit auparavant que l'Arabie n'avait aucune force officielle à Aden.
Pourtant, l'intervention militaire saoudienne, déclenchée dans le cadre d'une opération dite « tempête décisive », a été soutenue par les responsables de divers pays occidentaux dont et surtout le président américain, Barack Obama. Les frappes aériennes contre le Yémen ont été décidées après ce que le peuple révolutionnaire yéménite ait mis de côté Mansour Hadi, vassal des Al-e-Saoud qui s'est vu ainsi obligé de s'enfuir de Sanaa, la capitale du Yémen vers la ville portuaire d'Aden où il a poursuivi ses complots contre la révolution du pays.

Quoiqu'il en soit, ni l'armée ni les forces du comité populaire lié aux Houthis ne sont restées les bras croisés. Elles se sont dirigées vers cette ville méridionale du Yémen pour la purifier de la présence des terroristes dont Al-Qaïda liés à l'Arabie. Face à ces victoires remarquables d'Ansrallah dont l'avancée vers la ville stratégique d'Aden, l'Arabie à opter pour une intervention militaire au Yémen, et cela avec le feu vert des Etats-Unis. Les frappes et attaques saoudiennes n'ont pas su toutefois faire plier le peuple révolutionnaire yéménite, qui résiste, vaillamment, tout au long de ces dix jours d'offensives contre son territoire.

Entre temps, l'armée et les forces populaires d'Ansarallah n'ont lésiné sur aucun effort censé confronter ses agressions.
La progression de ces forces dans la province d'Aden a en effet conduit l'Arabie à mettre des armes à la disposition des éléments d'Al-Qaïda et de Daech. S'inscrit dans le même cadre, la collaboration du Qatar et des Emirats arabes unis avec l'Arabie des Al-e-Saoud pour faire parvenir, via les lignes aériennes de l'Arabie, armes et équipements militaires aux terroristes d'Al-Qaïda et de Daech à Aden pour que ces derniers mènent leur offensive contre la révolution du peuple yéménite. french.irib.ir 06.04

La rhétorique des Iraniens varie d'un article à l'autre, bien qu'ils nient avoir des liens avec les Houtis, un secret de polichinelle, ici ils s'enflamment pour "le peuple révolutionnaire yéménite"...

ACTUALITE EN TITRES

Retour à l'envoyeur.

- Réforme du dialogue social: le projet de loi transmis aux partenaires sociaux - AFP

Que contient-il ? L'ensemble des dispositions que le gouvernement leur avait présentées en janvier et qu'ils avaient rejetées.
Un véritable syndicat ouvrier refuserait de réceptionner ce courrier et le renverrait à son expéditeur.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Vers un génocide à Yarmouk - french.irib.ir

Alors que les inquiétudes au sujet du massacre, par les terroristes, des habitants du camp de Yarmouk en Syrie, sont montées d'un cran, des groupes palestiniens ont lancé une opération militaire conjointe, en vue de reprendre à Daech et au Front Al-Nosra, certaines parties de ce camp occupées par les terroristes takfiristes.

Selon la chaîne arabophone iranienne Al-Alam, on s'inquiète encore du carnage de 20 mille réfugiés palestiniens du camp de Yarmouk, par les terroristes de Daech et du Front Al-Nosra. L'armée syrienne a encerclé de toutes parts le camp de Yarmouk, situé dans le sud de la capitale, Damas.

Un leader du Front populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), a exigé un plan du Comité exécutif de l'Organisation pour la Libération de la Palestine (OLP), afin d'adopter une décision politique arabe et internationale, pour libérer le camp de Yarmouk et évacuer tous les groupes armés de ce camp et à leur tête « Daech ». Abou Kaffah Qazi, haut membre du Front populaire pour la libération de la Palestine, a déclaré que le commandement général du FPLP, du Mouvement Fatah de l'Intifada, du Front pour la lutte de la nation palestinienne, les pionniers nationaux de la guerre pour la libération (Les forces de la Foudre), et le Parti de la sauvegarde nationale, sont des groupes palestiniens qui ont lancé l'opération militaire commune pour la libération du camp de réfugiés de Yarmouk, dans le sud de Damas, de l'occupation des terroristes.

Deux mille habitants du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, aidés par le gouvernement syrien et les groupes palestiniens, ont pu quitter les régions occupées par les terroristes. french.irib.ir 06.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Radio France à son 19e jour de grève, la plus longue de son histoire - AFP

Radio France entre ce lundi dans son 19e jour de grève, la plus longue de son histoire, et le conflit risque d'encore se durcir cette semaine car la direction doit présenter un plan de réductions d'effectifs.

Parmi elles, un plan de 300 à 380 départs volontaires, en priorité pour les seniors, avec 50 créations de postes dans des métiers qui jusqu'ici n'existaient pas à Radio France, a-t-on précisé de source proche du dossier. Des réductions d'effectifs d'avance rejetées par les syndicats.

Le président de la Société des journalistes de Radio France Ludovic Piedtenu a estimé dans la presse qu'un tel plan serait "absurde" car il ne viserait pas les postes "non productifs et qui coûtent cher", et qu'en outre il "coûterait à l'Etat une vingtaine de millions d'euros".

C'est pourquoi la grève, jusqu'ici reconduite jusqu'à mardi matin, pourrait se poursuivre au moins jusqu'en fin de semaine, estimaient plusieurs syndicalistes. "Avec le plan de départs, je ne vois pas comment éviter le durcissement", juge l'un d'entre eux.

Le SNJ (Syndicat national des journalistes), qui a participé au mouvement uniquement vendredi, pourrait opter pour la grève dès le lendemain du CCE, selon des sources au sein de la rédaction.

Pour sortir de l'impasse, les syndicats réclament au gouvernement un médiateur, sans réponse pour l'instant. La ministre de la Culture Fleur Pellerin a estimé vendredi que Mathieu Gallet avait "toutes les cartes en mains" pour sortir du conflit.

Lundi matin, sur France Inter où la matinale était diffusée malgré la grève, la ministre a répété que le gouvernement avait décidé de stabiliser depuis 2012 la dotation publique de Radio France (environ 650 millions d'euros) au lieu de l'augmenter car "on peut penser une radio publique ambitieuse" mais "plus économe des deniers publics".

"On demande des efforts à tout le monde", a-t-elle plaidé. Elle a aussi réclamé "un grand chantier de modernisation sociale" à Radio France et souhaité de "trouver une issue au conflit". Vendredi elle avait jugé un plan de départs "sans doute nécessaire".

Mais une partie des syndicalistes et des salariés jugent Mathieu Gallet discrédité après les révélations sur les dépenses de rénovation de son bureau, dont il s'est publiquement excusé, et l'embauche d'un conseiller en image.

Vendredi, une assemblée du personnel a voté contre lui une motion de défiance et réclamé sa démission. Mais le soir même sur iTELE, le PDG a exclu de démissionner.

Pour tenter de débloquer le conflit, Fleur Pellerin a sommé vendredi Mathieu Gallet de renouer le dialogue social. Résultat: une séance de négociations organisée en urgence samedi par la direction, sans grand résultat. "Ca a capoté", a résumé un élu syndical à la sortie.

Cinq syndicats ont choisi de lancer une grève illimitée depuis le 19 mars, au nom de revendications très spécifiques, dont le maintien des deux orchestres, une demande désormais soutenue par le ministère.

Suivie surtout par les techniciens, elle paralyse les antennes. La bande musicale qui remplace les émissions désespère les fidèles de France Inter, France Culture, France Bleu, France Musique, Fip et Mouv'.

Chez les grévistes, la motivation reste avant tout la défense de l'emploi, ainsi que la crainte diffuse que Mathieu Gallet et ses conseillers, qui selon eux privilégient des critères de rentabilité, menacent la vocation de service public de Radio France.

"On ne nous parle que de formats et non de contenus, de marques et non d?identité d?antennes, d?argent et non de

richesses", accusaient des grévistes dans une tribune dans le Monde samedi.

La colère monte aussi dans les 44 stations locales de France Bleu, qui refusent la mutualisation des programmes par souci d'économies, au risque d'une perte de l'identité locale des stations. Cette "syndication", prônée par Mathieu Gallet, est l'un des principaux motifs de la grève actuelle. AFP 06.04

Haut de page

Le 8 avril 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles en fin de journée.

Tout est dans la méthode.

- "Toute la manière de concevoir, chez Marx, ce n'est pas une doctrine, c'est une méthode. Elle n'offre pas de dogmes tout apprêtés, mais des points de repère pour une recherche ultérieure, et la méthode de cette recherche." Le Capital de Karl Marx, Friedrich Engels)

La dialectique, le matérialisme dialectique, ce n'est pas un mystère ou sorcier, quand on aborde une question ou un sujet quel qu'en soit le domaine, il suffit juste de saisir le fil, de remonter jusqu'à son origine, puis de le dérouler en sens inverse ou jusqu'à nos jours sans jamais le lâcher.

Il faut évidemment commencer par se poser des questions et ainsi de suite. Il faut partir du principe qu'on est profondément ignorant et qu'on a encore tout à apprendre, ce qui nécessite un minimum de modestie, un peu de patience et beaucoup de détermination, de volonté, de courage, de rigueur pour persévérer et progresser.

J'en a fait l'expérience en partant de très très loin et voyez le résultat. Je ne suis pas forcément un bon exemple à suivre dans tous les domaines je vous l'accorde, c'est ce que je pense moi-même, cela dit mon parcours personnel prouve qu'on peut quand même évoluer, et sans cette méthode je n'y serais sans doute jamais parvenu, d'où mon éternel reconnaissance à mes maîtres d'études, à tous les philosophes, penseurs, intellectuels géniaux des siècles passés depuis Héraclite.

Ta peau vaut huit balles.

- Etats-Unis : un policier blanc abat un homme noir de huit balles dans le dos - LeMonde.fr

J'ai raconté cette histoire ce matin à Selvi ma compagne, elle était horrifiée la pauvre femme. Du coup elle n'a pas oublié de se mettre de la crème blanche pour protéger son visage qui noircit un peu plus chaque jour, elle bronze en travaillant, comme quoi l'esclavage est une vrai saloperie... Elle porte des chemisiers aux couleurs éclatantes assortis à ses saris, avec sa peau noire cela crée un contraste magnifique, c'est beau et je lui ai dit.

J'ai fait un peu de photo autrefois et j'ai conservé cet attrait pour les éléments, formes, textures, matériaux ou couleurs, premiers plans ou lignes fuyantes qui donnent du relief à une scène au premier abord banale. Lire, regarder des documentaires ou voyager stimule la réflexion et l'imagination, mais la simple observation de ce qui nous entoure peut aussi être une expérience très enrichissante, plus reposante quand on a le cerveau qui fonctionne sans répit.

Avec Selvi nos rapports ne volent pas bien haut, certes, mais par leur naturel ils me permettent d'en apprendre encore sur la psychologie des hommes, davantage qu'avec un être plus évolué et moins isolé dont le comportement serait perturbé ou parasité par la société.

Quand elle est à la maison, elle se sent (bien) chez elle, il faut dire que j'ai tout fait pour qu'elle soit à l'aise, aussi est-elle plus nature que jamais. Par exemple, elle a les cheveux qui atteignent les hanches et elle adopte une coiffure que j'avais vu porter uniquement par les Katuvasis ou Adivasis, les indigènes ou ceux que vous appelez les Roms ou les Tziganes. Je trouve cela très originale, une liberté qu'elle se permet qui prouve qu'elle ne sent pas oppressée en ma présence, je lui en ai parlé en lui demandant de ne surtout rien changer, j'ai horreur des uniformités et des singeries.

- Etats-Unis : un policier blanc abat un homme noir de huit balles dans le dos - LeMonde.fr Assassinat ordinaire.

Au départ, il s'agit d'une banale interpellation. Un homme qui circulait samedi 4 avril dans un véhicule avec un feu cassé est arrêté par la police. Mais l'homme sort de la voiture pour s'échapper dans un petit jardin public voisin. Rattrapé un policier, l'incident tourne alors au drame. L'automobiliste, un homme noir de 50 ans tente à nouveau de s'échapper et commence à courir. Le policier dégaine et lui tire dans le dos à huit reprises. L'homme s'effondre.

Dans un premier temps, le policier, Michael Slager, 33 ans, avait invoqué la légitime défense pour justifier son geste, prétextant que l'homme avait tenté de se saisir de son pistolet paralysant et que sa vie était menacée. Le problème, c'est que derrière la grille du jardin, un homme a tout filmé et les images contredisent la version du policier, qui ne semble à aucun moment menacé. Celui-ci a été inculpé d'assassinat, mardi 8 avril, après la révélation de la vidéo.

Facteur aggravant, dans la vidéo révélée par le New York Times, on voit le policier, après avoir passé les menottes à l'homme qui gît par terre, ramasser quelque chose, qu'il laisse ensuite tomber près du corps. Il pourrait s'agir d'une façon de maquiller le meurtre en légitime défense. Selon le New York Times, la victime, Walter Scott avait été arrêté une dizaine de fois pour des faits mineurs. Son frère, cité par le journal local, le Post and Courier, affirme qu'il se serait enfui parce qu'il pensait qu'on l'arrêtait afin qu'il paye la pension alimentaire de ses enfants.

Les images ont été en tout cas suffisantes pour que le maire de Charleston Keith Summey annonce l'inculpation du policier. « Quand vous êtes en tort, vous êtes en tort, a expliqué le maire lors d'une conférence de presse, mardi. Quand vous prenez une mauvaise décision, on ne regarde pas si vous portez un insigne de police ou si vous êtes un simple citoyen, vous devez assumer cette décision ».

Alors que le rapport de police rédigé dans la foulée du drame indiquait que les policiers avaient tenté de ranimer la victime, la vidéo montre au contraire que les agents ne font rien pour tenter de le sauver, en le laissant face contre terre, les mains menottées et le dos ensanglanté. lemonde.fr 07.04

Dossier Yémen

- Aqpa à l'offensive au Yémen, les USA accélèrent leur aide - Reuters

Des membres présumés d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) se sont emparés mardi d'un poste frontalier yéménite à la frontière saoudienne, tandis que se poursuivaient dans le Sud les raids aériens de la coalition formée pour enrayer la progression des miliciens chiites houthis.

Deux soldats yéménites ont été tués dans l'attaque de ce poste proche de Manouakh, localité située à 440 km au nord-est de Sanaa, a-t-on appris de sources proches des autorités de la province d'Hadramaout.

Profitant du chaos dû à l'offensive des Houthis en direction d'Aden, la métropole du Sud, des extrémistes islamistes avaient lancé la semaine dernière une offensive à Moukalla, sur le littoral de la mer d'Oman.

Selon les Nations unies, qui craignent une catastrophe humanitaire, le conflit yéménite a fait 549 morts, dont 74 enfants, au cours des deux dernières semaines.

Les raids aériens de la coalition, qui ont débuté le 26 mars, n'ont pas mis fin à l'offensive des Houthis et de leurs alliés des forces gouvernementales restés fidèles à l'ancien président Ali Abdallah Saleh. Maîtres de Sanaa, depuis septembre, ils cherchent désormais à s'emparer d'Aden, dernier bastion des forces gouvernementales que le président Abd-Rabbou Mansour Hadi a dû fuir le mois dernier.

L'intervention internationale ajoutée à trois parachutages d'armes a toutefois permis aux défenseurs de la ville de tenir leurs positions et d'en prendre plusieurs à leurs assaillants.

Ils sont "guidés" par des membres des forces spéciales saoudiennes, d'après un diplomate de la région, selon lequel Ryad n'envisage toutefois pas d'intervention militaire au sol à court terme.

En visite en Arabie saoudite, le secrétaire d'Etat américian adjoint Tony Blinken a par ailleurs annoncé une accélération des livraisons d'armes américaines destinées aux forces de la coalition anti-Houthis.

"Nous avons expédié des cargaisons d'armes, nous avons accru nos échanges de renseignement et nous avons créé une cellule de coordination au centre de commandement saoudien", a-t-il déclaré à la presse à Ryad.

Selon des témoins, les miliciens houthis se sont retirés lundi de la base aérienne d'Al Anad, 50 km au nord d'Aden, d'où décollaient les drones américains utilisés contre Aqpa, mais leurs alliés de l'armée s'y trouveraient toujours.

D'intenses combats ont par ailleurs éclaté à Laoudar, toujours dans le Sud, où six membres des forces fidèles au président Hadi ont été tués, rapportent des témoins et des membres des milices gouvernementales. Les Houthis ont également subi de lourdes pertes et 50 ont été faits prisonniers, ajoute-t-on.

Sur la côte ouest, les raids de la coalition contre les positions des rebelles chiites soutenus par l'Iran se sont poursuivis près d'Hodeïda ainsi que dans les provinces de Saada et d'Hadja, frontalières de l'Arabie saoudite, et à Makaïras, 150 km au nord-est d'Aden. Reuters 07.04

- Yémen: les missiles saoudiens tuent des enfants. - french.irib.ir

6 enfants ont été tués, dans l'attaque des chasseurs saoudiens contre une école, dans le centre du Yémen.

Selon le site web Al-Ahd, les chasseurs saoudiens ont attaqué, ce mardi, une école, dans la ville d'Eb, au centre du Yémen, et tué 6 enfants. Des dizaines d'autres enfants ont été, également, blessés, dans cette frappe des appareils saoudiens. Hier, les chasseurs saoudiens ont bombardé, à 11 reprises, diverses régions, au Yémen.

D'autre part, au cours des accrochages de lundi entre le mouvement populaire d'Ansarallah du Yémen et les terroristes d'Al-Qaïda, dans le Sud du pays, notamment, à Aden, au moins, 18 personnes des deux camps ont été tuées. Selon une autre dépêche, simultanément à l'incapacité de l'Arabie, au Yémen, le régime des Ale-Saoud a débarqué , via la mer, 3.000 éléments terroristes de «Jaïsh al-Islam», depuis la Ghouta de l'Est, dans la province de Rif-Damas, au Yémen. french.irib.ir 07.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Le FN, un parti "comme les autres", "patriote" ? En quelque sorte effectivement.

- Jean-Marie Le Pen «comprend qu'on combatte la démocratie» - Liberation.fr

«Ils commencent à me gonfler tous avec la République, s'agace Le Pen. Je ne suis pas royaliste mais cette référence n'est faite d'évidence que pour gommer la référence à la nation.» Et d'ajouter plus loin : «Je comprends tout à fait qu'on mette en cause la démocratie, qu'on la combatte.» Tout en appelant cependant à en respecter les règles : «Nous nous battons sur un terrain donné, qu'on ne choisit pas.». Liberation.fr 07.04

Il est vrai que si le "terrain" s'y prêtait, il liquiderait les libertés individuelles et déclarerait illégale le droit d'expression plus particulièrement celui du mouvement ouvrier qu'il réprimerait, comme le font les homologues du FN en Ukraine avec la bénédiction de l'Otan, du FMI et de Bruxelles ou encore du gouvernement français ou le PS.

En attendant, après l'UMP sous Sarkozy, c'est le PS qui a pris le relais de l'offensive contre les libertés individuelles.

Ils sont républicains ou démocrates aussi longtemps que la situation du capitalisme le permet, mais dès que ses besoins entrent en contradiction avec l'exercice des valeurs de la République ou des principes de la démocratie, ils les bazardent ou cèdent la place à l'extrême droite à laquelle ils ont minutieusement et sciemment préparé le terrain.

Ils sont républicains ou démocrates en apparence uniquement, mais pas fondamentalement, c'est la lutte de classe du prolétariat qui leur a imposé ces valeurs et ces principes qu'ils honnissent tous en réalité, mais dont ils se servent hypocritement tant qu'elles font leurs affaires. Pourquoi ? Parce que lorsqu'on prend la peine de se pencher dessus, on s'aperçoit que leur contenu n'est pas seulement universelle, il est intemporel et témoigne que si leur application était rigoureuse ou respectait strictement leur contenu sans lui imposer des restrictions, il dépasse le cadre de la société divisée en classes antagoniques qui en réalité en est la négation ou porte en lui la négation de ces principes ou valeurs, dont la portée est délimitée par les besoins politiques de la classe dominante.

Elle s'en sert pour assurer la stabilité du régime, assurer la pérennité de sa domination de classe en y associant les partis et organisations du mouvement ouvrier qu'elle a corrompus, et qui au lieu de s'en servir pour combattre le régime en place jusqu'à son renversement, collaborent avec lui et monnaie leur collaboration en échange de leur soutien au régime.

En réalité ce sont les besoins économiques du capitalisme qui déterminent leur contenu autant que leur existence. Chaque fois qu'une classe y recourut dans le passé, ce fut pour stimuler ou tenter de dépasser les contradictions de son mode de production, et chaque fois qu'elles furent liquidées, ce fut au profit d'un régime autocratique ou une monarchie ou encore une dictature militaire. De nos jours, c'est l'oligarchie financière qui fait office d'autocratie, de monarchie, de dictature, elle cumule les trois formes de

régimes les plus injustes, infâmes et cruels à la fois, d'où la barbarie à laquelle nous assistons et qui est sa création.

La République et la démocratie n'ont existé que virtuellement jusqu'à présent, en dehors des expériences de la Commune de Paris et la révolution russe de 1917 qui incarnaient véritablement le pouvoir et les droits de la majorité de la population. Le reste du temps, disons depuis l'avènement du capitalisme que Marx situait aux alentours du XVe et XVIe siècle, la République et la démocratie n'ont jamais incarné autre chose que la domination de classe de la minorité qui détient le pouvoir économique sur la majorité des exploités qui ne détiennent aucun pouvoir, sinon celui de participer à leur propre asservissement quand les partis qui étaient censés représentés leurs intérêts se sont mis au service des exploiteurs.

La République et la démocratie en régime capitalisme sont des instruments politiques destinés à soumettre les exploités aux besoins des exploiteurs. Si nous nous réclamons de la République et de la démocratie, c'est uniquement parce que c'est dans ce cadre que peut se développer la lutte des classes, non pas dans la perspective démagogique de rétablir on ne sait quelles hypothétiques République ou démocratie qui n'ont en fait jamais existé hormis pendant 72 jours il y a 143 ans, donc, dont personne n'a le moindre souvenir, la moindre conscience, expérience à laquelle aucun travailleur ne fera référence, mais dans la perspective de rassembler les conditions politiques qui permettront de réaliser leurs valeurs et principes sans restriction dès lors que la classe majoritaire dans la société se sera emparée du pouvoir politique après avoir renversé l'ordre établi.

C'est le seul contenu de classe que nous acceptons ou que nous entendons donné au mot d'ordre de la défense de la République et de la démocratie, car il s'inscrit dans le cadre du développement historique du capitalisme ou dans le prolongement du processus dialectique engagé conduisant à substituer au pouvoir de la minorité, celui de la majorité, au gouvernement des hommes l'administration des choses, au règne de la nécessité, celui de la liberté.

Notre regard doit être tourné résolument vers l'avenir ou le futur et non vers le passé qu'il ne faut pas ignorer.

En complément. Rien à voir avec la démocratie.

- "L'élection présidentielle de 2017 ne doit pas se gagner sur une alternance naturelle " - Francetv info

Expérimentation. A quoi ressemblera la société qu'ils vous préparent.

Le Kansas veut limiter les loisirs des plus pauvres - libération.fr

Une proposition de loi prévoit de restreindre l'accès aux piscines, salons de tatouage, salles de jeux ou cinémas aux personnes bénéficiant de l'aide sociale, pour les encourager à dépenser leur argent de façon «raisonnable».

Si l'article du Washington Post ne datait pas du lundi 6, on aurait immédiatement pensé à un poisson d'avril. Mais non : une proposition de loi dans le Kansas, aux Etats-Unis, prévoit réellement de limiter l'accès aux activités récréatives pour les personnes bénéficiant des minima sociaux (qui reçoivent entre 454 et 497 dollars par mois), rapporte le quotidien. Les deux chambres législatives de l'Etat, toutes deux contrôlées par les républicains, l'ont approuvée la semaine dernière. Le sénateur Michael O'Donell, un républicain originaire de Wichita, défend ce projet sous prétexte qu'il aiderait les familles recevant l'aide de l'Etat à dépenser leur argent de manière «plus responsable». «Nous essayons de nous assurer que ces aides sont utilisées pour ce qu'elles prévoient. C'est une question de prospérité. C'est une question d'avoir une belle vie», a-t-il dit au Topeka Capital-Journal. (La "belle vie" avec moins de 500 dollars pour vivre au pays des ultra riches, on préfère ne pas commenter, on deviendrait violent, il faut les exterminer. - ndlr)

Si le texte est effectivement signé par le gouverneur et que le dernier vote au Sénat, prévu le 9 avril, va dans le même sens, il prendra effet le 1er juin. Les personnes recevant des aides publiques ne pourront plus dépenser leur argent à la piscine et dans les débits de boisson, ni en «piercings, massages, spas, tabac, ongleries, lingerie, salles d'arcades, croisières ou visites chez le psychiatre […] parcs à thèmes, centres équestres ou canins, entreprises du sexe, ou n'importe quel endroit interdit aux mineurs», liste le Washington Post. Qui ne précise pas comment les autorités pourraient bien contrôler qui des clients de ces établissements bénéficient de l'aide publique ou non, à part qu'il sera impossible aux personnes aidées de retirer plus de 25 dollars par jour en liquide à un distributeur (à l'aide de leur carte de retrait fournie par les services sociaux, il ne s'agit a priori pas de limitation sur leurs éventuelles cartes de banques privées).(Il suffit d'ajouter un amendement à cette loi leur interdisant de posséder une carte bancaire dans un établissement privé et le tour est joué. - ndlr)

«Selon cette nouvelle règle, une famille de trois personnes recevant le montant d'aide maximum devrait se rendre au distributeur une douzaine de fois pour retirer cet argent, qui serait réduit par la taxe de 85 cents à chaque retrait», note de son côté le Huffington Post, qui rapporte que l'idée fait des émules : dans le Missouri, les républicains envisagent d'exclure la viande et les fruits de mer de la liste des denrées que l'on peut acheter avec des bons alimentaires. libération.fr 07.04

Imaginez un instant qu'ils perfectionnent ce genre de mesures et les étendent à l'ensemble de la population.

Une fois limité de manière drastique l'accès à la monnaie en espèce et les paiements en liquide, à partir des portails que vous visitez sur Internet, des "réseaux sociaux sur lesquels vous vous connectez, votre page Facebook ou Twitter, votre téléphone portable qui témoigne des endroits où vous vous rendez, les différentes applications que vous utilisez, vos relevés de compte sur lesquels figurent toutes vos dépenses et tous vos achats réalisés avec une carte bancaire ou de crédit, un carnet de chèques, etc. il leur sera possible très facilement en regroupant toutes ces données de connaître vos goûts, vos penchants, vos idées, vos habitudes, vos loisirs, votre mode de vie, vos déplacements, vos relations, etc. de les rentrer dans une base de données, c'est déjà ce que font la plupart des puissantes sociétés de services dédiées à Internet, Google, Yahoo, Microsoft, etc. bref ils sauront tout sur vous, à cela s'ajoutent votre numéro de carte d'identité ou de passeport, votre numéro de Sécurité sociale, votre carte Vitale, votre déclaration d'impôt sur le revenu, il ne leur restera plus qu'à passer à la phase terminale de leur projet en se rendant maître de votre compte bancaire, en vous dépossédant du droit de l'utiliser à votre guise en bloquant en fonction de certains critères l'accés à certains lieux, à certaines marchandises ou services, prestations, et vous serez totalement à leur merci.

Chaque individu ne sera plus qu'un numéro ou un matricule dans une société déshumanisée comme dans un établissement pénitencier, auquel s'appliqueront un certain nombre de critères en fonction de sa situation, de son statut sur lequel des critères politiques pourront venir se greffer qui permettront d'accéder à certains droits et non à d'autres, chaque numéro bénéficiant d'un traitement individuel, toute notion de classe sociale ayant disparu...

On se dit que ce n'est pas possible d'en arriver là un jour, et pourtant, lisez attentivement, ils pourront même vous interdire de manger de la viande ou des crevettes, cela paraît complètement dingue, mais le monde dans lequel nous vivons n'est-il pas déjà complètement dingue ? Pas dans 50 ans ou un siècle, demain ! On refuse de l'admettre et c'est dramatique. On bénéficie encore de conditions de vie relativement confortables et on ne veut pas voir au-delà, en fait preuve d'une inconscience suicidaire.

On se dit que ce n'est pas possible d'en arriver là un jour, les Grecs l'ont pensé, les Portugais aussi, les Irakiens ou les Syriens aussi, ces Américains également, et pourtant. C'est ce que se disait la population la veille de chaque dépression ou de guerre, et pourtant. Le plus dingue, c'est encore d'être aveugle à ce point-là, de faire preuve de tant de mauvaise foi.

ACTUALITE EN TITRES

Quand les assassins font le déplacement. Sans doute un devoir de mémoire.

- Algérie: un membre du gouvernement français pour le 70e anniversaire du massacre de Sétif - AFP

Le 8 mai 1945, c'est un certain François Mitterrand qui aurait signé l'ordre de ce massacre. Avant-hier Hollande a dit que toute l'histoire de France devrait figurer dans les manuels scolaires, on doute qu'il pensait à cet épisode glorieux ou qu'il parlait sérieusement...

Tir au flan : feu !

- Plan Vigipirate: Trois mois après, les CRS n'en peuvent plus - 20minutes.fr

Trois mois après les attaques terroristes à Paris, les CRS peinent à suivre le rythme et les arrêts maladie se multiplient. 20minutes.fr 07.04

Qui l'écoute encore ? Personne.

- Rebsamen: il n'y a "pas de politique d'austérité" en France - AFP

Le ministre du Travail, François Rebsamen, a affirmé mardi qu'il n'y avait "pas de politique d'austérité" en France, à deux jours d'une journée de grève et de manifestations. AFP 07.04

Que valent les garanties d'une dictature en matière de libertés individuelles? Quelle question franchement !

- Loi renseignement - Urvoas : "Des garanties réelles ont été mises en place" - LePoint.fr

- «Il faut que nous nous rebellions contre l'hypersurveillance sur Internet», réclame Catherine Morin-Desailly (UDI) - 20minutes.fr

Social

- Radio France: la grève est reconduite pour 24 heures - AFP

- Grève des contrôleurs aériens: 40% des vols annulés ce mercredi - 20minutes.fr

- Le propriétaire de Dim envisage de supprimer 400 emplois en France - AFP

- 1 600 emplois supprimés chez La Halle aux vêtements et André - LeMonde.fr

Stratégie du chaos et de la barbarie.

- Le Kansas veut limiter les loisirs des plus pauvres Libération.fr - Liberation.fr

- Etats-Unis : un policier blanc abat un homme noir de huit balles dans le dos - LeMonde.fr

- Violente manifestation dans le centre d'Athènes - Reuters

- Quinze policiers tués dans une embuscade au Mexique - Reuters

- Irak: 47 cadavres exhumés de fosses communes à Tikrit - AFP

- Yémen: la situation humanitaire est "catastrophique" à Aden - AFP

- Yarmouk, nouvelle tragédie palestinienne - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- "La reconnaissance d'Israël ne fait pas partie de l'accord sur le nucléaire iranien" (Obama) - french.irib.ir

Le président américain Barack Obama a estimé lundi 6 avril que demander à l'Iran de reconnaître Israël dans le cadre de l'accord global naissant sur son programme nucléaire serait une "erreur de jugement fondamentale".

« Subordonner l'accord nucléaire à une reconnaissance par Téhéran d'Israël, cela revient à dire que nous ne signerons aucun accord, à moins que la nature de l'ordre iranien ne change complètement. Et c'est, je pense, une erreur de jugement fondamentale. »

Le Premier ministre du régime sioniste, Benyamin Netanyahu ne cesse de s'employer pour torpiller un éventuel accord nucléaire global entre l'Iran et les 5+1. french.irib.ir 07.04

2- Irak

- Des chefs baathistes irakiens au sein de Daech - french.irib.ir

La plupart des chefs de Daech sont des officiers de l'armée dissolue baathiste de l'Irak. Cela a été révélé par le "Washington Post" se penchant sur la nationalité du principal chef de Daech, Abou-Bakr Al-Baghdadi.

Citant Abou Hamza, l'un des chefs terroristes, qui s'est enfui en Turquie, après les divergences de vue apparues avec la ligne de conduite de Daech, le "Washington Post" a dévoilé que les officiers baathistes sont dans les postes de commandement de Daech d'autant plus qu'ils décident les tactiques militaires et des plans de guerre. Pour le rappel, avec la chute du régime de Saddam en 2003 et la dissolution du parti baathiste, ce parti a continué ses activités destructives, grâce au soutien des partisans intérieurs et extérieurs.

L'Irak a vécu, de très difficiles jours, sous la dictature de Saddam qui avait fait recours, durant les 24 années de son règne, à la répression, au massacre et à l'exode forcé de certaines confessions et ethnies. Le paroxysme des crimes du parti baathiste

c'est, certainement, le massacre des Kurdes irakiens, dans l'opération Anfal entre 1988 et 1989. Selon les chiffres publiés, 182.000 Kurdes ont été tués ou portés disparus à la suite de cette opération. Les complots de ce parti se sont poursuivis, en collaboration avec Daech, après l'époque du Premier ministre Nouri al-Maliki lors des consultations qui se faisaient pour la désignation du nouveau Premier ministre, Haïdar al-Abadi. Ainsi la ville de Mossoul a été investie en juin 2014, avec la collaboration flagrante du parti dissolu baathiste et ses supporters dont les Etats-Unis, l'Arabie et Israël.

La collaboration de Daech avec ce parti dissolu est très profonde. Les officiers baathistes qui sont expérimentés dans la répression, et qui massacraient facilement le peuple irakien, procèdent aujourd'hui, à des actes répugnants, de la décapitation des otages aux comportements ignobles envers les femmes Yézidis, sans compter d'innombrables d'autres crimes que ces terroristes n'hésitent de commettre avec un grand sang-froid. french.irib.ir 07.04

Ce portail iranien en rajoute sur Saddam Hussein, alors que leur régime adepte de la charia et de la lapidation à mort ne vaut guère mieux. Quotidiennement dans le monde les chiites iraniens se livrent à un prosélytisme plus fleutré, moins hystérique mais tout aussipassons.

Que les dirigeants du parti baath, qui ont été humiliés par les Américains, s'en remettent à leurs bourreaux et aux barbares de Daesh en s'en prenant à la communauté chiite ou aux irakiens en général qu'ils accusent de ne pas avoir soutenu le régime policier de S. Hussein, montre à quel point ils étaient guidés par d'autres objectifs que le bien-être de la population irakienne sous le régime du dictateur. Ils sont eux-mêmes isolés d'une grande partie de la communauté sunnite qui mène la guerre contre l'Emirat islamique.

Haut de page

Le 9 avril 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'actualiser la causerie.

On a ajouté 33 articles. On notera un changement de ton et de comportement de l'Iran à travers les titres d'article de sa radio francophone, les relations avec la Russie sont problématiques et Erdogan est reçu par son homologue iranien, la Turquie d'Erdogan participerait à la stabilité de la région, sans blague, alors qu'elle est la porte d'entrée de tous les barbares qui envahissent, détruisent et massacrent l'Irak et la Syrie et leurs peuples.

On a hate de voir comment vont s'en sortir ceux qui présentent depuis des années l'Iran comme un facteur de paix dans la région, alors que c'est un Etat théocratique qui rivalise dans le prosélithisme religieux le plus archaïque et obscurantsite dans le monde avec l'Arabie saoudite au détriment de la démocratie. En fait ils se partagent les rôles et chacun défend ses intérêts spécifiques au détriment de leur population. L'un et l'autre est prêt à s'allié avec les Etats-Unis, quitte à brader sa souveraineté.

Quant à ceux qui prétendaient que le FN était un parti tout à fait respectable et fréquentable, parfois ce sont les mêmes cabotins, les dernières sorties de Le Pen père prouve le contraire, c'est un parti d'extrême droite apte à devenir un parti fasciste quand l'occasion se présentera. Je n'ai pas eu le temps de réfléchir à ce qui l'oppose à sa fille, apparemment, il pourrait lui reprocher de dénaturer le FN en virant tous ceux qui se réclament ouvertement de Vichy, Pétain, le régime nazi allemand ou le fascisme, alors que la classe dominante a besoin d'un tel parti, ce serait une manière de lui signifier qu'elle est en train de couper la branche sur laquelle elle est assise et que la classe dominante n'a pas besoin d'un parti de l'ordre bis, l'UMP et son supplétif le PS font déjà l'affaire, par contre une fois épuisée cette option, il faut un parti d'extrême droite pour sauver le régime de la plèbe barbare qui pourrait le renverser...

Haut de page

Le 11 avril 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques

1- Le culte de la personnalité est toujours autant ancré dans les esprits.

C'est Lénine qui avait créé le poste de Sécrétaire générale du parti communiste, dont la fonction initiale dans son esprit devait incarner ou impulser la politique définie à la fois par le bureau politique et le bureau d'organisation du comité central du parti bolchevik, en quelque sorte il devait en être le porte-parole, elle n'avait pas été conçue pour imposer un quelconque point de vue à l'un ou à l'autre contrairement à ce qu'en fit Staline pour s'emparer du parti et le détruire, pour faire bref.

Ce poste et cette fonction auraient pu convenir à un dirigeant de la trempe de Lénine qui n'envisageait pas d'imposer sa dictature sur le parti ou qui était guidé uniquement par la cause du socialisme, ce qui n'était évidemment pas le cas de Staline.

Une fois installé à ce poste, Staline allait s'en servir comme un puissant levier pour combattre et éliminer les dirigeants du parti restés fidèles à la révolution socialiste, et si rien ne dit s'il y serait parvenu si ce poste n'avait pas existé, rien ne dit non plus qu'il ne l'aurait pas créé lui-même à un moment donné, donc la question de savoir après coup si Lénine a commis une terrible erreur ne nous mènera nulle part.

Toutes les sections de la IIIe Internationale l'adopteront après la mort de Lénine en janvier 1924, le Sécrétaire général concentrera tous les pouvoirs au sein du parti après s'être soumis son appareil, le culte de la personnalité fera le reste, acquis au stalinisme ils deviendront des instruments de la contre-révolution thermidorienne au service de l'ordre capitaliste mondial.

Le culte de la personnalité sera tellement ancré profondément dans le cerveau des militants, qu'il leur interdira même d'imaginer que leurs dirigeants pourraient commettre des erreurs pour finalement s'interdire de penser ou exprimer la moindre critique à leur encontre.

Ce culte de la personnalité qui n'est pas propre aux militants du mouvement ouvrier est largement répandu au sein de la population jusqu'à nos jours. J'ai reçu un courriel qui le confirme si nécessaire. J'aurais commis l'horrible crime de m'attaquer au PS dans des termes qu'auraient rejetés Lénine et Trotsky, notez bien qu'il s'est passé près d'un siècle ou plus de 74 ans depuis, qui sur cette question précise ou n'importe laquelle n'aurait jamais commis la moindre erreur. La modestie n'étant pas le fort de la plupart des (vieux) militants, donnons la parole à Lénine qui n'en manquait pas.

La "***vie a montré notre erreur***".

- "Emportés par la vague d'enthousiasme, nous comptions, nous qui avions éveillé l'enthousiasme populaire - d'abord politique, puis militaire -, nous comptions pouvoir réaliser directement, à la faveur de cet enthousiasme, les tâches économiques aussi grandioses que les tâches politiques générales, que les tâches militaires. Nous comptions - ou peut-être sera-t-il plus exact de dire : nous pensions, sans un calcul suffisant - pouvoir, par les ordres exprès de l'Etat prolétarien, organiser à la manière communiste, dans un pays de petits paysans, la production et la répartition des produits par l'Etat. La vie a montré notre erreur. [...] Ce n'est pas en s'appuyant directement sur l'enthousiasme, mais au moyen de l'enthousiasme engendré par la grande révolution, en faisant jouer l'intérêt personnel, l'avantage personnel, en appliquant le principe du rendement commercial, qu'il nous faut d'abord, dans un pays de petits paysans, construire de solides passerelles conduisant au socialisme, en passant par le capitalisme d'Etat " (Lénine, OEuvres choisies, t. II, p. 917. - P. Broué : le parti bolchévique page 66)

2- A bas le PS et le saint front unique !

Ce passage est décousu pour ne pas dire bordélique parce que je ne peux pas y consacrer tout mon temps, j'ai dû m'y reprendre à quatre ou cinq reprises en deux jours en fonction de mes autres occupations ; Un homme au foyer cela a des responsabilités qu'est-ce que vous croyez, et ce n'est pas madame qui me démentira, raison de plus pour respecter et aimer les femmes, sauf les féministes bien entendu, elles voudraient nous réduire en esclavage, merci c'est déjà fait !

L'engrenage qui consiste à déformer ou falsifier la réalité pour justifier sa politique ou le procédé plus communément répandu dans la vie quotidienne qui consiste à mentir pour camoufler ses réelles intentions ou sa véritable personnalité, nécessite quand la réalité se fait trop présente ou les faits trop pressants au point d'être démasqué ou de se retrouver confronté à soi-même, de recourir à la même méthode et de produire de nouvelles falsifications ou de nouveaux mensonges qui serviront à couvrir les précédents et ainsi de suite, de telle sorte que la réalité qu'on s'est fabriqué ou telle qu'on l'a décrite est si profondément ancrée dans notre cerveau à force de s'en convaincre, nous apparaît un jour si conforme à la réalité pour s'y être substituée entièrement, qu'on en arrive sans y prendre garde à commettre l'erreur fatale qui consiste à considérer inconsciemment à haute voix ou devant des témoins que l'interprétation qu'on en donne serait largement partagée ou admise au point de livrer les réelles intentions qui nous animaient ou de se démasquer soi-même. C'est imparable et un vrai bonheur.

Un de mes lecteurs qui fut pendant des décennies un ardent supporter (trotskiste) du PS, manifestement incapable de contredire ou même ne serait ce qu'examiner les arguments que j'ai avancés pour justifier la rupture totale de l'avant-garde ou des trotskistes avec ce parti qui aurait dû intervenir selon moi dès les années 40 pour ne pas dire plus tôt, à court d'argument ou n'en ayant aucun à m'opposer en arrive à justifier sa position ou les rapports que les trotskistes ont continué d'entretenir avec le PS en invoquant Lénine et Trotsky, comme le sorcier invoque les esprits pour impressionner son auditoire et se donner une certaine importance ou légitimité, il en faudra plus pour nous impressionner.

Voici ce qu'il m'a écrit, je réponds plus loin point par point.

- Pauvre Tardieu qui s'échine à radoter sur des bases politiques complètement fausses ! (Faudrait-il encore le prouver. - ndlr)

Les racines historiques du PS sont la vieille SFIO qui était un parti ouvrier bourgeois pour Lénine et Trotsky, et pourtant on pourrait dire à l'époque "parti caipitaliste, bourgeois, de droite, etc... !!!! Les PS allemand et français votent les crédits de guerre, et donc la guerre impérialiste de 14-18 responsable de dizaines de millions de morts et donc de la survie du capitalisme ! le PS allemand décapite la révolution allemande en assassinant Rosa Luxemburg et Karl Liebnecht !!!! Ils n'ont plus fait pire! (Oh si mille fois pire en continuant à exister ! Qu'est-ce qu'on en a à foutre des "racines historiques du PS", quel ouvrier y fait référence, aucun, mais bon, manifestement on ne fait pas référence au même milieu social ou à la même classe, on est donc condamné à un dialogue de sourds. - ndlr)

Et pourtant Trotsky combat pour un gouvernement Blum-Cachin en 1936 !!!! (Non, il combat pour le front unique avec un contenu bien précis auquel Blum-Cachin ne pourront jamais adhérer, Trotsky le dit lui-même, à lire plus loin. C'est un aveu. En mai 81 vous avez combattu pour faire élire Mitterrand en appelant à voter pour lui dès le premier tour de la présidentielle, puis pour un gouvernement PS-PCF-PRG puisque ce dernier faisait partie de la fête quoique vous puissiez ajouter comme réserve. Vous avez donc trahi l'esprit du front unique tel que Trotsky l'avait conçu ou plutôt vos dirigeants révisionnistes. Moi aussi puisque nous militions dans la même organisation, l'OCI. - ndlr)

Après l'expérience de 1981-83 et le tournant de la rigueur, le PT puis le POI cessent DEFINITIVEMENT d'appeler à voter PS-PCF ! (Grossier mensonge que les militants auront à coeur de rectifier, jusqu'en avril 2012 lorsque Schivardi répondant à une question affirmera que bien entendu il faut tout faire pour chasser Sarkozy ce qui était un appel à voter Hollande. Les autres fois ils ne cesseront de répéter qu'il faut "battre la droite" qui avait la même signification. Ils sont passés maîtres de la couardise et de l'hypocrisie, mais les militants savent encore lire. - ndlr)

Quant à une possible dictature mondiale de l'oligarchie financière, c'est la négation pure et simple de Lénine et le retour à Kautsky et son super impérialisme mis en miette par Lénine et Trotsky!" (Quel numéro d'illusionnisme à partir d'une citation vieille de 96 ans ! J'y réponds plus loin. Lénine et Trotsky qui étaient de fins dialecticiens contrairement à ce philistin, considéraient que tout était possible à condition que certaines conditions soient réunies et que seul l'examen des faits ou de la réalité permettait de déterminer si ces conditions étaient remplies ou non ou sur le point d'être réunies. Trotsky considérait que l'existence des Etats-Unis d'Europe était hautement improbable, puis cette institution vit le jour parce qu'entre temps le mouvement ouvrier avait totalement dégénéré en Europe. Ce n'est qu'un exemple parmi bien d'autres. Rien ne dit non plus qu'un jour ou l'autre l'UE n'éclatera pas comme autrefois la Société des Nations puisque nous n'en sommes pas encore arrivé à la fin de cette histoire, la lutte des classes continuent... - ndlr)

Ceux qui ont les principaux ouvrages des marxistes en tête savent qu'ils se sont livrés à un certain nombre de pronostiques qui ne se sont jamais réalisés au-delà des facteurs de rythme ou de délai auxquels on fait référence habituellement, ou qu'ils ont commis des erreurs d'analyses ou d'appréciation concernant les événements qui devaient se dérouler à leur époque ou par la suite, notre objet n'est pas ici d'en déterminer les causes, sans doute ont-ils péché parfois par excès d'optimisme emportés par leur lucidité et leur foi ardente dans le socialisme. Pour étayer rapidement notre propos, rappelons qu'Engels a dû corriger les deux tiers du tome II du Capital rédigé initialement par Marx parce que cette partie reposait sur une base erronée. Lorque Lénine adoptera la NEP il affirmera qu'ils avaient commis l'erreur de croire plus que penser précisera-t-il, qu'il serait possible d'introduire le communisme dans un pays ou prédominait l'agriculture et l'état d'esprit du propriétaire individuel... Quant à Trotsky, après avoir déclaré que la révolution avait commencé en juin 36 en France, après quelques contorsions il en arrivera à dire qu'il s'était peut-être laissé emporter par son enthousiasme... Bref, voilà trois exemples et non des moindres qui montrent que les maîtres du marxisme ont commis aussi un tas d'erreurs dont certaines étaient monumentales, alors de là à penser qu'ils en auraient commises d'autres qu'on aurait laissé passer, on est en droit de l'imaginer. Si c'est l'analyse du développement de la situation et les expériences qui en découlent qui permet de discerner ces erreurs, ils peuvent s'étendre sur une période plus ou moins longue et il peut s'écouler un temps plus ou moins long avant de pouvoir confirmer ou infirmer une théorie pour ensuite la corriger si nécessaire.

Nous ne devrions conserver de leurs travaux pour nous guider que la méthode qu'ils nous ont cédée et les lignes directrices de leurs enseignements de la lutte des classes, au lieu de pratiquer le culte de la personnalité et en faire des icônes pareils à des dieux et de reproduire les erreurs qu'ils ont pu commettre qui ne remettent pas en cause les expériences extraordinaires qu'ils nous ont léguées, on ferait mieux d'examiner à nouveau certains facteurs et rapports déterminants à la lumière de leur évolution ou de leur comportement jusqu'à nos jours, afin de corriger l'interprétation qu'on avaient pu en donner en calquant celle des marxistes. Contrairement à nos dirigeants et à leurs disciples qui sont quasiment parfaits et ne commettent jamais d'erreurs, les marxistes les ont reconnus modestement quand l'occasion leur en fut donnée.

Il faut ajouter à cela la malhonnêteté intellectuelle ou la mauvaise fois de nos détracteurs, qui d'une part se passeront bien de montrer à quelle point les principes, la méthode, la conception de la lutte de classe, de la propagande, du parti, des rapports du parti avec la classe ouvrière et les autres partis se réclamant du mouvement ouvrier définis par Marx, Engels, Lénine ou Trotsky n'avaient pa grand chose à voir ou très approximative avec ceux de leurs dirigeants, et d'autre part les citations ou références qu'ils tirent des marxistes ne servent qu'à justifier leur politique au lieu de partir de la réalité qu'ils ont sous les yeux pour la simple raison qu'elle la contredit. Quelques exemples.

Trotsky a affirmé que les Etats-Unis d'Europe ne pourraient pas se réaliser, sauf si une condition était remplie, à savoir si le mouvement ouvrier était totalement soumis aux institutions du capital, or cette condition a été réunie et l'Union européenne existe bel et bien depuis des décennies. Quant à l'entente entre les différents impérialistes qui demeurait inconcevable à l'époque où Lénine rédiga L'impérialisme stade suprême du capitalisme, sans donner raison à son détracteur Kautsky qui y voyait une source de paix et de stabilité, de régénérescence du capitalisme, perspective démentie par les faits alors que le mondialisme est synonyme de chaos et de guerre, il ne pouvait pas imaginer que l'oligarchie financière en arriverait à concevoir un système économique purement mafieux basé sur la création monétaire illimitée et sans contrepartie, ce qui n'avait jamais existé dans le passé, donc condition qu'il n'a pas pu évaluer pour statuer définitivement sur cette question, mais là encore les mêmes dirigeants et militants décident de passer outre, pratiquent le déni, nient l'existence de ce facteur et rabâche ce qu'a écrit Lénine en 1919 pour uniquement justifier leur ligne politique qui ne peut que nous conduire dans une impasse.

La situation n'est pas autre chose que le produit ou la combinaison de l'évolution d'un certain nombre de facteurs ou rapports ayant une influence les uns sur les autres qui détermine son orientation qui peut être amenée à être modifiée dans un sens ou un autre.

Il faudrait en passer nous dit-on par certaines expériences pour comprendre la nature de certains facteurs pour pouvoir par agir par la suite sur la situation ou influencer son orientation, pouvoir entrevoir la réalisation de nouvelles expériences, atteindre un objectif précis, etc. On peut le concevoir à condition de ne pas en faire une règle absolue. Pourquoi ? Parce que cette condition n'est pas forcément nécessaire à la compréhension de la réalité. Dans le cas contraire il faudrait admettre que les facultés intellectuelles de l'homme ne pourraient pas servir sa destinée au-delà de sa propre expérience qui demeure forcément limitée, et il faudrait en déduire qu'il serait condamné à demeurer indéfiniment incapable de saisir la réalité dans sa plénitude, autrement dit d'accéder à un niveau de conscience supérieur.

Le niveau de conscience atteint par un homme serait équivalent à la somme des expériences qu'ils auraient vécues au cours de son existence ou des situations auxquelles il aurait été confronté, mais en aucun cas l'interprétation qu'il a pu donner d'expériences étrangères aux siennes parvenues à sa connaissance par les différents moyens de communications ou d'informations ou les leçons qu'il aurait pu en tirer ne pourraient influencer en aucune manière son niveau de conscience et son comportement. On s'aperçoit à quelle absurdité on arrive à partir d'une telle conception de l'homme, qui fait l'impasse sur sa capacité à se projeter au-delà de la réalité qu'il a sous les yeux ou son propre vécu, il possède au contraire la faculté d'intégrer des éléments extérieurs à ses propres expériences qui peuvent lui être transmis par de nombreux canaux, au cours d'une lecture ou d'une discussion par exemple, et qui viendront enrichir son expérience ou le contraire, si leurs contenus étaient néfastes à sa condition sans qu'il en ait conscience.

Cette conception de l'homme tend à nier ou nie carrément que la réflexion ou le développement des idées serait une expérience à part entière. Or pour en arriver à cette conclusion qui en réalité est un postulat reposant sur l'ignorance qu'il existe une interaction permanente entre les éléments objectifs et subjectifs qui participent à sa nature ou déterminent son comportement et l'interprétation qu'il en donne. Il faudrait déconnecter artificiellement ou par un coup de baguette magique ces éléments les uns des autres pour n'accorder de l'importance qu'aux facteurs objectifs ou réduire la réalité ou son vécu à ces facteurs, et considérer que les facteurs subjectifs seraient accessoires ou sans importance du fait qu'ils seraient volatiles ou aléatoires, auraient une existence éphémère ou ne seraient pas aussi solidement ancrés dans la réalité, ce qui n'est pas faux, sauf que lorsqu'on observe la décomposition actuelle de la société on s'aperçoit qu'on pourrait en dire autant de nombreux facteurs objectifs.

Ce qui distingue l'homme des autres espèces d'animaux, c'est justement sa faculté de porter un regard subjectif sur ses expériences objectives et le monde extérieur, de le développer au-delà de ses propres expériences, de se projeter dans le futur. Quand à l'état primitif il observe le comportement de la nature autour de lui et qu'il tend à le reproduire, en agissant par mimétisme il établit, intègre ou réalise un certain nombre de rapports de cause à effet qui existent au sein des expériences auxquelles se livre la nature, ainsi naît l'embryon d'un état de conscience qui va constituer le facteur subjectif qu'il va s'employer à développer par la suite et qu'il mettra au service de sa propre expérience, au cours de laquelle il s'emploiera à modifier son environnement en fonction de ses besoins. S'il n'avait pas été capable de développer ces facultés subjectives la civilisation humaine n'aurait jamais existé, il en serait peut-être resté au stade de l'homme de Néandertal dont l'extinction demeure un mystère. Si de nos jours il demeurait incapable de les développer à un nouveau stade, c'est la barbarie capitaliste qui menacerait de disparition la civilisation humaine.

Ailleurs nous rappelions que si c'était l'action des hommes qui participait à la transformation de la société et du monde, nous précisions que les idées y contribuaient et ne devaient pas être traitées comme un sous-produit de l'activité humaine sous peine de conduire l'humanité à la catastrophe. Des millions de travailleurs peuvent relativement facilement accéder à un niveau de conscience supérieur permettant de changer la société, dès lors qu'ils s'organisent et prennent leur destin entre leurs mains. Peu importe qu'ils soient une minorité, ils suffiraient à entraîner le reste des exploités pour faire table rase du passé.

La crise du capitalisme et les conditions objectives qui en découlent sont vécues par les travailleurs comme un obstacle à tout changement de politique ou de société. Ils ont intégé ce facteur qui se traduit subjectivement par leur défaitisme, leur pessimisme, leur absence d'idéal, ils croulent sous le poids de la fatalité qui combinée à l'absence de perspective politique les pousse au désespoir. Se sentant trahis de toute part et ne comprenant pas le rapport de cause à effet qui existe entre la

politique antisociale qu'on leur impose et les besoins impératifs du capitalisme qui sont inhérents à sa nature, ils sont conduits à rechercher leur salut dans des solutions individuelles qui n'en sont pas, car le moment venu ils connaîtront le même sort que les travailleurs grecs ou portugais ou encore ukrainiens s'ils ne trouvent pas la voie permettant de renverser le régime en place.

Pendant plus de 90 ans on leur a expliqué que leur salut passait par un front unique des partis qui n'ont cessé de les trahir ou d'incarner les intérêts du capitalisme, tactique qui au fil du temps fut élevée au rang de stratégie pour finalement être justifiée en recourant à toute une panoplie d'arguments plus démagogiques ou inconsistants les uns que les autres, pour au final aboutir à la situation actuelle qui se caractérise par l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire et d'une Internationale, laissant pour ainsi dire le champ libre à la pire réaction.

Pour justifier cette tactique, on nous expliqua que les travailleurs ne seraient pas capables de comprendre la nature du PS et du PCF s'ils n'en faisaient pas l'expérience au pouvoir, donc qu'il fallait aider ces partis à accéder au pouvoir. Ils y parvinrent à plusieurs reprises depuis 80 ans sans pour autant que cet objectif ait été atteint, il faut donc en déduire que soit les travailleurs sont d'indécrotables ignorants, soit que cette tactique était erronée ou opportuniste, nous pencherons pour la seconde explication si vous le permettez car contrairement à nos détracteurs, nous avons toujours foi dans le socialisme.

On nous a sorti aussi que c'était un moyen pour rassembler la classe et stimuler sa lutte de classe. Tu parles, c'est exactement le contraire qui se produisit après mai 1981, ne parlons pas de mai 2012 puisque pas un ouvrier ne se reconnaît dans Hollande ou le PS.

Chaque fois que le front unique a été avancé dans un pays, il s'est soldé par une terrible défaite dont la classe ouvrière peina à s'en remettre pendant des décennies. Si on devait en faire le bilan, on s'apercevrait au premier coup d'oeil qu'il fut catastrophique. Cela dit certaines défaites ou même la plupart étaient inévitables dans les conditions du moment, c'est d'avoir fait croire que le contraire aurait pu être possible qui fut criminel et ne servit à rien.

Qu'elle ait été justifiée théoriquement, mais uniquement sur ce plan, car elle ne pouvait pas s'appliquer en direction des dirigeants de partis acquis au capitalisme, elle ne pouvait pas constituer la base d'une ligne politique d'un parti pour se construire. Il aurait peut-être été possible d'en tirer un bénéfice en la réservant aux militants de base de ces partis, à condition justement de ne pas y associer leurs dirigeants, dans le cas contraire il devait être nul, et c'est ce qui se produisit.

La tactique du front unique ressemble au moyen du désespoir qu'un impuissant implorerait en vain pour annoncer une tragédie qu'il sait inévitable.

Ce fut une politique d'appareil destinée à assurer la survie des dirigeants du parti qui la mettaient en oeuvre, et non une politique destinée à construire le parti dans la perpective du renversement du régime en place. La preuve, ils ne purent la justifier que par les réformes qui furent davantage le produit d'une période propice à la lutte de classe du prolétariat et qui depuis ont presque toutes disparues ou ce qu'il en reste disparaîtra à court terme au rythme où l'on va. Ces réformes et les combats auxquels elles avaient donné lieu devaient servir à enchaîner davantage le prolétariat au capitalisme, au lieu de l'aider à les briser pour conquérir son émancipation, voilà l'acquis principal du front unique, mémorable ! Mai 68 n'échappa pas à cette règle évidemment. Son dénouement était écrit d'avance compte tenu des précisions que nous avons fournies plus haut si vous avez suivi.

Nous n'avons pas le temps de nous attarder sur les syndicats, qui a défaut de virer à gauche n'ont cessé de virer à droite durant les 70 dernières années. Le front unique des syndicats se justifie pleinement dans la mesure où comme dirait Trotsky, il se joue dans les usines, sur les lieux de travail et non dans les allées du pouvoir lorsqu'il s'agit des partis politiques. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui lui donnent son contenu et non les dirigeants syndicaux qu'ils n'écoutent pas, les délégués syndicaux en contact avec les travailleurs sont obligés de tenir compte de leur état d'esprit et de leurs besoins, pas toujours évidemment, ils peuvent aussi se radicaliser à leur contact et rejeter la ligne impulser par leurs dirigeants.

Quelques éléments complémentaires de réflexion que j'avais rédigés plus tôt.

Je ne suis pas du genre à vouloir absolument avoir raison parce que ce serait ridicule. Admettons un instant qu'il était justifié de s'adresser au PS (et au PCF) au cours des 70 dernières années ou jusqu'en 1981-83 ou 2012, peu importe en réalité jusqu'à quand, mais dans ce cas là on n'aurait jamais dû cesser de rappeler tous ses crimes commis contre le mouvement ouvrier, à aucun moment on aurait dû le ménager d'une manière ou d'une autre, jamais Lénine ou Trotsky n'avaient procédé de la sorte. Ils avançaient le front unique en privilégiant le front unique à la base et ils ne courtisaient pas les dirigeants de la SFIO, ils passaient leur temps à les matraquer avec une violence bien pire encore que la mienne, chacun peut le vérifier en lisant leurs ouvrages de l'époque, j'en donne un léger aperçu plus loin.

J'ai milité pendant plus de trois ans dans une organisation, j'ai appelé à voter Mitterrand et ce n'est que bien des années, des décennies plus tard en réalité, que j'ai appris et réalisé à quel point le PS était un parti réactionnaire, pourri jusqu'à la moelle, infecte, détestable au-delà de tout ce que j'aurais pu imaginer. Il y a des militants que cela ne choquent pas, ils s'accommodent de cette situation, de tout dès lors que ce sont leurs dirigeants qui en décident à leur place.

Si Trotsky a commis une lourde erreur d'appréciation de la situation en France entre 1934 et 1938, dès lors comment a-t-il pu produire une tactique et une stratégie juste ? Un coup de bol sans doute, parfois le hasard fait bien les choses, cette expication conviendra sans doute à ceux qui veulent toujours avoir le dernier mot ou qui ont la fainéantise de réfléchir ou qui en sont incapables.

Pour montrer que je ne suis pas borné, j'aurais une autre interprétation à donner pour justifier le front unique dès lors qu'on ne ménage pas les agents du capital ou les traitres qui dirigeaient la SFIO ou le PC. Dans le développement de la lutte de classe de l'époque, il pouvait servir de mot d'ordre pour s'adresser aux travailleurs ou entraîner la classe au combat et recruter des militants au cours de ce combat pour construire le parti, pas davantage, donc sans donner à la question du pouvoir les contours d'un gouvernement SFIO-PC, sans propager la moindre illusion dans ces partis, rejeter toute perspective politique incluant ces partis même s'il était pour ainsi dire inévitable qu'ils parviennent au pouvoir en compagnie du parti du capital, le Parti radical. Et comment justifier ou argumenter cette position ? C'est très simple lisez plus loin ce que Trostky en disait, c'était amplement suffisant.

Quant à l'argument selon lequel il ne fallait pas se couper des masses, des militants des autres partis et qu'il fallait partir de leurs illusions dans le régime ou ces partis, il n'a servi en réalité qu'à entretenir ces illusions, pire, alors même que des millions de travailleurs les avaient abandonnées ou étaient prêts à rompre avec les institutions, chaque fois le front unique devait servir à les ramener dans les bras du régime, idem pour les militants du PS et du PCF qui l'interprétaient à leur manière parce que cela les arrangeait de croire que finalement ils avaient raison de penser que leurs dirigeants et leurs partis pourraient encore changer ou s'améliorer, bref, cela revenait à servir la soupe aux piliers du régime ou au régime lui-même.

Le front unique consista essentiellement à flatter et entretenir les illusions des masses, afin d'obtenir des résultats en terme de recrutement qu'ensuite les dirigeants pourrait utiliser pour justifier leur politique et conserver leur pouvoir au sein de leur parti. Leur parti ne s'est jamais construit, ils n'ont fait qu'en renouveler les effectifs toujours plus droitiers à l'image du capitalisme et des syndicats, ainsi l'ordre (capitaliste) des choses est respecté.

Dès la fin du XIXe siècle en Russie les économistes (réformistes) expliquaient qu'il serait impossible de construire un parti sur une base politique radicale ou posant la question du pouvoir, qu'il fallait mettre cette perspective en sourdine et s'en tenir à des revendications sociales alimentaires... Lénine répondit à ces capitulards qu'il fallait préparer la classe au combat inlassablement sur la base des tâches politiques qu'elle aurait à accomplir et que c'était le mellleur moyen pour que cet objectif pénètre profondément dans son cerveau... Trotsky se battit contre les mêmes a priori 40 ans plus tard. A chaque époque la même antienne revient pour justifier l'abandon de l'objectif du combat du mouvement ouvrier, la prise du pouvoir politique et le renversement du régime en place.

Il y a un processus dialectique à l'oeuvre et il vaut mieux être en accord avec lui pour ne pas tomber dans l'opportunisme ou le gauchisme. Les positions et mots d'ordre que l'on adopte, les discours ou la propagande que l'on développe, les mots ou les paroles qu'on prononce en s'adressant aux travailleur en font partie, aussi est-on en droit de se demander ce qu'ils en retiendront, comment ils les auront interprétés. Chaque fois que j'ai discuté avec des travailleurs après mai 81, ils m'ont reproché d'avoir soutenu Mitterand, c'était la seule chose qu'ils avaient retenu de mon discours, j'en étais gêné car dans mon esprit je n'avais jamais soutenu Mitterrand, plus tard je m'en suis terriblement voulu et je n'en démords pas depuis.

J'ai eu l'occasion d'y réfléchir à maintes reprises pour essayer de comprendre qu'est-ce qui s'était passé, où était passé le trotskiste que j'étais transformé en suppôt de cette pourriture, c'était humiliant. Je crois avoir compris qu'en tenant ce qu'il fallait bien assimiler à un double langage, on n'avait rien à gagner auprès des travailleurs, certainement pas leur estime ou leur confiance. L'ouvrier est pragmatique, il va à l'essentiel, il est économe, il ne tourne pas autour du pot.

Quand j'avais dit à mon père qu'une fois au pouvoir il serait possible de chasser le gouvernement et la majorité parlementaire PS-PCF-PRG il m'avait ri au nez : qui toi, vous êtes combien au juste dans ton parti, tu te fous de ma gueule c'est bien ce que je dis, il ne voulait plus rien entendre. Il n'avait pas tort, je lui avais sorti la même blague que Trotsky en 36 en suivant mes dirigeants. Plus tard je me suis dit que quitte à être incompris, il vallait mieux encore que ce soit sur une position juste que sur une position opportuniste dans laquelle finalement je ne pouvais pas me reconnaître. D'ailleurs à quoi cela allait-il nous servir d'avoir raconté du baratin aux travailleurs, absolument rien, nous allions en retirer aucun avantage, c'est donc en plus contre-productif et stupide au possible. Je me suis juré qu'on ne m'y reprendrais plus et j'ai tenu parole. Vous participez à des élections et vous dites que c'est une mascarade, après plus personne ne peut vous prendre au sérieux à part des travailleurs qui s'en foutent, vous parlez d'un exemple !

Il y a suffisamment de choses dans la vie qu'on est obligé de faire contre son gré pour ne pas en rajouter. On bosse, on se fait exploiter ou on engraisse un patron, il faut bien survivre, on n'a pas le choix. Mais là on a toujours le choix en politique, sauf qu'avec la manière dont on vous présente les choses vous avez l'impression du contraire, on ne vous propose pas une position ou une action, on vous l'impose et ainsi de suite, c'est désagréable, insupportable.

D'autres aspects qu'on n'a pas encore évoqués.

Trotsky devait savoir ou savait , il l'a explicitement prouvé quand on lit très attentivement ce qu'il a écrit, que le mouvement révolutionnaire qui déboucha sur les grèves de masse de1936 en France était condamné à l'échec du fait de l'inexistence d'un parti similaire au parti bolchevik. Aussi, la ligne politique qu'il définit ou la perspective politique qu'il traça était destinée à l'armement des militants de l'avant-garde et ne signifiait en aucune façon qu'elle se réaliserait, puisqu'il savait que c'était impossible car n'ayant absolument aucune illusion dans les dirigeants de la SFIO ou du PC, bien au contraire le contenu qu'il lui donnait était si éloigné de la réalisation de l'objectif qu'il était censé servir, qu'il s'effaçait pour ainsi dire ou passait au second plan au profit de la propagande pour armer les masses et les militants contre les dirigeants du Front populaire, le front unique qu'il prônait prenait de la sorte un tout autre contenu et avait une toute autre portée politique que celui qu'on lui prêtera.

Comme dans tout discours, il faut distinguer l'auditoire auquel l'auteur s'adresse et qui n'est pas forcément homogène. Trotsky s'adressait aux militants de l'avant-garde, aux militants de la SFIO et du PC, à l'ensemble des travailleurs.

A plusieurs reprises Trotsky posa des questions dont les réponses étaient contenues dans ses questions, de telle sorte que toute interprétation qui ne tenait pas compte de la manière dont il s'était exprimé tendrait à lui faire dire autre chose ou ce qu'il n'avait pas eu l'intention de dire ou de faire puisque cela devait déboucher sur un exercice pratique. Par exemple quand il posa la question de savoir si Blum ou Cachin auraient la volonté de donner au Front populaire un contenu de classe correcte, il connaissait pertinemment la réponse qui serait forcément négative et il la livrait, il ne soutenait donc pas Blum et Cachin pas plus qu'il aurait nourri des iillusions en eux, c'était juste une manière de susciter une réponse à une question afin d'ouvrir la discussion et non une supposition ou une hypothèse qui n'avait pas lieu d'être, elle pouvait se poursuivre par exemple en disant : imaginer un instant que des dirigeants représentants véritablement les intérêts de la classe ouvrière aient été à leur place, et alors oui pour le coup tout était sérieusement envisageable ou possible. Cette question s'adressait de préférence aux militants de la SFIO (30.000 adhérents en 36) et du PC (330.000 adhérents à la même époque).

On arrêtera là pour aujourd'hui.

J'ai reproduit ci-dessous quelques passages d'*Où va la France ?* de Trotsky, un recueil de textes qui vont de 1934 à 1938. Je fournis une grille de lecture en rapport avec ce qui vient d'être dit, à chacun ensuite de se faire sa propre idée.

Avec des si et des mais on peut parvenir à n'importe quelle conclusion.

- "Nous l'avons déjà dit: le Front unique des partis socialiste et communiste renferme en soi des possibilités grandioses. Si seulement il le veut sérieusement, il deviendra demain le maître de la France. Mais il doit le vouloir."

- "La clé de la situation est maintenant entre les mains de ce Front unique des deux partis. S'il ne s'en sert pas, il jouera le rôle lamentable qu'aurait inévitablement joué en Russie le front unique des mencheviks et des "socialistes-révolutionnaires" en 1917 si... si les bolcheviks ne les en avaient empêchés."

Trotsky n'a soutenu ni le Front poulaire ni un ministère Blum-Cachin qui n'a jamais existé puisqu'il fut flanqué du Parti radical. C'est seulement si le Front populaire avait coïncidé avec le contenu qu'il avait donné au front unique qu'il l'aurait soutenu, ce qui n'est pas du tout la même chose.

- "Quels sont les objectifs de ce Front unique ? Jusqu'à maintenant il ne l'a pas dit aux masses. La lutte contre le fascisme ? Mais jusqu'à maintenant, Il n'a même pas expliqué comment il pense lutter contre lui. D'ailleurs le bloc défensif contre le fascisme ne pourrait être suffisant que si, pour tout le reste, les deux partis conservaient une complète indépendance. Mais non : nous avons un Front unique qui embrasse presque toute l'activité politique des deux partis et exclut la lutte entre eux pour conquérir la majorité du prolétariat. Il faut dire toutes les conséquences de cette situation. La première et la plus importante est qu'il faut lutter pour le pouvoir. Le but du Front unique des partis socialiste et communiste ne peut être qu'un gouvernement de ce Front, c'est-à-dire un gouvernement socialiste-communiste, un ministère Blum-Cachin. Il faut le dire ouvertement. Si ce Front unique se prend au sérieux-et c'est à cette seule condition que les masses populaires le prendront au sérieux-, il ne peut se dérober devant le mot d'ordre de conquête du pouvoir. Par quels moyens ? Par tous ceux qui mènent au but. Le Front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il se sert du Parlement avant tout pour démontrer son impuissance et expliquer au peuple que le gouvernement bourgeois actuel a sa base en dehors du Parlement et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement des masses. La lutte pour le pouvoir signifie l'utilisation de toutes les possibilités qu'offre le régime bonapartiste semi-parlementaire pour le renverser lui-même par une poussée révolutionnaire et remplacer l'Etat bourgeois par un Etat ouvrier."

Pourquoi Trotsky aurait-il soutenu le Front populaire dès lors qu'il était destiné à "tromper et abuser politiquement les masses populaires" ? Ils pilonnent au passage les dirigeants de la SFIO et du PC.

- "Tous les faits politiques démontrent que, ni dans les rapports sociaux en France, ni dans l'état d'esprit des masses, il n'y a d'appui pour le Front populaire. Cette politique est imposée par en haut: par la bourgeoisie radicale, par les maquignons et les affairistes socialistes, par les diplomates soviétiques et leurs laquais "communistes". De toutes leurs forces réunies, ils font tout ce que l'on peut faire, à l'aide du plus malhonnête des systèmes électoraux, pour tromper et pour abuser politiquement les masses populaires, pour altérer leur volonté réelle. Même dans ces conditions, les masses ont su montrer qu'elles veulent, non

une coalition avec les radicaux, mais le rassemblement des travailleurs contre toute la bourgeoisie."

Là Trotsky abandonnent ses suppositions stériles et se fait de graves illusions sur les développements à venir de la situation révolutionnaire en France.

- "Le fait que le mouvement des masses atteint, sous cette forme improvisée, des dimensions si grandioses et des conséquences politiques aussi gigantesques souligne on ne peut mieux le caractère profond, organique, véritablement révolutionnaire de la vague de grèves. C'est en cela que réside le gage de la durée du mouvement, de sa ténacité, de l'inéluctabilité d'une série de vagues nouvelles, toujours plus amples. Sans cela, la victoire ne serait pas possible. Mais rien de cela ne suffit pour vaincre. Contre l'état-major et le plan des "deux cents familles", il faut un état-major et un plan de la révolution prolétarienne. Ni l'un ni l'autre n'existent encore, mais ils peuvent être créés, car toutes les prémisses et tous les éléments d'une nouvelle cristallisation des masses sont là, sous nos yeux."

Trotsky cherchait à justifier son enthousiasme.

- " Le prolétariat français n'est pas un novice. Il a derrière lui le plus grand nombre de batailles de l'Histoire. Il faut certes que la nouvelle génération apprenne, à chaque pas, de sa propre expérience-mais pas depuis le début ni tout: en suivant pour ainsi dire un cours accéléré. Une grande tradition vit dans ses os et l'aide à choisir son chemin. Déjà, en juin, les chefs anonymes de la classe en éveil ont, avec un magnifique doigté révolutionnaire, trouvé les méthodes et les formes de la lutte. Le travail moléculaire de la conscience de la masse qui se poursuit actuellement ne s'arrête même pas une heure. Tout cela permet d'escompter que non seulement la nouvelle couche des chefs restera fidèle à la masse aux jours de l'inévitable et sans doute assez proche nouvelle étape du conflit, mais aussi qu'elle saura retirer du combat, avant qu'elle ne soit écrasée, l'armée insuffisamment préparée."

A mot couvert il admet avoir fait preuve d'excès d'optimisme ou avoir sous-estimé la faiblesse du facteur subjectif. Au passage, une nouvelle fois ils démolient "Blum, Jouhaux, Thorez et Cie." qu'ils accusent d'être des briseurs de grève.

- "Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée. Que la situation objective en France ait été et reste révolutionnaire, il ne peut y avoir de doute. Crise de la situation internationale de l'impérialisme français; liée à elle, crise interne du capitalisme français; crise financière de l'Etat; crise politique de la démocratie; désarroi extrême de la bourgeoisie; absence manifeste d'issus dans les anciennes voies traditionnelles. Cependant, comme l'indiquait déjà Lénine en 1915: "Ce n'est pas de toute situation révolutionnaire que surgit la révolution, mais seulement d'une situation telle qu'au changement objectif se joint un changement subjectif, à savoir la capacité de la classe révolutionnaire de mener des actions révolutionnaires de masse suffisamment puissantes pour briser (...) l'ancien gouvernement qui, jamais, même en période de crise, ne "tombe" si on ne le "fait" pas tomber." L'histoire récente a apporté une série de tragiques confirmations au fait que la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire, mais qu'une situation révolutionnaire devient contre-révolutionnaire si le facteur subjectif, c'est-à-dire l'offensive révolutionnaire de la classe révolutionnaire, ne vient pas à temps en aide au facteur objectif.

Le grandiose tournant des grèves de 1936 a montré que le prolétariat français était prêt à la lutte révolutionnaire et qu'il était déjà entré dans la voie de la lutte. En ce sens, nous avions le plein droit d'écrire: "La Révolution française a commencé." Mais si "la révolution ne naît pas de toute situation révolutionnaire", toute révolution commençante n'est pas non plus assurée d'un développement ultérieur continu. Le commencement d'une révolution qui jette dans l'arène de jeunes générations est toujours teinté d'illusions, d'espoirs naïfs et de crédulité. La révolution a d'ordinaire besoin d'un rude coup de la part de la réaction pour faire un pas en avant plus décisif. Si la bourgeoisie française avait répondu aux grèves avec occupation des usines et aux démonstrations par des mesures policières et militaires-et cela se serait inévitablement produit si elle n'avait pas eu à son service Blum, Jouhaux, Thorez et Cie-, le mouvement, à un rythme accéléré, fut parvenu à un degré plus élevé, la lutte pour le pouvoir se serait indubitablement posée à l'ordre du jour. Mais la bourgeoisie, utilisant les services du Front populaire, a répondu par un recul apparent et des concessions temporaires: à l'offensive des grévistes, elle a opposé le ministère Blum, qui apparut aux ouvriers comme leur propre ou presque leur propre gouvernement. La C.G.T. et le Komintern ont soutenu de toutes leurs forces cette tromperie.

Quand on mène une lutte révolutionnaire pour le pouvoir, il faut voir clairement la classe à laquelle le pouvoir doit être arraché.

Les ouvriers ne reconnaissaient pas l'ennemi, car il était déguisé en ami. Quand on lutte pour le pouvoir, il faut, en outre, des instruments de combat, le parti, les syndicats, les soviets. Ces instruments ont été enlevés aux ouvriers, car les chefs des organisations ouvrières ont construit un rempart autour du pouvoir bourgeois afin de le masquer, de le rendre méconnaissable et invulnérable. Ainsi la révolution commencée s'est trouvée freinée, arrêtée, démoralisée."

Les traits marquant d'un régime bonapartiste :

- "...indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes, liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs, le gouvernement se situant au-dessus des fractions en lutte, c'est-à-dire en fait au-dessus de la nation, pour jouer

le rôle d'"arbitre"."

1- Indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes : Hollande et Valls gouvernent sans se soucier du PS et ses élus, desquels il est exigé la soumission totale à la politique qu'ils appliquent, dans le cas contraire ils doivent démissionner ou sont débarqués.

2- Liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs : Recours au 49.3 et aux décrets. Le Parlement ne peut adopter que les projets de lois qui lui sont transmises par le gouvernement, qu'il ne peut amender qu'à la marge dans la mesure où il n'en modifie pas la nature.

3- Le gouvernement se situant au-dessus des fractions en lutte : Ils légifèrent ou appliquent sa politique sans tenir compte de la lutte des classes, de l'adhésion ou du rejet qu'elle inspire à la majorité du peuple.

De la crise du capitalisme à la décomposition de ses partis et institutions.

- "Le capitalisme a porté les moyens de production à un niveau tel qu'ils se sont trouvés paralysés par la misère des masses populaires qu'il a ruinées. De ce fait, tout le système est entré dans une période de décadence, de décomposition, de pourriture. Non seulement le capitalisme ne peut pas donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère de "contre-réformes" économiques et politiques. La politique de spoliation d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière".

On croirait ce discours écrit de nos jours ou spécialement pour notre époque, n'est-ce pas ?

- "Dans les conditions de la décadence capitaliste, il ne reste plus de place pour un parti de réformes démocratiques et de progrès "pacifique"."

C'est quoi le fascisme ?

- "Dans tous les pays agissent aujourd'hui des lois identiques, celles de la décadence du capitalisme. Si les moyens de production demeurent entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'existe pas de salut pour la société qui est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis.

Selon les pays, les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et se développent à des rythmes inégaux. Mais le fond du processus est partout le même. La bourgeoisie a conduit sa société à la faillite. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut plus désormais supporter l'ordre démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers par la violence physique. Or il est impossible de venir à bout du mécontentement des ouvriers et des paysans au moyen de la seule police ; il est trop souvent impossible de faire marcher l'armée contre le peuple, car elle commence à se décomposer et cela se termine par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pour ces raisons que le grand capital est contraint de constituer des bandes armées spécialisées, dressées à la lutte contre les ouvriers, comme certaines races de chiens contre le gibier. La signification historique du fascisme est qu'il doit écraser la classe ouvrière, détruire ses organisations, étouffer la liberté politique, et cela précisément au moment où les capitalistes sont incapables de continuer à dominer et à diriger par l'intermédiaire du mécanisme démocratique.

Son matériel humain, le fascisme le recrute surtout au sein de la petite bourgeoisie. Celle-ci est finalement ruinée par le grand capital et il n'existe pas pour elle d'issue dans la structure sociale actuelle: mais elle n'en connaît pas d'autre. Son mécontentement, sa révolte, son désespoir, les fascistes les détournent du grand capital pour les diriger contre les ouvriers : On peut dire du fascisme qu'il est une opération de "luxation" des cerveaux de la petite bourgeoisie dans l'intérêt de ses pires ennemis.

Ainsi, le grand capital ruine d'abord les classes moyennes puis, à l'aide de ses mercenaires, les démagogues fascistes, il tourne contre le prolétariat la petite bourgeoisie sombrant dans le désespoir. Ce n'est que par de tels procédés de brigand que le régime bourgeois parvient encore à se maintenir Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce qu'il soit renversé par la révolution prolétarienne. "

- "Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme."

- "Le fatalisme optimiste, qui semblait convaincant il y a un quart de siècle, résonne aujourd'hui comme une voix d'outre-tombe. Radicalement ; fausse est l'idée qu'en allant vers la crise future le prolétariat deviendra infailliblement plus puissant que maintenant. Avec la putréfaction ultérieure inévitable du capitalisme le prolétariat ne croîtra pas et ne se renforcera pas, mais se décomposera, rendant toujours plus grande l'armée des chômeurs et des lumpen-prolétaires; la petite bourgeoisie entre-temps

se déclassera et tombera dans le désespoir. La perte de temps ouvre une perspective au fascisme, et non à la révolution prolétarienne."

- "Les capitalistes viennent au fascisme non pas selon leur bon plaisir, mais par nécessité: ils ne peuvent plus conserver la propriété privée des moyens de production qu'en menant l'offensive contre les ouvriers, en renforçant l'oppression, en semant autour d'eux la misère et le désespoir. Craignant en même temps la riposte inévitable des ouvriers, les capitalistes, par l'entremise de leurs agents, excitent la petite bourgeoisie contre le prolétariat, en accusant celui-ci de rendre la crise plus longue et plus profonde, et financent les bandes fascistes pour écraser les ouvriers."

L'ineptie du combat contre l'extrême droite sans combattre pour renverser l'ordre établi.

- "Le fascisme, comme nous le savons, naît de l'union du désespoir des classes moyennes et de la politique terroriste du grand capital. Les "revendications immédiates" ce sont les revendications qui ne sortent pas du cadre du capitalisme. Comment donc, en restant sur le terrain du capitalisme pourrissant, peut-on "assurer l'échec définitif (!)" du fascisme ?"

Le constat suivant pourrait s'appliquer à notre époque en remplaçant le parti radical par le parti socialiste, qui de parti de la petite bourgeoisie est en train d'être supplanté sur sa droite par le parti d'extrême droite. Aux dernières élections une partie des voix de la petite bourgeoisie s'est reportée du PS vers le FN.

- "Le fascisme français ne représente pas encore aujourd'hui une force de masse. En revanche, le bonapartisme a un appui, certes pas très sûr ni très stable, mais un appui de masse dans la personne des radicaux. Entre ces deux faits existe un lien interne. Par le caractère social de sa base, le radicalisme est un parti de la petite bourgeoisie. Or le fascisme ne peut devenir une force de masse qu'en conquérant la petite bourgeoisie. En d'autres termes : en France, le fascisme peut se développer avant tout aux dépens des radicaux. Ce processus est déjà en train de se produire, mais il n'en est encore qu'à son début."

Le passage suivant qui rendait compte des rapports existant entre les classes et les différents partis au milieu des années 30 en France précise la nature du PS. Depuis il a totalement perdu sa base ouvrière en dehors de certaines couches de fonctionnaires assimilables à l'aristocratie ouvrière...

- "Le parti socialiste n'est un parti ouvrier ni par sa politique, ni par sa composition sociale. C'est le parti des nouvelles classes moyennes, fonctionnaires, employés, etc., partiellement celui de la petite bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière. Une analyse sérieuse des statistiques électorales démontrerait sans aucun doute que les socialistes ont cédé aux communistes une fraction importante des voix des ouvriers et des paysans pauvres et qu'ils ont en échange reçu des radicaux celles de groupes importants des classes moyennes. Cela signifie que la petite bourgeoisie se déplace des radicaux vers la gauche- vers les socialistes et les communistes-tandis que des groupes de la grande et moyenne bourgeoisie se séparent des radicaux pour aller plus à droite."

Surtout éviter le mot révolution, c'est devenu un gros mot, courbez sagement l'échine camarades, ménagez votre langage.

- "Les routiniers du Parlement, qui croient bien connaître le peuple, aiment à répéter: "il ne faut pas effrayer les classes moyennes avec la révolution, car elles n'aiment pas les extrêmes". Sous cette forme générale, cette affirmation est absolument fausse.

Naturellement, le petit propriétaire tient à l'ordre tant que ses affaires vont bien et aussi longtemps qu'il espère qu'elles iront encore mieux le lendemain. Mais quand cet espoir est perdu, Il se met facilement en rage, prêt à se livrer aux moyens les plus extrêmes.

Sinon, comment aurait pu renverser l'Etat démocratique et amener le fascisme au pouvoir en Italie et en Allemagne ? Les petites gens désespérés voient avant tout dans le fascisme une force qui combat contre le grand capital et croient qu'à la différence des partis ouvriers qui travaillent seulement de la langue, le fascisme, lui, se servira de ses poings pour établir plus de "justice". Le paysan et l'artisan sont à leur manière des réalistes: ils comprennent qu'on ne pourra pas se passer des poings. Il est faux, trois fois faux, d'affirmer que la petite bourgeoisie actuelle ne se tourne pas vers les partis ouvriers parce qu'elle craint les "mesures extrêmes". Bien au contraire. La couche inférieure de la petite bourgeoisie, ses grandes masses ne croient pas à la force des partis ouvriers, ne les croient pas capables de lutter, ni prêts cette fois à mener la bataille jusqu'au bout. S'il en est ainsi, vaut-il la peine de remplacer le radicalisme par ses confrères parlementaires de gauche? Voilà comment raisonne ou réagit le propriétaire à demi exproprié, ruiné et révolté. Faute de comprendre cette psychologie des paysans, des artisans, des employés, des petits fonctionnaires-psychologie qui découle de la crise sociale-, il est impossible d'élaborer une politique juste.

La petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un "chef" qui lui inspire confiance. Ce chef, individuel ou collectif, individu ou parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des deux classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat. Le fascisme unit et arme les masses disséminées; d'une "poussière humaine"-selon notre expression-il fait des détachements de combat. Il donne

ainsi à la petite bourgeoisie l'illusion d'être une force indépendante. Elle commence à s'imaginer qu'elle commandera réellement à l'Etat. Rien d'étonnant à ce que ces espoirs et ces illusions lui montent à la tête.

Mais la petite bourgeoisie peut aussi trouver son chef dans la personne du prolétariat. Elle l'a trouvé en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Malheureusement les partis du prolétariat ne s'y montrèrent pas à la hauteur de leur tâche historique. Pour gagner la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Il faut pour cela qu'il ait lui-même confiance en sa propre force. Il lui faut un programme d'action clair et une détermination à lutter pour le pouvoir par tous les moyens. Soudé par son parti révolutionnaire, pour une lutte décisive et impitoyable, le prolétariat dit aux paysans et aux petites gens des villes: "Je lutte pour le pouvoir. Voici mon programme: je suis prêt à m'entendre avec vous pour en modifier tel ou tel point. Je n'emploierai la force que contre le grand capital et ses laquais; avec vous, travailleurs, je veux conclure une alliance sur la base d'un programme donné." Un tel langage, le paysan le comprendra. Il suffit qu'il ait confiance dans la capacité du prolétariat de s'emparer du pouvoir. Mais il faut pour cela épurer le Front unique de toute équivoque, de toute indécision, de toutes les phrases creuses : il faut comprendre la situation et se mettre sérieusement sur la voie de la lutte révolutionnaire. "

Attention, danger !

- "Rien n'est plus dangereux en politique, surtout dans une période critique, que de répéter des formules générales sans examiner le contenu social qu'elles recouvrent."

Réponse : L. Trotsky; Où va la France ? - 1934

Comment raisonne le petit bourgeois ?

- "La démocratie n'est qu'une forme politique. La petite bourgeoisie ne se soucie pas de la coquille, mais du fruit. Que la démocratie se révèle impuissante, et au diable la démocratie! Ainsi raisonne ou réagit chaque petit bourgeois."

- "La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables."

Voyez le nombre de "cloisonnements imperméables" que se sont employés à créer les dirigeants du mouvement ouvrier...

3- L'AIIB ne ferait-elle pas partie de la stratégie néolibérale ?

Apparemment j'ai effacé par mégarde l'introduction du sujet suivant, aussi dois-je le réécrire très rapidement.

Je devais faire référence au pouvoir que détient l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste de créer autant de monnaie ou dollars qu'elle en veut sans contrepartie depuis 1971, situation qui lui assure un avantage monstrueux sur tous les Etats ou une hégémonie sur l'économie mondiale. A l'époque (1919) où Lénine rédigea *L'impérialisme stade suprême du capitalisme* les lois de fonctionnement du vieux système capitaliste avaient cours seulement, il ne pouvait donc pas imaginer les conséquences qu'entrainerait sur le capitalisme et son évolution à venir ainsi que sur la marche du monde l'existence du système mafieux mis en place plus de 50 ans plus tard.

Si les fondements du capitalisme n'ont pas changé depuis son avènement au XVe ou XVIe siècle, si la force de travail demeure la seule source de profit quand elle est mise en oeuvre dans le capital, les rapports entre les Etats et entre les classes au profit des Etats-Unis et de la classe dominante allaient être profondément modifiés au fil du dernier quart du XXe siècle jusqu'à nos jours. C'est la mise en place de ce système mafieux qui allait étendre ses multiples tentacules sur l'économie et la politique mondiale, qui allait permettre au néolibéralisme de l'emporter sur toutes les variantes idéologiques de la classe dominante, à seule fin de conserver son pouvoir ou de pérenniser le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme sous une forme plus violente et infâme que jamais.

Ce système mafieux, dont on ignore avec précision tous les rouages, même le Congrès des Etats-Unis est mis devant le fait accompli pour ceux qui ont suivi un peu son histoire, qui permet aux oligarques de se jouer de la faillite du capitalisme, de s'accommoder d'un déficit monstreux et d'une dette gigantesque tout en continuant de guerroyer sur tous les continents, est un facteur déterminant à notre époque à l'échelle mondiale tant sur le plan économique que politique. S'agissant de dizaine de milliers de milliards de dollars, on se demande comment on peut prétendre analyser sérieusement la situation mondiale en l'occultant ou en pratiquant le déni , et que ce système n'aurait rien à voir avec la crise du capitalisme, la concentration des richesses entre quelques mains comme jamais dans le passé ou la stratégie politique des dirigeants de la classe dominante. On se pose bien d'autres questions, dont une qu'on aborde ici et dont le traitement qui lui a été réservée jusqu'à présent à de quoi laisser pantois.

Tous les quatre matins les chevaliers de l'apocalypse nous annonce la prochaine guerre mondiale, la chute du dollar, la fermeture

de la Bourse, l'éclatement de l'UE, la fin de l'hégémonie américaine sur le monde, sans rire parce qu'ils n'en auraient plus les moyens, comme leurs guerres qu'ils peineraient à financer, ils ont privatisé une partie de leur armée, etc. avec un peu de chance un de ces scénari finira bien par se produire un jour et ils s'écrieront en choeur : on vous l'avait bien dit, sauf qu'ils avaient été incapables de définir les conditions qui le rendrait possible, trop occupés sans doute à tirer profit de leur rôle d'idiots utiles au régime en propageant de fausses nouvelles susceptibles d'augmenter la confusion qui règne dans la tête de la population et l'effrayer au passage, si les voies du seigneur sont impénétrables, celle de la servilité ne manque pas de cynisme.

De nombreux militants apparemment ne veulent pas entendre parler de ce facteur, pour eux il n'existe que le vieux système capitaliste décrit dans *Le Capital*, la multitude d'institutions financières et politiques internationales que les dirigeants de la classe dominante ont créées depuis 1944 n'ont aucune importance au-delà de celle qu'on veut bien leur accorder, officiellement j'entends, elles n'auraient pas été fondées conformément à un objectif politique à long terme qu'ils se seraient fixés, non, tout au plus elles serviraient à préserver l'hégémonie américaine au jour le jour comme on gère un budget en bon père de famille, elles ne s'insèreraient pas dans une stratégie politique mondiale en rapport avec la crise du capitalisme, ils piloteraient l'économie mondiale à vue, comme ces dirigeants ou militants conçoivent la lutte de classe de nos jours en quelque sorte puisqu'ils ne lui assignent plus aucun objectif politique, vous ne les entendrez jamais dire qu'ils combattent pour prendre le pouvoir par exemple, contrairement aux marxistes qui n'ont cessé de le répéter même en période de reflux du mouvement ouvrier, dès 1896 s'agissant de Lénine.

Nous serions curieux de voir comment ils vont interprèter le fait que 40 pays dont la plupart des pays les plus industrialisés (hormis le Japon, l'Australie et les Etats-Unis) ont dors et déjà rejoint la banque internationale créée par les Chinois, l'AIIB. Nous n'avons pas eu le temps d'y réfléchir longuement ou même de lire tous les articles qu'on a mis en ligne sur ce sujet, mais on commence à avoir une petite idée que je vous soumets, donc sous réserve de correction par la suite.

Tous les journalistes économistes attitrés ou autoproclamés se sont enthousiasmés à la suite de cette adhésion massive qui les a pris de court manifestement. Ils n'y comprennent rien évidemment. Ils s'étonnent que cela eut été possible, mieux, que les Américains n'auraient rien vu venir, ben voyons, là cela commence à sentir le coup tordu vous ne trouvez pas, ce genre d'explication ne tient pas la route. On a une autre explication a proposée.

Les Américains usent de leur pouvoir à créer autant de monnaie qu'ils en veulent sachant que la valeur du dollar s'en trouve affectée ou ne vaut plus rien, cela permet au moins de financer leur déficit et leur dette, leurs guerres, au-delà leur main mise sur la finance mondiale à commencer par celle de l'Union européenne. Ils poursuivent l'oeuvre engagée qui consiste à vider le vieux capitalisme de sa substance en s'émancipant de ses lois de fonctionnement, ils le purgent, le tranforment petit à petit à leur image (traité transpacifique et transatlantique sur les rails), l'affaiblissent, se le soumettent totalement. Mais c'est là que survient un problème quasi insurmontable où une contradiiction qu'ils ne parviennent pas à réduire, le développement inégal des différents pays dans le monde est un obstacle à la fois économique et politique à leur projet de gouvernement mondial, un facteur de dislocation de l'économie mondial, ils ne peuvent pas exister en dehors du système qu'ils ont conçu et leur imposer conduirait à des crises sociales et politiques imprévisibles, donc le meilleur moyen de leur imposer malgré tout, car ils ne renonceront jamais à leur projet puisque leur pouvoir en dépend, c'est encore de les rassembler au sein d'une institution sous la direction du capitalisme le plus en forme du moment, la Chine, qui déterminera de quelle manière et à quel rythme ce passage d'un système économique à un autre se réalsera conformément aux voeux de l'oligarchie financière pas seulement anglo-saxonne-sioniste mais internationale, de telle sorte que les risques émanant de ces inégalités seront mutualisés entre les Etats qui participeront à cette nouvelle institution économique au lieu que ce soit les Américains qui les supportent.

Et pourquoi cela devait-il être à la Chine qu'incomberait de jouer ce rôle ? Pardi, mais parce que aussi bien sur le plan économique que politique, la Chine est un modèle en terme de dictature que l'oligarchie financière envisage d'étendre au monde entier. Déjà aujourd'hui, dès que vous parler d'emploi ou de salaire ou de condition de vie on vous sort la Chine, comme référence vers le bas évidemment, mais incontournable ou sur laquelle il faut s'aligner ne serait-ce que pour être concurrentiel... En terme de démocratie, le niveau zéro est atteint avec le parti unique et l'absence de syndicats indépendants, l'excellence en terme de... démocratie évidemment. L'intégration dans un tel système correspond à la liquidation du capitalisme de l'intérieur, à sa dissolution dans un régime dictatorial dont les principes correspondront à ceux établis par l'oligarchie financière. Croire un instant que les travailleurs pourraient en tirer un quelconque profit, serait faire preuve d'une terrible méprise ou d'une crasse et mortelle ignorance. Et quant à savoir pourquoi ou comment cela serait rendu possible de nos jours, mais parce que le mouvement ouvrier international est complètement corrompu, il n'existe plus aucun parti dans le monde qui se bat sur la base des principes du marxisme ou du socialisme, cette perspective a totalement disparu, même si physiquement il existe encore, et c'est justement pour cette raison qu'ils ont besoin de passer par ce subterfuge pour parvenir à leurs fins.

Il n'y a donc pas d'incompatibilité ou d'affrontement entre le FMI et la banque mondiale d'un côté et l'AIIB de l'autre, entre les Américains et les Chinois, et cela se comprend très bien, puisqu'il s'agit d'une question de vie ou de mort pour tous les deux face au prolétariat mondial. Qu'ils aient chacun des intérêts spécifiques à défendre est une chose, mais ils ont bien compris que s'ils ne tentaient rien pour contrecarrer la crise du capitalisme et les déséquilibres économiques qui existent ou en résultent, ils ne pourraient que s'amplifier au risque d'entraîner l'effondrement du système capitalisme. Et puis l'idée d'une guerre mondiale ne les tentent pas vraiment, elle serait trop dévastatrice et les emporterait avec elle. Et ce serait partir sur une fausse piste de considérer l'AIIB que sur le plan économique et d'en déduire qu'il n'y aurait pas lieu de lui accorder plus d'importance que cela, puisque sa mise de fonds initials ne se montrerait qu'à hauteurs 50 milliards de dollars seulement, il s'agit davantage d'une décision de nature politique servant à légitimer un régime qui est une terrible dictature ou qui est déjà gouverné selon les

critères retenus par les tenants de l'établissement d'un nouvel ordre mondial.

La Chine n'est pas devenue seulement la première économie mondiale par la grâce des capitaux exportés dans ce pays par les oligarques anglo-saxon ou occidentaux, elle est devenue le chef de fil des impérialismes qui ont pour objectif politique de désintégrer le système capitaliste de l'intérieur au lieu d'en laisser le privilège au prolétariat mondial qui ne joue plus qu'un rôle accessoire ou de figurants dans cette histoire puisqu'il est sans direction ni orientation. Il peut encore faire entendre sa voix, elle sera étouffée sous le bruit des balles, du chaos ou de la guerre et voilà tout, c'est en tout cas ce que pensent les tenants du vieux monde.

Arriverons-nous à nous en sortir dans de telles conditions ? Nul ne le sait. Tout démontre à l'heure actuelle que nous en sommes incapables, et ce n'est pas en niant la réalité ou en s'en remettant à saint Lénine ou Trotsky qu'on s'en sortira.

Dossier Yémen

- L'Egypte bombarde le Yémen - french.irib.ir

Les avions de combat égyptiens ont, pour la première fois, participé aux frappes aériennes saoudiennes contre le Yémen.

Un avion de chasse égyptien a, pour la première fois, participé à l'agression saoudienne contre le Yémen et bombardé certaines positions apaprtenant à Ansarallah, a annoncé, jeudi, Ahmed Assiri, le haut conseiller du ministre saoudien de la Défense. Et ce, alors que le Parti «Egypte puissante», présidé par Abdel Monem Anou al-Fotouh, a mis en garde, dans un communiqué, tous les pays arabes, dont l'Egypte, contre les répercussions d'une agression militaire contre le Yémen. "L'attaque, qui se poursuit depuis 3 semaines, contre le Yémen, n'a d'autre résultat que le massacre de plus de 500 personnes, dont des dizaines d'enfants, 1.700 blessés et plus de 100.000 déplacés", a-t-il précisé. Ce conseiller militaire et expert égyptien avait, auparavant, dissuadé Abdel Fattah al-Sissi, le Président égyptien, de participer à l'attaque contre le Yémen. french.irib.ir 10.04

- Le Guide Suprême met en garde Riyad - french.irib.ir

"L'Iran a, depuis longtemps, de nombreuses divergences de vue avec les Saoudiens, mais nous reconnaissions à Riyad une certaine patience, une certaine retenue, dans ses démarches et sa diplomatie.

Or, la nouvelle direction saoudienne a fait voler en éclats cette diplomatie basée sur la patience... Je mets en garde Riyad contre cette folie meurtrière qu'il a déclenchée, au Yémen. L'Iran ne tolèrera pas que des innocents se fassent massacrer....", a affirmé le Guide suprême. french.irib.ir 10.04

- La flotte de guerre de l'Iran part pour le golfe d'Aden - french.irib.ir

La 34ème flotte opérationnelle et de renseignement de la force navale de l'armée de la RII a levé l'ancre vers le golfe d'Aden et le détroit de Bab el-Mandeb.

Pour assurer la sécurité des lignes maritimes de transport de l'Iran et protéger les intérêts de la RII, dans les eaux libres, la 34ème flotte opérationnelle-renseignement de la force navale de l'armée de la RII est partie vers le golfe d'Aden et le détroit de Bab el-Mandeb, a-t-on appris de Farsnews.

Cette flotte comprend le navire logistique "Bouchehr" et le destroyer "Alborz". Cette mission durera 3 mois.

La 33ème flotte de la force navale de l'armée de la RII comprenant le navire logistique "Bandar Abbas" et le destroyer "Naqdi" ont accosté, hier, mardi, dans le port de Bandar Abbas, après une mission de 80 jours, dans l'océan Indien, en Asie du Sud, a-t-on appris du contre-amiral Habibollah Sayyari, le commandant de la force navale de l'armée de la RII.

Tout en démentant l'avertissement, dit-on, lancé par certains pays, le contre-amiral Sayyari s'est exprimé en ces termes : "Les flottes de la force navale de l'armée de la RII défendent, avec autorité, les intérêts de l'Iran, et, dans ce droit fil, elles seront présentes là où le besoin se fera sentir".

Conformément aux lois internationales et avec autorité, la force navale de la RII est présente, dans les eaux libres, pour faire face au terrorisme maritime et protéger les lignes maritimes de transport.

En allusion à la fausse information, comme quoi certains pays auraient lancé une mise en garde aux navires iraniens, dans le golfe d'Aden, le contre-amiral Sayyari a martelé : "Nous ne permettrons à personne de le faire". french.irib.ir 08.04

- Riyad: deux policiers saoudiens, tués. - french.irib.ir

De plus en plus de patrouilles de police sont visées, à Riyad.

Ce mercredi, une nouvelle patrouille de policiers saoudiens a été prise pour cible par des assaillants inconnus, qui ont tué deux policiers. L'Arabie saoudite est l'une des plus grandes exportatrice de terroristes, à travers le monde, et, elle même, exposée au danger terroristes.

Riyad a menacé le Yémen, pays qu'il vient d'attaquer d'une légion de kamikazes. Mais des attaques anti-police se multiplient, à Riyad, et ces attaques peuvent ne pas avoir, uniquement, de liens avec Daesh. Ansrallah a menacé de riposter les attaques saoudiennes, sur le sol de l'Arabie saoudite. french.irib.ir 08.04

- "La coalition saoudienne est dans l'impasse" (Jazayeri) - french.irib.ir

Le chef d'état-major adjoint des forces armées iraniennes estime que la coalition formée par l'Arabie saoudite se trouve dans l'impasse, au Yémen.

Le général Seyed Massoud Jazayeri, chef d'état-major adjoint des forces armées iraniennes a déclaré, jeudi, devant les journalistes : «Il est difficile d'imaginer que des pays voudraient prendre ce risque très dangereux et commettre cette erreur stratégique de continuer l'agression militaire contre le Yémen, au lieu de permettre que la crise soit réglée par le mécanisme du dialogue entre les Yéménites eux-mêmes. »

Le général Jazayeri a évoqué, ensuite, les derniers événements, qui se sont produits, en Irak : «Il n'y a pas très longtemps, certains croyaient que le gouvernement irakien ne pourrait pas durer longtemps et qu'ils cèderait aux pressions des pays, comme les Etats-Unis et leurs alliés, qui faisaient tout pour renverser le gouvernement de Bagdad. Mais, aujourd'hui, nous sommes témoins des victoires successives du peuple et du gouvernement irakiens, sur les organisations terroristes», a-t-il déclaré.

«La République islamique d'Iran a, constamment, annoncé qu'elle défendrait l'opprimé, où que ce soit», a ajouté le général Jazayeri. french.irib.ir 08.04

Précisons tout de même, sauf en Iran.

- Yémen: l'armée iranienne condamne Riyad. - french.irib.ir

Le commandant en chef de l'armée iranienne condamne l'agression militaire saoudienne contre le Yémen.

Le général de division Ataollah Salehi, commandant en chef de l'armée de la République islamique d'Iran, estime qu'au lieu d'agir en mercenaire des Sionistes et de l'Arrogance mondiale, dirigée par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite aurait dû défendre les intérêts communs du monde musulman.

«Nous regrettons de voir le monde musulman pris dans la nasse des complots des Sionistes et de l'Arrogance mondiale, complots, dont la réalisation a été, malheureusement, confiée à certains gouvernements arabes», a déclaré le général Salehi, devant les journalistes, en faisant allusion à l'agression militaire saoudienne contre le Yémen. french.irib.ir 09.04

ACTUALITE EN TITRES

Terreur au quotidien. Ils n'ont pas encore exporté la démocratie aux Etats-Unis.

- Depuis Ferguson, plus d'une dizaine de Noirs ont été tués par la police aux États-Unis - LeFigaro.fr

Le meurtre de Walter Scott symbolise le cauchemar de tous les noirs américains à propos des policiers blancs Slate.fr

Les noirs américains vivent au quotidien avec la peur d'être arrêtés par la police, sans motif valable, tués, puis victimes d'un coup monté. Slate.fr 08.04

En complément. Le phare du monde est dirigé par de dangereux psychopathes.

- Comment reconnaître un terroriste à l'aéroport? - L'Express.fr

Son heure n'a pas encore sonnée

- Une crise sans précédent au FN - Francetv info

- Marine Le Pen rompt avec son père et s'oppose à sa candidature aux régionales - AFP

On se demande si Le Pen père le fait exprès ou si la nostalgie l'emporte sur la lucidité de Le Pen fille. Le père est plus cultivé que la fille, mais plus vulgaire et brutal, sa fille est plus dangereuse car plus fine et meilleure manoeuvrière. En réalité ce serait plutôt Le Pen père qui serait le plus lucide, rappellant à sa fille que c'est l'oligarchie financière qui fixe la règle du jeu et non des ambitions personnelles.

Le parti de l'ordre peine à se mettre en ordre de bataille.

- Une suppression des courants à l'étude au sein de l'UMP Reuters

Veulent-ils le pousser au suicide ?

- "Bayrou, c'est comme le sida": Aides dénonce les propos prêtés à Sarkozy - Le Huffington Post

- Sarkozy porte plainte contre une journaliste du Parisien - AFP

Nicolas Sarkozy, président de l'UMP, a annoncé mercredi sur Facebook et Twitter qu'il portait plainte contre le directeur de la publication et une journaliste du Parisien pour "diffamation".

"Je démens catégoriquement et avec force les propos qui me sont prétendument attribués", écrit-il dans un tweet.

Sur Facebook, il affirme: "Ayant pris connaissance avec stupéfaction et avec écoeurement des propos qui me sont prêtés et que je n'ai jamais tenus, dans l'article signé de Martine Chevalet paru dans l'édition du Parisien du 8 avril sous le titre " Les centristes divisés face à l'UMP ", j'ai chargé mon conseil, Me Thierry Herzog, d'engager immédiatement des poursuites judiciaires qui s'imposent du chef de diffamation contre l'auteur de cet article, le directeur de la publication ainsi qu'à l'encontre... de tous ceux qui ont reproduit ou reproduiront ces allégations mensongères".

Dans son article, la journaliste écrit, en soulignant "les relations entre Bayrou et Sarkozy toujours aussi mauvaises", que l'ancien chef de l'Etat aurait fait, selon "quelques proches", une comparaison entre M. Bayrou et le Sida.

"Tout n'est pas permis en politique", ajoute Nicolas Sarkozy, toujours sur Facebook. AFP 09.04

Tous Charlie, tous Républicains !

- UMP : C'est officiel, le parti s'appellera «Les Républicains» - 20minutes.fr

Quelle perspicacité ! Normal, plus personne n'y croit !

- Macron : « Je n'ai pas entendu à la sortie des urnes un message 'à gauche toute' » - Public Sénat

Le gouvernement "pro-business" promet de nouveaux cadeaux aux patrons.

- Le Premier ministre promet un geste fiscal pour les entreprises qui investissent - Francetv info

Le lumpenprolétariat qu'ils ont créé n'a pas trouvé à ce jour de meilleur terrain d'entraînement.

- Le nombre de départ en Syrie en hausse de 84% depuis janvier 2014 - L'Express.fr

Selon un rapport sénatorial publié ce mercredi, près de 1500 Français se trouvent actuellement sur des zones de djihad en Syrie ou en Irak. L'Express.fr 08.04

Ceux qui nous gouvernent sont plus dangereux que des platanes.

- Les platanes du bord des routes sacrifiés au nom de la sécurité routière ? - M6info

Les platanes qui bordent de nombreuses routes pourraient être supprimés. Ils sont jugés dangereux pour les automobilistes. M6info 08.04

Les boycotter !

- Réseaux sociaux: comment ne pas devenir stupide et déprimé? - L'Express.fr

Autour des femmes. Les néolibéro-sionistes haissent l'humanité entière.

- Les femmes devraient passer moins de temps à se préparer le matin - Slate.fr

Propagande de l'Otan économique et de la guerre.

La dictature assumée.

- Alexis Tsipras à Moscou, surveillé à distance par les Européens - AFP

- La Russie pourrait avancer des fonds à la Grèce - Reuters

- Faut-il craindre la visite d'Alexis Tsipras à Vladimir Poutine ? - Francetv info

Intox.

- Obama plus populaire que les Castro à Cuba, selon un sondage - AFP

- A Cuba, un soupçon de capitalisme avec deux revues dédiées à l'économie - AFP

Hystérie.

- Des Russes à l'origine du piratage de la Maison-Blanche? - Le Huffington Post

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le Front de gauche en mal de repères, il reste le stalinisme heureusement.

Non mais enfin, est-ce qu'on ne pourrait pas soutenir tranquillement le gouvernement...

- Chassaigne: le Front de gauche doit "sortir d'une personnalisation extrême" - AFP

Le chef de file des députés Front de gauche, André Chassaigne, a jugé mercredi que le Front de gauche devait "sortir d'une personnalisation extrême" et être "une aventure collective", en allusion au responsable du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon.

Pense-t-il, comme certains communistes, que Jean-Luc Mélenchon a cassé une belle idée ? "C'est une bonne question. J'ai souvent soulevé ce problème, où c'est un porte-parole avec énormément de talent, très médiatique, pour porter les idées du Front de Gauche" mais "par définition, le Front de gauche doit être une aventure collective", a souligné l'élu communiste.

"On ne peut pas ramener la politique du Front de Gauche à un individu, aussi talentueux soit-il. Il fait la politique avec son style, moi j'ai un style complètement différent, qui est beaucoup plus lissé", a-t-il dit.

"Il faut qu'on sorte d'un rassemblement qui est en quelque sorte un carcan, très limité, très corseté" mais il faut aussi "sortir d'une personnalisation extrême", a insisté M. Chassaigne. AFP 08.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce.

- Tsipras-Poutine : ce qu'il faut retenir de la rencontre - latribune.fr

Vladimir Poutine a écarté mercredi une aide financière russe ou une levée de l'embargo alimentaire pour Athènes, mais fait miroiter des crédits pour financer des projets communs. De son côté, le Premier ministre grec a appelé à un abandon des sanctions contre la Russie.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras rencontrait mercredi 8 avril le président russe Vladimir Poutine au Kremlin, lors d'une visite que les Européens considèrent avec méfiance en raison des positions conciliantes du nouveau pouvoir grec à l'égard de la Russie. Revue de détail des principales déclarations formulées par les deux protagonistes.

Tsipras appelle à un abandon des sanctions contre la Russie

"Pour résoudre cette crise profonde (en Ukraine), il faut abandonner le cercle vicieux des sanctions, qui ne contribuent pas à la défense du droit international", a déclaré Alexis Tsipras. Le Premier ministre grec a précisé que l'économie grecque avait "grandement souffert" de l'embargo alimentaire décrété par la Russie l'été dernier dans le cadre de sa politique de contre-sanctions.

Vladimir Poutine a par ailleurs jugé que Moscou ne pouvait exempter la Grèce de l'embargo sur certains produits alimentaires décrété par Moscou au niveau européen en représailles aux sanctions décidées l'an dernier par l'UE à cause de la crise ukrainienne.

Toutefois, le ministre russe de l'Economie, Alexeï Oulioukaïev, avait évoqué plus tôt mercredi la possibilité de l'assouplir pour la Grèce.

"Nous évoquerons cette question en profondeur demain (jeudi) lors d'une rencontre du Premier ministre Dmitri Medvedev avec le Premier ministre grec à laquelle je participerai, avait déclaré le ministre.

La Grèce ne sollicite aucune aide auprès de la Russie

Alexis Tsipras n'a pas réclamé d'aide à la Russie pour faire face aux difficultés financières de son pays, a assuré Vladimir Poutine.

Lors d'une interview publiée lundi par le quotidien financier Naftemboriki, le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis avait affirmé que la Grèce ne cherchait pas d'assistance financière ailleurs qu'auprès de ses partenaires européens.

Des crédits pour financer des projets communs

Le président russe a expliqué que la Russie pourrait toutefois allouer à terme des crédits pour financer des projets communs entre les deux pays. La Grèce rembourserait ces prêts sur les bénéfices issus de ces projets.

Le président russe a notamment parlé d'une "coopération dans plusieurs secteurs de l'économie, notamment de la possibilité de mener ensemble de grands projets énergétiques." Il a évoqué le projet de gazoduc Turkish Stream, qui doit transporter du gaz naturel russe vers l'Europe, ajoutant toutefois que toute décision sur une participation grecque dépendrait d'Athènes.

Enfin, Vladimir Poutine a également déclaré que la Russie pourrait être intéressée par des opérations de privatisation en Grèce si le gouvernement Tsipras décidait d'en mener.

Tsipras assure que la solution sera "européenne"

Alexis Tsipras a indiqué que la Grèce n'entendait pas aller de pays en pays pour leur demander de régler un problème européen qui, a-t-il souligné, nécessite une solution européenne:

"L'objectif de cette visite (en Russie), c'est que nous prenions un nouveau départ dans nos relations, dans la recherche de la paix et

de la sécurité" en Europe.

Et de renchérir:

"La Grèce n'est pas une mendiante qui va de pays en pays pour leur demander de régler ses problèmes économiques et une crise économique qui ne concerne pas seulement la Grèce mais qui est une crise européenne [...] La Grèce est un pays souverain qui a le droit inaliénable de mener une politique étrangère multidimensionnelle et de chercher à jouer un rôle géopolitique." latribune.fr 08.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Mobilisation anti-"austérité": 300.000 manifestants, selon la CGT - AFP

La mobilisation pour dire non à l'"austérité", à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU et Solidaires, a rassemblé jeudi 300.000 manifestants en France, dont 120.000 à Paris, selon des estimations de la CGT, qui a salué un "succès retentissant".

"Plus de 300.000 salariés, actifs, jeunes et retraités, privés d'emploi, se sont réunis dans les 86 rassemblements et manifestations en province et à la manifestation nationale à Paris. Plus de 120.000 manifestants ont convergé vers la capitale", écrit la centrale dans un communiqué.

La CGT, qui estime que les manifestants "ont clairement affiché leur opposition aux politiques d'austérité conduites par le gouvernement et inspirées par le patronat, Medef en tête", a recensé 45.000 manifestants à Marseille, 10.000 à Bordeaux ou encore 5.000 à Nancy et Nîmes.

"Gouvernement et patronat doivent entendre le message et les exigences sociales exprimées aujourd'hui", juge la CGT, qui estime que "la mobilisation d'aujourd'hui doit désormais s'amplifier d'ici à la prochaine journée d'action du 1er mai". (Gageons que gouvernement et patronat tendront l'oreille... Les militants n'ont même plus idée que c'est le discours de fossoyeurs du socialisme pour n'avoir jamais entendu autre chose dans aucun parti ouvrier. Je viens de relire *Où va la France ?* de Trotsky et je compare ce qu'on trouve dans le discours d'un militant ouvrier et celui qui figure dans celui d'un agent du capital. Peu importe l'époque, c'est la trame ou le fil qui compte. - nldr)

Près de 800 syndicats d'entreprises publiques et privées avaient également appelé à la grève jeudi, selon la CGT.

Une dizaine de jours après des départementales marquées par la défaite du PS et l'enracinement du Front national, la protestation des syndicats rejoint celle de certains politiques: les écologistes ont demandé un "changement de cap" et Martine Aubry un infléchissement en faveur "de l'emploi et de la croissance". A gauche, Lutte ouvrière, le NPA et le Front de gauche soutiennent l'initiative syndicale. AFP 09.04

Ils ont oublié le POI parce qu'il est le seul parti à avoir réellement préparé cette journée de mobilisation...

2- Radio France: CCE suspendu, grève reconduite, la ministre va intervenir - AFP

Les syndicats de Radio France ont reconduit mercredi leur grève jusqu'à jeudi, 22e jour consécutif de conflit, après la suspension du CCE où le PDG Mathieu Gallet devait présenter son plan stratégique dont quelque 300 suppressions d'emplois.

Après cette suspension, la ministre de la Culture Fleur Pellerin a déclaré devant l'Assemblée que le conflit à Radio France, le plus long qu'ait connu le groupe, avait "trop duré" et annoncé qu'elle ferait connaître "très rapidement" ses "décisions pour renouer le dialogue social".

Peu après le démarrage du Comité d'entreprise extraordinaire, les syndicats grévistes ont décidé de quitter la séance faute d'accord, après une déclaration préalable, a-ton appris de source syndicale. AFP 09.04

ECONOMIE

Monnaie

- Russie. un coup de plus asséné au dollar - french.irib.ir

Le Premier ministre russe l'a annoncé : le Vietnam et la Russie s'apprêtent à supprimer le dollar de leurs échanges commerciaux. Le rouble et le dong vont, ainsi, remplacer le dollar américain. "Ce projet va entrer en vigueur, à partir du mois de mai. Il est temps que les deux parties utilisent leur monnaie nationale, dans leur commerce. C'est la méthode que nous avons adoptée, dans nos relations commerciales avec d'autres pays asiatiques. "Il y a dix ans, une banque russo-vietnamienne a été fondée et les deux parties sont décidées à la réactiver. french.irib.ir 07.04

Haut de page

Le 12 avril 2015

CAUSERIE

Dimanche, Pondichéry 12h45.

Vous avez pu conster qu'au cours des dernières années nous n'avons cessé de dénoncer ceux qui prévoyaient le déclenchement d'une Troisième Guerre mondiale tous les quatre matins jouant un rôle complémentaire aux dirigeants du vieux monde pourri qui n'ont de cesse de terroriser la population par le biais d'organisations terroristes qu'ils ont eux-mêmes créées. Ce qui est en train de se passer en Ukraine à l'initiative des Américains nous oblige à rectifier notre analyse de la situation.

Nous avons écrit dans le bandeau défilant : L'Ukraine soutenu par l'UE et armé par l'Otan s'est doté officiellement d'un régime nazi qui a vocation à court terme d'entraîner la Russie dans une guerre qui ravagera l'Europe. Cela semble plausible pour deux raisons au moins : D'une part parce qu'une guerre qui ravagerait l'Europe permettrait de réaliser l'union nationale dans les différents pays et d'annihiler la lutte des classes qui demeure le principale obstacle à la stratégie politique de l'oligarchie financière, de porter un coup mortel au mouvement ouvrier (international) dont la tradition demeure vivace en Europe et ce malgré sa profonde décomposition, dans la partie du monde où il avait été le plus développé au cours des 150 années précédentes en prenant racine ou en se référant au marxisme ou au socialisme même de manière très déformée, car on voit bien qu'au bout de plus de 4 ans de crise ouverte, ils n'ont réussi à imposer la destruction de tous les droits sociaux des travailleurs au niveau où ils le souhaitaient dans pratiquement aucun pays à part en Grèce, en partie au Portugal, dans une moindre partie en Espagne, et encore moins en France, en Italie, en Grande-Bretagne, en Belgique, etc. ils peinent ou ne parviennent pas à leurs fins tandis que les masses exploitées cherchent une issue politique qui leur serait favorable comme on l'a vu en Grèce notamment.

La guerre disloquerait tous leurs espoirs et détournerait leur attention vers un autre ennemi, la Russie, ce qui permettrait une fois affaiblies et démoralisées par la guerre, non pas de leur faire accepter ce qu'elles ne voulaient pas supporter avant la guerre, mais de leur imposer, car à l'issue de la guerre le régime en place serait une dictature et non un régime démocratique parlementaire comme on l'a connu jusqu'à présent, seuls les partis ayant participé au consensus en faveur de la guerre auraient le droit de cité, comme ce fut le cas après la Seconde Guerre mondiale aux Etats-Unis où seuls les partis réublicain et démocrate figuraient au sein des institutions...

En liquidant la résistance de mouvement ouvrier ou en le réprimant férocement en Europe, ils pourraient enfin appliquer intégralement leur politique néolibérale sur ce continent, le modeler à l'image des Etats-Unis.

D'autre part, la guerre permettrait de disloquer la Russie pour parvenir sur le plan politique au même résultat qu'en Europe. Ils ont tout essayé en vain depuis le début des années 90 pour parvenir à cet objectif et ils buttent sur un obstacle, Poutine, qui incarne la souveraineté et l'intégrité de la Russie qu'il leur faut démembrer pour atteindre leur objectif.

De plus, la destruction massive de forces productives que causerait une guerre fournirait temporairement un nouveau souffle au capitalisme. On peut imaginer que les Etats croulant déjà sous une dette colossale envers le marché devrait s'endetter encore plus plus pour financer leur effort de guerre, pour finalement se retrouver au lendemain de la guerre encore plus sous la domination hégémonique de l'oligarchie financière, qui en profiterait pour leur retirer le peu de pouvoir politique qui leur restait, peut-être en le transférant intégralement à l'UE, ainsi seraient réalisés à la fois les Etats-Unis d'Europe sur le modèle Américain et le grand marché transatlantique.

Que les néoconservateurs ou néolibéraux anglo-saxons-sionistes aient ce plan en tête, cela ne fait absolument aucun doute comme vous avez pu le lire dans l'article mis en ligne hier soir (ci-dessous), reste à savoir si les choses se passeraient comme ils les ont prévues ou si les masses exploitées parviendraient à se rassembler pour balayer à travers toute l'Europe les régimes en place qu'elles honnissent.

Et quelle question cela pose immédiatement ? Celle de la lutte pour le pouvoir, la question du pouvoir. Doit-on les laisser gouverner plus longtemps avec le risque que cela comporte ou doit-on s'organiser et se rassembler pour les chasser du pouvoir et prendre le contrôle de l'ensemble de la société. On attend, on espère encore qu'un parti ouvrier partagera cette analyse ou parviendra à la même analyse, dans ce cas-là nous le soutiendrons inconditionnellement.

Le site ne sera actualisé que demain, j'ai un tas de boulots urgents à faire chez moi.

Samedi, Pondichéry 21h30. On a ajouté 24 articles. Ceux sur l'Ukraine sont à lire absolument. On en reproduit un ci-dessous.

Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas que les nazis étaient au pouvoir en Ukraine.

Ukraine : l'extrémiste de droite Jarosch nommé consultant à la direction des Armées - legrandsoir.info 10.04

Une guerre avec la Russie est de plus en plus probable : des leaders nazis ukrainiens reçoivent des armes et de l'aide des Etats-Unis.

L'armée ukrainienne a nommé l'extrémiste de droite, Dimitri Jarosch, conseiller officiel à la direction de l'armée. Ses milices font officiellement partie de l'armée – tout en restant sous la seule direction de Jarosch. Par voie de conséquence, les extrémistes de droite ont également accès à des armes étasuniennes, des armes financées par les contribuables européens. La Russie va interpréter cela comme une menace.

Les milices ukrainiennes du « secteur droit » sont maintenant grandement renforcées par cette nomination, annoncée le dimanche 5 avril. Le chef des Forces armées de l'Ukraine, le général Viktor Muschenko, intègre donc les milices d'extrême droite dans son armée. Muschenko annonce que l'armée ukrainienne est devenue l'un des plus fortes d'Europe. Les soldats de cette armée ont prouvé qu'ils savaient se battre. [Alors que l'armée régulière de l'Ukraine a, à ce jour, enregistré des résultats médiocres, du haut de l'échelle jusqu'en bas, les forces contrôlées par Yarosh, et son compatriote nazi Andrei Biletsky, sont aussi performantes que les forces locales du Donbass, contre lesquelles elles se battaient. Mais maintenant que les Nazis et leurs conseillers étasuniens, se mettent à former tous les soldats à partir du 20 avril (qui est l'anniversaire d'Hitler), ce sera une autre guerre qui pourrait prendre un tour radicalement différent, en obligeant, par la suite, les Russes à envahir l'Ukraine, en particulier parce que Yarosh et Biletsky ont tous les deux toujours voulu conquérir la Russie.]

L'armée apprécie la « contribution » des bataillons de volontaires qui ont « rendu des services exceptionnels à la défense de l'Ukraine ». Selon Muzhenko : « Nous comprenons que nous devons augmenter l'efficacité de l'armée à tous les niveaux. Nous étudions actuellement diverses questions, telle que la formation de l'armée de réserve.

Nous avons réuni tous les patriotes et les défenseurs de l'Ukraine sous un seul commandement. L'ennemi voit que nous sommes unis et il sait que ses attaques échoueront. Nous partageons l'objectif commun d'une Ukraine unifiée. L'armée se renforce chaque semaine ».

Jarosch a déclaré que cette unité de commandement et d'opération était une condition préalable à la réussite de la guerre. C'est pour cette raison que les bataillons de volontaires de secteur droit sont prêts à intégrer l'armée ukrainienne officielle.

Selon le Kiev Post, le secteur droit et d'autres milices de droite constitueront à l'avenir une division de l'armée ukrainienne, gérée et dirigée de manière indépendante par Jarosch. Pour la Russie, ce n'est pas une bonne nouvelle. Le secteur droit a jusqu'à présent refusé d'accepter les accords de Minsk. Les milices sont considérées comme particulièrement dogmatiques et déterminées à poursuivre la lutte contre la Russie par tous les moyens. On ne sait pas encore si l'intégration des troupes de Jarosch à l'armée officielle va entraîner un important glissement vers la droite de toute l'armée.

Il est tout à fait possible que les nouvelles armes étasuniennes tombent aux mains de l'extrême droite. En tant qu'unité de l'armée officielle, ces forces n'auront aucun problème à se procurer ces armes. Il est également possible que les forces de Jarosch reçoivent des armes financées par les contribuables européens. À partir du 20 avril, il y aura des manoeuvres militaires au cours desquelles l'armée des États-Unis formera ces extrémistes de droite.

Le FMI a récemment accordé à l'Ukraine un nouveau prêt d'un milliard de dollar. L'Allemagne et l'UE accordent également à Kiev des prêts considérables dont l'utilisation a été jusqu'ici insuffisamment contrôlée par l'UE. Entre autres choses, ces fonds sont consacrés à la construction d'un mur à la frontière avec la Russie. [Ce mur va constituer un obstacle au cas où les forces locales du Donbass auraient besoin de l'aide de l'armée russe. Il va isoler les résidents du Donbass qu'il sera alors plus facile de massacrer.]

Ni les États-Unis, ni l'UE, ni le FMI n'ont exprimé la moindre inquiétude au sujet du contrôle croissant de l'Ukraine par l'extrême droite.

Commentaire d'Eric Zuesse : *Cette intégration des nazis de toutes sortes aux forces armées de l'Ukraine ne se produirait pas sans l'aval de l'administration Obama qui contrôle complètement ce gouvernement ; ce gouvernement est entièrement redevable à Obama qui les a portés au pouvoir, et au Congrès qui les soutient financièrement. C'est une déclaration de guerre contre la Russie, et pas seulement contre le Donbass qui a été envahi par le régime issu du coup dès le 9 mai 2014.*

En d'autres termes : Obama veut maintenant clairement la guerre avec la Russie. Dmitriy Yarosh veut par-dessus tout détruire la Russie – ça a toujours été son obsession – il ne veut pas seulement reprendre la Crimée et le Donbass.

C'est la suite logique du coup d'Etat d'Obama de février 2014 en Ukraine. C'est un cauchemar pour les Russes. Ils sont maintenant tous mortellement menacés par Obama et le Congrès. Poutine, à un moment donné, va être obligé d'envahir Kiev, à moins que la décision qui a été annoncée dimanche ne soit rapidement démentie. La question est alors de savoir si la Russie va lancer la première frappe nucléaire contre les Etats-Unis ou va laisser les États-Unis frapper les premiers (et ensuite riposter s'ils en sont encore capables). Obama est, aujourd'hui, certainement le pire président de l'histoire des États-Unis – encore pire que George W. Bush. Il a provoqué toute cette confrontation en perpétrant, en février 2014, le coup d'Etat de Kiev qui avait été préparé à la Maison Blanche avant même que Yanoukovitch ait décidé de rejeter l'offre de l'UE. En fait, l'opération qui a abouti au coup a été mise en route au plus tard au printemps 2013.

L'opération a été planifiée une année entière avant que la Crimée, mise en danger par le coup d'Etat d'Obama de février 2014, n'organise son référendum du 16 mars 2014 et ne rejoigne la Russie.

*Si Angela Merkel continue de soutenir Obama dans sa campagne de haine anti-Russe, alors le monde peut s'attendre au pire. La seule chose qui puisse empêcher la catastrophe, ce serait que Merkel retire son soutien à Obama pour le donner à Poutine, et annonce que l'Allemagne quitte l'OTAN et expulse les forces américaines de son sol. Faute de cela, c'est l'enfer qui nous attend. Et tout le reste ne sert à rien. Dans son livre Presidential Puppetry**, Andrew Krieg défend l'idée que Barack Obama est depuis sa jeunesse un agent secret de l'aristocratie étasunienne et de la CIA et on a encore plus de raisons de le penser aujourd'hui.*

La question qu'on doit maintenant poser à Merkel est celle-ci : Est-elle nazie elle aussi ? L'Allemagne va-t-elle vraiment régresser jusque là ? Cette fois, la principale cible, ce sera les Russes, et non les juifs, mais les conséquences seront peut-être pires encore.

Notes :

*http://deutsche-wirtschafts-nachrichten.de/2015/04/06/ukraine-rechtsex...

** http://www.amazon.com/Presidential-Puppetry-Obama-Romney-Masters/dp/0988672820

Eric Zuesse est un historien d'investigation. Ses livres les plus récents sont : They're Not Even Close : The Democratic vs. Republican Economic Records, 1910-2010, CHRIST'S VENTRILOQUISTS : The Event that Created Christianity, et Feudalism, Fascism, Libertarianism and Economics.

Haut de page

Le 13 avril 2015

CAUSERIE

On ajoutera ce soir ou demain matin une quinzaine d'articles, je dois arrêter pour faire de la maçonnerie !

Rien de tel que l'adversité ou la guerre pour nous stimuler au lieu de nous abattre. On en rajoute une couche sur le PS.
Mon correspondant avec lequel manifestement je n'ai pas grand chose en commun m'a répondu, mais j'avais mieux à faire que de lire sa prose.

Vous êtes parfait comme vos dirigeants, ne changez rien surtout, et de ne notre côté on n'essaiera pas de vous faire changer puisque vous êtes borné et incurable. Vous connaissez le refrain, objectif/résultat = 0 ! Certes peu mieux faire, on vous l'accorde, il faut un début à tout, comme quoi nous avons les idées larges...

J'ai écrit tout cela très vite sans avoir le temps d'y revenir, ce sont juste des pistes de réflexion.

Au premier abord on pourrait croire que cette démarche nécessiterait beaucoup d'efforts ou ne serait pas accessible à tout le

monde, alors qu'en réalité il n'est pas nécessaire d'avoir fait l'ENA ou d'avoir un doctorat en biologie en poche pour comprendre que des chiens ne feront jamais des chats, comme quoi on sous-estime parfois nos capacités à comprendre des choses finalement parfaitement compréhensibles au commun des mortels.

La plupart des analystes ou commentateurs s'attardent sur les contradictions propres à telle ou telle situation, déclaration, etc. sur lesquelles ils vont broder pour remplir des colonnes ou vendre du papier, bref pour justifier leur ligne politique et leur salaire, nous, nous allons à l'essentiel pour gagner du temps en essayant de faire ressortir le fil, le fond ou la trame qui relie les événements entre eux en privilégiant la nature des différents protagonistes ou facteurs qui détermine leurs intérêts respectifs et permet de comprendre les rapports qu'ils existent entre eux et qui évidemment ne sont pas sans contradictions.

Chaque chose comporte sa négation et au-delà la négation de cette négation, en gros se transforme et donne naissance à autre chose ou un état différent... Mais si maintenant on est incapable de déterminer la chose destinée à être niée, on ne risque pas de définir en quoi consistera cette négation et l'ensemble du processus (dialectique), on demeurera dans l'ignorance.

En ne perdant pas de vue les intérêts des uns et des autres on se situe sur un terrain de classe, dit autrement en se situant sur un terrain de classe on essaie d'interpréter la situation en fonction des intérêts de notre classe que l'on ne confondra pas avec ceux de notre ennemi, c'est préférable, c'est même fortement recommandé. Et pour cause.

On pourrait nous objecter que c'est là faire de la propagande. Effectivement, on le revendique puisqu'on est engagé dans un combat politique.On l'assume et on conçoit que de nos jours cet argument puisse surprendre ou paraître déplacé pour ceux qui sont habitués à lire la prose de ceux qui se contentent de commenter l'actualité à la manière des médias officiels. Cela dit notre démarche présente la particularité ou se distingue par le fait qu'à la différence des propagandistes à la solde de la classe dominante qui pratiquent la censure et la désinformation à grande échelle, nous privilégions les faits sans nous poser la question de savoir s'ils justifieront ou contrediront notre ligne politique ou nos positions, de telle sorte que chacun des lecteurs puissent librement se faire sa propre idée sur les sujets que nous traitons, ce qui ne serait pas le cas si nous partions d'une interprétation des faits après en avoir soustrait un certain nombre à la connaissance de nos lecteurs et à leur insu, procédé particulièrement malhonnête qui malheureusement est communément répandu.

Pourquoi privilégier la nature des différents acteurs ou protagonistes d'une scène ou d'une histoire au détriment des contradictions qui les traversent ? Parce que leur nature synthétise les limites dans lesquelles ces contradictions évolueront et qu'elles ne pourront pas franchir, sauf exception qui confirmera la règle.

Qui dit nature, dit remonter à l'origine, à la source, à la naissance d'un facteur, d'un fait ou d'un phénomène, d'un rapport, d'une situation. Déjà le fait d'effectuer cette démarche nous en apprendra beaucoup sur notre sujet ou enrichira notre connaissance, à l'opposé de la posture qui consiste à procéder par a priori ou à fabuler littéralement.

Qui dit nature implique d'être remonté à l'origine d'une situation, donc d'en avoir démêlé les contradictions ou d'avoir pris en compte tous les éléments ou faits qui étaient en rapport avec notre sujet, sans avoir à y revenir systématiquement, car on considère que les personnes auxquelles on s'adresse en ont eu connaissance ou les ont à l'esprit, ce qui ne nous interdit pas d'y revenir puisque l'on sait que la plupart des gens ont une mauvaise mémoire ou une mémoire sélective ou encore qu'ils ont tendance à ne conserver à l'esprit que ceux qui les arrange dans un sens ou un autre en fonction de l'évolution de leur situation individuelle. C'est ainsi qu'on en arrive à s'accommoder de certaines situations qu'on avait trouvées épouvantables dans le passé par exemple, on enjolive les choses ou on les noircit au fur et à mesure qu'on s'en éloigne. Là encore quand on s'en tient à la nature des choses une fois qu'on l'a déterminée ou à la caractérisation qu'on avait pu faire d'une situation, on évite d'en changer perpétuellement au point de ne plus savoir réellement à quoi s'en tenir. Ceci n'est valable qu'à condition d'être certain d'être remonté à l'origine d'une situation, dans le cas contraire il faut s'accorder un espace pour modifier ou rectifier notre appréciation, procédé auquel on recourt habituellement par précaution sachant qu'on peut commettre des erreurs et ne pas forcément s'en apercevoir sur le coup, c'est la seule tolérance qu'on s'accordera pour ne pas tomber dans le travers décrit plus haut.

On pourrait préciser que contradiction peut selon les cas se traduire pas opposition, antagonisme ou contraire puisque toute chose en est l'expression et en produit qui est caractérisée par le mouvement sans lequel rien et pas même l'univers n'existerait.

Ce qui définit la nature d'un facteur, c'est la résolution de ses contradictions dans lesquelles se manifeste un élément ou un rapport dominant qui n'a rien d'arbitraire. Par exemple dans le rapport entre le capital et le travail, ce qui l'emporte sur tous les autres facteurs ou ce qui définit le capitalisme, c'est la production de la plus-value ou profit que le capitaliste extorque ou vole au travailleur à partir de l'inégalité qui existe entre les classes, et l'aspiration naturelle, donc légitime du travailleur qui exige qu'une part plus grande des richesses produites lui revienne pour améliorer sa condition ou satisfaire ses besoins, situation contradictoire qui se traduit finalement par l'accumulation de capital entre quelques mains impossible à exploiter ou à rentabiliser dans des proportions toujours plus colossales, et l'insatisfaction (paupérisation, précarité, chômage de masse) grandissante des besoins des masses exploitées et opprimées qui augmentent sans cesse à l'échelle mondiale, contradiction qui tendue à l'extrême doit déboucher, soit sur une crise et une guerre, la destruction d'immenses forces productives donc le massacre à grande échelle de la population afin de pérenniser et renforcer les rapports existant entre les classes au profit de la classe dominante, soit aboutir à son contraire au moyen d'une révolution prolétarienne et socialiste qui se traduirait par l'inversion de ces rapports, sans pour autant que ses termes ou les classes disparaissent soudainement, puisqu'un mode de production et de répartition des richesses

ne peut pas se substituer à un autre du jour au lendemain à l'échelle mondiale ou tout du moins au sein des principales puissances économiques mondiales. Ces nouveaux rapports permettent seulement d'entrevoir sérieusement à terme la possibilité de briser le carcan que constitue cette contradiction (le système capitaliste), de se donner les moyens ou de faire naître les conditions (économiques et politiques) qui permettront d'y parvenir, qui à leur tour déboucheront sur une autre contradiction somme toute plus supportable sur la voie du règne de la liberté qui demeurera encore longtemps un idéal.

La raison d'être du capitalisme et l'objectif que poursuit le capitaliste sont antinomiques avec le bien-être des travailleurs, la paix et le développement harmonieux de l'humanité, voilà ce qui définit sa nature, il a été créé, fonctionne et profite à une minorité de nantis au détriment de l'immense majorité de la population qui quelle que soit sa situation ne peut pas profiter pleinement de l'existence, c'est impossible, les membres des couches privilégiées doivent consentir d'énormes sacrifices pour mériter leur statut ou la société et le monde sont une source de cauchemars qui perturbent leur sommeil ou leur bonne conscience, quand ils ne craignent pas de perdre ce privilège puisque de nos jours plus personne n'est à l'abri d'une descente sociale aux enfers et le pire reste à venir.

Le travailleur quand il en a la chance doit son bien-être relatif uniquement à son travail, et toutes les difficultés, souffrances ou malheurs qui l'accablent sont à mettre au compte du système capitaliste. Il a donc tout intérêt à prendre le contrôle de sa force de travail pour en tirer le meilleur parti, plutôt que laisser les capitalistes s'en charger. Il faut l'aider à en prendre conscience.

Ses droits, besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes puisque qu'ils sont conformes à sa nature qui n'est pas d'endurer mille difficultés inutiles ou de souffrir ou de faire souffrir les autres inutilement.

Sa nature n'est pas déterminée par les contradictions de la société, mais par le fait inné à son espèce qu'il est doué de facultés ou de capacités qui ne demandent qu'à se développer ou s'exprimer, dans la mesure où elle lui permettent de modeler son environnement en fonction de ses besoins, et son aspiration au bien-être, au bonheur, à la paix et à la liberté se passe dès lors de toute justification. C'est là qu'on se rend compte à quel point le capitalisme est la négation des intérêts de l'espèce humaine ou de l'humanité.

On aurait pu prendre un autre exemple, le PS par exemple, dont la nature n'est pas déterminée par son programme ou sa composition mais par son engagement en tant que parti de la guerre, de la grande guerre, de la boucherie ou du massacre de masse, de la guerre mondiale en 1914, toutes les guerres coloniales et impérialistes depuis, y compris contre le Yémen puisque Fabius s'est fait un devoir avant-hier de le confirmer.

Partant de ce constat, des faits, et considérant qu'il ne peut exister pire crime, nous considérons que tous les autres facteurs ou rapports sont secondaires ou seront d'une manière ou d'une autre soumis à cette exigence maintes fois confirmée en un siècle qu'un tel parti ne pouvait qu'incarner le camp des ennemis de la classe ouvrière quel que soit le masque qu'il emprunte, et que faire dépendre sa nature ou sa caractérisation politique d'un autre facteur serait faire preuve d'une terrible confusion ou d'une misérable compromission, trahison.

Ceux qui un jour ont adhéré au PS n'en connaissaient peut-être pas toute l'histoire passée abominable, mais on ne peut pas admettre qu'au bout d'un certain nombre d'années passées dans ce parti et confrontés à des contradicteurs qui leur rappelaient sans cesse ses crimes présents et passés, ils soient demeurés dans l'ignorance plus longtemps. Ce qui signifie qu'ils s'en sont accommodés parce que cela les arrangeait. Quant à ceux qui l'ont quitté depuis et n'ont pas dénoncé ses crimes, qui se sont employés à maquiller sa véritable nature pour la rendre acceptable, ils en demeurent les complices, ce que confirme d'ailleurs leur propre engagement politique ou leurs déclarations quand ils affirment que la révolution ne serait pas vraiment leur tasse de thé, alors que c'est le seul moyen d'en finir avec le régime en place, confirmant qu'ils ont conservé l'idéologie réformiste, anti-ouvrière ou antisocialiste à laquelle ils avaient adhéré quand ils étaient au PS (ou avant), idéologie non seulement soluble dans le capitalisme, mais compatible avec tous les crimes qu'a commis ce parti pour préserver l'ordre établi.

Si la nature d'un parti ou sa caractérisation politique devait correspondre à l'interprétation qu'on peut en donner, dans ce cas-là ils en existeraient tellement que plus personne ne serait en mesure de savoir de quoi on parle, et c'est justement le but de la manoeuvre pour ceux qui procèdent de la sorte, embrouiller les esprits pour justifier les rapports qu'ils entretiennent avec ce parti et en changer quand bon leur semble en fonction des intérêts de leur appareil, car il ne faut pas être dupe, déjà lorsqu'ils le soutenaient ou le ménageaient, cela ne pouvait pas être au nom des intérêts des travailleurs.

Passons à un autre aspect de cette question.

Les partis ouvriers se sont toujours construits au départ par le haut, c'est-à-dire que leurs dirigeants n'étaient pas issus de la classe ouvrière mais de la petite bourgeoise ou de la bourgeoisie avec laquelle ils avaient rompu, avocats, professeurs d'université, aristocrates, fils d'entrepreneur, etc. De la même manière que les philosophes, liste à laquelle vous pouvez ajouter militaires ou ecclésiastiques.

S'il leur fallait conquérir la classe ouvrière des villes et des campagnes, il devait continuer à ratisser large ou pénétrer toutes les classes de la société, dont la petite bourgeois qui par sa position intermédiaire et instable entre la classe des capitalistes et celle

du prolétariat était amenée selon le cours de la lutte des classes à se rapprocher de l'une ou de l'autre au point de pouvoir gagner certains de ces membres au parti ouvrier.

Depuis, non seulement on a été incapable de construire un parti dans lequel la majorité de ses militants seraient des ouvriers, on a été dans l'impossibilité de convaincre une partie de l'élite intellectuelle. Qu'elle soit prompte à se vendre pour assurer son statut on veut bien l'admettre, mais cela n'explique pas pourquoi on n'a pas été foutu de gagner ceux dont le statut était inattaquable ou ne risquant pas de rétrograder au niveau du prolétaire.

J'en déduis pour faire bref, que dans les deux cas de figure la méthode qui a consisté à vouloir absolument ménager la chèvre et le choux s'est soldée par le fait que c'est le loup qui les a mangés tous les deux ! Le double langage et l'opportunisme ont donné les résultats auxquels il fallait s'attendre. Sans parler des coups de barre soudain à gauche ou à droite pour satisfaire la susceptibilité des uns ou des autres sur fond de conflits larvés ou déclarés entre dirigeants, et toutes sortes de manoeuvres d'appareil et autres coups tordus se soldant par des règlements de compte sournois, qui ont fini par dissuader plus d'un membre de la petite bourgeois ou de l'élite intellectuelle qu'il fallait mieux se tenir à l'écart de tels partis.

Et on n'a pas évoqué les déclarations sans principe, les arguments à l'emporte-pièce, les pronostics foireux, les positions démagogiques, les annonces sans lendemain : tout est possible, tout peut arriver, c'est la fin, le régime agonise, les institutions aussi, crise politiques à tour de bras, pour au final constater que tout continue comme avant sans que tout cela ait porté à conséquence, à ceci près que la situation est toujours pire que la veille, ce qui n'étonnera personne partant de là. Tous les militants s'en tapent littéralement ou n'y comprennent rien, ils n'ont même pas remarqué que plus aucun parti ne défendait les idées du socialisme qui a régressé d'un siècle et demi à l'image du régime, comme quoi ces partis et leurs dirigeants n'étaient pas sous le coup de son influence.

Un socialiste, c'est quelqu'un qui croit en son interprétation du socialisme, laissons-le penser tranquillement ce qu'il veut, y compris du PS, c'est monstrueux ; un communiste, c'est quelqu'un qui croit au communisme selon l'interprétation qu'il en donne, y compris du PCF, pourquoi n'en aurait-il pas le droit, on atteint là les limites du cynisme ; quant au trotskiste, pourquoi ne pourrait-il faire une interprétation du marxiste et du léniniste à géométrie variable en fonction des deux autres, hein franchement, il faut bien vivre avec son époque, on allait oublier le brave syndicaliste, l'anarcho-syndicaliste, le libre-penseur, le franc-maçon qui donnaient la colique à Lénine et Trotsky, ces gens-là sont des démagogues forcenés qui ne sont assurément pas sectaires, des liquidateurs révisionnistes du marxisme et du socialisme que des dizaines de milliers de militants sincères et honnêtes ont pris au sérieux, avant d'en déduire sans trop savoir pourquoi ils ne méritaient pas leur confiance, quel terrible gâchis, ils n'ont cessé de détruire tout ce qu'ils s'étaient employés à construire comme si c'était leur objectif ou que cette situation leur convenait puisque leur appareil était préservé.

C'est dommage, le mot est faible, d'en arriver là avec des dirigeants d'une telle valeur, surtout sachant qu'ils refusent toute critique ou de reconnaître la moindre erreur qu'ils auraient commises, ils sont parfaits que voulez-vous, ils sont bien les seuls dans ce cas-là, tout est normal, toute analyse différente de la leur est forcément erronée ou pure calomnie, c'est pas mal comme méthode pour vous faire taire, cela ne vous rappelle-t-il pas quelque chose, on a juste le droit de fermer sa gueule et à les suivre comme des moutons de Panurge, il est interdit de réfléchir et de se poser des questions, ils le font à notre place.

Pour finir, comment voulez-vous accorder la moindre confiance à des dirigeants ou des partis qui ont soutenu le PS pendant des décennies et continuent à leur manière, par exemple en ne condamnant pas son soutien au régime fasciste de Kiev.

Soutien aux bailleurx de fonds d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

- Laurent Fabius à Ryad pour exprimer le soutien politique de Paris - AFP

"Concernant le Yémen, nous venons manifester notre soutien, surtout politique, aux autorités saoudiennes", a déclaré M. Fabius à la presse, alors qu'il entamait une série d'entretiens avec les principaux dirigeants saoudiens, dont le nouveau roi Salmane.

M. Fabius devait réaffirmer à ses hôtes saoudiens que "la France se tient naturellement aux côtés de ses partenaires de la région pour restaurer la stabilité du Yémen", selon son entourage.

L'Arabie saoudite s'inquiète également de l'accord-cadre passé début avril sur le nucléaire iranien par six grandes puissances, dont la France.

Ryad redoute que Téhéran se dote in fine de l'arme nucléaire en dépit de cet accord qui doit limiter les capacités nucléaires de l'Iran à des activités purement civiles.

Cet accord-cadre doit être finalisé entre l'Iran et les grandes puissances (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Russie, Chine, France et Allemagne) d'ici au 30 juin.

M. Fabius a répété, en commençant ses entretiens à Ryad, qu'il faut parvenir à un "accord solide" sur le nucléaire, faute de quoi "cela peut déboucher sur une prolifération de l'arme nucléaire dans la région".

Il y a des points sur lesquels les négociateurs doivent se montrer "vigilants", a-t-il déclaré, notamment "la PMD, la possible dimension militaire", et la levée des sanctions internationales qui frappent l'Iran.

"Il faut que l'AIEA (Agence Internationale de l'énergie atomique) ait la possibilité de vérifier les sites iraniens", selon lui.

De même, les sanctions doivent être levées "progressivement" et doivent être réversibles, c'est-à-dire qu'elles seraient réimposées à l'Iran si ce pays viole ses engagements. "Tout cela a été discuté, mais on ne s'est pas mis d'accord".

Paris a montré à plusieurs reprises, durant ces négociations avec l'Iran, une fermeté particulière, reprochant implicitement aux Etats-Unis, principal négociateur, de faire preuve de trop d'empressement pour parvenir un compromis avec Téhéran. AFP 12.03

Comment supprimer un compte Facebook ?

https://www.comment-supprimer.com/un-compte-facebook/

Cette info figurait dans un commentaire fourni par un internaute à la suite d'un article du Figaro du 10 avril *25.000 internautes portent plainte, ensemble, contre Facebook*

Soyez Charlie, soyez au côté du gouvernement français qui soutient le bombardement de la population civile au Yémen !

- "Charlie Hebdo" : rassemblement à Paris pour #RallumerRépu - actu.orange.fr

Trois mois jour pour jour après la marche du 11 janvier en réaction à la série d'attentats qui avait débuté à "Charlie Hebdo", quelques dizaines de personnes étaient rassemblées à Paris ce samedi. (Ouf, ils étaient peu nombreux ! - ndlr)

Trois mois après, où est Charlie ? "Charlie a été officiellement dans les coeurs de tout le monde (Pas vraiment en fait. -ndlr) le 11 janvier, quand un vent de fraternité, de solidarité s'est levé en France" (Récupéré et détourné sans scrupule surtout. -ndlr) , a déclaré Dominique Sopo, président de SOS Racisme, "aujourd'hui c'est vrai qu'on a l'impression que le soufflé est retombé" (Pas celui de la réaction dont vous êtes le complice. - ndlr). Et ce car "les politiques ont voulu beaucoup préempter le mouvement" (A la pointe de le la démagogie, normal. - ndlr) et "que pour l'instant il n'y a pas eu de transformation de ce potentiel de fraternité en engagement, en combat" (Méprise, avec le Yémen, l'un des pays les plus pauvres de la planète que les amis de la France bombardent. Les amis de mes amis sont mes amis. Quelle bravoure et imposture ! - ndlr), selon lui. AFP 11.04

Honte au mouvement ouvrier complice de Riad, Washington et Tel-Aviv !

- Paris : Rassemblement contre l'intervention saoudienne au Yemen - citizenside.com

Quelque dizaines de personnes se sont réunies sur la place du Trocadéro, à Paris, pour dénoncer l'intervention militaire saoudienne au Yemen, le 12 avril 2015. citizenside.com 12.04

- Manifestation anti-saoudienne, à Londres - french.irib.ir

Des militants étrangers résidant en Grande-Bretagne se sont rassemblés devant l'ambassade saoudienne, à Londres, manière de condamner, vigoureusement, les agressions de Riyad contre le Yémen.

Selon la chaîne d'information, Press TV, les contestataires ont scandé des slogans, manière de dénoncer, vivement, les agressions de la coalition, dirigée par l'Arabie, contre le Yémen.

Depuis le début de l'offensive saoudienne contre le Yémen, c'est la deuxième fois que les militants étrangers manifestent devant l'ambassade saoudienne, à Londres. french.irib.ir 11.04

Une poignée de manifestants...

Etat policier. Fichage à vie dès l'âge de 13 ans.

- Renseignement : "pas de surveillance de masse" martèle Bernard Cazeneuve - La Tribune

- Loi sur le renseignement : création d'un fichier dont les données seraient conservées 40 ans - La Tribune

Le gouvernement propose dans un amendement à la loi sur le renseignement la création d'un fichier des auteurs d'infractions de terrorisme, prévoyant une inscription pouvant intervenir dès la mise en examen et dont les données seraient conservées 40 ans.

Le gouvernement propose dans un amendement à la loi sur le renseignement la création d'un fichier des auteurs d'infractions de terrorisme, prévoyant une inscription pouvant intervenir dès la mise en examen et dont les données seraient conservées 40 ans. La création de ce fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (Fijait), annoncée en janvier par le gouvernement, fait l'objet d'un amendement, déposé en fin de semaine, au projet de loi sur le renseignement qui doit être examiné à partir de lundi à l'Assemblée nationale.

Tel que proposé dans ce texte, seraient inscrites dans ce ficher les condamnations, même non définitives, c'est-à-dire frappées d'appel ou faisant l'objet d'un pourvoi en cassation, les décisions d'irresponsabilité pénale pour trouble mental, et pour les mineurs les décisions prononcées en application de l'ordonnance de 1945. Pour les majeurs, la décision serait inscrite au fichier, sauf décision contraire de la juridiction. A l'inverse, pour les mineurs de 13 à 18 ans, l'inscription se ferait par décision expresse de la juridiction ou du procureur de la République. Sur décision du juge d'instruction, les mises en examen pourraient être y être inscrites. Les informations seraient effacées en cas de non-lieu, relaxe et acquittement.

Des données conservées 40 ans

Elles seraient conservées pendant 40 ans, 30 ans pour les mineurs, et si la condamnation entraînant l'inscription au fichier comprend une incarcération, les délais ne commenceraient à courir qu'à partir de la libération. Même en cas d'amnistie, de réhabilitation, l'effacement des condamnations figurant au casier judiciaire n'entraînerait pas pour autant l'effacement des données.

Les personnes inscrites au Fijait se verraient contraintes de déclarer tout changement d'adresse, déclarer tout déplacement à l'étranger au plus tard 15 jours avant la date du voyage. Ces obligations s'appliqueraient pendant 20 ans, (10 ans pour les mineurs). Le non respect de ces obligations serait un délit passible d'une peine de deux ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende. latribune.fr 11.04

Contrôle total de la population. Les grandes oreilles ou de la traque à la matraque.

- Les Etats-Unis ont traqué des milliards d'appels de leurs citoyens bien avant le 11-Septembre - slate.fr

Le gouvernement américain avait commencé à collecter des informations sur une partie de ses citoyens bien avant les attentats du 11-Septembre. USA Today a publié une longue enquête qui explique comment la Drug Enforcement Agency (DEA), qui s'occupe de l'application des lois sur les stupéfiants, a amassé pendant plus de deux décennies «des milliards d'appels dans un programme qui a servi de plan pour un autre programme plus large mis en place par la NSA, un peu plus tard».

On savait jusque-là que l'agence de lutte contre les stupéfiants avait amassé des données sur des appels émis vers l'étranger, mais on ne connaissait pas son ampleur.

Selon les sources du quotidien américain, ce ne sont pas les appels émis sur le territoire américain qui étaient visés, mais ceux entre des personnes présentes aux Etats-Unis et d'autres dans 116 pays liés au trafic de drogue.

USA Today explique que, comme pour le programme de la NSA, les contenus des communications n'étaient pas connus mais les agents pouvaient connaître les numéros composés et quand, ce qui leur a permis «de cartographier les communications des suspects et de les relier aux masses de données des autres services de police et de renseignement».

USA Today révèle par ailleurs que ce programme n'a pas été utilisé seulement pour des questions de stupéfiants.

«Ils l'ont également utilisé pour écarter des liens étrangers lors de l'attentat d'Oklahoma City en 1995, et pour identifier des suspects américains dans un large éventail d'autres enquêtes.»

Pour l'instant, seul un opérateur, Sprint, est officiellement cité comme ayant fourni les données de ses clients, mais les sources USA Today laissent entendre que d'autres comme AT&T l'ont également fait, ce que l'entreprise n'a pas souhaité commenter.

Ce programme a été lancé par l'administration Bush (père) en 1992, pour lutter contre les cartels. Eric Holder, l'ancien procureur général des Etats-Unis, y a mis fin en septembre 2013, alors que l'autre programme de surveillance de masse mis en place par la NSA venait d'être révélé par Edward Snowden. slate.fr 08.04

Dossier Yémen

- Le peuple yéménite manifeste sa grande détermination à faire face aux agressions saoudiennes - french.irib.ir

Les agressions saoudiennes n'ont affecté en rien la volonté du peuple yéménite de faire face aux agressions de l'Arabie Saoudite. Les Yémétites résistent, avec force et détermination, face au complot sioniste, américain et saoudien.

Au 17ème jour de l'agression contre le Yémen, l'aviation saoudienne a bombardé plusieurs endroits, dans la capitale du Yémen, Sanaa, dont l'aéroport de cette ville. Selon des sources bien informées, les avions saoudiens ont bombardé plusieurs bases militaires, situées près de l'aéroport de Sanaa. Les avions saoudiens ont bombardé, également, certaines régions, dans le Sud du Yémen, laissant des morts et des blessés, du côté de la population civile.

Cela étant dit, ces raids intensifs n'ont affecté en rien la volonté du peuple yéménite, qui est résolu à faire face aux agressions du régime saoudien. La preuve en est la grande manifestation des habitants de Sanaa, qui sont descendus dans la rue, pour dénoncer l'offensive saoudienne. Les manifestants portaient des pancartes condamnnant le silence des pays arabes et des instances internationales, face à l'offensive saoudienne, qui consitue une violation flagrante des lois internationales et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Les manifestants ont appelé, aussi, les forces politiques et nationales du Yémen à créer un front uni et à mettre de côté leurs différends, pour faire face aux crimes commis par l'Arabies aoudite, au Yémen.

Des manifestations similaires ont eu lieu, vendredi, dans d'autres régions du pays, pour dénoncer les agressions saoudiennes. En s'appuyant sur le peuple, l'armée et le mouvement d'Ansarallah poursuivent leurs avancées, dans les régions du Sud, et contrôlent la ville stratégique d'Aden. "Le Mouvemement d'Ansarallah est prêt à toute option", a dit, samedi, l'un de ses commandants, sur le terrain. "Daesh et Al-Qaïda exécutent les projets de l'Arabie et des Etats-Unis, dans la région", a-t-il souligné. "L'offensive saoudienne contre le Yémen relève d'une hystérie meutrière et aura des conséquences irréparables, pour la famille des Saouds", a-t-il conclu. french.irib.ir 11.04

- Yémen : le refus du Pakistan, cuisant revers pour Riyad- french.irib.ir

Pour beaucoup d'analystes, le refus du Pakistan d'adhérer à la coalition saoudienne contre le Yémen, est un nouvel échec politique, pour l'Arabie saoudite.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, s'est rendu, au Pakistan, pour s'entretenir des dernières évolutions du Yémen avec les hauts responsables du Pakistan, dont le Premier ministre, le commandant de l'armée et le président du Parlement pakistanais. Un jour après la visite du chef de la diplomatie iranienne, à Islamabad, Le Parlement pakistanais a voté pour la neutralité du Pakistan envers les événements du Yémen, tandis que l'Arabie saoudite avait demandé, officiellement, au Pakistan d'adhérer à la coalition que Riyad a formée, pour faire la guerre aux Yéménites. Le Parlement pakistanais a voté pour la neutralité d'Islamabad, dans le conflit yéménite, afin que le Pakistan puisse contribuer aux efforts des pays, en tant que médiateur. Pourtant, le Parlement pakistanais a mis une condition à sa neutralité : le mouvement yéménite Ansarrallah ne doit porter aucune atteinte aux lieux saints, en Arabie saoudite, comme la Mecque et Médine. Or, le mouvement Ansarrallah n'a mené aucune opération militaire contre le territoire saoudien.

En effet, on dit que cette condition a été avancée par le Parlement pakistanais, pour débarrasser Islamabad des pressions que l'Arabie saoudite exerce sur le gouvernement pakistanais. Le gouvernement du Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, a de très bonnes relations avec Riyad, et le Parlement a voulu que son non à la demande saoudienne n'entraîne pas la colère des dirigeants saoudiens. Pourtant, les élus pakistanais étaient bien conscients des très mauvaises conséquences que l'intervention militaire de leur pays, au Yémen, aurait pu avoir, pour Islamabad, tant sur le plan intérieur, que régional.

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad-Javad Zarif, s'est rendu au Pakistan, il a y deux jours, pour s'entretenir avec le président, le commandant de l'armée et le président du Parlement pakistanais, au sujet des dernières évolutions du Yémen. Au cours de ces rencontres, le chef de la diplomatie iranienne a présenté un plan, en quatre étapes, pour résoudre la crise, au Yémen. Pour beaucoup d'analystes, le refus du Pakistan d'adhérer à la coalition saoudienne contre le Yémen, est un nouvel échec politique, pour l'Arabie saoudite, et une autre victoire, pour la diplomatie régionale de la République islamique d'Iran. french.irib.ir 11.04

- Yémen :Riyad quémande une trêve. - french.irib.ir

L'Arabie saoudite en est a quémander un cessez-le-feu à Ansarallah. Riyad demande une médiation des tribus yéménites auprès d'Ansarallah. Cette demande faite auprès des tribus sunnites pro-saoudiennes renvoie à une crainte profonde, celle suscitée par une éventuelle riposte d'Ansarallah.

Riyad demanderait aux houthis d'accepter la fin des hostilités et éviter toute réponse à l'agression saoudienne dans un avenir

proche. Une source yemenite a relevé l'échec saoudien d'atteindre ses objectifs au Yémen, son revers à rallier le Pakistan à une invasion terrestre, les doutes turco-égyptiens à accompagner Riyad comme principale raison de cette demande de médiation. Alors que Hadi s'apprete à annoncer le nom de son vice-président d'ici quelques heures, la province de Maareb a été le théâtre de tres violents combats entre Ansarallah et al Qaida. french.irib.ir 12.04

- Yémen: Attaque éclaire contre le sud de l'Arabie - french.irib.ir

Les membres de la tribu Takhiya dans le nord du Yémen ont pris d'assaut le sud de l'Arabie saoudite, en tuant 18 militaires saoudiens. selon les sources médiatiques, les gens des tribus du nord de confession sunnite ont lance de lourdes attaques contre les positions de l'armée saoudiennes dans la localité de Al Manar dans le sud saoudien, tuant 18 soldats et saisissant une grande quantité d'armes et de munition.

Le porte parole de la coalition saoudienne, Ahmad al Assir n'a reconnu que la mort d'au moins 3 militaires saoudiens au cours de cette attaque. Selon les témoins occulaires, de très violents combats se déroulent dans les régions frontalières saoudiennes mais Riyad tient un black out total sur ces combats.french.irib.ir 12.04

- L'Arabie perd du terrain face à Ansarallah. - french.irib.ir

Première grosse défaite militaire de l'Arabie saoudite sur le champ de bataille contre le Hezbollah. Les tribus sunnites du nord du Yémen ont pris le contrôle d'une base militaire sur le territoire saoudien près de la province de Najran. Pris de rage, les avions saoudiens ont violemment bombardé le sol saoudien à Al manar. Et pourtant les tribus du nord secondés par Ansarallah continuent à avancer à grand pas sur le territoire saoudien.

Les forces yemenites progressent vers le barrage de Najran et ont pris le controle de trois autres localités saoudiennes... L'aviation saoudienne bombarde aveuglément le propre sol saoudien comme dans une démarche folle et insensé. french.irib.ir 12.04

- Hezbollah : Riyad a déjà perdu la guerre - french.irib.ir

Le Hezbollah a de nouveau critiqué l'Arabie saoudite H, stigmatisant ses procédés contre le peuple yéménite qui s'apparentent à ceux d'Israël contre le peuple libanais en 2006, tout en assurant qu'elle ne sortira pas triomphante de son offensive contre le Yémen. « L'Arabie saoudite a échoué jusqu'à présent, militairement et opérationnellement dans son offensive contre le Yémen, alors que le bombardement se poursuit depuis plus de deux semaines », a constaté le président du Bureau exécutif du Hezbollah Sayed Hachem Safieddine durant une cérémonie organisée dans la ville de Tyr, au sud Liban. Et de poursuivre : « quand bien même ses bombardements peuvent se poursuivre un mois, deux ou plus, elle sait très bien qu'elle ne pourra rien réaliser. Alors à quoi cela sert de continuer et de causer davantage de tueries et d'effusion du sang aux dépens de pauvres yéménites déshéritées ? » Sayed Safieddine a continué sur le même ton accusateur : « cela n'a rien à voir avec la bravoure ou la virilité que de jeter des bombes sur le pauvre peuple yemenite opprimé, et de détruire l'armée yéménite et les infrastructures ? ».

Selon lui, ce que fait l'Arabie au Yémen ressemble à ce que l'entité sioniste avait fait contre le Liban en 2006. « C'est honteux voire abject que l'Arabie utilise les mêmes moyens utilisés par les sionistes en détruisant les maisons et les ponts, et en visant les civils et les infrastructures contre les pauvres du Yémen », a-t-il fustigé. S'interrogeant s'il est permis de se taire dans des conditions pareilles, il s'est dit étonné de l'indifférence manifestée par certains « alors que des milliers de martyrs et de blessés yéménites reçoivent des milliers de tonnes d'explosifs sur la tête». Selon lui, l'Arabie devrait faire la même chose qu'Israël en 2006. « Israël a senti dès la première semaine de son offensive contre le Liban en 2006 qu'il ne peut rien réaliser après avoir terminé sa liste d'objectifs, sans ébranler la fermeté et la persévérance de la résistance et de sa base populaire ». « Les Israéliens étaient totalement impuissants, jusqu'à la venue des Américains qui les ont sortis de leur pétrin », a-t-il rappelé.

S'agissant de l'enjeu de cette guerre, à la lumière de la position géographique stratégique du Yémen, le dirigeant du Hezbollah a donné son explication. «Ceux qui parlent de Bab al-Mandab et lui accordent une importance primordiale évoquent l'existence de bases américaines, françaises et surtout israéliennes de l'autre côté ». Il a souligné que la plupart des provinces du Yémen sont désormais entre les mains de l'armée yéménite et des comités populaires. « Ce qui est d'ailleurs leur droit », a-t-il estime, assurant que les avions et les porte-avions qui bombardent « veulent réaliser des projets qui n'ont rien à voir avec les Yéménites ». « Le peuple yéménite est pauvre et ne possède pas beaucoup de moyens. Mais il a sa dignité et son honneur et il possède l'apanage de dire non et de faire preuve de bravoure malgré tout ce qui lui est infligé ». Concernant la campagne médiatique confessionnelle menée par les médias pro-saoudiens dans le but de monter les yéménites les uns contre les autres, elle est d'après ses termes « l'effort des impuissants ». Al manar french.irib.ir 12.04

ACTUALITE EN TITRES

Ne vous sentez-vous un peu plus républicain chaque jour ?

En réalité la négation des valeurs de la République.

- Nicolas Sarkozy juge "l'alternance républicaine" en marche - Reuters

Goebbels ne cesse de faire des émules à droite et à gauche.

Lui, il propose de faire sauter l'avion ! Si au moins ils étaient dedans !

- Fabius : le FN propose de "sauter sans parachute de l'avion" - AFP

Cela ne risque pas d'arriver aux affairistes du PS...

Ah ben c'est la crise !

- Le PS parvient à une improbable synthèse - LeFigaro.fr

- Le conseil national de l'UDI s'ouvre sur fond de tensions internes - LeFigaro.fr

- Le FN s'installe dans une guerre sans merci - LeFigaro.fr

Vive la guerre s'écrie l'aristocratie ouvrière alliée de l'aristocratie financière !

- Ça plane pour Rafale, ça roule pour l'emploi - LeParisien.fr

- L'Inde commande 36 Rafale à la France : les salariés de Dassault ont le sourire - Francetv info

Cet avion est 50% que son concurrent russe aux performances identiques et Modi a accepté toutes les conditions de la France, ces 36 avions ne seront pas construits en Inde et il n'y aura pas de transfert de technologie, ce que la Russie offrait à l'Inde.

Intox et propagande des officines de l'Empire du chaos et de la guerre.

- Deux tiers des Brésiliens favorables à la destitution de Rousseff - Reuters

Lire l'article : *Brésil : l'État, la corruption et le marché (Rede Brasil Atual) - legrandsoir.info 10.04*

- Journée historique entre Raul Castro et Barack Obama - LeFigaro.fr

- Rencontre Obama-Maduro au sommet des Amériques - Reuters

"Le président Obama a exprimé notre plein soutien à un dialogue apaisé entre les partis vénézuéliens. Il a répété que nous n'avions pas l'intention de menacer le Venezuela, mais de promouvoir la démocratie, la stabilité et la prospérité au Venezuela et dans la région", a déclaré Bernadette Meehan, porte-parole du Conseil de sécurité national de la Maison blanche. Reuters 13.04

Comme en Libye, en Irak, en Syrie... Le même discours qui ne parvient plus à camoufler leurs opérations de déstabilisation des Etats qui refusent de se soumettre au diktat américain...

ACTUALITÉ DU JOUR

Imposture. Quand la réaction se pare d'un masque de gauche.

- Plusieurs partis de gauche réunis à l'initiative de Bennahmias - AFP

Les représentants de plusieurs partis de gauche, dont le PS, "ont appelé à la constitution rapide d'une Maison commune des progressistes, écologistes et démocrates", lors d'une réunion organisée samedi par le Front démocrate de Jean-Luc Bennahmias, a annoncé ce mouvement.

Jean-Vincent Placé, président du groupe écologiste au Sénat, Denis Baupin, député (EELV) de Paris, Jean-Noël Carpentier, député MDP (Mouvement de Robert Hue) du Val-d'Oise, Olivier Faure, porte-parole du PS, Guillaume Lacroix, secrétaire général du PRG, et Angelo Giordano, vice-président de Génération Écologie ont participé à cette réunion du Conseil national du Front démocrate, réuni à Boulognes-Billancourt (Hauts-de-Seine).

"En appelant à travailler sur le fond, et évoquant les grandes réformes à mener pour le pays, soulignant l'urgence écologique et l'impératif européen, les participants ont constaté une vision commune et la nécessité d'être dans l'action pour peser sur les politiques publiques", selon un compte-rendu de la réunion diffusé par le Front démocrate.

"Se qualifiant de réformistes, ils ont appelé à la constitution rapide d'une Maison Commune des progressistes, écologistes et démocrates", a-t-il poursuivi.

Jean-Luc Bennahmias a rappelé l'engagement de son parti pour "redonner de l'espoir sur l'unité d'une gauche rénovée avec un socle de valeurs partagées, un projet de société commun et une organisation fédérée" afin de mieux répondre "à la nécessité de changer de paradigme politique au XXIe siècle". AFP 12.03

Discours élimé et heureusement...

En complément

- Valls: l'accord Cambadélis-Aubry est "une bonne chose" pour "le rassemblement" du PS - AFP

La réaction de gauche resserre les rangs...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Ukraine: Lavrov appelle Porochenko à empêcher la reprise de la guerre civile - french.irib.ir

Le chef de la diplomatie russe a appelé le président ukrainien à endiguer les tentatives des individus souhaitant replonger l'Ukraine dans une guerre civile. Il lui a demandé d'agir pour empêcher une nouvelle guerre à l'Est de l'Ukraine.

« Petro Porochenko devrait limoger tous ceux qui voudraient entraîner de nouveau l'Ukraine vers la guerre civile, a déclaré dimanche le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov sur le plateau de la chaîne 2 de la Télévision russe.

"Si Porochenko souhaite réellement réinstaurer la paix et le calme en Ukraine, il devra limoger tous ceux qui voudraient replonger l'Ukraine dans une guerre meurtrière", a estimé le chef de la diplomatie russe. Selon une autre dépêche, les opposants au gouvernement ukrainien à Donetsk ont annoncé que deux journalistes avaient été tués dans l'Est. Selon l'agence Russia Segodnya, Edward Basorin le porte-parole des opposants à Donetsk a annoncé dimanche : « Le véhicule de deux journalistes a été visé près de l'aéroport de Donetsk par un missile anti-char des forces ukrainiennes et détruit. Entre temps, les médias russes ont rapporté dimanche que les forces ukrainiennes ont attaqué l'aéroport de Donetsk. Cette attaque s'est heurtée à la résistance des opposants et a été repoussée. french.irib.ir 13.04

2- Etats-Unis - Iran (nucléaire)

2.1- Nucléaire : "Washington revient à l'option militaire" (Debka) - french.irib.ir

Les déclarations du secrétaire américain à la Défense, selon lesquelles les Etats-Unis sont en mesure de démanteler le programme nucléaire iranien, font preuve du revirement de Washington, qui semble faire appel à la menace, après les déclarations nucléaires», a-t-on appris du site d'informations Debka. Selon l'agence de presse Fars, à peine, deux semaines après l'entente trouvée par l'Iran et les 5+1, à Lausanne, le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter, a fait étalage, hier, de la capacité militaire de son pays à détruire le programme nucléaire de la RII. Il semblerait que ses déclarations aient plu à un média sioniste.

«La position des Etats-Unis envers l'Iran passe de la flatterie à la menace», voici le titre d'un article, où Debka se penche sur les propos d'Ashton Carter : «Nous avons la capacité de fermer, de repousser et de détruire le programme nucléaire iranien, et je crois que les Iraniens le savent et le comprennent».

Faisant allusion aux essais d'une bombe à haute capacité de pénétration (Massive Ordnance Penetrator, or MOP), la chaîne de télévision CNN a demandé à Ashton Carter, si cette bombe est capable de détruire les installations de Fordow.

«Oui ! C'est la raison pour laquelle cette bombe a été conçue», a-t-il répondu.

Le chef du Pentagone a, ensuite, prétendu que Washington cherchait à empêcher l'Iran d'accéder à la bombe atomique, via les discussions, au lieu de l'acte militaire. «On préfère le dialogue, car le programme nucléaire de l'Iran pourrait être revivifié, même après une attaque militaire», a-t-il justifié. french.irib.ir 11.04

2.2- Les Etats-Unis perturbent le processus de l'accord nucléaire - french.irib.ir

Ces derniers jours les responsables américains ont formulé des allégations ambiguës sur le communiqué nucléaire de Lausanne. Alors que l'une des bases clef pour accéder à l'accord final consiste à l'annonce immédiate de la levée des sanctions, les responsables de la Maison Blanche mettent l'accent sur une levée étape par étape des sanctions.

Les Américains suggèrent que Washington décidera sans prendre en compte ce qui a été accepté dans le communiqué nucléaire de Lausanne par l'Iran et les 5+1. Selon ce communiqué toutes les sanctions doivent être levées avec la signature de l'accord final. Les responsables américains présentent leurs méthodes comme les formules valables.

Suite aux propos du Guide suprême de la Révolution islamique, le secrétaire américain à la Défense, Ashton Carter a prétendu : « Tout accord réaliste doit empêcher la levée des sanctions avant que l'Iran ne prouve pas qu'il a mis fin à son programme nucléaire militaire. En plus l'Iran doit accepter les inspections n'importe quand, n'importe où ». Le général Masoud Jazayeri, adjoint du QG des forces armées de la RII, en réaction au secrétaire américain à la Défense, a indiqué que les responsables iraniens ont insisté à plusieurs reprises sur l'interdiction de toute inspection des centres et des installations militaires en Iran.

« Le fait que la partie américaine met l'accent sur la visite des centres militaires iraniens fait partie des rêves irréalisables auxquelles songent les autorités de la Maison Blanche, a-t-il martelé. Bien que le communiqué de Lausanne est dépourvu d'un statut juridique et il s'agit seulement d'une déclaration, mais c'est une feuille de route pour l'accord final et montre comment les l'Iran et les 5+1 vont franchir le 3ième pas pour rédiger le texte de l'accord.

Jeudi dernier le Guide suprême de la Révolution islamique a indiqué : « S'ils veulent définir un nouveau processus pour la levée des sanctions, alors les sanctions ne sont pas significatives, car l'objectif des négociations est la levée des sanctions ». Concernant la question de la supervision et des inspections, il a noté : « Il ne faut absolument par permettre qu'ils s'infiltrent dans l'espace sécuritaire et défensif du pays sous prétexte de la supervision. Les responsables militaires du pays non plus, ne sont pas autorisés à leur permettre d'entrer dans cet espace ou de stopper le développement défensif du pays ».

Cette attitude des Etats-Unis prouve que l'on ne peut pas faire confiance à l'Occident. Les signes qui prouvent cette approche sont déjà visibles dans les allégations des autorités américaines. french.irib.ir 12.04

2.3- Le général Jazayeri réagit aux déclarations du secrétaire américain à la Défense - french.irib.ir

Les autorités iraniennes ont déjà annoncé explicitement, dans le cadre des mesures et dispositives de l'Ordre de la RII, l'interdiction de la visite des centres et des sites militaires et défensifs du pays. « Les récents propos du secrétaire américain à la Défense concernant une visite aux centres militaires d'Iran, témoignent de son manque d'intelligence et de la partialité des Américains », a réaffirmé le général Jazayeri. Réagissant aux nouvelles déclarations du secrétaire américain à la Défense Ashton Carter, sur une visite aux installations militaires d'Iran, le porte-parole des forces armées de la RII, le général Massoud Jazayeri a déclaré : « Après les propos du Guide suprême de la Révolution islamique d'Iran au sujet d'une interdiction de l'inspection d'installations militaires iraniennes, de telles déclarations traduisent l'absence de l'intelligence ou la partialité de la partie américaine ».

Auparavant, a indiqué le général Jazayeri, les responsables iraniens avaient, explicitement et clairement, affirmé, lors des négociations, que l'Ordre iranien s'opposait à toute inspection de ses sites et installations militaires et défensifs. « Sur une autre dimension, on peut estimer que l'obstination de la partie américaine de se rendre aux centres militaires iraniens, s'inscrit dans le cadre des vœux irréalisés et inaccessibles des autorités de la Maison Blanche », a-t-il précisé avant de conclure : « La capacité défensive de la RII est le lourd marteau de l'Ordre de la RII face aux visées hégémoniques des étrangers et des ennemis de notre nation ». french.irib.ir 11.04

3- Egypte

- L'Egypte a abattu un drone américain - french.irib.ir

L'armée égyptienne a abattu un drone d'espionnage américain.

Lors d'une émission télévisée, les experts égyptiens en questions militaires ont fait part de l'interception par l'armée de ce pays d'un drone américain, a-t-on appris de Farsnews.

Ce drone, décollé de la 6ème flotte américaine, déployé en Méditerranée. Ce drone était en train de collecter des renseignements sur les forces égyptiennes, a indiqué l'expert des questions militaires Hassam Savilam. Les Etats-Unis utilisent ces drones, les plus modernes, pour détecter les terroristes en Afghanistan, a-t-il poursuivi.

Et ce, alors que, le Porte-parole du Pentagone a, récemment, affirmé que Washington pourrait vendre des missiles Hellfire à l'armée égyptienne pour la lutte contre le terrorisme. french.irib.ir 12.04

4- Syrie

Des commandos palestiniens débarquent en Syrie - french.irib.ir

Pour sauver les habitants du camp Yarmouk, les forces palestiniennes sont arrivées, en Syrie.

Après être arrivées du Liban, en Syrie, les forces palestiniennes se sont accordées avec l'armée de Damas, pour chasser, en coopération avec l'armée syrienne, les Daeshistes du camp de Yarmouk.

14 groupes palestiniens ont l'intention d'adopter une position commune, face au groupe terroriste takfiri Daesh et de demander au gouvernement de Damas de ramener la sécurité et la stabilité, au camp de Yarmouk.

Simultanément, les unités de l'armée syrienne ont lancé leurs opérations, depuis la proximité de la ville d'Al-Hadjar al-Aswad, et via le front Sud, contre les Daeshistes.

Certains combattants des forces du front populaire sont entrés, dans ce camp, pour libérer les réfugiés palestiniens des mains de Daesh, a annoncé le Front populaire de la Palestine.

Depuis l'attaque de Daesh, il y a quelques jours, 21 réfugiés palestiniens, dans ce camp, ont été tués, tandis qu'environ, 80 filles et garçons, ont été kidnappés par ce groupe terroriste.

18.000 réfugiés vivent dans le camp de Yarmouk. french.irib.ir 12.04

5- Irak

- Irak : une région d’Al-Anbar libérée - french.irib.ir

En Irak, l’armée a libéré une région dans le Nord de la ville de Ramadi, chef-lieu de la province d’Al-Anbar. « L’armée irakienne, secondée par les forces populaires, a nettoyé une région dans le Nord de Ramadi de la présence des éléments de Daech », a rapporté un correspondant de la chaîne arabophone iranienne, Al-Alam. « Equipés d'armes lourdes et semi-lourdes ainsi que d'obus de mortiers, les terroristes de Daech s’en sont pris à la raffinerie de Baiji dans la province de Salaheddine. L’armée irakienne a repoussé l’offensive des Daechistes et tué une quinzaine d'entre eux. Trois citernes de pétrole ont été détruits dans cette offensive ».

Le groupe terroriste de Daech a enlevé 120 lycéens dans le Sud et l’Ouest de Mossoul. Des sources d’information, citant les habitants de la région, ont souligné que ces enfants ont entre 12 à 15 ans. D’après ce rapport, les éléments de Daech ont transféré ces enfants à bord de véhicules militaires vers des lieux inconnus. french.irib.ir 13.04

6- Arabie saoudite

- "Malek Abdallah, un Juif" pour le roi Salmane - french.irib.ir

Salmane Ben Abdelaziz, monarque de l’Arabie saoudite, qui souffre, d’après des médias du monde, de l’Alzheimer, a qualifié, lors de son dernier discours, de juifs les anciens rois d’Arabie avant de demander pardon pour eux auprès de Dieu.

Selon la chaîne d'informations Al-Sahel Al-Matn, le roi saoudien, Salmane Ben Abdelaziz, a qualifié de juifs ses prédécesseurs lors d'un discours prononcé devant les officiers de l'armée et les commandants militaires, impliqués dans l'offensive contre le Yémen.

En énumérant les rois saoudiens depuis la formation de cette monarchie pétrolière, Malek Salmane a fait allusion au nom de Malek Abdallah et a ensuite dit : « Que Dieu pardonne les autres Juifs ».

La diffusion de cette vidéo dans l'espace virtuel a provoqué les réactions ironiques des internautes saoudiens qui se posent une question : « Comment une vieille personne qui ne peut même correctement parler, est capable de décider pour son pays ? C'est ainsi qu'il ordonne une agression militaire contre un pays indépendant aboutissant au massacre des femmes et des enfants et c'est ainsi qu'il s'en mord les doigts après deux semaines, cherchant une solution politique à la crise qu'il a déclenché lui-même ». french.irib.ir 12.04

Précisons que les Saoudiens sont des sémites qui s'gnorent, comme les Palestiniens... ce que ne sont pas la presque totalité des juifs, d'où l'enthousiasme commun de l'Arabie saoudite et de l'Etat sioniste à bombarder des Arabes... ou des sémites. Ne cherchez pas l'erreur, ils sont bien racistes et antisémites.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Canada

- Au Québec, la crise étudiante repart de plus belle - lefigaro.fr 10.04

Trois ans après le «printemps érable», le Québec est une nouvelle fois aux prises avec la contestation étudiante, avec la multiplication de manifestations et d'échauffourées avec la police.

Cela chauffe au Quebec. Plusieurs associations étudiantes ont voté une grève il y a un peu plus de deux semaines et organisent depuis des débrayages pour protester contre les mesures de compressions budgétaires du gouvernement libéral de la province francophone. L'Université du Québec à Montréal (UQAM), l'une des quatre universités de la ville, est une nouvelle fois au coeur de la contestation: plusieurs de ses étudiants, cagoulés ou masqués, tiennent régulièrement des piquets de grève, obligeant professeurs et étudiants à quitter les salles de cours.

Etudiante en 1ère année de droit, Marie-Perle Nadeau appuie la contestation mais désavoue les actions violentes. «Je suis pour les revendications mais contre les blocages de cours», confie-t-elle dans les couloirs de l'UQAM. Le recteur de l'UQAM, Robert Proulx, a dernièrement obtenu de la justice de prendre toutes les mesures pour faire cesser «toute forme d'intimidation physique ou psychologique» sur les étudiants et les professeurs. Fort de cette injonction, il a fait appel à la police qui a investi, dans la nuit de mercredi à jeudi, un bâtiment occupé par les manifestants, avant de procéder à 22 interpellations en usant de la force.

Si des professeurs s'étaient interposés la veille entre les manifestants et la police, les échanges musclés lors de l'intervention policière ont laissé des traces. Il y a eu «beaucoup de saccages et de vitres brisées», évoque le recteur, qui a décidé de fermer un bâtiment où les dégâts étaient trop importants. En colère après les violences policières, Alexandre, affilié à un syndicat gréviste, n'approuve pas les méthodes brutales pour faire respecter la grève. «On ne peut pas accepter la violence», déclare ce jeune, tout en distribuant ses tracts dans les couloirs de l'université au centre-ville de Montréal.

Le mouvement de ce printemps «est beaucoup plus politique» que la contestation de 2012, estime Marie-Perle Nadeau. Il y a trois ans, les étudiants qui manifestaient contre la hausse des frais de scolarité, avait réussi à faire tanguer puis tomber les responsables du gouvernement libéral de l'époque.

Revenu depuis un an aux affaires, celui-ci essuie donc une nouvelle crise étudiante mais refuse toujours de faiblir. Jeudi, son ministre de l'Education, François Blais, a même tenu à soutenir publiquement le recteur de l'université, pourtant désavoué par une partie du corps professoral. «Monsieur le recteur nous vous appuyons et nous sommes confiants que l'université se relèvera de l'affront que quelques individus lui ont font subir», a lancé le ministre, défendant «le droit inaliénable de pouvoir étudier» dans les universités.

En plein mouvement de grève, la direction de l'UQAM a demandé aux professeurs «de dispenser leurs cours [...] et ce, peu importe le nombre d'étudiantes et d'étudiants présents en classe.» Un message en forme de provocation pour le syndicat des professeurs qui réclame la démission du recteur. Pour Marcos Ancelovici, professeur de sociologie, le recteur a fait une faute en requérant l'aide des forces de l'ordre tandis que Michèle Nevert, présidente du syndicat des professeurs, dénonce son double discours. Il avoue être «contre les compressions» budgétaires du gouvernement, mais continue de les mettre en oeuvre, explique-t-elle. lefigaro.

fr 10.04

2- Niger

- Niger: reprise du travail dans une mine d'Areva après une grève jugée "illégale" - french.irib.ir

Plusieurs centaines de travailleurs d'une des deux mines d'Areva dans le nord du Niger ont repris le travail jeudi, après deux jours d'une grève déclarée "illégale" par la justice nigérienne, a-t-on appris auprès des grévistes et d'Areva. "Nous avons repris le travail à 13H00 locales" (12H00 GMT) car "la justice, saisie par Areva, a déclaré +illégal+ notre mouvement", a indiqué à l'AFP Moussa Moutari, le dirigeant du Syndicat des agents des mines et assimilés (Synamine), l'un des deux syndicats du secteur, à l'origine de la grève dans cette mine proche de la ville d'Arlit. Un responsable local d'Areva a confirmé à l'AFP "la fin de la grève" ainsi que "l'illégalité" de ce mouvement social prononcée par la justice. "Nous allons corriger les lacunes qu'on nous reproche et nous allons relancer la grève", a affirmé le dirigeant syndical.

Mardi, des centaines d'agents de la Somaïr (la société gérant cette mine) s'étaient mis en grève pour trois jours afin de réclamer le versement d'un reliquat de prime datant, selon eux, de 2014.Sur un million de francs CFA (environ 1.500 euros) de "prime d'objectifs financiers" promise à chacun des 1.332 travailleurs du site, 400.000 FCFA (environ 600 euros) ont été versés aux agents, qui réclament les 600.000 FCFA restants (quelque 900 euros), avait précisé M. Moutari.

D'après le responsable d'Areva, les grévistes exigeaient le paiement "d'une avance sur la prime objectifs financiers de l'année 2015, alors que l'année vient à peine de commencer". Areva a fait état début mars d'une perte record de 4,8 milliards d'euros, annonçant un vaste plan d'économie d'un milliard d'euros à l'horizon 2017.Le géant du nucléaire français a récemment licencié 170 salariés sur le chantier de la mine d'uranium d'Imouraren (également dans le nord du Niger), suspendu depuis août 2014.

Le Niger est le 4e producteur d'uranium au monde mais aussi l'un de pays les plus pauvres de la planète. L'uranium nigérien représente près de 35% de la production totale d'Areva de ce minerai, qui sert de combustible aux centrales nucléaires une fois enrichi. french.irib.ir 12.04

L'armée française ne pouvait pas bombarder les grévistes, cela comportait trop de risques apparemment...

ECONOMIE

Grèce

- La BCE doute du projet de loi grec sur les saisies immobilières - Reuters

Le projet de loi visant à protéger les Grecs de la saisie de leur résidence principale va au-delà de la protection des contribuables à faible revenu et pourrait avoir l'effet pervers d'encourager les particuliers à ne pas rembourser leurs crédits, estime la Banque centrale européenne (BCE) dans un avis juridique.

Le ministère grec de l'Economie avait demandé son avis à la BCE sur ce projet de loi qui offre une protection pour les résidences principales valant jusqu'à 300.000 euros. Pour cela, les emprunteurs ne doivent pas disposer d'un revenu annuel supérieur à 50.000 euros et un patrimoine total supérieur à 500.000 euros (sur lequel les dépôts bancaires et autres dépôts "liquides" ne doivent pas dépasser 30.000 euros).

Ces conditions sont plus généreuses que sous la loi précédente, qui protégeait les logements jusqu'à 200.000 euros pour les emprunteurs gagnant 35.000 euros par an maximum et dont le patrimoine ne dépassait pas 270.000 euros.

"Le nombre très large de débiteurs éligibles, qui va au-delà de la protection des débiteurs vulnérables et à faibles revenus, est susceptible de créer un aléa moral et pourrait déboucher sur des défauts stratégiques, mettant à mal à culture du paiement et la future croissance du crédit", estime la BCE dans son avis publié samedi.

"Le projet de loi étend de façon importante les critères d'éligibilité en terme de valeur de la propriété protégée, du revenu annuel des ménages, de la valeur des biens mobiliers et immeubles et du montant des dépôts", ajoute-t-elle.

Elle estime qu'une interdiction très large des saisies n'est pas une solution durable pour régler le problème du niveau élevé des prêts non performants accordés par les banques grecques. "Il est probable que les interdictions dans le projet de loi incitent les débiteurs qui ne sont pas dans un réel besoin de protection à cesser de remplir leurs obligations ou à les réduire fortement,

même s'ils ont les moyens de les honorer en totalité", ajoute la banque centrale des pays de la zone euro.

Les mauvaise créances des banques grecques représentaient plus de 34% de leur portefeuille de prêts à la fin du troisième trimestre 20104, selon les données de la Banque de Grèce. Environ 28% des 69 milliards d'euros de crédits immobiliers accordés par les banques grecques étaient non performants ou non payés pendant plus de 90 jours, selon les derniers chiffres connus de septembre 2014. Les prêts immobiliers représentaient un tiers des crédits accordés par le banques grecques. Reuters 13.04

Haut de page

Le 14 avril 2015

CAUSERIE

On ajouera un douzaine d'articles plus tard.

Vidéo.

Une dictature impériale. "*Nous pouvons nous ingérer partout sur la planète, mais personne ne peut nous attaquer.*"

Pour faire chier nos détracteurs archi bornés qui par leur attitude creusent notre propre tombe : a-t-il déjà existé dans le passé une situation comparable, où un Etat pouvait-il se prévaloir de posséder un tel pouvoir à une telle échelle ? On les voit d'ici se creuser la cervelle ou ce qu'il en reste pour essayer d'en faire sortir quelque chose, quelle torture nous leur imposons là, c'est monstrueux je leur accorde !

A partir du moment où l'évolution d'un facteur a contribué à créer une situation inédite ou nouvelle, il nous semble indispensable d'y réfléchir à nouveau en le prenant en compte en essayant de déterminer quelle inflence cela pourrait avoir sur d'autres rapports.

On peut aussi considérer que cette situation n'est pas tout à fait nouvelle, puisque l'hégémonie américaine date de l'issue de la Seconde Guerre mondiale, certes, mais pas à ce niveau-là, pas dans de telles proportions, ils ont fortifié leur empire, mais surtout ils se sont fortifiés eux-mêmes davantage encore.

En fait, ils ont reporté tous les risques ou menaces que comportait leur politique sur la planète entière, pour n'en conserver que les bons côtés ou les profits qu'il y avait à en tirer. Ils font peser un danger mortel sur la paix en Europe et sur d'autres continents, tandis qu'ils ne risquent pas de subir les destructions qui accompagneraient éventuellement une guerre. Et c'est dans cette combine cynique que marche Hollande et l'UE.

G. Friedman "... c'est cynique, amoral, mais ça marche ". (le 13 avr. 2015)
https://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=emCEfEYom4A

Stratfor: comment Washington peut conserver sa domination sur la planète. Extraits du discours de George Friedman, directeur de la société de renseignement et d'analyse Stratfor, dite la « CIA de l'ombre », au Council on Foreign Relations de Chicago.

Dans son discours au Council il explique comment Washington peut conserver sa domination sur la planète. Il identifie également les ennemis potentiels des USA.

Friedman voudrait que le monde actuel soit exclusivement sous le contrôle direct ou indirect des USA. Le président de Stratfor déclare que les USA n'ont pas de relations avec l'Europe. « Nous avons des relations avec la Roumanie, la France et ainsi de suite. Il n'y a pas d'Europe avec laquelle les USA ont des relations quelconques". Cela rappelle forcément la conversation de la sous-secrétaire d'Etat Victoria Nuland avec l'ambassadeur des USA à Kiev en 2014. Nuland avait alors expliqué à son interlocuteur en des termes très crus ce qu'elle pensait de l'Europe unie et de ses dirigeants: https://www.youtube.com/watch?v=2-kbw... 33] Plus tard, elle a présenté ses excuses pour la forme de ses propos, mais pas sur le fond. Il faut savoir que Mme Nuland est une lectrice des notes analytiques de Stratfor.

« Les USA contrôlent tous les océans de la terre. Personne n'avait encore réussi à le faire. Par conséquent, nous pouvons nous ingérer partout sur la planète, mais personne ne peut nous attaquer. Le contrôle des océans et de l'espace est la base de notre pouvoir", a déclaré Friedman à Chicago.

Selon lui, "la priorité des USA est d'empêcher que le capital allemand et les technologies allemandes s'unissent avec les ressources naturelles et la main d'œuvre russes pour former une combinaison invincible". Créer un "cordon sanitaire" autour de

la Russie permettra à terme aux USA de tenir en laisse l'Allemagne et toute l'Union européenne.

ACTUALITE EN TITRES

Mégalomanie. Après les preuves fabriquées, les biographies arrangées.

- Jean-Marc Ayrault, raconté par sa fille - Francetv info

- Manuel Valls se découvre dans un documentaire - Francetv info

Ton léger, propos parfois impertinents, l'auteur du documentaire, Frantz-Olivier Giesbert n'a pas voulu faire un documentaire à charge. Francetv info 13.04

Et pour cause, Frantz-Olivier Giesbert fait partie de l'élite intellectuelle qui diffuse la propagande néolibérale...

Parce que ce serait possible !

- Christian Paul: l'aile gauche du PS soutiendra Hollande "s'il a réussi" - AFP

Résistance sociale

- Malgré la médiation, Radio France vote un 27e jour de grève - AFP

- Une semaine de grève pour les salaires chez Ecocert, certificateur des produits bio - AFP

Ils sont atteints d'éjaculation précoce au Point !

- Et si vous faisiez 7 minutes d'exercice par jour ? - LePoint.fr

Lobotomie. Ils avaient aussi un sexe à la place du cerveau

- Une Allemande de 65 ans enceinte de quadruplés - - M6info

Quand la femme descend au-dessous de la condition animale...

Quand l'homme descend au-dessous de la condition de la femme...

- La violence sexuelle, «tactique de terreur» des groupes extrémistes - Libération.fr

Nouvelles de l'Empire du chaos et de la guerre.

A quoi bon : C'est la copie conforme de celui des néolibéraux !

- Hillary Clinton se lance dans la course à la présidentielle mais n’a toujours pas de programme - Atlantico.fr

La Thatcher made USA !

Après le clone en couleur de Bush, son clone féminisé.

- Hillary Clinton a raison de mettre en avant le fait qu'elle est une femme - Slate.fr

La décadence de la société en mode accéléré.

- Etats-Unis : un couple d'hommes découvre qu'il apparaît dans la vidéo de candidature à la présidentielle d'Hillary Clinton - Francetv info

Marketing. Quand les médias assurent la promotion d'un produit frelaté et nocif.

- Hillary Clinton : première présidente des États-Unis ? - Francetv info

Les femmes sont plus hypocrites, calculatrices ou manoeuvrières, cruelles et cyniques que les hommes, cela nous semble un choix judicieux en cette période de réaction sur toute la ligne et de guerres permanentes. On a écrit cela parce qu'on le pense en partie sans vouloir généraliser, disons par expérience ou simple constat, ensuite parce qu'il y aura des féministes pour soutenir qu'une femme à la Maison Blanche serair une chance pour la paix dans le monde, ils oublierons juste... le peuple américain soumis à une dictature.

A-t-il avoué au moins ?

- Etats-Unis: Un enfant de trois ans tue son frère d'un an d'une balle dans la tête - 20minutes.fr

Pas de circonstances atténuantes, tu es responsable à ton âge, tu as le choix entre la prison à vie ou disparaître un peu prématurément.

Assassinat au quotidien dans un pays militarisé.

- États-Unis : les images-chocs du passage à tabac d'un fugitif par des policiers - LePoint.fr

- Un policier tue un suspect après avoir confondu son Taser avec son revolver - 20minutes.fr

Malcom X avait compris que pour que le racisme disparaisse il faudrait renverser le capitalisme.

L'ordre est respecté.

- Fitch confirme la note AAA (perspective stable) des Etats-Unis - Reuters

Si lorsqu'on a les moyens de fabriquer autant de monnaie de singe que l'on veut sans que personne ne puisse vous en empêcher on ne méritait pas la note maximale, fichtre, ce serait forcément injuste !

ACTUALITÉ DU JOUR

France. Ils sont en guerre à l'extérieur et à l'intérieur, contre tous les peuples.

Au fait, qui complote contre qui, car personne ne saura qui ils surveillent vraiment, ni pourquoi et ce qu'ils comptent véritablement faire de leurs "découvertes", comme le FBI qui détecte de potentiels terroristes qu'ils infiltrent pour les aider à passer à l'acte ? Apparemment ils savent déjà comment s'y prendre...

- Renseignement : «On ne fait pas la guerre avec les moyens de la paix», pour NKM - LeParisien.fr

- Une loi sur le renseignement pour une France « en guerre » débattue à l'Assemblée - LeMonde.fr

- Projet de loi renseignement: un débat presque sans opposition à l'Assemblée - lexpress.fr

Grille de lecture.

La France n'aurait aujourd'hui pas les moyens de répondre à cette "menace globale".

- Comment invoquer des ennemis insaisissables qu'on a soi-même créé ou qu'on entretient, une "menace globale" impossible à circonscrire ou montée de toute pièce, pour justifier ensuite des lois liberticides et répressives, et faire en sorte que la population y adhère ou en redemande, pour finalement instituer un Etat policier à l'insu du peuple qu'on a manipulé et qui en sera la victime.

Lexpress.fr et francetvinfo.fr - L'exécutif se livre sur ce point à un drôle de numéro d'équilibriste : prétendre qu'il ne s'agit pas d'une loi de réaction, surfant sur l'émotion, tout en invoquant constamment la menace terroriste et ses multiples avatars pour justifier

sa présentation deux mois après les attentats de janvier, en procédure d'urgence à l'Assemblée.

Manuel Valls a balayé les critiques qui jugent le projet de loi liberticide, insistant sur l'urgence de donner aux services de renseignement français les moyens d'enrayer le terrorisme. (Le ministre saoudien des Affaires étrangères, Saoud al-Fayçal, a qualifié l'intervention militaire de l'Arabie saudite au Yémen "de simple lutte contre le terrorisme", donc légitime. - french.irib.ir 13.04 - ndlr)

"Il est exceptionnel qu'un Premier ministre se présente devant la représentation nationale pour présenter un projet de loi." Si certains doutaient encore de l'interventionnisme de Manuel Valls sur le dossier de la loi renseignement, ils sont désormais fixés. Ce lundi, le Premier ministre s'est lui même chargé de défendre le texte devant les députés, pour la première journée de débat à l'Assemblée nationale.

Manuel Valls ne pouvait pas éluder les attentats de janvier dernier au cours de la présentation de son projet de loi. (Sinon à quoi bon les avoir orchestrés. - ndlr) Au contraire, le Premier ministre insiste désormais sur cette "menace globale" qui pèse sur le pays. Le piratage de la chaîne TV5 Monde la semaine dernière ne fait d'ailleurs selon lui que confirmer la nécessité d'une telle loi. (Qui l'a piraté ? Ses amis ? - ndlr) Avec cette attaque, "c'est la liberté d'expression et la démocratie qui sont visées". En ce sens, la loi n'aurait pas d'autre intérêt que de doter les services de renseignement "des moyens humains, juridiques et techniques nécessaires". (On voit ce qu'il en fait des "moyens humains (...) et techniques" qu'il met à la disposition d'Al-Qaïda et Daesh. ndlr)

Le Premier ministre s'est montré quelque peu critique à l'égard des opposants au texte. Il dénonce les "caricatures", les mensonges et le "faux procès" intenté à l'encontre du gouvernement. Il promet de conserver "le principe de ciblage de toute surveillance sur les personnes menaçantes". (En voilà un concept élastique "les personnes menaçantes" applicable arbitrairement... - ndlr)

La surveillance de masse ? Un "faux procès". (Donc forcément la vérité. - ndlr)

Le Premier ministre est formel : le projet de loi sur le renseignement "n'installe en aucune manière un appareil de surveillance policière de la population" (Il a raison, il est déjà en place, il s'agissait juste de le légaliser et de le renforcer. -ndlr), a-t-il assuré, dénonçant "des faux procès" de la part de ceux qui fustigent un texte liberticide. Selon lui, cette loi est indispensable pour adapter les techniques du renseignement à "la société numérique" : "Lorsque les échanges sont dissimulés ou ne sont pas décryptables, il faut pouvoir contourner l'obstacle." (Mais étrangement ils n'existeraient pas de "techniques" pour empêcher les vidéos des barbares d'être diffusées par Youtube par exemple, ni même pour les faire disparaître, alors qu'elles diffusent leur propagande. Comme quoi tout cela n'est qu'un faut prétexte. C'est l'argument choc que l'on peut opposer à ceux qui soutiendraient cette loi, montrant que le gouvernement tient en réalité un double langage et cache ses véritables intentions qui sont évidemment inavouables.. - ndlr)

Pour convaincre les députés de l'urgence de cette loi, prévue depuis juillet 2014, mais présentée en procédure accélérée après les attentats de janvier, Manuel Valls a insisté sur l'ampleur de la menace terroriste. Il y aurait actuellement 434 Français en Irak ou en Syrie, et 96 y auraient été tués, selon les chiffres cités par le Premier ministre. (Quelle précision, à croire qu'ils en savent plus que ce qu'ils en disent ! - ndlr)

Les services de renseignement (Syriens et Irakiens. -ndlr) ont notamment établi que sept Français, ou résidents en France, étaient morts "en action-suicide en Syrie ou en Irak", dont "six étaient des nouveaux convertis", a annoncé Manuel Valls. Un phénomène nouveau qui témoigne selon lui "des redoutables capacités d'endoctrinement de Daech". (Parfaitement libre sur Internet. -ndlr)

La portée du projet de loi renseignement dépasse le seul cadre de la lutte contre le terrorisme. Manuel Valls a ainsi fait référence à la lutte contre l'espionnage industriel qui plombe les entreprises françaises. Contrairement aux manifestants qui exprimaient leur crainte ce lundi près de l'Assemblée, les entreprises et les start-ups peuvent donc être rassurées.

Le FN farouchement opposé.

Le Front national se montre quant à lui très fermement opposé au texte. lexpress.fr et francetvinfo.fr 13.04

L'extrême droite qui dans cette histoire apparaît comme le chevalier blanc et vaillant défenseur des libertés individuelles, non vous ne rêvez pas, voilà à quoi mène le PS et sa politique. Il était donc urgent que Le Pen père ferme sa grande gueule ou passe le relais...

Vous êtes Français, vous devriez en être fier !

- La place de la France dans l'industrie de la défense - Francetv info

Dorénavant quand un Indien me demande de quelle nationalité je suis, je lui réponds peu importe, je suis né et j'ai vécu en France.

J'ai été baptisé mais je ne suis pas chrétien, donc je suis de nationalité française mais je ne me sents pas davantage Français, j'en aurais honte !

Cela fait marrer les Indiens, parce qu'ils n'en pensent pas mieux de l'Inde ou de ceux qui dirigent le pays, ses coutumes archaïques sur fond de superstitions d'un autre âge les agaces, mais ils en sont prisonniers, vouloir s'y soustraire, c'est à coup sûr êtes excommunié, banni de la société, il est donc préférable de composer si on n'a pas un état d'esprit suicidaire. Mon statut privilégié dont j'abuse pour la bonne cause, me permet d'y échapper en grande partie.

Ah ben si la guerre est si populaire que ça !

- Et maintenant, la France espère vendre des Rafale aux Emirats arabes unis - 20minutes.fr

Dans le baromètre mensuel Opinionway pour Metronews et LCI diffusé dimanche, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, reste le ministre le plus populaire du gouvernement, avec 56% de bonnes opinions, suivi par ses collègues de l'Intérieur et des Affaires étrangères, Bernard Cazeneuve et Laurent Fabius (53%). Reuters13.04

Les plus pourris après Hollande et Valls qui sont à 21 et 36%, comme quoi la propagande de guerre fonctionne bien.

- Forces spéciales : "Le problème vient des difficultés de recrutement" - LePoint.fr

Pourquoi ont-ils crée les conditions politiques permettant à un climat de terreur de se développer en France?

- Loi sur le renseignement: 63 % des Français d'accord pour limiter les libertés - 20minutes.fr

- Renseignement: «Cette loi peut permettre une police politique comme nous n'en avons jamais vue» - 20minutes.fr

Un aveu : «N'importe quel pouvoir pourra faire ce qu'il veut.» Alain Marsaud, député UMP, ex-chef du service central de lutte antiterroriste au Parquet de Paris dans les années 80. 20minutes.fr 13.04

Les Charlie absents aux abonnés

- Manifestation contre la «loi liberticide» sur le renseignement - Liberation.fr

En France, l'exercice est pour le moins inédit. Contrairement aux Etats-Unis ou à l'Allemagne qui ont récemment vu des manifestations contre la surveillance, à la suite, notamment des révélations d'Edward Snowden.

Le contexte post-Charlie ne passe pas pour les opposants au texte.

Raquel Garrido, du Parti de Gauche, s'indigne que «la lutte contre le terrorisme serve à faire passer des mesures de surveillance généralisée».

Les dizaines de manifestants présents lundi 13 avril aux abords de l'Assemblée nationale dénoncent ce qu'ils appellent une "surveillance de masse" rendue possible par le projet de loi sur le renseignement, au premier jour de son examen par les députés.

Les associations regroupées dans "l'Observatoire des libertés et du numérique" ont appelé à protester contre ce projet de loi, tout comme le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, Amnesty International, Attac, la Ligue des droits de l'homme, les syndicats de journalistes SNJ-CGT et SNJ, Solidaires, la Quadrature du net ou Droit au logement.

Les manifestants refusent un texte "présenté à tort comme une loi antiterroriste (...) qui donne aux services de renseignement des pouvoirs de surveillance massifs sans contrôle réel". Francetv info 13.04

Tant qu'ils ne remettent pas en cause l'existence du régime, il est légitime et peut tranquillement continuer de légiférer, d'où l'absence de censure de ce micro-événement puisqu'il sert plus le régime qu'autre chose.

Parole de patrons. La lutte anti-terroriste n'est qu'un prétexte.

On donne la parole à des dirigeants de l'UMP, de l'UDI, des patrons, comme quoi on n'est pas sectaire !

- Loi Renseignement: des hébergeurs menacent de délocaliser - AFP

Plusieurs hébergeurs internet français menacent de délocaliser leurs activités pour protester contre l'installation de "boîtes noires" épiant les communications, prévue dans le projet de loi sur le renseignement débattu lundi à l'Assemblée nationale.

"Pour l'instant on est complètement ignorés par le gouvernement, son intérêt est plus centré sur le contrôle de l'internet que sur l'économie", explique à l'AFP Emile Heitor, directeur technique de l'hébergeur NBS System, implanté à Paris et à Londres.

Avec la mise en place d'appareils de contrôle directement chez les opérateurs télécoms, les hébergeurs et les grandes plateformes internet, "ce projet va par certains aspects plus loin que ce que l'on a pu reprocher aux États-Unis avec le Patriot Act", souligne-t-il.

OVH, Gandi, IDS, Lomaco et Ikoula, qui font partie des principaux hébergeurs tricolores, ont indiqué jeudi dans un texte commun que si le texte était voté sans amendement ils seraient contraint de déplacer une grande partie de leur infrastructures à l'étranger.

Selon Emile Heitor, un tel transfert "est à l'étude, en fonction de l'évolution du projet de loi et des éventuels recours légaux, mais on doit réfléchir aux alternatives car notre modèle économique est en danger".

Bbeaucoup doutent ouvertement de la capacité réelle de ce dispositif à être efficace dans la lutte anti-terroriste.

"C'est Monsieur et Madame Tout-le-monde qui seront touchés car ceux qui sont normalement concernés par cette loi chiffrent déjà leurs communications", prévient le président et fondateur d'Ikoula, Jules-Henri Gavetti.

"Au final cette mesure semble relativement vaine, très peu ciblée et surtout contre-productive économiquement dans un de nos rares secteurs en croissance", assure Emile Heitor.

Les hébergeurs insistent qu'ils mettront leurs menaces à exécution car ils n'auront pas d'autre choix pour poursuivre leur développement.

"L'adoption de cette loi telle quelle entraînerait un départ de 30% ou 40% de notre activité hors de France, et dans ce cas on suivra nos clients", affirme ainsi Jules-Henri Gavetti.

Vers quelles contrées cette migration forcée pourrait-elle s'effectuer en priorité? "Le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique, en clair les pays frontaliers qui n'ont pas de loi similaire", répond-t-il.

"On héberge actuellement 99% de nos infrastructures en France, comme la plupart des signataires de la pétition", rappelle Jules-Henri Gavetti.

Une étude Forrester publiée lundi vient toutefois nuancer un peu les prévisions alarmistes des hébergeurs français.

Selon Edward Ferrara, analyste principal du cabinet, l'impact sur le marché du "cloud" de la révélation en 2013 par Edward Snowden du programme de surveillance Prism mené par l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA) a été largement exagéré.

"Moins d'un tiers des compagnies non-américaines ont transféré leurs données loin de leurs partenaires américains", indique-t-il.

Forrester estime à 47 milliards de dollars la perte globale pour l?économie américaine, un chiffre important mais qui "demeure cependant loin des prévisions initiales".

Pour Laurent Allard, PDG d'OVH, qui revendique la place de numéro 1 de l'hébergement en Europe, la controverse actuelle autour du projet gouvernemental découle "d'un véritable débat de société et non pas de la protection d'une corporation", appelant à ce que d'autres acteurs s'y impliquent.

"L'Etat utilise des moyens disproportionnés par rapport à son but affiché, mais les gros acteurs comme OVH qui manifestent leur mécontentement ne partiront pas", juge Jean-François Beuze, président de la société de conseil informatique Sifaris.

"Des écoutes il y en a toujours eu, la véritable question c'est l'encadrement des services de renseignement en cas de dérives", ajoute-t-il. AFP 13.04

Intox et désinformations. Les banquiers ou les marchés financiers : De braves philanthropes !

- Quand les banques prêtent à taux négatif - Francetv info

A moyen et long terme, les racketteurs du marché empochent des dizaines de milliards d'euros chaque années.

Allemagne, France, Portugal ou encore Espagne, tous ces pays empruntent à taux négatif à court terme. En termes plus clairs, les investisseurs sont prêts à payer pour leur prêter de l'argent.

Alors que le service de la dette avoisine les 50 milliards d'euros par an.

Selon des estimations, ces taux négatifs devraient permettre d'économiser en 2015, 400 millions d'euros sur le budget. Francetv info 13.04

Il faut ajouter qu'il est prévu que les intérêts sur les prêts à taux longs... augmentent vers le milieu ou la fin de l'année, c'est la Fed qui l'a annoncé.

Ce qu'il faut retenir, c'est que les Etats continuent de s'endetter auprès des marchés qui lui tiennent ainsi par les couilles pour parler vulgairement. C'est un extraordinaire levier ou moyen de pression politique dont dispose l'oligarchie financière pour imposer sa politique néolibérale à tous les gouvernements, ou mieux encore leur imposer son propre personnel, comme Macron par exemple, la suite n'est plus qu'une formalité.

Système économique mafieux. Lois détournées.

Chut, c'est un secret ! En reproduisant cet article on prend le risque d'être catalogué par les services de renseignement comme conspirateur, je plaisante.

- Le scandale caché des autoroutes, le gouvernement enterre un rapport explosif - latribune.fr

L'Obs a révélé, vendredi 10 avril, la teneur d'un rapport explosif sur les sociétés autoroutières qui n'auraient pas respecté les engagements pris au moment des privatisations. Factures gonflées, absence d'appels d'offres, opacité tarifaire... Les sociétés autoroutières sont pointées du doigt.

Après le rapport sur le gaz de schiste, voilà un nouveau rapport qui semble avoir été classé sans suite par le gouvernement. Cette fois, il s'agit des concessions d'autoroutes. C'est L'Obs qui a divulgué les grandes lignes de ce rapport, que le gouvernement a tenté d'enterrer.

Ce rapport a été rédigé par la Commission nationale des marchés des sociétés concessionnaires d'autoroutes. Cette structure est chargée de veiller à la bonne tenue des appels d'offres dans le secteur de la maintenance des infrastructures autoroutières françaises au lendemain des privatisations menées par Dominique de Villepin, en 2005.

Les règles ont été contournées

A l'époque, le deal était simple, les recettes des péages devaient servir à la maintenance, l'investissement, la réfection du réseau... et à rien d'autre - comprendre: pas question de remonter les bénéfices pour financer d'autres projets des différents groupes concessionnaires (Vinci, Eiffage, Abertis, Macquarie...).

Très rapidement, les autorités de la concurrence ont mis en avant le risque que les marchés soient réservés à des filiales des groupes, s'affranchissant ainsi de la mise en concurrence.

Dans le rapport de la Commission nationale des marchés, plusieurs dysfonctionnements ont entravé le contrôle de ces sociétés. Les sociétés ont ainsi refusé de fournir les détails des contrats de moins de 2 millions d'euros pour lesquels ils n'ont aucune obligation de transparence. La commission craint que les groupes aient découpé de gros contrats en plusieurs plus petits pour rester dans les clous de la loi.

Des prix surestimés, des avenants à outrance...

Plus grave encore, la Commission estime que les prix ont été surestimés. D'ailleurs, elle se plaint, dans son rapport, que certaines sociétés d'autoroutes notamment les filiales de Vinci (ASF et Escota) aient refusé de transmettre les prix qui ont été appliqués.

Les prix transmis par leurs rivaux en 2013 montrent qu'ils ont été surestimés. Pour ne rien arranger, la Commission observe que

les sociétés d'autoroutes ont allégrement fait gonfler les factures au travers d'avenants ajoutés après le début des travaux. Le rapport évoque une hausse comprise entre 15% et 52% du prix des travaux.

Un statut spécial pour Cofiroute

Le rapport de la Commission pointe également l'absence de réelle indépendance des organes de contrôles internes. En réalité, les groupes ont installé des anciens cadres à la tête de ces organes.

Enfin, le rapport déplore que Cofiroute ne soit pas éligible à toutes ces règles, compte tenu du fait qu'elle n'a jamais été publique. latribune.fr 13.04

Le malheux qui va voler un peu de bouffe ou une fringue sera inquiété par la loi, eux qui ont détourné des millions d'euros bénéficient de l'impunité.

Un cauchemar pour l'Empire.

- Pékin, premier client du S-400, système de défense anti-aérienne et antimissile mobile russe - french.irib.ir

La Chine est le premier pays dans le monde qui a acheté le S-7400, système de défense anti-aérienne et antimissile mobile russe.

Selon l'agence de presse Sputnik, Anatoly Isaykin, directeur général de la compagnie d'armements Rosoboronexport, chargé d'exporter des armements russes, a fait part de la signature du contrat d'achat du S-400 entre cette compagnie et la Chine.

Anatoly Isaykin ne s'est pas exprimé sur les détails du contrat. Le directeur général de la compagnie d'armements Rosoboronexport a évoqué que beaucoup de pays souhaiteraient acheter le système de défense anti-aérienne et antimissile mobile russe.

« La compagnie, selon ses engagements, devra délivrer d'abord ce système au Ministère russe de la Défense, a-t-il précisé. french.irib.ir 13.04

- Poutine autorise la livraison de missiles S-300 à l'Iran - Reuters

Vladimir Poutine a donné lundi son feu vert à la fourniture à l'Iran de systèmes de défense antimissile S-300, annonce le Kremlin. Le président russe a signé un décret levant l'interdiction qui concernait cette livraison depuis cinq ans. Reuters 13.04

Dossier Yémen

- Washington accuse Téhéran de vouloir envoyer des missiles aux Houthis, au Yémen - french.irib.ir

Un haut responsable militaire américain accuse l'Iran de vouloir envoyer des missiles sol-air aux Houthis, au Yémen.

Dans un entretien avec le quotidien "Wall Street Journal", un haut responsable militaire des Etats-Unis accuse l'Iran de vouloir envoyer des missiles sol-air aux Houthis, au Yémen. Ce responsable militaire a ajouté que la marine américaine avait arraisonné un navire panaméen, soupçonné de transporter des armes iraniennes aux Houthis, au Yémen, dans la mer Rouge.

Il est à rappeler que le "Wall Street Journal" appartient au célèbre sioniste, Rupert Murdock, et, pendant les négociations nucléaires, ce journal a, toujours, essayé d'empêcher la conclusion d'un accord, au sujet du programme nucléaire iranien. Cette fois-ci, ce journal américain prétend que l'Iran veut changer les rapports de force, au Yémen, en envoyant des missiles sol-air, qui pourront mettre en danger les avions de combat du régime saoudien, qui bombardent les Yéménites.

Depuis plusieurs années, les responsables américains et saoudiens accusent l'Iran de former et armer les forces Houthis, au Yémen, mais l'Iran a, toujours, démenti ces fausses accusations. Pendant les raids aériens de la coalition, formée par l'Arabie saoudite et soutenue par les Etats-Unis, jusqu'à présent, plus de 800 Yéménites ont été tués, et des centaines d'autres, blessés. La coalition saoudienne empêche, aussi, l'envoi d'aides humanitaires aux victimes des raids aériens, au Yémen. french.irib.ir 13.04

- Yémen : Ansarallah arrête des espions saoudiens - french.irib.ir

Au Yémen, le mouvement Ansarallah a identifié et arrêté un certain nombre d'éléments liés à l'Arabie auprès des instances militaires dont le service de sécurité nationale.

Le mouvement Ansarallah du Yémen a interpelé ces derniers jours des espions saoudiens qui procédaient aux actes de trahison auprès des services de sécurité et de la sécurité nationale et politique du Yémen. Dans un rapport ayant pour thème «Ansarallah a arrêté des membres et des dirigeants de l'armée accusés d'avoir coopéré avec la coalition arabe », le quotidien "Ash-Sharq Al-Awsat", paru à Londres a écrit que ces individus étaient membres de l'armée, de force de sécurité et du service du renseignement.

D'après ce rapport, ces espions ont déposé des détecteurs dans certains points sensibles, et aidé les chasseurs de combat saoudiens à viser les centres militaires. Citant un responsable militaire au Yémen, "Ash-Sharq Al-Awsa"t a poursuit : « Des individus armés liés aux Houthis ont procédé aux vastes interpellations parmi les forces de l'armée, de sécurité et du service du renseignement, de la sécurité nationale et de politique avant d'arrêter des dizaines d'entre eux. french.irib.ir 13.04

- Les chasseurs saoudiens bombardent la radiotélévision yéménite, à Sanaa - french.irib.ir

Les avions de combat de l'armée saoudienne ont visé, dans le 19e jour de leur agression contre le Yémen, la radiotélévision yéménite, à Sanaa.

Selon l'agence de presse Fars, les chasseurs saoudiens ont, à quatre reprises, attaqué le bâtiment et les stations de la radiotélévision de la capitale, Sanaa. Des sources d'informations yéménites ont, aussi, rapporté que les chasseurs saoudiens ont mené quatre raids sur la région de «Farzeh», le 9e arrondissement de Sanaa, suite à quoi les centres de communication et les projets hydrauliques de Farzan, ainsi que les réseaux d'électricité de Sanaa, ont été endommagés.

L'offensive saoudienne contre le Yémen est entrée dans son 19e jour, et selon le porte-parole des forces armées du Yémen, plus de 2.000 civils ont été tués, durant cette période. - french.irib.ir 13.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Une coalition turco-saoudienne, pour renverser le gouvernement de Bachar al-Assad - french.irib.ir

Les sources d'information ont fait part de négociations entre de hauts responsables turcs et saoudiens, avec pour but de renverser le gouvernement de Bachar al-Assad, en Syrie. A en croire le "Huffington Post", l'Arabie saoudite et la Turquie, ayant l'une comme l'autre de longs antécédents de concurrences régionales, s'occupent des concertations, en vue de créer une coalition régionale contre le gouvernement d'Assad, en Syrie.

Les sources proches des négociations disent que l'idée d'une telle alliance vient du Qatar. Dans le cadre d'une telle éventuelle coalition, chargée de renforcer le poids de ceux qu'on appelle les opposants "modérés" syriens, la Turquie fournira la force terrestre et l'Arabie se chargera de l'appui aérien aux opérations. french.irib.ir 13.04

Haut de page

Le 15 avril 2015

CAUSERIE

On a ajouté une douzaine d'articles, d'autres suivront demain matin.

Qui a dit ?

"Je suis frappé des procès d'intention qui sont faits où à aucun moment on ne donne acte au gouvernement d'avoir d'abord des avancées démocratiques", a déclaré le ministre lors de l'émission Preuves par Trois (Public Sénat/AFP/Dailymotion).

Réponse : Jean-Marie Le Guen (PS), secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, mardi à l'Assemblée nationale.

Il a raison, c'est au nom de ces "avancées démocratiques" qu'a été entretenue l'illusion que le PS était de gauche, alors qu'en réalité ou foncièrement il était de droite et n'a fait que servir les intérêts du régime en place. C'est aussi au nom de ces "avancées démocratiques" que l'objectif de changer la société a été abandonné...

Eh oui ! sinon on se demande quelle cause il aurait bien pu servir, celle du socialisme, c'est ce que nos détracteurs suggèrent ou prétendent puisqu'il n'existe pas d'autre alternative, ils en ont le droit, mais dans ce cas-là il faut s'assumer, et que cela leur plaise ou non, nous avons le droit de notre côté d'aller au bout de notre analyse et de préciser que c'est encore le meilleur moyen de soutenir le régime sans en avoir l'air, posture partagée par le PS, tout est dans l'ordre des choses.

Le réformisme est une théorie de droite, adoptée par les révisionnistes du marxisme ou ses opposants au sein de la social-démocratie à la fin du XIXe siècle. Elle est issue des conceptions bourgeoises ou utopiques socialistes ou pré-socialistes élaborées avant que Marx et Engels ne développent le socialisme sur des bases scientifiques, qui avaient en commun de conserver le système d'exploitation de l'homme par l'homme ou le régime capitaliste, contrairement au marxisme qui envisageait leur abolition comme issue au développement historique du capitalisme une fois le développement des forces productives parvenu à un certain stade, ainsi que la lutte des classes, ce qui supposait que celle des exploités parvienne à maturité pour pouvoir s'emparer du pouvoir politique et changer les rapports sociaux de production sur lesquels reposait le système économique et l'ensemble de la société, afin d'éviter à l'humanité de sombrer dans la barbarie et lui permettre d'avancer sur la voie de son émancipation de toute forme d'oppression ou d'exploitation d'un homme par un autre homme, sur le chemin de la liberté.

Le réformisme est une théorie de droite, réactionnaire ou contre-révolutionnaire, parce qu'elle implique ou s'inscrit dans la perspective de la préservation du système économique capitaliste. Elle participe à l'amélioration de la condition de l'exploité pour mieux le maintenir enchaîner au système d'exploitation en vigueur ou faire son malheur. Le réformisme est le produit du principe selon lequel les moyens sont tout et le but n'est rien, de telle sorte qu'on peut en changer à loirsir et l'abandonner, tout en prétendant avoir conservé les mêmes objectifs qu'on n'atteindra jamais puisqu'on ne s'en donnera jamais les moyens. Sachant que le réformiste ne vise pas la fin du capitalisme, tous les moyens qu'il adoptera ne viseront qu'à assurer sa pérennité, et évidemment les moyens qui feraient obstacles à cet objectif ou constitueraient une véritable menace pour le régime seront écartés, dont le recours à la mobilisation des masses, la grève générale et la révolution prolétarienne. Et le réformiste en arrivera à privilégier le fascisme à la révolution socialiste, histoire de bien montrer à quel camp il appartenait vraiment ou quelle était sa véritable nature sociale : de droite, réactionnaire.

Le réformisme a pu faire illusion pendant la phase ascendante du développement du capitalisme, au cours des périodes d'expansion du capitalisme à l'issue d'une crise ou d'une guerre, de manière à gangrener ou pourrir de l'intérieur le mouvement ouvrier, et alimenter l'illusion chez les travailleurs que le capitalisme était à l'origine de leur bien-être et non la mise en oeuvre de leur force de travail et leur lutte de classe.

Une fois qu'on a déconnecté les moyens du but qu'on s'était destiné d'atteindre, on peut selon les circonstances recourir à n'importe quel moyen au service d'un but différent sans avoir à changer radicalement de discours, c'est ainsi qu'on adopte des réformes dans l'intérêt général, en réalité des contre-réformes qui serviront les intérêts de la classe dominante. Il suffit de maquiller ou d'éviter de donner un contenu de classe trop marqué aux moyens qu'on emploie en fonction du but recherché sur lequel on évite de trop s'attarder, pour que le tour soit joué.

Dès lors on peut très bien mettre en oeuvre une politique antisociale ou ultra réactionnaire et prétendre qu'elle serait progressiste ou n'importe quoi d'autre. En période de réaction sur toute la ligne, ils invoquent la situation qu'ils ont créée eux-mêmes ou ils recourent à des arguments qu'ils ont fabriqués pour la justifier ainsi que leurs objectifs, réalité dans laquelle toutes les classes se dissolvent, ce qui présente l'avantage de nier l'indépendance de classe des exploités et de lier leur sort à celui de la classe des exploiteurs. D'où l'importance de déterminer l'orientation d'une politique et de caractériser politiquement les partis qui l'appliquent, l'adoptent ou la soutiennent, cela permet d'éviter de terribles confusions ou de prendre pour des amis ses pires ennemis. C'est valable pour tous les classes, tous les événements politiques, les mouvements sociaux ou toutes les mobilisations.

Le réformisme s'est développé en réaction au marxisme en étant la négation du socialisme, c'est ce qu'il faut retenir. Compatible avec le colonialisme, l'impérialisme, la guerre, il en tire profit pour mieux corrompre les couches supérieures du prolétariat qui participeront à la stabilité politique du régime. On évoque souvent les dix millions de pauvres que compte le pays, ils pourraient être 20 millions qu'il resterait encore 25 ou 35 millions de travailleurs tirant satisfaction de leurs conditions ou s'en contentant pour que ne leur vienne pas à l'esprit la nécessité de changer la société de fond en comble, ni même faire l'effort d'élever leur niveau de conscience politique puisqu'ils n'en voient pas le besoin ou n'y sont pas contraints, ce qui ne signifie pas que cela ne se produira pas un jour ou qu'ils ne craindraient pas de perdre leurs privilèges, car de nos jours plus aucun travailleur ou presque n'est à l'abri de sombrer dans la déchéance sociale.

Le réformisme est un marché de dupe. Puisque tu veux améliorer ta condition mais que tu ne peux pas acquérir immédiatement ton émancipation, on va ajouter quelques maillons à ta chaine histoire de la rallonger pour que tu aies d'impression d'avoir plus de liberté et que ton émancipation serait au bout, et quand tu y auras pris goût on en enlèvera et on la raccourcira à nouveau, et comme entre temps tu auras perdu goût au combat pour conquérir ta liberté, tu seras incapable de réagir et tu retomberas dans ton état de servitude antérieure ou pire encore.

L'homme en général est faible, insouciant, inconsistant, ignorant, il manque de discernement, de rigueur, de logique, sa mémoire est défaillante, ses connaissances sont surfaites, approximatives ou superficielles, et il en est fier ! C'est uniquement la force de la contrainte qui l'oblige à réagir, à se poser des questions, quand il est acculé, le dos au mur, un pistolet sur la tempe, au bord du précipice, la pire des situations pour faire preuve de maîtrise de soi ou penser à tête reposée, la sienne est pleine de cauchemars, son discours est irrationnel puisqu'il est sous le coup des émotions qui ont envahies son existence et qu'il ne contrôle pas, il sera difficile de lui faire entendre un autre discours ou de lui faire comprendre qu'il doit abandonner le prisme déformant à travers lequel il interprète la réalité.

L'homme en général possède les facultés et les capacités nécessaires pour évoluer, prendre conscience de sa condition, changer la société, il l'ignore ou ignore comment s'en servir. Il aspire naturellement au bien-être et à vivre en harmonie et en paix avec les autres hommes, c'est uniquement sa condition et l'interprétation qu'il en donne qui l'empêche de passer à l'action, et il fait son malheur en ne prenant pas en mains son destin ou en s'en remettant à d'autres pour régler une question qu'il est le seul à pouvoir résoudre, dès lors qu'il se rassemble avec ceux qui partagent la même condition ou les mêmes intérêts, ce dont il est inconscient. C'est lorsqu'il peut user de ces facultés pour développer ses capacités qu'il peut donner le meilleur de lui-même et parvenir à élever son niveau de conscience au point de comprendre que son sort est lié à celui de sa classe dans son pays, à l'échelle mondiale, qu'il peut faire sauter les obstacles qui l'empêchent de concevoir que ses droits, ses besoins ou ses aspirations sont parfaitement légitimes puisque compatibles avec ceux de l'humanité entière hormis ceux qui ont juré sa perte et gouvernent le monde, tout comme les principes ou les valeurs auxquels il est attaché et qui sont universels.

Si les plus défavorisés sont ceux qui auront le plus de difficultés à élever leur niveau de conscience, par contre ce sont ceux qui manifestent le plus de volonté pour s'en sortir, contrairement à ceux qui sont mieux lotis et vivent dans l'insouciance, alors qu'ils sont les mieux placés pour progresser et changer la société avant qu'elle ne sombre dans un abîme sans fond dans lequel ils seront précipités également. Il y a des situations dans la vie dont on ne se remet jamais complètement, où en repartant de zéro ou plus bas qu'on était tombé, on ne peut pas espérer s'élever au-delà de l'état médiocre auquel on était rendu avant notre chute. Alors vaut mieux ne pas attendre d'avoir atteint cette échéance ou croire qu'on pourrait être épargné par la déchéance à laquelle on semble promis sinon pour agir, se poser des questions et passer au combat politique qui est la seule réponse pratique, dans la mesure où elle concentre toutes les questions qui sont posées à la civilisation humaine qui peut croître ou dégénérer jusqu'à sa disparition selon l'orientation qu'elle va prendre dans les années ou les décennies à venir, tendant vers toujours plus d'inégalités et d'injustices, de barbarie et de guerres ou tendant en sens inverse en mettant fin au pouvoir des capitalistes en s'emparant du pouvoir politique.

Revenons à la déclaration du procureur Charlie qui ne tolère pas qu'on puisse critiquer un projet de loi du gouvernement qui s'attaque aux libertés individuelles.

On se demande comment ce gouvernement pourrait être animé d'intentions démocratiques après avoir lancé une chasse aux sorcières digne du maccarthysme contre les anti-Charlie ou ceux qui auraient refusé de s'apitoyer sur le sort de mercenaires du crayon empoisonné qui sont incapables d'assumer leur responsabilité de provocateurs patentés au service du néolibéralisme ou de la pire réaction sioniste, les conséquences de leurs actes.

Passés maîtres de l'imposture ou l'art d'inverser les rôles pour décrédibiliser leurs adversaires et camoufler leurs réelles intentions, c'est Le Guen qui intente un procès d'intention à ceux qui ont l'audace de lui tenir tête ou de le contredire, donc d'user de leur droit légitime à la critique ou d'interpréter librement un texte, un exercice devenu manifestement incompatible avec la démocratie que le régime ne peut plus tolérer. Il s'agit donc d'une nouvelle atteinte à la liberté d'expression.

Et par dessus tout les censeurs ne supportent pas la vérité.

- Polémique après les propos de Booba sur Charlie Hebdo - M6info

«Quand on joue avec le feu, on se brûle», la petite phrase a priori anodine, signée Booba, n’est pourtant pas passée inaperçue. Car le contexte est sensible, le rappeur français parle en effet de l'attentat de Charlie Hebdo et des choix de l’hebdomadaire satirique.

Interviewé par Le Parisien, à l’occasion de la sortie de «D.U.C», son 7eme album, l’icône française du rap, qui se dit musulman non pratiquant, déclare au sujet du drame du 7 janvier : "J'étais étonné que ça ne soit pas passé avant, parce que ce n'est pas la première fois qu'ils avaient fait des représentations du prophète". Avant d’ajouter "Ils savent à qui ils ont affaire, les mecs. Ils s'attaquent à l'islam, ils savent très bien qu'il y a un courant extrémiste, ils savent très bien comment les mecs fonctionnent, ils ont pris le risque de continuer à les attaquer... Voilà. Quand on joue avec le feu, on se brûle". M6info 14.04

Il n'a fait que dresser un constat. Ils ont joué, ils ont perdu et par dessus le marché ils sont mauvais joueurs et n'aiment pas perdre, ils sont répugnants. Quand on prend des risques, on en assume les conséquences possibles, c'est comme le mec qui roule comme un dingue en moto, qui se plante tout seul et se retrouve tétraplégique, c'est très con et on a le droit de le dire puisqu'il doit le penser lui-même.

Dans le cas du personnel de l'agence Charlie c'est différent, ils ont cru qu'en bénéficiant de l'impunité des pouvoir publics ils

étaient immunisés contre les balles, erreur fatale de jugement parce qu'ils ignoraient d'où elles partiraient, certainement pas de là où ils s'y attendaient, j'allais ajouter "apparemment" avant de me raviser, réellement serait plus à propos, le pire c'est qu'ils l'ignorent encore, ce qui nous laisse totalement indifférent, on a assez à pleurer quotidiennement nos morts en Syrie, en Irak, en Palestine, au Yémen, etc.

Il n'a nullement justifié ces crimes, il a rétabli les faits, c'est tout mais c'est trop sous une dictature, c'est là qu'on s'aperçoit qu'elle est bel et bien en place et qu'on n'exagère rien.

Imaginons qu'une personne me balance que les nazis ont eu raison de tuer tous les communistes, etc. je ne l'empêcherais pas de s'exprimer, ce serait utiliser une méthode assimilable à celles employées par les nazis, je me demanderais par contre comment elle a pu en arriver à partager cette idée monstrueuse car elle ne peut pas venir d'elle, ce qui à mon avis est beaucoup plus productif car cela nous amènerait à aborder les conditions sociales et politiques qui sont à l'origine de ce genre d'idées ou de ce comportement.

Un bon médecin n'est pas celui qui vous soigne en vous bourrant de médicaments, mais celui qui cherche à comprendre pourquoi vous avez chopé un virus et pas votre compagne, en étudiant le terrain sur lequel il a proféré et qui manifestement lui était favorable pour ne pas avoir développé les anticorps adéquats, qu'est-ce qui est à l'origine de cette faiblesse, de ce déséquilibre biologique, en vous posant un tas de questions sur votre alimentation, vos activités, votre état psychologique, etc. de manière à pouvoir intervenir à la source afin de vous prémunir pour l'avenir.

Commentaire d'internaute

- "*Si la liberté d'expression est à sens unique, est ce encore de la liberté d'expression ? Je suis sûre que non. Je n'aime vraiment pas le rap, je n'aime pas Booba, je hais le terrorisme d'où qu'il vienne mais au nom de quoi les sempiternels donneurs de leçons pourraient défiler en beuglant de façon débile et quasi religieuse "Je suis Charlie", et Booba serait condamné pour avoir dit "Quand on joue avec le feu, on se brûle" ?*

Alors, il va falloir arrêter de se cacher derrière des concepts creux et choisir entre être pour la liberté d'expression ou pour la censure."

Que voulez-vous, ils privatisent les profits et collectivisent les pertes ou les dettes, et bien là c'est la même chose, ils privatisent la liberté d'expression et collectivisent ou généralisent la censure à tous les opposants à leur politique, les vrais, pas les charlatans qui passent à la télévision ou bénéficient de tribunes dans la presse écrite nationale .

Vidéo et livre

1- L'effet boomerang
https://www.youtube.com/watch?v=zIIsYMEQqpc

Le nouveau livre de Jean-Marie Benjamin.

L'Irak avant l'invasion américaine de 2003 et l'Irak d'aujourd'hui.

Entretiens avec Tarek Aziz - la DGSE - La situation des chéries avant 2003 et maintenant.L'Etat islamique: son fonctionnement et administration. Qui finance? Qui procure les armes? Des révélations inédites.

Un témoignage vécu sur le terrain.

2- Guerres au Yémen : Gamal Abd-al-Nasser dénonce la dynastie Saoud, Sissi s'y soumet.
https://www.youtube.com/watch?v=V5Rr6pQrGpU

Au rayon farces et attrapes. Il reste "Les Démocrates" de libre.

- «Les Républicains», un hold-up sémantique - Liberation.fr

«Les Républicains» devrait remplacer l'UMP.

Au premier abord on pourrait penser que ce quotidien de droite aurait fait preuve d'audace, en réalité pas du tout. C'était une formule destinée à détourner l'attention de la population d'un véritable hold-up réalisé sur la démocratie ou plutôt l'expression de la négation de nos droits politiques, dont la représentation même déformée a disparu du champ institutionnel au profit des différentes composantes de la réaction qui se partagent le pouvoir, tandis que leurs auxiliaires de la pseudo-gauche sert à le légitimer.

Le PS n'aura plus qu'à se rebaptiser Les Démocrates et la boucle à l'américaine sera bouclée, c'est déjà ainsi qu'il apparaît ou sa véritable nature de droite. Dans un article de presse d'avant-hier j'ai lu qu'Hillary Clinton allait se présenter à la course à la présidentielle américaine de 2016 en représentante des intérêts de la classe moyenne, pour un peu des ouvriers, exactement comme le PS lors de chaque élection, alors qu'elle sera investie par Wall Street ou la Fed et représentera en fait les intérêts de l'oligarchie financière qui aura financé sa campagne tout comme celle de son concurrent républicain. Et celui qui l'emportera sera chargé d'appliquer la tactique définie par la couche la plus influente de l'oligarchie financière conformément à la stratégie néolibérale que tous ses membres ont adoptée, tactique incarnant le meilleur moyen d'atteindre les objectifs politiques qu'ils ont en commun, c'est le seul aspect qui distingue les républicains des démocrates. Vous avez le choix entre le suppositoire qui vous empoisonne lentement ou l'intraveineuse qui produit le même effet mais brutalement.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Nous, jamais, quel aveu !

L'invité de « Preuve par trois » de ce mardi 14 avril est Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement. Public Sénat 14.04

- Sur la hausse des impôts en début de mandat : « On aurait mieux fait de ne pas imiter la droite » - Public Sénat

Il n'en pense pas un mot en réalité...

Si maintenant ils en arrivent à avouer qu'ils sont de droite, qu'est-ce qui va nous rester, je plaisante. Bravo monsieur Le Guen, vous êtes parfait, ne changez rien surtout !

Rejet inconditionnel du projet de loi du gouvernement sur le renseignement.

- Olivier Besancenot craint les dérives contre les opposants au gouvernement - Francetv info

Olivier Besancenot, invité sur le plateau de Mots croisés lundi 13 avril a exprimé ses craintes... Francetv info 14.04

Ah ces révolutionnaires qui en arrivent à commenter ou vouloir amender un projet de loi scélérat au lieu de prendre position pour son rejet pur et simple ! On comprend pourquoi ils leur offrent des tribunes gratuites, ils ne représentent aucun danger pour le régime...

Pour Hervé Morin, le projet de loi dépasse le champ de la lutte contre le terrorisme Francetv info -

Loi sur le renseignement: Le gouvernement enchaîne les erreurs de communication 20minutes.fr -

Pourquoi ne pas formater génétiquement le cerveau du fœtus?

- Inégalité hommes-femmes : les préjugés commencent dès le plus jeune âge - Francetv info

Dans la cour de récréation d'une école primaire, les filles et les garçons ont encore du mal à se mélanger. Francetv info 14.04

Comment ils ne baisent pas encore ensemble à leur âge ? Cela viendra, espérons-le !

Sinon il existe les camps de rééducation pour les parents, la propagande officielle appartient au même registre obsessionnel maladif.

Pour nous il n'y a qu'un seul préjugé qui mérite d'être combattu : l'existence du capitalisme.

Yémen

- Yémen: embargo sur les armes aux Houthis, sommés de céder le pouvoir - AFP

- Yémen: des tribus s'emparent du terminal gazier - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre

- Au moins 400 migrants disparus dans un naufrage en Méditérranée - LeMonde.fr

- Six attentats meurtrier dans la journée à Bagdad - LeMonde.fr

- Un mort et dix blessés lors de manifestations en Guinée - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Iran

1- L'Iran boycotte le petit pélerinage à la Mecque - french.irib.ir

Le viol de deux adolescents iraniens, (de 13 et de 14 ans),..... à l'aéroport de Jeddah, a mis en émoi, depuis une semaine, l'Iran entier. Ajoutée à l'indignation publique, suscitée par les raids meurtriers saoudiens contre les zones civiles yéménites, la colère des Iraniens s'expriment, à travers des manifestations, qui se multiplient.

Les autorités iraniennes ont suspendu, ce lundi, tous les vols, à dstination de la Mecque, dans le cadre du petit pélerinage. De concert avec l'opinion, les autorités exigent la traduction devant la justice et le châtiment des deux policiers violeurs. Riyad est jugé le grand perdant du bras de fer insensé, qu'il a déclenché contre l'Iran, dans la région, et qui l'embourbe de plus en plus, sur les fronts de combat, qu'il ouvre, face à l'Iran. french.irib.ir 14.03

2- L'Iran contrôle-t-il déjà le transit du pétrole saoudien? - french.irib.ir

Depuis le vote du parlement pakistanais en faveur de la neutralité dans le dossier yéménite, les pans entiers de la confiance en soi de Riyad se sont écroulés. On parle que très peu de cet accord militaire qui unit depuis 40 ans Islamabad à Riyad et qui engage le premier à apporter secours au second. alors comment est-ce possible que cet accord là devient caduc dans le cas yéménite bien que Riyad soit diablement mis à mal par les combattants de sable que sont les yéménites?

Pour justifier son refus de s'engager aux côtés de l'Arabie dans son aventure yéménite, le Pakistan a subtilement eu recours à une clause, celle qui affirme " que Islamabad n'intervient pas directement dans un conflit en faveur de Riyad que lorsque ce dernier est militairement attaqué. Or Riyad n'est ni attaqué par l'Iran ni pris pour cible par Ansarallah . C'est plutôt l'inverse qui s'est produit. or pour Riyad qui mène depusi 20 jours une campagne de bombardement insensée qui n'a fait que détruire plus de 2500 maisons et provoquer la mort de 1200 civils, le refus pakistanais équivaut à de la capitulation. Pour Riyad il ne reste plus aucun choix si ce n'est le recours à la solution politique. Riyad pourrait parvenir à la conclusion suivante : diviser le Yémen en deux parties sud et nord avec le nord pour Ansarallah et le sud pour les sunnites.

En tout cas la poursuite de la guerre dans l'état actuel des choses est impossible. La campagne de bombardement saoudienne s'est avérée en revanche une calamité pour Riyad puisque très curieusement elle a permis à ansarallah et aux forces de l'armée de gagner du terrain dans le sud en repoussant les qaidistes et les pro Hadi. Aden est presque tombé tout comme d'autres grandes villes entre les main des comités populaires. C'est une calamité dans la mesure où ces avancées assurent une plus grande influence iranienne dans les ports d'Aden de hadida et sur les cotes yéménites avec en toile de fond davantage de contrôle iranien non seulement sur le détroit d'Hormuz mais aussi à Bab al Mandeb. Or il s'agit là de voies traditionnelles de transit du pétrole saouiden qui tombent de la sorte sous l'emprise iranienne. C'est d'ailleurs pour cette raison que Riyad s'est engagé si follement si rageusement dans la guerre... l'Iran a déjà en partie sous son contrôle le transit du pétrole saoudien. french.irib.ir 14.03

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Radio France: grève reconduite, mais l'unité syndicale vole en éclats - AFP

Le plus long conflit social de Radio France a connu mardi un tournant: si la grève a été reconduite pour 24 heures, l'unité syndicale a volé en éclats pour la première fois, seule la CGT appelant à poursuivre le mouvement.

Dans l'après-midi, la reconduction pour un 28e jour de grève a été décidée lors d'une assemblée générale rassemblant quelque 400 personnes (moins 70 voix contre et 33 abstentions), a constaté un journaliste de l'AFP.

Au cours de cette réunion de près de trois heures, dans une ambiance houleuse, parfois confuse et pleine d'émotion, représentants syndicaux et salariés sont apparus divisés sur la stratégie à adopter.

Quatre des cinq syndicats (CFDT, FO, SUD et Unsa) composant l'intersyndicale ont appelé juste avant le vote à la levée de la grève, menée depuis le 19 mars contre les restrictions budgétaires, la mutualisation des programmes de France Bleu et pour la sauvegarde de l'emploi.

Seule la CGT, premier syndicat tous collèges confondus, a appelé à voter la poursuite du mouvement, visiblement pas convaincue par les assurances de Fleur Pellerin, venue lundi soir à Radio France pour rencontrer les représentants du personnel.

En début de soirée, la ministre de la Culture a appelé ce syndicat à cesser le mouvement. Une nouvelle AG doit se tenir mercredi à 10H00.

"Quatre des cinq organisations syndicales qui appelaient à la grève ont levé leur préavis (...) Elles ont fait le choix clair de la responsabilité et de l'avenir de Radio France. Je souhaite que la CGT puisse rejoindre cette tendance majoritaire", a écrit la ministre dans un communiqué.

Dans la foulée, le PDG de Radio France, est sorti de son silence pour appeler "solennellement à la reprise du travail".

"Il est temps que cette grève s?achève et que nous puissions passer à une nouvelle étape de dialogue et construire ensemble le contrat d'objectifs et de moyens et l'avenir de Radio France", a-t-il ajouté.

Selon les explications avancées par ses représentants, la CGT a voulu se montrer "ferme" en prolongeant le mouvement alors qu'un conseil d'administration de Radio France et le conseil des ministres devaient se tenir mercredi.

"La CGT a décidé de suivre la décision des salariés en AG jusqu'à demain (mercredi), jour de CA" à Radio France, a expliqué Jean-Matthieu Zahnd, militant du syndicat et réalisateur à France Culture.

Un point de vue contesté par les autres organisations, qui assurent porter la voix de leur base en appelant à reprendre le travail. "En AG, ce sont les gens souvent les plus mobilisés qui sont présents. 80% de nos adhérents nous disent qu'il faut poursuivre le mouvement dans le cadre de la médiation", affirme Jean-Paul Quennesson, délégué du syndicat SUD.

Le délégué Unsa, Philippe Ballet, fait valoir lui que "24 heures de plus ne permettraient pas d'obtenir un meilleur texte. On est face à une sorte d'inflexibilité".

Après trois jours de consultations marathon le week-end dernier, le médiateur Dominique-Jean Chertier, avait conditionné dimanche soir la poursuite de sa mission à l'approbation par les représentants des salariés des propositions qu'il a laissées sur la table.

Un "ultimatum" vu par certains grévistes comme une forme de "chantage", conduisant lundi au vote d'une nouvelle journée de grève.

Lundi soir, alors que le conflit semblait dans l'impasse, une visite surprise à Radio France de la ministre de la Culture a fait évoluer la position de certains syndicats, même si elle a fermé la porte à tout changement du texte du médiateur.

Ces préconisations devaient permettre de débloquer la situation et d'amener à une reprise du travail avant une seconde phase de discussions, dans le cadre du contrat d'objectifs et de moyens 2015-2019 entre l'Etat et Radio France.

C'est vers cette nouvelle étape que se tourne Fleur Pellerin. Elle doit permettre, selon elle, "de poser un diagnostic partagé sur la situation de l'entreprise et de répondre aux interrogations et aux inquiétudes qui sont apparues au cours de son conflit". AFP 14.04

- Un plan de restructuration plane sur la tête des salariés de Dim - AFP

Haut de page

Le 17 avril 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 20h. On a ajouté 12 articles et on a archivé les articles de mars.)

On a ajouté 14 articles. La prochaine causerie lundi.

Déprimant.

Combattre la propagande est quasi impossible (Arrêt sur info) (13.04.15)

Rassurant.

Renseignement : la guerre perdue d'avance du gendarme Cazeneuve (Arrêt sur info) (12.04.15)

Le chiffre du jour. 2571

2571 civils dont 281 enfants et 214 femmes ont trouvé la mort, depuis le déclenchement, le 26 mars, de l'offensive saoudienne contre le Yémen, et cela sans compter les 3897 blessés.

On a mis en ligne l'article intitulé *Les sanctions unilatérales violent les accords internationaux* paru dans Horizons et débats (n° 9/10, 13 avril 2015), parce qu'il met en relief le fait d'une part que les dirigeants américains se comportent comme des dictateurs exigeant que tous les Etats respectent les accords internationaux qu'ils violent ouvertement, et d'autre part et que les institutions dans le cadre desquels ces accords (ou traités) ont été ratifiés fonctionnent comme des moyens coercisifs contre tous les Etats à l'exception des Etats-Unis (et Israël), quelles que soient les divergences d'intérêts qui peuvent exister entre les différents Etats, en acceptant cette règle du jeu ils se comportent en vassaux qui légitimitent la domination impériale américaine sur le monde.

Tout appel en direction de l'ONU ou une de ses agences pour lui faire jouer un autre rôle relève de l'imposture et de la trahison. Nous ne lui accordons aucune légitimité, parce que nous ne lui reconnaissons par le droit de décider des droits des peuples à leur place.

L'esprit putride du 11 janvier souffle sur Kiev : le fascisme !

Honte à tous ceux qui de concert avec Hollande et Valls ont affirmé que l'attaque du 7 janvier à Paris était tournée contre la liberté d'expression, suggérant ainsi qu'ils y seraient étrangers et qu'il ne fallait passe se livrer à un amalgame entre cette attaque et l'exploitation politique qu'ils allaient en faire par la suite, histoire à la fois de ne pas contredire la version officielle et leur laisser les mains libres pour l'interpréter et l'exploiter à leur guise, autrement dit se livrer à une sordide manipulation des consciences sur fond d'union nationale, fournissant l'occasion au fasciste Porochenko de défiler à leur côté le 11 janvier 2015.

- Ukraine: un journaliste et un ex-député prorusses tués par balles - AFP

Deux figures ukrainiennes prorusses, un journaliste connu et un ancien député, ont été tués par balles à Kiev ces dernières 24 heures, le président Petro Porochenko dénonçant une "provocation" profitable aux "ennemis" du pays qui combat les séparatistes prorusses.

Le journaliste Oles Bouzina, 45 ans, souvent invité en tant qu'expert sur l'Ukraine aux émissions des télévisions publiques russes, a été tué en bas de son immeuble. Son corps ensanglanté gisait à même le sol, en bas d'un immeuble près d'une aire de jeu, selon des journalistes de l'AFP.

La veille, Oleg Kalachnikov, 52 ans, avait péri de la même manière. Cet ancien député s'était illustré dans la mobilisation de "gros bras" pour soutenir le président prorusse Viktor Ianoukovitch lors du mouvement de contestation pro-européen sur le Maïdan à Kiev fin 2013-début 2014.

Avant même que le meurtre de Bouzina ne soit officiellement confirmé en Ukraine, le président russe Vladimir Poutine a dénoncé "un assassinat politique, le dernier en date en Ukraine" en accusant Kiev de ne rien faire pour élucider ces meurtres.

(Comparez la présentation des faits entre l'AFP et Reuters : A Moscou, Vladimir Poutine a réagi à l'assassinat du journaliste de Sevodnya en soulignant qu'il ne s'agissait pas du premier assassinat politique. "L'Ukraine doit faire face à toute une série

de meurtres de ce type", a-t-il ajouté lors de son apparition annuelle à une émission de questions-réponses avec les téléspectateurs. Reuters 16.04 L'AFP se comporte en porte-parole de Porochenko et son régime fasciste. - ndlr) P

our sa part, le président ukrainien Petro Porochenko a réclamé une enquête "transparente" tout en jugeant qu'il s'agissant d'une provocation". "C'est une provocation délibérée qui apporte de l'eau au moulin de nos ennemis, déstabilise la situation en Ukraine et discrédite le choix politique du peuple ukrainien", a-t-il lancé dans un communiqué.

"Je n'exclus pas que ces meurtres aient été organisés par les services de sécurités russes pour créer un atmosphère d'hystérie et montrer ce qui arrive à ceux qui étaient contre le Maïdan", a accusé Anton Guerachtchenko, conseiller du ministre ukrainien de l'Intérieur interrogé par la chaîne ukrainienne 112.

Oles Bouzina avait été chroniqueur, puis rédacteur en chef du quotidien Segodnia, poste qu'il avait récemment quitté en dénonçant la "censure". Ce journal est financé par l'homme le plus riche du pays, Rinat Akhmetov, qui fut également le principal sponsor du Parti des régions, ex-formation du président prorusse Viktor Ianoukovitch destitué en février 2014.

Fils d'un lieutenant-colonel du KGB, Oles Bouzina écrivait sur son propre site que Russes, Ukrainiens et Bélarusses sont "un seul et unique peuple" et accusait les Ukrainiens de "vouloir détruire la culture russe".

Il se disait partisan de la "fédéralisation" de l'Ukraine prônée par la Russie et fondateur d'une communauté de "Chevtchenko-phobes", qui disaient détester le poète et héros national de l'Ukraine, Taras Chevtchenko.

Oleg Kalachnikov, lui, était connu pour avoir mobilisé des hommes, soupçonnés d'être payés par les autorités, pour participer à des manifestations pro-Ianoukovitch et persécuter les militants pro-européens pendant les trois mois de la contestation.

Mykola Azarov, ancien Premier ministre de Viktor Ianoukovitch et réfugié en Russie comme le président, a accusé sur sa page Facebook "le régime de Kiev" d'avoir tué l'"opposant" Kalachnikov "qui détestait le fascisme", mot souvent utilisé en Russie et par les séparatistes prorusses pour qualifier les nouvelles autorités pro-occidentales de l'Ukraine.

Ces meurtres font suite à une série de suicides présumés d'anciens hauts responsables du régime prorusse. Olexandre Peklouchenko, ex-gouverneur et membre du Parti des régions et Stanislav Melnik, un autre ex-député du Parti des régions, avaient ainsi été retrouvé morts en mars à leur domicile après un apparent suicide.

Fin février, c'est Mikhaïlo Tchetchetov, encore un ancien haut responsable parlementaire du Parti des régions, qui s'était défenestré du 17e étage à Kiev.

Enfin, le fils cadet de l'ex-président Ianoukovitch est décédé fin mars dans un accident en Russie, au volant d'un minibus qu'il avait engagé sur la glace du lac Baïkal, qui a cédé. Qualifiée d'accidentelle par des proches de Ianoukovitch, sa mort a été jugée suspecte par certains observateurs en Ukraine. AFP 16.04

Liste non exhaustive des opposants au régime fasciste de Kiev assassinés ou conduits au suicide depuis fin janvier 2015.

- Le 29 janvier 2015, Alexeï Kolesnik, ancien président du gouvernement local de la région de Kharkov pour le Parti des régions, se suicide par pendaison.

- Le 24 février 2015, c’est Stanislav Melnik, membre du Parti des régions, qui choisit de se suicider par arme à feu.

- Le lendemain, soit le 25 février 2015, le maire de Melitopol, Sergueï Valter, se pend quelques heures avant son procès, et le lendemain c’est le directeur adjoint de la police de cette petite ville de l’oblast de Zaporojie, Alexandre Bordiouga, qui est retrouvé mort dans son garage.

- Le 26 février 2015 c’est l’ancien maire de Zaporojié Alexandre Peklouchenko, qui est retrouvé tué par balles.

- Le 28 février 2015, Mikhaïl Tchetchetov, ancien député et membre du Parti des régions, se suicide en sautant par la fenêtre de son appartement situé au 17e étage à Kiev

- Et enfin le 14 mars 2015, Sergueï Mellick, procureur proche du Parti des régions, met lui aussi fin à ses jours en sautant par la fenêtre de son appartement situé au 9e étage à Odessa. (Maïdan : la face cachée d’une révolution - Arrêt sur info - 10 avril 2015)

A lire en complément :

- Comment l'Ukraine est devenue aussi pauvre que le Tadjikistan en une année seulement - french.irib.ir 16.04

Merci Charlie, objectif atteint !

- Six fois plus d'actes antimusulmans au 1er trimestre qu'il y a un an - Le Huffington Post

- Explosion des actes antimusulmans, multipliés par six sur un an - AFP

Antimusulman assumé.

Pour cette officine de propagande du régime, le problème ce n'est le Coran, c'est le musulman qui l'interprèterait littéralement et ferait de lui un fanatique, un terroriste en puissance.

Peu importe que sa lecture comme n'importe quel texte ou recueil de textes à caractère religieux ou assimilés comme tel ait fait l'objectif de diverses interprétations donnant naissance à différents courants où les justifiant, peu importe que chaque lecteur favorise certains passages au détriment d'autres en fonction de sa sensibilité ou de sa condition sociale, peut importe qu'elle débouche sur différentes pratiques, les "musulmans de France" sont limités intellectuellement et bornés au possible, bref, des sous-hommes, des abrutis.

Pour Charb "avoir peur de l'islam est sans doute crétin, absurde" mais il n'en était pas vraiment certain, autrement dit cela pouvait se justifier, d'où la propagande outrancière de ce torche-cul le suggérant, participant ainsi à l'auto-justification des guerres engagées par les puissances occidentales contre les peuples du Moyen et Proche-Orient, qui sont des foyers du terrorisme internationale qui menace la paix auquel le petit bourgeois repu et à la bonne conscience aspire profondément.

Le problème du libertinage de gauche, c'est que pour être incapable de se situer sur un terrain de classe qui serait véritablement de gauche, ses adeptes finissent par épouser les thèses et le comportement nauséabond de l'extrême droite libertaire.

Charb estimait normal de "se moquer d'eux" à propos des croyants, alors que nous nous attaquons uniquement aux croyances, distinction déterminante, dans la mesure où en préservant l'intégrité d'une personne ou en la respectant, on s'interdit de la juger sachant que ses idées, son état d'esprit, son niveau de conscience, sont le produit ponctuel ou passager, durable des conditions sociales auxquelles elle est soumise et qu'elle peut évoluer ou en changer en fonction de l'interprétation qu'elle fera de sa propre condition, alors que porter un jugement sur une personne en foncton des idées ou croyances auxquelles elle a adhéré, consiste à l'identifier à ces idées ou croyances de telle sorte qu'elle aura plutôt tendance à les défendre et à s'y accrocher, à les renforcer plutôt qu'à s'en séparer, donc à l'arrivée on obtient le résultat inverse de celui pour lequel on prétendait combattre.

Ceci révèle d'une imposture d'une extrême gravité, puisqu'elle confirme que cette conception des rapports que l'homme entretient avec sa représentation du monde extérieur est particulièrement nuisible, elle favorise la radicalisation idéologique de certains croyants, et fournit matière à certains d'entre eux pour se venger de l'humiliation dont ils s'estiment victimes et qui en arrivent à justifier des actes barbares ou pire, décider de les imiter ou de rejoindre leurs rangs.

Elle est hypocrite et cynique, puisqu'au lieu de combattre les religions, elle participe du prosélytisme religieux dans la mesure où elle pousse des croyants non pratiquants à s'engager davantage dans leur religion ou à en suivre les préceptes plus rigoureusement que par le passé, pour au final dénoncer ou condamner la prolifération des croyants ou des lieux de culte, phénomènes auxquels le personnel de Charli Hebdo a personnellement participé.

Ces gens-là haissent la terre entière en dehors de ceux qui ne pensent pas comme eux, ce qui implique que le sort que la classe dominante impose à tous les peuples est justifié, il faut même l'encourager à poursuivre son offensive contre ses préjugés détestables qui est le pendant idéologique et psychologique de la guerre sociale qu'elle leur mène, plutôt que s'attaquer à celle-ci.

- La charge posthume de Charb contre la notion d'islamophobie - Liberation.fr

Un petit ouvrage du dessinateur Charb, assassiné dans l'attentat du 7 janvier, paraît ce jeudi. Sa Lettre aux escrocs de l'islamophobie qui font le jeu des racistes a été achevée deux jours avant l'attentat, selon Les échappés, la maison d'édition de Charlie Hebdo qui la publie. Charb, qui était le directeur de l'hebdo satirique, se livre à un réquisitoire virulent contre l'utilisation du mot «islamophobie». Ce terme n'est «pas seulement mal choisi, il est dangereux». «Avoir peur de l'islam est sans doute crétin, absurde, et plein d'autres choses encore, mais ce n'est pas un délit.» Et puisqu'«une religion n'existe pas sans croyants», il faut pouvoir se moquer d'eux. «Le problème, ce n'est ni le Coran ni la Bible, romans soporifiques, incohérents et mal écrits, mais le fidèle qui lit le Coran ou la Bible comme on lit la notice d'une étagère Ikea», en pensant qu'«il faut tout bien faire comme c'est marqué sur le papier, sinon l'univers se pète la gueule». Il écrit aussi que «si demain les musulmans de France renoncent à leur religion, ça ne changera rien au retour des racistes : ces étrangers ou ces Français d'origine étrangère seront toujours désignés comme responsables de tous les maux». Charb n'est pas tendre avec les journalistes. Ce mot «islamophobie ne

connaîtrait pas ce succès délirant sans la complicité, le plus souvent imbécile, des médias». Liberation.fr 15.04

Au moins quand on fait dans le déni, on s'économise de réfléchir.

La dictature mondiale de l'oligarchie financière ango-saxonne-sioniste serait une vue de l'esprit ou un pur fantasme.

On peut jouer sur les mots tant qu'on veut pour nier la réalité. On peut sélectionner un passage d'un discours et ignorer le reste pour lui donner une interprétation différente de celle de son auteur. De la même manière on peut interpréter un article à partir d'éléments qui n'y figuraient pas. On peut aussi interpréter un texte en se focalisant sur une expression à laquelle l'auteur n'avait pas accordé une importance particulière. Bref, pour peu qu'on ait l'esprit tordu ou qu'on soit malhonnête, il est toujours possible de prêter à l'auteur d'un discours des intentions qui diffèrent des siennes ou qui lui sont étrangères. Quand on ne veut pas admettre quelque chose et qu'on s'acharne à vouloir avoir raison à tout prix, toutes les déformations sont alors possibles.

Nous avons dit et répéter que la stratégie politique de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui domine au sein du capitalisme mondial, avait pour objectif d'instaurer un nouvel ordre mondial qui serait dirigé par un gouvernernement mondial, sans avoir affirmé d'une part qu'ils auraient déjà atteint cet objectif, nous nous sommes bornés à avancer les conditions qui pourraient en permettre la réalisation, à terme, à une date indéterminée qui est forcément fort éloignée, d'autre part nous n'avons jamais défini quelle forme prendrait ce gouvernement mondial puisqu'apparemment leurs auteurs l'ignorent également, on peut cependant en déduire que dors et déjà le fonctionnement actuel d'un certain nombre d'institution financières et politiques contrôlées par l'oligarchie financière à travers le monde remplissent ce rôle ; il suffit d'observer leurs agendas, leurs déclarations, les mesures qu'elles prennent pour s'apercevoir qu'elles agissent de concert, que leur politique est dictée par les mêmes impératifs et suit une orientation déterminée, ce qui ne signifie pas là encore qu'elles ne seraient pas en proie à des contradictions, puisque parmi leurs membres figurent des Etats aux intérêts nationaux antinomiques, qui selon les circonstances sont considérés comme primordaux ou passent à la trappe ou encore servent de monnaie d'échange lors de tractations.

Nous n'avons fait que déterminer la tendance dominante de l'évolution de la situation mondiale, afin de pouvoir la combattre sur tous les fronts ou définir les tâches qu'on devait se fixer pour la combattre efficacement, ce qui ne signifiait pas que chacun des acteurs clés de la situation l'aurait adoptée aveuglément ou s'y soumettrait volontiers, qu'ils l'interprèteraient tous exactement de la même manière, que leurs intérêts seraient identiques, à terme sans aucun doute, mais on en est si loin qu'on ne s'est pas aventuré au-delà, surtout sachant la résistance que les peuples allaient leur opposer et l'immensité des obstacles qu'il leur faudrait encore abattre pour parvenir à leur objectif final, une autre attitude relèverait du défaitisme, on s'avouerait vaincu ou on considèrerait la guerre de classe perdue d'avance, comme de nombreux oligarques eux-mêmes on doute qu'ils parviennent à réunir les conditions pour imposer cette stratégie jusqu'au bout, ce n'est pas une question d'y croire ou non, on observe comment la situation évolue et dans quelle direction, c'est tout.

Dès lors qu'une intention est formulée clairement, on doit se demander quelle probabilité existe-t-il ou quelle chance a-t-elle de se réaliser. On peut aussi l'ignorer ou décréter qu'elle relève de la propagande ou je ne sais quoi d'autres.

Là en l'occurence, faire référence à l'impérialisme américain ou à l'hégémonie américaine ne nous avance pas à grand chose au-delà de ce qu'on connaissait déjà, c'est du niveau du commentaire de journalistes de l'AFP.

Par contre, replacer tel ou tel événement dans une perspective plus large permettra de mieux comprendre le rôle et la place des différents acteurs ou protagonistes qui n'ont pas seulement les yeux rivés sur le présent, mais agissent en ayant à l'esprit la nécessité d'assurer le lendemain, le futur, la pérennité de leur système économique ou l'exploitation de l'homme par l'homme dont dépend le pouvoir de la classe dominante. Ils doivent donc prendre en compte l'état actuel d'un certain nombre de facteurs et rapports déterminants, ainsi que leur évolution passée pour préparer leur évolution à venir, ce qu'ils ne pourraient pas faire sans être guidés par une stratégie précise qui leur indiquerait la direction à suivre, à moins d'imaginer qu'ils gouverneraient à vue au jour le jour sans trop savoir où cela va les mener, et qu'ils sont inconscients au point de ne pas se préocupper de l'évolution future de certains facteurs ou rapports qui pourraient leur être défavorables au point de constituer un danger mortel pour leur régime, ce ne serait pas sérieux de le penser un instant.

On peut les traiter de tout ce qu'on veut pour se soulager, mégalomanes, psychopathes, affairistes, marionnettes, etc. leur trouver toutes les tares ou tous les défauts du genre humain, on peut répéter sans fin ce qu'on a lu dans *Le Capital* qu'on n'est pas plus avancé pour autant. Parfois on peut donner l'impression de faire dans l'outrance ou la facilité, mais c'est juste une posture pour ne jamais perdre de vue l'essentiel, à savoir que notre affaire est des plus sérieuse puisqu'elle concerne le sort de l'humanité entière.

On ne peut pas comprendre une orientation politique sans la raccorder aux besoins du capitalisme qui dépendent ou s'inscrivent dans un processus dialectique dont l'issue est assimilable à celle de la lutte des classes.

Pour autant qu'une poignée de capitalistes concentrent un pouvoir extraordinaire, jamais dans le passé ils n'ont eu à affronter un ennemi aussi nombreux et si puissant : 7 milliards d'hommes et de femmes qui frappent à la porte, qui exigent que leurs besoins et aspirations soient satisfaits immédiatement, un gigantesque défi pour eux et le capitalisme, qui nécessite forcément qu'ils

s'y adaptent et qu'ils prévoient de quelle manière ils vont l'affronter et le résoudre à leur profit, quels moyens, quels instruments ils vont utiliser, créer pour y parvenir, comment ils vont se servir de ceux qui existent déjà, quel avenir ou développement ils leur réservent, le tout sachant pertinemment que leur système économique est virtuellement en faillite ou condamné à l'effondrement, qu'il est en état de survie artificiel au quotidien, de quoi en faire des cauchemars chaque nuit et devenir hystérique, donc partant de ce constat, la seule manière de se rassurer, de soulager leur angoisse et de se maîtriser c'est encore de mesurer les pas accomplis vers la réalisation de leur objectif politique final ou de s'en tenir à leur stratégie politique qui leur sert de repère et de point de ralliement.

Comme l'explique G. Friedman, la suprématie ou l'hégémonie américaine ne suffit pas, ils peuvent détenir le pouvoir de la maîtrise des océans et de l'espace, se comporter comme un empire et le revendiquer qu'ils ne parviendront jamais à leur objectif seuls, c'est-à-dire sans le soutien de tous les Etats une fois corrompues leus institutions. Ils peuvent avoir 1.000 bases militaires réparties sur tous les continents, disposer de la planche à dollars pour financer leur industrie de guerre, qu'il leur est impossible d'occuper militairement la terre entière, il leur faut donc procéder autrement pour atteindre leur objectif, soit que tous les pays adoptent volontairement leur politique, soit qu'ils y soient contraints par la force, dans tous les cas de figure la totalité des Etats doivent s'y soumettre, reste ensuite à déterminer la part qui reviendra aux membres de la classe dominante dans chaque pays.

Leur objectif implique qu'il existe dans chaque pays un consensus autour de leur politique entre la classe dominante, l'ensemble des partis institutionnels, les institutions, les médias et l'élite intellectuelle, et que le mouvement ouvrier soit marginalisé ou suffisamment divisé ou affaibli pour ne pas pouvoir s'opposer efficacement à leur politique, ce sont les conditions politiques qu'ils doivent réunir pour mener à bien leur plan.

Chacun peut se livrer à un tour d'horizon de la situation politique dans chaque pays du monde pour déterminer l'état d'avancemenent de leur plan, et constater qu'il est fort avancé dans les pays les plus développés ou riches, mais pas seulement, dans pratiquement tous les pays asiatiques et africains, plus certains en Amérique latine. Ce n'est évidemment pas le cas en Chine, Russie, Iran, Venezuela, Bolivie et quelques autres pays pour des raisons davantage économiques qui tiennent en réalité à leur histoire politique ou à leurs rapports politiques passés avec les Etats-Unis ou certains Etats colonisateurs dont ils ont conservé plutôt un mauvais souvenir.

L'indépendance dont ces pays se targuent envers les Etats-Unis tient lieu de façade à leur développement économique qui favorise leur bourgeoisie nationale et l'émergence d'une puissante classe moyenne, l'armée, plus que leur peuple. S'ils ne parviennent pas à se donner les moyens de satisfaire les besoins élémentaires des exploités, un jour ou l'autre ils seront déstabilisés et renversés au profit d'un gouvernement à la solde de Washington.

De nombreux pays et non des moindres qui se disent souverains et indépendants ont déjà adopté les critères économiques et politiques que l'oligarchie financière ont retenus pour être imposés au monde entier. L'Inde par exemple, où le citoyen n'a des droits politiques que sur le papier. Tous les partis institutionnels sont archi corrompus. Il a le droit de manifester au risque de se faire matraqué et arrêté. Il est possible d'acheter la police, un juge, un député, un ministre, etc. Même un diplôme, il est inclus dans les frais d'inscription ! Seuls les fonctionnaires et les salariés des grandes entreprises disposent de droits sociaux, donc une infime minorité de travailleurs. En dehors de l'électricité, de l'eau, de la poste, tous les autres secteurs de l'économie sont livrés à la concurrence ou au marché. Les Indiens travaillent six jours sur sept et ils n'ont évidemment pas le droit à des congés payés, ils passent leur vie à travailler et ils dorment une partie du dimanche pour se reposer, une vie d'esclave quoi. Les consommateurs n'ont absolument aucun recours, aucun droit. La violence est omniprésente bien qu'on en parle peu à l'étranger. Cela fera trois mois dans deux jours que j'aurai déménagé, et j'ai déjà eu connaissance de trois meurtres à la machette commis dans les alentours.

Résumons : absence de droits politiques et sociaux, servage, population profondément arriérée, patrons de droit divin, obscurantisme, superstitions, préjugés moyenâgeux, racket, corruption, délation, torture, emprisonnement arbitraire, police répressive, censure, alcoolisme, violence, le compte y est, bienvenue dans le nouvel ordre mondial. J'ai ommis de préciser qu'au-dessus planait une morale exigeante, autoritaire, archaïque, humiliante, oppressante, violente, etc. et chaque Indien veille à ce que chacun la respecte, sauf lui, ce qui rend les relations infernales ou impossible en ce qui me concerne, les Indiens sont d'une jalousie hors du commun et ils se vouent une haine réciproque qu'on a du mal à s'imaginer.

Quand on s'embrasse avec Selvi, elle veille à ce qu'on ne soit pas en face d'une fenêtre des fois qu'une personne du village nous verrait, alors que la maison légèrement surélevée est située dans un terrain entouré d'un mur, pour voir à l'intérieur du chemin qui passe devant chez nous à moins de dix mètres de la fenêtre de la cuisine, il faut marcher en ayant les yeux constamment rivés sur la maison, car il n'existe qu'un espace très réduit qui correspond à une vitre uniquement pour y jeter un coup d'oeil. Et elle m'a imploré en tremblant tellement elle était excitée, joignant le geste à la parole, de ne révéler notre relation à personne dans le village, quel secret ! Quant à sa soeur qui vit à 40 mètres de chez nous, je lui ai demandé pourquoi elle ne voulait pas que je lui donne quotidiennement un jerrican d'eau puisque celle du village était jaune et impropre à la consommation, bien qu'ils la boivent quotidiennement, elle m'a répondu que cela ferait des jaloux et qu'elle voulait éviter les problèmes, du coup dans un petit sac en tissu discrètement elle emmène chez elle deux petites bouteilles d'eau, c'est complètement dingue, il faut le voir pour le croire ! Bref, la société de demain qu'ils nous promettent existe, je la teste pour vous depuis 20 ans, un véritable cauchemar !

Pour illustrer ce qui a été dit plus haut, j'ai retranscrit quelques passages de deux vidéos qui témoigne que les Etats-Unis sont plus qu'u

G. Friedman

G. Friedman "... c'est cynique, amoral, mais ça marche ". (le 13 avril 2015)
https://www.youtube.com/watch?feature=player_detailpage&v=emCEfEYom4A

Extraits du discours de George Friedman, directeur de la société de renseignement et d'analyse Stratfor, dite la « CIA de l'ombre », au Council on Foreign Relations de Chicago.

Les Etats-Unis : Un pouvoir mondial.

- "Les Etats-Unis ont un intérêt fondamental, ils contrôlent tous les océans du monde, aucune autre puissance ne l'a jamais fait. Par conséquent, nous arrivons à envahir les peuples et ils ne peuvent pas nous envahir, ceci est une très bonne chose. Maintenant le contrôle de la mer et le contrôle de l'espace est la base de notre pouvoir.

Les Etats-Unis : Un empire

- "*Mais je pense que vous avez absolument raison, en tant qu'empire, nous ne pouvons pas nous comporter de la sorte. (...) Donc, les empires qui contrôlent directement les territoires, se soldent par un échec, comme c'était le cas avec l'empire nazi. Vous devez vous montrez plus intelligent. Cependant, notre problèmen'est pas encore ça, notre problème est en fait d'admettre que nous avons un empire.*"

Les Etats-Unis : Un Etat policier.

- "*Eh bien, le ratio policiers - civils à New York est supérieur à celui déployé en Irak. Personne n'est suffisamment puissant pour le faire.* "

Zbginiew Brzezinski

Le grand échiquier (livre) écrit par Zbigniew Brzezinski - présenté par Michael Ruppert.
http://www.dailymotion.com/video/xqkfhh_le-grand-echiquier-livre-ecrit-par-zbigniew-brzezinski-presente-par-michael-ruppert_news?start=1

Les Etats-Unis : Une super-puissance globale.

- "*Pour la première fois, une puissance non-eurasienne a émergé non seulement comme un arbitre clé des relations entre les puissances eurasiennes, mais également comme la puissance dominante mondiale. La défaite et l'écroulement de l'Union Soviétique fut la dernière étape dans l'ascension rapide de l'hémisphère Ouest, les Etats-Unis, comme la seule et de fait la première super-puissance globale.*"

- "*A plus long terme, les politique deviendront de plus en plus hostiles vis à vis de la concentration hégémonique du pouvoir dans les mains d'un seul Etat, par conséquent l'Amérique est non seulement la première, et l'unique superpuissance mondiale, mais elle est également probablement la dernière.*"

Les Etats-Unis : Une stratégie impériale

- "*Les trois grands impératifs de la géostratégie impériale sont...*"

Les Etats-Unis : Le contrôle du monde.

La théorie du Heartland de Mackinder

- "*Pendant des siècles, l'Angleterre avait mené sur le continent européen une politique connue comme l'«équilibre des pouvoirs» («Balance of Power»). Elle avait pour objectif de limiter à chaque fois le pouvoir du plus fort du moment ou de l'alliance la plus forte par des alliances avec le second pouvoir de manière à ce qu'aucun Etat sur le continent ne puisse conquérir la prédominance.*

Par la création de l'Empire allemand et la montée rapide de l'Allemagne impériale alliée avec les Habsbourg pour devenir une

grande puissance scientifique et économique, au milieu du XIXe siècle, la situation sur le continent avait changé qualitativement du point de vue des Anglais. La puissance mondiale jusque là incontestée et maîtresse de toutes les mers du monde dut réaliser que sa domination pouvait être défiée.

Halford Mackinder, géographe anglais, politicien, co-initiateur de la London School of Economics, plus tard fondateur du Royal Institute of International Affairs («Chatham House») et conseiller important de la délégation anglaise lors de la Conférence de paix de Paris (1919–1920), a répondu à cette situation par le texte stratégique intitulé «The Geographical Pivot of History » [Le pivot géographique de l'histoire], publié pour la première fois en 1904 dans le «Geographical Journal» à Londres. Dans son livre paru lors de la Conférence de Paris «Democratic Ideals and Reality», il approfondit les réflexions géopolitiques de cet essai qui furent nommée la «théorie du Heartland». […]

Mackinder lui-même, a résumé sa théorie en trois courtes phrases:

- «Qui contrôle l'Europe de l'Est contrôle l'Heartland [Pivot Area];

- Qui contrôle l'Heartland contrôle l'Ile Monde [Eurasie];

- Qui contrôle l'Ile Monde contrôle le Monde.»

Dans sa théorie, il partit de l'idée que les terres eurasiennes et africaines avaient la plus grande partie des populations du monde et bénéficiaient des plus grandes réserves de matières premières."

Extrait de: Jochen Scholz: Worum es geht. Die Ukraine-Krise und die geopolitische Konstante auf dem eurasischen Kontinent; in: Ronald Thoden, Sabine Schiffer (Ed.): Ukraine im Visier. Russlands Nachbar als Zielscheibe geostrategischer Interessen, 2014, pp. 89–107 (Horizons et débats - n° 9/10, 13 avril 2015)

Après ce bref aperçu de la stratégie politique mondiale ou globale des Etats-Unis qui consiste à imposer au monde entier leur idéologie, leur modèle de société et leur conception mafieuse de l'économique, qui peut encore affirmer qu'elle n'existerait pas et que la politique qu'ils appliquent ne coïnciderait pas avec la mise en oeuvre de cette stratégie ?

Les Etats-Unis n'ont jamais envisagé de se substituer aux gouvernements des autres Etats ou d'occuper militairement la terre entière puisqu'ils savent que ce serait impossible à réaliser, mais de faire en sorte que tous les gouvernements leur soit soumis et appliquent leur politique de gré ou de force une fois toute forme d'opposition organisée à leur régime de type dictatorial muselée, neutralisée, réprimée, les différentes institutions financières et politiques internationales mettant en oeuvre les moyens législatifs, policiers, militaires afin d'atteindre cet objectif.

Ce qu'il faut comprendre aussi, c'est que si le socialisme ne peut s'imposer qu'à l'échelle mondiale, pour sauver le système d'exploitation de l'homme par l'homme d'où la classe dominante tient son pouvoir et ses privilèges, c'est seulement à cette échelle qu'ils doivent affronter les contradictions du capitalisme qui menacent d'effondrement leur système économique, pour tenter de s'en émanciper et assurer ainsi la pérennité de leur domination de classe.

Cette tentative pour désespéré qu'elle soit, car rien ne dit qu'ils parviendront à leurs fins puisque la lutte des classes n'a pas dit son dernier mot, est le seul moyen (mafieux) qu'ils ont trouvé pour se maintenir au pouvoir.

Que les moyens financiers qu'ils se sont donnés pour y parvenir n'entre pas dans le cadre du capitalisme classique est somme toute normal et inévitable, ce que beaucoup ne parviennent pas à concevoir alors qu'il suffit de prendre les faits tels qu'ils se présentent pour en être convaincu, puisqu'il s'agit de le liquider au profit d'un régime économique régit uniquement par un règlement policier ou dictatorial, qui au-delà de ses volets politique et social, concerne absolument tous les rapports jusqu'aux plus intimes de la population, d'où les campagnes et la propagande incessantes des procureurs de la pensée pour y soumettre la totalité de la population, briser ses résistances.

En complément. La dernière croisade des miliciens de l'ordre nouveau.

Le nouvel ordre mondial ou l'ordre nouveau des fascistes présente des ressemblances troublantes, vous ne trouvez pas ?

- Stop aux violences sexistes dans les transports: un plan sur les rails AFP

Harcèlement : un rapport assure que "100% des femmes ont déjà été importunées, suivies ou agressées" dans les transports Francetv info

Même les vieilles, les grabataires, les handicapées ou celles qui n'ont pas été gatées par la nature, toutes les femmes se

sentent harcelés, menacées, persécutées, mais n'était-ce pas le but qu'ils recherchaient en créant un climat de défiance généralisée dans le pays, de terreur, en dressant toutes les couches de la société les unes contre les autres, dont les femmes contre les hommes et réciproquement ? Comment ne pas se sentir profondément mal à l'aise dans une telle société, ne pas devenir paranoïaque, hystérique, schizophrène ?

Les redresseurs de tort, les donneurs de leçon, les experts en bonne conduite, des gendarmes qui officient de la cour de récréation dès la maternelle jusqu'au quai de la transhumance, absurdité économique s'il en est, car de nombreux salariés pourraient travailler près de chez eux au lieu de se taper entre 1 et 3 heures de transport quotidiennement.

Même les entreprises y gagneraient car les salariés seraient moins fatigués et plus disponibles à leur travail, elles y gagneraient aussi ainsi que les travailleurs en frais de transport. Les transports en commun et les routes seraient moins engorgés aux heures de pointe le matin et en fin de journée, il y aurait moins de pollution également, les salariés auraient plus de temps à consacrer à leurs familles et à leurs enfants, bref ce serait trop beau, vaut mieux encore leur pourrir la vie un peu plus, jusqu'à quand le supporteront-ils encore ?

Question morale, les représentants de la classe dominante, le gouvernement et le PS ainsi que ses satellites et alliés sont les plus mal placés pour donner des leçons à la population, dans la mesure où ils sont responsables des inégalités et des injustices qui existent dans ce pays pour les encourager ou en rajouter sans cesse, du traitement insupportable qu'ils imposent aux travailleurs, chômage, précarité, pauvreté, etc. de soutenir des régimes féodaux et dictatoriaux dans lesquelles les femmes sont considérées comme une sous-espèce du genre humain ou inférieures aux hommes, de soutenir des guerres contre des peuples qui ne leur ont jamais déclaré la guerre ou porté atteinte à la souveraineté de leur pays, de soutenir et armer des mouvements terroristes (Al-Qaïda et l'Emirat islamique) qui se livrent à des actes de cruauté de masse envers des civils hommes, femmes et enfants innocents (Irak, Syrie, Libye, etc.), de soutenir le régime fasciste en place à Kiev qui ne doit pas vraiment être favorable aux droits spécifiques des femmes, de soutenir le régime d'apartheid israélien qui traite les femmes palestiniennes comme des prostituées, etc.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'effectivement ils ne peuvent pas être animés de bonnes intentions envers les femmes ou une catégorie, couche ou communauté de la société, c'est absolument inconcevable ou relève d'une crasse et fatale ignorance, et s'employer à faire croire le contraire, revient en réalité à s'en faire les complices, les complices de nos tortionnaires ou bourreaux.

Il ne s'agit pas de les diaboliser, mais de rétablir les faits dans leur totalité, la réalité, d'être lucide au lieu de s'en remettre à son imagination ou s'en tenir à des discours qui sont juste destinés à berner les esprits les plus faibles.

Il suffit que le gouvernement exprime l'intention d'améliorer la condition de telle ou telle couche de la population, pour qu'ils y en aient qui le croient sur parole, alors qu'il entend juste les instrumentaliser dans le cadre de la guerre idéologique et psychologique qu'il mène contre l'ensemble des couches exploitées, afin de mieux leur imposer sa politique antisociale, ultra réactionnaire et impérialiste.

Discrédité, rejeté, minoritaire, illégitime, le gouvernement joue avec la sensibilité ou la générosité de la population, ses aspirations à la justice sociale, pour les détourner à son profit. La nécessité de rompre avec lui et les partis qui le composent et le soutiennent n'est pas d'ordre doctrinal ou partisan, théorique, dogmatique ou sectaire, elle est le produit d'un simple constat, selon lequel le gouvernement se sert de toutes ces questions pour apparaître sous un angle favorable à la population pour mieux l'embobiner et la tromper, de manière à ce qu'elle se rassemble autour de lui, de sorte qu'il apparaisse légitime, légitimité qu'il utilisera simultanément ou dans la foulée pour lui imposer des lois liberticides, antisociales, réactionnaires.

Le procédé employé consiste à nier la réalité des rapports qui existent entre le gouvernement ou les institutions avec la majorité de la populations qui ne lui sont pas favorables, pour créer l'illusion inverse et faire douter la population sur ses réelles intentions, doute mortel, d'où la nécessiter de cette rupture pour conserver son indépendance et les combattre, de ne jamais mettre le doigt dans l'engrenage infernal qui consisterait à leur accorder la moindre confiance ou légitimité, ils représentent les intérêts de notre ennemi de classe et il faut s'en tenir à cela et à rien d'autres, sinon on se trompera de combat et d'ennemis.

Dossier Yémen

- Démission du médiateur de l'ONU au Yémen - LeMonde.fr

Le médiateur de l'ONU au Yémen Jamal Benomar a donné sa démission mercredi 15 avril, alors qu'une coalition menée par l'Arabie saoudite bombarde des positions des rebelles chiites houthistes depuis plus de trois semaines dans le pays en proie à une profonde crise. LeMonde.fr 15.04

- Yemen. Soldats de Sissi pris au piège - french.irib.ir

L 'un des membres du comité politique dAnsarallah a fait etat de l 'echec d une mission d infiltration des forces speciales egyptienne

à Abyn sur les cotes du sud du Yémen. Une quarantaine de forces spéciales dépêchées sur place a bord de 4 bateaux ont été capturés. Dix d entre eux ont été éliminés. Cette source a rejeté l emprise des frères musulman du parti Islah sur Aden. french.irib.ir 15.04

- L'Arabie s'acharne toujours contre le Yémen - french.irib.ir

Le bilan des tués et blessés yéménites ne cesse de s'alourdir, il est déjà dépassé les 6470.

En dépit des protestations d'envergure contre l'offensive militaire d'Arabie au Yémen, les chasseurs saoudiens visent encore et toujours le territoire yéménite, suscitant la colère des populations. Parmi d'autres, les enfants du quartier Al-Vahda de Sanaa, capitale yéménite ont organisé mardi une manifestation en guise de contestation contre les crimes du régime des Al-e-Saoud, se dirigeant vers le bureau de l'ONU. Les enfants qui portaient des symboles des corps des enfants, tués lors des frappes aériennes, ont exigé l'arrêt immédiat de cette agression. Ils scandaient également des slogans contre l'Arabie et les Etats-Unis, condamnant le silence observé par les pays arabes vis-à-vis des crimes saoudiens.

Une autre manifestation d'envergure a été organisée dans la province d'Al-Hodaïda dans l'est du Yémen à laquelle participaient diverses couches de la société yéménite, condamnant le massacre par les Al-e-Saoud de plus de 2000 Yéménites. Entre temps, à l'initiative de plus de 4000 activistes arabes, "l'appel arabe à la solidarité avec le peuple yéménite vis-à-vis des agressions du régime saoudien" a été lancé sur les réseaux sociaux. Les exécuteurs de ce plan ont commencé, depuis il y a une semaine, leurs activités qui dureraient jusqu'au 4 mai 2015.

Leur objectif en consiste à transmettre ce message à l'opinion publique que le Yémen s'est transformé en la scène de la guerre de l'Oumma arabe contre l'extrémisme et la régression, la guerre de l'OUmma islamique contre le wahabbisme sauvage, la guerre des démunis contre les capitalistes despotes. A ce rassemblement, ont participé de nombreux militants libanais, yéménites, algériens, égyptiens, tunisiens et irakiens afin d'exprimer leur solidarité avec les Yéménites.

Les chasseurs saoudiens n'hésitent pas toutefois un seul instant de prendre pour cible les zones d'habitaton et les infrastructures vitales du Yémen. Les avions de combat saoudiens ont bombardé mardi une sidérurgie, la centrale d'électricité, l'établissement d'enseignement technique et les locaux de délivrance de passeports dans les provinces d'Aden et d'Al-Baïdha dans le sud ainsi qu'à Saada dans le nord du Yémen. A Shabvah, dans le sud du pays, les chasseurs saoudiens ont pris pour cible quelques bâtiments d'infrastructure tandis qu'à Maarib, l'attaque de l'aviation saoudienne, lundi, contre une école de filles a laissé plusieurs mortes et blessées.

Au total 2571 civils dont 281 enfants et 214 femmes ont trouvé la mort, depuis le déclenchement, le 26 mars, de l'offensive saoudienne contre le Yémen, et cela sans compter les 3897 blessés. french.irib.ir 15.04

- Yémen, un autre Vietnam... - french.irib.ir

Ne vous enlisez pas dans le bourbier du nouveau Vietnam qu'est le Yémen ! Met en garde le "Foreign Policy Journal" notamment l'Egypte, lui déconseillant de s'impliquer dans ce cloaque, insistant sur l'échec des agressions saoudo-américaines contre le Yémen.

"Foreign Policy Journal" dont les rapports décrivent les contours des politiques de la Maison Blanche, a prévu qu'après le retrait du Pakistan de la Coalition (des bellicistes saoudiens et leurs aliés), Riyad se tourne vers l'Egypte! Selon ce journal, le fait que Riyad se sent marginalisé par Washington, le pousse à boucler son aventurisme militaire au Yémen. En tout cas, "Foreign Policy" a mis en garde l'Egypte contre les impacts de son intervention au Yémen qui sera son Vietnam.

Nombreux sont les experts militaires aémricains qui sont d'avis que s'impliquer dans la guerre contre le Yémen, équivaut vivre la même impasse qu'a expérimenté la coalition internationale en Afghanistan dont les résultats ont entraîné l'échec de tous les gouvernements participant à la dite coalition. Or, les frappes aériennes saoudiennes contre le Yémen, n'ont apporté rien de concret pour ses agresseurs. L'Arabie qui n'a aucun plan militaire cohérent et ordonné pour convaincre ses partenaires et alliés surtout les Américains, - un point digne de plus de réflexion - ne peut pas poursuivre à elle-seule, la guerre. Le site web Al-Ahed qui a cité "Foreign Policy Journal", indique que tous les rapports et les études des centres amériains, proches et liés aux think-tank politiques et militaires des Etats-Unis, témoignent de ce que l'agression saoudo-américaine contre le Yémen, qui vient de passer sa troisième semaine, se trouve face à un dilemme. Ils doivent opter ou bien pour l'arrêt des frappes, sous prétexte de la situation humanitaire tragique du peuple yéménite (ce qui est d'ailleurs vrai) ou bien opter pour la solution politique qui sauvera tout le bassin du golfe Persique sur lequel plane le spectre d'une guerre d'envergure, vu exactement les agissements des tribus du sud de l'Arabie. Quoi qu'il en soit, personne ne dément dans le contexte actuelle, que l'aventurisme saoudien n'est que d' "hallucinations" french.irib.ir 16.04

- Yémen : une cargaison d'armes saoudiennes tombée aux mains des comités populaires - french.irib.ir

Au Yémen, une cargaison d'armes des Saoudiens, qui était destinée aux terroristes d'Al-Qaïda, dans la province de Marib, est tombée entre les mains des forces populaires.

La cargaison en question avait été envoyée aux terroristes d'Al-Qaïda par les avions saoudiens. A cause de la maladresse du pilote saoudien, cette cargaison est tombée sous le contrôle des forces populaires. Des terroristes d'Al-Qaïda, soutenus par l'Arabie, sont entrés en action, dans des régions de la province de Marib, afin de faire face aux forces révolutionnaires yéménites. french.irib.ir 15.04

ACTUALITE EN TITRES

Un calcul de robinet du niveau CM1.

- Citigroup affiche un bénéfice trimestriel en hausse de 16% - Reuters

- Le trading dope le bénéfice trimestriel de Goldman Sachs - Reuters

+ 41%, excusez du peu !

Mais comment font-ils se demandent le lecteur incrédule ou qui n'a pas suivi le fil de l'histoire ? Allez, on va le faire façon populo pour vous aider. La Fed leur file des milliards de dollars à 0% d'intérêt qu'ils prêteront ensuite à des taux d'intérêts supérieur (sic!), qu'ils utiliseront pour spéculer sur les monnaies, les matières premières, les marchés dérivés, les actions, etc. ou encore empocher d'énormes bénéfices en optant pour des obigations de certains Etats, quelques exemples (fr.investing.com) :

Grèce 3 mois : 5,750 %
Grèce 10 ans : 12,675 %
Grèce 30 ans : 9,827 %

Egypt 3 mois : 10,956 %
Egypt 10 ans : 14,450 %

Kenya 3-Month : 8,438 %
Kenya 10-Year : 12,781 %
Kenya 25-Year : 13,750 %

Afrique du Sud 3 mois : 6,150 %
Afrique du Sud 10 ans : 7,775 %
Afrique du Sud 30 ans : 8,410 %%

Inde 3 mois 7,850 %
Inde 10 ans : 7,800 %
Inde 30 ans : 7,870 %

Brésil 9 mois : 13,390%
Brésil 10 ans : 12,590%

Argentine 2 ans : 12,400 %
Argentine 30 ans : 6,050%

Russie 3 mois : 14,650 %
Russie 10 ans : 10,560 %
Russie 25 ans : 9,810 %

Ukraine 3 mois : 17,000 %
Ukraine 2 ans : 17,000%

Venezuela 1 an : 28,386 %
Venezuela 20 ans : 22,973 %

Imaginez qu'on vous a prêté des centaines de millions de dollars ou d'euros à un taux d'intérêts aux alentours de 0%, vous pouvez même aller jusqu'à quelques pourcents sur le long terme, et que vous achetiez des obligations de ces pays-là, vous empocherez la différence en dormant, vous vous enrichirez très rapidement dans des proportions colossales, vous procéderez au pillage des richesses de ce pays, peu importe, c'est légal, la morale est sauve !

En complément.

- Grèce: S&P abaisse la note d'un cran à CCC", avec perspective négative - AFP

Lui, Valls fait dans l'excellence : il les hait, c'est mieux!

- «Sarkozy n'aime pas les gens», selon Manuel Valls - 20minutes.fr

On se disait bien que pour eux République rimait avec dictature.

- "Appartenance républicaine": Bartolone pour le vote obligatoire - AFP

Liberticide à l'unanimité.

- Pour ou contre la loi renseignement ? - Francetv info

La loi renseignement est débattue depuis lundi 13 avril par les députés. Un projet de loi qui divise. "Il y a une unanimité des juristes à dire que c'est liberticide", déclare en plateau Pierre-Olivier Sur. De plus, le bâtonnier du barreau de Paris déclare que "la sureté publique, la protection contre le terrorisme nécessitent un texte spécial et pas un texte général. Ce que nous reprochons ici, c'est que c'est un texte général" avant d'ajouter que ce qui le choque "c'est que l'on ne se limite pas au terrorisme, mais que c'est un texte fourre tout qui concerne tout comme par exemple la paix publique". Francetv info 16.04

Parole d'un fasciste.

- Israël: Netanyahu compare l'Iran à l'Allemagne nazie AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Trois navires de guerre russe, interceptés par la marine britannique - french.irib.ir

Londres a annoncé que la marine britannique aurait intercepté trois navires de guerres russes, dans les eaux territoriales britanniques.

Le ministère britannique de la Défense a annoncé qu'un destroyer et deux autres navires militaires russes, (un tanker et un navire de logistique), ont été interceptés, dans les eaux territoriales de l'île britannique, alors que ces navires rentraient vers la Russie d'une mission en Méditerranée. Le communiqué du ministère précise que les navires et les hélicoptères de la marine britannique escorteront ces navires russes, jusqu'aux dernières heures de mardi, jusqu'à ce qu'ils quittent les eaux britanniques.

Jusqu'à présent, aucun détail n'a été divulgué, à propos de cet incident, qui se produit, alors que la tension est loin de se calmer entre la Russie et les pays occidentaux, en raison de la crise, dans l'Est de l'Ukraine. En novembre 2014, la marine britannique avait, également, intercepté des navires de guerre russes, dans les eaux territoriales de la Grande-Bretagne, au large de l'Ecosse. french.irib.ir 14.04

2- Arabie saoudite

2.1- Des « manœuvres militaires » égypto-saoudiennes - french.irib.ir

L'Egypte et l'Arabie saoudite ont discuté de l'organisation de « manœuvres militaires d'envergure » sur le territoire saoudien avec d'autres pays du Golfe persique et de la création d'une commission militaire conjointe chargée d'approfondir la question,

annonce mardi la présidence égyptienne dans un communiqué.

Le message précise que la question a été évoquée au Caire lors d'une rencontre entre le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi et le ministre saoudien de la Défense, le prince Mohammed Ben Salman.

« Il a été décidé de former une commission militaire conjointe pour discuter de la mise en œuvre de manœuvres stratégiques d'envergure sur le territoire d'Arabie avec la participation d'une force arabe comprenant des troupes égyptiennes, saoudiennes et d'Etats du Golfe persique », dit le communiqué. french.irib.ir 15.04

2.2- Le torchon brûle entre l'Arabie et les Emirats arabes unis - french.irib.ir

Une source saoudienne a dévoilé le refroidissement des relations de l'Arabie et des Emirats arabes unis, sur le désaccord des deux parties concernant les questions régionales, notamment, la crise yéménite.

Selon le site d'information «Yemen Press», cette source saoudienne a estimé que l'ambiance pesante qui régnait, lors de la visite de Mohammed Ben Zayed al-Nahyane, prince héritier émirati, à Riyad, traduisait bien le niveau des tensions entre les deux pays. Et ce, alors que Ben Zayed al-Nahyane avait attendu une dizaine de jours, pour obtenir l'aval des responsables saoudiens à son déplacement à Riyad.

D'après cette source saoudienne, Mohammed Ben Zayed al-Nahyane, le prince héritier émirati, ne s'était entretenu qu'avec les ministres de l'Intérieur et de la Défense saoudiens, et il n'était pas arrivé à rencontrer son homologue saoudien ou le monarque de l'Arabie. A préciser que l'entrevue entre Mohammed Ben Zayed al-Nahyane et les deux ministres saoudiens a eu lieu, sans la présence des journalistes.

Pour cette source saoudienne, le plus importante raison de refroidissement des relations entre les deux capitales réside dans le mécontentement de l'Arabie vis-à-vis de la prise de position des Emirats arabes unis sur les évolutions yéménites. «Aux yeux de l'Arabie, les Emirats arabes unis participent, d'une part, à l'offensive contre le Yémen, et de l'autre, apportent leurs soutiens aux Houthis et à l'ancien Président, Ali Abdallah Saleh», prétend cette source saoudienne.

Certaines autres sources ont diffusé des nouvelles concernant le plan politique du prince héritier émirati, lors de son déplacement, à Riyad, censé dénouer la crise yéménite. Selon ces sources, à cause de la méfiance affichée par l'Arabie, à l'égard des Emirats arabes unis, Riyad ne s'est même pas donné la peine d'examiner ce plan. french.irib.ir 15.04

3- Syrie

- Tentative de coup d'Etat contre Assad - french.irib.ir

Selon des sources non authentifiée, "le cousin du Président Assad, Manzar Jamil Assad, a été arrêté par !les forces de sécurité syriennes, sur l'ordre direct de ce dernier", en raison d'"actes contraires à la loi". C'est "Al-Akhbar, qui rapporte cette information : "L'intéressé aurait été arrêté par une patrouille de la police, à son domicile, à Hay al-Zaraa, dans la banlieue Sud de Lattaquié".

Les sites liés à l'opposition pro-occidentale syrienne prétendent que le cousin d'Assad avait l'intention de commettre un coup d'Etat. Certaines sources, toujours ,non confirmées, évoquent des divergences d'ordre plutôt financier, comme principale raison de cette arrestation. Les témoins évoquent la présence d'un grand nombre d'effectifs de sécurité, au moment de son arrestation, ce qui télmoignaerait de la gravité de l'affaire.

Le cousin d'Assad n'a pas un casier "clean". En 2006, il a été arrêté, au Liban, pour tentative d'assassinat, et remis aux autorités syriennes. Les anti-Assad tentent, en gérénal, de profiter du moindre incident, pour suggérer l'idée de l'existence de vélléités séditionnistes, au sein de l'entourage d'Assad. Et, pourtant, ce dernier continue à diriger la Syrie, depuis 2011, et en dépit de la guerre qui secoue le pays. french.irib.ir 15.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- En bref.

- Intermarché serait le point de supprimer 600 postes dans sa filiale logistique - La Tribune

- Suppressions d'emplois chez Dim à Autun: "Un gros coup de massue" pour les salariés - AFP

1.2- Radio France: après 28 jours, fin de la plus longue grève de l'histoire du groupe AFP

Le plus long conflit social de l'histoire de Radio France a pris fin mercredi soir avec la levée de la grève à compter de 13h00 jeudi, 29e jour d'un mouvement qui laisse en suspens tous les désaccords entre direction et syndicats.

"On a l'impression d'être arrêtés en rase campagne. L'intersyndicale va se reconstruire et repanser les plaies", a dit Jean Matthieu Zahnd (CGT), à l'issue de l'assemblée générale qui a voté la fin du conflit. Selon une source proche du dossier, la CGT de Radio France a ensuite signé le texte de propositions du médiateur au côté des quatre autres membres de l'intersyndicale (CFDT, FO, SUD et Unsa). AFP 16.04

1.3- Réforme du collège: Les syndicats appellent à la grève le 19 mai - 20minutes.fr

Une intersyndicale FSU, FO, SNALC, CGT et Sud appelle les enseignants à la grève le 19 mai contre la réforme du collège, selon un communiqué du SNALC (Syndicat national des lycées et collèges) reçu dans la nuit de mercredi à jeudi.

Une «mise en concurrence» entre disciplines selon les syndicats

Ces organisations, qui ont totalisé 80% des voix lors des élections syndicales de décembre, avaient déjà demandé au ministère de l'Éducation nationale de retirer son projet de réforme du collège prévu pour la rentrée 2016. Ces syndicats critiquent un projet «fondé sur l'autonomie des établissements et la multiplication des hiérarchies intermédiaires sous l'autorité du chef d'établissement» et une «mise en concurrence» selon eux entre disciplines, enseignants et établissements.

Vendredi, ils ont voté contre la réforme lors d'un vote consultatif de la communauté éducative, laquelle a néanmoins donné un avis favorable au projet, grâce à l'appui des organisations réformistes UNSA Éducation et Sgen-CFDT, de la fédération de parents d'élèves FCPE, des lycéens de l'UNL et des étudiants de l'Unef.

Comment Najat Vallaud-Belkacem répond aux critiques d'Ayrault sur la réforme du collège Pas de grève le 13 mai

Compte tenu du nouvel appel à la grève pour le 19 mai, le SNALC retire un autre appel qu'il avait déposé seul pour le 13 mai, précise-t-il dans son communiqué. 20minutes.fr 16.04

2- Etats-Unis

- New York: Des milliers de manifestants réclament un salaire minimum de 15 dollars de l'heure - 20minutes.fr

Des grèves et des manifestations similaires ont eu lieu dans de plus de 230 villes américaines. Mais à New York, ce sont des milliers de personnes qui ont manifesté, ce mercredi, pour réclamer un salaire minimum de 15 dollars de l'heure. Les organisateurs, qui attendaient «la plus large mobilisation jamais (enregistrée) de travailleurs sous-payés» ont ainsi estimé qu'entre 10.000 et 15.000 personnes avaient répondu à l'appel.

Parmi les protestataires, des employés de fast-foods, mais aussi des employés d'aéroport, des personnels de santé, d'autres travaillant avec des enfants, des ouvriers du bâtiment venus par solidarité, et qui dénonçaient parfois leurs conditions de travail sur certains chantiers d'immeubles construits pour les ultra-riches. «Battez-vous pour 15 dollars», «Fatigué de travailler pour enrichir encore les riches», pouvait-on lire sur des pancartes.

Etats-Unis: McDonald's augmente les salaires mais la fronde continue.

«Il faut être magicien pour survivre avec ça»

Les premiers manifestants s'étaient réunis dès 6 heures du matin (heure locale) devant un McDonald's de Brooklyn. Plusieurs centaines de personnes se sont ensuite retrouvées à la mi-journée à Manhattan, s'allongeant à l'extérieur d'un autre McDonald's en signe de protestation. En fin d'après-midi, ils étaient plusieurs milliers à Columbus Circle, près de Central Park, parmi lesquels de très nombreux ouvriers du bâtiment.

Alors que le salaire minimum à New York est actuellement de 8,75 dollars de l'heure, et doit passer à 9 dollars l'an prochain, Pedro Gamboa, 58 ans, bagagiste à l'aéroport JFK, travaille 40 heures par semaine, se lève à 3 heures du matin et gagne

10,10 dollars de l'heure. «Ce n'est pas assez. Il faut être magicien pour survivre avec ça. Une fois que vous avez payé vos factures, vos poches sont vides», lâche ce père de famille, qui dit survivre grâce aux bons alimentaires. «15 dollars, ça serait un bon début.»

États-Unis: le chômage remonte malgré de fortes créations d'emplois.

«Le rêve américain» inaccessible.

«Nous sommes là pour demander les mêmes droits pour tous ceux qui travaillent», a, de son côté, expliqué Jeanine Keen, du syndicat des menuisiers. «Nous devons être solidaires de tous les travailleurs», a-t-elle ajouté, insistant sur la nécessité pour tous de pouvoir se syndiquer.

Certains intervenants ont souligné les inégalités croissantes et évoqué «le rêve américain» inaccessible. «Dans une ville comme New York, ou dans n'importe quelle ville aux Etats-Unis, vous ne pouvez pas élever une famille, avoir un toit, vous nourrir en travaillant pour 8 ou 9 dollars de l'heure», a aussi expliqué Kendall Fells, directeur national de la campagne «Battez-vous pour 15» (dollars). Les manifestants «ne s'arrêteront pas tant qu'ils n'auront pas un salaire qui leur permette de vivre», a insisté celui qui affirme que depuis le début du mouvement il y a deux ans et demi à New York, les manifestants sont de plus nombreux, mieux organisés.

Le coût de la vie à New York est «le plus élevé du pays»

Mardi, un rapport officiel du contrôleur financier de New York, Scott Stringer, a souligné que le coût de la vie à New York était «le plus élevé du pays». De leur côté, plusieurs villes, dont Seattle et San Francisco, ont voté l'an dernier une augmentation à 15 dollars, étalée sur plusieurs années. Le salaire minimum fédéral est lui bloqué depuis 2009 à 7,25 dollars de l'heure. 20minutes.fr 16.04

ECONOMIE

Chine

- Les Chinois se ruent sur les actions, la Bourse s'envole - lefigaro.fr

Le premier fonds destiné aux investisseurs chinois désireux d'investir sur la place de Hongkong vient d'être lancé.

La spéculation boursière s'emballe en Chine. Après avoir alimenté la frénésie immobilière, les Chinois s'endettent désormais pour acheter des actions et profiter de la hausse vertigineuse de la Bourse de Shanghaï. Celle-ci s'est envolée de plus de 65 % en cinq mois et a pratiquement doublé par rapport à l'année dernière. Chaque jour, des centaines de milliers de particuliers ouvrent des comptes-titres, pour profiter de la manne. Fin mars, en une semaine, plus de 1,7 million avaient été souscrits.

Depuis lundi, les autorités ont même autorisé les Chinois, qui n'avaient droit qu'à un seul compte en Bourse, à en ouvrir jusqu'à vingt, auprès de courtiers différents, pour qu'ils puissent faire jouer la concurrence et provoquer la baisse des frais. Le gouvernement voit d'un œil plutôt favorable l'engouement des épargnants, mais tente de soulager la pression sur les actions chinoises en encourageant les investissements sur d'autres marchés, notamment sur la Bourse de Hongkong, connectée à Shanghaï depuis novembre. Cette ouverture séduit les particuliers mais aussi les institutionnels. «Récemment, les autorités ont annoncé plusieurs mesures pour promouvoir les investissements des institutions chinoises en dehors de la Chine continentale, afin qu'elles diversifient leurs portefeuilles, mais aussi pour développer une vraie industrie de la gestion d'actifs dans le pays», souligne Isabelle Irish, gérante chez Barings.

Profiter d'une décote de 25 %

Le premier fonds chinois créé seulement pour acheter des actions à Hongkong vient ainsi de voir le jour. Lancé par Invesco Ltd's China Fund Venture, il a attiré 11 milliards de yuans (1,6 milliard d'euros). C'est la deuxième plus forte collecte cette année pour un fonds en Chine, et la cinquième plus importante depuis 2010.

Les souscripteurs se sont précipités dans l'espoir d'une bonne affaire. «Les actions chinoises cotées à Hongkong ont bondi de 20 % en un mois, mais restent 25 % moins chères que celles de Shanghaï», relève Jean-Louis Scandella, responsable de la gestion actions chez Barings. Ce premier fonds ouvrent la voie à d'autres. Selon BOC International, les gérants devraient collecter 100 milliards de yuans (15 milliards d'euros) en avril en Chine continentale pour investir à Hongkong. lefigaro.fr 15.04

Haut de page

Le 19 avril 2015

CAUSERIE

On se contentera de cette info qui nous est parvenue avec 8 jours de retard. On essaiera d'actualiser la causerie dans la journée ou demain avant 12 heures en France. On a aussi une vingtaine d'articles à ajouter. Un conseil, ne mettez pas les pieds en Ukraine.

Le régime de Kiev soutenu par Washington, l'Otan, Bruxelles, le FMI et évidemment Hollande-Valls-Fabius, est ouvertement fasciste.

Kiev a officiellement un régime fasciste, mais apparemment cela laisse totalement indifférent le mouvement ouvrier en France et en Europe. Il adopte en fait l'attitude de leur gouvernement et des médias. Pas un seul parti (à ma connaissance) n'a relayé ce qui s'est passé le 9 avrl 2015 à Kiev et qui était d'une extrême gravité. Tous prétendre combattre le capitalisme, l'extrême droite, on a plutôt l'impression qu'ils en sont les complices par leur silence. Dorénavant le régime de la terreur règne en Ukraine. Jugez plutôt.

- Kiev réhabilite les collaborationnistes ukrainiens et interdit le communisme - mondialisation.ca 17.04

Le 9 avril, le régime pro-occidental de Kiev a adopté des lois pour réhabiliter les collaborationnistes ukrainiens qui ont participé aux génocide ethnique nazi pendant la Deuxième Guerre mondiale, et pour interdire tout symbole communiste en Ukraine, une ancienne république soviétique.

La loi, intitulée « Sur le statut et la mémoire des combattants pour l'indépendance ukrainienne au 20e siècle », légitime officiellement des dizaines des groupes nationalistes, dont l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) pro-nazis. Les autorités nationales et locales doivent à présent fournir une aide sociale aux membres de ces organisations et à leurs familles.

La loi interdit aussi toute critique publique de ces organisations: « La dénonciation publique du rôle de l'OUN-UPA pour rétablir l'indépendance de l'Ukraine est illégale ».

De même, le régime de Kiev a approuvé une loi qui déplace la fête des « Défenseurs de l'Ukraine » du 23 février au 14 octobre. Le 23 février était à l'origine une fête soviétique marquant la fondation de l'Armée rouge après la Révolution d'octobre – quand elle s'opposait à une intervention militaire des puissances impérialistes pour rétablir le capitalisme dans ce qui allait devenir l'URSS. La nouvelle fête, par contre, marque la date présumée de la fondation de l'UPA.

Une dernière loi interdit tout symbole communiste en Ukraine, conformément à l'appel du ministre de la Justice Pavel Petrenko d'achever la « décommunisation » de l'Ukraine avant le 70e anniversaire de la victoire de l'URSS contre l'Allemagne nazie à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le 9 mai. En annonçant les mesures à la télévision nationale la semaine passée, Petrenko a dit qu'interdire les symboles communistes « était quelque chose que nous aurions dû faire il y a vingt ans ».

La loi anti-communiste, adoptée par 274 voix contre 0, dénonce les régimes communiste et nazi comme « criminels devant la loi », interdisant toute propagande en leur faveur et tout port ostentatoire de leurs symboles. La loi criminalise ainsi des millions de noms d'avenue, de statues, de décorations militaires rattachés à la Deuxième Guerre mondiale qui font référence aux hommes politiques, aux victoires militaires, ou aux événements culturels soviétiques.

La loi interdit aussi tout parti politique ou organisation médiatique accusée de défendre le communisme. Elle déclare que son but est « d'empêcher de pareils crimes à l'avenir et d'éliminer la menace à la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité nationale ukrainienne ».

L'interdiction de la croix gammée ne nuira pas aux groupes fascistes qui défendent le régime de Kiev, tels le Secteur droit, la milice Aidar, ou le parti Svoboda, dont plusieurs ont adopté des runes ou d'autres symboles fascistes moins manifestement liés au nazisme. Dans la mesure où cette loi les empêche d'arborer la croix gammée, elle aide le régime de Kiev à dissimuler sa coloration politique aux travailleurs sur le plan international.

Le Parti communiste ukrainien (KPU) stalinien, déjà menacé d'interdiction et dont la fraction parlementaire est déjà dissoute, a faiblement critiqué la loi pour indiquer qu'elle risquait de provoquer une opposition sociale plus large. « Un ancien combattant ne peut plus porter son Ordre de l'Etoile Rouge, pour lequel il a versé son sang. Ceci ne fera que diviser la société et faire continuer la guerre », a déclaré le chef du KPU, Pyotr Simonenko.

Ces lois odieuses exposent le rôle criminel du régime de Kiev et des puissances impérialistes, dirigées par Washington et Berlin, qui l'ont installé dans un putsch dirigé par le Secteur droit en février 2014. Avec le soutien de l'OTAN, le régime a ensuite plongé l'est du pays, plus prorusse, dans une guerre civile qui menace de déclencher une guerre tout court entre l'OTAN et la Russie.

Les lois du 9 avril indique la réaction du régime de Kiev et de ses alliés impérialistes à leur défaite récente dans l'est de l'Ukraine: ils s'appuient plus directement sur les forces fascistes. Ils craignent l'opposition croissante des travailleurs ukrainiens à l'austérité budgétaire, à la montée du chômage, et avant tout, aux ordres de mobilisation. Alors que de larges couches de la population en Ukraine occidentale refusaient la conscription, Kiev a officiellement fait du Secteur droit une force associée des armées ukrainiennes, que Washington et ses alliés européens comptent armer contre la Russie.

Les lois pronazies exposent aussi le rôle des médias occidentaux qui ont traité les reportages sur le rôle des fascistes dans le putsch de Kiev de propagande russe. Ils furent traités de « vides de sens » (New York Times), de « fantaisie » (le Guardian) ou de « mensonge suprême » (Le Monde). A présent, c'est le régime de Kiev lui-même qui annonce ses sympathies fascistes.

Les forces réhabilitées par Kiev sont directement impliquées dans les crimes les plus horribles du fascisme européen: la Shoah et la mort de six millions de Juifs européens et l'invasion nazie de l'URSS, qui a coûté la vie à 27 millions de citoyens soviétiques.

L'OUN, fondée en 1929, était une organisation anticommuniste luttant pour l'indépendance ukrainienne. Le chef de sa principale fraction pendant la Deuxième Guerre mondiale, Stepan Bandera, voulait une Ukraine indépendante purgée de toute autre influence ethnique.

Après l'invasion nazie de l'URSS en 1941, l'OUN s'est offerte en force auxiliaire à la Wehrmacht nazie contre l'URSS, participant en 1942 au massacre nazi de 200.000 Juifs en Volhynie. En 1943, elle a lancé sa propre campagne de génocide ethnique contre des villages polonais en Volhynie et en Galicie, tuant entre 60.000 et 100.000 Polonais. Elle a aussi attaqué des partisans prosoviétiques qui combattaient l'Occupation nazie de l'Ukraine.

Après la défaite des nazis et la fin de la guerre, la CIA a établi des liens avec l'OUN pour mener des actions secrètes contre l'URSS.

On mobilise à présent les descendants de ces criminels fascistes pour tenter de stabiliser le régime impopulaire de Kiev, faire monter la pression contre la Russie et intimider l'opposition populaire.

Yuriy Chukhevych, le député qui a déposé la loi réhabilitant l'OUN, est le fils de Roman Chukhevych, qui a dirigé le Bataillon Rossignol (Bataillon Ukrainische Gruppe Nachtigall) qui combattait sous les ordres des nazis.

La crainte ressentie par Kiev de la fête du 9 mai et sa tentative d'interdire toute mention du passé soviétique de l'Ukraine et de la lutte contre l'Occupation nazie reflètent l'impopularité massive de sa politique, et sa crainte d'une opposition explosive des travailleurs en Ukraine et à l'international. Malgré une propagande pro-fasciste constante, les forces explicitement pronazies n'ont obtenu qu'un soutien modeste aux dernières élections législatives. Svoboda a reçu 4,71 pour cent des voix et le Secteur droit 1,8 pour cent.

Ceci souligne que la campagne pour réhabiliter le fascisme en Ukraine provient d'en haut, du régime de Kiev et de ses maîtres impérialistes.

Alex Lantier et Stefan Steinberg (wsws.org)

Haut de page

Le 20 avril 2015

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles ce soir ou demain matin.

Ukraine sous le fascisme.

- Les meurtres politiques d'un journaliste et d'un ex-député pro-russes ukrainiens ont été revendiqués.
- euronews.com

Le parti Bloc Opposition aurait reçu une lettre dans laquelle l'Armée des insurgés ukrainiens dit assumer la responsabilité de la liquidation de l'ancien député Oleg Kalachnikov et du journaliste Oles Bouzina.

Ce groupe a repris le nom d'une organisation fasciste formée pendant la Seconde Guerre mondiale par Roman Choukhevitch qui, après avoir collaboré avec la Wehrmacht, combattit l'occupant nazi, mais joua un rôle dans le génocide des Juifs et l'extermination des Polonais de Volhynie en 1943.

Controversé, cet homme, Roman Choukhevitch, a cependant été déclaré "héros national" par le leader de la Révolution orange, Viktor Ioutchenko en 2008.

L'actuel président ukrainien Petro Porochenko affirme qu'il s'agit d'une provocation profitable aux "ennemis" du pays qui combat les séparatistes pro-russes, que c'est une tentative de déstabilisation de Kiev.

Le Bloc opposition, héritier du parti des Régions du président chassé du pouvoir, Viktor Ianoukovitch, demande une enquête sur ce groupe qui se réclamerait d'un courant politique qui est, pour finir, historiquement proche de celui de Svoboda, le parti ukrainien d'extrême droite. euronews.com 18.04

Le fascisme par la purge.

- Ukraine : la Cour constitutionelle examine la loi de ''lustration'' - euronews.com

La page Ianoukovitch doit être définitivement tournée en Ukraine. C'est le message lancé à Kiev par des manifestants réunis jeudi devant le siège de la Cour constitutionnelle. La haute instance a entamé l'examen de la loi dite de ''lustration'' qui prévoit une vaste purge au sein de l'appareil politico-administratif, le but étant d'écarter des cercles du pouvoir ceux ayant servi sous l'ancien régime. Mais des députés de l'opposition s'insurgent contre ce texte. "Il y a certaines dispositions dans cette loi qui enfreignent la Constitution, souligne Vasyl Nimchenko du Bloc d'opposition. La loi de lustration ne prend pas en compte le principe de base de notre Constitution, à savoir la présomption d'innocence.''

La loi permet de congédier de manière expéditive les fonctionnaires ayant exercé sous le gouvernement de l'ancien président Viktor Ianoukovitch et de les priver de hautes responsabilités pendant plusieurs années. Les représentants de la police et de la justice sont notamment visés. Au sein du gouvernement ukrainien, on s'interroge sur l'impartialité des magistrats de la Cour.''Malheureusement, une partie des juges de la Cour constitutionnelle a un réel intérêt à abolir la loi de lustration, car si l'on regarde bien cette loi, ces gens aussi doivent être concernés par cette purge'', explique le ministre ukrainien de la Justice, Pavlo Petrenko.

Adoptée en septembre dernier par le Parlement ukrainien, cette loi a déjà permis de faire tomber de nombreuses têtes, comme l'explique notre correspondante Maria Korenyuk : ''La Cour a commencé à examiner la constitutionnalité d'une loi qui est en vigueur depuis plus de six mois. Durant cette période, 500 fonctionnaires de l'ancien régime ont été limogés et 1500 autres ont démissionné.'' euronews.com 17.04

Seul l'agence de presse Euronews rendait compte de ces infos, les médias institutionnel français pratiquent la censure ou complotent dans notre dos. L'Ukraine fasciste, c'est à deux pas de chez vous, n'est-ce pas ? Alors pourquoi aucun parti n'a-t-il pas organisé une manifestation ou un rassemblement devant l'ambassade d'Ukraine à Paris, pourquoi le mouvement ouvrier ne se mobilise-t-il pas pour venir en aide au prolétariat ukrainien ?

Il faut tout faire pour crever cet abcès purulent du fascisme, qu'il éclate à la figure des gouvernements de l'UE qui le soutiennent, briser l'omerta qui étouffe les Ukrainiens. C'est une priorité absolue qui permettra de jeter un nouvel éclairage paticulièrement cru ou cruel sur ceux qui nous gouvernent et rendra service à l'ensemble des travailleurs de l'UE.

Le chiffre du jour. 767.

Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), les récentes violences ont fait 767 morts et 2.906 blessés. Entre 120.000 et 150.000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du Yémen par les violences en cours, alors qu'il y avait déjà plus de 300.000 déplacés avant la crise actuelle, selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Comment ils préparent les esprits au fascisme

Amalgame communisme et nazisme ou comment Hollande soutient le régime fasciste de Kiev.

- Hollande compare Mme Le Pen à un "tract" communiste, le PCF s'indigne - AFP

Grille de lecture.

- Entre nous, comme quoi nous n'exagérions pas en affirmant que le PS était l'antichambre du fascisme ou qu'il lui faisait la courte échelle, ou encore préférait le fascisme au socialisme.

- Alors que le régime fasciste de Kiev a voté le 9 avril 2015 une loi interdisant le communisme et toute référence au communisme almalgamé au nazisme, en ne saisissant pas cette occasion pour la dénoncer, Mélenchon, Dartigolles et Cie. participent au consensus pro-fasciste.

- Le communisme implique que les travailleurs s'emparent du pouvoir politique et gouvernent, contrôlent l'ensemble de la société, la production des richesses et leur distribution, mettent fin au capitalisme... Condamner le communisme revient donc à interdire au travailleur de réaliser un jour cette perspective politique au profit du capitalisme qui serait éternel...

- L'occasion était donné au porte-parole du PCF de défendre le communisme, s'il en a été incapable, c'est tout simplement parce qu'il y est totalement étranger, on pourrait ajouter pour l'avoir toujours combattu depuis sa stalinisation au milieu des années 20.

AFP- Sur Canal", le chef de l'État a affirmé que la présidente du FN "parle comme un tract du Parti communiste des années 70".

"Quand Hollande compare le FN au "PCF des années 70", sa faute est double. À l'égard des militantes et militants communistes. Mais c'est aussi une lâcheté intellectuelle face au FN d'aujourd'hui", a dénoncé sur Twitter Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, jugeant "navrante" et "pas à la hauteur" cette sortie de M. Hollande.

"La comparaison que Hollande vient de faire entre le FN et le PCF des années 70 est indigne et inepte", a de son côté réagi sur ce même réseau social Ian Brossat, adjoint PCF à la mairie de Paris. "En parlant ainsi, Hollande contribue à dédiaboliser encore un peu plus le FN. C'est une faute politique et une faute morale", a-t-il fustigé.

"Madame Le Pen parle comme un tract du Parti communiste des années 1970 (...) sauf que le Parti communiste, il ne demandait pas qu'on chasse les étrangers, qu'on fasse la chasse aux pauvres", a déclaré le chef de l'État, lors de l'émission "Le Supplément" sur Canal". (A l'époque il n'y avait pas le chômage de masse, les conditions sociales étaient différentes, donc la chasse aux étrangers étaient temporairement réduites au silence... - ndlr)

"En insultant le Parti communiste des années 70, François Hollande oublie que c'était alors le programme commun qui conduisit à la grande victoire de 1981", a de son côté réagi Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à la présidentielle de 2012.

"Son propos est d'une totale bassesse et indigence, indigne d'un président élu aussi par les communistes", ajoute M. Mélenchon dans un communiqué. AFP 19.04

La " grande victoire de 1981" qui fut par la suite celle de la Bourse qui se mit à flamber... ainsi que le chômage, vous pouvez aussi ajouter l'extrême droite, comme quoi ils sont faits pour s'entendre...

Le renégat et démagogue Mélenchon en rajoute une couche pour couvrir son propre rôle d'imposteur, et comme quoi ses propos sont vraiment insignifiants, médiocres, il aurait pu en dire autant de Chirac qui avait gouverné avec des ministres du PCF... et Mélenchon !

Hollande qui est un farouche anticommunisme a commis une maladresse en essayant de défendre le PCF comme le rappelera un internaute :

- Discours de George Marchais (PCF) 1980 :

"il faut stopper l'immigration officielle et clandestine. Il est inadmissible de laisser entrer de nouveaux travailleurs immigrés en France alors que notre pays compte près de 2 millions de chômeurs français et étrangers."

Distraction, divertissement, détournement, intox ou la banalisation du fascisme... l'air de rien.

Il ne faut pas se laisser impressionner par les manoeuvres, les déclarations ou positions adoptées par la classe dominante ou ses représentants au pouvoir sur l'extrême droite, qui pendant qu'ils s'emploient à se présenter comme des opposants au fascisme, l'encouragent et le soutiennent en réalité quand il en va de leurs intérêts, en Ukraine par exemple, mais aussi en Hongrie ou d'autres pays comme la Lettonie.

Les Hitler, Mussolini, Franco, Salazar, Pétain, Pinochet, Videla, Duvallier, etc. étaient les purs produits de la politique de la classe dominante qui les a fabriqués puis portés au pouvoir, avec la complicité de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme

qui ont favorisé le fascisme au détriment du socialisme. Cela devrait suffire à dissuader n'importe quel militant ouvrier ayant un minimum d'esprit critique ou étant cohérent avec son engagement politique, d'adhérer à un des partis liés au PS ou au PCF.

- Allemagne : le procès d'Oskar Gröning, un ancien nazi, va s'ouvrir - Francetv info

Grille de lecture.

- Il semblerait que le "service d'enquête qui s'active" (Les sionistes fanatiques Klarsfeld pour ne pas les citer) pour retrouver d'ex-nazis ou collaborateurs du nazisme est omis la CIA ou les services de renseignement américains qui ont recyclé pendant des décennies des dignitaires ou personnalités du régime nazi allemand, pour parfaire leurs techniques de tortures qu'ils appliqueront aux opposants à la politique américaine ou transmettront aux dictateurs d'Amérique latine.

Du coup ils s'en prennent lâchement pourrait-on dire, à un homme âgé de 94 ans qui n'a commis comme "crime" que remplir des tâches administratives pour le compte de l'administration nazi comme des millions d'autres Allemands à cette époque. A croire qu'ils auraient décidé une fois de plus de culpabiliser l'ensemble des Allemands pour un crime monstrueux programmé par les oligarques anglo-saxons-sionistes.

Il faut avoir à l'esprit en permanence pour aborder cette question que les sionistes ont troqué la Shoah contre la Palestine aux nazis, le massacre de millions de juifs en échange du contrôle des puits de pétrole du Proche-Orient via la déstabilisation de tous les régimes de la région divisée sur la question israélienne, au-delà l'opposition alimentée entre chiites et sunnites notamment, entre composantes arabes et perses sur fond de dislocation de l'empire Ottoman ou sur ces cendres conduisant à la balkanisation de la région pour mieux la dominer, l'exploiter, la piller...

Francetv info - Un procès va s'ouvrir mardi 21 avril en Allemagne : celui d'Oskar Gröning. Il a aujourd'hui 94 ans. L'homme était gardien et comptable dans le camp d'Auschwitz. "Il était chargé de comptabiliser les biens de tous ceux qui étaient destinés à être tués dans les chambres à gaz", explique Amaury Guibert, journaliste de France 2.

Sur les 6 500 gardiens ou responsables de la SS qui sont passés par Auschwitz, seuls 34 d'entre eux ont été condamnés par la justice allemande. Pendant de nombreuses années, celle-ci ne s'occupait que des responsables directs des exécutions.

Aujourd'hui, il reste encore quelques exécutants de la machine de mort des nazis, mais ils sont peu nombreux à devoir rendre des comptes.

S'il est jugé, c'est grâce au travail d'un service d'enquête qui s'active tant qu'il est encore temps. Francetv info 18.04

Quand le régime juge les monstres qu'il a lui-même engendrés.

- Grèce: Le parti néonazi Aube dorée devant la justice - 20minutes.fr

Grille de lecture.

- En Grèce, ils fondent tous leurs espoirs sur Syriza pour leur sauver la mise, l'heure du fascisme n'a pas encore sonné, et rien n'empêcherait qu'ils adoptent dans leur discours un virage à 180° ou diamétralement opposé dans les mois qui viennent si nécessaire sachant que les médias suivraient pour couvrir leur forfaiture.

- En attendant, le parti fasciste Aube dorée recourt au masque du "nationaliste" pour camoufler sa véritable nature et apparaître plus présentable aux Grecs qu'il entend ainsi tromper pour leur plus grand malheur.

20minutes.fr - Les dirigeants du parti néonazi grec Aube dorée troquent lundi les bancs du parlement pour le box des accusés dans un procès historique qui s'ouvre près d'Athènes afin de déterminer si le mouvement s'apparente à une organisation criminelle.

Entré pour la première fois au Parlement en 2012, Aube Dorée est arrivé en troisième position des législatives de janvier remportées par Syriza, au terme d'une campagne électorale sans les démonstrations de force habituelles. Cultivant désormais le profil bas, Nikos Machaloliakos défendait cette semaine sa formation comme étant «un mouvement nationaliste», «parti politique légal» et pas «une organisation criminelle».

Les mois d'enquête judiciaire sur le parti ont cependant été accompagnés d'un grand déballage médiatique qui a mis au jour de nombreux documents photos et vidéos, des témoignages de repentis décrivant le fonctionnement des «sections d'assaut» du parti, leurs raids nocturnes à moto pour «casser» de l'étranger, les camps d'entraînement à la campagne avec maniement de Kalachnikov. 20minutes.fr 20.04

La montée de l'extrême droite est inexorable, encouragée même.

- Hongrie : Viktor Orban menacé par l'extrême-droite - latribune.fr 18.04

Grille de lecture.

- Viktor Orban a refusé un plan d'aide du FMI, il a procédé à des nationalisations, il a taxé les entreprises étrangères et surtout les banques, trois crimes insupportables pour les tenants du néolibéralisme qui veulent sa peau, les Américains en tête.

- L'auteur de cet article a monté en épingle les résultats d'une élection partielle où l'écart entre le Fidesz de Viktor Orban et le parti d'extrême-droite Jobbik était seulement de 1,1%, au détriment d'un sondage national où la différence entre les deux partis est de 9%.

Pourquoi a-t-il procédé de la sorte? Parce qu'il avait un produit à vendre aux lecteurs : l'infaillible montée du fascisme en Hongrie, idée à laquelle il doit se préparer, pourquoi pas y adhérer, l'avenir quoi.

- Que lui reproche-t-il? Son bilan économique ?

Non, il est "flatteur". Quoi alors ? La « méthode de gouvernement » du premier ministre.

Mais encore ?

Son "autoritarisme", "le retour de l'Etat dans l'économie" qui est "de moins en moins supportable", pour qui, mais pour les marchés, l'oligarchie financière qui ne tolère pas qu'un chef de gouvernement lui résiste.

Comment faire alors pour le déstabiliser ? Le calomnier hypocritement.

"De plus en plus, il apparaît que l'Etat hongrois est géré en fonction des intérêts du clan Orban", alors que les mesures (dont une partie était dirigée contre les travailleurs) qu'il a prises ont permis d'obtenir des résultats sur le plan national à faire palir d'envie plus d'un chef d'Etat ou de gouvernement en Europe, ils devraient en être satisfaits et le soutenir au lieu de l'attaquer, oui, sauf qu'il a commis le crime de répartir ses mesures sur toutes les classes, alors qu'il aurait dû épargner les entreprises et les banques et se contenter de matraquer la plèbe.

En conclusion : Il doit dégager.

Le verdict écrit d'avance tombe "la Hongrie a de plus en plus de mal à supporter le pouvoir personnel de Viktor Orban", donc elle doit s'en séparer.

Au profit de qui ? Mais des fascistes, pardi puisqu'aucune aure force politique ne serait "crédible" !

"Les dernières années des gouvernements socialistes, de 2004 à 2010 apparaissent comme des années traumatisantes pour la Hongrie, entre le risque de faillite et la corruption. C'est une alternative qui, pour beaucoup, n'est pas crédible. "

Comment y parvenir ? Avec le soutien des médias et des gouvernements des puissances occidentales.

Comment, mais en tenant un discours démagogique à l'extrême dont le but est de " dédiaboliser " le parti d'extrême droite Jobbik, tout en rejetant les « opinions collectives par nature qui conduisent à l'exécration d'un peuple. », devenues illégales au même titre que le communiqme en Ukraine sous régime fasciste.

Ce processus conduisant au fascisme en Hongrie est-il inéluctable ? Absolument affirment les Américains qui y ont intérêt où sont derrière l'opération de déstabilisation en cours du régime hongrois, pour lesquels "il n'y a pas de limites à la montée du parti" d'extrême droite.

Latribune.fr - Le parti du Premier ministre hongrois a perdu une élection partielle contre Jobbik, le parti d'extrême-droite. Le signe d'une crise du régime et de la montée des néo-nazis.

C'est un nouvel avertissement sans frais pour le Premier ministre hongrois Viktor Orban. Dimanche, dans l'élection partielle de Tapolca, une ville à 170 kilomètres à l'ouest de Budapest, le candidat de son parti de droite, le Fidesz, a été battu par le candidat du parti d'extrême-droite Jobbik. Certes, l'écart est faible, 35,5 % contre 34,4 %.

Mais cette victoire est préoccupante pour le Premier ministre. Elle prouve que Jobbik est capable de l'emporter dans le cadre du scrutin à la majorité relative à un tour.

L'an passé, le succès avait été total. Le Fidesz avait, avec 45 % des voix, obtenu 133 des 199 sièges à la Diète (Országgyulés), devant la coalition de centre gauche (38 sièges et 26 % des voix) et Jobbik (20,5 % et 23 sièges). A l'époque, la Fidesz et son allié chrétien-démocrate avaient enlevé 96 des 106 sièges directs attribués au scrutin à un tour. Le centre-gauche avait pris les 10 sièges restant et Jobbik aucun. Mais depuis, le vent a tourné. Et Viktor

Orban est clairement en difficulté.

Déjà, en février, à Veszprem, dans une autre élection partielle, le Fidesz avait perdu sa majorité des deux-tiers à la Diète - qu'il détenait depuis 2010 - en raison de la victoire d'un candidat indépendant soutenu par l'ensemble de l'opposition à l'exception de Jobbik. Cette majorité des deux-tiers avait permis à Viktor Orban de réécrire à sa guise la constitution et de mettre la main sur la banque centrale, un des éléments clés de son programme économique. Désormais, ce levier n'opère plus. Le dernier sondage national, réalisé fin mars, n'accordait plus au Fidesz que 24 % des intentions de vote (parmi l'ensemble des électeurs), Jobbik atteignant 15 % et le parti socialiste (MSzP) 11 %.

La politique économique de Viktor Orban

Que s'est-il passé ? En 5 ans d'exercice du pouvoir, Viktor Orban peut pourtant se targuer d'un vrai succès économique dans une Europe qui en compte fort peu. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, la Hongrie était sous le coup d'un programme « d'ajustement » du FMI et de l'Union européenne. Beaucoup jugeaient une faillite inévitable. Le nouveau gouvernement a alors refusé les fonds du FMI et s'est lancé dans une politique qu'alors, beaucoup, jugeait aventureuse. Pour redresser rapidement ses comptes publics, la Hongrie pratique une austérité sévère, notamment avec la hausse de la TVA de trois points, de 24 % à 27 %, un des taux les plus élevés d'Europe.

Mais la population n'est pas la seule à payer. Viktor Orban apaise la colère en taxant les entreprises étrangères, surtout les banques, jugées responsables des déboires du pays. Il met aussi la main sur les réserves des fonds de pension (10 milliards d'euros), malgré les cris d'orfraies de Bruxelles, sur la Banque centrale. Celle-ci soutient l'activité en réduisant ses taux de 7 % en novembre 2011 à 1,95 % aujourd'hui et lance un plan de soutien direct aux PME.

Le retour à la croissance

Résultat : le FMI est remboursé début 2013, le déficit budgétaire se réduit et la Hongrie sort de la procédure de déficit excessif de Bruxelles. Mieux, alors que Viktor Orban réduit l'impôt sur le revenu, l'activité reprend rapidement. En 2012, année où l'ajustement hongrois a été le plus fort, le pays a connu une contraction de son PIB de 1,5 %, mais la Hongrie sort de la récession au premier trimestre 2013, la croissance est de 1,5 % en 2013 et en 2014 la croissance atteint 3,6 %, un record pour l'Union européenne. Le chômage recule rapidement, passant de 11 % en 2011 à 7,7 % en 2014, retrouvant son niveau de 2008. La dette publique a également retrouvé son niveau d'avant crise à 77 % du PIB.

Enfin, les nationalisations, les taxes et les méthodes expéditives de Viktor Orban n'ont pas fait fuir les investisseurs étrangers. Mercedes-Benz et Audi ont récemment agrandi leurs usines dans le pays. Enfin, en début d'année, le gouvernement a réglé un des problèmes les plus délicats de l'économie hongroise : les prêts en francs suisses, convertis en forints. S&P, longtemps très sévère avec le gouvernement, a même dû manger son chapeau et relever la note du pays le 20 mars dernier de BB à BB+.

Lassitude

Le bilan est donc flatteur. Mais le retour de la croissance ne profite guère politiquement à Viktor Orban. Les Hongrois semblent en effet de plus en plus las de la « méthode de gouvernement » du premier ministre. Une méthode ignorante de la diversité de la société hongroise et de l'opposition. Si l'intervention de l'Etat a ainsi pu participer à la reprise de l'économie, elle s'est aussi faite « en famille », en soutenant des entreprises proches du Fidesz. Le retour de l'Etat dans l'économie s'est traduit par une reprise en main politique qui semble de moins en moins supportable. L'autoritarisme du premier ministre au-delà de la sphère économique, sa tendance à vouloir taxer tout ce qui le gène - on se souvient de la fameuse taxe sur l'Internet qui avait déclenché une forte résistance populaire - a fini par lasser.

Une gestion de « clan »

De plus en plus, il apparaît que l'Etat hongrois est géré en fonction des intérêts du clan Orban. La faillite plus ou moins frauduleuse du fonds Quaestor, dirigé par Csaba Tarsoly, un ami du ministre des Affaires étrangères, lui-même proche de Viktor Orban, en début d'année, l'a prouvé. Avant la faillite de ce fonds de 500 millions d'euros, le ministre a pu retirer ses fonds à temps. Ceci est d'autant plus irritant qu'en 2010, Viktor Orban s'était fait élire sur le rejet de la corruption généralisée dans le gouvernement

de centre-gauche.

La recherche de l'alternative

En bref, la Hongrie a de plus en plus de mal à supporter le pouvoir personnel de Viktor Orban. Mais vers qui se tourner ? L'opposition de centre-gauche peine encore à convaincre. Les dernières années des gouvernements socialistes, de 2004 à 2010 apparaissent comme des années traumatisantes pour la Hongrie, entre le risque de faillite et la corruption. C'est une alternative qui, pour beaucoup, n'est pas crédible. La victoire de Veszprem était ainsi surtout due au caractère « apolitique » du candidat et à l'abstention des électeurs Fidesz. Or, parallèlement, Jobbik tente de s'acheter une conduite en faisant oublier son identité antisémite et anti-rom, pour conquérir l'électorat traditionnel de Viktor Orban.

La tentative de « dédiabolisation » de la Hongrie

Dans une interview au quotidien Magyar Nemzet en avril, Gabor Vona, 36 ans le leader de Jobbik, a clairement indiqué sa stratégie. « Il nous faut préserver notre programme d'une façon qui attire les grandes couches de la société hongroises », a-t-il indiqué avant d'ajouter : « je vais décevoir ceux qui pensent que Jobbik est un parti extrémiste et nazi. » Son but est donc de « dédiaboliser » Jobbik pour apparaître comme une alternative au Fidesz. Ainsi, Gabor Vona affirme rejeter les « opinions collectives par nature qui conduisent à l'exécration d'un peuple. » Il a récemment sanctionné un militant qui avait appelé à tuer des Roms.

Pas de limite à la montée de Jobbik ?

Certes, la stratégie de Gabor Vona reste assez peu crédible, vu de l'extérieur. Le site Internet de Jobbik continue à attaquer les Roms et Israël. Et le leader de Jobbik ne peut guère renoncer à sa base militante qui n'est guère sur une ligne « centriste. » Il revendique donc toujours le droit de « parler de la communauté juive, de la politique d'Israël et du problème rom. »

Pourtant, cette stratégie semble prendre en Hongrie et Jobbik parvient à capitaliser sur le rejet de Viktor et c'est ce que montre la victoire de Tapolca. Cité par Bloomberg, l'institut Political Capital explique que « ce succès de Jobbik montre qu'une masse critique d'électeurs ne considère plus le parti comme extrémiste, ce qui signifie qu'il n'y a pas de limites à la montée du parti. » Une analyse inquiétante corroborée par les sondages qui indiquent que 20 % des électeurs Fidesz sont tentés par Jobbik.

Ceci fera-t-il réagir Viktor Orban ? Au sein même du Fidesz, beaucoup réclament des changements significatifs de politique. Mais le premier ministre acceptera-t-il de renoncer à un mode de gestion du pouvoir qui semble être sa marque même ? Rien n'est moins sûr.

Mais cette fois, c'est son maintien au pouvoir après les élections de 2018 et le risque d'une montée d'un parti d'extrême-droite peu recommandable dans un pays de l'UE qui est en jeu. latribune.fr 18.04

La discrimination des juifs participe à la propagande antisémite.

- Lyon : le travail de mémoire de collégiens sur la libération des camps nazis - Francetv info

Certains élèves d'une classe de troisième ont décidé de s'investir dans le concours national de la Résistance et de la déportation. Ils ont retenu comme thème la libération des camps nazis. (Par l'armée rouge ? - ndlr)

Pour se faire, les élèves ont réalisé un travail d'archiviste en sélectionnant des photos et poèmes écrits par les déportés. Il en résulte un album soigné, composé de photos et de mots. Avec ce travail, les élèves ont découvert l'effroyable réalité de la solution finale. Ils ont voulu rendre hommage à ces hommes, femmes et enfants tués parce qu'ils étaient juifs. (Pas communistes, socialistes, trotskistes, tziganes, noirs, arabes, homosexuels, non juifs, uniquement juifs, à croire qu'ils seraient effectivement supérieurs aux autres victimes innocentes du nazisme, expression putréfiée de la crise du capitalisme, qui ne méritent que le mépris. - ndlr)

Plus répugnant qu'un croque-mort de sioniste, cela n'existe pas.

- Des descendants américains de victimes de la Shoah attaquent la SNCF - LeFigaro.fr

Ils ont déjà reçu 60 millions de dollars de l'Etat français, alors ils espèrent en tirer davantage. La Shoha est un business, c'est indécent

Etat policier ou de la juridiction à l'extrême à la militarisation de la société.

- À 9 ans, il se dispute avec son amoureuse et finit à la gendarmerie - LeFigaro.fr

Pour avoir tiré les cheveux d'une camarade de classe, un garçon de 9 ans s'est retrouvé au commissariat. Une plainte avait été déposée par les parents de sa «victime».

«Aberrant», «vraiment n'importe quoi», les parents du petit Jordan n'en reviennent pas. «Il a eu droit au même traitement qu'un criminel pour une banale histoire de gamins et de cour d'école», s'indigne son père auprès de la Dépêche du Midi qui révèle l'histoire. L'enfant, lui, est traumatisé, à tel point qu'il ne veut plus remettre les pieds à l'école.

Jordan, 9 ans, élève de CM1 s'est retrouvé convoqué mardi après-midi avec ses parents à la gendarmerie de Saint-Lys, en Gironde, comme le rapporte le quotidien régional. Son tort? Avoir tiré les cheveux et giflé une camarade de classe dont il se disait amoureux. Cette dernière lui aurait avoué qu'elle avait jeté son dévolu sur un autre. L'enfant blessé et chagriné, se serait alors emporté.

Il y a une quinzaine de jours, les parents de Jordan sont contactés par la directrice d'école qui leur fait part de l'incident. L'enfant est alors réprimandé pour son comportement. L'affaire est réglée pour la famille de Jordan. Mais la mère de la fillette giflée n'avait visiblement pas pris la chose de cette manière. Elle est allée porter plainte. Résultat, deux semaines après la dispute, Jordan est convoqué avec ses parents à la gendarmerie de Saint-Lys. L'enfant est auditionné durant une demi-heure. «Le gendarme, visiblement très mal à l'aise, ne faisait que son boulot» constate la mère de Jordan. L'affaire s'arrêtera là. Le parquet des mineurs de Toulouse a décidé de la classer sans suite.

Les gendarmes sont en effet dans leur droit. «Ils peuvent tout à fait aller chercher un enfant à l'école et le mettre en retenue, une sorte de garde à vue» explique Me Dominique Attias, avocate au barreau de Paris, spécialiste du droit des mineurs. «C'est le principe de la tolérance zéro qui s'applique pour les enfants. Ils peuvent être poursuivi pour tout ce qu'ils commettent, quel que soit leur âge» poursuit l'avocate. «En France il n'y a pas d'âge pour être responsable pénalement. Dès lors que l'on juge que l'enfant est doté de discernement, c'est à dire capable de juger clairement et sainement les choses, il peut être arrêté et passer devant un tribunal.»

Le droit des mineurs se corse à partir de 10 ans, mais surtout à 13 ans. «A partir de 10 ans, un enfant peut avoir un casier judicaire et être condamné à une sanction éducative. C'est à partir de 13 ans qu'un enfant peut être placé en garde à vue. Et s'il est impliqué dans une éventuelle infraction, ses empreintes génétiques sont prises et indexées dans un fichier, même s'il est innocenté par la suite.»

Si ce qui est arrivé au petit Jordan est conforme à la loi française, pour cette spécialiste du droit des mineurs, la «réponse est inadéquate». «Traité comme un criminel, l'enfant va être traumatisé pour un bout de temps» prédit-elle. L'interrogatoire à la gendarmerie d'un enfant de 9 ans pour une gifle reflète «une société de plus en plus judiciarisée» déplore Dominique Attias. «Depuis une quinzaine d'années, on assiste à une «déresponsabilisation» de la société. «On pense à tort que la justice doit tout régler. Or, la société civile devrait davantage s'impliquer» estime cette spécialiste du droit. «Ce n'est pas à la justice d'élever nos enfants. Mais à la société, aux parents de s'investir pour notre jeunesse» estime-t-elle. LeFigaro.fr 18.04

Les procureurs de la pensée au service du fascisme veillent.

- Quand les politiques se convertissent aux théories du complot - L'Express.fr

Marine Le Pen et son père se déchirent en place publique. Aussitôt, des politiques de tous bords expriment des doutes sur la sincèrité du psychodrame. "C'est un peu curieux comme histoire... Est-ce un jeu de rôle entre les deux? Je n'en sais rien", s'interroge par exemple, le 9 avril, le député UMP Eric Woerth. Jean-Marie Le Pen lui-même y va de son commentaire "conspi": "Tout cela vient d'une manoeuvre, d'un projet extérieur destiné à faire rentrer le FN dans le troupeau", dénonce le vieil homme. L'Express.fr 17.04

Il faudrait absolument se fier aux apparences ou souscrire obligatoirement à l'interprétation d'un fait qu'a pu débiter un média, parce qu'il correspondrait forcément à la réalité ou la vérité et abandonner tout esprit critique, ne se poser aucun question, surtout ne pas se donner la peine de réfléchir, on le fait pour vous et vous devez vous en contentez, c'est ce qui figure notamment dans la loi adoptée le 9 avril par le régime fasciste de Kiev.

L'objet de cet article n'était pas de dénoncer les théories délirantes qui fleurissent sur Internet, encore moins leurs auteurs pusqu'ils servent à embrouiller les choses plutôt que les éclaircir et rendent ainsi service à la classe au pouvoir, mais de montrer qu'il existait un rapport entre ceux qui ne partageaient pas les versions officielles sur certains faits et leur personnalité, de manière à discréditer à l'avance ou écarter dans le futur toute version qui ne corroborerait pas celle du gouvernement, qui lui n'a évidemment rien à cacher à personne et ne ment jamais, c'est bien connu, tout comme les médias aux ordres qui pratiquent la désinformation en continu.

En dictature chacun est porté à adopter sans broncher les mêmes idées, celles qui sont concoctées par le régime en place, et gare aux contrevenants qui seront pourchassés, marginalisés, exclus, éliminés, assassinés.

Rappel à l'ordre. Un ministre de l'Intérieur "aux accents complotistes"

- Bernard Cazeneuve : "Ce qu'il y a dans les articles de presse, par principe, je ne le crois pas" - Francetv info

Le débat concernant la loi sur le renseignement a été tendu à l'Assemblée nationale pour les députés présents. Pour preuve, à une question d'une député apparentée écologiste, Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur s'est emporté, lâchant : "Moi, à l'école, on m'a appris à ne pas croire ce qu'il y a dans les journaux ni dans les livres". Francetv info 18.04

Vaut mieux savoir que croire.

Accusé de "complotisme", il retourne l'accusation en invoquant... la vérité !

Loi sur le renseignement : Cazeneuve s'explique sur sa critique de la presse. - Francetv info 1

Bernard Cazeneuve revient donc sur cette déclaration un brin complotiste qui répondait à une question d'une députée apparentée écologiste lui conseillant la lecture d'un article de Rue89. En préambule, il indique être la cible d'un "double procès" sur la loi sur le renseignement, à savoir sur la vie privée et la presse.

Cazeneuve défend un "regard critique" sur la presse

"Je voudrais d'abord rappeler que la liberté d'expression, et donc la liberté de critiquer, est sacrée", souligne le ministre qui rappelle avoir "à maintes reprises exprimé mon attachement au rôle déterminant de la presse dans l'espace de confrontation démocratique".

("Confrontation démocratique" réduite à exprimer des variantes de la même idée, ou sur la base d'un constat partagé avec des gens partageant son interprétation de la réalité, à partir de faits minutieusement sélectionnés ne pouvant pas la contrarier. - ndlr)

"Mais le respect de la presse n'exclut pas non plus qu'on puisse poser sur ce qu'elle énonce un regard critique", renchérit-il.

Donc oui, par principe je ne crois pas ce que la presse écrit, de même qu'elle a raison de ne pas croire a priori ce que disent les ministres, car tout propos doit pourvoir être vérifié et faire l'objet d'un regard critique.

(C'est ainsi qu'il a enterré les interrogations légitimes qu'on était en droit de se poser le 7 janvier et les jours suivants, par exemple. Nous ne l'avons jamais cru pas plus que les médias. Dans la hiérarchie du pouvoir, celui des médias qui diffusent la propagande de la classe dominante est supérieur à celui d'un ministre ou un président. Entreprises privées, elles n'ont de compte à rendre qu'à leurs propriétaires, d'où la bassesse à laquelle il se livre en faisant amende honorable. Il a bien la mentalité d'un vulgaire larbin ne voulant pas froisser ses maîtres. - ndlr)

Bernard Cazeneuve à Rue89

Pas de demande pour expurger la phrase du compte-rendu

Le ministre explique avoir été gêné que la députée Isabelle Attard se réfère davantage à un article sur le projet de loi plutôt qu'au texte lui-même. Plus que la presse, il explique avoir remis en cause "le fait qu'on puisse faire fi du texte en débat" et que l'on considère que la presse dit "toujours et systématiquement, sans qu'il ne soit jamais utile de procéder à la moindre vérification" la vérité.

(Il dit qu'il ne supporte pas qu'on interprète un texte d'une manière différente de la sienne ou que les journalistes ne savent pas lire. C'est une sorte d'aveu qui montre que sa conception de la liberté d'expression ne s'applique qu'à lui-même ou ses semblables. Il raconte n'importe quoi, car lorsque justement des journalistes d'investigation procèdent à des vérifications et qu'ils constatent qu'une partie des faits ont été occultés pour produire l'interprétation officiel des faits, ils sont taxés par le même abominable personne de complotistes ! -ndlr)

Enfin, Bernard Cazeneuve, qui "assume totalement" ses déclarations, dément avoir demandé une quelconque modification du compte-rendu officiel des débats. En effet, la phrase en question n'apparaissait pas dans le résumé final. Selon lui, cela "relève pour le coup d'un réflexe plutôt complotiste". Francetv info 19.04

(Excès de zèle d'un scribe terrorisé à l'idée d'affronter le courroux de son ministre. - ndlr)

Commentaires d'internautes.

1- "*"La croissance est là"... "La reprise est là"... "Le chômage baisse"... "Les impôts n'augmenteront pas"... "La délinquance diminue"... Il a raison : il ne faut pas les croire.*"

2- "*En échange du sponsoring des journaux par l'Etat, ce sont les politiques qui dictent à la presse ce qu'elle doit mettre dans une partie de ses articles. Donc normal que Cazeneuve n'y croit pas.*"

Les journalistes sont recrutés en fonction de leurs idées, ils doivent être suffisamment conditionnés par l'idéologie de la classe dominante pour ne pas la remettre en question, y adhérer les yeux fermés sans se poser de questions. Comme les ex ou futurs élèves des grandes écoles, ils ont été formatés pour servir le régime en place qui en échange leur accorde des privilèges.

La dissimulation procède de la désinformation ou du mensonge d'Etat.

Quand la petite phrase de Bernard Cazeneuve contre la presse disparaît du compte-rendu officiel - Francetv info

"Moi, ce qu'il y a dans les articles de presse, par principe, je ne le crois pas." Cette phrase aux accents complotistes, tenue lors du débat sur le projet de loi Renseignement, n'apparaît plus sur le site de l'Assemblée nationale. Comment l'expliquer ?

A l'école, on m'a appris à ne pas croire ce qu'il y a dans les journaux ni dans les livres, et d'essayer de considérer que l'exercice de l'esprit critique et de la libre conscience est beaucoup plus puissant que de gober béatement et benoîtement ce qu'il y a dans les articles de presse. Moi, ce qu'il y a dans les articles de presse, par principe, je ne le crois pas. Parce que je suis un esprit libre et indépendant, et que j'entends le demeurer. C'est peut-être dans "L'Observateur", c'est peut-être dans "Le Bessin illustré", mais moi, je n'y crois pas, par nature et par essence.

Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur

Le 15 avril, à l'Assemblée nationale

Le journal a repéré, vendredi 17 avril, que les propos tenus par le ministre de l'Intérieur avaient été modifiés dans le compte-rendu officiel publié sur le site de l'Assemblée nationale. La phrase qui met en cause la presse n'y apparaît plus. Or, cette phrase est lourde de sens pour un ministre qui défendait, après les attentats de Paris, "la liberté de la presse". Et qui n'hésitait pas, lorsqu'il était député, à citer des articles de presse dans l'hémicycle pour appuyer ses arguments.

"Normalement, c'est un copier-coller de ce qui se dit en séance"

Comment expliquer cette disparition dans le compte-rendu officiel ? Interrogé par L'Obs, le ministère de l'Intérieur nie toute intervention sur les services de l'Assemblée, chargés de taper la retranscription. "Aucune correction n'a été transmise sur les débats renseignement, de manière générale, et surtout pas sur ce point." De son côté, le service de presse de l'Assemblée assure que ce compte-rendu devrait être en tout point fidèle aux propos du ministre : "Normalement, c'est un copier-coller de ce qui se dit en séance".

L'auteur de la retranscription précise au journal, dans un second temps, que "des modifications peuvent être apportées, tant que ces dernières n'altéraient pas l'esprit de l'intervention". Et se ravise finalement, par mail : "Au final, ce qui a été dit deux fois dans la même lancée (après plusieurs autres) a été ramassé en une fois, celle où il y a 'par nature et par essence', écrit cette personne. Mais je conçois très bien que l'effet en soit amoindri. Je vais remanier ça afin que ce soit la phrase d'entrée qui apparaisse." A l'heure où cet article est publié sur francetv info (20h20), la modification n'a toujours pas été apportée. Francetv info 17.04

Intox. Comment les assassins commémorent leurs exploits sans les assumer.

- La France participe à l'hommage aux victimes du massacre de Sétif - Francetv info

C'est l'une des pages les plus noires de l'histoire de l'Algérie française. Le 8 mai 1945, alors que l'on fête la capitulation du IIIe Reich, à Sétif (Algérie), les festivités virent au drame. Des drapeaux algériens sont brandis à côté des drapeaux français et les autorités n'obtiennent par leur retrait. Francetv info 19.04

Et déjà le PS et le PCF colonialistes et impérialistes étaient au gouvernement au côté du représentant du parti de l'ordre, un certain Charles de Gaulle...

Rappel. Extrait de la causerie du 18 octobre 2011

- Les mains sales. Guerre d'Algérie, du 8 mai 1945 au 17 octobre 1961.

Le 8 mai 1945 est aussi la date du début des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, qui sont des répressions sanglantes d'émeutes nationalistes qui sont survenues en 1945 dans le département de Constantine en Algérie durant la période coloniale française pour réclamer l'indépendance du pays et la libération du chef du Parti populaire algérien (PPA) Messali Hadj.

Il y aura parmi les Européens plus de cent morts et autant de blessés. Le nombre des victimes autochtones reste sujet à débat ; les autorités françaises de l'époque fixèrent le nombre de tués à 1 165, un rapport des services secrets américains à Alger en 1945 notait 17 000 morts et 20 000 blessés, le gouvernement algérien avance le nombre de 45 000 morts, alors que suivant les historiens le nombre varie de 8 000 (Charles-Robert Ageron, Charles-André Julien) à « des milliers de morts ». (http://fr.wikipedia.org)

La répression légale ne fut pas moins implacable. On dénombra 3 630 arrestations et jugements, 1 868 condamnations à des peines de prison et 157 condamnations à mort dont 33 furent exécutées. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

« Des hommes souffrent de la faim et demandent la justice... Leur faim est injuste. » écrivait Albert Camus début 1945 dans Combat.

À la colère légitime des Algériens, la réponse du gouvernement français, dans lequel se trouve, mais oui, le PS et le PC, aux côtés de de Gaulle, ne s'est, en tout cas, pas fait attendre en mobilisant toutes les forces de police, de gendarmerie, de l'armée, en envoyant des ren-orts de CRS et de parachuttistes, et même en recrutant des miliciens, qui ne se gênent pas de fusiller des Algériens de tous âges et sans défense. (http://rebellyon.info)

Le Parti Socialiste comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifièrent même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « l'Union française », c'est-à-dire à justifier le maintien du colonialisme français. (Lutte Ouvrière n°1661 du 12 mai 2000)

Le Parti Socialiste (à l'époque SFIO) comme le PCF, alors alliés dans le Gouvernement provisoire de De Gaulle, restèrent totalement solidaires de cette politique répressive. Ils la justifièrent même dans leur presse, les publications staliniennes allant jusqu'à dénoncer, côté Algériens, une provocation fasciste. Il est vrai que ces deux partis de gauche en étaient encore à prôner « l'Union française », c'est-à-dire à justifier à ce moment là le maintien du colonialisme français.

Dès le début, dans les colonnes de L'Humanité, le parti stalinien déclarait que "les auteurs des troubles étaient d'inspiration et de méthodes hitlériennes." Il parlera aussi "de provocation fomentée par les grands trusts et par les fonctionnaires vichystes encore en place".

Le PC le 21 mai 1945, dans l'Humanité demande au gouvernement de "punir comme ils le méritent les chefs pseudo-nationalistes".

Le porte-parole du PCF, Etienne Fajon, déclarait encore à la tribune de l'assemblée nationale le 11 juillet : "les tueries de Guelma et de Sétif sont la manifestation d'un complot fasciste qui a trouvé des agents dans les milieux nationalistes." Alors que de Gaulle avait demandé "de prendre toutes les mesures nécessaires pour réprimer les agissements d'une minorité d'agitateurs", le bureau politique du PCF publiait un communiqué le 12 mai déclarant : "il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute" au nom de la défense "de la république française, métropole et territoires d'outre-mer, une et indivisible."

Dans un tract signé par cinq membres du comité central et distribué sur le sol algérien, il appelle à une chasse aux sorcières et lance de véritables appels au meurtre et aux pogroms en exigeant de "passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de représailles. Il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays".

Ainsi une milice mise sur pied par le PC servit d'auxiliaire à la police et à l'armée contre les "rebelles musulmans". Et pour couronner le tout, c'est le ministre stalinien de l'aviation Charles Tillon ("héros de la Résistance" en tant qu'ex-chef des FTP), qui a directement ordonné le bombardement des régions de Sétif et de Guelma.

Le 5 novembre 1954 François Mitterrand déclare que "L'Algérie, c'est la France. La seule négociation, c'est la guerre." Les socialistes Robert Lacoste et Max Lejeune, respectivement Ministres de l'Intérieur et de la Défense incitèrent l'armée et la police à user de tous les moyens de répression contre les combattants.

Le PCF (...) vota le 12 mars 1956 les "pouvoirs spéciaux" au gouvernement du socialiste Guy Mollet qui allait donner les moyens à l'Etat français d'intensifier la guerre sur le sol algérien.

François Mitterrand en 1956, est nommé garde des Sceaux dans le gouvernement de Guy Mollet. Il participe aux travaux du gouvernement, qui accorde l'indépendance à la Tunisie et au Maroc, l'autonomie à l'Afrique noire. Sur la question algérienne, il critique la dérive répressive en février 1956. Toutefois, c'est lui qui est chargé par le Conseil des ministres, de défendre le projet de loi remettant les pouvoirs spéciaux à l'armée. Selon les historiens il donne forcément son aval, en tant que Garde des Sceaux, aux nombreuses sentences de mort prononcées par les tribunaux d'Alger contre des militants de la lutte pour l'indépendance, notamment Fernand Yveton, membre du Parti Communiste Algérien, guillotiné à Alger le 11 février 1957. (http://lesvertsdebagnolet.over-blog.com)

Le 17 octobre 1961, en pleine guerre d'Algérie, le mouvement indépendantiste du Front de libération nationale (FLN) exhorte à manifester pacifiquement contre le couvre-feu imposé aux travailleurs algériens par le préfet de Paris, Maurice Papon. Contre ce qu'il qualifiait de mesure «à caractère raciste» mais qui entravait surtout ses activités, le FLN demande aux travailleurs de sortir en famille et de se débarrasser de tout ce qui peut être assimilé à une arme. Cet appel se déroule dans un climat tendu : une série d'attentats contre des policiers a fait 11 morts entre fin août et début octobre. Entre 20.000 et 30.000 personnes convergent vers Paris et font face à une répression policière sanglante. D'après plusieurs témoins, les forces de l'ordre tirent à balles réelles et jettent des hommes dans la Seine. Environ 12.000 manifestants sont interpellés et regroupés. Certains torturés. Le bilan officiel est de trois morts et 64 blessés. Mais les historiens estiment que le décompte réel se situe probablement autour de 200 morts, voire «plusieurs centaines». (lefigaro.fr 17.10)

La SFIO (PS) et le PCF ou plus généralement la social-démocratie et le stalinisme avaient déjà à leur actif la première et la seconde guerre mondiale... Dans le prolongement il fallait y ajouter notamment leur complicité, leur rôle abominable au côté de de Gaulle dans les guerres coloniales qui se poursuivèrent après la fin de la seconde guerre mondiale.

- 1954, novembre: Mitterrand, ministre de l'intérieur du gouvernement de gauche Mendès France déclare que les attentats perpétrés en Algérie par le FLN méritent une seule réponse "la guerre". Envoi de l'armée en Algérie. Puis du contingent jusqu'à 550.000 hommes. Début de la guerre d'Algérie qui durera huit ans.

- En mai 1945, les dirigeants du PCF, pour justifier la répression des manifestations nationalistes de Sétif et Guelma par le gouvernement tripartite auquel ils participent, les présentent comme un complot fasciste. L'Humanité invente de toutes pièces, le 12 mai, un complot de fonctionnaires de Vichy comme cause du soulèvement. Un mois plus tard a lieu le Congrès du PCF. Le représentant du Parti communiste algérien, Caballero, y affirme : « Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un cheval aveugle. » Et les congressistes applaudissent. Maurice Thorez affirme alors que les populations d'Afrique du Nord « savent que leur intérêt est dans l'union avec le peuple de France ».

À la fin des années 1940, le parti communiste condamne « la pseudo-indépendance qui ne pourrait que renforcer l'impérialisme américain » . Après les dizaines de milliers de victimes de Madagascar, en 1947, le dirigeant communiste Georges Cogniot, dans L'Humanité, continue de vouloir sauver l'Union française (nouveau nom de l'Empire colonial) . Pendant toute la durée du conflit algérien, le PCF réclame la « paix en Algérie » ou encore le « règlement pacifique de la question algérienne », passant sous le boisseau la revendication primordiale de l'indépendance. En fait, les députés communistes votent en 1956 les pouvoirs spéciaux au gouvernement de Mollet, Mendès-France et Mitterrand. La direction du PCF condamne les jeunes du contingent qui désertent et exclut ses propres membres déserteurs.

Vieux monde immonde. Comment se débarrasser de nos déchets ?

- Drames de l'immigration : que faire face à des arrivées incontrôlables ? - Francetv info

Les multiples naufrages de ces derniers jours en Méditerranée suscitent bien des questions.

- Naufrages en Méditerranée: pour Hollande, il faut plus de bateaux de surveillance - AFP

- Drame en Méditerranée : 700 migrants ont péri dans un naufrage - Francetv info

- Face à l'afflux de migrants, l'Italie appelle à l'aide - Francetv info

11.000 migrants sont arrivés en une semaine par la Méditerranée. L'Italie doit faire face à des arrivées massives de migrants par la mer Méditerranée ces derniers jours. Ces traversées se font dans des conditions terribles.

Selon Matteo Renzi, la guerre civile en Libye (point de départ des migrants) rend cette situation ingérable. "Et il a fait mouche. Réponse du président américain : 'Dans cette crise, l'Italie doit être aidée par ses alliés'", poursuit le journaliste de France 2. Francetv info 18.04

Le nombre de migrants ayant sombré en Méditerranée se monterait à 30.000 en un an...

Comment alimenter le racisme en prétendant le combattre, mode d'emploi du Premier ministre.

Manuel Valls dévoile le plan du gouvernement contre le racisme et l'antisémitisme - Francetv info

Si la dégradation de la situation sociale suffit mécaniquement à faire monter l'extrême droite, pour que l'extrême droite se développe davantage et pour pouvoir exploiter la situation ainsi créée et la présenter comme une menace autrement dit qu'elle soit réellement utile au gouvernement, il faut qu'elle serve à détourner l'attention des couches qu'elle est susceptible d'atteindre du gouvernement, de telle sorte que le rapport qui existe entre sa politique et la situation des masses se reporte sur un ou des boucs émissaires que le gouvernement leur désignera et contre lesquels elles devront se tourner : le juif, le musulman, l'Arabe, le Noir, le Rom, l'étranger, les jeunes pour les vieux et vice versa, les hommes machos, violents pour les femmes, les homosexuels pour les hétérosexuels, les chômeurs et les retraités pour les travailleurs en activité ou qui ont la chance d'avoir un emploi, les travailleurs en CDI pour ceux qui ont une situation précaire, les fonctionnaires pour les travailleurs du secteur privé ou marchand, les plus pauvres ou défavorisés pour ceux qui paient des impôts, les malades qui coûtent trop cher pour ceux qui sont en bonne santé, les professeurs pour les parents, etc. procédé qui consiste à s'attaquer ou haïr ceux qui ne vous ressemblent pas ou ne partagent pas votre condition et seraient responsables de vos difficultés quotidiennes ou de la situation en général.

Plus la crise du capitalisme s'amplifie ou demeure dans une impasse lourde de menaces, plus ils ont recours systématiquement à ce moyen infâme pour gouverner. Ils savent que si la situation dégénérait au point qu'il deviendrait impossible aux partis de l'ordre de gouverner plus longtemps, l'UMP et le PS, ils devraient recourir au fascisme, à son ou ses partis et milices comme en Ukraine (et en Israël) aujourd'hui, en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Grèce, au Chili, en Argentine, etc. hier. pour sauver leur régime et imposer aux masses exploitées la politique qu'ils ne parvenaient pas ou plus à appliquer, car frappés d'illégitimité ou sans base sociale suffisante sur laquelle s'appuyer pour y parvenir dans le cadre des institutions en place, institutions paralysées qui seront mises en quarantaine ou dissoutes par les fascistes, tandis que le mouvement ouvrier sera réprimé férocement et les libertés individuelles et démocratiques déclarés illégales.

Apparemment la classe dominante a trouvé en Hollande, Valls, Fabius, Cazeneuve, Le Drian, Sapin, Belkacem, Touraine, etc. le personnel politique idéal pour mettre en place et exploiter ce mécanisme ignoble dans des proportions propice à créer un état de suspicion et de haine généralisé entre toutes les couches de la population pour appliquer l'agenda de Bruxelles commandé par l'oligarchie financière.

Ils se prétendent socialistes, républicains, démocrates, progressistes, humanistes, alors qu'en réalité la politique qu'ils appliquent prouve exactement le contraire, et il ne pouvait pas en être autrement puisque cette politique est incompatible avec l'exercice de ces principes ou valeurs. Elle en est la négation, elle est synonyme de davantage d'inégalités et d'injustices, de chaos, et elle porte en elle la guerre civile et la guerre qui ne seraient que la poursuite de la même politique sous une autre forme ou en recourant à d'autres moyens.

L'imposture est parfaite, trop peut-être entre ce qu'ils prétendent être et ce qu'ils sont vraiment, contradiction ou distorsion qui apparaît un peu plus chaque jour au point qu'ils ne peuvent plus la nier et doivent l'assumer, d'où leur radicalisation ouvertement à droite par la suite, ne cherchant même plus à camoufler leur véritable nature réactionnaire ou forcément maladroitement puisqu'il arrive un stade critique où il devient impossible de nier l'évidence.

D'autant plus qu'ils savent qu'une grande partie ou la majorité de la plèbe ne les écoute plus, ce qui a le don de les pousser à bout, alors en désespoir de cause ils en rajoutent encore et encore, les médias ont beau matraqué du matin au soir le même discours en relayant leur propagande idéologique immonde, des centaines de milliers de travailleurs continuent de se mobiliser quotidiennement pour défendre leurs droits sociaux qu'ils estiment légitimes, pire, ils auraient même tendance à se radicaliser dans le sens inverse de celui souhaité par le gouvernement.

Contrairement à ce que certains affirment l'issue politique pour les travailleurs ne viendra pas de leurs organisations dont les directions sont corrompus, mais de leur mobilisation au côté des militants syndicaux qui portent leurs revendications et peuvent imposer l'unité et le rassemblement de toute la classe pour affronter le gouvernement et les institutions pour les abattre.

L'issue politique pour les travailleurs ne viendra pas de partis inféodés au capital, elle ne viendra pas davantage de partis tiraillés entre des courants qui s'affrontent et se neutralisent parce qu'ils n'incarnent ni la même politique, ni les mêmes objectifs, ni les mêmes moyens pour les atteindre, l'expérience nous enseigne que ce genre de parti est appelé à capituler ou à se disloquer au premier coup de canon ou de baïonnette. Marcher séparément et frapper ensemble est une formule qui a été dévoyée pour justifier des compromis honteux et l'incapacité ou le refus de leurs dirigeants de défendre le drapeau et le programme de la révolution socialiste mondiale.

Le prolétariat, le mouvement ouvrier et son avant-garde n'ont pas besoin de partis qui réuniraient en leur sein autant d'antagonismes, ils ont besoin d'une direction, d'une orientation politique, d'un drapeau et d'un programme avec lesquels mener leur combat, qui leur servent de guide et pour se rassembler, ce qui n'exclut pas l'existence de différentes tendances, dès lors qu'elles ont adoptées les mêmes objectifs politiques et les mêmes moyens pour les atteindre. L'unité avec différentes forces

politiques, avec différents courants du mouvement ouvrier doit se réaliser ponctuellement sur des questions précises à l'extérieur du parti et non à l'intérieur du parti.

Pour appartenir à un parti, il ne suffit pas de partager certaines idées, d'adhérer à son programme et ses statuts, il faut impérativement en partager les objectifs politiques et les moyens pour les atteindre, car dans le cas contraire cela signifie que l'on combat pour un autre objectif puisque le moyen que l'on préconise ne permettra jamais d'en atteindre un autre ou celui de la prise de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, ce principe est non négociable et doit être respecté à la lettre. Cela est insuffisant encore.

Pour être sérieux et cohérent le parti doit former ses militants, suivre leur progression, leur porter une attention toute particulière, les encourager à lire et étudier le socialisme, les supporter moralement ou psychologiquement et parfois matériellement quand ils rencontrent de grandes difficultés dans leur vie quotidienne, les soutenir, les protéger contre les pressions que la société fait peser sur eux, il devrait leur accorder la même attention qu'envers un enfant ou un être encore fragile en train d'éclore et qui peut se brûler les ailes sans y prendre garde.

Quand on adhère au socialisme et à la révolution, souvent on est encore jeune, on est ignorant et bourré d'illusions, dont on peut se séparer en douceur au fil du temps ou de notre expérience avec l'aide du parti ou violemment et seul au contact de la société au risque de ne pas s'en remettre ou déserter le combat politique, pourquoi, parce qu'on en a honte, on culpabilise, on a l'impression d'avoir commis une erreur pour laquelle on va nous juger, les regards accusateurs nous sont insupportables, on préfère encore disparaître plutôt que d'affronter cette situation, d'où l'importance de réussir son intégration dans un parti, s'y sentir à l'aise, savoir que l'on peut compter sur ses camarades pour vous aider ou vous soutenir au lieu de vous enfoncer ou vous témoigner du mépris, psychologiquement ce soutien facilite les rapports et le dialogue, et permet de débloquer favorablement bien des situations, au lieu de les laisser pourrir et se contenter d'un parti passoire qui engrenge des milliers de militants et en perd autant ou plus pour finalement ne jamais se construire.

Le parti n'est pas une assemblée de copains, un club de rencontre ou de discussion ou encore un lieu destiné à fournir des solutions toutes prêtes aux éclopés de la vie, aux frustrés en tous genres qui trimballent derrière eux un tas de complexes, aux exclus de la société... L'existence du parti repose sur un engagement politique et un idéal, une cause que chacun de ses membres partagent et pour laquelle ils combattent ensemble en fonction de leurs expériences et capacités respectives. Maintenant chacun sait que cet engagement politique, cet idéal ou cette cause donnera lieu à différentes interprétations, ce qui est inévitable et donnera lieu à différents niveaux de consciences politiques dans le parti, ce qui ne constituera un obstacle à son développement qu'à partir du moment où tout n'aura pas été entrepris pour élever le niveau de conscience politique de tous les militants ou renforcer leurs convictions qui demeurent fragiles même s'ils l'ignorent eux-mêmes, obstacle qui cèderait la place au doute et qui pourrait aller jusqu'à remettre en cause son propre engagement politique.

Toute organisation pour fonctionner doit respecter un certain nombres de règles ou principes, comporte des contraintes, nécessite de posséder une hiérarchie ou différentes instances de décision et que chacun de ses membres fasse preuve de discipline une fois qu'ils ont adopté ses statuts, ce qui implique d'en comprendre la portée pour les respecter et les faire respecter, ce qui n'est pas acquis d'avance une fois de plus, chacun doit avoir conscience que sans ces conditions rien ne peut se développer ou être mené à bien.

Vous aurez remarqué qu'on est parti de Valls et de sa propagande au service de l'extrême droite pour en arriver à la question du parti qui incarne la meilleure réponse qu'on puisse apporter à la crise du pouvoir de la classe dominante, encore faut-il poser la question du pouvoir devant les travailleurs et affirmer que le combat que nous menons à pour objectif la prise du pouvoir et le renversement de l'ordre établi, ce qui demeure absent du discours de tous les partis ouvriers, hélas !

En complément. Les médias reconvertis aux populistes en sont friands et en redemandent.

- Lutte contre le racisme: plan "outrageusement modeste" selon la presse - AFP

Commentaires d'internautes.

1- "*La loi de 1881, sur la liberté de la presse, et de la liberté d'expression, vient de se voir amputer des -délits de provocation à la haine, ou à la violence d'injure de diffamation, "commis à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine, ou de leur appartenance ou non partenariat à une ethnie une nation, une religion " imputés au code pénal...*

L'esprit du 11 Janvier n'aura pas survécu..."

Mais si au contraire, vous n'avez absolument rien compris !

2- "*Interdictions censures punitions ça s'appelle infantiliser les Français, jamais ça ne fonctionnera car ce qui ne pourra plus s'exprimer sur le Net sera pris comme une frustration qui pourrait s'exprimer sous une autre forme de violence car l'expression*

verbale permet l'élimination de la colère intérieure, Valls oublie le fonctionnement de la nature humaine.

C'est le but, alimenter l'extrême droite"

Il s'en tape complètement de la "nature humaine", oui ! Qu'a-t-il d'humain selon vous ?

3- "*Si les gens ne peuvent plus exprimer leur colère sur internet, il le feront autrement, ce n'est pas en cassant le thermomètre qu'on fera baisser la fièvre.*"

Ils font ce qu'ils peuvent !

4- "*Comment peut-il parler de racisme alors que le mot "race" a été supprimé de la constitution française? La vrai justice sociale serait plus efficace que le matraquage médiatique qu'il nous impose et qui en fait ne fait qu'aggraver la situation.*"

C'est le but recherché, le chaos purificateur, l'apocalypse duquel ne réchappent que les puissants... C'est le seul et dernier truc qu'ils ont trouvé pour continuer de gouverner, avec le fascisme et la guerre bien sûr.

5- "*Internet la bête noire du gouvernement."*

C'est sur que c'est pas aussi facile que de contrôler quelques chaînes de télés et les journaux tous subventionnés et possédés par une poignée de personnes complices.

Une petite loi par ci sur couvert du renseignement et du terrorisme, une petite loi par ci sous couvert du racismes pour mieux contrôler les dissidents et ceux qui en ont marre des mensonges et de l'hypocrisie de la classe de privilégiée qui nous dirige.

Tous ces sites qui donnent des points de vues alternatifs sont une véritable plaie pour eux, la fable dans laquelle ils essayent de nous faire vivre n'a plus de sens une que l'on en montre les contradictions.

Vous vouliez sans doute dire qu'ils ne supportent pas la confrontation des idées qui met en lumière leurs contradictions et démontent l'argumentation qu'ils ont développée pour justifier leur politique infâme.

La tentation de recourir de la force.

- Le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble aimerait «forcer» la France à se réformer - Public Sénat

- Sapin répond à Schäuble: "La France déteste qu'on la force" - AFP

Déjà qu'ils se prostituent au gouvernement, alors le viol ils ne comprennent pas de quoi vous voulez parler...

- Français condamné à mort : la France met en garde l'Indonésie - Francetv info

"Hier, Laurent Fabius a reçu l'ambassadeur indonésien et lui a redit son extrême préoccupation. Et il y a quelques semaines, François Hollande a écrit au président indonésien", selon Fanny Stenneler depuis le ministère des Affaires étrangères.

"Paris se montre très investi dans ce dossier mais n'a reçu pour l'heure aucune garantie des autorités indonésiennes qui se montrent particulièrement intransigeantes en matière de trafic de drogue", conclut la journaliste. Francetv info 18.04

Il ne reste plus à Hollande qu'à déclarer la guerre à l'Indonésie, c'est le plus grand pays musulman du monde par sa population, cela tombe bien.

Lobotomie réussie ou quand vivre pour travailler devient un idéal.

- Ces retraités qui font le choix de reprendre le travail - Francetv info

À 65 ans, Michel vient de décrocher son premier contrat... en tant que retraité.

Comme Michel, 500 000 retraités ont fait le choix de reprendre une activité cette année, soit quatre fois plus qu'il y a six ans.
La motivation ? Le désir d'être utile, l'envie de changement ou le besoin d'argent.

Des sexagénaires se lancent même dans la création d'entreprises. "Pourquoi raccrocher ?", rigole cette femme qui a lancé sa société à l'âge de la retraite. Francetv info 17.04

Les plus arriérés ou dégénérés ne sont pas toujours ceux auxquels on serait tenté de penser...

Moi je vais avoir 60 balais et je ne suis pas mécontent d'avoir pris ma retraite aux alentours de 40 ans, et franchement depuis je ne me suis pas emmerdé une seule seconde, même sans travailler pour une saloperie de patron, je me lâche cela fait du bien, on est entre nous.

Je n'ai pas non plus l'impression d'avoir été un parasite vivant sur le dos d'autrui ou de la société (pour le bien que j'en pense...), je me suis toujours assumé sans exploiter personne, en aidant les autres dans la mesure de mes moyens, et en partageant mon expérience, qui je l'espère aura été profitable à certains, au service de notre cause, celle des exploités et des opprimés du monde entier.

Il faut avoir eu une vie vraiment pauvre en expériences ou misérable pour se réfugier dans le travail au-delà d'un certain âge, je n'ose pas préciser l'âge !

Commentaire d'internaute.

1- "*Le titre de cet article est une honte...*

Je suis dans ce cas "retraitée qui travaille" et mon fils n'a pas de boulot mis à part des cdd de temps en temps lorsqu'il a la "chance" d'en trouver..."

Vous n'avez pas choisi de continuer de travailler et vous êtes solidaire de votre fils, vous méritez notre estime, vous êtes un bon père.

2- "*Et pendant ce temps-là vos enfants et petits-enfants sont au chômage... parents indignes !*"

Non mais il y en a plein qui s'en foutent complètement.

Je connaissais un tas de vieux qui avaient plein de frics à la banque et qui savaient qu'ils allaient crever avec sans pour autant en faire don à leurs gosses qui étaient dans la merde. Cela ne leur a jamais effleuré l'esprit. J'ai un mot à leur dire : Dans ce cas-là, on ne fait pas de gosses.

Vous aviez cru profiter de la hausse du dollar, bravo pour la hausse, pour le reste...

- La baisse de l'euro devrait faire augmenter le prix de certains biens - Francetv info

La baisse de l'euro face au dollar n'a pas que des conséquences positives. Les prix de certains biens devraient augmenter, comme les téléviseurs par exemple. Les précisions de Camille Boudin pour France 3.

"Cela concerne toutes les marchandises qui sont achetées en Asie ou en Amérique du Nord et qui sont ensuite importées en France", dont les produits high-tech comme les tablettes, les ordinateurs, les smartphones, les téléviseurs.

La journaliste précise que cela concerne aussi l'électroménager et certaines denrées alimentaires comme le poisson d'Alaska, le thon ou les crevettes : "Tous ces produits pourraient augmenter de 10 à 20% dans les prochaines semaines. Une hausse des prix qui représenterait une hausse de 100 à 300 euros pour un ordinateur".

Cela s'explique par la baisse de l'euro qui, depuis un an, a perdu presque un quart de sa valeur : "-24% par rapport au dollar. Les entreprises qui achètent en dollar payent plus cher et doivent revendre plus cher". Francetv info 18.04

ACTUALITE EN TITRES

C'est qu'ils y tiennent, à qui, à l'emploi, mais non, à Hollande.

- Qu'attendent les Français de François Hollande ? - La Tribune

- Les Français veulent qu'Hollande parle sur Canal+ emploi et pouvoir d'achat - AFP

Vraiment ? L'action de François Hollande mécontente 79% des Français selon une enquête d'Opinion Way 20minutes.fr Seulement 5% des personnes interrogées font "tout à fait confiance", selon un sondage BVA pour Orange et iTELE publié samedi. AFP 18.04

Peu importe.

- François Hollande veut garder le cap - Francetv info

Lire. De nouveaux cadeaux annoncés aux patrons.

- F. Hollande réaffirme sa lutte contre le chômage - M6info

Lire. Contre les jeunes promis à la précarité et la pauvreté.

- Économie : François Hollande annonce des mesures pour les jeunes - Francetv info

Et quand des dirigeants d'EELV se rendent à Kiev pour soutenir le régime fasciste, sont-ils nuisibles ou font-ils leur devoir ?

- EELV pointe le "comportement nuisible" de ses parlementaires pro-gouvernement - AFP

Heureux !

- François Bayrou: «Oui, je suis heureux. Pourquoi dirais-je le contraire?» - Slate.fr

- Bienvenue au Danemark, pays des contribuables heureux - Francetv info

Terrain miné, amenez votre matériel de golf, les balles (réelles) sont fournies grâcieusement par l'agence...

- Obama invite les pays du Golfe à jouer un rôle politique en Libye - Reuters

Le visage hideux du capitalisme.

- Plus de 2,5 millions de personnes menacées par la faim au Niger - LeMonde.fr

Le TTIP ne fait pas recette.

Aucun média national ne relatait cette information ce matin.

- Journée d'action mondiale contre les traités de libre-échange - Liberation.fr

Des centaines de manifestations ont lieu aujourd'hui à travers le monde, comme en Allemagne où des milliers de personnes ont marché contre les accords de libre-échange, tel celui négocié entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Plusieurs centaines de manifestations étaient prévues samedi à travers le monde, principalement en Europe et en Allemagne, où plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue, contre les accords de libre-échange, à l'image de celui négocié entre les Etats-Unis et l'Union européenne.

Principale cible des manifestants : l'accord TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership, en français TAFTA), dont le prochain round de négociations débute lundi à New York, et qui vise à supprimer les barrières douanières et règlementaires entre les Etats-Unis et l'Europe. Ses opposants redoutent qu'il ne débouche sur une dérèglementation généralisée et un recul du champ d'action des gouvernements.

L'appel de samedi, lancé par un collectif international d'associations, ONG, syndicats, partis et relayé dans 45 pays, prévoyait quelque 750 actions, rassemblements ou manifestations dans le monde entier. En Allemagne, où le TTIP déchaîne les passions, il a connu un écho particulier : selon une porte-parole d'Attac Allemagne, «plusieurs dizaines» de milliers de personnes manifestaient samedi après-midi dans le pays, avec 230 actions organisées dans 170 «villes et villages».

A Munich, 15000 personnes ont manifesté, ils étaient 2000 à Leipzig et un millier à Stuttgart, selon cette porte-parole ajoutant qu'une grande manifestation anti-TTIP aura lieu le 10 octobre à Berlin. Une quinzaine d'événements étaient prévus dans la capitale, dont une chaîne humaine entre les ambassades du Canada et des Etats-Unis. Outre le TTIP, l'appel à manifester vise d'autres accords en préparation, comme celui sur le commerce des services (ACS ou TISA en anglais) ou celui entre l'UE et le Canada (Accord économique et commercial global, CETA). Liberation.fr 18.04

Difficile de censurer une "journée d'action mondial" d'autant plus qu'elle était téléguidée et organisée par ceux qui soutiennent le capitalisme. L'article était relativement neutre par rapport au sujet, c'était dans les commentaires des internautes qu'il fallait aller pour trouver de nombreux soutiens au "libre-échange" et donc au TTIP, confondant les périodes d'ascension et de putréfaction du capitalisme.

- En Allemagne, l'accord de libre-échange UE-USA déchaîne les passions - AFP

TTIP: quatre lettres qui laissent indifférents la plupart des Européens, mais déchaînent les passions en Allemagne où plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue samedi contre le futur traité transatlantique de libre-échange.

En Europe seuls les Autrichiens et les Luxembourgeois manifestent un intérêt aussi marqué, et une opposition aussi forte, à ce vaste accord pour lequel une neuvième série de discussions, depuis l'an dernier, démarre lundi à New York.

Selon un sondage YouGov publié fin mars, pour 43% des Allemands l'accord, soutenu par le gouvernement, serait "mauvais" pour leur pays, contre 30% qui l'estiment "bon". Aucun autre des sept pays sondés ne compte autant de sceptiques.

Les réserves se focalisent sur les normes sanitaires et de sécurité, notamment alimentaires, et les mécanismes d'arbitrage international des différends économiques.

Pour Peter Sparding, chercheur du German Marshall Fund, le débat en Allemagne, première économie européenne "a atteint une telle ampleur que les responsables des deux côtés doivent envisager le risque d'un échec ou d'une sérieuse réduction de la voilure" de l'accord.

La plupart des observateurs se retrouvent sur un point: la vigueur du débat doit beaucoup au fait que "cela va bien pour l'Allemagne en ce moment", explique Mme Börzel. L'économie crée des emplois, les revenus augmentent, les Allemands ont plus le loisir de se pencher sur des débats de société que leurs voisins français par exemple qui ont "bien d'autres problèmes à l'heure actuelle", relève l'universitaire Peter Sparding, chercheur du German Marshall Fund.

- Samedi de mobilisation globale contre le TTIP - euronews.com

Une mobilisation mondiale contre le Traité de libre échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Ce samedi dans de nombreux pays étaient organisées des manifestations contre le TTIP, le Transatlantic Trade and Investment Partnership, un accord en cours de négociation qui vise à ouvrir les marchés américains et européens les uns aux autres… En supprimant certains droits de douanes et en facilitant les règlements administratifs.

Les altermondialistes ont été les plus nombreux à se réunir en Allemagne, et si certains mettent en avant les risques d'une libéralisation à outrance, d'autres sont plus confus :

"Nous disons "non", déclare cette militante, nous n'en voulons pas. C'est déjà assez ce qu'on nous refile avec les OGM".

Plus de 20.000 personnes ont manifesté à Münich, gagnante haut la main de la mobilisation.

Pour les gouvernements défenseurs de ce TTIP , l'accord va favoriser les exportations européennes, aider à la relance de l'économie, et créer de l'emploi.

On n'en est pas encore là, les négociations continuent lundi à New York, elles se poursuivront toute l'année, en 2016 également, mais au final c'est le parlement européen qui se prononcera sur l'accord. euronews.com 19.04

- Manifestations contre l'accord TTIP à Bruxelles et ailleurs. - bxl.indymedia.org

A l'instar de Bruxelles, plusieurs milliers de personnes ont manifesté partout en Europe comme en Allemagne contre l'accord TTIP négocié entre les États-Unis et l'Union européenne, à l'occasion d'une journée d'action mondiale contre les traités de libre-échange qui devait être marquée par des centaines de manifestations dans le monde.

Les opposants redoutent que ce traité ne débouche sur une déréglementation généralisée et un recul du champ d'action des gouvernements. L'accord TTIP, sur lequel le prochain cycle de négociations débute lundi à New York, vise à supprimer les barrières douanières et réglementaires entre les États-Unis et l'Europe.

A Bruxelles, siège de la Commission européenne, environ 2.500 personnes se sont réunies, après des atelier et des débats dans la matinée. De nouvelles stratégies de combat ont été discutées. La marche est passée par la rue de la Loi et le Rond-point Schumann, siège de la Commission européenne « mandatée » pour les négociations. Pendant près de 3 heures les manifestants ont ainsi exprimé de manières diverses leur opposition raisonnée ferme et radicale à ce TTIP.

On dénombre aussi 750 actions dans 45 pays de tous les continents. Aux États-Unis, en Amérique latine (Brésil, Colombie, etc.), en Afrique (Burkina Faso, Zimbabwe, etc.), au Pakistan ou encore au Bangladesh. Des dizaines de milliers de personnes ont protesté contre le libre-échange. Rien qu'en Allemagne pas moins de 230 manifestations et actions (23.000 à München, 10.000 à Vienne, 4.000 à Berlin, 3.500 à Graz, 2.000 à Leipzig, 2.000 à Nürnberg, ...).

A Madrid, ils étaient un millier, dans un ambiance plutôt festive. A Varsovie, environ 3000 personnes ont manifesté. A Prague, une manifestation a réuni 250 personnes, alors qu'à Helsinki, un millier de personnes, dont certaines masquées, ont défilé en musique -batterie et heavy metal-, selon un journaliste de l'AFP. "Certaines études montrent que l'Europe du nord perdrait 220.000 emplois en quelques années à cause de ces accords", s'est inquiété Ville Hautakangas, du Parti Pirate de Finlande. Vendredi, la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, a défendu le TTIP, rejetant l'idée qu'il menacerait la démocratie, l'environnement ou les consommateurs : "ce n'est absolument par le cas", a-t-elle écrit sur son blog. "Le TTIP ne va pas changer nos règles sur les OGM ou le boeuf aux hormones", a-t-elle encore assuré.

L'accord TTIP est une "grande chance" pour l'économie allemande, de même qu'une "obligation", ont déclaré de leur côté le patron de l'industrie allemande Ulrich Grillo et le numéro un de Daimler Dieter Zetsche au journal Frankfurter Allgemeine Sonntag. bxl.indymedia.org 18.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Sommet Afrique-Asie

- Ouverture à Jakarta des travaux du Sommet Afrique-Asie - french.irib.ir

Les travaux du Sommet Afrique-Asie, qui coïncide avec le 60ème anniversaire de la tenue de la Conférence de Bandung, se sont ouverts, dimanche à Jakarta, au niveau des hauts responsables avec la participation de 86 pays asiatiques et africains .

A cette occasion, une exposition sur le partenariat et la coopération entre les pays du sud et la coopération tripartite a été inaugurée en présence de plusieurs délégations participant au sommet. L'ordre du jour du sommet est axé sur trois principaux thèmes, à savoir, la Palestine, la coopération Sud-Sud et les grandes questions intéressant les Etats des deux continents. Dans une déclaration à la presse, la directrice de la communication au ministère indonésien des Affaires étrangères a indiqué que 32 chefs d'Etats et de gouvernements participent à ce sommet, aux côtés de représentants d'organisations et d'instances financières internationales dont l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), les Nations Unies, la Ligue arabe, l'Union africaine et la Banque asiatique de développement. Au programme du sommet, qui commémore également le 10ème anniversaire du Partenariat stratégique Asie-Afrique signé en 2005 à Bandung, figurent notamment une réunion des hauts responsables, en plus d'une réunion ministérielle lundi. La réunion du Sommet afro-asiatique aura lieu les 22 et 23 avril à Jakarta.

Par ailleurs, une marche est prévue le 24 courant à Bandung avec la participation des délégations, en commémoration de la Conférence de Bandung tenue en 1955 qui donna naissance au Mouvement des Non-Alignés, défenseur d'une position neutre entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique pendant la Guerre Froide. La ministre indonésienne des Affaires étrangères Retno Marsudi a inauguré dimanche une réunion de hauts fonctionnaires à Jakarta dans le cadre de la commémoration du 60e anniversaire de la Conférence Asie-Afrique, également connue sous le nom de la Conférence de Bandung. Mme Retno a indiqué que l'élargissement de la coopération Sud-Sud entre partenaires de développement serait plus efficace pour atteindre les objectifs dans le cadre de la coopération intra-régionale. "Nous n'arrêterons pas la coopération Sud-Sud. C'est pourquoi nous invitons les partenaires de développement, l'appelant la Coopération triangulaire Sud-Sud (SSTC)", a-t-elle déclaré. 31 dirigeants ont confirmé leur présence à la commémoration du 60e anniversaire de la Conférence de Bandung, qui vise à élargir et à renforcer la coopération Sud-Sud. french.irib.ir 19.04

J'ai mis cet article en ligne parce qu'il n'en figurait aucun sur ce sujet dans la page d'info de Yahoo.

2- Etats-Unis-Iran

- S-300: Washington menace Téhéran - french.irib.ir

Le chef d'état-major interarme US, le général Dempsey, estime que la livraison des S-300, par la Russie, à l'Iran ne change en rien les capacités US à frapper l'Iran. "L'option militaire contre l'Iran n'est pas atteinte, même après la livraison des S-300. Cela fait des années que nous attendons la livraison de ces missiles à l'Iran et nous nous y sommes préparés. L'option militaire, que je dois au président, reste sur la table, en cas de l'échec de la diplomatie". french.irib.ir 17.04

3- Russie

- La carte maîtresse de Poutine, au Moyen-Orient? - french.irib.ir

Le Think Tank américain, Gate Stone,.... revient sur la récente décision de Poutine d'autoriser la livraison des S-300 à l'Iran : les impacts que ces missiles S-300, une fois livrés à l'Iran, pourront avoir, ne se limitent pas, uniquement, au régime israélien ou aux voisins arabes de l'Iran. Ces missiles rendent impossibles toutes frappes contre les sites nucléaires iraniens et garantissent, de la sorte, la nucléarisation de l'Iran. Ces missiles donneront davantage de confiance aux Iraniens et leur permettront de jouer, avec une plus grande confiance en soi, leur rôle, dans la région.... Si la Russie tient parole et qu'elle livre les S-300 à l'Iran, ces missiles ne tarderont pas à tomber entre les mains du Hezbollah et de la Syrie. Ce sont des engins d'une portée de 125 miles, soit assez, pour atteindre Israël. Les avions israéliens pourront, de la sorte, être visés au-dessus du Liban et de la Syrie. .. Cette décision prise par Moscou a, aussi, un autre message : si les pourparlers nucléaires Iran/5+1 échouent, de nouvelles sanctions décidées contre l'Iran ne seront plus enterniées par la Russie. En effet, une levée totale ou partielle des sanctions contre l'Iran est tout ce qu'il y de plus heureux à survenir pour la Russie : les Russes sauront fournir les armes les plus sophistiquées à l'un des pays les plus puissants de la région.

Quand bien même le commerce irano-occidental serait relancé, ce commerce là ne concerne pas le domaine des armements. La Russie a, déjà, gagné le marché lié à l'industrie nucléaire iranienne. Elle attend de gagner, aussi, le marché des armements. Depuis la crise ukrainienne, la Russie se sent de moins en moins européenne et est tournée vers l'Est, et aucun pays n'est plus symbolique que l'Iran, pour sceller ce rapprochement Russie/Orient. La vente des S-300 à l'ran pourrait, certes, provoquer des divergences de vue avec Israël, mais les relations Moscou/Tel-Aviv ne sont pas au beau fixe, et ce, depuis bien longtemps. Il y a cinq ans, on aurait pu dire que Moscou n'aimait pas étendre ses liens avec Téhéran. Ce n'est plus le cas. Les temps ont radicalement changé. La Syrie est la porte d'entrée de Moscou, au Moyen-Orient. Les liens de Moscou avec le Caire renvoient à un passé glorieux de l'empire russe. Avec la Turquie, Poutine compte travailler à un partenariat énergétique. Mais c'est, en Iran, que Poutine cherche "une profondeur stratégique", que la Russie n'a jamais eu, au Moyen-Orient ..... "Cette profondeur stratégique est sur le point de se former, déjà, à Moscou, où le ministre iranien de la Défense est l'hôte de marque d'une Conférence sur la sécurité". french.irib.ir 17.04

4- Yémen

4.1- 7 navires américains déployés, à proximité du Yémen - french.irib.ir

Alors que l'Arabie a bloqué la voie aux convois maritimes, à destination du Yémen, l'armée américaine a annoncé avoir déployé 7 navires, aux alentours du Yémen.

Les autorités de l'armée américaine ont annoncé, vendredi, qu'elles avaient déployé des navires de ce pays, au large des côtes yéménites, sans, cependant, participer à l'encerclement maritime, mis en place par l'Arabie, a-t-on appris de Farsnews.

Les navires américains sont l'"USS Forrest Sherman", (DDG-98), le "Winston S. Churchill", (DDG-81) et les démineurs, "USS Sentry", (MCM-3), et "USS Dextrous", (MCM-13), et 3 navires amphibies, "USS Iwo Jima", (LHD-7), "USS Fort McHenry", et "USS Fort McHenry", (LSD 43), qui transportent 2.000 Marines, a écrit le "Washington Post".

Une autorité américaine de la force navale américaine a annoncé au "Washington Post" que le navire "USNS Charles Drew", (T-AKE-10), à cargaison sèche, est déployé, dans la région. french.irib.ir 18.04

4.2- Djibouti ouvre son espace aérien aux chasseurs saoudiens pour attaquer le Yémen - french.irib.ir

« Djibouti ouvre son espace aérien et maritime aux chasseurs de l'opération Tempête décisive », a-t-on appris de l'ambassadeur djiboutien à Riyad.

Selon l'agence de presse Anatolie, le général Ahmed Assiri, porte-parole de la Coalition saoudienne, qui a déclenché une guerre il y

a trois semaine contre le Yémen, a déclaré, samedi lors d'une conférence de presse à Riyad, que Djibouti ouvrait son espace aérien et maritime aux avions de combat de la Coalition. Dans le même temps, Zia Eddine Bamakhrama, ambassadeur djiboutien à Riyad, a confirmé, lors d'un discours, les propos du général Assiri. Sur le terrain, un septième soldat saoudien a été tué lors des affrontements sur la frontière d'Arabie saoudite avec le Yémen. Selon la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadeen, l'Arabie saoudite a acheminé une cinquantaine de véhicules militaires vers la zone frontalière d'Al-Makhbara après l'avoir bombardée.

Dans le même temps, les avions de chasse de l'aviation saoudienne continuent de bombarder les différentes régions du Yémen. L'aviation saoudienne a pris pour cible, à plusieurs reprises, depuis samedi matin, la localité d'Al-Janad, dans la province de Taez d'autant plus que les artilleries d'Arabie saoudite ont pilonné les montagnes frontalières d'Al-Azad, situées dans la province de Saada. De son côté, une organisation de la défense des droits des enfants au Yémen a tiré la sonnette d'alarme quant à la situation précaire dans laquelle vivent des millions d'enfants yéménites. La guerre et le blocus ont mis en danger la vie de plus de 5 millions d'enfants surtout un million de nourrissons. french.irib.ir 19.04

4.3- Yémen: au moins 52 morts dans des violences dans le sud - AFP

L'Arabie saoudite a promis samedi de prendre en charge le coût des opérations humanitaires urgentes de l'ONU au Yémen, où la coalition arabe qu'elle dirige mène des frappes aériennes pour soutenir les partisans du président en exil contre une rébellion chiite.

De nouvelles violences ont fait au moins 52 morts, en majorité des rebelles, dans le sud du pays, portant à 128 le nombre des personnes tuées en moins de deux jours, selon un bilan compilé par l'AFP à partir de sources médicales, militaires et tribales.

Les combats se concentrent dans le Sud où les rebelles chiites, dits Houthis, tentent avec le soutien d'unités militaires restées fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh de prendre le contrôle de l'ensemble du pays après s'être emparés de la capitale Sanaa et de vastes régions.

Face à la détérioration de la situation au Yémen, où la population manque de tout, l'ONU et ses partenaires humanitaires ont lancé vendredi un appel à une aide urgente de près de 274 millions de dollars pour répondre aux besoins vitaux des 7,5 millions d'habitants affectés par le conflit.

La réponse est venue rapidement de Ryad, où le roi Salmane Ben Abdel Aziz a assuré qu'il règlerait la totalité du montant réclamé par l'ONU.

Le royaume "se tient aux côtés du peuple yéménite frère" et espère "le rétablissement de la sécurité et de la stabilité" dans ce pays, a indiqué le cabinet royal dans un communiqué.

Dans le même temps, l'Arabie saoudite a réaffirmé sa détermination à poursuivre l'opération militaire en dépit de l'appel du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon à "un cessez-le-feu immédiat".

"Nous avons besoin de patience et de persévérance", a répété vendredi le porte-parole de la coalition, le général saoudien Ahmed Assiri, lors de son point de presse quotidien à Ryad.

La coalition a intensifié ses raids aériens dans le nord, y compris autour de Sanaa où le camp militaire de Faj Attan a été sévèrement touché vendredi, selon des témoins.

La rébellion chiite a vivement critiqué le Conseil de sécurité de l'ONU pour sa résolution du 14 avril, qui la somme de se retirer des zones du Yémen qu'elle a conquises et lui impose des sanctions, dont un embargo sur les armes.

Le Conseil de sécurité "s'est rangé aux côtés du bourreau contre la victime", a écrit le Conseil politique de la rébellion dans un communiqué publié vendredi soir, quatre jours après l'adoption de la résolution 2216.

L'Iran, qui soutient les rebelles, a présenté dans un message à Ban Ki-moon un plan de paix en quatre points, prévoyant notamment un cessez-le-feu, une reprise du "dialogue national" et "un gouvernement d'union nationale". AFP 18.04

5- Israël

- BDS: le régime sioniste en colère contre l'UE - french.irib.ir

L'appel lancé par 16 ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne pour imposer l'étiquetage des produits fabriqués dans les implantations illégales israéliennes, a suscité l'ire des autorités du régime sioniste. Selon l'agence de presse Tasnim, dans une interview avec la radio israélienne, le ministre des Affaires étrangères du régime sioniste Avigdor Lieberman a déclaré que les partisans du boycott des produits israéliens en Europe, sont « hypocrites », il a dénoncé leur communiqué. En allusion à

ce qu'il a appelé « les jours de l'Holocauste à l'époque du règne de l'Allemagne nazie », le chef de la diplomatie du régime sioniste a indiqué : « Qu'ils mettent une étoile jaune sur les produits provenant de Judée-Samarie et du Golan ».

Six ministres européens des Affaires étrangères ont demandé jeudi à la chef de la diplomatie de l'Union européenne Federica Mogherini d'accélérer la procédure pour indiquer l'origine des produits fabriqués dans les implantations israéliennes de Cisjordanie. Les diplomates européens ont adressé leur requête à Mme Mogherini dans une lettre. Les pays signataires sont la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie, la Belgique, la Suède, Malte, l'Autriche, l'Irlande, le Portugal, la Slovénie, la Hongrie, la Finlande, le Danemark, les Pays-Bas et le Luxembourg. « Il s'agit d'un pas important pour la mise en œuvre de la politique européenne, afin de préserver la solution à deux Etats", indique le texte.

L'auteur principal de ce plan est le ministre belge des Affaires étrangères Didier Reynders, dont l'initiative est soutenue par 16 pays de l'Union européenne, qui étaient tous auparavant les principaux acheteurs de produits et de marchandises du régime sioniste. french.irib.ir 18.04

6- Syrie

- Syrie: le chef du Front al-Nosra tué à Alep french.irib.ir

Lors des affrontements entre les forces de l'armée syrienne et les terroristes en banlieue sud de la ville d'Alep, le chef du groupe terroriste du Front al-Nosra a été tué.

Au cours des affrontements dans la région de Khanasser, au sud d'Alep, les forces de l'armée syrienne ont réussi à abattre Abu Helal, l'émir du Front al-Nosra dans cette région.

Les éléments du Front al-Nosra ont tenté ces derniers jours d'attaquer la région de Khanasser afin de barrer la voie aux aides acheminées vers la ville d'Alep que les terroristes comptaient assiéger. Le terroriste Abu Helal a rejoint le groupe terroriste du Front al-Nosra dès le début des troubles en Syrie et a participé aux crimes perpétrés à l'encontre du peuple syrien. Il était l'un des terroriser qui, il y a deux ans, ont occupé la région de Khanasser et ont assiégé la ville d'Alep. french.irib.ir 18.04

7- Irak

- Irak : les Chiites de Sard City volent au secours des déplacés de la province d'Al-Anbar - french.irib.ir

La population de Sard City et bon nombre des Chiites du centre et du sud de l'Irak se sont déclarés prêts à accueillir chez eux les réfugiés sunnites de la province d'Al-Anbar, et à envoyer des aides humanitaires à compatriotes.

Selon Fars News, suite à l'offensive lancée par Daech, les Chiites de Sard City (banlieue de Bagdad) ont acheminé leurs aides aux familles qui se sont enfuis de la province d'Al-Anbar. Les Chiites irakiens ont aussi prévu des lieux pour héberger les réfugiés sunnites de la province d'Al-Anbar.

Ils se sont même dits disposés à accueillir ces réfugiés dans leurs propres maisons. Suite à l'offensive lancée par les terroristes takfiris de Daech contre la ville d'Al-Ramadi, chef-lieu de la province d'Al-Anbar, des dizaines de milliers de familles irakiennes ont été contraintes de quitter leurs maisons et de s'évader vers les provinces voisines, à Karbala et à Bagdad. french.irib.ir 19.04

8- Arabie saoudite

- Riyad s'embrase - french.irib.ir

Il y a deux jours que la capitale saoudienne est le théâtre de violents accrochages entre les forces de sécurité et des hommes armés. Les accrochages d'une violence inouie ont éclaté, dans le quartier d'Al-Nazim. Plusieurs forces de sécurité auraient été tués ou blessés. Le quartier a été, entièrement, bouclé, depuis ce matin, sans pouvoir, pour autant, localiser les terroristes, qui ont pris la fuite. Les forces de sécurité ont procédé à une fouille, maison par maison. Les forces de sécurité se préparent à mener des combats de rue. french.irib.ir 16.04

9- Palestine

- Journée mondiale du Prisonnier: Des dizaines de manifestants blessés par les sionistes - french.irib.ir

Les militaires du régime sioniste ont réprimé les manifestations pacifiques des Palestiniens à Ramallah, organisées à l'occasion de la Journée mondiale du Prisonnier.

Selon la chaîne de télévision Al-Jazeera, les militaires israéliens ont tiré des balles de gaz lacrymogènes sur les manifestants qui se dirigeaient du centre du village de Balein vers le mur de séparation. Des dizaines de personnes ont été blessées. Une a été la cible des balles réelles tandis que des dizaines d'autres ont été asphyxiées. Assistaient à cette manifestation, nombre de responsables palestiniens de diverses organisations, les membres du Conseil de législation et ceux du Comité exécutif de l'OLP. Une autre manifestation s'est aussi déroulée dans la ville d'Oum al-Fahm, pas au-delà de la ligne verte! A Gaza, les fidèles ont accompli leur prière devant le bureau du haut représentant de l'ONU. Environ 6000 prisonniers croupissent dans les prisons du régime sioniste parmi eux 29 femmes et 15 députés de l'Assmblée de législation palestinienne, sans oublier plus de 200 enfants et 1000 malades. french.irib.ir 17.04

10- Argentine

- Le conflit des Malouines rebondit entre l'Argentine et le Royaume-Uni - lefigaro.fr

Les ministres argentins des Affaires étrangères et de la Planification ont déposé plainte la semaine dernière devant un tribunal de Rio Gallegos contre cinq compagnies pétrolières qui effectuent des forages au large des Malouines. «L'Argentine va utiliser tous les moyens du droit national et international pour éviter que les ressources argentines ne soient spoliées», a déclaré le Secrétaire argentin aux Malouines, Daniel Filmus, à le vendredi 17 avril dernier lors d'une conférence à l'ambassade d'Argentine à Londres. Signe de la tension entre les deux pays: il n'a rencontré aucun officiel britannique.

Une récente loi argentine prévoit de punir de cinq à dix ans de prison l'exploration illégale de ressources naturelles, des peines alourdies en cas d'exploitation. Buenos Aires revendique la souveraineté sur les îles Malouines alors que le drapeau britannique flotte depuis 1833 sur ce petit archipel situé à 400 kilomètres des côtes argentines et à 12 700 de Londres.

Trois compagnies poursuivies sont britanniques (Rockhopper Exploration plc, Premier Oil plc et Falkland Oil and Gas Limited) et deux américaines (Noble Energy Inc et Edison Intenational SpA). Le ministre des Affaires étrangères britannique, Philip Hammond, a réagi sur Sky News, estimant qu'il s'agit d'une «action scandaleuse d'intimidation et une menace contre le droit des habitants des Falklands (nom britannique des Malouines) de développer leurs propres ressources économiques».

Pour le secrétaire d'État argentin, Londres veut conserver l'archipel car c'est un lieu stratégique qui dispose de ressources naturelles considérables, à la fois pétrolières et halieutiques. Londres défend sa présence aux Malouines, arguant que la grande majorité de la population désire rester britannique, selon le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. «Ce n'est pas une population exploitée ou dominée, argumente Daniel Filmus. C'est une population qui participe au processus de colonisation. La population est restée stable depuis 100 ans. Mais sa composition a été bouleversée. Au début du vingtième siècle, 92 % de la population étaient originaire des malouines. Ils ne sont plus que 46 % aujourd'hui». lefigaro.fr 19.04

SOCIAL et SOCIÉTÉ

Chili

Nouvelles manifestations étudiantes au Chili - euronews.com

Nouvelles grandes manifestations au Chili, toujours pour plus de réformes de l'éducation, mais cette fois aussi contre la corruption.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de Santiago et le défilé s'est terminé par quelques heurts avec la police. euronews.com 17.04

ECONOMIE

1- G24

- Le G24 critique Washington - french.irib.ir

Les pays du groupe 24 ont critiqué l'approche de Washington, lui demandant de soutenir les réformes du Font Monétaire

Lors des assemblées semi-annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Washington, les pays émergents réunis au sein du G24 ont dénoncé, jeudi 16 avril, en termes très directs, l'inaction des Etats-Unis sur la réforme du

Fonds monétaire international (FMI), une attitude qui porte atteinte, selon les pays du G24, au prestige de cette instance internationale. Adoptée en 2010, cette réforme est censée doubler les ressources du Fonds et donner plus de poids aux émergents. Ces réformes pourraient ainsi redonner à la Chine et plusieurs autres pays membres, leur droit de veto. Selon l'AFP, ce processus de ratification est actuellement bloqué au Congrès américain ; or, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde a, plus d'une fois, évoqué la nécessité desdites réformes. Pour Christine Lagarde, le FMI reflète l'économie mondiale de 2008, alors que pas mal de changements sont survenus, depuis, dans la situation économique des pays membres du FMI surtout les pays émergents.

Selon les experts, les Etats-Unis voient le fond monétaire international, comme un instrument pour s'immiscer (dans le secteur économique) des pays émergeants ; l'adoption des réformes réduira la mainmise américaine sur les autres pays membres, précisent les experts.

Pour sa part, le G24 a insisté, à maintes reprises, sur les réformes prévues pour le FMI. Pour le rappel, ce groupe est composé de 20 pays émergents qui, en tant que sous-ensemble du G77, coordonnent, chaque année, leurs positions sur le plan des finances internationales. Le G24 a été créé en 1971, afin de coordonner les approches des pays émergents en termes de finance internationale, d'aider au progrès financier desdits pays et d'assurer leurs intérêts dans les négociations portant dur les affaires financière à l'échelle mondiale. Les pays du G24 se donnent rendez-vous deux fois par an, à l'occasion des assemblées semi-annuelles du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. L'Iran, le Pakistan, les Philippines, Sri Lanka, la Syrie et le Liban du continent asiatique, ainsi que le Brésil, l'Argentine, le Mexique, le Venezuela, le Guatemala et Trinidad et Tobago de l'Amérique latine, de même que l'Afrique du Sud, l'Ethiopie, le Gabon, l'Egypte, l'Algérie, le Nigeria, la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire et le Ghana du continent africain, sont membres du G24 qui accueille, à ses réunions, en tant que membres observateurs, la Chine, l'Arabie saoudite et le Maroc. french.irib.ir 17.04

2- Chine

- La Chine à l'assaut du vieil ordre financier international - AFP

Avec son projet de banque géante d'investissement en Asie et ses ambitions pour sa devise, la Chine a pris la tête des pays qui veulent bousculer un ordre financier international dominé par les Américains.

Les réunions de printemps à Washington du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, héritières des accords de Bretton Woods de 1944, et auxquelles affluent ministres des finances et banquiers centraux, ont fait une belle part à l'offensive chinoise.

Le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a voulu jeudi "féliciter la Chine pour (un) grand pas dans la direction du multilatéralisme", la mise sur pied de la banque de financement d'infrastructures AIIB, avec laquelle il espère "travailler très étroitement".

Contrairement à ce qu'espérait Washington, plus que réservé face à un projet qui importune aussi le Japon, il y a foule pour faire partie de cette future institution: 57 pays se sont déjà déclarés.

Voilà qui contraste avec l'enlisement du projet de "banque des BRICS", lancé en fanfare à l'été 2014 par les grands émergents, et eux seuls. Ce projet politique conteste ouvertement deux institutions, le prêteur de crise qu'est le FMI et le créancier du développement qu'est la Banque mondiale, dont Européens et Américains se partagent depuis toujours la direction.

L'approche chinoise est plus pragmatique et chacun peut espérer y trouver son compte, explique Christophe Destais, chercheur au CEPII, centre de recherches français sur l'économie internationale.

Les pays étrangers convoitent de nouveaux débouchés dans le BTP et de l'énergie, mais aussi pour leurs banques: l'AIIB entend se financer sur les marchés, "ce qui demande des services financiers. C'est sans doute la raison pour laquelle la Grande-Bretagne a décidé de rejoindre le projet", dit-il.

L'enthousiasme des Britanniques, premiers à se déclarer membres fondateurs de l'AIIB, a irrité la France, l'Allemagne et l'Italie, qui auraient préféré une démarche commune. A en croire des participants aux réunions de Washington, le ministre britannique des Finances, George Osborne, se serait "fait assaisonner" par d'autres responsables européens pour ce cavalier seul.

La Chine cherche, elle, "un exutoire à une industrie" surcapacitaire, tout en poursuivant "un intérêt diplomatique, qui est d'affaiblir l'influence américaine", selon M. Destais.

Pour lui, toutefois, "en dépit des imperfections du système (Bretton Woods), la Chine le trouve utile".

"Elle a les moyens de l'influencer, pas encore de le façonner", et il en sera ainsi tant que le dollar restera la première devise mondiale.

Leur puissance monétaire n'empêche pas les Etats-Unis d'être nerveux. "Même alors qu'émergent de nouvelles institutions, je voudrais souligner que le FMI demeure l'institution de référence pour promouvoir la stabilité économique mondiale", a rappelé le secrétaire américain au Trésor Jack Lew.

Pour le prix Nobel d'Economie Joseph Stiglitz, l'hostilité au projet AIIB est "une nouvelle illustration de l'insécurité des Etats-Unis quant à leur propre influence internationale".

Si l'administration Obama vante à toute occasion le travail du FMI, le Congrès américain bloque une réforme conçue en 2010, qui donnerait plus de poids aux pays émergents en son sein. Christine Lagarde, la directrice-générale du Fonds, s'était affirmée prête à faire une "danse du ventre" pour convaincre les parlementaires américains.

Cette paralysie est "un obstacle à la crédibilité du FMI, sa légitimité et son efficacité", ont estimé les pays émergents réunis au sein du G24, dans un communiqué publié lors des réunions de Washington.

En attendant cette hypothétique réforme, la Chine mène une autre campagne: faire admettre sa devise aux côtés du dollar, de l? euro, de la livre sterling et du yen dans le calcul des DTS (droits de tirage spéciaux), embryon de devise de réserve universelle du FMI. Les DTS ont été conçus au départ comme une espèce d'ersatz de l'or et du dollar; si leur rôle reste marginal, y accéder serait pour Pékin "une reconnaissance symbolique", selon Christophe Destais.

Quant à la Banque mondiale, elle doit aussi se réformer sous peine "d'apparaître rapidement superflue", selon Scott Morris et Madeleine Gleave, du "Center for global development". Dans un article publié en mars, ils épinglent le contraste entre une Banque figée dans ses vieux réflexes, et les bouleversements financiers dans les pays en développement.

Le meilleur exemple est sans doute l'Afrique, désormais dotée de sa propre banque de développement et où plusieurs pays sont désormais capables de lever des fonds sur le marché, modifiant le rapport de force avec les institutions de Washington.

3- Déchets du vieux monde.

La société du déchet et des privations extrêmes en guise de progrès social.

- Record de déchets électriques et électroniques dans le monde en 2014 - AFP

Le poids des déchets électriques et électroniques, ou "e-déchets", a atteint un record dans le monde en 2014, à 41,8 millions de tonnes, contre 39,8 millions en 2013, selon un rapport de l'Université des Nations unies (UNU) publié dimanche.

Près de 60% de ces produits étaient des équipements de cuisine, de salle de bain ou de buanderie, précise l'UNU dans cette étude. Quelque 7% étaient des téléphones portables, des calculatrices, des ordinateurs portables ou encore des imprimantes.

Selon l'étude, la Norvège est le pays qui produit la plus grande quantité de e-déchets par habitant, avec 28,4 kg, suivi de la Suisse (26,3 kg) et l'Islande (26,1 kg). La France arrive en 8e position, avec 22,2 kg par habitant. La région qui génère le moins de e-déchets est l'Afrique, avec un rejet estimé à 1,7 kg par habitant. Au total, le continent a produit 1,9 millions de tonnes de ces déchets.

Mais en termes de volume cette fois-ci, ce sont les Etats-Unis et la Chine qui arrivent en tête, totalisant tous deux 32% de la part mondiale de e-déchets, suivis par le Japon, l'Allemagne et l'Inde.

Moins d'un sixième de ces déchets ont été correctement recyclés, souligne aussi l'UNU. Or ils renferment de précieuses ressources comme le fer, le cuivre, ou l'or: ces déchets avaient ainsi pour 2014 une valeur estimée à 48 milliards d'euros.

"Au niveau mondial, les e-déchets constituent une précieuse "mine urbaine" - un large réservoir potentiel de matériaux recyclables", souligne David Malone, sous-secrétaire général des Nations-Unies et recteur de l'UNU.

Ils contenaient aussi 2,2 millions de tonnes de composants dangereux, comme le mercure, le cadmium ou le chrome, une ""mine toxique" qui doit être gérée avec une attention extrême", avertit M. Malone.

Le cap des 50 milions de tonnes déchets électriques et électroniques annuels devrait être atteint en 2018.

Haut de page

Le 21 avril 2015

CAUSERIE

J'ai réalisé cette causerie très rapidement car je dois sortir en ville faire des courses. On a ajouté 49 articles.

Le chiffre du jour. +2.500

Rectificatif. Le porte-parole des forces armées yéménites a annoncé que depuis l'agression de l'Arabie contre le Yémen, plus de 2.500 citoyens de ce pays avait été tué dont des centaines de femmes et d'enfants. (french.irib.ir 20.04)

Dossier Yémen

-Yémen : plus de 23 morts et 226 blessés, à Faj Attan, dans un raid de l'aviation saoudienne - french.irib.ir

Au Yémen, suite au raid des avions de chasse saoudiens contre la région de Faj Attan, au moins, 23 personnes ont été tuées, et plus de 226 autres, blessées.

Selon Al-Mayadeen, à la suite de la frappe des avions de chasse saoudiens contre la région de Faj Attan, à Sanaa, plus de 23 personnes sont mortes, tandis que plus de 226 autres étaient blessées, et ce, alors que ce bilan reste provisoire et que le nombre des morts et des blessés risque de s'alourdir. Selon le porte-parole des forces armées yéménites, depuis l'agression de l'Arabie contre le Yémen, plus de 2.500 citoyens de ce pays, pour la plupart, des femmes et des enfants, ont perdu la vie.

La plupart des infrastructures yéménites ont été détruites, dans les frappes de l'aviation saoudienne, et les bombardements ont frappé les hôpitaux, les écoles, les aéroports et les mosquées. Dans le même temps, des rapports faisant état de violations graves des droits humains ont, également, fait surface. Parallèlement, le nombre de personnes, en situation d'insécurité alimentaire, est passé de 10,6 à 12 millions, et, au moins, 150.000 personnes, ont été déplacées, selon l'annonce du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, (OCHA). french.irib.ir 20.04

- Yémen : deux régions de Ma'rib, nettoyées - french.irib.ir

Epaulée par les forces populaires, l'armée yéménite a réussi à reprendre à Al-Qaïda le contrôle des régions d'Al-Wazih et d'Al-Mochadjah, dans la province de Ma'rib. Selon Farsnews, les forces de l'armée et celles des comités populaires yéménites ont libéré, ce lundi, la région d'Al-Wazih, dans la province de Ma'rib, des éléments armés et des éléments d'Al-Qaïda. Toujours, dans la province Ma'rib, ces forces ont réussi à nettoyer la région d'Al-MOchadjah, au centre de la province.

Les forces militaires et populaires yéménites continuent leur avancée vers la base militaire d'Al-Koufel, occupée par Al-Qaïda. «Ces opérations ont été très efficaces, en permettant d'assurer la sécurité de la route Sanaa-Ma'rib, laissant, ainsi, les camions-citernes qui transportent du pétrole, se rendre à Sanaa, pour y transférer du combustible», dit un porte-parole militaire yéménite. Avec la mort d'un grand nombre d'éléments takfiris ou qaïdistes, les rues et les quartiers de la ville de Ma'rib ont retrouvé la sécurité, tandis que se poursuivent les opérations de ratissage, dans le centre sécuritaire de Rada. french.irib.ir 20.04

- Yémen: Les Saoud changent de tactique - french.irib.ir

La guerre qui aurait dû apporter au régime saoudien d'importants acquis dont la réalisation de leurs politiques régionales, n'a eu rien pour le moment, que des frais colossaux que les jeunes princes de la famille royale doivent dépenser, ceux qui cherchaient et de préstige et de réputation, via cette politique et décision des "Grands". Or, près d'un mois après l'agression contre le Yémen, menée contrairement à toutes les règles internationales, les dépêches et rapports font tous part du bilan lourd des pertes, chez les civils. Les sources indépendantes annoncent 2600 morts dont près de 400 enfants et 300 femmes. Il semble que le régime saoudien et sa coalition illégitime, ayant, indirectement, accepté l'échec au Yémen, ont décidé de changer de cap pour contrer ce grand scandale.

Un de leurs projets consiste à la mise à exécution du modèle Hadi/Saleh comme en 2011 où Mansour Hadi a désigné le Premier ministre démissionnaire, Khaled Baha'a, le vice-président, le reconduisant également au poste de Premier ministre. Baha'a a prêté serment dans les locaux de l'ambassade du Yémen à Riyad. Cette stratégie était à l'époque une mise à l'écart, plus digne et plus honnête, d'Ali Abdallah Saleh du gouvernement tandis qu'Abd Rabbo Mansour Hadi l'a désigné comme le président provisoire du gouvernement yéménite, celui qui aurait dû préparer, via des réformes et changements, le terrain à la révision des lois et l'élection du futur président, ce qui n'a pas eu lieu, toutefois, dans les quatre années suivantes.

Apparemment, le projet actuel consiste à répéter le même scénario avec Hadi et Baha'a comme acteurs. Il est vrai que les Al-e-Saoud ont actuellement deux options devant eux: ou bien abandonner, arbitrairement la guerre et annoncer le cessez-le-feu, ce qui coûtera très cher aux princes inexpérimentés saoudiens, ou bien, chercher des canaux pour établir des relations avec Ansarallah pour trouver au moins des portes de sortie de la crise, pour ne pas rentrer bredouille de cette guerre honteuse. Dans ce dernier cas, ils entendent, bien sûr, garder Khaled Baha'a comme l'adjoint de Mansous Hadi, ce qu'ils ont déjà fait à l'époque d'Ali Abdallah Saleh et sa mise à l'écart. Destituer Mansour Hadi et désigner Khaled Baha'a au poste de vice-président et puis président du Yémen, voilà le scénario du régime saoudien. Certes, il semble peu probable qu'Ansrallah accepte un tel projet dans la mesure où ses forces ont enregistré d'importantes avancées dans diverses régions du Yémen et renforcé leurs positions sur les frontières avec l'Arabie.

Les dépêches font part du contrôle par Ansarallah d'au moins 18 des 22 provinces du Yémen. A cela s'ajoute, la mort et l'arrestation de plusieurs militaires saoudiens dont des officiers en l'occurrence Fahad Ben Turki Ben Abdel-Aziz Al-e-Saoud l'un des commandants de haut rang de l'armée saoudienne, lors des heurts avec les tribus yéménites. Tout cela contribuent à la prise de décision de l'Arabie. Quoi qu'il en soit, avec cette guerre d'usure que vivent les Saoudiens au Yémen, la réalisation des objectifs de Riyad reste encore et toujours impossible. french.irib.ir 20.04

- Yémen: 28 civils tués après des raids sur Sanaa - AFP

Au moins 28 civils ont été tués lundi par de spectaculaires explosions ayant suivi deux raids de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite contre un dépôt de missiles à Sanaa, au 27e jour du conflit au Yémen.

Plus de 300 personnes ont été blessées dans ces explosions décrites par des habitants comme les plus violentes dans la capitale depuis le début des frappes lancées pour empêcher des rebelles chiites et leurs alliés de contrôler l'ensemble du Yémen.

Le bilan des victimes pourrait s'alourdir, a indiqué une source médicale, faisant état de nombreux blessés graves. Il était impossible dans l'après-midi de s'approcher des lieux tant la chaleur était intense, selon un correspondant de l'AFP.

La base touchée se trouve à Fajj Attan, une colline surplombant le sud de Sanaa. Une dizaine de maisons voisines ont été détruites et une station service a pris feu, ont indiqué des témoins.

"Ces bombardements ont eu lieu sans alerte au préalable, en violation directe du droit international humanitaire", a déploré l'ONG Action contre la faim (ACF), dont les bureaux ont été endommagés.

Anticipant la poursuite probable des raids, ACF a décidé de "suspendre temporairement" ses activités à Sanaa.

La chaîne de télévision Al-Yemen Al-Youm a été touchée: trois de ses employés ont été tués, dont un journaliste, selon des secouristes. La chaîne a suspendu ses programmes. AFP 20.04

- Des armes déguisées de Riyad aux terroristes - french.irib.ir

« Une grande quantité d’armes a été saisie à partir des camions chargés d’aides humanitaires, en provenance d’Arabie.

Ce que le monarque saoudien a promis aux terroristes et aux miliciens pro-Hadi est le massacre du peuple yéménite », a déclaré un général de brigade de l’armée yéménite.

Ahmed Sabih Al-Kamel, un général de brigade yéménite, a déclaré, au micro de l’agence de presse Fars à Sanaa, que l’armée yéménite, appuyée par Ansarullah, avait découvert et saisi une grande usine de fabrication de bombardiers et de roquettes dans la province d’Aden, dans le Sud du Yémen. « Selon les enquêtes menées au sujet de cette usine, tous les éléments impliqués dans cette affaire sont les ressortissants saoudiens et sont en lien avec les terroristes et les miliciens pro-Hadi », a souligné Ahmed Sabih Al-Kamel avant d’ajouter : « Les militaires de l’armée et les forces d’Ansarullah ont aussi découvert et saisi une grande quantité d’explosifs ainsi qu'un grand nombre d’uniformes militaires qui étaient arrivés au Yémen dans des camions d’aides humanitaires de l’ONU, en provenance d’Arabie.

« L’Arabie saoudite a transféré les éléments de Daech et les terroristes depuis la Syrie vers le Yémen pour qu’ils puissent participer aux affrontements opposant les miliciens pro-Hadi aux forces des comités révolutionnaires. Après avoir subi un grand échec dans les différentes régions du Yémen, les Saoudiens ont été obligés de faire appel aux terroristes et à leurs mercenaires », a-t-il ajouté.

« Le monarque saoudien a promis une aide financière de 274 millions de dollars aux terroristes et aux miliciens pro-Hadi et cela pour le massacre du peuple yéménite », a-t-il indiqué. french.irib.ir 20.04

- Villes saoudiennes menacées, Riyad panique - french.irib.ir

Les Ale Saoud reçoivent, ces jours-ci, de sérieuses alertes quant aux opérations armées dans les villes saoudiennes.

L'hebdomadaire palestinien "Al-Manar", citant des sources bien informées et des milieux sécuritaires a annoncé que des groupes armés seraient arrivés sur le territoire saoudien pendant les derniers jours afin de porter atteinte à la stabilité et à la sécurité d'Arabie saoudite.

« En réaction aux politiques criminelles des Ale Saoud et à leur offensive contre le Yémen, faisant jusqu'ici un millier de martyrs et trois mille blessés, des groupes armés seraient arrivés pendant les derniers jours en Arabie saoudite afin de perpétrer les opérations armées dans les villes saoudiennes », a-t-on appris d'Al-Manar.

Les milieux sécuritaires prévoient que l'Arabie saoudite ferait l'objet d'une gigantesque évolution sur fond de ses politiques erronées, stigmatisées par les peuples des pays arabes, une évolution qui pourrait même effondrer les piliers du régime saoudien, déjà fragilisés en raison de son soutien au terrorisme et de la guerre qu'il a déclenché contre les nations arabes. french.irib.ir 20.04

ACTUALITE EN TITRES

Ils flambent !

- Morgan Stanley dégage ses plus gros bénéfices depuis 2007 - AFP

La banque d'affaires américaine Morgan Stanley a vu ses bénéfices flamber de plus de 59% au premier trimestre, grâce à la bonne santé du courtage qui lui a permis d'enregistrer sa meilleure performance trimestrielle depuis la crise.

Pas encore coulés ?

- Les cotes de François Hollande et Manuel Valls refluent encore - Reuters

Belgique. Social.

- Grève nationale en Belgique mercredi, perturbations en vue - Reuters

La CGSP, principale fédération syndicale du secteur public belge, appelle à cesser le travail le 22 avril. Reuters 20.04

Nous n'en saurons pas plus avec cet article, dont la totalité du contenu était axé sur les difficultés qu'allaient subir les malheureux usagers du service public... qui sont aussi des travailleurs et directement concernés.

Déstabilisation téléguidée depuis Washington. A l'origine : Un désaccord avec Bruxelles, comme en Ukraine.

- Hongrie : nouvelle manifestation contre la corruption au sein du pouvoir - euronews.com

"Ces derniers mois, il y a déjà eu de nombreuses manifestations contre la corruption et la politique du gouvernement Orban. Cette manifestation intervient sur fond de désaccords entre l'Union européenne et le pouvoir hongrois. D'autres manifestations sont déjà annoncées dans un proche avenir", explique notre correspondant à Budapest, Attilla Magyar. euronews.com 20.04

ACTUALITÉ DU JOUR

Stalinien for ever. Du social-patriotisme au social-nationalisme.

- Roger Martelli : « L'amalgame PCF-FN est une infamie » - LeMonde.fr

- François Hollande provoque la colère des communistes - Francetv info

"Marine Le Pen parle comme un tract du Parti communiste des années 1970". Ces mots, prononcés par François Hollande dimanche 19 avril sur Canal+, ne passent pas auprès des communistes, qui exigent des excuses publiques.

S'agissait-il d'une maladresse ? Car il est vrai qu'à l'époque, le PCF communiquait sur fond de France bleu-blanc-rouge et se posait en défenseur de la nation. Aujourd'hui, le Front national reprend ce contexte. Francetv info 20.04

Le PCF continue d'être le porte-drapeau bleu-blanc-rouge... des Versaillais ! Il sert les mêmes intérêts politiques que le FN, le régime en place. Ils ont un autre point en commun, leur détestation viscérale du communisme.

Finalement Hollande ne visait pas le PCF, mais le communisme qui est l'antithèse du capitalisme. Il fallait peut-être avoir un oeil sur les derniers développements en Ukraine pour comprendre le pourquoi de cette rhétorique.

Chacun comprendra que puisque le PCF ne peut pas défendre le communisme (sic!), nous ne pouvons pas défendre le PCF.

L'Etat terroriste français est responsable du massacre du peuple syrien et de la destruction de la Syrie.

- Bachar al-Assad : un dialogue impossible avec la France «qui soutient le terrorisme dans notre pays» - Libération.fr

- Bachar el-Assad accuse la France de soutenir les «terroristes» - figaro.fr

Bachar Al-Assad a accusé les Occidentaux, dont la France, de soutenir les jihadistes qui opèrent sur le territoire syrien. "C'est vous qui soutenez les terroristes. Il n'y a pas de dialogue possible avec des pays qui soutiennent le terrorisme dans notre pays", a-t-il affirmé, face à David Pujadas. "Dès les premières semaines du conflit, les terroristes se sont infiltrés en Syrie avec l'appui d'Etats occidentaux et régionaux", a martelé le chef d'Etat, niant toute responsabilité dans l'émergence du conflit et qualifiant, comme de coutume, ses opposants, sans distinction, de "terroristes". figaro.fr 20.04

Allez dire cela aux gauchistes, à la pseudo-gauche et à l'extrême gauche dégénérée qui s'alignent sur les gouvernements français et américain...

Commentaire d'internaute

- "Comment peut on faire confiance à ces organismes d'observation (ONG, ONU, etc. - ndlr) avec le recul et le nombre de fois où ils ont crié au loups à mauvais escient.

Et puis cette guerre à débuté tout aussi étrangement que d'autres guerres, une manifestation avec des hommes masqués, des tirs "non identifiés" dans la foule, comme un peu partout.

Les Syriens que nous rencontrons à Paris sont tous des soutiens de Bachar Al Assad, comment prendre au sérieux des accusations aussi énormes contre lui, et puis les preuves qui sont comme souvent des photos plus ou moins localisables, identifiables.

Jusqu'alors aucun de nos satellites n'a pu confirmer tout celà, aucun témoin de bonne foi non plus. Par contre oui, on a des jeunes qui reviennent en France, d'autres qui partent ..."

Les sionistes et les takfiris n'ont rien à craindre et n'ont pas à avoir honte, l'Etat français les protège.

«Les Français juifs ne doivent plus avoir peur d'être juifs» et «les Français musulmans ne doivent plus avoir honte d'être musulmans», a martelé Valls. lefigaro.fr 17.04

En désignant indistinctement tous les juifs, il en fait des otages des sionistes, des complices et des responsables de leurs crimes abominables, et en traitant tous les musulmans de la même manière, il en fait les complices des barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique. Pour encourager le racisme on peut guère trouver mieux, plus sournois et cynique.

Il protège ainsi Israël et s'attaque aux valeurs de la République incompatibles avec le wahhabisme dont les adeptes se trouvent ainsi confortés. En procédant à un amalgame entre tous les juifs, dans l'avenir s'attaquer aux sionistes pourrait être assimilé à un comportement antisémite dans la mesure où il n'existerait aucune distinction entre eux. Quant aux wahhabistes, les critiques qui leur seront adressées seront dénoncées comme des propos racistes envers tous les musulmans.

Mieux encore, pour finir de pourrir ceux qui se réclament de la gauche, il va les mettre à contribution en leur confiant une multitude de tâche et les rémunérer en conséquence, donc les corrompre pour finalement mettre en oeuvre une politique qui servira

l'extrême droite, et dont l'origine est d'extrême droite, car le racisme ne naît pas spontanément en bas de la société, il est secrété en haut, par ceux qui détiennent le pouvoir et l'instrumentalisent pour gouverner.

Commentaire d'internaute

- "Monsieur VALLS est sur le point de nous construire une société dans laquelle la délation, voire la dénonciation, deviendra pour certains l'instrument idéal permettant d'assouvir des penchants vindicatifs ou des frustrations mal contrôlées.

Il prend le risque de faire renaître la triste et infecte France des années 40."

C'est son objectif.

Si leur modèle social alimente l'extrême droite, c'est qu'il n'existait aucun modèle social en régime capitaliste, cela n'existe pas.

- L'extrême droite perce en Scandinavie - Francetv info

Toute la Scandinavie connaît une évolution politique : l'extrême droite pousse. Hier, dimanche 19 avril, les élections en Finlande ont consacré les nationalistes comme 2e parti du pays. Le chef du parti centriste ne peut savourer sa courte victoire car il devra maintenant gouverner avec ses adversaires.

En Suède, les populistes sont la 3e force politique. Dans ce pays où le modèle social est en crise et la politique d'intégration contestée, le discours décomplexé du parti d'extrême droite fait mouche. Les partis traditionnels ont dû s'unir pour éviter des élections anticipées.

En Norvège, les populistes sont déjà au gouvernement grâce à une coalition avec les conservateurs. Ils occupent même des postes clefs comme au ministère de la Justice. Enfin, au Danemark, l'extrême droite est arrivée en tête aux dernières européennes.

Hier, le chef du Parti finlandais a lâché quelques mots clairs : "On est là pour rester". Francetv info 20.04

France. Main d'oeuvre gratos, le rêve !

- Embaucher un apprenti sera bientôt gratuit pour les plus petites entreprises - Le Huffington Post

Dès la rentrée prochaine, les entreprises de moins de 11 salariés pourront embaucher des apprentis mineurs et voir leur salaire "pris en charge par l'Etat", a indiqué le 20 avril le ministère du Travail, précisant une mesure dévoilée la veille par François Hollande.

Le 19 avril, le président a annoncé sur Canal+ des "avantages" pour les très petites entreprises (TPE) employant des apprentis mineurs. Elles "ne paieront plus rien sur l'emploi d'un apprenti (...) à partir de la prochaine rentrée scolaire", a-t-il déclaré.

L'annonce présidentielle concerne-t-elle les seules cotisations, ou les cotisations et le salaire ? "Les entreprises de moins de 11 salariés ne paieront plus rien du tout", a précisé le ministère à l'AFP. Le salaire sera "pris en charge par l'Etat", a-t-il ajouté.
Le Huffington Post 20.04

Stratégie du chaos et de la guerre. Le capitalisme est une monstruosité qu'il faut éradiquer.

- Les dix mesures d'urgence proposées par Bruxelles pour lutter contre le trafic de migrants en Méditerrannée - Francetv info

- Le naufrage en Méditerranée a fait 800 morts, selon le HCR - LeMonde.fr

- Naufragés de méditerranée : l'Europe gardienne de cimetière - Le Monde

- Méditerranée: Appel de détresse d'un bateau transportant plus de 300 migrants - 20minutes.fr

- Grèce: trois morts, 93 rescapés dans le naufrage d'un bateau de migrants en Egée - AFP

- Nouveau naufrage en Méditerranée : 400 à 450 personnes en détresse - Atlantico.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Corée du Sud

Corée du Sud : le premier ministre offre sa démission après un scandale de corruption - LeMonde.fr

Le premier ministre de la Corée du Sud, Lee Wan-Koo, a offert mardi 21 avril sa démission, demandée par le principal parti d'opposition qui l'accuse de corruption, selon l'agence de presse coréenne Yonhap. Cette affaire a débuté avec le suicide d'un puissant hommes d'affaires qui, dans une lettre, avait affirmé avoir donné des fonds au premier ministre ainsi qu'à deux autres proches de la présidente.

La présidente de Corée du Sud a déclaré la guerre à la corruption, promettant de punir « quiconque » se rendrait coupable de malversations. Le Premier ministre lui refusait jusqu'ici d'accéder aux appels à la démission lancés par la Nouvelle alliance politique pour la démocratie (NAPD), la principale formation d'opposition. LeMonde.fr 20.04

2- Japon

- Le Japon lance une nouvelle stratégie militaire - lepoint.fr

Jusqu'alors très pacifiste, la Constitution japonaise autorisera bientôt les forces d'autodéfense à s'engager dans des opérations à l'étranger.

Sur la scène militaire, c'est le grand retour du Japon. Déjà supérieur à celui de la France, son budget de la défense augmente ; il modernise sa marine, symbolisée par le grand porte-hélicoptères Izumo, renforce son aviation et veut entrer de plain-pied dans les opérations internationales.

Le 1er juillet 2014, le Premier ministre nationaliste Shinzo Abe annonçait que la Constitution allait changer, et qu'elle permettrait, une fois amendée, aux forces armées de recourir à la force, et pas seulement dans le cas de l'autodéfense du pays. Le Japon pourra ainsi exprimer sa solidarité avec la communauté internationale, dans le cadre d'une "légitime défense collective", selon trois "nouvelles conditions" bien précises.

La première est remplie "lorsqu'une attaque armée se produit contre un pays étranger en étroite relation avec le Japon et que cela a pour résultat de menacer la survie du Japon et de représenter un danger évident qui remet en cause fondamentalement le droit de la population à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur". La deuxième condition exige qu'il n'y ait pas d'autre moyen que le recours à la force pour aider le pays ami menacé. Troisième condition : que l'emploi des armes se situe "au minimum requis".

Ces évolutions permettraient notamment aux troupes japonaises de protéger les très nombreuses installations américaines sur leur sol, y compris en période "grise", quand les hostilités ne sont pas ouvertes. Cette aide pourrait toutefois s'étendre aux forces australiennes. Concrètement, ainsi qu'on le confirme au ministère des Affaires étrangères à Tokyo, les soldats japonais pourront contribuer - y compris les armes à la main et avec le droit d'ouvrir le feu, c'est la nouveauté - à des opérations internationales de maintien de la paix, sous l'égide ou pas de l'ONU.

Il s'agirait moins de s'engager dans des combats directs que d'assurer la protection de civils menacés. Ils pourront également assurer, au profit de forces alliées engagées dans ces opérations, des fournitures de matériel, du transport logistique et des services médicaux. Quand on demande précisément à un expert japonais proche du ministère des Affaires étrangères si l'on pourrait envisager que des troupes de son pays viennent combattre avec les troupes françaises de l'opération Barkhane en Afrique, la réponse est claire : "Pour lutter contre le terrorisme, ce serait permis !" On n'en est bien sûr très loin...

La mise en place de la nouvelle posture militaire japonaise prendra encore un peu de temps. Les tractations se poursuivent au sein de la coalition gouvernementale entre le parti libéral démocrate de Shinzo Abe et son partenaire, le Komeito. Ce dernier réclamait par exemple que l'approbation du Parlement (Diète) soit indispensable avant tout déploiement de troupes à l'étranger.

Finalement, un accord ne sera nécessaire qu'une semaine après le début des opérations. lepoint.fr 20.04

3- Syrie

3.1- Lattaquié : vaste offensive takfirie repoussée - french.irib.ir

En Syrie, l'armée régulière a repoussé une vaste attaque des groupes terroristes contre trois localités de la banlieue-nord de Lattaquié.

Selon l'agence de presse Fars depuis Damas, l'armée syrienne a neutralisé une intense offensive des groupes terroristes contre Naba Al-Mar, Al-Farnalaq et la colline stratégique 45, situées tous en banlieue-nord de Lattaquié. Cette attaque a été lancée par un certain nombre de groupes terroristes après que l'armée syrienne est arrivée à libérer deux localités stratégiques près de la montagne Dahiya, en banlieue-nord de Lattaquié. A présent, l'armée tente de renforcer ses positions dans les zones récemment libérées et se prépare à lancer une nouvelle opération. « L'artillerie de l'armée a pilonné les rassemblements des terroristes dans les lignes de combats afin de favoriser la réussite de cette opération », a déclaré une source syrienne.

En outre, l'aviation syrienne a pilonné les lignes défensives des groupes terroristes depuis Qamam, au Sud, jusqu'à Kanissa, au Nord. Un grande nombre de terroristes ont été tués et blessés au cours de cette opération. « La libération de ces deux localités, près de la montagne de Dahiya, a fait que tout l'axe de Beit Ablaq, Dervichan, Al-Rowda, Rabia, Kanissa, Atira, Al-Kabir, Dahiya et Al-Darra soit à portée de l'armée syrienne. Cette opération réussie de l'armée a poussé les groupes terroristes à lancer des attaques en série avortées dans l'espoir de reprendre le contrôle des régions libérées par l'armée. french.irib.ir 20.04

3.2- Syrie : libération des régions situées dans la banlieue de Deraa - french.irib.ir

Dans la foulée de leurs avancées, les forces de l'armée régulière syrienne ont investi certaines régions de Deraa et rouvert la voie principale entre Deraa et Al-Sowaïda. La voie de ravitaillement des groupes armés a été coupée, lors de cette opération.

Selon l'Agence officielle syrienne, SANA, le commandement général de l'armée et des forces armées syriennes a annoncé, dans un communiqué : «Les unités de l'armée et des forces armées ont réussi, ce lundi matin, à reprendre le contrôle des cités de Masika de l'Est et de l'Ouest, Al-Khawabi, Achnan et Al-Dalafa. Au cours d'une opération militaire inégalée et spectaculaire, l'armée régulière syrienne a repris le contrôle des cités de Maliha al-Atash et Basar al-Harir. Bon nombre des terroristes takfiris, qui s'y étaient rassemblés, ont été tués.

«L'importance de ce nouvel acquis des forces armées réside dans le fait que la voie vitale entre Deraa et Al-Sowaïda a été rouverte. Avec la fermeture du point de passage d'Al-Lajah, dont les terroristes se servaient, pour le trafic des mercenaires, d'armes et de munitions, en provenance de la Jordanie, vers deux régions, à Rif-Damas, la voie de ravitaillement des terroristes est, désormais, bloquée, et cette percée est considérée comme un coup dur asséné aux terroristes. "Ce succès de l'armée régulière syrienne ouvre la voie à l'anéantissement des fiefs des terroristes", précise le communiqué du commandement de l'armée régulière syrienne. french.irib.ir 20.04

ECONOMIE

1- Pakistan-Chine

- Le président chinois au Pakistan avec 46 milliards de dollars en projets - AFP

Le président chinois Xi Jinping est arrivé lundi matin dans la capitale pakistanaise Islamabad pour y dévoiler des projets d'investissements chiffrés à 46 milliards de dollars visant à "transformer" l'économie de son allié stratégique en Asie.

Le président Xi est arrivé peu avant 11H00 (6H00 GMT) à l'aéroport d'Islamabad où il a été accueilli par le Premier ministre Nawaz Sharif et le gotha politico-militaire pakistanais pour cette visite de deux jours sous haute surveillance, la première d'un chef d'Etat chinois en neuf ans au "pays des purs".

Le Pakistan et la Chine entretiennent des relations "amicales" depuis des décennies, mais le commerce entre les deux pays a véritablement commencé à décoller ces dernières années, dépassant les 12 milliards de dollars l'an dernier contre environ deux milliards une décennie plus tôt.

Les deux pays misent sur des projets énergétiques (gaz, charbon, solaire, etc.) de 16.400 Mégawatts, l'équivalent de la capacité actuelle du Pakistan, dont 10.400 Mégawatts sont considérés prioritaires, et d?infrastructures d'environ 11 milliards de dollars, a ajouté M. Iqbal.

"Ce sont des projets substantiels et tangibles qui favoriseront une transformation significative de l'économie du Pakistan", a ajouté M. Iqbal, alors que des affiches géantes et des lumières célébrant "l'amitié sino-pakistanaise" avaient été disposées sur l'avenue de la Constitution, devant l'Assemblée nationale.

La coopération entre les deux pays dépasse les seuls projets d'infrastructures et vise en fait à créer un véritable "corridor économique", reliant le port pakistanais de Gwadar, sur la mer d'Arabie, aux régions occidentales de la Chine comme le Xinjiang, frontalières du Pakistan.

Le Pakistan a transféré en 2013 le contrôle du port en eaux profondes de Gwadar, dans la province instable du Baloutchistan, à une société publique chinoise. Une fois la route remise en état, ce port pourrait permettre de réduire de plusieurs milliers de kilomètres le trajet pour transporter le pétrole du Moyen-Orient vers l'ouest de la Chine tout en contournant l'Inde rivale.

Les deux pays misent aussi sur la construction d'un pipeline entre Gwadar et la ville pakistanaise de Nawabshah afin de distribuer du gaz naturel liquéfié importé du Moyen-Orient dans le sud du Pakistan. AFP 20.04

2- Grèce

- La Grèce réquisitionne les réserves de cash des entités publiques - latribune.fr

Athènes oblige désormais les entités publiques à mettre leurs liquidités à disposition de l'Etat. Les besoins de liquidité de ce dernier sont jugées "urgents" et "imprévus".

Le gouvernement grec a, ce lundi 20 avril dans l'après-midi, pris une nouvelle décision d'urgence. Un décret présidentiel a ainsi réquisitionné les réserves de liquidités de toutes les entités publiques qui devront désormais être déposées auprès de la Banque centrale. La mesure reste cependant limitée, selon Reuters, puisque quelques entreprises publiques et les fonds de retraites ne sont pas concernés. Cette décision est justifiée par le décret par des "besoins urgents et imprévus". La situation des comptes de l'Etat grec pourrait donc s'être à nouveau brutalement dégradée après le paiement de près de 500 millions d'euros au FMI le 9 avril dernier.

Prochaines échéances

La Grèce doit en effet faire face à plusieurs échéances importantes le mois prochain. Outre 2 milliards d'euros de salaires et de pensions, il doit, le 12 mai prochain, rembourser 774,2 millions d'euros au FMI. En mars, le gouvernement avait déjà mobilisé les fonds de réserve de la sécurité sociale, mais, avec la fuite des capitaux, les recettes fiscales fondent rapidement et les besoins de financement augmentent vite. Athènes doit donc mobiliser l'ensemble des fonds disponibles pour faire face à ces prochaines échéances.

Signal aux créanciers

Mais ce décret est aussi un signal envoyé aux créanciers. Alors que, désormais, un accord doit être trouvé entre la Grèce et ces derniers avant le 11 mai prochain, Athènes fait savoir très clairement qu'elle atteint les limites de ses capacités. Autrement dit, si aucun accord n'est trouvé et qu'une partie des 7,2 milliards d'euros restant dans le FESF pour la Grèce n'est pas versée, le défaut deviendra inévitable, peut-être dès le 12 mai.

Mesure de précaution

Du reste, il est possible que cette décision soit également une mesure de précaution. Le décret pris ce 20 avril permet de centraliser le contrôle des euros détenus par l'ensemble des entités publiques. C'est une mesure d'urgence qui peut s'avérer utile en cas de défaut ou en cas de sortie de la zone euro. Il s'agit alors d'éviter que des collectivités locales ou d'autres entités publiques refusent de placer leurs devises à disposition de l'Etat. Là aussi, le message s'adresse aux créanciers : la Grèce se prépare au pire.

Message en interne

Enfin, le message est également envoyé en interne à la population grecque. Il s'agit de montrer combien le pays fait d'efforts pour honorer ses engagements. Mais il s'agit aussi, à l'occasion, de montrer les extrémités auxquelles le pays est contraint suite à la stratégie des Européens. Si le conflit s'amplifie, le gouvernement pourra mettre en avant l'aspect insoutenable à long terme de ces mesures. Et ainsi appeler à la rupture... latribune.fr 20.04

Haut de page

Le 23 avril 2015

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles demain matin. Je ne suis pas très en forme, alors je me suis un peu lâché.

Le lien...

Dictature. Police politique. Misère sociale, climat nauséabond, fascisme, guerre...

Droit politique du prolétariat gravement menacé ou remis en cause...

Faire le lien entre la loi restreignant le droit de manifester et s'attaquant à la liberté d'expression en Espagne, et celle en Ukraine criminalisant le mouvement ouvrier et réduisant l'opposition de gauche à la clandestinité, avec celle en France s'attaquant aux libertés démocratiques. Le tout sur fond de crise généralisée du système capitaliste et ses institutions...

Vidéo

Entretien avec Benjamin Bayart: La surveillance généralisée (TdP février 2014) - YouTube
https://www.youtube.com/watch?v=Z-TFHE_zTtA

Benjamin Bayart président de la FDN (French Data Network, le plus ancien fournisseur d'accès à internet indépendant et associatif) est spécialiste en télécommunication et militant de la neutralité du net, et des logiciels libres.

Un entretien au sujet de la transmission des données qu'on laisse inconsciemment sur chaque page visitée, entre autres, ce qui est la première phase de la surveillance. Fin de la présentation.

Today, you are under control 24 hours per day. Vous est sous contrôle 24 heures par jour dès que vous avez un téléphone, une carte bancaire, une connexion Internet. La liberté dont vous disposiez encore a disparu, c'est aussi simple que cela.

La démonstration de Benjamin Bayart est pertinente et montre bien le mécanisme de privatisation de la liberté, accordée aux uns soumis au régime et interdite aux autres qui résistent ou s'y opposent, c'est leur conception de la liberté d'expression, ils la suppriment au nom de la liberté dont ils usent pour le compte de leurs maîtres et qu'ils estiment légitime.

Les loosers.

Le POI se prend pour la SFIO de 1905, Informations ouvrières pour l'Humanité. On n'est pas jaloux, on leur laisse volontiers la place ainsi que leur bilan politique. Il y en a dans la vie qui ont le don de rechercher les emmerdements et qui s'étonnent ensuite lorsqu'ils leur tombent dessus, en politique il y en a qui le don d'adopter ce qui n'a pas marché pour obtenir au bout du compte le même résultat. Il y a des gens qui sont comme cela.

Dès lors on ne s'étonnera pas que depuis l'adoption de la loi réhabilitant le fascisme et interdisant le communisme en Ukraine le 9 avril dernier, trois numéros d'Informations ouvrières sont parus sans qu'il y consacre le moindre article. Ils avaient été plus prompts et prolixes avec Charlie qui n'aime pas les opposants au régime fasciste de Kiev.

On ne s'étonnera pas par conséquent de ne trouver aucune analyse de la situation en Grèce qui mettrait en lumière qu'il est impossible de satisfaire les revendications sociales des travailleurs dès lors qu'on ne s'attaque pas aux fondements du capitalisme et qu'on refuse de rompre avec toutes ses institutions nationales, européennes et interntationales. Et au-delà de ce constat qui vaut également pour l'ensemble des pays de l'UE, qu'aucun lien ne soit fait avec les lois liberticides adoptées par différents gouvernements visant à terme le mouvement ouvrier ou dès aujourd'hui comme en Espagne.

La question qui est posée et qui apparemment est tabou est celle-ci : Quand et comment le mouvement ouvrier cessera-t-il d'être de droite pour devenir de gauche et axer son combat dans la perspective du renversement du régime en place ? Ce qui nous gêne, ce n'est pas de ne pas pouvoir répondre à cette question mais de refuser de la poser, ce qui est le meilleur moyen pour ne pas avoir à y répondre, il faut donc en déduire que tout est normal, tout va bien, le train-train quotidien, quoi.

On comprend qu'il soit incompatible de cirer les pompes des dirigeants syndicaux vendus, des élus et autres responsables du PS via la Ligue des droits de l'homme, etc., et adopter une telle orientation politique qui passe à la trappe, mieux le combat pour le socialisme.

La guerre et le fascisme ne font pas recette, le socialisme non plus, les repas à la cantine sans porc, si ! Ouais, ils ont aussi sombré dans ce truc-là ! Ben quoi, écoutez, c'est la gauche le PS oui ou merde ? Le populisme est un homme tronc à qui ont a coupé tout ce qui dépassait, pendouillait, remuait encore de l'intérieur, il ne lui reste plus que son système digestif.

A quoi bon faire des conférences auxquelles participent généralement les mêmes militants et qui se terminent invariablement par les mêmes formules : tout le monde il est beau, tout le monde il a raison, chacun a exposé son point de vue, aucun accord qui serait tiré par les éléments les plus conscients ou déterminés ne pouvant être trouvé, la déclaration finale qui sera adoptée servira juste à conforter la place et le rôle des organisations syndicales pour le plus grand bonheur de leurs dirigeants, de quoi déclencher un enthousiasme fou chez tous les militants qui les combattent !

Dites-nous que ce n'était pas sérieux, qu'on a rêvé, que c'était un cauchemar...

Lu.

Ce sont les banquiers qui orchestrent les guerres.

- "*Gardez à l'esprit que l'Allemagne, le Japon et les Alliés étaient tous membres de la BRI en 1931 et en sont restés membres pendant toute la guerre. Les banquiers ont jetté les pays les uns contre les autres pour un temps très long, ils n'ont aucune loyauté particulière envers une nation particulière.*"

C'est marrant, on dirait que cette interprétation qui nous vient d'un ex-banquier ne correspond pas à ce qui figure dans les manuels scolaires ni même dans ceux des militants.

On a évoqué plusieurs fois la BRI sans trop y donner d'importance et c'était un tort. Son statut lui donne un pouvoir supérieur à tout Etat, ce n'est certainement pas un hasard et cela mérite qu'on sache pourquoi et ce qu'elle fabrique, quel est l'étendue de son pouvoir et à qui elle a à rendre des comptes, personne. Son fonctionnement est aussi opaque que celui d'autres institutions regroupant les puissants et l'élite mondial à leur service. Elle a la particularité de regrouper les banquiers centraux de toute la planète sans exception, et donc d'aller encore plus loin que le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale ou le CFR dans l'intégration de tous les Etats dans une sorte de gouvernement mondial économique et monétaire, qui toutefois demeure handicapé dans son action du fait de l'inexistence de son équivalent sur le plan politique.

"Pourquoi ne pas avoir aussi un système gouvernemental unique ?"

- "*La fausse guerre économique entre Orient et Occident fournit une couverture et une justification pour le véritable objectif des internationalistes: la destruction du dollar comme monnaie de réserve mondiale et l'ascendant du système monétaire mondial à base de DTS. La phase finale des banquiers est, bien sûr, un gouvernement mondial. Il a été le rêve de longue date des socialistes fabiens imprégnant l'univers de la banque centrale. Un système de monnaie mondiale et une gestion économique centralisée sont la première étape des armes psychologiques contre le public. Si le monde fonctionne sur un mécanisme de change unique et une autorité économique unique, pourquoi ne pas avoir aussi un système gouvernemental unique ?*

L'erreur que font de nombreux analystes des mouvements de la liberté, est l'hypothèse que les internationalistes sont en quelque sorte consacrés aux intérêts américains. L'idée que les mondialistes aient une loyauté quelconque pour quelque gouvernement souverain est une notion ridicule. Les Fabiens détestent les séparations entre les nations souveraines (autant qu'ils détestent les libertés individuelles), et ils cherchent à détruire finalement toutes ces limites pour l'amour d'un édifice financier-politique mondial unique.

Mais les élites ne peuvent pas simplement tuer le dollar et le remplacer purement et simplement. Ils ont besoin d'un tour de magie, un hologramme de fumée et de miroirs, un assistant sexy en maillot de bain et des feux d'artifice à gogo pendant qu'ils tireront du chapeau leur panier de DTS comme réserve mondiale. Le faux paradigme Est / Ouest est la distraction parfaite. Quelle meilleure façon de détruire le dollar et d'évoquer une nouvelle monnaie de réserve mondiale que d'opposer un bloc de nations que vous dominez contre l'autre bloc de nations que vous dominez aussi et blâmer la «barbarie du nationalisme souverain» pour la catastrophe économique qui en résultera, nationalisme qui est vous prévoyez aussi effacer en temps voulu ?

Les élites se préparent pour cet événement, et ils ne se contentent pas seulement de la déclencher puis de s'asseoir pour regarder. Ils espèrent également construire une nouvelle image d'eux-mêmes comme les prophètes qui ont tenté d'avertir le monde – les «sages» financiers qui seraient nos sauveteurs.

Les criminels viennent en pleine lumière, et ils portent des masques de sauveurs."

La guerre économique entre Orient et Occident est bien réelle jusqu'à un certain point, elle a en toile de fond le développement inégal des différents impérialismes et la crise du capitalisme qui les frappent différemment, dont la combinaison ou l'interaction conduit à des tensions entre eux ainsi que les réponses qu'ils y apportent. Si sur le fond ou à terme ils partagent les mêmes points de vue et objectifs, la même stratégie politique mondiale, au quotidien il leur faut gérer la situation sociale avec les moyens dont ils disposent, quitte à incommoder leurs homologues. C'est donc chacun à leur rythme qu'ils adaptent cette stratégie, rythme chaotique qui leur est aussi imposé par la lutte des classes.

C'est la valeur d'usage d'une marchandise qui sert d'étalon à tous les échanges ou au commerce en fonction de la force de travail qu'elle renferme, la monnaie ne crée pas de richesse, et sa valeur dépend de la force de travail à laquelle elle correspond, et quand il en est créé sans qu'elle ne corresponde à de la force de travail, sa valeur chute ou tend vers zéro puisqu'elle n'a pas d'équivalent. Et quand une monnaie en arrive au point de ne plus pouvoir servir de moyen d'échange entre deux marchandises, cela ne veut pas dire que ces marchandises ne renfermeraient plus de valeur, mais que celle de la monnaie n'existe plus. On pourrait en déduire qu'il serait alors possible de se passer de la monnaie pour échanger des marchandises ou des services, certes, dans une société communiste où l'argent ou la monnaie serait aboli, mais dans une société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme il vaut mieux ne pas y penser et se dire qu'ils trouveront le moyen de remédier à cet inconvénient en remplaçant l'argent par autre chose, un système basé sur un vulgaire règlement dans lequel l'accès aux marchandises et services, prestations, serait fonction du statut social de chacun ou de sa situation... Cela peut paraître pour le moins hypothétique ou utopique, il y a déjà tellement de choses dans la société qui sont régis par des règlements sans qu'on y prête attention, que sa généralisation est parfaitement envisageable une fois réalisées un certain nombre d'adaptations, ce que la centralisation des données sur chaque individu tout au long de sa vie peut rendre possible...

L'intelligence de sa condition n'est pas une faculté innée de l'homme.

- "*On ne peut pas non plus changer le monde par sa seule volonté mais on peut se changer soit même pour que le monde change. C'est la somme des changements individuels qui fait que le monde change. C'est l'utilisation de cette complexité qui permet à une oligarchie de dominer le monde. Laissez nous gérer cette complexité pour vous et nous rendrons le monde meilleur (pour nous). Voilà leur message. Et bien non, je ne suis pas d'accord. Ils n'ont aucune légitimité à décider pour tout le monde. On peut aussi appréhender cette complexité.* "

C'est uniquement lorsqu'il est confronté à des difficultés qui remettent en cause son mode de vie, portent atteinte son statut social, etc. que l'homme essaie de les résoudre et réfléchit, qu'il progresse intellectuellement notamment en prenant conscience de rapports qui existaient mais qu'il ne prenait pas en compte, rapports qui pourront être modifiés et orientés dans une nouvelle direction dès lors qu'il décidera d'intervenir dessus ou qui demeuront inchangés s'il n'en faisait rien.

L'homme ne change pas d'idée sur commande, il faut qu'il y soit obligé ou qu'il en ressente le besoin. Or lorsque la plupart de ces besoins étant plus ou moins satisfaits, il ne sera pas porté spontanément à en changer. Il faut être face à une menace pour en comprendre le danger. L'homme apprend davantage de sa propre expérience plutôt qu'en faisant fonctionner son cerveau qui demeure sous-employé. Il le connaît mal, et c'est bien pour cela qu'il est si facilement manipulable. La plupart du temps il n'est pas capable de prendre le moindre recul sur ses propres expériences et n'en tirent aucun enseignement de ce fait. Il vit dans un état d'insouciance ou d'inconscience qui lui semble naturel au point de ne pas s'en apercevoir, c'est son état normal. Il subit ainsi son existence du premier au dernier jour sans jamais avoir progressé.

Le fait qu'il soit soumis à un système économique et à un régime politique, laisse à penser que leur existence serait justifiée et qu'il faut faire avec, alors que tel n'est pas le cas. Ils sont le produit à un moment donné d'un développement (économique ou social) historique ou d'un processus dialectique qui n'est pas davantage figé dans sa forme que par son contenu que dans le passé, prétendre qu'ils seraient éternels est aussi absurde que se croire immortel.

Se réapproprier le fruit de son travail, décider de prendre en mains son destin, etc. nécessite de concevoir que c'est possible, parfaitement légitime et un droit inaliénable qui se passe de toute justification, d'avoir confiance dans sa propre capacité à changer la société, ce qui implique que l'on tire les leçons de la période précédente durant laquelle on subissait le sort qu'on nous imposait en simple spectateur au lieu d'être le propre acteur de son existence.

Qu'est-ce que cela changera ? Rien et tout à la fois, rien dans la mesure où cela ne résoudra aucune difficulté que la société vous inflige, tout parce qu'à partir de ce moment-là vous appartiendrez à la gigantesque armée des exploités et des opprimés qui sont en train de prendre conscience d'eux-mêmes et qui constituent une force invincible capable de venir à bout de n'importe quel obstacle ou ennemi. Il y a juste à franchir ce pas pour que tout devienne possible.

Dossier Yémen

- Yémen: la coalition arabe annonce la fin de son opération aérienne - AFP

La coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite a annoncé mardi la fin de sa campagne aérienne lancée il y a près d'un mois contre les rebelles chiites au Yémen, affirmant que les opérations entraient dans une phase politique.

L'Iran, accusé depuis le début par Ryad de soutenir militairement les rebelles ce qu'il dément, a salué cette annonce, estimant que c'était un "pas en avant" vers une résolution politique du conflit.

Dans le même temps, Washington a rapproché un porte-avions du Yémen et surveillait un convoi de navires iraniens soupçonnés de se diriger vers ce pays frontalier de l'Arabie saoudite, un déploiement qui permettrait aux Etats-Unis de "préserver les options", selon un porte-parole du Pentagone.

A Ryad, le porte-parole de la coalition, le général Ahmed al-Assiri, n'a cependant pas exclu que la coalition puisse intervenir pour empêcher les mouvements des rebelles, soulignant en outre que le blocus maritime serait maintenu.

L'OMS a fait état mardi d'un bilan de 944 morts et 3.487 blessés --civils et militaires-- au Yémen entre le 19 mars et le 17 avril.

Les frappes de la coalition se sont poursuivies mardi, les plus violentes visant les alentours de la ville de Dhaleh (sud).

Selon le secrétaire général de la province éponyme, Ahmed Mouthanna, les raids ainsi que les combats entre rebelles et forces favorables au président Hadi ont fait 23 morts.

Dans la province de Chabwa (sud), les raids aériens et les affrontements ont tué 29 combattants des deux camps, selon des sources tribales.

A Aden (sud), des combats entre pro-Hadi et rebelles ont fait 21 morts dont 13 civils, selon des sources médicales et militaires.

Dans la capitale Sanaa, les explosions spectaculaires provoquées lundi par deux raids de la coalition contre un dépôt de missiles contrôlé par les rebelles ont fait 38 morts parmi les civils, selon un nouveau bilan établi mardi auprès de quatre hôpitaux qui font en outre état de 532 blessés.

Une source diplomatique occidentale réclamant l'anonymat a estimé que les objectifs de la campagne aérienne avaient été atteints mais "pas l'objectif politique". "Les Houthis sont toujours là où ils étaient avant", a-t-elle dit à l'AFP.

Anwar Eshki, président du Centre for Strategic and Legal Studies, à Jeddah, s'attend pour sa part à un retour bientôt au Yémen du président Hadi.

"Je crois que l'Iran a changé d'avis", il ne va plus s'ingérer dans les affaires du Yémen, a affirmé ce général à la retraite fin connaisseur du dossier yéménite. "Les Houthis iront dialoguer avec le gouvernement", assure-t-il. AFP 21.04

- Deux navires de guerre américains en route vers le Yémen - french.irib.ir

Les responsables de la Marine américaine ont annoncé l’arrivée de deux navire US au large des côtes yéménites. Le porte-avions Theodore Roosevelt et un navire de porte-missile se dirigeaient vers les eaux yéménites pour rejoindre d’autres navires américains, annonce la Marine US.

Le porte-avions Theodore Roosevelt et le croiseur d'escorte Normandy ont appareillé dimanche des eaux du golfe Persique pour la mer d'Oman, a précisé le porte-parole de la marine US. Selon les sources militaires, deux missiles croisière américains ont visé vendredi soir le sud de Sanaa, la capitale.

Depuis le 26 mars, l’Arabie épaulée par ses alliés américains et certains pays arabes régionaux, a bombardé le territoire yéménite dont et notamment Sanaa, la capitale.

Les frappes aériennes ont fait jusqu’à présent au moins 2.750 morts parmi les civils sans défense dont des femmes et des enfants. french.irib.ir 21.04

- Yémen/Taez : Ansarallah avance - french.irib.ir

Alors que Riyad vient d'annoncer la fin des opérations militaires contre le Yémen, Ansarallah continue à avancer : A Taez, le mouvement houthis secondé par l'armée nationale a repris le contrôle du siège du bataillon 35, siège que contrôlait les pro Hadi . une source militaiore bien informée à Taez a confirmée cette information. au bout de 27 jours de bombardements criminels contre la population civile qui ont fait plus de 3000 morts et blessés french.irib.ir 22.04

Yémen : le cessez-le-feu saoudien a duré moins de 24 heures - french.irib.ir

Alors que le ministère saoudien de la Défense avait annoncé le cessez-le-feu et le début d’une opération, pour le «retour de l’espoir», au Yémen, des sources d’information font état de la reprise des raids saoudiens contre le Yémen. Mercredi, les avions saoudiens ont bombardé la prison centrale de Taëz, au Sud-Ouest du pays, tandis que les navires de la marine saoudienne pilonnaient diverses zones d’Aden. Depuis le 26 mars, la coalition, formée par l’Arabie saoudite, a déclenché une vaste agression militaire contre le Yémen. Cette guerre, qui a duré pendant 27 jours, a apporté les résultats que l’on pouvait prévoir, dès le début. Les analystes, et même, les responsables officiels de nombreux pays, prévoyaient la défaite de

l'opération militaire saoudienne contre le Yémen, l'indignation des nations arabes, quant à l'action de Riyad, et une catastrophe humanitaire, pour les Yéménites. Selon le bilan établi par l'Organisation mondiale de la santé, (OMS), cette guerre a laissé, jusqu'à présent, au moins, 4.900 morts, dont 150 enfants. Par ailleurs, l'ONU s'est inquiétée de l'insécurité alimentaire, au Yémen, et estime que la guerre saoudienne contre les Yéménites a mis plus de 12 millions d'habitants, dans une situation précaire, en matière d'alimentation.

L'agression miliaire saoudienne contre le Yémen a mis, au moins, 150.000 citoyens en errance, tandis que 7.5 millions de personnes ont besoin d'aides humanitaires d'urgence. Il est clair que l'Arabie saoudite n'a pas du tout la force de gagner la guerre qu'il a déclenchée contre le Yémen, et la poursuite de cette offensive sauvage n'a d'autre résultat que d'augmenter le nombre des morts et des blessés, d'une part, et l'intensification de la haine que cette guerre suscite, à l'encontre des dirigeants saoudiens, auprès des opinions publiques arabes et musulmanes.

L'armée saoudienne a violé, en moins de 24 heures, le cessez-le-feu qu'elle avait décrété, et reprend, maintenant, ses attaques contre diverses régions yéménites. Cela prouve que ce cessez-le-feu n'était qu'une mesure tactique, pour tromper l'opinion publique arabo-musulmane, au sujet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par l'armée saoudienne. La liste des crimes saoudiens s'alourdit : l'usage d'armes prohibées, la destruction des infrastructures économiques et sociales, l'interdiction d'acheminement d'aides humanitaires aux civils, la destruction des dépôts de denrées alimentaires, et même l'usage d'armes contenant de l'uranium appauvri. Pourtant, il difficile d'imaginer que le Conseil de sécurité de l'ONU transfère le dossier des crimes de guerre, au Yémen, à la Cour pénale internationale, étant donné que le Conseil de sécurité a, déjà, approuvé une résolution, pour justifier l'action militaire saoudienne, sous le chapitre 7 de la Charte des Nations unies, et pour condamner le mouvement d'Ansarallah. french.irib.ir 22.04

ACTUALITE EN TITRES

Promotion de l'extrême droite.

- Marine Le Pen dans le gratin new-yorkais - Liberation.fr

La présidente du FN est invitée au dîner de gala organisé par le magazine Time pour les 100 personnalités qu'il a désignées comme les plus influentes du monde. Liberation.fr 21.04

Et qui est responsable de la "misère du monde" sinon les représentants du capitalisme, dont Hollande.

- Migrants: Hollande appelle à régler des "questions devenues insupportables" - AFP

"En luttant contre ces trafiquants, nous lutterons contre le terrorisme et en luttant contre le terrorisme, nous lutterons contre ces trafiquants. Parce qu'ils se financent sur la misère du monde, sur la détresse, sur la mort", a-t-il dit, en marge d'un déplacement près de Paris. AFP 22.04

Parole d'esclavagistes.

- Migrants : l'UE se met en ordre de bataille contre les "esclavagistes" - AFP

PS. Ce sera au parti qui sera le plus réactionnaire.

- La colère des membres du PS après l'interview de Bachar Al-Assad sur France 2 - 20minutes.fr

Commentaire d'un internaute.

- "*Pourquoi ne pas croire ce que dit Bachar el-Assad? Moi je suis persuadé que le gouvernement de Gauche n'est pas étranger à l'EI*"

Vous avez raison, vaut mieux croire Assad qui était médecin et à ne pas confondre avec les frères Kouachi par exemple, qui était assez intelligent pour ne fournir aucun prétexte aux Etats-Unis pour attaquer la Syrie, mais qui ne pouvait pas éviter les provocations armées de leurs agents et y répondre.

Alors que l'armée syrienne a perdu 80.000 soldats lors de cette guerre sans que son soutien à Assad ne vacille, ce n'aurait pas été le cas s'il avait eu une autre attitude.

Vaut mieux faire confiance à Assad, jusqu'à un certain point, que d'accorder la moindre confiance à un membre du PS qui en soi est une imposture.

- Yemen : Paris dénonce l'Iran - french.irib.ir

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a dénoncé lundi une entreprise de déstabilisation de l'Iran au Yemen et affiché son soutien à la coalition dirigée par l'Arabie. french.irib.ir 21.04

Au même moment tombait cette dépêche :

- Yémen: la coalition arabe annonce la fin de son opération aérienne - AFP.

Une fausse annonce en fait, une rumeur comme les aime Valls.

Valls c'est pire qu'une rumeur, une tu meurs !

- Valls: la France face à une "menace terroriste sans équivalent dans le passé" AFP

Ils ont créé un monstre qui sert leurs intérêts politiques, à justifier l'instauration d'un système policier consistant à mettre sous contrôle la totalité de la population dorénavant en liberté surveillée. Etre Charlie, c'était en réalité faire preuve de la pire crasse ignorance.

- Manuel Valls face aux rumeurs - L'Express.fr

Le Premier ministre se montre très attentif aux rumeurs qui pourraient circuler sur lui. Afin de parer à tout risque de ragots, il a demandé à son entourage de lui transmettre tous les bruits sur sa vie privée.

"Je demande toujours à mes collaborateurs de me dire s'ils entendent quelque chose." S'il affirme ne pas savoir -encore- d'où viennent les rumeurs, certains dans son entourage soupçonnent des "milieux sarkozystes" de les "relayer". L'Express.fr 21.04

1- "Et donc ? S'il y a rumeur que va-t-il faire ? Enfermer les gens, véritables factieux, ses ennemis donc ennemis du peuple. Il fait vraiment peur ce type."

2- "Il est tellement attentif aux rumeurs (et donc à sa personne) qu'il a créé la loi Renseignement pour être sûr que tout ce qui sera dit de près ou de loin sur lui sera capté."

3- "Ca devient du national-socialisme."

Bravo vous avez fait le lien et en Espagne le franquisme n'est pas mort bien que le PSOE ait été au pouvoir de longues années.

Comment est-ce possible qu'un parti qui se réclame du socialisme verse dans le fascisme ? Faut-il répondre à cette question ? De deux choses l'une : soit la dérive d'extrême droite du PS est une vue de l'esprit et les libertés démocratiques ne sont pas menacées parle projet de loi du gouvernement sur le renseignement, soit il a usurpé son étiquette socialiste et il y a de quoi être inquiet.

Le PS a perpétué jusqu'à nos jours la formule adoptée par la SFIO qui n'était pas faite au départ pour durer. Elle avait permis à sept courants aux positions fondamentales antagoniques du mouvement ouvrier de se rassembler dans un seul parti. En 1920, elle se séparera de son courant communiste pour ne conserver que ses courants droitiers ou les plus droitiers. Sa faillite politique de 1914 fera dorénavant office de programme dans ce parti, passé avec armes et bagages dans le camp de l'ennemi de classe il devait y demeurer jusqu'à nos jours, jusqu'à la fin ou sa disparition.

Epouser la cause du capitalisme signifiait qu'on était prêt à justifier la politique à mettre en oeuvre conformément à ses besoins, que l'on soit au pouvoir ou dans l'opposition parlementaire. Le PS s'y employa minutieusement et avec zèle.

Quelques dizaines de millions ou milliards de dollars, ça va ça vient...

- Le fabricant de génériques Teva offre 40,1 milliards de dollars pour son rival Mylan - . AFP

- Un diamant « parfait » adjugé à 22 millions de dollars à New York - . LeMonde.fr

- Baltimore en colère après la mort d'un Noir arrêté par la police - . euronews.com

L'avocat de la famille de la victime plaide l'innocence de Freddie Gray et accuse la police d'avoir été trop brutale lors de son arrestation. euronews.com 22.04

Ils lui ont pété la colonne vertébrale les barbares...

ACTUALITÉ DU JOUR

Après l'Argentine, le Brésil, le Venezuela, au tour du Chili.

- Au Chili, la présidente Bachelet en disgrâce - libération.fr

Lundi, la présidente chilienne, Michelle Bachelet, a transmis au Parlement son projet de loi sur l'éducation, qui prévoit une hausse de 28% des salaires des enseignants, payés aujourd'hui, en moyenne, 900 euros mensuels. La réforme d'un système jugé très inégalitaire, qui fait la part belle au secteur payant, figurait dans ses promesses de campagne.

Pour la Présidente qui a entamé en 2014 un deuxième mandat (après 2006-2010), c'est l'occasion de reprendre l'initiative à un moment délicat pour elle : empêtrée dans un scandale immobilier qui touche sa famille, elle a chuté dans les enquêtes de satisfaction.

Que reproche-t-on à Michelle Bachelet et à son fils ?

En février, l'hebdomadaire conservateur Qué Pasa révélait qu'un prêt bancaire de 10 millions de dollars (9,3 millions d'euros) avait été consenti à Natalia Compagnon, épouse de Sebastián Dávalos Bachelet, fils aîné de la Présidente. Un prêt d'abord refusé mais finalement accordé au lendemain de l'élection de la candidate socialiste, en décembre 2013. L'argent a servi à acheter des terrains agricoles qui, requalifiés en terrains constructibles, auraient permis une généreuse plus-value. La justice enquête et a même perquisitionné le palais de la Moneda (siège de la présidence à Santiago), où Sebastián Dávalos occupe un poste flou de «directeur socioculturel». La Présidente assure qu'elle ne savait rien des affaires du couple, et que la justice poursuit son travail en toute indépendance.

Un peu plus d'un an après son élection triomphale, avec 62% des voix, Michelle Bachelet se retrouve au plus bas dans les sondages : seuls 31% des Chiliens lui accordent leur confiance.

La Présidente est en outre victime d'un climat de rejet de la classe politique sans précédent dans l'histoire du pays. Son déclencheur a été le scandale «Penta», qui éclabousse essentiellement les formations de droite. Six des dirigeants de cette compagnie financière sont en prison, accusés de financement illégal de campagnes électorales et de fraude fiscale. A une échelle bien plus vaste que les achats de terrains du fils Bachelet et de sa femme. libération.fr 21.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie - Iran p>- "La livraison des S-300 à l'Iran, c'est notre droit" (Lavrov) - french.irib.ir

«Un Iran doté de S-300 incitera tout pays agresseur à s'y prendre à deux fois, avant d'agir», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères.

Selon la chaîne de télévision Russia Al-Youm, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré que la livraison des missiles S-300 à l'Iran renforcerait son système de DCA.

Faisant allusion à l'essor des coopérations militaires entre la Russie et l'Iran, Sergueï Lavrov a affirmé que Moscou voyait une perspective prometteuse, dans l'essor de ses coopérations techniques et militaires avec Téhéran. «Nous menons, déjà, des coopérations politiques et militaires avec l'Iran, afin de lutter contre les menaces communes, tel que le terrorisme», a déclaré M. Lavrov, avant d'ajouter : «La Russie a joué un rôle concret, dans le reconduction de la crise, au Yémen, vers un chemin

politique. Malheureusement, ce sont Daesh et Al-Qaïda, qui ont tiré du profit des frappes aériennes de la coalition saoudienne contre le Yémen. Les Américains ne veulent pas reconnaître leur rôle, dans la formation de Daesh et ils ne voulaient pasb d'abordb mettre le nom de ce groupe terroristeb sur la liste des organisations terroristes».

Dans une autre partie de ses propos, le chef de la diplomatie russe a souligné que Moscou ne permettrait pas que le scénario libyen se répète, en Syrie. «La Syrie ne s'est pas transformée en une autre Libye, et cela constitue une grande victoire, pour la Syrie, une victoire réalisée, grâce à nos efforts. Il faut combattre le terrorisme, loin des critères ambivalents», a-t-il conclu. french.irib.ir 22.04

2- Arabie saoudite

Le wahhabisme une idéologie perverse.

2.1- Trahison des Saoud : Des sex shop à la Mecque - french.irib.ir

Les muftis de l'Arabie saoudite ont émis une autorisation inouïe pour la vente de produits érotique dans la ville sainte de la Mecque, avec la collaboration de l'entreprise allemande des sex-shops « Beate Uhse ». Selon des sources d'information, ces sex-shops mettront en vente sur place et par Internet 18 articles autorisés par les responsables saoudiens, à la ville sainte de la Mecque.

Selon le journal britannique Express, Abdelaziz Aouragh, ressortissant marocain résidant en Arabie saoudite sera chargé de coordonner les affaires des magasins qui vendront ces produits érotiques.

L'homme d'affaire marocain a déclaré : « Nos produits augmentent les sensations sexuelles des couples. Il ne faut pas permettre que l'image de la femme musulmane soit réduite à celle de la femme voilée dans la cuisine. » La société allemande « Beate Uhse », grand producteurs de produits érotiques et de DVD pornographiques, coopérera avec ces sex-shops en Arabie saoudite. french.irib.ir 22.04

Vos gadgets, ils seront destinés à être utilisés sur ou sous le niqab, et pour rester respectueux je ne demande pas à quelle hauteur ? Quel fantasme ! La religion crée des frustrations, et les frustrés incapables de trouver leur équilibre ou l'orgasme se transforment en puritains ou pervers. C'est du beau madame Michou !

2.2- Est-ce que l'argent a scellé l'alliance israélo – saoudienne? - Arrêt sur Info

L'Arabie a offert 16 milliards de dollars pour le développement d'Israël

«L'Arabie saoudite a fourni 16 milliards de dollars à Israël, en deux ans et demi, pour qu'il développe ses projets de colonisation», c'est ce qu'a révélé le rédacteur en chef du site américain Consortium News.

Citant une source proche de la CIA, Robert Parry, a écrit dans un article que «l'Arabie saoudite a versé en deux ans et demi 16 milliards de dollars au Fond du développement d'Israël en Europe, par le biais d'un pays arabe, et elle a assuré les frais d'un grand nombre d'infrastructures en Palestine occupée». Et d'ajouter: «Les sommes versées par l'Arabie saoudite à Israël ont été dépensées dans des projets publics, dont la construction des colonies en Cisjordanie» occupée.

«En fournissant des aides financières à Israël, l'Arabie saoudite vise à profiter de l'influence qu'exerce le lobby aux Etats-Unis», explique le rédacteur en chef de Consortium News.

Selon Robert Parry, «l'Arabie saoudite et Israël coopèrent ensemble contre les musulmans chiites».

Et de poursuivre: «L'Arabie saoudite et Israël ont joué un rôle important dans le renversement du gouvernement des Frères musulmans en Egypte. Riyad soutenait Abdel-Fattah al-Sissi en Egypte, et le lobby sioniste aux Etats-Unis tentait d'empêcher toute réaction hostile au coup d'Etat contre Mohammed Morsi». Arrêt sur Info 19.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Corée du Sud

- Les Coréens, ces bourreaux au travail - libération.fr

La Corée du Sud est surnommée le Pays du matin calme. Mais à lire le témoignage édifiant de ce cadre dirigeant français qui a passé dix ans dans une de ses multinationales de choc, rarement ce qualificatif aura paru aussi inapproprié. Ancien patron de la filiale hexagonale du groupe d'électronique de loisirs et d'électroménager LG, Eric Surdej y raconte de l'intérieur la vie dans une boîte coréenne au XXIe siècle. Ce qu'il en dit sans aucune acrimonie va bien au-delà de ce qu'un esprit occidental ayant ouï-dire des rugosités du management à la coréenne est en droit de s'imaginer. Avis aux amateurs, un stage commando chez les paras n'est, sur le plan psychologique tout du moins, sans doute pas plus difficile à supporter qu'un boulot chez ces «forcenés de l'efficacité», comme il les appelle d'un doux euphémisme.

Dans un esprit de soumission fanatique et de dévouement parfois jusqu'à l'épuisement, il faut être prêt à y consacrer douze à quinze heures par jour et sept jours sur sept si l'on veut réussir, ou simplement survivre. Car, comme le dit Eric Surdej, partagé entre fascination et répulsion pour ce modèle «certes inhumain mais formidablement efficace», les placards n'existent pas dans ces organisations à la discipline militaire où «chaque tâche ou mission est découpée à un niveau de précision infinitésimal».

Si l'auteur se donne parfois le beau rôle en expliquant avoir cherché, sans aucun succès au final, à «humaniser» une culture d'entreprise patriarcale archi-autoritaire aux ressorts ancestraux - pourquoi diable être resté aussi longtemps, se dit-on à chaque page -, ce qu'il révèle n'en fait pas moins froid dans le dos.

Des documents bombardés en vociférant à la figure de ses subalternes à l'employé qu'il oblige à rentrer chez lui lorsqu'il se rend compte qu'il n'a pas quitté son poste depuis quatre jours, en passant par ce cadre qu'il est sommé de virer sur le champ parce qu'il a osé prendre en photo le grand patron, Eric Surdej décrit un univers où seule la culture du résultat importe. libération.fr 21.04

Ils sont fous ces Coréens d'éric Surdej éd. Calmann-Lévy, 175 pp., 17 €.

Haut de page

Le 24 avril 2015

CAUSERIE

Je me passe de la télévision depuis déjà plusieurs mois et elle ne manque pas, d'autant plus que j'ai découvert hier qu'avec ma connexion rapide je peux regarder des films en entier ou des documentaires et les télécharger pour les visionner un soir, donc m'octroyer une petite distraction. Et évidemment je n'ai pas acheté un journal sauf exceptionnellement depuis des années. On vit très bien sans, mieux même. Comme quoi.

Par contre j'ai renoué par hasard avec mon somnifère du soir depuis huit jours. La soeur de Selvi travaille chez des Allemands qui fument des pétards du matin au soir, ils lui ont dit de se servir si elle voulait, du coup je fume gratos la moitié d'une clope et je passe une bonne nuit malgré la chaleur. J'évite d'utiliser le climatiseur par économie. Que voulez-vous, il faut bien tenir dans ce monde de merde !

J'ai supprimé l'eau gazeuse et la limonade que je mélangeais avec deux doigts de vodka, économie mensuelle : environ 700 à 800 roupies, 10 à 12 euros, une somme importante pour moi, je vais l'utiliser pour acheter à la place du poisson et des jus de fruit plus profitables pour la santé. Eh oui, il faut penser à tout, tout calculer, je passe ma vie à cela désormais !

A deux personnes, on dépense environ 71 euros par mois, soit 2,33 euros par jour, on dispose donc d'un revenu supérieur de 83 centimes au seuil de pauvreté, quel privilège ! On comprend pourquoi les lecteurs ne veulent pas nous soutenir, ils ont raison...

C'était quoi le PS ?

Quand ils sont minoritaires à l'Assemblée nationale et ne peuvent pas empêcher l'adoption d'une loi par la majorité, ils la critiquent et se font passer ainsi pour des opposant à cette loi, et lorsqu'ils sont majoritaires à l'Assemblée nationale ils en vantent les méritent et l'adoptent eux-mêmes.

C'est là qu'on s'aperçoit que leur opposition en règle générale aux lois ou mesures préconisées ou adoptées par le parti de l'ordre officiel fut toujours virtuelle, factice, une simple posture, tandis que leur soutien au régime était bien réel, sans faille.

Passer d'une interprétation à l'autre, changer de version, se contredire sans cesse ne peut être rendu possible qu'avec la complicité du parti de l'ordre, des médias ainsi que les partis du mouvement ouvrier qui n'en tirent aucune conséquence pratique ou leçon, qui s'en font le complice et marche dans la combine sous des prétextes fallacieux afin de justifier leurs rapports avec le PS, le refus

de caractériser le PS comme un parti de droite et de rompre avec ce parti.

Cette compromission est en grande partie à l'origine de la complète dégénérescence du mouvement ouvrier, dans la mesure où étant lié à un parti du capital, de droite ou qui incarne le régime en place, il a troqué son indépendance en échange d'avantages concédés aux appareils des syndicats et des partis institutionnels dits ouvriers ou assimilés, sans oublier leur fond de commerce corporatiste, qu'ils utiliseront à leur tour de différentes manières pour soutenir l'ordre établi, bref, un marché de dupes réalisé entres coquins aux frais des travailleurs qui devaient en être les uniques victimes.

Tout aura été fait pour camoufler la véritable nature réactionnaire du PS jusqu'à lui donner un rôle indispensable au sein du mouvement ouvrier jusqu'à nos jours, occultant, effaçant ou faisant disparaître littéralement des pans entiers de son effroyable passé, minimisant ses terribles responsabilités en réécrivant l'histoire (tronquée) à son avantage, lui attribuant des qualités pour couvrir ses véritables intentions, vantant ses mérites pour faire oublier ses crimes monstrueux, etc. on se demandera qu'est-ce qui pouvait justifier une telle compromission qui relève de l'escroquerie ou de la capitulation politique, sinon qu'elle reposait sur une analyse erronée du processus dialectique qui allait conduire à faire des ennemis du socialisme et du marxisme au sein du mouvement ouvrier, les chantres assumés du néolibéralisme après l'avoir pourri de l'intérieur et avoir livré pieds et mains liés la classe ouvrière en pâture à la classe dominante.

Nos détracteurs qui refusent d'en convenir, doivent également nier que des centaines de milliers, on devrait plutôt dire à ce niveau-là des millions de travailleurs découvrent effarés que le PS était en réalité un parti pourri au-delà de tout ce qu'ils avaient pu imaginer, alors qu'ils avaient encore quelques épisodes épouvantables de fraîches dates en mémoire qui auraient pu ou dû leur fournir des indications assez précises leur permettant d'arriver à ce constat, mais sans être en mesure d'en tirer les enseignements politiques appropriés pour n'avoir pas pris conscience de leur portée et ignorer sa véritable nature que chacun s'employait à camoufler, il leur était impossible d'en arriver à cette conclusion et cela laissait la porte ouverte à de nouvelles illusions sans fondements rationnels dans le PS, que les uns et les autres allaient exploiter cyniquement pour justifier leur soutien ou leurs appels en direction du PS.

Les travailleurs et les militants auraient raison de penser que ceux qui ont entretenu ce genre de rapports avec le PS ont perdu toute crédibilité à leurs yeux ou ne méritent pas leur confiance pour les avoir trompés sur la nature de la marchandise qu'ils leur avaient vendue, avariée, frelatée, pernicieuse, venimeuse, empoisonnée, fatale si on en juge par leur incapacité à s'en remettre.

On nous a expliqué qu'il fallait mettre le PS face à ses contradictions pour le démasquer, pour justifier le front unique et le refus de le caractériser comme un parti de droite ou de rompre avec lui, alors que pendant des décennies au cours du XXe siècle il n'aura cessé lui-même de fournir matière permettant de saisir sa véritable nature réactionnaire, qui comble de l'opportunisme sera systématiquement occulté, minimisé ou relayé au rang des arguments secondaires ne devant pas être mis en avant pour ne pas compromettre le saint front unique qui devait enfin permettre de démasquer l'imposture, sauf qu'elle aura l'effet inverse et lui permettra de conserver sa place et son influence nocive au sein du mouvement ouvrier décidément incapable de se situer sur un terrain de classe indépendant avec le boulet du PS qu'il traine derrière lui.

Ainsi le PS devait être surtout un formidable instrument de propagande au service de la classe dominante pour gangrener le mouvement ouvrier et au-delà l'ensemble des travailleurs, qui au lieu de s'en tenir aux faits comme nous le faisons ici, seront appelés à soutenir différentes interprétations, qui auront le mérite de les maintenir éloigner des faits dont ils ne tireront aucune leçon pratique, ce qui était évidemment l'objectif recherché, faire en sorte que les contradictions du PS qu'ils pouvaient malgré tout avoir à l'esprit passent au second plan au profit des apparences ou pour céder la place à de nouvelles illusions qui s'avèreront ravageuses à l'arrivée.

Les travailleurs et les militants seront encouragés à faire preuve d'une mémoire sélective pour que cette combine ou basse manoeuvre puisse fonctionner. On donne l'impression de mettre le PS en difficulté ou de le combattre, alors qu'en réalité on le ménage et on fait son lit. Ils ont tiré profit de l'inconsistance des travailleurs et militants qui étaient portés du jour au lendemain à tirer un trait ou à oublier ce qui venait juste de se passer sous leurs yeux, au lieu de nourrir leur méfiance du PS pour qu'ils s'en détournent, là encore ce n'était pas le matériel qui faisait défaut, mais la volonté de rompre avec le PS, un des piliers du régime.

On nous rétorquera que les travailleurs y viendraient bien un jour, certes, c'est un argument démagogique, mais dans quel état, le pire qui soit pour comprendre ce qui est en train de se passer, ce qui ne peut nous laisser indifférent et nous donne le droit de nous interroger sur les conditions qui ont permis d'en arriver à la situation actuelle où les masses sont livrées à elles-mêmes et où il n'existe aucun parti ouvrier révolutionnaire.

On ne demandera évidemment à personne d'avoir en tête l'histoire intégrale du PS depuis 1905, il suffit d'avoir gravé en mémoire quelques événements parmi les plus significatifs auxquels il a participé pour se faire une idée définitive à son sujet, se forger une conviction inébranlable puisqu'étayée par des faits que personne ne peut nier. Partant de là, il est possible de justifier son refus d'avoir des rapports avec ce parti et ses dirigeants et de défendre une stratégie politique entièrement tournée vers les travailleurs et les militants qui combattent à leur côté, et qui parfois peuvent être des adhérents du PS, sauf qu'à la différence avec la stratégie adoptée par les révisionistes, notre politique et la manière dont on la mène ne sont pas déterminées ou dictées en fonction des autres partis dits ouvriers à tort ou à raison dont on attend absolument rien, elles sont uniquement guidées par l'objectif de construire le parti dans la perspective de la prise du pouvoir, de telle sorte qu'on conserve les mains libres pour pilonner

le PS et le PCF au lieu de les ménager ou de leur faire la courte échelle. On refuse de les associer dans une démarche politique dont l'objectif se situe à l'opposé du leur, de manière à ce qu'il n'y ait aucune ambiguité sur nos réelles intentions, sur l'intégrité de nos principes et de notre engagement politique de sorte qu'elle inspire confiance aux travailleurs, aspect que l'on néglige généralement comme s'ils devaient nous accepter tels qu'on est et pouvoir se permettre de faire ou dire n'importe quoi comme finalement tous les autres partis, ce qui est un comportement détestable qui évidemment n'aboutit à rien.

Notre démarche rompt avec cette conception de la lutte de classe consistant à chercher à tirer profit de l'attitude en apparence contradictoire du PS ou du PCF, qui n'est pas étrangère à celle recherchant des résultats immédiats à n'importe quel prix, y compris en enchaînant plus solidement encore les travailleurs au capitalisme ou aux institutions au détriment du combat pour le socialisme, conception qui a pour origine le réformisme bourgeois et qui sert à justifier tout appel en direction des partis qui l'incarnent ou l'incarnaient, compromission avec le régime avec laquelle les uns et les autres s'accommodèront tant que des réformes sociales étaient adoptées, et dont les conséquences politiques apparaissent sur le tard catastrophiques. On se demandera où était passé le socialisme là-dedans, à la trappe tout simplement, à la trappe.

Rue89.nouvelobs.com - En 1981, quand Alain Peyrefitte faisait de la sécurité la première des libertés, Pierre Mauroy inversait la proposition. Depuis, la gauche, à commencer par Manuel Valls, a adopté cette posture hier affichée par le FN.

Au gaulliste Alain Peyrefitte, qui répète que « la sécurité est la première des libertés » lors de l'examen de sa loi « Sécurité et Liberté », le socialiste Pierre Mauroy rétorque, en mars 1981 :

« Pour la droite, la première liberté, c'est la sécurité. Nous inversons la proposition : pour nous, la première sécurité est la liberté. »

Dans une déclaration de politique générale,Jospin, le 19 juin de la même année, affirmait :

« La sécurité, garante de la liberté, est un droit fondamental de la personne humaine. »

C'est même une priorité de son gouvernement (derrière le chômage, quand même). La formule ne quittera plus le PS, comme en 2009, dans la bouche du maire de Lyon, Gérard Collomb – proche de la ligne Valls.

« La première des libertés » sert de figure rhétorique pour demander toujours plus :

LOPSI : « La sécurité, première des libertés » est le slogan de ce projet de loi, dès sa sortie du Conseil des ministres, en juillet 2002 (présidence Chirac).

LOPPSI : « La sécurité représente la première des libertés. Ce projet de loi a pour ambition de permettre l'application pleine et entière de ce droit légitimement revendiqué par les Français. » (Eric Ciotti, rapporteur, en décembre 2010, présidence Sarkozy).

Réduction du risque de récidive criminelle : « Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, la sécurité est la première des libertés des Français, car elle est celle qui permet le réel exercice de toutes les autres. » (Michèle Alliot-Marie, garde des Sceaux, en novembre 2009, présidence Sarkozy) ;

Responsabilité pénale des parents de mineurs délinquants : « Parce que le droit à la sûreté proclamé par la Déclaration de 1789 est la première des libertés, il nous appartient d'adapter notre législation pénale sur la responsabilité parentale, conscients que la répression est une composante essentielle de la prévention. » (proposition de loi de députés UMP, en avril 2000)

Jean-Jacques Urvoas, président PS de la commission des Lois, a un jour (lointain) écrit sur son blog :

« C'est l'occasion pour moi de dire que je ne comprends pas le slogan répété à satiété selon lequel "la sécurité serait la première des libertés". [...] Si je suis de gauche, c'est d'abord parce que je veux vivre dans un pays libre ! [...] Et s'il faut conjuguer la sécurité avec notre devise républicaine, alors affirmons que " la sécurité est la garantie de l'égalité ". Voilà le combat historique de la gauche ! » (6 février 2010 - ndlr)

Et Moscovici, qui n'est pas à une contradiction près (...), s'enflamme dans son livre « Défaite interdite » (Flammarion, mai 2011) :

« [...] La gauche [doit] assumer son approche particulière de la sécurité, faite d'un balancement équilibré entre prévention et sanction. Il nous faudra pour cela mettre le doigt sur les errements sécuritaires de la droite, dénoncer l'idée que "la sécurité est la première des libertés", comme le répète sans cesse Nicolas Sarkozy. Non, la première des libertés , en vérité, c'est bien la liberté elle-même : un Etat démocratique ne saurait accepter que les moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité soient attentatoires aux libertés. »

Manuel Valls lui-même, dans son livre « Sécurité : la gauche peut tout changer » (éditions du Moment), sorti en avril 2011, écrivait

que « l'opposition affichée systématiquement entre sécurité et liberté [lui paraissait] toujours un peu creuse. » Tout en moquant :

« Ceux qui tentent d'échapper à ce piège idéologique en affirmant, rapidement, que la sécurité est la première des libertés. » rue89.nouvelobs.com 23.04

En complément : Un exemple d'imposture assumée.

A lire ce titre on pourrait croire que Hollande étaient opposés à l'intervention militaire française en Libye décidée par Sarkozy, en réalité pas du tout.

- Migrants: Hollande veut "réparer les erreurs d'hier" en Libye, vise Sarkozy - AFP

Libération - 20 mars 2011, 19 heures François Hollande (PS): «J'approuve le recours à la force contre Kadhafi, à la fois parce qu'il est légitime, il a été décidé par le Conseil de sécurité des Nations unies, et ensuite parce qu'il est nécessaire» sinon «Kadhafi aurait massacré une partie de son peuple». (Libération 20.03.2011 - «Plus d'une quinzaine» d'avions français engagés en Libye)

- (Le PS) Il a soutenu l'intervention de la coalition internationale, notamment celle de la France, autorisée par la résolution 1973 du Conseil de sécurité, afin de protéger la population civile de Libye. (Communiqué du Bureau national du Parti socialiste le 8 septembre 2011)

En complément : Hystérie policière

- Bernard Cazeneuve renforce les "mesures de vigilance" près des églises - AFP

- "Cinq attentats ont été déjoués depuis janvier" en France, assure Manuel Valls - Francetv info

Le député UMP Henri Guaino a dénoncé jeudi une "surexploitation", "une surdramatisation" par le Premier ministre, de l'attentat déjoué contre des églises à Villejuif. Francetv info 23.04

C'est la Valls à Vichy... Délation et cabale.

- Une prof suspendue pour avoir fait l'éloge d'Hitler - lefigaro.fr

C'est une procédure extrêmement rare. Une enseignante d'un lycée de Limoges a été suspendue pendant deux semaines. Son tort: avoir tenu des propos favorables au IIIe Reich et au nazisme devant ses élèves.

Cette professeure d'allemand aurait ainsi évoqué très favorablement Hitler pendant ses cours. «Un homme bien, qui a construit des autoroutes, qui aimait la musique», ou qui aurait souhaité, un autre jour, «voir les chars allemands venir à Limoges» pour mater les élèves indisciplinés.

C'est en tout cas ce qu'affirment les élèves de cette classe, qui ajoutent que ce genre de propos étaient récurrents chez cette femme. Dix-sept d'entre eux, sur les vingt que compte la classe de première, ont signé un document attestant que l'enseignante valorisait régulièrement le IIIe Reich pendant ses cours.

Les faits ont été dénoncés par des fédérations de parents d'élèves. Selon une source interne à l'Éducation nationale, citée par le journal local Le Populaire, la professeure en question faisait l'objet de «très mauvais rapports d'inspection» et aurait été «promenée d'établissement en établissement».

L'intéressée, elle, nie tout en bloc, et parle «d'injustice crasse» et de «cabale» montée par des élèves. «On n'arrive pas en fin de carrière pour sortir des inepties pareilles […] d'autant que j'ai des origines juives.» Son avocat dit «s'étonner beaucoup de l'ampleur prise par cette affaire».

Un conseil de discipline s'est tenu en début de semaine pour se pencher sur le cas de cette enseignante. Elle a été suspendue pendant deux semaines, période pendant lesquelles elle ne touchera pas son salaire. Une sanction que l'enseignante peut encore contester devant le tribunal administratif.

La professeur a déposé une main courante pour dénoncer les dénonciations des élèves qu'elle estime calomnieuses. Le rectorat comme le lycée ne souhaite pas s'expliquer sur la question. lefigaro.fr 22.04

Quand j'étais enseignant à l'Alliance française à Pondichéry, j'ai été viré par ma meilleure amie (sic!) qui était responsable des

cours suite à une cabale qui servait ses intérêts puisqu'elle ne supportait plus mes critiques envers cet établissement et j'étais le dernier Blanc a encore enseigné, tous les autres profs ayant la même origine que moi ayant été remerciés ou leur contrat non renouvelé.

Trois élèves indiennes de bonnes familles âgés entre 30 et 50 ans affirmèrent que j'avais tenu en cours des propos sur la sexualité qui n'avaient pas à y figurer, car ils étaient forcément mieux placé que moi pour définir le contenu de mes cours, alors qu'un cours portait justement sur ce sujet à travers les rapports qu'entretenaient les hommes avec les femmes en France, leur conception du couple ou des rapports amoureux qui incluent la sexualité à ma connaissance, la conception des enfants et la maternité, etc. Sachant que j'avais à faire à des élèves particulièrement coincés ou ignorants en la matière puisqu'il y avait des élèves plus jeunes qu'elles, la plupart étaient des jeunes adolescents, sans entrer dans les détails et en demeurant parfaitement correct j'ai effleuré les rapports sexuels, et si je me souviens bien, j'ai répondu à plusieurs questions de jeunes élèves, le tout n'ayant pas duré plus de 5 ou 10 minutes tout au plus sur un cours d'1h30.

Cela a suffi à me faire passer pour un dépravé sexuel, alors que la responsable des cours me connaissait depuis des années et savait pertinemment qu'il n'en était rien pour n'avoir jamais essayé de la draguer, avant même de m'entendre ou que j'ai pu donner ma version des faits elle avait pris la décision de me virer, le prétexte était excellent, le dernier enseignant Blanc dégageait, un voeu formulé par le président de l'Alliance française à Pondichéry.

En cours quelque temps plus tard au lycée français de Pondichéry comme prof de français remplaçant, répondant aux questions d'élèves de 3e, je leur ai donné ma version de la "guerre froide" qui ne figurait évidemment pas dans leur manuel scolaire ou ce que leur avait raconté leur prof d'histoire, insistant sur le rôle de Staline, matraquant le stalinisme et réhabilitant au passage le communisme, faisant l'éloge du matérialisme dialectique, le tout en moins de 10 minutes. J'imagine que si le proviseur ou leur prof d'histoire m'avait entendu, ils auraient été atterrés et j'aurais été chassé du lycée pour, je ne sais pas, incitation à la haine, propagande politique...

Une autre fois, préparant minutieusement mes cours à l'avance pendant de longues heures , y compris le dimanche, comme quoi je sais que le boulot de prof c'est plus que 15 heures par semaine, j'étais stupéfait de découvrir les supports qui servaient aux cours de français (en 6e et 5e), entre des récits à caractère religieux ou obscurantiste, fantastiques mais pas à la manière des suréalistes qui libèrent l'esprit, non, plutôt abêtissant ou flattant les superstitions, le genre niais si vous préférez. Du coup je décidai de recourir à d'autres supports qu'il me fallu chercher (à la bibliothèque du CDI), photocopier ensuite, bref du boulot en plus, mais j'étais très conscienceux.

J'essayai d'en discuter avec plusieurs profs que ma critique irrita profondément au point de déclencher une réaction violente et quasi hystérique de leur part à l'exception de deux profs, violence (et profond mépris en prime) dans la parole qui m'interpela. Je devais en conclure que lorsqu'on faisait partie de cette auguste institution, il fallait en adopter solidairement ou aveuglément les codes et surtout ne pas critiquer la main qui vous nourrissait sous peine d'excommunication, cela devait correspondre à leur conception de la laïcité de distiller la Bible ou le Coran en cours de français, pas même besoin de cours spécifiques sur "le fait religieux", ils s'en chargeaient déjà eux-mêmes, comme quoi les ministres ont toujours un train de retard. Au final, par la suite certains me croiseront dans l'enceinte du lycée sans me saluer ou iront même jusqu'à détourner la tête sur mon passage, d'autres m'adresseront un discret signe de la tête ou un léger sourire ce qui leur évitera d'ouvrir la bouche et de se compromettre, avec quoi en fait, quelqu'un qui ne leur ressemblait pas ce qui les indisposait, tenez, cela ne vous fait-il pas penser à quelque chose ?

Pour en revenir à cet article, cette prof a déjà enseigné pendant de longues années apparemment, elle ne doit plus être très jeune, elle est d'origine juive dit-elle, ses propos ont pu être sortis de leurs contextes pour lui nuire, alors qu'elle voulait peut-être uniquement provoquer un débat sur une question portant justement à polémique. C'est comme aujourd'hui un prof qui oserait soutenir le communisme, cela relèverait presque de la démence ou du suicide social, avec les discours épouvantables qui ont été tenus à son sujet pour le rendre monstrueux aux yeux de la population, certains élèves pourraient en déduire que l'on ferait l'apologie de crimes contre l'humanité et réclamer une sanction contre leur prof. Non, mais sans déconner, on en est là et il faut en prendre conscience.

Le commentaire d'un internaute est intéressant.

- "« Quinze jours de suspension pour la prof de Limoges qui a fait l'éloge d'Hitler », titrait le site du Populaire le 21/04/15 à 14 h 23.

Qui « a » fait. Ce titre me semble assez péremptoire qui s'appuie sur « une source interne à l'éducation nationale » (qui donc sous couvert d'un courageux anonymat contrevient à son devoir de réserve), les assertions d'un parent FCPE qui évoque « des profs [sic pour « professeurs »] saouls du matin au soir » et les allégations d'un groupe d'élèves dont l'un nous affirme sur le site du quotidien qu' « il est malheureux de croire la parole d'une prof [sic] contre sa classe » (tiens donc, nous sommes donc sommés de croire que les adolescents ne sauraient mentir et ne sont pas assez habiles pour propager des ragots et monter une cabale ? J'ai pourtant quelques souvenirs personnels de comportements que, même cinquante ans après, mes camarades d'alors et moi-même ne sommes pas très fiers d'évoquer).

En outre, quiconque a un peu l'habitude de fréquenter des classes d'ES n'ignore pas que leur niveau de compréhension est parfois plutôt... euh... comment dire... ? Conséquemment, leur perception de l'ironie et du second degré... On aimerait donc connaître le point de vue des trois élèves qui se désolidarisent de leurs condisciples.

Reste que si cette personne a proféré les paroles qui lui sont reprochées, elle n'a pas sa place à l'Éducation Nationale. "

Vous allez un peu vite en besogne, ce qu'elle a dit sur Hitler est rigoureusement exact, il a même fait beaucoup plus que cela sur le plan social, mieux encore que le Front populaire en France, mais rien ne vous dit qu'elle n'a pas ajouté la suite qui fut abominable et que ses élèves n'ont pas citée ou qu'ils étaient censés connaître, elle a pu commettre l'erreur de le croire, c'est possible, surestimant les connaissances de ses élèves ou leur capacité à faire le lien entre les différentes facettes et épisodes du régime nazi.

Ce qui est marrant et ne me fait absolument pas rire du tout, si j'ai bien compris, lorsqu'on évoque le PS ou le PCF, il ne faudrait retenir que ce qui les avantageait, et lorsqu'on évoque dans le cas présent, il ne faudrait retenir que ce qui le rendait particulièrement hideux et infréquentable, alors qu'en réalité c'est la combinaison des deux qui permet de comprendre le rôle qu'ils ont joué et leur véritable nature. Ce n'était pas les réformes sociales adoptées par Hitler qui le définissaient, mais la classe qui l'avait porté au pouvoir, qui allait le financer, le régime qu'il incarnait. On peut en dire autant du PS et du PCF qui n'ont pas réalisé des réformes sociales parce qu'ils auraient été socialiste ou communiste après avoir justement rompu avec le socialisme, ce qui les définissait était forcément ailleurs, étranger à la classe ouvrière qu'incarnait le socialisme, il fallait chercher du côté de la classe dominante pour trouver la réponse adéquate et ne pas se leurrer.

Il fallait être populiste pour faire l'apologie de Hitler, du PS ou du PCF, etc. une fois la réalité tronquée, découpée en rondelles, réduite à une abstraction donnant lieu à toutes sortes d'interprétations dont les plus délirantes et effayantes parfois. Qu'il nous soit permis de les replacer dans leur contexte dialectique et de les traiter ainsi.

Chasse aux sorcières. On ne badine pas avec la version officielle fabriquée par l'Otan.

- Crash du vol MH17: Un expert néerlandais écarté après avoir montré des photos des corps 20minutes.fr

Le gouvernement néerlandais a mis fin jeudi à sa collaboration avec un anthropologue travaillant à l'identification des victimes du vol MH17, abattu en Ukraine à la mi-juillet 2014, ce dernier ayant montré des photos de restes humains au cours d'une conférence publique organisée par des étudiants en médecine.

George Maat est un anthropologue de l'université de Leiden (ouest). Il travaillait pour la police médico-légale en tant qu'expert indépendant à l'identification des dépouilles des 298 personnes tuées, aux deux tiers des Néerlandais, dans la destruction le 17 juillet de l'avion du vol MH17 au-dessus de l'est de l'Ukraine en guerre.

En plus d'avoir montré les photos pendant une conférence ouverte à tous, on lui reproche d'avoir commenté des aspects de la catastrophe qui sortent de son domaine d'expertise, notamment ses causes, d'autant que certaines de ses déclarations «étaient incorrectes», selon le ministre. Plus tôt dans la journée, le ministre Ard van der Steur avait qualifié de «totalement déplacée et de mauvais goût» l'intervention de George Maat. 20minutes.fr 23.04

Pouvoir spéciaux, tribunaux d'exception, prisons secrètes, institutions supranationales dotées de privilèges exorbitants...

Kerry salue les pouvoirs accordés par les élus à Obama dans les accords commerciaux - AFP

Le secrétaire d'Etat John Kerry a salué jeudi l'adoption par une commission du Sénat américain d'une proposition de loi donnant à Barack Obama plus de latitude pour négocier des accords de libre-échange.

Le texte, approuvé mercredi soir par les sénateurs de la commission des Finances, doit encore recevoir l'aval de tous les élus du Congrès.

Leur feu vert, a jugé M. Kerry devant un cercle de réflexion, permettra de "faire avancer les négociations sur le commerce les plus importantes de toute notre histoire".

La loi confèrera au président américain "la flexibilité dont il a besoin pour négocier de manière crédible et efficace au nom de notre nation", a poursuivi le chef de la diplomatie américaine.

Si elle était adoptée par l'ensemble du Sénat, puis par la Chambre des représentants, la loi créerait un mécanisme simplifié pour que le Congrès approuve ou rejette tout accord négocié par Barack Obama, sans possibilité d'amendement, une procédure utilisée dans le passé pour éviter un enlisement parlementaire.

La loi concerne en premier lieu le partenariat transpacifique ("TPP", en anglais) que les Etats-Unis négocient avec 11 pays de la région Asie-Pacifique: Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour et Vietnam.

En complément : La liberté ne vaut que si l'on s'en sert.

- TTIP : le traité de libre-échange met-il à mal la liberté des citoyens ? - latribune.fr

Les opposants au traité arguent que, en faisant tomber les barrières réglementaires (brevets, normes environnementales, sanitaires, de sécurité), le traité protégerait avant tout les grandes entreprises et leurs actionnaires, au détriment des populations et de leurs droits civiques, notamment en matière de protection de la vie privée. Certains crient au déni de démocratie et au sacrifice des souverainetés nationales. La mise en place de tribunaux d'arbitrage pourrait ainsi faire condamner les États qui refusent actuellement la culture des OGM ou l'exploitation du gaz de schiste au nom du principe de précaution par exemple. latribune.fr 23.04

Le procédé consistant aujourd'hui à trainer des Etats devant les tribunaux par des multinationales se généralisera demain quand ces traités seront signés, mieux, pour les éviter les Etats feront preuve d'excès de zèle envers les multinationales afin d'éviter des procédures longues et coûteuses.

L'Islande, le laboratoire de la BRI : le « système monétaire souverain. » ou le pouvoir centralisé de la finance.

La référence à Milton Friedman, un des idéologues du néolibéralisme, n'est pas anodine.

L'idée choc étudiée en Islande : et si on retirait aux banques la capacité de créer de la monnaie ? - latribune.fr

Décidément, l'Islande est le pays de la créativité financière. Après avoir montré, en 2009, qu'il existait bien une alternative au transfert de la dette bancaire vers la dette publique, l'île nordique pourrait s'apprêter à réaliser une grande expérience monétaire.

Le 31 mars dernier, en effet, le président du comité des affaires économiques de l'Althingi, le parlement islandais, Frosti Sigurdjonsson, a remis un rapport au premier ministre, Sigmundur Gunnlaugsson, sur la réforme du système monétaire islandais. Et c'est une véritable révolution qu'il propose.

L'absence de maîtrise de la banque centrale sur le système monétaire

Le rapport cherche en effet à réduire le risque de bulles et de crises dans le pays. En 2009, l'Islande a connu une crise très aiguë qui a fait suite à une explosion du crédit alimenté par un système bancaire devenu beaucoup trop généreux dans ses prêts et beaucoup trop inconscient dans sa gestion des risques.

Ni l'Etat, ni la Banque centrale islandaise (Sedlabanki) n'ont pu stopper cette frénésie. « Entre 2003 et 2006, rappelle Frosti Sigurdjonsson, la Sedlabanki a relevé son taux d'intérêt et mis en garde contre une surchauffe, ce qui n'a pas empêché les banques d'accroître encore la masse monétaire. »

Comment fonctionne le système actuel

Dans le système actuel, ce sont en effet les banques commerciales qui créé l'essentiel de la masse monétaire, en accordant des prêts à discrétion. La banque centrale ne peut que tenter de décourager ou d'encourager, par le mouvement des taux ou par des mesures non conventionnelles, cette création. Mais la transmission de la politique monétaire aux banques n'est jamais une garantie.

Malgré la hausse des taux de la Sedlabanki, la confiance et l'euphorie qui régnait en Islande au début des années 2000 a soutenu le processus de création monétaire. Lorsque la demande existe, rien ne peut empêcher les banques de prêter. Lorsqu'elle disparaît, rien ne peut les contraindre à le faire. Et souvent, ces mouvements sont excessifs, ce qui créé des déséquilibres, puis des corrections par des crises où l'Etat doit souvent venir au secours des banques. Et lorsqu'il faut faire repartir l'activité, les banques centrales ont souvent des difficultés à être entendue.

Le cas de la zone euro en est une preuve. Il a fallu que la BCE use de moyens immenses, l'annonce d'un QE de 1.140 milliards d'euros, pour que le crédit commence à se redresser dans la zone euro et encore, de façon fort limitée pour l'instant.

Une idée ancienne

D'où cette idée centrale du rapport de Frosti Sigurdjonsson : ôter aux banques le pouvoir de création monétaire. Comme le souligne l'ancien président de l'autorité financière britannique, Aldair Turner, qui préface le rapport, « la création monétaire est une matière trop importante pour être laissée aux banquiers. »

Cette idée n'est, en réalité, pas neuve. Après la crise de 1929, des économistes étatsuniens avaient proposé en 1933 le « plan de Chicago » qui proposait d'abolir la capacité des banques à créer par elle-même de la monnaie. Il avait eu un grand succès, mais pas de traduction concrète véritable.

En 1939, l'économiste Irving Fischer, un de ceux qui avaient examiné de plus près la crise de 1929, avait proposé de transférer le monopole de la création monétaire à la banque centrale. James Tobin, Milton Friedman et d'autres ont également réfléchi sur ce sujet. Mais la proposition islandaise, que Frosti Sigurdjonsson présente comme « une base de discussion » pour le pays, est la première proposition de passage à un autre système qu'il appelle le « système monétaire souverain. »

Décider de la création monétaire dans l'intérêt de l'économie

Quel est-il ? Le rapport indique que l'Islande « étant un Etat souverain avec une monnaie indépendante est libre de réformer son système monétaire actuel, qui est instable et de mettre en place un système monétaire de meilleure qualité. » Dans ce système, seule la Banque centrale aura le monopole de la création monétaire, aucune couronne ne pourra circuler si elle n'a pas été émise par la Sedlabanki à l'origine.

Cette dernière pourra donc faire évoluer la masse monétaire en fonction de ses objectifs « dans l'intérêt de l'économie et de toute la société. » Frosti Sigurdjonsson propose qu'un « comité indépendant du gouvernement prenne des décisions sur la politique monétaire de façon transparente. »

La Banque centrale créera de la monnaie en accordant des prêts aux banques commerciales pour qu'elles prêtent ensuite des sommes équivalentes aux entreprises et aux particuliers, mais aussi en finançant des augmentations de dépenses publiques ou des exemptions d'impôts, ou encore par le rachat de dettes publiques. Pour empêcher la création monétaire par le système bancaire, deux types de comptes auprès de la banque centrale seront créés.

Comptes de transactions et d'investissements

Les premiers seront les « comptes de transactions. » Ces comptes représenteront les dépôts des particuliers et des entreprises. Les banques commerciales administreront ces comptes, mais ne pourront pas en modifier les montants. L'argent déposé sur ses comptes ne rapportera pas d'intérêt, mais sera garantie en totalité par la banque centrale.

Un deuxième type de comptes, les « comptes d'investissements », sera créé en parallèle. Les agents économiques pourront transférer des fonds des comptes de transaction vers les comptes d'investissements. L'argent placé sur ses comptes seront investis par les banques et seront bloqués durant une période déterminée.

Les banques pourront alors proposer à ceux qui placent leur argent dans ces fonds différents types de produits, notamment des produits risqués à haut rendement. Il s'agit concrètement de séparer autant qu'il est possible l'argent du crédit. Le risque lié au crédit ne disparaît pas, mais il est limité par l'obligation de ne prêter que l'argent déposé sur ces comptes d'investissements.

Plus de Bank Runs

Pour Frosti Sigurdjonsson, ce système permettra une gestion plus réaliste de la masse monétaire non plus dans l'intérêt des agents privés, mais dans celui de la collectivité. La garantie sur les dépôts permettra d'éviter une course aux guichets (Bank Run), sans réduire, du reste, la responsabilité de ceux qui auraient investi dans des produits à risque.

Avec ce système, une séparation bancaire entre banque d'investissement et banque de dépôts n'est pas nécessaire, puisque l'activité de banque de dépôts sera garantie par la banque centrale. Du reste, la garantie implicite de l'Etat dont bénéficient les grandes banques disparaîtra d'elle-même.

Gérer la transition

Pour la transition, Frosti Sigurdjonsson propose de transférer les dépôts détenus dans les banques commerciales vers les comptes de transaction. Ce transfert se fera par l'émission d'une créance sur les banques qui sera détenue par la Sedlabanki et qui sera payée sur plusieurs années par les banques.

Ce « passif de conversion » s'élèverait à 450 milliards de couronnes islandaises, soit 3,05 milliards d'euros. Cet argent issu des banques commerciales sera donc progressivement remplacé par de l'argent issue de la banque centrale. Dans cette phase

de transition, les sommes versées par les banques pourraient servir soit à réduire la dette publique, soit à réduire, si besoin, la masse monétaire, par l'annulation d'une partie des fonds versés.

Les problèmes posés

Cette proposition ne règlera certes pas tous les problèmes. Certes, les prêts seront sans doute moins importants et la croissance de l'économie sans doute moins forte. Mais le projet est d'avoir une économie plus stable et, sur le long terme, tout aussi performante. Plutôt que de voir l'économie croître de 5 % par an, puis de corriger de 3 % ; on pourrait avoir une croissance stable de 2 % par an sans à-coup...

L'indépendance du comité de la Banque centrale sera très hypothétique, car l'Etat sera une courroie naturelle de la création monétaire et un risque d'excès n'est pas, ici, à exclure, même si l'Etat peut aussi bien prétendre représenter l'intérêt général que ce comité indépendant.

Mais une ambiguïté peut ici être problématique. Les liens avec les autres systèmes monétaires classiques pour une petite économie comme l'Islande sont encore à explorer. Matthew Klein, dans le Financial Times, a souligné également que ce nouveau système ne réduit pas le risque de financement d'investissements à long terme par des investissements à court terme qui avait été à l'origine de la crise de 2007-2008.

Enfin, il ne s'agit là que d'une proposition. Le premier ministre a bien accueilli le rapport. Mais ira-t-il jusqu'à lancer un tel chambardement de grand ampleur ? Les Islandais seront-ils prêts à franchir le pas ? La discussion est, du moins, lancée. latribune.fr 23.04

Dossier Yémen

- Yémen : "Riyad a échoué" ("Foreign Policy") - french.irib.ir

La revue américaine, «Foreign Policy», compare l'agression militaire saoudienne contre le Yémen à l'attaque américaine contre la Somalie, dans les années 1990, soulignant que Riyad n'a réussi à réaliser aucun de ses objectifs, au Yémen.

En évoquant l'annonce, par Riyad, de la fin de l'opération «Tempête décisive», l'auteur de l'article de la revue «Foreign Policy» a écrit que, malgré les prétentions des responsables saoudiens, qui insistent à dire que leur intervention militaire contre le Yémen était un succès, les Saoudiens n'ont réussi à atteindre aucun de leurs objectifs, dans ce pays.

La revue américaine a ajouté que Riyad prétend que la phase suivante de son opération contre le Yémen consiste à «rétablir l'espoir», au Yémen. En effet, c'est le même titre que les Etats-Unis avaient donné à leur opération contre les groupes paramilitaires, en Somalie, en 1992. Mais l'intervention américaine contre la Somalie n'avait eu d'autres résultats que la destruction des infrastructures et les activités agricoles du pays. Par la suite, les Etats-Unis s'étaient avérés, totalement, incapables d'empêcher la survenance d'une guerre civile, en Somalie, qui a laissé 500.000 morts.

«Foreign Policy» a ajouté que l'opération saoudienne contre le Yémen, qui a le même nom que l'opération américaine contre la Somalie, en 1992, rappelle, exactement, l'échec des Américains, en Somalie : quatre semaines après le déclenchement des raids contre le Yémen, et malgré le bombardement de la plupart des bases de l'armée et des forces du mouvement révolutionnaire Ansarallah, l'Arabie saoudite n'a pas réussi à faire revenir au pouvoir son protégé, Abd Rabbo Hadi Mansour, Pprésident démissionnaire. «Foreign Policy» a ajouté que celui qui aurait, peut-être, plus besoin de retrouver l'espoir, ce ne sont pas tellement les Yéménites, mais les dirigeants de l'Arabie saoudite. french.irib.ir 23.04

- Les Houthis, opposés à une réunion des Yéménites, en Arabie - french.irib.ir

Alors que les chasseurs saoudiens, en dépit de la trêve, bombardent, toujours, diverses régions yéménites, le porte-parole du mouvement populaire d'Ansarallah s'est opposé aux négociations, sur le Yémen, en Arabie saoudite.

Le Porte-parole du mouvement populaire d'Ansarallah, Mohammad Abd-el Salam, a indiqué, jeudi, que les Houthis ne prendraient pas part à une réunion, tenue en Arabie.

«Tant que les frappes de l'Arabie et de ses alliés contre le Yémen ne cesseront pas, il n'y aura aucun dialogue, pour résoudre la crise yéménite», a-t-il ajouté.

Le porte-parole du mouvement populaire d'Ansarallah a souligné que le mouvement Ansarallah plaidait pour la fin de l'agression, la levée des embargos et des négociations, sous l'égide de l'ONU afin de trouver une issue à la crise yéménite.

Ansarallah avait, déjà, donné son feu vert aux négociations, dans la capitale omanaise, Mascate. Le Koweït, aussi, a soutenu la proposition omanaise, en vue de rétablir une réconciliation politique, au Yémen. Le vice-ministre koweïtien des Affaires étrangères, Khaled al-Jarallah, évoquant la résolution 2.216 du Conseil de sécurité des Nations unies, sur le Yémen, a déclaré : «L'envoi des aides humanitaires aux Yéménites est une priorité, pour les pays arabes, qui participeront, activement, à la reconstruction du Yémen».

L'armée saoudienne, accompagnée de certains pays arabes et des Etats-Unis, a déclenché des raids aériens, le 26 mars, contre le Yémen, et malgré l'annonce d'une trêve, les frappes n'ont pas cessé. Le vice-ministre russe des Affaires étrangères a mis l'Arabie saoudite en garde contre les retombées d'une opération terrestre contre le Yémen. Guennadi Gatilov, vice-ministre russe des Affaires étrangères, a indiqué jeudi : «Un combat terrestre ne ferait que compliquer, davantage, la crise. L'opération terrestre ne contribuera en rien à une solution politique à la crise yéménite. La Russie réclame la fin de l'opération militaire et le début des négociations politiques entre les parties en conflit».

Par ailleurs, le quotidien américain, "New York Times", a fait état des requêtes multiples, qui exigent une traduction en justice de Riyad, pour ses frappes contre les zones d'habitation civile, au Yémen. En effet, les activistes juridiques yéménites accusent l'Arabie d'avoir attaqué les zones civiles et les maisons.

Selon le quotidien américain, le Président Obama a accordé un soutien, sur le plan des renseignements, à l'opération «Tempête décisive».

Les raids aériens, menés par l'Arabie saoudite et ses alliés, contre le Yémen, ont fait plus de 4.000 morts et blessés, et détruit une partie des infrastructures de ce pays. french.irib.ir 23.04

- Yémen: pas de répit dans les raids, vers un nouveau médiateur de l'ONU - AFP

La coalition menée par l'Arabie saoudite a poursuivi jeudi ses raids contre les rebelles chiites au Yémen, au moment où l'ONU annonçait la nomination d'un nouveau médiateur, chargé de mettre fin à un conflit qui a déjà fait plus de 1.000 morts.

Le Mauritanien Ismaïl Ould Cheikh Ahmed remplacera le démissionnaire Jamal Benomar, critiqué par les partisans du président yéménite en exil Abd Rabbo Mansour Hadi et leurs alliés du Golfe. Sa nomination sera effective lundi si aucun pays du Conseil de sécurité ne s'y oppose.

Mais la reprise de pourparlers sous l'égide des Nations unies, ce que souhaitent les rebelles chiites Houthis, ne pourra se faire qu'après un arrêt total des frappes, ont prévenu ces derniers.

Or deux jours après l'annonce par Ryad de la fin de la campagne aérienne déclenchée le 26 mars, les raids continuent. AFP 23.04

ACTUALITE EN TITRES

Les médias soutiennent (encore) Hollande.

- Face à la loi sur le renseignement, la droite schizophrène - L'Express.fr

Peut mieux faire...

- Libor: Deutsche Bank écope d'une amende de 2,5 milliards de dollars - AFP

- Wall Street monte, le Nasdaq bat un record de 15 ans - Reuters

- Espagne: le chômage augmente, mauvaise surprise pour le gouvernement - AFP

Le pouvoir impérial peut se permettre une "erreur" : Un double assassinat d'innocents.

- Otages tués par erreur : Barack Obama fait son mea culpa - Francetv info

- Deux otages occidentaux d'Al-Qaïda tués par erreur dans une opération américaine - Le Huffington Post

Pour un peu les médias s'excuseraient de diffuser cette information... Si demain je tue mon voisin, je n'aurais qu'à dire que c'était une erreur ou que je me sentais menacé... et je finirais mes jours en tôle !

- Kerry salue les pouvoirs accordés par les élus à Obama dans les accords commerciaux - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La charia à l'honneur en Grande-Bretagne, la soumission à l'intégrisme islamique n'a plus de limite.

- Le Président de la Cour Suprême britannique pour le port du niqab au sein des tribunaux - french.irib.ir

Le Président de la Cour Suprême britannique, Lord David Neuberger a déclaré la semaine dernière que les juges devaient avoir « une compréhension des différentes habitudes culturelles et sociales » afin d'assurer leur devoir de montrer l'équité et l'impartialité dans leur jugement. C'est dans cette perspective qu'il estime qu'il faut donc respecter le port du niqab même au sein des tribunaux.

C'est dans un discours du 10 avril dernier devant l'Alliance de Justice pénale que le Président de la Cour expose la nécessité de respecter le port du niqab dans les tribunaux : « l'équité dans les tribunaux, le meilleur que nous pouvons faire » dit-il. Il rappelle les différences de comportement au sein des tribunaux liés aux différences culturelles et d'opinions. Il cite le cas par exemple de personnes qui refusent de prêter serment en raison de leurs propres convictions, ou encore comment d'autres trouvent impoli de regarder une personne droit dans les yeux.

En Avril 2011, la Cour Européenne des Droits de l'Homme avait confirmé l'interdiction du port du niqab au sein des tribunaux britanniques, une décision justifiée notamment par le motif du « vivre ensemble ».

Le débat sur le port du niqab en cour provoque un vif débat en Grande-Bretagne, surtout depuis la comparution d'une femme en niqab en 2013. Elle a été dans l'obligation de se dévoiler au moment d'aller témoigner à la barre. Par la suite, certains ont réclamé une loi pour interdire le niqab devant les tribunaux, mais au nom du principe de tolérance très ancré dans la société britannique, les principaux leaders s'opposent à légiférer sur ce point. french.irib.ir 23.04

La tolérance au service du communautarisme wahhabite, cela impose le respect. Même que les Iraniens, chiites, s'en réjouissent. On vous donne quotidiennement des infos qui proviennent d'un portail iranien officiel qui pratique un prosélytisme outrancier qui n'a d'équivalent que Riad ou Doha ou encore Daesh.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie.

Moscou proteste contre les propos bellicistes d'Obama contre l'Iran - french.irib.ir

L'ambassade de Russie, aux Emirats arabes unis, a publié, sur sa page Twitter, un texte, pour demander au Président des Etats-Unis, Barack Obama, des explications concernant ses propos portant sur l'éventualité d'une intervention militaire contre l'Iran.

L'ambassade de Russie, aux Emirats arabes unis, a protesté contre les propos du Président Obama, qui avait déclaré, mercredi, que, même si l'Iran possédait les missiles S-300, les Etats-Unis pourraient intervenir, militairement, contre l'Iran, s'ils le jugeaient nécessaire. «Il reste à savoir pourquoi les Etats-Unis se sentiraient obligés d'attaquer la défense aérienne d'un pays souverain, comme la République islamique d'Iran», a écrit l'ambassade de Russie, sur son Twitter. En vertu d'un contrat signé entre l'Iran et la Russie, en 2007, la partie russe s'engage à livrer, au moins, cinq systèmes de missiles anti-aériens S-300. Mais, en 2010, l'ancien Président russe, Dmitri Medvedev, avait décidé de suspendre la réalisation de ce contrat, sous le faux prétexte des sanctions de l'ONU contre Téhéran.

Mais la semaine dernière, le Président Vladimir Poutine a levé, officiellement, l'interdiction de la livraison des missiles S-300 à l'Iran, en arguant que cet armement est un armement défensif, et qu'il ne fait pas l'objet des sanctions imposées par les Nations unies contre la République islamique d'Iran. Poutine a souligné qu'il a pris cette décision, volontairement, pour faire avancer le processus du dialogue nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances.

Les autorités du régime sioniste et les membres du Congrès des Etats-Unis étaient les premiers à protester contre la décision de Moscou de livrer ces missiles défensifs à Téhéran. Le Président Poutine a rejoint, mercredi, les rangs des protestataires.

Le S-300 est un missile balistique anti-aérien, qui, étant une arme défensive, ne fait pas partie des sanctions imposées par les Nations unies contre Téhéran. french.irib.ir 23.04

Aux dernières infos, Moscou aurait reporté à une date ultérieure la livraison des S-300 à l'Iran...

2- Palestine occupée

- L'occupation prend d'assaut la ville de Bita à Naplouse - french.irib.ir

Les forces israéliennes ont pris d'assaut jeudi (23-4) à l'aube la ville de Bita au sud de Naplouse.

Notre reporter a déclaré, selon des témoins oculaires, que les forces d'occupation se sont répandues dans les carrefours des villes de Hawara et Bita mercredi soir et que les soldats israéliens ont effectué une campagne de ratissage dans le voisinage.

Les témoins ont déclaré qu'un certain nombre de jeeps militaires a fait irruption dans la ville de Bita dans les premières heures du matin au milieu de tirs intensifs de balles et de grenades assourdissantes. french.irib.ir 23.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Ukraine

- Mineurs en colère à Kiev - euronews.com

Plusieurs centaines de mineurs ukrainiens ont protesté ce mercredi à Kiev, devant le palais présidentiel. Une réponse au ministre ukrainien de l'Énergie qui a récemment annoncé la fermeture de plusieurs mines du pays et la réduction de la main-d'œuvre des mines de charbon d'au moins 20 % au cours de l'année. Les revendications des mineurs sont nombreuses.

"Les mineurs réclament la réhabilitation des mines, une hausse des salaires et des subventions. Autant de demandes rejetées par le ministre de l'Énergie et de l'industrie du charbon qui a annoncé la fermeture d'au moins trois mines", explique notre correspondant à Kiev, Dmytro Polonsky .

Pour faire face à la crise, l'année dernière, le gouvernement pro-occidental a adopté des mesures d'austérité dont la suppression de certains avantages sociaux pour les mineurs. Ces derniers sont aujoud'hui désemparés et en colère.

"Les mines ne répondent pas aux normes de sécurité. Nous n'avons aucune possibilité d'acheter des matériaux pour construire des tunnels et extraire du charbon. Nous risquons nos vies pour exploiter ce charbon et gagner de l'argent pour nourrir nos familles. Comment dois-je faire pour expliquer à mon enfant de quatre ans que je n'ai pas de quoi lui acheter à manger ? ", dit l'un d'eux.

Le conflit armé dans l'est du pays et la grave crise économique que traverse l'Ukraine ont entraîné une dévaluation sans précédent de sa monnaie – la hryvnia a perdu la moitié de sa valeur depuis le début de l'année – engendrant une inflation galopante de 46 % sur un an. euronews.com 22.04

Haut de page

Le 25 avril 2015

CAUSERIE

On a ajouté 42 articles, de quoi lire ce week-end. La suite plus tard dans la journée.

Quelques heures plus tard.

On a encore ajouté 6 articles, par contre plus le temps d'actualiser la causerie, on verra cela demain ou lundi.

Quand on voit que l'assassinat de 3 journalistes en Ukraine entre les 15 et 16 avril dernier n'a suscité aucune réaction du mouvement ouvrier (en dehors du PRCF qui s'est réfugié pour l'occasion derrière le centre Simon Wiesenthal), sans parler de l'adoption le 9 avril d'une loi réhabilitant le fascisme et interdisant le communisme en Ukraine, on se dit qu'il faudrait vraiment être très con pour se sacrifier, et on comprend pourquoi des militants sont complètement démoralisés, nos dirigeants en portent la terrible responsabilité. Avec cet épisode encore moins glorieux que celui de Charlie où ils avaient brillé par leur opportunistes, on se demande bien au nom de quoi on pourrait encore leur accorder la moindre confiance.

On est pragmatique que voulez-vous, et comme dirait l'autre il y a des faits qui ne trompent pas. Après on est libre d'en tenir compte ou non, ensuite que chacun ne s'en prenne qu'à lui-même s'il a fait le mauvais choix. Il faut être lucide et regarder la réalité en face, vous avez de la chance en France, c'est moins dur que d'avoir à affronter le fascisme ou la guerre et de prendre des bombes sur la gueule, c'est peut-être la raison pour laquelle nos causeries ne suscitent pas de réactions de la part de militants, à croire qu'ils doivent être trop heureux encore et se bercent d'illusions...

On a le défaut de dire tout ce qu'on pense ou presque, c'est insupportable, je l'admets volontiers, mais je préfère encore cela au mensonge, à l'hypocrisie ou à la lâcheté. A chacun ses principes et sa morale.

Un aphorisme pour conclure, je raffole de cette formule lapidaire, mais ô combien explicite : La plupart des gens s'arrangent avec leur conscience parce qu'ils n'en ont pas ou si peu.

Haut de page

Le 26 avril 2015

CAUSERIE

Mais pourquoi vous en prenez-vous tout le temps au mouvement ouvrier, pourquoi tant d'acharnement ?

Pardi, parce que cela me concerne autant que vous. Vous voudriez peut-être qu'on l'encense alors qu'il nous fournit quasi quotidiennement matière à dénoncer sa dérive droitière, corporatiste, défaitiste, fataliste, ses compromissions avec le régime, voyez à quoi elles ont abouti, à participer à l'omerta sur la situation en Ukraine, à un infâme consensus, non mais c'est complètement dingue comme truc quand on y réfléchit deux minutes, bordel, pas la moindre réaction, incroyable, on parle de leurs dirigeants, mais c'est également valable pour la plupart des militants.

On a conscience de la gravité de la situation en Ukraine et eux ils s'en contrefoutent puisqu'il faut bien dire les choses telles qu'elle sont, c'est juste un constat. Et cela ne devrait pas interpeler les militants, attendez un peu, de quel type de militants voulez-vous parler, de ceux qui ont un niveau théorique proche de zéro et qui croient détenir la vérité, qui se croient investis d'une mission supérieure alors qu'ils sont en dessous de tout ou ne comprennent pas grand chose à la situation, qui conçoivent le militantisme comme une psychothérapie pour régler leurs problèmes personnels, qui refusent toute confrontation des idées, bourrés de dogmes qu'ils agitent comme des fétiches pour conjurer le mauvais sort, ce qui a le don de procurer l'effet inverse évidemment, qui vivent dans un milieu, une bulle, un système fermé sans en percevoir les limites, il finira par les asphyxier, ce genre de militants avec tout le respect qu'on a pour eux parce qu'on est aussi passé par là il y a fort longtemps, sont insensibles à nos arguments parce qu'ils ne sortent pas de la bouche ou du clavier de leurs dirigeants, ils ne veulent et ils ne peuvent rien entendre, ils ont été formatés pour qu'il en soit ainsi.

Quant à ceux que je connais et qui partagent plutôt mes idées, ils ne croient plus en rien, ils sont dégoûtés, démoralisés au dernier degré, abattus, vidés complètement, ensemble face à des partis en crise et affaiblis on aurait peut-être pu se rassembler pour essayer de faire bouger les choses, cela aurait pu faire réfléchir d'autres militants et ainsi de suite, il faut bien commencer par un bout quand on entreprend quelque chose ou alors on ne tente rien et rien ne se passera effectivement. Je ne dis pas qu'on aurait réussi à inverser le cours des choses, mais on aurait peut-être pu soulever le couvercle de la marmitte dans laquelle on étouffe littéralement. Cela aurait été très difficile assurément, un énorme défi (et un colossale boulot!) sans qu'on sache à l'avance s'il aurait été couronné de succès, au moins en le relevant cela aurait permis à des militants de continuer le combat sans avoir à courber l'échine devant des dirigeants qui ne sont pas dignes de leurs responsabilités ou qui ont renié les principes auxquels on demeure attaché, c'est important pour un travailleur de militer dans un parti ou une structure conforme à ses idées, dans lequel ou laquelle il se sent bien, c'est même primordial.

On se serait partagé les tâches en fonction de nos possibilités sans m'attribuer un rôle dirigeant, j'aurais préféré coordonner

nos différentes activités ou jouer un rôle de second plan en laissant la priorité aux militants qui sont sur le terrain. Il aurait fallu se faire connaître au début par le biais d'Internet en employant tous les outils qui existaient, ensuite réunir les travailleurs intéressés par notre projet, définir ensemble de nouvelles tâches, après on aurait pu imaginer différents types d'intervention sur le terrain, participer à des réunions publiques, adresser des communiqués au nom de La voix de l'Opposition de gauche, chaque membre de cette organisation en étant un porte-parole et ainsi de suite. On aurait été à la hauteur parfois non, peu importe, l'essentiel aurait été de s'en tenir à ce qu'on avait décidé.

De mon côté, j'aurais continué mon boulot quotidien et j'aurais fait en sorte d'apporter des arguments aux militants pour les aider à répondre aux questions d'actualité. Nous nous serions tournés résolument vers la classe et non vers tel ou tel parti, de telle sorte que les militants se seraient sentis à l'aise pour discuter avec des travailleurs, en rompant avec la sempiternelle terminologie du militant ne s'apercevant pas qu'il a en face de lui quelqu'un qui n'aborde pas du tout la situation sous le même angle.

L'idéal aurait été que des cadres ou des militants aguerris nous rejoignent, des intellectuels, mais il ne fallait pas y compter dans un premier car ils sont trop attachés à leurs petites habitudes, ils auraient critiqué notre démarche en nous proposant plutôt de nous joindre à eux, ce qui aurait été impossible puisqu'ils ont une conception étriquée de la lutte de classe dans laquelle (leur conception) nous n'avons pas notre place, nous étoufferions littéralement, nous ne pouvons pas nous reconnaître dans une organisation dont nous estimons la nature et les principes impropres à résoudre nos problèmes ou dont l'orientation se situe aux antipodes de la nôtre, ce serait rapidement insupportable.

Le problème dans tout type de rapports, c'est qu'ils sont superficiels, ils manquent de sincérité ou d'honnêteté, on devrait peut-être plutôt dire qu'ils sont trop individualistes, pas assez humain pour se mettre à la place de l'autre, ils laissent une trop grande part à l'inconscience et on s'en accommode, on se comporte davantage en donneur de leçons ou en concurrent qu'en camarade partageant la même cause et souhaitant (devant) progresser, on reproduit les rapports qui existent dans la société et cela donne un résultat épouvantable ou difficile à gérer.

On s'identifie à une idée au point qu'elle nous possède ou nous envahit littéralement, de sorte qu'on ne supporte pas qu'elle soit attaquée sans se sentir personnellement visé, on n'interprète plus la réalité qu'à travers ce prisme que ne partage pas les travailleurs ou les autres militants, ainsi au moins on est sûr d'avoir raison avec nous-même même si cela ne nous mène nulle part, on s'en contente et on en tire satisfaction, on est bien les seuls dans ce cas-là, alors que nous aurions mieux à faire à essayer de comprendre comment les travailleurs interprètent la réalité et pourquoi pour leur montrer l'incohérence ou les contradictions de leur démarche ou raisonnement pour qu'ils les modifient et progressent ce qui les amèneraient naturellement à rejoindre nos idées sans leur avoir mâché le travail ou forcé la main.

Quand nos idées ou nos convictions nous rendent aveugle ou conduisent à un épuisement de notre esprit critique au lieu de l'aiguiser, il semblerait qu'elles présenteraient bien des lacunes sur lesquelles on ferait bien de se pencher, on découvrirait peut-être qu'on n'est pas différent des autres travailleurs et qu'on avait fini par l'oublier ou ne pas en tenir compte ce qui revient au même. Quand je lis la littérature des uns et des autres adressées aux travailleurs, je suis effaré, refusant de la lire en me mettant dans la peau d'un militant, généralement je la balance avant d'en avoir fini la lecture tant c'est rébarbatif, indigeste. A suivre.

Mais où sont donc passés les valeureux antifascistes, internationalistes prolétariens, révolutionnaires ?

Volatilisés ! Ils sont aux abonnés absents sur le fascisme en Ukraine, ils ont tous désertés.

Cela vous étonne, nous, non. Ne dites pas que nous serions médisants, c'est la vérité. A notre connaissance, en dehors du PRCF qui s'est réfugié pour l'occasion derrière le centre Simon Wiesentha, aucun parti ou groupe, aucune organisation n'a relayé l'assassinat de trois journalistes entre les 15 et 16 avril, Olga Moroz, Sergey Sukhobok, Oles Buzina, ou la loi du 9 avril réhabilitant le fascisme et interdisant le communisme.

- Le général polonais Skrzypczak lâche Kiev et dénonce ses orientations néo-nazies - Arrêt Sur Info

Conseiller au ministère polonais de la défense, le général Skrzypczak a déclaré ne plus soutenir Kiev à cause d'une loi ukrainienne glorifiant les milices nazies qui massacrèrent 80 000 Polonais en Volhynie et en Galicie pendant la seconde guerre mondiale.

Waldemar Skrzypczak n'est ni un pacifiste ni un ami de la Russie. Né en 1956, il a commandé les forces terrestres polonaises en 2006-2009. En septembre 2011, il est nommé conseiller au ministère polonais de la défense. En mi-2012, il est devenu vice-ministre de la défense, responsable de l'armement et de la modernisation de l'armée nationale. Le 16 avril 2015, après une conférence de presse où il fit part de sa décision, il s'est entretenu avec le magazine polonais Gazetta Prawna (http://www.gazetaprawna.pl/artykuly/865911,skrzypczak-wycofuje-sie-zewszystkiego- co-powiedzialem-na-temat-ukrainy.html?hc_location=ufi) sans mâcher ses mots :

« Oubliez tout ce que j'ai dit à propos de l'Ukraine […] Je renonce totalement à mes opinions favorables à la fourniture supplémentaire d'une assistance militaire et d'un soutien politique au gouvernement ukrainien. […] Après le vote d'une loi

glorifiant l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), j'ai réalisé que l'Ukraine ne respecte par le peuple polonais. Je parle de ce qui est arrivé à Volhynia, le massacre de 100 000 Polonais par l'UPA […] L'UPA a assassiné mon oncle en le clouant avec des fourches à la porte de la grange. D'après ce que je sais, il est mort trois jours plus tard. Leur sauvagerie dépasse l'imagination humaine. L'Allemagne nazie n'a pas répondu à ce que ces Ukrainiens avaient fait. […]

Je me demande quel avenir Porochenko est en train de construire pour l'Ukraine. Sur la base de ce nationalisme sanguinaire ? C'est terrible. […] On a longtemps dit que les Ukrainiens devraient se débarrasser du nationalisme, parce que s'ils ne le font pas, la collaboration avec la Pologne sera très difficile, en fait impossible. »

Le 9 avril 2015, le parlement ukrainien avait voté une loi glorifiant l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA) et l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN) qui massacrèrent plus de 80 000 Polonais – essentiellement de confession juive – en Volhynie et en Galicie. Parallèlement aux propos du général polonais, le centre Simon Wiesenthal a ouvertement condamné

(https://theorisk.wordpress.com/2015/04/17/le-centre-simon-wiesenthalcondamne- la-derive-neo-nazie-et-revisionniste-de-kiev/) la dérive néo-nazie et révisionniste du parlement et du gouvernement ukrainiens. Arrêt Sur Info 21.04

Le nazisme à l'honneur à Kiev, comme quoi nous n'avions pas rêvé.

- Le centre Simon Wiesenthal condamne la célébration des collaborateurs nazis en Ukraine et l'interdiction du communisme (PRCF) - legrandsoir.info 20.04

Le centre Simon Wiesenthal condamne les décisions prises par le parlement ukrainien de mettre à égalité le Nazisme et le Communisme et de reconnaître les collaborateurs nazis locaux comme des « combattants de la liberté», « le vote d'une interdiction contre le nazisme et le communisme consiste à mettre à égalité le régime le plus génocidaire de l'histoire humaine avec le régime qui a libéré Auschwitz et contribué à mettre fin au règne de terreur du Troisième Reich » a déclaré le Dr Efraim Zuroff, directeur pour les affaires d'europe de l'est au centre Wiensenthal.

« Dans le même esprit, la décision d'honorer les collaborateur nazis locaux et de les gratifier d'aides spéciales convertit les hommes de main de Hitler en héros en dépit de leur participation active et zélée dans le meurtre de masse de juifs innocents. Ces tentatives de réécrire l'histoire, qui sont répandues à travers les ex-pays socialistes en Europe de l'Est, ne pourront jamais effacer les crimes commis par les collaborateurs nazis de ces pays, et ne font que clairement prouver qu'ils manquent clairement des valeurs occidentales qu'ils prétendent avoir embrassé à travers leurs transitions vers la démocratie » ajoute-t il

Le Centre Simon Wiesenthal se destine à la préservation de la mémoire de l'Holocauste et s'occupe de questions contemporaines, comme le racisme, l'antisémitisme, le terrorisme et le génocide. legrandsoir.info 20.04

Inconséquence. Et malgrè tout ils n'ont viendront pas à proclamer qu'il faut éradiquer le capitalisme de la planète.

Du sang sur les mains: l'impérialisme « humanitaire » et les réfugiés en provenance de Libye - mondialisation.ca 22.04

Le nombre horrifiant des morts parmi les réfugiés et les émigrants en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient qui tentent de traverser la Méditerranée pour rejoindre l'Europe est un réquisitoire accablant contre toutes les grandes puissances impérialistes et en particulier les États-Unis. (...)

Il n'y avait pas de tels meurtres sectaires de masse en Libye avant la guerre de changement de régime des Etats-Unis et de l'OTAN et les milices islamistes d'Al-Qaïda n'existaient pas au-delà de groupes marginaux. Ces éléments ont été promus, armés et soutenus par une campagne aérienne massive après que les principales puissances impérialistes ont décidé de renverser et d'assassiner Kadhafi et d'entreprendre un nouveau viol de la Libye.

Les conséquences désastreuses de cette intervention néocoloniale prédatrice sont maintenant indéniables. Ce n'était là qu'une parmi des guerres et des interventions impérialistes de plus en plus nombreuses au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, riches en pétrole, et qui ont détruit des sociétés entières et fait des millions de réfugiés. Cela comprend les guerres en Irak, en Syrie et aujourd'hui au Yémen, ainsi que les interventions des puissances impérialistes, ou de leurs mandataires régionaux, au Mali, en Somalie et au Soudan.

Selon Amnesty International, l'escalade des conflits en Afrique et au Moyen-Orient a « conduit à la plus grande catastrophe de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. » Cette organisation estime que 57 millions de personnes ont été forcées de fuir à travers le monde durant la dernière année, 6 millions de plus qu'en 2012.

La presse américaine conduite par le New York Times parle de réfugiés fuyant la pauvreté et la violence du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sans mentionner les actes des États-Unis et de leurs alliés européens qui ont causé cette

catastrophe humanitaire. Ce qui se déroule en Méditerranée n'est pas une tragédie; c'est un crime de guerre impérialiste. mondialisation.ca 22.04

Quelques données supplémentaires.

- L'Europe en état de non-droit y compris pour ses propres ressortissants - mondialisation.ca 21.04

Selon le document élaboré en 2013 par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (ACNUR), suite à la persécution, les conflits, la violence généralisée ou les violations de droits humains, le nombre de déplacés et réfugiés a atteint son niveau maximum depuis la seconde Guerre Mondiale, avec 51,2 millions de déplacés dans le monde.

Contrairement à ce que l'on pense souvent par erreur, le déplacement de population concerne surtout les pays pauvres du sud : En 2013, le Pakistan continuait d'accueillir plus de réfugiés qu'aucun autre pays au monde (1,6 million), suivi de la République Islamique d'Iran (857 400), le Liban (856 500) et la Jordanie (641 900). En 2013, les pays en développement ont accueilli 86 % des réfugiés de la planète, contre 70 % dix ans plus tôt.

Selon Amnesty International, l'Union Européenne a dépensé entre 2007 et 2013 près de 2 milliards d'euros pour blinder las frontières de sa forteresse, quasiment trois fois plus que ce qu'elle a employé pour les politiques dédiées à la protection des réfugiés et demandeurs d'asile, 700 millions sur la même période.

Le coût humain des politiques migratoires menées par l'UE est scandaleux. Selon The Migrant Files |7|, 28 000 personnes moururent entre 2000 et 2014 durant leurs tentatives de rejoindre l'Europe, 28 000 morts anonymes sont tombées dans l'oubli.

Arno Klarsfeld, peu après avoir été désigné par le président Nicolas Sarkozy pour diriger le conseil d'administration de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) en septembre 2011, déclarait dans une entrevue télévisée que la proposition de construire un mur entre la Grèce et la Turquie n'était ni plus ni moins qu'une question de « bon sens ». En Grèce, à la mi-août 2012, après avoir déployé plus de 1 800 agents de police supplémentaires et érigé une clôture de plus de 10 kilomètres de long sur la partie septentrionale de la frontière terrestre entre la Grèce et la Turquie, un nombre croissant de réfugiés et migrants commencèrent à prendre la route par la mer jusqu'aux îles grecques. Une route encore bien plus dangereuse. Selon la police grecque, le nombre de migrants détenus dans les îles grecques ou sur la mer Égée est passé de 169 en 2012, à 3 265 en 2013. Une telle opération, nommée Aspida (« Bouclier »), a coûté à l'État grec 6 millions d'euros en 2012. mondialisation.ca 21.04

- La misère ou la mort. Une tragédie humanitaire sans nom. - mondialisation.ca 21.04

Selon Jeune Afrique, « le nombre de migrants clandestins qui ont traversé la Méditerranée entre l'Afrique et l'Italie a explosé au début de l'année 2015 marquant une hausse de 43 % par rapport à l'an dernier. Un bond spectaculaire qui s'explique, entre autres, par la situation chaotique en Libye. En janvier et février 2015, quelque 7 882 migrants en provenance d'Afrique ont débarqué sur les côtes italiennes, contre 5 512 l'année précédente. Il s'agit d'une hausse considérable, selon les chiffres officiels du ministère italien de l'Intérieur. En 2014, plus de 165 000 migrants clandestins avaient débarqué sur les côtes italiennes. Un record qui pourrait être facilement battu en 2015… (...)

L'arrivée en Europe de contingents importants de migrants en provenance du continent africain va augmenter en fonction des processus de détérioration des conditions de vie de la majorité de l'Afrique du Sahel et de l'Afrique subsaharienne. Les guerres ont frappé la Côte d'Ivoire, la Centrafrique et le Mali et sévissent encore en Libye, au Nigéria et au Soudan. C'est alors que s'installent l'instabilité et l'insécurité dans toute la région. Les membres de l'UE n'ont pas pu empêcher le flux déferlant de migrants qui veulent, même au prix de leur vie, entrer sur le territoire européen. La pression s'intensifie et les arrivages prévus de 250 000 à 500 000 nouveaux migrants au cours des trois prochains mois sont très faciles à comprendre.

Voilà la rançon du pillage des ressources exercées depuis des siècles par les puissances européennes, pillage qui se poursuit au détriment de l'ensemble des populations africaines. La population de l'Afrique (surtout subsaharienne) va plus que doubler au cours des trente prochaines années. Il est difficile de concevoir qu'un si grand nombre, à l'intérieur d'un système économique extraverti, pourra satisfaire ses besoins essentiels. On peut donc s'attendre à ce qu'une catastrophe humanitaire d'une grande ampleur frappe la majorité des pays africains dans un proche avenir : Épidémies, conflits armés, mouvements migratoires accrus, exode rural et explosion de mégalopoles sans infrastructures, etc. Les grandes puissances sont installées en Afrique pour veiller à la sauvegarde de leurs intérêts et elles poursuivront le processus de la militarisation de l'Afrique pour en garder le contrôle. Le jour de l'indépendance et de l'autonomie du continent est encore très, très loin malheureusement. mondialisation.ca 21.04

En complément sur la situation en Libye et la responsabilité de l'UMP et du PS

Le chaos en famille.

- Libye: socialistes et sarkozystes s'accusent d'avoir laissé le chaos s'installer - AFP

Vu le quasi-consensus qui avait prévalu en France lors de l'intervention décidée en 2011, c'est sur l'après que les deux camps se renvoient la balle.

Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement : après l'intervention, "on a laissé la Libye dans un état lamentable".

A l'UMP aussi, Xavier Bertrand, candidat à la primaire élyséenne, va jusqu'à se demander: "quand vous vous posez la question du maintien ou pas d'un dictateur au pouvoir, vous devez effectivement savoir si derrière, la situation ne sera pas pire".

En juin 2011 un vote de l'Assemblée - y compris celui de François Hollande, alors député PS de Corrèze - autorisait à une écrasante majorité la poursuite de l'offensive. Au PS, seul Henri Emmanuelli avait voté contre. Sept autres s'étaient abstenus.

En août de la même année, Hollande, confirmait "quand une décision est bonne, je la soutiens". AFP 25.04

Le bonheur, cela se fabrique, et même que Le Monde connaît la recette

- Guerre médiatique : l'Amérique Latine selon Le Monde - legrandsoir.info 20.04

Au Mexique, les chiffres laissés par la présidence de Felipe Calderon (2006-2012) parlent d'eux-mêmes : augmentation de 500% des dénonciations de cas de torture, plus de 25 000 personnes disparues, 60 journalistes assassinés et 15 autres disparus, plus de 45 000 exécutions, 16 000 cadavres non identifiés et près de 1 500 corps retrouvés dans des fosses communes. Au total, les différentes stratégies de ce gouvernement ont provoqué plus de 120 000 morts violentes en 6 ans.

Ces chiffres dépassent de loin les décomptes macabres de toutes les dictatures militaires latino-américaines du siècle dernier. Cependant, si nous n'examinons L'Amérique Latine qu'au travers de la loupe de Paulo Paranaqua, certains pays monopoliseraient notre attention tandis que d'autres nous resteraient invisibles. Quel aurait été le traitement médiatique de la récente disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa si elle avait eu lieu en Bolivie, à Cuba, en Equateur ou au Venezuela ? Paranagua aurait probablement appelé à une intervention extérieure. Mais ce terrible événement s'est produit au Mexique et n'a jamais été mentionné par le chargé de la rubrique « Amérique Latine » du journal français (Le Monde - ndlr). legrandsoir.info 20.04

Money. Le paradis sur terre est fiscal ! Vaut mieux être bien né.

Les miséreux, les pauvres, les chômeurs, les précaires, les victimes d'injustices sociales, la jeunesse sacrifiée, les retraités réduits à l'indigence, les paumés, désespérés, démoralisés, bref, tous les laisser-pour-contre de leur régime ignoble apprécieront.

- La Suisse est le pays le plus heureux du monde selon le rapport 2015 sur le bonheur dans le monde, la France 29ème
- huffingtonpost.fr

La Suisse est le pays le plus heureux du monde, suivie de près par l'Islande, le Danemark, la Norvège et le Canada, selon une étude internationale sur le bonheur publiée jeudi à New York, où la France se classe à la 29e place.

Le classement compte 158 pays. La Finlande, les Pays-Bas, la Suède, la Nouvelle-Zélande et l'Australie sont respectivement 6e, 7e, 8e, 9e et 10e. Les Etats-Unis sont 15e, la Belgique 19e, le Royaume-Uni 21e, l'Allemagne 26e, la France 29e, l'Espagne 36e, l'Italie 50e et la Grèce 102e.

"Les pays en dessous de ce groupe, ne sont pas à la hauteur soit en matière de revenus, soit en matière de soutien social, soit les deux", a-t-il ajouté. L'Afghanistan (153e), et la Syrie déchirée par la guerre (156e) rejoignent les dix pays les moins heureux en fin de classement: Togo (158), Burundi (157), Benin (155), Rwanda (154), Burkina Faso (152), Côte d'Ivoire (151), Guinée (150) et Tchad (149).

En dépit du conflit en Irak, ce pays est 112e, devant l'Afrique du sud, l'Inde, le Kenya et la Bulgarie.

Les crises économiques n'empêchent pas forcément le bonheur

Outre l'argent, le rapport souligne l'importance de l'équité, de l'honnêteté, de la confiance et de la bonne santé. Soulignant que les crises économiques ou désastres naturels n'écrasent pas forcément le bonheur.

Jeffrey Sachs, directeur de l'Institut de la terre à l'université Columbia à New York, et l'un des auteurs du rapport écrit par un groupe d'experts indépendants, a insisté sur l'importance de l'enfance, pour parvenir à être des adultes heureux.

"Nous devons investir tôt dans la vie de nos enfants, afin qu'ils deviennent des adultes indépendants, productifs et heureux, contribuant à la fois socialement et économiquement", a-t-il ajouté. huffingtonpost.fr 24.04

On a surtout apprécié "outre l'argent" qui en réalité détermine votre condition sociale ; c'est facile d'avoir bonne conscience, d'être honnête, d'avoir plein de qualités, d'être en bonne santé quand on en a les moyens, cela ne garantit pas qu'on aurait une morale au-dessus de tout soupçon ou qu'on n'aurait rien à se reprocher, dans la mesure où l'on se moque des inégalités sociales ou du sort de ceux qui n'ont pas notre chance et sur le dos desquels on vit finalement puisque l'économie est un tout, ce qui revient à légitimer l'ordre établi qui nous assure un mode de vie relativement confortable.

Commentaire d'internaute

1- "Je comprends pas du tout ce classement... Le Mexique et le Brésil à la 14eme et 16eme position avec des niveaux très bas de perception de la corruption... Je vie au Brésil et laissez moi vous dire que la corruption n'est pas une perception mais une réalité insuportable... avec des salaires minimum de 240 euros et des loyers à 400 euros. C'est juste invivable...

Vous avez raison, quand il ressort de ce "rapport" que le narco-Etat mexicain (lire plus loin) et l'Etat policier et terroriste américain devancent la France d'une quinzaine de place et figurent dans le peloton de tête des pays des pays où il ferait bon vivre, on est obligé d'en déduire que ce "groupe d'experts indépendants" manque singulièrement d'objectivité ou d'impartialité ou n'est pas aussi indépendant que cela.

Les Etats qui font le malheur des autres sont ceux qui en profitent et baignent dans le bonheur, hormis toutefois dans tous les pays les catégories de la population que nous avons mentionnées plus haut."

2- "Après Marine Le Pen fêtée par les Américains, encore un classement à la con ! La Suisse, pays le plus heureux du monde !? FAUX . J'ai vécu en Suisse et n'ai pas perçu cette joie de vivre et ce bonheur. En Suisse, ce serait plutôt : vivons malheureux, vivons cachés car il ne fait pas bon vivre au pays des cliches, chocolat et banques. Plus que des clichés : une réalité aussi. Un paysage de cartes postales, oui, mais derrière, l'envers du décor, il y a une autre réalité volontairement cachée, bannie. La Suisse est un pays où l'on se suicide beaucoup. La preuve: on n'a pas le droit de publier de chiffres. Les hopitaux psy sont pleins. Les jeunes qui se droguent et font commerce sur les places publiques (on se souvient d'un marché en plein centre de Zurich dans les années 90 et aujourd'hui, à Lausanne même) sont un vrai problème de santé publique. La preuve : ils sont pris en charge, classes handicapés, dans un pays qui, pourtant, ne fait pas dans le social. Mais au moins, ils sont cachés. Etc, etc. Décidement, faut arrêter avec ces classements à la con qui, en plus, ne sont pas la réalité. Mais les medias adorent ca, les classements à la con."

Ils prennent les gens pour des cons, cela vous étonne, nous non, car ils savent qu'ils sont pour la plupart indifférents au sort des autres ou qu'ils n'ont pas de conscience politique, n'oubliez jamais que ceux qui bidonnent ce genre de rapports, études ou sondages le savent et qu'ils agissent consciemment pour le compte de la classe dominante.

Notre priorité devrait être d'élever le niveau de conscience des travailleurs pour que ce genre d'entreprises n'aient plus aucune emprise sur eux, et vous verriez qu'ils n'y consacreraient plus autant de temps et d'argent car elles seraient inefficace. Malheureusement tous les partis ouvriers s'en foutent et n'entendent pas mener le combat sur ce terrain-là, ils en sont revenus à l'état d'esprit des alchimistes qui croient qu'il serait possible de transformer le plomb en or avec le succès que l'on sait. C'est affligeant, pitoyable, allez leur dire qu'ils ne réalisent pas ces rapports, études ou sondages pour des prunes, ils s'en foutent, ils rejettent par avance tout argument, toute discussion est impossible, certains s'émeuvent de l'attitude du gouvernement qui fait dans le déni, il n'a fait que les copier entre autres.

3- "Les Scandinaves sont tellement heureux qu'ils partent devenir malheureux en Espagne, en France ou en Grèce dès la retraite venue."

En complément. Pour accéder au bonheur vaut mieux connaître la table des multiplications

1- Aux États-Unis, les écarts de salaires entre les patrons et les salariés ne cessent de croitre - Francetv info

Margaux Manière, journaliste de France 2 : "Les salariés américains gagnent en moyenne 25 600 euros par an alors que les patrons des plus grandes entreprises touchent un peu plus de 9 millions d'euros par an", explique en direct la journaliste de France 2. Le revenu est donc multiplié par 354.

En France, la rémunération des grands patrons n'était pas publique avant 2001. "Les salariés français gagnent en moyenne 28 200 euros par an contre près de trois millions d'euros pour les grands patrons. Ils gagnent donc 104 fois plus que leurs employés." La France est donc à la septième place des pays qui connaissent le plus gros écart de rémunération. "Nous restons bien loin derrière les États-Unis" conclut Margaux Manière. Francetv info 25.04

Allez Macron, au boulot pour rattraper les Américains !

2- États-Unis : les bourses étudiantes retirées aux consommateurs de cannabis - lefigaro.fr

Outre-Atlantique, les étudiants condamnés pour possession ou trafic de stupéfiants sont déclarés inéligibles, pour un à trois ans, aux aides financières de l'État. En cas de « multirécidive », la sanction devient définitive. lefigaro.fr 25.04

Commentaires d'internautes abonnés au Figaro.

1- "En effet ce principe répressif absurde élimine une partie des étudiants, et favorise le décrochage, et par ailleurs, le nombre croisant d'états qui légalisent le cannabis se sont aperçus que son usage modéré ne présente pas de difficultés aux étudiants, alors cette mesure qui n'existe plus dans ces états, tant à disparaître. Évidement, il n'est pas acceptable d'obstruer l'accès aux études d'une partie de la population, sous prétexte que ses usages dérangent. Cela reviendrait à supprimer les alloc à ceux qui boivent du café... C'est grotesque."

2- "7 millions de consomateurs en France, on les réprimes tous sans se poser de questions, Voila une idée qui me plait .En plus comme ils n'auront plus de bourses ils tomberont dans l'illégalité ou la drogue dur,(pour les jeunes étudiants avec peu de moyens). je suis du meme avis que vous tous, il faut que sa vienne chez nous au plus vite. Ou alors un dépistage de l'ensemble de la population francaise obligatoire et ceux qui sont postifis on les mets tous en prison en faisant appel à des firmes privées qui seront chargées de crée et d'entetenir des lieux pour les acceuillirs à nos frais. Après on pourra vivre mieux."

Enfin le bonheur... dans une société carcérale !

La liberté est une et indivisible : La mienne !

Lu dans l'édito du portail Le Grand Soir.

On se souvient de cet article de Charlie Hebdo (8 août 2012) intitulé « Les soutiens bruns de Damas », annoncé en couverture : « Syrie. Cette extrême droite qui soutient Damas ».

LGS (Le Grand Soir) et ses administrateurs, nommément jetés aux chiens, y étaient accusés de défendre « l'innommable » commis par les Syriens. Dans le magma de mensonges émergeait une vérité : LGS avait publié un discours de Bachar Al Assad. Et qu'importait aux géomètres du cadastre de la liberté sur la Toile si, à l'heure où Bachar Al Assad jouissait de la considération de notre classe politico-médiatique, LGS avait dénoncé la Syrie comme centre de torture US décentralisé.

Or, voici que France 2 interviewe le président syrien (3 ans plus tard) sans que Pujadas soit dénoncé comme nazi.

Enhardi, un lecteur du GS donne le lien pour voir ça et LGS publie un entretien du Syrien avec un journal suédois.

Comme quoi, la liberté de la presse ne s'use que si l'on ne s'en sert pas. Le Grand Soir

Vous aurez compris que j'ai reproduit ce passage parce qu'il y était rappelé le rôle ignoble joué par ces ordures de Charlie Hebdo, taxant de "bruns de Damas" ou fachos tous ceux qui refusaient de soutenir une intervention militaire occidentale contre la Syrie. Ils ont la même approche vis à vis des opposants au régime d'apartheid de Tel-Aviv.

Charlie Hebdo soutient la pire réaction, il est le porte-parole de l'impérialisme anglo-saxon-sioniste et tous les partis ouvriers sans exception le soutiennent, ne cherchez pas où il y aurait une erreur, il n'y en a pas ou alors dans la caractérisation que vous faites de ces partis avec les illusions fatales qui vont avec...

Allégeance.

Méfiez-vous de ces intellectuels de gauche qui n'ont de cesse de vilipender la pseudo-gauche, les traitres ou les capitulards... et qui le sont eux-mêmes. Un exemple pour l'illustrer, si nécessaire.

Au lieu de rejeter purement et simplement le projet de loi sur le renseignement institutionnalisant la surveillance généralisée de la population sous couvert de lutte contre le terrorisme pour mieux réprimer (et infiltrer, déstabiliser, etc.) le mouvement ouvrier par la suite, au lieu de refuser toute légitimité pour légiférer en la matière au gouvernement Hollande-Valls-Cazeneuve ultra minoritaire dans le pays, l'auteur d'un article diffusé notamment par Le Grand Soir loin de rejeter ce projet de loi liberticide estime qu'il aurait été légitime qu'il fasse l'objet d'un examen approfondi au Parlement lui-même à la botte du gouvernement, et sachant que le gouvernement dispose non seulement de la majorité absolue à l'Assemblée nationale pour le faire adopter mais qu'une partie

des députés de l'UMP et de l'UDI sont prêts à le voter, bref voilà un opposant virulent, un grand révolutionnaire qui se fait appeler Guevara qui sert en réalité le régime. Il écrit :

- "Le Premier ministre Manuel Valls prétend que le projet de loi français n'a rien à voir avec le PatriotAct, mais autoriser une surveillance d'une telle portée nécessite une réflexion approfondie, plutôt qu'un passage précipité au Parlement."

Faire office de gardien du bon fonctionnement des institutions antidémocratiques de la Ve République :

- "Pour les détracteurs du projet de loi, il ne s'agit pas d'empêcher les services de renseignements de faire leur travail. Personne ne dit que c'est un monde de bisounours. Ce qui manque, c'est un contrôle démocratique."

Il y a déjà suffisamment d'articles en ligne sur ce sujet pour qu'on se passe de celui-ci. Ah ben c'est tombé sur lui, c'est arbitraire, injuste, j'assume !

Quand un article fait la promotion des "valeurs" des esclavagistes chinois en Afrique.

- Le "made in Africa" développe ses chaînes de valeur mondiale grâce à l'Asie - legrandsoir.info 24.04

Pendant que la France déploie son armée en Afrique et se dresse contre la Russie...

L'Asie s'investit dans le renforcement des capacités de l'Afrique pour aider celle-ci à s'intégrer dans la chaîne de production mondiale, et l'Afrique offre à son tour un marché énorme favorisant le décollage des économies asiatiques. legrandsoir.info 24.04

Il était signé Qiao Jihong, rédactrice du département des informations internationales de l'Agence Chine Nouvelle (Xinhua), à Beijing, Chine, on comprend.

On publie cet article uniquement parce qu'il y figure des données économiques sur les échanges entre l'Afrique et la Chine. La Chine, tout comme l'Inde ou d'autres puissances économiques présentes en Afrique pratiquent le même pillage que les puissances occidentales, en pire en quelque sorte dans la mesure où au passage elles s'octroient des quasi-monopoles sur des secteurs clés de l'économie en rachetant des acteurs locaux trop faibles financièrement pour se développer...

L'esclavage des temps modernes aurait comme un parfum de liberté paraît-il, pour vivre en Inde depuis près de 20 ans je peux vous garantir qu'en travaillant 6 jours sur 7 sans congés payés et sans droits, la liberté est une utopie.

Dossier. Liberté à conquérir

Renseignement contre droits de l'Homme: Cazeneuve défend sa loi 20minutes.fr

Surveillance - Le projet de loi défendu par le ministre de l'Intérieur provoque de nombreuses inquiétudes...

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a récusé les critiques de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) envers le projet de loi sur le renseignement assurant que celui-ci «prévoit des garanties claires et précises».

«Le projet de loi n'instaure aucune "surveillance de masse"», écrit vendredi le ministre dans une lettre adressée à Christine Lazerges, la présidente de la CNCDH qui a émis la semaine dernière de vives critiques sur ce texte. Elle s'inquiétait notamment de la «surveillance généralisée et indifférenciée» prévue par les moyens accordés au services de renseignement appelant à «ne pas créer une société du soupçon permanent». 20minutes.fr 24.04

Contrôle totale de la population, un fantasme, surréaliste, pas tant que cela, la preuve qu'ils y travaillent jour et nuit.

- PayPal imagine le futur moyen d'identification : une micropuce à avaler... - ilfattoquotidiano.fr

PayPal est en train d'imaginer le futur de l'identification pour les moyens de paiement : un microdispositif à injecter, à ingurgiter ou à placer quelque part dans le corps. C'est le chef du développement, Jonathan Leblanc, qui a soutenu l'idée lors d'une série de conférences Kill all Passwords, selon laquelle la prochaine étape passera par une véritable intégration avec le corps humain. ilfattoquotidiano.fr 20.04

Troquer la liberté pour la sécurité, c'est avoué qu'on vivait déjà sous une dictature.

Et oui, si la liberté qui rime avec bien-être, épanouissement personnel, paix et vie en harmonie avec les autres existait vraiment, les facteurs à l'origine de l'insécurité n'existeraient tout simplement pas, donc la question ne se poserait pas.

Taubira le confirme lorsqu'elle dit que vous n'avez pas besoin de "dénaturer nos démocraties, nos Etats de droit" pour établir des Etats policiers, des dictatures implacables, il suffit juste d'utiliser les instruments institutionnels antidémocratiques à votre disposition et le tour est joué.

- aubira: "difficile" de concilier liberté et sécurité - AFP

Il est «difficile» pour les démocraties de préserver les libertés individuelles et d'assurer la sécurité publique face à la menace du terrorisme, mais «c'est une exigence», a souligné vendredi à Montréal la ministre française de la Justice, Christiane Taubira.

«On ne veut pas dénaturer nos démocraties, nos Etats de droit», «nous voulons faire cela de la façon la plus sérieuse et responsable possible», mais «c'est délicat», a-t-elle convenu. AFP 25.04

- Même que le magazine fétiche de Bernard-Henri Lévy y est favorable.

- Cotta : la loi renseignement ou l'hypocrisie en politique - lepoint.fr

Il était reproché dans cet article à des dirigeants de l'UMP et de l'UDI de critiquer certains aspects du projet de loi sur le renseignement, au lieu de le soutenir en bloc. Cela ne vous étonnera pas de la part du Point sachant que Bernard-Henri Lévy est de gauche !

Commentaire d'internaute

1- "Les vessies et les lanternes...

Il ne s'agit pas d'ambitions politiques ou de petits calculs. La ligue des droits de l'homme, la CNIL et bien d'autres ont de forts doutes, pour rester polis, sur ce projet de loi. Tout ceci ne peut pas se balayer d'un revers de main. Au demeurant, nos services de renseignements sont déjà très efficaces aujourd'hui, le PM l'a reconnu en avouant que plusieurs attentats sont déjoués annuellement. Le problème est en réalité celui du combat entre la police et la justice. La première voulant toujours plus de pouvoir et de moins en moins rendre de compte à la seconde. Les socialistes - il faut relire ce que disait le PS il y a quelques années sur les fichiers mis en place par la droite - se sont fait avoir par une administration qui réclame toujours plus ; comment expliquer autrement cette volte-face ?

La surveillance généralisée n'est absolument pas nécessaire. De même qu'il n'est pas nécessaire de lâcher la bride sur le cou de nos services de renseignements. Car il n'y a rien que cette loi permettra de plus dans la lutte anti-terroriste que ce qui était fait avant. Par contre, en légalisant certaines pratiques, en surveillant tout et tous, sans l'intervention d'un juge, mais sur simple décision du premier ministre, on est en train de sacrifier un sacro-saint principe dans une démocratie : la séparation des pouvoirs. Ca, c'est très grave ! La lutte contre le terrorisme n'autorise pas tout. Ce projet de loi, liberticide - type Patriot Act - c'est d'une certaine manière la victoire des terroristes, ennemis de la liberté !"

Bravo, c'est la victoire de l'Etat terroriste, qui terrorise la liberté, qui ne supporte pas la démocratie, qui est incompatible avec elle, alors on fait quoi, on se tire une balle ou on liquide cet Etat et on prend le pouvoir pour instaurer une République sociale qui éradiquera les causes sociales des frustrations de certaines couches de la ppulation à l'origine de la violence individuelle aveugle... Sans parler qu'en mettant les capitalistes au pas ou hors de portée de nuire à la société, c'est le financement des organisations criminelles ou terroristes qu'on assèchera.

2- "Soins palliatifs malheureusement

Nous sommes d'accord : mettre un policier derrière chaque français n'est pas la solution et accroitre les pouvoirs des services de renseignement pour s'immiscer dans notre vie personnelle n'est qu'une rustine car les politiques sont incapables de se poser les bonnes questions : - pourquoi des jeunes sont capables de s'engager pour une organisation qui n'a que la mort à leur offrir ? - pourquoi ne leur vend-on qu'un modèle social où la réussite se mesure à son pouvoir d'achat, ce qui génère beaucoup de frustrations compréhensibles ?

En tout cas, ce qui est sûr, c'est que ce n'est ni le projet pédagogique de la ministre de l'éducation nationale ni le chèque de 200€ qui permettront de résoudre ces problèmes, bien au contraire. C'est triste, cette loi sur le renseignement est donc bien à côté de la plaque."

Demandez-vous plutôt quelles sont les véritables intentions que recouvrent cette loi...

3- "Est-il encore possible de débattre ?

La droite, comme la gauche, est divisée sur ce sujet.

Dans ce débat transcourant la nécessité d'une loi d'encadrement, la lutte contre le terrorisme ne commençant pas avec son adoption, est reconnue par tout le monde.

Ce qui fait problème est la nature de l'encadrement. Le pouvoir exécutif, qui a en charge la lutte contre le terrorisme et donc notamment la surveillance des communications est aussi celui qui l'encadre. Le pouvoir judiciaire est bien présent dans une certaine commission mais les juges sont minoritaires, quatre sur sept membres. Un strapontin.

Quant aux décisions à prendre en urgence, c'est l'exécutif qui décidera, le premier ministre en l'occurrence. Pourquoi pas un juge ? Nos juges antiterroristes ont-ils donc manqué d'efficacité, de probité, de célérité ?

De fait le pouvoir exécutif ayant écrit la loi, ce qui est habituel en France mais relève du législatif, s'arroge aussi le droit d'arbitrage du judiciaire.

Cela fait beaucoup.

Est-il encore possible de débattre à l'Assemblée comme dans les médias d'une loi qui contrevient ainsi à la séparation des trois pouvoirs et à l'article 16 de la Déclaration des Droits de l'Homme ?

Est-il possible de rappeler que la lutte contre les terroristes ne peut être l'occasion de limiter les libertés, ce qui consacre leur victoire ?

Est-il possible de souligner que ce type de loi "pousse" automatiquement ceux que l'on recherche vers d'autres moyens de communication, "deep" et "dark web", quasi impossible à surveiller même pour la NSA ?

Est-il encore possible de débattre démocratiquement dans ce pays sans se faire traiter d'hypocrite, de schizophrène ou de toute autre maladie mentale comme dans d'autres régimes, ailleurs et autrefois, lorsqu'on était opposant politique ?

Est-il possible de dire qu'une telle loi est paradoxale quand on sait qu'elle donne des pouvoirs exceptionnels à l'exécutif après avoir répété sur tous les tons que d'aucun parti antirépublicain était aux portes du pouvoir ?"

Non monsieur, ce n'est plus possible de débattre de quoi que ce soit, désolé, même que mes lecteurs en sont témoins ou plus d'ailleurs...

ACTUALITE EN TITRES

C'est le socialisme !

- Emmanuel Macron théorise sa vision du capitalisme à la française - La Tribune

Au fait, c'est quoi le socialisme de droite : le national-socialisme, non ? C'est peut-être cela que Hollande voulait camoufler en comparant le PCF au FN, pour qu'on ne lui retourne pas l'accusation.

Le Français est supérieur au reste de la population mondiale.

- Affaire Atlaoui : Hollande menace l'Indonésie de représailles diplomatiques LeParisien.fr

- Séisme au Népal : aucune victime française pour l'instant signalée Francetv info

Selon un bilan provisoire, le nombre de victimes s'élève à plus de 1 300 morts. Des dizaines de constructions ont été détruites dont la tour de Dharahara, symbole historique du pays. Francetv info 25.04

Ouf, on s'en tape alors !

En complément. Pas pour les Yémnites ?

- Séisme au Népal : l'aide internationale s'organise pour porter secours aux victimes LeMonde.fr

L'Empire contre-attaque

- Ukraine: Kerry accuse la Russie de ne pas appliquer correctement le cessez-le-feu - AFP

- 1 000 kilomètres de marche contre la corruption au Brésil - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le visage pâle et la peau lisse.

- En Inde, des smartphones avec une option «embellissement» qui éclaircit la peau sur les photos - Slate.fr

Avoir la peau sombre en Inde est un défaut de conception, une tare irréversible, un handicap ou un obstacle impossible à franchir, au point qu'ils sont racistes entre eux. J'ignore si cela existe aussi en Afrique.

J'avais raconté un jour la petite histoire de la piscine de l'ashram de Sri Aurobindo à Pondichéry interdit aux Tamouls d'origine dravidienne à peau noire à cause de l'odeur plus forte de leur peau paraît-il, par rapport aux Indiens du nord de l'Inde d'origine aryenne et de peau blanche ou plus claire qui composaient l'essentiel des adeptes de cet ashram, à vocation davantage commerciale ou financière que religieuse ou philosophique, mais c'est une autre histoire. Cela dit même entre Tamouls, il vaut mieux avoir la peau pas trop foncée.

La vie d'un coyote vaut plus que celle d'un Noir.

- Un coyote pris en chasse par la police en plein New York - Francetv info

La police de New York (Etats-Unis) a eu toutes les peines du monde à attraper ce canidé, samedi 25 avril, dans le quartier de Manhattan. "Les policiers l'ont poursuivi comme s'il s'agissait d'un suspect", explique un témoin de la scène, cité par le New York Post (en anglais). Alors que le coyote avait trouvé refuge sous des tables et des chaises, la police est finalement parvenue à l'atteindre avec une flèche anesthésiante, après deux heures de course-poursuite.

Comment, ils ne l'ont pas abattu dans le dos de huit balles, ils ne lui ont pas pété des vertèbres ?

- Heurts en marge d'une manifestation à Baltimore après la mort d'un jeune Noir - LeMonde.fr

Freddie Gray, 25 ans, est mort d'une fracture des vertèbres une semaine après son arrestation pour possession d'un couteau.

En complément. La vie d'un Palestinien en Israël ne vaut pas plus chère que celle d'un Noir aux Etats-Unis, normal.

- Deux Palestiniens tués par des militaires israéliens à Jérusalem et Hébron - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

- Yémen : les attaques se poursuivent, 4.100 morts et blessés - french.irib.ir

Sous l'oeil complaisant de la communauté internationale, l'Arabie saoudite continue en toute impunité les raids contre le territoire yéménite.

Le bilan des morts et des blessés a dépassé la barre des 4.000 personnes dont 115 enfants. A Harad, deux personnes ont été tuées en martyre et neuf autres blessées sous les bombes larguées par les chasseurs saoudiens. Dans la province d'Abyane, les avions saoudiens ont largué des armes et des munitions à destination des terroristes. A Hamra, dans l'ouest de Ma'rib, les militaires de l'armée, soutenus par les forces des comités populaires, ont nettoyé la région de l'existence des terroristes de Daech. Par ailleurs, les daechistes du Yémen ont rendu public une vidéo dans laquelle ils ont prêté allégeance à Abou Bakr Al-Baghdadi, le calife autoproclamé de Daech. Cette allégeance permet au groupe terroriste Daech d'avoir sa branche au Yémen.

Sur le plan politique, Amnesty International a réclamé l'ouverture d'une enquête concernant les crimes de guerre de l'Arabie saoudite au Yémen. Selon l'agence de presse Reuters, Amnesty International a fait allusion vendredi aux récentes attaques de l'Arabie saoudite contre les zones d'habitation du Yémen, laissant des milliers de morts et de blessés dans leur sillage. L'ONG a ensuite réclamé l'ouverture d'une enquête sur les crimes de guerre commis par l'armée saoudienne au Yémen. Vendredi, le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a demandé au mouvement d'Ansarallah et à ses alliés de reprendre le dialogue afin de favoriser la formation d'un gouvernement d'union nationale. John Kerry a prétendu que l'Arabie saoudite aurait déjà franchi un pas vers le dialogue et qu'il revenait aux Houthis maintenant de se lancer dans les discussions. french.irib.ir 25.04

2- Syrie

- Israël bombarde la Syrie - french.irib.ir

Les chasseurs israéliens ont attaqué la région de Qalamoun, en Syrie.

Selon la chaîne de télévision Al-Jazeera, les chasseurs israéliens ont attaqué, vendredi soir, la région de Qalamaoun, en Syrie. Les bombardiers du régime sioniste avaient, déjà, attaqué plusieurs régions, sur le territoire syrien. Aucun détail n'a, encore, été divulgué, sur ces frappes. french.irib.ir 25.04

3- Turquie - Qatar

- Rencontre secrète de deux grands sponsors du terrorisme, à Istanbul - french.irib.ir

L'émir du Qatar, qui s'est déplacé, à Istanbul, en Turquie, s'est entretenu, jeudi soir, portes fermées, et pendant une heure, avec le président turc.

Selon l'Agence de presse, Anatolie, l'émir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamed Al-eThani a été reçu, à Istanbul, par le Président turc, Recep Tayyip Erdogan. Ils se sont entretenus, derrière des portes fermées, et pendant une heure. Aucun communiqué sur les sujets débattus par les deux parties n'a été, encore, publié. Cette rencontre constitue la troisième visite inopinée de l'émir du Qatar, en Turquie, en 2015. La Turquie et le Qatar ont décidé, cette fois-ci, de coopérer ensemble, pour entraîner et armer les terroristes syriens, dénommés par eux-mêmes et les Etats-Unis, "opposants modérés".

L'émir du Qatar, en tant que bailleur de fonds des terroristes, en Syrie, et le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, en tant que médiateur chargé d'acheminer les équipements militaires et les pétrodollars de certains monarques du golfe Persique aux terroristes, sont bien impliqués dans les violences, en Irak et en Syrie, les assassinats, les massacres et la destruction des infrastructures de ces deux pays. Et ce, alors que le site d'information Ash-Sharq al-Awsat a rapporté, récemment, que la Turquie et le Qatar ont décidé, cette fois, d'envoyer des groupes terroristes, bien entraînés, depuis l'Irak et la Syrie, vers le Yémen, pour combattre Ansarallah.

Selon ce rapport, cet accord a été passé, seulement, entre le Qatar et la Turquie, l'Arabie saoudite n'y étant pas impliquée, et cela témoigne de l'existence d'une grande rivalité entre Doha et Riyad, tandis que la Turquie essaie, de son côté, d'entrer en jeu avec l'Arabie saoudite et le Qatar et de jouer un rôle, dans la région. Quotidiennement, des dizaines de terroristes se portent volontaires, en vue de participer à la guerre contre Ansarallah, au Yémen, et ils sont transférés, de divers points de la Syrie, vers Istanbul, et, ensuite, vers Aden, sans aucun document, ni passeport. french.irib.ir 24.04

4- Arabie saoudite

- Deux agents de sécurité tués, à l'Est de Riyad... - french.irib.ir

Deux agents de sécurité saoudiens ont été tués, à l'Est de Riyad, dans une embuscade tendue par des assaillants armés. Selon les sources saoudiennesn citées par Sky News, sept voitures piégées auraient été neutralisées par les forces saoudiennes. Le ministère de l'Intérieur, qui annonce cette information, n'en dit pas plus.

Le ministère va jusqu'à donner les noms des assaillants, qui ont tué deux agents de sécurité !! et fixe une prime d'un million de rials, pour quiconque pourrait donner des informations, sur le lieu, où ces deux derniers se seraient cachés. Le ministère affirme que les deux "terroristes" ont été armés et financés, en Syrie!! Riyad nourrit, depuis 4 ans, les principaux réseaux terroristes takfiris, en Syrie... french.irib.ir 24.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Corée du Sud

- Grève en Corée du Sud : la barrière de l'âge - euronews.com

En Corée du sud, des milliers de salariés et de fonctionnaires ont participé ce vendredi à un mouvement de grève de 24 heures. Cette mobilisation visait à dénoncer les projets de réforme du droit du travail du gouvernement. Selon les syndicats, les nouvelles lois vont notamment augmenter le risque de licenciement et permettre de diminuer les salaires. euronews.com 24.04

Haut de page

Le 27 avril 2015

CAUSERIE

(Quelques heures plus tard, on a ajouté 25 articles.)

On ajoutera de nombreux articles dans quelques heures.

Nous participons à la campagne internationale consistant à briser la censure officielle, à dénoncer la désinformation, à démonter et combattre la propagande officielle du parti de l'ordre et ses relais destinées à conditionner les travailleurs et les militants pour qu'ils soutiennent ses guerres, ses lois liberticides, sa politique antisociale, ultra réactionnaire.

La gauche en France, c'est le POI, le NPA, LO, les organisations et les groupes de militants qui combattent pour en finir avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. Nous considérons de droite tous les partis liés au PS ou passant des alliances électorales avec ce parti.

Cela inclut-il le PCF et le PG ou le Front de gauche ? D'après vous ? Ils ne remplissent pas la première condition, mais remplissent la seconde à ma connaissance, ce sont donc eux qui se placent eux-mêmes dans le même camp que le PS.

Ne trouvez-vous pas cela arbitraire et sectaire ? Qu'est-ce qui serait arbitraire, de se donner les moyens de sa politique ? A ma connaissance chacun est libre d'adopter la ligne politique de son parti, non ? Ensuite il faut l'assumer. Et s'ils ne l'assument pas ? Ce n'est pas de notre responsabilité, vous ne pouvez pas non plus nous le reprocher. Aucun parti ne peut déterminer à notre place les rapports que l'on doit avoir avec lui, dans le cas contraire nous perdrions notre indépendance, ce qui reviendrait à renier nos principes et abandonner l'objectif de notre combat politique, la prise du pouvoir et le socialisme.

Envisagez-vous malgré tout d'avoir des rapports avec ces partis ? Occasionnellement sans les rechercher, on peut participer ensemble à des batailles ou des manifestations sans pour autant partager les mêmes mots d'ordre et à condition de garder notre totale liberté de parole et d'action. Ne serait-ce pas trop exigeant ? Non, nous leur accordons le même droit, cela doit être réciproque.

Ne craignez-vous pas de vous isoler ? Vous avez vu où cela a mené ceux qui ont été jusqu'à se compromettre pour briser leur isolement ou qui n'ont eu de cesse de lorgner sur le PS et le PCF: A rien sauf à leur ressembler. D'autres n'ont-ils pas adopté l'isolement en vain ? Effectivement, mais eux étaient sectaires et c'est la raison pour laquelle ils ne se sont jamais développés, c'était leur objectif.

Et l'extrême gauche ? Elle n'existe pas ou plus, elle a pris la place de la gauche passée à droite ou qui aurait dû être cataloguée à droite depuis des lustres. Ne prenez-vous pas le risque que les travailleurs et les militants ne vous comprennent pas ? C'est mal poser la question, c'est le meilleur moyen pour qu'ils comprennent où nous voulons en venir et quels moyens nous comptons mettre en oeuvre pour y arriver, on n'a rien à leur cacher et ils apprécieront.

Quand vous parlez de la gauche, tout le monde hausse les épaules l'air de dire, mais de quoi tu parles, tu débloques, il faut donc préciser les choses, sinon on n'est pas crédible. Et puis on ne fait que mettre les différents partis à la place qui leur convient, rien de plus mais c'est déjà beaucoup car personne ne veut s'y coller, ils ont tous un demi-siècle de retard ou plus.

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, on ne se sent pas seul, des millions de travailleurs pensent la même chose que nous, c'est de là qu'on tient notre légitimité, on s'en fait les porte-parole voilà tout, on ne leur raconte pas de salades, on s'en tient aux faits, vous êtes pour ou contre en finir avec le capitalisme et ses institutions, et selon la réponse vous êtes de droite ou de gauche, c'est simple à saisir, non ? Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple sans tomber dans la caricature et être compris par le plus grand nombre ?

Vous allez encore vous faire des amis en écrivant cela ? C'est tout un art !

Deux vidéos

1- Georges Corm, invité de Cuntrastu: «Il faut déconstruire les clichés» (24.11.2014)
https://www.dailymotion.com/video/x2ay5am_georges-corm-invite-de-cuntrastu-il-faut-deconstruire-les-cliches_news

« Le Pakistan et l'Arabie Saoudite, depuis la première guerre d'Afghanistan, ça a été l'usine à fabriquer ces combattants islamiques. Et une fois l'Afghanistan terminé, on les a amenés en Bosnie, puis en Tchétchénie, puis au Caucase, on les a vus aux Philippines, actuellement on les voit au Xinjiang, moi je l'appelle l'arme de destruction massive… Et ce sont les deux alliés principaux des Etats-Unis, le Pakistan et l'Arabie Saoudite (et le Qatar évidemment, qui est la plus grande base militaire américaine au Moyen-Orient), qui sont aux commandes de ces groupes ».

2- D'après le journal espagnol Publico es (un quotidien de centre gauche et plutôt sérieux), les néo nazies du Bataillon Azov auraient crucifié et brulé vivant un séparatiste prorrusse.
https://www.youtube.com/verify_controversy?next_url=/watch%3Fv%3DBAoThaFc9LE%26feature%3Dyoutu.be

La pologne officiellement impliqué dans le coup d'Etat fasciste de Maidan.

La vérité sur les snipers qui ont tiré sur la place Maïdan à Kiev en février 2014 éclate au grand jour grâce aux révélations d'un eurodéputé. - fr.sputniknews.com

Le député au Parlement européen et candidat à l'élection présidentielle polonaise du 11 mai prochain Janusz Korwin-Mikke a déclaré que les snipers qui ont tiré sur la place Maïdan à Kiev en février 2014 avaient été entraînés en Pologne, rapporte Wiadomosci.

« Maïdan, c'est notre opération. Je siégeais au Parlement européen à côté du ministre estonien des Affaires étrangères Urmas Paet. Dans un entretien avec la chef de la diplomatie européenne de l'époque Catherine Ashton, ce dernier a reconnu que c'étaient nos hommes qui en réalité ont tiré sur la place Maïdan, et non ceux du président russe Vladimir Poutine ou de l'ancien chef de l'Etat ukrainien Viktor Ianoukovitch », a raconté l'eurodéputé.

Et d'ajouter que 40 manifestants et 20 policiers avaient alors été tués pour provoquer les désordres.

« Nous le faisons pour gagner la bienveillance de Washington », a répondu le politicien, interrogé sur les mobiles de Varsovie.

Par ailleurs, M.Korwin-Mikke a dit qu'il voudrait voir une Ukraine indépendante, mais la plus faible possible.

Selon lui, les événements en cours en Ukraine sont une agression des Etats-Unis contre la Russie.

Dans son interview à Wirtualna Polska, le candidat à la présidence polonaise a reconnu : « Oui, c'était aussi notre opération. On entraînait les snipers en Pologne également (…) Enfin la vérité éclate au grand jour ». fr.sputniknews.com 20.04

L'Internationale de la chasse aux sorcières.

- Un orchestre canadien déprogramme une pianiste d'origine ukrainienne à la suite de tweets anti-Kiev - les-crises.fr

L'orchestre symphonique de Toronto (TSO) annule subitement les concerts d'une pianiste d'origine ukrainienne, accusée d'avoir tenu des propos « profondément offensants »

D'après les porte-paroles de l'orchestre, les propos de Valentina Lisitsa sont considérés comme « profondément offensants » par

les médias ukrainiens.

L'orchestre symphonique de Toronto (TSO) a remplacé la pianiste d'origine ukrainienne Valentina Lisitsa qui, cette semaine, devait se produire avec lui comme soliste dans plusieurs concerts, prétextant « des propos hautement offensants qui lui sont attribués par les médias ukrainiens » - une décision qui a suscité une violente réaction sur internet de la part des admirateurs de la pianiste.

Le président et directeur général de l'orchestre Jeff Melanson a dit au Star que l'orchestre avait remplacé Lisitsa pour interpréter le Concerto pour Piano n°2 de Rachmaninov prévu les 8 et 9 avril.

« Malheureusement, les propos polémiques de Valentina Lisitsa ont totalement éclipsé ce qu'elle a pu accomplir par le passé », a-t-il précisé.

« En tant qu'une des principales institutions culturelles du Canada, notre priorité doit rester la diffusion des plus grandes œuvres de musique, et non pas d'opinions, qui plus est, heurtent certaines sensibilités. »

Lisitsa est bien connue des internautes et les vidéos sur Youtube de ses interprétations ont été vues des millions de fois, plus de neuf millions pour l'une d'entre elles.

Dans une déclaration apparemment postée par la pianiste sur sa page Facebook lundi, Lisitsa - née à Kiev - disait se servir des réseaux sociaux pour discuter de la situation en Ukraine.

« Je me suis tournée vers Twitter pour faire entendre l'autre version de l'histoire, la version que l'on ne voit jamais dans les médias grand public - la détresse de mon peuple, les bonnes et mauvaises choses qui se produisaient en Ukraine », pouvait-on lire dans la déclaration. L'article suggère que l'esprit de révolte de la place Maïdan a été subverti et utilisé pour semer la discorde au sein du pays, et fait état de menaces de mort et d'insultes telle que « pute à la solde du Kremlin ».

L'article paru sur sa page Facebook prétendait que la direction de l'orchestre symphonique de Toronto avait pris la décision de l'exclure, « vraisemblablement après avoir subi des pressions de la part d'un petit lobby très virulent prétendant représenter la communauté ukrainienne. » Selon l'article, l'orchestre va cependant la payer.

Sa déclaration donne également un aperçu de ses idées : « La pire chose qui peut arriver à un pays est une guerre fratricide, où des gens se voient entre eux, entre voisins, comme des ennemis à éliminer. Une année plus tard, nous avons les mêmes riches au pouvoir, la misère et la pauvreté partout, des dizaines de milliers de morts et plus d'un million de réfugiés. »

Lisitsa a révélé que le TSO a proposé de lui régler l'intégralité du cachet prévu pour le concert annulé, si elle gardait le silence sur la raison de la décision.

La pianiste a écrit : « Ils ont même voulu m'obliger à ne rien dire au sujet de l'annulation… S'ils réussissent une fois, ils pourront le refaire encore et encore, jusqu'à ce que les musiciens et les artistes soient si intimidés qu'ils s'autocensureront. »

La réaction sur Twitter a été massive, des milliers de supporteurs se sont exprimés sur le hashtag devenu très populaire #LetValentinaPlay.

Lisitsa a maintenu sur Twitter qu'elle ne mélangeait pas musique et politique, et qu'elle ne « prêchait » pas pendant qu'elle jouait. Ses ennemis l'accusent cependant d'être une « porte-parole du Kremlin » et de « colporter la haine ».

Lisitsa est née à Kiev dans une famille russo-polonaise. Sa famille était originaire d'Odessa. Lisitsa a immigré aux États-Unis dans les années 90.

Elle s'est fait connaître avec beaucoup de succès via une chaîne Youtube qui a déjà reçu environ 43 millions de visiteurs. Lisitsa donne aujourd'hui des concerts de musique classique dans le monde entier.

Parallèlement, Lisitsa anime un compte Twitter qu'elle a d'appelé NedoUkraïnka (« sous-Ukrainienne »), lorsque le premier ministre ukrainien Arseny Yatsenyuk a employé dans un message officiel le terme de « sous-hommes » pour désigner tous ceux qui soutenaient les combattants dans l'est de l'Ukraine. les-crises.fr 06.04

Commentaire d'un internaute.

1- Je n'ai pas souvenir de cas historiquement récents d'un tel niveau de contraintes à la liberté artistique et d'expression.

Ainsi aussi, il y a le cas du musicien Goran Bregovich, célèbre depuis sa participation aux films de Kusturica, qui a été déprogrammé par une festival musical se tenant tous les étés dans la petite ville polonaise de Oswiecim, càd. , en version allemande, Auschwitz. Car Bregovich a joué à Sébastopol, en Crimée donc. Les organisateurs de ce festival d'Auschwitz se sont fendus de cette déclaration: lifefestival.pl

"On March 26, Serbian musician Goran Bregovic held a concert in Sevastopol, within the area of annexed by Russian Federation Crimea. The annexation of the Crimean Peninsula, which was a blatant breach of international law, constitutes a threat to peace in the World. According to reports of global organizations monitoring situation in the World, in Crimea's territory human rights as well as fundamental freedoms of people, including restriction on freedom of speech and persecution of ethnic minorities, still being violated. Therefore, the Artist's statements after the concert, during which Bregovic minimised having performed on illegally annexed territory and declined to condemn Russia's armed intervention in Ukraine, run contrary to the values cherished by the Life Festival founders."

ça retourne les tripes, de voir comment les organisateurs de ce festival instrumentalisent la renommée du nom d'Auschwitz, en ignorant délibérément que le coup de Kiev le 22.02.14 était du aux néo-bandéristes qui se baladent impunément sous bannières nazis en Galicie.

Le commencement de l'extermination des juifs que les nazis étiquetèrent opération "Reinhard" avait eu lieu en Pologne du sud-est, entre Lublin, Sobibor et Belzec, en lisière de la Galicie. Les bandéristes fournirent nombre de personnel auxiliaire, gardes et éxécuteurs.

Que les organisateurs de ce festival d'Auschwitz décident d'ignorer la composante bandériste dans le crise ukrainienne à ce point est vraiment très très très choquant.

Par ailleurs c'est évidemmentt aussi un déni de la violence que déchaîne le gouvernement de Kiev sur Donetsk.

Un concert de Bregovich à Kiev a aussi été annulé, pour ce qu'il aurait violé la législation des frontières ukrainiennes, en se rendant en Crimée. Le site et explication de la salle de concert "Stero Plaza" à Kiev : stereoplaza.com.ua

2- "Elle n'est pas la seule à subir les manifestations d'abrutis. Je pense au chef russe Valéry Gergiev, grand ami de Vladimir Poutine, hué au Carnegie Hall. Il est accusé d'homophobie (accusation mensongère), ce n'est qu'un fallacieux prétexte : louisflores.canalblog.com"

Information censurée par Yahoo. Le président du régime fasciste de Kiev reçu à l'Elysée.

Voilà ce qu'on peut lire sur le portail du Palais. N'y cherchez pas une déclaration, une vidéo, etc. rien en dehors de cette annonce.

Le président de la République, François Hollande, recevra M. Petro Porochenko, président d'Ukraine, le mercredi 22 avril 2015 à 13h au Palais de l'Elysée, à l'occasion de la visite officielle qu'il effectue en France. elysee.fr 21.04

En complément. Ce que Hollande, le gouvernement français et le PS légitiment.

La police politique de Porochenko a procédé à des arrestations d'opposants - novorossia.vision 09.04

Hier, vers 10 heures du matin à Odessa, le SBU, les services secrets ukrainiens et de fait police politique du régime de la junte de Kiev a procédé à l'arrestation de Marina Zhavoronkova et Svetlana Naboka toutes deux militantes à la Voix d'Odessa. Elles ont été interpellées manu militari à leur domicile par des hommes armés qui ont saisi également ordinateur, téléphone et des effets personnels. Leur sort est inconnu ainsi que celui de Dmitry Zatouliveter, président du Présidium de la Rada suprême de Bessarabie. Il a également été arrêté le 7 avril dans la journée et a disparu sans laisser de traces. L'association la Voix d'Odessa a été créée peu de temps après le massacre d'Odessa du 2 mai 2014 et menait des actions de protestations, des réunions d'informations, des débats et des manifestations de commémoration ou sur des sujets sociaux comme par exemple l'augmentation des tarifs des services publics.

Une vingtaine d'autres opposants politiques ont été arrêtés (...)

Dans l'Est de l'Ukraine nous nous souvenons de Yana Chereniova blogueuse née en 1993 et originaire de la région de Lougansk. Elle avait soutenu avec quelques amis la résistance contre la Junte de Kiev jusqu'au piratage de son site le 16 septembre 2014. S'étant absentée de son domicile le lendemain, elle avait soudainement disparue. Aucun témoin ne fut trouvé pour raconter son enlèvement probablement par des agents du SBU, son corps fut retrouvé en putréfaction dans la rivière de Severski Donets, le 24 septembre suivant.

Etre un opposant à l'Ukraine de Kiev et de Porochenko est dangereux. Il fut pourtant dans le cortège des Je Suis Charlie à Paris pour défendre la liberté d'expression, mais il semble bien que cette liberté n'existe pas pour tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne politique du régime. A Dniepropetrovsk, plusieurs militants politiques du Parti communiste ; particulièrement visé dans toutes les villes d'Ukraine ; des militants ont été persécutés, dépouillés de leurs biens, de leurs entreprises, le siège du Parti communiste local ayant été dévasté par des miliciens se réclamant de l'Autodéfense du Maïdan. Rappelons que durant le massacre d'Odessa, plusieurs militants syndicalistes et communistes furent massacrés dans la Maison des Syndicats. Ils étaient russophones mais ils étaient aussi souvent des opposants politiques. La France soutient le régime de Porochenko ainsi que l'ensemble de l'Union européenne et bien sûr les Etats-Unis. Verra-t-on les médias français faire le silence sur cette information d'arrestations d'opposants ? Il est probable que oui, la propagande d'Etat est désormais totalement décomplexée. novorossia.vision 09.04

Provocation - réaction - désapprobation - censure.

- En 2014, une explosion d'actes islamophobes recensés en Belgique - french.irib.ir

Près de 700 faits d'islamophobie sont déplorés en 2014 selon l'association Muslims Rights Belgium. Dans son troisième rapport annuel sur l'islamophobie publié jeudi 23 avril, MRB fait état de 696 signalements de discrimination en Belgique francophone. Les victimes sont souvent jeunes : 59 % des victimes sont âgés de 18 à 29 ans et 96 %, de nationalité belge.

« En 2014, on constate de façon très nette un glissement des paroles aux actes qui se traduit par des attitudes violentes sur la voie publique : projectiles, coups, crachats, arrachages répétitifs de foulard, plus spécifiquement sur les femmes converties... », relève Fouad Benyekhlef, responsable de l'association à La Libre.

C'est d'abord le monde professionnel qui est touché avec 183 plaintes recueillies en ligne, suivi de l'enseignement avec 141 cas avec, pour certains, des difficultés d'accès à certaines études. Des enseignants et préfets sont notamment mis en cause pour des dérives dans leur méthode pédagogique. Enfin, 17 agressions physiques ou verbales ont été rapportées, ce qui n'était pas le cas des années précédentes.

« On sent aussi que ces victimes d'agression ont de moins en moins confiance dans les institutions et en leurs représentants politiques - de par certains discours - et qu'elles ne portent pas plainte. Il faut une convergence des luttes pour dépasser les clivages entre discriminations ». , ajoute-t-il. Seules 16 % des personnes agressées ont entrepris des démarches judiciaires.

Comme la France, les premières victimes de la haine islamophobe sont les femmes. Près de trois quarts des plaintes (73 %) les concernent, en particulier celles qui portent le hijab. Ces dernières représentent 82 % des victimes d'agression, qu'elles soient physiques ou verbales. french.irib.ir 26.04

Si l'égalité entre les sexes étaient une réalité, aucune femme en Belgique (ou en France par exemple) n'aurait l'idée de revêtir un niqab, un hijab ou un simple foulard qui n'a aucune utilité, sinon d'afficher sa soumission à une version particulièrement archaïque ou féodale d'une religion.

Ceux qui soutiennent ces femmes sont complices du communautarisme dans lequel leurs époux, leurs familles ou des prédicateurs de malheurs veulent les enfermer au risque de se couper du reste de la population qui interprètent leurs tenues comme une provocation à leurs valeurs républicaines et démocratiques, qui pour l'occasion ils considèrent hors la loi, d'où notre rejet de leur argumentation.

ACTUALITE EN TITRES

L'extrême droite néolibérale a son candidat de gauche.

- 2017: Valls favori en cas de primaire à gauche, devant Aubry et Hollande - Francetv info

29% des sympathisants de gauche souhaitent que le Premier ministre soit désigné comme candidat de la gauche pour la prochaine élection présidentielle, selon un sondage Ifop.

Valls porte-parole de l'oligarchie-barbarie incompatible avec la démocratie.

- Journée de la Déportation: Valls appelle à poursuivre le combat contre la barbarie - AFP

Halte au provocateur agent du racisme !

Tandis qu'il l'alimente en permanence, ne serait-ce qu'avec sa politique antisociale.

- En Alsace, Hollande met en garde contre la résurgence « du racisme et de l'antisémitisme » - LeFigaro.fr

- Surveillance renforcée autour des lieux de culte - Francetv inf

Répression

- Etats-Unis: 34 arrestations à Baltimore après des violences - AFP

- Burundi: la police réprime les manifestations interdites, deux morts - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La roue de la fortune.

- Les 1000 Britanniques les plus riches le sont deux fois plus qu'en 2009 - La Tribune

Les niveaux records des marchés boursiers mondiaux ont particulièrement stimulé les grandes fortunes britanniques, estime le Financial Times. En effet, désormais, les 1000 personnes les plus riches vivant au Royaume-Uni possèdent 547 milliards de livres (763 milliards d'euros), selon un classement paru dimanche 26 avril dans un supplément du Sunday Times. C'est plus du double par rapport à 2009 (112% de plus précisément), durant la crise financière.

Désormais, pour faire partie des 1000 britanniques les plus fortunées, disposer d'au moins 100 millions de livres (139 millions d'euros) est nécessaire. C'est 15 millions de livres de plus qu'en 2014.

Par ailleurs, le Royaume-Uni compte désormais 117 milliardaires en 2015, soit 13 de plus que l'année dernière. La Tribune 26.04

A la recherche désespérément de placements juteux.

Grille de lecture.

Ils regorgent de capitaux au point de rechercher désespérément des sources de rendements pour accroître encore leur fortune. L'UE va leur servir sur un plateau.

- L'Ecofin soutient le projet d'Union des marchés de capitaux - Reuters

Les ministres des Finances de l'Union européenne (Ecofin) ont apporté un soutien franc et massif samedi au projet de la Commission européenne (CE) d'une Union des marchés des capitaux (UMC).

A la différence des Etats-Unis, où les sociétés ont l'habitude de passer par les marchés pour se financer, les entreprises européennes, les PME surtout, sollicitent avant tout les banques et de préférence celles de leur propre pays.

"Pour l'essentiel, notre tâche est de rapprocher l'entreprise de l'épargne pour financer la croissance. Nous devons repéter puis éliminer les obstacles qui se dressent entre l'argent des investisseurs et les opportunités d'investissement", déclaré samedi Valdis Dombrovskis, vice-président de la CE chargé de l'euro.

Cela suppose d'harmoniser les différents droits boursiers de l'UE, ainsi que les réglementations de l'insolvabilité et de la faillite et enfin les normes comptables et fiscales.

Jonathan Hill, responsable des services financiers de l'UE, a publié une longue liste des différents modus operandi d'une future UMC. L'Ecofin décidera des priorités en juin de manière que la CE puisse préparer un plan d'action pour l'automne. Reuters 26.04

Haut de page

Le 30 avril 2015

CAUSERIE

Si ma connexion fonctionne on ajoutera une trentaine d'articles demain matin.

Hier, c'était l'anniversaire de ma petite-fille dont je n'ai plus de nouvelles depuis 16 mois. J'y ai pensé.

Ma connexion à Internet a été interrompue pendant deux jours jusqu'à hier soir, et elle fonctionne au ralenti. J'ai souscrit un abonnement illimité, mais une fois consommés 5 GB, il n'est plus possible de se connecter à Internet. J'ai découvert hier soir qu'en passant en mode connexion lente cela fonctionnait plus ou moins, impossible de charger ou visionner une vidéo. Cette clause figurait dans mon contrat en tous petits caractères en bas de page et je l'ignorais.

Voilà le message qui s'affiche à l'écran depuis ce matin.

"Dear Customer, you have utilized your entire package / quota of Data usage with Netconnect+ speed, you can continue to use the services at the speed up to 144Kbps till the end of your present billing cycle. You may also choose to upgrade your service with a topup recharge to enjoy the full Netconnect+ speed"

Je vais donc être obligé de souscrire à leur dernière formule "illimitée" et dépenser 25% de plus. Cela sera toujours moins cher (et moins chiant !) qu'un abonnement au satellite pour recevoir TV5Monde Asie.

Peu d'infos ou la rengaine habituelle.

Beaucoup de gens sont terrifiés par la tournure que prend la situation en France et dans le monde, mais ceux qui prétendent avoir acquis une certaine conscience politique témoignent qu'ils manquent singulièrement de cohérence et de rigueur au point d'en arriver à confondre cause et conséquence, moyen et but, parce qu'ils refusent de remettre en cause un certains nombres d'idées reçues ou convictions surfaites qui leur assuraient jusqu'à présent un confort moral (et matériel) permettant de justifier leur neutralité ou passéisme, de plus en plus difficilement tenable ou admissible face au développement de la barbarie quasiment institutionalisée par ceux qui nous gouvernent.

Le trait le plus marquant de la situation, c'est malgré tout le refus ou l'incapacité des masses exploitées et parmi lesquelles ses couches supérieures et intellectuelles, de prendre en mains leur sort, de s'engager politiquement, ce qui peut s'expliquer par le manque de crédibilité ou la corruption des partis dits ouvriers ou encore l'absence d'un parti ouvrier dans lequel elles pourraient se reconnaître. On ne peut que le déplorer et constater notre propre impuissance à y changer quoi que ce soit.

Hier j'ai relu *L'impérialisme et la scission du Socialisme* (1916) (et des extraits de *Que faire ?*) de Lénine, et je n'ai pu m'empêcher de me dire que nos dirigeants avaient délibérément pris le contre-pied des enseignements de Lénine au profit d'un opportunisme vis-à-vis de la social-démocratie dégénérée qui allait s'avérer fatale à l'avant-garde du mouvement ouvrier dès lors empétrée dans des contradictions inextricables ou dislocatrices.

Ce texte ne fait que 6 pages, chacun peut donc le lire rapidement et en juger. En le lisant attentivement, on s'aperçoit qu'il constitue une condamnation sans appel de la stratégie adoptée par les trotskistes après 1945 et même avant jusqu'à nos jours, qu'il s'agisse des rapports avec la classe, le PS, les syndicats, l'unité avec les sociaux-libéraux, etc. aucun courant politique du POI, NPA ou LO ne peut sérieusement se revendiquer du léninisme qui incarna l'expression consciente la plus élevée de la lutte de classe du prolétariat mondial pour son émancipation du capital. Pas même leurs journaux, leur agitation, leur propagande, ils sont étrangers au léninisme. Au passage, un élément de réflexion à développer : il ne fallait pas confondre la situation avant et après le passage de la social-démocratie dans le camp de la réaction en 1914, ainsi qu'avant et après la révolution russe de 1917. La situation actuelle est plus proche de la situation qui prévalait en 1916 qu'entre 1919 et 1922 (4 premier congrès de l'Internationale communiste), disons que c'est plus clair depuis que l'URSS a disparu... Il faut avoir les moyens de sa politique, dans le cas contraire, c'est pur opportunisme ou aventurisme...

Partant de là, on ne peut pas en vouloir aux travailleurs ou aux militants de refuser de rejoindre un de ces partis puisqu'aucun ne correspond au parti dont nous avons absolument besoin pour organiser les masses et élever leur niveau de conscience politique qui était pour Lénine une tâche primordiale ou aussi importante que les entraîner au combat en participant à la la lutte de classes. C'était même une obsession chez Lénine, un exemple, le dernière paragraphe :

"*Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.*"

Expliquer, éduquer, dévoiler les impostures de ceux qui s'expriment au nom des travailleurs pour mieux les tromper, un combat inlassable, quotidien qu'aucun parti ne mène.

Ils ne peuvent pas être Charlie et expliquer ce qui s'est réellement passé entre les 7 et 11 janvier derniers, ils ne peuvent pas éduquer les masses en occultant en permanence une partie de la réalité qui ne rentre pas dans leur dogme ou contredit leur ligne politique opportuniste, dévoiler la stratégie politique mondiale de l'oligarchie financière puisqu'ils nient son existence pour en être restés plus de 70 ans en arrière, comment pourraient-ils répondre à la guerre idélogique et psychologique que le classe dominante mène quotidiennement contre les masses exploitées, puisqu'ils refusent de prendre en compte les profondes transformations que la société a subi depuis 1945, tant de confusions, de manoeuvres et de mauvaise foi ne peuvent pas inspirer confiance.

Le comble, c'est que pour déjouer la politique de désinformation des médias et la propagande du gouvernement, au lieu de s'orienter vers un parti ouvrier pour recueillir des informations et des analyses, les travailleurs sont obligés de s'en remettre à des médias alternatifs qui ne leur proposent aucune issue politique en dehors de s'accommoder du capitalisme. On a là la confirmation de ce qui a été dit plus haut. Et dire qu'ils n'ont même pas compris cela, on se demande ce qu'ils ont compris au juste.

Qui a dit ?

- « Derrière chaque grande fortune se cache un crime »

Réponse : Victor Hugo

Ah ces sales conspirateurs !

1- Honoré de Balzac, Les Illusions perdues.

« Il y a deux histoires : l'histoire officielle, mensongère, qui nous est enseignée, l'histoire ad usum delphini, et l'histoire secrète, où se trouvent les causes véritables des évènements, une histoire honteuse » .

2- Théodore Roosevelt, en 1912, pendant ses discours de campagne.

« Derrière le gouvernement visible, il y a un gouvernement invisible sur le trône qui ne doit aucune loyauté au peuple et qui ne reconnaît aucune responsabilité. »

3- John F. Kennedy, au cours d'une conférence à l'Hôtel Waldorf Astoria de New York, le 27 avril 1961, au sujet d'un gouvernement secret dans les coulisses de la politique mondiale.

« Nous sommes confrontés, dans le monde entier, à une conspiration monolithique et impitoyable qui compte principalement sur des moyens secrets pour étendre sa sphère d'influence par l'infiltration plutôt que l'invasion, la subversion plutôt que les élections et l'intimidation au lieu du libre-arbitre. C'est un moyen qui nécessite énormément de ressources humaines et matérielles dans la construction d'une machine étroitement soudé et d'une efficacité remarquable, elle combine des opérations militaires, diplomatiques. Ses ramifications sont occultées et non publiées.

Ses erreurs sont enterrées et ne font pas les gros titres, on fait taire ses dissidents, on ne les glorifie pas ; aucune dépense n'est mise en question, aucune rumeur n'est imprimée, aucun secret n'est révélé. »

4- Le général russe Leonid Ivachov dans une interview à Targets du 24/2/2010.

« Nous faisons face à la montée sur la scène mondiale d'un nouveau pouvoir géopolitique supranational. Ce pouvoir géopolitique se compose des plus riches familles de cette planète. Avec les multinationales les plus puissantes, elles dirigent et contrôlent tous les pays et toutes les coalitions. Le véritable objectif de ce groupe élitiste est le contrôle total de la planète Terre. »

Pures coïncidences...

Vous saviez que l'épicerie kascher de Vincennes avait été vendue la veille de l'attaque du 9 janvier 2015 ? Vous saviez que le propriétaire des deux tours du WTC avait ajouté une clause couvrant les attentats terroristes quelques jours seulement avant le 11 septembre 2001 ?

A la virgule près se joue en France exactement le même scénario qu'aux Etats-Unis au lendemain du coup d'Etat terroriste du 11 septembre 2001 et du 11 janvier 2015 à Paris : Patriot Act à la française dit loi sur le renseignement légitimant la mise

sous surveillance la totalté de la population, augmentation des dépenses militaires, omniprésence policière et militarisation de la société, autocensure des médias sur la nature exacte des événements ayant servi de détonateur à l'adoption de ces mesures, maccarthysme ou chasse aux sorcières à partir de la maternelle à l'encontre de toute personne mettant en doute la version des faits du gouvernement...

Charlie ou l'histoire d'un imposture.

- Emmanuel Todd : "Le 11 janvier a été une imposture" - nouvelobs.com

Le 7 mai prochain, l'historien et démographe Emmanuel Todd publiera «Qui est Charlie ?» (Seuil), charge terrible contre la France de François Hollande. Un texte écrit dans la fièvre, au sujet duquel il a accordé à "L'Obs" un entretien exclusif. Son angle d'attaque, particulièrement original, consiste à observer l'origine régionale et socio-politique des manifestants du 11 janvier.

Sous les bons sentiments brandis, Todd fait parler les cartes et les statistiques pour comprendre la signification profonde de ce qui restera comme le plus important rassemblement de l'histoire moderne du pays. Et ce qu'il voit n'est pas destiné à plaire. Ce qu'il voit c'est un épisode de «fausse conscience» (Marx) d'une ampleur inouïe. Ce qu'il voit ce sont des millions de somnambules se précipiter derrière un Président escorté par tous les représentants de l'oligarchie mondiale, pour la défense du droit inconditionnel à piétiner Mahomet, «personnage central d'un groupe faible et discriminé». Ce qu'il voit c'est un mensonge d'unanimisme aussi, car ce jour-là, les milieux populaires n'étaient pas Charlie, les jeunes de banlieue, qu'ils fussent musulmans ou non, n'étaient pas Charlie, les ouvriers de province n'étaient pas Charlie.

En voici des extraits.

«Lorsqu'on se réunit à 4 millions pour dire que caricaturer la religion des autres est un droit absolu - et même un devoir ! -, et lorsque ces autres sont les gens les plus faibles de la société, on est parfaitement libre de penser qu'on est dans le bien, dans le droit, qu'on est un grand pays formidable. Mais ce n'est pas le cas. (…) Un simple coup d'œil à de tels niveaux de mobilisation évoque une pure et simple imposture.»

«Ce sont les régions les moins républicaines par le passé qui ont le plus manifesté pour la laïcité, avouez qu'il y a là quelque chose d'étrange.»

«La "néo-République" est cet objet sociopolitique étrange qui continue à agiter les hochets grandioses de la liberté, de l'égalité, de la fraternité qui ont rendu la France célèbre dans le monde, alors qu'en fait notre pays est devenu inégalitaire, ultraconservateur et fermé.»

«Il y a eu une subversion de ce qu'était la gauche française. Cette dernière, aujourd'hui dominée par le PS, est en vérité tout à fait autre chose que ce qu'elle prétend être. C'est une gauche qui n'adhère pas aux valeurs égalitaires. (…) L'agent le plus actif et le plus stable des politiques économiques qui nous ont mené au chômage de masse actuel, c'est tout de même le PS. Le franc fort, la marche forcée à l'euro, toute cette création idéologique extrêmement originale s'est faite sous Mitterrand, traînant Giscard derrière lui comme un bateleur.»

«Hollande aura eu un rôle historique : celui de révéler que la gauche pouvait se concilier avec les structures les plus inégalitaires, prouvant par là même que le système politique français est totalement détraqué.» (Vous prenez le train en marche, et puis c'est le capitalisme qui est détraqué, les institutions suivent la même tendance à la décomposition voilà tout. - ndlr)

«Ce qui m'inquiète n'est pas tant la poignée de déséquilibrés mentaux qui se réclament de l'Islam pour commettre des crimes, que les raisons pour lesquelles, en janvier dernier, une société est devenue totalement hystérique jusqu'à aller convoquer des gamins de 8 ans dans des commissariats de police.»

«Je ne fais pas dans l'angélisme : l'antisémitisme des banlieues doit être accepté comme un fait nouveau et indiscutable. Ce que je ne peux pas accepter cependant, c'est l'idée qui est en train de s'installer selon laquelle l'islam, par nature, serait particulièrement dangereux pour les juifs. Il n'existe qu'un continent où les juifs aient été massacrés en masse : c'est l'Europe.» (L'antisémitisme disparaîtra seulement avec le capitalisme. - ndlr, donc inutile d'incriminer les "banlieues" ou alors ajouter Neuilly-sur-Seine ! - ndlr)

«Qu'on les laisse tranquilles, les musulmans de France. Qu'on ne leur fasse pas le coup qu'on a fait aux juifs dans les années 30 en les mettant tous dans le même sac, quel que soit leur degré d'assimilation, quel que soit ce qu'ils étaient vraiment en tant qu'êtres humains. Qu'on arrête de forcer les musulmans à se penser musulmans.»

"La cartographie et la sociologie des trois à quatre millions de marcheurs parisiens et provinciaux réservent bien des surprises. Car si Charlie revendique des valeurs libérales et républicaines, les classes moyennes réelles qui marchèrent en ce jour d'indignation avaient aussi en tête un tout autre programme, bien éloigné de l'idéal proclamé. Leurs valeurs profondes

évoquaient plutôt les moments tristes de notre histoire nationale : conservatisme, égoïsme, domination, inégalité." nouvelobs.com 29.04

Ah ben dites donc, cela ne donne pas vraiment envie de retourner en France !

Néocons et néolibéraux et leurs relais dans les médias. La chasse aux ordures.

- Le journaliste indépendant Guillaume Dasquié : un collaborateur occulte des services secrets français.

- Jeannette Bougrab : ex-secrétaire d'État UMP, a reçu le "Prix de la Liberté" décerné par l'Institut Gatestone de la main d'un certain Bernard-Henri Lévy, organisation américaine radicalement engagée en faveur d'Israël et contre l'islam, le directeur de la structure en est l'illustration-type : John Bolton, ancien ambassadeur américain à l'ONU qui avait défendu la mystification des armes de destruction massive pour justifier l'invasion sanglante de l'Irak.

Spécificité de cet organisme, maintes fois soulignée par divers journalistes US : son idéologie extrémiste, à la fois ultra-sioniste et antimusulmane. Fondatrice et mécène de ce réseau influent : Nina Rosenwald, ancienne co-directrice du JINSA- un puissant groupe proche du Likoud et dévolu (depuis 1976) au rapprochement militaire et stratégique des Etats-Unis avec Israël.

- Guy Millière : un intellectuel neoconservateur qui collabore avec le site anti-arabe Dreuz et dont la protection physique est assurée, comme l'avait révélé l'auteur de ces lignes, par la Ligue de défense juive.

- Pierre Dassas : Réprésentant français d'un lobby israélo-américain (dénommé Elnet).

- Daniel Pipes : Figure emblématique du neoconservatisme.

- Christian Malard : Ex-journaliste de France 3, aujourd'hui chroniqueur politique sur la chaîne israélienne i24news.

- Counterpoint : Sa directrice, Catherine Fieschi, est administratrice au sein d'un influent lobby ultra-sioniste de Grande-Bretagne : The Institute for Jewish Policy Research.

- Rudy Reichstadt : Animateur de Conspiracy Watch (un site dédié à la diabolisation de toute personne ou institution remettant en cause les versions officielles issues du champ atlanto-sioniste). Fonctionnaire de la Ville de Paris, membre de l'Observatoire des radicalités politiques (ORAP) de la Fondation Jean-Jaurès

- Patrick Klugman : Avocat Sacha Reingewirtz, président de l'UEJF, est un militant communautariste et sioniste.

- Fondation Jean-Jaurès : Think-tank, dirigé par Gilles Finchelstein (un ex-conseiller de DSK, Fouks et Cahuzac), est essentiellement subventionné par l'État.

- L'ORAP : Piloté par le chercheur Jean-Yves Camus, un intervenant régulier du CRIF qui a présenté -lors d'une réunion organisée par un centre communautaire juif- le monde arabo-musulman comme une aire culturelle globalement "antisémite", "complotiste" et "négationniste"

- Jean-Yves Camus : Chroniqueur de Charlie Hebdo. Son papier était d'ailleurs le premier article à découvrir (en page 4) dans le journal paru après l'attentat. Son titre? "Les charognards du complot". L'objet de sa diatribe : la diabolisation des citoyens préoccupés par les zones d'ombre de l'attentat et tous rassemblés sous le vocable délicat de "négationnistes" de "la gauche radicale, de l'ultradroite antisémite et de la sous-culture islamogauchiste".

Mieux encore : Camus veut faire pénaliser financièrement quiconque doutera publiquement (via les réseaux sociaux) de tel ou tel récit délivré par les autorités et docilement relayé sans sourciller par les médias de masse. Extrait d'un article de Libération (journal racheté par le militant "sioniste" autoproclamé Patrick Drahi) :

- Frédéric Haziza. : Traque du moindre opposant déclaré au régime d'apartheid de Tel Aviv. Un chien de garde du sionisme-, le journaliste salarié par le service public n'a pas hesité à demander -dimanche, sur Radio J- au patron du Parti socialiste (Jean-Christophe Cambadélis, ex-intermédiaire d'ELNET, un lobby israélo-américain également proche d'Haziza) de "mettre fin" à plusieurs sites "islamistes" -dont celui fondé par l'auteur de ces lignes. (Panamza)

- Martin Boudo : Journaliste de l'agence Premières Lignes. IInutile, par ailleurs, de rechercher une quelconque connexion sioniste dans l'entourage de Martin Boudot: l'homme répond davantage au profil-type de la nouvelle génération de journalistes issus des principales écoles labellisées du pays. Par conformisme intellectuel, d'une part, et par souci de carrière, d'autre part, la vaste majorité d'entre eux a déjà intériorisé -sans rechigner- la crainte d'être taxé de "complotiste" en cas d'interrogation

publiquement formulée à propos de telle ou telle version officielle.

- Christophe Deloire : Ex-directeur du CFJ, aujourd'hui patron de Reporters sans frontières et auteur d'un ouvrage islamophobe encensé par l'ex-Frontiste Bruno Mégret. (Source : Panamza)

Superstition, la 13e balle s'est dégonflée, un chiasseux.

- "Charlie Hebdo" : le dessinateur Luz annonce qu'il ne dessinera plus Mahomet - Francetv info

Trois mois après avoir signé le dessin "Tout est pardonné", il fait ses adieux à Mahomet. Le dessinateur Luz, auteur de la une controversée du numéro de Charlie Hebdo paru après la tuerie de janvier, déclare qu'il ne dessinera plus le personnage du prophète, dans un entretien au magazine Les Inrockuptibles, paru mercredi 29 avril.

"Je ne dessinerai plus le personnage de Mahomet, il ne m'intéresse plus, déclare-t-il. Je m'en suis lassé, tout comme celui de Sarkozy. Je ne vais pas passer ma vie à les dessiner." (On a fait assez de fric avec... - ndlr)

Le numéro des "survivants" de janvier, avec la caricature de Mahomet en couverture qui tenait une pancarte "Je suis Charlie" et dont le surtitre était "Tout est pardonné", avait suscité des manifestations parfois violentes dans plusieurs pays musulmans.

A la fin janvier, réagissant à ces manifestations, Luz avait estimé que "la majorité des musulmans se fout de Charlie Hebdo". "Je pense que les gens qui s'arrogent le droit de dire que l'ensemble de la communauté musulmane a été offensée sont des gens qui prennent les musulmans pour des imbéciles, expliquait-il. Nous, on ne prend pas les musulmans pour des imbéciles."

Non, seulement pour des boucs émissaires et de la chair à canons, c'est déjà pas mal...

Pas la PEN à Charlie.

- Six auteurs anglophones refusent d'assister à une cérémonie car un prix y sera décerné à Charlie Hebdo - slate.fr

Le 5 mai prochain, l'association des auteurs pour la défense de la liberté d'expression, PEN, remettra le prix du courage en faveur de la liberté d'expression à Charlie Hebdo. Six écrivains membres de PEN ont annoncé qu'ils ne participeraient pas à la cérémonie car ils sont opposés à la ligne éditoriale de l'hebdomadaire satirique décimé lors de l'attentat du 7 janvier, annonce le Guardian.

Les romanciers Peter Carey, Michael Ondaatje (auteur du célèbre roman The English Patient, adapté au cinéma avec Juliette Binoche), Francine Prose, Teju Cole, Rachel Kushner and Taiye Selasi ne seront donc pas présents au Musée américain d'histoire naturelle à Manhattan. Francine Prose explique ainsi que si elle soutient la liberté d'expression inconditionnellement, elle estime que remettre un prix constitue «une marque d'admiration et de respect», sentiments qu'elle ne partage pas concernant Charlie Hebdo. En cause, la supposée islamophobie du journal satirique français. «Je ne peux pas m'imaginer être dans le public au moment de la standing ovation en l'honneur de Charlie Hebdo», ajoute l'écrivaine.

L'auteur Peter Carey est plus véhément encore. Il dénonce dans le New York Times «l'aveuglement de PEN devant l'arrogance culturelle des Français qui ne reconnaissent pas l'obligation morale qu'ils ont à l'égard d'une part conséquente et vulnérable de leur population.» (Le PEN s'en tape autant que Luz. - ndlr)

La direction de PEN ne cache pas ces dissensions mais tente d'apaiser la polémique en expliquant sa position. «Il est indéniable qu'en provoquant les extrémistes, Charlie Hebdo a heurté la sensibilité d'autres musulmans, de la même manière que leurs dessins ont heurté d'autres groupes (…) mais nous croyons aux déclarations de Charlie Hebdo expliquant que l'équipe ne voulait pas ostraciser les musulmans mais rejeter fermement les efforts d'une petite minorité désireuse de réduire la liberté d'expression», développe Andrew Solomon, président du PEN américain, qui organise l'évènement. slate.fr 27.04

Argument hypocrite et dérisoire, on se fout de savoir de quelle manière ces salopards de Charlie Hebdo interprètent leurs actes et leur portée ainsi que les crétins ou écervelés qui les partageaient parce qu'ils étaient sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante, quoi qu'ils puissent affirmer, leur propagande s'inspirait de celle de l'impérialisme américain reprise à son compte par le gouvernement français, ce qu'avaient parfaitement assimilé des centaines de millions de musulmans à travers le monde.

L'Algérie foyer du terrorisme? Non, la France impériale.

- Pourquoi les médias français cachent-ils la nationalité française de Sid-Ahmed Ghlam ? - french.irib.ir

On a appris de source autorisée que le terroriste Sid-Ahmed Ghlam, arrêté, de façon fortuite, nous dit-on, par la police à Paris, a la nationalité française.

Il est franco-algérien, et non un Algérien, tout court, comme il est présenté par toutes les rédactions. Quel intérêt avaient les médias français à l'identifier comme «étudiant algérien» : pousser cette catégorie de Français, «à part entière», mais qui sont d'origine algérienne, à se reconnaître en lui et, pour ceux qui en ont les prédispositions, à imiter son geste, ou alors inciter la masse des «autres Français», les «vrais», d'origine, à cultiver la méfiance, à l'égard de leurs concitoyens redevenus «algériens», en fonction du douar d'où sont venus leurs parents, et plus grave, perçus comme «agents dormants» ? Se méfier des Algériens «insoupçonnables», ceux qui sont hauts cadres ou s'apprêtent, grâce à leurs bonnes études, à occuper des fonctions supérieures, surtout, ceux qui sont «calmes et ont un comportement normal», c'est ce que recommande, d'ailleurs, ouvertement, un ancien responsable à la DGSE. La parole d'Alain Juillet, c'est son nom, a du poids, en sa qualité d'actuel président du Club des directeurs de sécurité des entreprises.

Il est difficile de croire à une erreur de bonne foi commise par les médias, sur la nationalité d'une personne, suspectée d'avoir voulu commettre des attentats, en Ile-de-France, contre des églises, et d'être l'auteur du meurtre d'Aurélie Châtelain, tuée, peu avant, à Villejuif, (Val-de-Marne). En fait, pour chasser sur le terrain du Front national, il faut que ce criminel soit de nationalité algérienne. C'est dans ce scénario d'ensemble que se trouve l'explication à la précipitation avec laquelle les médias ont versé dans la stigmatisation des Algériens, en prenant prétexte de ce fait. Au contraire, en donnant l'information, le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a voulu, visiblement, veiller à éviter ce piège et a parlé, comme il convient, dans ce genre de situation, de l'arrestation d'un «individu». Mais dans le journal "Le Monde", l'individu a été transformé en «un étudiant en informatique algérien de 23 ans, arrivé, en France, en 2009». french.irib.ir 27.04

Qui complote ?

- L'Allemagne aurait espionné des officiels français et européens pour le compte de la NSA - LeMonde.fr

L'affaire provoque une tempête politico-médiatique à Berlin. Les nouvelles révélations à paraître dans le quotidien Süddeutsche Zeitung jeudi 30 avril risquent de ne rien arranger : les services de renseignement allemands, déjà mis en cause pour avoir espionné des entreprises européennes, auraient également surveillé de « hauts fonctionnaires » français et de la Commission européenne pour le compte de la NSA américaine, selon le grand quotidien de Munich.

« Le BND [les services de renseignement allemands] a aidé la NSA à faire de l'espionnage politique », écrit le journal, précisant que des écoutes de « hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères français, de l'Elysée et de la Commission européenne » ont été réalisées à la station d'écoutes bavaroise de Bad Aibling.

Des révélations sur l'espionnage supposé depuis 2008 de firmes européennes par le renseignement allemand pour le compte de la NSA embarrassent depuis lundi le gouvernement de la chancelière Angela Merkel, qui s'est toujours posé en victime de ses alliés américains.

Dans le cas de la surveillance d'entreprises, l'espionnage industriel n'a pu avoir lieu que « dans des cas isolés », souligne la Süddeutsche Zeitung, qui précise que les Etats-Unis cherchaient à l'époque des « informations sur des exportations illégales ».

En revanche, affirme le quotidien, citant une source décrite comme digne de confiance et connaissant les procédures au sein du BND, « le cœur [du problème] est l'espionnage politique de nos voisins européens et des institutions de l'Union européenne ».

Le ministre de l'intérieur allemand, Thomas de Maiziere, qui était à l'époque chef de la chancellerie et ne pouvait donc pas ignorer, selon plusieurs médias allemands, les activités du BND, a proposé de s'expliquer la semaine prochaine devant la commission d'enquête parlementaire allemande chargée de faire la lumière sur les pratiques de l'agence américaine.

Par ailleurs, le gouvernement est accusé par l'opposition d'avoir menti en déclarant le 14 avril dans une réponse écrite au groupe parlementaire du parti de gauche radicale Die Linke ne rien savoir d'un quelconque espionnage économique par la NSA.

« Je récuse catégoriquement l'affirmation consistant à dire que le gouvernement n'a pas dit la vérité », a déclaré mercredi Steffen Seibert, le porte-parole de la chancelière Angela Merkel, lors d'une conférence de presse régulière.

L'Allemagne avait été choquée à l'été 2013 par les révélations d'Edward Snowden, ancien consultant de la National Security Agency, selon lesquelles l'agence avait mis en place un vaste système de surveillance des communications des Allemands, jusqu'au téléphone de la chancelière, pendant plusieurs années. LeMonde.fr 29.04

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Stratégie du chaos et de la guerre = militarisation des esprits et de la société.

- Défense : face à la menace terroriste, François Hollande donne des crédits - Francetv info

- L'armée dopée pour contribuer à la lutte antiterroriste - FP

- Budget de la Défense : «L'opération Sentinelle pérennisée», confirme Hollande - LeParisien.fr

"La France fait face à de lourdes menaces aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de notre territoire", a affirmé mercredi le chef de l'Etat après un Conseil de défense qui visait à tirer les leçons des attentats des 7, 8 et 9 janvier (17 morts).

L'opération Sentinelle de patrouilles militaires engagée depuis le début de l'année avec 10.000 hommes sera "pérennisée" avec "7.000 militaires" affectés à cette mission "de manière durable", a-t-il ajouté.

Le budget de la Défense (31,4 milliards d'euros en 2015) de la France, l'une des premières puissances militaires en Europe avec la Grande-Bretagne, va bénéficier de "3,8 milliards (d'euros) supplémentaires" entre 2016 et 2019. "C'est un effort important, c'est même un effort considérable", a-t-il estimé.

Dans l'opposition, des députés UMP ont déploré la faiblesse de l'effort. L'augmentation du budget, "cela fait moins d'un milliard par an. Or ce qui manque à nos armées risque de se chiffrer à beaucoup plus", a jugé sur iTELE Arnaud Danjean, député européen. "De la poudre aux yeux" et ces décisions "ne renforcent en rien nos moyens", a renchéri Philippe Meunier.

Pour Florian Philippot, vice-président du Front national, aucune annonce n'est "à la hauteur de la situation".

Ces décisions ont été prises "avec la volonté de porter la croissance et l'emploi au plus haut niveau possible. J'ai fait ce choix parce que c'est celui de la France, de sa protection, de sa sécurité. Les Français s'ils veulent avoir confiance dans l'avenir doivent se sentir partout en sécurité, protégés", a fait valoir François Hollande.

L'augmentation des crédits militaires bénéficiera aux personnels et aux équipements dont l'armée a besoin pour s'adapter à la lutte antiterroriste. François Hollande a évoqué la nécessité d'accorder plus de moyens à la cyberdéfense, à l'aéronautique et au renseignement.

Tenant compte des décisions prises ce mercredi, l'"actualisation" de la Loi de programmation militaire 2014-2019, votée en 2013, fera l'objet d'un projet de loi soumis au gouvernement le 20 mai avant d'être transmis au Parlement, a-t-il aussi indiqué.

Ces décisions vont entraîner l'annulation de plus de la moitié des réductions d'effectifs dans les armées prévues par la Loi de programmation militaire 2014-2019.

Ainsi, 18.500 postes seront préservés sur les 34.000 menacés de suppression, a précisé la présidence.

En début d'année, le président avait déjà annoncé le gel de 7.500 suppressions d'emplois prévues en 2015.

Pour concrétiser ses nouvelles décisions, le ministère de la Défense compte faire passer le réservoir de forces terrestres pouvant être déployées sur le terrain de 66.000 militaires aujourd'hui à 77.000.

"Aujourd'hui, on est au-delà du contrat opérationnel tant à l'extérieur qu'à l'intérieur et il faut qu'on reprenne de la marge", note-t-on à la Défense. "On en est à rogner les permissions, voire les phases de réentraînement avant de repartir en opérations".

En extérieur, 9.000 hommes sont actuellement mobilisés au Sahel, en Centrafrique et dans le Golfe. Depuis les attaques de janvier, 10.000 militaires protègent en France des sites sensibles pour un coût estimé à un million d'euros par jour.

L'armée (Air, Terre et Marine) compte quelque 215.000 personnels militaires et civils. AFP 29.04

La question à un dollar.

- La finance est-elle vraiment l'adversaire d'Hillary Clinton ? - latribune.fr

La candidate à l'investiture du Parti démocrate pour l'élection présidentielle américaine de 2016 profite de son début de campagne pour dénoncer à l'envi les dérives de la finance et les inégalités. Mais Hillary Clinton entretient des relations étroites avec les pontes de Wall Street.

"Mon véritable adversaire, c'est la finance", clamait François Hollande en 2012, lors d'un meeting au Bourget. Hillary Clinton, qui espère représenter les démocrates à l'élection présidentielle américaine de 2016, semble avoir choisi le même angle d'attaque pour son début de campagne.

Wall Street ne s'en émeut pas

Du côté des grands pontes de la finance, le message d'Hillary Clinton n'est pas pris au sérieux:

"Quand il faudra gouverner, elle sera pragmatique. Elle comprend que ce n'est pas parce qu'il y a un mouton noir que tout le troupeau est malade", explique à l'AFP un grand banquier sous le couvert de l'anonymat.

Interrogé par le site Politico, un financier important de Wall Street, souhaitant également rester anonyme, a expliqué que les déclarations d'Hillary Clinton étaient seulement "politiques".

Tom Nides, haut responsable de Morgan Stanley et proche d'Hillary Clinton, selon Politico, a renchéri:

"On ne peut pas dire 'Oh mon dieu, elle cours vers la gauche !'. Elle est juste fidèle à elle-même. Elle a d'excellentes relations avec les gens. Mais cela ne veut pas toujours dire qu'elle leur donne ce qu'ils veulent." (Cela dépend à qui ! - ndlr)

Proche de responsables de JPMorgan et Morgan Stanley

Hillary Clinton est loin d'être en froid avec Wall Street. La candidate est proche de grands pontes comme Jamie Dimon (patron de JPMorgan Chase) et Greg Fleming (numéro deux de Morgan Stanley et présenté comme le futur grand patron).

Et la finance le lui rend bien. Hillary Clinton a donné des discours rémunérés entre 200.000 et 300.000 dollars (276.000 euros) de l'heure lors d'événements organisés par Wall Street. En juillet 2014, elle aurait ainsi engrangé 12 millions de dollars en 16 mois, selon Bloomberg pour des discours et des apparitions. Le 23 octobre dernier, elle gagnait 273.000 dollars lors d'une nouvelle conférence pour la fondation Clinton.

En outre, Goldman Sachs, Bank of America, Morgan Stanley, JPMorgan ont donné plusieurs millions de dollars à cette fondation.
Très soutenue par les banquiers de Wall Street en 2008

Par ailleurs, les banquiers de Wall Street étaient nombreux à soutenir financièrement la démocrate Hillary Clinton en 2008. Lors des primaires démocrates, les salariés du secteur financier, des assurances et de l'immobilier ont donné plus d'argent à Hillary Clinton que ceux d'aucun autre secteur, selon le Center for Responsive Politics. Par comparaison, pour Barack Obama, les avocats et lobbyistes étaient la première catégorie de donateurs. latrbune.fr 26.04 latribune.fr 26.04

Les institutions et les élections américaines sont une escroquerie...

Commentaire d'un internaute

- "Mme Clinton n'est pas seulement soutenue par la grande finance, elle a été choisie par celle-ci. Elle est "la grande finance". Quant à ses discours anti-finance à la Hollande, ils ne valent que pour le peuple naïf qui y croit."

Effectivement, vous avez le droit de faire le même constat avec Hollande et le PS.

Ce sont les petits bourgeois, les classes moyennes, l'aristocratie ouvrière, les fonctionnaires et les couches moyennes embourgeoisées du prolétariat qui avaient intérêt à avoir des illusions dans Hollande, pas les couches les plus défavorisées qui n'avaient rien à perdre que leur misère au quotidien.

ACTUALITE EN TITRES

Faits divers en famille.

- La «cinquième colonne», une expression conspirationniste - 20minutes.fr

Le PS ?

- Jean-Marie Le Pen a-t-il caché un magot suisse ? - Liberation.fr

Hollande ne se cache même plus pour imiter G. W. Bush.

- Le Foll: "Estrosi ne se cache même plus d'imiter les délires FN" - AFP

En famille. Mimétisme. Quand Hollande s'inspire de l'extrême droite.

- Aliot (FN) compare l'Internationale à l'enterrement de Charb à des chants nazis - AFP 08.02

- Hollande compare Mme Le Pen à un "tract" communiste, le PCF s'indigne - AFP 19.04

Quel cauchemar !

- Présidentielle: Laurent (PCF) "n'imagine pas" la gauche absente du 2e tour - AFP

Le lobby militariste japonais veut en être, de quoi, mais de la guerre, pardi!

- Les forces de défense japonaises vont jouer un rôle plus actif - AFP

Les Etats-Unis et le Japon ont approuvé lundi une révision de leur alliance militaire, qui prend en compte l'extension du rôle militaire international que le Japon. AFP 29.04

Pillage et pilonnage

- Grèce: Moody's abaisse de nouveau la dette - AFP

L'agence de notation Moody's a abaissé la note de la Grèce mercredi en raison notamment des incertitudes pesant sur un accord avec ses créanciers qui lui permettrait de faire face à ses obligations sur sa dette. AFP 29.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Baltimore: émeutes après les obsèques de Freddie Gray, jeune Noir mort après son interpellation par la police - Le HuffPost

Scènes de chaos à Baltimore. Les autorités du Maryland ont annoncé lundi soir, le 27 avril, le déploiement massif de la garde nationale et imposé un couvre-feu nocturne pour ramener le calme dans cette ville du nord-est, théâtre de violences et de pillages qui ont éclaté peu après les obsèques de Freddie Gray.

Un couvre-feu va être instauré chaque nuit à compter de mardi à 22h00 locales (04h00 du matin mercredi en France) jusqu'à 05h00 du matin, et ce pendant une semaine, a également annoncé la maire. La garde nationale, qui est une force paramilitaire, va faire l'objet d'un déploiement "massif", a confirmé lors d'une autre conférence de presse la générale de cette force, Linda Singh.
Un responsable de la police du Maryland a indiqué en outre que l'Etat avait requis jusqu'à 5500 hommes supplémentaires en renfort.

Le gouverneur du Maryland, Larry Hogan, avait déclaré un peu plus tôt l'état d'urgence "pour restaurer l'ordre" dans cette ville de 620.000 habitants située à une soixantaine de km de la capitale fédérale. Les violences ont éclaté juste après les funérailles de Freddie Gray, jeune Noir décédé après son interpellation musclée par la police. Le HuffPost 28.04

1.2- La tension persiste à Baltimore, patrouilles dans les rues - Reuters

La police et la Garde nationale patrouillaient mercredi dans les rues de Baltimore, la principale ville du Maryland, où la tension restait vive deux jours après les émeutes provoquées par la mort en détention d'un Noir de 25 ans, Freddie Gray.

Les écoles ont rouvert mercredi et malgré la tension encore palpable la vie semble avoir retrouvé un cours normal, hormis la présence massive des policiers et des gardes nationaux.

Depuis l'entrée en vigueur du couvre-feu nocturne mardi soir, 35 personnes ont été interpellées, a annoncé la police.

Six agents ont été suspendus. La police mène une enquête qui devrait être bouclée d'ici la fin de la semaine et dont les conclusions seront transmises au parquet.

Le département de la Justice a aussi ouvert une enquête sur une possible violation des droits civiques.

La nouvelle ministre de la Justice (Attorney General) Loretta Lynch a dénoncé les "actes de violence insensés" commis à Baltimore. Reuters 29.04

2- Yémen

- Les dessous de la guerre contre le Yémen - french.irib.ir

L'ancien émissaire des Nations Unies pour le Yémen a révélé de nouvelles réalités, assez surprenantes, pour le camp des pays qui collaborent avec l'Arabie saoudite dans l'opération de la « Tempête décisive » contre les Yéménites.

Selon le site d'information « Panorama Al-Sharq Al-Awsat », les journaux américains ont écrit, ce dimanche, que l'ex-émissaire de l'ONU au Yémen, M. Jamal Benomar, qui a démissionné de son poste sous la pression des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite, a mis au grand jour, dans un entretien avec les journalistes le 19 avril, de nouvelles réalités qui ont été assez étonnantes pour les dirigeants saoudiens. M. Jamal Benomar avait souligné que les conflits en cours au Yémen étaient le résultat direct des tentatives visant à écarter le mouvement Ansarallah du processus politique yéménite, et qu'aucun signe d'une quelconque ingérence iranienne dans les affaires du Yémen, n'avait été constaté.

L'ancien émissaire des Nations Unies au Yémen avait aussi qualifié Abd Rabbo Mansour Hadi, président démissionnaire du Yémen, de médiateur répugnant et sans scrupule. Toujours, selon « Panorama Al-Sharq Al-Awsat », les déclarations de Jamal Benomar étaient en contradiction avec les allégations de Washington et de Riyad selon lesquelles l'Iran s'ingérerait intensément dans les affaires du Yémen et de la région. Cette position de M. Jamal Benomar, ainsi que les pressions du Qatar et de l'Arabie saoudite, ont été à l'origine de sa démission. french.irib.ir 26.04

3- Palestine

- Gaza: de jeunes manifestants battus et arrêtés par la police du Hamas - AFP

La police du Hamas a brutalement mis fin à une manifestation de jeunes mercredi dans la bande de Gaza en frappant et arrêtant plusieurs manifestants, a constaté un journaliste de l'AFP.

Plus de 400 jeunes se sont rassemblés dans le quartier de Chajaya, à l'est de la ville de Gaza, pour réclamer la reconstruction du territoire et la fin des divisions inter-palestiniennes, un des facteurs primordiaux du marasme gazaoui.

La manifestation avait été organisée, via les réseaux sociaux, par un groupement de jeunes Palestiniens s'intitulant le "mouvement du 29-avril".

Des policiers en civil qui s'étaient mêlés à la foule ont frappé plusieurs manifestants à coups de poing sans leur causer de blessures graves, a indiqué le journaliste de l'AFP.

Ils ont ensuite arrêté sept personnes, selon des témoins. La manifestation a alors tourné court.

Le ministère de l'Intérieur du Hamas, le mouvement islamiste qui contrôle la bande de Gaza, a déclaré dans un communiqué que la foule était devenue violente, forçant la police à intervenir "pour protéger la vie des manifestants, après quoi le calme a été rétabli".

Lors d'une conférence de presse mardi à Gaza, une des têtes de file du "mouvement du 29-avril" avait expliqué que le but de la mobilisation était que "la rue palestinienne" change la situation actuelle et que la jeunesse fasse entendre sa voix.

La bande de Gaza, territoire exigu coincé entre Israël, l'Egypte et la Méditerranée sur lequel s'entassent 1,8 million de Palestiniens, est en proie à la récession, à l'inflation et à un chômage qui touche plus de 40% de la population et plus de 60% des jeunes.

Son économie est étouffée par un strict blocus israélien depuis 2006 et plus récemment un quasi-blocus égyptien. La guerre de 2014 contre Israël a mis son économie à genou.

Malgré l'ampleur des destructions, la reconstruction se fait attendre. AFP 29.04

4- Irak

La Mort clinique d'Abou Bakr al-Baghdadi - french.irib.ir

Abou Bakr al-Baghdadi, calife de Daesh, est mort cliniquement. Une source au sein du renseignement irakien a fait état de la mort clinique d'Abou Bakr Bagdadi, le calife autoproclamé de Daesh. Al-Baghdadi a été transféré dans un hôpital israélien au Golan syrien occupé pour y recevoir des soins médicaux, mais les médecins israéliens n'ont pas pu le sauver, et il se trouve actuellement dans l'état de mort cliniquement. french.irib.ir 26.04

5- Burundi

- Burundi: la première radio du pays coupée, les chefs de la société civile traqués - AFP

Les autorités burundaises ont fermé lundi la principale radio indépendante du pays et arrêté l'une des figures de la société civile opposée à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, tout en empêchant de nouvelles manifestations contre le chef de l?État à Bujumbura.

La RPA (Radio publique africaine), radio la plus écoutée du pays, a elle-même annoncé dans l'après-midi s'être fait retirer son autorisation d'émettre, avant que son signal ne soit coupé.

Accusée par les autorités d'incitation "au soulèvement", elle ne pouvait déjà plus émettre au-delà de Bujumbura depuis les premières manifestations de dimanche contre un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza.

Un peu plus tôt lundi, Pierre-Claver Mbonimpa, patron de la principale organisation burundaise de défense des droits de l'Homme, a été arrêté. Selon son avocat, son arrestation est "liée" à l'appel du militant à manifester.

Un mandat d'arrêt a par ailleurs été émis contre le principal organisateur, au sein de la société civile, de la campagne anti-Nkurunziza, Vital Nshimirimana, passé dans la clandestinité, mais qui a promis, dans un entretien téléphonique à l'AFP, de poursuivre le mouvement.

"Ca ne fait que commencer, le mouvement ne s'arrêtera que quand Nkurunziza annoncera qu'il renonce à sa candidature", a-t-il dit. "Le peuple burundais et la communauté internationale sont témoins que nos manifestations sont pacifiques".

Entre dimanche et lundi, "environ 320 personnes" ont au total été arrêtées, a affirmé un haut gradé de la police à l'AFP.

Deux personnes ont péri dimanche dans des affrontements entre manifestants et policiers. Deux autres avaient ensuite été tuées dans des descentes nocturnes réalisées, selon des témoins, par des jeunes du parti présidentiel dans le quartier de Cibitoke, où les affrontements avaient été les plus violents dans la journée.

Pour tenter de calmer le jeu, partout à travers la capitale burundaise lundi, c'est l'armée, perçue comme plus neutre que la police par la population, qui a été déployée.

"Nous ne participons pas directement à la gestion des manifestations mais nous sommes là pour sécuriser la population", a déclaré à l'AFP le porte-parole de l'armée, le général Gaspard Baratuza, confirmant les deux morts de la nuit.

Alors que le gouvernement a interdit les manifestations à travers le pays, un millier de jeunes ont malgré tout de nouveau tenté lundi matin de quitter Cibitoke, situé dans le nord de la capitale, pour rejoindre le centre-ville.

Branches d'arbre en main en signe de leur volonté de manifester pacifiquement, ils ont très vite été stoppés par la police anti-émeute, a constaté un journaliste de l'AFP.

Selon des témoins, d'autres manifestants, répondant à l'appel de l'opposition et d'une grande partie de la société civile, ont tenté

de rejoindre le centre depuis d'autres quartiers pour, aussi, contester l'investiture samedi de M. Nkurunziza par son parti, le Cndd-FDD, à la présidentielle du 26 juin. Ils ont été dispersés de la même façon.

Au pouvoir depuis 2005, le chef de l?État briguera un troisième mandat que ses opposants jugent inconstitutionnel et surtout contraire aux accords d'Arusha qui avaient ouvert la voie à la fin de la longue guerre civile burundaise (1993-2006). Son clan juge ce troisième mandat parfaitement légal.

Lundi, le centre-ville est resté calme. L'armée a laissé la population se regrouper dans les rues des quartiers périphériques, danser et chanter son opposition au troisième mandat.

"Nous sommes contents que ce soit l'armée qui ait maintenant été déployée car la police se mélange avec les jeunes du parti au pouvoir", a affirmé un habitant de Cibitoke.

Ces jeunes, les "Imbonerakure", qualifiés de "milice" par l'ONU, sont accusés d'intimidation à l'encontre des opposants à Pierre Nkurunziza. Ils n'ont jamais caché leur volonté d'en découdre si leur champion ne pouvait pas se représenter.

Craignant des dérapages, voire une reprise de la violence à grande échelle, la communauté internationale n'a cessé de tenter de dissuader Pierre Nkurunziza de se représenter. AFP 27.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Le chômage augmente en mars et efface la baisse du début d'année - Le Huffington Post

En catégorie A (les personnes qui n'ont pas du tout travaillé), Pôle Emploi dénombre 15.400 demandeurs d'emploi supplémentaires. Cela représente une hausse de 0,4% sur un mois et de 4,9% sur un an.

Au total, on compte donc 3.509.800 chômeurs en catégorie A, ce qui représente un nouveau record. Depuis mai 2012, et l'accession de François Hollande à l'Elysée, 586.000 personnes sont venues grossir les rangs des demandeurs d'emploi.

Toute catégorie confondue, et englobant les départements d'outre-mer, le nombre de personnes inscrites à Pôle Emploi et obligées de faire un acte de recherche d'emploi est encore plus élevé et se rapproche encore un peu plus des 6 millions (5.590.600 personnes). Le Huffington Post 28.04

C'est le seul article qui demeurait disposible sur ce sujet ce matin sur Yahoo.news Tous les autres articles de la veille ou l'avant-veille avaient disparu. On comprend pourquoi

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries mai 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 20h30, on a ajouté 26 articles, on s'est refusé d'en publier 2.)

Je n'ai pas le temps de m'étendre sur le 1er mai, Selvi (ma compagne) travaille, son frère travaille, sa soeur travaille, son fils travaille, bref, vous m'excuserez, on a l'esprit ailleurs chez les esclaves.

Ce mois-ci pour survivre on a dépensé 10.000 roupies, soit 5.000 roupies par personne, soit 62,5 euros ou 2,08 euros par jour. Alors pensez à financer notre portail si vous estimez qu'il vous apporte quelque chose et que 2,08 euros par jour c'est un peu juste pour vivre décemment.

On ajoutera de nouveaux articles d'ici 2 heures, il est 15h à Pondichéry.

Boycott de Charlie.

- Boycott d'un prix : 145 écrivains ne sont pas «Charlie» - Liberation.fr

Ils sont désormais 145 écrivains à boycotter la remise du prix PEN Americain Center qui doit honorer l'hebdomadaire satirique français, cible de l'attentat du 7 janvier.

6 romanciers au départ, ils sont désormais 145 à boycotter, selon le journal Intercept, la remise du prix PEN America Center qui doit remettre à l'hebdomadaire satirique français un prix pour «le courage et la liberté d'expression». Liberation.fr 30.04

Cela ne serait pas venu d'un parti ouvrier, vous l'aurez remarqué aussi, n'est-ce pas ? Honte à tous les dirigeants qui osent encore parler en notre nom !

Conditionnement. Soyez Charlie ! Quand une agence de la CIA sort un rapport sur la liberté de la presse.

- La liberté de la presse en recul dans le monde, selon un rapport - 20minutes.fr

L'article commençait ainsi : "L'organisation de défense des droits de l'homme rapporte que les «journalistes ont été confrontés à une intensification des pressions émanant de toutes parts». Ainsi, en plus des gouvernements, qui emploieraient des lois

sécuritaires et de lutte contre le terrorisme comme prétexte pour faire taire les voix critiques, les journalistes sont victimes d'intimidations de la part des groupes de pression et des gangs criminels mais aussi des propriétaires de médias, qui tentent de manipuler le contenu des informations pour servir leurs intérêts politiques ou économiques.". Décryptage.

- Un think tanks néolibéral est présenté comme une "organisation de défense des droits de l'homme".

- En réalité, parmi ses membres figurent ces pires ennemis, dont Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Zbigniew Brzezinski, que nos lecteurs connaissent bien.

- Elle se fait passer pour un défenseur de la liberté d'expression. Questions : Laquelle ? De qui ? Pour qui ?

- Elle dénonce "des lois sécuritaires", mais pas le Patriot Act ou son équivalent en France ou en Espagne par exemple.

- Ce qu'elle dénonce, c'est justement les agissements du gouvernement américain et de ses officines criminelles, CIA en tête, impliqué dans la déstabilisation des Etats qui résistent à l'hégémonie américaine, au travers de journalistes ou organes de presse, opposants ou partis politiques, ONG en tous genres qu'ils ont infiltrés, corrompus, achetés ou créés de toutes pièces, et qui harcèlent les gouvernements des pays en question, se livrent à des provocations grotesques, fabriquent de faux témoignages, de fausses informations qu'ils diffusent en boucle, et que les médias institutionnels, les partis politiques et gouvernement des puissances occidentales et leurs alliés reprennent en choeur, de telle sorte que la population soit amenée à se convaincre qu'elle est en présence de régimes antidémocratiques ou tyranniques qui méritent d'être mis à l'index de la communauté internationale comme ils disent ou renverser par la force, bref, justifie ou légitime les guerres de l'impérialisme américain ou de l'Otan.

En lisant la suite vous comprendrez pourquoi on vous fera grâce du reste de cet article.

A noter que 20minutes.fr est une des officines de propagande néolibérale les plus pourries de France, mais bon, il faut dire quedans ce domaine la concurence est rude...

La Freedom House est à l'origine de ce rapport. Qu'est-ce que c'est ?

Wikipedia.org - Extraits. Freedom House est une organisation basée à Washington. Une partie de son financement provient du Gouvernement fédéral des États-Unis. Elle reçoit aussi des dons d'organisations caritatives ou de l'Union européenne.

Freedom House déclare également que « Nos divers conseils d'administration sont unanimes pour dire que la prédominance américaine dans les affaires internationales est essentielle pour la cause des droits de l'homme et de la liberté ».

Elle affirme que pendant les années 1940, Freedom House a soutenu le plan Marshall et l'établissement de l'OTAN.

Elle a soutenu Andrei Sakharov, d'autres dissidents soviétiques, et le mouvement Solidarnosc en Pologne. Freedom House a aidé les sociétés post-communistes dans l'établissement de médias indépendants, groupes de réflexion non gouvernementaux, et d'institutions de base pour des élections politiques.

Plus récemment, elle a soutenu des citoyens engagés dans des révolutions en Serbie, en Ukraine, et au Kirghizistan.

Elle déclare qu'« (...) au Venezuela, elle travaille avec ceux cherchant à protéger et promouvoir les droits de l'homme dans un environnement politique difficile ».

Bien que certains membres soient nés en dehors des États-Unis, et que de nombreux membres aient fait partie de groupes internationaux, ils résident tous aujourd'hui aux États-Unis. Elle ne s'identifie ni avec le parti américain Démocrate, ni avec le parti Républicain. Le conseil est actuellement sous la présidence de Peter Ackerman. Ce dernier a succédé en septembre 2005 à l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey. Parmi les membres importants ayant fait partie du conseil on peut citer : Steve Forbes, Samuel Huntington, Azar Nafisi, Farooq Kathwari, P. J. O'Rourke, Mara Liasson, et Mark Palmer, Kenneth Adelman, Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Otto Reich, Jeane Kirkpatrick, Zbigniew Brzezinski, et Malcolm Forbes Jr.

Freedom House est financée par un certain nombre de fondations, incluant la Lynde and Harry Bradley Foundation, la Sarah Scaife Foundation et la Soros Foundation. Elle reçoit également un financement du gouvernement des États-Unis par l'intermédiaire du National Endowment for Democracy, de l'USAID, et du département d'État). Environ 75 % de ses revenus proviennent d'allocations fédérales des États-Unis.

Freedom House décrit ses relations avec le gouvernement des États-Unis comme suit : « Freedom House est une organisation non-gouvernementale indépendante, créée initialement en 1941 pour pousser le gouvernement des États-Unis à adopter des politiques soutenant la démocratie et les droits de l'homme à l'étranger. Ses rapports et analyses sont indépendants de

toute influence gouvernementale et marqués par un climat intellectuel d'enquête scientifique. Ces dernières années, Freedom House a reçu des allocations de l'Agence des États-Unis pour le développement international et du département d'État pour divers projets, généralement à la suite d'un concours public. Freedom House a aussi sollicité et obtenu des fonds d'autres gouvernements démocratiques et d'organismes internationaux qui soutiennent la démocratie, dont les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Norvège et l'Union européenne. Wikipedia.org

No comment !

ACTUALITE EN TITRES

Faits divers institutionnels.

- Loi renseignement : la droite saisira les Sages, la gauche s'abstiendra - Rue89

- Le sénateur PS Philippe Kaltenbach renvoyé en procès pour corruption - AFP

- Bygmalion: Sarkozy aurait été informé des problèmes budgétaires pendant sa campagne - 20minutes.fr

- La politique économique de Valls fait 68% de mécontents - AFP

Lieu commun.

Qu'ont-ils en commun ? L'essentiel : L'armée qu'ils adulent.

- "L'effort pour l'armée doit être compensé par des économies sur le logement et la santé", annonce Michel Sapin - Francetv info

- Lienemann (PS): soutien à la défense mais pas au détriment du logement et de la santé - AFP

L'uniformité de la pensée.

- Un député UMP propose le port de l'uniforme à l'école - Reuters

Qui complote ? Qu'ont-ils à cacher ?

- Soupçons de viols en Centrafrique : une enquête classée secret défense - Francetv info

Le poison de la xénophobie.

- Mélenchon publie un "pamphlet" contre "le poison allemand" - AFP

Encore une chance monsieur Mélenchon !

- Le fusil des soldats allemands est défectueux - LeFigaro.fr

La réaction ne connaît pas de repos.

- Jours fériés : les gagnants et les perdants du mois de mai - Francetv info

- Faut-il supprimer les jours fériés ? - Francetv info

Si les ponts du mois de mai sont une aubaine pour le tourisme, l'industrie enregistre de sérieux manques à gagner. Francetv info 30.04

Et les 5 semaines de congés payés, et les 52 samedis et dimanches, vous y avez pensé, quel "manque à gagner" pour vos maîtres...

ACTUALITÉ DU JOUR

Fonds de commerce à vendre.

- Les syndicats ne séduisent plus les Français - Francetv info

Selon un sondage, les syndicats n'ont plus la cote chez les Français. Pour sept Français sur dix, ils ne sont pas représentatifs des salariés. Depuis 30 ans, le nombre de salariés syndiqués a été divisé par deux : aujourd'hui, seulement 7,7 % de la population active fait partie d'un syndicat.

Les syndicats sont plus présents dans la fonction publique que dans le privé. Contrairement aux idées reçues, ce n'est pas dans les usines qu'ils ont le plus d'adhérents. Ils sont 5,9 % chez les ouvriers; 14,9% chez les cadres. Francetv info 30.04

Comment éliminer ou achever les jeunes les plus fragiles ?

1- "Party bus" : des soirées pour ados où l'alcool coule à flots - Francetv info

A Vancouver, les discothèques sont interdites aux moins de 19 ans. Mais des entreprises privées ont trouvé un moyen de contourner la loi en imaginant le concept du party bus. Ces bus détenus par des compagnies privées se louent. A l'intérieur, les jeunes font la fête, sans restriction d'alcool ou de drogues.

Il existe plus de 400 compagnies qui se partagent ce marché très lucratif. Pourtant, ces fêtes qui servent de rite de passage de l'enfance à l'adolescence font régulièrement la une des journaux au Canada. Francetv info 30.04

2- "Teens parties" : ces fêtes où les ados dérapent - Francetv info

En plein cœur de Paris, des jeunes s'amassent dès 18 heures aux portes d'une célèbre boîte de nuit, généralement réservée aux adultes de plus de 18 ans. Tournées en caméra discrète, les images de ces fêtes avec sécurité, surveillance et boissons non alcoolisées garanties, selon les organisatrices, dévoilent tout autre chose.

Des dizaines de jeunes fument à l'intérieur même de la boîte de nuit, une bagarre éclate, et un adolescent finit dans les toilettes, à soigner seul sa plaie à la lèvre. Pas un vigile pour leur interdire de fumer ou les séparer lorsque la "baston" commence. A l'extérieur, devant la boîte de nuit, un autre roule un joint sous les yeux de trois vigiles qui ne bougent pas le petit doigt. Voilà des fêtes pour ados qui ressemblent de plus en plus à des soirées d'adultes. Pourtant, selon les organisatrices Annie Jomeau et Virginia Bénard, entre 20 et 25 vigiles seraient présents pour assurer la sécurité de ces ados qui ont entre 13 et 17 ans. Francetv info 30.04

3- Au Texas, les lycéens qui sèchent trop peuvent finir en prison - LeFigaro.fr

Ces trois dernières années, plus de 1000 lycéens texans qui ne pouvaient pas payer leur amende suite à des absences répétées ont atteri en prison. Une procédure très sévère pour lutter contre le décrochage scolaire, qui est loin de toujours porter ses fruits.

La règle peut paraître absurde, mais elle est vraiment en application au Texas: les adolescents qui ratent trop de cours sont condamnés à des amendes, et lorsqu'ils ne peuvent pas payer ces dernières, ils peuvent aller en prison pour rembourser leurs dettes. Cette procédure est censée permettre aux adolescents décrocheurs de «revenir sur le droit chemin» en les incitant à retourner au lycée après leur temps de prison. BuzzFeed rapporte ainsi que David Cobos, un juge texan, a déclaré qu'il était «important que les enfants apprennent que leurs actions ont des conséquences». Serena, 16 ans, 2700 dollars d'amende, neuf jours de prison et une exclusion de son lycée

Plus d'un millier de lycéens texans auraient connu cette situation durant les trois dernières années. Mais souvent, l'effet produit est l'inverse de celui attendu. BuzzFeed cite ainsi l'exemple d'une jeune fille nommée Serena, élève en première. Serena faisait souvent l'école buissonnière, et a donc été condamnée à payer une amande de 2700 dollars. Impossible de payer une telle somme pour cette lycéenne, logée dans une caravane avec sa mère au chômage.

Serena s'est vue offrir un «crédit-prison» de 300 dollars par jour. Elle a donc passé neuf jours enfermée. Mais lorsqu'elle est revenue en cours, la direction de son établissement lui a signifié qu'elle était renvoyée. La raison? Ses journées passées en prison ont compté comme des absences injustifiées auprès de son lycée... Un véritable cercle vicieux, qui concerne une écrasante majorité d'élèves pauvres, Noirs ou Hispaniques, dénoncé par le juge Don Coffey: «Si vous envoyez quelqu'un en prison et qu'il manque l'école, c'est contre-productif. Cela va complètement contre l'esprit de ce que je pense qu'une loi devrait être». LeFigaro.fr30.04

Barbarie. Tout y passe.

- Des caisses de poussins hachés vivants - Francetv info

Hachés vivants ou morts étouffés, il s'agit d'un véritable cauchemar industriel qui est caché au consommateur. Un charnier qui révolte les associations de défense des droits des animaux.

Dans cette ferme spécialisée dans l'élevage de poulets, des milliers de poussins sont triés en fonction de leur sexe, manipulés et jetés comme des Kleenex juste après éclosion. Le but, faire le tri entre les poulets qui finiront dans votre assiette, et ceux qui iront à la poubelle.

Une pratique légale, où les poussins mal formés, malades, de sexe mâle donc improductifs, pas assez beaux... sont "endormis" avant d'être jetés dans le broyeur à haute pression pour finir en chair sanguinolente.

"Donc là, c'est une caisse où l'on stocke pendant le tri les poussins qui sont mal formés, malades, ou qui ne conviennent pas […]. C'est des caisses qui dans la journée ou le jour suivant vont passer au broyeur. En moyenne, on doit bien jeter 15 % des poussins."

Cette pratique fréquente est censée être indolore. Cependant, toujours sur les images tournées par ce jeune homme, on aperçoit des centaines de poussins jetés dans un sac poubelle avant de mourir asphyxiés.

"Ici, c'est une pratique qui consiste à verser les poussins dans les sacs poubelle […]. Ils sont étouffés par la suite en appuyant sur le sac pour vider un maximum d'air et que les poussins survivent le moins longtemps possible. Mais le sac continue à bouger pendant quelques minutes."

Rien à voir avec les pratiques dites légales pour éviter toute souffrance aux poussins. Hachés vivants ou morts étouffés, il s'agit d'un véritable cauchemar industriel qui est caché au consommateur. Francetv info 30.04

Ah ben encore un complot !

De la putréfaction d'un régime naissent les milices fascistes.

- Lille : face à l'insécurité, les commerçants d'une rue veulent créer une milice - LeFigaro.fr

A Lille, les commerçants de la rue Jules-Guesde, en plein quartier populaire de Wazemmes, sont désespérés: vols dans les voitures ou à l'arraché et agressions y seraient monnaie courante. Mais le problème majeur viendrait du trafic de drogue, incessant, qui se tient sur les trottoirs. Face à ce sentiment d'insécurité, les commerçants tentent depuis plusieurs années d'alerter les pouvoirs publics, mais en vain. Excédés, ils songeraient même à la création d'une milice, pourtant interdite par la loi.

Contacté par le Figaro, les commerçants donnent l'image d'un quartier où la loi n'est plus respectée: «Cela fait de nombreuses années que le problème perdure. Des jeunes vendent de la drogue à la vue de tous, volent des sacs à main, des bijoux. Ils boivent, se battent, cassent des carreaux, crèvent des pneus», raconte un restaurateur de la rue. «Il y a aussi des batailles de bandes où l'on compte presque une centaine de belligérants. Mais le vrai problème, c'est la drogue», ajoute un autre commerçant. «Ce sont toujours les mêmes qui font du trafic. Des sans-papiers, souvent. Quand ils se font interpeller, ils font croire à la police qu'ils sont mineurs. Ils ne sont donc jamais inquiétés, ils sont à chaque fois relâchés», explique ce même commerçant. D'après La Voix du Nord, une agression a encore eu lieu lundi. La police a interpellé un mineur de 17 ans, en possession d'un sachet de cannabis et d'une bombe lacrymogène, après avoir été appelée pour un vol dans une ambulance.

Le problème a des répercussions directes sur la santé économique des différents commerces. Un restaurateur de la rue a confié avoir perdu, depuis cinq ans, près de 40% de son chiffre d'affaire. «Maintenant le soir, plus personne n'ose venir, la fréquentation de la rue a beaucoup baisée», explique-t-il.

Les autorités ont été alertées: plusieurs réunions ont eu lieu entre la mairie et les commerçants, mais sans résultat selon ces derniers. «On rêve d'avoir des caméras de surveillance dans notre rue, mais ce n'est pas le cas. On a l'impression d'être laissés à l'abandon», indique le commerçant. «Certes, il y a des patrouilles de police, mais ce n'est pas comme ça qu'on enrayera le problème», ajoute-t-il.

Dernier symptôme du mal qui gangrène cette rue: le sentiment d'insécurité a poussé plusieurs commerçants à s'armer. «On a acheté un pistolet à grenaille pour se défendre dans notre boutique. Certains ont opté pour d'autres solutions. Ça va de la batte de baseball au fusil à pompe», raconte le commerçant excédé. Et de prévenir: «Si rien n'est fait, on sera obligé de former une

milice». lefigaro.fr 30.04

Barbarie for ever.

- Le Vietnam dénonce les "crimes barbares" des Etats-Unis 40 ans après la guerre - AFP

Le Vietnam a dénoncé jeudi les "crimes barbares" commis par les Etats-Unis, à l'occasion du 40e anniversaire de la chute de Saïgon, dernier épisode d'une guerre ayant fait des millions de morts.

"Ils ont commis d'innombrables crimes barbares, ont causé des pertes incommensurables et beaucoup de douleur à la population de notre pays", a lancé le Premier ministre Nguyen Tan Dung à la foule réunie devant le palais de l'indépendance, pris d'assaut il y a 40 ans par les chars nord-vietnamiens.

Le conflit a fait des millions de morts côté vietnamien dont de nombreux civils tués dans des bombardements.

Des centaines de milliers d'autres ont été blessés, dont de nombreux intoxiqués par l'"agent orange", herbicide contenant de la dioxine qui avait été pulvérisé par les Américains sur de vastes étendues du pays.

La guerre avait divisé l'opinion publique américaine, émue du sort des 58.000 GI's tués ou grièvement blessés.

Les souffrances des civils vietnamiens, comme le massacre en mars 1968 de centaines de villageois à My Lai par l'armée américaine, avait aussi contribué à faire tourner l'opinion outre-Atlantique.

Et la guerre du Vietnam reste pour Washington la première grande défaite d'une superpuissance qui se pensait imbattable.

Aucun représentant américain n'était présent à la parade mais l'ambassadeur des Etats-Unis a assisté à une discrète cérémonie au consulat d'Ho Chi Minh-Ville, avec une association de vétérans.

(Ensuite l'AFP réécrit l'histoire avec un cynisme sans nom pour le compte de l'impérialisme américain. - ndlr)

Auparavant, les gens considéraient qu'il s'agissait d'une guerre de "libération nationale et d'unification". "Aujourd'hui, davantage de Vietnamiens voient cette guerre comme un évènement tragique au cours duquel des Vietnamiens ont tué d'autres Vietnamiens - une guerre civile", ajoute-t-il.

Dans ce contexte, les Vietnamiens sont de plus en plus indifférents, voire hostiles, à ces spectacles de patriotisme officiel.

"Je ne m'intéresse pas à ce défilé, il est mauvais pour les affaires", a expliqué à l'AFP Nguyen Thi Dieu, restaurateur du centre d'Ho Chi Minh-Ville, bouclé pour le défilé.

"C'est juste pour les caméras de télévision et pour les hauts dirigeants, pas pour des gens comme moi", a confié, désabusé, le jeune homme de 25 ans. AFP 30.04

A l'aide de témoins ignares ou intéressés qui ne représentent qu'eux-mêmes, on peut faire dire n'importe quoi à n'importe qui histoire de cautionner la version d'une fable qu'on a fabriquée, qui à force d'être répétée sur tous les tons se substituera à la réalité. C'est la raison d'être des agences de presse et des médias aux ordres.

Quand est-ce qu'on les élimine ?

- Une balle «intelligente», pour atteindre sa cible à tous les coups - lefigaro.fr

D'une précision redoutable. L'Agence de recherche en technologies militaires avancées du Pentagone, la DARPA, dont les travaux avaient notamment permis de lancer Internet, a récemment présenté un prototype de balle «intelligente». Avec ce projet, lancé en 2009 et baptisé EXACTO (Extreme Accuracy Tasked Ordnance), l'agence américaine ambitionne de «révolutionner la précision» des tirs.

La balle, de calibre 50 (12,7 mm), est «pilotée à distance en temps réel grâce à un système de guidage optique», explique brièvement la DARPA sur son site, sans dévoiler les secrets de sa recette. Cette technologie permet à la balle de changer de trajectoire en plein vol «pour compenser les facteurs inattendus» et ainsi, atteindre une cible en mouvement, de jour comme de nuit, notamment dans des conditions défavorables, sur des terrains venteux et poussiéreux. Comme en Afghanistan, où les États-Unis ont encore 9.800 soldats, par exemple. En clair, une fois que le tireur a appuyé sur la gâchette, si sa cible a bougé,

cette munition est capable de changer de direction et de faire mouche à tous les coups. Qu'il vente, pleuve, ou neige, de nuit comme de jour.

Pour preuve, la DARPA a mis en ligne une vidéo de test édifiante. On voit sept tirs consécutifs. La trajectoire d'une balle classique est représentée par une ligne rouge, et celle de la balle «intelligente» par une ligne verte. Une fois que le tireur a appuyé sur la gâchette, la cible bouge. Et à chaque fois, la balle traditionnelle manque sa cible, contrairement à l'autre. Le dernier tir est effectué par un tireur présenté comme novice. Même résultat: avec cette munition de précision, il atteint sa cible dans le mille.

L'objectif de ces balles, comme l'explique la DARPA, qui espère développer ces balles sur tous les calibres, est de servir à des soldats d'élite. Ce projet, assure l'agence américaine, a aussi pour but de «renforcer la sécurité des troupes». Encore faut-il que ces balles à tête chercheuse ne tombent pas entre de mauvaises mains. lefigaro.fr 30.04

Vous visez le coeur ou la tête et vous êtes certain de tuer votre cible, génial, le crime de précision parfait.

Commentaire d'un internaute

- "C'est fou comme l'être humain peut être créatif quand il s'agit d'exterminer ses semblables ... !"

L'illusion du réformisme tombe en morceaux.

Grille de lecture.

Les besoins des travailleurs et la démocratie sont incompatibles avec le maintien en place du régime capitaliste et ses institutions en Espagne comme ailleurs.

Partant de là, quand un parti dit ouvrier ou populaire ou encore de gauche refuse de s'attaquer aux fondements du capitalisme, refuse d'envisager un affrontement direct avec la classe des capitalistes, il ne reste plus à ses dirigeants comme seule alternative que de s'accommoder du capitalisme en crise et en assumer les conséquences politiques en contradiction avec leurs engagements pris envers leurs adhérents ou leurs électeurs, qui ne sont pas forcément de farouches anticapitalistes, loin de là même, mais qui inconsciemment espéraient malgré tout que certaines mesures seraient mises en avant ou appliquer pour améliorer leur sort, ce qui est impossible sans rompre radicalement avec la politique de leurs prédécesseurs, ce dont ils sont totalement incapables pour n'en avoir jamais eu réellement la volonté, ce qu'ils s'étaient bien gardés de dire à leurs supporters qu'ils ont ainsi trompés délibérément et la boucle de l'imposture est bouclée.

Cela vaut pour Syriza, Podemos, Mouvement Cinq étoiles, le Front de gauche en France, etc. qui sont des couteaux sans lame incapable de trancher dans le vif du capitalisme, laissant ses représentants trancher à sa place le sort des masses exploitées. Il n'y a absolument rien à attendre de ces partis acquis à notre ennemi. Ils jouent à leur tour le rôle de supplétif du parti de l'ordre pour le compte du régime en place. Partis fondés par des nantis issus de la social-démocratie dégénérée qui les a nourris pendant des décennies, ils sont étrangers à la classe ouvrière.

Etiquetés de gauche lors de leur ascension, mais une fois que la question de leur participation à un gouvernement se trouve posée ou qu'ils sont parvenus au pouvoir, on s'aperçoit qu'en réalité ils étaient de droite puisqu'ils refusent de rompre avec la politique de leurs prédécesseurs, de rompre avec les institutions en place, l'UE et l'euro, l'Otan, l'ONU, etc. C'est du domaine de l'imposture, de l'escroquerie intellectuelle et politique.

Il n'existe aucune issue politique favorable aux travailleurs dans le cadre de la préservation du régime économique et politique, il faut impérativement le renverser, voilà ce qu'il faut retenir.

Cette conclusion va de soi, elle est somme toute logique et se passe de toute justification théorique ou doctrinaire qu'il soit dit en passant pour ceux qui ont en horreur la politique ou toute analyse faisant référence à une quelconque théorie.

C'est juste un constat dont on tire un enseignement politique, qu'ensuite on théorise puisqu'il est valable pour toute expérience similaire, histoire d'avoir retenu quelque chose qui nous servira par la suite, car dans le cas contraire on ne peut pas progresser, on n'apprend rien et on demeure toujours aussi ignorant et susceptible d'être trompé ou manipulé par une ribambelle de charlatans ou aventuriers.

C'est difficile d'être de gauche quand la marge de manoeuvre du capitalisme en crise se réduit de jour en jour, quand ses besoins se font de plus en plus pressants et impérieux, violents.

Il n'y a plus de place pour les chimères du petit bourgeois qui espérait encore améliorer son sort ou maintenir son niveau de vie sans bousculer le régime en place. Il capitule parce qu'il se satisfait de son sort, et plutôt que se tourner résolument vers les

couches les plus défavorisées de la classe ouvrière, il préfère s'en remettre au capitalisme pour défendre ses privilèges. Et parmi ses représentants (du capitalisme) la panoplie des courants politiques est très vaste, elle va des sociaux-libéraux à l'extrême droite, ce qui explique qu'ils soient incapables de rompre avec les premiers ou rejoignent les seconds en désespoir de cause. Son absence d'indépendance, sa couardise, son ambition, son individualisme, sa cupidité, sont légendaires et témoignent que son manque de discernement est mis à profit pour servir uniquement ses propres intérêts. Pour manifester ses bonnes intentions ou se donner bonne conscience, il prétendra qu'il avait de bonnes idées mais qu'elles n'étaient pas réalisables et qu'il n'y était pour rien le bougre, alors qu'en réalité ses idées étaient viciées, corrompues à la base. D'où l'importance de toujours remonter à la source, à la nature d'une idée, d'un parti, etc. sinon on peut se faire facilement berner par toutes ces diseuses de bonnes aventures qui tournent très mal en général, par spécialement pour leurs auteurs, mais pour ceux qui ont eu le malheur de leur faire confiance un jour.

Etre de gauche disions-nous il y a quelques jours, c'est rompre avec le régime en place et ses institutions, avec le capitalisme, aussi extraordinaire ou péremptoire que cela puisse paraître, cela ne peut signifier qu'être socialiste puisque c'est la seule alternative possible au capitalisme. D'où la nécessité d'étudier et de faire connaître le socialisme pour y faire adhérer travailleurs et militants. Dans le cas contraire ou si on rejettait cette affirmation, cela se traduirait par quoi rompre avec le capitalisme, absolument rien, puisque soit on le remplace par le socialisme qui en est la négation (de la négation), soit on le remplace par rien, c'est absurde, en réalité on continue de faire avec sans l'avouer à défaut de mieux, on capitule.

Pendant plus d'un siècle, des tas de gens se sont dit de gauche, alors qu'ils ne l'étaient pas vraiment puisqu'ils s'accommodaient du régime capitaliste en place. C'est cette formidable imposture qu'il s'agit aujourd'hui de démolir pièce par pièce pour revenir à la définition originelle de la gauche : Etre favorable à un changement de régime social et politique, à un changement de mode de production.

Personne n'est obligé d'être de gauche bien entendu, aussi faut-il assumer quand on ne l'est pas, jusqu'au bout, c'est tout ce que nous voulions dire ici.

Mais alors où classer ceux qui ne se reconnaissent pas dans votre formule ? Faites en des démocrates dès lors qu'ils se présentent comme des opposants au gouvernement en place, si la cause pour laquelle ils combattent incarne les intérêts de la majorité de la population. Mais alors ils peuvent être de droite ou de gauche ? Effectivement, cela ne présente aucun inconvénient ou n'entre pas en contradiction avec notre formule dès lors qu'ils se rassemblent pour combattre ensemble temporairement sur une question bien circonscrite.

Devrions-nous condamner les propos tenus par un représentant de la droite qui dénoncerait le rôle des Etats-Unis au Moyen et au Proche-Orient ? Certainement pas. On ne serait pas obligé de chanter ses louanges pour autant ou d'expliquer qu'on partagerait ses positions, car c'est plutôt lui qui rejoindrait les nôtres en la matière. L'intérêt porterait sur les bénéfices que pourraient en tirer les peuples de cette région pour mener leur combat contre l'impérialisme américain et imposer leur souveraineté et indépendance, tout comme nous qui demeurerions totalement indépendant des autres participants à une telle bataille sur la base de notre programme révolutionnaire.

La question des rapports avec les autres partis et classes est déterminante, dans la mesure où ils peuvent donner lieu à toutes sortes de compromissions, ou au contraire constituer un puissant levier pour construire le parti sur une base absolument indépendante de l'Etat, donc ses représentants quelles que soient leurs étiquettes ou appartenances politiques, à l'exception toutefois de l'extrême droite mais cela va de soi.

On ne cherchera pas à imposer notre programme à quiconque, ce serait absurde, par contre on s'engagera dans une bataille au côté de membres d'autres partis dont certains seront de droite, uniquement dans la mesure où elle serait compatible avec notre programme ou s'inscrirait dans la perspective politique pour laquelle nous combattons plus largement.

Par exemple, on peut envisager de défendre les valeurs de la République, si et seulement si on estime qu'elle serait gravement menacée, tout en développant notre argumentation en faveur d'une République sociale ou en précisant parallèlement que ce combat s'inscrit dans cette perspective, sinon notre position pourrait donner lieu à toute autre interprétation et confusion sur la nature de notre engagement politique, ce qu'il faudrait éviter à tout prix pour être crédible ou être pris au sérieux par les travailleurs et les militants qui seraient susceptibles de nous rejoindre. Ce genre de question ne se traite pas par dessus la jambe ou ne peut faire l'objet de manoeuvres entre appareils, qui useraient de leur autorité pour en fait poursuivre un tout autre but que le nôtre, auquel cas ce type de bataille déservirait notre cause pluôt qu'autres choses et se solderait à terme par un échec.

Il ne suffit pas d'avoir de bonnes idées, il faut être capable de les présenter correctement et de les défendre sans ambiguité pour inspirer confiance aux travailleurs et aux militants, c'est tout un art qui ne s'improvise pas. Pour affronter les critiques ou les polémiques et en sortir victorieux, il vaut mieux n'avoir absolument rien à se reprocher et pouvoir répondre à toutes les questions qui peuvent jaillir ou qu''on peut vous poser, ce qui nécessite une certaine expérience et d'y avoir réfléchi avant, c'est préférable. Les gens en général sont très susceptibles, à cran même aujourd'hui, si votre discours n'est pas cohérent ou parfait, il cèdera la place au doute et il n'en sortira rien de bon à l'arrivée. Oui, il faut se surpasser en quelque sorte, il faut repenser mille fois aux mêmes questions pour s'assurer que les réponses qu'on est prêt à y apporter sont adéquates et les plus précises possibles. Cette exigence de rigueur est impitoyable et dévoreuse d'énergie et de temps, mais c'est payant, en tout cas on veut le croire.

- Espagne: première crise à Podemos où l'un des fondateurs démissionne - AFP

Juan Carlos Monedero, 52 ans, cofondateur et numéro trois du parti, ex-conseiller politique du président vénézuélien Hugo Chavez, a annoncé qu'il en quittait la direction. Et ce, au moment où le parti, qui a connu une ascension fulgurante depuis sa naissance en 2014, est en perte de vitesse dans les intentions de vote aux législatives prévues en novembre, concurrencé par un autre jeune parti, le centriste Ciutadanos.

Pilier de l'aile gauche du parti, Juan Carlos Monedero a estimé que "Podemos doit cesser de se regarder dans des miroirs qui ne sont pas les siens".

"Le cerveau politique de Podemos s'en va", a analysé pour l'AFP Ramon Lobo, auteur d'un livre paru récemment sur Juan Carlos Monedero.

Il y a un an, en mai 2014, Podemos, issu en partie du mouvement des indignés et créé seulement cinq mois plus tôt, avait réussi contre toute attente à faire entrer cinq députés au Parlement européen.

Depuis fin 2014, il était régulièrement en première ou deuxième position dans les sondages, menaçant le Parti populaire (droite) et le Parti socialiste, qui se partagent le pouvoir depuis plus de 30 ans en Espagne.

Il promettait la fin des souffrances pour les Espagnols victimes d'un des plus forts taux de chômage d'Europe (23,7%), écrasés selon Podemos par la "caste" et humiliés par une cure d'austérité.

La presse proche du PP ou du PSOE s'est alors déchaînée contre ce jeune allié de Syriza, redoublant ses efforts après l'arrivée du parti grec au pouvoir en janvier.

Les attaques ont porté sur les liens entre les dirigeants du parti et la gauche latino-américaine, et plus particulièrement le Venezuela, avant de se concentrer sur M. Monedero, qui a admis des missions de conseil latinoaméricaines très bien payées.

Mais le parti fondé par un petit groupe de professeurs de Sciences Politiques de l'université madrilène de la Complutense, dont certains très proches de l'extrême gauche, s'est peu a peu trouvé "dans une position défensive", estime Ramon Lobo.

Pablo Iglesias a confirmé des divergences. "Depuis quelques mois, nous évoquons ensemble le fait que notre organisation est d'une certaine manière peut-être trop étroite pour lui", a-t-il déclaré à la presse pour expliquer ce départ tonitruant.

Monedero a lui dépeint un parti qui a grandi trop vite et semble encore se chercher.

"Depuis la naissance de Podemos, il a deux âmes: l'âme d'où il vient, celle du 15 M (ndlr: le mouvement des indignés lancé le 15 mai 2011 contre l'austérité) et sa propre conversion en parti politique se situant dans une orbite institutionnelle, avec une série de règles", a-t-il expliqué.

Il y a "des gens plus modérés, et des personnes qui veulent s'en tenir aux origines".

Le succès fulgurant de Podemos dans les sondages "lui a fait perdre le sens des réalités", estime Ramon Lobo.

Le départ de Monedero intervient alors que ses ennemis commençaient déjà à comparer Podemos au Mouvement Cinq étoiles de Beppe Grillo en Italie, "un mouvement de colère collectif (...) finalement enlisé dans ses propres clichés", selon l'écrivain Felix de Azua, proche de Ciudadanos.

Ramon Lobo lui veut croire que ce parti peut encore "bouleverser" la politique espagnole, ne serait-ce qu'en menaçant le bipartisme avec une cinquantaine de députés. AFP 30.04

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Après Baltimore, plusieurs villes américaines se mobilisent pour Freddie Gray - euronews.com

Mobilisation à nouveau hier soir à Baltimore pour demander justice pour Freddie Gray, ce jeune Noir mort en garde à vue dans un poste de police la semaine dernière.

Plusieurs milliers de personnes ont défilé dans le calme et aucun incident sérieux n'a été signalé. La police était déployée en force pour faire respecter le couvre-feu, décrété pour toute la semaine après les graves violences de lundi soir.

Catherine Pugh, sénatrice du Maryland : "Nous ne nous calmerons pas. Nous ne nous calmerons pas tant que nous n'obtiendrons pas justice pour Freddie Gray. Nous voulons une enquête claire et transparente au sein de la police et des officiers impliqués dans sa mort".

Le procureur de Baltimore a affirmé pourtant que les résultats de l'enquête interne ne seraient pas rendus publics.

Rassemblements également dans d'autres villes, comme Seattle, Denver, Boston ou New York, où la police a arrêté plus de soixante personnes pour des violences ou provocations.

A Washington, c'est devant la Maison Blanche qu'une manifestation a eu lieu, rassemblant un millier de jeunes… euronews.com 30.04

2- Burundi

- Burundi : un militaire tué par un officier du renseignement, neuf manifestants blessés - LeMonde.fr

Un militaire burundais a été tué, jeudi 30 avril, par un officier des services de renseignement près d'une barricade dans Bujumbura, où neuf manifestants opposés à un nouveau mandat du président Pierre Nkurunziza ont été blessés dans de nouveaux affrontements avec la police.

Au cinquième jour des manifestations, et dans le but d'enrayer la protestation, selon les étudiants, le gouvernement a fermé les résidences universitaires. « Un officier du service de renseignement se trouvait à Musaga [un quartier de la capitale] à un endroit où les manifestants ont établi une barricade. Il s'est senti menacé. Il a tiré et touché un soldat, qui a été tué, et un civil, qui est blessé au bras », a expliqué un haut responsable de la police.

3- Yémen

- Yémen: 4000 militaires saoudiens désistent - french.irib.ir

Selon Global Research qui cite les sources européennes quelques 4000 soldats saoudiens ont désisté. Par crainte d'avoir à affronter les bataillons yéménites au cours d'une éventuelle offensive terrestre contre le Yémen 4000 militaires saoudiens ont fui leurs bases militaires dans des régions frontalières. les autorites saoudiennes tentent de maintenir un black out total sur ces désertions massives dans les unités et les bases militaires sans pour autant réussir de cacher cette réalité des services de sécurité occidentaux.

Selon ces sources des contacts ont été détectés entre les commandants militaires saoudiens et le ministre de la défense qui dirige les opérations. Ces contactstraitent en effet de ces désertions en masse. Certaines informations font etat de la fuite de plus de 10000 soldats saoudiens ces quatre dernières semaines. Les experts soulignent le moral particulièrement écorné des militaires saoudiens au seuil d'une éventuelle attaque terrestre contre le Yémen. Pour les services secrets saoudiens une invasion terrestre du Yémen dans ces conditions revient à un suicie en règle pour le régime des al e Saoud. french.irib.ir 29.04

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Italie : le chômage poursuit sa hausse, atteint 13%, en mars - french.irib.ir

Le taux de chômage a poursuivi sa hausse, en Italie, en atteignant 13%, en mars, en hausse de 0,2 point, par rapport à février, selon des chiffres provisoires, publiés jeudi, par l'Institut des statistiques, (Istat).

Selon l'IRNA, pas moins de 59.000 personnes ont perdu leur emploi, en mars, en Italie. Sur un an, le taux de chômage est en hausse de 0,5 point, ajoute l'Istat. En février, la hausse du chômage avait été plus faible, de 0,1 point, après deux mois, décembre et janvier, de baisse.

Le chômage des jeunes, (15-24 ans), a, davantage, augmenté, sur un mois, en mars, avec une hausse de 0,3 point de pourcentage, à 43,1%, même si sur un an, il a baissé de 0,4 point. Selon des données corrigées des variations saisonnières, les personnes à la recherche d'un emploi étaient au nombre de 3,302 millions, en mars, en Italie, en hausse de 1,6%, par rapport à février. Le nombre de personnes actives s'est établi à 22,195 millions, en baisse de 0,3%, sur un mois, et en baisse, également, de 0,3%, sur un an. french.irib.ir 30.04

Haut de page

Le 2 mai 2015

CAUSERIE

Cette rubrique ne sera actualisée que demain ou lundi. En attendant on ajouté 25 articles, on s'est refusé d'en publier 2.

Le point commun entre ces milliers d'articles c'est qu'ils ont ni queue ni tête, ils ne sont pas articulés autour d'un principe, leurs auteurs accordent plus d'importance à leurs propres interprétations qu'aux faits et aux enseignements qu'on aurait pu tirer du passé.

Pour exister, ils réécrivent sans cesse l'histoire en fonction de leur état d'âme du moment ou de leurs intérêts personnels sans être guidés par une cause, pas la nôtre en tout cas, aussi nous ne leur reconnaissons aucune légitimité pour parler en notre nom ou celui des travailleurs.

Ils passent leur temps à extrapoler, spéculer gratuitement, supputer dans le vide, faire des propositions stériles, se livrant à des exhortations misérables en direction des dirigeants du vieux monde pourri, formulant des souhaits, voeux, paris, espoirs, états d'âme, qui n'ont jamais débouchés sur la moindre action pratique, bref, rien de cohérent et de sérieux hormis les données ou informations qu'ils nous livrent. Et puis ils ont chacun leur marotte, une idée qui se veut originale, par exemple l'Eurasie qui serait le nouvel eldorado ou le dernier sursaut du capitalisme qu'ils appellent de leurs voeux, ouf le voilà sauvé ! Ou encore la révolution bolivarienne ou le socialisme du XXIe siècle qui a comme un goût de capitalisme avarié.

La classe dominante a encouragé et financé la création des ONG pour finir de disloquer le mouvement ouvrier, sur une base similaire puisque tous deux étaient liés à l'Etat, les ONG s'adressaient en priorité aux classes moyennes, aux petits bourgeois et aux couches supérieures de la classe ouvrière aspirant à le devenir ou ayant déjà un statut similaire, les fonctionnaires liés à l'Etat, les syndicalistes également, les intellectuels qui en plus s'emploieront à développer leur propre fonds de commerce, faisant commerce des idées, comme d'autres font commerce de pommes de terre, de bière, de tapis ou de colifichets, privilégiant l'emballage qui pollue au contenu dont il ne reste rien une fois qu'on l'a consommé, on veut dire par là que leurs articles ne contribuent pas à définir une issue à la crise du capitalisme, bien au contraire puisqu'ils passent leur temps à le légitimer, en passant, l'air de rien, qui ne passe pas l'épreuve critique d'une lecture attentive.

Quelle perte de temps et d'énergie pour finalement rien, nous vendre du vent ou de nouvelles illusions, une impasse, ils s'en satisfont, ils ne sont pas très exigeants, et pour cause ils n'en attendent rien, c'est ce qui nous fait dire qu'ils s'en foutent au bout du compte, ce sont de beaux parleurs sans plus. Le terrain de la lutte des classes, la classe ouvrière, le socialisme et le marxisme qui y sont intimement liés, cela les laisse indifférent, ils préfèrent s'en détourner, alors on aurait tort de leur accorder le moindre crédit.

Ils jouent le même rôle que les ONG chez les intellectuels et les travailleurs les plus avancés qu'ils détournent du socialisme, comme quoi ils ont quand même une certaine utilité auprès de la classe dominante qui possède ses propres think tanks, ses ONG droitdelhommistes auxquels ils donnent la réplique, stérile, ce qui doit bien les faire marrer, nous pas vraiment à vrai dire.

Tout cela participe de l'illusion selon laquelle Internet serait un instrument au service de la démocratie ou aurait constitué un progrès en faveur de la liberté d'expression, alors qu'en réalité Internet sert un dessein diamétralement opposé en réduisant les travailleurs à une somme d'individualités auxquelles doit correspondre autant de modes de pensée différents, de telle sorte que leurs idées ne se rejoignent pas ou ne risquent pas de se crystaliser sur un unique objectif : abattre la classe dominante, la chasser du pouvoir. Et surtout ne pas se rassembler dans un parti politique (et une Internationale) pour mener cette bataille ensemble. A suivre.

Bon week-end, bien mérité !

Haut de page

Le 3 mai 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 20h, on a ajouté 21 articles.)

On ajoutera une trentaine d'articles demain matin, j'ai du boulot chez et je profite qu'on est dimanche pour le faire avec l'aide du fils du Selvi. Au fait, il va venir vivre avec nous à partir du 15 mai. Je vais lui donner la pièce qui me sert de bureau et je vais déménager dans notre chambre qui est assez grande.

Ce qu'il y a de consistant dans la situation actuelle, c'est que le vieux monde capitaliste est devenu si pourri, le mot est faible, que faire table rase du passé apparaîtra de plus en plus comme une nécessité impérieuse, aucun aménagement, aucune réforme, aucun remodelage ou rafistolage du capitalisme devenu mafieux, monstrueux, barbare ne peut être envisagé sérieusement, il faut le liquider et s'en tenir à cela.

Tous ceux qui s'en accommodent ou s'y refusent et prétendent parler au nom des travailleurs, des masses laborieuses, de la classe ouvrière sont d'indécrotables ignares, lâches ou vendus manipulés par la classe dominante consciemment ou non lorsqu'ils en deviennent ses agents, des traitres qu'il faut dénoncer et combattre.

A l'adresse des intellectuels démocrates qui étalent quotidiennement leur impuissance à combattre le capitalisme : - "La critique (...) ne se donne plus comme un but absolu, mais uniquement comme un moyen. C'est l'indignation qui fait l'essence de son style pathétique, c'est la dénonciation qui constitue le plus clair de sa besogne." (K. Marx : Contribution à la critique de La philosophie du droit de Hegel - 1843)

Aux philosophes en mal de réalisation :

- "*L'Allemagne ne pourra s'émanciper du Moyen Age qu'en s'émancipant en même temps des victoires partielles remportées sur le Moyen Age. En Allemagne, aucune espèce d'esclavage ne peut être détruite, sans la destruction de tout esclavage. L'Allemagne qui aime aller au fond des choses ne peut faire de révolution sans tout bouleverser de fond en comble. L'émancipation de l'Allemand, c'est l'émancipation de l'homme. La philosophie est la tête de cette émancipation, le prolétariat en est le coeur. La philosophie ne peut être réalisée sans la suppression du prolétariat, et le prolétariat ne peut être supprimé sans la réalisation de la philosophie.*" (id)

Aux Charlie à propos du 11 janvier 2015 :

- "*Nous, nos bergers à notre tête, nous n'avons jamais été qu'une fois en compagnie de la liberté, et ce fut le jour de son enterrement.*"

A tous ceux qui ne comprennent pas pourquoi nous sommes radical ou qui nous prennent pour des excités :

- "*Il est évident que l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes; la force matérielle ne peut être abattue que par la force matérielle; mais la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dés qu'elle pénètre les masses. La théorie est capable de pénétrer les masses dès qu'elle procède par des démonstrations ad hominem, et elle fait des démonstrations ad hominem dès qu'elle devient radicale. Etre radical, c'est prendre les choses par la racine. Or, pour l'homme, la racine, c'est l'homme lui-même. Ce qui prouve jusqu'à l'évidence le radicalisme de la théorie allemande, donc son énergie pratique, c'est qu'elle prend comme point de départ la suppression absolument positive de la religion. La critique de la religion aboutit à cette doctrine, que l'homme est, pour l'homme, l'être suprême. Elle aboutit donc à l'impératif catégorique de renverser toutes les conditions sociales où l'homme est un être abaissé, asservi, abandonné, méprisable, qu'on ne peut mieux dépeindre qu'en leur appliquant la boutade d'un Français à l'occasion de l'établissement projeté d'une taxe sur les chiens "Pauvres chiens ! on veut vous traiter comme des hommes !""* (id)

Tout ce qui a été dit plus haut et le noeud de la situation sont résumés ici : sans remonter à la racine on ne comprend rien ou on comprend tout de travers. C'est le processus dialectique à l'oeuvre sous nos yeux qui commande impérativement d'adopter cette démarche et non un quelconque esprit partisan ou doctrinaire, dogmatique.

On se demande comment on peut se développer intellectuellement et passer à côté de la logique la plus élémentaire pour sombrer dans le commentaire le plus plat ou sans intérêt, qui ne débouche sur aucune action pratique en dehors de celles du domaine purement institutionnel, témoignant leur soumission à l'ordre établi qui demeure leur horizon indépassable. Dans ces conditions, la pensée finit par se putréfier à l'image du régime en place et il ne peut pas en être autrement, il ne peut rien en

sortir de bon en cherchant une solution au sein du régime lui-même, elle figure au-delà de ce système périmé, en faillite totale et voué à la putréfaction.

Cette faculté qui est inhérente à la nature, l'homme demeure incapable de la maîtriser pour son plus grand malheur, le processus dialectique matérialiste et historique lui échappe, aussi devons l'aider à s'en saisir pour entrevoir la voie qui mène à son émancipation du régne de l'exploitation et de l'oppression. Elever son niveau de conscience est une nécessité tout aussi impérieuse qu'on le veuille ou non :

- "*De même que la philosophie trouve dans le prolétariat ses armes matérielles, le prolétariat trouve dans la philosophie ses armes intellectuelles. Et dès que l'éclair de la pensée aura pénétré au fond de ce naïf terrain populaire, les Allemands s'émanciperont et deviendront des hommes.*" (id)

Et ce n'est certainement pas en flattant l'ignorance des masses ou leurs préjugés, en tentant de rendre leur condition plus supportable qu'on y arrivera :

- "*Il faut rendre l'oppression réelle plus dure encore en y ajoutant la conscience de l'oppression, et rendre la honte plus honteuse encore, en la livrant à la publicité. Il faut représenter chaque sphère de la société allemande comme la partie honteuse de la société allemande; et ces conditions sociales pétrifiées, il faut les forcer à danser, en leur faisant entendre leur propre mélodie ! Il faut apprendre au peuple à avoir peur de lui-même, afin de lui donner du courage. On satisfait ainsi un besoin impérieux du peuple allemand, et les besoins des peuples sont en dernière analyse les raisons ultimes de leur satisfaction.*" (id)

La satisfaction des besoins des peuples n'a de valeur qu'à partir du moment ou il en est le propre acteur dans la perspective de son émancipation totale du règne de l'oppression. Pour cela le peuple doit regarder la réalité en face aussi épouvantable soit-elle, y compris lui-même qui par bien des côtés présentent des aspects épouvantables, sans le juger ou l'accuser mais pour qu'elle lui apparaisse telle qu'elle est réellement ou que la classe dominante l'a faite, et puisque c'est elle qui en porte la responsabilité, c'est contre elle qu'il doit tourner ses armes, donc trouver le courage et la volonté de mener ce combat pour sa libération du joug de l'exploitation.

Et si le prolétariat peut avoir un comportement abjecte, c'est parce qu'il est lui-même le produit de la décomposition du capitalisme. Donc au lieu de juger son comportement en tant que tel et faire porter la responsabilité de ses actes aux prolétaires, c'est le capitalisme et ses représentants qu'il faut juger, condamner et exécuter si nécessaire. On comprendra en lisant ce passage et le suivant pourquoi les intellectuels qui refusent obstinément de se tourner vers le prolétariat et de s'unir avec lui, ne peuvent se réaliser ou s'émanciper du capitalisme.

- "*Où donc est la possibilité positive de l'émancipation allemande ? Voici notre réponse. Il faut former une classe avec des chaînes radicales, une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise, une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on ne lui a pas fait de tort particulier, mais un tort en soi, une sphère qui ne puisse plus s'en rapporter à un titre historique, mais simplement au titre humain, une sphère qui ne soit pas en une opposition particulière avec les conséquences, mais en une opposition générale avec toutes les suppositions du système politique allemand, une sphère enfin qui ne puisse s'émanciper, sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et sans, par conséquent, les émanciper toutes, qui soit, en un mot, la perte complète de l'homme, et ne puisse donc se reconquérir elle-même que par le regain complet de l'homme. La décomposition de la société en tant que classe particulière, c'est le prolétariat*." (id)

Les intellectuels doivent prendre la tête de ce mouvement émancipateur, mais ils s'y refusent, d'où en grande partie le blocage actuelle de la situation. Le jour où ils en prendront conscience, il sera alors possible d'envisager la refondation du mouvement ouvrier sur une base saine, dépouillée des oripeaux du réformisme et de l'opportunisme, de renouer avec le socialisme ou le marxisme. Vous aurez remarqué que nous critiquions sévèrement les intellectuels sans jamais leur fermer définitivement la porte, et pour cause.

- "*L'Allemagne ne pourra s'émanciper du Moyen Age qu'en s'émancipant en même temps des victoires partielles remportées sur le Moyen Age. En Allemagne, aucune espèce d'esclavage ne peut être détruite, sans la destruction de tout esclavage. L'Allemagne qui aime aller au fond des choses ne peut faire de révolution sans tout bouleverser de fond en comble. L'émancipation de l'Allemand, c'est l'émancipation de l'homme. La philosophie est la tête de cette émancipation, le prolétariat en est le coeur. La philosophie ne peut être réalisée sans la suppression du prolétariat, et le prolétariat ne peut être supprimé sans la réalisation de la philosophie.*" (id)

Quant à la laïcité ou pensée des pauvres d'esprit rompus à la conciliation et à la corruption qui serait acceptable dès lors qu'elle serait d'ordre privé, où va se nicher la prosternation devant la propriété privée, nous privilégions le combat contre les religions, "l'arôme spirituel", pernicieux, vicié, venimeux du vieux monde :

- "*L'homme qui, dans la réalité fantastique du ciel où il cherchait un surhomme, n'a trouvé que son propre reflet, ne sera plus tenté de ne trouver que sa propre apparence, le non-homme, là où il cherche et est forcé de chercher sa réalité véritable.*

Le fondement de la critique irréligieuse est celui-ci : L'homme fait la religion, ce n'est pas la religion qui fait l'homme. La religion est en réalité la conscience et le sentiment propre de l'homme qui, ou bien ne s'est pas encore trouvé, ou bien s'est déjà reperdu. mais l'homme n'est pas un être abstrait, extérieur au monde réel. L'homme, c'est le monde de l'homme, l'Etat, la société. Cet Etat, cette société produisent la religion, une conscience erronée du monde, parce qu'ils constituent eux-mêmes un monde faux. La religion est la théorie générale de ce monde, son compendium encyclopédique, sa logique sous une forme populaire, son point d'honneur spiritualiste, son enthousiasme, sa sanction morale, son complément solennel, sa raison générale de consolation et de justification. C'est la réalisation fantastique de l'essence humaine, parce que l'essence humaine n'a pas de réalité véritable. La lutte contre la religion est donc par ricochet la lutte contre ce monde, dont la religion est l'arôme spirituel.

La misère religieuse est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans coeur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple.

Le véritable bonheur du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur illusoire du peuple. Exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé a une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc, en germe, la critique de cette vallée de larmes, dont la religion est l'auréole.

La critique a effeuillé les fleurs imaginaires qui couvraient la chaîne, non pas pour que l'homme porte la chaîne prosaïque et désolante, mais pour qu'il secoue la chaîne et cueille la fleur vivante. La critique de la religion désillusionne l'homme, pour qu'il pense, agisse, forme sa réalité comme un homme désillusionné, devenu raisonnable, pour qu'il se meuve autour de lui et par suite autour de son véritable soleil. La religion n'est que le soleil illusoire qui se meut autour de l'homme, tant qu'il ne se meut pas autour de lui-même.

L'histoire a donc la mission, une fois que la vie future de la vérité s'est évanouie, d'établir la vérité de la vie présente. Et la première tâche de la philosophie, qui est au service de l'histoire, consiste, une fois démasquée l'image sainte qui représentait la renonciation de l'homme a lui-même, à démasquer cette renonciation sous ses formes profanes.

La critique du ciel se transforme ainsi en critique de la terre, la critique de la religion en critique du droit, la critique de la théologie en critique de la politique." (id)

On pourrait terminer par une dernière citation qui nous a fait penser à la situation en France et nous fair dire que c'est la contre-révolution qui fuit la pensée qui est au pouvoir, qui fuit la pensée ou avec laquelle le fossé qui est en train de s'établir avec le pouvoir se creuse un peu plus chaque jour :

- "*En effet, les révolutions ont besoin d'un élément passif, d'une base matérielle. La théorie n'est jamais réalisée dans un peuple que dans la mesure où elle est la réalisation des besoins de ce peuple. Le désaccord énorme entre les revendications de la pensée allemande et les réponses de la réalité allemande aura-t-il comme correspondant le même désaccord de la société bourgeoise avec l'Etat et avec elle-même ? Les besoins théoriques seront-ils des besoins directement pratiques ? Il ne suffit pas que la pensée recherche la réalisation, il faut encore que la réalité recherche la pensée.*" (id)

D'où le rôle important des intellectuels de faire en sorte que, non pas ceux qui incarnent la réalité au pouvoir recherche la pensée puisqu'ils y sont farouchement opposés, travers dans lequel ils tombent le plus souvent puisqu'apparemment il est plus gratifiant de servir les maîtres que leurs esclaves ou de s'adresser à eux, mais qu'ils mettent la pensée au service de toutes les autres classes dont les intérêts fondamentaux sont incompatibles avec la survie du capitalisme.

Quant à la "*réalisation des besoins de ce peuple*", faudrait-il qu'on s'entende sur ce qu'on entend par là car leur nature a évolué depuis le milieu du XIXe siècle, de la même manière, la société ayant connu de profondes transformations et évolutions, si les révolutions ont toujours "*besoin d'un élément passif, d'une base matérielle*", elle n'est pas forcément identique à ce qu'elle était en 1843, elle inclut un certain nombre de principes et valeurs, aspirations légitimes auxquels les peuples sont attachés, au-delà de leur condition proprement matérielle qui est hétérogène, bien qu'une partie soit commune à tous les travailleurs, droit au travail, à l'éducation, à la santé, au logement, etc., qui peuvent fournir les éléments de base à l'unité de tous les exploités et opprimés pour combattre ensemble pour le renversement de l'ordre établi.

Vidéo. L'oligarchie au pouvoir et ses scribes attitrés

Emmanuel Todd: « Le Monde est un problème pour la démocratie »

Journal Le Monde dangereux et menteur? (E. Todd)
https://www.youtube.com/watch?v=jIjAoCjYSKc

Emission sur Europe 1 où Emmanuel Todd ne mâche pas ses mots envers le journal "Le Monde" dont l'honnêteté et l'objectivité

sont poliment mais clairement mises en cause. Fin.

J'ai cru voir qu'il existait une autre vidéo plus longue sur Internet.

Emmanuel Todd explique en gros que Le Monde se livre à une accusation à charge contre la Russie sur son implication en Ukraine en censurant systématiquement tous les faits qui pourraient démontrer le contraire. Donc à partir du moment où vous êtes amené à croire que les faits relatés par Le Monde composerait la situation de manière à orienter votre jugement, qui sera forcément faussé du fait qu'un certain nombre d'évènements ne seront pas portés à votre connaissance, tout cela pour justifier la politique de l'Otan en Ukraine et le soutien que lui apporte le gouvernement français.

Todd insiste en précisant que les médias britanniques ou américains fournissent à leurs lecteurs également les faits qui sont plutôt à l'avantage de la Russie, laissant les lecteurs se faire leur propre idée. Ce qui ne correspond que partiellement à la réalité en citant le New York Times ou le Washington Post qui font partie de la presse de l'oligarchie qui ont couvert jusqu'à nos jours toutes les falsifications de l'histoire commises par les représentants de la classe dominante, ce dont Rockefeller c'était d'ailleurs félicité publiquement.

Parole d'internaute.

Ca pue.

- Le fascisme ne s'use que quand on s'en sert.

- Quand c'est l'heure, c'est l'heure, mais avant l'heure ce n'est pas l'heure, et après l'heure ce n'est plus l'heure.

- Comment préparer le terrain (social) au développement du fascisme tout en le dénonçant pour ne pas être accusé de faire son lit ou apparaître comme un démocrate alors qu'on en est le complice.

- Manipulation des consciences : Provocation - réaction - condamnation - récupération.

- Recourir à toutes sortes de provocations à l'aide d'agents acquis à votre stratégie ou recrutés pour l'occasion.

- Recourir à des pratiques illégales ou violentes sans les qualifier de la sorte, pour accuser ensuite ceux qui en sont victimes de recourir aux mêmes méthodes puisqu'ils n'en existent pas d'autres pour les faire cesser.

- Pour inverser cause et conséquence, moyen et objectif sans être contredit ou pris en défaut, il faut à la base un consensus entre le gouvernement et les médias.

- Ils diabolisent l'extrême droite en France et la soutiennent en Ukraine en la faisant passer pour nationaliste, démocratique, populaire.

1- "*...les femens qui font une manifestation illégalle, incitent à la haine, diffamation, et sont en délit de nudité, et délit de salut nazi, ne seront pas inquietés, car protégés (ou envoyés?) par le PS, comme le petit journal.*"

2- "*Femens financées par ??? Georges Soros, quand on sait ça on a tout compris.*"

Les Femens ont participé aux massacres d'Odessa il y a un an, on mettra en ligne demain un article qui le prouve en photos.

Socialisme ou fascisme.

- Ukraine: La vérité a été assassinée - Dr. Paul Craig Roberts - mondialisation.ca 30.04

Le régime d'Obama, ses monstres néocons et ses vassaux européens ont ressuscité un gouvernement nazi et l'ont installé en Ukraine, comme le démontre cette déclaration d'Elena Bonkarenko, membre du parlement ukrainien.

Les médias occidentaux dressent un compte-rendu fictif des événements en Ukraine. Le coup d'État monté par le régime d'Obama, qui a renversé un gouvernement démocratiquement élu en Ukraine, n'est jamais mentionné. Pas un mot non plus sur les milices arborant des symboles nazis, qui sont les principaux responsables de la violence infligée aux populations russophones à l'origine de la formation des républiques sécessionnistes. Au lieu de rapporter les faits, les médias occidentaux corrompus relaient la propagande de Washington qui accuse la Russie d'avoir envahi l'est et le sud de l'Ukraine en vue de l'annexer. Les politiciens britanniques et européens répètent aveuglément les mensonges de Washington.

Les médias occidentaux se font complices de nombreux crimes de guerre qu'ils couvrent de mensonges, mais toutes les faussetés qu'ils rapportent à propos de l'Ukraine constituent le tissu de mensonges le plus audacieux qui soit. En vérité, dans le monde occidental, on a assassiné la vérité. La vérité n'est respectée dans aucune capitale occidentale.

Le coup d'État en Ukraine est une tentative de Washington de planter un poignard dans le coeur de la Russie. Pour minimiser l'imprudence d'un tel acte criminel, on a fait croire à une révolution populaire contre un gouvernement corrompu et oppresseur. Le monde devrait réaliser avec stupéfaction que le retour de la démocratie n'est qu'un écran de fumée orchestré pour masquer la résurrection d'un état nazi. Fin.

Quand l'AFP devient l'agence de presse du fascisme.

- Ukraine: Odessa rend hommage aux 48 prorusses et pro-ukrainiens morts il y a un an - AFP

Odessa, ville russophone du sud de l'Ukraine, rendait samedi hommage aux 48 morts, principalement des prorusses, qui ont péri il y a un an dans un incendie après avoir attaqué et tué des partisans de Kiev. AFP 02.05

1- Amalgame entre résistants au fascisme et partisans du fascisme.

2- L'AFP les met sur un pied d'égalité légitimant le fascisme.

3- Pire encore, à en croire l'AFP le fascisme serait une réponse à la violence commise par des éléments antidémocratiques ou incontrôlés, des terroristes.

4- En conclusion. Le fascisme ne doit pas être blâmé puisqu'il serait dépositaire du droit et de la démocratie, ce qui est tout à fait respectable et la boucle est bouclée pour vous inviter à rejoindre les rangs de l'extrême droite et couvrir ses crimes monstrueux.

ACTUALITÉ DU JOUR

Jaserie.

- Brighelli : Madame la Ministre, les pseudo z'intellectuels vous saluent bien ! - Le Point

Brighelli n'a pas digéré que Najat Vallaud-Belkacem charge les "pseudo z'intellectuels" qui "commentent la réforme du collège sans avoir lu les textes". Il répond.

Madame la Ministre,

Est-ce à Sciences Po que l'on vous a appris qu'un mensonge répété dix fois finit par devenir une vérité ? Ce que vous affirmez jeudi à RTL sur le collège 0.0, comme je l'ai appelé dès son dévoilement, et les programmes 100 % pédagos écrits pour mettre un peu plus de vide dans une structure décérébrée est faux de la première à la dernière ligne.

Dans la ligne de mire

Vous fustigez "des éditorialistes, des polémistes, des pseudo-intellectuels" : en clair, tout ce qui pense en France. Voulez-vous que je mette des noms sur les gens qui tirent à vue sur votre réforme ? Éditorialistes comme Natacha Polony ou Éric Conan, polémistes comme votre serviteur, et intellectuels comme Régis Debray, Jean-Claude Michéa, Michel Onfray, Marc Fumaroli ou Michel Zink. Droite et gauche confondues. Parmi cent autres. Depuis trois ans, tout ce qui n'appartient pas à la tribu des béni-oui-oui se voit retirer l'étiquette de penseur. À force d'exclure, il ne vous reste plus personne, sinon ces grandes inintelligences convoquées justement pour écrire les programmes dans le sens qui vous plaisait. Voulez-vous mettre en balance Laurent Lafforgue, mathématicien, médaille Fields, qui s'indigne, avec tant d'autres, de ce que vous faites à la culture, et Laurence de Cock (qui ça ?) qui s'en réjouit ? Croyez-vous vraiment que la démolition qu'esquisse Régis Debray de votre "école Nutella" (moins on en a, plus on l'étale) soit contrebalancée par l'approbation de François Jarraud (qui ça ?) dans Le Café pédagogique ? Le malheureux ne trouve à reprendre à vos programmes qu'un infime détail - mais qui vaut le détour. La seule "vraie faiblesse" de ces programmes, écrit-il, est "dans l'enseignement du fait religieux. Pas en ce qui concerne la chrétienté médiévale ou antique ou encore l'islam médiéval. Tout cela est au programme comme les Lumières. C'est le fait religieux au XXIe siècle qui mériterait probablement d'avoir davantage de place". Tel quel. Pas assez d'islam. Pas assez de communautarismes. Pas assez de culpabilité occidentale.

Passons sur le fait que s'attaquer aux intellectuels est une manoeuvre essentiellement populiste qui rappelle des heures sombres au goût d'huile de ricin. Mais sur le fond, qu'avez-vous vraiment apporté - à part des arguties qui ressemblent à des "contre-vérités, voire des mensonges absolus", comme vous le dites vous-même ? Vous connaissez l'histoire de l'arroseur arrosé ?

La vraie réforme

La vraie réforme, elle est là, décryptée en détail par de vrais profs - pas les bras cassés des pédagogies rances convoqués pour remplir les rangs du Conseil supérieur des programmes, comme je l'ai raconté par ailleurs. La dernière réforme, celle de Xavier Darcos, contrairement à ce que vous affirmez, remettait de la chronologie dans des programmes impressionnistes élaborés sous Jack Lang. Bien sûr que les trois religions monothéistes étaient étudiées, entre la sixième et la cinquième. Et tant mieux. Le hic, comme je l'ai expliqué ici même, c'est qu'à présent, l'Occident médiéval, l'humanisme, les Lumières sont devenus optionnels, alors que l'islam est resté obligatoire. Éteindre les Lumières ! Et vous voudriez que ça ne fasse pas jaser ? Vous l'auriez écrit pour titiller l'extrême droite que vous ne vous y seriez pas prise autrement.

Le problème, c'est qu'il n'y a pas que l'extrême droite, ces temps-ci, à pleurer sur la disparition du "roman national". Pas que l'extrême droite pour constater que toutes vos bonnes paroles suppriment, de fait, des heures d'enseignement précieuses en français, en langues et en maths. Pas que l'extrême droite à souhaiter, au plus vite, le changement.

Une grève qui n'a rien de corporatiste

Le 19 mai, les principaux syndicats enseignants appellent à faire grève contre cette réforme inique. Je supplie les lecteurs qui ordinairement critiquent le droit de grève enseignant que, cette fois encore, il en va vraiment de l'avenir de leurs enfants. Si ça passe, c'est fichu.

Vous supprimez, après tous vos prédécesseurs, des heures précieuses surtout pour ceux que vous dites défendre - ceux qui comme vous ne sont pas nés avec une cuillère en argent et la langue française dans la bouche. Vous leur déniez l'école dont vous avez bénéficié. Tout comme, en autorisant des mères voilées à escorter des élèves lors de sorties scolaires, vous leur déniez la laïcité dont vous avez profité. Vous vous débrouillez si bien que c'est dorénavant l'extrême droite qui a rapatrié chez elle ces beaux mots de République et de laïcité. Et la notion de transmission des savoirs. Bravo ! Pour quelqu'un dont j'ai pistonné auprès de mon éditeur, au nom de la liberté d'expression, le livre que vous avez coécrit avec Guillaume Bachelay contre le Front national, c'est tout de même un peu surprenant.

Ou pas si surprenant que ça, au fond. Sous prétexte d'égalitarisme, vous faites le jeu de la classe à laquelle vous aspiriez d'appartenir - ça y est, c'est fait. Ceux qui mettent leurs enfants dans les bonnes écoles - privées, souvent - de Paris intra-muros. Le Collège Najat sera un collège de privilégiés - ou ne sera pas, ce qui est l'hypothèse que je retiens, de mon côté.

À propos, où sont inscrits vos propres enfants ? lepoint.fr 01.05

ACTUALITE EN TITRES

L'or des ordures aux vendus.

- 24 Rafale vendus au Qatar : les secrets d'un contrat en or - LeParisien.fr

Faits divers institutionnels

- Fragilisée en Allemagne, Angela Merkel sommée de s'excuser en France - Le Huffington

- Défilé du 1er-Mai du FN : un quadruple flop pour Marine Le Pen - Francetv info

- Les patrons plus populaires que les syndicats et les hommes politiques, selon un sondage - Francetv info

Leur pion est déjà usé jusqu'à la corde

Vont-ils l'adouber une seconde fois ou vont-ils bientôt nous vendre son successeur, celui qu'ils auront désigné ?

- Hollande en fâcheuse posture pour 2017, trois ans après son arrivée l'Elysée - AFP

Après trois ans à l'Elysée, François Hollande entre dans la dernière ligne droite de son quinquennat avec un bilan qui hypothèque lourdement ses chances pour 2017. AFP 01.05

- Au bout de trois ans, le bilan de François Hollande est négatif pour 81% des Français, selon un sondage Francetv - info

Déni.

- Viols d'enfants en Centrafrique: l'ONU nie avoir cherché à étouffer l'affaire - AFP

Et les affaires continuent pendant ce temps-là

- Chevron annonce un bénéfice trimestriel supérieur aux attentes - Reuters

Chevron, deuxième compagnie pétrolière américaine, a fait état vendredi d'un bénéfice au premier trimestre supérieur aux attentes de Wall Street, de fortes marges sur le raffinage et une réduction de ses coûts lui ayant permis de limiter l'impact de la chute des cours du brut.

Le bénéfice net est ressorti à 2,57 milliards de dollars (1,37 dollar par action) contre 4,51 milliards de dollars (2,36 dollar par action un an plus tôt.

"La bonne chose avec ce trimestre, c'est qu'il est fini", a commenté Fadel Gheit, analyste chez Oppenheimer à New York. "La réduction des coûts va se poursuivre et les prix du pétrole vont lentement remonter, ce qui améliorera les marges."

La division de production de pétrole aux Etats-Unis a été déficitaire mais les bénéfices de l'unité de raffinage ont plus que doublé, à 1,42 milliards de dollars, la baisse de plus de 40% des cours du brut depuis juin dernier ayant gonflé les marges. Reuters 01.05

+21%

- Lloyds améliore marge et bénéfice au premier trimestre - Reuters

Effondrement en toile de fond.

- Le ralentissement économique surprise aux Etats-Unis et au Royaume-Uni préfigure-t-il une nouvelle méga crise ? - Atlantico.fr

- Les économies d'Asie peinent, mesures de soutien attendues - Reuters

- L'industrie a été à la peine en avril au Japon - Reuters

- La croissance dans le secteur des services ralentit en Chine - Reuters

Au-dessus de tout soupçon.

- Viols d'enfants en Centrafrique: L'ONU juge «offensant» d'être accusé d'avoir étouffé l'affaire des - 20minutes.fr

Syriza tombe le masque.

- Athènes évoque des concessions, l'Europe prête à tout - Reuters

L'UE se jette à la mer ! Vous pouvez la jeter où nous voulez.

Ces Etats policiers...

- Six policiers de Baltimore vont être inculpés pour meurtre - Reuters

- La police turque réprime une manifestation à Istanbul - Reuters

- Burundi: le gouvernement lie la contestation à "une entreprise terroriste" - AFP

- Au Burundi, le gouvernement voit désormais les manifestants comme « des ennemis du pays » - LeMonde.fr

Complaisamment et non innocemment l'AFP et Le Monde relaient la propagande du gouvernement, c'est la mondre des choses...

Stratégie du chaos et de la guerre

Bagdad à nouveau frappé par un attentat meurtrier - LeMonde.fr

Un attentat à la voiture piégée a fait près de 15 morts samedi dans la capitale irakienne. Suite »Bagdad à nouveau frappé par un attentat meurtrier LeMonde.fr 02.05

Plus de 3 400 migrants secourus par la France et l'Italie près des côtes libyennes - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- - Six policiers de Baltimore vont être inculpés pour meurtre - Reuters

Six policiers de Baltimore vont devoir répondre de plusieurs chefs d'inculpation dont ceux de meurtre et de violences volontaires pour leur rôle dans la mort de Freddie Gray, un Noir de 25 ans décédé des suites de blessures subies après son interpellation, a annoncé vendredi la procureure de la ville.

Marilyn Mosby a précisé que Freddie Gray, mort le 19 avril, une semaine après son arrestation, avait été victime d'une grave blessure au cou après avoir été menotté à l'intérieur d'un fourgon de police. Elle a ajouté que les policiers lui avaient refusé une aide médicale alors qu'il l'avait réclamée à au moins deux reprises.

Des mandats d'arrêt ont été émis à l'encontre des policiers inculpés dans ce dossier, a-t-elle dit.

Outre le meurtre et les violences volontaires, les chefs d'inculpation incluent l'agression et l'incarcération sans motif valable, a précisé la procureure lors d'une conférence de presse.

Elle a expliqué que le médecin légiste chargé du dossier avait conclu à un homicide et qu'il jugeait que ses blessures à la colonne vertébrale étaient dues au fait que, menotté, il n'avait pas pu se protéger contre les chutes pendant le trajet dans le fourgon de police.

Freddie Gray ne respirait plus lorsqu'il a été extrait du fourgon, a déclaré Marilyn Mosby lors de sa conférence de presse.

Les six policiers concernés étaient déjà suspendus dans cette affaire, qui a conduit la justice fédérale à ouvrir une enquête. Reuters 01.05

1.2- Nouvelle manifestation pour Freddie Gray à Baltimore - LeMonde.fr

Au lendemain de l'annonce de poursuites contre six policiers impliqués dans la mort du jeune homme noir, des milliers de personnes ont défilé dans le calme samedi. Suite »Nouvelle manifestation pour Freddie Gray à Baltimore. LeMonde.fr 02.05

1.3- Joe Biden menace l'Iran de guerre - french.irib.ir

Le vice-président US a menacé, jeudi, l'Iran d'une intervention militaire : "Washington pourrait, parfaitement, entrer en guerre contre l'Iran, si cela s'avère nécessaire. C'est un risque que les Etats Unis devront accepter, si l'Iran se dirige vers la fabrication de la bombe atomique". Et Biden de surenchérir : "La meilleure armée du monde - ndlr : l'armée US- est prête. Ne prenez pas à la légère mon ami Obama. C'est un pisteur en acier, qui pourrait tout faire, pour protéger ses alliés.

Biden a, ensuite, évoqué la décision du Pentagone de faire escorter les bateaux américains, et ce, depuis, l'arraisonnement d'un bateau US, par l'Iran : "Obama a bien donné l'autorisation d'attaquer, militairement, l'Iran. Avant Obama, une telle

mesure n'existait pas". Biden exige l'inspection des sites militaires iraniens et la levée, par étape, des sanctions US, en allant à rebours des exigences légitimes iraniennes. french.irib.ir 01.05

1.4- Plan du Congrès US: le Hezbollah d'Irak réagit.... - french.irib.ir

Le Hezbollah d'Irak a dénoncé, dans un communiqué, le projet de loi du Congrès US visant à armer les Sunnites et les Kurdes d'Irak : "Il va sans dire que les Congressistes américains, en proposant d'armer les Sunnites et les Kurdes ne cherchent qu'à provoquer l'implosion de l'Irak.

C'est un plan américano-sioniste contre lequel les brigades du Hezbollah se battront, lit-on, dans le texte. Le Hezbollah appelle, ensuite, les partis politiques irakiens à ne pas baliser le terrain au démembrement du pays. L'association des oulémas sunnites d'Irak a dénoncé, elle aussi, dans un communiqué, jeudi, "le plan US", qui ne cherche qu'à semer la discorde, dans les rangs des Irakiens, à provoquer l'implosion du pays. french.irib.ir 01.05

2- Inde

- Un parti nationaliste hindou réclame la stérilisation des musulmanes - french.irib.ir

En Inde, le climat se déteriore chaque jour un peu plus entre les différentes communautés religieuses qui forment le pays.

Une responsable d'un parti nationaliste hindou a déclaré qu'il fallait stériliser les musulmans et les chrétiens.

La vice-présidente du parti nationaliste extrêmiste All India Hindu Mahasabha, Deva Sadhvi, a provoqué une vive polémique en soumettant l'idée de stériliser les femmes musulmanes et chrétiennes afin de diminuer leur nombre. Des propos qui ont provoqué un tollé général dans un pays où les nationalistes sont au pouvoir et les minorités victimes de l'intégrisme hindou.

« Le gouvernement devrait imposer la stérilisation aux musulmans et aux chrétiens, de manière à ce que leur nombre ne puisse augmenter » en rajoutant qu'il fallait « installer des statues des divinités hindoues dans les églises et les mosquées ».

Les déclarations d'un responsable du plus ancien parti nationaliste du pays sonnent comme un avertissement pour les minorités chrétiennes et musulmanes déjà victimes de l'intégrisme hindou. Le Conseil global des chrétiens indiens (GCIC) a vivement condamné les propos de Deva Sadhvi, qualifiant les paroles de « délirantes, filles de l'idéologie Hindutva (« L'Inde aux hindous »), contre les communautés minoritaires en Inde ».

« Ces attaques contre les minorités sont anticonstitutionnelles. Nous demandons au premier ministre indien, Narendra Modi, d'intervenir et de garantir la sécurité de tous les citoyens et de toutes les communautés qui composent la société indienne » conclut le texte signé par Sajan George, président du GCIC.

Depuis la victoire de Narendra Modi, l'Inde est dirigé par un parti d'extrême droite particulièrement conciliant avec les intégristes hindous qui battent et obligent les minorités musulmanes et chrétiennes à se convertir à l'hindouisme. french.irib.ir 29.04

3- Yémen

3.1- Yémen: un officier de haut rang, assassiné - french.irib.ir

Deux individus, à l'identité inconnue, ont assassiné un haut gradé yéménite, à Sanaa. Selon la chaîne Al-Mayssara, le général de brigade Al-Zamaki a été tué de cinq balles, au moment où il se rendait à la prière du vendredi. Ce général de brigade était l'un des responsables de la force de l'Air yéménite, qui avait, à maintes reprises, fait connaître ses vives protestations contre les attaques saoudiennes contre le Yémen. french.irib.ir 02.05

3.2- Yémen: un drone US abattu - french.irib.ir

Le site d'informations yéménite Press a rapporté que la batterie de DCA, déployée au Nord de la province de Saada, près des frontières saoudiennes, a détruit un drone d'espionnage appartenant à l'armée américaine. french.irib.ir 02.05

4- Israël

- Tel-Aviv s'apprêterait à bombarder Damas - french.irib.ir

Selon le journal "Al-Manar" de la Palestine, une réunion, à huis clos, aurait eu, récemment, lieu, à Tel-Aviv, où il aurait été question

de bombarder Damas. "Selon des sources proches de cette réunion, plusieurs pays envisageraient d'attaquer les positions de l'armée syrienne, en coordination totale avec Israël". "Al Manar" de la Palestine dit avoir à sa disposition des informations, selon lesquelles les frappes de l'aviation sioniste "viseraient, à la fois, les positions du Hamas, du Hezbollah et de l'armée syrienne". "Les terroristes anti-Assad sont bien installés, sur le sol syrien, et ils sont en contact régulier et direct avec le régime d'Israël, et c'est de ce régime qu'ils recoivent des ordres".

Dans le même temps, les agneces d'information font état de l'avancée des troupes syriennes, dans des localités occupées d'Idleb. L'aviation syrienne bombarde, violemment, les terroristes. Le ministre syrien de la Défense s'est, récemment, rendu, en Iran. Les sources bien informées font état d'une alliance militaire fortifiée entre l'Iran et la Syrie, qui pourrait ne pas être sans lien avec les plans israéliens. french.irib.ir 02.05

5- Arabie saoudite

- Arabie: l'ex-prince héritier dénonce "Tempête décisive" - french.irib.ir

Le prince Moqran Ben Abdellah, limogém voici trois jours, de son postem par le roi Salman, est sorti, vendredi, du silence, en publiant, sur sa page personnelle, un communiqué, où il condamne l'offensive militaire contre le Yémen. "En déclenchant l'offenisve "Tempête décisive", l'Arabie saoudite est entrée, en termes politiques, économiques et militaires, dans une phase délicate, phase, dont elle paiera le prix, dans un avenir proche. Ce sera le pays et le peuple saoudien qui en feront les frais. J'ai fait part de ma protestation contre cette guerre au roi et exposé, dans une lettre, les impacs néfastes d'une telle décision, impacts, à la fois, militaires et économiques. J'ai, aussi, évoqué les effets négatifs de cette guerre, sur nos relations régionales et internationales. Or, aucune réponse ne m'a pas été donnée, personne n'y a fait attention...Le fils du roi a pris, à lui seul, la décision d'attaquer le Yémen ...Je lance un appel au pied à tous ceux qui aiment et chérissent la famille royale, pour qu'ils déploient, le plus sérieusement, des efforts, et mettent un terme à cette guerre Arabie /Yémen, et fassent en sorte que la raison l'emporte sur les sentiments. J'appelle, plus expressément, les pays participant à la coalition de cesser leurs activités militaires, de retirer leurs forces du sol saoudien, d'aider à ce que les tensions baissent, de faire tout, pour sauver le peuple et le gouvernement saoudien". french.irib.ir 02.05

ECONOMIE

Russie

Poutine ratifie un accord dotant les BRICS d'un fonds de 100 milliards de dollars - latribune.fr

Le président russe Vladimir Poutine a ratifié samedi l'accord portant sur la création d'un fonds commun de réserves pour les pays émergents des Brics, signé en juillet par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du sud.

"L'accord sur la création d'un fonds commun de réserves de change des pays des Brics est ratifié", annonce un document du Kremlin, cité par l'agence de presse russe RIA Novosti.

Ce fonds devrait être doté de 100 milliards de dollars (89,2 milliards d'euros), selon les termes de l'accord signé par les cinq pays des Brics à Fortaleza, au Brésil, le 15 juillet 2014.

La Russie compte participer à hauteur de 18 milliards de dollars, à l'instar de l'Inde et du Brésil, loin derrière les 41 milliards promis par la Chine. Le fonds sera complété par l'Afrique du sud qui mettra cinq milliards de dollars sur la table.

Selon la déclaration finale signée par les Brics à Fortaleza, ces 100 milliards de dollars leur permettront d'éviter "les pressions à court terme sur les liquidités" et de "promouvoir une plus grande coopération" entre eux.

Ce fonds est aussi perçu par Moscou comme une autre solution que les institutions financières internationales dominées par les Etats-Unis, avec qui la Russie connaît de vives tensions depuis le début de la crise ukrainienne.

Les Brics, qui représentent 40% de la population et un cinquième du PIB de la planète, ont également signé en juillet un accord pour la création de leur propre banque, posant la première pierre d'une nouvelle architecture financière face à l'hégémonie occidentale.

Cette nouvelle banque, dont le siège sera à Shanghaï et qui est destinée à financer les grands travaux d'infrastructures, sera dotée d'un capital initial de 50 milliards de dollars. (AFP) latribune.fr 02.05

Haut de page

Le 5 mai 2015

CAUSERIE

Quelques extraits de lectures...

1- OTANazi.

- L'OTAN derrière un site Internet de chasse aux sorcières en Ukraine

Un site internet ukrainien controversé disséminant des informations personnelles relatives aux «ennemis de l'Etat» serait géré depuis Tallinn par l'unité de cyberdéfense de l'OTAN. Face au scandale, le site est passé hors ligne ce samedi.

Il a été révélé que le Centre conjoint d'excellence de cyberdéfense de l'OTAN [?CD-COE] fournissait un soutien à Mirotvorec, un site internet opéré par des nationalistes ukrainiens avec une base de données sur «les ennemis de l'Etat».

Par "nationalistes ukrainiens", lire les fascistes ou néonazis.

2- 11 septembre 2001. Un sondage qu'on ignorait

- Un sondage New York Times/CBS News du 14 octobre 2006 révèle que huit Américains sur dix doutent de la version gouvernementale. Faire part d'un tel doute est empêché dans les grands médias français. Ceux qui le font se voient chassés d'un paysage médiatique qui bafoue la liberté d'expression, dont il se drape, en théorie.

Sur un sujet si crucial, nous observons une cruelle défaillance journalistique en France, l'absence de débat contradictoire et ce fait curieux : les détracteurs de la version Bush sont attaqués, diffamés, disqualifiés.

Non, mais la France est un pays farouchement réactionnaire... Pouvez-vous nommer un seul parti qui aurait dénoncer la version de Bush ? Aucun. Le reste est à l'avenant et ne devrait pas vous étonner.

3- De Gladio à Charlie.

- ...un journaliste américain de premier plan, le Dr Paul Craig Roberts, ex-secrétaire adjoint au Trésor dans l'administration Reagan et rédacteur en chef adjoint du Wall Street Journal, a osé se demander si « Washington a ressuscité l'Opération Gladio, qui consistait en des bombes que la CIA faisait exploser contre des cibles européennes après guerre, dont Washington accusait les communistes, pour détruire leur influence dans les élections européennes. Exactement comme on laissait croire au monde que les communistes étaient derrière les attaques terroristes des opérations Gladio, les musulmans sont accusés des attaques contre le magazine satirique français. La question romaine est toujours : À qui cela profite-t-il ? La réponse est : pas la France, pas les musulmans, mais l'hégémonie étasunienne dans le monde. C'est cela qu'entretient la CIA. Cette hégémonie est la politique étrangère néoconservatrice imposée des États-Unis. »

ACTUALITÉ DU JOUR

La barbarie ou la vraie nature du PS.

Le PS, c'était avant tout le parti de la guerre, de la pire réaction, comment a-t-on pu l'occulter si longtemps sans en être le complice, sans porter la terrible responsabilité de la situation actuelle ? C'est la question qu'on est en droit de poser à nos dirigeants actuels et ceux qui les ont précédés depuis 1945.

En faisant croire qu'il était traversé par des contradictions liées à son origine ouvrière, alors qu'il avait définitivement rompu avec elle depuis un siècle, en portant cette illusion à bout de bras pour en tirer profit au détriment des intérêts fondamentaux des travailleurs contre lesquels il combattait en réalité et ne cesserait de combattre par la suite. C'est exactement comme si on avait soutenu la bourgeoisie sans tenir compte que son rôle progressiste historique appartenait désormais au passé et qu'elle était devenue l'ennemi à abattre.

Le mouvement ouvrier a été manipulé par ses dirigeants de telle sorte à entretenir cette illusion criminelle qui devait à terme lui être fatale. La confusion des genres devait mener à leur uniformité sous l'égide du réformisme auquel tous allaient succomber ou faire allégeance en creusant sa tombe, la leur. Les sables mouvants du réformisme allaient engloutir le mouvement ouvrier, il suffirait à un moment donné de retirer le tapis (d'illusions) qui recouvrait le gouffre sur lequel il reposait pour qu'il y soit précipité. En désespoir de cause, il ira jusqu'à s'en remettre à son bourreau, ce qui signifiera qu'il était bien tombé en dessous de tout ou devenu totalement étranger au socialisme, et qu'il lui serait très difficile de s'en remettre à défaut de comprendre le processus qui avait causé sa perte. Son salut, il ne peut l'entrevoir qu'en renouant avec son indépendance de classe qu'incarne le marxisme, en rompant ses liens avec tous les représentants du régime déguisés en socialistes ou en communistes et qui sont en réalité des piliers du régime capitalistes.

On peut s'étonner que le déni et l'imposture servent aujourd'hui de mode de gouvernance au gouvernement, alors que c'est la suite logique et annoncée des pratiques que par opportunisme on n'a pas cessé de couvrir. Quant on observe comment l'ultra réactionnaire et impérialiste Fabius rivalise de zèle avec la pire pourriture néolibérale américaine ou sioniste, et qu'on a en mémoire qu'un candidat à l'élection présidentielle (Schivardi en 2002) était prêt à s'effacer en sa faveur s'il se présentait, peut importe sur quel programme puisque celui qu'il aurait appliqué aurait été forcément tourné contre les travailleurs, aucun doute n'était permis en la matière, on a là jusqu'à la caricature l'expression du pire opportunisme qui soit qui a littéralement tué le mouvement ouvrier.

Les appels à voter pour les candidats du PS (ou du PCF) par tous les partis sans exception pendant près de 70 ans, allaient lui servir de légitimité pour continuer son oeuvre destructrice, dislocatrice du mouvement ouvrier.

C'est lui qui allait être chargé de développer les ONG en tous genres qui auront pour tâche d'accompagner la politique de privatisation des services publics, de compenser l'absence de réformes progressistes et la liquidation de nos droits collectifs par des mesures individuelles pour en limiter les conséquences négatives chez les couches les plus défavorisées de manière à pouvoir les imposer à l'ensemble des travailleurs. Les ONG dont la nature est liée au régime en place, devaient s'emparer des questions ou des domaines que le mouvement ouvrier n'était plus en mesure d'aborder ou traiter du fait de sa soumission complète au capital, non pas pour les résoudre ou les orienter dans une direction conforme aux besoins des travailleurs ou de la population en général, mais pour leur en faire supporter les conséquences, en les accusant d'en être responsables, ne s'attaquant pas au régime en place mais aux travailleurs.

Le PS et ses larbins de la pseudo-gauche et extrême gauche ainsi que les ONG dénonceront et s'attaqueront aux préjugés des travailleurs, tandis que l'extrême droit les instrumentalisera, de telle sorte qu'au lieu de se tourner vers la gauche ou l'extrême gauche devenues infréquentables, ils seront tentés de s'en remettre à l'extrême droite, ce qui était le but recherché, puisqu'à la prochaine étape, lorsque le parti de l'ordre et son supplétif ne pourront plus gouverner ou appliquer leur politique, la classe dominante en chargera l'extrême droite.

Chasser le PS du mouvement ouvrier, finir de disloquer le stalinisme, les affaiblir, les marginaliser, nécessitait non pas de s'adresser à leurs militants, encore moins à leurs dirigeants, mais à l'ensemble des travailleurs dont des millions ne se reconnaissaient pas dans ces partis. On fera exactement le contraire, en témoignant l'incapacité ou plutôt le refus de développer une politique indépendante du PS et du PCF ou du régime, au point que des militants issus de ces partis et ayant rejoint d'autres partis en arriveront plus tard à vanter leurs mérites, histoire de montrer qu'ils n'avaient jamais réellement rompu avec ces partis et qu'ils continuaient de trimballer les mêmes illusions au sein de leurs nouveaux partis jouant dorénavant le même rôle que le PS et le PCF hier pour le compte du réformisme, du régime.

Quand vous vous retrouvez face à face avec un serpent, vous ne vous demandez pas s'il aurait des qualités, s'il ne remplirait pas un rôle utile au sein de la chaîne des espèces comme prédateurs, non, c'est le spectre de la mort qu'il évoque pour vous et rien d'autres, il faut donc traiter la situation en conséquence, vous l'éliminer. C'est comme lorsque vous vous retrouvez face à une personne qui détient une arme et qui envisage d'en faire usage contre vous, dès lors vous avez deux attitudes possibles, soit attendre qu'elle en fasse usage et il sera alors trop tard pour réagir parce que vous serez mort, soit tirer le premier pour sauver votre peau.

Le PS et le PCF n'étaient pas seulement de faux amis, c'étaient nos ennemis, ils devaient donc être traités en conséquence. Et leurs militants qu'en faites-vous ? On a envie de dire qu'on les laisse là où ils sont puisqu'aucun argument que vous pourriez avancer ne les convaincrait de quitter leur parti, seule leur expérience au sein de leur parti y parviendra, à moins qu'admettant le bien-fondé de votre politique ils en viennent à vouloir en savoir plus sur leurs partis et découvrent la vérité qu'ils leur cachaient, mais bon, c'est accessoire, des exceptions sur lesquels on ne peut pas déterminer une ligne politique qui serait incompréhensible pour les millions de travailleurs auxquels on s'adresse.

Quand concernant ces partis on fait référence à des faits peu glorieux qui appartiennent à un passé plus ou moins lointain, soit leurs militants les admettent, soit ils les rejettent, ils peuvent aussi leur donner une toute autre interprétation que la vôtre jusqu'à la démagogie. Le PS a voté les crédits de guerre en 1914 parce que la guerre était devenue inévitable et pour qu'elle se termine le plus rapidement possible, ce ne fut pas le premier vote utile de la social-démocratie dégénérée ni le dernier, mais le plus cynique. Il y en a bien qui expliquent que soutenir Pétain était souhaitable car il aurait permis d'atténuer les effets de l'occupation allemande. Comme quoi on peut s'accommoder de tout ou tout justifier parce qu'il existerait pire ou pire encore serait possible, selon

la situation dans laquelle on se trouve ou notre statut social.

La bonne conscience ne s'embarrasse pas de principes, et il en va ainsi dans la vie quotidienne. C'est le niveau le plus vil et méprisant de la conscience car elle ne sert qu'à duper soi-même et les autres. On devrait plutôt dire absence de conscience, c'est elle qui guide le monde...

Hollande : "lune de miel" avec les parrains d'Al-Qaïda et Daesh qui bombardent le Yémen, détruisent l'Irak et la Syrie.

Grille de lecture.

- En signant "*ne déclaration commune franco-saoudienne portant sur une «feuille de route», politique, économique, stratégique et militaire*", Hollande encourage les plus désoeuvrés ou faibles parmi les couches les plus défavorisées du prolétariat susceptibles de verser dans le lumpenprolétariat, de rejoindre les barbares qui massacrent la population syrienne et irakienne, il en porte directement la responsabilité.

- Hollande et le PS alliés de régimes ploutocratiques, archaïques et féodaux, monarchiques, théocratiques, wahabbites, fanatiques, dictatoriaux, après cela le FN qui n'a pas encore fait ses preuves au gouvernement passera pour démocratique et progressiste, sans rire, comme le PS hier ! Sérieusement, sans déconner, puisqu'il est impossible d'imaginer pire que les actes monstrueux d'une cruauté inouïe commis par l'Emirat islamique, Al Nosra ou Al-Qaïda sur des civils, hommes, femmes, enfants ou vieillards que Hollande et le PS soutiennent, à côté le FN avec ses blagues racistes ou ses bastons xénophobes c'est de la rigolade !

- La soumission du PS à l'oligarchie financière arabo-sioniste est totale. Nous invitons nos lecteurs à se poser une seule et unique question : Mais c'était quoi au juste ce parti qui s'est fait passer pendant si longtemps pour un parti progressiste, républicain, démocrate, socialiste, alors qu'en réalité il était foncièrement l'inverse, réactionnaire ?

- François Hollande en pleine lune de miel saoudienne - Libération

- Kaboul et les taliban discutent au Qatar - Reuters

- François Hollande s'affiche en allié des pays du Golfe - LeMonde.fr

- François Hollande au Qatar pour un important contrat militaire - AFP

François Hollande assiste lundi au Qatar à la signature d'un important contrat de vente d'avions de combat Rafale avant de rejoindre Ryad où le président français sera mardi le premier chef d'Etat occidental invité d'un sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Après cette cérémonie de signature, le président français s'envolera dans l'après-midi pour l'Arabie saoudite où il s'entretiendra en soirée avec le roi Salmane.

Il sera ainsi le premier chef d'Etat occidental reçu en Arabie depuis le vaste remaniement annoncé la semaine dernière à la tête du royaume, premier exportateur mondial de brut.

Le roi Salmane, qui a accédé au trône en janvier, a fait de l'un de ses neveux le nouveau prince héritier, de l'un de ses fils le second dans l'ordre de succession et de l'actuel ambassadeur à Washington le nouveau chef de la diplomatie saoudienne.

Une déclaration commune franco-saoudienne portant sur une "feuille de route" politique, économique, stratégique et militaire sera signée à l'occasion de cette visite, a indiqué la présidence française.

Mardi matin, François Hollande devrait s'entretenir aussi avec l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri. Puis il sera l'hôte d'un sommet extraordinaire du CCG réunissant l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, Oman, le Koweït et le Qatar.

Il sera l'"invité d'honneur" de ce sommet du Conseil de coopération du Golfe (CCG), invitation sans précédent pour un chef d'Etat occidental depuis la création de cette instance en 1981.

Outre le Yémen, le programme nucléaire de l'Iran, grand rival chiite des monarchies sunnites du Golfe, et la lutte contre le groupe Etat islamique en Irak et en Syrie seront à l'ordre du jour de cette rencontre.

A l'ordre du jour: le programme nucléaire de l'Iran, grand rival chiite des monarchies sunnites du Golfe, la lutte contre le groupe Etat islamique en Irak et en Syrie et la guerre au Yémen, conduite par une coalition sous commandement saoudien.

"Nous sommes maintenant un partenaire majeur de la région", s'est félicité un haut responsable français.

Les monarchies du Golfe, à commencer par l'Arabie saoudite, louent la fermeté française dans la négociation avec Téhéran sur son programme nucléaire, soupçonné de dissimuler des fins militaires, doutant en revanche de celle de l'administration américaine.

"Je souhaite un accord, mais un accord solide, durable et vérifiable, qui empêche la prolifération nucléaire et garantisse la sécurité régionale", a encore réaffirmé M. Hollande dans une interview à la presse saoudienne.

Signe des temps: l'ensemble de la nouvelle direction saoudienne était à l'aéroport pour accueillir M. Hollande, le roi Salmane, son neveu, Mohammed ben Nayef, nouveau prince héritier, et son fils, le prince Mohammed ben Salmane, second dans l'ordre de succession.

Pour tenter d'empêcher une rébellion chiite, soutenue par l'Iran, de prendre le contrôle de l'ensemble du Yémen, frontalier de l'Arabie saoudite, la coalition menée par Ryad multiplie les raids aériens.

Tous les Etats membres du CCG y participent, à savoir, outre l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats arabes unis, le Koweït et le Qatar, à l'exception toutefois du sultanat d'Oman. AFP 03 et 04.05

En complément. En famille.

- Vente de Rafale: félicitations de Bertrand (UMP) et Lagarde (UDI) - AFP

Commenntaire d'internaute.

1- "La France alliée et débitrice des pétromonarchie obscurantistes, dont tout le monde sait qu'elles financent le terrorisme islamique (du mécénat de quelques princes paraît-il).

En échange de quelques contrats de rafales et "d'investissements" (psg, hotels, voire...banlieues) et de conférences grassement rémunérées pour homme politique divers (sarko le premier...)"

2- "Ainsi nous voilà les alliées objectifs des terroristes islamiques Daesh et autres Al Nosra qui ravagent la Syrie pour faire tomber le pouvoir actuel, comme on l'a fait avant en Libye avec les conséquences que l'ont sait.

On applaudit quand les Saoudiens bombardent une minorité au Yemen sous prétexte qu'elle est Chiite et soutenu par l'Iran (ce qui est faux, et quand bien même), déjà 3000 morts en majorité des civils comme toujours. Et ce alors même qu'une partie du pays est déjà conquise par Daesh qui combat ces mêmes pauvres Houtis qui ont pour seul tord d'avoir une religion qui s'apparente de loin au chiisme. Les masques tombent, nous sommes les alliés de Daeh et d'Al Qaeda puisque nous avons les mêmes ennemis et les mêmes amis et créanciers.

La France a donc pris le parti des régimes wahhabites dont le bras armé est le terrorisme islamique. Pour quelques contrats, et un vague projet de remodelage du Moyen Orient où elle serait sensée avoir quelques miettes après le roi US et nos amis anglais et turcs."

3- "Quand on se dit de gauche , attaché aux principes des droits de l'homme , courber l'échine devant ces dictateurs de l'Arabie saoudite et du Qatar est une erreur politique majeure !.....

Ces avions ne rapporterons rien à la France, seulement sa soumission aux pays qui soutiennent financièrement les terroristes !"

Apparemment vous n'avez pas compris ce que signifie être de gauche et ce qu'est le PS. Car il ne s'agit pas d'une "erreur politique majeure", Hollande décide en parfaite connaissance de cause, son choix choix ou son alignement politique est délibéré et correspond aux besoins exprimés par l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste par la voix des néolibéraux américains et Netanyahu dont Hollande est le porte-parole dans le monde, il est leur président en France.

Tenez, voilà qui devrait vous aider à réfléchir.

Extrait d'un article paru dans le portail Arrêt sur Info :

EIIL au Yemen : on est là !

L'État Islamique vient de déclarer officiellement sa présence au Yémen, déjà déchiré par la guerre, dans une vidéo en ligne, menaçant d'égorger les rebelles houthi

Une fois de plus l'EI et Al Qaida sont au service des intérêts stratégiques de l'Arabie saoudite, montrant ainsi qui en est le financier et le maître. Mais alors pourquoi les Occidentaux continuent-ils à faire croire qu'ils se battent contre l'EI? Juste pour enfumer leur propre population, qui ne pourrait tolérer un soutien, même indirect, à ces deux groupes terroristes? Fin de l'extrait.

Ils ont raison, vous ne trouverez pas un seul parti dit ouvrier (si cela existe encore, la question se pose) qui mènerait campagne sur ce thème pour briser l'omerta, le consensus qui existe entre tous les partis, les médias, l'ensemble des institutions internationale et la classe dominante qui guerroient contre tous les peuples du Moyen-Orient.

Vous n'avez pas encore compris que ce que vous appelez la population a été abandonnée à son triste sort. Le PS s'en tape complètement et l'assume, c'est cela la nouveauté avec Valls, Fabius, Le Drian, Macron, etc. au gouvernement. Le PS est monté au créneau un cran au dessus parce que la situation et les besoins du capitalisme en crise l'exigeaient, il s'est découvert un peu plus ou plutôt il est tout nu.

Il assume tous les crimes et massacres de masse commis par les supplétifs du Pentagone et de l'Otan qu'il couvre du sceau du combat contre le terrorisme, parce qu'il faut bien les justifier d'une manière ou d'une autre, et peu importe si leurs explications convainquent de moins en moins de gens, ils sont au pouvoir et en use et en abuse à leur guise sans être vraiment inquiétés puisqu'il n'existe plus vraiment d'opposition organisée en France, elle est disloquée, divisée et impuissante, neutralisée, pour ainsi dire invisible, incapable de se rassembler contre le gouvernement ou contre le régime quand elle n'a pas littéralement déserté le combat politique.

Un extrait d'un autre article : Hollande le barbare takfiris.

- La politique internationale du gouvernement français d'aide aux islamistes syriens ne contribue t-elle pas à encourager et favoriser ces ballades criminelles, faites au nom du djihad ? Messieurs Hollande, Valls et Fabius, sous la bienveillance du gouvernement Israélien, en aidant les Islamistes Syriens, amis de Daech égorgeurs de chrétiens et destructeur de patrimoines culturels, ont pris une lourde responsabilité en intervenant, dans le conflit syrien auprès de l'Arabie Saoudite, du Qatar et d'autres dictatures qrabo -pétrolière sunnites contre le régime de Bachard Al Assad.

Incontestablement, par sa politique internationale collaborationniste au service des intérêts Arabo- Israélo- Américains, la politique internationale de la présidence Hollande est la pire qu'un gouvernement Français ait pu avoir depuis Vichy. Comment s'étonner dès lors qu'une partie de la jeunesse musulmane française en totale déshérence se croit encouragée pour aller accomplir une « mission divine » en combattant et assassinant les « mécréants » en Syrie, en Irak et ailleurs avant de revenir, avec de nouvelles relations et des armes, poursuivre leur tâche en France… Fin de l'extrait.

Puisque le Medef le réclame, c'est légitime.

- Manuel Valls veut contourner les rigidités du marché du travail - Reuters

Faute de majorité et de soutien syndical pour attaquer de front les rigidités du marché du travail, accusées d'être en partie responsables du chômage en France, le Premier ministre Manuel Valls est en quête d'une voie de contournement.

Une mission chargée de réfléchir à l'élargissement du rôle de la négociation collective dans l'élaboration du droit du travail et des normes sociales a tenu lundi sa première réunion à France Stratégie, un think tank placé auprès de Matignon.

Il y a actuellement environ 40.000 accords d'entreprises conclus chaque année en France.

Mais "la place donnée à l'accord collectif par rapport à la loi dans le droit du travail en France est encore trop limitée", constate Manuel Valls dans la lettre de mission de son chef, le conseiller d'Etat Jean-Denis Combrexelle.

"Les partenaires sociaux ne se saisissent pas suffisamment des souplesses que la loi leur donne pour déroger au cadre réglementaire 'standard'", ajoute-t-il.

Pourtant, fait valoir le Premier ministre, la norme négociée, notamment dans les entreprises, est mieux à même de prendre en compte leur diversité économique et sociale.

Les propositions demandées pour septembre au groupe d'experts dirigé par Jean-Denis Combrexelle viendront compléter le projet

de loi sur la modernisation du dialogue social, que le gouvernement veut faire voter cet été par le Parlement.

Selon l'exposé des motifs, ce texte entend remédier au formalisme du dialogue social dans les entreprises, qui entrave la recherche de solutions adaptées.

C'est le préalable à un rôle accru des accords majoritaires négociés en entreprise, demandé par le patronat, Medef en tête.

Mais l'échec, en janvier, des négociations des partenaires sociaux sur cette question a contraint le gouvernement à tenter de se tenir à égale distance du patronat et des syndicats et le résultat est loin des ambitions initiales.

"Il faudra aller plus loin dans la réforme, pour donner plus de place au dialogue social de terrain, dans les entreprises et les branches professionnelles", admet le Premier ministre.

L'objectif est une "meilleure adaptabilité des normes aux besoins des entreprises, ainsi qu'aux aspirations des salariés". (Les uns étant incompatibles avec les autres, inutile de déterminer lesquels passeront à la trappe. - ndlr)

Cela concerne notamment l'organisation et la durée du travail, ainsi que les rémunérations, même si Manuel Valls ne le dit pas aussi clairement dans la lettre de mission. (Le but avoué : travailler plus pour gagner moins. - ndlr)

Le Medef souhaite l'extension aux entreprises en phase de développement des dispositions prévues par les accords de maintien dans l'emploi, qui permettent à celles qui sont en difficulté de déroger temporairement à la loi, notamment en matière de durée du travail et de modération salariale. (L'exception devient la règle et la règle correspondant aux droits des salariés disparaît. - ndlr)

"Entre le tout Etat et le tout entreprise, il y a toute une gamme de possibles. La question est de savoir où on va mettre le curseur", estime de son côté Jean-Dominique Simonpoli, président de l'association Dialogues et membre de la mission Combrexelle. (Rien de plus réactionnaire qu'un jaune devenu patron. - ndlr)

Cet ancien syndicaliste voit dans le développement des dérogations par voie d'accords collectifs un "processus assez inévitable" et une possibilité de développer les organisations syndicales et leurs activités. (Le corporatisme comme dernier développement du syndicalisme. - ndlr)

"Dès l'instant où on les responsabilise, on leur donne plus de pouvoir dans l'entreprise", a-t-il déclaré à Reuters. (Un bon collabo se doit d'être respecté, et pour être respecté il faut lui déléguer des pouvoirs. Comme le milicien. - ndlr)

Manuel Valls invite la mission à porter une attention particulière aux PME et aux très petites entreprises (TPE), où la syndicalisation est faible, et à s'inspirer de l'articulation entre loi et accords collectifs dans les autres pays.

Il lui demande aussi de faire preuve d'audace et ne pas se limiter à de simples aménagements du cadre législatif actuel. Reuters 03.05

A retenir : Toute loi adoptée par ce gouvernement ne peut être que tournée contre les travailleurs et les syndicats, tout le reste est du baratin, seul son rejet est conforme aux intérêts des travailleurs.

D'où le Premier ministre tire-t-il son inspiration, des besoins des travailleurs, de leurs organisations ? Pas vraiment.

Wikipédia. Extraits.

France Stratégie , administrativement appelé Commissariat général à la stratégie et à la prospective, est une institution rattachée au Premier ministre. Elle a pour objectif de concourir à la détermination des grandes orientations pour l'avenir de la nation et des objectifs à moyen et long terme de son développement économique, social, culturel et environnemental, ainsi qu'à la préparation des réformes.

Commissaire général de France Stratégie nommé le 1er mai 2013 : Jean Pisani-Ferry

Jean Pisani-Ferry :

- conseiller économique de Dominique Strauss-Kahn.
- expert pour la Commission européenne et le FMI.
- directeur du think tank Bruegel. (présidé par Jean-Claude Trichet, ex-président de la BCE)
- membre du Cercle des économistes.

- membre (juillet 2006) du conseil d'administration du think tank Notre Europe fondé par Jacques Delors en 1996.
- membre du Conseil d'orientation du think tank En temps réel.
- Le 25 juillet 2013, il est nommé président du comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi par le gouvernement.

Le think tank En temps réel, c'est quoi ? Voir les liens figurant dans leur page d'accueil nous suffira :

- Esprit
- Fondation Jean Jaurès
- Terra Nova
- Telos
- Institut Montaigne

Mais encore qui est le président du think tank En Temps Réel ?

Tribune de Stéphane Boujnah dans Slate. (portail néolibéral -ndlr)

Hommage à l'inventeur des boulots à 1 euro de l'heure en Allemagne :

-... Peter Hartz, ancien conseiller de Gerhard Schröder, artisan des réformes du marché du travail en Allemagne qui ont permis à nos voisins de réduire considérablement le taux de chômage des jeunes depuis le milieu des années 2000.

- ...Pour les jeunes Européens et leur famille, il ne suffit plus d'affirmer que l'Union européenne est une œuvre de paix. Slate.fr
- 21.06.2014

Alors que l'UE a soutenu toutes les guerres de l'impérialisme américain depuis 1992...

Qui est Stéphane Boujnah ?

Président du think tank En Temps Réel et directeur général de Santander Global Banking and Markets France & Benelux.
Ancien conseiller de Dominique Strauss-Kahn au ministère de l'Économie de 1997 à 1999 avant d'occuper divers postes au sein de Crédit Suisse et de la Deutsche Bank.

C'est quoi tout cela? Le PS bordel ! Cela vous étonne, vous avez l'impression de plonger dans un autre monde que le vôtre, normal. Ce n'est quand même pas difficile à comprendre qu'il n'a absolument aucun rapport avec la classe ouvrière, les travailleurs, leurs besoins et aspirations, merde à la fin, il faut être borné ou très con pour se poser encore la question, non ? Et il n'a pas changé depuis août 1914.

On n'aurait jamais dû se la poser depuis un siècle si on s'en était tenu aux faits, rien qu'aux faits qui se passent de tout commentaire.

Il y a un truc, un test pratique très simple pour prendre conscience, de quoi, à quel niveau, à quelle profondeur les idées de la classe dominante ont pu pénétrer dans notre cerveau.

Il suffit de comparer nos droits et aspirations tels qu'on peut les exprimer très simplement en quelques mots, et de les comparer aux rouages complexes et infernaux de la machine institutionnelle qui gèrent les intérêts de la classe dominante tels qu'on vient d'en avoir un aperçu insignifiant.

Si la différence de traitement qui existe entre les deux vous choque, c'est que vous n'êtes pas prêt à gouverner ou à prendre votre sort entre vos mains, vous devez estimer inconsciemment qu'on n'est pas à la hauteur et qu'on devrait se compliquer un peu plus la vie pour paraître plus sérieux, vous accordez davantage d'importance à l'emballage qu'au contenu, vous vous laissez impressionner par les apparences, vous avez le même état d'esprit que les masses arriérées qui vouent un culte aux puissants de ce monde qui seraient seuls aptes à gouverner, à nous gouverner.

Par contre s'il ne vous choque pas, c'est que vous êtes prêt à rejoindre l'armée des militants conscients, ouvriers et intellectuels, hommes et femmes, qui estiment que les droits et aspirations des exploités et des opprimés n'ont pas besoin pour être légitimes de recevoir l'accéditation de quiconque et surtout pas de membres de la classe dominante ou ses représentants. Le simple fait de formuler nos droits et aspirations suffit à les justifier.

On devrait s'en tenir à cela et rien d'autres. Ensuite combattre tous les obstacles qui nous empêchent de réaliser nos aspirations ou satisfaire nos besoins.

Non mais ce serait trop simple, trop beau, trop facile, vous comprenez.

A chacun de savoir dans quel monde il vit et dans quel monde il veut vivre, personnellement, vivre avec ces gens-là, dans leur monde, jamais, ce serait se compromettre à jamais, concevoir le monde avec eux, jamais, je ne peux concevoir le monde qu'une fois débarrassé de toute cette pourriture.

Le droit et la légitimité sont de notre côté, mais on l'a oublié ou on n'y a jamais pensé ce qui est plus grave encore, cela peut paraître complètement dingue, et pourtant on peut l'observer quotidiennement. C'est là qu'on se dit qu'on croit rêver, qu'on se demande si les masses exploitées seront capables ou non de passer cette étape décisive du développement de la civilisation humaine qui témoigne, soit de la maturité de l'humanité à conquérir la liberté, ou au contraire à entrer en putréfaction jusqu'à son agonie finale.

ACTUALITE EN TITRES

Auraient-ils déjà choisi leur candidat, leur dictateur ?

- Manuel Valls plébiscité par 70% des Français pour représenter le PS à la présidentielle de 2017 - 20minutes.fr

La dictature légalisée, banalisée.

- Volée de critiques avant le vote de la loi renseignement- Reuters

- Loi renseignement : «La vie privée, et donc les libertés, sont atteintes» - Liberation.fr

- Loi sur le renseignement: «C'est la légalisation de pratiques illégales» - 20minutes.fr

Les opposants à la liberté d'expression donnent de la voix et rivalisent d'imagination.

- Rendre hommage à Charlie Hebdo, c'est protéger ses journalistes - Slate.fr

- Reporters sans frontières fête la liberté de la presse et ses 30 ans en musique - AFP

- Texas: 2 morts lors d'une fusillade près d'un concours de caricatures de Mahomet - AFP

Ce dont vous vous accommodez à Kiev...

- Cambadélis: le 1er mai, "un concentré de ce qui se passerait avec le FN au pouvoir" - AFP

Le maintien de l'ordre tourne à l'épreuve de forces.

- Israël: une cinquantaine de blessés lors d'une manifestation contre les violences policières - AFP

- Burundi: reprise des manifestations contre un 3e mandat du président Nkurunziza - AFP

- Burundi: quatre manifestants tués, Washington hausse le ton contre Nkurunziza - AFP

- Guinée. Cellou Dalein Diallo : « Nous manifesterons jusqu'au bout s'il le faut » - LeMonde.fr

+ 88%

- UBS présente un bénéfice très nettement supérieur aux attentes - Reuters

Sur les trois premiers mois de l'année, le résultat net de l'établissement ressort à 1,977 milliard de francs suisses (1,90 milliard d'euros), ce qui représente un bond de 88% par rapport au niveau du premier trimestre 2014. Reuters 04.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- Yémen : Riyad lance son attaque terrestre - french.irib.ir

Les forces terrestres de la coalition anti Yémen , dirigées par Riyad aurait lancé leur action terrestre contre le Yémen. c'est l'AFP qui rapport cette information : il s'agirait visiblement d'un débarquement limité des troupes dans le port stratégique d'Aden au sud du Yémen. cette information a été publiée en citant des responsables yéménites . Selon l'agence de presse Anatolie , des soldats arabes auraient débarqué dans la ville de Al Barghiya via des hélicoptères. des forces terrestres saoudiennes auraient participé aux côtés d'Al Qaida aux affrontements autour de l'aéroport d'Aden, contrôlé par Ansarallah et l'armée nationale. french.irib.ir 03.05

1.2- Force saoudienne à Aden? Ansarallah dément - french.irib.ir

Le porte parole d 'Ansarallah a formellement démenti le déploiement des forces saoudiennes à Aden . "Ce genre d'information ne vise qu'à remonter le moral aux qaidistes piégés à Aden. Les comités populaires et Ansarallah ont sous leur contrôle le port stratégique d 'Aden . Plus de la moitié des armes envoyées par les saoudiens à al qaida tombe entre les mains de l'armee nationale. Par ailleurs le porte parole de la coalition anti yéménite a dementi l'envoie de soldats au Yémen. french.irib.ir 03.05

2- Syrie

- Syrie : nouveau plan américano-turc? - french.irib.ir

Les Etats-Unis et la Turquie commenceront, à partir du 9 mai, la formation de 15.000 hommes armés pour se battre contre la Syrie.

" La formation de 15.000 hommes armés pour se battre contre la Syrie commencera en Turquie, à partie du 9 mai ", a déclaré à un quotidien turc, Mevlut Cavusoglu, le ministre turc des Affaires étrangères. " En raison de la non-transparence de la modalité d'octroi d'aides par les Etats-Unis aux terroristes le plan de d la formation de 15.000 terroristes avait été reporté ", a écrit le quotidien arabophone international Al-Hayat.

« Il n'y a aucun obstacle. A la première étape, 300 personnes seront formées, puis 300 autres, tandis que ce processus se poursuivra jusqu'à ce qu'à la la fin de l'année 2.000 personnes recevront leur formation », a ajouté le ministre turc. french.irib.ir 03.05

3- Arabie saoudite

- Arabie : pot de vin versé à l'ex-prince-heritier. - french.irib.ir

Dans ses plus récents propos, le révélateur saoudien a annoncé que le monarque saoudien aurait octroyé à l'ancien prince-héritier 10 milliards de rials saoudiens, pour se retirer de ce poste, tandis que le fils du roi achetait, également, des centaines de milliers de comptes Twitter, pour lancer les campagnes, en sa faveur.

Le révélateur saoudien, un dénommé "Mojtahed" a, récemment, révélé que le roi Salman Ben Abdel Aziz aurait ordonné que 10 milliards de rials saoudiens soient octroyés à son demi-frère, Moqran Ben Abdelaziz, en contrepartie de son retrait du pouvoir. Selon le site web d'Al-Ahd "Mojtahed" a ajouté : «Moqran n'a pas demandé, lui-même, cette somme, pour se retirer de ce poste ou observer le silence, en faveur de Mohammed Ben Nayef et de Mohammed Ben Salman, mais cette somme a été octroyée, par Mohammed Ben Salman, le fils du monarque, qui s'efforce de parvenir, aussi vite que possible, au sommet de la pyramide de pouvoir. "Mojtahed" avait, déjà, annoncé que le bureau royal saoudien avait accordé la somme de 20 millions de rials aux membres de la délégation des oulémas saoudiens, pour soutenir l'ascension de Mohammed Ben Salman à la tête du pouvoir. french.irib.ir 04.05

Et Hollande, Fabius, Le Drian, ils vont toucher combien ?

4- Israël

- Israël: une cinquantaine de blessés lors d'une manifestation contre les violences policières - AFP

Une cinquantaine de personnes, en majorité des policiers, ont été blessées dans des heurts dimanche soir à Tel-Aviv après un rassemblement contre les violences policières et la discrimination dont sont victimes les Israéliens d'origine éthiopienne.

La police montée a tiré des grenades assourdissantes pour disperser la foule et l'empêcher de s'en prendre à la mairie de Tel-Aviv, a constaté un journaliste de l'AFP.

Les manifestants ont lancé des pierres, des bouteilles et des chaises sur la police.

Des canons à eau et des bombes lacrymogènes ont également été utilisés pour éloigner des manifestants des rues adjancentes, en vain.

Selon la police, 46 policiers et au moins sept manifestants ont été blessés. Vingt-six manifestants ont été arrêtés.

Quelque 10.000 personnes selon la presse, 3.000 selon la police, étaient venues manifester à Tel-Aviv, trois jours après un rassemblement à Jérusalem, qui avait également dégénéré en heurts. Trois policiers et dix manifestants avaient été blessés.

Le ministre de la Sécurité intérieure, Yitzhak Aharonovitch, a expliqué que disperser les "émeutiers" était compliqué, car il n'y avait pas de chef à qui s'adresser.

"Il n'y a personne à qui parler", a-t-il déclaré à des journalistes.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a promis que "toutes les plaintes (contre la police) allaient être étudiées". "Mais il n'y a pas de place pour la violence", a-t-il ajouté.

La large diffusion dans la presse israélienne d'une vidéo montrant deux policiers en train de frapper il y a une semaine à Holon, près de Tel Aviv, un soldat d'origine éthiopienne en uniforme militaire a suscité la colère de cette communauté. Les deux policiers ont été suspendus dès le lendemain, selon les médias.

Le ministre israélien de l'Economie, Naftali Bennett, est allé à la rencontre des manifestants là où les heurts ont eu lieu. Il a déclaré que la société israélienne faisait face à un "sérieux examen de conscience".

"Tandis que l'ordre doit être maintenu, nous devons tous chercher les vraies solutions aux problèmes qui sont apparus de manière si douloureuse", a-t-il dit selon des propos rapportés par son cabinet.

Parmi les milliers de manifestants, des centaines d'Israéliens étaient venus soutenir leurs compatriotes d'origine éthiopienne. Ils brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "Un policier violent devrait être en prison" ou "Nous demandons l'égalité des droits".

Certains manifestants ont défilé les mains levées, poignets croisés, simulant des menottes.

"Je suis noir, alors je dois manifester aujourd'hui", a expliqué à l'AFP Eddie Maconen, 34 ans. "Je n'ai jamais personnellement connu la violence policière, mais elle frappe ma communauté".

Les manifestants veulent que les policiers violents soient jugés, explique M. Maconen, arrivé d'Ethiopie à 3 ans.

Zion Cohen a quant à lui défilé pour soutenir ses compatriotes d'origine éthiopienne. "Ils ont raison à 100%" estime-t-il. Israël "est un pays raciste et nous ne les acceptons pas".

La police n'a pas réussi à empêcher les manifestants de bloquer une autoroute, entraînant un important embouteillage.

Ils se sont ensuite dirigés vers la mairie, où les heurts ont éclaté.

Au début du rassemblement, M. Netanyahu a publié un communiqué affirmant qu'il rencontrerait lundi Damas Pakada, le soldat d'origine éthiopienne battu dans la vidéo, ainsi que d'autres représentants de la communauté éthiopienne.

Plus de 135.000 juifs d'origine éthiopienne vivent en Israël. Ils descendent de communautés restées coupées des autres juifs pendant des siècles, que les autorités religieuses d'Israël ont tardivement reconnues comme membres de la foi juive.

Cette décision a entraîné l'organisation de deux ponts aériens, en 1984 et 1991, et l'émigration de 80.000 d'entre eux vers Israël.

Ils ont dû franchir un énorme fossé culturel et ont connu une intégration difficile dans la société israélienne. AFP 03.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chine

- La Chine cessera en juin de fixer le prix des médicaments - Reuters

La Chine supprimera le plafond des tarifs pour la plupart des médicaments à partir du 1er juin afin de procurer au marché un rôle accru dans la fixation des prix, a annoncé mardi l'agence de planification économique.

Ce changement, estiment les autorités, devrait encourager un prix "raisonnable" des médicaments et contribuer au contrôle des coûts de l'assurance maladie, estime la Commission nationale du développement et de la réforme (CNDR) dans un communiqué publié sur internet.

La Chine est le deuxième marché pharmaceutique au monde. Les dépenses de santé devraient atteindre 185 milliards de dollars d'ici 2018, selon la société spécialisée IMS Health.

D'après les analystes du secteur, la décision de la CNDR ne produira pas tous ses effets parce que trois quarts environ des médicaments en Chine sont vendus via les hôpitaux, où un processus à part maintient les prix bas. Reuters 04.05

2- Congo

- Congo : le port du niqab désormais interdit dans les lieux publics - french.irib.ir

Samedi dernier, le ministère congolais s'est prononcé en faveur de l'interdiction du port du niqab dans le pays.

Le gouvernement justifie cette nouvelle loi en expliquant qu'elle sert à « prévenir tout acte de terrorisme et d'insécurité ».Le président du conseil islamique du Congo a relayé l'information à la communauté musulmane en déclarant que « les femmes musulmanes ne peuvent désormais mettre leur voile intégral qu'à la maison, dans les lieux de culte mais pas dans les milieux publics », propos relevés par Le Figaro. Certains musulmans sont stupéfaits par une telle décision, d'autant plus que les femmes portant le niqab ne représentent « qu'une infime minorité ».

Cependant, une partie de la communauté musulmane reconnaît l'utilité que pourrait avoir cette loi dans le sens où des non musulmans se cacheraient sous le niqab pour commettre des délits en tout genre. Ainsi, le ministère congolais affirme que cette décision est avant tout motivée par un souci de sécurité. Le Congo est un pays à majorité chrétienne mais ce genre de lois va tout de même à l'encontre de la liberté de culte des musulmans.

Alors qu'il y a quelques semaines nous évoquions le Président de la Cour Suprême du Royaume Uni qui se disait favorable au port du niqab au sein des tribunaux, voilà que le Congo s'oppose au niqab dans les lieux publics. Expliquant que respecter le port du niqab c'était faire preuve d'équité, Lord David Neuberger n'a pas hésité à défendre la liberté de chacun de se vêtir librement. french.irib.ir 04.05

3- Kirghizistan

- Kirghizistan : vers une interdiction du hijab à l’école - french.irib.ir

Les musulmans du Kirghizistan ont manifesté leur incompréhension et leur désaccord face à une nouvelle discussion politique au sujet du port du hijab à l'école.

En effet, alors qu'une des régions du pays avait déjà appliqué l'interdiction du port du hijab au sein des écoles, cette dernière risque d'être généralisée à tout le pays d'ici l'automne prochain.

Les parents d'élèves ont donc fait part de leur inquiétude face à cette nouvelle. « Cette question a été soulevée il y a un an et les autorités avaient statué que le hijab devrait être autorisé. Maintenant, les écoles ont commencé à discuter de nouveau sur ce sujet », confie une maman au quotidien News Agency. Les parents ne comprennent donc pas pourquoi la discussion est à nouveau d'actualité alors que le débat était pourtant clos.

Cette décision est d'autant plus consternante qu'elle concerne la grande majorité de la population Kirghize. La maman d'une élève voilée a ainsi confié : « Cela me préoccupe ainsi que beaucoup d'autres. Nous vivons dans un pays où 80 pour cent des citoyens sont musulmans, alors pourquoi ne pas laisser les filles musulmanes porter le hijab ? ». Ainsi, face à cette décision, les parents d'élèves sont dans une incompréhension totale. En effet, une telle mesure aurait pu être compréhensible dans un pays à majorité non musulmane mais l'inverse est difficile à saisir.

Plusieurs écoles du pays ont déjà appliqué l'interdiction du hijab en leur sein. Le responsable d'un de ces établissements a affirmé que cette prohibition se conformait aux plaintes de certains parents au sujet du port du hijab dans l'école. Parallèlement à l'interdiction du hijab, le Ministère de l'éducation du Kirghizistan prévoit une obligation d'uniformes scolaires.

Le Kirghizistan est un pays frontalier de la Chine et de langue turque. Avec une population de 5 millions d'habitants, ce pays compte 4 927 000 musulmans soit 88,8% de la population totale. L'interdiction du hijab dans les écoles paraît davantage absurde lorsque l'on prend connaissance de ces chiffres. Rappelons qu'en octobre dernier, c'est la ville de Lagos au Nigeria qui a interdit le port du hijab dans les écoles publiques, en prétextant le respect de la « laïcité ». french.irib.ir 04.05

Rappel.

Le hijab est un simple foulard qui enveloppe la chevelure, on peut l'admettre semble-t-il lorsqu'il ne fait obstacle à aucune activité (en milieu scolaire). De la même manière que la société peut admettre qu'une femme se voile ainsi si elle le désire, autant elle doit admettre que dans certaines circonstances ce ne soit pas possible ou autorisé. La tolérance doit fonctionner dans les deux sens pour que la notion de respect existe aussi dans les deux sens, aucune pratique religieuse liée à des préjugés, superstitions ou obligations correspondant à des atteintes à la liberté de la femme ne devrait être légitimitée et encore moins se prévaloir d'un droit supérieur...

Le niqab est un habit noir qui comprend même de longs gants noirs, qui recouvre absolument tout le corps y compris les yeux, on ne peut admettre qu'une femme soit réduite à un tel conditionnement, imposé ou qu'elle s'impose elle-même. Qu'une telle horreur soit légalisée et encouragée dans certains pays sunnites ou chiites montre à quel point leurs régimes sont rétrogrades, infâmes pour faire bref.

Haut de page

Le 6 mai 2015

CAUSERIE

On a ajouté 28 articles.

On rame à contre-courant.

Léon Trotsky - Discussion entre Trotsky, James et Schüssler - avril 1939. Extraits.

Oui, la question est de savoir pourquoi nous ne progressons pas en fonction de la valeur de nos idées, qui ne sont pas aussi dénuées de sens que le croient certains de nos amis. Nous ne progressons pas politiquement. Ce fait est l'expression du recul général du mouvement ouvrier dans les quinze dernières années. Quand le mouvement révolutionnaire décline de façon générale, quand une défaite suit une autre défaite, quand le fascisme s'étend sur le monde entier, quand le marxisme officiel s'incarne dans la plus formidable machine à duper les travailleurs, il va de soi que les révolutionnaires ne peuvent travailler que contre le courant historique général. Et cela, quand bien même leurs idées sont aussi intelligentes et exactes qu'on peut le souhaiter. C'est que les masses ne font pas leur éducation à travers des pronostics ou des conceptions théoriques, mais à travers l'expérience générale de leur vie. C'est là l'explication globale : l'ensemble de la situation est contre nous. Il faut que se produise un tournant dans la prise de conscience de classes, dans les réactions et les sentiments des masses, un tournant qui nous donnera la possibilité de remporter un grand succès politique.

(...)

Nous sommes sur un frêle esquif au milieu d'un courant terrible. Sur cinq ou six bateaux, l'un coule, et on dit tout de suite que c'est la faute du pilote. Mais la véritable raison n'est pas là. La vérité, c'est que le courant était trop fort. Voilà l'explication la plus générale, celle que nous ne devons jamais oublier, si nous ne voulons pas sombrer dans le pessimisme ou le découragement, nous qui sommes l'avant-garde de l'avant-garde. Car cette ambiance marque tous les groupes qui se rassemblent autour de notre drapeau. Il y a des éléments courageux qui n'aiment pas aller dans le sens du courant : c'est leur caractère. Il y a des gens intelligents qui ont mauvais caractère, n'ont jamais été disciplinés et ont toujours cherché une tendance plus radicale ou

plus indépendante : ils ont trouvé la nôtre. Mais les uns et les autres sont toujours plus ou moins des outsiders, à l'écart du courant général du mouvement ouvrier. Leur grande valeur a évidemment son côté négatif, car celui qui nage contre le courant ne peut pas être lié aux masses. Aussi la composition sociale d'un mouvement révolutionnaire qui commence à se construire n'est- elle pas à prédominance ouvrière. Ce sont les intellectuels qui sont les premiers mécontents des organisations existantes.

Avis à ceux qui ont un "*mauvais caractère, n'ont jamais été disciplinés et ont toujours cherché une tendance plus radicale ou plus indépendante*"...

Quant aux intellectuels ?

Je vais soumettre un projet de proposition politique au portail Mondialisation.ca qui publient des articles d'intellectuels du monde entier, c'est à ma connaissance le portail le plus complet en la matière, juste pour voir. Une sorte d'appel contre toutes les guerres menées dans le monde par l'impérialisme américain, le Pentagone, la CIA, l'OTAN en direction du mouvement ouvrier international et non en direction de l'ONU, de l'UE ou je ne sais quelle institution inféodée à Washington.

Je vais m'inspirer de Breton et Trotsky. Cela ne coûte rien d'essayer, il faut tout tenter au point où nous en sommes. Un appel basé sur l'autodétermination des peuples, leur souveraineté, je dois encore y réfléchir pour essayer de trouver la meilleure formule possible. Il faut éviter de favoriser un impérialisme au détriment d'un autre, de tomber dans le piège des blocs, de verser dans le nationalisme via la souveraineté des Etats qui constituerait un soutien aux régimes en place, être le plus anticapitaliste possible sans pour autant faire de la rupture avec le capitalisme une condition car cela ne passerait pas, il faut être lucide, ils ne sont manifestement pas encore mûrs pour franchir cette étape ; quelque chose qui serait tourné vers tous les peuples et les appelleraient à s'unir dans chaque pays pour mener ce combat, sur la base de la légitimité de tous leurs droits sociaux et politiques de manière à rassembler la classe ouvrière, les couches des classes moyennes, de la petite bourgeoisie et les intellectuels les plus avancées, qui commencent à comprendre que si leur sort demeurait lié à ceux du capitalisme, elles finiront pas être broyées sur l'autel du mondialisme ou néolibéralisme...

A défaut de pouvoir lancer un appel pour la rupture avec le capitalisme, on se rattraperait en faisant le procès des médias qui soutiennent à fond l'impérialisme américain et ses agences dans le monde au moyen de la désinformation en continue. Cela les forcerait à réagir et à se découvrir davantage, ils se chargeraient en somme de la communication ! A suivre.

Qui a dit ?

"La gauche est une salle d'attente pour le fascisme."

Réponse : Léo Ferré.

Nous avions écrit que le PS était l'antichambre du fascisme...

Le PCF a déjà annoncé qu'il s'allierait au PS lors des prochaines élections, donc le Front de gauche...

Le saviez-vous?

- Une trentaine d'universitaires américains ont signé un manifeste déclarant illégale la guerre saoudienne contre le Yémen. (Yémen / Arabie Saoudite : Arabie saoudite versus Houthistes 2/2 - René Naba - mondialisation.ca 04.05)

Et en France ? Le néant politique.

Si vous avez des infos, envoyez-les moi, merci par avance pour nos lecteurs aux quatre coins du monde.

Charlie était le PEN.

Extrait de l'article *Joyce Carol Oates, Russell Banks et 143 autres écrivains s'opposent à ce que le prix de la liberté d'expression soit décerné à Charlie Hebdo* - mondialisation.ca 04.05

- La biographie politique de Suzanne Nossel, directrice du PEN, ancienne responsable au département d'État des États-Unis, permet de comprendre de quel type d'opération il s'agit. Si l'on considère le bilan de Nossel, on découvre qu'elle est partisane d'une politique consistant à «combiner à la fois la puissance dure, la force militaire et la coercition avec ce qu'on appelle la puissance douce, la diplomatie, l'attrait de la culture américaine, son peuple et ses liens économiques». Elle prône de «choisir judicieusement entre un large éventail d'outils différents», à savoir, entre les bombes et la propagande. Le prix à décerner à Charlie Hebdo est un exemple de cette propagande.

Les mesures répressives proposées ou prises en France, au Royaume-Uni, en Italie, en Allemagne et ailleurs avaient été préparées bien avant l'attaque du 7 janvier qui n'a servi que de prétexte. De plus, l'affaire Charlie Hebdo est inévitablement devenue un argument du raisonnement général en faveur de l'intervention impérialiste au Moyen-Orient, pour «extirper» la menace terroriste.

La décision du PEN de récompenser Charlie Hebdo doit être vue dans ce contexte politique, dans le cadre de l'effort pour légitimer la bigoterie antimusulmane et obtenir le soutien du public pour la «guerre contre le terrorisme». Fin de l'extrait

Ajoutons que le président du PEN American Center, Peter Godwin, est rédateur au New York Times et également membre du CFR (Council on Foreign Relations). (Source : Wikipédia)

Rappel aux amnésiques. Charlie, faisait déjà du Le PEN.

- Fourest et Venner dans Charlie Hebdo : désinformation contre Jean Ziegler - acrimed.org 14.04.2009

Charlie Hebdo du 18 mars 2009 a publié un article de Caroline Fourest et Fiammetta Venner, sous un titre qui se passe de commentaires : « Selon Jean Ziegler, l'obésité menacerait la Somalie ».

...l'article de Charlie Hebdo se borne pour l'essentiel à relayer une campagne parfaitement identifiable, quoique non sourcée : la campagne d'UN-Watch contre Jean Ziegler.

UN-Watch, qui se présente comme une ONG indépendante, peut difficilement se prévaloir d'être apolitique. En effet, elle se dédie non seulement à la lutte contre l'antisémitisme, mais surtout à la défense de la politique étatsunienne et israélienne, comme le confirme son affiliation à l'American Jewish Committee (AJC) qui soutient indéfectiblement la politique de l'Etat d'Israël.
La campagne contre Jean Ziegler est donc une campagne de pure propagande, d'autant plus pernicieuse que, comme toute « bonne » campagne de propagande, elle repose sur l'interprétation tendancieuse de quelques faits avérés mêlés à de purs mensonges.

Or c'est à cette source on ne peut plus contestable que Caroline Fourest et Fiammetta Venner se sont abreuvées sans le mentionner. Il suffit à titre d'exemple de comparer leur article à tel communiqué de UN-Watch, daté de… décembre 2005. Ainsi, sous couvert d'information et d'analyse, elles contribuent à une campagne politique d'épuration de l'ONU, sur la base d'assertions dont la plupart ne sont ni vérifiées ni recoupées. Une magnifique leçon de journalisme !

Dans ces conditions, nous publions, avec l'autorisation de son auteur, la réponse de Jean Ziegler à Charlie-Hebdo, publiée sur son site en fichier .pdf. Nous le faisons d'autant plus volontiers que Charlie Hebdo ne publie que très parcimonieusement les droits de réponse de ceux qu'il calomnie, tandis que nos duettistes savent recourir à de douteux procédés quand elles veulent se soustraire à des controverses qu'elles ont elles-mêmes provoquées.

Réponse de Jean Ziegler à Charlie-Hebdo.

Avec stupeur, je découvre dans Charlie-Hebdo (18.3.2009) un papier portant un titre au goût exquis. « Selon Jean Ziegler, l'obésité menacerait la Somalie ».

Le papier de Charlie reprend presque littéralement le texte parfaitement diffamatoire diffusé actuellement auprès des missions diplomatiques accréditées auprès des Nations Unies, à Genève, par UN-Watch, une officine dévouée à la cause des ultras israéliens.

Fin avril aura lieu à Genève la conférence mondiale de l'ONU contre le racisme, dite Durban II. UN-Watch se déchaîne contre le Haut-Commissariat de l'ONU pour les droits de l'Homme, contre le président du Conseil des droits de l'Homme, contre Stéphane Hessel, comme contre ma modeste personne…

Pour être juste, j'ajoute que le papier de Charlie n'est pas seulement fait d'un copié-collé du texte d'UN-Watch. Bizarrement, Charlie s'attaque à ma femme, Erica Deuber Ziegler. Directrice de la culture de la Ville de Genève, elle aurait fait interdire la représentation de « Mahomet », tragédie de Voltaire, à Ferney-Voltaire, cela à la demande expresse de Tariq Ramadan. Charlie délire. Le projet de monter « Mahomet » dans le cadre des célébrations du tricentenaire de la naissance de Voltaire en 1994 a été proposé à Pascal Meylan, maire de Ferney-Voltaire (Département de l'Ain) et aussitôt refusé pour des raisons budgétaires. Sollicitées de se substituer au subventionnement de la municipalité française, les autorités genevoises ne sont pas entrées en matière. Charlie-Hebdo devrait expliquer à ses lecteurs comment une directrice de la culture de la Ville de Genève pourrait faire interdire la représentation d'une pièce de théâtre sur le territoire de la République française.

Jean Ziegler, 4 avril 2009

Pour en savoir plus sur cette scélératesse de Charlie Hebdo.

Amalgames, calomnies, mensonges, faux et fausses rumeurs, etc. la panoplie complète des méthodes employées par les agents de régimes policiers ou de dictatures.

Pieux mensonges (14.12.2003)
http://lmsi.net/Pieux-mensonges

Elle court, elle court la rumeur (25.10.2004)
http://www.acrimed.org/article1794.html

Charlie Hebdo court après les rumeurs qu'il répand (05.11.2004)
http://www.acrimed.org/article1805.html

Lu, vu, entendu : « Critiques et cyniques » (11.03.2005)
http://www.acrimed.org/article1947.html

Lu, vu, entendu : « D'ici et d'ailleurs » (25.03.2005)
http://www.acrimed.org/article1962.html

Philippe Val, propagateur de calomnies et docteur ès déontologies (10.04.2007)
http://www.acrimed.org/article2596.html

Philippe Val sur France Inter : un récital de mensonges et de calomnies contre Chomsky (17.09.2007)
http://www.acrimed.org/article2705.html

Philippe Val est « navré », Philippe Val est navrant (09.04.2008)
http://www.acrimed.org/article2872.html

Fourest et Venner dans Charlie Hebdo : désinformation contre Jean Ziegler (14.04.2009)
http://www.acrimed.org/article3119.html

Le 11 janvier 2015, c'est plus que les libertés démocratiques qu'ils ont enterrées, c'est le mouvement ouvrier qui dans sa totalité a soutenu ces ordures. Si vous demandiez encore quelle était son orientation politique, vous avez là la réponse.

Autocensure, désertion-capitulation politique ou complice du fascisme.

Vous ne trouverez toujours pas cette information dans la littérature des partis dits ouvriers en France :

- "Au moment même où le parlement de Kiev approuve à l'unanimité une loi qui exalte comme « héroïque » le passé nazi de l'Ukraine et, alors qu'il déclare « criminelle » toute référence au communisme en mettant hors la loi le PC, il qualifie de « combattants pour l'indépendance ukrainienne » les nazis qui massacrèrent des dizaines de milliers de juifs." (L'offensive de l'Otan globale - Manlio Dinucci - mondialisation.ca 05.05)

Leurs marottes. Blablabla. Enfumage alternatif.

1- Une voie existe pour sauver le capitalisme.

La voie islandaise que vante un article, son auteur nous dit, en passant, en coup de vent, sans fournir de précisions, que le redressement économique de l'Islande était surtout dû au fait que les Islandais s'étaient "*retroussés les manches*", autrement dit qu'ils avaient accepté de consentir de nouveaux sacrifices pour en réalité continuer de vivre comme avant en payant les conséquences de la banqueroute du système capitaliste devenu mafieux...

2- Lu dans deux articles abordant la question des dizaines de milliers de réfugiés qui périssent en Méditerranée.

Alors qu'elle n'a jamais existé.

- "Il n'y aurait ni passeurs ni trafic morbide d'êtres humains si la liberté de circuler existait encore."

Même avec ma caution et un membre de la famille devenu français, mes ex-beaux-frères n'ont jamais pu obtenir de visa.

C'est le "modèle" adopté par le capitalisme qui serait le problème, mais surtout pas le sacro-saint capitalisme devant lequel tous se prosternent.

- "La domination du « modèle » économique du Nord imposé aux sociétés vulnérables du Sud"

Non, en décidant de rompre avec le capitalisme et de le combattre.

- "C'est seulement en transmettant la vérité que nous pourrons arrêter ce flux de désinformation mortelle."

Décidément pas la survie du capitalisme, on ne touche pas au capitalisme.

- "L'événement catastrophique est isolé de sa cause principale"

Ils s'en foutaient ! - "Kadhafi savait de quoi il parlait. Dès le départ il a accusé les soi-disant rebelles libyens d'être influencés par l'idéologie d'Al-Qaïda et l'école de pensée de Ben Laden. Bien sûr, personne ne l'a pris au sérieux, pas même un petit peu."

Parce qu'on aurait dû un jour ?

- "On ne peut plus faire confiance aux médias traditionnels."

Constat dramatique.

Il y a un peu plus d'un an, quand on évoquait le contrôle total de la population qui allait de paire avec la stratégie politique néolibérale, on passait pour des adeptes de la théorie du complot ou des farfelus, des lecteurs en ont profité pour nous tournez le dos, ils ont eu tort d'attendre si longtemps, à eux aussi il fallait un prétexte, aujourd'hui qu'on y est on observe que le mouvement ouvrier et son "avant-garde" sont incapables de la moindre réaction ou mobilisation pour s'y opposer, normal puisqu'ils étaient tous Charlie en janvier dernier au côté du gouvernement.

La décomposition des anticapitalistes, des révolutionnaires et des istes en tous genres de gauche et d'extrême gauche se poursuit inexorablement. Séniles, impuissants, chloroformés, sclérosés, fossilisés, il ne leur reste plus que le trade-unionisme, le social-patriotisme ou le corporatisme pour faire illusion.

L'article que nous ne publierons pas. A bas la gauche !

- Hillary Clinton et la politique de l'opportunisme - michelcollon.info 04.05

- "Aujourd'hui, même si la base démocrate peut avoir la mémoire courte, Mme Clinton aura besoin de tout ce qu'il reste de la vraie gauche pour gagner ; bien trop de gens la méprisent à droite ; elle aura donc besoin des votes de toute la gauche et du centre."

Régime oligarchique et policier. Un aveu.

- Renseignement: l'Assemblée adopte le texte controversé à une large majorité - AFP

Les députés ont approuvé mardi à une large majorité le projet de loi sur le renseignement, défendu au nom de la lutte antiterroriste par le gouvernement mais cible de critiques sur le risque de "surveillance de masse".

Le texte a recueilli 438 voix pour, 86 contre et 42 abstentions.

"Il n'y a rien dans cette loi que les services ne mettaient pas déjà en pratique, confie à l'AFP le responsable d'un service. AFP 05.05

Chut, jusqu'à présent on était censé vivre sous un régime démocratique en France !

- Loi sur le renseignement : quels sont les dangers du texte ? - Francetv info

"Pour la ligue des droits de l'homme, cette loi est scélérate, elle est liberticide, elle attente à la démocratie", a lancé Pierre Tartakowsky. Avec cette loi, chaque mouvement contestataire peut-être mis sur écoute. "La puissance des ordinateurs aujourd'hui fait qu'on est capable d'obtenir beaucoup de choses sur beaucoup de gens et de l'exploiter plus tard", explique un manifestant. Il craint qu'à l'avenir, un gouvernement peu démocratique utilise ces données. (C'est-à-dire le

gouvernement actuel qui recourt au terrorisme pour adopter cette loi. - ndlr)

En cause notamment les valises mobiles pour écouter un suspect, mais celles-ci permettent aussi d'écouter tous les téléphones alentour. Autre objet de mécontentement, les logiciels qui permettraient d'enregistrer les recherches de certains mots clés sur n'importe quel ordinateur et l'obligation pour les FAI de conserver les données. "Demain se pratiquera une certaine forme de pêche au chalut, c'est-à-dire que dans les filets dérivants, on ramassera toute la population qui se trouvera là", explique Jean-Marie Delarue, contrôleur des écoutes. Francetv info 05.05

Commentaire d'internaute

1- "Au final tout le monde sera fiché et surveillé... sauf les terroristes !"

Vous voulez parler de ceux qui nous dirigent ?

2- "Les terroristes vont changer leur manier de faire, et la loi servira à surveiller les simples citoyens."

Ils sont assez cons pour surveiller les téléphones, les ordinateurs et Internet, les espaces publics, alors utilisez la poste...

3- "Il faudrait que quelqu'un m'explique la différence entre PS et UMP, personne jusqu'à maintenant n'a pas su m'expliquer."

Vous expliquer quoi ?

4- "C'était logique. Ces vendus n'ont aucun scrupule à espionner leurs concitoyens. Il ont peur d'une révolution et prennent les mesures nécessaires pour prendre les devant.

Le terrorisme n'est qu'un prétexte, la dictature est sur le pied de guerre."

Leur crainte est exagérée, par contre il leur faut un soutien populaire pour appliquer leur politique ultra réactionnaire, ceci explique cela. Vaut mieux encore une dictature ou le fascisme que le désordre qui nous pourrirait encore plus la vie. Ordre, sécurité, prospérité les principes des républicains de nos jours.

5- "Question : si un jour les Français se révoltent pour avoir du pain, osera-t-on les abattre en les considérant comme terroristes, comme l'autorise la loi du 5 juillet 2010? autrement dit, si l'Etat considère chaque Français comme terroriste potentiel (ce qui justifie cette surveillance globale), doit on y voir un relent d'occupation avec tout ce que cela implique ?"

Ils se gêneraient : A la mitrailleuse !

Canada. La police politique du régime s'octroie les pleins pouvoirs.

- Le Canada va exercer un contrôle inédit d'internet - AFP

Le Parlement canadien était en passe d'adopter une loi antiterroriste devant muscler les services de renseignement et permettre un contrôle inédit d'internet, en dépit d'une vaste opposition qui craint une "surveillance de masse".

Alors que les députés français votaient au même moment un projet de loi sur le renseignement, la Chambre des Communes canadienne a débuté mardi matin la troisième lecture du controversé projet de loi C-51. Le vote devrait intervenir mercredi soir, a indiqué à l'AFP le parti conservateur au pouvoir.

Étant donné la large majorité dont dispose au Parlement la formation du Premier ministre canadien Stephen Harper, et le soutien annoncé de l'opposition libérale, l'adoption de cette loi ne fait aucun doute.

Convaincus que cette réforme allait transformer les services de renseignements en "police secrète", violer la constitution et mener à une "surveillance de masse", plus de 200.000 Canadiens ont signé une pétition demandant sa révocation, un record.

Les députés n'auront eu que deux mois pour débattre et amender, à minima, le volumineux texte législatif, le gouvernement de M. Harper ayant expliqué qu'il y avait urgence à agir face à une menace islamiste présentée comme croissante.

Jusqu'ici cantonné à la collecte d'informations et à la surveillance, le SCRS (Service canadien du renseignement de sécurité) va désormais pouvoir "perturber" les actions de présumés terroristes (en piratant par exemple leurs comptes internet) et placer sur écoutes des Canadiens et leurs proches si jamais ils sont soupçonnés d'avoir une "intention" malfaisante.

Pour arrêter plus facilement un individu, les agences fédérales pourront s'adresser à un juge lors d'auditions secrètes auxquelles aucun avocat de la défense ne sera présent, ce qui fait dire aux associations de juristes, comme au Commissaire à la protection de la vie privée --un haut fonctionnaire relevant du Parlement-- que la loi viole les droits fondamentaux des Canadiens.

L'échange et le partage de contenu sur internet servant de "propagande terroriste" deviendra en outre un geste criminel, quelque soit l'intention de l'internaute en cause.

"Tous les citoyens seront pris dans cette toile, pas seulement ceux soupçonnés de terrorisme", avait dénoncé le Commissaire à la vie privée, Daniel Therrien, dans une lettre ouverte en mars.

D'anciens Premiers ministres libéraux comme Jean Chrétien ou de hauts magistrats comme Louise Arbour, ex-juge de la Cour suprême et ancienne procureure du tribunal pénal international pour le Rwanda et la Yougoslavie, ont également dénoncé le texte qui, "au nom du secret", viendrait bafouer les libertés individuelles.

Tout comme en France les opposants à la nouvelle loi sur le renseignement ont dénoncé l'analyse automatique des communications sur internet via des algorithmes, le filtrage des métadonnées échangées par les Canadiens inquiète vivement les détracteurs de C-51.

L'enjeu est celui de la gestion des "métadonnées, c'est-à-dire des quantités phénoménales de renseignements pouvant être analysés par des algorithmes pour repérer les tendances, prévoir les comportements et faire des liens", avait déploré le Commissaire à la vie privée.

Daniel Therrien avait ainsi souligné que 14 des 17 agences fédérales "qui recevront des renseignements en vertu du projet de loi ne font l'objet d'aucune surveillance indépendante".

À la différence de l'Hexagone, où la nouvelle loi crée un organisme de contrôle indépendant, aucun garde-fou autonome n'existe en particulier pour encadrer les activités du CST (Centre de la sécurité des télécommunications), l'agence en charge de l'interception des communications. Étroitement lié à la NSA américaine, le CST a été épinglé à plusieurs reprises ces derniers mois à la suite de révélations d'Edward Snowden, ce déserteur de la NSA en exil en Russie. AFP 05.05

ACTUALITE EN TITRES

Hystérie féministe. La police de la pensée veille.

- "Bas les pattes !" : des femmes journalistes dénoncent le comportement sexiste des politiques - Francetv info

Sont-elles humaines au moins ces vendus des médias institutionnelles ? Et oui, quand on recadre le sujet, on a le droit de douter de leurs réelles intentions, toujours les mêmes la guerre psychologique contre les masses et leurs préjugés pour qu'elles se tiennent à carreau...

Les femmes ont forcément des comportements de femmes puisque la société les cantonnent à des rôles de femmes, avec tous les travers que cela comportent évidemment, on peut en dire autant des hommes, c'est pratique car cela leur permet d'attaquer les uns pour s'en prendre aux autres ensuite et ainsi de suite.

Les femmes ne changeront pas demain de comportement pour autant, cela revient donc à se moquer de certains de leurs travers qui sont mis ici en lumière, autrement dit ce sont elles qui sont visées, alors que ces "femmes journalistes" font croire qu'elles prennent leur défense. C'est machiavélique et cynique. On a là la réponse à notre question.

Imposture. L'Etat de non-droit ou Les Républicains.

- Le bureau politique de l'UMP adoube "Les Républicains" - Reuters

- Nicolas Sarkozy : «La République ne doit plus reculer» - LeFigaro.fr

- UMP: «Le nom "Les Républicains" est un moyen de se placer au-dessus de la mêlée» - 20minutes.fr

Une anomalie à rectifier immédiatement.

- Le coût horaire du travail français 20% plus élevé que la moyenne de la zone euro - Atlantico.fr

Dossier Yémen

- Une ville saoudienne touchée par des tirs des rebelles yéménites - Reuters

Les rebelles yéménites Houthis ont tiré des obus de mortier et des roquettes katiouchas sur une ville frontalière saoudienne, pour la première fois depuis le début de l'offensive aérienne coordonnée par l'Arabie saoudite, a déclaré mardi le porte-parole de la coalition arabe.

Une école de filles et un hôpital ont notamment été touchés dans la ville de Najrane, à deux kilomètres de la frontière, a précisé le général de brigade Ahmed Asseri, sans faire état de victimes.

Les Nations unies ont de leur côté annoncé mardi qu'au moins 646 civils, dont 131 enfants, ont été tués depuis le début de l'offensive aérienne de la coalition le 26 mars, et 1.364 autres blessés.

- Yémen : comment l'offensive terrestre de Riyad a échoué - french.irib.ir

Le plan des forces militaires saoudiennes pour envoyer des effectifs et des armes dans différentes régions yéménites a été neutralisé par Ansarallah.

Pour briser la résistance du peuple et de l'armée du Yémen, les forces militaires saoudiennes ont pilonné les bases militaires et les zones d'habitation le long des frontières entre le Yémen et l'Arabie saoudite. Tandis que l'armée saoudienne attaquait aux missiles et obus de mortier les régions frontalières du Yémen, Riyad avait élaboré aussi un plan pour envoyer des effectifs et des armes à l'intérieur du Yémen pour préparer le terrain à une offensive terrestre. Mais le plan saoudien a été neutralisé par une attaque des forces révolutionnaires yéménites contre la zone de concentration des forces saoudiennes.

Les soldats de la Brigade du Martyr Hussein al-Houthi, commandés par Abdallah al-Razami ont attaqué sur trois axes les positions des forces saoudiennes qui avaient investi les zones d'habitation. De nombreux effectifs saoudiens ont été tués dans cette attaque, et les autres se sont évadés.

Les forces yéménites ont réussi à saisir une quantité importante d'armes et de munition des soldats saoudiens. Les hommes de la tribu yéménite Hamdân ont occupé, pour leur part, la base militaire d'Al-Manareh, à l'intérieur du territoire saoudien. Cette base est actuellement sous le contrôle des forces yéménites. french.irib.ir 05.05

- Les forces tribales yéménites attaquent le sol saoudien - french.irib.ir

Les forces des tribus yéménites ont pris le contrôle de quatre bases militaires saoudiennes en profondeur de la frontière de l'Arabie.

Citant des sources yéménites, la chaîne de télévision Al-Manar a fait état lundi du contrôle de quatre bases militaires saoudiennes par les forces tribales yéménites près d'Al-Malahit sur le point zéro frontalier. Les rapports préliminaires ont par ailleurs annoncé l'arrestation d'un nombre de Saoudiens. Al-Manar a également indiqué que les forces tribales ont aussi attaqué, en riposte au bombardement de deux camions transportant des denrées alimentaires, les régions de Jazan et de Nadjran en Arabie. Par ailleurs, le mouvement Ansarallah et les comités populaires révolutionnaires ont déjoué lundi l'agression maritime de l'Arabie, en confisquant une vedette dont ils ont capturé l'équipage.

En dépit de la poursuite des frappes saoudiennes, les forces de l'armée yéménite ont pu, à l'aide des comités populaires, dominer et contrôler 90% de la région d'Al-Tavafi à Aden, l'un des plus importats foyers de fréquentation et de circulation des terroristes d'Al-Qaïda. Selon les chaînes Al-Mayadeen et Al-Manar, les avions saoudiens ont largué des armes légères et semi-lourdes à destination des terroristes d'Al-Qaïda et de Daech à Wadi Obaïda à Maarib. 2100 effectifs sénégalais sont envoyés en Arabie pour participer à cette guerre contre le Yémen, a indiqué la diplomatie sénégalaise. Entre temps, le nouveau ministre saoudien des Affaires étrangères, Adel al-Jobaïr a fait part d'une trêve éventuelle dans certaines régions du Yémen. french.irib.ir 05.05

- Le Yémen, au seuil d'une terrible catastrophe humanitaire - french.irib.ir

Avec la poursuite des attaques du régime saoudien contre les infrastructures, les habitations et les centres de soins, la situation humanitaire, au Yémen, s'aggrave, de jour en jour.

Selon les dernières statistiques, diffusées par l'agence de presse yéménite, Saba Press, depuis le début de l'offensive saoudienne contre le Yémen, plus de 3.500 personnes ont trouvé la mort, tandis que plus de 6.000 autres étaient blessées.

Selon ce rapport, diffusé par la Fondation "Freedom-House", pour lutter contre la corruption et défendre les droits et libertés, 492 enfants et 209 femmes figurent parmi les martyrs. De même, 713 femmes et 978 enfants reçoivent des soins, dans les hôpitaux de différentes villes yéménites, dans des conditions déplorables.

Abdelmadjid Aziz, le Directeur général du centre de contrôle des médicaments de la province de Hadja, qui abrite le plus grand nombre de réfugiés yéménites, a fait part au journaliste d'Ummah Wahida, de l'état déplorable des hôpitaux et des centres de soins. Le grave manque de personnel hospitalier, ainsi que la pénurie des matériels médicaux et des médicaments ont poussé les hôpitaux yéménites au seuil d'une catastrophe humanitaire d'envergure.

D'autre part, les sources locales ont fait part du bombardement des raffineries et des centrales électriques de ce pays, d'où la pénurie de carburant, avec, en corollaire, de nombreuses coupures d'électricité. Cette situation a posé de grandes difficultés à la circulation des véhicules de secours et à l'utilisation des équipements hospitaliers et des matériels et équipements spécifiques des salles d'opération.

"La fermeture de la seule usine de production d'oxygène, au Yémen, a mis à mal la situation des malades et des blessés, qui ont besoin de cet élément vital", a annoncé le ministre yéménite de la Santé.

Selon ce rapport, plus de 300.000 personnes ont perdu leur habitation. Le 29 avril, la compagnie de télécommunication et la compagnie d'électricité du Yémen ont mis en garde, via 2 lettres séparées, le ministre yéménite du Pétrole, le secrétaire général des Nations Unies et les instances de secours, contre la coupure définitive, dans un proche avenir, de l'électricité, du téléphone et de l'internet, suite à la pénurie de carburant.

D'autre part, les multiples raids des avions de combat saoudiens, ainsi que le blocus aérien, maritime et terrestre du Yémen, ont engendré une pénurie de denrées alimentaires, dans ce pays pauvre. Les activistes yéménites et les responsables de la santé, dans ce pays, appellent les organisations internationales et les ONG à intervenir, pour aider le peuple yéménite. french.irib.ir 05.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël.

Sionisme. Etat terroriste. Massacres de la population civile en règle.

1- Des soldats israéliens dévoilent les coulisses de la guerre à Gaza - lefigaro.fr

Une soixantaine de combattants livrent, sous couvert de l'anonymat, une description crue de la stratégie adoptée par Tsahal durant l'opération «Bordure protectrice».

Leur récit, cru et dérangeant, éclaire d'une lumière froide les coulisses de l'opération «Bordure protectrice». Plus de soixante militaires israéliens déployés l'été dernier dans la bande de Gaza, simples soldats ou officiers, ont raconté «leur» guerre à l'ONG Breaking the silence. Ces témoignages, livrés sous couvert de l'anonymat et publiés lundi matin, retracent les circonstances dans lesquelles un incessant déluge de feu a été projeté par Tsahal contre des quartiers résidentiels, apparemment pour se protéger d'un ennemi insaisissable. Plus de 2200 Palestiniens ainsi que 72 Israéliens ont été tués durant ces 51 jours de guerre. «Les règles d'engagement transmises aux soldats sont les plus permissives jamais portées à notre connaissance», affirment les responsables de Breaking the silence, qui dénoncent «une politique de tirs indiscriminés» et accusent l'armée d'avoir agi en violation de son propre Code d'éthique.

A en croire la majorité des dizaines de conscrits et de réservistes interrogés par l'ONG, la principale consigne diffusée à la veille de l'incursion fut de ne jamais hésiter à ouvrir le feu pour réduire le risque auxquels ils allaient être exposés. La distinction entre civils et combattants, au cœur des règles de droit international en temps de guerre, aurait ainsi été partiellement abolie. «L'idée de base était: si vous repérez quelqu'un, tirez», raconte un sergent-chef de l'infanterie israélienne, qui fut déployé dans le nord de l'enclave. «Qu'il constitue ou non une menace immédiate n'était pas le sujet», ajoute-t-il, avant de préciser: «Si vous tuez quelqu'un à Gaza, ce n'est pas une catastrophe». Un autre militaire, affecté à une unité de blindés engagée à Deir el-Balah, complète: «Les ordres étaient: Dès que vous voyez quelqu'un autour de vous, disons dans un rayon de zéro à deux-cents mètres, il est mort. On devait partir du principe que tout individu évoluant dans notre zone d'opération ne pouvait pas être un civil.»

Cette ligne de conduite fut, selon les militaires interrogés, largement dictée par la crainte des attentats. La population civile ayant été invitée, le plus souvent par des tracts largués depuis le ciel, à évacuer les zones de combat, toute présence humaine était devenue suspecte. Un soldat raconte qu'un troupeau de moutons ceinturés d'explosifs a un jour été orienté par des combattants ennemis vers les troupes israéliennes. «Nous avons aussi entendu parler d'un vieillard qui s'est dirigé vers une maison contrôlée par nos forces, ajoute-t-il. Ce type, qui avait peut-être 70 ou 80 ans, était équipé d'explosifs de la tête aux pieds…»

A de nombreuses reprises, reconnaissent cependant les soldats interrogés, la mise en œuvre de ce «principe de précaution» s'est soldée par la mort de civils palestiniens. «Il y avait ces deux femmes marchant dans un verger, à 800 ou 900 mètres de nos forces, raconte un militaires déployé dans le sud de la bande de Gaza. Le commandant nous a demandé de vérifier si elles étaient «impliquées». Il faisait jour, le poste d'observation avait du mal à voir et l'officier a envoyé un drone qui les a «incriminées». On a tiré sur ces filles, elles sont mortes. Puis trois tanks ont été envoyés pour vérifier l'endroit. Ils ont inspecté les corps, elles étaient âgées d'une trentaine d'années et n'étaient pas armées. Ils sont revenus et ces femmes ont été recensées comme des terroristes. Si on leur a tiré dessus, c'est bien que c'était des terroristes…»

Le porte-parole de l'armée israélienne, interrogé sur ces accusations, a réaffirmé la détermination de sa hiérarchie «à enquêter sur toute accusation relayée par des médias ou des ONG, ainsi que sur toute plainte officielle portant sur sa conduite durant l'opération «Bordure protectrice». Il affirme cependant que Breaking the silence refuse de communiquer des informations circonstanciées sur les infractions portées à sa connaissance. L'ONG, composée pour l'essentiel d'anciens militaires, veille en effet scrupuleusement à protéger l'anonymat de ses informateurs. «Pour des raisons évidentes, cette attitude rend toute investigation impossible», déplore le porte-parole, avant de rappeler que la justice militaire a, de son propre chef, engagé plusieurs dizaines d'enquêtes depuis la fin de la guerre à Gaza.

Les témoignages recueillis par Breaking the silence éclairent tout particulièrement l'ampleur des destructions infligées aux villes situées le long de la frontière avec Israël. De Beit Hanoun à Rafah en passant par Shijaya, al-Burij ou Khouzaa, des quartiers entiers ont été littéralement rasés par l'artillerie, l'aviation et les bulldozeurs israéliens. «C'était comme dans Call of Duty», raconte un sergent-chef posté dans le nord de l'enclave, faisant allusion au jeu vidéo réputé à la fois pour son réalisme et sa violence. «Nous avons tiré une quantité invraisemblable de munitions», dit-il encore, précisant: «Nous passions notre temps à viser les même maisons, les mêmes fenêtres. J'étais parfois surpris de voir qu'elles tenaient encore debout…»

A en croire les vétérans de «Bordure protectrice», ces tirs de barrages répondaient à plusieurs objectifs. Il s'agissait souvent d'impressionner l'ennemi pour mieux le dissuader de se porter au contact des soldats israéliens. «Les tirs de harcèlement, résume un soldat, c'est ce que vous faites lorsqu'un quartier constitue une menace potentielle.» De nombreux bâtiment furent détruits parce qu'ils abritaient les rampes de lancement d'où plusieurs centaines de roquettes étaient tirées chaque jour vers le territoire israélien. D'autres parce qu'ils étaient réputés abriter des dirigeants plus ou moins gradés du Hamas ou du Djihad islamique. Certains soldats affirment aussi que des maisons furent, à l'occasion, visées avec le souci de «venger» la mort d'un soldat israélien. Et certaines l'auraient été en pensant à ce que les stratèges israéliens appellent «le jour d'après». «Tout au long des combats, on garde cette notion à l'esprit, décrypte un lieutenant engagé dans la ville de Gaza. Il s'agit de «nettoyer» le maximum de zones possibles en pensant au jour où on se retirera...»

Selon Yehuda Shaul, porte-parole de l'ONG Breaking the silence, «ces témoignages illustrent le glissement imprimé à la doctrine militaire israélienne depuis une dizaine d'années». Confronté, après le retrait de la bande de Gaza (2005) et la prise de pouvoir du Hamas (2007), à un ennemi qui se cache au milieu de la population civile, l'état-major aurait fait le choix de prendre certaines libertés avec le Code d'éthique dont elle s'est dotée au milieu des années 90. «Le devoir impérieux de protéger les populations civiles, inscrit au cœur du droit international, s'est insidieusement effacé devant celui de minimiser les risques auxquels sont exposés nos forces, explique Yehuda Shaul. Engagé dans une guerre asymétrique, Tsahal a manifestement renoncé au principe de proportionnalité et cherche désormais à infliger un maximum de dommages pour rétablir une forme de dissuasion. Or, ce changement de doctrine a été décidé en catimini, sans que la société israélienne en soit même informée.»

Le philosophe Asa Kasher, qui a rédigé le Code d'éthique de l'armée israélienne mais milite depuis plusieurs années pour son assouplissement, défend au contraire la conduite de l'opération «Bordure protectrice». «Aucun Etat, explique-t-il, n'a le devoir de garantir la même sécurité à des civils ennemis qu'à sa propre population.» L'utilisation d'infrastructures civiles par le Hamas, ainsi que sa propension à se fondre au cœur de la population civile, constituent à ses yeux un défi auquel les stratèges israéliens n'ont pas le droit de se dérober. «La présence d'un grand nombre de civils non-combattants à proximité d'un immeuble utilisé pour mener des attaques terroristes contre Israël doit-elle immuniser cet immeuble?», interroge le philosophe, avant de répondre: «La réponse est évidemment: non. Dans le cas contraire, Israël sacrifierait tout bonnement à son droit à l'autodéfense.» lefigaro.fr 05.05

2- Gaza : les témoignages accablants recueillis par Breaking The Silence - french.irib.ir

Malgré la propagande, le vrai visage de Tsahal est apparu aux yeux du monde entier durant l'attaque disproportionnée et dévastatrice de l'été dernier sur Gaza. L'ONG israélienne Breaking The Silence met en cause la politique militaire israélienne contre les Palestiniens après avoir recueilli des témoignages suggérant que les soldats ont reçu l'ordre de «tuer à vue» pendant cet assaut .

Dans un communiqué publié dimanche, l'organisation » Briser le silence » confirme que les propos accablants recueillis auprès de soldats et d'officiers, révèlent l'image « troublante » et « inquiétante » de la politique des « tirs aveugles » autorisés par Tsahal. L'ONG affirme que celle-ci a » directement entraîné la mort de centaines de civils palestiniens innocents « .

Plus de 2.310 Palestiniens, essentiellement des civils, ont été tués.A ce chiffre, s'ajoutent plus de 11 000 blessés. Un déluge de feu qui aura duré 7 semaines, réduisant la bande de Gaza, le lieu le plus densément peuplé au monde, en un effroyable champ de ruines .

La moralité des soldats et de l'état major est mise en cause par ces publications: « les propos recueillis par Breaking the Silence dévoilent un changement radical et inquiétant » dans les procédures de combat de l'armée israélienne, a indiqué l'ONG.

Les valeurs directrices de l'armée israélienne, exigeant que les soldats utilisent le minimum de force nécessaire et qu'ils gardent leur humanité même dans le combat, ont été annihilées, voir mises au rebut volontairement». « les ordres d'engagement » transmis aux soldats » étaient des plus permissifs « , l'ONG ajoute que » Les ordres étaient de tirer pour tuer, même si la cible n'était pas identifiée « .

Certains officiers décrivent une atmosphère délétère durant cette guerre, sans commune mesure avec les actions militaires précédentes : « Le discours était vraiment d'extrême droite, un discours raciste et nationaliste « ; un lieutenant ajoute: « Il y avait beaucoup de gens qui haïssaient les Arabes, vous pouviez le voir dans leurs yeux « . Une violence attisée comme le rapporte un sergent : « [nos supérieurs] nous ont dit : si vous tuez quelqu'un à Gaza, c'est cool, ce n'est pas grave « .

Pendant les sept semaines d'assaut contre Gaza, Tsahal a méthodiquement « réalisé la destruction massive des infrastructures civiles et des habitations », l'ONG a noté que, « dans de nombreux cas, la destruction a eu lieu sans aucune justification opérationnelle valable.«

Breaking The Silence a été fondée par des vétérans israéliens qui ont servi Tsahal durant la deuxième Intifada. Sur le site Internet éponyme de l'ONG, ces anciens combattants « ont décidé de révéler au public israélien la réalité dramatique de la vie quotidienne dans les territoires occupés. » « Ce qu'il ressort de ces témoignages, c'est un échec éthique énorme de la part de l'armée israélienne », déclare Yuli Novak, le directeur de Breaking The Silence, qui réclame une enquête indépendante. french.irib.ir 05.05

SOCIAL, MÉDIA ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne. Zéro droit.

- Législatives en Grande-Bretagne : à la rencontre des contrats "zéro heure" - Francetv info

À Newcastle, dans l'ancienne cité industrielle au nord de l'Angleterre, Rochelle est aide à domicile. France 3 l'a rencontrée en 2014. Sa journée du lendemain dépend d'un texto de son employeur. "Ils annulent au dernier moment et nous n'avons aucune garantie de travail", témoigne-t-elle. Dans un contrat "zéro heure", le patron ne paye que quand le salarié travaille. "Certaines personnes sont payées à la minute", expliquait Rochelle. Depuis le début du gouvernement Cameron, ces contrats ont explosé. La flexibilité est poussée au maximum. "C'est de l'exploitation, vous ne savez pas combien d'heures vous allez travailler, il n'y a aucune garantie", témoigne Joseph, un serveur.

La gauche travailliste en a fait son thème de campagne et veut bannir ces contrats. À droite, les conservateurs sont fiers du bilan économique de David Cameron. Pour eux, cette flexibilité qui touche 5 millions de travailleurs en Grande-Bretagne est "indispensable". Francetv info 05.05

Si pour assurer la survie du capitalisme il est "indispensable" que les travailleurs soient réduits en esclavage, il est "indispensable" de liquider le capitalisme...

Eh oui, c'est l'un ou c'est l'autre ! Vous osez tergiverser, hésiter, alors qu'il y a des centaines de millions de travailleurs et leurs familles de par le monde qui connaissent l'enfer au quotidien ? Ce n'est pas permis, c'est intolérable, choisissez votre camp.

ECONOMIE

1- Pétrole

- Le pétrole termine à ses plus hauts de l'année à New York - Reuters

Les cours du pétrole ont terminé en hausse mardi sur le marché new-yorkais Nymex, à leurs plus hauts niveaux de l'année, dopés par de nouvelles perturbations de la production en Libye, une hausse des prix du pétrole saoudien et la faiblesse du dollar.

Le contrat juin sur le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) a gagné 1,47 dollar, soit 2,49%, à 60,40 dollars le baril.

Le Brent a terminé de son côté en hausse 1,07 dollar (+1,61%) à 67,52 dollars le baril.

Depuis le rally de 20 à 25% en avril, certains intervenants tirent les cours à la hausse, convaincus que la surabondance d'offre sur le marché mondiale se réduit du fait de la baisse de la production mondiale de pétrole et malgré l'augmentation continue des stocks américains de brut.

JP Morgan a de son côté relevé mardi ses prévisions de cours moyens du Brent pour les années 2015 et 2016 de, respectivement, trois et dix dollars, à 62 et 72 dollars le baril.

2- Etats-Unis

- Etats-Unis: le Congrès républicain adopte le budget 2016 - AFP

Le Congrès des Etats-Unis, dominé par les républicains, a adopté mardi le budget 2016, document de principe qui prévoit une forte réduction des programmes sociaux, d'éducation et de santé.

Le budget, de 3.871 milliards de dollars pour l'année budgétaire qui commence le 1er octobre 2015, conduirait à une élimination totale du déficit public américain en 2024, selon les chefs républicains, alors qu'il représentait 2,8% du PIB en 2014.

Une résolution budgétaire, non-contraignante, est un document qui guide l'élaboration des lois de finances. Ces lois définiront les crédits exacts de chaque agence fédérale et devront être adoptées avant le 1er octobre, ce qui donne chaque année lieu à la réelle bataille entre républicains et démocrates, qui conservent une minorité de blocage au Sénat.

Le Sénat a approuvé le budget en dernière lecture mardi lors d'un vote par 51 voix contre 48, les démocrates votant contre. Il avait auparavant été harmonisé avec la version de la Chambre des représentants, également à majorité républicaine.

Le texte contient les grandes priorités des conservateurs: il autorise une procédure prioritaire, mais vouée au veto présidentiel, pour abroger la réforme du système de santé de Barack Obama, dite "Obamacare". Il prévoit aussi de réduire la voilure des programmes publics d'assurance maladie pour les plus modestes (Medicaid) et les plus de 65 ans (Medicare) --autant de réformes qui n'ont aucune chance de voir le jour en l'état actuel des rapports de force.

Plus des deux tiers du budget fédéral concernent des dépenses dites "obligatoires", comme le service de la dette, ainsi que la protection sociale au sens large: Medicaid, Medicare, les bons alimentaires, le système public de retraite Social Security...

Le reste est divisé entre la défense (523 milliards) et le reste des agences fédérales (493 milliards), sans compter des dépenses exceptionnelles pour les opérations militaires extérieures (96) et les catastrophes naturelles (7). AFP 05.05

Haut de page

Le 8 mai 2015

CAUSERIE

(Pondichéry, 21h, on a ajouté 12 articles. La causerie d'avril est disponible au format pdf, 207 pages. Le boulot est terminé ! Sans ce boulot l'existence serait insupportable. Ici c'est l'été, on crève de chaud. A plus.)

(Pondichéry une heure plus tard, 17h30 heures locale, on a ajouté 26 articles, une vingtaine d'autres demain matin, je dois les formater et je n'ai plus le temps ce soir.)

On ajoutera des dizaines d'articles ce soir ou demain matin.

L'imposteur hurle à l'imposture, les comploteur au complot, le pyromane crie au feu, le chef des terroristes au terrorisme, le voleur au vol, ainsi va le régime dégénéré. Gouverner sans recourir à des procédés infâmes, à la répression (Baltimore) devient de plus en plus improblable chaque jour qui passe pour les représentants du capitalisme. Ils ne supportent même plus qu'on évoque les faits, on ne parle même pas de leur interprétation.

Quand ils ne peuvent pratiquer le déni, ils enragent, deviennent littéralement hystériques, ils se font menaçant, ils ne parviennent plus à se maîtriser, il leur faut se justifier et ils en sont incapables, ils s'exposent à voir mis à nu leur véritable nature et leurs réelles intentions et ne le supportent pas, car au-delà c'est le régime qui se retrouve tout nu.

La gauche réactionnaire a trouvé son chef dans Valls.

Pas Charlie. Emmanuel Todd
https://www.youtube.com/watch?v=pqwqfXSqPAE

Ce sont des membres de la petite bourgeoisie, des couches moyennes et l'aristocratie ouvrière intellectuelle qui se prétendent de gauche qui sont descendues dans la rue le 11 janvier 2015 au côté des cathos ou pêle-mêle avec la droite. En revanche il a raison d'affirmer que la classe ouvrière n'y a pas pris part, ainsi que la majorité des masses exploitées.

En France je connaissais un couple qui correspond assez bien à ce genre de "manifestants" dits de gauche.

Lui informaticien, elle cadre chez Orange, à eux deux ils palpaient au minimum entre 5.000 et 7.000 euros par mois, propriétaires (endettés) d'un appartement en plein Paris, écolos, féministes, homophiles, tiers-mondistes, pacifistes, altermondialistes, s'ils participent à la Gay Pride et autres manifestations en faveur de minorités, on ne les verra jamais lors de manifestations pour les retraites, la Sécu, l'école, la santé, etc. normal, ils ne se sentent pas concernés car ils ont (encore) les moyens financiers de palier aux conséquences des contre-réformes affectant ces besoins sociaux, et peu importe si leur voisin ou leur entourage, leurs amis le sont, ils ne se posent même pas la question.

Ils n'ont aucune conscience de classe et leur engagement ne se situe pas sur un terrain de classe.

Ils sont sympaths, cools, branchés, de gauche, en apparence seulement car leurs intérêts recoupent ceux des gens de droite avec lesquels ils se retrouvent sur des questions sociétales, à l'exception des questions sociales à caractères politiques dès lors qu'elles concernent l'ensemble des exploités, et c'est bien parce que leurs intérêts sont purement individualistes, corporatistes - ils veulent vivre mieux sans se soucier de la nature du régime en place et du sort qu'il réserve au reste des masses laborieuses, au détriment de qui ou dans quelles conditions ne les intéressent pas, qu'ils peuvent se retrouver au côté de gens de droite.

Ils sont de gauche parce que traditionnellement, c'était ce qui faisait figure de gauche qui s'emparait des questions qui les branchent, justement pour apparaître de gauche dès lors que le réformisme était devenu obsolète ou ne faisait plus illusion, questions somme toute secondaires, pendant que cette gauche à l'intar de la droite s'attaquait à nos droits sociaux collectifs sans que sa fausse étiquette ou son imposture ne soit dénoncée, de telle sorte que l'illusion d'être de gauche en dehors de toute référence à la lutte des classes pouvait s'épanouir au détriment de la lutte de classe sur un terrain indépendant du régime, ce que ce dernier pouvait évidemment tolérer dans la mesure où les questions qu'ils abordaient demeuraient compatibles avec la survie du régime, ce qui n'est pas le cas des questions sociales telles que les retraites ou la Sécu, la hausse des salaires, etc.

Partant de là, que l'on soit de gauche ou de droite cela revient au même ou ne veut rien dire, sauf qu'ils sont de droite pour se détourner ou se désintéresser des questions sociales collectives qu'ils entendent régler sur le plan individuel, ou qu'ils laissent le soin au gouvernement et au patronat de les régler à leur place.

Quant à ceux qui se disent de gauche et qui se mobilisent sur les questions sociales, on observera que c'est le cas uniquement lorsqu'ils sont directement concernés, dans le cas contraire, ils se foutent pas mal que le reste du prolétariat (en France et dans le monde) soit confronté à des difficultés sans nombre, leur engagement est purement corporatiste et ne se situe dans aucune perspective politique si ce n'est la préservation du régime, attitude qu'ils partagent avec ceux qui se disent de droite.

Que parmi eux figurent Hollande, Valls, Fabius, Macron, DSK, etc. ne les interpellent même pas, à aucun moment ils ne se demanderont ce qu'ils ont en commun sinon leur soumission à l'ordre établi dont ils ont justement pris la défense le 11 janvier dernier.

Cette vaste supercherie a pour support les droits de l'homme, qui "ne dépasse donc l'homme égoïste, l'homme en tant que membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire un individu séparé de la communauté, replié sur lui-même, uniquement préoccupé de son intérêt personnel et obéissant à son arbitraire privé. L'homme est loin d'y être considéré comme un être générique ; tout au contraire, la vie générique elle-même, la société, apparaît comme un cadre extérieur à l'individu, comme une limitation de

son indépendance originelle. Le seul lien qui les unisse, c'est la nécessité naturelle, le besoin et l'intérêt privé, la conservation de leurs propriétés et de leur personne égoïste." (Marx. La question juive.)

Recourir au concept des droits de l'homme (à L'humain d'abord) présente notamment comme avantage de pouvoir se conciler toutes les classes sociales, de telle sorte qu'un consensus ou une union nationale puisse se former sur cette base, au lieu que les classes s'affrontent sur leur propre terrain de classe au profit de la classe dominante, puisque c'est elle qui détient le pouvoir et l'instrumentalise, ce qui explique l'engouement de ses représentants sur toutes les questions relevant de ce concept, pour être la négation de la lutte des classes, un instrument de la collaboration de classes, pire encore, un moyen de lutter contre la classe ouvrière en y associant ses propres organisations ou partis ou en les retournant contre elle.

Si la défense des droits de l'homme et de la liberté d'expression figure à l'agenda du régime qui par ailleurs ne supporte plus l'expression de la démocratie, c'est parce que ce sont en dernière analyse des notions à caractère réactionnaire ou qui sont étrangères aux besoins fondamentaux des exploités et des opprimés qui pour être défendus et satisfaits nécessite de rompre avec le régime en place. Ne pas s'interroger sur la nature et l'orientation politique des mouvements en faveur des droits de l'homme et de la liberté d'expression, c'est à tous les coups accepter de se faire manipuler, généralement par ignorance ou parce qu'on y trouve un intérêt strictement individuel.

Cette démarche est guidée par un opportunisme paré de bonnes intentions ou d'une bonne conscience dont les contradictions portent à polémique.

Alors pourquoi cette harangue hystérique de Valls contre Todd ?

Parce que Todd a mis en lumière la coupure qui existe entre les différentes couches d'exploités et que le gouvernement alimente en permanence à travers les différentes questions sociétales qu'il met en avant, afin de les dresser les unes contre les autres, procédé ou mode de gouvernance peu flatteur ou inavouable, qui pour être marqué du sceau de l'intérêt général ou de la justice n'a pas lieu d'être commenté ou exposé à la critique, dévoilé pour être efficace, le but étant d'empêcher que tous ces couches d'exploités se rassemblent pour affronter le gouvernement et les institutions.

Valls craint plus que tout tout discours ou toute polémique qui ramènerait au premier plan la lutte des classes qu'il s'emploie quotidiennement à nier, plan sur lequel il est incapable d'intervenir sans se démasquer, si besoin était, tout au plus il peut assumer sa politique ultra réactionnaire, mais il ne peut pas assumer l'imposture qui consiste à se prétendre de gauche alors qu'il ne l'est pas.

Valls, Hollande, Fabius, etc. concourent à donner une image détestable de la gauche pour que les travailleurs se détournent de la lutte des classes et du socialisme au profit du régime. C'est cette imposture entretenue par tous les partis du mouvement ouvrier depuis des lustres qui ne doit pas être remise en cause, sous peine de briser un des principaux piliers du régime.

Todd a commis un crime impardonnable aux yeux de Valls en prétendant que le gouvernement faisait le jeu de l'extrême droite et instrumentalisait le racisme, montrant le lien de complémentarité qui existait entre le PS et le FN.

Et puis Todd livre des informations sur la composition du PS, son corps électoral, il fait le rapprochement entre les manifestants du 11 janvier et les électeurs qui ont soutenu Maastricht, entre ceux qui ont voté non en 2005 et qui n'ont pas manifesté ce jour-là. Pour un peu ce serait le PS mis à nu, insupportable pour Valls, on comprend. Le rejet des masses du PS n'est que le juste retour des choses.

Cela dit, les masses parviennent elles-mêmes à cette conclusion, sans toutefois en mesurer la portée ou pouvoir en tirer tous les enseignements politiques, elles demeurent fragiles et manipulables, à nous de les aider à inscrire cette expérience dans une perspective révolutionnaire de rupture avec le régime, à trouver la voie du combat contre le régime qui nécessite qu'elles agissent en toute indépendance de ses partis.

Ce que craint Valls, porte-parole de la classe dominante, c'est que la situation évolue et que les masses étiquetées à droite ou à gauche se rassemblent sur le terrain social et politique contre le gouvernement au-delà de ce qui les sépare. Pas plus que la situation ne serait figée, on ne devrait classer les masses à droite ou à gauche, il ne peut s'agir que d'un constat à un instant donné, elle sont susceptibles d'évoluer dans une direction ou une autre.

En ce qui nous concerne, nous ne qualifions pas un travailleur de droite ou de gauche mais son attitude, son état d'esprit qui peuvent encore changer, ainsi nous ne portons pas de jugement ou d'accusation, nous ne faisons pas le procès des masses, celui du régime et de ses représentants nous suffit amplement.

Le PS coresponsable de l'effondrement de la société.

- Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse - Arrêt sur Info 07.05

Pour un peu Todd se serait livré à un réquisitoire sans appel du capitalisme, mais je ne suis pas sûr que cela ait été l'objet de son livre pour ne pas en tirer toutes les conséquences pratiques qui s'imposent, lutter pour son renversement.

Extrait.

France périphérique, France privilégiée

Attaché à sa vocation de chercheur, l'historien ne craint pas de nous dévoiler ses méthodes d'analyse, à coup de cartes et de coefficients de corrélation. Ce passage par la cuisine risque d'indisposer certains lecteurs au moment de savourer les mets. Ceux-ci n'en sont pas moins délectables et surprenants. Ils méritent trois étoiles au Michelin…

« On repère des taux faibles de manifestants dans les agglomérations comportant une proportion élevée d'ouvriers comme Dunkerque, Amiens, Saint-Quentin, Maubeuge, Charleville-Mézières, Thionville, Rouen, Le Havre, Mulhouse, Belfort, Laval, Le Mans, Cholet. À l'opposé, les citadelles des cadres, Paris en tête, puis Lyon, Bordeaux, Toulouse, Rennes, Nantes font apparaître une intensité élevée de la mobilisation », écrit ainsi Emmanuel Todd (page 75).

Grosso modo, les populations ouvrières et les classes populaires ont donc eu moins à cœur de défendre le « droit au blasphème » que les classes moyennes intellectuelles et supérieures. Ce n'est pas tout. À ce distinguo social, l'historien superpose un distinguo religieux. Il apparaît par exemple dans l'opposition entre Lyon, de vieille tradition catholique, avec 300.000 manifestants, et Marseille-Aix, capitale du Sud-Est déchristianisé, avec 115.000 manifestants seulement pour une population équivalente.

Par un raccourci rapide qui fait l'impasse sur le parcours des tueurs, Todd écrit : « C'est le catholicisme zombie (ou résiduel) qui se présente face à l'islam, non la Révolution. Il proclame le devoir de caricaturer Mahomet. Il nous propose une guerre de religions dans un monde qui ne croit plus en Dieu » (page 89).

Mais pour l'historien, l'essentiel est dans le rapprochement entre les manifestations de ce jour-là et les référendums européens, lourd d'enseignements sur la recomposition du paysage politique en France et en Europe et sur le désarroi de tous les citoyens qui ne s'y retrouvent plus entre la droite, la gauche et les extrêmes.

En examinant les cartes électorales, il a cru observer en effet que la France qui a manifesté ce jour-là est aussi celle qui a voté massivement en faveur de la monnaie unique au référendum de 1992 et du traité constitutionnel européen en 2005.

En 1992, « la région parisienne, capitale des cadres supérieurs, a certes massivement voté oui. Mais l'adhésion des provinces périphériques de tradition catholique à la monnaie unique fut également manifeste », écrit-il (page 51).

Il ajoute avec une once de brutalité : « Les forces sociales qui se sont exprimées le 11 janvier sont celles qui avaient fait accepter le traité de Maastricht. L'émotion née de la tuerie du 11 janvier a ressuscité, non pas la République, mais la coalition qui avait voté sa dissolution dans le nouvel ordre européen » (page 82).

Quant au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel, il « a fait apparaître un renforcement de la dimension verticale, de classe, qui a conduit à son rejet par près de 55% des électeurs. 19% des ouvriers seulement ont voté oui, contre 40% des employés (…). Les étudiants ont voté oui à 54% : l'hypothèse d'une jeunesse éduquée révolutionnaire n'était pas, en 2005, à l'ordre du jour » (page 58).

Ces cartes électorales dessinent l'image de la France issue du traité de Maastricht, de la monnaie unique, de la crise et de l'immigration de masse : « Une oligarchie de masse émerge, définie par un niveau éducatif supérieur et des revenus acceptables. Elle tient le pays, lui impose ses valeurs et ses rêves, rejette dans la proche banlieue les enfants d'immigrés, dans la banlieue plus lointaine et au fond des départements les milieux populaires français » (page 137).

Cette observation rejoint celle d'un autre chercheur de gauche, le géographe Christophe Guilluy, qui a montré en 2010 (Fractures françaises) et 2014 (La France périphérique) l'opposition entre une France métropolitaine dominante et une France périphérique, populaire et ouvrière, rebelle à l'idéologie européiste, au libre-échange et à la mondialisation néolibérale.

Un parti socialiste dur aux faibles

Emmanuel Todd prolonge l'analyse et s'interroge sur les motivations souterraines qui peuvent nous conduire à militer pour l'euro et le droit au blasphème quand on vit dans un milieu aisé ou anciennement catholique, ou au contraire les rejeter quand on est issu d'un milieu ouvrier, populaire et de tradition laïque (il ne s'agit évidemment pas d'un choix contraint mais seulement d'une probabilité statistique).

Ses cartes montrent une déchristianisation de la France en deux temps : dès le XVIIIe siècle dans le Bassin parisien, le Limousin ou encore les régions méditerranéennes ; à la fin du XXe siècle dans l'Ouest atlantique, l'Aveyron ou encore l'Alsace.

Les régions les plus anciennement laïcisées du Bassin parisien sont caractérisées aussi par un haut niveau d'instruction et des structures familiales égalitaires (les frères héritent de la même façon). Dominantes au sein de la nation française jusqu'à l'orée du XXIe siècle, elles ont forgé un État solidaire et relativement équitable.

Que s'est-il donc passé pour que sombre cet État et que nous en arrivions à la crise actuelle ? Tout simplement, selon Todd, que la gauche, et plus précisément le Parti socialiste, a été investie par les ressortissants anciennement catholiques des régions périphériques !

Cette nouvelle gauche, représentée entre autres par le président François Hollande, est issue de familles structurellement inégalitaires et autoritaires (les fils demeurent sous l'autorité du patriarche). Elle n'a donc eu aucun mal à renier l'égalitarisme originel et adopter les valeurs néolibérales incluses dans le traité de Maastricht.

Malgré l'échec patent de la monnaie unique et ses conséquences dramatiques sur les classes populaires, dont notre collaborateur Joseph Savès a décrit par ailleurs les raisons objectives, la gauche n'a pas dévié de sa route.

« Le Parti socialiste devient peut-être au fond plus insensible, plus dur aux faibles que ne l'était la droite conservatrice. Le catholicisme social, lui, méprisait l'argent et encourageait chez les privilégiés le sentiment d'une responsabilité vis-à-vis des pauvres. Le culte socialiste de la monnaie unique nous mène au-delà d'une conception catholique de la société » (page 57). Et de préciser : « Ce n'est pas la religion qui a déterminé l'adhésion à un projet économique, c'est le reflux de la religion qui a conduit à son remplacement par une idéologie, en l'occurrence à la création d'une idole monétaire que l'on peut à ce stade de l'analyse appeler indifféremment euro ou veau d'or » (page 54).

Nostalgique de la Révolution et de la France républicaine, Todd enfonce le clou : « Par voie de conséquence, il nous faut admettre un effondrement relatif de la culture française centrale, égalitaire, qui fit la Révolution et assura l'épanouissement d'une République réellement républicaine. L'agent politique principal de la subversion de la culture nationale fut le Parti socialiste, agent discret mais puissant de l'inégalitarisme ambiant » (page 216).

À en croire l'historien, la droite française est elle-même affectée à son insu par les structures familiales traditionnelles : « ce qui rapproche le plus le FN de l'UMP, c'est une commune assise anthropologique égalitaire ! On comprend mieux les difficultés de la droite au pouvoir lorsqu'elle veut réformer. Son assise nucléaire individualiste (la famille de type anglo-saxon) l'y conduit, mais son ancrage égalitaire inconscient résiste à toutes les tentatives pour atteindre le nirvana de la politique néolibérale, la mise en question de l'État-providence » (page 166).

Le paradoxe est audacieux et critiquable. Il n'en a pas moins une certaine beauté esthétique. On comprend à sa lecture les cris d'orfraie des représentants de la gauche parisienne. Pourtant, le pire est à venir. Il est dans la représentation objective de l'immigré par cette même gauche parisienne.

Un parti socialiste héraut de l'inégalité et du multiculturalisme

Le Bassin parisien, nourri par des structures familiales égalitaires, a développé très tôt une culture révolutionnaire et universaliste, accueillante aux étrangers sous réserve que ceux-ci s'assimilent à la culture centrale : « Ne rien accorder aux juifs en tant que nation ; tout leur accorder en tant qu'individu » (Clermont-Tonnerre, 23 décembre 1789).

Citant un observateur anglais du début du XXe siècle, Emmanuel Todd rappelle ainsi que la IIIe République a témoigné d'une tolérance exceptionnelle à la diversité :« Prenons sept êtres humains qui y ont atteint la célébrité : Pasteur, Renan, Anatole France, le maréchal Foch, sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus, Sarah Bernhardt et Suzanne Lenglen. Je doute qu'aucun autre État puisse produire un groupe aussi profondément représentatif des différents aspects de la nature humaine » (page 223).

Cet équilibre a été bouleversé par l'arrivée au PS, dans les années 1970 et 1980, d'électorats venus de la périphérie catholique de tradition inégalitaire et autoritaire, avec un nouveau paradoxe que souligne cruellement Emmanuel Todd : « Officiellement, le PS est depuis les années 1980 le défenseur des immigrés et de leurs enfants. Il a patronné le mouvement SOS Racisme, il évoque encore de temps en temps le droit de vote des étrangers aux élections locales. Cet engagement s'est toutefois inscrit dès le départ dans une logique multiculturaliste, qui insiste sur le droit à la différence, symptôme pour ainsi dire clinique d'ancrage dans un inconscient inégalitaire » (page 170).

De fait, pour lui, « la gauche française est pénétrée aujourd'hui d'un substrat différentialiste inconscient qui ne tient pas tellement à ce que les enfants d'Arabes, de noirs et de juifs deviennent des citoyens comme les autres, et qui se sent intellectuellement légitimé quand il voit des beurs terroristes, des noirs qui font du rap et des juifs qui portent la kippa » (page 172)… On peut en voir l'illustration dans les rédactions des journaux parisiens et dans les grandes écoles, qui recrutent presque exclusivement chez

les enfants de la bourgeoisie des métropoles.

Pour que le paradoxe soit complet, Emmanuel Todd note a contrario que le Front national, « qui affirme l'infériorité des immigrés et de leurs enfants, trouve de plus en plus clairement son assise géographique dans les régions qui firent la Révolution française » (page 149).

Explication : il s'agit de régions aux structures familiales traditionnelles de type égalitaire où l'on tend à considérer, comme Clermont-Tonnerre en 1789, que les hommes bénéficient des mêmes droits mais doivent eux-mêmes s'assimiler à la culture centrale. Le vote frontiste peut apparaître dans ces conditions comme une réaction au multiculturalisme officiel.

Il en va de même de l'antisémitisme développé chez les populations d'origine maghrébine, qui ont un fonds anthropologique égalitaire et sont, comme la plupart des Franciliens, menacées par l'anomie plus que par le communautarisme. Certains jeunes expriment leur ressentiment dans l'hostilité à l'égard de leurs voisins juifs, lesquels sont protégés par une culture différentialiste.

L'historien tire de cette observation un raccourci saisissant : « Reste qu'au-delà des différences trop évidentes entre le vote FN et l'antisémitisme des banlieues, nous sommes confrontés dans les deux cas au mécanisme effarant d'un universalisme que son incapacité temporaire à assimiler ou à se fondre rend raciste » (page 219).

Le choix de la confrontation ou du rapprochement

Emmanuel Todd ajoute aux facteurs de crise que sont le choix du multiculturalisme et du néolibéralisme le trouble induit par la domination sans partage d'un athéisme vide de sens, en particulier dans les régions les plus anciennement laïcisées, où se sont effondrées les structures sociales mises en place par le Parti communiste et les syndicats, avec tout ce qu'elles apportaient de sociabilité, de réconfort et de foi dans l'avenir.

Il y voit la cause du désarroi de la jeunesse, tant de la jeunesse musulmane des banlieues que de la jeunesse des petites villes, réduite à la précarité. Faut-il s'étonner qu'une partie de cette jeunesse en quête de sens se tourne vers l'islam ? « L'islam est disponible dans nos banlieues désorganisées par la crise du capitalisme avancé, et dans ses pays d'origine, bouleversés par leurs crise de transition vers la modernité… »(page 65).

L'historien s'alarme de l'impasse à laquelle conduit le multiculturalisme assorti d'une stigmatisation de l'islam en général. On ne peut demander aux musulmans, très divers dans leurs origines et leurs aspirations, d'accomplir en une génération le chemin que les catholiques et les juifs ont accompli en plus d'un siècle : « Une accentuation de la lutte contre l'islam ne saurait en aucune manière aboutir à sa réduction. Mais elle aliénera les musulmans complètement assimilés. Elle durcira les croyances protectrices des musulmans paisibles des banlieues et des provinces françaises… » et « en l'absence d'un avenir compréhensible, la multiplication des adhésions au radicalisme islamique est à peu près certaine » (page 228).

L'auteur anticipe même sur une multiplication des conversions chez les jeunes des régions les moins solidaires, au fond anthropologique nucléaire et individualiste, sur le grand pourtour du Bassin parisien, de la Normandie à la Champagne.

L'exacerbation des tensions communautaires dans un pays appauvri et dépossédé de sa souveraineté monétaire doit normalement conduire à une confrontation. Une perspective particulièrement sombre que refuse l'auteur de Qui est Charlie ? C'est ce qui l'a poussé à écrire à l'arraché cet essai au ton pamphlétaire, afin que ses amis de gauche ouvrent enfin les yeux.

Lui-même est confiant dans la capacité du pays à assimiler les nouveaux venus, pour autant que leur arrivée ne prenne pas un rythme accéléré : « Les immigrés, toujours et partout, ont pour destin, si la société d'accueil ne le leur interdit pas, de devenir des citoyens du lieu. Au-delà du discours multiculturaliste sur le respect de la différence, la vérité est que tout homme, là où il se trouve, et même s'il veut rester fidèle autant qu'il le peut à ce qui lui vient de sa famille, aspire par-dessus tout à devenir un homme parmi les hommes » (page 144).

« Je suis moi-même un Français typiquement assimilationniste, qui voit dans la fusion de tous les immigrés dans la culture centrale du pays un destin souhaitable », confie-t-il.« Je dois pourtant avouer que tout a été trop vite… » (page 192).

Pour Emmanuel Todd, une alternative existe, fragile et encore improbable au vu du vieillissement croissant du corps électoral… Elle passe par le rapprochement « au nom d'une doctrine égalitaire, des jeunes éduqués en voie d'appauvrissement, des milieux populaires relégués dans les périphéries urbaines et des Français d'origine maghrébine » (page 238) et bien sûr par une sortie de la monnaie unique, génératrice de désindustrialisation et chômage de masse.

Ce rapide survol de Qui est Charlie ? va sans nul doute surprendre bon nombre de lecteurs comme l'avons été nous-mêmes. C'est la vertu de cet essai que de bousculer les idées convenues, d'aérer le débat public et d'ouvrir quelques fenêtres sur l'horizon. Qu'on partage ses thèses ou qu'on les désapprouve, il offre à chacun l'occasion d'affiner sa représentation de la société contemporaine. Faut-il s'en plaindre ? Fin.

La crise du capitalisme qui n'en finit pas entraîne la putréfaction des institutions, des partis politiques, de tous les rapports sociaux tendus à l'extrême qui se délitent, se décomposent, tous les liens ou repères qui servaient à les fixer sont malmenés, dégénèrent au profit d'un individualisme aveugle, effréné, nauséabond, schizophrènique dont la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques est la traduction pratique.

Les inégalités croissantes, l'impunité dont bénéficient les acteurs du système économique mafieux, le culte du néolibéralisme ou de l'injustice sociale finissent d'achever les liens collectifs qui avaient forgé une nation, une communauté, au détriment de la notion de citoyen et au profit d'un vulgaire produit (jetable) du marché, l'homme privatisé sur le modèle du bourgeois mais sans en posséder les avantages.

Tous nos droits ou aspirations, nos principes ou valeurs, les libertés démocratiques, la liberté d'expression, notre existence, devraient être soumis aux besoins du marché, dans le cas contraire ils sont déclarés archaïques, antidémocratiques, d'extrême droite, réactionnaires par les porte-parole de l'oligarchie financière.

On a toujours le choix entre s'accommoder du régime aussi hideux soit-il ou rompre avec lui. Toute hésitation à rompre avec lui et ses représentants dont le PS a valeur de corruption, de compromission, de capitulation.

Parole d'un imposteur enragé.

- 11 janvier: Manuel Valls dénonce des "impostures" de l'intellectuel Emmanuel Todd - AFP

- «Imposture» du 11 janvier : Manuel Valls étrille Emmanuel Todd - LeFigaro.fr

Commentaire d'internaute

1- "En realité M.Valls n'étrille rien du tout. Il enrage tout simplement de se voir lui et Hollande démaquillés."

2- "Il est vrai que le gouvernement a essayé de détourner l'indignation des Français à son profit. ça a plutôt bien fonctionné mais l'effet a été de courte durée."

3- "Si mes souvenirs sont bons, c'est Solférino qui a organisé la marche, rien ne fut spontané."

4- "Dès que la « com » gouvernementale est contestée, Valls brandit l'épouvantail d' "imposteurs" qui ne pensent pas comme lui, en insistant sur la menace qu'ils feraient peser sur la République. "C'est inadmissible, intolérable, inacceptable..." Valls serait partisan d'un parti unique, cela ne serait pas surprenant."

5- "Le monde officiel est un monde d'imposture, et de cynisme. M. Valls et M. Hollande vivent dans un univers de ruses, de manipulations, de démagogie, et surtout dans la crainte d'etre demasqués. C'est ce qui explique le délire de M.Valls, contre un intellectuel, un démographe de talent qui démasque l'hypocrisie de l'establishment."

Ce qui est étonnant - feignons de l'être, c'est que vous ne trouverez nulle part ces propos dans la littérature des partis dits ouvriers, à croire qu'ils auraient une autre interprétation de la situation à nous proposer, laquelle ? Ils critiquent le gouvernement en passant leur temps à l'épargner. Ils n'abordent pas toutes les questions que nous traitons par crainte sans doute que les travailleurs et militants parviennent à trop bien comprendre ce qui se passe réellement.

Terrorisme d'Etat. Hollande arme les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique qu'il prétend combattre.

Grille de lecture.

- Nous avons mis en ligne des dizaines d'articles prouvant que les armes fournis par les puissances occidentales et leurs alliés du Moyen-Orient atterrissaient entre les mains d'Al-Qaïda, d'Al Nosra et de l'Emirat islamique, lorsqu'elles ne leur étaient pas parachutées "par erreur", dixit les Américains. Hollande et le PS notamment portent la responsabilité de tous les massacres et destructions qu'ils ont commis.

- Le droit international ne devait servir en réalité qu'à imposer la soumission de tous les Etats aux Etats-Unis, Israël et éventuellement leurs alliés, qui demeuraient libre d'agir à leur guise dès lors qu'ils décrétaient que leurs intérêts vitaux étaient menacés. Une imposture de plus. Les Etats-Unis qui n'ont cessé de guerroyer depuis 1945, n'ont cessé également de le violer, impunément jusqu'à l'assumer de nos jours au nom de la lutte contre le terrorisme.

- Hollande peut se présenter ouvertement en chef des barbares takfiris, puisqu'il peut compter sur le soutien du mouvement

ouvrier embourbé dans des contradictions inextricables

- Paris reconnaît avoir armé les terroristes syriens - french.irib.ir

La publication d'un nouveau livre, en France, a révélé les aveux du Président de ce pays, pour ce qui est du transfert d'armes létales aux terroristes syriens, simultanément à l'embargo sur les armes, à destination de la Syrie, en 2012.

«Dans les coulisses de la diplomatie française» est le titre d'une nouveau livre, publié ce mois-ci, en France. Citant François Hollande, ce livre confirme la livraison d'armes létales aux terroristes, en 2012, et ce, malgré l'embargo sur les armes, à destination de la Syrie.

«Nous avons commencé le transfert d'armes, lorsque nous avons été sûrs que ces armes tomberaient entre des mains sûres. Pour ce qui est de la livraison des armes létales, nos services en étaient chargés», avait dit François Hollande, au mois de mai, lors d'une interview accordée au journaliste, expert en questions militaires et diplomatiques, et auteur de ce livre, Xavier Panon.

Et Xavier Panon de poursuivre : «Dans la 2ème moitié de l'année 2012, la France avait mis des canons, des mitrailleuses, des lance-roquettes et des missiles anti-char à la disposition des terroristes opposés au gouvernement syrien, alors qu'un embargo sur les armes, à destination de la Syrie, imposé par l'Europe, était en vigueur, depuis juin 2011. Cet embargo a été levé, en mai 2013. La Françe avait prétendu, jusqu'à présent, qu'elle avait livré aux terroristes syriens, seulement, des armes non-létales, comme, par exemple, des gilets pare-balles et des lunette de vision nocturne». french.irib.ir 06.05

- La France a fourni des armes à la révolution syrienne dès 2012, explique François Hollande dans un livre - slate.fr

Alors que l'ordre fasciste règne à Kiev. Pantomime au service de la propagande fasciste pour décérébrés ou collabos.

- L'Ukraine festive et pleine de vie sur la scène parisienne - euronews.com 06.05

Enthousiasme à la limite de la frénésie, débauche de superlatifs et de clichés, ton emphatique, la sémantique emprunte le champs lexical réservé aux artistes de génie pour nourrir une rhétorique fanatique dans laquelle on reconnaîtra la propagande officielle en faveur du régime fasciste de Kiev, bref, une présentation romancée de l'Ukraine très éloignée de la réalité quotidienne que vivent les Ukrainiens soumis au règne de la terreur brune.

Cette mise en scène obsène a pour objectif de donner de l'Ukraine croulant sous le fascisme une image apaisée, rassurante, idyllique, merveilleuse et pleine d'espoir. Jugez plutôt à partir de quelques extraits et sous-titres de cet article.

- La spontanéité, la générosité, l'originalité… C'est avec ces mots que le public admiratif décrit son expérience d'« Ukraine – scène libre »... (Lorsque l'on a à l'esprit que depuis le 9 avril 2015 toute personne critiquant le régime peut être arrêtée et incarcérée, torturée et disparaître ou être assassinée, on a une idée assez précise de ce que signifie être libre de s'exprimer en Ukraine. Seuls les artistes adoubés par le régime fasciste ou s'en accommodant sont libres de continuer à exercer leur art. - ndlr)

- L'ambiance décontractée et ludique à la caserne de Reuilly où, souriants et insouciants... (Il est vrai qu'on s'en fout et qu'on a envie de se marrer en pensant au massacre d'Odessa... - ndlr)

- Dakh Daughters : les génies du grand huit émotionnel (Les serviteurs du régime méritent bien une promotion, non ? - ndlr)

- Million Kopek : les alchimistes du son (Faire passer un coup d'Etat fascisme pour une révolution démocratique, quelle alchimie ! - ndlr)

- RÉSIT(R)ANCE Paris-Kiev : la thérapie musicale née d'une amitié franco-ukrainienne (Vous en connaissez l'orientation politique pro-Otan. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

C'est un honneur !

- Le bouclier et le glaive», l'étrange comparaison de Cambadélis sur Valls et Hollande - 20minutes.fr

Où il compare Hollande à Pétain. 20minutes.fr 06.05

Valls à de Gaulle qui aspirait à une monarchie absolue, pourquoi pas c'est dans l'air du temps, à ceci près que son rôle se limiterait à celui d'intendant de son suzerain américano-sioniste.

Mission impossible

- François Hollande à la conquête des Français - Francetv info

Le Président qui fête ce 6 mai ses trois ans à l'Élysée, cherche à redorer son image auprès de la population. Francetv info 07.05

- La vie de François Hollande dessinée en BD - Francetv info

Un dessinateur a passé un an dans les coulisses de l'Élysée pour faire une BD sur François Hollande : "La vie de château".

Quel misérable mégalomane !

En famille. Comme larrons en foire.

- Place du Colonel-Fabien, on n'en revient toujours pas. La direction du Parti communiste a reçu la liste de leurs invités socialistes qui viendront les voir lundi. Ils auront droit au gratin de la rue de Solférino : le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, son numéro 2, Guillaume Bachelay, le responsable des élections, Christophe Borgel, une des porte-parole, Juliette Méadel, le chargé des relations extérieures Luc Carvounas et Bruno Le Roux. Liberation.fr 07.05

Le PS est de droite, et le PCF ?

Formatage. Lobotomie. Lobbying.

- Hollande annonce un milliard d'euros pour le numérique à l'école - AFP

Fichage et xénophobie

- Quand Valls voulait des statistiques ethniques - Le Huffington Post

- Fichage ethnique : Robert Ménard entendu par les enquêteurs - Francetv info

- Statistiques ethniques: Un outil défendu par les chercheurs et certaines associations - 20minutes.fr

Apparemment la classe dominante lui préfère Hollande ou Valls.

- 67% des Français pour que Sarkozy renonce à la primaire s'il est encore mis en examen - Le Huffington Post

Faits divers institutionnels

- Nicolas Sarkozy, de nouveau au coeur d'une affaire judiciaire - Francetv info

- Bernard Tapie mis en examen pour détournement de fonds publics - Francetv info

- Front national : le micro-parti Jeanne mis en examen - LeFigaro.fr

-« Ukraine ExtraOrdinaire » : l'ironie casse les frontières (De la Crimée, du Donbass ? - ndlr)

Antisocial.

- Les fonctionnaires dans les DOM-TOM ont-ils trop d'avantages ? - Francetv info

91 000 fonctionnaires de l'État bénéficient de surrémunération et d'un régime particulier. Deux tiers sont des agents de l'Éducation nationale. En plus d'un cadre de vie souvent idyllique, ils gagnent 40% de plus qu'en métropole. Mais il faut bien ça

pour compenser une vie bien plus chère qu'en métropole.

La Cour des comptes estime que "les justifications des surrémunérations ont perdu de leur cohérence et de leur pertinence". Les écarts de prix ne seraient plus si élevés et la question de l'attractivité ne se poserait plus, un argument réfuté par les syndicats. En Guadeloupe, l'économie repose surtout sur la consommation avec des produits importés de métropole qui coûtent cher. Pour le patronat, il faudrait d'abord relancer la production locale avant de toucher aux fonctionnaires. Francetv info 06.05

- Les enseignes culturelles bientôt ouvertes le dimanche ? - Francetv info

- Areva pourrait supprimer 10% de ses effectifs en France - Reuters

- Schneider délocalise en Pologne, supprime des postes en France - Reuters

L'aigle et le vautour

- Allemagne. Dijsselbloem: effacer la dette grecque est "impossible politiquement" - AFP

- Etats-Unis. Un fonds "vautour" américain gèle des comptes argentins en Belgique - AFP

Intox et propagande

- Terrorisme: Les Etats-Unis peinent à contrer Daesh sur les réseaux sociaux - 20minutes.fr

- Syrie: les Etats-Unis ont commencé à entraîner des rebelles modérés - AFP

Crises politiques.

- Violente manifestation contre le calendrier électoral à Conakry - Reuters

- Chili : acculée par les scandales, Bachelet congédie ses ministres - AFP -

Ah ben alors, c'est encore les Américains qui décident !

- Yémen: Kerry va discuter avec l'Arabie saoudite d'une pause humanitaire - AFP 06.05

- Yémen: la coalition dirigée par les Saoudiens menace les Houthis de représailles - AFP 07.05

- Yémen: Washington exhorte les rebelles à accepter une proposition de trêve - AFP 07.05

La rhétorique habituelle entre propagande et désinformation.

L'Arabie saoudite se pose en victime des Houthis, alors que c'est elle qui bombarde le Yémen, et Kerry en rajoute une couche en affirmant : "Nous demeurons inquiets devant les actions déstabilisatrices de l'Iran dans la région", tandis que ce sont les Américains qui sont militairement omniprésents au Moyen-Orient et arment les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

- Première défection de taille au sein du Parti démocrate italien - Reuters

Giuseppe Civati, l'un des députés frondeurs du Parti démocrate italien, a fait défection mercredi pour exprimer son désaccord avec le président du Conseil, Matteo Renzi, qu'il accuse de dérive droitière et de refuser le débat.

Ancien proche du chef du gouvernement, il est l'une des figures du groupe formé d'une cinquantaine d'élus démocrates qui a refusé de voter la réforme électorale adoptée lundi à la Chambre des députés.

"Pour l'instant, je suis le seul à partir. On verra ce que l'avenir nous réserve", a-t-il déclaré à la presse. Selon d'autres députés frondeurs, son départ témoigne d'une crise d'envergure dans la majorité.

Dans l'entourage de Matteo Renzi, en revanche, on se dit serein. "Nous sommes désolés, mais nous respectons son choix", a commenté Lorenzo Guerini, numéro deux du Parti démocrate, qui reste la formation la plus populaire du pays avec 36% des intentions de vote. Reuters 06.05

2- Arabie saoudite

- Arabie/Najran:8 postes frontaliers tombent... - french.irib.ir

- L'Arabie plongée dans l'effroi... - french.irib.ir

Les tribus yéménites ont tiré plus de 80 missiles contre les différentes localités de la province de Najran . Selon les tribus, 12 soldats yemenites ont été capturés et de nombreux autres soldats ont été capturés. "Nous irons bientôt exposer les captifs saoudiens, affirme l un des cadres d Ansarallah. Selon les sources saoudienne, Najran est en etat d'alerte comme la totalité des villes saoudiennes, les aéroports sontbondé s de saoudiens qui quittent l'Arabie pour les emirats du Golfe persique.

La panique s' est emparée du royaume wahhabite et les écoles sont à demi fermees. Les postes de contrôle se multiplient dansdifférentses villes frontalière s, pétrolifère s saoudiennes. Outre Najran directement attaquées, les accrochages sporadiques ont étérapportéses à Riyad et dans d'autres villes. Les soldats saoudiens continuent à déserter. Riyad a déjà perdu la guerre. french.irib.ir 06.05

3- Liban

- Liban/Syrie: Al-Nosra décapité par le Hezbollah - french.irib.ir

Quatre chefs de l'organisation terroriste du Front Al-Nosra ont été tués, dans un affrontement avec le Hezbollah, dans la zone montagneuse de l'Est du Liban. Selon la chaîne de télévision Al-Alam, les combattants du Hezbollah libanais ont attaqué un véhicule appartenant au groupe terroriste du Front A-Nosra, à Jaroud al-Tufaïl. Au cours de cette attaque, Abou Wadi, (responsable du Front al-Nosra, à Al-Jubba), et Abou Fatemeh, (responsable de la Brigade Al-Ghousour al-Mohammadiya), ont été tués.

Par ailleurs, la chaîne libanaise, Al-Mayadeen, a rapporté que, dans une autre attaque, les forces du Hezbollah libanais ont pris pour cible le lieu de rassemblement des terroristes du Front Al-Nosra, dans la région montagneuse de l'Est du Liban. Deux autres chefs de l'organisation terroriste ont été tués, dans cette opération, menée par le Hezbollah, à Ras al-Moara. Des affrontements violents ont, également, éclaté entre les terroristes du Front Al-Nosra et les combattants du Hezbollah libanais, aux alentours de Jaroud al-Bital. Avec leurs missiles téléguidés, les combattants du Hezbollah ont pris pour cible sept véhicules des terroristes du Front Al-Nosra, dans une zone, qui a été investie par ces terroristes, le long des frontières entre le Liban et la Syrie. Des sources locales font état de la mort d'au moins, seize terroristes, dans cette attaque. Des dizaines d'autres membres du Front Al-Nosra ont été blessés, au cours de cette opération des combattants du Hezbollah libanais. french.irib.ir 07.05

4- Bahreïn

- "Des milliers de Bahreïnis ont été torturés" ("Human Rights Watch") - french.irib.ir

Des milliers de Bahreïnis ont été arrêtés et torturés", a déclaré le responsable du département des libertés religieuses de "Human Rights Watch", en annonçant la poursuite, par les Al-e Khalifa, de la répression du peuple et de l'arrestation et de la pratique de la torture, à l'encontre des oulémas religieux.

«Le maintien en détention de 16 dignitaires religieux de Bahreïn et la déchéance de la nationalité, pour 15 d'entre eux, s'inscrivent dans le cadre de l'anéantissement du pays, dans le cadre duquel figure la destruction de près de 40 mosquées, tandis que des milliers de personnes étaient arrêtées et torturées», a précisé le Cheikh Meitham Salman, en marge d'une réunion, au siège de l'Association de la Concordance islamique de Bahreïn, (Wefaq).

Les Chiites représentent 65% de la population de ce pays. Les actes du régime visent les libertés religieuses. Le gouvernement a détruit 38% des mosquées.

Par ailleurs, 2.000 citoyens ont été arrêtés et torturés. Au moins, 100 d'entre eux, ont trouvé la mort, sous les violences et la torture. french.irib.ir 06.05

5- Sénégal

- Le Sénégal va envoyer 2.100 hommes en Arabie saoudite - french.irib.ir

Le Sénégal a annoncé lundi l'envoi en Arabie saoudite de 2.100 militaires pour contribuer à la coalition internationale conduite par Ryad pour attaquer Yémen, à la demande du roi Salmane.

La date précise de l'envoi de ce contingent n'a pas été communiquée par le ministre des Affaires étrangères, Mankeur Ndiaye, qui a informé l'Assemblée nationale de la décision du président Macky Sall, dans un discours dont l'AFP a obtenu copie.

Aucune indication supplémentaire n'a pu être obtenue dans l'immédiat de source officielle. french.irib.ir 06.05

ECONOMIE

Crise du capitalisme.

- Le déficit le plus grave, c'est la demande mondiale ! - latribune.fr

Pour la BCE, il faut transformer l'essai de la reprise. La reprise de la consommation est une aubaine. Mais pour qu'elle ne soit pas qu'un feu de paille, il faut continuer le chantier des réformes structurelles : poursuivre la réforme du marché du travail, lever toujours plus les obstacles à la concurrence, alléger la fiscalité du capital. C'est par le renforcement de la croissance potentielle que la reprise s'inscrira dans la durée. Il s'agit là du discours unanime de toutes les institutions internationales. Ce qui revient à dire que les économies, mondiale et européenne, sont essentiellement malade de l'offre.

Il faut se méfier des discours marqués du sceau de l'évidence

Car les causes profondes d'une crise ne sont jamais observables. Ce que l'on observe ce sont les symptômes. Et précisément les symptômes sont trompeurs.

Disons plus clairement qu'un problème d'offre se manifeste souvent à travers un affaiblissement de la demande. Et réciproquement. Si l'on prend la crise de 73 par exemple, la rigidité de l'offre était la cause profonde de l'enracinement de la stagflation. Les entreprises, en dépit des efforts de relance publique optaient pour une hausse des prix plutôt que pour celle des volumes.

L'inflation consumant le pouvoir d'achat et donc la demande, les pouvoirs publics agissaient du côté de la demande et des salaires, renforçant au final le mal. Idem lorsque les blocages sont du côté de la demande.

Face à un débouché qui se réduit, la concurrence s'exacerbe, la rentabilité baisse, l'assiette fiscale se nécrose, et tout donne le sentiment que le manque de compétitivité est la cause de tout et que l'état ankylosé est la source du mal.

Les remèdes déployés, que ce soit la modération salariale, la réduction des dépenses publiques, la libéralisation, ne font pourtant qu'aggraver le mal. Et la façon la plus sûre pour tuer la reprise dans l'œuf est précisément de continuer dans cette voie contrairement à ce qu'affirme la BCE.

Les mises en garde de Ben Bernanke

Ben Bernanke, l'ancien président de la FED n'a cessé d'ailleurs de mettre en alerte depuis 2005 sur ce déficit chronique de demande qui pénalise la croissance mondiale. Dont la source est d'abord du côté des pays émergents et des pays vieillisants, Japon et Allemagne en tête.

Il ne croit pas aux démonstrations de la stagnation séculaire qui évoquent la démographie américaine, le réservoir épuisé de l'activité des femmes ou le ralentissement du progrès technique pour expliquer l'affaissement de nos potentiels de croissance. Avec un argument principal. Si le problème était là, la mobilité du capital le corrigerait. Même si nous n'avons plus les mêmes gisements de main d'œuvre disponible ou de productivité que par le passé dans les pays développés, cela n'est pas vrai à échelle mondiale. Il suffit alors au capital de se déplacer pour maintenir la croissance globale.

Or, il est faux de considérer que la demande serait l'affaire du court terme, tandis que l'offre serait l'affaire des politiques structurelles de long terme. La demande a aussi des déterminants structurels.

La démographie et la pyramide des âges d'abord. Ce paramètre est peu manipulable, mais il l'est quand même à travers les politiques de natalité et les politiques migratoires ; La répartition ensuite. Les inégalités excessives favorisent l'épargne au détriment de la consommation puisqu'elles déplacent le revenu vers les populations qui ont la plus faible propension à consommer.

Or l'abondance d'épargne fait baisser les taux d'intérêt et ce régime de faible taux alimente les bulles à répétition. Le risque pesant sur les ménages ensuite. Trop de précarité ou trop peu d'assurance encourage l'épargne de précaution. Toujours au détriment de la demande. Dommage donc, que lorsque l'on aborde les politiques structurelles ne soit évoqué que le versant de l'offre. latribune.fr 07.05

Haut de page

Le 10 mai 2015

CAUSERIE

Flagrants délits.

A l'heure où Obama et Hollande prétendent armer des "*rebelles modérés*" en Irak et en Syrie :

- Des missiles français "Milan"aux mains d'Al-Nosra - french.irib.ir 09.05

A l'heure où Hollande appelle à "*être plus solidaires des pays pauvres*"

- Les Forces spéciales françaises interviennent au Yémen - french.irib.ir 08.05

L'Arabie saoudite vient en aide à Al-Qaïda en difficulté au Yémen, et Hollande vole au secours de l'Arabie saoudite embourbée au Yémen. Bref, le terrorisme d'Etat ne se cantonne pas à la France (7 janvier 2015), il ne connaît plus de frontières avec Hollande.

Etre de gauche, c'était surtout être opportuniste, inconsistant, ignorant...

Il y avait la fausse gauche qui dès lors qu'elle était cantonnée au rôle d'opposition factice parlementaire suffisait à faire obstacle à la véritable gauche, tout du moins théoriquement.

Puis vint le moment où la pseudo-gauche fut contrainte de tomber le masque en montant au créneau pour soutenir le régime à bout de souffle ou gouverner pour le compte de la classe dominante. Elle traîna des pieds pour l'assumer, cependant pour que l'imposture persiste et continuer de jouer le même rôle, elle se para d'une myriade d'associations à but soi-disant social, humanitaire, etc. qui devaient donner l'illusion que le PS était toujours de gauche, elles rameront pour le PS et le régime en fait.

A l'étape suivante, il lui faudra enfin assumer sa véritable nature réactionnaire en endossant le néolibéralisme. Dans ces conditions il lui sera de plus en plus difficile, pour ne pas dire impossible, de continuer de faire illusion et de répondre à ses contradicteurs de gauche. Aussi cela devait être au tour des agents de la classe dominante parmi l'élite intellectuelle de prendre le relais en consitituant ou en activant les think tanks ou réseaux de propagande qu'ils avaient créés précédemment mais qui jusque là étaient restés relativement discrets, qui prétendront être de gauche (ou antifas), où se mêlera le plus souvent des personnages de droite et dits de gauche, quand ils n'étaient pas déjà infiltrés au sein de cette pseudo-gauche.

Ils auront pour tâche de reprendre la rhétorique empruntée jusque là par le PS et son réseaux associatif pour mieux discréditer les intellectuels et les partis ou organisations critiquant la politique du gouvernement, en les amalgamant à l'extrême droite ou en les faisant passer pour des membres ou des sympathisants de l'extrême droite, tout en les accusant de propager la théorie du complot, pour finalement les accuser d'être responsables de la situation afin que militants et travailleurs s'en détournent.

Pour mener à bien cette tâche ou adopter cette démarche, il leur faudra élever l'imposture à un niveau jamais atteint et emprunter les méthodes ignobles des faussaires qui caractérisent les régimes dictatoriaux ou fascistes, et surtout l'assumer jusqu'au bout sans manifester le moindre état d'âme, d'où la sélection rigoureuse de la pourriture qui allait officier dans les médias, qui lui offriront généreusement une tribune puisqu'ils appartiennent au même monde.

Leur procédé consistera essentiellement à salir la mémoire et la personnalité de leurs contradicteurs au moyen de calomnies, de rumeurs qu'ils auront créées de toutes pièces et qu'ils substitueront à la réalité, ils emprunteront un langage radical pour impressionner les naïfs en s'emparant de questions sociales ou sociétales qu'ils traiteront finalement conformément aux besoins exprimés par la classe dominante dont ils assurent la propagande.

Ils doivent se faire passer pour des gens de gauche, mais ce n'est pas indispensable, puisque être de gauche sur le modèle du PS et compte tenu de la dégénérescence du mouvement ouvrier qui n'a jamais rompu avec lui, cela revient à être de droite, ils peuvent donc s'afficher indistinctement de gauche ou de droite en se prétendant républicains, progressistes, humanistes, laïcs, etc. et tenir le même discours relayant la guerre idéologie et psychologique des néolibéraux contre les masses exploitées.

Cette porosité entre la gauche et la droite est également une constante du mouvement ouvrier jusque dans son avant-garde depuis 1940, ils n'ont donc rien inventé. Si être de droite avait réellement une signification, supporter le régime en place, être de gauche en avait une si élastique qu'on pouvait très bien être de droite en croyant être de gauche, rejeter le recours à une révolution pour porter la classe ouvrière au pouvoir, ce qui revient en pratique à abandonner cet objectif, soutenir les réformes engagés par un gouvernement sans tenir compte qu'il était de droite ou de la pseudo-gauche, donc soutenir ce gouvernement au service de la classe dominante, soutenir les candidats du PS à des élections sachant qu'une fois élus ils appliqueraient la politique de la droite, etc. C'est ce mélange des genres, cet opportunisme constant qui a dévasté le mouvement ouvrier, disloqué son avant-garde.

On nous dira que la situation actuelle était inévitable, cela reste à démontrer, par contre ce que l'on peut affirmer sans l'ombre d'un doute, c'est qu'absolument rien ne nous obligeait à adopter cet opportunisme déguisé en pratique démocratique, leurs auteurs se félicitant de ne pas être tombés dans le dogmatique ou le sectarisme pour ne pas vouloir se couper des masses, qu'en réalité ils n'ont jamais pu conquérir pour y être demeurés étrangers ou ne s'être jamais réellement tournés vers elles il serait plus juste de dire.

Dénoncer la collaboration de classes quand on la pratique dans ses rangs depuis des décennies est incohérent et ne peut inspirer que le méfiance ou le rejet chez les travailleurs et militants. On nous rétroquera qu'ils n'en ont pas forcément conscience ou qu'ils n'y sont pas forcément opposés, certes, jusqu'au jour où ils vous le reprochent parce que cela n'a pas donné les résultats escomptés, autrement dit une telle compromission n'aura finalement servi strictement à rien quel que soit l'angle sous lequel on l'envisage, tous les droits foutant le camp ou en terme de construction du parti. Dès lors qu'on n'a plus de principes ou qu'on a des principes à géométrie variables, on ne combat plus pour les mêmes objectifs, par crainte de crever de faim on les a troqués contre un plat de lentilles empoisonnées qui à terme devait nous être fatal.

Quand on a cautionné une imposture pendant plus d'un demi-siècle, comment voulez-vous inspirer confiance, surtout quand on est incapable de l'assumer ? Qu'il faille faire avec la situation, qu'on ne choisisse pas les conditions dans lesquelles on doit mener notre combat, on entend bien, on n'est pas borné ou sclérosé, mais tout n'est pas permis pour autant, on peut être amené à passer des compromis en préservant l'essentiel, comme on peut passer outre et se compromettre gravement ou définitivement, ce n'est pas pareil.

Un jour j'avais été embauché comme cadre, je savais que cela allait nécessiter de ma part certains compromis avec mes idées, j'allais représenter la politique de la direction de l'entreprise au sein de mon équipe de techniciens, j'étais très mal à l'aise en vérité, j'étais inquiet, je ne voyais pas comment j'allais pouvoir concilier les deux. Et effectivement, j'en ai été incapable et je me suis fait virer au bout de 7 mois. Bien que je ne militais plus du tout depuis des années, je devais incarner la direction mais j'étais demeuré un militant ouvrier dans ma tête, les deux étaient inconciliables, aucun compromis n'était possible sans renier l'un ou l'autre et ce qui l'emporta chez moi fut mes principes, ce que j'avais de plus cher et je n'ai jamais changé par la suite jusqu'à l'heure où j'écris ces lignes.

Quand on bosse dans le privé on est confronté à ce terrible dilemme, soit plier et finir par capituler, soit résister et finir par être éliminé, à moins d'avoir le bol d'avoir un emploi sans aucune responsabilité et de se tenir à carreau ou savoir être hypocrite quand il le faut, ce dont je n'ai jamais su faire, la preuve encore aujourd'hui pour ne pas être capable d'attirer la bienveillance de mes lecteurs pour lesquels mon sort les laisse indifférent, on a tous nos faiblesses.

Un jour un patron qui ne pouvait pas m'encadrer m'avait lancé un défi. Je vais vous briser m'avait-il dit, vous allez vous soumettre, vous allez faire comme tout le monde, c'était lors d'un entretien officiel suite à une énième lettre recommandée, il m'en enverra sept au total avant de me virer. Je n'ai pas cédé, il me demandait de saloper mon boulot, alors que je respectais scrupuleusement les procédures établis par le constructeur Canon, autant que le contrat que la société qui m'employait avait signé avec ses clients qui incluait un service de qualité auquel j'étais tenu par respect pour ces clients, cette notion de qualité et de respect me semblait plus importante que les comptes d'apothicaire de mon patron à la mentalité d'escroc, qui exigeait que je l'imite en somme, ce dont je me refuserai, par principe comme toujours.

Tenir tête à quelqu'un est autre chose, cela peut s'avérer inutile et nuisible, donc stupide. Cela ne sert à rien de contredire quelqu'un qui aura forcément raison ou le dernier mot, dans ce cas-là vaut mieux s'abstenir et ne pas chercher la polémique. Tant que cela ne sort pas du champ restreint des idées, on peut facilement adapter notre comportement en fonction de la situation, mais lorsque cela doit se traduire sur le plan pratique c'est une toute autre affaire, on peut être amené à se renier, à commettre

des actes opposés à nos convictions, les conséquences peuvent avoir une importance considérable sur le déroulement de notre existence, donc la marge de manoeuvre dont on disposera sera souvent restreinte. J'ai été viré un nombre de fois considérables sans n'avoir jamais commis la moindre faute professionnelle, avoir tenu des propos ou commis des actes répréhensibles, j'ai seulement refusé de me comporter en larbin ou vaurien. Dans ma propre famille j'ai été jugé et exécuté de la même manière, aussi injustement et j'en garde un goût amer sans en vouloir à personne évidemment. Cela ne leur a rien apporté, bien au contraire.

En politique, les paroles et les actes ont pour ainsi dire autant d'importance, car les paroles véhiculent un signifiant qui a une portée pratique. Ils doivent correspondre, on ne peut pas accepter qu'ils se contredisent.

Dans la vie comme en politique on peut accepter beaucoup de choses, souvent on n'a pas le choix, mais il y en a aussi qu'on ne peut pas laisser passer, l'hypocrisie, le mensonge, la malhonnêteté intellectuelle, le déni, la falsification des faits, etc. pour simplement avoir raison, justifier ses positions, défendre ses intérêts mesquins, c'est intolérable, indigne, misérable et condamnable en politique. A suivre.

Bonne conscience, hypocrisie et lâcheté, le tryptique de la médiocrité supérieure.

CSP+ urbain. Catégories socioprofessionnelles supérieures.

A défaut de conscience politique, de principes, de valeurs, de morale, d'idéal, ceux de la classe dominante feront l'affaire.

Les médias flattent ceux que le régime ménage, choie, caresse dans le sens du poil, dont il a besoin pour légitimer sa politique ultra réactionnaire, être tout simplement un médiocre Charlie ! Ils lui servent de caution, ils sont réactionnaires, ils participent aux campagnes contre les préjugés des masses, rares sont ceux qui sortent du lot.

Tout s'achète, même une bonne conscience, ils sont servis mais en veulent plus, l'argent n'ayant pas d'odeur, ils se foutent de savoir que la rallonge qui leur sera accordée sera au prix de nouveaux sacrifices imposés aux couches les plus défavorisées à défaut de s'attaquer à la classe dominante.

Les médias en raffolent et haïssent les pauvres, les démunis, les défavorisés, les sans le sou qui peuvent croupir dans leur merde, qui plus est quand ils se détournent des institutions et ses partis corrompus. Ils refusent de jouer le jeu et de soutenir le régime, que cela ne tienne, ils vont se rabattre sur les nantis qui ne demanderont pas mieux, pourvu qu'ils puissent continuer de vivre comme avant.

RMC, « la matinale info la plus
CSP+ » allant jusqu'à se renommer « RMCSP+ »
Europe 1, « vague record sur les 25-59 ans et les CSP+I »
RTL2, « 2ème radio musicale sur les CSP+I »
Le Monde « 58% des CSP+ »
Le Figaro « 5,7 millions d'individus CSP+ »

(Source : Quand les médias dominants parlent aux classes dominantes - acrimed.org - 05.05.2015)

Je ne pense pas qu'il faille s'adresser à ces couches de privilégiés qui en dehors de leur niveau de vie supérieur au reste des masses exploitées qui n'ont rien à leur envier, ne présentent aucun avantage ou intérêt particulier, car les masses sont tout aussi développés et capables de saisir la situation pour peu qu'on s'adresse à elles et qu'on adapte notre discours pour qu'elles puissent y adhérer. On n'est plus au début du XXe siècle, on le rappelle en passant...

Dossier Yémen.

- Yemen : l'Arabie saoudite annonce un cessez-le-feu de cinq jours - Francetv info

L'Arabie saoudite a annoncé, vendredi 8 mai, un cessez-le-feu de cinq jours prenant effet mardi 12 mai. Ryad dirige depuis six semaines une coalition arabe qui mène une campagne aérienne pour empêcher les Houthis de prendre le contrôle de l'ensemble du Yémen, et maintient sur le pays un blocus terrestre, maritime et aérien. Francetv info 08.05

- Les militaires saoudiens désertent les casernes - french.irib.ir

Avec la fuite d'officiers et de snipers saoudiens, la base militaire de Jalah, située dans la province de Najran, est tombée entre les mains des combattants de la tribu yéménite Hamadan.

Avec la progression des combattants des tribus yéménites vers la province de Jizan, en Arabie, bon nombre de militaires de l'armée saoudienne ont déserté les bases frontalières, a indiqué Al-Alam.

"8 bases militaires ont été prises par les tribus yéménites et 4 snipers saoudiens ont été capturés", a affirmé le site d'information Al-Manar, avant d'ajouter : "La plupart des casernes ont été désertées".

Auparavant, les sources yéménites avaient annoncé que l'une des casernes saoudiennes était tombée, mercredi soir, entre les mains d'hommes de tribus, dans la localité de Najran, dans le Sud de l'Arabie, et que les tribus yéménites avaient réussi à prendre la base de la 7ème brigade de l'armée saoudienne, avec tous ses équipements. Auparavant, les combattants des tribus yéménites étaient entrés, depuis Bekil, dans les territoires saoudiens, avant de s'emparer de 6 casernes de l'armée saoudienne.

D'autre part, en réaction à la prise en otage de ses soldats et de la prise de ses casernes, l'armée saoudienne s'est mise à bombarder, de manière démentielle et aveugle, les zones frontalières. L'armée syrienne a, également, mené 2 raids ariens contre les localités d'Al-Qofl et d'Al-Salaa, dans la banlieue de Saada. french.irib.ir 08.05

- Les Forces spéciales françaises interviennent au Yémen - french.irib.ir

Mondafrique est en mesure de révéler, d'après des sources bien informées, que la France vient d'engager quelques forces sur le front de la guerre du Yémen.

Depuis quelques jours, venus de Djibouti et d'Abu Dhabi, où ils ont des bases permanentes, des soldats des Forces Spéciales tricolores appuient leurs collègues saoudiens à la frontière avec le Yémen.

On trouve donc, dans cet engagement, des membres de la 13ème Demi-brigade de Légion étrangère implantée à « Zayed Military City », à 65 km d'Abou Dhabi. Quant aux militaires venus de Djibouti ils appartiennent au 5e Régiment interarmes outre-mer. french.irib.ir 08.05

- Des missiles français "Milan"aux mains d'Al-Nosra - french.irib.ir

Les forces de la Résistance libanaise ont saisi des équipements des terroristes du Front Al-Nosra, parmi lesquels on remarque des missiles français "Milan".

Selon la chaîne de télévision Al-Mayadeen, l'armée syrienne et les forces de la Résistance libanaise, qui poursuivent leur avancée, sur les hauteurs de Qalamoun, ont repris des régions, prenant, également, en main le contrôle des positions du Front Al-Nosra, sur les hauteurs d'Erssal al-Ward. Les terroristes de ce Front qui ont, aussitôt, rebroussé chemin, ont abandonné des équipements militaires, parmi lesquels, des missiles français "Milan", des missiles de moyenne portée, transportables et des missiles anti-char, qui sont fabriqués par la compagnie "Euromissile", dans la commune de Fontenay-aux-Roses. french.irib.ir 09.05

- Yémen : un 2e hélicoptère "Apache" abattu, ses pilotes, capturés - french.irib.ir

Des sources du mouvement Ansarallah ont annoncé que les combattants de ce mouvement étaient parvenus à abattre un deuxième hélicoptère "Apache" saoudien, dans une région, située dans la province de Saada, et avaient capturé ses deux pilotes.

Selon le site d'information Yémen Al-An, des sources d'information ont confirmé cette nouvelle, avant d'annoncer les noms des pilotes saoudiens. Il s'agit du capitaine Sultan Ben Mohamed al-Zahrani et son co-pilote, Fahd Abdallah al-Ghameri. La semaine dernière, Ansarallah avait, également, abattu un hélicoptère "Apache" saoudien, dans la région de Najran. Riyad a prétendu que cet hélicoptère s'était écrasé au sol, en raison d'une panne technique. french.irib.ir 09.05

- Les secousses des changements à Riyad: le prince Moqren arrêté, le chef de la Cour saoudienne aurait été exécuté - french.irib.ir

Le prince Moqren Ben Abdelaziz est assigné à résidence, et tous ses contacts avec l'extérieur du palais ont été coupés.

Selon le site d'information de la chaîne « Khabar », le prince saoudien Moqren Ben Abdelaziz se trouve assigné à résidence et cela fait une semaine qu'il n'a pas d'accès au portable et à Internet et qu'il lui a été interdit de recevoir des invités dans son palais ou d'y organiser des réunions. Le roi d'Arabie saoudite Salman Ben Abdelaziz a limogé, il y a quelques semaines, son prince héritier Moqren Ben Abdelaziz et présenté Mohammad Ben Nayef, ministre de l'Intérieur, comme son successeur. Cette démarche du roi saoudien a confié les postes-clé à la deuxième génération de la dynastie des Al-e Saoud, régnant en Arabie saoudite.

La semaine dernière, des rumeurs circulaient sur les tentatives d'assassinat du roi d'Arabie saoudite. Immédiatement on a porté un doigt accusateur sur Moqren Ben Abdelaziz et le roi Salman a ordonné l'exécution du chef du protocole de sa cour et ses

adjoints. Il avait même émis l'ordre de l'exécution de Moqren Ben Abdelaziz mais, pour des raisons dont on ignore, il s'est contenté de l'assigner à résidence. D'autre part, personne ne sait rien du sort du prince Ahmed Ben Abdelaziz et les observateurs politiques disent qu'il pourrait être arrêté. Certaines rumeurs circulent sur sa pendaison. french.irib.ir 10.05

Ah quand même des bonnes nouvelles !

ACTUALITE EN TITRES

Vive la Ve République !

- Sondage: Chirac, Mitterrand et Giscard ont été des bons présidents - AFP

Sarkozy et Hollande ont été franchement mauvais... Où est le lézard ? Bons ou mauvais ils ont tous légitimé les institutions de la Ve République qui assurent la stabilité du régime, c'est l'essentiel.

Toujours aussi ignorants, insouciant et soumis, incapables de prendre leur destin entre leurs mains, il faut reconnaître que tout est fait pour qu'il en soit ainsi.

Quand on a tous les éléments en mains pour analyser la situation, il est facile d'interpréter le comportement d'une personne et de déceler quels éléments lui faisant défaut le motivent, sur quoi repose son état d'esprit, etc. A vrai dire, c'est un jeu d'enfant.

Encore faut-il écouter ce qu'elle a à nous dire et ne pas l'interpréter à partir de nos connaissances ou de notre expérience, mais à partir des siennes, car c'est là que se trouve les éléments qui la font penser et agir de la sorte, et c'est sur ces éléments qu'il nous faut agir si on veut l'aider à prendre conscience qu'elle se fourvoie ou qu'elle a été manipulée, conditionnée. Il faut avoir été formé dans cet esprit-là pour mener à bien cette tâche, ce qui veut dire qu'on a commencé par travailler sur soi-même pour mieux se connaître, ce qui nécessitait d'apprendre à connaître les autres, car c'est à travers eux qu'on apprend à se connaître, puisque nous ne sommes pas différents fondamentalement, d'où la nécessité de les respecter à la base au lieu de les juger.

C'est quand on est jeune (militant) qu'on doit acquérir cette formation, quand on est vieux on a pu l'acquérir sur le tas et sur le tard après avoir gaspillé un temps précieux et c'est bien dommage. Je plains sincèrement les militants qui sont livrés à eux-mêmes et qui doivent s'en prendre plein la gueule tous les jours sans y avoir été vraiment préparés, j'imagine que cela doit causer des ravages irréparables parfois, ce qui est bien triste. Ici modestement on aura tout fait pour essayer de les soutenir. A suivre.

Invasion de la peste brune aux Antilles.

- Les Antilles face à l'invasion des algues brunes - Francetv info

- Aux Antilles, un François Hollande aux airs de candidat - LeMonde.fr

Alors qu'ils les pillent et les bombardent.

- Climat : Hollande lance «l'appel de Fort de France» - LeFigaro.fr

En Martinique, le chef de l'Etat a appelé les pays riches à être plus solidaires des pays pauvres dans la lutte contre le réchauffement climatique. LeFigaro.fr 09.05

Et le cynisme en prime :

«J'attends qu'il y ait une mobilisation de l'ensemble des pays caribéens parce que ce sont eux qui vont apporter des témoignages à la fois sur les risques, les conséquences du réchauffement climatique, mais aussi sur les solutions», a-t-il déclaré. LeFigaro.fr 09.05

En famille. Mélenchonade. La légitimité de gauche du parti de l'ordre.

- Mélenchon aux adhérents UMP: "Il n'y a pas que vous" qui êtes républicains - AFP

Et Sarkozy satisfait de s'exclamer : Voyez, bien qu'on piétine la République Mélenchon notre sauveur nous cautionne, elle n'est pas belle la vie !

Toujours plus à droite et réactionnaires... à l'image des représentants du régime.

- Une majorité de Français favorables aux statistiques ethniques - Francetv info

Selon un autre sondage ils seraient même favorables au rétablissement de la peine de mort.

Ah ben alors, toujours pas de guerre mondiale !

- Euphorie des Bourses européennes en clôture - Reuters

- Uber prêt à mettre 3 milliards de dollars pour les cartes de Nokia? - La Tribune

- Visa prêt à racheter 20 milliards de dollars Visa Europe, son ancienne filiale? - La Tribune

- Lafarge-Holcim: une fusion à 35 milliards d'euros, malgré les obstables - La Tribune

- L'UE devrait autoriser la fusion Siemens/Dresser-Rand - Reuters

Médias. Les champions des amalgames orduriers.

- Cérémonie russe: «Affront», «honte»... L'absence de Hollande à Moscou critiquée de Mélenchon à Philippot - 20minutes.fr

- L'absence de Hollande à Moscou critiquée de Mélenchon à Philippot - L'Express.fr

Traduire : Hollande, Obama, Netanyahu, et les ploutocrates du Golfe c'est le camp de la démocratie, du droit, de la liberté, de la paix, ils sont respectables et fréquentables, tandis que Mélenchon, Philippot, Poutine, Morales, Maduro, Correa, Assad, la Chine, le Brésil, l'Iran, le Hezbollah, etc. c'est le camp des extrémistes, des despotes, du terrorisme, de la corruption, de la guerre et doivent être traités comme tels.

Cet amalgame fonctionne à plusieurs niveaux, car il est vrai que Philipot est infréquentable, par contre Poutine et les autorités chinoises ou iraniennes ne valent pas mieux que les autorités françaises, américaines ou israéliennes.

- Netanyahu a comparé pour la énième fois le "danger iranien" à celui "du nazisme" (french.irib.ir 08.05)

Une variante de l'antisionisme assimilé à l'antisémitisme.

Les Irakiens refusent la partition du pays au grand dam de Washington.

- L'Irak met sur pied une force sunnite antijihadiste - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Valls ou le fiel de l'impuissance.

Grille de lecture.

- Pour 20minutes, c'est un "débat entre Manuel Valls et l'intellectuel Emmanuel Todd", alors qu'il s'agit d'une polémique, Valls étant incapable de débattre avec qui que ce soit sur la politique menée par le gouvernement, hormis ceux qui la soutiennent.

- L'imposture ne supporte pas la contradiction et se traduit par une réaction forcément violente. L'escalade est inévitable quand on perd le contrôle de soi.

- Le ton monte encore d'un cran entre Todd et Valls - 20minutes.fr

«Lui aussi accusait les Français résistants d'être des Français pas bien», a poursuivi Emmanuel Todd, en faisant référence

aux discours du maréchal Pétain sur la «mauvaise France» pendant la période de l'occupation allemande.«Valls et Hollande hurlent les mots de liberté et d'égalité en faisant des politiques économiques radicalement inégalitaires, qui détruisent une partie de la société française, et des politiques concernant les libertés publiques qui sont potentiellement liberticides. En ce sens, ils sont les représentants de la "mauvaise France", ce sont des imposteurs», a fustigé Emmanuel Todd.

Il a également dénoncé les «interventions de l'exécutif français dans la vie intellectuelle du pays». «Ça aussi, c'est du pétainisme.» Le chef du gouvernement a répliqué vendredi que sa tribune était «une manière de répondre, pas seulement à (Emmanuel Todd), mais à tous ceux qui, au fond, ont une forme de haine de soi et de la France».

"Accuser des gens qui sont critiques de la situation épouvantable dans laquelle se trouve le pays d'être des défaitistes -des mauvais Français en quelque sorte- alors qu'on est soi même responsable de la gestion des choses (...) et qu'on pourrait sortir la France de l'ornière (...), ce n'est pas acceptable moralement", a-t-il ajouté. 20minutes.fr 08.05

En complément. Ces agents qui conspirent

- Caroline Fourest: "la laïcité divise la gauche" - Francetv info

La journaliste Caroline Fourest est l'invité du Soir 3 pour son livre Eloge du blasphème.

Escalade militaire

- USA et pays du Golfe préparent un nouvel accord de sécurité - Reuters

Les Etats-Unis et leurs alliés du Golfe, lors d'un sommet la semaine prochaine à Camp David, près de Washington, tenteront de se mettre d'accord sur les mesures à prendre pour assurer la stabilité du Proche-Orient face aux agissements de l'Iran, a déclaré vendredi à Paris John Kerry.

A Camp David, à une centaine de kilomètres de Washington, la création d'un système antimissile pour protéger les Etats du Golfe contre toute attaque iranienne devrait être à l'ordre du jour et de nouveaux accords de défense pourraient être annoncés à cette occasion, dit-on de sources diplomatiques. Il pourrait aussi être question de ventes d'armes et de manoeuvres militaires conjointes.

Avant le sommet de Camp David, Barack Obama recevra mercredi à la Maison blanche le roi Salman d'Arabie saoudite, a annoncé un porte-parole de la présidence américaine. Reuters 08.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne.

Comment à l'aide d'une manipulation mobiliser les électeurs en faveur du candidat officiel du parti de l'ordre donné battu.

- Triomphe surprise pour David Cameron aux législatives - Reuters

- La mascarade des sondages qui prévoyaient un résultat au coude-à-coude - LeFigaro.fr

- Royaume-Uni : les sondeurs ont eux aussi été sanctionnés par les électeurs - Francetv info

Le Premier ministre britannique, David Cameron, a remporté une victoire électorale d'une ampleur inattendue aux législatives de jeudi, faisant mentir les sondages qui prédisaient le scrutin le plus serré depuis des décennies, ce qui lui permettra de diriger le Royaume-Uni pendant cinq années supplémentaires.

La reine Elizabeth l'a invité vendredi à former un nouveau gouvernement après ce triomphe qui dépasse de très loin les prévisions les plus optimistes des Tories, qui sont majoritaires pour la première fois depuis 1992 à la Chambre des communes.

Le Parti travailliste, lui, aura sans doute du mal à se relever de sa plus lourde défaite depuis trois décennies, qui a coûté son poste

à son chef de file, Ed Miliband.

Les marchés financiers ont applaudi les résultats, exprimant leur soulagement de voir écartée l'hypothèse d'un Parlement sans majorité claire qui aurait conduit à des jours, voire des semaines de pourparlers pour tenter de former une coalition.

Mais malgré son ampleur, la victoire des Tories est loin de répondre à toutes les incertitudes politiques, à commencer par celles de l'unité du pays et de son avenir au sein de l'Union européenne.

Les conservateurs ont obtenu 331 des 650 sièges à pourvoir, tandis que les travaillistes comptent 232 élus, d'après les résultats complets et définitifs.

David Cameron, qui devient le premier chef de gouvernement sortant à gagner des sièges depuis Margaret Thatcher en 1983, pourra donc se passer des libéraux-démocrates avec lesquels il a gouverné ces cinq dernières années.

Les "Lib-Dems" sont d'ailleurs, après les travaillistes, les principaux perdants des législatives puisqu'ils ne conservent que huit des 57 sièges dont ils disposaient dans le Parlement sortant. Nick Clegg, leur chef de file, a également démissionné bien qu'il ait été réélu dans sa circonscription.

Pour le Labour, la défaite est d'une ampleur sans précédent depuis près de 30 ans, principalement à cause du succès éclatant remporté en Ecosse, un bastion historique de la gauche, par le Parti nationaliste écossais (SNP), vainqueur dans 56 des 59 circonscriptions alors qu'il ne détenait que six sièges jusqu'à jeudi.

"Nous assistons à un tsunami électoral gigantesque", s'est enthousiasmé Alex Salmond, ancien leader du SNP. "Le SNP sera impossible à ignorer et très difficile à arrêter", a-t-il dit en soulignant que le résultat du parti privait David Cameron de toute légitimité en Ecosse où le Parti conservateur n'aura qu'un siège.

Humiliation supplémentaire pour le Labour, Douglas Alexander, le directeur de campagne du parti et porte-parole pour la politique étrangère, a perdu son siège au profit d'une candidate SNP de 20 ans, Mhairi Black, qui devient ainsi la plus jeune élue aux Communes depuis 1667.

Quant au Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), qui prône la sortie de l'Union européenne, il confirme son statut de troisième parti du royaume en voix mais devra se contenter d'un seul siège. Son chef de file, Nigel Farage, a été battu dans sa circonscription et a remis sa démission en laissant toutefois entendre qu'il pourrait à nouveau briguer la direction du parti dès cette année.

Sur le plan international, une conséquence d'un maintien de David Cameron au 10 Downing Street est d'ores et déjà connue: un référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne au sein de l'Union européenne devrait avoir lieu d'ici deux ans, ce qu'a promis le Premier ministre sortant en cas de réélection.

Il assure qu'il fera campagne pour le maintien dans l'UE s'il obtient au préalable de ses partenaires une modification satisfaisante des traités.

"Oui, nous allons procéder à ce référendum sur l'avenir de l'Europe", a-t-il répété vendredi.

Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, l'a félicité. Un porte-parole a par ailleurs promis que Bruxelles examinerait les propositions britanniques de façon "bienveillante, amicale et objective".

Dans un message écrit, le président américain Barack Obama a salué "l'impressionnante" victoire de David Cameron et s'est dit impatient de pouvoir continuer à renforcer les liens entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, au service "de la paix, de la sécurité et de la prospérité" du monde.

François Hollande l'a aussi félicité et l'a invité à Paris, une fois son gouvernement formé. "Le président a marqué son attachement à l'amitié profonde entre la France et le Royaume-Uni, et au renforcement de leur partenariat dans tous les domaines notamment au sein de l'UE. Reuters 08.05

2- Liban

- Qalamoun: grande revers du Front Al-Nosra... - french.irib.ir

Des sources syriennes viennent d'annoncer la libération de la région stratégique de «Qalamoun», le plus important fief des terroristes takfiris du Front Al-Nosra, limitrophe du Liban. Juste une semaine après le lancement de l'opération conjointe

Armée syrienne/Hezbollah, dans la zone stratégique de Qalamoun, proche de la ville frontalière libanaise d'Erssal, le commandement de l'armée syrienne a tenu à faire allusion, dans un communiqué, aux lourds dégâts subis par les terroristes du Front Al-Nosra, insistant sur le rôle des combattants du Hezbollah libanais, dans le succès de cette opération. Au cours d'intenses combats entre le Hezbollah et les terroristes takfiris, des dizaines de terroristes, dont quatre chefs, Abou-Wadi'i, Abou-Faradj Al-Omri, Abou-Badr et Abou-Fatima, ont été tués.

Par ailleurs, lors de cette opération, des dépôts de munitions, un atelier de fabrication de bombes, des dizaines de chars, ainsi que des véhicules volés, objets d'attentats terroristes contre les civils, par les Takfiris, ont été découverts et saisis. Quelques heures après l'annonce du lourd échec des terroristes takfiris, dans la zone montagneuse du Qalamoun, le chef du Front Al-Nosra, dans la région, Abou Malek al-Telli a destitué certains commandants, in situ, les remplaçant par de nouveaux éléments, dans l'espoir de pouvoir remonter le moral de ses membres.

Selon les autorités libanaises, après l'éclatement de la crise, en Syrie, et l'impuissance des terroristes à avoir accès à leurs objectifs, ces groupes takfiris ont tenté d'étendre leurs agissements terroristes de la région stratégique de Qalamoun, au Liban, pour, ainsi, reléguer, au second plan, leurs défaites consécutives. Après l'arrivée de groupes terroristes, l'été dernier, de la chaîne montagneuse du Qalamoun aux régions frontalières du Liban, notamment, Erssal et Ras Baalbeck, dans le Nord-Est, ayant fait des morts, blessés et disparus libanais, l'armée, le Hezbollah et les services de renseignement libanais ont appliqué des plans sécuritaires spéciaux, pour la lutte contre les groupes terroristes et takfiris.

Ces mesures ont rétabli une sécurité relative, au Liban, cependant, la récente opération commune du Hezbollah et de l'armée syrienne, dans la région de Qalamoun, peut être considérée comme un plaque tournante, dans l'histoire de la confrontation avec les terroristes takfiris, dans la région. Ceci étant dit, on s'attend à ce qu'après la libération de la zone stratégique de Qalamoun, en Syrie, limitrophe des hauteurs frontalières d'Erssal et Ras Baalbeck, à l'intérieur du territoire libanais, la frontière libanaise soit, largement, en sécurité, et que la circulation des terroristes, dans les régions frontalières libano-syriennes soit, considérablement, réduite. french.irib.ir 08.05

ECONOMIE

1- Banques mafieuses.

Au cœur du scandale HSBC : les options et les assurances-vie qui permettent de ne pas payer ses impôts en toute tranquillité - atlantico.fr

En février 2015, au terme d'un an d'enquête, qui mobilise plus de 150 journalistes de 50 pays, SwissLeaks révèle l'existence d'un système international de fraude fiscale et de blanchiment d'argent qui aurait été mis en place par la banque HSBC à partir de la Suisse. À l'origine de ce scandale d'ampleur internationale, il y a un homme : Hervé Falciani. Informaticien à la HSBC Private Bank de Genève, il est celui qui a décidé de rompre le sacro-saint secret bancaire helvétique. Extrait de "Séisme sur la planète finance", publié aux éditions La Découverte (2/2).

Nombreuses sont les transactions qui ne laissent pas de traces. Prenons par exemple les options : un investisseur A achète puis revend à un investisseur B un titre – l'option, en l'occurrence – qui lui donne la possibilité de vendre un certain type de produit à une date précise et à un prix fixé à l'avance. Si le changement de main survient entre deux sociétés appartenant au même actionnaire, ces opérations peuvent cacher un transfert d'argent d'un pays à un autre. Et si un juge devait réclamer le relevé de compte, il verrait que la société A a perdu de l'argent suite à l'achat de l'option, mais il ne pourrait pas savoir que cette option a fini au sein de la société B.

Le même raisonnement vaut pour les swap, un produit dérivé utilisé pour réduire les risques. La situation est analogue pour les « fonds fermés », ceux qui sont inaccessibles aux investisseurs étrangers et qui permettent de faire croire que l'on a perdu de l'argent. L'investisseur « infortuné » enregistre une perte et il faut examiner ses comptes à la loupe pour s'apercevoir que l'argent est en fait resté entre ses mains. Voilà encore un moyen de déplacer de l'argent d'une partie à l'autre du globe.

Dans l'univers du capital investissement (private equity), un système qui consiste à acquérir des participations au capital d'entreprises privées pour les revendre une fois qu'elles ont pris de la valeur, le manque de transparence peut faciliter a posteriori des phénomènes de ce type, car les sociétés ne sont pas tenues de déclarer quoi que ce soit aux marchés et il est par conséquent impossible de savoir combien elles valent réellement. Prenons le cas d'un fonds qui, après avoir dégagé pendant dix ans un excellent rendement, commence soudain à aller mal. L'investisseur peut alors déclarer avoir essuyé une perte, alors qu'en réalité il a placé l'argent dans des sociétés domiciliées dans des paradis fiscaux ou dans des pays économiquement attractifs, sans laisser de traces. Le fonds d'investissement peut aussi être utilisé comme une société écran et être contrôlé par un seul individu, dans le but de dissimuler la véritable propriété de l'argent.

Autre instrument permettant d'éviter de payer les impôts : les assurances-vie. Il ne s'agit pas des assurances normales vendues

aux gens ordinaires, mais d'un mécanisme qui permet de se débarrasser de son argent d'une manière seulement formelle. En général, le client de la banque souscrit un contrat d'assurance-vie et confie à la compagnie d'assurances, à titre de mise de fonds initiale, son argent, ses sociétés ou ses biens. Ce capital est investi dans un fonds dont le client a l'entière disponibilité : il peut donc continuer à investir comme auparavant. Le capital est formellement au nom de la compagnie d'assurances de la banque alors qu'en réalité rien n'a changé.

C'est un peu ce qui se passe pour les dépôts fiduciaires : l'argent n'appartient plus formellement au propriétaire effectif. Ainsi, non seulement le client ne paye pas d'impôts sur ses actifs mais, en plus, il bénéficie des avantages fiscaux qui s'appliquent dans de nombreux pays aux polices d'assurance. Et il n'est pas nécessaire d'attendre la mort du souscripteur pour récupérer l'argent, car certaines clauses donnent la possibilité de mettre fin au contrat à tout instant, en renonçant parfois à une partie des intérêts.

L'assurance-vie peut également être utilisée par le client de la banque comme garantie pour obtenir un prêt. À ce moment-là, le client ayant contracté une dette, il pourra là encore jouir d'avantages fiscaux. Le système des assurances- vie devient ainsi deux fois plus intéressant. Pour quelle raison devrait-on contracter une dette quand on possède l'argent pour investir ? La réponse est toujours la même : cela permet de déclarer au fisc que l'on paye des intérêts et de donner une image différente de la réalité. C'est souvent ce qui se produit entre entreprises : on fait croire que la société perd de l'argent quand en réalité elle en gagne. Dans un pays déterminé, son bilan ressort en perte et l'entreprise reçoit des aides publiques alors que, globalement, ses comptes sont en ordre et dégagent des profits. C'est de la prestidigitation. atlantico.fr 09.05

2- Etats-Unis.

- Pour échapper à l'impôt, de plus en plus d'Américains expatriés renoncent à leur nationalité - Atlantico.fr

1335 Américains ont renoncé à leur nationalité au premier trimestre. Un chiffre historique qui doit beaucoup au fait que les Etats-Unis sont l'un des seuls pays au monde qui taxent leurs citoyens où qu'ils soient.

1335 expatriés ont abandonné leur nationalité au cours du premier trimestre 2015, selon les données publiées jeudi par l'administration américaine, qui publie la liste des noms des personnes concernées. C'est un record historique, qui marque une hausse de près de 18% par rapport à la même période en 2014.

2014 avait déjà été une année record dans ce domaine, avec 3415 personnes qui avaient abandonné leur passeport américain. Cela représentait 15% de plus qu'en 2013. Pour tenter d'enrayer cette hausse, les Etats-Unis avaient relevé en septembre 2013 de 450 à 2.350 dollars la commission à payer pour abandonner son passeport.

Si les raisons de cette tendance sont inconnues, la plus probable semble être liée aux impôts. Les Etats-Unis sont l'un des seuls pays au monde qui taxent leurs citoyens où qu'ils soient. Un Américain expatrié doit donc payer des impôts dans son pays de résidence ainsi qu'aux Etats-Unis, déduction faite de l'impôt déjà payé dans son pays de résidence.

Par ailleurs, la déclaration d'impôt américaine est un casse-tête inouï comparé à la France, et il est quasi impossible de s'en sortir sans l'aide d'un avocat.

Bloomberg précise néanmoins que dans beaucoup de cas, il s'agit de citoyens ayant un lien ténu avec les Etats-Unis, qui ont vécu à l'étranger pendant la majeure partie de leur vie. Un enfant né à l'étranger de parents américains l'est automatiquement, même s'il n'y a jamais mis les pieds, rappelle le site. D'ailleurs, les Américains qui font des enfants à l'étranger prennent de plus en plus le parti de ne pas leur donner la nationalité américaine. atlantico.fr 09.05

Haut de page

Le 11 mai 2015

CAUSERIE

On ajoutera de nombreux articles demain matin et on archivera les articles d'avril.

On pourrait se demander à quoi tout cela rime...

On milite pour quoi, prouver qu'on a raison ou partager des convictions, un idéal pour qu'il se réalise ?

On peut observer que, si nous considérons nos droits, aspirations ou besoins parfaitement légitimes et se passant de justifications,

ce n'est pas le cas de l'immense majorité des travailleurs et même de nombreux militants, avec lesquels toute discussion devrait partir de ce constat pour se situer sur notre terrain de classe, au lieu de chevaucher ou d'emprunter celui de notre ennemi de classe.

Ensuite seulement on pourrait envisager de passer à l'exercice pratique indispensable pour qu'ils puissent s'exprimer et s'imposer ou s'inscrire dans la perspective de leur réalisation.

Notre combat politique ne peut pas être guidé par un autre principe et objectif quand on se réclame du socialisme.

On a parfaitement assimilé que tout ce qui est incompatible avec la survie ou les besoins du régime capitaliste devrait être banni des revendications des travailleurs, serait hors la loi, illégitime, or cela constitue un formidable déni de nos droits jugés exorbitants ou farfelus par les représentants de la classe dominante et ses agents, pour lesquels les travailleurs doivent se soumettre impérativement aux exigences du marché qui devraient servir d'unique référent à leurs propres besoins, ce qui revient en réalité à les nier ou les abandonner.

Quand on décide de défendre une cause, c'est parce qu'on considère qu'elle est légitime, il devrait en être de même pour l'ensemble de nos droits sociaux, aspirations ou besoins, sauf que ce n'est pas le cas, il faut donc se demander pourquoi et comment faire pour qu'ils finissent par s'imposer. Les représentants des capitalistes répondront que cette prétention ne tient pas compte de la situation qu'ils ont eux-mêmes créée et qu'ils nous imposent, tandis qu'on n'a jamais demandé à connaître un pareil sort. Partager ce constat, c'est déjà se situer sur leur terrain de classe et non sur celui des exploités, c'est accepter le cadre dans lequel nous devrions définir nos droits, ce qui revient à les renier, ce qui est inacceptable pour un militant ouvrier ou un travailleur.

Dès lors qu'on renie nos droits, nous sommes perdus, notre combat est dévoyé en faveur de ceux de notre ennemi. Si on devait s'en tenir à la situation, on n'aurait plus qu'à enterrer nos droits, et si la situation n'est pas favorable à l'expression de nos droits, c'est justement parce qu'ils y sont absents, il faut donc oeuvrer dans la perspective de la modifier de telle sorte que nos droits puissent se réaliser, ce qui nécessite de se débarrasser du capitalisme et ses institutions.

La rhétorique officielle va plus loin de nos jours, et part du principe que ce serait les droits que nous avons acquis qui seraient un obstacle à leur réalisation ! Ce contre-sens grossier témoigne sa détermination à liquider l'ensemble de nos droits sociaux et politiques. C'est une lutte à mort, expression sans doute jugée outrancière par ceux qui n'ont pas en tête toutes les guerres actuelles et passées qui devaient suffire à le démontrer puisqu'elles visaient le même objectif politique.

L'absence de volonté chez les travailleurs de faire valoir leurs droits va de pair avec le manque de confiance en eux qui les réduisent à l'impuissance, à subir leur sort sans réagir. C'est pourquoi la reconnaissance de la légitimité de leurs droits est primordial pour la suite de leur combat. Car dès lors qu'on admet ou qu'on prend conscience que nos droits sont supérieurs à toutes autres considérations, pour la première fois on trouve la force de s'exprimer sur un terrain de classe indépendant de la classe dominante et l'Etat, on estime légitime de s'opposer à l'interprétation qu'on nous donne de la situation, ce qui constitue le signe encourageant d'une première prise de confiance en soi qui devra être développée par la suite.

En deux mots, il faut partir de l'essentiel, remonter le fil jusqu'à l'origine de la situation pour agir dessus à un degré conforme à la réalité ou aux rapports qui existent dans la société entre les masses exploitées et l'ordre établi. On n'a pas les moyens d'inverser le cours des choses ou d'influer sur la situation, il faut donc partir de plus bas pour aider les travailleurs à prendre "conscience de leur situation de classe" dans une perspective révolutionnaire.

En allant plus loin, on constatera que nous sommes spoliés de nos droits et que pour nous imposer les siens la classe dominante dispose d'un impressionnant arsenal législatif, judiciaire, policier et répressif sur lequel nos droits butent, d'où la nécessité de l'abolir par la force pour imposer les nôtres, puisqu'il n'existe pas d'autres moyens pour y parvenir, une révolution.

Ainsi la prise en compte de l'ensemble de nos droits et le recours à une révolution pour les imposer sont inséparables, c'est ce qui devrait cimenter la conscience politique de tout militant anticapitaliste ou révolutionnaire.

Maintenant la classe dominante ne combat pas pour acquérir le pouvoir économique puisqu'elle le possède déjà, elle doit lutter pour le conserver en étendant sans cesse son pouvoir politique à toutes les sphères de la société. Luttant avec des partis politiques pour mener ce combat, les travailleurs doivent donc pour s'y opposer ou mener le leur se doter d'un parti qui incarne strictement leurs propres objectifs sociaux et politiques ou la finalité de leur combat, leur émancipation du règne de l'expolitation et de l'oppression en vigueur pour conquérir leur liberté, à laquelle ils devraient renoncer de nos jours au nom de la sécurité qui rime avec le maintien de l'ordre établi qui les maintient en servitude.

En résumé, les masses exploitées, nos droits, la révolution et le parti sont indissociables pour en finir avec le capitalisme et avancer sur la voie du socialisme.

Le programme.

Friedrich Engels - Critique du projet de programme social-démocrate de 1891.

Extraits.

- On craint de n'être pas assez clair en choisissant des formules brèves et frappantes; aussi, ajoute-t-on des commentaires qui traînent la chose en longueur. A mon avis, le programme doit être aussi court et précis que possible. Il importe même peu qu'il s'y trouve par hasard un mot ou une phrase dont il est impossible, à première vue, de saisir toute la portée. Dans ce cas, la lecture publique dans les réunions, l'explication écrite dans la presse feront le nécessaire; et alors la phrase courte et frappante, une fois comprise, se fixe dans la mémoire et devient un mot d'ordre, ce qui n'arrive jamais pour une explication plus longue. Il ne faut pas faire trop de concessions au souci de la popularité; il ne faut pas sous-estimer les facultés intellectuelles et le degré de culture de nos ouvriers. Ils ont compris des choses bien plus difficiles que celles que pourra leur présenter le programme le plus concis et le plus court; et bien que l'époque de la législation anti-socialiste ait rendu plus difficile et même ait totalement empêché par endroits l'entier développement de la conscience dans les masses nouvellement conquises, sous la direction des anciens, il sera facile de rattraper tout cela, maintenant que l'on peut de nouveau conserver et lire librement nos écrits de propagande.

Il y a 124 ans, selon Engels les ouvriers possédaient déjà des "facultés intellectuelles" et un "degré de culture" tels qui leur permettait de comprendre le programme de la social-démocratie à l'époque révolutionnaire, alors que dirait-il de nos jours d'après vous pour justifier de s'en être détourné comme nous n'avons cessé de le faire au profit des couches supérieures, de l'aristocratie ouvrière ou des intellectuels, il en serait horrifié assurément.

Plusieurs fois j'ai abordé cette question de mémoire. Je n'avais pas de citations en tête ou sous la main puisque j'ai une très mauvaise mémoire ou je ne suis pas un intellectuel, je ne pense pas en intellectuel ou ma pensée n'est pas structurée comme celle d'un intellectuel, elle est avant tout pragmatique ou pratique, je ne conserve que la substance ou les enseignement de mes lectures.

Les travaux de Marx et Engels étaient destinés aux ouvriers qui étaient censés pouvoir les saisir, et ce serait impossible de nos jours, or ils sont instruits, ils ont été scolarisés, il faut donc chercher l'explication ailleurs, à part le fait qu'ils se sont embourgeoisés, je ne vois pas.

Leur mode de vie n'est pas satisfaisant et ils rencontrent une multitude de difficultés tout au long de leur existence, ils seraient bien incapables de définir ce qui pourrait donner un sens à leur vie allant de désillusion en désillusion au fil du temps, pour se demander à la fin à quoi tout cela avait pu rimer, pourquoi la vie était si mal foutue, si cruelle et injuste, méritait-elle vraiment d'être vécue, la finissant pour ainsi dire comme ils l'avaient commencée sans y avoir compris grand chose, suprême et ultime frustration, inutile et bien triste.

Qu'il nous soit permis de penser qu'il est possible de lui donner une autre dimension et orientation basée sur la compréhension du processus dialectique dont nous sommes partie prenante après en avoir pris conscience, ce qui nous épargnera la nostalgie et bien des amertumes au crépuscule de notre vie, pour ne pas y avoir été plus attachée qu'aux biens purement matériels qu'on abandonnera sans regrets pour n'avoir jamais cherché à les accumuler, en connaissance de cause, ce qui nous évitera bien des tourments, des remords, des souffrances, et nous permettra de partir la conscience apaisée. C'est un idéal bien sûr, un testament peut-être, un soulagement et une satisfaction morale pour peu qu'on a essayé d'être le plus juste ou honnête possible dans la vie.

J'ai eu un oncle qui vécut célibataire toute sa vie avec sa vieille mère. Il n'avait pas développé sa conscience à un niveau extraordinaire, mais il avait conscience de sa condition, il avait une conscience de classe, et c'est pourquoi bien qu'il était très pauvre, il vivait dans une cabane en bois sans le moindre confort, je ne l'entendrai jamais envier les autres, jamais se plaindre, jamais prononcer une parole blessante envers ses semblables, il détestait uniquement les riches et les puissants ce qui était tout à son honneur, et il s'éteindra tranquillement comme il avait vécu, il était cantonnier et accessoirement je dirais, un vieil adhérent du PC qui n'avait jamais milité mais qui avait toujours été digne de la classe à laquelle il appartenait, vous aurez compris que j'avais beaucoup d'affection pour lui et réciproquement, il s'appelait Marcel Ribert.

Ce fut une exception dans cette société pourrie, malheureusement. Ce que nous souhaitons à chaque travailleur, c'est que cela devienne la règle pour ne pas avoir l'impression d'avoir milité pour rien, car l'attention que l'on porte au sort de notre classe doit l'accompagner jusqu'à son dernier souffle. Quand on a un idéal, qu'on l'a servie et qu'on sait qu'il survivra après nous, on peut partir l'esprit tranquille, l'essentiel c'est d'avoir fait notre devoir, le reste est superficiel à côté. Elever le niveau de conscience des travailleurs de leur condition et leur proposer un idéal dont ils n'auront jamais honte, dont ils seront toujours fiers, voilà une de nos priorité.

Il faut être économe et éviter le superflu.

- Paragraphe 2. - Ici je mettrais: « Dans les mains de leurs accapareurs (ou de leurs possesseurs), les moyens de travail de la société, sont devenus...»; et de même, plus loin, « dépendance... des possesseurs (ou accapareurs) des moyens de travail », etc.

L'affirmation que ces messieurs ont fait de ces choses leur propriété exclusive figure déjà à l'article premier, et ne peut constituer ici qu'une répétition, si l'on tient absolument à y introduire le mot « monopoliste ». Ni l'un ni l'autre de ces deux mots n'ajoute la moindre des choses au sens. Or tout ce qui est superflu dans un programme ne peut que l'affaiblir.

Ce qu'on doit avoir en permanence à l'esprit.

- Comme aujourd'hui, les moyens de travail, directement ou indirectement, soit par leur nature technique, soit par suite de la division sociale du travail, - sont tous des moyens de travail sociaux, ces derniers mots expriment suffisamment, d'une façon claire et sans équivoque, ce qui existe à chaque moment.

Le caractère social du travail en fait la base de la société à construire, c'est le social qui doit guider notre action et notre mode de pensée et non l'ambition, le carriérisme, l'opportunisme, pire l'avidité, la cupidité, l'avarice, le marché et maintenant la guerre, qui sont la négation de tout ce qui est social ou rime avec soumission et barbarie.

Eviter les déclamations.

- Si la fin se rattache à l'exposé des motifs des statuts internationaux, je préférerais que l'on s'y tint entièrement : « la misère sociale (ceci, c'est le n° 1), le dépérissement intellectuel et la dépendance politique ». Le dépérissement physique est compris dans la misère sociale et la dépendance politique est un fait, tandis que la privation des droits politiques n'est qu'une phrase déclamatoire d'une valeur toute relative, dont la place n'est pas dans un programme.

Le socialisme concerne l'ensemble de la société.

- Paragraphe 6.. – « Bergwerke, Minen, Gruben »; voir plus haut, n° 1. - « Production privée » : voir plus haut au n° 4. - Je mettrais : « transformation de la production capitaliste actuelle, pour le compte de particuliers ou de sociétés par actions, en production socialiste pour le compte de la société entière et d'après un plan établi d'avance, transformation... par laquelle seule se réalisera l'émancipation de la classe ouvrière et, par là, l'émancipation de tous les membres de la société sans exception ».

Le souci d'être compris du plus grand nombre.

- Paragraphe 8. - Au lieu de « conscients de classes » (klassen bewusst), abréviation qui dans nos milieux évidemment est facile à comprendre, je dirais, pour que l'expression puisse être comprise par tous et traduite facilement dans les langues étrangères : «avec les ouvriers parvenus à la conscience de leur situation de classe», ou quelque chose dans ce genre.

Eviter de se retrouver sur le terrain du réformisme bourgeois.

- Paragraphe 10. - Après « de la domination de classe », il manque « et des classes elles-mêmes ». La suppression des classes est notre revendication fondamentale, sans laquelle la suppression de la domination de classe est un non-sens au point de vue économique. Au lieu de « pour le droit égal de tous », je propose : « pour les droits égaux et les devoirs égaux de tous », etc. Les devoirs égaux sont pour nous un complément essentiel des droits égaux démocrates-bourgeois et leur enlèvent leur sens spécifiquement bourgeois.

L'indépendance de classe n'est pas négociable.

- Paragraphe 2. (Revendications économiques.) - Nulle part plus qu'en Allemagne le droit de coalition n'a besoin d'une garantie vis-à-vis de l'État. La phrase finale « pour réglementer... » serait à ajouter comme article 4 et à rédiger en conséquence. Ici, il serait à remarquer qu'avec les Chambres de travail composées moitié par des ouvriers et moitié par des patrons, nous serions floués. Avec ce système, les majorités seront pendant des années toujours du côté des patrons, à qui suffirait la présence d'un « mouton noir» parmi les ouvriers. Si l'on ne stipule pas qu'en cas de litige les deux moitiés émettront leur opinion séparément, il serait de beaucoup préférable d'avoir une Chambre de patrons, et à côté, une Chambre indépendante d'ouvriers.

ACTUALITE EN TITRES

De retour de chez ses amis esclavagistes de Doha et Riad.

- A Pointe-à-Pitre, Hollande dénonce les «nouveaux négriers» - Liberation.fr

Alors qu'il arme les mercenaires qui nous ramènent à la barbarie.

- Esclavage: pour Hollande, "la seule dette" à régler est "de faire avancer l'humanité" - AFP

Il n'est pas le porte-parole de la finance pour des prunes, non mais alors !

- Esclavage: Hollande reconnaît une dette morale mais pas financière - AFP

Quand de farouches antirépublicains commandent un sondage, le résultat est sans surprise.

- Les Français jugent qu'on parle trop de «République» et des «valeurs républicaines» - 20minutes.fr

L'emploi des termes de «République» et «valeurs républicaines» ne touchent pas une majorité de Français (65%) quand ils sont employés par les responsables politiques car «ils ont été trop utilisés», selon un sondage Ifop publié dimanche par le site Atlantico. 20minutes.fr10.05

Il serait plus honnête de dire qu'ils ont été galvaudés, déformés à outrance... et servirent d'alibi ou de caution à bien des atteintes aux libertés fondamentales et à des guerres... Ce que doivent rejeter la majorité des "Français", ce serait plutôt leur conception de la République qui en réalité en est la négation. Comment pourrait-il se reconnaître dedans ? En fait ce sondage se retourne contre ses commanditaires.

Une pourriture prise en flagrant délit de mensonge.

- Laurent Ruquier se paie Caroline Fourest dans "On n'est pas couché" - Le Point

Caroline Fourest est désormais persona non grata sur le plateau d'On n'est pas couché. Après le violent clash qui l'a opposée la semaine dernière à Aymeric Caron, le chroniqueur de l'émission, Laurent Ruquier, est formel : il ne l'invitera "plus jamais". La raison ? Lors de l'émission précédente, Aymeric Caron s'en était pris à la journaliste, affirmant qu'elle avait été condamnée pour diffamation l'an dernier pour avoir émis des doutes sur le caractère islamophobe de l'agression d'une adolescente voilée.

Caroline Fourest s'en était insurgée, rétorquant qu'elle avait remporté en appel son procès et traitant de "con" le chroniqueur qui contestait cette victoire en appel. Sauf que, selon Laurent Ruquier, "elle a menti en disant qu'elle avait gagné en appel. Ce n'est pas vrai." "Moi, j'ai pris une décision : je n'inviterai plus jamais Caroline Fourest sur ce plateau ni sur aucun plateau de mes émissions, parce que je ne veux pas qu'on me mente, surtout quand c'est au détriment d'un de mes collaborateurs", a-t-il encore asséné. Le Point 10.05

Moi, j'ai pris une autre décision, me passer de la télévision et on vit très bien sans, mieux même...

Lobbying.

- Gilet jaune obligatoire pour les deux-roues motorisés à partir de 2016 - Francetv info

Après les détecteurs de fumée, le port du casque obligatoire, l'interdiction de fumer, la limitation de vitesse à 80kms, etc. on envierait presque les anarchistes ! Presque, car l'anarchie en régime capitaliste a souvent un côté infernal, en Inde où je vis par exemple.

Le vieux monde de la réaction et de la guerre

- Violente manifestation contre David Cameron à Londres - Francetv info

- Macédoine: l'Otan et l'UE inquiets après des affrontements qui ont fait 22 morts - AFP

- Burundi: nombreuses barricades démantelées, les contestataires refusent de céder - AFP

- L'artillerie saoudienne vise le Yémen après des tirs ayant blessé des civils - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Etat d'âme en famille.

- Hollande tancé pour son absence à Moscou pour célébrer la victoire sur l'Allemagne nazie - 20minutes.fr

Dimanche, plusieurs autres responsables dont François Bayrou et Nathalie Kosciusko-Morizet ont de nouveau déploré son absence en Russie.

«La France aurait dû être là. Et si j'avais été dans cette responsabilité c'est le choix que j'aurais fait. Pourquoi ? Parce qu'on peut avoir des tensions, des affrontements, des dissensions, des opinions divergentes (...) mais cela n'efface pas l'Histoire», a estimé François Bayrou dans l'émission Tous politiques sur France Inter/France 3/Le Parisien.

«Quand le peuple russe célèbre le 70e anniversaire des souffrances immenses qui ont été les siennes pour supprimer le nazisme de la surface de la terre, nous qui avons été alliés dans cette période (...) il était à mes yeux légitime que nous soyons présents», a-t-il ajouté.

«Ça m'a laissé un peu triste qu'on ne soit pas représenté», a également regretté la vice-présidente déléguée de l'UMP Nathalie Kosciusko-Morizet dans l'émission BFM Politique (BFMTV/RMC/Le Point). «Je trouve ça bien qu'on célèbre tous ensemble, y compris avec les Allemands, et je trouve bizarre qu'on ne célèbre pas avec les Russes, je trouve qu'il y a quelque chose de paradoxal», a-t-elle souligné.

«A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, on était bien content que les Russes prennent les Allemands par revers» même s' «ils l'ont fait dans des conditions qui étaient bien critiquables à bien des égards», a-t-elle conclu.

La chancelière Angela Merkel, elle, était toutefois à Moscou. 20minutes.fr 10.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- L'intervention militaire en Syrie est en contradiction de la Charte des Nations unies (Pékin) - french.irib.ir

Affirmant que l'intervention militaire en Syrie va à l'encontre de la Charte des Nations unies, le ministre chinois des Affaires étrangères a souligné qu'une solution politique reste la seule voie censée dénouer la crise en Syrie. Le Ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a estimé qu'une éentuelle intervention militaire en Syrie contrediserait la Charte des Nations unies et les principes des relations internationales.

D'après l'agence turque Anatoly, le chef de la diplomatie chinoise estime qu'une éventuelle intervention militaire en Syrie rendra plus compliquée la situation au Moyen-Orient. Il a ensuite appelé les parties en conflit à faire preuve de retenue. Wang Yi a souligné qu'il poursuit les évolutions syriennes et a réaffirmé que son pays s'oppose à l'usage d'armes chimiques en Syrie, par qui que ce soit. Pour le chef de la diplomatie chinoise, une solution politique reste la seule voie pour sortir la Syrie de sa crise actuelle. french.irib.ir 10.05

2- Yémen

- La crise au Yémen renforcera Al-Qaïda (président djiboutien) - french.irib.ir

Al-Qaïda profitera des conflits ethniques au Yémen, ce qui creusera le fossé entre le peuple et le gouvernement, a affirmé, le président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh.

Le président djiboutien a affirmé poursuivre le soutien de son pays aux réfugiés yéménites. " La violence au Yémen permettra à Al-Qaïda de renforcer sa présence dans le territoire de ce pays ", a-t-il ajouté. " Al-Qaïda abuse et abusera des conflits ethniques, ce qui creusera davantage le fossé entre le peuple et le gouvernement ", a-t-il souligné. french.irib.ir 10.05

Haut de page

Le 12 mai 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h30.

Depuis ce matin je me lève plus tôt (à 5h30) et je commence à bosser plus tôt aussi. L'Italienne qui emploie Selvi (ma compagne) comme bonne a décidé qu'elle devrait commencer à bosser à 7h30 au lieu de 8h30, elle lui avait même demander d'arriver à 6 plombes, elle est dingue, et quelques jours plus tôt elle lui avait fait comprendre qu'elle pourrait la virer.

Ce matin Selvi a été à l'heure, je l'emmène en moto puisqu'on n'a pas pu lui acheter un petit scooter ou une mobylette, c'est à 15 minutes de chez nous. Elle se traine la pauvre femme, elle est d'une lenteur, c'est terrible en comparaison avec moi qui suis hyper actif et qui démarre au quart de tour. J'ai été obligé de la bousculer pour qu'elle soit prête à l'heure. Non, en fait c'est moi dorénavant qui prépare le petit-déjeuner pendant qu'elle prend sa douche. Le mardi et le vendredi, c'est le jour de la puja, de la prière si vous préférez, alors elle doit laver sa longue chevelure et cela prend un certain temps. Selvi est usée à 45 ans, alors je la soulage de certaines tâches, c'est normal, on partage la même galère n'est-ce pas, voilà qui ravirait ces demeurés de féministes. (demeurés au masculin puisqu'il y a même des hommes ou ce qui se prétendent être des hommes qui se déclarent féministes.)

Cela me fait du bien d'avoir repris le rythme de vie des travailleurs au lieu de mes horaires de rentier, nantis, touriste ou vacancier perpétuel. Avec son fils qui va venir vivre avec nous à partir du 15 et qui va commencer à bosser aussi, j'aurai l'impression d'avoir une nouvelle vie de famille dont j'ai été privé. Il y a aussi sa soeur plus jeune de quelques années, veuve également (son époux aussi était alcoolique et en est mort prématurément) et qui est aussi une bonne ou femme de ménage, elle habite à 50 mètres de chez nous qui nous rend visite presque tous les jours ou nous l'invitons à diner. La malheureuse femme vit un cauchemar et elle est misérable, je vais l'aider dans la mesure de mes moyens. Elle donne pratiquement toute sa paie à ses deux filles mariées et à son fils marié également. Lui il est sourd et muet, il a un salaire de merde évidemment, il est manoeuvre, il porte des sacs de ciment à longueur de journée, pour tout arranger il picole et devient violent, frappe son épouse et sa mère chez qui il vit, bref, tant de malheur et d'injustice ne peuvent pas laisser indifférent. Malgré tout Adilakshmi, illettrée comme Selvi, est toujours de bonne humeur.

Que mes lecteurs pensent à me soutenir financièrement, cela me libèrera un peu l'esprit, on en a besoin pour penser. Bien que je n'ai aucun complexe ou que je ne culpabilise pas, quelque part quand on l'a sous les yeux quotidiennement la détresse humaine et qu'on a la chance de pouvoir encore s'en sortir matériellement, on ressent comme une pression qui vous pousse à vouloir faire quelque chose, à partager le peu qu'on a pour soulager ou apporter un peu de bonheur autour de nous, on ne peut pas rester indifférent. Cela donne un sens à mon combat politique évidemment, je dirai même que cela en est la source. Quand je me mets au clavier, j'ai tout cela à l'esprit, ce qui explique pourquoi je suis si vindicatif. Elles savent ce que je fais et elles trouvent cela très bien, et puis on parle aussi de la société, mais bon on en causera une autre fois.

Passons à notre affaire.

On a ajouté 8 articles seulement.

Une autre couleuvre à avaler. Ah il faut assumer jusqu'au bout, camarades !

- « La méprise » : les mensonges de Florence Aubenas sur l'affaire d'Outreau - Arrêt sur Info 08.05

Les militants du POI auront à coeur de lire l'article consacré à Florence Aubenas que nous reproduisons, journaliste ou informatrice on ne sait pas au juste à laquelle *Informations ouvrières* consacra une page entière il y a quelque temps déjà, avant que cette saloperie écrive dans *Le Monde* qu'il n'y avait pas de djihadistes ou de mercenaires étrangers combattant en Syrie, alors qu'il y en avait des dizaines de milliers de plus de 80 nationalités différentes, depuis ce n'est plus un secret (sic!).

Son livre est truffé de mensonges et fabulations à côté de laquelle une Caroline Fourest n'arrive pas à la cheville.

A part cela, quelles conneries on peut lire ! Extrait.

Grille de lecture : la Banque mondiale et la justice (marocaine en l'occurrence ou autre), c'est la même boutique.

- Comment rendre la Banque mondiale responsable de ses actes devant la justice ? - Arrêt sur Info 11.05

- "*Là est l'essentiel : une première mondiale. Pour la première fois donc, la Banque mondiale a admis qu'elle est justiciable et a donc accepté de se présenter devant la Justice d'un pays où elle dispose d'une antenne permanente. Le tabou est donc tombé et c'est un acquis considérable.*"

Tu parles, même que ses dirigeants n'en dorment plus la nuit, le jour je ne me prononcerai pas !

- "*Certes il faut rester lucide et nous n'en sommes qu'au début du chemin, un chemin qui promet d'être parsemé de pressions, de manœuvres et de coups pas très glorieux… Mais ceci est une autre histoire et ce n'est pas l'objet de notre propos ici. Le principal message que nous voulons émettre ici est le suivant : Oui la Banque mondiale est justiciable et la brèche ouverte au Maroc peut désormais être enfoncée partout dans le monde.*"

C'est ce qu'on appelle parler pour ne rien dire ou n'avoir rien à dire, mais bon, à défaut de posséder un esprit critique au-delà du capitalisme on se console comme on peut, d'autant plus qu'on s'en accommode très bien...

Nous ne reproduirons pas cet article sans intérêt, comme beaucoup d'autres d'ailleurs.

La causerie du matin.

On a ajouté 40 articles et il en reste une vingtaine à formater avant de les mettre en ligne, plus tard dans la journée.

Un portail que nous avons découvert : Observatoire des Journalistes et de l'Information Médiatique : http://www.ojim.fr

Lutte de classes. L'imposture généralisée au secours du régime failli.

Il y a la pseudo-gauche qui reprend à son compte des thèmes de gauche ne touchant pas aux fondements du capitalisme, et pour cause, à défaut de lutter réellement contre le pouvoir en place elle soutient le gouvernement et le régime.

Et il existe un réseau composé d'un tas de râclures d'extrême droite, qui pour se faire passer de gauche reprennent à leur compte certains thèmes de gauche, afin de colporter la propagande idéologique des néolibéraux au sein de la population et de lutter contre la gauche et l'extrême gauche assimilées aux fascistes.

Ils ont en commun de se prétendre républicains, démocrates, progressistes, humanistes, écologistes, féministes, homophiles, laïques, antiracistes, alors qu'en réalité ils sont exactement l'inverse.

Pour le prouver, dans le premier cas il suffit de dresser la liste de leurs allégeances au régime, de leurs compromissions avec le régime, leur programme, et dans le second de mettre en lumière leurs méthodes empruntées aux faussaires et aux tenants de régimes fascistes, mais aussi leurs déclarations respectives et les relations qu'ils entretiennent avec un certain nombre de personnages et institutions qui sont fort instructives.

Il faut noter que ces ordures d'extrême droite bénéficient de la complicité des médias et du PS et de la pseudo-gauche, ce qui est tout naturel puisqu'ils oeuvrent pour la même cause et ils ont en commun le même ennemi : la classe ouvrière.

On peut lire les états de service de Caroline Fourest que l'on met en ligne pour comprendre comment ils fonctionnent.

A l'arrivée, au détour d'une polémique ou d'une provocation de trop ou qui a mal tourné, les lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs ont le sentiment d'avoir été manipulés à leur insu, ils seront dégoûtés et ils seront portés à mettre dans le même sac à merde tout ce qui se présente de gauche ou d'extrême gauche ou à s'en détourner. C'est leur but pour laisser les mains libres aux deux partis institutionnels qui gouvernent alternativement ou ensemble de fait, et qui sont amenés à demeurer les deux seuls partis en France à pouvoir accéder au pouvoir, ils doivent seuls occuper la scène politique, tandis que tous les autres partis doivent figurer parmi leurs satellites ou disparaître, comme aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, Italie, Espagne, etc.

Quant au Front de gauche et à l'extrême droite, ils servent de caution au PS que les commentateurs et les opportunistes présentent toujours de gauche, et au parti de l'ordre, l'UMP.

Ils ont toujours préféré le fascisme et la guerre.

Hollande préfère les barbares et parrains d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique en se rendant à Doha et Ryad, à la commémoration de la défaite du nazisme à Moscou qu'il a boycottée. Logique après avoir reçu Porochenko le 22 avril à l'Elysée.

Ils feront le même choix tout au long de la Première et de la Seconde guerre mondiale, ainsi qu'en 1936.

- François Hollande, au pays des terroristes. - french.irib.ir

François Hollande a, donc, fait une petite visite, en Arabie aoudite et au Qatar. Il aurait même été autorisé à prendre la parole, devant l'assemblée des pays du Golfe. Mais ce même François Hollande a refusé sa présence à la commémoration, à Moscou, de la victoire contre le nazisme, au motif d'une soi-disant agression de la Russie, en Ukraine. C'est, donc, qu'il choisit ses destinations, avec soin, en mettant en avant des motivations politiques, voire, idéologiques. Il faut, donc, bien chercher les motivations intimes qui président à ce voyage. On dit que ce sont les affaires, la vente des fameux "Rafale", la perspective de contrats de centrales nucléaires et d'autres choses encore. Bref, il serait motivé par «l'emploi, en France». Balivernes ! Le même «homme d'affaires» refuse la livraison de bateaux, commandés et payés par la Russie, pour des motifs fumeux, et applique des «sanctions», qui mettent en difficulté ce même emploi, en France ! Là, encore, il y a un choix politique !

Notre président est, donc, ravi de se trouver au pays des terroristes. C'est son choix… Mais ceux qui, actuellement, bombardent le Yémen, arment en matériels de guerre et en idéologie les terroristes de Daesh, Al-Qaïda et autres barbares sont, alors, ses amis. Tout comme ceux qui, d'ailleurs, détruisent l'Irak et la Syrie, avec une sanguinaire violence…Ce François Hollande vient nous expliquer qu'il fait la guerre au terrorisme, mais, dans les faits réels, il le soutient. La guerre qu'il mène, en réalité, est une guerre contre les peuples, à commencer contre son propre peuple, le peuple de France, où il organise une surveillance généralisée, pour se préparer à frapper. Il dit porter les valeurs des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais où sont les droits de l'Homme, la démocratie et l'égalité hommes-femmes, en Arabie saoudite, au Qatar ou dans les autres pays du Golfe ? En Arabie saoudite, on décapite au sabre.

Selon l'hebdomadaire "L'Express", 87 condamnés à mort ont été exécutés, en 2014, (selon un décompte effectué par l'AFP) et 79 l'avaient été, les deux années précédentes. Notre cher Laurent Fabius n'est pas en reste : «Notre coopération passe à la vitesse supérieure», a t-il déclaré ! Alors, quelles vont être les cibles de ces "Rafale" vendus au Qatar ? L'Iran ? Damas ? Le Yémen ? Ces guerres, après le désastre de la Libye, ont, pourtant, vu s'inverser le rapport de force. Un puissant «axe de la Résistance» a vu le jour, allant de l'Iran, jusqu'à la Syrie, en passant par le Hezbollah, l'Irak, la Palestine. Sans compter les liens particuliers qui unissent, désormais, la Russie et la Chine…L'Arabie saoudite bombarde le Yémen, mais aucun de ses objectifs de guerre ne sont atteints. La monarchie absolue, contrôlée par les Saoud, se livre, en revanche, au massacre aérien du peuple sans défense du Yémen. french.irib.ir 12.05

Vidéo. Terrorisme d'Etat et règne de la terreur. La gouvernance de fin de règne.

« Management de la terreur » les « attentats » de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher
https://www.youtube.com/watch?v=yauPLlM2WtY

Interview de Christoph Hörstel, journaliste allemand, sur la chaîne RT Deutsch le 20 janvier 2015

- Attentats de Paris : de nouveaux éléments troublants - Arrêt sur l'Info 09.05

Extrait.

Première partie. Attentat sous faux drapeau.

- L'arrestation du trafiquant d'armes, Claude Hermant, par la police judiciaire de Lille suscite de nombreuses interrogations concernant les attaques terroristes du mois de janvier à Paris.

Claude Hermant, ancien cadre du service de sécurité du Front National, le DPS, et un passé de mercenaire, impliqué dans plusieurs opérations extérieures, notamment en Afrique.

Outre les liens présumés du DPS avec le trafic d'armes, Claude Hermant décrit également le fonctionnement du « service action » qui s'apparenterait à un groupe paramilitaire très bien entraîné utilisant des méthodes similaires à celles des services de renseignement étatiques :

« Les membres de ce groupe spécial sont appelés les «fantômes». Ils ont tous une formation militaire ou paramilitaire […]
Les «fantômes» sont autonomes financièrement. Ils reçoivent un salaire en liquide, des faux papiers et tous les moyens nécessaires à leurs opérations. Quand vous avez des besoins spécifiques, on vous les donne. Pour payer un jeune pour mettre le bordel dans les quartiers, pour avoir les moyens de se déplacer, de louer une chambre d'hôtel. Les «fantômes» sont en autarcie complète. Ils font leurs demandes à travers ce qu'on appelle des «boîtes aux lettres».

Le « service action » du DPS tel que décrit par Claude Hermant semble présenter les caractéristiques d'une opération de type Gladio : formation paramilitaire, méthodes héritées des services de renseignement, financement occulte, ancrage dans les milieux d'extrême droite et l'armée, implication dans des opérations extérieures sous faux drapeau et des opérations de

déstabilisation sur le territoire national…

Mais il y a plus surprenant encore dans les éléments récents livrés par Claude Hermant après son arrestation par la police judiciaire de Lille.

Les liens entre Claude Hermant et les services de Gendarmerie.

Selon La Voix du Nord, le juge d'instruction chargé de l'affaire serait en possession de nombreux emails échangés entre la gendarmerie et Claude Hermant. Ces courriers dénoteraient une proximité entre le prévenu et les services de police, comme en témoigne cet extrait : « Salut Claude, nous avons vu avec notre hiérarchie… Nous sommes partant(s) pour les deux dossiers que tu nous as présentés (armes-Charleroi…)… »

La question que pose cette correspondance est donc de savoir si Claude Hermant agissait en coordination avec la gendarmerie en tant qu'informateur où s'il s'agissait d'une pleine coopération qui impliquerait que Claude Hermant était missionné.

Dans ce dernier cas, la fourniture d'armes à la cellule terroriste ayant perpétré les attentats du mois de janvier à Paris se situerait-elle alors dans le cadre d'une opération de type Gladio ? Toujours selon La Voix du Nord, Claude Hermant aurait déclaré dans les couloirs du palais de justice, qu'il ne serait pas « le prochain Marc Fievet ». Il s'agit ici d'une allusion à un inspecteur des douanes français, infiltré sur ordre de sa hiérarchie dans un des plus importants réseaux de narco trafiquants à la fin des années 80, puis lâché par cette dernière suite à son arrestation par la police canadienne.

La référence de Claude Hermant au cas de Marc Fievet semble indiquer que ce dernier se considérait comme mandaté par les services de la gendarmerie et agissait en leur nom.

Si la connexion entre le réseau de Claude Hermant et Amedy Coulibaly est confirmée par la justice française, les répercussions de cette affaire et ses implications troublantes, vont-elles sceller le sort de la narrative déployée jusqu'à maintenant par le pouvoir exécutif français et rendre l'hypothèse d'un attentat sous faux drapeau plausible ? On peut douter que les investigations vont se poursuivre en toute transparence et sans pressions politiques. Pour l'instant dans les « grands médias » – inféodés au pouvoir politique et embrigadés dans la « guerre au terrorisme » – la couverture de cette affaire est quasiment inexistante.

Seconde partie. Le règne de la terreur comme seule gouvernance possible de nos jours ou dorénavant.

- Créer un état psychologique propice pour imposer une politique répressive ?

Quel pourrait être l'objectif politique de ce type d'opération ?

Tout d'abord terroriser la population, c'est à dire créer un état psychologique de stress de type post-traumatique – tel qu'il a été documenté par exemple par la journaliste Naomi Klein dans son ouvrage « la stratégie du choc » – favorable à la manipulation psychologique des foules, dans le but d'imposer des lois et des régimes d'exception qui n'auraient jamais pu voir le jour en temps ordinaire du fait de la mobilisation de l'opinion publique.

N'est-ce pas exactement ce qui s'est passé en France suite aux attaques du 7 janvier ? Appelant à manifester pour défendre « la liberté d'expression », qui aurait été prise pour cible par le « terrorisme islamique », quatre jours plus tard, le gouvernement a réussi à mobiliser près de 4 millions de Français dans les rues du pays. Le climat psychologique dans lequel se sont déroulées ces manifestations, et qui a perduré les mois suivants, était un climat de guerre.

Par la suite, des enfants ayant refusé d'observer une minute de silence en mémoire des victimes des attentats furent convoqués au commissariat, et toutes les expressions critiques face à la mobilisation nationale furent criminalisées. Le parquet avait notamment reçu des consignes très strictes. Selon le vice-procureur de Valencienne « toute personne ayant fait l'apologie du terrorisme sera immédiatement placée en garde à vue, fera l'objet d'une comparution immédiate et de réquisitions lourdes de peine de prison ferme avec mandat de dépôt. »

Le pouvoir politique a ensuite profité de l'embrigadement massif de la population et du climat de terreur pour instaurer une politique de « guerre au terrorisme » sur le modèle américain post 11 septembre, caractérisée par l'imposition d'un régime sécuritaire et coercitif sur le plan intérieur. Et la multiplication des expéditions armées néocoloniales à l'étranger.

A cet effet, la loi sur le renseignement, qui se présente comme un « Patriot Act à la française »- instaurant un système d'interception massif et automatisé des données de communication électroniques et l'instauration d'un cadre légal de surveillance généralisé des populations - a été adoptée à une écrasante majorité par le parlement français, tout en bénéficiant de l'approbation de l'opinion publique, prête à renoncer à une partie de ses libertés.

A l'extérieur, l'armée française est actuellement engagée, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, en Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso (opération Barkhane), en Irak (opération Chammal), dans l'océan indien, et de manière officieuse en Syrie, notamment par le soutien opérationnel apporté aux djihadistes opposés au gouvernement de Bachar-al-Assad. Arrêt sur Info 09.05

C'est beau tout de même la dialectique, non ? Il suffit de suivre le fil et de remonter jusqu'à la source, trop fastoche.

Faites tomber les masques. La gauche était de droite et la gauche de la gauche aussi, qui l'aurait cru ?

- Le gouvernement Syriza soutient la «guerre contre le terrorisme» pour détourner l'opposition à l'austérité - mondialisation.ca 11.05

Extraits. Le gouvernement grec dirigé par Syriza approuve la « guerre » des Etats-Unis « contre le terrorisme » et fait la promotion du militarisme afin de détourner l'opposition sociale montante à sa politique d'austérité radicale.

Lors d'une conférence sur la défense et la sécurité organisée par la Chambre de Commerce gréco-américaine à Athènes mardi dernier, le ministre de la Défense (Syriza) et le chef du parti d'extrême droite Grecs indépendants (ANEL), Panos Kammenos, ont déclaré que la Grèce permettrait à l'OTAN d'utiliser ses bases militaires pour ses guerres au Moyen-Orient.

Kammenos a dit, « La Grèce est prête à prendre cette initiative dans le secteur sud de l'OTAN. » Il a ajouté que la Grèce permettrait l'utilisation de ses « installations, [ses] forces armées et grandes bases dans la région de la Mer Égée méridionale, afin d'aider les forces de l'alliance dans la guerre contre le terrorisme. »

Les commentaires de Kammenos mettent en évidence le caractère réactionnaire du gouvernement dirigé par Syriza.

A présent, la politique d'austérité de Syriza s'accompagne d'un soutien aux guerres réactionnaires des États-Unis et de leurs alliés européens au Moyen-Orient.

Avant la campagne électorale, lors de ses réunions avec les responsables des principaux pays impérialistes, Tsipras a maintes fois clairement dit que Syriza ne mettrait pas en péril la politique de l'OTAN s'il était élu.

Durant sa visite à Washington en 2013 pour des réunions au groupe de réflexion de l'Institut Brookings, le New York Times avait publié un article intitulé: « Seul SYRIZA peut sauver la Grèce. » L'article, signé par le futur ministre grec des Finances Yanis Varoufakis, promettait la loyauté de Syriza à l'OTAN et à l'impérialisme américain. Si Syriza arrivait au pouvoir, disait-il, « rien de vital ne changera pour les États-Unis. Syriza n'a pas l'intention de quitter l'OTAN ou de fermer les bases militaires américaines. »

Le Times avait également loué la proposition de Syriza de restructurer la dette grecque comme une bonne chose pour les créanciers de la Grèce... (...)

Le gouvernement dirigé par Syriza signale qu'il prend une attitude militaire plus agressive au moment où il planifie les mesures d'austérité radicales exigées par la troïka...

Sans aucun débat public, Syriza trouve l'argent pour payer ses créanciers en privant systématiquement de finances l'infrastructure sociale essentielle. mondialisation.ca 09.05

Syriza adopte les mêmes méthodes que la Nouvelle Démocratie et le Pasok pour gouverner, normal.

ACTUALITE EN TITRES

A Doha, Riad, Istanbul, Tel-Aviv, Washington ?

- Hollande assure qu'il évoquera les droits de l'homme à Cuba - LeFigaro.fr

Chasse à l'homme.

- Plus de 300 djihadistes, en Syrie ou sur le retour, recherchés - Reuters

Intox

- Valls s'oppose aux suppressions de postes chez Renault Trucks : "Il faut trouver une autre solution" - Francetv info

- En visite à Cuba, Hollande vit "un moment d'histoire" avec Fidel Castro - AFP

- Egalité hommes-femmes : la polémique en trois actes - Francetv info

- François Molins : «La menace terroriste ne cesse de croître» - LeFigaro.fr

La République des banquiers.

- Les banques françaises emploient plus de 250 millionnaires - LePoint.fr

Les Échos révèlent que BNP Paribas, la Société générale et Natixis emploient à elles seules 277 banquiers ayant touché l'année dernière plus d'un million d'euros en fixe et variable. Un chiffre en nette hausse par rapport à 2013, où ils n'étaient "que" 177 à avoir empoché plus d'un million d'euros, selon l'Autorité bancaire européenne.

Le quotidien économique, qui se base sur les données que Bruxelles force pour la première fois les groupes bancaires à publier, précise qu'ils sont 149 à BNP Paribas, 109 à la Société générale et 19 chez Natixis, les trois groupes étant pour le moment les seuls en France à avoir communiqué les éléments demandés par Bruxelles. LePoint.fr 11.05

Etat policier et mafieux.

- Les caméras surveillent les automobilistes - Francetv info

- Mesures pour la sécurité routière : "C'est un peu du racket" - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- Yémen : l'écrasement au sol d'un chasseur de la coalition, à Saada, confirmé - french.irib.ir

Les sources militaires et médiatiques ont confirmé l'écrasement su sol d'un chasseur marocain de la coalition anti-yéménite, dirigée par l'Arabie saoudite, et d'ajouter que cet avion de chasse s'est écrasé, dans la province de Saada. Selon la chaîne libanaise Al-Mayadeen, la DCA yéménite a frappé un avion de chasse de la coalition saoudienne, au-dessus de la région de Wadi Nashour, dans la province yéménite de Saada, et l'a abattu.

Les sources militaires bien informées yéménites ont confirmé l'écrasement au sol d'un chasseur F-16, à Saada, tandis que l'armée marocaine avait annoncé, précédemment, qu'un F-16 participant à la coalition anti-yéménite saoudienne avait disparu. Dans un communiqué, l'armée marocaine a annoncé, lundi, tôt, dans la matinée, la nouvelle de la disparition de ce chasseur, ajoutant que cela s'est produit, dimanche, à 18h, heure locale. french.irib.ir 11.05

1.2- Yémen: Al-Setin à Taez nettoyé des terroristes - french.irib.ir

L'armée yéménite a nettoyé la région d'Al-Setin et les collines d'alentours de la ville de Taez, dans le sud-ouest du Yémen de la présence des terroristes d'Al-Qaïda. Appuyée par les forces d'Ansarallah et des comités populaires, l'armée yéménite a nettoyé lundi d'Al-Setin de Taez de la présence des terroristes d'Al-Qaïda. La région et la route d'Al-Setin constituent l'une des plus importantes zones de communication au Yémen, reliant les provinces de Taez, Ibb et al Hudaydah, dans l'ouest et le sud-ouest du Yémen aux provinces du sud du Yémen. Les terroristes d'Al-Qaïda se sont enfuis, en laissant leurs armes et équipements.

Les sources médicales yéménites ont par ailleurs annoncé qu'une vingtaine de personnes ont été tuées et plus de 150 autres blessées à la suite des explosions causées par deux raids aériens de l'Arabie et de leurs alliés contre un dépôt de munitions près de Sanaa, la capitale. french.irib.ir 12.05

2- Irak

- Irak : libération totale de la province de Salaheddinfrench.irib.ir

Des sources sécuritaires en Irak font état de la libération totale de la province de Salaheddin, dans le nord du pays, de l'emprise des terroristes takfiris de Daesh.

Le secrétaire général de l'Organisation Badr, et commandant des forces populaires, Hadi al-Ameri a déclaré mardi au journaliste de la chaîne Al-Manar, que les forces irakiennes poursuivent leur progression et ont repoussé entièrement les terroristes de Daesh de la province de Salaheddin. De nombreux membres de Daesh ont été tués lors de ces opérations.

Par ailleurs, Hadi Al-Ameri a évoqué aussi la libération du champ pétrolier d'Ajil après un lourd combat contre les terroristes de Daech, pendant lequel 73 terroristes ont été tués et des dizaines d'autres blessés.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Afrique du Sud

- Soweto se soulève contre l'électricité chère - euronews.com

En Afrique du Sud, la hausse des prix de l'électricité par l'entreprise d'Etat Eskom met le feu aux poudres à l'approche de l'hiver à Soweto. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté leur colère dans le township de la banlieue de Johannesburg. Aux pneus incendiés et jets de pierre, la police a répondu par des tirs de balles en caoutchouc.

De son côté, Eskom se plaint de l'accumulation des factures impayées. Elles atteignent quatre milliards de rands (295 millions d'euros) pour la commune de Soweto qui compte le 1,5 million d'habitants. euronews.com 06.05

Haut de page

Le 13 mai 2015

CAUSERIE

Rien de plus à ajouter.

ACTUALITÉ DU JOUR

Mélenchon. Plus populiste que moi, tu meurs !

- Mélenchon félicite Philippot «de nous avoir débarrassés» du «vieux fasciste» - 20minutes.fr

L'eurodéputé Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a félicité mardi le vice-président du FN Florian Philippot de «nous avoir débarrassé» du «vieux fasciste» qu'est à ses yeux Jean-Marie Le Pen.

Le bras droit de Marine Le Pen «est quelqu'un d'assez habile, mais dont le bobard finira par éclater», a poursuivi Jean-Luc Mélenchon. «Il ne suffit pas de pomper mes discours», pour «finir par passer pour quelqu'un d'honnête politiquement». 20minutes.fr 12.05

Parfois on a écrit que les Mélenchon, Laurent et Cie. n'en avaient strictement rien à foutre des travailleurs, quelle horreur ou infâme calomnie ! Propos sans doute jugé exagéré par certains, outrancier (comme d'habitude) par d'autres, ou encore contre-productif ou opportuniste, et pourtant ils s'emploient à le démontrer eux-mêmes en rabaissant ici l'idéologie qu'incarne le vice-président du FN au rang de simple "bobard", comme s'il n'était pas lui aussi un misérable "fasciste".

Apparemment, pour notre charlatan Florian Philippot serait plus respectable que J-M. Le Pen, à croire que lui aussi tient à normaliser l'extrême droite après en avoir dit tout le mal du monde à la manière des médias ou des partis de l'ordre UMP et PS, selon l'agenda du gouvernement ou des institutions ou les besoins du moment de la classe dominante, ce qui montre à quel point sa propagande peu s'ancrer profondément dans le cerveau de dirigeants de partis dits (à tort) de gauche et qu'ils en subissent en permanence l'influence pour en réalité incarner les mêmes intérêts.

En quelque sorte c'est ce qui les trahit, sans même qu'ils s'en aperçoivent semble-t-il, peut-être inconsciemment parce qu'ils sont trop imbus de leur petite personne pour qu'on leur reproche, ce qui témoigne du peu de considération qu'ils peuvent avoir pour leurs adhérent et des rapports épouvables qui existent dans leurs partis ou tout simplement parce qu'ils s'en foutent, ils assument être des opportunistes, tout comme les dirigeants du PS qui assument être des réactionnaires sur toute la ligne.

En fait, ils empruntent la même pente que celle empruntée par les dirigeants du PS dictée par la crise du régime, qui les a conduits à monter au créneau ou à se découvrir complètement pour voler à son secours, pour qu'on s'aperçoive que finalement leur appartenance à la gauche était une pure escroquerie politique.

Demain monsieur Mélenchon découvrira qu'il y avait des gens très bien au FN, à l'UMP ou à l'UDI, pourquoi pas puiqu'il l'a toujours pensé du PS alors qu'il était un parti pourri jusqu'à la moelle qui n'avait rien à envier aux autres partis en la matière. Serait-il influencé par le Crif ? On est en droit de se poser la question puisque pour nous il n'existe aucune différence entre les Le Pen père et fille.

Une fois qu'on a rompu avec le socialisme, on est condamné à l'aventurisme ou à épouser les thèses de la réaction, à rejoindre son camp, c'est infaillible, la preuve. Mélenchon ne nous démentira pas après avoir affirmé que Philippot pompait ses discours, ce qui serait impossible avec le nôtre dans la mesure où nous ne laissons rien passer, tout en situant notre combat politique dans la perspective du renversement du régime en place et la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière, objectifs que ne peuvent partager ni Philippot ni Mélenchon.

Nous ne partageons aucune position avec l'extrême droite ni de près ni de loin contrairement à Mélenchon. Par exemple sur l'UE, ils ont en apparence et en apparence seulement des positions contradictoires, Mélenchon n'entendant pas rompre avec l'UE, tandis que Le Pen tient un double discours que cette question, peu importe puisque en dernière analyse la politique de l'un et l'autre s'inscrit dans le cadre de la pérennité du régime capitaliste. C'est ce qu'ils ont en commun qui rend possible la comparaison ou le rapprochement que font les médias, l'UMP et parfois le PS, entre le FN et le FdG, sans que cela soit forcément une calomnie.

L'illusion qui permet de les distinguer repose sur leurs étiquettes, leurs masques ou la manière tout aussi hypocrite de se présenter devant les travailleurs, supercherie qu'ils partagent, ainsi que bon nombre de contradictions qui remplissent leurs discours et dont ils ne peuvent se départir sans se démasquer, d'où l'impuissance des arguments du FdG contre le FN, les propos radicaux de Mélenchon ne servent qu'à faire illusion ou masquer cette réalité.

Plus le gouvernement est à droite...

Comment obtenir les réponses souhaitées à un sondage, en conditionnant en amont la population, en triant sur le volet les personnes interrogées, en leur suggérant enfin les "bonnes" réponses.

On a imaginé le questionnaire suivant pour n'avoir pas pu accéder à celui d'Ipsos :

- Pensez-vous qu'il faudrait un vrai chef à la France pour défendre ses intérêts dans le monde ? Assurément, c'est indispensable, aucune nation ne peut s'en passer.

- Pensez-vous que les auteurs d'actes barbares ou monstrueux mériteraient la peine de mort ? Assurément, plutôt deux fois qu'une, ils sont irrécupérables.

- Pensez-vous que la société évolue vers trop d'assistanat ? Cette question figurait comme telle dans ce sondage. Assurément, il y a des centaines de milliers d'offres d'emplois qui ne sont pas satisfaits, ce qui prouve que les chômeurs ne veulent pas travailler, ce sont des fainéants et des profiteurs.

- Pensez-vous qu'il y aurait trop d'étrangers en France? Assurément, ils deviennent envahissants, on en entend parler du matin au soir et cela devient insupportable.

- Les Français, séduits par les idées de droite - Francetv info

La France pencherait à droite. Les Français seraient en effet de plus en plus sensibles aux valeurs véhiculées par les partis de droite.

La France glisserait à droite. Les sondages d'opinion sont clairs : les Français seraient de plus en plus séduits par les valeurs véhiculées par la droite. Une étude de l'institut Ipsos confirme en effet cette idée. "52% des Français sont d'accord pour rétablir la peine de mort, c'est un chiffre en augmentation par rapport à l'an dernier", commente le journaliste de France 2, Guillaume Daret. Autre chiffre avancé par le journaliste : "85% pensent qu'il faut un vrai chef pour remettre de l'ordre en France, une idée qui gagne du terrain y compris à gauche. Plus 16 points parmi les sympathisants du parti socialiste".

Les chômeurs sont aussi visés par l'étude. Les Français sont 56% à penser que ces derniers pourraient trouver du travail si ils le voulaient vraiment. Autre idée qui souligne le glissement à droite de la population : le cas épineux des prestations sociales, régulièrement remises en cause par les partis de droite. "Deux tiers des sondés (69%) estiment que la société française évolue vers trop d'assistanat". Le dernier point de l'étude porte lui sur l'immigration. "Pour 67% des Français, il y a trop d'étrangers en France. C'est un chiffre important, mais attention il est stable et ne progresse plus depuis plusieurs années", conclut Guillaume Daret. Francetv info 12.05

Des poivrots en plus !

- Alcool : les Français parmi les plus gros buveurs selon l'OCDE - euronews.com

Quelle horreur ces Français, ils ont vraiment toutes les tares ! C'est ce qu'ils veulent inculquer à la population, qui mérite son triste sort en somme.

Personnellement je ne suis pas concerné, à part mon petit cocktail du soir, deux doigts de vodka ou de whisky, je bois de la flotte agrémentée d'un sirop d'orange ou de raison fait maison, économie oblige. Une bière deux ou trois fois par mois, du pinard aux grandes occasions trois fois par an, trop cher, je n'ai plus les moyens.

Cela ne me manque pas parce que je n'ai jamais beaucoup picolé, mes parents étaient à la flotte et j'ai pris le pli, c'est très bien ainsi. C'est pour cela que je ne suis pas un vieux con aigri. C'est quand il faut se priver sur la bouffe que cela ne passe pas très bien, mais bon, dans ce cas-là on s'adapte, on fait preuve d'imagination pour rester en bonne santé, l'essentiel. Et puis je bouffe de moins en moins, indien presque exclusivement. C'est moi qui prépare tous les repas, Selvi bosse et n'a pas le temps. C'est elle en revanche qui prépare les sirops, confitures et le fromage.

Depuis 15 mois que nous vivons ensemble nous ne sommes jamais allés au restaurant, cela ne lui dit rien et moi je m'en tape complètement, on mange mieux chez nous, toujours frais ou réchauffé, pas de boîtes. C'est moi aussi qui me tape les courses et le marché, normal je ne bosse pas. Franchement, les femmes rêvent d'avoir un tel compagnon, attentionné, qui fait tout pour vous rendre la vie plus supportable ou agréable, n'est-ce pas ? Ne vous marrez pas, j'en connais qui pensent le contraire au point d'en conclure que quoi qu'on fasse elles ne seront jamais satisfaites, mais bon, chacun a le droit de faire son propre malheur, du moment qu'une y trouve son compte et moi avec, on s'estimera heureux ainsi et nous le sommes.

En complément : Salauds de parents !

- Le Parlement veut renforcer la protection de l'enfant - Reuters

En saccageant l'Education nationale, en pourrissant un peu plus chaque jour l'existence de parents qui n'en peuvent plus ? C'est le régime et ses représentants qui sont responsables de la violence dont sont vctimes les enfants de la part de leurs parents.

La tournée, c'est pour le représentant des négriers.

- "Réparation, restitution" scandent des Haïtiens en colère à l'arrivée de Hollande à Port-au-Prince - Francetv info

Prenant au mot le président français, en visite officielle, des dizaines de manifestants, brandissant des pancartes "Hollande, l'argent oui, la morale non", se sont réunis à Port-au-Prince.

Les protestataires, scandant des slogans comme "réparation, restitution" et portant l'effigie de Toussaint Louverture, héros de l'indépendance haïtienne, se sont placés aux abords de la place du Champ-de-Mars, où le président français et son homologue haïtien, Michel Martelly, devaient prononcer leurs discours.

Au XIXe siècle, Haïti, première république noire de l'histoire, a dû, pour obtenir son indépendance, payer des indemnités aux anciens colons français pour compenser leur perte de revenus. Une somme estimée aujourd'hui à 17 milliards d'euros que beaucoup d'Haïtiens voudraient récupérer. La déclaration de François Hollande parlant, quelques jours plus tôt, de dette a donné un regain de vigueur à cette revendication. Francetv info 12.05

Etats-Unis. Meurtre ordinaire et impunité.

Grille de lecture.

- Un policier blanc abat un jeune noire sans arme chez lui de sept balles tirées à bout portant, le procureur décrète que l'attitude du policier a été "légitime".

- Etats-Unis: pas de poursuites contre un policier ayant tué un jeune Noir dans le Wisconsin - AFP

Un policier blanc qui avait tué par balles en mars un Noir de 19 ans non armé à Madison, dans le Wisconsin (nord des Etats-Unis), a agi en légitime défense et ne sera pas poursuivi en justice, ont indiqué mardi les autorités judiciaires.

L'un des témoins a précisé que le jeune homme était sous l'effet de plusieurs substances, ce qui a été confirmé par les analyses toxicologiques, a rapporté le procureur. Le policier « a craint pour sa propre sécurité, celle d'autrui aussi, et pour la sécurité de Tony Robinson ».

Il aurait eu comportement violent, menaçant et agressif de Tony Robinson dans la rue, contre des véhicules, des passants et des amis.

L'officier a pénétré dans l'appartement où le jeune homme avait terminé sa « folle » expédition après avoir entendu des bruits, en particulier des « cris incohérents ». Matt Kenny est resté environ 20 secondes à l'intérieur, a tiré sept coups à bout portant, en trois secondes et en trois salves. La victime a été atteinte à sept reprises, de face, a précisé Ismael Ozanne, procureur du comté de Dane, lors d'une conférence de presse. AFP 12.05

ACTUALITE EN TITRES

Leur société dégénérée.

- Les beuveries express en progression inquiétante chez les jeunes Occidentaux - AFP

- Prostitution: La proposition de loi socialiste de retour à l'Assemblée le 12 juin - 20minutes.fr

- Calais: Des migrants tabassés par des CRS - 20minutes.fr

Sinon cela servirait à quoi d'amasser tant de fric ?

- "Les femmes d'Alger", un tableau à la valeur explosive - Francetv info

Le montant est un record. 160 millions d'euros, c'est le prix d'un tableau du peintre Pablo Picasso vendu lundi 11 mai lors d'une vente aux enchères à New York. Francetv info 12.05

Stratégie du chaos et de la guerre

- Violents affrontements au Soudan du Sud: viols, enlèvements et incendies (ONU) - AFP

- Burundi : les manifestations contre un 3e mandat présidentiel font une vingtaine de morts en 17 jours - Francetv info

- Le Sud-Est asiatique prié de secourir des milliers de migrants en perdition - AFP

- Yémen: 69 morts dans l'explosion d'un dépôt d'armes visé par des raids - AFP

- Deux ministres macédoniens démissionnent après les affrontements meurtriers de ce week-end - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie/Idlib : 12 officiers israéliens et turcs tués - french.irib.ir

La chaîne d'information syrienne, Al-Khabariya, a annoncé que 12 officiers turcs et israéliens ont été tués, dans une embuscade tendue par l'armée régulière syrienne. french.irib.ir 12.05

2- Yémen

- Yémen : nécessité de l'instauration d'une trêve, en raison de la dégradation de la situation humanitaire - french.irib.ir

17 organisations des droits de l'Homme opérant au Yémen ont émis un communiqué conjoint, stigmatisant le bombardement de la province de Saada par les chasseurs saoudiens. Ces instances n'ont pas manqué de réclamer la cessation immédiate des attaques contre le Yémen.

Selon l'Agence de presse Saba, 17 organisations des droits de l'Homme yéménites ont émis, ce mardi, un communiqué, pour condamner, vigoureusement, les frappes des chasseurs-bombardiers des Al-e Saoud contre diverses régions yéménites, dont la province de Saada. «La situation humanitaire se détériore, de jour en jour, au Yémen ; c'est pour cette même raison que nous réclamons l'instauration immédiate d'une trêve, dans ce pays», lit-on, dans ce communiqué, qui a, ensuite, précisé : «Les avions de chasse saoudiens visent, sans distinction, les zones résidentielles et les infrastructures yéménites». french.irib.ir 12.05

Haut de page

Le 15 mai 2015

CAUSERIE

On ajoutera une trentaine d'articles demain matin.

A partir de demain je vais apprendre à Selvi à lire et à écrire le tamoul. Je lui ai demandé pourquoi elle n'avait jamais appris, elle m'a répondu qu'elle n'avait jamais trouvé le temps entre son boulot à l'extérieur, puis chez elle et les gosses.

Elle est enthousiaste comme une enfant. Cela lui fera un complexe de moins, quant à la couleur de sa peau, on n'y peut rien et il serait tant qu'elle fasse avec ! Elle ne porte que des saris et c'est très bien ainsi, il n'y a pas plus gracieux.

On aime les femmes quand elles assument leur féminité, on déteste quand elles singent les hommes. Vaut mieux une femme bien dans sa peau, car c'est ainsi qu'elle est l'égal de l'homme. Les féministes en sont incapables, elles (ou ils) se trimballent trop de complexes qui les rendent arrogeantes et frigides. Ce n'est pas le comportement des hommes qu'elles ne supportent pas mais le leur. Etre l'égal de l'homme ne signifie pas qu'ils seraient semblables...

Le mot du jour : Ouf !

Une imposture peut en cacher une autre. Bush et Obama doivent bien se marrer.

Après que Bush puis Obama ont fait croire au monde entier que Ben Laden était encore vivant 10 ans après sa mort, en 2011 le président américain décidait de lancer une opération commando au Pakistan pour le liquider.

La polémique aujourd'hui ne porte pas sur la date de sa mort, mais sur le déroulement de cette opération et l'implication de l'armée pakistanaise en amont, qui aurait livré Ben Laden aux Américains en échange de subventions et de matériel militaire.

On a envie de dire ouf !

On retrouve une imposture similaire à propos du 11 septembre 2001 selon laquelle un rapport mettrait en cause l'Arabie saoudite dans la préparation des attentats, alors que chacun sait qu'Al-Qaïda n'y a pas participé et ne pouvait pas les perpétrer, puisque c'est une branche du Pentagone, de la CIA et du Mossad qui s'en était chargé.

Dans les deux affaires l'essentiel a été sauvegardé en légitimant les versions officielles auxquelles ne croient plus 8 Américains sur 10 s'agissant du 11/9.

On se demande bien pourquoi Obama serait ennuyé par la révélation qu'il aurait ordonné l'assassinat de Ben Laden ou plutôt celui qui avait pris sa place, tandis que chaque semaine il programme des meutres par drone au Pakistan et au Yémen ou encore en Irak dont les victimes pour la plupart sont des civils innocents.

Ce qui dérange Obama qui a réagi immédiatement et violemment, c'est que Seymour Hersh a sorti une version de la traque et de la mort de Ben Laden qui contredit celle de l'administration américaine, autrement dit elle aurait produit un nombre considérable de mensonges sur des points essentiels, de telle sorte que chaque Américain est en droit de se demander sur quoi elle n'aurait pas menti, portant un coup terrible à la crédibilité du gouvernement déjà très atteinte.

Affaibli sur la scène internationale pour être incapable de venir à bout de la résistance des peuples au Moyen-Orient et en partie en Ukraine, Obama se retrouve (encore plus) affaibli aux Etats-Unis.

Nous ne mettrons pas en ligne ces articles qui reprennent tous les mêmes éléments bourrés de contradictions, en gros tout le monde savait où se serait trouvé Ben Laden, sauf les Américains et les habitants du quartier où il aurait logé pendant 5 longues années. Nous, nous avons reproduit le témoignage fait à une télévision américaine d'une des deux commando du Navy Seals qui a mitraillé l'homme qui était censé être Ben Laden et qui a déclaré que bien qu'il connaissait sa physionomie, il était absolument certain que l'homme sur lequel il a tiré n'était pas Ben Laden. On a fourni aussi d'autres témoignages validant la thèse qu'il était mort le 3 ou le 9 décembre 2001, je ne sais plus au juste, tous ces éléments (articles et vidéos) figurent dans notre site.

Une des contradictions de Hersh. Il s'agit de la même source :

- Selon le responsable américain à la retraite interrogé par Hersh, l'Arabie saoudite payait les frais du séjour de Ben Laden à Abbottabad et craignait que si le gouvernement américain découvrait qu'il était détenu par l'ISI, il obligerait Ben Laden à donner des détails sur le soutien de la monarchie saoudienne à Al-Quaïda.

Et plus loin :

- La source de Hersh est absolument claire: dès le début, l'intention de l'administration Obama était de tuer Ben Laden et cela a été soutenu avec enthousiasme par tous les intéressés, Pakistanais et Saoudiens, pour la bonne raison que « les morts ne parlent pas. »

Les Saoudiens connaissaient les intentions d'Obama de tuer Ben Laden, et en même temps ils craignaient qu'il le fasse parler.

Extraits de trois articles.

1- Seymour Hersh démasque les mensonges officiels sur le meurtre de Ben Laden - Niles Williamson - Mondialisation.ca 13 mai 2015

- Près de quatre ans après le raid des forces spéciales américaines ayant abouti à l'assassinat d'Oussama Ben Laden, un extraordinaire article de révélation politique du journaliste d'investigation et lauréat du prix Pulitzer Seymour Hersh, publié dimanche dans la London Review of Books, a enlevé le masque au récit officiel qu'en avait donné le gouvernement américain.

2- Seymour Hersh dénonce les mensonges américains concernant la mort de Ben Laden - RT (Russia Today) et Seymour M. Hersh

- Le célèbre journaliste d'investigation Seymour Hersha publié un article retentissant dans la London Review of Books où il révèle que la version américaine de la mort de Ben Laden diffère de ce qui s'est passé en réalité.

Le point clé de son article est que l'opération n'a pas été menée en solo par les Etats-Unis. Ce n'était pas une opération américaine secrète et risquée mais une une opération conjointe des unités de reconnaissance américaines et pakistanaises.

3- L'Assassinat d'Oussama ben Laden (London Review of Books) - (1/4) - Seymour Hersh - legrandsoir.info 12.05

- Quatre ans se sont écoulés depuis qu'un groupe de Navy Seals américains a assassiné Oussama ben Laden lors d'un raid de nuit sur une grande maison d'Abbottabad au Pakistan. Le meurtre a été le point culminant du premier mandat d'Obama, et un facteur déterminant de sa réélection. La Maison Blanche maintient toujours que la mission était une affaire entièrement américaine et que les généraux de l'armée pakistanaise et de l'Inter-Services Intelligence agency (ISI) n'étaient pas informés à l'avance du raid. C'est faux, tout comme plusieurs autres éléments de la version de l'administration Obama.

Nouvelle fabrication de preuves contre le régime syrien.

Grille de lecture.

- Une ONG américaine créée en 2011, une officine du Département d'Etat en réalité, a noué des relations avec les barbares qui ont mis à feu et à sang la Syrie, afin de récolter des documents impliquant Assad, des militaires et des personnalités syriennes dans des crimes pour les traduire un jour devant la Cour internationale de justice.

Embourbé en Syrie et n'ayant pas réussi à se débarrasser d'Assad, il demeure leur cible prioritaire et en désespoir de cause ils exploitent une autre piste...

Le support, un article du Figaro du 14 mai 2015 : Bachar el-Assad visé par une enquête secrète.

Un groupe d'enquêteurs agissant pour le compte d'une ONG a exfiltré depuis trois ans des documents produits par l'administration syrienne. Ils estiment avoir accumulé assez de preuves sur la répression des opposants pour pouvoir poursuivre le président syrien en justice.

Depuis trois ans, ils mènent l'enquête en toute discrétion. Des agents ont collecté dans la clandestinité des documents produits par le régime syrien. Le quotidien anglais le Guardian révèle qu'ils estiment aujourd'hui avoir accumulé assez de preuves pour trainer Bachar el-Assad, toujours président du pays, et plusieurs membres du régime devant la justice internationale. Ils ont concentré leurs recherches sur le rôle joué par ces derniers dans la répression des opposants politiques depuis le début de la guerre civile qui frappe le pays.

Sur le terrain, les documents ont été récupérés dans des bâtiments officiels, abandonnés suite à la prise de la ville par des groupes rebelles. Ensuite, leur transfert hors du territoire syrien jusqu'à une ville européenne tenue secrète, où siège la CIJA, n'a pas été une chose aisée. Surpris par l'armée, l'un des enquêteurs a été tué, un autre grièvement blessé et plusieurs autres ont été torturés.

L'enquête a été menée par la CIJA sur trois volets différents. Le premier concerne la chaîne de commandement de la répression et nomme directement Bachar el-Assad, son ministre de l'Intérieur Mohammed el-Chaar et Mohammed Said Bekheitan, membre de la direction du parti Baas. Le second cas porte sur le Bureau de la sécurité nationale syrienne, qui comprend les chefs des quatre principales agences de renseignement et de sécurité. Le dernier concerne la commission de défense de la ville de Deir ez-Zor. Vingt-deux autres noms ont été identifiés par la CIJA, qui les ne les a pas rendus publics et les réserve aux gouvernements. lefigaro.fr 14.05

- Dans les archives criminelles de Bachar el-Assad - letemps.ch 20.10.2014

Depuis deux ans, des documents administratifs sont subtilisés par tonnes au régime de Bachar el-Assad. La CIJA coordonne depuis son QG secret en Europe les enquêteurs sur le terrain. Ils risquent leur vie pour accumuler des preuves contre les responsables d'atrocités. Mais, pour l'heure, aucun mécanisme judiciaire n'est sur la table.

La Commission for International Justice and Accountability (CIJA), créée en 2011, ne badine pas avec la discrétion. Financée par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union européenne, la Suisse et quelques autres pays, cette organisation à but non lucratif reconstitue maillon par maillon les chaînes de commandement dans l'entreprise de mort du régime de Bachar el-Assad. Sa mission: monter des dossiers reliant avec un maximum de preuves des responsables jusqu'au plus haut niveau de l'Etat aux atrocités commises sur le terrain. Ainsi charpentés, ils seront transmis clés en main à une instance judiciaire, quelle qu'elle soit, lorsque le cas de la Syrie sera porté devant les tribunaux.

La nécessité de créer la CIJA s'est imposée à Bill Wiley sur un constat d'urgence à l'automne 2011. Ancien militaire de l'armée canadienne, il connaît comme personne les arcanes et les imperfections de la justice internationale. Il a baroudé toute sa carrière à son service, au Rwanda, en Yougoslavie, en Irak, où il était le conseiller légal auprès du tribunal spécial à Bagdad qui a jugé Saddam Hussein en 2006. Il a aussi été le premier enquêteur auprès de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye.

Il est passé dans le privé, lorsqu'en octobre 2011 une capitale occidentale sollicite ses idées sur des projets à mettre en œuvre en lien avec les droits de l'homme en Syrie.

A l'époque, de nombreuses vidéos circulent de démonstrations de liesse de rebelles autour des ruines d'édifices publics – commissariat, centre de détention ou de commandement militaire – qu'ils ont saisis avant de faire main basse sur les armes puis d'y mettre le feu. Sans réaliser qu'ils laissent ainsi partir en fumée des indices potentiellement accablants pour le régime.

L'idée est née: «Il fallait sensibiliser des activistes sur le type de preuves à conserver pour bâtir des actes d'accusation», dit

le Canadien.

Une cinquantaine de militants venus de toute la Syrie passent la frontière pour recevoir une semaine de formation. Début 2012, l'équipe d'enquêteurs, la plupart formés en droit, est opérationnelle.

Elle compte aujourd'hui une vingtaine d'hommes et de femmes, déployés dans les gouvernorats syriens, sous la direction d'Ibrahim (prénom d'emprunt), un avocat originaire du sud du pays. Il exerçait dans un pays du Golfe avant de prendre, dès ses prémices, le parti de la révolution. «J'ai rejoint l'équipe après la formation parce que j'ai pensé que démarrer des enquêtes criminelles, avec le soutien de mentors étrangers, était la chose la plus utile à faire. Tous ceux qui participent et ordonnent des crimes contre les civils devront rendre des comptes», explique l'homme joint dans une zone frontalière de la Syrie par l'entremise d'un traducteur. «Dès que nous entendons que des combattants de l'opposition ont lancé une opération pour prendre le contrôle d'un QG, nous nous rendons sur place pour essayer de protéger les documents. Ils font leur travail. Nous faisons le nôtre», poursuit Ibrahim.

L'équipe n'est en contact qu'avec les rebelles modérés, ceux de l'Armée syrienne libre (ASL) ou d'autres mouvements. Il a fallu prendre le temps de nouer des liens avec eux et de les convaincre de la valeur d'un tel matériel. Le message finit par passer: il y a dix-huit mois, Selim Idriss, alors chef de l'ASL, donne l'ordre à ses troupes de préserver les dossiers administratifs. En se liant à ces opposants, la CIJA s'est privée d'enquêter sur leurs propres crimes: «Nous avons fait un choix pratique: pour obtenir des preuves contre le régime, nous devions collaborer avec l'opposition, dit Bill Wiley. Notre ligne rouge est de ne pas travailler avec ceux qui massacrent des civils. Mais aucun groupe n'a les mains propres en Syrie. Les leaders de l'opposition aussi devront rendre des comptes devant la justice. D'autres devront enquêter sur eux.»

Aux yeux de Mario Carera, collaborateur de la Division sécurité humaine du Département fédéral des affaires étrangères, les activités de la CIJA sont capitales: «La lutte contre l'impunité est une priorité politique pour la Suisse. Les tensions ne pourront pas être dépassées sans qu'une pression soit exercée sur les auteurs de crimes. La recherche de la justice ne peut s'opposer à celle de la paix. Elles vont ensemble.»

Washington aussi soutient l'organisation de Bill Wiley, parmi d'autres qui accumulent informations et preuves dans le conflit syrien. Le Temps a appris qu'une autre entité, dirigée par un ancien agent secret occidental, avait déployé une douzaine d'investigateurs syriens sur les territoires contrôlés par l'EI, pour documenter ses crimes.

Pour en revenir aux documents amassés par la CIJA, «le plus important est qu'ils établissent des liens», insiste Stephen Rapp, ambassadeur chargé du Bureau pour la justice criminelle au Département d'Etat américain. «Ces crimes, dit-il, ne sont pas commis par monsieur et madame Tout-le-monde. Les auteurs sont de hauts responsables, associés au parti Baas ou à des organisations comme celle des chabiha [milices pro-Assad].»

Cet ancien procureur au Tribunal spécial pour la Sierra Leone n'en doute pourtant pas: «Le jour viendra. La question est quand et où. Les dossiers que la CIJA prépare ont déjà commencé de répondre à celle du comment, tout aussi majeure.» letemps.ch 20.10.2014

Le Guardian n'a rien inventé, il a tout pompé sur cet article rédigé quelques mois plus tôt par Le Temps.

Qui finance la Commission for International Justice and Accountability ?

Le Département d'Etat lui verse 500,000 $ par an auxquels s'ajoute la contribution de généreux Etats donateurs européens de l'Otan.

However, the US State Department recently suggested it finds otherwise. It is pulling their $500,000 in yearly support for CIJA (justicehub.org 06.11.2014)

For the past two years, the U.S. State Department has channeled a total of $1 million in funds to the Commission for International Justice and Accountability (CIJA)

The commission — which also receives a total of about $5 million per year from Britain, Denmark, Germany, Norway, and Switzerland — has proven capable of raising enough funding without the need for American support, he said. (foreignpolicy.com 03.11.2014

Au total, la CIJA a donc reçu de ses parrains 7 millions de dollars depuis 2011.

Cette commission travaille à charge contre les autorités de la République arabe syrienne la traitant de la même manière que les mercenaires d'Al-Qaïda, le Front Al-Nosra et l'Emirat islamique occultant le fait qu'elle est victime d'une agression extérieure ou étrangère militaire de la part de ces barbares et qu'elle fait face à une guerre qu'un ennemi lui a déclarée, et qu'elle doit y répondre en utilisant les armes à sa disposition pour sauvegarder sa souveraineté.

Ils reprochent en fait au régime syrien de se défendre et d'employer les moyens auxquels recourt toute nation victime d'une agression ou qui lui a déclaré la guerre qui se traduit forcément par de nombreux morts, y compris parmi la population civle pour s'être trouvée par malheur au moment endroit au mauvais moment indépendamment de sa volonté. Ils font l'impasse sur le fait que l'immense majorité de la population a rejoint les grandes villes pour se mettre sous la protection de l'armée syrienne, tandis que les territoires conquis par les barbares sont faiblement peuplés ou ne concentrent que la minorité qui a décidé de se joindre à ces monstres, lorsqu'elle n'a pas été prise par surprise ou leur sert d'otages ou de boucliers humains.

- There are a number of potential avenues to address the large-scale war crimes and crimes against humanity that are occurring at the hands of Syrian governmental forces, ISIS/ISIL, and other groups. (justsecurity.org 12.11.2014)

Commentaires d'internautes abonnés au Figaro.

Il y avait 34 commentaires à la suite de cet article, j'ai dû en compter seulement deux ou trois qui abondaient dans le sens de cette ONG. Ce qui me fait dire que les "Français" sont peut-être de droite, mais ils sont de plus en plus nombreux à comprendre ce qui se passe réellement et ne l'acceptent pas.

Voilà qui est rassurant pour la suite, non ? Vous n'allez pas devenir aussi pessimiste que Schivardi tout de même (IO n°351) ? Il faut faire preuve de beaucoup de patience et ce n'est pas toujours facile, on est bien d'accord, mais si on admet qu'une partie de la solution à la situation passe par l'élévation du niveau de conscience des masses et qu'on se tourne résolument vers elles, il n'y a pas de quoi se morfondre ou croire que notre combat serait perdu d'avance, la preuve.

Ce facteur est important même s'il n'est pas l'élément déclencheur d'une révolution, car en attendant il pourrit la vie de ceux qui nous gouvernent, cela leur rend la tâche encore plus difficile, et plus ils auront de difficultés à l'assumer, plus ils devront monter au créneau et dévoiler leurs véritables intentions, plus ils se contrediront, ils s'enfonceront jusqu'au jour où la crise politique et du régime éclatera au grand jour. On est en train de réaliser le travail de sape du régime qu'avaient réalisé les bolcheviks pour préparer les masses à la prise du pouvoir. A notre mesure c'est insignifiant, d'accord, mais à qui la faute, on fait notre devoir de militant ouvrier et on n'est pas comptable de l'attitude des autres militants ou partis. Personne n'a voulu m'aider à rendre ce portail encore plus attractif ou à diffuser largement nos idées, je n'y peux rien, à chacun ses responsabilités.

1- "Ce mode de procéder est totalement inadmissible en utilisant des ONG pour faire ces enquêtes on donne raison aux pays, de plus en plus nombreux, qui interdisent les ONG sur leur territoire. Les Russes et les Chinois ont été les premiers à les interdire, on suivi l'Inde, et maintenant des pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Moyen-Orient. En dehors des pays occidentaux ONG devient de plus en plus un synonyme de CIA."

Pas seulement "en dehors", ce sont des agents des régimes en place, ce sont eux ou les multinationales, les banquiers si vous préférez, qui les financent et qui évidemment décident leur orientation politique, leurs thèmes de campagnes, etc.

2- "Le pays qui espionne et écoute la planète entière, les USA pour ne pas les nommer, nous avait fait croire qu'ils avaient assez de preuves de l'implication de la Syrie dans les attaques au gaz.

Le résultat on le connaît..."

Et tout est du même tonneau...

3- "L'article aurait pu nous en dire plus sur la mystérieuse CIJA. Jamais entendu parler."

4- ""Cette ONG, financée par les États-Unis et l'Europe, est composée d'enquêteurs et de juristes qui ont auparavant fait leurs preuves dans les tribunaux pénaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda ainsi qu'à la Cour pénale internationale (CPI)."

Quand tu lis ça tu n'as plus besoin d'aller plus loin..."

Une vitrine du Pentagone...

5- "Comment ces fameux enquêteurs ont-ils réussi à pactiser avec les terroristes islamistes pour les laisser récupérer des documents importants et pourquoi pactiser avec les terroristes islamistes qui égorgent, violent, pillent et menacent notre vie en Europe contre le Président élu de Syrie plutôt que de pactiser avec le président élu d'un Etat de l'Onu pour combattre le terrorisme islamique qui égorge, pille, tue et menace nos vies en Europe? Je ne suis pas d'accord. Je soutiens Bachar."

C'est Assad que les Américains veulent renverser à l'aide des barbares qui se sont emparés d'une partie de la Syrie (et de l'Irak) grâce à leur soutien, alors vous ne voudriez tout de même pas que cette officine du Pentagone enquête sur leurs crimes

monstrueux que les Américains couvrent...

6- "Pourquoi attaquer systématiquement l'un des acteurs nécessaire à la paix?

Quels sont ceux qui ont le mobile ?

La Syrie en guerre civile, quel bonheur pour les marchands d'armes, les ONG, les financeurs de tous bords, les services "spéciaux", et le peuple syrien pleure !"

Parce qu'ils ont décidé que la paix n'était pas propice à la réalisation de leurs objectifs, alors que la guerre et le chaos devait servir à retourner le peuple syrien contre Assad, sauf que c'est l'inverse qui s'est produit.

7- "Qu'est ce qu'un opposant en tant de guerre?

L'Irak et la Libye ne suffisent pas, il faut aussi la Syrie.

On nous dit que cette ONG est financée par les USA et l'Europe, au titre de quoi?

La majorité des rebelles ce sont tournés vers al-Qaida, al-Nosra et l'EI, c'est quoi l'opposition? Ces groupes terroristes? Je leur souhaite, à ces membres de cette ONG, que le conflit perdure, Assad pourrait bien les traîner devant la CJI.

En tous les cas, leur noms figurent en bonne place sur la liste des espions."

Tout à fait, au même titre que les journalistes occidentaux accrédités par les médias institutionnels.

8- "Le Guardian, toujours dans les bons coup, c'est l'Al Jeazira occidental."

En quelque sorte, étiqueté à gauche, de préférence, alors qu'il a adopté l'idéologie néolibéral et sert ses intérêts.

9- Quoi? Assad traiterait mal les prisonniers de Daech et Al Nosra/Qaida qui ont du sang syrien sur les mains!

Ah le vilain... Cette fois il est foutu pour de bon!"

Vous avez raison, cette ONG les protège, ils ont les mêmes parrains...

10- "N'importe qui peut fabriquer et mettre des documents compromettants. Ce ne sont pas des enfants de choeur les espions d'habitude."

Ils accusent le gouvernement syrien de recourir à des moyens utilisés en temps de guerre, comme si la Syrie n'avait pas été agressée, comme s'il n'y avait pas de guerre en Syrie.

11- "C'est vrai de laisser les clés du pays à l'EI c'est beaucoup mieux !"

C'est leur objectif ou le chaos perpétuel...

12- "Si c'est comme les soi-disant "armes de destruction massive" en Irak que les Américains avaient trouvées, c'est pas encore gagné..."

Et pour cause...

13- "Comprendre : un groupe d'enquêteurs agissant pour le compte d'une ONG ! Ces enquêteurs mènent l'enquête en toute discrétion depuis 3 ans ! Le décors est planté ! ONG financée !"

Dis-moi qui te finance, qui te protège, et je te dirai qui tu es...

14- "Pour que le chaos soit encore plus grand dans ce pays ?..."

Tout à fait.

15- "Ils étaient donc du côté des rebelles jihadistes. Je suppose qu'ils ont aussi accumulé beaucoup de documents et images accablants sur les crimes contre l'humanité qu'ils font."

Sans aucun doute !

16- "En l'occurence, "exfiltré" signifie "dérobé". Les exfiltreurs sont les premiers à devoir passer devant un tribunal."

Pour cela faudrait-il encore renverser le régime en place aux Etats-Unis...

17- "Vol et recel de vol."

Des méthodes de barbouzes...

18- "La guerre en Irak a été décidée aussi sur des preuves "irréfutables" qui ont été montrées sur toutes les chaines de TV mondiales. Alors les preuves de cette ONG financée par les Etats Unis..."

Personne n'y croit, bravo, c'était le mot de la fin !

Les sionistes ont fait un voeu, Charlie le millionnaire l'exhausse. La FDJ exulte

Charlie ou la liberté d'expression hors la loi. Dommage qu'elle ait loupé le rendez-vous du 7 janvier.

- « Charlie Hebdo » : Zineb El Rhazoui « scandalisée » de sa mise à pied - lemonde.fr 14.05

Zineb El Rhazoui, journaliste membre de la rédaction de Charlie Hebdo, a reçu, mercredi 13 mai, un courrier de la direction la convoquant à un entretien préalable à un licenciement pour faute grave, a appris Le Monde. Elle est d'ici là mise à pied. (L122.12, c'est le seul que je connaisse par coeur ! - ndlr)

Zineb El Rhazoui dit ne pas comprendre le motif du courrier ni la faute grave évoquée et s'étonne de la méthode « bureaucratique » employée, « sans discussion préalable ». « Je suis choquée et scandalisée qu'une direction qui a bénéficié d'autant de soutien après les attentats de janvier fasse preuve d'aussi peu de soutien envers un de ses salariés, qui est sous pression comme tous dans l'équipe et fait l'objet de menaces. »

Sociologue des religions, franco-marocaine et militante contre l'islamisme et l'intégrisme, Zineb El Rhazoui, a notamment fait l'objet de menaces de mort de la part d'islamistes, mi février. Visant également son mari, ces menaces ont été dénoncées par des sociétés de journalistes. Par ailleurs scénariste de La Vie de Mahomet, dessiné par Charb, Mme El Rhazoui vit depuis sous protection renforcée, à Paris. (Elle est devenue trop encombrante peut-être ? - ndlr)

« Mon mari a perdu son emploi car des djihadistes ont dévoilé son lieu de travail, il a dû quitter le Maroc, je suis menacée, je vis dans des chambres d'amis ou à l'hôtel et la direction envisage de me licencier... Bravo Charlie », ironise Zineb El Rhazoui. (Quel héroïsme ! - ndlr)

Sans préjuger du motif du courrier reçu, Mme El Rhazoui explique qu'elle n'a pas pu travailler normalement depuis les attentats qui ont décimé la rédaction en janvier. « Je ne suis pas la seule. On ne peut pas reprocher aux gens d'aller mal et de ne pas se comporter en bons ouvriers, on vit dans des conditions chaotiques. C'est impossible de faire des reportages sous protection policière... », explique-t-elle.

Avant janvier, Zineb El Rhazoui réalisait pour Charlie Hebdo des reportages en France et à l'étranger, notamment en Afrique, souvent sur les religions. Elle a été recrutée en 2011 pendant les « printemps arabes ». (Un bien mauvais départ ! - ndlr)

Au fond, Mme El Rhazoui s'estime aujourd'hui victime d'une « mesure punitive » pour avoir contesté la direction actuelle de Charlie Hebdo. (Le fric ramoli le cerveau et rend toute compromission plus acceptable, même la moins avouable. - ndlr)

La tribune des journalistes – qui ont créé une association – n'avait pas plu à la direction, qui s'est estimée injustement visée. Un e-mail a été envoyé aux signataires, leur demandant de ne pas émettre de critiques à l'extérieur. (On se croirait au gouvernement ou au PS, dans une entreprise commerciale, j'ai été licencié à plusieurs reprises pour avoir commis cet horrible crime. - ndlr)

Patrick Pelloux, chroniqueur à Charlie, est furieux du courrier envoyé à Zineb El Rhazoui : « On est tous encore en train de gérer l'après-attentat. Convoquer des membres de l'équipe qui sont encore dans des souffrances incroyables, c'est méchant et déloyal. » (Na ! Quel courage !- ndlr)

« Recevoir des prix pour la liberté d'expression et convoquer des journalistes menacés, c'est paradoxal, ajoute-t-il. Et on n'a pas d'explication alors que le journal se veut alternatif et socialement irréprochable... ». (Il est en réalité exactement le contraire, très conventionnel et socialement irrespirable - ndlr)

Un autre journaliste s'indigne du sort réservé à Zineb El Rhazoui, qui est une « grande gueule » mais qui « s'est exposée et mise en danger depuis des années » pour écrire un livre comme celui sur Mahomet avec Charb ou pour ramener des reportages. (Les Américains forment des agents qu'ils manipulent, qui se prennent à leur jeu en faisant preuve de zèle, ensuite lorsqu'ils ne leur sont plus utiles ou pire, ils les liquident. C'est la même chose ici. -ndlr)

« Je suis très surpris d'une décision aussi bête et méchante, mais pas au sens de Hara-Kiri... critique-t-il. La méthode est incroyable pour Charlie. C'est violent. » La réaction de la direction sous-entend qu'il pourrait ne pas s'agir de licencier Zineb El Rhazoui, simplement de la rappeler à l'ordre et à ses devoirs envers le journal. Cette dernière ne décolère pas et estime que « si c'était le cas, on aurait dû discuter... ». lemonde.fr 14.05

Les donneurs d'ordres ou ceux qui en profitent. La direction de Charlie Hebdo soutenu par les sionistes.

Selon la milice sioniste d'extrême droite, LDJ, "*elle faisait partie des plus radicaux envers Israël*", ceci doit expliquer cela.

- Bon débarras : Charlie Hebdo licencie la propalestinienne Zineb El Rhazoui - liguedefensejuive.com

Elle s'emploie à détailler les complexités de ce que sont les « Arabes » en France. Pourtant, c'est sans subtilité aucune qu'elle qualifie Israël « d'État colonialiste et raciste » et le Premier ministre de l'État hébreu de « criminel de guerre ». Antisionisme primaire, chose la mieux partagée dans le monde arabo-musulman.

Zineb El Rhazoui, tire à boulets rouge sur Israël et Benyamin Netanyahou.

Mais, quittant l'analyse en profondeur, reprenant des clichés éculés, Zineb El Rhazoui, en fin de texte assène au récipiendaire de celui-ci : « Moi, je n'ai pas bossé avec Val, et je ne sais pas si comme tu l'as fait, j'aurais été capable d'écouter l'éloge d'Israël, Etat colonial et raciste, à chaque réunion de rédaction pour garder mon job. Moi, c'est bien avec la plume de Charb, l'une des plus pro palestiniennes de la presse française, que je trouve mes affinités. Charb, à cause de ce lynchage auquel tu contribues aussi par la confusion de tes idées, est aujourd'hui menacé par al-Qaïda et vit sous protection policière. De quel côté est la haine alors ? » - ndlr. caractères gras ajoutés -.

Une obsession anti-sioniste, maladie la mieux partagée dans le « monde arabo-musulman », islamistes et progressistes confondus. (Ils partagent avec les nazis la haine des intellectuels, notamment. - ndlr)

Cette journaliste française, d'origine marocaine, est un exemple de plus d'une étrange phobie, d'un étrange rejet, partagé par une très grande partie de ce qu'il faut bien appeler « monde arabo-musulman », par souci de de clarté. Car ce sont à la fois les islamistes et bien des « musulmans modérés », voire athées, trop d'entre eux, d'ailleurs, qui, quelles que soient leurs divergences, parfois mortelles, sont d'accord sur un point : la haine d'Israël, du Sionisme. Obsession virant parfois à l'antisémitisme. liguedefensejuive.com 14.05

Commentaire d'internaute.

1- "Rien de nouveau depuis l'affaire Siné. Les moutons qui bêlent "Je suis Charlie" devraient comprendre que ce faisant ils suivent une ligne fanatiquement opposée à toute liberté d'expression. Ils suivent Manuel Valls et le CRIF, en fait."

2- "C'est un scandale, comment cette journaliste ose-t-elle contester son entretien préalable à un licenciement, on rêve! C'est du pur blasphème contre le jesuischarlisme!"

ACTUALITE EN TITRES

Vassalité permanente.

- La Commission satisfaite des efforts de la France - LePoint.fr

L'Empire contre-attaque.

- L'UE ouvre une enquête antidumping sur l'acier russe et chinois - Reuters

Ceux de Libye, d'Irak, de Syrie, du Yémen que vous assassinez via les barbares que vous armez ? Trop tard !

- Christine Taubira: "Lorsqu'un de nos enfants vacille, nous devons être là pour le rattraper" - AFP

En famille. Qui se ressemblent se rassemblent.

- Réforme du collège: union sacrée des députés PS, écolos et radicaux de gauche - AFP

Il n'y a plus qu'à espérer que la journée de mobilisation du 19 mai soit massivement suivie et pourquoi pas qu'elle continue le 20...

Rappel du 1er février 2015 dans une interview au JDD, Jean-Luc Mélenchon :

- «Le Front de gauche a atteint sa limite : il faut voir bien plus grand. Quand nous, les Verts, les socialistes dissidents, Nouvelle Donne ne votons pas le budget et ne participons pas à la majorité gouvernementale, nous avons le devoir de proposer autre chose aux Français. Nous rassembler est une exigence morale.».

C'est fait derrière Hollande et Valls ! C'est la morale de classe de Mélenchon, on lui laisse volontiers, quelle horreur ! Vous aurez remarqué au passage à quel point il en vient à se siituer sur le même terrain qu'eux, à subir leur influence, jusqu'à se rediculiser.

Aventurier ou charlatan, cela lui va très bien.

Le Parti de gauche réduit à une toute petite organisation.

- 1 700. C'est le nombre de militants qui se sont exprimés en vue du quatrième congrès du Parti de gauche (PG), formation de Jean-Luc Mélenchon, qui se déroulera au mois de juillet. Cette faible participation interroge sur les effectifs réels de son parti au printemps. Officiellement, le nombre d'adhérents du PG s'élevait à 12 118 en mars 2013, lors du congrès de Bordeaux, et à plus de 10 000 en décembre 2014. Liberation.fr 14.05

En complément. Grèce. Le Front de gauche : Vendu !

- La Grèce débloque la procédure de vente du port du Pirée - Reuters

Escroquerie politique. Euphémisme valable pour tous les partis institutionnels et au-delà.

- Les partis politiques méritent rarement leur nom - Slate.fr

Chut, l'ordre établi en dépend ! Oui et non. Comment cela ? Ben oui, en les présentant sous un angle peu avantageux on dégoûte encore un peu plus la population de la politique, on fait tout pour qu'elle s'en détourne et pendant ce temps-là le parti ou la coalition de partis qui est au pouvoir gouverne tranquillement, bon autant que faire se peut.

On n'essaie plus de favoriser un parti plutôt qu'un autre en faisant croire qu'ils seraient différents, cela n'a plus d'importance puisqu'aucune menace ne plane sur le régime, aucun parti ouvrier n'a réussi à prendre la place du PS, on favorise celui qui est le plus apte à incarner nos besoins sans craindre que le PS ne se radicalise à gauche, ils sont tous aussi vendus les uns que les autres.

On joue le jeu pour que l'illusion persiste le plus longtemps possible, car quel que soit le parti au pouvoir il a besoin qu'une base sociale le soutienne pour gouverner, la stabilité du régime en dépend. Comme on soutient à la fois l'UMP et le PS auxquels l'avenir est assuré, ce sont les autres partis qu'on vise pour mieux les marginaliser ou les faire disparaître.

Les perverses.

A chaud et à sec et le petit doigt ne lui suffit pas !

- Najat Vallaud-Belkacem sans peine à la Peep - Liberation.fr

- Vallaud-Belkacem: "nous ne menons pas nos réformes au petit doigt mouillé" - AFP

Cela devient obsène !

- Rachida Dati défouraille contre le clan Sarkozy - Libération.fr

Au pays de la pornographie et de toutes les perversités.

- Les seins d'un Picasso floutés à la télévision américaine - Francetv info

Ah ces républicains... d'extrême droite !

- Les dérapages islamophobes du maire UMP de Venelles - LeMonde.fr

Robert Chardon a déclaré que « la seule solution pour résoudre les problèmes que connaît la France » était d'« interdire le culte musulman en France ». LeMonde.fr 14.05

On pourrait interdire l'UMP ?

Vive l'armée, vive la guerre... chez les autres !

- Grand Format : au cœur des Forces spéciales - Francetv info

Une équipe de France 3 a rencontré le 1er régiment de parachutistes d'infanterie, lors d'un exercice d'entrainement. Francetv info 14.05

Profiteurs, salauds !

- Le contrôle des chômeurs va être étendu à toute la France - Francetv info

Le futur qu'ils nous promettent ou l'esclavage l'avenir de l'homme.

- Washington : une infirmière en activité fête ses 90 ans avec ses collègues - Francetv info

Florence 'SeeSee' Rigney a travaillé 69 ans durant comme infirmière au Tacoma General Hospital de Washington (Etats-Unis).

Beaucoup d'Américains de plus de 65 ans continuent à travailler ou prennent une nouvelle activité parce qu'ils ne disposent pas d'une retraite suffisante pour vivre. Francetv info 14.05

Social

- Loi Macron: le mouvement de grève se poursuit dans les tribunaux de commerce - AFP

- Des enseignants se mettent en grève pour réclamer le pont de l'Ascension - Francetv info

- Insalubrité, encadrement défaillant : l'accablant rapport sur la prison de Strasbourg - LeFigaro.fr

- Suppression de 447 postes à Intermarché- Francetv info

- IBM France taille encore dans ses effectifs : 345 suppressions de postes, sans licenciement - La Tribune

- Chili : une manifestation d'étudiants dégénère, deux morts à Valparaiso - LeMonde.fr

Fort heureusement, c'est bien parce qu'ils ne sont pas égaux qu'ils s'entendent si bien.

- Tâches ménagères : les femmes et les hommes ne sont toujours pas égaux - Francetv info

Par expérience, quelle connerie magistrale ! Quand on se tape les tâches ménagères à la place de madame, c'est se mettre en position de faiblesse, alors elle en profite pour prendre le dessus ou inverser les rôles, autrement dit votre couple devient infernal ou vous devenez le caniche à sa maman, attention leur durée de vie est plus courte que celle d'un homme.

Mais dites-moi, c'est avouer que l'un domine l'autre dans vos rapports ? Effectivement et c'est indispensable pour arriver à un équilibre, ce qui ne signifie pas pour autant qu'on se comporterait en tyran. Ensuite tout dépend pour quoi l'un domine l'autre, pour opprimer quelqu'un à son tour ou profiter individuellement de la situation ce qui est détestable, ou bien pour le bien commun et que chacun puisse s'épanouir librement dans les limites des rapports imposées par la société puisque nous les subissons tous, croire ou prétendre le contraire est une vue de l'esprit ou un leurre.

En principe, ce devrait être celui qui est le plus développé ou conscient qui devrait dominer, dans le cas contraire les deux seraient tirés en arrière ou seraient promis à une régression sans fin. Si celui qui est plus conscient domine ce n'est pas pour piétiner l'autre mais pour l'aider à progresser. L'essentiel est que les deux y trouvent leur compte. On conçoit que dans la réalité les choses se passent rarement de cette manière-là, puisque la conscience à un niveau suffisant fait défaut, ce qui se traduit par des rapports autoritaires et parfois violents.

Chez nous, c'est moi qui me tape la plupart des tâches ménagères parce que je ne travaille pas à l'extérieur, donc je suis à l'aise pour parler de ce sujet, et je n'avais pas agi autrement avec mes deux précédentes épouses. Depuis que je suis gosse j'ai toujours eu à coeur cette notion de service, de partage des corvées, je ne sais pas pourquoi, par esprit de justice, pour faire plaisir tout simplement. Qu'en échange comme je l'ai évoqué plus haut, je n'ai récolté qu'ingratitude, mais cela n'a eu aucun effet sur mon comportement qui n'a pas changé au fil du temps.

Intox

- La rémunération des grands patrons suscite l'émoi des actionnaires et des syndicats - AFP

Tant qu'il ne s'agit pas de remettre en cause leur existence, le régime est sain et sauf...

- Saint-Ouen : le ministre de l'Intérieur veut enrayer le trafic de drogue - Francetv info

- La NSA bientôt privée de la collecte massive de données aux Etats-Unis ? - LeMonde.fr

- Bachar el-Assad visé par une enquête secrète - lefigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre

- L'EI revendique une première attaque au Pakistan : 43 chiites tués à Karachi - AFP

- Burundi: Le numéro 2 des putschistes reconnait l'échec du coup d'Etat - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis - Iran

1.1- La Maison Blanche réagit à l'envoi du navire d'aides humanitaires de l'Iran au Yémen - french.irib.ir

Dans un geste interventionniste, la Maison Blanche a demandé à l'Iran de faire parvenir ses aides au peuple yéménite dans le cadre des mécanismes de l'ONU.

Le porte-parole de la Maison Blanche, Josh Ernest, réagissant à l'envoi du navire d'aides humanitaires de l'Iran au peuple yéménite, a déclaré mardi lors d'une conférence de presse que l'Iran devrait livrer ses aides humanitaires en accord avec les règles de l'ONU. Au sujet de l'escorte du bateau d'aides humanitaires iraniens par les navires militaires et une éventuelle réaction de Washington pour stopper ce bateau, Josh Ernest a affirmé que les Etats-Unis surveillaient attentivement les récents mouvements maritimes de l'Iran vers le Yémen.

Les déclarations du porte-parole de la Maison Blanche interviennent alors que le général Masoud Jazayeri, chef d'Etat-major adjoint des forces interarmes iraniennes a averti mardi que si le bateau d'aides humanitaires iraniens était bloqué dans sa voie vers le Yémen, l'Arabie saoudite et les Etats-Unis devraient s'attendre à un embrasement qui leur serait impossible de maîtriser. Le

bateau d'aides humanitaires du Croissant-Rouge iranien, contenant 2500 tonnes d'aides a quitté lundi le port de Bandar Abbas au sud de l'Iran à destination du Yémen. french.irib.ir 13.05

1.2- Obama promet soutenir les pétromonarchies face à l'Iran - french.irib.ir

Le président américain Barack Obama a promis jeudi un engagement inébranlable pour la sécurité des Etats du Golfe, Washington annonçant un renforcement de sa coopération militaire avec ses alliés arabes face à l'influence croissante de l'Iran dans la région.Dans un communiqué publié à l'issue d'un sommet à Camp David, près de Washington, entre le président Obama et les dirigeants des six pays du Golfe, les différentes parties ont dénoncé les activités déstabilisatrices de l'Iran au Moyen-Orient. Toutefois, lors d'une déclaration à la presse au terme du sommet, M. Obama a plaidé pour ne pas marginaliser Téhéran avec lequel les Etats-Unis négocient depuis des années sur son programme nucléaire controversé. Je réaffirme notre engagement inébranlable pour la sécurité de nos partenaires du Golfe, a martelé Barack Obama devant des journalistes.

A Camp David, les Etats-Unis et les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG: Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) sont convenus de collaborer (...) afin de faire face à une menace extérieure contre l'intégrité territoriale de n'importe quel Etat membre du CCG, a affirmé la Maison Blanche dans un communiqué.Le texte désigne même explicitement Téhéran, le rival régional des puissances sunnites du Golfe: Les Etats-Unis et les Etats membres du CCG s'opposent et coopéreront pour contrer les activités déstabilisatrices de l'Iran dans la région. french.irib.ir 15.05

2- Iran - Syrie

- "Le soutien de Téhéran à Damas est immuable" (Boroujerdi) - french.irib.ir

Le président de la commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère de l'Assemblée islamique d'Iran souligne que le soutien du peuple et du gouvernement iranien aux Syriens est immuable.

M. Alaeddin Boroujerdi, actuellement, en visite, à Damas, a participé à une conférence de presse, à l'ambassade d'Iran, à Damas. Au cours de cette conférence de presse, Alaeddin Boroujerdi a déclaré aux journalistes que l'Iran félicite les peuples libanais et syrien, pour la victoire remarquable de l'armée syrienne et du Hezbollah libanais, dans la région de Qalamoun, (près de la frontière du Liban), face aux groupes terroristes.

Le parlementaire iranien a critiqué, ensuite, certains pays de la région, qui soutiennent les groupes terroristes, par tous les moyens. Il a ajouté que ces pays sont, ainsi, devenus des instruments entre les mains des dirigeants du régime sioniste et des Etats-Unis. french.irib.ir 14.05

3- Irak

- Le numéro 2 de Daesh et successeur d'al-Baghdadi, tué. - french.irib.ir

Le numéro 2 de Daesh et successeur d'Al-Bagdadi a été tué, lors d'un raid aérien, a annoncé la chaîne Al-Mayadeen.

Lors d'un raid aérien, Abou Aala al-Aafari, numéro 2 de Daesh, a été tué, dans la ville de Talaafar, dans l'Ouest de Mossoul.

Environ, 3 semaines, auparavant, et simultanément à la diffusion d'informations contradictoires sur la mort d'Abou Bakr al-Bagdadi, le quotidien "Newsweek", citant Hachémi al-Hachémi, conseiller du gouvernement irakien, avait écrit qu'Abou Aala al-Aafari avait été désigné, en tant que successeur d'Abou Bakr al-Bagdadi.

Hachémi avait, également, déclaré qu'après la mort présumée d'Al-Bagdadi, Abou Aala al-Aafari avait pris la tête de ce groupe. french.irib.ir 13.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Bugaled Breizh: le non-lieu confirmé, les familles des marins en colère - AFP

La justice a confirmé mercredi le non-lieu dans l'affaire du Bugaled Breizh, suscitant la "rage" des familles des cinq marins morts

dans le naufrage du chalutier breton en janvier 2004.

Une partie des familles et l'armateur ont immédiatement annoncé leur volonté de se pourvoir en cassation.

"Qu'on ne vienne plus nous dire que la France est le pays des droits de l'homme", a déclaré pour sa part Thierry Lemétayer, dont le père Georges était le mécanicien du Bugaled. Il a fait valoir que, quand un drame de cette nature n'est pas éclairci, "les faits se reproduisent", citant en exemple "deux bateaux accrochés récemment au large de la Grande-Bretagne" par des sous-marins au cours d'exercices de l'OTAN, dans des conditions voisines de celles du naufrage du Bugaled Breizh.

Les proches continuent de croire que le Bugaled Breizh, immatriculé au Guilvinec (Finistère), a été envoyé par le fond par un sous-marin qui se serait pris dans ses filets.

Des manoeuvres internationales avec des sous-marins de diverses nationalités, y compris français, se déroulaient dans la zone où le chalutier était en train de pêcher au moment de l'accident le 15 janvier 2004, au sud-ouest de l'Angleterre.

Close le 3 juillet 2013, l'instruction du dossier, qui s'est plusieurs fois heurtée au secret défense, n'a pas validé cette thèse.

Début mars, lors de l'audience devant la chambre de l'instruction, Me Dominique Tricaud, l'avocat de Thierry Lemétayer, et les deux autres avocats des parties civiles avaient à nouveau plaidé pour que la justice reconnaisse la responsabilité d'un submersible, dénonçant un dossier placé "sous le signe du mensonge par action et par omission".

Mais l'avocat général Pascal Bougy avait demandé la confirmation du non-lieu, estimant qu'il fallait "avoir le courage de dire qu'on ne peut pas continuer indéfiniment une enquête quand on a la certitude qu'il n'y a plus la moindre chance de prouver quoi que ce soit". AFP 13.05

2- Chili

- Chili : une manifestation d'étudiants dégénère, deux morts à Valparaiso - LeMonde.fr

Deux étudiants sont morts jeudi 14 mai à Valparaiso, au Chili, dans des incidents qui ont éclatés à la fin d'une manifestation contre la réforme de l'éducation souhaitée par la présidente socialiste Michelle Bachelet. « L'une des victimes avait 18 ans, l'autre 24 ans », a précisé aux médias locaux le responsable de la police de la ville, précisant qu'elles ont été tuées par balles. Selon des témoins, un jeune homme de 22 ans vivant dans une maison où les manifestants voulaient coller des affiches est l'auteur des tirs. Il a été arrêté.

Cette manifestation s'inscrivait dans un large mouvement de contestation, avec des protestations organisées dans plusieurs localités du pays dont la capitale, Santiago. Au total des milliers d'étudiants et d'enseignants ont battu le pavé. Si ces rassemblements se sont essentiellement déroulés dans une atmosphère détendue, plusieurs d'entre eux ont été émaillés de heurts entre des manifestants encagoulés, armés de bâtons et de pierres, et les forces de l'ordre qui ont utilisé des canons à eau.

La gratuité dans l'enseignement supérieur

Les étudiants chiliens réclament une éducation publique de qualité et une réforme en profondeur d'un système éducatif largement privatisé et inégalitaire, hérité de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990). En janvier, la première partie du projet de loi, mettant fin à la sélection des étudiants et aux profits dans les écoles subventionnées par l'Etat, a été approuvée. Mais il est encore difficile de savoir comment la présidente tiendra sa promesse d'établir la gratuité dans l'enseignement supérieur pour 70 % des personnes les plus pauvres dans le pays.

Les enseignants exigent, pour leur part, de meilleurs salaires. LeMonde.fr 14.05

ECONOMIE

Chine - Brésil

- La Chine investira 50 milliards de dollars au Brésil - AFP

Le gouvernement brésilien a annoncé jeudi que la Chine investira 50 milliards de dollars dans le géant sud-américain, alors qu'est attendu mardi le premier ministre chinois Li Keqiang. AFP 14.05

Haut de page

Le 16 mai 2015

CAUSERIE

On a ajouté 28 articles, d'autres viendront un peu plus tard avec l'actualisation de la causerie.

En attendant, Porochenko a promulgué hier les lois qui avaient été adoptées par le parlement ukrainien le 9 avril dernier, interdisant toute propagande communiste et glorifiant les combattants nationalistes ayant combattu au côté des nazis.

Le régime ukrainien soutenu par Washington, Bruxelles et Paris notamment est devenu officiellement fasciste. On attend toujours que les partis ouvriers le caractérise comme tel. On y reviendra largement dans notre causerie en défendant le communisme "*l'enseignement des conditions de la libération du prolétariat*, selon Engels en 1847.

Honte à ceux qui ont tourné le dos à cet enseignement, et donc à l'objectif, à la cause, à l'idéal pour lequel ils sont censés combattre !

Pondichéry 17h.

On a encore ajouté 11 articles.

Un fasciste reçu à l'Elysée et Matignon.

- 13 mai 2015. Entretien de M. Manuel Valls, Premier ministre et S. Exc. M. Arseni Iatseniouk, Premier ministre d'Ukraine. gouvernement.fr

Vous avez bien lu sur le portail du gouvernement il lui donne de "Son Excellence" à ce facho. Impossible ensuite de nier qu'ils appartiennent bien au même monde, à la même famille politique...

- Le président de la République François Hollande a reçu, le 13 mai 2015, le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk au Palais de l'Elysee. citizenside.com

Le patronat français n'est pas en reste.

- « Il faudra juger l'Ukraine aux actes. Mais pour la première fois, le pays voit arriver au pouvoir une équipe jeune et qui semble réellement décidée à entreprendre des réformes, indique-t-on au Medef international. Le premier ministre ukrainien a un langage clair. Il comprend les préoccupations des investisseurs ». la-croix.com 14.05

Iatseniouk reconnaît que son gouvernement perpètre un génocide dans le Donbass.
https://www.youtube.com/watch?v=pmLwKk1igFg

Dans la cour de Matignon, après sa rencontre avec Valls le 13 mai :

1) Frédéric Saillot pour Eurasie Express (en anglais) :

- M. Iatseniouk, quand allez-vous cesser le génocide dans le Donbass ?

- Quand Poutine se retirera, remplira l'accord de Minsk, cessera de violer la loi internationale... et quand la Russie sera traduite en justice

- Vous avez déjà tué de 6 à 10 000 personnes, allez-vous continuer ?

- C'est terrible, Poutine met en oeuvre une politique nationaliste d'extrême-droite (sic), il a tué des Ukrainiens innocents et annexé illégalement la Crimée...

- C'est vous qui avez tué des Ukrainiens innocents... de 6 à 10 000 civils.

2) Un journaliste français (en anglais) :

- Que pensez-vous des pourparlers entre Américains et Russes hier à Sotchi ?

- Je n'ai rien vu à ce sujet sur CNN. Mon message est que Sotchi n'est pas la meilleure station balnéaire au monde... Les Etats-Unis sont efficaces et nous comptons sur leur soutien pour obliger la Russie à réaliser les accords de Minsk et à retirer ses forces

3) A une question de RFI (en russe) :

- L'actuelle concentration des forces soulève la question des chances (sic) d'une reprise des combats et celle des devoirs de l'ensemble du monde libre : arrêter la Russie et l'obliger à respecter les accords de Minsk qu'elle a également signés.

Conclusion : Iatseniouk reconnaît perpétrer un génocide dans le Donbass pour que "Poutine se retire". Il persiste et signe en annonçant une reprise des combats. Eurasiexpress 13.05

En complément. John McCain conseiller du président ukrainien - french.irib.ir 15.05

Le président ukrainien, Petro Porochenko, a nommé plusieurs figures politiques étrangères, dont le sénateur américain John McCain et l'ancien premier ministre suédois Carl Bildt, à des postes de conseillers.

Les autorités ukrainiennes ont décidé de former un conseil consultatif international qui sera chargé de les aider à mener des réformes dans le pays, ravagé par plus d'un an de conflit armé dans l'Est séparatiste. Dans un décret, publié mercredi, le président a nommé les membres appelés à siéger au sein de ce conseil, dont le sénateur républicain John McCain, qui milite activement dans son pays pour livrer des armes létales à l'Ukraine, Carl Bildt et l'ancien président pro-occidental de la Géorgie Mikhaïl Saakachvili. « Ces personnes ont une grande expérience en ce qui concerne la mise en œuvre de réformes », a affirmé Dmitro Chimkiv, adjoint du chef de l'administration présidentielle. M. McCain s'est dit honoré, ajoutant cependant qu'il devait vérifier si son statut de sénateur américain lui permettait de siéger au sein d'un tel conseil. french.irib.ir 15.05

En complément. Ukraine : la croissance plonge de plus de 17 % en un an - lesechos.fr

Le PIB ukrainien a chuté de de 17,6 % en rythme annuel, au cours du premier trimestre de 2015. Sur l'ensemble de l'année il pourrait baisser d'au moins 7 %

La croissance ukrainienne est au plus mal. Au premier trimestre de 2015, le PIB a baissé de 6,5 % par rapport au trimestre précédent, selon les chiffres rendus publics ce vendredi par le service d'État aux statistiques. ramené en rythme annuel, la chute est encore plus impressionnante : elle atteint 17,6 % par rapport au premier trimestre de 2014.

C'est un peu plus que les 15 % de chute que la Banque centrale ukrainienne anticipait en avril dernier.

Il est vrai que l'économie du pays reste ravagée par les retombées de plus d'un an de guerre à l'Est du pays. Au delà de l'impact sur l'activité réelle ukrainienne, le conflit coûte également aux finances de l'Etat. Natalie Jaresko, la ministre des finances ukrainienne a ainsi admis mercredi dernier que le conflit à l'est du pays coûtait entre 5 et 7 millions de dollars par jour à Kiev.

Une baisse comprise entre 5,5 % et 7,5 % attendue cette année

Tous les experts s'accordent pour dire que le PIB ukrainien sera dans le rouge cette année. La Banque mondiale a ainsi estimé en avril dernier que l'activité baisserait de 7,5% en 2015, après une chute de 6,8 % en 2014. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) retient aussi le même scénario et vient de revoir ses prévisions. Seul le FMI est un peu moins pessimiste et vient de confirmer son estimation d'une baisse de 5,5 % du PIB ukrainien.

Cette chute de la croissance s'accomagne d'une envolée de l'inflation. Cette dernière a ainsi bondi de 60,9 % sur un an et de 14 % sur un mois (avril par rapport à mars). Les prix des produits alimentaires affichent + 53,7 % en avril sur un an, les services médicaux + 45,8 % et les tarifs communaux de 88,2 %. La hausse ne cesse de s'accélérer : + 10,8 % en mars contre + 3,1 % en janvier. lesechos.fr 15.05

Mais la lutte des classe continue en Ukraine, malgré le régime de terreur qui y règne.

- Ukraine : manifestation contre le mal-logement à Kiev - euronews.com

Une manifestation a eu ce jedui dans les rues de Kiev en Ukraine, mais cette fois rien à voir avec le conflit dans l'Est. Ces

gens entendaient dénoncer les prix du gaz, de l'électricité et le manque de transparence dans le prix des loyers. Les manifestants n'ont pas hésité à représenter en démons les membres de l'administration locale du logement. euronews.com 14.05

Ukraine. Le communisme hors la loi, le nazisme glorifié.

Grille de lecture.

- Un régime fasciste au coeur de l'Europe soutenu par Washington, Bruxelles et Paris.

- C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'amalgame de Hollande entre le FN et le PCF.

- Ukraine : le président promulgue des lois controversées sur la « désoviétisation » - LeMonde.fr 15.05

Le président ukrainien Petro Porochenko a promulgué, vendredi 15 mai, des lois interdisant toute propagande communiste et glorifiant les combattants nationalistes ayant provoqué la colère de la Russie.

Ces lois, votées par le Parlement le 9 avril, visent à rompre définitivement avec le passé soviétique de l'Ukraine.

Ces lois « interdisent les symboles soviétiques, condamnent le régime communiste, ouvrent les archives des services spéciaux soviétiques et reconnaissent comme combattants pour l'indépendance de l'Ukraine » les nationalistes qui avaient un temps combattu aux côtés des nazis contre « l'occupation soviétique », rappelle la présidence dans un communiqué.

Ces textes approuvés près d'un quatre de siècle après l'indépendance de l'Ukraine mettent sur le même plan les « régimes totalitaires communiste et nazi ». Des lois similaires existent dans les pays baltes et en Pologne. Méthodes « totalitaires » pour la Russie

Aux termes des lois ukrainiennes, les monuments à la gloire des responsables soviétiques, dont les nombreuses statues de Lénine, doivent être démontés, de même que doivent être rebaptisées les localités, rues ou entreprises dont les noms font référence au communisme.

L'exécution de l'hymne soviétique, réintroduit par Vladimir Poutine, comme l'hymne russe avec des paroles adaptées, est désormais passible en Ukraine d'une peine de prison.

La Russie avait vivement dénoncé ces lois en accusant Kiev d'avoir recours à des méthodes « totalitaires » pour désoviétiser l'Ukraine au profit d'une idéologie nationaliste qui pousse le pays « dans l'abîme ». Certains intellectuels occidentaux ont de leur côté estimé que ces lois pourraient exacerber les tensions dans un pays déjà divisé par la guerre. LeMonde.fr 15.05

On devrait être fier d'être communiste et défendre le communisme, ce que nos dirigeants sont totalement incapables, on ne parle pas de ceux du PCF et leurs satellites qui sont par nature anticommunistes.

Pourquoi ? Parce que cela signifie avoir élevé son niveau de conscience ou de compréhension du fonctionnement du capitalisme, de la société et du monde au point de saisir les conditions qu'ils renferment indispensables à notre émancipation du capital, du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme pour enfin atteindre le règne de la liberté.

En deux mots, cela signifie cesser d'interpréter le monde à travers les lunettes déformantes des représentants du régime capitaliste, de croire une multitude de mensonges ou falsifications de l'histoire enseignés depuis notre enfance, rompre avec l'ignorance qui guidait jusqu'à présent nos idées et actions, afin d'envisager sérieusement la possibilité de changer la société et le monde pour les rendre meilleurs ou plus justes.

Attaquer le communisme, c'est vouloir interdire aux exploités de briser les chaînes que le capitalisme a forgé pour les maintenir en servitude avec son lot infini de souffrances, au profit des exploiteurs pour qu'ils puissent continuer de perpétrer leurs sordides forfaits et s'enrichir toujours davantage.

L'objectif du communisme est une société sans classes, sans Etats, sans frontières, sans argent, où l'administration des choses aura remplacé celle des hommes, où chacun participant à la société en fonction de ses capacités, recevra en échange de quoi satisfaire l'ensemble de ses besoins ou aspirations sans qu'un seul homme ne soit laissé sur le carreau.

On ne peut pas imaginer un idéal humaniste plus élevé que le communisme synonyme de bien-être, d'harmonie, d'épanouissement, de paix et de liberté.

Ce qui paraît aberrant et tragique de nos jours, c'est que plus personne n'ose envisager qu'une telle société pourrait exister un jour, alors que c'est parfaitement réalisable pour peu qu'on s'en donne les moyens. On préfère ne pas y penser, on craint de passer pour un farfelu ou un illuminé en avançant une telle perspective qui semble si éloignée de la réalité, alors qu'en fait elle est légitime et objectivement réalisable puisqu'elle repose sur le développement historique du capitalisme, et en constitue le prolongement sur la base du renversement du rapport existant entre exploiteurs et exploités au profit de ces derniers, pire encore, on craint d'avoir quelque chose à y perdre, alors qu'il s'agit uniquement de se débarrasser des chaînes qui nous entravent et nous contraignent à vivre dans une société en décomposition dorénavant livrée à la barbarie.

Se détourner du communisme manifeste une profonde ignorance ou confusion, dans la mesure où cela revient à faire son propre malheur.

On nous rétorquera qu'il a été galvaudé, déformé dans des proportions inouies par une multitude de faussaires, de vendus, ses ennemis, ceux qui le combattaient, qui s'en réclamèrent en en donnant une image détestable pour que les travailleurs et les militants s'en détournent une fois dégoûtés, certes, mais sans jamais pouvoir le remettre en cause ou y porter atteinte puiqu'il repose simplement sur l'analyse du processus dialectique qui a servi de trame au développement de la civilisation humaine jusqu'à nos jours, et dont l'orientation porte en germe, soit la putréfaction du capitalisme et de la société conduisant à la généralisation de la barbarie, soit le passage à une nouvelle phase de son développement une fois débarrassé des entraves du capitalisme que l'on appelle socialisme dans un premier temps, communisme à l'étape suivante.

Nulle question de conviction ou de confiance, de doctrine ici, on part des faits et leurs rapports, leurs transformations tels qu'ils ont eu lieu ou sont présents, se déroulent sous nos yeux, on n'invente rien, on tire les enseignements d'un certain nombre de conditions et leurs évolutions, de la même manière que les dirigeants de la classe dominante mais dans une direction radicalement opposée, eux pour conserver leur domination de classe, leurs privilèges ou leur pouvoir, nous pour les abolir et s'en emparer afin d'avancer vers notre idéal.

C'est lui qui nous guide constamment, qui sert de fil conducteur à notre engagement politique. Les plus sceptiques croiront qu'on se raconte des histoires ou que tout cela ne tient pas debout, alors que le dilemme est aussi simple qu'une quantité d'eau dont on dispose et qu'on peut, soit conserver à l'état liquide en la mettant telle qu'elle dans le réfrigérateur ou la placer dans le congélateur pour qu'elle passe à l'état solide, les deux possibilités existent, reste à savoir à quel usage je destine cette eau, et bien c'est la même choses avec les conditions qui existent et président au sort du capitalisme, des forces productives, soit les laisser suivre leur cours qui conduit l'humanité à sa perte, soit intervenir pour les libérer et nous libérer du même coup du joug de l'exploitation et de l'oppression en passant au socialisme, il n'existe pas de troisième voie, d'autres alternatives.

Qu'est-ce que le communisme ?

Le communisme est l'enseignement des conditions de la libération du prolétariat. (Les Principes du communisme - 1847 - F. Engels)

En quoi les communistes se différencient-ils des socialistes ?

Ceux qu'on appelle les socialistes se divisent en trois catégories. La première est composée de partisans de la société féodale et patriarcale, qui a été détruite et est détruite tous les jours par la grande industrie, le commerce mondial et la société bourgeoise créée par l'une et par l'autre. Cette catégorie de socialistes tire des maux de la société actuelle cette conclusion qu'il faut rétablir la société féodale et patriarcale puisqu'elle ignorait ces maux. Toutes leurs propositions tendent, directement ou indirectement, à ce but. Cette catégorie de socialistes réactionnaires seront toujours, malgré leur feinte compassion pour la misère du prolétariat et les larmes qu'ils versent à ce sujet, combattus énergiquement par les communistes, car:

l) ils se proposent un but impossible à atteindre;

2) ils s'efforcent de rétablir la domination de l'aristocratie, des maîtres de corporations et des manufacturiers avec leur suite de rois absolus ou féodaux, de fonctionnaires, de soldats et de prêtres, une société qui, certes, ne comporte pas les maux de la société actuelle, mais qui en comporte tout au moins autant, et ne présente même pas la perspective de la libération, grâce au communisme, des ouvriers opprimés;

3) ils montrent leurs véritables sentiments chaque fois que le prolétariat devient révolutionnaire et communiste: ils s'allient alors immédiatement avec la bourgeoisie contre le prolétariat.

La deuxième catégorie se compose de partisans de la société actuelle, auxquels les maux provoqués nécessairement par elle inspirent des craintes quant au maintien de cette société. Ils s'efforcent donc de maintenir la société actuelle, mais en supprimant les maux qui lui sont liés. Dans ce but, les uns proposent de simples mesures de charité, les autres des plans grandioses de réformes qui, sous prétexte de réorganiser la société, n'ont d'autre but que le maintien des bases de la société actuelle et, par conséquent, le maintien de cette société elle-même. Les communistes devront également combattre avec énergie ces socialistes bourgeois, parce qu'ils travaillent en réalité pour les ennemis des communistes et défendent la société que les communistes se proposent précisément de renverser.

La troisième catégorie, enfin, se compose des socialistes démocrates. Ceux-ci dont la route rejoint celle des communistes, veulent voir réaliser une partie des mesures indiquées plus haut [chapitre XVIII : ...mesures étendues comportant une atteinte directe à la propriété privée et assurant l'existence du prolétariat. - ndlr] —mais non pas comme un moyen de transition vers le communisme comme un moyen suffisant pour supprimer la misère et les maux de la société actuelle. Ces socialistes démocrates sont, soit des prolétaires qui ne sont pas suffisamment éclairés sur les conditions de la libération de leur classe, soit des représentants de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire d'une classe qui, jusqu'à la conquête de la démocratie et la réalisation des mesures socialistes qui en résulteront, a sous beaucoup de rapports les mêmes intérêts que les prolétaires. C'est pourquoi les communistes s'entendront avec eux au moment de l'action et devront autant que possible mener avec eux une politique commune, dans la mesure toutefois où ces socialistes ne se mettront pas au service de la bourgeoisie au pouvoir et n'attaqueront pas les communistes. Bien entendu, ces actions communes n'excluent pas la discussion des divergences qui existent entre eux et les communistes. (id) Fin de l'extrait.

Nulle part ni jamais de 1847 à 1940 Marx ou Engels, Lénine ou Trotsky n'ont légitimé le type de parti adopté par la SFIO et repris par le POI au détriment d'un véritable parti communiste qui n'existe pas en France ou ailleurs dans le monde. La SFIO était vouée à la faillite politique pour avoir amalgamé dans le même parti communistes et socialistes démocrates, qui au moment d'affronter la classe dominante se défileraient ou capituleraient, trahiraient leurs engagements.

De la grève au socialisme.

Quelques extraits d'*A propos des grèves en cours* - 1899 - V.I. Lenine

Pourquoi les ouvriers ne deviennent-ils plus socialistes ?

1- "Toute grève contribue puissamment à amener les ouvriers à l'idée du socialisme, de la lutte de la classe ouvrière tout entière pour s'affranchir du joug du capital. Il est arrivé très souvent qu'avant une grève importante les ouvriers d'une fabrique, d'une industrie, d'une ville donnée ne sachent presque rien du socialisme et n'y pensent guère et qu'après la grève les cercles et les associations se multiplient parmi eux, tandis qu'un nombre sans cesse grandissant d'ouvriers devenaient socialistes."

La propagande du parti ouvrier en faveur de la grève doit s'inscrire dans la perspective plus générale du combat contre le gouvernement, le régime et ses lois.

2- "Ce n'est pas sans raison qu'un ministre de l'Intérieur allemand, qui s'est rendu particulièrement célèbre en persécutant avec férocité les socialistes et les ouvriers conscients, a déclaré un jour devant les représentants du peuple: "Derrière chaque grève se profile l'hydre [le monstre] de la révolution" ; chaque grève affermit et développe chez les ouvriers la conscience du fait que le gouvernement est son ennemi, que la classe ouvrière doit se préparer à lutter contre lui pour les droits du peuple."

3- "Mais la grève n'ouvre pas seulement les yeux des ouvriers en ce qui concerne les capitalistes, elle les éclaire aussi sur le gouvernement et sur les lois."

Pourquoi la grève n'amène-t-ell pas les ouvriers à l'idée du socialisme de nos jours ?

4- "Toute grève contribue puissamment à amener les ouvriers à l'idée du socialisme, de la lutte de la classe ouvrière tout entière pour s'affranchir du joug du capital. Il est arrivé très souvent qu'avant une grève importante les ouvriers d'une fabrique, d'une industrie, d'une ville donnée ne sachent presque rien du socialisme et n'y pensent guère et qu'après la grève les cercles et les associations se multiplient parmi eux, tandis qu'un nombre sans cesse grandissant d'ouvriers devenaient socialistes."

Faire l'impasse sur les idées du socialisme, c'est se priver du moyen que les ouvriers s'en saisissent pour en faire eux-mêmes la propagande dans toute la classe.

5- "Voyant la force que représentent l'union des ouvriers et leurs grèves, même de faible envergure, certains pensent qu'il suffirait aux ouvriers d'organiser une grève générale s'étendant à l'ensemble du pays pour obtenir des capitalistes et du gouvernement tout ce qu'ils désirent. Cette opinion a été également celle d'ouvriers d'autres pays, lorsque le mouvement ouvrier n'en était qu'à ses débuts et manquait tout à fait d'expérience. Mais cette opinion est fausse. Les grèves sont un des moyens de lutte de la classe ouvrière pour son affranchissement mais non le seul ; et si les ouvriers ne portent pas leur attention sur les autres moyens de lutte, ils ralentiront par là la croissance et les progrès de la classe ouvrière. (...)

Pour le moment, il nous faut souligner que les grèves, comme on l'a dit ci-dessus, sont "l'école de guerre" et non la guerre elle-même, qu'elles sont seulement un des moyens de la lutte, une des formes du mouvement ouvrier. Des grèves isolées les ouvriers peuvent et doivent passer et passent effectivement dans tous les pays à la lutte de la classe ouvrière tout entière pour l'émancipation de tous les travailleurs. Lorsque tous les ouvriers conscients deviennent des socialistes, c'est-à-dire aspirent à cette émancipation, lorsqu'ils s'unissent à travers tout le pays pour propager le socialisme parmi les ouvriers, pour enseigner

aux ouvriers tous les procédés de lutte contre leurs ennemis, lorsqu'ils forment un parti ouvrier socialiste luttant pour libérer tout le peuple du joug du gouvernement et pour libérer tous les travailleurs du joug du capital, alors seulement la classe ouvrière adhère sans réserve au grand mouvement des ouvriers de tous les pays, qui rassemble tous les ouvriers et arbore le drapeau rouge avec ces mots : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !""

On nous explique qu'après l'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier, l'implosion et la disparition de l'URSS, le mouvement ouvrier serait retourné à l'état de balbutiement de la première moitié du XIXe siècle, comme si d'un trait de plume tous les enseignements que le prolétariat avait tiré de la lutte de classes de cette période à nos jours avaient disparus, et qu'il devrait repartir de zéro pour justifier l'adoption d'un type de parti contredisant ou reniant les enseignements des marxistes, qui ne permettra jamais d'avancer vers le socialisme car il demeurera impossible de le construire sur la base de contradictions qui concourent en permanence à l'affaiblir et à son éclatement.

Le POI a reporté son congrès de 6 mois. Il y a deux semaines environ J. Markun manifestait des doutes sur la stratégie adoptée pour construire son parti. Et la semaine dernière, lors du conseil fédéral national, c'était au tour de G. Schivardi d'exprimer son pessimisme, estimant en subsance que le POI s'était transformé en un syndicat, ce en quoi il n'a pas tort, recadré aussitôt par la garde rapprochée de Gluckstein, Marc Gauquelin, affirmant "*je ne pense pas que dans Informations ouvrières, il y a “trop de syndicalisme”.*".

Par ailleurs, ils estiment que l’assemblée-débat qu'ils organisent début juin serait un succès si 1.500 militants y participaient, sachant que la plupart sont des militants du POI, on en est à se demander si ses effectifs n'auraient pas fondu dans les mêmes proportions qu'au NPA et au PG depuis leur fondation pour ne conserver qu'un tiers de ses adhérents. Quel gâchis !

N'ayant pas d'autres informations en provenance du POI, on peut émettre l'hypothèse que bon nombre de transfuges du PS (Schivardi) et du PCF (Markun) qui avaient rejoint ce parti l'ont depuis quitté, du coup c'est le courant "trotskiste" (Courant communiste internationaliste) qui redevient omniprésent sans y mettre forcément les formes, ce qui doit avoir le don d'en agacer certains. Cela dit, cela ne change strictement rien.

ACTUALITE EN TITRES

Sous le règne de la terreur, vaut mieux se placer sous la protection de l'Etat, ses représentants et ses serviteurs.

- La police fait sa pub par des clips assaisonnés d’hémoglobine - Liberation.fr

Après l'éther, la colle, le trichlo... le sirop.

- Ces ados qui transforment le sirop contre la toux en drogue - lefigaro.fr

Et évidemment cette "mode" vient des Etats-Unis, le pays le plus dégénéré de la planète, elle ne pouvait pas venir d'ailleurs.

On est samedi et on est toujours jeune, tout du moins dans sa tête, je sens qu'on va s'éclater ce soir !

On en a franchement besoin après tout ce qu'on prend dans la gueule toute la semaine. Mais on optera pour un produit soft, naturel, qui se fume ... et gratuit. C'est amplement mérité après une semaine de dur labeur sans autre perspective, hélas !

Garder le moral, c'est l'essentiel, peu importe comment du moment qu'on ne s'esquinte pas la santé et qu'on ne fait du tort à personne. Ce n'est pas plus condamnable que de boire un bon coup, j'ai cru comprendre que notre ami Engels levait bien le coude sans que cela perturbe ses travaux. Et oui, il faut toujours se justifier pour parer aux critiques des jaloux ou aigris avant l'âge, on les plaint sincèrement. Sans déconner, grâce à cela je fais des économies considérables, peu de temps après je m'écroule de fatigue et je me passe de la climatisation, je dors très bien et le matin je suis en pleine forme, et comme toujours ou presque, de bonne humeur. Elle n'est pas belle la vie, hein ? Oui, parce que comme pendant j'ai cette activité politique, sinon je vivrais un cauchemar...

La citadelle du capitalisme prise d'assaut, signe avant-coureur de son effondrement ?

- La Côte d'Azur fait face à l'afflux des migrants - Francetv info

Une fois arrivés en Italie, les migrants tentent de gagner l'Europe du Nord en passant très souvent par la Côte d'Azur. Francetv info 15.05

Je ne sais pas si ce sujet a déjà été abordé sous cet angle. La Méditerranée est une mer pour ainsi dire fermée, facile à contrôler, il y patrouille en permanence des centaines de navires de guerre de toute l'Europe et ailleurs, des vedettes rapides, des satellites des pays de l'UE capables de lire les numéros d'une plaque d'immatriculation balaient les eaux de la Méditerranée 24h/24, les côtes de la Méditerranée sont sous surveillance en permanence, et ne voila-t-il pas qu'ils ne pourraient pas détecter un rafiot chargé de réfugiés faisant route vers les côtes du sud de l'Europe, mais qui peut croire pareille baliverne ?

Je peux me tromper, mais il semblerait que c'est délibérément qu'ils les laissent s'approcher des côtes européennes pour ensuite les récupérer et les débarquer en Italie, car cela fait partie de leur stratégie du chaos appliquée aux pays de l'UE. Ils sillonnent les mers du monde entier et ils se vantent d'être les maîtres de l'océan Pacifique, mais la Méditerranée échaperait à tout contrôle, ils nous prennent pour des demeurés une fois de plus.

C'est comme lorsqu'ils suppriment les frontières terrestres, mesure qui ne pouvait qu'encourager l'immigration clandestine, pour ensuite feindre de s'en étonner et avouer leur impuissance à en traiter les conséquences, qu'ils reportent sur leur population en l'accusant d'être raciste ou xénophobe, alors que cela les arrange bien pour la diviser et faire monter l'extrême droite.

Maintenant il se peut qu'ils aient sous-estimé les moyens dont ils disposaient pour lutter contre l'arrivée de ces dizaines de milliers de réfugiés, mais on peine à le croire car ils avaient été prévenus par Kadhafi, il se peut aussi qu'ils ne l'aient pas écouté. Et il ne faut pas oublié qu'ils ne mesurent pas toutes les conséquences de leur politique, mais là en la matière on a un doute.

- Les migrants birmans rejetés en mer - Francetv info

Des dizaines de bateaux chargés de Bangladais ou de Birmans cherchent à gagner l'Indonésie, la Malaisie ou la Thaïlande, des pays qui les refoulent systématiquement. Francetv info 15.05

Commenceraient-ils à comprendre que réforme rime avec régression sociale ?

- 61% des Français sont contre la réforme du collège - 20minutes.fr

Pourquoi ce titre ? Parce que la plupart des Français ignorent le contenu exact de cette contre-réforme ou une bonne partie d'entre eux ne se sentent pas forcément concernés, ce qui ne les empêche pas d'être contre, on pourrait préciser, par principe, ils se méfient comme de la peste de toute nouvelle proposition émanant du gouvernement minoritaire et illégitime.

INFOS EN BREF

SOCIAL, MÉDIA ET SOCIÉTÉ

Turquie

Grève dans l'usine turque du constructeur automobile français Renault - AFP

Plus de la moitié des quelque 5.000 salariés de l'usine du constructeur automobile français Renault à Bursa (nord-ouest de la Turquie) ont cessé le travail vendredi pour exiger une hausse de leurs salaires, a-t-on appris auprès de la direction.

Les ouvriers ont entamé leur mouvement dans la nuit de jeudi à vendredi et plusieurs centaines d'entre eux se sont rassemblés vendredi toute la journée devant le site, reprenant des slogans hostiles à la direction et aux syndicats, ont raconté les médias locaux.

La production de l'usine a été suspendue, a confirmé à l'AFP un porte-parole de la direction de Renault Turquie s'exprimant sous couvert de l'anonymat.

Les grévistes ont expliqué s'être mis en grève pour obtenir de la direction de l'entreprise les mêmes avantages, dont une hausse de 60% de leurs salaires, que ceux récemment obtenus par leurs collègues d'une autre usine turque fabriquant des pièces détachées pour plusieurs constructeurs automobiles.

Le représentant du constructeur a condamné l'arrêt de travail et rejeté les revendications des grévistes. "Ce mouvement est absolument injustifiable car ce qu'ils font est contraire à la loi", a-t-il estimé, ajoutant qu'aucune négociation n'était envisagée.

Par ailleurs quelque 200 ouvriers de Tofas, site automobile également situé à Bursa, ont débrayé en fin d'après-midi par signe de solidarité avec les ouvriers de Renault, rapporte la presse locale.

Ces ouvriers ont appelé leurs collègues de l'équipe du matin rentrés chez eux à les rejoindre dans le jardin de leur site, indiquent des messages postés sur les réseaux sociaux.

Tofas (Türk Otomobil Fabrikas? Anonim ?irketi) est un constructeur automobile turc, dont le siège est à Istanbul. Il s'agit d'une coentreprise entre le grand groupe turc Koç et le géant italien Fiat qui construit depuis 1971 plusieurs modèles du constructeur italien.

Spécialisée dans la carrosserie et l'assemblage de voitures telles que la Clio et la Fluence, l'usine Renault de Bursa est l'une des plus importantes de Turquie et affiche une capacité de production de 360.000 véhicules par an.

Renault produit dans ce pays depuis 1969, lorsqu'il a créé un partenariat avec Oyak, le fonds de pension de l'armée turque. AFP 15.05

Haut de page

Le 17 mai 2015

CAUSERIE

Cela pourrait s'appliquer à Israël pour tous ses crimes commis envers les Palestiniens, non ?

- Selon la Manul (Mission d'appui des Nations unies en Libye), certains des groupes armés qui agissent en Libye ont enlevé et torturé des civils, dont des mineurs, en raison de leur origine, leur opinion, leur affiliation familiale ou politique. D'après le communiqué onusien, « les personnes enlevées sont généralement soumises à la torture et à des mauvais traitements et sont fréquemment privés de contact avec leur famille. Certaines sont mortes en détention, peut-être sommairement exécutés ou torturés à mort ».

Le communiqué de la Manul intervient trois jours après une déclaration de la procureure de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, affirmant que cette institution était a priori compétente pour juger des exactions commises en Libye par le groupe jihadiste Etat islamique (EI). (french.irib.ir 16.05)

Nous ne demandons pas que l'Etat sioniste soit trainé devant la CPI à laquelle nous ne reconnaissons aucune légitimité en tant que juridiction d'exception au service de l'impérialisme américain, nous mettons juste en lumière son manque d'impartialité.

Cette dénonciation d'EI en Libye pourrait précéder et servir de caution morale à une nouvelle intervention militaire occidentale contre la Libye...

ACTUALITE EN TITRES

Sinon à quoi bon s'enrichir indéfiniment...

- Nouveaux sommets pour les enchères d'art à New York AFP

Les enchères d'art à New York ont atteint des sommets jamais vus, récoltant en dix jours plus de 2,6 milliards de dollars, avec de nombreux records mondiaux dont celui du tableau le plus cher, un Picasso adjugé 179,3 millions de dollars. AFP 16.05

Intox. PSchut de PSeudencéphales

- Les frondeurs du PS fustigent leur parti, « service après-vente » de la politique du gouvernement - LeMonde.fr

- Congrès PS: 17 la "motion B" veut "reconstruire" un parti capable de "reconquête" - AFP

- Benoît Hamon dénonce une forme de cynisme à la tête du PS - Reuters

- Valls s'oppose à l'instauration de quotas de migrants en Europe Le Huffington - Post

- "Les Républicains", un nom que la gauche veut défendre - Francetv info

Pschut : Bruit collectif destiné à exprimer l'approbation, la sympathie.

Pseudencéphale : Monstre qui a une tumeur vasculaire à la place du cerveau.

Vous pouvez aussi opter pour psittacisme : Le fait de raisonner sans avoir présentes à l'esprit les idées que les mots expriment.

Comment nos dirigeants ont-ils pu entretenir des rapports avec un parti aussi réactionnaire, monstrueux, pendant de si longues décennies ? Vous vous demandez peut-être pourquoi nous en sommes là, la réponse à la question précédente devrait vous éclairer... Quelle gouffre politique !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Qatar

Le Qatar appelle au génocide des alaouites - voltairenet.org

La chaîne de télévision publique qatarie, Al-Jazeera, a diffusé le 8 mai 2015 un débat visant à expliquer la nécessité pour tous les sunnites de torturer et de massacrer tous les alaouites.

Un sondage réalisé par Internet auprès des millions de téléspectateurs dans l'ensemble du monde arabe a indiqué que 96,20 % d'entre eux étaient partisans du génocide des alaouites.

Contrairement à ce qui est indiqué dans l'émission :

- 70 à 80 % de l'Armée arabe syrienne est composée de sunnites,

- Depuis le début de la guerre, plus du tiers des victimes sont des membres de l'Armée ou des forces de sécurité, moins des deux tiers sont des civils ;

- Les alaouites sont, proportionnellement à leur nombre, la communauté la plus durement touchée, aussi bien parmi les civils que les militaires.

Constituée au Xe siècle, la religion alaouite est une branche du chiisme intégrant des croyances antérieures comme la métempsychose. Les alouites célèbrent les fêtes chrétiennes et musulmanes. Leur principale caractéristique est d'affirmer la supériorité de la foi sur les rites. Ils participent rarement aux prières collectives et consomment de l'alcool.

Les alaouites habitent principalement au Liban, en Syrie et en Turquie.

Dès le premier jour de la guerre en Syrie, les manifestants prétendument démocratiques ont scandé comme slogan : « Les chrétiens à Beyrouth ! les Alaouites au tombeau ! » voltairenet.org 16.05

Arabie saoudite

- La milice takfirie Filq al-Cham prête l'allégeance au roi Salman - french.irib.ir

Le groupe terroriste de « Filq al-Cham » a annoncé dans un communiqué qu'il était prêt à obéir aux ordres du roi saoudien, s'avouant mercenaire de l'Arabie saoudite.

Selon l'agence de presse Fars, le groupe terroriste de « Filq al-Cham » a souligné dans son communiqué avoir préparé

2.000 éléments pour rendre service au roi d'Arabie saoudite, Salman Bel Abdelaziz. « Ces 2.000 personnes seront chargées de défendre la souveraineté du territoire saoudien et de combattre les ennemis de ce pays », peut-on lire dans ce communiqué. Aux côtés d'autres groupes armés, actifs en Syrie, le groupe terroriste de « Filq al-Cham » se réserve le droit de soutenir l'Arabie saoudite dans son offensive militaire contre le Yémen. french.irib.ir 16.05

2- Israël

2.1- Yaalon prône l'usage de la bombe atomique - french.irib.ir

Il est parfois nécessaire d'utiliser la bombe atomique comme à Hiroshima, a déclaré, le ministre de la guerre du régime sioniste en réponse à une question sur l'Iran.

Il est parfois utile de le faire pour se défendre, a récemment affirmé, Moshé Yaalon, le ministre de la guerre du régime sioniste lors d'une discours en faisant l'éloge de l'attaque à la bombe atomique menée par les Etats-Unis contre le Japon.

Le régime sioniste est le seul détenteur d'arsenal nucléaire au Moyen Orient. Ce régime n'a pas rejoint le TNP. french.irib.ir 16.05

2.2- Israël : un quatrième gouvernement Netanyahou encore plus à droite - euronews.com

En Israël, Benjamin Netanyahou obtient de justesse la confiance de la Knesset pour son quatrième gouvernement qui fait la part belle aux nationalistes, aux ultra-orthodoxes, et aux adversaires de la création d'un Etat palestinien.

Trois députés arabes israéliens s'en sont pris verbalement au Premier ministre. Ils ont été expulsés de la cérémonie.

Disposant d'une majorité d'un seul siège au Parlement, Benjamin Netanyahou risque d'être à la merci de ses alliés les plus radicaux pour pouvoir gouverner.

Parmi eux, la nouvelle ministre de la Justice, Ayaled Shaked, du parti d'extrême-droite Israel Beitenou. Ses détracteurs l'accusent de vouloir affaiblir le rôle de la cour suprême.

Afin de contenter le plus de monde possible au sein de sa coalition, Benjamin Netanyahou a fait voter in extremis la veille un texte lui permettant de nommer davantage de ministres.

Pendant ce temps à Bethléem, en Cisjordanie, des heurts ont éclaté entre des manifestants palestiniens et des soldats israéliens, à la veille de la Nakba, jour de la catastrophe, qui commémore l'exode du peuple palestinien pendant la guerre israélo-arabe de 1948. euronews.com 15.05

3- Yémen

Yémen: De nouvelles bases saoudiennes sur les frontières - french.irib.ir

L'armée du régime saoudien vient de créer de nouvelles bases militaires à proximité de la frontière avec le Yémen. Selon la chaîne Press TV, l'Arabie saoudite a créé de nouvelles bases militaires à Razeh et à Ghamr, dans la province de Saada, centre principal des activités du mouvement révolutionnaire yéménite Ansarallah. Cette action de l'armée saoudienne est une violation flagrante du cessez-le-feu provisoire, annoncé par Riyad.

Par ailleurs, le mouvement yéménite Ansarallah a annoncé, dans un communiqué, que les militaires saoudiens ont tiré une dizaine d'obus de mortier contre la localité d'al-Zaher, dans la province de Saada. Les forces de l'armée saoudienne ont tiré aussi au moins huit missiles contre le camp d'al-Morzaq, dans la province yéménite de Hajjah, près de la frontière, située à 300 kilomètres au nord-ouest de Sanaa, la capitale. Les militaires saoudiens ont tiré aussi six autres missiles contre al-Hatmah, dans la province de Saada, situé dans le nord-ouest du Yémen. french.irib.ir 17.05

4- Mexique

- Mexique : une manifestation pour ne pas oublier les étudiants disparus - euronews.com

Ne pas les oublier et obtenir enfin des réponses. C'était le mot d'ordre de la manifestation qui a eu lieu ce vendredi dans l'état du Guerrero au Mexique, où il y a maintenant huit mois 43 étudiants ont disparu et ont probablement été assassinés par des narcotrafiquants avec la complicité de la police. euronews.com 15.05

5- Côte d'Ivoire

- Côte d'Ivoire : lancement d'une coalition contre Ouattara - french.irib.ir

Plus d'un millier de personnes ont assisté vendredi au lancement d'une coalition composée de ténors de la majorité et de l'opposition contre le chef de l'État ivoirien, Alassane Ouattara, seul candidat d'envergure déclaré avant la présidentielle d'octobre.

Treize cadres de la politique ivoirienne, dont l'ex-Premier ministre Charles Konan Banny (majorité) et l'ancien président de l'Assemblée nationale Mamadou Koulibaly (opposition), étaient présents au premier meeting de la Coalition nationale pour le changement (CNC), dans un hôtel d'Abidjan.

"Nous sommes (...) pour des élections transparentes, nous ne sommes pas contre quelqu'un", a déclaré à la presse M. Koulibaly, interrogé sur le caractère "anti-Ouattara" de cette coalition, qui selon lui "va battre" le président sortant.

"La priorité de la coalition est de dire au gouvernement qu'il va falloir négocier les conditions (des élections) et puis nous dirons quels seront nos candidats", a-t-il insisté.

La charte de la CNC, qui exige "la libération des prisonniers politiques, notamment du président Laurent Gbagbo" et "la dissolution de l'actuelle Commission électorale indépendante (CEI)", a été lue aux militants, qui ont longuement scandé "Libérez Gbagbo !"

L'ex-président ivoirien est emprisonné depuis plus de trois ans à La Haye, en attente de son procès pour "crimes contre l'humanité" le 10 novembre devant la Cour pénale internationale.

Plus de 3.000 personnes sont mortes durant la crise post-électorale de 2010-2011, liées à son refus de reconnaître la victoire d'Alassane Ouattara.

La coalition critique la composition, selon elle trop pro-Ouattara, de la CEI, organisatrice du scrutin, ce que les autorités nient. Elle dénonce également l'utilisation des médias publics comme des "caisses de résonance du pouvoir". french.irib.ir 16.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Pérou

- Manifestations violentes contre une mine de cuivre au Pérou - euronews.com

Violente confrontation entre manifestants et police dans le sud du Pérou, à Arequipa, à l'issue d'un rassemblement organisé contre le projet de construction d'une mine de cuivre. 36 personnes, dont 22 officiers de police, ont été blessées. En 2011 des manifestations similaires avaient fait trois morts. euronews.com 15.05

ECONOMIE

Inde - Chine

- L'Inde et la Chine signent pour 22 milliards de dollars d'accords commerciaux - AFP

L'Inde et la Chine ont signé samedi à Shanghai 21 accords commerciaux et de coopération, représentant un montant total de 22 milliards de dollars, en présence du Premier ministre indien, Narendra Modi. AFP 16.05

Haut de page

Le 18 mai 2015

CAUSERIE

On mettra en ligne demain matin les articles dont il est question ci-dessous et quelques autres.

A bas Charlie, à bas la réaction !

- Contre la police de la pensée: La déconstruction du message - Charlie par Emmanuel Todd, de Chems Eddine Chitour - Global Research, 16 mai

Extraits.

- "L'islam, "une religion qui représente qu'on le veuille ou non l'espérance d'un milliard et demi de personnes"."

Il faut casser tout espoir chez la population, elle doit se soumettre à l'ordre établi et n'offrir aucune résistance, donc ne pas être organisée, être atomisée, un matricule, un numéro. Si elle espérait un avenir meilleur, elle en viendrait à se demander quels moyens permettraient d'y parvenir, ce qui représenterait un danger mortel pour le régime. Il suffit de quelques centaines de milliers de travailleurs décidés à en découdre ou peut-être un million, pour soulever tout le pays contre le régime, pas besoin de mobiliser 10 millions de travailleurs dans un premier temps, ils en seront le moment venu, mais ce dont nous évoquons, c'est comment y parvenir, donc comment rassembler la force, construire le parti qui déclenchera le mécanisme conduisant à la prise du pouvoir, notre objectif.

Si pour les militants et les travailleurs des pays dominants les valeurs et principes universelles qui donnent leur contenu à la République et la démocratie relèvent de la lutte des classes, dans les pays dominés ou sous-développés ils relèvent davantage de la religion, d'où le combat idéologique que mène la classe dominante contre la République, la démocratie et les religions dont l'islam.

- "Charlie Hebdo n'est pas satirique, il est sadique.

Norman Finkelstein professeur de sciences politiques auteur de nombreux ouvrages dont «L'industrie de l'Holocauste.» fait des rappels historiques et éthiques fondamentaux, mais impensables dans une scène médiatique française encrassée d'aveuglement, d'ignorance et de lâcheté. Il écrit:«Ce que les caricatures du Prophète Muhammad [Mahomet] par Charlie Hebdo ont réalisé «n'est pas de la satire», et ce qu'ils ont soulevé n'était pas des «idées», a soutenu Finkelstein. «Mais lorsque des gens sont misérables et abattus, désespérés, sans ressources et que vous vous moquez d'eux, lorsque vous vous moquez d'une personne sans-abri, ce n'est pas de la satire», a affirmé Finkelstein. «Ce n'est rien d'autre que du sadisme. Il y a une très grande différence entre la satire et le sadisme. Charlie Hebdo, c'est du sadisme. Ce n'est pas de la satire.» La «communauté désespérée et méprisée» d'aujourd'hui, ce sont les musulmans»"

On retrouve les valeurs de la République que Hollande et Valls honnissent.

- "L'historien Emmanuel Todd a bien raison d'écrire: «Il faut prendre la religion au sérieux.» Mais Emmanuel, pour lui l'islam est «fondamentalement égalitaire», et Charlie Hebdo «tape» selon lui sur les musulmans à travers des caricatures «insultantes»."

A l'heure où les inégalités entre les classes n'ont jamais été aussi exacerbées, tout rapport «fondamentalement égalitaire» revendiqué entre violemment en contradiction avec le cours imprimé au capitalisme mondial par l'oligarchie financière et doit être proscrit, combattu férocement, diabolisé, il faut en briser le support ou montrer à quel point il est démoniaque à l'aide d'amalgames ignobles par exemple.

Ceux qui étaient le moins attachés à leur religion ou qui ne la pratiquaient pas seront enclins à s'en éloigner davantage, tandis que d'autres en adopteront une lecture fanatique concourant au chaos général perpétré par la classe dominante pour conserver son pouvoir. Dégoûter et détourner les masses exploitées des sciences sociales dont la politique et de la religion, conduit à les affaiblir, à demeurer atomisées et sans repères pour résister aux assauts des capitalistes contre leurs droits, c'est l'un des buts recherché.

Quant au principe de la laïcité il est suffisamment élastique pour permettre aux représentants de la classe dominante de l'interpréter en fonction de ses besoins politiques pour combattre telle ou telle couche de la société ou les dresser les unes contre les autres.

Les néolibéraux l'ont détourné pour lui donner un contenu métaphysique nihiliste, de telle sorte qu'ils puissent s'attaquer aussi bien à la laïcité, qui est le produit de la lutte des classes, qu'aux religions, qui de leur côté ne peuvent pas faire abstraction des rapports sociaux qui sont la cause des inégalités et des injustices qui frappent la masse des plus pauvres voués à d'innombrables souffrances.

On relèvera l'hypocrisie à la base de la laïcité, qui a consisté à remplacer le prêche du curé par la morale républicaine, tout deux prônant un statu quo ou la collaboration entre les classes. On retrouve le même péché originel dans la notion de

liberté d'expression aurait pu dire Marx, dans la mesure où elle tend à faire croire que chaque classe en disposerait à sa guise, tandis qu'en réalité elle permet essentiellement à la classe dominante d'étendre son influence et son emprise sur la classe des exploités.

On privilégiera l'athéisme ou le combat contre la religion, contre l'idéalisme en général, ainsi que la lutte pour l'obtention de nouveaux droits politiques ou la défense des droits politiques acquis par les opprimés, de manière à ce qu'ils puissent faire prévaloir leurs droits sociaux légitimes.

Les droits de l'homme, tout comme la liberté de pensée ou la libre pensée sont des concepts du même ordre d'idées que la laïcité ou la liberté d'expression renvoyant dos-à-dos les différentes classes, en évitant soigneusement qu'elles s'affrontent, au profit de la classe qui détient le pouvoir et peut diffuser tranquillement ses idées et sa propagande par le biais des médias qu'elle contrôle, afin de conditionner, abrutir les masses pour mieux asseoir sa domination de classe.

Les droits de l'homme, tout comme la liberté de pensée ou la libre pensée supposent la division de la société en classes sociales qui doivent être conservées telles quelles, alors que notre combat s'inscrit dans la perspective d'une société débarrassée des classes sociales et de l'Etat, des frontières, de l'argent, à l'origine de tous les maux des peuples, des guerres...

On évitera soigneusement tout rapport alliénant ou compromettant qui entraverait notre combat ou le détournerait de son objectif au profit de la collaboration de classes. Pas par dogmatisme, tout simplement par principe, parce qu'on peut très bien défendre les intérêts de notre classe en se situant exclusivement sur le terrain de ses intérêts sans avoir à prendre en compte ceux de ses ennemis, ce qui selon nous est incompatible à la fois avec les conditions objectives et l'idéal pour lequel nous combattons.

La classe dominante nous a octroyé de gré ou de force des droits pour mieux nous exploiter et nous opprimer, et non pour qu'on s'émancipe de sa domination de classe. Nous, nous combattons uniquement dans cette perspective, d'où notre refus de collaborer à toute entreprise qui aurait pour préalable le maintien en place de l'ordre établi ou le renforcement de l'emprise de la classe dominante sur celle des exploités et des opprimés. Notre détermination à lutter pour l'objectif politique que nous nous sommes fixés en sortira renforcé si nous refusons farouchement toute collusion, conciliation, compromission avec notre ennemi, la cohérence et le sérieux de notre discours et de notre programme apparaîtront plus clairement aux travailleurs et aux militants.

Vous savez aussi bien que moi ou mieux encore, qu'ils nous attendent au tournant ou qu'ils sont à l'affût de la moindre contradiction dans notre discours ou notre action qui leur servirait de prétexte pour s'abstenir de rejoindre notre combat, alors ne leur donnons pas cette occasion, faisons en sorte qu'ils en déduisent que nous sommes incorruptibles et dignes de confiance, cela facilitera nos rapports et présagera des jours meilleurs qui ne tarderont pas à venir si on sait s'y prendre avec eux. Vous aurez eu à coeur de noter qu'il n'y a aucune filouterie ou manoeuvre, hypocrisie, dans notre manière d'agir envers eux, parce que nous les respectons et nous avons confiance dans leur faculté de discernement, nous leur disons ce que nous pensons, et ce que nous faisons correspond à ce que nous pensons, ainsi nos rapports sont parfaitement clairs. Voilà qui pourrait être un élément de base de la formation des militants.

Le nouvel ordre mondial passe par le chaos et la guerre.

C'est le seul moyen qu'il leur reste pour imposer aux peuples leur politique, et assurer la survie du système d'exploitation de l'homme par l'homme au-delà du capitalisme en crise permanente, en faillite, en putréfaction.

Ils ne peuvent plus gouverner comme avant, ils recourent donc à des méthodes extrêmes et violentes, le fascisme et la guerre pour poursuivre la même politique.

Avec au bas mot 200.000 milliards de dollars de dettes, l'avenir du système capitaliste est plus qu'hypothéqué, il est épuisé, il ne leur reste donc plus comme solution pour conserver le pouvoir qu'alimenter encore et encore ce puit sans fond de la dette mondiale, non pas jusqu'à épuisement de la planche à billets, mais l'effondrement d'un des deux piliers sur lequel reposait le socialisme, la lutte des classes, plus précisément le mouvement ouvrier organisé, la nature des classes et leur antagonisme étant pour ainsi dire neutralisés une fois chaque travailleur atomisé et ses droits individualisés ou privatisés, de telle sorte qu'ils ne puissent plus résister et se rassembler, qu'ils deviennent la proie facile de la dictature du marché, le chaos servant à le dissuader d'offrir la moindre résistance dans une société au climat nauséabond.

Le chaos ou le règne de la terreur doivent lui inspirer les pires cauchemars, une haine aveugle de tout ce qui ne lui ressemble pas doit le submerger, de telle sorte qu'il ne lui vienne pas à l'esprit de s'associer avec ses collèges de travail, les membres de sa classe maintenant que cette notion lui est devenue totalement étrangère, de même que la fraternité entre tous les peuples exploités et opprimés. Il est devenu son propre ennemi et fait son propre malheur en s'en prenant au premier venu, plus faible que lui de préférence. D'où la nécessité de diffuser le plus largement possible notre propagande dans toutes les couches et toutes les classes exploitées pour briser cette spirale infernale sans fin qui mène l'humanité à l'abîme.

S'ils recourent au chaos, c'est parce qu'ils savent qu'ils ne pourront jamais soumettre totalement et définitivement le prolétariat, même affaibli à l'extrême, n'ayant plus rien à perdre il se révoltera contre sa condition, il finira par en prendre conscience et par repasser à l'offensive d'une manière ou d'une autre. Même la pire des répressions, la pire dictature n'en viendra pas à bout.

Le chaos est un obstacle de plus placé sur la voie qui mène au socialisme, le dernier à leur disposition, à nous de le briser en conduisant notre guerre sur tous les fronts à la fois, sans rien ne laisser passer.

- Pour l'Empire, la finalité c'est le chaos, pas la victoire de Peter Koenig - Global Research, 16 mai

"Une fois de plus, un pays "libéré" par les Occidentaux bascule inéluctablement dans le chaos." Global Research

Ce pourrait être n'importe lequel de ces pays à feu et à sang où Washington et ses séides d'Europe de l'Ouest et de l'Est ont semé la guerre – spirale sans fin de chaos, de ruine et de mort – et la soumission.

Le choeur même du problème : en réalité, la stratégie de Washington et de l'OTAN n'est pas de gagner la guerre ou le conflit mais de créer et maintenir les conditions d'un chaos permanent. Un moyen imparable de contrôler à la fois les populations, les nations et les ressources, et de garantir à l'Ouest une demande permanente de troupes et de matériel militaire – aux États-Unis, le complexe militaro-industriel et les industries et services connexes représentent à eux seuls plus de 50% du PIB. Par définition, un pays en pleine débâcle ou en plein chaos est en banqueroute et manque toujours d'argent – l'argent des conditions drastiques, l'argent de l'austérité, celui que dispensent le FMI, la Banque Mondiale et d'autres « institutions de développement » aussi sinistrement notoires, entre autres usuriers. Un argent synonyme d'esclavage, a fortiori lorsque accordé à des dirigeants corrompus qui se fichent pas mal de leur peuple.

(Cela signifie que les Etats-Unis ont basculé dans une économie de guerre. - ndlr)

- A propos de chaos, M. Hollande sait pertinemment que ses chasseurs bombardiers servent en réalité les intérêts du parrain pour semer davantage de chaos et de destruction dans toute la région, davantage de mort, davantage de misère, davantage d'esclavage – davantage de réfugiés sombrant en Méditerranée – et davantage encore de ce chaos sans fin, de gens à la limite de la survie, de gens qui n'ont plus les moyens de se battre pour défendre leur pays, leurs ressources, leur liberté, car ils doivent avant tout se battre pour leur propre survie, pour la survie de leurs enfants ou celle de leur famille. Tu parles d'un empire !

Non, franchement, quand quelqu'un vend à d'autres pays des chasseurs bombardiers ou n'importe quel type de machine à tuer, en sachant pertinemment que ces armes servent à tuer des gens, à détruire des pays, est-ce que ce type n'est pas un criminel contre l'humanité ? C'est pas un criminel de guerre de la pire espèce ?

(Et dire qu'il y a peu de temps encore, les uns et les autres dans nos rangs se bousculaient pour être reçus par cet infâme despote... - ndlr)

- Semer le désordre, le chaos et la ruine, c'est tout ce que Washington et ses vassaux savent faire. C'est pas gagner des guerres qu'ils veulent, ce qu'ils veulent c'est le chaos éternel et la ruine, des populations faciles à écraser. Ils appellent ça « full spectrum dominance » [domination totale ou dans tous les domaines].

(Leur nouvel ordre mondial corrrespond bien à l'instauration d'une dictature mondiale, d'une monarchie absolue dont les oligarques devraient être les despotes. - ndlr)

La souveraineté absolue de l'oligarchie financière est indispensable.

- Secret des affaires : comment les lobbies économiques orchestrent la régression de l'Europe - legrandsoir.info 17 mai

- Le coup d'État des multinationales

Dans tous ces cas, l'objectif ultime paraît aller bien au-delà de la remise en cause de telle ou telle régulation. L'enjeu est plus fondamental : il s'agit de donner aux intérêts économiques une légitimité juridique équivalente ou supérieure à celles des droits fondamentaux et des pouvoirs publics. À travers le secret des affaires, les tribunaux d'arbitrage privés ou encore l'obtention d'un droit de regard sur toute nouvelle régulation, les multinationales cherchent somme toute à se doter d'une quasi souveraineté. Si l'on pousse à bout cette logique, cela s'appelle un coup d'État. On ne peut que s'affliger de voir la Commission européenne, comme avant elle les socialistes français, y prêter aussi allégrement la main. legrandsoir.info 17 mai

S'affliger : Éprouver, témoigner de l'affliction.

Affliction : Peine profonde, abattement à la suite d'un événement pénible, d'un grave revers. è Abattement, chagrin,

déchirement, désolation, tourment. Désespoir, détresse, tristesse. Deuil, peine. Épreuve, catastrophe, malheur, tribulation, vicissitude.

Pour éprouver de tels sentiments faudrait-il en attendre quelque chose ou cultiver des illusions dans la Commission européenne ou le PS, ce qui est intolérable.

Ce coup d'Etat témoigne des limites atteintes par l'UE à l'étape actuelle dans sa capacité à se substituer aux Etats qui la composent. N'étant pas parvenue à une intégration politique totale qui aurait signifié la disparition de ces Etats ou leur perte totale de souveraineté, ce sont les banquiers qui vont s'en charger à leur manière.

Cela dit, la question ne sera pas réglée pour autant et demeurera un danger mortel pour leur régime, tant que chaque pays disposera d'une Constitution et d'institutions historiquement indépendantes de Bruxelles mais politiquement totalement soumises à sa volonté, il sera toujours possible aux différents peuples de se dresser contre leur gouvernement et régime pour les renverser. C'est à notre avis la limite au-delà de laquelle tout combat pour notre émancipation deviendrait vain.

Le temps presse. On ne se figure pas un mouvement insurrectionnel aux Etats-Unis susceptible d'ébranler ou renverser le régime, il n'en aurait jamais la force ou les moyens. Je ne sais pas si nous sommes nombreux à avoir conscience que l'Europe politique achevée signifierait définitivement la déchéance sans fin de la civilisation humaine. On nous rétorquera qu'il serait toujours possible de lutter pour sortir de l'UE, pourquoi pas, allez raconter à un Américain que la Californie pourrait faire sécession et il vous rira au nez, il vous prendra pour un demeuré et il aura raison.

Il faut être lucide et ne pas se raconter d'histoires, sinon on ne s'en sortira pas.

Macédoine. Après un coup d'Etat manqué de la CIA, comment l'AFP falsifie les faits.

- Macédoine: l'opposition appelle à rester dans la rue jusqu'à la démission du Premier ministre - AFP

L'opposition macédonienne a appelé dimanche soir à maintenir la mobilisation pour obtenir la démission du Premier ministre Nikola Gruevski, accusé de corruption, après une journée de manifestation massive ayant réuni 20.000 protestataires devant le siège du gouvernement à Skopje.

La pression que l'opposition de gauche entend maintenir sur le gouvernement dépend désormais de sa capacité à faire rester les militants dans la rue alors qu'une contre-manifestation de soutien au Premier ministre conservateur est prévue pour lundi à 18h00 GMT.

Sur une pelouse du terre-plein au milieu des quatre voies du grand boulevard en face du bâtiment gouvernemental, les manifestants irréductibles se reposaient, selon un journaliste de l'AFP sur place. Plusieurs petites tentes ont été dressées.

"Nous allons rester jusqu'au bout, car nous en avons par dessus la tête de ce gouvernement", a dit Lazar Popovski, 51 ans, un commerçant de Kumanovo.

Pendant la manifestation le chef de l'opposition avait harangué la foule : "Nous allons rester ici devant le gouvernement! Nikola Gruevski doit démissionner. Tant qu'il ne sera pas parti, nous ne quitterons pas les lieux".

Brandissant des drapeaux macédoniens mais aussi albanais, les protestataires regroupés sur un boulevard longeant le siège du gouvernement scandaient "démission, démission !", à l'adresse du Premier ministre en poste depuis neuf ans.

Selon une source proche de l'opposition ayant requis l'anonymat, le projet n'était pas de conserver sur place toute la foule, mais juste un nombre suffisamment important de manifestants, afin de maintenir la pression sur le gouvernement.

Défiant l'opposition, le Premier ministre conservateur a, quant à lui, affirmé qu'il n'entendait aucunement démissionner. Il a ajouté, sans en donner de preuves, que derrière l'opposition se trouvaient des services secrets étrangers.

En revanche, trois de ses proches collaborateurs, les ministres de l'Intérieur et des Transports ainsi que le chef des services de renseignement, mis en cause dans le scandale sur les écoutes, ont présenté leur démission.

Le pouvoir accuse l'opposition d'"espionnage" et de "volonté de déstabiliser le pays".

M. Gruevski et son parti VMRO-DPMNE ont été reconduits au pouvoir pour un mandat de quatre ans à l'issue des législatives anticipées d'avril 2014.

Néanmoins, depuis l'opposition refuse de participer aux travaux du Parlement et dénonce des "fraudes" commises pendant le scrutin.

Elle accuse également M. Gruevski de dérive autoritaire et de mégalomanie, dénonçant notamment un projet pharaonique d'embellissement de la capitale macédonienne, dont le coût est évalué à des dizaines de millions d'euros alors que 28% de la population est au chômage.

Le rassemblement de dimanche est intervenu une semaine après de violents affrontements entre forces de l'ordre macédoniennes et un commando d'origine albanaise, qui ont fait 18 morts dont huit policiers à Kumanovo (nord). AFP 17.05

Il n'aura échappé à personne que c'est la pseudo-gauche qui est instrumentalisée par la CIA, pas à son insu évidemment.

Commando piloté depuis Washington, même que nombreux ceux qui semblent au courant au regard des commentaires qui suivaient cet article.

1- Les "journalistes" de l'AFP ne trouvent rien à redire contre les lois de Manuel Valls sur le renseignement qui légalisent les écoutes anciennement illégales. (...) quand il s'agit de déstabiliser un pays qui déplait aux USA car il s'est rapproché de la Russie, il suffit alors de seulement 20.000 manifestants qui protestent contre des écoutes illégales pour que les "journalistes" de l'AFP trouvent normal que le gouvernement de ce pays doit démissionner.

Ces gens de l'AFP ne sont pas des journalistes mais des propagandistes de la pire espèce. Et cela se voit de plus en plus.

2- Si dans un des pays soumis aux USA 8 policiers étaient morts dans une attaque terroriste,on auraient un soulèvement médiatico-politique hors-norme.Mais là on tape sur le gouvernement,comme en Ukraine.Pure déstabilisation des libéraux-fachistes.

3- Le département d'état américain via la CIA met le paquet de dollars à l'opposition de gauche pour faire tomber le gouvernement légal de Macédoine .

La macédoine est un pays majoritairement chrétien avec une minorité musulmane.

On retrouve les mêmes procédés machiavéliques utilisés par les services spéciaux américains et polonais pour investir la place Maîdan à Kiev par 50 000 miliciens formés par Washington et Varsovie.

4- Les gouvernements russe et macédonien ont signé un accord de coopération sur la construction du pipeline de raccordement du système South Stream destiné à acheminer du combustible bleu en Macédoine .

Ce sont donc les activités commerciales et pacifiques de la Russie qui sont visés par ce complot !

Déjà en Macédoine depuis plusieurs mois des terroristes islamistes dont certains viennent du Kosovo, l'Etat islamiste et mafieux grand allié des américains, sont coupables de tueries dans le pays .

Décidément les USA depuis leur création sèment les guerres depuis le 18eme siècle partout dans le monde pour leur volonté de domination mondiale .

Ecoeurant !

5 - le gouvernement macédonien paye par une petite révolution "de couleur" son soutien à la russie... il suffit de taper macédoine+russie sur le net pour avoir, en premier titre, les raisons de cette future petite guerre que nous concoctent nos amis américains : "la russie va construire un gazoduc en macédoine". comment les coupeurs de jarrets ricans pourront-ils vendre en europe leur gaz de schiste hors de prix si les russes en proposent du moins cher de l'autre côté?

6- Comme par hasard, la force n'a pas marché avec la bande d'albanais , on nous refait le printemps arabe à la sauce balkan....pathétique.

7- Encore une révolution orgnisée par les US

8- Ca sent sa révolution colorée made in USA.

... Apres Kiev...les ricains vont nous faire le coup à Skopje.....à coeur vaillant rien d'impossible....à suivre.

ACTUALITE EN TITRES

Armes factices, mais règne de la terreur d'Etat bien réelle.

- Saint-Denis: Le Raid, appelé pour une intervention, tombe sur des armes factices - 20minutes.fr

A l'origine de l'intervention, un homme qui disait avoir été menacé «par un ou plusieurs hommes avec un fusil d'assaut»... 20minutes.fr 17.05

ACTUALITÉ DU JOUR

Mélenchon où l'imposture permanente.

- Mélenchon invite les militants à voter une «motion de censure contre Valls» - LeFigaro.fr

Interrogé sur le congrès du PS, parti qu'il a quitté en 2008, l'eurodéputé a appelé à «voter pour la motion B, car c'est la motion de censure contre Manuel Valls». Pour Jean-Luc Mélenchon, une victoire des frondeurs socialistes permettrait alors, sans problème, «de signer des accords» entre le Front de gauche et le PS. LeFigaro.fr 17.05

De qui parlent-ils de militants d'un parti qui soutient le régime fasciste de Kiev, les régimes ploutocratiques barbares du Golfe parrains d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique, de militants qui ont voté le TSCG, les budgets d'austérités depuis 2012, les interventions militaires au Mali, en Irak, Centrafrique, etc. qui ont refusé de voter contre toutes les mesures réactionnaires présentées par le gouvernement pour ne pas le même en minorité et le faire tomber.

Ainsi l'histrion du régime montre qu'il n'a jamais rompu avec le PS, encore moins avec le régime qui le nourrit. En lorgnant vers le PS qui devrait avoir encore de beaux jours devant lui, Mélenchon se place lui-même dans le camp de la réaction.

Il faut avoir à l'esprit que ces soi-disant frondeurs ne rejettent pas la politique néolibérale mis en oeuvre par le gouvernement, ils veulent juste en atténuer les conséquences dramatiques pour les travailleurs en les étalant sur une période, comment dire, plus longue, mieux, indéfinie, laminer leurs droits par petites touches, catégories professionnelles ou couches ou par couches de travailleurs de manière à ce qu'ils ne puissent pas offrir de résistance ou se rassembler pour les combattre, l'austérité et la régression sociale étant devenues permanentes et le seul avenir possible auquel ils peuvent prétendre.

En réalité les frondeurs rendent service au gouvernement en l'invitant à agir avec prudence plus hypocritement ou sournoisement encore pour mieux parvenir à ses fins.

Le gouvernement, l'AFP et les médias peinent à imposer la "réforme du collège".

- Réforme du collège: réforme du collège: les enseignants en grève mardi - AFP

- Mélenchon condamne la réforme du collège - AFP

- Réforme du collège : Najat Vallaud-Belkacem dénonce "malhonnêteté intellectuelle" et "enfumage" - Francetv info

- Réforme du collège: Manuel Valls vole au secours de Najat Vallaud-Belkacem - 20minutes.fr

- Valls publie une tribune pour défendre la réforme du collège et sa ministre - AFP

- «Pourquoi la réforme du collège doit se faire» - Liberation.fr

Banque mafieuse au banc des accusés.

- Affaire Kerviel: Une policière dénonce au juge l'influence de la Société Générale sur l'enquête - 20minutes.fr

Selon le site internet Mediapart, Nathalie Le Roy, la commandante de police qui a mené l'enquête Kerviel en 2008 et en 2012, a

été entendue le 9 avril par le vice-président du tribunal de grande instance de Paris dans le cadre d'une plainte contre X pour escroquerie au jugement déposée par l'ancien trader de la Société générale.

Sa déposition est accablante pour le parquet. La commandante de police de la brigade financière a dit au juge avoir complètement changé d'avis sur le fond de l'affaire. « A l'occasion des différentes auditions et des différents documents que j'ai pu avoir entre les mains, j'ai eu le sentiment puis la certitude que la hiérarchie de Jérôme Kerviel ne pouvait ignorer les positions prises par ce dernier », a-t-elle déclaré au cours de son audition.

La police instrumentalisée ?

Elle dit avoir brisé le silence grâce à la convocation du juge. « Je ne me suis jamais manifestée […] mais j'avoue que ma convocation […] m'apporte un soulagement. Je me suis très longtemps remise en question », a-t-elle dit, selon les propos rapportés par Mediapart.

Pire, elle a raconté avoir « eu le sentiment d'avoir été instrumentalisée par la Société Générale », a-t-elle confié au juge.

Des doutes

La policière qui a, depuis, changé de poste, a noué des doutes sur la culpabilité de l'ancien trader à partir de la seconde enquête, en 2012.

Elle a dénoncé au juge le rôle du parquet dans cette affaire et notamment comment l'enquête avait été influencée par la banque. « L'ensemble des documents qui ont été requis dans cette enquête auprès de la Société Générale nous ont été fournis par cette dernière, car nous n'avions pas le matériel informatique pour l'exploitation. […] C'est la Société

Générale qui m'a dirigé tous les témoins. »

Jérôme Kerviel a été condamné à cinq ans de prison, dont trois ferme pour avoir causé 4,9 milliards de pertes à la Société Générale. Il aura passé un peu plus de 150 jours en détention, avant de finir en septembre 2014 sous bracelet électronique.

Un nouveau procès civil doit se tenir du 20 au 22 janvier 2016 pour établir la répartition des responsabilités dans cette perte, la banque ayant reconnu avoir failli sur le plan des contrôles. 20minutes.fr 17.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen: deux raids aériens de la coalition à Aden, après la fin de la trêve - AFP

La coalition arabe menée par l'Arabie saoudite au Yémen a lancé dimanche soir deux raids contre des positions des rebelles chiites à Aden (sud), une heure après l'expiration d'une trêve humanitaire de cinq jours, ont rapporté des sources militaires et des témoins. AFP 17.05

Israël

- Qu'est-ce que l'unité « 8200 » d'Israël ? - french.irib.ir

L'Unité « 8200 » est une unité militaire israélienne d'espionnage dans l'espace virtuel dont la mission est d'organiser les surveillances, les écoutes, la prise d'image et d'émettre des parasites et interférences dans l'espace virtuel.

Le quotidien Raï al-Youm a écrit, dans un article, que le régime sioniste envisage de contrôler toutes les lignes téléphoniques et les systèmes de communication à Gaza, en vue de surveiller tout agissement et contact des militants palestiniens.

Entre-temps, dans le cadre de sa guerre psychologique sans relâche contre les Arabes et les Musulmans, le régime sioniste ne lésine sur aucun effort, à tel enseigne que le cabinet de l'entité sioniste soutient et encourage l'armée et les services

sécuritaires israéliens à traquer les Arabes à tout endroit et par n'importe quel moyen.

Dans ce contexte, l'Unité « 8200 » liée au centre du renseignement militaire de l'armée israélienne, considérée comme l'une des unités les plus développées de l'armée sur le plan technique et technologique, est active dans les guerres cybernétiques, et y joue un rôle essentiel. Selon le site web Defense News, Israël a recruté depuis 2003, des milliers de lycéens pour travailler dans cette unité. Cela a fait à l'époque beaucoup de bruit au sujet des raisons de l'embauche de ces forces humaines et la nature de leur mission.

Les activités de cette unité ont quatre formes principales : 1- surveiller, 2- écouter, 3- photographier et 4- émettre des parasites et des interférences.

Il est clair que cette méthode de travail a besoin des équipements techniques de haute technologie. C'est pourquoi le complexe des industries militaires d'Israël a équipé et développé de façon spéciale des systèmes électriques sous l'ordre des commandants de cette unité.

Une source sécuritaire israélienne a déclaré que l'Unité « 8200 » se servait des drones et que dans toutes les opérations d'assassinat en Cisjordanie et à Gaza, ce type d'avions avait été utilisé, car on utilise ces drones pour faciliter la mission des forces d'artillerie de l'armée avant procéder à des incursions contre la Palestine, et lors de l'attaque. french.irib.ir 17.05

Haut de page

Le 19 mai 2015

CAUSERIE

A quoi bon ajouter quelque chose ?

On craint surtout d'être très désagréable et qu'on nous accuse d'être injuste, alors que nous sommes animés des meilleures intentions du monde envers nos semblables qui décidément nous ressemblent de moins en moins, à moins que ce ne soit l'inverse, c'est moi qui me radicalise à gauche pour peu que cela soit possible, tandis qu'ils virent à droite sans même s'en apercevoir ou font preuve d'une hypocrisie qui ne les honorent pas.

Se leurrer ou se mentir à soi-même, on se demande où cela peut mener sinon à connaître davantage de difficultés par la suite. Cela nous concerne évidemment puisque nous sommes embarqués dans la même galère, n'allez pas dire qu'on s'occuperait de ce qui nous regarde pas, bien au contraire et c'est bien ce qu'ils ne supportent pas, au même titre que les chiens de garde du régime, ces procureurs de la pensée qui veulent nous interdire de nous exprimer.

D'ailleurs c'est bien simple, tous les reproches que l'on peut formuler à l'encontre des représentants de la classe dominante, du gouvernement, etc. concernent des travers que l'on retrouve tels quels chez la population en général.

Ils n'ont donc rien inventé, même sur ce plan-là ils n'ont aucun mérite, ils ont tout pompé chez la plèbe qui mériterait bien qu'on refasse son éducation, non pas en recourant à la force ou à des procédés déloyaux ou sournois, mais en l'amenant à partager nos principes et nos convictions sur le terrain de la lutte de classes, donc en lui témoignant le respect qu'elle mérite et que lui refusent les dignitaires du régime qui la méprisent.

ACTUALITE EN TITRES

L'espoir fait vivre. En grand s'il vous plaît !

L'air de rien l'oligarchie accroit son pouvoir jour après jour.

Nouveaux records de clôture à Wall Street - AFP

Wall Street a conclu lundi une séance peu animée sur de nouveaux records, restant poussée par l'espoir de voir se poursuivre une politique d'argent facile en l'absence de nouvelles informations de poids. AFP 18.05

Augmenté de 368%, Zaslav devient le patron le mieux payé des Etats-Unis - latribune.fr

Alors que le débat sur les inégalités sociales fait rage aux Etats-Unis, le New York Times a révélé son classement annuel des patrons les mieux payés. Le numéro un du classement s'appelle David M. Zaslav, avec une rémunération de 156 millions de dollars.

David M. Zaslav dirige la chaine de télévision Discovery Channel. Il a été augmenté de 368% en un an! Son actionnaire se montre particulièrement généreux puisqu'il rémunère également le deuxième plus gros salaire des Etats-Unis. Michael T. Fries, patron du cablo-opérateur Liberty Global, filiale de Liberty Media, gagne 112 millions de dollars.

C'est en troisième position que nous trouvons un financier en la personne de Mario J. Gabelli, PDG de Gamco Investors. Ses émoluements atteignent 88,5 millions de dollars. latribune.fr 18.05

Un coût de maître.

- Charlie Hebdo a reçu 4,3 millions d'euros de dons - LeFigaro.fr

- Le dessinateur Luz annonce son départ de "Charlie Hebdo" - francetvinfo.fr

"Si je me barre, c'est que c'est difficile pour moi de travailler sur l'actualité. (...) Beaucoup de gens me poussent à continuer, mais ils oublient que le souci, c'est l'inspiration", explique-t-il. francetvinfo.fr 18.05

Impossible de changer de fond de commerce dans le cadre de cette feuille hygiénique, quel aveu ! On n'épouse pas les pires causes sans en sortir indemne, on assume si on en a le courage ou on se démet si on est lâche.

La blanchisseuse du Palais ou l'institution mafieuse qui protège la pègre du régime.

- Charles Pasqua, quinze ans de déboires politicojudiciaires - Liberation.fr

Quand le règne de la terreur est aussi une entreprise financière.

- Sécurité : les mairies s'équipent en masse - Francetv info

Ancien Régime. Le sacerdoce de l'aristocratie au service du régime exige reconnaissance.

- L'ENA prévoit une case "particule du nom de famille" - L'Express.fr

Intox.

- Marine Le Pen veut contrer le traité transatlantique - LeFigaro.fr

- Collège : l'UMP promet d'«abroger» la réforme - Liberation.fr

Esclavage moderne. La précarité généralisée.

Le titre est parfaitement justifié puisqu'ils reconnaissent eux-mêmes que les trois quarts des travailleurs dans le monde ne disposent d'aucun droit, à ce niveau-là on est en droit de parler de précarité généralisée.

- Seulement un quart des travailleurs dans le monde ont un emploi stable - AFP

Seulement un quart des travailleurs dans le monde bénéficient d'un emploi stable, ce qui accentue leur insécurité, indique l'Organisation internationale du travail (OIT) dans son étude annuelle sur l'emploi publiée mardi à Genève. AFP 18.05

- Un travailleur sur deux dans le monde n'est pas salarié - LeMonde.fr

Dans son rapport sur l'emploi 2015, l'OIT plaide pour une prise en compte et une meilleure protection sociale des quelque 75 % de travailleurs informels et précaires. LeMonde.fr 18.05

Cela signifie qu'ils ne sont comptabilisés nulle part, ils ne disposent pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie, ils sont invisibles, ils n'existent pas comme classe. Cela fait 19 ans que je vis en Inde, 21 ans au total, je n'ai jamais vu une feuille de

paie rédigée par un patron indien. Il faut croire que je ne fréquente que des Indiens faisant partie des "75 % de travailleurs informels et précaires".

Cela devrait faire réfléchir ceux qui en France ou en occident vivent dans la plus parfaite insouciance de leur condition, et qui persistent à ignorer que les droits dont ils bénéficient ne sont pas tombés un jour du ciel. Un jour viendra où ils disparaîtront avant même qu'ils ne s'en soient aperçus pour leur plus grand malheur. Car je peux vous assurer que vivre dans une telle société est un cauchemar permanent, bien pire que tout ce que vous avez déjà subi ou que vous supportez quotidiennement ou encore que vous pourriez imaginer. Oubliez les mots bonheur, joie, plaisir, satisfaction, tranquillité, sérénité, bien-être, cela n'existe pas ici ou si, mais si éphémère que l'instant d'après on l'a déjà oublié et pour cause.

L'Empire du chaos vise le Venezuela et la Macédoine (la Russie).

- Les Etats-Unis enquêtent contre de hauts responsables vénézuéliens pour trafic de drogue - LeMonde.fr

L'actuel président de l'Assemblée nationale figure notamment parmi les personnes visées par cette enquête, rapporte le « Wall Street Journal ». LeMonde.fr 18.05

Et nous qui pensions qu'Obama et la CIA étaient les principaux responsables du trafic mondial d'héroïne, d'opium, de cocaïne et leurs dérivés... On ne doit pas avoir les mêmes informations que Le Monde.

Cela dit l'implication de hauts gradés de l'armée vénézuélienne dans le trafic de drogue est un secret de polichinelle, au point que je me suis déjà demandé à plusieurs reprises pourquoi les Américains n'utilisaient pas cet argument pour déstabiliser le régime et l'armée de ce pays, sachant qu'il existe un consensus entre le pouvoir et l'armée sur cette question et que la stabilité du régime en dépend. Il faudrait que les Américains aient mieux à proposer aux généraux vénézuéliens en leur garantissant l'impunité, pas sûr qu'ils marcheraient dans la combine après avoir observé de quelle manière ils se débarrassaient de leurs alliés devenus encombrants une fois leur objectif politique atteint.

- Macédoine: manifestation propouvoir alors que l'opposition campe dans la rue - AFP

- Kiev promet de montrer 2 soldats présumés des forces spéciales russes capturés dans l'Est - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. L'ambition au service des puissants rend audacieux, cynique, immonde.

Grille de lecture.

- Les puissants, l'élite intellectuelle à leur service et les médias ligués contre le reste de la population qu'ils entendent se soumettre.

- On notera qu'indistinctement ils peuvent s'afficher de gauche comme de droite puisqu'ils servent les mêmes intérêts.

- On observera que certains étiquetés à droite comme Franz-Olivier Giesbert ont eu ou ont encore pour parrains, acolytes, collaborateurs des dirigeants qui se prétendaient de gauche, Rocard ou Mauroy par exemple. Et vice versa.

- A l'arrivée on s'aperçoit qu'en réalité il s'agissait de la même famille politique, avec à l'origine des sensibilités différentes que leurs ambitions dévorantes ont rapproché, au point que plus rien ne devait permettre de les distinguer.

- La franc-maçonnerie est depuis son origine la théologie des puissants qui entendent étendre leur pouvoir sur le monde. Qu'on en vienne à le découvrir seulement aujourd'hui est à mettre en rapport avec son culte du secret qui en fait l'organisation complotiste et mafieuse la plus vielle de l'histoire après les différentes institutions religieuses.

Sa conception de la vérité est à rapprocher de son concept de laïcité. Elle entend ne favoriser aucune idée pour en réalité adopter celle du moment qui correspond aux besoins de la classe dominante. Elle se veut laïque sans pour autant rompre avec l'idéalisme qui est à l'origine de toutes les formes d'obscurantismes qu'elles partagent avec les religions.

- Manuel Valls, histoire d'un franc-maçon - L'Express.fr

- Valls consacre un long discours à l'audace en politique - AFP

Manuel Valls a consacré lundi soir un long discours à l'audace, valeur qu'il souhaite incarner à gauche, lors d'un dîner-débat du cercle de la Revue des deux mondes.

"Je suis venu pour vous dire : faisons preuve d'audace! (Qui se caractérise par le déni, le mépris, l'arrogeance, le cynisme. - ndlr) Prenons des risques! (Seul un fanatique peut remplir à bien ce rôle. - ndlr) Bousculons les dogmes! (Nos droits ou acquis. - ndlr) C'est aussi ce que les Français attendent de nous" (Pas vraiment ! - ndlr), a lancé le Premier ministre aux convives, parmi lesquels le directeur de la revue, l'homme d'affaires Marc Ladreit de Lacharrière. AFP 18.05

Revue des deux mondes.

Fondée le 1er août 1829 par Prosper Mauroy et par Pierre de Ségur-Dupeyron, et éditée par François Buloz qui en devient le rédacteur en chef en 1831.

François Buloz avait soutenu Adolphe Thiers...

À la fin du XIXe siècle la revue soutient l'Église catholique contre les offensives anticléricales.

La Revue des deux Mondes, fut dirigée par l'écrivain et critique littéraire Michel Crépu, avant d'être remplacé par Valérie Toranian, et compte environ 5 000 abonnés, pour un tirage proche de 8 000 exemplaires.

Si Commentaire l'a détrônée comme revue intellectuelle de référence des droites, elle garde un certain rayonnement dans le monde intellectuel, ce dont témoignent les chroniques régulières de son rédacteur en chef dans l'émission radiophonique Le Masque et la Plume sur France Inter.

Éloge d'Alain Finkielkraut, par Michel Crepu (Revue des Deux Mondes) 4 novembre 2013

Marc Ladreit de Lacharrière.

Président de La Revue des Deux Mondes.

Marc Ladreit de Lacharrière est administrateur du groupe Casino, de L'Oréal, de Renault depuis 2000, membre du Conseil consultatif de la Banque de France depuis 1997.

De 1989 à 1993, il est membre du comité de direction du groupe de Bilderberg5. Il est président de la section française du groupe Bilderberg, et par ailleurs membre du club d'influence Le Siècle.

Dans le journal Le Monde du 5 février 1992, il déclare : « Je suis l'un des fondateurs de SOS Racisme ». Il est à l'origine de la Fondation Agir contre l'exclusion avec Martine Aubry, fondation qu'il soutient financièrement.

En 2007, il fait son entrée dans le classement des milliardaires français avec une fortune nette estimée de 1,6 milliard d'euros.

Le 24 octobre 2012, il publie Le droit de noter, un livre dans lequel il prend la défense des agences de notations.

Valérie Toranian.

Directrice générale de la Revue des deux Mondes.

Directrice de la rédaction du magazine Elle de 2002 à 2014.

Compagne de Franz-Olivier Giesbert qui fréquente le club Le Siècle. (Source : Wikipédia.org)

Ces revues, clubs ou think tanks servent à alimenter en arguments l'élite intellectuelle qui a été sélectionnée par la classe dominante pour servir ses intérêts, notamment en intervenant dans les médias ou dans les différents partis politiques ou les institutions. Leur rôle au côté de l'oligarchie est capital...

Ils sont les seuls à parler du socialisme... pour mieux l'enterrer.

- «Le socialisme d'avant est quand même différent de maintenant» - Liberation.fr 18.05

- Reconsidérer la pensée de gauche. - lexpress.fr 15.05

Qu'est-ce qui la menace ?

- " La déferlante des démagogies populistes."

Qu'entendent-ils par là ?

- " La gauche s'est égarée au XX° siècle, sous l'influence d'un marxisme dogmatisé, dans la quête d'une égalité envisagée non plus comme l'égalité en droits de la Déclaration des droits de l'homme, mais comme une négation des différences sociales au nom de la justice."

(Egalité en droits de la Déclaration des droits de l'homme que Marx laminera littéralement, en montrant qu'elle était destinée à mieux asservir les masses laborieuses ou leur enseigner le respect de leurs maîtres. On aura compris que leur cible était le marxisme, le socialisme qui demeure la seule alternative au capitalisme. Marx luttera effectivement pour la "négation des différences sociales au nom de la justice", autrement dit l'abolition des classes sociales au nom de la justice sociale puisque l'inégalité entre les classes qui constitue le fondement du capitalisme ne peut être justifiée autrement qu'en légitimant le vol. - ndlr)

- "L'intention était certes louable, mais on s'installait dans l'imaginaire et le déni des réalités. La société sans classe ni hiérarchie n'existe pas et l'on sait à quels désastres ont abouti les tentatives de l'instaurer, aboutissant toutes à l'appauvrissement général, à la dictature… et à la constitution de nouvelles hiérarchies sociales pires que les anciennes."

(Aucune société "sans classe ni hiérarchie" n'a jamais existé au XXe siècle dans le monde, cet argument est du domaine du faussaire. - ndlr)

C'est donc d'autres références dont la pensée de gauche a besoin pour renaître.

(Il parle du PS, de la gauche qui était déjà de droite depuis un siècle, dont l'imposture doit perdurer pour éviter qu'une véritable gauche ne la remplace, il faut régénérer le PS, c'est leur hantise. - ndlr)

- "La voie communément nommée sociale-libérale, qui ne fait plus d'une abolition préalable du capitalisme un objectif."

(Et pour cause elle est synonyme de néolibéralisme, mais cela il ne le dira pas, il ne le peut pas car toute sa construction s'effondrerait. - ndlr)

(Dans les paragraphe suivant, l'auteur va s'employer à justifier l'existence des inégalités qui seraient une chance ! - ndlr)

- "« Théorie de la justice » publiée en 1971 et traduite en français en 1987, Rawls reconnaît l'existence d'inégalités irréductibles entre les êtres humains, résultat de la singularité de chacun et de hasards, qui vont du patrimoine génétique au milieu social et familial dans lequel naît chaque individu. « L'inégalité face à l'héritage de la fortune, écrit-il, n'est pas plus intrinsèquement injuste que l'inégalité face à l'héritage de l'intelligence ». Simplement, la société ne doit pas convertir en normes cette situation arbitraire mais au contraire, la rectifier pour être juste."

(Les masses doivent accepter l'ordre établi et le sort que la classe dominante lui réserve. - ndlr)

- "Dans la quête de la justice sociale, il ne convient pas d'imaginer des sociétés idéales, mais de faire en sorte qu'en acceptant les différences génératrices d'inégalités, celles ci soient compensées par les conditions les plus favorables possibles faites aux plus démunis. Le juste est toujours préférable à la vaine poursuite d'un bien qui s'avère en fin de compte inaccessible."

(Pour y parvenir, ils vont instrumentaliser les aspirations à la liberté et à l'égalité de la population pour en faire des instruments de la domination de classe des exploiteurs, c'est Charlie, quoi ! - ndlr)

- "Pour mettre en œuvre ce dessein, Rawls prône une organisation privilégiant la coopération et la recherche d'un consensus dont l'objectif est l'acceptation des inégalités inévitables. Cette dernière sera acquise dans la mesure où seront garanties la pleine liberté des individus et l'absolue égalité des possibilités offertes à chacun, quelle que soit son origine sociale."

(Le passage suivant est particulièrement tordu et sournois à souhait pour embrouiller les lecteurs.

L'auteur prétend vouloir "préserver (...) les grands acquis du siècle passé" ou "l'Etat-providence" et rechercher sincèrement

une alternative "aux thèses ultralibérales" nous dit-il, à condition de s'écarter résolument "des dérives dogmatiques qui stérilisèrent la pensée de Marx" ou le recours à l'Etat qui est un péché mortel pour les idéologues néolibéraux, car il conduit à "l'impuissance" et doit être écarté au profit du marché comme seul agent régulateur des rapports au sein de la société... une fois servi cela va s'en dire, tout cela pour en arriver là ou conduire les lecteurs à adopter cette idéologie foncièrement opposée à leurs intérêts. En résumé, cet exercice consistait à dénoncer le néolibéralisme pour mieux s'y soumettre une fois rejetée toute alternative, l'auteur démontrant au passage qu'il en est un zélé porte-parole.)

- "Favorable à une économie de marché fondée sur la concurrence, il ne l'envisage que garantie et encadrée par un Etat démocratique, régulateur des grands équilibres et adversaire de tout monopole. L'activité du marché rémunère l'effort, le travail, l'entreprise (donc le risque et la prise de responsabilité), elle entretient la motivation tandis que l'Etat veille au bon fonctionnement, au respect des règles et organise la redistribution équitable des richesses.

Les idées de Rawls ne sont certes pas une feuille de route et il faut surtout se garder des dérives dogmatiques qui stérilisèrent la pensée de Marx. Mais force est de constater que face à la réalité actuelle, (et spécialement à la mondialisation économique conduite selon les principes néolibéraux), la crispation sur les prémisses et les propositions de la social-démocratie du XX° siècle (pour ne rien dire du communisme) conduit à la pétrification et à son corollaire : l'impuissance. Il est urgent de raisonner autrement si l'on veut s'opposer efficacement aux thèses ultralibérales, offrir des contre-projets crédibles et préserver ainsi les grands acquis du siècle passé, ce qu'on a nommé de manière un peu hyperbolique l'Etat-providence. "

(La chute relève tout autant de la manipulation des consciences que le passage précédent.

Elle va consister à opposer les "données objectives", autrement dit les besoins des capitalistes qui sont légitimes ou ne doivent faire l'objet d'aucune contradiction, ils doivent s'imposer à tous un point c'est tout, aux "constructions idéologiques" invitant la gauche ou les lecteurs censés être de gauche à "renoncer aux utopies lyriques" qu'elles recouvrent ou les besoins des exploités, les appelant à ne pas se bercer "des regrets et des nostalgies" ou des "modèles et programmes du passé" qui correspondaient aux droits ou acquis des travailleurs pour "répondre aux situations réelles par des propositions réalistes" qui seront forcément compatibles avec la survie du capitalisme car il est impossible de concevoir qu'il pourrait en être autrement, et c'est là que que cette démontration déraille quand l'auteur prétend que ce serait le meilleur moyen pour ce qu'il appelle la gauche ou le PS de ne pas "se couper de ce qui fut historiquement son soutien, les couches populaires et une large fraction de ces classes moyennes", alors que c'est inévitable, comme quoi les représentants de la réaction rament bien pour le PS qui fait partie de leur famille.

En résumé, cela rejoint ce que nous disions dans une précédente causerie, les masses doivent abandonner tout espoir de pouvoir changer la société, c'est définiitivement du domaine de l'utopie au point qu'il faut oublier cette idée farfelue d'un autre âge, elles doivent composer avec la classe dominante afin d'adoucir le mauvais sort qu'elle leur réserve à défaut de mieux et s'en contenter, ajoutons dans la joie et la bonne humeur sans être tentées de recourir à la violence ou rechercher une issue à la crise du capitalisme qui correspondrait à leurs besoins puisqu'elle n'existe pas et la boucle de la soumission éternelle à l'ordre établi est bouclée, pour votre plus grand bien que vous soyez de droite ou de gauche, riche ou pauvre. - ndlr)

- "La gauche européenne du XXI° siècle doit admettre que rien ne s'est passé comme on l'imaginait il y a un siècle et que si elle veut rester fidèle à son idéal d'une société plus juste, elle doit prendre en compte les données objectives et s'arracher aux constructions idéologiques que les faits viennent démentir. Elle doit renoncer aux utopies lyriques, répondre aux situations réelles par des propositions réalistes, se repenser en profondeur au-delà des regrets et des nostalgies. Ne pas le faire signifie clairement se couper de ce qui fut historiquement son soutien, les couches populaires et une large fraction de ces classes moyennes qu'elle a largement contribué à créer. On le discerne déjà au niveau de la gauche la plus conservatrice, celle qui s'accroche quoi qu'il arrive aux modèles et programmes du passé et que les électeurs désertent." lexpress.fr 15.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Le président estonien réclame l'envoi d'arme à l'Ukraine - french.irib.ir

Pour le président estonien, Toomas Hendrik Ilves l'envoi d'arme à l'Ukraine reste une solution à cette crise avant de souligner que l'ordre de la paix de l'époque poste-guerre à l'ombre des accrochages en Ukraine est au seuil de disparition.

Au seuil de son déplacement en Allemagne, le président estonien, Toomas Hendrik Ilves a déclaré : « Les principes et les lois ont été violés. Depuis la conclusion des accords de paix de Minsk aucune amélioration n'a été constatée dans la situation et les

échanges de tir font rage toujours en Ukraine ». Aux yeux du président estonien l'envoi d'armes à l'Ukraine, qui ira dans le sens des objectifs défensifs, reste une solution à la crise sévissant en Ukraine. Je ne crois pas, a-t-il souligné, qu'un tel acte aboutira au renforcement des accrochages et aux violences en Ukraine. Des responsables russes et ceux de l'Union européenne ont à maintes reprises dénoncé l'envoi d'armes à l'Ukraine avant de souligner que cet acte mettre de l'huile sur le feu en Ukraine. french.irib.ir 18.05

2- Etats-Unis - Irak

- L'aide militaire au Kurdistan irakien adoptée par la Chambre des représentants américains - french.irib.ir

La Chambre des représentants américains a adopté le projet de loi controversé portant sur l'aide militaire américaine aux Kurdes et aux Arabes sunnites en Irak. Malgré la menace proférée par Obama d'apposer son veto à ce projet de loi, les congressistes ont donné leur accord à l'octroi de 179 des 715 millions de dollars d'aide militaires des Etats-Unis au gouvernement irakien en 2016, a indiqué l'Associated Press.

La commission des forces armée du Sénat américain a adopté le mois dernier un projet de loi autorisant l'administration américaine d'octroyer, sans l'autorisation du gouvernement central irakien, aux Peshmergas et aux Arabes sunnites, 179 millions de dollars sur l'ensemble des 715 millions de dollars d'aides américaines destinées à l'Irak.

Ce projet de loi a prévu des conditions pour l'octroi total de l'aide militaire au gouvernement central irakien. Ce projet de loi affirme que la condition pour l'octroi de 538 million de dollars d'aides militaires au gouvernement central irakien est la confirmation par le Département d'Etat américain et le Pentagone de la formation d'un gouvernement représentatif en Irak, faute de quoi 60% de cette aide seront octroyés aux Kurdes et aux Sunnites. L'administration américaine a fait part de son opposition à ce projet de loi. french.irib.ir 17.05

ECONOMIE

Grèce

- Athènes proche d'un accord avec ses créanciers, selon Varoufakis - Reuters

La Grèce est très proche d'un accord avec ses créanciers internationaux sur le déblocage de la dernière tranche du plan d'aide et le pays n'a nullement l'intention de réutiliser la drachme comme devise, a déclaré lundi le ministre des Finances Yanis Varoufakis.

De son côté, la Commission européenne a jugé que les positions se rapprochaient dans de nombreux domaines en raison d'un état d'esprit plus constructif à Athènes.

"Le gouvernement s'est aussi engagé de manière plus constructive sur la question des privatisations, qui sont nécessaires à une économie compétitive, et il y a (...) des signaux prometteurs en ce qui concerne la réforme du marché du gaz", a dit aux journalistes à Berlin le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, Pierre Moscovici. Reuters 18.05

Haut de page

Le 21 mai 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 14h30. On a ajouté 42 articles.)

Ici on fait face à une épidémie de varicelle. Je me dessèche et cela concerne aussi les yeux, du coup hier j'ai évité de me mettre à l'écran. Je vais devoir ralentir la cadence. J'ai aussi plein de travaux urgent à faire chez moi, je ne m'en sors pas.

On ajoutera une vingtaine d'articles plus tard dans la journée

Ces jeunes qui appliquent à la lettre la politique du gouvernement français.

- 45 jeunes filles mineures françaises se battent aux côtés de Daech (ministre français de l'Intérieur) - french.irib.ir

Le ministre de l'Intérieur, au cours d'une audition par la commission d'enquête sur la surveillance des Français impliqués dans les filières djihadistes de l'Assemblée nationale, a dévoilé ce mardi les derniers chiffres concernant nos ressortissants partis en Irak et Syrie.

Il a affirmé : «A ce jour, ce sont 457 français, dont un très grand nombre sont jeunes, qui sont présents en Irak et en Syrie. On estime que près de 1600 français sont impliqué d'une façon ou d'une autre dans les filières irako syriennes». Le nombre de femmes localisées sur zone parmi ces 457 serait de 137, le nombre de mineurs localisés seraient de 80, dont 45 jeunes filles mineures. french.irib.ir 19.05

Des barbouzes français de la valise diplomatique arrêtés en Syrie.

- Des Français auraient été arrêtés, pour tentative d'assassinat d'Assad - french.irib.ir

Deux ressortissants français, avec des Kurdes syriens, ont été arrêtés, dans une tentative d'assassinat bizarre contre Bashar al-Assad, le Président syrien. Le gouvernement français est, déjà, entré en contact avec Damas, par le biais des canaux directs, demandant le retour des personnes arrêtées. Les Français indiquent qu'ils sont prêts à entamer des négociations sur le retour des accusés présumés prisonniers. Les conspirateurs présumés auraient travaillé avec une cellule terroriste kurde, qui avait pénétré, au sein du personnel domestique d'Assad. Les Kurdes avaient posé des explosifs à l'intérieur de conteneurs de détergent, au palais présidentiel, au Sud de Damas. L'attaque n'a pas réussi. Les agents de sécurité français arrêtés avaient été envoyés, en Syrie, plus tôt, dans le cadre d'un groupe de travail secret associant Français/Syriens, sur le terrorisme.

Deux officiers du renseignement français sont passés en contrebande, à travers la frontière syrienne, grâce à des militants d'Al-Nosra, au Sud de Qalamoun, scène d'une bataille intense, qui a fait rage, pendant des semaines. Leur précédente visite, à Damas, plus tôt, cette année, était une mission secrète, qui a accompagné la délégation française, lors de sa visite, le 27 Février 2015. La raison officielle de la visite était de prendre des dispositions, pour la réouverture de l'ambassade française, qui avait été fermée, depuis 2015. Les responsables syriens, parlant, anonymement, disent que le gouvernement de Damas estime que les assassins font partie d'une faction kurde, formée à l'intérieur de la Jordanie. Les explosifs utilisés étaient de l'Armée royale jordanienne. french.irib.ir 19.05

Le PS ou la peste à fuir.

- François Hollande assure avoir été fidèle à ses promesses - LeFigaro.fr

- La bourse s'envole mais la gauche aura-t-elle le culot de s'en vanter ? - Atlantico.fr

On se croirait dans les années 80 quand la bourse rassurée par la politique antisociale de Mitterrand s'était envolée.

Que faut-il penser de l'état de conscience de ceux qui ont voté pour Hollande ? Ils n'en ont pas tout simplement ou si peu. C'est dur à avaler, n'est-ce pas ? Il faudra vous y faire si vous voulez vraiment changer la société, mais est-ce bien ce que souhaitent encore les militants ? A vrai dire on n'est pas sûr qu'ils croient cela possible, en tout cas cela ne se voit pas.

Hollande est fidèle à lui-même tout comme le PS qui n'a pas changé d'un iota en un siècle, il s'est tout simplement adapté aux besoins du capitalisme en crise au stade de l'impérialisme pourrissant. Réformiste bourgeois, social-libéral puis néolibéral, en réalité il a suivi le même processus de décomposition que le parti de l'ordre depuis la phase ascendante du capitalisme jusqu'à sa phase descendante et enfin sa putréfaction.

Laminé après sa capitulation en 1914, puis celle de 36, à la sortie de la guerre il est quasi inexistan, mais la bourgeoisie se chargera de mettre la main au porteuille pour le remettre en scelle, il se refera une petite santé jusqu'aux années 70 alors que le PC demeure populaire, le congrès d'Epinay de 1971 aura pour objectif d'inverser les rôles et de laminer le PC dans la perspective d'accéder au pouvoir comme supplétif du parti de l'ordre qui s'est remis de mai 68 et du référendum de 69, mais pas le capitalisme qui va entrer dans une phase de crise permanente entraînant forcément son rejet par les masses, il est donc urgent pour la classe dominante de préparer le PS à gouverner à son service pour faire barage à toute mobilisation révolutionnaire des masses, dont elle surestime les capacités ou la détermination dans le contexte de la fin des années 80.

Le PS fera illusion peu de temps, à peine deux mois après l'élection de Mitterrand les élections législatives seront marquées par une montée du taux d'abstention qui précèdera la défaite de 1986 et la cohabitation ou la sanction de sa politique d'austérité. Réélu en 88 par les nantis (les mêmes qu'en 2012 et leurs rejetons) qui espèreront être épargnés ou récompensés pour leur vilenie, avant de devoir composé une nouvelle fois avec le parti de l'ordre au pouvoir sous Chirac et ils ne démériteront pas en privatisant à tout va, Mélenchon doit s'en souvenir il en faisait partie.

Une fois dans l'opposition parlementaire pour une période de 10 ans, le PS n'aura de cesse comme précédemment de participer aux commissions de l'Assemblée nationale au côté du parti de l'ordre pour préparer les lois et mesures anti-ouvrières et réactionnaires que ce dernier adoptera.

De retour au pouvoir en 2012, il ne lui restera plus qu'à poursuivre sur sa lancée toujours plus droitière et impérialiste sans concéder la moindre miette à ceux qui avaient voté pour ses candidats, car entre temps la crise du capitalisme n'avait cessé de s'approfondir.

Minoritaire et illégitime, pendant qu'il entreprendra de laminer tous nos droits et de guerroyer ici ou là en Afrique et au Moyen-Orient, pour flatter la bonne conscience du petit bourgeois qui est décontenancé par sa politique réactionnaire et lui donner un os à ronger car il s'impatiente, il va se livrer à une gigantesque imposture qui consistera à se présenter en défenseur des droits des minorités en lui désignant les masses arriérées ou bourrées de préjugées réelles ou inventées comme bouc émissaire, car il faut bien continuer à gouverner et assurer la stabilité du régime, tirer sa légitimité de quelque part même s'il s'agit d'une vulgaire manipulation, il doit donner l'imprssion d'être soutenu par la majorité de la population, l'essentiel c'est que la plèbe divisée et sans direction s'en convainque en gobant les récits mensongers des médias.

Le PS a l'agonie il y a près d'un siècle a survécu jusqu'à présent par la volonté de la classe dominante. C'est elle qui l'a préparé pas à pas à gouverner sachant qu'il était acquis à sa cause. Elle savait qu'un jour ou l'autre il parviendrait au pouvoir et qu'il appliquerait sa politique car il ne pouvait pas en être autrement, et elle n'a pas été déçue. Mieux, elle s'est servie des médias pour porter Hollande au pouvoir en 2012, car elle savait qu'elle en tirerait davantage que de Sarkozy, elle doit être ravie d'avoir fait le bon choix.

En fait elle est la seule à avoir toujours fait le bon choix, tandis que nous, nous avons toujours fait le mauvais. Ah, mais c'est qu'il en faut de la détermination et de la constance pour reproduire les mêmes erreurs pendant près d'un siècle, à croire que le monde et la société se sont figés à jamais depuis ! Bravo à nos dirigeants ! Il faudrait leur dire que le temps du char à boeuf, de la diligence et du télégraphe est révolu depuis un certain temps, qu'en pensez-vous ?

Il n'y a jamais rien eu à attendre du PS ou ses dirigeants hormis la paumade anesthésiante de réformes qui devait servir à couvrir des mauvais coups simultanément ou à venir, sachant pertinemment que rien n'était acquis en la matière et qu'à la première occasion des contre-réformes seraient adoptées.

Nos mystificateurs professionnels ont fait de l'unité ou du front unique une stratégie, une fin en soi, on en veut pour preuve si besoin était que lorsque le PS parvint au pouvoir en 81, ils abandonnèrent leur programme prétendument révolutionnaire et balancèrent par dessus bord leur parti par la même occasion, ils avaient atteint leur objectif, ils ne pouvaient plus servir à rien d'autres, surtout pas au socialisme.

Tous les travailleurs, tous les militants sont ou devraient être pour l'unité de la classe avec les organisations et partis qui sont censés les représenter, le 12 février 1934 ils l'ont réalisée sans demander la permission à leurs dirigeants et contre leur volonté. Agiter l'unité comme un fétiche ou vouloir l'unité à tout prix ne mène nulle part ou à une impasse, à une défaite. La question est de savoir à quoi cela doit servir, comment on l'organise à la base et quelle suite on lui donnera, si elle servira à construire le parti ou si au contraire elle n'aura été qu'une supplique en direction de dirigeants étrangers à la classe ouvrière ou traîtres, qui s'en saisiront pour la dévier de son objectif ou la videront de son contenu.

On nous rebat les oreilles avec les masses alors qu'on a toujours été incapable de les atteindre, on peut tout au plus toucher quelques milliers de travailleurs ou militants, allez, disons 10 à 20.000 en étant généreux, c'est donc à eux que nous adressons, donc rien ne nous empêche d'avancer la nécessité de réaliser l'unité tout en matraquant les dirigeants des partis, en leur révélant leur véritable nature contre-révolutionnaire comme le faisaient Lénine et Trotsky dont le discours avait une toute autre portée, je ne pense pas qu'en agissant de la sorte ils visaient l'unité en soi ou un objectif particulier sachant qu'il n'y avait rien à en attendre la plupart du temps, hormis s'en servir comme un instrument pour mobiliser les masses et construire le parti, car c'est au cours de leur mobilisation qu'il est possible de recruter des milliers de nouveaux militants.

En 81 on a poussé la lâcheté jusqu'à employer le mot d'ordre du gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois, alors que le PS était un parti bourgeois comportant de vrais bourgeois, cette réserve devait servir uniquement de précaution oratoire tandis qu'on ménageait le PS en occultant sa véritable nature réactionnaire. Je me souviens encore que je n'osais plus ajouter qu'il ne faudrait rien en attendre de bon, tant cela me paraissait contradictoire et incompréhensible aux travailleurs d'appeler à voter Mitterrand dès le premier tour. J'étais très mal à l'aise, il y avait quelque chose qui me gênait là-dedans mais j'étais incapable de mettre un nom dessus, j'étais un jeune militant qui répétait des mots d'ordre sans en comprendre réellement le sens ou la portée. Quant à la révolution qui devrait découler de la trahison de la majorité PS-PCF, c'était comme dire, surréaliste car je ne la voyais nulle part venir et pourtant j'étais un révolutionnaire acharné, un vrai bolchevik, je la sortais à la suite mais je voyais bien que cela laissait perplexe mes interlocuteurs lors des diffusions, pour ne pas dire qu'ils levaient les épaules en se foutant de moi. Au-delà de porter le PS au pouvoir, tout le reste était du pipeau et je l'ignorais à cette époque. Depuis, comme le mot d'ordre du gouvernement PS-PCF n'est plus vraiment de mise, les mêmes dirigeants ont opté pour une assemblée constituante dans laquelle les mêmes partis officieraient que dans l'assemblée nationale actuelle, ils sont très forts décidément ! Ce n'est pas sérieux.

Qu'on évoque la perspective d'un gouvernement dirigé par le PS (et le PCF) parce que cela semble inévitable, c'est normal et

chacun peut le comprendre, mais qu'on en vienne à le souhaiter est intolérable. C'est comme si on souhaitait aux travailleurs de se faire matraquer pour qu'ils réagissent, même si cela peut les aider à prende conscience de la nature du régime en place puisque malheureusement il semble qu'en dehors de cette extrémité là ils demeurent incapables de passer à l'action, mais attention passer à l'action ne signifie pas forcément prendre conscience de sa condition au point de poser la question du pouvoir, d'où la nécessité du parti pour guider leur action ou leur réflexion dans cette direction-là ou vers cette objectif.

Il y a des gens et des militants qui sont pour ou contre quelque chose, nous nous sommes pour ou contre quelque chose selon les conditions dans lesquelles cette question est posée, à savoir qui la pose et qui doit la résoudre, au-delà qui doit en tirer profit. On peut discuter et confronter nos arguments, non ? Apparemment non.

Vidéos.

1- Un soldat syrien parcourt Alep et évoque les « crimes » de l'Armée Syrienne...
https://www.youtube.com/watch?v=GuInPrvGuhE

2- 'We are the world'.... order? NATO FMs kill song in Turkey
https://www.youtube.com/watch?v=VqaeriPlYDQ

'We are the World' features Greek Foreign Minister Nikos Kotzias, Turkey's Foreign Minister Mevlut Cavusoglu, NATO Secretary General Jens Stoltenberg and the EU Foreign policy chief Federica Mogherini during NATO summit in Turkey.

3- Ron Paul sur l'économie américaine et l'or - 13 mai 2015
https://www.youtube.com/watch?v=KZaAy76uWGQ

Les provocateurs font dans leur froc et bénéficient de la bienveillance de l'Etat.

- «Charlie hebdo» : le domicile de Riss espionné - Libération.fr

- Le caricaturiste Jul, collaborateur de « Charlie Hebdo », interdit d'entrée au Nicaragua - LeMonde.fr

Le caricaturiste français Jul, collaborateur de l'hebdomadaire Charlie Hebdo, s'est vu refuser l'entrée au Nicaragua par le gouvernement. LeMonde.fr 20.05

Le gouvernement aux petits soins avec ses protégés.

LeMonde.fr- L'ambassade de France au Nicaragua a essayé, sans succès, de faire revenir les autorités sur leur décision. Le représentant diplomatique, Antoine Joly, a fait part, mardi, de sa déception.

Le Nicaragua est un Etat souverain et il n'a pas de compte à rendre au gouvernement impérial français.

Dehors les agents de la CIA camouflés en militants d'ONG.

LeMonde.fr- Il est le troisième étranger en une semaine à être refoulé à son arrivée au Nicaragua, après le Péruvien Luis Carlos Boub et l'Espagnole Marta Gonzalez, militants de l'ONG Centre pour la justice et le droit international, qui venaient participer à l'anniversaire d'un organisme local de défense des droits de l'homme.

Qu'est-ce que le Centre pour la justice et le droit international ?

Parmi les généreux donateurs on trouve la National Endowment for Democracy (NED) ou la CIA, et la Fondation Ford qui finance également le Forum social des altermondialistes.

Président.

Gustavo Gallón, il est indépendant, la preuve : il a été nommé expert indépendant de l'ONU sur la situation des droits humains en Haïti.

Intox. Fabrication de preuves.

- Ce qu'il faut retenir des documents déclassifiés d'Oussama Ben Laden - 20minutes.fr

Rien, sinon une oeuvre de faussaires. Ceci explique cela.

20minutes.fr- Il n'est toutefois pas possible de vérifier indépendamment l'origine des documents, ni la qualité de leur traduction en anglais.

Alors qu'il aurait été soi-disant élu domicile dans une place-forte de l'armée pakistanaise :

20minutes.fr- Traqué, Ben Laden s'inquiète de sa sécurité.

ACTUALITÉ DU JOUR

L'art consommé du mépris.

Même un chien ne le serait pas autant envers son maître.

- François Hollande se dit fidèle à son discours du Bourget de 2012

- François Hollande assure avoir été fidèle à ses promesses - LeFigaro.fr

Quand il prend son assistance pour des débiles.

- "Parce que le monde, il est pas facile, et parfois il est pas gentil", constate Hollande - Francetv info

Commentaire d'internaute

1- "C'est cette phrase, qu'on pourrait "attribuer à un enfant de 4 ans" qui résume son bilan de trois, il s'enfonce, mais comme il s'enfonce, notre "moi Président" parce que le monde il est pas facile, et parfois il est pas gentil, c'est pathétique, et après j'ai même plus de mots pour le qualifier, notre "Président de pacotille" tellement il est pathétique !"

2- "Et oui ma pauv' dame ! On peut savoir pourquoi il parle aux Français comme à des neuneux ?! Il pourrait feindre au moins qu'ils ne nous méprisent pas !"

3- "Il est cocasse Hollande, il parle comme un enfant de 4 ans, il prend les élus de l'Aude pour des nunuches."

Effectivement, il est fidèle à sa classe.

- Collège: Hollande déterminé à poursuivre la réforme - AFP

- Pendant la grève, Valls annonce le futur décret sur la réforme du collège - Le Huffington Post

- Mobilisation des enseignants contre la réforme du collège - Reuters

Une partie des enseignants français ont fait grève et manifesté mardi contre la réforme du collège mais cette mobilisation, en demi-teinte, n'a pas fléchi le gouvernement qui reste déterminé à prouver sa volonté réformiste malgré la fronde.

Le taux de grévistes était de 23,44% (27,61% dans le public) dans les collèges, selon le ministère de l'Education. Le SNES-FSU, premier syndicat du secondaire, fait état pour sa part de "plus de 50%" de grévistes dans les collèges et lycées.

A Paris, 10.000 personnes, selon l'intersyndicale, 3.400 à 3.600 selon la police, ont défilé tandis que des cortèges clairsemés étaient signalés en province : 450 manifestants à Rennes, 500 à Nantes, 1.000 à Bordeaux, entre 500 et 1.200 à Toulouse, 2.000 à Lyon.

"Cette grève majoritaire n'est pas le fruit d'un supposé conservatisme ou élitisme des enseignants mais bien la volonté de s'opposer à un projet qui ne correspond pas à leurs attentes", souligne dans un communiqué le SNES, qui a adressé une lettre ouverte à la ministre de l'Education.

L'intersyndicale, qui représente 80% des quelque 840.000 enseignants français, a mobilisé sur des mots d'ordre différents. SNALC, FO, Sud, CGT réclament le retrait de la réforme tandis que le SNES-FSU demande des discussions.

A Paris, le Premier ministre Manuel Valls a réaffirmé que ce dispositif entrerait bien en vigueur à la rentrée 2016 et qu'un décret serait publié "le plus rapidement possible".

Pour Sébastien, professeur de physique en Seine-et-Marne, "c'est tout le collège public qui va être cassé".

"Ce qui fonctionne, les classes européennes et bilangues, qui permettent d'éviter les fuites vers le privé, ils l'enlèvent. A la place, ils mettent des dispositifs débiles, les Enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI)", juge-t-il en marge de la manifestation parisienne.

"J'ai voté Hollande en 2012, j'ai même collé des affiches pour lui et je regrette absolument. Il fait la même chose que la droite, mais en pire", ajoute-t-il.

Les établissements disposeront d'une marge de manoeuvre de 20% sur le temps d'enseignement pour favoriser l'apprentissage de sujets "transversaux", une plus grande autonomie dont les syndicats craignent qu'elle ne débouche sur un accroissement des inégalités entre les collèges. AFP 19.05

Et pour vous le faire bien sentir.

- Le gouvernement inébranlable sur la réforme du collège - Reuters

Le gouvernement s'est montré inflexible mercredi sur la mise en oeuvre de la réforme contestée du collège, dont le décret et l'arrêté ont été publiés au Journal officiel au lendemain de la grève des enseignants accompagnée de manifestations peu suivies.

Le SNES-FSU, premier syndicat du secondaire qui a revendiqué mardi plus de 50% de grévistes, a dénoncé "une provocation, une faute". L'organisation réclamait une suspension de la réforme pour engager des discussions avec le ministère de l'Education.

"Le Premier ministre commet une faute lourde. Non seulement ça ne va pas faire taire la contestation, mais ça risque de réveiller certains qui étaient prêts à des ajustements plus mesurés, là ils vont vraiment considérer qu'on les méprise", a réagi sur iTELE Frédérique Rolet, co-secrétaire du SNES.

"Si le gouvernement n'entend pas, il y aura grèves et manifestations à la rentrée", a-t-elle prévenu.

Rappelant que cette réforme était notamment soutenue par la CFDT et l'Unsa, Manuel Valls a dit sa "conviction profonde que l'immense majorité des Français (...) attendent un changement". Reuters 20.05 CFDT et l'Unsa qui ne représentent que 20%, donc ultra minoritaire comme Hollande...

Dans le même registre du mépris, mais pas des nantis ou leurs besoins.

Salauds de profiteurs responsables du chômage, les travailleurs jetés à la rue.

- Les indemnités aux prud'hommes bientôt plafonnées ? - Francetv info

Pour favoriser les embauches, les dommages et intérêts versés en cas de licenciement pourraient être limités. Francetv info 20.05

Harcèlement et chasse aux sorcières font bon ménage

- Pôle emploi met en place un nouveau dispositif de contrôle des chômeurs - AFP

Alors que Pôle emploi est confronté à un afflux inédit de demandeurs d'emploi (5,6 millions fin mars outre-mer et petite activité comprises), le dispositif "n'a pas vocation à modifier les chiffres du chômage", a assuré le ministre du Travail François Rebsamen.

"Ce n'est pas un flicage de la société", a-t-il déclaré. L'objectif est d'empêcher les demandeurs d'emploi de "s'enkyster dans le chômage de longue durée".

Malgré les polémiques, le nouveau dispositif a fait consensus au sein du Conseil d'administration de Pôle emploi. Il a été approuvé par tous, à l'exception de la CGT et de FO qui se sont abstenus.

Eric Aubin, le représentant de la CGT, aurait "préféré que ces moyens servent à aider les demandeurs d'emploi plutôt qu'à leur faire la chasse", d'autant qu'"il n'y a pas d'emplois" à offrir aux chômeurs.

Pour Patricia Ferrand (CFDT), il s'agit justement de "remobiliser ceux qui sont perdus dans la nature et qui ont baissé les bras".

Même opinion chez Franck Mikula (CFE-CGC): "Il était nécessaire de trouver le moyen le plus humain de contrôler la recherche d'emploi, parce que dans l'immense majorité des cas, ce n'est pas de la fraude, mais de la lassitude après avoir envoyé 600 CV sans obtenir de réponse". AFP 20.05

La procédure de contrôle débutera par "l'examen du dossier du demandeur d'emploi". Si l'équipe soupçonne une "insuffisance de recherche", elle interrogera le demandeur par "questionnaire", puis par "téléphone" et, enfin, en face à face, "si le doute persiste". "Le cas échéant, la procédure de radiation (...) est engagée", après un "processus de redynamisation".

Actuellement, les sanctions sont peu appliquées: seules 13.400 personnes ont été radiées en 2013 pour "insuffisance de recherche d'emploi", soit 2,5% des radiations totales. AFP 20.05

En complément. Vous n'avez pas répondu à cette annonce : Vous êtes radié !

- Arabie saoudite recrute 8 bourreaux: pas d'expérience requise - Le Huffington Post

Ah ces ordures de salariés qui passent à travers ! Des paradis fiscaux?

- L'impôt sur le revenu bientôt prélevé à la source ? - Francetv info

François Hollande en avait fait une promesse de campagne. Hier, mardi 19 mai, le chef de l'État a relancé l'idée d'un impôt sur le revenu prélevé à la source.

"C'est une opération qui vise à simplifier" la déclaration d'impôts, déclare à la caméra de France 3 Stéphane Le Foll, porte-parole du gouvernement. Reuters 20.05

ACTUALITE EN TITRES

24h chrono. Le mimétisme est parfait.

- La Maison Blanche dévoile un plan pour sauver les abeilles - AFP 19.05

- Le Plan d'action pour les abeilles présenté en conseil des ministres - AFP 20.05

C'est à croire qu'ils se coordonnent, non ?

Faits divers institutionnels

- Parti radical : laurent hénart ne retient pas Rama Yade - Liberation.fr

- Réactions en chaîne après la tribune de Duflot sur Mélenchon - Liberation.fr

- Duflot étrille Mélenchon, l'alliance rouge-verte dans l'impasse - Le Huffington Post

Opération déstabilisation de l'Empire du chaos.

- Les eurodéputés divisés face au cas Viktor Orban - LeMonde.fr

- Cuba: la répression s'intensifie, selon des exilés aux Etats-Unis - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre

- Yémen: un demi-million de déplacés, Sanaa de nouveau bombardée - AFP

- Attentat suicide sur un marché du nord-est du Nigeria, six morts - Reuters

- Burundi : le nombre de réfugiés qui fuient le pays a doublé en deux semaines, selon l'ONU - Francetv info

- Irak : les habitants de Ramadi fuient par milliers vers Bagdad, à pied - Francetv info

- L'armée algérienne dit avoir tué 25 djihadistes en deux jours - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Afghanistan: la Russie met fin au transit de fret militaire de l'Otan - french.irib.ir

Le premier ministre russe Dmitri Medvedev a signé un décret mettant fin au transit d'équipements militaires de l'Otan via le territoire russe.

Aux termes du document mis en ligne sur le site des informations juridiques officielles, cette décision a été adoptée suite à l'expiration de la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu de 2001 qui autorisait le transit de matériel de guerre vers l'Afghanistan via le territoire russe. french.irib.ir 19.05

2- Yémen

- Des tribus yéménites attaquent Najran en Arabie - french.irib.ir

En réaction au bombardement des régions frontalières yéménites par l'Arabie saoudite, les tribus yéménites ont visé par artillerie et obus de mortier la ville saoudienne de Najran.

Selon la chaîne al-Mayadeen, les tribus yéménites ont attaqué mardi après-midi la ville frontalière de Najran en Arabie.

Cette attaque était une riposte à la poursuite de l'offensive saoudienne contre le Yémen. Les tribus yéménites avaient déjà pris pour cible des obus de mortier, les régions frontalières saoudiennes où plusieurs militaires saoudiens ont été tués ou blessés. french.irib.ir 19.05

3- Irak

- Le faux pas d'Al Abadi - french.irib.ir

Un député du Parlement irakien a appelé le Premier ministre irakien à accorder davantage d'attention, dans la guerre contre Daesh, aux conseillers iraniens, plutôt qu'aux conseillers américains.

Selon Sumeriya news, le député lié à la coalition de l'Etat de droit irakien, Aouatef, a annoncé : «Il est temps que la réalité de Daesh et sa relation avec des hommes politiques et des sectaires, qui cherchent à abuser de la situation, en pêchant en eaux troubles et en effectuant des visites secrètes, dans certains pays de la région, dont le Qatar, la Turquie et la Jordanie, soient révélées».

Ce parlementaire irakien a ajouté : «La pénétration des forces populaires, à Al-Anbar, s'est faite avec le feu vert du commandement général des forces armées». Les forces armées et populaires irakiennes nettoieront Al-Ramadi et la province d'Al-Anbar de la présence des groupes terroristes et takfiris.

Les faits ont prouvé que la coalition internationale est complice du groupe de Daesh et que les conseillers américains n'accordent aucune aide importante aux forces de la sécurité. Le député du Parlement irakien a appelé le Premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi, à s'appuyer sur les conseillers iraniens, au lieu des Américains, qui vident le budget irakien.

Des responsables irakiens ont, toujours, rendu hommage au rôle important de l'Iran, dans la lutte contre Daesh. Lors de la rencontre d'hier, lundi, à Bagdad entre certains responsables irakiens et le ministre iranien de la Défense, le rôle de l'Iran, en soutien à l'Irak, dans sa lutte contre Daesh, a été, de nouveau, mis en relief. french.irib.ir 19.05

4- Arabie Saoudite

- L'Arabie Saoudite met l'Algérie sur une liste noire - french.irib.ir

L'information peut paraître tirée d'un film de science-fiction, tant il est impensable de voir une monarchie, dont le seul nom évoque l'extrémisme et le terrorisme, proscrire un pays, l'Algérie, qui en est d'abord la première victime et dont le tribut payé pour combattre les hordes formatées par les parrains wahhabites a été très lourd. Pourtant, l'information est officielle.

Le ministère saoudien des Affaires étrangères vient d'instruire les autorités concernées du pays (les ministères de l'Industrie et du Commerce et le Conseil de la monnaie saoudienne), leur demandant de faire preuve de «plus de vigilance» dans leurs transactions financières avec onze pays, dont l'Algérie, afin de «parer aux risques d'implication dans des affaires de blanchiment d'argent ou de financement de terrorisme».

L'information est rapportée par le journal saoudien Mekka,dans son édition de dimanche 17 mai. Le gouvernement saoudien accuse ces pays (l'Algérie, l'Equateur, l'Ethiopie, l'Indonésie, Myanmar, le Pakistan, la Syrie, la Turquie et le Yémen) de «ne pas respecter leurs engagements dans le cadre du Groupe d'action financière contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (Gafi).

Dans sa directive adressée aux institutions concernées, le ministère des Affaires étrangères saoudien énumère huit mesures à «appliquer strictement» dans leurs relations financières avec les onze pays cités. En tête de ces mesures, le «durcissement des conditions d'identification des clients, afin de connaître l'identité du véritable bénéficiaire, avant toute transaction avec les personnes physiques ou morales dans les pays qui présentent une faiblesse dans leurs dispositifs ou n'appliquant pas les recommandations du Gafi contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme». french.irib.ir 20.05

5- Israël

- Human Rights Watch dénonce l'expulsion de bédouins et de palestiniens - french.irib.ir

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Right Watch (HRW), a dénoncé mardi le feu vert de la Cour suprême israélienne à l'expulsion des habitants de deux villages de bédouins dans le sud d'Israël et de Palestiniens en Cisjordanie occupée.

La Cour suprême a statué dans un récent jugement que les 750 à 1.000 habitants bédouins du village d'Umm al-Hiran, situé dans le Neguev, pouvaient être expulsés. Ces bédouins, qui ont la nationalité israélienne, avaient été autorisés en 1956 à vivre sur ce site dont ils affirmaient avoir été expulsés en 1948 au moment de la création du régime d'Israël. french.irib.ir 19.05

ECONOMIE

1- Etats-Unis

1.1- Banques.

Intox, broutilles et couvertures des banquiers mafieux.

- Près de 6 milliards de dollars d'amendes pour 6 banques aux USA - Reuters

Quatre grandes banques ont plaidé coupable mercredi de tentative de manipulation des taux de change et six au total devront payer des amendes d'un montant global de près de six milliards de dollars (5,4 milliards d'euros) dans le cadre d'un accord qui marque sans doute le point culminant de la répression internationale de cette fraude à grande échelle.

Au total, les autorités américaines et européennes ont infligé plus de 10 milliards de dollars de pénalités à sept banques accusées de n'avoir rien fait pour empêcher leurs traders de partager des informations confidentielles sur les ordres de certains clients dans le but d'augmenter leurs profits sur le marché des changes.

Des traders de Citigroup, JPMorgan Chase, Barclays et Royal Bank of Scotland qui se décrivaient eux-mêmes comme "le Cartel" ont utilisé des systèmes de messagerie instantanée et un langage codé pour manipuler le cours du dollar ou de l'euro entre décembre 2007 et janvier 2013, selon les autorités américaines.

Ces quatre banques ont plaidé coupable de manipulation concertée du marché des changes, sur lequel les transactions représentent jusqu'à 5.000 milliards de dollars par jour.

Selon deux sources proches du dossier, après ces nouvelles sanctions, Citigroup et JPMorgan vont bénéficier de dérogations leur permettant de continuer à placer des titres et de faire des transactions avec les fonds mutuels et indiciels.

La Securities and Exchange Commission (SEC) devrait confirmer publiquement la mise en place des dérogations une fois que les banques auront officiellement notifié leurs arguments, peut-être dès mercredi, ont ajouté les sources.

Barclays a bénéficié d'une dérogation équivalente, a précisé une autre source.

La SEC n'a fait aucun commentaire dans l'immédiat.

Plaider coupable n'est en effet pas sans risque et les banques courtisaient la SEC, le gendarme de Wall Street, et d'autres organes de régulation pour obtenir des dérogations au cas où leur plaidoirie leur interdirait de participer à certaines activités comme les placements de titres ou le trading d'emprunts d'Etat.

Ces dérogations ont jusqu'alors été accordées sans difficulté mais cette pratique fait à présent polémique, surtout à la SEC où la commissaire démocrate Kara Stein reproche à l'organisme d'être trop laxiste vis-à-vis des établissements récidivistes et d'accorder ces dérogations de manière trop systématique. Reuters 20.05

En imaginant qu'ils gagneraient 0.001% de 5.000 milliards de dollar par jour sur 300 jours ouvrés, cela donne 15 milliards de dollars de profit ou 0,3% par an ce qui est relativement modeste et sans doute très en dessous de la réalité, alors payer 5 milliards de dollars d'amende, on comprend qu'ils soient demandeurs.

1.2- Dette étudiante colossale.

- 35.000 dollars, le montant moyen de la dette d'un étudiant américain - lefigaro.fr

Les diplômés américains de la promotion 2015 débuteront leur vie active avec une dette moyenne jamais atteinte. Le montant total de la dette étudiante atteint 1069 milliards d'euros.

Triste record pour la promotion 2015 d'étudiants américains. La génération diplômée à la fin de cette année est la plus endettée depuis.. toujours, comme le remarque le Boston Globe ,avec un montant total de 56 milliards de dette. Fraîchement sortis de leurs études, les jeunes adultes américains sont déjà en proie avec l'angoisse des premiers remboursements. En moyenne, les étudiants de la promotion 2015 débuteront leur vie active avec une dette de 35 000 dollars.

«Nous avons un système d'accès à l'enseignement supérieur entièrement basé sur l'endettement» remarque Heather Jarvis, un conseiller spécialisé en dette étudiante, au Boston Globe. Il regrette que le système de prêt permet aux gens «d'emprunter plus qu'ils ne peuvent se permettre». Ainsi, trois étudiants américains sur quatre souscrivent à un prêt. Fin 2014, le montant total de la dette étudiante aux Etats-Unis a atteint la somme incroyable de 1 069 milliards d'euros. En cause, les frais de scolarité extrêmement élevés des universités et «College» américains, qui forcent les jeunes à s'endetter pour espérer y poursuivre leurs études. Selon le magazine Forbes, le coût de l'enseignement supérieur a augmenté de 440 % outre-Atlantique en seulement 25 ans. lefigaro.fr 19.05

2- Chine - Brésil

- La Chine scelle un ambitieux plan d'investissements au Brésil - AFP

La Chine a scellé mardi avec le Brésil un ambitieux plan d'investissements de 53 milliards de dollars, en particulier dans le secteur des infrastructures, maillon faible du géant d'Amérique du Sud qui traverse une mauvaise passe économique.

Lors d'une visite officielle à Brasilia du Premier ministre chinois Li Keqiang, les deux pays ont signé 35 accords économiques dans le cadre d'un "plan d'action commun" allant jusqu'à 2021.

Cette vague d'investissements chinois apporte une bouffée d'oxygène au Brésil. La septième économie mondiale, est actuellement au bord de la récession et ses capacités d'investissement sont corsetées par le programme d'austérité du gouvernement.

Pékin, qui avait déjà apporté fin avril 3,5 milliards de dollars de financement dans Petrobras, a signé mardi deux nouveaux accords qui vont apporter sept milliards supplémentaire au géant étatique pétrolier brésilien, plombé par un vaste scandale de corruption qui a affecté sa capacité d'emprunt sur les marchés.

Dans le même registre, la banque chinoise ICBC va offrir jusqu'à 4 milliards de dollars de financements au groupe minier brésilien Vale, leader mondial du minerais de fer, qui souffre de l'effondrement des cours.

Les deux pays ont aussi concrétisé la vente d'une première tranche de 22 avions du constructeur brésilien Embraer à la compagnie chinoise Tianjin Airlines pour un montant estimé à 1,1 milliard, sur un total de 60 appareils.

Leader mondial de l'élevage de viande bovine, le Brésil a obtenu la réouverture du marché chinois à ses exportations bloquées pour des questions sanitaires. La reprise des ventes sera "immédiate avec l'habilitation par la Chine des huit premiers établissements exportateurs brésiliens", a souligné la présidente brésilienne Dilma Rousseff.

Routes, autoroutes, ports, la Chine va participer à des nombreux projets d'infrastructures.

Mme Rousseff a en particulier souligné l'importance "stratégique pour le Brésil" de concrétiser les études de faisabilité du pharaonique projet de "couloir ferroviaire et maritime" devant relier l'Amérique du sud d'est en ouest, de l'Atlantique au Pacifique à travers l'Amazonie.

Cet axe entre Brésil et Pérou servirait à transporter les matières premières brésiliennes, en particulier soja et minerai de fer vers la Chine.

"La Chine et le Brésil promeuvent la construction d'infrastructures, un domaine dans lequel la Chine a une riche expérience qu'elle aimerait partager avec le Brésil pour l'aider à réduire ses coûts", a commenté le Premier ministre chinois.

Ce projet dont le tracé n'a pas encore été tranché, soulève déjà l'inquiétude des écologistes.

Il représente à lui seul "30 milliards de dollars d'investissements", avait expliqué lundi à l'AFP le ministre brésilien de l'Industrie et du Commerce extérieur, Armando Monteiro.

"Un nouveau chemin vers l'Asie s'ouvrira pour le Brésil en réduisant les coûts et les distances", a vanté la présidente brésilienne.

Mais ce projet "est encore loin de sortir du papier", et "il n'est pas certain qu'il remplirait son principal objectif qui est de réduire le coût des exportations brésiliennes", soulignait mardi avec scepticisme le quotidien Folha de Sao Paulo.

M. Li devait se rendre mardi soir à Rio de Janeiro, ville hote de jeux Olympiques de 2016. Il y examinera mercredi certains projets chinois, avant poursuivre sa tournée en Amérique du sud en Colombie, puis au Chili et au Pérou.

Les échanges commerciaux entre la Chine et le Brésil ont été multipliés par 25 en un peu plus de dix ans, passant de 3,2 milliards de dollars en 2001 à 83 milliards de dollars en 2013. En 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil, devant les États-unis.

Mais la Chine n'est que le douzième investisseur. Une position que le gouvernement brésilien souhaite voir s'améliorer au plus vite.

Pour Pékin "l'Amérique latine est surtout un producteur de matières premières et on le voit dans la composition de ses investissements directs dans la région. Près de 90% des investissements chinois entre 2010 et 2013 ont été destinés aux ressources naturelles", indique un rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal) de l'ONU, de cette année.

Mais "la Chine est en train de prendre le rôle d'investisseur en Amérique latine et aux Caraïbes et le Brésil a besoin désespérément d'investissements", a assuré à l'AFP Charles Tang, président de la Chambre de commerce Brésil-Chine.

"L'arrière-cour des États-Unis est en train de devenir le jardin de la Chine et pas seulement au Brésil mais dans toute l'Amérique latine", ajoute-t-il.

Haut de page

Le 23 mai 2015

CAUSERIE

Dans mon bureau il fait 37°C, autant dire qu'il faut être un peu dingue pour passer des heures devant l'écran ou être motivé par une cause, qui sait ! La plage est à 10 minutes d'ici en moto.

Vous pouvez me soutenir financièrement pour m'aider à payer ma note d'électricité et utiliser la climatisation, cela aide à réfléchir de rafraîchir les neurones qui sont en surchauffe. Je vais me faire tondre pour mieux aérer le cerveau ! C'est vrai que les ouvriers ont un côté pragmatique des choses. Comme je me dessèche, je ne sais pas si cela provient de la vieillerie ou de la cigarette plutôt, quelle horreur ! J'ai acheté de la vitame A et des gouttes pour les yeux qui me brûlent, 250 roupies (3 euros environ), une ruine pour moi. Je dois boucler la fin du mois avec l'équivalent de 10 euros pour tenir mon budget.

Au fait, j'ai reçu une contribution qui me semble très intéressante, elle fait 48 pages, il me reste 10 pages à lire avant d'y répondre dans les jours qui viennent.

C'est marrant qu'il y ait des chercheurs, des avocats, des profs d'université, etc. qui se connectent sur notre portail, comme quoi il ne doit pas être aussi nul que cela. J'arrête là, j'ai hâte de sortir du bureau !

Le mot du jour : Après moi le chaos !

Il fallait le dire.

Au fait, c'est la social-démocratie qui est à l'origine du stalinisme, il n'a fait que l'imiter en somme. Alors que dire de ceux qui ont ménagé la social-démocratie pour lutter contre le stalinisme ou qui se sont associés avec elle : c'étaient des révisionnistes, des imposteurs !

En 1917 il n'existait pas encore de partis communistes, et les dirigeants de la social-démocratie ont refusé de soutenir la révolution russe faisant tout pour qu'elle demeure isolée et ne se propage pas au reste de l'Europe ravagée par la guerre, avant que le stalinisme ne prenne le relais en se soumettant à l'ordre mondial capitaliste. L'un devait ratisser les couches et classes moyennes pour le compte du capitalisme, l'autre pour le compte de la caste bureaucratique du Kremlin inféodée au capitalisme.

Cela vous avait-il échappé ? Cétait dans les années 10 du siècle dernier.

Deux stratégies pouvaient être envisagées pour mener le combat pour le socialisme.

L'une devait consister à faire passer au second plan la nature contre-révolutionnaire du PS en voulant absolument lui faire jouer encore un rôle dans le mouvement ouvrier, sous le prétexte que les masses n'en avaient pas conscience ou continuaient de trimballer des illusions dans la social-démocratie.

Ses partisans le justifieront en affirmant que cela permettrait de le démasquer, tandis qu'en pratique cela revenait à flatter les illusions des masses dans la social-démocratie, et les arrangeait bien si elles pouvaient en tirer profit pour amélliorer leur condition, ce qui correspondait à leur niveau de conscience sans pour autant l'élever, puisque l'objectif politique du combat du mouvement ouvrier devait leur demeurer inaccessible, du coup elles devaient être encore plus solidement enchaînées au capitalisme.

L'autre consistait à l'inverse à pilonner la social-démocratie, à en révéler l'hypocrisie ou l'imposture permanente. La manière dont devaient se combiner les faits et les déclarations de leurs dirigeants au passé et au présent, fournissait quotidiennement amplement matière à mener ce combat contre la social-démocratie, pour qu'aucune confusion ne subsiste sur sa nature réelle ou ses véritables intentions étrangères aux intérêts fondamentaux des travailleurs.

Pour cela, il fallait se pencher sur la nature de l'homme et sur ce qu'elle a de plus vile et méprisante qui pouvait concerner l'ensemble de la population, de telle sorte que chaque travailleur se serait senti concerné par cette argumentation et invité à en tirer des leçons à titre individuel pour progresser dans la vie et sur le plan politique.

Il faut parler franchement aux travailleurs et ne pas les prendre pour des débiles ou les mépriser. Il faut les aider à réfléchir en se mettant à leur portée. Ce n'est pas en leur donnant des leçons ou en leur adressant la parole comme si on était étranger à la classe ouvrière qu'on y arrivera. Nous sommes embarqués dans la même galère, mais on n'en a pas toujours ou souvent l'impression en lisant la littérature des partis ouvriers. Moi je le constate, eux inconsciemment cela les choque. C'est révélateur à plus d'un titre. C'est tout un art de les intégrer dans notre discours comme si nous partagions leurs préoccupations ou difficultés, ce qui est mon cas au regard de ma situation donc je n'ai pas à me forcer, c'est naturel, ils ont alors l'impression que c'est l'un des leurs qui s'adresse à eux sans leur raconter de blagues.

Le militantisme doit être autre chose qu'une révélation, un exutoire, un défouloir ou une thérapie, c'est un moyen pour s'améliorer à travers les autres à partir du moment où on les aide à progresser, l'un ne va pas sans l'autre. A suivre.

Ce n'est pas vraiment une révélation.

- E. Todd : “Ce livre, c’est aussi la révélation du rôle du PS dans la destruction de la République” - Atlantico.fr 17.05

- "Nous sommes dans une situation où le bloc MAZ (classes Moyennes, personnes Agées, et catholiques Zombies) accepte de vivre avec un taux de chômage de 10%, de ne pas faire de politique monétaire suffisamment souple, accepte de laisser pourrir toute une catégorie de la société qui est dominée. Les ouvriers sont relégués au fond des départements, les gosses d’immigrés sont enfermés dans des banlieues pourries, et tout cela sous la supervision du bloc MAZ et, à l’heure d’aujourd’hui, du parti socialiste."

(Todd fait partie de ces intellectuels qui découvrent en 2015 qu'il existe des couches de millions de travailleurs laissés pour compte, qui hier ne bénéficiaient pas davantage qu'aujourd'hui du progrès social sans que personne ne s'en soucie, qui rencontraient mille difficultés pour uniquement survivre avec un salaire misérable.

Mes parents en faisaient partie, constatant que partis de "gauche" et syndicats ne s'intéressaient pas à leur situation, ils préféraient logiquement s'en remettre à leurs maîtres plutôt qu'à leurs disciples et soutenaient le parti de l'ordre, mon père était menuisier en bâtiment et nous étions très pauvres, très malheureux. Je me souviens encore que j'allais à l'école avec des slips, des chaussettes et des chaussures troués et que j'en avais honte. J'appréhendais particulièrement la visite médicale où l'on devait se déshabiller dans un local et se tenir en rang dans un couloir en slip, j'étais obligé de tenir le mien d'une main pour qu'il ne me tombe pas sur les pieds parce que l'élastique était usé jusqu'à la corde, en plus d'être tenu à l'écart parce que j'étais très pauvre j'étais l'objet des sarcasmes de mes petits camarades de classe, leur bouc émissaire et celui de mes profs, c'était dans les années 60.

Du coup j'ai failli mal tourné et devenir un voyou, et à mon tour j'allais épouser les idées de droite de mes parents. C'est uniquement à la faveur d'un déménagement dans une banlieue essentiellement peuplée de bourgeois et petits bourgeois et en rencontrant des jeunes des classes moyennes de gauche ou d'extrême gauche que j'allais évoluer dans la même direction, puis m'organiser et militer...

Le constat de Todd est incomplet, ce ne sont pas seulement les classes moyennes, les personnes âgées et ce qu'il appelle les catholiques zombies qui n'en avaient rien à foutre de ces millions de travailleurs pauvres, mais bien toutes les classes et couches de la société qui avaient un mode de vie relativement confortable, leurs représentants les imitant. Je me souviens aussi entendre dire ma mère en entendant le journal télévisé de 20h annoncer ce qui étaient en principe des bonnes nouvelles, des mesures sociale adoptées par le gouvernement : "ce n'est pas pour nous comme d'habitude, on n'existe pas pour eux" et c'était effectivement le cas.

Certes la situation a évolué depuis cette époque, et cette tendance n'a fait que s'accentuer avec la crise permanente du capitalisme frappant de nouvelles couches de travailleurs et le développement des inégalités, que sert justement à couvrir les campagnes initiées par la classe dominante en faveur de l'égalité de droit en direction de telle ou telle couche, minorité ou communauté, qui ne servent qu'à donner un vernis démocratique à un régime de plus en plus inégalitaire et injuste, ouvertement dictatorial.

Ne pas le dire ou ne pas insister sur cette constance, c'est laisser entrevoir que le PS aurait joué un rôle progressif dans le passé, alors qu'en réalité il n'a jamais fait autre chose qu'accompagner les aspirations des masses pour les maintenir dans le cadre du régime en place et assurer sa pérennité. Dans ce sens, le PS n'est pas soudainement de droite comme dit Todd, il l'était déjà à cette époque.

Enfençons le clou, être favorable à des réformes sociales ne signifiait pas pour autant être de gauche, il en fallait bien plus dans la mesure où étant réalisées par des représentants de la classe dominante ou sous un régime capitaliste, elles allaient servir à enchaîner davantage les travailleurs au capitalisme et aux institutions qu'un militant de gauche devait combattre dans la perspective de leur renversement, sachant pertinemment que ces réformes seraient remises en cause à la première occasion et qu'il y était associé chez les travailleurs des illusions sur le plan politiques, lorsque le mauvais viendrait de s'y attaquer les masses se retrouveraient face à leurs illusions et totalement désemparées ou démunies pour affronter le régime, et n'auraient plus qu'à subir les mauvais coups sans comprendre ce qui se passait réellement du fait qu'elles avaient toujours eu une vision erronée de la situation, il allait leur être impossible d'appréhender correctement le présent sans se retrouver confronter à leurs propres illusions du passé qu'elles n'étaient pas prêtes à admettre ou combattre, car cela nécessitait de remettre en cause l'ensemble de leur conception de la société, elles en sont encore loin semble-t-il.

Quand une imposture apparaît au grand jour, c'est le processus qui a été à l'origine de son développement sur lequel il faut se pencher. Une imposture est le produit de la transformation de rapports dont les masses n'avaient pas conscience. A nous de les aider à en prendre conscience. - ndlr)

- "L'erreur fondamentale de la gauche, et de ma génération, a été de croire que la pénétration des vieilles terres catholiques par le PS signifiait que la gauche s'emparait des régions de droite. En réalité, ce qui s'est passé, c'est que les valeurs de hiérarchie, d'autorité, de déférence sociale, d'inégalité de la France ex-catholique se sont emparées du coeur de la gauche. Mais le vieux PS, la SFIO anticommuniste, était déjà implanté dans des régions de famille souche, autoritaire et inégalitaire du sud-ouest plutôt laïc."

(Le fait que Todd ait été incapable d'admettre que le PS était déjà de droite l'a conduit à une grande confusion dont il ne s'est pas entièrement débarrassé pour continuer à prêter au PS des intentions passées plutôt flatteuses que contredisait la réalité ou qu'il n'a jamais eu, car il partageait déjà les valeurs qu'il cite et prête à "la France ex-catholique" réactionnaire, on comprend qu'il soit difficile d'admettre qu'on s'est fourvoyé pendant tant d'années ou décennies sans remettre tout en question, y compris sa subordination au régime lorsqu'on demeure incapable de rompre avec lui, on atteint la limite de la critique du régime qu'il ne peut franchir. Ce qui explique pourquoi il précisait dans cet interview qu'il s'était "engagé à ne plus revenir sur la polémique avec Manuel Valls. Je m'y tiens", c'était en fait un baroude d'honneur sans plus ! - ndlr)

Donc, le PS est devenu le parti dominant de la gauche, et le PC a implosé. Nous n'avions pas prévu cette permanence culturelle catholique zombie. Ce ne sont pas des choses qui me font plaisir, ce sont des choses que je constate empiriquement.

Le PS arrive aux commandes et il est le moteur créatif du système politique français avec l'euro et Maastricht. Jamais la droite n'aurait inventé des trucs pareils, elle est par nature dans une gestion conservatrice. C'est là qu'est l'hommage; le PS a été en un certain sens un parti révolutionnaire, même si sa révolution a été une contre-révolution, la revanche de la périphérie catholique sur la République jacobine.

(S'il avait l'honnêteté intellectuelle de remonter plus en arrière, il pourrait faire le même constat. Il décrète que le PS était devenu de droite avec l'euro et Maastricht, il y a donc 23 ans, cela commence à en faire des années tout de même, et il n'est pas devenu soudainement de droite en 1992, c'est l'aboutissement de quelque chose sur laquelle il faut mettre un nom, une étape révélatrice qu'il l'était de droite bien avant. Et lorsque en 1983 il a reconnu officiellement qu'il se revendiquait de l'économie de marché, il signifiait par là par autre chose, il y a 32 ans. En 1936 il avait opté pour la bourse au détriment de l'application d'un programme ouvrier, il avait déjà choisi le capitalisme contre le socialisme, comme en août 1914 en votant les crédits de guerre il avait choisi son camp, celui de la réaction, de la guerre impérialiste. - ndlr)

Je présente dans le livre des cartes de l'inégalité dans les structures familiales en France - mon coeur de métier - et je constate qu'il y a une association positive entre la force du PS et la présence de valeurs inégalitaires. C'est pour cela que je ne comprends pas pourquoi le PS attire l'attention sur ce livre. En principe, une personne de gauche qui lit "Qui est Charlie ?" ne peut qu'éprouver un choc, une désillusion abominable. Si on entre dans l'argumentation et si on considère que les preuves sont suffisantes, on ne peut refermer le livre qu'en se promettant à soi-même de ne plus jamais voter socialiste. Parce qu'on a compris que le parti socialiste est un parti de droite."

(Pas si sûr pour ne pas aller au bout de son analyse comme on l'a souligné. Même le PG et le PCF refusent de se situer dans l'opposition au gouvernement, ils refusent de rompre avec le PS et continuent de passer des alliances électorales avec lui, de gérer ensemble des communes et départements, alors qu'ils sont étiquetés à la gauche de la gauche ou parfois à l'extrême gauche. Ils légitiment le PS en procédant de la sorte pour faire oublier qu'il est de droite. Car comment des partis qui claironnent qu'ils sont de gauche pourraient-ils s'allier avec un parti de droite, c'est insensé, cela ne tient pas debout, dès lors deux choses l'une : soit le PS est bien de droite et le PG et le PCF le sont aussi, cela semble grotesque à première vue, et pourtant, soit il est passagèrement ou partiellement de droite mais demeure fondamentalement de gauche, ce qui semble logique, en apparence seulement, mais là pour le coup on se fout des apparences parce que cela nous arrange, ce qui permet d'alimenter de nouvelles illusions dans le PS et tout peut continuer tranquillement comme avant, autrement dit la sortie de Todd aura servi à rien ou presque. - ndlr)

Charlie ou le coup d'Etat terroriste du 7 janvier 2015 expliqué aux nuls.

- La manipulation de l'opinion publique - Arrêt sur info 18.05

Extrait. Les techniques de manipulation de l'opinion publique (ou de manipulation des masses) sont l'ensemble des moyens d'influence exercés sur une population à des fins politiques, militaires ou économiques.

Ces techniques sont nombreuses et on les rencontre tous les jours. Elles sont basées sur le fait que l'être humain réagit, statistiquement, de manière prévisible en fonction de stimuli ou d'informations données. Les états-majors politiques et les détenteurs du pouvoir n'ont plus alors qu'à étudier ces comportements pour effectuer les choix tactiques qui leur permettront d'obtenir la réaction qu'ils attendent de l'opinion publique.

Plus subtil que le recours à la force, l'art de la manipulation est de modifier le comportement d'une cible déterminée en transformant

sa perception du réel. L'objectif est d'obtenir une emprise efficace sur cette cible par une situation de dépendance psychologique et matérielle. Arrêt sur info 18.05

Les intsruments ne manquent pas : L'ensemble des institutions, partis politiques, syndicats, médias, instituts de sondages, publicitaires, think tanks, témoins triés sur le volet, personnalités accréditées à donner son avis sur tout et rien, intellectuels, experts improvisés ou sortis de nulle part, il en faut pour toutes les couches de travailleurs...

Le nouvel ordre mondial, c'est le cynisme absolue ou la barbarie assumée.

« We Are The World » repris en chœur par les fauteurs de guerre de l'OTAN - Arrêt sur info 18.05

Le sommet de l'OTAN à Antalya – Turquie [13 mai 2015]

L' « interprétation » grotesque de "We are the World" par les fauteurs de guerre de l'OTAN a choqué les médias hors système et leur public. « Le choix de la chanson – "We Are The World" – était peut-être une piètre idée. Ils [les ministres] ont été ridiculisés sur les médias sociaux pour l'hypocrisie de leur promotion de la paix. Ceux qui s'expriment sur ces médias ont fait connaître leurs sentiments à ce sujet, par les mots accusateurs de "fauteurs de guerre" et "d'assassins" . "Moment le plus embarrassant dans l'histoire de la plus puissante alliance militaire de la planète. » [Business insider] . Arrêt sur info 18.05

Ils imposent leur conception du chaos et de la guerre au monde entier.

Il faudra vous faire à l'idée qu'absolument rien ne les arrête, tandis que de notre côté on devrait demeurer mesuré pour ne pas choquer la susceptibilité de militants dont on se demande ce qu'ils ont dans la tête, le monde à l'envers quoi ! Nos droits sont légitimes et nous ne sommes pas disposés à les brader contre un plat de lentilles, c'est un principe non négociable qu'il leur plaise ou non.

Selvi ma compagne tamoule connaît au moins par coeur une exclamation en français : c'est dingue, c'est fou, c'est pas possible ! Je lui raconte un peu ce qui se passe dans le monde, c'est à pleurer de rage ou à se flinguer. Pour elle, il tient dans 3 km² et il est déjà insupportable à ses yeux ! C'est de là que je tire mon inspiration, c'est ce qui me motive en sachant que la solution à nos problèmes se situent à des milliers de kilomètres d'ici, en France ou en Europe notamment.

Après tout ce qui vient d'être dit depuis le début de cette causerie, on se demande comment on ne peut pas être convaincu que combattre notre ennemi sur tous les fronts est indispensable pour élever le niveau de conscience des masses et que cela devrait être notre priorité au côté de la défense de nos droits ou acquis sociaux.

Il faut placer les masses face à leur ignorance pour qu'elles comprennent pourquoi elles sont toujours aussi vulnérables, et que c'est là la cause essentielle de tous leurs malheurs. Personne ne peut se sentir vraiment bien dans cette société pourrie, en dehors des ordures finies qui assument être pourris jusqu'à l'os ou le revendiquent, on ne peut être que terriblement troublé par l'évolution de la situation qui ne cesse de se dégrader à une allure fulgurante en France et dans le monde.

Des millions de travailleurs se posent ces questions quotidiennement, c'est un sujet de conversation récurrent, angoissant ou qui met mal à l'aise quand on subit la situation sans réagir, et malgré tout on demeure incapable de trouver la bonne formule pour s'adresser à ces millions de travailleurs. Tous les partis ouvriers ont déserté le combat sur ce terrain-là pour ne se concentrer que sur des questions bassement alimentaires, qui plus est qui ne concernent même pas les couches les plus défavorisées. Sclérosés, ils sont recroquevillés sur leur fond de commerce pour tenter de sauver leurs appareils. Cette démarche est suicidaire.

Dossier Yémen.

- Ansarallah sort ses missiles - french.irib.ir

Pour la première fois depuis le début de son agression, l'Arabie saoudite a vécu ce mercredi un choc . Un véhicule blindé de l'armée saoudienne a été pris pour cible des unités d'artillerie lourde appartenant aux tribus de la localité de Alab ! L'attaque a coûté la vie a des dizaines de soldats et en a blessé des dizaines d 'autres.selon al mayadeen les soldats à bord de ce véhicule ont été tous tués.

Le ministère saoudien de l'interieur a de son côté reconnu la mort d un soldat saoudien près des frontières. Selon Al Ahed, les deux tribus al zaher et shada ont tiré 40 missiles et 50 obus de mortier contre des bases militaires saoudienne. Toutes situées dans le nord ouest de Sanaa. french.irib.ir 20.05

- Arabie : une base militaire tombe - french.irib.ir

L'armée et les forces populaires yéménites ont pris, ce jeudi, avant midi, le contrôle de la zone militaire du «mont Al-Radif», sur le sol saoudien.

Hier, mercredi, des sources d'information, au Yémen, ont fait part de la mort de plus de 20 militaires saoudiens, lors d'affrontements frontaliers avec les Yéménites.

Lors d'affrontements, à Radif, des dizaines de véhicules militaires saoudiens ont été anéantis, a-t-on appris d'Al-Manar.

L'armée et les comités populaires ont attaqué, à l'obus de mortier et à l'artillerie, deux bases militaires de Bordj al-Kassaf et d'Al-Radif. french.irib.ir 21.05

- Vaste cyber-attaque contre Riyad. - french.irib.ir

La cyberarmée yéménite revendique la vaste cyberattaque de jeudi soir contre trois ministères saoudiens, cyber attaque qui s'est soldée par le piratage de milliers de documents et fichiers classifiés, mettant en lumière les liens entre les "agents yéménites de Riyad ".

Dans son premier communiqué officiel, la cyber armée du Yémen affirme : "Nos cyber combattants ont lancé une vaste cyber offensive visant plus de 3.000 ordinateurs et servers appartenant aux trois ministères saoudiens. Nous nous sommes emparés de boites mails, de courriels de milliers d'employés, d'agents secrets, de militaires saoudiens.

Des missives, des circulaires, des documents classifiés, dont certains remontent aux années 80, figurent parmi ces documents". "Pour éviter tout démenti, de la part de Riyad, nous allons rendre public une partie de ces documents, pour que Riyad sache que son royaume n'est qu'une toile d'araignée". "Notre message est clair: espions, agents, soldats des Al-e Saoud, trouvez-vous quelque part, pour vous cacher".

La cyber armée yéménite a déjà fait une première démonstration de force en hackant il y a quelques semaines, le site du journal saoudien, "Al-Hayat". french.irib.ir 22.05

ACTUALITE EN TITRES

Allégeance de la basse-cour du monarque.

- Congrès PS: "majorité absolue" pour la motion menée par Cambadélis - AFP

La participation, qui était la grande inconnue du scrutin, se situerait autour de 55%, soit le même taux qu'au congrès de Toulouse en 2012...

Une bonne nouvelle pour François Hollande et Manuel Valls. La motion du premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis en vue du congrès de juin obtiendrait selon des résultats partiels un score supérieur à 60% des votes des militants, qui se prononçaient jeudi sur la ligne de leur parti. Un résultat qui signifie une marge de manoeuvre accrue pour la fin du quinquennat. AFP 21.05

La réaction a choisi son candidat.

- "Les Républicains", pas un nom de parti pour 69% des Français - AFP

- Les militants socialistes ouvrent la voie de 2017 à Hollande - Reuters

Et peu importe.

- Présidentielle : un Français sur 5 est favorable à une candidature de François Hollande, en 2017 - Francetv info

Les dirigeants de la classe dominante semble avoir jeté une nouvelle fois leur dévolu sur Hollande, à moins que Valls serait le mieux placé, face à Sarkozy s'il se représenterait l'un ou l'autre ferait aussi bien l'affaire, sauf accident et abstention record.

L'engrenage du chaos jusque dans chaque foyer.

- Dérives du smartphone : la difficile prise de conscience des parents - LeFigaro.fr

Il ne peut y avoir qu'un seul dictateur à la tête de l'UE.

- «Salut, dictateur !», dit Jean-Claude Juncker à Viktor Orban - 20minutes.fr

Rappel : Jean-Claude Juncker - "Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens" qui n'ont rien de démocratique.

Au pays des zombies pétroliers.

- États-Unis, l'écologie n'a pas la cote - Francetv info

La parole écologiste est quasi inexistante aux États-Unis, alors que les lobbys pétroliers sont surpuissants. Francetv info 22.05

On ne peut pas contenter tout le monde...

- Brésil: le gouvernement annonce une coupe budgétaire de 20 milliards d'euros - AFP

Le gouvernement brésilien a annoncé vendredi, sans surprise, une coupe budgétaire de 20 milliards d'euros dans les dépenses de cette année et qu'il prévoyait maintenant un recul de 1,2% du PIB. AFP 22.05

ACTUALITÉ DU JOUR

A la niche !

- Christian Paul : "Il faut tourner la page de la fronde parlementaire" au PS - Francetv info

Elle n'a jamais empêcher aucune mesure du gouvernement d'être adoptée, ces gens-là sont des manipulateurs, ils le savent et quelque part ils sont plus dangereux et cyniques encore qu'Hollande ou Valls.

Cabotinage . Jeu de mains, jeu de vilains.

Mélenchon tend la main aux frondeurs : "Avec moi vous pouvez encore changer le pays" Francetv info

En voilà qui fera toujours preuve d'autant de perspicacité. Ce qu'il y a de pratique avec Mélenchon, c'est qu'on n'a pas besoin de le démasquer, il le fait très bien lui-même. Vous me direz que c'était la même chose avec les dirigeants du PS. Effectivement, justement, c'est la raison pour laquelle une stratégie basée sur ce facteur revenait à ne pas en avoir, sans parler de leurs exploits quand ils sont au pouvoir. Là ils se surpassent jusqu'à ne plus laisser aucun doute sur leur nature sociale, donc a priori les travailleurs devraient savoir à quoi s'en tenir, c'est le cas la plupart du temps, à ceci près qu'ils ne savent pas quoi faire de cette conclusion et en reviennent parfois à leurs vieilles illusions ou marchent dans la combine en accordant leurs faveurs aux moins pourris, alors qu'ils le sont tout autant si ce n'est plus comme on peut le constater depuis que Hollande a été élu.

Les masses croient dans le pouvoir institutionnel, constatant que les institutions ne peuvent servir leurs intérêts, elles auraient tout intérêt d'en changer, d'abolir les institutions de la Ve République, l'Ancien Régime une fois pour toute. Donc on ne voit pas pourquoi la question du pouvoir politique et des institutions ne seraient pas à la portée des travailleurs ou ne correspondraient pas à leurs convictions politiques, puisqu'ils votent encore en grand nombre en se conformant à un exercice institutionnel en mettant leur sort entre les mains de parlementaires qu'ils ne connaissent pas pour la plupart.

La situation pose la question de l'Etat et du pouvoir politique, quel est son rôle, qui l'assume, qui en a la légitimité, c'est qui l'Etat et pour servir qui et quoi ? Les travailleurs tendent à rejeter les institutions de la Ve République ou ils font confiance à des partis sans aucune garanti et qui finalement les trompent. Vous avouerez qu'on peut leur proposer mieux, non ? Alors pourquoi aucun parti n'est capable d'inspirer confiance aux travailleurs et ne parvient à sortir du lot des partis corrompus ?

Allemagne.En famille contre les syndicats et le droit de grève.

- L'Allemagne adopte une loi controversée sur l'encadrement des syndicats - AFP

Cela n'étonnera personne que ce soit une ministre du Travail du SPD qui soit à l'origine de cette initiative patronale.

- L'Allemagne s'est dotée vendredi d'une loi controversée, destinée à encadrer la représentativité syndicale. Le texte vise à juguler les conflits sociaux qui se sont multipliés ces derniers mois, à l'appel de syndicats catégoriels. Au lendemain d'un énième conflit au sein de la compagnie ferroviaire publique Deutsche Bahn, le Bundestag, la chambre basse du Parlement, a adopté cette loi dite de l'unité tarifaire à une large majorité (444 voix pour, 126 contre, 16 abstentions, selon des chiffres corrigés par le Bundestag). Elle pourrait entrer en vigueur au plus tôt le 1er juillet.

Défendu par la ministre du Travail, la social-démocrate Andrea Nahles, le texte impose au sein des entreprises le principe «une entreprise, un accord salarial». «Cette loi renforce les fondements de la représentativité syndicale», a lancé la ministre aux députés. Objectif : empêcher la multiplication des accords au sein des entreprises en mettant fin à la surenchère entre centrales syndicales, petites et grandes, susceptible de déboucher sur des grèves à répétition. Désormais, en cas de désaccord entre syndicats lors de négociations dans une entreprise, c'est le texte présenté par la centrale disposant du plus grand nombre de salariés qui sera appliqué.

Selon un sondage publié vendredi pour la chaîne publique ZDF, 48% des personnes interrogées sont favorables à cette loi, contre 38% qui y sont opposées. Salué aussi par les milieux patronaux, le texte est au contraire très critiqué par l'opposition formée par la gauche radicale de Die Linke et par les Verts, ultraminoritaires au Bundestag, qui y voient une atteinte au droit de grève. Les petits syndicats redoutent quant à eux que ce texte ne menace leur survie. Des plaintes sur la constitutionnalité de cette loi en regard du droit de grève ont été annoncées. «Aujourd'hui est un jour noir pour la liberté en Allemagne», a réagi dans un communiqué le président du syndicat des pilotes de la Lufthansa Cockpit, Ilja Schulz, pour qui «les syndicats minoritaires se voient retirer leur droit fondamental de grève».

Devant les députés, Andrea Nahles a réfuté ces critiques, arguant que son texte «conservait» le droit de grève. Quant à l'idée que le gouvernement de coalition SPD-conservateurs d'Angela Merkel veuille museler les petits syndicats, elle «n'a aucun fondement», a-t-elle balayé.

Traditionnellement, «l'unité tarifaire» était la règle en Allemagne, pays habitué à ce que les syndicats de branche géants, comme Verdi (services) ou IG Metall (industrie), négocient les accords. Mais, depuis 2010, à la suite d'un jugement du tribunal du travail fédéral qui a rendu possible la concurrence entre organisations syndicales dans une même entreprise, d'autres petits poucets ont donné de la voix, comme le syndicat des conducteurs de trains GDL, qui multiplie les grèves à Deutsche Bahn (neuf depuis septembre). La loi adoptée vendredi est justement surnommée «Lex-GDL» et viserait, selon ses détracteurs, les petites organisations très actives sur le front syndical et capables de bloquer des entreprises entières, à l'image du «petit» GDL, qui rassemble chez Deutsche Bahn 19 000 adhérents sur les 196 000 employés que compte l'entreprise publique.

GDL réclame principalement une modification des règles de représentativité au sein de la Bahn afin de pouvoir parler au nom des catégories de salariés déjà représentés par une centrale concurrente, EVG qui pèse, elle, 140 000 adhérents. La direction refuse et ce bras de fer à trois bras a engendré une kyrielle de grèves, toutes lancées par GDL.

Outre Deutsche Bahn, l'Allemagne a connu ces derniers mois plusieurs autres conflits sociaux : négociations salariales mouvementées chez Deutsche Post, grèves dans les jardins d'enfants... Ou encore le conflit mené par le syndicat des pilotes Cockpit chez le géant de l'aviation Lufthansa, dont les avions ont été régulièrement cloués au sol par les arrêts de travail des pilotes (5 400 sur un total de 110 000 salariés) pour des revendications de salaires et de départ en préretraites spécifiques. AFP 22.05

Grèce. Comme larrons en foire.

- Grèce : des discussions "constructives" relancent l'espoir d'un accord - AFP

La situation de la Grèce à court terme semblait s'éclaircir vendredi après la rencontre Merkel-Hollande-Tsipras à Riga, et un accord prochain semble désormais probable, même si les créanciers feront le forcing jusqu'au bout pour obtenir des concessions d'Athènes.

La Grèce s'entend très bien aussi avec le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. M. Tsipras a eu avec lui vendredi à Riga une discussion "très constructive" et dans une "très bonne ambiance", a assuré la partie grecque, publiant à l'appui une photo de M. Juncker serrant M. Tsipras dans ses bras d'une manière particulièrement chaleureuse. AFP 22.05

L'ONU ou le siège des coupeurs de têtes.

- L'Arabie saoudite à la tête du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU? - Lexpress.fr

Riyad, champion des atteintes aux Droits humains, fait le forcing pour être élu à la tête du Conseil des Nations-Unies, dont la présidence doit revenir à l'un des membres du continent asiatique.

L'Arabie saoudite se voit bien à la tête du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. Le même pays qui recrute des bourreaux pour décapiter ses condamnés à mort, fait fouetter le blogueur Raef Badawi et interdit aux femmes de conduire... Lexpress.fr 21.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Washington ratifie un plan, pour renforcer la guerre "soft" contre l'Iran et la Russie - french.irib.ir

La commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants américaine a ratifié un plan exigeant des réformes, dans la structure du Broadcasting Board of Governors, (l'agence indépendante du gouvernement des États-Unis, chargée du contrôle des radios et télévisions internationales, financées par le gouvernement américain), en vue de renforcer la confrontation avec ce qui a été appelé la campagne médiatique iranienne et russe.

Selon l'agence de presse Fars, la Commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants américaine a ratifié, à l'unanimité, ce jeudi, un plan exigeant des amendements, au sein de la structure du "Broadcasting Board of Governors". L'Associated Press a ajouté que ce plan prônait des réformes, dans les chaînes de médias, financées par les Etats-Unis, en vue de contrer ce qu'a appelé un Congressiste américain, la militarisation des informations, par la Russie, l'Iran et les terroristes de Daesh. Eliot Angel, haut Démocrate de cette commission, a déclaré que les rivaux des Etats-Unis dépensaient des sommes colossales, pour la publication de messages violents et de propagandes politiques, avant d'ajouter : «Ce plan vise à créer une nouvelle structure de gestion, pour surveiller nos efforts internationaux, rendant plus efficaces les organisations de diffusion médiatique et modernisant nos instruments, pour le transfert de nos messages».

Le "Broadcasting Board of Governors" est l'agence indépendante du gouvernement des États-Unis, chargée du contrôle des radios et télévisions internationales, financées par le gouvernement américain. french.irib.ir 22.05

1.2- - Dempsey menace le Moyen Orient. - french.irib.ir

Le chef d'état-major des forces armées américaines prétend que la guerre des forces irakiennes contre Daesh durera des années.

D'après le site web du Département américain de la Défense, le général Martin Dempsey, chef d'état-major des forces armées américaines, a déclaré, lors d'une conférence de presse, à Bruxelles, que les forces irakiennes ont été contraintes de se retirer, non seulement, de Ramadi, mais aussi, d'autres zones, aux alentours de cette ville, ce qui rendra, encore, plus difficile, selon lui, la libération du chef-lieu de la province d'Al-Anbar, occupée par les terroristes de Daesh. «La guerre des forces irakiennes contre Daesh pourra durer des années», a déclaré le général Dempsey, avant d'ajouter : «Dès l'offensive de Daesh contre l'Irak, l'année dernière, j'ai dit que les opérations des Irakiens contre les terroristes de Daesh dureront, au moins, trois ans».

«Il est possible que les forces irakiennes ou Daesh adoptent certains changements tactiques, mais ce qui est certain, c'est que la coalition internationale, formée par les Etats-Unis, restera, toujours, supérieure à toutes les tactiques de Daesh», a-t-il prétendu. french.irib.ir 21.05

2- Irak

- Irak : Le Hezbollah met en garde la coalition. - french.irib.ir

Les forces de la mobilisation populaire en Irak ne se contenteront plus de dénoncer les largages d'armes ou d'aides par les avions de la coalition conduite par Washington au groupe terroriste takfiriste Daech.

Une décision vient en effet d'être prise pour abattre tout avion de la coalition en train de fournir une assistance logistique aux terroristes dans les zones de conflit. "Quelles que soient les répercussions, tout avion de la coalition tentant d'aider les terroristes sera abattu par les forces de la mobilisation populaire", a révélé une source proche de ces forces paramilitaires, faisant état d'une possible annonce publique de cette décision dans les prochaines heures.

Cette décision intervient deux jours après le largage d'armes au-dessus de Falloujah, ville soumise au contrôle de Daech, d'après une source militaire irakienne s'exprimant au journal libanais al-Akhbar. french.irib.ir 21.05

3- Turquie

- Idleb: les hôpitaux turcs bondés de nosratistes - french.irib.ir

Les sources locales font etat.... des dizaines voiresdes centaines de terroristes takfiris blessésqui sont hospitalisés dans les hopitaux du sud de la Turquie près des frontieres de la Syrie. Ces hôpitaux refusent d'admettre des patients turcs au profit des takfiris de retour des fronts d'Idleb et de sa banlieue.

Les sources locales qualifient de sans précédent le nombre de takfiris hospitalisés à Idleb ces 4 dernière s années. L'armée syrienne s' est retirée de la base militaire de Masstouma qui a été aussitôt occupée par les terroristes mais les avions de chasse syriens mené d'intenses raids contre les repaires terroristes. Ces raids ont laissé des dizaines de blessés côté takfiris d'où cet afflux vers les hôpitaux. french.irib.ir 20.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- 35 heures à l'AP-HP: forte mobilisation contre le projet de Martin Hirsch - AFP

"Les RTT, c'est pour souffler": à l'unisson contre le projet de réorganisation des 35 heures, des milliers d'agents grévistes de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ont battu le pavé jeudi, incitant le directeur général Martin Hirsch à proposer un nouvelle voie de négociation.

Entre 5.000 personnes, selon la préfecture de Police, et 8.000, selon les syndicats, se sont rassemblées devant le siège de l'AP-HP à l'appel, fait rare, de l'ensemble des organisations représentatives (CGT, SUD, FO et même la CFDT), qui font front commun avec la CFE-CGC, la CFTC et l'Unsa.

"C'est un succès", s'est réjouie Rose May Rousseau, secrétaire générale de l'Union CGT de l'AP-HP, le taux de grévistes "avoisinant 50%" selon l'intersyndicale, 34% selon la direction, qui y reconnaît "un mouvement suivi". AFP 21.05

Haut de page

Le 24 mai 2015

CAUSERIE

On a ajouté 31 articles. Ce sera notre seule contribution du jour.

Pour s'emparer du pétrole et du gaz de la Libye, de l'Irak et de la Syrie et briser la résistance de leur peuple qui étaient attachés à leur souveraineté, les Etats-Unis et leurs alliés ont constitué de toutes pièces une armée de dizaines de milliers de mercenaires sanguinaires (Al-Qaïda, Front Al- Nosra et l'Emirat islamique) venus des quatre coins du monde pour détruire ces pays, leurs Etats, et massacrer leur population au lieu de faire le sale boulot eux-mêmes.

Le but étant d'affaiblir leurs concurrents russe, chinois, indien, brésilien notamment, d'où la féroce ou diabolique propagande basée sur des contre-vérités qu'ils ont développée contre ces Etats et leurs gouvernements, n'hésitant pas à recourir à toutes sortes de coups tordus et autres provocations via des ONG ou de soi-disant opposants politiques à leur solde pour les déstabiliser, afin de convertir leur population à leur politique impériale et conserver leur hégémonie sur le monde alors qu'ils sont virtuellement en faillite.

Voilà simplement en quelques mots ce qu'on peut expliquer aux travailleurs et qui est à leur portée.

Pour aller plus loin et comprendre ce qui se passe réellement quelques articles à lire et à faire circuler le plus largement possible.

- Selon un document de la DIA (Défense Intelligence Agency) l'Occident facilite la montée de l'Etat islamique « afin d'isoler le régime syrien » - Arrêt sur Info 22.05

- Le Renseignement US avait prédit que le soutien US aux rebelles en Syrie entraînerait la chute de Ramadi - Arrêt sur Info 23.05

- Prise de Palmyre par l'État islamique : pourquoi une telle inaction de la coalition? - Arrêt sur Info 22.05

Cette indignation stérile s'explique aisément: la bataille de Palmyre remet en cause le dogme de l'alliance tacite entre Bachar et l'EI.

Une fable qui cède le plus souvent à la facilité complotiste: l'EI est une créature de Bachar Al-Assad. Conclusion imparable des derniers rêveurs du printemps arabe: pour vaincre Daesh, il faut renverser Bachar. Et si, après Palmyre, c'était l'État islamique qui renversait Bachar, le maître de Damas serait-il encore coupable? Arrêt sur Info 22.05

Ils ne peuvent même pas dire on va intervenir militairement sur le terrain pour sauver Palmyre, le peuple irakien ou syrien et donc liquider Assad, puisqu'ils n'ont personne d'autre à mettre à la place, reste le chaos et des destructions sans fin, la guerre qui rapporte de juteux profits au complexe militaro-industriel, aux banquiers.

Vous avez sans doute entendu parler que les effectifs des armées des puissances occidentales étaient en baisse, qu'elles sous-traitaient une partie de leurs activités à des sociétés privées, notamment aux Etats-Unis, etc. là ils ont enclenché l'étape supérieur en créant l'Emirat islamique, une armée de barbares sanguinaires sans foi ni loi prêts à se livrer à des massacres de masse...

Je vais vous avouer un truc, nos petites querelles de nantis et l'hypocrisie ambiante qui n'est pas réservée uniquement à nos ennemis, à côté c'est vraiment minable. La responsabilité en incombe à nos dirigeants, puisqu'ils sont incapables de tenir un discours cohérent et d'avoir une attitude irréprochable susceptible d'attirer et rassembler les dizaines et dizaines de milliers de travailleurs avancés ou de militants plus ou moins isolés qui partagent l'essentiel de nos idées.

La suite demain.

Haut de page

Le 25 mai 2015

CAUSERIE

Pour qu'il y ait tant de manipulateurs, il faut qu'il y ait des gens à manipuler, et pour qu'ils soient manipulés il faut qu'ils soient manipulables.

La question est donc de savoir pourquoi ils le sont encore malgré tout le matériel dont nous disposons, la multitude de sources d'informations dites alternatives qui existent et qui diffusent les faits que les médias institutionnels et les partis politiques censurent systématiquement.

Peut-être parce qu'aucun parti ouvrier ne les publient ou pire, parce qu'ils s'en remettent aux versions officielles et perdent ainsi toute crédibilité. En fait, aucun parti ouvrier ne s'attaque à la propagande officielle d'où qu'elle vienne, ils doivent avoir trop de problèmes en interne à régler pour ne pas en ajouter...

A croire que c'était vrai !

...le "Washington Post" a écrit, dans un reportage, que les Républicains disent que le Président américain, Barack Obama, a permis aux Takfiris de Daesh, de former une organisation terroriste. Le journal américain insiste sur le fait que Daesh est à 100% au service des politiques d'Obama. french.irib.ir 24.05

Le Washington Post, c'est le groupe Bilderberg, Rockefeller, le sommet ou le premier cercle de l'oligarchie financière. Il ne dit pas que si "Daesh est à 100% au service des politiques d'Obama", c'est sur l'impulsion des Républicains, pour mettre sur le dos d'Obama les revers que subissent les Américains en Syrie et en Irak ou pour qu'il aille encore plus loin dans cette politique et l'assume pleinement, finalement le Washington Post ménage les Républicains, normal.

Conditionnement des masses. Comment créer les conditions pour qu'elles soutiennent une

intervention militaire en Syrie ? Mode d'emploi.

- L'Etat islamique étend ses structures étatiques - Reuters

- 55% des Français favorables à une intervention militaire en Syrie - Francetv info

Aujourd'hui, les sympathisants du parti socialiste (66%) et d'Europe Ecologie-Les Verts (65%) sont les plus fervents partisans de cette intervention contre l'EI en Syrie.

Mais les Français sont divisés sur le fait que la France renoue avec le régime de Bachar Al-Assad (48% dans chaque camp) et ceux qui veulent une intervention militaire y sont majoritairement opposés, rendant la lecture du sondage délicate. Francetv info 23.05

Quel dommage !

Que les sympathisants du PS et d'EELV soient les "plus fervents partisans" d'une intervention militaire contre la Syrie n'a rien d'étonnant pour des partis de droite.

Commentaires d'internautes.

1- "Parlons en de la Syrie. Depuis hier un concert de lamentations anti-Assad se déverse dans les journaux radio, télé et presse écrite…un chef de la rédaction de “France “(sic!) Inter a même dit que la prise de Palmyre par les fous de l’EI était comparable à la prise de la Bastille par le peuple de Paris…tous, Inter, Culture, Info, Arte, TV 5 Monde, Libération, et autres “médias ” aux ordres se sont lancés dans la même analyse, probablement diffusée par l’officine ad hoc… au mot et à la virgule près ou presque… c’est totalement affligeant. Le dénommé Filiu, chef d’orchestre expert autoproclamé se répand sur toutes les ondes possibles et imaginables, assénant contre-vérité sur contre-vérité, immédiatement approuvé par les courtisans “journalistes”…elle est pas belle, la lâcheté?"

La rhétorique officielle tient effectivement du double langage à propose d'EI, dont les actes monstrueux seraient justifiés par ceux commis par le régime syrien qui en porterait la responsabilité. Il suffirait donc de se débarrasser d'Assad pour que ces barbares redeviennent des êtres tout à fait civilisés ou sociable, comme quoi ils ne sont pas aussi mauvais qu'on le dit, ce sont les circonstances qui les rendent mauvais, mais dans le fond ce sont de braves types comme vous et moi.

Voyez Obama qui massacre des familles entières à l'aide de drones au Pakistan, en Afghanistan ou au Yémen, pour autant cela ne fait pas de lui un tyran criminel puisqu'il est animé de bonnes intentions en voulant se débarrasser de terroristes. On n'imagine pas combien de vie innocentes il a sauvé en procédant ainsi. Bref, il mérite bien son prix Nobel de la paix et la boucle est bouclée.

2- "Seigneur ! Encore un sondage truqué pour influencer les Français !"

Pas si sûr, leur matraquage peut finir par porter... Et puis laissez tomber le "Seigneur" qui ne vous sera d'aucun recours ou gardez-le pour l'au-delà si vous ne pouvez pas vous en passer !

3- "Si EI est si puissant en Syrie, c'est de la faute de personnes comme Fabius car en armant les "rebelles", il a participé activement à la montée en puissance militairement parlant de ces fanatiques ! Il devrait être jugé pour complicité de terrorisme !"

4- "Tant de lobotomisés en France ? N'oublions pas que si l'EI en est là ou elle en est, c'est grâce aux efforts militaires et politiques des dernières années de la France, des Etats-Unis et de leurs alliés. Bachar Al Assad doit impérativement rester là où il est et ne surtout pas être destitué par un polichinelle plaisant à certaines puissances mondiales."

C'est au peuple syrien d'en décider et personne d'autres à sa place...

5- "Fallait pas toucher à la Syrie ! Ce sont les occidentaux qui ont créé Daesh and C°? Les médias nous enfument ! La majorité des Syriens ont voté pour Bachar. Ce n'est pas un dictateur. On nous ment depuis des années."

Depuis toujours...

6- "Si la Syrie tombe les islamistes s'en empareront. Et grâce à la France..."

Comme en Libye...

Echo de la poubelle médiatique.

- Society, un nouveau magazine oeuvrant à l'amitié entre les peuples - les-crises.fr 21.05

Commentaire d'internaute.

1- "En France en 2015 la veulerie est devenue un art de vivre."

Elle est à l'image du régime en déliquescence...

2- "Nous sommes en guerre , et cette guerre c'est : 85% de communication , 10% de propagande et 5% de guerre réelle.

Il est bon d'en être conscient…!"

Remplacez "communication" par désinformation qu'il faut intégrer dans la propagande officielle. Les 5% de faits réels servent juste à couvrir 95% de contre-vérités, mensonges, falsifications ou trucages, à mettre les gens en confiance pour mieux les berner à l'arrivée.

3- "Society plutôt que Société, oui, on voit qui diffuse le message. Comme tous ces messages, ils sont produit dans la langue originale qui a formée l'idée."

Vous voulez dire made in USA néocon ou néolibéral ?

4- "C'est juste un nouveau vecteur de l'idiocratie rampante qui prend de plus en plus d'importance.

Ce genre de magazines sont aux médias ce que les plats surgelés low-cost sont à la gastronomie.

C'est pas cher, c'est facile, c'est rapidement expédié (articles d'une page avec un minimum d'information factuelle, mais des phrases choc)… et la qualité, on s'en fout un peu ; c'est juste plein de colorants et d'additifs et autres artifices pour berner les papilles (en l'occurrence le cerveau)."

Bref, indigeste !

5- "C'est plus"subtil" qu'un journal anti-sémite des années 40.

Et donc beaucoup plus dangereux, car jouant précisément sur le registre de la "modernité" branchouille, cool-sympa, décalée, djeun, franglais …avec tout ce qui plaît, tout ce qui s'impose comme norme à notre jeunesse depuis plusieurs décennies, pour se sentir bien dans son époque : fausse rebellitude, musique branchée, brassage, multi-tout, foot, sport, sex and drogue, fringue etc …

Bref, la dictature "douce" du conformisme culturel libéral-libertaire qui formate nos jeunes cerveaux comme sujets et consommateurs heureux de l'empire étatsunien.

En face de quoi la Russie doit apparaître comme l'ennemi rétrograde de leur "bonheur", donc comme pire que le père fouettard, le diable en personne.

Voyez cet article de Libé , leur ancêtre avec "Actuel", sur le n°1.

Première page :"et si votre voisin était un baron de la drogue". Drogue écrit en grand. La même recette putassière que les "Actuel" et tous ses avatars. Suggestion subliminale au lecteur : La drogue c'est considéré comme mal, mais ça doit être bien, parce que c'est pas bien. Avec le portrait d'un mec beau et moderne. Forcément !"

C'est subtil, ils dénoncent un travers qui malgré tout doit receler des vertus cachées... Comme EI !

6- "Le racisme et l'incitation à la haine, selon les besoins géopolitiques, est donc possible en France?

Traiter de "bête immonde" un chef d'état soutenu par 85 % de sa population est donc possible?

Mais traiter de "bête immonde" un président désapprouvé par 85 % de sa population, ferait, sans aucun doute, l'objet de poursuites, tout comme le serait le fait de traiter de "bêtes immondes" certaines ministres."

^Vous pouvez traiter Hollande, Valls, Fabius, Le Drian, etc. de “bêtes immondes”, ils ne vous feront pas un procès puisqu'il suffirait de ressortir leurs déclarations... pour qu'ils soient condamnés.

7- "Il faut attaquer ces gens là en justice pour incitation à la haine entre les peuples.

Insulte publique à chef d’état étranger: loi révisée n°2007-297 article 34

Incitation publique à la haine en raison de la nationalité: loi 1881 article 32 alinés 2/4/5 et artcile 33 alinéas 3/5/6."

Ce sont eux effectivement qui alimentent le racisme, la xénophobie et l'ultra nationalisme, le communautarisme, la délinquance, la barbarie, etc. toutes les violences dans la société...

8- "Je suis tenté de rajouter qu’en tant que Français, je me sens méprisé par une propagande aussi grossière qui m’est adressée, En effet cela signifie que je suis considéré comme assez stupide pour gober ces âneries. Je me sens traité comme un sous-homme, incapable de la moindre réflexion.

Par ailleurs, on me demande de fermer les yeux sur certaines pratiques qataris, mutilations, décapitations et autres petits amusements démocratiques.

Je proteste énergiquement. j’en ai marre que sous prétexte que je suis Français, je sois traité comme un abruti."

Demandez-vous pourquoi ?

10- "Il faut aussi avoir vu l’émission de Christine Ockrent :sur Arte ” les milliards de Moscou ” mardi soir truffée de monsonges, d’affirmations partisanes sans preuve

Par exemple : les Russes ont acheté des chantiers navals du nord de l’Allemangne, c’est sûrement louche mais qu’on oblige les Grecs à vendre le Pirée un Chinois, c’est très bien,

Que Gasprom achète des club de foot c’est très mal, mais que le Qatar achète le PSG, très bien ! Christine O. Poutine veut faire de l’homme russe un homme supérieur aux autres, où a-t-elle entendu ça ? Ou encore : Poutine s’est fait faire un buste en empereur Romain ! Je regarde sur internet l’info : quelques cosaques de Crimée ont fait un buste de Poutine en empereur en plastique par admiration pour leur idole, mais jamais Poutine ne l’a commendé, une émission minable, une propagande maladroite, mais pour qui travaillent ces gens ?"

Posez la question c'est y répondre, on ne participe pas (ainsi que Kouchner son conjoint) aux réunions du groupe Bilderberg pour des prunes...

11- "Vous avez remarqué que les seuls oligarques acceptables pour la femme du criminel interventionniste Kouchner en Serbie sont les milliardaires russes pilleurs de leur peuple délocalisés à Londres. Vive le capitalisme immonde vendu par nos pseudo-socialiste américanisés."

12- "Poutine n’a jamais voulu faire de l’homme russe un homme supérieur, bien au contraire dans un édito d’un journal état-unien il a au contraire fustigé l’exceptionalisme états-unien (il aurait aussi pu écrire à propos de l’exceptionalisme français d’ailleurs qui y ressemble à bien des égards.) en précisant la dangerosité pour le monde d’une nation se prétendant supérieure.

Pour qui travaillent ces gens ? Pour qui les payent, ce sont des soudoyers."

Par ambition personnelle ils ont adopté l'idéologie dominante et s'y tiennent, ils y sont soumis et fidèles, ce qui explique là où ils en sont...

13- "Rien que le nom de Christine Ockrent (Mme Kouchner à la ville) au générique d’une émission devrait nous éloigner du poste."

Vous feriez bien de vous passer du "poste" tout court...

14- "Je l’ai regardé, moi, ce doc (la deuxième partie, intitulée “les voisins de Poutine”), malgré l’effet révulsif des grimaces de Christine Ockrent : j’ai trouvé ça effarant de désinvolture et d’ignorance, comme d’habitude quoi, mais dans le genre ultra-léger, bulle de savon, une sorte de degré zéro du reportage. Un jeune Candide mignon et ostensiblement ignare se balade dans une demi-douzaine de pays voisins de la Russie (que d’argent gaspillé pour un résultat aussi nul) et donne la parole à des gens “de hasard”, dont on ne sait rien, censés être représentatifs. Ils ne sont pas tous russophobes, non, ce serait trop simple, mais

les témoignages plus ou moins favorables à la Russie sont toujours subtilement désamorcés, entourés d'un épais cocon d'ambiguïté, qui les relativise ou les décrédibilise.

Le summum de l'imposture, il fallait s'y attendre, c'est l'épisode Crimée. Très fort, le gars ; dans un territoire qui se revendique russe à une écrasante majorité et se réjouit des changements, il s'est débrouillé pour conclure sur les propos d'un Tatar qui ose dire qu'on vivait mieux quand c'était l'Ukraine et que les Russes ont déporté plein de gens, suivi d'un prêtre de l'Eglise schismatique pro-Kiev, qui se plaint lugubrement de persécutions. Sans oublier l'immanquable vision d'un magasin aux rayons totalement vides ! A côté de ça, la pauvre petite vieille (brièvement interviewée au début sur un marché) qui s'indigne des calomnies contre la Russie, semble bien fragile. Le but est atteint : le spectateur comprend qu'en Crimée, c'est l'horreur, même si la Russie a "acheté" les vieux en versant de meilleures retraites."

100% de propagande de l'Otan.

15- "Nous sommes le peuple européen.

L'Ukraine, c'est l'UE.

Poutine attaque l'Europe par l'Ukraine.

Donc Poutine est notre ennemi.

Et même si chacune de ces 4 affirmations est fausse, c'est ce que nous sommes invités à comprendre."

C'est le miracle du syllogisme bien ficelé...

16- "Charlie Hebdo et Médiapart, l'écœurante soupe aux sous

Le 13 janvier 2015, dans un silence complaisant des medias, ce groupe de parlementaires a donc déposé au Sénat un nouveau projet de Loi pour accroitre les privilèges de la presse. (voir ici). Le début de ce projet de loi ressemble, sans pudeur, à un film d'horreur : "Cabu, Charb, Tignous, Wolinski,… ont été lâchement assassinés pour incarner pleinement ce grand principe démocratique hérité de l'esprit des Lumières qu'est la liberté d'opinion et d'expression et pour l'avoir défendu, au péril de leur vie". Puis, toute honte bue, le rédacteur évoque Charb, disparu depuis : "Sa rédaction, qui a été directement inspirée par Charb, constitue tout autant un hommage aux victimes de ces attentats". Tout ça pour en arriver là, toujours la même lamentable "soupe aux sous", dont notre presse crève : plus de subventions, plus de niche fiscal, plus d'avantages, plus de privilèges…

"On veut un nouvel avantage fiscal, c'est pour rendre hommage aux victimes". Pauvre communisme qui est décidément tombé bien bas, dans notre pays.

Alors question : pourquoi Mediapart, le media libre parait-il, le média qui enquête me dit-on (et je veux bien croire que les journalistes de Mediapart travaillent plus que leur confrères), n'a t-il pas dit un seul mot de ce projet de loi, et préfère se concentrer sur la "bagarre interne" de Charlie Hebdo ?

Parce que Mediapart a lui aussi fait voter en catimini sa petite loi "sur mesure", relayée par ses amis parlementaires auprès desquels il a fait un lobbying actif, comme cela est démontré dans mon enquête "Ils ont acheté la presse".

En décembre 2014, Mediapart a ainsi obtenu, en procédure accélérée (car quoi de plus important, en France, qu'une nouvelle loi pour un nouvel avantage fiscal, quasi sur-mesure, en faveur de Mediapart ?), un nouveau statut d'entreprise, créée spécialement par son avocat Jean-Pierre Mignard, qui est également l'avocat socialiste du président de la République. C'est l'une des autres particularités de notre presse indépendant française qui nous vaut d'être la risée des autres pays : notre contre-pouvoir fait "avocat commun" avec son Président ! (il faut reconnaitre qu'ils sont tous amis depuis des années, alors autant ne pas se cacher…)

Ce nouveau "statut d'entreprise solidaire de presse d'information" concerne "une entreprise éditant une ou plusieurs publications de presse ou services de presse en ligne consacrés pour une large part à l'information politique et générale». Pas la presse papier, ni le reste de l'internet. Après tout, quitte à faire tout le travail soit même, pas de raison d'en faire profiter les copains, cette fois.

Cette réduction d'impôt est égale à 30 % des sommes versées, (nda : dans certaines limites).

Son taux est porté 50%, dans les mêmes limites, lorsque la société de presse a un statut d'entreprise éditrice solidaire de presse d'information"

Mediapart fait partie de ces nombreux médias dits alternatifs qui vivent de la critique du régime qui les nourrit et dont finalement ils ne peuvent pas se passer.

Nos lecteurs qui refusent de nous financer n'ont semble-t-il pas encore compris la différence qui existait avec notre portail et courant politique, qui refuse toute collusion avec le régime et ses représentants et combat exclusivement pour son renversement.

17- "Le problème généralisé de la presse mainstream est d'être de moins en moins lue. Une raison de son déclin est ce type d'excès de langage, cette persistance à vouloir laver nos cerveaux, son absence de nuance, la puérilité de ses discours et de ses méthodes. Ce genre de titre (et vraisemblablement d'article) ne convainc personne, tout au plus renforce-t'il chaque camp dans sa conviction préétablie, poutinophile ou poutinophobe.

Le vrai problème pour nos dirigeants est au contraire le fond de sympathie et d'approbation qui grandit dans nos contrées vis-à-vis de Poutine, l'homme et sa méthode. N'oublions pas qu'il a été élu "homme de l'année" par le magazine Time cette année encore, avec une majorité de votants américains. Or ce succès n'est certainement pas du à la publicité qui lui est faite par la presse occidentale.

Le problème avec la propagande, c'est qu'elle ne tient pas la distance et qu'elle ne résiste pas à l'analyse des faits.

Si on accepte de s'interroger, de réfléchir, elle s'évapore quasi-instantanément. Ses excès sont systématiquement contre-productifs, et c'est ce qui se passe maintenant."

Votre analyse est intéressante, faut-il encore qu'on "accepte de s'interroger, de réfléchir", et là je crois qu'il y a encore beaucoup de boulot à faire...

Et puis "s'interroger" ou "réfléchir" ne suffit pas, faut-il encore que ce soit dans la bonne direction, certainement pas en soutenant un impérialisme au détriment d'un autre...

Imposture. Quand les agents de la CIA endossent le rôle de "défenseurs des droits de l'Homme".

- Russie: la loi sur les ONG "indésirables" inquiète défenseurs des droits et Occidentaux - AFP AFP 24.05

Les ONG étrangères actives en Russie, et jugées "indésirables" par le pouvoir, peuvent désormais être interdites en vertu d'une nouvelle loi dénoncée par Bruxelles, Washington et les défenseurs des droits de l'Homme comme une "étape préoccupante" dans la répression contre les voix critiques.

Voté par les deux chambres du parlement en moins d'une semaine, et promulgué samedi soir par Vladimir Poutine, ce texte permet de fermer sans décision de justice une organisation étrangère menaçant la "sécurité nationale" ou les "fondements constitutionnels" de la Russie. Il permet aussi de bloquer leurs comptes bancaires ou leur accès aux médias.

Leurs employés pourront être poursuivis, risquant jusqu'à six ans de prison, ou pourront se voir interdire d'entrée sur le territoire russe. Les organisations russes qu'elles financent devront "rendre compte" de leurs actes.

L'Union européenne a dénoncé dimanche une "étape préoccupante dans une série de restrictions sur la société civile, l'indépendance des médias et l'opposition politique".

Quelques heures plus tôt, les Etats-Unis s'étaient déjà dits "profondément troublés". Il s'agit d'un "exemple supplémentaire de la répression croissante des voix indépendantes par le gouvernement russe ainsi que de (ses) mesures intentionnelles pour isoler le peuple russe du reste du monde", a critiqué dans un communiqué la porte-parole adjointe du département d'Etat, Marie Harf.

Ce nouveau texte vient en effet compléter une autre loi de 2012, déjà très controversée: elle oblige les ONG, bénéficiaires d'un financement étranger et avec une "activité politique", à s'enregistrer en tant qu'"agent de l'étranger" et à s'afficher en tant que tel dans toute communication ou activité publique.

(Ce qui va permettre à l'AFP ou la voix de son maître de se livrer à un amalgame en faisant appel à un appendice de la National Endowment for Democracy (NED), une officine de la CIA, Transparency International étant liée par ailleurs à la Banque mondial, lire la suite plus loin. - ndlr)

Cette dénomination, appliquée aux opposants pendant l'époque stalinienne ou dans les années 1970-80 contre les dissidents, a depuis été appliquée à plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme comme Memorial, le Centre Sakharov ou encore à l'organisation anticorruption Transparency International.

Cité par l'agence officielle TASS, le député russe responsable de la Commission des Affaires Etrangères, Alexeï Pouhckov, a accusé les Etats-Unis de "cynisme", leur conseillant, "de réfléchir au refus de Kiev de garantir les droits de l'Homme dans l'Est de l'Ukraine", où un conflit oppose depuis un an forces ukrainiennes et séparatistes prorusses.

Adoptée dans un contexte de crise ukrainienne et de tensions sans précédent depuis la Guerre froide entre Moscou et les Occidentaux, la nouvelle loi sur les organisations "indésirables" a été présentée par ses défenseurs comme une "mesure préventive" nécessaire après l'introduction des sanctions contre la Russie.

Les députés ont invoqué le besoin d'arrêter "les organisations destructrices" travaillant en Russie, où elles peuvent menacer "les valeurs de l'Etat russe" et fomenter des "révolutions de couleur" - nom donné aux mouvements pro-occidentaux ayant secoué plusieurs ex-républiques soviétiques au cours des dernières années.

La célèbre militante des droits de l'Homme Lioudmila Alexeïeva s'est inquiétée auprès de l'agence Interfax d'une volonté "d'abaisser le rideau entre notre pays et l'Occident".

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) avait demandé à Vladimir Poutine d'y opposer son veto, s'inquiétant d'une "formulation vague et imprécise" qui "impose des restrictions sérieuses sur un large éventail de droits démocratiques importants, dont la liberté d'expression et la liberté de la presse".

Pour ses détracteurs, ce manque de précision permet en outre au Parquet, habilité à se prononcer sans décision de justice, à cibler également les entreprises étrangères.

Au delà des organisations étrangères, "les cibles de cette nouvelle loi (...) sont en réalité les militants et organisations russes", en les "coupant de leurs partenaires internationaux, les isolant", avait dénoncé HRW quelques jours avant la promulgation du texte.

(Human Rights Watch (HRW) financé notamment par le milliardaire américain Georges Soros et l'Arabie saoudite. James F. Hoge Jr qui préside son conseil d'administration est le rédacteur en chef de la revue Foreign Affairs publiée par le Conseil des relations étrangères présidé par Richard N. Haass, ex-assistant spécial du président George H. W. Bush, vice-président et directeur des études en politiques étrangères à la Brookings Institution, membre de la Carnegie Endowment for International Peace, une officine de la CIA. lire la suite plus loin. - ndlr)

Pour cette ONG, la loi entre "indéniablement dans la tendance du Kremlin à la répression contre les voix indépendantes et la porte à un nouveau niveau".

L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme avait appelé "la communauté internationale à (la) condamner", y voyant "un outil de persécution des organisations à but non lucratif (...) isolant encore la Russie et encourageant la xénophobie et le nationalisme". AFP 24.05

Ils n'ont pas eu à chercher bien loin leurs arguments, puisque la quasi-totalité des reproches qu'ils adressent à la Russie concernent en premier lieu les Etats-Unis, notamment la xénophobie, le racisme et le nationalisme. Leur propagande bien rodée fait l'impasse sur la mise en quarantaine ou l'amputation des "droits démocratiques" des citoyens américains ainsi que "la liberté d'expression et la liberté de la presse" soumis au Patriot Act...

Ils sont moins prolixe lorsqu'il s'agit de dénoncer les lois restreignant les droits politiques du mouvement ouvrier adoptées ou en cours d'adoption en Espagne, en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France notamment, normal puisqu'ils les soutiennent.

Transparency International (wikipedia.org).

Le lien historique entre l'association et le gouvernement US est illustré par le fait que le fondateur de l'association, Peter Eigen, est un ancien directeur de la Banque mondiale, organisation dont le président est désigné par le gouvernement US, et dont le siège est situé à Washington.

Le conseil de direction actuel de la section américaine de l'association compte divers représentants de multinationales (Gillette, Fairfax group,...) à côté de représentants des universités et d'autres organismes.

Dans le conseil consultatif, on trouve, entre autres, deux anciens membres de la NED, un de la Banque mondiale, un membre actif de l'Institut Peterson et deux du Carnegie Endowment for International Peace, organisation non-gouvernementale vouée à promouvoir les États-Unis et favoriser leur engagement sur la scène internationale.

Le Council on Foreign Relations. (wikipedia.org).

Le Council on Foreign Relations a compté plusieurs politiciens tel Gerald Ford, plus de douze Ministres des Affaires étrangères dont John Foster Dulles, Dean Rusk, Henry Kissinger, Madeleine Albright, Colin Powell, des banquiers, des juristes, des journalistes (notamment Walter Lippmann), des professeurs comme Wesley Clair Mitchell et une figure importante de l'OSS puis de la CIA Allen Dulles.

Le Council qui accepte en général (il y a des exceptions, tel Grover Norquist) des membres républicains et démocrates plutôt "centristes" semble avoir vu son influence dans les sphères gouvernementales diminuer sous la présidence de George W. Bush au profit de think tank néoconservateur tel le PNAC

Par ailleurs, quelques-uns de ses membres sont également des Bilderbergers, tandis que d'autres sont membres de la Commission Trilatérale, des institutions qui tentent de peser sur les décisions prises dans les domaines de la régulation de l'économie mondiale et la géopolitique.

Il est précisé qu'il vise à "fabriquer un consensus" pour permettre au gouvernement américain d'appliquer sa politique.

Le CFR veut être « une ressource pour ses membres ainsi que pour les officiels du gouvernement, les dirigeants des entreprises, les journalistes, les enseignants et les étudiants, les leaders civils et religieux, des citoyens, de façon à les aider à mieux comprendre le monde ainsi que les choix de politique étrangère que doivent faire tant les États-Unis que d'autres pays ».

...le CFR a lancé en 2008 un programme de cinq ans intitulé « International Institutions and Global Governance: World Order in the 21st Century ». « Le programme cherche à identifier les faiblesses critiques du cadre actuel de coopération multilatérale ; à proposer des réformes spécifiques adaptées aux nouvelles situations mondiales : à promouvoir un leadership constructif des États-Unis visant à renforcer les capacités des organisations existantes et à promouvoir de nouvelles institutions ainsi que de nouveaux partenariats plus efficaces tant au niveau régional que mondial incluant le secteur privé et les ONG ».

"Indéniablement", l'impunité de ces assassins laissent indifférentes ces ONG.

- Etats-Unis: dizaines d'arrestations à Cleveland après l'acquittement d'un policier blanc - AFP

Plusieurs dizaines de manifestants ont été arrêtés à Cleveland (Ohio, nord des Etats-Unis) après l'acquittement samedi d'un policier blanc qui était jugé pour avoir abattu deux Noirs, ont indiqué dimanche les autorités de la ville en appelant au calme.

Une manifestation rassemblant quelques centaines de personnes avait eu lieu après l'annonce du verdict du policier Michael Brelo, 31 ans, déclaré non coupable de deux homicides volontaires en novembre 2012.

Ce verdict intervient dans un contexte de regain de tensions raciales aux Etats-Unis à la suite d'une série de bavures policières dans lesquelles des Noirs non armés ont été tués.

A Cleveland, quatorze policiers avaient tiré au total 137 balles sur la voiture de Timothy Russell, 43 ans, et de Malissa Williams, 30 ans, des sans-abris décrits comme mentalement incompétents. Ces derniers n'avaient pas obtempéré à l'ordre de la police d'arrêter leur véhicule et avaient été pris en chasse.

Le policier Bredo avait pour sa part tiré à 49 reprises, dont les 15 dernières balles sur le pare-brise de la voiture alors qu'il était débout sur le capot.

Le juge John O'Donnell a expliqué qu'il n'avait pas pu établir que l'arme du policier Brelo avait tué le couple, en raison de preuves insuffisantes pour établir sa culpabilité. AFP 24.05

Vidéos

1- 11-Septembre : Radio NewsFM interview l'architecte Richard Gage
http://11-septembre.com/GV/videos/itw_richard_gage.mp3

Au lendemain de la conférence de Richard Gage tenue le 5 mai dernier à Grenoble, la radio grenobloise NewsFM a invité l'architecte américain à s'exprimer sur son antenne. Voici l'intégralité de cette entrevue, traduite en direct par Jean-Marc Jacot.

2- Enquête sur le rôle des ONG pro-US dans les révoltes arabes - Michel Collon - Investig'Action
https://www.youtube.com/watch?v=hLTBF67CR5A

Si vraiment les Etats-Unis ont soutenu le « printemps arabe » pour aider « la démocratie », comment se fait-il que cette lutte

n'ait touché aucune des monarchies pétrolières ? Pourquoi les dirigeants de ces cyberactivistes égyptiens voulaient-ils absolument cacher qu'ils avaient été formés par un théoricien US nommé Gene Sharp, un des principaux stratèges de la politique impériale des Etats-Unis, déjà impliqué dans de nombreux renversements de gouvernements « gênants » ? Parce qu'ils savaient que la rue les aurait immédiatement rejetés ?

Tant de questions cruciales pour nous citoyens, et jamais posées dans les médias ! Non seulement Ahmed Bensaada pose les bonnes questions, mais il y répond. Son enquête minutieuse part de la question centrale : d'où viennent les dollars ? Michel Collon.

Double jeu et langage. Le Grand Soir à la rescousse de Tsipras.

1- Discours prononcé lors du colloque organisé par The Economist - Alexis Tsipras - 21 mai 2015

« Il n'y a aucune probabilité que le gouvernement grec fasse marche arrière sur la question des salaires et des retraites ».

C'est cela, continuez de prendre les travailleurs grecs pour des demeurés, effectivement il n'y a aucune probabilité que le gouvernement grec fasse marche arrière sur la question des privatisations et la quasi-totalité des mesures antisociales adoptées par les gouvernements précédents au cours des années antérieures, sauf à la marge pour faire bonne mesure...

2- Athènes se débat contre une asphyxie orchestrée. - Rosa Moussaoui (L'Humanité) - 21 mai 2015

Athènes se débat contre une "asphyxie"... qu'il cautionne en ne rompant pas avec la troïka...

ACTUALITÉ DU JOUR

Le LO cost du régime ou pour qui roule LO.

- LO : Nathalie Arthaud mitraille à tout-va - liberation.fr

La fête annuelle de Lutte ouvrière réunit des milliers de personnes dans le Val-d'Oise.

- Thierry, la quarantaine, sa femme, qui a voté François Hollande en 2012, intervient... (on vous fera grâce de la suite ! - ndlr)

- Jean-Michel, un retraité qui a bossé toute sa vie «à l'usine» : François Hollande. "Il a été élu grâce à nous et il nous a oubliés." Il ajoute avant de s'éclipser : «Le pire, c'est qu'en 2017, on sera peut-être obligé de voter une nouvelle fois pour lui pour faire barrage à Le Pen.» liberation.fr 24.05

Il leur manque juste un brin de conscience politique qu'ils croient peu-être posséder...

ACTUALITE EN TITRES

Les palmes reviennent comme il se doit aux commis de l'idéologie dominante.

- Cannes: la Palme d'or à "Dheepan" d'Audiard, les Français à l'honneur - AFP

"Dheepan", film d'amour et de violence de Jacques Audiard, sur le parcours en France de réfugiés sri-lankais, a reçu dimanche la Palme d'or du 68e Festival de Cannes.

Le Grand prix a été décerné par le jury présidé par les frères Coen à "Son of Saul" ("Le fils de Saul") du Hongrois Laszlo Nemes, film choc sur la Shoah. AFP 24.05

Un bon festival de Cannes, Israël est à l'honneur !

Quand aux réfugiés sri-lankais, j'en ai connus dans les années 80 et je préfère ne rien en dire ici...

Elle tombe bien cette palme, Kerry était à Colombo il y a quelques jours pour resserer les liens avec les autorités sri-lankaises... anti-chinoises. Une pure coïncidence.

PS. L'art de rassembler les restes.

- PS : une victoire "cache-misère" pour Hollande, selon la presse - AFP

- 1 adhérent sur 2 (75.000) n'a pas pris part au vote sur les différentes motions en lice en vue du congrès du PS.

- 60% ont voté pour la motion soutenu par Cambadelis et Hollande, soit 30% des adhérents.

Quoiqu'ils disent ils ne disposent même pas de majorité dans leur propre parti.

Compatibilité.

- Morbihan: le président des Jeunes UDI rallie le Front national - L'Express.fr

Un vendu débarqué

- Le président de la FCPE victime de son soutien affiché à la réforme du collège - LeFigaro.fr

Paul Raoult n'a pas été réélu à la tête de la première fédération de parents d'élèves de l'enseignement public. LeFigaro.fr 23.05

La vermine toujours bien placée.

- Daniel Cohn-Bendit obtient la nationalité française - LeMonde.fr

L'ancien eurodéputé écologiste, figure du mouvement étudiant en mai-68, a désormais la double nationalité française et allemande. LeMonde.fr 23.05

- Jean-Vincent Placé a décidé de ne pas écouter la patronne des Verts - Le Huffington Post

Multinationale à assécher.

- Nestlé est accusé d'assécher la Californie - euronews.com

500 000 personnes ont signé une pétition en ligne demandant au géant suisse d'arrêter immédiatement ses opérations de mises en bouteille alors que l'Etat de Californie est confronté à une sécheresse record et a mis en place des restrictions sur la consommation d'eau. euronews.com 21.05

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Etats-Unis: un policier qui avait abattu deux Noirs acquitté à Cleveland - AFP

- Burundi : un leader de l'opposition assassiné dans la capitale - LeMonde.fr

- L'Arabie frappée par un attentat antichiite en pleine campagne au Yémen - AFP

- Yémen: raids aériens et combats terrestres - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- BRICS

- Syrie/Yémen: les BRICS réagissent. - french.irib.ir

Les vice-ministres des Affaires étrangères des BRICS ont réitéré leur soutien permanent à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie, appelant, une fois de plus, à un règlement pacifique de la crise syrienne, par des voies diplomatiques et un dialogue syro-syrien.

«Les vice-ministres des A.E des BRICS sont, vivement, préoccupés par la poursuite de la crise, en Syrie, qui comporte des risques importants, dont l'aggravation de la situation humanitaire et l'extension du terrorisme mondial et le radicalisme, dans ce pays», a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères, dans un communiqué, dimanche, à l'issue de la réunion des vice-ministres des A.E. du groupe BRICS, (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).

Ce communiqué insiste, toujours, sur le soutien continu des BRICS à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie, tout en mettant l'accent sur une solution diplomatique de la crise, basée sur un dialogue syro-syrien global.

Les BRICS ont, de même, plaidé pour la reprise des aides et des assistances, pour trouver une issue diplomatique à la crise syrienne, et cela, via un dialogue global, dans le cadre de la déclaration de Genève 1.

Les diplomates des BRICS ont, de même, présenté une évaluation positive des deux réunions syriennes, à Moscou, en janvier et en avril dernier, avant de saluer les efforts de l'émissaire de l'ONU, Staffan de Mistura.

Réagissant, par ailleurs, à la situation, au Yémen, les vice-ministres des Affaires étrangères des BRICS ont mis en garde contre une catastrophe humanitaire, dans ce pays, et appelé à un cessez-le-feu immédiat. Ils ont salué la tenue d'une conférence, de toutes les parties yéménites, à Genève, le 28 mai. french.irib.ir 24.05

2- Macédoine

- Ex-République yougoslave de Macédoine : le camp du Premier ministre contre-attaque - euronews.com

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté hier soir à Skopje leur soutien à Nikola Gruevski au lendemain d'une journée de mobilisation de l'opposition de gauche réclamant sa démission. Selon les proches du chef du gouvernement conservateur, ses partisans étaient au moins 30 000, autrement dit plus nombreux que les pro-opposition dimanche soir.

Au pouvoir depuis neuf ans, Nikola Gruevski est accusé de corruption et d'écoutes illégales à grande échelle : "qui demande ma démission ? Ceux qui voudraient que je parte pour leur laisser la Macédoine ? Pour qu'ils puissent régner sans la volonté du peuple ! Mais ce soir, vous êtes là ! Cette énergie, cette puissance, c'est la meilleure réponse que nous pouvons leur faire".

A deux kilomètres de là, un millier de supporters de l'opposition de gauche campent toujours devant le siège du gouvernement. Outre le départ de Gruevski, le leader de la gauche, Zoran Zaev, exige également la mise en place d'un gouvernement de transition avec pour objectif d'organiser des élections législatives anticipées. euronews.com 19.05

Comme c'est étrange la soi-disant opposition de gauche a les mêmes revendications... que l'Otan !

3- Espagne

- Municipales en Espagne : les "Indignés" l'emportent à Barcelone - Francetv info

Forte poussée des "indignés" en Espagne. La mairie de Barcelone a basculé dans l'escarcelle de Podemos, le parti issu du mouvement des Indignés. La municipalité de Madrid, contrôlée depuis 1991 par le parti populaire, pourrait basculer au profit de l'alliance de gauche soutenue par le parti anti-austérité Podemos, d'après des résultats partiels, dimanche 24 mai.

Le PP du président du gouvernement Mariano Rajoy serait aussi battu dans la région de la capitale espagnole, un de ses bastions électoraux, et perdrait la majorité dans la plupart des douze autres régions, même s'il y a obtenu le plus grand nombre de voix, selon ces sondages.

Le Parti populaire (PP, conservateur) du chef du gouvernement, Mariano Rajoy, paie ainsi le prix de quatre années de politique d'austérité et de scandales de corruption, qui touchent aussi le Parti socialiste ouvrier (PSOE).

Si le PP arrive en tête du scrutin, juste devant le PSOE, il réalise son pire score depuis 1991 et est en passe de perdre la majorité dans la plupart des régions qu'il contrôlait et peut-être la mairie de Madrid. « C'est une correction pour le PP. Le facteur 'peur' n'a pas joué et les électeurs ont voté pour Podemos et Ciudadanos », a commenté José Pablo Ferrandiz de l'institut de

sondage Metroscopia.

Au terme du scrutin qui donne un avant-goût des élections législatives de novembre, les différents partis vont devoir entamer une délicate période de tractations et de compromis pour former des coalitions dans 13 des 17 régions appelées aux urnes dimanche.

Le PP, qui en contrôlait jusqu'alors 10, n'est assuré de rester au pouvoir que dans trois Comunidad (régions). Celles de Castille-et-León, La Rioja et Murcie. Le parti a par ailleurs perdu sa majorité absolue dans quatre régions : Cantabrie, Castille-La Manche, Valence et Madrid. Il pourrait enfin être poussé dans l'opposition — par la constitution de coalitions de gauche, une situation qu'il n'a plus connue depuis 20 ans — à Aragnon, Estrémadure et les Îles Baléares.

A Madrid, bastion conservateur depuis 1991, le PP, bien qu'arrivé en tête du scrutin, pourrait perdre au profit de l'alliance de gauche « Ahora Madrid » (Maintenant Madrid), menée par l'ex-juge Manuela Carmena et soutenue par Podemos.

A Barcelone, une autre alliance de gauche dirigée par Ada Colau, fondatrice de la Plate-forme des victimes d'hypothèques qui milite contre les expulsions immobilières, et soutenue là-aussi par Podemos, l'a emporté face aux partisans de l'indépendance de la Catalogne, ce qui constituerait un coup dur pour le mouvement séparatiste. Francetv info et lemonde.fr 24 et 25.05

4- Etats-Unis

- Les attaques au drone US à l'origine de l'extension du terrorisme. - french.irib.ir

Les vastes attaques aveugles des Etats-Unis, menées par leurs drones, ont fait propager et aggraver le terrorisme. C'est ainsi que l'institut Ron Paul pour la paix et la prospérité (Ron Paul Institute for Peace and Prosperity) a analysé dans un rapport les attaques au drone de l'armée américaine, qui ont tué de nombreux civils et provoquer la haine des peuples du monde envers les Etats-Unis.

Le rapport de l'Institut Ron Paul a étudié le résultat de ces attaques au drone dans l'élimination des cibles fixés. A titre d'exemple, pour tuer Molla Nazir (il est mort actuellement) les drones américains ont mené trois attaques qui ont coûté la vie à 24 civils innocents. Trois autres attaques ont été, par ailleurs, menées pour éliminer Molla Sanguin Zardan, ont tué 108 civils tandis que cinq attaques au drone, menées afin de tuer Seraj Eddin Haqani, a laissé 82 victimes, tous des civils. Le rapport ajoute que les multiples attaques visant à tuer 41 personnes ont coûté la vie à 1147 civils. Ce sont des "dommages collatéraux" (Collateral damage) qui sont estimés, par cet Institut, en moyenne 28 victimes pour chaque attaque au drone menée par la CIA ou les autres forces américaines. Ce qui mérite réflexion et qui est déplorable, d'ailleurs, c'est que les cibles ne sont pas en général distingués et déterminés.

Les attaques au drone sont aveugles et elles ne peuvent, pas, parfois, atteindre leur but: deux attaques ont été menées par les drones américains contre la région de Damadolaï, au Pakistan pour tuer Aiman al-Zawaheri, le chef actuel d'al-Qaïda sans arriver pour autant à l'éliminer. Il est toujours vivant alors que 105 civils ont été tués! Or, ces attaques n'ont rien fait, argumente le rapport, que provoquer la haine et l'indignation chez les peuples cibles, envers les Etats-Unis. L'Institut Ron Paul ajoute également que la guerre anti-terrorisme des Etats-Unis a, en effet, fait apparaître de nouveaux groupes terroristes dans les pays où il ne se trouvait nulle trace de terrorisme. Et pourtant, la Maison Blanche insiste toujours sur la poursuite de sa stratégie aussi bien que sur l'usage des drones. Il est vrai que la mort des civils est le dernier souci des autorités américaines.

On se rappelle du point de presse où le porte-parole de la Maison Blanche a répondu au journaliste qui l'avait demandé si la mort "accidentale" pour reprendre les termes utilisés par le gouvernement américain, de deux otages d'al-Qaïda, détenus par ce groupe entre 2011 et 2012, l'un d'origine américaine et l'autre italienne, entraînerait la révision du plan américain de lutte contre le terrorisme? "L'opération anti-terrorisme continue!", voilà la réponse de la Maison Blanche... french.irib.ir 23.05

5- Tunisie

- Essebsi offre ses bases à l'Otan - french.irib.ir

Une imminente adhésion, avec statut spécial, de la Tunisie au sein de l'Otan vient d'être confirmée par le président des Etats-Unis, Barack Obama.

En effet, c'est lors d'une audience qu'il a accordée jeudi 21 mai à la Maison-Blanche au président tunisien Béji Caid Essebsi que le président américain a fait cette inquiétante déclaration. Une mauvaise nouvelle en tout cas pour l'Algérie qui avait souffert de la machine de guerre atlantiste pendant la guerre de Libération et qui a à subir aujourd'hui les desseins de cette organisation militaire qui a tendance à finaliser son projet d'encerclement de l'Algérie. En recevant le chef de l'Etat tunisien, le président américain a parlé d'un statut d'«allié majeur non membre de l'Otan» qui permettra (à la Tunisie) de développer, soutient-il, «une coopération renforcée avec les Etats-Unis pour l'achat et la fabrication d'armes». «Mais la réalité est toute autre, Washington n'offrant ce virtuel statut de "membre privilégié" que si le candidat accepte d'accomplir des missions pour le compte de

l'Organisation atlantique, à savoir le fait qu'il assure la sous-traitance dans la région», estime un diplomate algérien à la retraite.

La Tunisie qui, par le passé, que ce soit sous le gouvernement libéral de Bourguiba ou de celui de Ben Ali, un pro-occidental déclaré, n'avait jamais envisagé de rejoindre le «deuxième collège» de l'Otan et n'omettait jamais d'informer Alger sur les grandes questions politiques engageant le devenir des deux pays. Cette manière de voir allait de pair avec les intérêts suprêmes de la Tunisie qui suggérait que la région arabe, en général, et le Maghreb, en particulier, ont intérêt à ne pas coopérer avec l'Organisation atlantiste qui est, par-dessus tout, belliqueuse, surtout envers les Arabes et les musulmans. Si Alger n'a pas encore réagi à cette «mauvaise nouvelle», et cela est peut-être dû au fait que Tunis voulait déroger à la règle de ne rien dire à son puissant voisin, il n'en demeure pas moins que la décision de Tunis est l'objet de moult interrogations dans les milieux informels de la capitale algérienne. french.irib.ir 23.05

6- Yémen

- Yémen : les Saoud devraient s'attendre à des réponses plus cinglantes (armée) - french.irib.ir

Le porte-parole des forces armées yéménites a affirmé que l'attaque contre les bases militaires du Sud d'Arabie n'était que le point d'iceberg de la riposte des Yéménites aux Saoud.

Selon la chaîne yéménite Al-Masirah, le porte-parole des forces armées du Yémen, Sharaf Qaleb Luqman a annoncé vendredi que la récente série des attaques de l'armée, des comités populaires et des tribus yéménites contre le Sud saoudien n'était qu'une partie de la riposte du Yémen aux agresseurs et que le régime saoudien devrait s'attendre désormais à des attaques les plus vastes que celles qui ont été lancées jusqu'à présent. Ces derniers jours, plusieurs bases militaires saoudiennes situées sur les frontières avec le Yémen, sont tombées et sont sous le contrôle de l'armée et des comités révolutionnaires yéménites ou bien elles sont la cible des attaques au missile et au mortier des Yéménites.

Dans le même cadre, l'armée yéménite a attaqué au mortier vendredi la base militaire de Saaban, à Barbar dans la ville saoudienne de Najran. Deux militaires saoudiens ont été tués dans cette attaque. Vendredi matin l'armée yéménite a pris pour cible le QG du commandement de la garde frontalière saoudienne à « Zahran ». Selon des sources saoudiennes, cette attaque a fait un mort et deux blessés côté saoudienne. Les tribus yéménites et des comités populaires liés au Mouvement Ansarallah ont capturé 85 militaires saoudiens dans les zones frontalières du Yémen avec l'Arabie. french.irib.ir 23.05

Haut de page

Le 26 mai 2015

CAUSERIE

On croule sous 40°C, c'est insupportable de rester assis à la même place pendant des heures, aussi on ne s'est pas attardé sur certaines infos. On ajoutera peut-être quelques articles en fin de soirée ou demain matin.

Le mot du jour : Prostitué.

Terme qui s'applique à tous ceux qui soutiennent d'une manière ou d'une autre l'idéologie dominante, le régime en place, le gouvernement, le PS, cela fait beaucoup de monde! Il faut assumer.

Faut-il ajouter tous ces intellectuels qui nous gratifient à longueur d'année d'articles critiques sur l'impérialisme américain et ses alliés, qui brassent du vent plus qu'autres choses et qui refusent obstinément de rompre avec le capitalisme et de rejoindre le camp du socialisme ?

C'est même un mot qu'ils sont devenus incapables de prononcer car il implique d'affronter directement le régime et ils n'y tiennent pas. Ils veulent bien défendre des idées tant que cela ne leur coûte rien en somme ou ne porte pas atteinte à leurs privilèges.

On ne le répète pas systématiquement dans chaque causerie, mais pour nous la solution passe par la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire et d'une internationale sur la base des enseignements de la lutte des classes. Car sans organisation et rassemblement des exploités, leurs couches les plus avancées ou déterminées, sans représentation politique, sans direction et orientation pour mener leurs combats, ils sont voués à l'échec et nous ne viendrons jamais à bout du capitalisme.

Construire ce parti sur la base du programme de la révolution socialiste mondiale, fournir à côté aux masses un cadre politqiue dans lequel elles peuvent s'organiser avec le soutien du parti et mener leur lutte de classe, voilà notre priorité en intervenant dans

la lutte des classes pour défendre nos droits ou acquis dans la perspective du renversement du régime en place, de la prise du pouvoir politique, puisque c'est notre objectif. Qu'aucun parti n'ait adopté cette stratégie qui respecte nos principes et soit assez souple pour pouvoir rassembler des milliers de militants et travailleurs est justement le problème que nous avons à résoudre.

Nous opterions pour le gantelet du moyen-âge.

Gantelet : Gant de peau couvert de lames de fer, d'acier, qui faisait partie de l'armure. (Grand Robert)

- En Arabie Saoudite, une vidéo montre la police religieuse réprimander une femme non gantée - Francetv info

L'Arabie saoudite applique une interprétation rigoriste de l'islam et la ségrégation des sexes y est imposée. Nouvel exemple avec ce membre de la police religieuse qui a empêché une femme d'entrer dans un magasin sous prétexte qu'elle ne portait pas de gants, selon une vidéo mise en ligne sur internet où elle a provoqué de nombreuses réactions d'indignation.

Les Saoudiennes doivent obtenir l'autorisation d'un proche parent de sexe masculin pour travailler, se marier et voyager. Francetv info 25.05

Commentaire d'un internaute.

- "L´Arabie Saoudite. Dictature devant lequel tous les chefs d´Etats occidentaux rampent comme des carpettes. Les occidentaux se prostituent et prostituent leur pays pour être dans les petits papiers de ces bédouins arriérés."

Propagande et prosélytisme idéologique.

- Que représente le courant évangéliste en France ? - Francetv info

La France dénombre 600 000 évangéliques. Un chiffre 12 fois plus important que dans les années 50. Le pays compte actuellement 2 442 églises évangéliques en France. 35 nouvelles sont construites chaque année. Un mouvement qui prend aussi de plus en plus d'importance chez les protestants puisqu'il en représente un tiers.

On estime que 7% des Français sont de culture ou de confession musulmane, en comptant les pratiquants et ceux qui ne le sont pas, ce qui représente près de 4,5 millions de personnes. La religion catholique rassemble 61% des Français, mais deux tiers d'entre eux sont plutôt des non pratiquants. Malgré leur essor en France, les évangéliques restent minoritaires. Francetv info 25.05

La majorité est athée, CQFD. Mais cela ils ne le diront pas. Et les protestants issus de la classe dominante ou de la petite bourgeoisie le sont tout autant que les sionistes, version nihiliste ou néolibérale, ils ont en commun avec les catholique l'hypocrite et le cynisme en prime.

Vous aurez noté à la fin ce qui ressemble à une pointe de regret de Francetv info...

Et pour cause.

- "La France qui est considérée comme un des pays les plus difficiles à évangéliser au monde" - info-evangelique.fr 24.05.2015

Sur leur rôle politique de soutien au néolibéralisme.

- “Le monde est leur paroisse” : comment les évangélistes redessinent la carte mondiale des religions - notes-geopolitiques.com 11.02.2011

Extraits.

Un “levier d’influence” culturel et diplomatique au service des États-Unis ?

Historiquement, les États-Unis constituent bien sûr le poumon des mouvements évangéliques. Bien que née en Europe, c’est effectivement dans l’Amérique du XVIIe siècle que se déploie cette foi héritée de la tradition puritaine. Le protestantisme évangélique s’épanouit donc dans un monde qui valorise le “self made man” mais aussi le “self made saint”.
Le mouvement évangélique prend véritablement son essor au XIXe siècle sous le sceau de la “mission mondiale” liée au “grand réveil” des spiritualités protestantes.

Durant la majeure partie du XXe siècle, le protestantisme évangélique constitue, pour les grandes puissances anglophones

– particulièrement les États-Unis – un véritable “levier d’influence”, pour reprendre les mots de Sébastien Fath.“On connaît les liens entretenus, note-t-il, par une star de l’évangélisation mondiale comme Billy Graham avec le Département d’État, et le rôle joué en sous-main par les ambassades des États-Unis à l’occasion des opérations d’évangélisation de masse conduites par des organisations‘parachurch’ comme Jeunesse en mission (JEM).”

En raison de son discours de conversion individuelle, mais aussi de sa culture individualiste et démocratique (rôle majeur de l’assemblée locale),sans oublier son ethos de responsabilité, l’évangélisme constituerait, pourWashington, un levier d’influence privilégié pour façonner les sociétés civiles émergentes avec des valeurs fondatrices du modèle américain. Une convergence d’intérêt encore renforcée par la croyance commune des Américains, croyants ou non, en l’universalité de leur modèle.

Pour l’universitaire suisse Zidane Mériboute, l’évangélisme américain représenterait même un élément à part entière de la diplomatie des États-Unis.Au XXe,siècle, analyse-t-il, ce courant a d’abord “frappé aux portes de l’Europe et réussi une alliance tacite avec le pape Jean-Paul II. Cette connivence a permis à l’évangélisme de contribuer à précipiter la chute du communisme soviétique. Dans les années 1960, le propagandiste évangélique RichardWurmbrand disait déjà que les Russes étaient les plus faciles à convertir à la foi évangélique et que ‘le cours de l’histoire serait changé si on leur donnait agressivement la Bible’. À partir des années 1990,cette religion fit d’énormes progrès en Russie et dans les anciens pays satellites”.

Prosélytisme périlleux en terre d’islam

Mais “l’offensive évangélique” et son rôle stratégique au service d’une politique étatique ne s’arrête pas là. Pour Zidane Mériboute,“l’évangélisme a élaboré des stratégies pour convertir les musulmans, ce qui suscite désormais la méfiance, voire l’hostilité du monde islamique”. Selon lui, ces évangélistes voudraient se forger “un nouvel ennemi à abattre : l’islam”.

Il y aurait actuellement, à travers le monde, quelque 3.000 missions évangéliques dédiées à la conversion des musulmans. Selon l’universitaire suisse, “au Maghreb, en Afrique et au Moyen-Orient,comme en Asie, les Églises évangéliques adoptent diverses stratégies pour convertir les musulmans au christianisme”. Les prédicateurs mettent fortement l’accent sur le social et jouent sur la déliquescence des États et la pauvreté des habitants des pays cibles. Ils multiplient les distributions de bibles et d’ouvrages doctrinaux à travers de puissants réseaux médiatiques ou financiers. D’autres Églises envoient, dans les pays islamiques radicaux, des missionnaires de choc “prêts à sacrifier leur propre vie pour convertir les musulmans en leur enseignant la foi de Jésus-Christ”. Si “la violence terroriste, la misère, la corruption et l’autoritarisme” de certains pays musulmans facilitent l’action des évangélistes, ces derniers suscitent souvent, en retour, la défiance et l’hostilité de mouvements musulmans radicaux qui voient en eux de “nouveaux croisés” et un “bras armé spirituel” des États-Unis.

Au XXIe siècle : expansion et multipolarisation des Églises évangéliques

L’expansion ne suffit toutefois pas à résumer l’évolution qui est actuellement celle du mouvement évangélique au plan mondial. En effet,son expansion géographique se double, par contrecoup, d’une forte multipolarisation, encore accentuée par la nature même d’une religion n’ayant pas, à la différence du catholicisme, de centre. Sébastien Fath estime ainsi que l’un des changements les plus notables de ces vingt dernières années réside dans le développement polycentrique des Églises évangéliques. Selon lui, le XXIe siècle pourrait même voir la domination des évangélistes venus du Sud sur des États-Unis “structurellement déclinants” : “Le portrait-robot de l’évangélique moyen ne s’apparente plus aux traits d’un homme de type européen et de classe moyenne, mais à ceux d’une femme pauvre et basanée d’une mégapole du Sud […].Toutes les études convergent pour souligner le basculement de l’expansion évangélique suivant des logiques multipolaires où les suds prennent une part sans cesse croissante.”

L’Amérique latine connaît notamment une expansion évangélique spectaculaire,touchant, selon les pays, de 5 à 30 % de la population, voire davantage, comme au Guatemala, où les évangélistes constituent déjà 40 % de la population. L’Afrique subsaharienne, elle, est particulièrement sensible aux courants charismatiques-pentecôtistes. Aujourd’hui, sur les 470 millions d’Africains se déclarant chrétiens, 140 millions se rattacheraient à la nébuleuse évangélique. Dans plusieurs pays d’Asie, les évangélistes ont pris un poids considérable. En Chine, des estimations difficilement vérifiables avancent des effectifs de 60 millions d’adeptes. En Corée du Sud, ils représenteraient un habitant sur cinq si bien que la plus grande assemblée évangélique du monde y est d’ailleurs située. Le phénomène y est si vivace qu’il génère une dynamique missionnaire considérable, notamment en direction de l’Europe, surtout dans sa partie orientale.

En effet, l’Europe de l’Est n’est pas insensible à la ferveur des évangélistes. En Ukraine, en Hongrie, en Roumanie, les nouvelles assemblées et les “megachurches”,sur le modèle américain,se développent à grande vitesse. En Russie, les protestants constituent déjà la deuxième religion, derrière les orthodoxes, devant les catholiques et les musulmans. En revanche, en Europe de l’Ouest, les évangéliques pèsent très peu y compris au Royaume-Uni. Ils ne sont ainsi que quelques centaines de milliers en France. Toutefois, ils semblent bénéficier d’un certain regain de dynamisme en s’appuyant - preuve qu’il s’agit bien d’un phénomène géopolitique – sur la francophonie. Pour évangéliser la France, les groupes francophones s’appuient en effet sur les pôles que constituent les “méga-églises” de Kinshasa (RDC) ou de Montréal. notes-geopolitiques.com 11.02.2011

NPA. Un modèle de démocratie.

Il est inacceptable que notre principal porte-parole signe un appel contre l'avis des instances de direction du parti ! Par Tendance CLAIRE (25 mai 2015)

Lundi 4 mai, dans la continuité de positionnements précédents, le CE s'est prononcé contre la signature de deux appels « unitaires » sur la Grèce, notamment celui intitulé « La Grèce, une chance pour l'Europe » (http://www.audit-citoyen.org/?p=6412). Pour les camarades de la Position 1, ces textes ne posent aucun problème : ce serait de simples appels de solidarité, et refuser de signer de tels appels serait incompréhensible, le signe que « le CE perd tout repère et discernement » !

Il est pour le moins inquiétant que les camarades de la P1 ne voient pas ce qui pose problème dans ces textes. Nous avons voté lors du dernier CPN une résolution sur la Grèce (http://www.npa2009.org/agir/solidarite-avec-les-travailleurs-et-le-peuple-grecs-non-au-diktat-du-20-fevrier-annulation-de) qui porte une appréciation précise de ce qui se passe en Grèce : l'accord du 20 février entre Tsipras et la Troïka est pour le NPA un « renoncement majeur » et nous sommes solidaires de ceux qui combattent cet accord. Ce n'est pas le point de vue du texte « La Grèce, une chance pour l'Europe », qui minimise la portée de l'accord du 20 février sans y apporter la moindre critique. Et pour cause, les principaux signataires de ces textes approuvent cet accord et l'ensemble de la politique de Tsipras. Le texte a une portée politique générale, et il dit notamment : « Nous appelons nos députés, élus de juin 2012, à se rappeler pourquoi et pour quoi ils ont été élus », faisant croire que le programme du PS était en 2012 de rompre avec l'austérité ! Comment pourrait-on signer un texte qui ferait croire que les députés du PS étaient « nos » députés, ceux de notre camp social, et que leur mandat était de rompre avec l'austérité ?

Ce texte est signable et d'ailleurs signé par des socialistes « frondeurs » (comme la présidente du MJS) ou par les verts (Cosse) qui ne sont même pas dans l'opposition, même inconséquente, à Hollande. Mais il ne l'était pas par un parti anticapitaliste qui ne peut faire un front politique avec des antilibéraux et des supporters à peine critique de Hollande. Nous pouvons signer des textes unitaires qui se prononcent sur des revendications précises que nous partageons, mais il est inacceptable que nous signions des textes qui portent des analyses contraires aux nôtres, et qui nous font endosser des illusions grotesques sur le mandat de « nos » députés. Ce n'est certainement pas ainsi que nous construirons le parti et que nous pourrons convaincre de nos analyses et solutions anticapitalistes.

Au-delà du débat sur le fond, la signature de notre principal porte-parole, contre l'avis du CE, pose un problème démocratique grave. Un porte-parole doit porter la parole du parti, il ne peut pas porter une position refusée explicitement par les instances de direction du parti. C'est aujourd'hui une ligne rouge qui est franchie, après déjà plusieurs alertes. Car le fait est qu'aucun de nos porte-paroles n'a porté notre motion élections dans les médias, exprimant des positions personnelles qui n'étaient pas celles du parti.

Aujourd'hui, la P1 revendique cette signature : « Le CE a manqué totalement de repères et de discernement sur cette affaire. Il a mis nos figures publiques dans une position impossible. Le cœur de leur militantisme les conduit à signer ces appels quoi qu'il en soit. Une majorité du CE s'assoit sur cette réalité ». Il est sidérant dans un parti comme le nôtre qu'on puisse concevoir les rapports dans le parti de cette manière ! Ce ne serait pas aux porte-parole de porter la parole du parti... mais ce serait au parti de s'adapter à ce que veulent les porte-parole pour ne pas les mettre dans une « position impossible » ! Et si les instances du parti ont le culot d'exprimer une position différente, alors les porte-parole feront ce qu'ils voudront... et en plus on tancera les instances du parti d'avoir eu l'outrecuidance de ne pas être d'accord avec nos porte-parole !

Il est vital que le prochain CPN discute de ces dysfonctionnements qui mènent le parti dans le mur si on continue dans cette voie. Les décisions du CPN et du CE doivent être respectées par les porte-parole. Si ils ne sont pas d'accord, on peut comprendre qu'ils ne les portent pas, mais ils ne peuvent pas défendre des positions contradictoires, engageant par là même tout le parti. Pour porter la politique du parti, et notamment le contenu de la motion élection du congrès, et plus généralement notre démarcation politique par rapport aux réformistes (sur la Grèce notamment), nous devons avoir une discussion de fond au prochain CPN. Une sensibilité politique minoritaire de notre parti ne peut pas avoir tous les postes de porte-parole, surtout quand elle revendique de piétiner les décisions des instances légitimes du parti. Fin.

Comme quoi au passage le NPA soutient le PS et le gouvernement. Puisque ce sont eux qui en font la démonstration, on ne pourra pas nous accuser de les calomnier.

ACTUALITE EN TITRES

La morale des prostitués du régime.

- Congrès PS : Christian Paul veut "défendre l'éthique de la politique" - Francetv info

Négriers des temps modernes.

- Des viticulteurs en mal de main d'œuvre - Francetv info

Le vignoble de Cognac, c'est environ 5 000 viticulteurs et plus de 10 000 saisonniers par an. Principalement une main d'œuvre venue d'Espagne, la locale faisant défaut. Francetv info 25.05

Peut-être que la main d'oeuvre locale exige d'être déclarée, le respect du Code du travail et du salaire minimum, le paiement des heures supplémentaires, un certificat de travail, bref, beaucoup de réglementation et de papasserie inutile en employant une main d'oeuvre étrangère acceptant n'importe quelle condition de travail et de rémunération.

Lentement mais sûrement la dictature s'installe.

- Paris: vers une vitesse limitée à 30 km/h fin 2015 dans le centre et l'est - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie : l'armée se prépare à récupérer Palmyre - french.irib.ir

Un responsable syrien a indiqué dimanche que les forces syriennes, déployées aux alentours de la ville historique de Palmyre, s'apprêtaient à mettre au point une contre-attaque en vue de récupérer la ville. Selon l'Associated Press à partir de Damas, le gouverneur de la province de Homs, Tallal Barazi, a indiqué dimanche que les terroristes de Daech, depuis l'occupation de Palmyre mercredi dernier, avaient massacré un grand nombre de civils.

Selon lui, les terroristes ont transféré de nombreux civils dont des femmes vers des lieux inconnus. Par ailleurs le Premier ministre syrien, Wael al-Halqi, a dénoncé le massacre des civils à Palmyre, et considéré l'Arabie, le Qatar et la Turquie comme responsable de ces crimes en raison de leur soutien aux groupes terroristes en Syrie.

Il a demandé à la communauté internationale ainsi qu'aux organisations de défense des droits de l'homme de mettre sous pression les Etats soutenant le terrorisme pour qu'ils changent de position.

A noter que les gouvernements saoudien, turc et qatari comptent parmi les principaux protecteurs des terroristes en Syrie.

Sur le champ aussi, il faut préciser que les forces de l'armée syrienne luttent actuellement contre les terroristes de Daech près de Palmyre. L'armée syrienne s'apprête à lancer une attaque pour libérer cette ville. Le Haut-commissariat des réfugiés des Nations unis s'est dit disposé à envoyer des aides humanitaires pour quelque 11000 déplacés à Palmyre et aux villages avoisinants.

De même une source kurde en Syrie a déclaré que l'armée et les comités populaires kurdes ont libéré une centaine de villages dans la région de Rif Hassaka, au Nord-est du pays. french.irib.ir 25.05

2- Yémen

2.1- Des bombes à neutron de Riyad - french.irib.ir

Selon un expert militaire US et ex-membre de US Navy l'Arabie saoudite aurait eu recours aux bombes à neutron dans ses raids contre le Yémen.

Ces bombes auraient été largué s depuis un avion israélien peint en avion saoudien. Selon Veterans today qui rapporte cette information, les bombes en question pesent beacoup plus lourddsque les bombes habituelles . " les imagés tournées après le bombardement de Jabal Nagham prouve l'usage des bombes 7 neutron par Riyad. Cest la seconde fois où Riyad utilise des bombes proto nucléaire contre la population yéménite". french.irib.ir 24.05

2.2- L'Arabie saoudite a rasé un musée du Yémen - french.irib.ir

En emboitant le pas aux terroristes de Daech, les chasseurs agresseurs du régime saoudien ont réduit à néant l'un des plus

riches musée du Yémen.

Selon l'agence de presse Yemen Press, ce que les chasseurs saoudiens font aux musées du Yémen, ne diffère pas tellement à l'attitude des terroristes de Daech en Irak et en Syrie. Alors que le monde entier se concentre sur la destruction des musées et des œuvres antiques en Irak et en Syrie, l'Arabie saoudite, loin des yeux du monde, ne cesse de viser toutes les structures publiques du Yémen dont les musées. Les criminels saoudiens ont rasé, depuis jeudi dernier, dans le cadre des opérations ciblées, l'un des plus riches musées du Yémen, comprenant des œuvres antiques datant de plusieurs millénaires.

Ce musée bâti en 2002, et composé de deux bâtiments et cinq grands salons, et des œuvres antiques, des livres calligraphiés, des dépôts, et des réserves d'œuvres précieuses, des ateliers de réparation, de photographie ainsi que des ateliers de fabrication d'œuvres éducatives, a été visé par les chasseurs de l'armée saoudienne et réduit à néant. french.irib.ir 25.05

J'ai vu une photo, effectivement ce musée a été littéralement pulvérisée, on peut observer qu'il y avait aucun autre bâtiment à proximité, ce qui signifie qu'il a été délibérément visé et réduit à un tas de gravats.

ECONOMIE

1- Pétrole et matières premières.

Pétrole et matières premières : la baisse n'est pas finie - latribune.fr

Sale temps pour les producteurs de matières premières. L'indice S&P GSCI, la référence du marché des commodités, a perdu plus de 16% au premier trimestre 2015. C'est le troisième trimestre consécutif de repli pour cet indice composé de 24 matières premières issues de l'énergie, de l'agriculture, de l'élevage, des métaux industriels et des métaux précieux.

Une telle configuration est assez rare

Elle n'est intervenue que trois fois depuis le début des années 2000. Et l'ampleur du mouvement est telle, qu'il atteint toutes les composantes de l'indice sauf exception. Le pétrole, au premier chef qui pèse de tout son poids dans cette évolution. Que ce soit le WTI, le brut qui sert de référence pour les transactions en Amérique (en baisse de 34%), le Dubaï utilisé pour fixer les prix de vente vers l'Asie (-30%) où le Brent, la référence pour fixer les prix de deux tiers du pétrole mondial, dont celui destiné à l'Europe (-29%), le cours du pétrole reflue partout dans le monde.

Un pétrole sous quatre feux :

1/ le déséquilibre du marché réel, où l'offre s'envole encore alors que la demande patine.

2/ le rôle amplificateur des marchés financiers, qui spéculent sur les indices.

3/ L'appréciation du dollar qui joue traditionnellement comme facteur de baisse.

4/ le contexte géopolitique: la baisse actuelle des cours servant les intérêts américains au détriment de la Russie, du Venezuela ou de l'État islamiste.

Dans notre scénario, ces quatre feux ne vont pas rapidement s'éteindre, c'est pourquoi nous prévoyons un Brent à 53$ en moyenne sur l'année, en baisse de 46% sur un an.

Autres victimes, les minerais et les métaux industriels

Le S&P GSCI centré sur les métaux décrit très bien la tendance à l'œuvre depuis maintenant plusieurs mois : il cède 9% au 1er trimestre et tombe à son plus bas niveau depuis 2009. On retrouve évidement, comme avec le pétrole, une offre abondante face à une demande mal en point. Tous les regards se tournent alors vers la Chine.

L'ogre à la naissance du super-cycle des matières premières a perdu son appétit alors même que les récentes vagues d'investissement dans les mines et les sites de production donnent leurs pleins effets.

Bilan : le minerai de fer a perdu 20% de sa valeur en un trimestre et plonge de 68% par rapport à son pic de mars 2008. L'année est perdue et la chute certaine : -32% selon nos dernières prévisions. Mêmes causes, mêmes effets pour les métaux

Dans l'ordre, on retrouve le cuivre, le nickel, le plomb, l'aluminium et le zinc. Tous en baisse au 1er trimestre et ils le resteront en moyenne sur l'année. Selon nos prévisions, le S&P GSCI « métaux industriels » tomberait en 2015 pour la 4ème fois consécutive : -7%

Côté marché agricole, ce n'est pas mieux

Avec des niveaux de production historiques, les entrepôts des céréaliers sont pleins à craquer. Ce qui pèse sur les cours du blé et du maïs.

Mais ce n'est rien comparé à la déconfiture du sucre, au plus bas depuis 6 ans. La S&P GSCI, centré cette fois sur les matières agricoles, est ainsi logiquement en recul : -7% sur les trois premiers mois de l'année et nous anticipons -4% pour l'ensemble de 2015

A contre-courant, l'or et les métaux précieux

Toujours très demandés par les émergents, ils bénéficient de leur statut de valeur refuge dans un contexte où les risques financiers s'amoncèlent. Une hausse entravée par la vigueur du dollar.

Compte tenu de leur modeste poids dans l'indice d'ensemble, ils ne peuvent cependant pas inverser la tendance. Et cette tendance, c'est une baisse générale estimée à Xerfi pour 2015 à -27%... La plus importante depuis 2009. Nous étions alors au cœur de la plus grande récession depuis la 2ème guerre mondiale. latribune.fr 25.05

Hier soir le baril de brut s'échangeait à 59,5 dollars. Comme quoi on suit cela de très près...

2- Afrique du Sud

- L'Afrique garde le cap de la croissance, mais gare à la démographie - AFP

L'Afrique résiste à la chute des cours des matières premières et garde le cap de la croissance, estime un rapport publié lundi par l'OCDE avec d'autres institutions (BAfD, PNUD) qui s'inquiète cependant des effets de l'actuel essor démographique.

"La croissance démographique va ressembler à celle des Indiens et des Chinois en valeur absolue mais pour l'Afrique, cela correspond à un doublement. Si l'on sait l'utiliser cela peut procurer d'énormes avantages puisqu'on estime en Chine et en Inde à 40% la part de la croissance due à la démographie", explique Mario Pezzini, directeur au centre de développement de l'OCDE. AFP 25.05

J'ai zappé les trois quart de cet article pour ne conserver que l'essentiel. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que le développement démographique est à l'origine des classes moyennes ou leur expansion, qui dispose d'un niveau de vie supérieur aux ouvriers et qui par ce biais consomment davantage et profitent du progrès social, si on peut appeler cela ainsi puisqu'ils triment tout autant comme des esclaves.

Baser la croissance sur le développement démographique sachant que 20 à 40% de la population est vouée à vivre dans la précarité absolue est d'un cynisme sans fond, ce qui n'étonnera personne. Ces derniers jours dans une causerie il était évoqué que 75% des travailleurs dans le monde disposaient d'aucun droit social, donc le chiffre que j'avance de 20 à 40% n'a rien d'exagéré.

En Inde, à part les fonctionnaires et ceux qui travaillent dans une grande entreprise, soit 20 à 25% de la masse salariale, les 75 à 80% restants sont taillables et corvéables à merci, si on retire ceux qui ont un travail stable dans une petite ou moyenne entreprise, il doit en rester au moins 40% qui vivent au jour le jour ou perçoivent un salaire uniquement quand ils travaillent, ils ne savent jamais combien de jours dans le mois ils vont travailler, comment ils vont devoir se débrouiller pour survivre, ce qui n'incite pas à consommer, ils sont exclus de la "croissance" synonyme de pauvreté ou misère pour eux.

L'article qui suit tranche avec l'optimisme de l'AFP, agence française de propagande.

- L'Afrique du Sud, champion des inégalités de revenus - latribune.fr

Le 2è pays le plus riche du continent africain est aussi le 2è pays le plus inégalitaire au monde. En cause: un chômage élevé qui est le notamment le résultat des faiblesses de son système scolaire.

Vingt-et-un an après la fin de l'apartheid, certaines inégalités perdurent en Afrique du Sud. Il s'agit du pays le plus inégalitaire en ce qui concerne les revenus de la population, derrière Haïti. Tel est le constat accablant d'un rapport du cabinet de conseil

Boston Consulting Group (BCG), publié lundi 25 mai. Pas moins de 60% de la population, soit environ 31 millions de sud-africains vivent dans la classe la plus pauvre avec moins de 617 dollars par an et plus de 50% des Sud-Africains vivent sous le seuil de pauvreté.

Avec un PIB annuel de 366 milliards de dollars en 2013, selon la Banque mondiale, le pays est pourtant le 2e pays le plus riche d'Afrique, et le 34è au monde.

Comment expliquer un tel phénomène ? La faible conversion de la richesse produite en bien-être pour les habitants, répond le BCG. Le cabinet de conseil place l'Afrique du Sud à la 138ème place du classement (sur 149 pays) pour l'indicateur Seda qui mesure ce degré de conversion de la richesse, en s'intéressant en particulier aux salaires, à la stabilité économique, l'égalité salariale, l'éducation et l'emploi.

Dans ces deux derniers domaines, l'Afrique du Sud connait de très mauvaises performances. Et cela crée un cercle vicieux. Ainsi, l'éducation à deux vitesses en vigueur dans le pays entraîne de gros écarts dans le monde professionnels.. Et ce, alors que le pays dépense plus dans ce secteur que bon nombre de ses pairs (pays au même niveau de développement).

Pour les titulaires d'un diplôme universitaire, le taux de chômage se situe entre 2% et 5% seulement. A contrario, pour ceux qui n'ont pas l'équivalent du baccalauréat, ce taux est situé entre 40% et 70%. Et pourtant, de nombreux emplois étaient vacants en 2014 ; 432,000 postes de techniciens étaient libres, par exemple, pour un pays d'un peu plus de 50 millions d'habitants.

Au total en 2013, le taux chômage s'élevait à 25% en Afrique du Sud, contre 7 à 13% pour les pays au développement équivalent (Colombie, Pérou, Egypte, Indonésie,...).

Un enseignement de mauvaise qualité

L'Afrique du Sud se place à la dernière position (144è) en termes de qualité d'éducation en sciences et mathématiques, dans le dernier rapport du World économic forum. Six professeurs sur dix n'ont pas le niveau requis en mathématiques dans l'enseignement primaire, juge notamment le BCG. En outre Pretoria a fait des efforts sur le développement des infrastructures, l'accès à la scolarité et le recrutement des enseignants, estime le cabinet de conseil, mais n'a pas assez insisté sur la formation des professeurs et la lutte contre la déscolarisation.

Autre problème souligné: les formations professionnelles sont peu nombreuses, mal adaptées et les liens entre l'éducation et le monde du travail sont rares. Enfin, la rigidité du marché du travail qui sévit dans le pays -classé 113e sur 144e dans ce secteur par le BCG- n'arrange rien.

Quand Jacob Zuma promet un transformation radicale

Le BCG se félicite toutefois du plan de développement national lancé en 2014 par le gouvernement sud africain. Il a pour objectif de faire passer le chômage à 14% en 2020, en réformant le marché du travail et en augmentant la qualité et la quantité des enseignants entre autres. Le cabinet estime toutefois que le plan est insuffisamment axé sur la réduction des taux d'abandon prématurés des cursus éducatifs et le développement des formations professionnelles dans la scolarité pour espérer atteindre cet objectif.

Le président Jacob Zuma, membre de l'African national congress (ANC), parti au pouvoir depuis 20 ans, a ainsi promis une transformation "socio-économique" radicale du pays en 2014. Une réponse aux critiques récurrentes que subit le parti: il est régulièrement accusé d'avoir insuffisamment agi pour permettre à la majorité des Sud-Africains de sortir de la misère héritée de la colonisation et de l'apartheid.

En outre, l'ANC qui avait obtenu 62,5% des voix lors des dernières élections législatives, en 2014, a aconnu un résultat en baisse par rapport aux échéances précédentes. Il a notamment pâti de l'émergence d'autres formations , comme le parti des Combattants pour la liberté économique (EFF) qui a réalisé 6,35%, en axant son programme sur... la redistribution des richesses. latribune.fr 25.05

Haut de page

Le 27 mai 2015

CAUSERIE

Nouvelle du bled.

A 13h, il faisait 41°C à l'abri à Pondichéry, sud de l'Inde. Il est 16h, le ciel est couvert, le vent s'est levé, le temps semble tourner à l'orage ce qui n'est pas mieux en période de cyclone !

- Inde: la vague de chaleur tue 800 personnes et ne montre aucun fléchissement - AFP

Grille de lecture.

- En fait le même scénario se reproduit chaque année !

- Le chef du bureau de la propagande politique de la classe dirigeante à l'AFP a dû estimer qu'avec 800 morts le seuil à partir duquel pouvait se manifester une émotion psychologique avait été franchi, et que cette info méritait d'être exploitée ou de figurer dans le cadre de la campagne permanente de déstabilisation et de terreur à destination des masses, au même titre que n'importe quel massacre ou scène de désolation susceptible d'engendrer la crainte ou une réaction compulsionnelle de repli sur soi chez celui qui en prend connaissance, de telle sorte qu'il s'estimera heureux de son sort ou de ne pas en être victime, ce qui reviendra à louer sa condition aussi médiocre soit-elle au lieu de s'en préoccuper ou se demander s'il n'existerait pas un moyen pour la changer, en résumé, quelle bonheur de vivre en France, qui plus est et inconsciemment sous le gouvernement Hollande-Valls.

- Nulle info n'est diffusée au hasard ou gratuitement, c'est la premier constat que l'on doit avoir à l'esprit. Elles visent toute un objectif particulier, ici en l'occurrence il relève du domaine du conditionnement psychologique ou de la manipulation des consciences.

AFP- La vague de forte chaleur qui sévit en Inde a tué plus de 800 personnes en une semaine et ne montre aucun répit, mettant à rude épreuve la santé des plus pauvres contraints de travailler à l'extérieur.

Les hôpitaux des Etats du sud, les plus touchés, ont été mobilisés pour prendre en charge les victimes de coups de chaleur et les autorités recommandaient mardi de rester à l'intérieur.

Les services météorologiques indiens (IMD) ont émis une "alerte rouge" pour mardi et mercredi dans plusieurs Etats en raison de températures attendues de plus de 45°C.

"Nous ne prévoyons aucun répit dans cette vague extrême de chaleur pour les prochains jours", a dit mardi B.P. Yadav, porte-parole de l'IMD.

Des centaines de personnes, essentiellement parmi les plus pauvres, meurent chaque été de la chaleur, des dizaines de milliers d'autres souffrant des coupures d'électricité en raison du réseau surchargé.

Dans l'Andhra Pradesh (sud), Etat le plus touché, 551 personnes sont décédées depuis une semaine, la température ayant approché les 47°C lundi.

Cette vague de chaleur touche une grande partie du pays, dont la capitale New Delhi où certaines portions de rue fondent.

Selon The Hindustan Times, la température maximale à Delhi a atteint un record depuis deux ans lundi à 45,5°C, cinq degrés de plus que la moyenne saisonnière.

Dans l'Etat du Telangana, qui jouxte l'Andhra Pradesh, 231 personnes sont mortes depuis une semaine, et les températures ont atteint 48°C pendant le week-end.

Selon The Hindustan Times, les conditions météo risquent de plonger dans la sécheresse les Etats les plus touchés par cette vague de chaleur, avant l'arrivée de la mousson. Elle est attendue en fin de mois dans le Kerala (sud) mais prendra plusieurs semaines avant de toucher les plaines arides du nord. AFP 26.05

Depuis 3 jours j'ai été obligé d'utiliser la climatisation pour dormir 3 heures chaque nuit. La nuit dernière, à peine une heure après avoir coupé la clim je me suis réveillé en nage. J'ai ouvert les fenêtres et mis le ventilo à fond. Une heure plus tard je me levais car je n'en pouvais plus, en sueur je me grattais de partout. Il y a pire, Selvi (ma compagne) travaille à l'extérieur l'après-midi en plein soleil. Moi je bosse à la maison.

J'ai retiré les deux carters latéraux de l'ordinateur. J'ai aussi rempli le réservoir d'eau. Il arrive fréquemment qu'un transformateur pète en plein été et qu'on se retrouve sans courant pendant 2 ou 3 jours, donc sans eau si on n'a pas de réservoir ou qu'on n'a pas pensé à le remplir. Le mien a une capacité de 2.000 litres à cause du jardin. Il faut constamment penser à tout ce qui pourrait arriver et poserait problème. J'ai aussi remis de l'eau dans les batteries. J'ai aussi mis un grand récipient d'eau à

disposition des oiseaux qui leur sert surtout de baignoire ! Le linge sèche en quelques heures. Le réfrigérateur est rempli de bouteilles d'eau car j'en distribue aux visiteurs. Je bois entre 3 et 5 litres d'eau par jour. Ce matin je suis allé en ville, en plein soleil, j'avais emmené une bouteille d'eau. Roulez en moto à 50 ou 60kms/h maximum, sans casque, en tongues, short et débardeur, sans radar, sans caméra de surveillance, sans flics ou presque, pratiquement sans code de la route, tu te dis que tu es mieux là qu'en France ! Et puis je peux rentrer, déjeuner et aller faire une sieste, sauf que ce n'est pas mon genre, je bosse tout le temps, il faut que je fasse quelque chose, si possible d'utile, c'est préférable car on n'a pas de temps à perdre, il nous est compté.

Parce que Selvi devait quitter son boulot à 10h pour aller régler une question administrative, sa patronne (italienne) a exigé qu'elle commence à bosser à 6h du matin, du coup on s'est levés à 4h15. Quand tu bosses 6j/7 tu n'as pas la possibilité de t'occuper de tes affaires, et comme le dimanche les services administratifs sont fermés, tu dois quémander une permission à ton patron pour t'absenter, absence que tu devras compenser ensuite, c'est cela l'esclave moderne. Selvi a jugé l'attitude de sa patronne dégueulasse et je l'ai approuvée, ces expatriés se comportent en négriers. Son frère m'a dit hier qu'il allait revendiquer une hausse de salaire auprès des Français qui l'emploient, je lui ai donné quelques arguments pour étayer sa demande, notamment qu'il était impossible de faire vivre décemment une famille avec son salaire de misère, ils l'exploitent un maximum, ils sont répugnants.

Bientôt Les Républicains et le parti démocrate se partageront les CSP+... et le CAC40.

- Le mariage de la gauche et des classes populaires touche à sa fin - slate.fr 25.05

En réalité il s'agissait d'un mariage blanc !

Extraits.

(Ils haïssent le prolétariat. - ndrl)

- «Il faudrait pouvoir changer de peuple.» Des boutades comme celle-ci, gorgées d'aigreur, circulaient parmi l'élite socialiste, tenante du «oui», au lendemain du plébiscite remporté par le «non» au référendum sur le constitution européenne, le 29 mai 2005 (54,67%). Ses beaux quartiers parisiens et la rue de Solférino plus irrités que démoralisés, la gauche tardait encore à admettre qu'elle avait fourni les plus gros contingents d'électeurs au refus du traité (59%), au premier rang desquels une immense majorité de sa base populaire –les autres ayant grossi le score de l'abstention (30,63%). Les électeurs de l'UMP et de l'UDF avaient suivi à 76% les consignes de leurs responsables, et voté en faveur du «oui», mais «le peuple de gauche» venait d'adresser un bras d'honneur à ses dirigeants, lesquels sentaient désormais possibles les perspectives d'un divorce historique.

Changer de peuple… Ou réussir à se passer de lui.

(Le peuple sait ce qu'il ne veut plus, mais il ne sait pas encore ce qu'il veut. - ndlr)

Entourage présidentiel, gouvernement, majorité socialiste, «frondeurs», «gauche d'opposition» et extrême-gauche, le camp progressiste dans son ensemble se sait à nu; en danger philosophique; sa raison d'être même remise en cause par celui auquel, de mémoire socialiste, il a toujours cru vouer ses combats: le peuple. Celui des ouvriers, des employés, des plus pauvres. «La France d'en bas», laquelle lui fait aujourd'hui des adieux qui paraissent pour le moins durables.

Le divorce pressenti en 2005, et souvent évoqué, ensuite, lors des effritements successifs, d'avec les classes populaires paraît en effet consommé en ce printemps 2015. Les récentes élections départementales ont achevé de convaincre le PS que sa base historique, désormais, lui refuse assez systématiquement ses suffrages, quand il se présente, au premier tour d'un scrutin, sous sa seule bannière. Et le parti n'est plus du tout certain, faute de cet apport de voix, d'être en mesure de réunir ce tiers des votants qui lui est nécessaire tant aux prochaines régionales qu'au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.

Pour l'heure, les ruminations du PS sont plutôt silencieuses. Les motions du prochain congrès de Poitiers font peu référence au départ de cette clientèle, dont le sort social a pourtant souvent nourri les querelles des «courants» du parti.

Les preuves d'éloignement entre la classe ouvrière et les socialistes sont devenues légion sous le quinquennat de François Hollande. Certains signes de désamour découlent de la politique économique sociale-libérale elle-même, de plus en plus assumée par le pouvoir, et que les plus ouvriéristes parmi les dirigeants de gauche dénoncent comme étant «non-redistributrice», mais les causes majeures sont ailleurs, et les socialistes n'en ignorent rien. Elles font même partie d'une stratégie, contenue, masquée, certes, depuis la victoire de 2012, mais qui ne demande qu'à devenir le plan de marche du PS pour l'après-2017, si la confiance ne parvient pas à se rétablir entre ce dernier et l'électorat historique.

(C'est une gigantesque imposture de faire croire que la "vision du monde et de la personne humaine" du PS correspondrait à celle des travailleurs dès lors qu'on se penche sur son véritable contenu ou l'exploitation qu'il compte en faire. C'est uniquement un masque pour camoufler sa véritable et épouvantable nature que sa politique économique ou sociale révèle au grand jour à défaut

de pouvoir y faire adhérer les masses, c'est le seul moyen qu'il lui reste pour donner l'impression qu'il serait légitime ou bénéficierait d'un soutien populaire (comme le 11 janvier), alors qu'il est ultra minoritaire dans le pays. -ndlr)

La classe ouvrière historique votait à gauche d'abord parce qu'on lui promettait l'amélioration de ses conditions de vie et de travail. Elle a compris que c'était de moins en moins vrai depuis 1983, date du revirement économique de la gauche. Dès lors, les raisons d'adhérer à la gauche deviennent surtout «culturelles», elles procèdent d'une même vision du monde et de la personne humaine. C'est là, au creux des moeurs, des libertés, des projets individuels, etc., que se niche le germe d'une séparation sociologique et électorale.

(Le PS n'a jamais produit le moindre penseur ou dirigeant ouvrier de la trempe de Marx, Engels, Lénine, Trotsky qui s'identifieront entièrement à la cause des opprimés et y consacreront leur vie. On retiendra du passage suivant que le PS cacha "son libéralisme derrière ses solidarités sociales", confirmant à sa manière ce que nous avons indiqué plus haut, c'était une escroquerie politique uniquement destinée à assurer la pérennité du régime capitaliste auquel étaient liés ses dirigeants quelle qu'ait été leur origine sociale.

Cela dit, ce serait une grave erreur de croire que son masque serait définitivement tombé ou qu'il n'en aurait possédé qu'un seul pour comprendre à quoi nous avons à faire, il en utilisa de multiples tous marqués du sceau du faussaire au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours pour couvrir un seul et unique visage. Etant inféodé au capitalisme, il devait épouser ouvertement les différents besoins de la classe dominante tout au long du XXe siècle et changer de masque pour couvrir ses contradictions. Partisan du colonialisme et des guerres de rapine impérialistes, xénophobe, raciste, homophobe, etc. il existe sur Internet d'anciens discours prononcés autrefois par ses dirigeants qui le prouvent amplement pour ceux qui veulent le vérifier car à l'époque ils l'assumaient (idem pour le PCF), faut-il ajouter anti-ouvrier qu'ils ont mitraillés à Clichy dans les années 30, refusant de livrer des armes à la révolution espagnole tandis que Mussolini et Hitler en fournissaient à Franco, alors qu'ils soutiennent de nos jours Al-Qaïda et l'Emirat islamique, en fait la continuité de la même politique depuis un siècle, dans le même camp, celui de nos ennemis.

Ce qu'il faut retenir ou avoir à l'esprit en permanence selon nous, c'est que le PS est fondamentalement anti-ouvrier, antisocial, antidémocratique, antirépublicain, réactionnaire, impérialiste, antisocialiste, et il n'a cessé d'user et abuser de différents masques ou postures pour camoufler qu'il avait définitivement rompu avec son origine ouvrière, afin de tromper les travailleurs avec la complicité des partis corrompus du mouvement ouvrier qui ne cesseront de le ménager ou feront en sorte que son ignoble passé ne remonte pas à la surface. - ndlr)

Après tout, la coalition historique n'avait été qu'une alliance contre nature. Un pacte remontant à l'affaire Dreyfus, à la Révolution même, entre les premiers prolétaires et les républicains, une classe bourgeoise, héritière des Lumières, qui cachait son libéralisme derrière ses solidarités sociales. Un jour ou l'autre, ce masque allait bien finir par tomber. slate.fr 25.05

En complément. Quelle classe incarne le PS ?

Celle des nantis.

- Nouveau Roland-Garros: Hidalgo attend "très vite" le feu vert du gouvernement - AFP 26.05

- Valls soigne les entreprises en reportant (encore) le compte pénibilité - Le Huffington Post 26.05

Non, pas celle-là.

- Des tentes sous le métro: à Paris, un campement sauvage de 300 migrants - AFP 26.05

Concentration des richesses. Toujours plus riches.

- Les milliardaires européens sont plus riches que les autres milliardaires - 20minutes.fr

Avec une fortune moyenne de 5,7 milliards de dollars, les milliardaires européens sont plus riches que leurs homologues américains et asiatiques, selon une étude publiée mardi par la grande banque suisse UBS et le cabinet conseil PwC. La fortune moyenne des milliardaires américains est de «seulement» 4,5 milliards de dollars et celle des milliardaires asiatiques du montant dérisoire 3,2 milliards de dollars.

Nouveau record du nombre de milliardaires en France

Selon Josef Stadler, un des responsables de division d'UBS qui s'occupe des «ultra-riches», la période actuelle, «marquée par une création accélérée de richesses est similaire à l'âge d'or de la fin du 19ème siècle et du début du 20ème siècle, lorsqu'aux Etats-Unis et en Europe l'esprit d'entreprise a lancé la première vague d'innovation de l'histoire moderne». La création de richesse

est «cyclique», a t-il ajouté, et «ces dernières décennies nous avions la chance d'être sur une période forte du cycle».

La plupart des fortunes constituées au cours des 20 dernières années en Europe et en Asie, mais dans une mesure moindre, trouvent leur origine dans l'industrie des biens de consommation, soit 50% pour les Européens et 20% pour les Asiatiques. Aux Etats-Unis, beaucoup de nouveaux milliardaires ont fait fortune dans le secteur financier (30%). 20minutes.fr 26.05

ACTUALITE EN TITRES

A croire qu'ils partageraient la même conception de la République, cela vous étonne ?

- Laurent (PCF) dénonce le "hold-up" de Sarkozy sur l'idée républicaine - AFP

Patrons mafieux.

- Le travail au noir atteint des records en France - Francetv info

Entre le travail au noir, les heures non déclarées et les erreurs plus ou moins volontaires, les sanctions de l'Urssaf ont explosé sur l'année 2014, pour atteindre 1,46 milliard d'euros de redressement de charges, dont 400 millions sont à imputer au travail au noir. Des montants qui ont augmenté d'un quart depuis 2013 et qui ont été multipliés par dix en l'espace de dix ans. Francetv info 26.05

Il y a étrangers et étrangers.

- L'Europe attire les investissements étrangers comme jamais - LeMonde.fr

- Des tentes sous le métro: à Paris, un campement sauvage de 300 migrants - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre

- Le Premier ministre libyen échappe à une tentative d'assassinat - Francetv info

- Des villages attaqués par des Peuls au Nigeria, 96 morts - Reuters

- Kenya: attaque meurtrière des shebab contre des policiers - AFP

- Poursuite des violences au Burundi, nouveau sommet en vue - Reuters

- Afghanistan: 26 policiers et soldats tués dans une série de raids talibans - AFP

Opération déstabilisation.

- Ukraine: Obama dénonce l'attitude "de plus en plus agressive" de Moscou - AFP

- Brésil: marche à pied de 1.000 km de la "nouvelle droite" contre Rousseff - AFP

- Pékin érige deux phares dans des eaux contestées de mer de Chine - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Iran - Arabie saoudite

- Iran/Arabie: tension à son comble. - french.irib.ir

Le chargé d'affaire saoudien à Téhéran a été convoqué au ministère des Affaires étrangères. Après que deux roquettes des avions saoudiens ont percuté la proximité de l'ambassade de la RII au Yémen, le chargé d'affaire saoudien a été convoqué lundi soir au ministère des Affaires étrangères pour lui notifier la vive protestation de Téhéran.

De même le chargé d'affaire saoudien a été mis en garde contre les impacts de la négligence des engagements et devoirs internationaux de la part de l'Arabie et d'autres pays impliqués dans la guerre du Yémen ainsi que l'immunité et la sécurité des diplomates et des résidences diplomatiques de la République islamique d'Iran. french.irib.ir 26.05

Yémen - Arabie saoudite

- Une base militaire saoudienne tombe - french.irib.ir

Des images ont été diffusées par la chaîne d'information yéménite, Al-Massira témoignant de la chute de la base militaire de l'armée saoudienne sur les hauteurs d'Al-Makhrouq, surplombant Najran, dans les opérations de l'armée régulière et des forces de la mobilisation populaire du Yémen.

Un grand nombre de blindés et d'équipements militaires de l'armée saoudienne ont été détruits et nombre de ses militaires tués ou blessés, lors de l'opération menée par l'armée yéménites et les forces des comités populaires contre la base militaire de l'Arabie sur les hauteurs d'Al-Makhrouq à proximité de Najran. Selon les témoignages reçus, les militaires déployés dans cette base, étaient des forces spéciales de l'armée saoudienne. Par ailleurs, dans la foulée d'intenses heurts lundi, entre les éléments d'Al-Qaïda d'une part et de l'autre les forces populaires et les Houthis, dans le sud du Yémen notamment à Taez, plus de 35 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées. Les conflits internes au Yémen se poursuivent parallèlement aux attaques par artillerie et aux frappes aériennes de l'Arabie contre le Yémen. french.irib.ir 26.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Espagne

Espagne: presque un quart des ménages sous le seuil de pauvreté en 2013 - AFP

Près d'un quart des ménages espagnols vivait sous le seuil de pauvreté en 2013, selon une étude publiée mardi par l'Office national de la statistique (Ine), dans un pays où le chômage reste important malgré la reprise économique.

Les revenus moyens des ménages n'ont cessé de diminuer depuis 2008, indique l'Ine, passant de 30.045 euros en 2008 à 26.154 euros en 2013.

Ce niveau a reculé de 2,3% entre 2012 et 2013, précise l'institut dans un communiqué.

Parmi les ménages, 22,2% vivaient sous le seuil de pauvreté en 2013, contre 20,4% l'année précédente, a calculé l'Institut national de la statistique.

En prenant en compte le nombre de ménages propriétaires de leur logement, le nombre de foyers vivant sous le seuil de pauvreté diminue à 19,9%.

Les ménages les plus touchés par la pauvreté sont les étrangers et les foyers monoparentaux. Les personnes originaires d'un pays situé hors de l'UE représentent ainsi plus de la moitié (55,4%) des ménages vivant sous le seuil de pauvreté, contre 18,4% pour les Espagnols et 35,7% pour les immigrés venant de l'UE.

Si on considère la composition du foyer, 42% des personnes vivant seules avec des enfants à charge étaient sous le seuil de pauvreté, indique l'Ine.

Lorsque cette enquête a été réalisée, "16,1% des ménages espagnols disaient boucler les fins de mois avec "beaucoup de difficultés". Ce pourcentage était inférieur de 0,8 point à celui de l'année précédente", selon le communiqué de presse.

Près de 42,4% des foyers n'étaient pas en mesure de faire face à des dépenses imprévues, faute d'économies, 45% ne pouvaient pas partir en vacances au moins une semaine par an et 10,2% avouaient payer en retard leurs factures de gaz ou d'électricité

ou encore leurs prêts immobiliers. AFP 26.05

2- Pérou

- Pérou : deux régions en colère contre des compagnies minières, 5 morts - euronews.com

Un homme de 38 ans est mort au Pérou lors d'une énième manifestation contre une compagnie d'exploitation minière à san Juan de Marcona. Cette fois-ci, il s'agissait de dénoncer les licenciements de 85 mineurs par la compagnie minière chinoise Shougang.

La manifestation a tourné à l'émeute, les affrontements avec la police ont été violents. Le jeune manifestant soutenait le mouvement des mineurs, en grève depuis une semaine, qui réclame non seulement la ré-embauche des 85 mineurs, mais aussi l'installation d'un réseau d'eau potable et la réduction des tarifs d'électricité dans la circonscription de Marcona, dans la région d'Ica.

Dans la région d'Islay et de Mollendo, toujours dans le sud du Pérou, la population est aussi mobilisée contre une filiale minière de la compagnie mexicaine Southern Copper et le projet de mine de cuivre Tia Maria, un projet risqué pour l'environnement, notamment pour l'agriculture et les réserves en eau.

Les manifestations durent depuis deux mois, et la mort récente de quatre protestataires a poussé les autorités à instaurer l'Etat d'urgence vendredi dernier pour 60 jours. Une décision qui suspend des libertés personnelles telles que l'inviolabilité du domicile, la liberté de circulation et la liberté de réunion… euronews.com 26.05

Soutien inconditionnel aux mineurs et à la jeunesse péruvienne...

3- Agro-chimie.

Mobilisation mondiale contre Monsanto - euronews.com

Des centaines de manifestants ont défilé dans les rues de Mexico contre Monsanto dans le cadre d'une mobilisation mondiale contre le géant américain de la biotechnologie agricole.

Monsanto commercialise des produits chimiques, des semences génétiquement modifiées et des pesticides dont les manifestants dénoncent la nocivité.

Le docteur argentin Medardo Avila Vasquez assure que les risques pour les femmes enceintes sont particulièrement élevés en période de pollinisation à proximité des cultures où ces produits sont utilisés.

"Ce modèle de production de soja génétiquement modifié est un poison" dit-il. "Le poison est dans l'air, dans l'eau, dans le sol, il tue nos enfants, nos époux, nos épouses, c'est cancérigène."

Des appels à manifester ont été lancés dans une quarantaine de pays et 400 villes dont Paris et Strasbourg ou à Morges, en Suisses, où se trouve le siège européen de Monsanto et où environ 1500 personnes ont participé à une marche contre les OGM. euronews.com 24.05

Haut de page

Le 28 mai 2015

CAUSERIE

Hier 41°C, à la même heure aujourd'hui 28°C.

- La vague de chaleur en Inde a tué plus de 1 400 personnes - LeMonde.fr

La canicule continue de faire des ravages en Inde. La vague de chaleur a fait 1 412 morts cette semaine dans le sud du pays, alors que les températures ont régulièrement dépassé les 47 °C, ont annoncé les autorités.

Imputée aux courants d'air chaud qui soufflent depuis l'Iran et l'Afghanistan, la vague de chaleur devrait se poursuivre au moins jusqu'à la fin de la semaine et l'arrivée de la mousson, susceptible de faire baisser les températures. LeMonde.fr 27.05

Même là Le Monde raconte n'importe quoi. On a eu un gros orage, 1h30 de pluie intense, à 19h hier soir la température était passée à 24°C, soit 17°C de moins en moins de deux heures. Cela dit, elle va remonter, c'est l'été, normal !

C'est l'odeur des cadavres qui attirent ces oiseaux de malheur que sont les médias. Tout est bon pour agir sur la sensibilité ou l'émotivité des gens pour leur inspirer la crainte, les déstabiliser ou les fragiliser psychologiquement.

Commentaire d'un internaute.

- "*Ils sont forts les Indiens quand même...*

Plus de 1'100'000'000 habitants et seulement 1'360 morts après plusieurs semaines à 45°C et des pointes à 47°C.

Chez nous, en 2003, on déplorait presque 20'000 morts pour 60'000'000 d'habitants après des températures supérieures à 40°C et une pointe à 44°C malgré tout notre petit confort et la "supériorités" de nos services de santé..."

La France, c'est la décomposition à marche accélérée, l'Inde s'y est adapté dès le départ, il faut bien survivre...

En attendant on n'a pas eu de courant jusqu'à 13h et j'ai seulement commencé à bosser après, donc très tard, du coup je n'ai pas eu le temps de formater les adresses des articles à mettre en ligne, ce sera pour ce soir ou demain matin, il n'y a rien qui urge, ne soyons pas esclave de l'info, profitons-en pour réfléchir un peu, c'est nécessaire sans déconner, c'est même ce qui fait le plus défaut à nos contemporains, réfléchir. Tenez, hier soir pour économiser les batteries et pouvoir utiliser un ventilateur la nuit je n'ai pas ouvert l'ordinateur, j'ai parcouru quelques passages de *La raison dans l'histoire d'Hegel*, un des rares bouquins survivant du tsunami. J'ai lu quelque part que c'était le savoir et le vouloir qui guidait les hommes ou l'avenir de la civilisation humaine. Voilà un thème de réflexion intéressant.

Pour ce qui est du savoir. Il demeure partiel ou incomplet, mais il est largement diffusé et facilement accessible, des millions de travailleurs savent que les gouvernements et les médias leur mentent effrontément, ils ont accès aux faits par le biais d'Internet, cela devrait participer à l'élévation de leur niveau de conscience politique, même s'il reste pour le moment sans direction. Il existe donc un vivier important pour constuire le parti, encore faudrait-il qu'il y en ai un dans lequel ils puissent se reconnaître et leur fournirait la direction qui leur fait tant défaut, il ne faut pas désespérer, c'est le pire qui pourrait nous arriver...

Quant au vouloir, c'est une autre paire de manche quand on arrive encore à s'en sortir ou qu'on se contente de ce qu'on a, on en manque singulièrement, à moins qu'elle ne serve que notre ambition personnelle.

C'est la combinaison de la connaissance ou du savoir avec des principes ou des valeurs universelles auxquels on est attaché qui détermine la mise en oeuvre de la volonté, la direction dans laquelle elle va opérer et au service de quelle cause elle va se placer. Emprunter le chemin de la lutte de classes et adopter le socialisme nécessite d'y voir clair et un énorme effort de volonté... A suivre.

Propagande et désinformation. Sauver l'hégémonie de l'impéralisme américain à n'importe quel prix.

- Seul l'impérialisme peut sauver le Moyen-Orient Slate.fr - Slate.fr

Il s'agit de l'impérialisme américain, vous l'aviez deviné. Alors qu'il est en train de détruire le Moyen-Orient plutôt qu'il ne lui échappe au profit de ses concurrents. De la première à la dernière phrase l'auteur de cet article s'emploiera à occulter le rôle des Etats-Unis dans le chaos actuel au Moyen-Orient dont la responsabilité incombe entièrement aux dictateurs qui étaient au pouvoir en Libye, en Irak et en Syrie.

On reviendra demain sur cet article qui se terminait ainsi :

- L'impérialisme engendrait l'ordre, aussi rétrograde fut-il. Le véritable défi aujourd'hui consiste moins à établir une démocratie qu'à rétablir l'ordre. Car sans ordre, il ne peut y avoir de liberté pour personne. Slate.fr 27.05

L'ordre à condition qu'il soit dicté par l'impérialisme américain et qu'il conserve sa liberté d'action pour satisfaire ses intérêts, sinon à quoi bon.

L'ordre et les affaires font bon ménage, mais la guerre aussi, à condition qu'elle soit rentable sur le plan politique, sur le plan économique, pas de souci de ce côté-là, elle l'est toujours pour les banquiers...

Bref, l'impérialisme américain peut sauver quoi au fait ? Les peuples de la barbarie ? Pas vraiment puisqu'elle en est le génie créateur.

Ali Ahani estime que la coalition internationale formée contre l'Etat Islamique "n'est pas du tout sérieuse" - atlantico.fr

"Comment est-il simplement imaginable que les États-Unis, avec leur présence en Irak, tous leurs équipements et leurs satellites, n'aient pas été capables d'empêcher Daesh d'entrer à Ramadi ?" interroge l'Ambassadeur d'Iran en France.

"Dites-moi, qui achète le pétrole de Daesh ? De quelle manière, par quelle frontière ? Cela démontre bien qu'il n'y a pas de volonté de vaincre Daesh" déclare-t-il avant d'affirmer que certains pays de cette coalition internationale ont de toutes façons, "leur part dans la création de Daesh". "Dès lors, comment peut-on imaginer qu'ils soient sérieux pour lutter contre eux ?" S'insurge Ali Ahani. atlantico.fr 27.05

ACTUALITE EN TITRES

Le terrorisme d'Etat made in USA est intraduisible en français, il faut donc l'adopter tel quel.

- Valls: l'Etat va créer deux cellules de "community managers" contre la propagande jihadiste - AFP

Les renégats n'ont aucune dignité. C'est la seule disposition à laquelle ils demeurent fidèles.

- Camba enfin adoubé par les militants - Le Huffington Post

- PS: les militants élisent le premier secrétaire, Cambadélis sur d'être élu - AFP

- PS : pourquoi Cambadélis est le premier secrétaire idéal pour Hollande - francetvinfo.fr

A l'époque où il était trotskiste, membre de l'Organisation communiste internationaliste et syndicaliste étudiant, celui qui se faisait alors appeler "Kostas" marchait aux côtés de militants comme Julien Dray, Jean-Luc Mélenchon ou Jean-Marie Le Guen. Puis, en 1986, son engagement dans la campagne de François Mitterrand le pousse à prendre sa carte au PS. Dès lors, il sera tour à tour mitterrandien, rocardien, strauss-kahnien puis aubryste.

Grâce à l'évolution de ses positions, l'actuel premier secrétaire peut aujourd'hui compter parmi ses alliés aussi bien Martine Aubry que Manuel Valls.

"Il a le souci de la synthèse", se félicite-t-on à l'Elysée, où l'on sait apprécier cette qualité. "C'est un mécanicien du génie politique, qui excelle dans la tactique", explique un proche de Vincent Peillon, cité par L'Opinion. francetvinfo.fr 27.05

Ce cher "Camba" adopté par les médias aux ordres, une consécration en effet !

Une râclure, oui ! Il n'y a pas plus vil qu'un renégat, hypocrite, malhonnête, manoeuvrier, sournois, cynique.

Certains ajouteront qu'il a été à bonne école, d'autres penseront que c'est une calomnie, tout dépend de l'analyse qu'on aura faite des dirigeants de l'Organisation communiste internationaliste dans laquelle j'ai milité.

En famille. Aucune critique de l'ennemi ne peut nous atteindre, oui mais là ce n'est pas vraiment le cas.

- Jean-Luc Mélenchon blessé par les critiques de Cécile Duflot - Liberation.fr

Et dire que les milliers de 4x4 Ford, Honda, Toyota, de Daesh font des merveilles sur les routes d'Irak et de Syrie...

- Ford rappelle quelque 442.000 voitures en Amérique du Nord - AFP

- Honda rappelle 340.000 voitures supplémentaires pour des airbags - Reuters

Quand l'ordre est sur le déclin, la dictature n'est pas loin (et la guerre pour ceux en mal d'émotions fortes!).

- Prisons : un député UMP propose de faire payer aux détenus le gîte et le couvert - LeFigaro.fr

- Pécresse : «tolérance zéro» pour la fraude dans les transports - LeFigaro.fr

- Guéant et un autre proche de Sarkozy renvoyés en correctionnelle - Le Huffington Post

- François Fillon et Jean-Pierre Jouyet ont rendez-vous au tribunal - LeFigaro.fr

- UMP: Nicolas Sarkozy se rend au Havre en jet privé pour 3.200 euros - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

La Russie change de politique dans ses coopérations militaires - french.irib.ir

Le président russe, Vladimir Poutine insiste sur la nécessité de l'essor des coopérations techniques et militaires avec ses partenaires au niveau international.

Lors de la commission des coopérations techniques et militaires, le président russe a critiqué les démarches anti-russes de l'Occident et des Etats-Unis, regrettant que son pays doit se voir face à des mesures hostiles d'un certain nombre de pays, dans son commerce d'armements. « Les interactions en armement de la Russie avec les autres pays sortent du cadre des rivalités équitables et le levier politique s'utilise dans ces rivalités. » a rappelé Vladimir Poutine.

L'insistance de Poutine sur la promotion des relations techniques et militaires avec les partenaires internationaux s'explique par les récents développements dans les relations Russie/Occident. N'oublions pas qu'avant cette crise, la Russie vivait l'époque d'or de ses relations dans le domaine technique et militaire. D'importants projets en armement étaient en exécution par la Russie dans les pays européens, partenaires occidentaux de la Russie, dont en France, en Italie et en Allemagne. Mais la crise en Ukraine et la tension croissant apparue entre la Russie et l'Ukraine ont entraîné, tout d'abord, la rupture des relations russo-ukrainiennes avant que les coopérations Russie/Occident ne se figent. Parmi d'autres, on peut évoquer le refus de la France de livrer à la Russie deux navires porte-hélicoptères Mistral. Les Français ont refusé de les livrer bien qu'ils soient obligés d'indemniser la Russie. La même chose pour les autres projets militaires communs.

La Russie est-elle restée les bras croisés ? Certes, non ! Avec un changement général de sa stratégie, Moscou a opté pour la politique du regard à l'Est : il s'est focalisé sur l'Asie de l'Est dont et surtout la Chine non seulement dans le domaine financière et économique mais aussi dans celui de l'énergie et de l'industrie. Il n'a pas, d'ailleurs, oublié d'établir d'étroites relations, tout d'abord, avec l'Amérique latine et ensuite avec le Moyen-Orient. Pour le moment, c'est avec l'Inde et la Chine, deux pays émergeants, que la Russie renforce ses coopérations d'autant plus que ces deux pays ont aussi bien la capacité financière suffisante que la motivation pour se procurer la technologie militaire russe. french.irib.ir 27.05

2- Yémen

- Yémen : l'armée a nettoyé des régions, à Maarib, des éléments takfiris - french.irib.ir

L'armée et les comités populaires yéménites ont purgé des régions et une base militaire de la présence des éléments takfiris.

Selon Tasnim News, l'armée yéménite, secondée par des comités populaires, a pu nettoyer des régions et des bases militaires, dans les secteurs du Sud et de l'Ouest de la ville de Maarib, de la présence des éléments takfiris. «Après que des dizaines de Takfiris ont été tués ou blessés, plusieurs éléments takfiris ont préféré s'enfuir», a déclaré une source militaire à l'Agence de presse officielle «Saba».

Sur le même volet, les avions de chasse saoudiens ont lancé plusieurs raids aériens contre des localités yéménites, afin de renforcer le moral des éléments takfiris, et endiguer la progression de l'armée et des comités populaires.

Dans son 7e rapport, sur la situation humaine, au Yémen, l'institut yéménite, «La Maison de la liberté», a annoncé que 4.021 Yéménites ont été tués, et 7.017 autres, blessés, jusqu'au 23 mai, dans les offensives aériennes de l'Arabie. french.irib.ir 28.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- 35 heures à l'hôpital: la colère s'amplifie avec une nouvelle grève - AFP

La colère s'amplifie à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris contre le projet de réforme des 35 heures du directeur général Martin Hirsch, avec une nouvelle journée de mobilisation, jeudi, à l'appel des syndicats qui en réclament le "retrait pur et simple".

Après une réunion avortée, mardi, avec Martin Hirsch, l'intersyndicale a appelé les agents de l'AP-HP à une grève "massive", une semaine après la première, et prévu un nouveau rassemblement devant le siège de l'AP-HP à partir de 11h00.

La grève du 21 mai avait été suivie par 50% des agents, selon les syndicats, 34% selon la direction.

Si le directeur général "ne nous entend toujours pas, on a prévu d'aller plus loin et d'aller voir ses tutelles. C'est bien Marisol Touraine qui donne sa feuille de route à M. Hirsch", dit à l'AFP Olivier Youinou (SUD Santé). La ministre de la Santé a assuré à plusieurs reprises que le directeur général avait toute sa "confiance" pour négocier.

Des négociations sur le projet de réorganisation du temps de travail des 75.000 personnels (hors médecins) des 38 hôpitaux de l'AP-HP avaient été initialement envisagées ce jeudi.

Pour le patron de l'AP-HP, une réorganisation s'impose pour s'adapter aux nouveaux modes de prise en charge (avec le développement de la chirurgie ambulatoire notamment), améliorer les conditions de travail et préserver plus de 4.000 postes. Une réforme permettrait d'économiser 20 millions d'euros, selon l'AP-HP.

Mais les syndicats, s'ils admettent l'idée de revoir l'organisation du travail, refusent que ce soit au prix de nouvelles réductions de moyens.

Mardi, l'AP-HP avait souligné que le dialogue n'était "pas complètement rompu". "La balle est dans le camp des syndicats", après les nouvelles propositions de la direction offrant notamment des garanties sur le niveau et la qualité de l'emploi, avec le "maintien des effectifs au lit du malade", mais aussi une nouvelle vague de titularisation de CDD et un meilleur accès au logement.

"Il ne s'agit pas de logement ou autre mais du retrait de son projet. Il faut que Martin Hirsch réponde à la colère qui s'amplifie. Il a ouvert une boîte de Pandore. Il est de plus en plus isolé. S'il lui faut une piqûre de rappel, il l'aura ce jeudi. On espère que cela l'aidera à développer les anticorps nécessaires", poursuit le délégué SUD. "On sera sous ses fenêtres. L'intersyndicale attend son invitation s'il se dit prêt à négocier. Cela dépend de lui", assure-t-il.

Pour sa part, Martin Hirsch a assuré mercredi à l'AFP que le dialogue social était "plus que jamais" son cheval de bataille. "Tous les syndicats sont pour une mobilisation tonique. Nous voulons le retrait du projet et amplifier le rapport de force. Nous verrons quand M. Hirsch souhaite entamer la négociation", renchérit Marianne Journiac de la CGT.

Dans un communiqué de soutien aux personnels, FO réaffirme qu'"il faut savoir ne pas s'entêter".

Depuis que le directeur général a annoncé son intention de réorganiser le temps de travail dans les hôpitaux parisiens, les relations entre direction et syndicats sont très tendues.

Par manque de personnel, les repos non pris s'accumulent sur les comptes épargne temps -- représentant 74,7 millions d'euros fin 2014, selon la direction. Une réduction des plages horaires journalières permettrait de diminuer les RTT.

Mais les syndicats redoutent leur suppression, comme celle de jours exceptionnels octroyés pour événements familiaux ou l'ancienneté, et un accroissement de la charge de travail, quand nombre d'agents font déjà des dépassements d'horaires. AFP 27.05

Haut de page

Le 29 mai 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h20. On a ajouté 47 articles, j'en ai zappés une dizaine.

A méditer, extrait d'un des articles mis en ligne :

Le Meilleur des mondes - Aldous Huxley (1891-1963)

« *La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader, un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude.* »

Le monde aujourd'hui y ressemble effectivement.

Cela vaut particulièrement pour les nantis, entendez ceux qui parviennent encore à vivre normalement en s'en foutant du reste, qui s'indignent, qui gesticulent, qui tiennent de beaux discours ou rédigent de longs articles qui mènent systématiquement dans une impasse, ils sont nombreux dans nos rangs à brasser du vent et à se donner bonne conscience derrière un militantisme inconsistant ou qui relève de l'opportunisme, du corporatisme, de l'individualisme, du charlatanisme, les Charlie, qui finalement s'accommodent très bien du capitalisme.

Inutile d'évoquer les bourgeois et les aristocrates, les petits bourgeois qui ont vendu leurs âmes aux plus offrants en échange d'une situation, d'un statut, du fric, c'est vulgaire et méprisable, ce sont nos ennemis et on n'essaiera pas les convaincre de quoi que ce soit sous peine de perdre notre temps.

Quant aux pauvres bougres arriérés et totalement conditionnés bien qu'éduqués, ils ont "l'amour de leur servitude", sans même avoir le droit à la consommation ou au divertissement qui pour eux rime avec qualité médiocre, privation et abrutissement. Ils sont les otages des nantis dont il a été question plus haut, corrompus par l'idéologie du régime, ignorants qui prétendent avoir atteint un certain niveau de conscience qui en réalité ne dépasse pas le stade de leurs petits intérêts personnels, penseurs limités, esprits bornés, manipulés et refusant de l'admettre, bouffant à tous les râteliers, sans personnalité, cela vaut en particuliers pour les intellectuels... on se demande ce qui pourrait bien se produire pour qu'ils en prennent conscience si cela est encore possible.

Cette condition est indispensable à la réalisation du socialisme, il faut l'avoir à l'esprit, ce qui signifie que s'adapter au capitalisme et au-delà refuser de s'engager pour le combatte sapent les bases du socialisme, fait notre propre malheur. On n'a aucune raison de les ménager, ils savent très bien de quoi on parle et sont capables de le comprendre, si maintenant ils se comportent comme des enfants gâtés et ne supportent pas notre discours, on n'y peut rien et nous n'en changerons pas. Lunatiques, susceptibles, hypocrites, malhonnêtes, sclérosés ou dogmatiques, le tout à des degrés divers, incapables d'évoluer intellectuellement au-dessus d'un certain seuil en fait, cela ne les empêche pas d'afficher un complexe de supériorité qu'ils ont usurpé ou qu'ils ne méritent pas, de mépriser le comportement des masses qui leur rendent bien à juste titre, car ce serait elles qui seraient responsables de la situation, alors que ce sont eux qui ont acquis les moyens de changer la société pour peu qu'ils en aient le courage ou la volonté, celle qui pour commencer consiste à se regarder en face et à en déduire qu'il y a vraiment beaucoup de boulot à faire pour s'améliorer soi-même.

On est passé par là un jour, il y a fort longtemps, et on ne l'a jamais oublié, sauf qu'à l'époque je n'appartenais pas vraiment à cette catégorie de privilégiés, je faisais partie des ignares désespérément pauvres qui découvrait effaré à quel point la société et le monde ne ressemblaient pas du tout à ce qu'il croyait être, j'eus l'impression épouvantable d'avoir toujours vécu dans le mensonge et l'obscurité, et que pour en sortir cela ne tenait qu'à moi, dès lors j'ai cessé de croire et je n'ai pas cessé d'étudier et de réfléchir à ma condition, au monde. Le but n'était pas de m'en sortir individuellement, j'ai aussitôt emprunté la voie du militantisme, et si hélas j'ai atterri dans ce trou du bout du monde en Inde, c'est bien parce que nous n'avons jamais disposé d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom.

Sans faire dans le culte de la personnalité, il va de soi qu'un tel parti doit posséder des dirigeants qui incarnent le contraire de tout ce que nous estimons détestables dans la société actuelle et chez la plupart des hommes, qui soient irréprochables, incorruptibles, fassent preuve d'un degré supérieur de discernement, possèdent une parfaite maîtrise de la dialectique, des qualités exceptionnelles au-delà de leurs lacunes ou faiblesses bien naturelles du moment qu'ils sont profondément honnêtes, sincères et pourquoi pas humains puisque c'est une qualité qui fait tant défaut à la plupart de nos contemporains, y compris ou avant tout dans notre entourage ou notre propre famille, si je peux me référer à ma propre expérience. Il faut savoir ce qu'on veut dans la vie.

Croire qu'on peut oeuvrer à son bonheur au détriment des autres est un leurre qui ne dure qu'un temps, de même lorsqu'on croit qu'on pourra s'en sortir individuellement, au prix de quels sacrifices qui nous gâcheront l'existence. Pour parler comme Hegel, à nous de savoir sur l'échelle de la conscience universelle à quel degré nous en sommes pour déterminer le chemin qu'il nous reste à parcourir pour nous rapprocher de notre idéal, notre émancipation, notre liberté que nous ne pourrons acquérir que tous ensemble, car croire qu'on y arrivera avec 80% des masses demeurant ignorantes et 10% agissant mais embourbés dans des contradictions inextricables, c'est encore se leurrer.

J'ai rédigé ces lignes d'un trait, en colère après lu un tas d'articles que je n'ose même plus qualifier, inutiles puisque nous regorgeons de matériaux pour mener notre combat politique, mais apparemment nous sommes toujours incapables de nous en servir à bon escient, c'est déséspérant.

Au fait, à ce propos, j'ai trouvé la formule choc, concise, que je vais proposer à certains portails alternatifs ou intellectuels dans le cadre d'un appel mondial à tous les peuples : il faut un changement de régime aux Etats-Unis. J'ignore s'ils la reprendront à leur compte, c'est pour les mettre aux pieds du mur comme l'on dit, pour voir. On y reviendra.

La causerie du matin.

Je n'ai pas eu le temps de commenter l'article sur l'impérialisme dont je vous ai parlé hier, on verra cela ce week-end. Rien à ajouter, je suis débordé, une trentaine d'articles seront mis en ligne d'ici quelques heures.

Je vous ai épargné la pantomine du Panthéon qui relevait de l'instrumentalisation la plus misérable qui soit, Hollande s'en étant servi pour vanter sa contre-réforme du collège.

Argument.

En quelques jours ou semaines, les Américains ou l'Otan sont venus à bout de S. Hussein et M. Kadhafi et leurs armées hyper modernes, mais au bout d'un an ils ne sont pas parvenus à liquider une misérable armée de mercenaires sanguinaires issus en grande partie du lumpenprolétariat international qui a envahi l'Irak puis la Syrie, étonnant non ?

L'Emirat islamique est l'image hideuse qui nous vient à l'esprit spontanément en pensant aux Etats-Unis.

Il faut être déséquilibré, cinglé pour rejoindre Daesh, il ne faut pas craindre de donner la mort à des innocents, ils ne doivent pas craindre qu'on leur donne. On a franchi un nouveau degré dans la barbarie, la question se pose alors de la nécessité d'un changement de régime aux Etats-Unis.

Inde. Désinformation jusque dans les moindres détails.

Ce matin à 9h il fait à peine 25°C à Pondichéry dans le sud de l'Inde.

- Canicule en Inde: près de 1.500 morts, les hôpitaux submergés - AFP

Les hôpitaux faisaient face en Inde jeudi à un afflux de victimes de la vague de chaleur qui a déjà tué près de 1.500 personnes en un peu plus d'une semaine, le bilan le plus lourd depuis vingt ans.

"La nuit dernière, nous n'avons pas eu de courant pendant presque cinq heures", explique Seema Sharma, femme au foyer de 31 ans venue avec son fils de quatre ans.

"Vous imaginez ce que nous avons vécu. Il ne réussissait pas à dormir et pleurait sans cesse. Maintenant il a de la fièvre", dit-elle. AFP 28.05

Il est impossible de compter le nombre de jours et de nuits que nous avons passés sans électricité durant l'été au cours des 20 dernières années, non pas pendant 5 heures mais 24 heures ou plus. Et chaque année durant cette période de l'année dans chaque village il y a un ou deux petits vieux qui nous quittent, il faut bien qu'ils partent un jour ! Oui, sauf que l'Agence Française de Propagande a décrété que c'était exceptionnel en mai 2015. Pourquoi ?

Demain ce sera la faute du gouvernement indien, vite exigeons un changement de régime qui soit plus favorable à l'impérialisme américain au lieu de s'encanailler avec la racaille russe et chinoise.

Dans cet article ils reproduisaient les propos d'un médecin indien qui aurait affirmé qu'il n'y aurait jamais eu autant de mort dus à la chaleur depuis 40 ans, sans qu'on soit obligé de le croire sur parole.

Mon beau-frère m'a dit il y a quelques jours qu'il n'avait jamais autant plu au mois de mai depuis 20 ans. Je lui ai demandé s'il en était sûr et il m'a répondu affirmativement. Je l'ai écouté sans le couper, même pas surpris car j'ai l'habitude, alors qu'en réalité hormis une année ou deux ou la pluie est venue en retard en juin et non en mai comme chaque année au moment du pic de chaleur, il a moins plu cette année, il a plu à deux reprises, la première fois une nuit entière et quelques gouttes le jour suivant, et la seconde fois avant-hier pendant 1h30 seulement, tandis que chaque année il pleut abondamment pendent environ une semaine d'affilée, généralement au début du mois car la température n'a cessé de grimper au mois d'avril.

Tout cela pour dire qu'ils racontent vraiment n'importe quoi, mais quand on les écoute parler en prenant un ton affirmatif ou sûr d'eux, on a l'impression qu'ils savent de quoi ils parlent. C'est une manière de se mettre en valeur tout à fait stupide. Mon beau-frère n'est pas médecin, certes, mais aussi arriéré soit-il il est plus évolué que la moyenne des Indiens, et pour connaître plusieurs médecins indiens je peux affirmer qu'ils ne sont pas plus évolués que mon beau-frère, seul leur statut social les distingue.

J'aurais pu en dire autant d'enseignants, d'architectes, d'ingénieurs, d'avocats, de patrons, etc. que j'ai rencontrés par dizaines quand j'enseignais et que j'estimais être des crétins finis, non pas au regard de leurs idées évidemment, mais de leur comportement. A ce niveau, je n'avais jamais rencontré des gens aussi stupides, superficiels, médiocres, insignifiants, individualistes, réactionnaires aussi ou surtout, au point que je jugeais inutile de leur exposer mes idées, je les laissais parler et quand ils avaient terminé ils étaient satisfaits d'eux-mêmes et je gardais le silence en arborant un sourire crispé qui pouvait être interprété indifféremment. J'ai refusé de lier des relations avec eux qui auraient pu me servir plus tard, par exemple pour avoir du boulot, car je suis incapable d'adopter un double comportement et j'ai horreur de l'opportunisme, je tiens à avoir en toutes circonstances un comportement qui soit le plus fidèle possible à mes idées, c'est une question de principe et de dignité.

Syrie. Les médias au service de la propagande de guerre de l'Empire du chaos.

Depuis une dizaine de jours environ, il ne se passe pas un jour sans que les médias institutionnels martèlent que le régime syrien serait sur le point de tomber, que les barbares seraient aux portes de Damas (et Bagdad en Irak après la chute de Ramadi), bref qu'une intervention militaire occidentale s'imposerait pour les stopper, en réalité pour les appuyer car la réalité est tout autre.

- Syrie, la honte du monde - L'Express.fr

Le revers cuisant subi à Palmyre par Bachar el-Assad pose directement la question de la survie de son régime. Frappée par des désertions massives, l'armée régulière syrienne ne semble plus être en état de reprendre le terrain perdu.

En quatre ans, au fil des massacres perpétrés sous nos yeux, la Syrie est devenue un gouffre monstrueux. Un abîme qui paralyse l'action humanitaire, qui donne tort aux prédictions successives, qui tourne en dérision les experts militaires, qui humilie les diplomates. La prise de Palmyre par Daech, la semaine dernière, vient ajouter à la destruction de ce pays un épisode décisif et démontre, une fois de plus, que le grand vide du directoire mondial fait le lit des pires barbaries. L'Express.fr 28.05

- Syrie : des régions stratégiques libérées - french.irib.ir

L’armée régulière syrienne a nettoyé la région de Sarmanieh à Idlib, au Nord-ouest du pays de l'occupation des terroristes.

Selon Fars News, l’armée régulière syrienne et les forces de la Résistance du Hezbollah libanais au cours des opérations de mercredi ont repris le contrôle de la région de Sarmanieh, dans la province d'Idlib. Sarmanieh était occupé ces dernières semaines par les groupes terroristes takfiris dont le Front al-Nosra et Jeich al-Fath. De même des sources de sécurité syriennes ont rapporté mercredi que les terroristes ont totalement été repoussés par les forces populaires du secteur stratégique de Mabroukah, à proximité de la ville de « Ras Al-Aïn » dans la province de Hassaka, au Nord-est syrien.

De même lors d'une opération spéciale, le mufti du groupe terroriste de Jaïch Al-Islam a été tué par l'armée syrienne. Ces opérations de l’armée régulière syrienne sont en représailles aux exactions du groupe terroriste Jaïch AL-Islam, assassinant deux des commandants de Jaïch al-Wafa qui combat aux côtés de l’armée syrienne les groupes terroristes. french.irib.ir 28.05

ACTUALITÉ DU JOUR

Déni de démocratie.

- Référendum européen : dix ans après, les Français rediraient non - LeFigaro.fr

Selon notre sondage Ifop pour Le Figaro, 62 % des Français voteraient « non » si la question leur était posée aujourd'hui, soit

sept points de plus qu'en 2005.

Le «non» au référendum de 2005 sur la ratification de la Constitution européenne avait été un cataclysme dans la vie politique française. Si François Hollande posait aujourd'hui la même question, ce serait pire encore. Une bérézina. 62 % des Français, qui étaient en âge de voter en 2005, diraient «non», soit sept points de plus qu'il y a dix ans. Et seulement 38 % voterait «oui», soit sept points de moins. Tel est le principal enseignement du sondage Ifop pour Le Figaro. LeFigaro.fr 28.05

Commentaire d'un internaute.

- "Et 90% des élites politico syndicalo médiatiques diraient encore oui aujourd hui . C'est la sécession entre peuple et élites."

Coup pourri du FBI

Grille de lecture.

- L'isolement et la diabolisation de la Russie par les Américains et ses alliés est manifestement un échec politique et cela les rend littéralement dingues !

- Le tyran universel Obama sort de son chapeau un petit prince jordanien richissime pour contrer l'ogre russe. Quel est le rapport entre le fait d'être riche, prince et jordanien et le football ? Absolument aucun !

- Tout le monde savait que la corruption était omniprésente depuis des décennies à la tête de la FIFA. Chuck Blazer, l'actuel président de la FIFA qui se représente à ce poste comme tous les autres dirigeants de cette institution. Mais voilà, il a commis une faute impardonnable en permettant à la Russie d'organiser la coupe du monde de football en 2018, les Américains ne vont tout de même pas l'accuser de l'avoir attribué au Qatar pour 2022 puisqu'ils font partie du même camp contre la Russie.

- Les Américains se ridiculisent un peu plus chaque jour aux yeux du monde, ce qui n'est pas pour nous déplaire évidemment. Ils témoignent ici qu'ils entendent dicter leur politique et imposer leur hégémonie à la terre entière dans absolument tous les domaines.

- Enquête visant la FIFA: Poutine dénonce une ingérence américaine - Reuters

Vladimir Poutine a accusé jeudi la justice américaine de s'être mêlée des affaires des autres en demandant l'arrestation de sept responsables de la FIFA.

Aux yeux du président russe, ces arrestations survenues mercredi dans le cadre d'une enquête sur des soupçons de corruption traduisent une "volonté évidente" d'empêcher la réélection du président de la Fédération internationale de football lors de son congrès prévu vendredi.

La Russie, qui s'est vue attribuer l'organisation de la Coupe du monde 2018, soutient la candidature du Suisse Joseph "Sepp" Blatter, 79 ans, à un cinquième mandat.

"Si quelque chose s'est produit, cela ne s'est pas produit sur le territoire américain et les Etats-Unis ne sont pas concernés par cette affaire", a déclaré le président russe à des journalistes. "C'est une nouvelle tentative flagrante (de la part de la justice américaine) d'étendre son champ de compétence à d'autres pays."

Evoquant Edward Snowden, le lanceur d'alerte américain réfugié à Moscou, et Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks, tous deux réclamés par la justice américaine, Vladimir Poutine s'est interrogé sur la légitimité des demandes d'extradition des responsables de la FIFA émises par Washington.

"Malheureusement, nos partenaires américains utilisent de telles méthodes pour servir leurs objectifs égoïstes et persécuter illégalement les gens. Je n'exclus pas qu'il en aille de même dans le cas de la Fifa", a-t-il déclaré.

Selon Vladimir Poutine, Sepp Blatter a subi des pressions pour retirer l'organisation de la Coupe du monde 2018 à la Russie. Reuters 28.05

- Vladimir Poutine voit la main de Washington derrière le scandale de la FIFA - french.irib.ir

L'enquête sur l'affaire de corruption au sein de la FIFA a été lancée par les Etats-Unis depuis Washington. Intervenu en direct à la télévision, le président de la Russie Vladimir Poutine a estimé que les USA essayaient "d'empêcher la réélection de Sepp Blatter". Il a par la suite dénoncé l'ingérence américaine dans une affaire qui ne concerne nullement le pays à la bannière étoilée. "Il s'agit

d'une violation très grossière des règles de fonctionnement des organisations internationales. Washington veut imposer sa juridiction aux autres pays dans une affaire où il n'y a aucun ressortissants américains et où aucun fait ne s'est produit aux Etats-Unis", s'est-il insurgé avec la froideur qui le caractérise si bien.

« M. Blatter avait toutes les chances d'être réélu, et nous connaissons quelles pressions ont été exercées sur lui pour empêcher la tenue de la Coupe du monde de football en Russie », a déclaré le président Vladimir Poutine, selon des propos rapportés sur le site de la présidence russe jeudi 28 mai. « Blatter, a-t-il poursuivi, considère que le sport doit avoir un impact positif sur la politique et servir de base au dialogue et à la réconciliation. »

Manifestement, pour le chef du Kremlin, les relations bilatérales entre Moscou et Washington, très dégradées depuis le conflit en Ukraine, en sont encore loin. french.irib.ir 28.05

- Loretta Lynch, la femme qui fait vaciller la Fifa - lefigaro.fr

Loretta Lynch est devenue il y a quelques semaines la première femme noire à diriger le ministère américain de la Justice. C'est elle qui a mené, dans l'ombre, l'enquête contre l'instance de Football.

Choisie par Barack Obama pour succéder à Eric Holder dès novembre dernier, confirmée dans ses fonctions par le Sénat américain fin avril, Loretta Lynch avait annoncé la couleur. Ella a promis de poursuivre avec détermination «les cols blancs et autres élites». Souligné que personne n'était «au-dessus des lois». Mercredi, cette habituée des dossiers anti-corruption est à l'acte, avec l'inculpation de neuf dirigeants de la Fifa et de cinq partenaires de l'instance mondiale du football. C'est elle qui a donné le feu vert final en demandant aux autorités suisses de procéder aux arrestations, au petit matin, dans un hôtel de Zurich. lefigaro.fr 28.05

La ministre de la justice américaine ordonne aux autorités suisses d'exécuter ses ordres et celles-ci s'exécute. Les répétitions sont volontaires pour montrer à quel degré se situe l'emprise de l'impérialisme américain sur les Etats occidentaux qui sont au garde-à-vous devant leur maître.

- Michel Platini demande la démission de Sepp Blatter de la Fifa - Reuters

Michel Platini, le président de l'UEFA, a officiellement demandé jeudi à Sepp Blatter de démissionner de ses fonctions de président de la Fifa, éclaboussée par un scandale de corruption à la veille de son 65e congrès vendredi à Zurich.

"J'ai demandé aux associations nationales européennes qu'on soit tous unis pour le prince Ali, parce que c'est la façon, éventuellement, de battre le président Blatter", a-t-il dit.

"Je peux vous dire que demain, à l'élection du président, une très très très grande majorité des associations nationales européennes va voter pour le prince Ali", a-t-il ajouté en demandant aux associations du reste du monde de faire de même.

Michel Platini a estimé que le prince Ali, qui a fait campagne sur la lutte contre la corruption, avait "toute la légitimité pour être président".

"Il a annoncé devant le congrès de l'UEFA qu'il allait se présenter pour quatre ans et qu'après il allait partir", a dit le président de l'UEFA en soulignant que le candidat jordanien était riche et n'avait donc "pas besoin d'argent". Reuters 28.05

Platini a touché combien de ce riche prince jordanien ? Jordanie qui fait partie de la coalition militaire qui intervient en Irak, en Syrie et au Yémen, qui sert de base arrière logistique à l'armée américaine qui intervient au côté de Daesh, ce qui justifie reconnaissance ou récompense.

- Chuck Blazer, corrompu et informateur du FBI - Francetv info

Le FBI a piégé Chuck Blazer, un responsable de la FIFA, pour une affaire de fraude fiscale. "Celui qui était corrompu est devenu délateur, informateur pour la justice américaine. Il était déjà poursuivi par le FISC américain depuis plusieurs années et il n'avait probablement pas le choix. C'est lui qui a permis l'arrestation des 13 autres personnes en enregistrant les conversations qu'il a pu avoir avec les dirigeants frauduleux pendant deux ans, entre 2011 et 2013", rapporte Jacques Cardoze, journaliste de France 2 en direct de Washington.

"Ses interlocuteurs n'avaient aucune raison de se méfier, car l'homme était considéré lui-même comme étant monsieur 10 %, comme le montant des commissions qu'il percevait. Il a perçu plus de 20 millions de dollars entre 1996 et 2011. Il plaçait ses micros dans son porte-clefs, notamment au moment des JO de Londres", poursuit le journaliste. Cette collaboration ne l'empêchera pas d'être jugé à l'avenir et Chuck Blazer risque dix années de prison. Francetv info 28.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie-Irak

- Qui est derrière la chute de Palmyre/ Ramadi? - french.irib.ir

Un analyste égyptien a affirmé que la chute simultanée de la ville syrienne de Palmyre et de la ville de Ramadi, en Irak, sous les yeux de la coalition internationale, prouve qu'il existe une complicité des Etats-Unis avec Daesh. Interviewé par l'agence de presse Fars, Abdel Fattah Mohamed, analyste politique égyptien, a évoqué le bilan de la coalition internationale contre Daesh, en Irak et en Syrie, et précisé : «Avec la chute, en même temps, de la ville de Palmyre, en Syrie, et de la ville de Ramadi, en Irak, il est clair que les Etats-Unis ne sont pas du tout sérieux, dans la lutte anti-Daesh. Washington semble agir en complicité avec le groupe terroriste et takfiri de Daesh. En effet, la Maison Blanche se sert de Daesh, pour détruire les pays arabes et islamiques, démembrer ces pays et anéantir leur histoire et leur civilisation».

Abdel Fattah Mohamed souligne, également, que Washington, sous prétexte de d'empêcher les différends religieux et ethniques, s'opposait à la coopération des forces populaires, en Irak, avec l'armée de ce pays, pour défendre Ramadi, face à Daesh, balisant, ainsi, le terrain à l'invasion de cette ville, par les Daeshistes, qui y ont commis des crimes barbares, à l'encontre des civils.

«Une fois que Ramadi a, totalement, été occupée par Daesh, le président américain a parlé d'erreur stratégique, et les forces populaires se sont vues autorisées à agir. Le porte-parole du Pentagone a dit que les Etats-Unis ne s'opposaient à la présence d'aucun groupe, dans les affrontements, à Ramadi, ajoute l'analytse égyptien.

Il poursuit : «Ceux qui observent de loin les évolutions syrienne et irakienne, trouvent, à coup sûr, un lien entre la main mise de Daesh sur Palmyre et celle de Ramadi. Les Etats-Unis ont fait preuve d'un laxisme suspect, face aux terroristes. 9 mois après le début des attaques de la coalition internationale, sous l'égide américaine, en Irak et en Syrie, pour combattre Daesh, cette coalition semble, toujours, incapable de stopper les avancées du groupe terroriste, en Irak et en Syrie. La coopération des Etats-Unis avec Daesh voue à l'échec l'action de toute coalition internationale». french.irib.ir 28.05

Et pour cause, elle poursuit l'objectif inverse !

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili.

- Chili: manifestation d'étudiants contre une réforme jugée "insuffisante" - AFP

Des milliers de lycéens et étudiants chiliens sont à nouveau descendus dans la rue jeudi pour protester contre une réforme de l'éducation jugée "insuffisante" et dénoncer la répression policière.

Aux premières heures de la matinée, plusieurs barricades ont été érigées dans le centre de Santiago et des affrontements se sont produits entre étudiants et forces de l'ordre devant le ministère de l'Éducation.

Un groupe d'étudiants a également occupé pendant quelques heures l'enceinte de la Télévision Nationale du Chili, tandis qu'une nouvelle marche est prévue dans la soirée à travers les avenues principales de la capitale.

Depuis 2011, le mouvement étudiant chilien réclame une éducation publique de qualité et une réforme en profondeur d'un système éducatif largement privatisé et inégalitaire, hérité de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990).

La présidente socialiste Michelle Bachelet a lancé une ambitieuse réforme de l'éducation dès le début de son mandat, annonçant récemment la gratuité des études pour quelque 260.000 étudiants les plus pauvres du pays à partir de 2016.

Elle espère parvenir vers la fin de sa présidence, en 2018, à ce que 70% du groupe d'étudiants les plus vulnérables profitent de la gratuité de l'enseignement, pour atteindre 100% en 2020.

En janvier, la première partie de la réforme de l'éducation, mettant fin à la sélection des étudiants et aux profits dans les écoles subventionnées par l'Etat, a été approuvée.

Mais pour les étudiants, les promesses du gouvernement de revoir entièrement ce qui est considéré comme l'un des systèmes éducatifs parmi les plus inégaux de la planète sont loin d'être remplies.

"Nous sommes encore loin de la réalisation de nos rêves. La réforme est très insuffisante," a déclaré à l'AFP Claudia Arevalo, porte-parole des élèves du secondaire.

Les étudiants dénoncent également la lourde répression policière lors des manifestations.

Un étudiant de l'Université catholique se trouve depuis une semaine entre la vie et la mort après avoir été jeté au sol par les puissants jets d'eau des forces spéciales lors d'une manifestation dans le port voisin de Valparaiso. AFP 28.05

Haut de page

Le 30 mai 2015

CAUSERIE

Pas envie de causer à des internautes anonymes.

Mais alors sur qui tirent-ils, devinez ?

- Les pilotes américains, non autorisés à tirer sur Daesh - french.irib.ir

Les pilotes américains ont révélé qu'ils ne sont pas autorisés à tirer sur Daesh.

En critiquant certains règlements que les commandants américains ont imposés aux frappes aériennes contre le groupe terroriste Daesh, les pilotes américains ont déclaré que ces entraves les empêchent de tirer sur les terroristes, bien qu'ils soient à portée de leurs tirs.

Les règlements administratifs encombrants ont mis en échec les raids aériens contre les Daeshistes, ont annoncé bon nombre de pilotes américains.

"Il y a eu nombre d'occasions d'attaquer les Daeshistes, cependant, nous n'avons eu l'autorisation de les prendre pour cible", a annoncé un pilote américain, sous le sceau de l'anonymat.

"En raison de règlements encombrants, les terroristes daeshistes ont pu tuer nombre de civils innocents", a-t-il ajouté. french.irib.ir 29.05

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille ils adoptent les tribunaux d'exception des multinationales.

- Traité transatlantique : feu vert partiel du Parlement européen - lemonde.fr

Une étape importante a été franchie, jeudi 28 mai en fin de matinée, dans le processus, long et hasardeux, des négociations sur le traité transatlantique, entre les Etats-Unis et l'Europe (TTIP). Le Parlement européen a envoyé une forme de feu vert à la poursuite des discussions, validant notamment, dans le cadre de ce traité de libre-échange, la présence des très controversés tribunaux d'arbitrage, censés régler les différends entre les multinationales et les Etats.

Les élus conservateurs – globalement « pro-TTIP » –, ont réussi à rallier à leur cause les sociaux-démocrates du Parlement pour voter un texte de compromis. Il s'agit d'une recommandation, n'ayant certes aucune valeur législative, et votée uniquement au sein d'une commission du Parlement (la commission INTA, en charge des questions commerciales). Cette recommandation devra encore être validée par un vote en plénière, probablement le 10 juin prochain, à Strasbourg.

Un dixième round de négociations entre Washington et Bruxelles est déjà programmé, à Bruxelles, dans le courant du mois de juillet prochain. lemonde.fr 28.05

UMP. Minoritaire et illégitime même au sein de leur parti, comme au PS.

- L'UMP devient Les Républicains avec un oui massif des militants - Reuters

Les adhérents de l'UMP se sont prononcés à une écrasante majorité, 83,28% des voix, en faveur du changement d'appellation du parti d'opposition de droite, désormais baptisé Les Républicains.

A la veille du congrès qui doit porter Les Républicains sur les fonts baptismaux, Nicolas Sarkozy a lancé en parallèle un appel à "tous les Républicains de France" qui "souffrent de voir la République reculer tous les jours et qui veulent opposer à ce recul un refus déterminé".

Les 213.030 adhérents à jour de cotisation au 31 décembre 2014 étaient appelés à voter jeudi et vendredi, par voie électronique, sur cette nouvelle appellation voulue par l'ancien chef de l'Etat pour un nouveau départ de sa formation en vue de l'élection présidentielle de 2017.

Selon la Haute autorité de l'UMP, chargée de superviser le scrutin, la participation s'est élevée à 45,74%, en deçà des attentes de la direction du parti. Au total, 97.440 adhérents ont voté.

Ils ont approuvé à 83,28% la nouvelle dénomination du parti, 16,72% s'étant prononcés contre.

Ils approuvent par ailleurs les nouveaux statuts du parti à 96,34% (3,66% contre) et la composition du nouveau bureau politique à 94,77% (5,23% contre).

Ce résultat a valeur de plébiscite pour Nicolas Sarkozy qui avait été porté à la tête de l'ex-UMP avec 64,5% des voix le 29 novembre dernier.

Dans son appel, publié sur le tout nouveau site www.republicains.fr, et dont la mise en page rappelle un ordre de mobilisation militaire, le président des "Républicains" lance un appel au rassemblement par-delà le clivage gauche-droite.

"Nous appelons à s'unir à nous tous les Républicains qui ont dans leur coeur l'amour d'un pays dont l'idéal a transformé le monde", écrit l'ancien chef de l'Etat.

"'Républicains', ce n'est pas seulement le nouveau nom d'un parti. C'est le cri de ralliement de toutes celles et de tous ceux qui souffrent de voir la République reculer tous les jours et qui veulent opposer à ce recul un refus déterminé", poursuit-il.

"'Républicains', c'est le nom de celles et de ceux qui refusent d'abandonner à d'autres la maîtrise de leur propre destin, et qui veulent vivre debout, de leur intelligence, de leur travail, de leur mérite sans être redevable à personne", ajoute-t-il en fustigeant "l'enfermement communautariste", "la guerre des origines et des mémoires", "la barbarie et la sauvagerie". Reuters 29.05

Donc seulement 38% des adhérents de l'UMP ont adopté Les Républicains, c'est ce que les médias en choeur appellent "un oui massif des militants". Une semaine auparavant ils avaient encensé de la même manière la direction du PS après que la motion présentée par Cambadélis eut obtenu 70% de 50% de votants, soit 35%.

Rien n'y fait.

L'avènement des "Républicains" est loin de faire l'unanimité - Reuters

Huit Français sur dix (79%), dont 60% des sympathisants de droite, estiment que le changement de nom de l'UMP pour "Les Républicains" ne permettra pas au parti d'opposition de connaître un nouveau départ, selon un sondage Odoxa pour iTELE et Le Parisien-Aujourd'hui en France diffusé vendredi.

En outre, près des trois quarts des Français (72% contre 26%), dont 50% des sympathisants de droite, ne souhaitent pas que

Nicolas Sarkozy se présente à l'élection présidentielle de 2017. Reuters 29.05

Tout cela pour ça, ce qui ne change rien à la crise qui traverse leur parti, comme tous les partis d'ailleurs.

Au POI ils ne vont pas changer à nouveau de nom, ils ont annoncé que la SARL Informations ouvrières allait changer de formule en 2016, ils avaient déjà fait le coup il y a deux ou trois ans sans que le changement annoncé n'ait été vraiment palpable, une feuille syndicale destinée aux fonctionnaires principalement agrémentée d'infos internationales, sans intérêt pour 95% des travailleurs du secteur privé qui ne sont pas syndiqués.

Même pas besoin de légiférer.

- Vers la fin du CDI ? - Francetv info

Les contrats à durée indéterminée sont-ils en train de disparaître ? La question peut se poser tant il devient difficile de décrocher ce type de contrat aujourd'hui. Geoffroy Thiriez est dirigeant d'une PME qui fabrique des matelas.

Depuis le début de l'année, il a embauché quinze personnes, dont quatorze en CDD. "On commence souvent par quelques semaines, parfois quelques mois en intérim pour sélectionner nos futurs collaborateurs. On poursuit ensuite l'aventure avec un premier CDD de six mois et si celui-ci est concluant, on enchaîne avec un CDI", explique le dirigeant. (Il en parle comme de futurs potentiels déchets ! Cela équivaut à 6, 7, 8 mois ou plus d'essai pour s'assurer que le candidat retenu sera docile et taillable et corvéable à merci, quelle "aventure" d'être patron ! - ndlr)

En 2001, les CDD représentaient 67% des embauches contre 86% aujourd'hui. Dans l'hôtellerie, la restauration ou encore la construction, les CDD explosent. Les jeunes peu qualifiés sont les plus concernés. Francetv info 29.05

Commentaire d'un internaute.

Le CDD, c'est la variable d'ajustement de l'employeur, cela permet de rendre le salarié "jetable"... et après on s'étonne des gens qui ne veulent plus bosser...

Le coup tordu des Américains a foiré.

- Sepp Blatter, à nouveau président de la FIFA - Francetv info

Sepp Blatter est à la tête de la Fifa depuis 1998 et il va le rester. Le controversé président de la Fifa a été réélu ce vendredi pour un cinquième mandat.

Le premier tour du vote a révélé l'état de l'opposition. 73 fédérations sur 209 n'ont pas voté pour Sepp Blatter, un président habituellement réélu dès le premier tour.

Le seul et unique opposant de Sepp Blatter, le prince Ali de Jordanie, qui était assuré d'être au second tour, a assuré dans une déclaration y renoncer. "73 confédérations nationales ont été courageuses, je me suis présenté pour elles, je ne veux pas les mettre dans la difficulté", a commenté le prince Ali. Francetv info 29.05

Un assassinat déguisé en "suicide par policier".

Grille de lecture.

- Un internaute précise : Il a été tué dans son lit, pas de traces de sang sur le sol ou même sur les murs uniquement sur le matelas... (presse américaine)

- Etats-Unis : il menace de se suicider, la police le tue - Francetv info

Sa mort intrigue. Justin Way a été tué par la police du comté de Saint Johns, en Floride (Etats-Unis), lundi 11 mai.

L'homme de 28 ans, ivre et armé d'un couteau, menaçait de se suicider. En le découvrant dans cet état, sa compagne a appelé la police pour qu'elle vienne le secourir. Mais les policiers ont abattu son compagnon, raconte The Daily Beast (en anglais), jeudi 28 mai.

Justin souffrait d'alcoolisme. Il avait réussi à surmonter son addiction, mais après avoir perdu son travail, il a fait une rechute.

En rentrant à leur domicile, sa petite amie, Kaitlyn Lyons, l'a découvert ivre et armé d'un couteau. Justin menaçait de mettre fin à ses jours. Elle a alors appelé la police à l'aide. Elle espérait que son petit ami soit hospitalisé. Mais les policiers, qui ont demandé à la jeune femme de quitter son domicile avant d'intervenir, ont abattu Justin au fusil d'assaut quelques minutes seulement après être arrivés. Ils ont tiré dans la poitrine et dans l'abdomen.

Les deux policiers de 26 et 32 ans affirment que Justin les a attaqués avec son arme et qu'ils n'ont eu d'autre choix que de tirer pour se défendre. Les parents du jeune homme pensent, au contraire, que Justin était couché sur son lit et qu'il a été tué avant même d'avoir pu se relever.

Ils affirment que l'officier qui a rédigé le rapport leur a donné une autre version des faits. Les policiers n'auraient pas même été menacés physiquement. Ils auraient demandé à Justin de lâcher son couteau. Ce qu'il n'a pas fait. Ils ont donc tiré. L'officier leur aurait même parlé d'un "suicide par policier". Une formule que la police emploie dans le cas de personnes aux tendances suicidaires qui provoquent les policiers afin d'en finir avec leur vie. Francetv info 29.05

ACTUALITE EN TITRES

Ils ne savent plus quoi interdire.

- La cigarette, interdite dans les aires de jeux fin juin - Francetv info

Fumer dans les aires de jeux sera bientôt interdit. La mesure prendra effet dès la fin du mois de juin. Francetv info 29.05

Le capitalisme est devenu un facteur de dislocation des peuples.

- Méditerranée : environ 4 200 migrants secourus vendredi, 17 morts - LeMonde.fr

Le total des personnes secourues en 24 heures est l'un des plus élevés de ces dernières années. LeMonde.fr 29.05

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : Ariha tombe - french.irib.ir

Les forces de l'armée syrienne se sont retirées, ce vendredi, de la ville d'Ariha, dont se sont emparés les terroristes takfiris! Au bout de très violents combats entre les forces de l'armée syrienne, d'une part, et les terroristes d'Al-Nosra et de Jaïsh al-Fath, de l'autre, la ville située dans la banlieue d'Idleb est tombée. Les militaires syriens tentent, en ce moment, d'évacuer le plus gransd nombre de civils, pour éviter de nouveaux massacres, qui auront, sans doute, lieu, dans les heures à venir.

Kfar Najd, une autre cité, située à proximité de Ariha, est, aussi, sur le point de tomber, des milliers de Takfiris et Qaïdistes combattant, en ce moment même, les forces syriennes. Les deux autres cités de Jabal al-Arbain et de Mohtaram sont, également, le théâtre de très violents affrontements, en ce moment. Ariha est tombé, au terme d'une attaque de très vaste ampleur, qui s'est déclenchée par le pilonnage très intense des positions de l'armée syrienne. Le bilan des pertes et des dégâts sont très importants. Des centaines de terroristes ont pris d'assaut la ville, à partir de trois axes, et ont pénétré dans la ville assez rapidement. Selon les témoins, quelque 5.000 Qaïdistes ont attaqué la ville que soutenaient, seuls, 800 soldats syriens.

Suivant une tactique de guerre soucieuse de préserver la vie des civiles, l'armée syrienne se retire des villes où les civils risquent d'être totalement massacrés par les terroristes. french.irib.ir 29.05

1.2- Assad va-t-il perdre Alep - french.irib.ir

Ces derniers jours les médias pro saoudiens de la région multiplient des informations selon lesquelles certaines localités d'Alep, contrôlées par l'armée arabe syrienne seraient tombées entre les mains des terroristes takfiris.

Ces informations ont été fermement démenties par les sources militaires syriennes qui soulignent le maintien de la carte des fronts de guerre ainsi que le maintien des positions de l'armée syrienne. Les localités donnant accès à la prison centrale d'Alep, les cités de Hondarat, de Seyfat et de Bashkoui et de Davir al Zeytoun restent sous contrôle de l'armée syrienne et les terroristes n'ont avancé même d'un iota. les vidéos publiées par les sites takfiris ces derniers jours mettent en effet en scène des images datant d'il y a huit mois, celles appartenant à des usines abandonnées de Hondarat à al Ramoussa et à al Cheikh, soit des localités aujourd'hui sopus contrôle de l'armée . Arabi al Jadid est l'un des rares journaux anti Assad qui reconnait d'ailleurs le fiasco qu'est la situation des terroristes à Alep. " Un mois après la formation de la cellule d'opération, dite la conquête d'Alep, nos combattant n'ont pas avancé d'un iota" il y a la, affirment les analystes, les signes d'une grande déception au sein du camp anti -Assad et de ses soutiens. les milices sont plus que jamais divisées sur le sort d'Alep.

Les affrontements d'Alep entrent dans sa troisième année. C'est quoi qui empêche les terroristes d'avancer ? Les deux parties combattent depuis trois ans, ce qui signifie déjà une bonne expérience de guerre, un endiguement mutuel. Les milices souffrent des divergences à tous les points surtout des divergences sur les cartes de guerre et les opérations à mener contre Assad. Ces divergences ont fait voler en éclat d'ailleurs le front de Chaam, qui comptait parmi les milices les plus importantes il y a encore quelques semaines . La milice s'est effondrée en raison des divergences sur le partage des richesses détournées d'Alep. french.irib.ir 29.05

1.3- Arrestation de l'espion le plus dangereux d'Israël, en Syrie - french.irib.ir

Des sources d'information syriennes ont fait part de l'arrestation, en Syrie, de l'espion le plus dangereux du régime sioniste.

Les services de sécurité syriens ont arrêté, à Damas, la capitale syrienne, l'un des mercenaires des plus dangereux du régime sioniste, surnommé Ammar al-Handi.

Ammar al-Handi est impliqué, dans l'assassinat de certaines personnalités scientifiques et miliaires syriennes, dont le président du centre de recherches scientifiques et nombre des forces spéciales de l'armée, dans le quartier de Baraza de Damas. french.irib.ir 29.05

2- Arabie saoudite

- Le complot fou de Riyad contre la Mecque - french.irib.ir

Dans le but d'accuser le Yémen et de présenter comme légaux, leurs crimes contre le peuple de ce pays, Riyad et Washington ont l'intention de mener des attaques contre les lieux saints, à la Mecque, a annoncé un sire d'information libanais, citant des sources russes.

Les Etats-Unis et l'Arabie entendent bombarder la Mecque, notamment, la Kaaba et les zones alentours, avant d'accuser le Yémen de ces attaques.

L'objectif que poursuivent Washington et Riyad est de soulever les protestations des peuples musulmans, avant d'envoyer leurs forces, au Yémen, sous prétexte de défendre les lieux saints, ont révélé les services secrets russes.

Après que les pays islamiques et arabes se sont abstenus d'envoyer leurs soldats, pour l'agression terrestre conte le Yémen, les experts militaires ont prévu que l'Arabie ne renoncera pas à cette agression.

Les succès enregistrés par l'armée yéménite amèneront l'Arabie à la perpétration de tels crimes contre les valeurs islamiques. french.irib.ir 29.05

3- Algérie

- Le refus de l'Algérie de participer à des opérations militaires hors du pays - french.irib.ir

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a réitéré le refus de l'Algérie d'autoriser ses troupes armées de participer à des opérations militaires, en dehors de ses frontières.

Interrogé sur la réunion des chefs d'état-major des pays arabes, dimanche, en Egypte, pour la création d'une force militaire conjointe, le ministre a indiqué que les pays arabes étaient représentés par des délégations, qui ont abouti à des résultats, qui seront présentés aux gouvernements arabes, puis, au Sommet de la Ligue arabe.

«L'Algérie a participé, avec une délégation forte, qui a eu une contribution positive aux travaux», a-t-il affirmé, ajoutant que la

position de principe de l'Algérie fait que «l'adhésion, dans cette force, ne peut être que facultative», a déclaré le ministre. Autrement dit, la participation à cette force militaire conjointe ne doit pas être imposée. L'Algérie, soucieuse de maintenir la souveraineté de sa décision politique, refuse de «s'embarquer» dans des opérations militaires, qui vont à l'encontre de ses principes de non-ingérence, dans les affaires internes des autres pays. L'Algérie privilégie le dialogue et la solution politique et pacifique au recours à la force, comme cela se déroule, actuellement, depuis plusieurs semaines, au Yémen. french.irib.ir 29.05

ECONOMIE

Ukraine

- L'Ukraine pourra suspendre le paiement de sa dette extérieure - euronews.com

L'Ukraine poursuit depuis le mois de mars des négociations avec ses créanciers en vue d'obtenir la restructuration d'un montant de 15,3 milliards de dollars.

Car le pays est au bord du défaut de paiement. Dans ces circonstances, le président ukrainien Petro Porochenko a signé un texte de loi voté il y a quelques jours au parlement ukrainien, qui donne le droit à l'Etat de cesser les remboursements de sa dette étrangère en cas de besoin.

Le FMI estime indispensable que l'Ukraine économise plus de 15 milliards de dollars entre 2015 et 2018. La dette extérieure ukrainienne se montant à 23 milliards de dollars : 15 milliards d'euros d'conomies signifieraient une restructuration. Quinze milliards sur 23 représenteraient une décote importante pour les créanciers.

Dès cette année, l'Ukraine doit rembourser plus de huit milliards d'euros de créances obligataires dont trois milliards à la Russie.

Le ministre russe des finances a déjà annoncé qu'il saisira les juridictions internationales si Kiev suspend le paiement de ses dettes extérieures.

D'après nos dernières informations, l'Ukraine estime indispensable une restructuration de sa dette extérieure ce qui signifie un sérieux manque à gagner pour ses créanciers qui proposent de leur côté un rééchelonnement des remboursements ukrainiens. euronews.com 29.05

Haut de page

Le 31 mai 2015

CAUSERIE

On a ajouté 12 articles. Ce sera tout pour aujourd'hui. Les esclaves ont encore le privilège d'avoir un jour de repos hebdomadaire, je parle de Selvi ma compagne, et c'est normal qu'on le passe ensemble.

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juin 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin 2015

CAUSERIE

Qui a dit ?

“Si vous abandonnez votre Liberté pour votre Sécurité, vous n’aurez ni l’un ni l’autre”.

Réponse : Benjamin Franklin.

Et dire qu'on en est encore au même point !

Réflexions politiques

1- Le refus obstiné des partis ouvriers de mener campagne sur la question syrienne et irakienne ou plus précisément leur refus de dénoncer la collusion ou les liens étroits qui existent entre les gouvernements occidentaux et les barbares d'Al-Qaïda et l'Emirat islamique, finit d'achever le peu de crédibilité qu'il leur restait auprès des travailleurs et des militants qui se tiennent informés par le biais des médias dits alternatifs sur Internet.

C'est une fatale et cruelle erreur de croire que les travailleurs et militants s'en foutraient ou auraient la mémoire courte car il se présentera toujours quelqu'un ou un événement surviendra pour leur rafraîchir si nécessaire. Certains mettront cela sur le compte du mépris qu'ils éprouvent pour les travailleurs et les militants, nous dirions plutôt qu'ils ont déserté le combat idéologique et politique contre la classe dominante et qu'ils n'ont plus le courage ou la volonté de l'affronter, la laissant diffuser tranquillement sa propagande de guerre au sein de la population pour la conditionner. Ces partis ne visent pas les éléments les plus avancés de la classe ouvrière qui exigent une rupture avec le capitalisme et ses institutions, ils attirent plutôt les couches privilégiées qui s'y sont adaptées et militent uniquement pour défendre leur statut ou leurs acquis.

Le gouvernement français et le PS soutiennent le régime fasciste de Kiev, les mercenaires sanguinaires qui massacrent la population syrienne, irakienne, libyenne, yéménites, et sans surprise pour justifier sa politique ils recourent aux mêmes méthodes de propagande que les fascistes qui ne reculent devant aucun mensonge ou aucune falsification de la réalité.

Leur soumission totale à Bruxelles et leur alignement sur Washington et Tel-Aviv est somme toute logique, puisqu'ils s'inscrivent dans la continuité de la politique qu'ils ont toujours mené au côté des capitalistes contre la classe ouvrière et le socialisme. La nature profondément et viscéralement réactionnaire du PS apparaît au grand jour, et par ricochet l'inconsistance des partis ouvriers

qui n'ont cessé de le soutenir ou de le ménager pendant des décennies.

Le PS est le plus mal placé pour lutter contre l'extrême droite ou le fascisme puisqu'ils recourent aux mêmes méthodes de propagande pour finalement parvenir au même objectif politique, préserver le régime coûte que coûte, ils ne sont pas ennemis mais alliés plus que complémentaires. Allons plus loin, ils adoptent même un discours social similaire, à les entendre la question sociale les préoccuperait sérieusement, alors qu'en réalité ils ne défendent ou servent que les intérêts de la classe dominante. Les similitudes sont nombreuses et ne s'appliquent pas qu'au PS. L'UMP avec Les Républicains n'est pas mal non plus dans son genre. C'est la forfaiture, l'imposture permanente, banalisée, normalisée, c'est la nouvelle norme pour laquelle milite Sarkozy. Il théorise ce que met en pratique Hollande sans en dénoncer les travers, puisque s'il était élu en 2017 il ferait du Hollande !

Tous les partis institutionnels dits de droite ou de gauche ont adopté la politique néolibérale qui leur a été dictée par l'oligarchie financière conformément à ses besoins et sa stratégie politique, et celui qui est appelé à gouverner correspond selon le contexte ou son agenda à celui qui présente les meilleurs atouts pour appliquer son programme. La conversion des dirigeants des partis institutionnels au néolibéralisme n'aura été qu'une formalité dès lors qu'ils étaient entièrement acquis au capitalisme. Rompre avec le néolibéralisme sans rompre avec le capitalisme confine à l'exercice d'un funambulisme suicidaire ou ayant perdu le sens de l'équilibre, car apparaît aussitôt l'inanité de cette posture conduisant à l'impuissance ou à une impasse politique, de la même manière qu'il est impossible d'envisager satisfaire les besoins des travailleurs sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, ce qui nécessite au préalable de renverser ses institutions et de prendre le pouvoir, ce qui est inconcevable pour ceux qui se contentent de dénoncer ou de rejeter le néolibéralisme puisqu'ils demeurent subordonnés au capitalisme et à ses institutions auxquelles ils participent.

Ainsi la situation se caractérise par l'absence de demi-mesure possible entre la version néolibérale du capitalisme et le socialisme, et comme aucun parti n'entend partir de ce constat et se ranger sous le drapeau du socialisme, à juste titre les travailleurs ne peuvent pas prendre au sérieux les issues politiques qu'ils sont amenés à leur proposer ou les laissent sceptique, on le serait à moins. On nous objectera que le socialisme a été tant déformé ou malmené, et que les travailleurs en ont une idée épouvantable qui sert davantage de repoussoire plutôt que les mettre en confiance...

Baliverne, argument de capitulard que l'on peut facilement balayer, car on peut répondre simplement à ceux que le socialisme effraie ou fait sourire, que toutes les accusations dont il a été l'objet provenaient soit de ses ennemis déclarés, soit des escrocs qui servaient les intérêts des capitalistes en son nom, et qui pour cette raison étaient les plus mal placés pour en parler, pour qu'à l'arrivée la conception qu'en ont les travailleurs soit forcément faussée ou ne corresponde pas à la réalité qu'on se charge de rétablir, ce qui devrait être le premier devoir d'un militant ouvrier qui se réclame du socialisme ou du communisme, remettre les choses à leurs places afin que la discussion ou les rapports que l'on a avec des travailleurs repose sur une base claire et saine.

2- On a du mal à se contrôler en lisant encore des articles implorant le gouvernement américain de retrouver la raison, lançant des appels désespérés au pape, impuissants et désabusés face à la chute de Palmyre et de Ramadi leurs auteurs n'osent plus toutefois s'en remettre à l'ONU et prèfèrent interpeler les représentants des impérialismes russe et chinois !

On observe cette évolution frileuse ou qui se cherche, et qui ne parvient pas encore à admettre une fois pour toute qu'il faut non seulement déclarer la guerre aux représentants de l'impérialisme américain et leurs alliés partout dans le monde, mais au capitalisme qu'ils tentent désespérément de sauver des contradictions qui minent son existence.

ACTUALITÉ DU JOUR

UMP. Le "remake" annoncé d'un mauvais film.

- Le scénario du "remake" présidentiel de 2012 est écrit - Reuters

En une semaine, le scénario d'un "remake" en 2017 du film de l'élection présidentielle de 2012 a été écrit, avec Nicolas Sarkozy et François Hollande dans les premiers rôles pour empêcher Marine Le Pen d'être au second tour.

L'actuel président est désormais quasiment assuré de pouvoir se représenter dans deux ans sans passer par une primaire socialiste qui risquait de tourner à la foire d'empoigne.

La motion "loyaliste" du premier secrétaire du Parti socialiste, a obtenu 60% des voix des militants le 21 juin et a été rejointe par celle de Karine Berger (9,5%), permettant à Jean-Christophe Cambadélis d'obtenir un score très confortable (70,1%) jeudi pour son élection.

François Hollande, qui sait qu'il est crucial de rassembler la gauche pour passer l'obstacle du premier tour, surtout dans l'état où est

sa popularité (autour de 20% de satisfaits), peut donc, si la situation ne change pas, compter sur un PS en ordre de marche pour 2017 et une "gauche de la gauche" peu menaçante.

Mais pour se retrouver au second tour, François Hollande et Nicolas Sarkozy devront toutefois dépasser le score de Marine Le Pen, qui a fait la course en tête aux élections européennes, le seul scrutin comparable à une présidentielle.

Nicolas Sarkozy entend mener une campagne décomplexée, comme l'ont montré tous ses derniers meetings, où les thèmes de prédilection du Front national ont été largement évoqués.

Son espoir est de capter le vote FN, comme il l'avait réussi en 2007, lorsque Jean-Marie Le Pen n'avait réuni que 10,44% des voix, lui permettant de récolter sur son nom 31,18% des votes au premier tour, un score suffisant pour assurer sa victoire.

La stratégie de "dédiabolisation" menée par sa fille devrait toutefois lui permettre de faire mieux encore que son score du premier tour de 2012 (17,90%), les sondages la donnant systématiquement au second tour en 2017. Reuters 31.05

La réaction est décomplexée, il y a que nous pour faire un complexe d'être socialiste au point de ne plus le défendre, cherchez l'erreur ! Ils ne cessent se de radicaliser à droite et nous nous efforçons de ne pas nous radicaliser à gauche pour ne pas apparaître comme des gauchistes ou d'affreux extrémistes.

La politique putréfiée.

Grille de lecture.

- Partant du constat que c'est le marché qui leur dicte la politique qu'ils doivent appliquer conformément à la stratégie adoptée par les néolibéraux anglo-saxons, les dirigeants du parti de l'ordre et de son supplétif renonce de fait à toute politique sociale, à toute politique indépendante de leurs parrains, les oligarques auxquels ils sont redevables de leur statut ou de leur existence politique.

- Leur soumission totale à l'oligarchie les place en permanence en contradiction avec les besoins sociaux exprimés par les travailleurs, et ils instrumentalisent cette contradiction pour donner l'impression qu'ils auraient la volonté de prendre en compte les besoins des masses exploitées, qui se solde évidemment par une régression sociale sans fin qu'ils peuvent toujours s'employer à nier, alors que ses conséquences sont de plus en plus visites ou impossibles à camoufler indéfiniment, qui selon eux ne seraient pas le produit de la crise du capitalisme entré en putréfaction, mais de la lutte de classes des générations passées qui pénaliserait le capitalisme en lui imposant un rapport de force capital/travail obsolète ou dépassé qu'incarnent les droits ou acquis sociaux des travailleurs, d'où la nécessité selon eux de le briser et de les liquider, attitude qu'ils ne peuvent justifier qu'en manifestant bruyamment leur soumission totale aux exigences du marché, ce qu'ils nient également, avant d'admettre du fait que la situation sociale ne cesse de se dégrader et qu'on leur reproche, qu'ils sont impuissants à s'y opposer et à lutter contre, ce qui revient à admettre qu'ils en sont en réalité les représentants et les principaux acteurs politiques, autrement dit ils agissent uniquement en commis ou larbins de l'oligarchie.

En résumé, sur le plan pratique cela se traduit par l'affichage d'intentions qui se situent à l'opposé extrême de la politique antisociale qu'ils mettent en oeuvre, martelant qu'il n'existe aucune alternative à cette politique, considérant que la totalité de la population est elle-même appelées à se soumettre aux lois ou diktats du marché. Leur communication, discours ou déclarations, leurs analyses, consistent à diffuser cette propagande afin de dissuader les masses exploitées de chercher une issue à la crise du capitalisme qui leur serait favorable et qui prétendument n'existerait pas, briser leur résistance, le capitalisme ayant vaincu son éternel ennemi, le socialisme, il ne resterait plus aux travailleurs qu'à s'adapter à la société telle qu'elle est et de s'en contenter en s'estimant heureux de ne pas vivre le calvaire qu'ils ont réservé à d'autres peuples.

La République sociale ou le socialisme est la négation de la conception de la démocratie et de la République corrompue de Sarkozy ou Hollande dès lors qu'elle coïncide avec le pouvoir de la majorité sur la minorité des exploiteurs, tandis que leur République et leur démocratie incarnent exactement l'inverse, la soumission de la majorité à la minorité.

- Sarkozy pilonne la gauche en baptisant son nouveau parti, "Les Républicains" - AFP

Nicolas Sarkozy s'est fait un procureur implacable de "la gauche", accusée de "trahir la République", en portant sur les fonts baptismaux samedi son nouveau parti, "Les Républicains", étape cruciale dans sa stratégie de reconquête du pouvoir en 2017.

Concluant, porte de la Villette à Paris, le congrès fondateur du mouvement qu'il a voulu voir succéder à l'UMP, née en 2002 de la volonté de Jacques Chirac, l'ex-chef de l'Etat a dit vouloir "reconstruire la République de la confiance", mot martelé sans relâche.

Nicolas Sarkozy est allé jusqu'à parler de "la terrifiante médiocrité "du président François Hollande.

"A ceux qui nous accusent de confisquer la République, nous répondons que, s'ils ne l'avaient pas trahie, s'ils ne l'avaient pas abandonnée, s'ils ne l'avaient pas abaissée, nous n'aurions pas besoin aujourd'hui de la relever", a lancé le président du parti d'opposition. AFP 30.05

Indistinctement le parti qui figure dans l'opposition après avoir gouverné précédemment peut à son tour adopter ce discours lors de sa campagne électorale sans que cela ne choque personne apparemment sinon il ne se livrerait pas à cet exercice, ce qui démontre une fois de plus que les travailleurs n'en ont tiré aucun enseignement ou n'ont pas progressé, dans le cas contraire le taux d'abstention devrait approcher 40 ou 50%, ce qui en l'état actuel des choses semble impensable.

- "République de la confiance": Sarkozy tente (en vain) de masquer les divisions des Républicains - AFP

République" et "confiance": voilà les deux mots que Nicolas Sarkozy a choisi de marteler lors du congrès fondateur de son nouveau parti. Citant l'un prêt de 90 fois et l'autre plus d'une cinquantaine, le nouveau patron des "Républicains" n'a pas eu peur de se répéter pour faire entendre son cri de ralliement à "la République de la confiance" qu'il appelle désormais de ses voeux.

"La République de la confiance, c'est la République de la morale partagée. Je ne peux avoir confiance dans les autres que si je sais ce que je peux attendre d'eux". Tel devait être le message de rassemblement aux allures de slogan de campagne présidentielle censé clôre en beauté la grande fête de la réconciliation de la droite organisée ce samedi 30 mai Porte de la Villette à Paris. Certes, l'UMP a bien cédé la place aux "Républicains" après un vote sans ambiguité de ses adhérents. Mais pour la réconciliation et la confiance, il faudra repasser.

Malgré les sourires et les embrassades, le congrès fondateur des Républicains n'est pas parvenu à masquer les rivalités qui minent encore l'opposition. Et les tensions qui se sont exprimées dans la foule n'augurent rien de bon pour la primaire qui départagera les candidats à la prochaine élection présidentielle.

Malgré une affluence décevante, une grosse dizaine de milliers de personnes contre les 20.000 annoncés (Une tente censée abriter 6 à 7.000 militants supplémentaires est restée déserte. AFP - ndlr), tout avait pourtant si bien commencé lors de ce premier et dernier congrès "low-cost" de l'histoire de l'UMP. En dépit des mesures d'économies drastiques imposées par la situation financière alarmante du parti, de nombreux militants avaient fait le déplacement pour écouter sagement la litanie des discours dans une salle surchauffée par cette chaude après-midi de printemps.

Il aura suffi que François Fillon prenne le micro pour qu'une partie de la salle se mette à huer gratuitement, sans raison, celui qui fut pendant cinq ans le premier ministre de la France. Moins d'une heure plus tard, c'est à un torrent de sifflets masquant les applaudissements que se heurte le maire de Bordeaux Alain Juppé. Le responsable politique le plus populaire de France, conspué dans sa propre famille politique, refuse de laisser passer: "Ça me fait de la peine mais ça ne change pas ma détermination. Vous êtes ma famille."

Très applaudi, le député Bruno Le Maire s'est livré à une critique en creux du manque de renouvellement tant des hommes que des idées à la tête du parti.

Peu après, François Fillon, dont le programme de campagne préconise une thérapie de choc, lance cet avertissement sans frais à la direction du parti: "notre congrès ne doit pas être un ripolinage du passé, mais bien un nouveau départ".

S'il propose aux Français "de construire une nation ambitieuse et heureuse", Alain Juppé les a surtout mis en garde contre la "recherche méthodique du clivage" chère à Nicolas Sarkozy. Critiquant en creux son slogan "l'alternance est en marche", le maire de Bordeaux a appelé les siens à surtout "rassembler et rassembler autour d'un projet". "Au-delà du choc de l'alternance, c'est une espérance qu'il faudra faire naître. Il faut donner un sens aux réformes", a-t-il insisté non sans éreinter les méthodes du président des Républicains.

"Les conflits viennent tout naturellement dans notre pays, grand amateur de polémiques et d'affrontements. Le rôle d'un dirigeant n'est pas de les susciter, ni de les attiser, mais de les apaiser. Notre société a besoin d'apaisement, pas de revanche", a-t-il prévenu.

Avant d'imposer sa "République de la confiance", Nicolas Sarkozy va devoir d'abord reconquérir celle de ses propres amis. AFP 30.05

Tous les partis implosent et nous ne sommes pas foutus de construire le nôtre, non pas qu'on recruterait à l'UMP ou dans je ne sais quel parti, nous sommes farouchement opposés à cette stratégie, nous disons seulement que les travailleurs sont conduits à se détourner de tous les partis institutionnels y compris ceux de la pseudo-gauche et extrême gauche, et qu'il est navrant qu'on n'en profite pas pour construire notre parti.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais il semblerait que si nous n'y parvenons pas, c'est parce qu'aucun parti ouvrier tels qu'ils existent n'inspirent confiance aux travailleurs et aux très nombreux militants désormais inorganisés, à juste titre.

Sommes-nous nuls à ce point? Il faut croire. Non, mais sans déconner on peut se poser la question, elle s'adresse à nos dirigeants. En fait on aurait besoin de nouveaux dirigeants qui ne soient pas condamnés à lorgner sans cesse vers le PS et le PCF, les appareils pourris des syndicats, à les ménager, qui soient irréprochables et possèdent les qualités requises pour s'adresser aux masses, défendre le socialisme et l'assumer.

Si on veut nous convaincre que les masses seraient trop connes pour progresser, qu'on nous le dise carrément, faites le deuil du socialisme et on n'en parle plus. Chacun pour sa gueule, défendons notre bout de gras et ne nous posons plus d'autres questions, ce serait plus honnête.

Vous savez ce qu'ils vont répondre à ces arguments ? Oui mais les masses n'ont pas été vaincues, patati patata, je connais le refrain par coeur, sauf qu'ils sont en train de les pourrir de l'intérieur et vous ne faîtes rien, non pas pour l'empêcher mais pour combattre sur tous les fronts ce processus de décomposition qui conduit finalement au même résultat. C'est comme l'effondrement du capitalisme qui ne s'est pas produit mais dont les conséquences sont palpables, ce qui démontre qu'il a bien lieu ou s'est bien produit d'une manière ou d'une autre, demandez à un Grec ce qu'il en pense et qui vous le confirmera. Il faut arrêter de jouer avec les mots ou de nous prendre pour des abrutis. Voilà le genre d'attitude qui est indigne d'un dirigeant par exemple.

La pseudo-gauche rame pour l'UE et le PS, le gouvernement, le régime

- Forum européen des alternatives: Pas de convergence en vue à gauche de la gauche - 20minutes.fr

Dix ans après le « non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen, les communistes ont organisé ce week-end à Paris un « Forum européen des alternatives ». Pendant quarante-huit heures place de la République, de débats en concerts, a été trompeté le refus de l'austérité en Europe.

Aux côtés de Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, ont figuré des syndicalistes et des associatifs. Parmi les politiques, ont répondu présent Jean-Luc Mélenchon, ancien chef de file du Parti de gauche, Emmanuelle Cosse, la secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, Pouria Amirshahi, député socialiste « frondeur », ou encore Pierre Larrouturou, coprésident de Nouvelle Donne.

Et en « guest star » européenne, est apparue Zoé Konstantopoulou, la jeune présidente du Parlement grec, membre du parti anti-austérité Syriza. Une formation que la gauche de la gauche française regarde avec admiration depuis sa large victoire en Grèce, à l'issue des législatives du 25 janvier 2015.

Les alliances ou non avec les socialistes au pouvoir, l'Europe, l'écologie et la présidentielle 2017 font partie des questions qui fâchent. Jean-Luc Mélenchon, jusqu'alors promoteur d'une « coalition » entre le Parti de gauche et Europe écologie-Les Verts pour les élections régionales de décembre 2015, a ainsi enterré son projet.

Invité de l'émission « Le Grand Jury » sur RTL, le 17 mai, l'ancien candidat à la présidentielle a accusé les écologistes de ne pas jouer le jeu, certains préférant garder la porte ouverte à un retour au gouvernement. Quant aux communistes, ils préfèrent garder la possibilité d'établir des listes d'union avec le PS au premier tour des régionales. Leur position sera définie le 10 juin, à l'issue d'un conseil national. Une stratégie qui horripile Jean-Luc Mélenchon dont les sorties ont le don d'en énerver certains. Et sans projet qui ne repose pas seulement sur le rejet de François Hollande, les gauches à la gauche du PS resteront encore longtemps éparpillées, façon puzzle. 20minutes.fr 31.05

Merde alors, Syriza était de droite aussi ! Le réformisme est au socialisme, ce que la margarine est au beurre.

- Grèce: Varoufakis provoque la polémique au sein du gouvernement - AFP

Le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, a provoqué dimanche une polémique au sein du gouvernement de gauche radicale après avoir nommé une ex député socialiste controversée comme représentante de la Grèce au sein du FMI.

La nomination de l'économiste Elena Panariti, qui avait participé à l'équipe du précédent gouvernement droite-socialiste pour les négociations avec les créanciers, UE et FMI, sur l'application du premier plan d'aide au pays, marqué d'une politique stricte de rigueur, a provoqué l'ire de 43 députés (sur un total de 149) de la gauche radicale Syriza au pouvoir ainsi que la réaction de nombreux cadres du gouvernement d'Alexis Tsipras, Premier ministre et président du Syriza.

"Une personnalité qui représente la politique du Memorandum (d'austérité ndrl) ne peut pas représenter l'actuel gouvernement, dont les principes et les valeurs sont totalement différents", ont déploré les députés dans une lettre ouverte publiée dimanche soir par l'Agence de presse grecque Ana (semi-officielle).

"Il s'agit d'un sujet politique (...) c'est une décision erronée et on réclame son annulation", écrivent ces députés.

Une rencontre est prévue dimanche soir entre le Premier ministre, Alexis Tsipras, et Yanis Varoufakis sur ce sujet, a indiqué l'Ana. AFP 31.05

Il était devenu impossible aux partis sociaux-libéraux de conserver plus longtemps en leur sein un courant incarnant le réformisme bourgeois à l'heure de leur tournant néolibéral. Donc sans attendre une scission qui aurait pu se traduire par une crise politique et leur éclatement, certains de leurs dirigeants incarnant ce courant ou liés à ce courant ont pris les devants en constituant de nouveuux partis qui à leur tour pourraient servir de supplétifs aux partis officiels de l'ordre dès lors qu'ils seraient rejetés par une majorité d'électeurs, afin de prendre le relais et assurer la stabilité des régimes en place.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que le réformisme bourgeois ou le socialisme réformiste est de droite ou un courant politique du capitalisme, compatible avec le capitalisme, qui s'en réclame ou n'entend pas rompre avec lui puisqu'il lui assigne pour tâche de réaliser progressivement le programme du socialisme, ce qui relève de l'escroquerie politique sachant que les intérêts des capitalistes et des travailleurs sont irrémédiablement opposés ou antagoniques.

Le réformisme bourgeois est fondamentalement réactionnaire parce qu'ils nient que le développement du capitalisme et ses contradictions conduisent infailliblement à des crises et l'effondrement du système capitaliste, ce que nous avons pu constater une multitude de fois depuis son avènement. Le réformisme bourgeois repose donc sur un déni de la réalité, contrairement au socialisme qui entend profiter de ces crises ou de cet effondrement pour renverser le capitalisme et ses institutions.

Il concerne et s'appuie principalement sur les couches supérieures du prolétariat et de l'aristocratie ouvrière qui par leurs statuts privilégiés sont solidement amarrés au capitalisme et les plus éloignés du socialisme. Ce n'est pas la version de gauche mais populiste de l'idéologie de la classe dominante.

Il alimente des illusions dans le capitalisme et trouve dans les syndicats un allié fiable. Il est aussi responsable du corporatisme, dans la mesure où lorsque l'adoption de réformes à caractère collectif ou politique est devenue inenvisageable, ses partisans se satisfont de mesures catégorielles ou qui ne concernent qu'une ou certaines catégories de travailleurs.

Quand le FN adopte la charia et le coup d'Etat militaire

- Vaucluse: le candidat du FN facilement élu dès le 1er tour au Pontet - AFP

Le candidat du FN, Joris Hébrard, dont l'élection comme maire du Pontet (Vaucluse) en mars 2014 avait été annulée par la justice pour des signatures litigieuses sur les listes d'émargement, a été facilement élu au premier tour avec 59,43% des voix face à deux autres candidats.

Joris Hébrard, un kinésithérapeute de 33 ans, retrouve ainsi le fauteuil d'édile de cette commune de 17.000 habitants qu'il avait dû quitter après la confirmation par le Conseil d'Etat le 25 février de l'annulation de l'élection.

Son équipe obtient 27 sièges sur 33 au conseil municipal.

M. Hébrard était cette fois opposé à deux candidats, Jean-Firmin Bardisa (sans étiquette), un directeur des services d'une ville du département âgé de 47 ans dont la liste de rassemblement citoyen a obtenu 28% des suffrages et 4 sièges.

Au second tour de l'élection de mars 2014, contre Claude Toutain (UMP), M. Hébrard l'avait emporté avec 3.141 suffrages contre 3.134, soit 50,06% des voix contre 49,94%. La candidate UMP/Républicains, Caroline Joly, 53 ans, n'a obtenu que 12,57% des voix et deux sièges.

Les Pontétiens se sont moins mobilisés dimanche qu'en mars 2014: à la clôture, 60,85% des inscrits s'étaient rendus aux urnes contre 65,03% en 2014. AFP 31.05

- Egypte: Marine Le Pen loue le combat de Sissi contre le "fondamentalisme" - AFP

La présidente du Front National, Marine Le Pen, a salué dimanche au Caire le combat contre le "fondamentalisme" du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, accusé de réprimer dans le sang l'opposition islamiste.

"Le président Al-Sissi est un des leaders qui a le message le plus clair à l'égard du fondamentalisme", a estimé Mme Le Pen lors d'une conférence de presse clôturant une visite de quatre jours au Caire.

"Nos choix au Front National sont clairs, soutenir les pays qui luttent contre le fondamentalisme, au premier rang desquels

bien entendu l'Egypte et les Emirats Arabes Unis", a précisé Mme Le Pen.

Elle a aussi affirmé que l'idéologie des Frères musulmans était liée à celle des jihadistes de l'EI.

"Il est incontestable que la matrice de l'idéologie du projet politique de l'Etat islamique, la matrice est constitué par les Frères musulmans", a estimé Mme Le Pen.

A Tel-Aviv et Washington ils applaudissent !

L'UE : Mauvais joueur et mauvais perdant. Ils ne supportent pas la réciprocité ou qu'on leur résiste.

- L'UE, Berlin et Londres dénoncent la "liste noire" du Kremlin - AFP

- 89 personnalités dans le viseur de Moscou - Francetv info

89 personnalités sont interdites d'entrée en Russie. Elles sont originaires de toute l'Europe. Parmi les bannis figurent quatre Français dont Daniel Cohn-Bendit, Bruno Le Roux ou encore Bernard-Henri Levy. Nick Clegg, ancien vice-premier ministre du Royaume-Uni figure également sur cette liste noire. Elle a été établie par Vladimir Poutine. À l'évidence, une réponse aux sanctions et interdictions de rentrer sur le territoire européen de citoyens russes.

Pour le ministre finlandais Timo Soini, il est inutile de « trop dramatiser » cette affaire. « C'est une réaction attendue à l'interdiction faite (par l'Union européenne) à des citoyens russes de voyager (sur le territoire de l'UE). Ce n'est pas une grande surprise », a-t-il écrit sur un blog.

Au fil de la crise en Ukraine, l'UE a complété sa propre « liste noire », qui compte désormais quelque 150 noms et une quarantaine d'entités, et pris des mesures plus sévères contre la Russie, visant des pans entiers de l'économie. Francetv info et lemonde.fr 30.05

L'Empire et la baballe : Mauvais joueur et mauvais perdant.

- Fifa: l'Afrique du Sud reconnaît avoir versé 10 millions de dollars - lefigaro.fr

Le président de la Fédération sud-africaine (Safa), Danny Jordaan, a reconnu dimanche qu'une somme de dix millions de dollars avait été versée en 2008 par le comité d'organisation du Mondial-2010, dont il était alors le président, à la Concacaf (Confédération d'Amérique du Nord, centrale et Caraïbes), mais a nié qu'ils aient servi de pots-de-vin, comme le soupçonne la justice américaine dans le cadre du scandale planétaire de corruption qui frappe la Fifa.

Cet argent a été déduit des 100 millions de dollars versés par la Fifa pour l'organisation de la première Coupe du monde en terre africaine, et était destiné à un fonds de développement de la Concacaf, a-t-il expliqué dans le journal sud-africain Sunday Independent. «Comment aurions-nous pu payer un pot-de-vin pour des voix quatre ans après avoir été choisis?», s'est défendu M. Jordaan. Tout comme Thabo Mbeki, président de la République à l'époque, le gouvernement sud-africain actuel a rejeté avec véhémence les accusations de corruptions.

L'acte d'accusation de la justice américaine publié mercredi soupçonne le Trinidadien Jack Warner, alors président de la Concacaf, d'avoir empoché cette manne en échange de trois voix en faveur de l'Afrique du Sud lors du vote pour l'attribution du Mondial-2010. lefigaro.fr 31.05

- Jack Warner s'en prend aux USA - lefigaro.fr

Le Qatar a semble-t-il été plus généreux que les Etats-Unis et ces derniers ne le digèrent pas... A moins que les membres de la Fifa aient péché par excès de zèle envers le micro-Etat du Qatar pour plaire à leur maître, c'est raté!

lefigaro.fr- Jack Warner, ancien président de la Concacaf, inculpé de corruption par la justice américaine, a lancé dimanche une attaque virulente contre les Etats-Unis qui, selon lui, n'ont pas digéré d'avoir perdu l'organisation du Mondial 2022.

«Tout ceci a pour origine la candidature malheureuse des Etats-Unis pour organiser la Coupe du monde 2022, a indiqué M. Warner dans une vidéo publiée sur sa page Facebook. Ils se sont inclinés face au Qatar, un petit pays, un pays musulman (...) Aucun pays au monde n'a un droit divin qui lui assure l'organisation de la Coupe du monde. Si la Fifa a préféré le Qatar, dans sa grande sagesse ou dans son manque de sagesse, acceptez votre défaite, soyez des hommes et tournez la page». lefigaro.fr 31.05

L'ONU ou l'avocat des barbares.

- Syrie: l'ONU condamne les raids meurtriers du régime - AFP

- Syrie: l'EI détruit la prison de Palmyre, symbole de la terreur du régime - AFP

- Syrie: Daesh fait exploser la prison de Palmyre, symbole de la terreur du régime 20minutes.fr

Selon des membres de l'opposition syrienne, le groupe djihadiste efface ainsi «une preuve de la criminalité du clan des Assad». 20minutes.fr 30.05

Parce que la parole de l'opposition syrienne ou les barbares sanguinaires soutenus par la pseudo-gauche et l'extrême gauche en France serait au-dessus de tout soupçon...

C'est l'argument avancé par les néoconservateurs américains qui expliquent que c'est le gouvernement syrien qui serait à l'origine des exactions commis par Daesh pour rester au pouvoir, alors qu'il est le seul avec le Hezbollah à le combattre au côté du peuple syrien.

Si ces barbares recourent à la terreur, pardi, c'est uniquement en réponse à la terreur que fait régner le régime syrien dans le pays, sinon ce sont des gens charmants et parfaitement civilisés, plein d'humanité, si, si, vous devez le croire ou vous en convaincre, sauf que cette rhétorique passe de moins en moins bien auprès de la population comme on va le voir plus loin. A trop vouloir en faire, leurs arguments se retournent contre eux.

Matraquage. Propagande et désinformation permanente.

- Nouvelle tuerie à Alep, 71 civils fauchés par les raids du régime syrien - AFP

Les hélicoptères du régime syrien ont largué samedi des barils d'explosifs sur des zones rebelles de la province d'Alep, tuant au moins 71 civils, l'un des bilans les plus lourds dans cette région du nord du pays, selon une ONG. (Pure fabulation, un simple missile est tout aussi efficace. - ndlr)

"Il s'agit d'un des plus grands massacres commis par l'armée de l'air du régime depuis le début de l'année", a dénoncé la Commission générale de la révolution syrienne (CGRS), un réseau de militants couvrant la guerre en Syrie depuis 2011. (Leur dernière invention, jamais entendu parler auparavant - ndlr)

Le régime a commencé en 2013 à larguer sur Alep ces bombes remplies de puissants explosifs et de ferraille, qui ont déjà fait plusieurs centaines de morts dans cette province septentrionale depuis le début de l'année. Cette pratique est régulièrement dénoncée par les ONG. (Ils n'ont jamais apporté la moindre preuve. - ndlr)

Plus de 220.000 personnes ont péri depuis quatre ans dans ce conflit syrien, qui a débuté par un soulèvement pacifique réclamant des réformes et s'est militarisé face à la répression du régime, jusqu'à devenir une guerre brutale et complexe avec l'apparition de groupes jihadistes comme Al-Qaïda et l'EI. (Ils martèlent les mêmes mensonges depuis 2011. - ndlr)

En Turquie voisine, le Premier ministre Ahmet Davutoglu a dénoncé comme "subterfuge électoral" la publication vendredi d'images suggérant une embarrassante livraison d'armes d'Ankara à des rebelles islamistes en Syrie.

Dans un entretien à l'AFP lors d'une tournée électorale avant les législatives du 7 juin, il a farouchement démenti tout soutien de son pays, ennemi juré de Bachar al-Assad, à ces groupes rebelles. AFP 30.05

Alors que pratiquement chaque semaine de nouveaux éléments ou témoignages à charge prouvent le contraire. La Turquie sert avec la Jordanie de base arrière aux barbares de l'Emirat islamique et Al-Nosra ou Al-Qaïda.

Vous aurez remarqué aussi que l'Agence Française de Propagande donne la parole aux ennemis de la Syrie quand ils sont mis en cause, sans émettre la moindre réserve sur la véracité des éléments qu'ils avancent puisqu'il s'agit d'avance de les disculper, alors qu'elle refuse de tenir compte des éléments apportés par les autorités syriennes qui sont forcément coupables puisque le veulent ainsi leurs parrains états-uniens ou de l'Otan.

Commentaires d'internautes bien informés ou qui ont eu le temps de réfléchir.

1- AFP + ONG (américaine) = Mensonge

2- On entend parler que des "raids du régime"! Mais l'EI, Daesh, les rebelles ne font aucune victime? A moins que les victimes "des raids du régime" soient les seules qui méritent d'être comptabilisées car considérées comme des martyrs, alors que les autres ne doivent être, finalement, que des suppôts du "dictateur" et donc ne méritent aucune compassion.... Vive la démocratie.... !

3- Peut-on aussi parler des massacres de l'EI? messieurs les journalistes ? on se rends de plus en plus compte, que pratiquement toute la presse est pourrie. c'est de la propagande et non respect de l'impartialité !

4- Des soutiens turcs, saoudiens et quatariens, sont avérées à ces rebelles prétendus "modérés" qui ont su faire taire leurs divergences, pour combattre ensemble au sein de l'armée de la conquête .... dominée par Al-Nosra , et comptant dans ses rangs des salafistes et autres groupes islamistes...

5- Un journal turc publie les images d'armes livrées par la Turquie aux djihadistes en Syrie.

Le quotidien turc Cumhuriyet a publié, vendredi 29 mai, des photos et une vidéo qui accréditent l'hypothèse, jusque-là farouchement démentie par le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara, de livraisons d'armes aux rebelles extrémistes syriens début 2014.

Une semaine avant les élections législatives turques, le journal d'opposition diffuse dans son édition papier et sur son site des images d'obus de mortier dissimulés sous des médicaments dans des camions, officiellement affrétés par une organisation humanitaire, interceptés en janvier 2014 par la gendarmerie turque près de la frontière syrienne.

En savoir plus sur le journal Le Monde du 29/09/15

Voilà le double-jeu de la" coalition anti-Daesh" et des soi-disant ONG....

6- Qui est cette ONG ? La CIA ? Et ces journaleux qui propagent des infos sans les vérifier ça me rappelle les armes de destruction massive de Saddam.

7- "Selon un nouveau bilan fourni par une ONG syrienne."

ONG? Déjà là il faut y mettre un sacré bémol.

8- Une "nouvelle" pour inculquer qu'il ne faut pas supporter Assad dans sa longue lutte contre les terroristes islamiques.

Et puisque la coagulation mondiale ne fait pratiquement parlant rien contre Daesch et Co, alors cela veut dire: laissez aller la destruction de la Syrie.

Lorsque la Syrie sera détruite au point de non-retour, l'OSDH et Cie. vont être dans la manche des forces occidentales tout en effectuant une répression sur le peuple syrien.

9- Quand notre OTAN envoie quelques missiles, il y a 45 terroristes tués...

Quand le pouvoir local largue ses bombes, il y a 45 civils tués ...

... J'ai comme un doute...

10- Poutine avait raison de vouloir interdire les ONG sur le territoire russe, ça fait 4 ans qu'elle nous rabâchent les oreilles avec les morts causés par le gouvernement syrien, elles ferment les yeux sur tous les autres massacres

11- Des civils tués comme dans n'importe quelle guerre ! Avant de débarquer en Normandie, l'aviation américaine a bombardé les côtes françaises en tuant des centaines de civils français.

12- On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs.. Demandez à ceux qui ont vécu les bombardements alliés sur les villes françaises en 44 combien de Français ont été tués par les bombes "amies"..

13- M.les journalistes, cessez donc de relayer les sornettes de l'OSDH à la solde des occidentaux et des djihadistes !

14 -...Les américains bombardent, ça s'appelle « une opération »…les Syriens bombardent ça s'appelle « une tuerie...fauchés »…..vous saisissez l'astuce ?

15- Je ne comprends pas le jeu d'une certaine presse. Le "régime", terme généralement utilisé dans cette mème presse pour montrer son hostilité. ainsi que les troupes "pro-Assad", formules indiquant que l'article choisit son camp entre celui du Bien et celui du Mal...

16- Quand les nazis de Kiev bombardent les civils du Donbass, on ne les entend pas beaucoup nos grands humanistes à géométrie variable...

17- Intox et manipulations.

Pourquoi cet acharnement?

1/ La Syrie était le seul allié des Palestiniens, les réfugiés étant d'ailleurs beaucoup mieux traités que dans tous les autres pays d'accueil

2/ La Syrie avait refusé le passage d'un gazoduc du Qatar pour donner la préférence à un gazoduc provenant d'Iran

3/ Voir le plan Oded Yinon…

4/ En Syrie, les sunnites, chiites, alaouites et chrétiens vivaient en bonne intelligence

5/ La Syrie avait accueilli des centaines de milliers de chrétiens fuyant l'Irak

6/ Une bonne partie des réserves d'hydrocarbures découvertes en Méditerranée se trouvent dans les eaux syriennes

7/ Jusqu'à l'accord avec Chypre, la seule base russe en Méditerranée est Tartous

A côté de ça, les 220;000 morts (dont au moins 60.000 soldats de l'armée syrienne), les 6 millions de déplacés ou réfugiés, les décapitations, les viols, l'esclavage sexuel, un pays pratiquement détruit, tout ceci n'a pas d'importance, n'est-ce pas ?

18- C'est un exercice de style difficile de faire passer un gouvernement pour plus barbare que des groupes terroriste tels que l'EI et Al Qaida. Bel exercice de style, du sophisme capilotracté de bonne facture et un exercice de tautologie pas mal. félicitation au journaliste...

19- Sans doute aussi réel que les armes de destruction massives de Saddam, ou les bébés qu'il aurait sortis des couveuses au Koweit ?

Par contre pour Gaza l'année dernière, aucun gouvernement n'a pris de sanctions contre Netanyahou malgré les milliers de civils, bien réels cette fois, massacrés par les forces de l'IDF !

20- Je ne sais pas si c'est vrai ou encore de la propagande anti Bachar Al-Assad, mais lorsque les Américains tuent des centaines de civils lors de bombardements foireux ces fameuses ONG (politiquement quasi toutes alignées sur la politique impérialiste américaine et israélienne et noyautées par la CIA) n'en parlent pratiquement jamais.

Idem quand la coalition occidentale ou les turcs bombardent par erreur les troupes régulières irakiennes ou syriennes à la place des bouchers islamistes de Daech (pourtant bien visibles avec leurs longues colonnes de 4x4 Toyota rutilants) une fois sur deux!

Quand on se trompe une fois sur deux on ne peut plus parler d'erreur mais d'actes délibérés...

21- Article de propagande incroyable.

Les armées de l'EI n'y sont nulle part présentées comme l'ennemi, tandis que les vérités qui font mal comme les livraisons d'armes directement aux terroristes par la Turquie cad par les USA avec eux, sont presentees comme des "excuses".

Dans quel monde vit-on? En democrature, en profonde democrature...

Fin des commentaires.

Je pense qu'il n'y a rien à ajouter.

On ne veut pas faire une fixation sur ce sujet, mais nous aurions aimé que ce genre d'argumentaire figure dans la littérature d'un parti ouvrier. Que cela ne soit pas le cas pose un énorme problème et témoigne de leur décomposition.

C'est juste un constat, désolé de ne pas pouvoir dire le contraire car ce serait raconter des blagues. La question que doivent se poser honnêtement les militants : sommes-nous capables d'assumer les positions adoptées par notre parti ou nos dirigeants ?

ACTUALITE EN TITRES

S'ils le disent eux-mêmes, on aurait tort de ne pas s'inquiéter.

- Comment le droit devient un parfait alibi pour restreindre les libertés des individus - atlantico.fr

Quand voter, c'est rejoindre le camp de la droite ou légitimer le régime en place.

- Abstention en hausse lors des élections locales en Italie - LeMonde.fr

Les scrutins de dimanche ont été marqués par une abstention en hausse, la participation s'élevant à entre 49 et 56 % pour les régionales et à 64 % pour les municipales, qui ont également eu lieu dimanche. Il s'agit en moyenne de 10 points de moins que lors des derniers scrutins similaires, en 2010.

Le dépouillement pourrait prendre une partie de la nuit et les premiers résultats sont attendus lundi. LeMonde.fr 31.05

L'Empire et son annexe européenne ont ravagé l'Ukraine.

- Ukraine: le FMI abaisse sa prévision de croissance 2015, passant de -5,5% à -9% - AFP

L'Ukraine, ravagée par un an de guerre dans l'est industriel, devrait enregistrer une chute de son PIB de 9% en 2015, a indiqué dimanche le Fonds monétaire international (FMI), dans un communiqué. AFP 31.05

Les parrains de l'agression militaire contre le Yémen sortent du bois : l'Empire du chaos.

- Yémen: discussions à Oman entre la rébellion et une délégation américaine - AFP

Déstabilisation. Provocation - Répression - Réprobation - Sanction.

- Russie: des militants homosexuels interpellés lors d'une manifestation à Moscou - AFP

Elle n'avait pas fait l'objet d'une autorisation, dans n'importe quel pays la sanction aurait été la même...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- L'ambassade saoudienne à Sanaa remise à Ansarallah - french.irib.ir

40 forces de sécurité à l'ambassade saoudienne à Sanaa ont remis sans aucune résistance cette ambassade à

Ansarallah, ont annoncé des sources médiatiques.

Selon des sources médiatiques, Ansarallah yéménite a pris le contrôle de l'ambassade saoudienne à Sanaa. Ansarallah a fait sortir toutes les forces de sécurité saoudienne de l'ambassade, leur demandant de déposer leurs armes et de quitter l'ambassade,

ont écrit des sites d'informations yéménites comme Al-Hayd et Al-Waqaa al-Yamani.

Les gardes de cette ambassade ont remis l'ambassade sans aucune résistance physique. En réaction à la poursuite du bombardement des habitations, des hôpitaux et des positions de l'armée yéménite, Ansarallah a pris le contrôle de cette ambassade, selon ce rapport. french.irib.ir 30.05

1.2- Les Houthis ont emprisonné au moins 4 Américains au Yémen - french.irib.ir

Les Houthis ont emprisonné au moins 4 Américains au Yémen, a écrit un quotidien américain, citant des autorités.

"Au moins 4 Américains sont détenus dans les prisons du Yémen", a affirmé "Washington Post" alors que les attaques et les agressions militaires de l'Arabie et de ses alliés contre le peuple yéménite se poursuivent.

Ce quotidien a également fait part de la détention d'un cinquième Américain, arrêté, il y a 5 ans, pour des accusations terroristes.

Les attaques de l'Arabie contre le peuple yéménite ont toujours été soutenues par les Américains d'autant plus que pour justifier les agressions saoudiennes, ils ont insisté sur le "droit de l'Arabie à se défendre". french.irib.ir 30.05

2- Syrie

2.1- Nouvelle révélation sur les aides turques aux terroristes, en Syrie, en 2014 - french.irib.ir

La presse turque a publié les images de camions d'armes que le gouvernement d'Ankara a envoyés aux terroristes takfiris, en Syrie, en 2014.

Le quotidien turc «Comhuriyet» a publié, vendredi, des photos et des documents portant sur le soutien logistique et en armements du gouvernement d'Ankara aux terroristes, en Syrie, en 2014. Le journal a publié des images et des vidéos des camions, qui transportent des dizaines de tonnes d'armements aux groupes armés, qui se battent, en Syrie, contre le gouvernement de Damas.

Le journal «Comhuriyet» a écrit que ces armes avaient été envoyées, en Syrie, début 2014, les obus de mortiers étant cachés sous des colis de médicaments. Ces camions avaient été loués, pour une organisation d'aides humanitaires, mais les gendarmes turcs les ont contrôlés à la frontière entre la Turquie et la Syrie.

L'AFP a rapporté que cette révélation est un grand scandale, pour le gouvernement d'Ankara, car les documents prouvent que les camions avaient été loués, en réalité, par les services du renseignement turcs, pour transférer des armes aux groupes terroristes, en Syrie.

Mais le gouvernement turc, qui est un ennemi intransigeant du Président syrien, Bachar al-Assad, a démenti ces révélations. Or, l'année dernière, le vice-Président américain, Joe Biden, avait accusé, lui aussi, les amis de Washington, (Turquie, Arabie saoudite et Qatar) d'aller trop loin, dans leur animosité contre le gouvernement de Bachar al-Assad, jusqu'à soutenir, directement, les groupes terroristes, comme Daesh.

D'après les révélations faites par le quotidien «Comhuriyet», ces camions ont transporté, en Syrie, 1.000 mortiers et 80.000 cartons de munition d'armes légères et lourdes, ainsi que des centaines de cartons d'explosifs. La plupart de ces armements étaient fabriqués, en Russie, et provenaient des anciens pays du bloc de l'Est.

Le gouvernement turc a censuré toutes ces informations, et, jusqu'à présent, près de 50 personnes ont été arrêtées, dans l'armée, la gendarmerie et la justice, soupçonnées d'être liées à ces révélations. Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, attribue cette affaire scandaleuse à son ancien allié et son ennemi actuel, Fethullah Gülen, en prétendant que ce dernier veut renverser son gouvernement, depuis l'hiver 2013. Erdogan avait dit que le contrôle de ces camions à la frontière entre la Turquie et la Syrie était une «trahison».

L'intensification des aides turques aux terroristes est un signe de la confusion d'Erdogan : L'analyste politique syrien, Ahmad Hadj Ali a déclaré au journaliste de l'agence Farsnews, que l'intensification des aides du gouvernement d'Ankara aux terroristes, en Syrie, est un signe de la confusion du Président Recep Tayyip Erdogan, quant aux événements de la Syrie. « Ankara détruira les relations de la Turquie avec le reste du monde, en continuant son projet du rétablissement de l'empire ottoman», a déclaré cet analyste syrien.

«Les déclarations du ministre turc des Affaires étrangères concernant la décision de la Turquie d'offrir une couverture aérienne aux groupes armés, en Syrie, font partie du plan d'Ankara, pour créer un «Etat», sous le contrôle des groupes armés, dans les régions situées dans le Nord syrien», a déclaré Ahmad Hadj Ali.

Il a ajouté que la création de cet «Etat», au Nord de la Syrie, est un rêve irréalisable de la Turquie et des monarchies arabes du Sud du golfe Persique. «Depuis quatre ans, les monarchies arabes du Sud du golfe Persique collaborent avec leurs alliés, en Turquie, et leurs amis israéliens, pour renverser le gouvernement de Damas et porter préjudice à l'axe de la Résistance, dans la région», a ajouté cet analyste syrien. french.irib.ir 30.05

2.2- Le Qatar, la Turquie et l'Arabie s'unissent, pour renverser l'Ordre syrien - french.irib.ir

«Les activités de groupes terroristes, en Syrie, sont le signe de la coopération du triangle Qatar/Arabie saoudite/Turquie, pour renverser le gouvernement syrien», selon un magazine allemand.

La progression d'un nouveau groupe terroriste, connu sous le nom de Jaïsh al-Fath, à Idlib, et l'occupation de la ville syrienne d'Ariha, à proximité de la frontière turque, témoignent du fait que la Turquie et l'Arabie saoudite coopèrent l'une avec l'autre, pour fournir le soutien à divers groupes terroristes, dans le but de renverser le gouvernement syrien.

Le magazine allemand, «Frankfurter Allgemeine», a écrit que le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, s'était mis d'accord, lors d'une rencontre avec le roi saoudien Salman Ben Abdelaziz, à Riyad, pour coopérer, ensemble, en vue de renverser le gouvernement du Président syrien, Bachar al-Assad. Cet accord intervient, alors que le Front Al-Nosra, le principal partenaire des Emirats arabes du golfe Persique, demeure aux côtés d'Ahrar al-Cham. Ces groupes n'ont pas participé aux combats, à Idlib, mais ils coopéraient, dans les régions frontalières de la Jordanie. french.irib.ir 30.05

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- Inde: un Etat poursuit Nestlé au pénal pour du plomb dans les nouilles instantanées - AFP

L'Etat indien de l'Uttar Pradesh (nord) a décidé de poursuivre au pénal la filiale indienne de Nestlé après la découverte de concentrations dangereuses de plomb dans des lots de nouilles instantanées Maggi, ce que conteste le groupe suisse, a annoncé un responsable dimanche.

L'Agence indienne de la sécurité alimentaire et du médicament (FDA) a ordonné le retrait du lot sur la foi des résultats de l'analyse d'échantillons prélevés en mars lors d'une inspection de routine sur une vingtaine de paquets de nouilles.

Les analyses ont également révélé la présence de glutamate monosodique (ou GMS), un additif alimentaire controversé, selon la FDA.

Vijay Bahadur, un responsable de la sécurité alimentaire de l'Etat, a indiqué que la plainte avait été déposée samedi devant un tribunal local pour information erronée sur le contenu du produit et production d'aliments potentiellement dangereux pour la santé.

"Nous avons déposé plainte contre Nestlé Inde et le propriétaire du magasin", a-t-il expliqué à l'AFP.

En cas de procès, l'entreprise Nestlé Inde encourt une amende et ses dirigeants une peine de prison. La direction doit comparaître pour une première audience le 1er juillet, selon M. Bahadur.

Une plainte a également été déposée contre trois acteurs de Bollywood qui font la promotion des nouilles Maggi. AFP 31.05

Qu'ils les foutent tous en cabane !

Je n'en achète jamais, j'ai banni tous les produits préparés sous emballage, principalement à cause de leur prix et ensuite parce qu'on peut très bien s'en passer.

Quand on dit qu'on survit, ce n'est pas une simple formule pour dire qu'on s'en tire encore, non, on a restreint toutes nos dépenses, y compris alimentaires. Vous comprendrez que cela puisse rendre un brin nerveux... Sans parler de toutes les emmerdements qui nous tombent dessus en plus ! Mais on résiste ! Alors quant à ceux qui se permettent de nous juger la bouche pleine, vous imaginez ce que l'on en pense : rien, on s'en tape !

Au fait, Selvi, ma compagne, a encore maigri, elle ne pèse plus que 43 kilos, moi j'en ai perdu 12 en 5 mois, c'est pas mal, il m'en reste encore autant à perdre. Vvive l'inflation ! Non je déconne, on a encore un petit bout de chemin à faire...

Haut de page

Le 2 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h45.

On a ajouté 37 articles, dont plusieurs démontrant à nouveau qu'Al-Qaïda ou l'Emirat islamique et Al-Nosra ont pour parrains l'impérialisme américain et ses alliés.

Du coup vous vous dites qu'ils sont prêts à aller jusqu'à ce point dans la barbarie, je parle des gouvernement occidentaux dont le gouvernement français ou le PS flanqué de ses satellites et alliés.

Mais alors dira le grand bêta qui commence à ouvrir les yeux ou le militant qui se réveille après avoir été berné pendant des décennies par ses dirigeants, cela voudrait dire que rien ne les arrête dans l'abjection et la cruauté qu'ils dénoncent par ailleurs chez les nazis et autres tyrans sur tous les continents, alors qu'ils sont eux-mêmes des monstres, des barbares de la pire espèce.

En effet, ils sont comme cela, ce sont des ennemis de la civilisation humaine qu'il faut éliminer avant qu'ils ne nous éliminent puisque nous y passerons tous d'une manière ou d'une autre le moment venu.

Cela ne nous étonne pas du tout puisque nous les avions déjà décrits ainsi, ne serait-ce que lorsque nous faisions allusion aux deux guerres mondiales du XXe siècle notamment. Vous voyez ce qu'il en coûte de les avoir ménagés si longtemps, de s'est corrompu misérablement avec le PS (et le PCF), d'y avoir laissé sa dignité de militant.

Pour quoi au bout du compte je vous le demande maintenant que le mouvement ouvrier est purement et simplement disloqué, discrédité, indigne de confiance pour y avoir laissé ses principes les plus élémentaires, on ne fraie pas avec l'ennemi impunément, on le combat à mort un point c'est tout, même au risque de passer pour sectaire, comme aurait dit Marx, rien ne justifiait d'y laisser son âme !

On a de quoi enrager littéralement quand on observe la tournure que prennent les évènements à l'échelle mondiale et on est loin d'avoir vu le pire encore, on doit se faire violence pour se contenir ou ne pas dire tout ce qu'on pense qui serait totalement incompréhensible à la plupart des lecteurs, déjà on en dit trop, mais on ne fait que notre devoir. A suivre.

Si dans votre entourage il y a des sceptiques sur les liens congénitaux qui existent entre les Etats-Unis et leurs alliés et Al-Qaïda ou l'Emirat islamique, vous pouvez leur communiquer les quelques articles que j'ai relevés rapidement qui le prouve (tous sont disponibles dans le portail) :

- Les jihadistes au service de l'impérialisme (Réseau Voltaire) (01.06.15)
- Syrie : L'opération de « blanchiment » d'Al-Nosra a commencé… (mondialisation.ca) (01.06.15)
- L'armée US est-elle en train de former des combattants islamistes au Qatar? (Arrêt sur info) (31.05.15)
- Jeffrey Blankfort: « Le principal bénéficiaire de la désintégration de l'Irak et de la Syrie et de l'émergence d'ISIS a été Israël » (Arrêt sur info) (01.06.15)
- Idlib : les terroristes gagnent du terrain grâce à Ankara (french.irib.ir) (31.05.15)
- Le rôle de l'Occident dans l'émergence de «Daech» n'est plus à prouver (Arrêt sur info) (31.05.15)
- Pour affaiblir l'Iran et la Syrie, l'Occident joue la carte d'al-Qaïda et d'ISIS (Arrêt sur info) (30.05.15)
- Pourquoi l'Occident joue-t-il la carte d'Al-Qaïda et d'ISIS (french.irib.ir) (30.05.15)
- Russie: Moyen-Orient, Poutine accuse l'Occident d'être responsable du chaos (Arrêt sur info) (30.05.15)
- Takfirisme, ultime arme US contre le Moyen-Orient… (french.irib.ir) (30.05.15)
- Derrière les récriminations sur la chute de Ramadi (mondialisation.ca) (29.05.15)
- Syrie: Le silence des médias au sujet de l'alliance d'Israël et de l'Occident avec Al-Qaïda (Arrêt sur info) (29.05.15)
- Le faux califat : l'atout stratégique des USA (mondialisation.ca) (28.05.15)
- La Turquie prise la main dans le sac. Une vidéo montre qu'elle livre des armes aux terroristes (Arrêt sur info) (30.05.15)
- Syrie: Le silence des médias au sujet de l'alliance d'Israël et de l'Occident avec Al-Qaïda (Arrêt sur info) (29.05.15)
- Le faux califat : l'atout stratégique des USA (mondialisation.ca) (28.05.15)
- Qu'est-ce qui se cache derrière le manque de soutien aérien étasunien aux défenseurs de Ramadi ? (legrandsoir.info) (27.05.15)
- Le califat voulu par les États-Unis (Réseau Voltaire) (26.05.15)
- Les aides des Emirats du Golfe Persique, artères de Daesh et du Front al-Nosra (french.irib.ir) (24.05.15)
- Moyen-Orient : Ennemis sur-mesure ? (legrandsoir.info) (24.05.15)
- Le Renseignement US avait prédit que le soutien US aux rebelles en Syrie entraînerait la chute de Ramadi (Arrêt sur info) (23.05.15)

- La Turquie est le principal soutien des gangs terroristes en Syrie (Arrêt sur info) (22.05.15)
- Selon un document de la DIA l'Occident facilite la montée de l'Etat islamique « afin d'isoler le régime syrien » (Arrêt sur info) (22.05.15)
- Nouvelles preuves du sale rôle joué par Israël dans la guerre par procuration menée en Syrie (Arrêt sur info) (21.05.15)
- Bombardements américains et déploiement de milices chiites suivent la déroute de l'armée irakienne à Ramadi (mondialisation.ca) (20.05.15)
- Pour l'Empire, la finalité c'est le chaos, pas la victoire (mondialisation.ca) (16.05.15)
- Révélations faites sur les détails du plan de Washington pour le golfe Persique (french.irib.ir) (10.05.15)
- Les États-Unis collaborent avec Al-Qaïda (french.irib.ir) (08.05.15)
- C'est officiel: Les États-Unis collaborent avec al-Qaïda (Arrêt sur info) (07.05.15)
- Washington envisage de maintenir l'Émirat islamique après la signature de l'accord avec l'Iran (Réseau Voltaire) (06.05.15)
- La France arme les terroristes. Ensuite elle vote des lois pour les combattre ? (Arrêt sur info) (06.05.15)
- Pourquoi la guerre contre la terreur menée par les États-Unis est-elle une fraude ? (mondialisation.ca) (06.05.15)
- Ankara tente d'unir les groupes terroristes, en Syrie (french.irib.ir) (05.05.15)
- La grande imposture de la lutte antiterroriste (legrandsoir.info) (04.05.15)
- Des Marines et des hélicoptères ''Apache'', chez Daesh (french.irib.ir) (02.05.15)
- Le transit des terroristes, en Syrie, via Istanbul (french.irib.ir) (02.05.15)
- L'Occident doit cesser de couvrir le terrorisme en Syrie (version intégral) (mondialisation.ca) (22.04.15)
- Les renseignements saoudien et israélien, impliqués dans l'attaque contre le consulat des Etats-Unis, à Arbil (french.irib.ir) (21.04.15)
- En Irak, les Etats-Unis sabotent la guerre contre l'État Islamique (legrandsoir.info) (02.04.15)
- Comment Washington a-t-il sauvé Daech à Tikrit (french.irib.ir) (22.03.15)
- Davantage de preuves de l'assistance directe des Etats-Unis et d'Israël à l'Etat islamique (Arrêt sur info) (11.03.15)
- Israël tente de cacher son aide aux miliciens syriens (french.irib.ir) (09.03.15)
- Syrie: L'armée israélienne soutient les « rebelles » opposés à Bachar el-Assad (Arrêt sur info) (09.03.15)
- Irak : des conseillers militaires américains et israéliens arrêtes pour avoir aidé l'EIIL (mondialisation.ca) (09.03.15)
- Les preuves des liens existants entre Washington et l'Etat islamique (Arrêt sur info) (06.03.15)
- L'incursion de l'armée turque en Syrie, un témoignage des bonnes relations de la Turquie avec l'Etat Islamique (Daesh) (legrandsoir.info) (03.03.15)
- L'aide américaine à DAESH se confirme : des Marines et des hélicoptères Apaches chez les djihadistes (mondialisation.ca) (02.03.15)
- L'armée irakienne abat deux avions britanniques transportant des armes pour l'Etat Islamique (legrandsoir.info) (25.02.15)
- Le Parlement irakien demande des explications à Londres sur son soutien à Daesh (Réseau Voltaire) (24.02.15)
- Syrie : les Nations Unies confirment l'existence d'une coordination entre Jabhat al-Nusra et l'occupant israélien (mondialisation.ca) (22.01.15)
- D'« anciens » militaires français parmi les jihadistes de Daesh (Réseau Voltaire) (21.01.15)
- Des GI's en Irak et en Syrie? (french.irib.ir) (30.11.14)
- Des mercenaires étasuniens coopèrent avec Al-Qaeda mais ce n'est pas un scandale, juste une "difficulté", selon Associated Press (legrandsoir.info) (29.11.14)
- Le Qatar s'apprête à entraîner des islamistes combattant en Syrie (Réseau Voltaire) (27.11.14)
- Irak : Riyad soutient directement Daech (french.irib.ir) (10.11.14)
- Irak : Daech profite de la présence des militaires US (french.irib.ir) (10.11.14)
- Le sacre d'Al-Barzani pour sauver Kobané et le nouveau projet d'Erdogan pour sauver l'EIIL (mondialisation.ca) (23.10.14)
- Washington parviendra-t-il à faire nettoyer ethniquement le Nord de la Syrie? (Réseau Voltaire) (14.10.14)
- « L'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie n'avaient pas lésiné sur les moyens pour favoriser l'émergence du terrorisme » (legrandsoir.info) (06.10.14)
- La lutte contre l'EI, un écran de fumée pour masquer la mobilisation US contre la Syrie et l'Iran (mondialisation.ca) (01.10.14)
- Les rebelles syriens soutenus par les Etats-Unis et l'Etat islamique signent un pacte "de non-agression" (legrandsoir.info) (14.09.14)
- Le plan d'Obama pour attaquer la Syrie, sous couvert de la lutte contre l'EIIL (mondialisation.ca) (10.09.14)
- Obama ment: des forces spéciales US sont sur le terrain en Irak (mondialisation.ca) (05.09.14)
- Comment l'argent saoudien finit-il dans la poche de Daesh (french.irib.ir) (28.07.14)
- Comment les Etats-Unis arment les deux camps en conflit en Irak. (mondialisation.ca) (23.06.14)
- Les Etats-Unis ont formé l'EIIL dans une base secrète de Jordanie. (mondialisation.ca) (23.06.14)
- Comment l'Otan a organisé l'invasion de l'Irak (Réseau Voltaire) (19.06.14)
- But de la coalition EIIL-Turquie-Arabie saoudite-Qatar [et Otan ?] en Irak (mondialisation.ca) (13.06.14)

Excusez du peu !

Non mais, quand on affirme quelque chose, si possible pour être pris au sérieux il faut le prouver, là la matière ne manque pas, et on s'est cantonné au 12 derniers mois.

Au fait, vous excuserez l'absence d'infos économiques, on n'a rien vu passer d'intéressant depuis deux semaines.

Dites-moi si vous auriez souhaité que la rubrique *Articles d'actualité* soit actualisée, si oui, je ferai cet effet supplémentaire, comme quoi j'ai peut-être un caractère un peu difficile parfois, mais je ne suis pas encore un vieux con ! Je ne ménage pas mes lecteurs, il est donc normal que je sois sympa avec eux, parfois, à condition de ne pas en abuser, je plaisante évidemment...

à moitié seulement !

La causerie du matin.

On ajoutera une trentaine d'articles plus tard.

Le mot du jour : Les "*pieds nickelés journalistiques*". (Arrêt sur info)

L'art de la servitude assumée.

Le meilleur des mondes d'Aldous Huxley. Extrait.

Un État totalitaire vraiment « efficient » serait celui dans lequel le tout-puissant comité exécutif des chefs politiques et leur armée de directeurs auraient la haute main sur une population d'esclaves qu'il serait inutile de contraindre, parce qu'ils auraient l'amour de leur servitude. La leur faire aimer — telle est la tâche assignée dans les États totalitaires d'aujourd'hui aux ministères de ! a propagande, aux rédacteurs en chef de journaux, et aux maîtres d'école.

Mais leurs méthodes sont encore grossières et non scientifiques. Les jésuites se vantaient jadis de pouvoir, si on leur confiait l'instruction de l'enfant, répondre des opinions religieuses de l'homme : mais c'était là un cas de désirs pris pour des réalités. Et le pédagogue moderne est probablement, à tout prendre, moins efficace, dans le conditionnement des réflexes de ses élèves, que ne l'étaient les révérends pères qui instruisirent Voltaire. (page 9 version Internet)

Depuis, Charlie a révélé que 99,99% des enseignants valaient bien ces jésuites ou confirmait qu'ils s'adonnaient bien au même objectif sous le label hypocrite de la laïcité.

Mais contrairement au passé, de nos jours les jeunes ont accès à toutes formes d'informations et de connaissances par une multitude de canaux et qu'ils s'échangent, qui viennent télescoper le contenu des faussaires et manipulateurs des consciences qui ont rédigé les manuels scolaires ou les assertions de leurs professeurs, qui vérolés par l'idéologie dominante de l'Etat s'en tiennent le plus souvent, pour ne pas dire pratiquement toujours aux versions officielles mensongères remises en question ici ou là, qui contribuent de la sorte à les discréditer aux yeux de leurs élèves et du même coup à perdre toute autorité sur eux, car évidemment on n'imagine pas un instant un professeur du haut de son estrade admettre de la part d'un enfant qu'il pourrait lui en imposer ou ne serait-ce qu'admettre que ses connaissances seraient en réalités surfaites ou superficielles une fois prises en défaut, ce serait accepter de voir rabaisser son statut, inimaginable.

Quant à la servitude, les esclaves modernes la supportent et s'en contentent en consommant ou en se distrayant, ce qui leur donne une impression de liberté. Et si vous avez l'audace de vous attaquez aux fondements de leur servitude, ils vous accuseront de vous en prendre à leur liberté, c'est un comble mais c'est ainsi et c'est bien compréhensible, car conditionnés depuis leur naissance ils auront l'impression que vous voulez remettre en cause leur sécurité, qui en réalité est le produit des chaînes qui les maintiennent en servitude et auxquellee ils sont attachés par dessus tout, puisqu'elles se confondent avec leur condition dont ils demeurent ignorants.

La servitude exprime un rapport de dépendance qui nous est imposé de l'extérieur et auquel on se plie par la force des choses au départ, et auquel on finit par s'adapter par la suite, de telle sorte qu'il représente la norme dans laquelle il faut se fondre pour ne pas apparaître différent des autres qui s'y soumettent si volontiers, toujours par ignorance puisque c'est le maître mot de cette infâme et tragique comédie. La plupart des gens la vivent sans s'en plaindre vraiment puisqu'ils n'ont jamais vécu autre chose, ils ne peuvent même pas imaginer vivre sans elle un seul jour croyant qu'elle les protège du chaos auquel ils identifient la liberté, ce qui est somme toute normal pour ne pas avoir été préparés à vivre autre chose ou ignorer qu'il leur serait parfaitement possible de vivre autrement, d'où l'intérêt pour la classe dominante de les maintenir dans l'ignorance, mère de toute les servitudes et son lot de malheurs et souffrances qui en est la conséquence.

La servitude est inséparable du règne de la nécessité arrivé à son terme et dont il faut nous débarrasser pour conquérir notre liberté. Tel est l'objet du combat pour le socialisme ou préparer les conditions qui permettront aux exploités et aux opprimés de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, au rapport entre dominant et dominé...

La pire des erreurs et des injustices serait de s'en prendre aux masses qui demeurent ignorantes malgré elles. Par contre on est en droit de s'attaquer à tous ceux qui ont acquis un certain niveau de connaissance et se complaisent dans la situation actuelle sous divers prétextes, ou qui font preuve d'hypocrisie en prétendant la combattre alors qu'en réalité ils s'en accommodent très bien. Vivre dans l'insouciance et passer son temps à le justifier quand on a atteint un certain niveau de conscience est stupide, indécent, insupportable.

On conçoit très bien qu'il leur soit difficile de s'orienter politiquement quand il n'existe aucun parti ouvrier digne de ce nom, nous sommes dans le même cas pour ce qui est notre engagement politique. Cela dit, rien ne les empêche dès à présent d'adopter

un comportement conforme à leurs idées, par exemple, cesser de soutenir le régime, rompre avec le capitalisme et ses institutions, rejeter toute mesure provenant du gouvernement quel que soit le parti au pouvoir puisqu'ils incarnent tous une politique qui nous est hostile, refuser de voter pour un parti institutionnel ou s'abstenir, soutenir toutes les revendications sociales des travailleurs, participer si possible à des réunions, meetings, manifestations ou rassemblement en soutien aux peuples opprimés par les différents impérialistes, refuser de participer à toute campagne initiée ou soutenue par le PS car elles ne servent qu'à légitimer le régime en place ou le gouvernement, boycotter les médias, bref, ne pas hésiter à défendre ses idées en toutes circonstances pour qu'elles soient partagées par le plus grand nombre, lire aussi, étudier, continuer de s'informer, de s'instruire, d'élever son niveau de connaissance ou de conscience qui peut-être un jour sera mis davantage en valeur au sein d'un parti ou sera mise au service de notre cause.

Notre modeste contribution s'inscrit dans cette perspective.

Quelle coïncidence ! Quand Hollande et Cazeneuve ou le PS volent au secours d'un pédophile.

- Rattrapé par son passé au moment où éclate un scandale pédophile au sein de son parti allemand « Die Grünen » (Les Verts allemands - ndlr), Daniel Cohn Bendit reçoit la nationalité française sur annonce du ministre français de l'intérieur. (Arrêt sur Info)

Il faut savoir qu'il la réclamait depuis de nombreuses années...

Arrêt sur Info - Au moment où l'agent d'influence Daniel Cohn Bendit obtient la nationalité française, un scandale pédophile secoue son parti.

Dans un article, du 22 mai, titré « Un scandale pédophile plombe les Grünen », le quotidien Le Temps écrit :

« Le parti a toléré jusque dans les années 1990 l'activité de militants pédophiles. La section berlinoise est concernée.

Le scandale est considérable. Dans le Berlin alternatif des années 1980 et 1990, des pédophiles membres des Grünen (Verts) ont milité ouvertement sous couvert du parti en faveur de la dépénalisation de la sexualité avec des enfants. Pire, au moins trois pédophiles condamnés par la justice, membres du parti, se sont livrés à des agressions sexuelles sur de jeunes garçons. C'est ce qui ressort d'un rapport commandé par la section berlinoise des Grünen à une commission d'experts indépendants.

Les conclusions, rendues publiques mercredi en fin de journée, sont accablantes. «Jusqu'à 1000 victimes sur quinze ans, du début des années 1980 au milieu des années 1990» ont été touchées. Selon le texte, la défense de penchants pédophiles a été «tolérée» au sein de la section berlinoise jusqu'au milieu des années 1990. Ces militants étaient essentiellement actifs dans les milieux homosexuels des Verts. Selon la cheffe de la section berlinoise, Bettina Jarasch, il n'y a eu alors «aucun débat interne» au sujet de la propagande pédophile menée par une poignée de militants. La prise en considération des intérêts des pédophiles était placée en interne au même niveau que la défense des intérêts des gays et des lesbiennes. «Nous ne nous sommes pas du tout intéressés à la protection des enfants», déplore Renate Künast, ancienne ministre verte de Gerhard Schröder. Comme les homosexuels, les pédophiles étaient considérés comme «victimes de discriminations et de la répression de l'Etat». »

Daniel Cohn Bendit avait été lui aussi mis en cause. Dans son livre « Le grand Bazar, » (Der Grosse Bazar) où il parlait des rapports sexuels entre adultes et enfants et de son expérience il a écrit :

«Il m'était arrivé plusieurs fois que certains gosses ouvrent ma braguette et commencent à me chatouiller. Je réagissais de manière différente selon les circonstances, mais leur désir me posait un problème. Je leur demandais: Pourquoi ne jouez-vous pas ensemble, pourquoi m'avez-vous choisi, moi, et pas d'autres gosses? » Mais s'ils insistaient, je les caressais quand même.»

Lors de l'Emission Apostrophe du 23 avril 1982, Daniel Cohn-Bendit évoque ses « papouilles » avec des enfants :

« Vous savez que la sexualité d'un gosse, c'est absolument fantastique. […] Quand une petite fille, de 5 ans, commence à vous déshabiller c'est fantastique ! C'est fantastique parce que c'est un jeu absolument érotico-maniaque ».

Cohn Bendit a par la suite déclaré « qu'il n'y a eu de ma part aucun acte de pédophilie ». Il avait toutefois ajouté sur RTL en 2001, que «ce texte, qui n'avait pas fait scandale à l'époque, est aujourd'hui insoutenable », et qu'il nourrissait « des remords d'avoir écrit tout cela » (Le Parisien, 6 juin 2009).

Le scandale avait été relancé en 2009 en France, lors d'un débat télévisé entre M. Bayrou et Cohn Bendit ; Bayrou (*) avait été dénoncé par les médias français pour ses attaques « inappropriées » remontant à des faits portant sur plus de 20 ans. En France Bayrou avait été ridiculisé, il fallait sauver le soldat Cohn Bendit.

Par contre en Allemagne, la polémique n'a cessé de croître au sein du Parti des Verts (Die Grünen). En avril 2012, la polémique

a refait surface quand l'eurodéputé Daniel Cohn-Bendit a reçu, les larmes aux yeux, le prix Theodor Heuss, une distinction qui récompense les personnes qui se battent en faveur de la démocratie. Invité à tenir un discours lors de la cérémonie, Andreas Voßkuhle, le président de la Cour constitutionnelle fédérale, garante du respect de la démocratie en Allemagne, avait refusé de participer, rapporte l'hebdomadaire Stern, au motif que Cohn-Bendit se serait exprimé d'une façon «inappropriée» au sujet de la sexualité des enfants avec les adultes (Source : Slate). S'en est suivi une fronde contre les interventions publiques de Cohn Bendit en Allemagne où il lui a été reproché ses propos et les actes pédophiles décrit dans son livre.

Le scandale ne touche pas que le leader des Verts en Allemagne mais tout le parti. C'est ce que révèle l'article du journal Le Temps :

« Ce n'est pas la première fois que les Grünen sont confrontés à un scandale de pédophilie. Au cours de l'été 2013, un premier rapport commandé par la direction à l'historien Franz Walter de l'Université de Göttingen avait été publié, à la veille des législatives. Il s'agissait alors de faire toute la lumière sur la ligne idéologique du parti, qui avait défendu la dépénalisation des rapports sexuels entre adultes et mineurs jusqu'au milieu des années 1980, lorsque certains écologistes militaient encore pour l'abolition des paragraphes 174 et 176 du Code pénal portant sur la pédophilie et l'homosexualité. Crédités de plus de 10% dans les sondages, les Verts avaient essuyé une cuisante défaite, à la suite de la publication du rapport. Le texte se limitait alors à l'idéologie. Le rapport publié mercredi va plus loin: il dénonce cette fois des crimes commis directement par des membres connus pour leur pédophilie. »

C'est dans ce contexte que le ministre de l'intérieur français, sous les vivats des médias français, a choisi de donner la nationalité française à Daniel Cohn Bendit, un parti pris surprenant compte tenu des faits qui sont reprochés à Cohn Bendit et à certains membres de son parti Die Grünen. Arrêt sur Info 25.05

(*) Voir également : Dany le Vert http://www.silviacattori.net/article848.html

Le ministère de l'Education nationale ou la police politique du régime sous Charlie.

«Charlie Hebdo»: Le prof suspendu après les attentats conteste sa sanction - 20minutes.fr

Il dénonce « l'acharnement » du rectorat à son encontre. Le professeur de philosophie de Poitiers (Vienne), muté d'office à 65 km après avoir été soupçonné d'apologie du terrorisme en classe, a indiqué ce lundi avoir saisi la justice administrative pour contester cette sanction.

Le 8 janvier, au lendemain des attentats à Paris, Jean-François Chazerans, enseignant au lycée Victor-Hugo de Poitiers de 56 ans, avait accepté à la demande de certains élèves de terminale d'animer un débat sur le sujet. Par la suite, des parents d'élèves s'étaient plaints au rectorat du fait qu'il n'avait pas respecté la minute de silence, mais aussi de la façon dont il avait orienté le débat, mettant notamment en avant ses opinions à propos de militaires français engagés dans des opérations extérieures.

Le parquet avait finalement classé l'affaire, estimant que certains propos pouvaient paraître « inadaptés, déplacés et choquants » au vu du contexte, mais en aucun cas constitutifs « d'apologie du terrorisme ». Malgré tout, l'enseignant avait été entendu par la commission de discipline du rectorat qui avait décidé de le muter d'office dans un lycée à Thouars, dans le département voisin des Deux-Sèvres.

Jean-François Chazerans a affirmé lors d'un point de presse à Poitiers avoir saisi le tribunal administratif le 22 mai pour contester sa mutation. Il a également dit avoir adressé à la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, un « recours hiérarchique » pour lui demander une révision de la position du rectorat.

En plus de sa mutation forcée, l'enseignant affirme que son dossier a été modifié : « J'ai découvert (…) que j'avais perdu mes seize années d'ancienneté. Je n'ai même pas droit à un rapprochement de conjoint et comme il y a peu de postes en philosophie, j'ai 56 ans, je n'ai plus que six ans à faire : ça veut dire que je suis banni de Poitiers », a déploré l'enseignant.

Jean-François Chazerans se dit aussi « perdant financièrement » car il doit faire les allers-retours entre son domicile poitevin et son établissement d'affectation sans toucher de frais de transport.

S'il a indiqué qu'il postulait sur son poste de Poitiers mis « au mouvement », il affirme n'avoir aucune chance. 20minutes.fr 01.06

Selon ces procureurs il suffit d'énoncer des faits censurés par le gouvernement et les médias aux ordres (ou les manuels scolaires), pour se voir accusé de proférer des "opinions" qui n'ont pas lieu d'être exprimées dans une salle de classe au collège.

Autrement dit, un professeur de collège doit pratiquer l'autocensure sur le modèle des médias institutionnels, mentir délibérément à ses élèves ou leur cacher la vérité, afin d'orienter ou manipuler leur conscience dans le sens voulu par les représentants du régime, car il s'agit avant tout de les formater pour qu'ils deviennent des sujets dociles ou serviles de la dictature en place, ce qui implique qu'ils demeurent dans l'ignorance de la situation réelle présente ou passée.

Les preuves quotidiennes de la collusion Daesh - E-U - UE - Turquie - Qatar - Arabie saoudite - Israël

- "Tunnel",le nouveau moyen d'Erdogan pour transiter des terroristes - french.irib.ir

Pour faciliter la circulation des terroristes vers la Syrie, la Turquie utilise des tunnels au lieu des passages frontaliers. Les terroristes qui veulent entrer via la Turquie en Syrie, doivent traverser des tunnels au lieu des passages frontaliers. Le quotidien syrien « El-Watan » a rapporté que ces terroristes, en passant des tunnels, débarquaient dans les banlieues d'Alep et d'Idlib.

La Turquie prétend avoir dressé des postes de contrôle aux frontières communes avec la Syrie, en vue d'empêcher les terroristes de s'infiltrer en Syrie. Les témoins oculaires présents dans le poste frontalier de « Bab Al Hawa » dans le Nord-Est d'Idlib ont fait part de l'existence de nombreux tunnels sur les deux côtés de ce passage consacrés à l'infiltration de terroristes armés en Syrie.

Selon ces témoins sur place, le gouvernement turc en est bien informé et il balise le terrain au transit d'armes aux terroristes en Syrie. Cela intervient alors que la Turquie, le Qatar et l'Arabie, poursuivant leurs politiques hostiles vis-à-vis de la Syrie, ont augmenté leur soutien logistique aux terroristes. french.irib.ir 01.06

- Livraison d'armes, en Syrie: un journaliste, dans le collimateur d'Erdogan - french.irib.ir

Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, a promis, lundi, de faire punir le rédacteur en chef d'un journal, qui a diffusé une vidéo, présentée comme une preuve de la collaboration entre les services secrets turcs et les terroristes opérant en Syrie.

"Celui qui a publié cette histoire le paiera cher", a déclaré le chef d'Etat turc, dans un entretien, publié par la chaîne publique TRT. "Je ne laisserai pas cela passer". Citant un procureur et les dépositions d'officiers de gendarmerie, Reuters a rapporté, le 21 mai, que, selon des témoins et des membres du parquet turc, le MIT a contribué, fin 2013 et début 2014, à la livraison d'armes, dans les territoires syriens contrôlés par des terroristes. "Cumhuriyet" dit que la vidéo, diffusée vendredi, date du 19 janvier 2014, mais n'explique pas comment il se l'est procurée. Erdogan a déclaré que les camions, interceptés ce jour là, appartenaient bien au MIT et qu'ils transportaient des aides, à destinations des Turkmènes présents en Syrie. french.irib.ir 01.06

- Quand la diplomatie US forme les daechistes. - french.irib.ir

Le Département d'Etat américain s'est mis à la tâche de former les terroristes de Daech, a révélé dimanche CNN. Le reportage indique comment un certain nombre d'éléments du groupe terroriste Daech ont été entraînés par le Département d'Etat américain. Dans le plus récent vidéo, diffusé sur le web, le colonel Gulmurod Khalimov, l'ancien chef de la police du Tadjikistan et membre actuel de Daech affirme avoir participé à trois reprises dans les programmes d'entraînements militaires sur le sol américain dont l'un s'est déroulé en Louisiane aux Etats-Unis, ce qui a été, d'ailleurs, confirmé par la diplomatie américaine, elle-même.

A ce propos, un porte-parole du Département d'Etat, Pooja Jhunjhunwala a dit au journaliste de CNN que Khalimov a participé, entre 2003-2014, à cinq cours de formation pour la lutte contre le terrorisme aux Etats-Unis et au Tadjikistan, ce stage a été tenu dans le cadre du projet organisé et mis en exécution par le ministère américain des Affaires étrangères. La révélation de ce rapport s'ajoute aux autres accusations portées contre le gouvernement américain pour le rôle qu'il a joué dans la formation et l'extension du groupe Daech. Il est vrai qu'après la propagation des opérations de Daech en Irak dont ce groupe a occupé certaines provinces avec l'assistance de ses alliés, Washington a mis sur pied une coalition anti-Daech; son bilan et son action montrent, toutefois, que ce pays n'est pas honnête dans ce "soi-disant" combat anti-terrorisme. C'est en effet, l'échec des Etats-Unis et de leurs alliés dans la réalisation de leurs objectifs tels que le renversement du gouvernement syrien et l'affaiblissement du pouvoir des Chiites en Irak, qui a poussé Washington à lancer un autre projet sous le nom de la lutte contre Daech, en formant une coalition internationale.

Parmi les objectifs de ce projet, on peut évoquer le nouveau retour des Etats-Unis dans la région et y consolider leurs assises militaires. Or, Obama a répété, plus d'une fois, que les Etats-Unis ne visent qu'à combattre Daech, par leurs frappes aériennes et qu'ils n'entendent pas déployer des forces terrestres pour cette lutte anti-Daech. Cela prouve que les Etats-Unis n'ont pas essentiellement l'intention d'une lutte sérieuse contre Daech, ce qui a été même confirmé par le général John Allen, commandant de la coalition anti-Daech à laquelle participent des pays tels que le Qatar, la Jordanie et l'Arabie qui ont tous contribué à la montée du groupe terroriste Daech. N'est-ce pas donc une autre preuve du caractère perfide de ce combat... french.irib.ir 01.06

- "La coalition anti-terroriste est un mensonge" (Chef du Parti démocratique libanais) - french.irib.ir

Le Chef du Parti démocratique libanais, Talal Arsalan, a qualifié la coalition internationale anti-terroriste de «mensonge international», soulignant que la Résistance, en tant que représentante de tous, était en train de lutter contre le terrorisme.

Selon l'agence de presse Tasnim, le Chef du Parti démocratique libanais, Talal Arsalan, a déclaré, dans un entretien avec l'agence

de presse Al-Ahed que le laxisme du gouvernement, dans son soutien à l'armée libanaise, lors des combats, à Erssal, amènera les Libanais à employer tous les instruments légitimes, pour se défendre. «La coalition internationale pour la lutte anti-terroriste est un mensonge international éhonté, tandis que la Résistance, elle, combat les terroristes, au nom de tous», a-t-il affirmé.

Il a aussi déclaré qu'il s''inspirait de l'optimisme de Bachar al-Assad, qui est un exemple, en matière de constance et de persévérance. «Notre option est la constitution d'un front de résistance uni et solidaire, de Vladivostok, en Russie, à Ras al-Naqoura, au Liban», a indiqué le chef du Parti démocratique libanais. french.irib.ir 01.06

ACTUALITE EN TITRES

La République des copains et des coquins.

- Les Républicains : NKM sur la sellette ? - Liberation.fr

- Alain Juppé accuse Nicolas Sarkozy de "traîner ses adversaires dans la boue" - Francetv info

Ghettos.

- La pauvreté se concentre dans les villes-centres plus que dans les périphéries - LeMonde.fr

Le taux de pauvreté atteint 20 % dans les villes-centres, contre 14 % dans les proches banlieues et 10 % dans les grandes couronnes, selon l'Insee. LeMonde.fr 01.06

La réaction se mobilise partout.

- Pro-Life et poussettes dans les rues de Pologne - euronews.com

- 3000 manifestants à HongKong se rappellent Tiananmen - euronews.com

- Russie : des militants homosexuels interpellés en marge d'une manif non autorisée à Moscou - euronews.com

- Rassemblement anti-islam devant le centre islamique de Phoenix - euronews.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie

- Italie: avertissement pour Matteo Renzi lors des élections régionales - L'Express.fr

Le parti du Premier ministre Matteo Renzi est confronté à la progression du vote de protestation, du Mouvement 5 étoiles à la Ligue du Nord, à l'occasion des élections régionales de dimanche.

Une leçon dont il faudra tenir compte. Les élections régionales et municipales partielles de dimanche, en Italie, ont constitué un avertissement pour Matteo Renzi. Le Premier ministre sort affaibli par les divisions de son parti et la progression du vote de protestation, du Mouvement 5 étoiles à la Ligue du Nord.

Selon des projections diffusées lundi par la télévision publique RAI à partir des résultats dans les sept régions concernées, le Parti démocrate (PD) du toujours populaire Matteo Renzi reste en tête, mais avec 24% des suffrages, il est loin derrière les 40,1% des élections européennes il y a un an.

Le Mouvement 5 étoiles (M5S), formation contestataire de l'ex-comique anti-parti Beppe Grillo qui semblait plombé par les dissensions reste en deuxième position avec à 18,4% des voix.

La Ligue du Nord devance le parti de Berlusconi

A droite, la Ligue du Nord de Matteo Salvini, remodelée à l'image du Front national français, passe avec 12,5% des voix devant Forza Italia, la formation de Silvio Berlusconi, qui poursuit sa descente aux enfers à 10,7%.

Mais le scrutin a aussi été marqué par une faible participation, de 48% à 57% selon les régions, 10 points en-dessous des scrutins similaires il y a cinq ans. L'Express.fr 01.06

2- Russie- Chine

- Le traité sino-russe, le plus grand revers des Etats-Unis - french.irib.ir

"Le traité politico-militaire entre Pékin et Moscou est le plus grand revers des Etats-Unis", a indiqué le président de la commission des Affaires étrangères de la Douma russe.

Selon Russia Today, Alexis Boshkov, président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma, a également indiqué : « Du point de vue des bases de la diplomatie américaine, tous les traités entre Pékin et Moscou nuisent aux intérêts de Washington. Un traité signé par la Russie et la Chine lui est un échec plus dur qu'une défaite essuyée en Afghanistan, Irak ou Libye ».

Le député russe a précisé qu'une coalition sino-russe influera directement sur les positions des Etats-Unis et de leurs alliés. french.irib.ir 01.06

3- Yémen

- Conflit au Yémen: L'Egypte et l'Arabie saoudite partagent une position commune - french.irib.ir

L'Egypte et l'Arabie saoudite partagent la même position concernant le conflit au Yémen, ont assuré les chefs de la diplomatie des deux pays qui sont militairement engagés contre Les Houthie. « Nos positions sont identiques, il y a une étroite coopération à tous les niveaux », a assuré le ministre égyptien Sameh Choukri, lors d'une conférence de presse avec son homologue saoudien Adel Al-Joubeir au Caire. « Nous avons une vision commune claire sur la manière dont il faut agir au Yémen », a-t-il ajouté.

« Il n'y a pas de divergences entre le Royaume d'Arabie Saoudite et l'Egypte », a confirmé à son tour le chef de la diplomatie saoudienne. M. Choukri a souligné « la nécessité de poursuivre les opérations militaires » au Yémen, « compte tenu des menaces posées par l'artillerie lourde entre les mains d'éléments ne faisant pas partie des forces légitimes ».

Certains médias égyptiens avaient critiqué l'engagement de leur pays au Yémen, craignant notamment une intervention au sol. french.irib.ir 01.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Nouvelle hausse du chômage en avril - Reuters

Le nombre de demandeurs d'emploi en France a de nouveau augmenté en avril, une hausse qui a touché toutes les catégories d'âge dans les mêmes proportions, selon les chiffres publiés lundi par le ministère du Travail.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) a progressé de 0,7% le mois dernier, soit de 26.200 personnes, pour s'inscrire à 3.536.000, un nouveau record.

En ajoutant les catégories B et C (personnes ayant exercé une activité réduite), le nombre d'inscrits à Pôle emploi est en hausse de 1,0% et atteint un total de 5.344.600 en métropole, 5.645.000 en incluant les départements d'Outre-mer.

Il s'agit du troisième mois de hausse consécutif après une légère baisse en janvier. En février comme en mars, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A avait augmenté de 0,4%.

Les 54.100 demandeurs d'emploi supplémentaires recensés en avril dans les catégories A, B et C constituent la progression la

plus forte depuis janvier 2013 (hors impact d'un "bug" informatique qui avait affecté les chiffres d'août et septembre 2013). Sur un an à fin avril, la métropole compte 5,1% de demandeurs d'emploi de catégorie A en plus et 7,1% en incluant les catégories B et C.

La hausse d'avril a été presque aussi forte chez les moins de 25 ans en catégorie A (+0,8%) que chez les 50 ans et plus (+0,9%), alors qu'elle a été de 0,7% chez les 25-49 ans.

Le nombre de chômeurs inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi, considérés comme chômeurs de longue durée, a continué d'augmenter, +1,1% en un mois et +10,2% sur un an.

Leur part dans le nombre total de demandeurs d'emploi inscrits est de 43,7% (+0,1 point en un mois, +1,3 point sur un an).

L'ancienneté moyenne des inscriptions est également en hausse, à 548 jours (+2 jours).

Les entrées à Pôle emploi ont augmenté de 2,6% en avril s pour les catégories A, B et C et les sorties diminué de 2,1%.

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi a quant à lui augmenté de 3,4%. Reuters 01.06

En complément. Comment camoufler 170 000 chômeurs d'ici décembre 2015?

- Service civique : 70 000 contrats d'ici la fin de l'année - Francetv info

- Un programme de 100.000 contrats aidés supplémentaires pour 2015 - Reuters

2- Payer pour travailler.

- Conventions de stages: Les abus persistent - 20minutes.fr

Des organismes à la limite de la légalité permettent d'entrer dans des entreprises moyennant quelques centaines d'euros...

« J'ai dû payer pour travailler. » C'est ainsi que Thomas*, 25 ans, résume ses débuts professionnels. Comme d'autres jeunes diplômés étant passé de la case école à la case chômage, il s'est inscrit à une formation payante dans le seul but d'obtenir une convention de stage. Le renforcement de la loi n'a pas nui aux sociétés qui proposent ce stratagème à la limite de la légalité.

Moyennant des frais d'inscription allant de 400 à 600 euros, auxquels s'ajoutent parfois des frais proportionnels à la durée du stage, de nombreux organismes privés délivrent des conventions de stage « sous 48 heures » ou « en un jour ouvré ». Leurs sites Internet sont très bien référencés dans les moteurs de recherche.

La plupart des organismes se donnent la peine de prendre des airs de formation à distance, avec un site Web « vitrine », promettant une formation théorique. En réalité, les étudiants ne sont pas obligés de suivre ces cours, et encore moins de les valider, si tant est qu'ils existent. Le guide du ministère de l'Enseignement supérieur indique pourtant que, pour délivrer une convention, ces formations à distance doivent être prodiguées « en présence de l'étudiant ». Un critère vague qui ne semble pas être appliqué.

Même si le diplôme reste un rempart contre le chômage, les jeunes diplômés du supérieur sont touchés par la crise. Selon des chiffres de l'Insee publiés en 2014, 11 % d'entre eux ne trouvent pas d'emploi dans les quatre années suivant la fin de leurs études, contre 5 % en 2008. 20minutes.fr 01.06

Haut de page

Le 3 juin 2015

CAUSERIE

On ne peut pas traiter tous les sujets d'actualité, on fait le maximum. On ajoutera encore une vingtaine d'articles. Dommage qu'on ne se partage pas le boulot pour commenter ceux qui valent le coup pour nos lecteurs. Je comprends qu'en retour vous ne vouliez pas partager et que vous refusiez de me soutenir financièrement. Moi je partage le peu que j'ai, je montre l'exemple, c'est normal, fais ce que je dis mais pas ce que je fais n'est pas vraiment mon truc.

On a fini par enregistrer notre terrain et la maison au nom de ma nouvelle campagne pour que mon épouse dont je suis séparé ne puisse pas nous les piquer, cela m'a coûté 90.000 roupies supplémentaires (11.000 euros environ) que j'avais provisionnés, une ruine.Mais bon, je ne pouvais pas prendre un tel risque. Vous me direz que j'en ai pris un autre en faisant confiance à Selvi, elle peut me foutre dehors demain, que voulez-vous, dans la vie il arrive qu'on n'ait pas vraiment trop le choix.

Cela montre au moins que je me conduis dans la vie quotidienne conformément à mes idées, je fais confiance à Selvi, je fais appel au meilleur d'elle-même et je pratique de même avec mes lecteurs, sinon à quoi bon. Cela m'a joué bien des tours au cours de ma vie évidemment, mais je m'en suis toujours remis, je n'ai trompé personne et je ne me suis pas trompé, on m'a trompé ce qui n'engage pas ma responsabilité. Si c'était à refaire je n'hésiterais pas.

Si on n'a pas confiance dans les gens, pas aveuglément bien sûr, il est inutile de militer pour leur faire partager vos idées, vous n'êtes pas aptes à défendre le socialisme. Croire dans les masses, c'est ce qui fait défaut aux intellectuels et à ceux qui combattent pour le socialisme en notre nom. Quand on a adopté un idéal on s'y tient dans la mesure du possible parce qu'on n'est pas parfait non plus et cela vaut dans la vie quotidienne. C'est aussi une question de dignité. Comment inspirer confiance aux autres quand on n'a pas confiance en eux, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie. Voilà ce que nous enseignerions aux militants si nous avions un parti.

Et puis je vais vous dire un truc, quand au cours de son existence on a failli sombrer plus d'une fois, qu'on a frolé de près la mort à plusieurs reprises et qu'on s'en est toujours remis en restant fidèle à ses principes, après on se dit que quoi qu'il puisse arriver dans l'avenir ne remettra jamais en cause le chemin parcouru, c'est aussi la raison pour laquelle on n'a jamais été tenté de réécrire l'histoire en tant que militant, c'est inutile et ne peut nous aider en rien pour avancer vers notre objectif.

Finalement notre morale coïncide avec notre niveau de conscience politique, mais il faut reconnaître qu'on n'a aucun mérite à cela en comparaison de ceux parmi notre classe qui n'ont pas cette chance d'avoir atteint ce niveau de conscience, qui croulent sous d'innombrables difficultés pour survivre et qui malgré tout ont généralement un comportement respectueux des autres, c'est à eux qu'il faut rendre hommage au lieu de les juger parce qu'ils seraient bourrés de préjugés archaïques ou réactionnaires comme le fait la pseudo-gauche et extrême gauche.

Pour finir, je n'ai plus de chien depuis 17 mois et je n'en veux plus, par contre j'ai pris l'habitude de nourrir une chienne et son petit qui chaque soir viennent frapper à la grille du jardin le ventre vide. Ce sont des chiens errants ou sauvages qui vivaient dans le village où je suis venu vivre, je les ai pour ainsi dire adoptés, j'ai cette faiblesse. Je nourris aussi les oiseaux pour lesquels j'ai mis à disposition un grand récipient où ils viennent boire et se baigner. Tout le plaisir est pour moi de les regarder pendant de longues minutes chaque jour. Je suis comme Shiva leur serviteur ! Servir, c'est ce que je fais en animant ce portail, c'est ma vocation. Je vous souhaite de même. Je n'en dirai pas plus cette fois pour rester sur une note positive.

Vidéo

1- Arabie Saoudite, Qatar et USA : les principaux parrains du terrorisme.
https://www.youtube.com/watch?v=7VdZNP_hONA

Intervention de Yves Bonnet, ancien préfet et ancien chef de la DST dans les années 80 sur le plateau de C dans l'air le 8 octobre 2012.

Il explique d'une part les modes opératoires pour quadriller les foyers terroristes, puis d'autre part l'alliance trilatérale entre les USA, l'Arabie et le Qatar dans le financement massif des groupes djihadistes en Afrique, au Proche-Orient et en Occident.

2- Leçons démocratiques à la Russie.
https://www.youtube.com/watch?v=4ZuEjrZaSmQ

Leur vieux monde pourri est antinomique avec l'orgasme. 15 jours de tôles pour 10 minutes de plaisir ! Délateur frustré, complexé, jaloux, impuissant...

- Quinze jours de prison ferme pour des orgasmes trop bruyants - LeFigaro.fr

La justice britannique ne plaisante pas avec la tranquillité. Un tribunal de la ville du nord de l'Angleterre a condamné lundi Gemma Wale à quinze jours de prison ferme pour ses orgasmes si sonores qu'ils troublaient la tranquillité du quartier, rapporte le Times.

Cette mère de deux enfants de 23 ans avait reçu plusieurs injonctions à être moins bruyante, non seulement dans ses relations intimes avec son partenaire, mais aussi dans tous les aspects de sa vie quotidienne. Musique trop forte, portes claquées, cris, jurons lors de disputes avec son petit ami lui avaient été interdits. Mais quelques jours après cette mise en garde, un voisin a été de nouveau réveillé à 5 heures du matin, le 29 janvier, par l'expression de sa jouissance. «Gemma a commencé à

crier et hurler lors d'un rapport sexuel bruyant, qui nous a réveillés. Ça a duré dix minutes», a rapporté le témoin cité par la juge Emma Kelly. LeFigaro.fr 02.06

Il va falloir que je raconte cette histoire à Selvi, ma compagne à l'appétit sexuelle débordante, elle va bien se marrer. Par bonheur, on n'a pas de voisins !

C'est la première fois que je rencontre une femme qui assume pleinement sa féminité et sa sexualité, à croire que plus elles sont arriérées plus elles sont libérées, pour peu qu'elles tombent sur des hommes qui ne les maltraitent pas ou n'en profitent pas pour s'adonner à des pratiques sexuelles qui relèveraient de la sauvagerie. On est vraiment équilibré quand on est bien dans sa tête et dans son corps.

Etre profondément arriéré n'est pas incompatible avec la faculté de développer des sentiments et profiter de son corps pour en éprouver du plaisir, bien au contraire, parole d'anthropologue en exercice 24h/24 ! A l'inverse, plus une femme est évoluée, plus elle conceptualise ou intellectualise tous ses rapports y compris ses rapports sexuels et s'éloigne de sa nature au point de lui interdire l'accès à l'orgasme. C'est dommage.

Comme quoi le socialisme fait bien les choses. Il faut donc se développer sur le plan intellectuel pour trouver la voie de son émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme, tout en se réappropriant sa véritable nature qui jusque là était alliénée. On fait d'une pierre deux coups, le pied ! La dialectique de la nature, quoi ! Cela a du bon d'être marxiste...

On a bien le droit à un petit moment de détente, trop rares hélas, quand on ne parle plus que de guerre, non ?

Je suis intarrissable sur ce sujet ou la psychologie humaine qui me passionne également. Il faut être passionné pour aimer, non ? Sans idéal c'est difficile, voire impossible. Alors adoptez vite le socialisme ! Qu'est-ce qu'il ne faut pas faire pour combler les carences de nos dirigeants.

A propos du PS.

Extraits d'un article publié par Le Grand Soir et proposé par Mauris Dwaabala.

Gérard Filoche, membre du Bureau national du Parti socialiste. (motion B comme grand bêta)

Il y a des gens qui sont comme cela.

Leur niveau de conscience politique ne peut pas s'élever au-dessus de leurs intérêts individuels. Vous pourrez leur fournir mille arguments ou faits pour passer outre ou progresser, ils refuseront obstinément d'en tenir compte. Finalement on a à faire à des gens bornés, limités intellectuellement, pire, dont la morale ou la bonne conscience s'accommode des guerres et des pires souffrances imposées à des peuples au nom de la conception qu'ils se font de la société qui se confond avec celle de la classe dominante tout en se prétendant socialiste, ce qui est une vaste escroquerie. Ils vivent avec et en vivent, suffisamment bien pour y être attachés. Ce sont de vulgaires affairistes ou opportunistes acharnés puisqu'ils y consacrent toute leur vie, qui ne méritent que notre mépris, car il n'y a rien de plus méprisable que de s'adonner à cette bassesse en travestissant ses réelles intentions pour tromper travailleurs et militants.

On admet volontiers que la plupart des travailleurs ignorent la vérité, on conçoit que bon nombre de militants soient dans le même cas, mais s'agissant d'intellectuels ou de dirigeants ayant accès aux mêmes informations que nous, ce serait faire preuve d'un laxisme ou d'une complicité malveillante et coupable que de leur accorder le bénéfice du doute, ils pensent et agissent en connaissance de cause et font profession de leur forfaiture, ils ont choisi délibérément leur camp et leurs ennemis.

Laissons lui la parole.

- Qui peut croire qu'il puisse y avoir unité de la gauche sur une ligne libérale ? Ce n'est pas seulement le grand écart masqué c'est une forme d'entourloupe en plein jour !

(Du moment que votre appartenance au PS vous a permis d'en vivre (bien) jusqu'à présent et n'est pas remise en cause, de quoi vous plaignez-vous franchement, qu'est-ce que cela peut vous foutre monsieur l'hypocrite, hein ? -ndlr)

- On a perdu 4 élections, municipales, européennes, sénatoriales, départementales non pas parce que la France se « droitise » mais parce que notre électorat, déçu, s'abstient massivement. Avec la même orientation politique, nous risquons de perdre une majorité de régions en décembre. Et quand on aura perdu les villes, les départements, les régions, comment gagner la présidentielle, et les législatives ? Comment gagner en bloquant les salaires ? En enlevant 50 + 17 milliards aux besoins sociaux et services publics, hôpitaux, collectivités, en donnant 41 milliards aux multinationales lesquelles suppriment des emplois

tout simplement parce que spéculer avec l'argent qu'on leur donne rapporte davantage que d'embaucher ?

(Tout militant qui malgré tout ne démissionne pas du PS cautionne sa politique. Le PS n'a cessé de se "droitiser" au fil des années depuis 35 ans sans que cela ne vous gêne plus que cela apparemment, n'est-ce pas ? En réalité la seule chose qui l'intéresse, c'est faire "gagner" le PS, nous cela nous laisse indifférent parce qu'on considère qu'il combat dans le camp de nos ennemis. - ndlr)

- Et si tout continue avec la motion A , il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour deviner la suite : austérité aggravée pour atteindre 3,8 % de déficit, puis 3,5 %. Et l'austérité c'est le chômage. On a 577 000 chômeurs de plus en catégorie A et 1 300 000 de plus pour les catégories A, B et C, depuis juin 2012. Complaire aux critères des libéraux de Bruxelles, c'est contraire à « sortir de la crise » , c'est courir à l'échec total. Avec 5,9 millions de chômeurs toutes catégories confondues, outre-mer inclus, comment un candidat socialiste, quel qu'il soit, pourra-t-il avoir du crédit pour se présenter en 2017 et empêcher un duel UMP-FN au second tour ? Fin de l'extrait.

Cela fait combien de décennies monsieur que le PS mène la même politique et que vous vous en accommodez ? Elle ne date pas d'hier, le PS n'en a jamais changé. Eh oui, comme en 2002, vous allez vous sentir obligé de soutenir le candidat des Républicains pour "faire barrage" à celui de l'extrême droite, n'en faites pas toute une histoire, vous resterez en famille !

Entre nous, il n'en a rien à foutre des chômeurs et de la situation en général des travailleurs qu'il exploite uniquement pour « sortir de la crise » le capitalisme... pour qu'il continue de couler des jours heureux, alors que nous combattons pour le renverser, on n'appartient décidément pas au même camp.

Lu dans deux articles mis en ligne et entendu dans une vidéo.

1- Le vrai visage de Charlie.

- Au delà de ce que chacun peut penser de telle ou telle loi plus ou moins répressive, il est stupéfiant de constater que la France ne cesse de reprocher à la Russie de faire ce qu'elle fait elle-même, à tort ou à raison, mais à une différence près. Une différence assez choquante. Quand en France l'expression dissidente est plus réprimée que le crime de droit commun et l'atteinte aux personnes, cela n'est en général pas du à une corruption locale. C'est une ligne de conduite. Et elle est fièrement déclarée! (Arrêt sur Info)

2- Crises de la surproduction : guerre ou révolution pour la résoudre.

- Karl Marx a parlé des crises de la surproduction. Elles viennent de ce qu'une part croissante des profits de l'économie va à une classe de plus en plus réduite de «propriétaires», tandis que la part du gâteau attribuée à la classe de plus en plus nombreuse des «travailleurs» précaires se réduit. Ces dernières décennies, on peut observer ce phénomène partout dans le monde développé. L'autre face de la crise de la surproduction est la crise de la sous-consommation. Les gens ne peuvent plus acheter par manque de revenus. (...)

On ne voit donc que deux solutions.

La première consiste à attaquer le problème de la sous-consommation et à changer la répartition des profits en en donnant une part beaucoup plus importante aux «travailleurs» et une plus petite part aux « propriétaires ». Cela pourrait se faire par l'augmentation des impôts des «propriétaires», la redistribution par l'État mais aussi par l'augmentation du pouvoir des syndicats, etc. Mais comme les gouvernements sont, partout dans le monde, toujours plus sous l'emprise des «propriétaires», les chances de cette solution semblent faibles.

L'autre solution à la crise de surproduction d'une société capitaliste est la destruction forcée des capacités de production (mondiale) au moyen d'une grande guerre. La guerre permet également d'accroître le contrôle sur les populations et de se débarrasser de « travailleurs excédentaires ».

Les États-Unis ont été le grand gagnant économique de la première et de la seconde guerre mondiale. Les capacités de production ont été détruites par la guerre et un grand nombre de «travailleurs excédentaires » ont été tués dans le monde. Pour les Etats-Unis les guerres ont été, dans l'ensemble, très rentables. D'autres pays ont une expérience très différence de la guerre. Il n'y a probablement qu'aux États-Unis qu'un journal à grand tirage peut affirmer : les guerres augmentent notre richesse et notre sécurité.

Ce qui m'inquiète c'est que l'intensification de la crise de surproduction ajoutée à l'idée apparemment naturelle aux Etats-Unis que la guerre est une bonne chose, ne pousse, dans un avenir proche, les Etats-Unis à déclencher un nouveau conflit mondiale cataclysmique.

Des néo-conservateurs comme Victoria Nuland ont essayé d'entraîner la Russie et l'UE dans une grande guerre à propos de l'Ukraine. Le lobbyiste en chef du complexe militaro-industriel, le secrétaire américain à la Défense, Ash Carter, essaie de déclencher une guerre entre la Chine et ses voisins à propos d'atolls en mer de Chine du Sud. Les États-Unis sont au moins complices de la montée de l'État islamique qui va laisser le Moyen-Orient en état de guerre pour pas mal de temps.

Tout cela constitue-t-il déjà des tentatives, conscientes ou non, des États-Unis pour résoudre le problème de la surproduction mondiale à leur avantage? (Arrêt sur Info)

L'oligarchie qui est aux commandes a-t-elle agi autrement par le passé, au XXe siècle ? Elle recourt au fascisme ou/et à la guerre pour parvenir à ses fins quand son système économique est paralysé ou sur le point de s'effondrer, ce qui lui permet d'accroitre son pouvoir économique et son hégémonie politique. Ajoutons quand elle n'a pas d'autres moyens pour briser la résistance de la classe ouvrière...

3- Entendu dans une vidéo.

Les censeurs sont au pouvoir.

- Avec 306 demandes de suppression de contenu auprès de twitter pour le second semestre, la France est championne du monde de la censure. Et cela date du 6 février 2013. (Arrêt sur Info)

C'est du PS dont il s'agit monsieur Filoche, il réussit même à damer le pion à tous les dictateurs de la planète, vous ne pourrez pas dire que vous ne le saviez pas.

A qui appartiennent la Crimée ou l'Ukraine, d'où viennent-ils, quel rapport avec la Russie ?

Si c'est un journaliste d'un média alternatif qui le dit, on le suspectera de réécrire l'histoire, si c'est nous qui l'affirmons on ne nous prendra pas davantage au sérieux. Bon, que cela ne tienne, il y en a qui préfèrent avoir à faire à des gens respectables parce qu'ils détiennent un certain pouvoir ou bénéficient d'un statut social qui en impose, cela les impressionne et les met en confiance, c'est stupide mais c'est ainsi, je ne parle pas de nos lecteurs qui sont censés savoir qu'on n'a aucun intérêt à leur raconter des salades.

Voilà mon général, vous avez la parole, c'est mon père qui serait fier !

Ukraine - Géopolitique - Géostratégie - Analyses et débats - Général Jean-Bernard Pinatel.

Extrait d'un article paru dans son blog le 24 février 2015 qu'un lecteur m'a adressé hier et que je remercie au passage.

- Or, que nous dit l'histoire s'agissant de la « crise ukrainienne » ?

Au premier millénaire, le premier peuple slave est le peuple « Rous » de Kiev, ville qui devient le berceau de l'identité russe et la « mère de toutes les villes de Russie ».

En 1654, le titre officiel des tsars est « Tsar de toutes les Russies », dont la « Petite Russie ». Et cette petite Russie deviendra l'Ukraine seulement quand apparaîtra le terme de Malorossiskaïa Oukraïna ou « Marche Petite russienne » (autrement dit « Marche de l'Empire », Ukraine venant du mot « kraïna », qui signifie «marche, limite»).

L'Ukraine a toujours été le lien entre la Russie et l'Europe, et la Russie a toujours défendu l'Ukraine contre des invasions extérieures (Pologne, Autriche, Allemagne, France, Angleterre), cette défense étant elle-même constitutive de l'identité russe.

La Crimée, elle, représente l'ouverture sur les mers chaudes toujours chèrement voulue par la Russie, nation sans accès aux mers libres de glaces, et fermée à l'Asie par l'immensité des steppes sibériennes. D'où les multiples conflits ou tensions (avant même la mise en oeuvre occidentale de la stratégie d'endiguement) à l'ouest avec la Suède, la Pologne, l'Autriche, la Prusse ; au sud avec l'Empire ottoman et les peuples du Caucase ; sans parler – vers l'océan Indien – des crises avec l'Iran et l'Empire des Indes britanniques.

On ne peut donc faire semblant d'ignorer que pour les Russes, l'Ukraine a « toujours », mentalement au moins, fait partie de la Mère patrie. Essayer de modifier l'ordre millénaire des choses en se saisissant de l'opportunité offerte par la décomposition de l'État soviétique, était compréhensible ou contestable, c'est selon, mais ne pouvait vraiment réussir sur la durée qu'en évitant toute provocation ou « insulte à l'histoire » de la part des nations occidentales et des alliés « de l'Atlantique Nord ».

Dans les notes en bas de page, il confirme les informations que nous avions relevées dans plusieurs articles de sources diverses,

dont le Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca.

- Le National Endowment for Democracy (NED) (en français, Fondation nationale pour la démocratie) est une fondation privée à but non lucratif des États-Unis dont l'objectif déclaré est le renforcement et le progrès des institutions démocratiques à travers le monde. La plus grande part de ses fonds provient du département d'État des États-Unis, avec approbation du Congrès. L'ancien directeur de la CIA, William Colby, déclarait en 1982, dans le Washington Post, à propos du programme de la NED : « Il n'est pas nécessaire de faire appel à des méthodes clandestines. Nombre des programmes qui […] étaient menés en sous-main, peuvent désormais l'être au grand jour, et par voie de conséquence, sans controverse ». William I. Robinson, Promoting Polyarchy: Globalization, US Intervention, and Hegemony [archive], Cambridge university Press, 1996, 466 p., pp. 87-88.

- Le 28 avril 2009, la droite nationaliste ukrainienne a célébré l'anniversaire de la fondation, le 23 avril 1943, de la division Waffen SS «Galizien» (Halitchina, en ukrainien). La principale formation néofasciste locale, « Svoboda » (Liberté), dirigée par Oleh Tiahnibog, a fait installer à Lviv (Lwow), la capitale de la Galicie (Ukraine occidentale), avec l'autorisation de la mairie, de grands panneaux publicitaires en l'honneur de cette « division étrangère » de l'armée de la SS. Le gouvernement ukrainien d'Ioula Tymochenko pro-occidental, par la voix de son ministre de l'Intérieur, a estimé qu'il n'y avait rien d'illégal à cette initiative.

Bravo mon général, vous avez rédigé un article qui remet les choses à leurs places, tandis que nos dirigeants n'en ont pas été foutus, simple constat, honte à ces vendus ! Vous avouerez que c'est le monde à l'envers et qu'on est en droit de s'en moquer un peu, amèrement il faut dire.

La traque et la matraque !

Valls ou l'Etat va recourir à une milice ou une police politique privée pour traquer les complotistes qui commettent le crime affreux et impardonnable de ne pas croire systématiquement les versions officielles d'évènements survenus en France ou ailleurs dans le monde, en Israël par exemple pour être plus précis, fournis, que dis-je imposés par le gouvernement et que chaque citoyen est prié d'adopter sans broncher ou manifester la moindre interrogation, sous peine d'encourir la foudre du censeur qui prétend incarner une morale au-dessus de tout soupçon, alors qu'en réalité on est en présence d'imposteurs ou d'escrocs de la pire espèce soutenant ici des fascistes ou des néonazis, là des barbares sanguinaires déguisés en rebelles modérés.

ACTUALITÉ DU JOUR

Comment "contourner certaines rigidités du code du travail" ? Mode d'emploi.

- L'Assemblée vote le texte sur le dialogue social - Reuters

Les députés français ont adopté mardi par 301 voix contre 238 le projet de loi sur le dialogue social qui simplifie la vie des entreprises mais reste loin des ambitions initiales en matière de réduction des "seuils sociaux" déclencheurs d'obligations.

Les groupes socialiste et radicaux de gauche ont voté pour ce texte présenté par François Rebsamen, le ministre du Travail, de même que la majorité du groupe écologiste. Le Front de gauche et les groupes droite ont voté contre, pour des motifs opposés. Reuters 02.06

Lobbying de l'industrie automobile et ghettoïsation des pauvres.

Grille de lecture.

- Ne vous fiez pas au titre de cet article qui est trompeur, la dernière ligne prouve exactement le contraire !

- Écologie : en Allemagne, la pastille est efficace - Francetv info

Mardi 2 juin, Ségolène Royal a annoncé le retour des pastilles écolos sur les pare-brises. Soir 3 se penche sur le cas de l'Allemagne. "Le principe est très simple, pour entrer dans une zone verte, il faut avoir une pastille de niveau quatre", explique Amaury Guibert, correspondant de France Télévision à Berlin. Elle est de couleur verte et est accordée seulement aux véhicules peu ou pas polluants. Tous les autres véhicules doivent rester en dehors de cette zone qui concerne en général le centre-ville. En cas d'infraction, ils risquent une amende de 40 euros et surtout un retrait d'un point de permis. Ce système a déjà été adopté par une soixantaine de villes en Allemagne, dont Berlin.

La police verbalise beaucoup (Quel bonheur le racket de l'Etat. - ndlr). Ce système est efficace puisqu'à Berlin les émissions de particules fines ont baissé de 25% depuis l'instauration de ce système de pastille verte, c'était en 2008. Le parc automobile a

été profondément renouvelé, mais tout n'est pas gagné. La moitié de la pollution que l'on observe encore dans le centre de Berlin vient en fait de l'extérieur de la ville, des usines environnantes. Francetv info 02.06

Ah ben il n'y a plus qu'à les fermer et les délocaliser dans le pré carré oriental du Reich !

En résumé le dernier élément fourni dans cet article montre à quel point cette mesure est grotesque et est destinée à pénaliser ceux qui n'ont pas les moyens de changer leur vieille bagnole au profit des nantis que courtisent en permanence le gouvernement.

Franchement, qu'est-ce qu'irait faire dans les centres-villes la plèbe qui n'a pas les moyens d'accéder aux produits vendus dans ses boutiques réservées à une clientèle huppée ou disposant d'un pouvoir d'achat supérieur à la moyenne de la population. Circulez il n'y a rien à voir, on ne se mélange pas ou comment créer une ségrégation supplémentaire (par l'argent) entre les différentes classes ou couches ou les isoler un peu plus les unes des autres, maintenir à l'écart les plus pauvres auxquels certains quartiers en périphérie des villes sont réservés, ignoble, infâme !

Quand un "spécialiste du monde arabe" se fait le porte-parole des barbares afin de les rendre fréquentables.

Grille de lecture.

- Les barbares volent au secours d'une "minorité (...) martyrisée", ce sont des saints !

- Demain ils les identifieront à ses "martyrisées" pour mieux justifier de combattre à leur côté.

- Mieux encore, une fois légitimés, les reconnaître comme des "interlocuteurs valables" pour mener à bien l'agenda du Pentagone...

Mais au fait, ces rédempteurs n'ont-ils pas massacré en masse les chrétiens et autres communautés ethniques minoritaires en Irak, ne les ont-ils pas martyrisés ? Chut !

- L'État islamique, le porte-parole d'une minorité martyrisée ? - Francetv info

Francetv info- Le nouveau visage de l'État islamique.

Mathieu Guidère, spécialiste du monde arabe, était l'invité du Grand Soir 3 mardi 2 juin, remarque que l'État islamique est en train de changer et de devenir le porte-parole d'une minorité qui est aujourd'hui martyrisée dans cette région (L'Irak et la Syrie. - ndlr). Il veut, semble-t-il, apparaître comme un interlocuteur valable dans d'éventuelles négociations pour la reconstruction ou pour la recomposition de cette région. Francetv info 02.06

Les justiciers internationaux de l'Empire à l'oeuvre ou quand le sport est dominé par la politique et l'argent ou la corruption. Intimidations, menaces, coups tordus...

- Fifa: Joseph Blatter finit par lâcher la barre AFP

La tempête a fini par avoir raison de l'insubmersible Joseph Blatter: le patron de la Fifa a annoncé mardi qu'il renonçait à la présidence de l'instance, secouée par une série de scandales de corruption et qui devrait avoir un nouveau patron d'ici à mars 2016.

M. Blatter, 79 ans, en poste depuis 1998 et pourtant réélu vendredi pour un cinquième mandat, a indiqué qu'il allait convoquer un congrès extraordinaire au cours duquel son successeur sera désigné.

Très rapidement, Michel Platini, président de l'UEFA et ennemi déclaré de Blatter, a fait part de sa satisfaction.

"C'est une excellente nouvelle" et "une belle après-midi", a ainsi jugé le président de la fédération anglaise (FA) Greg Dyke.

"Bonne nouvelle" aussi pour le Néerlandais Michael Van Praag, un temps candidat pour le scrutin de vendredi dernier.

De son côté, le Portugais Luis Figo, lui aussi un temps prétendant à la succession de Blatter, a salué "un bon jour pour la Fifa et le football. Le changement arrive enfin".

Plusieurs sponsors de la Fifa - Coca-Cola, Adidas, Visa et McDonald's - ont également salué "un pas dans la bonne direction" pour restaurer une confiance ébranlée. AFP 02.06

Ah ben si les oligarques sont satisfaits, inutile de se demander d'où venait cette propagande anti-russe reléguée par Obama !

Marché de la mort. Qui fait marcher l'industrie de guerre ? Qui fabrique et commercialise les armes destinées aux barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique ?

Bond des exportations françaises d'armes en 2014, le Moyen-Orient premier client - AFP

Les exportations françaises d'armement ont bondi de 18% à 8,2 milliards d'euros en 2014, soit une croissance très supérieure à la tendance mondiale (+9%), avec comme premier débouché le Proche et Moyen-Orient, selon un rapport du ministère de la Défense publié mardi.

"Ce résultat constitue la meilleure performance à l'export de l?industrie française de défense depuis quinze ans", relève ce rapport sur les exportations d'armement destiné au Parlement.

Le bond des exportations (mesurées en prises de commandes) s'explique avant tout par la conclusion de cinq grands contrats (d'un montant supérieur à 200 millions d'euros) pour un total de 4,79 milliards d'euros, soit une hausse de 71% par rapport à 2013.

"Il est d'autant plus remarquable qu'il a été obtenu sur un marché difficile, caractérisé à la fois par une contraction de la demande (notamment en Europe et aux Etats-Unis) et une concurrence particulièrement vive du côté de l'offre", ajoute-t-il.

Forte de cette "dynamique d'augmentation de ses parts de marché", la France est ainsi "solidement établie dans la durée" au quatrième rang des exportateurs mondiaux d'armement derrière les Etats-Unis et la Russie, la Chine tendant à s'installer au 3e rang.

Les principaux marchés de la France sur la période 2010-2014 sont le Proche et Moyen-Orient (38%), suivi de l'Asie (30%) - les deux grands marchés mondiaux - l'Europe (12,7%), les Amériques (10,8%) et l'Afrique (4,4%), poursuit le rapport.

Au Proche et Moyen-Orient, marché historique pour l'industrie française de défense, "la mise en oeuvre d'une politique de dialogue et le rétablissement d'une relation de confiance ont permis aux entreprises françaises de reconquérir des parts de marché", souligne-t-il.

Ces exportations - qui représentent près d'un tiers du chiffre d'affaires du secteur - génèrent 27.000 emplois directs et indirects en France. À l'échelle locale, elles alimentent sept grands bassins d'emploi (Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Bretagne, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Centre et Rhône-Alpes). AFP 02.06

Par principe, il y a 40 ans j'ai refusé de faire mon service militaire, j'ai été réformé. Par principe, je ne servirai jamais la France. Par principe, je n'aurais jamais accepté de travailler dans l'industrie de l'armement.

Intox à tous les étages.

Les grandes oreilles (re)passent à la clandestinité.

- Le Sénat américain adopte une réforme symbolique des pouvoirs de la NSA - LeMonde.fr

- Le Congrès américain adopte une réforme majeure des moyens de surveillance de la NSA - Libération.fr

On ne peut plus maladroitement camoufler ses mauvaises intentions.

- La coalition ne sait pas comment lutter contre le groupe État islamique - Francetv info

- La coalition anti-Daech en mal de stratégie - LeFigaro.fr

- Irak : la coalition soutient le plan anti-Daech faute de mieux - LeFigaro.fr

- Lutte contre l'Etat islamique : la coalition internationale apporte son soutien à l'Irak dans son plan de reconquête - Atlantico.fr

Nos lecteurs savent ce qu'il en est réellement. On est gouverné par des barbares en vérité. C'est dur à admettre, n'est-ce pas, ne tardez pas trop tout de même car on a déjà pris beaucoup trop de retard pour s'en apercevoir, après il sera définitivement trop tard pour réagir.

Commentaires d'internautes avisés ou bien informés.

1- J'adore les journalistes qui nous expliquent ça maintenant , alors qu'au début c'était quasiment le contraire...

2- Daech exploite désormais le pétrole de Syrie (200.000 barils/jour) et le tiers du pétrole irakien (900.000 barils/jour). Qui contrôle ces flux financiers et pétroliers contrôle l'Etat Islamique. Allez, journalistes, encore un petit effort.

3- L'ancien chef de la DST Yves Bonnet explique que l'Arabie saoudite, le Qatar et les États-Unis sont les principaux parrains du terrorisme.

4- Eh bien, vous n'avez fait que confirmer ce que l'on savait depuis longtemps : en armant les... euh... modérés de l'Armee syrienne libre, ils s'en sont servi pour armer en réalité les islamistes les plus féroces.

De plus, dans une interview à la CBS, John Brennan, chef de la CIA a reconnu que les Américains suivaient le développement de l'Etat islamique sans rien faire (enfin si l'on peut dire cela sachant qu'ils les ont quand même armes...).

Chacun fera ses propres conclusions mais pour moi les USA étaient, sont et resteront toujours les criminels les plus "démocratiques" qui soient.

5- La parachutages d'armes soi-disant "ratés" et les milliers de véhicules de guerre "oubliés". Les islamistes sont en réalité armés par les USA.

6- Article qui se veut objectif, ce n'est pas en rajoutant des chapitres que la vérité apparaîtra.

"La Syrie a réussi à se mettre à liguer contre son régime une myriade de groupes armés aux intérêts parfois opposés"...

N'est ce pas plutôt les USA qui ont réussi ce coup de maître ?

Et autre chose, si le Figaro se demande qui se bat contre qui ? Le mieux est de demander à la CIA, vous y verrez plus clair!

7- Qui livre des armes à l'EI ? La vraie question est là ... le gouvernement irakien a déjà pris des positions claires sur le sujet et lancé des mises en garde, aucune information à ce sujet dans la presse française ?

8- Conclusion: Les opposants au régime d'Assad, ce sont principalement l'Etat islamique, et Al Nosra; ceux qui suivent les évènements de Syrie de près, savent que l'ASL est complètement dépassée, ses combattants sont allés vers l'Etat islamique, non par idéal, mais parce qu'ils y sont mieux payés. Comme l'occident aide les opposants à Assad, il aide donc l'Etat islamique et Al Nosra. Ces formations chassent tout ce qui laïque en Syrie et massacrent les chrétiens,ou veulent les islamiser de force, ou leur faire payer des impôts s'ils ne veulent pas être islamisés.

On voit donc à quel jeu se livre l'occident. Les armes passent à l'Etat islamique et Al Nosra par la Turquie. Mais pas seulement les armes:les combattants venus de Tchétchénie, d'Afghanistan, des Turkmènes, des Saoudiens, Lybiens, Egyptiens, Tunisiens, Marocains, et Européens passent par la Turquie pion avancé et important de l'Otan, les combattants blessés de l'Etat islamique se font soigner dans les hôpitaux turcs, comme à Gaziantep, les missiles Patriot sont à la frontière turco-syrienne avec des instructeurs américains et allemands. Des combattants de 80 pays combattent en Syrie contre le régime d'Assad. L'occident permet tout cela pour des raisons géostratégiques, la Turquie d'Erdogan, veut revenir à l'influence de la période ottomane; les pays du Golfe, Arabie Séoudite et Qatar en tête sont les financiers de cette politique ordurière qui ne présage rien de bon pour la paix et l'avenir des pays européens.

9- Enfin, pour Malbrunot c'est comme pour Russes et Chinois, limpide : "En Syrie, les djihadistes rejettent la démocratie. http://www.lefigaro.fr/international/2013/07/23/01003-20130723ARTFIG00456-en-syrie-les-djihadistes-rejettent-la-democratie.php

Par Georges Malbrunot le 23/07/2013

Le Front al-Nosra, qui refuse toute idée d'élections, bénéficie des largesses de leurs sponsors du golfe Persique.

Oui «à la guerre sainte et à la justice de la charia». Non «aux élections et aux partis politiques».(…) «Les djihadistes sont les bourgeois de la révolution», ironise un opposant. Profitant de la complaisance de la Turquie, principal pays de transit jusqu'en Syrie, ce sont les seuls à recevoir, sans interruption, armes et argent de leurs sponsors du Golfe. «Chaque semaine, munis de valises d'argent que personne ne contrôle, des hommes d'affaires et des responsables salafistes font l'aller-retour entre la Turquie et la Jordanie depuis l'Arabie saoudite», poursuit l'opposant.

L'argent et les armes

Du Koweït, un «comité de soutien aux moudjahidins en Syrie», présidé par le député salafiste Walid Tabatabaï, dépêche des avocats convoyer de l'argent aux rebelles les plus radicaux.

Enfin du Qatar, les émissaires des cheikhs Abdelrahmane Nouaimi et Ali Sweidi font de même, épaulés par un ressortissant libanais à Doha. Autant d'initiatives plus ou moins privées, qui permettent aux autorités de ces pays de se dédouaner de toute responsabilité dans un quelconque financement du terrorisme.(..)"

ACTUALITE EN TITRES

Les crevures

- Sarkozy, au sujet de Bayrou: « Le bègue, je vais le crever » - 20minutes.fr

- Jean-Marie Le Pen assigne le Front national en justice - Reuters

Les Républicains du bannissement.

- Ciotti réclame "l'expulsion immédiate" du père de Mohamed Merah - AFP

- Cazeneuve confirme l'expulsion prochaine du père de Mohamed Merah - Le Huffington Post

Belliqueux, teigneux, hargneux, haineux et mauvais joueurs

- Le Parlement européen réplique à la « liste noire » russe - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

- Un commandant du Hamas, tué par Daesh - french.irib.ir

Le groupe terroriste de Daesh a revendiqué la mort de l’un des commandants du Hamas, dans la bande de Gaza.

Selon l’Agence "Palestine Hareh", le groupe terroriste de Daesh, dans la bande de Gaza, connu sous le nom d’"Ansar bait al-Maqdis de Daesh", publiant un communiqué, sur sa page Twitter, a annoncé que, dimanche matin, ce groupe a tué le responsable sécuritaire du Hamas, Saber Sayam, à Gaza, en déposant une bombe dans son magasin. Daesh, prétextant que Sayam participait aux opérations de résistance, à Gaza, l’a traité d'apostat.

Ce communiqué a mis en garde, également, toutes les forces sécuritaires du Hamas, dans la bande de Gaza, contre une participation aux attaques anti-Daesh, dans la région. french.irib.ir 01.06

2- Syrie

2.1 - Le renseignement égyptien, contre le départ d'Assad - french.irib.ir

Le renseignement égyptien ne veut pas d'un départ d'Assad. Selon le conseiller du prince héritier d'Abu Dhabi, les renseignements égyptien et saoudien sont, très profondément, divisés, sur le maintien d'Assad au pouvoir, le second s' y opposant, farouchement.

Selon cette source, la première visite du MAE saoudien a eu lieu, au Caire, où les autorités sont contre le départ d'Assad et pour une solution politique de la crise. french.irib.ir 01.06

2.2- Syrie: Al-Nosra saigne grave - french.irib.ir

L'armée arabe syrienne a coupé, aujourd'hui, les lignes de ravitaillement du réseau terroriste du «Front Al-Nosra», à partir des territoires jordaniens, dans la zone de Deraa al-Balad. Une source militaire a déclaré à Sana qu'une unité de l'armée avait ciblé, intensivement, les terroristes dudit réseau, près de la zone de Bihar, dans la périphérie de Deraa al-Balad, faisant des dizaines de tués et de blessés, parmi eux, et détruisant nombre de leurs véhicules dotés de mitrailleuses lourdes. Une autre unité de l'armée arabe syrienne a, aussi, tué et blessé des terroristes du "Front Al-Nosra", dans la ville de Bossra al-Cham, dans la banlieue de Deraa.

Selon la même source, de nombreux terroristes du "Front Al-Nosra" avaient été neutralisés, alors que leurs véhicules avaient été détruits avec les armes et les munitions à leur bord, dans une série d'opérations effectuées par des unités de l'armée contre leurs repaires, à la périphérie de la mosquée de Saad Bin Abi Waqas, sur la route de Sadd, dans le quartier de Deraa al-Balad et à l'Est de la compagnie d'électricité, dans le quartier de Deraa Mahatta. A Hassakah, des unités de l'armée se sont accrochées avec les terroristes du réseau de Daesh, aux alentours du village de Dawodiyah, et à Majbal Zifti, dans la banlieue Sud-Est de la ville. Une source du gouvernorat a déclaré à Sana qu'un grand nombre de terroristes de Daesh s'était infiltré, à Majbal Zifti, et accroché avec des unités de l'armée et les groupes de la défense populaire, qui leur avaient infligé de lourdes pertes. Le réseau terroriste était, aussi, le cible des coups concentrés de l'armée, aux alentours du village de Dawodiyah, où un grand nombre de ses éléments a été tué ou blessé. french.irib.ir 01.06

3- Yémen

- Des dizaines de soldats saoudiens, tués ou capturés - french.irib.ir

«Des dizaines d'éléments de l'armée saoudienne ont été tués, lors d'une attaque des militaires yéménites et des comités révolutionnaires contre une base militaire, en Arabie saoudite», a-t-on appris d'une source yéménite.

Selon l'agence de presse Tasnim, citant le site web de la chaîne d'informations Al-Alam, l'armée régulière du Yémen et les comités populaires se sont emparés de la base militaire d'Al-Aïn al-Harra, située dans la région d'Assir,en Arabie saoudite.

La base militaire d'Al-Aïn al-Harra, située à Assir, abrite 45 chars, 55 véhicules Hammer et une grande quantité d'obus et d'équipements militaires. Selon la même source, l'assaut des militaires et des comités populaires yéménites a coûté la vie à une cinquantaine de soldats saoudiens, tandis que plus d'une quarantaine de militaires étaient capturés. french.irib.ir 01.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Areva: forte mobilisation des salariés pour défendre les emplois - AFP

Barrages filtrants, sites de production à l'arrêt, manifestations: les salariés d'Areva se sont fortement mobilisés mardi pour défendre les emplois au sein du groupe nucléaire et dire non à son démantèlement, une première depuis l'annonce en mai de la suppression de 3.000 à 4.000 postes en France.

L'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, FO et Unsa avait appelé les salariés à "un arrêt de travail" de 24 heures. Une mobilisation réussie, FO parlant de "plus de 90% de grévistes en moyenne sur les sites industriels", la direction faisant état d'un taux de grévistes "entre 50% et 60%" sur les mêmes sites.

Cette mobilisation a lieu à la veille d'une réunion à l'Elysée sur la filière nucléaire.

Détenu à près de 87% par l'État, Areva a accusé une perte nette d'environ 5 milliards d'euros en 2014. Le groupe qui emploie 44.000 personnes (dont 29.000 en France) a engagé un plan d'économies d'un milliard d'euros d'ici à 2017 qui devrait se traduire par la suppression de 6.000 postes, dont 3.000 à 4.000 en France. L'Etat a parallèlement appelé à un rapprochement entre Areva et EDF, qui s'est traduit par une offre de l'électricien sur Areva NP, la division réacteurs du groupe nucléaire.

La direction "va à marche forcée" sur le calendrier social, a dénoncé Pascal Evariste (CGT), alors qu'"aucune stratégie" n'est définie. "On nous propose de fausses solutions à de vrais problèmes", a estimé José Montès (FO).

"Les salariés n'ont pas démérité, ce sont ceux qui sont là-haut qui ont démérité", a poursuivi M. Evariste, au pied de la tour Areva. Pour exemple, il a cité les 20 millions d'euros par an que le groupe doit payer pour son ancien siège parisien dont "le bail n'a pas été résilié". A titre de comparaison, "le gel des salaires décidé en novembre équivaut à 15 millions d'euros", a-t-il ajouté.

La direction d'Areva a fait savoir de son côté qu'elle comprenait "l'inquiétude des salariés", mais "quelles que soient les futures décisions prises sur la recomposition de la filière nucléaire, le plan de compétitivité du groupe est un impératif et un préalable au succès de tout scénario de sortie de crise", a souligné l'entreprise.

Partout en France, la mobilisation a été forte.

Dans le Nord-Cotentin, où se trouvent l'usine de retraitement de déchets nucléaires de la Hague et le chantier de la centrale EPR de Flamanville, 700 salariés, selon la CGT, se sont rassemblés devant la mairie de Cherbourg, sous une pluie battante.

A Marcoule (Gard), entre 200 et 300 personnes ont mis en place des barrages filtrants aux entrées du site, selon les syndicats et la gendarmerie. "On demande à l'Etat de se positionner rapidement et clairement sur ce que doit être l'équipe de France du nucléaire", a dit Marie-Catherine Coatleven, déléguée CFE-CGC.

Dans la Drôme, à Pierrelatte, où la grève a pour conséquence l'arrêt des activités de production depuis lundi soir selon la direction, 250 employés du site du Tricastin selon la gendarmerie, 400 selon la CGT, ont manifesté entre la gare et la mairie. En Saône-et-Loire, sur le site de Saint-Marcel-Le Creusot, 250 personnes selon les syndicats, 150 à 200 selon la direction, ont débrayé.

A Cadarache (Bouches-du-Rhône), ils étaient aussi environ 150 à 200 à distribuer des tracts à l?entrée du site, selon la CGT, tandis que sur le site de la Comurhex (filiale spécialisée dans le raffinage et la conversion d'uranium) près de Narbonne (Aude), 70% des quelque 250 salariés avaient cessé le travail, selon FO et la CGT.

Sur la chaussée menant à ce site, "Areva patron voyou" était écrit en lettres rouges. AFP 02.06

Haut de page

Le 4 juin 2015

CAUSERIE

(Pondichéry 15h45. On a ajouté 27 articles.)

Comment vit-on ?

Vous constaterez que notre mode de vie n'a rien à voir avec celui des nantis, loin s'en faut puisque Selvi travaille 6 jours sur sept toute l'année et j'en fais de même.

Tous les soirs avec Selvi on dîne sur les coups de 20h, ce qui me fait marrer car cela me rappelle le rythme de vie que j'avais en France avec le rendez-vous franchouillard du journal télévisé, d'ailleurs je l'ai raconté à Selvi pour lui montrer que je n'avais pas changer de vie en vivant en Inde.

On ne le fait pas exprès, elle rentre du boulot ou je vais la chercher le plus souvent sur les coups de 18h, puis il faut arroser une partie du jardin et les plantes en pot, mettre un coup de balais, prendre une douche et faire chauffer le repas qui est prêt, on boit un coup pour marquer la fin de la journée de boulot et on discute un peu, et quand on commence à manger il est pile poil 20 heures à plus ou moins 10 minutes près. Comme le repas consiste toujours en un plat unique composé en fait de différents petits plats indiens, c'est expédié en 20 minutes. On débarrasse la table en quelques secondes et Selvi fait la vaisselle qui ne dure pas plus de quelques minutes. Je bois mon café avant d'aller sur Internet prendre les dernières infos de la journée sur le front de la guerre au Moyen-Orient, tandis que Selvi monte sur la terrasse observer les étoiles et profiter de la brise rafraîchissante du soir, c'est son petit plaisir. Elle redescend une heure plus tard et après un dernier brin de toilette on va se coucher, il est entre 22h et 22h30. Bien qu'elle ait toujours vécu dans la promiscuité et l'inconfort le plus total dû à la misère, elle est d'une propreté à faire envier bien des femmes françaises, et elle se change entièrement tous les jours.

Le matin réveille à 5h15, elle file à la douche pendant que je prépare le petit-déjeuner, un thé vert parfumé et quelques tranches de pain au sésame de la boulangerie allemande beurrées et agrémentées d'une confiture, ensuite elle balaie la maison, cela prend

10 minutes tout au plus, pendant que je bois un café sans lequel je ne peux pas démarrer mon boulot car je m'y mets aussitôt, je commence à télécharger les infos de la veille, elle va faire un petit tour dans le jardin et cueille quelques fleurs qui seront disposées dans des petites coupelles, elle se prépare, je fais de même en 5 minutes, il est 7 heures et on file en moto à son boulot, elle commence à 7h30. De retour à la maison, je rebois un café, je fume une seconde clope et je termine le téléchargement des infos, ensuite je bosse jusqu'à 13h si je n'ai pas à sortir, je déjeûne et je me remets au boulot pendant 2 ou 3 heures si je n'ai rien à faire d'autres à la maison. Le reste du temps je m'occupe du jardin, de l'entretien de la maison, des questions administratives, des courses, des repas, du linge, bref je n'arrête jamais !

Ce mode de vie convient à Selvi à défaut de mieux, on n'a pas de fric pour vivre autrement ou se payer des vacances ou je ne sais quoi. En fait on est bien heureux d'avoir un toit, de quoi se nourrir et se vêtir, le reste Selvi n'y pense pas, et moi je fais l'impasse dessus pour avoir connu autre chose dans ma vie antérieure avec mon épouse dont je suis séparé depuis un an et demi. On est des prolos quoi, on survit.

Passons à autre chose

La causerie de mai est disponible au format pdf. J'ai modifié les adresses figurant dans le menu en haut de l'écran, je ne m'étais pas aperçu que j'avais laissé les causeries des mois précédents au format html, dorénavant elles sont au format pdf.

On ajoutera des articles dans la journée.

Plaidoyer pro-impérialiste américain.

L'art consommé de l'amphibologie ou de l'imposture au service de la propagande impérialiste américaine.

L'objectif de cet article était que les lecteurs adoptent l'impérialisme, parce qu'il serait l'avenir de l'humanité, mieux, il ne pourrait pas s'en passer sous peine de crouler sous le chaos, d'ailleurs c'est bien simple, si chaos il y a, ce n'est pas la faute de l'impérialisme américain, mais parce qu'il serait sur sa fin, donc à l'arrivée la situation au Moyen-Orient prouverait qu'il y aurait plutôt pas assez que trop d'impérialisme, l'auteur de cet article en redemande et les lecteurs sont invités à l'immiter puisqu'il n'existerait pas d'alternative à l'impérialisme, au capitalisme.

Cet article est donc construit à partir d'une contre-vérité qui relève de la falsification de la réalité à différents niveaux.

Sur le plan de la manipulation psychologique, l'auteur emploie le procédé classique qui consiste à dresser un constat généralement admis ou partagé reposant sur une falsification partielle des faits, pour mettre les lecteurs en confiance, pour ensuite les orienter politiquement dans une direction bien précise quitte à renier dans sa conclusion le constat qu'il avait établi au début de son article, de telle sorte que cette conclusion leur apparaisse comme une évidence, souhaitable ou qu'ils y adhèrent, et ne décèlent pas que cette contradiction croule en fait sous un amas de mensonges ou contre-vérités qu'ils ne repèreront pas forcément, puisque martelés sur un ton péremptoire qui force le respect, ses arguments étant censés bénéficier du sceau de l'authenticité alors qu'ils sont purement et simplement fabriqués ou relèvent uniquement de la propagande de guerre des Etats-Unis.

- Seul l'impérialisme peut sauver le Moyen-Orient - slate.fr 28.05

(L'auteur de cet article commence par nous annoncer la fin de l'impérialisme pour mettre les lecteurs en confiance, sachant que la critique de l'impérialisme est dans l'air du temps et que son objectif est de la briser. - ndlr)

L'effondrement auquel nous assistons en ce moment dans le monde arabe, ce chaos dans certaines régions d'Afrique du Nord, dans la péninsule arabique et au Moyen-Orient est une conséquence de la véritable fin de l'impérialisme.

(Comme par enchantement, l'impérialisme américain et ses alliés ne seraient pour rien dans le développement de la situation chaotique dans tous les pays qui ont subi leur intervention militaire au cours des dernières années, ajoutons ou celle de leurs appendices barbares, alors qu'en réalité elle en est directement la conséquence, il s'agit là d'un déni et d'une falsification de la réalité. - ndlr)

Ensuite, l'implosion de l'Irak après la chute de Saddam Hussein, celle de la Syrie dans le sillage du Printemps arabe et l'émergence de l'État islamique ont signé la fin des frontières érigées par l'impérialisme européen, britannique et français au Levant.

Enfin, l'approche manifestement non-interventionniste du président américain Barack Obama vis-à-vis de ces événements est un signe de la fin du rôle de grande puissance organisatrice et stabilisatrice de l'Amérique dans la région.

(Le passage suivant est plus subtile (sic!) dans la mesure où s'y trouvent mêlées vérités et contre-vérités, les premières servant à

faire gober les secondes aux lecteurs dont l'attention manqueraient de rigueur, ce qui est souvent le cas.

Le chaos actuel serait dû aux frontières inadaptées existant entre les différents pays que les impérialistes occidentaux avaient tracé eux-mêmes arbitrairement en fonction de leurs intérêts économiques et contre l'avis et les intérêts des peuples, erreur qui serait enfin sur le point d'être corrigée et dont il faudrait se féliciter en quelque sorte, ce n'est pas dit si ouvertement mais seulement lourdement suggéré. On pourrait en conclure qu'Al-Qaïda, le Front Al-Nosra et l'Emirat islamique font en réalité du "bon boulot" (Fabius en 2012) en rectifiant ces frontières sur des bases communautaristes, religieuses ou ethniques, leur objectif étant bien de s'attaquer aux Etats laïques de la région et sources de stabilité. - ndlr)

Les forces impériales ne sont pas les seules à avoir entamé leur déclin en laissant le chaos derrière elles. La chute de Saddam Hussein en Irak, de Mouammar Kadhafi en Libye et la réduction du régime de Bachar al-Assad en Syrie à un mini-État assiégé a mis un point final à l'ère des hommes forts post-coloniaux, dont le règne était intrinsèquement lié à l'héritage de l'impérialisme. Après tout, ces dictateurs régnaient sur des pays dont les frontières avaient été définies par les Européens. Et parce que ces frontières impériales ne correspondaient souvent en rien aux frontières ethniques ou sectaires, ces régimes dictatoriaux avaient besoin d'identités laïques pour combler toutes les divisions communautaires. Tout cela a été brutalement balayé.

(Il poursuit en faisant reporter la responsabilité de la situation actuelle sur les dirigeants qui gouvernaient ces pays qui vivaient en paix avec leurs voisins et s'étaient relativement développés en procurant un niveau de vie à leur population supérieur à celui des autres pays de la région ou comparables dans le monde, et sur les régimes de ces pays qui bénéficiaient d'une certaine stabilité politique en leur reprochant d'avoir opté pour un pouvoir autoritaire au détriment de la démocratie, alors qu'ils étaient le produit du découpage de la région par les impérialistes français et britannique principalement et comportaient de nombreuses minorités impossible à gouverner sans en favoriser une ou plusieurs au détriment des autres, dans un contexte de sous-développement dû au pillage de leurs richesses par ces mêmes impérialistes, ce qui favorisait ou entretenait les tensions entre ces communautés, d'où le recours à ce genre de régime à caractère despotique ou tyrannique qui vaut ceux qui existent chez les puissances occidentales au regard de l'hégémonie qu'ils exercent sur une grande partie du monde et les guerres qu'ils fomentent sur tous les continents contrairement à ces régimes décriés par l'impérialisme américain et ses valets européens.

On pourrait ajouter qu'il ne sera pas question ici des monarchies du Golfe qui sont des modèles de démocratie comme chacun sait, la Turquie ou Israël, alors que dans sa forme actuelle la Turquie est le produit de la dislocation de l'empire ottoman par l'impérialsme et une de ses pures créations monstrueuses s'agissant de l'Etat sioniste. - ndlr)

Hélas, ce que l'on a appelé le Printemps arabe n'a pas été synonyme d'avènement de la liberté mais d'effondrement de l'autorité centrale, ce qui ne prouve en rien que ces États, artificiels ou pas, soient prêts à affronter les rigueurs de la démocratie.

Ceux-ci apparaissent sous la forme d'expressions géographiques floues et ce sont des lieux aux identités bien moins définies –de fait, beaucoup d'entre elles ont été inventées de toutes pièces par les impérialistes européens. La Libye, la Syrie et l'Irak figurent en tête de cette catégorie.

La fragilité de l'identité de ces pays requérait les formes les plus étouffantes d'autoritarisme rien que pour empêcher leurs États de se déliter. C'est là la cause initiale de la nature extrême des régimes de Kadhafi, d'Assad et d'Hussein, qui pratiquaient des niveaux de répression bien plus durs que ceux d'Hosni Moubarak en Égypte et de Zine el-Abidine Ben Ali en Tunisie.

(En lisant la suite, on pourrait croire que que les régimes qui existaient en Tunisie, en Egypte, en Libye, en Irak, en Syrie, etc. se sont écroulés tout seuls, absolument personne ne les y a aidés, alors que l'on sait qu'ils figuraient à l'agenda du Pentagone bien avant le 11 septembre 2001.

L'auteur insiste à faire porter la responsabilité de l'effondrement de ces Etats (Lybie et Irak) aux régimes qui étaient en place avant l'intervention militaire américaine ou de l'Otan, mais par n'importe comment en leur reprochant à trois reprises dans un seul paragraphe leur "totalitarisme" qui serait à la fois la cause de leur stabilité passé et du chaos actuel, au point que les lecteurs seront amenés à se demander si le recours à une nouvelle forme de totalitarisme ne serait pas inévitable et même souhaitable dans le futur pour rétablir la stabilité dans ces pays. Cela tombe bien, ce sera justement la conclusion de cet article ! - ndlr)

Seuls des régimes d'un totalitarisme étouffant pouvaient contrôler ces pays artificiels formés à partir d'expressions géographiques floues. Lorsqu'ils se sont écroulés, ils ont laissé derrière eux un vide terrible. En effet, toutes les formes intermédiaires d'organisation sociale et politique situées entre le régime au sommet et la tribu et la famille étendue à la base avaient été éviscérées depuis longtemps par ces mêmes régimes. Le totalitarisme était la seule réponse possible à la disparition de l'impérialisme occidental dans ces États artificiels, et l'effondrement du totalitarisme est aujourd'hui la cause profonde du chaos qui règne au Moyen-Orient.

Par-dessus cet effondrement d'expressions géographiques vagues et de l'affaiblissement, moins extrême, d'anciens groupements de civilisations se dessine l'émergence de puissances régionales autochtones comme l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite.

(Maintenant, apparemment les lecteurs sont censés être suffisamment conditionnés pour entendre la propagande de l'impérialisme américain, avec en prime la diabolisation de l'Iran au profit de l'Arabie saoudite. - ndlr)

Par-dessus cet effondrement d'expressions géographiques vagues et de l'affaiblissement, moins extrême, d'anciens groupements de civilisations se dessine l'émergence de puissances régionales autochtones comme l'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite. L'Iran est à la fois une grande civilisation du vieux monde et un sous-État impitoyable et radicalisé. C'est ce qui explique son efficacité et son dynamisme dans la région. Il y a toujours eu un empire perse basé sur le plateau iranien sous une forme ou une autre depuis l'Antiquité. Ainsi, plutôt que d'être confrontés à des problèmes d'identité politique comme les Arabes, les Iraniens ont la chance d'avoir une identité culturelle stable, à la manière des Indiens et des Chinois.

(L'auteur reprend la rhétorique des Américains en assimilant l'Iran à l'État islamique et al-Qaida - ndlr)

Cependant, la petite assemblée des mollahs radicaux qui dirigent le gouvernement de Téhéran représente un sous-État comparable à des groupes djihadistes comme l'État islamique, le Hezbollah, al-Qaida et l'ancienne armée du Mahdi. Ainsi l'Iran est-il capable d'exercer des capacités non-conventionnelles. Il maîtrise le cycle du combustible nucléaire, entraîne des forces radicales militarisées par procuration au Moyen-Orient et a brillamment mené des négociations avec les États-Unis, son principal adversaire. C'est ainsi qu'il hérite en partie du vide laissé par la disparition des empires ottoman, européen et américain.

(L'Arabie saoudite encensée pour ses "immenses transformations sociales", telles que la charia, la décapitation, etc. - ndlr)

Alors que l'Iran est le cœur du pouvoir chiite dans un Moyen-Orient à domination fraîchement sectaire, l'Arabie saoudite en est le centre sunnite. L'Arabie saoudite, contrairement à l'Iran, est la création artificielle d'une seule famille élargie. Le pays dirigé par la famille Saoud n'est pas, d'un point de vue territorial, adapté à la péninsule arabique à la manière de l'Iran qui épouse le plateau iranien. Quoi qu'il en soit, la dynastie saoudienne a fait son chemin de manière impressionnante au fil des décennies, à travers d'immenses transformations sociales sur le territoire national et une situation sécuritaire houleuse à l'étranger.

(Le soutien des États-Unis à l'Arabie saoudite, l'Égypte et la Turquie alliés d'Israël, sans se soucier de savoir si ces régimes seraient "démocratiques ou pas" puisque les Etats-Unis ne le sont pas eux-mêmes, est justifié par la volonté des Etats-Unis de conserver leur hégémonie sur la région qui est un fait acquis et ne se discute pas. - ndlr)

S'ils veulent contenir l'Iran après un tel marché, les États-Unis devront non seulement soutenir l'Arabie saoudite mais également l'Égypte et la Turquie. Les services de sécurité égyptiens soumis au militaire Abdel Fattah al-Sissi, souverain de facto, sont déjà tranquillement alliés aux services de sécurité israéliens de Gaza, du Sinaï et d'ailleurs. L'Amérique a besoin d'une Égypte forte –démocratique ou pas– pour lui servir d'allié régional anti-Iran afin de soutenir l'Arabie saoudite. Si la Turquie du président Recep Tayyip Erdogan n'est pas généralement considérée comme un pays pro-américain, une Turquie forte par elle-même contribue aussi à équilibrer la puissance iranienne. La lutte pour la domination de la région que se livrent ces puissances géographiquement et historiquement chanceuses définira le nouveau visage de l'ordre post-impérial.

(Il occulte ensuite "l'effondrement" des Etats au Moyen-Orient provoqué par la guerre que leur mènent les Etats-Unis par mercenaires interposés, qui serait à mettre au compte des dirigeants de ces Etats comme il se doit selon la propagande officielle depuis 2001. - ndlr)

Le président ou la présidente qui sera élu(e) aux États-Unis en 2017 pourra certes chercher à réinstaurer l'influence impériale occidentale –en lui donnant un autre nom naturellement. Mais il ou elle sera entravé(e) par l'effondrement même de l'autorité centrale au Moyen-Orient qui a débuté avec la chute de Saddam Hussein et s'est poursuivi au cours des années post-Printemps arabe.

(La puissance américaine qu'il souhaite restaurer au Moyen-Orient, serait victime du chaos qui règne dans ces pays, alors de là à penser qu'elle n'y serait pour rien, c'est ce que suggère aux lecteurs l'auteur de cet article en porte-parole des Etats-Unis. - ndlr)

Le maintien de dictatures arabes fortes dans la région servait les intérêts américains, car celles-ci permettaient d'avoir un interlocuteur unique auquel s'adresser dans chaque pays en cas de crise régionale. C'est bien moins le cas aujourd'hui. Dans plusieurs pays, nous n'avons tout simplement plus personne à qui faire part de nos inquiétudes. Le chaos n'est pas seulement un problème sécuritaire et humanitaire, c'est aussi une grave entrave à la projection de la puissance américaine.

(De la même manière qu'il a occulté les vrais raisons de l'attaque de l'impérialisme américain contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, etc. il passe son silence son rôle majeur de soutien à Saddam Hussein dans la guerre qu'il déclencha contre l'Iran en 1980, en réalité ils l'instrumentalisèrent en prévision de le liquider quelque temps plus tard. Et pour faire oublier le rôle des Américains dans le déclenchement de cette guerre, il va jusqu'à affirmer que l'administration Reagan ne serait pas intervenu dans ce conflit car victime "d'une autorité impériale faible" pour plus de vraisemblance, alors que cette interprétation est tout bonnement frauduleuse. - ndlr)

C'est pourquoi l'avenir du Moyen-Orient à court terme et peut-être à moyen terme s'annonce probablement bien sombre. L'État islamique sunnite va combattre les milices chiites iraniennes, tout comme l'Irak sunnite de Saddam Hussein combattait l'Iran chiite de l'ayatollah Rouhollah Khomeini pendant la guerre Iran-Irak de 1980-1988. Cette guerre, en durant aussi longtemps, a représenté en partie la décision délibérée de l'administration Reagan de ne pas intervenir –autre exemple d'une autorité impériale faible, mais couronnée de succès puisqu'elle a permis à Reagan de se concentrer sur l'Europe et de contribuer à mettre un terme à la Guerre froide.

(Pour terminer, il lui faut dénigrer une nouvelle fois les Etats de la région qui refuse de se plier à la politique américaine en les traitant de "sous-États", afin de justifier qu'ils passent sous la coupe américaine incarnant "l'ordre", la "démocratie" et la "liberté", on s'étrangle en lisant cela, et peut importe qu'il soit "rétrograde" puisque rien ne doit s'opposer à sa domination dans la région

À l'époque, il s'agissait d'États en guerre; maintenant ce sont des sous-États. L'impérialisme engendrait l'ordre, aussi rétrograde fut-il. Le véritable défi aujourd'hui consiste moins à établir une démocratie qu'à rétablir l'ordre. Car sans ordre, il ne peut y avoir de liberté pour personne. slate.fr 28.05

Propagande, désinformation, formatage des consciences, conditionnement. Charlie ou quand l'oligarchie monopolise la liberté d'expression.

legrandsoir.info - La liste des maîtres de la presse parisienne épouse aujourd'hui plus étroitement qu'il y a quinze ans le classement des milliardaires français.

Les Échos de Bernard Arnault (1re fortune française),
Le Point de François Pinault (3e),
Le Figaro de Serge Dassault (4e),
Libération et L'Express de Patrick Drahi (6e),
Le Monde et Le Nouvel Observateur de Xavier Niel (7e),
Direct Matin et Canal Plus de Vincent Bolloré (10e) ». legrandsoir.info

---

ACTUALITE EN TITRES

Auraient-ils choisi leurs candidats ?

- 2017: le duel préféré des Français est Valls-Juppé - LeFigaro.fr

- Le numéro 2 du Vatican confirme les bonnes relations du Saint-Siège avec la France - LeFigaro.fr

Mimétisme parfait entre le suzerain et son vassal.

- Laurent Fabius admet que «le combat sera long» - lefigaro 02.06

- "Une génération ou plus" pour vaincre l'Etat islamique, reconnaît Washington Lexpress.fr 03.06

Alors qu'ils pourraient l'anéantir en quelques jours ou semaines seulement...

Les affaires.

- Sondages de l'Elysée: six anciens collaborateurs de Sarkozy entendus en garde à vue - AFP

- Affaire Jeanne : le trésorier du FN inquiété - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Conditionnement. Impossible d'être plus ou moins à gauche quand on est de droite.

- Sondage: 46% des Français trouvent le PS pas assez à gauche - AFP

Les Français qui pensent que le PS est insuffisamment à gauche sont à peine moins nombreux (46%) que ceux (54%) qui trouvent qu'il l'est assez, selon un sondage Ifop pour L'Obs publié mercredi. AFP 03.06

Peu importe de savoir si ce sondage relève ou non de la manipulation, certains s'offusquent à l'idée que la population se serait droitisée, la pseudo-gauche qui ne fait pas dans l'ouvriérisme mais pour laquelle cela signifierait un échec de taille, alors que tous les ingrédients sont en place pour qu'effectivement elle se droitise, en réalité elle n'avait pas attendu juin 2015 ou que ces petits messieurs en parlent pour se droitiser si l'on considère que le seul fait de s'accommoder du capitalisme en témoignait amplement au cours des précédentes décennies jusqu'à nos jours.

La faute à qui, sinon à tous ceux qui ont délibérément trompé travailleurs et militants en prétendant que le PS était de gauche... et qu'ils l'étaient aussi pour demeurer en famille ou se partager postes et prébendes, préserver leurs appareils.

Etant donné qu'en dehors du POI qui propose une issue politique que l'on partage ou non mais c'est une autre question, elle a au moins le mérite d'exister, parti qui doit toucher quoi, moins de 10% de la population du pays, le reste l'ignore, aucun autre parti n'en propose, du coup on ne voit pas comment les travailleurs ne seraient pas amenés à s'adapter au régime au lieu d'envisager de s'en débarrasser, ce qui revient effectivement à adopter une position de droite ou réactionnaire. Ici comme ailleurs il faut regarder la réalité en face aussi insupportable soit-elle si on veut agir dessus pour la transformer.

En passant, vous aurez constater qu'on ne dit pas que les travailleurs seraient de droite, on évoque leurs idées, comportements ou positionnement ce qui n'est pas la même chose, on laisse la porte ouverte à toute évolution positive future. Dire que les travailleurs seraient de droite les condamnerait à le rester, on comprend que certains y trouvent leur intérêt, ce n'est évidemment pas notre cas.

Tout ce tapage ou ce bavardage sur cette question permet d'en escamoter une autre pour le coup dévastatrice : Ne serait-ce pas la soi-disant gauche et extrême gauche qui serait de droite en refusant de rompre avec le régime et ses partis, ses institutions ?

La question qui tue : Qui achète le brut volé de Daesh?

- Qui achète le brut volé de Daesh? Réponse russe. - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, a appelé le Conseil de sécurité à prendre des mesures, pour dévoiler les parties qui achètent le brut de l'organisation terroriste de Daesh. Dans une interview accordée à l'Agence Bloomberg, Lavrov a souligné la nécessité d'obtenir l'accord du gouvernement syrien, avant le bombardement des sites de Daesh, sur le territoire syrien. «On n'est pas contre les efforts de la coalition, dirigée par les Etats-Unis, pour combattre Daesh, mais cela doit être fait par l'intermédiation du Conseil de sécurité, et c'est une erreur de bombarder les territoires syriens, sans l'autorisation de Damas», a-t-il ajouté, soulignant l'importance d'établir une coordination avec le gouvernement syrien, pour affronter Daesh. french.irib.ir 02.06

La réponse à la question *Qui achète le brut volé de Daesh?* est connue des Russes, c'est un secret de polichinelle : Israël, la Turquie et certains pays de l'UE, tous complices de Daesh.

FBI relais du Pentagone et centre de recrutement et d'apprentissage du terrorisme.

- Les Coupes du monde 2018 et 2022 visées par le FBI - Reuters

- Etats-Unis : Un djihadiste présumé abattu en plein Boston - LeMonde.fr

Un islamiste présumé de 26 ans, sous surveillance du FBI, a été abattu mardi 2 juin à Boston, dans le nord-est des Etats-Unis, après avoir menacé des agents fédéraux avec un couteau.

Usaama Rahim a été tué devant une pharmacie de Boston après avoir refusé d'obtempérer à plusieurs injonctions de lâcher son couteau de type poignard militaire, a rapporté le commissaire de police de la ville lors d'une conférence de presse.

« Nous pensons que c'était une menace », a déclaré le commissaire William Evans, « nous le surveillions depuis longtemps ». Selon le commissaire, les policiers l'ont approché mardi pour l'interroger et non pour l'arrêter. Ils n'avaient pas de mandat d'arrêt mais une vidéo montre le suspect « s'approchant » alors que les policiers s'en allaient : « leurs vies étaient en danger quand ces deux agents ont tiré », a poursuivi le patron de la police de Boston.

Usaama Rahim a été abattu de deux balles, l'une au torse et l'autre à l'abdomen, a-t-il précisé. Mais le frère du suspect, Ibrahim Rahim, imam et éducateur islamique, a expliqué que son jeune frère avait été abattu de trois balles dans le dos alors qu'il attendait le bus pour se rendre au travail.

D'après les médias américains, le jeune homme était originaire du Moyen-Orient, sans plus de précision.

Vincent Lisi, agent spécial du FBI à Boston, a précisé aux journalistes que le suspect était sous surveillance permanente des polices de Boston, du Massachusetts et de la force de coalition antiterroriste. « Nous le considérions comme armé et dangereux », a-t-il déclaré. Il s'est refusé à préciser « quels étaient ses plans » ou à confirmer une éventuelle enquête terroriste mais a écarté tout danger pour la sécurité publique. LeMonde.fr 03.06

On comprend que le FBI ne dévoile pas "ses plans" ! A première vue cela ressemble à nouveau à un crime raciste perpétrer par la police. Quand vous êtes un policier armé d'un pistolet et qu'un homme vous menace avec un couteau à une certaine distance ou se rapproche de vous, face à l'urgence de la situation votre premier réflexe est de lui tirer dans les jambes pour le faire chuter afin qu'il lâche son arme, ensuite vous le maîtrisez, vous ne le tuez pas sinon c'est un homicide volontaire, un assassinat.

On a à l'esprit que pratiquement toutes les attaques attribuées à des terroristes sur le sol Américain ont été réalisées ou étaient sur le point d'être perpétrées par des personnes qui étaient en relation avec des agents du FBI, selon ce qu'on avait pu lire dans un article d'un média alternatif.

En complément. Statégie de la terreur. Quand le Pentagone diffuse l'antrax en espérant qu'il se répandra dans la population.

- Etats-Unis: plus de 50 laboratoires ont reçu par erreur du Pentagone de bacilles mortels - AFP

Opération déstabilisation pour le compte des mercenaires sanguinaires de l'Empire. Pour qui roule Amnesty ?

- Nigeria: des hauts gradés de l'armée passibles de crimes de guerre selon Amnesty - AFP

Amnesty International a appelé de nouveau la Cour pénale internationale à lancer des poursuites pour crimes de guerre contre des hauts gradés de l'armée nigériane impliqués dans la lutte contre Boko Haram, estimant avoir réuni assez de preuves dans un rapport publié mercredi, et aussitôt réfuté par l'armée. AFP 03.06

Amnesty International se comporte commes toutes les ONG ayant adopté la propogande du Pentagone ou de l'Otan qui sous prétexte de bonnes intentions dénoncent les chefs d'Etat ou de gouvernement qui défendent la souveraineté de leur pays ou résistent à l'impérialisme américain ou combattent les organisations terroristes manipulées par les Américains.

Apartheid : boycott !

- Israël: la campagne de boycott déclarée "menace stratégique" - L'Express.fr

Les parlementaires israéliens ont débattu ce mercredi de la campagne de boycott BDS (Boycott, désinvestissement sanctions) qui gagne du terrain dans le monde.

La campagne pour le boycott continue de semer le trouble en Israël. Elle vient d'être déclarée "menace stratégique" par le président israélien Reuven Rivlin, une terminologie habituellement utilisée pour qualifier le Hamas ou la menace nucléaire iranienne.

Cette campagne dite "BDS" (Boycott, désinvestissement sanctions) gagne du terrain dans les campus américains et britanniques. Mardi, c'est l'Union nationale des étudiants britanniques qui a décidé de la soutenir. A la suite de ce vote, les députés israéliens ont consacré une séance spéciale à cette question ce mercredi, rapporte le Guardian. Lors de ce débat la nouvelle ministre de la Justice Ayelet Shaked (extrême-droite), qui a qualifié la campagne BDS d'antisémitisme, a annoncé la création d'une cellule renforcée chargée de cette question.

Le roi des casinos américain Sheldon Adelson s'est lui aussi mobilisé pour contrer l'épidémie d'appels au boycott des associations universitaires américaines. Il a organisé le weekend dernier à Las Vegas un sommet anti-BDS en compagnie d'autres hommes d'affaires pro-israéliens, selon le quotidien israélien The Times of Israel.

Longtemps considéré comme insignifiant par les autorités israéliennes, ce mouvement qui encourage les artistes à renoncer à se produire dans le pays, les consommateurs à ne pas acheter de marchandises israéliennes et les investisseurs à aller placer leur argent ailleurs inquiète désormais les autorités.

Faut-il y voir une nouvelle conséquence de la campagne BDS? Stéphane Richard, le PDG d'Orange a annoncé ce mercredi son intention de mettre un terme à son partenariat avec l'opérateur israélien Partner. L'Express.fr 03.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Daesh sauvera-t-il Israël des missiles iraniens? Debka répond - french.irib.ir

D'après le site israélien « Debkafile », Obama pousse l'Iran à diriger la guerre contre Daesh. Le site « Debkafile » qui est proche des milieux du renseignement israélien, écrit : « Le secrétaire général du Hezbollah parle de ses 80.000 missiles qui pourront prendre pour cible l'ensemble du territoire israélien, mais pour le moment, le Hezbollah et les dirigeants de Téhéran essaient de trouver une solution immédiate pour sauver le gouvernement du président Bachar al-Assad à Damas, et résister face aux assauts de Daesh contre Bagdad et Karbala. »

« L'Iran veut livrer 1.000 nouveaux missiles à longue portée au Hezbollah », a écrit « Debkafile » citant des sources israéliennes dans les pays arabes du sud du golfe Persique.

Jusqu'à présent, l'Iran n'a pas confirmé la nouvelle, mais les observateurs disent qu'il est possible aussi que Téhéran livre des drones de reconnaissance au Hezbollah pour la collecte d'informations des positions de Daesh. « Debkafile » a écrit qu'en Irak, l'Iran soutient les combattants chiites organisée autour du « Comité de la mobilisation populaire », dirigée par Abou Mahdi al-Mohandes qui serait plus proche du général iranien Ghassem Solemani que des commandants de l'armée irakienne, selon le site israélien. « Debkafile » ajout que la Maison Blanche reste très réticente en ce qui concerne l'offre d'une couverture aérienne aux opérations de ce groupe armé chiite. french.irib.ir 03.06

2- Yémen

Yémen : les forces saoudiennes se retirent des régions frontalières. - french.irib.ir

Des sources d'information ont fait part du retrait des forces terrestres saoudiennes des zones frontalières du Yémen. Selon l'Agence de presse officielle syrienne SANA, l'armée yéménite et les forces du comité populaire lié au mouvement Ansarallah « les Houthis » ont repoussé mardi soir jusqu'aux 20 km les forces de l'armée saoudienne dans les régions de l'Est d'Al-Tawal, une ville de la province frontalière de « Jizan », au Sud de l'Arabie.

Des rapports font part de violents accrochages entre des militaires saoudiens et les forces yéménites sur le front du Nord du Yémen. Pendant les derniers jours les forces yéménites ont repoussé les forces saoudiennes de leurs positions sur les zones frontalières et saisi une bonne quantité de leurs armes et munitions. Les avions de combat saoudiens ont pris pour cible mardi la maison d'Abdelhamid Ali al-Shaheri, un notable des tribus de la province d'Eb au Sud du Yémen dans le village d'Al-Najd Al-Ahmar suite à quoi ladite maison a été entièrement détruite.

Les attaques sans relâche des avions de chasse saoudiens contre d'autres régions yéménites se poursuivent toujours si bien que mardi 19 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans les frappes aériennes de l'aviation saoudienne. french.irib.ir 03.06

3- Turquie

- Erdogan et son rêve de la Grande Turquie - french.irib.ir

Erdogan ne désespère pas de réaliser son rêve de la « Grande Turquie », malgré ses échecs pendant les quatre dernières années de sa primature.

Le journaliste turc Mustafa Yalçiner a écrit un article, publié dans le quotidien Evrensel, dans lequel il a mis en garde contre la collaboration du gouvernement d'Ankara avec al-Qaïda et le Front al-Nosra pour instrumentaliser ces groupes terroristes contre les populations kurdes en Syrie. « Pour réaliser son rêve de la Grande Turquie qui devrait être l'un des dix pays les plus puissants du monde, le gouvernement issu du parti AKP se met au service des puissances impérialistes et d'Israël, en propageant la guerre et le chaos dans la région », écrit le journaliste turc.

Mustafa Yalçiner a ajouté : « La Turquie de Recep Tayyip Erdogan veut réaliser le rêve de la Grande Turquie, rêve qui avait

pourtant bien échoué pendant les quatre dernières années de la primature d'Erdogan, quand il avait ouvert des ambassades de Turquies dans dix-neuf pays africains. Aujourd'hui, Erdogan veut développer les activités économiques dans les régions reculées du pays pour recréer l'empire des Ottomans. Il croit que pour réaliser ce rêve, il devra négocier avec Abdullah Öcalan et attaquer militairement l'Iran, la Syrie et l'Irak ! »

Au début de son article, l'auteur insiste à dire que les Etats-Unis soutiennent l'idée de la création d'un Grand Israël ou de la Grande Turquie : « Erdogan sait très bien que ses buts convergent avec ceux d'Israël. Sa tactique ne se limite pas à convaincre les citoyens à restituer ce qui reste de l'Empire ottoman, mais de recréer bel et bien un nouvel empire », a écrit Mustafa Yalçiner qui croit que le gouvernement turc collabore avec Israël pour faire éclater de nouveaux conflits dans la région, dans le cadre des intérêts des Etats-Unis. french.irib.ir 03.06

4- Syrie

4.1- Idleb attend son heure zéro. - french.irib.ir

Selon le journal libanais AsSafir l'armée syrienne s'apprête à libérer Idleb! " les forces chargées de la protection du mausolée de Zaynab à Damas, forces composées de volontaires afghans et irakiens se préparent à lancer une vaste offensive contre Idleb. les combattants du Hezbollah ainsi que les conseillers militaires iraniens prendront bien sûr part à ces opérations de libération". AsSafir poursuit : " Jaysh al Fath est une milice que soutiennent l'arabie saoudite et le Qatar .

C'est une milice issue de la fusion des groupes liés aux Frères musulmans à savoir Faliq al Chaam, Ajnad al Chaam, Jaysh al Sana, Lawa al Haq avec des qaidistes tchéchènes de Janoud al Chaam, du Hjzb al Islmai (les ouigours recrutés par la Turquie) , de Ahrar al Chaam et du front Al Nosra . Tous ces groupuscules ont soutenus par MIT ou le renseignement turc. En effet ce cocktail concocté par Ankara se trouve confronté à des options très difficiles ce qui a retardé la formation d'une alliance et partant d'un Emirat taqkfiro qaidiste à Idleb. En effet les Etats Unis et leurs alliés au sein de la soi disante colaition ont permis la mobilisation de 7000 terroristes de Raqa et de Deir Ezzour pour qu'ils viennent prendre le contrôle de Ramadi. les terroristes à bord de leurs convoies ont pris d'assaut Ramadi sur une file de 600 kilomètres sans que les Etats Unis larguent une seule bombe sur ces convois ou tirent une seule balle en sa direction. Le renseignement US s'est tu aussi. En effet sans la chute de Ramadi, Daech n'aurait jamais pu retourner si rapidement à al Sakhana et prendre le contrôle de Tadmar.

L'objectif des Américains est clair : ils veulent maitriser Daech en Irak et l'installer en Syrie. C'est pour cette même raison que Daech a ouvert un bnouveau front dans le rif nord de Alep. Le retrait des milices pro Ankara du nord d'Alep a d'ailleurs bien aidé Daech à reprendre le terrain avbandonné. La Turquie bute visiblement sur la résistance de Daech à Alep ou en d'autres termes sur celle de Riyad. Jeysh al Fath n'est pas assez fort pour pouvoir s'infiltrer à Alep. Daech a coupé à Alep toutes les voies d'approvisionnement des Fréristes pro turcs, Azaz, Bab al Salama... Daech (Riyad) ne permettra pas à Al Nosra de proclamer à Idleb ou à Alep son Emirat ou sa zone tampon. Tout comme à Mossoul, à Al Anbar, Daech veut avoir le dernier mot et c'est sur fond de ces divergences que l'axe de la Résistance s'apprête à lancer son offensive surprise. french.irib.ir 03.06

4.2- Ankara, Doha et Riyad soutiennent les terroristes (Damas) - french.irib.ir

Pour le président du Parlement syrien, le soutien manifeste de l'Arabie saoudite, de la Turquie et du Qatar aux terroristes est un facteur déstabilisateur au Moyen-Orient.

Selon l'agence de presse officielle syrienne, Sana, le président du Parlement syrien, Mohammad Djahad Laham, a reçu mercredi à Damas, une délégation venue de l'Arménie.

Lors de cette rencontre, Mohammad Djahad Laham a déclaré que Damas saluait la coopération avec la communauté internationale pour lutter contre le terrorisme dans le cadre des lois internationales et des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. « Le soutien total de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie saoudite aux terroristes actifs en Syrie, n'est plus caché à personne. Il faut lutter contre le phénomène néfaste du terrorisme qui s'est transformé en une menace pour la sécurité et la stabilité de la région et du monde. L'armée et la nation syriennes, fortes d'une unité indéfectible, franchissent des pas importants vers l'éradication du terrorisme, et elles l'emporteront sur les terroristes et ceux qui les soutiennent », a souligné le président du Parlement syrien.

De son côté, le chef du groupe d'amitié Arménie-Syrie à l'Assemblée nationale arménienne, Tajat Vardabitian, a fait allusion à la solidarité qu'éprouve la nation arménienne avec les Syriens, et a dit que la communauté internationale devrait redoubler ses effortspour lutter le terrorisme. french.irib.ir 03.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Mexique

- Mexique : violente manifestation des enseignants - euronews.com

Des enseignants mexicains incendient un bureau de vote dans l'État d'Oaxaca, dans le sud du pays, pour appeler au boycott des élections de mi-mandat, prévues dimanche. Ils protestent contre la réforme de l'éducation dans un pays miné par la violence et les guerres de gangs. euronews.com 03.06

Haut de page

Le 5 juin 2015

CAUSERIE

Il est 14h à Pondichéry et il faudrait peut-être que je pense à me restaurer. On mettra des articles en ligne plus tard ou demain, j'ai du boulot urgent à faire chez moi.

Un courriel reçu.

Mes grands remerciements à celui qui m'a envoyé cette info.

L'Actualité du Trotskysme - La Quatrième Internationale, pour l'émancipation des travailleurs de Daniel Audoux (audoux@sfr.fr) - édition Edilivre

Extrait ou premières pages.

« *Aujourd'hui, avec l'effondrement du stalinisme d'une part, et le surgissement des formes disons – classiques – de processus révolutionnaires (comme en Tunisie ou en Grèce par exemple) d'autre part, réapparaissent le personnage et la pensée de Léon Trotsky comme l'authentique voie pour la défense des classes ouvrières dans la voie du socialisme* », Esteban Volkov, petit-fils de Trotsky

La satisfaction des besoins des travailleurs nécessite plus que jamais de s'attaquer aux fondements mêmes du système capitaliste, c'est-à-dire une révolution prolétarienne expropriant les groupes capitalistes, les banques , les assurances… sans indemnité ni rachat, socialisant et planifiant l'économie pour satisfaire ces besoins, donnant le pouvoir aux travailleurs, organisés à tous les niveaux en conseils, comités de délégués élus et révocables, mandatés par les assemblées de base, mettant en place un nouveau gouvernement de la Commune, un gouvernement ouvrier, tendant la main aux autre classes ouvrières, pour une Europe des travailleurs, pour les Etats-unis socialistes d'Europe.

La seule réponse de l'impérialisme : la guerre, la barbarie… La création de toutes pièces (financement et armement directs et indirects) d'un ennemi « implacable » – l'Etat islamique –, par lequel il tente de faire diversion et de terroriser les peuples… La guerre contre la révolution, c'est la réponse constante de l'impérialisme ! La guerre en permanence (Irak, Afghanistan, Somalie, Soudan, Palestine, Libye, Syrie, Mali, Centrafrique…), c'est la bannière du capitalisme pourrissant un siècle après 1914 ! La révolution prolétarienne contre la guerre c'est la réponse du Trotskysme.

En France, une crise révolutionnaire ouverte affleure, quelle en sera l'étincelle ? Par exemple, un appel de travailleurs d'une entreprise menacée dans tel département, appelant l'ensemble du département à monter en masse à Paris, et à occuper une place centrale comme en Egypte ou en Tunisie, ce pourrait être alors le détonateur, cristallisant toute la situation politique de plus en plus insupportable pour le peuple face à Hollande-Valls les petits commis de l'Union européenne au service du capital financier. Le retentissement médiatique d'une telle initiative, ses répercussions à travers tout le pays, poseraient inéluctablement la question du pouvoir et de qui doit diriger le pays.

« Bloquer tout le pays », « la grève générale », c'est ce qui monte de plus en plus d'en bas. Balayer les institutions de la cinquième république et de l'union européenne- institutions de la bourgeoisie- une nécessité en haut pour donner tout le pouvoir au peuple. « Dégage ! », l'expression adressée aux dictateurs Ben Ali et Moubarak a fait rapidement le tour du monde, injonction adressée à tous les dirigeants de droite comme de gauche, complètement inféodés au capital financier. La France, quant à elle, a des traditions révolutionnaires bien ancrées : 1789-1794, 1830, 1848, 1871, 1919-1920, 1936, 1945-1947, 1953, 1968

130 ans plus tôt, voici les mesures que prit en 72 jours le premier gouvernement ouvrier de l'histoire de l'humanité, la Commune de Paris, avant qu'elle ne soit massacrée en mai 1871 par Thiers et les représentants des capitalistes, spéculateurs et privilégiés

de l'époque : • Réquisition des usines dont les patrons sont incapables d'assurer la gestion. • Suppression du travail de nuit pour les catégories qui y sont soumises. • Réquisition des logements vacants pour les ouvriers sans logement. • Remise de l'ensemble des loyers en retard. • Abolition des amendes imposées aux travailleurs. • Établissement de l'instruction publique laïque. • Expulsion des congrégations religieuses de l'école et séparation de l'église et de l'État. • Adoption d'un décret limitant à 8 heures la journée de travail. • Garantie légale de l'égalité juridique des femmes et des hommes. • Obligation que tous les élus, sans exception, y compris les plus élevés, touchent au maximum le salaire d'un ouvrier. • Abolition de l'armée permanente.

L'immense mérite de la Commune de Paris c'est justement son existence et son gouvernement pour satisfaire les seuls intérêts populaires, c'est d'avoir montré aux yeux du monde entier qu'un gouvernement ouvrier était possible, ce que confirmera la révolution russe dirigée par Lénine et Trotsky en donnant « tout le pouvoir aux soviets », avant d'être trahie puis assassinée par le stalinisme. Fin de l'extrait.

- Les 20 premières pages disponibles sur Internet à télécharger.

Je les ai lues rapidement hier soir et je suis frustré de ne pas pouvoir lire la suite ! Si quelqu'un pouvait m'envoyer une copie de ce livre, je lui serais très reconnaissant, je lui enverrai mon adresse postale. Je n'ai plus de compte en banque en France et donc je ne peux pas me le procurer autrement. Et je ne peux pas demander à ma mère ou ma soeur avec lesquelles j'ai des relations très limitées.

J'ignore qui est Daniel Audoux. J'ai reçu un autre ouvrage récemment d'un certain Tom Thomas sur lequel je n'en sais pas plus. On y reviendra peut-être.

Pour vous faire marrer, j'ai aussi reçu une revue royaliste, je ne plaisante pas. Libre à chacun de se connecter ou non sur notre portail et d'en penser ce qu'il veut, au moins vous savez à qui vous avez à faire, n'est-ce pas ?

Quand c'est l'oligarchie financière américaine qui gouverne l'Ukraine sous un régime fasciste.

- Leaks : comment le milliardaire Georges Soros tire les ficelles US en Ukraine - arretsurinfo.ch 02.06

Il y avait la conversation leakée de Victoria Nuland, secrétaire d'État américaine pour l'Europe et l'Eurasie, anticipant la composition du futur gouvernement ukrainien putschiste. Voici maintenant les trois documents pdf hackés du milliardaire US Georges Soros prouvant son implication directe dans les affaires ukrainiennes et ses relais avec l'administration américaine.

Les trois documents ont été mis en ligne par le groupe d'hacktivistes CyberBerkut qui affirme avoir pénétré le site web de l'administration présidentielle de l'Ukraine.

Les trois documents (en anglais - ndlr) :

- Une lettre de Georges Soros au président Porochenko et au premier ministre Iatseniouk, daté du 23 décembre 2014, créé par Douglas York, assistant personnel de Georges Soros ;

Doc. 1 (http://www.politis.fr/IMG/pdf/Soros_Ukraine_Doc_1.pdf)

- Un document d'assistance militaire à Kiev, non daté, rédigé par Yasin Yaqubie de l'International Crisis Group ;

Doc. 2 (http://www.politis.fr/IMG/pdf/Soros_Ukraine_Doc_2.pdf)

- Un projet de « stratégie globale à court et moyen terme pour la nouvelle Ukraine », daté du 12 mars 2015, créé par Tamiko Bolton, troisième épouse de Georges Soros.

Doc. 3 (http://www.politis.fr/IMG/pdf/Soros_Ukraine_Doc_3.pdf)

Ce que révèlent ces trois documents.

Georges Soros est en relation permanente avec le président ukrainien et son gouvernement pour lui conseiller sa conduite ;

Selon George Soros, les États-Unis devraient vraisemblablement fournir à l'Ukraine une aide militaire létale « avec un même niveau de sophistication des armes de défense pour correspondre au niveau de la force adverse » et ce « pour restaurer la capacité de combat de l'Ukraine sans violer l'accord de Minsk ».

Georges Soros indique à ses interlocuteurs ukrainiens que le général américain à la retraite, Wesley Clark, et l'ex-général polonais, Waldemar Skrzypczak, conseilleront le président Porochenko pour que celui-ci remplisse sa tâche.

Georges Soros promet également d'intervenir directement auprès de Jack Lew, secrétaire américain du Trésor, afin d'arracher à la Fed un accord pour faire face aux graves difficultés financières de l'Ukraine.

Victoria Nuland avait fini par authentifier sa conversation téléphonique, très complotiste, avec l'ambassadeur américain en Ukraine, Geoffrey Pyatt. Aux dernières nouvelles, Georges Soros n'a toujours pas démenti l'authenticité des trois documents hackés. arretsurinfo.ch 02.06

En complément.

- Le président ukrainien dit craindre une "invasion" russe - Reuters

Quand la "gauche radicale" collabore avec l'Otan et l'Etat sioniste.

Grille de lecture.

Ah ben ouais, il va falloir classer la "gauche de la gauche" dite aussi la "gauche radicale" et parfois "l'extrême gauche"... à droite ! Dur, dur la réalité, n'est-ce pas ?

Il y en a qui vont de désillusion en désillusion, ce n'est pas faute de les avoir prévenus, on compatit sincèrement à leur détresse, qu'ils se reprennent et aillent voir ailleurs, ils ne pourront pas trouver pire opportunisme que le Front de gauche à la sauce grecque, espagnole ou française... Allez, vive le socialisme !

- Une première du gouvernement grec de Tsipras: Israël et les Etats-Unis en manoeuvres avec l'armée grecque - mondialisation.ca 04.06

Ce discours montre une forte implication du gouvernement grec dans les politiques militaires officielles des Etats-Unis : lutte contre « le califat » (par ailleurs soutenu en sous-main par les mêmes), exercice militaire commun prévu avec l'Egypte pur ce mois de juin, relations étroites avec les voisins OTAN de la Mer Noire : Bulgarie et Roumanie, et enfin coopération militaire nouvelle (rémunérée ?) avec Abu Dhabi.

Au sujet de des relations entre l'Egypte et Israël la fausse (?) naïveté du Ministre est totale puisqu'il annonce la délimitation prochaine de la frontière entre les ZEE (zones économique exclusives pour l'exploitation des richesses sous marines) de ces deux pays, ignorant qu'Israël, Etat expansionniste, a pour principe politique intangible de ne jamais délimiter ses frontières qu'elles soient terrestres, maritimes ou aériennes. mondialisation.ca 04.06

Cela va devenir intenable pour un militant ouvrier de faire partie du mal nommé Front de gauche, non ?

ACTUALITÉ DU JOUR

Une "cote" sur mesure. Les dirigeants de l'oligarchie financière ont désigné leur candidat idéal : Valls

Grille de lecture.

- Ils en sont à la phase de conditionnement et ils s'y prennent très tôt.

- Pour qu'on ne soupçonne pas que ce sont eux qui en réalité désignent les présidents qui gouverneront, ils recourent à des sondages dont les résultats seront forcément en faveur de leur candidat, de telle sorte que les commentateurs à leur solde pourront affirmer par la suite que la population a le président qu'elle méritait et qu'elle n'a pas à s'en plaindre puisqu'il est légitime et la boucle est bouclée.

- Dit autrement, ils font croire que c'est la population ou les électeurs qui éliraient leur président, alors qu'en fait il leur est imposé puisque les deux concurrents en lice sont des clones qui représentent tout sauf les intérêts de la majorité de la population.

- Les sympathisants PS veulent une primaire et Manuel Valls - LeFigaro.fr

- Présidentielle 2017: Les Français préfèreraient Valls à Hollande - 20minutes.fr

Selon une enquête OpinionWay, le Premier ministre serait plebiscité aussi bien par les Français que par les militants si une primaire ouverte devait être organisée...

Manuel Valls a la cote. Si une primaire devait désigner le candidat ou la candidate PS à la présidentielle de 2017, l'actuel Premier ministre serait nettement préféré à François Hollande par les Français et les sympathisants socialistes. C'est ce qu'indique un sondage OpinionWay pour Le Figaro et LCI publié ce jeudi, à la veille de l'ouverture du congrès de Poitiers du parti.

Dans l'éventuelle d'une primaire ouverte, 25 % des Français interrogés choisiraient Manuel Valls, 12 % Martine Aubry, 8 % Arnaud Montebourg et 7 % le président de la République. Mais près d'un sur deux (47 %) ne choisiraient « aucune de ces personnalités ».

Du côté des sympathisants du PS, 42 % plébisciteraient Manuel Valls, 27 % François Hollande, 18 % Martine Aubry et 3 % Arnaud Montebourg. Les trois-quarts (76 %) des sympathisants interrogés souhaitent que le Parti socialiste « organise quand même des primaires pour désigner son candidat à la présidentielle » même « si François Hollande se représente en 2017 ».

L'économie de guerre, une valeur sûre, des profits garanties et rapides, bref le capitalisme au stade de l'impérialisme pourrissant.

La révision à la hausse du budget des armées accueillie favorablement à l'Assemblée - AFP

Les députés de la majorité et du centre ont soutenu jeudi la demande de Jean-Yves Le Drian de renforcer sans tarder les moyens des armées face aux nouveaux défis sécuritaires, mais Les Républicains (ex-UMP) ont critiqué "l'improvisation" de l'exécutif après les attentats de janvier.

L'Assemblée débattait de l'actualisation de la loi de programmation militaire (LPM) 2015-2019, qui prévoit 3,8 milliards d'euros supplémentaires pour la Défense entre 2016 et 2019. Le vote solennel sur le texte sur aura lieu mardi 9 juin.

L'actualisation de la LPM, qui définit les grands objectifs et les moyens de la politique de défense, a été imposée par les attentats de janvier et le déploiement express de 10.000 soldats devant des lieux de culte, notamment juifs (opération Sentinelle).

François Hollande a décidé de pérenniser la mobilisation militaire sur le territoire national, à raison de 7.000 hommes, un dispositif qui peut être relevé à 10.000 hommes pendant un mois, en renfort de la police et de la gendarmerie.

Avec ce texte, la France rejoint la liste des nombreux pays européens relevant leurs dépenses militaires face aux nouvelles menaces et au besoin de modernisation de leurs armées.

Les suppressions de postes massives de ces dernières années vont être ralenties et les effectifs de la force opérationnelle de l'armée de Terre - les unités de combat - renforcés de 66.000 à 77.000 hommes. Ce ne sont plus 33.000 postes qui seront supprimés sur la période 2014-2019 mais 15.000.

Le budget supplémentaire de 3,8 milliards d'euros servira essentiellement à financer des emplois (2,8 milliards) et des équipements (hélicoptères Tigre, NH90, avions de transport et ravitaillement américains C130..). En 2015, le budget de la Défense est de 31,4 milliards d'euros. AFP 04.06

Les faussaires à l'oeuvre. La baisse du chômage doit être "relativisée"... car dans l'absolu il augmente !

Ils en arrivent à faire preuve d'une maladresse incroyable ou à se trahir eux-mêmes, excellent.

- France: baisse surprise du taux de chômage début 2015, après un pic fin 2014 - AFP

L'info trafiquée annoncée comme une bonne nouvelle...

- Un répit sur le front du chômage en France: son taux, mesuré par l'Insee selon les normes internationales, a baissé à 10% de la population active métropolitaine au premier trimestre (-0,1 point), après avoir atteint fin 2014 son plus haut niveau depuis 1997.

Mais...

- Sur le premier trimestre, l'autre indicateur du chômage, le nombre d'inscrits à Pôle emploi, a lui augmenté de 0,3%. A contre-

courant de l'Insee, Pôle emploi a annoncé lundi avoir enregistré à fin avril le chiffre record de 3,53 millions de demandeurs d'emploi sans activité.

Cela dit...

- Au sens de l'Insee, le chômage a également baissé de 0,1 point en incluant l'Outre-mer (10,3%) au premier trimestre.

Déni, mensonge et justification...

- "Ces chiffres sont les seuls (...) reconnus au niveau international", a souligné jeudi le ministre du Travail, François Rebsamen.

On arrêtera- là, car une précision venait foutre en l'air cette construction ridicule à laquelle personne ne croira.

- Ces évolutions sont toutefois à analyser avec prudence, car elles se situent dans la marge d'erreur de 0,3 point.

Autrement dit, avec une marge d'erreur supérieure à la variation soi-disant enregistrée par l'Insee au premier trimestre 2015, cette rhétorique s'apparente à la propagande bon marché dictée par le gouvernement.

Mais il y a mieux encore car ils débordent d'imagination.

Le taux de chômage des vieux travailleurs tendraient à baisser, pardi, certains meurent prématurément et d'autres partent (enfin) à la retraite, tandis que logiquement le chômage des jeunes continue d'augmenter puisque ce qu'ils appellent la croissance n'a pas atteint un niveau permettant de faire baisser significativement et de façon durable le chômage.

- La baisse globale observée début 2015 est une surprise. Elle ne concerne toutefois que les seniors, dont le taux recule de 0,4 point à 6,4%.

Les jeunes, eux, voient leur situation se dégrader de 0,2 point: près d'un quart des actifs de moins de 25 ans (24,1%) sont au chômage. La hausse est encore plus forte sur un an (1,2 point).

Ce n'est pas tout, leur pochette surprise ressemble décidément à un soufflé qui se dégonfle au fil de leur article.

- Cependant, la baisse du chômage est à relativiser, car elle coïncide avec des baisses du taux d'emploi et du taux d'activité. Cela signifie qu'une partie des chômeurs n'a pas trouvé d'emploi mais est sortie de la population active.

En conclusion il y a encore plus de chômeurs.

- "Il y a beaucoup de gens qui ne sont plus considérés comme chômeurs parce qu'ils ne cherchent plus activement un emploi, sans doute par découragement", analyse Bruno Ducoudré.

Ils "vont gonfler le "halo du chômage"", qui réunit 1,5 million de personnes qui souhaitent travailler mais ne sont pas disponibles immédiatement ou ne cherchent pas activement un emploi. Le "halo" est en "nette hausse": "71.000 sur le trimestre et 104.000 sur un an.

Ces personnes ne font pas partie des 2,858 millions de chômeurs recensés par l'Insee en métropole. Ce total est en baisse de 38.000 (-1,3%) sur le trimestre mais en hausse de 55.000 (2,0%) sur un an.

Il faut donc en déduire qu'il y aurait au bas mot 1,5 million de chômeurs non comptabilisés qu'il faut ajouter au chiffre officiel, notamment, du coup le nombre de chômeurs en France dépasse les 6,5 millions ou se situe bien au-delà de 7 millions en ajoutant les salariés qui ne sont pas comptabilisés comme chômeur dès lors qu'ils ont travaillé quelques dizaines d'heures dans le mois.

A quel tour de passe-passe se livre l'Insee ?

- Les chiffres de l'Insee sont divergents de ceux de Pôle emploi. L'écart entre les deux indicateurs s'explique par le fait qu'ils ne mesurent pas le chômage de la même manière: Pôle emploi recense les demandeurs d'emploi enregistrés sur ses listes alors que l'Insee mesure son taux à partir d'une enquête effectuée chaque trimestre auprès de 110.000 personnes.

Ils ont copié le modèle américain tout simplement. Pour ceux qui veulent le vérifier.

- Les chiffres truqués du chômage aux Etats Unis - centralcharts.com

D'après les derniers chiffres publiés, le taux de chômage aux Etats Unis s'établit à 5.7% en février 2015. Depuis début 2010, le chômage est en tendance baissière. On peut l'expliquer de part la vigueur de l'économie américaine depuis cette date comme le montre le graphique suivant affichant l'évolution du PIB ajusté de l'inflation : (...)

Or, nous avons vu hier que les chiffres de l'inflation étaient truqués aux Etats Unis. L'inflation moyenne n'est pas de 1.5% depuis 2010 mais oscille autour de 4.5%.... Avec l'ampleur de tous les QE (Quantitative Easing) lancés par la FED, il est évident que cela a crée une inflation massive. Entre 1.5% et 4.5%, il y a tout de même une différence de 3%. Sachant que la croissance moyenne ajustée de l'inflation officielle aux Etats Unis s'est établit autour de 2% entre 2010 et 2014, un ajustement avec le taux d'inflation réelle nous donne une croissance négative….(3% d'inflation non prise en compte) Durant la même période, le taux de chômage au US n'a cessé de chuter comme le montre le graphique suivant : (...)

Je me pose donc la question suivante : Comment peut-on crée autant d'emplois si la croissance réelle est nulle voir négative ? Les chiffres du chômage aux Etats Unis seraient-ils eux aussi truqués…. ? Un gouvernement qui nous ment et nous manipule… non c'est impensable…

Méthode de calcul du taux de chômage

Avant d'expliquer comment les Etats Unis fausse leur taux de chômage, il est important de revenir sur sa méthode calcul :

Taux de chômage = nombre de chômeurs / population active

Pour que le chômage baisse (outre le fait de générer de la croissance pour trouver de réels emplois …), deux possibilités se sont offertes aux Etats Unis :

- Baisse du nombre de chômeurs : Pour provoquer une baisse, il suffit simplement de durcir les règles d'attribution du statut de chômeur ou d'en réduire sa définition au niveau le plus simple (une personne qui n'a pas d'emploi, peu importe l'emploi et les conditions….).

- Hausse de la population active : Pour la faire baisser, c'est très simple, il faut faire passer un maximum de gens dans la catégorie des inactifs. Les inactifs ne rentrent pas dans le calcul du taux de chômage, c'est le cas des retraités, des étudiants mais également des personnes ne recherchant pas un emploi….. Pour rappel, population inactive = population totale – population active.

Les Etats Unis ont utilisé les deux méthodes pour faire baisse leur taux de chômage.

Comment les Etats Unis font-ils baisser leur taux de chômage artificiellement ?

- Disparition des chômeurs longue durée : Aux Etats Unis, les indemnités chômage cessent au bout d'un certain temps. Une fois que vous ne touchez plus d'aide, vous disparaissez tout simplement des chiffres du chômage, vous n'êtes plus considéré comme un demandeur d'emploi. Les chômeurs de longue durée sont justement ceux qui vont avoir le plus de mal à retrouver un emploi et risque de peser lourdement sur le taux de chômage. Problème résolu en les éliminant des statistiques….

- Augmentation des inactifs: Les chômeurs inscrits depuis plus d'un an sur les listes et n'effectuant pas mensuellement une mise à jour de leur statut auprès des organismes d'emploi sont tout simplement supprimés des listes du chômage. Il passe alors de la catégorie des chômeurs à la catégorie des inactifs (qui ne sont pas comptés dans le calcul du taux de chômage).

L'administration répond que ces personnes ne sont plus à la recherche d'un emploi. Je veux bien accepter l'argument pour certaines personnes mais pour la majorité il s'agit simplement d'un oubli (ce qui peut arriver à tout le monde au moins une fois) et surtout d'une absence d'espoir à trouver un travail. C'est le cas par exemple de nombreux seniors pour qui passé un certain âge, il est très difficile de retrouver un emploi… ou de certaines classes sociales.

Pour éviter les critiques et aller au bout du raisonnement, il faut préciser qu'un organisme, le Census Bureau) est chargé de réaliser des sondages pour justement réduire le biais baissier sur les statistiques du chômage lié une augmentation des inactifs (comme quoi les Etats Unis reconnaissent que leur calcul du taux de chômage est faussé). Pour réaliser sa mission, le Census Bureau réalise 60 000 sondages téléphoniques par mois. (Le Census Bureau est un outil de communication pour tenter de faire taire les critiques sur les chiffres truqués du chômage…)

60 000 appels par mois, ca fait 720 000 appels par an. Sur le nombre total de chômeurs à couvrir pour obtenir une information valable sur leur situation réelle face à l'emploi, ca représente très peu….

Le New York Post a également révélé que les agents ont reçu l'ordre de l'oncle Sam de compléter manuellement le résultat du sondage si celui-ci n'a pas pu être effectué correctement (personne absente de son domicile par exemple….). Le Census Bureau doit en effet atteindre un pourcentage de 90% de réponses dites acceptables pour que ses résultats soient pris en compte….. Bien évidemment, une réponse incomplète ou inexistante est comptabilisé dans la catégorie « Personne ne cherchant plus un emploi », donc un inactif de plus…. Et donc un chômage en baisse.

- Emplois précaires : Les chiffres du chômage US ne font pas de distinction entre un travailleur à temps complet et un travailleur à temps réduit. Il vous suffit de travailler 1 heure dans le mois pour ne plus apparaître sur la liste des chômeurs. Un travailleur à temps partiel ou très réduit cherchant un emploi à temps plein n'apparait donc pas comme un chercheur d'emploi. De nombreux travailleurs ont vu leur temps de travail baissé du fait de la mauvaise conjoncture économique. Ils ont subit le temps partiel. Les chiffres du chômage baissent mais de plus en plus d'Américains se retrouvent à la rue et font des demandes d'aides alimentaires pour survivre comme le montre le graphique ci-dessous (...)

On voit clairement entre 2010 et 2013 une augmentation du nombre d'Américains disposant de l'aide alimentaire. Pourtant, dans la même période, le taux de chômage à lui soit disant fortement baissé…. C'est illogique. Il faut toutefois préciser que l'administration Obama a diminué les règles pour bénéficier de l'aide alimentaire. D'accord mais ça n'explique pas tout. Sachant que la population des Etats Unis est de 320 millions début 2015, cela fait près de 15% d'Américains demandant des aides pour survivre. Je pense que parmi eux, un très grand nombre cherchent un véritable emploi. Pour rappel, le taux de chômage est lui à 5.7%.....

Quelles sont les chiffres réels du chômage US ?

Le graphique ci dessus montre 3 courbes de chômage selon 3 méthodes de comptabilisation différente :

- En rouge (7,8%) : C'est le chiffre officiel avancé par les Etats Unis

- En gris (14%) : C'est le taux de chômage en prenant en compte certains chômeurs considérés comme "inactifs" et surtout les travailleurs à temps partiel non désiré (emplois précaires).

- En bleu (23%) : C'est le taux de chômage réel aux Etats Unis en prenant en compte les chômeurs de longue durée, les travailleurs à temps partiel non désiré, les chômeurs classés dans la catégorie des inactifs, bref tout ceux exclus des statistiques.

Selon la définition que vous souhaitez donner au taux de chômage, je vous laisse vous faire votre propre idée mais une chose est sur, le taux de chômage officiel est largement sous estimée....

Conclusion

Si le taux de chômage aux Etats Unis a baissé ces dernières années, ce n'est pas uniquement du à la création de nouveaux emplois. Il s'agit également d'un artifice comptable dans la méthode de calcul par l'augmentation du nombre d'inactifs et la suppression de certains chômeurs des statistiques (chômeurs longue durée, personnes travaillant au minimum 1h par mois…). Il ne faut pas en conclure pour autant que tout va mal aux Etats Unis. Il y a bien eu une amélioration mais les chiffres avancés ne sont pas les bons et sont largement inférieurs aux chiffres réels.... centralcharts.com

- L'article à télécharger au format pdf

Sur environ 234 millions d'actifs aux Etats-Unis, personnes de plus de 16 ans aptes au travail, quelque 88 millions sont en réalité au chômage.

Un autre article fournissait des détails intéressants :

- Le taux de chômage américain est-il truqué ? (captaineconomics.fr) (06.10.2012)

Baisser les salaires et augmenter le temps de travail pendant 4 ans, une "bonne nouvelle" patronale ou comment accroître le taux d'exploitation.

- Les accords de compétitivité vont être assouplis - Francetv info

Afin de donner plus d'ampleur aux accords sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi, la CFDT et le Medef ont trouvé un consensus. Et pour cause, seuls six accords de compétitivité ont été conclus depuis 2013. Insuffisant, selon le ministre de l'Économie qui souhaite alors les assouplir.

Actuellement, en cas d'accord avec les syndicats, les entreprises en difficulté peuvent geler, voire baisser les salaires et augmenter le temps de travail pendant seulement deux ans. "Cette durée pourrait être portée à quatre ans", rapporte une équipe de France 2.

Par ailleurs, les accords, une fois signés, pourraient être modifiés ou annulés à tout moment. "Une bonne nouvelle", estime Véronique Descacq, secrétaire générale adjointe de la CFDT qui juge le cadre actuel "trop rigide". Enfin, les salariés qui refusent cet accord font aujourd'hui l'objet d'un licenciement économique. À l'avenir ce dernier pourrait être transformé en licenciement classique. Francetv info 04.06

Cela permettrait au patronat de réduire les indemnités de licenciement qu'ils auraient à leur verser, la CFDT s'affiche comme un syndicat patronal. Bon, ce n'est pas une nouveauté, mais en l'assumant ce degré-là montre à quel point le gouvernement et le patronat sont isolés.

S'ils ne sont parvenus qu'à imposer seulement six accords de compétitivité en deux ans, c'est que les patrons craignent la réaction violente de leurs salariés et des syndicats qui s'opposent à ce genre d'accord scélérat.

En famille. Ils sont antirépublicains.

- Langues régionales: Hollande annonce un projet de révision constitutionnelle - AFP

François Hollande va demander au Parlement de réviser la Constitution pour permettre enfin la ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales, un texte mis au point en 1992 et signé par la France en 1999.

Le chef de l'État a annoncé le prochain dépôt d'un projet de loi constitutionnelle en ce sens, dans une lettre à plusieurs députés qu'ils ont rendue publique jeudi.

La Charte fait obligation aux Etats signataires de reconnaître les langues régionales et minoritaires en tant qu'expression de la richesse culturelle. En France, les quelque 75 langues régionales (métropole et outremer) sont de moins en moins parlées, même si on estime à 600.000 le nombre de personnes connaissant l'alsacien et qu'une majorité de Réunionnais, selon l'Insee, ne s'expriment qu'en créole dans leur vie quotidienne.

Sa ratification, promise par François Hollande durant la campagne présidentielle, doit être expressément autorisée par la Constitution. En effet, le Conseil constitutionnel avait jugé en juin 1999 la Charte contraire à l?égalité devant la loi de tous les citoyens et au principe que "la langue de la République est le français".

Pour cette révision de la Constitution, "la voie du Congrès me paraît la plus appropriée", écrit le chef de l'Etat dans ce courrier envoyé notamment au président de la commission des Lois de l'Assemblée, Jean-Jacques Urvoas (PS), et révélé par le quotidien Le Télégramme.

Dans cette lettre datée du 1er juin, François Hollande écarte ainsi le recours au référendum, qui aurait été obligatoire pour faire aboutir une proposition de loi constitutionnelle du même Jean-Jacques Urvoas, votée le 28 janvier 2014 par les députés à une large majorité (361 voix pour, 149 contre, 19 abstentions).

En effet, si une révision constitutionnelle est proposée par des parlementaires, elle doit obligatoirement être approuvée par référendum après avoir été adoptée par chacune des deux assemblées. Mais si elle est proposée par le gouvernement, le président de la République peut décider que l'adoption finale sera votée, à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés, par l'Assemblée et le Sénat réunis en Congrès.

François Hollande souhaite que le texte "soit inscrit à l'ordre du jour du Parlement dans les meilleurs délais". Également destinataires du courrier présidentiel, le socialiste alsacien Armand Jung et l'écologiste Paul Molac, de l'Union démocratique bretonne, se sont félicités de cette annonce. Selon ce dernier, "il y a une majorité des trois cinquièmes" au Parlement pour faire adopter un tel projet de loi.

Jusqu'à présent, l'opposition a voté en bloc contre les propositions de François Hollande pour réviser la Constitution, en particulier sur le statut pénal du chef de l'Etat ou la composition du Conseil supérieur de la magistrature, le faisant renoncer à convoquer le Congrès.

Sur les langues régionales, il en a été différemment lors du vote de la proposition Urvoas à l'Assemblée, approuvée par l'UDI et par une quarantaine des 199 députés de ce qui était alors l'UMP. La reconduction de cette alliance de la gauche et d'une partie de la droite pourrait faire passer le projet à l'Assemblée et au Sénat, puis au Congrès.

Est-ce possible à quelques mois des élections régionales et alors que le Sénat est passé à droite ? Marc Le Fur, député

Les Républicains des Côtes d'Armor et ardent défenseur des langues régionales, le pense à condition "que le gouvernement n'amène pas d'autres sujets de révision constitutionnelle".

"Le gouvernement se rend compte qu'il y a des élections régionales et qu'il faut parler aux Alsaciens, aux Bretons ou aux Corses... Mais pourquoi voterais-je contre un projet qui est le mien ?" a-t-il déclaré à l'AFP.

Plus dubitatif, le chef de file des députés UDI, Philippe Vigier, tout en rappelant être favorable à la Charte, se demande s'"il n'y a pas mieux à faire qu'une réforme constitutionnelle", doutant qu'"on mette un million d'euros pour faire un Congrès". AFP 04.06

Commentaires d'internautes.

1- 25% des élèves de CM2 ne parviennent pas à lire et comprendre un court texte en français mais ils devront apprendre des langues régionales que quasiment plus personne ne parle.... Brique par brique, le Président Normal détruit la France...

2- et on limite l'apprentissage du latin, racine de notre civilisation

- Hollande détruit les racines de la France en revisitant les programmes scolaires d'histoire et, sous les directives de l'UE et des Ricains, en jouant à fond la carte de la mondialisation et de l'ouverture des frontières, et pour mieux faire passer l'enfumage il veut nous faire croire à l'exception culturelle française régionale en favorisant les langues régionale mais en supprimant le latin.

3- Le-Message, c’est une proposition concrète qui doit rassembler derrière elle les millions de citoyens dont l’impuissance politique est programmée dans la constitution. A travers 6 chapitres comprenez pourquoi.

La France est-elle une démocratie ?

Les mots ont un sens : le mot démocratie n’est pas adapté pour décrire le régime actuellement pratiqué en France, ce sont même deux choses opposées.

La démocratie ce sont des institutions précises (utilisées pendant 200 ans à Athènes) qui garantissent au peuple (« demos«) qu’il conserve le pouvoir, on dit qu’il est souverain.

La démocratie est selon la formule d’Abraham Lincoln : « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ».

Un tel régime garantit que les représentant du peuple sont ses serviteurs, et qu’ils utilisent le pouvoir qui leur est confié pour le bien de l’intérêt général.

Les fondateurs de nos régimes soit disant démocratiques — dont le vrai nom est en fait « gouvernement représentatif »— ne voulaient pas d’une démocratie, bien au contraire. Sieyès en France et Madison aux États-Unis, tenaient à écarter le peuple des décisions politiques, et ne s’en cachaient nullement.

C’est par un curieux retournement de vocabulaire que le mot démocratie s’est mis à qualifier un régime qui la méprisait pourtant explicitement dès l’origine.

Le fait d’appeler démocratie son strict contraire nous empêche de formuler une alternative sérieuse.

4- Encore une preuve du démantèlement programmé de la France !

L’UE poursuit le morcellement de la France au travers du mémorandum de 2007 avec le conseil de l’Europe : Pour ratifier la charte européenne des langues régionales, Hollande veut rayer la langue de la République de l’article 2 de la constitution. Il sonnera le glas de la République Française. Le peuple doit se réveiller car les GECT –Groupement Européen de Coopération Territoriale (et transfrontalière)- sont créés et nous votons fin 2015.

Quel dommage qu'on ne puisse pas se passer des partis politiques.

- Républicains, PS, FN... les partis n'ont plus la cote - Le Huffington Post

Globalement, une majorité assez nette se dégage pour dire que les partis politiques sont "utiles pour exprimer la diversité des opinions des citoyens français" et qu'ils "sont indispensables au fonctionnement de la démocratie en France": 53% des personnes interrogées le pensent contre 35% qui estiment le contraire.

Mais la proportion atteint 66% à l'UMP (notre sondage a été réalisé avant le congrès fondateur des "Républicains") et même 72% auprès des sympathisants écologistes et socialistes.

Mais c'est surtout le discours des partis et leurs propositions qui ne mobilisent pas. Pour preuve, une minorité des sondés fait la différence entre majorité et opposition; ils ne sont que 31% à estimer "le clivage gauche-droite encore pertinent" comme si les joutes politiques étaient factices.

Résultat, aucune formation n'attire les Français. Non seulement en terme de militants mais aucune ne se dégage non plus si l'on s'intéresse aux sympathisants. Quand on demande de quel parti ils se sentent le plus proche, la réponse la plus fréquemment donnée (21%) est "aucun". L'UMP arrive bien en tête des partis les plus cités mais le parti sarkozyste ne recueille que 16%. Il devance le FN (14%) et le PS (13%).

Mais il y a peut-être pire encore que cette absence d'adhésion. Le sondage révèle une incapacité des partis à susciter la confiance des électeurs quand il s'agit de prendre les décisions qui s'imposent pour le pays.

La conséquence irréfutable est un taux d'abstention qui croît malheureusement scrutin après scrutin. Le Huffington Post 04.06

Ils ont cité absolument tous les partis, y compris le NPA et LO, sauf le POI comme s'il n'existait pas, ils ne doivent pas supporter certaines de ses prises de position qui le distingue des autres partis et c'est tout à son honneur. C'est en substance le commentaire que j'ai posté à la suite de cet article.

En fait, les travailleurs rejettent tous les partis institutionnels et ne se reconnaissent dans aucun parti en particulier. Par contre en indiquant que les partis "sont indispensables au fonctionnement de la démocratie en France", au-delà du fait qu'ils témoignent du bien-fondé de la nécessité des partis politiques, ils justifient la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire combattant pour liquider les institutions de la Ve République qu'ils honnissent et l'établissement d'une République sociale incarnant leurs besoins et aspirations.

Que l'écrasante majorité ait compris que "le clivage gauche-droite" était purement formel, académique ou "factice" est encourageant pour la suite, et devrait être exploité par ceux qui entendent construire un parti ouvrier révolutionnaire, en expliquant aux travailleurs qu'il incarne la vraie gauche, car personne en dehors d'imposteurs ne peut se revendiquer de gauche sans combattre pour la rupture avec le capitalisme et ses institutions, puisque c'est le facteur qui détermine qu'on est ou non de gauche et qu'on lutte ou non pour le socialisme.

On ne peut se passer des partis politiques et d'institutions, de l'Etat, tant que la société est divisée en classes ou que les classes existent qu'on le veuille ou non, on a donc besoin d'un parti, d'institutions et d'un Etat, d'un gouvernement qui incarnent les besoins des travailleurs, c'est lui qui au plus haut degré incarne la question du pouvoir, le pouvoir de la classe des exploités auxquels la classe des exploiteurs doit céder le pouvoir. Toute autre perspective politique conduit infailliblement à s'adapter aux institutions en place, à l'Etat des capitalistes, à passer des compromis ou à se corrompre avec les représentants des partis liés au régime qu'il nous faut renverser pour prendre le pouvoir.

Il faut le dire et le répéter sans cesse puisque c'est notre objectif politique, nous combattons pour prendre le pouvoir, nous combattons pour porter la classe des exploités au pouvoir, pour qu'elle s'empare du pouvoir politique afin de faire table rase du passé et reconstruire la société sur de nouvelles bases, reposant sur les besoins et aspirations des masses exploitées qui constituent l'immense majorité de la population, donc la démocratie. On ne voit pas comment une minorité qui concentre le pouvoir économique et politique pourrait incarner la démocratie ou les besoins de la majorité, elle est illégitime et doit céder le pouvoir à la majorité...

En complément.

- Quand les partis politiques vendent ou louent leur QG - Le Huffington Post

- Les candidats à la primaire adressent un ultimatum à Sarkozy - Reuters

- Les six affaires qui pèsent sur le couple Balkany - LeFigaro.fr

- Selon Marine Le Pen, son père «préfère faire mourir le FN pour exister» - 20minutes.fr

Eh ben qu'ils crèvent... ensemble !

Dans la rubrique, ils ont un sexe à la place du cerveau. Pas vraiment excitant ou bandant leur vieux monde pourri !

- Vers la commercialisation d'un « Viagra pour femmes » aux Etats-Unis - LeMonde.fr

Le Flibanserin est destiné aux femmes non-ménopausées souffrant d'une baisse du désir sexuel. LeMonde.fr 04.06

On aurait pu titrer : Les féministes en chaleur ! Ce que j'en pense ? Trop frustrées à mon goût, je fais un blocage !

En gros, avec la décomposition accélérée de tous les rapports dans la société au profit d'un individualisme décomplexé et d'un égoïsme exacerbé qui sont l'expression d'une ambition débridée encouragée par la vénalité de l'exécutif et du patronat qui montrent l'exemple, il reste peu de place pour les relations amoureuses battues en brèche par le besoin urgent de satisfaire ses désirs ou pulsions en recourant à n'importe quel moyen, y compris artificiel quitte à ne tirer qu'un plaisir éphémère ou superficiel de rapports frelatés dépourvus de sentiments.

Le sexe doit devenir un vulgaire produit de consommation courante ou une marchandise comme une autre, qui à ce titre doit dégager du profit puisqu'adossé au marché par le biais des trusts pharmaceutiques et de l'industrie du sexe ou pornographique florissante, ce qui permet de généraliser la prostitution des hommes et des femmes qui jusqu'à présent était pratiquement exclusivement réservée aux membres de la classe dominante, et de leur ressembler moralement sans en partager les privilèges évidemment, au point d'en arriver à se demander ce qui les distingueraient encore des (autres) animaux guidés de préférence par leur instinct.

Ce qui nous amène à dire qu'ils ne visent pas la satisfaction sexuelle de la population, dont ils ne se préoccupent pas davantage que ses autres besoins, mais plutôt sa déchéance sociale au point de créer une situation où l'indifférence ou le mépris sont la norme ou ont valeur de vertus à travers un acte bestial.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet. Par exemple, lorsque l'attirance sexuelle de votre partenaire a disparu, ce n'est pas une pilule que va la faire revenir ou plutôt, les sentiments que vous aviez pour lui et que la routine de l'existence ou les difficultés de l'existence ont ruinés ou épuisés. C'est vouloir agir sur les conséquences d'un problème à défaut de pourvoir atteindre ses origines et y remédier, autrement dit s'accommoder de rapports qui se sont dillués ou décomposés au fil du temps.

Intox et contrevérités. Juge et partie, c'est mieux ainsi.

- Risque limité de la fracturation hydraulique pour l'eau potable - Reuters

La fracturation hydraulique n'a pas débouché sur une pollution à grande échelle et systématique de l'eau potable, estime l'Agence de protection de l'environnement (EPA) des Etats-Unis.

Publiant jeudi une étude demandée par le Congrès et réalisée sur cinq ans, l'agence décèle quelques risques pour les nappes phréatiques lorsque celles-ci sont de faible volume mais conclut que globalement cette technique de forage comporte peu de risques de pollution. Reuters 04.06

Elle ne pose pas de problème lorsqu'elle a lieu loin des habitations, mais dès qu'elle s'en rapproche elle fait l'objet de centaines de plaintes aux Etats-Unis. Chut !

ACTUALITE EN TITRES

Grande braderie : Tout est à vendre !

- Londres veut privatiser à 100% Royal Mail - Reuters

- TAP Portugal: le gouvernement défie la justice et poursuit la privatisation - AFP

Quand l'empereur complote.

- Obama a donné les pleins pouvoirs à la NSA pour faire la chasse aux hackers étrangers - AFP

- Etats-Unis : Obama a étendu en secret la surveillance d'Internet - LeParisien.fr

L'info à ne pas retenir.

- Etats-Unis: des parlementaires critiquent le président chinois sur les droits de l'Homme - AFP

A lire le titre on se dit : Houlala, c'est sérieux, les parlementaires américains se mobilisent aussi contre la Chine...

En réalité il s'agit de deux parlementaires ! Mais pour l'Agence Française de Propagande cela mérite un article, à croire qu'ils n'avaient rien d'autres hier à se foutre sous la dent contre la Chine.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

1- Les "Zelzal" yéménites frappent Zahran - french.irib.ir

En représailles des raids aériens sauvages de Riyad contre les zones d'habitation, au Yémen, l'armée yéménite a tiré plusieurs missiles "Zelzal" contre la ville de Zahran, en Arabie saoudite. Selon Al-Massira, les forces de l'armée yéménite, secondées par les comités populaires, ont pris pour cible de leurs missiles "Grad" et "Zelzal" une localité, dans le Sud de la province d'Assir à Zahran. Les missiles Zelzal ont été tirés en direction d'une base militaire, à Al-Hamam, près du point de passage de Alab.

Des militaires saoudiens ont été blessés, à la suite de cette attaque, selon les sources locales, au Yémen. La chaîne yéménite, Al-Massira, a diffusé, en début de semaine, des images mettant en scène les missiles locaux yéménites, "Zelzal". Ces images ont fait fuir les habitants des régions saoudiennes d'Al-Khojara, d'Al-Tawal, et d'Al-Hassira, qui craignent des missiles yéménites. french.irib.ir 04.06

2- Yémen : les soldats saoudiens se sont évadés d'une base frontalière - french.irib.ir

Suite à l'attaque lancée par l'armée yéménite, les militaires saoudiens, stationnés dans une base frontalière, ont pris la fuite.

La chaîne libanaise, Al-Manar, a rapporté que l'armée yéménite et les forces des comités populaires ont attaqué, jeudi, la base militaire saoudienne d'Al-Shabakeh, à la frontière entre les deux pays. Les soldats saoudiens ont tous pris la fuite, et ont évacué leur base.

Auparavant, l'armée yéménite et les forces populaires avaient détruit deux chars d'assaut de l'armée saoudienne, dans la base de Jallah.

Selon une autre dépêche, les forces tribales yéménites ont mené des attaques successives contre le centre militaire d'Al-Radif, dans une zone frontalière de la province saoudienne de Jizan, et ont détruit, totalement, cette base.

Les forces, qui soutiennent le Président démissionnaire et en fuite, Abd Rabbo Mansour Hadi, ont exécuté, sommairement, 12 civils yéménites, dans la province de Shabwa. Ces individus avaient été accusés d'avoir coopéré avec l'armée et les forces populaires. french.irib.ir 04.06

3- Les Houthis du Yémen iront à la conférence de paix de l'Onu - Reuters

Les Houthis participeront à la conférence de paix sur le Yémen qui doit s'ouvrir le 14 juin à Genève sous l'égide des Nations unies, a annoncé jeudi un représentant de la milice chiite.

Les Houthis ont fait cette annonce alors que selon l'agence de presse Saba, qu'ils contrôlent, les bombardements aériens de la coalition arabe ont fait 58 morts en deux jours, dont 48, en grande majorité des femmes et des enfants, dans une province frontalière de l'Arabie saoudite. Reuters 04.06

ECONOMIE

Grèce

- En pleines négociations avec ses créanciers, Athènes reporte ses paiements au FMI - AFP

Le gouvernement grec a reporté au 30 juin, soit à l'expiration du plan d'aide internationale à la Grèce, le remboursement des sommes qu'elle doit ce mois-ci au FMI, ce qui lui permet de gagner du temps pour se mettre d'accord avec ses créanciers.

"Les autorités grecques ont informé jeudi le Fonds monétaire international (FMI) qu'elles allaient regrouper les quatre échéances de juin en une seule, qui est maintenant celle du 30 juin", a indiqué le porte-parole de l'institution, Gerry Rice, à Washington.

Faisant usage d'une clause du règlement du FMI, rarement appliquée, en vertu de laquelle les pays membres peuvent regrouper des versements de courte durée "en un seul", Athènes doit ainsi rembourser le 30 juin, 1,6 milliard d'euros au total.

Initialement, la Grèce devrait rembourser 300 millions d'euros au FMI dès vendredi avant un deuxième versement le 12 juin de 340 millions d'euros et les deux derniers, les 16 et 19 juin, de 567 et 340 millions respectivement. AFP 04.06

Haut de page

Le 6 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 24 articles. On nettoiera la page d'accueil plus tard.

N'allez pas croire que je serais pris par un enthousiasme béat pour l'ouvrage de Daniel Audoux *L'Actualité du trotskysme*, ne connaissant pas son auteur et ne pouvant pas accéder à l'intégralité de son livre.

Les 20 premières pages que j'ai pu lire uniquement laisse à penser qu'il s'agirait d'un dirigeant du courant communiste internationaliste ou trotskyste du POI, dont je n'ai jamais lu le moindre article publié sans doute sous un pseudonyme, à moins qu'il s'agisse d'un dirigeant d'un groupe de militants trotskystes issu du PCI ou du PT, je n'en sais rien. Sur Internet, apparemment aucun parti ne le mentionne, comme s'il s'agissait d'un ouvrage d'un militant isolé ? C'est le genre de mystère qui prête à confusion que l'on déteste.

La moindre des choses aurait été de fournir une notice biographique sommaire en début d'ouvrage ou sur Internet, afin que les lecteurs puissent cerner rapidement la personnalité de l'auteur, ce qui pouvait leur en facilité la lecture ou la compréhension, c'est ce que fait par exemple un professeur de français avec ses élèves au collège

Si cet ouvrage devait servir à justifier la politique opportuniste du POI ou l'actualité du *Programme de transition* rédigé par Trotsky en 1938, il ne fallait pas se donner autant de peine, car on se demandera pourquoi ces trotskystes n'ont-ils pas réussi à convaincre davantage de travailleurs ou militants de les rejoindre et ont failli sur l'essentiel en étant incapables au bout de 70 ans de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire. Et ce n'est certainement pas en utilisant les mêmes tournures d'esprit ou l'emploi des mêmes formules (le recours au syllogisme ou à l'auto persuation) employées par ces dirigeants pendant toutes ces décennies avec le succès que l'on sait et que l'on réprouve qu'on y arrivera.

A notre avis, la situation née au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis après l'implosion de l'URSS qui devait coïncider avec la montée en puissance de l'UE, exigeait de concevoir une évolution des rapports à avoir avec les différents acteurs politiques, dont la classe ouvrière, et de modifier notre conception de la lutte de classes en intégrant les profondes transformations qu'avaient subies la société et le monde, dont le capitalisme mondial à partir des années 70, puis 90, tout en restant fidèle à nos principes et au léninisme, ce qui n'a rien à voir avec un parti du type de la SFIO qui a fait faillite, alors que le parti bolchevik fut trahi par Staline, ce qui n'est pas du tout la même chose, ou les références à Jaurès qui incarnera la négation du marxisme.

Je ne peux pas trop m'avancer ou en dire davantage en étant réduit à lire 20 pages sur 344 !

De toutes évidences, tant par la forme que par la terminologie employée, il est destiné exclusivement à une élite intellectuelle ou à des militants trotskystes principalement qui n'appartiennent pas au courant politique de l'auteur, ils en existent au NPA, à LO et dans différents groupes ou diverses organisations.

Ce qui fait le plus défaut aujourd'hui, c'est un manuel de la lutte de classe destiné à l'ensemble des travailleurs, simple, clair, concis, avec un minimum de citations, etc. conçu à partir de la méthode employée par Marx et Engels pour rédiger leurs ouvrages, ce qui n'est pas le cas ici.

On y reviendra peut-être plus tard.

Argument. Le takfiris ou la milice fasciste du sionisme israélo-saoudien, bras armé de l'Otan destructeur de la civilisation humaine.

Lu dans deux articles. Un constat que personne ne peut nier.

1- Les Al Qaïda et l'autoproclamé « Etat islamique » (EI/ Daesh) – faut-il s'étonner que Daesh qui a détruit en Irak et en Syrie les assises des civilisations anciennes, ne s'en prend ni à Israël, ni aux Etats-Unis ? – semblent avoir eu pour mission de renvoyer les Arabes à la période de la Jahiliya. Comment peut-il en être autrement quand ces groupes terroristes s'attaquent aux seuls pays arabes ayant fait de la modernité leur credo ?

2- A l'instar de la mosquée de l'Imam Al-Hadi, un des fondateurs de l'Etat zaydite au Yémen, les autres mausolées et édifices religieux historiques ont aussi été totalement démolis par les raids saoudiens.

L'Arabie Saoudite aura détruit en six semaines plus de mosquées qu'Israël pendant près de soixante ans !

ACTUALITÉ DU JOUR

PS. Tartufferies. Ils roulent tous pour Valls.

(Tartufe ou tartuffe ou une fantaisie de la langue fançaise. Suggestion. On pourrait écrire tartufe avec un seul F quand on n'assume pas son hypocrisie, et tartuffe avec 2 F quand on l'assume pour bien marquer le coup, par fierté par exemple!)

- Congrès PS: à Poitiers, la question de la primaire est loin d'être réglée - huffingtonpost.fr

C'est lui (Hollande - ndlr) le grand absent du congrès socialiste. Cela n'empêche pas le chef de l'Etat d'être omniprésent.

Et plus que de François Hollande, c'est de sa candidature en 2017 qu'il est question. S'il veut se représenter -ce qui fait de moins en moins de doute- le président sortant doit-il passer par une primaire comme en 2011?

Le sujet d'autant plus dans l'actualité qu'un sondage publié ce vendredi par Le Figaro révèle qu'une large majorité de sympathisants socialistes sont favorables à l'organisation d'une primaire.

Dans le camp majoritaire, on s'en tient aux déclarations du premier secrétaire qui renvoie le débat à l'automne 2016. C'est à cette date, et pas avant, jure Jean-Christophe Cambadélis, que sera tranchée la question d'organisé ou non une primaire.

Et quand bien même le sondage du Figaro désigne le premier ministre comme candidat préféré, le député de l'Essonne Carlos Da Silva, un porte-parole du PS et lieutenant de Manuel Valls, affirme que "François Hollande est le candidat naturel de notre famille". Circulez, il n'y a rien à voir. "Il n'y aura pas de primaire pour 2017 car l'action du gouvernement va réussir et dans ce cas, François Hollande sera notre candidat", martèle-t-il.

Mais, ne pas organiser de primaire, cela signifie revenir sur les statuts du partis qui en prévoient une depuis l'automne 2012. Aucune précaution n'a été prise dans le cas où le PS aurait un président sortant, candidat à sa succession. "Vous savez, en 2011, nous avons organiser une primaire alors qu'elle n'était pas dans les statuts alors en 2016 on peut très bien ne pas en organiser alors que nous les avons inscrites", affirme Carlos Da Silva.

Pas sûr, mais alors pas sûr du tout, que tout le monde l'entende de cette oreille. "Aux Etats-Unis, même le président sortant est confronté à une primaire, lance Yann Galut, porte-parole de la motion D. Les militants qui ont voté pour nous veulent une primaire et c'est une position que nous défendrons. Que François Hollande soit candidat ou pas, il en faudra une."

Pas question dès lors d'attendre l'automne 2016 pour se pencher sur le sujet. "C'est en mars-avril 2016 qu'il faudra trancher la question", assure Yann Galut. Même tempo et même intention pour les frondeurs. Christian Paul prend lui aussi le soin de préciser que la primaire fait partie des statuts du PS. "La primaire ne doit pas être un tabou. Cela peut être une excellente façon

pour toute la gauche de se réunir. " huffingtonpost.fr 05.06

Au PS, les statuts c'est comme les promesses électorales, ils sont faits pour être violés, on est ou on n'est pas démocrate, en fait on est libéral tout court.

Quand on lit ces différentes réactions, on ne peut s'empêcher de penser qu'en réalité la décision d'organiser ou non des primaires ou la désignation de leur candidat à la présidentielle qui sera le plus à même d'appliquer la stratégie politique néolibérale de l'oligarchie financière est prise ailleurs et que la direction du PS s'y soumet.

Finalement, que réclament les affairistes des motions minoritaire B et D, sinon de propulser Valls à l'Elysée en cas de primaires qu'ils réclament puisqu'il serait le mieux placé pour les remporter. C'est là qu'on s'aperçoit que l'existence de ces courants au sein du PS était une vaste supercherie.

En complément.

- Chez les sympathisants PS, «aucune fierté d'avoir élu François Hollande» - liberation.fr

Le taux de Français se déclarant proches du Parti socialiste a chuté de moitié depuis 2011, selon une étude de l'institut Harris Interactive. (En voilà une affaire ! Un cauchemar en réalité. - ndlr)

Le «grand parti de la gauche» a du plomb dans l'aile. Alors que le congrès de Poitiers s'ouvre ce vendredi dans l'indifférence générale, le pourcentage de Français se déclarant «proche» du PS est au plus bas depuis quatre ans, selon un sondage Harris Interactive : 14%, contre 23% en octobre 2011. (Pourvu qu'ils n'aillent pas voir ailleurs, qu'ils ne se posent pas trop de questions, qu'ils parviennent à comprendre ce qui se passe réellement ou le jeu de rôle des uns et des autres. Apparemment ce ne serait pas le cas, pour le moment, mais le fait que la question ne soit pas trancher définitivement les rend fébrile. - ndlr)

Les explications de Jean-Daniel Lévy, directeur du département Politique-Opinion chez Harris. (Extraits)

Cette désaffection des Français est-elle une spécificité socialiste ?

Elle est assez traditionnelle chez une formation politique au pouvoir. Ce qui frappe ici, c'est tout de même la chute de 50% du nombre de sympathisants par rapport à l'époque de la primaire citoyenne. Ainsi que l'absence du phénomène de vases communicants : autrement dit, les personnes qui se sont éloignées du PS ne se sont pas rapprochées pour autant des Verts ou du Front de Gauche. Au contraire, elles ont tendance à se déclarer sans aucune proximité. (C'est qu'elles cogitent, oui mais ce n'est pas bon, il faut éviter de penser... Si elles se détournent du PS, c'est qu'elles rejettent sa politique de droite, elles n'ont donc aucune raison de se tourner vers les autres partis qui gravitent autour ou ne proposent pas réellement ou sérieusement une autre politique, elles les assimilent à ce parti de droite sans aller juqu'à prendre conscience de leur véritable nature, mais la situation pourrait évoluer dans les mois qui viennent ce qui n'est pas vraiment rassurant pour les représentants du régime. - ndlr)

Quelles sont les raisons de cet éloignement ?

Il repose plus sur l'image de François Hollande que sur la politique menée par celui-ci. (Grotesque falsification de la réalité, car mêmes les travailleurs des couches supérieures jugent avant tout une politique et non une "image" que donnent celui ou ceux qui l'appliquent. On comprend pourquoi le directeur de Harris s'emploie à ménager Hollande, son président. - ndlr)

Quel est aujourd'hui le profil du sympathisant socialiste ?

C'est un ensemble plus masculin que l'ensemble de la population, plus fort chez les plus de 50 ans que dans la jeunesse, plus proche des catégories supérieures que des classes populaires. (Les "CSP+" ou les nantis qui n'ont aucune raison d'être de gauche ou qui par leur statut social sont subordonnés au régime ou liés à la classe des capitalistes. En fait ils représentent ou incarnent la véritable nature du PS. - ndlr)

Les sympathisants socialistes sont-ils favorables au libéralisme économique ?

Ils semblent approuver la chose, mais pas le mot. Le terme «libéralisme» provoque toujours des crispations. En revanche, la réduction des cotisations sociales, la politique pro-entreprise, le renforcement du rôle du privé… ne provoquent pas un tel rejet. En ce sens, le sympathisant socialiste ne se distingue guère du centriste. L'un des échecs de Mélenchon, c'est de ne pas avoir convaincu qu'une politique de gauche alternative existe. (Et pour cause, la sienne n'en était pas une, ni de gauche ni alternative ! - ndlr) liberation.fr 05.06

On en a confirmation immédiatement.

Les nantis penchent à droite, on le savait.

- 56% des Français préfèrent Bayrou à Sarkozy Reuters

- Près de six Français sur dix préfèrent Bayrou à Sarkozy Francetv info

C'est ce qu'indique un sondage Odoxa pour i-Télé et "Le Parisien / Aujourd'hui en France" publié vendredi. Cette avance est due en grande partie aux sympathisants de gauche. Francetv info 05.06

Parce que voyez-vous, pour ces "sympathisants de gauche" Bayrou serait plutôt de gauche, autant dire qu'ils sont de droite, non ?

L'Insee, un service de l'Elysée

- Touraine: "Conditions aujourd'hui réunies" pour une candidature Hollande en 2017 - AFP

Et demain ? Ils diront le contraire, peu importe.

Elle doit s'appuyer sur les statistiques du chômage au premier trimestre 2015 de l'Insee, selon lequel il aurait baisser de 0,1% avec une marge d'erreur de + ou - 0,3% comme le révèlait l'Insee lui-même avant-hier. (voir la causerie d'hier pour plus de détails)

Ne pas se fier aux apparences ou comment "faire gagner le PS", quelle noble préoccupation !

- Le député Christophe Cavard quitte EELV, un parti qui «va dans le mur» - 20minutes.fr

« Le seul sujet qui obsède les cadres, c'est de faire perdre le PS pour mieux se faire respecter », ce qui fait « gagner la droite et l'extrême droite », analyse-t-il. 20minutes.fr 05.06

Il vient du PCF, il est passé par EELV, et bien qu'il prenne sa carte du PS et la boucle sera bouclée.

Quand des syndicats sont Charlie ou affichent leur "fraternité" avec le régime.

Grille de lecture.

- Comment détourner l'attention des travailleurs du gouvernement.

Les syndicats font bloc contre le Front national - Reuters

Sept organisations syndicales ont lancé vendredi un appel commun à lutter contre le racisme, l'antisémitisme, le fondamentalisme, une initiative inédite inspirée par "l'esprit du 11 janvier" qui fait du Front national sa principale cible.

Le document, intitulé "Après le 11 janvier, vivre ensemble, travailler ensemble", porte la signature de la CGT, de la CFDT, de la CTFC, de la CFE-CGC, de l'Unsa, de la FSU et Solidaires. Force ouvrière ne s'y est pas associé.

"Le mouvement syndical porte des valeurs de fraternité, d'humanisme, et il nous a semblé que dans cette période troublée (...) c'était notre rôle de réaffirmer ensemble ces valeurs", a souligné Laurent Berger lors d'une conférence de presse. Reuters 05.06

Cette opération ne sert qu'à camoufler leur responsabilité, dans le fait que c'est leur refus d'affronter le régime et le gouvernement, de rompre avec eux qui est responsable de la montée de l'extrême droite.

Maintenant l'impossibilité de faire reculer le gouvernement sur toutes les mesures qu'il a été amené à prendre depuis 2012 ou l'échec de la politique de ces syndicats, il faut bien que quelqu'un en porte la responsabilité puisqu'eux de leur côté sont sincères et irréprochables, et devinez sur qui cela va tomber, les travailleurs évidemment, auxquels ils s'adressent dans cet appel, afin de leur "redonner confiance et espoir", car ils "craignent pour leur avenir", le cynisme est en prime.

- L'objectif rappelé plusieurs fois dans l'appel est de "barrer la route au populisme, aux idées d'extrême droite", ces "idées nauséabondes" qui parfois tentent "nombre de chômeurs et de chômeuses, de travailleuses et de travailleurs confrontés aux dures réalités du quotidien", peut-on lire. Reuters 05.06

Du fait qu'ils refusent d'affronter le gouvernement et de rompre avec le régime parce qu'ils ne sont pas leurs ennemis, les conduit à s'en trouver d'autres.

Leur objectif serait de faire en sorte que les travailleurs qui ont tous les défauts comme chacun devrait le savoir et si peu de qualités, se détournent des "idées nauséabondes" de l'extrême droite qui justement reposaient sur des thèmes qui ont fait l'objet d'une instrumentalisation sordide de la part de ces syndicats à la suite du PS et de la pseudo gauche et extrême gauche liés au régime.

On retrouve ici le même mécanisme que celui employé par le gouvernement, à savoir qu'ils dénoncent une situation qu'ils ont contribué à créer eux-mêmes, pour qu'on ne leur en attribue pas la responsabilité et se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, de véritables syndicalistes ouvriers. C'est le pyromane qui crie au feu si vous préférez, pour détourner l'attention sur d'autres personnes ou acteurs, ici les travailleurs qu'ils méprisent.

En complément dans le même registre.

- Nantes réinvente la démocratie participative - publicsenat.fr

Le débat sur la « démocratie participative » a refait surface cette semaine. Dans certains territoires, des élus n'ont pas attendus pour questionner et réinventer leurs pratiques politiques. publicsenat.fr 05.06

Dans quel but politique ? Voyons, ramer pour le régime.

- Johanna Rolland, maire de la ville de Nantes : C'est un moyen parmi d'autres de reconquérir les citoyens qui doutent des pratiques politiques. publicsenat.fr 05.06

En d'autres termes, associer les travailleurs à la politique d'austérité mise en oeuvre par les élus du PS et ses alliés et satellites, la collaboration de classes ou le corporatisme. Quel meilleur moyen existerait-il pour s'accommoder du régime en place au lieu de le combattre que participer à la gestion de la société ?

En famille. Ils sont soumis à la troïka.

- Podemos expose son projet économique au FMI - LeMonde.fr

La rencontre de vendredi a eu lieu à la demande du FMI et s'inscrit dans le cadre d'une série de contacts de l'organisme international avec différents partis politiques. LeMonde.fr 05.06

Dans un contexte marqué par une confusion politique quasi inextricable que les uns et les autres entretiennent à merveille, éclot spontanément un parti qui à peine quelques mois plus tard se retrouve aux portes du pouvoir... Franchement, il faut être naïf ou idiot pour ne pas comprendre que seule la classe dominante à les moyens de réaliser un tel exploit.

Podemos, tout comme Syriza, sert de soupape de sécurité au régime pour faire baisser la pression qui pèse dangereusement sur lui et qui risque à tout moment de devenir incontrôlable et explosive ou de l'emporter, alors elle préfère l'instrumentaliser ou l'accompagner pour qu'il accomplisse au mieux sa mission conformément à ses besoins.

- Alexis Tsipras veut le retrait des propositions "absurdes" - Reuters

Alexis Tsipras a déclaré vendredi que son gouvernement ne pouvait accepter les propositions "absurdes" et "irréalistes" qui lui ont été présentées cette semaine les créanciers de la Grèce et a dit vouloir croire à leur retrait.

"Les propositions présentées par les créanciers sont irréalistes", a affirmé le Premier ministre grec devant le Parlement. "Le gouvernement grec ne peut pas accepter des propositions absurdes."

Alexis Tsipras a néanmoins estimé qu'en dépit de ce qu'il a qualifié de "recul dans les négociations", Athènes, l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) étaient "plus proches que jamais d'un accord" -- à condition que la proposition "réaliste" de son gouvernement, qui répond selon lui aux attentes des créanciers, soit prise en considération.

La Grèce a besoin d'un accord qui mette fin aux spéculations sur son éventuelle sortie de la zone euro, a insisté le Premier ministre.

Pour un responsable grec, la proposition présentée cette semaine par les créanciers "contourne les négociations menées depuis quatre mois et nous ramène au programme de renflouement qui a été rejeté lors des élections du 25 janvier".

Interrogé par la BBC, le ministre de l'Economie, George Stathakis, a réaffirmé dans la matinée que "le gouvernement grec ne (pouvait) pas accepter les nouvelles propositions mises sur la table".

A ses ministres, Alexis Tsipras, qui doit composer avec l'aile radicale de son parti, avait déclaré qu'il ne pouvait pas accepter les "propositions extrêmes" qui lui ont été soumises à par l'UE et le FMI.

Les propositions de l'UE et du FMI, qui réclament notamment que Tsipras s'engage à réduire les dépenses de retraite, à réformer le marché du travail et à poursuivre un programme de privatisations, ont suscité un tollé dans les rangs de Syriza car elles franchissent les "lignes rouges" tracées par Athènes pour ces négociations. Reuters 05.06

Syriza fait face à un dilemme qui ne peut se résoudre que par sa capitulation totale devant la troïka ou par sa rupture avec elle, rupture inenvisageable ou alors pour appliquer la même politique sous un autre masque, c'est possible. Ce qui explique que rompre avec l'UE et le FMI est insuffisant ou ne garantit pas automatiquement un changement de politique contrairement à la liquidation des institutions nationales qui servent à justifier et légitimer juridiquement l'existence du régime capitaliste et pourrait ouvrir la voie à un véritable changement de régime. Or Syriza s'est fondu dans les institutions réactionnaires en place au lieu de les liquider indiquant par là pour le compte de quelle classe il entendait gouverner.

La question qui doit être posée est : Quelle est la nature du régime en vigueur, et au-delà qui détient réellement le pouvoir, qui gouverne et pour qui ?

ACTUALITE EN TITRES

Les Républicains de bazar.

- Guaino : «Le terrorisme des bien-pensants est une calamité» - LeFigaro.fr

- Rachida Dati tacle les «petits merdeux de journalistes» - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

1.1- Netanyahu, en colère contre la France - french.irib.ir

Le Premier ministre du régime sioniste a demandé au gouvernement français de condamner le boycott, par une compagnie française, du régime sioniste.

Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a appelé le gouvernement français, jeudi 4 juin, à se démarquer de la décision "malheureuse" de l'opérateur de téléphonie Orange de se désengager, progressivement, d'Israël. "J'appelle le gouvernement français à, publiquement, rejeter les déclarations et les agissements malheureux d'une compagnie, dont il est, en partie, le propriétaire", a demandé Benyamin Netanyahu, dans un communiqué.

La polémique n'a cessé d'enfler, en Israël, après l'annonce, la veille, au Caire, par le PDG d'Orange, Stéphane Richard, de "l'intention" de mettre fin au contrat le liant à Partner, qui peut utiliser sa marque. Cinq ONG et deux syndicats avaient appelé Orange, fin mai, à annoncer son désengagement et à "dénoncer les atteintes aux droits humains commises par Partner". Selon leur rapport, Partner, en fournissant ses services, dans les colonies, contribue à leur maintien. french.irib.ir 04.06

1.2- Quand Israël reconnaît son ingérence, en Syrie - french.irib.ir

Le ministre de la Guerre du régime sioniste a reconnu l'ingérence de l'armée, dans les évolutions de la guerre, en Syrie.

"Pour Israël, la Syrie et le Liban constituent un seul champ de bataille", a déclaré, jeudi, au quotidien américain, "Washington

Post", Moshe Yaalon, le ministre de la Guerre du régime sioniste, tout en reconnaissant l'ingérence d'Israël, dans les évolutions syriennes.

Le régime sioniste est considéré comme le soutien important des groupes terroristes, en Syrie et en Irak. Depuis le début de la crise syrienne, ce régime n'a pas cessé d'aider et de secourir les terroristes. Il soigne les terroristes blessés, leur envoie des armes et participe à leur formation.

"A chaque fois que les forces syriennes sont sur le point de remporter la victoire sur les terroristes takfiris, la force aérienne israélienne intervient et prend pour cible les positions des forces syriennes", a affirmé Bachar al-Assad, le Président syrien. french.irib.ir 05.06

2- Liban

- Liban: de nouveaux exploits du Hezbollah, à Erssal - french.irib.ir

Au Liban, les combattants du Hezbollah sont arrivés à prendre le contrôle de 50 kilomètres carrés de la localité d'Erssal.

Selon l'agence de presse Tasnimn citant Al-Manar, suite aux exploits remarquables des forces de la Résistance libanaisen dans des localités d'Erssal, la région d'Al-Rahwa, la plus importante base du groupe terroriste Al-Nosra, a été témoin de la fuite en masse des éléments terroristes vers Wadi Al-Khail, située dans le mont d'Erssal. La Résistance libanaise a pris pour cible de son artillerie un véhicule militaire du Front Al-Nosra, qui fuyait, depuis Al-Rahwa, dans le Sud d'Erssal. Le véhicule a été, entièrement, détruit, et toutes les personnes, à son bord, ont été tuées.

Par ailleurs, les combattants du Hezbollah libanais ont libéré, jeudi, 50 kilomètres carrés du Sud d'Erssal, situés dans la chaîne de montagne d'Al-Charqiya. Ils ont, également, pris le contrôle des collines de cette région. Les forces du Hezbollah ont, de même, récupéré des points de passage illégaux, comme Al-Rahwa, Wadi Al-Darb, Wadi Atneyne et une partie de Wadi Al-Khil. Le point de passage Wadi Al-Darb est important, parce qu'il fait partie des principales voies de circulation des voitures piégées appartenant aux terroristes du Front Al-Nosra.

La Résistance contrôle, aussi, Wadi al-Rayane, et elle s'approche du siège de l'armée libanaise, dans le Nord de Wadi Ayane. french.irib.ir 05.06

3- Yémen

- Yémen: 90 personnes tombent en martyre dans les frappes saoudiennes contre Saada - french.irib.ir

90 personnes dont une vingtaine d'enfants ont trouvé le martyre, tués dans les raids aériens saoudiens contre le Yémen.

Selon le site web de l'agence d'information "Al-Yaman alaan", les avions agresseurs de l'Arabie ont bombardé vendredi avant midi Sanaa et d'autres provinces du Yémen dont Hijja, Zamar, Shabva et Taez. Les chasseurs saoudiens ont aussi bombardé des villages à Hamdan, dans le nord-ouest de Sanaa. A Zamar, les avions saoudiens s'en sont pris à Darab dans le nord de la ville, où ils ont sauvagement bombardé les facultés de la sociologie et de polytechnique, ingligeant d'importants dégâts matériels à ces bâtiments, sans compter les pertes en vie humaine et les blessés.

De même, les agresseurs saoudiens ont bombardé le nouvel hôpital d'Atiq et quelques zones d'habitation, dans l'Est de Zamar. A Aden, les chasseurs saoudiens et les hélicoptères Apache ont visé plusieurs endroits.

L'ONU a estimé à plus d'un million de personnes, le nombre des réfugiés yéménites , ayant quitté leur foyer depuis le début de l'agression saoudienne, nombre qui ne cesse d'augmenter. french.irib.ir 05.06

4- Erythrée

- Le président érythréen critique, vertement, les "subterfuges" des Américains - french.irib.ir

Le président érythréen s'en est pris, violemment, à des puissances étrangères, dont les Etats-unis, lors des récentes célébrations de l'indépendance, selon un document, révélé jeudi, par la mission permanente du pays, auprès de l'Union africaine.

Le discours, prononcé dans la capitale, Asmara, le 24 mai, a critiqué les "subterfuges insignifiants" et "incessantes provocations" de pays étrangers, qui cherchent à ébranler l'Erythrée, tandis que le pays célébrait le 24e anniversaire de son indépendance, ainsi que l'anniversaire de son Président, Isaias Afwerki, qui règne d'une main de fer.

"Certains pouvoirs, motivés par la cupidité et la domination, et conduits par les Etats-Unis, ne cessent de nous harceler et de vouloir faire capoter nos efforts, pour édifier notre nation, dans un environnement serein et stable", a déclaré Afwerki, devant un stade comble.

Il a, ensuite, blâmé les Etats-Unis, pour les décennies de conflits ayant déchiré une série de pays, dont l'Egypte, la Libye et le Yémen, accusant la superpuissance d'avoir "provoqué des tensions, dans le Bassin du Nil, avec des intentions cachées", et d'avoir "couvé et déployé des organisations terroristes, sous différentes étiquettes, pour ajouter du chaos et de la destruction au chaos et à la destruction".

M. Afwerki a conclu son propos avec un vibrant appel: "Gloire à nos martyrs, qui ont fait de l'indépendance une réalité! Victoire au peuple!". french.irib.ir 05.06

A n'en pas douter, le prochain président d'un Etat souverain à éliminer pour les Américains...

Haut de page

Le 7 juin 2015

CAUSERIE

Pas de causerie aujourd'hui. Ce matin j'ai fait un peu de ménage dans le disque dur et dans les fichiers du portail qui en avaient bien besoin. Cet après-midi on va bosser à la maison.

Le 77e congrès du PS : un non-évènement !

Les militaires saoudiens doivent rouler en Ferrari et avoir une vie d'oisifs, aussi ne sont-ils pas très motivés pour affronter au corps à corps les Yéménites qui n'ont rien à perdre, et désertent en masse ou préfèrent prendre la fuite !

La Grèce et l'Ukraine au bord de la banqueroute...

Les oligarques anglo-saxons-sionistes ne sont pas forcément des "***gens de bon sens***", ils l'ont déjà prouvé à deux reprises au cours du XXe siècle.

- Vladimir Poutine : "les gens de bon sens ne peuvent pas imaginer un conflit militaire d'ampleur aujourd'hui" - atlantico.fr 06.06

La troisième guerre mondiale, ce n'est pas pour aujourd'hui : selon le président russe Vladimir Poutine, la Russie ne constitue pas une menace pour l'Occident. "Je voudrais dire qu'il n'y a pas besoin d'avoir peur de la Russie", a-t-il déclaré au Corriere della Sera.

"Le monde a tellement changé que les gens de bon sens ne peuvent pas imaginer un conflit militaire d'ampleur aujourd'hui", assure le président russe.

"Seulement une personne malade, et encore pendant son sommeil, pourrait imaginer que la Russie attaque soudainement l'Otan", ajoute--t-il. En tout état de cause, "nous avons d'autres choses à faire, je peux vous l'assurer", souligne le maître du Kremlin.

D'autre pays pourraient avoir intérêt à exagérer la menace russe, a-t-il dit, en expliquant qu'hypothétiquement les Etats-Unis pourraient avoir besoin d'une menace extérieure pour maintenir leur leadership au sein de la communauté atlantique. "L'Iran n'est évidemment pas assez dangereux ou assez grand pour ça", a noté le président russe. Les pays membres de l'Otan ont des dépenses de défense 10 fois plus importantes que la Russie, a-t-il poursuivi, ajoutant que le budget militaire américain était le plus élevé de la planète. Atlantico.fr 06.06

La suite demain.

Haut de page

Le 8 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h30. 37°C trop chaud pour bosser chez moi ou m'adonner à des travaux manuels, du coup on a ajouté 24 articles.

Le Comité Valmy a lancé une initiative dont l'objectif n'est pas seulement la sortie de l'Otan mais sa dissolution.

- Pour la dénonciation par la France du traité de l'Atlantique Nord et le retrait de ses Armées du commandement intégré - Appel pluraliste - comite-valmy.org 07.06 (publié par Le Grand Soir)

Cet article est en ligne à la rubrique politique. Cependant au moins un passage dans leur appel nous gêne, quand ils écrivent : "*Il est grand temps que la France recouvre la souveraineté de ses décisions et la liberté de choisir ses partenaires en conformité avec sa philosophie et les intérêts du peuple français.*", alors qu'à notre connaissance parmi ceux qui ont été au pouvoir dans le passé jusqu'à nos jours tous gouvernements et partis confondus y ayant participé, jamais ils ne se soucièrent des "*intérêts du peuple français*", formule que nous laissons à ses auteurs, et encore moins ceux des masses exploitées, puisqu'ils incarnèrent uniquement les intérêts de la classe qui n'a jamais non plus cessé de détenir le pouvoir, celle des capitalistes, seuls le lutte de classe du prolétariat et les besoins spécifiques des capitalistes dans un contexte donné ont été à l'origine du progrès social ou des droits acquis ou concédés aux travailleurs, le terrain sur lequel nous menons notre combat pour ne pas confondre les intérêts de notre classe avec ceux de notre ennemi qui se cachent dans la formule des "*intérêts du peuple français.*", variante du sulfureux intérêt général qui relève de l'imposture car il sert en définitif à camoufler les intérêts de la classe dominante.

N'étant pas tenu à nous positionner sur un autre terrain que celui de notre classe ou à adopter (aveuglément) celui des auteurs de cet appel ou au contraire à le rejeter par pur dogmatisme, ne nous tenant pas engagé à adopter l'intégralité du contenu de leur appel, compte tenu que peu de travailleurs réalisent ou ont conscience de cette distinction, et conservant par ailleurs notre entière liberté de parole et d'action, face au consensus qui existe entre tous les partis institutionnels de l'extrême droite à la pseudo-gauche de la gauche qui se réclament de l'Otan à l'heure où elle guerroye en Ukraine et au Proche-Orient et menace dangereusement la paix en Europe et dans le monde en recourant à une propagande et à une politique belliqueuse ou provocatrice envers la Russie et la Chine notamment aux conséquences qui peuvent devenir incontrôlables et dévastatrices pour tous les peuples ou la civilisation humaine, en tenant compte des réserves explimées précédemment il semble correcte de soutenir toute initiative politique tournée contre les va-t-en-guerre de l'Otan afin de briser le consensus dont fait l'objet l'Otan ou le bras armé de l'oligarchie financière qui domine le monde et le conduit tout droit à l'abîme si nous ne parvenons pas à les stopper à temps, ajoutons, sachant que tout coup porté à ce consensus aurait une répercussion politique et sociale à tous les niveaux de la lutte des classes, puisqu'il est indispensable à tous les gouvernements des pays qui composent l'Otan et bien au-delà pour mener à bien leur politique réactionnaire tournée contre les travailleurs, antisociale, néoibérale.

Cette position est discutable.

En Italie un appel similaire a été lancé il y a quelque temps, j'ignore où il en est. Si vous avez des infos sur ce sujet vous pouvez nous les communiquer et nous les publierons.

La causerie du matin.

Une galère. Ma machine à laver est tombée en panne et je dois essayer de la réparer.

Rien à ajouter.

Parole d'internaute.

Face au constat que la majorité de la population rejette sa politique ultra réactionnaire, le PS crée son propre institut de sondages afin de faire croire le contraire et mieux manipuler les consciences.

- "*Pourquoi la vérité sur Odoxa ne reste pas? ils ont possibilité de sévir sur le net? Vous avez dû remarquer que ces derniers temps, pas mal de sondages sont donnés concernant les futurs primaires des Républicains (il faut que je m'y fasse !), des potentiels candidats aux futures présidentielles, etc.*

Vous avez aussi dû remarquer que les résultats sont plus que surprenants: Bayrou qui serait plus plébiscité que Nicolas Sarkozy, Hollande qui pourrait presque gagner s'il se représentait, l'économie en France et le moral des citoyens qui remonteraient, etc.

Or, la très grande majorité de ces sondages ont un point commun (et pas des moindre): la société qui les fait et qui les publie. A savoir Odoxa. Société quasiment inconnue il y a quelques temps encore, elle prend un engouement rarissime sous la houlette de son PDG, Gael Sliman, ainsi que de l'ensemble de l'exécutif dont son Directeur d'Etudes, Emile Leclerc.

Qu'ont donc ces personnes, et cette société, pour s'intéresser d'un peu plus près à eux ? Plusieurs éléments. En 1er lieu, Gael Sliman fait partie des électeurs assumés de François Hollande. Fait déjà important en soit pour souligner un certain parti prit dans ses actions, multiples, au sein de plusieurs médias Français: Le Monde, Le Point, Le Parisien, l'Obs, etc, tous portés à Gauche sans aucune exception. Ensuite, la société a été crée en aout 2014 (source SOCIETE.COM), n'emploie aucun salarié mais tourne à plein régime...pour des sondages ! Vu la guerre sur le marché de ce type de "service", par quel "miracle" une société aussi jeune obtient-elle autant de contrats auprès de médias tels qu'elle peut déjà se le permettre ? Ils ont leurs sociétés de sondages, rodées, fiables et rompues à cet exercice depuis de nombreuses années déjà. Serait-elle moins onéreuse ? J'en doute... ça se saurait vite et ODOXA aurait déjà eu quelques critiques dans ce cas. Aurait-elle un passe droit quelconque ? Plus plausible déjà, mais dans ce cas en échange de quoi ? Et les sondages, si avantageux dans un sens bien défini, prendraient alors tout leur sens !

Alors, où cela me mène t-il ? Très simplement à un questionnement: nous voyons tous avec quelle dextérité la Justice s'est accaparée du dossier sur les sondages commandités par l'ex UMP à la société de Patrick Buisson. Alors, avec tout autant de discernement, est-il possible que tous ces sondages, arrivant à point nommé, ne soit pas l'oeuvre du PS (en sous marin)...ou de bien plus haut, pour redorer le blason bien terne d'un président qui n'en a jamais eu l'étoffe ?! Je parierais fortement là-dessus."

ACTUALITE EN TITRES

En famille. La majorité des travailleurs rejettent l'ensemble des partis institutionnels.

- Pour les Français, aucun parti politique ne comprend les problèmes du pays - L'Express.fr

Dans une étude réalisée par BVA, publiée ce dimanche, les Français estiment qu'aucun des partis politiques ne comprend les problèmes du pays. Les formations de gauche récoltent les plus mauvais scores.

Les partis politiques ne comprennent pas "les problèmes" de la France, selon un sondage BVA pour Orange et iTélé publié dimanche. Quand on demande aux Français: "Estimez-vous que ce parti comprend bien les problèmes qui se posent en France?", en désignant huit partis politiques (UDI, MoDem, Les Républicains, FN, PS, PG, EELV et PCF), une majorité de sondés -entre 49% et 76%- répond: "non plutôt pas".

C'est l'UDI (Union des démocrates et indépendants) qui remporte le meilleur score (46% de "oui plutôt"), devant le MoDem (38%), le podium est complété par Les Républicains (ex-UMP) (36%). Le FN arrive en quatrième position avec 33%.

A ce petit jeu du classement, les partis de gauche sont les grands perdants puisqu'ils se trouvent tous derrière. Le PS s'en sort le mieux (26%), suivi par le PG (25%), EELV (22%), PCF (19%). L'Express.fr 07.06

En complément.

- Les Français ont une mauvaise image du PS, selon un sondage - Francetv info

Alors que le PS est en plein congrès à Poitiers, l'image du Parti socialiste demeure négative aux yeux des Français, selon un sondage Ifop publié dimanche 7 juin dans Dimanche Ouest-France. Trois Français sur quatre considèrent que le PS est éloigné de leurs préoccupations. Par ailleurs, ils ne sont que 24% à penser que ce parti possède un projet pour la France et 23% à juger que le PS est constitué de dirigeants de qualité. Francetv info 07.06

Contorsionnisme.

Peut-il être autre chose ?

- Alors, de droite le PS ? Pas tout à fait selon les militants - Public Sénat

Comment pourraient-ils estimer que le PS serait de droite tout en clamant qu"ils se sont de gauche, un peu de sérieux...

... La preuve que non :

- Matthias Fekl : «Le social-libéralisme condamne la gauche» - Liberation.fr

... Il faut l'assumer...

- Congrès PS: «Etre militant socialiste de nos jours, c'est très dur» - 20minutes.fr

Il est vrai qu'il faut avoir subi un profond lavage de cerveau ou être une ordure pour militer pour plus de régression sociale, plus d'inégalités, plus d'injustices, toujours moins de démocratie et plus de guerres au nom du socialisme.

...ils vont encore avoir l'occasion de le démontrer prochainement...

- "Nous devons continuer à réformer. Il n'y aura pas de pause" (Manuel Valls) - La Tribune

- Loi Macron: Valls n'exclut pas le recours au 49-3 - AFP

... ils sont les champions de la prostitution...

- Congrès du PS: des délégués circonspects et soucieux de réalisme - AFP

- Christian Paul: le PS "ne doit pas s'endormir, s'enfermer, s'enliser" - AFP

- Au congrès du PS à Poitiers, une ambiance si "apaisée" qu'on s'ennuierait presque - Francetv info

...ils ont même eu droit à un divertissement...

- Montebourg pollue l'unité affichée par le PS - Francetv info

Acharnement des "vautours".

- Pour l'Argentine, la dette due aux fonds "vautours" s'alourdit - AFP

L'Argentine, qui a renégocié sa dette avec 93% de ses créanciers privés, a enregistré vendredi un nouveau revers devant la justice américaine, qui a porté à près de 7 milliards de dollars son obligation de remboursement aux fonds "vautours". AFP 07.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Sommet du G-7

- Obama et Merkel s'accordent sur le maintien des sanctions contre Moscou - french.irib.ir

Le Président américain, Barack Obama, et la Chancelière allemande, Angela Merkel, ont estimé, dimanche, en Bavière, que les sanctions contre la Russie devaient être maintenues. Dès son arrivée en Allemagne, dimanche matin, où il doit assister au Sommet du G-7, Obama avait, une nouvelle fois, insisté sur le maintien des sanctions anti-russes.

La Maison Blanche a annoncé, dans un communiqué, que Barack Obama et Angela Merkel avaient convenu, lors de cette rencontre, de maintenir la pression sur la Russie, pour qu'elle change de position vis-à-vis de l'Ukraine. french.irib.ir 07.05

En complément.

- Ash Carter souhaite d'autres mesures contre Moscou sur l'Ukraine - Reuters

2- Turquie

- En Turquie, Erdogan voit son rêve de sultanat lui échapper - Le Monde.fr

Les législatives du 7 juin en Turquie sont un sérieux revers pour le parti de la Justice et du développement (AKP, islamo-

conservateur) qui, pour la première fois depuis 2002, perd la majorité absolue au Parlement. Avec 40 % des suffrages, soit 254 députés sur 550, l'AKP reste le premier parti politique du pays mais sa défaite est cinglante.

Pour la première fois en treize ans, les islamo-conservateurs vont être contraints de former un gouvernement de coalition.

Le tableau des résultats par région montre combien la désaffection est grande, en premier lieu dans les régions kurdophones de l'Est et du Sud Est, mais aussi sur toutes les côtes (Marmara, Méditerranée, Egée) où le vote en faveur de l'AKP a reculé par rapport aux législatives de 2011.

Avant tout, il s'agit d'un revers pour M. Erdogan qui se voyait déjà en hyperprésident. En mettant son projet de « sultanat » au centre des législatives, il en a fait un référendum sur sa personne. La réponse de l'électorat est sans appel. Il imaginait avoir 400 députés de l'AKP au Parlement ? Il ne les a pas. Il rêvait de modifier la Constitution pour renforcer son pouvoir ? Il ne le pourra pas. Non seulement, son projet de super-présidence est mort-né mais son étoile a considérablement pâli.

En se jetant à corps perdu dans la campagne — en dépit de la neutralité due à la fonction présidentielle — en polarisant la société dans ses discours (laïcs contre religieux, sunnites contre alevis, Kurdes contre Turcs) M. Erdogan a perdu l'adhésion d'une bonne partie de son électorat. On est loin du Tayyip de 2002, qui captait l'attention des foules en parlant de pluralisme, de liberté et de réformes. En 2015, les mots « complot » « terrorisme » et « structure parallèle » sont au centre de chacun de ses discours.

Son autoritarisme est sans limites. La presse, la justice, la police ont été placés sous son étroit contrôle. Engagé, depuis décembre 2013, dans une vaste purge contre la confrérie de son ancien mentor, l'imam Fethullah Gülen exilé aux Etats-Unis, il a fait muter, destituer ou arrêter policiers, juges et procureurs.

Un journaliste émet une critique ? Il est brimé, au mieux licencié, au pire accusé de « terrorisme » ou de « complot contre l'Etat ». Une vidéo qui ne lui plaît pas court sur You Tube ou Twitter ? Il les fait bloquer. Ses opposants sont des « traîtres » et M. Demirtas, le chef du parti démocratique du peuple (HDP), qui lui a fait de l'ombre pendant toute la campagne, est un « athée ».

Et si 88 % des électeurs se sont déplacés pour aller voter, ça n'était pas tant pour élire leurs députés que pour dire non aux visées autocratiques du chef historique de l'AKP. Mission accomplie, puisqu'il n'a pas d'autre perspective que de retourner à son rôle de président sans grands pouvoirs, comme le stipule l'actuelle Constitution.

« C'est le triomphe de la paix sur la guerre, de la modestie sur l'arrogance, de la responsabilité sur l'irresponsabilité », a déclaré Sirri Süreyya Önder, député du HDP, dès l'annonce des résultats, dimanche soir. En remportant 13 % des voix, la petite formation kurde de gauche a brisé net le rêve du chef historique de l'AKP. Tout s'est joué sur ces voix-là.

En Turquie, le seuil nécessaire pour qu'un parti soit représenté au Parlement est de 10 %. Le pari était risqué pour le HDP car en cas d'échec, il aurait favorisé son adversaire, ses voix étant automatiquement portées au crédit de l'AKP, selon le système proportionnel en vigueur.

L'entrée d'un parti pro-kurde au Parlement marque un tournant dans l'histoire du pays. Elle a été possible grâce à Selahattin Demirtas, un avocat charismatique de 42 ans, qui l'a habilement conduit à la victoire. Sous l'impulsion de cet ancien militant des droits de l'Homme, né dans une famille kurde modeste de Elazig (est du pays), le HDP a estompé son aspect pro-kurde, prenant ses distances avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) pour élargir sa base aux déçus du « tayyipisme ».

Bon tribun, doté d'un solide sens de l'humour, M. Demirtas, qui avoue « repasser ses chemises », s'est imposé comme le porte-parole d'une autre Turquie, celle des minorités ethniques et religieuses, des femmes, des homosexuels, des écologistes. Sa victoire est aussi un puissant message à l'adresse du PKK, indiquant qu'il est temps de penser aux élections et d'oublier les armes.
Le Monde.fr 07.06

3- Allemagne

- Percée de Pegida lors des municipales à Dresde - LeMonde.fr

Le mouvement anti-islam Pegida a remporté près de 10 % des suffrages dimanche 7 juin pour sa première participation à une élection en Allemagne

Selon les résultats officiels provisoires, la candidate de Pegida, Tatjana Festerling, a récolté 9,6 % des votes lors des municipales dans son berceau de Dresde. Elle n'arrive qu'en quatrième position mais signe néanmoins une percée : le seul sondage rendu public, réalisé par l'Université technique de Dresde, ne lui accordait que 1 à 2 % des voix.

Le meilleur score a été signé par Eva-Maria Stange, candidate unique des sociaux-démocrates (SPD), des Verts et de la gauche radicale Die Linke, qui a récolté 36 % des suffrages. Aucun des candidats n'ayant toutefois réuni la majorité absolue, les électeurs voteront le 5 juillet lors d'un deuxième tour. LeMonde.fr 07.06

4- Grande-Bretagne

- "La Grande-Bretagne, prête à accueillir les missiles de croisière des Etats-Unis" (Hammond) - french.irib.ir

«La Grande-Bretagne est prête à accueillir les missiles de croisière des Etats-Unis», a déclaré le ministre britannique des Affaires étrangères, simultanément à la recrudescence de la tension entre la Russie et l'Occident. Selon l'"Independent", le ministre britannique des Affaires étrangères, Philip Hammond, a déclaré que la Grande-Bretagne était prête à accueillir les missiles de croisière des Etats-Unis, simultanément à la recrudescence des tensions entre l'Occident et la Russie. Interviewé par la chaîne BBC, Philip Hammond a mis en garde contre l'escalade des agissements préoccupants de l'armée russe, disant que Londres allait examiner le déploiement des missiles de croisière, à moyenne portée, des Etats-Unis, sur le sol britannique.

«Aucun signe manifeste n'a, encore, été vu, montrant la volonté de la Russie d'attaquer l'Ukraine, mais il semblerait que Vladimir Poutine envisage toutes les options. Nous voulons faire en sorte que la Russie comprenne que nous ne permettrons à personne de transgresser nos lignes rouges», a souligné Philip Hammond. En cas de l'adoption d'une telle décision, inouïe, depuis l'époque de la guerre froide, en Europe, Londres et Washington coopèreront, ensemble, pour le déploiement des missiles de croisière. «La Russie se sent encerclée et elle se trouve sur la défensive. Tout acte provocateur pourrait aboutir à l'intensification de la crise. Il faut, d'abord, évaluer toutes les dimensions, leurs méritées et leurs faiblesses», a-t-il ajouté. french.irib.ir 07.05

5- Arabie saoudite.

5.1- Arabie: les princes qui s'enfuient. - french.irib.ir

Une autorité au bureau royal de l'Arabie saoudite a fait part de la fuite à l'étranger de plusieurs princes saoudiens. Par crainte de la survenance de conflits sanglants entre les membres de la famille royale en raison du règlement de compte personnel, plusieurs princes saoudiens ont quitté l'Arabie à destination des pays occidentaux notamment la France, la Grande Bretagne et le Maroc, a annoncé, vendredi, une autorité au bureau royal de l'Arabie saoudite, cité par l'agence de presse libanais al-Khabar.

Ces princes saoudiens s'abstiennent fait allégeance à Malek Salman, le roi souffrant saoudien et atteinte d'Alzheimer, a indiqué cette autorité saoudienne. french.irib.ir 06.05

5.2- Arabie: le pétrolier Aramco, frappé. - french.irib.ir

Les installations du géant pétrolier saoudien ont été prises pour cible de cinq missiles tiré s par les forces yéménites. C'est la seconde fois que Aramco est pris pour cible. L'artillerie yéménite a pilonne les positions saoudiennes, dans le Sud de Zahran. Pour la première fois, depuis le début de l'attaque, les forces yéménites ont tiré des missiles "Scud" contre une base aerienne saoudienne très importante, dans le Sud. french.irib.ir 07.05

6- Irak

6.1- L'Irak repousse des avions de chasse saoudiens - french.irib.ir

Le Chef de la Commission de la sécurité et de la défense, au parlement irakien, Hakem Zamili, a révélé, vendredi, que les batteries de défense aérienne, en Irak, ont sommé, mardi dernier, des avions de chasse saoudiens, à se retirer de l'espace aérien, alors qu'ils survolaient la région de Nakhib, au Sud-Est d'Al-Anbar."Le lendemain, cette ville a été bombardée aux roquettes Katioucha et aux obus de mortier", a-t-il, encore, indiqué à l'agence de presse turque, Anatolie, soulignant que son pays a réclamé des clarifications, de la part de l'Arabie saoudite et de la coalition internationale, sur les raisons de survol des avions saoudiens d'une région qui ne connaît pas d'opérations militaires. Et de poursuivre: "L'identité des avions a été identifiée par la défense aérienne irakienne, et la partie saoudienne, ainsi que la coalition internationale, ont présenté des excuses, pour le survol de cette région. Sachant que le gouvernement irakien déposera un mémorandum de protestation contre l'Arabie saoudite et la coalition internationale, pour ce survol".

Auparavant, Zamili a accusé des pilotes saoudiens, qataris et bahreinis de fournir des renseignements directs au groupe terroriste takfiriste Daesh, sur les pièces militaires irakiennes. Bombardement d'un repaire de Daesh. Au sujet des exploits enregistrés contre Daesh, le ministère irakien de la Défense a assuré avoir bombardé un repaire de Daesh, à NadhimTaqsim, à l'Ouest de l'Irak, et avoir mené 50 raids contre les positions terroristes, qui ont subi de lourdes pertes, dans leurs rangs. Dans un communiqué, vendredi, le ministère a indiqué que "l'aviation irakienne et sur la base de renseignements sûrs, a mené un raid (…) provoquant la mort de plusieurs miliciens de Daesh, et la destruction d'armes et d'équipements militaires". french.irib.ir 06.05

6.2- Irak : Paris contre le Hezbollah. - french.irib.ir

Lors de la conférence de la coalition anti-Daesh à Paris, le gouvernement français a demandé la libération des prisonniers takfiris et baathistes, ainsi que la dissolution des forces populaires irakiennes qui se battent contre les terroristes. Le site d'information Al-Manar a publié une analyse sur la tenue de la conférence de la coalition internationale anti-Daesh qui a eu lieu le mardi 2 juin à Paris. Cette conférence, codirigée par le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius et le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi, a réuni les ministres des Affaires étrangères de 24 pays ainsi que les représentants des organisations internationales.

Des sources françaises ont déclaré au journaliste du site Al-Manar que lors des réunions à huis clos, des choses ont été dites qui allaient diamétralement à l'encontre des propos de Laurent Fabius et du vice-ministre américain des Affaires étrangères devant les journalistes, au cours des conférences de presse.

En outre, des sources françaises font état de l'existence des contradictions très importantes entre les prises de positions de Paris et de Washington en ce qui concerne la situation actuelle de la Syrie et de l'Irak. La délégation américaine confirmait de manière évidente la position du gouvernement central de Bagdad, tout en estimant que Bagdad aurait commis « quelques erreurs » (par exemple dans le choix du nom de l'opération de la libération de Ramadi), et essaient manifestement ne pas mettre en doute les détails des opérations des Irakiens pour lutter contre les terroristes. Par contre, la délégation française qui suivait clairement les ordres reçus de la part des pays arabes du sud du golfe Persique, insistait obstinément sur le renversement du gouvernement du président Bachar al-Assad en Syrie et critiquait les moindres détails des plans de Bagdad pour lutter contre les terroristes en Irak.

Les sources françaises ont dit au journaliste du site Al-Manar que la France a proposé plusieurs points lors de la conférence de Paris :

1- L'application des formes au niveau de la structure du pouvoir politique en Irak, de sorte que plus de pouvoir et prérogatives soient donnés à la communauté sunnite irakienne en matière de la défense et de la sécurité.

2- L'accélération du processus de la création d'un Conseil national irakien avec la participation des tribus sunnites de la province d'al-Anbar.

3- L'annulation de la loi de débathification en Irak.

4- La libération des officiers de l'ancien parti Baath de Saddam Hussein et leur adhésion à l'armée irakienne.

5- L'application de l'amnistie générale que le gouvernement de Bagdad avait promise antérieurement.

6- La dissolution des comités de défense populaire en Irak.

Selon des sources françaises qui ont assisté aux réunions de la conférence de paris, le Premier ministre irakien Haïdar al-Abadi s'est mis en colère après avoir appris les propositions du gouvernement français, et a défendu directement les activités des comités populaires. Il a souligné que les comités populaires n'ont pas le statut de milices, mais qu'ils font partie des forces armées du pays, reconnus officiellement par Bagdad.

Cependant lorsque le Premier ministre irakien a participé à une conférence de presse à Paris, il a eu un ton moins vif, car les Américains lui avaient demandé de ne pas contredire frontalement les propos du ministre français des Affaires étrangères et du vice-ministre américain des Affaires étrangères lors de leur conférence de presse commune.

Au cours de sa conférence de presse, Haïdar al-Abadi a déclaré que la lutte de la coalition anti-Daesh était plutôt une guerre verbale, car les pays membres de cette coalition n'ont pas vraiment pris des mesures efficaces pour se battre contre les terroristes de Daesh.

Il a ajouté que les pays occidentaux ne vendent pas d'armes aux Irakiens et les interdisent aussi d'en acheter aux autres pays, sous prétextes des sanctions qu'ils ont imposées à la Russie. Il a rappelé que l'Irak a payé le prix des contrats d'armements à la Russie, mais n'a pas pu encore recevoir les armes en raison des sanctions antirusses. Il a ajouté que le même problème existe en ce qui concerne la livraison d'armes iraniens au gouvernement irakien. L'Iran est prêt à livrer des armes et des équipements militaires aux Irakiens, mais l'Occident empêche l'Irak d'acheter des armes à son voisin iranien. french.irib.ir 06.05

7- Palestine occupée

7.1- La lutte anti-Daech, nouveau prétexte des sionistes pour attaquer Gaza - french.irib.ir

Le régime sioniste a installé son système balistique "Dôme de fer" dans le sud des territoires occupés après qu'un groupe salafiste dit « Omar Hadid » a tiré des roquettes vers les territoires occupés. Selon l'agence de presse Fars, les chasseurs du régime sioniste ont pris pour cible les bases du Hamas dans la bande de Gaza bien qu'un groupe salafiste pro-Daech, dit « Omar Hadid », ait revendiqué le tir des roquettes vers les territoires occupés depuis Gaza. Dans le même temps, le régime sioniste a installé deux systèmes balistiques "Dôme de fer" dans le sud des territoires occupés.

Selon le journal "Times Israël", l'un des systèmes a été déployé près du port Ashdoud et l'autre près de la ville de Netivot. Selon la chaîne 10 de la télévision israélienne, un autre système a été de même installé près de la ville d'Ashkelon. L'installation de ces deux systèmes balistiques a suivi l'attaque des chasseurs de l'aviation israélienne contre les bases du Hamas à Gaza. Il paraît que le régime sioniste entendait riposter à une attaque aux roquettes du groupe Omar Hadid qui voulait venger le meurtre de l'un de ses membres par le Hamas.

Les sources militaires israéliennes se disent préoccupées quant à la répétition de cet événement. Selon les mêmes sources, il se peut que le groupe pro-Daech "Omar Hadid" prenne, de nouveau, pour cible les territoires occupés en raison de ses divergences avec le Hamas.

La chaîne 10 de la télévision israélienne citant une source militaire a rapporté : « Le Hamas tente d'empêcher le tir des roquettes vers Israël».

En outre, les évaluations du ministère israélien de la Guerre montrent que le Hamas ne veut pas passer en guerre. Les chasseurs de l'aviation israélienne ont attaqué, jeudi à tôt dans la matinée, des bases de la Résistance dans la bande de Gaza. D'abord, les chasseurs F16 ont tiré des roquettes vers la base Al-Khiyala, appartenant aux brigades de Qassam, branche militaire du Hamas. Cette base se situe dans la localité d'Al-Maqoussa, dans le nord-ouest de la bande de Gaza. La deuxième frappe a visé la base Abou Jarad, située dans le centre de la bande de Gaza et la troisième une base de formation militaire, baptisée Saraya Al-Qods, appartenant à la branche militaire du Mouvement du Jihad Islamique de la Palestine. Cette base se situe dans la localité de Hataïne, située dans l'Ouest de Khan Younes. french.irib.ir 06.05

7.2- Les Sionistes ont massacré 980 enfants et adolescents palestiniens - french.irib.ir

Le centre médiatique palestinien a annoncé que les forces de sécurité du régime sioniste avaient massacré, lors de trois opérations agressives contre la bande de Gaza, pas moins de 980 enfants palestiniens, de moins de 18 ans. Selon l'IRNA, le régime sioniste a utilisé, lors de ses offensives, des milliers d'enfants blessés et handicapés, comme des boucliers humains.

L'entité sioniste a violé, à plusieurs reprises, toutes les lois internationales sur les droits de l'enfant, le traité 1989 sur les droits de l'enfant, la charte internationale des droits de l'Homme, adoptée en 1948, ainsi que le traité 1949 de Genève. Le mouvement mondial pour la défense des droits de l'enfant a annoncé, à la «Journée internationale des enfants, victimes de la violence et de la guerre», que 2014 a été l'année la plus sanglante et la plus difficile, pour les enfants palestiniens, avec plus de 530 tués. «En vertu de l'article 9 du Traité de Rome, les effets de l'agression et des violences des forces du régime sioniste sur le psychique des enfants et leur peur provoqué par le bruit des tirs d'obus, leur arrestation, par les forces de sécurité, et l'imposition de punitions collectives aux Palestiniens de Gaza, depuis ces neuf dernières années, sont des manifestations flagrantes du génocide du peuple palestinien», a dit cette institution internationale. french.irib.ir 06.05

8- Syrie.

- Idleb: les Nosratistes, décimés. - french.irib.ir

Dans la banlieue d'Idleb, la source militaire a souligné l'élimination de dizaines de terroristes du "Front Al-Nosra" et la destruction de leurs 5 véhicules, dotés de mitrailleuses lourdes, dans une série de raids, qui qui avaient visé leurs rassemblements, à Sanqarah, à Eynata, à Ma'atram, à Kafar Chalaya, à Bsanqoul et à Mhanbal.

La source a affirmé à SANA que des unités de l'armée avaient éliminé et blessé des terroristes de "Daesh", à la périphérie de l'Académie aérienne, et détruit des caches et des véhicules des réseaux terroristes armés, à Andan, Hayyan, Abtine et Mansoura, dans la banlieue d'Alep. Toujours, dans la banlieue d'Alep, l'armée a éliminé et blessé des terroristes entre les deux localités de Byanoun et Hayyan et dans les deux villages d'Azzan et Ebtine, dans la banlieue-Sud d'Alep. french.irib.ir 06.05

9- Yémen.

9.1- Yémen: La coalition intensifie ses raids sur Sanaa, faisant 45 morts - 20minutes.fr

La coalition arabe sous commandement saoudien a intensifié ses raids dimanche au Yémen, visant un QG militaire aux mains des rebelles dans la capitale Sanaa en faisant au moins 45 morts, malgré l'approche de pourparlers de paix le 14 juin. Parmi les

morts figurent 20 civils, victimes d'explosions collatérales.

Des accrochages ont par ailleurs eu lieu dimanche à la frontière saoudo-yéménite où l'armée saoudienne a convoyé des renforts en hommes et en armements, dont des chars, a rapporté la télévision satellitaire Al-Arabiya, qui a diffusé des images montrant des colonnes de véhicules militaires transportant du matériel lourd et convergeant vers le sud du royaume. 20minutes.fr 07.06

9.2- Yémen : cinq chasseurs saoudiens abattus, de nombreux soldats capturés - french.irib.ir

Le porte-parole officiel de l'armée yéménite a annoncé que cinq avions de combat saoudiens ont été abattus et que de nombreux soldats de l'armée saoudienne ont été capturés par les forces yéménites lors des affrontements frontaliers. Selon des informations parvenues du Yémen, l'armée et les forces des comités populaires ont détruit plusieurs bases militaires de l'Arabie saoudite près de la frontière.

Le colonel Sharaf Luqman, porte-parole de l'armée a déclaré aux journalistes que la raison principale de la décision de l'armée de dissimuler ses missiles Sam, était la trahison du président démissionnaire Abd Rabbo Mansour Hadi qui a transmis les informations des sites de lancement de ces missiles aux forces militaires saoudiennes. Le colonel Luqman a annoncé que les forces yéménites ont abattu cinq chasseurs de l'armée saoudienne. french.irib.ir 06.05

9.3- Mansour Hadi, assigné à résidence, en Arabie - french.irib.ir

Certains proches du Président démissionnaire et fugitif du Yémen, Abd Rabbo Mansour Hadi, annoncent son assignation à résidence, à Riyad, par les responsables saoudiens.

Selon l'agence de presse Fars, certains proches de Mansour Hadi ont annoncé que ce dernier était assigné à résidence, dans la capitale de l'Arabie saoudite, Riyad, et que les autorités saoudiennes ne lui permettaient pas de se déplacer, à New York, pour y être soigné.

L'Association de paix, dans la province d'Abyne, a annoncé, dans un communiqué, que les proches du Président démissionnaire Mansour Hadi avaient fait état de son assignation à résidence, à Riyad. «Après la diffusion de cette nouvelle, nous avons mené une enquête et nous nous sommes assurés son authenticité. Mansour Hadi est assigné à résidence, et ce sont le ministère de la Défense, le service du renseignement saoudien et la commission spéciale du Yémen, au Conseil des ministres saoudiens, qui ont ordonné cette assignation à résidence», peut-on lire, dans ce communiqué. french.irib.ir 06.05

Haut de page

Le 9 juin 2015

CAUSERIE

Et dire que l'immense majorité de la population accepte de vivre dans un monde aussi détestable, qu'elle est incapable d'imaginer ou de concevoir qu'il serait possible de vivre autrement, alors que les conditions objectives sont réunies pour le permettre. Reste manifestement que les conditions subjectives ne sont pas mûres, c'est le moins qu'on puisse dire.

A propos de notre portail.

Quand dans un article vous trouver "l?air de rien il n?y a pas d?ombre", c'est que le webmaster avait bloqué la touche majuscule de son clavier où se trouve l'apostrophe et le point d'interrogation, je corrige ces erreurs tous les jours mais je dois en laisser passer.

Je corrige aussi certaines erreurs de ponctuation ou fautes d'orthographe du portail iranien (french.irib.ir), et souvent je suis obligé de créer les paragraphes car ils ont oublié de le faire !

Quant aux commentaires des internautes, j'effectue les mêmes corrections par dizaines tous les jours.

Tout cela pour que le niveau d'orthographe de nos lecteurs ne se détériore pas, cela dit je fais moi-même des fautes que je laisse parce que je me relis trop rapidement ou pas du tout parfois. Entre le riz qui cuit à surveiller, la machine à laver à vider et le linge à étendre, etc. il arrive qu'on ne sache plus très bien où on en était resté !

Vous n'en avez peut-être pas conscience, mais je réalise l'actualisation quasi quotidienne de notre portail en tension permanente,

je parle au niveau du temps. J'enchaîne les infos, je sélectionne les passages à reproduire, il faut trouver les titres et rédiger les commentaires spontanément dans la foulée sans le moindre répit, et quand tout est terminé je pose les balises html qui servent à formater le texte et les paragraphes. A l'arrivée je suis complètement lessivé, vidé, exténué, mais la journée n'est pas terminée, ensuite j'enchaîne avec les tâches ménagères jusqu'à l'heure du dîner où enfin je peux me poser. Après je me tape encore 30 à 45 minutes de boulot consistant à télécharger les infos du Moyen-Orient et les articles de différents portails. C'est seulement sur le coup de 21h30 ou 21h45 que je suis enfin libéré de cette corvée. Il me reste entre 30 et 45 minutes quotidiennement de temps libre avant l'extinction des feux. C'est pire que d'être permanent dans un parti ! Et en prime cela rapporte que dal !

Toujours dans la bonne humeur, sans idéal c'est impossible !

Pire, j'y suis de mon argent. La preuve, j'ai encore fait une connerie qui m'a coûté 500 roupies. Je n'ai pas pris le temps de me pencher sur ma machine à laver qui était tombée en panne avant-hier, j'y avais jeté un coup d'oeil, j'avais fait le diagnostic que c'était le condensateur du moteur qui avait claqué. Bingo, un technicien est passé cet après-midi et l'a confirmé, ou non, en fait c'était un fil reliant le condensateur au moteur qui était coupé et je ne l'avais pas vu parce que je n'avais pas pris la peine de le démonter. Quel con je me suis dit, tu parles d'un ex-technicien ! En réalité je passe mon temps à cavaler, je me concentre uniquement sur mon activité politique et je néglige tout le reste. Résultat, vous me devez 500 roupies, au taux de change actuel cela doit faire 6,50 euros ! Au fait, même quand je suis sur la moto ou que je fais mes courses je suis en train de penser à une question politique, c'est l'avantage de mon mode de vie qui me le permet.

Vous voulez un autre exemple. Juste pour se détendre avant le début des hostilités, en est en guerre souvenez-vous.

L'autre jour je suis allé acheter un cadre pour placer la photo de mon ex-chien Yvan mort le 3 décembre 2014. Depuis je n'avais jamais trouvé le temps de m'en occuper, comme quoi je ne vous raconte pas de blagues. La croix et la bannière pour trouver à Pondichéry ce foutu cadre à un prix abordable. Je fais plusieurs magasins en vain. Il faut savoir qu'il est mpossible de trouver un cadre vide, sans photo, ou alors il faut donner ses mesures, le commander et repasser le chercher, bref la galère, je n'ai pas de temps à perdre avec ce genre de trucs. Enfin on m'en indique un, j'y vais, le prix est convenable, je l'achète. Dedans il y avait bien sûr une photo représentant une nature morte, des fleurs. De retour chez moi je démonte l'arrière du cadre, je retire cette photo et là je m'aperçois qu'il n'y avait pas de glace (en option!), la photo était plastifiée et j'ai confondu le plastique avec une glace ! Quel con me suis-je dit ! Bref, mon pépère figure bien dans son cadre mais sans glace (avec la chaleur qu'il fait, par pitié pour lui je l'ai placé à côté du frigidaire en attendant!), il devra peut-être attendre juin 2016 pour en avoir une, qui sait ! J'enverrai la facture à mes généreux lecteurs qui auront eu le temps d'économiser cette somme faramineuse, j'extrapole.

Et puis comme quoi il n'y a pas que Selvi (ma compagne) qui fait des conneries, elle c'est habituellement une par jour, en moyenne, mais c'est naturel chez elle, donc je ne peux rien dire, ce qui n'est pas mon cas, parce que je n'ai pas toute ma tête ou finalement je l'imite. Sans déconner, c'est à croire que si j'arrêtais le militantisme je régresserais et je me retrouverais au niveau de Selvi. Impossible car là je retrouverais toute ma tête, ah ben oui que je suis con, c'est bien sûr, d'ailleurs j'ai prouvé qu'après avoir cessé de militer pendant 20 ans je ne l'avais jamais réellement perdue, c'est rassurant, n'est-ce pas ?

On pourrait épiloguer en ajoutant, qu'en réalité et non pas par esprit de contradiction, j'ai emprunté le chemin inverse de nombreux militants qui ont abandonné le combat, c'est dommage, pour eux bien sûr, pas pour moi qui me porte très bien aujourd'hui, d'ailleurs j'invite ceux qui sont dans ce cas-là à suivre mon exemple. Entre nous, vaut mieux encore crever avec un idéal inaccompli que sans idéal du tout. Pourquoi ? Quelle question, mais parce que c'est le meilleur moyen de le transmettre pour qu'il se réalise un jour !

Il y en a qui vont peut-être dire que ce genre de causerie tient du bavardage du café du commerce, ce serait ignorer le message politique qu'elle contient et plus encore.

Trois réponse à trois courriels envoyés hier.

1- Bonjour,

Tom Thomas est un vieux militant, aujourd'hui retraité de la ville de Paris où il travaillait dans l'urbanisme, vous trouverez ci-dessous un descriptif de son parcours et de sa démarche.

Bonne continuation et bravo pour vos efforts!

Nous voilà avancé !

2- Bonjour,

Il (Daniel Audoux - ndlr) a dû être au PCI, il est docteur en science politique.....mais j'ai déjà vu Marxisme, Trotskysme avec

des majuscules, notamment dans la revue " la Vérité".

E.

Dans mon courriel adressé à E. j'avais fait la remarque qu'écrire marxisme avec un M majuscule et inclure des doubles ponctuations (!!) dans un livre témoignait un manque de rigueur de l'auteur.

3- Bonjour,

Je suis un ex-militant du PCI, j'ai fait une thèse sur les organisations se réclamant du Trotskysme, thèse que j'ai actualisée pour faire cet ouvrage. Merci pour votre intérêt.

D.Audoux.

On est bien avancé avec cela ! Comme quoi j'avais bien reconnu la rhétorique avec laquelle j'ai rompu. Je ne sais pas si je vais le relancer pour en savoir plus ou si je laisse tomber, il faut dire que c'est plutôt décourageant, alors on se demande pourquoi il a publié cet ouvrage ?

Le gouvernement français est al-qaïdiste. La preuve.

Alors qu'il prétend tout faire pour empêcher des apprentis barbares de rejoindre la Syrie ou l'Irak.

Le 27 décembre 2013, B. alors âgé de 16 ans, contrôlé à l'aéroport de Nice avec sa pièce d'identité par la police de l'air et des frontières, l'adolescent, "mineur", a quitté le territoire français pour la Turquie notoirement connue pour être la porte d'entrée vers la Syrie, sans que la police s'en inquiète", déplore Me Samia Maktouf, avocate de la mère.

"La police a commis une faute grave et un manque de discernement s'agissant d'un mineur, non accompagné, qui se rendait avec un aller simple en Turquie sans bagage", estime l'avocate. (source : AFP 08.06)

Mineur non accompagné avec un aller simple pour la Turquie et sans bagage, il présentait le profil idéal d'un candidat de Daesh, non ? Sa mère a porté plainte contre le gouvernement et Cazeneuve a déjà répondu non... Normal.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Le sionisme est une grande entreprise.

- "Le boycott d'Israël est inadmissible", dénonce Nicolas Sarkozy - Francetv info

- Polémique avec Israël: le PDG d'Orange se dit "radicalement opposé à l'idée même d'un boycott" - AFP

Ces Etats exemplaires en matière de démocratie... et si corrompus en réalité.

- Fifa : l'Allemagne soupçonnée d'avoir livré des lance-roquettes à l'Arabie saoudite pour obtenir le Mondial 2006 - Francetv info

Berlin aurait emporté le vote pour l'organisation de la Coupe du monde grâce à des livraisons d'armes à Riyad et d'importants investissements en Thaïlande et en Corée du Sud. Francetv info 08.06

Vaudeville institutionnel

- Hollande vole au secours de Valls après son escapade footballistique à Berlin - L'Express.fr

- Primaire des Républicains: Pourquoi la répartition des bureaux de vote fait débat - 20minutes.fr

- A l'Assemblée, les écolos se déchirent en groupe - Liberation.fr

- Alcool: le gouvernement fait barrage à une nouvelle tentative de miner la loi Evin - AFP

- Loi Macron: nouveau psychodrame en vue à l'Assemblée? - L'Express.fr

Comme un air de fin de régime en putréfaction.

- Rassemblement contre le projet de loi renseignement, avant le vote au Sénat- AFP

- L'évacuation musclée d'un camp de migrants à Paris - Francetv info

- Encore un enfant rom mort dans un incendie près de Lille - Liberation.fr

- Autoroute Roissy-Paris: suspension de la voie réservée aux bus et taxis - AFP

- Les chauffeurs de taxi manifestent à Marseille et Nantes contre l'arrivée d'UberPOP- Francetv info

- Travail au noir au réacteur EPR: la justice tranche mardi - AFP

- Retraites: Vers une baisse du niveau de vie des retraités par rapport à l'ensemble de la population - 20minutes.fr

- L'assouplissement des seuils sociaux annoncé - Francetv info

Outre le plafonnement des indemnités aux prud'hommes, les seuils sociaux devraient être la seconde mesure annoncée mardi 9 juin par le gouvernement, selon Les Échos. Francetv info 08.06

Pas contre les barbares, et pour cause ils en font partie !

- Syrie: Une conférence pour tenter d'unifier l'opposition à Bachar al-Assad - 20minutes.fr

Confirmation. Nous l'avions annoncé il y a environ un an.

- Liberté conditionnelle pour Oscar Pistorius en août - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Psychodrame entre banquiers.

- Le gouvernement conduit-il la France au désastre ? - Francetv info

Francetv info Thierry Pech, directeur de Terra Nova et Jean-Hervé Lorenzi, président du Cercle des économistes sont invités sur le plateau du Grand Soir 3 pour réagir à la tribune d'Arnaud Francetv info

"Le diagnostic d'Arnaud Montebourg et Matthieu Pigasse repose sur une critique de l'austérité. 'Est ce qu'il y'a vraiment des politiques d'austérité en France ? Pas au point où on l'observe en Italie, en Grèce, en Espagne'", argumente Thierry Pech.

Pour Jean-Hervé Lorenzi, l'analyse faite par les deux hommes dans la tribune n'est "pas très sérieuse". Il montre à l'aide d'une courbe que les revenus bruts des ménages continuent à augmenter. Pour lui, si les résultats de la France sont faibles, c'est que le pays n'est "pas assez compétitif". "On est directement lié à la compétitivité de nos entreprises". Le directeur de Terra Nova estime de son côté que, "le climat de politique économique à l'intérieur de la zone euro est trop restrictif", il est en accord sur ce point avec la tribune parue. Francetv info 08.06

Traduction : En la libéralisant davantage ou en faisant jouer à fond la concurrence entre chaque travailleur au sein de l'UE... cela permettrait de réduire encore davantage le coût du travail ou d'augmenter "la compétitivité de nos entreprises" et leur profit, objectif partagé par le gouvernement et le tandem Montebourg-Pigasse, qui ne sont pas d'accord uniquement sur les moyens d'y parvenir.

En complément. Leur grotesque bouffon en rajoute.

- "Faut aller au bout, les gars !", lance Mélenchon à Montebourg et Pigasse - Francetv info

Pour rester poli on a franchement envie de s'exclamer parce que là cela dépasse les bornes de l'opprtunisme : Quel abruti celui-là ! Vous préférez quel vendu ? Accusation exagérée, outrancière ? Vraiment. Vérifions-le immédiatement.

Matthieu Pigasse qui est-ce ? (source : wikipedia.org)

Ancien administrateur civil du ministère de l'Économie et des Finances, il est directeur général délégué de la banque Lazard en France et vice-président de Lazard en Europe, ainsi que propriétaire et président du magazine Les Inrockuptibles, et actionnaire du journal Le Monde et du Huffington Post.

- Membre du conseil d'administration des groupes Lucien Barrière et Derichebourg et de l'agence Relaxnews.

- Membre du conseil d'administration de la Fondation Jean-Jaurès, think tank du parti socialiste, ainsi que de la fondation pro-européenne EuropaNova.

- En 2007, il a fait partie des Gracques, « un groupe de réflexion et de pression » qui souhaite une rénovation de la gauche française autour de valeurs sociales-libérales.

- En décembre 2012, les Gracques publient dans le journal Le Point une analyse des premiers mois de la présidence de François Hollande. Ils notent une gravité et une urgence de la situation économique à laquelle ils trouvent différentes causes : « parce que le pays pâtit toujours du laxisme passé : celui des déficits permanents, de l'excessive fiscalité des entreprises – réduisant leurs marges, donc leur capacité à investir- et du surendettement. » Ils condamnent une « inertie des administrations (qui) a conduit à la paralysie » et recommandent une « réforme du secteur public » « plus nécessaire que jamais » (source : wikipedia.org)

La réaction sur toute la ligne, quoi ! A moins de ne pas savoir lire, cela arrive de plus en plus fréquemment dans nos rangs apparemment.

Alors, "*au bout*" de quoi doit-il aller le brave petit "*gars*" Pigasse, sinon sa logique néolibérale, hein dites-nous monsieur l'illusionniste ?

Après cela qui osera encore se demander si Mélenchon est de droite ou de gauche ? Et ne dites-pas que la question serait déplacée, il vient lui-même de nous fournir la réponse. Franchement, un peu de courage, soyez honnête, c'est ce dont nous avons le plus besoin de nos jours et qui fait tant défaut à nos dirigeants, vous ne trouvez pas ?

Ah ben oui que voulez-vous, la crise du capitalisme s'approfondit, la politique de ceux qui nous gouvernent se radicalise en conséquence pour y répondre, les discours de ceux qui les soutiennent aussi, toujours plus à droite, la réaction sur toute la ligne.

De quoi témoignent-ils ? Qu'il faut impérativement faire table rase du passé.

Qu'il n'existe pas de demi-mesures possible entre le capitalisme et le socialisme : Soit vous vous accommodez du capitalisme et vous devenez de droite, réactionnaire ; soit vous rompez avec lui et vous rejoignez les rangs de la révolution socialiste mondiale, vous êtes de gauche, révolutionnaire. On peut retourner la question dans tous les sens pendant des jours, des mois ou des années, il n'existe pas d'autres alternatives. Voilà qui est difficile à admettre quand on tient son petit confort du régime en place, on en convient et ce n'est pas notre cas.

Le jour où la plupart des militants l'auront enfin compris, peut-être qu'il se trouvera des dirigeants pour reprendre le flambeau du socialisme, qui sait ? En attendant on se sent bien seul, mais pas découragé pour autant car on sait que des milliers de militants partagent déjà l'essentiel de nos idées, reste à trouver le moyen de lever les obstacles qui les empêchent aujourd'hui de se rassembler. C'est à cela que nous travaillons uniquement, inlassablement, avec acharnement et détermination. Dommage que vous ne nous aidiez pas à avancer dans cette voie...

Jeunesse sacrifiée. Un régime sordide qu'il est urgent de renverser.

- Cri d'alarme de l'Unicef sur les droits de l'enfant en France- AFP

Plus de 3 millions d'enfants, soit un sur cinq, vivent sous le seuil de pauvreté en France, 30.000 sont sans domicile, 9.000 habitent des bidonvilles et 140.000 décrochent de l'école chaque année, s'alarme l'Unicef dans un rapport publié mardi.

De 2008 à 2012, 440.000 enfants supplémentaires ont plongé avec leurs familles dans la pauvreté, avec une prise en compte de l'impact de la crise "dramatiquement insuffisante", selon cette analyse de l'Unicef France sur les moins de 18 ans, intitulée "Chaque enfant compte. Partout, tout le temps" et remise aux experts du Comité des droits de l'enfant, instance de l'ONU.

Beaucoup d'entre eux "cumulent les inégalités aux conséquences désastreuses pour leur avenir et celui de la société".

Michèle Barzach, présidente de l'Unicef France, le reconnaît : "Notre rapport est un cri d'alarme qui doit pousser les autorités à agir d'urgence et de manière plus efficiente pour chaque enfant".

L'Unicef France, qui vient d'être auditionné par le Comité des droits de l'enfant, met en lumière les zones d'ombre de l'application de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) en France, interpelle le gouvernement sur les progrès à réaliser et émet 36 recommandations concrètes.

"En dépit d'efforts considérables (...), la France échoue en partie à l'égard de l'enfance et de la jeunesse et ce sont les plus fragilisés par la pauvreté, l'exclusion sociale, les discriminations, mais aussi par cette période si particulière qu'est l'adolescence, qui en payent le plus lourd tribut", poursuit Mme Barzach dans ce rapport.

Le rapport dénonce notamment "la situation inacceptable des enfants migrants non accompagnés et/ou vivant en bidonvilles" au nombre de 8.000 à 10.000.

Privés de leurs droits fondamentaux, victimes de discriminations, ces mineurs isolés étrangers "comptent parmi les plus vulnérables". Cela conduit "à des situations indignes", alerte Mme Barzach, comme la traite des êtres humains.

Autre sujet de "forte inquiétude et de déception", la justice pénale des mineurs et l'abandon d'une réforme d?envergure.

Le glissement de la justice des mineurs vers celle des adultes opéré dans les années 2000 est en contradiction avec les principes de la CIDE et l'esprit de l'ordonnance de 1945, souligne le rapport. Les tribunaux correctionnels pour mineurs n'ont ainsi toujours pas été supprimés malgré les promesses gouvernementales.

L'Unicef France demande aussi qu'un seuil de responsabilité pénale soit fixé, à l'âge le plus élevé possible, sans exception prévue, et assorti d'un critère complémentaire de discernement. AFP 08.06

Intox. Opération récupération - instrumentalisation - déstabilisation

Grille de lecture.

- En famille toute réprimande demeure convenue, contenue... encore faut-il que tous ses membres jouent le jeu. Tous les Etats, monarques et gouvernements du Golfe ont une existence artificielle ou sont soumis à la domination américaine (et de ses alliés sionistes ainsi qu'occidentaux). C'est la règle du jeu qu'il faut avoir en permanence à l'esprit, aucun de ces Etats ne peut prendre une décision politique importante sans en référer au préalable à Washington.

- Même leur gestion intérieure y est soumis. Et s'ils commettent une erreur, leurs parrains leur tapent sur les doigts ou les rappellent à l'ordre, voire exigent qu'ils soient démis de leur fonction, d'où certaines révolutions de palais...

- L'Union européenne et Washington demandent à Riyad de renoncer à fouetter Raïf Badoui - lemonde.fr

Le département d'Etat a fait part de sa « profonde préoccupation » après la décision irrévocable de la Cour suprême saoudienne, qui a confirmé des peines infligées en novembre 2014 à dix ans de prison et à 1 000 coups de fouet (50 par semaine pendant 20 semaines) pour « insulte à l'islam ».

« Le gouvernement américain continue d'appeler les autorités saoudiennes à annuler cette punition brutale et à réexaminer le cas et la condamnation de Badaoui », a dénoncé le porte-parole Jeffrey Rathke.

« Nous sommes fermement opposés aux lois — y compris aux législations (réprimant) l'apostasie — qui limitent l'exercice de la liberté d'expression », a tonné le diplomate américain, dont l'administration s'était déjà émue en début d'année de l'affaire Badaoui.

Raïf Badaoui, animateur du site internet Liberal Saudi Network et lauréat 2014 du prix Reporters sans frontières (RSF) pour la liberté de la presse, est emprisonné depuis 2012 et avait été condamné en novembre. Farouche défenseur de la liberté d'expression, son site internet avait demandé la fin de l'influence religieuse dans le royaume saoudien, régi par le wahhabisme, une stricte version de l'islam. (Etrangère à l'islam d'après ce que j'ai lu ou une version déformée de l'islam. Mais on comprend l'intérêt de cet amalgame qui leur permet en dénonçant Daesh d'attaquer l'islam au passage et l'ensemble des musulmans dans le cadre de la guerre des civilisations qu'ils ont lancé en 2001. - ndlr)

Le cas de Raïf Badaoui a suscité de vives protestations en Occident mais l'Arabie saoudite a rejeté toute « ingérence » et toute critique de son système judiciaire. Avant la diplomatie américaine, celle de l'Union européenne (UE) avait aussi demandé à Riyad de ne pas infliger de châtiments corporels à M. Badaoui. (Mais pas un mot sur les 88 décapitations réalisées par cet Etat barbare depuis le début de l'année, comme quoi Riad aurait mieux fait de le décapiter ! Peut-être faute d'avoir recruté un nouveau bourreau... - ndlr)

Une porte-parole du service diplomatique de l'UE a qualifié ce type de châtiment d'« inacceptable » et « contraire à la dignité humaine ». Du côté de la France, alliée comme les Etats-Unis de l'Arabie saoudite, Paris a demandé « la poursuite de la suspension de l'exécution de la peine » et exhorté les « autorités saoudiennes à un geste de clémence, notamment à l'occasion du ramadan », qui démarre le 17 juin, selon le Quai d'Orsay. lemonde.fr 08.06

Ce n'est pas par hasard si cette agence (RSF) de l'impérialisme américain le supporte.

Histoire de rappeler au régime saoudien soutenu politiquement et militairement par les grandes démocraties que sont Washington, Bruxelles et Paris, qu'il est leur obligé ou qu'il leur doit sa souveraineté, son existence et sa richesse.

Quand une blanche vaut deux noires.

- Le policier qui a tué Walter Scott poursuivi pour meurtre - LeMonde.fr

Michael Slager, le policier qui avait été filmé en train d'abattre dans le dos un homme noir en avril à North Charleston (Caroline du Sud) est poursuivi pour meurtre.

- Un policier texan suspendu après une intervention musclée contre une ado noire en bikini - 20minutes.fr

Un policier blanc qui pointe son arme sur des ados noirs et qui maintient au sol une jeune fille de 14 ans en bikini avec ses genoux. L'incident, qui s'est déroulé à McKinney, une banlieue de Dallas, semble cristalliser le racisme et la brutalité policière ambiantes aux Etats-Unis.

Tout a commencé avec une pool party organisée à la piscine d'un complexe d'appartements. Plusieurs dizaines d'ados, en majorité noirs, qui avaient vu l'invitation sur Facebook sont arrivés. Après une altercation entre un ado et un adulte, plusieurs habitants du complexe ont appelé la police.

«Je crois que certains parents blancs étaient mécontents qu'une bande d'enfants noirs qui ne vivent pas dans le quartier soient à la piscine», a confié l'auteur de la vidéo, Brandon Brooks, 15 ans, à BuzzFeed. Alors qu'une manifestation s'est déroulée lundi pour dénoncer la brutalité policière, des habitants ont planté des panneaux remerciant la police d'avoir «restauré l'ordre». 20minutes.fr

La piscine réservée aux Blancs, mais dites-donc n'y aurait-il pas comme un parfum nauséabond d'apartheid au Texas, l'Etat des Bush ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Iran

- Tuerie au nom de la démocratie - french.irib.ir

Ceux qui posent en avocat des droits de l'Homme, massacrent dans la région au nom de la démocratie », a déclaré le président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangères du Parlement iranien, Alaeddin Boroujerdi.

Lors d'une assise dimanche de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Parlement, Alaeddin Boroujerdi a souligné que les pays prétendus défenseurs des droits de l'Homme, dont les Etats-Unis criminels, soutiennent l'agresseur, dans la lutte contre le terrorisme.

« Les pays hégémoniques attaquent les pays et massacrent au nom de la démocratie et des droits de l'Homme », a précisé le parlementaire iranien. En allusion au silence des instances et des communautés internationales face aux tueries au Yémen perpétrées par le régime saoudien, M. Boroujerdi a ajouté : « Les pays hégémoniques apportent leurs soutiens aux criminels

et aux Saoud au Yémen. Soulignant que les membres de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Majlis islamique ont encore une fois condamné les crimes de l'Arabie au Yémen, M. Boroujerdi a appelé le monde de l'Islam à voler au secours du peuple musulman, opprimé et sans défense du Yémen. french.irib.ir 08.06

2- Libye

- Où en est la crise libyenne ? - french.irib.ir

L'incurie des groupes politiques en Libye, chose prouvée, a ouvert la voie à Daech pour y faire cavalier seul, d'autant plus que les portes de sortie proposées se contredisent les unes les autres.

A l'échelle internationale les propositions pour débarrasser la Libye du danger des terroristes de Deach sont contradictoires. La présence de deux gouvernements et deux parlements en parallèle fait nettement état d'une guerre de pouvoir parmi les séculaires soutenus par l'Occident, les rétrogrades arabes, et les islamistes soutenus par la Turquie et le Qatar. Dans ce contexte les daechistes, déjà actifs en Irak, en Syrie, au Yémen et en Egypte, ont fait de la Libye une nouvelle base. Les daechistes y sont présents notamment à Syrte, la ville natale de Mouammar Kadhafi. Il y a quelque temps Daech a envoyé Abu Habib al-Jazravi, l'un de ses leaders d'origine saoudienne, à l'Est libyen afin d'y recruter des éléments extrémistes.

Dès qu'il a pris le contrôle de la ville de Burqa, Daech a officiellement annoncé sa présence en Libye; son premier défilé militaire avec des centaines de blindés a surpris l'opinion publique. L'échec des réunions inter-libyennes organisées par l'ONU et les divergences profondes parmi les courants libyens ont incité d'autres pays à proposer des solutions qui se divergent.

Les ministres égyptien, italien et algérien ont tenu leur seconde réunion au Caire pour examiner la crise en Libye. La première réunion avait été tenue en avril à Rome.

Alors que la réunion ministérielle était en cours, le ministre espagnol de la Défense, Pedro Morins, a indiqué : « Une intervention militaire internationale pour mettre fin à la crise en Libye où Deach renforce ses positions, est probablement nécessaire ». A l'instar des groupes politiques libyens, les autres pays ne s'entendent pas non plus sur une proposition unique. La présence daechiste en Libye pourrait en faire une autre Somalie, affectant en plus la sécurité d'autres pays dont l'Egypte, la Tunisie, l'Algérie et même des pays européens. french.irib.ir 08.06

- L'accord de coopération militaire turco-qatari - french.irib.ir

Après la signature de l'accord de coopération militaire entre les gouvernements turc et qatari, il est devenu opérationnel, dès aujourd'hui, entre les deux pays.

Selon Tasnim news, le gouvernement d'Ankara a annoncé, ce lundi : «Après avoir été publié, dans un journal officiel, l'accord de collaboration militaire, paraphé en décembre dernier, entre Ankara et Doha, est devenu opérationnel, dès aujourd'hui.

L'Agence de presse officielle turque, Anatolie, s'est attardée sur le sujet, pour dire : «Selon l'accord de coopération miliitaire conjointe entre la République de Turquie et l'émirat du Qatar, les collaborations, sur les plans de l'entraînement militaire et des industries défensives, ainsi que le déploiement des forces armées de l'armée turque, sur le sol qatari, seront opérationnelles.

L'Agence de presse turque a, ensuite, rapporté : «Pour que cet accord soit opérationnel, de même que la supervision, sur la mise en application de la teneur de cet accord et son élargissement, sur le plan défensif, une solution est en train d'être élaborée, pour que les entraînements militaires et la coopération, dans le domaine des industries défensives et la mise en application et la tenue de manoeuvres conjointes entre les deux pays, sans oublier la question du déploiement des forces militaires, de part et d'autre, sur les territoires réciproques, s'effectuent de façon coordonnée.

Selon la teneur de cet accord, la coopération conjointe militaire du pays hôte devrait permettre à l'autre partie de se servir des ports, des aéroports, des unités et des instances militaires des deux pays, et des inspections mutuelles se feront, également, entre les deux pays. french.irib.ir 08.06

SOCIAL

1- France

- Ascenseurs: un tiers des salariés d'Otis en grève - AFP

Un tiers des salariés du groupe Otis, qui gère 160.000 ascenseurs en France, était en grève pour la défense de l'emploi et de leurs conditions de travail, a indiqué la direction lundi.

Le mouvement social initié par l'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) a conduit à de nombreuses "interventions des pompiers" au cours du week-end dernier, les salariés d'astreinte ayant lancé la grève dès vendredi en province, a déclaré à l'AFP Franck Pfister (CFDT).

Quelque "3.200 pannes en attente" ont été relevées lundi matin par le syndicaliste. "La mobilisation est massive", selon lui, avec des rassemblements organisés "partout" en France, notamment à Lille, Nancy, Strasbourg, Marseille, Clermont-Ferrand et Bordeaux.

La direction du groupe Otis, qui emploie environ 4.900 salariés, a indiqué à l'AFP qu'un tiers de son personnel était en grève, évoquant un mouvement "assez diffus sur toute la France".

Les grévistes s'élèvent contre un projet de plan social portant sur 170 suppressions de postes et la charge de travail induite par la baisse à venir des effectifs. Ils protestent également contre l'absence d'augmentation salariale collective en 2015.

La précédente grève en 2011, pour les mêmes motifs, avait duré neuf jours, sans que les revendications des syndicats soient satisfaites. AFP 08.06

Toute grève qui n'est pas illimitée avec occupation et comité de grève est vouée à l'échec.

2- Allemagne

- Les postiers allemands entament un mouvement de grève illimitée - LeMonde.fr

« Nous devons augmenter massivement la pression », a plaidé la centrale salariale Vereinte Dienstleistungsgewerkschaft (VerDi, littéralement « syndicat unifié des services »). Après plusieurs semaines de conflit avec leur direction, les postiers allemands ont lancé une grève illimitée, lundi 8 juin.

VerDi réclame pour 140 000 employés une réduction du temps de travail hebdomadaire à 36 heures, au lieu de 38,5 heures, à salaire identique. Le syndicat s'oppose aussi à la volonté de la direction de la Deutsche Post de rattacher certains des collaborateurs à un autre accord salarial, celui du secteur de la logistique, moins avantageux que l'actuel. Malgré six tables rondes de négociations, les dirigeants de l'entreprise ont « ignoré » les revendications, a fait valoir la centrale.

Les livraisons de lettres et colis avaient déjà été perturbées à plusieurs reprises ces dernières semaines, lors d'opérations de cessation de travail dites d'« avertissement ». Au début d'avril, avant le long week-end de Pâques, quelque 10 000 postiers avaient participé à un mouvement de grève sur l'ensemble du pays. Près de 10 % du trafic postal avait été retardé, selon Deutsche Post. LeMonde.fr 08.06

ECONOMIE

Grèce.

Tout est dit ici : "Le plan des créanciers est donc clairement un plan « politique. ». Il entend maintenir une stratégie qui a échoué pour pouvoir mettre à genoux politiquement le gouvernement grec effacer le vote grec contre l'austérité du 25 janvier."

- Grèce : le piège tendu par les créanciers - latribune.fr

Un examen des conditions du plan des créanciers montre que ces derniers renouvellent les erreurs d'analyse du passé.
Un aveuglement qui a une fonction tactique.

« Les propositions soumises par les Institutions sont clairement irréalistes. » Vendredi 5 juin à la tribune de la Vouli, le parlement grec, Alexis Tsipras, le premier ministre grec, a clairement repoussé la proposition d'accord de cinq pages soumis par les créanciers de la Grèce à son gouvernement. « Jamais je n'aurais pu croire, surtout, que des responsables politiques, et non des technocrates, échoueraient à comprendre qu'au bout de cinq années d'austérité dévastatrice il ne se trouverait pas un seul député grec pour voter, dans cette enceinte, l'abrogation de l'allocation accordée aux retraités les plus modestes ou l'augmentation de 10 points de la TVA sur le courant électrique », a expliqué l'hôte de Maximou, le Matignon hellénique. Cette réaction a déclenché des cris d'orfraies dans le camp des créanciers qui n'ont pas goûté le rejet sec de ces cinq pages qu'ils avaient eu tant

de mal à élaborer. Jean-Claude Juncker a montré sa mauvaise humeur en faisant une de ses habituelles leçons de morale.

Une consommation basse et juste stabilisée.

La colère des créanciers est-elle justifiée ? Les propositions des créanciers sont-elles réalistes et rationnelles ? Peuvent-elles concrètement donner une nouvelle chance à l'économie grecque de rebondir ? Pour y répondre, il faut d'abord rappeler la situation de l'économie grecque. Cette situation est peu lisible aujourd'hui en raison du blocage entre créanciers et gouvernement, mais il est certain que la Grèce doit faire face à un problème de demande et la consommation est son point faible. La consommation des ménages a été en 2014 inférieure à celle de 2005. Elle a reculé en prix constants de 17,5 % depuis 2008 et de 0,4 % par rapport à 2013. Il y avait donc une stabilisation à un niveau bas qui n'assurait guère de base pour une vraie reconstitution de l'économie grecque dont la consommation des ménages représente les deux-tiers du total.

Les propositions sur la TVA

Dans ce contexte, les créanciers proposent certes d'abaisser le taux intermédiaire de 13 % à 11 %, mais ils cherchent à relever le poids de la TVA en supprimant le taux réduit de 6 % et en élargissant, notamment à la restauration et à l'énergie les services et les biens frappés par le taux supérieur de 23 %. En tout, l'alourdissement s'élèvera à 1,8 milliard d'euros dès le 1er janvier. L'effet de cette mesure peut être sensible dans la mesure où l'énergie est une dépense incompressible des ménages et que son renchérissement se fera directement ressentir sur d'autres dépenses. On a vu a contrario que la baisse du prix de l'énergie dans de nombreuses économies européennes, comme l'Espagne ou l'Italie, a permis un rapide redressement de la consommation.

Cercle déflationniste

Certes, en cas d'accord, dans un premier temps, il existera une compensation dans la mesure où la consommation des ménages grecs sera sans doute gonflée par les dépenses qui ont été restreintes durant les « négociations » avec les créanciers : les ménages thésaurisent actuellement pour se prémunir contre un éventuel « Grexit. » Mais, à terme, l'effet de cette hausse de la TVA risque de se faire durement ressentir sur l'économie grecque. Ce serait en réalité le maintien d'une logique déflationniste. Les entreprises ne pourront faire face à cette nouvelle baisse de demande que par des baisses de prix. Or, la Grèce est encore en déflation profonde (les prix ont baissé de 1,8 % en mai sur un an). Ceci présage d'une nouvelle hausse du chômage pour compenser ces baisses de prix. D'où une nouvelle baisse de la demande des ménages à attendre...

Le tourisme en danger

Cette hausse sera d'autant plus sensible qu'elle touche aussi un des derniers points forts de l'économie grecque : le tourisme. Avec la crise, la Grèce est devenue plus dépendante du tourisme qui représente 18 % de son PIB contre 16 % en 2009. Or, les créanciers et les autorités grecques proposent de supprimer les exemptions dont bénéficiaient les services touristiques dans les îles égéennes. Les créanciers veulent également faire passer de 11 % à 23 % la TVA sur la restauration. C'est mettre en danger les avantages compétitifs de la Grèce sur le marché du tourisme méditerranéen. Là encore, la seule parade sera soit de développer l'économie informelle, soit (et les deux options ne sont pas exclusives) de licencier. A la clé, c'est risquer de voir ce secteur important rapporter moins à l'économie, mais aussi aux caisses de l'Etat. C'est pourquoi le gouvernement grec propose de ne lever l'exemption dans les îles qu'après le 1er octobre, afin de pouvoir épargner la saison touristique de cette année.

Des choix qui n'ont rien appris des erreurs de 2010-2012

Cette politique de hausse du poids de la TVA semble contre-productive. Les créanciers renouvellent ici clairement leurs erreurs de 2010 et 2012, alors même que le FMI avait reconnu ses erreurs. En pratiquant une taxation supplémentaire d'une demande affaiblie, on s'assure à coup sûr de recettes inférieures aux prévisions pour l'Etat. Accepter cette logique pour Athènes serait accepter la logique des trois gouvernements précédents : ce serait accepter d'avance de nouvelles coupes budgétaires pour « entrer dans les clous. »

La question des excédents primaires

Voici pourquoi le gouvernement refuse aussi des objectifs d'excédents primaires trop importants. L'affaiblissement économique du premier semestre rend nécessairement caduc l'objectif du mémorandum de 2012 (3,5 % du PIB cette année) qui, du reste, semblait devoir l'être avant même les élections du 25 janvier. L'excédent de 1 % du PIB, soit 1,8 milliard d'euros, proposé par les créanciers semble un objectif atteignable. De janvier à avril, l'excédent primaire grec s'élevait encore à 2,41 milliards d'euros. Mais il convient de prendre en compte dans ce chiffre les arriérés du gouvernement, autrement dit les factures non payées dans les 90 jours, qui sont passées entre décembre et avril 2015 de 157 à 478 millions d'euros. Il faut que le gouvernement puisse payer ses fournisseurs rapidement, ou bien, là encore ce serait un coup dur porté à l'économie. Tout dépendra donc de l'évolution des recettes pour savoir s'il faudra ou non pratiquer de nouvelles coupes franches. Or, en mai, les recettes fiscales ont été mal orientées. L'objectif grec de 0,6 % du PIB, soit 1,1 milliard d'euros, permet de se prémunir contre une mauvaise surprise dans les recettes. Mais surtout, il s'agit de pouvoir libérer quelques centaines de millions d'euros pour mener des politiques de soutien, notamment sociales. Ces excédents sont des garanties pour les créanciers mais ne sont d'aucune utilité pour

l'économie grecque. Athènes tente de sauvegarder quelques moyens d'actions. Néanmoins, il peut y avoir sans doute sur ce sujet des bases de discussions possibles sur quelques points de PIB.

De forts excédents pendant des années

Le principal problème vient des objectifs pour les années suivantes. Les créanciers et le gouvernement s'accordent sur un objectif d'excédent primaire de 3,5 % du PIB en 2018 (contre 4,5 % dans le mémorandum), mais les créanciers veulent aller plus vite que les Grecs (2 % contre 1,5 % en 2016, 3 % contre 2,5 % en 2017). On notera cependant qu'Athènes accepte le principe d'une progression de l'excédent primaire. Ceci supposera ou une forte hausse des recettes par la croissance ou l'impôt, soit de nouvelles coupes. Il y a là une acceptation par le gouvernement grec d'une certaine austérité, même si elle est plus « douce » que celle proposée par le mémorandum de 2012 et par les créanciers. C'est une concession douloureuse de la part d'Alexis Tsipras qui accepte en quelque sorte le principe qu'une partie des richesses du gouvernement doit être réservée au remboursement de la dette. Il n'y a donc pas de « rupture » avec ce que l'économiste de la gauche de Syriza Costas Lapavitsas appelait le « péonage de la dette. »

Comment Alexis Tsipras veut compenser l'austérité qu'il a accepté

Mais, Alexis Tsipras espère contrer ces critiques par deux phénomènes. D'abord, cette concession s'accompagnerait d'investissements européens (les créanciers refusent tout plan de ce genre) et de l'intégration de la Grèce aux rachats de titres de la BCE, ce qui devrait favoriser la croissance, donc réduire le poids de l'effort du gouvernement. Ensuite, cet « effort » sera mieux réparti puisque le gouvernement entend modifier le barème du prélèvement de solidarité pour le faire porter sur les plus aisés. Les revenus de plus de 100.000 euros annuels verront ainsi cette contribution passer de 2,8 % à 6 %, ceux de plus de 500.000 euros de 2,8 % à 8 %. A noter cependant que le poids de cette contribution sera aussi fortement relevée pour les classes moyennes puisque le niveau de contribution sera relevée à partir de 30.000 euros de revenus mensuels (de 1,4 % à 2 %) et sera presque doublé pur ceux qui gagnent de 2,1 % à 4 %. L'effort sera donc mieux réparti, mais il touchera une grande partie des ménages et cela peut aussi avoir un effet négatif sur la consommation. Néanmoins, cette hausse de la contribution ne sera que de 220 millions d'euros en 2015, donc inférieur au milliard d'euros d'alourdissement de la TVA contenu dans le plan des créanciers.

Justice fiscale

Enfin, le gouvernement grec entend aussi faire contribuer les grandes entreprises par une taxe extraordinaire et par une taxe sur les publicités. En tout, ceci devrait rapporter 1,16 milliard d'euros. Sans compter sa volonté de lutter contre la fraude fiscale. Par ailleurs, le gouvernement maintient l'impôt sur la propriété Enfia, qui est un poids sur la consommation hellénique, sans objectif de recettes. Les créanciers exigent le maintien de la recette de 2014, ce qui signifie une hausse du taux puisqu'il y a une baisse de la valeur des biens. Rien de plus faux donc que les propos des créanciers qui jugent que la proposition grecque ne contient aucun « effort. » Alexis Tsipras a fait de grandes concessions à la logique de l'austérité exigée par ces créanciers. Il est sans doute allé aussi loin qu'il le pouvait et qu'il le voulait dans ce domaine. Un pas de plus et il accepterait rien d'autre que de prendre la place de ses prédécesseurs...

Le nœud gordien des retraites

Reste un dernier point : les retraites dont on a déjà vu qu'il constituait le nœud gordien de la mésentente avec les créanciers. Ces derniers ont eu la main lourde dans ce domaine, alors même qu'il savait que c'était là un point sensible pour le gouvernement grec. Ils réclament non seulement une baisse de 1 % des retraites, soit 1,8 milliard d'euros de revenus ôtés aux ménages, mais le report de l'âge légal de la retraite à 67 ans. En mars, le taux de chômage en Grèce était de 25,6 %, avec un taux de 19 % pour la tranche d'âge 55-64 ans. En cas de report de l'âge de la retraite à 67 ans, il y aura donc mécaniquement moins d'emplois libérés et cela portera sur les tranches d'âge inférieures où le chômage est plus élevé. Par ailleurs, s'il est plus faible que dans les autres tranches d'âge, le chômage des 55-64 ans a connu la plus forte hausse entre mars 2014 et mars 2015 : alors que le chômage des 15-34 ans reculait, celui des 55-64 ans progressait de 1,6 point. Bref, on fera travailler davantage des gens qui sont davantage au chômage en faisant peser un risque sur le reste des salariés. Le tout sans incitations pour l'emploi. Bien au contraire, comme on l'a vu avec la TVA.

Le rôle social des retraites

Parallèlement, les retraites ont un rôle social important dans la société grecque. Elles freinent clairement les effets sociaux de l'austérité en offrant des revenus notamment aux chômeurs de la famille. En Grèce, seuls 14,4 % des chômeurs sont indemnisés. Ce serait surtout, encore une fois, faire payer les plus fragiles puisque, quoique considérées comme « généreuses » par les créanciers, 45 % des retraités grecs touchent moins de 665 euros, soit le niveau du seuil de pauvreté défini par Eurostat. La pension moyenne grecque est d'ailleurs de 664,7 euros à laquelle il faut ajouter les retraites complémentaires, en moyenne de 168,40 euros. Les créanciers veulent, outre les baisses des pensions, supprimer progressivement ce système d'ici à fin 2016. Ces exigences des créanciers seraient donc très négatives sur la croissance grecque. Or, rappelons-le, tout est lié. Un affaiblissement de la croissance se traduirait, pour tenir les objectifs fixés, par de nouvelles coupes. Comme de 2010 à 2013.

C'est précisément ce que les Grecs veulent éviter, car leur stratégie d'une austérité « acceptable » s'effondrerait alors. Ils retrouveraient la logique des gouvernements précédents.

Le piège des créanciers

Le plan des créanciers est donc clairement un plan « politique. » Il entend maintenir une stratégie qui a échoué pour pouvoir mettre à genoux politiquement le gouvernement grec effacer le vote grec contre l'austérité du 25 janvier. Aucune logique économique ne peut réellement soutenir un tel plan. Même la volonté de « prendre des garanties » pour le remboursement futur des dettes ne tient pas. L'affaiblissement de la croissance grecque ne peut en aucun cas constituer une quelconque garantie. Les deux restructurations de 2011 et 2012 le prouvent. De surcroît, on a vu qu'Alexis Tsipras acceptait des concessions qu'il a, lui-même, qualifié de « douloureuses » (on pourrait aussi évoquer l'acceptation d'une partie des privatisations). Les créanciers ont déjà obtenu beaucoup et Alexis Tsipras aura déjà bien du mal à redresser le pays avec ces concessions.

Apprentis sorciers

Mais le maximalisme des créanciers, leur volonté d'imposer les erreurs du passé, prouvent qu'ils ne visent pas un objectif financier ou économique. En réalité, ce plan des créanciers n'est qu'un piège. En l'acceptant, Alexis Tsipras retomberait dans l'erreur de ses prédécesseurs. Pris dans le cercle vicieux des objectifs et d'une croissance faible, voire négative, il devrait passer sous les fourches Caudines des coupes budgétaires. La politique « alternative » prônée par l'exécutif grec deviendrait impossible. Si le gouvernement de Syriza ne tombe donc pas immédiatement, il subira le sort de tous les gouvernements de gauche « gestionnaires de l'austérité » et le parti disparaîtra comme le Pasok, dont le maintien à la Vouli est désormais incertain. Resteront alors face à face les partis assumant la sortie de l'euro (Parti communiste et Aube Dorée) et les « amis » de l'Europe de Bruxelles de Nouvelle Démocratie. Le but est de prouver qu'il n'y a pas d'alternative aux politiques d'austérité budgétaire. Cette tactique de la « terre brûlée » fait des créanciers aujourd'hui des apprentis sorciers bien dangereux pour l'avenir de l'Europe. latribune.fr 08.06

Haut de page

Le 10 juin 2015

CAUSERIE

Suite à la pétition lancée par Le Comité Valmy pour la sortie de l'Otan et sa dissolution, on a pu lire (dans le portail Le Grand Soir) des commentaires désabusés de militants affirmant que cela ne servait à rien... A ce compte-là, puisque 9 luttes sur 10 se terminent par un échec, il faudrait en déduire qu'on n'a plus qu'à subir notre sort sans réagir ou que notre combat étant perdu d'avance, on ferait mieux de capituler tout de suite et s'adapter au destin effroyable que nous réservent les tenants du capitalisme.

Cette attitude témoignage que ces militants n'ont manifestement rien compris au socialisme ou au combat pour le socialisme, qui repose notamment sur la capacité des masses exploitées à accomplir les tâches historiques que le développement du capitalisme leur impose de réaliser, autrement dit à se saisir de la situation et des contradictions du capitalisme dont elles subissent les conséquences pour renverser l'ordre établi et s'emparer du pouvoir politique, afin d'instaurer une République sociale sur la base de la rupture avec le capialisme et l'ensemble de ses institutions.

Ce comportement ignore, nie ou correspond au rejet de l'analyse ou du constat dressé par Marx et Engels, selon lequel le prolétariat (l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels) est la seule classe (indépendante) capable de se dresser contre le capitalisme pour le renverser et instaurer le socialisme qui incarne l'avenir de l'humanité. Cela revient à cautionner l'idée que les masses exploitées accepteraient indéfiniment que leurs droits ou aspirations les plus élémentaires soient spoliés sans réagir et qu'elles seraient vouées à l'esclavage et à subir la barbarie, que ce serait le sort finalement réservé à l'humanité, la civilisation humaine étant vouée à disparaître au profit de la pire des barbaries qui soit, car tel serait son destin. Or l'activité politique de tous les peuples démontrent exactement le contraire à travers leur résistance quotidienne ou leur mobilisation.

Cette attitude confirme qu'en partant d'une analyse partielle ou erronée du développement du capitalisme, quand on ne l'ignore pas tout bonnement, on en arrive forcément à s'en remettre au capitalisme pour assurer la continuité du développement de la civilisation humaine, alors que quotidiennement il témoigne qu'il en est totalement incapable et tend à réduire à néant le progrès social accompli au cours des millénaires passés.

C'est un fait que seule la majorité de la population composée de la classe des exploités et des opprimés a les moyens de changer la société, et qu'être incapable de s'adresser à elle dans les termes appropriés ou lui tourner le dos par manque de confiance, aboutit forcément à une impasse politique démoralisante, qu'on justifiera par la suite en affirmant que décidément le capitalisme est beaucoup trop puissant pour être vaincu, alors qu'il est virtuellement en état de mort clinique et maintenu en survie

artificielle uniquement grâce à la planche à billets ou pire, en en rendant les masses laborieuses responsables.

C'est un fait qu'on ne peut pas à la fois ignorer un des piliers sur lequel repose le socialisme et croire en le socialisme, d'où la nécessité d'en faire la propagande au sein des travailleurs et des militants qui en ont une vision totalement déformée ou ne savent pas du tout ce qu'il signifie. Au-delà, c'est ignorer le second pilier sur lequel repose le socialisme, dans la mesure où cela consiste à prêter au capitalisme un avenir qu'il a lui-même largement hypothéqué à travers les quelque 200.000 milliards de dollars de dettes tous pays confondus qu'il a accumulés et qui grèvent par avance tout progrès social dans le futur.

Sans théorie, sans programme, sans stratégie et ligne politique intégrant le développement du capitalisme depuis son avènement et la lutte des classes dont le prolétariat est à l'initiative, les deux facteurs étant combinés, il est impossible d'adopter des positions conformes aux besoins des travailleurs, de déterminer les moyens politiques pour les faire aboutir, de militer sérieusement tout simplement, on est voué à se comporter en amateur, dilettante, aventurier ou charlatan, opportuniste. Il est vrai qu'un tel comportement n'est pas apte à inspirer confiance aux travailleurs, ce en quoi ils ont raison.

On ne cesse de nous répéter depuis des décennies que la situation serait difficile, que les choses se seraient terriblement compliquées depuis la fin des années 80, que plus personne ne comprendrait rien à rien ou presque, alors qu'on n'a cessé de s'écarter de l'essentiel, des choses les plus simples qui sont accessibles aux travailleurs au profit d'une rhétorique insipide et élitiste dans laquelle ils ne peuvent pas se reconnaître ou progresser.

Au mieux les masses ont été instrumentalisées par les différents partis ouvriers et les syndicats pour permettre à certaines couches de conserver leurs privilèges, tandis que l'ordre établi continuait de régner en maître, on pourrait ajouter, en s'appuyant sur ces couches de nantis par rapport au reste du prolétariat qui en assurent la stabilité à l'arrivée.

Jeux institutionnels misérables, vulgaires manoeuvres d'appareils, coller au "mouvement spontané" des masses ou le trade-unionisme tendant à adopter les contours du corporatisme, voilà à quoi se réduit leur conception de la lutte de classe, le tout emballé dans une cécité ou un dogmatisme dans lesquels le socialisme n'a pas sa place. Qu'on ne s'étonne pas du résultat ou qu'on ne cherche pas ailleurs où se situe le problème que nous avons à régler : se réapproprier le socialisme et le diffuser le plus largement possible, ce qui inclut de répondre à la guerre idéologique et psychologique incessante que la classe dominante mène contre la classe ouvrière, afin de la décourager de résister pour finalement abandonner l'espoir qu'il serait possible de changer la société.

Cela peut paraître banal ou tellement évident et c'est valable dans la vie en général, mais quand on se prive des moyens de résoudre un problème, on est assuré de ne jamais y parvenir, on finit pas se persuader soi-même que c'est totalement impossible.

Pour en arriver à être obligé d'en appeler à la logique la plus élémentaire, on se dit qu'on a perdu le fil de l'histoire, le fil du marxisme, qu'on manque de repères, qu'on est paumé ou qu'on ne sait plus dans quelle direction s'orienter. Le socialisme n'est pas un remède miracle prêt à l'emploi, juste une méthode, un guide pour l'action pour nous aider à réaliser l'objectif qu'on s'est fixé : s'emparer du pouvoir politique et se débarrasser du capitalisme pour avancer sur la voie de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Refuser d'étudier et d'adopter le socialisme qui est la seule alternative au capitalisme, c'est un peu comme si on vous demandait d'opérer du coeur un patient, alors que vous n'avez pas étudier la science médicale ou que vous n'êtes pas chirurgien, on peut présumer d'ici du résultat inévitable sans jamais avoir ouvert un manuel de médecine. C'est élémentaire et on passe à côté malheureusement.

En guise d'épilogue.

On dit les masses fort arriérées, indécrotables et j'en passe. Certes, mais elles peuvent évoluer. C'est ce qu'on leur refuse.

Ma compagne Selvi analphabète est profondément arriérée, parfois même la pauvre femme n'a pas toute sa tête dans laquelle il n'y a déjà pas grand chose, ce n'est pas un jugement mais un constat lucide. A première vue, c'est plutôt décourageant de vouloir lui enseigner quelque chose ou de croire qu'elle pourrait progresser, on pourrait se dit qu'on va forcément perdre son temps et qu'on ferait mieux de le consacrer à des choses plus valorisantes, car on a une idée de soi-même supérieure. Je pense exactement le contraire par expérience.

Cela concerne de petites choses de la vie quotidienne, insignifiantes en apparence et elles le sont effectivement, par contre s'en servir pour mettre en oeuvre une méthode de réflexion qui pourra être utilisée par la suite en toute circonstance, voilà qui est fort intéressant.

Elle avait pris l'habitude de poser son sac à main, un simple petit sac publicitaire indien en tissu, sous une fenêtre. A plusieurs reprises j'ai déplacé son sac pour l'accrocher à un emplacement à l'écart des fenêtres qui restent toujours ouvertes à cause de la chaleur, y compris la nuit. Chaque fois j'ai pris soin de le poser au même endroit et chaque soir en rentrant elle a continué de

le placer sous cette fenêtre comme si elle n'avait pas remarqué que je le changeais de place tous les jours. Cela a duré un bon moment, je ne me souvens pas au juste pendant combien de mois. Et depuis la semaine dernière j'ai constaté qu'elle le plaçait dorénavant au même endroit que moi. Bien entendu à plusieurs reprises au cours des mois précédents je lui avais expliqué pourquoi à mon avis elle ne devait pas le placer sous cette fenêtre. Il faut donc en déduire qu'à un moment donné cela a fait tilt dans sa tête sans que je lui dise quoi que ce soit pour ma plus grande satisfaction.

Hier soir j'ai tenté une autre expérience.

Elle a pris l'habitude depuis environ un mois de placer une bouteille d'eau sur la table de nuit située de mon côté dans la chambre. A plusieurs reprise le soir je lui ai dit que c'était le meilleur moyen de la foutre par terre la nuit et qu'il était préférable de la poser à même le sol, en vain. Hier soir, dans un autre contexte alors qu'on était à table je lui ai rappelé et à ma grande surprise lorsque je suis allé me coucher 30 minutes après elle, je me suis aperçu qu'elle avait placé la bouteille d'eau sur le carrelage, comme quoi cette fois elle avait percuté parce que sans doute j'avais abordé cette question dans un contexte différent, cela a suffit à ce qu'elle se le grave dans le cerveau.

Elle a apparemment beaucoup de difficulté à se concentrer sur quelque chose et à mémoriser, les gestes les plus simples et logiques lui semblent compliqués ou incompréhensibles, ou plutôt elle manque atrocement de logique pour n'avoir pas été à l'école, handicap qu'on conserve toute la vie et qu'il est difficile de palier, mais ce n'est pas impossible pour peu qu'on se donne la peine de l'aider à le surmonter ou qu'on trouve la bonne formule pour qu'elle progresse.

Elle est loin d'être la seule dans ce cas-là. Car lorsque dans notre portail j'explique qu'il faut se poser des questions encore et encore parce que j'estime qu'on ne s'en pose pas suffisamment, c'est justement pour acquérir la logique qui fait défaut à ceux qui ne s'en posent pas ou pas assez, logique qui n'apparaît et dont on prendra conscience qu'à partir du moment où on se les pose, sinon c'est impossible ou accidentellement seulement. La logique ou la dialectique, ne sont pas des rapports que l'on invente mais qui existe dans la nature et la société, qui les régissent, si on ne les maîtrise pas, on ne peut pas comprendre grand chose au fonctionnement du monde dans lequel on vit, encore moins oeuvrer à sa transformation consciente, on sera voué à les subir durant toute notre existence.

On arrêtera là pour aujourd'hui. J'ai fait d'autres expériences avec Selvi, à un autre niveau, par exemple, alors qu'elle est plutôt craintive et soumise, j'ai réussi à ce qu'elle tienne tête à l'Italienne qui l'emploie comme domestique, en exigeant en contre-partie de commencer plus tôt le matin, à 7h30 au lieu de 8h, de terminer à 13h30 au lieu de 14h30, voire 15 heures sans avoir déjeuné, donc Selvi est gagnante et travaille dorénavant 30 minutes de moins par jour. Elle a osé défendre ses droits et c'est tout nouveau pour elle, quelque chose qui était impensable il y a peu encore. Et elle a retenu la leçon, c'est dorénavant ancré dans son cerveau. J'en veux pour preuve qu'avant-hier elle a dormi qui sa fille qui demeure à 10 minutes à pied de chez l'Italienne, et quand je lui ai demandé le soir à quelle heure elle avait commencé à travailler le lendemain matin, elle m'a répondu : "Comme d'habitude à 7h30 car arriver plus tôt serait lui donner de mauvaises habitudes" a-t-elle précisé. Parfait me suis-je dit et je lui ai exprimé ma satisfaction ce qu'elle apprécie toujours, il faut l'encourager. Ce qui m'a fait marrer, c'est qu'elle m'a sorti cela sur un ton vindicatif, l'air de dire maintenant je ne me laisserai plus faire, un vrai bonheur.

Comme quoi tourner le dos aux masses en général ou à ses couches les plus arriérées est une erreur politique tragique pour notre cause.

Pour revenir à notre sujet du début.

Evidemment que ce n'est pas une pétition qui va faire rompre Hollande ou le gouvernement avec l'Otan, d'ailleurs on ne l'exprime pas exactement dans ces termes pour ce qui nous concerne. Par contre pointer l'Otan qui est le bras armé de l'oligarchie financières anglo-saxonne-sioniste comme l'ennemi de tous les peuples, voilà qui ne manque pas d'intérêt et s'inscrit dans le combat politique que nous menons contre toutes les institutions du capital pour les affaiblir ou faire en sorte que les masses s'en détournent ou rompent avec elles. L'Otan ne mènerait pas une propagande acharnée en direction des masses si elle n'avait pas besoin de son adhésion à sa politique pour pouvoir l'appliquer. C'est d'une logique déconcertante.

L'adresse pour signer cette pétition : info@comite-valmy.org. Je ne l'ai pas encore signé car je veux leur envoyer un mot avec que je n'ai pas eu le temps de rédiger.

Points de repères lus dans deux articles.

1- " En ce début de XXIe siècle, le discours ne concerne plus l'utilité de la diplomatie préventive, il prône sa négation. Bien que face à des conflits potentiels le terme de prévention soit encore évoqué, il ne s'agit plus d'une prévention politique développée par la voie diplomatique : il s'agit d'une prévention par la force. Les armes veulent prendre la place de la diplomatie. Pour empêcher l'ennemi de déclencher une guerre, il faut lui faire la guerre. La diplomatie préventive a tendance à être remplacée par la guerre préventive. "

La guerre préventive est une agression militaire déguisée.

2- "Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de destruction massive. Assad n'a pas utilisé des armes chimiques. L'Iran n'a pas de programme d'armes nucléaires. La Russie n'a pas envahit l'Ukraine. Mais Washington a convaincu le monde que ses mensonges étaient vraies."

Grâce au consensus qui existe entre tous les partis, syndicats, médias avec les Américains, les uns en affichant leur soutien à Washington, les autres en se terrant dans un silence complice ou en manifestant une neutralité bienveillante à son égard.

3- "Dans les mains de Washington, la loi est une arme qui est utilisée contre tout le monde, contre chaque organisation et contre chaque pays qui prend une position indépendante de Washington."

S'ils se définissent eux-même comme un empire ou les maîtres du monde, c'est forcément qu'il y a une raison à cela.

4- "En affirmant l'universalité de la loi étatsunienne, Washington affirme la prééminence de l'autorité de sa police et de ses procureurs sur l'autorité des pays souverains."

Ils agissent en dictateur suprême, c'est le minimum requis quand on envisage de gouverner le monde, non ?

Une vidéo

Le Journal 07.06.2015
https://www.youtube.com/watch?v=SEb6Yf9Lxdo

Il s'agit en fait du journal télévisé de la chaîne publique syrienne en français. J'ignorais que cela existait.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande n'a pas pu vendre son honneur, il n'en a jamais eu.

- Pourquoi la légion d'honneur du patron de Qatar Airways fait polémique - Le Huffington Post

L'information, révélée dimanche 7 juin par Le Point, ne passe pas inaperçue. Deux jours plus tôt, François Hollande a discrètement remis la légion d'honneur à Akbar al-Baker, patron de Qatar Airways, rapportait l'hebdomadaire sur son site. En le décorant, "le chef de l'État a rappelé l'excellence des relations entre la France et l'émirat", souligne Le Point, qui rappelle que Qatar Airways, équipée majoritairement d'Airbus, est la plus grosse compagnie au monde.

Cette décoration intervient dans un contexte particulier à plusieurs titres, en premier lieu parce qu'Air France craint l'expansion de Qatar Airways dans l'Hexagone. Début mai, Le Monde rapportait qu'à la suite de la signature du contrat de vente de 24 Rafale au Qatar, le pays du Golfe avait obtenu en contrepartie des "droits de trafic supplémentaires vers la France pour sa compagnie aérienne" avec la possibilité d'atterrir à Lyon et à Nice, "vraisemblablement trois fois par semaine".

Par ailleurs, la remise de cette Légion d'honneur intervient alors que le Qatar est montré du doigt par une partie de la classe politique, jusque dans l'entourage de François Hollande croit savoir Le Point, qui rappelle la proximité de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy avec le Qatar, mais aussi au-delà. Le Huffington Post 09.06

Le mimétisme avec Sarkozy est parfait.

L'UE prend l'eau, aidons-la à couler.

- Méditerranée : plus de 100.000 migrants sont arrivés en Europe depuis janvier - lefigaro.fr

C'est près de la moitié du nombre total de migrants recensés sur l'année 2014. Un chiffre qui confirme la très forte augmentation du nombre de départs. lefigaro.fr 09.06

Commentaire d'un internaute.

- "L'Europe comte environ 500 millions d'habitants. 300 000 migrants par an ne représentent donc que une personne sur 1600,

soit 0,06%/an soit encore 6% sur un siècle. A ce rythme-là il faudrait 2 000 ans pour que les migrants représentent la moitié de la population européenne : ces chiffres sont tout à fait négligeables et pourtant on nous les présente toujours comme spectaculairement élevés, pourquoi ? "

En complément.

- Migrants délogés: le Défenseur des droits ouvre une enquête - AFP

Le ministre de l'Intérieur a assuré que le gouvernement avait agi "avec humanité". AFP

Stéphane Le Foll a pourtant assuré que le gouvernement agissait avec « une logique humaine » 20minutes.fr

Comment un gouvernement et un parti qui soutiennent le régime fasciste de Kiev et Tel-Aviv, les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique pourraient-ils agir "avec humanité" ou selon "une logique humaine" ?

"Crapulerie politique" et "une fermeté de façade".

- Libre-échange UE-USA: divisé, le Parlement européen repousse son vote - AFP

Le président du Parlement européen a annulé un vote prévu mercredi dans lequel les eurodéputés devaient fixer leurs exigences sur l'accord de libre-échange en négociation avec les Américains, mais qui risquait de buter sur la question controversée des procédures d'arbitrage.

Le débat, prévu mercredi matin, est maintenu, "mais le vote n'aura pas lieu", ont indiqué mardi à la presse les services du Parlement européen, expliquant que Martin Schulz avait informé les députés du renvoi du projet de résolution en commission.

M. Schulz a ainsi fait usage d'une possibilité que lui donne le règlement quand un texte fait l'objet d'un nombre trop élevé d'amendements.

Les principaux groupes politiques avaient pourtant semblé trouver un compromis fin mai sur un certain nombre de "lignes rouges" que ne devaient pas franchir les négociateurs s'ils voulaient in fine obtenir leur aval, nécessaire pour un futur accord de libre-échange.

Mais les socialistes ont déposé un amendement demandant d'exclure explicitement de cet accord commercial, connu sous l'acronyme de TTIP, tout mécanisme privé d'arbitrage des différends entre Etats et investisseurs privés. Ils en avaient fait une condition de leur soutien à la résolution qui devait être soumise au vote mercredi.

Certains craignent en effet que ce mécanisme permette à des multinationales de remettre en cause des politiques publiques des Etats, devant des instances privées.

Le PPE (droite) est d'accord pour exiger une réforme de cette procédure d'arbitrage, dite ISDS. Mais de nombreux députés conservateurs, agacés par la "nouvelle posture" des socialistes, n'étaient pas prêts à accepter leur amendement.

Le vote de mercredi risquait donc de déboucher sur une impasse, sans résolution commune, alors même que les principaux partis du Parlement sont favorables au principe et à la nécessité d'un TTIP.

"C'est panique au Parlement", a ironisé l'eurodéputé Vert français Yannick Jadot, qualifiant de "crapulerie politique" l'initiative de Martin Schulz, motivée selon lui par le fait qu'il ne pouvait "plus garantir à Juncker et à Angela Merkel un vote favorable" au TTIP de la part du Parlement.

Face à une contestation grandissante, la commissaire européenne Cecilia Malmström avait proposé des évolutions des procédures d'arbitrage, en allant notamment vers la création d'un tribunal international permanent pour remplacer le mécanisme bilatéral jusqu'ici évoqué.

"Les tribunaux d'arbitrage privés sont morts, mais cela doit être dit clairement", avait fait valoir mardi le député allemand Bernd Lange pour justifier l'amendement socialiste.

"Une modification de l'ISDS est nécessaire à nos yeux", avait estimé de son côté le chef de file des députés du PPE, Manfred Weber, tout en assurant que les propositions de Mme Malmström "reçoivent l'adhésion du PPE".

Les Verts avaient en revanche rejeté la proposition émanant de l'exécutif européen. "On ne tue pas du tout l'ISDS, c'est

simplement une resucée à la sauce Malmström", avait fustigé leur coprésident, Philippe Lamberts, qui avait accusé les socialistes d'afficher une fermeté de façade après des mobilisations citoyennes contre le TTIP.

Le Parlement ne participe pas aux négociations en cours depuis 2013, mais il aura le pouvoir in fine de rejeter l'accord AFP 09.06

Ce qui est inimaginable évidemment.

La monarchie européenne a ses esclaves et elle en est fière.

- La Moldavie, l'atelier du textile de l'Europe - Francetv info

Le textile moldave a failli disparaître est un acteur essentiel en Europe. Ce secteur a survécu en s'appuyant sur un atout maître : sa main d'oeuvre. Grâce à elle, la Moldavie est désormais surnommée "la nouvelle Chine de l'Europe".

Les ouvrières moldaves travaillent huit heures par jour, cinq jours sur sept, pour à peine 300 euros par mois. Ces salaires imbattables attirent les grands groupes. Dans l'usine Infinitextil, l'une des principales du pays, le carnet de commandes est rempli.

"Nous sommes très tolérants et très flexibles sur les prix", explique à France 2 la directrice adjointe de la production. Ici, le chiffre d'affaires a bondi de 20% cette année. La qualité est présente depuis que la Moldavie s'est hissée aux standards européens.

Ce pays, le plus pauvre et enclavé d'Europe, a tout de même dû faire des choix face à la concurrence asiatique. Il s'est notamment spécialisé dans le luxe avec un certain succès. La famille royale britannique a même adopté quelques produits issus des usines moldaves, lesquelles inondent l'Europe. Francetv info 09.06

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Gouvernement "pro-business".

- Les patrons plutôt favorables aux annonces de Manuel Valls - Francetv info

Social

- Eiffage: 239 postes supprimés dans la branche métal - AFP

- Renault Trucks : 1 100 salariés contre le plan social - La Tribune

Faits divers institutionnels

- Tentative d'assassinat à Corbeil: un proche de Dassault renvoyé aux assises - AFP

- Amende requise en appel contre le centriste Jean-Christophe Lagarde pour favoritisme - 20minutes.fr

- Jean-Marie Le Pen visé par une enquête pour blanchiment de fraude fiscale - Francetv info

- Deux dirigeants de BNL, filiale de BNP, renvoyés en justice - Reuters

Démocratie piétinée. Le rejet.

- 74% des enseignants du secondaire se disent opposés à la réforme - Reuters

Le Gang des 7 xénophobes.

- Le G7 prêt à durcir les sanctions contre la Russie - LeFigaro.fr

- Le Roux interdit de séjour en Russie, Bartolone annule une visite - Le Huffington Post

- Cyberattaque de TV5 Monde : des pirates russes à la manœuvre ? - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Raqqa: un fossé, pour empêcher les Daeshistes de fuir - french.irib.ir

En Syrie, les sources locales, dans la province de Raqqa, font part de l'émergence de nouvelles dissensions, au sein du groupe terroriste-takfiri de Daesh.

Selon l'agence de presse Fars, depuis Damas, citant les sources locales, dans la ville de Tell Abyad, située dans la province de Raqqa, les terroristes de Daesh s'entre-déchirent.

D'après les mêmes sources, un certain nombre des terroristes de Daesh ont tenté, dimanche, de fuir vers la Turquie. Les éléments de Daesh se sont, donc, dispersés, dans le village frontalier de Manbatah, à deux kilomètres à l'Ouest de Tell Abyad, où ils ont fait du porte-à-porte, pour retrouver les éléments en fuite.

Dans la foulée, le groupe terroriste Daesh a commencé à creuser un fossé, à l'Est de Tell Abyad, devant le village turc d'Al-Ala, afin d'empêcher ses éléments de fuir, en Turquie. A noter qu'un certain nombre d'éléments de Daesh s'étaient, déjà, réfugiés, en Turquie, via ce village frontalier.

Auparavant, Daesh avait creusé un fossé, aux alentours de la ville de Tell Abyad, afin d'empêcher les combattants kurdes de s'en emparer. french.irib.ir 08.06

2- Arabie saoudite

- Toutes les options sont sur la table, même l'arme atomique (ambassadeur de Riyad à Londres) - french.irib.ir

L'ambassadeur d'Arabie en Grande-Bretagne a déclaré qu'au cas d'un éventuel échec des négociations nucléaires entre l'Iran et les 5+1, Riyad mettra toutes les options sur la table et n'hésitera pas à acheter des bombes atomiques.

Selon Russia Today, Mohammad ben Nayef ben Abdelaziz a déclaré, dans une interview, publié lundi par « The Telegraph », que si le processus diplomatique ne pouvait pas empêcher la réalisation de ce qu'il a appelé les « ambitions nucléaires de l'Iran », l'Arabie saoudite ferait tout pour s'acquérir l'arme atomique.

L'ambassadeur de Riyad à Londres a émis l'espoir que le président des Etats-Unis Barack Obama puisse conduire le processus des négociations nucléaires vers un accord « total et sans faille » avec l'Iran au sujet de son programme nucléaire, « sinon toutes les options seront sur la table », a-t-il prétendu.

« Nous soutenons pourtant le processus diplomatique pour le règlement des différends autour du nucléaire iranien », a-t-il ajouté.

« Nous saluons les efforts du président des Etats-Unis, à condition que l'accord final avec l'Iran soit total et sans faille pour ne plus permettre à l'Iran de continuer sa politique déstabilisatrice dans al région », a-t-il prétendu. Il a ajouté que Riyad souhaite que Téhéran donne des garanties de ne pas vouloir se doter de l'arme atomique. « Le programme nucléaire iranien est une menace directe pour tous les pays de la région. Il est le moteur principal de la prolifération nucléaire au Moyen-Orient, même en Israël », a déclaré l'ambassadeur de l'Arabie saoudite à Londres.

Selon certaines sources, depuis de longues années, l'Arabie saoudite s'est chargée de financer à 60% le programme nucléaire militaire du Pakistan, à condition de pouvoir acheter, quand elle le souhaite, des bombes atomiques à Islamabad.

Les déclarations de l'ambassadeur saoudien à Londres interviennent après la rencontre à Washington de l'ancien directeur général du ministère israélien des Affaires étrangères, avec une haute autorité saoudienne. Alouar Ashki et Dore Gold se sont rencontrés, la semaine dernière, au Conseil américain pour les relations étrangères à Washington, et ont participé ensuite à une conférence de presse pour répondre aux questions des journalistes sur la position commune de Tel-Aviv et Riyad contre l'Iran. french.irib.ir 09.06

3- Israël

- Israël teste des «bombes sales» - french.irib.ir

Le régime sioniste a mené une série d'essais, pour tester les effets et les dommages potentiels d'une bombe radiologique, y compris, ses matières radioactives, dans le cadre d'un projet de 4 ans; nommé "Sdé Yarok", (champ vert), opéré par des chercheurs du réacteur de Dimona, a révélé, lundi matin, le quotidien israélien, "Haaretz".

Connues sous le terme de "bombes sales", ces charges explosives ont été testées, dans le but d'examiner leurs effets sur l'environnement, dans le cadre du projet nommé «champ vert». "Haaretz" dévoile, également, que, dans le cadre d'expériences, 20 engins explosifs, pesant entre 15 et 25 kilos, ont été combinés avec des matières radioactives "technétium 99m", utilisées dans l'industrie médicale.

En outre, toutes les technologies existant dans cette centrale, dont de petits avions, ont été déployées, pour mesurer les effets radioactifs et la puissance de l'explosion des bombes. french.irib.ir 08.06

4- Palestine occupée

4.1- - L'Egypte, complice d'Israël pour donner un tour de vis au blocus de Gaza - french.irib.ir

Le gouvernement égyptien, complice du régime sioniste pour intensifier le blocus de la bande de Gaza, a chargé ses militaires de détruire un autre tunnel, reliant la ville frontalière de Rafah à une zone dans le Sinaï, que les habitants de Gaza utilisait pour faire parvenir les produits de première nécessité à l'intérieur de l'enclave palestinienne. Selon des sources locales, l'armée égyptienne a fait exploser dimanche un des principaux tunnels que les habitants de Gaza utilisaient pour acheminer des denrées alimentaires et du carburant à Rafah dans le sud de la bande de Gaza. Cette explosion a tué au moins sept Palestiniens qui étaient à l'intérieur du tunnel avec leurs marchandises. Plusieurs autres personnes ont été blessées.

Depuis l'intensification du blocus de Gaza par le régime sioniste en 2007, des tunnels ont été creusés jusqu'au Sinaï par les habitants de la bande de Gaza pour faire parvenir des denrées alimentaires, des médicaments, du carburant et d'autres produits de première nécessité, via le territoire égyptien. Mais depuis quelques mois, les avions de l'armée israéliens et l'armée égyptienne bombardent ces tunnels, et créent de nouveaux problèmes pour les habitants de l'enclave palestinienne. Selon des militants palestiniens, depuis la prise du pouvoir en Egypte par Abdel Fattah al-Sissi, des centaines de tunnels ont été détruites par l'armée égyptienne dans la région frontalière de Rafah sous prétexte des questions sécuritaires. Cela signifie le durcissement du blocus que le régime sioniste et l'Egypte imposent conjointement aux habitants de Gaza.

En même temps, l'armée égyptienne a annoncé, il y a quelques jours, qu'en juillet, une grande opération sera lancée pour évacuer quelque 10.000 maisons dans la partie égyptienne de la frontière pour y créer une zone tampon.

Les Palestiniens estiment que le but du Caire de créer cette zone tampon entre son territoire et la bande de Gaza est d'isoler totalement la région palestinienne et de parachever le blocus que le régime sioniste impose aux habitants de la bande de Gaza.

Après la fermeture du passage frontalier de Rafah par l'armée égyptienne, les tunnels sont les seuls moyens pour acheminer les denrées alimentaires et les produits de première nécessité aux habitants de Gaza qui souffrent depuis des années de la pénurie de tout, et qui sont maintenant au bord d'une nouvelle catastrophe humanitaire.

La complicité du Caire avec le régime sioniste pour détruire les tunnels prend une nouvelle dimension ces derniers temps, alors que l'opinion publique égyptienne s'y oppose et que de nombreuses manifestations ont été organisées pour protester contre cette décision du gouvernement et pour exiger l'annulation de l'accord de paix avec le régime sioniste. La bande de Gaza, avec une superficie de 363 kilomètres carrés, abrite près de 2 millions de Palestiniens. L'intensification du blocus et les attaques militaires successives des armées israélienne et égyptienne contre les tunnels mettent ces 2 millions de personnes au bord d'une véritable crise humanitaire. french.irib.ir 09.06

4.2- - Le Hamas condamne la non-inclusion du nom du régime sioniste, sur la liste des violateurs des droits des enfants - french.irib.ir

Le mouvement de la Résistance islamique de la Palestine, le Hamas, a condamné la décision bizarre de l'ONU de n'avoir pas inclu le nom du régime sioniste, dans la liste des parties ayant transgressé les droits des enfants.

D'après les médias d'informations palestiniens, le Hamas a dénoncé la décision de l'ONU de n'avoir pas enregistré le nom de l'entité sioniste, sur la liste des parties ayant violé les droits des enfants, et souligné que la décision de cette instance

internationale reste une récompense offerte à ce régime, pour commettre des crimes et des exactions.

L'ONU a publié, hier, lundi, la "liste de la honte", sur laquelle figurent les noms des parties violant les droits des enfants. Malgré les revendications censées faire inclure l'entité sioniste, ayant massacré, pendant la récente guerre, dans la Bande de Gaza, plus de 500 enfants palestiniens, sur «la liste de la honte», le secrétaire général de cette instance internationale, Ban Ki-moon, a, donc, tranché, évitant à Israël de figurer, sur cette liste.

Cependant, le patron de l'ONU a, tout de même, confié qu'il restait "extrêmement inquiet" des "graves violations endurées par des enfants palestiniens", lors des opérations militaires de l'été dernier du régime de Tel-Aviv. french.irib.ir 09.06

ECONOMIE

Brésil

- Plan de 57 milliards d'euros pour des infrastructures au Brésil - Reuters

La présidente brésilienne, Dilma Rousseff, a présenté mardi un projet de concessions visant à susciter 198,4 milliards de réals (56,8 milliards d'euros) d'investissements privés sur cinq ans pour moderniser et gérer les routes, le transport ferroviaire, les aéroports et les terminaux portuaires.

Ce plan prévoit la construction de 4.371 kilomètres d'autoroutes, l'extension de certaines concessions ferroviaires existantes et le transfert au privé de l'exploitation de plusieurs aéroports, comme ceux de Porto Alegre, Fortaleza, Salvador et Florianopolis.

Les nouvelles concessions auront un accès réduit aux financements des banques publiques et les concessionnaires devront financer en partie les projets avec des capitaux privés.

Ce plan vise entre autres à soutenir l'activité économique au Brésil, aujourd'hui au bord de la récession, et à restaurer l'image de Dilma Rousseff, altérée ces derniers mois par le scandale de corruption au sein de la compagnie pétrolière publique Petrobras et par la flambée de l'inflation.

Le gouvernement attend 66,1 milliards de réals d'investissements dans les autoroutes, 86,4 milliards dans le transport ferroviaire, 37,4 milliards dans les ports et 8,5 milliards dans les aéroports.

Les enchères pour les concessions aéroportuaires devraient débuter au premier trimestre 2016.

Brasilia va par ailleurs ouvrir au privé 29 terminaux portuaires.

La banque publique de développement BNDES continuera de jouer un rôle "important" dans le financement des infrastructures, a déclaré le gouvernement, notamment dans le domaine du transport ferroviaire, où elle pourra financer jusqu'à 90% du montant des projets.

Les projets routiers, eux, pourront être financés jusqu'à 40% par des prêts bonifiés de la BNDES, à condition que leur budget soit assuré à au moins 10% par l'émission d'obligations d'infrastructures. Reuters 09.06

Haut de page

Le 11 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 18h. On a ajouté 40 articles. Rester assis devant l'écran pendant près de 2 heures par cette chaleur, c'est une torture !

Les propriétaires (privés !) du portail *Arrêt sur Info* ne permettent pas aux internautes de télécharger au format pdf (Adobe Reader) les articles qu'ils publient, il faut donc les télécharger en "page complète html", puis les formater avec Adobe Acrobate, cela fait des manipulations supplémentaires, multipliées par 30 cela prend du temps...

Nous n'avons peut-être pas encore trouvés la bonne formule pour sortir de la situation inextricable dans laquelle nous nous sommes foutus, mais au moins nous sommes informés. On se console comme on peut !

Notre ennemi ne manque pas de détermination comme vous avez eu largement l'occasion de le constater, à nous de lui démontrer qu'on n'en manque pas non plus.

J'ai lu ou plutôt relu un truc qui m'a bien fait marrer, façon de parler :

- "*On disait que les trotskistes se reproduisent par scissiparité, qu'il suffisait de deux trotskistes pour faire un parti et de trois pour faire une scission, que, quand deux groupes tentent de fusionner, le résultat, ce n'est pas un groupe, mais trois, car dans les groupes qui fusionnent, il y a toujours une minorité qui n'accepte pas la fusion, se sépare du groupe et en forme un nouveau.*" (http://istravail.com)

Non, ce n'est pas caricatural, car le pire c'est que cela s'est largement vérifié, nos lecteurs en sont témoins ou en sont l'illustration, hélas ! On a envie de dire que c'est ce qui arrive quand on a des dirigeants qui ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités, non ?

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard. Il fait 41°C.

J'ai entendu dans une vidéo que Poutine regrettait la faiblesse de l'Etat russe (notamment) en 1917, ce qui avait permis aux affreux bolcheviks de prendre le pouvoir et de mettre un terme à l'ancien régime du tsar Nicolas II, pour justifier un Etat "fort" en Russie dirigé par le nouveau tsar de toutes les Russies ou lui-même : Poutine.

Dans une autre vidéo, l'intervenant cite au passage ces "monstrueux bolcheviks", à croire que le communisme hante toujours l'Europe ou le monde et qu'il demeure source de leur cauchemar, en fait les masses exploitées, qui avec leurs besoins de plus en plus pressants, ils parviennent de plus en plus difficilement à contenir.

Que le tsar, ses guerres, ses pogroms, son système policier et la misère sociale qui allait avec soient préférables à un Etat ouvrier signant la paix avec ses voisins et s'attaque aux fondements du régime en place pour satisfaire les besoins sociaux des travailleurs, c'est le créneau habituel de tous les réactionnaires.

Que ces portails se présentant comme "libres" ou "indépendants", "progressistes", etc. qui se définissent également comme des médias alternatifs s'en fassent l'echo, témoigne que leurs intentions ne sont pas de créer les conditions politiques pour que les droits sociaux et politiques des travailleurs soient satisfaits sur tous les continents. Bien au contraire, dès que la question du pouvoir affleure à la surface ou se trouve posée, ils se rangent du côté de la réaction en reprenant ses arguments contre l'avant-garde du prolétariat mondial, contre la révolution socialisme mondiale en bons petits soldats ou porte-parole du capital. Cela est valable pour pratiquement tous les portails dont nous avons mis des articles en ligne.

Le Front populaire en 1936 avait opté pour la bourse, la guerre et le corporatisme, le fascisme au détriment du socialisme et depuis rien n'a changé, on en a la preuve quotidiennement. Vaut toujours mieux une monarchie ou un régime féodal autocratique, une dictature fasciste ou militaire qu'un régime social abolissant les privilèges de l'aristocratie et de la bourgeoisie. Un choix politique qui ne peut être guidé que par des considérations ou des intérêts d'ordre individuel dont le régime en place est le garant, dès lors qu'on s'estime servi ou qu'on bénéficie d'un mode de vie relativement confortable.

Ne cherchez pas dans ces articles les traces d'une conscience de classe que vous pourriez utiliser, car la leur (et leur destin) coïncide avec celle de nos ennemis. Il vaut mieux en avoir conscience pour ne pas se faire manipuler et se tromper de combat ou de camp...

ACTUALITE EN TITRES

Antisocial.

- HLM : plus de 200 communes hors-la-loi - Francetv info

Ces villes ne respecteraient pas le quota de 25% de logements sociaux, imposé par la loi. Francetv info 10.06

Après les écoles, les hôpitaux, les gares, les bureaux de poste, etc. les piscines.

- Les piscine municipales, un gouffre financier ? - Francetv info

Des communes sont obligées de fermer leur piscine municipale, bien trop coûteuses. Francetv info 10.06

Faits divers institutionnels d'un régime corrompu.

- Perquisitions dans l'enquête sur les dépenses du gouvernement Fillon - Liberation.fr

- Bygmalion: qui a payé le film de mariage de Jean-François Copé? - L'Express.fr

- Un voyage à Berlin qui prend des allures de "Vallsgate" - Reuters

- Politique migratoire: Duflot dénonce un "Waterloo moral" - AFP

- Incendie de voitures, délit imaginaire: un militant FN de Seine-et-Marne écroué - AFP

- Jean-Marie Le Pen visé par une enquête pour blanchiment de fraude fiscale - LeFigaro.fr

Quand l'oligarchie financière distribue les mauvaises notes.

- Standard and Poor's abaisse encore la note de la Grèce - AFP

L'agence de notation Standard and Poor's a abaissé encore davantage mercredi la note de la Grèce à "CCC", au lieu de "CCC +" précédemment, soulignant que sans accord avec ses créanciers, Athènes devrait faire défaut sur sa dette dans les douze mois. AFP 10.06

Intox

- Les États-Unis s'engagent un peu plus dans la guerre contre le groupe Etat islamique - Francetv info

Le pape au secours de l'Otan et du régime fasciste de Kiev.

- Le pape appelle Poutine à un "effort sincère" en Ukraine - Reuters

- Ukraine: le pape exhorte Poutine à faire "un effort" pour la paix - AFP

Donc le pape estime à l'instar de l'Otan, que c'est la Russie qui serait fauteur de guerre et non les Etats-Unis... Normal.

ACTUALITÉ DU JOUR

La démocratie en "option" ou quand ils inventent la dictature "raisonnable".

- Loi Macron : le 49-3, "option raisonnable" selon Le Guen - AFP

Le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, a qualifié mercredi d'"option raisonnable" le recours au 49-3 - qui permet l'adoption d'un texte sans vote - sur la loi Macron.

"Nous voulons aller vite et cette solution me semble la bonne solution. Nous allons en parler avec les parlementaires mais, en tout état de cause, il faut avancer et le 49-3 est une option raisonnable", a déclaré le responsable socialiste sur Europe 1.

Sur RTL, le président PS de l'Assemblée Claude Bartolone a argumenté: "Si on veut vraiment profiter de la vague de reprise que l'on constate, dès la rentrée, on ne peut pas passer des années à discuter". "Il y a des moments où il faut être capable de dire : nous avons besoin de signaux et d'actes très vite".

De son côté, le chef de file des députés PS, Bruno Le Roux, a approuvé, lors de l'émission "Questions d'info" LCP-France Info-Le Monde-AFP, l'éventuel recours au 49-3: "si cela peut éviter des discussions qui sont des discussions une nouvelle fois sans fin, pourquoi pas". AFP 10.06

République bananière. Mensonge d'Etat, preuves fabriquées, privilèges...

- Déplacement à Berlin en public, le PS défend Valls, en privé, il l'accable - Slate.fr

Slate.fr- La polémique sur le déplacement de Manuel Valls à Berlin pour assister à la finale de Ligue des champions entre Barcelone et la Juventus Turin, le 6 juin, n'en finit pas de rebondir. Le Canard Enchaîné affirme ainsi, ce mercredi 10 juin, que le Premier ministre ne s'est pas rendu à l'Olympiastadion pour y rencontrer les dirigeants du football européen pour préparer l'Euro 2016, comme il l'avait pourtant affirmé dès samedi sur Europe 1.

(Un faux témoignage relayé par les agences de presse. - ndlr)

Reuters- Le président de l'UEFA, Michel Platini, a tenté mercredi de voler au secours de Manuel Valls, en confirmant après un rendez-vous avec François Hollande sur l'organisation en France de l'Euro 2016 la version officielle de ce vol Poitiers-Berlin.

L'ancien capitaine de l'équipe de France a dit à la presse que le chef du gouvernement avait assisté au match Juventus-FC Barcelone à son invitation et eu auparavant avec lui un tête-à-tête sur l'Euro 2016 et la crise de la Fifa.

AFP- La prise en charge de ce voyage par l'Etat a été justifiée par un entretien avec le président de l'UEFA Michel Platini consacré à la préparation de la tenue en France en 2016 de l'Euro de football, selon les deux parties.

Slate.fr- Stéphane Le Foll l'a défendu, lors de l'émission Preuve par Trois, sur Public Sénat:

«La polémique s'arrête à partir du moment où on regarde les choses avec un tout petit peu de recul: il est invité par le président de l'UEFA à la finale de la Ligue des Champions, en tant que Premier ministre de la France, c'est la République, il représente le gouvernement français »

Mais en off, le discours n'est pas tout à fait le même. Le Canard enchaîné raconte ainsi que le ministre de l'Agriculture trouvait qu'il était «vraiment gonflé d'agir ainsi», rapporte Le Lab. De son côté, François Hollande aurait déclaré à son Premier ministre:

«Ce qui est fait est fait mais à l'avenir il faudra être toujours plus vigilant.»

D'autres, dont les noms ne sont pas cités, sont plus violents.

«La jet-settisation des dirigeants socialistes, à Cannes, à Berlin ou à Roland-Garros me choque profondément. C'est une stratégie de com qui consiste à penser qu'il vaut mieux s'afficher avec les puissants qu'avec les plus faibles. ça s'appelle Euro-RSCG» (un dirigeant du PS, à Libération) slate.fr 10.06

Réunion annuelle du gouvernement du nouvel ordre mondial.

- Club Bilderberg: La réunion secrète des «maîtres du monde» entretient le mystère - 20minutes.fr

Une réunion très secrète. Le groupe Bilderberg réunit chaque année à huis clos une partie du gratin mondial de la politique, du patronat et du savoir. Cette année, la rencontre se déroule de jeudi à dimanche dans le village autrichien de Telfs-Buchen.

Seul le gratin mondial est convié : 140 participants, issus de 22 pays. Depuis 1954, les invités sont triés sur le volet par le comité directeur du club (une trentaine de membres), présidé depuis 2012 par le PDG français du groupe d'assurance Axa, Henri de Castries.

Sur la liste cette année, le PDG de Google Eric Schmidt, celui d'Airbus Thomas Enders, de Goldman Sachs Robert Zoellick. Mais aussi des politiques, comme le premier ministre belge Charles Michel, le ministre néerlandais des Finances et patron de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem, le président autrichien Heinz Fischer et le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg. Côté français, Alain Juppé, Laurence Boone, conseillère économique de François Hollande, le patron de Michelin Jean-Dominique Senard, ou encore l'universitaire spécialiste du monde arabe Gilles Kepel seront de la partie.

Rien ne doit filtrer

Depuis sa création, le club entretient l'opacité. Les réunions se déroulent sans ordre du jour et ne font l'objet d'aucune déclaration publique. Les participants rentent tout le week-end et doivent respecter une confidentialité absolue. « Ils ont la règle la plus dure. Non seulement on n'a pas le droit d'attribuer des propos à des personnes, mais on n'a pas le droit de dire ce qui est dit. Ils veulent avoir les personnalités les plus importantes et qu'elles puissent se parler de manière la plus détendue possible », résumait le journaliste Vincent Jauvert à France Info.

Débats, et prises de décision ?

Ses détracteurs reprochent au groupe Bildeberg de défendre une mondialisation ultra-libérale. D'autres y voient le « vrai gouvernement du monde ». Thèse parfois alimentée par les membres fondateurs eux-mêmes.

« Dire que nous cherchions à mettre en place un gouvernement mondial unique est très exagéré, mais pas totalement absurde. Nous autres à Bilderberg pensions qu'on ne pouvait pas continuer à se faire la guerre éternellement et tuer des millions de gens pour rien. Nous avons pensé qu'une communauté unique à travers le monde pouvait être une bonne chose », confiait ainsi en 2001 Denis Healey au Guardian. 20minutes.fr 10.06

Liste des particpants français.

- Baverez, Nicolas Énarque. Membre du comité directeur de l'Institut Montaigne. Gibson, Dunn & Crutcher LLP.
- Bigorgne, Laurent Directeur de l'Institut Montaigne.
- Boone, Laurence Conseillère économique du président de la République François Hollande.
- Calvar, Patrick Directeur général de la Sécurité intérieure (DGSI).
- Castries, Henri de Directeur et PDG du groupe AXA.
- Coeuré, Benoît Économiste français. Il est administrateur de l'Insee et, depuis le 1er janvier 2012, membre du directoire de la Banque centrale européenne.
- Juppé, Alain Maire de Bordeaux, Ancien Premier Ministre.
- Kepel, Gilles Professeur d'Université à Sciences Po.
- Pégard, Catherine Journaliste politique. Elle a accompli l'essentiel de sa carrière au Point dont elle fut rédactrice en chef. Elle a été nommée, à la mi-mai 2007, à l'Élysée, conseiller du président de la République, Nicolas Sarkozy, chargée du « pôle politique » de l'Élysée depuis le 15 mars 2008. Elle devient le 2 octobre 2011 présidente de l'établissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles.
- Senard, Jean-Dominique Président du groupe Michelin depuis 2011.

Tiens, seraient-ils tentés par Juppé, seraient-ils déçus par Fillon invité en 2013 ?

Haut de page

Le 12 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera une douzaine d'articles plus tard. Aujourd'hui il fait 40°C, à l'ombre bien sûr ! Je crève.

J'ai installé un ventilateur sur un tabouret en direction de l'ordinateur dont j'ai viré les carters latéraux pour le rafraîchir un peu, moi je m'en passe, la bête est rustre et résistante à la souffrance, c'est encore du solide ! A côté de nos frères et soeurs qui croulent sous les bombes ou la guerre ou qui manquent cruellement d'eau ou d'électricité ou tout simplement qui bossent en plein soleil comme ma compagne Selvi, qu'est-ce que c'est franchement ?

On commence très fort avec des infos de deux portails néolibéraux et sionistes, on va se les faire pour se venger!

Parole de maquereaux et partouzeurs.

- Vers l'amour collaboratif - Slate.fr

Et si les moeurs continuaient d'évoluer comme la propriété des objets? Et si l'économie collaborative donnait naissance à un partage des amours? Slate.fr 11.06

On aurait pu intituler cela *La tournante au sommet* ou *Voilà comment la classe dominante montre l'exemple*, après ils hurleront contre les préjugés des masses, pas les pattes !

C'est marrant, il n'y a que les moyens de production qui selon eux ne pourraient pas bénéficier de cette "évolution" et devenir collectifs !

Il est vrai que parvenu à un tel degrè de décomposition, de prostitution et de marchandisation, il ne leur reste plus qu'à les normaliser, tout comme leurs rapports avec Al-Qaïda ou Al-Nosra, opération en cours...

La liaison est toute trouvée avec la suite.

Ils ont jeté leur dévolu sur Al-Qaïda.

- 1916-2016 : la carte du Moyen-Orient dessinée par les accords Sykes-Picot est morte et enterrée - Atlantico.fr 11.06

Un bref extrait de cet article suffira pour se faire une idée précise des intentions et de l'orientation politique de ces auteurs (ils étaient deux) :

Atlantico.fr - Un jour, il faudra négocier. Mais avec qui ? Un embryon de réponse se dessine avec la coalition de l'"armée de la conquête" en Syrie. Problème: Al-Qaida est sa colonne vertébrale. Mais il faudra bien choisir un jour entre Al-Qaida et Daech. Atlantico.fr 11.06

Entre Adolfe Hitler ou Joseph Goebbels, quelle dilemme !

Article infâme qui relayait de A à Z la propagande américaine, cautionnant la partition de la Syrie et de l'Irak réalisée par l'armée supplétif du Pentagone. Balkanisation présentée comme inéluctable et soutenue par les populations concernées terrorisées par ces barbares, mieux ou pire encore, les auteurs affirmant qu'il sera impossible de revenir en arrière, autrement dit il n'y a plus qu'à justifier et soutenir ce processus de désintégration du Moyen-Orient voulu par les Etats-Unis et Israël, plan qui s'il parvenait à son terme correspondrait grosso modo au Grand Israël imaginé par les sionistes.

Commentaires d'internautes.

1- "La légitimité donné à l'EI par ce genre d'article me fais perdre foi en l'humanité."

Il y a de quoi, mais rassurez-vous les masses syriennes et irakiennes ne vont pas subir très longtemps l'ordre archaïque ou la dictature impitoyable que ces barbares leur imposent, aucun peuple ne s'y est résolue dans le passé et tous ces régimes ont fini par s'écrouler ou disparaître.

2- "Ah bon, on reconnait cette entité américano-sioniste ?"

Propagande et conditionnement psychologique à destination de la population appelée à en faire autant... Sans se poser de questions évidemment.

3- "Je suis vraiment écœuré de voir la presse occidentale faire l'apologie du terrorisme! Quand elle publie déjà des articles comme ceux-ci, qu'est-ce qu'elle essaie de mettre dans la tête des gens? si ce n'est que la division! La paix et la sécurité universelle sont menacées par l'attitude et le comportement de l'occident! C'est ce que vous appelez démocratie? C'est regrettable!"

Dramatique, tragique pour la civilisation humaine vous voulez dire.

4- "L'état islamique n'a d'Etat que le nom. Merci de le préciser. Donner même une ombre de légitimité à ce ramassis d'arriérés parce qu'ils sont circonscrits dans une aire géographique plus ou moins délimitée est un crime contre l'intelligence."

Ce sont des criminels qui gouvernent le monde en effet, Atlantico en est un des zéléz porte-parole.

5- "A noter que l'article ne parle pas de la trahison des Britanniques aux arabes sur la Palestine après qu'ils aient conclu le traité entre Balfour et Rotschild! Article sioniste!"

S'il en est.

En complément. Ils vont même recevoir de l'aide.

- Les Etats-Unis envisagent l'installation de nouvelles bases en Irak - LeMonde.fr

Trois semaines après la chute de Ramadi, Barack Obama a déjà annoncé un renforcement du dispositif américain sur place. LeMonde.fr 11.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils squattent le pouvoir et nous soûlent: Chassons-les !

- Le Parlement durcit la législation anti-squats - Reuters

- Loi Evin modifiée: le lobby viticole rit, les professionnels de santé pleurent - AFP

Les députés ont modifié dans la nuit de mercredi à jeudi la loi Evin qui limitait très fortement la publicité pour l'alcool depuis près de 25 ans, une initiative saluée avec enthousiasme par le monde viticole.

Dans un communiqué, il a relevé que le rapport du Conseil de promotion du tourisme, sur lequel s'est appuyé le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius pour annoncer jeudi une série de mesures, soulignait que l'interprétation de la loi Evin faisait peser le risque "de ne pas être en capacité de valoriser nos vins et vignobles".

"En distinguant la publicité de l'information, les parlementaires reviennent à l'esprit initial de la loi Evin: encadrer la publicité mais ne pas interdire toute forme de communication sur le vin", a assuré Joël Forgeau, président du lobby viticole Vin & Société.

Boycott !

- Conférence de Paris sur le climat: Hollande "lance un appel" pressant aux partenaires sociaux - AFP

Le président français François Hollande a lancé jeudi un "appel" pressant aux partenaires sociaux du monde entier, syndicats patronaux et de salariés, pour qu'ils concourent au succès de la conférence mondiale sur le climat que la France accueillera fin 2015 à Paris.

"Je suis venu vous lancer un appel", a déclaré le chef de l'Etat français devant plusieurs centaines de représentants de la Conférence internationale du travail, le "parlement" de l'Organisation international du travail (OIT) qui se réunit tous les trois ans au Palais des Nations de l'ONU, sur les rives du Lac Léman.

"Nous avons besoin de la pleine implication des partenaires sociaux", a-t-il souligné, "c'est l'intérêt de la planète, des entreprises, du développement économique, du progrès social". (Posture cynique. Les uns et les autres étant incompatibles, on retiendra l'intérêt des entreprises et le développement économique à condition qu'il leur soit favorable uniquement, quant à l'intérêt de la planète et le progrès social : A la trappe ! - ndlr)

"Lutter contre le changement climatique n'est en aucune façon menacer l'emploi", a encore plaidé François Hollande, qui s'est employé à apaiser les "inquiétudes" exprimées par les "pays en voie de développement qui craignent d'avoir des contraintes supplémentaires qui les empêcheraient d'accéder à la croissance" et les pays développés qui redoutent que de nouvelles règles ne "découragent les investissements et pèsent sur l'emploi".

"C'est tout le contraire", a-t-il ainsi assuré, "c'est parce que nous allons avoir de nouvelles règles en matière de comportements, de production, de transport, de consommation, c'est parce que nous allons lutter contre le réchauffement climatique et assurer la transition énergétique que nous allons créer plus d'activité, investir davantage et avoir plus de croissance".

François Hollande a ainsi évoqué des travaux de l'OIT qui chiffrent à 60 millions le nombre d'emplois qui pourraient être créés à travers le monde au cours des deux prochaines décennies par la "croissance verte".

"Si nous ne faisons rien, il y aura des destructions d'emplois", a-t-il insisté, tandis que, selon lui, "agir pour le climat, c'est agir pour la croissance, pour la justice, pour le droit du travail".

"Parce qu'il y a une coïncidence: chaque fois qu'il y a une exploitation irraisonnée des ressources naturelles, il y a aussi une exploitation inacceptable des travailleurs", a-t-il poursuivi sous les applaudissements. (C'est bien ce que nous disons : L'"exploitation irraisonnée des ressources naturelles" par les capitalistes conduit à une "exploitation inacceptable des travailleurs", d'où la nécessité de les chasser du pouvoir avec ses représentants, dont Hollande. - ndlr)

Ainsi, pour François Hollande qui poursuivait à Genève un périple mondial en amont de la conférence de Paris (COP21), le "rôle" des partenaires sociaux est "de prévoir ce que va engendrer cette transition, d'anticiper les emplois, les compétences, les formations, les qualifications dans tous les pays du monde".

"Il y a un rendez-vous important, c'est la COP21 en fin d'année et il ne faut pas que les travailleurs soient oubliés dans ce rendez-vous", avait souligné auparavant devant la presse Laurent Berger, le leader de la CFDT, l'un des principaux syndicats français. AFP 11.06

Un tissu de contrevérités et de mensonges grossiers.

Je n'ai pas eu le temps de me pencher sérieusement sur cette question pour me faire une idée sur cette question du réchauffement climatique au regard des "études" ou "rapports" contradictoires qui nous ont été communiqués. Est-il réel ? Qu'est-ce qui en est la cause ? Le soleil, l'activité humaine, les deux combinés, dans quelle proportion, etc. ?

En complément. En guise de "progrès social".

- Quand les seniors retournent au travail - Francetv info

- Retraites et mutuelles: «Je ne me soigne plus» - 20minutes.fr

Parti Glauque.

- «Déni», «paranoïa», «aura d'un seul homme»... deux cadres du PG claquent la porte - Liberation.fr

Dans un courrier, deux cadres parisiens du Parti de gauche dénoncent «un parti quand tout repose sur une seule personne». «Critiques à contre-temps», répond la direction.

Un (très) mauvais signal. On savait qu'à un mois de son congrès à Villejuif, le Parti de gauche fondé par Jean-Luc Mélenchon n'était pas très en forme. Déjà, à peine moins de 2 000 adhérents (sur 8000 à jour de cotisation selon la direction) ont participé, il y a quelques semaines, au vote sur les «plates-formes» d'orientation de cette formation membre du Front de gauche. Mercredi, deux responsables parisiens ont rendu publique leur départ de ce parti né en 2008, dénonçant, dans une lettre (lire document ci-dessous), une «structure construite autour de l'aura d'un seul homme», dont le «moteur» est la «dévotion» et perdue dans «une immense paranoïa».

Les signataires: Sylvie Aebischer, ex-cosecrétaire du PG dans la capitale, qui a été la directrice de campagne de la conseillère de Paris, Danielle Simonnet, aux municipales de 2014; et Fabien Marcot, conseiller national du PG et cosecrétaire du comité PG dans le XXe arrondissement de Paris. Leur profil - des déçus du PS ou des nouveaux venus en politique qui avaient cru à l'élan du Front de gauche en 2012 - illustre les difficultés d'un Parti de gauche plus proche aujourd'hui de connaître un avenir à la NPA que des lendemains qui chantent à la Syriza en Grèce, Podemos en Espagne ou même Die Linke en Allemagne.

«Leurs critiques viennent à contretemps»

Dans leur lettre, ces deux militants déplorent ainsi la non-remise en cause de leurs dirigeants, Jean-Luc Mélenchon en tête. Après les échecs électoraux de 2014 - municipales et européennes où l'objectif affiché était de «passer devant le PS» - ils estiment ainsi que «le temps aurait dû être aux bilans, à l'analyse, à la confrontation avec d'autres points de vue». «Nous avions besoin de réfléchir, de comprendre pourquoi l'élan s'était enrayé, de nous renforcer pour faire émerger de nouvelles pistes», expliquent-ils. Mais au lieu de ça, «tout de suite, cela a été le déni», disent-ils. «Nous avons tous en tête ces démonstrations électorales qui finissent toujours par montrer, en tordant les chiffres, qu'au fond nous avons progressé», font-ils remarquer.

«Bercés par l'élan» des premiers succès électoraux, ils acceptaient que tout tourne et soit décidé par Jean-Luc Mélenchon et ses proches, disent-ils: «Ce qui nous fait quitter le PG aujourd'hui était sans doute présent dès sa création, mais nous l'acceptions». «J'ai du mal à comprendre, répond Eric Coquerel à la direction du PG. Ils ont travaillé avec nous sur les travaux de plate-forme commune encore ces derniers jours. Leurs critiques viennent à contretemps.»

Les mots des deux partants sont très durs: «Le PG a toujours été une structure construite autour de l'aura d'un seul homme qui est à la fois le lien, le penseur, le leader, le porte-parole. Comment devenir un vrai parti quand tout repose sur une seule personne, quelles que soient ses qualités? Comment rester lucide quand on s'entoure d'ultra-fidèles qui n'osent jamais la moindre contradiction? La dévotion est le moteur du parti.» «C'est faux, rétorque Coquerel. C'est très loin de la réalité de ce parti.»

«Le parti se renforce en s'épurant»

La direction du parti en prend aussi plein la figure: «Une telle organisation s'assèche intellectuellement. La direction du PG ne réfléchit pas. Ou ne se permet pas de réfléchir. A ne fonctionner qu'à l'entre soi, à ne se lire qu'entre camarades, elle ne voit plus l'effervescence qui existe en dehors du PG et du Front de gauche. Elle attend seulement le nouvel opus de Mélenchon et s'évertue à le transcrire dans la résolution politique suivante. Et elle perd tout sens critique». Ils dénoncent aussi «l'immense paranoïa» qui règnerait au PG: «Tout le monde nous veut du mal. Les journalistes évidemment, la droite bien sûr, la gauche n'en parlons pas. Médiapart est honni depuis un billet de Fabrice Arfi sur la Russie, Libération est "un journal qui nous combat", et Le Monde ne se lit pas. Le Figaro, L'Humanité, Regards : des ennemis partout !»

Ils reviennent sur le dernier ouvrage de Mélenchon qui, «c'était prévisible […] fait l'unanimité contre lui hors de nos rangs»: «Le PG se réfugie dans la certitude que le monde entier veut lui nuire. Quant aux militants déroutés qui y trouvent des relents germanophobes, c'est qu'ils n'ont évidemment pas compris. Quiconque, en interne, signale un début de désaccord devient un coupeur de cheveux en quatre, donc un empêcheur de militer en rond, donc un ennemi.» Leurs camarades préféreraient les voir prendre la porte plutôt que critiquer la ligne et le chef: «Le parti se renforce en s'épurant», entendent-ils.

Critiques sur les stratégies déjà choisies

Ils n'ont pas apprécié de voir Mélenchon, en août 2014, lancer, sans prévenir, le Mouvement pour la 6e République, laissant de côté le PG. «Émettre un doute était malvenu, écrivent-ils. Tout était déjà lancé et annoncé dans les médias. Que le M6R peine à décoller ou ait franchement raté son lancement ne devait pas être mentionné. Douter, c'était déjà trahir.» Idem aujourd'hui pour la stratégie aux régionales et les «appels citoyens» annoncés avant même que ne se déroule le congrès. Selon eux, «toute la direction n'a en réalité qu'une unique préoccupation: comment faire de Mélenchon le candidat en 2017 ? La vocation de ces assemblées est en réalité plébiscitaire: l'implication citoyenne ne devant déboucher que sur le recours au tribun».

Depuis sa fondation en 2008, le PG a connu beaucoup de défections. En décembre 2012, son cofondateur le député Marc Dolez, avait déjà dénoncé les choix stratégiques de Mélenchon rendant «inaudibles» les propositions du Parti de gauche. Avant lui, d'autres cadres avaient claqué la porte regrettant un fonctionnement étroit autour de Mélenchon. Arguments toujours repoussés par la direction. Certes, depuis la présidentielle, de jeunes recrues ont rejoint les comités PG. Beaucoup ont été attirés par le dynamisme de la campagne puis les «marches» organisées par le Front de gauche, Mélenchon en tête. Mais depuis 2014, la machine est cassée. Les difficultés entre membres du Front de gauche aux municipales et la stratégie de critiques permanentes de l'ex-candidat à la présidentielle ont dérouté une partie des militants. Et dans de jeunes partis de gauche comme le PG, lorsque les plus tendres commencent à partir, les plus durs, eux, restent. libération.fr 11.06

Les "plus durs" restent, ils se sclérosent, se fossilisent, etc. il n'est pas le seul dans ce cas-là. Ils se servent même des faiblesses (ou échecs) de leur parti pour renforcer le poids de leur appareil qui doit demeurer inamovible autour d'un ou quelques dirigeants "historiques".

En ayant adopté le réformisme bourgeois, dès le départ Mélenchon et ceux qui ont rejoint le PG ont démontré qu'ils n'avaient jamais rompu avec capitalisme et l'idéologie que partageait il y a quelques décennies encore le PS, dans un contexte économique ne laissant place à aucune réforme sociale bien au contraire, l'existence d'un parti réformiste allait s'avérer hypothétique, intenable dans un avenir proche, ce qui se passe était donc parfaitement prévisible.

Dit autrement, le PG devait se retrouver immédiatement confronté à des contradictions insurmontables et rapidement dislocatrices, et qui à terme devraient le conduire à la marginalité, à végéter ou entraîner sa disparition, tout dépendra du rôle que la classe dominante entend lui faire jouer puisqu'il n'est pas maître de son destin et n'a rien d'indépendant.

On ne va pas s'éterniser sur ce panier de crabes où l'ambition ou les intérêts personnels des uns et des autres tiennent lieu de ligne politique. Sur cette base pourrie toute discussion est impossible ou tourne au consensus sans principe qui éclate un jour ou l'autre.

En guise d'épilogue très rapidement.

Hier j'ai visualisé une vidéo, comment dire, peu recommandable mais très instructive, et c'est bien la raison pour laquelle j'y ai prêté attention. Elle met en scène Pierre Hillard que l'on peut définir en gros comme un catholique orthodoxe proche de l'extrême droite qui fait une fixation sur les juifs en se défendant d'être antisémite. Il expliquait que la situation actuelle était le produit de l'affrontement entre d'un côté la "synagogue" liée au temple des protestants et à la finance, et de l'autre l'Eglise catholique, que cette situation remontait fort loin, au XVIIe siècle.

Il raconte que les banquiers juifs des Pays-Bas qui étaient très riches et très puissants avaient finalement accepté l'offre de la couronne britannique de venir s'installer en Grande-Bretagne et de prendre la direction de ce qui allait devenir la City de Londres, afin de mettre en oeuvre leur plan d'expansion et de domination mondiale qui n'a pas été désavoué depuis, ajoutons leur croisade contre l'Eglise catholique.

Voilà à quoi se réduit son interprétation du monde, la lutte entre la "synogogue" et l'Eglise catholique pour contrôler ou dominer le monde. C'est plutôt léger pour un érudit. Il ramène tout à ces deux facteurs, ce en quoi il n'a pas totalement tort, hormis le fait qu'il manque à sa démonstration deux facteurs déterminants pour expliquer et comprendre le monde dans lequel nous vivons, le développement des forces productives ou le capitalisme et la lutte des classes. En réalité l'ensemble de ces facteurs capitaux allaient être intimement imbriqués. Car il est clair que les banquiers juifs hollandais (et allemands) n'ont pas émigré en Grande-Bretagne pour les beaux yeux de la reine, mais bien plutôt parce que la Grande-Bretagne était en passe de devenir l'Etat le plus puissant en devenant le premier pays industrialisé de la planète, et en tant que tel il était voué à réaliser les voeux expansionistes correspondant à leur objectif politique. Quant à la guerre qu'ils devaient mener contre l'Eglise catholique, elle devait uniquement servir de levier pour affirmer leur identité, afin de fournir un contenu idéologique à leur entreprise coloniale qui contrebalancerait celle de l'Eglise catholique et les puissances l'ayant adoptée dont la France, de telle sorte que les pays conquis puissent y adhérer et former une communauté d'intérêts qu'ils domineraient, tel du moins était leur stratégie.

Quelques siècles plus tard, le développement des forces productives ou le capitalisme s'étant répandus à la surface de la terre tout en alimentant la lutte des classes à l'échelle mondiale, ayant en partie émigré et conquis l'Amérique et acquis une puissance (financière et politique) pratiquement sans rivaux sérieux qui menaceraient leur pouvoir, c'est la même idéologie et stratégie politque qu'ils tentent d'imposer au monde entier dans un contexte plus défavorable que jamais, dans la mesure où l'extraordinaire développement démographique qui allait avoir lieu à partir de la seconde moitié du XXe siècle à nos jours les isole du reste du monde ou rend d'autant plus leur prétention hégémonique intenable à bref échéance du fait qu'ils constituent une minorité qui ne peut imposer son diktat au reste de la planète sans recourir à la force ou à la guerre à l'encontre de peuples entiers qui n'accepteront jamais de se soumettre, de perdre leur souveraineté ou de disparaître.

La marche en avant au chaos et à la barbarie auxquels nous assistons aujourd'hui s'inscrit dans cette stratégie politique, et s'il leur faut à tout prix exercer un contrôle total de la population, c'est pour lui imposer un modèle de société reposant sur un système économique dont les rapports seraient dépourvus de tout contenu social une fois parvenu à neutraliser la lutte de classe des exploités et des opprimés, ce qui nécessiterait au préalable de s'être débarrassés des vieilles guenilles du capitalisme en crise voué à un effondrement imprévisible, qu'ils s'emploient actuellement à instrumentaliser et maîtriser pour accroître leur pouvoir politique.

Notre interprétation du monde intègre tous les facteurs déterminants en présence, c'est ce qui fait sa richesse et son originalité. Elle présente l'avantage de pouvoir discuter tranquillement de la place et du rôle de chacun de ses facteurs sans prétendre qu'ils seraient arrêtés une fois pour toute, on peut très bien concevoir que certains d'entre nous accordent plus d'importance à l'un ou à l'autre de ces facteurs sans remettre en cause fondamentalement la perspective politique dans laquelle ils se situent, notre objectif n'étant pas d'avoir absolument raison mais d'avancer ensembler vers le même objectif pour faire triompher notre cause, le socialisme.

La crise du système capitaliste parvenu au stade de l'impérialisme pourrissant, la lutte de classe de plus de 7 milliards d'hommes et de femmes exigeant que leurs besoins sociaux soient satisfaits, la stratégie politique néolibérale définie par l'oligarchie financière, l'existence d'Israël qui incarne l'idéologie politique du sommet de la classe dominante, l'ensemble de ces facteurs confrontés à leurs propres exigences sont amenés infailliblement à se livrer une lutte à mort, constituent la trame de la situation mondiale.

Notre démarche n'a donc rien à voir avec celle sclérosée d'un Mélenchon ou d'un Hillard, on aurait pu prendre un autre exemple en faisant référence à des militants trotskystes qui sont de furieux dogmatiques pour opposer deux extrêmes aux méthodes identiques que nous rejetons.

A notre avis, on ne peut pas comprendre la situation et s'orienter correctement sans prendre en compte l'ensemble de ses facteurs qui ont une influence les uns sur les autres. La discussion reste ouverte.

Les références de la vidéo dont j'ai parlée pour ceux que cela intéresserait :

Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine (Pierre Hillard) - https://www.youtube.com/watch?v=sU-M8VnX1dU

En famille jusqu'à l'extrême droite.

- Quand des socialistes autrichiens s'allient à l'extrême droite - Slate.fr

Les élections régionales dans le Land autrichien du Burgenland (frontalier de la Hongrie) ont amené les socialistes locaux à s'allier au part nationaliste FPÖ. Une alliance qui n'est pas inédite en Autriche, mais marque l'inexorable montée de l'extrême droite européenne et confirme la crise que subit sa social-démocratie

La nouvelle a de quoi décontenancer: dans la foulée des élections régionales qui se sont tenues le 31 mai en Autriche, le SPÖ (Parti social-démocrate d'Autriche, centre gauche) du Land du Burgenland vient de faire une alliance «rouge-bleue» avec le

parti d'extrême droite de Heinz-Christian Strache, le FPÖ, pour gouverner ce petit Land oriental de l'Autriche. L'expérience n'a cependant rien d'inédit même si elle est, dans ce Land, une réelle nouveauté qui interpelle sur une forme de mithridatisation de la société autrichienne et de la gauche social-démocrate locale à l'installation de l'extrême droite locale.

Non inédite puisque s'étant produit au niveau national en 1983-86 et en Carinthie sous les mandatures de Haider, l'alliance des socialistes locaux avec le FPÖ est d'autant plus détonante qu'elle se produit dans un Land traditionnellement défavorable au parti de Heinz-Christian Strache, signe s'il en est, de l'inexorable montée du FPÖ et de la défaite de plus en plus probable de la Grande Coalition en Autriche. Reste que cette affaire devrait interroger les sociaux-démocrates européens sur l'ampleur de la crise idéologique qui les frappe. La faiblesse de leur réaction ne le laisse pas présager. Slate.fr 11.06

En famille la soupe est meilleure.

- Espagne : accord trouvé pour l'investiture de l'"Indignée" Manuela Carmena comme maire de Madrid - Francetv info

La candidate issue du mouvement des "Indignés", Manuela Carmena, sera investie samedi maire de Madrid (Espagne). Elle a finalement obtenu le soutien du Parti socialiste, a annoncé, jeudi 11 juin, sa liste Ahora Madrid sur Twitter.

"Les conversations en vue de l'investiture de Manuela Carmena que nous avons eues avec le PSOE ont porté leurs fruits", a annoncé Ahora Madrid. Les 20 élus de cette liste, alliés aux 9 socialistes, disposeront de la majorité au sein du conseil municipal, ce qui permettra cette investiture dans cette ville où la droite gouvernait depuis vingt-quatre ans. Francetv info 11.06

En complément. Comment ils alimentent l'antisémitisme.

- Cinq siècles après l'Inquisition, l'Espagne tend la main aux Juifs séfarades - AFP

Le Congrès espagnol a adopté jeudi une loi permettant aux descendants des Juifs expulsés d'Espagne par les rois catholiques en 1492 d'obtenir facilement la nationalité, pour réparer "une erreur historique", cinq siècles plus tard.

La loi, proposée par le gouvernement du conservateur Mariano Rajoy, a été adoptée à l'unanimité jeudi et devrait entrer en vigueur en octobre et susciter au moins 90.000 candidatures de Juifs séfarades dans le monde, selon une estimation officielle. AFP 11.06

Parmi les couches ou les communautés qui par millions ont été victimes du nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale, une seule a fait l'objet de réparations (financières ou restitution de biens) : Les juifs, toutes les autres ont été ignorées.

Au cours des siècles passés et plus particulièrement au cours de la seconde moitié du XXe siècle qui a continué d'être le théâtre d'une multitude de guerres, parmi les populations déplacées ou chassées de leur domicile ou de leur pays, on pense évidemment aux Palestiniens, une seule bénéficie du privilège exceptionnelle de voir "réparer une erreur historique" vieillent de cinq siècles dont elle a été victime, privilège qui ne sera pas accordé aux Palestiniens expulsés de leurs terres par les sionistes en 1948.

De là à penser que les juifs seraient des gens à part, pas commes les autres, supérieurs aux autres, devant lesquels les grands de ce monde se prosternent et invitant le reste de la population à les imiter, c'est la rumeur qu'ils s'emploient à propager qui a valeur de provocation afin de favoriser l'antisémitisme dont seront victimes les juifs lambda qui n'ont rien demandé ou ne soutiennent pas forcément le sionisme, et non les instigateurs de cette mesure qui pourront ensuite dénoncer la montée de l'antisémistisme.

Chacun se demandera pourquoi les gouvernements occidentaux leur accordent des droits qu'ils refusent à d'autres peuples, les Palestiniens par exemple, en observant que c'est Tel-Aviv qui dicte en grande partie la politique américaine au Moyen-Orient (et ailleurs dans le monde), ils auront la réponse politique à leur question : les intérêt d'Israël et de l'oligarchie financière anglo-saxonne sont si imbriqués qu'ils servent de trame à la stratégie politique qu'ils ont définie il y a plus d'un siècle pour exercer leur hégémonie sur le monde dont dépend l'avenir du capitalisme mondial ou la survie d'un système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Si l'oligarchie financière anglo-saxonne et Israël sont intouchables, le juif l'est de surcroît, pas n'importe lequel, le nanti, le banquier, il faut avoir à l'esprit que ce sont des banquiers juifs qui sont à l'origine d'Israël, qu'ils en sont les réels propriétaires et non le travailleur juif qui comme nous se bat pour survivre.

En complément.

- Gaza : Israël clôt le dossier sur la mort de quatre enfants sur une plage - Francetv info

C'était il y a près d'un an, en juillet 2014. Quatre enfants de 9 à 11 ans étaient tués sur une plage de Gaza en plein conflit. Une première frappe avait touché une cabane de pêcheurs d'où les enfants avaient jaillis. Une deuxième les avait tués en

pleine course. Jeudi 11 juin, l'armée israélienne a annoncé qu'elle abandonnait les poursuites dans l'enquête et que le dossier était clos sans que personne ne soit condamné.

La conduite de cette guerre par Israël fait l'objet de différentes enquêtes internationales, qu'Israël juge partiales, assurant être capable de rendre la justice lui-même. Les dirigeants palestiniens eux veulent faire juger les dirigeants israéliens par la justice internationale pour crimes de guerre. Francetv info 11.06

Inquisition, fanatisme ou la chasse aux sorcières des déviationnistes à la pensée unique.

- Le maire de Tourcoing dément avoir banni le "boudin" pour flatter les musulmans - Le Huffington Post

- Accusé de sexisme, un prix Nobel quitte sa chaire universitaire - Le Huffington Post

Le Britannique Timothy Hunt, prix Nobel de médecine, sous le feu des critiques pour ses déclarations sexistes sur les scientifiques femmes dans les laboratoires de recherche, a démissionné de la prestigieuse University College London (UCL). "Je suis vraiment, vraiment désolé si j'ai choqué, c'est affreux. Je voulais juste être honnête", s'est ensuite justifié le scientifique sur la BBC. (Monsieur Timothy Hunt devrait savoir que dans cette société iinfâme, l'honnêteté n'est pas une vertu mais un vilain défaut, une faiblesse impardonnable qui mérite d'être voué au pilori. - ndlr)

Timothy Hunt avait provoqué consternation et indignation sur les réseaux sociaux et dans la communauté scientifique en déclarant mardi au sujet des femmes : "Trois choses se passent quand elles sont dans les labos : vous tombez amoureux d'elles, elles tombent amoureuses de vous, et, quand vous les critiquez, elles pleurent."

(L'élite scientifique qui sert les intérêts dela classe dominante est semble-t-il dépourvu d'humour, mais ne manque pas de cynisme assurément.

Simple boutade spirituelle ou aphorisme ironique emprunt de vérité qui fait l'objet d'une surinterprétation de femmes complexées dévorées par l'ambition qui se saisissent de l'idéologie dominante pour obtenir gain de cause, c'est un procès misérable.

Il est un fait établi que chacun devrait avoir à l'esprit pour ne pas s'attirer les foudres des milices féministes, à savoir que les femmes en général ne font rien pour se rendre désirable ou mettre leur physique en valeur, même lorsqu'il n'est pas vraiment à leur avantage, qu'elles ne draguent pas, les hommes précisons, et enfin que leur susceptibilité à fleur de peau ou leur fragile équilibre psychologique ne se traduit jamais par des crises de nerf ou un état d'excitation extrême qu'elles ne parviennent pas à contenir avant de craquer, non, car voyez-vous elles sont naturellement exceptionnelles et supérieures aux hommes qui les tyrannisent, des sadiques, quoi. - ndlr)

"Les commentaires [du prix Nobel] touchent au cœur des préjugés contre les femmes dans la science : l'idée que nous ne pouvons pas être des candidates sérieuses, parce que nous sommes trop émotionnelles et, pire, que nous distrayons les hommes de leurs recherches par notre attrait sexuel", avait également regretté Dorothy Bishop, professeur de neuropsychologie du développement à l'université d'Oxford.

Timothy Hunt a obtenu le prix Nobel de médecine en 2001 pour la découverte de la cycline, une molécule fondamentale dans la régulation du cycle cellulaire. Francetv info 11.06

Il n'a rien dit de tout cela, son interprétation est du domaine de l'extrapolation gratuite. Cette folle (Bishop, le fou aux échecs) ou cette bigote (Bishop signifie aussi évêque) ne supporte peut-être pas de ne jamais avoir attiré l'attention des hommes sur elle au point d'en faire une crise "émotionnelle", ce qui démontre que même sans "distraire" les hommes et sans présenter un "attrait sexuel" elles sont bien acariâtres et hypocrites, instrumentalisant sournoisement la situation d'infériorité dans laquelle la société les place, pour obtenir des privilèges ou se voir attribuer un statut supérieur et non égal aux hommes qu'elles ne méritent pas plus que les hommes par ailleurs.

Pour faire chier ces abrutis de féministes.

Les hommes ont franchement du mérite d'aimer les femmes telles qu'elles sont malgrès toutes leurs tares, lacunes, faiblesses et j'en passe qui les rendent si fragiles et désirables à la fois au point qu'on ne peut pas s'en passer surtout quand elles sont absentes ou de les trouver encombrantes, que dis-je envahissante dans tous les autres cas. Cela fait marrer les mâles qui présentent les mêmes attributs peu à leur avantage sans davantage les assumer. On pourrait épiloguer en ajoutant que c'est la raison pour laquelle l'homosexualité ne leur est d'aucun secours pour y échapper contrairement à ce qu'ils croient ou prétendent, la société ne changeant pas de nature pour autant sans changement de régime.

Se croire inférieur, supérieur ou égal à je ne sais pas qui ne résoud rien et est somme toute plutôt pathétique, manifeste une ignorance certaine du fonctionnement de la société, car c'est bien mal poser le problème que les hommes et les femmes ont

à résoudre pour s'épanouir pleinement qui est d'abord politique.

Aristocratie. Il ne manquait plus que la fleur de lis.

- C'est parti pour le plus chic des dîners... en blanc ! - LePoint.fr

- 27e "Dîner en blanc" de Paris : 10.000 participants au Palais-Royal - AFP

Plusieurs milliers de personnes, tout de blanc vêtues, ont investi jeudi soir le 2e arrondissement de Paris pour le 27e "Dîner en Blanc", un "flash mob" chic et gentiment snob.

Chic et élégance sont forcément de rigueur, partage et bonne humeur, les maître-mots de la soirée.

Tous vêtus de blancs, venus avec tables, chaises et victuailles, les participants tous cooptés entre eux se sont installés en quelques minutes autour du bassin et des contre-allées du Palais Royal, au milieu des colonnes de Buren, et au pied du ministère de la Culture et du Conseil d'Etat.

Selon la tradition, les milliers de participants ont donné le coup d'envoi des agapes en faisant tournoyer leurs serviettes blanches, tandis que des dîneurs musiciens animaient les travées. Vers 23h00, des milliers de lampions ont été allumés, juste avant les premiers départs.

L'an dernier, 12.000 dîneurs avaient investi six ponts historiques de Paris. La place des Vosges, le parvis de Notre-Dame, les trottoirs des Champs-Elysées et même la place de la Concorde ont servi de cadre au "Dîner en blanc" dont la première édition remonte à 1988, dans le bois de Boulogne.

Les "dîneurs en blanc", réunis "autour de l'élégance et l'art de vivre". LePoint.fr et AFP 11.06

ACTUALITE EN TITRES

Socialiser les pertes et privatiser les profits.

- L'Etat britannique sort de RBS: 9,6 milliards d'euros de pertes pour les contribuables - La Tribune

Cela sonne comme un ordre.

- Voyage à Berlin : la polémique est-elle enfin close ? - Francetv info

Propagande et stratégie de l'Empire du chaos.

- Ukraine: l'ambassadrice américaine à l'ONU dénonce les mensonges de la Russie - AFP

- Le Parlement européen veut mettre Blatter sur la touche - Libération.fr

- Des militants tibétains perturbent la candidature de Pékin aux JO d'hiver 2022 - euronews.com

Un petit groupe de manifestants pro-Tibet a protesté à Lausanne en Suisse, le jour où la Chine passait son oral pour décrocher l'organisation des Jeux Olympiques d'hiver 2022. euronews.com 11.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

- Yémen : l'armée s'empare du Sud saoudien - french.irib.ir

L'armée yéménite s'est emparée de deux régions frontalières, au Sud de l'Arabie saoudite.

Selon la chaîne de télévision Al-Mayadeen, des sources militaires yéménites ont fait part du contrôle, par l'armée et les comités populaires du Yémen, du mont Al-Doud et Al-Qaviya, dans la province saoudienne de Jazan, à la frontière yéménite. Les forces de l'armée et les comités populaires ont lancé un assaut contre le passage frontalier d'Al-Radif et les monts de Dokhan et Al-Ramih, dans la province de Jazan. De même, l'Arabie saoudite a confirmé la mort de deux de ses militaires, lors des combats avec l'armée yéménite.

Par ailleurs, les chasseurs saoudiens ont bombardé, ce jeudi, à l'aube, la ville de Taëz, dans le Sud du Yémen. Ces attaques ont fait pas moins de dix morts et plus de 110 blessés. Dans le même temps, la chaîne de télévision Al-Hadath a rapporté que Mohammad Hossein Ashal, un Chef des forces loyales au Président démissionnaire, Abd Rabbo Mansour Hadi, a été tué, dans des affrontements avec les combattants du mouvement Ansarallah, à Taëz. Il a été tué par un obus de mortier, tiré sur la partie orientale de la ville méridionale de Taëz. french.irib.ir 11.06

2- Liban

- "La bataille contre Daech est lancée" (Nasrallah) - french.irib.ir

Le secrétaire général du Hezbollah libanais a fait état des grandes victoires de la Résistance face aux terroristes dans la région syrienne de Qalamoun.

Dans un discours devant les participants à la deuxième conférence portant sur «Innovation et Idjtihad dans l'optique de l'honorable Ayatollah Khamenei » à Beyrouth, Seyed Hassan Nasrallah a déclaré : « De grandes victoires ont été acquises dans la région libanaise d'Ersal et dans la région syrienne du Qalamoun. Les hauteurs stratégiques de ces régions sont contrôlées maintenant par l'armée syrienne et les combattants de la Résistance, et les zones voisines sont à la portée des mitrailleuses de nos combattants. »

Le secrétaire général du Hezbollah a ajouté que les terroristes du Front al-Nosra ont subi de lourdes défaites sur les hauteurs d'Ersal. « Nous avons déclenché la guerre contre Daesh. Mais ce sont eux qui ont commencé le conflit. Les terroristes ont une présence néfaste sur nos frontières. Mais nous sommes fermement décidés à ne pas les laisser s'installer près des frontières du Liban », a-t-il ajouté. Seyed Hassan Nasrallah a martelé : « Je vous assure que la défaite des terroristes est inéluctable. C'est une question de temps. Nous réaliserons étapes par étape nos plans », a déclaré le secrétaire général du Hezbollah libanais. french.irib.ir 11.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Manifestation de prostituées contre la pénalisation des clients - AFP

2- Réforme du collège : mobilisation des profs en baisse à Paris et en province - Francetv info

Quelque 11,90% des professeurs exerçant dans un collège public ont répondu, jeudi 11 juin, à l'appel à la grève lancé par une intersyndicale pour protester contre la réforme du collège, selon les chiffres communiqués en fin de matinée par le ministère de l'Education. Le Snes, premier syndicat dans le secondaire et membre de l'intersyndicale, annonce pour sa part "un tiers" de grévistes. Francetv info 11.06

3- Mobilisation soutenue dans les hôpitaux de Paris - Liberation.fr

Ils étaient 21,5% des praticiens de l'AP-HP à se déclarer grévistes ce jeudi pour protester contre le plan de réorganisation du temps de travail de leur directeur, Martin Hirsch.

Et la mobilisation a été encore solide. «Retrait, Retrait !» C'est sous ce mot d'ordre que plusieurs milliers d'agents des hôpitaux de Paris, en grève, ont ainsi défilé ce matin, depuis le siège parisien de l'institution hospitalière en direction de l'Elysée. Tous à l'appel de l'intersyndicale (CGT, SUD, FO, CFDT, CFE-CGC, CFTC et Unsa). Des slogans sans appel : «Plan Hirsch pas amendable, pas négociable.» Ou encore : «On n'en veut pas de ta réforme.» Derrière la banderole «Repos préservé, qualité des soins assurée», le cortège s'est ébranlé vers l'Elysée.

Ils étaient près de 15.000 agents selon les syndicats, entre 3.500 et 3.700 de source policière, à défiler jusqu'aux abords du palais présidentiel.

Trois fédérations syndicales du secteur, CGT, FO et SUD, appellent d'ailleurs à une journée d'action le 25 juin contre les mesures d'économies imposées à l'hôpital. Liberation.fr et AFP 11.06

ECONOMIE

Grèce

- Grèce : le FMI quitte la table des négociations - latribune.fr

Le FMI a annoncé que ses équipes avaient quitté Bruxelles. L'institution de Washington exige que la Grèce accepte les réformes exigées par ces créanciers.

Les négociations entre la Grèce et ses créditeurs sont à nouveau stoppées. Jeudi 11 juin vers 16h, le FMI a annoncé qu'il avait quitté la table des discussions. Les équipes de l'institution internationale ont quitté Bruxelles et sont retournées à Washington. Un signe de mauvaise humeur qui, selon le FMI, s'explique par le refus du gouvernement grec d'accepter le régime que demandent les créditeurs : coupes dans les retraites, réformes du marché du travail et objectif ambitieux d'excédents budgétaires primaires (hors services de la dette). « Il existe des différences majeures entre nous sur la plupart des sujets clé. Il n'y a eu aucun progrès pour réduire ces différences récemment », a souligné a indiqué Gerry Rice, le porte-parole du FMI. « La balle est à présent vraiment dans le camp de la Grèce », a-t-il conclu.

Ce durcissement du FMI vient stopper net les espoirs qui étaient nés dans la soirée du mercredi 10 juin. Alors que des informations de Bloomberg laissaient entendre que l'Allemagne était prête à accepter « une seule réforme », des contacts, rompus depuis près d'une semaine, avaient été repris. Alexis Tsipras avait rencontré Angela Merkel et François Hollande dans la nuit, et, par deux fois, Jean-Claude Juncker. Ces rencontres n'ont cependant rien donné. Selon Reuters, citant un « officiel européen », la rencontre de jeudi entre les deux hommes était « la dernière tentative » de parvenir à un accord. Ce dernier détail viendrait alors confirmer que le FMI n'est pas seul en cause dans la rupture des négociations. Les créanciers européens ont également rompu les ponts. Les marchés européens ont fortement réagi à cette nouvelle. Le DAX-30 de Francfort a perdu brutalement près d'un point de pourcentage de gains.

Négociations fermées ?

Tout espoir serait donc perdu ? Rien n'est sûr évidemment. Depuis plus de quatre mois, les négociations ont cessé, puis reprises. Mais, évidemment, plus on se rapproche de la fin du mois de juin et plus la situation devient critique. Sans accord, la Grèce devrait inévitablement ne pas payer les 1,6 milliard d'euros qu'elle doit rembourser au FMI avant la fin du mois. On entrera alors dans une autre phase de la crise, où la présence de la Grèce dans la zone euro ne tiendra plus qu'à un fil. Le FMI est-il prêt à prendre le risque de devoir faire face à un défaut grec ? Les Européens oseront-ils soutenir la Grèce sans l'institution de Washington ? Pour le moment, le mouvement du FMI est un énième moyen de faire pression sur Athènes pour lui faire accepter ce qui reste inacceptable pour le gouvernement grec.

Il n'est cependant pas à exclure que les discussions se poursuivent malgré tout. Comme l'a précisé Gerry Rice, « le FMI ne quitte jamais la table. » Et Christine Lagarde est attendue pour la réunion de l'Eurogroupe les 18 et 19 juin prochains. Les sujets qui empêchent toujours l'accord restent les mêmes : les retraites et les excédents primaires. A la mi-journée, jeudi, le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, avait indiqué qu'il n'y avait pas d'accord sur l'objectif de 1 % du PIB pour l'excédent primaire de 2015. Cet objectif est lié pour les Grecs a un accord plus global, intégrant un prolongement du programme d'aide et un échange de dettes entre la BCE et le MES. Quant aux retraites, l'équation est rendu encore plus délicate par la décision du conseil d'Etat de rétablir certaines retraites à leur niveau de 2012.

Reste à savoir quelles seront les réactions à ce nouveau coup de théâtre côté grec. Il semble que le gouvernement hellénique soit allé jusqu'au bout de sa capacité de compromis. En allant plus loin, Alexis Tsipras mettrait en danger la cohérence de sa majorité et sa survie politique. Si les créanciers demeurent sur leur position consistant à réclamer une capitulation, les négociations ne reprendront plus. latribune.fr 11.06

Commentaires d'internautes.

1- "Au moins, les masques tombent.

Depuis le début, Tsipras a dit qu'il ne franchirait pas les lignes rouges correspondant au mandat donné par le peuple grec. La justice grec vient de lui donner raison.

Le FMI quitte donc la table parce qu'un gouvernement suit à la fois l'avis de son peuple et de la justice et non pas celui du FMI.

Cela montre à quel point l'objectif du FMI et des créanciers est loin de celui de la démocratie et de la justice !"

Ils les ignorent, ce sont leurs pires ennemis.

2- "Je ne comprends pas. N'est ce pas le FMI qui a dit il y a encore quelques mois qu'il s'était trompé sur l'austérité et les programmes d'ajustement en Grèce ... et ce même FMI demande à la Grèce de continuer encore et encore.

Mme Lagarde est elle devenue schyzophrène ?"

Comme quoi il ne faut pas prendre leurs discours pour argent comptant, et toujours se demander dans quels contextes ils les ont prononcés et à qui ils s'adressaient au juste, à quels fins... Il faut donc prendre le temps de réfléchir un peu, c'est préférable.

Haut de page

Le 13 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera des articles plus tard ou demain matin, la chaleur est accablante.

Nous allons mettre en ligne la liste des 200 médias subventionnés par l'Etat. Notre portail est gratuit et nous coûte plus qu'il nous rapporte, alors pensez à nous soutenir même modestement, converti en roupies c'est toujours appréciable, merci d'avance de votre compréhension.

Trois réflexions très vite.

1- Le cas grec est intéressant, car il prouve que sans rompre avec l'ensemble des institutions du capital, il est impossible de satisfaire les besoins des travailleurs ou d'avancer sur la voie du socialisme, ce qui témoigne que c'est bien à partir de ce facteur et uniquement ce facteur que chacun doit se disposer ou qu'il est possible d'établir une distinction entre la droite et la gauche car il cristallise toutes les questions sociales et politiques en suspens et que le prolétariat doit résoudre impérativement pour conquérir son émancipation...

2- La barbarie à laquelle recourt les Etats-Unis et ses alliés est la réponse à la crise du capitalisme qui se manifeste à travers son incapacité à satisfaire les besoins sociaux des masses exploitées à travers le monde qui résistent ou se mobilisent. C'est aussi la réponse à la révolution socialiste mondiale qui s'expriment de manière inconsciente à travers leur mobilisation.

3- Suite de la causerie d'hier.

- 1916-2016 : la carte du Moyen-Orient dessinée par les accords Sykes-Picot est morte et enterrée - Atlantico.fr 11.06

Atlantico.fr - Un jour, il faudra négocier. Mais avec qui ? Un embryon de réponse se dessine avec la coalition de l'"armée de la conquête" en Syrie. Problème: Al-Qaida est sa colonne vertébrale. Mais il faudra bien choisir un jour entre Al-Qaida et Daech. Atlantico.fr 11.06

Al-Qaïda "la réponse" aux attentes des peuples syriens et irakiens contre lequel les puissances occidentales seraient en guerre, autrement dit pas vraiment ou pas du tout, mais cela on le savait déjà.

Atlantico qui a choisi Al-Qaïda n'aurait-il pas fait là l'apologie d'une organisation terroriste, ne tomberait-il pas sous le coup de la loi ?

Qui osera porter plainte contre ce portail néolibéral et sioniste ? Personne évidemment.

Nouvelles du bled.

- Travail des enfants : l'Inde reste le pays le plus touché - Francetv info

Ce vendredi 12 juin est la journée mondiale contre le travail des enfants. 168 millions d'enfants travaillent à ce jour dans le monde. Ils sont contraints de le faire pour des raisons économiques. L'Inde est le pays où ce phénomène est le plus étendu.

Près de 13 millions d'enfants travaillent encore en Inde, qui vient pourtant de suivre l'exemple de ses pays voisins en interdisant le travail des moins de 14 ans, mais pour certains métiers seulement. Francetv info 12.06

En 2005 les moins de 20 ans représentaient 45,3 %, soit sur la base d'un milliard d'habitants (1 265 810 000 d'habitants en 2015), 453 millions, si on retire la moitié qui n'étaient pas en âge de travailler et ceux qui avaient plus de 16 ans ou en âge de travailler, cela donne 271 millions, donc rapporté aux 13 millions d'enfants qui travailleraient en Inde, cela donne 6%. (source : wikipédia)

Je me demande comment ils arrivent à ce chiffre, alors que je n'ai plus observé depuis quelques années un enfant travaillant, à Pondichéry et les alentours au Tamil Nadu, sud de l'Inde, à moins que je sois devenu aveugle.

A mon avis ils se sont basés sur certaines régions ou certaines mégalopoles où la densité de la population est plus élevée que dans le reste de l'Inde, et ils ont généralisé les résultats obtenus en les étendant à l'ensemble du pays.

Par ailleurs, ces enfants travaillant dans le secteur agricole ou informel, donc étant enregistrés nulle part, je ne vois pas comment ils auraient pu les comptabiliser, c'est quasiment impossible.

Et puis il faut avoir en mémoire que les taux d'inflation ou de chômage varient du simple au double entre les chiffres officiels et la réalité.

On fera la même réflexion que précédemment, dans un pays où de la ville à la banlieue ou la campagne environnante, d'un Etat ou d'une région à l'autre le prix du kilo d'oignon peut varier de 5 à 50 roupies, soit en temps réel (le même jour à des endroits différents) ou soit sur l'année, bien malin celui qui voudrait établir le taux d'inflation, d'autant plus que d'un jour ou d'une semaine à l'autre en fonction des caprices du climat, si par exemple il a plu abondemment, ou du calendrier avec ses fêtes religieuses prohibant la viande pendant un mois par exemple, les prix de certaines denrées alimentaires peuvent doubler ou tripler, les légumes par exemple, tandis que d'autres baisseront de 20 à 30%, la viande, dès lors comment établir le taux d'inflation correspondant à la réalité ?

Quant au chômage, la plupart des Indiens travaillant dans le secteur de l'économie informelle, donc enregistrés nulle part, n'ayant pas de contrat de travail, pas de feuilles de paie, de plus il n'existe pas d'agences pour l'emploi, là aussi on ne voit pas très bien comment ils pourraient établir le taux d'emploi et le taux de chômage qui doit tourner aux alentours de 25 à 35%, il y a 20 ils étaient environ de 50 à 70% d'après ce que j'avais pu constater, il a donc diminuer de moitié.

Idôlatrie des barbares, ils franchissent un cran de plus dans l'abjection.

- L'Etat islamique superstar, un an déjà : pourquoi son projet politique est beaucoup plus rationnel et moderne qu'on le croit en Occident (et il est là pour durer...) - Atlantico.fr

Atlantico tout comme Slate est en train de se transformer en agence de marketing au service de l'Emirat islamique ou plutôt de ses parrains anglo-saxons-sionistes.

Atlantico.fr subventionné par l'Etat en 2014 à hauteur de 149 590 euros.

- La barbarie de Daech n'est pas incompatible avec la modernité et allie d'ailleurs modernité et tradition islamique minoritaire

Pour plus loin dire exactement le contraire :

- Partout, tout le monde prônait ou cherchait sa modernité respectueuse de ses spécificités culturelles. Mais Daech, comme le wahhabisme, n'a rien à voir avec cette quête d'une modernité aux couleurs locales. Il serait plus juste de parler de "rejet de la modernité" malgré tout.

Constat que semble regretter son auteur ("malgré tout").

- De la modernité, ils ne s'intéressent qu'aux armes les plus sophistiquées, aux techniques de communication et aux aspects matériels qui servent leurs objectifs immédiats, comme cela a toujours été le cas pour l'Arabie Saoudite, pour les monarchies pétrolières les plus rétrogrades, et pour tous les systèmes fondés sur le rejet de la modernité et de ses fondements.

Chasser le colonisateur, voilà le crime commis par S. Hussein, M. Kadhafi, B. el-Assad

- Il faut savoir que, dans les pays arabo-musulmans, il existe depuis la décolonisation, il existe une "seconde décolonisation". La première consistait à s'affranchir politiquement de l'Occident, la seconde désigne la volonté des enfants des décolonisés de chasser idéologiquement le colonisateur.

D'où la nécessité de le rétablir par n'importe quel moyen, même le plus barbare qui soit.

Les jeunes au Moyen-Orient et dans tous les pays dominés regorgeant de matières premières ou de richesses, ne supportent plus que les multinationales occidentales les pillent à leur détriment, tout comme le prolétariat occidental s'était mobilisé entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle pour obtenir leur part des richesses qu'ils avaient produites et qui finissaient dans l'escarcelle des capitalistes, tandis que leur condition demeurait misérable. Et c'est pour avoir trop cédé à leur goût à leurs attentes, que les Américains ont décidé de débarquer leurs dirigeants en Irak, Libye, Tunisie, Egypte, Syrie...

Pour un peu, un modèle, y compris pour les Africains !

- Aujourd'hui les territoires que l'Etat islamique administre sont parfois mieux administrés que ceux de certains Etats d'Afrique existants et reconnus à l'ONU. Il y a un véritable professionnalisme, des cadres très compétents venus de l'Etat irakien, une exigence de "justice" et une sévérité au niveau de la gestion financière qui fait qu'il y a moins de corruption que dans beaucoup d'Etats tout à fait respectables. (...) Ils sont là pour durer grâce à un Etat qui est peut-être aussi bien géré que d'autres, voire mieux.

Les voilà qui font l'apologie de la "justice" de ces mercenaires sanguinaires. Et puis qu'est-ce qu'ils en savent qu'il y aurait moins de corruption ? Rien, pure extrapolation en faveur des barbares vers lesquels leurs coeurs penchent, c'est tout naturel pour des porte-parole de l'impérialisme américain. Qu'ils souhaient qu'il "dure" à l'instar des dirigeants occidentaux est somme tout aussi naturel.

Vaut mieux encore la charia que le socialisme.

- Le libéralisme, le socialisme, le communisme sont influencés philosophiquement par l'Occident, contrairement au programme islamiste basé sur la Charia. Ils surfent sur quelque chose qui est beaucoup plus large et c'est leur moteur, ils répondent, de manière souvent caricaturale et violente, à une demande qui est très légitime et très répandue.

Remettons un peu d'ordre après tant de confusion. Ce n'est pas le libéralisme, le socialisme ou le communisme qui aurait influencé philosophiquement par l'Occident, c'est le développement des forces productives en occident qui ont créé les conditions aptes à l'avènement du libéralisme, du socialisme ou du communisme, et ce sont les rapports entre les classes à travers la lutte des classes qui ont influencé ou façonné philosophiquement l'occident pour reprendre les termes de l'auteur de cet article.

Quant à la charia, elle est le produit d'une société demeurée sous-développée ou dont le produit du développement des richesses n'a pas servi à élever le mode de vie de l'ensemble de la population pour avoir été captée par des multinationales principalement occidentales et des régimes dicatoriaux ou ploutocratiques, de telle sorte que sur le plan juridique ces pays sont demeurés archaïques ou féodaux.

Relevons qu'à partir du moment où ces barbares répondraient à "une demande qui est très légitime et très répandue", il suffirait qu'ils fassent une pause dans leur violence ou modifient leur mode de communication où ils la mettent en valeur, et que les puissances occidentales fassent soudainement preuve d'amnésie à propos de leurs massacres de masse du passé, pour que leur soit octroyé un certificat de bonne conduite ou de légitimité.

De quel pays parle-t-il, de la France ? Non de la Syrie et de l'Irak. Et pourtant...

- Par ailleurs, ces mouvements profitent des frustrations, des sentiments d'humiliation, éprouvés à raison par une jeunesse désespérée en raison de politiques dont l'injustice, l'hypocrisie, le cynisme deviennent de plus en plus insupportables. En l'absence d'une alternative crédible aux systèmes et aux politiques responsables de ce grand désenchantement par rapport aux promesses de la modernité, du progrès, de la démocratie, du développement et de la "mondialisation heureuse", ce genre de mouvements est appelé à avoir encore de beaux jours devant lui.

Pour un peu il le souhaiterait puisque le chaos généré Washington est la condition de la survie du capitalisme.

Mieux encore, que nous dit-il, sinon que les politiques mises en oeuvres par les représentants du capitalisme qui se traduisent pas toujours plus d'injustice, d'hypocrisie, de cynisme sont la négation de la "modernité", du "progrès", de la "démocratie", du "développement" et de la "mondialisation heureuse", d'où la nécessité d'abolir le capitalisme. Capitalisme et barbarie ou

socialisme en somme.

Le capitalisme à l'agonie est responsable de la situation et ne peut susciter que désespoir.

- Tant que le monde sera incapable de susciter de nouveaux espoirs de libération, de prospérité, de bien être, à travers de nouvelles formes de solidarité et de partage des richesses, ce genre de mouvements, capitalisant sur les malheurs et les désespoirs, continuera à trouver des adeptes et à connaître des succès insoupçonnables.

Le capitalisme est devenu synonyme de régression sociale, de réaction sur toute la ligne, il faut donc le liquider au plus vite.

La survie du capitalisme est une menace pour la survie de l'humanité.

- Tout le monde a eu et a un rapport compliqué avec la modernité : Celle-ci a été combattue en Europe et partout ailleurs, avant qu'elle ne triomphe avec les progrès de la science, de l'économie, de l'enseignement, de la culture, des moeurs, etc. Son triomphe n'est nulle part irréversible. Les crises économiques et leurs conséquences sociales en termes de chômage, d'exclusions, de recul des solidarités, de remise en cause des droits acquis de haute lutte, etc., se traduit partout par des remises en cause, partielles ou totales, de la modernité et de ses fondements.

Effectivement, le mode de production capitaliste a joué un rôle progressiste durant sa phase ascendante, puis il n'a cessé de jouer un rôle destructeur pour finalement devenir à son tour un obstacle à tout progrès social au point de menacer l'existence et l'avenir de la civilisation humaine, d'où la nécessité impérieuse de s'en débarrasser et de passer à un mode de production et d'échange qui soit la propriété collective de l'ensemble des masses laborieuses, de manière à en finir avec tous les maux engendrés par le capitaisme, le chômage, la précarité, la pauvreté, la guerre...

Effectivement la survie du capitalisme est synonyme de régression dans tous les domaines vers la barbarie, dont Daesh est l'expression accomplie.

S'agirait-il d'une condamnation de l'UE et ses équivalents sur tous les continents ?

- Tout le monde est appelé à inventer de nouveaux modèles pour sauver la modernité du naufrage que lui préparent les nostalgiques des ordres traditionnels structurés par l'inégalité, la soumission aux hiérarchies puisant leur autorité et leur légitimité ailleurs que dans la société, et le recours au surnaturel et à l'irrationnel comme moyen de mystification.

L'Union européenne puise aussi sa "modernité" et sa "légitimité" ailleurs que dans la société qui la rejette majoritairement. Elle aussi elle "recourt au surnaturel et à l'irrationnel comme moyen de mystification en incarnant la toute puissance du marché, non pas pour sauver "la modernité du naufrage" ou extraire ses peuples de l'emprise des "ordres traditionnels structurés par l'inégalité", mais bien plutôt pour les restaurer, d'où son alliance avec les barbares qui n'existeraient pas sans son soutien politique et militaire.

En complément. On vient de lire que les barbares répondaient à l'exigence de "justice" des Irakiens. La preuve.

- Irak: près de 600 corps exhumés dans les fosses communes de Tikrit - L'Express.fr

Les autorités ont exhumé, "pour le moment", 597 corps dans les fosses communes de Tikrit, dans le nord de l'Irak, où le groupe Etat islamique (EI) est accusé d'avoir massacré des centaines de recrues il y a un an.

"Les restes de 597 martyrs de Speicher ont été exhumés", a déclaré ce mercredi le ministre irakien des droits de l'Homme, Mohammed al-Bayati. Un an plus tôt, en juin 2014, des hommes armés, appartenant au groupe extrémiste sunnite Daech, avaient enlevé des centaines de jeunes recrues de l'armée irakienne. La plupart d'entre eux étaient des soldats chiites. Ils étaient rassemblés dans le camp militaire de Speicher pour achever leur formation, à la limite nord de Tikrit.

Les djihadistes les avaient ensuite exécutés un par un, selon des images de propagande diffusées par l'EI qui avaient provoqué l'effroi et la colère au sein de la communauté chiite et internationale. Ces images, couplées à l'appel de l'ayatollah Ali al-Sistani, plus haute autorité chiite en Irak, avaient grandement contribué à la mobilisation des milices chiites auprès des forces gouvernementales.

Certains corps avaient été jetés dans le fleuve Tigre, qui traverse Tikrit, tandis que la plupart étaient enterrés dans des fosses communes aux alentours. Sous la pression des familles des recrues portées disparues, les autorités irakiennes ont commencé à fouiller les sites après la reprise le 31 mars de Tikrit, bastion de l'ancien dirigeant Saddam Hussein.

Selon les estimations, le "massacre de Speicher" aurait fait jusqu'à 1700 morts, ce qui en fait l'un des actes les plus atroces commis par l'EI, un groupe accusé de crimes contre l'Humanité dans les régions sous son contrôle en Irak et en Syrie voisine. L'Express.fr 12.06

Ils ont libéré Maurice Papon mais pas Georges Ibrahim Abdallah. Ils ont libéré Abou Bakr Al-Baghdadi dit l'Emir mais pas Albert Woodfox.

- La justice américaine refuse de libérer le «Black Panther» à l'isolement depuis 43 ans - Liberation.fr

La libération d'Albert Woodfox, emprisonné depuis 43 ans à l'isolement - un record aux Etats-Unis - a été retardée sur décision de la justice américaine vendredi.

Le Parquet avant fait appel mardi de la libération ordonnée la veille par un juge de Louisianne de cet ancien militant du mouvement noir Black Panthers, aujourd'hui âgé de 68 ans. Il devra rester en prison jusqu'à un nouveau procès, a décidé la Cour d'appel fédérale.

Bien que sa condamnation, pour un meurtre qu'il a toujours nié, ait été cassée à deux reprises, Albert Woodfox a passé plus de quatre décennie à l'isolement, où il avait été placé en 1972, à la suite d'une émeute au célèbre pénitencier d'Angola (Louisiane), au cours de laquelle un gardien avait été tué. Liberation.fr 12.06

ACTUALITE EN TITRES

Un cas clinique qui relève en urgence de la psychothérapie. C'est grave docteur ? Irréversible.

- Sondage : Valls à Berlin, une affaire «grave» pour 67% des Français - LeParisien.fr -

- Voyage de Valls à Berlin : une affaire «grave» pour deux Français sur trois - LeFigaro.fr

- Aller-retour de Valls à Berlin: Une «affaire grave» pour deux Français sur trois - 20minutes.fr

Ils vont les rendre fous ? Et vous, êtes-vous sûrs d'être sain d'esprit ?

La répression pour les clients... et la tolérance pour les riches pervers.

- Les députés votent pour la pénalisation des clients de prostitués - lemonde.fr

Outre l'interdiction d'achat d'actes sexuels et la dépénalisation des personnes prostituées, le texte prévoit le renforcement de la lutte contre le proxénétisme et une politique de prévention auprès des jeunes. lemonde.fr 12.06

- Affaire du Carlton : la quasi-totalité des prévenus relaxée - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Le corporatisme pour les nuls en famille.

- Pour Sarkozy, les syndicats sont plutôt des partis politiques - AFP

Nicolas Sarkozy, président du parti Les Républicains, a reproché vendredi, à Berlin devant un parterre d'entrepreneurs allemands, aux syndicats français d'agir davantage comme des partis politiques plutôt qu'en défendant les intérêts des travailleurs.

"Dans les réformes que nous aurons à conduire dans deux ans, il faudra réformer la démocratie sociale, pour avoir des syndicats qui soient des vrais syndicats et non pas des partis politiques, avec un engagement au service des salariés dans l'entreprise ou des fonctionnaires dans l'administration, mais pas un engagement politique", a poursuivi M. Sarkozy.

"Le fait d'avoir des syndicats qui considèrent que l'intérêt du salarié et de l'entreprise est plus important que le choix idéologique d'un combat politique a beaucoup compté dans la force économique de l'Allemagne", a-t-il ajouté. AFP 12.06

En disant "nous" il se place au côté de Hollande ou témoigne qu'ils sont interchangeables, on le savait.

En réalité, il voulait dire qu'il ne comprenait pas pourquoi les militants de certains syndicats persistent à se situer au côté des travailleurs au lieu de prendre en compte les besoins du patronat, ce qui n'a rien à voir avec une question idéologique puisque la plupart n'en ont aucune idée ou ne mènent réellement aucun combat politique, ils sont réformistes.

Médias corrompus à bon compte.

En attendant la réforme, les aides à la presse varient peu - Liberation.fr

Le ministère de la Culture et de la Communication a publié ce vendredi, dix jours après la présentation d'une réforme des aides à la presse, le tableau des 200 publications les plus aidées en 2014. Avec un total de 282 millions d'euros budgétés en aides directes et indirectes (hors AFP), le ministère constate que la presse est un secteur dont «la situation économique demeure difficile».

En attendant la réforme, le paysage ne varie pas beaucoup. Comme en 2013, le trio de tête est composé dans cet ordre du Figaro, du Parisien-Aujourd'hui en France et du Monde (les deux derniers ayant inversé leurs places).

Avec 15,2 millions d'euros d'aides directes et indirectes, Le Figaro, qui dénonce régulièrement la «France des assistés», conserve confortablement la première place. Les huit premières places sont occupées par des quotidiens, à l'exception de Télérama (septième avec 7 millions d'euros). Libération pointe à la sixième place, avec presque 8 millions d'euros. Si l'on considère l'aide par exemplaire diffusé, Libé est en revanche le deuxième quotidien, avec 27 centimes par numéro. Le premier est, de loin, L'Humanité (59 centimes par numéro).

Si l'on considère les groupes maintenant, avec Le Parisien-Aujourd'hui en France, L'Equipe et France Football, le groupe Amaury arrive nettement en tête – une place qui pourrait revenir par la suite à LVMH, le groupe de Bernard Arnault, qui est entré en négociations exclusives pour acquérir Le Parisien-Aujourd'hui en France.

Une nouveauté dans le tableau du ministère cette année : l'apparition d'une colonne qui met en relief la part des aides à la poste, indirectes, dans le total des sommes touchées. Cette innovation a une raison : la réforme à venir doit précisément supprimer ces aides pour la presse de loisir et de divertissement, notamment les publications people ou les programmes de télévision. Ainsi, un journal comme Closer, 87e avec 400 000 euros d'aides postales – 88e en 2013 avec 533 221 euros d'aides au total –, devrait prochainement perdre cette manne, qui représente 100% de ses subventions.

Fixées selon «le poids des publications, l'urgence et le degré de préparation des expéditions», les aides postales sont en réalité des remboursements de l'Etat à la Poste, qui applique des tarifs préférentiels aux journaux. Effet pervers de ces critères : plus un journal a de publicité, plus il pèse lourd, et plus il touche d'aides postales. Elles représentent ainsi 88% des sommes récoltées par l'hebdomadaire Le Point (3,1 millions d'euros), dont une bonne partie de la pagination consiste en des publicités.

Le Monde diplomatique, qui s'était ému de l'inégalité de traitement dont il faisait l'objet par rapport à d'autres, retourne dans le classement des 200 en 2014, à la 104e place, avec près de 320 000 euros. Une somme qui est amenée à évoluer significativement avec la réforme : son autre volet prévoit une extension des aides pour les titres à faibles ressources publicitaires (dont fait partie, par exemple, Libération). Pour l'heure réservées aux quotidiens, celles-ci devraient être étendues aux autres périodicités (hebdomadaire et mensuelle notamment). Liberation.fr 12.06

On aura relevé dans cette liste :

- Syndicalisme Hebdo CFDT : 127 592 euros
- CFDT Magazine : 402 448 euros
- CGT Ensemble 217 404 euros
- L'Humanité - L'Humanité Dimanche : 5 963 715 euros

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Pakistan

- Le Pakistan renforce le contrôle sur les ONG - Reuters

Les autorités pakistanaises ont annoncé vendredi un renforcement du contrôle des ONG locales et internationales et ont donné quinze jours à l'une d'elles, Save the Children, pour quitter le pays.

"Les ONG internationales travaillaient sans règles, sans réglementation, sans agenda et sans cadre légal au Pakistan. Pendant plusieurs années, des rapports du renseignement ont été reçus sans qu'aucune action n'ait été entreprise", a déclaré à la presse le ministre de l'Intérieur, Chaudhry Nisar Ali Khan.

Le projet de loi présenté vendredi vise à réguler les "contributions étrangères". Il permettra aux autorités d'interdire plus facilement d'activités des groupes bénéficiant de financements étrangers.

Selon le ministre de l'Intérieur, les associations faisant un travail "positif" n'ont rien à craindre de ce nouveau cadre légal.

Il s'en est pris en revanche aux ONG qui militent pour l'abolition de la peine de mort ou une réforme du système judiciaire. "Nous savons quelles ONG locales se livrent à cette campagne de diffamation", a-t-il dit. "Cette propagande doit cesser."

A Washington, le département américain d'Etat s'est dit "préoccupé par la répression menée par le Pakistan contre des organisations caritatives et d'autres ONG internationales". Reuters 12.06

Ils sont les premiers concernés...

Ils peuvent supprimer toutes les ONG qu'ils veulent, cela nous laisse totalement indifférents.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Les fonctionnaires et les syndicats grecs rejettent de nouvelles mesures d'austérité - euronews.com

Des centaines de manifestants ont défilé jeudi dans le centre d'Athènes, contre ce qu'ils perçoivent comme une marche arrière du gouvernement d'Alexis Tsipras, par rapport à ses promesses de campagne, et face à la pression des bailleurs internationaux. Ce rassemblement s'est tenu à l'appel des fonctionnaires, et des membres de la puissante coalition syndicale PAME, proche du Parti communiste.

"Le gouvernement est prêt à conclure un accord qui ouvrira la voie à un pacte comprenant de nombreuses mesures d'austérité impopulaires", affirme Dimitris Koutsoubas, secrétaire général du Parti communiste grec. ADVERTISING

"Cette manifestation montre notre détermination à combattre les nouvelles mesures dont le but est de poursuivre l'austérité", dit un manifestant.

Tous craignent l'annonce prochaine de nouvelles mesures d'austérité. "Nous avons assez saigné", pouvait-on lire sur une banderole accrochée à la façade du ministère des Finances.

"Malgré quelques manifestations comme celles-ci le gouvernement de gauche radicale de M. Tsipras reste toujours très populaire au sein de l'opinion. La question est de savoir si sa popularité va perdurer si le nouvel accord avec les bailleurs internationaux comprend plus d'austérité", se demande notre correspondant à Athènes Stamatis Giannisis. euronews.com 12.06

ECONOMIE

Etats-Unis

Obama le président des républicains.

- Les démocrates se révoltent contre Obama sur le libre-échange - AFP

Les parlementaires américains ont refusé à Barack Obama les pouvoirs étendus de négociation qu'il demandait pour conclure un immense accord commercial avec la région Asie-Pacifique, le président ayant été abandonné par son propre parti démocrate.

La Chambre des représentants --en raison de la rébellion des démocrates-- a rejeté vendredi un texte d'aide aux salariés affectés par la concurrence mondiale. Or ce texte, pour des raisons compliquées de procédure, était la condition préalable à l'adoption d'une proposition de loi créant une procédure dite accélérée, TPA en anglais ("Trade Promotion Authority"), le véritable sujet de discorde.

Cette procédure accélérée est un simple mécanisme, qui aurait forcé le jour venu le Congrès à approuver ou rejeter sans possibilité d'amendement tout accord commercial conclu par l'exécutif d'ici 2018, ou 2021 en cas de prolongation.

Le président américain espère utiliser ces pouvoirs accrus pour finaliser avant son départ en janvier 2017 le partenariat transpacifique, connu à Washington sous ses initiales TPP, avec 11 pays riverains du Pacifique, dont le Japon.

Mais s'il disposait dans ce dossier de l'appui de la plupart des républicains, favorables au libre-échange, il n'a pas su convaincre les démocrates, majoritairement protectionnistes et dont l'appui était mathématiquement requis. AFP 12.06

On a écourté cet article très long, pour ne retenir que quelques aguments intéressants :

1- La cause est soutenue avec force par le patronat.

Non, sans blague ! Confirmation.

2- Les accords commerciaux "enrichiront de façon fabuleuse certaines multinationales, les marges vont exploser", a clamé le représentant démocrate Keith Ellison.

Au détriment de qui ? Des entreprises locales non américaines.

2- La plupart des démocrates veulent pouvoir peser sur le contenu des futurs accords commerciaux. Ils craignent qu'une nouvelle ouverture des frontières ne conduise à des fermetures d'usines dans leurs circonscriptions. Beaucoup citent le précédent de l'accord Nafta conclu en 1993 avec le Mexique et le Canada.

Un intérêt purement électoraliste.

Haut de page

Le 14 juin 2015

CAUSERIE

Hier on a bossé, comme Selvi (ma compagne), pas de week-end, pas les moyens, et aujourd'hui 4 jeunes de sa famille sont venus faire un peu de peinture, en échange je leur ai préparé un super repas... indien évidemment, qu'ils ont beaucoup apprécié. Donc j'ai aussi bossé ce dimanche.

Hier Selvi s'est rebellée. A propos du propriétaire français qui l'emploie à mi-temps : Lui il n'arrête pas de faire des aller retour entre l'Inde et la France, et moi quand j'ai besoin d'une journée pour des démarches administratives il rechigne, je n'ai même pas le droit de prendre un jour de congé alors qu'il est tout le temps en vacances, c'est dégueulasse, j'en ai marre.

Les étrangers installés en Inde ou les Indiens de nationalité française qui reviennent vivre en Inde adoptent les conditions de travail indiennes moins favorables au personnel qu'ils emploient.

J'ai promis à Selvi qu'elle arrêterait de travailler l'après-midi dès je recevrai ma petite retraite fin 2017. Elle est rémunérée 3.000 roupies soit environ 37 euros, cela peut vous paraître insignifiant, mais cela représente près du tiers de nos dépenses mensuelles, on ne peut donc pas s'en passer, on se prive déjà sur tout.

Survivre est devenu un véritable casse-tête. Pour consoler Selvi, je lui ai dis qu'elle devait s'estimer heureuse de son sort par rapport à l'immense mjorité des Indiens qui doivent faire face à davantage de difficultés encore sans espoir d'amélioration ou de s'en sortir mieux.

Travailler 6j/7 est mortel, c'est de l'esclavage, c'est la pire situation qui soit pour un travailleur. Cela dit quand on voit où en sont rendus les travailleurs qui disposent de davantage de temps libres comme en France, on ne peut s'empêcher de penser qu'ils l'utilisent à mauvais escient ou ne connaissent pas leur bonheur pour le défendre, parce qu'il n'a pas servi à élever leur niveau de conscience au risque de perdre tous leurs acquis ou droits ce qui est bien triste.

C'est le produit d'une conception de la lutte de classe que nous rejetons, qui pour n'avoir pas été orientée vers le socialisme a rendu aveugle et inconscient les travailleurs au sort que les capitalistes allaient leur réserver dans l'avenir. Cette conception (réformiste) de la lutte de classe qui tournait le dos au socialisme, s'inscrivait dans la perspective de la survie du capitalisme, c'était sa nature de classe (bourgeoise), au point de connaître le même sort que lui.

Cette conception de la lutte de classe était détestable à plus d'un titre, dans la mesure où elle allait se satisfaire de la division de la classe ouvrière et l'entretenir, pire où elle allait sans cesse être orientée en direction de ses couches privilégiées, tandis que des millions de travailleurs défavorisés parmi les plus exploités allaient continuer de croupir sous d'innombrables difficultés pour tout juste parvenir à survivre dans l'indifférence générale du mouvement ouvrier.

Vous vous plaignez de l'évolution actuelle de la société, disons hyper individualiste ou corporatiste, et vous vous demandez peut-être comment on a pu en arriver là, il ne faut pas car en réalité le mouvement ouvrier avait adopté les mêmes rapports envers la classe ouvrière. Le mouvement ouvrier a adopté la mentalité du capitaliste qui pense avant tout à ses intérêts pour s'en sortir au détriment de ses concurrents ou sans se soucier de leur sort, on ne peut même pas dire qu'il agit en tant que membre d'une classe déterminée, sauf face à ses ouvriers ou à son personnel, seul son sort individuel lui importe.

Il s'agit là d'un simple constat qu'on peut évidemment nier ou refuser d'admettre. Engels avait dressé un constat analogue il y a plus d'un siècle et demi à propos de la classe ouvrière britannique que Lénine avait ensuite confirmé plus tard. Depuis il s'est étendu à tous les pays occidentaux, et pour notre plus grand malheur nous n'en avons tiré aucun enseignement, dès lors il n'y a pas lieu de s'étonner de la situation actuelle.

Le syndicalisme ou le militantisme politique qui ne se donne pas pour objectif d'élever le niveau de conscience des masses (et des militants) n'est d'aucune utilité à notre cause ou constitue même un obstacle supplémentaire à notre combat pour notre émancipation ou pour le socialisme. La plupart des syndicalistes et des militants politiques se leurrent profondément sur la nature de leur engagement. Je sens que je vais encore me faire des amis, peu importe, la réalité importe plus, pour l'affronter et la transformer c'est préférable.

On n'a plus le temps de continuer, on pourrait ajouter qu'il existe également un consensus au sein du mouvement ouvrier entre ses différentes composantes quant à son objectif qui est le pendant de celui des partisans du régime en place : Vivre mieux sans remettre en cause le régime ou seulement en parole. J'allais ajouter un mot sur les partis ouvriers, puis je me suis souvenu qu'ils ne faisaient plus vraiment de politique et que c'était inutile.

Plus loin on lira une info en relation avec ce qui vient d'être dit. Eh oui, on s'inspire de la réalité !

Un rappel, c'est la piquouse. Les Etats-Unis ont adopté le fascisme... et Al-Qaïda, Daesh, au nom de la démocratie, de la liberté et de la paix.

Tout gouvernement, tout parti politique ou toute personnalité qui entretient des relations avec le gouvernement américain, les institutions américaines ou qui lance un appel en leur direction, assume son soutien au régime fasciste ukrainien et aux barbares d'Al-Qaïda et Daesh.

- Montée du mouvement d'opposition au régime pro-américain en Ukraine - Thomas Gaist - mondialisation.ca 11.06

- "L'Ukraine est sans aucun doute devenue un foyer d'intrigue américaine depuis qu'un coup d'État soutenu par l'OTAN et dirigé par la milice fasciste Secteur Droit y a renversé le gouvernement prorusse; des agents américains pourrait bien être actifs dans les manifestations. Cependant, ce qui motive les protestations est une opposition montante de la population ukrainienne aux mesures du régime. Celui-ci veut transformer l'Ukraine en plate-forme de travail à bas prix et en « Etat-garnison » pour la campagne guerrière des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie.

Craignant que son régime fantoche Ukrainien ne subisse une nouvelle défaite ou implose politiquement en raison de l'opposition populaire, Washington mobilise des forces paramilitaires pour le soutenir. « Ils ont permis au Secteur Droit de s'intégrer à l'armée nationale ukrainienne. Vous avez des officiers de l'armée américaine en train de former des unités avec des membres

du Secteur Droit », a noté l'analyste politique Aleksandar Pavic dans des commentaires à RT (Russia Today) ce mardi.

Une nouvelle génération de fascistes ukrainiens reçoit directement du Département américain de la Défense de la formation et du matériel militaire de pointe, dont du matériel de vision nocturne et de la technologie de communication.

En avril, le Pentagone a envoyé, dans le cadre de « l'Opération gardien sans peur », quelque 300 soldats américains pour des exercices de formation avec des militants ukrainiens dont des membres connus du bataillon d'Azov et d'autres forces affiliées au milieu néonazi ukrainien. Des commentaires du chef de l'antiterrorisme ukrainien, Andriy Lysenko, montrent bien que la formation se concentrera sur les tactiques de contre-insurrection visant à contrôler des populations ennemies, comme celles utilisés par l'armée américaine en Irak et en Afghanistan." mondialisation.ca 11.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Condamnation sans appel des partis institutionnels de la Ve République. Question : Au profit de qui ce sondage ?

- Neuf Français sur 10 ont une très mauvaise opinion des partis - AFP

- Des partis politiques jugés en panne d'idées, ringards et éloignés des gens - LeParisien.fr

Dans le détail, les partis sont perçus comme non crédibles (94%), non honnêtes (93%), incapables de proposer des solutions efficaces (91%), ni proches des préoccupations des Français (90%).

C'est bien simple, les Français ne trouvent que des défauts à leurs formations politiques et aucune qualité. Ils sont jugés trop centrés sur les élections, c'est-à-dire trop boutiquiers (83%), démagogiques (54%), inutiles (72%), pas modernes (85%), peu féconds en idées nouvelles (86%), loin des gens (90%), pas honnêtes, pas crédibles, etc.

Paradoxalement, cela n'empêche pas 70% des Français de se définir comme sympathisants d'un parti et un quart des Français d'envisager de militer pour un parti.

Cette détestation des partis en général n'empêche pas les Français, ni de voter (au moins aux élections majeures comme la Présidentielle), ni même de s'auto-positionner d'un point de vue partisan: 70%, relève Gaël Sliman, le président d'Odoxa. LeParisien.fr et AFP 13.06

Si 1/4 envisageait de militer dans un parti, cela signifie incontestablement que les conditions existent pour construire le parti : Un parti qui ne soit pas démagogue, archaïque, loin des gens, malhonnête, pas sérieux, incohérent, inutile. Non ?

Alors pourquoi n'y parvenons-nous pas ?

Pourquoi le POI, le NPA et LO n'y parviennent-ils pas, sont-ils atteints par les mêmes tares ou travers que les autres partis ? Il y a tout lieu de le penser, non ? On s'est déjà largement exprimé sur cette question pour ne pas y revenir ici. Le POI et le NPA avaient suscité un certains enthousiasme au moment de leur fondation, tout comme le PG par ailleurs, sur quelles bases sinon des illusions qu'ils avaient savemment orchestrées et qui ont rapidement fait long feu.

A les entendre tout était possible, ils ont tous entonné ce refrain suscitant un espoir qui est vite retombé, et pour cause ils n'ont jamais été capables de tenir un discours aux masses qui parte de la situation réelle, à laquelle leur conception de la lutte des classes aurait dû s'adapter, ils ont procédé à l'inverse sans véritable stratégie pour finalement stagner, régresser et ne rassembler qu'un noyau de militants autour de leurs appareils sclérosés.

Et puis, si les partis sont tant décriés, il ressortait de ce sondage que seulement 1% leur faisait réellement confiance, peut-être que le 1% qui concentre les richesses dans le monde serait plus apte à gouverner... Pourquoi s'acharner à maintenir en vie des partis et des institutions, des gouvernements, des Etats incapables de gérer les affaires de leurs pays, pourquoi ne pas nommer des gouvernants parmi ceux qui ont démontré qu'ils étaient capables de gérer leurs affaires en faisant fortune, ajoutons, dans l'intérêt général de la population, cela va de soi, ou leur porte-parole, la Commission européenne.

Aux Etats-Unis, les deux partis qui se partagent le pouvoir ou gouvernent alternativement depuis de très nombreuses décennies se partagent les faveurs des banquiers et actionnaires de Wall Street, ils ne sont plus réellement des partis politiques et gouvernent pour le bien-être des Américains en préservant leur liberté et leur sécurité, pour la paix, ne pourrait-il pas servir de modèle au reste du monde ? C'est le fantasme ou le cauchemar en ce qui nous concerne que les dirigeants de la classe

dominante privilégient.

ACTUALITE EN TITRES

Hou ! hou ! Un crime de lèse-majesté.

- François Hollande hué aux 24 Heures du Mans - Francetv info

Le président de la République a été copieusement hué, samedi, par une partie du public des 24 Heures du Mans, francetv info revient sur plusieurs précédents. Francetv info 13.06

Le petit monarque se déplace avec sa cour et il faudrait se prosterner sur son passage, et puis quoi encore !

Depuis quand serait-il interdit ou inconvenant de ne pas saluer un président fantoche, minoritaire, illégitime ?

Les médias le dénoncent, alors que dans certains pays c'est suffisant pour être envoyé en prison, des pays avec lesquels les grands démocrates qui sont au pouvoir en France entretiennent de bonnes relations ou commercent sans que cela les gêne le moins du monde, l'Arabie saoudite par exemple ou la Turquie... Dès lors, pourquoi devrait-on se gêner de les conspuer si cela nous soulage, faible, éphémère, inutile ou puérile compensation, d'autant plus que chacune de leur sortie est arrangée ou instrumentalisée de telle sorte qu'elles sont destinées à réhausser leur image parmi la population pour mieux la tromper et la matraquer dans la foulée, procédé démagogique, malhonnête, résolument indigne de tout respect.

CRS comme Charlie, Répression, Sécurité.

- Le gouvernement fait un geste en faveur des CRS - La Tribune

Très fortement mobilisés depuis les attentas du 11 janvier, les CRS ont obtenu une revalorisation de leurs indemnités. La Tribune 13.06

Leur boutique. CAC40, trafic de drogue et d'armes, sport, prostitution... et casino.

- La situation des casinos en France - Francetv info

S'ils sont toujours absents de la capitale, les casinos sont présents dans toute la France. On en trouve ainsi 197 en métropole. "Leur niveau est assez stable depuis dix ans. Chiffre d'affaires : 2,1 milliards d'euros", note Magali Boissin sur le plateau de 20 heures. Francetv info 13.06

Les services publics ou l'ennemi n°1 du marché.

- La Creuse défile pour défendre les services publics - L'Express.fr

- Toujours pas de circulation sur l'axe routier Grenoble-Briançon - Francetv info

Depuis un glissement de terrain en avril qui a rendu inaccessible un tunnel entre Grenoble et Briançon, la commune de Mizoën est coupée du monde. Une centaine de riverains a donc manifesté vendredi 12 juin pour demander une intervention de l'État. Francetv info 13.06

On savait que Turquie et la France partagaient la même politique.

- Syrie: les Kurdes avancent dans le Nord, les réfugiés repoussés par la Turquie - AFP

- À la frontière franco-italienne, la police repousse les migrants - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Bahreïn

- Bahreïn se vide de "bahreinis" - french.irib.ir

Dans le cadre de ses politiques coercitives contre les opposants, et en violant les droits de ses citoyens, le régime bahreïni continue à retirer la nationalité des opposants. Un tribunal de Bahreïn a retiré jeudi la nationalité à 56 citoyens, impliqués dans un procès appelé « Groupe 61 ».

Ces personnes sont accusées d'avoir formé des cellules terroristes. Parmi ces accusés, 5 ont été condamné à la perpétuité, 22 autres à 15 ans de prison, et 30 autres à 10 ans de prisons chacune. Seuls quatre des accusés ont été acquittés.

Jusqu'à présent, la justice de Bahreïn a condamné plus de 200 militants politiques et sociaux à de longues peines de prison, en les accusant faussement de terrorisme ou de crime contre la sécurité nationale. Depuis le début de la révolution des Bahreïni en 2011, plus de 70 militants politiques ont été condamnés à la perpétuité.

L'ONG Human Rigths Watch a annoncé récemment, dans un rapport, que la justice bahreïni joue un rôle actif dans la répression des opposants. Le régime des Ale Khalifa réprime violemment le mouvement pacifique de ses citoyens depuis 2011, mouvement dont le moteur principal est l'indifférence du régime aux revendications populaires surtout les réformes et la démocratisation.

Plusieurs oulémas et personnalités bahreïnies ont publié des communiqué pour dénoncer les verdicts des tribunaux, en estimant qu'en retirant la nationalité aux citoyens, le régime commet un crime irréparable envers les militants, car il s'agit d'un acte qui prive les citoyens de leurs droits les plus naturels.

En même temps, depuis le début des protestations populaires, le régime bahreïni a naturalisé entre 25.000 à 30.000 citoyens pakistanais et leur a octroyé la nationalité bahreïnie. Le but du régime des Ale Khalifa est de faire pression sur la majorité chiite du pays. Nabil Rajab, célèbre militaire bahreïni des droits de l'Homme dit : « La naturalisation des étrangers, tout en retirant la nationalité bahreïnie aux opposants, est une politique qui ressemble à celle de la Grande-Bretagne à l'époque de la création du régime sioniste en Palestine. Le but de cette politique est de changer progressivement la composition démographique et d'intimider les militants politiques et sociaux. » french.irib.ir 13.06

2- Syrie

2.1- Syrie : des commandants terroristes tués en banlieue d'Idlib - french.irib.ir

En Syrie, l'aviation de l'armée régulière a frappé une réunion des commandants terroristes en banlieue d'Idlib, en tuant un certain nombre.

Selon l'agence de presse Fars depuis Damas, l'aviation de l'armée syrienne a pris pour cible de ses raids aériens une réunion des commandants des groupes terroristes, étant en cours dans la cité de Kafar Avid, en banlieue d'Idlib. L'aviation syrienne a également bombardé les positions et les bases des groupes terroristes dans la cité de Safouhen, à Jabal Zaviya. Selon les sources syriennes, une fois bouclé l'encerclement de la ville frontalière Tell Abyad, les groupes terroristes recevront des coups durs dans les zones au peuplement kurde du nord syrien.

Par ailleurs, selon une source kurde depuis la ville de Qamishlou, dans la province de Hassaké, les combattants kurdes syriens se sont approchés de la ville de Tell Abyad, l'une des plus importantes bases du groupe Daech près des frontières de la Turquie. Les combattants kurdes visent à prendre le contrôle de la ville de Salouk, à 20 kilomètres du sud de Telle Abyad, afin de boucler l'encerclement de cette ville stratégique. Lorsque les combattants kurdes arriveronnt à Salouk, les terroristes de Daech n'auront d'aure choix que de s'enfuir vers la Turquie d'autant plus que des centaines de terroristes seront encerclés. french.irib.ir 13.06

2.2- Le complot contre les druzes syriens - french.irib.ir

A la suite du récent crime commis par les terroristes du Front al-Nosra à l'encontre des druzes syriens, le Président du Conseil religieux du Hezbollah libanais a exprimé sa solidarité avec les druzes syriens. Cheikh Mohammed Yazbek, le Président du Conseil religieux du Hezbollah libanais a affirmé vendredi que le Hezbollah libanais soutient les druzes syriens dans la lutte contre le terrorisme-takfiri et Israël, selon la chaîne libanaise Al-Manar.

Les terroriste de Daech et du Front al-Nosra représentent une menace pour les pays de la région, a ajouté, le Président du

Conseil religieux du Hezbollah libanais, tout en mettant l'accent sur la lutte contre les terroristes en Syrie. Le Front al-Nosra a décapité il y a quelques jours 40 druzes à Idlib dans le Nord de la Syrie, qui avaient refusé de coopérer avec ce groupe. les sources bien informées évoquent un complot israélien visant à terroriser les druzes et à les pousser de la sorte à accepter l'annexion du Golan par Israël. french.irib.ir 13.06

3- Yémen

3.1- Yémen: des pilotes israéliens au service du Roi - french.irib.ir

Des sources bien informées ont fait part de la participation des pilotes israéliens dans les raids aériens de l'Arabie saoudite contre le Yémen.

Selon le site d'information « Panorama du Moyen-Orient », des sources fiables ont fait allusion à la mort de plusieurs pilotes saoudiens dans les attaques au missile de l'armée et des forces populaires du Yémen, affirmant que l'Arabie saoudite se servait des pilotes israéliens pour bombarder les villes yéménites. Selon ce rapport, après que la plupart des pilotes des pays alliés de l'Arabie saoudite ont refusé de participer à l'opération militaire contre le Yémen, Riyad a demandé à Israël de lui fournir des pilotes.

Ces derniers temps, le régime sioniste et l'Arabie saoudite ont élargi leur coopération. Dans ce droit fil, Anwar Eshqi, chef du Centre des études stratégiques du Moyen-Orient en Arabie saoudite s'est entretenu, à Washington, avec Dore Gold, le conseiller du Premier ministre israélien. D'importantes questions régionales dont le nucléaire iranien, l'Axe de la Résistance et la crise en Syrie et au Yémen ont été examinées lors de cette rencontre. french.irib.ir 13.06

3.2- Les partis politiques yéménites ne participent pas à la Conférence de Genève (Al-Mayadeen) - french.irib.ir

Les partis politiques, à l'intérieur du Yémen, ont fait part de leur intention de ne pas prendre part à la réunion de Genève, sous sa forme actuelle, a-t-on appris de la chaîne libanaise, Al-Mayadeen.

Selon l'agence de presse Tasnim, Al-Mayadeen a rapporté que les partis intérieurs yéménites avaient annulé, au dernier moment, leur participation à la conférence de paix, à Genève. Selon ce rapport, ils ont annoncé qu'ils n'y prendraient part, sous sa forme actuelle, sans faire aucun commentaire, sur la publication de cette information. Par ailleurs, un avion des Nations Unies a quitté l'aéroport de Sanaa, après le refus des représentants des groupes et des partis intérieurs yéménites, de monter dans l'avion.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Japon

- Au Japon, le nombre de brimades dans les entreprises bat un record - La Tribune

Les cas de brimades par des supérieurs hiérarchiques sur le lieu de travail ont atteint un niveau record au Japon, dépassant pour la première fois le nombre de 60.000 sur un an, selon des statistiques gouvernementales publiées vendredi.

Le ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales a recensé un chiffre record de 62.191 cas de harcèlement moral sur le lieu de travail pendant l'année fiscale 2014/2015, soit une hausse de 5.1% par rapport à l'exercice précédent.

Cette statistique repose sur le total des plaintes déposées durant cette période par les subordonnés ou, nettement moins nombreuses, par les employeurs.

Selon leurs témoignages, beaucoup de subordonnés victimes de stress mental se plaignent d'avoir été insultés, méprisés - se faisant fréquemment traiter de "stupide", par exemple - ou carrément ignorés par leurs supérieurs.

Les entreprises japonaises sont connues pour leurs conditions de travail stressantes et les pressions multiples exercées sur les employés, dues notamment à un système hiérarchique rigide et à une intense compétition interne. La Tribune 13.06

Haut de page

Le 15 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 37 articles.

La causerie du matin.

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter des articles, mais je m'y attellerai après déjeuner.

ACTUALITE EN TITRES

Bilderberg a deux candidats à vous proposer.

- 63% des Français pensent que Manuel Valls doit jouer un rôle important à l'avenir - Francetv info

- Alain Juppé candidat préféré de la droite et du centre pour la présidentielle - AFP

La géographie pour les nuls.

- Pour Manuel Valls, La Réunion est dans l'océan Pacifique - Francetv info

La bonne réponse était l'océan Indien.

La nature du régime israélien : fasciste.

Le policier israélien ayant battu un soldat d'origine éthiopienne ne sera pas poursuivi. - LeMonde.fr 14.06

Pour rappel :

- Gaza : Israël clôt le dossier sur la mort de quatre enfants sur une plage - Francetv info 11.06

Les nazis aussi.

- Israël estime que sa guerre contre Gaza était "légitime" et "légale" - L'Express.fr

Pourquoi laisser des traces, hein ?

- Israël: l'armée sanctionne des soldats filmés en train de battre un Palestinien - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Julien Dray explique pourquoi le PS est le parti des exploiteurs contre les exploités et le socialisme.

- Pour Julien Dray, il faut tendre vers un "Parti progressiste" - AFP

Il faut tendre vers un "Parti progressiste qui se bat pour l'émancipation des individus", a déclaré dimanche Julien Dray, selon qui la question du nom du Parti Socialiste, où il faut "tout" changer, se posera "à un moment ou à un autre".

(C'est le créneau des néolibéraux repris par le PS et la pseudo-gauche (L'humain d'abord). Pure imposture. Renoncer à s'émanciper du capital au profit de "l'émancipation des individus", c'est ouvertement prôner qu'ils changent de gré ou de force pour se conformer au besoin du capital. - ndlr)

"Il va falloir que l'on change tout. Cela veut dire que, peut-être même, à un moment ou à un autre, se posera la question de notre nom. Mais il ne faut pas le précipiter", a dit le vice-président PS du conseil régional d'Ile-de-France sur France 5.

"Il va falloir qu'on dialogue, qu'on discute (...) qu'on entende des choses qui ne sont pas forcément très agréables sur ce qu'on a fait, sur les erreurs qu'on a commises", a-t-il poursuivi.

"Ca, c'est un travail qui va commencer maintenant et qui vise à refonder la gauche, avec une identité nouvelle. Je pense que le terme le plus exact aujourd'hui, c'est pour nous d'être les nouveaux progressistes et de se battre pour l'émancipation. C'est le mot clef", a-t-il développé.

"Nous, on se battait pour le socialisme, mais le socialisme, c'est une société idéale où il n'y avait plus d'exploitation", a ajouté encore Julien Dray. AFP 14.06

Et en plus il n'est pas foutu de s'exprimer correctement.

Après avoir indiqué qu'il fallait bazarder le socialisme ou la référence au socialisme devenue inutile et encombrante, puisque l'emploi de l'imparfait de l'indicatif (battait) s'appliquait à une action passée terminée ou une époque révolue, et que le le présentatif (c'est... où) était au présent ou nous ramenait au présent, le verbe suivant de la proposition relative introduit par où devaient être également au présent de l'indicatif ou au conditionnel présent, l'erreur commise en employant l'imparfait (avait) vient du fait que dans sa tête il estime que le socialisme appartient au passé et non au présent ou à l'avenir, c'est son enthousiasme à vouloir l'enterrer trop vite qui l'a trahi.

A propos du socialisme, ce qui devrait être enseigné aux travailleurs et à chaque militant. On ne donne pas une leçon, mais un cours pratique de socialisme.

Le socialisme, s'il repose à la fois sur des facteurs objectifs et subjectifs, demeurera une utopie aussi longtemps qu'il ne sera pas réalisé.

Pour peu qu'on ne sache pas trop à quoi il correspond ou qu'on n'en ait qu'une idée approximative comme c'est le cas pour la quasi-totalité des travailleurs qui y adhèrent en rejoignant un parti dit ouvrier, cette utopie sera bourrée d'illusions qu'il faudra rapidement réduire pour qu'elle ne se transforme pas en chimère de plus en plus éloignée de la réalité qu'on s'est donné de transformer, pour finalement sombrer dans le désespoir et abandonner le combat pour le socialisme, dès lors qu'on ne parvient pas à venir à bout des obstacles qui nous empêche de la réaliser, à défaut d'avoir pris conscience que ce serait un combat de longue haleine, et que cet objectif politique devrait uniquement servir de guide à notre action et donner un sens à notre vie, qu'il soit atteint ou non de notre vivant important peu puisqu'il s'agissait d'adopter un idéal qui n'existerait qu'à travers les rapports qu'on entretiendrait avec les différentes composantes de la société et qu'il faudrait s'en contenter à défaut de mieux, qu'en espérer plus ou en attendre davantage traduirait notre incompréhension de ce que signifie le socialisme.

Une utopie cesse d'en être une le jour où elle se réalise, et le plus difficile à supporter consiste à admettre ou à prendre conscience qu'en attendant notre idéal demeure une utopie, qui selon qu'on se rapproche ou s'éloigne de notre objectif se concrétisera pas à pas ou cèdera le pas au doute ou au scepticisme.

Une utopie correspond à une situation potentiellement réalisable dès lors que les conditions sont remplies, d'où le travail du militant qui consistera à préparer et réunir ces conditions pour que cet idéal passe de l'utopie à la réalité ou se concrétise. C'est à travers ce travail que se matérialise cet idéal, qu'il prend forme, pour peu bien sûr que notre combat quotidien s'inscrive dans cette perspective politique, dans le cas contraire il arrivera un moment où on perdra de vue cet idéal tant on s'en sera éloigné, au point d'être devenu incapable de lui donner un contenu cohérent, allant jusqu'à l'assumer en donnant une définition du socialisme qui lui est totalement étranger, c'est le cas que nous rencontrons le plus fréquemment.

Pourquoi ? Parce que le socialisme n'est pas un objectif que l'on peut atteindre en appuyant sur un bouton ou en se contentant de manifester de bonnes intentions. C'est autre chose qu'une revendication alimentaire ou démocratique bourgeoise. Il correspond à un changement radical de tous les rapports dans la société à commencer par les rapports sociaux de production, changement qui nécessite pour voir le jour que des millions d'exploités se soulèvent et s'organisent contre leur condition pour renverser l'ordre établi et s'emparent du pouvoir politique, tâche, qui parce qu'elle nécessite un minimum de conscience politique pour se réaliser, ne peut s'accomplir qu'au terme d'un long processus de maturation de la conscience de classe des travailleurs... et des militants qui doivent en avoir parfaitement conscience, l'avoir à l'esprit en permanence, or c'est rarement le cas ou exceptionnellement, situation qui les fragilise ou les rend vulnérable au point de cesser de croire que ce processus parviendra un jour à son terme.

Le socialisme intègre le développement de l'humanité depuis la nuit des temps et les différents stades (de production) par lesquels il est passé jusqu'à nos jours, dont la lutte des classes, et c'est l'ensemble de ces expériences qu'il théorise pour en faire un guide pour l'action et faire en sorte que la civilisation humaine puisse franchir une nouvelle étape sur la voie de son émancipation de l'exploitation de l'homme par l'homme pour conquérir sa liberté.

Objectif ambitieux, colossale entreprise, idéal supérieur à tout autre d'autant plus difficile à atteindre qu'il correspond à l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a des millènaires, lorsque l'homme commença à produire au-delà de ses besoins et la société se divisa en classes dominantes et dominées avant de donner naissance à l'Etat qui devait en être le garant.

Sans aller jusqu'à dire qu'il nous faudra autant de temps pour nous libérer du capitalisme et passer au socialisme, et pour cause, le temps nous manquerait ou le capitalisme finirait avant par détruire la civilisation humaine auquel cas le socialisme demeurerait éternellement une utopie, on peut ou plutôt on doit concevoir que le passage au socialisme ne peut pas être soumis à un calendrier arbitrairement, et que les conditions dans lesquelles nous menons notre combat politique nous sont imposées de l'extérieur.

En fait l'essentiel est ailleurs. Au-delà de la compréhension des moteurs à l'origine du développement de la civilisation humaine qu'il est indispensable d'acquérir, le développement des forces productives et la lutte des classes, le socialisme repose sur la conviction que nos droits et aspirations sont parfaitement légitimes et ne nécessitent aucune justification, que le seul fait de les formuler suffit à légitimer notre combat politique ainsi que les moyens pour le faire aboutir, la révolution socialiste mondiale.

Le socialisme n'est pas une recette miracle, un fantasme ou un dogme, il intègre les enseignements de la lutte de classe du passé que nous ont légués les marxistes et que nous devons adapter à notre époque en fonction des profondes transformations qu'ont connues la société et le monde au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, de manière à ce que les travailleurs les plus avancés puissent s'en saisir ou rejoignent notre combat politique.

Reste que sans un parti ouvrier révolutionnaire expliquant aux travailleurs et aux militants en quoi consiste le socialisme, un guide pour l'action qui incarne un idéal alimentant nos convictions, il est très difficile de le partager.

En complément. Impossible de tomber plus bas. Julien Dray déplore que le PS ait "laissé tomber" DSK Francetv info

59 à 64% d'abstention : Des institutions antidémocratiques massivement rejetées.

Clichy, Puteaux, Asnières, Thionville, Pontault-Combault : les municipales partielles ville par ville - libération.fr

Dans les Hauts-de-Seine, trois élections municipales partielles se sont tenues dimanche, à Asnières, Clichy et Puteaux. Deux autres scrutins avaient lieu à Thionville (Moselle) et à Pontault-Combault (Seine-et-Marne).

Puteaux. La maire sortante Joëlle Ceccaldi-Raynaud (LR) a, elle été confortablement réélue avec 60,77% des voix dès le premier tour.

Comme en mars 2014, aucune liste d'opposition n'a été en mesure de se qualifier pour le second tour. Elle a même reculé dans son ensemble. La liste (SE) menée par Sylvie Cancelloni obtient un seul siège, tandis que les listes du FN Gérard Brazon et de la candidate sans étiquette, Sophie Mozziconacci, soutenue par le maire UDI de Neuilly, n'auront, elle, pas le moindre élu au conseil municipal.

Cette commune UMP accueillant le quartier de La Défense est tenue par la dynastie des Ceccaldi-Raynaud depuis 1969, le père, Charles, ayant régné jusqu'en 2004, date à laquelle sa fille, Joëlle, lui a succédé.

Clichy. Administré depuis 1985 par le socialiste Gilles Catoire, cette fois pas en lice, le conseiller départemental Rémi Muzeau (LR-UDI-Modem) a obtenu 48,83% des voix. Julien Perez (PS-PRG-PCF), pour la première fois dans le grand bain, a, lui, plafonné à 30,5%, suivi de la liste EE-LV-FDG-Nouvelle Donne, à 11,38%, et de celle du FN (4,51%). La participation a été de 40,82%.

Asnières. Sur fond de forte abstention, Aeschlimann (LR-UDI) a récolté 47,42% des suffrages. Il affrontera dimanche prochain l'ancien maire socialiste Sébastien Pietrasenta (PS-EE-LV), dix points derrière.

Thionville. Anne Grommerch (LR-UDI-Modem) est arrivée nettement en tête dimanche, quasiment six points devant son concurrent socialiste, Bertrand Mertz (40,96%), qu l'a précédée dans le fauteuil de maire.

Le candidat FN, Hervé Hoff, n'a recueilli que 8,71 % des suffrages, insuffisant pour se qualifier alors qu'en mars 2014, il avait imposé une triangulaire avec 14,03 % au premier tour. Sous les 3%, les listes Front de gauche et Lutte ouvrière sont pareillement éliminées.

Pontault-Combault. La liste d'union de la gauche de la maire sortante Monique Delessard (PS) a rassemblé 32,09% des voix, tandis que trois autres listes sont elles aussi en capacité de se maintenir au deuxième tour: Cédric Pommot (DVG), qui conduisait la liste «Union, Raison, Passion», est second avec 22,86 % des suffrages, devant Stéphane Finance (UDI, «La Priorité c'est vous»), à 19,73 % et Jean-Pierre Martin (FN, Pontault Bleu Marine) à 16,83%. Alors que la participation s'est élevée à 36,16 %, la liste

«Un coup de jeune pour Pontault» de Jean-Nicolas Citti n'est, elle, pas parvenue à se maintenir avec 8,50 % des suffrages. libération.fr 14.06

Vous aurez constaté que le PCF et le FG par diverses alliances électorales demeurent liés au PS.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- USA : rassemblement anti-impérialiste, devant le bâtiment de «Time Warner», à New York - french.irib.ir

Aux Etats-Unis, les contestataires se sont rassemblés, devant le bâtiment «Time Warner», manière de protester contre l'approche impérialiste de Washington.

Selon Russia Al-Youm, les protestataires américains se sont réunis, devant le bâtiment «Time Warner», second câblo-opérateur américain, en guise de protestation contre l'approche impérialiste des Etats-Unis et l'influence des médias américains, sur les affaires intérieures d'autres nations. Les manifestants brandissaient des écriteaux sur lesquels étaient libellés : «CNN encourage l'administration américaine à faire la guerre, en Ukraine». Cette réunion contestataire a eu lieu, en coordination avec l'Organisation internationale du Travail, «OIT». Cette instance s'oppose à ce que les Etats-Unis attisent le feu de la guerre et dénonce le racisme et les exploitations financières des Etats-Unis, à l'égard des autres nations. french.irib.ir 14.06

ECONOMIE

Grèce

- A Bruxelles, la Grèce et ses créanciers se séparent sans accord - latribune.fr

Les négociations entre créanciers (Commission, BCE, FMI) et la Grèce ont échoué ce dimanche. Les premiers exigent d'Athènes des mesures répondant à leurs demandes que la partie grecque juge "irrationnelles".

Les discussions qui se tenaient depuis samedi à Bruxelles entre la Grèce et ses créanciers ont pris fin dimanche sans accord, en raison de "divergences importantes" qui subsistent entre les deux parties, a indiqué un porte-parole de la Commission.

"Les propositions grecques restent incomplètes", a insisté cette source, affirmant que le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, "reste convaincu" qu'une solution "peut être trouvée d'ici la fin du mois", date où la Grèce fait face à une importante échéance de remboursement au FMI qu'elle pourrait ne pas être en mesure d'honorer. "Divergences importantes"

Jean-Claude Juncker "a fait une dernière tentative ce week-end pour trouver, via ses proches collaborateurs et en liaison étroite avec des experts de la Commission, de la BCE et du FMI, une solution avec le Premier ministre" grec Alexis Tsipras. "Bien que des progrès aient été enregistrés, les discussions ont échoué car il reste des divergences importantes entre les plans des autorités grecques et les exigences conjointes" des créanciers, a expliqué cette source.

Pour la Commission, les Grecs doivent réaliser "jusqu'à deux milliards d'euros" d'efforts budgétaires annuels pour obtenir l'aide financière dont ils ont cruellement besoin. "Sur cette base, de nouvelles discussions vont désormais avoir lieu à l'Eurogroupe", qui réunit les ministres des Finances de la zone euro, a indiqué cette source. La prochaine réunion de ce cénacle est prévue jeudi à Luxembourg.

Jean-Claude Juncker "reste convaincu qu'avec plus d'efforts de réformes côté grec et une volonté politique de tous les côtés, une solution peut encore être trouvée d'ici la fin du mois". Réclamations des créanciers "irrationnelles"

De son côté, une source gouvernementale grecque a affirmé dimanche soir à l'AFP que les réclamations des créanciers étaient "irrationnelles", et en a imputé la responsabilité au FMI, accusé d'avoir une position "intransigeante et dure".

La Grèce est plus que jamais menacée de défaut de paiement, ce qui pourrait constituer une déflagration aux conséquences imprévisibles pour la zone euro tout entière. Athènes doit en effet rembourser le 30 juin 1,6 milliard d'euros de prêts du FMI, et risque fort de ne pouvoir honorer cette échéance sans le déblocage de 7,2 milliards d'euros, suspendu depuis l'été dernier à un accord avec les créanciers. latribune.fr 14.06

Haut de page

Le 16 juin 2015

CAUSERIE

Dossier Equateur. Déstabilisation orchestrée depuis Washington

Comme tous les gouvernements qui ne sont pas dans le giron des Etats-Unis, l'Equateur et son président Correa font l'objet du harcèlement permanent, (provocations, calomnies, fausses informations, et faux témoignages violences, campagne de presse, etc.) de la part de l'opposition parlementaire de droite associée à des ONG financées par la NED, USAID ou la CIA, dans le but de parvenir à un changement de régime.

Cette entreprise de déstabilisation est relayé généreusement par les institutions internationales à la solde des Américains (ONU et ses agences en tête), les médias occidentaux aux ordres, les gauchistes ou pseudo-révolutionnaires, la pseudo-gauche et extrême gauche, reprenant à leur compte les arguments avancés par ces ONG contre ces gouvernement d'Amériques latines.

Dans un premier temps vous trouverez un article du Figaro publié hier, ensuite un certain nombre d'articles à l'origine en français, espagnol ou anglais que j'ai traduits tant bien que mal.

- Le président équatorien dénonce une « conspiration » contre lui - LeFigaro.fr

Depuis plusieurs jours, les rues de Quito, de Guayaquil et de Cuenca sont agitées par des manifestations aux cris de «Dehors Correa, dehors!». Elles regroupent des politiciens de l'opposition, des hommes d'affaires et des membres de la classe moyenne. Des manifestations de soutien à la réforme ont également été organisées.

L'objet de la colère est une réforme, somme toute modeste, de la taxation des héritages présenté le 5 juin dernier au parlement. Elle prévoit de taxer les héritages supérieurs à 35400 dollars, soit 100 salaires minimum, abaissant de moitié le montant imposable pour l'instant. Le projet de loi devait passer devant le parlement en juillet où il devait être adopté le président Correa y disposant de la majorité avec son parti Alianza Pais. Le président équatorien a annoncé la nuit dernière que, pour calmer les esprits avant la visite du pape François le 5 juillet prochain, il retirait provisoirement sa loi de l'agenda législatif.

La réforme ne devait toucher que peu d'Equatoriens: seuls 0,3% d'entre eux reçoivent un héritage de plus de 50 000 dollars. Selon le ministre de la Politique économique, Patricio Rivera, «la loi sur les héritages vise le secteur le plus élevé de la société, les 0,1% plus riches (....), 98% des Equatoriens ne paieront pas un centime».

Le président Rafael Correa, devant les appels à sa démission, a invité l'opposition à organiser un referendum révocatoire, une procédure prévue par la constitution adoptée après l'arrivée au pouvoir de Rafael Correa en 2007. Elle nécessité le collecte de 1,8 millions de signatures de citoyens, soit 15 % de l'électorat. «Au lieu d'utiliser la violence, la force, utilisez la Constitution: allons au référendum révocatoire pour vous battre 1.000 fois!», a déclaré le président.

Le président Correa a dénoncé ces derniers jours depuis l'Italie, lors de son émission télévisée hebdomadaire «une conspiration en marche… Ce sont des gens très violents, ils ont la complicité des medias… Il ne s'agit pas d'empêcher un loi sur l'héritage, il s'agit de renverser le gouvernement».

Les relations entre l'opposition, la presse et le président Correa sont depuis longtemps très tendues. L'organe de contrôle des médias en Equateur a imposé une amende de 350.000 dollars au plus grand quotidien du pays, El Universo, proche de l'opposition. L'amende représente 10% du chiffre d'affaires du journal sur les trois derniers mois, a indiqué l'ONG Fundamedios.

Objet de la condamnation: le refus du journal de publier un droit de réponse du gouvernement. Un autre journal plus modeste est visé: la hora de Quito. Ces deux journaux ne respecteraient pas la loi sur les médias votée il y a deux ans. L'opposition estime que ce texte n'est destiné qu'à faire taire la presse d'opposition et le qualifie de «loi muselière». lefigaro.fr 15.06

- Le président équatorien a accusé l'ONG locale Fundamedios de vouloir déstabiliser son gouvernement.

- ifex.org 29.04.2015

Le 18 avril le président Rafael Correa a accusé l'ONG Fundamedios qui s'oppose au gouvernement de vouloir "le faire tomber" et de "le déstabiliser".

Durant son allocution télévisée de samedi, il a noté que l'organisation reçoit de l'argent des États-Unis dans le cadre d'une "campagne de diffamation".

Le président, après avoir rappelé le discours du président américain Barack Obama lors de la 7e Sommet des Amériques à Panama, a déclaré que, historiquement, il y a eu intervention par ce pays d'Amérique du Nord et il a poursuivi : "il y a quelques jours le Département d' État a demandé deux milliards de dollars au Sénat américain pour quoi? pour que le Congrès renforce la démocratie, les droits humains et la liberté de la presse et plus particulièrement dans des pays comme Cuba, le Nicaragua, l'Equateur et le Venezuela, auxquels il faut enseigner la démocratie, les droits humains et la liberté de la presse. Ceci s'appelle une ingérence, une intervention qui viole la Charte de l'OEA, sape notre propre souveraineté, c'est de cela que nous parlons. "

Puis le président a pris pour exemple Fundamedios. " Le changement de gouvernements dans notre Amérique est l'objectif de ces campagnes de diffamation parce que ces fonds iront à Fundamedios, à toutes les ONG qui s'opposent au gouvernement pour le faire tomber, pour le déstabiliser, c'est de cela dont il s'agit. Je suis entièrement d'accord. Les Etats-Unis a été l'épaule sur laquelle pleuraient les Latino-Américains, chaque fois qu'il y avait un problème dans le passé, nous jetions des pierres sur l'ambassade des États-Unis et donc il a été résolu, mais il est clair qu'il y a eu interventionnisme et il y a encore interventionnisme. En Amérique latine, au XXI e siècle on ne permettra pas ces types d'actions camarades, nous allons défendre la souveraineté et la dignité de notre grand pays", a déclaré le président.

En ce qui concerne la participation de la société civile équatorienne pendant le Sommet en Panama, il a assuré que le directeur exécutif Fundamedios, César Ricaurte et des personnalités publiques comme Guillermo Lasso, Alberto Acosta, Andrés Páez, Oswaldo Hurtado et Enrique Herrería sont « les grands perdants » , parce que selon le président « il n'a été accordé aucune considération à leurs argumets tout en leur déniant toute importance » et a affirmé que « c'était un signe de la restauration conservatrice en Équateur en coordination avec des mouvements de droites et des organisations comme le IAPA, Aznar, Freedom House et représentants de la droite la plus récalcitrante mondiale qui ont essayé de discréditer le Sommet et ses dirigeants » ifex.org 29.04.2015

Revenons en arrière, histoire de témoigner qu'ils ont de la suite dans les idées ou que leur détermination est sans faille. En passant, on devrait en prendre de la graine.

- La CIDH déplore des représailles contre des personnes qui s'adressent à la Commission - garr-haiti.org vendredi, 04 novembre 2011

Washington, D.C., 4 novembre 2011 - La Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) exprime sa plus profonde préoccupation devant les menaces, représailles et actions de discrédit dont font l'objet certaines des personnes qui ont participé aux audiences et réunions de travail de la CIDH ; représailles exercées tant par des particuliers que par de hautes autorités étatiques, dans certains cas.

Spécifiquement, suite à l'audience tenue le 25 octobre 2011 sur « la Situation du Droit à la Liberté d'Expression en Équateur », la CIDH a reçu une information selon laquelle, l'État équatorien a lancé sur des chaînes de radio et de télévision des propos inappropriés visant clairement à disqualifier l'organisation pétitionnaire, Fundamedios, son directeur et les autres participants à l'audience. Étant donné la gravité de ces faits, la Commission a réclamé de l'État des explications.

La CIDH est un organe principal et autonome de l'Organisation des États Américains (OEA), dont le mandat découle de la charte de l'OEA et de la Convention Américaine relative aux Droits de l'Homme. La Commission Interaméricaine a pour mission de promouvoir l'observation sur les droits humains dans la région et agit comme organe consultatif de l'OEA en la matière. La CIDH compte sept membres indépendants qui sont choisis par l'Assemblée Générale de l'OEA à titre personnel, et qui ne représentent pas leur pays d'origine ou de résidence. garr-haiti.org vendredi, 04 novembre 2011

Qui est Fundamedios, qui est derrière, comment procède-t-elle ?

- Fundamedios une ONG financée par les Etats-Unis. - restauracionconservadora.com (2011 ?)

Dans la restauration conservatrice il y a des acteurs politiques qui sont aussi membres d'organisations non-gouvernementales (ONG), les entités civiles qui sont apparemment bon état de fournisseurs de la démocratie, mais en réalité émergent bastions de l'opposition comme clairs. Fundamedios est une de ces organisations qui ont lasse pas d'attaquer le régime, souvent avec des mensonges et de distorsions.

L'organisation avait l'attention des médias spéciale quand il a exprimé son rejet pur et simple du projet de loi sur les communications, une initiative approuvée par le vote populaire dans le référendum constitutionnel en 2008. La nouvelle constitution adoptée cette année, je commandai un de ses transitoire l'approbation de cette loi, en raison de la pression des sociétés de médias

Un des aspects qui révèle sa véritable fonction dans le pays est le fait est financé par l'USAID, diplomatique agence de coopération des États-Unis. Les nouvelles sont venues en Juin 2011, lorsque le président Rafael Correa a dénoncé publiquement le financement impliquant une intrusion délibérée de la souveraineté nationale.

Face à cette accusation, la première réaction de l'organisation était de refuser le rapport, en disant que recevoir des contributions des différentes entités, mais en leur sein manquait l'USAID [1]. Mais la déclaration effondré lorsque l'ambassadeur des États-Unis lui-même, Adam Namm, a admis qu'en effet, l'USAID donne de l'argent à divers organismes sociaux, y compris Fundamedios, afin de "renforcer la démocratie" [2].

Non seulement cela, mais aussi, un fonctionnaire de l'USAID a admis qu'il a financé des groupes d'opposition dans tous les pays membres de l'Alternative bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique (ALBA). [3] Est-ce une coïncidence que la diplomatie seuls États-Unis est réglé sur "renforcer la démocratie" dans ces pays ne partagent pas seulement leurs politiques économiques?

Malgré la perte de légitimité inhérente généré par ces nouvelles, Fundamedios a continué à jouer dans la critique la plus dure du gouvernement de Rafael Correa. Comme prévu, cette auto-proclamé fournisseur ONG de la liberté de la presse en Equateur, est devenue une caisse de résonance pour l'opposition, où la presse privée a plus d'espace pour la défense de leurs intérêts corporatifs. Les nouvelles histoires qui font l'ordre du jour des médias nationaux depuis il ya huit ans font l'objet d'une lutte acharnée par des organisations comme Fundamedios, qui ont essayé de positionner l'idée d'une censure latente imposées aux médias. restauracionconservadora.com (2011 ?)

[1] http://www.eluniverso.com/2011/06/26/1/1355/fundamedios-desmiente-reciba-dinero-agencia-usaid.html

[2] http://www.telegrafo.com.ec/noticias/informacion-general/item/fundamedios-recibe-25-mil-dolares-mensuales-de-usaid.html

[3] http://www.andes.info.ec/es/pol%C3%ADtica/3331.html

- L'empire ne dort jamais et l'USAID ont Fundamedios - informatecuador.com (non daté)

Je vous avoue que semblait exagéré. Anciens camarades (le genre que si ils ont étudié et si ils savaient ce qui était le marxisme) avaient l'habitude de classer tous ceux qui oppose ou au moins ont critiqué ses positions mégalomanes (propriétaires exclusifs de la vérité) que des «agents CIA "Et. Avec ce vernis disqualifier tous ceux qui ont osé contredire ou pas observer leurs paroles, ils étaient plus comme un catéchisme ce raisonnement.

Et rappelez-vous (que de vieillir et de se souvenir des faits et chiffres) que dans les années 60 de la dictature militaire retardateur du 20ème siècle, qui a été présidée par le contre-amiral Ramon Castro Jijón (Dieu reste a été donné, je doute, mais je veux que ce) Dans le cadre de ce régime était le "idéologue" (ou du moins, semblait-il, par ce qui, dans le pays des aveugles, les borgnes sont rois) générale Marcos Gandara Enriquez. Face à des accusations que la dictature était au service inconditionnel du grand empire (les Etats-Unis) en tant que "agent de la CIA" a été déclaré libre, mais ceux qui ne reçoivent aucun salaire et il était pour conviction idéologique, étant un anti-professionnel .

À ce stade de la vie, je suis sûr que, tout comme il ya des agents de la CIA versées (et bien payés), il existe d'autres, qui, sans être, font de leur mieux être. Bien sûr, il est très difficile de prouver qu'une personne est un agent de la CIA (en Amérique peut aller en prison un dénonciateur de quelqu'un qui «fonctionne» pour la CIA) et comme je l'ai rien «chercheur» des intérêts extérieurs, car avec cette façon de clarification à ce qui me passionne vraiment. Parlant de gens qui ne savent pas si elles travaillent ou tout simplement l'air pour les grandes organisations dans le monde entier, connus intelligence continentale ou nationale.

A déclaré Eva Golinger et journaliste Roman Migus, dans son livre "Web de l'Impériale" (édition 2008 - International Miranda Centre Caracas) que le grand empire ne repose pas sur l'agression, de mille manières, le gouvernement d'Hugo Chavez et le socialisme Century 21. Eva Golinger est avocate et vénézuélien-journaliste américain (simultanément) a été consacré à ce type de recherche. Roman Migus est un journaliste français qui vit depuis 2004 à Caracas. Et le Centre pour les études stratégiques (CESE) Foundation est une organisation dédiée à «découvrir, analyser et diffuser des informations sur les stratégies et les menaces d'ingérence et de subversion en Amérique latine."

L'Équateur est dans la liste des gouvernements anti-impérialistes, bien que de nombreux camarades (anciens et nouveaux) ne croient pas. Et, bien sûr, ils se déplacent à l'intérieur et à l'extérieur, en essayant de discréditer onglets lorsqu'ils ne sont pas jeter (30-S) ne peut pas dire que tous sont payés par le grand empire à defenestrarlo ou au moins ennuyer; mais il ya, il ya. Figure,

en premier lieu, l'ancien et l'USAID, une agence qui a été conçu par John F. Kennedy (qui fut lui-même assassiné en 1973) pour soutenir les habitants de l'Amérique latine et les faire sortir de leur sous-développement. En ces temps, il est utilisé comme un écran de nombreuses organisations «sociales» qui sont l'accomplissement de leur rôle dans nos pays. Et les chercheurs ont dit que l'un des leurs écrans actuels sont identifiés par l'acronyme NED (Fondation pour la démocratie, en castillan) qui rend le travail que vous avez fait avant ledit la CIA. Et cela a beaucoup de ressources. Bien sûr, seulement contre Cuba révolutionnaire, ils sont dépensés (budget USA) quelques millions de dollars, inutilement, parce que cette révolution est toujours vivante et processus de rectification. Et Evo devait botarles de la Bolivie, pour avoir conspiré contre lui. Et Fundamedios soudainement apparu et dénonce désormais son médiateur (César Ricaurte) qui veulent l'attaquer, mais méprise le «corp de garde» a été décidé de le protéger, juste au cas où.

Je tiens à affirmer que je ne ai rien contre M. Ricaurte, qui ne savent même pas. Mais est-ce pas suspect que cette tête apparaît précisément contre le gouvernement actuel, avec ses pires adversaires politiques? Pour commencer, dire et répéter que ces Fundamedios, au moins pour moi (et un grand groupe de journalistes) ne nous représentent pas. Nous ne savons pas qui a choisi, qui paie, qui vous tient, qui lui dit quoi faire ou ne pas faire, etc. En outre, la seule chose certaine est que nous avons reçu en 2008 de l'USAID (ou NED) $ 42,500 pour leurs opérations. Si vous avez continué à recevoir, au cours des trois dernières années, le budget devrait être augmenté. Est-il expliquer pourquoi les voyages constants vers les États-Unis, en particulier le dernier, avant la Commission des droits de l'homme de l'OEA (CIDH)? Peut Être. Avez-vous payé pour leur travail ou un général Gandara surnuméraire? Si il est une fondation, est une fondation spéciale, très spéciale qui peut faire ce qu'il veut ou doit être soumis à des lois qui sont écrites pour d'autres ONG?

Fundamedios, quoi que l'on peut dire (quelle qu'elle soit) occupe une place privilégiée tandis que dans la grande presse équatorienne. Même chose sur la grande presse internationale? Et il se trouve dans des gros plans avec l'farouchement opposé à la «autocratique» et candidat à la «néo-fascistes" Rafael Correa. Est-pas cette déclaration est en contradiction avec le grand empire ou un slogan? Fundamedios joue également un rôle spécifique: elle doit tenir compte (et aller sur 300) des "attaques" Correa contre la grande presse sipiana de l'Equateur, qui a été classé comme «à haut risque» du sacré la liberté d'expression (d'entre eux). Est pas intervenir ouvertement dans la politique équatorienne?

Que le regroupement des propriétaires de journaux (AEDEP) vient à la défense d'un de ses membres les plus éminents (El Universo de Guayaquil) a expliqué, bien que le passé récent qui est maintenant son fils président (Diego-Cornejo Diario Hoy de Quito) des conclusions hâtives, et surtout répréhensibles. Mais ce qui doit Fundamedios dans ce pétrin? Sauf cette fondation est en Equateur, remplissant d'autres fonctions. Ils ne veulent pas nous dire quoi. Ou ne peut pas. Qui paie pour ces voyages aux États-Unis, pour se plaindre, le deuil se réveillent, à Mme Ashton et Mme ou Mlle Catalina Botero? Qui lui-même invité la plainte de M. Gustavo Lemos Washington? Est-ce pour cette drôle que "pauvre homme" répudier tous et maintenant vous reconnaître qu'il était un fonctionnaire du gouvernement sombre Ing. Leon Febres Cordero (1984-1988) a déclaré le plus violent des 50 dernières années et indiquant que la Commission Vérité a dit que le gouvernement comme la plus violente dans la période récente.

Enfin, le proverbe populaire dit que «chaque nuage a une doublure d'argent" opposition fermé de tous les côtés, nationales et universelles, la course contre le projet de loi sur les médias a servi comme l'identification des lettres Qui est qui dans le pays de la carte politico-idéologique. Le problème est que la grande communication commerciale a réussi à confondre un secteur de la population, avec la répétition de mensonges. L'un d'eux, un projet de loi de médias, aucune communication. Deux, que les propriétaires de médias (en particulier impression) sont au delà du bien et du mal; quelqu'un peut-il être persécuté, pire, bien pire, les appeler pour compte. Trois, il ya un désir de restarles un droit exclusif présumé à la liberté d'expression qu'ils ont été donnés. Quatre, que toute loi est contre eux et contre la liberté d'expression. Et nous pourrions continuer ad infinitum.

Le bon côté est que ce mal (ce qui est plus de tous les Équatoriens et beaucoup de l'Amérique latine) a permis l'identification idéologique et politique de ces héritiers uniques et exclusifs de l'ancien marxisme cru. Et en tant que telle, les seuls qui pourraient être étiquetés comme des révolutionnaires et les gardiens du droit universel à la liberté d'expression.

Je veux dire la coupole de l'ancien CONAIE (Confédération des nationalités indigènes) qui, par les années 90 du siècle dernier, est apparu, posséder et voix respectable sur la scène politique nationale. Et ce identifiés avec la gauche équatorienne. Cela a été dans les anciens dirigeants et quelques qui identifient toujours avec cette tendance. Il vise à couvrir les "erreurs" les plus récents se faisant passer pour des «promoteurs» populaires qui sont persécutés par le gouvernement. Cette dernière pièce jointe pour justifier les secteurs les plus arriérés du droit équatorien, tout comme le Conseil civique (Les perruques) de Guayaquil. Avec eux, il convient de rappeler une vieille citation biblique: «Celui qui dort avec les loups apprend à hurler."

Et il n'y a pas que l'ancienne direction de la CONAIE. Est un autre groupe politique qui se sont décrits comme héritier et défenseur du marxisme-léninisme. Je veux dire le Mouvement populaire démocratique (MPD) Personnellement, après avoir vu et observé ce qu'ils ont fait pendant des décennies à l'Université centrale de l'Équateur (anciennement principale et la plus grande université du pays) je comprenais sa signification réelle. Mais maintenant, non seulement de leurs bases (à jeter des pierres) ont disparu, mais leurs dirigeants (quelques) montre la qualité de l'assemblage, ont aucun scrupule à avoir l'air de défendre des positions de l'extrême droite. Serait-ce que l'on se trompe ou eux?

La vérité est que la règle ne dort pas. Il utilise son propre personnel (rémunéré ou goodwill) pour tenter de contenir et de saper le courant continental dans notre pays et qui parle d'une seconde indépendance ou quelque chose 21.Por socialisme siècle est

la règle (par le biais NED et USAID) est brutalement opposés à tout changement, même épidermiques il. Seule la naïveté (ou de mauvaise foi) peut être confus. Pour quelque chose (et plus), le grand empire et maladroite (OTAN, qui a maintenant trouvé quoi faire) ont attaqué, occupé et tué Kadhafi; et disposé en conséquence -après la campagne politique pour envahir et occuper la Syrie; L'Iran et au-delà.

Je me demande pourquoi seulement ils ont droit à des bombes atomiques? Est-Israel (Middle East) a pas de bombes atomiques fournies par le grand empire? Et tout cela à l'hypothèse que l'Iran se dirige vers développer des ogives nucléaires. L'universel serait détruire tous les stocks dont ils disposent. Seulement alors, il veillera à ce que l'humanité peut dormir paisiblement. Bien qu'il y ait beaucoup à faire. En particulier, sous le climat universelle, qui nous hante aussi. Et ils les harcèlent. informatecuador.com

- USA Fundamedios financées par une triangulation - nuestroamericano.org 16.03.2013

Quito, mars 16 (Andes) .- Le président équatorien Rafael Correa a dénoncé l'ONG Fundamedios qui est financé par les États-Unis grâce à une triangulation: les fonds de la Fondation Lighthouse Fundamedios mais la Fondation Lighthouse reçoit des millions de dollars de l'USAID qui passent plus tard Fundamedios.

"Je veux dire, l'USA Commission a financé et finance des fondations pour dénoncer des pays qui seraient tombés malades. Ils croient que la triangulation se trompe de personne ", a-t-il dit en soulignant que c'était la nouvelle stratégie des Etats-Unis pour déstabiliser les gouvernements progressistes d'Amérique latine.

"Qui représente Fundamedios? Combien d'élection a-t-elle gagné ? Quelle est sa solvabilité? Que represente-t-elle ? "Il a demandé au président lors de la diffusion de Citizen Link, originaire du canton de Sevilla de Oro, dans la province d'Azuay (sud des Andes).

Elle ne représentent pas les propriétaires a-t-il affirmé soulignant que Fundamedios est financé par les États-Unis et par certains médias privés de l'Équateur. "Ce sont ces gens-là qui feront un rapport sur l'État devant la Commission financé par les Etats-Unis. Les latino-américain prendront une batterie de mesures pour se rebeller à la fois contre le néocolonialisme et l'hypocrisie », a-t-il dit. nuestroamericano.org 16.03.2013

- L'organisation Fundamedios ne vérifie pas la véracité des alertes qu'elle diffuse sur les journalistes agressés - andes.info.ec 18.03.2013

L'organisation non gouvernementale Fundamedios recueille et diffuse les prétendues agressions contre la liberté d'expression réalisées en Equateur, mais son travail manque de rigueur technique, de vérification et de confrontation des sources.

Fundamedios soutient que « une fois détectée et identifiée une agression, une enquête est menée pour vérifier l'information en la confrontant aux sources. Ce travail est mené autant par le correspondant que par le coordinateur national ».

Comme le fait observer le journal d'Etat El Ciudadano, les mots de cette déclaration ne sont que des mots. Un coup d'œil aux alertes publiées sur la page web de Fundamedios montre clairement que l'organisation ne vérifie pas les dénonciations. Son travail se limite donc à transcrire, le plus souvent par téléphone, les mots de ceux qui sont prétendument lésés : les agresseurs présumés ne sont pas invités à donner leur version et ne sont pas pris en compte avant la publication de l'agression présumée.

« Fundamedios a tenté d'obtenir la version du Préfet […] mais on lui a fait savoir qu'il était absent ». Malgré l'absence de confirmation, l'ONG a publié une information indiquant que le Gouvernement Provincial d'El Oro a interdit d'accès un journaliste, prétendument sur ordre du préfet Montgomery Sanchez.

Le médiateur public de la province d'Orellana, Geovany Salazar n'a pas non plus été consulté. Il n'a pas pu se défendre ni avancer ses arguments dans la plainte qu'il a déposée contre une chaine locale de télévision qui avait publié une information dans laquelle ce dernier aurait été arrêté, l'haleine vraisemblablement alcoolisée.

Dans un autre registre, les dirigeants de l'Hôpital Eugenio Espejo n'ont pas pu débattre au sujet d'une prétendue interdiction et d'agressions dont auraient été victimes des journalistes qui couvraient une information sur place. Leur voix n'était d'aucune importance, de même que pour les centaines de dirigeants qui n'ont jamais été écoutés.

Dans la plupart des cas, les alertes ne sont pas basées sur une recherche documentaire : rapports de police, déclarations judiciaires, compte-rendu d'expertise, ou toute autre outil technique et publique utilisé dans les enquêtes. Malgré cela, les alertes ont tout de même été diffusées. Et précisément cette semaine, le directeur de l'organisation, César Ricaurte, a dit à la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme que 172 agressions ont eu lieu dans le pays l'année dernière. Il a, par ailleurs, accusé le Gouvernement de « pourchasser » les journalistes et les médias « indépendants » et d'agresser le système interaméricain des Droits de l'Homme.

D'autres agressions diffusées par Fundamedios ne sont que pure spéculation. « La page web Bananaleaks dénonce avoir été sabotée par le Gouvernement équatorien » indique une alerte, qui avance que l'attaque aurait eu lieu suite à la révélation de comptes secrets du Président Rafael Correa en Suisse. L'information a depuis été démentie.

Une alerte a également été émise au sujet d'une équipe de la chaine de télévision Ecuavisa qui n'avait pas pu retransmettre en direct une audience contre le député Galo Lara, dans un procès pour triple meurtre. Fundamedios ne faisait qu'élucubrer, car le nouveau Code de Procédure Pénale (2001 puis 2003) interdit la retransmission en direct des audiences pénales.

« Un blogueur, également activiste politique, en prison pour délit d'injures » indique une autre dénonciation. Mais il s'agit de Fernando Balda, qui a été jugé pour injures contre le PDG des Assurances Sucre, un délit à caractère privé.

Le rapport annuel de Fundamedios inclut les espaces d'information gouvernementale à la télévision comme agression aux journalistes.

Malgré ces incohérences, les plaintes de Fundamedios ont été entendues par la CIDH. Mais au cours de cette même audience, le Gouvernement a mis au clair le fait que les dénonciations d'agressions présumées manquent de fondements et ne sont que des artifices verbaux.

Le Sous-secrétaire à la Communication Politique du Secrétariat National à la Communication, Patricio Barriga, a soutenu que l'Equateur garantit le droit à la liberté d'expression dans tous ses aspects, en allant du droit individuel et citoyen au droit des grandes entreprises de l'information.

« Grâce à un lobby efficace, ils sont parvenus à faire passer l'idée d'un pays menacé, que ce soit sur place ou à l'étranger. Il faut dire également qu'ils ont essayé de refuser à la population le droit à recevoir des informations véridiques, en le déguisant sous le prétexte de l' ?abus d'émissions gouvernementales?. Il faut savoir que mettre au clair des mensonges n'est pas détruire la réputation de quelqu'un, la transparence ne saurait être taxée de discréditation et montrer la vérité n'est aucunement une offense. Plus d'un millier d'éclaircissements retransmis dans 311 Rapports Citoyens n'ont pu être contestés par les auteurs des informations mensongères ».

En outre, M. Barriga a ajouté que « en Equateur, nous sommes en train d'assister à une situation dans laquelle ils disent représenter les citoyens et les journalistes, ils prétendent défendre un pouvoir en déguisant sa défense sous des droits et des libertés ».

C'est précisément pour cette raison que le Président Rafael Correa a posé la question suivante lors de son dernier Rapport Citoyen : « Mais qui Fundamedios représente-t-il ? ». andes.info.ec 18.03.2013

- Le représentant de Fundamedios contredit l'ambassadeur Namm et diffame le gouvernement équatorien
- elciudadano.gob.ec 23.12.2013

Quito (Pichincha) -. Le gouvernement dément les affirmations du directeur de projets de Fundamedios, Mauricio Alarcon, qui a à tort déclaré cette semaine sur Ecuavisa, qu'on ne pouvait pas exprimer librement ses idées en Equateur car ceux qui pensent différemment sont poursuivis, et a démenti tout lien de Fundamedios avec des organisations internationales basées à Washington, en tant que financiers.

Ces déclarations erronées mettent en évidence la pertinence d'une clarification du Secrétariat à la Communication (Secom), qui affirme qu'en Équateur il n'y a pas une seule personne enfermée pour penser différemment, et invite Mauricio Alarcon à indiquer les noms des personnes arrêtées pour avoir pensé différemment.

Le gouvernement informe que personne n'a été poursuivi pour avoir protesté, et déclare qu'en Equateur, on ne poursuit pas des personnes, mais des délits. La destruction de biens publics, les dommages à la propriété privée, menacer la sécurité publique et les blessures envers des policiers sont des actions sujets à enquête et punies selon les dispositions de la Loi.

En outre, le représentant de Fundamedios a fait une tentative ratée de cacher que cette fondation ne reçoit aucun financement d'organisations internationales basées à Washington (Etats-Unis), étant donné que l'ambassadeur américain, Adam Namm avait dit il y a longtemps au quotidien El Telégrafo que Fundamedios recevait de l'argent américain, non pas par un donateur direct, mais par le biais d'un intermédiaire."C'est une très petite partie de notre programme, environ deux millions de dollars, que nous appelons gouvernance et démocratie. Je pense qu'environ 300 000 dollars parviendront à Fundamedios cette année", a dit l'ambassadeur dans une interview donnée au journal public.

Enfin, Mauricio Alarcon a insinué que des responsables du gouvernement actuel avaient reçu de l'argent de l'étranger pour déstabiliser les gouvernements précédents. Le Secom invite le représentant de Fundamedios à exposer les noms de ces fonctionnaires, après qu'il se soit permis de dire sur Ecuavisa : "chaque voleur juge selon sa condition, il est possible

qu'à l'époque, ces personnes qui occupent aujourd'hui des postes importants dans le gouvernement aient reçu des fonds pour déstabiliser les gouvernements précédents". Donc, par respect pour le pays et pour lui-même, M. Alarcón devrait donner les noms et expliquer sa version du financement de Fundamedios, qui contredit les déclarations de l'ambassadeur Namm. SAU/ El Ciudadano. elciudadano.gob.ec 23.12.2013

Et nous ne sommes pas en présence d'un gouvernement anticapitaliste, socialiste ou communiste, alors imaginez un instant la situation si c'était le cas, à quels moyens ils pourraient recourir pour le faire tomber. Il ne resterait plus au gouvernement ouvrier révolutionnaire qu'à réprimer sans merci la réaction, lui confisquer ses biens et ses avoirs ou sa fortune pour qu'elle cesse de financer la contre-révolution et de nuire à la révolution dans l'espoir de renverser le nouvel Etat ouvrier et rétablir l'ancien régime.

C'est la raison pour laquelle on a besoin d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire qui ne reculerait pas au moment d'affronter la réaction, de militants conscients, discipliné et formés dans cette perspective. La réaction déclencherait la guerre civile et nous lui répondrions les armes à la main pour la terrasser, anéantir sa capacité de nuisance, nous n'aurions pas le choix, ce serait beaucoup moins coûteux en sacrifices ou victimes qu'une guerre, et surtout pour la bonne cause, notre émancipation du capital, le socialisme.

ACTUALITE EN TITRES

Le coup d'Etat permanent.

- Valls engage sa responsabilité mardi sur la loi Macron - L'Express.fr

Le Premier ministre utilisera à nouveau l'arme du 49-3 pour faire passer la loi à l'Assemblée nationale. L'Express.fr 15.06

- Loi Macron: Fromantin (UDI) appelle les parlementaires d'opposition à la voter - AFP

- Loi Macron : un nouveau 49-3 qui arrange tout le monde - Le Huffington Post

Désavoué le jour même.

- Hollande à Alger : "La France entend rester le premier partenaire économique de l'Algérie" - Francetv info

Vraiment ?

- La Chine devient le premier partenaire économique de l'Algérie - Francetv info

En famille à l'extrême droite.

- Gilles-William Goldnadel, avocat de Philippot contre le Qatar - Liberation.fr

En prenant pour défenseur ce membre de l'UMP et du Crif, le vice-président du FN «transcende les clivages politiques».

L'avocat Gilles-William Goldnadel, membre du parti LR (ex-UMP), assurera la défense de Florian Philippot dans le procès opposant celui-ci au Qatar. Me Goldnadel est également président de l'association pro-israëlienne France-Israël, membre du comité directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France et chroniqueur dans le très droitier magazine Valeurs actuelles. Liberation.fr 15.06

Ils ont oublié le portail Atlantico.fr auquel il collabore.

L'UE dirigée depuis Wall Street et la City.

- L'UE fait des concessions à Londres sur les banques - Reuters

La Grande-Bretagne semble en passe d'être exemptée d'une future directive européenne visant à encadrer les activités des grandes banques, a-t-on appris lundi de sources diplomatiques.

Une telle exemption serait une victoire pour le gouvernement britannique, particulièrement importante dans la perspective

du référendum sur la place du Royaume-Uni dans l'UE prévu d'ici 2017. Reuters 15.06

ACTUALITÉ DU JOUR

Pour abolir les privilèges et les inégalités, il faut abolir le capitalisme.

- Le nombre de millionnaires bondit en Asie, les USA restant en tête - AFP

Les Etats-Unis restent le pays qui compte le plus de millionnaires, mais l'Asie, menée par la Chine, rattrape l'Amérique du Nord en matière de fortunes privées, selon une étude publiée lundi par le cabinet BCG.

L'étude ne prend notamment pas en compte les patrimoines immobiliers, se limitant aux actifs rapidement mobilisables.

Avec 6,9 millions de ménages dont le patrimoine dépassait un million de dollars en 2014, les Etats-Unis sont certes toujours largement en tête du classement, devant la Chine, qui en compte environ deux fois moins, à 3,6 millions.

Toutefois, sur les 2,1 millions de ménages mondiaux devenus millionnaires entre 2013 et 2014, plus de six sur dix se trouvent en Asie, selon BCG, qui publie chaque année cette étude sur les fortunes mondiales.

Cette catégorie ne prend pas en compte le Moyen-Orient, classé à part avec l'Afrique, et le Japon, où le montant des fortunes n'a presque pas augmenté même s'il reste le troisième pays du classement de millionnaires, avec 1,12 million de foyers.

En onzième place, la France est reléguée hors des dix premiers, avec 230.000 ménages. Par rapport à la population totale, la Suisse est le pays où la proportion de millionnaires est la plus importante, à 13,5%, devant Bahrein et le Qatar.

Surtout, la région Asie-Pacifique est devenue la deuxième du monde pour ce qui est du montant d'ensemble des fortunes privées, à plus de 47.000 milliards de dollars l'an dernier contre 36.500 milliards en 2013, toujours en excluant le Japon.

Elle dépasse désormais l'Europe, où les fortunes ont augmenté de moins de 3.000 milliards à 42.500 millards de dollars, et devrait faire de même d'ici 2019 avec l'Amérique du Nord, pour l'heure toujours première à près de 51.000 milliards, selon BCG.

Dans le détail des pays, "d'ici dix ans, le total des fortunes sera probablement plus élevé en Chine qu'aux Etats-Unis", a prévenu Brent Beardley, l'un des responsables de l'étude.

Au total, les fortunes privées ont augmenté de près de 12% en 2014, soit environ le même rythme que l'année précédente, pour s'établir dans le monde à 164.000 milliards, dont un peu plus de 40% sont détenus par des personnes dont le patrimoine dépasse le million de dollars.

Le cabinet a effectué ces mesures à partir de 62 pays, ce qui représente moins du tiers de l'ensemble des nations, mais près de 95% de l'économie mondiale, selon les estimations de BCG. AFP 15.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- 40 effectifs de l'armée saoudienne, capturés - french.irib.ir

"Al-Khabar Yémen" fait état de la capture de plus de 40 effectifs de l'armée saoudienne, ces deux derniers jours, tous de différente nationalités. De très violents combats opposent, ces jours-ci, les militaires saoudiens aux combattants yéménites, dans des régions frontalières. Les effectifs, qui ont été capturés, sont, en majorité, de nationalité bahreinie. L'Arabie saoudite occupe, depuis 2011, Bahreïn, où elle maintient une présence militaire. french.irib.ir 15.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Ascenseurs Otis: rassemblement bruyant après une semaine de grève générale - AFP

Aux cris de "Otis peut et doit payer", quelques centaines de salariés en grève depuis une semaine manifestaient lundi devant le siège de l'ascensoriste à La Défense pour réclamer une hausse des salaires, a constaté l'AFP.

Les quelque 500 manifestants, venus de toutes les régions, se livraient à la mi-journée devant les forces de l'ordre à un concert de huées, sifflets, sirènes et puissants pétards, à quelques dizaines de mètres de la grande esplanade du quartier d'affaires parisien.

"Augmentez nos salaires, pas les actionnaires", proclamait la banderole de l'intersyndicale à l'origine de la grève générale illimitée déclenchée le 8 juin. Le mouvement social avait été lancé trois jours plus tôt par le personnel d'astreinte en province pour protester contre l'absence d'augmentation générale et un projet de plan social portant sur la suppression de 170 postes.

Filiale du groupe américain United Technologies Corporation (UTC), leader mondial du secteur, Otis France gère 160.000 ascenseurs dans l'Hexagone et emploie environ 4.500 salariés. AFP 15.06

Haut de page

Le 17 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 24 articles.

Et au fait, la bourse ne s'est toujours pas effondrée, le dollar non plus, et pas de guerre mondiale, autant dire que tous ceux qui les avaient pronostiqués dans les jours ou mois à venir sont des charlatans.

Il fut une époque où bon nombre d'intellectuels étiquetés à gauche s'engageaient dans un parti politique et militaient donc, tandis que d'autres préféraient s'en tenir à l'écart ou se contentaitent d'être des sympathisants de ces partis tout en participant à leurs actions, manifestations, meetings, conférences. Les premiers en contact avec les masses devaient continuer le combat (même faussé), tandis que les autres devaient s'en éloigner petit à petit ou rejoignaient le camp de la réaction. De nos jours ce n'est plus le cas parce que les partis dits de gauche, le PS et le PCF, ne s'opposent plus au capitalisme ou à l'impérialisme, ne revendiquent plus un changement de société, même le dimanche ou les jours fériés, ils sont totalement soumis à l'ordre établi et ne proposent plus aucune perspective politique, en conséquence les intellectuels demeurent inorganisés et sont acquis au capitalisme quand ils ne sont pas ouvertement réactionnaires. J'ai lu cela dans un article hier soir. Cela correspond effectivement à la réalité.

Du coup, sur la base de ce constat je me suis dit que mon idée d'un appel d'intellectuels en direction des peuples du monde entier et leurs organisations et partis axé contre les Etats-Unis n'avait aucune chance d'aboutir faute de combattants, puisqu'aucun parti ouvrier n'a depuis été capable de prendre le relais du PCF et du PS ou n'inspire confiance aux intellectuels démocrates.

Autre chose.

C'est bien la réaction sur toute la ligne.

Et qu'on cesse de nous soûler avec Poutine qui à notre connaissance n'a jamais rompu avec les Américains, mais qui a été exclu du G8 redevenu G7.

Un livre recommandé.

- Le groupe BIlderberg. « L'élite » du pouvoir mondial de Domenico Moro.

Nombreux sont les premiers ministres, ministres et banquiers centraux qui, avant d'accéder à leurs postes, ont siégé ou ont été

invités au Groupe Bilderberg ou à la Commission Trilatérale. Parmi eux, Emmanuel Macron, Christine Lagarde, Jean-Claude Trichet, Mario Draghi, Mario Monti, Angela Merkel, Bill Clinton, Tony Blair, David Cameron. On note aussi la présence de dirigeants de multinationales comme Bill Gates (Microsoft), Jeff Bezos (Amazon) ou David Rockefeller, mais aussi de piliers du pouvoir états-unien comme le général David Petraeus (ancien directeur de la CIA) ou Henry Kissinger.

L'existence de ces organisations pose des questions décisives comme celle du contrôle démocratique sur les processus publics décisionnels. Est-il possible de répondre aux défis de notre temps avec des appareils de coordination contrôlés par des « élites » aussi restreintes ? D'autant que ces élites sont sélectionnées uniquement en vertu de leur immense richesse, qu'elles appartiennent à quelques pays seulement, ne sont élues par personne ni déléguées par aucune autorité publique, agissent souvent de manière secrète et sont inspirées par le dogme du marché autorégulé. Les récentes vicissitudes de l'euro montrent à quel point une gestion confiée à un groupe restreint et aux favorisés du marché est porteuse de chaos.

Ce livre analyse l'organisation des « élites » transnationales, les bases économiques de leur pouvoir, les orientations et procédés grâce auxquels elles réussissent à influencer les autres niveaux de pouvoir, à commencer par les États-nations. Il comporte également des tableaux explicatifs et les listes des participants aux récentes rencontres du Groupe Bilderberg et de la Commission Trilatérale. Fin.

Si quelqu'un pouvait m'en envoyer une copie ce serait formidable, j'en mettrais des extraits en ligne pour nos lecteurs. Sans illusion, je peux toujours attendre! Dans quel monde vivons-nous. Passons.

Le groupe BIlderberg. « L'élite » du pouvoir mondial - Editions Delga - Prix : 19 euros

Editions Delga (editionsdelga@yahoo.fr) 38, rue Dunois Paris 75013 - Tel : 0781778296

A avoir à l'esprit en permanence.

Qui orchestre le règne de la terreur à l'échelle mondiale ? Les gouvernements des puissances occidentales.

- En octobre 2014, Joe Biden avouait devant son auditoire à la Harvard Kennedy School : « *Nos alliés dans la région ont été notre plus grand problème en Syrie... les Saoudiens, les Emirats arabes unis, etc. qu'ont-ils fait ? Ils étaient tellement résolus à abattre Assad et à mener une guerre par procuration entre chiites et sunnites, qu'ont-ils fait ? Ils ont déversé des centaines de millions de dollars et des millions de tonnes d'armes sur quiconque était prêt à se battre contre Assad. Mais ceux qui ont reçu tout ça, c'étaient Al-Nosra et Al- Qaïda et des djihadistes extrémistes venus du monde entier.* » (« Irreal politik » - Ammar Belhimer - legrandsoir.info 15.06

Cette déclaration balaie d'un coup l'accusation de "complotiste" dont sont accusés ceux qui ont diffusé cette information ou qui la reproduise. Et qui a vendu cet armement aux Saoudiens, aux Emirats arabes unis, au Qatar, etc. ? Les puissances occidentales alliées et valets des Etats-Unis.

Du coup, ce sont ceux qui ont voulu tenir secret cette collusion d'intérêts qui apparaissent comme les véritables complotieurs complices de leurs parrains qui tirent les ficelles du haut de la pyramide du groupe Bilderberg ou le gouvernement mondial en gestation bien avancée.

Il faut sortir cet argument, l'utiliser pour marginaliser l'impérialisme américain et l'affaiblir dans l'esprit de la population laborieuse, qui en a besoin pour conquérir son indépendance... Il suffit, au regard de la gravité des faits, pour justifier une rupture avec les Etats-Unis et encourager un changement de régime dans ce pays, même si à l'heure actuelle il demeure hypothétique.

Regrets et chrysanthèmes

- Macron réfute tout déni de démocratie - AFP

- Manuel Valls : la démocratie ou le chômage - Liberation.fr

Nous voilà frustré! Diable, de quoi ? Comment, vous n'êtes pas au courant ? Non, si, heu ! Mais d'un nouveau débat sur la loi Macron qui n'aura pas lieu. Quel dommage franchement ! Sans blague, tous les partis vont en faire leur choux gras aujourd'hui.

Entre ceux qui soutiennent cette loi, LR, l'UDI, le MoDem et le PS ainsi qu'une grande partie de ses satellites, et ceux qui veulent nous faire croire qu'un tel débat - un grand mot, plutôt une mascarade, serait, comment dire, utile, souhaitable, bref légitime, comme s'il pouvait en sortir quelque chose de positif pour les travailleurs, alors que ce projet de loi est entièrement tourné contre eux, en fait ils ne perdent pas une occasion de légitimer les institutions antidémocratiques de la Ve République qu'ils prétendent combattre par ailleurs.

Le gouvernement se livre à un déni de démocratie permanent depuis mai 2012, alors un peu plus ou un peu moins, qu'est-ce que cela change, rien.

Il ne faut pas oublier que Hollande et son gouvernement n'ont jamais disposé de la majorité dans le pays, elle leur a été accordée par le biais d'une règle électorale inique destinée à assurer la majorité parlementaire à l'un des partis de l'ordre pour garantir la stabilité politique du régime, et qu'en l'occurence ils s'appuient sur une majorité parlementaire ne représentant que 25% des électeurs inscrits, donc ils sont ultra minoritaire dans le pays et ne peuvent imposer leur politique antisociale qu'en s'appuyant sur l'opposition parlementaire ou en recourant à un coup de force, dès lors que leurs propres troupes renâclent à soutenir une telle politique ou qu'elles se trouvent divisées du fait qu'une partie d'entres elles en contact avec la population qui rejettent résolument cette politique subit cette pression. Le recours au 49.3 est le produit de la crise politique du régime ou de sa représentation politique, des institutions.

Le recours au 49.3 est finalement la réponse aux travailleurs qui rejettent ce projet de loi scélérat : Circulez il n'y a rien à voir, nous sommes au pouvoir pour appliquer une politique et nous ne permettrons à personne de nous en empêcher. Vous avez accepté de jouer le jeu en déposant un bulletin de vote dans l'urne, bravo ! vous êtes de bons citoyens bien discipliné, des républicains, sachez que la démocratie s'arrête là sous la Ve République et que la suite ne vous concerne pas ou plutôt c'est nous qui l'incarnons dorénavant, nous le contester constituerait un acte antidémocratique insupportable, faites-nous confiance, nous agissons conformément à nos engagements pour le bien-être de chacun des Français ou dans l'intérêt général, pour la France.

Valls a été encore plus loin dans l'imposture et la scélératesse en affirmant que la loi Macron incarnait la démocratie et qu'elle était voulue par la majorité de la population, et que s'y opposer revenait à refuser de lutter contre le chômage. C'est un tour de passe-passe ou un chantage grossier qui consiste à reporter la responsabilité du chômage sur ceux qui s'opposent à cette loi, alors qu'elle incombe exclusivement au gouvernement et au patronat. En mettant en concurrence cette loi et le chômage, il s'est livré à un exercice qui consistait à affirmer qu'il n'était pas possible de lutter contre le chômage sans que les travailleurs acceptent de nouveaux sacrifices imposés par le patronat pour lequel il gouverne, ce qui signfie ouvertement que ce sont bien les travailleurs et leurs acquis qui sont visés à travers cette loi et que la lutte contre le chômage n'est qu'un faux prétexte, comme la lutte contre le terrorisme pour faire passer de nouvelles lois liberticides, le procédé est le même.

De notre côté nous ne dénions pas le droit à Valls de recourir au 49.3, nous pouvons nous en saisir pour montrer la vraie nature antidémocratique du PS et du régime, des institutions de la Ve République qu'il nous faut liquider pour instaurer une République sociale...

Commentaire d'internaute.

- "49.3 pour faire plaisir aux patrons, surveillance généralisée des citoyens et une petite loi "européenne" contre l'information. Il n'y a pas si longtemps on aurait parlé de dictature. Et on s'autorise à donner des leçons aux autres pays pas assez démocratiques! "

Mais c'est une dictature, de la minorité sur la majorité, d'où la nécessité d'instaurer une dictature de la majorité sur la minorité, mais cela porte un autre nom alors, on appelle cela la démocratie ou la dictature du prolétariat, un gros mot de nos jours qu'il s'agit de remettre au goût du jour.

Cro-Macron ou le retour à l'âge de pierre

En famille.

- Jean-Pierre Raffarin : « au nom du syndicat des anciens premiers ministres, je ne jette pas la pierre au Premier Ministre" - Public Sénat

- Loi Macron : le passage en force de Manuel Valls - Francetv info

Le travail du dimanche, le plafonnement des indemnités prud'homales ou encore la loi Evin font polémique.

Ce mardi 17 juin, d'entrée de séance à l'Assemblée nationale, Manuel Valls a engagé la responsabilité du gouvernement en ayant recours au 49-3, comme en février dernier, pour imposer la loi Macron sans avoir recours aux discussions des députés. Le Premier ministre estime que le débat a déjà eu lieu : "Il faut avancer dans l'intérêt des français. C'est un impératif et croyez bien que la détermination de mon gouvernement à réformer est intacte. C'est donc un choix d'efficacité que je vous propose".

L'opposition a alors quitté l'hémicycle et même les communistes ont boudé le discours du chef du gouvernement. Hors de lui, André Chassaigne, président du groupe Gauche démocrate et républicaine, a déclaré à France 3 : "Nous refusons de participer à cette espèce de mascarade, à ce déni de démocratie".

Les frondeurs socialistes tiquent aussi. "Ce sont des actes d'autorité, de faiblesse peut-être", estime le député Laurent Baumel. Une motion de censure a été déposée par l'opposition. Elle sera discutée jeudi après-midi. Francetv info 16.06

Méchant, va !

- Loi Macron et 49-3: le gouvernement attaque avec "brutalité" les droits des salariés, selon la CGT - AFP

Shocking !

- Loi Macron: la CFDT dénonce deux mesures "choquantes" et "inadmissibles" - Francetv info

Qui l'aurait cru ?

- Loi Macron: pour le courant Berger (PS), les militants sont "trahis", le PS doit prendre position - AFP

En complément. Peine de mort appliqué au Code du travail.

Grille de lecture.

- Robert Badinter est un grand bourgeois et dirigeant du PS. Son épouse Elisabeth Badinter est l'une des principales actionnaires de Publicis.

- Pourquoi ne pas supprimer carrément le Code du travail, le patronat en rêve, les dirigeants du PS se charge de le dépecer.

- On se demande comment jusqu'à présent les entreprises ont-elles pu s'en accommoder.

- Vous aurez remarqué que chaque difficulté que rencontre le patronat et chaque mesure annoncée par le gouvernement font systématiquement l'objet d'une surenchère par un dirigeant du PS qui se lâche et s'évère encore plus réactionnaire que les autres, à croire qu'ils se livrent à un concours pour savoir lequel d'entre eux est la plus parfaite pourriture.

Et la règlementation financière qui tyrannise littéralement la malheureuse actionnaire et millionnaire Elisabeth Badinter, vous ne pouvez pas savoir ce qu'on endure nous les rentiers, quel cauchemar, l'air de rien, c'est pire que ce qu'endurent les travailleurs.

- L'appel solennel de Robert Badinter - Francetv info

Une équipe de France 2 est allée à la rencontre de Robert Badinter ce mardi 16 juin. Dans son livre a paraître ce mercredi, l'homme qualifie le Code du travail "d'obèse et incompréhensible". "Si vous n'êtes pas un juriste spécialisé, comment voulez-vous mesurer ce que ça implique", explique-t-il.

Il propose une cure d'amaigrissement, c'est-à-dire ramener le code à 50 grands principes comme l'égalité homme femme, le licenciement basé sur un motif réel ou encore contrat de travail téléchargeable sur internet.

Pourtant, ce code est la bible des conquêtes sociales, mais pour Robert Badinter il est devenu "une jungle inaccessible aux plus petites entreprises" d'où son coup de colère. Francetv info 16.06

Comment le gouvernement français participe au massacre de la population yéménite.

Le Figaro 16.06 - La France (...) aide l'Arabie saoudite en lui fournissant des images satellitaires sur les cibles à frapper au Yémen.

- "Si après cela on ose encore faire ami-ami avec certains pays tout en servant des leçons de morale à d'autres... Certaines "amitiés" n'ont rien à voir avec des affinités démocratiques, et certaines inimitiés ne procèdent pas de la défense de la démocratie, il s'agit de business, d'influence ou de tout ce que l'on voudra, ni plus ni moins ; les discours sur les droits de l'homme ressemblent fort à une franche imposture."

Assurément ! Comme quoi la conscience des masses alimentée par les contradictions du régime mûrit au fil du temps...

En complément. Ils ont dû recruter un bourreau chez Daesh.

- L'Arabie saoudite exécute son 100e condamné - LeFigaro.fr Directive sur le secret des affaires : "Ce texte va freiner le

travail d'investigation", selon Elise Lucet Francetv info

ACTUALITÉ DU JOUR

Terreur d'Etat et barbarie. Ils n'ont rien à envier aux nazis.

- Torture : la CIA accusée d'expérimentations médicales sur des humains - LeFigaro.fr

De nouvelles révélations secouent la CIA. L'agence centrale du renseignement Américain (CIA) aurait mis en place des directives explicites concernant des expérimentations médicales sur des humains, des traitements qui auraient eu lieu avant, pendant et après le 11 septembre 2001, indique The Guardian .

Le quotidien britannique tient ces informations d'un document exclusif de l'Union américaine pour les libertés civiles (American Civil Liberties Union, ACLU), une association à but non lucratif américaine basée à New York. Ces révélations ont été obtenues grâce à la loi Freedom of Information Act, une loi américaine qui oblige les agences fédérales à transmettre leurs documents. Le document a été créé en 1987 mais il a été mis à jour au fil des années et il reste valide aujourd'hui, indique le quotidien britannique.

Des révélations similaires avaient déjà fait trembler la CIA en 2014, lors de la publication par le Comité de renseignement du Sénat des Etats-Unis d'un rapport dévoilant des abus de la CIA sous la présidence de George W. Bush. Mais la nouveauté, dans ce document consulté par le Guardian, c'est qu'il est clairement mentionné que le directeur de la CIA a le pouvoir «d'approuver, modifier ou désapprouver toutes les propositions concernant la recherche sur des sujets humains».

Le directeur aurait ainsi le pouvoir de fixer les limites médicales des traitements infligés aux détenus alors même qu'aucun directeur de la CIA n'a jamais eu aucune compétence médicale. Les experts interrogés par le Guardian soulignent en outre que ces limites ont déjà été franchies par l'agence fédérale lors d'interrogatoires musclés ou pendant la détention de prisonniers après le 11 septembre 2001.

La présence de personnel médical lors de ces interrogatoires n'est pas de nature à rassurer les experts, comme en atteste celui d'Abu Zubaydah. Ce dernier est connu pour avoir subi des «techniques d'interrogatoires abusives, comme par exemple des simulations de noyade. Des sévices qui ont pris fin lorsque ce dernier est devenu inconscient avec des bulles qui sortaient de sa bouche grande ouverte, il a alors été ranimé par le personnel médical de la CIA, ce qui a plus tard été qualifié de torture», indique le quotidien. Ces «tortures» ont ainsi été conduites avec l'assentiment du personnel médical. Un médecin a même admis que Zubaydah «paraissait très résistant à la simluation de noyade. Il a vomi plusieurs fois durant la séance, des grains de riz et des haricots. Il n'avait pourtant pas mangé 10 heures avant, ce qui est surprenant et même perturbant. Nous envisageons de le nourrir maintenant. Nous vous rendrons compte de la prochaine session de simulation de noyade», note le docteur. Un autre médecin avait indiqué en objet d'un mail: «des températures basses acceptables». Tout le monde a admis que pour mener de telles expérimentations médicales, la CIA aurait dû avoir le consentement des détenus, ce qu'elle n'avait pas. «Il y avait un fossé entre les règles et les interrogatoires réellement menés», explique un membre de la CIA au journal.

Un rapport retentissant rendu public en décembre 2014, avait déjà révélé que l'agence d'espionnage a torturé des détenus après les attentats du 11 septembre 2001 plus brutalement qu'elle ne l'avait reconnu. Mais les conclusions de ce rapport, transférées au ministère de la Justice, n'ont jamais été suivies d'effet. LeFigaro.fr 16.06

Commentaires d'internautes (abonnés au Figaro il faut préciser).

1- Mais il faut arrêter de crier au loup pour la moindre des choses! Ces expérimentations sur les humains sont tout ce qu'il y a de plus démocratique puisque c'est le pays le plus démocratique du monde qui les pratique! Le Dr Mengele et Eichmann, eux, c'était autre chose. Eux, c'étaient des nazis.

2- Et dire qu'ils condamnent et combattent ces gestes ailleurs dans d'autre pays....

3- Tout cela est impossible. Les gentils ne peuvent pas être des tortionnaires. Tout simplement, parce qu'il s sont gentils.

4- Pourtant dans les films américains les méchants qui torturent ont toujours un accent de l'est de l'Europe.

Hommage à al-Qaida.

- Yémen : un financier d'al-Qaida participe à la conférence de Genève - LeFigaro.fr

Inscrit sur la liste noire du Trésor américain, Abdelwahab al-Humayqani est membre de la délégation loyale au gouvernement yéménite, soutenue par l'Arabie saoudite et les Occidentaux.

En décembre 2013, le Trésor américain l'a pourtant inscrit sur sa «black list». Et les charges retenues contre lui sont lourdes. Washington accuse al-Humayqani d'avoir financé, via son ONG caritative, al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA), qui vient de perdre son chef, Nasser al-Wahayshi, dans une frappe de drone américaine.

Al-Humayqani aurait également facilité le transfert de fonds d'Arabie vers Aqpa au Yémen, et à partir de 2012, il a été un cadre important d'Aqpa dans sa région d'Al-Bayda. Il a alors entretenu des liens avec les autres chefs de la plus dangereuse des filiales d'al-Qaida à travers le monde. Avec d'autres membres du groupe terroriste, il est accusé d'avoir orchestré une attaque contre une base de la garde républicaine yéménite dans le gouvernorat d'Al-Bayda, qui a fait sept morts.

Pour se détacher de ce pedigree chargé, Al-Humayqani a ensuite créé un parti salafiste, al-Rachad, et c'est au titre de chef de cette formation qu'il a été invité à Genève, où il a rencontré lundi, en compagnie des autres membres de sa délégation, le secrétaire général de l'Onu, Ban ki-Moon.

Ce parti salafiste, créé avec d'autres cadres d'al-Qaida, n'est en fait «qu'une couverture pour leur permettre de recruter, puis d'entraîner plus facilement des combattants, et s'attirer ainsi un soutien plus large», peut-on lire dans la note du Trésor américain, relative à son inscription sur la «black list».

Dans un entretien en début d'année à un journaliste yéménite, Al-Humayqani avait démenti toutes ces charges. Son organisation caritative aide «les orphelins, les familles pauvres et les mosquées», assurait-il. Le financier djihadiste se disait même prêt à rencontrer des officiels américains pour s'expliquer.

«S'il n'était pas venu à la conférence de Genève, sa région serait déjà tombée entre les mains de Daech ou d'al-Qaida», explique un proche de la délégation des loyalistes yéménites. Sa présence serait donc une caution envers les islamistes radicaux, qui luttent eux aussi contre les houthistes soutenus par l'Iran. Mais de l'avis de la plupart des observateurs, ce sont précisément ces radicaux - avec Aqpa et Daech derrière eux - qui sont déjà les grands bénéficiaires de la guerre que se livrent les deux camps. D'autant plus que les bombardements saoudiens épargnent al Qaida, qui contrôle toujours l'aéroport de Moukallah, l'un des rares à ne pas avoir été visé par un raid aérien de la Coalition arabe, soutenue par des Occidentaux. Des Occidentaux de plus en plus agacés par l'impasse dans laquelle l'Arabie saoudite s'est placée en lançant son offensive militaire contre les houthis et leurs alliés, les partisans de l'ancien président Ali Abdallah Saleh.

«Les Allemands sont furieux», ajoute une source diplomatique à Genève, également embarrassée par une telle présence. Berlin soupçonne en effet Al-Humayqani d'avoir été derrière une prise d'otages d'Allemands, il y a quelques années au Yémen. La France, quant à elle, aide l'Arabie saoudite en lui fournissant des images satellitaires sur les cibles à frapper au Yémen. LeFigaro.fr 16.06

1- Tout va bien ! C'est surprenant de voir ce type libre de ces mouvements en réunion , il doit certainement financer quelques partis politiques d'Europe et d'ailleurs ? Sarkozy touche bien de l'argent du Quatar pays qui finance les terroristes et tout le monde le sait et tout le monde est content !

2- "Pas pire que de voir Sarkozy se faire rémunérer royalement pour une "conférence" d'une demie heure au Qatar, qui soutient l'Etat Islamique !"

Sarkozy les mains sales, complice des barbares et les Etats qui les financent et les arment, tout comme Hollande...

3- "Al-Qaida est l'allié des occidentaux contre l'Iran ?

On marche sur la tête là.

Que je sache ça fait des décennies que l'Iran ne pose aucun problème."

4- "Alliances surprenantes au Moyen-Orient. Les guerres y ressemblent plus à des guerres de gangs que de nations."

Rien de surprenant pour ceux qui ont suivi le fil de l'histoire...

En complément.

- L'Occident soutient les terroristes, pour assurer ses intérêts - french.irib.ir

«L'Occident soutient les terroristes du Front Al-Nosrah, pour assurer ses intérêts», a écrit Joseph Fernandez, le secrétaire de l'Association des Musulmans d'Espagne, dans une analyse des politiques ambivalentes de l'Occident envers la confrontation avec les groupes terroristes, au Moyen-Orient.

"L'UE et les Etats-Unis prétendent soutenir la lutte contre Daesh, sans, cependant, faire allusion à un groupe terroriste encore plus virulent qu'est le Front Al-Nosrah, branche d'Al-Qaïda, en Syrie", a ajouté Joseph Fernandez, dans "Chronicle". Dans les communiqués des pays occidentaux, dans lesquels sont exprimées les inquiétudes, quant à la propagation du terrorisme, en Syrie, en Irak et dans les autres pays, au Moyen-Orient, aucune allusion n' a été faite à Al-Qaïda ou aux groupes terroristes y relatifs, comme le Front Al-Nosrah. Selon ce rapport, alors qu'Al-Qaïda avait été considéré, le 11 septembre 2001, comme le plus grand ennemi de l'Occident, il coopère, actuellement, ouvertement, avec certains alliés des Etats-Unis, au Moyen-Orient. Cependant, l'UE et les Etats-Unis continuent de soutenir Al-Qaïda.

Apparemment, certains pays occidentaux, notamment, la France et les Etats-Unis, tentent de réutiliser une stratégie avortée, dans la décennie 1980, en Afghanistan, et de soutenir les terroristes, face à leurs rivaux internationaux et régionaux, sans se soucier des répercussions de leur décision, sur le peuple de la région, et même celui des autres pays arabes. french.irib.ir 16.06

ACTUALITE EN TITRES

Grèce. L'Empire menace.

- Grèce: signaux contradictoires de Tsipras, sommé par Washington d'agir - AFP

A quelques jours d'un possible défaut de paiement de la Grèce, le Premier ministre Alexis Tsipras a émis des signaux contradictoires mardi avant d'être sommé par Washington de prendre une initiative sérieuse pour trouver un accord.

"L'incapacité à trouver un accord créerait des difficultés immédiates pour la Grèce et une incertitude générale pour l'Europe et l'économie mondiale", a souligné dans un communiqué le secrétaire américain au Trésor Jacob Lew après s'être entretenu au téléphone avec le Premier ministre grec. AFP 16.06

La pieuvre au pouvoir tentaculaire et la baleine.

- "Baleine de Londres": victoire en justice des cadres de JPMorgan - Reuters

Des dirigeants de JPMorgan Chase & Co, dont le PDG Jamie Dimon, accusés par un actionnaire de négligence dans l'affaire de la "baleine de Londres", ne seront pas poursuivis en justice, a confirmé mardi une cour d'appel fédérale américaine, basée à New York.

Ernesto Espinoza, actionnaire de JPMorgan Chase & Co, a été débouté en mars 2014 après avoir porté plainte contre des dirigeants de la banque américaine, arguant qu'ils n'avaient pas enquêté convenablement sur cette affaire qui s'est soldée par des pertes de trading de 6,2 milliards de dollars. Reuters 16.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie: Tall Abyaz sous contrôle des Kurdes - french.irib.ir

Les forces kurdes syriennes ont finalement pris totalement en main le contrôle de la ville de Tall Abyaz, à proximité de la frontière avec la Turquie, du groupe terroriste Daech.

Selon les sources d'information syriennes, les défenseurs kurdes de la Syrie, après quelques jours d'âpres combats contre les daechistes takfiris aux alentours de Tall Abyaz y sont entrés depuis deux axes, de l'est et de l'ouest et ils ont pris le contrôle de cette ville frontalière du nord-est de la Syrie. Les combattants kurdes ont ensuite repris aux terroristes le passage frontalier entre

la ville de Aqtcha Qala et Tall Abyaz. Les forces kurdes syriennes ont aussi coupé l'accès vital des takfiris daechistes à Tall Abyaz, via la route les reliant à la ville de Raqa, dans le nord-est de la Syrie, fief de Daech.

Entre temps, Alep, dans le nord de la Syrie est toujours la scène de conflits entre les forces syriennes et les terroristes. Les attaques aux mortiers, menées lundi, par les groupes terroristes contre les zones d'habitation de la ville, ont fait plus de 130 morts et blessés. Les groupes terroristes ont en effet tiré une centaine de roquettes et d'obus de mortier, sur des zones d'habitations dans le secteur occidental d'Alep, qui est sous le contrôle de l'armée syrienne. french.irib.ir 16.06

2- Israël

- L'espionnage d'Israël de l'hôtel de négociations nucléaires Iran/5+1 - french.irib.ir

Les experts de Kaspersky Lab annoncent que la dernière version du malware Duqu utilisée à des fins d'espionnage a réussi à se camoufler en utilisant un certificat numérique utilisé par Foxconn.

Les experts de la société russe Kapersky Lab, qui avaient indiqué avoir observé un virus particulièrement sophistiqué, qui aurait été déployé sur certains sites, parmi d'autres trois hôtels de luxe qui ont abrité les négociations Iran/5+1, ont rappelé que le malware Duqu a utilisé un certificat numérique en provenance du sous-traitant Foxconn, une société taïwanaise, afin de masquer son activité. Kaspersky Lab, qui a publié le rapport sur Duqu 2.0 la semaine dernière, a ainsi écrit dans un billet de blog lundi que le driver 64-bit du malware utilise un certificat numérique signé par Hon Hai Precision Industry, alias Foxconn.

Les certificats numériques sont utilisés pour chiffrer les données et vérifier la légitimité des sites web et des applications. Les sociétés et organisations utilisent régulièrement des protections renforcées pour éviter que leurs certificats ne tombent dans les mains de pirates.

Le groupe qui a créé Duqu est considéré comme étant l'une des meilleures équipes de cyber-espionnage. Les chercheurs ont noté que le malware apparaît être relié à Stuxnet, le ver développé par les Etats-Unis et Israël pour saboter le programme nucléaire iranien. Après la découverte de Duqu en 2011, ce groupe n'a plus trop fait parler de lui. Mais la semaine dernière, Kaspersky a indiqué avoir trouvé une version plus sophistiquée de Duqu tournant uniquement en mémoire et disparaissant au redémarrage de l'ordinateur.

Kaspersky a indiqué que ses propres systèmes ont été infectés par Duqu 2.0 et d'autres investigations ont montré que les hôtels ayant hébergé les récentes négociations sur le programme nucléaire iranien ont également été touchées. « Le certificat a certainement été volé et est utilisé par de multiples groupes », a indiqué l'éditeur de sécurité. « Il semble que les attaquants soient les seuls à avoir accès à ce certificat ce qui renforce la théorie d'un piratage de fournisseurs de matériels en vue de mettre la main dessus ». Kaspersky a précisé avec prévenu Foxconn mais également VeriSign qui est à l'origine de ce certificat.

Le "Wall Street Journal" avait le premier affirmé en mars que les négociations sur le nucléaire iranien avaient été espionnées. Le journal avait cité des responsables américains, affirmant qu'une opération israélienne visait à recueillir des informations pour s'opposer aux termes de l'accord. Or, Avigdor Lieberman, le chef de la diplomatie israélienne l'avait, aussitôt, démenti, un démenti à prendre avec des pincettes, selon plusieurs experts. french.irib.ir 16.06

Haut de page

Le 18 juin 2015

CAUSERIE

Je suis à nouveau complètement épuisé, c'est la chaleur accablante qui a eu raison de ma résistance, ce matin j'ai été me recoucher après avoir accompagné Selvi à son boulot. Je ne réalise pas encore que je n'ai plus 20 ans ! J'ai réalisé cette causerie avec peine.

On ajoutera des articles demain.

La religion, c'est l'ignorance ou l'esclavage théorisée.

Lu dans un article. "Gros cons".

- Qu'est-ce que le droit au blasphème, revendiqué haut et fort par les extrémistes de la religion athée, sinon le droit assez

infantile d'insulter quiconque au nom de ses croyances, une justification a contrario, par conséquence, de tous les anathèmes religieux et de toutes les fatwas ? Dans quel pays de guerre civile vivrons-nous si le droit est accordé à chacun d'afficher que son voisin de palier est un « gros con » ? (Arrêt sur info)

Blasphème, hérésie, répression et châtiment dernier.

Autrefois, toute critique du dogme de l'Eglise ou tout discours qui s'en écartait pouvait être qualifié de blasphématoire et son auteur accusé d'hérésie, excommunié ou condamné à mort. Il suffisait de prétendre que la terre était ronde et non plate pour subir le jugement des inquisiteurs. En fait toute pensée déviante était jugée comme une menace pour le pouvoir de l'Eglise car elle manifestait une liberté ou une indépendance d'esprit incompatible avec la soumission totale qu'elle exigeait du peuple ou ses sujets tel une monarchie absolue.

Mettre en relief les incohérences ou faire ressortir les contradictions de la religion pouvait être taxé de blasphème à défaut de réponse ou d'argument rationnel pour justifier ou défendre son dogme qui reposait sur un mythe, des fantasmes ou des histoires fantastiques qu'elle a inventées. Prononcer un mot, un nom dans des lieux, en présence de personnages ou dans des circonstances jugées inappropriées suffisait à exiger du coupable qu'il se repente sur le champ. Tourner en dérision ses principes dérisoires ou simplets ou se moquer de ses représentants constituait une offense qui vous valait d'être envoyé en enfer !

Avec la religion, c'est la notion de respect qui était élevée au rang de dogme tout puissant dont s'inspireront les monarques ou les tyrans en tous genres, alors que ses prétentions illusoires avaient valeur de provocations envers l'intelligence humaine qui devait uniquement servir le dogme et non le contredire sous peine d'être voué à la déchéance ou de finir dans un cachot ou sur un bûcher.

Les bourgeois d'aujourd'hui sont les aristocrates d'hier.

La pensée et la comportement des hommes devaient être conformes au dogme ou s'y plier de gré ou de force. Il faudra attendre que le régime féodal soit à l'agonie pour que le droit au blasphème et l'athéisme se développent sans entraves, pour faire bref, et une fois la place de l'homme dans la société revalorisée, la libéralisation des moeurs et des esprits allaient accompagner le changement de régime, ou c'est la prise de conscience que l'homme est le seul maître de son destin dès lors qu'il développe les moyens de s'émanciper des contraintes matérielles que lui impose la nature, sans pour autant toutefois que tous les hommes bénéficient de ce processus libérateur ou progressiste pour ne pas être tous égaux en droit et surtout en devoir compte tenu de la division de la société en classes dominantes et dominées, de telle sorte que les paysans et les ouvriers allaient encore durablement demeurer sous la coupe de l'obscurantisme avec son cortège de superstitions et de préjugés relayé dorénavant par la bourgeoisie qui les exloitera à son tour pour se maintenir au pouvoir.

Ce sera finalement la lutte de classe des exploités contre ses nouveaux maîtres qui portera un coup décisif au despotisme et à l'emprise qu'exercait l'Eglise sur eux alors qu'elle a dû se résoudre à s'alliée avec la bourgeoisie. Celle-ci tirera profit de cette situation pour réduire encore le pouvoir de l'Eglise ou la cantonner au rôle de prédicateur moralisateur de l'ordre établi qu'elle justifiera toujours selon des critères divins que chacun des membres de la société sera invité à respecter scrupuleusement, ce qui se traduira par la reproduction des rapports sociaux qui existaient sous l'Ancien régime et même bien avant jusqu'à nos jours d'où sont issus les préjugés archaïques de la majorité du peuple, du fait qu'ils n'étaient pas le produit d'un mode de production particulier mais dont l'origine remontait à l'instauration du système économique de l'exploitation de l'homme par l'homme qui allair devenir commun à tous les régimes qui allaient se succéder par la suite.

La bourgeoisie n'envisageant pas d'en finir avec la religion dont elle avait compris dès le départ quel profit elle pourrait en tirer, instrumentalisera l'athéisme développé au départ dans ses rangs, pour qu'il converge avec ses intérêts tout en conservant la main dessus, et c'est ainsi qu'elle conçut sous la pression de la lutte des classes la laïcité comme un principe axé sur un statu quo entre les différentes classes préservant l'essentiel des privilèges de l'Eglise paradoxalement grâce à son nouveau statut privé, dont elle se servira plus tard habilement pour pénétrer le mouvement ouvrier et mieux le dévoyer. Féroce ennemi de la République dans laquelle elle perçoit une dangereuse menace sur ses fondements, admirateur et soutien des dictateurs qui incarnent la puissance divine devant laquelle chacune de ses ouailles doit se prosterner, elle devra finalement son salut à son statut inamovible de garant du système capitaliste et au-delà du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, principe qu'elle devait partager avec les républicains ou les démocrates bourgeois, qu'ils soient étiquetés à droite ou à gauche indistinctement.

De nos jours, les représentants de la classe dominante de droite comme de gauche et même d'extrême gauche défendent le droit au blasphème dont le contenu a évolué sous l'emprise du néolibéralisme pour se transformer en un droit inaliénable à l'insulte grossière, gratuite qui en quelque sorte est à son image ou à celui du capitalisme, décomposée, dépravée vouée à la déchéance. Au nom de la laïcité ou de la liberté de pensée ou d'expression, il serait de bon ton de manquer de respect envers certaines personnes ou communautés pour prouver son indépendance d'esprit ou témoigner son refus de se soumettre à quelque dogme que ce soit, alors que ceux qui le revendiquent sont les premiers à se prosterner devant l'ordre établi ou à en vivre confortablement, à exploiter la misère du monde ou l'ignorance de la plèbe pour faire de l'argent. Leur bonne conscience étant à ce prix, autant dire qu'elle a l'odeur de la sueur, des larmes et du sang des innocentes victimes d'un ordre qu'ils soutiennent.

Que chacun ait le droit de penser ce qu'il veut et de l'exprimer est un principe imprescritible auquel nous sommes tous attachés, reste à savoir ensuite dans quel but, celui de permettre à l'expression de la majorité de se faire entendre ou d'être respectée ce qui revient à permettre à la démocratie de jouer son rôle ou plutôt de la bâillonner, comme ce fut le cas avec l'affaire de Charlie Hebdo, torche-cul de névrosés patentés ou de minables petits dictateurs refoulés incapables de s'assumer. On ne voit pas en quoi Marie mère du dit Jésus en train de se faire sodomiser ou le prophète des musulmans mué en terroriste éclairerait les consciences sur les dangers ou les méfaits des religions. Par contre on perçoit parfaitement qu'à travers ces caricatures stupides et abjectes, c'était les adeptes de ces religions qui étaient directement visés. Du coup on se demande pourquoi, que cherchaient les auteurs de ces saloperies, quel était leur objectif réel ? Désacraliser les religions ? C'était déjà fait depuis longtemps. Résumons, ces grotesques provocations ne visaient pas le sacré, elles n'avaient pas pour but d'éloigner les croyants de ces religions, alors quoi, les choquer (stratégie du chaos), les déstabiliser psychologiquement (guerre psychologique), les faire douter de leurs convictions (guerre idéologique) pour les affaiblir et les diviser, briser leur résistance, les briser moralement afin de leur imposer un modèle de société contre lequel ils résistent (lutte des classes), pas forcément pour aboutir à une société plus juste mais c'est une autre histoire.

Ce qui était en cause, c'était la prétention de pouvoir recourir à n'importe quel moyen pour parvenir à ses fins au même titre que les représentants de la classe dominante qui pratiquent en permanence le déni, la désinformation, le mensonge éhonté, qui se livrent à toutes sortes de falsifications ou manipulations des faits pour formater les consciences, afin qu'au mieux elles adoptent leur politique ou s'y soumettent, au pire qu'elles soient neutralisées.

Le droit au blasphème ou à la liberté d'expression qui sert un tel intérêt est contraire à la démocratie, viole délibérément les principes qu'ils étaient censés incarner, en ce sens ils étaient condamnables.

Au-delà, on se demandera comment on pourrait vivre dans une société ou chacun pourrait insulter n'importe qui dès lors qu'il ne partagerait pas nos idées, ce serait un cauchemar, la haine, le chaos, la guerre civile. Tiens cela tombe bien, c'est justement la stratégie adoptée par la classe dominante, quelle coïncidence, n'est-ce pas ?

En épilogue.

Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est de constater à quel point des gens qui se disent de gauche ou d'extrême gauche sont prompts à se ranger au côté des représentants de la classe dominante sans que cela leur pose le moindre problème ou cas de conscience.

Manifestation à Paris le 20 juin en soutien au peuple grec.

A Paris, une manifestation aura lieu samedi 20 juin après-midi de Stalingrad (15h) à la place de la République où se tiendront ensuite des assemblées citoyennes et un rassemblement festif. (aveclesgrecs.com)

Nous ne signerons pas cet appel (voir ci-dessous), car s'adresser à Hollande ou aux députés pour qu'ils viennent en aide au peuple grec, alors qu'ils n'ont cessé de soutenir la politique dictée par la troïka (y compris en France) revient à s'en remettre à ceux qui en sont complices ou ses porte-parole et à les légitimer au passage.

Nous rejetons ce double jeu, cet opportunisme qui ne peut que nuire à l'unité et aux intérêts des travailleurs grecs.

Cet appel se donne pour objectif "que la Grèce retrouve l'accès aux financements" que la troïka lui interdit, autrement dit que le destin des masses grecques soit soumis indéfiniment aux lois que lui impose le marché, tout en demeurant sous la coupe de l'UE et de la BCE via l'euro.

Signer l'appel « La Grèce, une chance pour l'Europe » (aveclesgrecs.com)

- Il demande instamment à François Hollande de s'opposer à l'étranglement financier de la Grèce et de la démocratie en Europe (...) Nous appelons nos députés, élus de juin 2012, à se rappeler pourquoi et pour quoi ils ont été élus. demosphere.eu

Collectif Avec les Grecs

ALG : ATTAC, Bloco des Esquerda France, CADTM, Collectif Roosevelt, Compagnie Erinna / Grèce Résistante, Club des socialistes affligés, Economistes Atterrés, EELV, Ensemble, Femmes Egalité, Fondation Copernic, Grèce-France Résistance, GU, Jeunes écologistes, Les Amis du Monde diplomatique, Les effronté-e-s, Nouvelle Donne, NPA, PCF, PCOF, PG, Marches européennes, Mémoire des luttes, République et socialisme, Solidarité France-Grèce Santé, Syriza Paris, Transform!

CAC Collectif pour un audit citoyen de la dette publique

Assos et collectifs : AC!, Act up-Paris, Aitec, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM-IPAM, Collectif National des Droits

des Femmes, Collectif Richesse, Coopérative DHR, Économistes Atterrés, Fondation Copernic, Utopia, LDH, Marches Européennes, Marche Mondiale des Femmes France, RECit, Réseau Éducation Populaire.

Syndicats : Confédération CGT, Fédération des Finances CGT, Fédération syndicale unitaire (FSU), Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Sud Banque populaire - Caisse d'épargne (Sud BPCE), Union syndicale Solidaires.

En soutien : Alternatifs, Europe Ecologie Les Verts (EELV), Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), Mouvement politique d'éducation populaire (MPEP), Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Nouvelle Donne, Parti de Gauche (PG), Parti Communiste Français (PCF), Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), Parti pour la Décroissance.

Avec le soutien de responsables politiques de gauche : ?Clémentine Autain (Ensemble), Olivier Besancenot (NPA), Eric Coquerel (PG), Emmanuelle Cosse (EELV), Gérard Filoche (PS), Pierre Larrouturou (Nouvelle Donne), Pierre Laurent (PCF), Christian Picquet (GU), Laura Slimani (Jeunes Socialistes).

Le POI participera à cette manifestation sur ses propres mots d'ordre (IO n°356), sans avoir signé cet appel il faut préciser.

C'est la seule base sur laquelle il est possible de participer à cette manifestation, sur ses propres mots d'ordre et non cet appel pourri. Confirmation. La liste des signataires ci-dessus en dit long sur la dégénéréscence du mouvement ouvrier, pro-capitaliste.

Parole d'internaute

Daltonisme. Et je vous le donne en mille, quelle couleur donne l'association du "rose-vert-rouge" ?

Un internaute :

- "Le PS commence à se fissurer. Il en sortira un "PS de droite", tenu par les barons, et plus très différent du MoDem, voire de l'UDI, et un (ou plusieurs) "PS de gauche". Il vaudrait mieux que très rapidement ces socialistes de gauche se réunissent, au lieu de partir chacun sur leur petite tendance, et travaillent surtout à une "alliance rose-vert-rouge", qui certes mettra du temps à émerger. Mais le glissement, la glissade incontrôlée du PS actuel vers la droite devrait paradoxalement faciliter les choses."

Aucune conscience politique.

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Plutôt deux fois qu'une.

- Avec ou sans 49-3, les deux raisons pour lesquelles les patrons soutiennent la loi Macron - Atlantico.fr

- Cinq députés UDI annoncent qu'ils ne voteront pas la motion de censure - AFP

Il n'y a rien à récupérer.

- Bruno Le Roux : "J'assume totalement ce que nous faisons" - Francetv info

- Cherki accuse Valls d'"archaïsme" et de "lâcheté" après le 49-3 - AFP

Régime corrompu jusqu'à l'os.

- Chaque Noël, les sénateurs UMP recevaient 8 000 euros d'« étrennes » - LeMonde.fr

Résistance passive

- Renault-Trucks: les syndicats claquent la porte des négociations - AFP

- Paris: Les régulateurs de bus de la RATP en grève à partir de mercredi soir - 20minutes.fr

- Grève à la Bourse de Paris jeudi pour protester contre un plan social - AFP

- Lyon : colère des salariés de Cenntro Motors - Francetv info

- Les aéroports bloqués par les taxis à partir du 25 juin ? - Liberation.fr

- MAN SE pourrait supprimer jusqu'à 2.000 emplois - Reuters

S'ils le disent eux-mêmes.

- La nouvelle alliance secrète entre Israël et l'Arabie saoudite - Atlantico.fr

Stratégie du chaos.

- Accord pour prolonger les sanctions de l'UE contre Moscou - Reuters

- Arsenal nucléaire russe : Berlin met en garde Moscou contre une "escalade" - AFP

- Hong Kong: nouvelle épreuve de force avant le vote sur la réforme électorale Aaron TAM - AFP

- Syrie : de nouvelles attaques au chlore - Francetv info

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie : L'armée de la CIA à Daraa - french.irib.ir

Selon certains documents déclassifiés, la CIA, secondée par certains pays arabes du golfe Persique est sur le point de mettre au point un plan dans le sud syrien destiné à créer une " armée takfirie"! le projet qui vise évidemment à affaiblir l'axe de la Résistance aurait coûté "un milliard dollars".

Al Akhbar qui revient sur cette information confirme l'arrivée des " milliers de terroristes takfiris dans le sud de la Syrie, terroristes formés par la CIA qui les arme et leur fournit des renseignements nécessaires". Les documents soulignent aussi le soutien des Etats Unis et des pays arabes du golfe Persique entre les années 2011 et 2012 à "la formation d'un Emirat islamique qaidiste dans l'Est de la Syrie". " Il s'agit de l'un des plans les plus secrets du renseignement américain dont le coût aurait été le 15ème du budget annuel de la CIA. Cette énorme somme d'argent est dépensée pour entrainer les terroristes et leur fournir un appui logistique. Les Américains cherchent de la sorte à créer une armée de mercenaires complètement à sa solde, armée identique à celle créée en Afghanistan et au Nicaragua dans les années 80.

A en croire le Washington Post, une grande partie de ce projet a commencé en Jordanie, là où 10000 combattants sont formés moyennant un millard de dollars par an. Outre les Etats Unis, le Qatar, la Turquie et l'Arabie en sont des sponsors. L'axe principal de ce projet est concentré sur ce qui est baptisé le front sud de l'Armée syrienne libre. La formation de chaque terroriste a coûté 100000 dollars par an. Le projet a été révélé en 2013 quand la commission du renseignement a voté une réduction de 20% du budget de la guerre américaine en Syrie. Quelle est la mission de cette armée que la CIA a créée? Epuiser les forces des combattants de l'axe de la Résistance, préparer le terrain à la chute du régime syrien au pouvoir. french.irib.ir 17.06

Haut de page

Le 19 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 13 articles.

Ah ces "trotskystes" pro-euro, pro-UE !

- Les pourparlers de crise sur les menaces de l'UE contre la Grèce s'effondrent - Alex Lantier (WSWS) - mondialisation.ca 16.06

- Aucune confiance ne peut être accordée aux factions à l'intérieur du gouvernement grec qui veulent une positions plus ferme contre l'UE. Le parti d'extrême-droite Anel (Grecs indépendants) qui gouvernent en coalition avec Syriza et la « Plateforme de Gauche » au sein de Syriza indiquent tous deux qu'ils accepteraient une rupture avec l'UE et un « Grexit » qui réintroduirait la devise grecque, la drachme.

Cette stratégie est réactionnaire, visant avant tout à bloquer l'opposition de la classe ouvrière. Elle appauvrirait davantage les travailleurs en payant leurs salaires non en euros, mais en drachmes, dont la valeur chuterait face à l'euro sur les marchés financiers. Ces plans pour revenir à la drachme impliquent l'installation d'un régime militarisé en Grèce. mondialisation.ca 16.06

Ce qu'il ne comprend pas, c'est qu'avec ou sans sortie de l'UE, avec ou sans rupture avec l'euro, tous les partis institutionnels s'étend épuisés à soutenir la politique dictée par la troïka et rejetés par le peuple grec, après Syriza il n'existe plus de rempart pour défendre les institutions et le régime à part l'extrême droite ou recourir à l'armée pour imposer la poursuite de cette politique.

Soit Syriza applique les mesures que lui dicte la troïka et il prépare le terrain au retour au pouvoir de la Nouvelle Démocratie (le parti de l'ordre officiel) peut-être associé au Pasok (le supplétif du parti de l'ordre), Syriza en sortira laminé et réduit à la portion congrue du Front de gauche en France ou disparaîtra. Soit il refuse et la droite va livrer le pays à la guerre civile précipitant une intervention de l'armée contre la classe ouvrière qui ne pourra pas l'affronter en ordre de bataille puisqu'elle ne dispose d'aucun parti pour la guider et définir ses tâches ou objectifs politiques et aucune organisation pour regrouper ses forces, représenter une alternative politique aux institutions en place et mener son combat politique à son terme et l'emporter sur son ennemi.

Depuis un certain temps déjà le WSWS publie régulièrement ou pratiquement chaque semaine un article annonçant l'inéluctabilité de la Troisième Guerre mondiale, par exemple allant même jusqu'à évoquer le 16 juin "*une guerre qui pourrait terminer par un holocauste nucléaire*", emboîtant le pas à la propagande de guerre des représentants de la classe dominante des puissances occidentales destinée à terroriser la population pour qu'elle se range derrière eux et les laisse gouverner tranquillement.

La France n'a cessé d'être un pays militariste, impérialiste.

- Napoleon : Révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, héros ou malfaiteur? - Jacques R. Pauwels - mondialisation.ca 18.06

En guise de présentation, le capital constitué ou accumulé par les nantis serait naturel ou le fruit d'un travail acharné, donc légitime. Vraiment s'interrogeait Marx.

Extraits. (Les sous-titres en caractères gras sont du portail LVOG)

D'où vient la fortune des grandes familles ? De l'esclavage et de la guerre.

- Fait remarquable en France, l'accumulation de capital commercial avait surtout été rendue possible grâce au commerce des esclaves, alors que l'accumulation du capital industriel eut beaucoup à voir avec la série quasi ininterrompue de guerres qui furent menées, par le Directoire d'abord et par Napoléon ensuite. En ce sens, Balzac avait raison quand il écrivait que « derrière chaque grande fortune se cache un crime ».

Les Thermidoriens ou la guerre sans fin.

- Jusqu'à l'époque de Robespierre, la France révolutionnaire avait également fait la guerre, mais pour combattre la contre-révolution et défendre la révolution. C'est après la chute de Robespierre, au moment de Thermidor, que la France se révéla en tant que pays militariste et qu'elle déclencha elle-même une série sans fin de guerres, de guerres de conquêtes qu'on fit passer pour des guerres de libération. « Sous le régime thermidorien », écrit Annie Jourdan, « la France républicaine devient une France guerrière[13]. »

Un hymne national militariste.

L'hymne des Thermidoriens enseigné et chanté dans les écoles en France. Au nom de la laïcité sans doute ou de la liberté d'expression ou les deux à la fois, l'hymne de la contre-révolution, de la réaction, de l'impérialisme, de la guerre.

- Ce n'est certes pas un hasard non plus si, parmi les nombreux chants révolutionnaires de l'époque, c'est précisément la très militariste Marseillaise, qui s'en prenait aux ennemis étrangers, fut promue au rang d'hymne national par les Thermidoriens, le 14 juillet 1795, et non, par exemple, le chant tout aussi populaire, voire davantage, Ah, Ça ira ! D'un point de vue thermidorien, ce dernier chant était en effet extrêmement incorrect politiquement. Il n'évoquait pourtant pas « 1793 » mais, malgré tout, la facette la plus radicale de « 1789 » ; il s'en prenait, à sa façon jacobine, à l'ennemi intérieur et il plaidait ainsi pour une internalisation – et non une externalisation de la révolution, autrement dit, pour l'approfondissement ou la radicalisation de la révolution chez soi au lieu de l'exportation vers l'étranger d'une version comparativement édulcorée de la révolution, et ce, au moyen de la guerre. (Il convient en outre de tenir compte du fait qu'avec l'appellation « aristocrates », les sans-culottes visaient souvent « l'aristocratie bourgeoise » aussi, la haute bourgeoisie et les riches en général.)

L'hymne de la contre-révolution.

- La Marseillaise fut l'hymne de la Révolution française, plus précisément de « 1789 » et elle fut en même temps le chant de combat par excellence de l'exportation de « 1789 » par le biais de la guerre. Aussi ne devons-nous pas être étonnés si la Marseillaise, normalement associée à la République française, a pu continuer à servir d'hymne national sous l'empire de Napoléon aussi, alors qu'au contraire, le très radical Ah ! Ça ira ! disparut du circuit en tant qu'oeuvre musicale.

Le drapeau tricolore, le drapeau de l'impérialisme français.

- Pour des raisons similaires, Bonaparte conserva également le drapeau tricolore, symbole non seulement de la Révolution de 1789, mais aussi de l'impérialisme français. Mais le rouge, déjà comme drapeau mais certainement aussi comme couleur du bonnet, ne plus pu être aperçu nulle part dans son empire. Le port du bonnet rouge fut d'ailleurs déjà interdit par les Thermidoriens. Fin des extraits.

Ensuite on ne s'étonnera plus de rien sachant que la plupart des intellectuels et les manuels scolaires diffusent la propagande thermidorienne, nationaliste, militariste, impérialiste.

Bienvenue chez les aristocrates.

- Bruno Le Maire (Les Républicains - ndlr) et l'argent - lexpress.fr

Il ne l'ignore certainement pas: il a le même tailleur que François Mitterrand. Du sur-mesure de premier choix, pour un résultat impeccable. Cifonelli accueille ses clients dans sa boutique chic parisienne pour quatre ou cinq séances d'essayage. Cet artisanat de luxe a un coût: au minimum 5500 euros le costume. Bruno Le Maire nous précise qu'il 'achète des costumes 1/2 mesure à 2600 euros'. Il aime aussi les chaussures de belle facture, notamment les Berluti. lexpress.fr 18.06

Alors on comprend pourquoi les revendications des smicards, des retraités, des fonctionnaires, des travailleurs en général leur paraissent si extravageantes ou sont jugées illégitimes, ces bourgeois ne vivent pas vraiment dans le même monde que les travailleurs.

Wikipédia.org - Bruno Le Maire, né le 15 avril 1969 à Neuilly-sur-Seine, est un homme politique français. Haut fonctionnaire de profession.

Fils de Maurice Le Maire, cadre chez Total, et de Viviane Fradin de Belâbre, directrice des établissements privés Notre-Dame de France à Paris, puis du lycée catholique Saint-Louis-de-Gonzague (16e arrondissement), il fait Normale sup en 1989. Diplômé de Sciences Po Paris (1995), il intègre l'ENA en 1996.

Parodie de démocratie.

- Loi Macron : dans une ambiance atone, les députés rejettent la motion de censure - francetvinfo.fr

- A 15 heures, une heure avant le lancement des débats, les couloirs de l'Assemblée étaient quasi-déserts. Il y avait davantage d'enfants en visite à l'Assemblée que de journalistes.

- Philippe Vigier, chef de file du groupe UDI, avait indiqué, dans la matinée, qu'une faible présence des élus était à prévoir. (Commémoration du 18 juin oblige - ndlr)

- Lorsque Christian Jacob, patron des députés des Républicains, prend la parole à 16 heures, l'hémicycle est presque vide. Seul un siège sur quatre est occupé.

- Christian Jacob déclame son texte de façon hésitante. On a presque l'impression qu'il le découvre en même temps qu'il le lit.

(Une impression ou une certitude ? On pencherait pour la seconde version. - ndlr)

- Les prises de parole s'enchaînent. Montent à la tribune Philippe Vigier (UDI), l'écologiste Barbara Pompili, Roger-Gérard Schwartzenberg, président du groupe Radical, républicain, démocrate et progressiste. On peine à compter les députés et les journalistes qui les écoutent...

- "A gauche, il n'y en a pas un seul qui écoute. Ils sont tous sur leur portable", remarque un journaliste présent dans la tribune réservée à la presse.

- Sur les bancs du gouvernement, Manuel Valls a le nez dans ses dossiers, stylo à la main, tournant et retournant les feuilles.

- A côté, au premier rang, le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, papote avec le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

- De façon surprenante, le locataire de Matignon quitte la tribune au bout de 22 minutes alors que 30 minutes lui étaient imparties. "Tout le monde en a marre, en fait", commente une journaliste sur Twitter.

- Si l'exécutif a montré une forme de lassitude, la motion de censure portée par la droite n'a même pas mobilisé au sein de l'opposition, puisqu'elle a moins réuni qu'en février. francetvinfo.fr 18.06

ACTUALITE EN TITRES

Youpi ! Bingo ! Casino !

- Record pour le Nasdaq à Wall Street, 15 ans après - Reuters

Réaction. Fuite en avant.

- Sarkozy compare l'afflux de réfugiés à une grosse fuite d'eau - AFP

Rien à voir avec la "fuite des cerveaux", c'est plus cher, c'est plus d'un neurone !

Ils jouent en famille.

- Xavier Bertrand: «La victoire se jouera entre le FN et nous» - LeFigaro.fr

Nostalgie impériale ou l'Empire de la guerre

- Les fous se prennent-ils vraiment pour Napoléon ? - Liberation.fr

- Jean-Vincent Placé, l'art de l'Empire - slate.fr

On comprend mieux pourquoi il est un fervent porte-parole de l'Empire du chaos.

L'UE : Le ghetto.

- Europe : des murs aux frontières pour limiter l'afflux de migrants - France 2

ACTUALITÉ DU JOUR

Qui dirige l'UE ?

L'oligarchie financière anglo-saxonne à la manoeuvre.

- Projet européen de réforme bancaire: les banques françaises dénoncent "un scandale" - AFP

- Société générale rachète le solde du capital de Boursorama - Reuters

"Si le texte est adopté demain (vendredi) en l'état, ce sera l'un des plus beaux scandales financiers de l'histoire européenne", a prévenu Marie-Anne Barbat Layani, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), qui défend les intérêts du secteur en France.

Le projet européen de réforme structurelle des banques, initié par l'ancien commissaire aux Services financiers, Michel Barnier, prévoit une séparation des activités de marché --comme la tenue de marché-- des banques, censée, selon ses promoteurs, rendre le secteur plus sûr.

Alors que les banques britanniques étaient déjà exonérées d'appliquer ces règles, de nouvelles dérogations ont été ajoutées dans la dernière mouture du texte et concernent notamment les grandes banques de financement et d'affaires américaines via l'introduction d'un seuil minimal de dépôts en banque de détail.

"Toutes les banques qui n'ont pas d'activités de détail sont exonérées. Le texte ne va donc pas concerner les très grosses banques américaines spécialisées dans les activités de marché et va pénaliser les banques universelles françaises qui ont réussi à traverser la crise", a déploré la présidente de la FBF.

Elle a également rappelé que la Fédération européenne des banques avait déjà eu l'occasion elle aussi d'afficher son opposition au projet.

"Ces activités sont très concurrentielles. Là, nous sommes face à un risque de distorsion de concurrence et de perte de compétitivité car, si le projet est adopté, ces activités seront plus chères au niveau des banques françaises que des autres", a poursuivi Mme Barbat Layani.

"Quand des entreprises françaises auront des besoins sur les marchés, lors d'une émission obligataire ou d'un contrat de vente aéronautique, elles devront espérer que les banques américaines leur accorderont les mêmes conditions qu'aux entreprises américaines", a-t-elle ajouté.

Selon elle, s'il entrait en vigueur, le texte aurait pour effet de "dérouler le tapis rouge aux banques françaises pour qu'elles installent leurs activités de marché à Londres" car "il sera complètement ingérable d'avoir ces activités à Paris".

Face à cette situation, la FBF n'exclut pas de contester la légalité du texte devant les juridictions compétentes.

Le sénateur socialiste Richard Yung s'est lui aussi ému du texte proposé par la présidence lettone de l'Union européenne, relevant qu'il n'était "pas acceptable en l'état".

"Les Etats membres doivent impérativement abandonner toute idée d'accorder un traitement de faveur à nos amis britanniques. La perspective d'un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE ne saurait conduire à une remise en cause de l'intégration du marché financier européen", a-t-il insisté dans un communiqué. AFP 18.06

Quelle est la nature de l'UE, qui la dirige et pour qui ? Chut, c'est un secret !

Quand un grand cabinet d'avocats d'affaires américain représentant les intérêts des multinationales rédige une directive de l'UE.

- Directive sur le secret des affaires : "Ce texte va freiner le travail d'investigation" - francetvinfo.fr

La liberté d'informer est-elle menacée en Europe par la directive européenne sur le secret des affaires ? Oui, estiment un certain nombre de défenseurs de la liberté de la presse. Prévu pour lutter contre l'espionnage industriel, ce texte, qui va être examiné au Parlement européen, prévoit de lourdes sanctions pour quiconque porte atteinte au secret industriel et commercial.

En France, ce projet législatif rencontre l'opposition de nombreux journalistes. Elise Lucet, présentatrice du journal de 13 heures de France 2 et du magazine "Cash Investigation" (dont elle est aussi rédactrice en chef) a lancé, le 4 juin, la pétition "Ne laissons pas les entreprises dicter l'info. Stop à la directive Secret des affaires", qui a déjà recueilli plus de 300 000 signatures.

Francetv info : En quoi cette directive européenne menace-t-elle la liberté de la presse ?

Elise Lucet : Sous couvert de lutte contre l'espionnage industriel, ce texte va considérablement freiner le travail

d'investigation économique. Les multinationales sur lesquelles on enquête vont pouvoir saisir les magistrats si elles considèrent qu'on s'attaque au secret des affaires. Et ces grandes entreprises définiront elles-mêmes en quoi consiste cette atteinte.

Ensuite, ces multinationales chercheront à nous faire condamner à des dommages et intérêts qui peuvent être considérables (des centaines de milliers, voire des millions d'euros). Les entreprises donneront aux magistrats les documents pour étayer les sommes qu'elles réclament, arguant par exemple d'importantes pertes de chiffre d'affaires ou autres dommages.

Quelles sont les informations qui n'auraient pas pu être révélées avec une pareille législation ?

"Cash investigation" n'aurait, par exemple, jamais pu réaliser son enquête sur Philip Morris. Cette enquête [qui révèle notamment comment les cigarettiers influencent les politiques] aurait été considérée comme portant atteinte au secret des affaires, puisqu'on a révélé 650 pages de documents secrets pour informer le grand public.

Pire encore, la loi fait courir le risque de censure préalable. Elle donne aux magistrats le moyen de bloquer la diffusion d'une enquête si les journalistes détiennent des documents secrets. A "Cash investigation", quand on a des documents secrets, on va voir les patrons des entreprises mises en cause et on leur demande de réagir à ces documents. Désormais, lorsque les dirigeants sauront quels documents sont en notre possession, ils pourront saisir les magistrats et intenteront une action en justice pour empêcher la diffusion de l'émission, sous prétexte d'atteinte au secret des affaires.

Notre journaliste Edouard Perrin fait déjà les frais d'une loi semblable en vigueur au Luxembourg. Il y est mis en examen pour l'enquête sur le LuxLeaks [des milliers de documents secrets montrant que le Luxembourg a mis en place un vaste système d'évasion fiscale en faisant du dumping pour attirer des grandes entreprises, avec la complicité d'un grand cabinet d'audit international]. Il incarne parfaitement les risques que fait courir le texte au niveau européen.

Le projet législatif a été modifié par la commission des affaires juridiques, mardi 16 juin. Selon le texte amendé, les victimes d'atteinte au secret des affaires n'auront plus le droit de demander réparation si le "secret" a été acquis en vue d'informer. Jugez-vous ces corrections suffisantes ?

Pour l'instant, non. C'est toujours un texte extrêmement dangereux dont nous demandons le retrait car les mots ne sont pas assez précis et laissent place à des vides juridiques. Grâce à leurs armées d'avocats, les multinationales vont s'en emparer pour attaquer des journalistes d'investigation économique, car il y a un espace juridique pour le faire.

On a appris que le grand cabinet d'avocats d'affaires Baker&McKenzie a participé à l'écriture et à la rédaction de cette directive. Pour qui travaille-t-il ? Pour les grandes multinationales, alors que ni les PME ni les journalistes n'ont été consultés.

Qu'espérez-vous obtenir avec votre pétition ?

On avait obtenu le retrait d'un amendement sur le secret des affaires de la loi Macron, il revient par la fenêtre du Parlement européen. Mais 300 000 personnes ont déjà signé notre pétition. On veut alerter l'opinion publique pour atteindre les parlementaires européens. Ce qu'on défend, ce n'est pas nous : c'est la liberté d'informer. francetvinfo.fr 16.06

Baker & McKenzie, qu'est-ce que c'est ?

Baker & McKenzie, fondé en 1949 par Russell Baker et John McKenzie, est un cabinet d'avocats d'affaires international créé à Chicago, aux États-Unis, présent dans 77 bureaux répartis dans 47 pays à travers le monde.

Plus de 80% de ses opérations se situent en dehors des États-Unis. Baker & McKenzie emploie plus de 4 100 avocats venant de 60 pays. Il compte 1.430 associés et peut se vanter d'avoir eu dans ses rangs des personnalités telles que l'actuelle directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde qui fut même présidente de son comité exécutif.

La société a réalisé un chiffre d'affaires de 2,54 milliards de dollars pour l'exercice 2014 et se classe au premier rang mondial des cabinets d'avocats d'affaires. (Source : wikipedia.org et La Tribune)

Dossier grec

La Grèce livrée au pilori par les médias porte-parole de la troïka.

- Le FMI prive la Grèce de l'espoir d'un délai de grâce - Reuters

- Echéance du 30 juin de la Grèce: Lagarde exclut toute "période de grâce" - La Tribune

- Réunion d'urgence de la BCE sur les banques grecques vendredi - Reuters

- La Grèce au bord de la faillite - Francetv info

- Grèce : les banques bientôt à cours de liquidités ? - La Tribune

- Quelles conséquences en cas de faillite de la Grèce ? - Francetv info

- Les Grecs retirent toutes leurs économies - Francetv info

La banque centrale grecque a annoncé qu'un début de panique est observé dans les banques. Les retraits d'argent ont nettement augmenté ces dernières heures. "Deux milliards d'euros ont été retirés en seulement trois jours. Un milliard rien qu'aujourd'hui", rapporte Clément le Goff ajoutant que "c'est une certitude, les Grecs retirent toutes leurs économies". Francetv info 18.06

La situation financière de la Grèce.

- Grèce : les banques bientôt à cours de liquidités ? - latribune.fr

Selon Reuters, la BCE n'est "pas sûre" que les banques grecques puissent rouvrir lundi. La Banque de Grèce devrait demander une élévation d'urgence du plafond de la liquidité d'urgence, mais le pays est menacé d'une "course aux guichets."

La réunion de l'Eurogroupe de ce jeudi 18 juin s'est achevée comme prévu, sans accord avec la Grèce. Mais si cette issue était prévisible, les événements ne s'en sont pas moins accélérés dans les heures qui ont suivies la fin des discussions. Selon Reuters, citant notamment Benoît Coeuré, membre du directoire de la BCE, l'institution de Francfort n'est « pas certaine que les banques grecques pourront ouvrir lundi. » La rapidité des retraits aux guichets devient désormais si inquiétante que les banques helléniques pourraient rapidement arriver au bout de leurs possibilités.

Les banques grecques sans liquidités lundi ?

Mercredi, la BCE avait accepté de relever une nouvelle fois le plafond de liquidité accordé aux banques grecques dans le cadre du programme d'urgence ELA, qui est la dernière réelle façon pour les banques grecques de se refinancer dans l'Eurosystème. Mais ce relèvement avait été minime : 1,1 milliard d'euros de plus pour la semaine à venir. Or, parallèlement, la perspective d'une absence d'accord avec les créanciers et d'un défaut sur le FMI le 30 juin - encore renforcée par les déclarations de la Christine Lagarde sur l'absence de "période de grâce" - inquiètent les Grecs qui redoutent à juste titre la mise en place de contrôle des capitaux, de mesures restrictives de retraits aux guichets, voire une sortie de la zone euro. Mercredi, 950 millions d'euros avaient ainsi été retirés des comptes grecs, ce jeudi le chiffre d'un milliard a été évoqué. Avant la réunion de l'Eurogroupe, l'agence Bloomberg évoquait le chiffre de 2 milliards d'euros restants dans les caisses des banques grecques. Au rythme de mercredi et jeudi, les banques pourraient donc dès dimanche se retrouver à court de liquidité. Du reste, selon le journal grec Proto Thema, la Banque de Grèce réclamera vendredi 19 juin un relèvement du plafond du programme ELA d'urgence à la BCE.

Bank Run dès ce vendredi ?

A l'issue de l'Eurogroupe, Yanis Varoufakis, le ministre hellénique des Finances, a repoussé les rumeurs sur les banques grecques, mais la BCE n'a pas officiellement démenti l'information qui a été confirmé par « deux officiels européens » à Peter Spiegel, journaliste du Financial Times. Une façon de faire planer la menace sur les déposants grecs. La Grèce est donc clairement dès ce vendredi 19 juin menacée d'un « Bank Run », d'une course aux guichets où chacun tentera de mettre à l'abri ses dépôts. Désormais, c'est à la BCE de décider si elle entend apaiser ce risque en relevant, en dehors des délais habituels (chaque mercredi) le plafond de l'ELA ou si elle ne fait rien pour stopper les craintes des déposants helléniques. Dans ce dernier cas, elle prendra naturellement une décision très politique en plaçant une pression extrêmement forte sur le gouvernement grec pour qu'il accepte les conditions fixées par les créanciers.

Réunion d'urgence du conseil européen lundi 22 juin

Où en sont les négociations ? C'est extrêmement difficile à dire. Certaines informations indiquent que Yanis Varoufakis est venu avec de nouvelles propositions qu'il a posté sur son blog et qui ont encore été repoussées par les créanciers. Le commissaire européen Pierre Moscovici a, pour la troisième fois de la journée, répété que « la balle était dans le camp de la Grèce. » Il a invité Athènes à « rejoindre la table des négociations sérieusement. » Le président du conseil européen Donald Tusk a convoqué un conseil européen d'urgence sur la Grèce lundi 22 juin et c'est sans doute là que se jouera l'avenir de la Grèce, même si Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, a indiqué qu'il pouvait convoquer un Eurogroupe « avant lundi » si nécessaire. Bref, un accord serait encore possible.

Choix du gouvernement grec

Mais cette convocation rapide montre très clairement que les créanciers espèrent désormais que la pression sur les banques grecques sera suffisante pour faire céder le gouvernement grec sur ses deux dernières « lignes rouges » : la réduction de 1,8 milliard d'euros des pensions versées aux retraités et une hausse équivalente de la TVA. Un bank run serait une aubaine pour les créanciers, car il lui permettrait de casser la résistance hellénique. L'apparition de rumeurs si opportune à le déclencher sur le montant des liquidités disponibles dans les banques ce jeudi soir n'est peut-être pas un hasard. Si après la diffusion de ces informations, comme cela est probable, les banques sont prises d'assaut ce vendredi en Grèce, même la BCE pourrait être prise au dépourvu. Et le relèvement du plafond du programme ELA - on évoque le chiffre de 3 milliards d'euros - pourrait ne pas être suffisant pour calmer les craintes des déposants jusqu'à lundi. Le gouvernement grec devra alors se décider rapidement : soit jeter l'éponge et capituler devant les conditions des créanciers, soit prendre des mesures de contrôles des capitaux forcément impopulaires. Le gouvernement a parlé de plan de "déstabilisation financière." Mais il reste une réalité : la Grèce ne tient désormais plus qu'à un fil dans la zone euro et le gouvernement Tsipras se trouve face au choix le plus difficile de sa courte existence. latribune.fr 18.06

Commentaire d'internaute.

- "J'ai quand même ce souvenir odieux d'une France empruntant à 1% pour prêter à 5% à la Grèce. Mais il faut savoir que prêter à taux usuraire comporte des risques, et qu'on ne peut tondre un œuf.

Nous avons voulu gagner de l'argent facilement sur le dos de pauvres gens? Nous allons en perdre massivement, et c'est une bonne chose pour la morale.

Le souhait est que l'épisode grec soit l'aboutissement extrême de l'évolution programmée de cette odieuse Europe, et que ce soit le point de départ de son pourrissement."

Les Grecs se mobilisent contre la troïka.

- Les Grecs inquiets, mais derrière leur gouvernement - Francetv info

- Les Grecs refusent une nouvelle cure d'austérité - Francetv info

- Les Grecs manifestent contre l'austérité - euronews.com

A Athènes comme dans plus d'une vingtaine de villes, les Grecs sont dans la rue par milliers pour soutenir leur gouvernement. Manifestations en forme de nouveau coup de gueule contre l'Union Européenne et les créanciers, accusés de mettre le pays à genou.

A Athènes comme dans plus d'une vingtaine de villes, les Grecs sont dans la rue par milliers pour soutenir leur gouvernement. Manifestations en forme de nouveau coup de gueule contre l'Union Européenne et les créanciers, accusés de mettre le pays à genou. euronews.com 17.06

Et en plus Tsipras est un traitre !

- Tsipras, en Russie, USA/Europe ne décolèrent plus - french.irib.ir

La visite du Premier ministre grec, à Moscou, a provoqué la colère des Etats-Unis et de l'Union européenne. Le Premier ministre grec est attendu, ce jeudi, en Russie, pour assister au Forum international de l'économie, à Saint Petersburg. Alexis Tsipras s'entretiendra, également, avec le président russe. Avant de s'entretenir, demain, vendredi avec Vladimir Poutine, Alexis Tsipras grec devrait intervenir, au Forum international de l'économie.

Tsipras est attendu en Russie, alors que les négociations entre la Grèce et ses créanciers, à savoir, l'Union européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne, se sont traduites par un échec, durant les derniers jours. L'un des principaux objectifs de cette visite consiste à une éventuelle coopération de la Grèce, dans le projet de la fabrication du Turkish Stream appartenant à Gazprom, ce qui met en colère l'Europe et les Etats-Unis. french.irib.ir 18.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- USA : le Congrès a rejeté le plan du retrait d'Irak et de Syrie - french.irib.ir

La Chambre des représentants des Etats-Unis a rejeté le plan contraignant le président à retirer les forces militaires américaines d'Irak et de Syrie.

Selon Reuters, la Chambre des représentants des Etats-Unis a rejeté, mercredi, le projet de loi qui obligerait le Président Barack Obama de retirer les forces militaires américaines d'Irak et de Syrie, dans un délai d'un mois.

Pourtant, un tiers des élus avait voté pour ce plan. Le plan a été rejeté avec 139 votes pour et 288 votes contre. Ce plan demandait au Président Obama de retirer les forces américaines, dans un délai de trente jours, mais lui donnait le droit de reporter le retrait des forces américaines, jusqu'à la fin de 2015, en raison des questions sécuritaires. french.irib.ir 18.06

2- Irak

- "Par son combat anti-terroriste, l'Irak défend l'humanité tout entière" (Al-Jabouri) - french.irib.ir

Le président du Parlement irakien a déclaré que par son combat anti-terroriste, l'Irak ne se défend pas, seulement, mais défend l'humanité tout entière.

Selon la chaîne Al-Iraqiya, le Président du Parlement irakien, Salim al-Jabouri, qui a rencontré, jeudi, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, à New York, a déclaré que l'Irak a besoin d'un soutien international plus renforcé, dans la guerre contre le terrorisme, car «les Irakiens ne se défendent pas, seulement, mais ils défendent toute l'humanité», a-t-il déclaré.

Au cours de sa rencontre avec le secrétaire général de l'ONU, le président du Parlement irakien s'est entretenu avec lui des dernières évolutions de l'Irak, dont le danger de l'arrivée des terroristes de Daech, dans d'autres zones de la province irakienne d'Al-Anbar. «L'armée, les forces populaires, et même, les habitants des régions occupées par Daech se préparent à lancer le combat contre les terroristes», a déclaré Al-Jabouri. Il a demandé à l'ONU d'intervenir, aussi, pour apporter des aides aux réfugiés irakiens, afin d'empêcher Daech d'exploiter la situation humanitaire de ces région, pour recruter de nouveaux membres. french.irib.ir 18.06

3- Libye

- Libye : la montée de Daech sous l'oeil indifférent de la communauté mondiale - french.irib.ir

La communauté mondiale garde un silence de mort vis-à-vis de l'extension des opérations de Daech en Libye, a averti le Premier ministre libyen Abdallah al-Thinni, avant de solliciter du soutien à l'armée de ce pays.

"Alors que l'armée nationale libyenne manque d'armes et de munitions, les groupes terroristes en ont aisément accès. Si la communauté mondiale n'apporte pas son soutien à la Libye les daechistes feront main basse sur les raffineries du pays.", a mis en garde Al-Thinni. Les propos du Premier ministre libyen interviennent au moment où depuis quelque temps, les observateurs politiques avertissement que la Libye et du coup la région, sont menacées par la montée en puissance des daechistes.

D'après les analystes, l'incurie des institutions judiciaires et sécuritaires en Libye, les conflits et désaccords entre factions pour s'emparer du pouvoir et l'absence d'un accord de paix inter-libyen sont des facteurs d'aggravation de la crise libyenne, donnant des opportunités aux groupes terroristes comme Daech d'étendre leur présence néfaste. Il y a quelque temps, des informations faisaient état de l'occupation de la ville de Syrte par les éléments de Daech; leur nopmbre étant évalué entre 500 et 1000. D'après les observateurs politiques, c'est une grande victoire pour Daech, ouvrant la voie à sa mainmise sur les puits du pétrole et ce alors que l'armée libyenne est occupée aux conflits internes.

De l'avis des spécialistes des questions pétrolières, si le groupe Daech s'empare des champs pétroliers libyens, les cours du brut baisseront considérablement, car ce groupe vend le pétrole volé à bon marché. Le groupe terroriste Daech cherche à étendre son influence en Libye non seulement pour les gisements du pétrole, mais aussi en raison de la situation stratégique de ce pays situé sur la Méditerrannée et possédant des zones forestièrees permettant à ses combattants de se former et de se cacher. Dans de telles circonstances, les propos du Premier ministre libyen sont une sonnette d'alarme à la communauté internationale mettant en garde contre l'extension de l'influence daechiste et résonnent comme un appel à l'aide. french.irib.ir 18.06

4- Arabie saoudite

- "Les Saoudiens souhaitent qu'Israël intervienne contre l'Iran" ("Wall Street Journal") - french.irib.ir

Le quotidien «The Wall Street Journal» a écrit un article portant sur les intérêts et les buts communs que partagent Riyad et Tel-Aviv et qui les réunissent contre l'Iran et son influence régionale.

Quelques jours après la révélation des rencontres entre les autorités israéliennes et saoudiennes, le quotidien «The Wall Street Journal» a écrit : «Depuis très longtemps, l'Arabie saoudite prétend défendre l'unité inter-musulmane, ce qui a signifié une hostilité traditionnelle contre Israël. Mais, maintenant, les dirigeants saoudiens se trouvent, dans une situation inhabituelle, et semblent être prêts à abandonner leur hostilité apparente conte Tel-Aviv».

L'auteur de l'article ajoute que, suite aux événements, qui se sont produits, dans divers pays du Moyen-Orient, notamment, en Syrie, en Irak, au Liban et au Yémen, les dirigeants de l'Arabie saoudite deviennent de plus en plus hostiles à la République islamique d'Iran. En ce qui concerne le Yémen, l'article du «Wall Street Journal» estime que, sans présenter aucun document, les autorités de Riyad prétendent que leur action contre ce pays a pour but d'empêcher la création d'un groupe, comme le Hezbollah libanais, au Yémen, près des frontières saoudiennes, en faisant allusion au mouvement populaire des Houthis yéménites.

En outre, l'Arabie saoudite accuse le mouvement Ansarallah d'avoir attaqué le territoire saoudien, sans présenter aucun document, pour prouver la véracité de ces accusations.

L'analyste du quotidien américain a ajouté : «L'Arabie saoudite, comme Israël, s'inquiète de la conclusion d'un accord nucléaire éventuelle entrez l'Iran et les six grandes puissances. Ce qui inquiète, surtout, les dirigeants saoudiens, c'est la victoire morale des Iraniens, après la conclusion d'un tel accord, et l'augmentation de leur puissance régionale, après la levée des sanctions que la communauté internationale a imposées à Téhéran.

En effet, «The Wall Street journal» souligne que les Saoudiens souhaitent, du fond du cœur, que l'armée du régime sioniste effectue des raids aériens contre les installations nucléaires de l'Iran, et ils ne cachent pas du tout leur animosité contre les Iraniens. De leur côté, les Israéliens et le gouvernement du Premier ministre Benyamin Netanyahu sont enthousiastes de voir l'Arabie saoudite courir derrière eux, pour gagner leur amitié. Les responsables israéliens confirment que des rencontres secrètes ont eu lieu entre eux et les représentants saoudiens, mais disent qu'on est encore très loin d'une véritable victoire diplomatique, pour que Tel-Aviv et Riyad puissent fêter leur mariage. french.irib.ir 18.06

Cet article ne présentait pas d'intérêt à première vue, à ceci près que ce ne sont pas d'horribles complotistes qui révèlent la collusion d'intérêts entre Israël et l'Arabie saoudite mais le très sérieux Wall Street journal, après personne ne pourra le nier, sauf à accuser The Wall Street journal de comploter. De fait, qui franchement pourrait oser imaginer une chose pareille sinon des détraqués, chacun sait que les grands médias d'information américains font preuve d'une probité exemplaire...

5- Danemark

- Danemark : percée historique des nationalistes, la droite aux portes du pouvoir - Le Monde.fr

La droite va de nouveau diriger le Danemark. Le Parti populaire danois (anti-immigration) a réalisé, jeudi 18 juin, un excellent score aux élections législatives, et son soutien aux autres formations de droite, avec lesquelles il est dans l'opposition, devrait leur permettre de revenir aux affaires au Danemark, d'après les projections de la télévision publique DR. Cette formation pourrait même dépasser le parti Venstre, traditionnel leader du bloc de droite.

Après le dépouillement de 75 % des bulletins, le bloc de droite (Venstre, Parti populaire danois - DF -, Alliance libérale et conservateurs) menait avec 91 sièges contre 84 au bloc de gauche, actuellement au pouvoir. Le DF obtiendrait 38 sièges, soit 16 de plus qu'en 2011, et Venstre 35, soit 12 de moins. Les sociaux-démocrates de la première ministre sortante Helle Thorning-Schmidt, auraient 47 sièges, trois de plus qu'il y a quatre ans. Le Monde.fr 18.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili :les enseignants dans les rues de Santiago - euronews.com

Au Chili, les enseignants ont défilé dans les rues de Santiago pour protester contre la réforme de l'éducation, ce mercredi. Une réforme qui prévoit une augmentation de salaire, assortie d'une évaluation régulière de leur travail. Près de 100 000

professeurs sont en grève illimitée depuis début juin. Des lycéens et des étudiants se sont joints au cortège. euronews.com 18.06

Haut de page

Le 20 juin 2015

CAUSERIE

J'ai terminé rapidement cette causerie pour que vous puissiez lire les articles sur la Grèce avant la manifestation de cet après-midi. Ces articles ont été mis en ligne au format pdf, y compris le rapport préliminaire sur la dette grecque.

L'heure de l'affrontement direct entre les classes approche...

UE. En famille. Le consensus malmené par la lutte des classes.

Grille de lecture.

- Quand la lutte des classes met à mal les petits arrangements entre copains et coquins au sommet des partis de l'ordre de droite et de gauche.

- Il faut que les sociaux-néolibéraux se démarquent de la droite officielle pour que les classes ou couches qu'ils attirent ne soient pas tentés de s'orienter vers la pseudo-gauche et extrême gauche, pire, rompent avec leur idéologie au profit du socialisme.

- Ces couches subordonnées au capitalisme et ses institutions ne sont pas tenues de soutenir leur politique quand elles estiment qu'elle menace leurs intérêts, suprême ingratitude à ne pas confondre avec une velléité d'indépendance. La petite bourgeoisie ou les classes moyennes ainsi que les couches supérieures de la classe ouvrière sont tout au plus indisciplinées. Le pire danger ou scénario serait que leurs intérêts rejoignent ceux du prolétariat et qu'ils constituent un front commun pour combattre le capital et l'UE.

- A défaut de soutien populaire, il faut à ces derniers s'appuyer sur une base sociale suffisamment large à défaut d'être majoritaire pour gouverner, appliquer leur politique réactionnaire et assurer la stabilité des institutions et du régime. Qu'elle leur fasse défaut, et ils se retrouvent priver politiquement des moyens ou du soutien nécessaire pour faire passer leur politique antisociale, ce qui leur interdit pas de passer outre mais présente l'inconvénient de mettre en lumière la véritable nature de leur régime et ses institutions antidémocratiques dès lors affaiblis ou vulnérable car à nus.

- Le consensus qui existe entre le parti de l'ordre et son supplétif social-néolibéral est la pierre angulaire sur laquelle repose la stratégie politique néolibérale. Elle a été conçue sur cette base et ne peut se développer autrement pour les raisons expliquées plus haut, à savoir que cette politique est si réactionnaire qu'elle ne peut être que rejetée par la majorité de la population, il leur faut donc absolument s'appuyer sur une frange assez large des masses expoitées privilégiées au-delà de la petite bourgeoisie pour pouvoir l'imposer à l'ensemble des travailleurs, ce qui montre au passage que le PS attirent uniquement les classes ou couches qui ont lié leur sort à celui du capitalisme ou sa véritable nature de parti bourgeois.

- Quand le traité transatlantique révèle à quel point l'Europe est devenue politiquement ingouvernable - atlantico.fr 19.06

Extrait.

- ...le problème plus particulier à cette nouvelle législature, c'est le pari, raté pour le moment, de Martin Schulz, d'offrir à Jean-Claude Juncker une alliance Parlement-Commission clé en main, fondée sur une majorité stable, dans la ligne du vote qui, associant PPE et S&D (social-démocratie - ndlr), avait permis de valider sa nomination à la présidence de la Commission européenne. Mais l'UE n'est pas l'Allemagne... Ni le PE, que trois Allemands y occupent les postes les plus lourds: Schulz, son président; Klaus Wolle son Secrétaire général; et Manfred Weber â la tête du PPE, plus fort groupe du PE.

Comment expliquer le fait que les cadres des deux formations (S&D et PPE) n'arrivent pas à se faire entendre par leurs bases respectives?

Il faut dire que les dossiers actuellement sur la table, comme le projet du TTIP et son point d'achoppement central qu'est le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États, sont particulièrement importants, complexes et clivants. Sur de tels enjeux, les "petits arrangements entre amis", les marchandages et autres renvois d'ascenseur n'ont guère de prise. Dans le cas du TTIP, deux éléments de conjoncture sont venus y relancer la donne: le scandale déclenché en Europe mais aussi aux

Etats-Unis par les révélations des lanceurs d'alerte Snowden, Deltour, et Perrin, a obligé les négociateurs américains et européens à tenir compte d'une montée en puissance des opinions critiques et de faire profil bas. La progression très forte au sud de l'Europe de la gauche radicale, en Grèce, puis en Espagne, ainsi qu'une remontée nette des partis de gauche en Italie et au Portugal sont des éléments qui modifient la perception et le positionnement des forces présentes au sein de chaque grand groupe au Parlement européen. Tout cela contribue à brouiller les cartes et casse la routine des alliances trop convenues, dont certaines se veulent ou se voulaient des rails bien parallèles pour carrière politique bien ordonnée...

Dans quelle mesure cela peut-il nuire à l'institution parlementaire ?

Ce qui nuit à l'institution, c'est précisément le calcul politique avec coup à trois bandes... N'oublions pas que les accords de partage de la présidence du PE entre ses deux plus grands groupes politiques ont été jusqu'à vouloir enjamber une législature vers la suivante, soit une période de dix ans ! Martin Schulz se retrouve finalement prisonnier d'une telle stratégie partagée avec le PPE. Aujourd'hui, face à des dossiers législatifs d'envergure, soumis à des pressions externes, celles des organisations de la société civile comme celles de lobbies puissants, les députés européens font le choix de donner de la voix plus librement.
La démocratie et l'intérêt des citoyens européens pour ces enjeux, qui les concernent tous, ne peuvent qu'y gagner. atlantico.fr 19.06

Conditionnement des masses. La guerre idéologique : Un facteur "primordial" en temps de guerre.

Grille de lecture.

- On a reproduit l'en-tête (Guerres psychologiques) qui précédait le titre de cet article, pour montrer aux lecteurs que notre ennemi mène bien sa guerre sur tous les fronts, y compris psychologique, et qu'on ne fabulait pas en mettant l'accent sur ce facteur qui influe directement et à différents niveaux sur le développement de la lutte des classes et son issue.

- La guerre entre la France et la Prusse a débouché sur la Commune de Paris, et la guerre entre l'Allemagne et la Russie sur la révolution russe de 1917, tandis que la Seconde Guerre mondiale s'est soldée par la révolution chinoise. Trois guerres dont deux mondiales qui à des degrés divers se soldent par une révolution prolétarienne ou l'expropriation des capitalistes, cela leur donne à réfléchir. Le recours à la guerre n'est donc pas sans risque pour l'existence du capitalisme, cet enseignement vaut pour le présent et l'avenir.

- Il faut donc l'aborder dans les meilleures conditions possibles ou la vendre aux masses de telle sorte qu'elles y adhèrent ou s'y engouffrent les yeux fermés, encore faut-il qu'elles soient convaincues de son bien-fondé, et c'est là que les choses se gâtent ou se compliquent de nos jours, car leur propagande de guerre conçue sur la base d'une désinformation permanente se trouve dorénavant contredite ou mise à mal, et leurs véritables intentions pratiquement aussitôt dévoilées en temps réel par le biais des médias alternatifs ou les observations réalisées sur le terrain par des témoins indépendants, ce qui ne leur laisse pas le temps ou la possibilité de réajuster leur argumentation sans avoir à se contredire ouvertement ou avouer eux-mêmes maladroitement le caractère criminel de leur entreprise et leurs véritables objectifs politiques, qui du coup à leur grand dam sont rejetés par la majorité de la population et stope ou freine leurs ambitions guerrières, les force à les justifier grossièrement au nom de valeurs ou principes qu'ils passent par ailleurs leur temps à piétiner, ce qui ne laissera pas indifférent une grande partie des travailleurs qui justement en sont les victimes ou feront rapidement le rapprochement entre la guerre que leur mène la classe dominante à l'intérieur du pays, et celle qu'elle mène en réalité contre d'autres peuples et non pour les soulager de la tyrannie puisqu'elle se destine de leur imposer une pire encore.

- C'est ainsi que l'information ou la diffusion des évènements se produisant aux quatre coins du monde est devenue un facteur capital. Intégré à la propagande contre la classe dominante, il concourt à sa déstabilisation et est à même de mettre en échec les scénarii qu'elle a conçus, sans toutefois à ce stade parvenir à inverser le cours de la situation mondiale favorable au capitalisme.

Cependant ce facteur contribue à la compréhension du monde dans lequel nous vivons chez les travailleurs et l'ensemble de la population, et participe au mûrissement de leur conscience politique. C'est également un puissant outil qui sert leur lutte de classe, dans la mesure où ils sont amenés à comprendre que si les représentants des capitalistes leur mentent ou les trompent sur la situation qui prévaut dans certains pays, il y a lieu de croire qu'ils les bernent également sur la situation réelle qui existe à l'intérieur du pays.

Au bout du compte, cela ne peut qu'alimenter les doutes qu'ils peuvent manifester dans les partis institutionnels, et distendre les liens qu'ils entretenaient avec le régime ou y gagner en indépendance pour mener la lutte de classe sur leur propre terrain.

- S'ils jouent ainsi sur la fibre psychologique des travailleurs, c'est parce qu'ils connaissent les faiblesses de la nature humaine pour ensuite les exploiter. Toute réaction émotionnelle sera le produit du rapport que le sujet entretien avec le monde extérieur (et avec lui-même au même titre puisque sa nature est alliénée) dont il ignore le fonctionnement.

Pour susciter chez lui une émotion déterminée, il suffira de le mettre en présence d'un élément sélectionné pour remplir cette fonction ou qui lui servira de catalyseur ou déclencheur, qu'il intériorisera au même titre qu'une expérience vécue qu'il théorisera ou validera en adoptant le comportement approprié. Que ce catalyseur s'évanouisse suite à la révélation de faits censurés,

tronqués, déformés ou fabriqués de toutes pièces par le camp de la réaction ou de la guerre, et l'émotion qui lui était attachée disparaîtra à son tour. D'où l'acharnement quasi hystérique, frénétique, mieux, fanatique des va-t-en-guerre à se livrer à une manipulation des faits dans des proportions telles que leur cynisme finit par trahir.

Pourquoi ? Mais parce qu'au fil du temps les preuves et témoignages de leurs multiples mensonges ne font que s'accumuler et parvenir aux oreilles des masses, sans qu'ils puissent changer de rhétorique ou palier la faiblesse de leur argumentation qui repose sur un déni ou une imposture. Ils se retrouvent piégés par leurs propres mensonges qu'ils ne peuvent couvrir qu'en recourant à des mensonges encore plus grossiers et ainsi de suite, fuite en avant désespérée qu'ils ne peuvent assumer en partie que lorsqu'ils s'aperçoivent que leur supercherie est éventée. Trop tard en somme, car le plus important c'est qu'au cours de ce processus les travailleurs parviennent par eux-mêmes à se faire leur propre idée de la situation et déjouent les pièges qu'ils leur avaient tendus, cessent d'adhérer à la version officielle, donc gagne en confiance en eux et en indépendance, ce qui leur sera utile pour la suite de leur combat politique.

- Il est navrant, scandaleux même, que les partis dit ouvriers refusent obstinément de mener le combat également sur ce plan, alors qu'il est partie prenante de la lutte des classes. Il faut bien comprendre qu'en refusant de porter à la connaissance des travailleurs ou militants les faits censurés par les médias aux ordres qui contredisent les versions officielles ou l'interprétation frauduleuse de la situation par les représentants de la classe dominante, ils considèrent que leur conditionnement n'a strictement aucune influence sur la lutte des classes et son issue, que finalement la vérité n'a aucune importance, de même que leur niveau de compréhension de la situation, car on peut lutter pour ses droits ou acquis en demeurant parfaitement ignorant du fonctionnement de la société. Un comble direz-vous peut-être, qui s'explique très bien dès lors qu'on n'envisage pas de la changer et qu'on se fixe pour unique objectif de l'améliorer, alors que tout démontre que c'est impossible ou qu'elle est engagée dans un processus inverse que cette logique suicidaire accompagne ou cautionne.

On ne peut pas prétendre sérieusement s'attaquer à la propagande officielle pour affaiblir notre ennemi, sans porter à la connaissance des travailleurs les faits réels qu'ils ignorent, et qui leur serviront à briser l'argumentation des agents du capital sur laquelle repose leur conditionnement. Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est que pendant près d'un siècle le mouvement ouvrier n'a cessé de palabrer sur le thème de l'impréparation des masses, la faiblesse de leur conscience politique, leur peu de compréhension de la société et du monde, pour finalement l'abandonner à la classe dominante ! Mais peut-être que ce constat pourrait s'adresser également à nos dirigeants qui ont produit des théories et des stratégies toutes aussi foireuses les unes que les autres à force de s'écarter de la réalité ou de la nier, préférant s'en remettre à celle que la classe dominante leur servait.

Atlantico.fr - Guerres psychologiques.

- Pourquoi (et comment) l'Occident est devenu incapable de gagner une guerre depuis 1945 malgré sa supériorité militaire massive - atlantico.fr

Extrait.

- ...le rôle des opinions est surtout un facteur qui "réduit les marges de manoeuvres" pour reprendre vos termes, plus fortement aujourd'hui car les événements de la guerre (notamment les revers et "effets collatéraux) sont connus plus vite et de façon plus intense (pluralité des médias, chaînes d'information continue,…) qui provoquent un retournement d'une opinion favorable beaucoup plus vite qu'au temps de la guerre d'Algérie ou du Vietnam pour les Etats-Unis.

L'aspect psychologique est aussi un facteur primordial dans une guerre. Un exemple: un attentat à la kalachnikov dans une démocratie occidentale est vécu comme un drame singulier alors que des bombardements lourds en Irak ou en Syrie appartiennent à la banalité. atlantico.fr 19.06

Guerre de classes. La réaction se déchaîne contre le peuple grec.

Dictature du capital contre dictature du prolériat. L'autérité et le diktat de la troïka sont légitime, c'est la démocratie, s'y opposer c'est être voué aux gémonies ou pire encore...

Pour combattre notre ennemi, il faut l'identifier pour commencer, ensuite vaut mieux connaître ses intentions, sa stratégie et son état d'esprit, etc. Là avec cette pourriture finie nous sommes servis, comblés ! On exagère ? Vraiment ?

Dans le premier article des membres influents du PS qualifient le gouvernement grec de "rouges-bruns", fasciste, mais pas celui de Kiev ou de Tel-Aviv ou Washington, Doha, Riad. Dans le second, un journaliste et deux professeurs le traite de "populiste", ce qui revient au même dans leur bouche puisqu'ils font un amalgame entre l'extrême droite et Syriza qu'ils classent à l'extrême gauche.

Et on n'a pas pu reproduire la saloperie du Monde car il est réservé sur Internet aux abonnés de cette feuille de vigne du néolibéralisme. Et dire qu'il y a quelques jours seulement Mélenchon se voyait bien associé à l'un de ces actionnaire, Pigasse !

Bonne lecture et accrochez-vous bien à votre siège.

1- Grèce: ne laissons pas M. Tsipras braquer les banques ! - lesechos.fr

La Grèce n'est pas écrasée par sa dette mais par sa politique économique. Lui céder sur l'ampleur de ses réformes serait encourager les stratégies d'extorsion d'autres Etats.

Le FMI met en oeuvre la solidarité des nations, et même les plus pauvres y contribuent. Il est rarissime de ne pas y honorer ses engagements. Un membre de l'Union européenne, la Grèce, a pourtant rejoint la Zambie comme pays ayant retardé ses échéances ; et elle rejoindra peut être demain le Zimbabwe au ban des nations ayant fait défaut à la solidarité internationale. Cela mérite commentaire, en particulier pour corriger les fables que font circuler les spin doctors de la gauche radicale.

Non, l'euro n'a pas «asservi» les Grecs. Il leur a au contraire donné les moyens de la souveraineté, et leur a permis pendant 15 ans d'endetter à des taux aussi bas que les Allemands un Etat qui avait déjà fait défaut quatre fois en deux siècles. Mais ils ont gaspillé cette chance. Plutôt que de moderniser leur économie pour la rendre compétitive et d'investir dans l'infrastructure d'un Etat, ils ont distribué prébendes et revenus, sans que la productivité ne s'améliore ni que la croissance vienne d'autre chose que de la consommation. Cela a entrainé des déficits budgétaires et des paiements inconnus dans l'histoire en temps de paix: à la veille de la crise, jusqu'à 10% du PIB de déficit budgétaire primaire, hors charge de la dette, jusqu'à 15% de déficit budgétaire total, et de 10 à 20% de déficit des paiements courants.

Les marchés financiers ont commis la faute de financer trop longtemps ces déficits. Leur perte n'a pas été couverte entièrement par les contribuables puisqu'ils ont dû revendre leurs créances au secteur public avec 40 à 50% de décote lors de la restructuration de 2011. On peut débattre de savoir si c'était assez, mais ce n'est pas rien.

Les contribuables européens ne sont pas intervenus seulement pour sauver leurs banques. Si l'argent de la troïka n'avait été utilisé que pour racheter les créances passées, les Grecs, qui n'avaient plus accès au crédit, auraient dû réduire leur déficit primaire de 10% du PIB à zéro non pas en quatre ans, mais en une semaine. La troïka a aussi apporté de l'argent frais pour financer les déficits grecs le temps qu'ils repassent sous contrôle. C'est un effort considérable, de plusieurs dizaines de points de PIB grec, que nous avons fait en sus des aides structurelles, pas pour nos banques, mais pour les Grecs. Et c'est un prêt qui doit être remboursé.

Certes, l'ajustement a été brutal. Pour qu'il le fût moins, il aurait fallu que le contribuable européen apporte encore plus d'argent frais. Et même s'il a ramené dix ans en arrière le revenu grec, il n'a fait que remettre en ligne les dépenses avec les recettes, les salaires avec la productivité, c'est à dire le niveau de vie avec le niveau de développement, sous réserve des aides structurelles consenties par l'Union.

Les comptes étaient en train de s'équilibrer et la croissance de repartir, quand les Grecs ont approuvé le mandat que le gouvernement rouge-brun de M.Tsipras se faisait fort de mener à bien: augmenter les revenus, revenir aux déficits primaires, avant même charge de la dette, et les faire payer par une extorsion d'argent frais européen, par la menace et le chantage. Pour que ce mandat soit clair, les Grecs ont d'ailleurs depuis arrêté de payer leurs impôts, y compris sur le capital, et retiré leur argent des banques, ce qui force la Banque Centrale Européenne à envoyer des liquidités tous les jours. Quant au gouvernement, il ne règle plus aucune facture que les salaires et les retraites, ce qui bloque son économie. Et il attend que les Européens cèdent…

On dit la Grèce écrasée par sa dette. C'est faux. Sa dette est d'un montant nominal très élevé en proportion du PIB, mais elle est restructurée à des taux proches de zéro, et l'essentiel n'est pas dû avant des décennies. Elle n'a payé l'an dernier, en proportion de son PIB, qu'autant que la France et moins que l'Italie. Les créanciers publics ne lui demandent pas de s'acquitter de sa vieille dette, celle de 2011, dont ils savent bien qu'elle ne sera pour l'essentiel pas remboursée de nos vivants. Ils ne lui demandent que de dégager un peu d'excédent pour rendre peu à peu la «new money» ajoutée depuis 2011, en commençant par le FMI, qui est aussi l'argent du Sénégal et du Bengladesh. Ce qui écrase la Grèce, ce n'est pas sa dette, c'est sa politique économique, ses déficits, son économie de rente, l'incapacité de l'Etat à y lever l'impôt.

Ce que veut la Grèce, c'est une «union de transfert» où le montant des transferts n'est décidé ni par le Parlement européen, ni par les Parlements des pays contributeurs, mais par le Parlement grec qui enverrait sa facture tous les ans en fonction de ses besoins. Malgré toute la contribution que les Grecs ont eu à l'invention de la démocratie, ce n'est pas ainsi que marche un système démocratique. Une «union de transfert» ne peut pas être fondée sur le chantage; et même si elle était organisée, elle ne serait pas dans l'intérêt des pays dont le revenu par tête est supérieur à la moyenne, comme la France.

Pour parvenir à ce résultat, l'arme de la Grèce est simple: menacer ses partenaires européens de provoquer une déflagration financière contagieuse qui menace toute l'union monétaire et toute l'économie européenne. C'est là qu'elle surestime sa main. Certes, le maintien de la Grèce en Europe a une valeur stratégique, en particulier dans le contexte de la politique russe actuelle. Certes, la sortie d'un membre de la zone euro, même d'un membre qui n'aurait jamais dû y entrer, serait un mauvais précédent à moyen terme, qui devra nous inciter à renforcer la gouvernance de la zone et la solidarité avec les pays du Sud vertueux. Mais nous ne sommes plus en 2011, et la contagion n'aura pas lieu: les autres pays du Sud vont beaucoup mieux,

la BCE achète massivement leurs obligations, ce qui prévient une spéculation sur leur dette. Et la dette grecque n'est plus connectée au secteur privé, de sorte qu'elle ne peut pas être le Lehman Brothers de la prochaine crise.

Les Européens sont face à un dilemme. Ils ne peuvent pas céder, juste retarder encore un peu le remboursement de la «new money» de 2011 en réduisant les objectifs d'excédent primaire. Mais ils ne vont pas apporter de l'argent frais pour maintenir un déficit primaire de l'Etat grec et soutenir un système de retraite plus généreux en proportion des revenus que celui de tous les autres pays européens. Car le risque de contagion grec n'est plus financier. Il est politique. Le projet Syriza est celui de tous les populistes : c'est celui de Podemos, du mouvement 5 étoiles comme du Front National. La lâcheté, qui peut s'habiller de géopolitique, peut inciter à céder à la Grèce, qui est petite, un PIB inférieur à la quinzième ville chinoise. Mais céder à la Grèce encouragerait des Etats plus importants à élire des gens qui proposent les mêmes stratégies d'extorsion. Cela cela mettrait en danger tout ce que l'Europe a construit depuis 50 ans. On n'obtiendra pas du salarié slovaque qu'il cotise pour que le retraité grec gagne plus que le retraité slovaque…

D'où la tragédie qui se déroule sous nos yeux: M.Tsipras est un braqueur de banque qui menace de tout faire sauter -lui et son peuple avec- sans réaliser que ses otages- les autres pays du Sud - ont été déjà exfiltrés. Bien sur, on négocie avec lui, on lui dit des mots polis, on essaie de le ramener à la raison. Mais il est hors de question qu'il parte avec la caisse. Et c'est tant mieux.

Ne pas céder sera douloureux. Syriza aura le choix entre renier son mandat, ce que cette majorité aura du mal à assumer, ou entraîner son pays dans une spirale mortifère. D'abord, il faudra fermer les banques, comme à Chypre, puisque la faillite de l'Etat grec les rendra insolvables, ce qui privera les pauvres de leurs économies -les autres les ont déjà retirées-, et ramènera l'économie à l'âge du troc. Puis il faudra, tout en laissant circuler les euros, payer fonctionnaires et retraités avec des assignats qui s'échangeront 50% en dessous de leur valeur en euros, ce qui plaira aux théoriciens de la «monnaie commune», mais réduira les revenus des intéressés bien au delà de ce que demande le FMI, pendant que le secteur privé continuera à être payé en euros.

Ou bien on appellera ces assignats «drachmes» et on les fera émettre par une banque centrale à la botte : là, la Grèce sortira vraiment de l'euro. Mais la contrainte se reportera alors de l'équilibre budgétaire sur l'équilibre extérieur. Qui voudra être payé en drachmes ? Et où les Grecs trouveront-ils des devises pour payer les importations puisqu'ils exportent peu, que leur défaut les privera de crédit et que leurs actifs publics à l'étranger seront saisis (comme par exemple les avions d'Olympic airways)? Au bout de cette route, la Grèce devra aussi quitter l'Union, sans doute en échange d'un pourboire humanitaire. Pas seulement parce que c'est ce que disent les Traités. Mais surtout parce que ses voisins auront du mal à tolérer la liberté de circulation des personnes avec un Etat failli, incapable de contrôler ses frontières extérieures; ni celle des marchandises avec une monnaie en dévaluation sauvage.

Cette dégringolade, où qu'elle s'arrête- et il faut espérer que ce soit le plus tôt possible -coûtera bien plus cher à la Grèce que ce que demande le FMI. Son seul intérêt sera de montrer aux peuples ce que donnent les recettes populistes, et ce n'est pas à l'avantage des Grecs, car une fois la spirale engagée, ce ne sera plus l'intérêt des autres pays européens d'amortir la chute. On peut former le souhait que le peuple grec réagira quand il touchera du doigt la catastrophe. Il demandera alors des comptes aux rouges-bruns. Ce jour là, mais ce jour là seulement, il faudra que l'Europe sache être généreuse.

Les Gracques sont un groupe informel d'anciens hauts fonctionnaires socialistes. lesechos.fr 15.06

La démocratie, c'est fini ? Quand la peur du populisme (et des peuples) fait perdre la boussole aux élites européennes - atlantico.fr

Dans un article du Monde, le journaliste Arnaud Leparmentier va jusqu'à défendre une forme de putsch en Grèce pour chasser le gouvernement Syriza du pouvoir, en utilisant une comparaison maladroite avec les coups orchestrés par la CIA en Amérique latine. Un papier qui illustre bien la peur des élites européennes face à la montée des populismes nationaux.

Atlantico : Dans son papier, Arnaud Leparmentier rappelle l'éviction de Silvio Berlusconi et de Georges Papandréou, en 2011, par le "tribunal de l'euro", lequel avait imposé à la tête de l'Italie et de la Grèce, une forme de gouvernement technique et non-élu (respectivement Mario Monti et Loukas Papademos). Il se demande pourquoi ne pas remettre ça à Athènes aujourd'hui. Qu'est-ce qui pousse les élites européennes à avoir tant peur des populismes nationaux qu'elles préfèrent avoir recours à des méthodes antidémocratiques ?

Christophe Bouillaud : Déjà, il faudrait tout de même s'étonner de voir dans les pages du journal créé par Hubert Beuve-Méry de tels propos qui font bien peu de cas de la démocratie grecque. Je ne suis pas sûr qu'évoquer les putschs encouragés par la CIA soit d'un très bon goût pour un éditorial sur un pays qui a connu la "dictature des colonels" jusqu'en 1974. Effectivement, Arnaud Leparmentier laisse entendre que, si le gouvernement actuel ne signe pas maintenant ce que les autres Européens lui demandent, on saura bien s'en débarrasser plus tard, et pas si tard que cela (début juillet). Je dois dire qu'il n'est pas le seul à durcir ses propos. Les Gracques, un groupe d'anciens hauts fonctionnaires "socialistes", a fait publier sur le site des "Echos" le 15 juin un texte au titre plutôt stupéfiant : "Grèce : ne laissons pas M. Tsipras braquer les banques !" (voir ici). Les auteurs

anonymes n'hésitent pas à y parler du "gouvernement rouge-brun" d'Athènes – ce qui constitue pour le moins une exagération, même s'il s'agit effectivement d'une coalition entre Syriza et ANEL (les Grecs indépendants), un parti de droite souverainiste issu d'une scission de Nouvelle Démocratie.

Cette irritation tient à deux choses : d'une part, le gouvernement grec actuel est dominé par une force, Syriza, qui, indéniablement, provient de l'extrême gauche, mêmes si des socialistes grecs se sont ralliés à sa cause ses dernières années : il est impensable pour certains européistes auto-proclamés que des gens d'extrême-gauche puissent gérer un pays. L'article des Gracques le dit explicitement : si le gouvernement Syriza réussit à obtenir quelque chose, tous les autres partis qui ne sont pas dans le "cercle de la raison" pour reprendre l'expression d'Alain Minc (le M5S en Italie, Podemos en Espagne, etc.) vont se sentir pousser des ailes. Il faut donc que le gouvernement Syriza-ANEL échoue. Bref, il y a d'abord un élément idéologique. D'autre part, et c'est plus grave à mon sens, Syriza a sans doute le tort de vouloir dire la vérité nue sur la crise européenne.

Aujourd'hui, la Commission d'enquête instituée par la présidente du Parlement grec a rendu son rapport préliminaire. Il indique que le bail-out de la Grèce en 2010 avait pour but essentiel de sauver les banques, françaises, allemandes, etc. qui avaient trop investis dans les banques grecques et les bons du Trésor grec. Le Ministre de l'économie Varoufakis avait déjà dit de telles choses dans sa vie académique avant de devenir ministre. Elles sont d'ailleurs assez évidentes en dehors de la France. Cependant, cette vérité selon laquelle la Grèce aurait subi tout ce calvaire d'austérité, mal conçue et dès le départ vouée à l'échec selon des documents internes du FMI lui-même, pour couvrir le sauvetage des banques du centre de l'Eurozone via des prêts à la Grèce est inaudible par les autres responsables européens – qui sont, en particulier, Mme Merkel directement responsable de ce choix à l'époque. Cette vérité les exaspère sans doute au plus haut point.

Enfin, si les pays du centre admettaient la thèse grecque, et plus généralement la thèse d'une mauvaise construction de la zone Euro comme cause réelle de la crise des dettes souveraines, ils seraient bien obligés d'endosser leurs propres responsabilités, bien plus grandes que celles des Grecs en réalité. Il faudrait admettre que tout, absolument tout, était pourri dès le départ dans la construction de la zone Euro – comme l'avaient dit d'ailleurs des économistes nord-américains dans les années 1990. En résumé, la vérité n'est pas acceptable, il vaut mieux se débarrasser de celui qui a le tort de la clamer un peu trop fort.

Gérard Bossuat : La question des populismes, reflet soi-disant de la démocratie n'occulte-t-elle pas une autre réalité qui expliquerait les réserves ou les oppositions des "élites européennes" ? Il est tout de même extraordinaire de faire croire que les populismes seraient des modèles d'expression démocratique des peuples. Le populisme dans l'histoire c'est le général Boulanger, Mussolini en 1922, c'est Hitler en 1932-33, ce sont les Ligues dressées contre la République en 1934, c'est Horthy en Hongrie avant la guerre, c'est le poujadisme en France en 1956. Souvent il a frayé avec le fascisme sous toutes ses formes, des plus violentes aux formes rassurantes, officiellement dévoué au peuple. Niant la complexité des situations économiques, il a toujours promis le bonheur gratuit pour le lendemain. Encore aujourd'hui les populismes européens s'en prennent aux étrangers, à l'Etat arbitre, à l'ouverture libérale des frontières et souvent au reste du monde, militant pour le repli sur la nation, chantre de l'exclusion, rêvant de l'autarcie, vouant aux gémonies les institutions internationales ou les efforts faits pour faciliter les échanges commerciaux, érigeant en valeurs suprêmes celles de la nation et niant celles de ses voisins ou celles des minorités installées sur le sol national, ouvrant donc, au pire, la voie vers la ségrégation sociale et culturelle des populations différentes. En quoi les populismes seraient ils en accord avec la grande tradition démocratique des Lumières ? Les « élites européennes" ont en effet peur des populismes, avec raison, si l'on considère les leçons de l'Histoire. Ce qui ne les disculpe pas pour autant de leur responsabilité dans la montée des extrêmes dans l'UE. N'ont-elles pas été sourdes aux attentes des populations abasourdies par la crise financière puis victimes de la crise économique à partir de 2008 ? La réponse aux populismes se trouve dans une Europe protectrice des populations fragilisées et dans un projet enthousiasmant pour tous.

Denis Tillinac : Les élites européennes, les nôtres y compris, ont peur du vote populiste car elles constatent un rejet croissant des institutions européennes. Elles sont paresseuses intellectuellement car elles considèrent que si ces institutions existent c'est qu'elles ont une raison d'être. Personnellement, je suis convaincu que si les institutions européennes sautaient totalement, il ne se passerait rien de fâcheux pour quiconque. Après, il n'empêche que les Grecs vivent au-dessus de leurs moyens. Il y a une montée d'une méfiance vis-à-vis des institutions car les gens ont l'impression qu'elles les dessaisissent, les élites ont donc peur d'une révolte globale des peuples contres les élites européennes. Elles en ont peur parce qu'elles ont bati cette machine à gaz qui fonctionne maintenant à 27 et qui ne sert pas à grand-chose, qui crée des tensions inutiles. Les élites ne peuvent pas accepter le fait que les pays européens puissent vivre en bon voisinage, y compris avec des relations économiques de plus en plus étroites, sans leurs institutions.

Pour ce qui est de "l'imposition" de gouvernements techniques, ce n'est pas vraiment de la responsabilité directe des élites. L'éviction de Berlusconi s'est faite parce que celui-ci a perdu sa majorité. Il ne faut pas trop exagérer l'article d'Arnaud Leparmentier, il a plutôt l'air de dire qu'il y a un moment où l'Europe a quand même envie de dire aux Grecs de s'occuper eux-mêmes de leurs affaires et donc de quitter l'euro. Là où il se trompe c'est quand il imagine qu'une sortie de la Grèce de l'eurogroupe changerait quoique ce soit à la géopolitique, cela ne ferait rien bouger. Après, je pense que la remise en cause des institutions européennes par le peuple est salutaire, mais je pense qu'on ne peut pas laisser indéfiniment filer des dettes à long terme car ce sont les nouvelles générations qui les paieront, ce qui est dangereux.

La construction européenne était, à l'origine, basée sur l'idée d'une fédération d'Etats-nations dans laquelle tout le monde serait égaux. Pourtant aujourd'hui, on voit bien que les tenants du

directoire européen (Allemagne, Commission, BCE **...**) s'en prennent à un plus petit qu'eux (la Grèce) et à son peuple. Quelle est l'origine historique de cette déviation du projet initial ?

Christophe Bouillaud : Normalement, la Communauté économique européenne, puis l'Union européenne, étaient bâties sur l'idée de rompre avec le directoire des grandes nations typique de la politique européenne depuis le Congrès de Vienne (1815). Cela a été inscrit dans les traités européens avec l'idée d'égale dignité et souveraineté des Etats – et en pratique, par exemple, avec l'idée des multiples langues officielles de l'Union européenne correspondant à toutes les langues officielles des Etats membres. En réalité, les historiens de la construction européenne montrent bien que les grands Etats (France, Allemagne, Italie surtout, auquel s'ajoute le Royaume-Uni dans les années 1970) ont joué un rôle moteur dans le processus, même si les politiciens du Benelux ont aussi été importants à l'époque. Il a toujours existé un directoire de fait, sinon de droit, mais, en temps normal, il était dissimulé sous les convenances diplomatiques.

Par contre, les années de crise ont vu le retour en force de rapports de force entre nations sans qu'ils puissent être dissimulés. Les petits pays (Grèce, Portugal, Irlande, Chypre) ont été soumis à un bail-out officiel, les grands pays de faible constitution (Espagne et Italie) ont échappé à cette contrainte d'une mise sous tutelle, mais ils ont fait à peu près ce que les grands Etats de forte constitution leur demandaient, et, quant à la France et à l'Allemagne, tout le monde a été invité à oublier que leurs banques étaient probablement les vraies sources de la crise en cours et surtout que la construction, pour le moins défectueuse de l'euro, se trouve être le résultat à 100% d'un compromis franco-allemand comme les historiens de l'Euro l'ont bien montré. Tout ce retour à la bonne vieille realpolitik des Metternich et Cie a été très caricatural, mais cela se trouve lié à la concentration de la résolution de la crise au sein de l'Eurogroupe, le cénacle intergouvernemental qui réunit les Ministres de l'économie et des finances des Etats de la zone Euro, et au sein du Conseil européen, qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement. Les Etats ont négocié entre eux la sorte de crise, et la Commission européenne n'a joué au final qu'un rôle limité. Barroso n'a jamais osé renverser la table au nom de l'intérêt général de l'Union. Seule la BCE a joué un rôle décisif pour appuyer les grands Etats dans leur politique, tout au moins au départ. On peut même se demander si le déroulement de la crise aurait été vraiment différent si l'Union européenne n'avait pas existé, mais si elle avait été remplacée par une simple zone de libre-échange. Les intérêts des Etats ont donc primé sur toute autre considération collective. Chacun a voulu sauver ses banques à lui, et épargner ses contribuables à lui. C'est tout, et c'est catastrophique pour l'idée européenne qui aurait supposé de traiter les droits et les besoins de tous les citoyens européens avec une égale attention.

Gérard Bossuat : La construction européenne reposait en 1948-50, au temps du Conseil de l'Europe puis du plan Schuman du 9 mai 1950 sur un projet supranational de fédération européenne, et non pas de fédération d'Etats nations que l'on a vu se structurer doctrinalement au temps de Jacques Delors, président de la Commission européenne entre 1985 et 1995. Mais les institutions communautaires de la CECA et de la CEE ou de l'Euratom reposaient bien, comme Jean Monnet l'avait proposé, sur des institutions où les petits pays étaient écoutés et étaient acteurs de l'intégration (plan monétaire européen de 1969, rôle du Benelux).

Les Etats nations conservèrent néanmoins leur influence au sein du Conseil des ministres qui en dernier lieu adoptaient ou non les lois communautaires préparées par la Commission européenne. C'est même Monnet qui en 1972 proposa la création d'un Conseil européen des chefs d'Etats et de gouvernement qui depuis lors a pris beaucoup de place et au sein duquel le jeu des puissances s'est développé . Un directoire existe en effet, informel mais réel composé de la France et de l'Allemagne, parfois aussi de la Grande-Bretagne. Pourquoi ? Parce que rien ne peut se faire sans que les grands Etats n'acceptent les projets élaborés par le Parlement ou par la Commission. La différence de puissance est énorme entre la Grèce et l'Allemagne, a fortiori avec le directoire.

Nous ne sommes donc pas dans un système fédéral. Les intérêts des Etats sont encore les moteurs de l'intégration européenne. Mais cependant le système institutionnel communautaire a des règles régulant aussi les "affrontements", ce qui n'existait pas avant la guerre et quelques secteurs comme la monnaie, l'agriculture, ou le commerce relèvent du fédéralisme. Les participants à l'Union bénéficient, du fait de l'unité de grands avantages, n'en déplaisent aux contempteurs de l'Union, en termes économiques, de recherche, de formation et d'innovation, de sécurité monétaire, de marché commercial, de liberté de déplacement et d'installation, de développement régional. Y a-t-il déviation par rapport au projet initial ? Le projet fédéraliste n'a jamais été appliqué parce que les Etats membres n'ont jamais voulu abdiquer leur souveraineté politique, acceptant certes de partager leur souveraineté dans des domaines importants (la Monnaie), mais limités (la Défense, l'Education restent de leur responsabilité).

En retour, les pays membres doivent respecter les décisions prises en commun, librement débattues en Conseil comme l'équilibre des finances publiques (les critères de Copenhague) ou la liberté de circulation et d'installation dans l'Union. La Grèce n'a pas respecté les engagements de stabilisation budgétaire. Elle a bénéficié depuis 2008 d'une aide considérable de la part de l'UE. On ne peut pas dire que le "directoire" lui impose des obligations qui seraient inouïes, on ne peut pas dire non plus que la Grèce et son peuple n'ont pas fait d'efforts de stabilisation qui représentent une véritable austérité. Le conflit entre BCE, FMI (qui n'a rien à voir avec l'UE), Allemagne et Grèce se nourrit de ressentiment et de peurs avivés par les négociations interminables entre la Grèce et les institutions financières sur de nouveaux engagements.

Denis Tillinac : Selon moi le projet a d'abord été dévoyé premièrement par l'agrandissement, deuxièmement par l'augmentation des prérogatives que s'est arangée l'Union, troisième par la création d'une banque centrale, quatrièmement par la création d'un tribunal européen. On arrive aujourd'hui à une sorte de monstre politicoinstitutionnel dont les élites n'imaginent pas qu'on

puisse se défaire, et qui suscite un rejet croissant. Je crois que ce rejet n'est pas malsain, ce qui est malsain est la façon dont les élites continuent de le nier.

L'Europe est une invention de certains milieux sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens, donc des milieux supranationaux, le tout sous parapluie nucléaire et du plan Marshall américain. Tout cela a été inventé pour éviter une extension du bloc soviétique qui nous menaçait, et pour nulle autre raison. Aujourd'hui l'URSS et le communisme mondial n'existe plus, donc la pertinence du projet commence à être douteuse. Il y a donc un doute, De Gaulle a accepté non pas les institutions européennes telles qu'on les connaît, il les aurait sans doute refusé, il a accepté d'entériner le traité de Rome et son marché commun en se disant que la PAC financerait l'agriculture française. Maintenant les choses ont changé, il y a une génération nouvelle au pouvoir en Allemagne qui ne veut plus que l'on se réfère au fantôme d'Hitler. Partant de cela, je pense que tout cela est trop petit et arrive trop tard, que l'Europe n'a plus de sens. Pour moi ce n'est pas l'Europe qui a garanti la paix sur le continent mais le parapluie nucléaire américain et l'équilibre de la terreur. La preuve : il est apparu antérieurement aux institutions européennes qui représentent une forme de processus continu de construction d'une usine à gaz. Aujourd'hui en France, il n'y a plus un corps de métier qui ne subit pas de dommages, ici ou là, induit par les règles européennes. Dans l'inconscient populaire l'UE ôte aujourd'hui la souveraineté aux pays et génère des tensions et des blocages, des freins à l'embauche et à la croissance. Il y a donc une réflexion à mener sur la pertinence même des institutions européennes, on n'y échappera pas éternellement. Le cas grec est un symptôme, même s'ils ne peuvent exiger le respect de leur souveraineté et de leur démocratie tout en tendant la gamelle tous les matins.

Jean-Luc Sauron : Trois questions émergent du débat actuel sur la crise grecque:

La première est la remise en cause du principe sur lequel repose la construction de l'Union : l'égalité de droit entre les Etats membres. La première réaction de bon sens est de refuser que Malte pèse le même poids que la France ou Chypre le même poids que l'Allemagne. Mais la construction de l'Union est très souvent contreintuitive, voire paradoxale. Le principe d'égalité de droit entre Etats membres est la pierre d'angle de notre Union. Ce principe interdit le retour aux rapports de forces entre Etats, rapports de force qui ont conduit les Européens à passer d'acteurs à spectateurs du jeu international. La tentation est grande aujourd'hui pour certains Etats d'aller courir seuls l'aventure de la mondialisation, comme la Grande-Bretagne qui s'espère comme le "Singapour de l'Europe". Les grands Etats européens n'arrivent plus à se sortir de leurs passés impériaux, de puissance coloniale ou de puissance tout court. Son passé écrase l'Europe et l'empêche de devenir adulte. Il faudrait un projet commun tournée vers l'avenir. Nous devrions être Prométhée nous ne somme que Sisyphe !La deuxième est une question qui hante tous les peuples européens : à quoi sert mon vote ? Ai-je encore un pouvoir collectif par le biais de mes représentants ? Tous nos esprits forts peuvent se moquer des Grecs et de leur refus de continuer à se voir imposer leurs choix les plus importants par des puissances étrangères, voire des institutions "non élus " au sens que l'élection a dans chacun de nos Etats européens. Reconnaissons que c'est la généralisation de la théorie allemande inventée sous la République de Weimar : l'ordolibéralisme, c'est-à-dire l'idée que les décisions économiques peuvent être douloureuses sur le court terme et qu'il faut donner à des instances non élues (BCE, FMI, Commission européenne) le pouvoir de prendre des mesures impopulaires contre l'opinion de la population concernée. Bien sûr ce mandat leur est confié par des représentants élus démocratiquement mais qui s'interdisent de céder aux sirènes électorales en plaçant les règles de l'ordolibéralisme dans un cadre difficile à changer (par exemple en constitutionalisant la règle d'or, c'est-à-dire en plaçant au coeur du contrat social l'équilibre budgétaire).

Les Grecs nous ouvrent les yeux sur une interrogation majeure : quel est le rôle des gouvernements nationaux et des représentants élus par tel ou tel peuple dans la zone euro en 2015. Je suis convaincu que l'enjeu majeur pour les futures élections européennes sera dans chacun des Etats membres (par exemple en France 2017) le sens du vote. Mon vote est-il encore signifiant ? Demain, si le Grexit surgit au coin de réunions chaotique, les électeurs grecs auront, eux, la réponse et elle sera négative.La troisième est celle du temps démocratique. Insensiblement, l'idée se répand que les décisions à prendre sont comme empêchées par les délais et par les débats. Le temps est une valeur démocratique par excellence. Nos enfants ont besoin de temps pour s'épanouir et devenir des adultes. Nos sociétés ont besoin de temps pour réfléchir et se projeter. Au début de la crise grecque, le premier communiqué du premier Conseil européen sur la Grèce en mai 2009 avait mentionné que la crise grecque serait résolue en septembre 2009. En dehors d'endormir les électeurs à la veille des vacances d'été 2009, à quoi pouvait bien correspondre ce texte ? La crise qui secoue le continent européen est une crise du temps démocratique. Prenons le temps de faire des constats exacts et de construire avec les élus et leurs électeurs la remise en ordre de l'économie européenne. Les chantiers sont nombreux : une économie qui intègre les contraintes environnementales, préparer l'avenir en investissant massivement sur les jeunes, les chercheurs, les créateurs.Au lieu de cela que voyons-nous ? Une gigantesque braderie des biens européens: les Chinois achètent les ports, les Américains autres choses et les pays du Golfe tout et n'importe quoi . Pourquoi ? Parce qu'il faut rembourser bien fait, vite fait. Donc deux solutions expédientes : des privatisations qui cassent les prix; et des baisses des dépenses au préjudice de populations fragiles (les retraités et les jeunes). Voilà, je pourrais continuer, mais mon sentiment c'est que le populisme ne pose pas les bonnes questions et n'apportent pas les bonnes réponses. Le populisme n'est que la projection caricaturale de la pensée magique en politique : des solutions simples à des problèmes compliqués qui demandent du temps pour être analysés et traités. Mais cela, une société qui fait de la politique spectacle en visant le 20 heures ne peut pas l'entendre.

Ce weekend le vice-chancelier allemand a affirmé qu'il n'était "pas question de payer pour les promesses d'un gouvernement à moitié communiste". Son avis ne change pourtant rien au fait que Syriza ait été élu par le peuple grec. En quoi cette attitude illustre-t-elle une dérive dans la vision qu'ont les élites européennes de la démocratie ?

Christophe Bouillaud : Oui, bien sûr, le gouvernement grec actuel est clairement légitime du point de vue de la démocratie représentative. Personne ne le conteste d'ailleurs. La remarque du vice-chancelier est assez logique de la part d'un social-démocrate allemand, dont les ancêtres politiques fusillaient les spartakistes allemands en 1919, et qui n'a pas voulu de coalition au niveau national avec die Linke, les alliés allemands de Syriza. Un socialdémocrate allemand classique déteste tout ce qui se situe à sa gauche, même si Syriza n'est pas du tout communiste au sens grec du terme, puisque le KKE, les communistes grecs, sont dans l'opposition au gouvernement actuel, et même si le programme de Syriza est loin d'être révolutionnaire. Les promesses du "gouvernement à moitié communiste" sont en fait réduites à l'heure actuelle au simple bon sens si on veut relancer un peu l'économie grecque : ne pas augmenter encore la TVA, et ne pas réduire encore les retraites. C'est un peu le minimum si on veut relancer la consommation en Grèce – ou alors est-ce qu'on miserait sur une consommation zéro en Grèce pour avoir une balance des paiements surexcédentaire ? Plus sérieusement, cette déclaration du vice-chancelier allemand se comprend surtout comme un rappel vis-à-vis de l'opinion publique allemande : le SPD n'est pas pour solliciter le contribuable allemand pour soutenir des "étrangers", en l'occurrence les Grecs, et en plus des gens ayant élu un gouvernement communiste ou peu s'en faut. La concurrence avec la droite d'A. Merkel joue pleinement ici, en dépit même du fait qu'en Allemagne aussi les gens informés savent que ce ne sont pas les Grecs qu'il fallait sauver en 2010, mais les banques allemandes. Cependant un vice-chancelier allemand se doit de rejeter toute la faute sur ces non-électeurs que sont pour lui les Grecs.

Gérard Bossuat : Les paroles du vice chancelier allemand trahissent la tension, les rancoeurs, les déceptions réciproques nées d'une situation bloquée. Si Syriza a été démocratiquement conduit au pouvoir par les électeurs grecs, on ne peut pas pour autant faire fi des engagements internationaux du pays qui l'engagent au-delà d'une élection sauf à quitter l'UE et à renier les traités qu'elle a signés. Il reste aux élites européennes, incarnées improprement par le vice chancelier allemand, à négocier au plus fin avec un partenaire grec déterminé lui aussi.

On ne peut pas dire non plus que les "élites européennes", dans ce cas de figure, méprisent la démocratie. Le vote grec n'engage que les Grecs, pas les autres Européens. Le résultat du vote grec, pas plus que les autres votes, ne s'impose aux pays membres de l'UE. Il est une position de négociation pour le gouvernement grec. Il donne une indication précise sur les aspirations des Grecs. Il est sans doute vrai aussi que la Grèce compte moins dans l'Union que d'autres pays et qu'elle ne peut pas, par son propre poids, imposer ses solutions. La sagesse des autres partenaires serait néanmoins de ménager la Grèce pour ne pas faire plus de mal encore au projet d'unité européenne dont tous les peuples ont besoin alors que les menaces extérieures grondent.

La question est donc maintenant de savoir si le cas grec est isolé ou non. Podemos en Espagne semble se développer, les populismes se répandent en Italie, en France, en Grande-Bretagne, au Danemark, en Hongrie, en Slovaquie, en République tchèque. Quelle réponse apporter à l'inquiétude des peuples qui ne soit pas celle du repli et de la méfiance ? Comment insuffler de la confiance aux peuples d'Europe pour tuer les réponses démagogiques des populismes ? Il reste aux élites européennes à entendre la voix des peuples, car nous pensons que l'enthousiasme pour l'idée européenne ne peut pas remplacer la solidarité économique et sociale assise sur un grand projet de développement alternatif créateur de bien-être.

Denis Tillinac : Syriza a été élu souverainement, c'est un fait et donc un symptôme de ce rejet des institutions européennes. Maintenant il faut que les Grecs soient cohérents et quittent l'Europe, je pense qu'ils auraient plus de dignité à le faire, que chaque Grec mette la main à la poche pour rembourser. Selon moi ils ne peuvent mener ce chantage en mettant en avant leur dignité tout en tendant leur sébile, en racontant quelque chose à Bruxelles le matin, et quelque chose à leur peuple par démagogie le soir. Cela ne va pas, ce n'est pas convenable. Je ne vois donc pas pourquoi les Allemands auraient envie de payer éternellement, la population a assez de problèmes pour envisager son avenir à moyen-terme, je comprends qu'ils trouvent que ça suffit. Reste que le vrai problème demeure la pertinence des institutions. Après, je suis convaincu qu'un vrai débat va s'ouvrir avec le référendum en Grande-Bretagne. Si les Britanniques décident de quitter l'UE, cela entraînera une logique en cascade, et nous serons bien obligés de réduire l'UE à des choses de bon sens, comme les conglomérats industriels européens (Airbus, Concorde etc), l'harmonisation de la fiscalité et du droit social etc. Des choses pour lesquelles nous n'avons pas besoin de la Commission. Grosso-modo l'Europe se situe là où il y avait des monastères catholiques, l'UE ne veut même pas inscrire ça dans les textes, donc l'idée n'a pas vraiment de consistance.

En élisant Syriza, le peuple grec a voulu envoyer un message fort aux élites européennes et reprendre en main les rennes du pays. L'attitude de ces élites montre bien que le message n'a pas été reçu. Quelles conséquences sur l'Europe peuvent avoir ce cercle vicieux ?

Christophe Bouillaud : Plutôt graves. Soit finalement le scénario d'A. Leparmentier ou des Gracques se réalise : d'une façon ou d'une autre, les autres gouvernements européens se débarrassent du gouvernement actuel et mettent à sa place un gouvernement chargé d'appliquer ce qu'ils veulent : "la Grèce paiera", comme disait Poincaré dans les années 1920 à propos des réparations allemandes, on sait où ce genre d'humiliations mènent un pays ; dans ce cas-là, cela montrera d'abord que, dans un petit Etat débiteur, les élections sont devenues en réalité inutiles, et que la démocratie comme possibilité de choix y est suspendue sine die. Cela va faire réfléchir beaucoup de monde sur sa stratégie politique, et cela renforcera les partisans d'une sortie de l'Euro, voire d'une voie violente face à l'UE. Soit, à l'inverse, le gouvernement Syriza-Anel décide de ne pas céder parce que sa base politique ne le veut pas, et cela entraine dans quelques semaines ou mois la Grèce en dehors de la zone Euro, et, là, c'est tout le projet européen qui commence à s'écrouler. La discussion sur cette sortie de la Grèce de la zone Euro fera

ressortir trop de choses, elle donnera lieu à trop de retours sur le passé. Il faut dire que le défaut grec laisserait une addition salée aux contribuables français, allemands, italiens, etc., et, là, les gouvernements auront du mal à rejeter toute la faute sur les Grecs. Et ce n'est pas en saisissant les avions d'Olympic Airways, que l'on va se rembourser… Il faut donc espérer qu'au dernier moment les autres Européens laisseront une chance au gouvernement Syriza-ANEL de redresser la Grèce à son idée. Il est d'ailleurs probable que cette issue heureuse soit due aux pressions américaines, car les Etats-Unis ont besoin d'une Grèce stable face à un Moyen- Orient en pleine déstabilisation. Mais là encore cela sera de la realpolitik, et pas de la solidarité occidentale…

Denis Tillinac : Il faut d'abord dire que le message de Syriza était ambigu, il affirmait le rejet de la politique d'austérité sous peine de ne pas rembourser la dette tout en demandant quand toujours des subventions de la BCE et du FMI. C'est donc contradictoire. Pour le moment la seule conséquence sera la sortie de la Grèce de la zone euro, puis rien. On aura des Unes alarmistes des médias pendant trois jours puis ils passeront à autre chose car rien ne se passera.

Aujourd'hui quelles solutions peut-on imaginer pour sortir de cette défiance entre les tenants du pouvoir européen et les gouvernements populistes issus des suffrages nationaux ?

Christophe Bouillaud : A ce stade, les solutions ne sont pas évidentes. Déjà, les tenants du pouvoir européen devraient laisser jouer le principe de subsidiarité en permettant aux éventuels gouvernements populistes de suivre leurs idées. Un gouvernement populiste est d'abord un gouvernement qui amène de la nouveauté, et c'est rarement par hasard que ces gouvernements l'emportent. La victoire de Syriza en 2015 vient après une courte défaite en 2012. Elle n'aurait pas eu lieu si la Grèce s'était redressée vraiment entre les deux élections. La démocratie représentative reste la meilleure façon de signaler que les choses ne vont pas dans un pays. Il faut laisser ce mécanisme fonctionner à plein. Par ailleurs, il faut absolument favoriser la relance dans toute l'Union européenne, en allant sans doute au-delà de l'instrument monétaire. Enfin, il faut en revenir à la lettre et à l'esprit des Traités : l'Union européenne doit favoriser le progrès social et humain de tous ses citoyens, y compris de ceux des Etats périphériques. Bien sûr, toutes ces idées sont à ce stade des voeux pieux, mais je vois mal comment l'UE pourra survivre à terme sans reconquérir les esprits et les coeurs de ses habitants.

Gérard Bossuat : Il n'y a pas d'entente possible sur ces bases. Les populismes nient l'intérêt d'avoir une unité européenne. Leur programme est irréalisable. Néanmoins ces manifestations de colère populaire doivent être prises en considération. L'Union européenne, les "élites européennes" démocratiquement élues ont la responsabilité d'abandonner la langue de bois des institutions européennes, de s'entendre sur un projet de développement respectant les nouvelles aspirations à une économie alternative, verte, durable, respectueuse de l'environnement , et sur un projet social révolutionnaire au service de la formation des hommes et des femmes de l'espace européen, en faveur de la réduction des inégalités, capable aussi de contribuer à la sécurité des relations internationales. La COP 21 de Paris leur donne l'opportunité d'offrir aux Européens de l'Union un objectif politique qui ira au-delà de l'équilibre budgétaire de l'Union. Ça s'appelle aussi apporter un supplément d'âme.

Denis Tillinac : Pour le moment, bien que les populistes gagnent du terrain en Europe, ils ne sont pas encore au pouvoir, à part en Grèce. La solution serait une remise à plat du sens et de la mission des institutions européennes. On n'y échappera pas de toute façon. Cela pourrait être lancé par les résultats du référendum britannique de l'an prochain, et amplifié par les désordres consécutifs aux flux migratoires qui iront en s'amplifiant. atlantico.fr 19.06

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. On vous en supplie : Sauvez l'UE !

- Appel de 50 personnalités à Hollande pour que la France soit "aux côtés du peuple grec" - AFP

Cinquante personnalités politiques et du monde associatif, dont Pierre Laurent (PCF), Jean-Luc Mélenchon (PG), Eva Joly (EELV) et des parlementaires socialistes lancent un "appel au président de la République" pour qu'il prenne "une initiative politique de nature à débloquer les négociations entre l'Eurogroupe et les autorités grecques".

"La crise grecque s'exacerbe de façon alarmante. Chaque jour qui passe peut, soit nous rapprocher d'un accord utile à toute l'Europe, soit d'une rupture dont personne ne peut prévoir les conséquences. L'intransigeance des principaux dirigeants européens peut nous conduire alors au bord de l'abîme. Il est aussi vital que pressant de sortir de ce piège. Le moment est crucial", écrivent ces personnalités dans Libération vendredi.

Une délégation de ces signataires sera reçue à l'Elysée lundi à 18H, a affirmé à l'AFP le PCF. AFP 19.06

Ne vient-il pas d'utiliser le 49.3 pour imposer la même politique que celle de la troïka en Grèce ? Ils légitiment Hollande et son gouvernement, cautionnent sa politique au passage.

En complément. En famille.

- Environnement: "Habemus Papam ecologicum", EELV salue l'encyclique du pape - AFP

Le temps libre est un "dogme" ou vivre pour travailler.

- Taubira "rêve" des 32 heures, Valls appelle à "sortir des dogmes" - AFP

Manuel Valls a appelé vendredi le gouvernement à être « pragmatique » et à « sortir des dogmes » après les déclarations de la garde des Sceaux Christiane Taubira, qui a dit rêver « d'un monde où on peut travailler 32 heures ».

Interrogée par RMC et BFMTV à propos du travail dominical, Christiane Taubira a notamment répondu : « je rêve d'un monde où on ne travaille pas le dimanche, où le samedi et le dimanche on ne travaille pas. Je rêve d'un monde où on peut travailler 32 heures ».

"J'estime que l'idéal, c'est que les gens puissent travailler 32 heures dans une semaine. Pour avoir du temps pour se consacrer aux autres dans des associations. Pour avoir le temps d'aller au musée, pour avoir le temps quand c'est possible d'aller sur la plage, de déambuler, de marcher, de parler à ses voisins, d'aller en librairie, au cinéma, au théâtre, etc. Voilà la société dont on peut rêver", a développé la Garde des Sceaux.

Interrogé sur cette déclaration lors de sa visite du salon aéronautique du Bourget, Manuel Valls a répondu: "vous savez, aujourd'hui, il y a un temps de travail qui existe. Il y a les 35 heures mais le temps effectif est de 39 heures. Les Français, ce qu'ils veulent aujourd'hui, c'est du boulot".

"Le travail, c'est une valeur. Le mérite, c'est une valeur. Et l'engagement que les Français attendent aujourd'hui pour leurs enfants et leurs petits-enfants, c'est une bonne formation pour avoir demain un bon travail. Soyons pragmatiques, sortons des dogmes, engageons nous pour la croissance et le travail pour notre pays. C'est mon action", a poursuivi le Premier ministre.
AFP 19.06

Escalade. Propagande et déstabilisation de la Russie.

Les médias français en pointe.

- L'économie russe est « au milieu de la tempête », selon Alexeï Koudrine - LeMonde.fr

L'ancien ministre russe des finances plaide pour une élection présidentielle anticipée dans son pays et regrette le climat de défiance avec les Occidentaux. LeMonde.fr 19.06

- Forum économique de St-Pétersbourg : plus de politique que de business Libération.fr - Liberation.fr

Touchée par les sanctions, la Russie veut montrer qu'elle s'en sort et qu'elle a des amis dans le monde. Liberation.fr 19.06

De la polémique à la menace, des sanctions à l'affrontement.

- Saisie d'avoirs russes: "Nous allons défendre nos intérêts", dit Poutine AFP

La Russie "va défendre ses intérêts" face à la saisie d'avoirs russes en France et en Belgique, a déclaré vendredi le président, Vladimir Poutine, lors d'une rencontre avec des journalistes étrangers en marge du Forum économique de Saint-Pétersbourg.

"Nous allons défendre nos intérêts par voie de justice. Notre position est claire: la Russie ne reconnait pas l'autorité de ce tribunal", a poursuivi M. Poutine en faisant allusion à la Cour d'arbitrage de La Haye, qui a condamné Moscou en 2014 à verser une indemnité de 50 milliards de dollars (37 milliards d'euros) aux actionnaires de la compagnie pétrolière Ioukos de l'oligarque et opposant au Kremlin Mikhaïl Khodorkovski.

Des actifs de l'Etat russe en France et en Belgique ont été gelés à la demande des ex-actionnaires de Ioukos dans le cadre d'une procédure de compensation de son démantèlement contesté. La Cour avait condamné l'Etat russe pour avoir orchestré le démantèlement de Ioukos, ancien numéro un du pétrole en Russie, pour des raisons politiques

"Les lois françaises et belges nous permettent de geler les actifs qu'on peut identifier comme appartenant à la Fédération de Russie", a déclaré à l'AFP Tim Osborne, directeur exécutif de la GML, la holding représentant l'ancien actionnaire majoritaire

de Ioukos.

Au total, en France, des comptes dans une quarantaine de banques ont été gelés ainsi que "huit ou neuf immeubles", a-t-il affirmé, précisant qu'il s'agissait d'"actifs gouvernementaux et non diplomatiques".

"Des procédures sont également déjà en cours en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et d'autres vont suivre dans d'autres pays", a poursuivi Tim Osborne.

En Belgique, parmi les comptes russes gelés figurent notamment ceux de l'ambassade de Russie et des représentations permanentes de la Russie auprès de l'UE et de l'Otan à Bruxelles, a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères.

La Russie a menacé vendredi de représailles tout pays qui oserait toucher à ses avoirs à l'étranger: "ceux qui s'aventureraient à faire ça doivent comprendre qu'il y aura des mesures de rétorsion", a prévenu vendredi le vice-ministre des Affaires étrangères, Vassili Nebenzia.

Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a souligné que Moscou prendrait des mesures équivalentes à celles appliquées dans les pays occidentaux, estimant qu'il s'agissait là de "la seule façon (pour Moscou) d'agir sur la scène internationale". AFP 19.06

La menace militaire.

- L'OTAN menace, encore, la Russie - french.irib.ir

"Cette Alliance a déployé le plus grand nombre de forces, depuis la fin de la guerre froide, pour faire face au maximalisme de la Russie", a annoncé Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN.

«L'OTAN est confrontée à un nouveau climat sécuritaire, dû à la violence, aux troubles et à l'instabilité, en Irak, en Syrie et en Afrique du Nord. D'autres facteurs, comme l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée, par la Russie, et l'instabilité, en Ukraine, sont impliqués dans la formation de ce nouveau climat, ce qui a amené l'OTAN à réagir. Cette Alliance renforcera sa défense collective, au niveau le plus élevé, depuis la fin de la guerre froide», a affirmé Jens Stoltenberg, en Pologne, où il assistait aux premières manœuvres des forces de réaction rapide de l'OTAN, en se félicitant de l'efficacité de ces forces.

Environ, 2.100 militaires, venus de la Belgique, de la République tchèque, de l'Allemagne, de la Pologne, de la Lituanie, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Pologne et des Etats-Unis, participent à ces exercices.

Ces exercices devront mettre à l'épreuve le fonctionnement des forces de réaction rapide de l'OTAN. Cette force a été créée, en septembre 2014, pour les dirigeants de cette Alliance.

«Si l'OTAN représente une menace, pour la Russie, Moscou lui donnera une réponse cinglante», a affirmé Vladimir Poutine, le Président russe, en réaction aux agissements militaires de l'OTAN, en Europe de l'Est, et à proximité des frontières occidentales de la Russie.

«Si un pays représente une menace, pour le territoire russe, nous devrons envoyer nos forces armées vers les lieux qui sont menacés et y utiliser notre nouvelle force d'offensive. En cas de menace, par les pays voisins, la Russie devra donner une réponse appropriée et appliquer sa politique défensive, de manière à neutraliser les menaces», a affirmé Poutine.

Les déclarations de Poutine sont intervenues, après que le "New York Times" eut fait part, samedi, du déploiement d'équipements militaires et de plus de 5.000 militaires américains, dans les pays baltes.

"Le département américain à la Défense a l'intention de déployer et de stocker des armes, en Europe de l'Est, et dans la région de la mer Baltique, dans le cadre de mesures de dissuasion, face à l'agressivité de la Russie", a écrit ce quotidien.

"En cas de l'adoption de ce plan, ce sera, pour la première fois, depuis la guerre froide, que les Etats-Unis déploient, massivement, en Europe de l'Est, chez les nouveaux membres de l'OTAN, qui, par le passé, étaient sous la domination de l'ex-URSSS", a poursuivi le "New York Times", citant les autorités américaines et des pays alliés de Washington.

Le ministère russe de la Défense a qualifié cette démarche, d'acte le plus hostile des Etats-Unis, depuis la fin de la guerre froide. Et ce, alors que le président russe a espéré qu'avec la mise en œuvre du plan de développement des forces armées russes, l'armée de ce pays sera équipée, à 70%, d'armes sophistiquées, dans les 5 prochaines années. french.irib.ir 19.06

Voilà qui devrait les exaspérer un peu plus.

- Moscou et Athènes signent une note d'entente gazière - french.irib.ir

Le ministre de l'Energie grec, Panagiotis Lafazanis, et son homologue russe, Alexandre Novak, ont signé vendredi 19 juin un accord qui prévoit la construction d'un gazoduc russe en Grèce entre 2016 et 2019.

Après des mois de discussion, Athènes et Moscou ont signé vendredi 19 juin, à Saint-Pétersbourg, un accord sur la construction d'un gazoduc russe en Grèce. Ce gazoduc prévu entre la Russie et la Grèce, est destiné à contourner l'Ukraine, pour l'acheminement du gaz vers l'Europe.

Pour le ministre grec de l'Energie, Panagiotis Lafazanis, il s'agit d'un chantier de deux milliards de dollars, avec de nombreux emplois à la clef. Mais ce projet, conclu au lendemain de l'impasse des négociations du gouvernement grec avec ses créanciers, constitue un double camouflet pour les Occidentaux qui s'inquiètent d'une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro. french.irib.ir 19.06

En complément. La stratégie mondiale du chaos.

- Un sociologue grec juge son pays "inapte à la survie" hors de l'euro - Le Huffington Post

- Une commission parle de 60 prisonniers politiques à Cuba - Reuters

- Hausse de 81% du nombre de tués dans le monde dans des attentats en 2014 - 20minutes.fr

- Le massacre de chiens qui révolte le Web - LeMonde.fr

- Des enfants violés, châtrés, jetés dans des flammes au Soudan du Sud - AFP

- Kristian Thulesen Dahl le populiste, vrai vainqueur des législatives danoises - Libération.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Antisocial.

- Insee : accélération de la croissance, sans baisse du chômage - Public Sénat

C'est conforme au dogme néolibéral américain en somme.

- Toulouse : la fin de la cantine gratuite provoque la polémique - Francetv info

La décision de la mairie, confrontée aux baisses de dotations de l'État, choque les parents d'élèves. Francetv info 19.06

Coup de force des féministes !

- Fleury-Mérogis: Une femme aux commandes de la plus grande prison d'Europe - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

1 - Fin des négociations de paix du Yémen à Genève - french.irib.ir

Le Ministre des Droits de l'Homme yéménite a annoncé que les négociations de paix entre les deux délégations de Riyad et de Sanaa avaient pris fin à Genève.

Ces négociations n'ont pas abouti à aucun accord, ajoute la même source. La délégation de Sanaa n'a pas accepté le texte de l'accord rédigé par l'ONU, car ce texte reposait sur la résolution 2216 du Conseil de sécurité. « Au départ, on nous a donné le texte de l'accord final et nous attendions qu'on en discute. Mais d'un coup, on nous a donné un autre texte avec un autre teneur qui élaborait des conditions différentes », a déclaré à la chaîne Al-Mayadeen, Adel Shodja', membre de la délégation de Sanaa qui inclut les partis yéménites dont Ansarallah. «

Ce texte en sept articles était rédigé de sorte à légitimer l'Arabie saoudite au Yémen ; en outre, les délégations européennes nous menaçaient, en avertissant que nous devrions, soit, accepter cet accord, soit en attendre les conséquences », précise ce membre de la délégation de Sanaa. « Ils veulent que l'armée et les forces populaires se retirent des villes, alors que les bombardements se poursuivent toujours ; demain dès que nous aurons repris nos passeports, nous quitterons Genève », a ajouté ce négociateur yéménite. french.irib.ir 19.06

2- Yémen: deux nouvelles bases militaires saoudiennes tombent - french.irib.ir

L'armée et les forces populaires yéménites ont attaqué deux bases militaires de l'Arabie saoudite, sur les frontières communes.

Selon la chaîne de télévision yéménite, Al-Massira, l'armée et les forces populaires ont lancé une attaque contre la base militaire d'Al-Mabkhara, dans la région d'Al-Taval, à Jizan, au Sud de l'Arabie.

De même, les forces populaires yéménites ont visé, par missiles, les positions d'artillerie saoudiennes, dans la région de Saala, toujours, à Jizan. La même source a fait état, jeudi soir, d'une frappe des chasseurs saoudiens contre la région de Razeh, dans la province de Saada, au Nord du Yémen. Au cours de leurs raids, les chasseurs de l'ennemi ont bombardé une maison, dans le quartier de Bani Moein.

Les avions de combats saoudiens ont, aussi, largué des bombes à fragmentation, dans la région d'Al-Marzaq, au Nord-Ouest du Yémen.

Par ailleurs, les sources yéménites ont rapporté que les chasseurs saoudiens ont marqué le premier jour du mois de Ramadan par une nouvelle tuerie, au Yémen, en visant, à Lahejau, au Sud du pays, les bus transportant des familles déplacées. Pas moins de 23 personnes ont trouvé la mort. french.irib.ir 19.06

Haut de page

Le 21 juin 2015

CAUSERIE

Heureusement que tous les partis dit de gauche et d'extrême gauche, des organisations, associations, syndicalistes, etc. s'étaient mobilisés en soutien au peuple grec, quelle honte, quelle image épouvantable du mouvement ouvrier, à croire qu'ils ne sont même plus capables de mobiliser leurs propres troupes.

Après cela qu'on ne vienne pas nous opposer leur légitimité comme argument à nos critiques, trop facile, démagogique, un peu de sérieux.

On connaît depuis longtemps la méthode qui consiste à lancer un mot d'ordre ou un appel en direction des travailleurs, qui ensuite ne feront pas l'objet d'une mobilisation de leurs instances et militants, pour finalement constater que la participation avait été faible et renvoyant la faute sur les travailleurs. Leur objectif consiste à faire croire que de leur côté ils avaient fait leur boulot alors qu'il n'en est rien, et accuser sous la forme de sous-entendus dégueulasses les travailleurs d'être responsable de leur échec. Cela vaut principalement pour le Front de gauche et les syndicats.

Les partis à l'initiative de cet appel avaient fait en sorte de lier le sort du peuple grec à celui de l'UE, ce qui pour nous était totalement inacceptable évidemment, autrement dit il consistait à interdire toute issue indépendante à la crise grecque du capitalisme et ses institutions sur la base uniquement des besoins des travailleurs grecs qui exige la rupture avec l'UE et l'euro, la troïka, la liquidation de la Constitution et des institutions nationales grecques.

Le système capitaliste est devenu mafieux au début des années 70. Depuis il n'a cessé de perfectionner les instruments financiers

lui permettant de vampiriser l'économie productive ou profit de l'économie financière et spéculative au moyen de la dérégularisation de la finance, et en recourant à des pratiques occultes ou illégales en toute impunité puisqu'étant à la fois juge et partie, aucun banquier n'a été condamné ou ne croupit en prison, afin de soumettre les Etats à la dictature de l'oligarchie financière par le biais de la dette et renforcer le pouvoir politique des oligarques anglo-saxons qui contrôlent l'ensemble des institutions financières internationales.

Et ce sont les représentants de ce système économique mafieux qui sont aux commandes, qui prétendent donner des leçons d'économie, de démocratie et de morale à tous les peuples qu'ils maintiennent sous leur domination en leur imposant une regression sociale sans fin et la guerre.

La meilleure, c'est que les uns et les autres n'osent pas rompre avec eux, car ils n'ont jamais envisagé de les affronter, du coup ils sont prêts à accepter n'importe quel compromis avec les représentants de la classe dominante pour assurer la survie de ce système économique mafieux. Le double langage et jeu habituels. Ils partagent en choeur leur constat tout en prétendant rejeter leurs arguments, en emballant le tout si bien que les ignorants ou les naïfs (et ceux qui y ont un intérêt personnel) qui prennent leurs discours au premier degré sans se poser de questions, n'en arrivent pas à se demander si la seule solution ne consisterait pas à envisager sérieusement de passer à un autre modèle de société, à rompre carrément avec le capitalisme.

Ce que se permettent de faire les dirigeants de l'oligarchie financière, faire tourner la planche à billets à plein régime et inonder le marché de monnaie, assurer à crédit la survie de leur système à l'agonie au moyen de la dette, etc. indépendamment des conséquences économiques ou sociales que leurs pratiques engendrent et qui pèseront uniquement sur le sort des exploités, hypothéquant leur avenir ou les vouant à la déchéance, peu importe, et bien voyez-vous, il serait inconcevable, indécent, interdit d'envisager de les imiter pour satisfaire les besoins et les aspirations des travailleurs tout en expropriant les capitalistes et liquidant ses institutions une fois qu'ils se seraient emparés du pouvoir politique, non, ils dénient au prolétariat le droit de briser le carcan que représente ce système économique mafieux et guerrier, d'accéder au pouvoir ou d'imposer leur dictature au capital, en attendant qu'il disparaisse de la surface de la terre, puisque c'est seulement à l'échelle mondiale que l'humanité pourra conquérir sa liberté ou en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme parvenu à son terme.

En résumé, ce qu'ils autorisent aux capitalistes, ils le refusent aux travailleurs, pour eux le système capitaliste est indépassable, il n'existe rien au-delà. Dès lors qui représentent-ils, le capitalisme ou le socialisme ? Posez la question, c'est y répondre.

Grèce. La démocratie exige aucun compromis avec la troïka : qu'elle paie la dette de ses parrains les banquiers !

- Manifestations à Berlin, Rome et Paris pour les migrants et la Grèce - AFP

- Des milliers de manifestants en soutien au peuple grec et aux migrants - LeFigaro.fr

- Plusieurs milliers de manifestants en Allemagne, en France et en Italie pour les migrants en Europe et la Grèce - latribune.fr

- A Paris, plusieurs centaines de manifestants défilent contre les « diktats » européens en Grèce - Le Monde.fr

« Dehors la Troïka ». Derrière le panneau fièrement brandi par un homme au visage masqué, ils sont quelques centaines à avoir répondu à l'appel « contre l'austérité et l'injustice sociale » en Grèce, samedi 20 juin, place Stalingrad, dans le 19e arrondissement de Paris.

Quelques drapeaux grecs flottaient, noyés au milieu des fanions des divers partis de gauche français (Parti communiste, Parti ouvrier indépendant, Nouveau Parti anticapitaliste, Parti de gauche...) venus lancer une semaine de mobilisation européenne de solidarité avec la Grèce. Rome, Berlin, Athènes, Londres, Madrid, Bruxelles… Du 20 au 27 juin, différentes capitales européennes accueilleront des manifestations de soutien au peuple grec, « pour une Europe de la dignité et de la solidarité et contre une Europe de profit, une Europe forteresse ». Samedi, ils étaient quelque 3 700 à Berlin, selon la police — 10 000 selon les organisateurs, et un millier à Rome.

« L'augmentation de la TVA, la baisse des retraites demandée par les créanciers sont des mesures inacceptables, fustige Vangelis Goulas, responsable national de Syriza France, quelques minutes avant le départ du cortège en direction de la place de la République.

« Insoutenable », « injuste », « insupportable ». Dans le cortège, nombreux sont ceux qui réclament un effacement de la dette grecque, seul moyen pour le pays de s'en sortir dignement, selon eux. lemonde.fr 20.06

Le conseil national (le "parlement") du Parti socialiste (PS) a lancé "à l'unanimité" un "appel solennel" au Fonds monétaire international (FMI) pour qu'il "cesse d'entraver tout compromis possible" avec la Grèce, au bord du défaut de paiement. "A l'unanimité, nous lançons un appel solennel, d'abord au FMI, pour qu'il cesse d'entraver tout compromis possible. Ensuite à

l'ensemble des parties prenantes pour que lundi soir, il y ait le compromis nécessaire pour que la Grèce reste dans l'Europe", a indiqué le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. latribune.fr 20.06

En Italie.

A Rome, malgré la pluie, près d'un millier de manifestants se sont rassemblés devant le Colisée en faveur des réfugiés, sous le mot d'ordre "Stop au massacre maintenant", selon un autre photographe de l'AFP. Là encore, certains participants exprimaient leur solidarité avec la Grèce. AFP 20.06

En Grande-Bretagne.

- Plusieurs milliers de Britanniques manifestent contre l'austérité - LeFigaro.fr

- Plusieurs milliers de personnes défilent contre l'austérité à Londres - euronews.com

Plusieurs rassemblements se sont tenus samedi à Londres, Glasgow et d'autres villes de Grande-Bretagne (à l'appel d'une quarantaine d'organisations - french.irib.ir) contre les coupes budgétaires et la baisse des aides sociales prévues par le gouvernement Cameron.

Des dizaines de milliers de personnes - jusqu'à 250 000 selon les organisateurs - ont manifesté samedi après-midi à Londres contre l'austérité. Les manifestants se sont rassemblés devant la Banque d'Angleterre pour défiler jusqu'au Parlement de Westminster, en passant devant Downing Street. C'était l'une des plus importantes manifestations dans la capitale britannique depuis plusieurs années.

Les manifestants ont défilé pacifiquement entre la banque d'Angleterre, au cœur de la City, et le Parlement de Westminster. "L'austérité tue'', ''Stop aux coupes dans les dépenses publiques'', "Dehors les Tories", pouvait-on lire notamment sur les banderoles.

«Nous sommes un pays riche, le 6e au monde. Or le gouvernement veut nous appauvrir avec un programme d'austérité deux fois plus sévère que ce qui nous a déjà été imposé depuis cinq ans, dénonce Neil Sheehan, responsable du syndicat Unite dans le nord-ouest du pays. Et ils ne s'en prennent pas aux banquiers mais aux gens ordinaires.»

Infirmières et médecins du National Health Service pour la défense du budget de la santé, enseignants, agents de la National Gallery en grève contre la privatisation du service d'accueil, avocats mobilisés pour la défense de l'aide judiciaire, étudiants, retraités ont rejoint le défilé. Des policiers en service applaudissent au passage d'un camion de pompiers mobilisés pour la défense des services de secours. Des handicapés en chaises roulantes se sont joints au cortège.

Venu de Glasgow, où avait lieu un rassemblement simultané, comme dans plusieurs autres villes du pays, Brian, assistant social de 39 ans, dénonce «la diabolisation des plus faibles qui ont besoin d'aides sociales pour vivre». «Des handicapés meurent parce qu'on les prive de leurs indemnités, il y a de plus en plus de SDF dans les rues», s'indigne-t-il. Professeur d'université à la retraite originaire de Brighton, Katrina Miller peste contre «une attaque vicieuse contre les Britanniques de ce gouvernement tory qui livre une guerre de classe pour imposer un projet néo-libéral». Figaro.fr et euronews.com 20.06

Commentaire d'internaute

1- "Les politiques d'austérité de la Droite et des socialistes pèsent essentiellement sur les plus modestes. Les riches continuent à s'enrichir. Et on s'étonne que ça dérape ? Ce qui est étonnant c'est au contraire la léthargie de la majorité d'une population anesthésiée par le dogme néo-libéral. Les Grecs et les Espagnols commencent à réagir. Ils ont raison."

2- "Toutes les études le montrent: de plus en plus de pauvres.

Beaucoup de travailleurs pauvres.
33 % des foyers n'atteignent pas les critères de vie jugés minimum: manger, s'habiller ou chauffer son domicile...
A qui profite la croissance (à crédit) de la GB ?
Depuis la crise 2008, en GB et dans le monde, rien a changé: les inégalités augmentent dans la dualité capital / travail."

En complément.

- Le FMI "formait" des journalistes Grecs pour présenter le Fonds "sous un jour favorable" - okeanews.fr

L'ancien représentant de la Grèce au FMI, Panagiotis Roumeliotis, a révélé lors de son audition au comité de la dette, que

des journalistes grecs ont assisté à des séminaires financés par le FMI et étaient invités à présenter le FMI sous un jour favorable. Le directeur du département Communication du FMI Gerry Rice l'a démenti dans une lettre. okeanews.fr 19.06

ACTUALITE EN TITRES

PS. Ravalement de façade. Toujours plus droitier.

- Cambadélis compose une direction au poil pour Hollande et Valls - Liberation.fr

- A ce stade, le PS n'a de solide que sa façade. Liberation.fr 20.06

Même qu'ils en redemandent...

- Les Français favorables au prélèvement de l'impôt à la source - Reuters

... et encore...

- La Patrouille de France, star tricolore du Bourget - AFP

... et encore...

- Les recettes du ramadan enflamment la page Facebook de Marmiton - Rue89

Qu'est-ce qu'on en a à foutre !

Alors que les musulmans pratiquants sont une ultra minorité en France, ils s'emploient à faire en sorte que la population croie qu'ils seraient partout, omniprésents, afin qu'elle les rejettent, c'est le meilleur moyen d'alimenter le racisme.

C'est le même procédé auquel recourent les sionistes en instrumentalisant la population juive (encore plus minoritaire que les musulmans) qu'ils prétendent représenter, en faisant parler d'eux pour un oui ou un non, notamment au moyen de provocations ou en exigeant des droits qui selon eux seraient légitimes, droits supérieurs à ceux accorder au reste de la population, dans l'espoir qu'elle condamne ce favoritisme de façon à pouvoir la traiter par la suite d'antisémitisme.

Impérial et esclavagiste

- Charleston: manifestations contre le drapeau confédéré, le tueur avait un blog - AFP

Leur monde hideux.

- Autriche: un forcené tue trois personnes en fonçant en voiture dans la foule - Lexpress.fr

- Mexique : dix morts lors d'une fusillade près de Monterrey - AFP

- Attentat à la voiture piégée près d'une mosquée de Sanaa - Reuters

- Yémen: attentat et raids aériens au lendemain de l'échec des pourparlers de Genève - AFP

- Burundi : 11 policiers blessés dans des attaques à la grenade à Bujumbura - AFP

- Huit policiers tués par des Chabaab en Somalie - Reuters

ACTUALITÉ DU JOUR

Les autorités belges se dégonflent.

- Affaire Ioukos : la Belgique va débloquer les comptes des ambassades russes - LeMonde.fr

Ces comptes avaient été gelés en application d'une décision de justice, suscitant la colère de Vladimir Poutine.

Le ministre belge des affaires étrangères, Didier Reynders, a annoncé samedi 20 juin le « déblocage », partiel dans un premier temps, des comptes des ambassades russes en Belgique qui avaient été gelés en application d'une décision de justice, suscitant la colère de Vladimir Poutine.

« Une solution a été trouvée pour débloquer en priorité ces comptes-là, qui sont les comptes de fonctionnement des ambassades, et le reste va suivre », a affirmé le porte-parole, citant les mots du ministre devant la presse à sa descente d'avion à Wuhan (Chine).

Depuis 48 heures, Moscou émettait de vives protestations, menaçant les gouvernements français et belges d'appliquer des mesures identiques sur le territoire russe. « Nous allons défendre nos intérêts par voie de justice. Notre position est claire : la Russie ne reconnaît pas l'autorité de ce tribunal », avait déclaré vendredi le président russe Vladimir Poutine en allusion à la Cour de La Haye. lemonde.fr 20.06

Commentaire d'un internaute

- "Nouvel exemple de la propagande que l'AFP, seule source d'information sur l'international de la plupart des journaux, inflige aux Français sur la Russie. Le gel des avoirs russes n'a pas "suscité la colère" ni les "menaces" de Poutine qui a indiqué que la Russie allait contester en justice cette décision d'arbitrage illégale la Russie n'ayant pas ratifié Charte européenne de l'énergie et que les ex-actionnaires de Ioukos n'étaient pas à leur première tentative d'extorsion de fonds à la Russie."

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Indonésie

- Al-Qaïda, produit de l'aventurisme des Etats-Unis, en Afghanistan - french.irib.ir

Un expert en droit international a accusé les médias de mutisme, face au soutien américano-saoudien à la participation du chef d'al-Qaïda, dans les négociations de paix, au Yémen. L'expert indonésien en droit international, Lari Grasmen, a déclaré que les médias américains, qui clamaient, jadis, le slogan "Nous ne négocions pas avec les terroristes", parlent, aujourd'hui, de la nécessité de dialoguer avec les terroristes.

Dans une interview avec Press TV, cet expert indonésien a évoqué la volonté du candidat à la présidentielle américaine, Ted Cruz, de changer la politique américaine et de négocier avec les terroristes. Au sujet d'un changement de la politique américaine, Grasmen a affirmé: "Apparemment, ce changement a fait son chemin, si bien que, la semaine dernière, l'un ches dirigeants d'Al-Qaïda a pris part, sur ordre des autorités américaines, aux négociations de paix, pour le Yémen, à Genève, et personne n'avait le droit de le contester". Il a, par ailleurs, estimé qu'Al-Qaïda était le produit de l'aventurisme américain, en Afghanistan.

En accusant l'ONU de soutenir l'agression saoudienne, au Yémen, Grasmen s'est interrogé sur la présence du chef d'al-Qaïda, à Genève. "La question qui se pose est de savoir pourquoi les médias internationaux gardent, toujours, le mutisme, sur le soutien américano-saoudien à la présence du chef d'Al-Qaïda, dans les négociations de Genève? french.irib.ir 20.06

Yémen

- Des officiers israéliens tués au Yémen - french.irib.ir

Des sources américaines ont fait part de la mort des dizaines d'officiers israéliens et saoudiens, dans une base militaire de l'Arabie saoudite.

Selon la chaîne de télévision yéménite « Al-Massira », le site web du magazine américain « Veterans » a révélé qu'un missile « Scud » de longue portée avait touché la plus grande base aérienne saoudienne dans la province d'Assir, tuant une vingtaine d'officiers israéliens et plus de 60 officiers et soldats saoudiens dont « Mohammed al-Shalan, commandant de la Force aérienne

de l'Arabie saoudite. Ce magazine américain a fait allusion au déploiement d'officiers israéliens dans le but d'aider l'armée saoudienne à la base aérienne de Khaled Ben Abdelaziz, rapportant que les officiers du régime sioniste contribuaient à la planification d'attaques contre divers points du Yémen, en se servant des armes prohibées made in Israël. La crise au Yémen, a mis en relief plus que tout autre temps, l'union cachée Arabie/Israël connue sous le nom de « l'union funeste ».

Le 6 juin 2015, les forces de l'armée du Yémen, pour la première fois depuis le lancement de l'offensive barbare de l'Arabie saoudite contre le Yémen, ont largué un missile Scud sur la base aérienne de Khaled Ben Abdelaziz, dans la province d'Assir, à une profondeur de 150 kilomètres du territoire saoudien, considérée comme une région stratégique en Arabie saoudite. french.irib.ir 20.06

Haut de page

Le 22 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h15.

On a ajouté 22 articles. On a rectifié des erreurs de date dans la présentation des articles dans la rubrique Articles d'actualité.

On a ajouté un article intéressant dans cette rubrique, *Georges Soros génial ! La corruption dans tous ses états, du grand art (18.06)*.

S'y trouve confirmer l'info que nous avions diffusée concernant la diaspora sioniste qui n'avait pas hésité à se servir de la Shoah pour s'enrichir sur le dos des millions de juifs que les nazis allaient exterminer, qui s'était allié avec Hitler en échange de la Palestine, sans parler des riches banquiers ou industriels qui allaient continuer de financer le régime nazi (via la BRI logée en Suisse) et de l'approvisionner en matières premières tout au long de la guerre, Soros ne sera pas en reste :

Arrêt sur Info - " *George Soros, qui a maintenant 84 ans, est né en Hongrie, d'une famille juive, les Sorosz. Soros a avoué au cours d'une interview télévisée qu'il s'est fait passer pour un non-juif durant la guerre, grâce à des faux papiers, et a aidé le gouvernement Horthy à saisir les propriétés d'autres juifs hongrois qui étaient expédiés vers les camps de la mort nazis. Soros a déclaré au journaliste : «Cela ne veut rien dire de prétendre que je n'aurais pas dû être là, parce qu'en réalité, j'étais là. En fait, étrangement, c'est comme pour les marchés, si je n'étais pas là, bien sûr que je ne le ferais pas, mais quelqu'un d'autre le ferait a ma place.»*

C'est le même genre de morale qui soutient les activités de Soros en Ukraine de nos jours. Il lui semble de peu d'importance que le gouvernement ukrainien, qu'il a aidé à accéder au pouvoir par un coup d'État soutenu par les États-Unis en février 2014, soit infesté de gens ouvertement antisémites et de néo-nazis autoproclamés de Svoboda et Pravy Sektor." Fin de l'extrait.

Comme quoi nous n'exagérions pas en affirmant que les sionistes étaient les pires antisémites qui soient, la pire menace pour les juifs. On était loin de compte encore.

Les mots nous manquent pour qualifier cette espèce de pourriture. Et dire que c'est ce genre de personnage qui condamne la terreur des Jacobins, les bolcheviks sanguinaires, les communistes assassins, etc. qui n'ont jamais oeuvré pour leur compte personnel mais voué leur vie à notre cause, je parle des véritables bolcheviks ou communistes et non des staliniens, maoïstes ou castristes qui ont commis un hold up sur la révolution ou confisqué la révolution au profit d'une caste parasitaire et corrompue, des anticommunistes en réalité...

Les sionistes et particulièrement les oligarques dépassent en monstruosité, en cruauté, tout ce que l'humanité a pu produire de barbarie depuis deux millénaires. On peut comprendre que certains pètent les plombs en l'apprenant et basculent de l'antisionisme à l'antisémitisme aveuglés par leur ignorance politique, car l'histoire ne s'arrête pas là, ce qui n'en est pas moins condamnable ou abjecte.

Et dire que ce sont eux qui détiennent dorénavant le pouvoir et que nos gouvernements s'y soumettent. Il y a de quoi s'inquiéter pour l'avenir si on ne parvient pas à les stopper et à les neutraliser, à leur confisquer leur pouvoir et à les éliminer s'ils résistent.

La causerie de ce matin figure après ce passage mis en ligne hier soir.

On a actualisé avec un peu d'avance la rubrique Articles d'actualité.

Vous le saviez ?

"*Il y a un ou deux ans, les pro-russes se trouvaient isolés dans les dîners en ville. Aujourd'hui c'est inverse : presque personne, en dehors de quelques intellectuels ne prend plus parti pour les Etats-Unis dans les affaires de l'Ukraine.*" (voir l'article d'Atlantico.fr dans cette page)

A lire les médias et la presse ouvrière on n'aurait jamais pu le deviner, ce qui montre que cette dernière est vraiment en dessous de tout, elle est comme la " *classe politique française et européenne tellement tétanisée*"...

Une bonne nouvelle en somme, on se console comme on peut à défaut de mieux.

La causerie de demain est pratiquement prête. Aujourd'hui on s'est reposé et j'ai profité de la fin de l'après-midi pour bosser un peu. Ensuite on a écouté un concert de Scorpions en dînant.

J'ai trouvé un truc qui plaît bien à Selvi ou qui convient à nos problèmes de langage : Buster Keaton et le cinéma muet du début du XXe siècle !

Je télécharge des petits films de 20 minutes environ, et lorsque Selvi redescend de la terrasse sur les coups de 21h30, on regarde ensemble un Buster Beaton, Laurel et Hardy ou un Chaplin, histoire d'aller se coucher dans la bonne humeur, comme quoi nous ne sommes pas aigris, haineux ou je ne sais quoi, on aime la vie, on déteste seulement ceux qui s'acharnent à nous la pourrir ou celle de nos semblables, ce qui revient au même, normal, non ?

A plus tard.

Pondichéry 12h45.

Hier des titres de presse avaient été placés à un mauvais emplacement et un autre avait été oublié, j'ai rectifié. Parfois je m'en rends compte beaucoup trop tard pour y remédier. Sorry !

On ajoutera une vingtaine d'articles plus tard.

Deux réflexions politiques

1- C'est marrant, en lisant les commentaires qui figurent à la suite des articles parus dans Libération, Le Figaro ou Le Monde, on s'aperçoit que la plupart du temps, ceux de Libération sont de droite, ceux du Figaro de gauche (selon les critères institutionnels admis et que nous ne partageons pas), ceux du Monde plus à droite encore ou franchement néolibéraux ou d'extrême droite ou collent au plus près de la propagande gouvernementale.

2- Certains commentateurs évoquent la "tyrannie du capital financier" comme s'il s'agissait d'un mode de gouvernance comme un autre qu'ils feignent de découvrir, qui selon eux présente tout au plus comme défaut d'être excessif dans sa manière de s'y prendre pour parvenir à ses fins, car il n'est pas question de remettre en cause sa soi-disant légitimité ou son emprise sur la société, après lui avoir reconnu bien des vertus ou admis qu'il était indispensable au fonctionnement de la société qui n'a aucun intérêt à vouloir s'en passer sous peine d'être livrée à l'aventurisme et au chaos... dont il porte en priorité la responsabilité comme on peut l'obserser quotidiennement.

Peu importe finalement puisque c'est lui qui détient le pouvoir et avec lequel il faut négocier, s'arranger, s'accommoder, s'encanailler pour obtenir ses faveurs. Quand la plèbe et ses représentants dénoncent ces excès, il est de bon ton de les imiter pour le préserver ainsi que sa carrière politique ou dans les médias, une institution quelconque.

Que doit-on opposer à la "tyrannie du capital financier" sinon la dictature du prolétariat ? Chacun a pu constater que les capitalistes détiennent tout le pouvoir et les travailleurs aucun, on a envie de dire que c'est mieux ainsi pour les combattre.

L'Empire craque de partout.

- Un ex-diplomate français accuse Washington d'être à l'origine de la crise ukrainienne - lefigaro.fr

«Ce n'était pas compliqué», dit-il: «il fallait notamment donner Sébastopol à la Russie et garantir le statut de la langue russe en Crimée». Et l'avis de Kiev dans tout cela? «Mais la Crimée n'a jamais appartenu à l'Ukraine, elle a toujours été russe», s'emporte Jean de Gliniasty.

«On s'est mis dans la main des Américains», regrette le diplomate qui voit la main de Washington dans la rupture épisodique des cessez-le-feu, constatée dans le Donbass.

Selon l'ex ambassadeur, qui dénonce ces mesures de représailles, l'Ukraine resterait donc l'un des terrains de jeu favori de la diplomatie américaine, permettant de bloquer dans l'ancien espace soviétique, toute velléité d'impérialisme russe: c'est la fameuse doctrine Brzezinski qui inspirerait depuis trente ans la diplomatie américaine, y compris celle d'Obama, selon Jean de Gliniasty. En terrain familier, ce dernier a retrouvé François Fillon à Saint-Pétersbourg, qui fut premier ministre au même moment et qui, reçu par Vladimir Poutine à Saint-Pétersbourg, défend lui aussi les mêmes visions. «Maintenant les gens ne se rendent pas compte qu'on risque d'aller vers la guerre. C'est une catastrophe», assène l'ex-diplomate. lefigaro.fr 21.06

Bon, on aura compris que c'est davantage la perspective d'une guerre avec la Russie qui les motive ou les effraie qu'autres choses.

Ce qui importe pour nous, comme par exemple dans la sortie de Giscard, ce sont avant tout les bribes de vérités qu'ils sont amenés à lâcher qui confirment les informations que le gouvernement, les médias et l'Otan censurent, et qui portées à la connaissance de la population ne peut que la conduire à condamner toute entreprise guerrière en Europe, facteur considérable puisque son soutien est indispensable pour engager une guerre.

Comme quoi nous avons raison de tant insister sur la nécessité de démontrer que leur interprétation de la situation repose sur un déni ou une falsification de la réalité pour conditionner les masses, de lutter contre leur guerre psychologique et idéologique par tous les moyens à notre disposition pour au mieux briser leurs plans ou au pire en retarder l'application.

Commentaires d'internautes (du Figaro, réputé de gauche comme chacun sait)

1- "Tout ça est tellement évident. J'aurais pensé que tout le monde avait compris plus tôt la manoeuvre des Américains et de leurs affidés européens..."

2- "Une voix autorisée me conforte dans ce que je ressentais, moi qui suis ignorant."

3- "100% d'accord avec cette analyse par un expert ayant un vécu sur place ... En dehors des poncifs qui tentent de cadenasser les opinions européennes."

4- "Si entre 1853 et 1856 la France, déjà associée aux Anglais et aux Turcs, a perdu 100 000 hommes pour chasser les Russes de Crimée c'est qu'ils y étaient déjà."

5- "Enfin quelqu'un qui voit clair et qui ose dire la vérité."

6- "Je pense que ce point de vue à de très forts arguments pour le soutenir.

La guerre est souvent la conséquence d'une trop grande avidité de certains qui n'imaginent pas que les personnes qu'ils lèsent peuvent réagir à leur tour. Intégrer la Crimée et Sébastopol dans une Ukraine anti-russe où la langue russe n'était pas une langue officielle était quasiment un casus belli."

7- "Merci, il est bien tellement rare d'entendre une voix non atlantiste..."

8- "Merci pour ce témoignage qui ne fait que confirmer ce que l'on sait déjà ..."

Il ne suffit pas qu'on le sache, il faut que la majorité de la population le sache ou le partage également, et là ce n'est pas gagné d'avance loin de là.

Cela dit, on aura constaté que c'est une constante à prendre en considération dans nos analyses : Plus une question revient sur le tapis ou plus une affaire traîne en longueur, plus elle est décortiquée, plus elle fait l'objet de discussions et de questionnements dans tous les sens, et il va s'avérer impossible au fil du temps d'empêcher que son contenu précis ne finisse par être porté à la connaissance de la population ou que des voix discordantes se fassent de plus en plus entendre au point de parvenir à inverser la tendance qui prévalait antérieurement ou l'opinion publique comme ils disent.

Plus ils matraquent hystériquement leur propagande ou leurs arguments de faussaires, plus ils deviennent suspects et poussent ceux qui jusqu'ici ne s'y intéressaient pas à écouter ce qui se dit ici ou là pour se forger leur propre opinion qui au départ n'était pas assurée et en changer éventuellement, processus qu'ils ne peuvent pas contrôler dans le temps, qui leur échappe totalement, fort heureusement.

Au final, la dialectique s'applique aussi au processus psychologique dès lors qu'il est en rapport avec la réalité, l'ensemble de

la situation telle qu'elle est vréritablement au grand dam de ces manipulateurs des consciences qui n'auront pas le dernier mot, "rira bien qui rira le dernier" (Lénine). Bref, le socialisme a de l'avenir, il vaut mieux !

ACTUALITE EN TITRES

Un organigramme apparemment bâclé.

- A peine nommé, un secrétaire national du PS condamné pour violences conjugales contraint de démissionner - Francetv info

Parce qu'elles sont irremplaçables !

- Pourquoi donne-t-on plus d'importance à la fête des mères qu'à la fête des pères? - Slate.fr

Le père nourrissier bosse pour nourrir sa petite famille pendant que la mère élève leurs enfants et s'occupe de leur foyer... Pardon, c'est la mère qui est nourricière à l'origine, et quand elle bosse, c'est encore elle qui cuisine le plus souvent, donc qui continue de nourrir sa marmaille, le père, lui, fait figure de figurant, c'est un personnage négligeable, en option, trop souvent absent.

Qui plus est il incarne le pouvoir, l'autorité, la force, la discipline (sauf appliquée à lui-même) et les sanctions, bref, tout ce qu'un gosse déteste en général. Les femmes sont bien contentes de le trouver pour remplir cette fonction ingrate, mais trop hypocrites pour le reconnaître.

Quand je discutais de mes rapports avec mes parents avec ma première épouse, elle me fit remarquer que lorsque mon père me battait (pratiquement tous les jours), c'était en fait la main de ma mère qui s'abattait sur moi. Cela dit elle n'en tirera aucun enseignement concernant ses propres relations avec sa mère qui n'avait pas vraiment apprécié que sa fille se mette en ménage avec un minable comme moi, elle espérait un meilleur parti pour sa fille (unique) et l'encouragera à divorcer, facilitera notre séparation, tandis que mon beau-père ne se mêlait pas de nos affaires, mon père non plus d'ailleurs.

Intox.

- Les Français désormais opposés à l'exclusion de la Grèce de la zone euro - AFP

- Laurent Fabius peine à imposer son initiative de paix au Proche-Orient - LeFigaro.fr

- Le pape appelle à ne pas traiter les migrants comme des marchandises - AFP

Dernière mobilisation en Grèce dimanche.

- Grèce: Plus de 7.000 personnes manifestent contre l'austérité à Athènes - 20minutes.fr

Concentration du capital.

- Bouygues Telecom dans le viseur de Patrick Drahi - Liberation.fr

Après avoir croqué SFR pour 13,36 milliards d'euros en 2013, le patron de Numericable-SFR proposerait de racheter Bouygues Telecom pour plus de 10 milliards d'euros. Liberation.fr 21.06

- L'assureur santé Anthem offre 47 milliards de dollars pour Cigna - Reuters

Le groupe américain d'assurance santé Anthem a annoncé samedi avoir offert 47 milliards de dollars en numéraire et en actions pour racheter son concurrent Cigna. Reuters 21.06

Stratégie du chaos et de la guerre

- Etats-Unis: 1 mort, 16 blessés dans deux fusillades à Detroit et Philadelphie - AFP

- Un attentat tue 19 civils dans le Sud afghan - Reuters

- Somalie : des shebab attaquent une base des services de renseignement à Mogadiscio - AFP

- Quinze morts dans des frappes saoudiennes au Yémen - Reuters

Venezuela. La droite et l'extrême droite toujours mobilisées en famille.

- Venezuela : marche pour réclamer la libération des prisonniers politiques - euronews.com

Au Venezuela, plusieurs centaines d'opposants ont défilé ce samedi dans les rues de la capitale Caracas. Une manifestation pour demander la libération des prisonniers politiques, notamment celle de Leopoldo Lopez. Cet homme est emprisonné depuis février 2014. Il observe un grève partielle de la faim depuis près d'un mois. Son épouse, Lilian Tintori a participé au défilé" euronews.com 21.06

Qui est "cet homme" faisant l'objet d'une présentation anodine, sournoise et hypocrite de la part d'Euronews, sous-entendant qu'il s'agirait d'un citoyen vénézuélien comme un autre, alors qu'en réalité il s'agit d'un dirigeant d'extrême droite fondateur du parti Voluntad Popular, incarcéré depuis le 18 février 2014 pour être impliqué dans différentes tentatives avortées pour renverser le régime. Ah le brave homme !

ACTUALITÉ DU JOUR

Des élus et des institutions illégitimes.

Grille de lecture.

- Ceci explique cela. Plus d'un électeur sur deux a boycotté ces élections.

- Au second tour, les taux de participation n'ont été que de 43,45% à Clichy et 45,84% à Asnières, 36,32% à Pontault-Combault, on n'a pas les chiffres pour Thionville qui doivent être similaires. (Source : liberation.fr 22.06)

- Ce qui n'a pas empêché le futur maire clichois sur Twitter de s'exclamer : "Une très large majorité des Clichois a accordé sa confiance à la liste Oxygène", assurément, il a recueilli 25,12% (57,82% de 43,45%) des suffrages des électeurs inscrits, moins encore si on soustrait les votes blancs et nuls.

Et le nouveau maire de Pontault-Combault a recueilli 13,35% (36,76% de 36,32%) sur les mêmes critères.

- Dorénavant, il faut savoir que la démocratie est abaissée entre 13 et 25%. Et les 87 ou 75% restant ? Qui ? Ils sont la minorité, illégitime, normal, non franchement ? On est ou on n'est pas sous une dictature du capital, enfin quoi !

- Municipales partielles: la droite renforce sa suprématie dans les Hauts-de-Seine - AFP

La droite a conforté sa suprématie dimanche lors du second tour d'élections municipales partielles dans les Hauts-de-Seine, département de banlieue parisienne qui voit disparaître son dernier bastion socialiste, Clichy.

A Clichy-la-Garenne, c'est la fin des décennies de socialisme: la liste de Rémi Muzeau (Les Républicains-UDI-MoDem), suppléant de Patrick Balkany à l'Assemblée nationale, remporte une victoire éclatante en raflant 57,82% des voix, loin devant le socialiste Julien Perez (42,18%), ex-directeur de cabinet du maire sortant Gilles Catoire, qui dirigeait la ville depuis 1985.

A Asnières, bastion de droite conquis par la gauche en 2008 mais repris en 2014 par l'UMP Manuel Aeschlimann, ce dernier, à la tête d'une liste LR-UDI, l'emporte à nouveau avec une marge confortable (56,10% des voix). Au terme d'une campagne agitée, il a battu son meilleur ennemi, le socialiste Sébastien Pietrasanta (43,90%), ancien maire de 2008 à 2014.

Ce nouveau rendez-vous électoral en forme de duels entre le PS et Les Républicains conforte la position de l'ex-UMP en vue des régionales de 2015.

"Deux nouvelles & très belles victoires républicaines dans les Hauts-de-Seine. Plus de maire socialiste dans le département ", a tweeté dans la soirée la candidate LR Valérie Pécresse aux régionales en Ile-de-France.

Par ailleurs, en grande couronne parisienne, à Pontault-Combault (Seine-et-Marne), l'ex-maire PS Monique Delessart a conservé son siège à l'issue du second tour, recueillant 36,76% des voix, devant son ex-adjoint Cédric Pommot (27,86%), les listes UDI-LR (21,27%) et le Front national (14,12%). Le taux de participation s'est élevé à 36,32%.

Dans l'Est, la députée Anne Grommerch (Les Républicains) conserve son fauteuil de maire de Thionville à l'issue du second tour, devançant de plus de sept points (53,74%) son rival socialiste et ennemi juré Bertrand Mertz (46,26%), qui avait dirigé la deuxième ville de Moselle de 2008 à 2014. AFP 21.06

Commentaire d'un internaute.

- "Cela ne choque personne que le suppléant de Balkany soit élu ?"

Pourquoi, cela devrait ?

On nous parle à longueur de temps de valeurs, de principes, d'éducation, de morale, etc. en réalité la plupart des gens ne savent pas trop à quoi cela correspond ou ce que cela signifie vraiment, ils en ont qu'une idée très approximative, ils sont toujours aussi ignorants en la matière, ils les adoptent par mimétisme.

D'autres ont une mémoire sélective quand cela les arrange et tous ou presque adoptent une grille des valeurs en fonction de leurs intérêts immédiats en l'absence d'une réelle conscience de classe, une grille des valeurs conforme à l'idéologie dominante ou qui leur est dictée par ses représentants sous différentes étiquettes de droite ou de gauche.

En complément. D'une perversion à l'autre ou qu'est-ce qui attire tant les mouches à merde, devinez ?

Dominique Strauss-Kahn arrive sur Twitter, déjà des milliers d'abonnés - AFP

Leur recette pour alimenter le racisme, faire monter l'extrême droite.

- Ramadan : les recettes de Marmiton déclenchent une vague d'islamophobie - LePoint.fr

- Pour plus de la moitié des Français, les musulmans se mettent trop en avant - L'Express.fr

- L'épouse d'un ministre israélien s'excuse après une blague raciste sur Obama - AFP

"Savez vous ce qu'est le café Obama? Noir et faible", a écrit Judy Shalom Nir-Mozes aux 74.400 internautes qui la suivent sur Twitter.

Son époux, membre du parti Likoud du Premier ministre Benjamin Netanyahu, est aussi le ministre chargé des relations avec les Etats-Unis, alliés stratégiques d'Israël.

Mme Nir-Mozes est issue de la famille Mozes, propriétaire du quotidien à grand tirage Yediot Aharonot. Elle anime une émission de radio hebdomadaire et participe à un certain nombre d'émissions télévisées. AFP 21.06

Pour lui répondre il faudrait se baisser en-deçà du niveau du caniveau et respirer les miasmes que dégagent cette pourriture. Les sionistes cumulent et cultivent toutes les tares du genre humain. On comprend pourquoi beaucoups d'Israéliens juifs fuient cet Etat raciste à la première occasion. La preuve ci-dessous.

En complément. Israël ou le sionisme est avant tout rejeté par les juifs.

- Tel-Aviv inquiet de la baisse du taux d'immigrations - french.irib.ir

En dépit de vastes efforts du régime sioniste pour encourager les Juifs qui vivent dans divers pays du monde à immigrer en Palestine occupée, le ministère de l'Immigration du régime sioniste a fait récemment état de la baisse du taux de l'immigrations des Juifs en Palestine.

Dans son dernier rapport publié samedi, le ministère de l'Immigration du régime sioniste a indiqué des chiffres qui montrent que le nombre des Juifs qui émigrent en Palestine occupée tend à baisser, notamment en ce qui concerne les Juifs de France qui font preuve apparemment de moins en moins d'intérêt à quitter la France pour aller s'installer en Palestine occupée en tant que citoyens israélien.

D'après ces chiffres, pendant les cinq premiers mois de 2015, le nombre de Juifs français qui ont immigré en Palestine occupée

a baissé de 19% par rapport aux chiffres de la même période en 2014.

Les statistiques montrent que pendant ces dix dernières années, des dizaines de milliers de citoyens, notamment les jeunes, ont préféré quitter la Palestine occupée pour aller vivre dans les pays européens ou en Amérique du Nord, en raison des mauvaises conditions de vie pour les immigrés Juifs en Palestine occupée.

Selon les résultats d'une enquête menée par l'Institut du « Conseil du sioniste », les jeunes juifs se désintéressent de plus en plus de vivre en Palestine occupée, et préfèrent aller s'installer dans d'autres pays pour profiter de meilleures conditions de vie. D'après les résultats d'un sondage d'opinion réalisé par le quotidien « Haaretz », près de 40% des Israéliens pensent déjà à quitter la région du Moyen-Orient. Leurs raisons principales sont les problèmes économiques et le maque de la sécurité.

Les statistiques officielles du régime sioniste ont montré que le phénomène de l'immigration inverse a commencé en Palestine occupée en 2004. A partir de cette date, chaque année, en moyenne près de 17.000 Juifs, dont la plupart dont des jeunes diplômés, ont quitté la Palestine occupée, en souhaitant trouver des meilleurs conditions de vie en Europe ou en Amérique du Nord. french.irib.ir 21.06

A tous nos camarades juifs d'Israël : Fuyez au plus vite, rendez la Palestine à ces propriétaires légitimes, les Palestiniens.

En famille. Fourre-tout ou amalgame nauséabond.

J'ai reproduit l'essentiel de l'article suivant en omettant toutefois le passage où son auteur donnait du "chère" Caroline Fourest. C'est important de le signaler car ils appartiennent au même monde que Slate, un portail néolibéral sioniste (J. Attali entre autres).

S'ils s'attaquent à leur protégée, c'est selon nous parce qu'elle va trop loin dans ses provocations, au risque de révéler (ou mettre en danger) les véritables intentions que cache leur "lutte contre le terrorisme", en stigmatisant les musulmans de façon si grossière qu'elle pourrait discréditer leur opération de conditionnement de la population. Un avertissement qu'ils lui adressent en quelque sorte.

Ils utilisent ce genre d'agents et s'en débarrassent quand ils deviennent trop encombrants ou lorsqu'ils estiment que leur comportement devient incontrôlable ou sert davantage leurs propres intérêts plutôt que leur cause.

- «Y'a bon Awards»: Caroline Fourest prend (de nouveau) quelques libertés avec la vérité - Slate.fr

Caroline Fourest n'est pas contente d'avoir reçu, le 12 juin dernier, un «Y'a bon Award», et elle l'a fait savoir au moyen d'un billet publié sur son blog le vendredi 19 juin. Une vingtaine de lignes dans lesquelles elle accuse les «Y'a bon» d'être d'une «mauvaise foi renversante».

Et d'avancer, en guise d'explication, les deux arguments suivants:

«[Les "Y'a bon"] mélangent propos racistes et propos laïques»; «ils les sortent totalement de leur contexte et les tronquent pour leur faire dire… l'inverse».

Deux «arguments» qui, comme nous allons le voir, ne résistent guère à l'examen. Car si l'on peut reconnaître à Caroline Fourest, qui prétendait il y a quelques semaines, avoir gagné un procès qui n'avait pas encore eu lieu, une certaine expertise dans le domaine de la «mauvaise foi», force est de constater que sa «démonstration» produit l'effet exactement inverse de celui qu'elle escomptait.

Rappelons que Caroline Fourest a été distinguée cette année, dans la catégorie «Ils ont bien le droit de fantasmer», pour son évocation de «ces familles qui au nom de leurs convictions religieuses retirent les enfants des cours d'histoire quand on enseigne la Shoah».

Cette affirmation pain-au-chocolat (© Jean-François Copé) est en réalité contredite par les études rigoureuses portant sur la question de l'enseignement de la Shoah, parmi lesquelles aucune ne mentionne d'opposition de nature religieuse audit enseignement. Et pour cause: bien malin serait en effet celui qui pourrait expliquer ce qui, dans la religion musulmane –puisque c'est d'elle dont il s'agit– proscrit ou conteste l'enseignement de la Shoah à l'école!

Que certains, au nom de leurs «convictions religieuses» (chrétiennes, musulmanes ou autres), contestent par exemple l'enseignement de la théorie de l'évolution, c'est un fait avéré et explicable: il existe en effet des versions religieuses de l'histoire de l'humanité alternatives aux thèses de Darwin. Mais au nom de quelles «convictions religieuses» des parents pourraient-ils retirer leurs enfants des cours d'histoire de la Shoah? Quelle est la version islamique alternative de cette tragédie historique? On ne peut s'empêcher de penser ici à un amalgame quasi-identique, présent dans le récent dossier de Marianne consacré

aux «complices de l'islamisme», avec l'évocation d'une enseignante à qui l'on aurait demandé de ne pas évoquer le génocide arménien pour ne pas «provoquer la communauté turque», comme si la contestation du génocide arménien avait un quelconque lien avec l'islam…

Les propos de Caroline Fourest sont un exemple exemplaire des amalgames en vogue chez nombre d'éditorialistes et de dirigeants politiques, qui consistent à faire porter à un islam essentialisé (et fantasmé) la responsabilité de comportements répréhensibles, voire condamnables, mais qui n'ont en réalité rien à voir avec l'islam. Les enseignants qui expliquent qu'ils ont des difficultés à enseigner la Shoah, difficultés bien réelles et qu'il ne s'agit pas de nier, évoquent en effet des réactions du type «on parle tout le temps des Juifs», «on parle trop de la Shoah», «on ne parle pas des autres crimes comme la colonisation et l'esclavage», voire des propos révisionnistes ou négationnistes. Mais quel est le rapport avec l'islam et les «convictions religieuses» des élèves ou de leurs parents? Aucun.

Il y a ainsi une double essentialisation dans ce type d'accusation: celle de l'islam, donc, mais aussi celle de populations d'origine maghrébine qui se trouvent enfermées, du fait de l'explication de certaines de leurs attitudes (existantes ou fantasmées) par leurs «convictions religieuses» alors que leur religion n'y est pour rien, dans une identité réduite à leur religion (réelle ou supposée). La déclaration de Caroline Fourest, qui explique que certains contesteraient l'enseignement de la Shoah en raison de leur foi musulmane, est donc non seulement totalement fantaisiste mais elle est en outre ouvertement stigmatisante: à l'en croire, l'islam serait en effet, en lui-même, générateur de révisionnisme, voire d'antisémitisme. Difficile d'établir ici un quelconque rapport avec la défense de la laïcité.

Comme si la manœuvre consistant à péniblement tenter de «laïciser» des propos stigmatisants ne suffisait pas, Caroline Fourest va encore un peu plus loin: en sortant la phrase de son contexte et en la tronquant, les «Y'a bon» auraient en réalité fait dire à l'éditorialiste l'inverse de ce qu'elle pensait:

«En pleine polémique sur le retrait de certaines familles de l'école publique pour cause de programmes visant à déconstruire les stéréotypes de genres, je trouvais douteux qu'on puisse hurler quand les enfants de familles musulmanes souhaitent échapper à l'enseignement de certaines matières ou de la Shoah, mais pas quand des familles catholiques souhaitent échapper à l'enseignement de l'égalité filles-garçons… C'est donc une dénonciation d'une forme de racisme anti-musulman, d'une inégalité dans la vigilance, qui me vaut ce "Y'a bon"».

Comprendre: Caroline Fourest, par ses propos, entendait en fait défendre les Musulmans en dénonçant le «deux poids, deux mesures» dont ils sont victimes. Caroline Fourest a raison sur un point: la phrase incriminée par les «Y'a bon» a été prononcée le 3 février 2014 sur LCP lors d'un débat concernant la polémique autour de l'enseignement de la supposée «théorie du genre», au cours de laquelle l'éditorialiste dressait effectivement le parallèle qu'elle évoque dans son billet. Elle appelait ainsi la droite républicaine à être cohérente et, comme elle s'était opposée à «ces familles qui au nom de leurs convictions religieuses retirent les enfants des cours d'histoire quand on enseigne la Shoah», à s'opposer à l'offensive conduite par certains intégristes religieux catholiques contre l'école publique.

Le problème est que ce contexte ne change rien, bien au contraire! Le parallèle entre, d'une part, un mouvement organisé (la «Manif pour Tous»), dont nombre de responsables revendiquent ouvertement leurs convictions religieuses et affirment se battre au nom de ces dernières, avec le soutien d'une partie du clergé catholique, contre «l'enseignement de l'égalité filles-garçons» et, d'autre part, les comportements (supposés) de certaines familles à l'égard de «l'enseignement de l'histoire de la Shoah» expliqués par les «convictions religieuses» de celles-ci alors qu'il n'y a, répétons-le, aucune position musulmane eu égard à la Shoah ou à son enseignement, participe précisément de l'amalgame que nous avons décrit plus haut! Prétendre que les «Y'a bon» auraient tronqué une citation dans le but de faire dire à Caroline Fourest le contraire de ce qu'elle pensait, alors que la citation «intégrale» ne fait que renforcer l'amalgame qui a valu à l'éditorialiste sa deuxième banane dorée[1], est en ce sens un argument, chacun l'avouera, d'une «mauvaise foi renversante».

[1] Rappelons que Caroline Fourest avait été distinguée par les « Y'a bon » en 2012, pour sa dénonciation de «ces associations qui demandent des gymnases pour organiser des tournois de basket réservés aux femmes, voilées, pour en plus lever des fonds pour le Hamas». Là aussi, sans doute, des «propos laïques» et destinés à «dénoncer une forme de racisme anti-musulman». On notera que Caroline Fourest, d'une bonne foi renversante, évoque pudiquement, dans son billet du 19 juin 2015, ce premier «Y'a bon», expliquant qu'elle avait simplement «dénoncé les mairies prêtant des installations publiques à des associations intégristes et sexistes». Ou quand Caroline Fourest tronque elle-même ses citations… slate.fr 21.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie saoudite

1- 36 missiles s'abattent sur une base saoudienne - french.irib.ir

L'armée yéménite et Ansarallah ont violemment pilonné une base militaire saoudienne. Selon Al mayadeen, l'armée yéménite et les comités populaires liés à Ansarallah ont attaqué la base militaire de Zahran en représailles aux raids incessants de l'aviation saoudienne. Quelques 36 missiles se sont abattus sur le bâtiment. La tour Al MoIn situé à Jizan a également été prise pour cible des missiles.

Samedi un militaire saoudien est tombé au cours de violents affrontemenst avec les combattants d'Ansarallah. Deux autres soldats saoudiens et trois membres de la garde nationale saoudienne ont été blessés. Les sources yéménites affirment vouloir poursuivre leur pilonnage contre les positions saoudiennes tant que les raids saoudiens se poursuivront. french.irib.ir 21.06

2- L'unité de terreur du prince Nayef - french.irib.ir

Le ministère saoudien de l'Intérieur a formé une unité de terreur pour éliminer tous les activistes politiques et mettre fin à leurs actions pacifiques.

Selon l'agence d'information Tasnim, une source proche des opposants saoudiens a révélé que le ministère de l'Intérieur a mis sur pied des équipes de sécurité, bien entraînées et formées pour la terreur, dans le but d'assassiner tous les activistes politiques à Qatif. Selon cette même source, ces équipes de sécurité ont été formées pour des attentats à de haut niveau tandis que Mohammad Ben Nayef supervise, personnellement, la formation de ces comités de sécurité et leurs activités. Le point qui mérite réflexion c'est qu'une liste de 23 personnes d'activistes a été déjà préparée.

Des réunions ont eu lieu avec la participation des responsables sécuritaires à Qatif pour déterminer le cadre de coordination sur la nature de l'activité de ces équipes de sécurité, qui seront responsables d'assassiner ces 23 personnes. french.irib.ir 21.06

La même méthode que les nazis, les fascistes, non ? Et les Américains, les sionistes, les autorités ukrainiennes... Chut, ce sont des régimes démocratiques et les Saoudiens sont leur allié !

Haut de page

Le 23 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera une vingtaine d'articles ou plus demain matin.

Réflexions politiques

1- Au début des années 80, le PS sentant venir la fin de l'URSS et ses satellites, en profita pour revendiquer l'économie de marché et désormais s'afficher comme un parti de droite, sans que pour autant le mouvement ouvrier qui était lié au PS ne réagisse et tire des enseignements de cette évolution des rapports entre les classes et ceux qui sont censés les représenter, et comme si finalement rien ne s'était passé les différents partis ouvriers continuèrent de flirter, de s'encanailler, de s'allier ou d'appeler à l'unité avec ce parti qui pourtant ne camouflait plus sa véritable nature capitaliste.

Cependant, la nouvelle crise du capitalisme mondial qui avait surgi au début des années 70 s'approfondissant au cours des décennies suivantes, allait se traduire par la mise en oeuvre de politiques d'austérité, qui signifiaient que l'époque des réformes sociales même à minima était définitivement révolue, et qu'elle avait cédé le pas à un cycle de régression sociale sans fin qui allait frapper à des degrés divers toutes les couches des masses exploitées, dont les couches et classes moyennes, la petite bourgeoisie.

Du coup les représentants de ces couches et classes qui bénéficiaient de privilèges ou d'un mode de vie supérieur au reste du prolétariat, sous la pression de leurs troupes qui ne pouvaient plus se reconnaître dans la politique du PS ou craignant d'en faire les frais se démarquèrent de la direction de ce parti pour finalement en sortir et créer le Parti de gauche.

Cette rupture ne sera que de façade, car dans une large mesure elle sera contrôlée ou négociée pour préserver les alliances électorales futures entre les différents partis qui se partagent en somme le même fond de commerce, et au-delà les mêmes objectifs politiques assumés ou non avoués de préserver la stabilité du régime en place.

D'autres partis ou micro-partis continueront ainsi d'évoluer au côté du PS, rassemblant les mécontents du PS sans être capable de leur proposer une issue politique cohérente qui rompe avec la politique du PS, puisque le même fil conducteur qui les reliait au régime ou au capitalisme (et à l'UE) devait continuer de les traverser, les conduisant à leur tour à connaître une succession de crises, pour ne pas dire qu'ils étaient le produit de la crise du capitalisme à laquelle le PS s'était identifié, et que partant du constat qu'il n'existait pas de remède à cette crise qui corresponde aux attentes de ces couches ou classes qu'ils représentaient (sans rompre avec le capitalisme), ils allaient à leur tour incarner cette crise et devoir composer avec ses tenants pour être incapables de rompre avec le capitalisme et ses institutions, au point qu'ils en arrivent à ne plus pouvoir camoufler leur impuissance au fil du temps ou l'imposture qu'avait constitué la fondation de ces partis qui allaient demeurer ou être condamnés à demeurer des appendices du PS et du régime, se traduisant par la désillusion grandissante et la démission d'un grand nombre de leurs adhérents.

La crise du capitalisme et la crise de la direction du mouvement ouvrier sont intimement imbriquées dans un rapport de cause à effet, de subordination dont le mouvement ouvrier allait être le grand perdant, le contraire fut étonnant ou pour ainsi dire un heureux hasard qui ne se produisit pas hélas !

En s'amarrant officiellement au char du capitalisme en état de putréfaction avancée, le PS était voué à connaître le même sort, d'où pour ne pas le connaître à son tour la nécessité impérieuse pour tous les partis issus du PS et les partis dits ouvriers de rompre immédiatement avec le parti social-néolibéral et de l'identifier comme tel ou un ennemi de la classe ouvrière et du socialisme, ce qu'ils refusèrent obstinément.

A la dislocation de la base qui soutenait traditionnellement le PS, allait correspondre celle de l'avant-garde du mouvement ouvrier qui ne comprenait pas que ses dirigeants continuent de se tourner vers le PS (et le PCF) ou l'incluent dans une perspective ou une issue politique dans laquelle il ne pourrait jouer forcément qu'un rôle réactionnaire, contre-révolutionnaire, ce qui était inévitable pour avoir incarné les mêmes couches ou classes au lieu de se tourner résolument vers la classe ouvrière et en premier lieu ses couches les plus défavorisées, dont les besoins étaient justement incompatibles avec l'existence du système capitaliste, et qui à ce titre incarnaient à la fois l'indépendance de la classe et le socialisme avec lesquels ces partis avaient rompu ou dont ils s'étaient détournés.

Le PS et ses agents au sein des appareils des syndicats avec lesquels les dirigeants des partis dits ouvriers refuseront toujours de rompre, avaient établi des liens étroits, solides et permanents entre le mouvement ouvrier, le prolétariat et la classe des capitalistes ainsi que ses institutions, de telle sorte qu'aucune issue politique à la crise du capitalisme favorable aux exploités (ou indépendante du régime) ne puisse surgir d'un de ces partis ou servir de catalyseur au rassemblement du prolétariat au côté de ces couches ou classes dont les intérêts étaient malmenés par la politique appliquée par les différents gouvernements qui allaient se succéder au cours des quatre dernières décennies jusqu'à nos jours.

C'est l'incapacité de prendre en compte l'ensemble de ces facteurs et la modification de ces rapports liés à l'évolution de la crise du capitalisme, qui a largement contribué à la dislocation de l'avant-garde du mouvement ouvrier, à l'éparpillement à l'infini de nos forces pour finalement en être réduit à l'impuissance.

Au rejet de ce constat est venu s'ajouter le refus d'analyser les erreurs commises dans le passé, qui s'est traduit par le maintien des rapports existant entre ses partis et les différentes classes, et une conception de la lutte de classe empruntée à une époque révolue ou incapable d'évoluer en fonction des profondes modifications intervenues au sein même de la structure du prolétariat, pour finalement conserver celle qui prévalait à l'époque de TSF, de l'ORTF, de la 4CV, de la Caravelle ou de la locomotive à vapeur, ne pouvant plus se tourner vers les pans de l'aristocratie ouvrière qui avait disparu, ils allaient se concentrer sur les fonctionnaires, leur dernier bastion ou fonds de commerce, qui par leur nature sont intimement liés à l'Etat au service du capitalisme et sont plus prompts de ce fait à épouser le corporatisme plutôt que la cause de la révolution socialiste.

Pour eux, c'est un peu comme si vous demandiez à un travailleur sans réelle conscience politique, s'il préfère travailler en régime capitaliste pour un patron qui lui garantit un salaire chaque fin de mois et lui permet ainsi de survivre, ou bien de prendre le risque de s'en priver au profit d'un régime socialiste qui dans l'état actuel des choses lui apparaîtra forcément hypothétique, pour ne pas dire surréaliste, d'après vous vers quoi va-t-il incliner spontanément, si vous êtes honnêtes vous l'avez deviné immédiatement, pas vraiment vers le socialisme, et quelque part c'est bien naturel car il en ignore tout, et tout a été fait pour qu'il en soit toujours ainsi.

Précisons que nous ne somme pas du genre à jeter la pierre aux fonctionnaires, dont on n'enviera pas le mode de vie routinier qui doit être d'un ennui mortel. Pour avoir travaillé dans plus de 45 entreprises en tous genres à tous les échelons dans plus de 10 secteurs d'activité économique différents, je peux me permettre d'en parler tranquillement et affirmer parvenu à un âge avancé (60 ans), que je préfère encore mon parcours incertain et semé d'embûches à celui d'un malheureux fonctionnaire.

Les fonctionnaires, c'est comme les juifs, les musulmans, les homosexuels, les femmes, toutes les victimes innocentes du capitalisme qui peuvent être identifiés comme appartenant à une communauté ou une minorité par les démagogues au pouvoir ou leurs larbins, qui les instrumentalisent pour en faire des boucs émissaires de la crise du capitalisme ou du régime jetés en pâture à la plèbe ignorante, ce qui servira à alimenter ses préjugés au lieu de les réduire ou les combattre, ils sont finalement plus à plaindre que le reste de la population, tout en demeurant lucide ou en gardant à l'esprit que sur le plan social rien ne les distingue

des exploités en général lorsqu'on se situe sur le terrain de lutte des classes.

2- Dans quel monde vivons-nous ?

Pourquoi cette question ? Devinez.

Il y a quelque chose de très particulier dans la manière qu'ont les hommes d'appréhender la réalité, qui a un moment donné ont l'essentiel sous le nez ou à la portée de la main et semblent l'avoir saisi, et qui l'instant d'après l'ont déjà oublié ou leur échappe, envolé car ils sont déjà passé à autre chose, et si on leur signale ils ne comprennent pas de quoi on leur parle comme si finalement ils n'avaient jamais vécu cette expérience. Une telle insouciance ou inconscience fait notre propre malheur.

Pour notre part, nous fonctionnons selon d'autres critères ou principes qui à la longue se sont profondément incrustés dans notre mentalité au point d'être devenus pour ainsi dire instinctifs. Au lieu de passer à autre chose, un tas de questions surgissent ou nous viennent à l'esprit, qui renforcent notre conviction que c'est la meilleure méthode pour venir à bout des questions les plus ardues et de ne pas perdre le fil de nos idées, de penser sans sortir du terrain qui est le nôtre, donc sans flirter avec celui de notre ennemi ou empiéter dessus, ce qui pourrait que nous conduire dans une mauvaise direction ou abandonner notre objectif.

Il nous vient soudain des informations d'une telle importance qu'on n'est pas fichu de savoir quoi en faire ou de les exploiter à bon escient et c'est bien dommage. Par chance si l'on peut dire, la situation actuelle est particulièrement propice à ce genre d'informations ou révélations qui peuvent faire avancer les choses, pour peu qu'on en ait la volonté et qu'on sache comment s'y prendre pour les traiter et les rendre accessibles au plus grand nombre. C'est notre obsession.

On a déjà dit il y a des années qu'on regorgeait de matériaux pour défendre et exposer nos idées, et qu'apparemment on en était toujours incapable malheureusement.

Extraits d'articles

A vous nos déchets.

A nous le profit, le progrès social, le confort, l'air pur, une alimentation saine, le bien-être et la paix.

- "Une déclaration de Lawrence Summers, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, éclaire bien le concept de NIMBY : « Les pays sous-peuplés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles. Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés […] et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans. Je pense que la logique économique, qui veut que des masses de déchets toxiques soient déversées là où les salaires sont les plus faibles, est imparable. »

Larry Summers : membre du Parti démocrate et néolibéral convaincu, il fit partie des conseillers économiques de Ronald Reagan, avant de devenir économiste en chef de la Banque mondiale. Par la suite, il décrocha notamment la présidence de l'université Harvard, avant d'être contraint à démissionner à la suite d'une déclaration dans laquelle il se demandait si les femmes n'étaient pas intrinsèquement moins douées que les hommes. Summers fut encore pendant quelque temps l'un des conseillers économiques du président Obama, avant de retourner donner des cours à Harvard."

Oui. Mais...

La Russie interfèrerait dans les affaires intérieures de l'Ukraine, mais pas les Américains. La preuve du contraire de leur propre bouche, argument imparable.

- "Michael McFaul écrivit un article pour le Washington Post dans lequel ce spécialiste des révolutions de couleur, futur ambassadeur américain en Russie, révéla : «Est ce que les Américains ont interféré dans les affaires intérieures de l'Ukraine ? Oui. Mais les agents d'influence américains préfèrent une autre expression pour décrire leurs activités : assistance démocratique, promotion de la démocratie, aide à la société civile… Mais leur travail, quel qu'en soit le nom, cherche à influencer le processus politique en Ukraine. L' US Agency for International Development, la National endowment for Democracy et quelques autres fondations ont financé quelques organisations américaines dont la Freedom House, l'International Republican Institute, le National Democratic Institute, le Solidarity Center, l'Eurasian Foundation, Internews et beaucoup d'autres, pour qu'elles fournissent des prêts financiers et une assistance technique à la société civile ukrainienne. L'Union européenne, quelques pays européens et la fondation de Soros, Renaissance Foundation, firent de même. »"

ACTUALITÉ DU JOUR

Quelle réponse au chaos engendré par les guerres menées par les puissances occidentales au Maghreb et en Afrique ? La militarisation du monde.

- Six cents migrants clandestins secourus en Méditerranée - Reuters

- Méditerranée : l'Union européenne lance son opération militaire contre les passeurs - Francetv info

Ce lundi 22 juin, au Luxembourg, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont voté à l'unanimité le coup d'envoi de l'opération militaire contre les passeurs de migrants en Méditerranée. Son nom de code : "Navfor Med".

Pareil dispositif n'avait jamais été décidé dans la lutte contre l'immigration clandestine : il y aura un porte-avions italien, quatre bâtiments de guerre, dont sans doute une frégate française, deux sous-marins, trois appareils de reconnaissance, trois hélicoptères et deux drones. Francetv info 22.06

L'impatience du petit bourgeois opportuniste ne résiste pas à l'épreuve du temps.

- Le parti Nouvelle donne se déchire à quelques mois des régionales - 20minutes.fr

Scission à Nouvelle Donne : Soixante militants et responsables de la formation de gauche coprésidée par l'économiste Pierre Larrouturou et Karine Druelles ont annoncé dimanche leur démission. Dans une tribune publiée par Mediapart, signée par la députée (ex-écologiste) Isabelle Attard et le porte-parole Joseph Boussion, ces membres déplorent l'inefficacité du mouvement créé il y a 18 mois.

« Nous savons, chacun à notre niveau, que Nouvelle Donne ne changera rien à la vie politique », jugent-ils dans cette tribune. « Nous avons constaté que "faire de la politique autrement" s'est transformé en dogme d'exclusion (…) par ceux qui ne veulent, finalement, pas faire de politique du tout. » « Notre organisation a un train de retard », dénoncent-ils encore, regrettant que « le parti du renouvellement des pratiques est désormais le jouet d'une oligarchie ».

« Après les européennes de 2014, il y avait un enthousiasme qui a accompagné la mise en place des statuts. Puis le mouvement s'est essoufflé », explique Isabelle Attard à 20 Minutes. Les dissensions sont devenues intenables dans la perspective des élections régionales de décembre 2015

En complément

- Régionales: l'union de la gauche mise à mal par les écologistes en Paca - AFP

Confirmation. L'Etat sioniste au petit soin avec les barbares d'Al-Nosra ou Al-Qaïda en Syrie.

- Une ambulance israélienne attaquée par des druzes au Golan : un Syrien tué (police) - AFP

Un blessé syrien transporté en Israël dans une ambulance militaire israélienne a été tué lundi par des druzes qui ont attaqué à coups de pierres le véhicule sur le plateau du Golan, a indiqué la police.

"Une foule a attaqué à coups de pierres une ambulance militaire près de Majdal Shams dans le Golan et blessé ses occupants (...). L'un des blessés syriens qui s'y trouvait est mort des suites de l'attaque", a expliqué un porte-parole de la police israélienne dans un communiqué.

L'autre blessé syrien transporté par l'armée israélienne est blessé grièvement, selon ce communiqué.

Les deux soldats qui conduisaient l'ambulance ont été blessés légèrement dans cette attaque.

Selon les médias israéliens, près de 200 habitants du village druze de Majdal Shams ont participé à cette attaque.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a qualifié l'incident de "très grave" et promis de "faire justice avec les responsables de cette attaque", selon un communiqué de son bureau.

"Nous ne laisserons personne prendre la loi entre ses mains et empêcher l'armée de réaliser ses missions", ajoute le communiqué.

M. Netanyahu a par ailleurs appelé les responsables de la communauté druze à "calmer les esprits".

Dans la matinée, un véhicule militaire avait déjà été bloqué dans le nord d?Israël par des druzes qui pensaient qu'il transportait des rebelles syriens blessés, selon la police israélienne.

Plusieurs centaines de Syriens blessés dans les combats en Syrie, où une guerre civile fait rage depuis quatre ans, ont été soignés en Israël. AFP 22.06

Vous vous demandez encore quelle est la nature de ces "rebelles syriens blessés" ? La réponse vient d'Israël.

- Les terroristes blessés, admis dans les hôpitaux d'Israël - french.irib.ir

La télévision du régime sioniste a diffusé un reportage, sur les terroristes blessés, en Syrie, qui reçoivent des soins médicaux, dans les hôpitaux de ce régime.

La chaîne 2 de la télévision israélienne a reconnu, lundi, que plus de 1.600 blessés des groupes terroristes, actifs en Syrie, avaient été traités, dans les hôpitaux d'Israël.

Cette chaîne de télévision a, ensuite, diffusé des images montrant l'évacuation des terroristes blessés et leur traitementn dans les hôpitaux d'Israël.

Dans le même temps, le journal israélien, "Haaretz", fait part de la fourniture, par Israël, des armements au Front Al-Nosra. «Tel-Aviv met à la disposition du Front Al-Nosra des armements militaires, dont des roquettes téléguidées, des roquettes anti-char et des balles anti-char», a ajouté "Haaretz". french.irib.ir 22.06

En complément.

- Offensive d'Israël à Gaza: l'ONU rapporte de "possibles crimes de guerre" - Lexpress.fr

Dossier grec

- Les nouvelles propositions d'Alexis Tsipras ne sont pas "très bien vues" par les Grecs - Francetv info

Les nouvelles propositions du gouvernement grec transmises à ses créanciers ne sont pas "très bien vues" à Athènes, assure Alexia Kefalas. "C'est la raison pour laquelle la presse a fait le relais de ces propositions en expliquant qu'Alexis Tsipras a dû céder à l'austérité et à la pression des créanciers", explique la journaliste de France 3.

Même parmi les manifestants du rassemblement pro-euro, "beaucoup ont été déçus de la pression mise de la part des créanciers sur Alexis Tsipras pour céder à l'austérité", ajoute Alexia Kefalas.

"A priori, les discussions de la soirée de lundi 22 juin vont mener à la prolongation du programme actuel, un programme avec beaucoup de rigueur et de nouvelles taxes. C'est ça, le problème des Grecs", affirme la journaliste.

"Cela signifie des cures de rigueur qui continuent. Or, Alexis Tsipras a précisément été élu pour rompre avec la rigueur", rappelle Alexia Kefalas, en direct d'Athènes.

- Grèce : Alexis Tsipras "prend ses responsabilités" - Francetv info

La preuve :

- Grèce: optimisme sur les marchés en forte progression - AFP

Les marchés ont affiché lundi de fortes progressions, Athènes s'envolant de 9%, Paris, Francfort et Madrid progressant de plus de 3,80%, sur fond d'optimisme des investisseurs sur un accord dans la semaine entre la Grèce et ses créanciers.

Le mouvement est resté plus mesuré à Wall Street, où l'indice de la bourse électronique Nasdaq a toutefois terminé sur un record.

Portées par l'espoir d'une possible issue à l'interminable crise grecque, les Bourses de Paris et de Francfort ont clôturé avec une envolée de 3,81% dans les deux cas, tandis qu'à Madrid l'Ibex bondissait de 3,87% et que Londres progressait de 1,72%.

Cet enthousiasme boursier a coïncidé avec une journée marathon à Bruxelles, marquée par une réunion des ministres des Finances de la zone euro, une rencontre entre le Premier ministre grec Alexis Tsipras et les responsables des différentes institutions financières créancières du pays, puis un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens dans la soirée.

Mais dès leur arrivée à Bruxelles, les ministres des Finances se sont empressés de rafraîchir les espoirs des plus optimistes en disant ne pas attendre de "percée" lundi, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker se fixant pour "but" un "accord d'ici la fin de la semaine".

"Le fort rebond des actions européennes lundi a été aidé par l'optimisme sur le fait que les réunions de l'Eurogroupe cette semaine finiront par déboucher par un accord sur la Grèce, ainsi que par une nouvelle hausse des prêts d'urgence aux banques grecques de la part de la BCE", a commenté Jasper Lawler, analyste chez CMC Markets UK.

"Notre scénario central continue à tabler sur un accord provisoire de dernière minute, mais les négociations pourraient durer jusqu'au Sommet de l'UE des 25 et 26 juin et même au-delà", ont noté les économistes du Crédit Agricole.

"Il y a eu beaucoup d'éléments positifs depuis ce matin et le marché pense qu'un accord sera trouvé", a résumé Alexandre Baradez, un analyste de IG France.

Le gouvernement grec a présenté dans la nuit de dimanche à lundi des propositions -dont le contenu n'a pas été dévoilé- qui constituent "une base pour reprendre les discussions", a déclaré le patron de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem.

Ces propositions "semblent aller dans la bonne direction pour rapprocher les positions entre elle (la Grèce, ndlr) et ses créanciers", a indiqué à Madrid Nuria Alvarez, analyste au sein du broker en ligne Renta 4 pour expliquer la forte hausse des bourses.

Sur le front des taux d'emprunt des pays du sud de l'Europe, ce même espoir de règlement se traduisait par une détente sensible à l'ouverture du marché de la dette souveraine en zone euro, les investisseurs pariant sur le maintien de l'intégrité de l'union monétaire.

A la clôture, le taux d'emprunt à 10 ans de la Grèce a reculé très significativement à 11,165% contre 12,668% sur le marché secondaire, où s'échange la dette déjà émise par les Etats, signe que les investisseurs croient à l'éventualité d'un accord. Sur les marchés obligataires, les taux d'emprunt évoluent en sens inverse de la demande et des prix.

ACTUALITE EN TITRES

Singeries institutionnelles

- Cambadélis juge Taubira "indispensable à la couleur du gouvernement" - L'Express.fr

- Peine annulée pour une ex-candidate FN qui avait comparé Taubira à un singe - L'Express.fr

- L'islam sera "un enjeu électoral" pour 2017, concède Valls - AFP

Surenchère

- Une épicerie n'ouvre pas les mêmes jours pour hommes et femmes - Reuters

Maintenant que le nouvel ordre mondial esclavagisme est sur les rails...

- Le gouverneur de Caroline du Sud retire le drapeau sudiste - Reuters

Nikki Haley, gouverneur de Caroline du Sud, a demandé lundi le retrait du drapeau confédéré qui flotte devant le siège du gouvernement de l'Etat, à Columbia.

La présence de ce drapeau, qui représentait les Etats esclavagistes ayant fait sécession en 1861, était décriée depuis la mort de

neuf membres de la communauté noire tués dans une église par un jeune blanc, mercredi à Charleston. Il flotte près du siège du gouvernement de Caroline du Sud depuis le début des années 60.

"Le moment est venu de retirer le drapeau de la pelouse du Capitole", a déclaré le gouverneur républicain. "C'est le moment de dire que ce drapeau, bien que partie intégrante de notre passé, ne représente pas l'avenir de notre grand Etat." Reuters 22.06

Quand Le Figaro devient d'extrême droite.

- Venezuela : 29e jour de grève de la faim pour l'opposant Lopez - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Afghanistan : le Parlement attaqué par les talibans - Francetv info

- Double attentat-suicide meurtrier dans une grande ville du nord-est du Nigeria - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France - Irak -Palestine occupée.

1.1- Paris arme directement le Kurdistan irakien (As-Safir) - french.irib.ir

La Représentation du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien en France a fait part de l'envoi d'armes par Paris vers cette région, sans aucune coordination avec le gouvernement central de Bagdad.

Selon l'agence de presse Fars, le vice-représentant du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien à Paris a déclaré que la France envisageait d'acheminer directement et sans coordination avec le gouvernement fédéral d'Irak, des armes au Kurdistan irakien.

Selon le journal libanais "As-Safir", cela intervient alors que les Etats-Unis ont annoncé qu'ils entraîneraient et fourniraient des armes aux Kurdes, dans le cadre d'une coopération avec le gouvernement irakien. Le vice-représentant du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien à Paris, Ali Dolamari a souligné que le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian se déplacerait dans les prochains jours au Kurdistan irakien en vue de consulter les hauts responsables kurdes d'Irak. "L'arme remise par le ministre français de la Défense à la région du Kurdistan irakien pour lutter contre le groupe terroriste Daech, comprendra toutes sortes d'armes sophistiquées "Al-Milan", "Douchka" et des mortiers", a-t-il affirmé. Paris avait promis au Kurdistan irakien de soutenir les Peshmergas et les kurdes. Dans ce droit fil, Paris délivrera ces armes directement au Kurdistan irakien à l'insu du gouvernement de Bagdad. Le chef du Kurdistan irakien Massoud Barzani s'est déplacé, en février, à Paris et entretenu avec le président français François Hollande ; les deux hommes avaient mis l'accent sur le soutien aux Peshmergas et au Kurdistan irakien. french.irib.ir 22.06

1.2- Proche-Orient: le Hamas rejette le plan de la France - french.irib.ir

Le haut membre du Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine, Hamas, Ismaël Rezwan, s'est dit contre le plan de la France, en soulignant que le Hamas s'opposait à tout plan qui ferait fi des droits et de la cause de la nation Palestine.

" Les pourparlers de compromis avec le régime sioniste sont inutiles et une perte de temps", a estimé Ismaël Rezwan, avertissant que le projet proposé par la France et qui devrait être rémis au Conseil de sécurité, signifiait la violation des droits du peuple palestinien notamment en ce qui concerne le droit au rapatriement, le droit à l'autodétermination et la formation d'un Etat indépendant palestinien sur la base des frontières de 1967. Les négociations de compromis entre les parties palestinienne et israélienne s'étaient soldées par un échec fin avril 2014, en raison de la construction de colonies israéliennes en Cisjordanie et Qods-Est et l'opposition d'Israël à la formation d'un gouvernement d'union nationale en Palestine. french.irib.ir 22.06

2- Arabie saoudite

2.1- Arabie saoudite: naissance d'une rébellion armée contre les Saoud - french.irib.ir

Un mouvement séparatiste armé a annoncé la capture d'une base militaire, dans le Sud de l'Arabie saoudite. Il s'agit du mouvement séparatiste «Al-Ahrar Najran», en guerre contre les Saoud. Le représentant de cette force séparatiste a déclaré que leurs troupes ont affronté des soldats saoudiens, dans la région de Habash, à 10 km au Sud de Najran.

Ces séparatistes ont annoncé qu'ils veulent se séparer de l'Arabie saoudite et faire allégeance au Yémen voisin. Ceci ressemble au début d'une guerre civile, au sein même de l'Arabie saoudite, propagatrice de guerres civiles, dans la région. Un retour de bâton terrible. Affaire à suivre. french.irib.ir 22.06

2.2- Ansarallah abat un drone saoudien - french.irib.ir

Les combattants d'Ansarallah ont abattu un drone de reconnaissance de l'armée saoudienne dans la région frontalière de Sahar. Selon Yemen Post, les combattants d'Ansarallah affirment avoir abattu l'appareil à l'aide des missiles anti-aérien. Riyad n'a pas encore réagi à cette information. french.irib.ir 22.06

ECONOMIE

Le capitalisme serait-il voué à disparaître ?

- L'emploi, une espèce en voie d'extinction ? - lepoint.fr

Depuis la première révolution industrielle, différents modèles économiques de développement ont été conçus. D'une crise à l'autre, le scénario se répète. Le médecin croit trouver un remède à la maladie, puis, lorsque le malade tombe à nouveau au plus mal, il s'aperçoit qu'il ne s'agissait que d'un palliatif.

Les Trente Glorieuses, notre âge d'or à nous, sont encore présentes dans tous les esprits. Pourtant, avons-nous bien compris ce qu'il s'est vraiment produit au cours de cette période ? La consommation de masse était considérée comme le paradigme optimal du développement économique. Mais c'était une illusion. Le modèle de la consommation de masse, des prix bas accessibles à pratiquement toutes les couches de la population, n'est pas une logique de développement mais un paradigme qui conduit à l'appauvrissement généralisé de la population. Pourquoi ?

Une surcapacité de production permanente

Reprenons le cours des événements économiques du XXe siècle. Il faut bien comprendre que nous sommes dans un continuum depuis la crise de 1929. Les solutions qui ont été trouvées successivement n'ont été que des solutions provisoires. Le New Deal (la politique des grands travaux menée par Franklin Roosevelt) n'était qu'un traitement social du chômage, pas une relance véritable de l'économie. Ensuite, le plan Marshall a permis de transformer une économie de guerre en une économie de consommation au moyen de la dette. C'est alors qu'est apparu le modèle de la démocratisation de la consommation. À l'inverse du Fordisme (qui consiste à augmenter les salaires pour que les ouvriers puissent s'offrir une Ford T), on obtenait des prix bas, via une production de masse et des économies d'échelle. Les entreprises compensaient leurs marges unitaires réduites par des ventes en grande quantité.

On a pensé que ce modèle économique de la consommation de masse aboutissait à l'enrichissement collectif de la population, mais c'est le contraire qui s'est produit. Pourquoi ? Parce que le problème de la surcapacité de production n'est pas résolu. Lorsque de nouvelles entreprises arrivent sur le marché, chacun des concurrents, pour conserver des prix bas et sa compétitivité, pousse cette logique à son paroxysme et on aboutit aux délocalisations ou à la walmartisation de l'économie, c'est-à-dire à une baisse des salaires. Et c'est une spirale infernale déflationniste puisque les consommateurs, voyant leur pouvoir d'achat limité, cherchent des prix de plus en plus bas.

Cette dynamique infernale était masquée par la forte croissance des années 1960, liée à la reconstruction de l'après-guerre, mais elle était déjà ancrée, même si ses effets étaient encore peu visibles. Pendant les années 1970, un grand nombre de personnes issues du baby-boom arrivaient sur le marché du travail alors que le progrès technique permettait aux entreprises de s'informatiser, ce qui diminuait leurs besoins en main-d'œuvre. Certes, ces progrès technologiques créaient de nouveaux emplois, mais le nombre des emplois offerts par les entreprises est resté inférieur aux besoins de la population active, et le chômage de masse faisait son apparition.

La nouvelle lubie de l'économie collaborative

Le seul moyen qu'on a trouvé pour inciter les personnes touchant de faibles revenus à consommer, c'est le crédit. Mais accorder des prêts à des personnes non solvables constitue pour l'industrie financière une bombe qui a explosé en 2007 (crise des subprimes). Pour créer ce qu'on appelle l'effet de richesse (cela consiste à donner l'impression aux possesseurs d'actifs qu'ils

sont riches, ce qui les pousse à consommer), on fait monter les marchés, qu'il s'agisse des actions, des obligations ou de tout autre actif, créant ainsi des bulles spéculatives prêtes à exploser de nouveau. Voilà où nous en sommes.

Face à cette situation, de nouvelles pistes sont explorées, par exemple l'économie collaborative... Cette "ubérisation" de l'économie, le paradigme du CtoC (Consumer to Consumer), n'enrichit que les opérateurs. Il s'agit en fait d'une destruction de valeur, c'est-à-dire que l'on remplace des revenus par d'autres revenus de moindre valeur. C'est un nivellement par le bas. Par exemple, Amazon envisage de faire livrer ses produits par des particuliers, via une application "On my way". Si cette plateforme est mise en œuvre, les sociétés telles que DHL ou Fedex seront mises en difficulté et ne pourront plus offrir de véritables emplois de chauffeurs-livreurs à un grand nombre de personnes.

C'est donc bien une destruction d'emplois et donc de richesse à laquelle nous assistons. Même si les particuliers payaient des cotisations sur les (faibles) revenus engrangés, la substitution est perdante. Par ailleurs, l'ubérisation ne constitue pas en elle-même un progrès technique. Ce ne sont que des plateformes de mise en relation des particuliers entre eux via Internet.

Les médecins de Molière au chevet du malade...

Tels les médecins de Molière, nombreux sont ceux qui se sont penchés sur la question économique. Mais les débats vont bon train alors que le malade s'affaiblit de jour en jour. N'oublions pas que même si la misère a reculé dans le monde, la croissance de l'économie mondiale diminue d'un point tous les dix ans.

Le chômage de masse et le sous-emploi demeurent des problèmes qui sont, jusqu'à présent, sans solution pérenne. En effet, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Allemagne, les dispositions telles que les minijobs, les contrats zéro heure ne servent qu'à afficher des statistiques avantageuses du chômage et ne font que remplacer des chômeurs pauvres par des travailleurs pauvres. Différentes options font l'objet de discussions enflammées.

On fustige les dettes souveraines qui pèsent sur l'économie. Certains proposent un défaut pur et simple. Même si la dette était supprimée, le problème ne serait pas résolu, puisque la création de richesse tend à diminuer, alors que la population augmente. Si bien qu'au bout d'un certain temps, les États ou les ménages seront de nouveau obligés de s'endetter, à moins d'un changement profond dans les comportements, ce qui prendrait du temps de toute façon.

La robolution, un mirage ou un miracle ?

Alors que le problème du chômage de masse n'est toujours pas résolu, le continuum demeure et une autre révolution apparait, la robolution, que l'on ne doit pas confondre avec la robotisation, processus déjà entamé depuis les années 1980 et qui n'est que le prolongement de la mécanisation de la production, apparue dès le XIXe siècle. La robolution, c'est autre chose. Il s'agit du remplacement complet de l'homme par des robots dans le processus de fabrication. C'est-à-dire que des robots vont être capables de programmer d'autres robots chargés de fabriquer les robots qui fabriqueront des produits ou rendront des services.

Cette révolution arrivera moins vite qu'annoncé. Certes, il existe déjà des robots capables d'apprendre à effectuer des tâches sans qu'un programmateur n'intervienne. Mais la généralisation de ce modèle économique prendra plusieurs décennies. Entre la découverte par des scientifiques d'un virus (celui de la poliomyélite, par exemple) dans un laboratoire de recherche et l'éradication de la maladie, il aura fallu au moins un siècle. Pour la robolution, il faut des investissements très importants et une vaste coopération entre les cerveaux du monde entier. Or, ces conditions sont loin d'être réunies à l'heure actuelle.

On sait désormais que ce n'est pas seulement les ouvriers qui vont perdre leur travail mais aussi les cadres supérieurs, le personnel qualifié exerçant des tâches dites intellectuelles. L'économie dite du savoir est aussi remise en question puisque aucun être humain ne peut rivaliser avec l'intelligence artificielle des robots. La question qui se pose désormais est : de quelle manière la population va-t-elle gagner de quoi acheter ce qui sera produit par les robots ? Si dans 40 ans, le travail a disparu, que va devenir la population ?

Le retard de la science économique

La science économique peine considérablement à analyser le présent. Un retard énorme s'est accumulé pour comprendre l'inefficacité actuelle du système dans son ensemble. Nous assistons à un ralentissement généralisé de l'économie qui va nous mener vers une régression de la condition humaine. L'espérance de vie en bonne santé baisse en France et ailleurs et on déplore la recrudescence de la misère, la réapparition de certaines maladies, etc.

La perte de solvabilité progressive des acteurs économiques est restée dans un angle mort de la pensée économique. Personne n'y a pensé. Il y a quarante ans, il aurait fallu se pencher sur la question, mais il n'est pas trop tard !

La science économique du futur devra réfléchir le réel de façon globale

La science économique devrait d'ores et déjà anticiper les problèmes du futur. La croyance en la théorie schumpetérienne ne doit plus nous empêcher de nous poser les vraies questions. Nous sommes face à un problème que seuls les auteurs de science-fiction ont abordé. Nous avons devant nous quelques décennies pour anticiper et élaborer des modèles économiques viables du monde de demain.

Certes, différentes pistes sont évoquées çà et là. L'économie du temps libre, le revenu universel ou l'idée de redistribution de la valeur produite posent les jalons d'une réflexion débutante, mais il faut un modèle rigoureux et cohérent dans son ensemble. Pour l'instant, il n'existe aucune théorie économique suffisamment élaborée qui réponde à ces questions.

Il est temps de lancer une vaste réflexion sur l'avenir de l'homme dans l'économie robotisée et sur la notion de création de richesse sans travail. Nous savons désormais que la notion de destruction créatrice de valeur est un mythe. Nous avons devant nous quarante ans pour réinventer un modèle économique viable et pérenne. Voilà un défi philosophique d'importance pour les économistes. lepoint.fr 22.06

Je n'ai pas le temps de commenter cet article.

Quand un économiste se met à réfléchir, apparemment cela prend du temps pour qu'il en sorte quelque chose, simple constatation. Le constat qu'il dresse du capitalisme à de quoi les effrayer.

On n'est pas certain que le capitalisme disposerait encore de 40 ans devant lui, souhaitons que ce ne soit qu'un délire d'économiste qui pose plus de questions qu'il n'en résout, comme d'habitude, ils sont payés pour cela.

Haut de page

Le 24 juin 2015

CAUSERIE

Vidéo

- Le grand bluff de Ronald Reagan Arte - documentaire 2015 vf complet (52')
https://www.youtube.com/watch?v=AxiSzgXTEA8

Parole d'internaute.

- "Vous m’en bouchez un coin…Haziza au Canard ?

Je vais regarder de plus près les signatures d’un hebdo qui fut (quelle misère…) mon rdv politique dans mon adolescence…

Au Canard, on a aussi des youngs leaders (David Fontaine), ce qui en dit aussi pas mal sur l’innocuité (collaboration ?) du palmipède quant à l’Inquisition néolibérale UESA.

Mais Ha-zi-za…là, j’avoue tomber de ma chaise…

Le Canard est devenu, n’a-t-il jamais été autre-chose ? une institution, donc à ce titre, un ubuesque porte coton pseudo anar, comme les adorent la CIA et ses filiales."

il y a ceux qui mettent en scène ou tournent en dérision les contradictions ou les paradoxes du régime, éditorialistes, humoristes, comiques, sans oublier les personnages politiques qui les exploitent pour leur propre compte, sans jamais vraiment en sortir parce que c'est lui qui les nourrit.

Quant aux révélations des journalistes d'investigation, hormis ceux dont la probité anticapitaliste est acquise, elles font figure de soupirails à un régime qui suffoquerait sinon sous les miasmes que dégage sa décomposition. C'est comme une petite lumière qui brille au loin, et qui rapidement s'éteint sans avoir atteint le bout du tunnel et la lumière.

ACTUALITE EN TITRES

Le PS en sortira complètement laminé.

- L'UDI et Les Républicains présenteront des listes d'union aux régionales - L'Express.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Intox ou révélations qui n'en sont pas.

- Les Etats-Unis ont espionné les trois derniers présidents français - AFP

Les trois derniers présidents français et leurs plus proches conseillers ont été espionnés par les Etats-Unis, au moins de 2006 à 2012, selon des documents Wikileaks, qui ne comportent pas de révélation fracassante, divulgués mardi par Mediapart et Liberation.

Contacté par Mediapart, Jean-David Levitte ne s'est d'ailleurs pas déclaré "surpris". "Quand j'ai été ambassadeur à l'ONU, puis à Washington, puis dans mes fonctions à l'Élysée, aussi bien auprès de Jacques Chirac que de Nicolas Sarkozy, je suis toujours parti du principe que j'étais écouté. Cela va avec la fonction? Une fois qu'on a intégré cela, on adapte ses pratiques", affirme le diplomate. AFP 23.06

Avenir incertain, bouché, gravement hypothéqué.

- Plus de la moitié des Français ont un sentiment de déclassement social - 20minutes.fr

Plus de la moitié des Français (54%), trois fois plus qu'en 2002, considèrent que leur situation sociale est moins bonne que celle de leurs parents au même âge, selon un sondage publié mardi.

Ils sont deux fois moins nombreux (27%) à estimer que leur situation est meilleure et un peu moins d'un sur cinq à la juger «équivalente», selon ce sondage sur «les Français et l'argent» réalisé par Odoxa pour Les Échos, Radio Classique et FTI Consulting.

En 2002, ils étaient 55% à avoir le sentiment que leur situation était meilleure que celle de leurs parents et seulement 17% à estimer l'inverse, rappelle l'enquête.

Alors qu'ils considéraient que l'on était riche à partir d'un revenu de 6.000 euros par mois en 2011, ce seuil est tombé à 5.000 euros de revenu médian par mois cette année, selon ce sondage. 20minutes.fr 23.06

A les entendre bientôt on serait riche avec quoi, 3 ou 4.000 euros par mois, rien de tel pour mettre à contribution les classes et couches moyennes, voilà peut-être l'objet de ce sondage...

Le consensus se traduit dans tous les domaines par la bassesse et la médiocrité.

Je n'ai plus la télé depuis 6 mois et je m'en passe très bien. Mais je me souviens l'avoir éteinte en 2014 en regardant Thalassa, tellement j'étais écoeuré par les discours sirupeux et stéréotypés dignes d'un employé d'une agence de voyages tenus par leur pseudo-reporters, vantant le bien-être régnant dans certains pays quasi-paradisiaques, tandis que la majorité de la population croulait sous une misère noire, la corruption et la pollution. Cela valait également pour l'émission *Faut pas rêver*, au cours de laquelle la nouvelle animatrice arborait imperturbablement un sourire stupide et convenu.

Je m'étais fait la réflexion que la droitisation des médias et la propagande officielle distillant l'idéologie dominante ne devait épargner aucun secteur ou émission au point de les rendre indigestes. J'en étais arrivé à ne plus allumer la télé qu'une ou deux fois par semaine, alors la débrancher n'était plus qu'une formalité.

On parle de résistance, elle commence là, par le refus d'être le complice d'un instrument qui sert à conditionner les masses et censurer les médias institutionnels. Ce n'est pas contradictoire avec le fait d'aller pécher gratuitement des articles de presse là ils existent.

Elle peut également s'exprimer en refusant de marcher dans la combine qui consiste à consommer des marchandises ou des services dont on peut parfaitement se passer sans vivre plus mal pour autant ou se sentir frustré. Au lieu de se laisser aller à

vivre dans une sorte d'insouciance de bon aloi aussi stupide que néfaste, on ferait mieux de s'en tenir à nos besoins réels au lieu d'adopter ceux superficiels ou inutiles qu'on tente de nous imposer de l'extérieur par n'importe quel moyen.

Quand on n'a pas un mode de vie ou un comportement dans la vie quotidienne en adéquation avec ses idées, on n'a aucune chance de les faire avancer, notre engagement relève de la posture pour être inconsistant, pas vraiment sérieux.

On nous rétorquera peut-être qu'on a bien le droit de vivre, qu'on n'a qu'une vie et qu'après tout ce n'est pas bien grave si on entaille nos principes ici ou là. Argument désuet et sans fondement qui sert à justifier tous les écarts possibles qu'on entend se permettre, alors que contrairement à ce que sous-entend une telle critique, vivre selon ces principes est tout à fait à la portée de chacun sans avoir à fournir d'efforts particuliers et viable, procure davantage de satisfaction dans la mesure où on savoure la liberté de nos choix, ce qui n'est pas le cas quand ils nous sont imposés de l'extérieur.

On se plaint sans cesse que notre espace de liberté se réduit comme une peau de chagrin dans leur société, alors qu'en réalité on y contribue inconsciemment soi-même. Quelque part il faut un moment donné savoir ce que l'on veut vraiment dans la vie et s'en donner les moyens, cela vaut en général dans la vie quotidienne comme dans le combat politique ou notre engagement. Certains vont encore plus loin en exigeant que les masses se délestent de leurs préjugés archaïques, tandis que leur comportement est incohérent ou bourré de contradictions ou contredit leurs idées sans que cela les gêne le moins du monde.

Chacun est libre de penser, dire ou faire ce qu'il veut dans la vie, on ne le conteste pas évidemment, mais il faut l'assumer et ne pas se plaindre par la suite des conséquences qui en découlent ou alors en tirer des leçons. Il est évident que lorsqu'on évoque la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses ou de faire leur éducation, que cela doit se traduire en pratique, sinon cela ne servirait strictement à rien, car on ne pourrait pas en mesurer les résultats, et du coup on ne serait pas porté à persévérer dans cette voie pour finalement régresser.

En somme, c'est la dialectique appliquée à notre de vie qui peut être harmonieux autant que faire se peut dans la société actuelle ou au contraire être chaotique et décevant à l'arrivée. C'est un art de vivre qui sera le bienvenu dans une société en pleine décomposition, qui offre bien peu de sujets de satisfaction, un exemple et un espoir dont on a bien besoin de nos jours, qui incarne notre volonté de changer la société.

- Une fronde s'organise au sein de la rédaction de Thalassa - LePoint.fr

Des sujets aseptisés, une direction qui manque de courage et d'idées, les journalistes de la célèbre émission ne cachent pas leur colère.

Rien ne va plus au sein de la rédaction de Thalassa. Le site d'informations Mediapart met en lumière le mal-être et la colère des journalistes de l'émission qui évoquent les pratiques douteuses de la direction. Pour le célèbre animateur Georges Pernoud, c'est un choc : "Je tombe du placard...Certains ne me disent plus bonjour. Ils se plaignent de quoi ? Je ne savais pas que je les frappais ; en tout cas, je ne l'ai pas encore lu dans les tracts qu'ils m'envoient", a-t-il déclaré à au site d'investigation.

Pourtant, au sein de la rédaction, le malaise est bel et bien présent. "Treize des quinze reporters de l'émission ont approuvé un texte qui dénonce l'immobilisme, l'absence de ligne éditoriale et le sous-emploi des effectifs (35% de production en interne)", rapporte Médiapart. Selon le site, certains reporters n'auraient pas tourné depuis neuf mois. À leur place, des maisons de production fournissent des sujets pour l'émission. Pire, selon les journalistes, ces sujets sont souvent aseptisés et "cartes postales" : "La Nouvelle-Calédonie en eldorado touristique sans qu'apparaisse un Kanak ; une Algérie mensongère, aux plages immaculées - nettoyées avant chaque prise de vue...", détaille le site d'informations.

Un audit commandé au cabinet Think Out et transmis à la direction des programmes n'a pas arrangé les choses. Le document préconise d'"éviter les personnages trop antipathiques, qui ne donnent pas envie de voyager (...) d'adopter un ton négatif en continu ; d'aborder les sujets délicats sous l'angle de la solution plus que du constat." L'étude a suscité l'indignation des salariés de l'émission qui reprochent à leur direction son "immobilisme" ainsi que son manque "d'idées" et de "courage". Pire encore, les questions sociales et environnementales, pas assez vendeuses, sont également évitées. A croire que Thalassa a perdu de vue sa mission de service public. LePoint.fr 23.06

Au passage, service public que Le Point ne cesse de conspuer bruyamment !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Moscou entend durcir l'embargo contre l'Europe - french.irib.ir

Moscou entend durcir l'embargo sur les denrées alimentaires européennes en réaction à la prolongation par l'Occident des sanctions antirusses.

La question de la prorogation de l'embargo alimentaire russe contre certains pays occidentaux sera résolue "dans les plus brefs délais", a déclaré le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, ajoutant que la réciprocité était de mise dans un contexte de sanctions. « Les propositions du gouvernement sont actuellement étudiées par l'administration du président. Nous nous attendons à ce que l'examen se termine rapidement et soit formalisé », a déclaré M. Peskov aux journalistes.

Lundi, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont pris la décision de prolonger les sanctions économiques contre la Russie jusqu'au 31 janvier 2016. Natalia Timakova, porte-parole du premier ministre russe Dmitri Medvedev, a annoncé lundi soir que le gouvernement avait préparé et soumis à l'administration du président un document concernant le prolongement de l'embargo sur les produits alimentaires. Les Etats-Unis et l'Europe ont adopté plusieurs trains de sanctions contre des secteurs entiers de l'économie russe en 2014 et au début de 2015 sur fond de crise en Ukraine. La Russie a riposté, en frappant d'embargo en août plusieurs denrées alimentaires en provenance de l'UE, du Canada, d'Australie et de Norvège. french.irib.ir 23.06

Arménie

Stratégie de la tension, provocation ou récupération médiatique pour le compte de l'Otan ?

- Des milliers d'Arméniens manifestent contre la hausse du prix de l'électricité - LeMonde.fr

Ce sont près de 6 000 personnes qui sont descendues dans les rues d'Erevan, mardi 23 juin. Encore plus que la veille, lorsque 4 000 manifestants avaient battu le pavé. Pour la deuxième journée consécutive, des Arméniens ont protesté contre la décision du gouvernement du président Serge Sarkissian d'augmenter le prix de l'électricité. Ils ont aussi réclamé la libération de 237 manifestants interpellés par la police lundi 22 juin, et qui encourent jusqu'à un an de prison. Ces rassemblements antigouvernementaux sont les plus importants de ces dernières années.

Arborant des drapeaux arméniens et aux cris de « Honte ! » et « Non au pillage ! », la foule s'est rassemblée mardi soir sur la place centrale d'Erevan, la capitale arménienne, avant de marcher vers le palais présidentiel. Un important cordon policier avait été déployé autour du bâtiment.

« Nous ne nous rendrons pas ! Nous allons continuer notre lutte pacifique jusqu'à ce que le gouvernement réponde à nos demandes », a lancé Artak Harutyunyan, un jeune manifestant. Qualifiant le rassemblement d'« illégal », le ministère de l'intérieur arménien a exigé que les manifestants « n'augmentent pas artificiellement les tensions ».

La délégation de l'Union européenne en Arménie s'est pour sa part dite « préoccupée » par « les informations évoquant une utilisation excessive de la force contre un rassemblement pacifique et contre les journalistes ». L'ONG de défense des droits de l'homme Amnesty International a également appelé les autorités à respecter « le droit de réunion et la liberté d'expression ».

Cette manifestation était organisée par le groupe « Non au pillage », qui se dit apolitique. « Nous sommes les maîtres de notre pays. Nous ne tolérerons pas l'augmentation du prix de l'électricité et ne laisserons pas le gouvernement voler notre peuple », affirme le groupe sur sa page Facebook.

Le distributeur d'électricité arménien, propriété du producteur d'électricité russe Inter-RAO, a demandé au gouvernement d'augmenter les tarifs afin de lutter contre la dévaluation de la monnaie arménienne, le dram. LeMonde.fr 23.06

Apparemment Le Monde se réjouit de ces manifestations parce qu'elles sont tournées contre le producteur qui est russe, pendant que l'ONG Amnesty International habituée à relayer la propagande de l'Otan en rajoute une couche, alors que cette manifestation n'avait pas fait l'object d'une autorisation par les autorités arméniennes. Si une telle manifestation avait lieu dans un pays occidental dans les mêmes conditions ou spontanément, les médias et les ONG la censureraient tout simplement ou dénonceraient son caractère illégitime.

Ils instrumentalisent la colère justifiée du peuple arménien contre une mesure qu'il juge injuste, dans le but de déstabiliser un gouvernement qui entretient de bonnes relations avec la Russie, un crime de nos jours. LeMonde.fr 23.06

Syrie

- Les Kurdes chassent l'EI d'une base-clé, au Nord de Raqqa - french.irib.ir

Les forces kurdes syriennes, pro-Assad, ont chassé, lundi, les combattants du groupe Etat islamique, (EI), d'une base-clé, au Nord de Raqqa. Cette ville constitue le principal fief de l'EI, en Syrie. Il s'agit du 2e revers d'envergure infligé en une semaine par les Kurdes à l'EI. Les Kurdes ont pris mardi Tall Abyad, important point pour les Jihadistes, à la frontière turque, où l'EI faisait passer, illégalement, des combattants et des armes. "Les Unités de protection du peuple kurde, (YPG), ont pris la totalité de Liwa 93, (Brigade 93), à 56 km au Nord de Raqqa. french.irib.ir 23.06

Yémen

- Yémen : une école, à Saada, détruite par les avions saoudiens - french.irib.ir

Au Yémen, les avions de chasse de l'aviation saoudienne continuent de bombarder les écoles de Saada.

Les avions de combat de l'Arabie saoudite continuent de larguer des bombes, sur les écoles et les infrastructures du Yémen. Au cours de la dernière frappe de l'aviation saoudienne, une école, située à Haydane, dans la province de Saada, a été bombardée. Selon les témoins oculaires, les Saoudiens ont pris pour cible, à quatre reprises, cette école, avant de la réduire à néant. A noter que les raids aériens des avions de chasse saoudiens contre les écoles et les infrastructures du Yémen ont été intensifiés, depuis le début du mois béni de ramadan. french.irib.ir 23.06

Arabie saoudite.

- Infanticide : un pilote saoudien se suicide - french.irib.ir

Les sources citées par les chaines Al Mostaqila et Al Euphtae font état du suicide d'un pilote saoudien ayant participé aux raids aériens contre le Yémen!! selon des sources précitées qui sont proches de la cour des Saoud, l'officier pilote saoudien se serait donné la mort après avoir visionné l'image des centaines de bébés yéménites tués dans des bombardements commis par la coalition anti Yémen que dirige l'Arabie saoudite. Juste avant de se suicider, le pilote aurait affirmé : " nous avons pêché! nous avons oublié le vrai sens de l'Islam . nous tuons nos frères et soeurs musulmans en bombardant les villes aux côtés des avions appartenant aux chrétiens".

Dans une lettre qu'il laisse sur les lieux de son suicide à l'adresse de ses amis, le pilote Al Anzi reconnait avoir commis le suicide en visionnant les images des centaines d'enfants déchiquetés à la suite des frappes aériennes. " Mohamad Ben Salman nous a impliqués dans une guerre perdue d'avance. Je ne comprends pas pourquoi nous devrons mettre en danger nos intérêts saoudiens à l'instigation des Etats Unis et d'Israël". french.irib.ir

---

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

- Grèce : les concessions d'Alexis Tsipras - Francetv info

Alexis Tsipras est rentré ce mardi 23 juin de Bruxelles à Athènes avec un nouveau plan d'économies portées à 7,9 milliards d'euros. Plus de vingt mesures réparties entre la TVA, la fiscalité et les retraites.

Pour la TVA, c'est le tourisme qui reste la première cible, et notamment l'hôtellerie, qui passerait de 6% à 23%. Pour les îles prospères comme Mykonos et Rhodes, finie la TVA à taux réduit. Une taxe sur le luxe touchera aussi certains bateaux, les grosses voitures ou les piscines.

En ce qui concerne la fiscalité, le taux d'impôts sur les sociétés passera de 26% à 29%. Les impôts sur le revenu sont aussi visés. À partir de 50 000 euros par an, ils seront encore augmentés. Quant aux très hauts revenus, supérieurs à 500 000 euros, ce sera 8% de taxe en plus.

Troisième volet : les retraites, avec quelques rares exceptions, la fin des pré-retraites, mais aussi la hausse des cotisations santé sur les pensions.

Mais Alexis Tsipras n'a rien voulu céder sur certains domaines. Pas de hausse de TVA sur les médicaments et l'électricité, pas de ponction supplémentaire sur les pensions de plus modestes. Le Premier ministre grec doit maintenant convaincre son Parlement.

Des députés de l'aile gauche de Syriza ont dénoncé les nouveaux sacrifices demandés à la population. L'un d'eux, Vangelis Diamantopoulos, a écrit sur sa page Facebook que "la tactique du "il n'y a pas d'alternative" ne peut pas être la marque de la gauche".

Mais plusieurs ministres sont venus au secours d'Alexis Tsipras, évoquant, comme le vice-ministre de la Réforme administrative, Georgios Katrougalos, "un mal nécessaire". Le Premier ministre avait défendu lundi soir des propositions qui préservent "la justice sociale".

Des milliers des sympathisants du syndicat du Parti communiste (Pame) ont manifesté mardi soir à Athènes dénonçant un "accord contre le peuple". Francetv info et AFP 23.06

ECONOMIE

Iran/Russie

- Iran/Russie: le troc pétrole contre l'électricité - french.irib.ir

Le vice-ministre iranien de l'Energie a fait état de la tenue du deuxième tour des négociations avec la Russie pour le troc du pétrole contre l'électricité.

M. Houshang Falahatian a déclaré au journaliste que pour l'importation de l'électricité de Russie, il fallait des négociations avec plusieurs pays voisins qui devraient offrir un support technique et logistique pour rendre possible la connexion entre les réseaux d'électricité en Iran et en Russie.

Le vice-ministre iranien de l'Energie a ajouté que le transfert de l'électricité entre la Russie et l'Iran, doit se faire par les réseaux d'Arménie, de Géorgie et de République l'Azerbaïdjan. M. Houshang Falahatian a rappelé qu'une note d'entente avait été signée en 2014 sur la coopération irano-russe en matière d'électricité, mais qu'il faut organiser d'autres réunions pour finaliser ces accords.

Il est prévu que le troc irano-russe du pétrole contre l'électricité pourrait avoir une valeur de 10 milliards de dollars par an. french.irib.ir 23.06

Haut de page

Le 25 juin 2015

CAUSERIE

Il faut se forcer pour trouver dans la situation actuelle des éléments susceptibles d'alimenter l'optimisme et le moral des troupes.

Il ne faut pas être trop regardant sur la nature des manifestations qui ont lieu contre le gouvernement, d'autant plus que les compte-rendus qui en sont faits occultent cette question qui empoisonne littéralement les partis ouvriers. Vaut mieux adopter une approche superficielle de la réalité ou ne pas trop se mouiller, que de mettre franchement les deux pieds dans le plat au risque qu'il ne se transforme en sables mouvants et vous engloutisse.

A l'époque de la réaction sur toute la ligne, on peut concevoir qu'on se satisfasse de peu, ce qui par contre ne devrait pas nous dédouaner de produire des analyses qui ne se limitent pas à commenter l'actualité sociale ou politique ou à demeurer sur le terrain du jeu institutionnel auquel tous les rapports entre les classes seraient ou devraient se subordonner.

Bref, on devrait se contenter de lieux communs, de constats sans intérêt, de formules creuses, des refrains habituels qui nous ont conduit où nous en sommes pour s'inscrivent finalement dans aucun perspective politique, ce qui se traduira sur le plan pratique par l'impossibilité de construire le parti qui nous fait tant défaut aujourd'hui, compte tenu que le niveau théorique et politique des militants et leurs partis ne sont pas à la hauteur de la situation et des tâches que l'avant-garde a à accomplir.

On vit si bien en régime capitaliste en France qu'on se contentera de revendications alimentaires ou démocratiques bourgeoises

pour le rendre encore plus supportable (certainement pas pour des millions de travailleurs pour lesquels c'est un luxe inaccessible), car il n'est nulle part question de s'en passer, à croire qu'on devrait se satisfaire du mode de vie qu'il nous impose ou qu'on pourrait en tirer des satisfactions substantielles, bien qu'en étant privilégié ou défavorisé on ne dispose pas davantage de liberté pour autant ou de la possibilité de décider de notre propre, à croire que plus le régime se décompose et piétine la démocratie en agitant le spectre de la guerre, plus il faudrait rabaisser nos exigences politiques et éviter toute référence au socialisme par crainte de passer pour un farfelu ou un disciple de Staline, Mao, Pol Pot ou encore Enver Hoxha qui se réclamaient frauduleusement du communisme...

On aura compris que nos idées et notre comportement devraient nous être dictés de l'extérieur et ne devrait en rien refléter nos convictions ou nos aspirations révolutionnaires, nos expériences et les enseignements qu'on en a tirés, pour se conformer à l'interprétation de la société qui prévaut chez la majorité des travailleurs au demeurant toujours ignorants de leur condition ou bourrés d'illusions mortelles dans le régime. Même le combat contre la propagande officielle dans le cadre de la guerre idéologique et psychologiques que mène la classe dominante contre les masses exploitées, ne présenterait aucun intérêt ou devrait être traité par le mépris, à croire qu'elle ne serait pas un instrument de la lutte de classe des capitalistes pour conditionner les travailleurs et les soumettre et que le lien qui existent entre ces différents facteurs seraient une vue de l'esprit.

Seules les questions alimentaires immédiates mériteraient notre attention, à croire que le développement de la civilisation humaine tiendrait tout entier dans un tube digestif et que le cerveau n'y remplirait aucun rôle, alors que c'est lui qui commande toute pulsion, action ou réaction. Nos droits ou besoins seraient légitimes, sauf sur le plan historique.

Ainsi s'explique en grande partie pourquoi nos dirigeants refusent de modifier les rapports qu'ils ont établis avec notre classe ainsi que leur conception de la lutte des classe, laissant le champ libre à une multitude de charlatans censés nous représenter de manipuler tranquillement la conscience des masses, à l'instar par exemple de ceux qui gouvernent la Grèce aujourd'hui. Ils estiment que la crise du capitalisme et ses conséquences suffiront à un moment donné pour déclencher une révolution... qui sera infailliblement vouée à l'échec et à être écrasée dans le sang, du fait que le prolétariat n'aura pas acquis un niveau de conscience politique suffisamment élevé pour se doter des instruments ou des moyens qui lui permettraient de terrasser son ennemi.

On se demandera pourquoi la nature a créé une espèce supérieure à toutes les autres capable de prendre conscience de soi, si elle n'est pas en mesure de se servir de cet organe pour conquérir son émancipation ou maîtriser son développement. Dit autrement, on se demandera à quoi peut bien servir le cerveau, question qu'on n'aurait jamais cru devoir se poser un jour.

Ces réflexions m'ont été inspirées par la lecture du dernier numéro d'Informations ouvrières (n°357) paru hier. Après avoir lu quelques passages et parcouru le reste en diagonal, je me suis demandé à quoi pouvait-il servir et je n'ai pas trouvé de réponses satisfaisantes à cette question, à rien (sauf si on est fonctionnaire et qu'on milite dans un syndicat puisque ce journal est conçu exclusivement pour eux), je me suis dit que si je militais au POI, je serais infoutu de m'en servir pour m'adresser aux travailleurs en général, encore moins pour en recruter.

Mais bon, je ne pense pas que ce sujet passionne nos lecteurs. Ils doivent savoir que pendant des décennies ce parti n'a cessé de lorgner vers le PS au point d'apparaître comme l'appendice de son soi-disant courant de gauche qui en réalité n'a jamais existé que dans leur imagination, pour finalement se rabattre vers le PCF et commettre la même erreur, à moins que ce ne soit intentionnel, ce qui pourrait faire dire ironiquement à des militants du NPA que les dirigeants du POI en viennent à imiter la LCR plus d'un demi-siècle plus tard, si vous avez deux minutes et que vous voulez en avoir confirmation, lisez dans leur portail national l'éditorial de D. Gluckstein (ex dirigeant de la LCR), il demande aux militants ou sympathisants du PCF "*Comment pourraient-ils se reconnaître dans cette défense de Hollande et de sa politique ?*" après avoir relaté les propos du secrétaire nationale du PCF, Pierre Laurent.

Question que Gluckstein ne s'est certainement pas posé : Pourquoi devraient-ils se poser cette question ? Le PCF est sur une ligne nationaliste, social-patriote, corporatiste, il est soutenu à bout de bras par les banquiers, les multinationales (Publicités Renault dans L'Humanité...) et les médias, sa presse est subventionnée par l'Etat, il est allié électoralement au PS qui est un pilier du régime, il participe à toutes les institutions et en tire des prébendes qui assurent son existence financière, franchement quel intérêt auraient ces militants à rompre avec Hollande, quel intérêt auraient-ils à combattre réellement sa politique au risque de menacer l'existence de leur parti sachant qu'ils ont été formatés à l'école du stalinisme, plus récemment du réformisme, et que leur niveau de conscience politique correspond davantage à leurs intérêts personnels plutôt qu'au socialisme?

Croyez-vous sérieusement que les quelque 45 millions de travailleurs, étudiants et retraités de ce pays vont se sentir concernés par cet éditorial ? Le PCF moins son appareil, ses élus et ses bureaucrates, ses adhérents fantômes en fin de vie et autres, cela représente quoi, entre 10 et 30.000 adhérents, soit moins de 0,1% des travailleurs, étudiants et retraités en France.

Cette stratégie demeure fidèle à celle que les trotskystes du PCI avaient adoptée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec le succès que l'on sait. C'est sans doute le meilleur moyen de ne jamais construire le parti, là pour le coup ils ont atteint leur objectif, le seul !

Désolé de ne pas nous gargariser des luttes sociales actuelles...

ACTUALITE EN TITRES

Vaudeville en famille. Cris et chuchotements

- Colère au sommet de l'Etat français, cible des grandes oreilles américaines - AFP

Vraiment ?

- Une réaction a minima de Hollande, au risque de donner prise aux critiques - Le Huffington Post

Entre le fromage et le dessert et on n'en parle plus.

- Espionnage: "un mauvais moment" diplomatique à passer entre Paris et Washington - AFP

Pour la forme.

- Espionnage: Valls réclame "un code de bonne conduite" - AFP

Et pour cause :

- Espionnage : « Ces révélations ne constituent une véritable surprise pour personne » affirme Manuel Valls - Public Sénat

Et puis c'est du passé...

- Espionnage américain : l'Élysée n'est plus officiellement surveillé depuis un an - Francetv info

Si c'est leur suzerain qui l'affirme...

- Obama a "réitéré" à Hollande "son engagement ferme" contre tout espionnage - AFP

La Maison Blanche ne dément pas les révélations de WikiLeaks sur les écoutes de trois présidents français, mais Barack Obama assure que ces pratiques sont terminées.

Et pas rancunier pour deux sous en plus...

- L'Assemblée nationale adopte un accord avec les Américains sur l'indemnisation des victimes de la Shoah - Liberation.fr

Et même qu'en famille ils sont Patriot Act...

- La loi sur le renseignement est définitivement adoptée par le Parlement français - Francetv info

Le Parlement français a adopté le projet de loi sur le renseignement qui légalise des techniques d'espionnage, mercredi 24 juin, au grand dam des défenseurs des libertés individuelles. Après les sénateurs la veille, les députés ont entériné le texte par un vote à main levée qui a rassemblé une large majorité gauche-droite, mais avec des voix dissidentes dans presque chaque groupe politique. Les groupes PS, Républicains (LR), UDI (centriste) et des radicaux de gauche ont majoritairement voté pour. Les groupes écologiste et Front de gauche ont voté contre.

Au nom d'une "unité nationale sans faille", Eric Ciotti (Les Républicains) s'est ainsi réjoui d'un "projet de loi nécessaire et positif", position partagée par la "grande majorité" de son groupe. Francetv info 24.06

Intox et propagande. Déstabilisation.

- Obama appelle Pékin à faire baisser les tensions maritimes - AFP

- L'Otan se défend de toute "course aux armements", juge la Russie "agressive" - AFP

- Des milliers d'Arméniens continuent à manifester contre le pouvoir à Erevan - AFP

Symétrie.

- Moscou prolonge d'un an l'embargo sur les produits alimentaires européens - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Non, rien de rien, non je ne regrette rien...

- Pour la première fois, un député frondeur quitte le groupe PS - L'Express.fr

Le député PS du Morbihan Philippe Noguès annonce à Ouest-France son départ du PS. "La ligne sociale-libérale a gagné avec Manuel Valls et Emmanuel Macron", juge-t-il.

Dans une interview publiée sur le site de Ouest-France, Philippe Noguès, député du Morbihan depuis 2012, déclare "qu'il n'y a pas de changement possible de l'intérieur du Parti socialiste ni du groupe parlementaire".

"Ma démarche, c'est une première. Je pense qu'il y aura quelques départs dans les semaines à venir. (...) Beaucoup hésitent, parce qu'on est dans un parti d'élus, et quitter un parti dans lequel on est depuis vingt ans, trente ans, c'est difficile. Ceux qui dirigent la fronde se satisfont de la situation telle qu'elle est", décrit-il. lexpress.fr 24.06

Pour monsieur Noguès, le plus "difficile", ce n'est pas d'avoir participé pendant des décennies à cette imposture que constituait le PS ou d'avoir servi les intérêts du capital, engagement qu'il n'a pas renié ou regretté d'ailleurs faute de ne pas le reconnaître, il en serait plutôt fier et ne demandait qu'à continuer, c'est de devoir dorénavant l'assumer ouvertement qui coince parce qu'il n'en a pas le courage. Il n'a donc absolument aucun mérite.

Le chant du cygne.

- Réforme territoriale : des maires des communes rurales chantent la Marseillaise devant l'Assemblée - Francetv info

Ils sont plusieurs centaines devant l'Assemblée nationale, mercredi 24 juin, pour dénoncer le projet de réforme territoriale bientôt en deuxième lecture devant les députés. Des maires des communes rurales de France se sont rassemblés contre un texte qui va, selon eux, "anéantir le niveau de proximité préféré des Français, la commune".

Selon l'AMRF, l'Association des maires ruraux, la réforme territoriale entend "concentrer pouvoirs et moyens bien loin de là où vivent nos concitoyens". Si ce texte était voté, "le maire et le conseil municipal n'auraient plus aucune prise sur les décisions locales" et les ressources des communes "seraient asséchées", poursuit l'AMRF dans un communiqué.

Les maires ont entonné la Marseillaise à l'extérieur de l'Assemblée qui doit examiner à nouveau le projet de loi NOTRe (Nouvelle organisation du territoire de la République) à partir du 29 juin. Des bousculades ont eu lieu avec la police sur place.

Des responsables de l'association ont été reçus par la ministre de la Décentralisation et de la Fonction publique, Marylise Lebranchu. Devant la ministre, les maires ont exprimé "l'incompréhension et l'inquiétude, voire la colère, des 32 000 maires de communes de moins de 2 000 habitants adhérents de l'AMF, sur la baisse injuste et insoutenable des dotations de l'Etat, le retrait de celui-ci dans les territoires ruraux" ou encore "la disparition des services publics". Francetv info 24.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée

- Les chasseurs israéliens bombardent Gaza - french.irib.ir

Les avions de chasse de l'armée du régime sioniste ont pris pour cible le nord de la bande de Gaza. Selon le site web « Palestine Al-An », les chasseurs F-16 de l'armée du régime sioniste ont attaqué aux missiles ce mercredi la région de Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza.

Les militaires de l'armée du régime sioniste ont attaqué mardi soir le camp d'Al-Ouroub, au nord de la province d'Al-Khalil en Cisjordanie, avant de s'accrocher avec les citoyens palestiniens. Les militaires de l'entité sioniste ont tiré du gaz lacrymogène sur les Palestiniens pour les disperser. Après avoir inhalé du gaz toxique, plusieurs Palestiniens ont été asphyxiés. Des militaires sionistes attaquent constamment diverses régions en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, attaques au cours desquelles plusieurs palestiniens seront arrêtés, blessés ou ils trouveront le martyr. french.irib.ir 24.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Chômage: forte hausse en mai, accentuée par une procédure de relance inhabituelle - AFP

Un nouveau record a été enregistré par Pôle emploi en mai, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité atteignant 3,55 millions ("16.200) en métropole, amplifié par une procédure inhabituelle de relance des chômeurs.

En incluant ceux qui ont eu une petite activité (temps partiel, CDD, intérim), le nombre de demandeurs d'emploi a fait un bond de 69.600, pour culminer à 5,41 millions (5,71 avec l'Outre-mer), autre pic historique.

Mercredi matin, François Rebsamen avait réaffirmé que "l'année 2015 sera meilleure que 2014". AFP 24.06

ECONOMIE

Chine

Plus de 100 milliards d'euros pour la nouvelle Route de la Soie - Reuters

Le conglomérat public chinois Citic a annoncé mercredi que ses différentes divisions investiraient plus de 700 milliards de yuans (plus de 100 milliards d'euros) dans l'initiative chinoise d'une nouvelle "Route de la Soie", laquelle, comme l'originale, sera dans les faits double, terrestre et maritime.

Cette initiative recouvre environ 300 projets de grands travaux reliant l'Asie à l'Europe par le biais de réseaux aussi bien ferroviaires que routiers, électriques qu'internet, mais aussi de gazoducs et d'oléoducs et autres infrastructures maritimes et terrestres.

Le président chinois, Xi Jinping, a dit en mars qu'il espérait que les échanges commerciaux annuels de la Chine avec les pays concernés par ces grands travaux dépassent les 2.500 milliards de dollars en l'espace d'une décennie.

China CITIC Bank, qui dispose d'un actif dépassant les 4.000 milliards de yuans, a annoncé qu'elle financerait plus de 200 projets à hauteur de plus de 400 milliards de yuans dans des domaines tels que les infrastructures, l'énergie, l'agriculture et la culture par le biais de ses succursales locales.

Elle mettra également sur pied un fond "One Belt, One Road" -- (une ceinture, une route, l'autre nom du projet) -- doté de 20 milliards de yuans dans un premier temps et chargé de participer à des fusions et acquisitions, à des partenariats public-privé et au financement du développement d'entreprises chinoises à l'étranger.

La banque compte porter ce fonds à 100 milliards de yuans dans les cinq ans, a dit à la presse Sun Deshun, vice-gouverneur de CITIC Bank.

D'autres filiales de CITIC mobiliseront près de 300 milliards de yuans d'investissements dans une centaine de projets répartis sur

une dizaine de pays, ainsi que 110 milliards de yuans de financements pour une trentaine de sociétés participant à l'initiative chinoise. Reuters 24.06

Haut de page

Le 26 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 10 articles et on en a rejeté 3, dont un sur le climat publié par Le Grand Soir qui était destiné à ceux qui nous gouvernent et à... l'ONU, insupportable !

Nous sommes en guerre et nous ne pouvons tolérer que des inconscients se tranforment incognito en agents de nos ennemis et trompent ainsi les travailleurs. Nous mettons déjà en ligne suffisamment d'articles dont nous ne partageons pas les analyses, à défaut de pouvoir les rédiger nous-même, ce devrait être le boulot d'un parti ouvrier qui hélas n'existe pas.

Non, nous ne sommes pas hystérique, dépressif ou agressif, simplement lucide et très calme.

Un régime politique déstabilisé par la crise du capitalisme qui le ronge de tous les côtés.

- Pourquoi les partis traditionnels perdent-ils du terrain face aux partis «antisystème»? - slate.fr

Avant d'aborder des extraits de cet article et les lecteurs comprendront immédiatement pourquoi, pour cerner le contexte actuel, nous reproduisons un bref extrait d'un autre article publié cette fois par Mondialisation.ca le 23 juin, *« Troïka » (FMI, BCE, UE) des créanciers d'Athènes: Ce « gotha » dont les citoyens ont toutes les raisons de se méfier*.

- "*Hier à Montpellier, lors d'une soirée consacrée au parti Syriza, une responsable locale nous expliquait que ce qui avait permis le succès de ce parti « de gauche », était que le Pasok (parti social-démocrate grec qui fait partie du Parti socialiste européen et de l'Internationale socialiste – ben, tiens ! –) n'était plus considéré ni désigné depuis longtemps par les Grecs comme un parti « de gauche ». Et que, tant que dans les autres pays européens, les partis socialistes qui mènent de concert la politique néo-libérale identique à celle de la droite seraient considérés comme étant la « gauche », la confusion règnerait au sein de la population. A méditer…*"

Notons qu'à ce jour aucun parti ouvrier en France n'a caractérisé de droite le PS. Pourquoi ? Trop corrompus depuis trop longtemps ? Trop compromettant ?

Passons à l'article du portail néolibéral slate.fr.

Les victimes des délocalisations ou de la désertification industrielle, de la mondialisation à marche forcée sont avant tout les ouvriers.

- "*Les électeurs des anciennes zones urbaines industrielles, inquiets de l'immigration et marginalisés par la globalisation économique qui ne passe pas par ces territoires, constituent un gros contingent de voix pour ces partis.*"

C'est la province (girondine) qui incarne le plus l'Ancien régime et les rapports sociaux qui y sont associés.

- "*Un autre électorat réagit très bien aux appels antisystème de ces nouveaux partis: les ruraux, qui n'adhèrent pas à la sensibilité libérale sur le plan des questions de société des grands partis.*"

Il faut entendre ici par "sensibilité libérale", la prétention de liquider les rapports sociaux qui résultaient de la lutte des classes et qui en dernière analyse vise en priorité cette dernière qu'ils rêvent de neutraliser ou de supprimer.

A l'aide du nihilisme ils ont entrepris de compléter leur oeuvre de démolition sur le plan social et politique qui doit aboutir à l'atomisation complète de la population, en niant les propriétés qui sont à l'origine des distinctions établies par la nature ou la société au cours de son histoire, pour finalement contester toute connaissance et aboutir à une notion du droit qui devrait être désormais purement arbitraire ou totalitaire car imposé à l'ensemble de la population, comme si tous les rapports antérieurs avaient cessé d'exister, alors qu'en réalité ils demeurent en place, rendant la vie quasiment insupportable dans une telle société guidée uiquement par des diktats imposés par une minorité.

Les "questions de société" avancées par les "grands partis" ne vise qu'à démanteler la société bâtie autour de valeurs devenus incompatibles avec la survie du capitalisme pour mieux asservir la population laborieuse, en substituant aux critères de classe qui permettent aux différentes couches d'exploités de se rassembler pour lutter ensemble contre la classe des exploiteurs, des critères individuels qui les divisent et traversent toutes les classes, de manière à affaiblir leur résistance et à mieux les contrôler tout en les détournant de la lutte des classes en les associant sur des critères autres que de classe.

Pour mener ce combat politique, leur bouc émissaire favori résidera dans les couches de la population reproduisant les préjugés archaïques que les représentants de la classe dominante s'était employée justement à distiller dans la société dans le passé, lorsque cela servait ses intérêts. Ce sont les mêmes partis qui tirent la ficelle des deux bouts pour le compte de la classe dominante.

Leur comportement et plus particulièrement celui de leurs larbins quasi hystériques de gauche et d'extrême gauche qui leur prêtent assistance, s'explique par le fait qu'incapables d'entrevoir la moindre victoire sur le capital qu'ils ont renoncé à affronter, victoire en laquelle ils ne croient pas ou plus, ils peuvent en obtenir sur les plus faibles, sur la majorité (silencieuse) qui demeure divisée et inorganisée, sans représentation politique, la classe ouvrière des villes et des campagnes, ils ont enfin l'impression d'exister et tiennent leur revanche (aveugle) guidée par leur propre inanité ou opportunisme qui sert à masquer leur faillite politique, leur capitulation, c'est l'impatience du petit bourgeois qui se manifeste dans tous ses états, vile et lâche.

Fonctionnaires, aristocratie ouvrière, couches moyennes et supérieures du prolétariat constituent la base sociale ou le fond de commerce des partis frauduleusement dits de gauche qui assurent la stabilité du régime et auxquels sont liés les syndicats ainsi que l'extrême gauche.

- "*...le centre-gauche serait, notamment en France, de plus en plus dépendant du vote des salariés du secteur public d'une part et, d'autre part, des travailleurs urbains des industries culturelles et créatives, ce qui se vérifie par le survote PS dans les «idéopôles».*"

Contrairement à la légende, les travailleurs du secteur public n'ont pas une conscience politique plus élevée que ceux du secteur privé, ce serait même l'inverse qui serait vrai. Ce sont des mystificateurs professionnels qui se sont employés à le faire croire parce qu'ils en étaient eux-mêmes issus ou ils y voyaient un fonds de commerce inépuisable et plus facile à exploiter. Ils soutiennent les partis destinés à gouverner ou institutionnels dans le cadre du régime en place qui les nourrit et leur accorde un statut privilégié.

Tout comme l'ouvrier qui verrait d'un mauvais oeil que son patron soit envoyé en prison et de perdre dans la foulée son emploi, dans ce cas-là il en prendra la défense, le fonctionnaire n'a aucune raison de s'attaquer à l'Etat, son patron, qui lui assure le couvert jusqu'à sa retraite, en principe puisque de nos jours cette garantie est remise en cause ou s'accompagne de contraintes de jour en jour plus insupportable.

Quant aux "travailleurs urbains des industries culturelles et créatives", ils ont en commun avec les prostituées de prendre l'argent d'où qu'il vienne et de fournir une prestation aussi éphèmère que chimérique. Ils font partie des masses les plus décomposées et les plus instrumentalisées avec celles qui officient dans les ONG, apolitiques, concurrents du mouvement ouvrier...

Cela pour situer très bièvement en général ces différentes couches de travailleurs et non les juger, dont la condition présente des contradictions avec leurs statuts, ce dont ils n'ont pas conscience. Leur état d'esprit ou leur comportement sera dictée de préférence par leurs statuts plutôt que leur condition, et la difficulté que rencontra le militant qui s'adressera à eux, consistera à leur faire prendre conscience de leur condition et du rôle qu'ils remplissent dans la société, ce qui vaut en réalité avec n'importe quel travailleur.

Ce qu'ils appellent "les partis de gouvernement" présentent la particularité de pouvoir se fondre dans les institutions en place ou d'être compatibles avec la Ve République au lieu de les combattre pour les renverser. Ils sont tous indéodés au régime capitaliste.

De nos jours, leur rôle se cantonne à adopter, appliquer et défendre les directives de l'UE, les recommandations du FMI, de la Banque mondiale, de l'OCDE ou la politique néolibérale dictée par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne. Ce sont de simples exécutants de cette politique, des pantins, des pions, des larbins et rien de plus. Voués servilement à servir les intérêts de l'impérialisme américain et de l'Otan, ils sont incapables de proposer une politique indépendante correspondant aux besoins de la population laborieuse.

- "*Selon un autre politologue cité dans l'article, Peter Mair, les partis de gouvernement ne remplissent plus leur rôle d'animateur de la vie civique et de représentation des électeurs: ils sont animés par une classe gouvernante professionnelle qui pense plus à être élue, qu'à porter les revendications et sensibilités de son électorat. Or c'est justement ce vide laissé par les partis traditionnels que les partis dits antisystème remplissent en véhiculant la colère des peuples pour la transformer en débouchés politiques.*"

Inconsciemment ou maladroitement, en effet, les masses qui se tournent vers "les partis dits antisystème" cherchent une issue politique à la crise du capitalisme qui serait conforme à leurs besoins ou aspirations.

Les partis dits «antisystème» radicaux présentent la faiblesse ou ont le défaut d'avoir été conçus sur la base d'une imposture permanente, dans la mesure où ils servent et se servent du "système" ou des institutions pour leur propre compte et n'envisagent nullement de le renverser, ce qui finit toujours confrontés à l'épreuve des faits par se savoir.

A l'opposé se situent les partis d'extrême droite et d'extrême gauche qui envisagent le renversement violent des institutions dans une perspective diamétralement opposée, l'extrême droite pour imposer une dictature impitoyable ou le fascisme au profit de la minorité des capitalistes en réprimant violemment le mouvement ouvrier, l'extrême gauche pour porter le prolétariat au pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat, qui se confond avec la démocratie puisqu'elle se destine à satisfaire les besoins sociaux de la majorité de la population.

- "*Par ailleurs, il est exagéré d'évoquer des partis «antisystème» dans la mesure où, d'un bout à l'autre du spectre politique, ces partis ne lancent pas «de défis concrets et directs aux régimes représentatifs existants. C'est toute la différence entre le radicalisme et l'extrémisme. »*" slate.fr 25.06

A ceux qui ignorent ce que signifie le socialisme.

Rappelons que la dictature du capital signifie la dictature qu'impose par la force une infime minorité à l'immense majorité de la population, et la dictature du prolétariat signifie la démocratie qu'impose par la force la majorité composée d'exploités à l'infime minorité d'exploiteurs.

Pourquoi ne peut-on imposer la démocratie qu'en recourant à la force ? Mais parce que les ennemis de la démocratie recourent à la force pour la combattre, ils ne nous laissent pas vraiment le choix des armes pour les combattre et les terrasser, c'est aussi simple à comprendre que cela. Toute référence à la démocratie en général ou qui ne précise pas sa nature de classe relève de l'escroquerie politique.

Mais alors que valent toutes les théories qui n'intègrent pas ce facteur dans leurs analyses ? Rien ou qu'elles sont foireuses, qu'elles ne peuvent que conduire à une impasse politique pour ne pas tenir compte ou partir de la réalité. Le romantisme ou les états d'âme humaniste n'ont pas leur place dans la lutte des classes ou ne servent qu'à induire en erreur ceux qui combattent pour leur émancipation du capital, préférant y demeurer soumis que de l'affronter directement.

La dictature du capital coïncide avec le pouvoir politique illégitime exercé par une minorité qui détient les moyens de production des richesses, et qui se partage l'essentiel des profits réalisés au détriment des producteurs ou des travailleurs qui ne détiennent aucun pouvoir et doivent se contenter des miettes que leur octroient leurs généreux bienfaiteurs.

Il faut insister sur le caractère illégitime et profondément injuste du pouvoir et du régime en place.

Lorsque ses représentants affirment le contraire au nom de l'intérêt général, ils réalisent une double imposture qui consiste à camoufler que cette légitimité repose en fait sur l'ignorance de la majorité de la population qu'ils entretiennent en permanence, ensuite qu'elle correspond principalement aux intérêts d'une minorité et qu'il leur est impossible de l'assumer ouvertement, bien qu'il leur arrive de se lâcher pour aussitôt se rétracter sur fond de polémique hypocrite et sans lendemain.

La dictature du prolétariat coïncide avec le pouvoir politique légime conquis et exercé par la majorité qui détient collectivement les moyens de production des richesses destinés uniquement à satisfaire les besoins de la population, tandis que l'infime minorité qui les détenait jusque là en a été dépossédée (expropriée sans indemnité).

La prise du pouvoir politique par le prolétariat est indispensable pour s'attaquer au pouvoir économique des capitalistes, puisque ce sont uniquement la Constitution et les institutions qui assurent sur le plan juridique ou du droit sa légitimité et sa légalité. Retirez lui la Constitution et les institutions qui leur sont favorables et leur pouvoir se retrouve à nu, fragilisé, menacé, sans protection juridique, sans valeur du point de vue du droit puisqu'il leur est impossible de justifier le pouvoir détenu par une minorité ou de justifier que les droits d'une minorité seraient supérieurs à ceux de la majorité qui devraient s'y soumettre.

La société actuelle repose sur des rapports entre les classes qui se traduisent par l'exercice du pouvoir par une minorité incarné par le gouvernement et les institutions de la Ve République. Dès lors qu'on a en tête ces rapports, on connait la nature (et les intentions) du gouvernement (ses partis) et du régime en place qui ne peuvent être qu'au service de la classe qui détient le pouvoir économique, les capitalistes. Ensuite il n'est plus permis de se tromper de parti ou de camp, sauf à choisir de servir délibérément ceux des ennemis de la classe ouvrière.

L'évocation d'une dictature peut rebuter ceux qui ignorent que dans les deux cas et aussi longtemps que les classes existeront, la classe qui détient le pouvoir ne peut espérer le conserver qu'en recourant à l'intimidation et à la force contre la classe qui revendique le pouvoir.

Il faut être un crétin ou un lâche ou les deux à la fois pour ne pas comprendre que ceux qui détiennent le pouvoir ne

l'abandonneront jamais de bonne grâce à leur ennemi ou sans le combattre férocement les armes à la main dans une lutte à mort.

Le petit bourgeois qui se contente de son mode de vie confortable et paisible, qui attend tranquillement d'arriver à l'âge de la retraite en tremble d'effroi, ainsi que les militants gangrenés par l'idéologie dominante auxquels répugnent le recours à la violence ou qui la condamnent aveuglément, pendant que l'Etat des capitalistes en use quotidiennement contre les masses exploitées et opprimées. Ce manque de discernement nourrit l'opportunisme qui a ravagé, défiguré, avili, pourri le mouvement ouvrier.

ACTUALITE EN TITRES

Social.

- Les syndicats de taxis divisés sur une poursuite de la grève, les chauffeurs mobilisés - 20minutes.fr

- La Dépêche rachète les Journaux du Midi et annonce 300 suppressions d'emplois - AFP

- Jusqu'à 200 départs en préretraite dans le ciment chez Lafarge - Reuters

Parole d'un zélé vassal de Washington et Bruxelles.

- Martin Schulz sur la Grèce : "Lorsque ce sont les radicaux qui dirigent les négociations, nous allons dans le mur" - Le Huffington Post

Afrique du Sud.

- La police sud-africaine mise en cause pour la tuerie de Marikana Reuters

Les enquêteurs demandent l'ouverture de poursuites criminelles contre tous les policiers impliqués dans cette répression sanglante et l'ouverture d'une enquête visant à établir la compétence du chef de la police, Riah Phiyega. Reuters 25.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

Tenez, c'est quoi la dictature du capital impliquant le recours à la force, un exemple qui tombe à point.

- La loi du baillon révulse l'Espagne - euronews.com

Une nouvelle loi créé la polémique en Espagne. Cette loi dite “de sécurité citoyenne”, qui entrera en vigueur le 1er juillet, acte contre les différentes formes de protestations citoyennes. Jugée répressive et liberticide par bon nombre d'Espagnols ainsi que par le corps judiciaire, le texte a reçu de nombreux surnoms aussi négatifs les uns que les autres, dont les plus utilisés, « loi gag » ou « ley mordaza”, “loi du baillon” en espagnol, car pour beaucoup, elle met en péril la démocratie du pays, affaiblie depuis l'investiture du gouvernement Rajoy il y a trois ans.

Cette loi prévoit une série de sanctions envers de nombreuses formes de protestations citoyennes. En tout, le texte définit 31 types d'infractions « graves », passibles de jusqu'à 30 000 euros d'amende, et sept types d'infractions dites « très graves », risquant des amendes pouvant plafonner à 600 000 euros. Concernés, les troubles à l'ordre public au cours d'événements sportifs ou les manifestations lors de la “journée de réflexion”, cette période pré-électorale censée permettre aux citoyens de réfléchir sans aucune influence extérieure. Tout outrage contre les drapeaux ou autres symboles du pays sera passible d'amendes pouvant aller jusqu'à 30 000 euros. Le texte prohibe en outre les manifestations autour d'institutions publiques comme le Sénat ou le Congrès des députés, équivalent à la Chambre basse du Parlement. Concrètement, ceux qui manquent de respect aux forces de l'ordre ou refusent de décliner leur identité pourront se voir infliger des amendes de plusieurs milliers d'euros, des amendes allant juqu'à 600 000 euros pour des manifestants en cas de rassemblements non autorisés.

Un arsenal prohibitif qui courrouce les espagnols, alors que de nombreuses protestations ont lieu à la veille de son entrée en

vigueur dans le pays. Les réactions se sont multipliées pour la dénoncer. En mars, une centaine d'organisations espagnoles appellaient à manifester virtuellement, à l'aide d'hologrammes. "Le seul moyen de s'exprimer librement, c'est de devenir un hologramme», défendaient les organisateurs, réunis au sein de la plateforme No somos delito («nous ne sommes pas un délit»), dans une vidéo diffusée en ligne .

Réactions critiques aussi à l'étranger. La Ligue des droits de l'homme notamment a jugé la loi contraire à la convention européenne des droits de l'homme et aux recommandations de la Cour européenne des droits de l'homme .

Pour de nombreux spécialistes, cette législation a été une riposte du gouvernement aux mouvements indépendantistes, et plus particulièrement aux mouvements massifs prônant l'indépendance de l'une des 17 communautés autonomes du Royaume d'Espagne, la Catalogne. De fait, le ministre de l'Intérieur avait présenté cette loi le 29 novembre 2013, c'est-à-dire après plusieurs mois de grandes mobilisations en faveur de l'indépendantisme catalan.

Une loi qui ne peut être dissociée des difficultés du Parti populaire au pouvoir, face à la montée du parti de gauche Podemos, et de la vague citoyenne. Aux dernières élections municipales,ils ont mis à mal le bipartisme espagnol, que le PP et le PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) se partagent depuis la fin du franquisme.

Terreau du succès de Podemos, cette loi incarne aux yeux des citoyens un gouvernement jugé toujours plus conservateur et répressif. La "Ley Mordaza" en muselant les principes démocratiques d'un pays ébranlé par la crise et en pleine mutation sera-t-elle la loi de trop?

Turquie

- Les crimes commis par les daechistes sont le résultat du soutien d'Ankara (leader du HDP) - french.irib.ir "Les crimes commis par les daechistes sont le résultat du soutien d'Ankara", a déclaré le leader d'une parti pro-kurde. Le Parti démocratique des peuples (HDP), qui représente notamment la minorité kurde de Turquie, a accusé le gouvernement d'Ankara d'apporter son appui à Daech et d'avoir une part de responsabilité dans le "massacre" commis jeudi à Kobani, à la frontière turco-syrienne.

"Le gouvernement turc soutient Daech depuis des années.

"Les dénégations des hommes politiques turcs, pour nous, sont nulles et non avenues. C'est au gouvernement turc de prouver qu'il ne soutient pas Daech", a-t-elle ajouté. french.irib.ir 25.06

Palestine occupée.

- Les Palestiniens présentent leur premier dossier contre le régime sioniste devant la CPI - french.irib.ir

Les premiers dossiers et documents officiels de la Palestine portant sur les crimes du régime sioniste seront remis ce jeudi à la Cour pénale internationale (CPI).

L'Autorité autonome palestinienne remettra ce jeudi à la CPI son dossier officiel lié à l'expansion des colonies par le régime sioniste en Cisjordanie, la guerre de l'été dernier du régime de Tel-Aviv contre la bande de Gaza et la question des prisonniers palestiniens.

Le comité de la Palestine auprès de la CPI a annoncé jeudi, dans un communiqué, que la remise des dossiers et de principaux documents de la part des Palestiniens favoriseront le terrain à l'accélération de l'ouverture des premières enquêtes sur les crimes commis par le régime sioniste. La délégation qui remettra ces dossiers est composée du ministre des Affaires étrangères de l'Autorité autonome palestinienne, Riyad Mansour et une délégation des diplomates et des avocats accompagnée de l'ambassadeur palestinien en poste aux Pays-Bas, Nabil Abou Zneid.

Selon ce rapport il est prévu qu'une délégation du bureau du procureur général de la CPI se rendra samedi le 27 juin aux territoires occupés de la Palestine afin d'ouvrir les enquêtes préliminaires sur les crimes et les exactions de l'entité sioniste.
La Palestine est devenue officiellement membre de la CPI le 1er avril 2015 en cours, ce qui rendra le terrain propice au procès des dirigeants criminels du régime de Tel-Aviv. french.irib.ir 25.06

En complément. Un scoop !

- Washington opposé à une action palestinienne contre Israël devant la CPI - Libération.fr

Haut de page

Le 27 juin 2015

CAUSERIE

On a ajouté 4 articles.

La "*multipolarité*", le dernier os à ronger ou la dernière lubie des charlatans, penseurs en herbe ou agents de l'ordre établi.

Un monde unipolaire serait invivable, tandis qu'un monde multipolaire serait source de prospérité et de paix, nous dit-on. Sauf que voilà, même lorsqu'il était multipolaire les crises et les guerres ne cessèrent de s'enchaîner. Pas de bol ! Ils ne savent plus à quel saint se vouer à persister à se détourner du socialisme.

C'est le nouvel axe politique foireux d'intellectuels incapables de saisir le développement du capitalisme mondial de son avènement à nos jours, dans sa totalité. Qui peut croire que la solution à la crise du capitalisme consisterait à faire abstraction du passé... pour finalement le reproduire avec toutes ses erreurs... et guerres ? Sans rompre avec le capitalisme évidemment, car ils y tiennent tous ou presque.

Ils ne doutent de rien. A force de réécrire sans cesse l'histoire en la déformant systématiquement, il est normal qu'ils ne puissent pas envisager l'avenir autrement.

Autre chose très vite.

Quand vous lirez l'article très intéressant, *Pourquoi les USA ont-ils ignoré les prédictions sur la Syrie ?*, ne vous fiez pas au titre qui est trompeur. Il ne s'agissait pas vraiment de "*prédictions*".

On en veut pour preuve que le rapport de la DIA (Defense Intelligence Agency) du département de la défense américaine sur la Syrie énumérait davantage comment s'était déroulée ou devait se dérouler sur le terrain l'application de leur stratégie mise en oeuvre par leurs protégés d'Al-Qaïda, le Front Al-Nosra puis l'Emirat islamique, avec ses avancées et ses revers ou échecs, etc.

Du coup la question que posent les auteurs (Counterpunch, la gauche radicale américaine) à la fin de cet article apparaît pour le moins déplacée : "*La destruction et le chaos dans la région sont-ils les résultats d'une erreur, ou était-ce intentionnel ?*", alors que le déroulement des évènements ou des opérations correspondait pile-poil au plan que l'impérialisme américainavaient élaboré, du coup on a la réponse à cette question.

Peut-être craignaient-ils de passer pour des "complotistes" s'ils en concluaient que le chaos actuel en Irak et Syrie avait été délibérément orchestré par Washington, ce qui ne fait pas l'ombre d'un doute.

Un dernier mot.

Un rappel.

Fabius avait déclaré en 2012 à propos d'Al-Nosra : "*ils font du bon boulot*", gageons qu'il continuera ainsi que le PS de soutenir ces barbares, y compris leurs adeptes en France.

ACTUALITE EN TITRES

Déchaînement de barbarie.

- Syrie: plus de 160 civils tués par les jihadistes depuis leur nouvel assaut sur Kobané - AFP

- Koweït: l'EI frappe de nouveau les chiites, au moins 27 morts - AFP

- Carnage dans un hôtel en Tunisie, 39 morts dont des touristes - AFP

Ils sont nerveux en ce moment à la CIA et au Pentagone semble-t-il...

ACTUALITÉ DU JOUR

En s'alliant avec les décapiteurs de Riad et en les cautionnant, Hollande a délibérément importé la barbarie en France

- La France visée par un nouvel attentat, un mort et deux blessés - Reuters

- François Hollande fait passer la France en «alerte attentat» - Liberation.fr

- Attentat en Isère: Sarkozy réclame un «niveau de sécurité rehaussé» - 20minutes.fr

- Attentat: Marine Le Pen veut placer sous surveillance "l'ensemble des prêches dans les mosquées" - Le Huffington Post

- Attentat en Isère : François Hollande prône l'unité de la nation - Francetv info

Il faut donc commencer par lui, Valls, Fabius, Le Drian, Cazeneuve, le PS...

- Hollande: "éradiquer groupes et individus responsables de tels actes" - AFP

Non, du wahhabisme.

- La décapitation, signature du terrorisme islamiste - LeFigaro.fr

En complément. Au pas.

- Hollande a demandé un classement de ses ministres - Le Huffington Post

Soyez Charlie !

- Israël veut museler la presse jordanienne - french.irib.ir

La presse jordanienne a condamné, ce jeudi, les ingérences israéliennes, dans les affaires médiatiques du pays, et qui portent atteinte au principe de la liberté de la presse. Cette position survient, en réaction à un communiqué, publié, mercredi, par l'ambassade israélienne, à Amman, critiquant un article, qui fait l'éloge des dernières opérations militaires de la Résistance palestinienne, dans les territoires occupés. Condamnant les ingérences sionistes, l'ordre des journalistes jordaniens a qualifié de "provocateur" et d' "inacceptable", le communiqué israélien, qui "dévoile les allégations mensongères israéliennes, sur le respect de la liberté d'expression et la liberté d'autrui".

Le syndicat a condamné les appels de l'ambassade israélienne à interdire la publication de tels articles, qualifiant ce comportement "d'ingérence flagrante, dans la liberté de la presse". "C'est une provocation flagrante aux sentiments des journalistes jordaniens et arabes, voire, aux personnes honorables du monde entier, qui se soucient de la cause palestinienne et des revendications justes, pour une paix globale, qu'Israël rejette, ouvertement", indique-t-on, dans un communiqué du syndicat jordanien.

Par ailleurs, et selon les termes du communiqué de l'ambassade israélienne, le royaume hachémite doit «cesser de publier des articles barbares risquant de porter atteinte à Israël et à ses citoyens et d'accroître la tension entre les peuples israélien et palestinien». En effet, le quotidien jordanien, "Ad-Dustour", a publié un article, intitulé «Comptons sur les actes de bravoure, en Cisjordanie et à Jérusalem», saluant les dernières opérations, perpétrées par des Palestiniens, en Cisjordanie occupée.

Pour l'ambassade d'Israël, à Amman, «la presse jordanienne incite au meurtre d'Israéliens». «Israël exprime, vivement, sa répulsion et son opposition absolue à ce genre de propos scandaleux, appelant à porter atteinte à des civils innocents. Il s'agit d'une incitation au meurtre et à la violence, dans tous les sens du terme», peut-on lire, dans le courrier adressé par l'ambassade israélienne à la presse jordanienne. french.irib.ir 26.06

Encore un régime barbare soutenu par Hollande (et le PS).

Valls était hier en Colombie en voyage officiel. Il devait initialement se rendre vendredi à Medellin respirer l'air pur de la démocratie

qui y règne comme chacun sait, quoiqu'il aurait eu plus de chance de sniffer de la coke sur son passage, quel dommage qu'il ait dû annuler ce déplacement qui s'annonçait guilleret, pour les non-initiés la coke rend hilare.

- Colombie: des milliers de civils tués pour simuler des succès militaires - - L'Express.fr

L'armée colombienne a procédé à des milliers d'exécutions de civils maquillés en guérilleros, entre 2002 et 2008, pour produire de bons bilans dans la lutte contre les groupes armés. La hiérarchie militaire savait, dénonce une enquête de Human Rights Watch.

"C'est l'un des pires épisodes d'atrocités massives commises dans l'hémisphère occidental ces dernières années", affirme José Miguel Vivanco, responsable de Human Rights Watch (HRW). Des milliers d'innocents ont été assassinés par l'armée colombienne afin de montrer l'efficacité de l'armée dans sa lutte contre la guérilla. L'ONG vient de publier un dossier sur le scandale des bilans "faussement positifs" ("falsos positivos") de la lutte anti-guérilla dans les années 2002 à 2008.

Repérées dans les quartiers les plus misérables du pays, les victimes étaient parfois enlevées, parfois attirées contre la promesse d'un emploi. Abattues, elles étaient ensuite affublées de vêtements censés être portés par des guérilleros et présentées comme tuées au combat. L'Express.fr 26.06

Qui nous dit que ce régime de la terreur aurait cessé depuis, alors que les enlèvements, disparitions, tortures et excécutions sommaires (y compris d'opposants, journalistes, etc.) demeurent monnaie courante en Colombie ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Tsipras soumet le plan des créanciers à référendum le 5 juillet - Reuters

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a annoncé tard vendredi soir la tenue le 5 juillet prochain d'un référendum pour ou contre les propositions "en forme d'ultimatum" présentées dans la journée par les créanciers de la Grèce.

"Ces propositions, qui violent clairement les règles européennes et les droits fondamentaux au travail, à l'égalité et à la dignité montrent que l'objectif poursuivi par certains de nos partenaires et certaines 'institutions' n'était pas un accord viable pour toutes les parties, mais peut-être l'humiliation d'un peuple tout entier", a-t-il dit lors d'une courte allocution télévisée à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire.

La proposition des "institutions" (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI) font peser un "fardeau insupportable" sur la nation grecque, a-t-il poursuivi, appelant ses concitoyens à apporter une "réponse " à cet "ultimatum".

"Face à ce chantage visant à vous faire accepter un programme d'austérité humiliant, sans fin et sans perspective de nous rétablir sur nos pieds, je vous appelle à vous prononcer en souveraineté et avec fierté ainsi que l'exige l'Histoire fière des Grecs", a poursuivi Tsipras, dont le parti de gauche radicale Syriza a remporté les élections législatives de janvier dernier sur la promesse d'en finir avec l'austérité.

Panos Kammenos, ministre de la Défense et chef de file des souverainistes de droite du Parti des Grecs indépendants (Anel), associé à Syriza, a annoncé qu'il demanderait à ses électeurs de rejeter le plan des bailleurs de fonds de la Grèce.

Les banques grecs ouvriront lundi et aucun projet de contrôle des capitaux n'est en préparation, a précisé pour sa part le ministre délégué à la Réforme administrative, George Katrougalos.

Les services de Tsipras ont annoncé de leur côté qu'une rencontre aurait lieu ce samedi entre le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, et, côté grec, le vice-Premier ministre Giannis Dragassakis, le ministre des Finances Yanis Varoufakis et le négociateur en chef Euclide Tsakalotos.

Aucune réaction n'est venue pour l'heure des "institutions" ou des pays de la zone euro, dont les ministres des Finances sont censées se réunir ce samedi pour la quatrième fois depuis le début de la semaine.

Ce n'est pas la première fois depuis le début de la crise grecque, fin 2009, qu'Athènes a recours à l'arme du référendum dans

les négociations avec ses partenaires.

Fin octobre 2011 déjà, le Premier ministre à l'époque socialiste George Papandréou, sans consulter ses partenaires européens, avait annoncé la tenue d'un référendum sur le plan d'austérité et l'aide financière internationale.

Trois jours plus tard, en marge d'un sommet du G20 à Cannes, le président français, Nicolas Sarkozy, et la chancelière allemande, Angela Merkel, l'avaient prévenu que la Grèce ne recevrait pas un centime de plus si elle ne mettait pas en oeuvre les mesures d'austérité prévues par le plan de renflouement.

Le projet de référendum, qui avait également provoqué une crise politique intérieure en Grèce, avait finalement été abandonné et Papandréou avait démissionné le 9 novembre, laissant place à un gouvernement de coalition dirigé par Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne. Reuters 26.06

2- Russie

- Les sous-marins russes capables d'anéantir les USA - french.irib.ir

Selon une Agence de presse russe, les sous-marins russes, non loin des côtes américaines, sont en mesure d'anéantir les Etats-Unis, en quelques minutes.

L'Agence de presse russe, Spoutnik, dans une menace indirecte, a annoncé que les sous-marins russes, près des côtes américaines, sont capables d'anéantir les Etats-Unis, en quelques minutes. Selon l'Agence de presse ASIA, un analyste politique a estimé que la Russie ne redoute pas le récent rapport du Pentagone, sur le déploiement des forces américaines, en Europe, et qu'elle est prête à riposter. Les récents propos tenus par le Président russe, Vladimir Poutine, sur l'équipement des forces nucléaires de ce pays de 40 missiles balistiques intercontinentaux, ont provoqué l'inquiétude du département américain à la Défense, ainsi que les Européens, a déclaré cet analyste.

En rappelant que les Etats-Unis dotés d'anciens missiles ne seront pas en mesure d'intercepter des missiles S-500 russes, cet analyste a réaffirmé que les projets, mis en avant par Martin Dempsey , chef de l'état-major américain, sur le déploiement de missiles, en Europe, n'assureront pas la sécurité des Etats-Unis. french.irib.ir 25.06

3- Syrie

3.1- Syrie: la bataille se rapproche de Tadmor - french.irib.ir

Aux alentours de la ville historique de Tadmor, (Palmyre), la bataille bat son plein entre l'armée syrienne et Daech. Selon le journal "Al-Akhbar", il est beaucoup question du retrait forcé de ce dernier de cette ville, qu'il a conquise, le mois passé, pour envoyer des renforts vers la ville de Raqqa, qui se trouve menacée par les combattants des Unités de protection du peuple kurde.

Pour le moment, les forces gouvernementales s'emploient à sécuriser l'entourage du camp pétrolier Jazal, alors que les miliciens tentent de faire exploser les pipelines et gazolines de la région, comme s'ils voulaient les rendre inopérants, avant de quitter les lieux. Dans la nuit de mardi à mercredi, 11 bombardements ont été menés. french.irib.ir 25.06

3.2- Syrie : l'armée se prépare, pour la grande bataille du Sud - french.irib.ir

Au Sud de la Syrie, les rebelles armés se préparent à mener une grande opération, dont le but est d'occuper la ville de Deraa.

En réaction au projet des rebelles armés, qui veulent attaquer la ville de Deraa, l'armée syrienne a renforcer ses fortifications autour de la ville de Deraa, pour pouvoir mieux la défendre, face aux attaques des rebelles armés et des groupes terroristes.

Des sources bien informées ont dit au journaliste de la chaîne libanaise, Al-Mayadeen, que les rebelles armés, concentrés, dans le Sud de la Syrie, mènent une grande opération, pour occuper la ville de Deraa. Ces rebelles ont reçu des formations militaires et des armements, de la part des Etats-Unis, qui les contrôlent, depuis Amman, la capitale de la Jordanie. Il est prévu que cette opération des rebelles armés soit menée par 1.500 soudards, 40 véhicules armés et 30 chars d'assaut.

La cellule de commandement des rebelles, située en Jordanie, a demandé aux autres groupes armés, qui se battent contre le gouvernement du Président Bachar al-Assad, de se mettre en état d'alerte, pour pouvoir entrer en action, dès le déclenchement de cette opération des rebelles armés contre la ville syrienne de Deraa, opération, qui pourra commencer, dans quelques heures, selon les sources proches des rebelles syriens.

En réaction à l'opération des rebelles armés et des terroristes, dans le sud du pays, l'armée syrienne a entamé de vastes attaques

à l'artillerie contre les positions des rebelles armés et des terroristes. Les avions de l'armée syrienne ont pris pour cibles les positions des terroristes près des frontières entre la Syrie et la Jordanie.

Selon les dernières dépêches parvenues de Syrie, il y a quelques heures, les terroristes ont entamé leur opération, en attaquant les postes de contrôle de l'armée, aux alentours de la ville de Deraa. Le but de cette première phase de l'attaque des terroristes contre Deraa est de briser les lignes défensives de l'armée syrienne, autour de Deraa. Dans le même temps, l'armée a installé sa 25e division, à Deraa, pour défendre la ville et empêcher les terroristes de prendre en main le contrôle de Deraa. french.irib.ir 25.06

4- Yémen

- Les forces yéménites ont pris pour cible les positions de l'Arabie - french.irib.ir

Une source militaire a fait part des dégâts infligés par les forces d'Ansarallah et de l'armée yéménite aux casernes et positions de l'Arabie saoudite.

Les unités balistiques de l'armée yéménite ont pris pour cible de leurs 20 missiles les positions militaires de Doud et de Nahwaqa, à Najran, en Arabie, a annoncé une source militaire, au Yémen, cité par Al-Alam.

D'autres positions militaires ont été attaquées, à Jizan. L'armée et les forces d'Ansarallah ont tiré 68 missiles, sur ces positions. Toutes les positions ont été détruites, et les soldats saoudiens ont pris la fuite. Par ailleurs, les forces yéménites ont tiré 23 missiles, sur les positions saoudiennes, à Malhama, Baydha et Salaa. french.irib.ir 25.06

5- Equateur

(Une manifestation téléguidée depuis Washington. - ndlr)

- Vastes manifestations anti-Correa en Equateur - euronews.com

Des milliers de personnes sont de nouveau descendues dans les rues de Guayaquil pour dénoncer la politique du chef de l'État en particulier sur le domaine fiscal.

Fer de lance de ce mouvement, le maire de la ville, Jaime Nebot. Ce dernier dénonce avec d'autres leaders de l'opposition, "une politique de division du pays".

En cause, les projets de loi du président Correa de très fortement augmenter l'impôt sur les successions et sur les plus-values immobilières dans un pays où 95 % des entreprises sont familiales.

Le chef de l'État dénonce une déstabilisation et il défend un projet renforçant l'égalité. Il a toutefois reporté le débat parlementaire sur ces dossiers sensibles après la visite du pape François prévue du 6 au 8 juillet.

Insuffisant pour ces opposants qui demandent l'annulation pure et simple de ces mesures. Mais en poste depuis huit ans, Rafael Correa est confronté pour la première fois à une période difficile après des années de hausse des prix du pétrole. Son gouvernement a dû tailler dans le budget et baisser les salaires des fonctionnaires pour faire face au ralentissement économique. euronews.com 26.06

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Nouvelle manifestation étudiante au Chili - euronews.com

Au Chili, les étudiants sont à nouveau descendus dans la rue ce jeudi pour réclamer une réforme en profondeur d'un système éducatif largement privatisé et inégalitaire. Ils jugent insuffisantes les propositions annoncées par la présidente Michelle Bachelet. Des violences ont éclaté en marge de cette manifestation. euronews.com 26.06

ECONOMIE

Brics

- Brics: la Nouvelle Banque de Développement opérationnelle fin 2015 - AFP

La Nouvelle Banque de Développement que les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) doivent lancer à Oufa en Russie le 7 juillet, sera opérationnelle d'ici la fin de l'année, a indiqué vendredi le ministère des Finances sud-africain.

"Il est prévu que la Nouvelle Banque de développement soit opérationnelle d'ici la fin 2015", a-t-il indiqué dans un communiqué annonçant la nomination de M. Leslie Maasdorp comme vice-président du futur établissement ainsi que la ratification par le parlement sud-africain des deux traités portant création de la banque.

L'Afrique du Sud doit concourir à hauteur de 2 milliards de dollars sur sept ans au capital de la nouvelle banque prévu pour totaliser 100 milliards de dollards, selon la presse locale.

Les Brics, qui représentent 40% de la population et un cinquième du PIB de la planète, ont décidé dès 2013 de se doter de leur propre banque, pour financer des grands travaux d'infrastructures et bousculer l'hégémonie occidentale.

Cette nouvelle banque, dont l'Afrique du Sud n'a pas obtenu le siège qui sera à Shanghaï, est destinée à financer les grands travaux d'infrastructures, sera dotée d'un capital initial de 50 milliards de dollars.

M. Leslie Maasdorp, économiste formé en Grande-Bretagne, est issu des rangs de l'ANC et de la haute administration post-apartheid. En 1994, il a été conseiller de l'actuel gouverneur de la banque centrale Tito Mboweni. De 1999 à 2002, il a supervisé un programme de privatisations du gouvernement sud-africain.

Son CV bien rempli témoigne d'une solide orthodoxie financière puisqu'il est passé par Goldman Sachs International dont il est conseiller international depuis 2002, Barclays Africa, Deloitte, ou encore Bank of America Merryll Lynch.

Un CV plutôt suspect, non ? Pour qui va-t-il rouler ?

Haut de page

Le 28 juin 2015

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles plus tard.

La situation s'éclaircit. Qui peut prétendre défendre ou représenter les intérêts des travailleurs, se prétendre de gauche sans rompre avec l'UE et le FMI? Choisissez votre camp.

La Grèce est à un tournant.

La troïka vient de démontrer (si nécessaire) aux peuples de l'UE qu'elle les méprisait ainsi que la démocratie. Voilà qui devrait alimenter la crise politique dans tous les pays de l'UE et la résistance des peuples à la politique d'austérité qu'elle veut leur imposer. Saurons-nous en profiter pour construire le parti, rien n'est moins sûr hélas !

Si référendum il y a en Grèce, si le oui l'emporte, Tsipras et son gouvernement devront démissionner et de nouvelles élections législatives devraient être organisées. A l'issue de ce scrution, si Syriza l'emportait, le Premier ministre chargé de former le nouveau gouvernement serait issu de ce parti, Tsipras par exemple, autant dire retour à la case départ. On ne peut pas imaginer un instant que la troïka oserait imposer un gouvernement de technocrates, sans majorité au parlement pour soutenir sa politique ce scénario est impossible.

Si le non l'emportait, Tsipras et son gouvernement n'aurait plus qu'à trouver en urgence de l'argent ailleurs et sortir de l'euro, rompre avec l'UE semble impensable puisque la majorité de Syriza y est opposé, à moins que la réaction, l'UE et les banquiers ainsi que les médias ne leur en laisse pas le temps ou la possibilité en déclenchant une guerre civile pour s'emparer du pouvoir, restera à savoir quelle serait la réaction de l'armée...

Syriza n'a cessé de tenir un double langage et de se livrer à des compromis avec la troïka inacceptables pour les travailleurs grecs. Il n'a pas lancé un mot d'ordre de mobilisation générale des travailleurs, il n'a commencé à s'attaquer aux institutions grecques qui demeurent intactes, aucune assemblée populaire souvenaire n'a vu le jjour et elle ne semble pas à l'ordre du jour de Syriza non plus. Dans ces conditions, les forces de la réaction sont intactes pour livrer son combat contre le gouvernement et entraîner sa chute.

C'est Syriza qui en porte la responsabilité. Son indécision a contribué au chaos au lieu de s'en tenir au refus du peuple grec d'accepter la moindre concession ou le moindre sacrifice supplémentaire et de l'organiser sur cette base.

A suivre.

Parole d'internautes

1- Le gouvernement Tsipras menacerait-il les peuples avec ce référendum ? Non, c'est évidemment la dictature mondiale de Goldman-Sachs et autres milliardaires financiers licencieurs et massacreurs de tous les peuples qui, par ses "marchés" et sa "troïka" FMI-UE-BCE pleine "d'adultes" comme Lagarde, menace le gouvernement Tsipras, le peuple grec comme tous les peuples. Pensez en effet à ce qui adviendrait si tous se dressaient ainsi contre cet ordre mondial qui les écrase...Alors, tandis que les "marchés" portent leurs nouveaux coups de poignards au peuple grec, les politiciens à leurs ordres, en particulier de la droitche cahuzaco-hollando-vallsiste, font des risettes à Syrisa, les mêmes pourtant qui partout en Europe taillent à la hache dans l'emploi, les salaires, les retraites, les droits sociaux et les services publics pour le plus grand profit de leurs maîtres ...Hollande a d'ailleurs nettement montré son vrai visage en déclarant que "la Grèce devra payer ses dettes"... "La Grèce" ? Laquelle ? Laquelle a fait ces "dettes" ? Laquelle a reçu ces milliards dûs ? La Grèce des travailleurs jetés au chômage et des retraités qui n'ont plus qu'à crever, des malades qui ne peuvent plus se soigner ? Ou la Grèce de ceux qui ont déjà pris à ces derniers entre le quart et la moitié du peu qu'ils ont pour "payer la dette"...à leurs banques, qui ont fait avec des profits en spéculant sur... la dette ?

Alors à tous ceux hurlant au "terrorisme économique" des Grecs qui voudraient "nous faire payer leur dette", nous devons répondre que ce n'est en aucun cas le peuple grec "qui a vécu au dessus de ses moyens", mais les "marchés" qui ont fait des profits très supérieurs à toute sa "dette" actuelle...sur celle-ci même, d'abord en l'entrainant comme tous les pays dans une spirale de "croissance" financière totalement artificielle, puis en le saignant dans cette austérité au nom de sa prétendue "responsabilité"... Est-ce le peuple grec, tous les peuples, qui sont "responsables" du fait qu' 1% de la population détient aujourd'hui la moitié des richesse planétaires, protégé par une armée US qui représente à elle seule près de la moitié du budget militaire mondial, et que les 99% restants sont plongés dans la misère et l'austérité ? La "dette" du peuple grec comme de tous les peuples est essentiellement de la spéculation financière de multi-milliardaires taillant la croissance de leurs profits dans les sacrifices et les malheurs des peuples... Un gouvernement servant les intérêts du peuple, en Grèce ou ailleurs, s'il veut rester fidèle à sa mission et survivre, doit tailler dans les profits de la dictature mondiale des multi-milliardaires, annuler la dette, et quitter s'il le faut le cadre qui est fabriqué par l'ordre mondial pour le soumettre à "la dette", l'Union "européenne" de Wall Street, de son "Polonais" Donald et de son euro-dollar...

2- Donc l'Europe refuse la consultation du peuple grec par référendum ! Pourquoi l'article ne mentionne pas ce fait ? Le 1er ministre grec a annoncé vouloir faire voter le peuple le 5 juillet avant de prendre une décision, et l'UE refuse la démocratie en mettant une échéance avant la date du vote !

3- Je suis pro européen, mais je ne veux pas de cette Europe qui privilégie la finance au détriment des peuples. Il ne faut pas oublier que ce sont les banques qui ont provoqués la crise monétaire mondiale. Et rien n'a changé. La Grèce a besoin d'aide pour organiser son administration, ses structures, pourquoi l'Europe ne l'aide pas à ce niveau. Que demander encore au peuple grec qui a déjà perdu 30-40% de son pouvoir d'achat. On les envoie directement dans les bras des nazis d'aube dorée. Je suis honteux de cette Europe et de ses dirigeants. Quoi de plus normal que de consulter le peuple pour avaliser ces décisions. L'Europe a foulé aux pieds les décisions des peuples (voir le résultat du référendum français) Honte à l'Europe

4- La clique des oligarques de l'Eurogroupe déteste l'avis des peuples... c'est bien connu ! Ils préfèrent décider entre-eux, ce qui est bon ou mauvais pour les " gueux".

Tsipras offre au peuple grec l'occasion de choisir, ce n'est pas aux parlementaires grecs de se prononcer, mais au peuple Grec, c'est ce qu'on pourrait appeler : la démocratie directe, c'est tellement rare par ces temps, que cela mérite d'être applaudi !

5- Demander l'avis du peuple, quelle drôle d'idée dans une démocratie ! Les décisions prises par les dirigeants de l'UE sont devenues, années après années, tellement contraires à l'intérêt des peuples européens que la simple annonce d'un référendum suffit à semer l'effroi au sein de cette caste qui sert les intérêts privés de quelques grosses fortunes !

ACTUALITE EN TITRES

Pour ceux qui n'ont pas compris qui tirait les ficelles.

- Obama : le mariage pour tous, "une victoire pour l'Amérique" - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Comme quoi le régime en place est antidémocratique.

- Attentats: des actes « inqualifiables dans une démocratie comme la nôtre » juge Gérard Larcher - Public Sénat

Gérard Larcher est le président (Les Républicains) du Sénat.

Dans une véritable démocratie, une démocratie ouvrière ou prolétarienne ou encore, un régime politique dans lequel la majorité du peuple détiendrait réellement le pouvoir, de tels actes seraient impensables car inutiles ou sans fondements, les inégalités et les injustices qui sont le produit d'une minorité qui a confisqué le pouvoir politique à seule fin de satisfaire ses besoins et qui sont à l'origine de ces actes, seraient réduites, atténuées et vouées à disparaître.

Le pouvoir du peuple pour le peuple n'a aucun intérêt à adopter une attitude hostile envers les besoins de la collectivité s'il veut conserver le pouvoir, donc il n'a pas intérêt à créer une situation pouvant déboucher sur de tels actes abominables. La démocratie permet à la dignité humaine de s'épanouir tandis qu'elle est hors la loi en oligarchie, pour qualifier le régime actuel en occident.

En démocratie, chacun peut s'exprimer et c'est le bon sens ou la raison, l'intelligence humaine qui l'emporte, donc il n'y a pas lieu de s'inquiéter, c'est plus réconfortant qu'en oligarchie où la diplomatie a cédé le pas à la guerre, où la liberté d'expression rime avec chasse aux sorcières, où l'information rime avec propagande, où l'analyse rime avec déni... J'emploie un langage convenu qu'il convient de traduire en termes positifs incarnant les aspirations de la majorité du peuple, donc conforme à la démocratie.

La démocratie qui prévaut sous un régime capitaliste est inachevée, limitée, étriquée. Dans un contexte économique qui correspond à un moment du cycle du capital ou de l'évolution du capitalisme mondial, sa forme est déterminée par les besoins de la classe qui détient le pouvoir, la classe des capitalistes, tandis que son contenu évoluera dans ce cadre rigide en fonction du rapport de force entre les classes ou de la lutte des classes, c'est donc sa forme qui détermine avant tout sa nature et les limites dans lesquelles elle peut s'exprimer.

Et lorsque les besoins des capitalistes se font de plus en plus pressants du fait de la crise du capitalisme et que le rapport de force entre les classes est défavorable au prolétariat du fait de la faiblesse de son organisation et de son niveau de conscience politique, sa forme ne sera plus que formelle et sera petit à petit ou brutalement vidée de sa substance ou de son contenu, pour donner naissance à un nouveau régime plus autoritaire encore, exprimant à la fois les besoins exclusifs des capitalistes et la négation de la lutte des classes, puisque les droits des exploités seront dorénavant systématiquement niés, rejetés, liquidés, allant même jusqu'à interdire à ses représentants le droit de les exprimer.

A l'étape suivante, ce régime se dépouillera des oripeaux de la démocratie qu'il arborait jusqu'ici pour camoufler ses réelles intentions et justifier sa politique, laissant apparaître sa véritable nature de classe, la dictature du capital sur le travail.

L'ultra libéralisme, le néolibéralisme ou le néoconservatisme incarne et théorise la négation de la démocratie.

Les néoconservateurs sont des psychopathes fascistes (ce qu'on commence seulement à découvrir semble-t-il, un peu tard comme d'habitude!), des exterminateurs hystériques, de féroces prédateurs, des destructeurs déterminés, des envahisseurs barbares, des imposteurs asocials et immoraux, des pilleurs insatiables, de dangereux fanatiques animés par une haine sans fond, notamment de la démocratie, la pourriture par excellence qu'on ne peut même pas qualifier d'humaine, de redoutables ennemis de la civilisation humaine.

La démocratie, si on se réfère à sa définition étymologique, n'a jamais existé, prétendre le contraire est une imposture, car pour qu'il en soit autrement il faudrait que le peuple, la majorité du peuple dispose des moyens de se prononcer en toute liberté, en toute conscience, en toute connaissance de cause sur les questions relatives à son sort ou à l'évolution de la société qui lui sont soumises, or il en a toujours été incapable ou on ne lui en a jamais laissé l'occasion sous un régime esclavagiste, féodal ou capitaliste.

La démocratie a toujours été incarnée par une minorité s'exprimant au nom de la majorité quel que soit le régime en place. Et si, lorsque la démocratie portée (Commune de Paris et révolution russe de 1917) au pouvoir incarnait les besoins de la majorité du peuple, elle fut finalement vaincue par ceux qui incarnaient ceux de la minorité, c'était à la fois parce que les conditions objectives et subjectives n'étaient pas remplies pour qu'elle conserve le pouvoir, de nos jours seules les conditions subjectives font défauts pour qu'elle s'impose dans les pays les plus développés, coïncidant avec l'absence d'une représentation politique de l'ensemble des masses exploitées qui constituent la majorité de la population, d'un parti ouvrier qui incarne ses besoins sociaux ainsi que le processus et les objectifs politiques permettant à terme de les satisfaire, le socialisme.

C'est là qu'on prend conscience du rôle déterminant, irremplaçable du parti ouvrier socialiste révolutionnaire au côté des masses révolutionnaires, ayant pour tâche de les organiser, d'élever leur niveau de conscience politique et de guider leur combat politique pour que la démocratie triomphe de la dictature du capital.

Encore une fois, ce parti, notre parti, demeurera minoritaire ou ne sera jamais rejoint par 40 millions de travailleurs en France, mais en organisant quelques centaines de milliers de travailleurs ou davantage par la suite entraînant dans son sillage des millions de travailleurs, il incarnera leurs droits, besoins, aspirations de l'ensemble des exploités, de la population, de la société, y compris les nantis une fois dépossédés de leurs privilèges illégitimes et vaincus.

C'est ce parti qui n'existe pas jusqu'à présent que nous devons impérativement construire sous peine de voir l'humanité soumise à la pire des barbaries. Ce parti doit afficher résolument et fièrement son objectif politique : porter le prolétariat au pouvoir, renverser l'ordre établi, s'emparer du pouvoir politique en son nom avec tous ceux luttant quotidiennement au côté des travailleurs dans la même perspective politique, en finir avec le capitalisme et ses institutions, passer au socialisme.

Il en va de notre responsabilité de s'atteler à remplir cette condition subjective qui jouera un rôle objectif dans le processus révolutionnaire permettant d'entrevoir l'avenir de la société et du monde au-delà du capitalisme pourrissant devenu un obstacle au progrès de la civilisation humaine au point de menacer son existence.

Qu'on se comprenne bien, on ne fait pas là la promotion aveugle ou partisane d'une théorie ou d'une doctrine, on ne se réfère pas dogmatiquement à un schéma ou à un processus qu'on voudrait reproduire ou imposer à tous prix, on part et on s'inspire simplement de la réalité, des facteurs et des rapports qui n'ont fondamentalement pas changé depuis l'avènement du capitalisme, à savoir l'existence de l'Etat et ses structures, ses institutions et la manière dont la classe dominante mène sa lutte de classe et exerce son pouvoir à travers son parti officiel et ses supplétifs, que l'on ne peut combattre sérieusement ou efficacement qu'en construisant l'instrument politique qui permettra de la vaincre, de liquider son Etat, sa Constitution et ses institutions, afin de pouvoir vivre dans une société meilleure ou plus juste dans la perspective historique de l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme d'oppression ou de servitude humaine, l'idéal humaniste le plus élevé que les hommes peuvent concevoir et servir pour le bien-être et la paix de l'humanité toute entière.

Oui, et on n'a pas besoin de s'en excuser ou de le cacher, cela s'appelle aussi le socialisme ou le communisme.

Revenons à notre sujet du jour.

Les médias ou la voix de son maître se lamentent.

- Pas d'unité politique après l'attentat commis en Isère - 20minutes.fr

- Union massacrée: après l'attentat, la politique reprend de plus belle - Le Huffington Post

Alors qu'ils s'en repaissent quotidiennement à longueur de temps tels des chacals.

- Attentats islamistes : "horreur" et "barbarie" pour la presse - AFP

Les idéologues et imposteurs antisociaux de la classe dominante sortent masqués.

- Attentats : la GLDF s'indigne vivement - L'Express.fr

Grande Loge De France ou la franc-maçonnerie.

Schizophrénie d'un régime aux abois.

- L'aéroport Paris-Charles de Gaulle évacué suite à "une erreur de débarquement" - L'Express.fr

Contrôle de la population "en amont". Il faut "resserrer les mailles du filet" (Sapin), au nom de la "lutte contre le terrorisme".

Le prétexte est plus que suspect, le reste est à l'avenant pour ne pas dévoiler leurs véritables intentions antidémocratiques.

- Le paiement en espèce interdit au-delà de 1.000 euros à partir du 1er septembre - AFP

Les paiements en espèce au-delà de 1.000 euros seront interdits à partir du 1er septembre, dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, selon un décret publié samedi dans le Journal officiel(JO).

Jusqu'à présent, les consommateurs pouvaient payer leurs achats en espèces ou au moyen de monnaie électronique jusqu'à 3.000 euros lorsque le débiteur était résident en France.

"L'objectif de cette mesure est de limiter la part des transactions anonymes dans l'économie qui peuvent correspondre à des actions de fraude, de blanchiment, voire de financement du terrorisme", a précisé Bercy dans un communiqué.

Le présent texte est pris en application de l'article L.112-6 du code monétaire et financier qui dispose que "ne peut être effectué en espèces ou au moyen de monnaie électronique le paiement d'une dette supérieure à un montant fixé par décret, tenant compte du lieu du domicile fiscal du débiteur et de la finalité professionnelle ou non de l'opération".

"La première volonté, c'est de faire reculer le cash et l'anonymat dans l'économie française", a assuré le ministre des Finances, Michel Sapin, dans le communiqué de Bercy. "Nous avons besoin de pouvoir tracer les opérations suspectes très en amont. Il faut resserrer les mailles du filet", a-t-il ajouté.

Cette disposition, qui avait été annoncée mi-mars, concerne les consommateurs, les commerçants et les entreprises. AFP 27.06

Dossier grec.

- Crise grecque : l'Eurogroupe en état d'urgence - LePoint.fr

- Pour les créanciers de la Grèce, Tsipras a mis fin aux discussions - La Tribune

La Grèce a "mis fin aux négociations" avec ses créanciers "de manière unilatérale", estime le ministre allemand des Finances, Schäuble, après l'annonce d'un référendum. La Tribune 27.06

- Grèce: Tsipras teste les créanciers à un jeu dangereux pour tout le monde - AFP

Prompt à dénoncer le "chantage" des autres, Alexis Tsipras s'affirme un maître en la matière avec une annonce de référendum destinée manifestement à faire reculer les créanciers avant la réouverture des marchés lundi, mais qui a surtout poussé de nombreux Grecs vers les distributeurs d'argent. AFP 27.06

- Lâchée par la zone euro, la Grèce va droit vers le défaut de paiement - AFP

La Grèce se dirige tout droit vers le défaut de paiement, un scénario catastrophe inédit et aux conséquences imprévisibles, après l'annonce fracassante d'un référendum sur les exigences de ses créanciers qui, excédés, ont fini samedi par fermer la porte des négociations.

Le plan d'assistance financière dont bénéficie Athènes depuis 2012 "va prendre fin le 30 juin", a annoncé, solennel et la voix blanche, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, après une réunion des ministres des Finances des 19 particulièrement acrimonieuse. Il a expliqué que la partie grecque avait rompu unilatéralement les négociations.

Cette réunion, la cinquième en dix jours, aurait pu être celle de la dernière chance, elle a au contraire entériné la rupture entre Athènes et ses partenaires.

La Banque centrale européenne (BCE) a immédiatement annoncé une réunion de son conseil des gouverneurs, sans doute dimanche selon deux sources, alors que la Grèce risque d'être prise d'une panique bancaire.

En attendant, les conditions ne semblent plus réunies pour que l'institut monétaire de Francfort continue à maintenir à flot les banques grecques, via un mécanisme de prêts qui a été prolongé jour après jour récemment, ce qui pourrait précipiter la faillite des banques grecques.

"Si le gouvernement grec n'est pas prêt à accepter" les propositions qui lui sont faites, "alors il y a un problème de crédibilité", a expliqué M. Dijsselbloem, avant une nouvelle réunion de la zone euro à laquelle n'assistait pas la Grèce, pour envisager un "plan B", synomyme d'un défaut de paiement du pays.

"La question qui sera posée au référendum sera de savoir si nous acceptons ou rejetons la proposition" des créanciers, a expliqué M. Tsipras. Pour permettre de tenir jusque-là, Athènes voulait une extension d'un mois de son programme d'aide.

D'une même voix, les 18 ministres des Finances de la zone euro ont dit "non" samedi.

Plus isolé que jamais, le ministre grec Yanis Varoufakis a promis de "continuer à se battre" pour un accord avec ses créanciers d'ici mardi, date de la fin du deuxième programme d'aide de la Grèce.

C'est également à cette date que le pays, à court d'argent, doit rembourser quelque 1,5 milliard d'euros au FMI. Un paiement qu'il ne peut honorer sans une perfusion de ses créanciers. Sans cela, c'est le défaut de paiement qui guette, prélude à une sortie de la zone euro (le "Grexit").

Une perspective aux conséquences imprévisibles qui fait frémir dans les capitales des 18 autres membres de l'Union monétaire.

Pour M. Varoufakis, c'est à la Banque centrale européenne d'agir et de rembourser directement le FMI. "La BCE nous doit 1,9 milliard d'euros. Qu'elle les donne au FMI", a suggéré M. Varoufakis lors d'une conférence de presse. Avant de quitter Bruxelles, il a estimé que "c'était un triste jour pour l'Europe". La décision de rompre des créanciers risque selon lui de porter un "préjudice permanent" à la zone euro.

A Athènes, M. Tsipras, qui avait rencontré en petit comité jeudi la chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande, leur a redit samedi sa "détermination" à organiser le référendum. AFP 27.06

- Un accord de dernière minute est possible, dit Yanis Varoufakis - Reuters

- Grèce: Tsipras appelle son peuple à dire un «grand non» aux créanciers - 20minutes.fr

Avant le vote, Alexis Tsipas s'était dit persuadé que «le peuple grec dira un grand non à l'ultimatum» des créanciers du pays. Le référendum proposé par le Premier ministre grec sur la dernière offre d'accord faite par les créanciers à son pays a été approuvé par le parlement dans la nuit de samedi à dimanche.

Le référendum, prévu pour le dimanche 5 juillet, a été approuvé par 178 députés sur un total de 300 parlementaires. Les Grecs, selon le texte de la proposition, devront dire «oui» ou «non» aux mesures soumises vendredi par les créanciers UE et FMI lors d'un des derniers cycles des négociations entre les deux parties qui durent depuis la fin février.

Selon deux sondages à paraître dans la presse dimanche, réalisés juste avant l'annonce du référendum, une large majorité de Grecs est favorable à un accord avec les créanciers du pays. Dans le premier, 47,2% des personnes interrogées se prononcent pour un accord, 33% contre et 19,8% ne se prononcent pas. Dans le second, 57% des sondés souhaitent un accord avec l'Europe pour 29% en faveur d'un affrontement. 20minutes.fr 27.06

Un sondage réalisé avant l'annonce du référendum n'a aucune valeur, sinon de manipuler les consciences en faveur des prédateurs du marché.

Les médias dans le rôle de porte-parole incendiaire de la troïka.

- Grèce : un pas de plus vers la faillite ? - Francetv info

- La Grèce, plus que jamais au bord du précipice - Francetv info

- Après l'annonce du référendum, les Grecs se préparent au pire - Francetv info

- A Athènes, même le distributeur du parlement grec est à sec... - Le Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- USA: que fait l'AIPAC contre l'Iran? - french.irib.ir

L'analyste américain, de retour récemment de l'Iran, a critiqué, dans une note publiée par le journal "Haffington Post", les tentatives des lobbys pro-Israël de propager l'iranophobie.

William O. Beeman, professeur à l'université de Minnesota, qui est rentré tout récemment aux Etats-Unis au terme d'un voyage en Iran, a écrit, dans un rapport, publié par le quotidien américain, "Huffington Post": " Les Etats-Unis n'ont pas une juste conception de l'Iran et l'idée dominante dans ce pays autour de l'Iran, c'est que l'Iran est un pays agressif et sous-développés où sont présent les terroristes. Les Américains pensent que les femmes dans ce pays font l'objet d'oppression, mais à vrai dire, j'ai n'ai pas vu de telles choses. Tout cela découle de quarante années de distance qui séparent les deux pays. L'auteur accuse par la suite les lobbys pro-israéliens d'être à l'origine d'une telle désinformation aux Etats-Unis. " Les groupes protecteurs d'Israël ont tenté, poursuit l'auteur, de diaboliser l'Iran auprès de l'opinion publique américaine".

Les groupes comme "AIPAC" et ses affiliés tels "le think tank de Washington" sont entre autres parmi les facteurs qui exercent une forte influence sur les législateurs et les médias américains. Dans une autre partie de son rapport, le professeur Willima O. Beeman dénonce la tentative de certains médias américain de renom pour propager l'iranophobie. "

Le quotidien New York Times fait partie des pires cas dans ce domaine, car mène une campagne de désinformation d'une rare violence contre l'Iran. Ce quotidien exerce une influence flagrante sur l'opinion publique américaine. David Sinjer, Willimam J.Brad, Rick Goldston et Michael Gordon, figurent au nombre des journalistes qui ont toujours écrit, au cours des 12 dernières années, et écrivent incessamment des artistes faux et sans fondement. Le conseil éditorialiste de ce quotidien a toujours essayé d'inscrire des titres plus négatifs d'année en année pour ses articles, articles qui, une fois parvenus chez les Iraniens, ont suscité leur colère à l'égard d'une telle campagne de désinformation. french.irib.ir 26.06

2- Yémen

2.1- Un commandent saoudien et ses soldats rallient Ansarallah - french.irib.ir

En ce qui concerne les derniers coups portés à l'Arabie, le chef du parti "Le Yémen libre", a annoncé que le commandant de l'artillerie et 300 soldats, liés à l'Arabie saoudite, avaient rejoint l'armée et les forces populaires yéménites.

Nasser Ben Yahya al-Arajli, membre du haut comité révolutionnaire et chef du parti "le Yémen libre", a affirmé que le régime saoudien avait subi des coups durs dans son offensive contre le Yémen. " Le dernier revers infligé à Ale Saoud était l'annonce l'adhésion de Hachem al-Ahmar, commandant de l'artilliere de l'armée liée à l'Arabie sur le passage frontalier d'Al-Vadia à l'armée et aux comités populaires yéménites", a-t-il indiqué. Il a aussi évoqué l'adhésion de 300 soldats à l'armée yéménite avec tous leurs armes et équipements. " Après avoir assez de l'oppression et de l'attitude arrogante de l'Arabie vis-à-vis des Yémenites, toutes ces personnes ont courageusement décidé de se joindre à leurs citoyens", a souligné Al-Arajli. En évoquant les nouvelles victoires remportées par l'armée et les comités populaires dans le territoire saoudien, le chef du parti "Le Yémen libre" a estimé que les jusitifications mises en avant par le porte-parole de la coalition dirigée par l'Arabie quant au fait que l'armée et les forces des comités populaires yéménites avaient investi Najran, étaient ridicules et dérisoires. french.irib.ir 26.06

2.2- Yémen/Aden : Riyad lance son offensive terrestre - french.irib.ir

"400 militaires formés en Arabie sont arrivés à Aden, dans le Sud du Yémen", a annoncé le quotidien saoudien "Al-Riyad".

"Après être formée en Arabie, une unité de 400 militaires a été envoyée à Aden dans le Sud du Yémen pour se battre contre les forces populaires", a fait état "Al-Riyad", citant des sources militaires. "Une unité militaire yéménite de 400 effectifs, formée en Arabie est arrivée à Aden", ajoute le journal. "Cette unité rejoindra bientôt les combats contre l'armée, les forces des comités populaires liées au Mouvement Ansarallah et des forces partisanes d'Ali Abdallah Saleh, au Yémen », d'après la même source. "Une autre unité militaire dont le nombre d'effectifs n'est pas encore déterminé se rendra aussi à Aden. L'objectif de la coalition saoudienne en envoyant des unités militaires précitées à Aden est d'aider Al-Qaïda", selon ces sources. french.irib.ir 27.06

3- Palestine occupée.

- Comment réagissent les Palestiniens au plan perfide de Paris ? - french.irib.ir

Les Palestiniens tirent la sonnette d'alarme, dans le sillage de la divulgation de plus de détails sur le plan français au sujet de la crise palestinienne, suite à la récente tournée du Ministre français des Affaires étrangères au Moyen-Orient et ses entretiens avec les responsables du régime sioniste et de l'Autorité autonome. Entre autres, le secrétaire général adjoint du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), Abou Ahmed Fouad a affirmé que le plan français pour redynamiser les négociations de compromis, entre Israël et les Palestiniens, était absolument inadmissible, « parce qu'il contredit toutes les lois internationales et les droits du peuple palestinien », a-t-il précisé. « Ce plan prévoit la reconnaissance d'Israël par les Palestiniens et rejette le droit au rapatriement des réfugiés palestiniens », a précisé le secrétaire général adjoint du FPLP, ajoutant que suivant le plan parrainé par la France, la Palestine aura des frontières provisoires et les Palestiniens n'auront droit à disposer d'aucune arme. « Ce plan est donc très dangereux », a conclu Abou Ahmed Fouad.

A noter que les négociations de compromis entre le régime sioniste et l'autorité autonome palestinienne ont été interrompues, il y a un an et demi, à cause de la politique de colonisation israélienne en Cisjordanie et à l'Est de Qods, mais aussi, en raison de l'opposition d'Israël à un gouvernement d'union nationale palestinienne. Maintenant, on est témoin du nouveau tour des efforts occidentaux axé autour de la France, afin de redynamiser le processus de compromis, alors que le bilan du soi-disant processus de paix au Moyen-Orient laisse déjà conclure que ce processus, tel que l'imaginent les Occidentaux, repose sur la violation des droits des Palestiniens, sur un fond d'approches expansionnistes que le bloc israélo-occidental a toujours cherché à leur imposer.

Le plan français pour redynamiser le processus de compromis arabo-israélien, de par ses multiples carences et son irrespect d'une grande partie des droits des palestiniens, a provoqué les critiques virulentes de l'opinion publique palestinienne. Juste pour le rappel, le plan de Paris reconnaît la ville de Qods comme étant la capitale commune des Israéliens et des Palestiniens, restant indifférent envers le droit des réfugiés palestiniens de regagner leur patrie, ce qui contredit nettement les résolutions onusiennes. Le plan français redéfinit certaines particularités pour le futur Etat palestinien, des conditions qui, une fois réalisées, mettront en cause la base même d'un éventuel futur Etat indépendant palestinien. Ce futur Etat palestinien n'aura ni arme, ni frontière permanente, selon le plan de Paris. Les Sionistes et leurs alliés ont donc bien préparé l'option qu'ils devraient appliquer, s'ils échouaient à empêcher la formation d'un Etat indépendant palestinien. Si cet Etat devrait être créé, il devrait être dépendant et sous la mainmise du régime sioniste. Mais pourrait-on nommer « pays », l'Etat palestinien de version française ? french.irib.ir 26.06

Haut de page

Le 29 juin 2015

CAUSERIE

A minuit hier, il faisait 35°C dans la pièce où je travaillais. A 13h aujourd'hui il faisait 37°C dans la maison et 42°C à l'extérieur.

J'évite d'utiliser le ventilateur pour faire des économies d'électricité, et je n'utilise la climatisation la nuit que pendant deux heures, le temps de m'endormir car j'ai besoin de sommeil après des journées aussi éprouvantes. Alors pensez à me soutenir financièrement pour me soulager un peu de cette épreuve, merci d'avance.

Réfléchir, c'est déjà comploter selon les critères officiels, puisqu'on se destine au cours de ce processus à réintroduire dans la réalité des faits qui ont été occultés délibérément, passés hypocritement sous silence, censurés, sous-estimés volontairement, sans parler de ceux qui de la même manière ont été déformés, tronqués, inventés, et que nous devons remettre à leurs places pour que le puzzle de la réalité soit achevée.

Réfléchir, c'est aussi prendre du recul sur l'actualité, la situer dans un contexte plus large, cela évite de lui donner une charge émotionnelle inconsciente qui fausserait notre interprétation de la réalité...

Réfléchir est épuisant pour celui qui n'a pas l'habitude de se livrer à ce genre d'exercice, ensuite cela vient tout seul. Vous savez, c'est comme lorsque vous préparez une omelette, vous commencer par mélangez des ingrédients dans un récipient et vous goûtez ce que cela donne, en fonction de votre goût vous pouvez rajouter tel ou tel ingrédient qui modifiera le goût de votre préparation.

Et bien là c'est à peu près pareil, on se pose une question ou on aborde un sujet, et si des questions ne surgissent pas spontanément, on rajoute un facteur, puis un autre et ainsi de suite qui font partie de la situation, et à un moment donné la mayonnaise doit prendre. Et si malgré tout l'inspiration ne venait pas, ne cherchez pas, c'est que vous n'êtes pas vraiment en phase avec la réalité.

Je sens que je vais manger des oeufs ce soir ! Tout est dans l'ordre des choses.

La densité de l'actualité ne m'a pas permis d'ajouter de nouveaux articles, ce sera pour demain matin.

Un vulgaire assassinat maquillé en acte terroriste instrumentalisé par Hollande et Valls.

En avant-propos.

Avant de traiter la question que nous allons aborder ici, il faut avoir à l'esprit que c'est Valls et Hollande qui ont attribué les faits survenus en Isère au "terrorisme islamiste" (Valls depuis Bogota), les qualifiant d'attentat "de nature terroriste" (Hollande depuis Bruxelles), pour enchaîner dimanche avec la «guerre de civilisation» (Valls, lors de l'émission « Le Grand Rendez-vous » d'Europe 1-Le Monde-iTELE), alors que l'auteur,Yassin Salhi, nie avoir commis un acte terroriste et évoque un différend personnel avec son employeur. (Francetv info 28.06), peu importe comme nous allons le voir plus loin, c'est la thèse de l'attentat terroriste qui doit être retenu, c'est la version officielle, donc chacun est supposé l'adopter sans poser de questions, les médias aux ordres vont s'en charger.

L'auteur de cette attaque est marié et père de trois enfants, il travaille, corpulent et sportif, sans doute insatisfait de sa condition sociale et sans idéal, il va tomber sous influence de la mouvance salafiste, il aurait même pu effectuer un "voyage" en Syrie à l'aide d'un faux passeport qui l'aurait déstabilisé un peu plus mentalement, de nature impulsive mais maitrisée jusqu'alors (sans casier judiciaire, il pratique des arts martiaux), susceptible, se sentant humilié, à cran ou au bord de l'explosion comme des millions de travailleurs, disons paumé ou désoeuvré dans une société devenue nauséabonde, il va péter un plomb et commettre l'irréparable qu'il va mettre en scène pour donner un sens plus noble à son acte crapuleux et sans doute épargner ses proches, et pour finir il tentera de mettre fin à ses jours sans succès avant d'être pris et de passer aux aveux.

Bref, on a donc à faire à un pauvre type qui au départ était comme vous et moi, cependant plus faible psychologiquement, et que le désespoir ou l'absence de perspective dans la vie a conduit à un niveau de tension devenue incontrôlable, ce qui est relativement banal malheureusement dans une société justifiant le recours à la barbarie ou la guerre pour assurer la pérennité d'un régime entré en putréfaction.

Pour corroborer ce qui vient d'être dit avant de passer à la suite de notre analyse, voyons comment les médias ont présenté cette affaire.

- D'après les informations de la chaîne Itélé, le suspect aurait expliqué avoir voulu se suicider mais avoir surtout voulu faire un «coup médiatique». Il aurait en effet "maquillé" le meurtre en acte terroriste. Itélé rapporte qu'il aurait eu une altercation avec son patron deux jours avant le drame. Un employé de l'entreprise dans laquelle les deux hommes travaillaient a raconté que le conflit aurait débuté après que Yassin a «laissé tomber une palette lourdement chargée en matériel informatique». (parismatch.com 28.06)

- Il justifie son acte par une vengeance personnelle. Mais l'enquête établit sa dérive islamiste.

Il a donné comme mobile une vengeance contre son patron. Mercredi dernier, selon des salariés de Colicom, la société dont Hervé Cornara était le directeur commercial, Yassin Salhi avait eu un différend d'ordre professionnel avec son patron. Le ton était monté entre les deux hommes, quand l'employé avait fait tomber une palette de matériel informatique.

Son trouble aurait été accentué par une brouille avec sa femme. Le suspect nie toute motivation religieuse. (lalsace.fr 29.06)

- Il a motivé son acte par un conflit avec son patron, portant sur des palettes mal rangées. Son trouble aurait été accentué par une brouille avec sa femme. Sa version cadre très mal avec la mise en scène du crime. (leprogres.fr 29.06

Gavé quotidiennement depuis des années de scènes de crimes abominables commis par les barbares que soutient le gouvernement français en Irak et en Syrie notamment, les médias se faisant un malin plaisir de les décrire méticuleusement en détails, les agences de communication informellles (YouTube, etc.) de l'oligarchie financière leur offrant une plateforme où ils peuvent circuler librement en images sur Internet pour mieux pénétrer, manipuler et perturber les cerveaux des plus fragiles ou faibles, il s'en est inspiré comme autrefois des assassins s'inspiraient de faits divers ou de crimes ayant fait la Une ou ayant servi de trame à une oeuvre cinématographique qu'ils reproduisaient dans l'esproir de réaliser le crime parfait.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils n'ont fait que banaliser sans cesse l'extrême violence et finalement la cautionner parce qu'elle servait leurs intérêts, pour pratiquement la rendre présentable et que chacun puisse la vivre par procuration à défaut de s'y adonner soi-même, sachant que certains se verraient ainsi encouragés à franchir le pas. Il en va ainsi avant tout de la violence sociale ou plutôt antisociale exercée par l'Etat contre les masses, qui est à l'origine de toutes les violences dans la société.

Je me souviens que lorsque j'étais gosse, dans les années 60, ils nous passaient des films de guerre ou policier à la télévision pratiquement toutes les semaines, on s'en repaissait sans avoir conscience du message qu'ils renfermaient, politique évidemment, à la gloire de l'Etat, de son armée et de sa police, de son appareil judiciaire et répressif.

Avant de poursuivre, un rappel utile sur l'origine de la «guerre de civilisation», cheval de bataille des néoconservateurs américains.

- Sorte de nouveau passeport pour tous les néoconservateurs de la planète, cette expression est directement inspirée du livre paru en 1996 Le Choc des civilisations, de l'Américain Samuel Huntington, professeur à Harvard. Selon l'auteur, et pour faire simple, les nouvelles grandes lignes de fracture géopolitique seraient fondées non plus sur des clivages idéologiques «politiques», mais sur des oppositions culturelles, identitaires, qu'il appelle «civilisationnelles», dans lesquelles le religieux tient une place centrale. Selon l'auteur, «l'islam» serait donc une civilisation au même titre que «l'occident», séparée par un nouveau mur de Berlin. Il y a eu la «guerre froide», il y aura donc la «guerre de civilisation». libération.fr 28.06

Les questions qu'il faut commencer par se poser.

A qui le message de Valls s'adresse-t-il ? Il faut se demander ensuite dans quel contexte et dans quel objectif il intervient, les deux sont intimement liés. J'ai relevé rapidement quelques facteurs qui constituent le contexte actuel :

- La loi Macron s'applique, le Medef ne chôme pas. Le chômage bat tous les records.

- La loi liberticide sur le renseignement vient d'être adoptée et porte à polémique.

- Le rejet du PS, de Hollande et son gouvernement, des institutions (abstention record aux dernières élections municipales partielles, aux européennes et départementales).

- La difficulté qu'ils rencontrent d'imposer le "dialogue social" pour appliquer leur politique antisociale.

- La multiplication des conflits sociaux qui tendent à se prolonger ou à se radicaliser.

- Détourner l'attention qui se porte vers la Grèce et le rejet majoritaire de l'UE.

- La résistance des peuples qui refusent d'abdiquer leur souveraineté.

Sur le plan politique proprement dit, les choses se compliquent, crise du capitalisme et du régime oblige.

Chercher un point d'appui le plus à droite possible auquel le parti de l'ordre (Les Républicains) pourrait se rallier afin d'entretenir le consensus qui existe entre eux à défaut d'unité nationale, scénario éculé et temporairement épuisé depuis le 11 janvier 2015, impossible en période électorale (régionale de décembre prochain), c'est aussi lui accorder une concession ou aller sur son propre terrain qu'ils pourront exploiter ensuite en expliquant que c'est aussi un moyen de couper l'herbe sous le pied de la droite et de l'extrême droite, alors qu'en réalité il fait leur lit en adoptant leur discours et leur politique, ce qui aura au passage le mérite de déclencher une vive réaction du MoDem (Bayrou hier, lire plus loin) et éventuellement de l'UDI et de diviser le camp des Républicains, y compris au sein du PS (Dray) où certains s'efforcent de sauver les apparences, Mélenchon n'étant pas en reste pour leur venir en aide

Au-delà de la cour de récréation des institutions dans laquelle s'ébattent ces partis pour se partager le pouvoir, les postes et les prébendes qui vont avec, plus sérieusement il s'agit pour Hollande et Valls de légitimer, justifier les guerres de rapine que mènent l'impérialisme français, la militarisation de la société, l'Etat policier qui se met tranquillement en place, la mise sous surveillance de l'ensemble de la population, le budget alloué à chacun de ses secteurs de l'appareil répressif de l'Etat, pendant qu'ils appliquent leur politique tournée contre l'ensemble des travailleurs.

Maintenant il y a un autre aspect dans leur discours qu'il faut aborder.

Ils pratiquent un amalgame entre islamisme et terrorisme tout en expliquant qu'ils ne visent pas l'islam et les musulmans, alors qu'ils sont en guerre exclusivement contre des peuples ayant adopté l'islam ou majoritairement musulman, pour être plus précis contre des Etats, des nations, des pays producteurs de pétrole et/ou de gaz ou encore par lequel ils transitent et qui sont la cible des Etats-Unis depuis au moins 2001, de la Libye à l'Afghanistan en passant par le Soudan et le Mali, avec en ligne de mire l'Iran pour s'en tenir à cette région du monde. Accessoirement si on peut dire, ils convoitent les richesses de l'ensemble de l'Afrique sur lesquels lorgnent tout aussi avidement leurs concurrents des Brics.

On aura compris que la grossière précaution oratoire de Valls ne remettait pas en cause cet amalgame infâme sur lequel les médias ne s'attarderont pas évidemment, et pour cause ils se font un malin plaisir à le reproduire en boucle. Cet amalgame s'adressait à la population et avait pour fonction de lui livrer un bouc émissaire tout trouvé à ses difficultés, vers lequel elle était invitée à se tourner pour assouvir sa soif de vengeance ou sa haine au lieu de s'en prendre au patronat et au gouvernement.

Quant à la formule de Bush de la «guerre de civilisation» que Valls a reprise à son compte, elle s'adressait davantage à l'ensemble des porte-parole du néolibéralisme qui essaiment dans les médias, comme un appel à la mobilisation générale, à redoubler d'efforts pour traquer, bâillonner ou censurer les opposants à la politique du gouvernement, peut-être avant de nouveaux développements ou engagements en Irak ou en Syrie ou en Afrique. Elle signifiait que c'était l'axe de la propagande autour duquel devaient se disposer tous ceux qui entendent soutenir le gouvernement.

Valls comme Hollande ont été désignés pour représenter les intérêts de l'oligarchie financière, parce qu'ils figuraient parmi ceux qui au PS étaient habités par une ambition personnelle démesurée au point d'adopter si nécessaire la pire idéologie qui soit pour l'assouvir et en cela ils ne sont pas trompés. Cela vaut pour l'ensemble du PS puisque finalement le néolibéralisme est compatible avec sa nature, ce dont l'ensemble du mouvement ouvrier y compris son avant-garde autoproclamée est toujours incapable de tirer les enseignements.

Valls n'a pas commis d'erreur en apparaissant ouvertement comme le disciple de Bush, la crise du capitalisme nécessite qu'il monte toujours plus au créneau pour défendre ses besoins, quitte à se sacrifier et à se découvrir totalement ainsi que le PS, comme quoi la menace qui pèse sur le régime n'a jamais été aussi grand. C'est un calcul risqué et semble-t-il limité ou qu'il faut relativiser, puisque le mouvement ouvrier est toujours incapable de la moindre réaction unitaire sur une base politique correcte, de rompre résolument et définitivement avec le PS.

Le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Le Drian-Cazeneuve a identifié l'ennemi à abattre en Syrie : Bachar al-Assad et son régime, la République laïque syrienne indépendante et souveraine, et non Al-Qaïda, Al-Nosra ou l'Emirat islamique qui "font du bon boulot" (Fabius en 2012 à propos d'Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda). Il a identifié ses amis : les décapiteurs de Riad et Doha qui arment et financent les barbares et avec lesquels le gouvernement français passe de juteux contrats d'armement qui serviront à détruire la Syrie, l'Irak et le Yémen notamment. Ainsi il cautionne et porte la responsabilité des actes barbares qui peuvent être commis en France sur fond de désagrégation sociale sans fin.

Pour étayer notre analyse qui présentait plusieurs volets, poursuivons par quelques titres d'agences de presse suivis de quelques réactions politiques, et pour finir un témoignage.

Les masques tombent. La vraie nature du PS mise à nu.

- La France "en guerre contre le terrorisme" annonce Manuel Valls - Francetv info

- Attentats: Valls évoque pour la première fois une "guerre de civilisation" - AFP

- La « guerre de civilisation » de Valls réjouit la droite - LeMonde.fr

La droite s'est empressée de voir les propos du premier ministre comme un alignement sur le vocabulaire de Nicolas Sarkozy. LeMonde.fr 28.06

Une info glissée subrepticement qui tombe à point. Intox. Une minorité seulement se reconnaît encore dans le PS.

- Présidentielle: les Français préfèrent toujours Valls pour représenter le PS - L'Express.fr

Complétons le titre que nous avons trouvé, en ajoutant à défaut de mieux et sur fond d'ignorance tout de même, car il en faut encore une sacrée dose pour s'en remettre au PS, on ne peut pas l'ignorer ou leur prêter un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, c'est juste un constat, il ne faut pas se voiler la face ou se détourner de la réalité.

Ne leur jetez pas la pierre, j'en connais qui penseront tout bas qu'ils faut être sacrément cons, qu'ils se disent plutôt que tout a été fait pour qu'il en soit ainsi malgré tout, qu'ils en rejettent la responsabilité sur les dirigeants du mouvement ouvrier ce sera plus juste.

Les propos de Valls et quelques réactions qu'ils ont suscitées.

- Valls : Après les attentats sanglants de vendredi, Manuel Valls a mis en garde dimanche les Français contre « une menace terroriste majeure », s'inscrivant dans « la durée ». (La même rhétorique que Bush et Obama à la virgule près, pour justifier un état de guerre et de chaos permanent par lequel les néolibéraux anglos-saxons-sionistes espèrent soumettre le monde entier à leur joug ou imposer leur gouvernement mondial. - ndlr)

« Nous ne pouvons pas perdre cette guerre parce que c'est au fond une guerre de civilisation. C'est notre société, notre civilisation, nos valeurs que nous défendons », a déclaré M. Valls lors de l'émission « Le Grand Rendez-vous » d'Europe 1-Le Monde-iTELE. Manuel Valls. (Société qu'il s'emploie à déstabiliser, civilisation qu'il s'emploie à détruire et valeurs qu'ils

piétinent quotidiennement, il ne faut jamais l'oublier. -ndlr)

Ce n'est pas une guerre entre l'Occident et l'islam » , a-t-il insisté. Cette « bataille se situe aussi, et c'est très important de le dire, au sein de l'islam. Entre d'un côté un islam aux valeurs humanistes, universelles et de l'autre un islamisme obscurantiste et totalitaire qui veut imposer sa vision à la société », a affirmé le premier ministre. lemonde.fr 28.06 (Sauf que voilà, on lira plus loin un témoignage autorisé qui affirme que les barbares n'ont rien à voir avec l'islam. Il faut donc en déduire que Valls mène cette guerre contre "un islam aux valeurs humanistes, universelles", qui en passant n'a pas plus de place que le réformisme dans le contexte actuel ou le capitalisme rendu au stade de l'impérialisme pourrissant sauf à se bercer de graves et fatales illusions. - ndlr)

- Cambadélis (PS) : « @manuelvalls a raison : les fanatiques de l'islam veulent la guerre de civilisations. Nous voulons la coexistence pacifique des civilisations ». (Complétons : A condition que l'hégémonie des puissances occidentales dont celle des Etats-Unis ne soit pas remise en cause. - ndlr)

Julien Dray (PS) : "J'ai un doute" sur l'intérêt d'user de cette expression "parce que je ne crois pas que la civilisation arabo-musulmane est une menace par rapport à la civilisation judéo-chrétienne. Je n'aurais pas utilisé cette expression", a déclaré Julien Dray, qui juge préférable de parler de "salafisme intégriste". (Vous n'y pensez pas, ce sont les amis de la France, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et d'Israël. Sinon, pourquoi ont-ils permis à tant de mosquées salafistes de se développer, financées par le Qatar et l'Arabie saoudite, si ce n'est parce que cela faisait les affaires de la classe dominante. - ndlr)

Pour l'ancien porte-parole du PS, "si nous tombons dans le piège qui nous est tendu d'être saisis par la peur, d'utiliser des raccourcis idéologiques, nous allons créer les conditions d'un affrontement qui n'a pas lieu d'être". (Mais c'est le but justement dans la cadre de la stratégie du chaos et de la guerre initiée par Bush en 2001. Qui sème la peur, la terreur sinon le gouvernement et ses porte-parole, les médias institutionnels. - ndlr)

- Sébastien Huyghe, porte-parole des Républicains : « Après avoir insulté pendant des années Nicolas Sarkozy qui le disait, Valls reconnaît enfin que nous sommes dans une guerre de civilisation ». « En parlant de ’guerre de civilisation’ le premier ministre se convertit à la lucidité, il faut maintenant qu'il se convertisse à l'action », a déclaré sur Twitter le député LR Eric Ciotti.

- Bayrou (MoDem) : « Ce n'est pas une guerre de civilisation, c'est une guerre de la barbarie contre la civilisation ». (Barbarie inititée par les Etats-Unis et ses alliés dont la France depuis les années 80. Qui a créé les talibans, puis Al-Qaïda, qui a déclaré unilatéralement la guerre à des pays qui ne les avaient pas agressés, à la Yougoslavie, à l'Afghanistan, à l'Irak, à la Libye, à la Syrie, sans parler des expéditions au Mali, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique, etc. Alors qui sont les facteurs, les respondables de la barbarie sinon vos amis monsieur Bayrou. - ndlr)

Ces citations sont extraites de différents articles parus hier de l'AFP, Reuters, 20minutes.fr, Libération, Le Monde...

Témoignage qui met à mal la propagande hystérique de Valls et Hollande.

- Pour le juge Trévidic, "la religion n'est pas le moteur du djihad" - LePoint.fr

Dans un entretien au "Télégramme", le juge, qui quitte le pôle antiterroriste, est très critique face aux réponses apportées aux menaces.

Figure emblématique de la lutte contre le terrorisme depuis dix ans, Bruno Trévidic dresse un bilan plutôt sombre de la menace terroriste, mais également des réponses qui y sont apportées. Dans un entretien donné au quotidien Le Télégramme , il assure notamment que la situation aujourd'hui "est pire qu'il y a dix ans. Et même pire que lorsqu'[il a] débuté au parquet en 2000." "Le nombre de personnes atteintes de délire djihadiste est exponentiel", précise le juge. "La population concernée est plus jeune, plus diverse et aussi plus imprévisible, avec des personnes qui sont à la limite de la psychopathie", estime Bruno Trévidic, pour qui "la religion n'est pas le moteur" du djihadisme, affirmant que "c'est ce qui fait sa force". Ceux qui partent faire le djihad agissent ainsi à 90 % pour des motifs personnels : pour en découdre, pour l'aventure, pour se venger, parce qu'ils ne trouvent pas leur place dans la société... Et à 10 % seulement pour des convictions religieuses." LePoint.fr 28.06

Instrumentalisation et récupération politique par Hollande et Valls d'un acte isolé commis par un désoeuvré en quête de reconnaissance.

- Isère : Yassin Salhi plaide le "coup médiatique maquillé en acte terroriste" - LePoint.fr

Selon iTélé, l'auteur présumé de l'attentat a invoqué auprès des enquêteurs des "tensions" avec son épouse et son employeur, retrouvé décapité vendredi.

Selon les informations de Sophie Neumayer de iTélé, Yassin Salhi a indiqué, lors de ses aveux ce dimanche, aux forces de l'ordre avoir voulu se suicider, et "réaliser un coup médiatique maquillé en acte terroriste". Le père de famille a invoqué - source de

son mal-être - des "tensions avec son épouse et son employeur".

Un employé de la société de la victime a rapporté à la chaîne d'information qu'une "dispute" avait en effet éclaté entre les deux hommes quelques jours avant le drame, après que Yassin Salhi avait "laissé tomber une palette lourdement chargée en matériel informatique". LePoint.fr 28.06

Qui Mélenchon ne dégoûte-t-il pas ?

- Mélenchon n'a que "mépris" et "dégoût" pour Macron - Le Huffington Post

Jean-Luc Mélenchon (Parti de gauche) a affirmé dimanche n'avoir que "mépris" et "dégoût" pour le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, ajoutant que "des milliers d'hommes et femmes de gauche sont humiliés d'être représentés par des gens pareils".

"Ce type est sinistre. Il n'a jamais été élu, il est le résultat du fait du prince, il sort d'une banque pour arriver au pouvoir et accabler les autres de son mépris", a dit le député européen, invité de l'émission "Le Supplément" sur Canal+. (Lui il sort de 30 ans de PS pour lui servir la soupe, c'est pire en feignant le contraire ! - ndlr)

On n'en a rien à foutre de ce que pense Mélenchon de Macron ainsi que "des milliers d'hommes et femmes de gauche", ce qui nous intéresse c'est ce que vivent des dizaines de millions de travailleurs et apparemment ce n'est pas la même chose que ces gens-là.

Mélenchon gesticule en prenant au mot Macron, à savoir que le PS serait un parti de gauche, il faut être un sérieux crétin pour le croire encore ou ne pas savoir qu'il s'agit d'une imposture, dans les deux cas notre charlatan ne passe pas l'épreuve des faits. A entendre Mélenchon on pourrait croire que le PS n'a jamais été au pouvoir avant Hollande sous la Ve République, qu'il n'a jamais démontré en pratique qu'il n'était pas de gauche, alors qu'on peut le soutenir en s'appuyant sur une multitudes de faits accumulés depuis plus d'un siècle, c'est de l'ordre du déni sous forme de non-dits.

Si Marine Le Pen affirmerait être socialiste à la manière d'un Soral, je ne vois pas en quoi nous devrions nous sentir concernés, cela fait partie des gènes de l'extrême droite de se dire proche ou le porte-parole des laisser-pour-contre, des exclus du "système" pour mieux manipuler les préjugés de leurs cibles et leur inculquer le national-socialisme, nom composé, le social étant subordonné au traitement de la question nationale, donc sacrifié, c'est ce qu'on observe en Ukraine par exemple.

Une fois au pouvoir, Hitler a été un socialiste réformiste avant de devenir un nationaliste hystérique, monsieur Mélenchon devrait être conséquent avec lui-même et éprouver un pareil "dégoût" d'être un socialiste réformiste, non ? Il joue le jeu du PS qui continue de se faire passer pour un parti de gauche, tandis qu'il (le PS) soutient ouvertement la troïka contre le peuple grec que Mélenchon prétend soutenir, donc en plus il joue un double jeu, plus feutré.

Mais les Grecs ne s'en laissent pas conter selon les propos rapportés d'une responsable de Syriza qui figure dans un article plus bas dans cette page, qui expliquait "*que ce qui avait permis le succès de ce parti « de gauche », était que le Pasok (parti social-démocrate grec qui fait partie du Parti socialiste européen et de l'Internationale socialiste – ben, tiens ! –) n'était plus considéré ni désigné depuis longtemps par les Grecs comme un parti « de gauche ». Et que, tant que dans les autres pays européens, les partis socialistes qui mènent de concert la politique néo-libérale identique à celle de la droite seraient considérés comme étant la « gauche », la confusion règnerait au sein de la population.*" (« Troïka » (FMI, BCE, UE) des créanciers d'Athènes: Ce « gotha » dont les citoyens ont toutes les raisons de se méfier publié par mondialisation.ca le 23.06)

Mélenchon s'acharne à entretenir cette confusion. C'est un anti-dialecticien contrairement à ces Grecs qui ont pris conscience qu'à un moment donné le processus dialectique qui se traduisait par la transformation de la quantité en qualité s'appliquait également au Pasok, prise de conscience qui est discutable au regard de leurs motivations, qui ne vont pas jusqu'à exiger un changement de régime ou l'instauration d'une République sociale, mais c'est un autre sujet, ils y viendront par la force des choses, il faut être patient.

Cela dit nous devons saluer les progrès réalisés par ces démocrates (et ces Grecs), car il faut un certain courage politique pour caractériser le Pasok, rompre avec lui et l'affronter. Mélenchon n'a même pas commencé à caractériser le PS, se contentant d'affirmer qu'il menait une politique de droite, on peut donc mettre en doute sa rupture avec le PS et sa volonté de l'affronter, et de se demander si sa réelle motivation ne résidait pas dans le besoin d'être sous les projecteurs des médias ou de faire parler de lui pour exister; d'où cette sortie sur Macron sur un plateau de télévision réunissant les deux conditions qui servent à assouvir sa soif de reconnaissance, qui manifestement prend le dessus sur la cohérence de son engagement politique.

Les Grecs évoluent, Mélenchon régresse, c'est le sort qui est généralement réservé aux renégats.

Dossier Grec.

Annulation pure et simple de la dette, nationalisation des banques et des grandes entreprises sans indemnités, annulation de toutes les mesures imposées par la troïka au cours des dernières années, confiscation des avoirs et des biens des oligarques, fermeture de la bourse, sortie de l'euro et de l'UE, rupture avec le FMI et la Banque mondiale, la BRI, abolition de la Constitution et des institutions, appel à la mobilisation générale du prolétariat et de ses partis et organisations à constituer une Assemblée constituante ou populaire souveraine, tout le pouvoir aux travailleurs, armement du peuple pour permettre la mise en oeuvre de cette politique et assurez la paix civile, dissolution de l'armée, de la police et des forces spéciales , appel au soutien à la République sociale grecque en direction du prolétariat européen et mondial, etc.

Non, ne rêvons pas, cela ne fait pas vraiment partie du programme du gouvernement grec, il n'est pas socialiste.

Syriza s'en remet au bourreau du peuple grec

- Varoufakis: "Merkel détient la clé" pour dénouer la crise grecque - AFP

Comment le prolétariat grec pourrait-il trouver une issue politique conforme à ses intérêt, il a filé la clé à Merkel !

- Grèce: «C'est aux institutions de montrer leur bonne volonté», affirme le ministre des Finances - 20minutes.fr

Et nous qui pensions que l'issue de la situation reposait sur la mobilisation du peuple grec...

Le Parti de gauche aussi, qui peut s'en étonner ? Il ne peut pas rompre avec l'euro, encore moins avec l'UE, le capital.

- "L'Union européenne essaie de pousser la Grèce dehors", dénonce Martine Billard - Francetv info

"L'Union européenne essaie de pousser la Grèce dehors" (de la zone euro seulement, pas de l'UE, ouf! - ndlr). "Ce n'est pas le choix du gouvernement grec, ce n'est pas le choix de la population grecque", a insisté la secrétaire nationale à l'international du Parti de gauche, Martine Billard, sur France 3. Francetv info 29.06

Ce sont des agents du capital, on en a la preuve ici. Merci madame Billard pour ces précisions.

La réaction se déchaîne.

- L'imposture Tsipras - Slate.fr

- Au bord du désastre, la Grèce sur le point de basculer définitivement - Atlantico.fr

- Les Allemands sont furieux contre la Grèce - LePoint.fr

- Les Grecs font un saut dans l'inconnu, contraints de vivre avec de l'argent de poche - AFP

- Grèce : les banques seront fermées pendant une semaine - latribune.fr

Les banques grecques resteront fermées lundi 29 juin et jusqu'au 7 juillet. La décision a été prise à l'issue d'un conseil de stabilité financière tenu à Athènes dimanche 28 juin au soir avec plusieurs membres du gouvernement et le gouverneur de la Banque de Grèce (BoG) Yannis Stournaras. C'est la conséquence directe de la décision de la BCE ce dimanche de maintenir le plafond de la liquidité d'urgence (le programme ELA) disponible pour le système financier grec à son niveau de vendredi. Durant la fermeture des banques, il sera possible de retirer des petites sommes d'argent, on évoque des retraits jusqu'à 60 euros par jour et par carte bancaire, ce qui est cinq fois moins qu'à Chypre en 2013. Un contrôle des mouvements de capitaux a également été décidé. Tous les transferts à l'étranger devront être approuvés par le ministère des Finances. La Bourse d'Athènes restera également fermée ce lundi. Dimanche soir, les Grecs se sont précipités vers les distributeurs d'argent pour retirer ce qu'ils pouvaient. Dans le centre d'Athènes, la plupart des appareils étaient vides vers 23 heures.

Pas assez de liquidités disponibles

Durant tout le week-end, les retraits se sont accélérés en Grèce. Des queues se sont formées, surtout samedi matin, devant les distributeurs automatiques de billets et certains étaient vides dans l'après-midi. Depuis vendredi soir, 1,3 milliards d'euros ont été retirées des comptes grecs. Compte tenu de l'annonce du référendum sur les dernières propositions des créanciers et de l'annonce de la fin du programme d'aide au pays mardi prochain par l'Eurogroupe, la plupart des Grecs ont préféré prendre leurs précautions. Incapables de se refinancer davantage que vendredi dernier auprès de la BCE, les banques grecques risquaient

de se retrouver rapidement à court de liquidités. Les mesures annoncées visent donc à stopper l'accélération des retraits. En théorie, les Grecs, qui détiennent 14 millions de cartes bancaires, pourraient retirer jusqu'à 840 millions d'euros par jour, ce qui est encore beaucoup trop pour les banques grecques. Mais on peut imaginer que cette possibilité ne sera pas utilisée à plein. Le contrôle des capitaux empêchera la fuite de l'épargne des comptes helléniques.

Les conséquences

Ces mesures vont sans doute frapper les plus faibles, notamment les retraités qui devaient toucher leurs pensions à la fin de ce mois et qui, souvent, ne disposent guère d'une carte de retrait. Beaucoup de factures sont aussi payables aux guichets des banques en Grèce, même s'il n'y a pas de restrictions pour les virements nationaux. Pour une grande partie de la population, par ailleurs, il faudra peut-être puiser dans les réserves d'argent liquide qui ont été constituées aux cours de ces derniers mois par les retraits. Pas de panique, donc, dans l'immédiat. Concernant les touristes présents en Grèce, leur capacité de retrait pourrait ne pas être impactée. Le conseil de stabilité financière a demandé que les détenteurs de comptes étrangers puissent retirer de l'argent dans les limites fixées par leur banque. Il s'agit de préserver la saison touristique en Grèce et la BCE est tenue de fournir ces liquidités entrant en Grèce via des banques solvables. Néanmoins, les ministères des affaires étrangères britannique, néerlandais et allemand, ont invité dimanche les voyageurs se rendant en Grèce à se munir de « suffisamment d'argent liquide. »

Le précédent chypriote

Pour la deuxième fois dans l'histoire de la zone euro, après Chypre en 2013, un pays est donc coupé du reste de l'union monétaire par un système de contrôle des capitaux et de restrictions des comptes bancaires. Un euro déposé dans une banque grec aujourd'hui n'a pas la même valeur qu'un euro déposé dans une autre banque. Son usage est limité et sa détention est risquée. Le précédent chypriote a en effet de quoi inquiéter les Grecs. Dans l'île, les banques avaient été renflouées par les déposants eux-mêmes. Le contrôle des capitaux à Chypre a été entièrement levé après deux ans, en avril dernier.

Parade provisoire contre le Grexit

En théorie, ces mesures visent à conserver la Grèce dans la zone euro. La BCE n'a pas levé l'utilisation du programme ELA par les banques grecques et n'a pas rendu plus difficile cet usage en appliquant une décote supplémentaire aux garanties nécessaires pour obtenir ces liquidités. La banque centrale maintient donc une source minimale d'euros qui devraient être provisoirement suffisante aux banques grecques grâce aux mesures de restrictions des retraits mis en place. Mais il ne s'agit que d'une parade provisoire. D'abord parce que les banques ne pourront pas rester fermées indéfiniment. Ensuite, parce que la BCE risque de couper les vannes à tout moment si elle estime que les banques grecques ne sont plus viables.

Comment sauver les banques grecques ?

Les banques vont donc devoir être renflouées d'une manière ou d'une autre. Première solution : un accord est trouvé entre Athènes et ses créanciers et la BCE permet de nouveau aux banques grecques d'utiliser la dette publique hellénique pour se refinancer normalement auprès d'elle. Deuxième possibilité : la BCE impose un renflouement des banques par les dépôts, comme à Chypre. Troisième solution : la Grèce sort de la zone euro. On le voit, cette dernière option devient de plus en plus probable.

Faire tomber le gouvernement grec

Reste une dernière option, qui est peut-être celle que la BCE a en tête : le gouvernement grec pourrait sous la pression d'une fermeture continuelle des banques ne pas être en mesure d'organiser le référendum du 5 juillet (mais le décret vient d'être publié au journal officiel). Ou, s'il le fait, il pourrait être fortement sanctionné par un « oui » claire aux propositions des créanciers afin d'obtenir la réouverture des banques. Dans ces deux cas, le gouvernement Tsipras devra signer en urgence un accord avec ses créanciers afin d'obtenir un retour rapide à la normale. Politiquement, il serait alors sans doute discrédité et il tomberait. Acculé par la BCE, sa seule parade serait alors un Grexit dont la population ne veut guère. Le Grexit est exclu pour la BCE, mais le maintien de ce gouvernement l'est sans doute tout autant. On le voit : si la BCE n'a pas voulu couper directement l'ELA et pousser la Grèce hors de la zone euro, elle joue clairement le jeu de l'Eurogroupe en poussant le gouvernement grec à nouer la corde qui l'étranglera. Ceci semble fonctionner : un premier sondage estime que deux tiers des électeurs voteront en faveur du "oui." Dimanche soir dans un discours, Alexis Tsipras a, cependant, dénoncé le "chantage" de la BCE contraire, selon lui, aux "traditions démocratiques" de l'Europe. Et il a espéré que cette attitude conduirait les électeurs à voter "non" le 5 juillet prochain. latribune.fr 29.06

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie.

1- "Tempête du Sud" : les chefs terroristes éliminés - french.irib.ir

En Syrie, un grand nombre de commandants terroristes ont été tués et blessés lors d'une attaque de l'armée régulière contre le siège du commandement de l'opération « Tempête du Sud », situé près des silos du sud-est de Deraa.

Lors d'une réunion, censée préparer les terroristes à attaquer la ville de Deraa, un élément militaire de haut rang de la cellule d'opération d'Al-Malouk a été tué par les forces syriennes. Les commandants des groupes terroristes-takfiris du Front Al-Nosra, du Mouvement Al-Mothna, d'Alvia Al-Az et d'Al-Jaysh Al-Hor étaient aussi présents à cette réunion mais la plupart des tués de l'attaque de l'armée appartenaient au Front Al-Nosra. french.irib.ir 28.06

Fabius va se désoler...

2- La Syrie refuse tout compromis avec les pays protecteurs du terrorisme (Fayçal Meqdad) - french.irib.ir

La Syrie refuse tout compromis avec les pays protecteurs du terrorisme, a déclaré, le vice-ministre syrien des affaires étrangères, Fayçal Meqdad.

Le terrorisme est en propagation vers les autres pays arabes d'autant plus que les attaques terroristes qui sont survenues vendredi au Koweït et en Tunisie n'étaient guère loin de l'attente, a précisé, Meqdad, lors d'un entretien téléphonique avec la télévision syrienne. Le peuple syrien à Hassaka, Deir ez-Zour et Deraa est en train de lutter contre le terrorisme qui est soutenu par la Turquie, le régime sioniste et les Al-e Khalifa, a ajouté Meqdad.

L'incitation des terroristes au massacre des civils innocents est un acte qui n'épargnera pas l'incitateur, a-t-il averti. La France ainsi que les dirigeants européens et américains doivent renoncer à leur soutien aux terroristes, a indiqué, Fayçal Meqdad en faisant part de la disponibilité de son pays à contribuer à la lutte contre le terrorisme auquel sont confrontés la Syrie, l'Irak et la Tunisie. french.irib.ir 28.06

ECONOMIE

Quand vont-ils décider de faire tout péter ?

La BRI, c'est la banque centrale des banques centrales dans le monde, le gratin, le sommet de l'oligarchie financière mondiale, les banquiers qui décident du sort de l'économie mondiale et de l'humanité entière.

- La BRI et la menace des "taux d'intérêt ultra-faibles" - latribune.fr

La mise en garde est sérieuse. Dans son rapport annuel publié dimanche, la Banque des règlements internationaux (BRI) s'inquiète de la spirale des taux d'intérêt trop bas, qui alimente un endettement excessif et une croissance insuffisante.

Au cours de l'année écoulée, la chute des prix du pétrole a stimulé la croissance mondiale mais la charge de la dette et les risques financiers demeurent trop élevés et la croissance de la productivité trop modeste, pointent les économistes de l'institution suisse, considérée comme la banque centrale des banques centrales et dont le siège est à Bâle.

Plusieurs pays se financent à des taux négatifs

Pour le chef du département monétaire et économique de la BRI, Claudio Borio, "le symptôme le plus visible de ces difficultés est la persistance de taux d'intérêt ultra-faibles". "De plus, les rendements négatifs, sans précédent, qu'on observe sur certains marchés de la dette souveraine repoussent les frontières de l'impensable", a-t-il insisté lors d'une téléconférence de presse. (Au-delà de "l'impensable", tout peut arriver du jour au lendemain, la situation est imprévisible qu'ils le veuillent ou non. - ndlr)

Plusieurs pays - dont la Suisse, l'Allemagne, la France et même l'Espagne et le Portugal - ont annoncé ces derniers mois se financer à des taux négatifs, ce qui signifie que l'investisseur paie pour prêter à ces Etats, qui du coup gagnent de l'argent en empruntant sur les marchés.

Des taux directeurs plus faibles qu'au pic de la crise de 2007

Selon la BRI, en moyenne, entre décembre 2014 et fin mai 2015, quelque 2.000 milliards de dollars de titres de dette souveraine à long terme - pour la plupart émis par des Etats de la zone euro - se sont échangés dans le monde à des taux négatifs.

Les taux directeurs, nominaux et réels, sont encore plus faibles qu'au pic de la crise financière de 2007. Qui plus est, en termes réels, ils sont négatifs depuis plus longtemps qu'ils ne l'étaient restés durant la période de grande inflation des années 1970. La BRI ne cache pas son inquiétude: "une situation qui était auparavant inimaginable menace de devenir la nouvelle norme". latribune.fr et AFP 28.06

En complément

- Les taux d'intérêt sont trop bas, prévient la BRI - Reuters

Les taux d'intérêt sont trop bas à l'échelle mondiale et posent un problème de plus en plus important pour la stabilité économique et financière, prévient la Banque des Règlements internationaux (BRI) dans son 85e rapport annuel publié dimanche.

L'institution, souvent présentée comme la banque centrale des banques centrales, estime en conséquence que la normalisation des politiques monétaires devrait intervenir rapidement et souligne que la croissance mondiale est inégale, que les niveaux d'endettement sont élevés et en augmentation.

Elle relève que l'explosion de la croissance du crédit montre que les déséquilibres financiers s'accumulent à nouveau. (Quand la bulle de la spéculation financière va-t-elle éclater en somme. - ndlr)

"La prise de risque sur les marchés financiers dure depuis trop longtemps. Et l'illusion que les marchés demeureront liquides dans des situations de stress est trop répandue", avertit la BRI. (Risques inconsidérés. - ndlr)

"La probabilité de turbulences va encore s'accroître si les conditions extraordinaires actuelles sont prolongées. Plus on tend un élastique, plus il se contracte violemment." (Ou il vous pète à la figure ! - ndlr)

La BRI relève en particulier que la compréhension des anticipations d'inflation est "incomplète et que leur mesure est sujette à une incertitude considérable". (Seraient-ils au bord de la panique ? - ndlr)

Le retour à des politiques monétaires normales sera "chaotique", notamment parce que les taux d'intérêt bas ont alimenté un "modèle vicié de croissance mondiale fondé sur l'endettement", qui était précisément à l'origine de la crise financière de 2008-2009. (Tout retour en arrière semble compromis, il ne reste plus que la fuite en avant jusqu'à l'explosion finale. Bravo, hâtez-vous tout de même qu'on en finisse une fois pour toute avec le capitalisme. - ndlr)

Des politiques à long terme destinées à rendre les économies plus productives et à assurer la stabilité de l'économie mondiale et du système financier international doivent être mises en oeuvre, estime-t-elle. Reuters 28.06 (Traduction : pour rendre plus productives des économies en faillite, il faut que les gouvernements s'attaquent frontement aux acquis sociaux des travailleurs... - ndlr)

Haut de page

Le 30 juin 2015

CAUSERIE

Pondichéry 18h30.

On a ajouté 37 articles, et on a actualisé la rubrique *Articles d'actualité* avec des articles de grandes qualités à lire et à faire lire, qui comportent des éléments et des analyses qu'on ne trouve malheureusement pas dans la littérature du mouvement ouvrier, après comment un parti pourrait-il être attiré des intellectuels en présence de dirigeants si dogmatiques, sclérosés ou corrompus, Charlie ou charlots ?

Comment entraîner ces intellectuels, pas tous mais certains sur le terrain de la lutte des classes et du socialisme dans ces conditions-là ? Nos dirigeants ne sont déjà pas foutus de s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière, c'est à désespérer !

On a besoin des têtes et des jambes pour avancer, la preuve est faite que des têtes sans jambes ou des jambes sans têtes ne mènent pas bien loin ou nulle part.

Je ne suis pas un intellectuel, mais je fais l'effort d'essayer de comprendre dans quel monde nous vivons et pourquoi nous ne parvenons pas à régler les problèmes politiques qui nous empêchent d'aller de l'avant.

On ne peut pas adhérer à un parti dont on a honte, c'est impensable, ce serait intenable... Assez !

La causerie du matin.

Vous aurez remarqué qu'on assurait, n'est-ce pas ? Allez donc voir ce qui se passe dans les portails des différents partis ou groupes...

Quel portail rend compte quotidiennement de l'actualité économique, social et politique, vous fournit des analyses sur absolument tous les sujets sans tabou, publie des milliers d'articles de sources différentes des quatre coins du monde ? Alors soutenez-nous, aidez-nous à tenir !

Il est 13h30, je déjeune et je formate la trentaine d'articles que je dois mettre en ligne.

- Ah ben dites-donc, ils en savent des choses aux renseignements !

- Je n'en reviens pas, à les entendre la veille ils ne savaient pratiquement rien ou si peu sur un individu qui vivait en France, tout en s'efforçant de le justifier pour se couvrir semble-t-il, et ne voilà t-il pas que le lendemain ils savent précisément où loger un type au fin fond de la Syrie en guerre, à croire qu'ils ont des antennes sur place ma foi, ma pauvre Germaine, j'en suis tombé sur le cul en entendant ça ! J'en suis arrivé à la conclusion qu'ils ne nous disaient pas tout ou seulement ce qu'ils voulaient bien nous dire, bref, en gros ils nous prennent pour des cons !

- Les enquêteurs ont identifié le destinataire de la photo envoyé par l'auteur du meutre commis vendredi en Isère, Yassin Salhi, comme étant un dénommé Sébastien-Younès, Français parti en Syrie en 2014 et qui se trouverait à Raqqa, dans le nord du pays. Reuters 29.06

Ils auraient pu au moins fournir le numéro et le nom de la rue où il réside avec le code postal de Raqqa pour que ses copains et ses fans puissent lui écrire, quel délire!

Autre chose.

Etre informé, c'est préférable, recommandé pour savoir de quoi on cause, sinon il est quasiment impossible de se faire une idée indépendante ou libre de la situation.

Etre armé théoriquement, c'est préférable pour pouvoir s'orienter dans la bonne direction ou dans une direction conforme aux intérêts collectifs de notre classe, ne pas se tromper de combat et d'objectif. On pourrait assimiler la théorie à la somme des connaissances acquises par un chirurgien avant d'opérer, qui guideront sa réflexion et sa main en fonction de chaque patient.

Comme quoi la théorie n'est pas une recette prête à l'emploi pour affronter n'importe quelle situation, ni forcément un système érigé en dogme, mais constitue un guide indispensable à notre action qu'il faut adapter à chaque situation, et non l'inverse qui consiste à tordre la réalité pour la faire rentrer dans le moule d'une théorie auquel cas nous ne pourrions avoir aucune influence sur la réalité puisque la perception qu'on en aurait serait déformée.

Vous retrouvez là tous les principes que nous défendons depuis des années dans ce portail en les confrontant à la réalité, chacun peut ensuite observer à l'issue de cette épreuve s'ils méritent ou non d'être retenus ou partagés.

Etre engagé politiquement va de soi dès lors qu'on a acquis la conviction que nos idées sont justes et méritent d'être partagées par le plus grand nombre, qu'il est de notre devoir et notre droit de prendre en mains notre destin, au lieu d'en laisser le soin à d'autres pour changer la société puisque c'est notre objectif.

Dictature du capital ou dictature du prolétariat.

Les représentants de la classe dominante ou le camp de la réaction ont confisqué ou étouffé la démocratie, et considèrent que consulter le peuple pour qu'il se prononce en toute connaissance de cause sur une question qui engage son avenir serait incompatible avec la démocratie. En réalité, c'est leur conception de la démocratie qui correspond de fait à sa négation ou à la dictature de l'oligarchie financières dont les défendent les intérêts qui est en cause.

Adeptes des coups tordus en tous genres et autres coups d'Etat (Ukraine récemment), ils estiment que recourir à un référendum constituerait un chantage. Un chantage à quoi ? A la dictature du capital financier dont ils sont les représentants,

qui s'estime tout puissant et devant lequel tous les Etats devraient se soumettre aveuglément ou abdiquer en faveur d'un pouvoir politique appliquant à la lettre les mesures qu'il préconise pour sauver le capitalisme de la crise qui le ronge ou de l'effondrement qui le menace.

Autrement dit, entrevoir une politique différentes de celle (d'austérité) qu'ils préconisent et qui comporterait un volet social minimum sans même remettre en cause les fondements du capitalisme et ses institutions, serait inimaginable, incensé, dangereux, illégitime, car seule la classe qui détient le pouvoir économique serait légitime ou abilitée à définir la politique qui doit être menée en Grèce et dans chaque pays.

Quels premiers enseignements politiques tirés de la situation en Grèce ?

On s'aperçoit ici qu'il ne peut pas y avoir un partage du pouvoir entre les deux seuls classes indépendantes, celle des capitalistes et le prolétariat, et que le pouvoir politique doit être subordonné au pouvoir économique et qu'il ne peut pas en être autrement, ou le pouvoir économique et politique doivent être détenus par une seule et unique classe, dans le cas contraire gouverner devient impossible et l'économie se retrouve paralysée et le régime déstabilisé.

Dès lors que le pouvoir politique est détenu par un parti censé incarné les besoins des travailleurs, il a le choix entre abdiquer devant ceux qui détiennent le pouvoir économique ou s'en emparer en socialisant les moyens de production ou les secteurs clés de l'économie qui concentre le pouvoir économique, les banques, les assurances en premier lieu, de telle sorte qu'il puisse appliquer son programme ou mener à bien sa politique sociale.

S'il se destine à gouverner dans le cadre de la Constitution et des institutions qui avaient été fondées par la classe des capitalistes pour servir ses intérêts, il se privera des moyens politiques lui permettant de conforter son pouvoir politique et de s'attaquer au pouvoir économique des capitalistes, et à un moment donné il sera conduit à perdre le pouvoir politique au profit des représentants des capitalistes.

Dit autrement, dès lors qu'il refuse d'abolir la Constitution et des institutions qui incarnent le pouvoir politique de la classe dominante, c'est comme si cette dernière détenait toujours le pouvoir politique, ce qui l'encourage à le revendiquer et à se mobiliser pour le reconquérir officiellement, qui plus est, lorsqu'il refuse d'appeler le prolétariat à la mobilisation générale et à l'aider à s'organiser avec les partis et syndicats qui soutiennent ce processus révolutionnaire pour conforter son pouvoir politique, lorsqu'il n'appelle pas à la grève générale par crainte que les travailleurs prennent possession des moyens de production ou exproprient les exploiteurs, commencent à s'emparer du pouvoir économique.

On s'aperçoit ici qu'il n'existe pas de demi-mesures entre détenir ou non le pouvoir qu'il soit politique ou économique, et qu'une classe pour gouverner doit impérativement détenir tout le pouvoir, à la fois le pouvoir politique et économique, sans partage, imposer sa dictature à la classe dominée, et cela aussi longtemps que le pouvoir économique est détenu par la même classe, ce qui signifie que depuis l'avènement du capitalisme, nous avons toujours vécu sous le joug de la dictature du capital, et que pour nous en émanciper il faut que le prolétariat s'empare du pouvoir politique et économique, de tout le pouvoir et impose sa dictature à la classe des capitalistes, d'où la seule alternative politique possible, socialisme ou barbarie capitaliste.

C'est limpide et facile à comprendre, non ?

Le problème, c'est que les masses exploitées ne sont pas préparés à un tel bouleversement de société. Elles n'ont pas conscience de l'existence de cette alternative, et lorsqu'on l'évoque, par ignorance elles craignent que ce changement radical de société ne conduise au chaos ou à une situation pire que celle que leur réserverait le capitalisme, c'est la raison pour laquelle il est impératif de les aider à se débarrasser de cette crainte infondée en élevant leur niveau de conscience politique, ce qui les aidera à prendre confiance en elles-mêmes, à affirmer leur indépendance de classe, à acquérir la conviction que leurs droits sont parfaitement légitimes et qu'ils doivent s'imposer, qu'elles seules peuvent revendiquer et incarner le sort de la société puisqu'elles représentent l'immense masse de la population, et non une infime minorité d'exploiteurs ou de privilégiés qui n'incarnent que leurs propres intérêts contre ceux de la majorité du peuple.

On lira plus loin que Syriza et le gouvernement grec continuent de situer leur politique dans le cadre du maintien de la Grèce dans l'euro et l'Union européenne, et que par conséquent ils tournent délibérément le dos à tout processus révolutionnaire aboutissant à la remise en cause du pouvoir économique de la classe des capitalistes, il faut donc en déduire qu'ils mettront le pouvoir politique qu'ils détiennent au service de cette classe et non celle des travailleurs, et que cette contradiction avec leurs discours et leurs engagements les conduiront à leur perte tôt ou tard, à moins que le prolétariat passe outre et les mette devant le fait accompli, mais on n'y croit pas trop sans réelle représentation politique pour incarner les tâches et les objectifs politiques qu'il doit se fixer pour renverser le pouvoir de la classe dominante ou s'emparer véritablement du pouvoir politique, avancer sur la voie du socialisme.

Grèce. Juncker vote oui, le peuple grec doit voter non !

Les derniers développements.

- Grèce: 17.000 manifestants disent "non" au "chantage des créanciers" - AFP

- Des milliers de Grecs sont rassemblés lundi 29 juin devant le Parlement dans le centre d'Athènes en faveur du "non" au référendum à venir, dénonçant "le chantage des créanciers", UE et FMI. Ils sont environ 17 000 manifestants, une grande majorité des sympathisants du parti de la gauche radicale Syriza au pouvoir en Grèce.

- "Non au chantage de la troïka (UE, BCE et FMI)", "Non aux memoranda (mesures d'austérité), "Nos vies n'appartiennent pas aux créanciers", sont inscrits sur les banderoles de la place athénienne.

- Il s'agit de la deuxième manifestation en faveur de la politique suivie par le gouvernement d'Alexis Tsipras, face aux créanciers depuis l'annonce dans la nuit de vendredi à samedi, de l'organisation d'un référendum dimanche sur l'acceptation ou non des mesures d'austérité proposées par les créanciers visant, selon eux, à redresser l'économie du pays. Francetv info 29.06

- Grèce : Tsipras prêt à renégocier avec les créanciers au lendemain du referendum - AFP

- Grèce : Tsipras veut un non massif pour pouvoir peser sur la suite des négociations - LeMonde.fr

Quelques heures après une manifestation qui a réuni plus de 17 000 personnes en Grèce pour soutenir la politique de son gouvernement, le premier ministre Alexis Tsipras a jugé, lundi 29 juin, que le référendum prévu dimanche - sur l'acceptation ou non des mesures d'austérité imposées par les créanciers de la Grèce, auquel il a appelé à voter non - est le meilleur moyen de « conduire à la poursuite des négociations ». Avec une majorité claire rejettant la dernière proposition des créanciers, M. Tsipras estime qu'il sera « mieux armé » pour négocier avec ces derniers.

« Notre choix est de rester dans l'euro (...) le message est que le gouvernement grec va continuer de se trouver à la table des négociations au lendemain du referendum »

Il a accusé ceux qui voient dans cette consultation, pour savoir si les Grecs approuvent ou non les propositions de leurs créanciers, une façon de sortir de la zone euro, parlant « d'intimidation » et ajoutant que si les Grecs se prononçaient pour la poursuite de l'austérité, il pourrait quitter son poste.

« Si les Grecs veulent continuer avec les plans d'austérité à perpétuité, ce qui nous empêchera de relever la tête... nous respecterons leur choix mais nous n'appliquerons pas ».

M. Tsipras s'est à nouveau dit convaincu du fait que les « institutions » ne souhaitent pas la sortie de la Grèce de la zone euro en raison du « coût considérable » qu'aurait une telle initiative.

« Je ne pense pas que leur intention soit de pousser la Grèce hors de l'euro mais de mettre fin aux espoirs qu'il puisse y avoir une politique différente en Europe ».

Il a ajouté que si les créanciers faisaient une nouvelle proposition acceptable aux yeux de son gouvernement ce lundi, Athènes rembourserait comme prévu l'échéance de 1,6 milliard d'euros due au Fonds monétaire international (FMI) mardi à minuit. Mais cette perspective semble d'autant plus éloignée qu'il a ensuite lancé : « Comment payer le FMI alors que les banques ont été menées à l'asphyxie ? » LeMonde.fr 29.06

Le camp du "oui" ou de la troïka se mobilise.

- Référendum grec: Juncker, "trahi", lance la bataille pour le "oui" - AFP

A six jours d'un référendum qui fait trembler l'Europe, le président de la Commission européenne s'est lancé lundi dans la bataille du "oui", tentant de convaincre les Grecs de ne pas tourner le dos à l'euro au moment où le pays, au bord du gouffre financier, a dû fermer ses banques.

"Un "non" voudrait dire (...) que la Grèce dit "non" à l'Europe", a lancé à Bruxelles le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, critiquant très vivement le gouvernement de gauche radicale d'Alexis Tsipras et se disant "trahi" par la Grèce.

"Je demanderai aux Grecs de voter oui", a-t-il dit, "parce que les Grecs fiers d'eux-mêmes et de leur pays doivent dire oui à l'Europe". "Il ne faut pas se suicider parce qu'on a peur de la mort", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à Bruxelles, en guise de mise au point.

"Jouer une démocratie contre 18 n'est pas une attitude qui convient à la Grèce", a lancé Jean-Claude Juncker, très tendu. "En Europe, aucune démocratie ne vaut plus qu'une autre et dans la zone euro il y a 19 démocraties, non une contre 18 et non 18 contre une".

Le gouvernement grec lui a répondu de façon lapidaire en mettant en cause sa "sincérité", qualité jugée "nécessaire" dans une négociation, selon le porte-parole du gouvernement, Gabriel Sakellaridis. AFP 29.06

Fermez le banc !

Juncker et ses semblables réalisent un amalgame ou se livrent à une manipulation en identifiant l'Europe à l'UE pour induire en erreu les Grecs qui doivent être vaccinés avec toutes les salades qui leur ont racontées depuis 6 ans, non ?

- Merkel prête à de nouvelles négociations avec la Grèce "après le référendum" - AFP

La chancelière allemande Angela Merkel a affirmé lundi que la porte pour de nouvelles négociations sur un renflouement de la Grèce serait ouverte "après le référendum" que le pays a prévu d'organiser dimanche.

"Si après le référendum le gouvernement grec demandait à reprendre les négociations, naturellement nous ne nous y opposerions pas", a déclaré Mme Merkel lors d'une conférence de presse à Berlin.

Le référendum "est évidemment lié au maintien dans l'euro", a-t-elle dit, tout en prenant soin de ne pas donner de consigne de vote "aux citoyens grecs responsables".

Son ministre de l'Economie Sigmar Gabriel, lors du même point de presse consacré à la Grèce, a été plus direct, martelant que la question posée lors du référendum était "oui ou non au maintien dans la zone euro".

Le gouvernement grec "doit le dire clairement à ses citoyens", a-t-il plaidé, se plaçant sur la même ligne que le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker un peu avant lui.

"Si les Grecs embrassent le maintien (dans l'euro), les négociations devront reprendre, c'est clair", a-t-il dit.

Mais l'un et l'autre, qui venaient de s'entretenir pendant plus d'une heure à la chancellerie avec les chefs des partis et des groupes parlementaires allemands, ont souligné que les propositions mises sur la table par les institutions (FMI, BCE, Commission européenne) restaient la base de potentielles futures négociations.

Et "la position ne changera pas: solidarité et efforts vont ensemble", a dit la chancelière.

Insistant à nouveau sur la nécessité de trouver des compromis - ce qui signifie selon elle que "personne ne peut obtenir 100%" - Mme Merkel a affirmé que "la volonté (de compromis) n'était pas là côté grec".

Pour M. Gabriel, le gouvernement grec d'Alexis Tsipras veut en fait "politiquement, idéologiquement une autre zone euro" que celle qui existe aujourd'hui entre les 19 membres du bloc monétaire. AFP 29.06

Propagande des médias en faveur du "oui".

- Référendum en Grèce : campagne pour le "oui" - Francetv info

- Référendum grec: les Européens lancent la bataille pour le "oui", Tsipras relativise l'enjeu - AFP

- Crise : "Une majorité de Grecs seraient favorables à un accord avec les créanciers" - Francetv info

- Grèce: le beau combat de Jean-Claude Juncker - L'Express.fr

- Stratégie spéculative pour miser sur le «oui» au référendum grec - LeFigaro.fr

- Sarkozy appelle l'Europe à ne pas céder face au "chantage" de Tsipras - AFP

- Grèce: Fitch place 4 banques en "défaut partiel" suite au contrôle des capitaux - AFP

Dans le camps du "non".

- Deux Nobel d'économie au secours de Tsípras - libération.fr

Contre la majorité des économistes classiques, Joseph Stiglitz et Paul Krugman, chacun de leur côté, prennent la défense du Premier ministre grec qui a choisi de procéder à un référendum.

Ils voteraient «non». Joseph Stiglitz, co-prix Nobel 2001, et Paul Krugman, prix Nobel 2008, sortent une nouvelle fois du bois pour défendre, contre la majorité des économistes classiques, le choix iconoclaste du Premier ministre grec de procéder à un référendum. Dans un article intitulé «L'attaque de l'Europe contre la démocratie grecque» et publié sur le site Project syndicate, le premier se fait l'avocat du gouvernement grec dont il défend ardemment les positions.

Si un «oui» signifierait une dépression presque sans fin, peut-être un pays appauvri, un «non ouvrirait au moins la possibilité» au pays, «avec sa forte tradition démocratique, de saisir son destin dans ses propres mains», explique Stiglitz. Les Grecs pourraient gagner «la possibilité de se forger un avenir, peut-être pas aussi prospère que par le passé, mais qui serait bien plus rempli d'espoir que la torture déraisonnable du présent». L'ex-économiste en chef de la Banque mondiale l'a toujours martelé : l'austérité conduit au désastre. Aucune économie n'est jamais revenue à la prospérité avec des mesures de rigueur excessives. Et le plan des institutions du FMI, de la BCE et de l'UE pour sortir la Grèce de la crise n'est rien d'autre qu'un nouveau passeport pour renouer avec la Grande Dépression des années 30.

D'autant que, selon Stiglitz, la zone euro n'a guère de leçons à donner en termes de démocratie : «Le souci de la légitimité publique est incompatible avec les politiques de l'eurozone, qui n'ont jamais été un projet très démocratique. La plupart de ses gouvernements membres n'ont pas cherché l'approbation de leur peuple pour remettre leur souveraineté monétaire à la Banque centrale européenne.» Non pas que le professeur à l'université de Colombia figure parmi les europhobes. Au contraire. L'homme a toujours été un ardent défenseur de la construction européenne. «Mais je redoute que les forces aujourd'hui à l'œuvre sur le vieux continent, si rien ne change, ne mènent à sa destruction», confiait-il mi avril au journal le Monde. Evoquant les taux de chômage record en Grèce ou en Espagne, il n'hésitait pas non plus à assurer : «Les leaders européens sacrifient une génération entière de jeunes Européens sans se remettre en question, c'est criminel.»

«Comment a-t-on pu arriver à une telle catastrophe ?»

De son côté, Paul Krugman, économiste de gauche, rappelait dimanche sur son blog «The conscience of a liberal» (sous l'acception britannique) pourquoi il voterait non. Primo, car même si la perspective d'un Grexit l'effraie, la Troïka demande que le régime qu'elle a infligé depuis cinq ans «continue indéfiniment. Où est l'espoir là-dedans ?» Et d'ajouter : «Même une dévaluation ne créerait pas plus de chaos qu'il n'en existe déjà et elle poserait les jalons pour une éventuelle guérison.» Deuxio, voter oui reviendrait à remplacer le gouvernement de Syriza, «ce qui devrait être perturbant pour tous ceux qui croient aux idéaux européens». Nouvelle salve ce lundi de Krugman, qui s'interroge : «Comment a-t-on pu arriver à une telle catastrophe qui voit notamment une dette exploser à 170% du PIB ? A cause d'une politique d'austérité sauvage.» Pour s'en convaincre, il suffit de regarder un autre post sur le blog de Krugman, qui montre de façon édifiante la faillite des prescriptions des docteurs internationaux saignant le patient grec. libération.fr 29.06

Il ne faut pas trop en demander à Krugman et à Stiglitz qui ne sont ni marxistes ni socialistes...

Ces Etats qui soutiennent le terrorisme.

- France/Tunisie/Koweit: qui est le coupable? - french.irib.ir

- Pour Abdel Bari Atwan les attaques terroristes perpetrées vendredi à la fois contre la France, la Tunisie et le Koweït sont le résultat des politiques erronées des dirigeants des pays concernés : " Après ces trois pays, tout le monde s'attend à découvrir le quatrième pays que les terroristes envisageraient de frapper de plein fouet. On ne connait pas ce pays mais cette attaque aura sans nul doute lieu. La seule analyse à faire est la suivante : ces frappes sont les conséquences des poliiques entreprises par les trois pays concernés. La France est l'un des pays phare à soutenir intensément les opposants au régime Assad. C'est elle qui finance et arme de nombreuses milices jihadistes. Idem pour le Koweït qui n'a cessé d'assurer aux groupes terroristes en Syrie de quoi se battre. Les institutions publiques et privées koweitiennes continuent à l'heure qu'il est à financer et à acheminer des vivres et des médicaments aux terroristes. Sept hommes d'affaire et un ministre koweitien figurent d'ailleurs sur la liste noire des personnes soutenant le terrorisme.

En Tunisie, l'ex gouvernement consultait la Turquie pour faciliter le passage de 4000 jeunes tunisiens vers la Syrie pour qu'ils rallient Al Nosra e Daech . C'est cette même Tunisie qui a accueilli la première conférence des soi-disant "Amis de la Syrie" ainsi la magie s'est retournée contre le magicien et celui qui a joué avec le feu, s'y est brûlé les doigts. ce feu que la France, le Koweit et l'Arabie ont allumé ne tardera pas à s'étendre à Bahrein et à la Jordanie, voire même à la Turquie. Le projet sanglant de Daech est un projet concocté pour le monde entier, un projet apte à contaminer la planète. Ce qui étonne aujourd'hui c'est le discours de certaines personnaliés arabes qui ne se lassent de qualifer les chiites de "frères", les mêmes qu'elles traitaient de "

hérétiques" d'athées, de séfévides, ce qui constitue l'une des formes les plus abjectes d'hypocrisie. Et la question est là : Au Yémen, les chasseurs saoudiens bombardent qui ? Les médias pro saoudiens ne cessent de justifier cette campagne de bombardement au nom du meurtre de chiites qui leur semble licite. C'est ainsi qu'ils justifient l'assassinat des milliers de yéménites, chiites ....chiites contre qui ils instillent la haine via leurs médias, du matin au soir. french.irib.ir

Aux dernières nouvelles, ce serait un Saoudien qui aurait perpétré l'attentat au Koweit.

ACTUALITE EN TITRES

La menace est partout !

- La France en alerte avant une vague de chaleur exceptionnelle - AFP

Honneur à une imposture. A bas Charlie !

- Hollande décore l'urgentiste Patrick Pelloux et honore les victimes du 7 janvier - AFP

Confirmation. Aveux qui vont à l'encontre de la version officielle.

- L'auteur de l'attentat en Isère nie toute motivation religieuse - Reuters

L'auteur présumé de l'attentat commis vendredi en Isère a déclaré n'avoir eu aucune motivation religieuse et ne pas être un djihadiste, alors que l'enquête fait apparaître un lien avec un Français parti en Syrie, a-t-on appris lundi de source proche du dossier. Reuters 29.06

Il a théâtralisé son acte en s'inspirant du décor sordide que les médias servent en boucle à la population, sans faire de parallèle, comme des jeunes à une autre époque signaient parfois leurs actes d'un A comme anarchie sans forcément être anarchistes, ou du signe de la paix en réaction à la guerre du Vietnam, sans militer ou être engagés dans un parti politique pour autant.

Il est vrai et cela allait m'échapper, que dans une dictature il suffit d'emprunter une signature pour signer son crime : Allez avoue que tu es un anarchiste, un terroriste, avoue bordel, on a les moyens de te faire parler salopards...

Et puis à force de répéter en boucle que ce type-là avait commis un acte terroriste, la population va finir par le croire et par voir des terroristes partout, c'est le but recherché.

Israël réduit à un ghetto n'est pas viable et doit disparaître.

- Israël se dit prêt à construire une « barrière de sécurité » à la frontière jordanienne - LeMonde.fr

Même un simulacre de démocratie les effraie.

- Israël boycotte un débat à l'ONU sur le conflit à Gaza - AFP

Eugénisme. Empoisonnement collectif.

- Plus d'un milliard de burgers vendus en France en 2014 - Le Huffington Post

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie - Syrie

- "Moscou soutient Assad" (Poutine) - french.irib.ir

«Moscou ne désire pas le changement de leader, en Syrie, et il soutient Bachar al-Assad», a déclaré le président russe.

Le Président russe, Vladimir Poutine, a reçu, lundi, à Moscou, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem. Lors de cette entrevue, le Président Poutine a déclaré qu'il ne soutenait pas le changement de leader en Syrie, croyant que Bachar al-Assad devrait rester au pouvoir.

«Nous savons que les évolutions en cours, en Syrie, sont de nature très complexe, d'autant plus que la Syrie s'expose à l'agression d'un terrorisme international. Dans une condition si compliquée, la réussite dépend de divers facteurs. Une défaite militaire serait, aussi, probable, mais on est sûr que c'est le peuple syrien qui l'emportera, en dernier ressort», a déclaré Vladimir Poutine, avant d'ajouter : «Nous soutenons, toujours, la Syrie, les responsables syriens et le peuple de ce pays. Notre politique reste immuable».

Pendant les quatre dernières années, où la Syrie s'enlisait dans une crise alimentée par le terrorisme international, Moscou n'a jamais lâché le gouvernement et le peuple syriens, et a mis en garde l'Occident à plusieurs reprises contre le soutien aux groupes terroristes et à ses phénomènes néfastes. french.irib.ir 29.06

2- Yémen

- Yémen : des missiles Grade et Al-Najm Al-Sagheb, tirés sur des bases militaires saoudiennes - french.irib.ir

En riposte aux crimes continus du régime saoudien contre le peuple yéménite, les forces de l'armée et des comités populaires de ce pays ont tiré, lundi tôt dans la matinée desmissiles contre des positions et des bases militaires saoudiennes à Najran », a-t-on appris des médias yéménites.

La chaîne d'information Al-Massira a rapporté que l'armée et les comités populaires ont pilonné trois bases militaires saoudiennes, dont la base Qarn Khabash à Najran. Al-Massira a également annoncé que les forces de l'armée et les comités populaires yéménites ont attaqué par des missile Al-Najm al-Sagheb des positions militaires saoudiennes à Jizan. Les chasseurs saoudiens ont poursuivi les raids aériens contre différentes régions yéménites, et dans ce cadre, ils ont bombardé lundi à trois reprises la région d'Al-Anad dans la province de Saada.

Dans la province de Lahej une localité a fait l'objet des attaques des chasseurs saoudiens. Al-Mayadeen a aussi fait part des frappes aériennes saoudiennes contre des régions à Aden, au Sud du Yémen. french.irib.ir 29.06

ECONOMIE

1- Chine

- Un krach boursier secoue la Chine - lefigaro.fr

Les Bourses chinoises ont perdu 20 % en deux semaines et plus de 7 % hier.

Quelque 2000 valeurs en chute de près de 10 %, des indices qui s'effondrent de 7,4 % et 7,8 % en une séance… Les Bourses de Shanghaï et Shenzhen ont vécu vendredi une folle journée, la pire depuis 2008. Inquiets depuis quinze jours déjà, échaudés par une première correction mi-juin, les investisseurs, pour l'essentiel des particuliers, ont cédé à la panique. En deux semaines, les places chinoises ont déjà plongé de près de 20 %.

Dans un marché à bout de souffle après une hausse vertigineuse (+ 100 % en un an), et victimes d'une spéculation à tous crins, les investisseurs espéraient voir un soutien du gouvernement via une baisse des réserves obligatoires des banques destinée à doper le crédit. Un espoir déçu la semaine dernière, quelques jours avant l'annonce d'un important programme d'introductions en Bourse (au moins 28 nouvelles sociétés entreront sur le marché en juillet), après ceux déjà conséquents du mois de juin. «Or ces introductions, très recherchées en Chine, assèchent la liquidité, car les investisseurs doivent bloquer des sommes importantes auprès du régulateur pour avoir une chance d'obtenir des titres,» explique Haiyan Li-Labbé, chez Carmignac. Cela a donc suffi à mettre le feu aux poudres.

Désertant l'immobilier, dont les prix chutent depuis quinze mois, et les placements financiers (pénalisés par la baisse des taux d'intérêt), de nombreux ménages chinois ont décidé de placer leurs économies en Bourse, encouragés par les autorités, qui souhaitent des marchés financiers solides pour faire avancer leurs réformes. Mais pour démultiplier leurs gains, et profiter

d'une envolée boursière stupéfiante après une longue période de vaches maigres, ils ont doublé ou triplé leurs mises en empruntant auprès des brokers ou dans les circuits de financement occultes.

«Environ 5 % de la capitalisation boursière en Chine est financée ainsi à crédit», estime Haiyan Li-Labbé. Or, en cas de forte baisse, les brokers obligent leurs clients à vendre vite, à tout prix, pour limiter les pertes, quitte à alimenter un mouvement de panique et à accélérer le plongeon du marché. Celui-ci reprendra-t-il de plus belle lundi?

«Le gouvernement ne veut pas d'un krach boursier. Si besoin, il fera ce qu'il faudra pour soutenir le marché», estime Karine Hirn, associé chez East Capital à Hongkong. Mais éviter l'éclatement d'une bulle n'est pas toujours facile. En Chine, certaines petites valeurs, notamment technologiques, se paient 70 à plus de 100 fois leurs bénéfices. lefigaro.fr 29.06

Cette "bulle" finira par explosée. On se croirait à la fin des années 20 aux Etats-Unis...

Je crois avoir lu quelque part que la bourse de Mumbai en Inde avait progressé de 24% depuis le début de l'année... Les prix continuent de flamber en Inde, cigarettes et briques plus 20% d'un coup, etc. il n'y a que le prix de l'essence qui avait diminué de près de 20% qui est resté stable.

2- Liban

- Israël pille les ressources pétrolières et gazières du Liban - french.irib.ir 29.06

Le régime sioniste se démène pour faire main basse sur les ressources du pétrole et du gaz du Liban. Le quotidien libanais « As-Safir » a écrit dans un rapport que l'entité sioniste tentait d'abuser du vide politique libanais, dû à l'absence d'un président de la République (plus de 400 jours) pour s'accaparer des ressources pétrolières et gazières du Liban. « As-Safir » a ajouté que certains responsables libanais dont le président du Parlement Nabi Berri, en se déplaçant dans différents pays et en se référant à des instances internationales, essayait d'empêcher l'aventurisme du régime sioniste.

Citant des experts des questions pétrolières, le quotidien libanais « As-Safir » a écrit que le régime sioniste tentait de faire occuper les Libanais par le forage exploratoire de Karish, en vue d'accaparer le plus important et le plus grand puits de pétrole libanais « Tamar », qui se trouve à proximité des frontières maritimes libanaises. Le puits de pétrole « Karish » dispose de près de 3000 milliards de mètres cubes de gaz et un demi-milliard de barils de réserves en liquéfaction du gaz naturel. Le puits de pétrole « Tamar », avec 20.000 milliards de mètres cubes de réserves gazières est lié aux réserves pétrolières du Liban. french.irib.ir 29.06

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries juillet 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er juillet 2015

CAUSERIE

Info de dernières minutes. Alexis Tsipras capitule sur toute la ligne

Selon les informations du Financial Times, Alexis Tsipras aurait finalement cédé en envoyant une dernière proposition aux « institutions », FMI, BCE et Commission européenne. Cette dernière mouture d'un accord sur le dossier grec reprendrait l'intégralité de la dernière version proposée par les européens au gouvernement Syriza. A quelques exceptions près : permettre aux îles grecques d'afficher un taux de TVA moins élevé que dans le reste du pays, repousser au mois d'octobre le début de la réforme des retraites et enfin, une poursuite temporaire de l'aide apportée aux retraités les plus pauvres.

Cette ultime proposition sera mise au délibéré des membres de l'Eurogroupe, c'est-à-dire des ministres des finances européens, ce mercredi 1 juillet à 17h30. La décision de la BCE, attendue ce jour, de continuer ou non à soutenir le système bancaire grec, faisait peser la menace d'une faillite presque immédiate des banques grecques, et ce, quelques jours avant le tenue du référendum prévu ce dimanche.

A l'annonce de la proposition formulée par Alexis Tsipras, les bourses européennes ont repris leur marche en avant, voyant ici le signal d'une réelle possibilité d'accord, et l'éloignement d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Atlantico.fr 01.07

Une première analyse à chaud

Il est 21h30 à Pondichéry

Petit exercice de dialectique appliquée à la question grecque.

Suite aux derniers développements de la crise grecque, plusieurs scénarios sont envisageables.

Pour commencer, soit le gouvernement maintient le référendum, soit il l'annule.

S'il l'annule, il imite l'ex-gouvernement dirigé par la Pasok et il est laminé.

Soit il le maintient et deux scénarios sont possibles.

Soit le oui l'emporte, parce qu'une partie des travailleurs se sont abstenus exprimant leur rejet des dernières propositions du gouvernement faites à la troïka signifiant sa capitulation pour ne pas les cautionner.

Soit le non l'emporte.

En cas de victoire du oui l'affaire est réglée, le gouvernement applique les contre-réformes souhaitées par la troïka, Syriza se disloque ou explose et est voué dans le futur à végéter ou disparaître.

En cas de victoire du non, deux scénarios sont possibles.

Soit le gouvernement n'en tient pas compte et il commet un déni de démocratie, et là encore il est voué à connaître le sort du Front de gauche en France.

Soit il en tient compte, le scénario le plus improbable, parce qu'il implique que la Grèce se tourne vers d'autres créanciers (lesquels ?) ou sorte de la zone euro, or les dirigeants de Syriza y sont farouchement opposés.

Dans tous les cas de figure, Syriza est démasqué et voué à un avenir pitoyable de pilier du régime, ce qu'il n'avait jamais cessé d'être en refusant de rompre avec les institutions grecques, l'euro et l'UE.

Il n'y a aucun avenir politique pour ce type de parti en Grèce qui pratique en permanence un double langage ou qui joue un double jeu pour finalement s'avérer incapable de rompre avec l'ordre établi.

On ne peut pas le qualifier de parti démocratique, puisqu'il vient de prouver le contraire. On ne peut pas le caractériser de parti réformiste, puisqu'il vient de démontrer l'inverse. C'est un parti de droite tout simplement, qui s'est présenté sous un faux masque, et qui face à l'épreuve des faits est démasqué. La suite demain.

La France : C'est pire que l'Inde !

- Canicule: Plus de 600.000 foyers privés d'électricité dans l'Ouest - 20minutes.fr

42°C hier midi à Pondichéry (Sud de l'Inde), 31°C ce matin à 8h et pas de coupures de courant, cherchez l'erreur. Il fait 41°C à l'heure où j'écris ces lignes, 37°C dans mon bureau, je crève littéralement !

Et il faut voir comment cela tient avec des poteaux électriques qui penchent du côté où ils vont tomber, des cables détendus, rafistolés qui menacent de se toucher ou s'écraser au sol en cas de rafales de vent et j'en passe, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle ils coupent systématiquement le courant dès qu'il tombe une goutte de pluie ou que le vent se lève, sinon depuis qu'ils ont mis en service la dernière centrale nucléaire, on n'a plus de coupures de courant pour ainsi dire.

Je suis contre l'énergie nucléaire et ce n'est pas moi qui aie décidé de recourir à cette forme d'énergie pour produire de l'électricté en Inde. De même que je ne suis pas un disciple de Gandhi qui préconisait d'en rester au char à boeuf ou de revenir à l'âge de pierre, contre Nerhu qui était partisan de l'industrialisation du pays en s'inspirant de l'URSS. On fait avec ce qu'on a à défaut de mieux ou en attendant mieux, on n'a pas vraiment le choix hélas !

Mélenchon déconnecté de la réalité, est-il de gauche ? Vérifions-le.

Invité de l'émission « Preuve par Trois » mardi 30 juin, Jean Luc Mélenchon. - publicsenat.fr 30.06

Soutien à l'euro et l'UE, donc à la troïka, au marché, à l'oligarchie financière.

Il exprime un regret que Juncker et les partisans de l'euro apprécieront.

- Pour le député européen, les propositions de la commission européenne sur la dette grecque « sont en train de faire sauter la zone euro et la planète financière ». Quel bonheur, enfin ! Non pour monsieur Mélenchon ce sera plutôt quel malheur ! C'est qu'il y tient le bougre !

Pas un coup d'Etat politique ou tout court pour se débarrasser du gouvernement de centre-gauche, non l'UE en est totalement incapable, même pas en Ukraine ou en Syrie...

- « Ce qui se passe est un coup d'Etat financier parce que les dirigeants de l'Eurogroupe pensaient que la Grèce céderait ».

L'idéologie rétrograde, archaïque, féodale, haineuse, barbare, salafiste, wahhabiste ou takfiris est somme toute respectable.

Lorsqu'il soutient le salafisme ou le communautarisme islamique basé sur une idéologie féodale et barbare, la charia...

- « Il ne faut pas faire de chaque salafiste un terroriste », parce que le salafisme serait tout à fait respectable, voilà où en est rendu notre renégat du marxisme, auquel il n'a jamais compris grand chose apparemment.

Quand hypocritement il imite ceux qu'il dénonce.

Mieux, il ne faut pas faire de chaque Etat salafiste (Qatar, Turquie, ajoutons l'Arabie saoudite wahhabiste) des parias, ce serait se priver d'une manne financière dont le complexe militaro-industriel-financier français et l'économie française ont trop besoin en ce moment.

- « Il est énorme de faire une procès aux salafistes en France quand on va dans leur pays pour les soutenir et leur vendre des armes, ce n'est pas sérieux ». Il dénonce à juste titre quoique avec des réserves l'hypocrisie des autorités françaises, en soutenant le prosélytisme salafiste, donc ils les imitent.

La réserve réside dans le fait qu'il ne faut pas confondre ou faire un amalgame entre les autorités de Doha, Istanbul ou Riad et les travailleurs convertis au salafisme en France, entre les idéologues de la barbarie et ceux qui sont conditionnés puis instrumentalisés pour servir leurs intérêts politiques ou la stratégie du chaos et de la déstabilisation de l'Etat de Washington.

Washington et Tel-Aviv n'ont rien à voir les guerres actuelles au Moyen-Orient.

La guerre qui se propage d'Afghanistan jusqu'au Moyen-Orient en passant par le Maghreb et une partie de l'Afrique n'a rien à voir avec la volonté des Etats-Unis de conserver leur hégémonie sur le monde, non, c'est simplement une guéguerre entre "puissances régionales", son analyse est conforme à la propande officielle, bravo monsieur le charlatan !

- « c'est une guerre entre puissances régionales, elles se font la guerre entre elles pour contrôler le Moyen Orient, ça n'a rien à voir avec le choc des civilisations », ben voyons, il vole au secours de Valls l'air de rien.

Quand il se fait gestionnaire de l'Union européenne des régions.

- « Nous sommes des opposants sérieux, nous avons des propositions ambitieuses pour les régions ». publicsenat.fr 30.06

Pour conclure par son délire mégalomaniaque habituel.

- Pour Jean Luc Mélenchon, le parti de gauche sera présent au second tour de la présidentielle en 2017.

En complément. L'art du double langage démasqué.

- «La Grèce a déconné, est-ce une raison pour faire souffrir le peuple?», s'interroge Pierre Larrouturou - 20minutes.fr

Pierre Larrouturou ex-PS est le fondateur de Nouvelle Donne.

Où se situe le lézard ? C'est très simple.

Qui "a déconné" ? Qui va "souffrir" ? Certainement pas les mêmes, et comme il n'est pas question de faire souffrir ceux qui ont "déconné" parce qu'il faudrait les affronter et Larrouturou turlututu en est incapable ou ne l'envisage pas un seul instant, à l'arrivée ce sera au peuple de grec d'endurer de nouvelles privations et souffrances et la boucle de l'imposture est bouclée.

Ces gens-là sont des malfaisants.

Comment manipuler les faits pour leur faire dire ce qui nous arrangerait ou comment les interpréter pour qu'ils soient compatibles avec notre propagande de guerre.

- Attentat en Isère: Salhi dit avoir voulu se venger d'une «humiliation» subie - 20minutes.fr

Yassin Salhi, soupçonné d'avoir assassiné et décapité son patron le 26 juin, a expliqué aux enquêteurs avoir voulu se venger d'«

une humiliation » infligée par sa future victime, et non commettre un attentat islamiste, a rapporté un avocat qui l'a assisté.

« Il explique (son acte) par la vengeance, par l'humiliation que lui aurait fait subir son employeur », a rapporté Me Michel Kohn, qui a représenté Yassin Salhi quand cet homme a poursuivi sa garde à vue à Paris après l'avoir entamée à Lyon. 20minutes.fr 30.06

- La justice convaincue du mobile terroriste de l'acte de Yassin Salhi - Francetv info 30.06

L'essentiel, c'est qu'à force de le répéter la population le croira. Lire l'article dans cette page *Ouvrage de Guy Mettan: « Une contribution importante à la démystification des relations internationales »*.

ACTUALITE EN TITRES

Après le coup de grâce les institutions ne mériteront même pas une minute de silence.

- Attentat en Isère : l'Assemblée observe une minute de silence pour la victime - Francetv info

- Manuel Valls : « Il faut honorer la mémoire de Charles Pasqua » - Public Sénat

- Décès de Pasqua: réactions attristées à droite, parfois acides mais rarement virulentes à gauche - AFP

Bravo, à vomir votre gauche ! Optez pour l'Opposition de gauche révolutionnaire.

- Pour une vraie union nationale anti-islamiste - L'Express.fr

---

Dossier grec

Propagande et charnement de la réaction sur la Grèce.

Le gouvernement grec et Syriza tiennent en permanence un double langage au peuple grec en rejetant les propositions de la troïka tout en refusant d'envisager de rompre avec l'euro et l'UE, ce qui ne peut que favoriser la division des travailleurs et affaiblir le camp du "non", non qui les obligerait s'il sortait vainqueur de ce référendum, d'envisager la sortie de l'euro dans un premier temps ou de rejoindre les 12 pays de l'UE qui ne figurent pas dans la zone euro, ce que refusent d'entrevoir les autorités grecques. Finalement ils jouent le jeu de la troïka.

- Fitch abaisse d'un cran la note de la Grèce à "CC" - Reuters

- La Grèce en défaut de paiement - Francetv info

- Le compte à rebours est lancé pour la Grèce - Francetv info

- Crise grecque : "Si le 'non' gagne dimanche, nous risquons de retourner de dizaines d'années en arrière" - Francetv info

- En Grèce, aux côtés d'un chef d'entreprise pro-Europe - Francetv info

- L'Allemagne exaspérée par la situation grecque - Francetv info

- La Grèce n'exclut pas de suspendre le référendum - AFP

La Grèce n'exclut pas de suspendre le référendum prévu dimanche sur les propositions de ses créanciers, si les négociations reprennent avec l'Union européenne, a indiqué mardi soir à Bruxelles une source européenne proche des discussions. AFP 30.06

Le gouvernement grec va jouer à ce jeu jusqu'au 5 juillet en espérant que le "oui" l'emporte, ainsi il n'aura pas besoin de justifier sa capitulation devant la troïka. Mais rien n'est joué...

Si ce sont les chiffres de la police...

- Dans la manifestation pour le "oui" au référendum : "Nous voulons la Grèce en Europe, un point c'est tout" - Francetv info

- Au moins 20 000 personnes à Athènes pour défendre le "oui" au référendum de dimanche - Francetv info

Au moins 20 000 personnes, selon la police, étaient rassemblées mardi 30 juin au soir à Athènes pour soutenir le "Oui" au référendum organisé dimanche par le gouvernement d'Alexis Tsipras.

Lundi, plus de 17 000 supporters de Syriza avaient manifesté au même endroit dans le pays pour soutenir le "Non" au référendum. Francetv info 30.06

Ce n'est pas seulement la dette de l'Etat qu'il faut annuler, mais l'Etat des banquiers qu'il faut liquider.

Pourquoi les discours les plus radicaux qu'on entend depuis des années exigeant l'annulation de la "dette publique" ne mènent-ils nulle part ou dans une impasse ?

Parce que la solution est politique et ne peu se traduire que par l'abolition de l'Etat bourgeois ou capitaliste et l'expropriation du capital, ce que les virulents détracteurs de cette dette ne peuvent envisager pour être eux-mêmes inféodés au régime capitaliste. C'est facile à comprendre, tout se tient, c'est d'une logique implacable et tout le reste est du baratin.

- La dette publique française bat un record - Francetv info

Les chiffres du premier trimestre en France sont mauvais concernant la dette publique. Celle-ci a plus augmenté que prévu : 51,6 milliards d'euros en plus. Désormais, la dette publique se chiffre à 2 089,4 milliards d'euros.

Depuis 10 ans, elle ne fait qu'augmenter. Elle est passée de 65% du PIB à 97,5% du PIB, ce qui est un record. Ces derniers mois, l'État a emprunté plus que d'habitude pour profiter des taux d'intérêt très bas sur les marchés.

Aujourd'hui, la dette publique pèse 31 515 euros par habitant. Chaque année, le seul remboursement des intérêts de la dette est colossal. C'est le deuxième poste du budget de l'État après l'Éducation nationale. Francetv info 30.06

C'est le file à la patte, le boulet de la crise du capitalisme que l'oligarchie financière fait supporter aux Etats pour les contraindre à s'attaquer aux droits ou acquis sociaux des travailleurs qui correspond à la part des profits qui échappent aux prédateurs du marché.

Ce n'est qu'une partie de l'explication, car le fonctionnement du système économique capitaliste est totalement vicié ou corrompu par les pratiques mafieuses qu'ils ont introduites dans l'économie au début des années 70 et qui ont connu un développement fulgurant et incontrôlé depuis les années 90, pour aboutir aux différentes bulles et krachs qui ont eu lieu depuis.

Le service de la dette (auquel on peut ajouter notamment le budget de la défense) est devenu si colossal, qu'il brève le budget de l'Etat des moyens lui permettant d'assurer le financement des services publics ou sociaux.

La dette publique correspond au report ou à la prise en charge, au transfert de la dette des banquiers sur l'Etat, dit autrement au financement de la dette des capitalistes par l'Etat, tandis qu'ils confisquent les profits issus de l'économie productive pour accroître leur pouvoir pas seulement sur le plan économique ou financier, mais sur le plan politique, car cela leur permet à la fois de financer et de tirer profit de la stratégie politique mise en oeuvre par l'oligarchie financière, quand ce ne sont pas les mêmes qui sont aux commandes.

La dette étrangle les Etats otages et complices de l'oligarchie financière, qui doivent impérativement se soumettre à ses diktats, sous peine d'être déstabilisés et de faire l'objet d'un brutal changement de régime orchestré par ses représentants dans chaque pays.

C'est à ce chantage permanent que se plient volontiers tous les partis politiques qui gouvernent depuis plus de 30 ans en France et en Europe et ailleurs dans le monde sous la forme de coup d'Etat, guerres civiles ou génocides. Parmi ces partis ou représentants en France figurent le PS, le MRC, le PRG, les Verts ou EELV, le PCF, Mélenchon, ce que certains appellent encore frauduleusement la gauche ou la gauche de la gauche, qui durant ces décennies étaient soutenus par le PT (POI), la LCR (NPA) et LO.

Il faut être ignorant ou naïf pour croire que cela ne laisserait pas de traces ou que plus personne ne ferait allusion à cette longue période, que ses conséquences désastreuses pour le prolétariat et le mouvement ouvrier ne parviendraient pas jusqu'à nous, alors qu'on n'a cessé de les subir jusqu'à nos jours. C'était sans doute un "bon" calcul à court terme de manoeuvriers

ou bureaucrates, mais un très mauvais à long terme, car les militants ne manqueraient pas de rechercher les causes de la crise que traverse le mouvement ouvrier et plus particulièrement son avant-garde qui en portent la responsabilité pour avoir refusé obstinément de caractériser politiquement le PS et ses satellites ou alliés comme des partis de droite et de rompre avec eux. Rappelons que le PS a été au pouvoir à trois reprises depuis mai 1981 et a géré la société pour le compte des capitalistes, sans que les rapports entre les partis et les partis avec les appareils corrompus des syndicats aient fondamentalement changé, bref, comme si rien ne s'était passé.

La dette mondiale tous acteurs économiques confondus qui s'élève à quelque 200.000 milliards de dollars témoigne de la faillite du système capitaliste, qui non seulement survie à crédit mais a déjà hypothéqué l'avenir et les besoins des générations futures qui seront forcément amenés à croître également, témoigne de l'incapacité de ce système économique à satisfaire les besoins de la population et le condamne à disparaître en même temps que sa dette.

On en est rendu à un point, semble-t-il, où non seulement il est impossible de gérer la société sans abolir cette dette faramineuse (plus de 2.000 milliards d'euros pour la France) et sans s'attaquer simultanément ou immédiatement et en profondeur aux fondements du capitalisme, dans la mesure où il est devenu sous l'effet du régime mafieux qui s'est développé en son sein un obstacle à la dois à tout nouveau développement économique et à tout progrès social. Il faut donc dorénavant envisager de le socialiser dans des proportions telles que l'ensemble de l'économie en soit totalement détachée ou que les pans de l'économie qui continueraient de fonctionner selon le mode de production capitaliste soient marginaux et dépendent entièrement du nouvel Etat ouvrier ou social, socialiste, afin que les conséquences liées à l'existence du marché mondial demeuré capitaliste soient prises en charge par la République sociale pour conserver le pouvoir en attendant que la révolution socialiste se développe dans d'autres pays, au niveau de l'Europe et du monde.

Il ne s'agirait pas de construire le socialisme dans un seul pays puisqu'il a été prouvé que c'était irréalisable, mais de se donner les moyens de tenir le plus longtemps possible dans un contexte férocement hostile à l'échelle mondiale, dans la perspective dans un premier temps des Etats-Unis socialistes d'Europe.

On vient d'observer en Grèce, qu'il n'était même pas imaginable de maintenir les salaires et les retraites au niveau actuel, alors comment envisager sérieusement de répondre aux besoins pressant de l'ensemble des travailleurs sans faire table rase du passé, sans liquider de fond en comble l'Etat et le capitalisme, passer à une société organisées sur des bases sociales radicalement différentes de celles du capitalisme, nécessitant des institutions et des superstructures nouvelles créées, dirigées et contrôlées par les travailleurs eux-mêmes qui détiendraient tout le pouvoir. C'est important de le préciser pour résister face à la réaction mondiale qui aujourd'hui se déchaîne contre la Grèce pour seulement 1,5 milliards d'euro non remboursés au FMI, somme dérisoire au regard de la dette des Etats de l'UE ou des Etats-Unis par exemple, de la capitalisation en bourse d'Apple, 1.000 milliards de dollars ou encore du "trésor de guerre" de l'Emirat islamique, 2.000 milliards de dollars.

Le combat pour l'annulation de la dette illégitime que les capitalistes ont reporté sur les Etats, doit s'inscrire dans une perspective politique beaucoup plus large que la question de savoir dans quelle société nous voulons vivre, englobant la question du pouvoir, de l'Etat. Dans le cas contraire ou si on se contentait de la traiter comme une abstraction sans remettre en cause l'existence du régime capitaliste, on en arriverait forcément à un moment donné à s'aligner sur les besoins des capitalistes et à continuer de la régler au lieu de l'abolir.

En résumé, soit on accepte de prendre en charge la dette des capitalistes qui est le produit du capitalisme en crise, ce qui revient à n'entrevoir aucune issue à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs, soit on s'y refuse en entrevoyant une issue à la crise du capitalisme au-delà du capitalisme en posant les bases sociales d'une société meilleures et plus justes.

Annuler unilatéralement la dette de l'Etat, déclarer qu'elle est frauduleuse et illégitime, refuser de la payer, exiger que les banquiers et les institutions financières qui ont extorqué des centaines de milliards d'euros à l'Etat, donc aux travailleurs, remboursent cette somme sous peine d'être nationalisés sur le champ, ce qu'ils refuseront ou ne pourront pas faire évidemment, figure au programme de la révolution socialisme, c'est le socialisme.

Cela nécessite d'avoir le courage d'affronter la classe dominante au lieu de la craindre ou de passer des compromis honteux avec elle et ses représentants. C'est s'engager résolument dans un processus révolutionnaire consuidant à terme à un changement de régime et de société qu'on a du mal à envisager à l'heure actuelle, ce qui témoigne si besoin était à quel point on avait pu être gangrené soi-même inconsciemment par l'idéologie dominante, parce qu'on avait oublié ou il ne nous était jamais venu à l'esprit que le mode de vie qu'on nous imposait depuis notre naissance était dénué de toute légitimité, pour n'avoir jamais pris conscience que rien ni personne ne pouvait justifier qu'on devrait vivre dans une société profondément injuste basée sur des inégalités aux conséquences insupportables ou dramatiques, en totale contradiction avec l'idée qu'on se faisait de la vie, de la société, qui pourraient être si agréables et sont devenus problématiques et cauchemardesques.

En guise d'épilogue, deux ou trois aspects que nous n'avons pas encore abordés.

Par le biais de comptes truqués et l'intermédiaire de Goldman Sachs ainsi que la complicité de l'UE et des gouvernements qui se

sont succédés, les marchés ont prêté des sommes importantes à la Grèce au-delà de sa capacité à les rembourser au départ à des taux d'intérêts bas, pour ensuite lui imposer des taux usuraires, au point qu'elle ne puisse plus rembourser ses prêts sans devoir s'endetter davantage, à condition de mettre en oeuvre des réformes structurelles toujours plus drastiques au peuple grec imposer par la troïka.

On pourrait dire qu'on a là sous les yeux le scénario qui va se produire à l'échelle européenne et mondiale, lorsque la Fed va décider d'augmenter ses taux directeurs qui serviront de référence à la BCE notamment.

Ce jour-là, tous les pays de l'UE, les plus faibles particulièrement, ceux du "sud", se retrouveront confrontés à la même situation que la Grèce. On peut facilement imaginer la situation sociale et politique qui va en découler simultanément dans tout un ensemble de pays rendant la gestion de l'UE totalement incontrôlable et la situation imprévisible, explosive sur le plan social, précipitant la crise politique des différents régimes. C'est un moyen que l'oligarchie financière a mis au point pour piller les ressources ou richesses d'un pays à son profit.

Un tout autre sujet mais qui est tout de même en rapport avec le précédent.

Aujourd'hui le dollar est très haut, artificiellement nous dit-on, certes, cela a pour conséquence pour les pays ayant emprunté au marché en dollar de devoir rembourser davantage sans que les taux d'intérêt n'aient augmenté. C'est un autre tour de passe-passe de l'oligarchie financière anglo-saxonne pour s'approprier les richesses des pays émergents ou en voie de développement, qui feront défaut pour financer le développement de leurs infrstructures ou qui ne bénéficieront pas à leurs population.

Un pays comme l'Inde qui a emprunté des dizaines de milliards de dollars sur le marché lorsque la parité entre le dollar et la roupie était de 1 à 45 est passé à 1 à 68, il faut donc aujourd'hui trouver ou mobiliser 68 roupies au lieu de 45 pour rembourser 1 dollar, et cela vaut pour la presque totalité des pays en Asie et en Afrique qui sont ainsi rackettés et pillés le plus légalement du monde par les Américains.

A chaque situation, l'oligarchie financière anglo-saxonne adapte les instruments qui vont lui permettre de vampirer les économies du monde entier, tandis que tous les gouvernements rampent devant eux, sauf la Russie, la Chine et quelques Etats de moindre importance dont les échanges demeurent malgré tout soumis à la dictature du dollar.

Quel gouvernement aura le courage de dénoncer cette formidable machination et de rompre avec les Etats-Unis ? Certainement pas le gouvernement grec, ni le gouvernement indien évidemment.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Riyad, pris pour cible des "Scud" d'Ansarallah - french.irib.ir

Dans un communiqué, émis par l'armée yéménite, celle-ci affirme avoir pris pour cible d'un double missile la base aérienne d'Al-Salil, située à Wadi al-Dawassar, au coeur de la région de Riyad. Les médias arabes, dont Sky News et l'agence de presse officielle yéménite, Saba, ont confirmé cette information.

Le général de brigade Charaf Loghman, Porte-parole de l'armée yéménite, a affirmé que les deux engins se sont abattus, avec une très haute précision, sur leur cible. "Il s'agit d'une attaque, qui s'effectue, en représailles aux raids aériens criminels de l'armée saoudienne. dans notre dernier communiqué, nous avons annoncé avoir visé, déjà, les bases aériennes de Khaled Ben Abdel Aziz, à Khamis Machit, attaque qui a coûté la vie à plusieurs commandants saoudiens, américains et israéliens, présents sur la base.

C'est un acte qui se voulait un message : "Cessez de tyraniser le peuple yéménite", mais les saoudiens n'ont pas pris au sérieux notre message", lit-on, dans ce communiqué. "Aujourd'hui, le tir des missiles "Scud" contre la région de Riyad transmet un autre message : "Il est grand temps que les Saoudiens tirent leçon de leurs erreurs, sinon ils seront bien surpris, et nos suprises seront multiples". Sky News prétend que les missiles n'ont infligé aucun dégât à la base aérienne en question, car ils "ont été interceptés". Les médias pro-Riyad refusent, évidemment, de dévoiler le vrai bilan des pertes que l'armée saoudienne subit. french.irib.ir 30.06

Ce communiqué peut exagérer les faits en l'absence de confirmation d'autres sources... La propagande de guerre fait rage des

deux côtés et il faut s'en méfier comme de la peste, elle concerne au moins un ou deux articles sur trois, c'est pour dire, je ne les mets pas en ligne évidemment.

Haut de page

Le 2 juillet 2015

CAUSERIE

Il fait 42°C, il n'y a pas de coupure de courant mais la tension est tombée à 170 volts au lieu de 220, du coup je ne peux pas remplir le réservoir d'eau le moteur tournerait trop lentement et cela me coûterait une fortune en électricité, comme quoi financièrement ma situation est compliquée.

On a ajouté quelques articles.

Apparemment, les portails où l'on s'approvisionne en articles, publient de plus en plus d'articles sans intérêt ou qui font la part belle à la propagande de tel ou tel gouvernement ou leurs auteurs se colportent en VRP de tel ou tel régime, ce qui peut gravement induire en erreur les lecteurs.

Le problème, c'est de trouver le temps de tous les lire avant de les mettre en ligne, et de faire la part des choses entre la qualité des infos qu'ils contiennent et le niveau de la propagande diffusée par leurs auteurs, qui doit être inférieure à l'intérêt que présentent leurs infos, dans le cas contraire il est préférable de ne pas les publier. Trouver la bonne mesure n'est pas le problème car on a acquis une solide expérience en la matière, c'est le temps !

A propos du site.

Environ 3.100 connexions à notre portail en juin, je me base sur le nombre de connexions à la page d'accueil du site en soustrayant mes propres connexions et celles des moteurs de recherche (approximativement). C'est peu, très peu, trop peu.

22.000 téléchargements au format pdf. Je me demande si ce chiffre est fiable, bien qu'au regard du nombre d'articles mis en ligne mensuellement et du nombre de connexions au site, cela se tient, c'est relativement peu aussi.

Quelques connexions à la Réunion, bravo !

Quand de soi-disant trotskystes sèment la terreur, ils servent les intérêts de qui ? La classe dominante.

Quand on vous disait qu'il y avait aussi des psychopathes parmi nous, quoique là je m'avance peut-être un peu, je ne connais pas ces gens-là et je ne pense pas que j'y gagnerais quelque chose à les connaître, ils se présentent comme des trotskystes, c'est à vous dégoûter du trotskysme, question : est-ce intentionnel ? On peut se poser la question en effet, car je suis trotskyste et à ma connaissance on ne se ressemble pas du tout, mais alors pas du tout.

Les États-Unis et les puissances de l'OTAN accélèrent les préparatifs pour une guerre nucléaire - Thomas Gaist - wsws. org - publié par Mondialisation.ca 30.06

Si après cela vous n'êtes pas tétanisé, c'est que vous étiez encore plus cinglé qu'eux sans le savoir ! Leurs articles sont publiés notamment par le portail canadien Mondialisation.ca.

Tsipras vote oui et appelle à voter non.

Tsipras a envoyé une lettre aux créanciers de la Grèce dans laquelle il exprimait son accord avec la totalité des nouvelles contre-réformes qu'ils voulaient imposer au peuple grec et que le gouvernement grec avait rejetées précédemment, en les amendant à la marge, ce qui revient à une capitulation totale face à la troïka. Et pour faire bonne mesure, simultanément Tsipras appelle à voter non au référendum, car dit-il la victoire du non signifierait "une forte pression" pour continuer les négociations, alors qu'il a déjà fait savoir à la troïka qu'il acceptait toutes ses conditions.

Autrement dit, Tsipras a voté oui avant le référendum auquel il appelle à voter non, sachant que dans tous les cas de figure il n'affrontera pas la troïka. Il a appelé à ce référendum suite aux pressions exercées par la gauche de Syriza et par les travailleurs qui refusent catégoriquement de nouveaux sacrifices.

On notera que bien que le gouvernement ait capitulé devant la troïka, celle-ci a refusé de reprendre les négociations avec les autorités grecques, ce qui signifie que la décision de la troïka est idéologique ou politique, elle exige que le gouvernement abdique, cesse de critiquer les mesures d'austérités adoptées par ses prédécesseurs et de relayer certaines revendications sociales des travailleurs grecs, elle n'a jamais digéré la défaite de la Nouvelle Démocratie, le parti de l'ordre officiel.

Extraits de quelques articles de presse.

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a annoncé mercredi 1er juillet à la télévision qu'il était prêt à revenir à la table des négociations, tout en appelant son peuple à voter "non" lors du referendum de dimanche.

L'Eurogroupe s'est aligné sur la position la plus ferme, celle de Berlin, qui refuse toute discussion avant le référendum. Francetv info 01.07

- Grèce : discussions rompues avec la zone euro jusqu'au référendum - Francetv info

Ce mercredi, Alexis Tsipras a maintenu son appel à voter "non" au referendum de dimanche 5 juillet qui porte sur les demandes des créanciers, tout en assurant vouloir négocier avec eux un troisième plan d'aide.

Mais, "il n'y aura pas de troisième plan d'aide à la Grèce, en tout cas avant le référendum de dimanche", explique Pascal Verdeau en citant Angela Merkel. Il indique ensuite que François Hollande est plus nuancé. Le président de la République a appelé à un accord "tout de suite" avant d'emboîter le pas à la chancelière. "Il n'a plus vraiment la main", affirme le journaliste.

De son côté Alexis Tsipras appelle à voter "non" "pour se donner un moyen de pression supplémentaire".

Dans une réunion à huis clos, Jean-Claude Juncker s'est exclamé : "Toute cette énergie pour un désastre, c'est inacceptable. Nous étions presque d'accord sur les chiffres, il manquait 60 millions d'euros."

L'oligarchie financière et les médias à la manoeuvre.

- Grèce: Moody's abaisse la note en raison des "risques" liés au référendum - AFP

L'agence d'évaluation financière Moody's a abaissé mercredi la note de la dette grecque en pointant du doigt le "risque supplémentaire" que le référendum prévu dimanche ferait peser sur les créanciers privés du pays. AFP 01.07

- Les Grecs s'inquiètent à l'approche du referendum - Francetv info

- Les Slovaques en ont assez de payer pour les Grecs - Francetv info

Quand on est animé de mauvaises intentions forcément inavouables, vaut mieux en faire porter la responsabilité à quelqu'un d'autre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Bienvenue en Françafrique.

- La troublante tournée africaine de Hollande... - leparisien.fr

Confronté à la menace terroriste, le chef de l'Etat, attendu ce soir au Bénin, première étape d'une mini-tournée sur le continent noir, est désormais contraint de composer avec certains autocrates africains.

Demain, le chef de l'Etat est ainsi attendu en grande pompe en Angola par le président José Eduardo dos Santos, au pouvoir depuis... 1979. Et, le lendemain, direction Yaoundé, où le président du Cameroun, Paul Biya, règne depuis bientôt trente-trois ans.

« Ces poignées de main sont une erreur et même une faute, car la démocratie et l'alternance, c'est aussi pour les Africains », dénonce l'ex-secrétaire d'Etat franco-togolais Kofi Yamgnane, qui n'a pas oublié les proclamations du candidat Hollande lors de la campagne présidentielle de 2012, notamment celle du 22 janvier. « Présider la République, c'est ne pas inviter les dictateurs en grand appareil à Paris », avait alors lancé le candidat PS au meeting du Bourget. Ce qui n'empêchera pas le Congolais Denis Sassou Nguesso (au pouvoir depuis 1997) de faire coup double le 7 juillet à Paris, où il sera reçu par François Hollande

mais aussi par le Premier ministre, Manuel Valls... Comme si les bonnes intentions du début du quinquennat avaient désormais du plomb dans l'aile.

Mais voilà, comme Nicolas Sarkozy en son temps, Hollande s'est mué en « chef de guerre », l'obligeant à réviser son logiciel africain.

Le sous-sol riche d'hydrocarbures de l'Angola ? « Ce pays a un petit côté Qatar africain, difficile de passer à côté », poursuit le même diplomate. Surtout à un moment où la diplomatie économique fait figure de priorité pour François Hollande, désormais converti à un principe : la realpolitik. leparisien.fr 01.07

Déni de démocratie et corruption. Rien ni personne ne doit résister aux desiderata de l'oligarchie.

Le Conseil de Paris donne son feu vert à la construction de la tour Triangle - AFP

Elle dressera peut-être sa silhouette imposante à la Porte de Versailles début 2020: après l'avoir rejeté en novembre, le Conseil de Paris a finalement approuvé mardi le projet de tour Triangle, grâce au revirement de plusieurs élus de la droite et du centre.

Le projet a réuni 87 voix pour et 74 contre. Deux élus ne se sont pas exprimés.

En novembre, il avait été rejeté de peu à la faveur d'une alliance de circonstance entre l'UMP, le groupe UDI-MoDem et les Verts - les UMP et les UDI s'étant rangés depuis la campagne des municipales à l'avis de Nathalie Kosciusko-Morizet, hostile à un projet de tour "isolé" qu'elle compare volontiers à la mal-aimée tour Montparnasse.

D'autres immeubles de grande hauteur verront le jour à la lisière de Paris, à Clichy-Batignolles (XVIIe), Massena (XIIIe) et Bercy-Charenton (XIIe), a rappelé la maire de Paris Anne Hidalgo.

Porte-parole du groupe UDI-MoDem, Yann Wehrling a dénoncé le "mépris" d'Anne Hidalgo pour le Conseil de Paris "qui a voté contre ce projet, qu'on fait revoter sans réelle raison qui se tienne, et qu'on prend pour une bande d'imbéciles quand on ose nous parler d'un nouveau projet".

Auprès de la presse, Nathalie Kosciusko-Morizet s'est étonnée de la "volte-face" de certains UDI "dans des conditions et pour des motifs qui restent à préciser".

"Les conditions financières qui sont faites (...) sont très favorables (à) Unibail, mais (elles) ne sont pas favorables aux Parisiens, et nous ne sommes pas là pour défendre les intérêts d'un promoteur immobilier", a-t-elle protesté. AFP 30.06

Votre mode de vie doit être soumis aux besoins du marché.

- La tradition du cadeau «Merci maîtresse» est devenue un véritable marché - LeFigaro.fr

- Cahier de vacances : un succès d'édition qui suscite toujours le débat - LeFigaro.fr

- Un parc d'attractions capitaliste à Londres - Francetv info

C'est un étrange parc d'attractions qui fait travailler les enfants. Celui-ci se situe à Londres. À l'entrée de Kidzania c'est une liasse de billets qui est distribuée. Le pays a tout du monde réel. À l'intérieur, les bambins peuvent y exercer une soixantaine de métiers différents, comme médecin urgentiste, journaliste radio ou livreur. Dans cette mini société, certaines entreprises françaises sont présentes.

Les concepteurs assurent faire une mission pédagogique. "On leur enseigne les valeurs de la vraie vie. Il s'agit d'apprendre aux enfants de la prochaine génération que rien ne tombe du ciel", promet Joel Cadbury, directeur général de Kidzania Londres. Francetv info 01.07

Dès le plus jeune âge les enfant doivent adopter un comportement conforme aux exigences du capitalisme, aussi vaut mieux formater leur esprit le plus tôt possible, quelle horreur !

ACTUALITE EN TITRES

Dans la série, un autre monde est possible. Savent-il où nous avons tous envie de les envoyer ?

- François Fillon voudrait bien envoyer Nicolas Sarkozy dans l'espace - Francetv info

Quand un aristocrate se recycle dans le banditisme.

- Descente au manoir: un vicomte mis en examen pour extorsion et blanchiment - AFP

En famille la familiarité est de mise.

Le député européen du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, parle d'un " républicain qui n'avait pas peur" et raconte un souvenir : "Je le croise une fois dans un couloir et je lui dis : 'Dis donc Charles, c'est toi qui ..." Francetv info 01.07

Non, vous ne rêvez pas, Mélenchon était si proche de Pasqua qu'il l'appelait par son prénom et ils se tutoyaient les bougres. François passe-moi le sel s'il te plaît, Manuel peux-tu me passer le poivre, Nicolas veux-tu du pain, adorable, n'est-ce pas ? Non, ne cherchez pas, on ne fait pas partie de leur monde.

Décadence du régime. Dans le registre ils ont un sexe à la place du cerveau.

- Sans contrefaçon, je suis fille et garçon - Liberation.fr

Ce que nous dénonçons, ce ne sont pas les droits auxquels peuvent prétendre les homosexuels ou les transsexuels, entre nous, on s'en tape complètement car on a vraiment autres choses de beaucoup plus importantes à penser ou régler, non, c'est la surmédiatisation dont ils font l'objet dans la cadre de la guerre psychologique que la classe dominante mène contre la classe ouvrière pour l'humilier et la rabaisser du fait de ses préjugés archaiques en la matière qui lui ont été inculqués par ceux qui les dénoncent ou sont instrumentalisés par la classe dominante.

Dans la série à qui le tour. Haro sur les étudiants ! Le sport est une contrainte, l'alcool l'inverse !

- Des étudiants plus portés sur l'alcool que sur le sport, selon la LMDE - L'Express.fr

Dans une société équilibrée, on pourrait préciser mentalement, les hommes et les femmes se livreraient à des activités manuelles et intellectuelles, artistiques, ils seraient bien portants et épanouis, ils respireraient le bien-être et la joie de vivre, tout l'inverse de leur société pourrie. Ils n'auraient pas besoin de faire du sport pour rester physiquement en forme et de se soûler la gueule pour oublier leur condition.

On picole pour ne pas y penser et on fait du sport pour l'oublier, et comme cela revient au même en somme et qu'on n'en voit pas le bout, vaut mieux opter pour l'activité la moins fatigante. C'est une connerie, soit, mais qu'est-ce que ne nous fait pas faire comme conneries leur société de merde, non ?

L'imposture ou l'hypocrisie élevée au rang de méthode de gouvernance.

Comment reporter sur la population la responsabilité des conséquences des actes qu'on a commis et qu'on est incapable d'assumer. Mode d'emploi.

- Le gouvernement défend de nouveaux droits pour les étrangers en France - LeFigaro.fr

- Expulsion, déchéance, gels des avoirs : les moyens légaux contre l'islamisme - LeFigaro.fr

- Les Français disent stop aux migrants - Libération.fr

Dans un sondage réalisé par Viavoice pour Libération, la moitié des Français estime que le pays devrait accueillir moins de migrants. Libération.fr 01.07

- Calais: une étude pointe les risques d'un dispositif humanitaire «trop généreux» - Liberation.fr

Ceux qui nous gouvernent sèment le chaos, la guerre et la désolation dans bon nombre de pays, puis comme ils sont incapables d'en assumer les conséquences, ils les reportent sur la population qui n'y est pour rien et qui refuse tout autant de les assumer puisqu'elle n'en est pas responsable, qui n'en a pas les moyens il faut préciser, ce qui est somme toute logique, en règle générale chacun est prêt à l'admettre volontiers, chacun assume la responsabilité de ses actes et refusent de prendre en

charge celle des autres sous peine de crouler sous un tas de responsabilités impossibles à gérer. Sauf que là l'hypocrisie la plus sordide est de mise.

Elle est orchestrée par la pseudo-gauche et extrême gauche à vomir qui accuse la population de ne pas être à la hauteur de la situation et de manquer d'humanisme, de générosité, de tolérance, alors qu'elle fait elle-même l'objet de l'intolérance, du manque de générosité et d'humanisme de la part de ceux qui ont créé cette situation abominable. On aura compris qu'à défaut d'avoir la volonté et le courage de se donner les moyens d'affronter la classe dominante, elle s'attaque à plus faible qu'elle en s'en prenant aux masses. Après ils s'étonnent que les masses se réfugient dans l'abstention ou refusent de voter pour leurs partis décomposés, à juste titre.

Entre les masses ignorantes et conditionnées par les représentants du régime et ces soi-disant militants de gauche ou d'extrême gauche qui sont censés les représenter pour avoir acquis un niveau de conscience supérieur, en principe ou théoriquement car ce n'est évidemment pas le cas, si on devait accuser quelqu'un de réacs, ce dont bien des militants ne se gènent pas envers les travailleurs qui ne pensent pas comme eux, on adresserait ce compliment à ces derniers de préférence, partant du principe que chacun doit assumer ses responsabilités et qu'il n'existe pas de dérogation, en les renvoyant au principe qu'ils appliquent eux-mêmes aux travailleurs, cela s'appelle retour à l'envoyeur ou le coup du boomerang.

Les dernières mesures liberticides.

- La cigarette désormais interdite dans les aires de jeu - LeFigaro.fr

- Adieu oreillettes, bonjour kit mains libres ! - Francetv info

L'utilisation d'oreillettes au volant devient interdite mercredi 1er juillet. Francetv info 01.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- UE

- L’Europe, transformée en colonie de Washington - french.irib.ir

Les Etats-Unis et leurs alliés ne pouvaient tolérer la création d'une union entre la Russie et l'Europe. Ils ont transformé l'UE en une colonie impuissante de Washington, écrit, mardi 30 juin, le quotidien italien, "Il Giornale". Selon "Il Giornale", les USA et leurs alliés ont créé une confrontation artificielle avec Moscou, et ont, ainsi, transformé l'UE, en une colonie impuissante de Washington, obligeant le Kremlin à se rapprocher d'une Chine de plus en plus puissante. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont poussé les autres pays à imposer des sanctions contre la Russie, à mobiliser les troupes de l'OTAN et à créer une ambiance de guerre froide. «Pourquoi l'ont-ils fait?», s'interroge le quotidien. "Il Giornale" estime que cela n'a pas la moindre relation avec la peur d'une éventuelle attaque russe contre l'Ukraine, la Pologne et les pays Baltes.

En réalité, selon le quotidien, la Russie voulait créer une union économique et politique avec l'Europe, lui livrant ses ressources naturelles, en échange de technologies permettant de développer les pays d'Asie centrale, qui avaient fait part de l'Union soviétique. Ces pays sont, également, riches en pétrole et en gaz, tandis que leur population est, en majorité, islamique. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne pouvaient pas se permettre une telle évolution des événements, car «les pays islamiques et le pétrole, c'est leur affaire, et ils ne tolèrent aucune concurrence», assure "Il Giornale". «Les Anglais, les Américains et leurs alliés arabes se considèrent comme les maîtres du monde», souligne le quotidien.

La Russie est obligée de conclure des accords avec la Chine, qui monte en puissance, tous les jours. Quant à l'Europe, elle se retrouve sans gouvernement, sans armée et sans possibilité de prendre ses décisions propres. «Elle s'est transformée en une colonie acariâtre, remplie de migrants islamiques, et qui risque de devenir, bientôt, non plus, un allié, mais un fardeau, comme on le voit avec l'Italie et la Grèce», conclut le journal. french.irib.ir 30.06

2- Syrie

- Syrie : La Ligue arabe change de cap - french.irib.ir

La Ligue arabe fait volte-face vis-à-vis de la Syrie: son secrétaire général a annoncé, devant la presse, que le gouvernement syrien membre de la Ligue. Nabil al-Arabi, Le Secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi s'est déclaré prêt à rencontrer

les autorités syriennes.

« Le dossier de la crise syrienne fait la priorité de la rencontre avec Serguei Lavrov », a réaffirmé, Nabil al-Arabi, au moment de quitter le siège de la Ligue arabe au Caire, à destination de Moscou pour participer à la réunion du comité des Nations Unies sur les droits des Palestiniens, selon le site Cham Times.

Le secrétaire général de la Ligue Arabe a annoncé qu'il était prêt à rencontrer à tout moment le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem. french.irib.ir 01.07

3- Arabie saoudite

- Arabie : l'aéroport de Najran tombe - french.irib.ir

Les forces du mouvement des "Libérateurs de Najran" ont repris ce mercredi le contrôle de l'aéroport de cette province dont ils exigent l'indépendance. des centaines d'effectifs du mouvement indépendentiste ont pris d'assaut l'aéroport situé dans le sud de l'Arabie et ont réussi à s'en emparer au terme de très violents combats avec les militaires du régime des Al e Saoud qui ont choisi de se retirer.

Une trentaine de soldats saoudiens ont été tués et blessés, affirment des sources locales. le mouvement a aussi annoncé le crash d'un hélicoptère de l'armée saoudienne. Les " Libérateurs de Najran" avaient promis de prendre le contrôle de l'aéroport de cette province annexée par l'Arabie saoudite. Le groupe a proclamé son existence il y a plus de deux semaines et il jouit du soutien des tribus de Najran qui accusent Riyad d'avoir transgressé tous les accords passés . french.irib.ir 01.07

ECONOMIE

Russie

- La Russie coupe ses livraisons de gaz à l'Ukraine - AFP

La Russie a confirmé mercredi avoir cessé ses livraisons de gaz à l'Ukraine au lendemain de l'échec de leurs négociations, nouvelle étape dans la guerre énergétique que se livrent les deux pays au risque d'inquiéter l'Union européenne.

Cette décision acte l'échec de la réunion tripartite entre Russes, Ukrainiens et Européens qui s'est close mardi soir à Vienne sans accord entre Moscou et Kiev sur les prix du gaz russe et au terme de laquelle la compagnie publique ukrainienne Naftogaz a annoncé la suspension de tous ses achats de gaz à la Russie.

"A partir de 10 heures du matin le 1er juillet, les livraisons de gaz à l'Ukraine ont cessé", a confirmé mercredi Gazprom, rappelant qu'elle ne fournirait Kiev que sur la base d'un paiement de ses livraisons à l'avance.

Le PDG du géant russe, Alexeï Miller, a en outre annoncé dans un communiqué que le mécanisme de tarification pour l'Ukraine ne serait pas modifié avant fin 2019, date d'expiration du contrat actuel.

Ce désaccord ne devrait toutefois pas sérieusement affecter l'approvisionnement des pays européens, dont près de 15% de la consommation de gaz passe par le territoire ukrainien, Naftogaz ayant promis de continuer à assurer le transit vers l'UE.

"Les livraisons de gaz pour les besoins de l'Ukraine, c'est un accord. Le transit du gaz vers l'Europe, c'en est un autre. La situation actuelle n'affectera aucunement le transit vers l'Europe", a confirmé à l'AFP un porte-parole de l'opérateur ukrainien Ukrtransgaz.

Gazprom et Naftogaz sont engagés depuis plusieurs années dans un bras de fer énergétique sur le prix du gaz russe livré à l'Ukraine, un différent aggravé depuis l'arrivée d'un gouvernement pro-occidental à Kiev début 2014 et par le conflit dans l'Est du pays.

Alors que Moscou avait accordé aux autorités prorusses déchues des réductions sur le prix du gaz, elle les a annulées auprès du nouveau gouvernement, provoquant de fait une forte augmentation des tarifs dont l'Ukraine a refusé de s'acquitter.

Lors des négociations à Vienne, la Russie a proposé de maintenir son tarif pour l'Ukraine à 247,18 dollars pour 1.000 m3 de gaz jusqu'à fin septembre, soit un rabais estimé à 40 dollars par rapport au prix que Moscou pouvait appliquer en fonction d'accords antérieurs.

Selon le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, qui a déploré une décision "malheureuse" des autorités ukrainiennes, Kiev a refusé la proposition russe, exigeant un rabais de 86 dollars.

"Nous sommes surpris par les annonces de nos collègues ukrainiens, qui s'attendaient à un gros rabais", a déclaré M. Novak peu après la fin des pourparlers. "Ces décisions ne peuvent être, à mon sens, que politiques. Il n'y a aucune (motivation) économique derrière elles", a-t-il ajouté.

Bruxelles souhaitait que les négociations aboutissent à un accord "qui couvre au moins la période de l'hiver, jusqu'à fin mars", révèle une source européenne. Un tel "paquet hiver" avait déjà été conclu en octobre 2014 via une médiation européenne, alors que, faute de paiement, Moscou venait de couper provisoirement la livraison de gaz à Kiev. Cet accord portant sur les années 2014 et 2015 avait été temporairement prorogé en mars, pour expirer le 30 juin.

Selon M. Novak, l'Ukraine a besoin de 19 milliards de m3 de gaz pour la saison automne-hiver mais ne dispose que de 12,5 milliards de m3 de réserves.

"Il y a des risques de prélèvement de gaz depuis les tuyaux de transit qui fournissent les clients européens", a-t-il prévenu, en référence aux précédentes "guerres du gaz" en 2006 et 2009, lorsque la Russie avait accusé l'Ukraine de siphonner les gazoducs traversant son territoire au détriment des Européens.

L'Ukraine, qui reste massivement dépendante de son grand voisin pour son approvisionnement énergétique, compte pour sa part de plus en plus sur des livraisons de gaz fourni via l'Europe centrale et provenant notamment de Norvège.

Un responsable de Naftogaz a affirmé mercredi que le pays serait capable de s'approvisionner en gaz européen à hauteur de 50 à 60 millions de m3 par jour, soit suffisamment pour la prochaine saison. Les analystes de la banque VTB Capital estiment toutefois qu'il est "peu probable" que ce gaz soit moins cher que le gaz russe.

Gazprom estime en outre que ces livraisons sont souvent illégales parce qu'elles peuvent porter sur du gaz venant initialement de Russie, qui est ensuite revendu à l'Ukraine par d'autres pays européens.

"L'Ukraine va augmenter ses achats de gaz en Europe et devrait être relativement tranquille pour un moment. Mais lorsque viendra l'hiver, se passer du gaz russe sera très problématique", prédit l'expert ukrainien Vladimir Saprykine. AFP 01.07

Haut de page

Le 3 juillet 2015

CAUSERIE

La causerie de juin est disponible au format pdf (Adobe Reader), 228 pages, soit un peu plus de 7,5 pages par jour d'infos et d'analyses.

Il se peut qu'on réduise la cadence en juillet et août pour que je puisse enfin terminer mes travaux.

A cause de la chaleur et de la baisse de tension, le compresseur de mon réfrigérateur ne fonctionne pas normalement, il a complètement dégivré hier alors qu'il faisait 42°C. J'avais un petit frigidaire en appoint qui pouvait fonctionner sous une basse tension, aux alentours de 165 volts au lieu de 220, parce qu'il ne comportait pas de congélateur, mais je l'ai donné avant-hier à la fille de Selvi ! J'étais plutôt gêné avec la chaleur qu'il faisait de posséder deux réfrigérateurs dont un dont je ne me servais pas, alors qu'elle n'en avait pas avec ses enfants, pour un peu il va falloir que j'en rachète un autre alors que je n'ai pas de fric. D'où mon appel pressant à la générosité de mes lecteurs, ce n'est franchement pas un luxe un frigidaire.

Et sur les coups de 5 heures ce matin, j'ai dû mettre en route le moteur qui m'alimente en eau pour remplir le réservoire de 2.000 litres qui était presque vide. J'ai réussi à le remplir en une heure et depuis ils ont coupé le courant. Chaque jour c'est le casse-tête. Je pourrais le résoudre en faisant changer le compteur électrique et en ajoutant deux phases, deux alimentations supplémentaires indépendantes en 220 volts, mais pour cela il faut payer en plus l'installation d'un poteau électrique, soit au total 30.000 roupies (380 euros environ), mais là encore je n'ai pas ce fric.

Actualiser le site quotidiennement et analyser la stuation ou réfléchir sérieusement à un tas de questions, c'est possible à condition de ne pas avoir l'esprit occupé à penser à tous un tas de problèmes domestiques. S'il vous plaît, faites-moi savoir s'il existerait

un portail ou blog comparable aux nôtres.

Dossier grec

L'affrontement entre la troïka et le peuple grec a pris la tournure d'un soutien à l'euro et à l'UE de la part des syndicats et des pseudo-partis de gauche et d'extrême gauche en France, tandis qu'en Grèce Syriza se fissure et est au bord de l'explosion, pendant que les staliniens du KKE appellent à mettre un bulletin nul dans l'urne dimanche lors du référendum ce qui revient à favoriser la victoire du oui.

Nous savons qu'il n'y a rien de tel qu'une proposition, un appel ou un soutien ambigu ou comportant des contradictions pour faire douter ou diviser ceux à qui il s'adresse, car il manifeste l'indécision, le manque de cohérence ou le peu de sérieux de leurs auteurs prêts à capituler à la première occasion, alors que le mot d'ordre de retrait, rejet, abolition ou abrogation pur et simple d'un texte, d'une loi ou d'une mesure présente l'avantage d'être clair, rassembleur et mobilisateur, car il se situe exclusivement sur le terrain de classe des travailleurs au lieu d'y associer celui de leur ennemi, le personnel de l'AP-HP avec ses organisations vient d'en faire la démonstration.

La première attitude caractérise la collaboration de classe. A ce titre Alexis Tsipras a frappé très fort en annonçant par exemple qu'il acceptait le report de l'âge du départ à la retraite de 65 à 67 ans comme le réclamait la troïka, en reportant le décret d'application en octobre prochain au lieu d'adopter cette mesure immédiatement, concession insignifiante que lui a refusé la troïka, qui exige par principe que Tsipras prenne en charge les besoins de l'oligarchie financière ou s'en fasse le porte-parole, au lieu d'apparaître comme celui des travailleurs même de manière très limitée ou symbolique, partant du principe que conformément à la hiérachie des pouvoirs en place, les représentants de l'oligarchie financière disposent du pouvoir discrétionnaire de décider quelle politique doit appliquer impérativement le gouvernement grec, en fait tous les gouvernements corrompus de l'UE.

En résumé, dès lors qu'un gouvernement accepte de se placer sous la coupe des institutions supranationales de la troïka qui entendent lui dicter leur politique, il en devient l'agent et ne peut pas incarner les besoins des travailleurs puisqu'ils sont incompatibles avec ceux de l'oligarchie financière que représente la troïka.

Tous les forces de la réactions ainsi que leurs agents dans le mouvement ouvrier se mobilisent pour faire triompher le oui au référendum de dimanche prochain en Grèce, défendre l'euro et l'UE qui incarne la dictature du capital, allant même jusqu'à expliquer que la victoire du non ne signifierait pas forcément la sortie de la Grèce de la zone euro, encore moins de l'UE, comptant sur le gouvernement pour contourner cet obstacle ou piétiner les résultats de ce scrutin, après n'avoir pas cessé depuis le mois de janvier de renier les uns après les autres les engagements qu'avait pris Syriza envers ses électeurs, au point de convaincre de nombreux dirigeants européens tel que Sapin hier (ainsi que les marchés), que ce référendum n'était finalement pas une si mauvaise initiative, puisque quel que soit le résultat dimanche soir, ils savent qu'il se retournera contre le gouvernement grec et Syriza pour être incapables de rompre avec l'euro et l'UE ou qu'à terme ils en sortiront laminés, s'il n'entraîne pas la chute du gouvernement précipitant des élections anticipées.

Si le oui l'emportait, le gouvernement grec se transformerait ouvertement en porte-parole de la troïka, et si c'était le non qui était majoritaire, il n'aurait pas d'autre choix que d'adopter la même attitude moyennant des manoeuvres maladroites et autres tours de passe-passe sémantiques pour faire croire le contraire aux travailleurs qui ne seraient pas dupes, à l'arrivée ce serait comme si les élections législatives de janvier dernier n'avait jamais eu lieu ou la même politique antisociale en pire continuerait d'être imposée aux travailleurs grecs.

Cette expérience prouve qu'il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs sans rompre avec les institutions nationales, européennes et internationales du capital, qu'il n'existe pas d'autres alternatives, dit autrement, soit s'accommoder du capitalisme en crise et ses institutions et en accepter toutes les conséquences désastreuses pour les travailleurs et l'ensemble de la population, soit faire table rase du passer et envisager un autre modèle de société ou passer au socialisme.

Un dernier mot.

On lira plus loin qu'hier le ministre de la Défense, Panos Kammenos, a tenu en présence de Tsipras lors d'une conférence de presse commune à rassurer les forces armées grecques sur leur avenir ou ses effectifs en affirmant défendre leurs intérêts contre la troïka, message qui pourrait signifier que les militaires commenceraient à s'agiter ou pourraient jouer un plus grand rôle dans les jours ou les mois à venir en Grèce, sans que pour le moment on en ait eu confirmation, mais cela paraît plausible au regard du passé. En tout cas, c'est la première fois à notre connaissance que l'armée est nominativement citée lors d'une déclaration d'un membre du gouvernement, ce qui nous fait dire qu'il n'y a pas de fumée sans feu et qu'il couve peut-être dans les casernes, reste à savoir dans quelle direction, à l'heure qu'il est nous n'en savons rien.

Le rejet de l'austérité et le maintien dans la zone euro sont inconciliables sans pour autant rompre avec l'UE.

- Kouvelakis: "L'Europe a déclaré la guerre à la Grèce" - nouvelobs.com

Pour Stathis Kouvelakis, membre du comité central de Syriza, le déroulement de la crise grecque "signe la fin d'une certaine idée de l'Europe", dont il dénonce le caractère "antidémocratique".

La Grèce doit-elle ou non accepter les propositions de l'Union européenne sur la restructuration de sa dette ? Les Grecs se prononceront par référendum ce dimanche 5 mai.

Le Premier ministre Alexis Tsipras appelle les citoyens à voter "non", dans le but de maintenir la pression et d'obtenir un meilleur accord avec les créanciers.

Pour Stathis Kouvelakis, membre du comité central de Syriza et professeur de philosophie politique au King's College de Londres, ce référendum n'est pas un coup de poker mais "un acte politique courageux". Il dénonce les chantages de l'Eurogroupe. Entretien.

Pourquoi le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a-t-il décidé un référendum ?

- Alors qu'il avait signé de sa propre main les dernières propositions présentées aux institutions européennes, celles-ci ont voulu le soumettre à un exercice d'humiliation en lui demandant d'aller encore plus loin, au-delà de ce qui était politiquement gérable par lui : il était devenu clair que son propre parti, sa majorité parlementaire et une partie croissante de la société n'étaient pas prêts à faire davantage de concessions.

Comment en est-on arrivé là ?

– Il n'y a pas eu de négociations. Le terme est inadéquat pour décrire ce qui s'est passé. Les institutions européennes ont gardé la même ligne depuis le début : imposer à Tsipras un plan d'austérité, le forcer à rester dans un cadre identique à celui de ses prédécesseurs et montrer ainsi que les élections en Europe, a fortiori quand c'est un parti de gauche radicale anti-austérité qui gagne, ne changent rien aux politiques qui sont suivies.

Ce qu'on appelle des négociations n'a été qu'un piège mortel qui s'est refermé sur Tsipras. Son erreur, c'est de ne pas l'avoir compris à temps. Il pensait qu'en poussant les discussions le plus loin possible les Européens finiraient par se résoudre au compromis plutôt que de prendre le risque d'une rupture. Mais ils n'ont rien cédé, alors même que lui a perdu beaucoup : il a fait d'énormes concessions, l'opinion publique s'est habituée à l'idée qu'un accord était possible, les caisses publiques sont vides.

N'a-t-il pas aussi fait l'erreur de croire qu'il pouvait obtenir moins d'austérité tout en restant dans l'euro ?

– Je fais partie de la tendance, au sein de Syriza, qui pense depuis le début que vouloir concilier le rejet de l'austérité et le maintien dans la zone euro est contradictoire. Or on a vu, dès que la Banque centrale européenne a décidé en février de couper le principal moyen de financement des banques grecques, que ce n'était pas possible. L'arme monétaire a servi de moyen de pression sur la Grèce afin de la forcer à renoncer à sa politique anti-austérité.

Le dernier épisode de ce chantage, c'est lorsque l'Eurogroupe, en refusant de prolonger le programme actuel, a contraint Tsipras à fermer les banques cette semaine. Le but est politique : en prenant les Grecs en otage et en créant une situation de panique, notamment dans les classes moyennes et aisées, il s'agit soit de forcer le gouvernement à ne pas aller jusqu'au référendum, soit de dicter les conditions de son déroulement et de favoriser le camp du oui. L'Europe a déclaré la guerre à la Grèce.

La société grecque semble très divisée…

– Oui, deux tendances s'affrontent. Le camp du non s'appuie sur une partie de la population très affectée par l'austérité, qui perçoit les exigences de la troïka comme une volonté d'humilier la Grèce. Mais le camp du oui, renforcé par la peur que suscite la fermeture des banques, est aussi en train de se structurer. Nul doute que ce référendum est un acte politique courageux. Les décisions importantes sont toujours risquées. On avait fini par oublier au fil du temps que la politique s'est rapetissée en Europe.

"La fin d'une illusion sur l'Europe"

Quels sont les scénarios possibles à l'issue du référendum ?

– Une victoire du oui serait une défaite majeure pour Tsipras et le contraindrait sans doute à organiser de nouvelles élections. Mais une victoire du non renforcerait sa détermination face aux institutions européennes en lui donnant un mandat différent de celui du 25 janvier : il s'agirait désormais de rompre avec l'austérité, quelles qu'en soient les conséquences – y compris si cela signifie sortir du cadre européen. Lorsqu'il a annoncé la tenue du référendum, c'était la première fois que le mot "euro" ne figurait pas dans son discours. Ce n'est pas un hasard.

Est-ce l'acte de décès de l'Europe ?

– Tout le déroulement de la crise grecque signe la fin d'une certaine idée, ou plutôt d'une illusion entretenue au sujet de l'Europe. Son caractère antidémocratique qui ne respecte que la loi du plus fort, son néolibéralisme qui méprise tout contrôle démocratique sont perceptibles par tous désormais. Tous ont pu se rendre compte que, même si Syriza n'a cherché qu'une rupture partielle avec les politiques d'austérité, une rupture modérée, pragmatique, et sans remettre en question les fondamentaux du cadre européen, l'affrontement a été ultraviolent. Simplement parce que ce gouvernement n'était pas prêt à capituler face au diktat néolibéral.

Même si l'Europe parvient à vaincre la résistance des Grecs, elle paiera, je crois, un prix très lourd pour son attitude. Car la Grèce n'est que la pointe avancée de la crise européenne : le projet communautaire est de moins en moins soutenu par les opinions publiques. nouvelobs.com 02.07

Les rats quitent le navire institutionnel en perdition.

- Quatre élus grecs se désolidarisent de la coalition au pouvoir - Reuters

Le référendum prévu dimanche sur l'accord de sauvetage de la Grèce "réformes contre argent frais" a entraîné les premières fissures dans la coalition qui soutient le gouvernement du Premier ministre grec Alexis Tsipras.

Quatre députés du parti des Grecs indépendants (droite souverainiste) dont Syriza, le parti de la gauche radicale du Premier ministre, a besoin des voix pour gouverner, ont fait défection en 24 heures en demandant de voter "oui".

"Bien que ces mesures soient douloureuses - je ne sais même pas si les Grecs pourront les supporter - un 'non' débouchera sur la (réintroduction de) la drachme, ce qui signifierait la destruction immédiate du pays, chose à laquelle je ne peux pas consentir", a déclaré Costas Damavolitis à la télévision grecque.

Un autre dissident, Vassilis Kokkalis a déclaré pour sa part qu'il n'avait pas été élu pour fermer les banques et a appelé à l'annulation du référendum. Son collègue Dimitris Kammenos a déclaré que le rôle de la Grèce en Europe n'était "pas négociable".

Ces défections ne sont pas suffisantes pour mettre en danger le gouvernement à trois jours d'une consultation qui pourrait décider de l'avenir du pays au sein de la zone euro.

Mais Alexis Tsipras et le chef des Grecs indépendants, Panos Kammenos, ont fait en sorte de ressouder la coalition, qui ne tient depuis le début que par un refus partagé de l'austérité imposée par les créanciers étrangers.

Costas Damavolitis a été exclu de son groupe parlementaire et a ensuite renoncé à son siège.

Puis Alexis Tsipras et Panos Kammenos, qui est également ministre de la Défense, ont fait une démonstration d'unité lors d'une conférence de presse commune lors de laquelle Tsipras a réaffirmé qu'il serait ferme contre toute tentative de ses créanciers de réduire les forces armées grecques. Reuters 02.07

Résultats tronqués d'un sondage en faveur du oui

- Un premier sondage donne le "oui" vainqueur au référendum grec - Le Huffington Post

- Un sondage donne le «Oui» vainqueur au référendum grec... seul problème, il n'est pas fiable - Slate.fr

47,1% en faveur du «Oui» contre 43,2% de «Non» au référendum grec selon un sondage de l'institut GPO, forcément ça ne pouvait que faire parler. Seulement voilà, non seulement cette enquête d'opinion n'était pas destinée à la publication pour le moment mais en plus il y avait de bonnes raisons à cela, explique-t-on chez GPO:

«C'est à l'insu de GPO, et sans le concours de l'entreprise, que certains résultats, fragmentaires, concernant les intentions de vote au référendum du 5 juillet de son départements de recherches ont été rendus publics dans les médias.»

«Fragmentaires», un mot qui, ici, ne peut signifier qu'une chose: ce sondage réalisé auprès de 1.000 personnes est inutilisable et ses résultats non fiables. Un détail qui ne l'a pas empêché de se retrouver relayé sur Internet.

S'il s'agissait, pour certains, en publiant ces chiffres de montrer une progression du «Oui» à la question de savoir si la Grèce doit

ou non adopter le plan d'aide de ses créanciers, l'initiative est d'autant plus déplorable que ce n'est pas la première fois qu'un sondage donne le «Nai» («Oui») vainqueur. A vrai dire, le «Oui» et le «Non» se piquent la tête dans les études d'opinion depuis qu'Alexis Tsipras a annoncé sa volonté de consulter celle du peuple.

Le Telegraph rappelle que les deux premiers sondages donnaient le «Non» gagnant (57% le 27 juin, 54% le 28) avant que la tendance ne se mette à vaciller à compter de l'entrée en vigueur du contrôle des capitaux: ainsi le 29 juin, la réponse positive était largement en tête avec 57%, soit une avance plus importante que dans le vrai-faux sondage du 2 juillet. Le «Non» l'emportait pourtant à nouveau dans l'enquête suivante. Slate.fr 02.07

Les médias aux ordres de la troïka inquiets.

- Les interrogations de la presse européenne sur le référendum grec - Liberation.fr

La date fatidique de la consultation se rapproche et les médias se font de plus en plus anxieux concernant les conséquences d'une victoire du «non». Liberation.fr 02.07

Manifestations en Grèce.

- Grèce : «Nous voulons l'Europe des peuples, pas l'Europe des banquiers» - 20minutes.fr

Des milliers de soutiens du parti communiste (KKE), 6 000 selon la police, ont manifesté dans le centre d'Athènes jeudi soir, le parti appelant à s'opposer au gouvernement en votant nul au référendum de dimanche. Le secrétaire général du parti communiste grec, Dimitris Koutsoumbas, dont les partisans agitaient des drapeaux rouges place Syntagma, devant le Parlement, a déclaré qu'il distribuerait des bulletins non officiels à glisser dans l'enveloppe dimanche à ses partisans, ne souhaitant se positionner ni en faveur du gouvernement, ni en faveur de l'Europe.

Par ailleurs, quelque 1 200 des militants de la gauche anti-parlementaire se sont retrouvés devant l'université. Vers 21 heures, des centaines de manifestants anti-européens, dont de nombreux jeunes, ont marché sur une avenue proche du Parlement.

Dans un autre quartier de la capitale, environ un millier de personnes ont répondu à l'appel de l'ancien Premier ministre socialiste (Pasok) Georges Papandréou, à la tête d'un nouveau parti rival du Pasok et qui appelle à voter oui au référendum.
A Thessalonique, dans le nord du pays, les partisans du oui, mené par le maire Yannis Boutaris, étaient environ 4 000, selon la police. 20minutes.fr et AFP 02.07

Manifestations en France

- Paris: Des milliers de personnes manifestent leur «solidarité» avec le peuple grec - 20minutes.fr

« Avec les Grecs, unis contre l'austérité. Refusons les diktats de la finance », proclamait la banderole en tête de cortège. Jeudi soir, entre 2.800 et 3.000 personnes, selon les estimations de la police, ont défilé à Paris pour manifester leur « solidarité » avec le peuple grec. Quatre syndicats - CGT, FO, FSU, Solidaires – avaient appelé à ce rassemblement.

« Mettre la Grèce en banqueroute peut être une très sévère punition infligée aux Grecs, mais c'est aussi une catastrophe pour la zone euro et pour la planète financière », a-t-il ajouté. « Personne n'arrive à comprendre pourquoi, pour 1,5 milliard d'euros, on va déclencher une catastrophe financière de cette ampleur ».

Derrière une banderole commune des quatre syndicats organisateurs, proclamant « soutien au peuple grec, non à l'austérité », ont défilé les numéros un de FO et de la CGT, Jean-Claude Mailly et Philippe Martinez.

Ce dernier a expliqué vouloir « que les choix que font un peuple » pour « une autre politique », soient « respectés ».

« Ca fait cinq ans que les Grecs supportent une cure d'austérité sévère », a souligné Jean-Claude Mailly. « Les Grecs ne veulent pas sortir de l'euro, mais ils veulent sortir de l'austérité. Il y a des solutions qui peuvent être trouvées », mais « il faut sortir des schémas libéraux, voire néo-libéraux, en vigueur actuellement au niveau européen ».

D'autres manifestations similaires se déroulaient au même moment en France, comme à Toulouse où 300 personnes étaient rassemblées. 20minutes.fr 02.07

En complément.

- Bayrou: un non au référendum grec enclencherait "la sortie de la Grèce de l'euro" - AFP

- Bartolone qualifie de "faute" le refus allemand de négocier avec les Grecs avant le référendum - AFP

- Hollande: si le non l'emporte en Grèce, "on rentre dans une forme d'inconnu" - AFP

- "Si c'est le oui, la négociation peut très facilement s'engager. Si c'est le non, on rentre dans une forme d'inconnu. C'est aux Grecs de répondre", a déclaré M. Hollande, répondant à une question lors d'une conférence de presse au Bénin, dans le cadre d'une tournée africaine.

- "Hier (mercredi), il y avait l'espoir d'un accord" qui puisse faire "tomber le référendum", a fait valoir M. Hollande. Mais "dans le même temps", le Premier ministre grec Alexis Tsipras a "réaffirmé" son appel à voter non au référendum de dimanche.

- "Les ministres des Finances ont conclu qu'il fallait attendre le référendum" pour en tirer "les conséquences", a expliqué M. Hollande. AFP 02.07

Au passage Hollande n'est qu'une marionnette activée depuis Bruxelles et Washington qui a moins de pouvoir que son ministre des Finances, autant dire aucun.

Les barbares sont aussi faibles et lâches que leurs parrains.

- Le Captagon, une drogue au service du jihad - liberation.fr

Des groupes terroristes comme l'Etat islamique ou Al-Nusra utilisent cette substance pour inhiber la peur de leurs combattants.

Le 28 juin, Seifeddine Rezgui ouvre le feu sur la plage d'un hôtel touristique de Sousse, en Tunisie. Il fait 38 morts et une trentaine de blessés, avant d'être abattu par un policier.

D'après une source citée par le Daily Mail, l'autopsie prouve que le jeune homme était alors sous l'emprise de drogue, «identique à celle que l'Etat islamique (EI) donne aux personnes faisant des attaques terroristes». Le groupe terroriste produit et utilise en effet le Captagon pour rendre les combattants le plus opérationnel possible au moment des combats.

Faire disparaître la crainte et la fatigue, tels sont les deux effets principaux du Captagon. Le psychiatre Ramzi Haddad indique à Reuters que cela crée «une sorte d'euphorie» : «Vous ne dormez pas, vous ne mangez pas, vous avez de l'énergie.» Des effets qui s'expliquent par les substances qui composent cette drogue.

Le Captagon est produit à partir de la fénéthylline, une molécule amphétaminique, parfois mixée avec de la caféine. Cette combinaison stimule la dopamine et améliore la concentration de l'individu, selon le psychiatre libanais Elie Chédid, interrogé par L'Orient-Le Jour. C'est d'ailleurs en raison de ces vertus que le Captagon a été un temps utilisé comme médicament, notamment pour traiter la narcolepsie et l'hyperactivité, avant d'être considéré comme substance addictive et interdit dans plusieurs pays dès les années 1980.

Depuis 2011, la fabrication du Captagon au Liban, jusque-là principal producteur, se serait largement délocalisée vers la Syrie. La majeure partie des pilules est désormais élaborée dans ce pays, selon un responsable de l'unité de contrôle des drogues libanais interrogé par Reuters. Celles-ci sont ensuite transportées par bateau ou voiture de la Syrie vers le Liban et la Jordanie. liberation.fr 02.07

Pour un peu les tribunaux de leurs commanditaires pourraient les juger irresponsables de leurs actes monstreux, pourquoi pas ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Arabie saoudite

- Nouvelle attaque balistique contre une base saoudienne - french.irib.ir

Dans un communiqué l'armée yéménite fait etat d'une nouvelle attaque aux missiles contre la base militaire de al Mossareha à al Najm al Saqeb à Jizan. Selon al Mayadeen, un certain nombre de soldats saoudiens ont été tués et blessés.

Hier soir, l'armée saoudienne a confirmé la mort du général Mohamad Ben Ali Al Malid, un des effectifs de l'armée terrestre au cours d'une attaque aux missiles contre une base militaire. Les yéménites ont affirmé vouloir poursuivre leurs tirs de missiles jusqu'à ce que les raids saoudiens cessent. french.irib.ir 01.07

Haut de page

Le 5 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry, 15h30.

On a actualisé la rubrique Articles d'actualité. Je ferme l'ordinateur, les nouveaux articles seront mis en ligne demain matin, il fait 40° C dans mon bureau, je n'en peux plus ! Peut-être un mot ce soir.

Pondichéry, 14h30. Un second complément à la causerie de ce matin.

Il est impossible de rompre avec l'euro sans rompre avec l'UE et il est impossible de romrpe avec l'UE sans rompre avec le capital.

Question : Qui y est prêt ?

Enfumage, imposture, opportunisme, la liste des articles mis en ligne ou sur le point de l'être, dont les auteurs ont voulu nous faire croire que le gouvernement grec était au côté des travailleurs ou que la sortie de l'euro ou de l'UE était impossible.

Cette liste est non exhaustive, pour établir celle des articles relativement convables, procédez par soustraction, ils se comptent sur les doigts d'une main.

Les articles ayant alimenté les illusions dans Syriza ou le gouvernement grec et servant les intérêts de la troïka :

- Tsipras : Leur plan était de mettre fin à l'espoir d'une autre politique en Europe
- La tactique de Tsipras pour résister aux pressions de la mafia financière
- La vraie question posée au référendum grec est la sortie de l'euro
- Le courage d'Achille, la ruse d'Ulysse
- Grèce, l'heure de vérité (Jacques Sapir)
- Grèce : Le jour d'après…(Anastase Adonis)
- La Troïka tente d'asphyxier la Grèce quoi qu'il en coûte (Ariel Noyola Rodríguez)
- La Grèce est-elle sur le point d'abandonner l'euro ? (Ariel Noyola Rodríguez)
- La tactique de Tsipras pour résister aux pressions de la mafia financière (System failure)
- Que notre non résonne dans toute l'Europe (Alkis Antoniasdis)
- Syriza donne une leçon magistrale de démocratie au monde
- Référendum pour une éventuelle sortie de la Grèce de l'Eurozone
- De nouveau, la Grèce peut sauver l'Occident
- Que l'étincelle grecque embrase toute l'Europe !
- Alexis Tsipras : « La liberté demande de la vertu et de l'audace »
- Le pays de la démocratie
- 25 vérités d'Alexis Tsipras sur le chantage du lobby financier international (Salim Lamrani)
- Après l'effondrement des pourparlers sur la dette, l'UE menace de pousser la Grèce à la faillite (Alex Lantier - WSWS)
- Les pourparlers de crise sur les menaces de l'UE contre la Grèce s'effondrent (Alex Lantier - WSWS)
- Grèce : petit guide contre les bobards médiatiques (Collectif pour un audit citoyen)

Vous pouvez noter dans un fichier le nom des auteurs de ces articles ou celui de leur organisation ou parti. Certains de ces articles n'ont pas encore été mise en ligne ou ne le seront pas. J'ai aussi zappé certaines déclarations de Tsipras à qui on n'a pas à servir la soupe.

Au passage, honte aux soi-disant partis ouvriers qui n'ont pas communiqué ces informations et/ou analyses à leurs militants et

aux travailleurs. Vous avez le droit de vous interroger sérieusement sur leurs réelles intentions.

Pondichéry, 13h30. Un dernier point sur la Grèce.

En réalité, ce référendum a été une opération conçu pour permettre au gouvernement d'appliquer les mesures de la troïka et pas autre chose, c'était une formidable escroquerie politique dans laquelle la troïka a marché à fond en adoptant une attitude résolument hostile au gouvernement grec, en sachant qu'il était prêt depuis janvier à capituler en rase campagne, ce qu'il a eu l'occasion de démontrer partiellement à plusieurs reprises ces six derniers mois.

Il a été organisé pour marginaliser ceux qui étaient sur une ligne radicale à l'intérieur et à l'extérieur de Syriza, qui se traduisait par leur volonté d'affronter la troïka, tandis que des couches de travailleurs et de militants, d'autres partis et des organisations manifestaient régulièrement en mettant en avant leur refus de tous nouveaux sacrifices en appelant le gouvernemnt à respecter le mandat que lui avaient donné les électeurs en janvier, ce qu'il était incapable de faire, ainsi pris entre ses contradictions il se retrouvait paralysé, c'est donc pour débloquer cette situation et satisfaire les attentes de la troïka qu'ils ont monté le coup de ce référendum. Tout se tient, non ? Les infos publiées ce matin le confirme.

La causerie du matin

Je n'ai pas pu actualiser le portail hier à cause de la chaleur (43°C) et une baisse de tension (160 volts au lieu de 200) incompatible avec le fonctionnement de l'onduleur de l'ordinateur. J'aurais pu basculer sur les batteries et l'UPS qui délivre du 220 volts, mais j'ai préféré rester connecter au réseau électrique et alimenter le nouveau réfrigérateur pour qu'il fasse du froid rapidement afin de ne pas perdre la totalité des denrée alimentaires qui étaient précédemment dans le vieux frigidaire HS, j'avais justement été faire mes courses de la semaine la veille et il était plein.

Il y a des limites aux sacrifices pour des prunes à la fin, de même que je m'interroge encore sur le bien-fondé de poursuivre cette activité politque qui ne sert à rien ou si peu, face à des partis dits ouvriers faillis ou corrompus ayant pris en otage les militants et le prolétariat, sans le soutien de centaines de militants et travailleurs.

Je suis à ma connaissance le seul à proposer cette formule qui pourraît bien disparaître, et je ne parle même pas du refus des lecteurs de me soutenir financièrement à part quatre militants, rien ne les y oblige évidemment, ils doivent considérer que ma situation n'est pas aussi difficile que cela et que je pourrais faire indéfiniment des sacrifices, ils se trompent lourdement s'ils le pensent.

C'est au détriment de ma situation que j'ai continué d'actualiser ce portail, car en ne m'occupant pas de mes affaires cela m'a causé d'énormes problèmes qui m'ont coûté énormément d'argent notamment, et comme je suis parvenu au point où je ne peux plus m'offrir ce genre de luxe, je pourrais prendre la décision de mettre fin à cette expérience. Les belles pensées et la bonne conscience de mes lecteurs suffisent peut-être à assurer leur survie, pas la mienne. A chacun ses responsabilités.

On ajoutera de nouveaux articles plus tard.

Dernière info sur la Grèce.

Le ministre grec des Finances torpille les résultats du référendum quels qu'ils soient.

- Varoufakis prédit un accord sur la Grèce lundi dans tous les cas - Reuters

Le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, a déclaré à un journal allemand s'attendre à parvenir à un accord avec les créanciers de son pays lundi, quel que soit le résultat du référendum de dimanche.

"Je m'attends à ce que nous ayons un accord lundi. Et cela ne dépendra pas du fait qu'une majorité vote 'oui' ou 'non' lors du référendum", a-t-il dit au Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung selon des extraits de l'entretien publiés samedi.

"N'écoutez pas ceux qui disent que l'offre n'est plus sur la table: bien sûr qu'elle y est toujours, puisque c'est ce qu'ils veulent", a-t-il ajouté à propos des propositions des créanciers. Reuters 04.07

Dans ces conditions, pourquoi aller voter, cela ne servira strictement à rien, c'est Varoufakis qui l'a proclamé.

A ceux qui se demandaient encore dans quel camp était Syriza, ils ont la réponse. Ce référendum était une farce cynique adressée au peuple grec. La suite plus loin le confirmait déjà.

Dossier grec

Le référendum grec devait uniquement servir de caution au gouvernement pour poursuivre la politique antisociale de ses prédécesseurs à défaut de rompre avec l'euro et l'UE, en en faisant endosser la responsabilité par les travailleurs, dès lors il devait avoir davantage la valeur d'un plébiscite pour ou contre le maintien en place du gouvernement dirigé par Tsipras. Comment en sommes-nous arrivé cette conclusion ? C'est simple à comprendre.

Ce référendum n'était pas destiné à permettre au peuple grec de se prononcer pour ou contre la politique d'austérité que voulait lui imposer la troïka, puisque Tsipras lui a déjà fait savoir dans une lettre qu'il lui a adressée qu'il acceptait de reporter l'âge du départ à la retraite notamment, il n'était pas destiné non plus à lui permettre de se prononcer sur le maintien ou non de la Grèce dans la zone euro et l'UE, puisque Tsipras n'a cessé de répéter que ce n'était pas l'objet de ce référendum, alors pourquoi d'autre sinon obtenir le soutien du peuple grec à la poursuite des négociations avec la troïka dans les mêmes conditions que précédemment puisqu'elle a déjà précisé qu'elle n'accepterait aucun compromis sur les réformes structurelles qu'elle entend imposer à la Grèce.

On en a eu la confirmation hier après que le ministre des Finances ait annoncé qu'il démissionnerait si le oui l'emportait sans qu'on sache si Tsipras l'imiterait, ce dernier ayant annoncé qu'en cas de victoire du non il était favorable à la reprise des négociations avec la troïka tout en sachant qu'elle demeurera inflexible sur la politique qu'elle a définie, ce qui reviendra à capituler sans forcément commettre un déni de démocratie pour les raisons indiquées plus haut, bref, ce référendum s'apparentait davantage à une basse manoeuvre contre le peuple grec qui en aucun n'était destiné à s'exprimer sur son avenir puisque ce référendum n'avait pas d'autre objet que se prononcer sur la survie ou la chute du gouvernement.

Dans le camp du oui.

- Le référendum en Grèce, une première depuis 40 ans - Lexpress.fr

- Sortie de la Grèce de l'euro : "Il faut passer par une procédure de révision" - LePoint.fr

- La Grèce demeurera un problème européen, estiment Delors et Lamy - Reuters

- Grèce : "Si le peuple grec dit oui, Tsipras est obligé de partir" estime Sarkozy - Francetv info

- Grèce: forte pression de l'UE et du FMI à l'approche du référendum - AF

- Grèce: forte pression de l'UE et du FMI à l'approche du référendum - AF

- Grèce : un référendum sous la pression de l'asphyxie économique - latribune.fr

Le "oui" progresse dans les sondages avant le référendum de dimanche. Une évolution logique au regard de l'accélération de la dégradation économique cette semaine.

Le référendum du dimanche 5 juillet en Grèce sur les propositions des créanciers du 25 juin et leur proposition de soutenabilité de la dette va se tenir dans des conditions désastreuses sur le plan économique. Mais ce vote aura lieu dans une situation bien particulière. Le refus de l'Eurogroupe le 27 juin de prolonger le programme d'un mois, comme le demandait Athènes et la décision de la BCE dimanche 28 juin de ne pas relever le plafond des liquidités d'urgence disponibles pour le secteur financier grec, ont conduit à une asphyxie complète de l'économie. Lundi, le gouvernement grec a décidé de fermer les banques, de limiter les retraits à 60 euros quotidiens par carte et d'imposer un contrôle des capitaux. La Grèce est depuis dans un état d'asphyxie économique.

Un référendum hors standard ?

De nombreux observateurs se sont émus des conditions dans lesquelles ce référendum a été organisé. On a estimé que les huit jours de campagne ont été insuffisants et que les documents sur lesquels les Grecs devaient se prononcer n'étaient pas disponibles. Le Conseil de l'Europe a considéré que ce référendum ne remplissait pas les « standards européens » du vote. Le Conseil d'Etat grec doit se prononcer sur sa constitutionnalité ce vendredi. Mais derrière ces éléments juridiques, on oublie que les créanciers ont fait campagne en Grèce en faveur du « oui » à leurs propositions avec des moyens autrement plus puissants.

Un désastre économique

Le premier moyen est donc l'accès à l'aide à la liquidité d'urgence, le programme ELA de la BCE. Cette dernière n'entend pas provoquer un Grexit. Elle a donc maintenu l'accès à l'ELA sans le couper. Une attitude confirmée mercredi 1er juillet au soir. Mais ce gel est un moyen de pression formidable sur la population. L'asphyxie de l'économie grecque est chaque jour plus évidente. Les entreprises grecques ont été exclues du système électronique de transferts intra-zone euro Target 2. Ceci conduit à

une impossibilité quasi-totale d'importer. Des pénuries de nourriture, d'essence et de médicaments ont été signalées, notamment dans les îles. Dans les banques, on commence à manquer de billets pour alimenter les automates. Retirer les 60 euros autorisés devient difficile. Selon le Daily Telegraph, il ne resterait que 500 millions d'euros de liquidités disponibles dans les banques grecques. L'économie grecque s'effondre. Selon Paul Mason, envoyé spécial de Channel 4 en Grèce, le chiffre d'affaires dans le commerce de détail non alimentaire a reculé de 30 % à 50 % en cinq jours.

Pour beaucoup d'électeurs, la question n'est donc pas de voter pour ou contre les propositions, mais pour ou contre le retour à la normale en apaisant la fureur des créanciers et de la BCE. Le « oui » ne peut donc que profiter de cette asphyxie économique organisée.

Des entreprises favorables au « oui »

Dans cette situation, beaucoup d'entreprises font plus ou moins ouvertement campagne pour le « oui » afin d'obtenir ce retour à la normale. Selon la chaîne publique ERT, certains chefs d'entreprises inciteraient ouvertement leurs employés à voter « oui », d'autres feraient dépendre le paiement des salaires ou le maintien des emplois d'un vote positif. Rien d'étonnant à cela : sans rétablissement rapide de la liquidité dans l'économie et de la capacité d'importer, ces entreprises pourraient rapidement disparaître. D'autant que la situation économique du pays était déjà dégradée. Dès lors, l'argument du « non » pour rejeter l'austérité devient naturellement fragile. Mieux vaut sans doute pour beaucoup une nouvelle cure d'austérité à un arrêt total de l'économie.

Des médias privés très engagés pour le « oui »

Le deuxième moyen de pression est plus classique. Les médias grecs privés se sont quasiment tous lancés dans une campagne pour le « oui. » Des statistiques récentes montraient que le temps accordé sur les chaînes privés aux manifestations du « non » le 29 juin était anecdotique : 8 minutes contre 47 minutes pour celle du « oui » le 30 juin. Ces médias sont prêts à toutes les manipulations.

Le tabloïd Press Star a ainsi utilisé en une jeudi 2 juillet la photo d'un vieil homme portant quelques pains pour illustrer le malheur des retraités grecs. Une photo qui s'est révélé être celle d'un survivant du... tremblement de terre turc de 1999.

L'enjeu défini par les institutions

Un jeu sur la peur que les créanciers n'hésitent pas à utiliser, eux aussi. La BCE a ainsi ouvertement fait du référendum un vote pour ou contre l'euro. Outre son action sur l'ELA, les déclarations mardi 30 juin au matin de Benoît Cœuré, membre français du directoire de la BCE, a mis fin par une simple reconnaissance de la possibilité du Grexit à l'irréversibilité officielle de l'euro. Dès lors, les électeurs grecs, favorables, selon les derniers sondages, à 81 % au maintien dans la zone euro sont prévenus. Le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem a abondé dans ce sens, tandis que le président du parlement européen Martin Schulz a promis un nouveau départ pour la Grèce « une fois l'ère Syriza terminée. » Autrement dit, les électeurs sont prévenus : un « non » signifierait le maintien de l'asphyxie économique, la sortie de l'euro et la mise au ban de l'Europe. Le refus des créanciers de poursuivre les négociations comme Alexis Tsipras l'avait proposé a encore augmenté la pression sur les électeurs en leur laissant entendre qu'il ne pourrait pas y avoir de nouvelles négociations en cas de « non. »

Le « non » en position de faiblesse

En face, le camp du « non » a bien peu d'arguments à faire valoir : Alexis Tsipras lundi 29 juin et Yanis Varoufakis jeudi 2 juillet ont mis leur mandat dans la balance. On tente aussi de glorifier le « non » en rappelant le fameux « non » du général Metaxas à l'ambassadeur d'Italie le 28 octobre 1940 qui est devenu une fête nationale en Grèce. Un moyen d'en appeler à la dignité du peuple grec face aux pressions. Mais c'est en réalité bien peu au regard de la situation et l'argument d'une position plus forte pour négocier en cas de « non » perd de la crédibilité face aux conditions matérielles. Même dans le camp gouvernemental, l'unité est mise à mal. Quatre députés des Grecs indépendants ont ainsi choisi de voter « oui » et, selon la presse grecque, la droite de Syriza commence à douter. Le choix des Grecs semble être désormais celui-ci : conserver l'actuel gouvernement élu pour rejeter le système traditionnel de partis clientélistes et se diriger vers le chaos économique ou rétablir la normalité économique en sacrifiant Alexis Tsipras. Nul ne peut blâmer des Grecs déjà lassés par cinq ans de souffrances de faire le second choix. Mais il convient de ne pas oublier que ce choix se fait avec un pistolet sur la tempe dont on entend déjà le cliquetis.

Le oui a le vent en poupe

Et de fait, la stratégie des créanciers fonctionne. Le « oui » a clairement le vent en poupe et progresse. Un sondage réalisé par Alco et publié ce vendredi donne le « oui » gagnat d'une courte tête avec 44,8 % des intentions de vote contre 43,4 % pour le « non » et 11,8 % d'indécis. Un autre, réalisé par l'Université de Macédoine, donne encore le « non » en tête à 43 % contre 42,5 % pour le « oui » et 14,5 % d'indécis. L'écart est donc minime, mais la dégradation économique est si forte que le besoin de retour à la normale va sans doute peser très lourd dimanche. Reste une matière à réflexion pour l'Europe. Comment est-il possible d'appliquer de tels moyens de pression sur un vote dans un pays de l'Union européenne ? Comment justifier que tous les moyens soient

bons pour arracher un vote "acceptable" alors que la solution, une renégociation de la dette, est à portée de main ? L'Europe risque de rester durablement marquée par ce précédent. latribune.fr 03.07

Dans le camp du non.

- Grèce: 25.000 pro-non (dont Tsipras) et 20.000 pro-oui (dont Nikos) manifestent à Athènes - 20minutes.fr

- A Athènes, le camp du « non » se rassemble contre la « peur » - LeMonde.fr

Réunis place Syntagama, au pied du Parlement, quelque 25 000 Grecs sont venus soutenir le premier ministre Alexis Tsipras dans son ultime effort, à 48 heures du référendum. LeMonde.fr 04.07

- Référendum: Tsipras appelle à voter non pour "vivre avec dignité en Europe" - AFP

- Avant le référendum en Grèce, Tsipras rejette les mises en garde - Reuters

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras s'est voulu rassurant vendredi à propos du référendum de dimanche, estimant que l'avenir de la Grèce dans la zone euro n'était pas lié au vote et que les négociations avec les créanciers internationaux de la Grèce se poursuivraient après la consultation.

Dans une allocution télévisée au dernier jour de la campagne référendaire, Alexis Tsipras a de nouveau appelé les Grecs à voter "non". Le chef du gouvernement de la gauche radicale estime qu'un rapport du Fonds monétaire international (FMI) sur la dette de la Grèce publié jeudi, qui estime que la dette grecque ne pourra être remboursée sans annulation massive, justifie le rejet par son gouvernement des propositions des créanciers du pays.

"Ce qui est en jeu dimanche n'est pas l'adhésion de la Grèce à l'Europe, ce qui est en jeu est (de savoir) si le chantage nous conduira à accepter la poursuite d'une politique que les créanciers eux-mêmes reconnaissent comme une impasse", a lancé le chef du gouvernement.

"Ce qui est en jeu dimanche est de donner ou non notre consentement à la mort lente de l'économie."

Les dirigeants européens ont à l'inverse mis en garde contre une victoire du "non" du référendum. "Si les Grecs votent 'non', la position grecque en sortira considérablement affaiblie", a estimé vendredi le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, lors d'une conférence de presse.

Il s'est refusé à dire si les créanciers internationaux rouvriraient des négociations dans ce cas de figure.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, a pour sa part réaffirmé au quotidien Bild que la Grèce avait "besoin" de réformes mais que les négociations seraient "très difficiles".

Malgré les déclarations de plusieurs dirigeants européens qui estiment qu'un "non" traduira la volonté des Grecs de sortir de la zone euro, le Premier ministre grec estime que les Européens rechercheront un compromis plutôt que de laisser son pays reprendre la drachme.

Le Fonds européen de stabilité financière (FESF), le plus important des créanciers de la Grèce, a constaté vendredi que cette dernière était en défaut sur les prêts que lui a accordés la zone euro faute d'avoir remboursé un prêt du Fonds monétaire international (FMI) mardi, ajoutant se réserver le droit de réclamer à Athènes le remboursement anticipé de 130,9 milliards d'euros.

Dans son rapport publié jeudi, le FMI estime à 50 milliards d'euros sur les trois prochaines années les besoins de financements supplémentaires de la Grèce. Le Fonds ajoute que la Grèce aura besoin d'une prolongation des prêts accordés par l'Union européenne et d'une vaste annulation de dette si sa croissance économique est moins forte que prévu et si certaines réformes ne sont pas mises en oeuvre. Reuters 04.07

ACTUALITE EN TITRES

L'extrême droite s'est trouvé un nouveau candidat.

- Manuel Valls investit les thèmes identitaires en vue de 2017 - AFP

De la place de l'islam en France à la référence à la "guerre de civilisation", Manuel Valls entend être très présent sur les thèmes identitaires, que le FN et les Républicains de Nicolas Sarkozy ne se priveront pas selon lui d'exploiter en vue de 2017.

"La question des valeurs et de l'identité sera au coeur de la campagne présidentielle", explique le Premier ministre à ses visiteurs à Matignon.

L'usage pour la première fois par le Premier ministre, dimanche, de l'expression -controversée ou du moins ambiguë- de "guerre de civilisation", a nourri des critiques d'une partie de la gauche, qui y a vu un alignement sur Nicolas Sarkozy voire sur la pensée néoconservatrice américaine.

"Je m'étonne toujours de ces débats à gauche, comme il y a quelques années autour des mots "nation" ou "patrie"", répond M. Valls, en rappelant les "bonnes intuitions" de Ségolène Royal, qui avait largement utilisé le drapeau français et la Marseillaise lors de la présidentielle de 2007. AFP 03.07

Décadence, acharnement, lâcheté.

- Inscription à l'état civil d'enfants nés de GPA à l'étranger: décision de la Cour de cassation - AFP

- A l'Hyper Cacher, défier chaque jour les fantômes du 9 janvier - AFP

- Une communauté musulmane qui se replie sur elle-même - Francetv info

- Riss : "Des dessinateurs ont peur de travailler à Charlie Hebdo" - Francetv info

L'Etat dans le rôle du racketteur

- Radars automatiques : de simples "pompes à fric" ? LePoint.fr

Selon une enquête de l'hebdomadaire "Auto Plus", 52 % des radars ne seraient pas placés sur des routes "dangereuses" mais plutôt sur des routes "rentables". LePoint.fr 03.07

A bas l'Union européenne, rupture !

- UE: 67% des Français considèrent qu'Angela Merkel a "le plus d'influence" AFP

Alors qu'en 2003 les Français étaient 61% à voir dans la construction européenne « une source d'espoir » et 50% encore en décembre 2011, ils ne sont plus que 26% aujourd'hui. Soit une chute de 24 points en moins de quatre ans! Une perte de confiance qui tourne au véritable désamour. AFP 03.07

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Un consensus pas surprenant contre la jeunesse.

Un homme de gauche qui fait consensus à droite, ce n'est pas courant. Ce vendredi 3 juillet, plusieurs personnalités du parti "Les Républicains" ont félicité le député socialiste Malek Boutih. Celui-ci vient en effet de rendre un rapport à Manuel Valls sur la radicalisation des jeunes Français et dont Le Figaro a publié le contenu.

Intitulé "Génération radicale", le rapport porte sur "l'analyse et la prévention des phénomènes de radicalisation et du djihadisme en particulier". "Le succès des recruteurs djihadistes auprès des jeunes repose sur l'adhésion à un projet politique entrant en résonance avec leurs préoccupations internationales et leur rejet de la société démocratique occidentale, plus qu'à une doctrine religieuse fondamentaliste", indique ainsi Malek Boutih au Figaro. HuffPost 03.07

Où est le lézard ou pourquoi Bruno Le Maire, Roger Karoutchi et Frédéric Lefebvre se reconnaissent-ils dans ce rapport du PS ? Parce qu'il travestit et enjolive la société pourrie dans laquelle nous vivons et dont ils partagent la responsabilité en affirmant que les jeunes rejetteraient la démocratie, alors qu'en réalité ce sont eux qui en sont les pires ennemis, ce qu'ils ne peuvent pas reconnaître évidemment, il leur est facile de décréter que les jeunes refuseraient d'adopter la démocratie qui de fait n'existe pas.

Ce que ces jeunes rejettent, ce n'est pas la démocratie mais bien plutôt l'absence de démocratie qui se traduit par le chômage de masse, la précarité généralisée, la pauvreté et l'absence de perspective dans cette société nauséabonde en pleine décomposition, et qui par inconscience ou ignorance les conduit à adopter une voie suicidaire.

Hollande agent de la NSA et de Washington.

- La France refuse d'accueillir le fondateur de Wikileaks Julian Assange -- AFP

La France a rejeté vendredi une demande d'asile du fondateur de Wikileaks, l'Australien Julian Assange, reclus depuis trois ans à l'ambassade d'Equateur à Londres, une semaine après la révélation via son site internet d'un espionnage américain de présidents français.

"Compte tenu des éléments juridiques et de la situation matérielle de M. Assange, la France ne peut pas donner suite à sa demande" de venir dans ce pays, a indiqué l'Elysée dans un communiqué.

"La situation de M. Assange ne présente pas de danger immédiat", a aussi fait valoir la présidence, en soulignant que le fondateur de Wikileaks "fait en outre l'objet d'un mandat d?arrêt européen".

Julian Assange a exprimé le souhait de venir en France dans une lettre adressée jeudi au président François Hollande et publiée vendredi dans le quotidien français Le Monde.

"Seule la France se trouve aujourd'hui en mesure de m'offrir la protection nécessaire contre, et exclusivement contre, les persécutions politiques dont je fais aujourd'hui l'objet", écrit-il dans cette missive où il se décrit comme "un journaliste poursuivi et menacé de mort par les autorités" américaines "du fait de (ses) activités professionnelles".

"Je n'ai jamais été formellement accusé d'un délit ou d'un crime de droit commun, nulle part dans le monde, y compris en Suède et au Royaume-Uni", fait-il valoir.

Selon Baltasar Garzon, son avocat, Assange "n'a jamais demandé l'asile en France". Il s'est borné avec sa lettre à répondre à une invitation récente d'un groupe de défense des droits de l'homme français à se rendre en France, a précisé l'avocat sur le compte Twitter de Wikileaks.

Le fondateur de Wikileaks, 44 ans depuis ce vendredi, vit reclus depuis trois ans dans l'ambassade d'Equateur en Grande-Bretagne pour échapper à une demande d'extradition vers la Suède, où deux femmes l'accusent d'agression sexuelle et viol, ce qu'il a toujours démenti.

Sa demande d'être accueilli en France intervient après la révélation la semaine dernière de la mise sur écoute de présidents français pendant plusieurs années par l'agence du renseignement américain NSA.

"L'ampleur du scandale et les réactions qui ont suivi nos dernières révélations ont confirmé le bien-fondé de notre démarche (...) Ces révélations ont été faites au péril de notre vie", argumente Julian Assange.

"En m'accueillant, la France accomplirait un geste humanitaire mais aussi probablement symbolique, envoyant un encouragement à tous les journalistes et lanceurs d'alerte qui, de par le monde, risquent leur vie au quotidien pour permettre à leurs concitoyens de faire un pas de plus pour la vérité", estime-t-il.

L'idée d'accorder l'asile au fondateur de Wikileaks a été relancée en France par cette affaire des écoutes "présidentielles".

Elle est défendue en ce moment par une pétition d'une trentaine de personnalités aussi diverses que l'économiste Thomas Piketty, le cinéaste Jacques Audiard, les acteurs Vincent Cassel et Mathieu Kassovitz ou encore l'ex-footballeur Eric Cantona.

Electron libre du gouvernement socialiste, la ministre de la Justice, Christiane Taubira, a elle-même affirmé le 26 juin qu'elle "ne serait pas choquée" d'un tel accueil, exclu un jour auparavant par le Premier ministre Manuel Valls pour qui cette question "ne se posait pas".

Julian Assange fait d'ailleurs référence dans sa requête à Mme Taubira: "Elle a ouvert une voie qui, je l'espère, ne se refermera pas".

A l'appui de sa requête, Julian Assange revendique ses "liens" personnels avec la France. "De 2007 jusqu'à la perte de ma liberté en 2010, j'y ai résidé (...) Mon plus jeune enfant et sa mère sont Français. Je n'ai pas pu les voir depuis maintenant cinq ans", écrit-il.

Le fondateur de Wikileaks s'épanche aussi sur sa réclusion forcée au sein de l'ambassade équatorienne à Londres avec "cinq mètres carrés et demi pour (ses) usages privatifs", privé d'"accès à l'air libre", "de toute possibilité de (se) rendre à un hôpital" ou de "faire de l'exercice".

"Ma vie est aujourd'hui en danger, M. le Président, et mon intégrité, physique comme psychologique, est, chaque jour qui passe, un peu plus menacée", plaide-t-il dans sa lettre. AFP 03.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Arabie saoudite

- Le ministre saoudien de la Défense blessé - french.irib.ir

Mohamed Ben Salman, le ministre saoudien de la Défense, a été blessé, lors des attaques au missile, menées par les forces yéménites.

Le ministre saoudien de la Défense et successeur du prince héritier saoudien, Mohamed Ben Salman Ben Abdelaziz Al-e Saoud, a été blessé, lors d'une attaque au missile, menée par l'armée yéménite contre la base militaire Al-Salil, a rapporté, le site d'information Middle East Panorama.

Mohamed Ben Salman, ainsi que des officiers français de haut rang et des personnalités militaires des pays arabes et étrangers, étaient présents, sur la base d'Al-Salil, lorsqu'un missile "Scud" de l'armée yéménite s'est abattu sur cette base.

Selon un quotidien sioniste, cette attaque a infligé de lourds dégâts matériels et des pertes en vie humaine, mais les Saoudiens tentent de faire le black-out sur cette information. french.irib.ir 02.07

2- Syrie

2.1- Attaque contre la Syrie : Ankara recule - french.irib.ir

"La Turquie n'envisage pas d'opération militaire, du jour au lendemain, en Syrie, pour protéger sa frontière", a affirmé son Premier ministre Ahmet Davutoglu, alors que des rumeurs d'intervention sont évoquées par la presse.

"Personne ne doit s'attendre à ce que la Turquie entre demain ou dans un avenir proche, en Syrie. Cela relève de la spéculation", a-t-il dit, lors d'un entretien à la chaîne privée, Kanal 7, jeudi soir. Le chef du gouvernement turc a indiqué que la Turquie n'attendra pas demain, en cas de menace sur sa sécurité intérieure, pour agir, mais que, dans les conditions actuelles, il n'est pas question d'une intervention unilatérale.

Depuis plus d'une semaine, les médias turcs affirment que le gouvernement envisage une opération militaire, en Syrie, pour repousser loin de ses frontières les terroristes de Daech, et empêcher la progression des forces kurdes, qui détiennent, désormais, une grande partie de la zone frontalière avec la Turquie. french.irib.ir 02.07

2.2- Les Kurdes syriens ont-ils lâché Assad? - french.irib.ir

Les médias atlantistes de la région ne cessent de mettre les avancées des Kurdes syriens, sur le compte de la coalition arabo-occidentale, qui les aiderait, face aux avancées de Daech. Est-ce vrai?

Les Kurdes syriens, fidèles alliés d'Assad, agiraient-ils dans le sens de la création d'un Etat kurde, et ce, au détriment de la souveraineté syrienne? Mohamad Issa, expert syrien des questions internationales, coupe court à toutes ces suggestions : "La résistance populaire de la ville de Hassaka a, très puissamment, repoussé l'assaut de Daech. En effet, Daech a eu recours, cette fois, à une nouvelle tactique. Il a refusé de mobiliser, comme précédemment, de grosses troupes, pour prendre d'assaut la ville, et a fait l'appel à l'aide du renseignement américain et occiental et israélien. Les critères de l'offensive de Daech contre cette ville prouvent les liens viscéraux entre Daech, d'une part, et la CIA et le Mossad, de l'autre; d'où, d'ailleurs, le succès de Daech à s'infiltrer dans Hassaka. Daech, expert en guerre médiatique et psychologique, a tenté, en recourant à ses méthodes habituelles, d'épuiser les forces armées syriennes. De les surprendre. Or, les Kurdes syriens en étroite collaboration avec les militaires syriens, ont réussi de faire face, à une vitesse extraordinaire, aux tactiques de Daech. Les forces syriennes, kurdes et

arabes ont, très rapidement, identifié la nature des tactiques de Daech. Les cellules terroristes de Daech, à Hassaka, ont été prises de court, très rapidement. Les succès militaires des forces syriennes, des comités populaires et des Kurdes syriens, ajoutés à la victoire décisive du Hezbollah, à Qalamoun, prouvent une chose : les acquis militaires de la Résistance ont démontré sa capacité à assurer les combats de rue, ainsi que les combats en montagne. Quant à l'armée syrienne, elle a prouvé détenir des atouts "surprise", qu'elle est à même de mettre en avant, en temps voulu. Les assauts contre Hassaka ne dureront pas longtemps.

C'est faux de dire que Hassaka tombera ou que les attaques de Daech lui briseront le dos...Hassaka sera sécurisée, avec l'aide des Kurdes syriens. Les liens entre les Kurdes syriens et Assad sont indéfectibles : à preuve, la visite du ministre syrien de la Défense, à Hassaka. french.irib.ir 03.07

3- Palestine occupée.

Assassinat ordinaire pour un jet de pierres.

- officier israélien tue un jeune Palestinien en Cisjordanie- Reuters

Cisjordanie (Reuters) - Un officier de l'armée israélienne a tué par balles un jeune Palestinien qui lançait des pierres à proximité d'un poste de contrôle, vendredi en Cisjordanie occupée, a-t-on déclaré de sources palestinienne et israélienne.

Un témoin palestinien et une porte-parole militaire israélienne ont déclaré que le Palestinien faisait partie d'un groupe qui lançait des pierres en direction d'un véhicule de l'armée, près de Kalandiya, important poste de contrôle situé entre Jérusalem et la ville cisjordanienne de Ramallah.

Selon ce témoin, le véhicule militaire israélien s'est arrêté et des soldats en sont descendus et ont tiré sur le jeune, âgé de 17 ans selon un responsable médical à Ramallah. Reuters 03.07

ECONOMIE

OCDE

- En pleine crise grecque, l'OCDE tire la sonnette d'alarme sur les dettes - AFP

L'OCDE a mis en garde vendredi contre l'"impact négatif sur l'économie" du haut niveau des dettes publiques, et jugé que celle de la Grèce ne devrait à long terme pas dépasser 35% du Produit intérieur brut, au lieu de quelque 180% aujourd'hui.

"En grande partie due à une croissance atone, la dette publique a fortement augmenté durant la récente crise pour atteindre 111% du Produit intérieur brut (PIB) en moyenne, dans l'ensemble de l'OCDE, en 2013: le niveau le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale", a relevé Catherine Mann, chef économiste de l'Organisation de coopération et de développement économique, en présentant un rapport à l'occasion des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence (sud de la France).

"Nos travaux montrent que de tels niveaux de dette ont un impact négatif sur l'économie", a-t-elle indiqué, appelant les gouvernements à adopter des "objectifs de dette prudents à moyen terme".

L'OCDE, qui rassemble 34 pays développés, a établi les niveaux de dette publique au-delà desquels les Etats se trouvent en "zone de danger", et estimé que la zone euro devait être particulièrement prudente.

"Pour les pays avancés de l'OCDE, le seuil de dette (au-delà duquel les effets néfastes pour l'économie apparaissent) se trouve dans un intervalle compris entre 70% et 90% du PIB", tandis que pour ceux de la zone euro, il descend à entre "50% et 70% du PIB", selon l'Organisation.

Les pays membres de l'union monétaire se doivent d'être plus prudents parce que "contrairement à d'autres, ils ne peuvent utiliser la politique monétaire pour soutenir leur propre croissance", explique Mme Mann à l'AFP, en rappelant toutefois que ces pourcentages sont des niveaux recommandés à long terme.

Les traités européens interdisent en théorie des niveaux de dette de plus de 60% du PIB, mais ce critère est très peu respecté.

L'OCDE met à part le cas de certains pays européens particulièrement fragiles, ainsi la Grèce et l'Irlande où le "niveau prudent d'endettement" s'établit selon elle à 35% du PIB. Or la dette grecque atteint environ 180% aujourd'hui.

Cette publication a une résonance particulière alors que l'Europe attend avec fébrilité les résultats d'un référendum dimanche en Grèce sur les objectifs de rigueur budgétaire fixés au pays par ses créanciers.

La Grèce demande que ses créances, détenues essentiellement par des Etats et organisations internationales, soient rééchelonnées ou partiellement effacées, jusqu'ici sans succès.

Le FMI est allé dans ce sens, en appelant à alléger le fardeau de la dette grecque.

Mme Mann a elle rappelé qu'en novembre 2013 déjà l'OCDE avait estimé qu'en cas de dégradation économique en Grèce, il faudrait "réfléchir sérieusement à une assistance supplémentaire pour rendre la dette (grecque) soutenable".

L'Allemagne, où l'opinion publique verrait d'un très mauvais oeil toute remise de dette à la Grèce, a répondu sèchement vendredi à ces recommandations, en particulier celle du FMI.

"On ne peut aucunement en tirer comme conclusion qu'une restructuration de la dette est nécessaire", a dit le porte-parole du ministre des Finances Wolfgang Schäuble. AFP 03.07

Haut de page

Le 6 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h12.

La température est montée à 40°C dans mon bureau fenêtres et porte ouvertes, un ventilo à fond en direction de l'ordinateur sans ses carters pour qu'il ne chauffe pas trop, je le bichonne !

La tension est tombée à 160 volts, j'avais sauvegardé mon boulot quand l'onduleur a décroché. J'ai été coupé le courant pour continuer de travailler tranquillement sur les batteries, c'est toute une organisation. Il faut juste que je pense à remonter la manette du disjoncteur, ouais ici on n'en est pas encore rendu au disjoncteur électronique !

Un rappel. Si ce portail vous apporte quelque chose ou vous rend service, soutenez-le financièrement, même avec une somme modique, 20, 30, 40 euros en roupies indiennes c'est plus consistant, 1.600, 2.400 ou 3.200 roupies.

Vous ne trouverez nulle part aujourd'hui une analyse politique aussi complète sur la Grèce par exemple. Vous trouverez de beaux articles bien léchés dans les jours à venir qui vous mèneront en bateau ou vous induiront en erreur, correspondant aux convictions politiques de leurs auteurs, mais ne reflétant pas forcément la réalité de la situation ou l'intégralité de la situation qui déborde du cadre étroit grec évidemment, ce qui n'est pas le cas ici puisque l'on prend même en compte les facteurs qui font défauts et qui par leur absence influe sur la situation ou son évolution prévisible, sans lesquels on ne peut pas comprendre comment et pourquoi elle se développe dans une direction et pas une autre.

On combine les facteurs économiques, sociaux et politiques qui influent sur la lutte des classes, l'ensemble constituant la situation réelle ou le processus dialectique en cours. On ne se contente pas de commenter l'actualité politique comme des perroquets en se basant sur les facteurs repris en choeur par les uns et les autres.

Merci d'avance pour votre précieux soutien. On se prive sur tout pour survivre, à la manière grecque si vous voulez, et la formule mettre du beurre dans les épinards n'a jamais aussi bien porté son nom. Appelez cela la solidarité internationaliste ou ouvrière comme vous voudrez.

On a ajouté 39 articles.

Un petit complément sur la Grèce.

- La victoire sans appel du non aux mesures antisociales de la troïka est une victoire pour l'ensemble du prolétariat européen contre l'oligarchie financière, le capital...

- Les tâches que le prolétariat grec doient accomplir : Se mobiliser, s'organiser afin de présenter ses revendications au gouvernement en exigeant qu'ils les satisfassent...

- Attention à ne pas prêter au peuple grec un niveau de conscience politique qu'il n'a pas encore atteint. Lui expliquer que si ses revendications sociales ne peuvent pas être satisfaites dans le cadre des institutions en vigueur, il doit s'en débarrasser et prendre le pouvoir en créant ses propres organismes indépendants de pouvoir politique... C'est la perspective politique qu'il doit se donner pour se donner les moyens de rompre avec l'euro et la troïka, l'Otan et l'Onu...

Sur la situation en Grèce. Extrait d'un article publié par Le Grand Soir le 4 juillet.

Regardez où en est le peuple grec en Mars 2014 (express.be) : « 34,6% de la population vit dans la pauvreté ou dans l'exclusion sociale, ou est susceptible d'y glisser (chiffres 2012).

- Depuis le début de la crise, le revenu disponible des ménages a chuté de 30%.

- 34,8% des ménages grecs ont des arriérés à l'égard de l'Etat, des banques, de la sécurité sociale ou d'autres services publics.

- Plus de 40% pensent qu'il ne seront pas en mesure de remplir leurs obligations financières cette année.

- Le Service public de fourniture d'électricité coupe l'approvisionnement électrique de près de 30.000 familles et entreprises chaque mois en raison de factures impayées.

- Depuis le début de la crise, le chômage a augmenté de 160%. Près de 3,5 millions d'employés travaillent pour soutenir 4,7 millions de chômeurs et d'inactifs.

- Les chômeurs reçoivent une indemnité de chômage de 360 euros pendant les 12 premiers mois de leur chômage. En conséquence, seulement 15% des 1,4 millions de chômeurs reçoivent des prestations. Les travailleurs indépendants (25% du nombre total de personnes actives) n'ont pas droit à ces prestations.

- Les transferts sociaux devraient être réduits de 18% cette année. Le budget de la santé a été réduit de 11,1% entre 2009 et 2011. Aucun pays de l'OCDE n'a réalisé une coupe aussi importante sur ce budget.

- La pension moyenne de base se monte à moins de 700 euros, et depuis 2010, elle a été réduite d'un quart. Il est prévu que ce montant soit encore réduit de moitié sur les prochaines années.

- Pour 48,6% des ménages, la pension est la principale source de revenus.

- Selon une étude de l'Université d'Athènes, 12,3% des Grecs souffrent de dépression clinique. Ils n'étaient que 3,3% en 2008.

- Environ 800 000 personnes vivent sans accès aux soins de santé et dans certaines régions, des organisations humanitaires telles que Médecins du Monde ont dû se substituer au système de santé national pour fournir des soins et des médicaments aux personnes les plus vulnérables.

- La réduction du nombre de seringues et de condoms disponibles pour les toxicomanes a provoqué une forte hausse des cas d'infection au VIH, les faisant passer de 15 en 2009 à 484 en 2012.

- Les chercheurs notent également une augmentation de 21% du nombre d'enfants mort-nés, qu'ils ont attribuée aux restrictions d'accès aux soins prénatals.

- La mortalité infantile a augmenté de 43% entre 2008 et 2010.

- Enfin, le taux de suicide est également en hausse, et alors qu'on en avait compté 400 en 2008, on a dénombré 500 cas de suicides en 2011. » Fin de l'extrait.

Edifiant, n'est-ce pas ? C'est la raison pour laquelle rien ni personne ne pouvait empêcher la victoire du non dimanche. Hier soir je me suis dit en comparant les revenus en Grèce et en Inde, que certaines couches de travailleurs en étaient rendues au même point en Grèce qu'en Inde, à ceci près que les prix sont beaucoup plus élevés en Grèce, donc la situation encore plus dramatique, surtout avec des besoins beaucoup plus développés qu'en Inde.

Personnellement je suis plus près de la situation des Grecs pour avoir un revenu très bas et un mode de vie plus proche d'un Grec

ou un occidental qu'un Indien puisque j'ai davantage de besoins, je fume, je bois de l'alcool, je mange de la viande et des légumes, j'ai un ordinateur, un climatiseur, tout cela revient cher, c'est peu de choses en réalité parce que je me passe de bagnole, de télé, d'un tas d'appareils dont je n'ai pas besoin, j'achète le stricte nécessaire, je ne prends jamais de vacances et je ne suis pas allé en France depuis 13 ans, je n'ai même pas le téléphone international chez moi pour téléphoner à ma mère, trop cher.

Tenez je suis allé à la banque samedi matin et j'ai appris que le taux d'intérêt qui rémunère mon petit capital est passé de 9,05% à 8,25%, j'ai fait un rapide calcul cela va représenter à partir du mois d'août une baisse mensuelle de revenu de 1,500 roupies, bref, on va s'appauvrir un peu plus, comme quoi je ne raconte pas de blague.

La causerie du matin

On mettra en ligne de nombreux nouveaux articles plus tard dans la journée.

Le mot du jour après le référendum grec : Soyons lucide ou restons-le en toute circonstance.

Vidéo

Christophe Oberlin: « Aucun bâtiment détruit n'a été réparé à Gaza »
https://www.youtube.com/watch?v=tIIRB-oO3nk

Sortez vos mouchoires

- En bordure de Gaza, les Israéliens ont appris à vivre avec les tirs de roquettes - AFP

Dossier grec

Voter non allait de soi puisque ce scrutin permettait aux travailleurs d'infliger une défaite politique à leur pire ennemi la troïka, le capital financier qui trône au sommet du capitalisme mondial, et la manière dont ses résultats seraient interprétés et récupérés était une autre question, tout en sachant que d'une manière ou d'une autre le peuple grec en sera dépossédée dans les conditions actuelles, dans la mesure ou Syriza et le gouvernement grec n'entendent pas rompre avec l'euro et l'UE, mesures qui devraient s'inscrire dans le prolongement des résultats de ce scrutin qui a signifié le refus par les travailleurs grecs de nouveaux sacrifices, mais qui hélas demeureront à l'état virtuel ou de devenir en l'absence d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses grecques pour poursuivre le processus politiqueengagé qui aurait pu sinon aboutir à l'avènement d'une République sociale ou un Etat ouvrier, premier maillon des Etats-Unis socialistes d'Europe ou la fédération des République sociale d'Europe, on en est loin...

La réaction avait mobilisé toutes ses troupes.

Les médias ont mené une propagande acharnée, tonitruante, hystérique, féroce en faveur du oui, tout comme le patronat, tous les gouvernements de l'UE et bien entendu la troïka. Jusqu'à la dernière minute ils prévoiront des résultats "*serrés*" coïncidant avec ceux trafiqués des instituts de sondages qui ne sont plus que des instruments de manipulation des consciences au service du néolibéralisme.

La suite plus loin à partir des faits, déclarations, commentaires.

Quelques heures avant...

- Référendum grec : l'heure du choix a sonné ! - Francetv info

- Référendum grec : Tsipras joue son avenir politique - Francetv info

- Sur l'île grecque d'Hydra, les hôteliers déplorent un référendum « perdant-perdant » - LeMonde.fr

- Les Grecs votent, "coincés entre le loup et le lion" - AFP

Immédiatement après ils embrayaient sur le même registre.

- Avec la victoire du non, la Grèce entre dans une zone grise - AFP

Mauvais perdant, hargneux, menaçant.

- Alexis Tsipras est "un menteur et un vrai démagogue" selon Xavier Bertrand - Francetv info

- Le président du Parlement européen Martin Schulz commente la victoire du "non" au référendum grec.

"Le Premier ministre Alexis Tsipras pense être en meilleure position pour les négociations, mais je pense qu'il se trompe. Il y a 18 autres membres de l'UE qui étaient d'accord avec les propositions [formulées aux Grecs]. Les Grecs ont dit non, c'est la démocratie. Il appartient maintenant au gouvernement grec de faire des propositions qui arrivent à convaincre les autres gouvernements européens (...). Je pense que le quotidien des Grecs va empirer de jour en jour." AFP 05.07

Les résultats du référendum.

- Référendum grec: le non l'emporte avec 61,31%, selon des résultats quasi-définitifs - Francetv info

Jusqu'au bout, les sondages ont annoncé un résultat serré. Mais le camp du "non" a pourtant remporté une large victoire (61,31%) lors du référendum sur l'avenir de la Grèce, dimanche 5 juillet. Le "oui" n'a recueilli que 38,69%, selon les résultats quasi-définitifs publiés par le ministère de l'Intérieur. Le taux de participation a atteint 62,5%, alors qu'un minimum de 40% était nécessaire pour assurer la validité du scrutin.

C'est une victoire politique pour le gouvernement de la gauche radicale d'Alexis Tsipras, qui a soutenu le non pour "renforcer son pouvoir de négociation avec l'Europe" et conclure un accord avec les créanciers sur l'avenir financier de la Grèce. Lors d'une allocution télévisée, le Premier ministre grec a d'ailleurs assuré que cette fois, "la dette sera sur la table des négociations" avec ses créanciers internationaux. Mais ces résultats précipitent la Grèce, mais aussi l'Union européenne, dans l'inconnu. Et le ministre de l'Economie allemand a déjà indiqué que de nouvelles négociations avec la Grèce sont "difficilement imaginables".

Un sommet exceptionnel de la zone euro se tiendra mardi soir pour discuter de la situation de la Grèce. Francetv info 06.07

En complément. Tsipras rassure le marché.

- Référendum grec : Tsipras écarte l'idée d'une "rupture avec l'Europe" - Francetv info

- Grèce : Alexis Tsipras veut retourner rapidement à la table des négociations - LeMonde.fr

Cadeau au camp du oui !

- La Grèce propose une amnistie fiscale sur les avoirs en Suisse - Reuters

En famille. Ce n'est pas Macron qui le contredira.

- Grèce: si le non gagne, il faudra reprendre des discussions estime Macron - AFP

Emmanuel Macron a jugé dimanche que "quelle que soit" l'issue du référendum en Grèce, les Européens devaient "reprendre des discussions politiques" avec le pays. AFP 05.07

Le Premier ministre Alexis Tsipras et le président grec Prokopis Pavlopoulos rassurent la troïka

- "Le mandat que vous m'avez confié n'est pas celui d'une rupture avec l'Europe, mais un mandat pour renforcer notre position aux négociations", a réagi le Premier ministre Alexis Tsipras, lors d'une allocution télévisée. Un Eurogroupe et un sommet de la zone euro sont prévus mardi.

Lors d'un entretien avec Alexis Tsipras, le président grec Prokopis Pavlopoulos a indiqué que la Grèce "a été et sera toujours membre de l'Union européenne et de la zone euro", selon le quotidien grec Kathimerini. AFP 05.07

Commentaires d'internautes grecs sur le blog grec okeanews.fr

1- "Le journaliste est tellement dégoûté qu'il n'a même pas pris le soin d'écrire son article ni même de ponctuer sa phrase unique d'un point ! Je l'entends d'ici penser "pourtant...on a tout fait pour leur embrumer le cerveau."."

Alors soyez conséquent et boycotter les médias institutionnels, je m'en passe depuis 6 mois et ils ne me manquent pas. Ce

qui manque à la population c'est le courage, la détermination ou la volonté de tirer les enseignements de ses expériences, peut-être parce qu'il lui manque un guide pour lui ouvrir la voie...

2- "Trop souvent l'on nous présente le néo-libéralisme comme un principe unique et universel, quelque chose qui irait dans le sens de l'Histoire, comme une sort de fatalité. C'est rigoureusement faux, il ne s'agit que d'une construction idéologique fabriquée de toutes pièces par des technocrates afin de servir les intérêts d'une petite élite, de quelques grandes familles. Et comme d'autres idéologies, il ne peut se maintenir que par la foi de ses adeptes, et celle que lui accordent les masses silencieuses, et à présent le fragile édifice est en train de se fissurer."

Cette "fatalité" n'est pas brisée, pour qu'elle le soit il faut rompre avec l'euro et l'UE... et le capital.

3- "Bravo au peuple grec qui nous rend un peu de notre dignité... vue la tronche que vont tirer nos élites et nos énarques ça ne fait que confirmer le bien fondé de ce résultat..."

4- "Si le non l'emporte c'est le signe que la désinformation et le bourrage de crane du lobbying de la finance perd de son influence."

Sous le poids des privations ou de sacrifices insupportables, c'est normal.

Pas si vite, la désinformation va continuer de faire des ravages dans tous les autres domaines, parce que le peuple grec sera incapable de tirer tous les enseignements de cette expérience en l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ou communiste qui les exprimeraient et les mettraient à sa portée.

On a pu observer que les masses étaient sujettent à l'amnésie ou qu'au fil du temps elles perdaient progressivement la mémoire de ses expériences passées, qu'elles avaient tendance à régresser pour retourner à son état d'ignorance initial, d'où la nécessité de les réarmer théoriquement et politiquement en permanence. Ceci s'applique aux nouvelles générations de préférence.

5- "Quand on pense ce que disaient la plupart des médias français, vendredi, aidés de leurs instituts de sondages foireux..."

Mais c'est cela être Charlie !

6- "Si le non l'importe, cela veut dire que l'embargo bancaire décrété par Draghi, et toute la propagande anti-grecque, anti-Tsipras, pro-austérité... digne des années 30, auront été vaines et que le peuple aura résisté aux pressions extérieures."

Parce qu'il est acculé, les conditions objectives (leur condition de vie déplorable) finissent par l'emporter sur les conditions subjectives (sondages et médias, discours des partisans du oui).

7- "La souveraineté du peuple face au diktat des créanciers. Tsipras n'a fait que revenir aux fondamentaux de la démocratie athénienne d'autrefois, dans sa terre natale, pour mettre les exigences des créanciers devant l'esprit de la délibération et de la consultation. C'est le miracle grec qui a engendré la démocratie, la philosophie... Stoïciens et stoïques!"

Que d'illusions ! Un conseil, ne croyez pas aux miracles !

8- "Juncker propose que la Grèce soit gouvernée par des technocrates européens, il aime la démocratie celui-là."

9- "Si le non l'emporte qu'il soit un exemple pour les populations d'Europe encore sous le joug des banques. Que les peuples soient souverains !"

Un peuple souverain sans direction incarnant réellement ses besoisn risque de s'égarer, c'est même inévitable...

En famile. Mimétisme. Quand ils remettent le sort du peuple grec entre les mains de ses pires ennemis, les chefs d'Etat et les autorités de l'UE, vassaux ou porte-parole de la troïka ou de l'oligarchie financière.

Au «Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI», Jean-Luc Mélenchon a appelé de ses vœux la réunion d'une «conférence européenne des dettes souveraines» à l'initiative de la France, dans le cadre d'une «gestion apaisée» du dossier. Rappelant que la Grèce ne veut pas quitter la zone euro, comme l'a toujours dit le premier ministre grec... lefigaro.fr 05.07

Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale, dans un communiqué : J'appelle à la tenue d'une conférence de la zone euro dédiée à la restructuration des dettes souveraines, dont la gestion, rééchelonnée, pourrait faire l'objet d'une politique commune". (communiqué) AFP 05.07

Consensus. Le peuple grec doit continuer de régler la dette des banquiers quoi qu'il arrive.

- Référendum grec: réactions politiques en France - AFP

Grille de lecture.

- Vous constaterez que Les Républicains, l'UDI, le MoDem, le PS, le MRC, le PRG, Debout la France et le FN tiennent le même discours : les Grecs doivent continuer de régler cette dette qui n'est pas la leur, c'est nous qui précisons.

- Parmi eux à l'instar du Front de gauche et EELV, certains réclament un aménagement de la dette publique grecque et non son annulation pure et simple.

- Tous à l'exception du NPA cité plus bas et du FN appellent à de nouvelles négociations entre le gouvernement grec et la troïka ou s'en remettent à Hollande qui n'a cessé de soutenir la troïka contre le peuple grec, alors qu'on en connaît déjà le contenu ou les contours dévoilés quelques jours avant le référendum par Tsipras, qui dans une lettre adressée à la troïka indiquait qu'il était prêt à accepter toutes ses conditions, y compris le report de l'âge du départ à la retraite de 65 à 67 ans et l'augmentation de la TVA à condition que la première mesure soit reportée au mois d'octobre prochain, et que la seconde fasse l'objet d'amendement à la marge, ce qui reviendrait si un tel accord était conclu sur cette base dans les jours à venir, qu'il trahirait le mandat qui lui a été confié ce dimanche par les travailleurs grecs qui se sont prononcés majoritairement pour le rejet pur et simple des ces mesures antisociales.

- Tsipras osera-t-il ouvertement réaliser un tel déni de la démocratie ? A-t-il le choix dès lors qu'il n'entend pas rompre avec l'euro, l'UE, le capital ? Il faut rappeler que c'est l'intransigeance ou le refus catégorique de la troïka d'accepter le moindre aménagement ou amendement aux dernières mesures qu'elle avait soumises au gouvernement grec, qui avait conduit ce dernier à recourir à un référendum.

Cela dit, elle pourrait finalement les accepter puisqu'un tel accord signifierait sa victoire sur le non ou la volonté exprimée par le peuple grec, compte tenu que son contenu est entièrement tourné contre les travailleurs grecs au profit des créanciers de la Grèce.

C'est ce qui nous a amené à affirmer dans une précédente causerie que finalement ce référendum n'avait été qu'une vaste mascarade orchestrée par Tsipras avec la complicité de la troïka pour enfumer le peuple grec et lui faire endosser la responsabilité des décisions que pourraient prendre le gouvernement contre ses intérêts.

Maintenant que la troïka ait cru un instant qu'elle pourrait obtenir la victoire du oui par le biais d'un matraquage médiatique et de sondages truqués, c'est possible et logique car dans ce cas-là cela aurait contraint Tsipras à démissionner, s'en débarrasser étant son objectif politique afin d'installer un gouvernement de technocrates à sa solde, solution avancée par Juncker, dans le cas contraire si le non l'emportait, la situation ne serait pas aussi catstrophique que cela, car il ne lui resterait plus qu'à reprendre les conditions qui figuraient dans la lettre que Tsipras lui avait adressée.

On s'aperçoit ici que quel que soit les résultats de ce référendum, les deux scénarios que la troïka avait imaginés lui étaient favorables, et qu'il n'y avait pas lieu pour elle de s'inquiéter, ajoutons, au-delà des déclarations enflammées et alarmistes des partisans et des représentants de la troïka qui faisaient partie de cette cynique comédie pour tromper les naïfs ou le peuple grec sur ses véritables intentions, qui évidemment demeureraient inchangées puisque les conditions n'existaient pas pour la contraindre à en changer ou envisager que les Grecs rompent avec l'euro et l'UE.

Autres enseignements à tirer des résultats de ce référendum.

C'est une défaite pour les staliniens du KKE qui avaient appelé à voter nul, et qui va alimenter la crise dans leurs rangs. Encourager par cette défaite de la troïka qui va alimenter la lutte des classes, on peut prévoir que les travailleurs grecs vont se mobiliser pour faire pression sur le gouvernement pour exiger qu'ils satisfassent leurs revendications, ce dont il sera incapable puisqu'ayant choisi de satisfaire celles de la troïka.

Un dernier élément. Dans un sondage grec récent, en cas d'élections législatives anticipées le Pasok (le PS grec) était donné aux alentours de 3,5% alors qu'il faut 3% pour entrer au parlement, ce qui signifie que le Pasok est liquidé. Or, on nous a toujours expliqué, les trotskystes du POI notamment, qu'il était indispensable au mouvement ouvrier, etc. la preuve est faite du contraire et qu'une nouvelle fois leur théorie et stratégie étaient foncièrement erronées, ce qui nous fait dire au regard du nombre de fois où ils nous ont sorti des théories et stratégies foireuses que leur légitimité à se réclamer du trotskysme était pour le moins douteuse ou usurpée, à force la quantité se transformant en qualité il faut bien en tirer des leçons politiques, c'est la moindre des choses nous semble-t-il, eux ils en seront toujours incapables pour estimer représenter la vérité incarnée qui rime désormais ouvertement avec leur faillite politique.

Réactions politiques à la victoire du non au référendum grec dimanche:

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS: "Une seule solution: la négociation" (Twitter).

Claude Bartolone, président PS de l'Assemblée nationale: "Pour tous les amoureux de l'Europe, la sortie de la Grèce de la zone euro ne peut être considérée comme une option. Dès demain, les négociations doivent impérativement reprendre entre le gouvernement d'Athènes et les institutions créancières. (...) Si l'Europe s'entête dans ses dérives, les effets récessifs des politiques d'austérité continueront à produire le ressentiment populaire au sein de nombreux pays. Plus que jamais, il y a urgence européenne. J'appelle à la tenue d'une conférence de la zone euro dédiée à la restructuration des dettes souveraines, dont la gestion, rééchelonnée, pourrait faire l?objet d'une politique commune". (communiqué)

Jean-Marc Ayrault, ancien Premier ministre: "Les Européens doivent se retrouver vite pour trouver ensemble la voie d'un accord fondé sur la solidarité et la responsabilité " (Twitter)

Arnaud Montebourg, ancien ministre PS: "Hommage au peuple grec qui sait défendre non seulement son juste intérêt mais également l'intérêt de tous les Européens". (Twitter)

Jérôme Guedj, ancien député PS "frondeur": "Je dis BRAVO au peuple grec d'avoir montré la voie et d'avoir dit qu'il est possible de tenir tête à ces règles" (sur twitter)

Pouria Amirshahi, député PS "frondeur": "La France doit saisir le moment pour choisir une stratégie enfin assumée de réorientation. La France a jusqu'ici adopté une stratégie de médiatrice. Il est temps désormais que le Président de la République choisisse un chemin : celui attendu par les français qui lui avaient confié le mandat en 2012". (communiqué).

Jean-Luc Laurent, président du Mouvement républicain et citoyen: "Il faut cesser d'abreuver le continent de fausses informations sur la situation de la Grèce mais il faut aussi prendre en compte l'impossibilité pour les Etats européens d'assumer les solidarités, les contraintes et les interdépendances qu'implique une monnaie unique. Prenons une année pour réinitialiser l'Euro en transformant la monnaie unique actuelle en une monnaie commune". (communiqué)

Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche: "La réponse du peuple grec aux négociations européennes sur la crise de leur dette nationale doit être entendue et impose la réouverture d'une nouvelle négociation équilibrée. Si le devenir de l'Union européenne passe par la prise en compte de la volonté des peuples, il revient aussi à Alexis Tsipras de ne pas oublier la vocation européenne de son pays qui a, dans les dernières décennies, beaucoup bénéficié de l'Union. Le PRG voit par ailleurs, dans la victoire du non, un désaveu du positionnement allemand et demande que le Président de la République française prenne la tête des discussions". (communiqué)

Eva Joly, ancienne candidate EELV à l'élection présidentielle de 2012: "Bravant les pressions des partisans de l'orthodoxie budgétaire, le peuple grec a dit non à l'austérité et au dogmatisme, pas à l'Europe" (Twitter)

Cécile Duflot, député EELV de Paris: "Les dirigeants européens seront regardés par l'histoire. Il ne faut pas lui manquer et retrouver le chemin de la solidarité et du respect". (sur Twitter)

Jean-Luc Mélenchon, ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle: "C'est la victoire d'une méthode et l'échec d'un projet sournois et calamiteux. La crise a été provoquée de manière absolument délibérée par l'Eurogroupe. (...) Il y a une tentative de putsch contre (Alexis) Tsipras, c'est un coup d'état financier et j'assume mon propos. (...) Le jeu est fini, vous avez perdu, cette fois-ci c'est le non. (...) Maintenant il faut parler sérieusement du fait que les dettes souveraines en Europe ne sont pas remboursables, il faut une conférence européenne des dette souveraines". (sur LCI/RTL/Le Figaro)

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF: "Le peuple grec vient de refuser, avec un "OXI" écrasant (59,7%) l'ultimatum lancé par les créanciers (...) Les chantages financiers et mesquineries politiques n'auront pas eu raison du souffle de dignité et de liberté qui a envahi le berceau de la démocratie. (...) Je mets en garde contre toute nouvelle entreprise de pression politique et financières sur le peuple grec. Le respect des choix souverains des peuples doit être la règle à l'avenir, et le point de départ des futures négociations". (communiqué)

André Chassaigne, président du groupe Front de gauche à l'Assemblée: "Le peuple grec a courageusement dit "Non" aux diktats de la Troïka, "Non" à l'Europe de l?austérité générale et absolue, "Non" à l'Europe des financiers (...) Il revient au président de la République François Hollande de faire entendre une autre voix, celle de la raison et de la solidarité avec le peuple grec. C'est pourquoi, dans la perspective des prochaines échéances et négociations européennes, il lui revient de rappeler qu'il n'hésitera pas à user de son veto en cas de tentative d'exclusion de la Grèce de la zone euro". (communiqué)

Nouveau parti anticapitaliste (NPA): "Le NPA salue la volonté du peuple grec d'en finir avec l'austérité permanente, qui ne sert qu'à remplir les coffres forts des banques et de la finance mondiale. (...) Pour le NPA ce vote met à l'ordre du jour la mise en oeuvre d'une politique anticapitaliste par l'annulation de la dette, l'expropriation des banques, la renationalisation des

services publics privatisés, l'augmentation des salaires et des pensions de retraite en s'appuyant sur les mobilisations du monde du travail pour imposer la rupture des négociations biaisées avec la Troika et faire cesser la dictature de la BCE". (communiqué)

François Fillon, ancien Premier ministre (Les Républicains): "C'est le choix d'un peuple souverain qui doit en assumer toutes les conséquences. La réponse de l'Union Européenne doit d'abord être celle de l'unité. C'est à la France et à l'Allemagne de prendre les initiatives nécessaires pour assurer l'unité et la cohérence de la zone euro. Les discussions avec le gouvernement grec doivent être guidées par deux principes : 1/La Grèce est en Europe et tout doit être fait pour qu'elle y reste. L'Europe est une famille dont l'unité est la clé de l'avenir. 2/Le maintien de la Grèce dans l'euro ne doit pas conduire à bafouer tous les engagements pris par les états membres, à réduire à néant les efforts réalisés par l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande et à faire supporter aux peuples européens des charges aussi injustes qu'indues". (communiqué)

Dominique Bussereau, député Les Républicains: "Si le non l'emporte ce n'est pas la victoire de la gauche extrême mais une défaite de la Grèce moderne et un risque de chaos" (sur Twitter)

Nathalie Kosciusko-Morizet, vice-présidente déléguée des Républicains: "Il semble se confirmer que les Grecs ont voté non au référendum organisé aujourd'hui. Ce choix, je le regrette. Mais c'est la décision souveraine des Grecs. Elle ne peut pas être remise en cause. En revanche, nous devons redire avec force que le référendum grec engage les Grecs, et seulement eux. Il n'engage pas les Français. Ni les autres Européens. Ce n'est pas aux Français d'assumer le choix que viennent de faire les Grecs. (...) François Hollande n'a pas de mandat pour imposer aux Français une nouvelle pression fiscale, étalée sur des décennies pour satisfaire aux caprices de Monsieur Tsipras. Aussi je demande que toute nouvelle concession soit soumise à l'approbation du Parlement". (communiqué)

Eric Woerth (Les Républicains): "La Grèce a vraiment choisi de sauter dans l'inconnu(..), et je pense qu'il faut qu'il y ait beaucoup d'initiatives de la part de la zone euro, sans la Grèce, pour regarder quelles conséquences tirer, et il faut à ce moment poser la question de savoir si on accompagne la Grèce vers sa sortie de l'euro, puisque qu'elle l'a décidée ce soir. (...) Et personne n'a voulu humilier le peuple grec, mais en même temps, les autres peuples ne doivent pas être humiliés non plus". (sur BFM-TV)

Hervé Morin, président du Nouveau centre: "Si le non l'a vraiment emporté, les Grecs ont fait un choix et il leur appartient maintenant de l'assumer. (...) Il n'appartient pas aux autres peuples européens de faire les efforts que les Grecs ne veulent pas faire. Je suis donc favorable à la sortie de la Grèce de la zone euro qui malheureusement risque de connaître le même chaos qu'ont connus les Chiliens ou les Argentins à d'autres époques. (...) La leçon grecque doit en revanche nous conduire à remettre les institutions européennes sur la table afin qu'à une monnaie unique correspondent les institutions politiquement intégrées et donc à des politiques économiques et fiscales communes". (communiqué)

François Bayrou, président du MoDem: "Le "non" au référendum en Grèce présage de jours bien difficiles pour la Grèce et pour l'Europe. Par ce "non", nous sommes entrés dans la zone des tempêtes. (...) La question majeure pour l'économie d'un pays, c'est de savoir si la confiance règne. Or la Grèce a fait un pas de plus vers une période de grave et durable incertitude. Une telle déstabilisation ne présage rien de bon et débouche, contrairement aux promesses, sur une sortie plus ou moins brutale de ce pays de la zone euro". (communiqué)

Nicolas Dupont-Aignan, président de Debout la France: "Ce soir, Debout la France célèbre avec joie et fierté la victoire du peuple grec, digne et courageux. (...) La démocratie a gagné. Elle a gagné contre la terreur des pseudo-experts, contre l'esprit vichyste qui règne à Bruxelles, Paris et Berlin qui non contents d'avoir mené la Grèce au désastre, préfèrent la voir détruite plutôt que de reconnaître ses erreurs. (...) Un plan B existe. François Hollande n'a aucun mandat des Français pour continuer à gâcher nos impôts dans des plans incapables de redresser la Grèce". (communiqué)

Marine Le Pen, présidente du FN: "C'est un Non de liberté, de rébellion face aux diktats européens qui veulent imposer la monnaie unique à tout prix, via l'austérité la plus inhumaine et la plus contre-productive. C'est un Non de liberté face à la propagande abjecte. Ce Non est donc une excellente nouvelle, qui montre que les peuples n'entendent pas se faire piétiner sans réagir par les tenants fanatiques de l'Union Européenne. C'est aussi l'espérance pour le contribuable français de ne plus avoir à sortir une nouvelle fois le chéquier pour verser quelques milliards supplémentaires dans le trou sans fond de la dette grecque et de l'euro". (communiqué)

Florian Philippot (Front national): "C'est le début de la fin de la zone euro, on a démontré que l'Union européenne n'est pas irréversible, et c'est la première fois dans l'Histoire que cette machine infernale trouve un peuple face à elle soutenue par un gouvernement, pour le plus grand bonheur des peuples". (sur BFM-TV) AFP 05.07

En complément.

Mélenchon porte-parole zélé de l'euro et de l'UE.

Vous comprendrez pourquoi en choeur les médias institutionnels favorables au "oui" lui ont offert généreusement une tribune hier.

- Mélenchon appelle la France à "empêcher l'expulsion de la Grèce de la zone euro" - AFP

Le voilà une énième fois qui s'en remet à Hollande, à croire qu'il aurait pu faire un bon Premier ministre...

Renversant !

- Présidentielle de 2017 : Jean-Luc Mélenchon prêt à être candidat «par devoir» - 20minutes.fr

Mélenchon - L'ancien candidat du Front de Gauche à la présidentielle de 2012 a redit ce dimanche son désir d'être candidat pour « renverser la table »… 20minutes.fr 05.07

Comment, après en avoir profité si longtemps elle ne serait plus bonne ? Trop bien gavé, en vieillissant on finit par avoir des aigreurs d'estomac et on accuse ceux qui vous ont si bien nourri d'en être responsables, ingrat, va !

EELV n'est pas en reste et vole au secours de l'UE.

- Grèce: Cosse accuse Hollande de n'avoir "pas été à la hauteur de l'enjeu" - AFP

Elle a fustigé "chaque dirigeant européen qui préfère cultiver son petit égoïsme national plutôt que de se battre pour que l'Europe reste l'Europe". "Nous voulons que la Grèce reste dans l'euro", a lancé Mme Cosse. AFP 05.07

Le HuffPost lâche le morceau ou confirme notre analyse :

- ... voter "non signifie mettre la pression pour un meilleur accord." Oui à l'Europe, mais pas n'importe laquelle (Le HuffPost 05.07), autant dire que les arguments avancés par Emmanuelle Cosse (secrétaire nationale d'EELV) sont du domaine de l'imposture en emboîtant le pas à Tsipras "il faut remettre la finance à sa place et batailler" (AFP 05.07), c'est le refrain qu'on entend depuis des décennies et qui a permis à l'oligarchie financière de renforcer considérablement son pouvoir sur l'UE, puisque la totalité des chefs d'Etat et de gouvernement lui sont acquis, y compris Tsipras qui est en train d'en faire la démonstration.

Les tractations de marchands de tapis vont pouvoir reprendre.

- Grèce : les options de la BCE - latribune.fr

Lundi 6 juillet, la BCE va se réunir pour examiner la demande de relèvement du plafond des liquidités d'urgence de la Grèce. Une réunion cruciale. Revue des options.

Le « non » grec, franc, clair et massif pose désormais un problème d'envergure à la BCE. Lundi 6 juillet, le conseil des gouverneurs de l'institution de Francfort va se réunir pour examiner une nouvelle fois la demande de la Banque de Grèce déposée ce dimanche de relever le plafond de la liquidité d'urgence mis à la disposition des banques helléniques dans le cadre du programme ELA. Or, de cette décision dépend très concrètement l'avenir de la Grèce dans la zone euro. Quelles sont les options possibles ?

Première option (la plus probable) : ne rien faire

La première option est que la BCE considère qu'il n'y a pas de changement. C'est l'option qui est jugé la plus crédible ce soir. La possibilité d'un accord reste la même qu'avant le « non », les négociations continuent et la BCE tient à en attendre l'issue. Elle maintient donc l'accès à l'ELA à son niveau actuel. Rien de changé, donc. Mais en réalité, le processus de sortie de la Grèce de la zone euro a déjà commencé avec le gel du niveau de l'ELA la semaine passée. Progressivement, la Grèce se détache de l'euro. Les transactions électroniques sont interrompues et, ce dimanche soir, Yanis Varoufakis, le ministre grec des Finances a annoncé l'émission de titres de créances de l'Etat ayant valeur monétaire (les « IOU »), qui ne sont rien moins qu'une monnaie parallèle. Autrement dit, un gel de l'ELA continue le processus de divorce entre la Grèce et la zone euro.

Deuxième option (possible) : augmenter les décotes sur les collatéraux

Mais le Conseil des Gouverneurs de la BCE peut considérer qu'il reste un espoir d'accord compte tenu de la réunion de l'Eurogroupe et des dirigeants de la zone euro mardi 7 juillet, mais aussi des déclarations d'Alexis Tsipras appelant à des discussions. Comme cet espoir n'est pas certain, cependant, il peut estimer que la valeur des titres déposés par les banques grecques en garantie (collatéraux) pour obtenir les crédits de l'ELA (rappelons que cet argent n'est pas « donné » aux banques) est dégradée puisque le risque de défaut grec est plus élevé. Une grande partie de ces titres sont en effet soit des titres de l'Etat

grec, soit des titres garantis par l'Etat grec.

En conséquence, le CG de la BCE rejettera alors la demande de la Banque de Grèce et durcira les conditions pour avoir accès aux liquidités de l'ELA en abaissant la décote appliquée pour le calcul de la valeur des collatéraux. Dans ce cas, la capacité d'emprunt des banques grecques va se réduire. Compte tenu de l'état des banques grecques, cette décision conduirait encore à un durcissement de la situation sur le terrain, sans doute avec de nouvelles restrictions pour les retraits et des relations financières encore plus difficile entre la Grèce et le reste du monde. Dans ce cas, la BCE n'expulse pas la Grèce de la zone euro, mais elle met la pression davantage sur le gouvernement grec et les Européens pour trouver une solution rapidement. Mais elle prendra le risque d'un « Graccident » si le manque de liquidité conduit à une détérioration de la situation intenable.

Troisième option (peu probable) : couper l'ELA

La troisième option de la BCE serait que le Conseil des Gouverneurs considère que ce « non » réduit à néant toute possibilité d'accord. Il suivrait donc l'avis du vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel qui considérait dimanche soir « qu'Alexis Tsipras a détruit les derniers espoirs d'entente. » Dans ce cas, le défaut est inévitable et les collatéraux des banques grecques ne valent plus rien. L'ELA ne peut donc plus être poursuivie. Les banques grecques se retrouvent alors immédiatement en état de faillite, incapable de fonctionner. Athènes devra alors réagir vite. Il est possible de renflouer les banques avec les dépôts, mais c'est très douloureux socialement et cela ne règle pas le problème de liquidité des banques. La Grèce devrait sans doute nationaliser les banques, mais là encore, il faudra régler le problème de la liquidité. L'émission d'une nouvelle monnaie deviendrait incontournable. La BCE aura expulsé de facto le pays de la zone euro. C'est une option peu vraisemblable compte tenu des négociations encore en cours. Surtout, couper l'ELA nécessite une majorité des deux tiers au Conseil, ce qui est sans doute difficile à obtenir.

Quatrième option (peu probable) : relever le plafond de l'ELA

La dernière option est celle où le Conseil des Gouverneurs considère que le « non » a renforcé la possibilité d'un accord et donne satisfaction aux demandes de la Banque de Grèce. Dans ce cas, les banques grecques pourraient rouvrir rapidement, mais les restrictions aux guichets pourraient rester en place pour éviter une hémorragie des dépôts. Ce serait le scénario le plus favorable à la Grèce et qui écarterait tout risque de Grexit dans l'immédiat. Mais c'est aussi le moins probable compte tenu des réactions au « non » entendu en Allemagne. La BCE ne peut prendre une telle décision avant les réunions de mardi.

Comment éviter le Grexit ?

On le voit, la possibilité d'une sortie de la Grèce de la zone euro reste très élevée. L'option la plus favorable serait celle d'un gel de l'ELA lundi 6 juillet, d'une ébauche d'accord le lendemain et, mercredi, d'un relèvement du plafond de l'ELA par la BCE. Mais le jeu politique européen n'étant pas si simple, la situation peut à tout moment déraper. D'autant, on l'aura compris, que la Grèce glisse progressivement vers la sortie de l'UEM. Surtout, il n'est pas à exclure que les 18 décident de provoquer l'expulsion de la Grèce en ruinant toute possibilité d'accord. Déjà, ce dimanche soir, Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe a jugé « regrettable » le résultat du référendum. Si aucun accord n'est possible, la situation de la BCE deviendra intenable. Elle ne pourra plus guère utiliser l'ELA. Mais elle est tenue - on l'oublie souvent - par les traités à assurer la « stabilité monétaire de la zone euro. » Or, la Grèce est encore dans la zone euro et couper l'ELA pour expulser la Grèce pourrait mettre en cause cette stabilité. La BCE est désormais en première ligne, mais elle est face à une impasse. latribune.fr 05.07

Aucun scénario de sortie de l'UE, normal.

ACTUALITÉ DU JOUR

La France sous occupation militaire

- Vigipirate s'adapte et s'installe dans la durée - AFP

Il faudra faire avec et tant pis pour les allergiques à l'uniforme: Vigipirate, avec ses militaires arme au poing à chaque coin de rue, est à un niveau très élevé depuis les attentats de janvier et va durer en s'adaptant au gré des événements.

C'est une habitude: dans les grandes agglomérations, on les voit souvent partir, fusil d'assaut en main, dans des véhicules lourds siglés Vigipirate. Les militaires gagnent les endroits qui leur ont été dédiés pour la surveillance du jour. Lieux touristiques, gares, églises ou synagogues, où ils sont en permanence de faction, dormant parfois sur place.

Le gouvernement le martèle depuis les attentats parisiens de janvier: tant que la menace terroriste est à son niveau "très

élevé", Vigipirate durera. Pas question de lever la garde, dit-il.

"Rationaliser l'emploi des forces est une priorité", pointe aussi le porte-parole de Beauvau, Pierre-Henry Brandet, qui "salue" l'engagement depuis six mois "de plus de 120.000 policiers, gendarmes et militaires mobilisés". AFP 05.07

Une démocratie militaire, quoi ! Sous l'égide du PS et ses satellites et alliés ou la pseudo-gauche.

Tunisie. L'état d'urgence en réponse à la mobilisation sociale.

- Tunisie : l'usage très politique de l'état d'urgence - lepoint.fr

Samedi 4 juillet, 14 h 20. La présidence de la République tunisienne annonce que l'état d'urgence a été décrété sur décision de Béji Caïd Essebsi, huit jours après le carnage commis par Seifedinne Rezgui à l'hôtel Riu Imperial Marhaba, qui a fait 38 morts. Au 17e jour du ramadan, la Tunisie renoue avec ce texte voulu par Habib Bourguiba le 26 janvier 1978. Le décret 78-50 compte onze articles. Il donne d'importants pouvoirs aux gouverneurs (l'équivalent des préfets). À eux d'interdire les rassemblements, les grèves, la circulation des personnes et des véhicules, d'assigner à résidence des individus… Bref, l'état d'urgence est une boîte à outils qui confère de très larges pouvoirs.

À noter que le premier point évoqué fut celui des grévistes et de "la désobéissance civile" de ceux qui coupent les routes et bloquent la production. lepoint.fr 05.07

FIFA. Déballage. Sarkozy et Platini corrupteur et corrompu.

- Mondial au Qatar : Blatter charge Sarkozy (et Platini) - LeMonde.fr

Alors qu'il a annoncé, le 2 juin, qu'il remettrait son mandat lors d'un congrès électif extraordinaire prévu entre décembre 2015 et mars 2016, le Suisse Joseph Blatter continue à se répandre dans la presse. Dans un entretien au journal allemand Welt am Sonntag, le président de la Fédération internationale de football accuse la France et l'Allemagne d'être intervenues politiquement avant le vote d'attribution, le 2 décembre 2010, des Mondiaux 2018 et 2022, respectivement à la Russie et au Qatar.

« Avant l'attribution des Mondiaux au Qatar et en Russie, il y a eu deux interventions politiques », insiste le patron de la FIFA, qui est actuellement ébranlé par la litanie d'affaires de corruption qui secouent l'institution. Le dirigeant de 79 ans charge ainsi nommément l'ancien président français Nicolas Sarkozy et Christian Wulff, son homologue allemand de l'époque. « Messieurs Sarkozy et Wulff ont essayé d'influencer le vote de leur représentant [le patron de l'UEFA, Michel Platini, et l'ex-icône allemande Franz Beckenbauer]. C'est pourquoi nous avons maintenant une Coupe du monde au Qatar » , avance l'Helvète.

En décembre 2012, lors du Doha Goals, forum mondial du sport organisé dans la capitale qatarie, Nicolas Sarkozy s'était publiquement félicité de la victoire du richissime émirat gazier à l'issue du processus d'attribution du Mondial 2022. Il avait ailleurs milité pour une « adaptation » du calendrier du tournoi planétaire, qui aura lieu de novembre à décembre 2022, en raisons des fortes chaleurs estivales au Qatar. « Ceux qui l'ont décidé [de confier l'organisation du Mondial au Qatar] doivent prendre leurs responsabilités pour cela », insiste le Suisse, qui dit avoir été contraint « d'accepter » le vote de quatorze des vingt-deux membres du Comité exécutif de la FIFA en faveur de l'émirat.

Selon « Sepp » Blatter, la Fédération allemande de football (DFB) aurait reçu la consigne de voter pour le Qatar en raison « d'intérêts économiques ». « Regardez les entreprises allemandes !, pointe le Suisse. Deutsch Bahn [la compagnie ferroviaire allemande], Hochtief [entreprise de BTP allemande] et beaucoup d'autres compagnies avaient des projets au Qatar bien avant que la Coupe du monde soit attribuée. » Platini visé

En accusant Nicolas Sarkozy d'avoir influencé le vote en faveur du Qatar, le président de la FIFA charge surtout son ancien allié et conseiller Michel Platini, le président français de l'Union des associations européennes de football (UEFA), qui hésite à briguer sa succession lors du prochain congrès de la Fédération internationale. L'ex-numéro 10 des Bleus avait notamment prié Blatter de démissionner avant sa réélection pour un cinquième mandat, le 29 mai.

« Je ne dirai jamais qu'ils ont acheté le Mondial, c'était la poussée politique aussi bien en France qu'en Allemagne », avait déjà lancé, en mai 2014, le patron de la FIFA à la Radio-Télévision suisse. M. Blatter faisait ainsi allusion à un déjeuner organisé à l'Elysée le 23 novembre 2010, soit dix jours avant l'attribution du Mondial 2022 au richissime émirat, par Nicolas Sarkozy. Ce jour-là, l'émir du Qatar, Al-Thani, et son premier ministre, ainsi que Sébastien Bazin, représentant de Colony Capital, alors propriétaire du Paris-Saint-Germain, et Michel Platini étaient réunis autour de la table du président français.

Planifiée six mois avant le rachat du PSG par le fonds d'investissement qatari QSI (le président du PSG, Nasser Al-Khelaïfi, est un proche de Nicolas Sarkozy), cette réunion alimente depuis les suspicions de collusion d'intérêts. D'autant que Michel Platini a reconnu avoir voté en faveur du Qatar lors de l'attribution du Mondial 2022, le 2 décembre 2010, à Zurich. A posteriori, Blatter

avait estimé que le choix de confier l'organisation du tournoi planétaire à l'émirat gazier avait été une « erreur ».

Le 3 juin 2014, le journal The Daily Telegraph, relatait que Michel Platini avait rencontré « en secret » le qatari Ben Hammam, l'ex-patron de la confédération asiatique de football et ancien vice-président de la Fédération internationale, accusé par le Sunday Times d'avoir versé plus de 5 millions de dollars (3,7 millions d'euros) de pots-de-vin à des membres de la FIFA. Le quotidien britannique faisait état d'un petit déjeuner pris en commun par les deux dirigeants en novembre 2010, quelques jours avant le vote d'attribution du Mondial 2022 au Qatar. Le patron de l'UEFA se trouvait directement visé, alors que son fils, Laurent, dirige en France Burrda Sports, l'équipementier sportif du Qatar. lemonde.fr 05.07

ACTUALITE EN TITRES

Provocation criminelle des suppôts de Riad et Doha.

- Le bikini, l'accessoire indispensable pour un été réussi - Francetv info

Quand l'Etat sioniste adopte l'Emirat islamique et l'assume.

- Nucléaire : en cas d'accord, l'Iran serait « beaucoup plus dangereux que l'EI » estime Israël - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- Un raid aérien saoudien fait 30 morts dans le nord du Yémen - Reuters

Des frappes aériennes de la coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite ont tué une trentaine de civils sur un marché du nord du Yémen, rapporte dimanche l'agence de presse des Houthis alors que le médiateur des Nations unies est attendu à Sanaa pour des négociations avec les miliciens chiites en vue d'une trêve.

Les Houthis ont de leur côté tiré des roquettes en direction de positions de l'armée saoudienne, ajoute Saba, évoquant la destruction de plusieurs véhicules blindés, dont un char, et la mort d'au moins un soldat saoudien. Reuters 05.07

- L'Etat islamique pourrait supplanter Al Qaïda au Yémen - Reuters

Faire monter d'un cran la barbarie pour briser la résistante des Yéménites, le choix adopté par Washington, Tel-Aviv et Riad.

1.2- Arabie: Un drone saoudien abattu à Zamar - french.irib.ir

Un drone d'espionnage saoudien a été abattu dans la province yéménite de Zamar . les images mettant en scène les restes de ce drone ont été largement diffusées sur les réseaux sociaux. ce sont les unités de la défense anti aérienne de l'armée et des comités populaires yéménites qui ont abattu l'appareil. Al Mamam.net, un site yéménite qui publie ces images ne peut confirmer cette information. french.irib.ir 05.07

2- Turquie

- Erdogan reconnaît avoir soutenu Al-Qaïda, en Syrie - french.irib.ir

Le Président turc, Recep Tayyip Erdogan, a reconnu soutenir, avec la coopération du Qatar et de l'Arabie, les terroristes d'Al-Qaïda, en Syrie, terroristes qu'il appelle «modérés».

«Si ce n'était le soutien de Riyad, d'Ankara et de Doha aux terroristes, qu'ils appellent «modérés», ces derniers n'auraient pas pu réaliser ce qu'ils appellent des « acquis», a écrit le quotidien turc, "Hürriyet".

«Les pays voisins amis ont pris part à la réalisation des acquis des opposants syriens. L'Arabie, le Qatar et la Turquie ont coopéré avec les Etats-Unis et les autres pays, dans la formation et l'armement des opposants "modérés"», a déclaré Erdogan, à son retour d'Allemagne et de Belgique.

Récemment, soutenus par la Turquie, les groupes terroristes takfiris, en Syrie, dont le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, ont attaqué les villes d'Idlib et de Jisr al-Choghour, tuant nombre d'habitants, dont des Druzes. Ces groupes ont pris le contrôle de ces localités. french.irib.ir 05.07

ECONOMIE

Chine

1- L'économie chinoise menacée par une grave crise boursière - latribune.fr

L'ouverture ce lundi des Bourses de Shanghai et Shenzhen permettra de voir si les mesures prises par les autorités chinoises sont suffisantes pour stopper la chute de quelque 30% des indices. Il s'agit d'éviter la panique des millions de petits porteurs qui ayant emprunté pour acheter des actions se délesteraient en masse de leurs titres.

La semaine à venir pourrait être décisive pour les marchés boursiers chinois après la série de mesures sans précédent adoptées ces derniers jours pour tenter d'endiguer la chute des cours, qui menace de déstabiliser la deuxième économie mondiale.

Le gouvernement attend l'ouverture des Bourses de Shanghai et Shenzhen lundi matin pour voir si ces mesures suffiront à interrompre un mouvement qui les a fait chuter de 30% en trois semaines, ou si les investisseurs individuels qui ont emprunté en masse pour spéculer sur les actions continueront de vendre.

La hausse sera de courte durée

Une enquête réalisée sur internet par le distributeur de fonds eastmoney.com ce week-end, à laquelle ont répondu plus de 100.000 personnes, montre que les investisseurs croient à un rebond de plus de 5% lundi. Mais bon nombre d'entre eux estiment que la hausse sera de courte durée. "Il va falloir que la banque centrale ouvre les vannes en grand pour nous ramener à 4.500 points à Shanghai", a déclaré un gérant de fonds local, interrogé par l'agence Reuters.

L'indice phare de la Bourse de Shanghai, qui évoluait à plus de 4.700 points le 25 juin, a perdu 22% depuis, terminant vendredi à 3.684 points. Le marché actions chinois avait auparavant plus que doublé en un an, malgré les signes multiples de ralentissement de la croissance et la dégradation des résultats des entreprises cotées, une évolution qui a conduit de nombreux observateurs, y compris les autorités boursières, à conclure que l'évolution du marché était exagérée.

Le mouvement de baisse amorcé mi-juin a dans un premier temps été présenté comme une correction "saine" mais il est rapidement apparu qu'il était incontrôlable.

Baisse surprise des taux d'intérêt

Une baisse surprise des taux d'intérêt par la banque centrale dimanche dernier, l'assouplissement des règles en vigueur en matière d'opérations sur marge (c'est-à-dire financées par l'emprunt) et d'autres mesures dites de "stabilisation" n'ont pas suffi à rassurer les investisseurs et à freiner les ventes : sur la semaine écoulée, le marché a encore chuté de 12%.

Mais désormais, les plus hautes autorités du pays semblent perdre patience, comme l'ont montré les annonces successives des deux derniers jours : samedi, les principales sociétés de courtage du pays ont promis d'acheter pour au moins 120 milliards de yuans (17,4 milliards d'euros) d'actions et de ne pas les revendre tandis que l'indice composite de Shanghai ne serait pas remonté à 4.500 points.

Quelques heures plus tard, 28 entreprises ont annoncé simultanément le report de leur projet d'introduction en Bourse, des décisions sans doute prises à l'initiative des autorités.

Dimanche, la Commission de contrôle boursier (CSRC) a annoncé que la banque centrale allait fournir des liquidités à la China Securities Finance Corp, une société publique de financement d'opérations sur marges. De son côté, le groupe public d'investissement Central Huijin a dit avoir commencé à acheter des fonds indiciels (ETF) et promis qu'il continuerait de le faire.

Les montants qui seront injectés trop faibles?

Ce bouquet de mesures vise avant tout à montrer aux millions d'investisseurs individuels, qui assurent environ 85% des transactions sur les marchés actions chinois, que les autorités soutiennent la Bourse. Mais rien ne garantit qu'il suffira à interrompre la baisse de celle-ci. Pour Li Feng, trader de Fortune Securities, les montants que les courtiers et les gérants de fonds ont promis d'injecter dans le marché sont faibles par rapport à celui des positions sur marges qui restent à déboucler. Certains analystes estiment que les prêts sur marges, formels et informels, pourraient représenter environ 4.000 milliards de yuans. latribune.fr 05.07

2- Krach : 28 entreprises chinoises suspendent leur introduction en Bourse - latribune.fr

La chute de 30% de l'indice de la Bourse de Shanghai entraîne l'annulation des introductions initialement prévues. Les autorités enquêtent sur une éventuelle manipulation et s'inquiètent des conséquences sur l'économie du pays.

Vingt-huit entreprises chinoises ont annoncé simultanément samedi la suspension de leur projet d'introduction en Bourse, sur fond de baisse rapide des marchés actions dans le pays. Les sociétés concernées ont expliqué que leur décision de reporter leur entrée en Bourse à Shanghai ou à Shenzhen était due à "une volatilité de marché relativement élevée".

Un marché qui avait doublé de valeur en sept mois

Les autorités boursières chinoises ont indiqué qu'elles allaient mené une enquête pour savoir s'il y avait eu une manipulation du marché . Nombre de stratégistes de sociétés financières comme BlackRock, Credit Suisse et Bank of America, avaient alerté sur le risque de bulle des marchés actions en Chine, qui attirent quelque 90 millions d'investisseurs individuels.

Arrestation d'un homme soupçonné de colporter des rumeurs

Par ailleurs, les autorités chinoises ont arrêté un homme soupçonné d'avoir fait circuler une rumeur selon laquelle des personnes auraient sauté du haut d'immeubles en réponse au krach boursier, rapportait dimanche la télévision publique. L'homme, âgé de 29 ans et dénommé Tian, a été interpellé pour "conduite désordonnée", précise la CCTV.

Il aurait écrit vendredi 3 juillet sur les réseaux sociaux qu'un certain nombre de personnes, "à cause du krach boursier, ont sauté du haut des immeubles du quartier financier de Pékin", quartier commercial du centre de la capitale où de nombreux établissements financiers ont leur siège.

Un message effacé par la censure?

Il n'était pas possible dimanche de trouver le message en question sur internet. Il pourrait avoir déjà été effacé par la censure, très stricte sur ce qui peut être dit sur les réseaux sociaux chinois.

Le gouvernement et les autorités financières ont rapidement mis en place un fonds de stabilisation. Ils redoutent qu'une chute du marché ne déstabilise le système financier et ne fragilise plus encore une croissance économique déjà ralentie., qui pourrait être inférieure à 7% cette année. latribune.fr 05.07

Haut de page

Le 7 juillet 2015

CAUSERIE

J'attends la fin de l'épisode grec pour suspendre mon activité politique pour 2 ou 4 semaines, le temps de faire les travaux chez moi qui attendent depuis maintenant 6 mois. Durant cette période on se contentera d'alimenter en articles les différentes rubriques. Je pense que cela laissera indifférent nos lecteurs tout comme ma situation.

En attendant j'ai un peu bâclé la causerie d'aujourd'hui.

Ce sont ceux qui nous gouvernent et sont ultra minoritaires et illégitimes, qui avaient appelé à voter oui au référendum de 2005, qui recourent au 49.3, qui ont versé des centaines de milliards aux banquiers, capitalistes et actionnaires transformés en dette publique, qui appellent à bombarder la Syrie, qui soutiennent le bombardement du Yémen par l'Arabie saoudite, qui sont les

amis indéfectible de l'Etat théocratique, raciste, génocidaire d'Israël, qui soutiennent le régime néonazi de Kiev, etc. qui donnent des leçons de démocratie au peuple grec et à la terre entière.

A entendre leurs déclarations depuis dimanche soir ainsi que celles des représentants de la troïka spécialistes en coup d'Etat, on a l'impression qu'aucun référendum n'a eu lieu en Grèce ou ils se comportent en vainqueurs légitimes pour continuer à imposer leur diktat au gouvernement et au peuple grec qui devraient s'y soumettre, au nom de quoi, de qui, de l'orthodoxie néolibérale qui sert les intérêts de l'oligarchie financière et qu'incarnent l'euro et l'Union européenne.

Ils y sont encouragés par Syriza et le gouvernement grec qui le jour même annonçait une amnistie pour les riches évadés fiscaux et la démission du ministre des Finances dont la troïka et le gouvernement allemand réclamaient la tête, deux mesures contraires au mandat que le peuple grec leur a renouvelé dimanche lors du référendum, signifiant qu'ils n'avaient pas l'intention d'en tenir compte ou de le respecter.

Demeurer sous le joug de l'euro et de l'UE, c'est légitimer le pouvoir de l'oligarchie financière, c'est donc se priver des moyens pour la combattre et la vaincre, c'est capituler ou s'en faire les agents, telle est la véritable nature de Syriza et du gouvernement grec.

Cette expérience prouve qu'il n'existe pas de politique alternative à celle de la troïka adoptée par tous les gouvernements des pays de l'UE, hormis celle qui consisterait à rompre avec le capital, ses représentants ou ses institutions, à avancer sur la voie du socialisme.

Ce qu'on ne veut pas admettre ou comprendre, c'est que la stratégie politique néolibérale adoptée par l'oligarchie financière et appliquée par ses représentants est la seule réponse possible à la crise du capitalisme pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme et permettre aux capitalistes de conserver leur pouvoir et privilèges, leur domination de classe sur les exploités.

Cette stratégie s'articule sur deux axes qui se combinent pour parvenir à leurs objectifs politiques.

Le premier consistait à amarrer l'Etat et l'économie de chaque pays au marché et à ses besoins au détriment de ceux de leur population au moyen de la dette qui ne cesserait d'enfler au fil du temps, en socialisant les pertes et les dettes des banquiers et des capitalistes tout en leur accordant le privilège de conserver leurs profits et de percevoir les intérêts de la dette publique, dont les banquiers privés détenaient le pouvoir de fixer les taux qui seraient supérieurs à ceux qui leur seraient concédés par les banques centrales, permettant ainsi à l'oligarchie financière de s'octroyer une rente à vie, de s'approprier ou de piller par ce biais les richesses produites dans chaque pays, de réaliser un hold up permanent sur l'ensemble de l'économie pour orienter la direction dans laquelle elle devait évoluer, ce qui leur permettrait de s'en assurer le contrôle total ainsi que du pouvoir politique.

Cela devait se traduire par l'adoption de politiques d'austérité dans chaque pays qui allaient rendre encore plus vulnérables les Etats en les affaiblissant une fois devenus entièrement dépendants du marché pour se financer, tout en les dépossédant de leur pouvoir politique au profit d'institutions supranationales mis en place par les oligarques, qui allaient s'en servir pour alimenter, contenir et manipuler les facteurs qui sont à l'origine de la crise du capitalisme, fin de justifier la liquidation des droits sociaux des travailleurs pour mieux les asservir au capitalisme, travailleurs qui se retrouvant sans droits et privés de représentation politique seront réduits à l'état d'esclaves.

Le second consistait à exploiter les contradictions du capitalisme en faillite pour s'en débarrasser à terme ainsi que la lutte des classes, en profitant de la faillite, de la dislocation, de la corruption ou de la neutralisation du mouvement ouvrier international, en recourant à des instruments financiers et des pratiques de type mafieux pour amplifier le processus aboutissant à la concentration du capital ou parvenir à s'accaparer la majorité des richesses produites dans le monde au profit d'une ultra minorité d'ultra riches, de telle sorte que personne ne soit plus en mesure de pouvoir contester leur pouvoir ou de rivaliser avec eux, ce qui devait leur permettre de recourir à des moyens politiques relevant de la dictature ou du fascisme puisque en dehors de tout contrôle démocratique, n'hésitant pas à parrainer la pire des barbaries, violant tous les traités signés par les Etats depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, s'accordant le statut de puissance mondiale au-dessus des Etats, de gouvernement mondial dictant sa politique à ses sujets telle une monarchie absolue ou une dictature implacable basée sur des Etats policiers.

Dans le cadre du capitalisme mondialisé où les législations et les travailleurs du monde entier sont mis en concurrence, il n'y a pas de place pour des réformes sociales dans les pays où les coût de la main d'oeuvre (incluant les acquis sociaux) et de la production sont parmi les plus élevés au monde, où la législation demeure encore trop favorable aux travailleurs, ce qui se traduit par un chômage de masse dans ces pays, la précarité sociale généralisée, la paupérisation de couches entières du prolétariat.

Dans ces pays il est impossible d'envisager un changement de régime et de mettre en oeuvre une politique sociale favorable aux travailleurs en demeurant sous le joug du capitalisme mondialisé et ses institutions, sans les affronter et rompre avec eux. Allons plus loin. Sortir de l'euro et rompre avec l'UE ne résoudrait aucun des problèmes auxquels serait confronté un gouvernement ouvrier révolutionnaire puisqu'une large partie de l'économie demeurerait dépendante du marché mondial.

Dans un monde entièrement dominé par la finance ou l'argent, où tout bien et service sont voués à faire l'objet de marchandisation et

à se retrouver soumis aux lois que leur impose le marché, la marge de manoeuvre d'une République sociale se trouverait extrêmement réduire dans un environnement aussi hostile ou belliqueux, au point qu'il est permis de se poser une question qui semblera évidemment farfelue à la plupart des lecteurs, à savoir que face à un régime économique et politique mafieux régit par des lois rédigées par et pour l'oligarchie financière (Traités transpacifique et transatlantique par exemple) en dehors de tout cadre démocratique (Union européenne), en cas de menace d'un coup d'Etat ou d'une intervention militaire extérieure on pourrait en arriver à décréter l'abolition de la monnaie, brisant ainsi tous les rapports sur lesquels repose la stratégie néolibérale, le pouvoir de la classe dominante, le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, sans attendre que le socialisme se développe puisque les conditions s'y opposeraient, de telle sorte qu'aucun retour en arrière ne serait plus possible.

On nous rétorquera que les conditions ne seraient pas davantage réunies pour passer à un tel modèle de société, que cela engendrerait un chaos et une désorganisation de l'économie indescriptible, ce qui serait vrai si la population n'y était pas préparée, ce qui serait faux dans le cas contraire. Autre argument en faveur de cette stratégie, le fait qu'il est beaucoup plus facile à un travailleur lambda d'imaginer une société sans rapports marchands, que le long processus semé d'une multitude d'obstacles conduisant au socialisme, puis au communisme, qui nécessite de comprendre comment fonctionne des pans entiers de l'économie et la manière dont cela se traduit sur le plan institutionnels.

La suppression de la monnaie serait l'antithèse exacte de la financiarisation à outrance de l'économie.

Question : Alors pourquoi l'oligarchie financière pourrait-elle en arriver à défendre cette thèse, et nous nous n'aurions pas le droit ou nous devrions nous interdire de défendre une thèse diamètralement opposée, de quel droit, s'y opposer témoignerait de notre soumission à l'ordre établi, plutôt qu'envisager un ordre social universel basé sur la valeur d'usage de chaque marchandise, bien ou service, au lieu de sa valeur d'échange qui incarne et perpétue les rapports sociaux à la base de toutes les inégalités et injustices qui se sont développés dans la société au point de la rendre invivable.

Cela peut paraître complètement utopique et on en a parfaitement conscience, mais quelle autre arme pourrait-on dégaîner contre la dictature du marché mondial pour la briser nette, avant qu'elle ne nous écrase dans un bain de sang ? Tout le monde comprend que c'est l'argent et ceux qui le détiennent qui détiennent le pouvoir et dictent notre destin, nous pourrissent la vie au quotidien, même le plus ignorant des travailleurs le sait pertinemment, l'argent est devenu le mal absolu, qui ruine une vie, détermine le sort d'un peuple, pour lequel on déclenche des guerres, engendre des famines, des génocides, pour lequel on est prêt à se battre, à renier ses valeurs et principes, à s'avilir et à perdre sa dignité.

Ce n'est pas nouveau, certes, c'est juste depuis que la monnaie existe, mais tout comme le capitalisme ou l'exploitation de l'homme par l'homme elle n'existe pas de toute éternité, et de nos jours le niveau atteint par le développement des forces productives permet d'en faire l'économie ou de l'envoyer au musée de la préhistoire de la civilisation humaine.

C'est la première fois je crois que j'expose (brièvement) cette théorie, que j'avais en tête depuis déjà plusieurs années, mais que je n'osais pas vous soumettre par crainte de passer pour un vulgaire aventurier. Elle ne remet pas en cause les enseignements du marxisme dans la mesure où elle intègre la lutte des classes et le développement des forces productives, elle se situe dans le cadre de la stratégie politique du combat de la classe ouvrière pour s'emparer du pouvoir politique dans un contexte inédit qui nécessite d'adopter les moyens lui permettant de conserver le pouvoir, car le plus dur reste à faire quand on est parvenu au pouvoir, ce qu'on a du mal également à imaginer, or c'est préférable face à un ennemi déterminé et cynique, puissant, organisé et prêt à tout pour reprendre le pouvoir, ce qui serait irresponsable ce serait de se bercer d'illusions sur la capacité des peuples à réaliser leur révolution prolétarienne et socialiste en un temps record.

Pour revenir à l'actualité dont on ne s'est pas vraiment écarté, la troïka et les chefs d'Etat de l'UE force le gouvernement grec à fermer les banques, l'Etat va se retrouver à court d'argent pour faire face à ses obligations, en cessation de paiement, et bien face à ce chantage intolérable pour le faire tomber qu'il décrète que les banques ne rouvriront pas et que la monnaie ou l'argent est aboli et que dorénavant la population s'en passera et ne s'en portera que mieux, tout en fournissant à la population le mode d'emploi pour qu'elle adopte un comportement adéquate, disciplinée ou responsable, sachant qu'immédiatement toutes les questions qui lui empoisonnaient l'existence et qui étaient liées à l'argent ou plutôt l'absence ou l'insuffisance d'argent sont résolues, se nourrir, se vêtir, se loger, s'éclairer, se déplacer, communiquer, se soigner, trouver un emploi, prendre sa retraite, profiter enfin de la vie, etc.

C'est juste une question d'organisation et de communication qui est à la portée d'une population éduquée, qui a été scolarisée, civilisée et qui est parfaitement capable de faire la part des choses et de comprendre où se situe son intérêt.

ACTUALITÉ DU JOUR

Plus de pauvres et davantage d'esclaves.

- Encore 800 millions de "très pauvres" dans le monde, note l'Onu - Reuters

Quelque 800 millions de personnes à travers le monde vivent toujours dans une situation d'extrême pauvreté et souffrent de la faim en dépit des progrès remarquables permis par les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), ont déclaré lundi les Nations unies.

Le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour a ainsi été réduit de plus de moitié en 25 ans, passant de 1,9 milliard en 1990 à 836 millions aujourd'hui, souligne l'Onu dans un rapport d'évaluation des huit objectifs définis dans la Déclaration du millénaire en 2000.

Les dirigeants mondiaux doivent adopter une nouvelle série d'objectifs de développement lors d'un sommet en septembre à New York, dans le but d'éradiquer l'extrême pauvreté d'ici à 2030. Reuters 06.07

Plus du double compte tenu de la flambée de l'inflation au cours des 25 dernières années dans les pays en voie de développement ou émergents, alors que les salaires n'ont pas suivi.

En Inde, il y a 25 ans on pouvait survivre ou s'en sortir compte tenu qu'on avait de faibles besoins, pratiquement sans travailler puisqu'un salaire permettait de faire vivre une famille de 5 à 8 personnes enfants inclus, alors qu'aujourdhui avec un salaire et parfois deux on peine à faire vivre une famille de 3 ou 4 personnes enfants inclus tellement les prix ont flambés et les besoins se sont multipliés.

Il y a 25 ans, plus de 90% de la population se déplaçait à pied, en vélo ou en bus, aujourd'hui 75% se déplace en mobylette ou en moto achetée à crédit. Il y a 25 ans, plus de 99% de la population n'avait pas le téléphone, la télévision, aujourd'hui 75% possède au moins un téléphone et une télévision. Etc. etc. etc. Ces nouveaux besoins ou ses besoins satisfaits ont un coût, à eux tous ils doivent représenter entre 60 et 75% des revenus d'une famille, il faut ajouter les frais scolaires et parfois le loyer quand il y a deux revenus dans un foyer, et à l'arrivée pour se nourrir et se vêtir ou des dépenses disons récréatives il reste tout au plus 10% à 15% pour se nourrir ou faire face aux aléas de la vie.

Un indien qui travaille dispose d'un salaire beaucoup plus élevé qu'il y a 25 ans, mais il lui en faut toujours plus pour survivre et finalement demeurer toujours aussi pauvre, avec en prime d'être exploité davantage ou d'y avoir perdu en liberté et étant désormais arrimé au marché. Une famille qui réussissait à vivre avec un revenu de 1.000 roupies il y a 25 ans, n'y parvient plus aujourd'hui avec un revenu de 6.000 roupies pour vous donner un ordre de grandeur.

Dossier grec

Harcèlement, pression, chantage, menace. Ils ne supportent pas leur défaite ou la démocratie

- Les Européens laissent à Tsipras victorieux une mince chance de négocier - AFP

- Grèce : le non "ne nous rapproche pas d'une solution", estime Dijsselbloem - AFP

La victoire du non au référendum en Grèce "ne rapproche pas (l'Europe) d'une solution" avec Athènes, a estimé lundi le chef de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem, selon lequel la présence grecque dans la zone euro dépendra des nouvelles propositions d'Athènes.

"Les résultats du référendum sont clairs et (...) ne nous rapprochent pas d'une solution", a dit aux journalistes M. Dijsselbloem, qui est également ministre néerlandais des Finances, avant des discussions avec avec son Premier ministre Mark Rutte. AFP 06.07

BCE . Le « nœud coulant » reste en place.

- Grèce : la BCE durcit encore le ton - latribune.fr

La BCE refuse de relever le plafond de l'ELA pour les banques grecques et réclame désormais plus de garanties. Un avertissement à Athènes.

La BCE a donc décidé l'offensive. L'institution de Francfort a choisi de répondre au « non » des électeurs grecs dimanche 5 juillet aux propositions des créanciers par la menace. L'accès des banques grecques à l'aide à la liquidité d'urgence (programme ELA) a certes été maintenu à son niveau de mercredi dernier, soit 89 milliards d'euros, mais le Conseil des Gouverneurs a durci le ton. Il a refusé l'augmentation de 3 milliards d'euros demandée par la Banque de Grèce et surtout, dans son communiqué, la BCE indique que « la décote appliquée aux collatéraux a été ajustée. »

Décote plus forte sur les collatéraux

Que signifie cette phrase ? Pour obtenir les crédits de liquidité d'urgence, les banques grecques déposent des titres en garanties. Une décote est appliquée à ces titres en fonction de leur valeur et du risque qu'ils contiennent. Schématiquement, pour obtenir 100 euros de liquidité, une banque devra déposer deux titres d'une valeur de 100 euros si la décote est de 50 % (cet exemple est fictif). Plus la décote est élevée, plus la banque doit donc déposer des titres en garanties. C'est ce qui s'est passé ce lundi 6 juillet au soir. La BCE demande désormais plus de garanties aux banques grecques. Elle rappelle que « la situation financière de la Grèce a un impact sur les banques grecques car elles utilisent beaucoup de collatéraux basées sur l'Etat grec pour avoir accès à la liquidité d'urgence. » Du coup, la BCE a estimé que le « non » réduisait la possibilité d'un accord. Elle a donc revu à la baisse la situation des banques grecques et demandé plus de garanties.

Quel durcissement ?

Quelle est l'ampleur de ce durcissement ? Nul ne le sait, car le niveau des décotes n'a pas été publié. Selon le site « zero hedge », il serait de 45 % sur les titres d'Etat grecs. Le Financial Times, de son côté, estime, sans citer de sources, qu'« on s'attend à ce que les quatre banques grecques disposent d'assez de collatéraux pour pouvoir renouveler leurs prêts. » Si cela est vrai, la BCE montre sa mauvaise humeur, mais la situation sur le terrain reste la même. Les banques grecques vont pouvoir disposer d'un niveau de liquidité suffisant pour agir dans le cadre défini depuis le 29 juin : des banques fermées, un contrôle des capitaux strict, des retraits limités à 60 euros par jour.

Menace

Le durcissement des conditions d'accès à l'ELA serait donc neutre ? Pas tant que cela. En durcissant la décote, le Conseil des Gouverneurs envoie un message à Athènes et aux créanciers. Si un accord n'est pas rapidement trouvé, un nouveau durcissement est possible. Et donc l'épuisement des collatéraux ne saurait tarder. Dans ce cas, la faillite des banques grecques deviendra inévitable, enclenchant un mécanisme très dangereux pouvant aller jusqu'à l'expulsion de fait de la Grèce de la zone euro.

La pression sur Athènes

En réalité, c'est surtout Athènes qui est sous pression. Le gel du plafond de l'ELA le 28 juin a placé le pays dans une situation difficile et l'a mis en marge de la zone euro. Désormais, les relations financières entre la Grèce et le reste de la zone euro sont très réduites, les paiements électroniques vers l'étranger sont impossibles, limitant les importations et empêchant une partie des exportations. Plus cette situation perdure, plus elle est dangereuse pour l'économie hellénique. La décision de ce lundi 6 juillet réduit à néant le désir du premier ministre grec de rouvrir rapidement les banques exprimé par téléphone ce lundi à Mario Draghi. Selon les banquiers grecs, les établissements resteront donc sans doute fermés toute la semaine. La semaine dernière, le cash commençait à manquer en Grèce, la situation ne devrait pas s'améliorer, bien au contraire. Si les collatéraux manquent, il faudra sans doute encore réduire les retraits autorisés aux guichets.

Possibilité d'un futur contrôle du gouvernement grec

Enfin, en durcissant la décote, le Conseil des Gouverneurs de la BCE sous-entend qu'un relèvement du plafond, s'il intervient suite à une promesse d'accord restera nécessairement plus limité qu'auparavant puisqu'il faudra plus de collatéraux pour en profiter. La BCE agit donc d'ores et déjà comme le gardien futur d'un éventuel accord, s'il devait en avoir un. Le « nœud coulant » reste en place, et il ne se desserrera que si la Grèce exécute les réformes promises. Une surveillance sans doute encore plus efficace que celle de l'ancienne troïka, mais dont on peut se demander s'il relève du rôle de la BCE.

Situation paradoxale

On n'est cependant encore loin d'un nouvel accord. L'eurogroupe et le Conseil européen du mardi 7 juillet permettront d'en savoir un peu plus. En attendant, la position de la BCE est assez inconfortable et ambiguë. La BCE ne peut, en théorie, donner des fonds ELA à des banques non solvables. Elle considère donc que les banques grecques restent solvables. Mais plus elle resserre les conditions de l'ELA et plus elle limite leur accès à ce programme, et moins leur solvabilité est garantie. La BCE prend donc le risque de provoquer une faillite qu'elle devra ensuite, selon les traités, prendre comme prétexte pour couper l'ELA. Et donc provoquer l'expulsion de la Grèce de la zone euro... Numéro d'équilibriste

En réalité, sa position est très politique. Si les banques grecques sont solvables, il faut leur donner les moyens de le rester. Si elles ne le sont pas, il faut couper l'ELA. Mais la BCE ne veut pas être celle qui appuiera sur la gâchette. Elle veut donc éviter de couper l'ELA. Mais elle veut un accord en faisant céder le gouvernement grec, car elle souhaite aussi ménager les créanciers. Elle exerce donc une pression croissante sur Athènes pour que le gouvernement grec signe les conditions des créanciers. Pour cela, elle a placé la Grèce dans une position financière périlleuse qui pourrait lui échapper. Un numéro d'équilibriste dangereux. latribune.fr 06.07

Commentaire d'internautes

1- "Le gouvernement grec devrait mettre en demeure ses collègues européens de respecter le Traité de Lisbonne qui interdit à la BCE de couper les liquidités. En cas de refus, le gouvernement grec pourrait déclarer l'état d'urgence, confisquerait la Banque centrale de Grèce et éditerait lui-même des euros (il dispose de plaques pour imprimer des billets de 20 euros). Simultanément, il se retournerait contre le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi pour ne pas avoir fourni à la Grèce les moyens de sa stabilité. Etrange que cet élément juridique soit tu."

2- "L affaire grecque en cours aura au moins permis à beaucoup de gens d ouvrir les yeux sur la nature réelle de l'Union Européenne :

- La BCE est tout sauf indépendante, comme le proclament ses statuts; d'ailleurs, elle se trouve bizarrement à Francfort.

L Euro, n est qu'un Euro-Mark ou Deutsche Mark élargi à un système de pays à la vassalite plus ou moins lâche.

- Les dirigeants de l'UE, ne sont pas élus, n'ont de compte à rendre à personne (Juncker ne va pas démissionner à l'issue de sa gestion catastrophique), ils sont royalement payés avec notre argent et bénéficient de nombreux avantages, souvent indécents et de jolies retraites après 15 années de service, toujours payée par nous.

L'Union Européenne n'est pas ou plus un projet pacifique : on en a la preuve tous les jours et notablement dans les crédits alloués au gouvernement nationaliste ukrainien (au sein duquel on a des vrais chemises brunes pour le coup).

Les États-Unis interfèrent sans cesse dans l'UE, par leurs agents d'influence disposés à tous les niveau de la structure. Ils désirent le maintient de la zone Euro, car leur but est d'unifier les systèmes monétaires Dollar (ALENA) et Euro, suit au grand marché transatlantique (vous avez aime le feuilleton grec, vous allez adorer le mexicain...)"

Deux camps qui incarnent deux mondes irréconciliables.

- Grèce : « Le pire viendra après », craint-on dans la banlieue cossue d'Athènes - LeMonde.fr

- 8 jeunes grecs sur 10 ont dit "non", symbole d'une jeunesse européenne qui se cherche - Le Huffington Post

Quand un banquier du PS et ministre de l'extrême droite néolibérale se risque à un amalgame ordurier.

- Macron: le FN est "une forme de Syriza à la française, d'extrême droite" - AFP

Le ministre de l'Économie Emmanuel Macron a estimé lundi à Marseille que le FN était "une forme de Syriza à la française, d'extrême droite", tout en assurant ensuite sur Twitter qu'"aucune confusion (n'était) possible" entre ces deux partis.

"Le Front national n'est que le visage d'un populisme", a déclaré dans un premier temps M. Macron, interrogé sur la montée du FN en région Paca lors d'une rencontre organisée dans les locaux du quotidien régional La Provence à l'occasion d'une visite à Marseille: "Il est, toutes choses égales par ailleurs, une forme de Syriza à la française, d'extrême droite. Mais, d'ailleurs, vous voyez cette coagulation des contraires se faire: qui adore Syriza chez nous? M. Mélenchon et Mme Le Pen. Avec qui s'allie M. Tsipras en Grèce? Avec son extrême droite souverainiste". AFP 06.07

C'est la rhétorique que l'on retrouve dans la bouche des animateurs de think tanks néoconservateurs ou néolibéraux qui essaiment dans les médias institutionnels. Sans cette proximité ou sans être sous leur influence, il n'aurait jamais sorti une telle monstruosité, il ne l'aurait pas trouvé tout seul. Quelle ordure !

Les médias du Palais ne désarment pas non plus.

- Grèce : le pays plus que jamais divisé - Francetv info

Au lendemain de la victoire du "non" au référendum, une équipe de France 3 est allée à la rencontre d'un chef d'entreprise grec. Francetv info 06.07

Les agences de presse, tout comme les médias publics, sont devenus les porte-parole attitrés des patrons, des chefs d'entreprise, des capitalistes contre le reste de la population.

Ils incarnent le vieux monde qu'il faut balayer.

- Grèce : retour sur la réunion d'urgence du couple franco-allemand - Francetv info

François Hollande recevait ce soir, lundi 6 juillet à l'Élysée, Angela Merkel pour discuter du résultat du référendum grec. Cette réunion vise à afficher la stabilité du couple franco-allemand. Autour de la table, le chef de l'État et la chancelière allemande se sont mis d'accord pour tenir un même discours. "La porte est ouverte aux discussions. Il revient maintenant au gouvernement d'Alexis Tsipras de faire des propositions sérieuses, crédibles pour que cette volonté de rester dans la zone euro puisse se traduire. Mais il n'y a plus beaucoup de temps, il y a urgence", a déclaré François Hollande.

Pour Angela Merkel, les conditions pour renégocier ne sont pas réunies. Elle en appelle donc à la responsabilité des Grecs. "Nous avons déjà fait preuve de beaucoup de solidarité avec la Grèce. La dernière proposition était très généreuse", a-t-elle déclaré. La chancelière allemande insiste aussi sur le fait que l'Europe compte 18 autres partenaires, et que demain il faudra aussi compter avec eux. Francetv info 06.07

Commentaire d'un internaute

- ""*des propositions sérieuses et crédibles"*

En clair, accepter ce qu'impose les créanciers depuis le début...

Encore plus clair, ce que le peuple a rejeté au référendum."

La réaction se divise.

- J. Attali. Agir vite pour sauver l'euro - L'Express.fr

- Giscard propose de mettre la Grèce "en congé de l'euro" - AFP.

- Juppé appelle l'UE à "organiser" la sortie de la Grèce de l'euro "si c'est son souhait" - AFP .

L'ex Premier ministre Alain Juppé (Les Républicains) a estimé lundi que l'Union européenne devait aider la Grèce à sortir "sans drame" de la zone euro si tel était vraiment le voeu des électeurs grecs, souhaitant qu'elle puisse y rester "mais pas à n'importe quel prix".

"Il est très important de bien stabiliser la zone euro, de ne pas la fragiliser (...) Il faut que les règles et les disciplines qui la gouvernent soient respectées par tout le monde", a déclaré M. Juppé à des journalistes à Bordeaux, au lendemain du rejet du plan des créanciers par les électeurs grecs.

Selon le maire de Bordeaux, "il faut faire preuve de sang-froid et chercher des solutions durables (...) pour que la Grèce reste dans la zone euro, mais pas à n'importe quel prix".

"La Grèce n'est plus en mesure aujourd'hui d'assumer les disciplines de la zone euro. Chercher à l'y maintenir à tout prix, par des arrangements de circonstance, fragiliserait l'ensemble du système", analysait un peu plus tôt Alain Juppé dans un billet publié sur son blog.

"Nous devons l'aider à organiser sa sortie, sans drame. Ce qui ne veut pas dire qu'elle doit aussi sortir de l'Union", ajoutait-il.

"Si la Grèce refuse les disciplines et les règles de la zone euro", il faut l'aider à en sortir, "si c'est son souhait", a-t-il ensuite expliqué, pressé par des journalistes de préciser ses propos. AFP 06.07

- Grèce: Guaino (LR) salue "le retour du peuple" dans le débat européen - AFP .

Le député des Yvelines Henri Guaino (Les Républicains) a salué lundi le retour "du peuple" dans le débat européen et se prononce, contrairement à Alain Juppé, pour le maintien de la Grèce au sein de la zone euro.

Le non grec est qualifié par l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy d'un "non à l'arrogance" et à "l'intimidation". Désormais, "il va falloir choisir entre la poursuite d'une intégration qui se fait contre les peuples et une coopération qui se fait avec les peuples", a poursuivi le député.

"Si la Grèce sort, ce ne sera pas sans conséquences. Faire sortir la Grèce, vous croyez que ça ne laissera pas de trace? C'est ouvrir une brèche", a estimé le député Les Républicains, disant craindre une contagion aux autres pays fragiles de la zone euro.

- Woerth (LR): "coup de force de Tsipras", Hollande doit être "ferme" - AFP

Eric Woerth, conseiller politique de Nicolas Sarkozy, a qualifié de "coup de force" du Premier ministre grec Alexis Tsipras la victoire du non au référendum dans son pays et demandé à François Hollande d'être "particulièrement ferme" lors des négociations à venir.

"On est entre deux maux. C'est une victoire à la Pyrrhus, un coup de force de M. Tsipras. C'est un coup de poker sur le dos de son peuple, un chantage", a déclaré sur RTL M. Woerth, ancien ministre du Budget.

Selon lui, "revenir à la table des négociations est toujours possible, il faut évidemment continuer à discuter mais pas à tout prix, et je demande à M. Hollande d'être particulièrement ferme sur le sujet".

Une sortie de la Grèce de la zone euro ne serait "pas très grave, parce que la Grèce pèse pas grand chose. Mais sur plan des principes, c'est grave", a également estimé M. Woerth, député de l'Oise et délégué général au projet des Républicains.

"La seule voie de négociation, de discussion, c'est "on maintient les réformes nécessaires". Les Grecs ne peuvent pas avoir de retraites quasiment plus importantes que celle des Allemands. Donc on maintient les réformes et puis on discute du calendrier d'une nouvelle restructuration de la dette grecque", a-t-il poursuivi. AFP 06.07

Qui a remporté le référendum ? Apparemment les créanciers de la Grèce. Le gouvernement donnent des gages à la troïka

- Grèce: Tsipras sacrifie Varoufakis pour se rapprocher des créanciers - AFP

- Grèce : Euclide Tsakalotos succède à Yanis Varoufakis - Francetv info

Devenu indésirable par les partenaires européens, le ministre des Finances grec a donné sa démission lundi 6 juillet au matin. Francetv info 06.07

- Démission surprise de Yanis Varoufakis - Francetv info

Le ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, vient d'annoncer sa démission. "C'est un nouveau développement bizarre dans cette crise grecque", commente le journaliste Laurent Desbonnets, en direct d'Athènes. Yanis Varoufakis était un grand défenseur du "non", c'est donc une victoire pour lui puisque 61,3% des Grecs ont voté dans ce sens au référendum.

Il démissionne parce qu'il dit lui-même qu'il est la bête noire des Européens et que son attitude pouvait bloquer les négociations", explique le journaliste.

"Peu de temps après l'annonce des résultats du référendum, on m'a informé d'une certaine préférence de certains membres de l'Eurogroupe, et de "partenaires" associés, (...) pour mon "absence" des réunions; une idée que le Premier ministre (Alexis Tsipras) a jugée potentiellement utile à l'obtention d'un accord. Pour cette raison je quitte le ministère des Finances aujourd'hui", a-t-il expliqué sur son blog. (AFP)

Or, il veut un accord à Bruxelles. Alexis Tsipras, le Premier ministre, lui a dit que son départ pourrait faciliter les choses, c'est pourquoi le ministre des Finances grec a donné sa démission. Reste à savoir si cela suffira à relancer les négociations avec l'Union européenne. En Grèce, "l'urgence est désormais la réouverture des banques", rapporte Laurent Desbonnets. Francetv info 06.07

La vermine n'est pas en reste

Yannick Jadot, eurodéputé d'Europe Ecologie - Les Verts, salue une démission qui a surpris tout le monde : «Varoufákis était un sacrifice nécessaire, Tsípras a eu l'intelligence de le sortir. Dans l'Eurogroupe, il y a trop de haine entre des ego et des personnalités. Ce départ permettra, j'espère, de retrouver des éléments de confiance et de la rationalité dans les négociations.» Car après une semaine de point mort dans les négociations, il est temps de reprendre les discussions, prévient l'élu écologiste : «Il doit y avoir un accord, il ne faut pas laisser les Grecs s'effondrer. Il ne faut pas d'entaille dans une zone euro qui ne cicatrisera pas.»

Le Parti de gauche prend le parti des créanciers de la Grèce.

Coordinateur politique du Parti de gauche, Eric Coquerel estime lui aussi qu'il faut retourner à la table des discussions : «Il faut rouvrir les négociations de suite, et mettre en place un moratoire et une réorganisation de la dette.»

Le PC s'en remet au bourreau du peuple grec.

Porte-parole du Parti communiste, Olivier Dartigolles espère voir enfin la France intervenir pour secourir la Grèce : «Hollande doit arrêter d'être docile derrière Merkel. Il faut qu'il assume enfin ses responsabilités politiques, et qu'il parle haut et fort.» Liberation.fr 06.07

Le PS singe Merkel

- Michel Sapin: "C'est au gouvernement grec de faire des propositions" - AFP

- Grèce: pour Cambadélis (PS), il faut "négocier dans la solidarité" - AFP

- Le Foll presse la Grèce de faire de "nouvelles propositions" - AFP

Quand Mailly se fait porte-parole de l'euro et prône la dette à vie pour les Grecs

- Référendum grec: "Un tournant dans l'Histoire européenne" selon Mailly - AFP

Pour Jean-Claude Mailly, le non grec exprime "deux choses": "Il faut arrêter avec l'austérité" et, "dans le même temps, vouloir rester dans l'euro".

"Cette équation, elle peut être résolue" et "des solutions sont possibles", a tranché le leader syndical. "Cela doit concerner bien évidemment la dette du pays: si ce n'est une restructuration, au moins un étalement assez long pour permettre à la Grèce d'en sortir". AFP 06.07

ACTUALITE EN TITRES

Quelle crise ! Pas de conscience.

- Les ventes de voitures en hausse de 14,3% en Europe de l'Ouest - Reuters

Les ventes de voitures neuves ont bondi de 14,3% sur un an en juin en Europe de l'Ouest, la hausse étant supérieure à 10% sur les grands marchés que sont la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Espagne. Reuters 06.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Des bombes anti-bunker US attendent l'Iran - french.irib.ir

Le "Seattle Times" vient de l'annoncer : en cas de la défaite de la diplomatie, dans le dossier nucléaire iranien, la Maison Blanche envisagerait d'avoir recours aux bombes anti-bunkers, capables, non pas de détruire le programme nucléaire iranien, mais de le maîtriser. Les bombes anti-bunker, fabriquées par Boeing, sont les bombes les plus puissantes, après les bombes nucléaires. Ce sont des bombes, qui pèsent 5 fois plus que toutes les autres bombes américaines. "Ainsi, les Etats Unis sont en passe de concevoir des bombes capables de percer les fortifications les plus solides de l'Iran, sous la terre, tout en négociant un accord nucléaire avec les iraniens. Les bombes anti-bunker ont été fabriquées, au bout de 10 ans d'efforts, et elles viennent d'être testées, au Nouveau Mexique. Ces engins sont, donc, capables de détruire les cibles les plus profondément ensevelies, sous la terre, dans une zone, baptisée "White Stand Missil Rang".

Ces essais ont été effectués, simultanément à l'optimisation des systèmes de téléguidage et des systèmes électroniques, pour éviter des ondes parasites ennemis. Ces bombe,s jamais utilisées, dans un conflit, font partie des armes stratégiques, à valeur dissuasive, et visent à empêcher l'Iran de développer son programme nucléaire, en cas de l'échec des pourparlers.

Certes, Barack Obama et Dempsey évoquent le peu d'effet qu'auraient des frappes aériennes contre les sites nucléaires iraniens, n'empêche que la Maison Blanche a, toujours, sur la table, l'option militaire, par palier, contre l'Iran, en cas de la défaite des pourparlers nucléaires.

Le plan des frappes aériennes US contre l'Iran comprend le tir de missiles téléguidés, les raids des chasseurs furtifs contre les sites nucléaires de Natanz, d'Arak et de Fordow. Le largage des bombes anti-bunker demande la mise en marche des bombardiers B2, puisque ces bombes pourront pénétrer le sol à une profondeur de 200 mètres, mais de telles frappes provoqueront une rès grande instabilité, puisque l'Iran tirera des centaines de missiles, dans la foulée, pourra viser Israël ou des bases US, dans le Golfe. french.irib.ir 05.07

2- Yémen

- Les vraies capacités d'Ansarallah: la CIA rapporte. - french.irib.ir

Selon le site Sadaa press, qui mentionne un récent article de Washington press, "Ansarallah va de succès en succès, au milieu d'un silence médiatique total".

"Les forces d'Ansarallah et de l'armée yéménite ont détruit quelques 98 bases militaires saoudiennes, en 100 jours de guerre contre le Yémen. Ce sont les missiles "Scud" et "Grad", qui sont, souvent, utilisés contre les cibles militaires, situées au coeur du territoire saoudien, à quoi s'ajoutent des combats frontaliers étendus dans les villes saoudiennes.

Ce sont des succès énormes que Riyad occulte, soigneusement, par crainte d'une révolution, qui pourrait être déclenchée, en Arabie saoudite, affirme le journal, citant un rapport de la CIA. "Les bases saoudiennes détruites se trouvaient, à Najran, à Assir, à Zahran et à Khamis, mais Riyad continue à le nier". "Ansarallah et l'armée yéménite se sont, également, emparés de 76 bases militaires saoudiennes ou les ont pris d'assaut. Et là, de grandes quanitités d'armements ont été saisies.

Parmi les dégâts que les combattanst d'Ansarallah ont infligé à l'armée saoudienne, le rapport cite, aussi, la destruction des bases balistiques et de défense aérienne saoudiennes, l'élimination de 36 pilotes et de 39 officiers saoudiens. Le bilan des pertes saoudiennes, en 100 jours de guerre, s'élève à 2.326 soldats, à 36 officiers et à 22 généraux tués, dont Mohamad al-Chaalan, le commandant en chef de l'armée de l'air saoudienne. La garde nationale yéménite a pu tuer des centaines de Saoudiens, les blesser ou les capturer. 602 chars, 57 blindés, 303 unités militaires saoudiennes ont été détruits ou endommagés, pendant ces 100 jours de guerre".

Le rapport de "Washington post" évoque des " combattants de l'ombre", ceux d'Ansarallah, qui, d'une redoutable efficacité, ont fait chanceler l'armée saoudienne. french.irib.ir 06.07

3- Turquie - Syrie

3.1- Turquie: l'armée examine l'option militaire en Syrie - french.irib.ir

L'armée turque a convoqué pour la semaine prochaine les commandants des troupes stationnées le long de la frontière avec la Syrie afin d'étudier la possibilité d'une intervention militaire sur le territoire voisin, rapporte dimanche le journal "Hurriyet".La Turquie a renforcé ses défenses militaires depuis la semaine dernière le long de la frontière, en y déployant des chars, des missiles anti-aériens et des troupes, après une intensification des combats au nord de la ville syrienne d'Alep.

Ces mouvements ont suscité des spéculations sur les intentions du gouvernement turc d'intervenir afin de repousser les terroristes de Daech et stopper l'avancée des forces kurdes, qui ont gagné du terrain sur les daechistes dans cette région. Mais Ankara a écarté toute idée d'action immédiate sur le territoire syrien. Cependant, selon "Hurriyet", les forces armées turques (TSK) ont ordonné aux commandants des troupes déployées le long de la frontière de se présenter au quartier général à Ankara pour discuter des détails d'une telle intervention. Le déploiement de plus de 400 véhicules blindés, transportant des troupes, ainsi que le rôle de l'armée de l'Air en soutien à une telle intervention figureraient aussi à l'ordre du jour de cette réunion, précise le journal sur son site web.

Par ailleurs, le commandant des forces spéciales turques a visité les frontières communes avec la Syrie et s’est entretenu avec les garde-frontières qui y sont stationnés. french.irib.ir 06.07

3.2- Alep: la monnaie turque remplacera celle de la Syrie - french.irib.ir

Acharnée, dans ses tentatives de porter atteinte à la Syrie, la coalition des opposants syriens, en coopération avec la Turquie, a l’intention de remplacer, à Alep, la monnaie syrienne, par celle de la Turquie.

C'est le groupe, qui se dit "le conseil local d'Alep", qui l'a proposé, a-t-on appris du quotidien extra-régional "Ash- Sharq al-Awsat", sous protectorat de l'Arabie.

Selon le rapport d'"Ash-Sharq al-Awsat", l'objectif du "conseil d'Alep" consiste à faire pression sur le gouvernement syrien, ce qui, selon les prétentions des responsables dudit conseil, accélèrera le renversement du gouvernement syrien.

Selon les analystes, dont Nasser Qandil, chaque jour qui s'écoule de la crise syrienne, le rôle majeur de la Turquie, en soutien aux terroristes, dans le Nord-syrien, apparaît au grand jour. french.irib.ir 06.07

4- Israël

- Israël et ses secrètes transactions d'armes avec les pays - french.irib.ir

Le fait qu'Israël n'aime pas beaucoup la transparence, sur ses politiques et ses transactions d'armements, trahissent la ruse des responsables israéliens, lorsqu'ils prétendent que Tel-Aviv refuse de vendre des armements aux pays impliqués dans la guerre civile.

Selon le journaliste chevronné israélien, Yossi Melman, Israël a une part de 10% du commerce d'armes, dans le monde, et de ce fait, tire de gros revenus de la vente d'armes. Pourtant, la révélation des liens entre Israël et les régimes despotiques, qui violent les droits de l'Homme de la pire manière, pourrait venir s'ajouter au bilan, déjà, lourd et noir de ce régime, en termes de violations des droits de l'Homme. C'est pourquoi Tel-Aviv préfère arranger ses transactions d'armes avec beaucoup de pays africains ou latino-américains, de façon indirecte, et en recourant aux sociétés privées, dont le nombre tourne autour de 220.

Selon le numéro de dimanche du quotidien "Haaretz", le ministre de la Guerre de ce régime insiste sur le fait que ses relations sécuritaires avec le Soudan du Sud, plus précisément, les informations, sur la vente d'armes au Sud-Soudan, restent secrètes, d'autant plus que le Soudan est aux prises avec une guerre civile ; beaucoup d'abominables crimes pourraient s'y produire, sans que personne n'en sache rien.

De même, la revue économique "Globes" s'est attardée sur les exportations d'armements israéliens à destination du continent noir, pour dire qu'elles ont accusé, en 2014, une croissance de 40%. Les chiffres publiés par le ministère de la Guerre du régime sioniste montrent, aussi, que le volume des exportations d'armement israéliennes, à destination des pays africains, est passé de 107 millions de dollars, en 2010, à 318 millions de dollars, en 2014. french.irib.ir 06.07

5- Egypte

- Egypte : 241 terroristes tués, au Nord du Sinaï - french.irib.ir

Au moins, 241 terroristes, ont été tués, depuis le lancement, mercredi dernier, des opérations des forces sécuritaires et militaires égyptiennes, au Sinaï.

«L'armée égyptienne a eu de sérieux affrontements avec les éléments du groupe terroriste Daech, dans la région de Cheikh Zaveid et au Nord du Sinaï, tandis que les chasseurs F-16 de la force de l'armée de l'air égyptienne ont frappé les lieux d'affluence des terroristes», a écrit, sur sa page Facebook, le porte-parole militaire de l'armée égyptienne. De même, les forces sécuritaires égyptiennes ont arrêté 4 fugitifs et 29 personnes suspectées d'activités terroristes.

Toujours, selon le porte-parole de l'armée, 21 soldats égyptiens ont été tués, au cours de ces affrontements. Les opérations d'envergure de l'armée égyptienne, au Sinaï, ont été lancée, après 15 attaques terroristes simultanées contre les bases de l'armée, à Cheikh Zaveid, attaques, qui ont causé la mort de 64 soldats égyptiens. french.irib.ir 06.07

Haut de page

Le 8 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h22.

On a ajouté 30 articles.

On a ajouté un dossier Grèce pour que vous puissiez retrouver facilement les articles depuis février 2015.

Ne m'en demandez pas plus, il fait 43°C à l'ombre., 40°C dans la pièce où je bosse, un travail de forçat... et ingrat !

La causerie du matin.

On commence le formatage des nouveaux articles qui seront en ligne d'ici deux heures, il est 13h31 à Pondichéry.

Pendant qu'ils vendent des armes à l'Arabie saoudite, qui servent à bombarder le Yémen ou sont livrés aux barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat ismatique qui massacrent les peuples libyens, irakiens, syriens...

- "Paris ne vendra aucune arme à Pékin" (Le Drian) - french.irib.ir

«Paris ne vendra aucune arme à Pékin, en raison des embargos d'armements dont il fait l'objet», a déclaré le ministre français de la Défense, suite à la décision de l'Elysée de ne pas vendre ses navires de classe "Mistral" à la Russie.

Lors d'un point de presse conjoint avec son homologue américain, Ashton Carter, le ministre français de la Défense, Jean-Ive Le Drian, a rejeté les rumeurs, selon lesquelles la France vendrait ses navires de guerre à la Chine. Dans ce droit fil, le ministre français de la Défense a déclaré, au micro de l'édition chinoise de la VOA, que la France respectait l'embargo sur les armements dont la Chine fait l'objet.

La France faisait partie des membres de l'Union européenne, qui ont mis en application l'embargo sur les armements contre la Chine, en 1989. french.irib.ir 07.07

On aura compris que le PS et le gouvernement français sont totalement alignés sur Washington, ce n'est pas un scoop mais une confirmation qu'il fallait relever pour que personne ne puisse dire qu'il ne le savait pas ou que leur positionnement aurait été occasionnel ou fortuit, ce qui n'est pas le cas, il est permanent.

ACTUALITE EN TITRES

En famille ou quand une loi de droite rédigée par un parti de droite satisfait la droite.

- Loi Macron: la droite ne déposera pas de motion de censure - AFP

La tyrannie religieuse ou le Maroc à l'heure de Riad ou de ses barbares.

- Marrakech: Cinq jeunes arrêtés pour ne pas avoir respecté le jeûne du ramadan - 20minutes.fr

On passe plus de temps avec ses collègues de travail...

- Travail: 44 % des Français sont tentés par une relation extra-professionnelle - 20minutes.fr

Pour avoir bossé dans 45 boîtes, je peux affirmer qu'ils sont très loin du compte, mais cette sous-évaluation peut s'expliquer par le fait qu'un salarié sur deux ou deux sur trois ne bénéficient pas de conditions permettant ce genre de relations, car dès lors qu'elles sont réunies, ils n'hésitent pas à recourir à cette relation pour mettre un peu de piment dans leur existence routinière ou carrément changer de partenaire.

Cela m'est arrivé une seule fois, mais à cette époque (1974-75) j'étais jeune et célibataire, j'avais 19 ans, je bossais au Gan comme gratte-papier et j'étais sorti avec Françoise qui avait 15 ans de plus que moi. Elle était agent de maîtrise, c'était une intellectuelle, je lui dois cinq minuscules brochures sur la philosophie qu'elle m'avait donnés suite à nos discussions pour m'encourager à poursuivre mon développement intellectuel naissant qui allait me conduire au marxisme deux ans plus tard, par chance ces brochures ont échappé au tsunami de 2004. Bien que sans nouvelles d'elle depuis, j'ai toujours une petite pensée pour elle 40 ans plus tard. Et dire que celle qui allait devenir ma première épouse quelques années plus tard m'accusera de ne pas être sentimental...

La pire des tentations sera lorsque j'étais délégué syndical, j'aurais pu sortir avec près d'une dizaine de femmes dont certaines voulaient même faire leur vie avec moi, et j'ai toujours refusé parce qu'il n'y avait pas de place dans ma vie pour une

autre femme que celle qui partageait mon existence... qui me trompera quelque temps plus tard et me larguera.

J'ai le défaut ou la faiblesse d'être généralement fidèle à mes principes ou à mes valeurs, à mes idées, ce dont peuvent profiter des gens pas toujours bien intentionnés à mon égard ou hypocrites sans en tirer le moindre bénéfice à l'arrivée, bien au contraire. J'ai réussi à me persuader il y a fort longtemps qu'il ne pouvait pas en être autrement, et mon expérience ou en observant le sort qui avait été réservé à celles qui avaient abusé de ma confiance n'a fait que le confirmer.

Cela dit, chacun demeure libre de faire sa vie comme il l'entend. Il arrive que la règle du jeu soit faussée à la base et que ni l'un ni l'autre n'en aient conscience, que l'un ou l'autre ou les deux se leurrent sur la nature de leur relation ou ce qu'ils en attendent. Pour le reste, la société qui s'emploie à nous pourrir l'existence au quotidien, se fera un malin plaisir à ronger ou détruire les relations les plus solides, saines ou sincères, mille fois hélas pour n'avoir jamais cessé d'y penser depuis 26 ans ! Il est exceptionnement rare dans la vie que se présente deux fois la même opportunité (et pas seulement dans ce domaine), alors lorsqu'elle est gâchée et qu'on a conscience de ce qu'on a perdu et que c'est irréversible, pour le restant de nos jours, on ne parvient jamais à s'en remettre totalement.

Dossier grec

Du côté des tyrans de la troïka.

- La BCE assurera la liquidité minimale d'Athènes jusqu'à dimanche - Reuters

La Banque centrale européenne assurera la liquidité minimale à la Grèce jusqu'à ce que les membres de la zone euro se prononcent sur un projet d'accord ce week-end, a déclaré mardi François Hollande à Bruxelles. Reuters 07.07

- Un scénario détaillé de "Grexit" tout prêt, selon Juncker - Reuters

Des mesures destinées à alléger le fardeau de la dette grecque pourraient être évoquées si un accord est conclu cette semaine, mais un scénario détaillé prévoyant une sortie de la zone euro a été préparé... Reuters 07.07

Les derniers développements

- Grèce : les grands partis derrière Alexis Tsipras - Francetv info

Deux jours après la victoire du "non" au référendum grec, la position d'Alexis Tsipras est plus que jamais renforcée. La plupart des grands partis se sont rangés derrière lui et ont signé un texte commun. "C'est toute l'audace d'Alexis Tsipras. À défaut de trouver un accord avec ses créanciers, il le trouve ici, en Grèce, avec ses ennemis politiques", rapporte Clément le Goff, qui précise que "socialistes, conservateurs - à l'exception de l'extrême droite -, tous sont tombés d'accord sur un texte commun pour la poursuite des négociations".

Le Premier ministre, Alexis Tsipras, se pose donc en rassembleur de la nation. "Il veut donner l'image d'une Grèce soudée, unie derrière lui, et cela deux jours seulement après un référendum qui a divisé le pays", poursuit le journaliste de France 2. Francetv info 07.07

- Crise grecque : tractations en cours à Bruxelles - Francetv info

Mardi 7 juillet, aux alentours de 20 heures, le sommet des chefs d'État de la zone euro est en cours à Bruxelles. Il fait suite à la victoire du "non" au référendum grec, le dimanche précédant. "Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras est arrivé sans aucune proposition écrite et concrète de réformes. Cela ressemble un peu à un camouflet. C'était quand même un conseil extraordinaire pour rien", explique Maryse Burgot en direct de Bruxelles. "Dans le même temps ici on explique qu'Alexis Tsipras avait quand même un ton très constructif. Il n'avait pas son ton habituel. Ce serait même avec une certaine modestie qu'il aurait demandé un nouveau programme d'aides à ses homologues européens", poursuit la journaliste.

Pas sûr que cela suffise pour amadouer les Européens les plus réticents, dont les Allemands. "Il faut maintenant que Tsipras fasse des propositions concrètes, il a quelques heures pour le faire. On est donc repartie pou une nouvelle série de réunions dans les prochains jours avec une nouvelle convocation de l'Eurogroupe dans quelques jours et sans doute un nouveau conseil extraordinaire, dimanche à Bruxelles", conclut Maryse Burgot. Francetv info 07.07

- Pourquoi le gouvernement grec est arrivé les mains vides à l'Eurogroupe - latribune.fr

Le nouveau ministre des Finances grec n'a rien proposé de neuf à l'Eurogroupe de ce mardi dont la réunion a tourné court. Une stratégie qui vise à placer au centre la question de la dette.

Le gouvernement grec tente d'imposer ses propres priorités. Ce mardi 7 juillet, les créanciers avaient une fois de plus fixé leur calendrier en prévoyant un Eurogroupe avant le conseil européen. Autrement dit, la logique financière devait continuer à primer sur la logique politique. L'idée était donc la même qu'au cours des dernières semaines : engluer la Grèce dans des discussions financières techniques qui devront être validées au niveau des chefs d'Etat ensuite. Avec cette méthode, aucun accord satisfaisant pour Athènes n'était possible puisqu'Alexis Tsipras n'entend signer un texte technique qu'après un engagement sur la dette. Or, cet engagement ne peut se prendre qu'au niveau politique. Voilà pourquoi Athènes a annoncé déposer une demande d'aide complète au MES (mécanisme européen de stabilité) demain, incluant sans doute une restructuration de la dette.

Pas de propositions

Le gouvernement grec a donc contourné la difficulté. Le nouveau ministre des Finances, Euclide Tsakalotos, est arrivé à l'Eurogroupe sans nouvelle proposition concrète, se contentant d'évoquer la proposition présentée le 1er juillet dernier (laquelle, rappelons-le, n'était pas si éloignée de la proposition du 25 juin rejetée par les électeurs grecs). L'Eurogroupe a donc été dans l'incapacité de s'exprimer. Du coup, les chefs d'Etats et de gouvernements ne pourront pas discuter sur des éléments techniques. Et c'est exactement là où Alexis Tsipras voulait en venir : entamer un dialogue au niveau politique, incluant la question de la dette. Le premier ministre grec va ainsi rencontrer Angela Merkel et François Hollande avant le Conseil.

Comment discuter avant de poser la question de la dette ?

Car, en réalité, les discussions techniques sans ce préalable sont absurdes : établir des objectifs d'excédents et des mesures à prendre sans discuter de la dette revient à enterrer la question puisque, précisément, ces objectifs sont basées sur la nécessité de rembourser intégralement la dette. Il faut donc d'abord discuter de ce point crucial, notamment de la question de la dette détenue par la BCE (Banque centrale européenne) qui doit être remboursée en juillet et août de cette année (6,7 milliards d'euros), mais aussi en 2016 (2,3 milliards d'euros) et en 2017 (6,3 milliards d'euros). Athènes propose une reprise de cette dette par le MES, une décision qui relève du niveau politique.

Attentes absurdes des chefs d'Etats et de gouvernements

Evidemment, cette manœuvre peut échouer. Les chefs d'Etat peuvent se montrer irrités et rejeter tout dialogue ce mardi soir. Mais ce comportement semblerait étrange. Comment imaginer qu'un gouvernement qui vient d'être conforté par le « non » massif au référendum arrive sans vouloir parler de la dette et en présentant un plan encore plus strict que le précédent ? Là aussi, une telle attente semble loin de la réalité. Alexis Tsipras va donc, comme il l'a promis dès dimanche soir, mettre la question de la dette sur la table. Il y a fort à parier qu'il ne soit pas entendu. Mais son mandat renouvelé le 5 juillet l'obligeait à agir ainsi. latribune.fr 07.07

Les médias ou la propagande au service de la troïka.

- Arrêtons le discours lénifiant après le vote grec - LePoint.fr

Le référendum n'aura pas seulement des conséquences financières. Le risque d'un soulèvement populaire provoqué par les pénuries et la situation en Méditerranée est réel. LePoint.fr 07.07

Au Point il joue la carte du chaos et rêve d'un règlement à la Maidan...

- Grèce: une sortie de l'euro pas exclue pour la Commission européenne - AFP

- Pour la presse allemande «les Grecs ont voté pour le Grexit » - LeFigaro.fr

- Grèce: «Malgré la victoire du non, la marge de manœuvre de Tsipras est très faible» - 20minutes.fr

- Tsipras au piège des solutions blague et des promesses magiques - Slate.fr

- L'Europe attend les propositions de la Grèce - Francetv info

L'Eurogroupe et les chefs d'État de la zone euro patientent. Des nouvelles propositions d'Alexis Tsipras dépend la réouverture des négociations. Francetv info 07.07

Si la délégation grecque est arrivée les mains vides mardi à la réunion de l'Eurogroupe, c'était parce qu'elle estimait que la question de la dette devait être mise sur le tapis, ce que refuse la troïka et l'Allemagne notamment.

Donc Francetv info se fait le porte-parole de la troïka en accordant la priorité aux propositions des Grecs au lieu de la dette qui est

la priorité du gouvernement grec, histoire ensuite d'accuser les Grecs de faire preuve de mauvaise volonté, sous-entendant qu'il est normal que ce soient les Grecs qui fassent de nouvelles concessions et non la troïka qui n'a pas à prendre en compte les besoins exprimés par le gouvernement grec, et que par conséquent en cas d'échec des "négociations" entre les deux parties, ce serait les Grecs qui en porteraient la responsabilité et non la troïka que protège Francetv info de toute critique à venir.

Francetv info, c'est la voix de l'Etat, des institutions française, du gouvernement, au même titre que l'Insee ou l'AFP, l'Agence Française de la Propagande officielle qui est devenu une officine du néolibéralisme.

La question grecque alimente la crise des partis de droite et d'extrême droite.

Au parti de l'ordre

- La Grèce divise Les Républicains - Le Huffington Post

- Politique: Carlos Da Silva juge Alain Juppé triplement «irresponsable» de prôner la sortie de la Grèce de l'euro - 20minutes.fr

- Villepin: "la Grèce retrouve sa fierté" grâce à Tsipras - AFP

Chez son supplétif.

- "Position unanime des socialistes" pour le maintien de la Grèce dans la zone euro - AFP

- Marie-Noël Lienemann (PS): "le temps est venu de dire non" à l'Allemagne - AFP

Et leur complément naturel.

- Comment Marine Le Pen a tourné casaque sur la dette grecque - L'Express.fr

En février elle était alignée sur la troïka, et après le 5 juillet et que le vent est tourné en Grèce, elle est favorable à un "aménagement" de la dette grecque...

L'extrême droite est le champion toutes catégories en terme d'opportunisme ou de populisme, jouant avec l'amnésie du peuple pour mieux flatter ses attentes et mieux le berner à l'arrivée.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis.

- «Si je suis élue Présidente, nous attaquerons l'Iran» - french.irib.ir

Vendredi, l'aspirante présidente des États-Unis, Hillary Clinton, s'est adressée à une audience, triée sur le volet, au Dartmouth College, au cours d'un évènement programmé de sa campagne électorale. Elle a menti, en appelant l'Iran «une menace à l'existence d'Israël… J'espère que nous serons capables de sceller un accord, la semaine prochaine, et de mettre un couvercle sur son programme nucléaire». «Même si un tel accord se produit, nous aurons, toujours, des problèmes majeurs avec l'Iran. Ils sont les sponsors en chef du terrorisme mondial. Ils utilisent des proxy, comme le Hezbollah, pour semer la discorde et créer des insurrections, qui déstabilisent les gouvernements. Ils prennent, aussi, de plus en plus le contrôle d'un nombre de nations, dans la région, et ils posent une menace existentielle, pour Israël. Nous avons tourné notre attention vers le travail avec nos partenaires, pour essayer d'endiguer et de prévenir l'agressivité continuelle de l'Iran».

Fait : Les services de renseignement américain et israélien ont tous deux dit que le programme nucléaire de l'Iran n'avait aucun composant militaire. Aucune preuve ne vient suggérer que Téhéran veut même en avoir un. Beaucoup de preuves indiquent le contraire. En tant qu'aspirante à la présidence, en 2008, Clinton avait dit, à la convention annuelle de l'AIPAC, (NdT : le puissant lobby israélo-sioniste, aux États-Unis) :«Les États-Unis se tiennent aux côtés d'Israël, aujourd'hui, et pour toujours. Nous avons des intérêts communs… des idées communes… des valeurs communes. J'ai une volonté de fer, pour maintenir la sécurité d'Israël. Nos deux nations luttent contre une menace commune, contre la menace de l'extrémisme islamique. Je soutiens, fermement, Israël et son droit à l'auto-défense, et je pense que l'Amérique devrait aider cette défense.Je suis impliquée

à assurer qu'Israël maintienne un avantage militaire, pour faire face à ces menaces. Je suis, profondément, concernée par la menace croissante que représente Gaza et la campagne de terreur, menée par le Hamas».

Une telle campagne n'existe simplement pas. Les seules menaces auxquelles doit faire face Israël sont celles qu'il invente. Clinton a répété de vieux mensonges fatigués, disant que la charte du Hamas «appelle à la destruction d'Israël. L'Iran menace de détruire Israël». «Je suis en faveur d'étiqueter la Garde Révolutionnaire Iranienne, (NdT : Gardiens de la Révolution/Pasdarans), pour ce qu'elle est : une organisation terroriste. Il est impératif que nous devenions, à la fois, dur et intelligent, pour gérer l'Iran, avant qu'il ne soit trop tard».

Elle soutient une «réplique massive», si l'Iran attaque Israël, disant à cette époque : «Je veux que les Iraniens sachent que moi, présidente, nous attaquerons l'Iran. Dans les 10 prochaines années, pendant lesquelles ils pourraient, stupidement, considérer lancer une attaque contre Israël, nous serons capables de, totalement, les oblitérer». Elle approuve l'utilisation de cluster bombs, d'agents toxiques et d'armes nucléaires, dans les théâtres de guerre, menées par les USA. Elle appelle ces armes de la dissuasion qui «maintiennent la paix». Elle fut une des seuls six sénateurs démocrates opposés au blocage du déploiement des systèmes de missiles non testés, des armes de première frappe, entièrement, offensives. french.irib.ir 07.07

2- Syrie

- Damas réagit aux déclarations d'Obama concernant une transition du pouvoir, en Syrie - french.irib.ir

L'ambassadeur de Syrie, en Russie, a, vivement, critiqué les déclarations du président des Etats-Unis concernant une transition du pouvoir, en Syrie, et le départ du Président Bachar al-Assad.

L'ambassadeur de Syrie, à Moscou, Riyad Haddad, a déclaré, mardi, qu'aucune puissance, même, les Etats-Unis, n'a le droit de s'ingérer, dans les affaires intérieures de la Syrie.

Riyad Haddad a rejeté les déclarations du Président Barack Obama, qui a proposé une transition politique, en Syrie, ainsi que la formation d'un nouveau gouvernement, accompagnée de la démission du Président Bachar al-Assad. "Personne n'a le droit de demander la démission du Président Assad, élu, démocratiquement, par la majorité des Syriens", a ajouté Riyad Haddad. Il a, ensuite, souligné que les sondages montrent que plus de 60% des Syriens sont pour le maintien au pouvoir du gouvernement du Président Bachar al-Assad. french.irib.ir 07.07

3- Yémen

- Yémen : un bateau de guerre anéanti - french.irib.ir

Selon le site d'information Lahaj News , " les forces spéciales de l'armée yéménite ont pris pour cible lundi un bateau de guerre égyptien qui attaquait Sanaa é " le bateau a été pulvérisé alors qu'il se trouvait aux larges de Zaba, port saoudien. Selon une source bien informée au sein de l'armée yéménite , les forces spéciales faisaient partie de la garde nationale. Elles ont réussi à surmonter les obstacles et à faire exploser un bateau de guerre égyptien au port de Zaba.

Les sources saoudiennes n'ont pas osé confirmer cette attaque et se sont contentés d'affirmer qu'un missile venu " de nulle part et tiré on ne sait pas par qui " a détruit " un bateau égyptien". Est -ce le fait d'un missile? Les sources bien informées soulignent qu'un commando de l'armée yéménite ont pu pénétrer dans les eaux territoriales, monter à bord du bateau et le plastiquer ". Ce bateau avait participé au pilonnage des zones civiles yéménite. Il a explosé avec les membres de son équipage à bord. french.irib.ir 07.07

ECONOMIE

BRICS

- BRICS : le taux du commerce intérieur augmente de 70% - french.irib.ir

Le ministre russe du Développement économique a annoncé qu'en 2014, le taux des échanges commerciaux, à l'intérieur du BRICS, s'est élevé à 291 milliards de dollars.

Alexeï Oulioukaev a déclaré que le taux des échanges commerciaux entre les pays du BRICS a augmenté de plus de 70%, en six ans, passant de 168 milliards de dollars, en 2008, à 291 milliards de dollars, en 2014. Le ministre russe a ajouté que ces chiffres indiquent que le BRICS suit une politique économique satisfaisante. Le BRICS regroupe les cinq grandes

puissances économiques émergentes : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud. french.irib.ir 07.07

Haut de page

Le 9 juillet 2015

CAUSERIE

On a mis un peu d'ordre dans la page d'accueil du site, les articles de juin des différentes rubriques ont été archivés. Je répondrai dans la journée aux courriels que j'ai reçus. Je dois aller en ville acheter le matériel pour faire mes travaux. J'attends de voir comment évolue la situation en Grèce pour mettre le site en stand by pendant quelques semaines comme cela a été annonçé. Je dois avoir terminé impérativement mes travaux avant la prochaine mousson.

A partir de septembre quand la température déclinera, je finaliserai mes plantations, sous 40°C ou plus actuellement toutes mes plantes crèveraient, pour le moment elles poussent dans des sacs plastiques de riz ou de ciment remplis de terre et de compost abrités par une bâche spécialement conçue pour l'agriculture ou l'horticulture qui ne laisse passer que 10% des rayons du soleil, cela dit à cause de la chaleur je dois les arroser deux fois par jour. En prime hier soir on a mangé le premier concombre. Au moins là mes efforts sont récompensés...

Le site sera actualisé dans l'après-midi ou demain car il n'y a pas d'infos urgentes ou importantes, à part peut-être Macron qui vient de révéler qu'il était monarchiste !

Vous ignoriez peut-être que le PS était compatible avec la monarchie, maintenant vous le savez. Cela vous fait une belle jambe, n'est-ce pas ? Ne le prenez pas sur ce ton, demandez-vous plutôt comment on a pu l'ignorer si longtemps, comment et pourquoi les uns et les autres se sont employés à camoufler sa véritable nature de droite et s'en sont finalement toujours accommodés.

La suite plus tard.

Haut de page

Le 10 juillet 2015

CAUSERIE

Voilà qui pourrait nous servir d'introduction à la causerie du jour. (rédigé hier matin)

Et pendant ce temps-là, dans un rapport de 24 pages le Pentagone détaille sa Stratégie Militaire Nationale, (SMN), pour 2015 et promet à tous les peuples la guerre, toujours plus de guerres, toujours plus longues, plus atroce, la guerre sans fin.

Et vous croyez qu'il y aurait un Etat, un chef d'Etat, un Premier ministre, un gouvernernement, un parlement qui par le monde appellerait à rompre ses relations avec l'impérialisme américain : Aucun !

Et pendant ce temps-là, le Parlement européen complice de la Commission européenne adopte un nouveau volet du projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) qui aura pour conséquence de soumettre tous les Etats de l'UE à la dictature des multinationales américaines et autres, de brader le peu de souveraineté qu'il reste aux peuples de l'UE.

Et vous croyez qu'il y aurait un Etat, un chef d'Etat, un Premier ministre, un gouvernernement, un parlement qui appellerait à rompre avec l'UE, l'euro, la BCE : Aucun !

Mais l'heure est à l'euphorie après le non massif au référendum grec, qu'il nous soit permis de ne pas partager cet enthousiasme dans la mesure où nous ne percevons aucune recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines.

Dans la vie ou sur le plan politique, on peut vivre une multitude d'expériences sans en tirer profit pour autant, pour demeurer incapable d'en tirer le moindre enseignement. Il faut qu'elles se traduisent par une modification pratique de notre comportement pour espérer ne pas les avoir vécues pour rien ou en pure perte dans l'avenir, ce qui doit se traduire sur le plan politique par notre engagement dans un parti, dans le cas contraire le bénéfice qu'on pouvait en retirer s'épuisera rapidement du fait

qu'on demeurera inconsciemment soumis à l'inertie de l'histoire qui tend en permanence à nous tirer en arrière. Comme quoi l'absence d'un tel parti est cruel !

Des millions de travailleurs ont participé un jour à la lutte de classes, à des grèves ou manifestations, réunions ou meetings, sans pour autant que leur niveau de conscience politique ne progresse, pire encore, des centaines de milliers se sont organisés dans des partis ouvriers pour les quitter par la suite sans avoir davantage progressés, ce qui témoigne que ces expériences ne leur ont servi strictement à rien ou n'ont pas permis à notre cause de progresser, il en va de même des millions de travailleurs qui sont syndiqués. Dans 9 cas sur 10, l'adhésion à un syndicat n'a pas plus de valeur politique qu'un abonnement à la piscine du coin.

On est donc en droit d'affirmer qu'il existe un sérieux problème au niveau de la conception de la lutte de classes qui a été adoptée par tous les partis ouvriers, qui est obsolète ou n'est pas adaptée à notre époque ou à la société, au monde dans lequel nous vivons en 2015. Ils refusent de l'admettre, ils rejettent cette conclusion qui pourtant coule de source en se basant uniquement sur les faits, ils ne veulent pas en entendre parler.

Cette obstination à ne pas regarder la réalité en face est suicidaire, car elle n'augure rien de bon pour la suite, croire ou faire croire le contraire serait se leurrer ou tromper travailleurs et militants.

Si on suivait leur raisonnement jusqu'au bout, on en arriverait à la conclusion qu'un adulte n'a pas à se mettre à la portée d'un enfant pour lui faire comprendre quelque chose, et que ce serait plutôt à l'enfant de se mettre au niveau des adultes, alors qu'il en est incapable du fait de son peu d'expérience de la vie. Peu importe la manière dont l'enfant y parviendra pensent-ils, de gré ou de force ou simplement par mimétisme sans développer la moindre conscience, seul le résultat immédiat compte à leurs yeux sans se soucier de sa véritable valeur, jusqu'au jour où surpris ils s'apercevront qu'elle était pour ainsi dire nulle pour déboucher sur une situation conflictuelle, délétère, incompréhensible, quasi inextricable ou sans issue autre que l'affrontement ou l'indifférence car totalement désarmé pour l'affronter.

Qui ne tire pas des enseignements de chaque expérience vécue est condamné au pire à régresser, au mieux à végéter ou à stagner au même stade d'ignorance et de soumission à l'ordre établi, dans ces conditions aucune progression de son niveau de conscience n'est envisageable, sauf à se leurrer soi-même.

Tirer des enseignements de chaque expérience vécue, c'est acquérir la garantie que chaque acquis ne finira pas par s'estomper ou disparaître au fil du temps, dans la mesure où il s'inscrit dans le cadre d'un processus dynamique, dialectique, qui suit son cours, et au cours duquel on sera amené à vivre de nouvelles expériences qui participeront à leur tour à l'élévation de notre niveau de conscience, pour atteindre un niveau tel que tout retour en arrière, toute rechute deviendra impossible pour peu qu'on soit suffisamment sincère et honnête, qu'on ait développé ces qualités qui nous immunisent contre la vanité ou l'opportunisme, car il s'agit de progresser sur tous les plans à la fois pour être digne des idées qu'on incarne et de la société à laquelle on aspire à vivre, qui dans le cas contraire n'inspireront confiance à personne.

Avez-vous manifesté la moindre confiance en Tsipras ? Si oui, c'était une grave erreur politique. Si non, c'est que vous vous en êtes tenus aux faits, bravo !

Le coup de poignard dans le dos du peuple grec par Tsipras.

Tsipras, le 29 janvier 2013 à Washington à l'institut néolibéral Brookings : « *Nous nous sommes accoutumés au fait de voir des politiciens qui disent une chose… avant d'être élu et une chose différente une fois au pouvoir, (...) nous ne disons que des choses auxquelles nous croyons et que nous allons essayer d'appliquer (...).* »

Avant de passer aux derniers développements, je vous soumets le texte que j'avais rédigé hier matin.

Le premier ministre grec Alexis Tsipras s'emploie à convaincre les chefs d'Etat de l'UE inféodés à l'oligarchie financière et les représentants de la troïka, que la politique d'austérité qu'ils ont imposée ces derniers années a eu des conséquences dramatiques pour le peuple grec comme s'ils ne le savaient pas et n'en étaient pas responsables ou encore ne s'en foutaient pas éperdument puisque c'était leur objectif, faire payer aux travailleurs grecs la crise du capitalisme ou les dettes des banquiers grecs, au lieu de décréter l'annulation de la dette de l'Etat et procéder à la nationalisation des banques et des grandes entreprises. En aparté, la même conclusion s'impose lorsqu'on vous trimballe à un ministère...

Le noeud coulant de la dette passé au cou de tous les Etats a été conçu pour les étrangler et les forcer à mettre en oeuvre les réformes structurelles voulues par l'oligarchie financière, qui détient le pouvoir de le refermer au cas où les Etats ne s'exécuteraient pas, sans que les Etats puissent le desserrer puisqu'ils ont abdiqué le pouvoir d'émettre leur monnaie et ne sont plus maîtres de leur budget.

Nous espérons que la Grèce va être exclue de la zone euro ou être contraint à la quitter, car cela ne suffira pas pour rétablir la situation économique de la Grèce, sans compter que ses créanciers exigeront toujours d'être payés. Même la sortie de l'UE

n'y suffirait pas, sans compter les sanctions et les mesures de rétorsion qui s'abattraient sur elle. On se rendra compte alors, que la thèse selon laquelle il suffisait de rompre avec l'euro et l'UE pour qu'un changement de politique puisse avoir lieu était pure charlatanerie ou illusion, sans simultanément s'attaquer aux fondements du capitalisme qui sont à l'origine de sa crise. (Apparemment, on pourrait être privé de ce scénario qui promettait d'être plein d'enseignements. - ndlr)

Rappelons que ces fondements reposent sur les inégalités entre les classes qui n'ont cessé de s'accroître et qui se sont traduites par la concentration des richesses entre les mains d'une infime minorité de riches ou d'ultra riches capitalistes, tandis les besoins des masses exploitées n'ont cessé de s'accroître également. La confiscation des richesses produites par les oligarques va de pair ou est le pendant de la confiscation du pouvoir politique par des partis à leur solde, elle en est même le corollaire indispensable pour contenir la crise du capitalisme et neutraliser la lutte des classes à leur profit, afin d'imposer leur nouvel ordre mondial sans lequel le capitalisme finirait par s'effondrer.

Tout au long de l'histoire du capitalisme nous avons assisté une multitude de fois au même scénario ou plutôt à la même mise en scène lors de chaque crise ou dépression, qui devait se solder par une plus grande concentration du capital pour contrebalancer les effets de la baisse tendancielle du taux de profit qui mine l'existence du capitalisme pendant ou à l'issue d'une guerre. Aujourd'hui ils exploitent à fond la crise du capitalisme dans le contexte d'un gigantesque endettement de l'économie mondiale qui ne leur laisse aucune marge de manoeuvre, aussi sont-ils contraints de recourir à des méthodes autoritaires pour imposer leur politique à tous les Etats.

Quand ils font dépendre ce qu'ils appellent la croissance d'une hausse de la productivité qui n'est pas envisageable indéfiniment ou au même rythme qu'autrefois et alimente la baisse tendancielle du taux de profit, et de la consommation qui ne peut que stagner ou baisser du fait du chômage de masse et de la menace qui pèse sur chaque salarié du secteur privé, ils témoignent de leur incapacité à résoudre la crise actuelle du capitalisme ou que les moyens employés précédemment sont devenus inopérants, et qu'il leur faut donc procéder autrement en orchestrant l'effondrement du capitalisme sans pour autant que la perspective d'une nouvelle expansion du capitalisme n'en découle, puisqu'ils ont déjà hypothéqué ou consommé les profits qu'il y aurait eu lieu d'en attendre, ils sont donc obligés de s'attaquer violemment aux besoins élémentaires de la population, à l'ensemble des acquis sociaux du prolétariat dans une toute autre perspective politique garantissant leur domination de classe qu'ils savent menacée par les lois de fonctionnement qui régissent le capitalisme, d'où la nécessité pour eux de les contourner ou de s'en émanciper en recourant à des méthodes financières mafieuses, ce dont ils peuvent se permettre puisqu'aucun gouvernement n'osera les dénoncer après avoir corrompu tous les partis institutionnels.

J'ai lu dans un article qu'un conseiller important du gouvernement grec au cœur des négociations avec Bruxelles s'était livré à plusieurs journalistes, et qu'au cours de cet interview il avait expliqué que Tsipras et Varoufakis avaient débarqué en ayant une vision iddylique des institutions européennes, ils croyaient qu'il suffirait de faire preuve de bonne volonté ou d'afficher leurs bonnes intentions pour que l'Eurogroupe, la troïka et le gouvernement allemand en fassent de même ou qu'ils partageaient les mêmes intérêts. Grave erreur, terrible illusion, alors que Tsipras et Varoufakis sont des gens apparemment sérieux et possédant des qualités intellectuels indiscutables, alors qu'ils connaissaient sur le bout des doigts la nature des problèmes auxquels la Grèce était confrontée depuis des années, ils semblent malgré tout ne pas avoir compris pourquoi leurs interlocuteurs adoptaient une position aussi intransigeante ou féroce envers le peuple grec ou qu'ils refusaient tout compromis, exactement comme s'ils (Tsipras et Varoufakis) ignoraient la nature exacte de la crise actuelle du capitalisme telle qu'on l'a exposée brièvement plus haut, ne comprenant pas que l'attitude intransigeante de leurs interlocuteurs n'était pas motivée par leur volonté d'en finir avec cette crise mais bien plutôt de l'instrumentaliser dans une perspective purement politique qui s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie politique mondiale arrêtée par l'oligarchie financière anglo-saxonne, de la même manière qu'on ne peut pas comprendre le développement de la situation au Moyen-Orient et l'acharnement des Américains sur la Syrie qui ont décidé d'avoir la peau d'Assad, si on n'a pas à l'esprit cette stratégie globale qui ne supporte pas la moindre concession ou contradiction, qui nécessite que tout obstacle ou opposant soit éliminé par n'importe quel moyen, y compris en recourant à la pire des barbaries.

La crise du capitalisme a atteint le stade où sa résolution même temporaire et en grande partie artificielle (en recourant au crédit) ne se traduira pas par de nouveaux progrès sociaux, cette époque est définitivement révolue, mais bien par une dégradation constante des conditions de travail et d'existence de l'ensemble des travailleurs, ajoutons sur fond de haines, de chaos généralisés et de guerres sans fin, c'est le prix à payer par tous les peuples pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qui ne doit profiter qu'à une infime partie de la population qu'incarne le néolibéralisme.

Dès 1971 les Américains ont commencé à court-circuiter le fonctionnement normal du capitalisme en réalisant un hold up sur l'économie mondiale dès lors attelés à une monnaie de singe, le dollar. Ils ont poursuivi en créant des instruments financiers de plus en plus perfectionnés pour pomper les économies des classes moyennes et les ruiner. Simultanément ils ont procédé à la dérégulation de la finance pour pouvoir se livrer à une multitude de magouilles pour s'assurer le contrôle des taux de change, des taux d'intérêts, du cours des matières premières, des actions ou de la bourse, ils ont développé les marchés dérivés et autres instruments spéculatifs pour camoufler leurs malversations, ils ont procédé à la dérégulation du commerce mondial à leur avantage ou pour mieux piller les richesses de tous les continents, et pour qu'il ne manque rien à l'appel ils ont fait en sorte que tous les Etats dépendent du marché pour se financer, de telle sorte qu'ils s'endettent jusqu'à l'asphyxie, de manière à les affaiblir et pouvoir dicter la politique qu'ils devaient appliquer sous peine de leur couper le robinet et de les mener à la faillite s'ils résistaient à leur diktat. A l'arrivée on a le schéma complet, parfait, d'une dictature mondiale qui s'est mise en place ou imposée par un groupe de banquiers anglo-saxons et internationaux hypers puissants au-dessus des peuples et des Etats, disposant d'un pouvoir quasi illimité et sans concurrent, hormis la lutte de classe du prolétariat mondial qui n'en est pas encore

rendu au stade de pouvoir revendiquer le pouvoir politique pour décider de son destin, puisqu'il n'est pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction politique.

Messieurs Tsipras et Varoufakis ignoreraient-ils tout cela ? Comment peut-on engager la responsabilité de tout un peuple en en étant inconscient ? Nous avions écrit un jour qu'il était faux ou creux de croire et répéter sans cesse que la politique américaine était uniquement dictée par la volonté des Américains de conserver leur hégémonie sur le monde, c'est une formule qui ne vaut rien ou ne veut absolument rien dire si on ne la replace pas dans le cadre du développement du capitalisme qui le conduit à sa propre faillite, on ne peut pas comprendre que ne pouvant pas y échapper et ses représentants en ayant parfaitement conscience, ils feront en sorte de trouver les moyens de s'émanciper de ce cadre pour assurer leur survie ou garantir leurs privilèges, quitte à enfreindre les règles du capitalisme sur le plan économique, puis tous les traités qu'ils avaient signés sur le plan politique, qu'ils étaient prêts à transformer la société ou l'humanité en un gigantesque camp de travail forcé ou de concentration sans foi ni loi autres que celles qu'ils auraient édictées, tenez les traités transatlantique et transpacifique les préfigurent ou en sont la trame et l'aboutissement, la réalisation grandeur nature.

Mais apparemment cela n'a pas suffit à messieurs Tsipras et Varoufakis qui s'imaginaient pouvoir avoir des relations courtoises, diplomatiques, d'égal à égal avec les représentants de l'oligarchie financière qui avaient de toute évidence d'autres intentions en tête pour adopter une telle disposition.

On rajoutera ce matin, que pour s'employer à convaincre ou feindre de convaincre serait sans doute plus juste les chefs d'Etat de l'UE inféodés à l'oligarchie financière et les représentants de la troïka, Tsipras était : soit un crétin, ce que l'on ne pense pas, soit un vendu, ce qui est le plus vraisemblable pour ne pas dire qu'on en a l'intime conviction depuis le début, rappelez-vous le discours rassurant qu'il avait tenu en 2013 aux Etats-Unis :

- Devant l'assistance rassemblée par le groupe de réflexion néolibéral Brookings Institute de Washington. « *J'espère vous avoir convaincu que je ne suis pas aussi dangereux que certains le croient* », on veut bien le croire !

« *Y a-t-il une raison valable pour que quelqu'un craigne la gauche en Grèce aujourd'hui ?* » a demandé Tsipras à son auditoire au milieu de ses remarques de mardi. « *J'ai entendu la personne qui s'exprimait avant moi dire que je représente la gauche radicale [c'est la traduction du nom de son parti, ndt]… Mais en quoi sommes nous réellement radicaux ? Les alarmistes vous diront que notre parti va arriver au pouvoir, déchirer nos accords avec l'Union européenne et le FMI, faire sortir notre pays de la zone euro, rompre tous les liens de la Grèce avec l'occident cultivé – civilisé, puis transformer la Grèce en une nouvelle Corée du Sud.* » Il assuré à ses auditeurs que le « *but [de SYRIZA] est de sauver le pays et de maintenir le pays dans la zone euro.* »

Sa principale proposition, à laquelle il a fait référence à plusieurs reprises dans ses remarques, est, pour reprendre ses termes, une « *coupe* » pour les créanciers publics de la Grèce, principalement la Banque centrale européenne (BCE) et les pays de la zone euro, similaire à l'annulation partielle de la dettes imposée aux banques et aux prêteurs privés en octobre 2011 qui a réduit de moitié les intérêts attendus des emprunts grecs.

Les remarques de Tsipras montrent clairement que SYRIZA n'a aucune intention de répudier la dette grecque ou de déchirer l'accord sur les mesures d'austérités passé entre Athènes et ce que l'on appelle la troïka (Commission européenne, FMI, et BCE), ils veulent simplement en renégocier les termes.

Tsipras s'est vu demander par un des membres du public pourquoi le peuple grec devrait s'attendre à quelque chose de différent de la part de SYRIZA par rapport à ce que fait le Premier ministre Samaras « *qui était initialement opposé à l'accord et qui maintenant le soutient.* »

« *Nous nous sommes accoutumés au fait de voir des politiciens qui disent une chose… avant d'être élu et une chose différente une fois au pouvoir,* » a-t-il répondu, « *comme vous le voyez, nous ne disons que des choses auxquelles nous croyons et que nous allons essayer d'appliquer. Nous ne disons rien de complètement fou.* »

- Après la réunion de Tsipras au FMI, l'agence a publié un bref communiqué qui reconnaît que Lipton (le n°2 du FMI. - ndlr) et le dirigeant de SYRIZA « *ont eu une discussion constructive et sincère sur les défis économiques auxquels la Grèce est confrontée.* », on aura compris qu'il ne pouvait pas être à la fois "*sincère*" avec le FMI et le peuple grec, on savait d'avance qui il tromperait.

Au sein de la classe dirigeante à Washington, il y a eu des déclarations d'approbation pour la performance de Tsipras aux Etats-Unis, laquelle a été accueillie comme un virage à droite supplémentaire de la part de SYRIZA. « Ce voyage montre l'évolution continue de son profil politique, de plus en plus socio-démocrate, » a déclaré Domenico Lombardi, un partenaire influent du Brookings Institute et ancien représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FMI, au Wall Street Journal. Lombardi, toujours d'après leJournal, a dit que la tournée américaine de Tsipras « souligne le passage de SYRIZA à une position plus équilibrée, politiquement mature, qui pourrait rassembler plus de soutien en Grève et est plus acceptable vue de l'étranger. »

Un article affiché sur le site Web de l'institut Brookings déclare également : « Dans un pays où les gauchistes ont historiquement étés incendiaires, prompts à la violence, et agressivement anti-américains, M. Tsipras se révèle chaleureux, courtois, pragmatique

et pressé d'entendre le point de vue américain. [...] Il a parlé chaleureusement des appels à la justice sociale lancés par le président Obama lors de son discours d'investiture. »

Effectivement, dans son discours de mardi, il a loué la politique du gouvernement Obama et du conseil de d'administration de la Banque fédérale américaine, tout en donnant une image édulcorée de la situation sociale aux Etats-Unis. « L'une des choses que je remarque ces deux derniers jours que j'ai passé aux Etats-Unis [...] c'est que l'Amérique est un pays qui ne se trouve pas dans un état de dépression comme l'est la Grèce, » a-t-il dit. « Je n'ai vu aucun commerce fermé. Je n'as vu aucun visage triste. Je n'ai vu aucun signe de désespoir nulle part. L'Amérique a échappé à la misère après 2008. » (Syriza aux USA: Réunions à huis-clos avec le ministère des Affaires étrangères et le FMI - mondialisation.ca 02.02.2013)

Les quelque 93 millions d'Américains au chômage ou contraints à occuper des emplois à temps partiel, les quelque 40 millions sans couverture maladie, les millions de travailleurs et leurs familles qui ont perdu leur maison et se sont retrouvés à la rue depuis 2008, etc. Tsipra n'en a pas croisé un seul, ils n'existaient pas plus pour lui que pour les banquiers ou le FMI, ce témoignage et le reste de sa prestation aux Etats-Unis en 2013 ne laissaient aucun doute sur sa nature sociale et ses intentions futures.

C'est parce que nous avions conservé à l'esprit ces déclarations de Tsipras, que nous n'avons manifesté aucun enthousiasme en direction de Syriza et du gouvernement grec depuis février dernier. Nous savions que le dénouement approchait depuis l'annonce de ce référendum qui verrait Tsipras et Syriza tomber le masque de l'imposture, du populisme.

Nos lecteurs ne devraient pas en être surpris. Quelle chance ils ont franchement !

Nous avons appelé à voter non au référendum du 5 juillet, sans réserves, en précisant cependant qu'aucune illusion n'était permis dans la politique adoptée par Tsipras et son gouvernement qui s'inscrivait dans la continuité de la politique de leurs prédécesseurs, à aucun moment nous n'avons manifesté le moindre doute sur leur refus d'affronter le capital au-delà de leurs discours démagogiques, y compris en cas de victoire du non. Nous avons été jusqu'à oser caractériser Syriza de parti de droite pour ne laisser place dans la tête de nos lecteurs au moindre doute sur ses réelles intentions présentes et à venir. Un parti de gauche, c'est un parti qui rompt avec la troïka, dans le cas contraire c'est un parti de droite, fastoche à retenir non ?

Avons-nous eu raison ou tort ? Apparemment les faits nous donnent raison sans la moindre ambiguïté.

Avions-nous raison d'écrire que Tsipras avait déjà voté oui en appelant à voter non quelques jours avant le référendum du 5 juillet, vous vous en souvenez, n'est-ce pas ? Tsipras venait d'envoyer (le 26 juin) une lettre à la troïka dans laquelle il capitulait sur toute la ligne.

Avons-nous eu raison de ne pas nous enthousiasmer outre mesure le soir du 5 juillet après l'annonce des résultats de ce référendum ?

Ce n'est pas seulement Alexis Tsipras qui vous a pris pour des demeurés, mais tous les vendus qui ont entretenu le suspens sur ses réelles intentions.

Dans le n°359 d'Iformations ouvrières, Marc Gauquelin, un trotskyste, sans rire, a osé écrire à propos du peuple grec ; "*Il est possible qu'il ait été sensible, sur le moment, aux envolées lyriques du discours d'Alexis Tsipras, mais on peut déjà imaginer que la magie du verbe ne durera pas*", alors que le contenu de la lettre qu'il avait adressée à la troïka quelques jours à peine avant le référendum indiquait sans l'ombre d'un doute sa décision de capituler quel que soit les résultats de ce référendum tuant ainsi dans l'oeuf "*la magie du verbe*" pour qui avait des yeux et des oreilles et était capable de s'en servir pour s'en tenir aux faits, ce qui n'est manifestement pas le cas ici.

Ce qui est en cause ici, ce n'est pas trop les illusions colportées dans un parti et un gouvernement attelés au capitalisme et à ses institutions, mais celles prêtant aux travailleurs grecs la capacité de déjouer les plans cyniques de ce parti et du gouvernement, alors qu'ils n'ont cessé de démontrer depuis cinq ans qu'ils étaient incapables de se doter d'une nouvelle direction politique incarnant strictement leurs intérêts, et qui plus est d'inverser le cours des choses ou d'empêcher que la politique destructrice de la troïka ne s'applique.

Faire preuve d'optimisme alors que rien ne s'y prête, relève de la manipulation des faits pour faire croire aux militants que quelles soient les conditions existantes tout serait possible, ce qui va à l'encontre de la volonté indispensable de partir de la réalité telle qu'elle est pour mener le combat dans la perspective de réunir les conditions politiques qui permettraient aux travailleurs d'affronter le régime dans les meilleures conditions possibles, pour espérer pouvoir lui infliger de réelles défaites et avancer vers son renversement.

En lisant que "*les relais grecs du capital financier, qui bénéficient de la complicité de la vieille classe politique corrompue (...) ont été jusque-là épargnés*" par le gouvernement de Tsipras (Communiqué du POI après le référendum en Grèce du 5 juillet 2015), on pourrait se laisser aller à imaginer que Tsipras fort du résultat du référendum pourrait cesser d'épargner les banquiers et capitalistes grecs, or s'il n'en avait jamais eu l'intention au cours des cinq derniers mois, dès lors on ne voyait pas

pourquoi soudainement il cesserait de les épargner, sauf à ménager le gouvernement grec et entretenir des illusions dans ses intentions, alors que les choses étaient parfaitement claires, sauf pour le POI apparemment.

Que les travailleurs s'appuient sur la victoire du non pour se mobiliser et exiger que le mandat qu'ils ont confié au gouvernement soit respecté est une autre question ou facette de la situation.

Tsipras et Syriza, en trahissant le mandat du peuple grec, vont à l'opposé lui envoyer un message de désespoir, démoralisant, démobilisateur. Il va alimenter la crise au sein de Syriza, coalition faite de bric et de broc conçue depuis le départ pour prendre le relais du Pasok et de la Nouvelle Démocratie pour le compte des créanciers de la Grèce, Syriza est vouée désormais à exploser et décliner avant de disparaître.

Au passage, cette expérience prouve (si nécessaire) aux travailleurs que ce genre de coalition ou mouvement hétéroclite n'a aucun avenir et ne correspond pas au type de formation politique dont ils doivent se doter pour s'emparer du pouvoir politique, et que seul un parti ayant inscrit dans son programme et combattant quotidiennement pour la rupture avec l'euro et le capitalisme, l'ensemble des institutions nationales, européennes et internationales du capital, pouvait incarner leurs intérêts et permettre d'atteindre ensemble ces objectifs politiques, car fondé sur les enseignements de la lutte de classe du passé et armé de la théorie marxiste, guides ou instuments sans lesquels il est impossible de résoudre les questions sociales en suspens et d'entrevoir sérieusement un changement de société ou d'avancer sur la voie du socialisme.

- Grèce : Alexis Tsipras propose une capitulation aux créanciers - latribune.fr

Le plan proposé au MES par la Grèce ce jeudi 9 juillet ressemble de près au projet du 26 juin. Une victoire posthume du "oui" au référendum qui devra être compensé par une restructuration de la dette.

Alexis Tsipras rend les armes. Ce jeudi 9 juillet à 21 heures, le gouvernement grec a remis au Mécanisme Européen de Stabilité (MES) un plan de « réformes » détaillé afin d'obtenir un financement de 50 milliards d'euros sur trois ans.

Excédents à réviser ?

Globalement, ce plan (que l'on peut retrouver ici en intégralité) est assez proche du projet du 26 juin, version légèrement modifiée de celle du 25 juin présentée par les créanciers et rejetée par les électeurs grecs le 5 juillet. C'est donc un plan sévère, prévoyant un excédent primaire (avant service de la dette) de 1% en 2015, 2 % en 2016, 3 % en 2017 et 3,5 % en 2018. Mais Athènes précise qu'elle demande à réviser le « chemin » de ces excédents au regard des « récentes développements économiques. »

Les économies proposées

Pour parvenir à ces objectifs, il sera imposé un taux normal de TVA de 23 %, notamment sur les restaurants et un taux réduit de 13 % sur les hôtels, l'alimentation de base et l'énergie. La décote de 30 % dans les îles sera progressivement supprimée en partant des îles les plus riches. Si les objectifs sont atteints, elle sera maintenue dans les îles les plus pauvres. Une revue aura lieu fin 2016.

Concernant les retraites, la proposition grecque prévoit une réduction des dépenses de 0,25 % à 0,5 % du PIB en 2015 et de 1 % du PIB en 2016. L'âge de départ à la retraite sera de 67 ans en 2022. Le gouvernement demande que la suppression du complément de retraite pour les plus fragiles, l'EKAS soit reportée à fin 2019 au lieu de fin 2018. Mais sa suppression commencera immédiatement par les 20 % qui touchent le plus. La retraite complémentaire sera gelée jusqu'en 2021. Les cotisations santé des retraités seront portées de 4 % à 6 %.

La Grèce propose d'achever la dernière réforme des retraites de 2010 et d'aller plus loin avec une nouvelle réforme. Le point essentiel de cette nouvelle réforme vise à réduire au maximum les départs à la retraite anticipée. Pour cela, le gouvernement compte sur un système de pénalités. (francetvinfo.fr 09.07)

Le programme prévoit par ailleurs des réformes ambitieuses (mais acceptée par le gouvernement depuis longtemps) de l'administration fiscale, notamment. Les réformes du marché du travail seront mise en place en accord avec les standards de l'OCDE qui sont acceptés par Athènes. Enfin, des hausses de taxes et d'impôts sont prévues : sur les sociétés (de 26 % à 28 %), sur les compagnies maritimes ou le luxe. Davantage de privatisations sont aussi proposés. Les dépenses militaires sont réduites de 100 millions d'euros en 2015 et de 200 millions d'euros en 2016. Moins que ce que demandaient les créanciers. En tout, les mesures s'élèvent à 13 milliards d'euros sur trois ans, soit en moyenne plus que les 8 milliards d'euros de la proposition de Syriza du 22 juin.

De nombreuses mesures fiscales techniques sont prévues. Les agriculteurs devraient subir ces nouvelles mesures d'austérité, avec une notamment une baisse des subventions sur le diesel. Les propositions prévoient également de relever immédiatement les taxes sur les produits de luxe et la publicité à la télévision.

Victoire posthume du « oui » ?

Politiquement, la pilule sera difficile à faire accepter par Syriza, le parti au pouvoir. La Vouli se réunira pour voter le texte en procédure d'urgence (jadis honnie par Syriza) vendredi. Le texte proposé ressemble, il est vrai, à une victoire posthume du « oui » puisque le plan légèrement modifié du 25 juin est désormais proposé par Alexis Tsipras. Selon le Guardian, le premier ministre interpréterait ce « non » de dimanche avant tout comme le renouvellement de son mandat, qui le renforcerait dans sa capacité à prendre le « meilleur parti » pour le pays. Or, faute de liquidités, l'économie grecque se meurt rapidement. La situation s'aggrave de jour en jour. Et le premier ministre ne veut pas prendre le risque, ni l'initiative, d'un Grexit. Il doit donc faire des concessions importantes.

Ceci convaincra-t-il la gauche du parti, qui peut représenter 70 des 149 députés de Syriza ? C'est loin d'être sûr. Et déjà, selon Proto Thema, le ministre de l'Energie Panagiotis Lafanzanis, représentant de l'aile gauche, et le chef des Grecs Indépendants, Panos Kammenos, ont refusé de signer le projet de loi. Certes, pour le faire accepter, Alexis Tsipras disposera de quelques atouts : il n'y aurait pas de coupes dans les salaires et (presque pas) dans les retraites, ce qui préserve une importante « ligne rouge » du gouvernement hellénique. Par ailleurs, Alexis Tsipras pourrait tenter de négocier deux concessions importantes dimanche lors du sommet européen.

Un plan d'investissement

La première est un plan d'investissement. Selon nos informations, Athènes demanderait que le « plan » de 35 milliards d'euros promis par Jean-Claude Juncker, qui n'est en réalité que le déblocage des fonds structurels et agricoles actuellement bloqués par la commission européenne, serait rapidement mis à disposition du pays afin de créer un « choc positif » pour compenser les effets des mesures d'austérité. Ce point est important, car même si ces fonds ne sont pas réellement nouveaux, leur injection rapide et massive offre une possibilité qui n'était pas incluse dans les précédents mémorandums. Mais l'effet macroéconomique de ces fonds et leur capacité à « compenser » les mesures prises sont loin d 'être acquis.

Question de la dette

La seconde concession serait évidemment une restructuration de la dette à long-terme. Sans cette concession majeure, il semble impossible que Syriza ne se divise pas. Et il n'est pas sûr que le plan grec soit acceptable même pour Alexis Tsipras. Le texte déposé à la Vouli prévoit de rendre la dette "soutenable" après 2022, donc sur la partie due aux Etats européens. Reste à savoir si les créanciers accepteront d'évoquer le sujet. Ce jeudi 9 juillet, le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a concédé qu'une restructuration était nécessaire, mais il a prévenu que, selon lui, les traités laissaient peu de marge de manœuvre.

Quelle majorité ?

Bref, il n'est pas certain que le parti suive Alexis Tsipras. La question est désormais de savoir ce qui se passera si ce texte n'est adopté qu'avec les voix des partis du centre et de droite, donc les partis du « oui. » Alexis Tsipras dissoudra-t-il la Vouli ou entrera-t-il en coalition avec ces partis pour former une « union nationale » ? Le premier cas risque de bloquer les négociations et de déclencher le Grexit. Le second serait une victoire politique complète pour Bruxelles et Berlin qui ont ce schéma en tête depuis plusieurs mois (sa première mention date d'avril dernier dans un article du Financial Times). Grâce à l'asphyxie financière du pays, les créanciers auront donc réussi à effacer le résultat politique du référendum du 5 juillet.

Menace du Grexit

Mais il n'est pas certain que ce texte soit accepté par les créanciers. Angela Merkel avait demandé des "efforts supplémentaires" lundi 6 juillet en précisant que le plan devait désormais être plus "dur" qu'avant le référendum. Mais avec une telle proposition qui s'apparente à une capitulation, Alexis Tsipras fait des concessions considérables qui ne sont acceptables que dans le cas d'une révision du stock de dettes. Si les créanciers veulent aussi éviter le Grexit, ils doivent donc désormais faire un geste sur le dossier de la dette. Que fera le premier ministre grec si ce plan ne s'accompagne pas d'un engagement sur la dette ? Nul ne le sait, mais la menace du Grexit n'a pas disparu. latribune.fr 09.07

Ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir avec Tsipras.

Sur la question de l'effacement de la dette, Angela Merkel, en visite en Bosnie est restée ferme : "J'ai déjà dit qu'il était hors de question de réduire la dette. Je n'ai pas changé d'avis entre hier et aujourd'hui", a déclaré la chancelière allemande. Même son de cloche du côté de la directrice du FMI, Christine Lagarde : "On ne peut pas appliquer un traitement privilégié à tel ou tel pays pour telle ou telle raison". Francetv info 09.07

Comme quoi la suite était écrite d'avance. Info d'avant-hier.

- Alexis Tsipras prêt à faire de nouvelles propositions à l'Europe - Francetv info

Désormais, le scénario d'un Grexit (sortie de la Grèce de la zone euro) n'est plus écarté. "Je suis contre la sortie de la Grèce de la zone euro, mais je ne pourrai rien faire pour l'empêcher si le gouvernement grec ne fait pas ce qu'on attend d'un gouvernement", a déclaré Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne.

La Grèce devrait s'engager à réformer son régime de retraites et sa fiscalité. Avant demain minuit, Alexis Tsipras devra présenter ses propositions écrites. Les ministres des Finances les étudieront samedi. Dimanche, le sort de la Grèce devrait se jouer, à l'occasion d'un sommet européen des 28 pays membres de la zone euro. Francetv info 08.07

Révélateur. L'union nationale autour de Tsipras... et pour cause.

- Alexis Tsipras réussit à unifier l'Europe... contre lui - Atlantico.fr

Il a reçu tous les chefs des partis de l'opposition parlementaire à l'exception d'Aube Dorée, qui lui ont assuré de leur soutien, lu dans un article hier.

Aucun gouvernement des pays de l'UE ne représente le peuple, tous incarnent la stratégie néolibérale de l'oligarchie financière.

En Complément.

- Les banques grecques resteront fermées jusqu'à lundi - Reuters

Les banques grecques resteront fermées jusqu'à lundi prochain et le plafond de retrait sera maintenu d'ici là à 60 euros par jour et par personne, a annoncé mercredi le ministère des Finances. Reuters 08.07

Ce sont les mêmes qui imposent ces mesures : Washington et ses oligarques.

- Grèce : les banques resteront fermées jusqu'à lundi - Francetv info

- Ses ports bloqués, le Yémen traverse une grave crise humanitaire - Reuters

Un article bon à jeter à la poubelle... comme beaucoup d'autres.

Combien ont spéculé sur l'issue de la crise grecque sans tenir compte de la nature de Tsipras, de Syriza et du gouvernement grec ? On nous avait même affirmé que le nouveau ministre des Finances grec Euclide Tsakalotos était encore plus marxiste que le précédent et qu'il falait s'attendre à ce qu'il adopte une position intransigeante envres la troïka, quel enfumage, quel manque d'a propos ou de perspicacité !

- Pourquoi la Grèce n'a pas intérêt à négocier le Grexit - latribune.fr

La sortie de la Grèce de la zone euro devient un scénario de plus en plus probable. Mais qui appuiera sur la gâchette ? La réponse à cette question n'est pas seulement rhétorique, mais aura aussi des conséquences légales.

Le Grexit est-il inéluctable ? Ce mercredi 8 juillet, rien n'est joué. La Grèce joue son rôle de bon élève. Elle a transmis une demande officielle de soutien de 50 milliards d'euros au Mécanisme européen de Stabilité (MES) pour une durée de trois ans. Mardi soir, le Conseil européen a demandé à Athènes de lui proposer un plan de « réformes ». La Commission a précisé que ce plan devra arriver à Bruxelles avant jeudi, minuit. S'il est validé, ce plan permettra de débloquer un financement relais, puis de débloquer les fonds du MES. Dans ce cas, la BCE pourrait alors rétablir pleinement le pays dans la zone euro en redonnant de l'air aux banques. Et la Grèce resterait dans l'euro, pour l'instant du moins.

Sans accord dimanche, le Grexit inévitable

Mais si ce n'est pas le cas ? Si le énième plan grec ne convient pas, alors les créanciers européens semblent décider à lâcher la Grèce. Donald Tusk, le président du Conseil européen, a parlé de « dernière chance. » Ce mercredi matin, le gouverneur de la Banque de France a prévenu que sans espoir d'un accord politique, le robinet de l'ELA (fourniture de liquidité d'urgence) sera coupé. Dès lors, la Grèce n'aura plus accès au moindre euro. Une telle option, si elle n'est pas encore sûre, est loin d'être exclue. Mardi soir, Angela Merkel a prévenu qu'elle souhaitait des conditions plus dures que celles prévues dans les propositions rejetées par le peuple grec le 5 juillet. Ceci ressemble à une punition du peuple grec pour son « mauvais » vote de dimanche. Punition, on le comprend, a priori difficilement acceptable par le gouvernement hellénique.

Une austérité acceptée à Athènes

Il est malaisé de dire à la lecture de la lettre du ministre des Finances grec Euclide Tsakalotos si cette exigence allemande sera respectée. Le texte fait par de la volonté de prendre des « mesures fiscales et des mesures sur les retraites » dès la semaine prochaine, mais sans fournir de détails. Et Alexis Tsipras pourrait faire avaler la pilule d'un plan sévère à son peuple. Après tout, depuis le « non » de dimanche, il est devenu incontournable en Grèce. N'ayant plus guère d'adversaire à sa hauteur, il peut prétendre que ce nouveau mémorandum permettra de réaliser les réformes véritables que les Grecs attendent : la destruction du clientélisme et l'amélioration de l'efficacité de l'Etat. Il peut aussi expliquer que c'est le prix à payer pour rester dans l'euro, ce que souhaite encore l'immense majorité des Grecs.

La volonté grecque de discuter de la dette

Ceci serait peut-être acceptable - non sans mal cependant - si le gouvernement obtenait un engagement ferme à ouvrir des discussions sur la restructuration de la dette. Ce sera là sans doute l'argument suffisant pour faire voter un plan drastique à la Vouli, le parlement grec. Et c'est sans doute sur ce point que se jouera le Grexit. Dans sa demande au MES, Euclide Tsakalotos a indiqué que la « Grèce salue une opportunité (« welcomes an opportunity ») d'explorer d'éventuelles mesures à prendre pour que la dette publique devienne soutenable et viable sur le long terme. » Un texte certes assez vague, mais qui prouve la détermination grecque à aborder cette question dans le cadre du plan du MES.

Le refus de la restructuration des créanciers

Or, aucun créancier ne veut aborder ce point. Jean-Claude Juncker a évoqué une vague promesse d'ouvrir les discussions sur la dette en octobre, une fois les réformes engagées. Mais cette promesse ne saurait satisfaire Athènes. Elle serait encore moins engageante que celle de novembre 2012 qui n'a pas été respectée. Surtout, la probabilité du respect de cette promesse est très faible. Ce mercredi, un porte-parole du ministère allemand des Finances a expliqué que Berlin « n'était prêt ni à une décote classique sur la dette, ni à un reprofilage », donc à une révision du taux d'intérêt et de la maturité de la dette. Bref, le gouvernement allemand préfère prendre le risque de perdre tout que de négocier la dette. Et cela rend désormais très difficile un accord.

Sortie négociée ?

Dès lors, la question du Grexit doit s'accompagner d'une autre interrogation : celle de la forme que prendra ce Grexit qui, rappelons-le, n'est pas prévu par les traités. Depuis mardi soir, un scénario circule dans les cercles européens : en cas d'échec des négociations, les créanciers européens pourraient proposer à la Grèce une « sortie négociée » de la zone euro, moyennant une aide financière. Ce scénario permettrait de traiter de tous les sujets qui fâchent et de solder la question grecque en Europe. Mais comment négocier un Grexit ? La réponse la plus simple serait le recours à l'article 50 du traité de fonctionnement de l'UE (TFUE) qui permet de négocier la sortie de l'UE d'un pays... à sa demande. Or, il est pratiquement impossible que la Grèce accepte une telle procédure.

Un Grexit « par nécessité », le choix d'Athènes ?

Pourquoi ? D'abord parce que, en Grèce, personne ne veut quitter la zone euro, encore moins l'Union européenne. Alexis Tsipras ne cesse de le marteler et il n'acceptera pas de négocier cette sortie. Dans ce cas, une expulsion sous la pression de la BCE peut lui sembler un meilleur choix, politiquement, mais pas seulement. Si, en effet, la Grèce ne prend aucune initiative pour sortir de la zone euro, mais est contrainte de modifier sa monnaie par la force de la nécessité, parce qu'elle n'a plus accès à l'euro, elle n'aura aucune raison de quitter l'UE. Elle pourra même toujours prétendre alors être membre de la zone euro, temporairement incapable d'utiliser cette monnaie. Une sorte de « mise entre parenthèse » qui peut durer longtemps, mais qui aura l'avantage de préserver l'adhésion à l'UE et les promesses d'Alexis Tsipras.

Vide juridique

La Grèce profiterait alors d'un vide juridique : les traités ne prévoient pas ce cas : que faire, lorsque toutes les banques d'un pays sont inéligibles au financement de la BCE ? Or, c'est précisément ce qui est sur le point d'arriver en Grèce. Faute d'euros, les entreprises commencent à échanger des bons ayant une valeur monétaire de facto (ce que l'on appelle des « scrips »). Pour éviter que l'économie ne sombre, le gouvernement pourrait nationaliser les banques, émettre des créances ayant valeur monétaire et réquisitionner la banque centrale. C'est un plan évoqué, selon The Telegraph, par le cabinet grec. Tout ceci est interdit par les traités, mais nécessité faisant loi, Athènes peut prétendre y être contraint par la décision de la BCE de couper l'ELA.

Des sanctions contre la Grèce ?

Comment réagira alors l'UE ? Sanctionner la Grèce ne sera pas simple. Il faudra avoir recours en effet à l'article 7 du traité de l'Union européenne qui permet de suspendre d'un certain nombre de droits les Etats membres lorsqu'est avérée « l'existence

d'une violation grave et persistante » des « valeurs européennes » énoncées à l'article 2. Or, ces valeurs ne sont pas économiques, mais politiques. Donc, l'article 7 est inutilisable. Quand bien même il le serait, il faut l'unanimité du Conseil pour imposer une sanction. Or, la Grèce a un atout : Chypre. Si le gouvernement chypriote n'a guère de sympathie pour celui d'Athènes, on voit mal Nicosie sanctionner le « grand frère » grec au nom de l'hellénisme. Bref, la Grèce a toutes les raisons de ne pas quitter l'UE. Et donc de ne pas négocier sa sortie.

Redénominer la dette grecque

De plus, si la Grèce refuse la sortie de la zone euro, mais y est contrainte de facto, elle espère pouvoir imposer une redénomination de sa dette en nouvelle monnaie. En effet, Athènes pourra prétendre qu'on l'a « contrainte » à changer de monnaie. Dans ce cas, comment exiger de la Grèce qu'elle remboursât en devises sa dette ? Ceci risque évidemment de conduire également à un combat juridique sévère, les créanciers voyant dans cette redénomination un défaut. Mais, là encore, ce serait un moyen pour la Grèce de prétendre être dans son droit et de ne pas cesser les paiements. De plus, le maintien dans l'UE rendront les sanctions économiques des créanciers à l'égard de la Grèce très difficiles. Imposer un embargo et des saisies envers un Etat membre de l'UE sera-t-il possible ? Il y aura là sans doute de quoi plaider. Et donc gagner du temps.

Tenter l'accord jusqu'au bout

En conséquence, la Grèce a tout intérêt à ne pas négocier sa sortie et à se laisser expulser. Aussi le gouvernement grec est-il très soucieux de montrer jusqu'au bout sa détermination à trouver un accord. Il va donc sans doute jeudi faire de nouvelles concessions et respecter autant qu'il le peut les procédures. Son but va être de ne pas pouvoir être accusé de déclencher le Grexit. Il va donc laisser les créanciers le pousser vers une sortie qu'il pourrait ne pas accepter, tout en en tirant profit le plus possible. latribune.fr 08.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Nostalgie de l'Ancien Régime. Oligarchie absolue ou la négation de la démocratie

- Macron, plus royaliste que socialiste ? - Francetv info

- Emmanuel Macron: "Il nous manque un roi" en France - L'Express.fr

Emmanuel Macron serait-il pour le retour de la monarchie en France? Une interview accordée au journal hebdomadaire Le 1, qui paraît ce mercredi, sème le doute. Le ministre de l'Economie soutient que les Français n'ont jamais vraiment voulu décapiter Louis XIV. Mais il va même plus loin en affirmant qu'il "nous manque un roi".

L'ex-banquier d'affaires allègue que la démocratie comporte un absent, "la figure du Roi". "La démocratie comporte toujours une forme d'incomplétude car elle ne se suffit pas à elle-même", affirme-t-il. Pour démontrer son propos Emmanuel Macron tente d'opérer une analyse de l'Histoire de France: "La Terreur a creusé un vide émotionnel, imaginaire, collectif : le roi n'est plus là! On a essayé ensuite de réinvestir ce vide, d'y placer d'autres figures : ce sont les moments napoléonien et gaulliste, notamment". L'Express.fr 08.07

Un monarque qui concentre tous les pouvoirs et qui a droit de vie et de mort sur ses sujets, voilà en concentré la définition de la démocratie des représentants de l'oligarchie financière qui vise l'établissement d'une monarchie absolue.

Il y a quelque temps dans une interview au Wall Street journal, un oligarque s'était épanché et avait déclaré qu'on pouvait se poser la question de la légitimité du suffrage universel qui diluait la démocratie, en confiant au peuple ignard la responsabilité de se prononcer sur des questions qui le dépassaient et n'étaient pas vraiment de son ressort, et que dans ces conditions c'était plutôt à un groupe restreint de personnes ou à une élite disposant d'un puissant pouvoir ou de compétences reconnues que devait revenir la décision d'engager le présent et l'avenir de la société.

Avec l'adoption du traité transatlantique ils atteindront pratiquement cet objectif, à ceci près que la lutte des classes continuera et que les nantis finiront par devenir la bête immonde à abattre dans le monde entier, ensuite nos lecteurs cesseront de nous reprocher d'employer un discours outrancier, qui à côté de celui des néolibéraux paraîtra peu cruel, car nous nous destinons à éliminer la capacité de nuisance des oligarques en renversant le pouvoir politique pour instaurer une République sociale qui se passera de leurs service, pour la bonne raison que les banquiers seront déchus de leur statut et n'auront pas plus de pouvoir qu'un simple citoyen, rendu à ce stade ils ne représenteront plus aucune menace pour la société.

Ils ne pouvaient pas trouver mieux comme porte-parole qu'un vulgaire parvenu et une

menteuse professionnelle pour porter la croix.

- "Ne touchez pas à nos églises!": Sarkozy cosigne un appel dans Valeurs Actuelles - L'Express.fr

"Ne touchez pas à nos églises!", répond Valeurs Actuelles à la "provocation" de Dalil Boubakeur. Le recteur de la mosquée de Paris a récemment proposé de transformer les églises désaffectées en mosquées. C'est une "offense", estime l'écrivain Denis Tillinac en lançant un appel contre cette initiative. Appel signé notamment par l'ex-chef de l'Etat Nicolas Sarkozy, Eric Zemmour, Elisabeth Lévy, Charles Beigbeder, Jeannette Bougrab ou encore Sophie de Menthon.

L'hebdomadaire s'appuie sur un sondage exclusif réalisé par l'Ifop, selon lequel 67% des Français sont "opposés à ce que les églises vides ou abandonnées soient transformées en mosquées". La proportion est encore plus forte chez les catholiques (72%), pourtant de moins en moins nombreux à fréquenter les 45 000 églises de France. Et chez les sympathisants du parti Les Républicains (81%) et du FN (83%).

- Caroline Fourest: l'après-Charlie Hebdo et comment transformer les victimes en bourreaux - Slate.fr

Comme quoi, pour que cette chienne de garde de l'idéologie néolibérale ne puisse pas revendiquer notre statut de bourreau lorsque nous l'aurons réduite au silence, il faudra l'exterminer !

Le traité qui signera la déchéance de nos droits.

- Traité transatlantique : les députés européens accordent un soutien sous condition - Francetv info

Le Parlement européen a apporté, mercredi 8 juillet, un soutien conditionnel au projet de Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), un traité de libre-échange que l'Union européenne négocie depuis deux ans avec les Etats-Unis. Il se déclare favorable à un accord "approfondi, global, ambitieux, équilibré et de qualité en matière de commerce et d'investissement" dans une résolution adoptée par 436 voix contre 241 et 31 abstentions.

Le Parlement n'intervient pas dans les négociations avec les Etats-Unis, qui sont menées par la Commission européenne au nom des Etats membres, mais il disposera d'un pouvoir d'approbation, et donc d'un droit de veto, sur l'accord final. Son refus d'inclure dans le futur traité un mécanisme d'arbitrage privé, dit ISDS (Investor-state dispute settlement), voulu par les Américains pour régler les différends entre les investisseurs et les Etats, pourrait constituer une pierre d'achoppement dans la poursuite des négociations.

Un amendement sur les tribunaux d'arbitrage

Selon un amendement voté mercredi matin, le Parlement accepte à la place "un nouveau système de règlement des litiges (...) où les affaires éventuelles seront traitées dans la transparence par des juges professionnels indépendants, nommés par les pouvoirs publics, en audience publique, et qui comportera un mécanisme d'appel". Fruit d'un compromis entre les groupes politiques de centre-droit et de centre-gauche, ce mécanisme reste dangereux aux yeux de certains socialistes, dont ceux de la délégation française, des écologistes, de la gauche radicale et de l'extrême droite.

Le Collectif Stop Tafta (acronyme français pour désigner le TTIP) estime que "les eurodéputés n'ont pas souhaité rejeter l'inclusion d'un mécanisme de règlement des différends Investisseurs-Etats dans l'accord futur". Selon le collectif, cela "donnera aux entreprises étrangères le droit exclusif d'attaquer des États"

"Tout comme sur la gestion de la crise grecque, l'Union européenne s'obstine dans une direction désavouée par les opinions publiques européennes" selon Jean-Michel Coulomb, du Collectif Stop Tafta.

L'organisation s'appuie sur une consultation publique organisée par la Commission elle-même où 97% des avis exprimés étaient contre ce mécanisme. Francetv info et latribune.fr 08.07

Cet épisode montre que le TTIP doit être rejeté et qu'il n'est pas amendable.

100% réactionnaire.

- Royaume-Uni : le gouvernement coupe dans les prestations sociales - Francetv info

Un budget "100% conservateur", résument les médias. Le ministre des Finances, George Osborne, a présenté, mercredi 8 juillet, sa feuille de route pour le Royaume-Uni, avec de fortes coupes budgétaires au niveau des prestations sociales. Une manière de réduire la place de l'Etat, comme l'avait promis David Cameron lors de la dernière campagne des législatives de mai

dernier, rappelle le journal Les Echos.

Les crédits d'impôt pour les familles et les travailleurs aux revenus modestes sont fortement réduits. L'objectif du gouvernement est de réduire la facture liée à ces prestations sociales de 12 milliards de livres par an, soit d'environ 10 %. Francetv info 08.07

ACTUALITE EN TITRES

Macron 49-3 roi des Francs, pardon de l'euro.

- Loi Macron : un troisième 49-3, pour faire définitivement adopter la loi - LeParisien.fr

Effectivement, en France comme en Grèce les travailleurs doit refuser toute "charge supplémentaire".

- Grèce : Fillon refuse toute «charge supplémentaire pour les contribuables français» - LeFigaro.fr

- 3,8 milliards d'euros supplémentaires pour la Défense - Public Sénat

Guerre psychologique ou le règne de la terreur.

- Harcèlement dans les transports: «Dorénavant, il n'y aura plus de tolérance, plus d'indifférence, plus d'yeux fermés» - 20minutes.fr

- Le journal «La Nouvelle République» condamné pour harcèlement sexuel - Liberation.fr

Un coup de pouce financier pour les smicards, pas vraiment. Vive l'armée !

- Un coup de pouce financier pour les soldats de l'opération Sentinelle - Francetv info

Les 7 000 militaires engagés dans cette opération intérieure d'ampleur inédite en France vont notamment voir leur indemnité pour service en campagne (ISC) augmenter de 150 euros pour trente jours de mission et de plus de 200 euros pour un déploiement de six semaines, avec effet rétroactif au 7 janvier.

"Ils ont des journées difficiles, ils restent là quatre, cinq, six semaines, parfois plusieurs fois dans l'année, donc ils méritent la reconnaissance de la nation", a souligné Jean-Yves Le Drian.

En complément.

- Défilé du 14 juillet : les premières répétitions ont débuté - Francetv info

- Le Génie parachutiste, un régiment unique en France et en Europe - Francetv info

On vous fera grâce de ces articles que je n'ai pas lus non plus, on en connaît le contenu nauséabond s'inscrivant dans la logique de la propagande de guerre de l'impérialisme français et de l'Otan.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Toute dernière défaite us en Syrie - french.irib.ir

Un journal américain revient sur la stratégie US en Syrie et la toute récente défaite américaine face à la Résistance. "Au mois de mai 2014 Obama a fait état de nouveaux efforts des Etats Unis pour former et armer les rebelles modérés anti-Assad. Le mois

suivant il a réclamé 500 millions dollars au congrès pour financer le départ de 5000 effectifs US en Syrie où ils auraient du former les rebelles en question pour les trois années à venir. Or les experts ont relevé tout de suite deux défauts. La nouvelle force est beaucoup plus petite pour pouvoir changer quoi qu'il soit à la donne et paralyser la puissance multiforme d'Assad.

L'administration a en effet pris prétexte de Daech et sa guerre contre cette organisation pour justifier la taille de la force précitée. A l'heure qu'il est le président est en train de récolter les fruits de ses actions incomplètes et à moitié faites. Dimanche le chef du Pentagone a présenté un rapport catastrophique de l'état dans lequel se trouve la force en question. Un an après la decision présidentielle seuls 60 syriens ont été entraînés dans le cadre de cette force.et ce alors qu'israël et la Jordanie donnent Assad finissant, et Daech capable déjà de s'emparer de Damas.

C'est donc une défaite totale pour un président qui ne cesse d'affirmer avoir fondé sa strategie irako-syrienne sur la formation des forces locales contre Daech. Selon Ashton Carter, les 3500 militaires US déployés en Irak n'ont réussi qu'à entrainer 8800 militaires irakiens et peshmarghas. De surcroit le nombre des sunnites à avoir été entraînés est à peine 1300 écrit le journal sans oser avouer la raison de cette défaite qui est la suivante : les tribus sunnites d'Irak et de Syrie refusent de coopérer avec les USA. Ils refusent de prendre les armes contre Bagdad et Damas, en d'autres termes Daech, cette invention américaine, a servi plutôt à souder sunnites et chiites syriens et irakiens qu'à les diviser. french.irib.ir 08.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

- Pour les syndicats, la loi Macron enterre le CDI et les prud’hommes - libération.fr

Avocats, magistrats et représentants des salariés dénoncent l’inconstitutionnalité du plafonnement des dommages et intérêts pour licenciement abusif, instauré par le projet de loi pour la croissance, définitivement adopté vendredi.

C’est une alliance un peu improbable qui se dessine pour contrer le projet de loi Macron, de retour à l’Assemblée nationale ce jeudi 9 juillet. Vent debout contre le plafonnement des indemnités en cas de licenciement injustifié instauré par le texte du ministre de l’Economie – qui sera adopté le 10 juillet par 49.3 – le syndicat de la magistrature (SM) et le syndicat des avocats de France (SAF) ont décidé d’adresser un «mémoire» au Conseil Constitutionnel. Leur but ? Profiter du recours des parlementaires Les Républicains, qui devraient demander aux Sages de se prononcer sur l’inconstitutionnalité de l’ensemble du texte, pour attaquer ce dispositif qui «bouleverse le droit du licenciement». Et ce même si juristes et députés de droite ne se battent pas vraiment pour les mêmes raisons…

«Si l’enjeu du litige est trop faible, personne ne saisira le juge.»

Soutenus dans leur démarche par les principaux syndicats de salariés (CGT, CFDT, CGT-FO, CFE-CGC, Unsa et Solidaires), avec qui ils ont lancé une pétition, le SAF et le SM dénoncent les conséquences de cette barémisation, ajoutée au texte après les annonces du Premier ministre du 9 juin. Elle consiste à fixer dans la loi les plafonds d’indemnités allouées par les tribunaux prud'homaux lors de licenciements abusifs. Ces plafonds augmentent en fonction de l’ancienneté du salarié et de la taille de l’entreprise. Ainsi, selon le barème, un salarié avec moins de deux ans d’ancienneté dans une entreprise de moins de 20 salariés peut espérer obtenir au maximum une indemnité équivalant à trois mois de salaire. L’indemnité d’une personne licenciée et ayant 2 à 10 ans d’ancienneté dans une société de 20 à 299 salariés d’ancienneté sera de 4 à 10 mois de salaire. Elle atteindra 6 à 12 mois de salaire si la société compte plus de 300 salariés. Un dispositif à plusieurs vitesses que l'exécutif justifie par la volonté de doper l'emploi dans les PME, en levant les soi-disant freins à l'embauche. Mais, pour le SAF et le SM, ce système créera «une rupture sans précédent avec le droit du licenciement et le principe de réparation intégrale».

Moins favorable aux salariés dans sa première version, le barème a été revu à la hausse par les rapporteurs socialistes de la commission spéciale de la loi Macron, le 11 juin. Mais ces retouches, jugées insuffisantes, n’ont pas convaincu les avocats et les magistrats qui craignent également que ce dispositif ne soit plus dissuasif pour les employeurs. «Si les indemnités sont trop faibles, personne ne saisira le juge. A partir de là, l’employeur a un faible risque de contentieux, puisque peu de salariés risquent de l’attaquer, et le cas échéant, les condamnations seront faibles. L’employeur peut alors licencier sans véritable motif et le droit du travail est réduit à une déclaration de bonnes intentions», dénonce le SAF. Pour Florian Borg, son président, «cela signe la fin du CDI et potentiellement des prud’hommes». Marie-Andrée Seguin, déléguée CFDT, à ses côtés lors d’une conférence de presse commune, évoque «une véritable impunité patronale et un possible effet d’aubaine pour se débarrasser des salariés anciens à moindre coût». Pour Frédéric Paré, de la CGT, c’est «une trahison du salariat par un gouvernement dit de gauche».

Pour un même préjudice, l’indemnité variera du simple au double.

Les juristes dénoncent notamment le recours au critère du nombre de salariés pour définir les plafonds applicables. Ce dernier créerait une «rupture d'égalité» puisque, à ancienneté égale, pour un même préjudice, l'indemnité variera du simple au double. Mais, selon ses détracteurs, le dispositif ne pénalisera pas que les salariés, puisqu'il égratigne aussi le pouvoir du juge. «Un véritable séisme», selon Patrick Henriot du SM, inquiet de voir «la mission du juge réduite de moitié par cette mesure scandaleuse du point de vue du droit de la responsabilité, de la justice sociale et de la logique économique». Avec le barème, il deviendra notamment impossible pour les juges de prendre en compte la situation réelle des salariés injustement licenciés et les difficultés propres à chaque cas (l'âge, la situation familiale, les qualifications…). Ainsi, «un salarié d'une entreprise de 19 salariés, licencié à 55 ans, ayant 9 ans d'ancienneté, un emprunt immobilier, des enfants à charge (étudiants), ne retrouvant pas d'emploi après 5 ans de recherche active, ne pourra obtenir qu'entre 2 et 6 mois de salaire», notent-ils.

Au-delà du Conseil constitutionnel, l'affaire pourrait aller jusqu'à la Cour de Justice de l'Union européenne pour non-respect des directives européennes, selon les syndicats. Mais le juridique ne sera pas le seul champ de bataille. Si l'article venait à être appliqué, juristes et syndicats trouveront «de nouveaux moyens pour obtenir de justes dommages et intérêts, notamment au civil pour discrimination, harcèlement ou encore préjudices d'image», prévient Marie-Andrée Seguin, de la CFDT. Pas sûr, alors, que l'objectif de désengorgement des tribunaux réussisse… libération.fr 09.07

Haut de page

Le 11 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry, 18h

Finalement on a trouvé le temps d'atualiser la rubrique *Articles d'actualité*.

On reviendra demain sur certains articles qui valent vraiment le coup.

Pondichéry, 16h47

On a ajouté 37 articles dont une grande partie sur la situation en Grèce. Les spéculations vont bon train... On attend au tournant ceux qui nous avaient assuré qu'on allait voir ce qu'on allait voir avec Syriza au pouvoir...

Si j'en trouve le temps, on établira la liste des auteurs des articles publiés par les différents portails où nous nous approvisionnons en articles qui nous ont raconté n'importe quoi, des intellectuels, des professeurs, des bac +10, il en faut beaucoup plus pour nous impressionner, encore plus pour nous induire en erreur.

On ne peut pas, on n'a pas le droit d'épargner ceux qui parce qu'ils refusent de rompre avec l'UE et le capital et de l'assumer passe leur temps à colporter des illusions et à induire en erreur leurs lecteurs, travailleurs et militants. Les derniers masques tombent. Lisez la suite qui le confirme.

On actualisera la rubrique *Articles d'actualité* ce soir ou demain matin.

Après avoir constaté que le portail national du POI était "*en travaux*" depuis plusieurs semaines, on vient d'apprendre qu'une lutte interne aurait éclaté au sein du courant communiste internationaliste (CCI) ou trotskyste qui de facto dirige le POI. On a mis en ligne l'article de la tendance Claire du NPA qui évoque cette crise du POI pour les militants que cela intéresse.

La causerie du matin.

On pouvait guère imaginer pire déni de démocratie, pire mépris du peuple, pire imposteurs que Tsipras et Syriza, les clones du Front de gauche ou Die Linke, Podemos ne faisant que les imiter.

On poursuivra demain ou lundi, je dois aller en ville faire des courses pour la semaine à venir.

Syriza, Die Linke, Front de gauche, Podemos. Populisme. Un déni en appelle un autre et ainsi de suite.

Ce sont des démagogues, des manipulateurs, et nombreux sont ceux qui ont feint de l'ignorer parce que cela les arrangeait, tous ceux qui avaient misé le moindre espoir dans Tsipras et Siriza, intellectuels et opposants soi-disant déclarés à la troïka, se sont

avérés être inconsistants, des vendus, et ils se sont définitivement discrédités aux yeux des travailleurs qui n'ont plus aucune raison de leur accorder la moindre confiance, ce qui n'est pas pour nous déplaîre, car il y a urgence à se détourner de ces charlatans ou agents du capital se présentant sous un faux masque, pour construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire en Grèce, mais aussi en France, Espagne, Allemagne, etc.

Ils ne s'y trompent pas.

- Les Bourses européennes en forte hausse à la mi-séance - Reuters

Les Bourses européennes continuent, vendredi à la mi-séance, de saluer - tout comme l'euro et les obligations du Sud de l'Europe - les signes d'accélération des tractations entre la Grèce et ses créanciers. Reuters 10.07

- Retour de l'euphorie en Bourse cette semaine, dans la perspective d'un accord sur la Grèce - LeFigaro.fr

- Confiante sur la Grèce, Wall Street finit la semaine par une nette hausse - AFP

- Les Bourses européennes résolument optimistes au sujet de la Grèce - AFP

- Grèce: les créanciers jugent "positive" la nouvelle proposition du gouvernement - AFP

Les créanciers de la Grèce (UE, BCE, FMI) qui ont examiné vendredi la nouvelle proposition soumise par le gouvernement d'Alexis Tsipras l'ont jugée "positive", y voyant "une base de négociation" en vue d'un troisième plan d'aide d'un montant de 74 milliards d'euros, a appris l'AFP de source européenne.

"Les trois institutions sont convenues de donner une évaluation positive à la proposition de réforme transmise hier (jeudi soir) par le gouvernement grec", a précisé cette source dans la soirée. Cette proposition, qui fait renaître l'espoir d'un accord évitant à Athènes la sortie de l'euro, sera examinée samedi par les ministres des Finances de l'union monétaire réunis à Bruxelles.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a de son côté défendu vendredi soir, devant le parlement à Athènes, sa proposition d'accord faite aux créanciers du pays, tout en admettant qu'elle contient des mesures "difficiles" et "loin" du "pacte électoral" de la gauche radicale. AFP 10.07

Les partisans déclarés de la troïka votent les propositions de Tsipras à la troïka.

- Grèce: Le Parlement donne son feu vert à la proposition d'accord avec les créanciers - 20minutes.fr

Le Parlement grec a donné dans la nuit de vendredi à samedi son feu vert à la proposition d'accord soumise aux créanciers du pays par le gouvernement d'Alexis Tsipras qui a cependant enregistré les défections de plusieurs députés de son parti, selon un décompte de l'AFP.

Le Premier ministre, qui avait fait de ce vote un choix de «haute responsabilité nationale», a recueilli 251 votes positifs sur un total de 300 députés pour aller négocier samedi avec les créanciers du pays (UE, BCE, FMI) sur la base de la proposition qu'il a mise sur la table jeudi soir. Mais il a enregistré les défections d'environ dix députés de son parti de gauche radicale Syriza qui se sont abstenus ou, pour deux d'entre eux, ont voté contre ce plan d'accord. 20minutes.fr 11.07

Le masque de Syriza est tombé.

- Alexis Tsipras disait non à l'austérité, pourtant les propositions du Premier ministre grec vont aujourd'hui dans le sens des créanciers.

Aujourd'hui Alexis Tsipras est dans une position délicate vis-à-vis de son parti : "cinq mois à peine après son élection, Alexis Tsipras risque d'avoir besoin des voix de l'opposition, car dans son parti, le parti Syriza des députés ont annoncé qu'ils allaient voter contre", souligne le journaliste. "Un comble après son succès au référendum", souligne le journaliste. "La rumeur ce soir à Athènes c'est que si jamais il ne devait pas avoir de majorité dans son propre camp, il pourrait alors demander un nouveau vote pour l'obtenir."

Le premier ministre est aussi dans une position délicate vis-à-vis des Grecs qui ont dit non à l'austérité et se retrouvent aujourd'hui avec des propositions de mesures très dures. Francetv info 10.07

Le peuple grec ne capitulera pas.

- Les déçus du non expriment leur désarroi, place Syntagma à Athènes - LeMonde.fr

Il y a trois semaines, Myrto Kalogeropoulou défilait avec engouement, place Syntagma dans le centre d'Athènes, pour soutenir son gouvernement. Il y a deux semaines, la jeune femme de 31 ans manifestait avec fierté pour appeler à voter oxi (« non ») au référendum du 5 juillet. Vendredi 10 juillet au soir, toutefois, au milieu de la grande foule, place de la Constitution, cette électrice de Syriza avait perdu son enthousiasme.

Comme Myrto, ils étaient environ 7 000 à s'être réunis au pied du Parlement grec pour rappeler leur volonté de dire non aux mesures de rigueur pour la Grèce. Tous n'ont pas caché leur colère contre le « nouveau mémorandum », qu'ils jugent trop austère.

« Ces mesures relèvent d'une trahison, lâche Myrto Kalogeropoulou, pourtant membre de la force politique Syriza depuis 2004. C'est la mort de notre parti. »

Elle l'assure : « Nous allons vers des divisions au sein de notre force politique. Les mesures d'austérité ont détruit le pays. Les nouvelles propositions de Tsipras détruisent l'espoir né ces dernières semaines. » La jeune femme estime toutefois que cette période « de lutte » n'a pas été vaine. « Le référendum nous a rendus exigeants, il y a eu une effervescence politique, maintenant, nous allons nous battre jusqu'au bout, avance-t-elle. Nous allons continuer à protester pour que cet accord ne passe pas. » A quelques mètres d'elle, dans la foule, Angelos, 24 ans, est aussi déçu. « Nous nous sommes battus, on pensait que ce vote avait une valeur ! Je suis surpris, nous n'avons pas reculé mais Tsipras si, explique cet électeur de la gauche radicale. »

Christos Ioannidis partage ce sentiment de colère, en observant ce rassemblement au goût amer. Il arbore sur sa poitrine, un badge « Oxi ». Cet adhérent Syriza de 58 ans affirme toutefois qu'il n'est pas là pour « dénoncer » son gouvernement qui « n'a pas eu le choix ». Il veut « rappeler [son] opposition à l'austérité pour laquelle nous avons voté. Aujourd'hui c'est comme si notre voix ne comptait pas. Nous le disons haut et fort, on a voté non, au risque d'aller à la lutte contre l'Europe ». Ce chômeur se dit en revanche plus « pessimiste » sur la suite des tractations : « Bien sûr que ces propositions passeront dimanche, ce sont les suggestions de Jean-Claude Juncker [président de la Commission européenne], pourquoi les créanciers refuseraient-ils ? » Christos prédit toutefois « des conséquences, ici dans la rue ».

Au-dessus de la foule, des drapeaux du PAME flottent en masse. Venus en grand nombre, les partisans du syndicat du Parti communiste ont crié leur colère. Fait rare, les communistes, les trotskistes léninistes d'Antarsya et quelques petits groupes d'extrême gauche, forces politiques d'ordinaire divisées, ont manifesté aux côtés de Syriza vendredi soir. « L'actualité veut cela, c'est une coïncidence », insiste Giorgia Taztaz, retraitée communiste. « Syriza est fini ! », renchérit à quelques mètres Charalambos Tsavimos, un retraité de 60 ans, remonté. « Du jour au lendemain, Tsipras a décrété que les mesures d'austérité étaient viables, s'emballe le communiste, pendant des semaines on nous a fait croire à une résistance ! Tout retombera dimanche. » LeMonde.fr 10.07

- Les Grecs choqués par les propositions du gouvernement - Francetv info

"Non, c'est non", c'est le nouveau slogan affiché ce 10 juillet sur les banderoles des manifestants grecs, qui protestent contre les dernières propositions du gouvernement pour rester dans la zone euro. Pour eux, ces mesures sont toujours synonymes d'austérité. "Les privatisations, toutes les hausses de TVA, les coupes dans les pensions des retraités, tout ça c'est juste un nouveau plan de rigueur", estime une jeune femme au micro de France 2.

"Tsipras s'est moqué de nous"

Ces propositions, similaires à celles recommandées par les créanciers de la Grèce, ne conviennent pas à une population qui a majoritairement dit "non" aux mesures proposées par l'UE. "Sous la pression de tout le système européen, Tsipras n'a fait que reculer", estime un manifestant. Les salariés de la restauration sont ainsi très en colère face à l'idée d'une hausse de la TVA dans ce secteur. "Je me sens trahi, parce que selon moi Tsipras s'est moqué de nous, et il ne peut rien faire", s'insurge ainsi un cuisinier. Francetv info 10.07

- Grèce : le peuple se sent désabusé et manifeste contre une nouvelle politique d'austérité - Atlantico.fr

Les Grecs demandent en effet à Alexis Tsipras de respecter le Non qu'ils ont été plus de 60% à prôner le 5 juillet dernier lors du référendum annoncé par le premier ministre. Car si certains admettent qu'il faudra de toute façon se serrer la ceinture, d'autres se disent trahis et désabusés. "Qu'on ait voté oui ou non, on se doutait bien que ça finirait comme ça, a déploré une productrice de radio grecque, selon Francetv Infos. On n'avait aucune idée des mesures que proposerait Tsipras après le scrutin. On n'avait pas besoin de savoir. Rien n'a changé finalement." Atlantico.fr 10.07

Syriza ne supporte pas la vérité.

"Propagande", "mensonges"... ce vendredi, la matinale de BFMTV en a pris pour son grade, en direct, de la part d'une militante de Syriza, le parti de gauche radicale au pouvoir en Grèce. huffingtonpost.fr 10.07

Les adhérents, militants, sympathisants de Syriza qui soutiennent encore Tsipras ou la direction de Syriza doivent effectivement mentir effrontément pour défendre leur capitulation devant la troïka et assumer le mépris du résultat du référendum de dimanche dernier, bref, ils ne peuvent que s'enfoncer davantage dans le déni des faits qui les trahissent en se contredisant sans cesse. Que cela fasse le bonheur des porte-parole de la troïka et qu'ils en deviennent hystériques n'a rien d'étonnant, c'est le lot réservé à tous les imposteurs une fois démasqués.

Vérifions que nous ne faisons pas dans le procès d'intention et que nous nous en tenons aux faits.

- Un programme de compromis qui reprend les demandes des créanciers - Le Huffington Post

Depuis le début des négociations, la Grèce est prête à de nombreuses concessions en échange d'un allègement de sa dette. On ne peut donc pas parler d'une capitulation du gouvernement grec. Alexis Tsipras jouera pourtant une partie serrée pour faire voter le texte au Parlement, où cette demande d'allègement de la dette devra convaincre l'aile gauche de Syriza d'adouber un texte qui sera certainement voté grâce aux voix de l'opposition. huffingtonpost.fr 10.07

- Grèce : les propositions d'Alexis Tsipras proches de celles des créanciers - Francetv info

Les nouvelles mesures proposées par le Premier ministre grec vont parfois plus loin que celles rejetées par référendum le 5 juillet. Francetv info 10.07

- Grèce : l'Allemagne se méfie toujours - Liberation.fr

Les politiques restent circonspects, mais le SPD salue le revirement de Tsípras. La presse, elle, est un peu plus ouverte. Même le «Bild», très anti-grec, salue les nouvelles propositions tout en se réjouissant qu'elle aient été inspirées par l'ex-Troïka. Liberation.fr 10.07

- A quoi aura servi le référendum grec? - L'Express.fr

Cette fois, les propositions d'Alexis Tsipras sont arrivées à l'heure sur la table des créanciers de la Grèce. Mais la proximité du document avec le texte qui avait été soumis à référendum interpelle.L'Express.fr 10.07

- Grèce : Tsipras a repris l'essentiel des propositions de la « troïka » - LeMonde.fr

Impossible de jouer au jeu des sept erreurs entre les propositions de Tsipras et celles de la « troïka » tant elles se ressemblent. LeMonde.fr 10.07

- Grèce : Bruxelles étudie les propositions d'Alexis Tsipras - Francetv info

Un document de 13 pages qui soulage Bruxelles. "Les propositions sont suffisamment détaillées, rien de bien étonnant puisque le texte grec reprend quasiment mot pour mot la plupart des demandes des créanciers", rapporte Julien Duperray en direct d'Athènes. Francetv info 10.07

- Les Grecs divisés après l'annonce des propositions d'Alexis Tsipras - Francetv info

Les mesures annoncées sont à l'opposé des promesses du Premier ministre qui avait pourtant appelé les Grecs à voter "non" au référendum de dimanche dernier. En Une des journaux grecs ce matin à Athènes, les nouvelles mesures proposées par Alexis Tsipras. Ces dernières provoquent des réactions contrastées. Des mesures d'austérité contre lesquelles les Grecs avaient voté ily a seulement cinq jours. "Qu'ils dansent tous ensembles maintenant, tous dans le même panier", lance une Athénienne au micro de France 2. "J'étais sûre que ça se terminerait comme ça. Malheureusement on n'avait pas trop le choix", confie une seconde.

Ce matin, ce sont les partisans du "oui" au référendum, pourtant perdants qui sont les plus contents. "Ses mesures auraient dû être prises dès le début. Tsipras se moque du peuple", déplore un passant. Les restaurateurs eux s'inquiètent de l'augmentation de la TVA. Ici, on dénonce un chantage des créanciers. "Ça va tuer le secteur, ce n'est pas possible. Le peuple a voté, et on a dit 'non' à ces mesures. Tsipras n'a pas le choix parce que l'Europe ne lui laisse pas le choix", explique le restaurateur. Beaucoup semblent maintenir leur confiance en leur Premier ministre, mais se désolent que leur vote n'ait pas été entendu. Francetv info 10.07

- En Grèce, la santé paie le prix fort de l'austérité - Francetv info

Le PS soutient Tsipras contre le peuple grec.

- Grèce : Quand la France envoie ses hauts fonctionnaires à Athènes pour aider les négociateurs grecs - Atlantico.fr

- Grèce: Valls "salue" des propositions "solides, sérieuses, complètes et crédibles" d'Athènes - AFP

Les faussaires à la manoeuvre.

- Benoît Hamon sur la Grèce : « Aujourd'hui madame Merkel et la politique austéritaire ont perdu et je m'en réjouis » - Public Sénat

- Pouria Amirshahi : Tsipras "fait preuve de responsabilité politique" - Francetv info

En France la réaction saluera en choeur l'héroïque conversion de Tsipras à l'austérité illimitée.

- Nathalie Kosciusko-Morizet: "Il ne faut pas que la Grèce devienne la CGT de l'Europe"" - L'Express.fr

La vice-présidente du parti Les Républicains a salué vendredi matin les propositions présentées par le gouvernement grec à ses créanciers, au micro de France Info.

La vice-présidente du parti Les Républicains (LR) qualifie de «bonnes nouvelles» les concessions du Premier ministre grec, qui a finalement accepté la plupart des exigences de ses créanciers.

Le député du parti Les Républicains de Paris Pierre Lellouche a affiché son accord avec Emmanuel Macron, qui avait admis que le FN était un «Syriza à la française». Selon lui, «Tsípras et le gouvernement grec, c'est comme si, en France en ce moment, vous aviez un gouvernement composé de Mélenchon et de Le Pen».

Pour le député du parti Les Républicains (LR) du Nord Gérarld Darmanin, «Monsieur Tsípras est un gauchiste». Or «qu'est-ce qu'un gauchiste ? C'est quelqu'un qui veut faire sauter la société, donc il va à mon avis continuer à jouer avec les nerfs des Européens, des créanciers, des Etats, des responsables politiques, et il va s'amuser à cela pour faire sauter un système institutionnel qu'il souhaite combattre.» L'Express.fr 10.07

La tyrannie de la dette ne connaît pas de frontières.

- A Porto Rico, asphyxié par la dette, la population subit l'austérité - AFP

Depuis huit ans, Porto Rico souffre d'une importante contraction de son économie et le pays est aujourd'hui asphyxié par une dette de plus de 72 milliards de dollars qu'il ne peut rembourser.

Beaucoup de magasins sont situés sur le Paseo de Diego, une des principales artères commerçantes du quartier de Rio Piedras, mais celui-ci montre désormais un visage de désolation, avec de nombreuses boutiques fermées et peu de clients.

Rosaura Guzman, qui possède un commerce d'alimentation tout proche, acquiesce: "Avant, un samedi je gagnais 1.000 dollars, mais maintenant c'est pas plus de 300 dollars", se désole-t-elle.

Les entreprises et commerçants souffrent particulièrement depuis le 1er juillet et l'augmentation de la taxe à la consommation de 7 à 11,5%. Le gouvernement espère augmenter par ce biais ses recettes fiscales et remédier à sa pénurie de liquidités.

Le gouverneur de Porto Rico, Alejandro Garcia Padilla, a annoncé la semaine passée qu'il n'y avait pas assez d'argent pour payer la dette, et a demandé à tous les secteurs "beaucoup d'efforts et de sacrifices".

En raison de son statut particulier (Etat libre mais territoire des Etats-Unis depuis 1898), Porto Rico ne peut bénéficier de la loi américaine sur les faillites, qui a permis à plusieurs grandes villes comme Detroit de stabiliser leurs finances ces dernières années.

Par conséquent, le gouvernement portoricain entamera à partir de lundi des négociations délicates avec ses créanciers pour obtenir un moratoire sur sa dette et éviter un défaut de paiement.

La crise couve depuis plusieurs années à Porto Rico, rappelle José Villamil, analyste à San Juan.

Depuis le début des années 2000, "ce qui est arrivé c'est que chaque gouvernement a retardé les mesures nécessaires", et le trou dans les finances s'est agrandi, explique-t-il.

Aujourd'hui la dette de Porto Rico a été rétrogradée à un niveau qui ne lui permet même plus d'accéder au marché obligataire.

"Le principal problème, c'est que le pays a une économie qui n'est plus en mesure de générer de la croissance", poursuit M. Villamil.

Porto Rico est entré dans "un cercle vicieux avec l'émigration, l'austérité et des hausses d'impôts", a reconnu le gouverneur Garcia Padilla.

Celui-ci prévoit des consultations avec les différents secteurs de l'économie pour mettre au point un plan d'ajustement et tenter un redressement.

Mais la tâche sera ardue: "La question la plus difficile est de savoir comment relancer l'économie et cela prendra du temps", conclut José Villamil. AFP 10.07

ACTUALITE EN TITRES

Quincaillerie.

- General Motors rappelle près de 780.000 véhicules en Amérique du Nord - AFP

Un aveu qui n'est pas un scoop.

- Aubry interpelle l'exécutif : «Le social-libéralisme est une impasse» - LeParisien.fr

Pourquoi cette sortie ?

Pour faire croire qu'au sein du PS il exiterait des militants ou dirigeants qui seraient sociaux-libéraux ou plutôt néolibéraux ou néoconservateurs, et d'autres qui ne le seraient pas, alors qu'Aubry en ralliant Cambadelis, Hollande et Valls au dernier congrès du PS a prouvé que quel que soit le discours que tiennent les uns et les autres, ils sont tous inféodés à l'idéologie dominate, le néolibéralisme.

La sortie d'Aubry consistait à faire croire à la plèbe que le PS ne se réduisait pas à la politique qu'il applique au sommet de l'Etat, de manière à tenter d'entretenir le doute sur ses intentions futures ou entretenir l'illusion qu'il pourrait appliquer une autre politique, ce que plus personne ne croit, peu importe, il faut essayer de sauver les apparences puisque le PS ne tient que grâce à elles.

Ajouter de l'imposture à l'imposture, ils n'ont pas le choix, ils en sont tous rendus là.

Quand Hollande invite un narco président corrompu jusqu'à l'os.

- Défilé du 14-Juillet: La venue du président mexicain fait grincer des dents - 20minutes.fr

Tout et son contraire.

- Le réveil de l'industrie a-t-il sonné ? - La Tribune

- Défaillances d'entreprises en hausse à fin avril en France - Reuters

On se disait bien qu'ils avaient au moins un point commun.

- Les policiers désormais autorisés à porter barbe et tatouages - 20minutes.fr

- Les stripteaseurs travaillent surtout pour être désirés, pas pour l'argent - Slate.fr

Auraient-ils quelque chose à nous cacher ?

- Les singes se cachent pour souffrir (dans les laboratoires) - Slate.fr

Le nombre d'expérimentations sur les primates a augmenté aux États-Unis ces dernières années. Dans la plus grande opacité. Slate.fr 10.07

- Le géant pétrolier Exxon savait pour le changement climatique dès 1981, et l'a caché - Slate.fr

Si c'est Rockefeller qui en a décidé ainsi, c'est que cela va se faire...

Iran : comment une coalition de think tank et autres anciens diplomates américains se sont offert l'accord sur le nucléaire de la République islamique

Une coalition de groupes en faveur de la paix, de think tank et d'anciens diplomates américains d'envergure aurait été financée par plusieurs millions de dollars de la famille Rockefeller, afin de promouvoir un accord avec l'Iran sur le dossier nucléaire. Et les Américains semblent avoir remporté la bataille des négociations. atlantico.fr 10.07

ACTUALITÉ DU JOUR

La réaction estivale à l'oeuvre.

La loi Macron est officiellement adoptée depuis hier après-midi.

- Loi Macron: un amendement sur les déchets radioactifs glissé au dernier moment - L'Express.fr

L'amendement, contre lequel EELV se battait activement, a été introduit à la dernière minute dans la loi Macron. Il entérine "le projet Cigeo" qui autorise, d'ici 2025, l'enfouissement des déchets radioactifs les plus dangereux à 500 mètres sous terre.

De quoi rendre les écologistes verts de rage. Quelques heures avant l'adoption de la loi Macron -grâce au 49.3, donc sans le vote des députés- une série d'amendements a été injectée dans le texte.

Sauf que l'un d'entre eux, à l'initiative du sénateur Les Républicains Gérard Longuet, entérine le projet Cigeo, qui autorise l'enfouissement de déchets radioactifs à 500 mètres sous terre, à Bure, dans la Meuse.

Jeudi matin, le président (PS) de la commission spéciale, François Brottes, a tenu à défendre "l'amendement Longuet". L'Express.fr 10.07

- Comment la réforme territoriale renforce régions et intercommunalités - LeMonde.fr

Assemblée et Sénat sont parvenus à un accord, jeudi 9 juillet, sur le projet de loi portant nouvelle organisation territoriale de la République. LeMonde.fr 10.07

- Langues régionales : l'exécutif veut le projet de loi pour le 31 juillet - Liberation.fr

Au fait, le gouvernement vous souhaite de passer de bonnes vacances, ne vous occupez de rien, on s'en charge à votre place...

Leur société généreuse et développée vous rabaisse à l'état de rebut..

- Les Français engagés dans la lutte contre la solitude - LeFigaro.fr

Une étude révèle que la solitude est devenue une inquiétude « majeure » pour 80 % des Français. LeFigaro.fr 10.07

- Cinq millions de Français en proie à la solitude - 20minutes.fr

La solitude concerne en 2013 12% des Français de plus de 18 ans, un phénomène en constante aggravation, surtout chez les plus jeunes et les plus âgés, révèle mercredi une enquête de la Fondation de France. De toutes les générations, celle des 75 ans et plus est la plus touchée par le phénomène puisqu'une personne âgée sur quatre est seule. 20minutes.fr 10.07

Finir ainsi, c'est profondément injuste, dégueulasse, leurs familles qui les ont abandonnés trouveront encore le moyen de se donner bonne conscience, c'est si facile.

S'occuper d'un vieux, c'est contraignant, cela prend du temps et nécessite parfois des sacrifices qu'on n'est pas prêt à faire. Chacun tient avant tout à son petit confort, chacun n'a-t-il pas déjà son lot de difficultés à supporter, alors en rajouter... Ils oublient que ce sont leurs parents, ceux qui les ont élevés, qui ont fait aussi d'importants sacrifices pour eux autrefois.

C'est le même état d'esprit qui prévaut chez ceux qui profitent des droits sociaux qui ont été acquis par les générations précédentes au cours de la lutte des classes, et qui ne se sentent pas concernés quand il s'agit de les défendre ou qui trouveront toujours un bon prétexte pour ne pas s'engager dans le combat politique.

Chacun commente volontiers les travers de cette société pourrie, la misère du monde, mais bien peu sont prêts à s'engager pour la changer ou pour mettre un terme à toutes les injustices cruelles qu'elle engendre, cela ne leur portera pas chance, assurément.

Schengen est un produit de l'UE.

Grille de lecture.

Et dire que ceux qui veulent conserver les accords de Schengen, la pseudo-gauche et extrême gauche, les internationalistes prolétariens sans rire, les gauchistes, sont les mêmes qui prétendent défendre la souveraineté des Etats contre l'Europe des régions, ils ne sont plus à une contradiction près.

Nous nous prononçons pour la libre circulation des hommes mais pas sous n'importe quelles conditions, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe, et non dans celui de la dictature néolibérale de l'UE qui étouffe les libertés démocratiques et avec laquelle Schengen est compatible pour ne profiter finalement qu'aux capitalistes qui l'ont conçu.

Croire que Schengen aurait été conçu par les néolibéraux pour le bien-être de la population européenne est un leurre qui relève de l'ignorance ou de la mystification. L'enfer est pavé de bonnes intentions qui n'ont jamais fait une conscience politique.

Cela sera peut-être incompréhensible à la plupart de nos lecteurs ou des militants, si nous ne soutiendrions aucune mesure sociale prise par un gouvernement sous le régime de la Ve République ou par l'Union européenne, ce n'est certainement pas pour soutenir les accords de Schengen. Nous nous situons au côté des travailleurs, et nous estimons que seuls leurs revendications et leurs combats pour les faire aboutir sont légitimes, autrement dit en aucun cas nous estimons légitime le régime en place et ses représentants auxquels nous nions le droit de représenter les intérêts des travailleurs.

Les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes et leurs partis ou organisations pour régler leurs problèmes, sur leur mobilisation, et en aucun cas sur leurs ennemis, sauf à entretenir la pire des confusions sur leurs réelles intentions et tromper délibérément les travailleurs.

- Les Français et les Européens veulent supprimer les accords de Schengen - Francetv info

Selon une enquête publiée ce vendredi 10 juillet, une majorité d'Européens est favorable à la suppression des accords de Schengen.

Des demandeurs d'asile qui se multiplient en Europe et une opinion publique de plus en plus opposée à leur accueil. Selon un sondage Ifop/Le Figaro, paru aujourd'hui, plus de la moitié des Européens veulent contrôler eux-mêmes leurs frontières et mettre fin aux accords de Schengen. C'est le cas pour 53% des Allemands, ou encore 63% des Britanniques mais c'est en France que le rejet est le plus important : 7 Français sur 10 souhaitent leur fin.

Un ras-le-bol qui touche toutes les familles politiques. 53% des sympathisants socialistes rejettent aussi Schengen. En 2015, les demandes d'asile ont augmenté de 58% en Europe, au cours des cinq premiers mois. Selon le sondage, les Européens rejettent aussi massivement la répartition des migrants par quota, que pourrait imposer Bruxelles. Francetv info 10.07

Le capitalisme rime avec pauvreté pour l'immense majorité de la population.

La vaste majorité, 71% de la population mondiale, reste pauvre ou dispose de très bas revenus, d'après une récente étude du Pew Research Center.

Le «revenu moyen», que gagne 13% de la population mondiale, est de 10$ à 20$ par jour (9 à 18EUR). Soit environ entre 270 à 540 euros par mois. C'est moins que le seuil de pauvreté français fixé à 828 euros.

Cette relative prospérité s'est limitée à quelques régions du globe: la Chine, l'Amérique du Sud et l'Europe de l'Est. Peu de changement en revanche en Inde, en Asie du sud-est, en Afrique et en Amérique centrale. Slate.fr 10.07

Haut de page

Le 12 juillet 2015

CAUSERIE

Au fait, à ceux qui ne s'en seraient pas encore aperçus, il s'agit d'une lutte à mort engagée par l'oligarchie financière dépositaire de l'avenir du système d'exploitation de l'homme par l'homme contre les exploités et opprimé du monde entier. Qui en doute encore ?

Incompréhension ou méprise.

- Les Grecs en veulent moins à Alexis Tsipras qu'aux créanciers de la Grèce. Ils estiment en effet que ces derniers ont tout fait pour pousser leur premier ministre à accepter leurs exigences, qui vont dans le sens contraire du programme de Tsipras. Francetv info 11.07

Or comme le programme de Tsipras était un couteau sans lame, il conduisait infailliblement à la situation actuelle qui devait permettre à la troïka de garder l'initiative ou l'avantage sur le gouvernement grec, malgré les apparences trompeuses fournies par le référendum qui s'inscrivait dans le cadre de la capitulation annoncée de Tsipras.

Puisque Syriza, tout comme le Front de gauche ou Podemos, n'entend pas rompre avec l'euro et l'UE, encore moins avec le capital, l'Otan et l'Onu, son programme se situait forcément sur le même terrain que la troïka, qui dès lors allait en profiter pour exiger que Tsipras capitule sur toute la ligne à ses exigences jusqu'à adopter les propositions de la troïka, ce dont Tsipras vient de faire la démonstration. La troïka encouragée par cette capitulation annoncée et qui s'est confirmée depuis, va logiquement exiger encore plus de sacrifices du peuple grec que Tsipras va accepter finalement.

Quand nous affirmions à propos des rapports entre les syndicats ou les partis dits ouvriers en France et le gouvernement ou le patronat qu'accepter de s'asseoir à la même table pour "négocier" constituait déjà une trahison des intérêts des travailleurs, on passait pour des extrémistes, des gauchistes. Or les faits nous ont donné raison, car accepter ce principe signifiait que les syndicats ou les partis dits ouvriers se situaient d'emblée sur le terrain de la collaboration de classes, et qu'en s'interdisant de se situer sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat les représentants du capital savaient qu'ils avaient à faire à des traîtres ou des complices, qui après moultes gesticulations ou vociférations destinées à leurs troupes pour faire diversion, finiraient par adopter des mesures opposées aux intérêts des travailleurs. Et c'est effectivement ce qui se passe infailliblement lors de chaque réunion, conférence, etc. auxquelles ils participent, qu'elles se terminent ou non par des accords n'y changeant rien ou n'ayant que peu d'importance, puisque en se situant sur le terrain de la collaboration de classes, ils savent que les syndicats ou les partis dits ouvriers ne feront rien pour empêcher leur politique de s'appliquer ou ils ne mobiliseront pas leurs troupes et les masses pour s'y opposer. La troïka connaît Tsipras et les dirigeants de Syriza, elle sait de quoi ils sont capables, elles connaît leurs limites, elle sait qu'ils ne rompront jamais avec l'euro, encore moins avec l'UE, elle sait qu'ils font partie de la famille des représentants du capital et qu'ils ne sont pas à proprement parler leur ennemi, sauf quand épisodiquement ou temporairement ils tiennent des discours en apparence radicaux que les travailleurs peuvent interpréter en leur faveur, alors qu'en réalité il n'en est rien.

Ces partis politiques de droite reposent sur l'arnaque ou la supercherie qui consiste à prétendre qu'ils vont satisfaire les besoins des exploités, mais sans s'en donner les moyens, ce qui revient de fait à les abandonner ou ne jamais les satisfaire. Comment procèdent-ils plus précisément ? C'est très tordus, sournois et malhonnête.

Ils prétendre qu'ils s'attaqueront à tout un ensemble de questions sans jamais se donner les moyens de les résoudre autrement qu'à la manière des représentants du capital.

Ils partent du constat que chaque militant ouvrier peut faire de la situation afin de mettre en confiance les travailleurs, ils iront même si nécessaire pour paraître plus crédibles ou sérieux jusqu'à identifier les causes des difficultés que les travailleurs rencontrent et cibler ceux qui en sont les responsables, pour finalement se contenter de mesures impossibles à mettre en oeuvre sans s'attaquer au capital et ses institutions, donc qu'ils n'appliqueront jamais, pour se rabattre le moment venu ou lorsqu'ils sont au pouvoir sur des mesures uniquement compatibles avec le régime en place, ce qui revient à appliquer tout ou partie du programme d'un parti de droite au nom des travailleurs. Elle est là l'imposture.

Ils s'emploieront par la suite à expliquer, tout comme leurs homologues du parti de l'ordre, que la situation ne permettait pas de mettre en oeuvre une autre politique ou qu'ils n'y sont pour rien les malheureux, parce que pour eux le capitalisme demeure

l'horizon indépassable devant lequel ils se soumettent, à défaut d'avoir la volonté politique de l'affronter directement ou d'appeler les masses à la mobilisation générale pour renverser le régime en place.

A les entendre ils ne capituleraient pas, ils se conformeraient à la situation, or qu'est-ce que c'est que la situation sinon les rapports existant entre les classes qui reposent sur la domination de classe des capitalistes et qu'ils n'entendent pas remettre en cause, elle est justement là la capitulation ou la compromission avec le régime quoi qu'ils en disent, dès lors qu'ils refusent de briser ces rapports pour les inverser en faveur de la classe des exploités, il demeure impossible de satisfaire leurs revendications sociales.

Le Parti de Gauche ou le déni permanent. Pour qui roule-t-il ? La troïka.

Il ne leur reste plus par la suite qu'à tenter de camoufler leur capitulation ou protéger leur véritable nature sociale. C'est à quoi s'est employé avant-hier le secrétaire national du Parti de Gauche Guillaume Etiévant, car son parti qui s'est impliqué au côté de Syriza et de Tsipras est directement visé par l'accusation de capitulation.

Il ne pouvait que rejeter maladroitement cette accusation de " traitre" formulée par les médias et au-delà, qui concerne "toute l'autre gauche" qui serait ainsi "salie", dont le Parti de Gauche, en expliquant que l'accord proposé par Tsipras à la troïka le 9 juillet ne constituait pas une "rupture avec la stratégie jusqu'à présent déployée par Tsipras" et qu'il contenait "au final peu de reculs par rapport à la position du 22 juin" qui en soit était déjà une capitulation sur les retraites, la TVA, les privatisations, etc.

En résumé, l'entourloupe consistait ici à faire croire que Tsipras n'aurait pas capitulé le 9 juillet en faisant référence à ses propositions du 22 juin qui elles étaient alignées sur celles de la troïka. Ce n'est pas très fin, mais bon, ils sont acculés et ils ne peuvent pas s'en sortir autrement qu'en procédant à un déni de la réalité qui va enraîner cet escroc encore plus loin, et c'est là que cela devient intéressant car il en arrive à revendiquer les termes dans lesquels Tsipras avait capitulé le 22 juin, ce qui est somme toute logique, après avoir nié qu'il s'agissait d'une capitulation il en fait des mesures (repousser l'âge de départ à la retraite de 65 à 67 ans par exemple) pour ainsi dire progressistes ou indolores pour les travailleurs qui pour un peu les réclameraient, lisez pour vous en convaincre, c'est édifiant, mais pas surprenant de leur part :

- "Sur la TVA c'est la même chose (Enfin une bonne nouvelle, l'augmentation de la TVA, l'impôt le plus injuste qui soit - ndlr)

Sur le marché du travail c'est la même chose également (Chouette, cela aurait pu être pire ! - ndlr)

L'excédent budgétaire primaire prévu est plus élevé, mais c'est grâce à une hausse des impôts et pas à une baisse des dépenses (Elles ont déjà tellement baissé que les hôpitaux ne peuvent plus fonctionner normalement et nécessirait une hausse des dépenses... Chut, ce n'est pas à l'ordre du jour, la troïka y est farouchement opposée. - ndlr)

Les privatisations vont se poursuivre mais c'était déjà prévu dans la position du 22 juin (Ah ben si c'était prévu, il faut le prendre comme une avancée sociale sans doute ! - ndlr)

Le vrai recul concerne la réforme des retraites (mesures d'économies de 0,25 à 0,5% du PIB sur les retraites dès 2015 et 1% à partir de 2016), mais il faut noter que jusqu'en 2019 le système d'aide aux retraites les plus faibles est maintenu (Quelle chance encore, les retraités apprécieront. - ndlr)

Et ce laquais de la troïka d'en conclure sur un air apparemment satisfait, que puisque "Syriza poursuit la même stratégie qu'avant" le référendum sur lequel il s'asseoit, ce serait lui intenter un vilain procès d'intention qu'en conclure qu'il aurait totalement capitulé devant la troïka, les travailleurs grecs devraient au contraire être rassurer, soulager par cette annonce qui n'engage que son auteur, car la stratégie adoptée par Syriza depuis six mois était déjà marquée du sceau de la compromission avec la troïka, de la capitulation, de la trahison. En résumé, Syria est irréprochable pour avoir adopté après le référendum la ligne de capitulation sur laquelle il était avant, Guillaume Etiévant lave plus blanc que blanc !

Ensuite il va s'enfoncer un peu plus en se faisant scélérat, cela aussi devient inévitable à un moment donné, si ce n'est pas Syriza et Tsipras qui sont responsables de la situation actuelle et coupables de refuser de rompre avec l'euro (et l'UE), c'est forcément quelqu'un d'autre, le peuple grec, pardi ! Car c'est lui qui tient à l'euro, "Tsipras n'a pas de mandat pour sortir de l'euro", on ne peut donc pas l'accuser de faire des propositions à la troïka qui soient conformes au maintien de la Grèce dans la zone euro, même si elles sont entièrement tournées contre le peuple grec, c'est nous qui le précisons, car le Parti de Gauche s'en fout royalement, l'essentiel c'est qu'à tout prix la Grèce demeure dans la zone euro, et tant pis si pour cela les intérêts des travailleurs doivent passer à la trappe. Vous avez là résumé la nature de ce parti incarnant les besoins du capital, Guillaume Etiévant vient d'en faire la démonstration.

Après le bâton, la carotte empoisonnée de la dette des banquiers qui pour le Parti de Gauche ne doit pas être tout bonnement annulée mais doit faire l'objet d'un "rééchelonnement", car que quoi qu'il arrive le peuple grec doit la régler, l'oligarchie financière l'exige, c'est ainsi et personne n'y peut rien.

Voilà comment on se comporte en parti du capital en prétendant être un parti de gauche.

L'adresse de cet article pour que vous puissiez vérifier qu'on n'a pas interprété de travers son contenu : http://www.guillaumeetievant.com/2015/07/10/tsipras-ne-capitule-pas-il-poursuit-sa-strategie ou http://www.legrandsoir.info/tsipras-ne-capitule-pas-il-poursuit-sa-strategie.html

Comme quoi le PG est bien le parti que nous avons décrit :

- Le PG demande à Hollande "d'apporter son plein soutien" aux propositions de la Grèce - AFP

Ce gens-là sont de furieux démagogues, à croire qu'à l'issue de la visite de Merkel à l'Elysée il y a quelques jours, Hollande n'aurait pas signifié qu'il s'alignait sur la position de l'Allemagne. C'est toujours le même principe scélérat, faire croire que tout serait possible, tous les partis y recourent pour duper les ignorants, les naïfs et ceux qui espèrent ainsi en tirer profit.

C'est la "***France de Pétain qui est au pouvoir***".

Au PG il ne s'en sont pas encore aperçu, ils ne sont pas les seuls...

- Pour Emmanuel Todd, l'Europe "se suicide sous direction allemande" - Francetv info

Emmanuel Todd estime que l'Europe est actuellement " contrôlée par l'Allemagne et par ses satellites baltes, polonais, etc" et qu'elle est "devenue un système hiérarchique, autoritaire". "On est en train sans doute d'assister à la troisième autodestruction de l'Europe", estime-t-il, rappelant les précédentes : "Il y a d'abord eu la guerre de 14, puis la deuxième guerre mondiale." Il en conclut que "l'Europe est un continent qui, au XXe sie`cle, de façon cyclique, se suicide sous direction allemande."

Et la France dans tout ça ? "Les deux tiers de la France profonde sont du côté de l'Europe du sud", juge Emmanuel Todd, qui se risque au point Godwin lorsqu'il en vient à la position de François Hollande dans le dossier. "S'il laisse tomber les Grecs, il part dans l'Histoire du côté des socialistes qui ont voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Si les Grecs sont massacrés d'une façon ou d'une autre avec la complicité de la France, alors on saura que c'est la France de Pétain qui est au pouvoir." Francetv info 11.07

Le dénouement approche.

Lu hier soir dans le portail grec okeanews.fr :

- Huge problems for Tsipras, if true: 79% dislike proposals, 74% see them breaking Oxi, 51% expect elections.

Traduction : Enormes problèmes pour Tsipras : Si c'est vrai 79% rejettent ses (dernières - ndlr) propositions (à la troïka - ndlr), 74% y voit un déni du non, 51% réclament de nouvelles élections.

Cet internaute devait faire référence à un sondage ? Dans un dernier sondage Syriza serait crédité de 39%, avec 20 points d'avance sur la Nouvelle Démocratie, ce qui signifie qu'en cas de nouvelles élections la situation demeurerait la même, je l'avais écrit en début de semaine.

La troïka va donc tout faire pour casser la dynamique enclenchée autour de Syriza qui ne se dément pas jusqu'à présent puisque son objectif est de se débarrasser de Tsipras et son gouvernement.

Des tyrans dont les intentions sont forcément honnêtes.

- Incertitude autour des négociations sur la Grèce à l'Eurogroupe Reuters

- L'Eurogroupe a du mal à faire confiance à la Grèce - Francetv info

L'étranglement jusqu'à la mort.

- Berlin penserait à une suspension de la Grèce de la zone euro Reuters

L'Allemagne envisage une sortie temporaire de la Grèce de la zone euro, d'une durée de cinq ans, si le pays n'améliore pas ses propositions de réformes, a indiqué une source européenne au fait des discussions, même si le sujet n'a pas été abordé samedi lors d'une réunion de l'Eurogroupe à Bruxelles.

"Il y a deux alternatives: soit une amélioration des propositions, ou un "Grexit" temporaire", a affirmé cette source à l'AFP, citant un document de préparation allemand en circulation, mais qui n'a "pas été distribué" samedi aux ministres des Finances de la zone euro.

"C'est un papier de préparation interne", a souligné cette source, confirmant des informations du quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung (FAZ).

Ce document aurait été transmis aux autres Etats membres car les propositions de réformes avancées par Athènes ne sont pas suffisantes aux yeux de Berlin. "Il manque des domaines de réformes importants", aurait écrit le ministère allemand des Finances, cité par la FAZ. Reuters 11.07

- Varoufakis: l'Allemagne veut un Grexit pour intimider les Français - AFP

Les médias faussaires recourent à la propagande de la terreur pour faire capituler le peuple grec.

- L'Eurogroupe se poursuit, plus d'efforts demandés à la Grèce - LeParisien.fr

- Grèce: les banques en sursis, même en cas d'accord avec les créanciers - AFP

- Grèce : non, il n'y a pas de pénurie dans les magasins, assurent les Grecs - Francetv info

Le référendum a aggravé la situation économique, juge l'hebdomadaire. La croissance économique grecque a d'ailleurs commencé à s'effondrer après l'arrivée de Syriza au pouvoir, avance le magazine.

Une femme pousse son chariot de course devant les rayonnages désespérément vides d'un supermarché. La photo illustre un article de l'hebdomadaire britannique The Economist qui pointe "les conséquences économiques de Syriza", le parti de gauche radicale au pouvoir en Grèce. Les Grecs sont-ils victimes d'une pénurie ? Et est-ce la faute de leur gouvernement ? Le débat fait rage entre le magazine et des internautes grecs, sur Twitter, samedi 11 juillet.

Scandalisés par cette analyse, mais aussi par la photo l'accompagnant, de nombreux internautes grecs, accompagnés par des journalistes étrangers basés à Athènes, ont réagi sur Twitter, en publiant des photos des rayons de leurs supermarché remplis de nourriture. Francetv info 11.07

- Grèce : l'Eurogroupe se réunit dans un climat de méfiance - latribune.fr

Les ministres des Finances de la zone euro doivent rendre samedi leur avis sur les nouvelles réformes proposées par le gouvernement grec en échange d'un troisième programme d'aide internationale. Les négociations seront "extrêmement difficiles", a déjà prévenu le ministre allemand Wolfgang Schäuble.

"Nous allons avoir des négociations extrêmement difficiles". En ces termes le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a défini la mission de l'Eurogroupe qui se réunit ce samedi après-midi à Bruxelles. Une mise en garde qui refroidit partiellement les espoirs d'un accord entre la Grèce et ses créanciers, suscités par les nouvelles propositions du gouvernement d'Alexis Tsipras.

Connu pour être partisan d'une ligne très dure vis-à-vis d'Athènes, Wolfgang Schäuble a en effet expliqué estimer que les propositions de réforme avancées par Athènes pour demander un nouveau plan de renflouement "sont loin d'être suffisantes", avant d'ajouter:

"Nous ne pouvons pas avoir confiance dans des promesses".

Le conservateur allemand a mis en cause la responsabilité du gouvernement grec de gauche radicale, arrivé au pouvoir en janvier. "A la fin de l'année, nous avions un espoir" pour une reprise en Grèce "mais ces derniers mois, cet espoir a été réduit à néant d'une manière incroyable", a-t-il affirmé.

Dijsselbloem aussi sceptique

L'expression de méfiance du ministre allemand faisait écho à celles d'autres membres de l'Eurogroupe. "Il y a un gros problème de confiance", a notamment déclaré le patron de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem en arrivant à la réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles.

"Est-ce qu'on peut faire confiance au gouvernement grec pour qu'il fasse ce qu'ils promettent dans les prochaines semaines, (les prochains) mois ou (les prochaines) années ?", s'est-il interrogé.

"Plusieurs gouvernements, dont le mien, ont de sérieux doutes sur l'engagement du gouvernement grec et sur sa capacité à mettre en oeuvre (les réformes)" a pour sa part estimé le secrétaire d'Etat aux Finances néerlandais Eric Wiebes. "Les propositions auraient été bonnes dans le cadre du deuxième programme d'aide, mais j'ai peur qu'il soit insuffisant pour lancer un troisième programme", a même déclaré le slovaque Peter Kazimir.

Sapin évoque la nécessité d'un calendrier précis

"Il faut des réformes mises en oeuvre rapidement, c'est la clé de tout (...) pour débloquer un programme, pour traiter la question de la dette", considère le Commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici, insistant sur "la volonté de mettre en œuvre les choses". Le ministre français Michel Sapin a par ailleurs laissé entendre que les créanciers allaient demander un calendrier précis et serré des réformes:

"Si on veut accord durable, il faut que les Grecs apportent des réponses sur quand ils vont décider, comment, à quel moment et à quel rythme".

Un peu plus optimiste s'est montrée la patronne du Fonds monétaire internationale, Christine Lagarde, qui à son arrivée samedi à Bruxelles a déclaré:

"Nous sommes ici aujourd'hui pour faire beaucoup de progrès".

Après la réunion cruciale de l'Eurogroupe de samedi, un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne est prévu dimanche. latribune.fr 11.07

Au chevet de la zone euro.

- 26 profs de la London School of Economics contre la politique d'austérité menée en Grèce - Liberation.fr

Le Nobel Christopher Pissarides comme les Français Camille Landais et Gabriel Zucman proposent un plan d'action pour faire repartir la croissance dans le pays et empêcher sa sortie de la zone euro.

Bien que des progrès aient été réalisés, des réformes structurelles supplémentaires doivent être mises en œuvre, en particulier dans le domaine de la lutte contre la corruption, de la collecte des impôts, et de l'organisation du marché du travail et de celui des biens et des services, mais aussi des retraites et de la TVA. Il est important que le gouvernement grec reconnaisse qu'il reste du chemin à accomplir, et qu'il formule des propositions crédibles sur ces questions. Liberation.fr 11.07

De qui sont-ils les porte-parole ? A qui s'adressent leur "plan" ? Quelle est leur "priorité absolue" ?

- La priorité absolue pour chacune des parties est de remettre l'économie grecque sur le chemin d'une croissance durable. Cela est utile pour les Grecs, bien sûr. Mais cela doit aussi permettre de réduire les risques d'un nouvel emballement des marchés financiers dans la zone euro.

De qui sont-ils les porte-parole ? De l'oligarchie financière ou ses représentants, la troïka.

A qui s'adressent leur "plan" ? Aux marchés financiers auxquels ils adressent leur soutien.

Quelle est leur "priorité absolue" ? Protéger les intérêts de l'oligarchie financière.

Quel est leur objectif ?

- "Eviter un «Grexit»", empêcher une sortie de la Grèce de l'euro disent-ils. Ce sont des partisans acharnés de l'euro.

Comment y parvenir ?

- A condition que le gouvernement grec agisse "de manière responsable", bref qu'il capitule devant la troïka, merci c'est déjà fait.

Pourqui s'inquiètent-il ?

- La "poursuite à ce rythme des politiques d'austérité budgétaires" est "surtout néfaste aux créditeurs".

Réponse : les créanciers, la troïka et les Etats tels l'Allemagne et la France qui rackettent l'Etat grec, le peuple grec.

Qui doit casquer ? Pas les mêmes évidemment.

- ..."le meilleur moyen de minimiser les pertes potentielles liées à la crise grecque dont leurs contribuables devraient assurer la charge finale"

Réponse : Les contribuables, les travailleurs grecs et de l'UE.

Et au final qu'est-ce qui les motivait ?

- ... "l'absence de reprise grecque signifie l'impossibilité de dégager des excédents budgétaires pour rembourser les créditeurs."

Réponse : Les prédateurs de la finance et les Etats qui les ont imités qui saignent le peuple grec, alors que la Grèce leur a déjà versé 210 milliards d'euros d'intérêts.

ACTUALITÉ DU JOUR

OCDE et FMI : Haro sur la classe ouvrière !

Normal, ils y sont incités par l'attitude du gouvernement favorable aux capitalistes et l'adoption de la loi Macron, pas suffisant selon eux.

- «Le contrôle pousse les chômeurs à accepter des emplois de faible qualité» - Liberation.fr

- Chômage : pour le FMI les réformes sont encore trop timides en France - latribune.fr

Dans un document publié vendredi, le Fonds monétaire international prône plus de flexibilité dans les accords en entreprise sur le temps de travail et les salaires. Pour revenir au rythme de créations d'emplois d'avant crise, il préconise aussi une réforme du Smic et un renforcement des incitations des chômeurs au retour à l'emploi.

Après l'OCDE jeudi, c'est au tour du Fonds monétaire international (FMI) d'appeler la France à renforcer le contrôle des chômeurs pour les inciter à rechercher plus activement un emploi. Dans les conclusions de sa revue annuelle de l'économie française publiée vendredi 10 juillet, le Fonds souligne que, "si une reprise solide est en cours", des rigidités structurelles continuent de peser sur les perspectives à moyen terme de l'économie française. Et la nécessité de s'y attaquer est d'autant plus grande que, selon le fonds, la croissance potentielle de l'Hexagone est "fondamentalement plus faible qu'avant la crise".

Des incitations au retour à l'emploi des chômeurs jugées insuffisantes

Même avec la reprise actuelle, qu'il juge durable, l'économie française restera ainsi confrontée à un taux de chômage élevé qui ne diminuera que très graduellement, selon le FMI. De 10,3% (y compris l'outre-mer) au premier trimestre 2015, il ne reviendrait qu'à 9% à l'horizon 2020, encore bien au-delà de son plus bas de 7,1% de début 2008.

Pour permettre le retour au rythme de créations d'emplois d'avant crise, le FMI souhaite donc notamment une réforme d'ampleur du marché du travail. Dans ce contexte, il salue les mesures prises par le gouvernement pour baisser le coût du travail ou, plus récemment, diminuer les incertitudes juridiques autour des licenciements, ainsi que sa volonté d'améliorer le dialogue social.

Mais pour réduire le chômage encore plus vite, le FMI prône d'aller plus loin, en introduisant plus de flexibilité dans les accords en entreprise sur le temps de travail et les salaires, en adoptant une réforme du Smic et en renforçant les incitations des chômeurs au retour à l'emploi. Outre le système d'indemnisation "généreux" des chômeurs français, le FMI relève en effet que ses bénéficiaires manquent d'incitations pour retrouver rapidement un travail, que le système de sanctions n'est pas très contraignant et que son application n'est pas stricte.

Les mesures de la loi Macron saluées

Le FMI encourage d'autre part le gouvernement à maintenir l'élan des réformes favorables à la croissance initiées par la loi Macron votée vendredi, en s'attaquant aux obstacles bureaucratiques qui nuisent à l'activité des petites entreprises et aux barrières qui entravent la concurrence dans les services.

S'agissant de la remise à niveau des finances publiques de la France, il souligne que le rythme de réduction des déficits doit être "assez ambitieux" pour que les objectifs à moyen terme soient facilement atteints, y compris celui du ratio dette/PIB, et ce "sans nuire outre mesure à la reprise". Il recommande que le gouvernement s'appuie pour cela sur des mesures structurelles "identifiées par une large revue des dépenses à tous les niveaux de l'administration". latribune.fr 11.07

ACTUALITE EN TITRES

A croire que la loi Macron n'a pas été adoptée deux jours plus tôt.

- Le PG demande à Hollande "d'apporter son plein soutien" aux propositions de la Grèce - AFP

- François Hollande et son rôle dans le dossier grec - Francetv info

- Grèce: un accord entre Athènes et ses créanciers serait un succès pour la France - AFP

La nausée. La propagande de guerre et un cauchemar.

- Rencontre avec les "soldats de l'image" de l'armée française - Francetv info

Depuis 100 ans, l'armée française filme elle-même les combats qu'elle mène. Francetv info 11.07

- Les entreprises rêvées des étudiants - Francetv info

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Turquie:vers une zone no fly en Syrie? - french.irib.ir

Au terme de deux jours d'intenses discussions la délégation militaire us a réussi à obtenir de ses hôtes turcs l'ouverture de la base aérienne d'Ingirlic. Cette base limitrophe de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie devrait ainsi s' ouvrir aux vols de la soi disante coalition us contre Daech sur le sol syrien.

Selon les analystes cette décision serait un prélude à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne au dessus de la Syrie. Selon les sources proches des discussions, en échange de l'ouverture de cette base aérienne, à la fois limitrophe de la Syrie, de l'Iran et de l'Irak, la Turquie a obtenu l'assurance de ne pas avoir à traiter avec les kurdes syriens du PYD ni en Irak et ni en Syrie : " Les Etats Unis auraient promis à Ankara de ne pas déployer les kurdes du PYD ni à l'ouest de l'Euphrate ni à Jermana en Syrie sur les frontières turques". La base aérienne en question est située à huit kilomètres de l'est de Adana au sud de la Turquie. french.irib.ir 11.07

2- Liban

- Le Hezbollah abat un drone israélien - french.irib.ir

Un drone du régime sioniste s'est écrasé samedi matin sur la corniche du port de Tripoli, au Liban-nord, a-t-on rapporté de sources concordantes.

Un communiqué de l'armée libanaise a confirmé que l'appareil est israélien. "Vers 8h30 du matin, un drone appartenant à

l'ennemi israélien est tombé dans le port de Tripoli", a indiqué l'armée libanaise. Des militaires se sont rendus sur place afin de mener l'enquête et transporter l'engin. Le communiqué ne donne pas plus de détails mais il souligne que les forces de l'armée ont fait le nécessaire. french.irib.ir 11.07

Haut de page

Le 13 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h30

Dernières infos sur la Grèce

Le gouvernement grec a sans surprise capitulé sur toute la ligne.

- La zone euro adopte un plan de sortie de crise pour la Grèce - Reuters

Les dirigeants européens ont durci de manière conséquente le plan de réformes approuvé samedi par le parlement grec et qui reprenait déjà de nombreuses exigences des créanciers, pourtant rejetées par les citoyens grecs dimanche 5 juillet lors d'un référendum.

La pilule est amère pour Alexis Tsipras, qui avait fait de la lutte contre les politiques d'austérité son cheval de bataille. Privatisations, coupes budgétaires, libéralisation du marché du travail et de pans entier de l'économie attendent la Grèce.

Mais son gouvernement de gauche radicale a cependant réussi à éviter lors des négociations, avec le soutien de la France, qu'un fonds regroupant des actifs publics grecs destinés à être privatisés soit domicilié au Luxembourg.

"L'accord est difficile mais nous avons coupé court au mouvement de transfert d'actifs publics à l'étranger. Nous nous sommes épargnés un étranglement financier et un effondrement du système bancaire", a dit Alexis Tsipras à la presse.

Ce fonds, ont précisé plusieurs dirigeants, permettra de rembourser la dette à mesure que les actifs seront cédés. La moitié de sa valeur, soit 25 milliards d'euros, servira aussi à la recapitalisation des banques grecques. Reuters 13.07

Mystification. C'est Washington qui a dicté la conduite de l'Eurogroupe et non Hollande son laquais.

- Pourquoi Hollande a voulu un accord à tout prix - Le Huffington Post

- Grèce: Valls dit sa "fierté" de Hollande sur la gestion des négociations - AFP

- Pourquoi Washington presse l'Europe de sauver la Grèce - franceinfo.fr

Le dossier grec, ce sont aussi les pressions extérieures à l'Europe, notamment de la part des Etats-Unis. Washington s'investit beaucoup dans ce dossier, pour des raisons évidentes sur les plans géopolitique et économique.

Pas besoin d'espionner les conversations téléphoniques des uns et des autres : Washington est officiellement en veille permanente sur le dossier grec. Barack Obama suit le situation au jour le jour, notamment grâce à son secrétaire d'Etat au Trésor, Jack Lew.

La dernière conversation officielle date de dimanche 12 juillet dans l'après-midi. Jack Lew a apporté son entier soutien au Premier ministre grec Alexis Tsipras. Washington défend bec et ongles l'option d'une restructuration de la dette grecque, n'hésitant pas à aller contre l'avis de beaucoup de pays européens opposés à une telle restructuration. On frôle l'ingérence dans les affaires européennes. franceinfo.fr 13.07

Pondichéry 15h

Dernières infos sur la Grèce.

- Spiegel appelle le document de l'Eurogroupe "le catalogue des cruautés". Twitter - okeanews.fr 13.07

On ne connaît pas le contenu de l'accord trouvé entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec, mais tout laisse à penser qu'il a capitulé sur toute la ligne, ce qui était prévisible. Reste à savoir comment les travailleurs grecs vont digérer ce "*catalogue des cruautés*".

- Le Sommet de l'Eurogroupe, au terme d'une négociation marathon, est parvenu lundi au petit matin à s'accorder pour négocier un troisième plan d'aide internationale à la Grèce.

Les Parlements nationaux qui doivent voter sur le projet d'aide européenne à la Grèce le feront probablement cette semaine, a espéré lundi le patron de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem.

"Dans les prochains jours, mardi ou mercredi, les Grecs légiferont. Le plan dans son ensemble devra être approuvé, mais aussi les premières actions" exigées par les créanciers, a déclaré M. Dijsselbloem à la presse à l'issue d'un sommet de l'Eurgroupe validant un projet de troisième plan d'aide à la Grèce.

"Une fois que cela a été fait, nous aurons un Eurogroupe téléphonique, probablement mercredi, qui sera le signal pour les autres Parlements (...) mercredi, jeudi ou vendredi", a-t-il ajouté, soulignant que les Parlements étaient bien évidemment souverains.

"Quand ils auront fait cela, nous aurons alors une décision plus formelle" pour démarrer les négociations, a précisé M. Dijsselbloem. AFP 13.07

- L'euro remonte face au dollar après l'annonce d'un accord sur la Grèce - AFP

Tsipras: "Nous avons livré jusqu'au bout un combat juste" - AFP

Le gouvernement grec a "livré jusqu'au bout un combat juste", qui a débouché sur un "accord difficile" mais garantissant la "stabilité financière" et la relance en Grèce, a déclaré lundi le Premier ministre grec, Alexis Tsipras.

"La grande majorité du peuple grec va soutenir cet effort (...) nous continuerons à nous battre" pour "les réformes radicales dont la Grèce a besoin", a-t-il ajouté, à l'issue de dix-sept heures de négociations pour le renflouement du pays. AFP 13.07

- Grèce: Hollande salue une "décision historique" de l'UE - AFP

Le président français François Hollande a salué dans l'accord conclu lundi à Bruxelles "une décision historique" qui "permet à la Grèce de rester dans la zone euro", soulignant en même temps "le choix courageux" du Premier ministre grec, Alexis Tsipras.

"La crédibilité de l'Europe aurait été atteinte s'il n'y avait pas eu d'accord aujourd'hui", a affirmé le président français, à l'issue d'un sommet exceptionnel de la zone euro. Il a fait valoir que l'accord, conclu au terme de dix-sept heures de négociations marathon, comprenait "un reprofilage de la dette" d'Athènes "par un allongement des échéances, des maturités et par une négociation des intérêts". AFP 13.07

« Le sommet de la zone euro a trouvé un accord à l'unanimité. Sommes tous prêts pour un programme d'aide pour la Grèce via le mécanisme européen de stabilité (MES), avec des réformes sérieuses et un soutien financier », a annoncé Donald Tusk, président du Conseil européen sur son compte Twitter, peu avant 9 heures. AFP 13.07

La causerie du matin

La servilité de Tsipras et du gouvernement grec semble sans limite face aux prédateurs du peuple grec pour refuser d'avancer sur la voie de la rupture avec le capital, du socialisme. Qu'on ne compte pas sur nous pour l'épargner. On n'imitera pas tous ces vendus qui volent à son secours et font eux-mêmes dans le déni en ayant une mémoire sélective.

Vous avez peut-être lu des dizaines d'articles sur la situation réelle de la Grèce, vous savez donc où sont passés les quelque 340 milliards d'euros que la troïka ou les Etats de l'UE ont prêté aux autorités grecs depuis 5 ou 6 ans. Vous savez que la Grèce a déjà remboursé plus de 200 milliards d'intérêts à ses créanciers sans que sa dette diminue, au contraire elle n'a cessé d'augmenter...Vous savez que Tsipras détient des arguments chocs et sans appel contre la troïka, contre l'oligarchie financière, qu'il pourrait en faire publiquement le procès et que cela aurait des répercussions explosives au niveau mondial.

Question : Pourquoi ne les utilise-t-il pas ? Pourquoi ne les répète-t-il pas lors de chaque déclaration ou réunion ? Pourquoi ne diffuse-t-il pas aux médias le rapport établi par le Comité pour la vérité sur la dette grecque qui a conclu à l'illégitimité de la

dette grecque ? Pourquoi ne se sert-il pas de son contenu pour refuser tout nouveau sacrifice au peuple grec ? Pourquoi accepte-t-il le rôle inconfortable (sic!) ou ingrat d'otage et complice de la troïka ? Parce qu'il la craint, parce qu'il n'a pas le courage de l'affronter, parce qu'il est incapable de se situer sur le terrain du socialisme.

Quand vous êtes atteint de la lèpre et que la gangrène a commencé à vous ronger, vous avez le choix entre vous débarrasser du membre atteint ou laisser la gangrène gagner la totalité de votre corps pour finalement en périr. Faire le choix du capitalisme au détriment du socialisme vous conduira infailliblement à la même issue fatale.

Autre aspect de la situation.

Parmi les âmes charitables qui volent au secours de Tsipras, il y a ceux qui veulent sauver l'euro, là les choses sont très claires, et puis il y a ceux qui veulent s'en débarrasser en conservant l'UE. Or les mesures antisociales qui figurent dans les propositions de l'Eurogroupe ou de la troïka correspondent à celles inclues dans différents traités européens dont celui de Lisbonne, elles correspondent à la politique suivie par l'UE depuis Maastricht et depuis adoptée par la plupart des Etats, comme par exemple le report de l'âge du départ à la retraite.

Demeurer sous le joug de l'UE, c'est accepter de retranscrire dans la législation nationale de chaque pays les directives européennes concoctées par la Commission européenne qui sont toutes tournées contre les travailleurs.

Partant de là on comprend que rompre avec l'euro sans rompre avec l'UE ne servirait strictement à rien ou ne changerait rien, ne permettrait pas davantage de changer de politique, surtout sachant que dorénavant c'est la Commission européenne qui supervise les budgets nationaux selon le principe de subsidiarité, allant jusqu'à infliger des sanctions financières aux Etats qui osent braver l'orthodoxie néolibérale. Allons plus loin.

Au-delà, quand bien même vous battriez votre propre monnaie qu'elle serait immédiatement déclarée hors la loi ou sans valeur par le marché qui domine l'économie mondiale. Et il y a fort à parier que pas un Etat n'accepterait de commercer avec vous sous peine d'être aussitôt sanctionné par le marché dont son économie dépend, y compris les braves Russes ou Chinois dans lesquels certains placent aveuglément leurs espoirs, et il ne pourrait pas compter sur le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, l'Argentine ou Cuba qui peinent déjà à s'en sortir en subissant en permanence le harcèlement des Américains.

Vous auriez les quelque 200 Etats du monde contre vous et aucun allié sûr. Il faudrait alors prendre des mesures économiques pour tenir le temps que d'autres peuples se soulèvent et prennent le pouvoir sous peine du retour au pouvoir de l'Ancien Régime capitaliste.

Sinon, en cas de situation désespérée, il resterait la dernière solution que j'ai avancée il y a quelques jours, qui par le bouleversement encore plus radical qu'il entraînerait dans la société pourrait procurer un électrochoc salutaire au niveau mondial : abolir d'un coup la monnaie, l'argent, après y avoir préparé la population, ce serait préférable, même indispensable.

Que pourrait faire la finance contre cette mesure qui lui retirerait d'un coup tous ses pouvoirs et privilèges, réduirait sa capacité de nuisance sur la société à néant ? Rien, absolument rien, elle se retrouverait totalement désarmée contre une population qui pour rien au monde n'envisagerait de revenir en arrière, car elle aurait rapidement compris quels avantages elle pourrait tirer d'une société libérée de cette contrainte synonyme d'inégalités et d'injustices.

Cette solution peut sembler aberrante ou farfelue au premier abord, pas plus que se retrouver sous une dictature mondiale contre laquelle nous serions totalement impuissants, non ? Honnêtement, qui aurait cru il y a encore quelques décennies en arrière que cela pourrait finir par se produire un jour ? Vous préférez quoi ? Aurions-nous vraiment le choix, cela mérite qu'on y réfléchisse, vous ne trouvez pas ?

Qu'est-ce qui est sérieux et cohérent, souhaitable, qu'est-ce qui correspond aux aspirations de la population, vivre dans une société ou un monde totalement financiarisée où tous les biens et services sont voués à la marchandisation, ou vivre dans un monde où seule la valeur d'usage à le droit de citer, où l'exploitation de l'homme par l'homme a disparu ?

On va nous rétorquer que c'est là sauter bien des étapes de la lutte des classes pour nous débarrasser du règne de la nécessité au profit de celui de la liberté ou forcer le cours des choses. Ce ne serait pas la première fois que cela se produirait au cours de l'histoire du capitalisme, la Commune de Paris et la révolution russe de 1917 en étaient des exemples à leur manière, certes qui se sont mal terminés parce que les conditions objectives ou subjectives n'étaient pas remplies pour qu'il en soit autrement, ce qui ne serait pas le cas aujourd'hui du fait à la fois du formidable développement des forces productives réalisé depuis et du degré d'éducation des masses qui n'a rien à voir avec leur niveau d'arriération au milieu du XIXe siècle ou au début du XXe, elles ont acquis les moyens de s'élever rapidement ou pour ainsi dire immédiatement à un niveau de conscience supérieur, dès lors qu'on leur en offre la possibilité, comprendre où se situent vos intérêts est à leur portée ou ne pose aucun problème insurmontable.

Les masses demeurent ignorantes parce que le cadre dans lequel elles évoluent s'y prête, faites-le sauter ou changer-le et

vous verrez de quoi elles sont capables. C'est exactement ce qui se passe lorsqu'elles se mettent en mouvement et balaient d'un coup les obstacles qui les empêchaient de progresser depuis des décennies ou des siècles, ce qui paraissait encore impossible la veille ou passait pour une utopie devient réalité.

Désormais nous aborderons la situation et son évolution à venir sur la base de cette stratégie politique incluant cette alternative, puisqu'ils sont inséparables pour parvenir à notre objectif. On voit d'ici les sceptiques ou les pessimistes sourirent, nous ils nous donnent plutôt envie de pleurer avec leurs théories foireuses ou leur dogmatisme qui nous a conduit où nous en sommes, nos détracteurs se réjouirent en se disant que Tardieu délirerait, peut-être sous le coup de la chaleur excessive qui sévit en Inde ces derniers semaines. Qu'ils se détrompent, on a mûrement réfléchi à notre sujet et on ne s'est jamais senti aussi bien et équilibré dans notre tête. Eux refusent de faire le bilan ou l'inventaire de la lutte de classe du XXe siècle et plus particulièrement depuis 1940, nous nous en avons tiré toutes les conséquences ainsi que du développement du capitalisme, qui après avoir atteint le stade de l'impérialisme est entré en putréfaction sous l'effet inévitable de la financiarisation de l'économie et de la société, qui n'offre pas d'autres alternatives politiques aux travailleurs que la déchéance dans un monde livré au chaos et la guerre en demeurant sous le joug du capitalisme puisque toute option institutionnelle même au-delà du régime en place serait sans doute vouée à l'échec ou s'en émanciper définitivement.

Notez bien qu'on ne remet pas en cause la stratégie du socialisme à laquelle nous demeuront attaché, on tient seulement compte du fait que parvenu au pouvoir il serait pratiquement impossible de le conserver sans passer le moment venu à l'étape supérieure en brisant net ce sur quoi repose le capitalisme et le système de l'exploitation de l'homme par l'homme en supprimant la monnaie, le nerf de la guerre de notre ennemi, tout se tient en somme ou tout est dans l'ordre des choses. Cela n'a rien à voir avec l'anarchisme qui nie la nécessité de constituer un Etat ouvrier et de se battre dans cette perspective pour parvenir ensuite au règne de la liberté. Nous partageons peut-être le même objectif, mais pas les moyens d'y parvenir.

Un dernier mot.

On ajoutera plus tard quelques articles sur la Grèce notamment.

Je rencontre un problème de connexion depuis deux jours qui m'interdit de télécharger ou d'envoyer des fichiers volumineux, parfois je n'arrive même pas à ouvrir ma boîte aux lettres. On a essuyé un gros orage hier soir avec des coupures d'électricité à répétition toute la nuit, du coup j'ai très peu dormi et je suis claqué.

Comment soutiennent-ils la troïka en s'efforçant de prouver le contraire

Il y a ceux qui veulent sauver l'euro, le PCF, le PG, la pseudo-gauche institutionnelle, et puis il y a ces intellectuels ou économistes qui dénoncent l'euro pour mieux voler au secours de l'Union européenne, et qu'ont-ils en commun à part être incapable de rompre avec l'euro et l'UE, ils en appellent à Hollande, le valet de Washington, Bruxelles et Berlin sans tenir compte des prises de position de Moscovici et Sapin notamment.

Le désaccord entre Hollande et Merkel porte uniquement sur la meilleure manière de faire rendre george au peuple grec, d'un coup ou sur la durée, en l'étouffant à petit feu ou en lui portant le coup de grâce. Pas sûr qu'il accepte de se sacrifier encore et plus longtemps pour les banquiers, jusqu'où et jusqu'à quand avant qu'il ne se soulève pour balayer le régime en place, telle est la question qui doit hanter tous les esprits à Bruxelles, Franckfort et Washington

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne qui était prévu dimanche a été annulé in extremis, et a été remplacé par une énième réunion de l'Eurogroupe et des ministres des Finances de la zone euro témoignant de la crise qui secoue les sommets de l'UE face à la résistance du peuple grec qu'incarne de manière déformée le gouvernement grec en proie à ses propres contradictions.

Après six mois de tergiversations et de compromis partielles avec la troïka et avoir officiellement capitulé les 22 et 25 juin derniers en reprenant à son compte les exigences de la troïka, le gouvernement grec par la voix de Tsipras quatre jours à peine après le référendum qui a vu le rejet massif des propositions de la troïka inclues correspondant à celles que le gouvernement grec lui avait adressées le 25 juin, le 9 juillet il a cru bon d'aller encore plus loin dans le reniement de ses engagements pris envers le peuple grec en amplifiant les concessions à la troïka, pour finalement s'entendre dire qu'elles étaient encore insuffisantes.

Désormais la troïka, l'Eurogroupe et les chefs d'Etat de l'UE exigent que le gouvernement grec abdique parce qu'il ne serait pas digne de confiance ou manquerait de "crédibilité", témoignant qu'au-delà de la faillite à laquelle ils avaient conduit la Grèce, il s'agissait d'une lutte idéologique pour se débarrasser d'un gouvernement qui avait élu sur la base de la résistance à la troïka et son refus de se soumettre à son diktat, gouvernement qui présente la tare insupportable d'incarnee le refus du peuple grec de subir plus longtemps des mesures injustes qui l'ont réduit à la pauvreté et à la précarité, même si Tsipras et son gouvernement ont déjà cédé aux exigences de la troïka, ils estiment qu'à la faveur de la mobilisation du prolétariat grec ils pourraient avoir la faiblesse de cesser d'appliquer les contre-réformes qu'ils se sont engagés à appliquer, alors qu'un gouvernement dirigé par la Nouvelle Démocratie et les débris du Pasok, l'équivalent des Républicains en France, ou une coalition de type union nationale serait plus approprié pour mener à bien le programme que la troïka a conconté pour le peuple grec, mieux encore un gouvernement

de technocrates désigné directement par Bruxelles et ayant l'aval de la troïka, qui courcircuiterait les institutions grecques, dont le parlement où il existe une majorité de députés de Syriza, bref, de suspendre ce qui restait de démocratie en Grèce au profit d'un régime dictatorial dont les représentants n'auraient aucun rapport avec le peuple grec ni aucun compte à lui rendre, de telle manière qu'il obéirait aveuglément à la troïka ou bénéficierait de sa confiance ou de son crédit, ce que la troïka et les chefs d'Etat de l'UE refusent au gouvernement de Tsipras.

On retiendra qu'un gouvernement et un parlement élu au suffrage universel ne sont pas crédibles aux yeux des représentants de l'oligarchie financière, dès lors qu'ils entendent se mêler de leurs affaires ou contester à la marge leur politique de contre-réformes qui doit être appliqué à la lettre, considérant que seul un gouvernement et un parlement soumis à leur dictature serait digne de confiance et de crédibilité, témoignant au passage que toute trace de démocratie serait dorénavant incompatible avec la survie du capitalisme, et que la société qu'ils entendent imposer à l'ensemble de la population devrait être gérée comme une entreprise selon les lois du marché qu'ils ont eux-mêmes édictées à leur profit, la population étant ravalée au rang de serf ou esclave salarié d'une ploutocratie disposant du pouvoir de vie ou de mort sur ses sujets devenus corvéables à merci comme sous l'Ancien Régime.

Pour avoir accepté de se fondre dans les institutions du capital en place au lieu de les liquider, Syriza devait être amené a accepté les rapports qui existaient précédemment entre les autorités grecques et la troïka, c'est ce dont il fait la démonstration sous nos yeux. Pourquoi ? Parce qu'il ne peut pas exister d'issue politique favorable aux travailleurs dans le cadre de la Constitution en vigueur qui doit être abrogée, en dehors de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat grec créant ses propres organes indépendant de pouvoir, scénario qui ne faisait manifestement pas partie du programme de Syriza.

C'est au prolétariat grec avec les partis ouvriers et les organisations, les tendances et courants du mouvement ouvrier qui combattent à ses côtés pour la rupture avec l'euro, l'UE et les institutions grecques, le capital, que revient la tâche politique de mobiliser et organiser les masses en leur proposant de constituer une assemblée constituante souveraine ou une assemblée populaire souveraine représentative de toutes les couches des masses exploitées, peu importe ici son appellation, qui sera chargée de rédiger une nouvelle Constitution et d'élire un gouvernement en son sein pour la représenter et exécuter la politique pour laquelle ses délégués auront été élus, prendre toutes les mesures que la situation impose en commençant par la rupture avec l'euro et l'UE, l'Otan et l'ONU, puis en procédant à l'expropriation des banquiers et des capitalistes des entreprises clés de l'économie du pays sans leur verser un centime d'euro, à la répudiation de la dette publique et à l'annulation des dettes contractées par les travailleurs des couches les plus défavorisées et des couches moyennes, à l'annulation de toutes les mesures anti-ouvrières prises depuis 6 ou 10 ans par tous les gouvernements qui se sont succédés, à l'annulation de toutes les mesures adoptées en faveur des capitalistes, à l'arrêt des privatisations et à la renationalisation de toutes les entreprises ou tous les services publiques qui ont été privatisées durant cette période, à la réintégration de tous les fonctionnaires licenciés, à la mise à la retraite anticipée de tous les travailleurs de plus de 50 ans tout en abaissant la durée hebdomadaire du travail à 30 heures de manière à éradiquer le chômage dont celui de la jeunesse...

C'est seulement en procédant de la sorte que la République sociale grecque pourrait obtenir le soutien de toutes les couches exploitées de la société pour faire face aux menaces de la réaction à l'intérieur et à l'extérieur du pays et la contrecarrer avec succès, en appelant les travailleurs et leurs organisations en Europe et dans le reste du monde à les soutenir et à les imiter dans la perspective d'une fédération des Républiques sociales d'Europe, d'une République sociale universelle pour vaincre définitivement le capitalisme ou l'éradiquer de la surface de la terre, avancer sur la voie du socialisme qui doit conduire à terme à en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour illustrer ce qui a été dit plus haut, on a relevé quelques déclarations qui ne laissent aucun doute de la part de leurs auteurs sur leurs réelles et mauvaises intentions envers le peuple grec.

- La chancelière allemande : «La valeur la plus importante, à savoir la confiance et la fiabilité, a été perdue» avec Athènes. (Le Parisien 12.07)

- Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a expliqué que les propositions de réforme avancées par Athènes pour demander un nouveau plan de renflouement "sont loin d'être suffisantes", avant d'ajouter : "Nous ne pouvons pas avoir confiance dans des promesses".

- Le chef de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem a tenu exactement le même discours en arrivant à la réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles : "Il y a un gros problème de confiance".

- Le commissaire européen Pierre Moscovici. « Il existe une base étant entendu que le gouvernement grec doit faire plus et à court terme et à moyen terme ».

- «La Grèce doit faire la démonstation qu'elle est prête à engager des réformes rapidement» insiste François Hollande, apparemment Mélenchon (PG) et Laurent (PCF) sont sourds... quand cela les arrange.

Wolfgang Schäuble a ensuite vendu la mèche :

- "A la fin de l'année, nous avions un espoir" pour une reprise en Grèce "mais ces derniers mois, cet espoir a été réduit à néant d'une manière incroyable", car il n'a jamais digéré la défaite du parti qu'il soutenait, la Nouvelle Démocratie ou le parti de l'ordre officiel ou de la troïka.

Ils font donc monter les enchères.

Ils font donc monter les enchères jusqu'au point où Athènes se retrouve face au dilemme suivant : soit capituler au-delà des concessions déjà entérinées par Tsipras, soit assumer la rupture avec la troïka qui se traduirait par une sortie de l'euro à laquelle le gouvernement grec ne s'est pas apparemment préparé ou est incapable de faire face pour n'avoir jamais envisagé une sortie de l'euro, encore moins de l'UE.

- "Plusieurs gouvernements, dont le mien, ont de sérieux doutes sur l'engagement du gouvernement grec et sur sa capacité à mettre en oeuvre (les réformes)" a pour sa part estimé le secrétaire d'Etat aux Finances néerlandais Eric Wiebes. "Les propositions auraient été bonnes dans le cadre du deuxième programme d'aide, mais j'ai peur qu'il soit insuffisant pour lancer un troisième programme", a même déclaré le slovaque Peter Kazimir.

Parmi ces gouvernements figure évidemment le gouvernement français qui exige que les contre-réformes planifiées par la troïka soient appliquées avant tout accord sur la dette ou tout déblocage de fonds de la part de la BCE, de l'Eurogroupe ou du FMI.

"Il faut des réformes mises en oeuvre rapidement, c'est la clé de tout (...) pour débloquer un programme, pour traiter la question de la dette", considère le Commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici, insistant sur "la volonté de mettre en œuvre les choses". Le ministre français Michel Sapin a par ailleurs laissé entendre que les créanciers allaient demander un calendrier précis et serré des réformes:

"Si on veut accord durable, il faut que les Grecs apportent des réponses sur quand ils vont décider, comment, à quel moment et à quel rythme". (source : La Tribune 11.07)

La surenchère des dirigeants de l'UE porte désormais sur un abandon total de la souveraineté de la Grèce.

Les négociateurs européens veulent qu'un certain nombre de réformes demandées à la Grèce soient votées au Parlement avant d'entamer formellement les négociations.

Le projet de communiqué stipule que des changements dans la TVA, les retraites et l'indépendance de l'office statistique en Grèce doivent intervenir avant l'ouverture d'une procédure formelle sur un nouveau plan de sauvetage.

La Grèce doit aussi renforcer son programme de privatisations et une décote sur la dette grecque est exclue, ajoute le document.

En outre, la Grèce devrait accepter de transférer 50 milliards d'euros d'actifs publics dans un fonds de garantie.

Wolfgang Schäuble a proposé le transfert à l'étranger du siège du fonds chargé de gérer les revenus des privatisations pour s'assurer que ceux-ci servent exclusivement au remboursement de la dette. Reuters 12.07

- Ce qu'exige l'Eurogroupe, des abandons de souveraineté aux dates de soldes - Le Huffington Post

Syriza persiste à coopérer avec la troïka, alors que ses dirigeants en connaissent parfaitement les intentions.

- L'Allemagne veut humilier la Grèce, dit Syriza - Reuters

Les exigences posées par l'Allemagne pour octroyer une nouvelle aide à la Grèce lors de la réunion de l'Eurogroupe visent à humilier Athènes et ont pour véritable objectif de renverser le gouvernement d'Alexis Tsipras, a estimé dimanche un responsable du parti Syriza au pouvoir.

"Ce qui se passe, c'est que l'on veut humilier la Grèce et les Grecs ou renverser le gouvernement Tsipras", a déclaré à la chaîne Mega TV Dimitrios Papadimoulis, qui est également vice-président du Parlement européen. Reuters 12.07

Les derniers développements

- Pas de base pour négocier avec Athènes, dit un projet de texte - Reuters

Les ministres des Finances de la zone euro ne voient toujours de base pour l'ouverture de négociations pour un troisième plan d'aide à la Grèce, peut-on lire dimanche dans un projet de communiqué de l'Eurogroupe.

Ce texte n'a pas été validé par les grands argentiers de la zone euro et pourrait être transmis en l'état aux chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro qui se réunissent à 16h00 à Bruxelles pour prendre le relais de leurs ministres des Finances.

"L'Eurogroupe (...) est parvenu à la conclusion qu'il n'y a pas encore de base pour commencer les négociations sur un nouveau programme", constate le document obtenu par Reuters.

Les négociateurs européens veulent qu'un certain nombre de réformes demandées à la Grèce soient votées au Parlement avant d'entamer formellement les négociations.

Le projet de communiqué stipule que des changements dans la TVA, les retraites et l'indépendance de l'office statistique en Grèce doivent intervenir avant l'ouverture d'une procédure formelle sur un nouveau plan de sauvetage.

La Grèce doit aussi renforcer son programme de privatisations et une décote sur la dette grecque est exclue, ajoute le document.

En outre, la Grèce devrait accepter de transférer 50 milliards d'euros d'actifs publics dans un fonds de garantie.

L'incertitude quant à l'issue du sommet de la zone euro dimanche reste totale, de nombreux pays estimant que le gouvernement d'Alexis Tsipras ne dispose pas de la crédibilité nécessaire pour bénéficier d'une nouvelle aide européenne.

Ce dernier a toutefois fait approuver par le Parlement grec samedi un programme de réforme proche de celui proposé par les créanciers et rejeté par référendum en Grèce dimanche dernier.

Une partie des dirigeants européens redoutent qu'après l'obtention des fonds, le gouvernement grec n'interrompe la mise en oeuvre des privatisations et des réformes promises à ses créanciers, comme celle des retraites ou de la fiscalité. Reuters 12.07

- L'Eurogroupe estime qu'Athènes a besoin de 82 et 86 milliards - Reuters

L'Eurogroupe, au terme de deux jours de réunion, a soumis aux dirigeants de la zone euro un document qui évoque l'ouverture possible de négociations sous conditions pour un nouveau plan d'aide à la Grèce d'un montant de 82 à 86 milliards d'euros.

Le texte que Reuters a pu consulter énumère une longue liste de conditions - apparemment déjà acceptées, pour la plupart, par la Grèce - pour le déblocage de cette aide.

Sur le montant total, sept milliards seraient versés avant le 20 juillet et 20,5 milliards avant la mi-août pour permettre aux pays de faire face à des échéances immédiates de prêts dus à la Banque centrale européenne et à ses autres créanciers.

Fin juin, la Grèce a fait défaut sur un prêt de 1,6 milliard d'euros dû au Fonds monétaire international. Le 20 juillet, il doit rembourser 3,5 milliards d'euros à la BCE.

Parmi les conditions figure l'adoption par le Parlement grec, d'ici le 15 juillet, d'une série de réformes sur la fiscalité et les retraites. Les députés grecs avaient déjà apporté samedi leur soutien aux réformes proposées par le Premier ministre Alexis Tsipras.

En cas de désaccord, un passage d'inspiration allemande mais entre crochets, et donc non accepté par l'Eurogroupe, envisage "qu'il soit proposé à la Grèce des négociations rapides sur une sortie temporaire de la zone euro, avec une possible restructuration de la dette".

Cette formulation fait écho à un document présenté samedi à l'Eurogroupe par Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances. Reuters 12.07

- Grèce: les créanciers veulent (encore) plus de réformes - La Tribune

Les ministres des Finances de la zone euro ont donné à la Grèce jusqu'à mercredi pour faire voter des lois et des réformes, condition préalable à l'ouverture de négociations sur un nouveau plan d'aide, a annoncé dimanche le ministre finlandais Alexander Stubb. Le plan d'aide a été estimé entre 82 et 86 milliards d'euros.

Article publié à 13h02, mis à jour à 19h15.

Les partenaires européens de la Grèce ont demandé dimanche 12 juillet au gouvernement grec d'améliorer ses propositions de réformes et de prouver sa bonne foi en adoptant vite de premières mesures, lors de la reprise des négociations sur un troisième plan d'aide. La France ainsi que les experts des "institutions" -Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international- ont donné un premier avis favorable vendredi .

"Il y a une très bonne proposition sur la table (...) mais qui a une conditionnalité élevée, sur trois points", a déclaré le ministre finlandais Alexander Stubb. Et de détailler :

"Un, l'adoption de lois d'ici le 15 juillet. Deux, des conditions dures sur par exemple les réformes du marché du travail ou des retraites, la TVA ou les impôts. Trois, des mesures sévères aussi sur par exemple les privatisations.

Les ministres des Finances de la zone euro ont donné à la Grèce jusqu'à mercredi pour faire voter des lois et des réformes, condition préalable à l'ouverture de négociations sur un nouveau plan d'aide.

Plus de 80 milliards d'euros d'aide

Un éventuel nouveau programme d'aide à la Grèce est évalué entre 82 et 86 milliards d'euros, selon le document final de l'Eurogroupe, dont l'AFP a obtenu copie, et qui va maintenant être examiné par les chefs d'État et de gouvernement, également réunis à Bruxelles.

"L'Eurogroupe prend note du fait qu'un eventuel programme aurait besoin de financements compris entre 82 et 86 milliards d'euros (...). L'Eurogroupe invite les institutions (Commission européenne, FMI, BCE, ndlr) à explorer les possibilités de réduire cette enveloppe" par la fiscalité ou les privatisations, selon ce document.

Plus tôt dans la journée, le sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne a été annulé afin de dégager l'agenda des 19 dirigeants de la monnaie unique. Incertitude totale et manque de confiance

De nombreux pays estiment que le gouvernement du Premier ministre Alexis Tsipras ne dispose pas de la crédibilité nécessaire pour enclencher le processus formel d'un nouveau plan de sauvetage, même si le parlement grec a approuvé samedi un programme de réforme proche de celui proposé par les créanciers et rejeté par référendum en Grèce.

"Le principal obstacle pour aller de l'avant est le manque de confiance", a déclaré à son arrivée à l'Eurogroupe le ministre italien des Finances, Pier Carlo Padoan.

Même au sein de la Commission européenne, des avis divergents s'expriment, entre optimisme et pessimisme. Dans ces conditions, les dirigeants de la zone euro pourraient reporter encore d'une semaine leur prise de décision sur un nouveau plan d'aide, laissant la Grèce, au bord de l'effondrement économique et financier, dans l'expectative.

De nombreuses questions restent par ailleurs en suspens, comme le montant de l'aide dont la Grèce aura besoin pour faire la jonction entre ses besoins financiers immédiats et l'adoption du nouveau plan, qui prendra au moins quelques semaines. latribune.fr 12.07

La troïka et les gouvernements de l'UE : Des tueurs à gage.

- La zone euro demande des gages à Athènes - Reuters

Les partenaires européens de la Grèce ont demandé dimanche des gages à Athènes pour restaurer une confiance brisée par des années de promesses non tenues, un préalable à un nouveau plan de sauvetage indispensable.Reuters 12.07

Toujours le même scénario : Sauver les banques d'un côté, de l'autre réduire à néant les droits sociaux des travailleurs et confisquer la souveraineté de la Grèce au profit... d'un paradis fiscal, d'un fonds au Luxembourg (Institution for Growth) !

La zone euro dévoile une liste de ses nouvelles exigences.

Parmi les engagements réclamés à Athènes figure le vote «d'ici le 15 juillet» par le Parlement grec d'un premier volet des mesures promises par Athènes. Le gouvernement grec de gauche radicale devra aussi accepter «de dures conditions» en ce qui concerne «la réforme du marché du travail et du système de retraites, la fiscalité et la TVA».

Voici une partie des mesures proposées à la Grèce pour obtenir un accord :

- Une réforme des retraites
- Un retour de la Troïka à Athènes (UE, BCE, FMI)
- Moderniser la TVA et élargir la base de collecte de l'impôt
- Adoption d'un code de procédure civile pour rationaliser le système judiciaire
- Redressement des banques
- Création d'un fonds qui servirait d'hypothèque. Il serait basé au Luxembourg.

Si la Grèce veut obtenir une nouvelle aide, elle devra faire adopter ces mesures avant le 15 juillet (mercredi) selon le document transmis par l'Eurogroupe. leparisien.fr 12.07

On aura compris qu'il s'agissait d'imposer «de dures conditions» en ce qui concerne «la réforme du marché du travail et du système de retraites, la fiscalité et la TVA» aux travailleurs grecs, tandis qu'aucune condition ne serait exigée des banquiers, normal, ce sont eux qui détiennent le pouvoir.

La réaction du gouvernement grec aux dernières propositions de l'Eurogroupe.

- Grèce : Athènes refuse le plan actuel mais veut un accord rapide - LeParisien.fr

La réunion de l'Eurogroupe, suspendue samedi vers minuit sans résultat, s'est achevée ce dimanche après-midi à Bruxelles sans un accord formel dans un climat de défiance. L'Allemagne a durci le ton tandis que la France joue l'apaisement et tente d'empêcher une sortie de la zone euro.

Méfiants sur la capacité d'Alexis Tsipras à mener les réformes promises, l'Autriche, Chypre, la Finlande, la Slovaquie, et surtout l'Allemagne réclament plus d'efforts à la Grèce, un calendrier précis de mise en œuvre des réformes et des garanties à Athènes en échange d'un nouveau plan de renflouement.

Un plan de réformes a été proposé par l'Eurogroupe à la Grèce, comportant notamment des réformes sur la TVA et les retraites. Les chefs d'Etat européens souhaiteraient que la Grèce vote ces mesures d'ici à mercredi 15 juillet. Mais dans la soirée, Athènes a estimé que ce plan était «très mauvais». Dans le même temps, une source gouvernementale grecque fait part de ses inquiétudes : un accord urgent est réclamé car les liquidités commencent à manquer en Grèce. LeParisien.fr 12.07

- Le gouvernement grec pourrait poursuivre Goldman Sachs - LePoint.fr

Le gouvernement grec d'Alexis Tsipras pourrait poursuivre la banque américaine Goldman Sachs dans l'affaire du maquillage des comptes grecs en 2001-2002 destiné à aider Athènes à rester dans l'euro. À lire la une du quotidien britannique The Independent de samedi citant des sources de bonne foi, les autorités grecques examinent la possibilité de saisir les tribunaux pour tenter de récupérer la commission colossale de plus de 600 millions de dollars (538 millions d'euros) gagnée par la filiale européenne de l'établissement new-yorkais sur cette transaction qui a aidé la Grèce à camoufler sa dette à ses partenaires européens. Ironie du sort, l'équipe Syriza serait conseillée dans ce dossier par… un ancien banquier de Goldman Sachs – dont le nom n'a pas été divulgué -, expert des dettes souveraines.

En traînant Goldman Sachs devant les tribunaux, Athènes suivrait l'exemple du fonds souverain libyen qui lui réclame 800 millions de dollars détournés sous le régime Kadhafi devant la Haute Cour de Londres.

En 2001-2002, dans la foulée de l'entrée de la Grèce dans l'euro, le gouvernement socialiste grec de Costas Simitis choisit Goldman Sachs pour l'aider à réduire le service de sa dette. Pourquoi refuser pareil mandat hautement rémunérateur, parfaitement légal, même s'il s'agit dans les faits d'enjoliver les comptes publics afin de dissimuler l'ampleur de ces déficits ? Une associée anglo-grecque du bureau de Londres, Antigone Loudiadis, experte des produits financiers complexes, met au point un mécanisme appelé « credit derivative swaps » ou « CDS souverains » dans le jargon. Grâce à cette transaction, Loudiadis aurait reçu un bonus de 12 millions de dollars. Goldman Sachs affirme avoir prévenu Eurostat, l'organisme européen chargé de surveiller la comptabilité des États, du montage financier grec. À l'époque patron d'Eurostat, le baron Michel Vanden Abeele a toujours nié avoir été informé par la banque.

« Les normes de transparence auraient dû être meilleures »

En 2005, la National Bank of Greece (NBG) devient le partenaire de la Grèce sur les marchés financiers. Goldman Sachs se contente du rôle de banque-conseil. La NBG, avec l'aide de Goldman Sachs, crée une société basée dans la City, baptisée Titlos. La coentreprise est installée dans les bureaux de Wilmington Trust et Services, compagnie spécialiste de la finance offshore, en particulier dans l'enregistrement de sociétés dans le paradis fiscal américain du Delaware. En transformant les CDS souverains de 2001 en une obligation à vingt ans, Titlos parvient à transférer, ni vu ni connu, la dette grecque du bilan du pays à celui de la NBG. Les Européens ont préféré regarder ailleurs. Et les Grecs, eux, ont pu continuer à vivre à crédit.

Goldman Sachs n'a jamais oublié cette opération rémunératrice. La preuve, à l'automne 2009, Gary Cohn, le numéro deux de la banque, accompagne une délégation d'investisseurs à Athènes pour rencontrer officiels et analystes. John Paulson, le patron du fonds spéculatif américain éponyme, est présent. Grand vainqueur de la crise en pariant contre les banques, Paulson est un gros client de Goldman Sachs qui effectue l'essentiel des transactions de son hedge fund. Cohn propose au nouveau Premier ministre grec, George Papandréou, de lui vendre un instrument financier permettant de débudgétiser une partie de la dette du service de santé grec. Paulson serait prêt à s'associer à l'entreprise. Le chef du gouvernement socialiste refuse.

Le 23 février 2010, la commission des finances de la Chambre des communes interroge Gérald Corrigan, l'un des principaux dirigeants de Goldman Sachs. Il reconnaît l'aide que la firme a apportée au truquage des comptes grecs, « avec le recul, c'est clair que les normes de transparence auraient dû être meilleures ». Mais à l'écouter, la banque d'affaires américaine est un bouc émissaire. En effet, d'autres institutions financières - à commencer par JP Morgan - ont permis à des pays de la zone euro, à l'instar de l'Italie ou de la Belgique, de « maquiller » leur dette sans provoquer une telle curée. LePoint.fr 12.07

La propagande de la terreur continue inlassablement sur fond d'imposture.

- A Athènes, l'angoisse et le désespoir des Grecs - Francetv info

- «Allez expliquer aux agriculteurs qu'il faudra encore payer pour la Grèce» - Liberation.fr

Et ceux qui soutiennent la main des bourreaux du peuple grec.

- Le PS invite le SPD à cesser la "surenchère" sur la Grèce - Reuters

- Grèce: le SPD soutient la position de Hollande, assure Cambadélis - AFP

Qui croire l'AFP ou Reuters ? Ce serait mal poser la question, Cambadélis a l'art de la manipulation dans le sang. En réalité, il est possible que le SPD soutienne Hollande qui de son côté ne s'opposera pas à Merkel, mais cela Cambadélis ne peut pas l'avouer.

- Grèce: le PCF appelle la France à soutenir Athènes "jusqu'au bout" - AFP

Le PCF a appelé dimanche à "soutenir la Grèce jusqu'au bout" à Bruxelles, "alors que le gouvernement grec a formulé (...) un compromis acceptable par toutes les parties".

"La France ne doit pas plier et soutenir la Grèce jusqu'au bout", affirme le PCF dans un communiqué. "Un engrenage destructeur visant le Grexit se met en place alors que le gouvernement grec a formulé, dans le calme et avec une grande humilité, un programme de réformes et un plan de financement viables, un compromis acceptable par toutes les parties".

"Ainsi, le représentant de la coalition gouvernementale droite/extrême droite Finlandaise menace d'un veto tout nouveau plan d'assistance financière à la Grèce. Et Wolfgang Schäuble, le ministre des finances allemand, joue les discussions de couloir autour d'un document de travail "off the table" qui préconise la sortie de la Grèce de l'Eurozone pendant 5 ans", déplore le PCF.

"La France a, certes tardivement, joué un rôle positif pour la conclusion d'un accord. Elle ne doit pas plier et le faire jusqu'au bout en soutenant les propositions grecques par tous les moyens diplomatiques jusqu'au veto, au cas où le grexit serait l'hypothèse retenue par l'Eurogroupe", estime le parti.

La zone euro très divisée tentait dimanche à Bruxelles d'arracher un accord sur un sauvetage financier de la Grèce pour arrimer le pays dans la monnaie unique, après l'impasse des discussions qui ont forcé l'annulation d'un sommet des 28 pays de l'Union européenne. AFP 12.07

Quand on vous le disait que grâce à Hollande et maintenant Laurent, le peuple grec obtiendrait des propositions "positives"...

Vidéo

Marie-France Garaud: Jean Monnet, un agent américain, payé pour détruire les états européens (10 mai 2013)
https://www.youtube.com/watch?v=1Atyvt9TlcQ

ACTUALITE EN TITRES

Propagande de guerre. Vous allez aimer l'armée.

- Les forces antiterroristes à l'honneur du défilé du 14-Juillet - Reuters

- Armée française: la Légion étrangère toujours plus mythique et convoitée - AFP

- Le travail de l'ombre des forces spéciales - Francetv info

Ces hommes interviennent partout dans le monde, souvent dans la clandestinité. France 2 se penche sur l'action des forces spéciales. Francetv info 12.07

Participera-t-il au défilé du 14 juillet au côté du président mexicain Pena Nieto ?

- Mexique : évasion d'un baron de la drogue - Francetv info

Histoire de gens d'arme. Une société toujours plus liberticide.

- Une conductrice verbalisée à Toulouse pour avoir porté des tongs au volant - Francetv info

La Dépêche du midi, samedi 11 juillet. Selon le quotidien, la jeune femme a été contrôlée sur une route départementale du côté de Toulouse (Haute-Garonne).

"C'était une femme qui me contrôlait. J'avais ouvert ma porte, et là elle a regardé mes pieds et elle m'a dit : 'Je suis obligée de vous verbaliser, vous n'avez pas le droit de conduire avec ce type de chaussures qui ne sont pas tenues au niveau du pied. Cela fait partie des nouvelles dispositions du 1er juillet'", raconte la conductrice dans les colonnes du quotidien.

Comme le rappelle La Dépêche du midi, l'article R.412-6 du Code de la route ne proscrit pas explicitement le port de tongs au volant mais permet aux forces de l'ordre de verbaliser tout comportement qui "empêche le conducteur de se tenir constamment en position d'exécuter toutes les manœuvres qui lui incombent". Francetv info 12.07

Commentaires d'internautes.

1- "J'habite sur l'Ile de La Réunion où 99% de la population (dont moi) vivent, conduisent, dansent, courent en permanence avec ces tongs (on appelle ça "savate 2 doigts" ici, c'est très imagé). Que l'État verbalise donc ici aussi, tous ses déficits seront ainsi comblés !"

2- "Il faut muter cette gendarme aux Antilles, elle aura du boulot, car ici, c'est la majorité qui conduit ainsi. Mais les lois de la République sont-elles les mêmes partout?"

3- "Dans les DOM, on conduit tous les jours en tongue....et aucun gendarme ne trouve à redire !"

4- "Répression . Racket . Harcèlement . Qui osent dire que les gendarmes sont la pour notre sécurité ?"

En Inde, les gouvernements de l'Etat du Tamil Nadu et du territoire de Pondichéry viennent de décréter le port du casque obligatoire pour tous les conducteurs et passagers de deux roues à moteur, y compris les mobylettes.

Par contre il est toujours autorisé de monter à 5 sur une moto de 100cm3 ou à 3 ou 4 sur une mobylette, de rouler pour les poids lourds et les autocars avec des pneus usés jusqu'à la corde ou plus lisses qu'un oeuf, rechappés et rafistolés avec des boulons, il faut le voir pour le croire, sans lumière, sans rétroviseur, avec un chargement dépassant en hauteur de deux mètres le toit des remorques des poids lourds, sans parler du tonnage qui est limité uniquement par la puissance ou l'état du moteur des camions...

Cette mesure, le port du casque obligatoire a été annoncé courant juin avec entrée en vigueur le 1er juillet. Depuis, moins de 10% des Indiens roulent avec un casque sans que la police verbalise, pas assez nombreux pour verbaliser tous les contrevenants dont votre serviteur évidemment, trop dangereux aussi, elle se ferait lyncher !

Il y plus d'un an, ils avaient décrété que tous les véhicules devraient dorénavant être équipés de plaques d'immatriculation comportant une puce ou une sorte de vignette, pourquoi je n'en sais rien au juste, depuis 1 Indien sur 10 a procédé au remplacement de ses plaques minéralogique et la police est totalement impuissante contre cette désobéisance civile, j'en fais partie

là encore, on résiste comme on peut à la tyrannie !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

- Syrie :Palmyre vers la libération - french.irib.ir

L'armée et les forces populaires ont entamé une nouvelle série d'opérations contre les terroristes dans différents endroits en Syrie.

L'armée syrienne poursuit ses opérations pour libérer la ville historique de Palmyre, située dans la province de Homs, le centre de la Syrie. L'armée et les forces populaires sont à moins d'un km de cette ville.

Et ce alors que les positions des terroristes dans la ville de Zabadani sont toujours attaquées par l'armée syrienne.

L'armée a lancé de vastes attaques contre les positions des terroristes de Daech dans les quartiers d'al-Harra, d'al-Gharibiya, de Qalaa al-Zahra, d'al-Mahata et d'al-Ara, appartenant tous à la ville de Zabadani. Sur le plan politique, le président du Parlement syrien a affirmé que sans une coordination entre Syrie et Irak, la lutte contre le terrorisme serait impossible. french.irib.ir 12.07

2- Yémen

- Yémen : les attaques saoudiennes se poursuivent - french.irib.ir

Malgré l'annonce de la trêve au Yémen, l'armée saoudienne a pris différentes régions yéménites, pour cible de ses attaques aérienne et d'artillerie.

Selon la chaîne Al-Masirah, les attaques de l'artillerie de l'armée saoudienne de samedi après-midi ont infligé des pertes et des dégâts aux civils yéménites. Les chasseurs saoudiens ont repris le bombardement de la région d'Al-Qomach dans la province de Saada, tandis que le bombardement des régions frontalières de la province de Hajjah se poursuit encore, ajoute la chaîne Al-Masirah. La chaîne Al-Alam aussi a rapporté que les Saoudiens avaient frappé par missiles et roquettes les régions frontalières dans la province yéménite de Hajjah.

Dans le même temps, certaines sources disent que les forces yéménites se sont affrontées aux terroristes d'Al-Qaïda et aux éléments du parti Al-Islah dans la région d'Al-Hassab de Taez. L'Arabie saoudite a intensifié les attaques contre le Yémen, alors que l'ONU a annoncé un cessez-le-feu humanitaire depuis vendredi dernier jusqu'à la fin du mois de ramadan, pour le secours et l'aide humanitaire. french.irib.ir 12.07

3- Palestine occupée

- Cisjordanie : 800 oliviers arrachés par les sionistes - french.irib.ir

En Cisjordanie, les colons sionistes continuent de se livrer à des actes de vandalisme. Les colons sionistes ont arraché quelque 800 oliviers, qui se trouvaient, dans la cité de Deir Estia, près de Salfite, au Nord de Cisjordanie. Les maisons et les biens des Palestiniens sont, régulièrement, attaqués par les colons sionistes, dans différentes régions de la Cisjordanie. french.irib.ir 12.07

Haut de page

Le 14 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 18h. On a ajouté 22 articles.

Le fichier des causeries de juillet a été créé pour ceux qui veulent lire celles du début du mois. J'ai corrigé une erreur dans le fichier de juin.

Un grand merci aux ramassis d'opportunistes, de révionnistes, de sectaires ou dogmatiques hystériques qui sévissent dans le mouvement ouvrier et qui nous ont conduit à la situation actuelle. Cette terrible défaite du peuple grec est à mettre au compte du POI, NPA, LO et leurs satellites, toutes tendances ou courants confondus pour qu'il n'y ait ni jalousie ni méprise, plus qu'au FdG dont on est censé connaître la nature réactionnaire.

On n'est ni surpris ni dégoûté par la capitulation annoncée de Tsipras, on se pose seulement de sérieuses questions sur la capacité des exploités à se doter d'une nouvelle direction digne de ce nom. Tous les partis ouvriers (et leurs satellites) qui existent aujourd'hui en France sont corrompus par le capital, il n'y a rien à en attendre, pour croire le contraire après en avoir fait la démontration pendant plus d'un demi-siècle, il faut être un furieux opportuniste ou avoir abandonné l'objectif du combat politique du mouvement ouvrier, le combat pour le socialisme.

La médiocrité de pensée de nos intellectuels à notre époque à de quoi laisser pantois, y compris ceux de ces partis ouvriers.

Rien à ajouter.

Comment Mélenchon et le Front de gauche font le lit du Front national.

C'est leur victoire et une terrible défaite pour les prolétariats grec et européen.

- Wall Street finit en nette hausse, rassurée par la Grèce avant les résultats - AFP

- Les marchés terminent en hausse après l'accord sur la Grèce - Reuters

- La Bourse de Paris commence la semaine avec le sourire - AFP

Tout est dit ici : "Alexis Tsipras faisait campagne contre les mesures d'austérité. Aujourd'hui, il doit les faire accepter. Cruel scénario" selon l'envoyé spécial de France 2 à Athènes. Francetv info 13.07

Et comme dans ce cas de figure les imposteurs ne peuvent assumer les faits qui les trahissent, il leur faut trouver un bouc émissaire vers lequel détourner l'attention ou se livrer à des tours de prestidigitation généralement maladroits et révélateurs de leur véritable nature peu enviable pour tenter de retourner la situation en leur faveur et berner leur auditoire.

Jean-Luc Mélenchon en a fait sa ligne de conduite abjecte, en laissant à Marine Le Pen le soin ou l'avantage de rétablir les faits et d'en tirer profit, et il ne pouvait pas en être autrement puisque l'histrion du régime ne peut que se réfugier dans un déni de la réalité pour finalement apparaître comme un faussaire ou un ignoble falsificateur, ce qui permettra au passage aux éditorialistes à la solde du régime de procéder à un amalgame dont Mélenchon porte la responsabilité pour en être à l'origine de par son attitude.

Pour bien comprendre comment notre imposteur est pris à son propre piège, écoutons ce qu'à dit encore Marine Le Pen : - Il y aura "une facture pour les Français de 16 milliards d'euros d'endettement supplémentaire, pris dans la poche des contribuables français, jetés dans le feu de la dette", selon la dirigeante d'extrême droite. François Hollande "ment aux Français en laissant penser que cette opération sera indolore pour eux. Pouvons-nous nous permettre ce nouvel endettement ? Nous cumulons déjà 2 000 milliards d'euros de dette". Francetv info 13.07

Effectivement, puisque ce ne sont pas des banquiers qui vont être mis à contribution pour renflouer les banquiers grecs et l'économie de la Grèce, cela signifie que ce sera aux travailleurs de casquer à leur place, comme toujours dans le passé.

Cela Mélenchon ne peut pas le dire contrairement à Le Pen. Pourquoi ? Parce qu'il est idéologiquement subordonné à l'euro et à l'UE tout en apparaissant sous un faux masque, tandis que la représentante de l'extrême droite n'a pas besoin de masque pour apparaître telle qu'elle est, elle assume être d'extrême droite et populiste si vous voulez, alors que Mélenchon ne peut pas assumer être finalement de droite ou son imposture permanente. Ils n'ont pas les mêmes rapports au régime, ceux de l'extrême droite sont moins complexes et lui offrent plus de souplesse.

Chacun de leur côté incarne la crise du régime auquel ils sont inféodés et volent à son secours en partageant jusqu'à un certain point les mêmes analyses, leur divergence portant uniquement sur les moyens à mettre en oeuvre pour le sauver qui remonte à leurs origines distinctes, Mélenchon provenant du mouvement ouvrier qu'il a trahi, Le Pen de la grande bourgeoisie.

- Jean-Luc Mélenchon. Le député européen du Front de gauche soutient toujours Alexis Tsipras, le Premier ministre grec, mais il

s'en prend à Angela Merkel : "On voit se dessiner un nouveau visage de l'Europe, fait de brutalité et d'omnipotence du gouvernement allemand. Le gouvernement allemand est le problème de l'Europe".

Marine Le Pen, elle, considère que cet accord aggrave la situation de la Grèce et tacle l'euro. "La réalité, c'est que les Grecs passent à l'abattoir. Ce troisième plan ne vise pas à aider les Grecs mais bien plutôt à aider les banques, une nouvelle fois, et à maintenir quoi qu'il en coûte l'euro", estime la présidente du Front national. francetvinfo.fr 13.07

C'est malheureux ou triste à dire, mais c'est madame Le Pen qui dit la vérité et non Mélenchon qui la camoufle tout en lui laissant ainsi un boulevard, du coup les travailleurs critiques envers l'euro et l'UE et qui prendront connaissance de leurs discours, se reconnaîtront davantage dans le FN que dans le PG qui verse dans la xénophobie ou adopte une position propre à l'extrême droite.

C'est ainsi que Mélenchon est responsable de la confusion des genres ou tend la perche aux adeptes d'amalgames pourris en tous genres entre la gauche ou l'extrême gauche et l'extrême droite.

Le PG et le PCF peuvent vociférer autant qu'ils veulent, ils ne pourront pas face à la multitude de déclarations relayant la capitulation ou la trahison de Tsypras et Syriza faire en sorte qu'elles ne parviennent pas aux oreilles des travailleurs et qu'ils en tirent toutes les conséquences politiques en se détournant de cette coalition hétéroclite corrompue au sens politique du terme qu'est le Front de gauche.

- Grèce: Mélenchon critique un accord arraché "un revolver sur la tempe" - AFP

- Grèce : « Alexis Tsipras a négocié le pistolet sur la tempe » selon le sénateur PCF Eric Bocquet - Public Sénat

Après l'accord obtenu à Bruxelles sur la Grèce, le sénateur PCF du Nord, Eric Bocquet, estime que le premier ministre grec « n'avait pas d'autre choix dans l'urgence ». Il estime cependant que cet accord « dur » met Alexis Tsipras « en difficulté ». « L'Europe est complètement en lambeau » après cette crise, estime le sénateur communiste. Public Sénat 13.07

A retenir.

Il n'existait pas pas "d'autre choix" pour qui entendait se soumettre ou capituler face à la troïka, d'où la nécessité absolue de rompre avec la troïka.

Vous aurez remarqué que Bocquet se lamente sur le sort de l'Europe "en lambeau", l'UE en fait, mais il n'a pas un mot pour les travailleurs grecs. Qui représente-t-il au juste ? Vous avez là la réponse qui vaut pour Mélenchon.

La partie était truquée et les différents protagonistes en avaient parfaitement conscience

- Sommet européen : une fumée blanche, mais âcre - latribune.fr

L'accord entre la Grèce et ses créanciers signe l'échec de la stratégie d'Alexis Tsipras. Il permet à l'Allemagne de renforcer son statut de leader européen, et à la France de gagner du temps.

La Grèce reste dans la zone euro. C'est le principal enseignement de l'accord trouvé par les chefs d'Etat de la zone euro la nuit dernière. Il restera à en voir l'application, le diable se trouvant dans les détails. En attendant, si la fumée blanche tant espérée réjouit nombre d'Européens, elle a cependant un goût âcre.

Tabou brisé

Pour la première fois, le tabou de la sortie d'un membre de la zone euro a été brisé. Surtout, l'Allemagne, par la voix de Wolfgang Schaüble, son ministre des Finances, soutenue par plusieurs pays du nord et de l'est de l'Europe, n'a jamais aussi clairement affirmé sa vision : la réussite de la construction européenne implique le respect des règles sous peine d'être expulsé du cercle.

On peut ne pas partager la vision « ordolibérale » de Wolfgang Schaüble mais c'est celle qui désormais domine au sein de la zone euro. Pour ses défenseurs, elle serait le meilleur garant pour le Vieux Continent pour affronter l'implacable compétition imposée par la mondialisation.

Menace à peine voilée à l'égard de la France

Et si la Grèce reste dans le cercle, la menace est à peine voilée à l'égard de l'Italie et de la France, régulièrement critiquées pour

leur incapacité à tenir leurs budgets et à mettre en application les réformes structurelles exigées par Bruxelles.

On est donc bien loin de l'image radieuse et béate d'une Union européenne stable et solidaire. La crise est passée par là. Celle de 2007, et celle de 2010. L'UE est désormais une association de pays membres où chacun agit en adoptant une approche propre en termes de coûts et bénéfices, en essayant de tirer le meilleur aux dépens des autres. Rien de nouveau, c'était déjà la position de l'ancien Premier ministre britannique Margaret Thatcher : « I want my money back . » Mais le Royaume-Uni n'était pas et n'est toujours pas dans la zone euro.

Un jeu dur

Un jeu dur, mais désormais clair, dans lequel l'Allemagne a imposé sa logique. Dans ces conditions, les rapports de forces sont exacerbés, et ceux qui sont en position de faiblesse en paient un prix élevé.

Alexis Tsipras est donc le grand perdant de ce week-end. Lui qui s'est fait élire pour mettre fin à l'austérité est revenu ce lundi avec un accord qui met davantage son pays sous tutelle, avec un programme de réformes et de mesures encore plus sévère que celui qu'il a refusé de signer auparavant. Mais avec un système bancaire exsangue, et une partie de la population qui sombre encore davantage dans la pauvreté, il n'avait pas véritablement le choix.

Syriza risque de se diviser

Ce choix, il aurait pourtant pu l'avoir, s'il avait eu dans sa manche le joker d'une sortie de la Grèce de la zone euro, comme le préconisait son ex-ministre des Finances, Yanis Varoufakis, et le soutenait une partie du peuple grec en votant « non » au référendum. Mais on ne brise pas un tabou si facilement, et il aurait fallu s'y préparer. La position d'Alexis Tsipras apparaît désormais des plus fragiles, entre son parti qui risque de se diviser, et une opposition qui a l'occasion, avec le soutien de Bruxelles et de Berlin, de revenir dans le jeu.

La peur de la hausse des taux français

Quant à François Hollande, il peut se targuer d'avoir été la cheville ouvrière de l'accord en prétendant rapprocher les positions de l'Allemagne et de la Grèce, ou plutôt en faisant accepter les positions de la première par la seconde. Mais au delà du succès politique, cet accord a une vertu plus « concrète » pour le président de la république : elle épargne à la France quelques turbulences sur les marchés financiers que n'auraient pas manquer d'entraîner un « grexit » et qui se serait traduit immanquablement par une hausse des taux d'emprunt (et son fameux « spread » avec le taux allemand) pour la France.

Surtout, dans une zone euro plus « intégrée », Paris aurait, à coup sûr, dû encore accélérer le rythme des « réformes » pour mériter sa place dans un club de plus en plus « exclusif. » Dans un contexte économique toujours difficile, la France avait absolument besoin que la Grèce reste dans la zone euro, même à un prix élevé. Finalement, cet accord s'inscrit dans la philosophie des accords précédents : gagner du temps... latribune.fr 13.07

- Ce qu'exige l'Eurogroupe, des abandons de souveraineté aux dates de soldes - Le Huffington Post

Quelques réactions de travailleurs, syndicats et partis grecs opposés à l'accord conclu entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec.

- A Athènes, l'amertume générale règne chez les partisans du "non" Ariane Nicolas - Francetv info

- "Cet accord, c'est la catastrophe ! La Grèce est humiliée. Nous sommes humiliés."

- "Tout ça pour ça... Alexis Tsipras avait fait beaucoup de promesses avant son élection, pour garantir moins d'austérité. Il ne les a pas tenues, il doit démissionner."

- Parent de trois enfants, "tous au chômage", ce couple plutôt aisé, habitué à voter à droite, est prêt à tenter une sortie de la zone euro "pour en finir avec l'étranglement financier". "Ce que l'Allemagne a fait, c'est inqualifiable. La Grèce n'a plus rien à faire dans la zone euro".

- Alexandros, ingénieur à la retraite, estime comme elle que le retour à la drachme est souhaitable, "vue la situation actuelle". "Les gens ont déjà faim. Je préfère qu'ils aient faim sans dépendre de l'Allemagne, plutôt qu'ils aient faim avec l'Allemagne au pouvoir dans leur propre pays."

- "Ils ne nous laisseront même pas notre caleçon. On est tous conscients qu'ils ont coincé Tsipras, ils lui ont mis la pression. Cet accord est contraire à ce que Tsipras avait promis. Ces mesures détruisent nos îles, le tourisme, l'agriculture et

l'économie maritime", déplore un jeune homme.

- "Non, je ne suis pas soulagée. On est toujours au bord du précipice. C'était une chance pour nous de ne plus être soumis à l'Europe", confie-t-elle.

- Chez les partisans du "non", l'amertume semble générale. Comment pourrait-il en être autrement ? Les concessions faites par Alexis Tispiras à Bruxelles correspondent peu ou prou aux exigences rejetées par 61,3% des votants lors du référendum du 5 juillet.

Les concessions faites par Alexis Tispiras à Bruxelles correspondent peu ou prou aux exigences rejetées par 61,3% des votants lors du référendum du 5 juillet. Au sein du parti Syriza, pourtant sorti renforcé après la consultation nationale, c'est l'abattement. "Tsipras a validé les propositions de Jean-Claude Juncker. Je ne vais pas mentir, c'est un échec pour nous", déplore Angeliki, coordinatrice de Syriza dans le quartier populaire d'Alimou, dans le sud de la capitale.

Rétrospectivement, ces millions de voix qui sont allées au "non" révèlent leur aspect disparate, voire leur incohérence. Daphné tente de résumer cette difficulté dans une pirouette verbale : "On était à 100% contre le 'oui', on n'était pas à 100% pour le 'non'." francetvinfo.fr 13.07

- S'ils ne vont pas tous jusqu'à établir des parallèles douteux (notamment avec le régime nazi) de nombreux internautes se sont indignés samedi soir, le 12 juillet, face aux exigences du plan présenté par l'Eurogroupe, dont Berlin est désigné comme le principal initiateur. Des dizaines de milliers de messages avec le hashtag (mot-clé) #ThisIsACoup ("c'est un coup d'Etat") ont ainsi fleuri sur Twitter pour voler au secours de la Grèce.

Parmi cette vague de messages, la position de l'Allemagne est tour à tour assimilée à du terrorisme, à du néo-colonialisme ou à une humiliation de la Grèce: - Djihadisme : Une attaque terroriste revendiquée par l'UE et l'eurogroupe est en train de faire 11 millions de victimes. ; - Quand l'UE décide d'exiger l'abandon de la souveraineté d'un de ses propres membres ; - Humilier un peuple en lui imposant des mesures aussi brutales cela porte un nom : Diktat. ; - Ce n'est pas un sommet européen ! C'est une nuit des longs couteaux, pour une vente à la découpe de la Grèce. huffingtonpost.fr 13.07

- Grèce : les fonctionnaires appelés à une grève de 24 heures, mercredi - francetvinfo.fr

Le syndicat des fonctionnaires grecs a appelé, lundi 13 juillet, à une grève de 24 heures, mercredi, jour probable du vote au Parlement de nouvelles mesures de rigueur décidées en échange d'un nouveau prêt sur trois ans à la Grèce.

"Nous appelons à une grève de 24 heures, lors du vote de l'accord antipopulaire, et à des manifestations à 19 heures sur la place Syntagma", à Athènes, indique le syndicat Adedy. Le syndicat des collectivités locales Poe-Ota a également appelé à une grève de 24 heures mercredi. francetvinfo.fr 13.07

Alexis Tsipras peut compter sur le soutien de la Nouvelle Démocratie, du Pasok et ses satellites.

Alexis Tsipras va désormais devoir convaincre son parlement.

Le Premier ministre grec va aussi devoir convaincre la population qui avait majoritairement voté contre l'austérité.

"il paie ses dizaines de milliards d'euros très chers", observe le journaliste François Lenglet qui explique que la Grèce sera désormais gérée par les Européens. "Ils vont même y faire voter des lois !", ajoute-t-il.

Dans le couple franco-allemand, pas de perdant. "Chacun des deux a préservé son tabou : pour la France, c'était l'intégrité de la zone euro - la Grèce n'est pas sortie -. L'Allemagne refusait absolument que la dette grecque soit effacée; elle ne sera que réaménagée", rappelle-t-il. Francetv info 13.07

- Les "Grecs indépendants" ne soutiennent pas le plan d'aide - Reuters

Le petit partenaire de la coalition au pouvoir en Grèce, Anel (Grecs indépendants), a déclaré lundi soir qu'il ne pouvait pas soutenir les termes du troisième plan d'aide à Athènes, mais a laissé entendre qu'il resterait au gouvernement dirigé par Alexis Tsipras.

"L'accord parle de 50 milliards d'euros de garanties concernant les biens publics, de modifications de lois comportant la confiscation d'habitations (...) Nous ne pouvons pas accepter cela", a déclaré Panos Kammenos, chef de file d'Anel et également ministre de la Défense.

Alexis Tsipras s'était tourné vers la petite formation souverainiste en janvier pour former son gouvernement, Syriza, son parti de gauche anti-austérité n'ayant pas à lui seul la majorité absolue au parlement.

En vertu des termes de l'accord, les députés grecs devront se prononcer d'ici mercredi sur une série de réformes, notamment la hausse de la TVA et la réforme des retraites. Reuters 13.07

Révélation. Varoufakis a été limogé.

- Varoufakis s'explique sur son départ surprise - 20minutes.fr

L'ancien ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, a révélé, dans un entretien publié lundi, avoir démissionné après avoir été mis en minorité, le soir du référendum, sur sa ligne dure prévue face à la BCE après la fermeture des banques grecques.

L'économiste au fort tempérament, qui assurait avant le référendum qu'il démissionnerait en cas de victoire du oui, avait assez inexplicablement démissionné au lendemain de la victoire à 61,1 % du non, le 5 juillet. Officiellement, il avait jeté l'éponge parce que les créanciers ne l'aimaient pas et que le Premier ministre Alexis Tsipras jugeait son départ « utile » pour un accord.

La défaite de la ligne dure

Mais dans un entretien au magazine britannique New Statesman, réalisé juste avant l'accord de lundi matin pour négocier une nouvelle aide à l'économie grecque, il révèle avoir en fait perdu à quatre contre deux lors d'une réunion de cabinet après la victoire du non, au cours de laquelle il prônait une ligne dure.

Les banques grecques sont fermées depuis le 29 juin, pour éviter une hémorragie de l'épargne, alors que la Banque centrale européenne a cessé d'ajuster le plafond de son aide d'urgence à ces établissements. Varoufakis, persuadé d'avance que cette situation « voulue par la BCE pour sceller un accord » allait se produire, avait prévu « un triptyque » d'actions pour y répondre : « émettre des IOUs » (phonétiquement « I owe you », « je vous dois », des reconnaissances de dettes en euros) ; « appliquer une décote sur les obligations grecques » détenues par la BCE depuis 2012, pour réduire d'autant la dette, et « prendre le contrôle de la Banque de Grèce des mains de la BCE ».

Cela laissait, selon lui, entrevoir une possible sortie de la Grèce de l'euro mais avec la certitude, explique-t-il, qu'il n'y avait de toute façon aucun moyen légal de la pousser dehors. Le tout pour faire peur et obtenir un meilleur accord des créanciers, selon lui. Il a émis cette suggestion plusieurs fois entre le 29 juin et la victoire du non. « Mais ce soir-là, regrette-t-il, le gouvernement a décidé que la volonté du peuple, ce "non" retentissant, ne devait pas être le déclencheur de cette approche énergique (…) au contraire cela allait mener à des concessions majeures à l'autre camp ». 20minutes.fr 13.07

Dans les coulisses de cette pseudo-négociation.

- Grèce : l'ancien ministre Yanis Varoufakis dévoile les secrets des négociations - francetvinfo.fr

Une semaine après avoir annoncé sa démission du gouvernement d'Alexis Tsipras, l'ancien ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, lève le voile sur les derniers mois de négociations européennes, dans un article publié, lundi 13 juillet, par le magazine britannique New Statesman (en anglais). Selon ses propos enregistrés jeudi 9 juillet, l'Eurogroupe est "complètement" contrôlé par l'Allemagne.

Selon Yanis Varoufakis, un accord portant sur "trois ou quatre réformes" aurait pu être conclu avec les créanciers dès l'arrivée de Syriza au pouvoir, en janvier. Mais les créanciers "voulaient parler de tout", c'est-à-dire "de rien". L'ancien ministre estime que les créanciers ont fait miroiter un compromis à la Grèce, en retardant l'échéance. "Ils rejetaient nos propositions, mais ne proposaient rien de leur côté", affirme-t-il.

En fin de compte, les créanciers ont émis des propositions "intenables, totalement non-viables et toxiques", "le genre de propositions que vous faites à l'autre camp lorsque vous ne voulez pas d'un accord". La conclusion de l'économiste est lapidaire : "Nous avons été piégés."

"Un refus clair d'engager des discussions économiques"

Yanis Varoufakis ne se remet pas du manque d'ouverture de ses homologues de l'Eurogroupe. "Il y avait un refus clair d'engager des discussions économiques, dénonce-t-il. Vous mettez en avant un argument sur lequel vous avez vraiment travaillé, qui est cohérent, et vous avez juste droit à des regards vides. C'est comme si vous n'aviez rien dit. Vous auriez chanté l'hymne national suédois, vous auriez eu la même réponse."

L'Allemagne à la baguette, la France seule résistante

Lors des réunions des ministres des Finances de la zone euro, un homme "contrôle complètement" les débats, selon Yanis Varoufakis : "le ministre des Finances de l'Allemagne", Wolfgang Schäuble. "C'est comme un orchestre très bien huilé dont il serait le chef."

L'ancien ministre grec indique qu'un seul pupitre sonne faux : celui de Michel Sapin. "Seul le ministre français émettait des sons qui étaient différents de la ligne allemande, et ces sons étaient très subtils, se souvient-il. On sentait qu'il devait utiliser un vocabulaire très judicieux pour ne pas avoir l'air de s'opposer." Et à la fin, c'est l'Allemagne qui gagnait, forcément ? Oui, "le ministre français cédait toujours".

Des "ennemis" inattendus

Dans le huis clos des sessions de l'Eurogroupe, la Grèce n'a pas reçu le soutien de gouvernements de pays comme le Portugal, l'Espagne, l'Italie ou l'Irlande, pourtant eux aussi très endettés. Bien au contraire, ils étaient "ses ennemis les plus énergiques", assure Yanis Varoufakis. "Si nous avions réussi à négocier un meilleur accord, cela les aurait anéantis politiquement : ils auraient eu à expliquer à leurs citoyens pourquoi ils n'avaient pas négocié comme nous." francetvinfo.fr 13.07

A retenir.

- La mystification de la "résistance" de la France face à l'Allemagne (Grèce : François Hollande revendique sa victoire - Francetv info 13.07) : Oui, "le ministre français cédait toujours".

- Aucun Etat n'a soutenu la Grèce.

Le contenu de l'accord

- Grèce: le contenu de l'accord - AFP

En voici les principaux points:

AVANT TOUTE CHOSE

"Vu le besoin de rétablir la confiance", considérée comme rompue par le gouvernement de gauche radicale d'Alexis Tsipras, la Grèce doit "légiférer sans délai".

D'ici mercredi, elle doit "rationnaliser le système de TVA et élargir sa base pour augmenter ses revenus", "améliorer la soutenabilité du système de retraites", "assurer l'indépendance de l'institut statistique ELSTAT", "mettre en place une Autorité fiscale indépendante et un mécanisme de réduction automatique des dépenses en cas de ratage des objectifs budgétaires".

Ces mesures sont impératives pour commencer à discuter d'un plan d'aide.

En sus, d'ici le 22 juillet, la Grèce doit "adopter un code de procédure civile" et transposer en droit grec une directive sur le renflouement des banques.

REFORMES

Outre ces préalables, le gouvernement grec doit "sérieusement renforcer ses propositions de réformes" s'il veut obtenir un accord.

Les créanciers exigent "un ambitieux programme de réformes des retraites", "des reformes plus importante du marché intérieur", notamment dans le domaines des soldes, des pharmacies, des boulangeries, de l'ouverture des commerce le dimanche...

Ils veulent aussi la privatisation du réseau de transport électrique (ADMIE).

Ils exigent une "modernisation" et un "examen rigoureux" du marché du travail afin d'"aligner les politiques de l'emploi sur les standards internationaux et européens".

Enfin, les créanciers veulent un "renforcement du secteur financier".

GESTION DES PRIVATISATIONS

Le gouvernement doit aussi "mettre en oeuvre un programme de privatisation plus développé", à travers la création d'un fonds ad hoc qui a fait l'objet d'âpres négociations.

"Les actifs grecs de valeur seront transférés à un Fonds indépendant qui les monnétisera par des privatisations ou d'autres moyens".

Ce Fonds devra générer 50 milliards d'euros, dont 50% serviront à recapitaliser les banques grecques au bord de l'asphyxie financière. 12,5 milliards serviront au désendettement et 12,5 milliards pour des investissements.

Ce Fonds sera basé en Grèce et sera géré par les autorités grecques sous la "supervision" des autorités euroépennes.

FONCTION PUBLIQUE

La Grèce devra "moderniser (...) l'administration grecque" et notamment la "dépolitiser" à travers un programme spécifique. La Grèce doit présenter ses projets sur ce point d'ici lundi prochain.

LE RETOUR DES INSTITUTIONS

La Grèce doit "normaliser les relations avec les Institutions (Commission, BCE, FMI, ndlr), y compris lors du travail sur le terrain à Athènes". Ces institutions sont honnies par le gouvernement Syriza et ses sympathisants.

De plus, elles auront un droit de regard sur certains projets de lois ou de référendum.

ANNULATION DE CERTAINES MESURES DE TSIPRAS

La Grèce devra revoir certaines des mesures adoptées par le gouvernement d'Alexis Tsipras qui sont contraires aux engagements des précédents gouvernements grecs.

82 A 86 MILLIARDS

L'ensemble de ce troisième programme pourrait représenter de 82 à 86 milliards d'euros. Les Institutions sont invitées à voir comment elles pourraient réduire l'enveloppe des financements.

GERER L'URGENCE

Les chefs d'Etat et de gouvernement demandent à l'Eurogroupe de trouver une solution transitoire pour permettre à la Grèce de faire face à ses besoins urgents de financements (12 milliards d'euros d'ici mi-août) et pour lui permettre de payer ce qu'elle doit, notamment au FMI.

BANQUES

Les créanciers estiment qu'il faut prévoir de 10 à 25 milliards d'euros pour les banques, en cas de recapitalisation ou de liquidation.

DETTE

"L'Eurogroupe est prêt à évaluer, si nécessaire, des mesures additionnelles (allongement des délais de grâce et des maturités)", seulement si la Grèce a respecté ses engagements.

FMI

Le FMI continuera d'être associé au programme grec, y compris au delà de l'échéance de mars 2016, date à laquelle il devait s'achever. AFP 13.07

Tsipras a vendu le sort du peuple grec à l'oligarchie financière

- "L'accord équivaut à une mise sous tutelle du pays" - francetvinfo.fr

François Lenglet, éditorialiste à France 2 et spécialiste des questions économiques, décrypte cet accord.

Comment interpréter cet accord ? "En réalité, la Grèce a accepté cette nuit une mise sous tutelle financière, administrative et

politique. C'est un transfert de souveraineté sans précédent qui a été obtenu d'Athènes, en contrepartie de son maintien dans l'euro."

Quels espoirs de croissance pour la Grèce ? "On ne comprend pas comment l'économie peut repartir avec des mesures d'économies aussi violentes, et alors que le potentiel du pays a été anéanti par cinq ans de crise. Il semble qu'avec cet accord, on a gagné du temps, mais qu'on n'a pas réglé la crise grecque durablement."

Bientôt de nouveaux plans d'aide ? "C'est très probable qu'il faille un quatrième, et peut-être un cinquième plan, car l'euro est une monnaie trop forte pour l'économie grecque. Conserver la Grèce dans l'euro, c'est donc admettre la nécessité de transferts financiers réguliers, quand bien même les Grecs auraient fait tous les efforts souhaitables pour remettre en ordre leurs comptes." francetvinfo.fr 13.07

- « La Grèce est mise sous tutelle mais ce n'est pas du tout une humiliation » selon le sénateur LR Jean Bizet - Public Sénat

- La Grèce paye son accord au prix fort (et il ne règle rien sur le fond) - Le Huffington Post

"Ils ont crucifié Tsipras", lâche un ponte de la zone euro au Financial Times en quittant le Sommet européen. Après un week end passé aux enfers, le premier ministre grec n'est pas sûr de ressusciter à son retour en Grèce.

Suite à la conclusion d'un pré-accord ce lundi, Alexis Tsipras doit désormais convaincre son Parlement d'enregistrer une foule de réformes majeures avant mercredi. En lieu et place des cris de soulagement des dirigeants européens à Bruxelles, il s'expose à des critiques virulentes à Athènes.

Le syndicat grec des fonctionnaires, Adedy, a d'ores et déjà appelé à une grève de 24 heures mercredi, jour probable du vote de cet "accord anti-populaire" au Parlement. Il s'agit de la première grève depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza en janvier.

Crucifixion, humiliation, capitulation... A juste titre, la "victoire" d'Alexis Tsipras est décrite en Grèce dans des termes peu flatteurs : Manolis Glezos, MEP Syriza, ancien résistant : “La fumée blanche de l'Eurogroupe venait des cendres de la Grèce.”

La Grèce s'est privée de tout moyen de revenir en arrière en acceptant d'importants abandons de souveraineté.

L'accord est très clair: "Le gouvernement [grec] devra consulter et s'accorder avec les institutions [la troïka] sur tout projet de loi dans les domaines concernés, dans un délai adéquat avec de la soumettre à la consultation publique ou au Parlement."

Hausse des taxes d'un côté, baisse des revenus de l'autre, la Grèce se dirige droit vers une nouvelle dépression économique. "Ce sont des mesures qui renforceront sans aucun doute la récession", a admis Alexis Tsipras ce matin. C'est pourtant ce qui était reproché aux précédents plans d'aide. Depuis 2010, le PIB grec a perdu 20%. "On repart sur le même problème de solvabilité", prévient Christopher Dembik, économiste chez Saxo Banque.

Alexis Tsipras a bien obtenu des compensations. Mais là encore, les remèdes n'en sont pas vraiment. Le plan d'aide de 86 milliards d'euros? Il lui permettra d'honorer ses créanciers, mais fera grimper sa dette publique à plus de 400 milliards d'euros, soit 225% du PIB. Et ce chiffre augmentera à mesure que le PIB baissera...

Quant aux 50 milliards de recette issues des privatisations (aéroports régionaux, ports du Pirée et de Thessalonique...), le montant laisse perplexe. "Depuis 2011, elles ont rapporté un peu moins de 6 milliards. Je ne vois pas où ils vont les trouver", reconnaît Christopher Dembik, de Saxo Banque. La question est pourtant cruciale puisque la moitié des revenus doit être allouée à la recapitalisation des banques grecques.

Selon The Economist Intelligence Unit, la probabilité d'un Grexit est toujours de 60% avant 2019. "Il n'y a aucune garantie que la région n'en soit pas au même point dans six mois", détaille son analyse. huffingtonpost.fr 13.07

Et les farouches réactionnaires en rajoutent ou se félicitent, ils ont de quoi !

- Manuel Valls, premier ministre: " Accord ! Moment historique. La Grèce, c'est l'Europe. La France a joué son rôle jusqu'au bout !" AFP

- Le Parti socialiste, "La France par la voix du président de la République a joué un rôle central avec sagesse et détermination. Le peuple grec n'est pas au bout de ses souffrances mais il a maintenant un avenir. Et cet avenir est en Europe. L'Europe a su rester fiable tout en étant solidaire. Cela appelle d'autres avancées dans la construction européenne. Le Parti socialiste, qui remercie les socialistes européens pour leurs prises de position, au final communes, entend jouer tout son rôle pour que l'Europe fasse un nouveau pas politique vers plus de coordination et d'harmonisation" (communiqué) AFP

- Accord Eurogroupe-Grèce : un "moment historique" pour Bruno Le Roux (PS) - Francetv info

- Didier Guillaume, président du groupe PS au Sénat: "Cet accord était dans l'intérêt de la Grèce et de l'Europe, donc de la France. (...) Le compromis trouvé est un signe important de solidité de l'Europe, aucun pays n'est abandonné. (...) Je suis fier que la France ait contribué à aboutir à cette grande conclusion, qui doit donner un nouvel élan au projet européen" (communiqué)"

- Emmanuelle Cosse, secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts: "on a un accord et quel que soit son contenu, il faut saluer cet accord qui permet d'échapper au pire. AFP

- Europe : "Une défense commune serait une arme puissante" - LePoint.fr

Le député PS Nicolas Bays crée une association parlementaire pour promouvoir l'Europe de la défense et un Buy European Act. LePoint.fr 13.07

- Interrogé par l'AFP, le patron des députés Les Républicains Christian Jacob se félicite lui aussi que "l'accord (se soit) fait aux conditions très strictes de l'Allemagne et d'une grande partie des pays de l'UE". M. Jacob compte plaider mercredi, lors de la réunion de groupe des députés LR pour adopter une position vis-à-vis du vote annoncé par M. Hollande à l'Assemblée, en faveur de cet accord, qui va "dans le bon sens". AFP

- "Nous nous félicitons qu'un accord ait pu être trouvé (...), conforme à ce que Les Républicains souhaitaient", a salué Eric Woerth (Les Républicains)

- Yves Jego, député de la Seine-et-Marne (UDI) : "Le Grecsin est infiniment préférable au Grexit Il faut maintenant d'urgence un véritable Gouvernement économique de la zone Euro". AFP

- Consigny : la Grèce est l'avenir de la France - LePoint.fr

- HL - Pourquoi il fallait - et il faut toujours - sauver la Grèce - LePoint.fr

Et la palme du cynisme revient à qui de droit.

- Hollande salue le «courage» de Tsípras - Liberation.fr

ACTUALITE EN TITRES

Des tueurs.

- Terrorisme : de nouvelles armes plus puissantes pour la police du quotidien LeFigaro.fr

Les pistolets-mitrailleurs Beretta dont sont dotées les patrouilles vont être remplacés d'ici la mi-2016 par 4000 nouvelles carabines 9 mm et 4000 autres modèles de calibre 5.56 mm qui ont la particularité de traverser des gilets pare-balles

CZ tchèque, Glock autrichien, Heckler & Koch allemand ou encore Colt américain: au total, une dizaine de fournisseurs potentiels ont été identifiés, pour des tarifs allant de 1500 à 4000 euros l'unité. LeFigaro.fr 13.07

Après avoir manipulé leurs agents ou les avoir poussés à passer à l'action, il ne leur reste plus qu'une seule option pour les empêcher de parler : Les liquider ! Il existe plusieurs méthodes et tout un arsenal pour neutraliser des "terroristes", entre leur tirer dans les jambes ou les bras, les gazer, etc. si l'Etat décide de ne pas y recourir et préfère les tuer, c'est qu'il a forcément quelque chose d'inavouables à cacher à la population directement ou en lien avec l'activité de ces "terroristes.

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Afghanistan: 33 morts dans l'attentat de dimanche - AFP

- De nouveaux raids de la coalition font 21 morts au Yémen - Reuters

- Une roquette fait quatre morts et 15 blessés à Benghazi en Libye - Reuters

- Cameroun : au moins 11 morts dans un double attentat-suicide - Libération.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand Washington ne supporte plus la liberté de ton de la presse russe.

- Moscou dénonce le gel du compte à Londres d'une agence de presse officielle russe - AFP

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé lundi le gel du compte bancaire de l'agence de presse officielle russe Rossia Segodnia à la banque Barclay's de Londres, en demandant aux autorités britanniques d'"éclaircir d'urgence la situation".

"L'agence n'a reçu aucun préavis (...) et n'a pas été informée de ce qu'il est advenu des moyens financiers qui se trouvaient sur ce compte" gelé le 8 juillet 2015, a indiqué le ministère dans un communiqué, en liant cet incident aux sanctions occidentales visant le directeur de l'agence Dmitri Kisselev, connu pour ses positions antiaméricaines.

"Cette situation entrave les activités de la plus grande agence de presse russe sur le territoire britannique", a souligné le ministère.

"La partie russe a demandé aux autorités britanniques d'éclaircir d'urgence la situation concernant le gel du compte de l'agence Rossia Segodnia", a-t-il ajouté.

Présentateur controversé pour ses diatribes souvent incendiaires et farouche pourfendeur des valeurs occidentales, Dmitri Kisselev est visé depuis l'année dernière par des sanctions de l'Union européenne pour sa "propagande soutenant le déploiement des forces russes en Ukraine".

L'Union européenne, tout comme Washington, a adopté une série de sanctions contre la Russie après l'annexion par Moscou de la péninsule ukrainienne de Crimée en mars 2014, et en raison de son soutien présumé aux séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine.

Les personnes visées par les sanctions sont interdites d'entrée sur le territoire de l'UE et leurs actifs dans les pays membres doivent être gelés.

Pour sa part, M. Kisselev a accusé lundi les autorités britanniques de "censure" et d'"entrave directe au travail des journalistes".

"De quelle liberté de la presse et de démocratie peut-il s'agir si dans ce pays on ne laisse pas travailler l'une des plus grandes agences de presse mondiales?", s'est-il insurgé dans un communiqué.

Rossia Segodnia englobe notamment l'agence de presse publique Ria Novosti et le service international multimédia Sputnik, créé en 2014 avec l'objectif de lutter contre "la propagande agressive" de l'Occident et de fournir une "interprétation alternative" des évènements dans le monde. AFP 13.07

Quand les fascistes terrorisent la population ukrainienne avec le soutien de Kiev.

- Ukraine : des scènes de guerre dans l'Ouest illustrent la faiblesse du gouvernement - AFP

Tirs au lance-grenades, voitures de police calcinées, ultranationalistes armés repliés dans les montagnes : les scènes de guerre qui ont touché une petite ville ukrainienne près de la frontière avec l'UE affaiblissent les autorités pro-occidentales de Kiev, déjà confrontées à un sanglant conflit dans l'Est.

Le président Petro Porochenko a demandé aux forces de l'ordre de désarmer "les groupes armés illégaux" qui "déstabilisent la situation à 1.000 km du front de l'Est" au cours d'une réunion de son "cabinet de guerre" convoquée deux jours après une fusillade meurtrière entre les forces de l'ordre et des militants lourdement armés du mouvement ultranationaliste Pravy Sektor (Secteur Droit) à Moukatchevé, à 50 km des frontières slovaque et hongroise.

Cette crise, qui a choqué l'opinion publique en Ukraine, est loin d'être réglée.

Sur le terrain, les soldats du ministère de l'Intérieur traquaient à bord de blindés les ultranationalistes qui se sont retranchés dans les montagnes avec leurs armes de guerre et refusent de se rendre, faisant fi de l'ordre présidentiel, a constaté un photographe de l'AFP sur place.

Plusieurs manifestations antigouvernementales et en soutien à Pravy Sektor ont été organisées dimanche dans plusieurs grandes villes d'Ukraine, avec la menace ouverte de bloquer les routes afin d'empêcher l'arrivée de renforts de police à Moukatchevé.

Du "chantage", estime l'analyste politique indépendant Volodymyr Fessenko, qui juge néanmoins les membres de cette puissante organisation paramilitaire "capables de déclencher un conflit armé à l'intérieur du pays".

- 'État extrêmement faible' -

"Nous avons un État extrêmement faible, dont le fonctionnement peut être entravé par une quinzaine de personnes", confie à l'AFP sous couvert de l'anonymat un haut responsable ukrainien chargé des questions de sécurité.

Si un banal conflit lié au trafic illégal de cigarettes entre deux personnalités politiques régionales pourrait avoir été à l'origine de la fusillade, celle-ci est révélatrice des problèmes auxquels est confrontée l'Ukraine.

"Les affrontements à Moukatchevé témoignent d'une crise systémique : réformes inexistantes, corruption omniprésente et flux d'armes incontrôlé", souligne Anatoli Oktyssiouk, analyste du centre des études politiques à Kiev.

Le recours à des armes de guerre aux portes de l'UE pour régler un conflit de cette nature semble aussi constituer un mauvais présage pour un rapprochement entre l'Ukraine et l'Union européenne et l'introduction d'un régime sans visas, déjà à maintes reprises repoussée.

S'y ajoute le problème du retour à la vie civile des volontaires qui combattent depuis plus de quinze mois aux côtés des troupes ukrainiennes contre les séparatistes prorusses, dans un conflit qui a fait plus de 6.500 morts.

"Il y a actuellement en Ukraine beaucoup d'hommes armés qui se considèrent comme des héros et tentent de prendre le pouvoir avec leurs fusils", estime la source chargée des questions sécuritaires.

Pravy Sektor, qui revendique 10.000 militants et plusieurs centaines de combattants dans l'Est, est l'unique formation paramilitaire ukrainienne qui ne soit intégrée ni au ministère de l'Intérieur, ni à celui de la Défense.

Leur chef, Dmytro Iaroch, a été élu député en octobre puis nommé en avril conseiller du chef de l'état-major des armées ukrainiennes dans une tentative des autorités d'intégrer ses milices.

Il s'est rendu à Moukatchevé et a affirmé lundi "oeuvrer avec les services de sécurité ukrainiens à stabiliser la situation".

- Un mouvement 'incontrôlable' -

Pravy Sektor revendique l'héritage controversé des nationalistes ukrainiens qui ont combattu pendant un temps aux côtés des nazis contre "l'occupation soviétique" pendant la Deuxième guerre mondiale, ce qui lui vaut d'être qualifié de "fasciste" par les médias publics russes et les habitants des régions prorusses de l'est de l'Ukraine.

Le mouvement avait acquis une grande popularité auprès des manifestants sur le Maïdan à Kiev en radicalisant la contestation qui s'est soldée au bout de trois mois par un bain de sang et a entraîné la chute du régime prorusse de Viktor Ianoukovitch.

Aujourd'hui, "Pravy Sektor est devenu pratiquement incontrôlable. Si le conflit n'est pas réglé de façon diplomatique, il y aura des risques pour le pouvoir à Kiev avec des conséquences imprévisibles", estime l'expert Anatoli Oktyssiouk.

Ces dernier événements rappellent un autre bras de fer qui a eu lieu en mars entre le président Porochenko et Igor Kolomoïski, oligarque aux méthodes douteuses qui avait néanmoins réussi à stopper en tant que gouverneur les élans séparatistes de la région de Dnipropetrovsk, frontalière de la zone des troubles dans l'est, en finançant des bataillons de volontaires.

Il avait été limogé après une opération de type paramilitaire qui avait vu des hommes armés apparemment liés au milliardaire pénétrer dans les locaux de groupes publics pétroliers à Kiev dont il revendiquait le contrôle. AFP 13.07

A retenir.

Le conseiller du chef de l'état-major des armées ukrainiennes Dmytro Iaroch est toujours en fonction, il faut donc en conclure que Porochenko couvre les exactions commises par la milice fasciste Pravy Sektor. Ajoutons, avec la bénédiction de Washington, Bruxelles et Paris qui soutiennent le régime néonazi de Kiev.

Et dire qu'il y en a qui en attendaient des merveilles pour les Grecs. Eh oui ! il faut faire le parallèle sinon on sera incapable d'apprécier la situation à sa juste valeur ou telle qu'elle existe... Des dirigeants d'un gouvernement ou d'une institution ne peuvent pas à la fois soutenir un régime fasciste et les revendications sociales d'un peuple, il faut être cohérent et sérieux.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Assad ne tombra plus ...(Cheikh Naïm Qassem) - french.irib.ir

Le secrétaire général adjoint du Hezbollah libanais, évoquant la poursuite de la lutte contre les terroristes, a estimé que la Syrie avait surmonté la phase dangereuse et que sa chute n'était plus possible.

" Notre première priorité, c'est de combattre Israël; les groupes takfiris ne sont qu'un des nombreux instruments d'Israël et notre lutte contre les takfiris fait partie intégrante de notre plan pour confronter le régime israélien", a souligné Cheikh Qassem. " Quand nous luttons en Syrie, nous soutenons en effet la Résistance au Liban et les éléments de la Résistance qui sont à nos côtés, tout cela signifie à vrai dire la lutte contre Israël", a-t-il encore indiqué.

Le sous-secrétaire général du Hezbollah a fait remarquer que les terroristes étaient aujourd'hui pris en piège dans les hauteurs d'Ersal et la région de Zabadani à Rif-Damas; qu'ils y étaient coincés. " Nous sommes arrivés à une phase où les terroristes sont paralysés et c'est une phase extrêmement importante", a-t-il ponctué. french.irib.ir 13.07

1.2- Syrie : 200 daechistes tués à Raqqa - french.irib.ir

L'attaque de haute précision des chasseurs-bombardiers de l'armée syrienne contre les positions des terroristes takfiris de Daech dans la province de Raqqa, s'est soldée par la mort de 200 d'entre eux.

Après avoir été informée des réunions et des agissements des forces du groupe takfiri Daech dans la province de Raqqa au Nord-est du pays, l'armée de l'Air syrienne a lancé plusieurs raids aériens précis, couronnés de succès contre leurs positions.

D'importants éléments terroristes, accompagnés de leurs trois adjoints, tous d'origine saoudienne, figuraient parmi les morts.

Selon une autre dépêche, les forces de l'armée syrienne ont repoussé une vaste attaque des groupes terroristes sur la colline Al-Cheikh Khattab dans la banlieue d'Idlib. Selon la chaîne Al-Mayadeen, les forces de l'armée syrienne et de la Résistance libanaise ont pris le contrôle du quartier Al-Zalah, au Sud d'Al-Zabadani. Selon Al-Mayadeen l'armée syrienne et les comités populaires ont dominé les hauteurs d'Al-Maqalee et des montagnes donnant sur le Sud du triangle de Tadmor. french.irib.ir 13.07

2- Irak

- Erbil appelé à respecter l'accord pétrolier avec Bagdad - french.irib.ir

Le porte-parole du bureau de Premier ministre irakien a demandé que la région du Kurdistan irakien respecte l'accord pétrolier Erbil-Bagdad.

Saad al-Hadisi, porte-parole du bureau du Premier ministre irakien, a déclaré dimanche à l'agence de presse Al-Maalouma, que la région du Kurdistan irakien devrait éviter de prendre des décisions unilatérales sans consulter ses partenaires politiques.

Saad al-Hadisi a ajouté que la région du Kurdistan irakien n'avait pas livré à la compagnie nationale de pétrole d'Irak le brut qui est destiné à être exporté et qui, selon l'accord et la loi du budget irakien, est estimé à 550.000 barils par jour. Le Kurdistan irakien doit livrer sa part de production de brut déterminée, au gouvernement central pour l'exportation, tout en recevant sa part de 17% du budget. En juin dernier, la région du Kurdistan irakien a livré au gouvernement central, 150.000 barils par jour, alors que

selon l'accord pétrolier, elle doit livrer 550.000 barils par jour.

Selon Heysam al-Jobouri, membre de la commission des finances au Parlement, le Kurdistan irakien vend tous les jours des centaines de barils de brut illégalement aux parties étrangères. La crise pétrolière entre Erbil et Bagdad a toujours été un défi pour eux. Ce défi a créé alors une crise politique dans le pays. La démarche arbitraire de la région du Kurdistan irakien qui vend le brut sans en verser les revenus au Trésor du gouvernement central, est à l'origine d'une double souveraineté en Irak où certaines parties exploitent la situation pour assurer leurs intérêts personnels. Cette attitude de la région du Kurdistan irakien a aussi affecté l'économie du pays. Plus de 90% du budget irakien dépend des revenus pétroliers et tout désordre dans les exportations du brut, pourrait engendrer des problèmes pour le développement du pays. Le 2 décembre 2014, Erbil et Bagdad ont signé un accord pour régler la crise pétrolière. Tous les Irakiens espéraient ainsi que le conflit politique s'achèverait et que l'interaction remplacerait la divergence qui portait atteinte à l'unité et l'intégrité territoriale. Les ennemis aussi auraient tenté de profiter de ce conflit. L'Irak devra aujourd'hui relever des défis sur les scènes politique, sécuritaire et même économique. Par conséquent, l'unité et la solidarité nationale sont des éléments principaux pour que les Irakiens l'emportent sur le terrorisme de Daech ainsi que sur la crise économique due à la guerre et à la baisse du prix du brut. french.irib.ir 13.07

3- Canada

- L'implication du Canada, dans le renversement de l'ancien gouvernement ukrainien, révélée. - french.irib.ir

Le gouvernement du Canada et l'ambassade de ce pays, à Kiev, ont joué un rôle important, dans le changement de gouvernement, en Ukraine, et sont accusés d'avoir aidé les opposants, au cours des violences de 2014.

Selon la chaîne d'information CBS, des informations, récemment, publiées, montrent que, pendant les jours menant à la chute du gouvernement de Viktor Ianoukovitch, en Ukraine, l'ambassadeur du Canada, à Kiev, a servi de base aux opposants anti-gouvernementaux.

Selon ce rapport, certains alliés européens du Canada, en confirmant cette information, ont annoncé que l'ambassade canadienne, à Kiev, avait autorisé les protestataires à se rendre, dans la résidence diplomatique, et à diriger, librement, l'opération contre le gouvernement d'alors, en Ukraine. En d'autres termes, le Canada aurait joué un rôle actif, dans le changement de régime, en Ukraine.

Bob Fuller, ancien diplomate canadien et conseiller des trois précédents Premiers ministres, au Canada, a critiqué la politique étrangère de Stephen Harper, avertissant que le gouvernement Harper s'était livré à un jeu dangereux, exposant le Canada au risque d'une confrontation avec une Russie dotée d'armes nucléaires. french.irib.ir 13.07

Haut de page

Le 15 juillet 2015

CAUSERIE

Un mouvement politique éclectique, une coalition de partis hétéroclites, de courants ou tendances poursuivant des objectifs différents ou diamétralement opposés recourent à la même méthode que l'idéologie néolibérale conduisant à la dillution de la pensée, à son appauvrissement, à sa paralysie, sa fossilisation...

Mais qu'est-ce qu'on peut lire comme conneries sur le Net, c'est effarant !

Lu dans le blog de Philippe Marlière (http://blogs.mediapart.fr/blog/philippe-marliere) à propos de l'ex-ministre des Finances grecs limogé par Tsipras, Yanis Varoufakis.

- "*Yanis Varoufakis s'est révélé un opposant tenace aux coups de force de la Troïka*", tu parles, il s'est débiné et il a attendu que l'affaire soit bouclée entre l'Eurogroupe et Tsipras pour l'ouvrir ! "*Cependant, Varoufakis ne va pas devenir un opposant de Tsipras*", encore heureux il ne manquerait plus que cela ! Car Varoufakis en sait des choses, même qu'il ferait preuve d'une perspicacité impressionnante, jugez plutôt :

- "*Si la Grèce n'est pas expulsée de la zone euro, Varoufakis sait que le gouvernement va devoir faire des concessions importantes pour tenter d'arracher l'essentiel : la restructuration de la dette, condition sine qua non pour sortir le pays de l'endettement et de l'austérité ad vitam aeternam*", alors que ces "*concessions importantes*" vont conduire au contraire à une augmentation de la dette grecque et se traduire par l'austérité à vie pour le peuple grec, je ne fais que répéter ici les

propos extraits d'un rapport du FMI qui pour une fois s'en est tenu aux faits (lire la causerie d'hier).

Le gouvernement grec à "*arracher l'essentiel*"... en oeuvrant pour les banquiers, uniquement pour ces prédateurs, bravo, mission accomplie ! J'ai failli écrire mandat respecté, puis je me suis ravisé après m'être demandé si Philippe Marlière savait exactement quel mandat Tsipras avait l'intention d'appliquer, certainement pas celui que lui avait donné le peuple grec.

Mais bon, que vaut le point de vue d'un pauvre type (autodidacte) paumé au fin fond de l'Inde à côté d'un intellectuel au cursus qui impressionnera les faibles d'esprit ? De la merde, si, si, osons le dire puisque nos lecteurs les mieux intentionnés le pensaient si fort que je l'ai entendu. J'ai passé le stade de me faire la moindre illusion, cela aide en politique je vous assure, à condition toutefois de n'avoir aucune ambition personnelle, là c'est plus rare à trouver !

Qui est Philippe Marlière ?

Philippe Marlière est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sociales de l'Institut universitaire européen de Florence. Depuis 1994, il est professeur de sciences politiques à l'University College de Londres.

Après vingt ans passés au Parti socialiste (PS), il décide en 2009 de rejoindre le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA). Il indique que le référendum de 2005 sur le projet de constitution européenne et le ralliement de la direction du PS au camp du « oui » a motivé son choix de quitter ce parti. Il quitte le NPA deux ans plus tard.

Fondateur en juin 2014 avec Liêm Hoang-Ngoc du « club des Socialistes affligés », qui cherche à regrouper des socialistes opposés à la politique menée par François Hollande et ses gouvernements, il rejoint en février 2015 le mouvement Ensemble, membre du Front de gauche et regroupant différentes traditions dont des courants issus du NPA. (wikipedia.org)

Décidément on ne se refait pas !

Cela dit c'est bien rémunéré, "*ses recherches actuelles portent sur le Front de gauche*" (wikipedia.org), passionnant, comme quoi il n'y a pas que les banquiers et les actionnaires qui gagnent bien leur vie à ne rien faire ou à nous la pourrir.

Des intellectuels de ce type, il y en a des centaines qui sévissent sur le Net et qui ont juré la perte du mouvement ouvrier. Retenez que Mediapart en est un creuset presqu'inépuisable, vous savez ce média alternatif, indépendant, patati patata. On y reviendra demain.

La mystification de Hollande et des médias aux ordres démasquée.

L'ancien ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis :

- Quand "Doc Schaüble" s'agitait, "le ministre français des finances finissait toujours par plier et se taire". lexpress.fr 14.07

Ou encore, relevé par un internaute :

- "Le véritable chef d'orchestre de l'accord a été encore une fois Washington : le secrétaire au Trésor Jacob Lew a passé les 72 dernières heures au téléphone, avec Tsipras, Juncker et Merkel pour imposer un accord."

Pour qui gouvernent Tsipras et le gouvernement grec ?

Tsipras fait preuve de courage selon Laurent (PCF), mais il manque singulièrement de volonté !

On vient d'apprendre que l'Etat grec avait remboursé mardi 148 millions d'euros à des créanciers privés japonais qui s'enrichissent sur le dos du peuple grec, mais il n'a pas trouvé les moyens de couper court aux restrictions financières imposées à la population en maintenant les banques fermées... à défaut de les avoir nationalisées.

La réaction néolibérale pavoise et elle a de quoi.

- Dette grecque : "Il y a deux façons de conquérir une nation et de la réduire en esclavage. Une façon est par l'épée, l'autre est par la dette" - Atlantico.fr

- Grèce: le triomphe absolue de la vieille «Tina» - Slate.fr

«Ce n'est pas la pensée, c'est la réalité qui est unique», a lâché, un jour de grande inspiration, Alain Minc. L'essayiste prolifique

qui conseille les puissants voit certainement dans les derniers développements de la crise grecque la preuve flagrante de la profondeur de son jugement.

Margaret Thatcher l'avait elle-même bien dit et répété dès les années quatre-vingt:

«There is no alternative» (TINA).

Il n'existe pas d'alternative sérieuse au capitalisme mondialisé, au néolibéralisme et aux dures disciplines qu'il impose.

La capitulation après la victoire

Le gouvernement de gauche radicale grec conduit par Alexis Tsipras prétendait mener une politique sortant des clous de l'austérité imposée par l'endettement massif de son pays et par les règles européennes. Il a finalement capitulé piteusement quelques jours seulement après avoir cherché à forcer le destin en s'assurant d'un vaste soutien populaire.

Les 61% de «non» des électeurs grecs au plan des créanciers européens n'auront servi à rien face à l'inflexibilité de l'Allemagne et de ses alliés. Joueur de poker aventureux muni de cartes désastreuses, Tsipras a bel et bien été contraint d'accepter des mesures pires que celles qu'il avait refusé avant cette consultation démocratique.

Yannis Varoufakis, le ministre grec des Finances qui avait démissionné au lendemain du référendum faute de pouvoir convaincre Tsipras de maintenir une orientation ferme au risque de sortir de l'euro, n'a pas de mots assez durs pour critiquer l'accord arraché au matin du 13 juillet.

La quasi-mise sous tutelle de la Grèce par ses créancier lui fait parler d'une «nouvelle forme d'occupation postmoderne». Varoufakis souligne «l'humiliation» de parlementaires grecs contraints de voter dans la précipitation des lois contraires à leurs engagements électoraux. Et il prédit sombrement que l'austérité aggravée qui résultera de ce plan «renforcera l'extrême droite» dans son pays.

Une leçon pour pas mal de monde

Preuve est désormais magistralement administrée que la zone euro ne peut tolérer une politique différente de celle que les tenants de la stabilité monétaire exigent. L'extrême dureté du gouvernement allemand tient sans doute également à la volonté d'en faire à leçon, de manière très politique, à beaucoup de monde.

L'échec cuisant de Syriza douche bien des espoirs en Europe

L'échec cuisant de Syriza douche bien des espoirs en Europe. En Espagne, le mouvement Podemos, qui s'était déclaré solidaire du pouvoir grec, en sera immanquablement affaibli dans son projet de réorienter les choix économiques et sociaux de son pays. La gauche de la gauche, en France, voit s'éteindre une petite lumière qui ravivait ses espoirs.

La leçon, à un autre niveau, vaut sans doute même pour le pouvoir français. «A la différence des Allemands, nos dirigeants n'ont jamais vraiment compris ou voulu comprendre que l'union économique et monétaire impliquait des politiques de compétitivité productive et de rigueur budgétaire», regrette l'éditorialiste libéral de L'Opinion, Rémi Godeau. En la matière, on n'en fait jamais assez.

Un drame pour le projet européen

Les partisans de la forme actuelle de construction européenne auraient toutefois grand tort de se réjouir de la mise au pas grecque. La «zone euro» a, lors de cette crise, pris la forme d'une camisole de force neutralisant brutalement la volonté populaire. L'assimilation entre l'euro et l'austérité pour de nombreux pays est plus aveuglante que jamais.

La puissance allemande impose sa logique dans l'Europe d'aujourd'hui

Le jeu conciliateur de la France ne peut masquer la prédominance de l'Allemagne. Ce sont bel et bien ses intérêts et ses conceptions, partagées il est vrai par beaucoup d'autres pays de l'Union, qui ont prévalu. La puissance allemande impose sa logique dans l'Europe d'aujourd'hui. Son dessein est moins enthousiasmant et plus disciplinaire qu'il ne l'a jamais été. L'économiste américain Paul Krugman affirme même que cette crise est en train de «tuer le projet européen».

François Hollande, expert en réconciliateur formel des contraires, se félicite d'avoir tout de même pu éviter le «Grexit», brandi comme une menace par Angela Merkel. Encore faudrait-il être certain de la viabilité de l'accord du 13 juillet. Celui-ci sera très difficile à digérer par la majorité qui soutenait le gouvernement Tsipras à Athènes. D'ores et déjà, les «Grecs indépendants» (alliés de la

droite souverainiste) ont fait part de leur rejet de ce nouveau plan auquel devrait également s'opposer une part non négligeable des parlementaires de Syriza.

Tsipras risque d'être contraint de recomposer en catastrophe ses soutiens à la Vouli en étant désormais soutenu par l'opposition de droite. Jusqu'à quand restera-t-il lui-même à la tête d'un gouvernement sans majorité cohérente? De vives protestations sont prévisibles en Grèce. Ces soubresauts, qui peuvent prendre une forme violente, entraveront-ils l'adoption des mesures très contraignantes imposées aux Grecs?

De nouvelles tergiversations de la part d'Athènes donneraient des arguments à ceux qui n'ont pas abandonné l'idée de se délester de ce qu'ils considèrent comme le fardeau grec. Après la phase de soulagement, ce mauvais accord, qui n'évoque que très vaguement le rééchelonnement de l'insoutenable dette grecque, pourrait se transformer en bombe à retardement. slate.fr 14.07

A retenir : "Il n'existe pas d'alternative sérieuse au capitalisme mondialisé, au néolibéralisme et aux dures disciplines qu'il impose", autre que le socialisme, l'avènement d'une République sociale rompant avec l'euro, la troïka, le capital et l'ensemble de ses institutions à l'issue du soulèvement révolutionnaire des masses exploitées.

Il est certain qu'il n'existe pas d'alternatives au capitalisme en demeurant soumis à sa dictature, d'où la nécessité de le renverser ou de l'abolir. Tous ceux qui prétendent le contraire sont des charlatans, des aventuriers, des traîtres, des agents du capital.

Et il n'est pas dit que cette République sociale prise dans l'étau du "capitalisme mondialisé", financiarisé serait plus juste ou précis, en arrive à abolir la monnaie pour le briser net, présentant l'avantage d'interdire tout retour en arrière...

Parole d'internautes

1- "*Passage en force de mesures rejetées massivement par les citoyens, mise sous tutelle d'un pays souverain, la démocratie est bel et bien en train de disparaître en UE.*"

Elle est officiellement morte en 1992 avec le traité de Maastricht, ou n'a jamais réellement existé que pour la minorité de parasites qui détiennent le pouvoir si vous vous en tenez à sa définition.

2- "*Alexis Tsipras a inventé un nouveau genre politique : organiser un référendum pour bien s'assurer qu'une majorité de votants est contre les réformes que l'on va quand même lui imposer une semaine après.*

Jamais, au grand jamais, les grands médias complices n'ont demandé avant l'élection comment ils pourraient concilier ainsi leur programme avec le traité sur l'Union européenne (TUE) et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), dont l'article 121 pose le principe que c'est à la Commission européenne de fixer les « Grandes Orientations de Politique Economique » de chaque État membre."

Attention, on va vous accuser de faire dans la théorie du complot ! Vous n'imaginiez tout de même pas que les médias aux ordres allaient vous révéler le pot aux roses.

3- "*L'économie et les travailleurs grecs n'ont jamais vu le bénéfice de l'endettement de leur pays ! Après la crise financière de 2008, le gouvernement en place a décidé, comme en France, de venir au secours de ses banquiers. Les grandes banques et les fonds de spéculation mondiaux se sont alors jetés sur les obligations grecques à forte rentabilité. Et les plans d'austérité contre le peuple et les travailleurs grecs se sont succédé.*

Puis la BCE est venue racheter leurs obligations « pourries » grecques aux mêmes gros banquiers. Ce faisant, elle a transformé une dette "toxique" envers des financiers privés en une dette publique envers les millions de contribuables de la zone €… que personne a averti et auxquels on a rien demandé !

C'est ça la "dictature des marchés" que Mme Merkel et MM Hollande, Draghi, Mme Lagarde...veulent faire respecter !"

Votre argumentation est juste mais incomplète. Reste à savoir pourquoi ils agissent de la sorte, crise du capitalisme oblige qui conduit l'artistocratie financière a passé à la vitesse supérieure pour concentrer le capital entre ses mains et détenir le pouvoir politique, sans partage évidemment, sinon à quoi cela servirait-il ?

Les Etats doivent leur céder leur pouvoir politique, et les capitalistes doivent admettre que pour conserver leurs privilèges menacés par la crise du capitalisme ils doivent se placer sous l'égide de la finance et adopter son système économique mafieux, quitte à perdre leurs indépendances déjà relatives ou disparaître s'ils résistent ou s'y opposent. Ainsi va la stratégie du nouvel ordre mondial...

4- "*Marrant comme Tsipras devient un dirigeant "responsable", "crédible", un "capitaine" ... depuis qu'il a avalé la pilule.*

A moins que l'AFP fasse de l'humour ? Capitaine de pédalo le Tsipras ?"

Ils ne sont plus à cela près depuis longtemps !

5- "*1°) Syriza était bel et bien un leurre.*

... dès l'accession au pouvoir d'Alexis Tsipras le 26 janvier dernier, le gouvernement Syriza « d'ultra-gauche » s'est révélé n'avoir été qu'un leurre, médiatisé et mis en place par le système pour détourner le peuple grec de la seule solution libératrice possible : la sortie de l'UE et de l'euro.

Le leurre Tsipras, qui avait tenté d'être élu à la présidence de la Commission européenne en octobre 2014, avait toujours dit qu'il resterait dans l'Union européenne et dans l'euro. Il a tenu parole et seuls les naïfs ou les complices peuvent en être surpris.

Ce faux opposant a obéi comme prévu à l'oligarchie euro-atlantiste qui l'avait porté au pouvoir en le médiatisant à outrance, même si cela se fait au détriment des intérêts les plus fondamentaux de la Grèce et au risque de voir s'aggraver encore drastiquement la situation catastrophique dans laquelle se débat le peuple grec.

2°) L'accord a été imposé par les États-Unis, malgré de nombreux gouvernements européens hostiles

Certains médias français complaisants ont présenté François Hollande comme le « sauveur de l'euro », qui aurait imposé ses vues conciliatrices à la très rigide Angela Merkel.

Cette analyse est risible. Dans cette affaire comme dans toutes les autres, le pauvre François Hollande n'a été qu'une marionnette, qui ne pèse qu'une plume.

Le véritable chef d'orchestre de l'accord a été encore une fois Washington : le secrétaire au Trésor Jacob Lew a passé les 72 dernières heures au téléphone, avec Tsipras, Juncker et Merkel pour imposer un accord.

Les partis de gauche du sud de l'Europe, qui continuent de soutenir Syriza, se servent de l'Allemagne comme de bouc émissaire pour mieux cacher deux éléments bien plus décisifs qu'ils se refusent d'exposer à leurs électeurs :

– le rôle de Washington dans la prétendue « construction européenne »
– et l'impossibilité technique d'avoir une monnaie identique pour 19 économies différentes."

L'impossibilité tout court d'appliquer une autre politique sans rompre avec le capitalisme, ce qui signifierait se retrouver harcelé de toutes parts, asphyxié de tous les côtés jusqu'à rendre gorge... à moins rendu à ce stade fatidique d'abolir la monnaie.

Abolition des institutions nationales grecques ! Au diable le parlementarisme bourgeois !

- M. Tsipras doit pouvoir compter sur le soutien des voix des partis de l'opposition, essentiellement le Pasok (sociaux-démocrates), la Nouvelle Démocratie (conservateurs) et Potami (centre-gauche). francetvinfo.fr 14.07

On comprend pourquoi au cours des six derniers mois derniers Tsipras ne s'est pas attaqué à la Constitution et aux institutions grecques, parce qu'elles lui convenaient et il comptait se fondre dedans pour gouverner pour le compte du capital comme ses prédécesseurs du Pasok.

Cette Constitution et les institutions ont été crées par le capital pour servir ses intérêts que représentent les partis qui devaient être amenés à gouverner, aucun parti combattant pour leur abolition n'étant destiné à accéder au pouvoir dans ce cadre qui n'a pas été prévu à cet effet puisque les règles du jeu institutionnel édictées leur seraient toujours défavorables.

Un accord qui sera adopté grâce aux partis de la réaction.

Pour certains des partisans d'Alexis Tsipras, l'accord arraché au terme d'une nuit de négociations lundi matin constitue une trahison de la volonté populaire exprimée dans les urnes le 5 juillet, quand 61% des Grecs ont dit "non" à l'austérité.

Toutefois le gouvernement, comme l'avaient exigé lundi les autres Etats membres de la zone euro, s'est plié aux demandes de ces derniers en soumettant mardi en début de soirée au Parlement un premier projet de loi, portant notamment sur la TVA et l'introduction d'une règle d'or budgétaire.

"Cet accord va passer avec les voix de l'opposition, pas avec celles du peuple", a prévenu le ministre de l'Energie Panagiotis Lafazanis, un des plus à gauche du parti Syriza, vent debout contre le texte.

De fait, Nouvelle Démocratie (conservateurs), Pasok (socialistes) et Potami (centre gauche) ont promis qu'ils voteraient la loi.

Vendredi, au moment du vote sur le principe des négociations, 17 députés Syriza sur 149 avaient fait faux bond à M. Tsipras, en votant non, s'abstenant ou étant absents. Et 15 autres avaient indiqué voter oui, mais avec l'idée de voter non au moment du vote des mesures proprement dites.

Sans qu'on puisse savoir ce qui s'était décidé au sein du parti dans la journée, M. Tsipras n'a pas paru particulièrement préoccupé en tout cas par les questions internes à Syriza.

"Il faut d'abord assurer le programme, et la stabilisation de l'économie, après on aura le temps de s'occuper des procédures du parti", a-t-il dit.

Au passage, il a salué son allié de droite souverainiste au sein de la coalition au pouvoir, Panos Kammenos, "resté à ses côtés".

Il a taclé en revanche l'ex-ministre des Finances Yanis Varoufakis, "un excellent économiste, mais pas forcément un bon politique".

Dans la nuit de lundi à mardi, la Grèce a une nouvelle fois échoué à honorer un paiement au FMI.

L'Etat grec a néanmoins réussi mardi à rembourser 148 millions d'euros à des créanciers privés au Japon. Une goutte d'eau par rapport à une dette totale de près de 312 milliards d'euros. Mais Athènes continue à honorer autant que possible sa dette privée, car un défaut au secteur privé peut entraîner des conséquences beaucoup plus graves qu'aux créanciers publics. Francetv info 14.07

Un accord scélérat qui ne passe pas.

- Grèce : un lendemain difficile pour Alexis Tsipras - Francetv info

Le Premier ministre grec doit convaincre son propre camp alors que beaucoup condamnent ce texte. "Ici à Athènes bruissent les plus folles rumeurs. Rumeur de démission du Premier ministre, rumeur de remaniement du gouvernement. Pour l'instant, rien de tout cela, mais une chose est certaine : Alexis Tsipras doit faire face à une fronde au sein de son propre parti", rapporte Clément Le Goff.

À l'aile gauche de Syriza, une quarantaine de députés ont déjà annoncé qu'ils se prononceront contre les nouvelles mesures demandées par les créanciers. Le texte devrait être adopté grâce à l'opposition. "On l'a appris en fin d'après-midi, mais Alexis Tsipras va envoyer un message à la nation ce soir à la télévision", souligne le journaliste de France 3. Un message attendu par le peuple grec puisqu'il ne s'est pas exprimé depuis son retour de Bruxelles. Francetv info 14.07

- Grèce: Varoufakis dénonce un "nouveau traité de Versailles" - L'Express.fr

L'ancien ministre grec des Finances, qui a démissionné il y a une semaine, exprime sa colère et son dépit sur son blog et dans des entretiens à plusieurs médias.

"Un nouveau traité de Versailles hante l'Europe". Yanis Varoufakis, qui avait déjà utilisé l'expression à l'occasion du premier "plan de sauvetage" de la Grèce en préparation au printemps de 2010, souligne-t-il sur son blog, ce mardi, que "si cette allégorie était alors pertinente, elle l'est plus encore aujourd'hui."

Dans le même billet, l'économiste estime qu'au regard de la façon dont les 28 ont traité le Premier ministre grec Alexis Tsipras, "jamais auparavant l'Union européenne n'avait pris une décision qui sape à ce point le projet d'intégration européenne."

"La déclaration du Sommet Euro d'hier matin n'a rien à voir avec l'économie, ni avec aucune préoccupation pour le type de programme de réforme à même d'aider la Grèce à sortir du bourbier où elle se trouve. C'est purement et simplement la manifestation d'une politique d'humiliation en action", ajoute l'ancien ministre des Finances d'Alexis Tsipras.

"L'annulation complète de la souveraineté nationale"

La déclaration des chefs d'Etat de la zone euro, lundi matin, "équivaut à l'annulation complète de la souveraineté nationale" grecque, dénonce Yanis Varoufakis. "les Européens, y compris ceux qui se fichent complètement de la Grèce, devraient en tirer

les leçons", ajoute-t-il. L'ancien ministre a utilisé les mêmes termes dans une interview à la radio ABC, où il met en garde contre la montée de l'extrême droite: "Syriza, a généré tant d'espoir en Grèce ... Si nous trahissons cette espérance et nous soumettons à cette nouvelle forme d'occupation postmoderne, je ne vois pas d'autre issue que le renforcement |des néonazis] d'Aube dorée. Ils hériteront du manteau de la campagne anti-austérité. C'est tragique."

- Accord de Bruxelles : les Grecs inquiets des privatisations annoncées - Francetv info Les employés de la Compagnie grecque d'électricité (CGE) sont inquiets. Si leur entreprise est encore détenue en majorité par l'État grec, cela ne saurait durer après l'accord trouvé lundi à Bruxelles. Un accord qui stipule qu'au moins une filiale de 3 500 salariés de la CGE devrait être vendue. Alexis Tsipras avait pourtant promis de geler toutes les velléités des créanciers de toucher au secteur de l'énergie.

Dès ce mercredi, ils manifesteront contre l'accord négocié à Bruxelles en général, et la privatisation de l'électricité en particulier. Francetv info 14.07

- Grèce : dans les îles, la hausse de la TVA ne passe pas - Francetv info

Le panier de crabes de la pseudo-gauche à la manoeuvre.

- Grèce : le Front de gauche se divise sur le vote au Parlement - Liberation.fr

L'accord sur la Grèce provoque des remous au sein du Front de gauche. Alors qu'un débat et un vote symbolique ont lieu mercredi à l'Assemblée nationale et au Sénat, les différentes composantes de la gauche radicale ne sont pas d'accord sur la position à adopter.

Dès lundi après-midi, dans un communiqué, le Parti de gauche (PG), qui n'a aucun député, a appelé les parlementaires à voter non.

Mais le Front de gauche ne parle pas d'une seule voix. Au Parlement, le Parti communiste penche, pour le moment, sur un vote favorable. Selon le porte-parole Olivier Dartigolles : «Tout ce qui peut aider et soutenir le gouvernement grec, nous allons le faire. Il faut être solidaire avec Tsípras.» Malgré un accord qu'il juge «mauvais», le patron des députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (qui rassemble surtout des députés communistes), André Chassaigne, s'est positionné en faveur du oui. «On évite le pire, on évite l'exclusion de la Grèce de la zone euro, on évite l'asphyxie financière. Il faut voir le point positif de cet accord», a-t-il déclaré, ce lundi sur LCI.

Mais sa collègue, la députée communiste Marie-Georges Buffet a annoncé lundi soir vouloir s'opposer au texte. Une position identique à celle de François Asensi qui a annoncé qu'il ne voterait pas l'accord conclu. Joint par Libération, le député-maire de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) «refuse de légitimer cet accord. Il asphyxie complètement le pays grec, l'humilie et pille ses ressources». liberation.fr 14.07

La veille Pierre Laurent (PCF) avait osé affirmer qu'en capitulant Tsipras avait fait preuve de "courage", on peine à imaginer quel destin aurait attendu le peuple grec s'il en avait manqué ! Laurent s'est laissé aller à parler de ce qu'il ne connaissait pas, car le courage est une qualité qui fait défaut au Front de gauche, sauf quand il s'agit de voler au secours du régime ou de l'UE auxquels ils tiennent tant.

Mélenchon a frappé encore plus fort en soutenant Tsipras mais pas l'accord qu'il a passé avec l'Eurogroupe et que Tsipras s'est engagé à appliquer à la lettre. (Grèce : un accord contraint qu'il ne faut pas soutenir - legrandsoir.info 13.07). Là il a dépassé le stade de l'imposture pour sombrer dans un délire dont lui seul a le secret. Quel charlatan !

- Martin Schulz plaide pour un "gouvernement européen" - AFP

Martin Schulz, dirigeant du SPD, est le président du Parlement européen.

ACTUALITE EN TITRES

Au détriment de tous les pays du Moyen-Orient, sauf Israël.

- Accord nucléaire : un accord historique pour les États-Unis et l'Iran - Francetv info

Ils sont loin d'être tirés d'affaire.

- Zone euro: la production industrielle en baisse en mai - AFP

- La Chine évite un vrai krach boursier mais va en payer le prix - AFP

- Pétrole : la Banque d'Algérie tire la sonnette d'alarme - La Tribune

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Syrie : nouvelles victoires de l'armée et de la Résistance, à Zabadani - french.irib.ir

En Syrie, l'armée et les combattants de la Résistance ont réussi à libérer un autre secteur de la ville de Zabadani, dans le Sud du pays.

Selon la chaîne Al-Alam, les combattants de la Résistance et les unités de l'armée syrienne ont pris le contrôle du quartier Al-Soltani, dans le Sud-Est de la ville de Zabadani, occupée par les terroristes. Un grand nombre de terroristes ont été tués, lors des opérations conjointes de l'armée syrienne et des combattants du Hezbollah libanais, à Zabadani. Les forces de l'armée syrienne ont commencé leur progression vers le quartier d'Az-Zahra, au Sud de la ville de Zabadani. french.irib.ir 14.07

2- Les opérations singulières de l'armée syrienne, à Idlib - french.irib.ir

Des sources syriennes ont fait part des opérations spéciales de l'armée syrienne contre les groupes terroristes, dans la banlieue d'Idlib, et de la mort de nombre de terroristes, dans la banlieue d 'Alep et de Homs.

Les forces de l'armée syrienne ont lancé des opérations spéciales contre les repaires et positions des groupes terroristes de Jaïsh al-Fath, dans la banlieue d'Idlib.

Selon une source militaire, les opérations militaires étaient focalisées sur les repaires et des positions des terroristes du Front Al-Nosra et d'Ahrar al-Cham, dans les villages d'Om Jarin et de Qaraa al-Ghazal, dans la localité d'Abou al-Dhohour, dans la banlieue Est d'Idlib. Les terroristes en question jouissent du soutien financier de l'Arabie.

Lors de ces opérations, nombre de terroristes ont été tués ou blessés, tandis que leurs véhicules et équipements militaires étaient anéantis.

Hier, lors des opérations, menées par l'armée syrienne contre les repaires des terroristes takfiris, liés à Jaïsh al-Fath, dans différents endroits de la province d'Idlib, au moins, 36 d'entre eux ont été tués. french.irib.ir 14.07

Haut de page

Le 16 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 15h56.

On a ajouté 14 articles.

Le Front de gauche, c'est quoi ?

Un parti bourgeois de privilégiés pour les privilégiés, il est étranger au mouvement ouvrier, à lire plus loin : "*Syriza est le produit d'une classe moyenne instruite, opulente, hautement privilégiée,« éduquée dans le postmodernisme* "

Cela valait déjà hier et avant-hier pour le PS et ses satellites.

Quelques passages à retenir.

1- Dettes publiques : Au-delà de la mise en scène... - Liliane Helf-Khawam - legrandsoir.info 15.07

La réalité pure et dure est que les financiers privés et transnationaux ont pris le pouvoir politique. Ces financiers qu'hier il fallait soit-disant sauver de la faillite avec les maigres deniers publics et qui depuis ont fait exploser leurs indicateurs boursiers et leurs bonus. Ces financiers qui font ployer la Grèce, la France, l'Espagne et un bon nombre de pays sous les conséquences de leur sauvetage. Ces financiers qui sont partis poursuivre leurs malveillances ailleurs sur la planète et qui en ce moment-même font boire la très grosse tasse à l'Asie. Ces financiers insatiables qui en veulent toujours plus et qui ne sont limités par aucune règle morale ou éthique. Ces financiers qui confondent stratégie et gains, humanité et austérité, loyauté et trahison, justice et iniquité. Ce sont en réalité ces individus qui tirent les ficelles derrière les scènes médiatiques.

Ils ne s'exposent pas – encore – en direct. Ils utilisent des personnalités politiques qui peuvent être acceptées par l'inconscient collectif du peuple qu'ils honnissent.

Pourtant ce sont eux les boss. Leur dictature est déjà en place grâce à un circuit financier unique de très haute performance et qui passe au-dessus des Etats-Nations. La loi nationale est la leur. Aucun vote, référendum ou autre élection ne leur résistent. Il leur suffit de fermer le robinet et le pays est asphyxié.

(...)

Ces gigantesques dettes publiques sont l'assise qui a permis à certains acteurs de la finance transnationale de s'approprier le monde en le financiarisant.

En conclusion, la crise des peuples est le moteur de croissance de l'industrie financière transnationale. En réalité, une bonne partie des dettes publiques est en fait totalement illégitime et injustifiée. Le processus qui permet le siphonnage du peuple par la finance transnationale que parce que certaines élites ont trahi leur mission de représentants du peuple.

Les dettes publiques ne font qu'effondrer les Etats pour mieux instaurer un Etat transnational en mains exclusives des financiers privés. Qui veut pour ses enfants de cet avenir qui mène assurément à l'esclavage ? Quel est l'homme ou la femme d'Etat qui va aujourd'hui se lever et s'y opposer avec tous les risques que cela comporte ?

En tout cas pas Alexis Tsipras...

2- Contre un accord odieux et l'agression du peuple grec : Soutien total aux grèves de ce 15 juillet : Résistance ! - Le Front Syndical de Classe - legrandsoir.info 15.07

Pour rompre avec l'austérité, pour s'opposer aux contre-réformes, au démantèlement de tous les conquis sociaux issus du rapport des forces de la Libération il sera nécessaire de rompre avec l'Union européenne et sortir de l'euro.

3- Le problème de la Grèce n'est pas seulement une tragédie. C'est un mensonge - Arrêt sur info - Arrêt sur info 15.07

« Le parti anti-austérité remporte une victoire éclatante », déclarait le Guardian dans sa Une du 25 janvier. « Radicaux de gauche », voilà comment le journal qualifiait Tsipras et ses camarades étonnamment éduqués. Ils portaient des chemises à cols ouverts, le ministre des finances roulait sur une moto et était décrit comme « une rock star de l'économie ». C'était une façade. Ils n'étaient radicaux en aucun point de cette étiquette clichée, et n'étaient pas non plus « anti-austérité ».

(...)

Dans leurs voyages aux cours des puissantes Bruxelles et Berlin, Tsipras et Varoufakis ne se sont présentés ni comme radicaux, ni comme « gauchistes », ni même comme d'honnêtes sociaux-démocrates, mais comme deux arrivistes suppliants, avec leurs demandes et leurs plaidoyers. Sans sous-estimer l'hostilité qu'ils affrontaient, il est juste de dire qu'ils n'ont fait preuve d'aucun courage politique. Plus d'une fois, le peuple grec a entendu parler de leurs « plans d'austérité secrets » dans des fuites, dans les médias : comme dans une lettre en date du 30 juin publiée dans le Financial Times, dans laquelle Tsipras promettait aux dirigeants de l'UE, à la banque centrale européenne et au FMI, d'accepter leurs demandes élémentaires les plus vicieuses — qu'il a maintenant acceptées.

Lorsque l'électorat grec a voté « non », le 5 juillet, contre ce type même d'accord putride, Tsipras a déclaré « d'ici lundi

le gouvernement grec sera à la table des négociations après le référendum, avec de meilleures conditions pour le peuple grec ». Les Grecs n'avaient pas voté pour de « meilleures conditions ». Ils avaient voté pour la justice et la souveraineté, comme ils l'avaient fait le 25 janvier.

Au lendemain de l'élection de janvier, un gouvernement réellement démocratique et, oui, radical, aurait empêché le moindre euro de quitter le pays, aurait répudié la dette « illégale et odieuse » — comme l'a fait l'Argentine, avec succès — et aurait expédié un plan pour quitter l'écrasante Eurozone. Mais il n'y a pas eu de plan. Il n'y a eu qu'une volonté d'être « à la table » à la recherche de « meilleures conditions ».

La véritable nature de Syriza a rarement été examinée, et expliquée. Pour les médias étrangers il ne s'agit que d'un parti « gauchiste », ou « d'extrême gauche », « intransigeant » — les termes trompeurs habituels. Certains des supporters internationaux de Syriza ont atteint, de temps à autre, des niveaux d'acclamations qui rappellent l'ascension de Barack Obama. Bien peu se sont demandés : qui sont ces radicaux ? En quoi croient-ils ?

(...)

Les leaders de Syriza sont des révolutionnaires d'un certain type — mais leur révolution est l'appropriation perverse et familière des mouvements sociaux-démocrates et parlementaires par des libéraux s'apprêtant à accepter la folie néolibérale et l'ingénierie sociale dont le vrai visage est celui de Wolfgang Schauble, ministre des finances allemand, et bandit impérialiste. Comme le parti travailliste d'Angleterre et ses équivalents parmi les anciens partis sociaux-démocrates comme le parti travailliste d'Australie, se décrivant toujours comme « libéraux », voire « de gauche », Syriza est le produit d'une classe moyenne instruite, opulente, hautement privilégiée,« éduquée dans le postmodernisme », comme l'écrit Alex Lantier.

Pour eux, la classe est l'innommable, et encore moins la lutte prolongée, peu importe la réalité des vies de la plupart des êtres humains. Les personnalités de Syriza sont très soignées ; ils ne mènent pas la résistance à laquelle aspirent les gens ordinaires, comme l'électorat grec l'a si bravement démontré, mais visent de « meilleures conditions » pour le statu quo vénal qui enchaine et punit les pauvres. Une fois associé à la politique identitaire et ses distractions insidieuses, la conséquence n'est pas la résistance, mais l'asservissement. La vie politique « Mainstream » (grand public) en Angleterre illustre bien cela.

Ceci n'est pas inévitable, ce n'est pas un fait accompli, si nous nous réveillons du long coma postmoderne et rejetons les mythes et les tromperies de ceux qui prétendent nous représenter, et si nous combattons.

La causerie du matin

Quel boulot !

Vous ne voulez toujours pas me soutenir financièrement ? Pouvez-vous m'adresser les coordonnées d'un ou d'autres portails équivalents, s'il vous plaît, je vous en supplie pour que je puisse enfin me reposer un peu ou faire mes travaux, fermer le mien si nécessaire, je ne plaisante pas ?

On ajoutera des articles plus tard dont le dernier rapport du FMI sur la Grèce.

Quelques réflexions politiques... l'air de rien.

1- Abolir la monnaie ou passer du règne de la nécessité à celui de la liberté sans passer par une étape transitoire, finira par s'imposer à tous les peuples soumis à la dictature implacable de l'oligarchie financière, celle-ci ne leur laissant pas d'autres alternatives, elle est en train de créer les conditions subjectives qui conduiront les peuples à adopter cet objectif.

2- Quand on lit les réactions de travailleurs grecs, on s'aperçoit que l'abandon de l'euro ne leur posait pas vraiment un problème contrairement à ce que s'acharnent à affirmer les médias notamment. On entend souvent dire ces derniers jours : "*si c'était à refaire, si c'était pour en arriver-là, pour être humiliés de la sorte, valait mieux encore sortir de la zone euro...*". En réalité, il suffisait de leur expliquer pour qu'ils en comprennent la nécessité, idem pour l'UE et le la suite. Tâche que ne pouvait assumer un parti lié au capital, évidemment.

3- Les vieux dirigeants ou militants ont une petite santé qui les conduit à mettre de l'eau dans leur vin à tout propos, quand ils n'ont pas le cerveau ramoli et les neurones oxydés.

4- Les Américains ont transposé leur modèle basé sur l'endettement de l'Etat à l'ensemble des pays de l'UE et au-delà, après que le FMI et la Banque mondiale aient fait de même en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Notre conception matérialiste de l'histoire

- D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde.
La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure – les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, – les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., – les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré. Nous faisons notre histoire nous-mêmes, mais, tout d'abord, avec des prémisses et dans des conditions très déterminées.

Entre toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques, etc., voire même la tradition qui hante les cerveaux des hommes, jouent également un rôle, bien que non décisif. (Lettre d'Engels à Joseph Bloch du 21 spetembre 1890)

Rien n'a changé.

... la presse quotidienne et le télégraphe qui répand ses inventions en un clin d'oeil dans tout le globe fabriquent plus de mythes en un jour qu'on ne pouvait en fabriquer autrefois en un siècle (et ces veaux de bourgeois les gobent et les diffusent). (Lettre de Marx à Kugelmann du 27 juillet 1871)

Rien n'a changé à part le volume des "mythes" issus de la propagande officielle relayée par les médias.

Qui a dit à propos de qui ?

"Ces ragamuffins [coquins] se composent, pour la moitié, ou pour les 2/3 de maquereaux et autres types de même acabit." (...) Ce sont dess"blacklegs [escrocs]...

Réponse : K. Marx à propos de la section française de l'Internationale, lettre à Kugelmann du 5 décembre 1868.

Et à partir de la IIe Internationale (SFIO) jusqu'à nos jours qui verront les sociaux-démocrates monter au créneau et participer au pouvoir pour sauver le régime capitaliste, les disciples de ces "maquereaux" et "escrocs" iront jusqu'à se prostituer eux-mêmes.

A propos du POI et ses satellites.

Cet article m'a été inspiré par celui publié par Vincent Présumey sur un blog de Mediaprt *Crise au POI, Parti ouvrier indépendant*

Syriza, ce type de parti était condamné dès sa création, nous n'avons cessé de le répéter à propos du PT puis du POI calqué sur la SFIO, précisant que ses dirigeants seraient amenés à privilégier son ou ses courants les plus droitiers s'ils n'étaient pas déjà majoritaires, et qu'à la première occasion ou au premier coup de canon il capitulerait ou se disloquerait.

Cette capitulation pourrait être le fait de sa direction, à moins que tous les courants ou toutes les tendances de ce parti capitulent pour sauver son appareil dans lequel ils sont impliqués au détriment de la cause qu'il prétendait représenter.

La crise qui a éclatée au sein du POI en est l'illustration également.

Son courant majoritaire trotskyste à force de reniements et de compromis avec les représentants du régime et les appareils pourris des syndicats, en est arrivé à perdre sa majorité au sein de ce parti au profit de réformistes bourgeois issus du PS ou de syndicalistes pour lesquels la défense de leurs statuts privilégiés de fonctionnaire est une fin en soi au détriment du combat pour le socialisme. Schivardi avait affirmé qu'il y avait quelque 4.000 adhérents du POI qui étaient issus du PS, pendant que le courant trotskyste ne parvenait pas à recruter ou à renouveler ses troupes atteints ou s'émiettait au fil du temps pour cause de démission et limite d'âge ou décès. Au final, c'est la majorité du courant trotskyste qui a basculé dans le réformisme au contact de ces milliers d'adhérents venus du PS, du PCF, de l'anarcho-syndicalisme, de la Libre pensée notamment, remettant en cause la direction hégémonique du POI exercée par une minorité de trotskystes, situation renfermant tous les ingrédients d'une crise ou d'une explosion à terme, car contradictoire avec l'exercice idémocratique d'un parti ouvrier.

Les dirigeants trotskystes d'hier et d'aujourd'hui du POI prétendaient depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours incarner l'héritage du trotskysme et du marxisme, et force est de constater qu'ils n'en ont jamais été à la hauteur pour avoir été incapable de

construire un nouveau parti communiste ou un parti sur le modèle du parti bolchevik de Lénine, pire, pour avoir rompu avec le principal enseignement de la révolution russe de 1917 ou le léninisme dont Trotsky dira qu'il était concentré dans l'expérience du parti bolchevik, au profit d'un parti du type SFIO qui a suffisamment démontré qu'il n'était pas apte à conduire les masses exploitées à l'affrontement avec la classe dominante, mais qu'au contraire il n'avait cessé de capituler et de trahir les travailleurs et la cause du socialisme.

Le paradoxe si on peut dire ou plutôt l'ironie de l'histoire a fait que la minorité trotskyste qui prétend privilégier la construction du POI sur une ligne politique axée contre l'UE et accessoirement la Ve République, contrairement à la majorité souhaitant mettre l'accent sur le travail en direction des syndicats, est justement celle qui n'a cessé de s'encanailler avec la social-démocratie dégénérée et les appareils syndicaux corrompus, définissant au lendemain de la Seconde Guerre mondiale une stratégie (de front unique) entièrement tournée vers l'aristocratie ouvrière et les syndicats que revendique aujourd'hui la majorité.

La crise actuelle du courant trotskyste du POI est le prix à payer de son révisionnisme et de ses méthodes de fonctionnement bureaucratiques, pour ne pas dire pire et permettre aux militants trotskystes de participer à cette discussion ou à ce combat politique, qui au mieux se résoudra par la fondation d'un véritable parti communiste ou au pire qui conduira à la dislocation de ce courant politique, sans évidemment qu'on le soutienne tel qu'il existe aujourd'hui, car la refondation et le rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire restée fidèle au socialisme et au marxisme demeure notre priorité et celle du mouvement ouvrier.

Cette crise du POI signe la faillite de la stratégie de front unique adoptée par ses dirigeants actuels et leurs prédécesseurs au détriment d'une ligne politique tournée résolument vers le prolétariat, dont ses couches les plus défavorisées. Les deux courants trotskystes qui s'affrontent revendiquent toujours cette stratégie suicidaire ou qui ne peut que mener à une impasse politique et une crise dans leurs rangs, puisqu'elle est vouée à l'échec sur toute la ligne, leur incapacité à construire le parti en est l'illustration si nécessaire, du coup on est en droit de se demander s'il y a lieu d'en attendre quelque chose, on en doute fortement pour vouer un culte à cette stratégie.

On arrêtera là pour aujourd'hui, précisons toutefois à destination de ceux qui ont lu l'article de Vincent Présumey sur le POI, qu'il n'y figurait aucune analyse critique de la stratégie adoptée par les dirigeants de l'OCI au POI qui est la cause de la crise actuelle de son courant trotskyste et au-delà au sein du POI. Pourquoi ? Mais parce qu'il la partage. La suite va vous éclairer.

Dans la série où va se nicher l'opportunisme. Quelle perspicacité !

Le référendum décidé par Tsipras était à la base une escroquerie politique dans la mesure où la population était appelée à se prononcer pour ou contre les nouvelles mesures d'austérités exigées par la troïka en échange d'un nouveau prêt à la Grèce, sans que soit précisé si l'octroie de ce prêt était conditionné (impérativement) au maintien ou non de la Grèce dans la zone euro, le terme euro ne figurant même pas dans la question sur laquelle devait se pronononcer les électeurs. Une imposture par défaut en somme.

Pour Tsipras et la troïka, il allait de soi que ce prêt ne pourrait être consenti à la Grèce que dans le cadre de son maintien dans la zone euro, et qu'en cas de revirement de Tsipras favorable au maintien de la Grèce dans la zone euro, il lui serait refusé et il serait sanctionné par l'éviction de la Grèce de la zone euro, le blocage de tout fonds provenant de la BCE ou du FMI entraînant la paralysie de l'économie grecque, sans compter que tous les créanciers privés exigeraient le remboursement immédiats de leurs prêts octroyés à la Grèce, la fermeture des banques aux caisses vides, au lock-out orchestré par le patronat, à la surenchère spéculative sur les obligations grecques organisée par le marché, bref, à la mise en faillite du pays et au chaos généralisé propre à favoriser un coup d'Etat de la réaction appuyée par l'extrême droite et des militaires, à défaut d'appeler les travailleurs grecs à la mobilisation générale et à s'emparer du contrôle des secteurs clés de l'économie, de procéder à l'expropriation des banquiers...

Tout cela Tsipras n'était pas sans le savoir, ce qui nous fait dire qu'il s'est appuyé sur la propagande hystérique de la réaction et les sondages truqués en escomptant une victoire du oui qui lui aurait évité de jouer la mauvaise comédie qui s'en suivit, poussant l'imposture jusqu'à faire croire qu'il aurait été humilié par les dirigeants de l'Eurogroupe, alors que dès le 25 juin il leur avait fait savoir qu'il était prêt à capituler sur toute la ligne.

Avec ce référendum, il a joué avec le sort du peuple grec d'une manière sordide, en évitant de situer publiquement dans quel contexte politique seulement il serait en mesure de rejeter les mesures d'austérités qu'exigeait la troïka, alors qu'il savait pertinemment que les conditions ne seraient jamais réunies puisqu'il y était opposé. Ainsi, il a agit sciemment en agent de la troïka qui a joué le jeu jusqu'au bout sachant qu'il n'y aurait qu'un seul gagnant à l'arrivée, l'oligarchie financière.

N'importe quel analyste ou dirigeant expérimenté était en mesure de faire cette analyse, dès lors évoquer une "victoire pour la démocratie" était pour le moins hâtif, voire incongru ou relevant d'une vision bornée ou à courte vue, purement institutionnelle et qui hélas ne devait pas sortir de ce cadre étriqué dans laquelle la démocratie est étouffée en Grèce. Comment cela ? Pardi, parce que Syriza n'a jamais eu l'intention de desserrer l'étau dans laquelle elle étouffe, il vient d'en faire la démonstration en la foulant aux pieds, non ?

Pur argument démagogique de propagandiste à deux balles, sorti de son contexte ou sans lendemain, car sans perspective politique autre que la dénonciation, donc stérile dans la situation actuelle. Il fallait être lucide ou le rester et ne pas s'emballer au risque de faire naître des illusions trompeuses.

Simultanément à l'annonce de la tenue d'un référendum sur les mesures d'austérités exigées par la troïka, Tsipras lui adressait une lettre rendue publique dans laquelle il indiquait qu'il confisquerait le résultat de ce référendum en cas de victoire du non puisqu'il annonçait son intention de capituler face à ses exigences, et pour pousser le cynisme plus loin en appelant à voter non.

Dès lors peu importait le résultat à venir de ce référendum puisque personne ne pourrait empêcher Tsipras de violer la volonté du peuple qui se serait exprimée en donnant la victoire au non, à partir de ce moment-là il était du devoir d'un militant ou d'un dirigeant ouvrier de ne manifester aucun enthousiasme en cas de victoire du non qui serait immédiatement confisquée.

La victoire du non pouvait seulement servir de levier aux travailleurs grecs pour se mobiliser, se mettre en grève, s'organiser, etc. afin d'exiger avec leurs partis et organisations que leur volonté soit respectée, sans appeler à ce stade à chasser Tsipras puisqu'ils n'y étaient pas prêts.

Il fallait leur expliquer que dans l'état actuel des choses, leur victoire demeurait virtuelle tant qu'elle ne s'était pas concrétisé en pratique ou tant que le gouvernement n'avait pas déclaré que dans l'avenir il n'appliquerait pas une politique d'austérité. En procédant de la sorte on n'émettait aucune illusion dans le gouvernement et on permettait aux travailleurs de poursuive le processus engagé avec leur vote non sans sombrer dans la démagogie d'un côté, ou dans le gauchisme de l'autre.

- Victoire pour la démocratie, Victoire pour le monde du travail, défaite pour tous les défenseurs de l'ordre établi ... - Vincent Présumey - 05.07 (blogs.mediapart.fr/blog/vincent-presumey?)

A croire qu'il n'avait pas lu la lettre de Tsipras du 25 juin adressée à la troïka dans laquelle il capitulait face à ses exigences, ou annonçait que lors des prochaines négociations avec la troïka il ne tiendrait pas compte du résultat du référendum même si le non l'emportait, et c'est bien ce qui s'est passé dans la nuit du 12 au 13 juillet.

C'était aussi méconnaître Tsipras et Syriza, leur programme, la nature de ce parti qui n'a rien de gauche, attelé à l'euro, l'UE, l'Otan, l'ONU... C'était également occulté les six derniers mois pendant lesquels ils n'ont cessé de renier leurs engagements électoraux allant même jusqu'à poursuivre les privatisations.

Bref, tant de dénis donne le vertige, on se demandera comment un tel aveuglement est-il possible, et notez bien que monsieur Présumey est loin d'être le seul à pratiquer ce genre d'exercices. C'est même le point commun de la presque quasi-totalité des articles que nous avons lus et mis en ligne sur la question grecque, plus ceux que je me suis interdit de publier relevait de la propagande ou parce que leur orientation réactionnaire l'emportait sur l'intérêt qu'ils pouvaient représenter pour les lecteurs.

Le traitement de l'information par les médias tend à privilégier les réactions émotionnelles que peut éveiller un évènement chez la population, afin qu'elle adopte la version officielle ou une interprétation conforme aux besoins du régime, au détriment de la réflexion qui conduirait à situer l'événement en question dans un contexte plus large permettant de comprendre la dynamique qui en était à l'origine et de concevoir sa portée ou ses conséquences prévisibles.

Le coeur à ses raisons que la raison ignore dit-on, sauf qu'à penser avec son coeur au lieu de son cerveau on demeure ignorant ou on est induit en erreur.

La démocratie consisterait donc à reporter l'âge du départ à la retraite en Grèce de 65 à 67 ans, à poursuivre les privatisations, à augmenter encore l'impôt le plus injuste, la TVA, à faire payer aux travailleurs la dette des banquiers bien au-delà de la Grèce, etc. On continue ?

Vincent Présumey n'a-t-il pas eu connaissance que sur les 340 milliards d'euros qui ont été prêtés à la Grèce, seulement 20 milliards d'euros ont été destinés à l'économie grecque, tout le reste a été versé sous forme d'intérêts ou de remboursement de prêts au marché, aux créanciers de la Grèce, au FMI, aux différents Etats ayant souscrit des obligations de l'Etat grec en pratiquant des taux usuraires, aux prédateurs qui saignent le peuple grec, tandis que la dette n'a pas diminué, pire elle devrait atteindre plus de 400 milliards d'euros après l'accord conclu lundi entre l'Eurogroupe et le gouvernement grec. Est-cela la "victoire de la démocratie", la mise sous tutelle de tout un peuple par une bande de malfaiteurs de la finance qui n'a aucune légitimité, Tsipras a abdiqué la souveraineté du peuple grec, avec en lot de consolation l'euro, si cher que les Grecs en ont de moins en moins dans leur porte-monnaie. Où est donc passée la démocratie quand elle est confiquée par un gang mafieux qui met le monde à feu et à sang, étrangle les peuples, les pousse à la disette, à la famine, à s'entretuer ?

Comment peut-on concevoir qu'il serait possible de concilier cette dictature effroyable de l'oligarchie financière avec la démocratie ? C'est grotesque, un brin cynique tout de même, car c'est délibérément occulter tout un pan de la réalité indiquant clairement qu'on était en présence d'un mode opératoire qui n'avait rien de démocratique, qui puait à plein nez la tyrannie,

et surtout qui était entièrement tourné contre les intérêts des travailleurs grecs, ce qui ne pouvait pas échapper à l'oeil vigilant d'un membre du Conseil économique et social.

On se demande en quoi la régression sociale programmée par Tsipras ou Syriza serait démocratique ?

Dans cet article on ne trouvera rien sur la sortie de l'euro ou de l'UE, et il y figure des préoccupations qui ne sont pas les nôtres. Vincent Présumey raisonne en comptable de l'ordre établi quand il regrette le manque de "rationalité comptable" de la troïka que même DSK avait mentionné précise-t-il, imaginez un peu, estimant qu'elle défiait "le bon sens comptable", comme si le FMI ne s'en était pas fait une spécialité pour étrangler les peuples, légitimant au passage la troïka et l'Etat français.

Pour quoi "il faut affronter nos gouvernements ", pour qu'ils fassent preuve de "rationalité comptable", d'un "bon sens comptable" envers les travailleurs, gouvernements qui sont tous de droite ou assimilés pour ceux que cette précision incommode, tous compatibles euro (zone euro, 19 pays) et UE (28 pays), OTAN et ONU et là c'est indiscutable ?

Dans le même registre figurait cette question : "De quel droit François Hollande va-t-il demain conférer avec Angela Merkel de l'avenir de la Grèce sur lequel le peuple grec vient de s'exprimer ?", mais dans celui que lui confèrait son rôle de représentant du capital. Pourquoi devrait-on s'en émouvoir ? Pourquoi, pourrait-il en jouer un autre, c'est ce que cette démarche sous-entend ou suggère sournoisement, qui résonne étrangement après avoir dénoncé auparavant "les pauvres dénégations de M. Valls" à propos d'un désaccord entre Hollande et Merkel qui portait sur la meilleure manière de saigner le peuple grec pour redorer le blason de Hollande ou reprendre à son compte la mystification du rôle positif de Hollande dans ces "négociations", alors qu'en réalité n'avait fait que jouer le rôle de porte-parole de Washington, depuis on est en possession des détails qui le prouve.

Décidément, il semble qu'il soit impossible à la plupart des militants ou des dirigeants issus des différentes organisations trotskystes de mener leur combat politique sans verser dans le populisme ou sans se compromettre avec le régime en place.

En complément

Comment maquiller une capitulation en compromis.

- Un accord de compromis a été trouvé ce matin par les chefs d'Etats de la Zone euro. - legrandsoir.info 13.07

Grèce : "Si un accord est signé, c'est grâce au courage d'Alexis Tsipras" - Pierre Laurent - legrandsoir.info 13.07

Les dirigeants de la troïka, Hollande et Valls ont eux aussi estimé que Tsipras avait été courageux, mais pas vraiment en tant que représentant du peuple grec, là il a été plutôt lâche, non ? Pigé ? Laurent reprend à son compte ce compliment parce qu'il se situe à leur côté et non au côté du peuple grec quoi qu'il puisse dire par ailleurs.

Ces gens-là sont des professionnels en matière de manipulation des consciences, et si on ne possède pas les clés pour décrypter leurs discours on se fait berner. Quand on y réfléchit un instant c'est logique, Laurent procède comme les représentants du régime qui profitent de l'ignorance des masses, l'un des deux facteurs ou piliers sur lequel repose le régime qu'ils représentent, lui il en est un agent au sein du mouvement ouvrier tout comme son acolyte Mélenchon.

Tsipras en famille.

Schoemann (Antiquités grecques, Berlin 1835) cité par Engels dans une lettre à Joseph Bloch du 21 spetembre 1890 : "*il est connu que les mariages entre demi-frères et soeurs nés de mères différentes ne passaient pas pour inceste ultérieurement en Grèce*", Tsipras échappera au moins à cette accusation après avoir copulé avec l'Eurogroupe.

Grèce. Dilemme.

Bruno Le Maire (LR) : "une sortie de la Grèce de la zone euro présente des risques économiques et des risques politiques absolument considérables" AFP 15.07

Lepoint.fr - Les risques de déraillement dans les prochains mois ne sont donc pas négligeables, notamment parce que les mesures réclamées par le reste de la zone euro pour continuer à financer le pays devraient d'abord avoir des effets récessifs sur une économie déjà très affaiblie par plus de deux semaines de fermeture des banques. lepoint.fr 15.07

La crise finale du capitalisme à laquelle nous assistons conduira à l'instauration d'une dictature mondiale sous l'égide d'institutions supranationales sur chaque continent qui auront pour fonction de coordonner leur action et d'appliquer la politique définie par l'oligarchie financière conformément à ses besoins, une fois les Etats ayant abdiqué leur souvernaineté et les droits politiques des peuples confisqués par les représentants de l'oligarchie financière.

A moins que les peuples parviennent à se soulever pour renverser l'ordre établi afin de conquérir leur souveraineté, briser ce carcan et imposer la démocratie, ce qui est irréalisable sans un parti ouvrier révolutionnaire pour les guider et les mener à la victoire.

La satisfaction des besoins et aspirations du prolétariat est incompatible avec l'euro, l'UE, le maintien en place du capitalisme et ses institutions financières et politiques nationales, européennes et internationale. Etre de gauche ne signifie pas autres choses. Cette caractérisation n'a rien de simpliste ou n'est pas réducteur, car s'accommoder de l'un ou l'autre de ses facteurs qui correspondent aux besoins du capitalisme mondial, suffit à vous placer à ses côtés et non au côté des exploités, Tsipras vient d'en faire une démonstration éclatante.

Accepter de capituler face au capital ou demeurer soumis indéfiniment à sa dictature parvenue au stade de la barbarie ou opter pour l'aventure et le chaos serait la seule alternative affirment les représentants de la classe dominante et son armada de larbins en tous genres prétendument de gauche qui lui sont soumis.

Maintenant on n'est pas forcé de les croire ou de leur emboîter le pas pour avoir renié le droit légitime du prolétariat à revendiquer son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au profit de ses intérêts individuels qui se confonderaient avec les privilèges ou le mode de vie relativement confortable que vous accorderait le régime, car foncièrement c'est ce qui détermine le refus de rompre avec les institutions de la Ve République, l'euro, l'UE, l'Otan, l'Onu, le capital. C'est l'état d'esprit borné ou médiocre du réformiste ou du petit bourgeois qui estime que son statut ou ses privilèges sont prioritaires à ses yeux et qu'ils seront mieux représentés ou préservés dans le cadre du régime en place, d'où le soutien qu'il accorde à ses institutions, c'est l'orientation réactionnaire du mouvement ouvrier, du syndicaliste qui refuse de s'engager dans la voie du socialisme et s'accommode de la collaboration de classes.

Quelques éléments en complément de la causerie d'hier.

Ils le reconnaissent eux-mêmes. Le dette grecque ne peut qu'augmenter dans le future.

- "Il n'y a pas d'échelonnement de la dette contrairement à ce que l'on dit", a affirmé le coordinateur politique du PG, Eric Coquerel, sur iTELE. AFP 15.07

Notez bien que le PG est sur la même longueur d'onde que Merkel : pas question d'annuler la dette grecque. Ah les faits sont cruels parfois !

Coquerel est un salopard lorsqu'il procède à un amalgame ordurier entre ceux qui dénoncent la trahison de Tsipras à Le Pen et aux Sarkozystes, on l'invite à aller se faire foutre chez les Grecs qui lui réserveront sans doute un bon accueil.

Il a écrit : "*Je n'ai nul désir de joindre pas ma voix à ceux qui, dans notre « camp », crient trahison en parlant d'Alexis Tsipras. Ils ne voient pas ainsi qu'ils mêlent leur voix à celles de Le Pen et des Sarkozystes trop heureux de dénigrer l'espoir ainsi soulevé. Ce n'est pas Alexis Tsipras le problème. Ce serait confondre bourreau et victime. Le problème c'est Mme Merkel et ceux qui ont soutenu son bras qui tenait le révolver sur la tempe de Tsipras, M. Hollande en tête.*" (La Grèce n'est pas un protectorat allemand - legrandsoir.info 14.07) Nous ne publierons pas cet article, il est disponible sur le portail cité.

Oui le problème c'est Tsipras qui a confisqué le non du peuple grec du 5 juillet au profit du oui à la troïka le 13 juillet. C'est un escroc, un traître, il n'y a pas d'autre mot.

Non Mme Merkel n'est pas le problème, car ce n'est pas elle qui avait mandat de représenter les intérêts du peuple grec qui avait voté non à l'austérité le 5 juillet. Mme Merkel n'a fait que défendre les intérêts du camp qu'elle représentait, celui du capital, tandis que Tsipras a refusé de défendre les intérêts du camp qu'il était censé représenter.

Voilà la réalité, la vérité que le PG ne peut pas admettre ou regarder en face, ce qui l'oblige à utiliser les mêmes méthodes ignobles que celles utilisées par ses détracteurs et qu'il dénonçait il y a peu de temps encore. Il doit se réfugier dans le déni, déformer la réalité pour la rendre plus acceptable pour camoufler sa propre imposture.

La dette ou le coup du garrot.

- Le FMI appelle l'Union européenne à alléger la dette grecque - 20minutes.fr

Ce pré-accord prévoit une nouvelle aide de 82 à 86 milliards d'euros conditionnée à l'adoption rapide de réformes à Athènes et ne fait qu'une allusion rapide à un hypothétique allégement de la dette grecque, qui pèse environ 320 milliards d'euros.

Dans son rapport, le Fonds assure pourtant que la dette grecque est « totalement non-viable » et prévoit qu'elle approchera les 200

% de son produit intérieur brut dans « les deux prochaines années », contre un ratio d'environ 175 % actuellement.

Dans ce contexte, le Fonds estime que l'Europe n'a d'autre choix que d'alléger la dette grecque, une option âprement combattue par l'Allemagne, sans quoi l'institution de Washington se refusera à participer à l'assistance financière à la Grèce. 20minutes.fr 15.07

Endettement à durée indéterminée.

Le Point.- Le Fonds monétaire international (FMI) se montre de plus en plus pressant sur cette question. Après avoir publié une première analyse technique sur le poids de la dette grecque il y a à peine deux semaines, il a soumis une actualisation encore plus alarmiste aux Européens dimanche, en pleine négociation de l'accord. Un document évidemment passé sous silence en plein bras de fer, mais qui a finalement été publié mardi. Selon les experts de l'institution dirigée par Christine Lagarde, la dette grecque est désormais « hautement insoutenable ».

Le problème n'est pas tant l'énorme ratio de dette publique sur PIB de la Grèce (175 %) : l'essentiel de cette dette est en effet détenu par des créanciers publics moyennant des taux d'intérêt faibles et une longue période de grâce avant remboursement. Le problème vient du montant que la Grèce devra consacrer à moyen terme au remboursement de cette dette, puisqu'elle ne peut pas la renouveler sur les marchés financiers comme tous les autres pays endettés (y compris la France). Selon le FMI, il faut donc alléger massivement la dette grecque. Un effacement pur et simple étant inenvisageable politiquement, les Européens n'auront d'autre choix que de décider « une extension spectaculaire » de la période de remboursement avec une période de grâce sur les intérêts de 30 ans sur l'ensemble du stock de dettes, y compris sur le nouveau plan d'aide, considère le FMI. Une décision qui « va bien plus loin que ce qui a été envisagé jusqu'à présent », écrit-il. lepoint.fr 15.07

Quand le FMI dénonce les conséquences de la politique qu'il a lui-même imposée à la Grèce.

Grèce : bilan des critiques et perspectives d'avenir - Par Olivier Blanchard, Conseiller économique et Directeur, Département des études, FMI - Le 09 juillet 2015

À mon sens, les principales critiques peuvent être rangées dans quatre catégories :

- Le programme de 2010 n'a servi qu'à alourdir la dette et a exigé un ajustement budgétaire excessif. (L'aveu que la dette grecque n'a cessé de croître bien qu'elle ait bénéficié d'une décote de 100 milliards d'euros et déjà versé plus de 200 milliards d'euros d'intérêts à ses créanciers. - ndlr)

- Le financement accordé à la Grèce a servi à rembourser les banques étrangères. (Un pillage en règle de ses richesses par l'oligarchie financière au détriment du peuple grec. - ndlr

- Les réformes structurelles nuisibles à la croissance et l'austérité budgétaire ont provoqué une dépression économique. (Mesures exigées précédemment par le FMI. - ndlr)

- Les créanciers n'ont rien appris et ils continuent de commettre les mêmes erreurs. FMI 09.07

Pourquoi ce rapport ?

Le FMI est engagé auprès de la Grèce à hauteur de 2,6 milliards d'euros si je ne me trompe pas, ce qui est une somme dérisoire comparée aux 310 milliards d'euros que la Grèce doit à ses créanciers publics et privés. En se défaussant sur les Etats de la zone euro pour leur faire avaler une restructuration de la dette grecque que fait-il ? Il use d'un moyen de pression supplémentaire ou il recourt à un chantage pour qu'ils réalisent les réformes structurelles qu'il exige d'eux ou qu'ils s'endettent encore davantage, ce qui correspond justement aux recommandations de Washington.

En complément. Devinette. Qui tenait au maintien de la Grèce dans la zone euro ?

Hollande ? Raté !

Qui est à l'origine de la publication de ce texte pour forcer la main à l'Allemagne à accepter un accord avec la Grèce dans le cadre de son maintien dans la zone euro ? Réponse : Washington.

- Reuters raconte que les membres européens du conseil d'administration de l'institution se sont interrogés sur l'utilité de publier un tel rapport trois jours avant le référendum grec. Majoritairement pour la publication, les Etats-Unis ont finalement fait publier le texte. agefi.fr 13.07

Les derniers évènements en Grèce

- Grèce : un vote sous tension - Francetv info

Les députés grecs se prononcent ce soir, mercredi 15 juillet, sur l'accord conclu à Bruxelles, pour un troisième plan d'aide à la Grèce. Les débats sont houleux au Parlement, notamment au sein de la majorité.

"Depuis quelques heures, Alexis Tsipras enregistre les défections, à la fois dans son gouvernement et dans son propre parti", rapporte Clément Le Goff en direct d'Athènes, ajoutant que la vice-ministre des Finances a même démissionné aujourd'hui.

Pendant que les députés débattent, dans les rues d'Athènes, des Grecs manifestent contre cet accord. Ils dénoncent un coup d'État des créanciers. "On est là ce soir contre ces nouvelles mesures. Cela va être une catastrophe pour les plus pauvres, pour les intérêts du peuple grec", confie un manifestant au micro de France 2. Francetv info 15.07

Quelques heures plus tard.

Le Parlement grec a adopté jeudi une série de dures réformes demandées par les créanciers de la Grèce en préalable à un nouveau plan d'aide, malgré plusieurs défections dans le camp du Premier ministre Alexis Tsipras.

Grèce: «Alexis Tsipras va effectuer une purge au sein de son parti»

En tout, 229 députés ont validé le texte, 6 se sont abstenus et 64, dont la présidente du Parlement Zoé Konstantopoulou, ont voté contre ces mesures, notamment des hausses de TVA et une réforme des retraites.

Au total, 32 députés de Syriza, la formation de gauche radicale d'Alexis Tsipras, ont voté contre, tandis que 6 se sont abstenus lors de ce vote sous haute tension, précédé d'une manifestation anti-austérité qui a donné lieu à des incidents dans le centre d'Athènes. Le chef du gouvernement a toutefois pu compter sur les voix de son partenaire de coalition, le parti de droite souverainiste ANEL, et sur celles de l'opposition. 20minutes.fr 15.07

- La vice-ministre des Finances grecque démissionne - Le Huffington Post

Elle a annoncé ce mercredi 15 juillet, jour de vote au Parlement grec, qu'elle démissionnait de son poste pour protester contre le texte.

"Je ne vais pas voter en faveur de ce projet de loi et je crois qu'on ne peut pas rester au gouvernement si on vote contre", a indiqué la ministre aux médias, après avoir publié cette lettre adressée lundi au premier ministre lui expliquant qu'elle allait démissionner car "la solution imposée à la Grèce" par les créanciers, "n'était pas viable", selon elle.

Les mesures "vont aggraver la situation d'un peuple épuisé"

"Dans une guerre, quand les puissances de l'adversaire sont supérieures d'une façon écrasante, on peut se permettre de capituler pour reconstituer ses propres forces", écrit Nadia Valavani. "Toutefois, cette capitulation était si écrasante qu'elle ne permet pas cette reconstitution" car les nouvelles mesures, "signées par nous-mêmes vont aggraver la situation d'un peuple épuisé et ce sera la pierre tombale (du parti) pendant plusieurs années", a-t-elle ajouté.

Autre annonce de mauvais augure pour Alexis Tsipras, la démission annoncée par plusieurs médias de Manos Manousakis, secrétaire général du même ministère des Finances. Il a lui aussi décidé de démissionner en raison du vote au Parlement grec sur l'accord trouvé avec les créanciers lundi. Le Huffington Post 15.07

- Grèce : les Grecs expriment de nouveau le "non" - Francetv info

- Grèce: échauffourées à Athènes avant le vote au Parlement - AFP

Des échauffourées entre la police et des manifestants armés de cocktails molotov ont éclaté à Athènes mercredi soir à l'issue de manifestations contre le nouveau plan d'aide à la Grèce que le Parlement doit adopter avant minuit, selon des journalistes de l'AFP. Une manifestation qui avait rassemblé quelque 12.000 personnes selon la police, ont constaté des journalistes de l'AFP.

"Non aux privatisations, sauvons les ports, la (compagnie nationale d'électricité) DEI, les hôpitaux !", pouvait-on lire sur une banderole déployée devant le Parlement convoqué pour voté en procédure d'urgence l'accord trouvé lundi à Bruxelles en échange de nouveaux prêts d'environ 90 milliards d'euros et d'un rééchelonnement de la dette.

"Abolition du mémorandum, effacement de la dette", réclamait Adedy, le puissant syndicat de la fonction publique.

"Je suis là parce que le gouvernement n'a pas respecté notre vote du 5 juillet, ni ce que nous vivons depuis cinq ans. J'ai fait des études et je ne trouve pas de travail, seulement des heures mal payées", a témoigné Heleni, 28 ans, qui manifestait aux côtés de l'extrême gauche.

"Nous n'avons plus d'argent, il y a des millions de chômeurs, nous ne pourrons pas supporter un troisième plan", se lamentait Maria Dimitrae, qui a défilé dans le cortège du parti communiste KKE.

Le Premier ministre Alexis Tsipras doit faire face à une fronde politique issue de son propre parti Syriza et au mécontentement de nombreux Grecs qui s'estiment trahis par l'accord de Bruxelles, jugé encore plus sévère pour leur pays que celui qu'ils avaient rejeté par référendum le 5 juillet.

Le ministre des Finances Euclide Tsakalotos a déclaré pendant les débats parlementaires que ce n'était "pas un bon accord" mais que le gouvernement emmené par Syriza n'avait "pas eu le choix", à moins de précipiter la Grèce hors de l'euro.

Par ailleurs, une grève dans la fonction publique grecque a ralenti mercredi l'activité des transports ou des hôpitaux.

- Grèce : Yanis Varoufakis publie sa version annotée et corrosive du nouvel accord avec la troïka
- huffingtonpost.fr

L'ex ministre des finances grec Yanis Varoufakis, démis de ses fonctions au lendemain du référendum du 5 juillet, ne s'est pas résigné à prendre une retraite discrète. Au contraire. Après plusieurs interventions musclées et à quelques heures du vote du Parlement sur l'accord du 13 juillet, il a publié une version intégrale du texte, avec ses remarques et annotations corrosives.

Voici ses dix remarques les plus cinglantes à propos de cet accord qu'il a comparé au Traité de Versailles, symbole de l'humiliation de l'Allemagne à l'issue de la Première guerre mondiale, en 1919:

Et aussi: La version intégrale de l'accord annoté par Varoufakis

1. Berlin ne fait confiance qu'au FMI

"Il est attendu d'un État membre de la zone euro demandant l'assistance financière du MES qu'il adresse, lorsque cela est possible, une demande similaire au FMI. Il s'agit d'une condition préalable pour que l'Eurogroupe approuve un nouveau programme du MES. La Grèce demandera donc que le FMI maintienne son soutien (surveillance et financement) à partir de mars 2016. [Berlin croit toujours que la Commission n'est pas fiable pour 'policer' les propres plans de sauvetage de l'Europe.]

2. Une totale soumission de la Grèce est exigée

"Compte tenu de la nécessité de rétablir la confiance avec la Grèce, le sommet de la zone euro se félicite que la Grèce ait pris l'engagement de légiférer sans délai sur une première série de mesures." [la Grèce doit se soumettre elle-même à un waterboarding (technique d'interrogatoire qui simule la noyade, NDLR) fiscal, avant même qu'aucun financement ne soit proposé]

3. La hausse de la TVA, catastrophique et inefficace

"une rationalisation du régime de TVA [pour la rendre plus rétrograde, grâce à une hausse des taux qui encourage la fraude à la TVA] et un élargissement de l'assiette fiscale afin d'accroître les recettes" [infligeant un coup majeur à la seule industrie de croissance grecque - le tourisme]

4. Encore et toujours plus d'austérité

"la pleine mise en œuvre des dispositions pertinentes du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire, notamment en rendant opérationnel le conseil budgétaire avant la finalisation du protocole d'accord et en introduisant des réductions quasi automatiques des dépenses en cas de dérapages par rapport à des objectifs ambitieux d'excédents primaires, après avoir sollicité l'avis du conseil budgétaire et sous réserve de l'accord préalable des institutions [le gouvernement grec, qui sait que les objectifs fiscaux imposés ne seront jamais atteint avec l'austérité imposée, doit s'engager à plus d'austérité automatique comme résultat des nouveaux échecs de la troïka]

5. Faillites en cascade

"l'adoption du code de procédure civile, qui représente une refonte en profondeur des procédures et modalités propres au système de justice civile et peut accélérer considérablement les procédures judiciaires et réduire les coûts dans ce domaine

[faillites, expulsions, et liquidation de milliers de foyers et de commerces qui ne sont plus en position de payer leur emprunt/loyer]

6. Syriza doit être humilié

"Le sommet de la zone euro souligne la nécessité cruciale de rétablir la confiance avec les autorités grecques, condition préalable pour un éventuel futur accord sur un nouveau programme du MES. À cet égard, il est essentiel que la maîtrise du processus revienne aux autorités grecques, et les engagements pris dans ce contexte devraient être suivis d'une mise en œuvre effective. [le gouvernement Syriza doit être humilié au point qu'il lui est demandé de s'imposer à lui-même une rude austérité comme premier pas vers la demande d'un autre prêt de sauvetage toxic, du genre de ceux que Syriza combat, ce pour quoi il est connu internationnalement]

7. L'asphyxie tactique des créanciers

"Afin de pouvoir servir de base à la conclusion positive du protocole d'accord, les mesures de réforme présentées par la Grèce doivent être sérieusement renforcées compte tenu de la profonde dégradation de la situation économique et budgétaire du pays au cours de l'année dernière. [le gouvernement Syriza doit accepter le mensonge selon lequel il a, et non l'asphyxie tactique de ses créanciers, causé la profonde détérioration des six derniers mois - la victime doit prendre le blâme à la place du méchant]

8. Les sommes dérisoires des privatisations

"élaborer un programme de privatisation nettement plus étoffé avec une meilleure gouvernance; des actifs grecs de valeur seront transférés dans un fonds indépendant qui monétisera les actifs par des privatisations et d'autres moyens. La monétisation des actifs constituera une source permettant le remboursement programmé du nouveau prêt du MES et générera sur la durée du nouveau prêt un montant total fixé à 50 milliards d'euros, dont 25 milliards d'euros serviront au remboursement de la recapitalisation des banques et d'autres actifs, et 50 % de chaque euro restant (c'est-à-dire 50 % de 25 milliards d'euros) serviront à diminuer le ratio d'endettement, les autres 50% étant utilisés pour des investissements. [le bien public sera vendu et les sommes dérisoires iront au service d'une dette insoutenable - avec précisément aucun reste pour l'investissement public ou privé]

9. Faire de la Grèce une technocratie inepte

"conformément aux ambitions du gouvernement grec, moderniser et considérablement renforcer l'administration publique grecque, et mettre en place, sous l'égide de la Commission européenne, un programme de renforcement des capacités et de dépolitisation de l'administration publique grecque. [Transformer la Grèce en une zone zéro-démocratie calquée sur Bruxelles, une forme de prétendu gouvernement technocratique, qui est politiquement toxique et macro-économiquement inepte]

10. Une dette insoutenable? Ca alors!

"De sérieux doutes planent sur le caractère soutenable de la dette grecque. [Vraiment? Ca alors!] Cela est dû au relâchement des politiques au cours des douze derniers mois, qui a entraîné la dégradation récente de l'environnement macroéconomique et financier du pays. Le sommet de la zone euro rappelle que les États membres de la zone euro ont, tout au long de ces dernières années, adopté une série impressionnante de mesures pour soutenir la viabilité de la dette de la Grèce, qui ont allégé le service de la dette de la Grèce et sensiblement réduit les coûts." [ce ne sont pas les plans de 'sauvetage' de 2010 et 2012 qui, en conjonction avec une austérité destructrice de PIB, ont fait grimper la dette jusqu'à des hauteurs immenses - c'est la perspective, et la réalité, d'un gouvernement qui a critiqué ces prêts... qui a rendu la dette insoutenable!] huffingtonpost.fr 15.07

En famille en France.

- Grèce : l'Assemblée nationale approuve l'accord - Francetv info

En France, 412 députés contre 69 ont voté mercredi 15 juillet l'accord européen sur la Grèce. Une majorité pour un texte qui est pourtant loin de faire l'unanimité. Une petite trentaine s'est abstenue. Au Sénat, qui votait simultanément, l'accord a été plébiscité à 260 voix contre 23.

«C'est une question qui m'obsède», confesse le communiste André Chassaigne. Lui assure que le vote contre à l'unanimité des dix députés Front de gauche était le «meilleur outil pour marquer son soutien à la Grèce». Après avoir applaudi l'accord tout juste signé, lundi matin, Chassaigne dit avoir fait volte-face en découvrant son contenu «désastreux». Pour le frondeur Pouria Amirshahi, le meilleur appui à Tsípras passe par l'abstention. Le socialiste avait lancé un appel à ses camarades recommandant de «ne pas tirer une balle dans le pied» des Grecs sans pour autant «avaliser ce coup de force arrogant». Des «copains de Syriza» qu'il a joints au téléphone lui «ont demandé de ne pas voter contre mais de faire entendre leur différence : je ne vais donc pas me faire plus grec que les Grecs». Francetv info 15.07

Les masques tombent.

- Grèce: les frondeurs PS vont majoritairement voter pour l'accord - AFP

ACTUALITE EN TITRES

La justice des tyrans arabo-sionistes.

- Pénalités de l'UMP : le parquet de Paris réclame un non-lieu - LeFigaro.fr

- La justice annule la décision de faire de Marwan Barghouti un citoyen d'honneur d'Aubervilliers - AFP

Le tribunal administratif de Montreuil (Seine-Saint-Denis) a suspendu une décision de la mairie communiste d'Aubervilliers de décerner au Palestinien Marwan Barghouti le rang de citoyen d'honneur de la ville, a-t-on appris mercredi de sources concordantes.

Considérant que la décision de la mairie était "susceptible de porter atteinte à l?ordre public et entachée d'erreur manifeste d'appréciation", car elle "porte sur une affaire relevant de la politique étrangère de la France, en intervenant dans un conflit international" et que "la commune d'Aubervilliers (est) jumelée avec une ville de Palestine et lui apporte un soutien financier de longue date", le tribunal a décidé de la suspendre le 7 juillet.

Le Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme (BNVCA) avait saisi le préfet de la Seine-Saint-Denis ainsi que la justice administrative, le 5 janvier, pour faire annuler une délibération du conseil municipal de la mairie communiste d'Aubervilliers qui visait à faire citoyen d'honneur ce leader palestinien, condamné à perpétuité par Israël pour son implication dans des attaques meurtrières.

Dans un communiqué, le BNCVA s'est dit "satisfait" de ce jugement annulant une décision qui décernait "au terroriste palestinien Marwan Barghouti le titre de citoyen d'honneur de la ville".

Cette municipalité de la banlieue nord de Paris entendait saluer en cet ancien secrétaire général du Fatah, "un homme de paix et de dialogue" qui "oeuvre pour résoudre pacifiquement le conflit israélo-palestinien" avait-elle indiqué au moment de la délibération en décembre 2014.

Derrière les barreaux depuis 2002, Marwan Barghouti, l'un des leaders de la deuxième Intifada (2000-2005) est devenu pour les Palestiniens l'un des symboles de la résistance à l'occupation israélienne. AFP 15.07

- Alpes-Maritimes : la famille royale saoudienne veut interdire l'accès à une plage publique pour son séjour - Francetv info

Propriétaire d'une résidence sur le littoral de Vallauris (Alpes-Maritimes), la famille royale a entrepris des travaux de clôture sur la plage publique de la ville, en vue de son séjour prochain. Le chantier a été interrompu, mercredi 15 juillet, à la demande de la préfecture.

Selon Philippe Castanet, une réunion de travail doit se tenir jeudi entre les autorités françaises et des émissaires du roi d'Arabie Saoudite. Le but : déterminer quel dispositif va être mis en place autour de la propriété pour assurer la sécurité de la famille royale.

"La plage publique devrait être totalement interdite au public le temps du séjour de la famille royale, a tout de même affirmé le sous-préfet de Grasse.

- Deux cadres de l'ETA mis en examen et écroués en France - LeFigaro.fr

6 mois pour préparer une hypothétique décapitation...

- Un attentat contre des installations militaires déjoué en France - Reuters

Quatre personnes, dont l'une était connue pour ses liens avec la mouvance djihadiste, ont été interpellées cette semaine alors qu'elles préparaient un acte terroriste contre des installations militaires françaises, a déclaré mercredi le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve.

Les quatre personnes, âgées de 16 à 23 ans et dont l'une est un ancien militaire réformé de la marine nationale, ont été arrêtées lundi "à l'aube, en quatre points différents du territoire", a dit le ministre dans une déclaration à la presse.

Les quatre suspects sont en garde à vue depuis lundi au siège de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), avait-on appris un peu plus tôt de source proche du dossier.

Les interpellations ont été effectuées par les agents de la DGSI dans le cadre d'une enquête préliminaire ouverte le 23 juin pour "association de malfaiteurs en vue de préparer un acte de terrorisme", a dit Bernard Cazeneuve.

De source proche du dossier, on précisait en fin de soirée que l'attentat était prévu pour janvier 2016.

Selon l'AFP, les mis en cause projetaient de décapiter un militaire gradé et de filmer la scène. Trois d'entre eux auraient reconnu leurs intentions, et la garde à vue du mineur de 16 ans aurait été levée mercredi soir, affirme Le Monde.

Le ministre a salué le "très minutieux travail" qui a précédé cette procédure. Reuters 15.07

J'avais bien envisagé de décapiter Cazeneuve... à une date qui malheureusement demeure indéterminée. Je le précise pour faciliter le boulot de la DGSI qui pourrait au moins me donner des tuyaux sur son emploi du temps, côté quincaillerie j'ai déjà ce qu'il faut sous la main, une bonne machette indienne fera l'affaire. Ici on s'en sert quotidiennement pour découper discrètement un bonhomme en morceaux sans même se donner la peine de les disperser, puisque la plupart du temps les auteurs ne seront jamais retrouvés.

Je déconne, il fallait bien qu'ils justifient l'occupation militaire du pays ou qu'ils trouvent quelque chose à se mettre sous la dent pour justifier leur "guerre contre le terrorisme" ou leur "guerre des civilisations", leur budget de guerre contre tous les peuples.

Haut de page

Le 17 juillet 2015

CAUSERIE

J'ai rajouté 4 articles que j'avais oublié de charger hier dans le serveur du portail, donc vous aviez les adresses mais ils n'étaient pas possible de les télécharger. On ajoutera des articles ce soir ou demain matin.

On a dépassé les 200 connexions à la page d'accueil du site depuis le début de la semaine avec plus de 30.000 téléchargements d'articles en une semaine.

C'est marrant tout de même, chaque fois qu'un évènement important se produit, le nombre de connexions grimpent en flèche comme si les militants savaient quel portail allait leur fournir un maximum d'informations et analyses. Bravo à vous ! car moi je ne fais que faire mon devoir ou ce que je peux.

Un complément à propos de la crise du POI.

En réalité on ne sait pas trop ce qui est en train de se passer au POI. Si j'ai bien compris deux courants s'affrontent au sein de son courant communiste internationaliste (CCI) ou trotskyste, ente ceux minoritaires qui estiment que la priorité du parti serait sa construction sur la ligne politique de la rupture avec l'UE et sous réserve avec la Ve République, et ceux majoritaires qui privilégieraient une ligne orientée vers les syndicalistes au détriment de la construction du parti.

Cette querelle d'appareil a quelque chose de surréaliste ou de stérile, dans la mesure où dès l'après-guerre le PCI avait adopté la stratégie de la majorité actuelle du CCI ou elle sera orientée dans cette direction, P. Lambert prenant la direction de la commission ouvrière ou le travail dans les syndicats. Et que ce soit les ex-lieutenants de Lambert issus de l'OCI qui incarnent la ligne trade-unioniste ou ouvertement réformiste de la fraction majoritaire est révélateur qu'en réalité les dirigeants de ce courant politique n'avaient jamais eu l'intention de construire le parti, cet épisode en sera peut-être le point d'orgue ou l'achèvement en portant le coup de grâce à l'illusion qu'il incarnait l'héritage du trotskysme ou du marxisme auquel il avait résolument tourné le dos dès la mort de Trotsky, ce dont certains vont commencer à ne s'apercevoir que 75 ans plus tard, et encore, à notre avis ils en demeureront toujours incapables, ils sont trop sclérosés et trop vieux pour admettre qu'ils se sont fourvoyés si longtemps et évoluer maintenant.

C'est Lambert qui avait initié le révisionnisme au sein de ce courant politique qui prendra la forme du front unique et dont le

contenu sera tourné vers les appareils du PS et du PCF ainsi que ceux des syndicats que ces deux partis contrôlaient et contrôlent toujours. A ce stade à partir du peu d'éléments en notre possession, il semble que les deux fractions qui s'affrontent au sein du CCI incarnent cette même stratégie ou pour être plus précis se la partagent, la majorité en direction des syndicats et la minorité en direction du Front de gauche et accessoirement ou dans une moindre mesure du PS depuis mai 2012 tout en continuant de lorgner sur les syndicats, leur fonds de commerce commun sans lequel le POI n'existerait tout simplement pas, idem pour le NPA et LO d'ailleurs.

Disons en résumé que la majorité assume son révisionnisme ou avoir définitivement tourné le dos au socialisme, alors que la minorité en demeure incapable pour avoir fait du combat contre le révisionnisme son cheval de bataille, on devrait peut-être dire son tour d'illusionnisme préféré tout en étant elle-même profondément gangrenée par le réformisme. Et puis il s'agit davantage d'une lutte entre des permanents à vie ou des bureaucrates qui ont fait carrière dans les syndicats, principalement FO mais aussi à la CGT, tous roulant pour leurs appareils corrompus et les ménageant, Informations ouvrières publiant leurs communiqués sans se donner la peine d'ajouter le moindre commentaire critique, de formuler la moindre réserve sur leurs réelles intentions au point que ses lecteurs seront amenés à les prendre tels quels, ce qui revient à les induire en erreur au profit de ces appareils.

L'accélération et l'amplification de la crise du capitalisme s'est traduite par la radicalisation et la droitisation de tous les partis des Républicains au PS en passant par le Front de gauche, il n'y avait donc aucune raison que le POI soit épargné par cette épidémie ou ne leur emboîte pas le pas, ce qui devait alimenter la crise (rampante depuis des années) en son sein qui éclate aujourd'hui. Le NPA est déjà passé par ce processus qui s'est traduit par la perte de plus de la moitié de ses adhérents depuis sa fondation, LO étant recroquillée sur elle-même telle la secte qu'elle a toujours été.

Que la crise du POI porte sur ses rapports à FO et son appareil n'a rien de nouveau, puisqu'en 2005 le secrétaire de la fédération de l'Yonne avait été viré pour avoir osé soulever cette question, par Gluckstein m'avait-il été précisé à l'époque par l'intéressé. Ce qui me fait dire que l'affrontement entre ces deux fractions du CCI porterait davantage sur les avantages qu'elles comptaient tirer de leur soumission à l'appareil de FO plutôt que la question des rapports du POI à FO qui serait en fait mal poser la question qui les déchire, une histoire sordide d'intérêt et de pouvoir l'un et l'autre étant liés, et qu'en aucun cas en dernière analyse il ne serait question d'un désaccord politique de fond, qui s'il devait exister aurait eu l'occasion de se manifester en de multitudes occasions en 30 ou 50 ans, ce qui n'a jamais été le cas entre les dirigeants de ces deux fractions du CCI, on ne voit pas pourquoi ni comment elle pourrait surgir soudain sur ce plan-là, en tout cas on n'en a pas décelé les moindres prémices dans Informations ouvrières.

Les dirigeants de ce courant politique auquel j'ai appartenu à la fin des années 70 n'ont jamais été capables de se tourner résolument vers les masses exploitées et ses couches les plus défavorisées. Ils ont commencé par se tourner vers l'aristocratie ouvrière et l'élite intellectuelle représentée par le corps enseignant et les étudiants, puis à partir de 1981 ils se sont tournés vers le PS (et ses satellites bourgeois) et le PCF, sans plus de succès, ensuite ils ont infléchi leur ligne politique en direction de leurs élus (les maires) et même au-delà de ces partis, sans davantage de succès, enfin en cause de désespoir ils sont revenus à leur terrain de prédilection, les syndicalistes dont Trotsky disaient qu'ils incarnaient la droite du parti, donc virant toujours plus à droite, car sans perspective politique et sans que le régime ne puisse dorénavant supporter ou tolérer la moindre réforme sociale leur orientation tend de plus en plus à avoir un contenu corporatiste, réactionnaire, ce qui ne gênera pas outre mesure les dirigeants du POI qui le maquilleront en actes valeureux de résistance.

Quant aux rapports détestables qu'auraient entre eux les dirigeants de ces deux fractions du CCI rapportés par Présumey, ou le fonctionnement antidémocratique de ce parti, je préfère ne rien en dire, je constate seulement qu'ils confirment tout le bien que j'en pensais et que j'avais eu l'occasion d'écrire en 2005.

Finalement je persiste et signe puisque les faits tendent à me donner raison, que Lambert était un imposteur ou il l'était devenu très rapidement, et que les partis qu'il allait contrbuer à construire étaient des partis démocratiques petits bourgeois du même type que le PG ou Syriza à la sauce trotskyste puisque telle était son origine, tout comme le NPA ou LO, qui n'ont jamais été capables de conquérir des pans entiers de la classe ouvrière dont ils se sont toujours détournés au profit de ses couches supérieures.

On n'a pas le temps ici, mais il serait intéressant de se pencher sur le sort que le régime réserva à ces couches privilégiés à partir du milieu des années 70 jusqu'à nos jours, de faire le rapprochement s'il existe, entre les offensives que les gouvernements successifs déclenchèrent contre ces diférentes couches privilégiées par le régime ou la place qu'elles occupaient dans l'appareil de production, nationalisée ou non, on y trouverait peut-être un lien (avec) ou l'origine des différentes crises que traversèrent l'OCI, le PT et maintenant le POI puisqu'ils n'ont jamais incarné d'autres couches de travailleurs. Ajoutons que ces offensives de la réaction correspondaient à différents stades de la crise du capitalisme mondiale ou du stalinisme qu'incarnera l'arrivée au pouvoir de Mitterrand, l'implosion de l'URSS, l'adoption du traité de Maastricht, le projet de TCE et le référendum de 2005, l'élection de Sarkozy, apparemment les épurations successives qui ont eu lieu au PCI puis au PT et au POI y correspondaient...

Ces réflexions politiques m'ont été inspirées en grande partie à partir de la lecture d'Informations ouvrières, dont j'ai signalé à plusieurs reprises qu'il n'y figurait aucune analyse politique de fond en dehors des refrains habituels sur l'agonie de la Ve République depuis 1958, tout au plus y figure des commentaires politiques style revue de presse de l'AFP ou des chroniques sans profondeur dignes d'un chroniqueur de Libération ou du Monde, et qu'il était devenu une sorte de feuille syndicale, un complément à FO magazine en somme, et qu'il était inutile d'y chercher la moindre trace de leur combat contre la

guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les masses pour formater leur conscience et les détourner de la lutte de classe, du mouvement ouvrier, même le combat contre la désinformation forcenée à laquelle se livrent les médias en est absent, le tout correspondant à leur conception (figée et obsolète) de la lutte des classes et aux rapports qu'ils ont établis avec la classe ouvrière et qui n'ont jamais changé malgré les profondes transformations de la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, avec le succès que l'on sait.

Vous aurez remarqué que nous sommes demeuré relativement modéré dans nos propos, bien que nous appelions de nos voeux depuis longtemps l'éclatement du CCI-POI, espérant toujours qu'on parviendra à regrouper un jour le meilleur de l'avant-garde révolutionnaire dans un nouveau parti communiste composé de tendances comme dans le parti bolchevik qui en comptera jusqu'à une dizaine, ce qui est loin d'être gagné dès lors qu'il y a des intérêts individuels en jeu, ce qui n'est pas notre cas du fin fond de l'Inde.

A de multiples reprises désespérément nous avons appelé à faire le bilan de la lutte de classe de la seconde moitié du XXe siècle pour corriger nos erreurs ou cerner nos faiblesses, honnêtement, sans a priori ni tabou, sans esprit de vengeance ou chercher qui avait eu tort ou raison, sans se livrer à une chasse aux sorcières, sereinement, tranquillement, sérieusement, en vain jusqu'à présent. Y parviendrons-nous ? C'est le seul espoir qu'il nous reste pour sortir de la situation inextricable dans laquelle nous nous sommes mis nous-mêmes, on ne peut l'imputer à personne d'autres, dès lors à chacun ses responsabilités.

Vous pouvez nous envoyer vos contributions, nous les publierons intégralement.

Vidéo

TAFTA : Le scandaleux forcing du président Schulz au Parlement européen -11 juillet 2015
https://www.youtube.com/watch?v=qYr9ev0l3VA

Cette fois, Martin Schulz n'y est pas allé par quatre chemins. Il ne lui a pas suffi de faire le forcing pour reporter, voilà un mois, le vote sur le TTIP (Grand Traité transatlantique, ou TAFTA) le mois dernier. Aujourd'hui, interprétant librement le règlement, le président du Parlement européen est allé jusqu'à interdire le vote d'un amendement contre la clause des tribunaux arbitraux privés proposée par le Mouvement 5 Étoiles.

Le plan des grandes multinationales et des lobbies a donc réussi au sein du parlement de Bruxelles et de Strasbourg. En un mois, ils sont parvenus à convaincre la majorité des eurodéputés indécis, surtout italiens. Ceux qui, jusqu'au mois dernier, auraient voté contre la clause de la discorde.

Dans cette vidéo, l'eurodéputée Tiziana Beghin, porte-parole du Mouvement 5 Stelle, nous explique ce qui s'est passé. ilFattoQuotidiano.fr

A propos de Syriza et la situation en Grèce.

A quoi ont servi les élections législatives de janvier 2015 ?

A quoi devait servir l'accession de Syriza au pouvoir ?

Permettre de réaliser l'union nationale autour du mémorandum de la troïka ou rassembler les classes et couches moyennes, la petite bourgeois au côté de la bourgeoisie, servir le régime en place.

- Mordorandum1 : adopté par 172 députés
- Mordorandum2: adopté par 199 députés
- Mordorandum3 : adopté par 229 députés (source : Le blog grec okeanews.fr 17.07)

Bravo à Syriza et Tsipras, mission accomplie ! Ils ont fait mieux que la Nouvelle Démocratie et le Pasok réunis.

Le programme de Syriza (pas plus que celui du FdG ou de Podemos) n'incluait pas la rupture avec l'euro et l'UE, donc partant de ce constat tout le monde était censé savoir à quoi s'en tenir sur cette coalition. Syriza a été conçue pour se substituer au Pasok sur la même base programmatique en somme, puisque cette coalition n'entendait pas se donner les moyens économiques et politiques de rompre avec la politique du Pasok et de la Nouvelle Démocratie, elle devait au fil du temps et très rapidement en faire la démonstration une fois au pouvoir, ce qu'elle vient de démontrer.

Mais à la limite peu importe le contenu du progamme d'un parti politique, d'un mouvement ou une coalition rergroupant différentes formations politiques, ce n'est pas lui qui détermine sa nature sociale, mais la manière dont il le met en oeuvre au quotidien, pour le compte de qui, de quelle classe.

C'est ainsi que la SFIO puis le PS pouvaient inscrire dans leur programme l'objectif de mettre un terme à la propriété privée des moyens de production sans jamais réellement combattre pour atteindre cet objectif. Le même constat vaut pour tous les partis de l'avant-garde issus du trotskysme qui ne se sont jamais donnés les moyens de construire un nouveau parti communiste.

Si on devait tenir compte de tous les écrits ou toutes les déclarations contradictoires des dirigeants de tous les partis, on en arriverait à la conclusion qu'il serait impossible de les caractériser politiquement, et c'est bien là l'un de leurs objectifs, faire en sorte que leur opportunisme ou leur imposture ne puisse jamais être démasquée et combattue par les véritables militants socialistes, communsites ou trotskystes.

Syriza et Tsipras ont disposé de six mois pour rompre avec la troïka, et au lieu de cela ils sont allés de compromission en compromission pour aboutir au bouquet final empoisonné de cet accord avec l'Eurogroupe et la troïka, qui ne laisse plus aucun doute sur leurs réelles intentions et leur véritable nature sociale capitaliste ou de droite.

Alors que la Nouvelle Démocratie et le Pasok rejetés par la majorité du peuple grec lors des élections législatives de janvier dernier incarnaient les institutions grecques, Syriza et Tsipras auront eu le mérite de ramer pour le compte de ces institutions antidémocratiques jusqu'à s'y fondre une fois parvenus au pouvoir pour le plus grand bonheur et profit de la classe dominante.

Ce qu'elle leur reproche ou ne peut pas digérer, c'est que Syriza incarne même de façon déformée la résistance du peuple grec à sa politique coïncidant avec celle de la troïka, de telle sorte que Syriza alimente les illusions des masses grecques qu'il serait possible d'appliquer une autre politique qui leur serait favorable, alors qu'elles doivent au contraire s'inscrustrer profondément dans le crâne l'idée qu'il n'en existe pas d'autres, et qu'elles doivent se soumettre de gré ou de force à celle qu'elle leur a imposée depuis des années, au point d'apparaître comme une fatalité contre laquelle il est inutile de résister puisque personne n'en serait finalement responsable. Le néolibéralisme est une idéologie totalitaire qui ne peut souffrir aucun compromis.

Syriza et Tsipras joue donc le jeu de la classe dominante à travers cet accord scélérat, qui avait également pour but de briser nette la résistance des travailleurs grecs, au-delà même de la confiance limitée qu'ils avaient pu placer dans Syriza, puisqu'il n'existe aucun parti ouvrier révolutionnaire digne de ce nom en Grèce, ils vont se retrouver sans représentation politique et totalement désarmés théoriquement pour organiser leur résistance et affronter le gouvernement en place, ne pouvant pas compter sur des syndicats corrompus, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et leur détermination pour continuer le combat contre toute nouvelle régression sociale, donc dans les pires conditions qui soient.

Le seul espoir pour le prolétariat grec repose sur l'évolution du processus politique en cours, qui permet de clarifier et de répondre à tout un ensemble de questions politiques non résolues, dont celle du pouvoir ou de l'Etat, pour autant que les masses exploitées soient en mesure d'en tirer des enseignements politiques sur leur propre terrain de classe, ce qui va s'avérer très difficile, voire impossible en l'absence d'un parti ouvrier indépendant du régime exprimant consciemment ce processus et définissant les tâches et objectifs politiques que les travailleurs doivent se fixer, axe politique autour duquel ils pourraient se rassembler et que l'avant-garde ouvrière doit adopter et leur proposer.

Qui a osé dire ?

1- "*Je suis personnellement fier de cette bataille parce que nous nous sommes battus avec obstination pour les droits de notre peuple*".

Réponse : Tsipras (Francetv info 16.07)

Il confond le peuple et les banquiers, à moins que pour lui le peuple ne se réduise à la "*classe moyenne instruite, opulente, hautement privilégiée,« éduquée dans le postmodernisme »*". (Le problème de la Grèce n'est pas seulement une tragédie. C'est un mensonge. - John Pilger - Arrête sur Info)

2- "*Je reconnais que ces mesures budgétaires sont rudes, qu'elles ne seront pas bénéfiques pour l'économie, mais je suis forcé de les accepter.*"

Réponse : Tsipras (Reuters 16.07)

Dites plutôt pour être honnête, que vous vous êtes placé vous-même dès l'origine délibérément dans une situation conduisant à les accepter en comptant en tirer profit ou les couches de privilégiés dont vous faites partie et que vous représentez.

On comprend que votre volonté ne puisse pas aller à l'encontre de vos intérêts, quitte à sacrifier ceux de la classe ouvrière dont vous vous foutez complètement.

C'est la fête !

- Montebourg invite Varoufakis à la fête de la Rose - 20minutes.fr

Fiesta - L'ancien ministre grec des Finances sera la vedette de la sauterie annuelle de l'ancien ministre socialiste... 20minutes.fr 16.07

Les lâches. Ils sont incapables d'assumer leur imposture.

Parti de gauche. Eric Coquerel - "Beaucoup de choses auraient été préférables à cette accord", botte-t-il cependant en touche quand on lui demande s'il fallait aller jusqu'à la sortie de la zone euro. huffingtonpost.fr 16.07

Tout sauf avancer sur la voie du socialisme en rompant avec l'euro et l'UE, impensable pour le Parti de gauche si mal nommé.

Podemos. Pablo Iglesias - Les Espagnols seront invités dans les prochaines heures à se prononcer sur le plan d'aide. Les regards se tournent dès lors vers Podemos, l'allié espagnol de Syriza. Et là, surprise, c'est un soutien à Alexis Tsipras qui est adressé. "Moi comme Alexis n'aimons pas l'accord, mais c'était une situation limite: soit l'accord, soit une sortie de l'euro", a affirme Pablo Iglesias, le patron de cette formation dans la matinée du jeudi 16 juillet. Et l'eurodéputé d'enfoncer le clou dans l'après-midi avec un tweet qui laisse peu de place au suspens. "Nous soutenons ce que le gouvernement grec a approuvé", a dit encore plus clairement Íñigo Errejón, le numéro 2 du parti qui n'a pas de députés et n'a donc pas à se prononcer formellement sur le plan. huffingtonpost.fr 16.07

Leur " *limite*", ce n'est pas seulement l'euro ou l'UE, c'est le capitalisme, leur horizon indépassable.

Fuyez en courant ces partis de l'euro, pas une voix !

En complément.

"Nous savons que le meilleur atout du peuple grec serait la victoire de Podemos en Espagne et la nôtre en France. Nous y travaillons", lance Jean-Luc Mélenchon. huffingtonpost.fr 16.07

Quel cauchemar ! Il a raison Mélenchon, qu'on en finisse tout de suite avec ces partis pourris ! Imposteurs !

Podemos, Syriza, Parti de gauche : Des partis du camp de l'euro et de l'UE, de l'oligarchie financière.

- Espagne: Le gouvernement grec a gagné en «stabilité» estime le chef de Podemos - 20minutes.fr

Le chef du parti espagnol Podemos Pablo Iglesias, proche du Premier ministre grec Alexis Tsipras, a estimé jeudi que l'accord entre la Grèce et ses créanciers avait le mérite de lui offrir une « stabilité » et de permettre d'envisager une restructuration de la dette.

« Moi comme Alexis [Tsipras] n'aimons pas l'accord, mais c'était une situation limite : soit l'accord, soit une sortie de l'euro », a-t-il déclaré à des journalistes à Madrid. 20minutes.fr 16.07

Crise ouverte à Syriza ou une vulgaire comédie

108 membres du comité central du Syriza sur 201 ont signé une déclaration expliquant qu'ils rejetaient le mémorandum. "Cet accord n'est pas compatible avec les idées et les principes de la gauche, mais, au-dessus de toute autre chose, n'est pas compatible avec les besoins de la classe ouvrière. Cette proposition ne peut être acceptée par les membres et les cadres de Syriza", peut-on lire dans leur texte. huffingtonpost.fr 16.07

Déclaration de 108 (sur 201) membres du comité central du Syriza - blogs.mediapart.fr

Le 12 juillet à Bruxelles, un coup d'état a eu lieu à Bruxelles, qui a montré que le but des leaders européens était d'infliger une punition exemplaire à un peuple qui avait imaginé un autre chemin, différent du modèle néolibéral d'austérité. C'est un coup d'État dirigé contre toute notion de la démocratie et de la souveraineté populaire.

L' accord signé avec les "institutions" a été le résultat de menaces de l'étranglement économique immédiat et représente un nouveau protocole imposant des conditions humiliantes, odieuses et une tutelle qui sont destructrices pour notre pays et notre peuple.

Nous sommes conscients de l'asphyxie des pressions qui ont été exercées sur la partie grecque, nous considérons néanmoins que la fière avancée des travailleurs lors du référendum n'autorise pas le gouvernement à renoncer sous les pressions exercées par

les créanciers.

Cet accord n'est pas compatible avec les idées et les principes de la gauche, mais, au-dessus de toute autre chose, n'est pas compatible avec les besoins de la classe ouvrière. Cette proposition ne peut être accepté par les membres et les cadres de Syriza.

Nous demandons au comité central de nous réunir immédiatement et nous invitons les membres, les cadres et les députés de Syriza à préserver l'unité du parti sur la base de notre conférence, des décisions et de nos engagements en matière de programme.

Athènes, 15 juillet 2015. blogs.mediapart.fr 15.07

Les derniers développements.

- La Grèce a "satisfait" aux exigences de l'accord en vue d'un plan d'aide - AFP

La Grèce a rempli "de manière satisfaisante" les exigences de la zone euro pour lancer des négociations sur un nouveau plan d'aide, après l'aval donné dans la nuit par le Parlement à une série de réformes, a affirmé jeudi la Commission européenne.

Les institutions créancières de la Grèce, BCE, FMI et Commission, ont jugé qu'avec ce vote, les autorités grecques se sont acquittées "de manière satisfaisante et à temps" des conditions qui leur ont été posées dans l'accord conclu lundi, a déclaré la porte-parole de la Commission pour les Affaires économiques, Annika Breidthardt.

- Grèce : malgré la crise, les richesses de l'Église restent intouchables - Francetv info

- Les hausses de TVA en Grèce en vigueur à partir de lundi - Reuters

Les modifications apportées à la TVA en Grèce, dans le cadre des réformes exigées par la zone euro en contrepartie d'un troisième plan d'aide, entreront en vigueur à partir de lundi, a annoncé jeudi le ministère grec des Finances. Reuters 15.07

Autres infos

- L'Europe redonne de l'air aux banques grecques, Syriza en crise - Reuters

Ouf les banquiers peuvent respirer !

A qui doivent dire aussi merci les Grecs ? A Jeroen Dijsselbloem, dirigeant du parti travailliste (PvdA), membre de l'Internationale socialiste.

- Jeroen Dijsselbloem, le zélé allié de Wolfgang Schäuble récompensé - latribune.fr

Le ministre des Finances néerlandais, a, lundi soir, quelques heures après le « compromis » avec Athènes, obtenu sa reconduction au poste de président de l'Eurogroupe pour deux ans et demi.

Le Néerlandais est apparu comme l'alter ego du ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble. Il a adopté une ligne dure qu'il a fait tenir à l'Eurogroupe avec la bénédiction du patriarche badois qui l'a alors pris sous sa protection. Il n'a pas réellement eu à se forcer.

Le président de l'Eurogroupe n'a jamais réellement été dans le camp du compromis. Début février, une émission parodique de la télévision néerlandaise montrait un Jeroen Dijsselbloem déterminé à « faire rentrer l'argent des Grecs parce que c'est mon boulot. » Puis, mis en difficulté, il appelait Angela Merkel à la rescousse. En mars, il était le premier à rejeter les « listes de réformes » proposées par les Grecs. Plus tard, il a toujours saisi l'occasion d'affirmer que les concessions grecques n'étaient pas suffisantes. Jamais il n'a utilisé son poste de président pour tenter de jouer le rôle de médiateur ou de facilitateur. Au contraire, il l'a utilisé pour imposer la ligne dure de Wolfgang Schäuble. Le but de cette dureté a été clairement établi par Jeroen Dijsselbloem en marge d'une des énièmes réunions de l'Eurogroupe : faire accepter par Athènes les « réformes » en utilisant la pression des retraits des dépôts et donc l'état des banques. La fermeté affirmée et martelée de Jeroen Dijsselbloem n'a eu de cesse de faire craindre aux Grecs un Grexit. Et c'est là qu'il a voulu en venir. Progressivement, la position grecque est devenue délicate : il fallait ou organiser la sortie de la zone euro, ou capituler.

La revanche du 30 janvier a eu lieu le 27 juin au soir lorsqu'il décide d'exclure de facto Yanis Varoufakis de la réunion de l'Eurogroupe après l'annonce du référendum et le refus de prolonger le programme de 2012. Son homologue grec lui demande

alors qui a décidé de poursuivre la réunion sans la Grèce. « Moi », répond le ministre néerlandais. L'humiliation grecque ne fait en réalité que commencer et Jeroen Dijsselbloem sera un des pires « faucons » de l'Eurogroupe. Il a ainsi rendu d'inestimables services à Wolfgang Schäuble qui a logiquement fait pression pour l'imposer pendant un nouveau mandat à la tête de l'Eurogroupe.

Il y a dans ce renouvellement toute l'image de la nouvelle zone euro qui est à naître. Un Néerlandais qui, comme en 2012, est choisi de préférence à un « latin. » Cette fois un Espagnol, jadis un Français. Wolfgang Schäuble ne veut prendre aucun risque en nommant un homme du sud qu'il juge sans doute peu fiable (avoir accepté en 2011 la nomination de l'Italien Mario Draghi à la tête de la BCE est un grand regret pour lui). D'autant que le résultat des élections espagnoles en novembre pourrait remplacer Luis de Guindos par une personnalité de la gauche espagnole... Autant donc s'appuyer sur l'existant et le sûr : un néerlandais parfaitement dévoué aux principes de l'Ordnungspolitik, la politique de l'ordre économique fondée sur la stabilité monétaire, devenu doctrine officielle de la zone euro.

Cette nomination reflète un autre échec : celle de la stratégie de la France depuis 2012. Lorsqu'il a fallu nommer début 2013 un nouveau président de l'Eurogroupe, la France a proposé Pierre Moscovici. Refusé par Berlin. Elle a alors demandé un social-démocrate. Alors, Wolfgang Schäuble a proposé Jeroen Dijsselbloem. Paris s'est empressé d'accepter, comptant sur l'affiliation du Néerlandais au parti travailliste (PvdA), membre de l'Internationale socialiste. François Hollande a sans doute espéré que la solidarité de parti conduirait le ministre des Finances des Pays-Bas à « rééquilibrer » l'Europe. Le piège de Wolfgang Schäuble s'est alors refermé sur les Français : car le ministre allemand savait parfaitement qu'un travailliste néerlandais est plus attaché à sa vision économique stricte qu'à une fantomatique alliance sociale-démocrate en Europe. Jeroen Dijsselbloem est le symbole de l'échec de la stratégie française qui a consisté à se rapprocher de l'Allemagne pour la faire fléchir progressivement. Cette stratégie a en réalité durci la zone euro.

Car, comme souvent, Wolfgang Schäuble avait vu juste. Aux Pays-Bas, Jeroen Dijsselbloem, allié au premier ministre libéral Mark Rutte, a été l'homme de la rigueur la plus sévère. Il a appliqué l'austérité avec un zèle particulier, au prix de l'effondrement de son parti qui de 22 % en 2012 n'est plus donné qu'à 9 % dans les sondages. Mais son sens de la discipline emporte tout. Pour lui, comme pour Wolfgang Schäuble, l'économie n'est pas l'affaire de l'opinion publique. Et il faut faire le bonheur des peuples malgré eux. Là aussi, c'est un élément qui a déterminé son envie de « faire un exemple » avec la Grèce.

...maintenant un subtil équilibre entre une position technique de façade et une dureté politique réelle. C'est ce qui a conduit l'Eurogroupe et Wolfgang Schäuble a le récompenser par un nouveau mandat. latribune.fr 15.07

Et dire qu'il y en a eu qui ont poussé l'opportunisme jusqu'à en appeler à Hollande (Le PCF, EELV notamment.).

A retenir aussi : Il fallait « faire un exemple » avec la Grèce. Les autres peuples de l'UE savent ce qui les attend un peu plus tôt, un pleu plus tard. En Inde on le vit déjà au quotidien et dans bien d'autres pays dans le monde...

- Les Etats-Unis plaident pour une restructuration de la dette grecque - LeMonde.fr

Les Etats-Unis surveillent de près la bataille engagée en Europe pour éviter la sortie de la Grèce de l'Union monétaire. Jack Lew, le secrétaire au Trésor américain, s'est entretenu plusieurs fois au téléphone avec Alexis Tsipras, en particulier le 12 juillet, jour du sommet de la zone euro. Depuis, il a entrepris une tournée en Europe pour rencontrer Wolfgang Schäuble à Berlin, jeudi 16 juillet, puis Michel Sapin à Paris. Au cœur de ces discussions figure la question de la restructuration de la dette grecque. L'Allemagne est contre une décote de grande envergure, qui risque selon elle d'être coûteuse pour les contribuables, mais Mario Draghi, le patron de la Banque centrale européenne, a jugé « indiscutable » la nécessité d'alléger l'endettement du pays. « La question sera quelle est la meilleure forme d'allègement », a indiqué M. Draghi.

Un point de vue que partage le Trésor américain : « Il doit y avoir une forme de restructuration », dit un de ses représentants, en marge du passage à Paris de Jack Lew. « Le FMI a été très clair là-dessus ; les Etats-unis sont aussi en faveur d'une restructuration, indique ce responsable. Il y a plusieurs instruments pour y parvenir, mais la soutenabilité de la dette est une question fondamentale. »

Le risque d'un Grexit ne « devrait pas être pris »

« La question doit être résolue, sinon elle reviendra », indique ce haut fonctionnaire américain, alors que l'accord agréé au sein de la zone euro exclut, à la demande expresse de l'Allemagne, une décote sur la dette de la Grèce, pour ouvrir timidement la porte à un simple rééchelonnement – en rallongeant les délais de remboursement, et en baissant encore les taux d'intérêts. « Le FMI a fait ses analyses et la soutenabilité de la dette est un prérequis pour lui afin de continuer à jouer un rôle », dans le cadre d'un troisième plan d'aide, prévient-on à Washington.

D'après ce représentant du Trésor américain, l'accord-cadre signé entre la Grèce et ses créanciers constitue cependant « une très bonne chose », dans la mesure où il cherche à éviter la sortie de la Grèce de la zone euro, un pays dont « la situation géopolitique demeure très importante ». « Personne ne sait ce qu'aurait signifié un Grexit ; c'est un risque qui ne devrait pas être

pris », estime-t-il, en se réjouissant du vote, survenu mercredi soir, du Parlement grec en faveur du programme : « Un gage de sérieux. »

Désormais, la solution doit passer par une « combinaison » de différents éléments pour régler enfin, selon ce haut fonctionnaire américain, « des problèmes qui ne sont pas nouveaux » : assainissement budgétaire, réformes, soutien à la croissance et à l'investissement, sans oublier la restructuration de la dette. LeMonde.fr 16.07

ACTUALITÉ DU JOUR

Dictature. La grève hors la loi en Grande-Bretagne.

- Grande-Bretagne : l'offensive de Cameron contre les syndicats - Francetv info

Jeudi 9 juillet, une grève des employés du métro avait paralysé Londres. Le Premier ministre britannique David Cameron a décidé depuis de sévir, durcissant encore un peu plus un droit de grève déjà très encadré outre-Manche. "Ces employés sont bien payés", a notamment déclaré le chef du gouvernement anglais.

Il fallait déjà passer par le vote pour battre le pavé. Le projet de loi du Premier ministre va encore plus loin. Dans le secteur public, il faudra en effet désormais 50% de participation au vote, et l'approbation de 40% de l'ensemble des employés.

Le préavis de grève sera porté à 14 jours, pour que les chefs d'entreprise puissent faire appel à des intérimaires. Les piquets de grève seront interdits à proximité des lieux de travail. De quoi affaiblir fortement les syndicats, encore puissants outre-Manche. Francetv info 16.07

Après l'Espagne, cette info est d'une gravité exceptionnelle.

Une mise en scène trop bien réglée.

- Attentat déjoué : qui sont les suspects en garde à vue ? - Francetv info

- Attentat déjoué : l'instigateur présumé était sous surveillance - Francetv info

- Nadine Morano : Cazeneuve "devrait faire preuve de plus de discrétion" - Francetv info

- Attentat déjoué: "Ne pas cacher la vérité aux Français", plaide Cazeneuve - AFP

- "Nous faisons face à une menace terroriste inédite", déclare Manuel Valls en marge du Tour de France - Francetv info

La menace vient du gouvernement français qui soutient Al-Nosra ou la branche syrienne d'Al-Qaïda en Syrie qui "fait du bon boulot" (Fabius, décembre 2012), qui soutient l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, la Jordanie, Israël qui arment, financent, entrainent l'Emirat islamique.

- Hollande accusé de récupérer politiquement le risque terroriste - Reuters

- Les Républicains et le FN dénoncent une instrumentalisation politique - Le Huffington Post

- «La notion de projet d'attentat n'existe pas en droit pénal» - Liberation.fr

Pour l'avocat et président d'honneur de la Fédération internationale de droits de l'homme, Patrick Baudouin, l'intention compte désormais plus que les éléments matériels pour caractériser un acte terroriste.

La notion de «projet d'attentat» existe-t-elle en droit pénal ?

La notion n'existe pas sous cette forme en droit pénal. Il n'y est pas question de «projet» en tant que tel, mais d'accumulation d'indices montrant la préparation d'un acte de terrorisme. Il s'agit de chercher une intention plutôt qu'un projet, qui suppose des éléments matériels avec des plans déterminés. Il suffit pour les enquêteurs de rassembler des échanges par Internet, des phrases ambiguës, des souhaits pour parler d'une intention, même sans éléments matériels.

D'où provient cette expression ?

Elle est insidieusement entrée dans le terrain politique, et dans l'opinion publique, puis dans le champ juridique, sans être reprise telle quelle dans les jugements ou les procédures. Un projet supposerait une définition précise avec une programmation. Or il peut rester extrêmement vague, fondé sur des intentions.

La notion est donc très élastique ?

C'est une remise en cause du fondement du droit pénal. Il faut, ou plutôt il fallait jusqu'à aujourd'hui, un début d'élément matériel. De plus en plus, on bascule dans un délit d'intention. L'association de malfaiteurs en lien avec une entreprise terroriste, intégrée dans le code pénal en 1996 aux lendemains des attentats de Saint-Michel, a dévié sur la simple prise en compte de l'élément intentionnel. Tarnac en est un bon exemple. C'est une déviation par rapport au droit pénal.

Le juge Marc Trévidic décrit de la façon suivante l'association de malfaiteurs dans son premier livre : «Un outil très efficace mais dangereux pour les libertés individuelles. On réprime non l'acte de terrorisme pas encore commis, mais la préparation de cet acte.»

L'intention est-elle pénalisée d'une manière similaire dans d'autres matières pénales ?

Non, cela n'existe que pour le terrorisme en France.

Comment l'expliquer ?

Nous sommes là au cœur du débat entre liberté et sécurité, au cœur de toutes les dérives. Au lieu d'avoir une réponse rationnelle, au lieu de comprendre les causes du terrorisme, non pour l'excuser mais pour l'appréhender et trouver des solutions, on est allés dans le sens d'une répression qui s'affranchit des libertés individuelles, qui restreint les libertés. La définition très laxiste et «fourre-tout» du terrorisme a permis de faciliter les poursuites au détriment du droit pénal. Tous les étudiants apprennent pourtant sur les bancs de la faculté que le droit pénal est d'interprétation stricte…

Il y a un mouvement d'ensemble : on joue sur le texte d'incrimination lui-même, qui risque dès lors d'être utilisé contre des innocents, et on renforce les mesures de surveillance, comme le gouvernement vient de le faire avec la loi sur le renseignement. Cela procède d'un tout, et porte atteinte à l'état du droit en matière terroriste. Je suis d'ailleurs troublé que ces annonces interviennent au moment où le Conseil constitutionnel examine ce texte de loi. Cela ajoute une pression supplémentaire, consciente ou inconsciente.

Nous avons encore peu d'éléments sur le projet, il faudra voir et vérifier. On ne peut pas avaler et avaliser tout ce qu'on nous dit. On perd la raison, et surtout, on nous la fait perdre. Liberation.fr 16.07

Etats-Unis. Assassinat ordinaire en toute impunité.

- La vidéo choc de policiers américains abattant un homme désarmé - Lefigaro.fr

Les images, qui datent de juin 2013, ont été rendues publiques mardi sur décision de justice. On y voit trois policiers de la ville de Gardena, près de Los Angeles, abattre un homme désarmé qui était innocent. Ils ont été blanchis.

Des images qui font froid dans le dos. La vidéo date de juin 2013 mais a été rendue publique par une décision de justice le 14 juillet dernier. On y voit trois policiers de la ville de Gardena, près de Los Angeles, appelés pour un vol de vélo, arrêtant des hommes. L'habitacle de leur véhicule est équipé de caméras, qui filment la scène, sous deux angles différents. Les suspects, de dos, désarmés, lèvent les bras en l'air. L'un d'eux, Ricardo Diaz Zeferino avance, les mains en l'air, pour montrer qu'il est désarmé. Soudain il retire sa casquette. Un instant, sa main droit disparaît. Le mouvement agite les policiers, extrêmement nerveux, qui font feu et abattent l'homme, touché à huit reprises.

Sur la vidéo on entend le policier crier «Les mains en l'air. On va vous tirer dessus.». Zeferino abaisse et lève ses mains. «Fais ça encore une fois, et on te tire dessus», crie le policier. Zeferino lève à nouveau les mains, et trois policiers font feu. Dans un premier temps, la centrale avait annoncé aux policiers un braquage, ce qui pouvait laisser croire que les hommes étaient armés. En réalité, il s'agissait d'un vol de vélo, dont les suspects n'étaient pas coupables. Au contraire ces derniers étaient à la recherche du voleur, Zeferino étant le frère de l'individu qui s'était fait voler sa bicyclette.

La justice de Los Angeles a blanchi les policiers, concluant qu'ils n'avaient pas commis de crime. Ils n'ont subi aucune mesure disciplinaire pour leur acte. La ville de Gardena a dû régler le litige, versant 4,7 millions de dollars à la famille de la victime et

à son ami blessé. Le juge Stephen V. Wilson, qui a ordonné la publication de la vidéo, a affirmé que l'argent de l'indemnisation ayant été pris sur les deniers publics, la vidéo avait un caractère informatif pour les citoyens.

Mais après la diffusion de la vidéo, plusieurs experts s'interrogent sur la légitimité d'un tel acte. «Difficile de voir quelle menace planait sur ces policiers», affirme ainsi Geoffrey Alpert, professeur de criminologie à l'université de Caroline du Sud, au Los Angeles Times.

Comme le souligne le journal, plusieurs questions se posent: «Les policiers ont-ils agi par réflexe? Ont-ils tous tiré en même temps, percevant la même menace, ou bien le premier tir de l'un d'entre eux a entraîné les autres à ouvrir le feu? Les tirs étaient-ils oui ou non justifiés?»

La vidéo, vue des millions de fois depuis sa diffusion mardi a rouvert le débat sur la «nervosité» des policiers et l'usage excessif de la force létale dans leurs interventions, dans un pays où les bavures policières sont quotidiennes. Depuis le début de l'année, au moins 385 personnes ont été tuées par les forces de l'ordre aux États-Unis, soit plus de deux par jour, selon un décompte du Washington Post datant de mai 2015. Lefigaro.fr 16.07

Bref, aux Etats-Unis quand on appercevez des policiers, soit vous changez de trottoir, soit vous tirez le premier pour sauver votre peau ! Je plaisante, à peine.

Commentaire d'un internaute

- "Quand on est pauvre aux USA, même si on n'a commis aucun crime.

On ne sera jamais élu.

On pourra être accessoirement tué ou emprisonné pour rien, la justice n'existant réellement que pour les riches.

On n'aura pas accès à la santé, ni aux quartier décents.

Résultat, 92 millions d'américains n'ont aucun travail, bien qu'ils soient en age de travailler. 50 millions d'entre eux ne survivent que de bons alimentaires, alors que pour la moitié d'entre eux ils ont un travail.

Mais c'est pourtant ce modèle qu'ils veulent absolument nous imposer en Europe, en privatisant absolument tout, en nous soumettant au dieu de la finance et de la banque..."

ACTUALITE EN TITRES

Réaction sur toute la ligne. Une justice de classe.

- Tour Triangle : le vote de novembre du Conseil de Paris annulé - Liberation.fr

- Vallauris : une plage publique privatisée pour le roi d'Arabie saoudite - Francetv info

- Béziers: la justice valide la crèche de Noël de Robert Ménard - L'Express.fr

Il est minuit dans le siècle.

- La facture d'électricité augmentera de 2,5% au 1er août - Francetv info

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Cinq morts dans une fusillade au Tennessee - Reuters

- Le Japon se prépare à étendre les missions de son armée - LeFigaro.fr

Pour la première fois depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, l'armée nippone pourrait intervenir à l'étranger. LeFigaro.fr 16.07

- Egypte: Daesh revendique l'attaque au missile d'un patrouilleur - 20minutes.fr

Terrorisme - Un bateau de la marine égyptienne a pris feu ce jeudi lors d'affrontements avec des combattants djihadistes. 20minutes.fr 16.07

- Une double explosion fait au moins 49 morts au Nigeria - LeMonde.fr

- Explosion d'une voiture à Ryad, un mort, deux blessés - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etat-Unis

- Le Pentagone menace l'Iran de frappe militaire. - french.irib.ir

Dans un communiqué émis à l'occasion de la conclusiondes pourparlers nucléaires, le Pentagone menace l'Iran de frappes militaires. Le ministère américain de la Guerre assure ses alliés à savoir Israël et l'Arabie saoudite de son intention ferme de prendre l'Iran pour cible de son action militaire, le cas échéant. Le texte a été publié à peine quelques heures après l'annonce de la fin des pourparlers. "Nous sommes prêts à maintenir nos positions à assurer la sécurité de nos alliés, même en recourant à la voie des armes.

Le communiqué souligne : "nos forces militaires quelques dizaines de milliers déployés au Moyen Orient sont prêtes à opérer quand et où cela est nécessaire. bien que les Etats Unis aient affirmé leur disponibilité à en découdre avec l'Iran, le Pm sioniste a très violemment réagi à la conclusion des pourparlers Iran/5+1 y voyant une grave erreur historique. french.irib.ir 15.07

Russie

- Daech, en Ukraine, pour combattre Poutine - french.irib.ir

Selon le journal "Ruskaia planta" Daech aurait envoyé des dizaines de ses terroristes, en Ukraine, où il devront se battre contre les indépendantistes et les forces pro-russes.

La milice Aslan Maskhadov, soutenue par les Etats Unis compte désormais des dizaines de combattants, en Ukraine. Cette milice est composée d'une trentaine de groupes takfiris, placés sous le commandement de la CIA, affirment les sources russes. french.irib.ir 16.07

Syrie

- Zabadani: la stratégie de "piège" - french.irib.ir

Le Hezbollah et l'armée syrienne ont continué leur progression dans la localité de al Zalah dans la ville de Zabadani et de là, vers la région de al Soltani tout en réussissant à nettoyer ces localités. Une semaine après le début des opérations à Zabadani, les trois axes du sud de l'ouest et de l'est de la ville sont le théâtre de très violents affrontements. Mardi soir les combattants du hezbollah ont expurgé al Soltani, seulement quelques heures après avoir nettoyé al Zalah.

Les terroristes de Ahrar al Chaam, du front Al Nosra ont déserté al Soltani avant d'envoyer leurs terroristes dans la localité dite de Bargh pour tenter de reprendre le contrôle de alnsoltani. la place de Bargh avait été toutefois piégée par les combattants du Hezbollah qui attendaient l'arrivée des miliciens. Des dizaines d'entre eux ont été pulvérisés dans l'exploson des dizaines de mines plantées sur le terrain.

Avec la chute d'al Soltani, la voie d'approvisionnement des terroristes entre le sud et le centre d'al Soltani a été coupée. De très volents combats opposent les terroristes entre eux sur la nécessité ou pas de se rendre aux forces syriennes. De nombreux terroristes ayant cherché à fuire les combats ont été exécutés par leurs complices. french.irib.ir 15.07

Malaisie

- Malaisie : "MH370", abattu par un missile israélien - french.irib.ir

Le résultat de l'enquête, menée par les experts, sur le crash de l'avion de ligne malaisien, qui s'est écrasé, lors de son survol de la ville de Donetsk, le 17 juillet de 2104, prouve qu'un missile, de fabrication israélienne, est à l'origine de ce crash.

«L'examen de l'épave de cet avion prouve que ce missile aurait explosé, à proximité du nez de l'appareil, avec un impact principal, au niveau du premier pilote. Selon cette version, la partie droite de la cabine aurait été arrachée du fuselage. Le point de l'impact du missile», selon l'agence de presse russe, Sputnik. french.irib.ir 16.07

Haut de page

Le 18 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h03.

On a ajouté 8 articles.

Un bref complément à la causerie de ce matin.

Confirmation. Encore une mystification éventée.

On comprend mieux pourquoi toutes les puissances occidentales se sont ruées sur l'AIIB. Nous étions sceptique ou incrédule à cette annonce, par expérience on n'a pas cru un instant que la Chine oserait remettre en cause la suprématie du dollar, tout comme elle n'a pas intérêt à son effondrement. Pas de bol pour ceux qui s'enflamment pour la nouvelle "*Route de la Soie*" qui a tout l'air d'un marécage.

- Protagoniser la yuanisation de l'économie mondiale - Le Réseau Voltaire 17.07

Extraits. Au sujet de la coopération financière, les BRICS ont annoncé les détails sur la nouvelle banque de développement et sur l'accord pour un fonds de prévoyance. Toutefois, le modus operandi des deux institutions a révélé qu'aucune ne favorise le processus de « dé-dollarisation » mondiale. Les crédits pour la nouvelle banque de développement des BRICS sont libellés en dollar, la même chose se produira concernant la liquidité fournie au Fonds de prévoyance, qui aura également besoin de l'aval du Fonds monétaire international (FMI) pour agir comme stabilisateur de l'équilibre des paiements entre les pays des BRICS. (...)

Les opérations d'investissement dans les infrastructures (AIIB, pour son sigle en anglais), dans le Fonds pour la « Route de la Soie » et dans la nouvelle banque de développement des BRICS auront lieu en dollars.

Par conséquent, bien qu'il soit vrai que le montant des ressources disponibles pour les trois institutions (240 milliards de dollars) défie le pouvoir du FMI et de la Banque mondiale, en même temps il soutient à son tour sur ses épaules l'empire du dollar, pierre angulaire du système monétaire international établi en 1944. (Le Réseau Voltaire 17.07)

L'article en entier figure dans la rubrique économique.

La causerie du matin

On ajoutera des articles d'ici quelques heures, il est 14h10 et je dois déjeuner.

L'homme, l'intellectuel, le militant sont si perfectibles qu'ils ne s'en rendent pas compte eux-mêmes.

Arthur Schopenhauer - " Les personnes ordinaires ont un profond respect pour les experts en tout genre. Ils ignorent que la raison pour laquelle on fait profession d'une chose n'est pas l'amour de cette chose, mais de l'argent qu'elle rapporte. Et que celui qui enseigne une chose la connaît rarement à fond, car s'il l'étudiait à fond il ne lui resterait généralement pas de temps pour l'enseigner. (C'est la raison pour laquelle le gouvernement et les médias recourent si souvent à de soi-disant experts. Voilà également qui pourrait s'adresser à tous les donneurs de leçons qui noyautent et s'emploient à pourrir le mouvement ouvrier. - ndlr) [...]

Il n'y a aucune opinion, si absurde soit-elle, que les Hommes ne sont pas prêts à accepter dès lors qu'on réussit à les convaincre que c'est une vue généralement admise. [...] Comme l'a écrit Sénèque : « Chacun préfère croire plutôt que juger. » (Traduire : Réfléchir - ndlr) [...] Il est particulièrement étrange que l'universalité d'une opinion ait autant de poids lorsque par l'expérience on sait que son acceptation n'est guère qu'un processus imitatif sans aucune réflexion. (L'homme à partir de sa naissance ne fait qu'imiter son entourage tel que n'importe quel animal, ce n'est qu'ensuite ou au fil du temps qu'il acquierra des facultés intellectuelles lui permettant de réfléchir, tandis que ses jugements se conformeront généralement à ceux de son entourage ou ceux communément admis dans le milieu où il évolue, et rares seront ceux qui parviendront à acquérir une réelle liberté de pensée ou de jugement au cours de leur vie. - ndlr), [...] Or le caractère universel d'une opinion n'est une preuve ni même un critère de probabilité de son exactitude. (Qui oserait remettre en cause la version officielle du 11 septembre 2001 figurant désormais dans les manuels scolaires. Pas même nos dirigeants. - ndlr) [...] Ce que l'on appelle l'opinion générale est, somme toute, l'opinion de deux ou trois personnes et il est aisé de s'en convaincre lorsque l'on comprend comment l'opinion générale se développe. " (Opinion générale que les plus farouches partisans de la laïcité, des athées ou des rationalistes, ont adopté en croyant comme des curés la parole divine de G.W. Bush, un exemple parmi tant d'autres - ndlr) (Arthur Schopenhauer, L'art d'avoir toujours raison, 1830)

L'homme en général, l'intellectuel et le militant en particulier devraient faire preuve de modestie au lieu de se croire supérieur aux autres ou de s'attribuer des capacités qu'ils ne possèdent pas ou qu'ils n'ont pas développées.

- "Rien n'égale pour l'homme le fait de satisfaire sa vanité, et aucune blessure n'est plus douloureuse que de la voir blessée. Cette satisfaction de la vanité naît principalement du fait que l'on se compare aux autres, à tout point de vue, mais surtout au point de vue des facultés intellectuelles. (Qui fera défaut au dernier des crétins qui ne se posera pas cette questin qu'il jugerait inutile. L'intelligence étant décidément la faculté la plus mal répandue au sein de l'espèce humaine, il vaudrait mieux estimer le degré d'ignorance de la population (et des militants) à partir du crétinisme ou ce qui lui est le plus familier, avec tout le respect qu'on lui doit tout de même ou sans faire preuve de condescendance pour autant. - ndlr) C'est justement ce qui se passe effectivement et très violemment dans toute controverse. D'où la colère du vaincu, sans qu'on lui ait fait de tort, d'où son recours à ce dernier expédient, à ce dernier stratagème. (L'attaque personnelle qui consiste en insultes, calomnies, etc. ce que l'on déteste. - ndlr) [...]

Toutefois, en tant que joute de deux esprits, la controverse est souvent bénéfique aux deux parties car elle leur permet de rectifier leurs propres idées et de se faire aussi de nouvelles opinions. Seulement, il faut que les deux adversaires soient à peu près du même niveau en savoir et en intelligence. Si le savoir manque à l'un, il ne comprend pas tout et n'est pas au niveau. Si c'est l'intelligence qui lui manque, l'irritation qu'il en concevra l'incitera à recourir à la mauvaise foi, à la ruse et à la grossièreté. (Caroline Fourest par exemple. - ndlr) [...]

La seule parade sûre est donc celle qu'Aristote a indiquée : ne pas débattre avec le premier venu mais uniquement avec les gens que l'on connaît et dont on sait qu'ils sont suffisamment raisonnables pour ne pas débiter des absurdités et se couvrir de ridicule. Et dans le but de s'appuyer sur des arguments fondés et non sur des sentences sans appel ; et pour écouter les raisons de l'autre et s'y rendre ; des gens dont on sait enfin qu'ils font grand cas de la vérité, qu'ils aiment entendre de bonnes raisons, même de la bouche de leur adversaire, et qu'ils ont suffisamment le sens de l'équité pour supporter d'avoir tort quand la vérité est dans l'autre camp. Il en résulte que sur cent personnes il s'en trouve à peine une qui soit digne qu'on discute avec elle. Quant aux autres, qu'on les laisse dire ce qu'elles veulent car desipere est juris gentium (c'est un droit des gens que de délirer...)." (Arthur Schopenhauer, L'art d'avoir toujours raison, 1830)

Effectivement, lorsqu'on essaie de discuter avec un interlocuteur censé être à un niveau intellectuel lui permettant de saisir notre argumentation, du fait qu'il s'identifie aux idées qu'il soutient ou parce qu'elles sont inséparables de sa personnalité ou encore personnifient son statut, ses intérêts individuelles, sa vanité lui commandera de rejeter les idées qui ne sont pas conformes aux siennes, et si votre interlocuteur à la conviction par son statut ou son expérience d'être supérieur intellectuellement à vous, au mieux il vous laissera vous exprimer poliment sans vraiment vous écouter, au pire il vous coupera la parole tout en affectant une attitude dédaigneuse car il vous méprise.

C'est la dernière version qui prévaut généralement chez les intellectuels, les dirigeants des partis ouvriers et la plupart des militants à l'esprit étroit et borné. C'est la réaction des faibles d'esprit qui atteignent à un moment donné de leur vie un certain niveau intellectuel et qui s'en satisfont, et qui par la suite s'interdisent d'évoluer ou de progresser. Il ne leur viendra pas à l'esprit que leur niveau de connaissance est relatif et présente bien des lacunes ou imperfections, il en va de même de leurs convictions qui relèvent davantage de la posture ou de l'imposture.

Le meilleur moyen d'y échapper consiste encore à tout reprendre à zéro régulièrement ou à considérer que rien n'est acquis définitivement sans présumer des conclusions auxquelles on parviendra, ce qui nécessite d'accepter de se remettre en cause de fond en comble et de considérer que l'on n'a rien à perdre, exercice qui sera hors de portée de la plupart des privilégiés et des parvenus, ceci expliquant cela.

L'honnêteté, la sincérité, le courage, la modestie, le respect de la réalité et des autres, la passion de la vérité sont autant de qualités ou de principes que devraient posséder les hommes et tout particulier nos dirigeants à qui manifestement ils font

défaut aujourd'hui, ils montrent ainsi le pire des exemples qui soient aux militants, et donnent une image détestable du mouvement ouvrier dont ils sont davantage les fossoyeurs que les représentants légitimes. On ne supporte pas le mensonge et l'hypocrisie, on les combat.

Nous personnellement, nous avons fait étalage de nos lacunes, faiblesse et erreurs à maintes reprises dans différentes causeries pour ne pas avoir à y revenir ici.

Nous concluerons en disant qu'il est remarquable ou logique de constater qu'il ne suffit pas de développer ces qualités ou ces principes pour gagner l'estime ou la confiance des gens (ou des militants), qui préfèrent généralement la compagnie de personnes (ou de dirigeants) leur ressemblant ou chez lesquelles ils font précisément défaut, ensuite ils s'étonneront d'avoir des relations détestables avec les gens en général ou en arriveront à détester la terre entière, en dehors toutefois d'un cercle restreint où ils cultivent des relations médiocres et superficielles qui finalement leur conviennent mieux.

Vous me direz que cela n'encourage pas vraiment à développer ces qualités ou principes si malgré tout elles conduisent à une telle incompréhension ou à une forme d'ostracisme injuste que l'on devra supporter en silence. Les renier une fois acquis serait un suicide moral, qui serait le signe annonciateur d'une régression intellectuelle sans fin et d'une déchéance morale bien pire encore qu'on préfèrera éviter.

Il est certain que sur ce plan-là on va de désillusion en désillusion dans la vie pour avoir considéré sincérités des rapports qui ne l'étaient pas ou avoir eu la faiblesse de s'acharner à le croire, généralement on n'avait pas le choix de procéder autrement, sauf à avoir développé une tendance paranoïaque. La vanité qui fait bon ménage avec l'hypocrisie ne profite qu'un temps à ceux qui en font usage, ce qui les empêche pas d'y tenir

Dossier grec

Ils passent aux aveux... trop tard !

Le renflouement des banques institutionalisé.

- L'accord prévoit que la directive européenne sur le renflouement des banques soit transposée dans la législation grecque. Cela veut dire que la prochaine crise bancaire sera à la charge au moins partielle des déposants.

Inimaginable. La rupture avec l'euro s'accompagnerait d'une annulation partielle ou totale de la dette.

- La Grèce ne peut sortir de l'euro sans répudier ses dettes. Une dépréciation de la drachme se traduirait en effet immédiatement par une augmentation du poids de la dette exprimée en euros au-delà de l'insoutenable. C'est ce que tout le monde craint, dans le monde bancaire comme dans le monde politique qui lui est lié. L'attachement des Français à éviter le Grexit tient à la valeur d'exemple que cette première sortie engendrerait.

Un accord conçu par les banquiers pour les banquiers. Rien n'est réglé.

De manière très explicite, le protocole d'accord avec la Grèce ferme toute porte dans la voie d'une remise des dettes : « le sommet de la zone euro souligne que l'on ne peut pas opérer de décote nominale sur la dette ». C'est donc l'impasse. atlantico.fr 14.07

Le tonneau des Danaïdes.

- Le simple service des intérêts de la dette oblige à diminuer le niveau de vie des grecs de 4,3 % en 2015. A la fin de l'année, ils seront contents : ils auront payé les intérêts sur la dette mais seront toujours aussi endettés !

Pour que le condamné souffre plus longtemps.

- La proposition dont se réjouit le Président François Hollande est celle d'un reprofilage de la dette. En termes plus traditionnels, il s'agit d'un moratoire, sous la forme d'un allongement de la durée de maturité des prêts. A supposer que l'Eurogroupe l'accepte, ce qui n'est pour l'heure qu'une hypothèse, il s'agit simplement de desserrer un peu l'étreinte pour que le condamné souffre plus longtemps. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que la baisse du montant des échéances, intérêts et principal, soit telle qu'elle génère un mouvement de croissance conséquent.

Les "fruits de la croissance" ne doivent bénéficier qu'aux créanciers.

La clé de la solvabilité, on l'aura compris, c'est une croissance nominale supérieure au montant des intérêts à payer en pourcentage du PIB. En supposant que, pour une fois, les prévisions de la Commission de Bruxelles s'avèrent exactes, la

croissance de 2016 serait de 3,66 %. Il faudrait donc que le poids des intérêts soit ramené en dessous de ce chiffre pour que la Grèce puisse commencer à rembourser le principal. Et encore, cela suppose que les fruits de la croissance ne bénéficient pas à la population, mais seulement aux créanciers ! atlantico.fr 14.07

Un cas pathologique. Comment justifier la bassesse humaine et être incapable de l'assumer ?

Lâchement en l'imputant à d'autres tout en expliquant qu'elle serait une fatalité, en somme une imperfection à mettre au compte de la nature humaine.

L'absence de volonté face à une proposition allant à l'encontre de nos intérêts ne serait pas la manifestation d'une personnalité vile et basse dès lors que le contexte la contraindrait à agir de la sorte, elle serait alors imputable à un élément extérieur si puissant qu'il serait préférable de s'y soumettre plutôt que l'affronter. La lâcheté et l'hypocrisie seraient ainsi légitimées, alors autant dire que ceux qui les dénonceraient n'auraient aucune légitimité et ne doivent surtout pas être écoutés.

- Pour Manolis Kosadinos, médecin psychiatre de 56 ans, représentant de la section de Syriza en France : "La France est obligée de s'agenouiller" face au ministre allemand des Finance, Schäuble. libération.fr 17.07

Seuls des représentants de l'oligarchie financière ou leurs complices peuvent s'abaisser à adopter ce genre de comportement, dans le cas de Hollande rien de plus naturel, dans le cas d'un soi-disant représentant du peuple, c'est indigne, misérable et condamnable.

Manolis Kosadinos - Après la chute du mur de Berlin, et dans les années qui ont suivi, les idéologies de la gauche radicale sont tombées comme un château de cartes.

Il a dû vouloir dire par là qu'à partir de cette époque les satellites du Kremlin avaient adopté l'attitude des partis sociaux-libéraux qui consistait à soutenir leur propre bourgeoisie, mais heureusement que Syriza était là avec son "*projet alternatif*" dont on vient de voir qu'il était en réalité une imposture, et tous les travailleurs auront compris que s'il y a "*encore des questions très importantes, cruciales pour la vie de chacun qui ne sont pas réglées*" elles devraient l'être dès lors dans le cadre du capitalisme, plus précisément de l'euro et de l'UE avec lesquels Syriza est incapable de rompre, autrement dit ils ne devront compter ni sur Syriza (Le Front de Gauche ou Podemos) pour les régler, ni sur les "*forums européens et mondiaux*" dont l'activité se résume à avoir "*des discussions transnationales*", paroles sans lendemain en totale contradiction avec leurs actes à l'instar des partis sociaux-néolibéraux et staliniens dont leurs membres sont issus le plus souvent et qui servent de modèle à leur forfaiture criminelle.

En famille. Le PCF en défenseur acharné de l'euro.

Le PCF s'emploie à colporter des illusions dans le PS, dont il demeure un allié électoral ou un allié tout court du gouvernement.

- Grèce: "la France n'a pas joué le rôle qu'elle devait jouer", selon le PCF AFP

"La France n'a pas joué le rôle qu'elle devait jouer. Elle a pendant cinq mois laissé les Grecs seuls face au chantage des créanciers et de l'Allemagne, elle est rentrée très tardivement dans le débat, c'est vrai en jouant un rôle pour éviter le Grexit, mais en laissant l'Allemagne dicter toutes ses conditions", a affirmé M. Laurent sur Sud Radio.

"Ce qu'elle a fait au dernier moment montre que sa voix compte. Mais qu'elle l'utilise autrement pour peser dans le débat européen. (...) Les Français doivent élever le ton face aux dirigeants allemands actuels et face à certains dirigeants des institutions européennes", a insisté le sénateur de Paris.

Pour M. Laurent, le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, "est un irresponsable qui depuis le début n'a jamais cherché aucun accord avec la Grèce et n'a qu'un objectif qui est l'expulsion de la Grèce de la zone euro. (...) C'est un homme dangereux", a affirmé le responsable communiste. AFP 17.07

En fait le plus dangereux pour les travailleurs, c'est encore Laurent et Mélenchon, quoiqu'ils ne les écoutent pas.

Car la France a parfaitement joué son rôle et Wolfgang Schäuble également, l'un pour le compte de l'impérialisme américain ou de l'oligarchie anglo-saxonne à l'origine de l'euro, l'autre pour le compte de l'impérialisme allemand, chez les staliniens depuis l'implosion de l'URSS c'est la soumission à Wahington qui a remplacé celle au Kremlin.

Ah ben voilà qu'ils y tiennent maintenant ! Leur cauchemar en réalité.

- Le Grexit est en marche - latribune.fr

- Le Grexit évité mais pour combien de temps… Puisque la dette grecque n'est pas remboursable ? - atlantico.fr

Derniers développements.

- Remaniement en Grèce avant le coup d'envoi des négociations sur un nouveau plan - AFP

Le Premier ministre grec a remanié vendredi soir son gouvernement en écartant les ministres opposés aux réformes exigées par les partenaires de la Grèce qui ont débloqué des fonds pour couvrir ses besoins financiers les plus pressants, en prélude aux négociations sur une aide massive de plus long terme.

Alexis Tsipras a évincé les trois ministres frondeurs qui avaient voté jeudi contre l'adoption de ce train de mesures controversées, tout en confortant à son poste Euclide Tsakalotos, son ministre des Finances, apprécié de ses homologues de la zone euro.

Parmi les sortants figurent le ministre de l'Energie et des Infrastructures Panagiotis Lafazanis et la ministre adjointe aux Finances Nadia Valavanis, qui avait présenté sa démission.

Le chef du gouvernement de gauche radicale avait vertement critiqué jeudi soir l'attitude des 32 députés dissidents de Syriza, estimant que le parti était sorti "meurtri" de cette fronde qui le rend désormais otage de l'opposition.

Ce remaniement, le premier d'envergure depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir il y a six mois, s'apparente à une reprise en main et a valeur de message adressé aux créanciers, qui continuent à douter de la volonté - et de la capacité - de l'exécutif grec de tenir ses engagements. AFP 17.07

ACTUALITE EN TITRES

Une bonne nouvelle tout de même.

- Les ventes de luxe en ligne ont bondi de 50% en 2014 - La Tribune

Une "***tête pensante***" de 17 ans...

- Projet d'attentat : les apprentis djihadistes passent aux aveux - LeFigaro.fr

- Attentat déjoué : la tête pensante serait le plus jeune des suspects - Francetv info

Après trois jours de garde à vue, les trois jeunes suspects ont été présentés à un juge d'instruction ce vendredi 17 juillet, dans l'après-midi, en vue de leur mise en examen.

L'instigateur est le plus jeune des trois. Âgé seulement de 17 ans, il réside dans la région de Valenciennes.

Le jeune homme était sous surveillance. Il y a quelques mois, sa mère avait signalé aux cellules de renseignement qu'il voulait partir en Syrie. Les policiers découvrent alors qu'il est en lien avec un Français qui a rejoint le groupe État islamique et qu'il lui demande de frapper en France. Francetv info 17.07

Ils nous prennent vraiment pour des abrutis. Les quelque 1.800 Français qui sont partis en Syrie combattre au côté de l'Emirat islamique avaient des copains ou des relations en France, ils sont tous susceptibles d'être restés en contact avec l'un ou l'autre et de se voir proposer de commettre des agressions ou des attentats en France sans pour cela qu'ils passent forcément à l'acte même s'ils étaient tentés par ce genre d'actions, sinon ils s'en produiraient plusieurs par semaine, ce qui n'est pas le cas.

Chasseurs de prime. Chasseurs de tête.

- Sécurité routière: 600 euros de prime pour les policiers qui verbalisent le plus - 20minutes.fr

Les CRS et motards chargés d'assurer la sécurité sur les routes de France sont toujours classés en fonction du nombre d'amendes dressées, selon un document officiel publié ce vendredi par le journal Auto Plus.

Les policiers sont-ils encore poussés à verbaliser davantage?

Ce document, émanant du « sommet de la police nationale, classe les brigades routières (neuf compagnies autoroutières CRS et 22 unités de motards) en fonction du nombre de PV qu'elles distribuent.

Selon le magazine, « pour chaque prune distribuée, les différentes brigades sont créditées d'un nombre de points précis ». A la fin de la période de douze mois, les deux compagnies et les deux unités qui ont accumulé le plus de points sont gratifiées d'une prime annuelle. Avant d'être reversée entre les policiers.

Le journal avance que le gain pour chaque agent est d'environ 600 euros. 20minutes.fr 17.07

Stratégie du chaos et de la guerre

- Irak: au moins 35 tués dans l'explosion d'une voiture piégée - AFP

- Nigeria: 13 morts dans trois attentats-suicides dans le nord-est - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

Précision. On a mis en ligne cet article, parce que ce matin figuraient de nombreux articles de presse annonçant triomphalement la reprise d'Aden par les forces restées fidèles au président déchu Mansour Hadi. Il y a 24 heures de décalage entre les deux infos, la suite demain.

- Aden : nouvelle défaite de Riyad - french.irib.ir

Le vaste plan d'attaque des partisans de Riyad contre Aden a échoué.

L'attaque, qui avait été lancée, avec l'aide des Saoudiens et des Emiratis, et qui visait à favoriser le retour du Président en fuite, Hadi, à Aden, s'est heurtée à une très violente contre-attaque de l'armée yéménite et d'Ansarallah. Trois mois après le début de l'offensive saoudienne contre le Yémen, l'Arabie saoudite cherche à prendre l'initiative, dans les régions du Sud yéménite, via leurs éléments inféodés. Faute d'une force terrestre digne de ce nom, l'Arabie saoudite utilise, donc, ses " fidèles", à Aden.

Le journal libanais, "Al Akhbar", revient sur cette attaque, en soulignant l'insistance avec laquelle Riyad a tenté, depuis le premier jour de la guerre contre le Yémen, de prendre le contrôle d'Aden et d'en faire un havre de paix, pour Mansour Hadi. Mais Aden n'est pas la seule cible de Riyad. Les Al-e Saoud lorgnent, aussi, du côté de Hadramout. Aussitôt, la trêve annoncée, la coalition, dirigée par Riyad, l'a violée. Cette coalition cherche, en effet, à changer les équations politiques et militaires, au Yémen. L'allié émirati de Riyad a envoyé armes et effectifs, dans ce pays, façon d'aider les élements pro-saoudiens.

Quant aux médias, à la solde du régime des Al-e Saoud, l'heure est au grand matraquage : ces médias évoquent, à tort et à travers, le retour "imminent" de Hadi et de son équipe, à Aden, et c'est sur fond de cette rumeur que les miliciens pro-Riyad ont multiplié, ces derniers temps, leurs assauts contre l'aéroport d'Aden. L'aéroport a été, momentanément, occupé, d'ailleurs, par ces éléments, avant d'être repris par les forces d'Ansarallah. Selon "Al-Akhbar", l'armée et les forces d'Ansarallah ont lancé une très violente attaque, dans la nuit de mercredi à jeudi, contre l'aéroport d'Aden, aéroport, bombardé une centaine de fois, durant ces dernières heures, par l'aviation saoudienne : or, ces assauts n'ont rien pu faire et les mercenaires saoudiens se sont vus contraints de reculer.

Les miliciens semblent se préparer à lancer une nouvelle opération : plusieurs chars et véhicules blindés et des armements semi-légers viennent d'être déployés, sur les côtes d'Al-Barigha ... Riyad va-t-il réussir à reprendre Aden? Le premier acte du plan a, lamentablement, échoué. french.irib.ir 16.07

ECONOMIE

Chine

Pas de bol pour les Grecs qui ne pourront pas en faire autant pour être demeurés prisonniers de l'euro par la volonté de Tsipras et Syriza.

- La banque centrale de Chine va injecter 48 milliards de dollars - Reuters

La banque centrale chinoise va injecter 48 milliards de dollars (44 milliards d'euros) dans la première institution financière spécialisée du pays, la Banque chinoise de développement (BCD), dans le cadre de la réforme du secteur bancaire destinée à combattre le ralentissement de l'activité, a-t-on appris de deux sources proches du dossier.

Les autorités chinoises avaient dit en avril qu'elles allaient réformer les trois grandes institutions financières spécialisées du pays -- la BCD, la Banque chinoise pour l'import -export et la Banque chinoise pour le développement de l'agriculture -- afin de soutenir l'activité et de financer l'expansion à l'international des entreprises chinoises.

L'injection de capitaux par la banque centrale dans la BCD se fera par une conversion de dettes en fonds propres, explique-t-on de mêmes sources.

Contactées par Reuters, aucune des parties prenantes n'a souhaité faire de commentaires.

Créée en 1994, la BCD est chargée du financement des grands projets d'infrastructure en Chine et à l'international.

Le Conseil d'Etat, l'équivalent du gouvernement, a appelé la BCD à "accroître son soutien aux domaines stratégiques et aux secteurs en difficulté."

En juin, le régulateur bancaire chinois avait décidé de considérer les obligations émises par la BCD pour se financer comme exemptes de risque en soulignant le fort soutien des autorités à l'établissement qui totalise plus de 10.300 milliards de yuans d'actifs (1.570 milliards d'euros).

Au début du mois de juillet, la banque centrale avait prolongé 25 milliards de dollars de prêts bonifiés au taux de 3,1% à la BCD afin de soutenir une croissance défaillante. Reuters17.07

Haut de page

Le 19 juillet 2015

CAUSERIE

Loving you Sunday morning (Scorpions), après un petit exercice de Kama Sutra et un massage ayurvédique à l'huile de sésame pure pour bien commencer la journée, on est en pleine forme !

Loving you ne s'adresse pas à vous puisque j'ai cru comprendre que vous ne m'aimiez pas beaucoup, vous préférez sans doute les gens mal intentionnés qui passent leur temps à vous raconter des histoires à dormir debout tout en faisant preuve de démagogie, c'est votre droit et je le respecte, dommage.

2495 connexions à la page d'accueil du site depuis le 1er juillet.

Crise du POI. Les interviews par Karim Landais de dirigeants exclus ou démissionnaires du PCI ou de l'OCI ont été téléchargés des centaines de fois durant la même période, ainsi que d'autres articles ou documents en relation avec ces formations politiques.

Pour qu'il n'y ait pas de jaloux.

Crise du NPA. La tendance Claire du NPA a mis en ligne le 8 juillet un article relatant la crise qui sévit au sein du NPA *Un CPN paralysé à cause du refus persistant de constituer une nouvelle majorité*.

Dans les deux cas on remarquera que c'est aussi une crise de la démocratie qui s'exprime dans ces partis, à croire que celle du régime les atteint directement, le plus surprenant (ironiquement) c'est que ce soit dans les mêmes termes, le régime est devenu incompatible avec la démocratie et ces partis aussi.

Dit naïvement, on se demandera comment des gens aussi intelligents peuvent avoir été aussi idiots pour avoir sabordé l'héritage du trotskysme et du marxisme.

Ne me prenant pas pour ce que je ne suis pas contrairement à leurs dirigeants, j'avais estimé qu'en l'absence d'un dirigeant de la trempe de Marx, Engels, Lénine ou Trotsky ou possédant leurs qualités, ce devrait être un collectif de dirigeants qui devrait diriger le parti et non un chef affublé de sa cour, qui plus est lorsque leurs motivations finissent davantage par relever d'intérêts personnels avec lesquels ceux du parti devraient corrompre ou seraient finalement sacrifiés, ce qui se traduirait toujours dans un tel parti monolithique par l'impossibilité de le construire.

On nous rétorquera peut-être que c'est justement ce qu'ils ont fait en dotant leur parti d'un bureau national de quelque 50 membres, à ceci près que la manière dont il fonctionnait, son ordre du jour et l'orientation des débats dont on a eu quelques aperçus dans Informations ouvrières, prouvaient que la quasi totalité des questions directement reliées à la situation politique en France et dans le monde, à la question de la construction du parti, aux rapports du parti avec la classe, entre les classes et à l'intérieur des classes, etc. des questions en rapport avec la ligne politique et la stratégie à adopter que nous avons abordées dans notre portail depuis des années, n'y ont jamais figuré et n'ont par conséquent jamais été traitées, aucune discussion sérieuse sur ces thèmes capitaux n'ont jamais eu lieu à notre connaissance, elles se bornaient toujours à traiter des questions en relation avec la situation sociale telles qu'on peut les rencontrer dans n'importe quel syndicat, alors qu'apparemment le POI était un parti politique, mais qui ne traitait pas de politique, d'idéologie, toutes les questions d'ordre théorique étant systématiquement évacuées au profit de quelques dirigeants s'étant finalement octroyés tous les pouvoirs dans ce parti. A suivre.

Dossier grec

Tsipras et Syriza. Les imposteurs démasqués.

Nous ne vous tromperons pas.

1- « Nous n'avons ni l'intention ni la possibilité de vous tromper. De soustraire aujourd'hui votre vote et l'utiliser après les élections comme chèque en blanc. Et nous n'avons pas la possibilité de vous tromper parce que SYRIZA c'est vous » avait déclaré pourtant avec force Alexis Tsipras le 17/01/2015 (http://syriza-fr.org/2015/01/28/le-cadre-de-programme-gouvernemental-de-syriza/)

Nous représentons le peuple.

2- « Nous ne nous appuyons ni sur des entrepreneurs ni sur des banquiers ni sur des propriétaires de médias. Nous nous appuyons sur vous. Ni sur l'oligarchie, ni sur les grandes familles. Sur le peuple souverain » (Ibid)

La politique d'austérité appartient au passé.

3- « Le peuple grec souverain a délégué aujourd'hui un mandat clair, fort, et sans ambiguïté. La Grèce tourne la page. La Grèce laisse derrière elle la politique désastreuse de l'austérité ». (http://syriza-fr.org/tag/alexis-tsipras/page/4/)

Il faut être mentalement déséquilibré, un crétin fini, un féroce opportuniste ou un pro-capitaliste assumé pour soutenir Tsipras et Syriza. Idem pour le Front de gauche et Podemos.

Les derniers développements

- Grèce: pas finalisé, déjà critiqué, les fragilités du nouveau sauvetage - AFP

Le nouveau sauvetage de la Grèce n'est pas finalisé mais il a déjà du plomb dans l'aile: des acteurs clés du dossier - Athènes, Berlin et le FMI - en critiquent les grands axes et doutent de ses chances de succès.

Le scepticisme ambiant, qui dépasse de loin le simple cercle des économistes, devra être dissipé lors des négociations à venir sur les modalités du plan d'aide, dans la foulée de l'accord-cadre conclu lundi à Bruxelles.

Sans surprise, c'est d'Athènes que viennent d'ores et déjà les plus fortes réserves. L'accord arraché in extremis lundi impose au pays une nouvelle cure d'austérité (hausse de la TVA, coupes dans les retraites...) et une quasi-mise sous tutelle économique.

L'encre de sa signature à peine sèche, le Premier ministre Alexis Tsipras évoque aussitôt "un texte auquel (il) ne croit pas" même s'il a permis d'éviter à son pays une sortie désordonnée de la zone euro.

"J'ai dit que j'étais en désaccord avec de nombreux éléments du texte", ajoute-t-il mercredi devant son Parlement.

Son ministre des Finances Euclide Tsakalotos est sur la même ligne: "Je ne sais pas si nous avons fait le bon choix", dit-il devant les élus.

Le chemin semble donc bien long avant que les autorités ne "s'approprient" ce plan de réformes, comme le souhaite la dirigeante du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde.

Ce n'est un secret pour personne: Berlin, premier créancier de la Grèce, a freiné des quatre fers avant de parapher l'accord-cadre, mettant même sur la table le scénario d'un "Grexit" de 5 ans.

Face au Bundestag vendredi, la chancelière allemande Angela Merkel a certes défendu ce texte, présenté comme la seule alternative "au chaos" même si ses conditions sont "dures pour les gens en Grèce".

Mais d'importants doutes subsistent et la dirigeante a reconnu que personne ne pouvait "les balayer de la main".

Son ministre des Finances était allé plus loin jeudi en évoquant de nouveau l'hypothèse d'un "Grexit" temporaire.

"Nous ne le pourrions pas, nous ne le voulons pas (...). Mais ce serait peut-être la meilleure solution", a déclaré Wolfgang Schäuble.

"Beaucoup le disent, y compris en Grèce", a-t-il poursuivi, semant le doute sur la pertinence même d'un nouveau sauvetage du pays après ceux de 2010 et 2012

Associé à ces plans d'aide, le FMI a, lui, sorti les griffes et menacé de laisser les Européens entre eux s'ils ne réduisaient pas la dette de la Grèce, jugée "totalement non-soutenable".

Interrogée sur le point de savoir si le plan ébauché lundi était viable sans un allègement de la dette, Christine Lagarde a été directe. "La réponse est assez catégorique: "non"", a-t-elle dit.

Sous couvert de l'anonymat, un haut responsable du FMI juge d'ailleurs l'accord avec la Grèce pas "vraiment concret" et laissant de "nombreuses questions" en suspens.

Les Européens semblent certes se rallier les uns après les autres aux exigences du FMI sur la dette, mais les doutes du Fonds ne se limitent pas à cette question.

Selon l'institution de Washington, les objectifs budgétaires assignés à la Grèce, qui sous-tendent l'accord de Bruxelles, sont ainsi quasiment hors de portée.

Pour mémoire, Athènes est censé dégager à terme --et maintenir-- un excédent primaire (hors charge de la dette) équivalant à 3,5% de son produit intérieur brut.

"Peu de pays y sont parvenus. L'annulation de réformes cruciales du secteur public déjà en place (...) soulève des doutes sur la capacité de la Grèce à atteindre cet objectif", écrit le Fonds dans un rapport publié mardi.

Une autre institution de Washington a donné de la voix.

Groupement des plus grandes banques du globe, l'Institut pour la finance internationale (IIF) juge que l'accord fait une nouvelle fois l'erreur de faire primer l'assainissement budgétaire sur le redémarrage de l'économie.

"Le programme devrait accorder beaucoup plus d'attention à des mesures de soutien de la croissance et pas seulement chercher à atteindre un excédent primaire à n'importe quel prix", écrit cette organisation qui avait été associée à la restructuration de la dette grecque de 2012. AFP 18.07

- Grèce: le gouvernement remanié rouvre les banques lundi - AFP

Les banques grecques rouvriront lundi avec des contraintes très légèrement assouplies mais les contrôles de capitaux restent globalement maintenus, selon un décret publié samedi après la mise en place d'un gouvernement remanié.

Les retraits restent limités, à 420 euros pour sept jours, mais il sera possible de retirer cette somme d'un seul coup ou de la fractionner, selon les besoins.

Le contrôle des capitaux aurait déjà coûté 3 milliards d'euros à la Grèce, hors secteur du tourisme, selon le journal de centre-droit Kathimerini.

Athènes va bénéficier d'un versement d'urgence de 7 milliards d'euros, mais il va être vite englouti. Le pays doit rembourser plus de 4 milliards d'euros à la BCE dès lundi et régler une ardoise conséquente auprès du Fonds monétaire international. AFP 18.07

Sans rire, la BCE va verser 7 milliards d'euros à la Grèce qui vont lui revenir à hauteur de 4 milliards d'euros et le FMI devrait recevoir 1,4 ou 1,7 milliard d'euros je n'ai plus la somme exacte en tête, bref il restera à la Grèce autour d'1 milliard d'euros qui serviront en partie à verser les intérêts arrivés à échéance d'emprunteurs privés, et retour à la case départ...

- Faute d'argent, les Grecs sacrifient leurs obsèques - Francetv info

C'est une conséquence de la fermeture des banques : les Grecs ne peuvent plus payer les obsèques de leurs proches. Francetv info 18.07

Adressez la note aux croque-morts de Syriza.

- Crise grecque : DSK dénonce le «diktat» allemand - leparisien.fr

Ses conditions ? «Proprement effrayantes pour qui croit encore en l'avenir de l'Europe.» D'un trait de plume, le spécialiste des questions économiques balaie les discussions du week-end dernier, jugeant ce qui s'est passé «fondamentalement néfaste, presque mortifère». Pourquoi un jugement si lapidaire de DSK, qui va jusqu'à parler de «diktat»? Selon lui, «la coalition des créanciers conduite par les Allemands» a voulu «saisir l'occasion d'une victoire idéologique sur un gouvernement d'extrême gauche au prix d'une fragmentation de l'Union». En clair, elle a préféré écraser Tsipras et Syriza qu'honorer la «solidarité européenne».

«A compter nos milliards plutôt qu'à les utiliser pour construire, à refuser d'accepter une perte -pourtant évidente- en repoussant toujours un engagement sur la réduction de la dette, à préférer humilier un peuple parce qu'il est incapable de se réformer, à faire passer des ressentiments -pour justifiés qu'ils soient- avant des projets d'avenir, nous tournons le dos à ce que doit être l'Europe», assène Strauss-Kahn. L'ex-favori de la présidentielle de 2012, stoppé net par l'affaire du Sofitel de New York, insiste : «Un fonctionnement de la zone euro dans lequel vous, mes amis allemands, suivis par quelques pays batliques et nordiques, imposeriez votre loi sera inacceptable pour tous les autres.»

«Les règles de saine gestion», martèle DSK, «il faut les faire respecter dans la démocratie et le dialogue, par la raison, pas par la force». Lui souhaite «un projet politique», pour une Europe capable de «voir loin, refuser les mesquineries, jouer son rôle dans la mondialisation, un mot continuer à façonner l'Historie». leparisien.fr 18.07

A retenir : Non pas cette "dénonciation", mais son orientation pour «un projet politique» de l'UE, qui à terme se traduirait par la perte totale de souveraineté des Etats qui composent l'UE, de telle sorte qu'il ne serait même plus possible aux différents peuples de se retourner contre leurs institutions nationales pour les renverser, puisque ce ne serait plus que des coquilles vides, autrement dit, ils lutteraient contre un ennemi invisible, hors de leur portée, inatteignable, impossible à vaincre, cela en serait fini avec la perspective de notre émancipation et avec le socialisme.

J'ai cru comprendre que l'oligarchie financière anglo-saxonne à l'origine de la construction de l'UE était contre une Europe politique, préférant sans doute gouverner à partir d'institutions qui lui sont entièrement dévouées comme le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale ou le CFR (Council Foreign Relation) ainsi qu'une multitude de think tanks liés aux médias qu'ils contrôlent.

Ce qui est somme toute logique, puisque pour concentrer tout le pouvoir politique et économique et gouverner, il vaut mieux recourir à des institutions occultes n'ayant de compte à rendre à personne, surtout pas aux peuples directement concernés par leurs décisions.

ACTUALITÉ DU JOUR

Le PS candidat au poste d'avant-garde de la réaction en Europe (et dans le monde).

- Hollande: la France prête à constituer "une avant-garde" dans l'UE - AFP

La France est prête à participer "à une organisation renforcée" de la zone euro et à constituer "avec les pays qui en décideront, une avant-garde" dans l'Union européenne, déclare François Hollande dans une tribune publiée par le Journal du Dimanche.

"La zone euro a su cette semaine réaffirmer sa cohésion avec la Grèce. La qualité de la relation franco-allemande y a été pour beaucoup. L'esprit européen a prévalu", écrit le président de la République dans un dossier du Journal du Dimanche consacré à l'ancien ministre et président de la Commission européenne Jacques Delors, qui fête lundi ses 90 ans.

"Mais nous ne pouvons en rester là. J'ai proposé de reprendre l'idée de Jacques Delors du gouvernement de la zone euro et d'y ajouter un budget spécifique ainsi qu'un Parlement pour en assurer le contrôle démocratique", ajoute le chef de l'Etat.

"Partager une monnaie, c?est bien plus que vouloir une convergence. C'est un choix que 19 pays ont fait parce que c'était leur intérêt. Nul gouvernement d'ailleurs depuis quinze ans n'a pris la responsabilité d'en sortir", poursuit François Hollande.

"Ce choix appelle une organisation renforcée et avec les pays qui en décideront, une avant-garde. La France y est prête parce que, comme Jacques Delors nous l'a montré, elle se grandit toujours quand elle est à l'initiative de l'Europe", estime-t-il.

Interrogé dans le même numéro du Journal du Dimanche, Jacques Delors lui-même juge que le système actuel de l'Union européenne et de la zone euro "n'est plus gouvernable". "Cela ne peut plus durer. Il faut refonder cette Union économique et monétaire. Vont-ils le faire? Il y a eu un vice de construction au départ. Il y a eu aussi des bêtises et une incapacité de l'eurozone à y mettre fin", analyse Jacques Delors.

Selon lui, "dans la situation actuelle, on a évité le pire. Mais l'Europe n'est pas une puissance morale, je dis morale au bon sens du terme. Il faut reconstituer cette puissance morale qui a fait la force de l'Europe en d'autres périodes, comme au moment de la chute du mur de Berlin". AFP 18.07

Leur divergence porte sur la question de savoir si tous les peuples de l'UE ou de la zone euro doivent être mis à contribution ou non pour rembouser les dettes que certains Etats ne peuvent plus honorer ou mutualiser les dettes des Etats, ce qui présenterait l'avantage selon les sommets de l'oligarchie financière dont Hollande se fait le porte-parole, de s'attaquer aux plus nantis, par exemple au nom de la solidarité ou de l'équité, ce que refuse l'Allemagne dont l'économie dépend aussi en grande partie de sa consommation intérieure qui peine déjà à se stabiliser ou à croître compte tenu de la paupérisation grandissante de pans entiers du prolétariat allemand soumis au carcan d'Hartz IV.

Ceux qui ont encensé a des degrés divers Hollande après sa prestation contre la Grèce, parmi lesquels des partis et des économistes ou personnalités qui se disent de gauche, se sont faits en réalité eux-mêmes les porte-parole de l'oligarchie financière. Les dénoncer et les combattre fait aussi partie de notre devoir de militant ouvrier.

En complément. Le président des nantis.

- Prix de la viande : François Hollande en appelle au patriotisme des consommateurs - Francetv info

Le président de la République a sollicité les consommateurs français pour tenter de sortir de la crise la filière française de la viande. Le président demande aux Français d'aider la production locale en payant un peu plus chère leur viande. Francetv info 18.07

Quand on pense qu'il y a des travailleurs et des retraités qui n'ont déjà pas de quoi manger de la viande tous les jours...

Normal pour une monarchie germanique.

- Elizabeth II, un passé familial toujours embarrassant - libération.fr

La vidéo publiée par le Sun vendredi ravive le souvenir d'un membre de la famille royale britannique, un peu encombrant, proche du parti nazi.

Cette vidéo est loin d'être un scoop. Elle vient s'ajouter aux nombreux documents qui confirment qu'Edward VIII avait des affinités avec les membres du parti nazi. Quand ce petit film est tourné, en 1933, Edward n'est pas encore roi. Il monte sur le trône en janvier 1936 avant d'abdiquer en décembre de la même année afin de pouvoir épouser une Américaine divorcée, Wallis Simpson.

L'année suivante, le couple - devenu duc et duchesse de Windsor - rend visite à Adolf Hitler, à Munich. Leur rencontre est immortalisée par une photo, une poignée de main tristement historique, sur laquelle l'ancien roi du Royaume-Uni et sa femme apparaissent tout sourire. À la mort du Fürher en 1945, le sulfureux Edward VIII aurait même lâché qu'Hitler n'était pas «un homme mauvais».

Edward VIII a toujours été accusé d'être un sympathisant nazi, jusqu'à sa mort en 1972. Mais des archives historiques, dévoilées soixante ans après son abdication, révèlent que son implication aurait pu aller beaucoup plus loin. Sa femme,

Wallis Simpson, aurait elle aussi été très proche du parti nazi.

Dans un des documents sortis du placard en 1996, un informateur écrit que «les Allemands attendent le soutien du duc et de la duchesse de Windsor, cette dernière voulant devenir reine à tout prix. Les Allemands négocient avec elle». Cette note indique également que «les Allemands» en question avaient l'intention de faire d'Edward VIII «une sorte de marionnette», selon The Independent, et de l'installer sur le trône en cas d'invasion. Le duc et la duchesse seraient ainsi devenus un couple royal nazi.

Comment la famille royale gère ce passé embarrassant ?

Le problème de cette vidéo, c'est qu'elle implique Elizabeth II, malgré elle. Le rédacteur en chef du Sun a beau assurer que cette publication n'a pas pour but de compromettre la reine, elle gêne et agace la famille royale, qui cherche à effacer à tout prix ses liens avec le nazisme. Quand la princesse Elizabeth épouse Philip Mountbatten, en 1946, une grande partie des proches de ce dernier n'assiste pas à la noce : ses soeurs ont épousé des princes proches du parti nazi.

La maisonnée royale préfère alors rompre avec cette branche de la famille. Et quand le Sun publie une photo du Prince Harry en 2005 affublé d'un costume d'Hitler, Buckingham Palace s'empresse de reconnaître l'erreur de jeunesse du «joyeux luron». libération.fr 18.07

Om mani padme um, que la guerre soit avec nous

- Le Dalaï Lama fête son 80e anniversaire avec George W. Bush au Texas - agoravox.fr

Une photo a été prise aux États-Unis le 1er juillet 2015 et a été mise en ligne sur la page Facebook du Dalaï Lama.

En voici la légende : « Sa Sainteté le Dalaï Lama en train de rire après avoir soufflé les bougies du gâteau présenté par le président Bush et sa femme en l'honneur de son 80e anniversaire à venir, au cours d'un déjeuner au Centre présidentiel George W. Bush à Dallas (Texas) aux États-Unis, le 1er juillet 2015. » agoravox.fr 09.07

- L'aura du dalaï-lama de plus en plus forte à travers le monde lefigaro.fr

La cote de popularité du dalaï-lama, prix Nobel de la Paix en 1989, est en hausse. Le chef religieux tibétain est considéré comme la personnalité qui incarne le mieux la lutte pour la paix et la non-violence dans le monde.

Il a soufflé ses 80 bougies le 5 juillet 2015. Tenzin Gyatso, plus haut chef spirituel du bouddhisme tibétain, continue à faire briller le titre de dalaï-lama, qu'il détient depuis 1950. Des sondages réalisés par YouGov et, plus récemment par l'Ifop, le confirment.

Plus récemment, ce responsable religieux a fait l'objet d'un sondage réalisé par l'Ifop pour Campagne Internationale pour le Tibet, une ONG membre de la Fédération internationale des droits de l'homme. Cette enquête évalue les regards internationaux portés sur le dalaï-lama, en France, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Elle a été effectuée sur 5996 personnes entre le 25 juin et le 3 juillet 2015.

Les cinq pays questionnés ont répondu que le dalaï-lama était la personnalité qui incarne le mieux la lutte pour la paix et la non-violence dans le monde. Ils ont tous une bonne opinion du dalaï-lama, à 80% aux Pays-Bas, 90% en Allemagne, 92% en France et 95% en Italie. Ce pourcentage augmente depuis mars 2014, date où il atteignait les 89% d'opinions positives pour la France et 88% en l'Allemagne.

La France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et les États-Unis s'accordent pour considérer que l'humilité est le trait de caractère qui qualifie le mieux la personne du dalaï-lama. Les personnes interrogées aux Pays-Bas ont mis en avant le courage. La tolérance est la troisième qualité citée par les sondés.lefigaro.fr 18.07

Commentaire d'un internaute.

- "Peut-on m'expliquer s'il vous plait pourquoi "la personnalité qui incarne le mieux la lutte pour la paix et la non-violence dans le monde" décide de fêter ses 80 ans avec George W. Bush, ancien président des USA qui a engagé une guerre illégale en Irak, décidée sans autorisation du Conseil de Sécurité des Nations Unies et en violation du droit international, et pour des motifs mensongers (les prétendues « armes de destruction massive de Saddam Hussein). Un homme qui est donc responsable d'au moins 1 million de morts de civils irakiens.

Rechercher sur google "Dalai Lama anniversaire Bush" et vous trouver une photo du Dalaï Lama en train de rire après avoir soufflé les bougies du gâteau présenté par le président Bush et sa femme.

Bref, on se moque de nous, une fois de plus."

Si nous en sommes encore à la préhistoire de l'humanité, les hommes faisant encore inconsciemment leur histoire, il faut donc vous attendre à ce que l'histoire que vous ont racontée ceux qui vous gouvernent ou qui figure dans les manuels scolaires ou d'histoire ne correspondent qu'à leur interprétation romancée, faussée ou manipulée de la réalité, car quel intérêt aurait-il franchement à vous dire la vérité ou à vous éclairer sur votre propre condition pour vous permettre de vous en émanciper, ce n'est vraiment pas leur objectif puisque l'ignorance du peuple qu'ils entretiennent de la sorte, constitue la meilleure garantie ou condition qui soit pour qui'ils conservent leur pouvoir.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

- Yémen: des ministres en exil rentrent à Aden "libérée" des rebelles - AFP

Plusieurs ministres yéménites, jusque là réfugiés en Arabie saoudite, ont fait leur retour à Aden, après l'annonce par le gouvernement en exil de la libération de la ville portuaire jusqu'alors aux mains des rebelles houthis.

Le ministre a assuré que les rebelles chiites soutenus par l'Iran avaient été boutés hors de la ville, à l'exception de "quelques groupes assiégés qui refusent de capituler".

Vendredi, le gouvernement yéménite basé à Ryad avait annoncé que les forces loyalistes, qui ont lancé mardi leur première offensive à Aden depuis l'entrée fin mars des rebelles dans la ville, en avaient chassé les houthis et leurs alliés.

"Le gouvernement annonce la libération de la province d'Aden", avait écrit sur sa page Facebook le chef du gouvernement, Khaled Bahah.

Mais la situation est toujours instable et de féroces combats se poursuivaient samedi dans le quartier d'al-Tawahi, toujours aux mains des rebelles selon des témoins.

Un porte parole de la rébellion a pour sa part qualifié l'annonce du gouvernement de "guerre psychologique" et de "tentative de remonter le moral" des milices pro-gouvernementales.

"L'avancée dont ils se vantent ne dépasse pas quelques kilomètres ici et là sur les lignes de front, où ils ont par ailleurs subi de lourdes pertes", soutient le porte-parole dans un communiqué publié par l'agence de presse proche de la rébellion.

Les forces pro-gouvernementales ont pu compter sur le soutien des frappes de la coalition arabe menée par l'Arabie Saoudite, ainsi que sur l'arrivée de combattants entraînés et équipés par le royaume saoudien.

Les avions de la coalition ont visé samedi des positions rebelles dans l'est d'Aden, tuant 25 combattants, a indiqué une source militaire. Un bilan que l'AFP n'est pas en mesure de vérifier.

Les forces loyalistes ont enregistré plusieurs autres avancées. Elles ont lancé une attaque contre la base aérienne d'Al-Anad située dans la province de Lahj et tenue par les Houthis et leurs alliés, des militaires restés fidèles à l'ancien président Ali Abdallah Saleh.

Lors de l'opération, 47 rebelles, dont des officiers de la Garde républicaine pro-Saleh ont été capturés, a affirmé Qaed Nasser, porte parole de la milice de la Résistance populaire. Cette dernière, opposée aux Houthis, rassemble des combattants pro-gouvernementaux, des tribus sunnites et des sécessionnistes sudistes.

Plus à l'est, les forces pro-régime ont également repris pied à Bayhan, ville située dans la province méridionale de Chabwa, selon la même source. AFP 18.07

2- Syrie

- Des miliciens kurdes accusent l'Etat islamique d'avoir utilisé un gaz toxique - LeMonde.fr

Les djihadistes de l'Etat islamique ont eu recours à un gaz toxique les 28 et 29 juin au cours d'offensives menées dans la province d'Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, ont accusé samedi 18 juillet les miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG).

La nature de ce gaz n'a pu être déterminée précisément, selon Redur Xelil, porte-parole de la milice. Aucun combattant des YPG n'y a succombé parce que tous ceux qui ont été exposés ont été rapidement hospitalisés, a-t-il poursuivi. Selon le New York Times, qui cite le responsable de l'organisation Conflict Armament Research, qui a participé à l'enquête, il pourrait s'agir de chlorine.

La milice kurde enquête avec l'aide d'une équipe d'experts étrangers, dit-elle dans un communiqué. Elle ajoute avoir découvert des masques à gaz sur des combattants de l'EI au cours du mois écoulé, ce qui, selon elle, « confirme qu'ils sont prêts et équipés pour utiliser des armes chimiques sur la ligne de front ».

L'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui dresse un bilan quotidien du conflit à l'aide d'un réseau d'informateurs locaux, dit lui aussi disposer de documents montrant que l'Etat islamique a utilisé un gaz le 28 juin près du village de Tel Brak.

Douze combattants kurdes y ont été exposés, poursuit-il. L'Observatoire ajoute sans plus de détails qu'une autre attaque au gaz survenue à Hassaké, chef-lieu de la province du même nom, lui a été signalée. LeMonde.fr 18.07

3- Israël

- 47% des Israéliens favorable à la guerre contre l'Iran - french.irib.ir

Selon le journal israélien," Maariv", les habitants des territoires occupés sont favorables, à 47%, à une action militaire contre l'Iran. Le sondage, repris par le journal, pose la question suivante : Etes-vous d'accord ou pas avec une offensive militaire contre l'Iran, pour l'empêcher de se doter de la bombe atomique? 47% des sondés répondent par l'affirmative, contre 37%, qui refusent l'idée d'une guerre israélienne contre l'Iran. 18% des personnes interrogées refusent de répondre.

L'enquête d'opinion, publiée vendredi, donne à 71%, le nombre de ceux des israéliens, qui croient que l'accord nucléaire Iran/5 +1 aidera l'Iran à fabriquer la bombe atomqiue. Quelques heures après l'annonce de la conclusion des pourparlers Iran /5+1, le Premier ministre sioniste, Benyamin Netanyahu, a annoncé ne pas reconnaître cet accord, qu'il ne respecterait pas, et qu'il pourrait, très facilement, violer, en recourant à l'option militaire contre l'Iran.

Le régime sioniste dispose de plus de 250 ogives nucléaires et n'est signataire d'aucun traité international interdisant l'usage de l'arme atomique. french.irib.ir 18.07

Israël est une création de l'oligarchie financière anglo-saxonne qui comme elle bénéficie du statut privilégié au-dessus des autres nations du monde et de tous les peuples d'imposer sa loi au reste du monde qu'il ne respecte pas lui-même. C'est un Etat hors la loi ou d'exception conçu sur la base d'un mythe qui pour justifier son existence doit recourir à la force, exactement comme les Etats-Unis pour conserver son hégémonie sur le monde.

Haut de page

Le 21 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry, 17h47.

On a ajouté 27 articles.

J'ai pris quelques notes pour la causerie de demain qui s'annonce savoureuse, je veux dire productive.

Les opportunistes de la pseudo-gauche radicale sont démasqués, impossible de changer de politique sans rompre avec l'euro et l'UE, la situation s'éclaircit vous ne trouvez pas ? Tous les partis dits ouvriers sont en crise et menacent d'éclater, c'est excellent, il suffisait d'être patient, ce qui pourrait déboucher sur une recomposition du mouvement ouvrier sur une base politique saine, il faut l'espérer. On a été dirigé par des imposteurs, des usurpateurs, des magouilleurs, des gens profondément malhonnêtes et sans principes qui ont passé leur temps à se faire passer pour ce qu'ils n'étaient pas et en avaient parfaitement conscience, il est

tant d'en finir une fois pour toute.

N'attendez rien des partis qui existent aujourd'hui, ils ont tous failli politiquement et leurs méthodes de fonctionnement étaient détestables. Comment pourrait-on avoir confiance dans des dirigeants qui nous ont trompés, trahis ? Il faut construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, des dizaines de milliers de travailleurs ou de militants sincères et honnêtes, restés fidèles au socialisme ou y aspirant seraient prêts à le rejoindre pour peu qu'il serait basé sur le marxisme et qu'il entreprendrait immédiatement d'élever le niveau théorique et de conscience de ses militants, qu'il attacherait une importance particulière à la formation et au respect de chaque militant, qu'il mènerait le combat contre la classe dominante sur tous les plans et tous les fronts à la fois pour que l'idéologie dominante cesse d'avoir une emprise sur eux, on sait ce qu'il faut faire et ne pas faire, il suffit d'en avoir la volonté. On a tout le matériel disponible sous la main, tout les arguments qu'il faut pour briser la propande officielle et celle des opportunistes de malheur, on dispose d'une expérience formidable que l'on peut mettre en valeur pour peu qu'on renoue avec les enseignements que les marxistes nous ont légués, certes on a des faiblesses et des lacunes, mais dès lors qu'on le décide, collectivement aucune difficulté ne peut nous arrêter, aucun problème ne demeurera sans réponse adéquate.

La classe n'a jamais été aussi instruite ou éduquée dans le passé, comment ne pourrions-nous pas avoir confiance en sa capacité à se hisser au niveau du socialisme ou des tâches historiques qu'elle doit accomplir ? Il semblerait que les militants n'en soient pas encore capables pour avoir suivi des dirigeants faillis et corrompus et n'en aient pas conscience, ce n'est pas irrémédiable pour peu qu'ils fassent preuve de bon sens ou écoutent un autre discours que ceux de leurs dirigeants.

Il faut tout reprendre à zéro calmement, sans précipitation, honnêtement, sincèrement, sérieusement, et nous sommes certains d'y arriver, de corriger le tir et de renouer avec le socialisme. Encore faut-il ne pas négliger le facteur psychologique qui peut facilement nous jouer des tours car il touche directement à notre inconscience, cela nous concerne tous sans exception. Aussi doit-on soigner nos rapports entre militants, avec les travailleurs que nous rencontrons, apprendre à les écouter, à les respecter, à progresser ensemble, un parti qui négligerait un seul militant, qui mépriserait un travailleur ne serait pas digne de la cause pour laquelle il combat, chacun devrait graver ce principe dans son cerveau.

Le socialisme et le communisme sont l'idéal humaniste le plus élevé qui soit, à condition d'en être digne, il exige un comportement irréprochable ou qui tend à l'être, serait-il si difficile que cela que d'être honnête, sincère, loyal, ajoutons modeste par dessus tout ? C'est l'incompréhension qui domine les rapports humains, on devrait se poser la question de savoir pourquoi au juste, et ne pas en dormir jusqu'à temps d'avoir trouvé une réponse satisfaisante. A suivre.

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard.

Je vous remercie de ne m'apporter aucun soutien, c'est sympathique et encourageant ! Dois-je vous souhaiter la même chose ? Surtout n'en veuillez pas aux gens qui vous témoignent indifférence ou mépris, vous vous feriez du mal inutilement. Et surtout ne criez pas à l'injustice, un peu de dignité tout de même.

J'avais évoqué plusieurs initiatives lors de causeries précédentes que je comptais prendre, auxquelles je n'ai pas eu le temps de donner suite, peut-être parce que je n'y croyais pas moi-même. Mais bon, on se dit qu'il faut tout essayer et que cela ne coûte rien tant qu'on ne se compromet pas. Parfois il faut des mois avant qu'une idée mûrisse et qu'on détermine si elle vaut le coup d'être retenue ou non.

Parmi ces proposition, lancer un appel international en direction du mouvement ouvrier et des intellectuels qui le soutiennent pour exiger un changement de régime aux Etats-Unis, pourrait avoir une répercussion mondiale importante qui pourrait favoriser la recomposition du mouvement ouvrier américain et son avant-garde...

Tous les appels qu'on a pu lire ces derniers temps à l'initiative d'intellectuels se situaient sur le terrain de la capitulation devant l'oligarchie financière ou l'impérialisme américain ou encore l'Union européenne. Seul l'appel à rompre avec l'OTAN présentait pour nous un certain intérêt.

Réflexion politique

Deux questions déterminantes.

- Les conditions objectives sont-elles réunies pour que le capitalisme mondial s'effondre ?

- Si oui, pourquoi ne s'effondre-t-il pas et quelles en sont les conséquences sur le plan politique ?

Les réponses à ces questions détermineront la stratégie à adopter par l'avant-garde révolutionnaire face à l'offensive généralisée

de l'oligarchie financière, ainsi que son intervention dans la lutte des classes, l'ensemble de ses rapports aux différentes classes et à l'Etat conformément au programme de la révolution socialiste mondiale.

Maintenant tout dépendra de savoir à quoi on fera référence en terme de conditions objectives et ce qu'on en retiendra.

On peut se contenter de la définition qu'en avaient donnée les marxistes à une autre époque fort éloignée de la nôtre, et décréter que les forces productives ont cessé de croître sans tenir compte des nuances que les marxistes avaient introduites eux-mêmes à cette conclusion qui de nos jours ne jouent plus qu'un rôle secondaire. Dans ce cas-là on ne sortira pas de l'état névrotique obsessionnel et irrationnel dans lequel étaient tombés les trotskystes.

Ce facteur incluait chez Marx les travailleurs en tant que tels ou leur force de travail, la démographie mondiale ayant été exponentielle au cours du XXe siècle et particulièrement au cours de sa seconde moitié, on ne peut donc pas en déduire que les forces productives auraient eu tendance à décroître durant cette période. Ce n'est qu'un aspect de cette question que nous avons déjà traitée dans des causeries précédentes ou des articles, qui a le mérite d'être incontestable, sauf à nier la réalité. Cela ne remet pas en cause la destruction massive de forces productives lors de crises, dépressions, famines, génocides, guerres, ou tout simplement au quotidien.

On peut aussi aller plus loin, partant du constat que le capitalisme mondial aurait dû s'effondrer depuis le début des années 70 allant de crise en crise jusqu'à entrer en crise permanente, et se demander comment malgré tout il est toujours parvenu à s'en sortir sans pour autant que cette crise ne soit réglée. Question à laquelle on ne pourra répondre qu'en prenant en compte un nouveau facteur capital, à savoir le système financier mafieux que l'oligarchie financière anglo-saxonne a créé (et contrôle) et qui lui a offert une nouvelle marge de manoeuvre quasi inépuisable pour maintenir à flot le régime capitalisme tout en en sapant les bases car le sachant condamné sinon à s'effondrer. On fait référence ici à la planche à billets à laquelle la Fed et la BCE, accessoirement la BoA et la BoJ peuvent recourir de manière illimitée sans contrepartie ou valeur, de la monnaie de singe qu'ils ont introduite dans l'économie à hauteur de dizaines de milliers de milliards de dollars.

Cela a eu plusieurs conséquences dont nous retiendrons ici la plus déterminante pour la suite du combat du mouvement ouvrier.

Dès lors que l'économie ne dépendait plus uniquement des lois de fonctionnement du régime capitaliste incluant les bases sociales sur lesquelles il reposait, la lutte des classes allait être contrariée, dénaturée, corrompue, et le mouvement ouvrier allait s'avérer impuissant à lutter contre ses conséquences politiques notamment, qui allaient se trouver être travesties ou présentées avantageusement par la classe dominante et ses larbins de gauche, telle l'Union européenne indissociable de nos jours de l'euro, au point que la majorité des peuples les adopteront ou s'ils les rejettent ne voient pas l'intérêt qu'ils auraient d'en sortir ou de s'en passer, bref, des économies moribondes et un système économique en faillite ont réussi à passer cette épreuve grâce au soutien ou à la neutralité de leur peuple, alors qu'elles ont engendré un monstre, l'UE et l'euro, destiné à les engloutir ainsi que leurs droits ou acquis sociaux sans qu'ils puissent s'y opposer efficacement.

Ce système économique mafieux a permis de réaliser un hold up sur la démocratie après avoir fait l'objet d'un consensus des partis de droite et de gauche soumis à son diktat.

En fait, ce système économique mafieux a permis entre autres de contourner l'obstacle que représentaient les conditions objectifs parvenues à maturité et qui auraient dû se traduire par un effondrement généralisé du capitalisme qui n'a jamais eu lieu au cours des 70 dernières années. Pour avoir refusé de prendre en compte ce facteur, Lambert et Gluckstein en étaient arrivés à la conclusion que les conditions objectives n'étaient pas mûres, révélant au passage leur incompréhension de la situation économique qui allait déterminer la politique des différents gouvernement durant cette longue période, qui devait se traduire par l'adoption d'une stratégie erronée sur des bases faussées dès le départ.

Ce qu'il faut bien comprendre et les Grecs sont en train d'en faire l'amère expérience, c'est qu'une fois que les peuples allaient adopter l'UE et l'euro ou laisser leurs gouvernement les embringuer dans ce processus mortifère ou toxique, ils allaient se retrouver piégés au point de ne plus pouvoir imaginer en sortir ou rompre avec l'euro et l'UE, autrement dit ils allaient accepter de lier leur sort à ces deux facteurs qui avaient juré d'avoir leur peau sans qu'ils en aient conscience, pire encore, allant jusqu'à estimer que les rejeter plongerait la société dans le chaos, alors que ces deux facteurs avaient été justement conçus pour mieux les asservir en engendrant le chaos dans toute la société, jusqu'à remettre en cause l'ensemble de leurs droits sociaux et politiques ou les bases sur lesquelles reposait la civilisation humaine.

On ne pouvait imaginer pire confusion consistant à se placer au côté de ses bourreaux.

Je ne sais pas si vous vous souvenez de la vidéo que nous avions mis en ligne il y a un peu plus d'un an, dans laquelle une inspectrice de la Fed était auditionnée par une commision du Congrès américain, qui réclamait à la Fed des explications sur les 9.000 milliards de dollars qu'elle avait créés sans l'autorisation du Congrès ni celle du gouvernement, et qui avait répondu embarrassé que compte tenu de l'emploi qu'elle comptait en faire il avait été impossible d'en faire la publicité, pour finalement expliquer que 7.000 milliards de dollars avaient été destinés à soutenir les places financières en Europe de manière occulte (mais pas désintéressée évidemment), ne sachant pas elle-même où était passé le reste de cette somme et ne pouvant

fournir aucun détail sur la ventilation de ces 7.000 milliards de dollars sans doute trop compromettant pour les Goldman Sachs, JP Morgan et Cie. ainsi qu'un grand nombre d'acteurs économiques en Europe. Aucun gouvernement ou parlement de l'UE ne demandera des explications complémentaires au gouvernement américain ou à la Fed après cette révélation, le Parlement européen se contentera de celles fournies par les Américains et enterrera l'affaire..

Précisons que cette vidéo traduite en français avait été tournée en direct au sein du Congrès américain, il ne s'agissait pas d'un témoignage réalisé après coup ou de propos rapportés qui aurait pu être contestés par la suite, son authenticité garantissait les propos tenus par les différents intervenants et ne laissait place à aucune autre interprétation que celle que nous venons de reproduire ici.

Ceci pour en arriver à la conclusion qu'il était devenu obsolète de s'appuyer sur ce facteur objectif pour déterminer l'évolution à venir de la situation, et qu'il fallait se concentrer dorénavant sur le facteur subjectif qui n'était pas parvenu à maturité, le niveau d'organisation et de conscience des masses exploitées si on voulait parvenir à créer les conditions politiques favorables au renversement du régime en place.

Or les trotskystes, toutes tendances et courants confondus, ont décidé de s'en tenir au vieux shéma du capitalisme devenu obsolète du fait de l'introduction au sein de l'économie de ce système financier occulte et mafieux, refusant de modifier leurs rapports à la classe ouvrière, aux différentes classes et aux institutions, leur conception de la lutte de classe, refusant de prendre en compte les nouveaux rapports établis au sein de la classe des capitalisme au profit de l'oligarchie financière, pour finalement s'avérer incapables de se rassembler et de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire ou un véritable parti communiste, allant de crise en crise jusqu'à aujourd'hui.

Après la disparition de Trotsky, le trotskysme allait devenir un courant opportunisme et réformiste du mouvement ouvrier qu'un discours radical devait servir à camoufler, et depuis il n'a pas changé.

Finalement, il a davantage accompagné la social-démocratie dégénérée et le stalinisme plus qu'il ne les a combattus, stratégie révisionniste qui sera gravée dans le marbre et qu'incarnera le front unique sans principe en direction de leurs dirigeants, sans tenir compte des modifications quantitatives et qualitatives qui allaient intervenir entre le PS et le PCF avec le régime et les travailleurs, sans parler des modifications importantes qui allaient intervenir au niveau de la composition du prolétariat, au niveau de la société profondément transformée par l'apparition de nouvelles technologies pour satisfaire de nouveaux besoins dont ils ne tiendront pas davantage compte, la lutte des classes étant la lutte des classes qu'on se le dise, déclaration péremptoire et creuse, comme si rien n'avait changé depuis le XIXe siècle. Vous connaissez la suite.

Tout cela pour dire qu'à la base on trouve une analyse de la situation et de son évolution erronée, qu'ils répéteront en boucle jusqu'à nos jours. Ils ménageront le PS, puis le PCF, sans parler des dirigeants syndicaux avec lesquels ils s'encanailleront, ils ne cesseront de vouloir leur faire jouer un rôle pour lequel ils n'avaient pas été conçus ce que leur évolution confirmera à une multitude de reprises sans qu'ils en tiennent compte non plus, comme si l'horloge de la lutte de classe s'était soudain arrêtée quelque part vers le IVe congrès de l'Internationale communisme ou lors de la publication du *Programme de transition* en 1938, régression politique qui allait les amener à bazarder les acquis de la révolution russe de 1917 et leurs partis, et pour certains se retrouver un siècle et demi en arrière pour justifier leur adaptation à la République démocratique bourgeoise, leur capitulation en réalité.

Pour finir, depuis quelques jours je lis ou relis certains vieux documents rédigés par des trotskystes de différents courants qui tous m'ont laissé perplexe.

Ces gens-là sont coupés de la réalité que vivent quotidiennement les travailleurs, ils ignorent le combat idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre le prolétariat pour briser sa résistance, ils ignorent également la formidable entreprise de propagande et de désinformation des médias qui sévit du matin au soir quotidiennement pour conditionner les masses, ils sont totalement incapables de tenir un discours en direction du prolétariat que celui-ci pourrait saisir, bornés ou sclérosés au dernier degré ils vivent dans une bulle... qui finit un jour par éclater !

Ceux qui critiquent ces partis présentent généralement les mêmes travers (en plus accentués encore) pour en être issus, sans n'être jamais parvenus aux racines du révisionnisme du trotskysme ou du marxisme. Cela vaut pour les intellectuels démocrates ou qui se prétendent de gauche, qui ne sont jamais parvenus à comprendre que ce n'était pas le socialisme ou le marxisme qui aurait échoué en URSS ou en Chine, confondant encore le socialisme qu'ils méconnaissent et le stalinisme dans ses différentes applications dans le monde, histoire de justifier leur propre subordination au capitalisme qu'ils maquillent maladroitement en accusations stériles conduisant systématiquement à s'y adapter ou dans une impasse politique, ce qui revient au même en pratique.

Du fait de l'absence de perspectives politiques mettant à l'ordre du jour le renversement du capitalisme, de l'embourgeoisement et de la corruption du prolétariat et ses organisations et partis, ils en sont arrivés à abandonner l'essentiel, à savoir que les droits, aspirations ou besoins de l'ensemble des travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes sont parfaitement légitimes et doivent servir exclusivement de guide à l'action du mouvement ouvrier en dehors de toutes

autres considérations, ce qui permettait à n'importe quelle époque ou circonstance de poser la question du pouvoir et de l'Etat qui ne pouvait être résolue que par les travailleurs eux-mêmes, ce qui nécessitait de leur part un haut degré de conscience et d'organisation indépendant de l'Etat et du capitalisme, conditions qui seront toujours battues en brèche ou négligées soit au nom du front unique, soit en recourant au prétexte fallacieux qu'il fallait commencer par créer les conditions d'un rapport de forces favorables aux travailleurs avant de pouvoir poser la question du pouvoir, du gouvernement ou de l'Etat ouvrier, de la République sociale, les travailleurs n'étant pas mûrs pour entendre un tel discours selon eux, occultant le fait que des millions rejetaient les institutions et honnissaient le régime en place, ce qui n'était manifestement pas le cas des couches sociales qu'ils représentaient, et qui présentaient la particularité de figurer parmi les plus favorisées par le régime et les plus enclines à le soutenir plutôt qu'à envisager de le renverser, versant finalement dans le social-patriotisme, le souverainisme, le corporatisme ou l'affairisme qu'une multitude de compromis passés avec les représentants de la classe dominante allaient sanctionner. Tous rechercheront à passer des alliances avec les partis corrompus du mouvement ouvrier et même au-delà, sans parler des directions pourris des syndicats, les institutions auxquelles ils participeront tous jusqu'à nos jours, qu'ils justifieront par le besoin de faire connaître leurs programmes ou leurs formations politiques, en réalité simple opération de marketing ou destinée à récolter des fonds de l'Etat.

On retiendra qu'aucun n'a essayé de populariser les idées du socialisme dont ils se réclament, tournant le dos à la lutte contre le stalinisme qui aurait miraculeusement disparu au début des années 90, alors qu'il continue de sévir partout dans le monde, y compris en France, idem contre la social-démocratie dégénérée ou social-impérialisme devenue social-néolibérale vers laquelle ils ne cesseront de lorgner, fréquentable à leurs yeux (A en vomir, n'est-ce pas ?), etc. dans ces conditions la dégénérescence des courants trotskystes devait mener à l'état de putréfaction auquel ils sont parvenus. A suivre.

Hollande bombarde le Yémen.

- France/USA bombardent Aden - french.irib.ir

Le directeur de la chaîne de télévision yéménite, Al-Massira, a fait part de la participation des navires de guerre français et américains au bombardement de la côte Sud du Yémen. Ibrahim al-Dilmi, Directeur de la chaîne de télévision yéménite, Al-Massira, a démenti, ce dimanche, l'occupation, par les terroristes, d'Aden, située dans le Sud du Yémen. «Les avions de combat et navires multinationaux, notamment, ceux des Etats-Unis et de la France, ont pilonné les côtes d'Aden, ainsi que les autres villes yéménites», a-t-il ajouté. «L'Arabie continue, toujours, d'attaquer différents endroits, au Yémen. Les ennemis se sont focalisés sur Aden, pour, ainsi, détourner l'attention de l'opinion publique des crimes qu'ils commettent, dans d'autres endroits», a ajouté Al-Dilmi.

L'anéantissement des positions des terroristes d'Al-Qaïda, dans plusieurs provinces et endroits yéménites, et le fait de se libérer de la domination des Etats-Unis et de l'Arabie, font partie des acquis du peuple yéménite, malgré les attaques qu'il subit. french.irib.ir 19.07

Alors camarades trotskystes, on le fait quand ce putain de front unique avec le PS, hein, dites-nous tout ? Cela ne vous tente plus ? Ah ben alors, qu'est-ce qui vous arrive ? Le PS est resté fidèle à lui-même (au colonialisme), le masque en moins, est-ce cela qui vous gênerait tant, que votre opportunisme soit démasqué par la même occasion ? Ah, c'est la règle du jeu ! Vous avez perdu et vous êtes mauvais joueurs par dessus le marché. Attention, vous allez encore vous enfoncer ou aggraver votre cas. Votre double jeu est terminé, il n'a que trop duré.

Parole d'internaute

- "L'UE approuve tout ce que les USA approuvent. Tout comme l'embargo sur la Russie par exemple. Et pendant que les pays européens (dont la France) perdent des milliards d'euros par mois à l'exportation, les exportations américaines vers la Russie ont augmenté de 18%. Eh oui ! Reste une question, jusqu'à quand allons-nous accepter d'être à ce point roulés dans la farine par les étatsuniens ?"

Réponse : Indéfiniment une fois que le traité transatlantique de libre-échange USA-UE aura été signé.

Amoralité. Un oxymore criminel ou la question qui tue.

- Au-delà de la performance, pourquoi il est possible d'envisager une finance "morale" - Atlantico.fr 19.07

A travers ce constat, " *Il est important de poser ces principes, même si leur réalisation peut apparaître utopique* " Pierre de Lauzun, l'auteur de *La finance peut-elle être au service de l'homme?*, ne croit pas un mot à la fable qu'il a racontée dans cet article. Peu importe, provenant du Directeur général délégué de la Fédération Bancaire Française cela sonne comme un aveu des plus cyniques quand on pense aux conséquences inhumaines qu'entraîne la dictature de la finance sur l'ensemble de la société et responsable des guerres qui ravagent le Moyen-Orient.

L'essentiel était de poser cette question, et de légitimer la finance en rappelant qu'elle bénéficiait de "*la reconnaissance publique de principes*"... démagogiques, d'un consensus entre tous les partis institutionnels, ce qui vaut en Grèce vaut dans tous les pays de l'UE.

Quand la démocratie pervertie est morte, cela ne leur coûte rien de lâcher quelques vérités qui seront vécues par les travailleurs et les militants comme autant de coups de massue pour achever de les démoraliser, cela fait partie de leur guerre psychologique.

ACTUALITE EN TITRES

Etat policier et racket d'Etat.

- Un radar de chantier a flashé 2.500 fois par jour - 20minutes.fr

Quelques infos sur la Grèce

- À Athènes, des manifestants se dressent contre le travail dominical - LeFigaro.fr

- Grèce: Merkel répète son opposition à une réduction de la dette - 20minutes.fr

Pour la chancelière allemande, cette pratique ne peut avoir lieu «dans l'union monétaire». 20minutes.fr 19.07

- Quelle forme pourrait prendre la restructuration de la dette grecque? - AFP

Une semaine après l'accord aux forceps sur un troisième plan d'aide à la Grèce, un consensus semble se dégager peu à peu parmi les créanciers d'Athènes sur la forme que pourrait prendre la restructuration de la dette grecque.

Pas de "hair cut", mais un allongement de la période de grâce, un rééchelonnement des échéances et une baisse des taux d'intérêt: voici le scénario de plus en plus probable, au vu des exigences des partenaires d'Athènes. AFP 19.07

Ils évoquent un échelonnement de la dette grecque sur 40 ans, autant dire à durér indéterminée ou à vie...

Et les hommes aussi...

- Sexisme: Pour un sénateur de droite, les femmes «sont là pour faire des enfants» - 20minutes.fr

- Les propos « discriminants » du sénateur JF Mayet suscitent la polémique - Public Sénat

Ca baigne les affaires...

- Hélicoptères : Lockheed rachète Sikorsky pour 9 milliards de dollars - La Tribune

- Lockheed rachète Sikorsky pour 9 milliards de dollars - Reuters

- Morgan Stanley bat le consensus grâce au trading - Reuters

... pas pour tout le monde.

- Le taux du Livret A baissé à 0,75% le 1er août, un nouveau plus bas historique - AFP

- Barclays pourrait supprimer 30.000 emplois - AFP

On est jamais mieux placé que par soi-même.

- Un conseiller économique d'Obama nommé chef économiste du FMI (officiel) - AFP

L'Américain Maurice Obstfeld, un des conseillers économiques du président Barack Obama, a été nommé économiste en chef

du Fonds monétaire international, a annoncé l'institution lundi. AFP 20.07

Stratégie du chaos et de la guerre

- Turquie : au moins 30 morts dans une attaque attribuée à l'Etat islamique - LeFigaro.fr

- Egypte: 7 soldats, 59 jihadistes tués dans des combats au Sinaï - AFP

- Cinq attentats coordonnés visent le Hamas et le Djihad islamique à Gaza - 20minutes.fr

- Algérie: une dizaine de soldats tués dans une attaque jihadiste - AFP

- Irak : la veille de l'Aïd, attentat de l'EI sur un marché, 90 morts, dont 15 enfants - LePoint.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Appel à la délation ou après le terrorisme et le racisme d'Etat, la xénophobie d'Etat.

Le fautif de tous vos maux ils l'ont trouvé : L'étranger.

- Les étrangers vont-ils être fliqués ? - 20minutes.fr

Banque, prof, EDF, Internet, tous seront bientôt obligés de briser le « secret professionnel » pour informer la préfecture sur leurs clients étrangers en situation régulière ou non. Ce 20 juillet en début de soirée, les députés doivent examiner le projet de loi porté par Bernard Cazeneuve, sur le droit des étrangers. Officiellement proposé pour faciliter la vie des étrangers sur le sol français, un amendement du projet de loi contre la fraude porte atteinte à leur vie privée.

Ce texte prévoit la création d'un « droit de communication » qui permettra au préfet de consulter « sans que s'y oppose le secret professionnel autre que le secret médical » des informations sur les personnes demandant ou possédant un titre de séjour auprès des écoles, des établissements de santé, des banques, mais aussi d'EDF ou encore de la sécurité sociale. Le but serait de vérifier les informations déclarées par le réquérent dans les établissements concernés pour lutter contre la fraude.

L'article 8 du projet de loi, une autre nouveauté. Il va autoriser le préfet à contrôler, à tout moment, que l'étranger qui dispose d'une carte de séjour « respecte toujours les conditions fixées pour la délivrance de cette carte.» 20minutes.fr 20.07

Résistance passive

- La colère des éleveurs ne retombe pas - Francetv info

Les agriculteurs continuent de bloquer les accès à Caen et au Mont-Saint-Michel. Ils dénoncent la faiblesse des prix de leurs productions. Francetv info 20.07

- Elevage: les raisons de la colère - AFP

Lait, porc ou boeuf, le monde de l'élevage étranglé par les dettes et l'effondrement des cours crie sa colère et cible distributeurs et transformateurs. Au-delà, la crise est aussi alimentée par un contexte général défavorable à toutes les filières.

Q: Quels sont les prix actuellement payés aux producteurs ?

R: Les prix du porc ont atteint 1,38 euros le kilo contre un objectif visé de 1,40 euro pour couvrir les coûts de production. Pour le boeuf, abatteurs et distributeurs s'étaient engagés le 17 juin à augmenter de 5 centimes par semaine jusqu'à 4,50 euros le kilo. On en est loin: les prix n'ont gagné que 7 centimes au total.

Le lait est actuellement payé 300 euros/tonne (soit 30 centimes/litre). Il faudrait qu'il atteigne 340 euros pour couvrir les coûts de production.

Q: Comment sont fixés les prix ?

Les prix des produits de l'élevage se fixent chacun selon un mécanisme propre à la France, mais peuvent être influencés par les cours mondiaux.

Les prix du porc sont fixés au marché au cadran de Plérin, en Bretagne (60% de l'élevage français), qui sert de référence nationale.

Les cours hebdomadaires du boeuf sont établis par l'organisme public FranceAgriMer qui fait une moyenne à partir des prix d'achat déclarés par les abatteurs à l'entrée des établissements. De fait, l'industriel fait le prix. Mais une enseigne de supermarchés peut aussi passer commande à prix fixe pour une promotion par exemple: la pression sur l'abatteur est alors répercutée à l'éleveur.

Le lait dépend d'un système complexe: la moitié environ des éleveurs travaillent sous contrat quinquennal avec des entreprises privées. Le prix peut être réajusté selon la qualité du lait produit. L'autre moitié livre son lait aux coopératives qui fixent les prix d'achat à partir des cotations de l'industrie (beurre, poudre de lait, fromages) et de la toute-puissante coopérative Fonterra... en Nouvelle-Zélande, premier exportateur mondial de lait.

Q: Qui sont les fautifs: industrie ou distributeurs ?

R: Les deux grands acteur se renvoient la balle. La grande distribution assure qu'elle a respecté les engagements pris ces dernières semaines sur le prix de la viande mais que l'argent ne va "pas dans la poche des éleveurs".

Le médiateur des relations commerciales agricoles remettra mercredi au ministre de l'Agriculture un rapport qui établira les responsabilités.

Q: Augmenter les cours suffira-t-il?

R: Une augmentation permettrait aux éleveurs de souffler, sans sortir les milliers d'exploitations du marasme en raison de leurs difficultés de trésorerie et d'endettement - un milliard d'euros selon la FNSEA. Les producteurs souhaitent bénéficier d'une "année blanche" qui suspendrait le paiement des intérêts - l'Etat prendrait alors le relais.

Q: L'embargo russe et la crise grecque: circonstances aggravantes ?

R: L'embargo russe décrété en août 2014 sur les produits agroalimentaires occidentaux a surtout touché le lait et ses produits transformés, donnant le signal de la dégringolade. Mais en engorgeant le marché européen, il a contribué à faire chuter tous les cours.

La situation en Grèce a également impacté la filière bovine: la France qui fournit un tiers des approvisionnements grecs (environ 55.000 t par an) a ressenti durement la fermeture des banques. Mais les professionnels n'imaginent pas que les Grecs "arrêtent de manger".

Q: Qui sont les concurrents des éleveurs français?

R: Pour le porc, les éleveurs désignent les Espagnols, les Néerlandais et surtout les Allemands qui emploient dans les abattoirs une main d'oeuvre venue des pays de l'Est aux conditions des pays d'origine, sans charges sociales. L'instauration récente d'un salaire minimum, n'entrera en vigueur qu'au 1er janvier 2016.

Q: La France importe-t-elle beaucoup de viande?

R: La France a importé l'an dernier près de 380.000 tonnes de viande bovine, soit l'équivalent de 20% de sa production. Dans la restauration collective (cantines...) et les restaurants, 70% de la viande est importée, alors qu'en Allemagne, 70% de la viande consommée dans les restaurants est produite localement.

Sources: FNSEA (le premier syndicat agricole), Jeunes Agriculteurs (JA), Fédération nationale bovine, Fédération nationale porcine, Institut de l'Elevage. AFP 20.07

- Des buralistes en colère neutralisent des radars en Gironde - Reuters

- Les personnels de bord des trains Thello pour Venise en grève - AFP

- MyFerryLink: le port de Calais brièvement bloqué lundi - AFP

- Radio France: Mathieu Gallet à nouveau face aux syndicats pour un CE tendu - AFP Trois mois après la grève historique à Radio France, son patron, Mathieu Gallet, se retrouve mardi face aux syndicats pour leur soumettre un plan qui envisage 350 départs. AFP 20.07

Des conditions de détention "bien pire que la mort" au pays de la démocratie.

- Etats-Unis: Djokhar Tsarnaev dans une prison comparée à l'enfer sur terre - AFP

Condamné à mort pour les attentats de Boston, Djokhar Tsarnaev, 21 ans, vit désormais à l'isolement dans une prison américaine ultra-sécurisée, décrite par certains comme l'enfer sur terre.

La prison fédérale de sécurité maximale de Florence (ADX), unique aux Etats-Unis, abrite dans une zone désertique montagneuse du Colorado (ouest) des condamnés pour terrorisme et les criminels considérés comme les plus dangereux du pays, mafieux ou membres de gangs notamment.

Il y a rejoint 417 détenus qui vivent tous en cellule individuelle de béton de 7,7 m2, avec une fenêtre de 10 cm de large sur 120 cm de haut, d'où il est impossible de se repérer.

Ils y sont enfermés généralement de 22 à 24 heures par jour, leurs repas glissés par une fente en bas de la porte de leur cellule.

S'ils en sortent, c'est les pieds et les mains enchaînés, escortés par au moins deux gardiens, selon un rapport d'Amnesty International publié l'an dernier.

Leur seule "récréation" extérieure est passée, seul, dans une cage vide, à peine plus grande que leur cellule, entourée de murs, d'où ils peuvent apercevoir le ciel. Ils peuvent aussi, en alternance, faire de l'exercice, toujours seul, dans une petite salle équipée d'une unique barre de traction.

Ces "sorties" sont limitées à 10 heures par semaine par plage de deux heures, selon le rapport d'Amnesty de juillet 2014, intitulé "Emmuré", qui estime que de telles conditions de détention "ne respectent pas les standards internationaux pour un traitement humain des prisonniers". Ils peuvent pendant des jours n'entendre que "quelques mots", souligne le rapport.

Un ancien gardien, Robert Hood, a décrit cette prison extrêmement silencieuse, ouverte en novembre 1994, comme "une version propre de l'enfer". "C'est bien pire que la mort", a-t-il estimé.

"C'est une version high tech de l'enfer", raconte aussi à l'AFP Jamie Fellner, spécialiste des prisons américaines chez Human Right Watch à New York, qui l'a visitée deux fois. "ADX est moderne, propre, bien gérée. Tout brille. Mais à l'intérieur, vous avez des centaines d'hommes isolés en permanence, privés de contacts sociaux ordinaires avec les autres".

"Il est difficile de décrire l'intensité implacable de la surveillance à laquelle ils sont soumis", ajoute-t-elle.

Dans cette "Alcatraz des Rocheuses", le jeune musulman d'origine tchétchène ne pourra recevoir que quelques rares visites, derrière une paroi transparente. Il aura droit à deux conversations téléphoniques mensuelles, de 15 minutes maximum, avait témoigné à son procès un ancien responsable fédéral des prisons, Mark Bezy. Son courrier sera limité, systématiquement ouvert et analysé.

Selon Amnesty, de nombreux détenus ne supportent pas ces "conditions d'une dureté inacceptable".

En 2012, un expert Craig Haney avait témoigné au Congrès qu'un "pourcentage choquant" étaient malades mentaux, "souvent très atteints".

Selon une plainte, "Cunningham v. Federal Bureau of Prisons", déposée en 2012 contre le Bureau des prisons, "de nombreux prisonniers à ADX gémissent interminablement, crient, cognent contre les murs de leur cellule. Certains se mutilent avec des rasoirs, des éclats de verre, des os de poulet aiguisés (...) avalent des lames de rasoir, des coupe-ongles... D'autres ont des conversations délirantes avec des voix qu'ils entendent dans leur tête, oublieux de la réalité". La plainte précise que les tentatives de suicide sont fréquentes.

D'autres prisonniers arrêtent de manger, sont alors nourris de force. Entre 8 et 10 prisonniers de l'unité H ont ainsi observé une grève de la faim en février 2014, selon Amnesty. AFP 19.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

1.1- - L'armée yéménite a repris l'aéroport d'Aden - french.irib.ir

Après 2 jours d'affrontements, l'armée yéménite, épaulée par les comités populaires, liés au Mouvement d'Ansarallah, ont à réussi à reprendre aux terroristes d'Al-Qaïda et partisans de Mansour Hadi, l'aéroport d'Aden. Simultanément à la multiplication des raids aériens des avions de combat saoudiens contre le Yémen, les affrontements se sont intensifiés, dans la province d'Aden, tandis que ces avions prenainent, à maintes reprises, pour cible, l'aéroport international de cette ville, afin d'ouvrir la voie aux éléments de ce groupe terroriste, soutenu par l'Arabie.

A la suite de l'intensification des frappes aériennes, l'armée yéménite et les comités populaires du Mouvement d'Ansarallah ont entamé, sur ordre d'Abdelmalek al-Houthi, le Chef de ce Mouvement, les opérations, pour reprendre l'aéroport d'Aden, en avançant vers la localité de Mansoura, afin d'empêcher l'infiltration accrue de terroristes d'Al-Qaïda, pro-Hadi, dans la ville d'Aden. french.irib.ir 18.07

1.2- La guerre des nerfs de Riyad et de ses allies à Aden - french.irib.ir

L'armée yéménite et les forces de résistance populaires liées à Ansarallah ont fait échouer les agissements des mercenaires de l'Arabie à Aden, au sud du Yémen.

Les sources proches du président yéménite en fuite et d'Al-Qaïda avaient prétendu vendredi que la ville d'Aden n'était pas sous le contrôle du mouvement Ansarallah et de l'armée yéménite. Il a été aussi annoncé que plusieurs ministres du cabinet en fuite étaient rentrés de l'Arabie à la ville stratégique d'Aden.

Mardi dernier,des hommes armés, en collaboration avec les éléments d'Al-Qaïda ont lancé une opération pour récupérer la ville d'Aden. Soutenant les déclarations du cabinet yéménite en fuite, l'Arabie a déclenché une guerre médiatique et prétendu que la ville d'Aden n'était plus sous le contrôle d'Ansarallah et de l'armée et que ces derniers avaient subi un échec cuisant. Et ce alors que selon les sources yéménites, l'armée et les forces populaires yéménites ont repris samedi, après d'âpres affrontements avec les terroristes d'Al-Qaïda, le contrôle de l'aéroport international d'Aden. Comme le porte-parole du mouvement populaire Ansarallah, Mohammed Abessalam a annoncé, l'ennemi n'avait enregistré aucune victoire au Yémen et l'Arabie tente de compenser sa défaire militaire au Yémen par des tapages médiatiques.

Le bras de fer dans la ville stratégique d'Aden est d'une importance majeure et on peut prétendre que la partie qui règne sur cette ville, pourra orienter les échanges politiques et économiques de tout le pays. On peut même dire que l'Arabie et ses alliés ont surtout attaqué le Yémen, il y a 4 mois, pour s'accaparer la ville portuaire d'Aden. Lorsque les forces du mouvement populaire Ansarallah, après avoir pris le contrôle de Sanaa, capitale, se sont mises à avancer vers la ville stratégique d'Aden, alors que les membres du cabinet et le président s'étaient enfuis à Riyad, l'agression saoudienne a commencé.

Aden joue alors un rôle de premier plan dans les évolutions yéménites et son contrôle est une question vitale pour l'Arabie et ses mercenaires. Les Ale Saoud et Al-Qaïda ont tenté d'occuper à tout prix la ville d'Aden afin de compenser leur défaire militaire. Les tapages médiatiques, les affrontements à Aden et la diffusion des informations sur l'échec des Houthis dans cette ville sont tous dans le cadre de la guerre des nerfs parrainée par l'Arabie qui souhaite annoncer sa victoire dans un pays où ses mercenaires n'ont aucune popularité. Les assassins des enfants et des femmes yéménites ne peuvent jamais se faire aimer par le peuple révolutionnaire du Yémen. La récupération de l'aéroport international d'Aden constitue alors un échec cuisant pour les Ale Saoud qui ont tenté de dominer les évolutions au Yémen et d'isoler les Houthis. french.irib.ir 20.07

2- Irak

2.1- L'opération saoudo-jordanienne contre l'armée irakienne - french.irib.ir

Les rapports de renseignements depuis Bruxelles, citant des sources diplomatiques européennes font part de l'intervention saoudo-jordanienne dans les raids aériens contre l'armée et les forces populaires irakiennes.

Selon l'IRNA citant radio "Austen" (de l'Europe), les informations et renseignements envoyés depuis Bruxelles affirment que l'opération conjointe menée par les chasseurs saoudiens et jordaniens contre l'armée irakienne et les forces populaires était une opération secrète, effectuée après l'accord avec le commandement des forces de la soi-disant coalition internationale anti-Daech.

Selon la même source, ces bombardements visaient à entraver la progression des forces irakiennes vers les régions et les villes occuées par Daech et ses alliés parmi les partisans de l'ex-régime irakien de Saddam. french.irib.ir 20.07

2.2- Irak : le siège du commandement de l'opération de Daech détruit, à Ramadi - french.irib.ir

Le commandant de la police fédérale irakienne a fait état de la destruction du siège du commandement de l'opération du groupe terroriste Daech, à Ramadi.

Selon l'agence de presse Tasnim, citant des sources médiatiques irakiennes, le général Shaker Jowdat a affirmé qu'une équipe de renseignement de la police fédérale d'Irak, en coordination avec les unités d'artillerie et les chasseurs de l'armée, était parvenue à raser le commandement de l'opération de Daech, à Ramadi.

Il a ajouté que, lors de cette mission, des dizaines d'éléments du groupe terroriste takfiri de Daech avaient été tués ou blessés. «Pas moins de sept véhicules appartenant aux Daechistes ont été anéantis», a affirmé le commandant de la police fédérale irakienne. french.irib.ir 20.07

3- Bosnie

- Quand Daesh met la main sur un village isolé en Bosnie - 20minutes.fr

L'organisation de l'Etat islamique d'Irak et de Syrie s'est offert en secret un bastion dans un village isolé en Bosnie-Herzégovine. Selon les révélations du quotidien The Mirror publiées samedi soir, reprises le lendemain par le Dailymail, le terrain entouré de forêts se trouverait près du village d'Osve. Les services de renseignements bosniaques sont persuadés que l'organisation djihadiste cherche ainsi à créer une base pour attaquer l'Europe occidentale.

La Bosnie, une place de choix pour Daesh

Les terrains achetés par l'Etat Islamique possèdent plusieurs atouts : en premier lieu, leur proximité avec la mer Méditerranée qui permet une accessibilité évidente depuis la Syrie, l'Irak et l'Afrique du Nord en traversant illégalement la Grèce, la Turquie, la Macédoine et la Serbie.

Le petit village d'Osve est situé dans une colline, à près de 100 kilomètres de Sarajevo : inconnu des GPS, il est acccessible par des routes sinueuses et étroites pour les voitures. La discrétion y est donc assurée et la vue imprenable sur les alentours. La vente illégale d'armes en place depuis le conflit des années 1990 est également un atout pour Daesh, qui entend entraîner ses nouvelles recrues djihadistes loin de la communauté internationale.

Les acheteurs seraient Harun Mehicevic, un sympathisant de Daesh qui aurait fui la Bosnie pour l'Australie dans les années 90 où il est devenu l'un des hommes les plus dangereux du pays ; Jasin Rizvic et Osman Kekic, deux hommes qui combattent en Syrie ; mais aussi Izet Hadzic, un leader musulman qui a été arrêté par les services de sécurité de la Fédération de Bosnie-Herzégovine.

Les services de sécurité pointent un réel risque : cette zone bosniaque pourrait être une base pour des « attaques terroristes dévastatrices pour l'Ouest ». Osve n'est pas le premier village aux mains de Daesh : il y a cinq mois, les forces anti-terroristes bosniaques ont aperçu pour la première fois leur drapeau sur les maisons de Gornja Maoca près de Srebrenik (nord du pays). Des descentes de police ont plusieurs fois été réalisées dans ce village en raison des liens soupçonnés avec des groupes radicaux.

Aujourd'hui, les résidents des villages voisins à Osve entendent régulièrement des tirs et voudraient bien quitter la région le plus rapidement possible. Les habitants dépeignent des endroits « beaux mais incroyablement dangereux ». Ils évoquent également la difficulté pour vendre leurs maisons pour pouvoir partir. Ils ont confié aux enquêteurs du Mirror craindre que leur village ne soit « un nid à terroristes ». 200 ressortissants bosniaques dans les rangs de Daesh

Au cours des derniers mois, 12 combattants de l'EI qui avaient été entraînés à Osve, sont partis pour la Syrie, et 5 d'entre eux auraient été tués. Mais ils étaient loin d'être les premiers Bosniaques à partir : selon un rapport sur le djihadisme en Bosnie intitulé « The Lure of the Syrian War: The Foreign Fighters », 156 hommes et 36 femmes seraient partis en Syrie, accompagnés de 25 enfants entre 2013 et 2014. Au total, 48 étaient rentrés chez eux en janvier dernier.

Selon les estimations des services de renseignements, depuis 2012, environ 200 ressortissants bosniaques seraient partis rejoindre les rangs de Daesh en Syrie et en Irak. Une trentaine seraient morts et quarante rentrés en Bosnie.

Selon les auteurs du rapport, la Bosnie serait « mal préparée pour combattre la menace ». Le directeur du Centre d'Études de Sécurité de Sarajevo, Armin Krzalic, confiait que « les Bosniaques qui sont allés se battre pour l'État Islamique seront traités comme une menace à la sécurité ».20minutes.fr19.07

C'est la Turquie ou Israël au milieu de l'Europe...

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- La France, ses hommes, ses femmes ... et ses statistiques - latribune.fr

L'Insee dresse un panorama synthétique de la France dans le domaine économique, social et culturel, notamment.

La France... Ses hommes, ses femmes, ses enfants, ses paysages...et le reste. En quelques pages, l'Insee dresse un inventaire précis de la France et de ses 66,3 millions d'habitants. Dans certains domaines, des améliorations sont palpables. Dans d'autres, la situation s'est dégradée. Voici, point par point, un état des lieux.

Quelles sont les améliorations ?

Population

L'espérance de vie atteignait 75,2 ans pour les hommes en 2000. En 2014, elle était passée à 79,2 ans. Celles des femmes a également progressé. Elle s'élevait à 82,8 ans en 2000 et à 85,4 ans en 2014.

Les naissances progressent. Il y en avait 793.000 en 2000 et 820.000 en 2014.

Environnement

La France a réduit ses émissions de gaz à effet de serre en millions de tonnes d'équivalent CO2. Celle-ci est passée de 557 à 490 millions entre 1990 et 2012

La production totale de déchets par habitant a reculé. Elle s'élevait à 7,1 tonnes en 2006. Elle atteignait 5,3 tonnes en 2012. Cette même année, 7,9 milliards de tonnes de déchets étaient recyclés, contre 3,7 milliards en 2000.

En 2000, la France consacrait 28,35 milliards d'euros pour protéger l'environnement. En 2012, ces dépenses s'élevaient à 47,5 milliards d'euros.

Enseignement-recherche

La part des bacheliers dans une génération s'élevait 43,5% en 1990 et à 73,7% en 2013.

La dépense intérieure d'éducation s'élevait à 68 milliards d'euros en 1990. En 2013, elle atteignait 144,8 milliards d'euros.

Les dépenses de recherche et de développement des entreprises ont explosé entre 2001 et 2012, passant de 20,7 à 30 milliards d'euros sur la période.

Economie - Finances

Le PIB par habitant atteignait 18.181 euros en 1990 et 32.227 en 2014.

La France accueillait 52,5 millions de touristes en 1990, 77,2 millions en 2000 et 84,7 millions en 2013. Les recettes liées au tourisme atteignaient 15,9 milliards d'euros en 1990, 35,7 en 2000 et 42,7 en 2013.

En revanche, dans certains domaines, la situation s'est dégradée

C'est notamment le cas dans l'Environnement

Plus écologique, le transport fluvial ne décolle pas. Il régresse même ! Il représentait 2,6 % du transport de marchandises en 1990 et 2 % en 2000 et 2,3 % en 2013. Son développement fait pourtant partie des priorités de chacun des candidats aux élections présidentielles dans le domaine écologique...

Santé

La consommation de boissons alcoolisées, de tabac et de stupéfiants a progressé. Elle s'élevait à 3,3 milliards d'euros en 1990 et à 3,6 milliards d'euros en 2014.

Le nombre de médecins généralistes pour 100.000 habitants recule. L'Insee en recensait 162 en 1990, comme en 2000, et 155 en 2014.

Enseignement-recherche

Le taux de scolarisation a reculé en 2000 et 2012. Il atteignait 96,5% à 16 ans en 2000 et 93,4 ans douze ans plus tard.

Emplois- revenus - salaires

Le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) s'élevait à 1,890 millions en 1990. En 2014, le chômage touchait 2,813 millions de personnes.

Le taux de chômage des 15-24 ans atteignait 15,1% en 1990 et 23,2 % en 2013.

Le taux de pauvreté progresse. Il atteignait 13,8 % de la population en 1990 et 13,9 % en 2012. Il avait reculé entre 1990 et 2000. Cette année-là, il s'élevait à 13,6 %.

Economie - Finances

Le déficit public a progressé entre 2000 et 2014. Il s'élevait à 1,3 % du PIB en 2000 et à 4 % en 2014.

Le taux de couverture de la balance commerciale était de 96,3 % en 1990. Il s'est replié à 94 % en 2014.

La construction de logements a nettement reculé. Si 207.000 logements individuels ont été mis en chantier, puis 247.000 en 2000, il n'y en avait que 157.000 en 2012. En 1990, le logement représentait 20,6 % de la consommation des ménages. Cette part s'élevait à 26,8 % en 2014.... Les ménages paient durement la pénurie de logements.

Le poids des constructeurs automobiles français est en chute libre. En 1990, ils ont vendu 1,4 million de voitures en France, contre 994.000 en 2014.

Le secteur électronique a souffert au cours de ces dernières années. La fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques s'élevait à 110,3 milliards d'euros en 2000 et à 80,3 milliards d'euros en 2014.

Que faut-il retenir de cette batterie de statistiques ? A moins d'un an et demi des prochaines élections présidentielles, pourrait-elle éclairer d'un jour nouveau la feuille de route de l'exécutif ? Peut-être. On peut s'attendre à ce que le gouvernement intensifie son action dans la lutte contre le chômage - François Hollande ne se représentera pas à sa propre succession si le nombre de chômeurs ne recule pas - et dans la protection de l'environnement. Paris organisera la prochaine conférence sur le climat en décembre. Des décisions devraient être prises et des mesures devraient être annoncées. latribune.fr 20.07

ECONOMIE

1- Or et matières premières

- Trois explications à la chute brutale de l'or - latribune.fr

Tombé sous les 1.100 dollars l'once dans les échanges asiatiques, l'or a pâti de la remontée du dollar, des réserves aurifères chinoises moins importantes que prévu et de l'accalmie du marché grec notamment. Mauvaise période pour les

matières premières. Elles ont connu une baisse exceptionnelle lundi 20 juillet. L'index de Bloomberg qui les regroupe est tombé à son plus bas depuis juin 2002. Le cours de l'or, notamment, a connu une dégringolade. Le prix du métal jaune a baissé brusquement lundi dans les échanges asiatiques, tombant vers 01h30 GMT (11h30, heures française) à 1.072,35 dollars l'once, son plus bas niveau depuis le 11 février 2010. Aux États-Unis, l'once chutait à 1.110 dollars à 6h13 (12h13, heure française).

"La glissade de l'or a été déclenchée par un mouvement vendeur sur la bourse de l'or à Shanghai", expliquent des analystes de Commerzbank. Le Financial Times rapporte en effet que le vendredi 17 juillet est une journée record en terme de vente d'or. Trois explications à cette chute brutale du métal précieux.

Des taux américains appelés à grimper, un dollar fort

Une remontée des taux au deuxième semestre 2015 se précise si l'on en croit les dernières déclarations de Janet Yellen. Ainsi, le dollar a réagi et atteint lundi à 12 heures un peu plus haut depuis trois mois à 0,92 euros. La monnaie verte n'avait pas atteint un tel niveau depuis avril.dernier. "Une augmentation des taux d'intérêts devrait renforcer le dollar, provoquant plus de sortie de fonds des matières premières et des métaux", analyse pour Bloomberg Vattana Vongseenin, membre du Phillip Asset Management.

Pour rappel, une hausse du billet vert tend à rendre moins attractifs les achats de métaux libellés en dollar, car ceux-ci sont plus onéreux pour les investisseurs munis d'autres devises.

Des réserves chinoises moins importantes que prévues

Après six ans de silence, la Chine, premier producteur mondial d'or, a dévoilé vendredi 17 juillet le montant de ses réserves d'or. Pékin a révélé que les réserves avaient augmenté de 57% à 1.658 tonnes. Le cours du métal jaune a baissé de 1% ce jour-là. Selon Chen Shao de Macquarie Capital Securities Limited, cela a pu avoir un effet sur la chute des cours du précieux métal :

"Les réactions du marché pourraient s'expliquer car l'augmentation des réserves est plus faible qu'attendue." Pour Barclays, "les réserves d'or révélées par la Chine montrent que le pays ne compte pas augmenter ses réserves tant que cela, ce qui coupe une forte source de demandes."

L'accord en Grèce et le marché boursier chinois redressé

Enfin, l'accalmie du côté de la Grèce avec l'accord pour un troisième plan d'aide, la réouverture des banques grecques, ainsi que la la chute des marchés boursiers chinois jugulée ont poussé à la baisse de l'or, analyse Barclays. En effet, une accalmie des marchés implique que l'or sert moins de valeur refuge. latribune.fr 20.07

Les banksters tel Barclays spéculent à la fois à la hausse et à la baisse...

Chine

- Chine : la dette des entreprises atteint un point critique - latribune.fr

Les fortes chutes des valeurs boursières chinoises ont particulièrement retenu l'attention en juin. Mais la dette des sociétés chinoises atteint plus de 16.000 milliards de dollars (15.000 milliards d'euros) soit 160% du PIB: elle représente le double de la dette des entreprises américaines.

Cet endettement augmenterait encore de 77% durant les cinq prochaines années pour atteindre 28.800 milliards de dollars, estime l'agence de notation Standard & Poor's.

Les risques "d'un robinet à crédit ouvert"

Les interventions de Pékin ont eu jusqu'à présent des visées plutôt macroéconomiques pour soutenir une croissance dont le rythme serait cette année le plus lent depuis un quart de siècle.

La Banque populaire de Chine a réduit les taux par quatre fois depuis novembre, abaissé le ratio des réserves obligatoires et supprimé le plafonnement des crédits considérés en rapport des dépôts.

Certes, le gouvernement souhaite que ces mesures bénéficient surtout aux PME et aux segments innovateurs de l'économie mais, fait remarquer Louis Kuijs (RBS), "lorsque les robinets du crédit sont ouverts, le risque est que l'argent aille à des sociétés ou des entités à problèmes". Or, les banques chinoises ont octroyé pour 1.280 milliards de yuans (190 milliards d'euros) de nouveaux prêts en juin, plus que les 900,8 milliards de yuans de mai.

Difficile de mesurer le financement de l'économie réelle

Les différentes mesures prises ont eu surtout pour effet d'abaisser les coûts financiers à court terme et de stimuler le prêt spéculatif en Bourse. De fait, il est difficile de voir dans quelle mesure les prêts bancaires servent réellement à financer des investissements profitables à l'économie réelle alors que les coûts d'emprunt à long terme restent élevés et que les banques hésitent à prendre des risques.

La dette des entreprises industrielles représente une proportion sans cesse plus grande de leur bénéfice. L'étude Thomson Reuters montre qu'en 2010, la dette des entreprises spécialisées dans les ressources naturelles représentait 2,8 fois leur bénéfice brut. A la fin 2014, le rapport était de 5,3 fois. Pour les sociétés de l'énergie, le rapport est passé de 1,1 à 4,4 fois et pour les industrielles de 2,5 à 4,2 fois.

Des prêts qui alimentent des entreprises publiques inefficaces

Gao Hong, l'un des responsables des investissements de l'équipementier ferroviaire Jinxi Axle, lequel a vu son rapport de la dette au bénéfice tripler à 10,25 de 2010 à 2014, explique que la société a toutes les peines du monde à trouver des projets d'investissement rentables, préférant ainsi investir dans des produits bancaires à court terme à rendement garanti.

"Le risque de ces programmes (d'investissement) est tellement élevé et le taux de rendement si faible qu'il vaut mieux pour nos investisseurs que nous achetions des produits bancaires. L'an passé, nous avons dégagé des profits grâce à la vente d'actions CNR", a-t-il dit.

Pour l'essentiel, les nouveaux prêts alimentent des entreprises publiques notoirement inefficaces. "On prête pour financer des projets de grands travaux et certains peuvent être faits par des entreprises publiques dont l'endettement augmente en conséquence", dit Tao Wang (UBS). "Les prix baissent et le chiffre d'affaires se tasse; dans un tel contexte, on ne peut pas ordonner un désendettement sur le champ, qui aboutirait à un atterrissage en catastrophe".

Une gestion périlleuse

Orienter le crédit vers les entreprises les plus efficaces, là où il aurait le plus d'impact sur l'économie, serait plus facile si on laissait disparaître les canards boiteux, de manière à ce que les marchés puissent valoriser la dette plus aisément.

Les autorités souhaitent que le marché joue un plus grand rôle de ce point de vue mais sans en assumer réellement les conséquences, renflouant dans les faits les sociétés en difficulté comme ce fut le cas l'an passé lorsque Shanghai Chaori Solar Energy Science and Technology fit défaut sur un remboursement d'emprunt.

Il a fallu une série de mesures sans précédent pour enrayer la chute des marchés boursiers chinois, qui représentent un peu plus de 8.000 milliards de dollars et sont réservés à une minorité de Chinois relativement aisés. S'attaquer à la dette des entreprises est une tâche d'une toute autre envergure.

"Gérer le marché de la dette est sans doute plus périlleux que gérer la Bourse parce que ce marché est plus gros (...) et l'aléa moral est un problème de poids", selon David Cui, consultant pour la Bank of America. latribune.fr et Reuters19.07

Haut de page

Le 22 juillet 2015

CAUSERIE

Il y avait peu d'infos intéressantes, aussi nous les intègrerons dans la causerie de demain, et puis je n'ai qu'une tête et deux yeux bien fatigués.

A la place nous vous proposons de quoi alimenter votre réflexion politique.

Le capitalisme, c'est la théorie de la paupérisation appliquée aux peuples du monde entier.

Ceux qui s'accomodent du capitalisme ou estiment qu'il faudrait juste corriger ses excès pour le rendre humain sont des ignorants, des escrocs ou des charlatans, parce qu'ils nient que ses lois de fonctionnement sont déterminées à la fois par les rapports

sociaux qui sont à l'origine de ce système économique et par son développement une fois soumis à ces rapports, rapports qui sont conçus de telle manière qu'ils profitent à ceux qui détiennent le pouvoir économique ou les moyens de production. C'est ainsi que le système capitaliste fonctionne pour satisfaire uniquement ou en priorité les besoins des privilégiés au détriment du reste de la population, et ces lois de fonctionnement sont aussi incontournables une fois qu'on les a adoptées que deux et deux font quatre et ne feront jamais autre chose.

Le système économique capitaliste fonctionne comme tout système selon ses propres règles ou lois, dont il ne peut se passer ou qu'il ne peut transgresser sous peine de se nier lui-même ou d'éclater, de disparaître. Et ses auteurs, partisans ou ceux qui en tirent profit ne pourront en justifier l'existence autrement qu'en se référant à ces règles ou lois qui en assurent le fonctionnement ou en les soutenant, en les revendiquant.

Ces règles ou lois étant le produit de rapports (sociaux) établis entre différents facteurs, elles ne peuvent fonctionner pour autant que ces facteurs demeurent liés entre eux ou évoluent dans des limites bien déterminées au-delà desquelles les conditions de l'existence même de ce système serait remise en cause. Ces limites agissent comme des contraintes que ce système s'impose lui-même et auxquels il ne peut échapper, car elles sont inhérentes aux contradictions qui sont à la base des rapports sociaux qui en sont à l'origine.

Le développement des forces productives est à l'origine de l'aliénation des producteurs aspirant à leur émancipation des lois de la nature qui s'imposent à eux, contradiction inhérente à la nature de l'homme venant au monde ignorant et à l'évolution de la civilisation humaine qui en découlera de manière inconsciente, dont l'objet consistera à transformer son environnement ou à se doter des instruments nécessaires pour satisfaire ses besoins sans jamais maîtriser le processus dialectique à l'oeuvre.

On a là tous les éléments ou facteurs qui permettent de comprendre sur quoi repose cette contradiction et les termes dans lesquels elle peut se résoudre, vers quelle issue elle tend, soit en développant à l'extrême les antagonismes qu'elle comporte en adaptant ces règles ou lois au fur et à mesure que les forces productives se développent sur la base du respect des rapports sociaux d'exploitation établis, ce qui s'est traduit par l'adoption de modes de production successifs basés sur l'exploitation de l'homme par l'homme, soit en profitant de la crise ou de l'extrême tension sociale auxquelles conduit inévitablement cet antagonisme de classe pour briser ses rapports sociaux ou s'émanciper des règles ou lois qui les régissaient, afin de libérer les forces productives qui étouffaient dans le carcan du mode de production et en imposer un qui ne serait plus basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme, mais sur la satisfaction des besoins sociaux de la population, à condition toutefois que le développement des forces productives aient atteint un niveau permettant de satisfaire les besoins de tous les homme, condition réunie depuis un siècle si l'on s'en tient aux besoins des hommes tels qu'ils existaient à l'époque et non tels qu'ils existent de nos jours, argument qui pouvait être contesté autrefois, mais qui n'est plus de mise de nos jours.

Ce qu'il faut retenir, outre qu'il existe une issue (politique) aux contradictions au-delà du système économique capitaliste, c'est que le législateur agissant pour le compte de la classe détenant le pouvoir économique, adapte les règles et les lois qui le régissent en fonction de l'évolution de ses contradictions qui s'imposent à lui et à la classe qu'il représente, pour assurer la pérennité de leur système économique. Ce que Marx avait découvert et avait exprimer ainsi : "Toutes les lois que les économistes ont exposées, depuis Quesnay jusqu'à Ricardo, sont établies dans la supposition que les entraves qui enchaînent encore la liberté commerciale n'existent plus. Ces lois se confirment au fur et à mesure que le libre-échange se réalise.", autrement dit, ces lois s'imposent aux tenants même du capitalisme, et lorsqu'elles feront l'objet d'une traduction législative elles pourront apparaître comme le produit de la volonté des capitalistes de s'enrichir davantage ou guidés uniquement par une avidité insatiable, alors qu'en réalité elles sont uniquement dictées par le développement du capitalisme, elles ne font que s'y adapter car le capitalisme se développe en dehors de tout processus conscient, conformément à un processus dialectique qui leur échappe, et c'est seulement après coup lorsqu'ils prennent conscience de son orientation, qu'ils réagissent ou ajustent les lois pour en gérer les conséquences sur l'ensemble de la société... à leur profit évidemment.

On a là l'explication de l'irrationalité ou l'inanité des discours portant sur le cours ou les excès du capitalisme qu'il faudrait réformer ou corriger, dans la mesure où cela revient à nier qu'il correspond à un système mû par ses propres régles ou lois qui s'imposent à lui et à tous ses acteurs, dans des limites bien déterminées au-delà desquelles, soit il entre en putréfaction, soit il éclate en libérant les forces (productives ou sociales) qu'il retenait prisonnier ou qu'il avait entrepris de détruire, pour céder la place non pas à un nouveau système se mordant la queue ou refermé sur lui-même, mais permettant à l'humanité entière d'accéder à un niveau de développement illimité ou supérieur et harmonieux, une fois débarrassé des chaînes de l'exploitation qui l'entravaient, permettant à l'homme de faire pour la première fois consciemment sa propre histoire.

On s'aperçoit ici (si nécessaire) que le socialisme est une théorie élaborée, scientifique et sérieuse qui ne repose pas sur du vent.

On aura noté au passage que l'ignorance ou l'inconscience n'a cessé de jouer un rôle déterminant au cours du développement de la civilisation humaine, et ce n'est pas un hasard si ce facteur continue de nos jours de remplir un rôle prépondérant de pilier du régime en place ; Il en est le meilleur allié, d'où la nécessité de le combattre de toutes nos forces pour parvenir à changer la société.

On aura compris que le capitalisme et le socialisme sont mus par des rapports et objectifs inconciliables, soit conserver le système économique existant, s'y adapter ou s'en accommoder en espérant en tirer profit individuellement, sans tenir compte des conséquences désastreuses que sa survie implique pour le reste de la population (mondiale), allant même jusqu'à remettre

en cause le développement acquis au cours des siècles précédents par la civilisation humaine, soit combattre pour s'en débarrasser à l'échelle nationale, européenne, mondiale, et entrevoir enfin le règne de la liberté et de la paix universelle pour tous les peuples, une fois celui de l'exploitation de l'homme par l'homme source de toutes les inégalités sociales et de toutes les injustices qui les accompagnent abolie.

Il n'y a là rien d'extraordinaire, de mystérieux, de spéculatifs, il s'agit de savoir si on souhaite se mouvoir dans un système qui voue les peuples aux chaos et à la guerre ou si on souhaite tirer un trait dessus et passer à autre chose.

Ce qui est étonnant en revanche, au premier abord seulement, mais cela est peut-être dû à la médiocrité de nos dirigeants qui ont donné une image épouvantable du socialisme, c'est que les travailleurs continuent de privilégier ou de plébisciter un système économique qui correspond à un processus inconscient et irrationnel en contradiction avec les objectifs que devrait se donner la société ou leurs besoins, comme si leur esprit critique faisait totalement défaut, alors que la logique la plus élémentaire permet de saisir qu'il est condamné à disparaître d'une manière ou d'une autre, soit en donnant naissance à un monstre d'injustice ou de cruauté ne répondant plus à aucun rapport, à aucune règle ou loi établies jusqu'à présent autre qu'un vulgaire règlement de police ou d'un camp de concentration rédigé par les représentants de l'oligarchie financière trônant au sommet de la pyramide du pouvoir, soit en disparaissant à l'occasion d'un soulèvement révolutionnaire donnant naissance à une République sociale.

Ce comportement ou cette absence de discernement s'explique par la faiblesse de leur niveau de conscience du fonctionnement du capitalisme et de la société entretenue méticuleusement et avec persévérance par la confrérie réunies des opportunistes, réformistes, renégats, révionnistes, traîtres ou vendus en tous genres qui sévissent au sein du mouvement ouvrier ou en dehors en prétendant s'exprimer au nom des peuples exploités et opprimés.

Dans la vie de tous les jours, nous sommes tous amenés à porter des appréciations sur la rationalité ou l'irrationalité de certains actes ou comportements, de certaines idées, sans jamais y avoir réfléchi sérieusement auparavant ou en avoir tiré des enseignements pratiques, sans jamais s'être demandé ce qui en réalité guidait nos jugements, comme si nous avions réellement développé les facultés nécessaires afin de nous le permettre, alors que ce n'est pas le cas généralement, considérant que ce serait un droit absolu ou quasi divin, un droit inné en somme qui ne répondrait à aucune règle, totalement arbitraire et qui devrait se soustraire à la critique, même lorsqu'il conduit à des situations absurdes ou dramatiques pour soi ou pour ses proches, ses semblables, le dénoncer vous vaudra d'être taxé d'intolérant, de dictateur, atteignant là le comble de l'ignorance qui s'ignore poussée à son paroxysme, ne craignant pas le ridicule qui ne tue pas comme chacun sait, quoiqu'il arrive qu'il soit fatale, ici en l'occurrence.

Je suis d'avis que pour élever le niveau de conscience des travailleurs, il faut partir de leurs expériences quotidiennes de l'existence, la meilleure école qui soit, et en tirer des enseignements que l'on transposera à la société et au capitalisme, ce qui ne devrait poser aucun problème insurmontable puisque c'est le même processus inconscient qui est à l'oeuvre ou qui les domine. Il est complètement délirant de s'adresser aux travailleurs comme le font nos dirigeants, sans tenir compte du constat qu'ils ne possèdent pas les facultés nécessaires pour saisir leurs discours qui s'adressent en réalité à une élite intellectuelle ou des militants, ce que ne sont pas plus de 90% des travailleurs.

Prendre conscient qu'on a passé son temps à faire sa vie inconsciemment ou sans avoir réellement conscience de sa condition, ou prendre conscience que c'est un processus inconscient qui a déterminé le cours ou le sort du capitalisme ou de la société jusqu'à présent, on ne voit pas où il y aurait une difficulté à assimiler l'un sans convenir de l'autre, hormis la vanité qui conduit à manquer de sincérité, d'honnêteté et de modestie, défauts qui seront rapidement neutralisés dès lors qu'on montre l'exemple et qu'on fait preuve de persévérance.

Voici maintenant ce qui m'a inspiré ce passage, comme quoi le marxisme demeure une source inépuisable d'inspiration.

Karl Marx : Discours sur la question du libre-échange. Extraits.

LVOG (La voix de l'Opposition de gauche) - Le travail bon marché.

Ce discours, prononcé à la séance publique du 7 Janvier 1848 de l'Association démocratique de Bruxelles est conforme au texte de la brochure originale publiée à Bruxelles en 1848, aux frais de l'Association.

K. M. - Quand il faudra moins de frais pour mettre en mouvement la machine qui produit les marchandises, les choses nécessaires pour entretenir cette machine qui s'appelle travailleur, coûteront également moins cher. Si toutes les marchandises sont à meilleur marché, le travail, qui est aussi une marchandise, baissera également de prix, et, comme nous le verrons plus tard, ce travail marchandise baissera proportionnellement beaucoup plus que les autres marchandises. Le travailleur, comptant toujours sur l'argumentation des économistes, trouvera que le franc s'est fondu dans sa poche, et qu'il ne lui reste plus que cinq sous.

Là-dessus les économistes vous diront : eh bien, nous convenons que la concurrence parmi les ouvriers, qui certes n'aura pas diminué sous le régime du libre-échange, ne tardera pas à mettre les salaires en accord avec le bas prix des marchandises.

Mais d'autre part le bas prix des marchandises augmentera la consommation; la plus grande consommation exigera une plus grande production, laquelle sera suivie d'une plus forte demande de bras, et à cette plus forte demande de bras succédera une hausse de salaires.

Toute cette argumentation revient à ceci : le libre-échange augmente les forces productives. Si l'industrie va croissant, si la richesse, si le pouvoir productif; si, en un mot, le capital productif augmente la demande du travail, le prix du travail, et, par conséquent, le salaire, augmente également. La meilleure condition pour l'ouvrier, c'est l'accroissement du capital. Et il faut en convenir. Si le capital reste stationnaire, l'industrie ne restera pas seulement stationnaire, mais elle déclinera, et, en ce cas, l'ouvrier en sera la première victime. Il périra avant le capitaliste. Et dans le cas où le capital va croissant, dans cet état de choses que nous avons dit le meilleur pour l'ouvrier, quel sera son sort ? Il périra également.

L'accroissement du capital productif implique l'accumulation et la concentration des capitaux. La centralisation des capitaux amène une plus grande division du travail et une plus grande application des machines. La plus grande division du travail détruit la spécialité du travail, détruit la spécialité du travailleur et, en mettant à la place de cette spécialité un travail que tout le monde peut faire, elle augmente la concurrence entre les ouvriers.

Cette concurrence, devient d'autant plus forte, que la division du travail donne à l'ouvrier le moyen de faire à lui seul le travail de trois. Les machines produisent le même résultat sur une beaucoup plus grande échelle. L'accroissement du capital productif, en forçant les capitalistes industriels à travailler avec des moyens toujours croissants, ruine les petits industriels et les jette dans le prolétariat. Puis, le taux de l'intérêt diminuant à mesure que les capitaux s'accumulent, les petits rentiers qui ne peuvent plus vivre de leurs rentes seront forcés de se lancer dans l'industrie pour aller augmenter ensuite le nombre des prolétaires.

Enfin, plus le capital productif augmente, plus il est forcé de produire pour un marché dont il ne connaît pas les besoins, plus la production précède la consommation, plus l'offre cherche à forcer la demande, et, en conséquence, les crises augmentent d'intensité et de rapidité. Mais toute crise, à son tour, accélère la centralisation des capitaux et grossit le prolétariat.

Ainsi, à mesure que le capital productif s'accroît, la concurrence entre les ouvriers s'accroît dans une proportion beaucoup plus forte. Le rétribution du travail diminue pour tous, et le fardeau du travail augmente pour quelques-uns.

LVOG - Le capitalisme tend inexorablement vers la diminution du coût de la force de travail.

K. M. - ...toute la doctrine de compensation que les free-traders établissent, revient à ceci : Vous autres, milliers d'ouvriers qui périssez, ne vous désolez pas. Vous pouvez mourir en toute tranquillité. Votre classe ne périra pas. Elle sera toujours assez nombreuse pour que le capital puisse la décimer, sans avoir à craindre de l'anéantir. D'ailleurs, comment voulez-vous que le capital trouve un emploi utile, s'il n'avait pas soin de se ménager toujours la matière exploitable, les ouvriers, pour les exploiter de nouveau ? Mais aussi, pourquoi poser encore comme problème à résoudre, l'influence que la réalisation du libre-échange exercera sur la situation de la classe ouvrière ? Toutes les lois que les économistes ont exposées, depuis Quesnay jusqu'à Ricardo, sont établies dans la supposition que les entraves qui enchaînent encore la liberté commerciale n'existent plus. Ces lois se confirment au fur et à mesure que le libre-échange se réalise.

La première de ces lois, c'est que la concurrence réduit le prix de toute marchandise au minimum de ses frais de production. Ainsi le minimum de salaire est le prix naturel du travail. Et qu'est-ce que le minimum du salaire ?

C'est tout juste ce qu'il faut pour faire produire les objets indispensables à la sustentation de l'ouvrier, pour le mettre en état de se nourrir tant bien que mal et de propager tant soit peu sa race.

Ne croyons pas pour cela que l'ouvrier n'aura que ce minimum de salaire, ne croyons pas, non plus, qu'il aura ce minimum de salaire toujours.

Non, d'après cette loi, la classe ouvrière sera quelquefois plus heureuse. Elle aura parfois plus que le minimum; mais ce surplus ne sera que le supplément de ce qu'elle aura eu, moins que le minimum, dans le temps de stagnation industrielle. Cela veut dire que, dans un certain laps de temps qui est toujours périodique, dans ce cercle que fait l'industrie, en passant par les vicissitudes de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise, en comptant tout ce que la classe ouvrière aura eu de plus et de moins que le nécessaire, on verra qu'en somme elle n'aura eu ni plus ni moins que le minimum; c'est-à-dire la classe ouvrière se sera conservée comme classe après bien de malheurs, de misères et de cadavres laissés sur le champ de bataille industriel.
Mais qu'importe ? La classe subsiste toujours et, mieux que cela, elle se sera accrue.

Ce n'est pas tout. Le progrès de l'industrie produit des moyens d'existence moins coûteux. C'est ainsi que l'eau-de-vie a remplacé la bière, que le coton a remplacé la laine et le lin, et que la pomme de terre a remplacé le pain.

LVOG - La force de travail discount.

K. M. - Ainsi, comme on trouve toujours moyen d'alimenter le travail avec des choses moins chères et plus misérables, le minimum du salaire va toujours en diminuant. Si ce salaire a commencé à faire travailler l'homme pour vivre, il finit par faire vivre l'homme d'une vie de machine. Son existence n'a d'autre valeur que celle d'une simple force productive, et le capitaliste le traite en conséquence.

LVOG - La liberté de qui et pour qui.

K. M. - Messieurs, ne vous en laissez pas imposer par le mot abstrait de liberté. Liberté de qui ? Ce n'est pas la liberté d'un simple individu, en présence d'un autre individu. C'est la liberté qu'a le capital d'écraser le travailleur."

LVOG - Vive la crise du capitalisme !

K. M. - Mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat.

En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange."

Vous avez l'habitude d'entendre tous les dirigeants du mouvement ouvrier sans exception se morfondre, pleurer hypocritement à chaudes larmes sur le triste sort que les capitalistes réservent aux travailleurs, voyez-vous, à les entendre ils voudraient bien leur épargner toutes ces souffrances inutiles et injustes, alors qu'elles font partie de la règle du jeu de la lutte des classes à laquelle se référait Marx pour justement les conduire à se dresser contre le régime en place, condition sans laquelle ils n'auraient aucune raison de vouloir affronter le régime ou si peu, ce que les dirigeants du mouvement ouvrier ne souhaitent vraiment pas vous l'aurez bien compris. Ce n'est pas un détail insignifiant, c'est juste le signe qu'on a à faire à des agents du capital ou des traîtres.

F. Engels : Le panslavisme démocratique.

LVOG - En régime capitaliste, les discours basés sur des "*catégories plus ou moins morales*" sont appelés à servir les intérêts du régime et rien ni personne d'autres. C'est un exercice purement démagogique dans lequel excelle les imposteurs, le Front de gauche notamment.

F. E. - « Justice », « humanité », « liberté », « égalité », « fraternité », « indépendance » - jusque-là nous n'avons rien trouvé d'autre dans le manifeste panslaviste que ces catégories plus ou moins morales; elles sonnent bien, certes, mais, dans des questions historiques et politiques elles ne prouvent absolument rien. La « justice », l'« humanité », la « liberté » peuvent bien exprimer mille et mille fois telle ou telle exigence; si la chose est impossible, elle ne se produit pas et reste malgré tout un « songe creux »."

Le « songe creux » des démagogues et autres charlatans qui s'emploient à pourrir le mouvement ouvrier...

Il y a des trotskystes décomposés qui tiennent absolument à rivaliser avec la pire réaction.

Comment procèdent-ils ?

En faisant feu de tous bois : déni de la réalité, fabulation ou falsification des faits, crasse ignorance de la situation, et pour finir amalgame.

Nous avons mis en ligne plus de 1.100 articles traitant de la situation en Syrie depuis 2011.

La lecture de ces articles rédigés par des dizaines d'auteurs d'origines très diverses, dont une grande partie d'entre eux vivent en Syrie ou au Moyen-Orient, témoigne qu'il n'y a jamais eu de révolution ou de processus révolutionnaire digne de ce nom en Syrie, une fable inventée de toutes pièces par ceux qui avaient déjà inventé de grossiers mensonges pour envahir l'Afghanistan et l'Irak, puis bombarder la Libye, chacun les a encore à l'esprit, n'est-ce pas ?

C'est cette histoire largement éventée et grotesque depuis que nous servent ces gens-là sans craindre le ridicule, au nom du trotskysme dont ils se font ici les fossoyeurs.

Dès lors on comprend pourquoi le président turc Erdogan, qui joue un rôle clé dans la déstabilisation de l'Irak et de la Syrie comme base arrière d'Al-Qaïda, Al-Nosra et de l'Emirat islamique pour le compte de l'impérialisme américain et d'Israël, a permis que se tienne à Istanbul une "*réunion internationale de soutien à la révolution syrienne*" dont les composantes luttent pour affaiblir la République laïque arabe syrienne au profit des seules forces qui pourraient renverser le régime de Bachar al-Assad ou parvenir au pouvoir, les barbares déjà cités.

Partant du constat qu'Erdogan est prompt à utiliser n'importe quel moyen pour se débarrasser d'opposants à sa politique devenus trop encombrants, on est en droit d'affirmer qu'il a accepté que cette réunion se tienne dans son pays parce qu'elle servait ses intérêts, affaiblir la résistance du peuple syrien qui combat les barbares supplétifs de l'Otan et du Pentagone au côté de l'armée nationale syrienne, la diviser.

Que cette initiative revienne aux "*partis de gauche participant au Forum social mondial*" n'a rien d'étonnant, puisqu'il est financé par les participants du Forum de Davos, banquiers et multinationales, Coca Cola, Fondation Ford, etc. Forum social mondial est le temple de la contre-révolution mondiale.

Rappels pour montrer aux lecteurs qu'on ne leur raconte pas d'histoires.

- Bernard Cassen, président d'ATTAC.

Dans une interview à l'Agence France Presse, le 3 novembre (2001), il déclare : "Jamais le président américain George W Bush n'a été aussi proche de nos positions (…). On peut dire globalement que les gouvernements occidentaux se rapprochent de plus en plus de nous. " (Pendant qu'il bombardait l'Afghanistan, quelle ordure ! - LVOG)

Le lendemain, « les principaux alliés européens des États–Unis se sont réunis à Londres dans la plus grande improvisation autour du Premier ministre britannique, Tony Blair, et ont réaffirmé leur "totale solidarité" avec Washington dans la guerre en Afghanistan » (AFP). Dans ce pays, les bombardiers géants américains B 52 sont entrés en action. La presse parle du "lourd tribut payé par la population afghane ", tandis que le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, affirme que "les bombardements ne peuvent être plus précis" (Libération, 6 novembre). Cela n'empêche : les "gouvernements occidentaux se rapprochent de plus en plus de nous", martèle le président d'ATTAC. (IO semaine du 7 au 13 novembre 2001 - n°512)

- Le Forum social mondial s'est tenu du 25 au 30 janvier 2001 sous les projecteurs médiatiques, couvert par un véritable feu d'artifice de louanges planétaires, avec, comme "symbole fort", le "grand débat vidéo" reliant Davos (le forum économique) à Porto Alegre (le forum social). (La Vérité n°28 - avril 2001)

- Président du conseil scientifique d'ATTAC, René Passet, professeur d'économie politique à Paris-1 :

S'adressant au méga-spéculateur George Soros et aux autres représentants des multinationales présentes à Davos, M. Cassen les enjoignait "à redescendre sur terre. Êtes-vous prêts à vous placer non plus du point de vue de la finance et des multinationales, mais du point de vue des sociétés, nous vous demandons simplement de revenir avec nous, dans la société, et non pas de continuer à voir la société comme une ressource pour vous, pour vos spéculations, pour vos profits. "

- M. Jean-Marie Messier, P-DG de Vivendi Universal qui déclarait à Davos : "Si je suis invité l'an prochain à Porto Alegre, j'irai certainement" -, et les milliers de salariés de ce groupe capitaliste, dont un article du Financial Times annonçait le même jour qu'ils faisaient l'objet d'un vaste programme de licenciements signé Jean-Marie Messier. (ibid)

- Le secrétaire général des Nations unies, M. Kofi Annan : Dans une lettre au gouverneur de l'État du Rio Grande do Sul, Olivio Dutra, M. Annan souhaitait "tout le succès possible au forum", qui, selon lui, s'inscrivait parfaitement dans la continuité du "Sommet du millénaire des Nations unies, et la déclaration officielle adoptée par la réunion démontre que souligner les bénéfices inégaux de la globalisation et mettre en place des actions urgentes pour améliorer partout la vie des hommes sont parmi les plus hautes priorités de la communauté internationale". (IO semaine du 15 au 21 janvier 2003- n°572)

- Le Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, deux jours avant l'ouverture des deux forums, le 21 janvier, à l'Assemblée nationale, avait déclaré : "Le gouvernement participera également au Forum de Davos et au sommet de Porto Alegre, avec les parlementaires, aux côtés des associations qui veulent défendre la place de l'homme dans la mondialisation." (ibid)

- Le président Jacques Chirac a mandaté son ministre de l'Éducation, Luc ferry, au Forum social mondial de Porto Alegre, "étape incontournable pour tout gouvernement de droite ou de gauche", note Le Parisien (24 janvier). (ibid)

- Coca–Cola, qui siège au conseil d'administration de la fondation Ford, qui finance par centaines de millions de dollars le Forum social mondial de Porto Alegre, fait partie des 34 "partenaires stratégiques" du Forum économique mondial de Davos. De même, Afsaneh Beschloss, présidente et P–DG de la banque d'affaires américaine Carlyle, ancienne haut fonctionnaire de la Banque mondiale, est membre du conseil d'administration de la fondation Ford, partenaire du Forum de Porto Alegre. Mais elle participe également au forum de Davos. (ibid)

- James Wolfensohn, président de la Banque mondiale, a adressé un salut chaleureux aux délégués du Forum social mondial de Porto Alegre qui vient de s'achever, sous le titre "Un monde meilleur est possible", clin d'œil appuyé au slogan de ce forum ("Un autre monde est possible"). Et pourtant, la Banque mondiale, avec le Fonds monétaire international, n'étrangle–t–elle pas les pays

du monde entier? (IO semaine du 5 au 11 février 2003 – n°575)

Ces rappels remontent à la source du Forum social mondial pour qu'on en comprenne bien la nature foncièrement réactionnaire, le reste depuis est à l'avenant.

On devrait peut-être reproduire les déclarations très instructives de leurs dirigeants qui depuis ont fait leur chemin, pour briser la mystification à la quelle ils se livrent de nos jours parfois sous de nouveaux masques, Nikonoff par exemple avec le M'PEP.

- Appel pour le soutien à la révolution syrienne (http://www.gsi-qi.org/?p=3637) - Groupe Socialiste Internationaliste (GSI) - 29 mai 2015.

En continuité avec les activités tenues pour le soutien à la révolution syrienne lors du Forum social mondial (FSM) en mars 2013, des forces et des partis de gauche participant au FSM de cette année 2015 ont jugé nécessaire de confirmer et de souligner leur soutien à cette révolution et s'engagent à déployer tous les efforts nécessaires pour l'organisation d'un rassemblement à Istanbul, au mois de juillet de cette année, réunissant toutes les forces et les partis de gauche, les organisations sociales, les syndicats et les mouvements de solidarité qui soutiennent la révolution syrienne et qui sont prêts à défendre le peuple syrien dans sa lutte pour la révolution et son droit à démolir le régime sanguinaire d'al-Assad.

Nous considérons que ce qui se passe depuis mars 2011 est une véritable révolution en Syrie qui se maintient encore malgré toute la violence et les atrocités menées par le pouvoir syrien contre le peuple révolté...

La Syrie a été submergée par des forces fondamentalistes qui ont combattu le peuple et qui ont essayé d'imposer un pouvoir non moins atroce et sanguinaire que celui d'al-Assad. (...)

La révolution syrienne se confronte à toutes les forces impérialistes qui essayent avec persévérance de la détruire. Au même moment, différents secteurs se prétendant de gauche soutiennent le régime d'al-Assad et condamnent la révolution en la considérant comme une conspiration. Ils oublient que l'objectif principal est d'effrayer les peuples pour les dissuader de se rebeller et de se révolter, alors que le monde vit une crise qui implique une propagation des révolutions loin des pays arabes.

Le peuple syrien lutte pour se débarrasser du régime et pour instaurer une nouvelle situation qui lui permette de survivre.

(...)

Malgré toutes les difficultés et les complications, la révolution syrienne continue.

Nous sommes contre les partis de l'opposition qui ont nui à la révolution et qui ont lié leur politique aux forces régionales et aux pays impérialistes. Nous appelons les groupes de gauche et les syndicats à soutenir les masses mobilisées pour la fondation d'une Syrie libre, démocratique et laïque.

Pour tout cela, nous appelons à une réunion internationale de soutien à la révolution syrienne les 11 et 12 juillet 2015 à Istanbul, Turquie. (GSI - 29 mai 2015)

Ce sont des cinglés, irrécupérables, parvenus à un stade de putréfaction avancée, fossilisés. A les entendre, il n'aurait fallu soutenir aucun mouvement anticolonialiste ou nationale en Afrique ou au Moyen-Orient qui n'étaient pas vraiment dirigés par des enfants de choeurs, des militaires très souvent.

Dans la série les imposteurs démasqués, Podemos.

- L'illusion Podemos - Arrêt sur Info 17.07

Extraits. La plupart de ces propositions (souveraineté populaire, revalorisation des salaires et des retraites, sortie de l'Otan, arrêt de la privatisation des services publics..) sont totalement incompatibles avec les traités européens. Ce programme n'aurait de sens que si Podemos incluait la sortie de l'Espagne de l'UE et de l'euro. Or, Podemos ne le propose pas, élude la question cruciale de l'euro, et milite au contraire pour une plus grande intégration européenne.

L'incompatibilité entre les divers points du programme de Podemos est, depuis le 25 janvier 2015 et l'élection de Syriza en Grèce, brillamment démontrée, au dépend du peuple Grec, par l'U.E. et la Troïka vis-à-vis du programme dit « de Thessalonique » de Syriza.

Cette structure est fortement soutenue par les médias. En effet, sans organisation, ni histoire, ni financement, Podemos était très présent dans tous les médias pour la campagne des européennes de 2014, ce qui lui a permis d'obtenir 7,98 % et 5 députés.

Le vocabulaire employé par Podemos explique en grande partie son succès : comme le dit Pablo Iglesias, il est proche des « gens », accessible, loin de toute « idéologie ». La « caste » est l'ennemie. C'est 1% des gens : les partis, les bureaucrates, les financiers, etc. sont contre les « citoyens », les autres 99 % : les gens honnêtes, profs de fac, petits patrons, chômeurs, professions libérales, etc.

La caste est identifiée au pouvoir politique, aux élites traditionnelles associées aux partis et aux syndicats. Les « mauvais » patrons, liés au pouvoir, les financiers, les bureaucrates, ternissent l'image des patrons « honnêtes ». Du côté des « citoyens », tout le monde est beau, gentil et bienvenu. Face aux « patrons voyous », les patrons honnêtes, qui créent de l'emploi, travaillent dur. Face aux « partis corrompus », un mouvement neuf, vierge de toute souillure. Face aux « experts dominants », les experts critiques.

L'emploi par Podemos des mots « caste » et « citoyen » a une haute teneur politique, il nous ramène deux siècles en arrière. Les termes « caste » et « citoyen » servent de voile idéologique à la classe dominante, pour masquer les vrais antagonismes de classe en occultant l'Homme concret, l'exploité, le dominé. Marx soulignait que le concept de « citoyen » ou d' « humain », dans la société bourgeoise, était l'universalité abstraite, les droits formels, la fausse conscience, l'hypocrisie idéologique de la démocratie des riches. Podemos se veut le représentant de la société civile ; le peuple, contre la « société politique » ; les partis.

Cette mystification naît de la négation des rapports économiques et sociaux de production, des antagonismes entre les classes dominantes et les classes dominées. Sur le plan de l'efficacité, l'organisation issue des Indignés a été remise en cause, discutée et modifiée lors du congrès fondateur d'octobre 2014. Finalement, c'est bien la forme « parti » qui s'est imposée, comme étant le meilleur outil pour prendre le pouvoir.

Alors pourquoi un tel engouement pour Podemos ?

Ce nouveau parti est la traduction politique d'une puissante volonté populaire de balayer la classe politique espagnole. Podemos surfe sur le « mouvement des Indignés » de 2011 dont il reprend quelques aspirations, les slogans et la confusion idéologique.

Podemos appelle à une « convergence des gauches », et pour cela, Iglesias devra discuter avec le PSOE pour conclure des pactes et des gouvernements en région. En ne remettant pas en cause la participation de l'Espagne à l'UE et à l'euro, en reprenant les arguments de Syriza, Podemos s'est engagé dans une impasse que nous connaissons déjà en Grèce.

En complément. En famille, toujours en Espagne.

- Espagne: la gauche dirige la majorité des régions - AFP

La gauche dirige depuis mardi la majorité des régions d'Espagne suite aux alliances formées notamment avec le parti de gauche radicale Podemos depuis les élections régionales du 24 mai. AFP 21.07

Comme Die Linke avec le SPD en Allemagne ou le Front de gauche en France avec le PS ou EELV dans des centaines de communes.

Grèce. Alexis Tsipras meilleur gestionnaire du memorandum que ses prédécesseurs..

- Grèce: le nouveau défi d'Alexis Tsipras, faire face aux rebelles de son parti - AFP

"Je lis des déclarations héroïques mais il n'y a aucune proposition alternative" au plan des créanciers, a lancé Alexis Tsipras mardi à ses collaborateurs, selon une source gouvernementale.

Plus de la moitié des 201 membres du comité central, organe principal du parti, mais qui ne comprend que cinq ou six députés, avaient réclamé la semaine dernière "la convocation immédiate de l'organe pour protéger son unité".

"L'accord constitue un coup d'État contre le gouvernement grec, avec comme objectif l'extermination exemplaire d'un peuple qui avait imaginé qu'il pourrait y avoir une autre voie en dehors du modèle néolibéral de l'austérité extrême", indiquait le communiqué.

"La distance politique et psychologique est claire entre les dissidents des différents courants et le gouvernement", dit M. Zachariadis. "Il faut qu'on décide ce qu'on veut, soit se séparer, soit continuer ensemble", dit-il.

Pour Vassiliki Georgiadis, professeur de sciences politiques à l'Université Panteion d'Athènes, "la rupture avec les députés issus surtout de la Plateforme de gauche - l'aile dure gauchiste du parti dont certains membres s'étaient même prononcés pour la sortie de la Grèce de la zone euro - serait la seule solution".

Syriza a été élu fin janvier en promettant la fin des politiques d'austérité et de nombreux électeurs et partisans du Syriza se sentent "trahis" après le nouveau paquet de mesures de rigueur.

Vassiliki Georgiadis pense qu'Alexis Tsipras doit simplement poursuivre son mandat en s'appuyant sur les partis d'opposition pour passer les lois "difficiles".

"Ce n'est pas le premier gouvernement minoritaire en Europe", dit-elle, en opposition à certains analystes qui prédisent "des élections anticipées" à l'automne.

"La politique est utile quand c'est pour l'intérêt du peuple, même au prix de faire un pas en arrière", a estimé pour sa part lundi la nouvelle porte-parole du gouvernement, Olga Gerovassili, rejetant également l'éventualité des élections anticipées. AFP 21.07

Confondre à ce point-là "l'intérêt du peuple" avec celui des banquiers, c'est faire preuve d'un cynisme au moins égal à celui de la troïka.

Sans complexe, vous avez le droit de tirer la chasse derrière tous ces partis pourris.

Heureusement qu'il existe des voix venues d'ailleurs ou assez inattendues pour nous remonter le moral.

A ceux qui rejettent toute idéologie, toute doctrine, toute théorie, tout parti, tout programme, tout drapeau.

Et dire que c'est un ex-conseiller de Ronald Reagan qui donne raison à Karl Marx et Lénine "*nous voyons ici est l'impossibilité d'un changement pacifique*", et nous donne raison au passage, vive la révolution socialiste internationale !

- Grèce : Du bruit et de la fureur qui signifient beaucoup - Paul Craig Robert - Arrêt sur Info 17.07

Extraits. Sans idéologie pour la soutenir, la gauche européenne est morte, exactement comme le parti démocrate aux États-Unis. Avec la mort de ces partis politiques, le peuple n'a plus du tout de voix. Un gouvernement dans lequel le peuple ne peut faire entendre sa voix n'est pas une démocratie. Nous le voyons clairement en Grèce. (Le gouvernement grec dirigé par Syriza est une dictature du capital, il fallait le dire. - ndlr)

Une semaine après que le peuple grec s'était exprimé de manière décisive dans un référendum, son gouvernement l'ignore et compose avec le 1%. (Les ultra riches qui concentrent entre leurs mains la moitié des richesses mondiales. - ndlr)

Le parti démocrate américain est mort avec la délocalisation des emplois, qui a détruit la base financière du parti qui se trouvait dans les syndicats des usines. La gauche européenne est morte avec l'Union soviétique. (Donc les partis dits de gauche sont en réalité de droite. Il faut toujours aller au bout d'une analyse sinon à quoi bon, c'est du bavardage. - ndlr)

L'Union soviétique était le symbole de l'existence d'une alternative socialiste au capitalisme. L'effondrement soviétique et la fin de l'Histoire ont privé la gauche d'un programme économique et l'ont laissée, au moins en Amérique, s'occuper de questions sociales telles que l'avortement, le mariage homosexuel, l'égalité des genres et le racisme, ce qui a sapé le soutien traditionnel de la gauche, la classe ouvrière. La lutte des classes a disparu dans la guerre entre hétérosexuels et homosexuels, Blancs et Noirs, hommes et femmes. (Tiens donc, ce serait la classe dominante américaine qui a juré d'avoir la peau de la lutte des classes, qui serait à l'initiative de ces opérations qui avaient pour objectif de diviser la classe ouvrière, et auxquels la pseudo-gauche et extrême gauche ont emboîté le pas en France, à peine croyable! - ndlr)

Aujourd'hui où les peuples occidentaux sont confrontés à un réasservissement et où le monde est confronté à une guerre nucléaire comme résultat de la prétention des néoconservateurs à être le peuple choisi par l'Histoire pour exercer l'hégémonie mondiale, la gauche américaine est occupée à haïr le drapeau des Confédérés. (Opération diversion pour tenter de redorer son blason terni à jamais, sa collusion avec l'oligarchie financière n'est plus un secret pour personne aux Etats-Unis. - ndlr)

La chute du dernier parti européen de gauche, Syriza, signifie qu'à moins que des partis plus déterminés émergent au Portugal, en Espagne et en Italie, le relais passera aux partis d'extrême-droite – au parti pour l'Indépendance du Royaume-Uni de Nigel Farage, au Front national de Marine Le Pen en France, et aux autres partis qui défendent le nationalisme contre l'extermination nationale au sein des pays membres de l'Union européenne. (Logique, les antécédents ne manquent pas en effet en la matière. - ndlr)

Syriza ne pouvait pas réussir une fois qu'il avait échoué à nationaliser les banques grecques en réponse à la détermination de l'UE de les mettre en faillite. Le 1% grec a les banques et les médias, et l'armée grecque ne montre aucun signe qu'elle va se rallier au peuple. Ce que nous voyons ici est l'impossibilité d'un changement pacifique, comme l'ont expliqué Karl Marx et Lénine. Arrêt sur Info 17.07

Eh oui, il ne reste plus qu'à préparer la révolution prolétarienne et socialiste, bravo !

La "*gauche européenne est morte*" non pas le jour où l'URSS a implosé, mais le jour où le PCI est devenu MPPT, PT, POI, la LCR, le NPA, reniant le léninisme ou les enseignements de la révolution russe de 1917, LO passant des caves du Crédit Lyonnais à celles tout aussi obscures de l'Education nationale. C'est à croire qu'ils n'attendaient que cela pour tourner le dos définitivement au socialisme.

En réalité elle était déjà dans un état comateux depuis des décennies pour avoir été incapable de se doter d'une nouvelle direction à temps, avant justement que cette échéance formulée dans les années 30 par Trotsky ne se réalise ou plus tôt encore par Lénine et Trotsky.

Sans plaisanter, les militants peuvent remercier Paul Craig Robert pour la finesse de son analyse qu'ils ne trouveront pas dans la littérature insipide du POI, du NPA et de LO.

Haut de page

Le 23 juillet 2015

CAUSERIE

On a ajouté 15 articles.

On a laissé de côté quelques infos par manque d'intérêt et de temps.

La trahison de Tsipras et Syriza alimente les discussions entre militants à travers toute l'Europe et bien au-delà. Ils savent dorénavant à quoi conduisent tous les partis ou toutes les coalitions de courants ou partis constuits sur ce modèle qui ressemblait à celui de la SFIO ou qu'ils n'ont rien à en attendre de bon.

Quelques réflexions politiques.

1- Vous nous faites chier avec vos droitsdelhommistes ! Ce n'est pas un argument, mais le rejet violent que nous inspire la manipulation des consciences par des gens soi-disant de gauche.

2- Pour que la guerre rapporte davantage, il suffisait de la privatiser, il fallait y penser.

3- D'où viennent les manifestations d'orgueil et d'arrogance dont font étalage les chefs d'Etats ou de gouvernements des puissances occidentales ?

Obama dans son discours de West Point du 28 mai 2014 :

- « Je crois de tout mon être au caractère exceptionnel des États-Unis d'Amérique ».

« L'Amérique doit toujours être au premier rang sur la scène mondiale ».

- « Ce leadership aura toujours pour pilier les militaires ».

Il n'y a rien qui vous choque dans cette déclaration d'un despote planétaire ?

Même avec la meilleure volonté du monde, nombreux sont les Américains qui ne reconnaissent pas le "caractère exceptionnel des États-Unis d'Amérique" pour lesquels ce serait plutôt un cauchemar au quotidien, au point qu'on en soit à penser qu'il n'évoquait pas l'Amérique et la population américaine, mais seulement ceux pour lesquels il gouverne, l'oligarchie financière anglo-saxonne qui figure bien au "au premier rang sur la scène mondiale" dans son domaine, le complexe militaro-industriel-financier américain sans lequel les Etats-Unis de serait pas le "pilier" de l'ordre mondial ou du chaos généralisé ce qui signifie la même chose.

Que ce discours ait été prononcé dans une académie militaire ne doit pas détourner notre attention des véritables donneurs d'ordres qui ne sont pas les militaires du Pentagone, encore moins Obama, certains sont des intermédiaires avec le

gouvernement, d'autres de simples exécutants, jamais des décisionnaires. Sachant qu'ils gèrent les Etats-Unis comme une entreprise privée, la hiérarchie de la pyramide du pouvoir doit toujours être scrupuleusement respectée, un principe auquel tiennent plus que tout les oligarques, qui assure la cohésion de leur construction et qu'aucun militaire ne s'aviserait de transgresser.

4- Entre eux ils se soutiennent.

Le peuple grec "a donné mandat à un Premier ministre qui a présumé de ses forces face à une troïka" (Professeur Chems Eddine Chitour 21.05)

Le pauvre Tsipras, on devrait le plaindre en plus. Chems Eddine Chitour publie des articles sans le portail mondialisation.ca, notamment.

Nous n'avons pas publié les articles de Tsipras, Mélenchon, Coquerel, Laurent et quelques autres auteurs moins connus, car ils constituaient des manuels de trahison.

5- Le XXIe siècle ou le règne de la terreur financière.

Le 30 mai 2008, quelques mois avant que Lehman Brothers ne fasse faillite, et que la banque AIG ne soit renfloué, AIG sortait un rapport intitulé « Europe – pilotée ou Poussée ».

Voici la réponse qu'on y trouvait à la question *Qu'est-ce que veut l'Europe ?* :

– Questions environnementales : accroître le contrôle sur les pays membres – idée avancée de la gouvernance mondiale

(On se disait bien que les sommets de la classe dominante ne s'étaient pas emparés de cette question par hazard et qu'elle avait une idée derrière la tête. Une idée fixe et pas n'importe laquelle, qui n'était pas sortie de la tête de ceux qu'ils appellent les "complotistes", alors que ce sont eux qui ne peuvent révéler les véritables intentions qui se cachaient derrière cette question, en faire un levier (supplémentaire et contraignant) pour soutenir l'idée de la nécessité d'instaurer un gouvernement mondial qui leur serait totalement dévoué, au-dessus des Etats et des peuples privés de leur souveraineté ou de tout droit politique. - LVOG)

– Terrorisme : utiliser l'excuse pour un plus grand contrôle de la police et des problèmes judiciaires – accroître l'étendue de la surveillance

(Gouvernance mondiale qui serait de fait une dictature mondiale, et devrait coïncider avec l'instauration d'Etats policiers, ce qui passerait par le contrôle de l'ensemble de la population pour étouffer dans l'oeuf toute vélléité de rébellion ou de révolution. Le financement et l'armement d'organisations terroristes (ou fascistes) par les Etats, l'instrumentalisation du terrorisme par les Etats, le recours au terrorisme d'Etat si nécessaire, devait faciliter l'adoption de lois liberticides restreignant les libertés individuelles au nom de la sécurité des citoyens. - LVOG)

– Crise financière mondiale : tuer deux oiseaux (marché libre et économie Anglo-saxonne) avec une seule pierre (Organisme de Régulation à l'échelle Européenne – les tentatives de la gouvernance financière mondiale)

(Le système financier mafieux et tentaculaire qui allait se mettre en place à partir du début des années 70 n'avait pas pour objectif de sauver le système capitaliste en crise qu'ils savaient condamné d'avance, mais à permettre à l'oligarchie financière de s'emparer du pouvoir politique pour imposer un modèle de société qui ne reposerait plus sur le système économique capitaliste et les rapports sociaux qui le sous-tendent, mais sur un règlement de police dénommé jésuitement traité déterminant la place (le numéro ou le matricule) que chacun occuperait dans la société sans pouvoir la contester, face à une ploutocratie mondiale toute puissante disposant du droit de vie ou de mort sur ses sujets, ainsi que celui de s'émanciper de toute règle ou tout rapport économique contraignant qu'ils adapteraient en fonction de la situation ou de leurs besoins une fois la lutte des classes neutralisée ou ligotée. C'est la stratégie politique néolibérale. - LVOG)

– UEM : créer une crise pour forcer l'introduction du « gouvernement économique européen »

(Union Economique Monétaire destinée à interdire tout retour en arrière une fois adoptée par un Etat, comme on vient de le voir avec la Grèce dès lors qu'on tourne le dos au socialisme. - LVOG)

En résumé, les questions environnementales, du terrorisme (et de la guerre puisque les deux sont liés), de la crise financière mondiale et de l'Union Economique Monétaire devaient se combiner pour former l'architecture d'une stratégie conduisant à l'instauration d'une dictature mondiale gouvernée par les représentants de l'oligarchie financière.

En complément. A qui profite l'exploitation de la question climatique ? A ceux qui la financent, pardi !

Soixante-cinq prix Nobel se sont réunis sur l'île de Mainau, au lac de Constance, dans le sud de l'Allemagne, à l'occasion de la rencontre annuelle des lauréats du prix Nobel parrainée par la fondation Lindau.

Parmi les donateurs de la réunion de la fondation Lindau figurent Lockheed Martin, la Deutsche Bank, UBS, Bayer, Merck, Novartis et Microsoft.

La question des changements climatiques était à l'ordre du jour. Il s'agissait essentiellement d'une rencontre scientifique qui n'a donné lieu à aucune déclaration ni à aucun débat scientifique sur des questions plus larges de guerre et de paix.

La « Déclaration de Mainau de 2015 sur les changements climatiques » compare la menace que posent les changements climatiques à celle que posait la guerre nucléaire à l'apogée de la guerre froide. mondialisation.ca 21.07

6- Bravo Charlie !

On s'étouffe, selon Michel Sérac (POI-CCI) Informations ouvrières serait un "*phare*"... éteint ou de recul, "*un journal indépendant*"... de l'aristocratie ouvrière liée au régime, "*un lanceur d'alerte prolétarien*"... qui notamment 14 ans après le 11 septembre 2001 continue de soutenir la version de G.W. Bush, vaut mieux en rire qu'en pleurer, pathétique.

7- Confirmation. Le gouvernement grec pro-sioniste.

- Tsipras cède aux sirènes sionistes. - french.irib.ir

Alors que l'attention se focalise sur l'aspect économique de la politique du gouvernement Tsipras, une négociation plus discrète a eu lieu, ce week-end. Le ministre de la Défense grec, Panos Kammenos, (Président et fondateur du Prti souverainiste Anel, «Les Grecs indépendants», (proche de Debout la France), a conclu un accord, à Tel-Aviv, avec son homologue grec israélien, Moshe Yaalon, (photo des deux hommes ci-contre).

Les deux pays ont signé un document SOFA, (Status of forces agreement), qui permet à Tsahal de se déployer, en Grèce, et à l'armée hellène, de faire de même, sur le territoire israélien. Avec les États-Unis, c'est le second accord de ce type, signé par le régime sioniste. Moshe Yaalon s'est réjoui de l'attitude d'Athènes : «Nous apprécions, grandement, la coopération sécuritaire, qui se traduit par l'entraînement de nos soldats et officiers, sur le territoire grec. Nos États partagent des intérêts communs, car ils doivent faire face aux conséquences de l'accord, signé la semaine dernière, entre les grandes puissances et l'Iran. »

M. Kammnos n'a pas manqué de marquer son allégeance au pouvoir sioniste : «Le peuple grec est très proche du peuple israélien. Concernant notre coopération militaire, nos relations sont excellentes, nous continuerons à les entretenir et poursuivrons les entraînements communs. Le terrorisme et le Jihad ne frappent pas que le Proche Orient, mais également, les Balkans et l'Europe. C'est la guerre. Nous étions, également, très proches d'Israël, pour tout ce qui est relatif au programme de missiles de l'Iran. Nous nous trouvons à la portée de ces missiles. Si un missile iranien se dirige vers la mer Méditerranée, cela peut signifier la fin de tous les pays de la région». french.irib.ir 21.07

En complément. Avec les remerciements de Syriza qui légitime Israël.

- La Knesset condamne à 20 ans de prison les lanceurs de pierres - french.irib.ir

En vertu d'une loi, adoptée par le Parlement du régime sioniste, quiconque jettera des pierres en direction des véhicules de ce régime, sera condamné à 20 ans de prison.

Les Palestiniens, qui jettent des pierres en direction des véhicules du régime sioniste, dans le but de prendre pour cible ses passagers, seront condamnés à une peine de prison de 20 ans de prison, a annoncé la Knesset, en adoptant une loi.

Les groupes palestiniens ont condamné cette loi. «Cette loi est démentielle», a déclaré le directeur du centre palestinien des droits de l'Homme. L'adoption de cette loi constitue une violation extrême, par le régime sioniste, des droits des Palestiniens.

Bien que les actes d'Israël deviennent, de jour en jour, plus coercitifs, cependant, cela n'affecte en rien la volonté des Palestiniens de lutter contre Israël. french.irib.ir 21.07

8- Vous aurez remarqué que dans tous les pays depuis la fin du XIXe siècle à nos jours, chaque fois qu'un parti ouvrier ou dit de gauche a des élus parlementaires ou que certains de leurs dirigeants ou cadres participent aux institutions, la plupart du temps ils deviennent incontrôlables ou forment un parti dans le parti, ils se droitisent à une allure fulgurante et finissent par capituler systématiquement devant le régime en place, à quelques exceptions près qui confirment la règle.

De là à penser que le mot d'ordre *A bas le parlementarisme bourgeois* qu'on n'entend plus depuis belle lurrette (y compris chez les trotskystes) aurait dû être maintenu, au lieu d'arpenter les allées du pouvoir ou de se livrer au jeu institutionnel qui corrompt ceux qui y participent, nuit plutôt que sert notre cause... Certains partis ouvriers osent encore prétendre être indépendants, alors qu'en réalité ils sont liés au régime de mille et une manière. On assiste à un misérable jeu de chaises musicales, ceux qui hier accusaient leurs collègues des autres partis de trahison en viennent à trahir à leur tour une fois qu'ils sont au pouvoir et ainsi de suite.

ACTUALITÉ DU JOUR

Françafrique. Une rencontre politico-mafieuse.

- En visite à Paris, le président du Mozambique écarte les « affaires », priorité au business - lemonde.fr

Les affaires écartées, place à la diplomatie économique

Un sujet qui aurait pu créer un contentieux entre les deux pays mais qui a n'a pas constitué un point de l'agenda est l'assassinat du constitutionaliste franco-mozambicain Gilles Cistac. Cet avocat, originaire de Toulouse, a été abattu en plein centre de Maputo le 3 mars, et d'aucuns parmi les médias d'opposition et la société civile soupçonnent des motivations politiques.

Les assassinats de type politico-mafieux sont rarement élucidés au Mozambique. Mais du côté des autorités françaises, on évite de politiser cette affaire et on s'en remet entre les mains de la justice mozambicaine, indique une source diplomatique. Dès avril dernier, la police de Maputo a annoncé la détention de deux suspects présumés. Depuis, aucune avancée n'a été rapportée par les autorités. Et les partis d'opposition fustigent ce silence soudain des autorités. lemonde.fr 21.07

L'Agence Française de Propagande de la Ve République en famille.

- La sénatrice Les Républicains Nicole Duranton nommée au conseil supérieur de l'AFP - AFP

La commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication du Sénat a nommé mercredi la sénatrice Nicole Duranton (Les Républicains, LR) membre du conseil supérieur de l'Agence France-Presse, a-t-elle annoncé.

Un député siège également à ce conseil supérieur chargé de garantir la pérennité de l'AFP et de veiller au respect de ses obligations fondamentales. La commission des Affaires culturelles de l'Assemblée nationale a nommé la semaine dernière à ce poste Michel Françaix (PS). Celui-ci a été à l'origine de la réforme adoptée début avril par le Parlement visant à améliorer la gouvernance de l'agence.

Le conseil supérieur doit notamment nommer cinq personnalités qualifiées au sein du conseil d'administration et remettre un rapport annuel au Parlement sur la situation de l'AFP. AFP 22.07

Le PS aura privatisé jusqu'aux chiottes publiques!

- Colère chez les employées des toilettes publiques parisiennes - lefigaro.fr

Le contrat de leur société, Stem Propreté, avec la mairie de Paris, est arrivé à échéance le 30 juin dernier. Suite à un appel d'offre lancé par la ville, le marché a été repris par la filiale française du prestataire néerlandais 2theloo. Mais voilà 21 jours que les ouvrières n'ont pas été appelées à reprendre le travail. Selon le syndicat propreté Feets-Fo, la filiale française du groupe, Sarivo Point WC, ne souhaiterait pas conserver les postes des employées de la STEM. Un choc pour les ouvrières des «lavatories» des lieux touristiques parisiens dont certaines s'occupent du confort des usagers depuis plus de trente ans.

«Puisque le type de contrat change, l'entreprise ne se trouve pas dans l'obligation de reprendre les salariés», explique une responsable de la Direction de la Voirie et des Déplacements de la Ville de Paris, avant de souligner: «Nous leur avons fortement recommandé de reprendre les ouvrières mais nous ne pouvons rien faire de plus». L'accès au petit coin coûtera désormais 80 centimes. lefigaro.fr 22.07

Tirez la chasse derrière le PS !

Commentaire d'un internaute.

- "Alors Madame le Maire, on préfére s'occuper de JO à plusieurs milliards plutôt qu'être proche des soucis et problèmes du peuple de Paris?"

ACTUALITE EN TITRES

Une question qui a au moins le mérite d'alimenter l'illusion droite-gauche institutionnelle.

- Droit des étrangers : le débat se poursuit à l'Assemblée sur fond d'opposition droite-gauche - LeFigaro.fr

On ne choisit pas un média financier d'extrême droite au hasard.

- Copé choisit "Valeurs actuelles" pour sa première "carte postale" - Le Huffington Post

Corruption.

- Corse: Paul Giacobbi, le président du conseil exécutif, mis en examen - 20minutes.fr

- Le président du conseil départemental du Var (Les Républicains) mis en examen - 20minutes.fr

- La justice confirme l'interdiction de sortie du territoire imposée à Patrick Balkany - 20minutes.fr

Même en les vidant complètement, rien ne dit qu'elles pourraient accueillir tous les représentants du régime, ceux qu'on aurait épargnés.

- Les prisons françaises toujours surpeuplées avec 66.864 détenus - 20minutes.fr

Leur mondialisation conduit dans le mur.

- La Tunisie érige un mur à la frontière avec la Libye - Francetv info

Pour se protéger des terroristes, le gouvernement tunisien a décidé d'employer les grands moyens. Francetv info 22.07

Secret de polichinelle.

- Ankara nie soutenir tacitement l'Etat islamique - Reuters

En complément

- "Ankara prépare son intervention militaire, en Syrie" - french.irib.ir

L'analyste politique turc, Faik Bulut, estime que le gouvernement d'Ankara ne cessera pas son aide aux groupes armés, en Syrie, et finira par organiser une intervention militaire directe contre ce pays. Selon l'agence de presse russe, Spoutnik, l'analyste turc, Faik Bulut, a déclaré que le gouvernement d'Ankara essaiera d'instrumentaliser l'attentat meurtrier à la bombe, dans la ville turque de Suruç, près de la frontière syrienne, pour justifier son intervention militaire directe, en Syrie, afin de créer une «zone tampon», à l'intérieur du territoire syrien, prétendant vouloir, ainsi, empêcher les groupes terroristes de mener des attentats, à l'intérieur de la Turquie.

Faik Suruç a déclaré que, depuis longtemps, le gouvernement turc essaie de préparer le terrain à une intervention militaire turque, en Syrie, et de convaincre les Etats-Unis et les pays membres de la coalition anti-Daech de la nécessité de l'établissement d'une «zone tampon» entre la Syrie et la Turquie.

Ce chercheur turc a prévu, pourtant, que les opérations militaires éventuelles de la Turquie, à l'intérieur du territoire syrien, se solderont par un échec total. Plus de 130 personnes ont été tuées ou blessées, lors d'un attentat-suicide, lundi, dans la ville turque de Suruç. french.irib.ir 21.07

Il aura au moins le soutien du GSI (trotskyste) !

Stratégie du chaos et de la guerre

- Nigeria: probablement plus de 40 morts après des explosions à Gombe - AFP

- L'explosion d'une voiture piégée fait 20 morts à Bagdad - Reuters

- Deux attentats suicides font au moins 13 morts au Cameroun - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

1.1- Ukraine : Pravy Sektor défie le gouvernement et Petro Porochenko - euronews.com

Le groupe paramilitaire ultra-nationaliste Pravy Sektor (Secteur droit) a manifesté à Kiev. Environ 3 000 se sont rassemblés sur Maïdan, place symbole de la chute de Ianoukovitch dans laquelle ces exrémistes ont eu un rôle important.

Pravy Sektor a annoncé qu'il comptait organiser des états-majors dans toutes les régions d'Ukraine en vue d'un référendum appelant les citoyens à se prononcer sur le degrés de confiance qu'ils ont dans le gouvernement actuel.

Le chef de Pravy Sector, qui siège au parlement, Dmytro Iarosh, a expliqué sa démarche :

"Nous constatons que le système de l'époque Ianoukovitch a été transformé. Néanmoins, les principaux problèmes de notre société comme la corruption ou le manque de respect envers la justice et la police sont toujours les mêmes. Nous pensons que le nouvel Etat ukrainien devrait être bâti sur d'autres bases que celles-ci."

La semaine dernière, le président Petro Porochenko a demandé le désarmement de Pravy Sektor après l'attaque de Moukatchevé.

Dmitry Iarosh n'est pas allé dans son sens et, au contraire, a réclamé la démission du ministre ukrainien de l'Intérieur et la poursuite des protestations à Kiev où des nationalistes radicaux sont postés devant des bâtiments administratifs.

"Pravy Sektor veut organiser ce référendum contre le gouvernement et le président parce qu'il veut se montrer politiquement actif et prêt à défier un gouvernement qui déçoit ses attentes après des mois de combats dans l'est de l'Ukraine contre les pro-russes" a ajouté notre chef du bureau de Kiev, Sergio Cantone. euronews.com 22.07

1.2- Ukraine : le Président Porochenko veut désarmer Pravy Sektor - euronews.com

Tirs au lance-grenades, voitures de police calcinées, ultranationalistes de Pravy Sektor armés repliés dans les montagnes tout près des frontières de l'Union européenne… Ces scènes de guerre ont poussé le président ukrainien Petro Porochenko à lancer le désarmement, je cite, "des groupes armés illégaux" qui "déstabilisent la situation à un millier de kilomètres du front de l'Est".

Il y a deux jours, une fusillade entre forces de l'ordre et militants (deux morts, plusieurs blessés) à une cinquantaine de kilomètres des frontières slovaque et hongroise a provoqué une crise qui est loin d'être réglée.

"Ces actions discréditent les véritables patriotes ukrainiens. Aucune force politique ne devrait et n'aura un quelconque bras armé", a déclaré Porochenko.

Pravy Sektor a en effet deux députés au parlement ukrainien, mais son chef n'a pas encore donné l'ordre à ses troupes de déposer les armes. Aux alentours de Kiev, d'autres unités armées de Pravy Sektor ont même dressé des barrages pour empêcher les renforts policiers de gagner la petite ville de Moukatchevé, lieu de la fusillade.

Origine de la fusillade ?

Selon une source au sein des forces de l'ordre interrogée par l'AFP, la fusillade de samedi a éclaté lors d'une rencontre

des ultranationalistes avec des “criminels” locaux cherchant à se “partager les sphères d’influence” dans cette région, plaque tournante du juteux trafic des cigarettes.

Pravy Sektor a de son côté affirmé avoir été attaqué par des “bandits” affiliés à un député qualifié de “trafiquant de drogue” et accusé les policiers d‘être à la solde d’un homme politique prorusse.

Qu’est-ce-que Pravy Sektor (Secteur Droit) ?

Pravy Sektor revendique 10 000 militants et plusieurs centaines de combattants dans l’Est. C’est l’unique formation paramilitaire ukrainienne qui ne soit intégrée ni au ministère de l’Intérieur, ni à celui de la Défense.

Son chef, Dmytro Iaroch, a été élu député en octobre, puis nommé en avril conseiller du chef de l‘état-major des armées ukrainiennes dans une tentative des autorités d’intégrer ses milices.

Il s’est rendu à Moukatchevé et a affirmé lundi “oeuvrer avec les services de sécurité ukrainiens à stabiliser la situation”.

Plusieurs manifestations antigouvernementales et en soutien à Pravy Sektor ont été organisées dimanche dans plusieurs grandes villes d’Ukraine.

Pravy Sektor se dit “nationaliste, mais pas fasciste” tout en étant ouvertement homophobe.

Il revendique l’héritage controversé des nationalistes ukrainiens qui ont combattu pendant un temps aux côtés des nazis contre “l’occupation soviétique” pendant la Deuxième guerre mondiale, ce qui lui vaut d‘être qualifié de “fasciste” par les médias publics russes et les habitants des régions prorusses de l’est de l’Ukraine.

Le mouvement avait acquis une grande popularité auprès des manifestants sur Maïdan à Kiev en radicalisant la contestation qui s’est soldée au bout de trois mois par un bain de sang et a entraîné la chute du régime prorusse de Viktor Ianoukovitch. euronews.com 14.07

2- Cambodge

- Au Cambodge, des opposants condamnés à 20 ans de prison, le fragile dialogue politique menacé - AFP

Des opposants ont été condamnés mardi à 20 ans de prison pour une manifestation assimilée à une "insurrection" au Cambodge, menaçant une amorce de dialogue entre le régime autoritaire et l'opposition.

"Le tribunal a condamné trois d'entre eux à vingt ans de prison pour avoir mené une insurrection", lors d'une manifestation violemment réprimée en juillet 2014, a annoncé leur avocat Sam Sokong. "Huit autres ont été condamnés à sept ans de prison", a-t-il ajouté.

Le groupe de défense des droits de l'Homme Licadho a précisé que seul un des neuf avocats s'était rendu au tribunal mardi, les autres ayant décidé de boycotter la procédure.

Les manifestations de juillet 2014 avaient marqué le point culminant de la contestation des législatives de juillet 2013.

Les membres du Parti du sauvetage national du Cambodge (CNRP) refusaient alors de siéger, comme tous leurs collègues de l'opposition contestant le résultat des législatives, entachées de fraudes massives, selon eux, en faveur du parti au pouvoir.

La police avait utilisé des gaz lacrymogènes pour mettre un terme à des affrontements à coups de bâtons et de pierres entre manifestants et gardiens de Freedom Park, lieu symbolique des manifestations, fermé par des barbelés depuis plusieurs semaines.

La manifestation avait fait des dizaines de blessés, gouvernement et opposition se renvoyant la responsabilité des violences.

Dans ce pays à la solide tradition de répression violente, les forces de l'ordre n'avaient pas hésité en janvier 2014 à ouvrir le feu sur des ouvriers du textile en grève, faisant quatre morts. Toute manifestation avait ensuite été interdite à Phnom Penh et Freedom Park fermé par des barbelés en mai par des autorités déterminées à mettre fin à des mois de manifestations.

Les protestataires de juillet 2014 réclamaient la réouverture du parc. Les trois meneurs condamnés à vingt ans de prison sont Meach Sovannara, candidate aux législatives de 2013 pour le CNRP, Oeur Narith, assistant parlementaire de la députée Mu

Sochua, et Khin Chamreun, leader du mouvement de jeunesse du CNRP.

Avec ces condamnations extrêmement sévères, même pour le Cambodge, le régime de Phnom Penh prend le risque de déterrer la hache de guerre avec l'opposition.

Pour l'heure, le porte-parole du CNRP Yem Ponharith tente de minimiser l'affaire, se bornant à "regretter ces condamnations, tout en poursuivant la culture du dialogue".

Le Premier ministre Hun Sen, qui tient le pays d'une main de fer depuis trente ans, a depuis un an tenté d'afficher sa volonté de dialogue avec Sam Rainsy, le chef du CNRP.

L'opposition a de son côté accepté de rentrer dans le rang en cessant fin juillet 2014 de boycotter le parlement.

Le 11 juillet, Sam Rainsy et Hun Sen s'affichaient encore avec un repas de famille conjoint.

Mais le 13 juillet, les députés d'opposition ont boycotté le vote d'une loi controversée sur les ONG défendue par le gouvernement. Le CNRP avait justifié son geste par le refus d'une loi qui "permettra de faire pression" sur les organisations et les individus.

La sévérité du jugement de mardi est un retour de bâton pour cette bravade, selon Am Sam Ath, de la Licadho, dénonçant "une affaire politique".

Andrea Giorgetta, responsable de la Fédération internationale des droits de l'Homme (Fidh) en Asie du sud-est, s'interroge lui aussi sur "le lien avec le fait que l'opposition ait quitté le parlement la semaine dernière".

"La "culture du dialogue" est morte et enterrée" avec cette condamnation "disproportionnée", ajoute Andrea Giorgetta, interrogé par l'AFP. AFP 22.07

3- Yémen

- Armée/Ansarallah reprennent le contrôle d'Aden - french.irib.ir

«L'armée yéménite et les forces populaires ont pris le contrôle d'une grande partie de la ville d'Aden», a annoncé Abdelmonem al-Adeli, haut membre d'Ansarallah.

«Actuellement, l'aéroport d'Aden est sous le contrôle total des forces de sécurité yéménites», a-t-il précisé. Il est à noter que les éléments de Mansour Hadi avaient, récemment, prétendu, en déclenchant une guerre psychologique, qu'ils avaient pris le contrôle d'Aden et de son aéroport. Ces évolutions interviennent, alors que les attaques barbares des Saoudiens contre les infrastructures du Yémen se poursuivent. french.irib.ir 21.07

4- Syrie

4.1- Les Emirats veulent normaliser avec Assad - french.irib.ir

Les Emirats envisagent d'envoyer une délégation de haut niveau, à Damas, pour discuter de l'ouverture de l'ambassade émiratie, en Syrie. Aux Emirats, les discussions vont bon train, sur le nécessaire appui au régime d'Assad, face au péril takfiri. La Tunisie veut, aussi, normaliser avec Assad, pour des motifs similaires. Les analystes voient, à travers cette décision, un signe d'éloignement vis-à-vis de Riyad french.irib.ir 21.07

4.2- Zarif insiste sur la lutte régionale contre le terrorisme, lors d'une rencontre avec De Mistura - french.irib.ir

Le chef de la diplomatie iranienne, Mohamamd-Javad Zarif, en soulignant le règlement politique de la crise en Syrie, a averti que le soutien au terrorisme était le principal facteur de la persistance de la crise et de l'extrémisme dans la région. Interview avec George Elm, analyste politique libanais:

Q/ Lors de sa rencontre avec l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, le ministre iranien des Affaires étrangères a estimé que le terrorisme était le principal facteur de la persistance de la crise en Syrie. Dans quel contexte replacez-vous le déplacement de De Mistura en Iran?

R/ Etant donné le fait que De Mistura est chargé de trouver une solution à la crise syrienne; sa visite en Iran est bien naturelle. Et il

est aussi naturel que le règlement de cette crise commence par la lutte contre le terrorisme en Syrie. A mon avis, la lutte contre le terrorisme sera le prélude à toute autre solution censée trouver un épilogue à la crise syrienne et tant que ce problème ne sera pas réglé, toute démarche signifierait tomber dans un cercle vicieux. J'espère donc qu'il aura une feuille de route claire et précise à cette fin.

Q/ Vu l'extension du terrorisme dans la région et tout récemment en Turquie, l'Iran a, à maintes reprises, insisté sur l'impératif de la lutte contre le terrorisme, via une coopération régionale. Qu'en pensez-vous?

R/ On s'y attendait peut-être. Après la récente explosion, le président turc, Reçep Tayyib Erdogan, a bien réalisé que la fourniture des moyens aux groupes terroristes pour lancer des attaques en Syrie en vue de renverser le gouvernement de ce pays, avait entraîné des conséquenes catastrophiques pour son gouvernement. Or, les pays qui ont soutenu le terrorisme, soit en livrant des aides financières et militaires soit en facilitant le transfert des terroristes, paieront tôt ou tard le prix de leur soutien. Car le terrorisme n'a pas d'identité et pourrait s'attaquer à tout. Je voudrais évoquer la proposition d'il y a quelques semaines du président russe, Vladimir Poutine. Il avait évoqué l'idée de la formation d'une coalition arabe pour la lutte contre le terrorisme. A mon avis, cette proposition devrait être sérieusement prise en considération, bien que sa réalisation soit difficile. Mais à vrai dire, la lutte contre le terrorisme nécessite une coopération régionale sérieuse. french.irib.ir 22.07

5- Arabie saoudite

- Najran s'insurge contre les Al-e Saoud - french.irib.ir

La ville de Najran, en Arabie saoudite, a, massivement, manifesté, le vendredii de L'Aid al Fitr contre la poursuite du bombardement du Yémen par Riyad.

Des milliers d'habitants de la ville sont descendus, dans la rue, juste après la prière du vendredi, en scandant des slogans contre le régime des Saoud. Des manifestants ont fait marche sur une des bases militaires saoudienne, à Najran, base dont les soldats se sont mis à tirer en l'air, pour éviter un assaut des manifestants. Jizan et Najran, deux régions pétrolières saoudiennes, sont le théâtre, ces jours-ci, de manifs anti-Saoud. french.irib.ir 20.07

Haut de page

Le 24 juillet 2015

CAUSERIE

On est débarrassé du Front de gauche après l'épisode misérable Syriza.

Défense du marxisme. Faire passer le socialisme "***dans la langue***", c'est possible.

V.I. Lénine - La plate-forme électorale du P.O.S.D.R. - 1912

- Il fut un temps - pas si lointain - où le cri de guerre de : à bas l'autocratie ! semblait trop avancé pour la Russie. Mais le parti ouvrier social-démocrate de Russie l'a lancé, les ouvriers d'avant-garde l'ont repris et l'ont fait résonner dans tout le pays ; en l'espace de deux ou trois ans, il est passé dans la langue. Au travail donc, camarades ouvriers et citoyens de Russie qui ne voulez pas que notre pays s'embourbe définitivement dans le marasme, la barbarie, la servitude et la misère effroyable dans laquelle sont plongées des dizaines de millions de personnes ! Les social-démocrates de Russie, les ouvriers de Russie parviendront à faire passer dans la langue le cri de : à bas la monarchie tsariste ! Vive la république démocratique de Russie !

Quel gauchiste ce Lénine, quel furieux opportuniste, pensez donc, il n'avait même pas attendu que "*les ouvriers d'avant-garde*" crient *A bas l'autocratie* pour que le bolcheviks en fassent leur "*cri de guerre*" !

A bas la ploutocratie, à bas les institutions de la Ve République relais de la politique anti-ouvrière de la troïka ! Vive la République sociale de France ! Vive la fédération des Républiques sociales d'Europe ! Vive la République sociale universelle !

Quel parti ouvrier va reprendre ces mots d'ordre ? Aucun, voyons, ils sont tous réformistes, trade-unionistes ou corporatistes !

ACTUALITE EN TITRES

Tandis que la France bombarde le Yémen en violant le droit dont ils se réclament.

- « Les parlementaires français en Crimée sont en dehors du droit international », pour Jean-Marie Le Guen (PS) - Public Sénat

Ils appliquent leur programme.

- Le Parlement entérine une simplification des règles du dialogue social - 20minutes.fr

- Les députés votent la loi controversée sur l'immigration - Reuters

Charrette et bonus.

- Telecom Italia annonce préparer 1.700 suppressions de postes - Reuters

- Les salariés de Virgin Mobile écoeurés par le bonus "immoral" de leurs patrons - Francetv info

En Grèce.

- Grèce: Les institutions créancières «satisfaites» après le vote du Parlement - 20minutes.fr

Les institutions créancières de la Grèce ont décerné jeudi un satisfecit à Athènes, après le vote par le Parlement grec d'un second volet de mesures exigées dans le cadre de l'accord conclu le 13 juillet afin de négocier un troisième plan d'aide au pays.

« La première évaluation de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI est que les autorités grecques ont mis en œuvre le deuxième volet de mesures dans les temps et d'une manière globalement satisfaisante », a affirmé une porte-parole de la Commission, Mina Andreeva, sur son compte Twitter.

Le Premier ministre grec Alexis Tsipras, appartenant à la gauche radicale, a fait adopter dans la nuit de mercredi à jeudi ces mesures exigées par les créanciers : il s'agit d'une réforme de la justice civile et de la transposition au droit grec d'une directive européenne sur le renflouement des banques. 20minutes.fr 23.07

- Grèce: les discussions sur le plan d'aide s'annoncent "difficiles", prévient le FMI - AFP

Le FMI a estimé jeudi que les discussions sur un nouveau plan d'aide à la Grèce s'annonçaient "difficiles" et nécessiteraient, au préalable, un engagement "concret" et "précis" des Européens à alléger la dette du pays. AFP 23.07

Que cherche le FMI ? Mettre en difficulté les gouvernements de l'UE pour qu'ils recapitalisent à nouveau leurs banques et présentent ensuite la note à leur population, les étranglent un peu plus...

- Grèce: les dépenses de l'Etat se sont effondrées au premier semestre - AFP

Les dépenses de l'Etat grec se sont effondrées au premier semestre 2015, selon des statistiques du ministère des Finances parues jeudi qui révèlent aussi un excédent budgétaire hors charge de la dette. AFP 23.07

Leur dernières chasses aux sorcières. Hystérie patriotique.

- Bruno Le Maire : « Les consommateurs sont prêts à acheter français » - LeParisien.fr

- Crise des éleveurs : Valls annonce que la restauration collective d'Etat consommera "local" - Francetv info

- Elevage: en Mayenne, "100% des produits servis dans les collèges" seront d'origine française - AFP

- Crise des éleveurs : comment la ville de Loon-Plage joue la carte du "manger local" - Francetv info

- Les produits dérivés des partis politiques, pas vraiment branchés Made in France - 20minutes.fr

Etat policier. Le contraire nous aurait fort étonné.

- Le ministère de l'intérieur contre l'interdiction du Flash-Ball - LeMonde.fr

C'est le minsitre du parti de l'ordre que voulez-vous...

La revanche haineuse.

- L'interdiction de sortie du territoire de Patrick Balkany, confirmée - 20minutes.fr

- Les trois propositions de loi de Balkany contre les médias - Le Huffington Post

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Ils sont bien en guerre contre la civilisation. Acharnement thérapeutique ignoble.

- Les médecins de Vincent Lambert font marche arrière - Francetv info

Les médecins de Vincent Lambert ont finalement décidé de saisir la justice pour désigner un représentant légal du patient et demander sa mise sous protection. Effondrée, l'épouse de Vincent Lambert attendait une décision de l'hôpital... Il n'y en aura pas.

Faut-il le maintenir en vie ou cesser les traitements ? Les médecins qui avaient le dernier mot aujourd'hui ont finalement choisi de ne pas décider. Ils dénoncent la pression sur leur service et les tensions familiales qui les empêchent de trancher sereinement. Francetv info 23.07

Voilà qui s'applique très bien au corps médical en général (notamment, vous pouvez ajouter les corps de métier qui bénéficient d'un statut privilégié dans la société et dont les officiants sont censés être habités par une vocation ou remplir une mission.) :

- « Les personnes ordinaires ont un profond respect pour les experts en tout genre. Ils ignorent que la raison pour laquelle on fait profession d'une chose n'est pas l'amour de cette chose, mais de l'argent qu'elle rapporte. » (Arthur Schopenhauer, L'art d'avoir toujours raison, 1830)

En complément.

L'Inde est un pays exotique, possédant une riche culture (ouiais, basée sur les castes ou l'apartheid !) la plus grande démocratie du monde, sans rire, patati patata, au point que lorsqu'on doit se faire soigner on y réfléchit à deux fois ou on a comme une hésitation, une angoisse qui vous étreint soudain, et pour cause.

- Inde : 49 morts suspectes autour d'un scandale de triche sans précédent - lefigaro.fr 21.07

Plus de 2 000 personnes sont impliquées dans une affaire de corruption sans précédent qui a éclaté à Bhopal, en Inde. Plus de 150 enquêteurs tentent de comprendre les tenants et aboutissants de l'affaire, et d'élucider les 49 décès suspects qui seraient liés à l'affaire. L'affaire a été baptisée «Vyapam», acronyme hindi du «Madhya Pradesh Professional Examination Board», la structure chargée du recrutement des fonctionnaires dans le pays, et a déjà entraîné l'arrestation de plus de 2 000 personnes. Pire encore, 49 décès suspects seraient liés au scandale, comme le rapporte le Courrier International .

Suicide, accidents ou décès suspects, le quotidien indien Times Of India tient une liste effrayant des morts reliées à l'affaire Vyapam. Un stagiaire de la structure retrouvé mort dans un lac, un policier poursuivi dans l'affaire retrouvé pendu, le doyen d'une faculté de médecine décédé dans un hôtel de Delhi ou encore un journaliste qui s'écroule et meurt alors qu'il interview les parents d'une jeune femme dont le nom était cité. Autant de morts étranges dont le lien avec l'affaire de corruption semble évident. Dans son édition du 7 juillet, le Times of India parle d'une véritable «danse de la mort». Une hécatombe qui découle de l'éclatement de l'affaire.

L'achat de bonnes notes serait monnaie courante en Inde depuis le début des années 90. Mais la révélation de l'affaire Vyapam dévoile un véritable système de corruption et de racket organisé. Comme l'explique le journal Le Monde ,le scandale qui implique toutes les couches de la société indienne, est de grande ampleur: plus de sept millions d'étudiants en auraient bénéficiés! Un intermédiaire reliaient ces étudiants prêts à payer pour leurs diplômes aux élus profitant de l'argent récolté en taxis, billets d'avions et chambres d'hôtels en échange de leur silence, et de quelques services ou nominations frauduleuses.

En 2013, le scandale éclate. Une vingtaine de candidats à une école de médecine sont démasqués: ils sont en fait des médecins payé par des étudiants pour passer le concours à leur place. Face à l'ampleur de la tricherie, une enquête est lancée. C'est à partir des premières arrestations et témoignages que les morts suspectes commencent. Mais à partir du début du mois de juillet 2015, les décès de personnes liées à Vyapam s'enchaînent: des policiers, étudiants ou professeurs accusés d'avoir participé décèdent dans leur cellule, un journaliste qui enquêtait sur l'affaire est retrouvé sans vie, tout comme le doyen de la faculté de médecine de Jabalpur retrouvé mort dans sa chambre d'hôtel alors qu'il venait de transmettre des informations sur le système de corruption. Des lanceurs d'alertes mettent même en cause Shivraj Singh Chouhan, le chef du gouvernement de l'Etat du Madhya Pradesh. Ce lundi 20 juillet, sa démission a été réclamée au Congrès indien.

En réaction à ces décès suspects, la cour suprême indienne a forcé le Bureau central d'investigation du pays, spécialisé dans les affaires de corruption, à ouvrir une nouvelle enquête. Une quarantaine d'enquêteurs viennent d'être envoyé à Bhopal pour recommencer l'investigation. lefigaro.fr 21.07

Combien parmi ces étudiants en médecine n'ayant pas suivi la totalité de leur cursus, n'ayant pas le niveau pour le poursuivre leurs études jusqu'au bout se sont vu attribuer leur diplôme de médecin et officient aujourd'hui ?

Un vieil avocat m'a expliqué l'année dernière que la plupart des étudiants estimaient comme acquis leur diplôme, dès lors qu'ils avaient payé très cher leurs cours à l'université ou qu'il était inclu dans leur inscription, que c'était un dû en somme et non la consécration de leurs connaissances acquises. J'ai eu l'occasion d'enseigner le français à deux médecins indiens qui depuis officient en France. Ce serait bien si un médecin français, un bon médecin, ce qui est extrêmement rare, voulait bien venir s'établir à Pondichéry ! Un dentiste aussi pendant qu'on y est.

On a du mal à imaginer les rapports détestables qui peuvent exister dans un pays livré à la corruption généralisée qui commence par le haut de la société pour finir par atteindre toutes ses couches.

En bas, si vous prenez un ouvrier qui a fait un travail de merde et que vous lui reprochiez, il ne comprendra pas ce que vous lui reprochez, vous lui avez versé un salaire en échange d'un travail, il a terminé le boulot alors de quoi vous plaigniez vous. Par exemple, tous les murs de votre maison présentent des fissures moins de six mois après sa construction. Et alors, c'est sans doute dû à la mauvaise qualité du ciment ou à la différence de température, lui il n'y est pour rien. Si vous l'accusez d'avoir bâclé son boulot, il va s'emporter, vous insulter et devenir violent, car c'est vous qui avez tort, vous l'avez payé pour faire un travail, vous ne l'avez pas payé pour faire un bon travail, vous saisissez la nuance ? Pour qu'il fasse un bon travail il fallait le payer plus cher ou employer un autre ouvrier, le laisser travailler à son rythme, bref dépenser le double... sans garantie d'obtenir un meilleur résultat comme j'ai pu le constater plus d'une fois. Et n'allez pas croire qu'il aurait cette mentalité parce qu'il estimerait que vous êtes plus riche que lui, pas du tout, il se comportera de la même manière avec un Indien qui a tout juste de quoi survivre, y compris son frère ou son meilleur ami, il n'y a pas de petit profit, quoi. Et puis, il a toujours raison, allez vous faire foutre, c'est comme cela que cela se termine disons 9 fois sur 10.

Une autre petite histoire indienne bien dégueulasse pour vous écoeurer un peu plus à l'idée de vivre dans un tel monde, celui que vous allez devoir affronter demain en France, il faut bien que vous vous mettiez en condition.

L'autre jour la soeur de Selvi (ma compagne), qui vit dans le même village que nous, s'est retrouvée un soir sans électricité, la pauvre femme est dépressive et n'avait vraiment pas besoin de cela.

Elle s'adresse au bureau d'électricité pour que quelqu'un vienne reconnecter les fils de son compteur au poteau électrique situé devant sa maison. Un employé fonctionnaire se déplace et lui déclare que ces fils sont en mauvais état et qu'il ne peut pas les raccorder, il faut qu'elle les change et ensuite seulement il procèdera au raccordement. Sauf qu'Adilakshmi n'a pas un sou pour acheter ces fils ni pour payer un électricien ni le bakchich de ce fonctionnaire.

En fait, ce n'est pas qu'il ne pouvait pas raccorder ces fils, c'est qu'il ne voulait pas, car il aurait suffit qu'elle lui verse 150 ou 200 roupies pour qu'il reconnecte immédiatement et provisoirement les fils. Adilakshmi a un salaire de 175 roupies par jour et elle est endettée à vie à cause de la dot qu'elle a versée lors du mariage de ses deux filles, du coup il ne lui reste pour vivre que 1.000 roupies par mois, 12 euros environ, la misère quoi.

Je n'ai pas été au courant immédiatement des déboires d'Adilakshmi sinon je lui aurais donné cet argent. Elle est restée une semaine sans électricité, alors qu'il faisait une chaleur à crever à cause de cette ordure de fonctionnaire. Des histoires comme celle-là, depuis 20 ans que je vis en Inde, j'en ai de quoi remplir plusieurs volumes, c'est d'ailleurs ce qui me rend malade ou nerveux, car j'ai beaucoup de mal à supporter ces témoignages d'indifférence et de cruauté à l'égard de la souffrance des plus pauvres.

Ce fonctionnaire est un pauvre type, son salaire doit être environ le double de celui d'Adilakshmi, davantage encore en comptant les bakchichs, il vit confortablement assurément, il ne fait qu'imiter ses supérieurs hiérarchiques et ceux qui le gouvernent, ses proches, son entourage, etc. Il a toujours baigné dans ce milieu corrompu qu'est la société indienne, dans sa propre famille, ses parents, etc. il n'a jamais connu rien d'autres, alors il ne voit pas pourquoi il devrait se comporter autrement, mieux,

honnêtement, humainement (expression intraduisible pour lui), pire, il estime qu'il faudrait vraiment être un crétin pour se faire racketter ou voler à longueur de temps par des commerçants, entrepreneurs ou services administratifs ou le premier venu sans faire de même.

Je signe et je persiste, l'Inde est un cauchemar, le mondialisme avant l'heure en quelque sorte.

Traité de libre-échange USA-UE oblige

- Le Conseil national des barreaux, à la botte des multinationales ? - liberation.fr

L'avocat William Bourdon reproche au CNB de défendre les «grands groupes» au détriment des «victimes», quant aux responsabilités des multinationales sur les conditions de travail.

Le Conseil national des barreaux (CNB) est l'organe suprême des avocats français. Est-il aussi le «porte-voix des seuls cabinets d'affaires représentant l'intérêt de quelques grands groupes oubliant par là même les communautés de victimes» ? L'accusation – lourde – est portée par un récent courrier de Me William Bourdon, avocat et fondateur de l'association Sherpa (dédiée à la défense des droits de l'homme à travers le monde), au CNB. En cause, une législation à venir portant sur la responsabilité des multinationales.

Depuis le drame du Rana Plaza en avril 2013, l'effondrement d'une usine textile au Bangladesh provoquant la mort de 1 138 ouvriers, les donneurs d'ordre occidentaux sont sur la sellette : ils ne peuvent plus se retrancher derrière la sous-traitance. Au printemps dernier, l'Assemblée nationale adoptait en première lecture une loi relative au «devoir de vigilance» des multinationales, les obligeant à mettre en place des «plans de prévention» en matière d'atteinte aux droits de l'homme ou à l'environnement. Faute de quoi leur responsabilité pourrait être engagée.

Une petite avancée, symbolique car guère contraignante, mais néanmoins saluée par la plupart des ONG (Amnesty, Peuples Solidaires, Fondation Nicolas Hulot…), Sherpa passant illico aux travaux pratiques en portant plainte contre le français Vinci pour «travail forcé, réduction en servitude», à propos de chantiers au Qatar en vue du mondial 2022. Car les conditions de travail des ouvriers asiatiques dans l'émirat (175 euros par mois, 1 200 morts à ce jour) ne font guère rêver.

C'est sur ces entrefaites que le CNB a pris position, dans une résolution adoptée à l'unanimité de ses membres, où il invite le Parlement français à «suspendre le processus législatif» sur la responsabilité des multinationales en matière de sous-traitance. Au motif d'un texte similaire à venir au plan européen, initié par le parlement de Strasbourg mais que Bruxelles tarde à traduire en actes : «Ces normes contraignantes doivent nécessairement se faire à l'échelle européenne pour des raisons de compétitivité, d'efficacité et de cohérence.» (Elles ne verront jamais le jour ou elles seront édulcorées parce qu'elles seraient incompatibles avec le traité de libre-échange USA-UE rédigé par les représentants des multinationales, qui a été conçu de telle sorte que personne ne puisse contester leur pouvoir au détriment des intérêts des citoyens et des Etats. - LVOG)

Le Medef n'aurait pas dit mieux, et tans pis si la France n'est plus fer de lance en matière de droits de l'homme. (C'est tout Libération : Le Medef et l'UE "fer de lance en matière de droits de l'homme", il fallait oser le dire, c'est fait ! - LVOG) «Toute avancée du droit est source de distorsion, attendre une harmonisation entre différentes législations suppose d'assumer un renoncement, tonne Me Bourdon à l'adresse du CNB. Il est donc fâcheux de sembler s'opposer à la régulation d'une mondialisation dont les effets négatifs ne vous sont évidemment pas méconnus.» (Voilà ce qui arrive lorsque l'on verse dans le philistinisme à vouloir "réguler" la mondialisation au lieu de la rejeter. - LVOG) Quand l'avocature suprême, elle, assure veiller scrupuleusement à une «juste corrélation» entre le pouvoir économique des multinationales et leur responsabilité juridique. (Elle est la voix de son maître ou des puissants de ce monde, rien de plus naturel en somme. - LVOG) liberation.fr 23.07

L'heure d'Erdogan le populiste Frère musulman pourrait avoir sonné.

Joe Biden, vice-président des Etats-Unis, le 2 octobre 2014 à l'université de Harvard, mettait en cause nommément la Turquie dans le financement et l'armement des organisations terroristes dont l'Emirat islamique :

« La Turquie et les pays du Golfe voulaient renverser Bachar Al-Assad et pour cela ils ont mené une guerre par procuration entre les sunnites et les chiites, et ils ont fourni des centaines de millions de dollars et des dizaines de milliers de tonnes d'armes à tous ceux qui acceptent de lutter contre Bachar Al-Assad. » précisant que « les gens qui ont reçu ces sommes et ces armes étaient des militants du Front Al-Nosra et d'Al-Qaïda sans compter d'autres éléments extrémistes venant d'autres régions du monde ».

On se souvient de l'épisode lorsque Erdogan avait interdit aux réfugiés kurdes syriens de passer la frontière séparant la Turquie et la Syrie pour se rendre à Kobané combattre l'Emirat islamique. On se souvient des cargaisons d'armes destinées à l'Emirat islamique en Syrie passant la frontière turque sous les yeux des autorités de ce pays, on peut ajouter les témoignages et déclarations de différents partis turcs et diverses personnalités dénonçant la collusion entre Erdogan et l'Emirat islamique entre autres, etc. etc. etc.

Erdogan, bien que la Turquie fasse partie de la coalition militaire mise en place par les Américains pour soi-disant combattre Al-Qaïda et l'Emirat islamique en Irak et en Syrie, s'est toujours refusé à y participer. Mais après l'accord conclu entre Washington et Téhéran il aurait pu sentir le vent tourner et craindre être exclu de tout règlement politique de la question irakienne et syrienne au profit de l'axe Tel-Aviv Riad. A cette normalisation en cours vient s'ajouter l'annonce de la réouverture prochaine de l'ambassade des Emirats arabes unis à Damas qui signifie un tournant à 180° de leurs relations avec les autorités syriennes. On peut ajouter la tentation affichée par les Américains de présenter Al-Qaïda ou Al-Nosra comme des interlocuteurs fréquentables et sérieux au détriment de l'Emirat islamique qui deviendrait l'objectif à abattre en Syrie et en Irak.

Bref, continuer de soutenir l'Emirat islamique contre la volonté des Américains pourrait coûter très cher à Erdogan, dont le pouvoir est de plus en plus contesté en Turquie. Le soutien politique de la Turquie à la politique américaine au Moyen-Orient devrait l'amener à renforcer sa coopération économique avec l'Iran pour palier au fort ralentissement de l'économie turque.

Cela dit, il pourrait cesser de soutenir l'Emirat islamique au profit d'Al-Qaïda ou Al-Nosra si les Américains lui en donnait l'ordre. Si l'Emirat islamique est responsable de l'attentat de Suruç, personne ne sait qui l'a réellement commandité, les Américains, les Saoudiens ou les Israéliens, et dans quel objectif politique, qui visait-il exactement, les Kurdes pour qu'ils se retournent contre Erdogan, ce qui entraînerait une plus grande déstabilisation du pays en proie à des violences permanentes depuis plusieurs mois, pour lui forcer la main, c'est plus vraisemblable après l'annonce hier qu'il acceptait que les Américains se servent de la Turquie comme base arrière pour bombarder l'Emirat islamique en Syrie.

- Ankara nie soutenir tacitement l'Etat islamique - msn.com

Au lendemain de l'attentat de Suruç qui a déclenché la colère de la minorité kurde, la Turquie a rejeté mardi les accusations selon lesquelles Ankara aurait tacitement soutenu par le passé les opérations de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie. msn.com 22.07

Et deux jours plus tard :

- La Turquie autorise les Etats-Unis à frapper l'EI depuis ses bases - LeMonde.fr

- La Turquie bombarde des positions de l'EI en Syrie après la mort d'un de ses soldats - AFP

L'Agence Française de Propagande et de désinformation de l'Otan et du Pentagone n'a pas hésité à affirmer dans cet article :

- La Turquie est jusque-là restée l'arme au pied face à l'EI. (Ni soutien ni combat contre EI. - LVOG)

- Ankara a toujours catégoriquement réfuté les allégations de complaisance avec les groupes extrémistes qui combattent le régime de Damas, sa bête noire. AFP 23.07

Qu'on se le dise, et pour faire plus vraisemblable encore, il poursuivait en donnant la parole... à Erdogan pris une multitude de fois en flagrant délit de mensonge.

Si nous prenions le pouvoir, parmi les premiers décrets que nous prendrions, il y en aurait un qui concernerait la dissolution de l'AFP, ce qui priverait les médias de la réaction de leur principale source d'informations, par ailleurs Reuters, Associated Press et Euronews seraient interdits de territoire.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Aden : le centcom émirati, pulvérisé. - french.irib.ir

L'armée yéménite a pris pour cible de ses missiles le centre de commandement des officiers émiratis, à Aden, éliminant plusieurs officiers, agents de renseignement des Emirats et d'autres pays du Conseil de coopération du golfe Persique! Selon Al-Mayadeen, qui rapporte cette information, ces officiers opéraient, en coordination avec les généraux saoudiens, et pour apporter de l'aide aux mercenaires pro-Hadi et aux terroristes d'Al-Qaïda, à Aden.

La ville d'Aden est le théâtre de très violents combats, depuis une semaine, entre les miliciens pro-Riyad et Al-Qaïda, d'une part, les forces yéménites et Ansarallah, de l'autre. Les avions saoudiens bombardent, sans répit, les positions yéménites. Les commandos sénégalais et soudanais, aux côtés des militaires émiratis, multiplient des assauts contre les forces yéménites. En dépit d'une campagne médiatique, grossièrement mensongère, Aden n'est pas tombée entre les mains des pro-Hadi et pro-Riyad. french.irib.ir 23.07

Voilà du concret par rapport aux infos des derniers jours, où on avait plutôt l'impression désagréable de subir la propagande des deux camps en présence.

Haut de page

Le 25 juillet 2015

CAUSERIE

Comment expliquer que ceux qui vouent un culte au capitalisme d'Etat ne soient pas foutus de faire l'éducation politique des fonctionnaires ou des salariés des entreprises publiques ?

On ne trouvera aucun article dans la littérature des syndicats et des partis ouvriers traitant cette question, comme si ces agents ou salariés du secteurs publics n'avaient finalement pas de patrons, de la même manière que jamais n'est rappelé le rôle du capitalisme d'Etat au côté des capitalistes ou pour servir leurs intérêts et non ceux des travailleurs.

L'Etat "providence" incarnerait la démocratie pour les révisonnistes liés aux appareils vendus des syndicats, qui gèrent des pans entiers de la société au côté des représentants du capital et régulent les rapports entre le capital et le travail permettant de garantir la "paix sociale" et d'assurer la stabilité du régime. C'est la principale fonction de l'Etat "providence" et des rapports établis entre patronat et gouvernement d'un côté, et représentants des travailleurs de l'autre, qu'aucun parti ouvrier ne dénoncera, sans doute au nom de la défense des services publics.

Pendant des décennies et des décennies on les a entendu vanter les vertus du service public comme s'il était réellement au service des travailleurs ou de la population, dans ces conditions on comprend pourquoi les fonctionnaires ne sont pas vraiment portés à s'attaquer à un Etat aussi exemplaire, sans parler du statut privilégié qu'il leur accorde qui finit de les corrompre ou les subordonner au capitalisme.

Dans ces conditions, la conscience de classe des fonctionnaires ne pourra être que médiocre. Or, c'est chez eux qu'on trouve le plus de syndiqués, sans doute parce qu'il leur est possible de se syndiquer sans risquer de perdre leur emploi et pour avoir compris le bénéfice individuel qu'il pouvait en tirer, et non pour avoir acquis un niveau de conscience politique supérieur aux travailleurs du secteur privé contrairement à la fable que les opportunistes répètent en boucle depuis 70 ans parce qu'ils en ont fait leur fonds de commerce et pour justifier leur ligne politique qui n'a rien de socialiste ou de révolutionnaire pour être le pendant de celle du Medef.

Les dirigeants syndicaux qu'ils ménagent ou devant lesquels ils se couchent, ne sont-ils pas des chauds partisans de la reprise économique, de la "croissance" par la consommation au même titre que le patronat ou le gouvernement dans leurs déclarations, qu'ils déclinent sous forme de revendications se situant exclusivement dans le cadre du régime, et vous savez pourquoi, le plus hypocritement du monde pour épargner de nouvelles souffrances aux travailleurs ou adoucir leur condition d'exploitation, qu'ils n'entendent manifestement pas remettre en cause contrairement à leurs déclarations sans lendemain ou que leurs pratiques quotidiennes démentent.

Le capitalisme d'Etat avait pour fonction de mettre à la disposition des capitalistes des infrastructures ou des services au niveau national, afin de favoriser le développement du capitalisme et de les soulager de certaines charges qu'il n'avait pas les moyens d'assumer et d'entretenir par la suite, du fait qu'elles nécessitaient de mobiliser des moyens financiers considérables et du personnel en très grande nombre, qu'il s'agisse de la santé, de l'éducation, des transports, communication, etc.

Après que la concentration du capital eut atteint un niveau colossal au fil du temps, les capitalistes sont désormais en mesure d'acquérir et gérer la quasi-totalité des entreprises publiques ou des secteurs des services ainsi privatisés ou voués à la privatisation. Cela serait une grave erreur de croire que la fonction publique fonctionnait en autarcie ou ne recourait pas au marché pour fonctionner, la plupart du matériel, des biens d'équipement ou des services proviennent du secteur privé, autrement dit des entreprises capitalistes auxquelles elle passe commande comme tout acteur privé et leur permettant de réaliser des profits. La rentabilité de tous les secteurs de la fonction publique n'étant pas garantie, elle débouchera sur un déficit public qui sera financé en recourant une fois de plus au marché, tout comme l'Etat y recourt pour se financer. C'est là qu'on s'aperçoit à quel point l'Etat est lié au capitalisme par une multitude de ramifications et d'intérêts qui les rend complémentaire et non ennemi.

Pour illustrer ce propos on pourrait prendre un article paru dans le n°361 d'Informations ouvrières.

Il commençait par un rappel historique sans qu'il vienne à l'esprit de l'auteur que si la "*structure administrative*" de l'Etat ne sert plus à "*gérer les affaires du roi*", elle sert à gérer ceux de la nouvelle classe parvenue au pouvoir, celle des capitalistes, à moins de vouloir nous faire croire que les gouvernants qui se sont succédés depuis plus de deux siècles étaient de braves philanthropes pensant avant tout au bien-être du peuple, seul un nanti peut le penser pour ne pas être vraiment concerné.

C'est d'ailleurs à cette conclusion qu'on pourrait parvenir une fois la fonction publique parée de tous les atouts de la vertu ou élevée au statut d'institution humaniste, ne "*facilite (-t-elle pas) la vie des Français*", n'est-elle pas "*un outil formidable*", un "*un formidable régulateur sociétal*" surtout pour "*l'emploi ou pour les Français de condition modeste*", qu'on en reste confondu en présence d'un tel enthousiasme... de fonctionnaire hospitalié syndiqué qui défend son statut mais pas seulement, son employeur, son patron, l'Etat patron que l'on peut combattre, certes mais sans toutefois le remettre en cause, car "*nous ne sommes plus en 1871, époque de la Commune de Paris, mais retrouvons l'énergie de nos ancêtres, construisons, si possible, un avenir sur la base d'une révolution pacifique, comme l'ont fait d'autres pays*", on se demandera lesquels, il devait faire référence à la Bolivie ou au Venezuela qui comptent toujours un taux de pauvreté effroyable tournant autour de 40 ou 50%, pays, dans lesquels il faut dire les fonctionnaires sont particulièrement choyés par le pouvoir.

Pour bien comprendre à quoi et à qui on a à faire, précisons que cette intervention se situait "*Conformément à la « feuille de route » suivie après l'assemblée-débat nationale du 6 juin, des assemblées locales se sont tenues et se tiennent. Dans l'une d'elles, à Paris 13e, participaient, entre autres, des syndicalistes hospitaliers...*", passons sur le fait pour le moins révélateur que le POI en panne d'imagination se croit obligé de reprendre une expression employée en 2003 par l'ONU "*pour qualifier le plan de paix alors envisagé par les grandes puissances pour le Moyen-Orient*" entre l'Etat sioniste et les Palestinien (roadmap en anglais traduit par feuille de route)? et depuis passé dans le langage institutionnel, présidents et ministres la sortant à tout bout de champ, qu'il en arrive à publier ce genre d'article dont la chute "*une révolution pacifique*" qui laisserait en place l'Etat capitaliste, ne signifie rien d'autre que l'abandon du combat politique pour renverser l'Etat, le régime en place, ce qui n'a finalement rien d'étonnant puisque ce parti n'a rien de socialiste. Tout se tient parfaitement.

Dites-nous en quoi ce fonctionnaire syndiqué aurait-il un niveau de conscience politique ?

Il faut préciser encore que le passage le plus long que nous avons reproduit, a fait l'objet d'un encadré dans la même page d'Informations ouvrières pour que les lecteurs comprennent bien qu'il correspond à la ligne politique du POI, car les dirigeants du POI incapables d'assumer leur capitulation et pour la maquiller, on prit depuis longtemps l'habitude de recourir à des tiers pour faire passer leur politique réformiste, c'est là qu'on prend connaissance de leurs véritables intentions.

En guise d'épilogue.

Une jeune Grecque manifestant le 23 juillet place Syntagma : "" (Les mesures contenues dans le troisième mémorandum) (AFP 24.07)

Mauvaise adresse mademoiselle. L'oligarchie financière a imposé trois mémorandums à la Grèce dans le cadre des institutions en place en Grèce, c'est aussi dans ce cadre qu'on eu lieu des élections de janvier dernier et le référendum du 5 juillet. Vous voyez où cela a conduit de demeurer subordonnée aux institutions? Il ne pouvait pas en être autrement dans le cadre de ces institutions du capital dont vous n'avez absolument rien à attendre. On ne vous l'avait pas dit et on ne vous en veut pas évidemment, ce serait stupide et injuste. Vous êtes comme ces millions de travailleurs et jeunes en Grèce et dans tous les pays de l'UE qui ignorent qu'il faut commencer par se débarrasser des institutions nationales pour ensuite pouvoir mettre en oeuvre une autre politique rompant avec le capitalisme, rompre avec l'UE et l'euro, l'Otan et l'Onu.

A propos de la Grèce

Si vous avez lu les articles que nous avons mis en ligne sur la Grèce, vous aurez remarqué que personne ne s'était attardé sur deux facteurs.

Le premier, les 40% d'abstention au référendum du 5 juillet. En tenant compte de ce facteur ainsi que les votes blancs et nuls, le non a recueilli moins de 35% des électeurs inscrits, ce qui relativise cette "victoire".

Le second, la composition sociale des différentes classes en Grèce, sachant qu'il y a 20 à 25% d'entrepreneurs individuels, auxquels il faut ajouter les TPE, les commerçants et artisans, les classes moyennes, a eux seuls au total ils doivent représenter environ 50% du tissu social, davantage si on ajoute les patrons des moyennes et grandes entreprises et les paysans, ce qui signifie que les travailleurs salariés d'une entreprise privée et les fonctionnaires seraient minoritaires ou représenteraient à peine la moitié des classes sociales en Grèce.

Le plus consternant ou grotesque fut la cohorte d'intellectuels à la bonne conscience ou donneurs de leçons, qui ont manifesté

leur désappointement après que le 13 juillet Tsipras eut officiellement capitulé devant la troïka, alors qu'ils n'étaient pas sans savoir pendant les six mois écoulés depuis que Syriza avait remporté les élections législative et formé le gouvernement, à aucun moment Tsipras n'avait témoigné la moindre volonté de s'attaquer aux banques et aux grandes entreprises, aux privilèges de l'Eglise et des armateurs ou de rompre tout simplement avec la troïka et ses mémorandums.

Je ne sais pas ce que vous en pensez, j'ai envie de dire que tous ces philistins se foutent éperdument du sort du peuple grec et des travailleurs en général pour avoir adopté un tel comportement opportuniste.

En famille. Syriza et le gouvernement se vautrent dans la fange.

Le ministre (marxiste, si, si, il y tient le salopard) des Finances Euclide Tsakalotos vient d'envoyer une lettre à la "*Chère directrice générale du FMI*", une vraie histoire d'amour apparemment (berk !), sans doute depuis qu'elle réclame l'annulation partielle de la dette grecque et que les médias se sont empressés d'interpréter comme un "*geste de bonne volonté politique*, comme si cela pourrait suffire, sachant qu'une capitulation en appelle une autre et ainsi de suite jusqu'à ce que mort s'en suive, du peuple grec évidemment pas du spéculateur et fortuné Tsakalotos.

Même dans les petites choses insignifiantes sans y être obligé, ils rampent comme des vers de terre face à la troïka, c'est à cela qu'on reconnaît les gens insignifiants ou qui n'ont aucune dignité, les usurpateurs, les lâches.

Ce n'est pas tout, on a appris qu' Alexis Tsipras et les leaders des principaux partis politiques grecs se sont retrouvés autour d'un déjeuner ce vendredi au palais présidentiel à Athènes. (AFP 24.07)

Sans rire, Tsipras et Tsakalotos vont raconter que le FMI est devenu l'allié du peuple Grec, ils en sont capables.

- La Grèce fait un geste vers le FMI - AFP

En demandant officiellement vendredi l'aide du FMI, la Grèce a coché une nouvelle case sur la liste dressée par ses créanciers, au moment même où les préparatifs d'un nouveau sauvetage du pays semblaient patiner.

Se pliant à une demande formulée le 13 juillet lors d'un sommet sous haute tension par les autres Etats de la zone euro, le ministre des Finances Euclide Tsakalotos écrit: "Nous voulons vous informer que nous demandons un nouveau crédit du Fonds monétaire international", dans une lettre publiée vendredi.

Le gouvernement grec, dominé par le parti de gauche radicale Syriza, souhaitait au départ se passer de tout nouveau plan d'aide du FMI, considéré comme un trop fervent partisan de la rigueur.

Mais Athènes avait dû faire marche arrière face à l'Allemagne notamment, qui tenait à ce que l'institution de Washington, impliquée depuis 2010 dans les deux sauvetages successifs de la Grèce, reste à bord.

Le Fonds et le gouvernement grec sont en revanche d'accord pour réclamer un allègement de la dette de la Grèce, que l'office statistique européen Eurostat vient d'évaluer à un montant représentant environ 170% du Produit intérieur brut.

Formellement, l'aide du Fonds à la Grèce court encore jusqu'au printemps 2016, et une nouvelle demande n'était pas nécessaire.

Le courrier de M. Tsakalotos à Christine Lagarde, qui commence par "Chère directrice générale du FMI", apparaît donc surtout comme un geste de bonne volonté politique.

La lettre est publiée alors que le processus de négociation d'un troisième plan d'aide faisant intervenir le FMI, les Etats de la zone euro et la Banque centrale européenne (BCE) semblait patiner vendredi.

Alors qu'Athènes a déjà validé plusieurs étapes, notamment deux votes sur des réformes qui ont coûté une partie de sa majorité parlementaire au Premier ministre Alexis Tsipras, le flou subsistait sur l'arrivée dans le pays de hauts fonctionnaires de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du FMI.

L'équipe chargée d'évaluer l'économie grecque et les réformes, qui n'avait plus mis les pieds depuis près d'un an en Grèce en raison d'une hostilité grandissante envers cette "troïka", est attendue "dans les prochains jours".

Une source ministérielle grecque avait d'abord annoncé son arrivée vendredi.

D'autres sources proches du dossier ont elles évoqué des problèmes "logistiques" autour de la venue de ce groupe

désormais pudiquement appelé "les institutions". Son retour sera un symbole lourd de sens dans un pays qui a massivement rejeté l'austérité par référendum le 5 juillet.

"On discute encore du lieu car il faut trouver un endroit accessible, près des ministères", a souligné l'une des sources.

L'enjeu de ce nouveau cycle de réunions est la finalisation, d'ici au 20 août au plus tard, du troisième plan d'aide dont le principe a été accepté dans la douleur le 13 juillet.

La Grèce, dont les caisses sont vides, doit rembourser plus de trois milliards d'euros à la BCE le 20 août, puis 1,5 milliard au FMI en septembre.

Le calendrier est extrêmement serré. Il faut en moins d'un mois définir des actions prioritaires à mettre en oeuvre, décider du calendrier de versement et trouver un accord sur la trajectoire budgétaire de la Grèce, retombée en récession au premier trimestre, selon une source proche des discussions.

Au cours de ce processus, le montant exact du plan d'aide, évalué pour l'instant à 82 à 86 milliards d'euros, pourrait être révisé.

Une partie de cette somme doit servir à recapitaliser les banques grecques, qui ont rouvert lundi après trois semaines de fermeture, mais dans un cadre très contraint.

La Grèce a en effet interdit les sorties de capitaux, sauf paiement de factures et quelques urgences. Le pays limite aussi les retraits au distributeur pour protéger des établissements fragilisés par une fuite massive de dépôts, ainsi que par l'accumulation de prêts non remboursés.

"Une première injection de capital" dans les banques grecques "serait souhaitable pour stabiliser le secteur" dès la mi-août, a estimé le gouverneur de la Banque de France Christian Noyer, également l'un des dirigeants de la BCE, dans un entretien au journal Le Monde paru vendredi. AFP 24.07

L'Arabie Saoudite ou la fabrique du terrorisme international encensée par Hollande-Valls-Fabius-Le Drian.

- Wikileaks révèle les dessous de la stratégie saoudienne pour exporter l'islamisme partout sur la planète - Atlantico.fr

Selon quotidien américain The New York Times, qui trié et étudié des dizaines de milliers de documents diplomatiques saoudiens révélés par le site WikiLeaks, l'Arabie Saoudite investit "des milliards de pétrodollars dans des organisations islamiques à travers le monde, pratiquant une diplomatie du chéquier". Le New York Times s'est intéressé à 60 000 documents, en attendant les 400 000 supplémentaires qui sont en attente de publication selon WikiLeaks. Ces fuites diplomatiques révèlent notamment que l'Arabie Saoudite dépense des sommes colossales pour combattre l'Iran chiite.

Selon le quotidien américain, cité par Courrier International, il s'agit d'un "système d'influence que les autorités saoudiennes ont mis en place et financé par l'argent des pétrodollars. Riyad a notamment accordé des moyens financiers à des prédicateurs à l'étranger, construit des mosquées, des écoles, des centres et soutenu des campagnes pour contrer des responsables et des médias à l'étranger qui étaient susceptibles de s'opposer à l'agenda du Royaume".

D'après Usama Hasan, chercheur en études islamiques à la fondation Quilliam à Londres, cité par new York Times, "il s'agit de milliers et de milliers d'organisations militantes et religieuses (...) directement ou indirectement financées par eux" à travers le monde. Atlantico.fr 24.07

- Le royaume des secrets gênants : ce que les nouvelles fuites Wikileaks nous apprennent sur l'Arabie saoudite - Atlantico.fr

Les documents divulgués par le site WikiLeaks exposent au grand jour la grande duplicité du royaume saoudien et, par ricochets, met à mal un certain nombre d'États occidentaux, en particulier les Etats-Unis, qui ont fait de Riyad, depuis des décennies, un partenaire privilégié de leur politique étrangère dans la région du Moyen-Orient. En effet, comment, d'un côté, dénoncer les violations flagrantes et continues des droits de l'homme des acteurs étatiques et non étatiques de la région, et, de l'autre, prendre langue avec un pays, l'Arabie saoudite en l'espèce, qui elle-même viole les droits de l'Homme les plus élémentaires ? L'alliance Arabie saoudite-Etats-Unis apparaît ainsi de plus en plus comme contre-nature et très largement dictée, pour les seconds, à la fois par des considérations économiques et de pragmatisme politique.

La France est également éclaboussée, il est vrai tout aussi indirectement. En effet, il est difficile de justifier auprès de l'opinion publique française la vente de rafales à un pays dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne brille pas par son

attachement scrupuleux aux droits de l'Homme qui s'opposent au contraire à son idéologie.

...un État qui applique une vision très littéraliste et, partant, répressive de la religion, et qui n'hésite pas, par ailleurs, à s'appuyer sur la diplomatie de chéquier pour soigner son image à l'étranger. Il faut reconnaître que la diplomatie de chéquier procède d'une relation clientéliste où il y a un patron ou des patrons et un ou plusieurs obligés. En d'autres mots, si clientélisme saoudien il y a, la clientèle en accepte les termes. La responsabilité est par conséquent largement partagée.

... la France, qui dénoncent le radicalisme ou le "djihadisme", d'un côté, et, de l'autre, ferment les yeux sur les actions très discutables du régime saoudien qui cultive un paradigme religieux très proche de celui de Daech, à la différence près que l'Arabie Saoudite est un pays reconnu sur le plan international tandis qu'il n'en est rien, et pour cause, s'agissant de l'organisation de l'État islamique. atlantico.fr 22.06

Eh voilà comment des néolibéraux sombrent dans le "conspirationnisme" !

En complément

- Nouvelle interruption de travaux illégaux près de la villa du roi saoudien à Vallauris - AFP

Les services municipaux de Vallauris Golfe-Juan ont de nouveau constaté vendredi des travaux illégaux, les troisièmes en moins de deux semaines, à proximité de la propriété du roi Salmane d'Arabie saoudite, a indiqué à l'AFP Michelle Salucki, maire (UDI) de cette commune des Alpes-Maritimes.

"Il s'agissait d'une passerelle métallique vissée aux rochers permettant de faciliter le passage sur une portion escarpée du sentier du littoral, indique l'élue. J'ai aussitôt fait dresser un constat et alerté la préfecture". La préfecture a fait interrompre les travaux et fait procéder ce vendredi midi au démontage de l'installation.

La venue sur la côte d'Azur du monarque, qui devrait être accompagné de près d'un millier de Saoudiens dont 700 de sa suite, pour une visite privée, est prévue ce week-end, sans plus de précisions.

Il y a quelques jours, des ouvriers avaient déjà tenté de poser une grille pour interdire l'accès à la plage publique qui longe la demeure royale, travaux interrompus aussitôt par l'autorité préfectorale.

Une autre installation, consistant cette fois en une dalle de béton coulée sur le sable pour accueillir un ascenseur permettant l'accès direct de la villa à la plage, avait également été interdite dans un premier temps, avant de recevoir une autorisation de l'Etat à la condition expresse qu'elle soit démontée à la fin de la visite privée du roi.

Une pétition en ligne depuis neuf jours contre la "privatisation" de la plage publique de la Mirandole, voisine de la villa saoudienne, avait recueilli vendredi à la mi-journée près de 53.000 signatures. AFP 24.07

La Turquie bombarde les Kurdes en prétendant s'attaquer à l'Emirat islamique.

Les médias de l'Otan porte-parole d'Erdogan

- La Turquie engage la guerre contre les jihadistes, deux raids aériens en Syrie - AFP

- La Turquie bombarde la Syrie, Daech dans le viseur - euronews.com

- La Turquie déclare la guerre aux jihadistes de l'Etat islamique - Francetv info

- La Turquie déclare la guerre aux djihadistes, deux raids aériens en Syrie - 20minutes.fr

- Nouveaux bombardements turcs contre l'EI - LeMonde.fr

- La Turquie bombarde des bases de l'État islamique - LeFigaro.fr

- Des positions de Daech bombardées par la Turquie - Le Huffington Post

Impossible de pousser le déni plus loin et plus longtemps.

- Des avions turcs bombardent des rebelles kurdes du PKK en Irak - AFP

Des avions turcs ont bombardé des positions militaires du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans l'Irak voisin vendredi soir, a annoncé un porte-parole du PKK.

"A environ 23H00 (20H00 GMT) ce soir (vendredi), des avions militaires turcs ont commencé à bombarder nos positions près de la frontière, avec l'accompagnement d'importants tirs d'artillerie", a déclaré à l'AFP ce porte-parole, Bakhtiar Dogan.

Les frappes ont visé les positions du PKK dans les montagnes du nord de la province de Dohuk, située dans la région autonome du Kurdistan en Irak, a ajouté ce porte-parole.

Le PKK, interdit en Turquie, dispose de plusieurs camps d'entraînement dans la province de Dohuk, qui est aussi frontalière des régions kurdes de Syrie.

Le porte-parole du PKK a ajouté que les avions turcs avaient survolé sans frapper les montagnes de Qandil, une zone au nord de la capitale du Kurdistan irakien Erbil, utilisée comme refuge par la direction politique du PKK.

Si elles se confirment, les frappes turques en Irak contre le PKK interviendraient le même jour que les premières opérations turques contre le groupe Etat islamique en Syrie.

Ces premiers raids aériens de la Turquie marquent un tournant dans la politique syrienne du régime islamo-conservateur turc, longtemps accusé par ses alliés de fermer les yeux, voire de soutenir les organisations radicales en guerre contre le régime de Damas. AFP 24.07

- La Turquie constitue le principal point de passage des recrues djihadistes vers la Syrie. 20minutes.fr 24.07

Si ce sont eux qui le disent maintenant, c'est que cela doit être vrai !

On soupçonne Erdogan de préparer un coup tordu contre la Syrie, cette opération n'est qu'une mise en scène qui le préfigure.

ACTUALITE EN TITRES

Toujours Charlie !

- Le Parlement tunisien adopte une nouvelle loi antiterroriste - LeMonde.fr

Le régime néonazi de Kiev tombe le masque.

Hollande, Valls et le PS ont fustigés les parlementaires français qui ont commis le crime horrible de se rendre en Crimée, en revanche ils n'ont pas condamné la décision du régime de Kiev d'interdire les partis dits communistes, les partis fascistes et néonazis demeurant autorisés.

Le PS depuis un siècle a toujours épousé le camp de la guerre et du fascisme au détriment du socialisme, il n'y a donc aucune raison qu'il déroge aujourdhui à cette règle qui suffit pour caractériser sa véritable nature de parti de l'ordre.

Et dire qu'il y en a qui avaient rejoint ce parti et y sont restés parfois pendant plus de 30 ans en l'ignorant. Vous croyez pareille sornette ? Ou alors ils s'en foutaient, ce qui revient au même, assurément puisqu'ils l'assument indirectement en affirmant ne pas renier leur engagement passé au PS, mieux ou pire plutôt, ils en sont fiers !

- Haro sur les partis communistes en Ukraine - euronews.com

Le ministre ukrainien de la Justice a interdit ce vendredi l'activité de trois mouvements communistes dont le Parti communiste d'Ukraine, selon l'agence espagnole EFE. "C'est un moment véritablement historique", a déclaré le chef du Conseil de sécurité nationale et de défense ukrainien. euronews.com 24.07

- Gérard Depardieu, une menace pour la sécurité nationale en Ukraine? euronews.com

L'acteur français Gérard Depardieu, désormais citoyen russe, est sur une liste noire de 567 personnalités culturelles dont les oeuvres ne seront plus diffusées ou exposées en Ukraine.

Parce que Depardieu a fait des commentaires anti-ukrainien qui n'ont pas plu du tout à Kiev : Comme en août 2014, au festival de cinéma Baltic Pearl, à Riga en Lettonie : "J'aime la Russie et l'Ukraine, qui fait partie de la Russie", avait dit l'acteur, cinq mois après l'annexion de la Crimée. euronews.com 22.07

On se fout de Depardieu, ce qui nous interpelle, c'est cet oukase qui témoigne qu'on est bien en présence d'une féroce dictature ou d'un régime absolutiste que soutient Washington, Bruxelles et Paris.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- La Tunisie va rouvrir son consulat en Syrie - french.irib.ir

Des sources médiatiques proches des responsables syriens ont annoncé qu'après des années de ruptures de relations avec la Syrie, la Tunisie envisage de rouvrir son consulat dans ce pays.

« Ibrahim al-Fawari est le candidat au poste de consultat tunisien à Damas », ont annoncé ces sources. D'ici quelques jours il se rendra accompagné de l'équipe diplomatique, à Damas », ont ajouté ces sources.

Les responsables des deux pays ne se sont pas encore prononcés sur cette nouvelle, ce alors que les relations des deux parties avaient été coupées dans la foulée du déclenchement de la crise en Syrie. french.irib.ir 24.07

1.2- Des chars turcs et des F-16 entrent en Syrie - french.irib.ir

Des tirs à la frontière syro-turque entre l'armée et des membres des groupes armés ont eu lieu, près de la ville frontalière de Kilis.

Un soldat turc a été tué, et un autre, blessé. L'armée turque a bombardé la région syrienne, d'où étaient partis les tirs. Selon des sources locales, quatre chars de l'armée turque ont avancé, dans le territoire syrien, et tiré sur des positions des groupes armés, dans la province d'Alep, dans le Nord du pays. Pour le moment, certaines sources disent que l'armée turque a bombardé les positions du groupe terroriste de Daech. french.irib.ir 23.07

2- Irak

- Irak: les daechistes s'entretuent - french.irib.ir

Les affrontements et les divergences au sein du groupe terroriste takfiri Daech, dans la ville de Mossoul, au nord-irakien ont fait 45 tués parmi les terroristes.

« La semaine dernière lors d'affrontements déclenchés, dans la ville d'Al-Baadj, en raison des divergences sur le partage des butins de guerre et des otages, 45 terroristes ont été tués », a-t-on appris du site d'information Emirats 24, citant les témoins oculaires.

Les divergences au sein de Daech ont, à maintes reprises, débouché sur la mort des dizaines d'entre eux.

Dans le même temps, Hakem al-Zalami, le Président de la commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien a fait part de la mort du principal fournisseur en argent des auteurs des actes terroristes et principal élément de leur transfert à Bagdad.

« Il a été tué par les forces du renseignement irakien dans la localité d'Al-Shaab, dans le Nord de Bagdad », a-t-il ajouté.

Les forces de sécurité ont démentelé la bande terroriste auteur des récentes explosions à Bagdad. french.irib.ir 24.07

ECONOMIE

1- Matières premières et surproduction

- Une production trop abondante pénalise les matières premières - lefigaro.fr

Au-delà de l'or, la chute du prix des matières premières est générale. L'indice Bloomberg, qui abrite plus de vingt produits, du zinc au pétrole en passant par l'or, le cuivre, le café et le sucre, affiche un plongeon de 27 % sur un an et il se retrouve à son plus bas niveau depuis treize ans.

Ces chutes sont particulièrement marquées pour les produits clés pour l'économie que sont le minerai de fer ou le cuivre. Le prix du fer est passé de 120 ou 130 dollars à 50 ou 60 dollars en un an et demi. Le cuivre a suivi une pente moins brutale mais tout aussi significative. Son prix a été divisé par deux, à 5300 dollars la tonne, depuis début 2011. À qui imputer cette dégringolade du prix des matières premières? À la baisse de la demande chinoise, pointent bon nombre d'experts, combinée à la nette hausse ces dernières années des capacités de production des matières premières. La chute de la Bourse de Shanghaï depuis quelques semaines a fait souffler un véritable vent de panique sur les marchés des matières premières, particulièrement dépendants de la demande chinoise. Baisse de la demande en Chine

Le déclin du prix des matières premières remonte à 2013 selon Olivier Eugène, gérant matières premières chez Axa IM. «Entre 2002 et 2012, la demande, tirée par la Chine et les marchés émergents, a connu une forte croissance. En même temps, les capacités de production se sont étoffées. Depuis, le ralentissement de la croissance chinoise, confrontée à une offre abondante, a entraîné un surplus, en particulier sur le minerai de fer», explique Olivier Eugène. Pour le gérant d'Axa IM, l'univers des matières premières retrouve «une situation similaire à celle qui existait avant que la Chine se mette massivement en marche, avec des surplus de production dans le gaz, le pétrole, l'aluminium, etc.».

Le mouvement est accentué par la perspective de voir la banque centrale américaine (Fed) relever ses taux avant la fin de l'année, ce qui constituerait son premier mouvement haussier depuis neuf ans. Cette prévision alimente la hausse du dollar (0,91 euro jeudi) et on retrouve la corrélation classique entre billet vert fort et matières premières faibles, souligne Philippe Chalmin, professeur à l'université de Paris Dauphine et président de l'Institut Cyclope.

Le second semestre 2015 devrait être assez négatif pour les matières premières, juge l'économiste. Pour la fin de l'année 2015 et pour 2016, l'une des inconnues principales est la croissance chinoise. Mais celle-ci ne devrait pas poser de problème si elle ne descend pas au-dessous de 7 %, pronostique-t-il.

Inutile, en revanche, de s'attendre à un repli de la production. Les capacités sont là et certains grands acteurs sont décidés à utiliser leur capacité de produire à bas coût pour contrer la concurrence. C'est le cas, notamment, des géants du minerai de fer Rio Tinto ou BHP Billiton, qui aimeraient éliminer des producteurs de minerais basés en Afrique ou en Chine, souligne Philippe Chalmin. lefigaro.fr 24.07

2- Brésil

- Brésil : le real touche un plus bas en 12 ans, à 3,34 reais pour un dollar - AFP

Le real brésilien a clôturé vendredi à 3,34 pour un dollar, son niveau le plus bas depuis 12 ans, après la révision à la baisse cette semaine par le gouvernement des prévisions d'excédent budgétaire primaire pour cette année.

Le real atteint son niveau de mars 2003, quand il cotait 3,65 reais pour un billet vert.

"La réduction des objectifs budgétaires a eu un impact très négatif sur le marché. Il y a la crainte que les agences de notation abaissent la note du Brésil", a commenté Angelo Larozi, analyste chez Walpires.

"Ce scénario, ajouté à la situation politique, a exercé des pressions sur le real", a-t-il poursuivi.

Le gouvernement de la présidente de centre-gauche Dilma Rousseff affiche des records d'impopularité, alimentés par la crise économique et le scandale de corruption Petrobras, qui touche essentiellement les partis de la coalition au pouvoir.

Sur la semaine, le real s'est déprécié de 4,4%. Sur l'année, la dévalorisation a été de 20,3%. En 2014, la devise brésilienne avait perdu 13% de sa valeur face au dollar.

Mercredi, le gouvernement brésilien a réduit à 0,15%, au lieu de 1,1%, son objectif d'excédent budgétaire primaire pour 2015, face à l'aggravation de la crise et à la baisse des recettes fiscales. Certains analystes estiment que le pays, qui devrait être en

récession cette année, ne renouerait avec la croissance qu'en 2017.

Il va en outre soumettre au Parlement de nouvelles économies budgétaires à hauteur de 8,6 milliards de réais (2,66 mds USD) qui porteront le montant total des coupes à 79,4 mds de réais (24 mds USD) en 2015.

Haut de page

Le 27 juillet 2015

CAUSERIE

On a un tas d'articles à ajouter, ce sera pour demain car j'ai des réparations à faire en urgence chez moi, on a essuyé une mini-tornade hier soir.

L'Europe "***sous occupation militaire américaine***" pour le compte du "***capital financier***".

- Coup d'état militaire US pour « Euro-débacle » - Arrêt sur Info 22.07

Par Finian Cunningham (Né à Belfast, Irlande, en 1963, Finian Cunningham est un éminent journaliste, expert en affaires internationales.)

Extraits. L'analyste politique américain Randy Martin, qui écrit sur crookedbough.com estime que la classe dirigeante US avait prévu l'agitation qui se fait jour en Europe à propos de la Grèce.

« La crise grecque dure depuis cinq ans et même plus », dit Martin. « Vous pouvez parier que Washington a déjà dressé ses plans sur la manière d'administrer l'Europe, politiquement et financièrement, si la situation exige cette intervention. Et une telle situation devient de plus en plus visible, presque au jour le jour. »

Il dit encore : « N'oubliez pas que l'alliance militaire des 28 membres de l'OTAN n'est rien d'autre que le pouvoir militaire US externalisé sous diverses mascarades européennes. Les différentes formations de l'OTAN sur le territoire européen ne sont à l'évidence qu'une occupation militaire de l'Europe par les États-Unis. » Et il ajoute : « C'est exactement ce que les perspicaces représentants du gouvernement russe font remarquer depuis longtemps. »

Depuis l'éclatement de la crise en Ukraine, due au coup d'état qu'y ont fomenté les États-Unis en février 2014, les médias occidentaux retentissent des criailleries américaines à l'agression russe contre l'Europe. Mais, comme l'indique Martin, la fable d'une menace russe est si usée qu'on commence à en voir la trame. Il n'y a aucune preuve d'infiltration russe en Ukraine, aucune preuve d'agression russe envers l'Europe, et Moscou a toujours avec raison qualifié ces allégations de « fantaisistes ».

Ce qui amène à conjecturer que la militarisation américaine de l'Europe a un tout autre but : le muselage d'une Union Européenne soumise à de croissantes pressions intérieures causées par son effondrement économique.

Ce qu'on appelle « la crise de la dette grecque » n'est en réalité qu'un symptôme de l'effondrement systémique du capitalisme occidental. (...)

Mais ce scénario d'effondrement économique et de chaos social que nous voyons se dérouler en Grèce va plus que probablement se répéter dans d'autres pays de l'UE à cause de la nature systémique de la crise. Les créanciers institutionnels de l'UE que cornaque l'Allemagne veulent donner un avertissement au reste de l'Europe en mettant la Grèce aux fers.

Cependant, l'austérité poussée à l'extrême ne peut que conduire à la révolte sociale, pas seulement en Grèce, mais dans toute l'Europe. (...)

Ce à quoi nous assistons en ce moment en Europe, c'est à l'émergence d'un « gouvernement » autocratique centralisé, soumis aux diktats de la finance capitaliste, dont le rôle est d'imposer l'austérité aux populations sans avoir obtenu d'elles aucun mandat démocratique. Le centre administratif technocratique de cette oligarchie banquière en Europe est Berlin, à son tour assujetti à l'administration technocratique de Washington, elle-même contrôlée par Wall Street. Ce que nous avons connu jusqu'à présent sous l'appellation de gouvernements nationaux souverains ne sera plus désormais qu'un ramas de fonctionnaires au service de l'« élite » banquière mondiale.

Or, le contrôle d'un gouvernement par des intérêts privés exemptés de toute responsabilité démocratique est la définition même du fascisme. Comme le fait remarquer l'analyste Randy Martin « Ce qui est en train de se mettre en place en Europe et plus encore aux États-Unis est l'assujettissement complet des gouvernements au capital financier. Loin de tout jargon creux, il n'est pas exagéré de dire que nous sommes, en Occident, en train de succomber au fascisme financier.

L'administration technocratique de l'Europe sous la férule des banquiers ne peut qu'engendrer toujours plus de protestations populaires et de troubles civils. Quand les politiciens US parlent de « débâcle » et leurs généraux de « protéger l'Europe », ce qu'ils disent en réalité, c'est qu'ils veulent « protéger l'Europe de ses propres peuples en colère ». La Russie n'est que l'épouvantail qu'on agite pour justifier l'occupation militaire américaine de l'Europe et les diktats du capital relayés par Berlin.

L'ironie de tout cela, c'est que 70 ans après la défaite du fascisme en Europe, l'Europe, ayant accompli un tour complet, se retrouve en présence du même phénomène. Sauf que, cette fois, les totalitaires nazis sont américains. Arrêt sur Info 22.07

Il est impossible de combattre efficacement un ennemi tant qu'il n'a pas été identifié ou démasqué. Donc la première chose qui devrait être faite à partir des faits et non des programmes des uns et des autres qui font figure d'intentions, devrait consister à mettre en lumière la véritable nature sociale des différents partis politiques pour savoir lesquels représentent les intérêts du capital et ceux qui incarnent ceux du travail, afin que les travailleurs ne manifestent aucune illusion dans les partis du capital, subordonnés ou vendus au capital, et se situent sur leur propre terrain de classe au lieu d'atterrir sur celui de leur ennemi de classe.

Tout devrait être entrepris pour éviter toute confusion dans la tête des travailleurs entre ses véritables amis ou les partis sur lesquels ils peuvent compter et ses ennemis déclarés ou avançant masqués.

Certes les "totalitaires nazis sont américains", mais ils ont pour complices tous les gouvernements de l'UE dont certains sont étiquetés à droite (Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne, Portugal, etc.) et d'autres catalogués à gauche (France, Italie, Grèce.) ce qui suffit amplement à prouver qu'ils sont tous de droite ou même d'extrême droite pour soutenir le régime néonazi de Kiev ou la politique ultra réactionnaire des néolibéraux.

Dès lors tous les partis qui participent à ces gouvernements, tous les partis qui n'y participent pas mais soutiennent ces gouvernements, tous les partis qui refusent d'affronter ces gouvernements, qui rêvent d'en faire partie ou qui regrettent de ne pas en faire partie (la palette des opportunistes est large et ne manque pas d'imagination !), qui refusent de rompre avec les partis qui y participent et qui trouvent leur prolongement dans les appareils corrompus des syndicats, tous les partis qui d'une manière ou d'une autre participent aux institutions et légitiment de la sorte ces gouvernements, ne méritent pas la confiance des travailleurs ou doivent être résolument rejetés par eux, pour avoir résolument décidé de mettre en oeuvre une politique tournée contre leurs intérêts, de sciemment les tromper par des discours démagogiques ou refuser de mettre en oeuvre tous les moyens à leur disposition pour mobiliser dans l'unité le prolétariat sur une ligne politique dirigée contre l'Etat ou les institutions du capital, à commencer par les institutions nationales dans chaque pays.

A l'arrivée il ne reste plus grand monde ou plus personne malheureusement, la responsabilité en revient totalement aux intéressés qui n'ont eu de cesse dans le passé de prétendre que des partis de droite était de gauche pour finalement justifier leur collaboration de classes qu'ils étaient incapables d'assumer. Quelle crédibilité peuvent avoir de tels partis ? Certains vous diront qu'ils combattent quotidiennement au côté des travailleurs... Certes, mais sur quelle ligne politique interviennent-ils ? Sur celle du réformisme qui subordonne les travailleurs au capital, leur intervention dans la lutte des classes a un relent corporatiste pour refuser de la lier à la question du pouvoir ou de l'Etat qu'ils ménagent de la sorte.

Chacun aura pu observer qu'aucun parti ne menait réellement un combat politique, tout mot d'ordre, toute propagande ou agitation contre le régime en place qui permettrait de rallier les travailleurs les plus déterminés ou conscients étant systématiquement écartés, ne fait l'objet d'aucune campagne nationale, leur objectif affiché étant de faire "reculer" le gouvernement en dehors de toute perspective politique rompant avec le capitalisme et ses institutions, prétextant hypocritement qu'il ne serait pas à l'ordre du jour dans le contexte actuel, alors qu'il cristalise ou concentre toutes les contradictions du régime, tout en proposant une issue à la crise du capitalisme conforme aux intérêts des travailleurs ou de résoudre la question du pouvoir qui se trouve posée à travers leur mobilisation pour défendre leurs acquis sociaux.

Au lieu d'aider à élever le niveau de conscience politique des travailleurs, au lieu de les aider à se situer sur un terrain politique au-delà du capitalisme qui coïnciderait avec leur indépendance de classe, qu'ils prétendent incarner ou défendre notez bien, ils se contentent d'agir en bon gestionnaire du capitalisme avec lequel les revendications sociales qu'ils défendent sont compatibles, ce qui se traduit par leur refus de rompre avec les appareils pourris des syndicats, dont la politique consiste à contenir les revendications des masses exploitées tout en empêchant la centralisation des multiples conflits sociaux qui éclatent afin d'éviter tout affrontement direct entre les classes.

De nombreux militants en sont arrivés à se demander s'ils avaient bien encore à faire à des partis politiques ou s'il s'agissait de simples auxiliaires des syndicats, puisque leur activité se concentre exclusivement sur ce plan-là. J'ai cru comprendre que cette question agitait tous les partis dits ouvriers en crise, sans qu'elle ne soit jamais ouvertement ou publiquement évoquée ou débattue dans leur littérature, leurs dirigeants considérant que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier n'ont pas à se mêler

de leurs affaires internes comme si finalement cela ne les concernait pas, gérant leur parti à la manière de patrons d'une entreprise privée, ce qui a de quoi décourager les militants les plus résolus à rejoindre de tels partis. C'est peut-être fait pour puisqu'ils ne supportent pas la moindre contestation dans leurs rangs.

Entre nous, nos ennemis doivent bien se marrer en observant le pitoyable spectacle que nous offrent le POI, le NPA et LO. Réformer ces partis s'avèrera aussi impossible que le PS ou le PCF autrefois, il n'y a aucune illusion à avoir en la matière.

Il faut donc construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur le modèle du parti bolchevik incluant le droit de tendance et le centralisme démocratique, qui ne peuvent être réellement appliqués ou respectés qu'à partir du moment où la majorité des militants partagent sincèrement la même stratégie et les mêmes objectifs politiques, les mêmes moyens pour les atteindre, dans le cas contraire toute tentative de ce genre serait vouée à l'échec.

Chaque tendance doit être représentée dans les instances du parti en fonction du nombre de militants qu'elle regroupe, et la direction doit mettre à leur disposition les moyens leur permettant de diffuser leurs idées ou programmes dans les publications du parti, y compris celles destinées aux travailleurs, afin que tous les militants puissent en prendre connaissance et en discuter librement.

C'est seulement si cette condition est remplie que le centralisme démocratique pourra s'appliquer ou que l'ensemble des militants l'adopteront et le respecteront, y compris ou en premier lieu leurs dirigeants qui n'auront dès lors pas crainte de se retrouver en minorité, comme ce fut le cas si souvent pour Lénine dans le parti bolchevik.

Il faut bien comprendre que les désaccords qui peuvent exister entre militants au point de donner naissance à différentes tendances ne doivent porter que sur les modalités permettant d'avancer vers les objectifs politiques que tous les militants partagent ou ont adoptés en rejoignant le parti, et qu'en aucun cas elles devraient exprimer des désaccords sur ces objectifs et les moyens de les atteindre, ces objectifs et ces moyens exprimant la nature du parti, les contester reviendrait à se mettre hors parti ou à rompre avec lui. Ces désaccords peuvent porter sur le choix de la tactique à adopter ou les tâches du parti.

On admettra que certains militants les contestent et refusent de les adopter, auquel cas avec leur consentement il leur sera dévolu de participer à d'autres activités du parti, le parti n'intervenant pas sur un axe unique pour mener son combat sur tous les fronts contre le régime et ses représentants, politique, idéologique, psychologique, chacun trouvant ainsi sa place dans le parti et combattant malgré tout dans la même direction, au lieu de se séparer sans cesse au moindre désaccord de militants honnêtes, sincères et acquis (en principe ou théoriquement) au socialisme, ce qui a abouti aux partis passoires que nous avons toujours connus et qui constituent les modèles à ne pas imiter.

Cela implique d'admettre que tous les militants, cadres ou dirigeants n'ont pas connu les mêmes expériences au cours de leur existence ou proviennent d'horizons différents, et donc portent un regard différent sur la société, l'interprètent pas forcément exactement de la même manière ainsi que les enseignements de la lutte de classes du passé.

Quant à l'organisation des masses laborieuses, il faut prévoir à côté du parti un cadre souple dans lesquelles il serait possible de les associer à notre combat sans exiger qu'ils adhèrent au socialisme à cette étape puisqu'ils en sont encore incapables. Une structure qui ressemblerait au POI en plus démocratique, où chaque courant ou tendance qui s'y exprimerait pourrait en assurer la direction, là encore, ce qui impliquerait que les uns et les autres recourraient à des moyens loyaux pour convaincre les militants ou les participants à cet organisme et non de basses manoeuvres d'appareil qui sont à bannir définitivement. Cette structure politique serait entièrement autonome du parti, et ceux qui craindraient d'en perdre le contrôle devraient juste se demander pourquoi ils devraient en arriver à manifester une telle crainte, qui n'aurait aucune raison d'exister dès lors qu'ils auraient eu le comportement approprié pour ne pas en arriver à cette extrémité là.

Le principal problème auquel nous faisons face depuis 70 ans avec tous les partis ouvriers existant, c'est que leurs dirigeants n'ont jamais été capables de se remettre en cause pour s'être toujours comportés en prophètes à la parole divine, parfaits, infaillibles, détenant la vérité tout en prétendant le contraire évidemment, n'admettant jamais leurs faiblesses, leurs lacunes, leurs erreurs et ne les corrigeant pas davantage cela va de soi, donnant l'illusion d'être des démocrates discutant (en apparence seulement) d'égalité à égalité avec chaque militant, alors qu'en réalité ils n'ont jamais tenu compte des critiques qui leur étaient adressées dont certaines étaient justifiées et d'autres non, pour finalement demeurer inamovibles malgré leurs échecs répétitifs, situation qui deviendra intenable à la longue ou nourrira des ressentiments à leur égard, pour finir par éclater en crise ouverte un jour ou l'autre et perdre à nouveau des centaines ou des milliers de militants qui s'étaient investis sincèrement dans leur parti et ainsi de suite.

N'agissent de la sorte que des dirigeants qui n'ont pas les qualités ou les capacités requises pour diriger un parti, qui utilisent n'importe quel moyen y compris sournois, déloyaux et malhonnêtes ou pire encore pour conserver leur statut ou place, alors que leur force de dissuasion devrait être exclusivement d'ordre logique ou dialectique pour convaincre les militants de partager leur point de vue.

Quand je m'adresse aux lecteurs, j'essaie de m'exprimer le plus clairement ou le plus simplement possible, j'argumente au maximum mes positions ou idées pour les partager avec le plus grand nombre, j'y reviens parfois à plusieurs reprises sous des

angles différents à partir de l'actualité sociale ou politique qui nourrit ma réflexion, et cela pendant des semaines ou des mois sans jamais prétendre avoir épuisé définitivement un sujet ou une question, rectifiant parfois ma propre interprétation de la situation, reconnaissant mes erreurs et les corrigeant publiquement. J'explique comment j'ai procédé, d'où m'est venue une idée, comment j'en suis arrivé à telle ou telle conclusion, je déroule devant les lecteurs le processus dialectique de ma réflexion qui peut évidemment comporter des erreurs ou des lacunes, de telle sorte qu'ils puissent en profiter également parce que personne n'est parfait ou infaillible, l'essentiel étant de demeurer tendu vers notre objectif ou de ne pas s'en écarter, encore moins d'en changer.

Les lecteurs comprennent inconsciemment ou spontanément que nous ne sommes pas animés de mauvaises intentions ou que nous n'avons rien à leur cacher, que nous oeuvrons sincèrement et loyalement pour notre cause commune et que je n'ai aucun intérêt personnel dans cette histoire, partant du principe qu'ils sont assez intelligents ou honnêtes pour s'en apercevoir même si je sais pertinemment que ce n'est pas toujours le cas, peu importe l'essentiel étant de montrer l'exemple quitte à se faire taper dessus, ce qui a peu d'importance dès lors qu'en amont on a fait le travail qu'on devait faire, on n'a rien à craindre, on ne craint pas la confrontation des idées ou les critiques, la polémique, au contraire, on encourage les uns et les autres à les exprimer car on peut en tirer un précieux enseignement lorsqu'elles sont formulées à bon escient. Cela nous force à progresser, à nous remettre en cause, à réfléchir encore et encore, à nous poser de nouvelles questions parfois en repartant de zéro, mes lecteurs ne m'écrivant pas, je suis obligé d'imaginer leurs objections, j'essaie de ne rien laisser au hasard, ce qui n'est pas toujours facile en étant totalement isolé, situation qui m'est imposée et avec laquelle je dois faire au mieux.

Et au lieu de penser à la place de nos lecteurs, on les invite plutôt à penser par eux-mêmes, c'est la raison pour laquelle on est si expansif et non pour tenter de les convaincre de quoi que ce soit à leur insu, chacun disposant du même matériel et de la même méthode pour réfléchir demeure libre d'adopter telle ou telle idée ou position, qui une fois acquise aura une plus grande valeur que d'adhérer à une idée sans en comprendre les tenants et les aboutissants ou de répéter les discours de dirigeants.

On a écrit à plusieurs reprises dans le passé qu'on ne voulait pas que les militants partagent nos positions sans les avoir compris ou sans être capables de reproduire le raisonnement, la démonstration ou l'analyse qui nous a permis d'arriver à telle ou telle conclusion, que nous ne voulions surtout pas qu'ils nous accordent aveuglément leur confiance sous prétexte qu'on paraissait honnête et sincère car cela ne suffit pas pour produire une analyse correcte ou ne pas commettre d'erreurs, nous partons du principe que si nous sommes parvenus à comprendre un certain nombre de choses et à progresser, n'importe quel travailleur ou militant en est capable pourvu qu'il dispose des moyens pour y parvenir, notre travail consistant uniquement à l'aider à avancer dans cette voie sans rien lui imposer. Comment pourrions-nous avoir confiance dans la classe et nous comporter autrement ?

Contrairement aux donneurs de leçons, nous partageons nos expériences pour que l'on puisse progresser ensemble, ce qui apparemment n'est pas très bien compris par nos lecteurs, qui estiment sans doute que cela ne vaut pas la peine d'entrer en contact avec moi parce que je n'aurais rien d'autres à leur proposer, ce en quoi ils ont raison et tort à la fois, dans la mesure où nous aurions peut-être pu collaborer ensemble pour construire quelque chose ou avoir une influence sur certains partis en attendant des jours meilleurs, faire en sorte que La voix de l'Opposition de gauche prenne la forme d'un véritable courant politique du mouvemet ouvrier au lieu de demeurer le champ d'expression d'un seul militant, même si je sais qu'un certain nombre de militants partagent l'essentiel de mes idées. Vous m'épargnez du travail supplémentaire, mais je ne m'en réjouis pas, on n'aura pas tout essayé, tant pis.

Dossier grec

Tsipras et Syriza ont ramené la troïka en Grèce et la légitiment.

Si la troïka est légitime, c'est que le gouvernement grec ne l'est pas.

- Grèce: les représentants des créanciers à Athènes la semaine prochaine - AFP

Les équipes techniques des créanciers de la Grèce (UE, BCE et FMI) doivent commencer à arriver à Athènes ce week-end mais les chefs de mission n'arriveront que d'ici à jeudi, a déclaré samedi soir une source du ministère grec des Finances.

Il y a plus d'un an que les responsables de l'UE, de la BCE et du FMI - la "troïka" souvent honnie par les Grecs - n'étaient pas allés en Grèce.

La gauche radicale du chef du gouvernement Alexis Tsipras, au pouvoir depuis fin janvier, avait au départ promis de mettre fin à la rigueur et de ne plus laisser les représentants des institutions revenir en Grèce. Il a cependant été contraint de faire marche arrière après l'accord du 13 juillet pour s'assurer d'un nouveau prêt et éviter le risque d'une sortie de la zone euro. AFP 25.07

- La Grèce prête à rouvrir sa Bourse après un mois de fermeture - Reuters

Un porte-parole de la Bourse d'Athènes a annoncé vendredi qu'une proposition de rouvrir le marché avait été présentée à la

Banque centrale européenne (BCE) pour son avis avant une décision du ministre grec des Finances.

Un accord rapide du gouvernement grec pourrait permettre à la Bourse de rouvrir dès lundi même si une source directement informée de la situation précise qu'aucune date n'a été fixée.

"Nous ne savons pas encore si elle va rouvrir lundi", a-t-elle dit. "Nous le saurons (...) dans les heures à venir."

La Bourse d'Athènes est fermée depuis le 29 juin. Reuters 25.07

Comme quoi on peut très bien se passer de la Bourse, la fermer définitivement.

- L'incroyable "plan B" de Varoufakis - latribune.fr

L'ancien ministre grec des Finances aurait envisagé de pirater ses propres serveurs afin de créer un système bancaire parallèle, selon le quotidien grec Ekathimerini. Il aurait même eu un feu vert de principe d'Alexis Tsipras avant l'élection de Syriza.

Varoufakis aurait eu un plan B pour le moins explosif. Il aurait en effet impliqué de pirater la plateforme de l'administration fiscale grecque dans le but de créer un système bancaire parallèle en cas de faillite. Ce plan figure dans la retranscription d'une conversation attribuée à Yanis Varoufakis, l'ex-ministre des Finances en Grèce et Norman Lamont, qui fut également en charge des Finances mais au Royaume-Uni, publiée ce dimanche par le quotidien Ekathimerini. Des responsables de hedge funds auraient également assisté à cette téléconférence qui aurait eu lieu le 16 juillet, soit une semaine après la démission de Yanis Varoufakis.

Feu vert de Tsipras

Selon ces propos rapportés, l'ancien ministre qui a démissionné après le référendum de juillet aurait notamment déclaré:

"Le Premier ministre, avant qu'il deviennent Premier ministre, avant que nous (Syriza) ne gagnions l'élection en janvier, m'avait donné le feu vert pour imaginer un plan B."

Ce plan aurait consisté à créer un système permettant de transférer des fonds directement des contribuables aux organisations ou entreprises créancières de l'Etat en cas de tarissement des fonds voire de fermeture des banques. Il est notamment écrit dans cet article:

"Prenons par exemple le cas où l'Etat devrait un million d'euros à un laboratoire pharmaceutique pour l'achat de médicaments (...) Nous pouvions immédiatement créer un transfert numérique vers le compte de la compagnie grâce à son numéro fiscal et nous lui donnions un code pour l'utiliser comme un mécanisme de paiement parallèle pour n'importe quel versement (...) vers n'importe quel autre fichier fiscal à qui elle devrait de l'argent ou bien pour régler ses propres impôts à l'Etat. Cela aurait créé un système bancaire parallèle au moment où les banques étaient fermées à cause de l'action agressive de la Banque centrale européenne visant à nous étrangler."

Nouvelles drachmes

Ce système initialement libellé en euro aurait même pu être rapidement transformé afin d'utiliser les nouvelles "drachmes" en cas de "Grexit" effectif. Seulement, une fois aux commandes, l'ex-ministre aurait constaté que la direction générale des impôts étant régie de fait par un représentant de la Troïka (BCE, Commission européenne et FMI), il n'était pas possible de tester ce plan sans éveiller les soupçons. Yanis Varoufakis aurait alors envisagé de pirater son propre système fiscal. Il aurait consulté secrètement un ami expert en informatique et professeur à l'université américaine de Columbia à ce sujet.

"Vous ne devez pas répéter cela, c'est totalement entre nous", aurait demandé l'ancien ministre grec à ses interlocuteurs selon les documents de Ekatherimini. Si l'information venait à fuiter, "je nierais l'avoir dit", est-il encore attribué à l'ancien ministre. Explications attendues outre-Manche

Un responsable du quotidien britannique The Telegraph indique ce dimanche avoir contacté le principal intéressé. Il écrit sur Twitter:

"Je viens de discuter avec Varoufakis de ces allégations. Kathim [le quotidien grec] ne lui a jamais parlé. Il s'expliquera dans le Telegraph"

Just spoke to Varoufakis about these claims. Very odd situation. Kathim never spoke to him. Will explain in Telegraph http://t.co/9J0sd5VTps

— A Evans-Pritchard (@AmbroseEP) 26 Juillet 2015

Un deuxième plan?

De son côté, le site du quotidien grec signale que le parti d'opposition Nouvelle Démocratie organisera lundi une réunion extraordinaire pour évoquer ces révélations. l'agence Reuters ajoute que le centriste To Potami et les socialistes du Pasok feront de même.

Le sujet semble pris d'autant plus au sérieux dans la classe politique grecque qu'un autre programme de secours aurait été préparé, cette fois par l'ancien ministre de l'Energie, Panagiotis Lafazanis. Dans une interview à l'édition dominicale de RealNews Daily, ce dernier déclare avoir proposé de réquisitionner les fonds de la Banque centrale grecque en cas de Grexit. Il a toutefois nié une affirmation du Financial Times selon laquelle il envisageait même d'arrêter le gouverneur de cette institution, Yannis Stournaras, en cas de résistance de sa part. 1000 personnes pour un plan?

Malgré ce plan surprenant, c'est un tout autre scénario qui s'est finalement produit, avec une fermeture des banques suivie d'un référendum et finalement d'une capitulation de la part du Premier ministre Alexis Tsipras. Des envoyés de la Troïka, de retour après des mois d'absence, doivent d'ailleurs démarrer leurs travaux à Athènes à partir de mardi 28 juillet.

Pourquoi ce plan B - s'il a réellement existé - n'a-t-il pas été mené à son terme? Dans cet entretien restranscrit, Yanis Varoufakis, clame qu'il comptait sur une équipe composée d'un millier de personnes afin de le faire aboutir. Faute d'accord de la part du chef du gouvernement, il n'aurait pu réunir ces effectifs. latribune.fr 26.07

Cet article pourrait confirmer ce que nous avions gardé sous le coude en attendant d'en savoir davantage.

- Crise grecque : Alexis Tsipras aurait sollicité Vladimir Poutine pour fabriquer des drachmes - Francetv info

Le Premier ministre grec voulait introduire une nouvelle drachme et financer l'impression de cette nouvelle monnaie avec l'aide de la Russie, affirme le journal grec To Vima, un média de référence politiquement plutôt à droite, cité par le quotidien suisse Le Temps, jeudi 23 juillet.

Athènes a demandé un prêt de 10 milliards de dollars à la Russie pour imprimer les nouvelles drachmes, confirme le site d'information Greek Reporter (en anglais). "En somme, le gouvernement Tsipras aurait demandé à la Russie de financer un 'Grexit'", estime de son côté le blog Zerohedge (en anglais), spécialisé dans la finance à Wall Street. Pour qu'un pays puisse imprimer sa propre monnaie, il a besoin de réserves dans une monnaie forte.

L'idée d'introduire une nouvelle drachme "a été examinée par des technocrates et des employés du ministère grec des Finances qui auraient étudié le modèle de scission de la Tchécoslovaquie en 1993 et l'introduction de la couronne slovaque", selon Greek Reporter.

Mais Vladimir Poutine a refusé d'accorder ce prêt. La réponse du président russe, formulée la nuit même du référendum grec du 5 juillet, n'aurait comporté qu'une avance de cinq milliards de dollars, liée à l'accord signé entre les deux pays sur le transit du pipeline South Stream à travers la Grèce, ajoute Le Temps. "La nouvelle a suscité suffisamment d'émoi en Grèce pour que 17 parlementaires issus des rangs de la droite conservatrice (Nouvelle Démocratie) adressent une lettre à Alexis Tsipras afin de savoir si ces allégations étaient correctes", ajoute le quotidien suisse. Francetv info 24.07

Imposture. N'est pas démagogue qui veut assurément.

- Jacques Sapir «François Hollande, contradictions et démagogie» - Arrêt sur Info

Jacques Sapir : "Si l'on voulait réellement démocratiser la zone euro cela peut se faire..."

Sans rire, ce sapien sapien se prononce à la fois pour la sortie de l'euro... et pour la "*démocratiser* ! Ne cherchez pas l'erreur il n'y en a pas, les masques de l'opportunisme tombent les uns après les autres voilà tout.

- Détournement de fonds : poursuite pénale contre des membres de l'ancienne administration du TAIPED - okeanews.fr

Une poursuite pénale contre les membres du conseil des experts du fonds de privatisation (TAIPED) a été engagée pour détournement de fonds et malversation avec une perte qui s'élève à 580 millions d'euros.

Une poursuite pénale a été engagée à la suite d'une instruction préliminaire ordonnée par la Procureure contre la Corruption, Mme Eleni Raïkou, suite à une plainte qui avait été déposée par des avocats du Pirée soulevant la question de savoir dans quelle mesure l'exploitation, par le TAIPED (NdT : Fonds pour l'exploitation du patrimoine public de l'État grec), de 28 immeubles appartenant à l'État grec avait été à l'avantage de celui-ci [voir ici pour les détails de l'affaire].

La transaction litigieuse a été achevée en mai 2014, sur proposition unanime du conseil des experts et sur décision du conseil d'administration du TAIPED.

Deux contrats de vente ont été établis assortis de 28 contrats de re-location pour une durée de 20 ans, pour le compte de l'Etat grec, les autres parties étant l'Etat grec et deux attributaires (Eurobank Properties, ATHNKI Pangaia). Le prix total s'élevait à 261 millions d'euros tandis que l'Etat s'engageait de verser, tous les ans, des loyers qui, pour la première année, s'élevaient à 25,5 millions d'euros.

Selon les conclusions du Parquet, qui comptent 200 pages, bien qu'ils auraient pu proposer des modifications des termes de la transaction, de manière à ce que l'exploitation du patrimoine soit à l'avantage de l'État, les membres du conseil des experts ont rendu un avis unanime au conseil d'administration disant que la procédure suivie était avantageuse, alors qu'il a été prouvé qu'elle ne l'était pas et qu'elle menaçait de causer à l'État une perte s'élevant à 580 millions d'euros au moins.

Dans les conclusions, il est fait état de sous-estimation de la valeur raisonnable des immeubles. L'État a donc encaissé un prix inférieur. En outre, il semblerait qu'il n'y a pas eu d'estimation correcte de la plus-value future des immeubles, en raison de la modification de l'utilisation des terres.

À l'issue de l'instruction, une poursuite pénale a été engagée pour :

a) malversation, combinée à la loi 1608/50 relative aux prévaricateurs, avec perte qui s'élève à 580 millions d'euros, contre les membres du conseil des experts du TAIPED ;

b) détournement de fonds (combiné à la loi 1608/50) contre trois membres du conseil d'administration du TAIPED.

Les membres du TAIPED ne peuvent pas être poursuivis pour malversation. En effet, selon les statuts du TAIPED, lorsque les actes ou les omissions des membres du TAIPED sont approuvés par le conseil scientifique et ont été évalués par la Cour des Comptes, ils ne portent aucune responsabilité pénal ou civile.

Néanmoins, ils sont poursuivis pour abus criminel de biens sociaux.

S'agissant de cet acte, il a résulté de l'instruction que, bien que les membres du TAIPED étaient tenus de créditer la somme perçue dans le cadre de cette vente dans un délai de dix jours, sur le compte spécial du Trésor, (la somme étant majorée des intérêts correspondants), celle-ci n'a pas été versée dans les délais et ne fut majorée des intérêts qui s'élevaient à 100.000 euros.

L'instruction se poursuit. okeanews.fr 22.07

- Un "Armateur grec bien connu" accusé d'être à la tête d'un racket criminel - okeanews.fr

Un procureur d'Athènes accuse un armateur bien connu et l'un de ses associés d'être à la tête d'un racket qui a impliqué chantage et extorsion d'autres entrepreneurs.

L'homme est bien connu en Grèce. En fait, il est devenu largement connu quand il a investi dans plusieurs médias il y a près d'une décennie. Avant cela, pratiquement aucun Grec ne connaissait le jeune armateur - en dehors de ses collègues armateurs, bien sûr.

Il y a deux ans, l'homme a passé 8 mois de prison pour un présumé cas de détournement de fonds. Il a été libéré en attendant son procès. L'armateur est maintenant à nouveau visé par les autorités judiciaires. Mardi, un procureur d'Athènes a porté une série d'accusations graves contre lui et l'un de ses proches collaborateurs.

Après une longue enquête menée par quatre procureurs, les autorités accusent maintenant l'"armateur bien connu" d'être à la tête d'un racket criminel. Les charges comprennent le chantage, l'extorsion, des menaces, des écoutes téléphoniques illégales, des passages à tabac et même une tentative d'homicide commis par l'associé de l'armateur.

Selon le rapport du procureur, les victimes se plaignaient de comportement violent du gang. Parmi eux se trouvait un avocat qui aurait été "brutalement" battus et des hommes d'affaires bien connus qui ont subit le comportement criminel de l'organisation et ont été exposés à de l'extorsion, à des menaces et à des dommages corporels.

L'homme d'affaires et son associé, identifié comme VR et AP dans le rapport, font face à des accusations d'être à la tête d'une organisation criminelle et d'avoir agit comme des complices moraux d'une série de crimes commis par les employés. Ces derniers font face à des accusations de tentative d'homicide pour avoir causé des lésions corporelles graves et de détention d'armes.

Les conclusions du procureur affirment également que la "task force" de l'organisation qui a commis des crimes de toutes sortes, a été créée par d'anciens policiers et "hommes de main" de nationalité étrangère.

Alors que les premières fuites sur l'affaire ne nommaient pas cet "armateur bien connu" et son associé, plus tard, les initiales ont été donnés à la presse. Certains sites comme The Toc et Zougla ont rendu les noms public immédiatement.

Ce mercredi, l'avocat de l'"armateur bien connu" a déclaré aux médias que son client Victor Restis n'a rien à voir avec l'affaire. Selon l'avocat, le rapport du procureur a été divulgué à la presse avant que son client et ses avocats n'aient été informés. "Le procès va confirmer que mon client n'a rien à voir avec les accusations," a dit l'avocat dans une déclaration. okeanews.fr 22.07

- Grèce : multiples pertes pour l'État suite à la vente de 28 biens immobiliers - okeanews.fr

La vente de 28 biens immobiliers de l'État par le biais du TAIPED par les gouvernements précédents s'avère particulièrement préjudiciable pour l'État et très avantageuse pour les sociétés – filiales de banques qui les ont achetés. Bien que toutes les procédures semblent légales, l'affaire est entre les mains de la Procureure de la Corruption. Rien que le fait que, selon la loi, les sociétés n'ont pas eu à verser un seul euro au titre d'impôt pour la mutation des 28 biens immobiliers, montre bien que les transactions réalisées dans le cadre des mémorandums sont très loin de respecter la notion de protection de l'intérêt public.

L'affaire en bref

En septembre 2011, par arrêté ministériel, le gouvernement Papandréou (avec Evangelos Venizélos comme ministre des finances) a transféré au TAIPED 28 propriétés appartenant à l'État en vue de leur exploitation pour assurer des recettes destinées au remboursement de la dette (loi 3985/2011). Il s'agit de bâtiments et d'installations qui appartenaient, entre autres, aux ministères de la réforme de la fonction publique, de la santé, de l'éducation, de la culture, au Trésor et au Secrétariat général des systèmes informatiques, à la Direction générale de la Police d'Athènes et à l'Agence statistique nationale.

Afin de vendre ces immeubles mais d'éviter le déménagement de tous ces services, on a opté pour la méthode de la vente et de la relocation (sale and lease back), c'est-à-dire, la vente à un particulier et la location des mêmes bâtiments par l'État. Les 28 immeubles ont été répartis entre deux portefeuilles de 14 unités chacun (A et B) et, puis, il y a eu appel à manifestation d'intérêt.

La procédure fut achevée le 18 octobre 2013 (gouvernement Samaras - Vénizélos). Le conseil d'administration du TAIPED avait atteint un accord avec Ethniki Pangaia, à l'époque filiale de la Banque nationale (à présent elle est rachetée par une société néerlandaise). Concernant le portefeuille B, l'accord était conclu avec la filiale d'Eurobank, Eurobank Properties.

Conseillers du TAIPED et acquéreurs : même chose

Dans la réalité des mémorandums de la domination de la politique néolibérale où la concurrence est érigée en panacée, les filiales de la Banque nationale et d'Eurobank ont été retenues pour les portefeuilles de 14 immeubles chacun, alors que des « sociétés - sœurs » étaient les conseillers du TAIPED à toutes les étapes de la procédure : il s'agit de NBG Securities SA et Eurobank Equities Investment Firm, respectivement. Ceux qui étaient rémunérés pour fournir des conseils étaient également ceux qui, en fin de compte, ont profité de ce marché.

Les termes déficitaires des contrats

Les deux contrats ont été conclus selon les mêmes termes et toujours selon la législation adoptée à cet effet. Le prix qu'Ethniki Pangaia a été appelée à payer s'élevait à 115,5 millions d'euros pour le paquet A, et, respectivement, pour le paquet B d'Eurobank Properties, à 145.810.000 d'euros. Les contrats prévoient que les bâtiments seront à nouveau loués à l'Etat qui versera, pour 20 ans, des loyers s'élevant à 1/10, approximativement, de la valeur des biens (c'est-à-dire, au total, environ 11,5 millions pour le paquet A et 14,5 millions pour le paquet B). En d'autres termes, si les termes sont mis en œuvre, les filiales des banques auront amortis l'acquisition en 10 ans et, en 20 ans, auront doublé leur mise. À nos frais, de toute évidence.

Les contrats prévoient également que les sociétés filiales des banques (dorénavant propriétaires) ne peuvent pas, dans ce délai de 20 ans, résilier les contrats pour des raisons qui ne sont pas prévues aux contrats. Et que, se passe-t-il une fois les 20 ans passés ? L'État peut les racheter au prix marchand courant. Ainsi, non seulement il aura payé près de 600 millions d'euros ans ces vingt ans, après avoir reçu moins de la moitié de cette somme, mais, en plus, il sera appelé à payer une seconde fois et, ce, à des prix marchands, le rachat de bâtiments dont il était jadis le propriétaire. Combien plus préjudiciable cette transaction pouvait-

elle être pour l'État ?

Ils ne paient pas un centime au titre d'impôt de mutation et d'impôt sur les loyers perçus

En fait, le préjudice pour le Trésor ne s'arrête pas là. Les deux Loueurs ont bénéficié d'une disposition supplémentaire. Comme l'explique l'avocat du Pirée qui a porté plainte, Me Yannis Kardaras, les transactions ont eu lieu selon la loi 2778/1999 qui prévoit que le rachat est exempté de tout impôt, taxe ou droit. S'agissant de 28 immeubles, il est clair que les pertes de recettes pour le Trésor sont particulièrement substantielles.

Une disposition qui « lie » les mains de l'État

Les contrats comportent une clause qui, en réalité, « lie les mains » de tout gouvernement futur qui tenterait d'amender les termes des accords. Selon cette clause, si l'État grec introduit une législation imposant la réduction obligatoire du loyer payable, le Loueur procèdera à une augmentation du loyer annuel de manière à ce qu'il touche toujours la somme convenue dans le contrat. Ben, oui, ces gens savent assurer leurs arrières...

L'implication de la Cour des comptes

La décision de la Cour des comptes (acte n° 275/2013) était encourageant, puisque, fondée sur le fait que conseillers et acquéreurs avaient des intérêts identiques, d'une parte, et sur la clause prévoyant le réajustement des loyers afin que les Loueurs ne perdent pas un seul euro à cause de législations futures, la Cour a décidé que ces contrats ne pouvaient pas être conclus.

Et, alors que cet acte semblait remettre les choses en cause, la 6 chambre de la Cour des comptes annule cet acte considérant qu'il « ne ressort par de faits réels prouvant que les investisseurs retenus ont acquis un avantage par le biais des conseillers financiers du TAIPED, bien que ces sociétés de conseil appartiennent aux mêmes groupes que les investisseurs retenus ». La 6e chambre a également rejeté l'argument selon lequel la clause prévoyant le réajustement des loyers engage les gouvernements futurs qui voudraient défendre l'intérêt public.

Cette décision a été publiée le 28 février 2014 et ne peut plus être attaquée parce que le délai concerné a expiré. Les transactions concernant les deux portefeuilles ont eu lieu.

Et, maintenant ?

Les avocats, Me Yannis Kardaras, Me Yannis Vrellos et Me Evangelos Tsourounis ont déposé plainte auprès du Parquet de la Cour d'annulation (Areios Pagos) et analysent tous les paramètres de l'affaire et montrent que la transaction n'était pas à l'avantage du Trésor. L'affaire est en cours d'instruction [voir ici pour les derniers événements]. okeanews.fr 22.07

ACTUALITE EN TITRES

Etudiants mobilisés au Chili.

- Manifestation contre le gouvernement à Valparaiso - euronews.com

Les manifestants réclamaient une nouvelle réforme du système éducatif chilien à Valparaiso. euronews.com 24.07

Vive Charlie !

- La Tunisie légalise la peine de mort pour les crimes terroristes - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Turquie : mort d'un policier dans des affrontements avec des manifestants à Istanbul - LeMonde.fr

- Proche-Orient: Heurts à Jérusalem, la police israélienne entre dans la mosquée d'Al-Aqsa - 20minutes.fr

- Au moins 55 morts dans un raid aérien saoudien à Taiz au Yémen - Reuters

- Douze morts dans un attentat dans une piscine en Irak - Reuters

- Cameroun : 20 morts dans un nouvel attentat suicide à Maroua - Francetv info

- Nigeria: 14 morts, dans un attentat-suicide, dans le Nord-Est - french.irib.ir

- Somalie : six morts dans un attentat contre un hôtel de Mogadiscio - LeMonde.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. La voix de Rockefeller ou de la Commission Trilatérale.

- Parlementaires français en Crimée: «Une équipée ridicule», estime Elisabeth Guigou - 20minutes.fr

La présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée ne mâche pas ses mots. Elisabeth Guigou (PS) a qualifié samedi d'«équipée ridicule» le voyage en Crimée de dix parlementaires français, principalement du groupe Les Républicains.

Vendredi, Bruno Le Roux, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, avait déjà estimé que c'était «une honte que ces dix parlementaires se rendent en Crimée sans avoir le moindre rapport avec les autorités ukrainiennes». 20minutes.fr 25.07

La honte, voilà quelque chose qui ne peut atteindre Le Roux supporter du régime néonazi de Kiev. C'est tout le PS.

Une conscience qui ne dépasse pas le niveau alimentaire.

- Les enseignants se détournent de François Hollande - Reuters

Les enseignants, jusqu'ici électorat très largement acquis à la gauche et au Parti socialiste, sont en train de se détourner de François Hollande pour rallier les extrêmes et le centre, selon un sondage OpinionWay publié samedi par le Figaro.

Sur 588 enseignants interrogés par cet institut du 17 au 22 juillet, seulement 21% voteraient aujourd'hui pour le chef de l'Etat au premier tour de l'élection présidentielle, soit 23 points de moins que lors du scrutin de 2012.

Ce n'est pas l'adversaire malheureux de François Hollande en 2012, Nicolas Sarkozy, aujourd'hui président du parti Les Républicains (LR) qui profite de cette érosion (il ne rallierait que 13% du vote enseignant, comme il y a trois ans).

Les principaux bénéficiaires sont le président centriste du MoDem, François Bayrou (26%, +10 points), le dirigeant du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon (18%, +3), l'écologiste Eva Joly (8%, +3), la présidente du Front national, Marine Le Pen (6%, +2), et même le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan (4%, +3).

Parmi les sondés, 76% se disent mécontents de l'action du chef de l'Etat dans le domaine de l'éducation.

Sa ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, fait encore moins bien, avec 77% d'avis négatifs. Reuters 25.07

Il faut être lucide, c'est une formidable mystification que de prétendre ou de croire que les enseignants auraient un niveau de conscience supérieur au reste du prolétariat parce que leur fonction serait de transmettre des connaissances. En réalité, ils ont été formatés au cours de leur cursus universitaire pour devenir des serviteurs de l'Etat en échange d'un statut privilégié, leur mission ne consistant pas à former des hommes et des femmes libres, mais de bons esclaves du régime à leur image, qui cependant ne bénéficeront pas des mêmes avantages, ce qui les laissera indifférents et on verra plus loin pourquoi.

Ils ont l'état d'esprit individualiste du petit bourgeois satisfait de lui-même et qui en impose aux autres, ils ont en général l'esprit plus borné qu'on ne le croit, corporatiste, et leurs motivations sont souvent inavouables. Qu'ils accordent leurs suffrages à des imposteurs est dès lors tout naturel ou le confirme. Leur inconscience politique démontre qu'ils ne comprennent rien ou pas grand chose au développement de l'humanité et au fonctionnement de la société, alors qu'ils sont en sont un des maillons essentiels. La fonction qu'ils occupent et leur statut leur accordent une liberté très éloignée de la condition ouvrière soumis à une oppression permanente, qui les conduit à s'adapter à la société plutôt que la combattre pour la changer. Qu'un grand nombre de dirigeants de partis ou d'élus soient issus du corps enseignant en est le prolongement, ils participent à la stabilité du régime qu'ils légitiment.

S'agissant d'intellectuels et cela ne s'applique pas qu'aux enseignants, ayant acquis un certain nombre d'instruments logiques qui participent à leur mode de pensée et qu'ils mettent en pratique quotidiennement, il faut en déduire que manifestement ils ne les maîtrisent pas ou ne s'en sont jamais servis pour nourrir leur réflexion sur la société ou mener à fond leurs analyses qui demeurent surfaites ou superficielles, au point de se traduire par des illusions pire que celles que véhiculent les couches les plus défavorisées du prolétariat, qui elles sont dépourvues de ces moyens pour progresser, mais qui en revanche sont directement en prise avec le système d'exploitation et les conduit à rejeter le régime et ses institutions, aussi est-il pour le moins incongru d'évoquer les illusions des intellectuels dans la mesure où ils se complaisent plutôt dans un mode de pensée qui fait leur affaire ou les arrange selon un consensus établi et entretenu avec le régime que ce sondage confirme.

Ayant à faire à des travailleurs qui ont l'habitude de réfléchir, on se demandera pourquoi au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours leur niveau de conscience politique n'a pas progressé, pourquoi des centaines de milliers d'entre eux ne sont pas parvenus à comprendre le fonctionnement du capitalisme et de la société pour s'élever au niveau du socialisme, sans doute parce qu'aucun parti ouvrier ne s'était fixé cet objectif politique qui valait également pour les centaines de milliers d'ouvriers les plus déterminés ou avancés ou encore les militants des partis ouvriers qui n'ont jamais reçu une formation adéquate.

On ne peut donc pas leur jeter la pierre ou les juger, pas plus que les fonctionnaires ou les travailleurs en général qui sont victimes ou otages de partis ouvriers faillis ou traîtres au socialisme.

Nous savons que ce genre de discours passent très mal auprès de nombreux militant plus prompts à verser dans l'ouvriérisme, qui se contentent des apparences au détriment de la réalité qu'ils ne veulent pas regarder en face sous tous ses aspects, par crainte d'être confrontés à leurs propres contradictions ou opportunisme qu'ils préfèrent entretenir que combattre pour justifier leur ligne politique qui les conduit dans une impasse.

Cela nous laisse totalement indifférent, car nous savons que ce que nous affirmons ici correspond à la réalité, pour avoir enseigné nous-même et avoir été en contact avec un grand nombre d'enseignants, avoir milité à leur côté, et si je n'ai pas cité les témoignages que j'avais reçus d'enseignants sous forme de courriels au cours des dernières années, c'était parce qu'il nous paraissait plus honnête et plus productif de se baser sur notre propre expérience et observation plutôt que de faire dans la facilité qui aurait consisté à exploiter ces témoignages auxquels les critiques auraient été adressées par la suite, préférant les assumer car nous n'avons pas l'habitude de nous dérober à nos responsabilités ou d'imiter le comportement hypocrite de nos dirigeants que nous dénonçons ou condamnons par aiilleurs, quelque part il faut être cohérent jusqu'au bout quitte à être incompris, calomniés, etc. l'essentiel pour nous demeurant de partir des faits ou de la réalité au lieu de la fuir ce qui nous interdirait de combattre pour changer la société.

On doit adopter en toute occasion un mode de pensée et un comportement qui soient en adéquation avec les idées qu'on prétend défendre ou représenter, les principes ou les valeurs auxquels on prétend être attachés, dans le cas contraire à quoi bon ou on verse dans l'imposture. Et dès lors qu'on en a pris conscience, quelle que soit l'attitude qu'on décidera d'adopter, on devra l'assumer entièrement, c'est à cet exercice que nous nous sommes livré ici en espérant avoir été à la hauteur de notre idéal, qui nous commande de lutter contre toute forme d'ignorance pour avancer sur la voie de la liberté.

Plutôt cradingue la capitale du tourisme mondial

- Paris, ville sale ? - Francetv info

Alors que de nombreux touristes se promènent dans les rues de Paris au moment de l'été, la ville est loin d'être un exemple de propreté. La capitale française a été classée 24e au palmarès des villes les plus propres du monde.

Et pour cause, des centaines de détritus sont massés au pied de la Tour Eiffel. "Tout n'est pas sale, mais ici sous la Tour Eiffel, il y a beaucoup de déchets", constate une touriste chinoise, au micro de France 2. (La Chine un des pays les plus crades de la terre, elle l'avait déjà oublié. - LVOG) "Paris c'est joli mais là, à ce que je vois, ce n'est pas très propre", souligne encore une passante. (Cela détonne dans un quartier chic ou les habitants ne sont habitués à vider eux-mêmes leurs poubelles. - LVOG)

Au pied de la basilique du Sacré-Cœur, un rat se faufile entre les jambes de touristes : "Ce n'est pas habituel de voir ça dans une grande ville", commente un voyageur. (A croire que c'était la première fois qu'il foutait les pieds dans une grande ville celui-là ! - LVOG)

Dans les jardins du Trocadéro, le constat n'est pas plus réjouissant : en effet, les restes de pique-nique se retrouvent sur les pelouses et même dans les ruisseaux. Francetv info 25.07

L'argent corrompt tout.

- À Vallauris, la manne des Saoudiens calme un peu la contestation - AFP

Vraiment ?

- Vallauris : plus de 120.000 signatures contre la plage privée du roi saoudien - LeFigaro.fr

Une contre-pétition a également été mise en ligne, appelant à «soutenir les Saoudiens pour des raisons évidentes de sûreté d'Etat et pour les retombées économiques». Elle a recueilli pour le moment une centaine de signatures.

Les policiers gardent l'accès à la plage de même qu'au sentier du littoral qui longe la villa. La navigation en mer devant cet endroit est également interdite par la préfecture depuis samedi midi. Ces mesures devraient rester en vigueur le temps du séjour du monarque, une bonne partie du mois d'août. LeFigaro.fr 26.07

Entre le droit et le roi, le petit monarque français a tranché pour les parrains des barbares, normal.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Bachar al Assad décrète une amnistie pour les déserteurs - Reuters

Le président syrien Bachar al Assad a décrété une amnistie générale pour les déserteurs de l'armée qui se sont soustraits au service militaire obligatoire, rapporte samedi la télévision syrienne.

L'amnistie concerne tous les déserteurs qu'ils soient en Syrie ou à l'étranger, selon le décret.

Depuis le début du soulèvement contre son régime en mars 2011, le président syrien a procédé à plusieurs amnisties. Reuters 25.07

La guerre des puissances occidentales contre la Syrie aurait déjà fait 80.000 morts dans les rangs de l'armée syrienne sur un effectif de 200.000 soldats en 2011 et 70.000 auraient désertés. Ainsi affaiblie après une telle hécatombe, n'importe quelle armée du monde se serait disloquée, mais pas l'armée syrienne étrangement, à croire qu'elle serait soutenue par le peuple syrien, on ne voit pas d'autres explications plausibles, simple constat.

1.2- Syrie: Kurdes et régime avancent à Hassaké, où l'EI recule - AFP

L'armée syrienne et les forces kurdes avançaient dimanche à Hassaké, les jihadistes du groupe Etat islamique étant désormais confinés dans deux petits secteurs de cette grande ville du nord-est de la Syrie, selon une ONG et les médias officiels.

"C'est pour l'armée et les forces nationales la dernière étape avant de pouvoir déclarer qu'Hassaké est entièrement sécurisée", a déclaré le gouverneur de la province à l'agence officielle Sana.

Dans le même temps, les forces kurdes ont pris le contrôle total du quartier de Nachwa Gharbié, isolant encore plus les jihadistes.

"Les forces de l'EI ne sont désormais plus que dans deux petits quartiers, Charia et Zouhour", a déclaré le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

La ville de Hassaké est le chef-lieu de la province éponyme, où les habitants sont arabes, kurdes, turkmènes ou assyriens notamment. AFP 26.07

Commentaires d'internautes.

1- "Ankara bombarde qui exactement ?"

Les Kurdes de préférence et peut-être au passage quelques infrastructures indispensables à la population syrienne...

2- "Un mensonge de taille se dégage de cet article : s'il était vrai que l'armée syrienne était si inhumaine vis-à-vis des civils

comment expliquer qu'ils retournent en masse vers les zones reconquises par cette même armée?"

3- "L'OSDH représente les rebels intégristes (les mercenaires) et non le peuple syrien."

Basée à Londres, l'OSDH est une création du MI5, des services de renseignement de l'impérialisme britannique, ce qui n'a pas empêcher l'Agence Française de Propagande d'écrire que "*cet organisme basé en Grande-Bretagne et s'appuyant sur un large réseau de sources en Syrie*" qui n'est pas reconnu par les Syriens eux-mêmes, pure fabrication à défaut d'une opposition politique structurée face au gouvernement syrien, d'ailleurs si elle existait, ils se seraient empressés de la mettre en avant, or tel n'est pas le cas depuis 2011.

1.3- La Syrie continue à cacher des armes chimiques - Atlantico.fr

Un an après la fin officielle du programme de démantèlement de l'arsenal chimique syrien, "personne ne devrait être étonné d'apprendre que le régime syrien triche", déclare Robert Ford, ambassadeur américain en Syrie, cité par le Wall Street Journal. Atlantico.fr 25.07 En matière de fabulation, ils ne désarment pas.

Robert Ford, l'adjoint de John Negroponte en Irak, le maitre d'oeuvre de l'opération «Contras» au Nicaragua, une référence pour les réacs d'Atlantico.fr et le Wall Street Journal.

- «Les escadrons de la mort ont commencé mi-mars 2011 leurs activités en Syrie, sous la supervision directe de Robert Ford, ex-ambassadeur de Washington à Damas, a indiqué le Global Research. (french.irib.ir 06.08.13)

- Au troisième jour des pourparlers du second tour à Genève l'ex ambassadeur US en Syrie Robert Ford s'est mis à menacer Damas.

L'homme qui traine un bilan catastrophique avec ses faux rapports , ses fausses tactiques et information joue en effet la fin de sa carrière en dirigeant de facto la délégation de l'opposition... (french.irib.ir13.02.14)

1.4- Zone no fly en Syrie:US/Turquie d'accord - french.irib.ir

Selon le journal turc Hurriyat la Turquie et les Etats Unis sont tombés d'accord sur l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne sur les frontières syro turques. Cette zone serait située sur la ligne sécuritaire frontalière entre Mara et Jerablos longue de 90 kilomètres. La zone a une profondeur de 40 à 50 kilomètres et elle pourrait s' elargir à l'avenir. Le prétexte invoqué par Ankara qui vient d'ouvrir sa base aérienne Ingirlic aux Etats unis est évidemment l'infiltration de Daech. les avions us de la coalition envisagerait de lancer des raids de reconnaissance et de combat en temps vouluncontre les position de Daech. Les avions turcs ne font pas partie de la coalition mais ils pourraient euxcaussi mener des raids le cas echeant. Les unités d'artillerie turques passeront elles aussi à l'action.

Hurriyat ajoute. "Les avions syriens ne sont pas autorisés à entrer dans cette zone et en cas d'infiltration ils seront visés"Cela fait deux ans que la Turquie tente d'instaurer une zone no fly dans le nord de la Syrie pour provoquer un démembrement de la Syrie. french.irib.ir 24.07

1.5- Raids contre la Syrie: les terroristes saluent Erdogan - french.irib.ir

L'agression aérienne de la Turquie contre la Syrie, sous prétexte de la lutte contre les éléments de Deach, a été saluée par les groupes terroristes, en Syrie, qui estiment qu'ainsi, le terrain sera propice, pour le rétablissement d'une zone d'exclusion aérienne, dans la région frontalière.

Citant une source militaire, le quotidien "Ash- Sharq al-Awsat" a rapporté que les groupes armés, en Syrie, ont l'intention de profiter des affrontements entre la Turquie et Daech, pour se reconstruire.

Selon ce quotidien, les groupes armés, en Syrie, ne peuvent pas créer un groupe similaire au groupe terroriste Jaïsh al-Fath.

"Ash-Sharq al-Awsat" a prétendu qu'il est, encore, trop tôt, pour parler d'une coopération entre Ankara et ces groupes. french.irib.ir 25.07

2- Liban

- Liban: Daech pulvérisé, à Raas Baalbek - french.irib.ir

La Résistance islamique libanaise a pris pour cible de son artillerie lourde et de ses roquettes téléguidées, les poches takfiries, sur

les hauteurs de Baabek. Les combattants du Hezbollah ont éliminé les terroristes de Daech et d'Al-Nosra, à Raas Baabek. Deux véhicules appartenant aux terroristes ont, également, été détruits. french.irib.ir 25.07

3- Yémen

- Au moins 55 morts dans un raid aérien saoudien à Taiz au Yémen - Reuters

Au moins 55 personnes ont péri et plusieurs dizaines ont été blessées dans un raid aérien mené par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite sur la ville de Taiz, dans le centre du Yémen, rapporte samedi l'agence de presse Saba, proche des miliciens houthis.

L'attaque aérienne a visé le quartier de Mokha a dit une source citée par Saba ajoutant que le bilan risque de s'alourdir. Reuters 25.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Bulgarie

- Grogne des agriculteurs en Bulgarie - euronews.com

Excédés, les agriculteurs bulgars ont manifesté ce vendredi à travers le pays contre l'ordonnance H-18. Elle les oblige à installer d'ici le 31 août des appareils notamment de mesure de carburant sur les machines agricoles. Objectif du gouvernement : limiter la contrebande de carburant. Les agriculteurs affirment qu'ils n'ont pas les moyens de payer ces appareils. euronews.com 24.07

2- Bolivie

- Bolivie: la ville minière de Potosi s'enfonce dans la crise - AFP

Près de trois semaines après le début d'un mouvement de contestation, Potosi, ville minière et touristique du sud de la Bolivie en proie à la pauvreté et à l'exclusion, s'enfonce dans une crise qui a eu des répercussions jusqu'au coeur de la capitale La Paz.

Potosi, avec ses 200.000 habitants, reste coupée du monde, des milliers de grévistes bloquant les routes et affectant ainsi la distribution de produits alimentaires à la population dans une des régions les plus pauvres de ce pays.

Le mouvement, auquel se sont joints des grévistes de la faim, s'est amplifié avec la multiplication de barrages, dont celui sur la voie ferrée reliant Uyuni à Oruro, deux villes importantes du sud de la Bolivie.

Les dirigeants du Comité civil de Potosi (Comcipo) à l'origine du mouvement sont depuis deux semaines à La Paz dans l'espoir de parler au président socialiste Evo Morales, qui a refusé jusqu'à présent de les recevoir.

Une première réunion entre trois ministres et 52 délégués de la société civile de Potosi a eu lieu samedi au ministère de l'Intérieur à La Paz, selon le ministre Carlos Romero. "Pour commencer, nous avons une liste de 26 points que nous avons identifiés", a indiqué le ministre de la présidence Juan Ramon Quintana. Il s'agit de sujets concernant le gouvernement national, le pouvoir local à Potoso et dans d'autres municipalités, selon lui.

Cependant le leader de la Comcipo, Johnny Llally, a posé comme condition préalable à toute négociation la libération de quatre de la cinquantaine de manifestants arrêtés cette semaine, et notamment d'un journaliste.

Après l'échec en début de semaine de nouvelles tentatives de discussions, des centaines de mineurs originaires de Potosi armés de bâtons de dynamite ont semé la panique à La Paz, au cours de violents affrontements avec la police antiémeutes, qui a procédé à une cinquantaine d'arrestations.

Les explosions de dynamite ont causé de graves dommages à plusieurs locaux officiels, notamment à l'ambassade d'Allemagne.

Située à 4.000 mètres d'altitude, Potosi, inscrite au patrimoine de l'humanité par l'Unesco, a été au XVIe siècle le plus grand complexe industriel du monde grâce aux gisements d'argent et d'étain du Cerro Rico.

Les manifestants réclament notamment la construction d'une fabrique de ciment, des projets de restructuration de la mine de Cerro Rico, affectée par l'exploitation artisanale, la construction d'un aéroport international et d'hôpitaux spécialisés.

Selon le politologue Carlos Cordero, "le problème sous-jacent est en fait la lutte désespérée de la population de Potosi pour sortir de la pauvreté et de l'exclusion".

"Le pays a connu un boom économique ces dernières années", dit-il à l'AFP, "mais Potosi estime être passé à côté de cette prospérité".

"Ce que nous demandons au président, c'est qu'au lieu de jouer au football, il dialogue avec le département de Potosi", a pour sa part lancé Johnny Llally.

Le président Morales, ancien leader syndical des producteurs de coca, garde en effet ses distances et n'hésite pas à jouer au football devant les caméras à l'occasion de ses déplacements à l'intérieur de la Bolivie.

"Il ne manquera pas de traîtres, mais les gens vont continuer à nous soutenir", a assuré M. Morales jeudi.

Auparavant, il avait insinué que "certains Chiliens" alimentaient le conflit dans le but de faire de l'ombre à la récente visite du pape François en Bolivie, qui a encouragé le dialogue entre La Paz et Santiago sur un différend maritime centenaire les opposant.

Le ministre des Mines, Cesar Navarro, a averti qu'après une grève prolongée, la Bolivie risquait de voir dans "quelques jours la compagnie minière Manquiri arrêter ses opérations à Potosi".

La grève a paralysé cette mine de Manquiri, filiale de la société américaine Coeur d'Alene Mines, et menace les activités du groupe San Cristobal, propriété de Sumitomo Metal, société japonaise de production de zinc et de nickel. AFP 25.07

Haut de page

Le 28 juillet 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h30

On a ajouté 29 articles.

Relevé dans un article mis en ligne dans cette page.

Double pensée

Tsipras développe ici une procédure de double pensée qui consiste à annuler un énoncé en même temps qu'il est prononcé, tout en maintenant ce qui a été préalablement donné à entendre. Ainsi, le citoyen doit avoir la capacité d'accepter des éléments qui s'opposent, sans relever la contradiction existante. Il possède alors deux visions incompatibles. Énoncer en même temps une chose et son contraire, produit une désintégration de la conscience. Il n'est plus possible de percevoir et d'analyser la réalité. Dans l'incapacité de mettre l'émotion à distance, on ne peut plus qu'éprouver le réel, lui être soumis et non le penser et de l'organiser.

(Tsipras participe à la guerre psychologique contre les masses au côté de la classe dominante. C'est un processus assimilable à la désintégration shizoïde de la personnalité analysée par W. Reich, la personne qui en est victime n'est plus en mesure de saisir la réalité, y devient étranger ou s'en éloigne avec toutes les conséquences qu'on peut imaginer pour elle et son entourage... - LVOG)

Le déni de l'opposition entre les deux propositions empêche toute représentation. Cette procédure est nommée clivage par la psychanalyse. Elle interdit tout jugement et entraîne une indifférenciation des éléments de la réalité. La dé-construction de la faculté de symboliser empêche la formation d'une mémoire et s'oppose ainsi à la constitution d'un nous. Nous transformant en monades, le discours a alors un effet de pétrification face à la toute puissance des institutions européennes et enferme dans la psychose : aucune autre politique n'est possible.

(En politique, cela relève du double langage qui là a été produit simultanément et ne pouvait par conséquent échapper à ses interlocuteurs ou aux personnes auxquelles il s'adressait, qui sera sans effet car ils auront eu le réflexe salutaire de le rejeter et de le traduire en jugeant son auteur incohérent, peu sérieux, indigne de confiance. - LVOG)

George Orwell a déjà décrit dans 1984, le dispositif de « double pensée » qui consiste à « retenir simultanément deux opinions qui s'annulent, alors qu'on les sait contradictoires et croire à toutes deux. » Il avait déjà identifié ces « principes de l'asservissement » qui destituent l'individu de toute capacité de résistance, qui ont pour fonction d'effacer chez le sujet « tout souvenir de l'existence d'un désir possible de résistance »

(Cela nécessite de procéder par abstraction, mais dès lors qu'on replace les "deux opinions" dans leur contexte respectif, les deux affirmations peuvent être analysées ou traitées séparément de telle sorte que lorsqu'on les rapproche les véritables intentions de son auteur soient dévoilées.

Aucune manipulation des consciences ne résiste à une analyse critique menée à fond. Notre devoir est de se livrer à ce travail de décryptage et de le mettre ainsi que nos conclusions à la disposition des travailleurs et des militants. - LVOG)

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard, il est 14h25 et je n'ai pas encore déjeuné.

1929 ou 2008 à la chinoise.

La capitalisation de Bourse de Shanghai est passée en un an de 500 à 6 500 milliards de dollars, avant de perdre 30%, soit 3 000 milliards de dollars partie en fumée entre le 20 mai et le 10 juillet.

Qui a perdu cette somme colossale ? On nous dit que 98% étaient des petits investisseurs, la classe moyenne et les couches supérieures de la classe ouvrière, soit 100 millions de Chinois ayant souscrit un compte bancaire destiné aux investissements en bourse. (Source : Libération 27.07)

Le Chinois qui a acheté une action 10 dollars le 1er mai 2014 qui était montée à 20 dollars le 1er mai 2015 s'effondre de 30% entre mai et juillet 2015, s'il la revend en juillet 2015 une fois sa cote tombée à 14 dollars, il aura quand même gagné 4 dollars sur chaque action, soit une plus-value de 40% en un an. Quant à ceux qui auront acheté la même action quand elle avait atteint 20 dollars avant qu'elle ne tombe à 14 dollars, ils auront perdu 6 dollars par action, soit 30% de leur mise. Et s'ils se sont endettés dans la même proportion, d'ici peu ils se retrouveront comme ces millions d'Américains pris à la gorge en 2008 incapables de rembourser leurs emprunts, et qui se sont retrouvés à la rue et endettés jusqu'au cou par dessus le marché.

Personnellement, une banque d'Etat rémunère à 9,05% mon petit capital et cela me suffit pour vivre sans travailler depuis 20 ans en Inde. Il y a quelques années encore ce taux d'intérêt tournait autour de 12 ou 13%.

Hier soir je me suis fait la réflexion suivante : toi avec ton capital ridicule tu engranges tout juste de quoi survivre, imagine un peu celui qui pratique de même avec un capital de millions ou milliards de roupies, il s'enrichit de manière considérable sans rien faire ni produire quoi que ce soit, et cerise sur le gâteau sans prendre le moindre risque, tandis que l'immense majorité des travailleurs indiens triment comme des esclaves pour un salaire misérable en comparaison du coût de la vie qui a terriblement augmenté au cours des deux dernières décennies, sans garantie d'avoir encore un boulot le lendemain ou dans les mois à venir.

Et ils appellent cela la démocratie !

Extraits de lectures commentés.

Briser les mystifications. L'intelligence la plus développée n'est pas là où on le croit habituellement

- A la différence d'autres architectes, les savants ne dessinent pas seulement des châteaux en l'air, ils construisent un certain nombre d'étages habitables avant de poser la première pierre de l'édifice. (Karl Marx : Contribution à la critique de l'économie politique)

Il en va ainsi pour la plupart des intellectuels et ceux qui, parce qu'ils ont atteint un certain niveau de développement intellectuel se croient autorisés à donner un avis sur tout et rien, ou qui estiment être légitimes pour porter un regard autorisé sur des choses qu'ils n'ont jamais étudiées ou qu'ils ne connaissent pas ou très superficiellement.

La vanité est un défaut universelle comparée à la modestie qui n'est pas vraiment la qualité la mieux répartie dans le monde, tout comme l'intelligence qui sans conscience n'a finalement aucune valeur.

Un simple constat.

- Marx démontre simplement par l'histoire, et ici résume brièvement, les faits que voici : de même qu'autrefois la petite entreprise par son évolution a nécessairement engendré les conditions de son anéantissement, c'est-à-dire de l'expropriation des petits propriétaires, de même aujourd'hui le mode de production capitaliste a engendré également lui -même les conditions matérielles qui le feront nécessairement périr. Le processus est un processus historique, et s'il est en même temps dialectique, ce n'est pas la faute de Marx, si contrariant que cela soit pour M. Dühring. (Friedrich Engels (1878) : Anti-Duhring)

Contrairement à ce que débitent les ennemis du marxisme, Marx et Engels n'ont rien inventé, ils n'en ont pas eu besoin, ils ont simplement mis en lumière à partir des faits, les contradictions qui participent au processus du développement de la nature et de la société, processus au cours duquel les facteurs en présence entretiennent des rapports logiques appelés aussi dialectiques, dont l'ensemble constitue les lois du développement de la nature et de la société. Voilà en quoi consiste la théorie marxiste.

C'est une interprétation de la nature et de la société, matérialiste parce qu'elle part des faits et non des idées qu'en ont les hommes, dialectique parce qu'elle prend en compte l'ensemble des rapports qui ont contribué à leur développement, voilà en quoi consiste le matérialisme dialectique et historique. Rien de mystérieux, de sorcier ou de diabolique dans tout cela, n'est-ce pas ? Alors pourquoi tant de haine envers le marxisme ?

Mais parce qu'il fournit une interprétation de la société qui pemet aux exploités et aux opprimés d'agir pour la changer ou de mettre un terme au règne de la nécessité reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme qui profite à une infime minorité de privilégiés.

Partant du constat qu'il n'existe que deux manières possibles d'interpréter la réalité, une basée sur les faits, le matérialisme, l'autre reposant sur les idées qu'on peut en avoir, l'idéalisme, se détourner du marxisme ou le rejeter revient infailliblement à adopter l'autre et unique interprétation possible, l'idéalisme, qui conduit à des discussions infinies sur le sexe des anges, situation impropre à la compréhension de la réalité et par conséquent à toute action pour changer la société. Cette détestation du marxisme de la part des représentant de la classe dominante est donc idéologique avant tout. Pourquoi ?

Mais parce que le sytème économique en vigueur et le régime politique qui en découle, reposent sur l'ignorance des masses exploitées du fonctionnement du capitalisme et de la société, la classe dominante n'a donc aucun intérêt à ce que le peuple laborieux comprenne pourquoi et comment il est maintenu en servitude pour s'émanciper.

Tous les ennemis du marxisme sont des ennemis du prolétariat ou oeuvrent pour le compte de la classe des exploiteurs et des oppresseurs afin qu'elle conserve son pouvoir.

Tout rapport est constitué d'un ensemble de facteurs qui comporte sa négation, et va évoluer dans une direction ou une autre selon le comportement ou l'évolution de ces différents facteurs ; dans le cas du capitalisme ce rapport prendra la forme de la barbarie ou retournera à son état primaire ou élémentaire qui prédominait jadis ou il y a peu encore, ou sur les bases de son propre développement ou des acquis de la civilisation humaine élever ç un niveau supérieur donner naissance au socialisme.

Les deux possibilités existent. Partant de là, dès lors qu'on en a pris conscience on a le choix entre opter pour une voie cauchemardesque, suicidaire, synonyme de chaos et de guerres sans fins et qui sera fatale à la civilisation humaine à laquelle correspond la survie du capitalisme, ou bien adopter le marxisme ou le socialisme afin de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme qui est à l'origine de tous les maux de l'humanité, et atteindre enfin le règne de la liberté (et de la paix) auquel tous les hommes aspirent légitimement.

Le développement des forces productives correspond à un processus dialectique.

- Tous les peuples civilisés commencent par la propriété en commun du sol. Chez tous les peuples qui dépassent un certain stade primitif, cette propriété en commun devient, au cours de l'évolution de l'agriculture, une entrave pour la production. Elle est abolie, niée, transformée en propriété privée après des stades intermédiaires plus ou moins longs. Mais à un stade plus élevé du développement de l'agriculture atteint grâce à la propriété privée du sol elle-même, c'est inversement la propriété privée qui devient une entrave pour la production, - comme c'est aujourd'hui le cas aussi bien pour la petite que pour la grande propriété foncière. On voit surgir avec un caractère de nécessité la revendication qui tend à ce qu'elle soit niée également, à ce qu'elle soit retransformée en propriété commune. Mais cette revendication ne signifie pas la restauration de l'ancienne propriété en commun primitive, mais l'établissement d'une forme bien plus élevée et plus développée de propriété collective qui, bien loin de devenir une barrière pour la production sera, au contraire, la première à la libérer de ses entraves et à lui permettre la pleine utilisation des découvertes chimiques et des inventions mécaniques modernes. (ibid)

Chaque élément à l'état naturel est le produit de contradictions en constante évolution ou transformation et comporte sa négation, c'est cette loi du mouvement qui rend l'existence de la nature, de l'homme ou la société possible, sans laquelle rien n'existerait, pas même l'univers. Prendre en considération ce processus dialectique ou adopter le marxisme permet d'interpréter le fonctionnement de la nature et de la société ou d'accéder à un niveau de compréhension ou de conscience supérieur indispensable pour changer le monde.

C'est ce processus dialectique sur le plan historique que Marx et Engels ont déroulé pour qu'on en saisisse la substance, afin de pouvoir nous libérer des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. Refuser d'adopter le marxisme, c'est se priver des moyens pour conquérir notre émancipation du capitalisme et verser dans l'opportunisme, l'aventurisme ou le charlatanisme.

Quand le socialisme devient une science.

- A l'état de nature et de sauvagerie, les hommes étaient égaux; et comme Rousseau tient déjà le langage pour une altération de l'état de nature, il a parfaitement raison d'appliquer l'égalité entre animaux d'une même espèce dans toute l'étendue de cette espèce à ces hommes-animaux récemment classifiés par hypothèse par Haeckel comme alales, privés de langage. Mais ces hommes-animaux égaux avaient sur le reste des animaux l'avantage d'une propriété : la perfectibilité, la possibilité d'évoluer ultérieurement ; et ce fut la cause de l'inégalité.

Rousseau voit donc un progrès dans la naissance de l'inégalité. Mais ce progrès était antagoniste, c'était en même temps un recul.

“ Tous les progrès ultérieurs [au delà de l'état de nature] ont été en apparence autant de pas vers la perfection de l'individu, et en effet, vers la décrépitude de l'espèce ... La métallurgie et l'agriculture furent les deux arts dont l'invention produisit cette grande révolution. ” (La transformation de la forêt vierge en terre cultivée, mais aussi l'introduction de la misère et de la servitude au moyen de la propriété.) (...)

En fait la dialectique n'est pas autre chose que la science des lois générales du mouvement et du développement de la nature, de la société humaine et de la pensée.(ibid)

L'animal et l'humain sont présents en chacun de nous et peuvent produire le meilleur ou le pire selon les conditions auxquelles ils sont soumis. On attribuera le pire à ce qui ressort de l'animal, et le meilleur à ce qui relève de l'humain.

Dans les deux états se trouvent mêlés des facteurs objectifs et subjectifs dont les rapports détermineront lequel des deux l'emportera sur l'autre à chaque stade du développement de l'humanité, soit en tentant de lui faire faire un pas en arrière ou de maintenir artificiellement des rapports dont les bases objectives se dérobent sous ses pieds, soit en la portant à faire un pas en avant. Ceci nécessite une précision.

Durant la période qui va de l'esclavagisme au capitalisme en l'incluant, l'homme s'est employé à modifier ses rapports à la nature en se contentant de passer d'un mode de production à un autre une fois que les forces productives eurent atteint leurs limites dans le cadre du mode de production ou des rapports sociaux de production en vigueur, sans toutefois maîtriser le processus dialectique auquel il participait ou qui se déroulait sous ses yeux, qui renfermait déjà ou qui devait conduire à sa négation à l'étape suivante de la lutte des classes, on en veut pour preuve que toute cette histoire a été ponctuée par une multitude de guerres ou l'humain était nié ou absent au profit de l'animal qui gouvernait ou aspirait à gouverner. Et chaque fois ce fut à une minorité de la population que le pouvoir échut, une minorité d'exploiteurs, esclavagistes, seigneurs ou féodaux, capitalistes. Chez cette minorité, c'est l'animal qui a toujours dominé sur l'humain parce que son pouvoir n'avait rien de légitime et relevait d'une forfaiture, c'était aussi le seul moyen de le conserver jalousement.

La classe minoritaire qui était parvenue au pouvoir en s'appuyant sur la plèbe, s'était empressée de l'opprimer pour conserver ses privilèges qu'elle ne pouvait pas partager dans la mesure où le développement des forces productives n'avait pas atteint un niveau permettant un partage des richesses entre tous les membres de la société, en aurait-elle eu l'intention qu'elle aurait été stopée nette dans son élan au regard de sa situation sociale qui aurait régressé. Et comme elle n'en avait pas les moyens objectifs, elle ne devait pas davantage réunir les conditions subjectives pour passer de l'animal qu'elle demeurait à l'humain qu'elle ne pourra qu'entrevoir sans jamais l'atteindre dans le cadre d'une société reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme, l'un et l'autre étant incompatible.

C'est seulement la lutte de classe des exploités et des opprimés et les succès qu'ils remporteront, qui donneront un aspect humain à la classe dominante et à la société qui est à son image, surfait, précaire, usurpé en somme, du fait que la lutte de classe des masses laborieuses portait en germe l'abolition du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou en constituait la négation en pointillés. Et si c'est seulement rendu au stade du capitalisme à condition de le renverser que l'humain peut prétendre l'emporter définitivement sur l'animal, c'est parce qu'il a développé sa négation, le prolétariat révolutionnaire, qui contrairement aux classes qui l'ont précédé n'a donné naissance à aucune nouvelle classe sociale, n'en exploite ni opprime aucune, ne correspond pas à une minorité mais à la majorité de la population dont le destin de la société toute entière ou l'humanité dépend désormais.

Et ce n'est pas un hasard si c'est seulement rendu à ce stade final du cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'est le capitaliste ou l'impérialisme stade suprême du capitalisme, que des penseurs de génie ont conçu la théorie qui permettrait à l'homme de s'émanciper du règne de l'exploitation et de l'oppression, ou sont parvenus à rassembler les conditions subjectives une fois que les conditions objectives étaient réunies pour permettre la satisfaction des besoins de l'humanité toute entière, rendant l'objectif de la liberté réalisable ou à porter de mains pour peu qu'on tienne compte du processus dialectique qui avait permis à la civilisation humaine de se développer.

Et lorsque la classe dominante démontre qu'elle ne peut parvenir aux mêmes conclusions, à savoir partager le pouvoir et les richesses produites entre tous les membres de la société, elle signifie par là qu'elle est incapable de saisir le développement du processus historique qui l'a porté au pouvoir dans sa totalité et son devenir, dans sa globalité qui inclut sa négation qu'elle ressent comme une frustration intolérable de ses droits, du coup elle s'accroche désespérément au pouvoir avec lequel elle s'identifie maladivement, quitte à recourir à la barbarie pour le conserver.

Elle témoigne ainsi qu'elle est incapable de dépasser le stade de l'animal et que c'est bien malgré elle qu'elle a pu remplir un rôle progressiste au cours de la période ascendante du capitalisme toujours émaillée de guerres coloniales ou de rapine. Sa nature ou l'origine de son pouvoir demeureront toujours incompatibles avec l'humain, contrairement au prolétariat qui en est le dépositaire ou le garant pour peu qu'il se libère de son influence ou rompe avec elle.

On aurait pu dire que la part d'animalité ou d'humanisme qui est en nous est proportionnelle à notre niveau de conscience, et que par conséquent le socialisme incarne l'idéal humaniste au plus haut degré.

Personne n'y échappera.

- Qu'est-ce donc que la négation de la négation ? Une loi de développement de la nature, de l'histoire et de la pensée extrêmement générale et, précisément pour cela, revêtue d'une portée et d'une signification extrêmes; loi qui, nous l'avons vu, est valable pour le règne animal et végétal, pour la géologie, les mathématiques, l'histoire, la philosophie, et à laquelle M. Dühring lui-même, bien qu'il se rebiffe et qu'il regimbe : est obligé à son insu d'obéir à sa manière. (ibid)

Personne ne peut y échapper, pas plus qu'à ses contradictions. C'est la raison pour laquelle opter pour le mensonge, l'hypocrisie ou l'imposture est ridicule et vain, car un jour ou l'autre ils seront démasqués ou ils se démasqueront eux-mêmes, tenez, comme Tsipras et Syriza par exemple.

Aux petits bourgeois "grognons".

- Le but de la classe ouvrière, c'est de chasser du pouvoir la bourgeoisie, de détruire ses instruments d'oppression et de contrainte, de créer ses propres organes de dictature ouvrière afin d'écraser la résistance de la bourgeoisie et de transformer le plus rapidement possible tous les rapports sociaux dans le sens communiste. Celui qui, sous prétexte d'anarchisme, n'admet pas ce but — la dictature du prolétariat — n'est pas un révolutionnaire, mais un petit bourgeois grognon. Pour celui-là pas de place parmi nous. D'ailleurs, nous aurons à revenir plus tard sur ce sujet.

Sans parti communiste, la réaction a le champ libre.

Ainsi, la tâche du prolétariat consiste à détruire le régime bourgeois au moyen de la dictature révolutionnaire. Mais, comme vous le savez, au sein même de la classe ouvrière, tous les éléments ne sont pas également conscients. Le but à atteindre par la révolution n'apparaît clairement dans toute son ampleur qu'à la minorité révolutionnaire la plus consciente du prolétariat. Ce qui fait la force de cette minorité, c'est que plus elle agit avec fermeté, résolution et assurance, plus elle trouve de soutien dans la masse ouvrière innombrable demeurée en arrière. Mais pour que ces millions d'ouvriers retenus artificiellement par le capitalisme, l'église, la démocratie, etc., dans la vase des préjugés, ne dévient pas de la route et trouvent l'expression qui convient vraiment à leurs aspirations intégrales, il est indispensable que la classe ouvrière ait à sa tête, dans toutes les manifestations de sa vie les meilleurs et les plus conscients de ses membres et que ces derniers demeurent inébranlablement fidèles à leur drapeau, prêts, s'il le faut, à donner leur vie pour la cause.

Syndicalistes révolutionnaires de France, votre point de départ était bon, quand vous constatiez que, seuls, les syndicats embrassant les grandes masses ouvrières ne suffisent pas pour faire la révolution et qu'il faut une minorité directrice pour éduquer cette masse et lui fournir, dans chaque cas, un programme d'action concret, net et précis.

Comment doit être composé ce groupe d'initiative ? Il est clair qu'il ne peut être constitué par un groupement professionnel ou territorial. Il ne s'agit pas de métallurgistes, de cheminots, ni de menuisiers avancés, mais des membres les plus conscients du prolétariat de tout un pays. Ils doivent se grouper, élaborer un programme d'action bien défini, cimenter leur unité par une rigoureuse discipline intérieure, et s'assurer ainsi une influence directrice sur toute l'action militante de la classe ouvrière, sur tous les organes de cette classe, et avant tout sur les syndicats.

Comment appellerez-vous cette minorité directrice du prolétariat groupée en un bloc homogène par le programme communiste et brûlant d'entraîner la classe ouvrière à l'assaut décisif de la citadelle capitaliste ? Nous l'appelons le parti communiste. (L. Trotsky - Lettre à un syndicaliste français à propos du parti communiste.)

On ne peut combattre et vaincre une dictature que par une dictature, comme seule une armée de combattants conscients, armés théoriquement et disciplinés peut organiser et entraîner les masses au combat pour venir à bout d'un ennemi très

bien organisée.

Rejeter la dictature du prolétariat revient à se soumettre à la dictature du capital. Rejeter la dictature du prolétariat, qui ne signifie pas autre chose que l'exercice du pouvoir par le prolétariat, revient à lui interdire d'accéder au pouvoir au profit de la classe des capitalistes, c'est se faire l'agent de la classe dominante, se soumettre à l'ordre établi.

La dictature du prolétariat est l'expression de la démocratie exercée par la majorité contrairement à la dictature du capital qui est l'expression de la domination de classe d'une infime minorité. C'est la forme du pouvoir que doit adopter le prolétariat pour réprimer, mater, anéantir la capacité de nuisance de la réaction qui luttera à mort pour conserver son pouvoir illégitime.

ACTUALITE EN TITRES

Dans la catégorie des déchets qu'a produits le capitalisme, Séguéla tient le haut de l'affiche.

- Pour Jacques Séguéla, « même si on est clochard, on peut arriver à mettre de côté 1.500 euros » - 20minutes.fr

Parole d'un tyran.

- Obama défend les valeurs et les intérêts des Etats-Unis en Afrique - LeMonde.fr

- Obama: l'Ethiopie doit "faire plus" en matière de démocratie - AFP

- Barack Obama souhaite plus de liberté politique en Ethiopie - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand le sionisme envahit les médias

- Patrick Drahi va racheter NextRadioTV, avec la chaîne BFMTV et la radio RMC - huffingtonpost.fr

L'homme d'affaires Patrick Drahi, patron d'Altice (SFR, Numericable), a annoncé ce 27 juillet le rachat du groupe de média NextRadioTV (BFMTV, RMC) à son PDG Alain Weill.

Avec ce dernier rachat, Patrick Drahi étend son emprise sur le secteur des médias français. Troisième fortune de France, il a déjà racheté en juin 2014 le quotidien Libération et en février 2015, L'Express et une douzaine d'autres magazines. Il est à la tête du cinquième pôle de presse magazine français. Il détient aussi la chaîne israélienne d'information en continu i24news et le groupe israélien de télévision et de téléphonie mobile Hot.

A chaque fois, Patrick Drahi s'est révélé un expert en montage financiers complexes. L'essentiel de ses opérations sont montées en LBO, c'est-à-dire en ayant recours à un très fort endettement.

Outre la presse, il s'est forgé en quelques années un empire dans les télécoms, en France comme à l'international: propriétaire de Numéricable, il a acquis SFR en mars 2014 pour 13,4 milliards d'euros, puis Portugal Telecom en décembre 2014 pour 7,4 milliards d'euros, et l'américain Suddenlink Communications pour 9,1 milliards de dollars. huffingtonpost.fr 27.07

Quand ils ont cassé le thermomètre qui mesurait le taux de chômage pour empêcher qu'il ne monte davantage.

- Emploi: le chômage continue de tutoyer les sommets en juin - AFP

Le chômage reste à des sommets: Pôle emploi recensait en juin 3,55 millions de chômeurs en métropole, une statistique toutefois obtenue à partir de données plus affinées que les mois précédents, rendant tout comparaison impossible.

A compter de cette publication, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux connaître

la situation des demandeurs d'emploi, ce qui conduit à faire changer de catégorie certains demandeurs d'emploi.

Avec cette nouvelle donne, l'opérateur a comptabilisé 3,82 millions de demandeurs d'emploi en incluant l'Outre-mer, et 5,70 millions en y ajoutant ceux ayant exercé une activité réduite au cours du mois, a annoncé lundi le ministère du Travail.

"Ce n'est pas un changement de modalité de calcul. On continue à mesurer le nombre de demandeurs d'emploi sur les listes de Pôle emploi de la même manière", a-t-on indiqué à Pôle emploi.

De nouveaux recoupements de données ont permis de mieux repérer des personnes en formation, en service civique ou en contrat aidé. Sur le mois de juin, le ministère évalue à environ 25.000 personnes au total le nombre de personnes sorties des catégories A, B et C (sans activité ou avec une activité réduite).

Selon le cabinet du ministre du Travail François Rebsamen, jusque-là, "des demandeurs d'emploi n'étaient pas classés dans les bonnes catégories". Le changement assure "des chiffres plus fiables".

Il s'agit du deuxième mois consécutif où les chiffres de Pôle emploi ne sont pas interprétables.

En sept ans et demi, plus de 1,50 million de chômeurs supplémentaires ont franchi le seuil d'une agence Pôle emploi en métropole, dont environ 630.000 depuis l'élection de François Hollande. AFP 27.07

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

1.1- - Frappes turques: l'OTAN, en réunion d'urgence - french.irib.ir

L'OTAN vient de tenir une réunion d'urgence, à l'appel de la Turquie. Cette réunion est destinée à examiner les dernières évolutions liées aux frappes aériennes turques contre la Syrie et l'Irak. De concert avec les Etats Unis, la Turquie bombarde, depuis trois jours, le Nord de la Syrie; il a menacé d'abattre les avions syriens volant dans le ciel d'Alep. french.irib.ir 26.07

1.2- Agression turque: la réaction de Damas - french.irib.ir

Le gouvernement de Damas a condamné les récents raids aériens, menés par les avions de combat turcs contre le sol syrien, exigeant le respect de la souveraineté nationale de la Syrie. «Ces dernières années, sous prétexte de la lutte contre le terrorisme, la Turquie agresse le sol syrien», a déclaré Fayçal Meqdad, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères.

«Nous n'admettons aucun agissement de la Turquie, à l'intérieur du territoire syrien, et Ankara doit répondre de la violation de la souveraineté nationale syrienne», a affirmé Fayçal Meqdad, en allusion à la pénétration de l'armée turque, dans le Nord de la Syrie, sous prétexte de lutter contre le terrorisme.

Après les frappes des avions de combat turcs contre la Syrie, les autorités turques ont prétendu qu'Ender Arslan, un leader du Parti travailliste kurde, (PKK), avait été tué, lors de ces attaques, mais le PKK ne s'est pas, encore, prononcé, à ce sujet.

Ces derniers jours, la force aérienne de l'armée turque a pris pour cible les positions du PKK, dans le Nord de l'Irak.

Le PKK a annoncé qu'en raison des raids aériens de l'armée turque contre les positions des Kurdes, dans le Nord de l'Irak et la Syrie, il avait mis fin au cessez-le-feu.

«L'attaque de la Turquie contre l'Irak et la Syrie s'explique par les échecs de Daech et des terroristes, dans ce pays», a affirmé Alaeddine Boroujerdi, le Président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangères du Majlis islamique d'Iran.

«Aujourd'hui, le Turquie est devenue l'exécuteur des diktats des Etats-Unis, dans la région, d'autant plus que ses militaires ont, pratiquement, pris en charge la guerre, par procuration, américaine, pour massacrer les Musulmans», a ajouté Boroujerdi.

Ces derniers jours, les avions de combat turcs ont attaqué, sous prétexte de la lutte contre Daech, le sol syrien. La Turquie est l'un des protecteurs de ce groupe terroriste takfiri, d'autant plus qu'elle a autorisé les Etats-Unis à former ces terroristes, sur son territoire.

Dès le début du déclenchement de la crise, en Syrie, Damas s'est déclaré prêt à coopérer, dans la région, avec les Nations Unies et tous les pays, qui souhaitent contribuer à la lutte contre le terrorisme.

Les autorités syriennes sont d'avis que la mission de Staffan de Mistura, l'émissaire des Nations Unies, pour la Syrie, n'a pas échoué. french.irib.ir 26.07

1.3- Des frappes turques auraient touché des milices kurdes syriennes - Reuters

La milice kurde syrienne de l'YPG (Unités de protection du peuple) a accusé lundi l'armée turque d'avoir bombardé ses positions, illustration de la stratégie difficile choisie par la Turquie, qui a décidé à la foi de combattre l'Etat islamique en Syrie et les insurgés kurdes en Irak.

Longtemps réticente à assumer son appartenance à la coalition menée par les Etats-Unis contre l'EI, la Turquie a changé de stratégie la semaine en se lançant dans des frappes à la fois contre l'EI en Syrie et contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak et tout en autorisant l'accès de ses bases aériennes aux avions de la coalition.

La Turquie a ainsi à nouveau bombardé les camps du PKK dans le nord de Irak dans la nuit de dimanche.

Avec cette reprise des actions militaires contre le PKK, dont l'insurrection contre l'Etat turc lancée il y a 30 ans était en partie menée à partir du nord de l'Irak, certains se demandent si le véritable objectif d'Ankara est de contrôler les ambitions territoriales kurdes plutôt que de lutter contre l'EI.

Dans un communiqué, l'YPG a accusé des chars d'avoir tiré du territoire turc sur ses positions dans un village du nord de la Syrie proche de la ville de Djarablous, tenue par l'EI. L'YPG parle de plusieurs chars qui ont tiré du territoire turc au lieu de viser les "terroristes". "Cette agression doit cesser", ajoute l'YPG.

Selon la version d'un haut responsable du gouvernement turc, l'armée turque a riposté après avoir été sous le feu de tirs en provenance de l'autre côté de la frontière dimanche soir. Mais il a dit qu'on ne savait pas quel groupe était concerné et a affirmé que l'YPG n'était pas une cible.

"L'opération militaire en cours cherche à neutraliser les menaces imminentes pour la sécurité nationale de la Turquie et continue à viser l'Etat islamique en Syrie et le PKK en Irak", a dit ce responsable. Il a ajouté qu'Ankara menait une enquête sur cette affaire.

"Le PYD (l'aile politique de l'YPG, NDLR), ainsi que d'autres, ne figure pas parmi les objectifs de l'effort militaire en cours", a-t-il ajouté.

L'YPG a poursuivi son avancée contre l'EI dans le nord de la Syrie lundi, s'emparant d'une localité près de l'Euphrate, dans le but de couper ses voies d'approvisionnement, ont indiqué l'OSDH et le porte-parole des YPG, Redour Xelil.

Le PYD apparaît pour l'instant comme le seul partenaire notable sur le terrain de la coalition internationale montée par les Etats-Unis contre l'EI dans le nord de la Syrie. Il reçoit l'appui aérien des Etats-Unis dans ses combats contre l'EI.

Mais le groupe kurde a des liens avec le PKK, qui est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis.

Les deux entités ne partagent pas seulement la même idéologie mais aussi leurs combattants, le PKK ayant attiré des combattants kurdes syriens dans ses camps du nord de l'Irak et des Kurdes turcs dans les rangs du PYD.

Le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu a déclaré lundi que le PYD pourrait "avoir une place dans la nouvelle Syrie" s'il ne porte pas atteinte aux intérêts de la Turquie, s'il rompt toute relation avec le gouvernement du président syrien Bachar al Assad et coopère avec les forces d'opposition.

Les raids contre le PKK risquent de mettre un terme au délicat processus de paix engagé par le gouvernement et les séparatistes kurdes à la fin 2012 pour mettre fin à une insurrection qui a fait 40.000 morts depuis 1984. Le PKK a déclaré la semaine dernière que le processus de paix n'avait plus aucun sens.

Les forces de sécurité turques ont interpellé ces derniers jours 900 personnes soupçonnées d'appartenir à l'Etat islamique, aux sympathisants kurdes du PKK et au DHKP/C (Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple). Selon la presse, la vaste majorité des personnes interpellées sont des Kurdes et des membres de l'extrême-gauche et non des membres de l'EI.

Lundi, 500 policiers ont ratissé le quartier de Haci Bayram à Istanbul. Ils ont appréhendé 15 membres présumés de l'EI, dont 11 ressortissants étrangers, selon le quotidien Yeni Safak.

Des opérations ont également été menées dans la ville d'Adiyaman, dans le Sud-Est à majorité kurde, où 19 personnes soupçonnées de liens avec le PKK ont été arrêtées, ajoute-t-il. Reuters 27.07

2- Grande-Bretagne

"Nous sommes prêts à bombarder les positions des terroristes, en Syrie et en Libye" (David Cameron) - french.irib.ir

Le Premier ministre britannique s'est dit prêt à décréter le recours aux raids aériens contre les positions des Takfiris, en Syrie et en Libye, pour écarter les menaces terroristes contre le territoire britannique. Selon Reuters, le Premier ministre britannique, David Cameron, a durci le ton, ce lundi, contre le groupe Daech, pour dire qu'il est prêt à émettre l'ordre des attaques aériennes contre les positions des paramilitaires takfiris, en Libye et en Syrie, pour empêcher que les rues des villes britanniques ne soient frappées par les attentats terroristes.

En déplacement, en Indonésie, David Cameron a déclaré aux journalistes qu'il espérait pouvoir créer une alliance politique, pour écarter la menace qu'il a appelé «la secte de la mort». «Si notre peuple est menacé, dans les rues du pays ou si la Grande Bretagne se sent menacée, nous serons capables d'écarter cette menace, en prenant des mesures immédiates», a-t-il précisé. french.irib.ir 27.07

3- Ukraine

- Ukraine: Washington favorable à la zone tampon - french.irib.ir

Le gouvernement américain a favorablement accueilli la création de la zone tampon à Lougansk dans l'Est de l'Ukraine. C'est au cours d'un contact téléphonique avec le président ukrainien, Petro Porochenko, que le vice-président américain, Joe Biden a salué la proposition de Kiev quant à la création d'une zone tampon, exempte d'armements militaires, sur un rayon de 30 km à l'est de l'Ukraine dans la province de Lougansk. Sur cette zone tampon, il sera interdit de lancer d'obus de char ou obus de mortier ou d'artillerie tandis que les armements qui existaient déjà seront transférés vers les régions avoisinantes.

La création de cette zone a été réalisée, avec la médiation de l'Organisation de sécurité et de coopération de l'Europe (OSCE) et la Russie, entre le gouvernement de Kiev et les opposants armés. Le groupe de contact a adopté, le 21 juillet lors d'une réunion à Minsk sur la situation en Ukraine, le texte de l'accord de retrait progressif des chars, des blindés et des armes d'un calibre inférieur à 100mm; les rapports font pourtant part de la poursuite des heurts dans l'Est de l'Ukraine. Les responsables de Donetsk ont annoncé, dimanche, que l'armée ukrainienne a violé en ces 24 dernières heures à 40 reprises le cessez-le-feu. Kiev et les opposants s'accusent toujours de violation de l'accord de Minsk, obtenu avec la médiation franco-allemande, au mois de février et dans le but d'établir la trêve dans l'est de l'Ukraine. Entre temps, n'oublions pas que la Maison Blanche doit entamer d'ici la fin 2015, l'entraînement des forces de l'armée ukranienne, ce qui s'ajoute à l'entraînement, déjà effectué, par les Etats-Unis, pour les forces de la Garde nationale ukrainienne. Or, justifiant cette nouvelle mission de formation de militaires, le porte-parole du département d'Etat américain, Mark Toner a souligné que cela s'effectuera à la demande de Kiev, dans le cadre de leurs coopérations d'ordre défensif.

Ainsi, l'ensemble des aides sécuritaires américaines à l'Ukraine, depuis 2014 serait de 244 millions de dollars. Toner a prétendu que cette entraînement ne signifie pas une offre d'armes de destruction massive mais qu'il s'inscrit dans le cadre du renforcement de la sécurité de l'Ukraine. C'est en effet depuis le printemps 2015 que les forces américaines déployées en Europe ont commencé à former les forces de la Garde nationale de l'Ukraine. french.irib.ir 27.07

ECONOMIE

Chine

- Le grand plongeon de la bourse de Shanghai - libération.fr

Elles montraient quelques signes de reprises. Mais voilà qu'elles s'effondrent (à nouveau). Comme si les mesures prises par les autorités chinoises étaient in fine sans effet sur les places financières de Shanghai et Shenzhen. Baisse des taux d'intérêt, interdiction aux investisseurs ayant plus de 5% d'une entreprise cotée de se débarrasser de leurs actions, injonction aux maisons de courtage les plus importantes d'investir une vingtaine de milliards de dollars sur les marchés, histoire de soutenir

les cours… ou encore opérations de police lancées contre des ventes d'actions à découvert. En vain. Rien ne rassure les petits porteurs chinois de la bourse de Shanghai qui n'ont qu'un objectif : vendre leurs actions tant qu'il est temps de minimiser les pertes. De quoi accélérer la chute des cours boursiers. Telle est la spirale dans laquelle s'enfoncent les marchés financiers chinois.

Lundi, en l'espace d'une seule séance, l'indice de la bourse de Shanghai a cédé 8,48%, illustrant à merveille les limites de l'action gouvernementale pour contenir la panique boursière dans la deuxième économie mondiale. L'indice composite shanghaïen a perdu 345 points, à 3725, dans un volume d'affaires de près de 722 milliards de yuans, (105 milliards d'euros). Quant à la place de Shenzhen, elle perdait 7% dans un volume d'échange de près de 670 milliards de yuans (97 milliards d'euros). Du jamais vu depuis 2007… Entre le 20 mai et le 10 juillet, la Bourse de Shanghai a perdu 30%, soit 3 000 milliards de dollars (environ 2 700 milliards d'euros) qui se sont envolés, plongeant les investisseurs et les autorités dans la panique.

Nouveau sport national «Le gouvernement ne parvient pas à restaurer la confiance car les mauvaises nouvelles économiques s'accumulent sur la Chine. Mais, surtout, tout le monde se réveille et réalise à quel point les places financières de Shanghai et Shenzhen, dont la valeur a doublé en moins d'une année, ont été portées essentiellement par la fuite en avant de la spéculation», note un analyste financier. Certes, les récents chiffres du gouvernement révélant une baisse de 0,3% des bénéfices des grandes entreprises industrielles et un fléchissement de la production manufacturière en juillet expliquent ce nouvel accès de panique des investisseurs chinois à l'égard de Shanghai. Mais en partie seulement. Pour nombre d'observateurs, c'est donc la spéculation boursière, nouveau sport national, qui est en train de se retourner contre le gouvernement. La Chine apparaît de plus en plus comme un cas d'école, dans lequel l'euphorie pour les marchés financiers semble s'être transformée en une véritable bombe à retardement. Des chiffres ? La place de Shanghai pesait un peu moins de 500 milliards de dollars l'année dernière. Il faudra moins d'un an pour que cette dernière connaisse une croissance exponentielle la propulsant dans la cour des très grandes places financières mondiales. Sa capitalisation atteignait début mai (quelques jours avant son premier krach) près de 6 500 milliards de dollars. Aucune place financière n'avait connu telle progression en si peu de temps. Grâce aux faveurs du gouvernement, la Chine compte plus de petits investisseurs que les membres inscrits au Parti communiste chinois. Ils sont plus de 100 millions, dont 98% sont des petits investisseurs. Et ce sont eux qui, jusqu'au début du mois de mai, se sont précipités auprès de banques et autres maisons de courtage pour emprunter des sommes aussitôt (ré)investies sur les marchés de Shanghai. Jusqu'au début de l'année, ils étaient environ 50 000 Chinois à ouvrir chaque semaine un compte bancaire destiné aux investissements en bourse. Sur la seule dernière semaine de mai, leur nombre atteint les 4,5 millions.

Un modèle de développement en question

Si l'Europe a les yeux rivés vers la Grèce, le reste du monde les a braqués sur Chine depuis la première grosse chute boursière de Shanghai au début du mois. Et pour cause, la Chine, que beaucoup présentent comme le sauveur de la croissance mondiale, pourrait devenir la zone la plus instable du monde. C'est du moins ce que craignent les observateurs. Il y a la crise boursière mais aussi les statistiques officielles de Pékin, notamment sur la croissance économique, jugées toujours moins fiables. Alors que le produit intérieur brut progresse de 7% par an selon les données publiées, beaucoup estiment – à l'instar de Citigroup, par exemple – la croissance en réalité limitée à 5%. Une progression qui serait plus cohérente avec d'autres indicateurs, tels que l'évolution de la consommation d'électricité du pays ou encore celle du rythme de circulation de containers et autres trains de marchandises. Même les comptes publiés par les sociétés cotées sont sujets à caution. Enfin, les investisseurs nationaux et internationaux doutent de plus en plus du caractère soutenable du modèle de développement de la Chine.

Ce modèle fondé sur une main-d'œuvre bon marché tournée (presque) exclusivement vers des produits d'exportation semble nettement moins porteur qu'il ne l'était jusqu'ici. Face à d'autres pays émergents comme l'Inde, la Chine s'avère moins compétitive. Un ralentissement des exportations qui s'est ressenti dès 2008, lorsque explose la crise des subprimes et qu'advient la chute de Lehman Brothers. Pour éviter le pire, Pékin a alors donné l'ordre aux banques locales de distribuer un maximum de crédit pour favoriser l'investissement. En un an, la Chine va ainsi injecter dans les rouages de l'économie l'équivalent de 30% du PIB sous forme de crédit. Une «manne» financière qui va aussitôt alimenter une bulle immobilière. L'année 2012 sonne la fin de l'euphorie immobilière. Les Chinois vont réaliser l'ampleur du désastre provoqué par cette spéculation et prendre conscience de ces millions de mètres carrés d'immeubles vides parce qu'invendables. Il faut alors faire vite : vendre pour récupérer autant que possible tout ou partie des investissements. La crise immobilière aurait pu mettre fin à un système de spéculation immobilière alimenté par le crédit bancaire. En vain. De l'immobilier, la spéculation va se déplacer vers le marché des actions des entreprises cotées.

Effets collatéraux

La suite ? Comme le FMI ou l'OCDE, la plupart des grands instituts de conjonctures économiques se veulent rassurants, estimant que les secousses boursières de Shanghai et Shenzhen ne sont qu'une illustration de plus des démesures que connaît la Chine. Bref, l'ampleur des mouvements boursiers, si importants soient-ils, devrait être sans conséquence sur l'économie réelle. Car qu'adviendrait-il de la Chine si la panique boursière finissait par affecter ce fameux effet richesse ?

A l'autre bout du monde, les Américains en savent quelque chose. Par deux fois, ils ont appris le sens de cette notion économique. Une première fois en 2000, lorsque explose la bulle internet. Une seconde en 2008, lorsque s'effondrent les crédits subprimes. De quoi s'agit-il ? Quand tout va bien, lorsqu'ils voient le cours de leurs actions s'envoler, la plupart des ménages éprouvent un sentiment d'enrichissement. Persuadés d'être plus aisés, ils consomment plus que de raison. A la simple

vue du décompte de la valeur de leurs portefeuilles boursiers, les banques leur déroulent le tapis rouge. Toutes sont disposées à consentir à ces ménages financiarisés de nouveaux crédits. Jusqu'au jour où les indices boursiers commencent à piquer du nez. Ce jour-là, les ménages qui voient fondre la valeur de leurs actions n'ont plus qu'un seul objectif : se débarrasser au plus vite de leurs actions. Dépensiers hier, ils deviennent aussitôt prudents à l'extrême, au risque de planter un peu plus l'économie. Certes, pour l'instant, la Chine n'est pas encore dans ce type de configuration. Mais si cela devait être le cas dans les prochaines semaines, alors les effets collatéraux pourraient se propager sur le système bancaire chinois avant qu'une onde de choc ne finisse par toucher le reste du monde. libération.fr 27.07

Haut de page

Le 29 juillet 2015

CAUSERIE

On va réussir à finir le mois de juillet en ayant dépensé 2,08 euros par jour et par personne, comme quoi question organisation et budget on tient la route.

A propos du port obligatoire du casque pour les conducteurs et passagers de deux roues à moteur sur le territoire de Pondichéry et l'Etat du Tamil Nadu en vigueur depuis le 1er juillet 2015.

Les deux premières semaines de juillet on a vu timidement quelques casques apparaître, jamais sur la tête d'un passager, puis cela s'est tassé les deux semaines suivantes au point que j'en suis arrivé à la conclusion que les rares indiens qui en avaient acheté un ne le portent plus après avoir constaté que plus de 90% n'en portaient toujours pas.

Tous les jours des centaines de motocyclistes passent (gratuitement pour les 2 et 3 roues) plusieurs fois au portique de la quatre voies reliant Pondichéry à Chennai en passant par Tindivanam - qu'on ne peut pas vraiment appeler une autoroute, où se trouvent stationnés des policiers qui contôlent l'intérieur des véhicules, y compris les bus, mais ils ne contrôlent pas les motos.

Ils avaient interdit de monter à plus de deux personnes sur un deux roues à moteur, mais chaque fois que tu sors tu en croises qui sont 3,4,5 sur une moto de 100 cm3 ou un scooter sans que la police ne verbalise.

Les Indiens pratiquent la désobéissance civile, c'est une forme de résistance contre l'oppression qui me va très bien.

J'avais écrit ces lignes hier soir avant de prendre connaissance de l'article ci-dessous.

A croire que le portail néolibéral sioniste Slate.fr est en cheville avec les renseignements généraux.

- Pourquoi l'ancien comptoir français de Pondichéry est l'un des endroits où l'on se suicide le plus au monde - Slate.fr

Le taux de suicide du territoire reste, pour la troisième année consécutive, le plus élevé de l'Inde. Il atteint 35,6 pour 100.000 habitants, selon les derniers chiffres du National Crime Records Bureau (NCRB) datés de 2013, quand la moyenne nationale est de 11 (21,1 d'après l'OMS, qui utilise un mode de calcul différent). Si on pousse la comparaison avec des pays, le chiffre approche des records mondiaux, puisque seuls le Guyana (ex-Guyane anglaise) et la Corée du nord affichent des taux plus élevés.

Pondichéry garde pourtant une seule étiquette en Inde et en France. Celle d'une enclave paisible, devenue une destination touristique de premier plan grâce, entre autres, à ses vestiges de l'histoire coloniale. Le territoire a été un comptoir français entre 1673 et 1954, date de restitution à l'Inde, devenue indépendante en 1947.

La «ville blanche» conserve ainsi des traces fascinantes: immenses villas colorées, noms des rues en français, un calme ahurissant, le képi des policiers, le lycée français... «Mais ça, c'est une toute petite partie. Beaucoup idéalisent Pondichéry. Ce n'est pas le paradis que l'on décrit», conteste Revathy, une étudiante. Le reste de la ville est profondément indien. Bouillonnant, sale, rutilant.

En ce sens, Pondichéry n'échappe pas aux caractéristiques typiques du suicide en Inde, le pays où les 15-29 ans se donnent le plus la mort, selon l'OMS. Si les statistiques indiquent que les «problèmes familiaux» sont responsables de 57,5% des suicides dans l'ancien comptoir français, la réalité est plus nuancée, d'autant que la catégorie est très fourre-tout. «Le suicide est un mélange complexe de plusieurs causes, psychiques et sociales», rappelle Ravi Rajkumar, professeur au département de psychiatrie de l'institut Jipmer. A l'instar d'un patient à risque, Pondichéry cumule des facteurs, tant nationaux que locaux.

L'exemple du jeune Vishal symbolise la pression considérable sur la réussite scolaire en Inde, la croyance dans les diplômes étant

très profonde. Elle s'observe d'abord dans la rue. Mi-mai, à Pondichéry, l'école le Petit Séminaire a placardé, à côté de son portail, une affiche géante avec les résultats et photos de ses meilleurs élèves. D'autres instituts se vantent en se payant des pages entières dans les quotidiens.

«La pression est forte de la part des établissements, qui veulent les meilleurs élèves, et aussi des familles par leur exigence de réussite», indique Kasi Kumar, psychologue. Les parents dépensent des sommes vertigineuses pour la scolarité des jeunes, avec notamment beaucoup de cours particuliers. Le marché de l'éducation privée en Inde pourrait atteindre 115 milliards de dollars en 2018.

Et pour les moins bons, il reste le poids de l'échec. La stigmatisation. Plusieurs suicides de lycéens ont été notés après les résultats du mois dernier. Comme chaque été. Dans les coursives silencieuses de l'Université de Pondichéry, une histoire, datant de quelques années, revient souvent. Celle d'une jeune étudiante qui termine huitième à ses examens. Des bonnes notes. Insuffisant pour elle, qui se donne la mort. «Les données sur le suicide et l'éducation suggèrent [...] que l'éducation est un facteur de risque, si l'on exclut les formations les plus prestigieuses qui débouchent directement sur une carrière», résume le sociologue français Roger Establet dans Le Suicide en Inde au début du XXIe siècle.

Les sociologues invoquent Durkheim et sa notion clé. Dans une Inde tiraillée entre traditions patriarcales et mondialisation en accélérée, «de nombreux suicides résultent de la perte de repères et donc d'anomie», selon B.B. Mohanty, professeur au département de sociologie de l'Université de Pondichéry. L'ancien comptoir français est d'ailleurs un bel exemple de cette situation. «On est dans une aire semi-urbaine [1,2 million d'habitants, ndlr], entre le côté tranquille de la campagne et la poussée des grandes villes. Bangalore [considérée comme la "Silicon valley indienne"] a connu une même étape de développement il y a quelques années. Et avait aussi un taux de suicide énorme», souligne Ravi Rajkumar.

Les Etats du sud de l'Inde, plus développés, comme le Tamil Nadu, le Kerala et donc le territoire de Pondichéry, ont ainsi les taux de suicide les plus élevés depuis de longues années. La transition et la digestion de ces mutations prend du temps. «On est en train de basculer dans une autre société. Ce n'est pas encore complètement fait», philosophe Revathy. L'étudiante, assise au milieu d'une cour paisible de la fac, complète: «Mais pour l'instant, elle reste toujours très inégalitaire envers les femmes.»

Ce n'est pas un scoop: les Indiennes sont victimes de nombreuses violences et discriminations. «Et c'est partout. A l'école, au travail. Puis, il y a la pression autour du mariage. Si la famille n'a pas assez d'argent pour payer la dot, cela peut mener à un suicide», poursuit la jeune femme de 22 ans. Alors que les hommes se suicident beaucoup plus que les femmes en Occident, «l'écart entre les taux masculins et féminins est très faible [en Inde], fluctuant de 1968 à 2008 entre 1,4 et 1,6», écrit Roger Establet. Pondichéry n'échappe pas à cette tendance, même si les femmes restent moins touchées que dans d'autres Etats.

A côté de Revathy, un ami à elle, Vimal, prend ses airs de gros durs. «Pondichéry est connu pour une chose dans toute l'Inde: l'alcool.» Il n'a pas tort. Se poivrer est très simple, avec des magasins spécialisés à chaque coin de rue et des taxes quasi nulles. Il n'est pas rare de voir des types tituber. Et pour tous, c'est une des causes de l'effrayant taux de suicide de Pondichéry. Dans les zones à l'écart du centre-ville, plus rurales, 42% des hommes de plus de 25 ans sont accros.

«L'alcoolisme est un véritable problème ici. Une majorité de ceux qui survivent à une tentative de suicide nous révèlent être dépendants», affirme Susan Solomon, psychiatre à l'institut médical de Pondichéry (Pims). Elle et ses confrères évaluent à environ 1/3 les suicides «conclus» sous l'influence de l'alcool. «Une situation d'alcoolisme est nocive aussi pour la famille, encore plus en cas de violence. Il y a des cas de suicide parce qu'un proche était alcoolique», ajoute Ravi Rajkumar.

Au-delà d'une simple opposition «ville blanche/ville noire», Pondichéry possède d'autres contradictions. Des jeunes viennent de tout le pays pour leurs études supérieures, réputées pour leur qualité. Problème: l'économie n'est pas celle d'une mégalopole et il n'y a pas assez de jobs pour les dizaines de milliers d'étudiants qui sortent diplômés chaque année. «On n'a pas de données exactes sur le chômage, mais on estime qu'il est plus élevé que la moyenne nationale, vu notre statut de Territoire, avec beaucoup d'emplois publics», indique un professeur du département d'économie de l'Université de Pondichéry.

«Ce n'est pas ici que je trouverai du travail. Et les postes ne sont pas forcément attractifs financièrement. Les salaires passent souvent sous la barre des 10.000 roupies [environ 140 euros, ndlr]. Pour un même poste, on sera mieux payé dans une grande ville comme Chennai ou Bangalore», souffle Divya, 21 ans. Le projet de smart city, auquel la France contribuera, pourra-t-il changer la donne? «Il y a plus de concurrence aujourd'hui. Je sais que j'aurai dix fois plus de mal à trouver un travail que mon père», pense Akshaya, 17 ans, résumant le sentiment général. Et ceux qui restent à l'écart du marché de l'emploi peuvent vite entrer en dépression.

Ces soucis économiques ou personnels, les Pondichériens n'en parlent pas. Un trait de caractère bien ancré dans le sud du pays, et encore plus intense dans l'ancien comptoir. «A Pondichéry, les gens paraissent moins stressés et moins agressifs que dans le reste du pays. Mais ça ne veut pas dire que tout va bien pour eux! Ils n'expriment pas leurs sentiments et négligent donc leurs intérêts», estime le psychiatre Ravi Rajkumar.

Le jeune Akshaya, élève à l'Ashram Sri Aurobindo, pousse le raisonnement plus loin. «Entre parents et enfants, il y a peu de

dialogue. Les jeunes parlent peu de leur vie personnelle, de leurs problèmes avec eux. Et même avec leurs amis. Il y a beaucoup de tabous», assène-t-il. Les colères et les frustrations restent à l'intérieur. Elles se retournent contre l'individu lui-même, ce qui favorise les dépressions et suicides, selon les médecins.

Et lorsque certains prennent la décision de se confier, il n'y a pas grand monde vers qui se tourner. Il n'y a qu'une seule helpline à Pondicherry: Maitreyi, perdue dans les dédales de la «ville noire», au-dessus d'un magasin de saris. «On fonctionne seulement les après-midi, on est vingt bénévoles. Deux par après-midi», déclare le psychologue Kasi Kumar, également membre de l'association.

Selon lui, un manque familial s'ajoute à ce manque de structures. La notion même de communauté a faibli. «La famille nucléaire devient la norme. Avant, on vivait plus sur le modèle des joint families. Il y avait plus d'anciens, qui pouvaient guider les jeunes, être des relais», argumente-t-il, s'appuyant sur les chiffres: le territoire de Pondichéry est l'un des endroits où la taille de la famille est la plus réduite et où l'on compte le plus faible nombre d'adultes par foyer.

«Les autorités ont toujours considéré que le suicide est un problème individuel et non social», continue Kasi Kumar. Pondichéry a-t-il été négligé parce que trop petit? «C'est pourtant un phénomène présent ici depuis des décennies. Il faut faire quelque chose. Certes, Pondichéry n'est qu'un Territoire, mais il y a quand même 1,2 million d'habitants, et l'unité de mesure, par 100.000 habitants, rend les données pertinentes», répond Ravi Rajkumar.

Face à ces chiffres et cette situation alarmante, les solutions arrivent timidement. Dans l'Etat du Tamil Nadu, entourant Pondichéry, les relais sont plus forts et les ONG locales expérimentent. Pour contrer l'empoisonnement, premier moyen par lequel on se donne la mort en Inde, les pesticides sont stockés dans des casiers fermés à clé dans certaines zones rurales. Personne ne peut y accéder hormis les agriculteurs. Le nombre de suicides a ensuite baissé sensiblement.

La cour de Madras a ordonné en octobre dernier la formation de comités d'experts afin de répondre au taux de suicide élevé des étudiants à Pondichéry. Depuis plusieurs années, le gouvernement local subventionne des études conduites par les médecins et les chercheurs de la ville. La tâche reste colossale.

«On estime que le taux de suicide est sous-reporté. Les études montrent qu'il y en aurait sept fois plus, en moyenne, ici comme ailleurs», explique la psychiatre Susan Solomon. Pour une raison simple: tenter de se suicider est un crime en Inde. Avec son lot de stigmatisations, en plus de possibles conséquences judiciaires. Le gouvernement central a annoncé la suppression de cette disposition. Un premier pas modeste mais indispensable. slate.fr 29.07

Il y a à boire et à manger dans cet article.

Je mets rarement les pieds dans le quartier blanc de Pondichéry, je n'ai rien à y faire.

Quand je vous disais que les Indiens étaient terriblement malheureux, je n'exagérais pas.

Tenter de se suicider est un crime en Inde au niveau des institutions, mais pas du peuple. Il y a deux semaines, Adilakshmi, la soeur de Selvi, en faisant le geste de se passer une corde autour du cou nous a répété qu'elle préfèrerait en finir une fois pour toute que de continuer à vivre un cauchemar, sa vie quotidienne sans espoir qu'elle s'améliore un jour. En 25 ans, je n'ai pas compté le nombre d'Indiens qui se sont suicidés dans mon entourage, plus d'une dizaine, contre trois en France en 35 ans.

L'Inde est passé du système corporatiste des castes au libéralisme au début des années 90 après pratiquement 43 ans de stagnation économique depuis son indépendance. Le "miracle" du libéralisme se réduira en fait à la libéralisation du crédit qui se traduira par l'endettement des trois quart de la population sur fond d'inflation galopante, la revalorisation du statut des classes moyennes et des fonctionnaires qui apparaissent comme une couche particulièrement avantagées de la classe ouvrière de par ses privilèges dont les deux jours de congés hebdomadaire, se répercutera au niveau du chômage et des salaires de la classe ouvrière, sans pour autant que leurs conditions de travail s'améliorent, bien au contraire, quant à leurs conditions de vie elles sont demeurées extrêmement précaires ou elles se sont mêmes détériorées.

Le développement économiques de l'Inde a été pour ainsi dire annulé par la hausse de la démographie conduisant à l'appauvrissement de chaque famille et à leur éclatement, une fois partagé entre leur nombreuse fratrie l'héritage familiale, la part revenant à chacun de ses membres diminuant au fil du temps sans pouvoir constituer un capital suffisamment important pour espérer en tirer un revenu, généralement le lopin de terre attribué à chaque enfant devait être vendu et l'argent qu'ils avaient pu en tirer vite dilapidé ou investi dans une activité qui ne leur permettrait pas de vivre décemment. Depuis il sert aussi à acquérir des biens d'équipement ou de consommation dont ils ne peuvent évidemment tirer aucun revenu, au contraire, ils deviennent une charge financière qui vient s'ajouter à leurs dépenses alimentaires sur lesquelles ils doivent rogner, en apparence on pourrait croire qu'ils sont moins pauvres qu'autrefois, alors qu'en réalité ils le sont tout autant ou davantage encore.

Dans ce contexte défavorable, les parents transforment leurs enfants scolarisés en forçat dans l'espoir qu'ils décrochent un jour un emploi bien rémunéré et qu'ils se souviendront plus tard ou une fois atteints leurs vieux jours des sacrifices qu'ils ont faits

pour payer leurs études, ce en quoi ils se font des illusions bien souvent. Leur but n'est pas l'épanouissement de leurs enfants ou qu'ils choisissent un métier ou un cursus en fonction de leurs aspirations, mais uniquement pour le statut social et l'argent qui ira avec, c'est pour eux un moyen comme un autre et souvent le seul, d'espérer s'enrichir après s'être saignés pendant de longues années pour leurs rejetons. Et une fois atteint cet objectif, on s'apercevra que leur niveau de conscience n'a pratiquement pas évolué par rapport au pauvre type qui n'a pas été scolarisé ou qui a déserté l'école très tôt, au mieux ont-ils acquis des connaissances dans le domaine dans lequel ils s'étaient spécialisés sans avoir évolué par ailleurs ou alors plutôt dans la mauvaise direction, leur ambition ne faisant que renforcer leur individualisme déjà débridé au point que seuls leurs intérêts existeront à leurs yeux tout en témoignant un mépris cruel envers les plus faibles. Bien entendu, certains sortent du lot, mais ils sont rares, au mieux ils vont singer maladroitement le mode de pensée des occidentaux en plus grotesque, caricatural, sans en connaître les méfaits, les pièges et les dangers.

De nombreux enfant scolarisés dans des établissements privés et issus de familles ayant tout juste de quoi survivre, vont s'imaginer en cotoyant la progéniture des classes moyennes, qu'ils pourront poursuivre plus tard leurs études pour devenir médecin, avocat ou ingénieur, alors que leurs parents n'auront jamais les moyens de leur payer ces études très coûteuses, leur désillusion n'en sera que plus cruelle pour eux. Pire encore pour les filles qui seront rapidement casées ou mariées, leur parents espérant tout de même en tirer un bon parti en faisant valoir qu'elles sont mieux éduquées que la moyenne. On en revient toujours à un calcul froid et sordide dont les enfants font les frais.

Le bien-être ou la qualité de vie sont accessoires pour un Indien à côté de son statut social ou le paraître l'emporte sur tout autre critère. Ce qui le caractérise surtout, c'est l'absence de logique et ce n'est pas un paradoxe au pays du karma ou loi de l'enchaînement des causes à effets dont chacun porterait la responsabilité et qu'ils n'ont jamais vraiment assimilée, comment le pourraient-ils en l'absence de toute éucation ou transmission du savoir par leurs parents qui le plus souvent étaient incultes, voire analphabètes, leurs préoccupations étant purement pragmatiques ou matérielles, au pays du soi-disant développement spirituel ce n'est pas davantage un paradoxe, compte tenu que dans le meilleur des cas il était totalement déconnecté de la réalité ou de leur condition pour finalement demeurer au stade virtuel ou du devenir, l'inertie de leur histoire profondément marquée par l'obscurantisme et des superstitions les tirant sans cesse en arrière, empêchant toute structuration de leur pensée et de leur mode de vie voués à stagner, à respecter ou épouser les coutumes les plus archaïques qui soient. Célébrer le mantra, c'est comme adopter la méthode Coué qui n'a jamais fait progresser personne.

L'épanouissement personnelle ou intellectuelle, la culture, les arts et le progrès social ont toujours été le privilège de castes privilégiés, d'une élite très restreinte concentrant tout le pouvoir entre ses mains, tandis que le peuple était appelé à végéter, à se crever à la tâche pour les servir, voué au dénuement le plus total tout au long de son existence. Rien ou si peu de choses ont changé pour la plupart des Indiens depuis l'époque des maharajahs ou des nababs, qui ont été remplacé par les potentats locaux dont certains deviennent députés ou ministres pour s'enrichir davantage uniquement. L'immense majorité d'entre eux sont des mafieux corrompus qui disposent de milices privées intimidant la population et se livrant à des assassinats sans qu'ils ne soient inquiétés par la justice. Dans ces conditions les rapports sociaux demeurent semi-féodaux et le mode de pensée de la population n'évolue pas au même rythme que le développement économique qui ne sert qu'à les maintenir dans un état d'asservissement moyenâgeux sur fond de préjugés profondément ancrés dans leur inconscience, ajoutons, dont les bonnes consciences occidentales (Les ongistes) voudraient les délivrer sans pour autant s'attaquer aux rapports sociaux qui en sont à l'origine, ce qui en fait une entreprise particulièrement réactionnaire, comme en France ou ailleurs.

Ce qui explique également pourquoi le mode de pensée et de vie des Indiens ne parviennent pas à évoluer, tiens au fait qu'en étant livrés à la précarité généralisée ou privés de droits, pour ainsi dire dès leur naissance ils ne sont pas liés seulement à leur famille ou ils tombent immédiatement sous la dépendance de leur milieu d'origine qui existe sous la forme d'un réseau de relations tissées par les générations précédentes comme les mailles d'un filet dans lesquelles ils sont pris et auxquelles ils peuvent difficilement échappés sous peine de se retrouver totalement isolés ou confrontés à des difficultés auxquelles ils ne pourront pas faire face par eux-mêmes, sauf s'ils ont de l'argent bien entendu, et encore, ils devront alors être très généreux.

Bref, l'Indien dispose d'encore moins de liberté qu'un Français ou un Occidental tout en étant livré à des rapports détestables, des conditions épouvantables qui n'ont rien à voir avec la démocratie. Il est sans cesse tiraillé entre les puissants facteurs du passé qui tendant à le tirer en arrière et auxquels il demeure enchaîné, avec lesquels il continue de s'identifier, j'ai envie de dire à défaut de mieux, c'est un cercle vicieux, et la modernité ou le progrès social qui correspondent à ses profondes aspirations et auxquels il peine à accéder ou sont sources de désillusions et d'une forme d'esclavage qui n'a rien à envier à celle qu'il a toujours connu, avec peut-être moins de liberté encore ou davantage de contraintes en échange d'un maigre amélioration de sa condition. A suivre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Mystification. Le masque tombe. Le FN pas un parti de l'"***establishment***", vraiment ?

Mardi la cour d'appel de Versailles a estimé que le Front national a "violé" ses règles internes en organisant un congrès

par correspondance. (source : AFP 28.07)

Autrement dit, c'est la justice qui décide si son congrès est légitime ou pas, si ses instances ont violé ses statuts et non les membres de ce parti, ses dirigeants se pliant au verdict rendu par les représentants de la Ve République.

La voix de la réaction assumée.

La crise, le chômage, le chaos, la guerre : C'est le peuple le responsable et non la classe qui détient le pouvoir.

- Crise de la viande et du lait: le consommateur a aussi sa part de responsabilité - Slate.fr

Le rôle du consommateur qui privilégie le low-cost n'est pas neutre dans les crises du monde agricole. Slate.fr 28.07

A l'avenant.

- Jacques Séguéla est un génie du trolling depuis toujours Slate.fr

Le despotisme mondial à l'oeuvre.

- L'UE réclame la libre circulation des marchandises en France - Reuters

- Grèce : la BCE donne son feu vert à la réouverture de la Bourse - La Tribune

- L'Otan assure la Turquie de sa solidarité face à l'EI et aux rebelles kurdes - AFP

- Les Etats-Unis vont libérer Pollard, qui espionnait pour Israël - Reuters

Quand la France assume son statut de monarchie constitutionnelle.

- Vallauris : les femmes CRS ne sont pas du goût du roi d'Arabie saoudite - LePoint.fr

L'hebdomadaire Marianne affirme que le roi Salmane ben Abdelaziz Al Saoud a demandé qu'une femme CRS soit écartée du dispositif de surveillance de la plage. Un émissaire du roi a été envoyé lundi pour demander à la fonctionnaire de ne pas être présente à l'heure du bain des hommes de la famille saoudienne.

La CRS a finalement été retirée du dispositif de sécurité de la plage pour être affectée à celui du parc automobile... LePoint.fr 28.07

Célébration du communautarisme le plus nauséabond de la planète : le sionisme.

- Les Olympiades juives s'ouvrent pour la première fois à Berlin - LeFigaro.fr

La 14e édition des Jeux olympiques juifs se déroule en Allemagne.

Le président de la fédération juive allemande organisatrice, Alon Meyer, parle déjà «des Jeux de la réconciliation». «Pour beaucoup d'entre nous, il est difficile d'appeler notre maison ce pays qui commence par la lettre A», rappelle toutefois Rebecca Gop. Elle s'exprime au nom des juifs berlinois dans le magazine interne de ces olympiades, lequel pose la question: «L'Allemagne peut-elle être une patrie pour les Juifs?».

Lors de cette 14e édition, 2300 athlètes juifs venus de 36 pays vont se rencontrer, rapporte le quotidien israélien Haaretz, qui dénombre 19 sports au programme.

Le but est de battre la plus grande fête de shabbat organisée à Tel-Aviv l'an dernier.

Les Olympiades sont ouvertes à tous, gratuites et très sécurisées, rapporte le quotidien Haaretz. La sécurité est la priorité première, selon Lena von Hooven, la porte-parole des Jeux. LeFigaro.fr 28.07

Contre le droit au retour. Comment caser leurs déchets sur une île déserte au beau milieu d'un océan.

- Migrants: un millionnaire veut créer un nouveau pays pour accueillir tous les réfugiés - Le HuffPost

Le "problème" migratoire devient de plus en plus incontrôlable. Mais Jason Buzi, un entrepreneur millionnaire israélien qui vit à San Francisco dit avoir trouvé la solution.

Selon lui, la réponse à tous ces problèmes serait la création d'un nouveau pays où les populations fuyant leur nation d'origine pourraient trouver refuge. Cela deviendrait leur "maison".

Cette idée pourrait permettre d'accueillir des millions d'immigrés. Sa "nation de réfugiés" comme il l'appelle, permettrait à la population de trouver "un endroit pour vivre en sécurité et [où ils] pourront travailler comme tout le monde" a-t-il expliqué au Washington Post.

Il propose des solutions assez simples réparties en quatre catégories :

- Demander à des Etats développés de léguer des parties de leurs terres non-utilisées, pour y implanter les populations déplacées. (S'ils n'en veulent pas chez eux, ce n'est pas pour les "implanter"... - LVOG)

- Acheter une île inhabitée comme il en existe des centaines en Indonésie.

- Prendre en charge un pays existant déjà mais peu peuplé comme la Dominique faisant partie de l'archipel des Caraïbes, pour y emmener les exilés.

- Construire une île au milieu de l'océan.

James Hathaway, directeur du programme d'asile des réfugiés à l'Université de droit du Michigan, ne l'est pas du tout, lui. Car le spécialiste de la question voit dans ce projet utopique un écueil majeur: la crainte que ce pays ne devienne "un camp de prisonniers de grande envergure". Le HuffPost 28.07

Comment soutenir les barbares en bombardant leurs ennemis au nom de la démocratie.

- L'Otan assure la Turquie de sa solidarité avant tout face à l'EI - AFP

- Turquie : bombardements de l’armée contre les rebelles kurdes - LeMonde.fr

- Erdogan juge impossible de continuer les discussions avec le PKK - Reuters

Voilà qui doit rendre Erdogan un peu plus dingue.

- Soldats et kurdes syriens chassent leur ennemi jihadiste d'une ville clé - AFP

L'armée et les forces kurdes syriennes, alliées de circonstances face à un redoutable ennemi commun, ont porté un coup dur au groupe jihadiste Etat islamique (EI) en le chassant mardi de Hassaké, une ville clé du nord-est du pays en guerre.

- Syrie : l’armée à deux pas du Triangle de Palmyre - french.irib.ir

« L’armée syrienne est à quelque centaines de mètres de la localité stratégique du Triangle de Palmyre et elle n’est qu’à trois kilomètres des sites historiques de Palmyre », a-t-on appris de la chaîne de télévision Al-Mayadeen. Epaulée par les unités de commandos et les comités populaires, l’armée régulière de la Syrie poursuit sa progression vers Palmyre après avoir pris le contrôle de l’Ecole Al-Sawaqa et des champs d’alentours. L’armée est arrivée à quelque centaines de mètres du Triangle de Palmyre, une localité très stratégique, et elle n’est qu’à trois kilomètres des sites historiques de Palmyre après sa vaste offensive contre la localité d’Al-Bayarat et les champs qui l’entouraient.

Malgré la percée considérable de l’armée syrienne et les 40 kilomètres qu'elle a pu libérer en deux semaines, la bataille de Palmyre s'annonce longue. L’armée a lancé son opération de libération à partir du front de droite et de gauche de la Route internationale de Palmyre tandis que le groupe terroriste Daech a renforcé ses lignes de logistique en créant des barrages et en déposant des bombes. A Al-Zabadani, les rangs des terroristes, actifs en banlieue de Damas sont sur le point de s’effondrer tandis que l’armée et les forces de la Résistance ont assiégé la ville. french.irib.ir 28.07

ACTUALITE EN TITRES

Déliquescence du régime.

- Une proposition de loi pour renforcer la protection des animaux domestiques - AFP

- Chômage : le gouvernement a-t-il triché avec une nouvelle méthode de calcul ? - Francetv info

- Le gouvernement lancera les privatisations des aéroports de Nice et Lyon à la rentrée - AF

- Les Verts veulent la circulation alternée automatique - Reuters

- Consigny - Le chômage est consubstantiel au socialisme - LePoint.fr

- Philippot (FN) ne peut pas imaginer que la justice "aille dans le sens d'un déni de démocratie" - AFP

Le meilleur moyen de se faire virer pendant sa période d'essai.

- Poser des vacances au début de son contrat de travail ? - Francetv info

A croire qu'ils ne savent pas comment cela se passe dans une entreprise privée.

Le DRH. On vous offre généreusement un emploi, et vous à quoi pensez-vous, à vos vacances ! Mon cher monsieur, je suis au regret de vous dire que dans ces conditions nous ne sommes pas faits pour nous entendre, adieu donc et bonne chance, fin de l'entretien.

Je connais la musique pour avoir bossé dans plus de 45 boîtes dans le privé. Au moment des entretiens d'embauche et pendant la période d'essai, j'étais d'une hypocrisie sans fond, je me faisais passer pour un passionné du travail prêt à travailler le samedi et le dimanche si nécessaire, un serviteur docile... Et ensuite j'ouvrais ma grande gueule ou je leur menais une vie de chien... et ils me viraient peu de temps après ! Sans me vanter, cela marchait à tous les coups, y compris la sortie programmée avant qu'ils ne m'embauchent, ce qu'ils ignoraient et me faisait bien marrer ! Rira bien qui rira le dernier, disait Lénine.

Les ONG sont à la démocratie, ce que les oligarques sont au social.

- En Russie, les ONG étrangères comme russes dans le collimateur des autorités - AFP

Nous abolirions leur statut et nous les interdirions tout simplement. Leur personnel salarié serait intégré dans la fonction publique en fonction de sa compétence.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Israël

- Ayelet Shaked, la «Dame de fer» d'Israël - libération.fr

La ministre de la Justice, numéro 2 du parti d'extrême droite Foyer juif, s'apprête à faire passer une loi extrêmement sévère contre les «crimes palestiniens».

Le véritable homme fort du gouvernement israélien n'est pas Benyamin Nétanyahou. C'est la ministre de la Justice, Ayelet Shaked, 39 ans, une mère de famille laïque de Tel-Aviv devenue numéro 2 du parti d'extrême droite Foyer juif. Lorsqu'elle a été nommée à la tête de ce ministère sensible dans la foulée des législatives anticipées du 17 mars dernier, nombre de magistrats, d'avocats, et de chroniqueurs judiciaire, la considéraient comme une ravissante idiote.

Une potiche chargée d'être le porte-voix du leader de son parti, Naftali Bennett.

Ils se trompaient. Car depuis son entrée en fonction, Ayelet Shaked a considérablement durci la législation répressive israélienne. A peine entrée dans ses meubles, elle a réintroduit et fait voter par la Knesset un projet de loi aggravant les peines de prison pour les lanceurs de pierres. Celles-ci sont donc passées de huit ans maximum à dix ou vingt ans, selon les cas. Pour accélérer la procédure, les autorités judiciaires n'auront pas à démontrer que les inculpés étaient «mus par une intention de nuire». Le seul fait d'avoir été vu avec une pierre en main, ou pris sur le fait, suffira à motiver la condamnation.

C'est sévère mais ce n'est rien à côté de ce qui s'annonce, car Ayelet Shaked veut aller encore plus loin dans la répression. Elle a d'ailleurs marqué un point en faisant adopter lundi, par un comité ad hoc du gouvernement, un autre projet de loi encore plus dur que le précédent. Un texte qui étend la notion d'«organisation terroriste» aux fondations caritatives musulmanes opérant en Cisjordanie, à Jérusalem-Est, ainsi que dans les villes et villages israéliens.

Les associations «complices de terrorisme»

«Tout le monde sait que le Hamas, le Jihad islamique et les Frères musulmans, transfèrent de l'argent aux terroristes par le biais de ces ONG prétendument caritatives, dit-on au cabinet de la ministre. Si nous voulons lutter efficacement contre ces tueurs, nous devons tarir leurs sources de financement.» Lorsque ce projet de loi aura été adopté par la Knesset, des peines de sept, dix, quinze, voire vingt ou vingt-cinq ans de prison frapperont les «complices de terrorisme». Les cadres et responsables des associations, mais également les militants et les bénévoles. Tous ceux qui auraient, par altruisme et pour respecter les préceptes de leur religion, recueilli ou transféré des fonds dans le cadre d'une association considérée comme «suspecte».

La loi concoctée par Ayelet Shaked compte 137 articles. Elle est en la matière la plus longue et la plus fouillée de l'histoire législative de l'Etat hébreu. Et puisque ce projet a été endossé par le gouvernement, il sera voté sans rechigner à la rentrée parlementaire. Majorité contre opposition.

Parmi les nouvelles mesures répressives envisagées figure également le renforcement des conditions de détention des «terroristes condamnés à une ou plusieurs fois la perpétuité», ainsi que le durcissement de la procédure conduisant éventuellement à une réduction de peine.

En effet, pour le moment, chaque détenu peut demander à voir sa peine réduite après avoir purgé sept ans. Or, dans le nouveau texte, il faudra attendre quinze ans. De toute façon, même s'ils obtiennent une réduction à ce moment-là, les «terroristes» condamnés à plusieurs fois la perpétuité (ce qui est souvent le cas avec les Palestiniens) ne pourront pas espérer sortir avant d'avoir purgé quarante ans de détention. Au lieu de trente actuellement.

Ultra-nationaliste décomplexée

Cette disposition restrictive cadre avec la ligne du Foyer juif selon laquelle un Palestinien en prison doit y rester le plus longtemps possible. En 2011, estimant que leur pays «faisait preuve de faiblesse», Bennett et Ayelet Shaked s'étaient d'ailleurs opposés à ce que mille «terroristes ayant du sang sur les mains» soient échangés contre Gilad Shalit, un caporal de l'armée israélienne enlevé par le Hamas en 2006.

Ultra-nationaliste décomplexée, Ayelet Shaked est plus qu'une simple ministre de la Justice : c'est une militante qui affiche son penchant pour la répression des «crimes palestiniens» et pour le développement des «communautés de Judée-Samarie» (les colonies juives de Cisjordanie).

Parfois surnommée la «Dame de fer», cette battante a, en tout cas, l'intention d'appliquer le programme électoral du Foyer juif jusqu'au dernier mot. Quitte à ignorer les avis de la Cour suprême et à se brouiller avec le Conseiller juridique du gouvernement, comme c'est le cas actuellement. libération.fr 28.07

Notre soutien au peuple palestinien est inconditionnel contre l'Etat génocidaire sioniste.

Israël, c'est la poursuite du IIIe Reich !

Haut de page

Le 30 juillet 2015

CAUSERIE

Au fait, le dollar ne s'est toujours pas effondré, et on n'a pas encore entendu le premier coup de canon de la Troisième Guerre mondiale, c'est franchement con pour ceux qui en avaient fait leur fonds de commerce. Les démagogues professionnels qui avaient parié sur Syriza se sentiront moins seuls !

Vous me direz que cela ne résout pas notre problème, certes, on en est encore à la phase préliminaire d'élimination des théories foireuses des opportunistes et autres populistes qui s'étaient employés à embrouiller les choses au lieu de les éclaircir pour empêcher qu'on y voie plus clair.

La situation inextricable dans laquelle nous nous sommes mis, est le produit d'une conception de la lutte de classe qui fut profondément opportuniste au cours de la seconde moitié du XXe siècle de la part de l'avant-garde du mouvement ouvrier. Soit on l'admet et l'espoir de la corriger est encore permis, soit on s'y refuse et notre cause est perdue d'avance.

Qui de la vanité du petit bourgeois ou de la vérité désintéressée l'emportera, telle est la question qui est soumise à chaque militant, cadre et dirigeant. Cela mérite de prendre le temps d'y réfléchir tranquillement, librement.

Quelques réflexions politiques

Les intellectuels ne sont pas ce qu'on croit et les ouvriers n'ont pas à être complexés.

Ceux qui ont émis des illusions sur Tsipras et Syriza et qui ont commis nombres d'articles depuis le 12 juillet dernier connaissaient parfaitement leur origine, leur nature, leur parcours politique et leur programme, leurs réelles intentions qui n'avaient rien à voir avec un parti ouvrier idépendant, encore moins un parti révolutionnaire. Tous savaient pertinemment qu'ils n'avaient pas l'intention de rompre avec l'euro et l'UE, et que par conséquent ils s'apprêtaient à capituler devant la troïka, ce qu'en réalité Tsipras et Syriza n'avaient cessé de démontrer depuis qu'ils étaient parvenus au pouvoir en janvier 2015.

Un intellectuel thésaurise ou amasse des connaissances tel un trésor précieux dont il est jaloux, et dont sa vanité le portera à en faire étalage en toute occasion, histoire d'en imposer aux naïfs ou aux esprits faibles qui l'écouteront bouche bée, et en déduiront qu'il était forcément bien placé ou le plus qualifié pour traiter un sujet ou analyser une situation, alors qu'en réalité la plupart du temps il s'avère incapable d'employer ses connaissances à bon escient.

Les choses simples s'énoncent simplement dit-on, mais ce ne sera pas le cas d'un intellectuel qui se doit de les compliquer ou de les embrouiller au possible pour se distinguer des manants et autres gueux qui osent le concurrencer sur son propre terrain, histoire de se rendre indispensable et de légitimer son statut largement usurpé, qui doit bien servir à quelque chose, témoignant en pratique par son discours sa reconnaissance envers le régime auquel il est soumis en échange des privilèges qu'il lui accorde, un échange de bons procédés entre gens du même monde en somme.

Rendre son discours compréhensible au plus grand nombre pour élever le niveau de conscience de la population ne fait manifestement pas partie de ses objectifs, être reconnu par ses pairs lui suffira amplement, poussant un long soupir de satisfaction en posant le point final de son article. Tâche accomplie s'exclamera-t-il à lui-même, comme s'il avait contribué à faire avancer la civilisation.

Etaler sa science, émailler son propos de moultes références historiques ou littéraires sera assurément du meilleur effet sur ceux qui ne possèdent pas les connaissances requises pour en comprendre les rapports ou la signification, un savant, que Marx prenait pour un âne, doit forcément savoir de quoi il parle pense le benêt ou l'igorant facilement manipulable, qui boira ses paroles assénées avec une telle assurance ou conviction, que quiconque s'aviserait de les critiquer serait automatiquement taxé d'idiot ou écarté de la discussion.

Un intellectuel perçoit la situation à travers le prisme déformant de sa condition qui inclut l'ensemble de ses expériences, dont il n'a pas conscience en dehors des avantages qu'elle lui confère et auxquel il est attaché. Il n'est donc pas le mieux placé pour la décrire objectivement dans toutes ses manifestations ou sans la déformer. Le recourt à des citations, formules ou aphorismes sert à combler ce déficit de légitimité, exercice auquel font appel les démagogues en tous genres.

A l'arrivée, ses analyses et surtout ses conclusions seront largement influencées par ses intérêts individuels qui se confondent le plus souvent consciemment ou non avec ceux du régime qui le nourrit. Et il lui faudrait prendre conscience de l'ensemble de l'évolution de l'humanité depuis la nuit des temps jusqu'à nos jours pour qu'il en soit autrement ou saisir le processus dialectique à l'oeuvre qui conduit le monde à la barbarie ou au socialisme, ce dont il sera incapable généralement pour demeurer enfermé dans un système de pensée où ses connaissances sont soumises à un cloisonnement qui les rend impropre à toute évolution ou compréhension de la réalité dans sa totalité. Ne s'interdisent-ils pas de penser au-delà du capitalisme qui n'a pas existé de toute éternité, bien qu'Onfray ait décrété le contraire pour tenter de contourner cet obstacle qui rabaisse l'intellectuel au rôle de simple spectateur de son époque ou d'un vulgaire commentateur, ce qui vous l'aurez bien compris est indigne de l'élite de la société et de l'ambition qui la dévore.

Quand on les observe et qu'on les compare aux couches les plus arriérées de la société, on se demande lesquels des deux déploient le plus d'imagination ou d'efforts pour exister, ce qui peut se comprendre de la part des arriérés que la société ignore ou méprise, et qui ont besoin de cette compensation psychologique pour combler ce déficit social, tandis que l'intellectuel, qui bénéficie de la reconnaissance sociale de la société, sera guidé par la crainte de la perdre au point de s'avilir pour la conserver ; s'abaisser au rang de l'ouvrier qui se laisse aller à exprimer sans retenu mais ô combien justement ce qu'il pense de la société, lui est insupportable.

Chez l'intellectuel, tout part de lui ou sa petite personne, chez l'ouvrier tout part de la société qui lui en fait baver quotidiennement. Ils ne sont donc pas fait pour s'entendre, à moins que l'intellectuel se mette au niveau de l'ouvrier puisque l'ouvrier en est incapable, un peu comme un médecin qui se met au niveau de son patient quand il lui explique de quelle maladie il est atteint.

A propos de Tsipras

Tsipras est issu de Synaspismós (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie), essentiellement composé d'une branche dissidente du KKE (Parti communiste grec) favorable à l'intégration de la Grèce à l'Union européenne.

Synaspismósse ralliera le mouvement de l'eurocommunisme, apparu dans les années 1970 en Europe occidentale, puis glissera graduellement vers le réformiste, en 2000 il perdit un grand nombre de ses adhérents partisans d'une entente avec le PASOK, une de ses dirigeantes historiques, Maria Damanaki, rejoindra les rangs du PASOK, en janvier 2004, confirmant sa dérive progressive vers la social-démocratie qui depuis est totalement achevée. (Source : ladocumentationfrancaise.fr - Grèce. Le Synaspismos, tiraillé entre social-démocratie et anarchisme par Dimitri Kitsikis - 12.01.2010)

Doit-on tenir compte ou non dans notre stratégie de l'existence d'un système économique mafieux ?

J'ai lu dans un article que l'ensemble de l'économie spéculative représenterait 100 fois le PIB mondial (quelque 70.000 milliards de dollars), soit autour de 7 millions de milliards de dollars, vous avez bien lu 7 millions de milliards de dollars, en comparaison les 200.000 milliards de dollars de l'endettement mondial sont ridicules.

Comment en sont-ils arrivés là ?

- Ils fabriquent des billets de banque tels des faux-monayeurs, par milliers de milliards qu'ils se distribuent.

- Ils fabriquent de la monnaie par le biais du crédit ou de la dette par une simple écriture comptable.

- Ils fabriquent des instruments financiers permettant de camoufler des actifs pourris.

- Ils bénéficient de l'optimisation fiscale qui leur permet de ne pas payer d'impôts ou très peu.

- Ils manipulent les cours de change entre les monnaies.

- Ils manipulent les taux d'intérêts

- Ils ont mis au point des logiciels leur permettant d'optimiser au maximum la spéculation en temps réel à la nanoseconde près.

- Ils manipulent les taux (et les stocks) des matières premières

- Ils ont monté des sociétés écrans off-shore où ils blanchissent l'argent de tous les trafics.

- Ils pratiquent le délit d'initié en continu.

- Ils truquent leurs bilans.

- Ils sont juge et partie lorsqu'ils ne peuvent plus étouffer les conséquences de leurs malversations.

- Ils ne passeront jamais par la case prison.

- Etc.

Tricheurs, menteurs, manipulateurs, escrocs, voleurs, gangsters, l'oligarchie financière devant laquelle tous les chefs d'Etat et

de gouvernement se prosternent incarne à elle-seule toutes les moyens malhonnêtes qu'on peut imaginer et au-dela encore pour accroître son pouvoir dans l'espoir qu'il sera éternel.

Bref, la liste plus haut n'est pas exhaustive, mais suffisamment explicite pour en déduire qu'on est en présence d'un système mafieux tentaculaire parfaitement légal, qui n'a plus rien à voir avec le fonctionnement du capitalisme classique. Tous les facteurs et rapports sont ainsi faussés qu'on l'admette ou non. Et quelle en est la conséquence ?

Un pouvoir quasi absolu ou devenu tyrannique et qui s'impose à tous les Etats sans exception. Toutes les institutions financières ou politiques qu'ils ont créées y sont soumis, ce qui incluent tous les partis de droite ou de gauche. Voilà pourquoi on ne peut pas être de gauche en soutenant l'une ou l'autre de ces institutions ou en y participant.

Pourquoi la conception de la lutte de classe qui prévalait autrefois est inopérante aujourd'hui ? Parce qu'elle s'emploie à nier ce constat ou ce qui vient d'être dit. En faussant l'ensemble des facteurs et rapports qui déterminaient la marche du capitalisme, c'est également la lutte des classes qui s'en trouve faussée ou plutôt, qui met à l'ordre du jour avec une acuité particulière la nécessité d'abolir les rapports sociaux sur lesquels repose le capitalisme, et de rompre avec l'ensemble de ses institutions soumises à ce traitement mafieux.

On aura compris que dans ce contexte, une fois parvenu au pouvoir il serait impossible d'envisager conserver un jour de plus des institutions totalement corrompues ou dont c'est devenu la raison d'être, soit on les abat et on les remplace par d'autres organismes, soit on supprime ce qui en est à l'origine ou ce avec quoi elles s'identifient, la monnaie ou l'argent.

La question serait de savoir si le socialisme serait toujours la réponse appropriée au capitalisme, dans la mesure où le capitalisme a été supplanté par un système financier mafieux ne répondant plus aux lois de fonctionnement du capitalisme, il en est même la négation à terme, ou s'il faudrait passer rapidement ou directement au communisme qui incarne la négation de la finance ou toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Notre idée ou raisonnement ne consiste pas à vouloir à tout prix sauter l'étape du socialisme ou à la déclarer caduque, on s'interroge seulement sur le bien-fondé d'une perspective politique sachant qu'à l'échelle mondiale il existe un facteur déterminant, la finance, dont l'emprise sur l'économie (et la société) est totale et le pouvoir illimité, sauf par la lutte de classe des travailleurs sur tous les continents que justement l'oligarchie financière se destine de neutraliser, si bien que la monnaie ou l'argent avec lesquels se confond le pouvoir de la finance représenteraient un danger mortel pour la révolution socialiste au point qu'il vaudrait peut-être mieux les abolir avant qu'elle ne puisse nous anéantir en asservissant tous les peuples, or on ne peut vaincre qu'à l'échelle mondiale, en abolissant l'argent on leur retirerait l'herbe sous les pieds en les empêchant de se servir de ce facteur dans les autres pays contre notre République sociale...

En parlant du communisme, on évoque la suppression des classes et des Etats, des frontières, des partis politiques et de la démocratie qui n'auraient plus aucune raison d'être, mais on oublie l'argent ou la monnaie qui disparaîtraient du même coup. Plus on se rapproche d'un extrême, plus l'extrême opposé ou sa négation tend à devenir plausible. C'est à notre avis une question à laquelle il faut réfléchir. A suivre.

Quel cauchemar !

- L'Inde, pays le plus peuplé du monde en 2022 - Le Monde.fr

Dans moins de sept ans, la population de l'Inde devrait dépasser celle de la Chine. Beaucoup plus tôt que prévu. Selon le nouveau rapport des Nations unies, « Perspectives de la population mondiale : révision 2015 », publié mercredi 29 juillet, la Chine et l'Inde aujourd'hui au coude-à-coude avec respectivement 1,38 milliard et 1,31 milliard d'habitants (soit 19 % et 18 % de la population mondiale) devrait l'une et l'autre compter avant 2022 1,4 milliard d'individus.

Mais, passé ce cap, la croissance de la population chinoise devrait se stabiliser jusqu'en 2030 avant de se mettre doucement à décliner, pour retomber à 1 milliard à la fin du siècle, tandis que celle de la population indienne se poursuivrait, passant à 1,5 milliard en 2030 à 1,7 milliard en 2050 et à 1,65 milliard en 2100.

A la fin du siècle, la population planétaire franchira les 11 milliards.

Si la croissance de la population mondiale se poursuit, son rythme se ralentit, constatent néanmoins les démographes de l'ONU. De 1,84 % il y a dix ans, sa progression annuelle n'est plus « que » de 1,18 %, soit de 83 millions de personnes par an. De 7,3 milliards en 2015, elle devrait cependant encore gagner au cours des quinze prochaines années plus d'un milliard d'individus, pour atteindre 8,5 milliards en 2030, puis 9,7 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100.

Le rythme de croissance de la population mondiale dépendra étroitement de l'évolution de la fécondité, soulignent les démographes de l'ONU, qui tablent sur une baisse de celle-ci y compris en Afrique, constatant qu'elle a déjà reculé ces dernières années

dans pratiquement toutes les régions du monde. De 4,7 enfants par femme aujourd'hui, le taux de fécondité sur le continent africain devrait tomber à 3,1 en 2050, et à 2,2 d'ici à la fin du siècle.

En dépit de ce recul attendu de la fécondité, plus de la moitié de la croissance de la population mondiale d'ici à 2050 devrait concerner l'Afrique. Au milieu du siècle, la population du Nigeria devrait dépasser celle des Etats-Unis (388,8 millions), avec 398,5 millions d'habitants, faisant de ce pays la troisième nation la plus peuplée de la planète. L'Angola, le Burundi, la République du Congo, le Malawi, le Mali, le Niger, la Somalie, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie pourraient, eux, d'ici à 2100, voir leur population quintupler.

A l'opposé, l'Europe est la seule région de la planète qui connaîtra un recul – continu – de sa population. Aujourd'hui sous le seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femme) dans bien des pays du continent, le taux de fécondité européen devrait se redresser, en passant de 1,6 enfant par femme en moyenne en 2015 à 1,8 enfant par femme en 2050, mais cela n'empêchera pas la baisse de sa population. Le Monde.fr 29.07

Et la théorie de l'eugénisme dans tout cela? Elle pourrait se réaliser par étouffement !

La question la plus stupide du jour : une chaîne privée peut-elle avoir une "information indépendante" ?

- Canal + : Bolloré aurait empêché la diffusion d'une enquête sur le Crédit Mutuel - leparisien.fr

D'après Mediapart, le patron du groupe Vivendi aurait censuré une enquête sur le Crédit mutuel par un coup de fil à Rodolphe Belmer, alors directeur général de la chaîne.

Tout comme UBS ou HSBC, le Crédit mutuel est soupçonnné d'avoir organisé un vaste système d'évasion fiscale via ses filiales suisse et monégasque. Comme le rappelle Mediapart une enquête judiciaire pour soupçons de fraude fiscale a été ouverte fin 2014 contre le groupe bancaire français, propriétaire de nombreux quotidiens régionaux tels que Le Progrès, Le Dauphiné libéré ou L'Est républicain.

«En quinze ans, je n'avais encore jamais vécu une censure aussi franche et brutale», a déclaré Jean-Pierre Canet, rédacteur en chef du documentaire travaillant pour la société KM Production et cité par le site d'information. «Aucune concertation ni aucune négociation n'a été possible avec la direction ou l'actionnaire principal de Canal +». Aucun commentaire n'a en revanche été fait par Vivendi, le Crédit mutuel ou le porte-parole de Vincent Bolloré.

Depuis cette affaire, KM Production a appris que Canal + mettait fin à son contrat de production du «Grand Journal», sa principale source de revenu. «C'est une lame de fond, Vincent Bolloré prend le contrôle de Canal+ et dégage les représentants historiques de la chaîne. Mais c'est une vraie question de savoir si une chaîne privée, détenue par des industriels ayant des intérêts divergents, peut avoir une information indépendante», s'est inquiété Jean-Pierre Canet.

Quant au documentaire, il sera bel et bien diffusé à l'automne à la télévision. Ce ne sera pas sur Canal + mais sur France 3, dans le cadre de 'l'émission «Pièces à conviction». leparisien.fr 29.07

Syriza en proie avec ses contradictions.

- Tsipras prêt à des élections pour garantir la nouvelle aide à la Grèce - AFP Le Premier ministre grec Alexis Tsipras envisage de recourir à des législatives anticipées pour regagner une majorité parlementaire mise à mal par la contestation par une partie de ses troupes du plan d'aide en cours de négociation avec les créanciers du pays.

"Si nous n'avons pas de majorité parlementaire, nous serons contraints à des élections", a déclaré mercredi M. Tsipras, dans une interview à la radio Sto Kokkino.

Au pouvoir depuis seulement six mois, il a précisé être "le dernier à vouloir des élections".

Mais il a pris acte de la division au sein de Syriza, le parti de la gauche radicale qu'il dirige, dont plus de 30 des 149 députés ont voté, les 15 et 22 juillet, contre les premières réformes demandées par les créanciers de la Grèce.

Désormais, et malgré le soutien de 13 députés du parti de droite souverainiste Anel avec lequel gouverne Syriza, le Premier ministre ne dispose plus du seuil minimum de 151 députés (sur 300) pour appliquer le nouvel accord sans le soutien de trois partis d'opposition (Nouvelle Démocratie, Pasok, Potami) qui lui apportent à chaque fois leurs 106 voix.

Si le Premier ministre n'arrive pas à reprendre sa majorité en main lors du prochain vote, le congrès exceptionnel de Syriza, que M. Tsipras veut convoquer "début septembre", lancera la recomposition interne du parti en vue d'élections, sans doute à l'automne.

Un comité central de Syriza doit se réunir jeudi et probablement décréter la tenue du congrès.

Reste à savoir quelle sera la ligne de conduite du courant contestataire, qui affirme représenter les voix du "non" à l'austérité, vainqueur du référendum du 5 juillet.

"Celui que ne respectera pas les décisions collectives (du parti, ndlr) devra rendre son siège" de députés, a prévenu Tsipras.

La ligne d'Alexis Tsipras reste majoritaire au sein du parti et il est toujours populaire dans l'opinion publique. Mais le chef du gouvernement a aussi dit être conscient de l'aggravation des difficultés économiques. AFP 29.07

OTAN de Daech.

- Soutenue par l'OTAN, la Turquie intensifie ses frappes contre le PKK - euronews.com

La Turquie a poursuivi ce mercredi ses raids aériens contre les rebelles kurdes, frappant fort dans le nord de l'Irak et le sud-est de la Turquie.

L'opposition soupçonne le président de vouloir alimenter un sentiment anti-kurde dans la perpective d'éventuelles élections anticipées. euronews.com 29.07

Dans un communiqué publié lundi, François Hollande a réaffirmé sa détermination à lutter, aux côtés d'Erdogan contre «toutes les formes de terrorisme». Pour la militante féministe, cette position «valide l'équation 'PKK = Daech'que veut faire passer Ankara, pour diaboliser les Kurdes». lefigaro.fr 29.07

ACTUALITE EN TITRES

Le piège tendu à la Russie a foiré.

- MH17: Moscou met son veto à l'ONU à la création d'un tribunal spécial - AFP

Décompostion d'un régime...

- Migrants à Calais : les renforts de gendarmes et CRS déjà à l'oeuvre - Francetv info

- À Paris, la chasse aux pickpockets s'organise - Francetv info

- La guerre de tranchées continue entre Jean-Marie Le Pen et sa fille Marine - AFP

- Le Foll annonce le renforcement de la lutte contre la bactérie Xylella Fastidiosa en Corse - AFP

- Les robots-soldats ne remplaceront pas les hommes - Francetv info

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Jordanie

- La Jordanie demande le dialogue entre les arabes et l'Iran - french.irib.ir

Nasser Juda, le ministre jordanien des Affaires étrangères, et Amr Moussa, ancien secrétaire général de la Ligue Arabe ont souhaité, ce mercredi, le dialogue entre les arabes et l'Iran, après l'accord nucléaire entre Téhéran et les 5+1.

« Nous voulons opter pour le dialogue et nous disons que l'accord nucléaire pourra ouvrir la porte au dialogue sur différentes questions », a affirmé, Nasser Juda en accueillant favorablement l'accord nucléaire. « Bien que nous ayons des difficultés avec l'Iran, cependant ce pays n'est pas notre ennemi et il ne doit pas l'être », a, pour sa part, déclaré, Amr Moussa, ancien secrétaire général de la Ligue Arabe. french.irib.ir 29.07

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Salvador

- Au Salvador, les « maras » sèment la terreur dans les transports et battent les records d'homicides en un mois - Le Monde.fr

Depuis deux jours, les habitants du Salvador n'osent plus prendre les transports en commun, de peur d'affronter les représailles des cartels, qui ont la mainmise sur le pays. Des membres de maras, ces groupes criminels à l'œuvre en Amérique latine et en Amérique centrale, ont abattu, mercredi 29 juillet, un septième chauffeur de microbus, au motif qu'il ne respectait pas la grève des transports qu'ils imposent pour faire pression sur les autorités.

Selon la police, le chauffeur a été criblé de balles alors qu'il faisait le plein dans une station-service de la périphérie de San Salvador. Avant lui, un autre chauffeur avait été tué dimanche et cinq autres lundi. Mercredi, sous une forte surveillance policière et militaire, des milliers de Salvadoriens se déplaçaient à bord de camions militaires pour se rendre au travail ou à l'école.

Faire pression sur le gouvernement

Les maras imposent cette grève pour exiger des autorités de négocier avec eux un allégement de la répression qui s'exerce sur leurs activités et assurer des conditions d'emprisonnement moins difficiles à leurs membres. Mais, jusque-là, le gouvernement a toujours refusé d'engager le dialogue avec ces gangs, dont les guerres de territoire sont à l'origine de la montée de violence qui embrase le pays depuis plusieurs années, jusqu'à en faire un des pays les plus violents d'Amérique centrale.

« Sous aucun prétexte notre gouvernement n'est disposé à dialoguer avec les criminels, que cela soit bien clair, nous n'allons pas négocier et nous allons les poursuivre, les capturer et les présenter devant la justice », a martelé mardi le président Salvador Sanchez Ceren. « Nous ne laisserons pas impunis les meurtres de chauffeurs, policiers, soldats et travailleurs salvadoriens », a lancé pour sa part le procureur Luis Martinez, qui a qualifié ces gangs de « terroristes ».

Six cent trente-cinq homicides en un mois

Le Salvador, petit pays situé entre le Honduras et le Guatemala, a en effet enregistré quelque 635 homicides en seulement un mois, essentiellement en raison des règlements de comptes opposant les divers gangs du pays. Soit une moyenne de 20 morts par jour. Les autorités affirment qu'il s'agit, pour les maras, d'un moyen supplémentaire de menacer le gouvernement après le transfert de quelque 2 600 membres de cartels emprisonnés.

« Il s'agit du mois le plus violent depuis [la fin de la guerre civile en Amérique centrale en] 1992, et nous savons que nombre d'homicides n'ont pas été déclarés », s'inquiète Miguel Fortín Magaña, directeur de l'Institut de la médecine légale.

Il faut garder à l'esprit que, comme la plupart des cartels d'Amérique centrale, les deux principaux gangs du pays, la Mara Salvatrucha et la Mara Barrio, ont pour habitude d'enterrer leurs victimes dans des fosses communes. Les cadavres sont ainsi souvent découverts bien après le crime. Or les homicides sont toujours imputés l'année de la découverte des corps, indépendamment de la date à laquelle ils ont été commis, comme le rappelle cette note de blog, ce qui fausse les statistiques.

Il n'en reste pas moins que le Salvador enregistre l'un des taux d'homicides les plus élevés du monde et d'Amérique centrale, avec, en 2014, 61 victimes pour 100 000 habitants. Si la tendance observée au cours du premier trimestre de 2015 se maintient, le solde macabre devrait atteindre 4 500 victimes d'ici à la fin de l'année, soit un taux de presque 70 victimes pour 100 000 habitants, supérieur à son niveau de 2011, d'avant la trêve entre les maras. lemonde.fr 29.07

ECONOMIE

Koweït

- Le torchon brûle entre l'Arabie et le Koweït - french.irib.ir

La diffusion d'un document a intensifié les divergences entre l'Arabie et le Koweït sur un champ pétrolier commun

Le ministre koweïtien du Pétrole a écrit à son homologue saoudien pour demander une reprise de la production dans un champ pétrolier commun, affirmant que le Koweït risquait de subir de "lourdes pertes" en raison de l'arrêt, rapporte mardi la presse koweïtienne.

"J'appelle votre excellence à reprendre la production dans le champ commun de Khafji et attire votre attention sur le fait que l'arrêt de la production et de l'exportation va causer au Koweït de lourdes pertes qu'il incombe au gouvernement saoudien de prendre en charge", a souligné Ali al-Omair dans sa lettre à son homologue saoudien Ali al-Nouaïmi, selon le quotidien Al-Raï.

Dans sa missive envoyée début juillet, M. Omair relève aussi, selon Al-Raï, que l'arrêt de la production viole un accord vieux de 50 ans.

A la suite de l'impasse survenue dans les négociations avec Riyad visant à régler les divergences sur la souveraineté des zones pétrolifères, le gouvernement koweitien qui partage des champs pétroliers communs avec l'Arabie a saisi un tribunal international. french.irib.ir 29.07

Haut de page

Le 31 juillet 2015

CAUSERIE

On a corrigé la faute de frappe dans le texte figurant sur la photo de la réunion de l'OTAN. On a ajouté 16 articles.

Nous sommes tombé sur un article très intéressant mais très long (Le pouvoir communicationnel de la classe des élites contre la démocratie), que nous allons mettre en ligne dans cette page en le présentant sous la forme de plusieurs parties en fonction des thèmes abordés, pour que les lecteurs puissent le lire et retenir l'essentiel, y réfléchir tranquillement, il figurera également en entier au format pdf.

Ce pourrait être une nouvelle rubrique lorsque des articles trop longs présentent un intérêt certain, encore devrais-je trouver le temps de l'actualiser.

A retenir pour comprendre la politique américaine.

Nous savons que les États-Unis recherchent avant tout la sécurité de leurs investissements répartis dans l'ensemble du monde et celle de leur accès aux matières premières stratégiques de même qu'aux ressources énergétiques. Ils le font généralement avec succès, mais quand ils rencontrent un obstacle majeur ils ont recours à la déstabilisation de la gouvernance des États souverains et à la guerre (Chossudovsky - Mondialisation.ca).

Articles mis en ligne dont on ne peut pas partager l'orientation politique.

Jules Dufour : les Grècs craignaient "*le pire avec le retrait du pays de l'ensemble européen*", l'UE. (Un automne noir pour les Européens : Coups d'état des pouvoirs financiers).

Si la politique de régression sociale généralisée de l'UE à laquelle tous ses pays membres doivent se soumettre sous peine de sanctions n'est pas le "*pire*", alors qu'est-ce que c'est ? Voilà à quelle aberration on arrive lorsqu'on demeure soi-même soumis à l'UE.

Michael Husson : "*pour un audit et une restructuration décisive des dettes publiques*" (Grèce: les vraies causes de la dette publique», une étude décapante).

Autrement dit, cet auteur est sur la même ligne que le FMI, inutile d'en dire davantage c'est suffisamment explicite, pas question d'annuler la dette grecque, le peuple grec doit payer pour les banquiers.

On retrouve ces orientations politique dans 99% des articles mis en ligne dans ce portail, normal leurs auteurs ne sont pas marxistes.

On pourrait ajouter Maxime Vivas ou l'imposture du *Socialisme du XXIe Siècle* ou la *révolution bolivarienne*, qui n'a jamais remis en cause le capitalisme au Venezuela et qu'illustre à sa façon l'article *Varoufakis voulait contourner son administration. Chavez l'avait fait.*.

ACTUALITE EN TITRES

Quand le PS banalise à nouveau ou s'empare de la sémantique de l'extrême droite.

- Elevage: l'appel à la préférence nationale "respecte les règles européennes" indique Le Foll AFP

En dictature. Pour Libération, personne ne doit affronter l'oligarchie toute puissante.

- Aurélie Filippetti porte plainte contre Paris Match - Reuters

- Chère Aurélie Filippetti, évite les procès, ça te perdra ! - Liberation.fr

C'est la rédaction de Libération qui lui a adressé ce conseil qui sonne comme une menace si elle persistait à s'attaquer à la presse de l'oligarque Dassault, dorénavant dans ce pays tout le monde doit se soumettre en silence au pouvoir de l'oligarchie et de ses médias.

La cruauté sans limite d'un gouvernement d'extrême droite.

- Israël autorise l'alimentation de force des prisonniers - LExpress.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La destruction de la classe en cours.

- Hausse de 8,6% des auto-entrepreneurs en 2014 - Reuters

Un total de 982.000 auto-entrepreneurs étaient recensés fin 2014 en France, soit 78.000 de plus qu'un an plus tôt, selon les données publiées jeudi par l'Acoss, l'agence centrale des organismes de Sécurité sociale.

Sur le total, un peu plus de 58% (574.000) étaient économiquement actifs fin 2014, une proportion quasi stable sur un an.

Ils ont déclaré un chiffre global pour le quatrième trimestre de 1,9 milliard d'euros, en hausse de 6,7% sur un an, soit une moyenne de 3.290 euros (-1,7%) par tête. Reuters 30.07

Que des travailleurs au chômage soient poussés dans cette voie en désespoir de cause on peut le comprendre, chacun tente de s'en sortir comme il peut car il faut bien vivre ou survivre d'une manière ou d'une autre, la société ne leur offre pas vraiment le choix, à ceci près qu'en adoptant le mode de pensée d'un patron ou d'un capitaliste ils ne seront pas vraiment portés à se rapprocher du socialisme et étant encore plus enchaînés au capitalisme, comme en Grèce qui compte 20 à 25 auto-entrepreneurs.

Quand le climat refuse de se soumettre au lobby néolibéral

- Météo: Un record de froid enregistré en Bretagne ce jeudi matin - 20minutes.fr

Seulement 1,7 degré à l'aube de ce jeudi matin dans le petit village de Guiscriff, dans le Morbihan en Bretagne. A Pontivy, à l'intérieur des terres dans le Morbihan, la température n'a pas dépassé les 5 degrés au lever du soleil et ne sera que de 6 degrés ce vendredi. 7 degrés à Rennes.

Si la France a dû subir des températures automnales toute cette semaine, cette tendance ne devrait pas durer. « A partir de demain et franchement ce week-end, les températures vont remonter, et cela même en Bretagne », ajoute le prévisionniste. Un pic de chaleur devrait être constaté ce lundi : les températures vont monter jusqu'à 35 degrés. A Rennes, il fera un peu moins chaud,

environ 25 degrés dans l'après-midi. 20minutes.fr 30.07

Gageons qu'ils ne retiendront dans quelques jours que le "pic de chaleur" pour justifier leur thèse foireuse du réchauffement climatique qui a la même fonction que celle de la guerre des civilisations...

Enrichissez-vous ! L'objectif inavouable de la politique du gouvernement.

- De nombreux fonds PEA ont gagné plus de 25 % cette année - LeFigaro.fr

Alors que l'indice phare de la Bourse de Paris gagne environ 16 % depuis janvier, Dorval Manageurs (Dorval Finance), numéro un du classement des fonds «actions françaises» selon Europerformance, s'est envolé, lui, de 28 % environ. Il est talonné par Sycomore Francecap (Sycomore AM), en hausse de 26 %, et par R Conviction France, de Rothschild & Cie Gestion (+25,60 %). LeFigaro.fr 30.07

Et quand des salariés de Manitou BF exigent une augmentation générale des salaires d'1,8%, le patronat hurle au scandale, et lorsqu'il s'agit d'augmenter le smic d'1% supplémentaire le gouvernement déclare que cette revendication est incompatible avec la situation économique, on aura compris pourquoi.

Infos sur la Grèce.

Grèce: Syriza décide de la tenue d'un congrès extraordinaire en septembre - AFP

Le comité central du parti de gauche radicale Syriza a voté jeudi soir en faveur de la tenue d'un congrès extraordinaire en septembre, une proposition du Premier ministre Alexis Tsipras afin de définir une position commune vis-à-vis de l'accord avec les créanciers du pays, a-t-on appris auprès du parti.

Alexis Tsipras, également dirigeant de Syriza, a fait cette proposition à l'ouverture de la réunion du comité central du parti, dont certains membres s'étaient opposés à l'accord que le gouvernement avait signé le 13 juillet avec ses créanciers sur un nouveau prêt à la Grèce, accompagné de mesures de rigueur.

"Nous sommes le premier gouvernement de gauche radicale en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Soit ce gouvernement continue grâce aux députés de gauche, soit il tombe à cause des députés de gauche, qui pensent que ce gouvernement a justement cessé d'être de gauche'', a déclaré Alexis Tsipras devant les cadres du parti.

(Votre gouvernement est illégitime, après que l'accord que vous avez passé avec la troïka le 13 juillet dernier fut adopté par la Vouli (le parlement grec) grâce aux voix des députés de la Nouvelle Démocratie et du Pasok notamment qui furent chassés du pouvoir par le peuple lors des élections législatives de janvier 2015. Syriza est minoritaire ou n'a plus de majorité au parlement, et le gouvernement ne tient que grâce au soutien des partis officiels de droite, la Nouvelle Démocratie et le Pasok, ainsi il ne s'agit pas d'un "gouvernement de gauche radicale" mais un gouvernement de droite. Il est toujours bon de remettre les choses à la place qui leur revient. - LVOG)

Après plus de douze heures de réunion, le comité central du Syriza a accepté la proposition du Premier ministre en rejetant celle de "la Plateforme gauche", un courant influent de gauche dure au sein du Syriza ainsi que celle d'autres groupes dissidents, qui s'opposent à l'accord avec les créanciers. Les dissidents souhaitaient un congrès le plus tôt possible avant même la finalisation de l'accord avec les créanciers.

"Une majorité a voté en faveur de la tenue d'un congrès extraordinaire en septembre", a indiqué à l'AFP, Costas Zachariades, membre du comité central, composé de 201 membres.

La date exacte du congrès n'a pas été pour le moment précisée.

Si sa ligne l'emporte, Tsipras pourra exiger des opposants le respect des décisions de la majorité et une discipline de vote au Parlement.

(La majorité des députés de Syriza votera à nouveau pour le second volet du dernier mémorandum de la troïka soutenu par Tsipras parce qu'ils tiennent davantage aux privilèges liés à leur fonction de député, plutôt qu'à la cause du peuple qu'ils prétendaient incarner, ce sont de vulgaires affairistes à l'image de la Nouvelle Démocratie et du Pasek, doublés d'imposteurs scélérats. A vomir ! - LVOG)

"Si certains pensent qu'un autre Premier ministre, un autre gouvernement peut faire mieux, qu'ils le disent ouvertement', a-t-il lancé à l'adresse de ses opposants internes.

(Dans le cadre des institutions du capital en place en Grèce, impensable, il faudrait commencer par les abolir... - LVOG)

Alexis Tsipras a également fait une autre proposition pour que s'exprime la voix des contestataires: une consultation interne au parti qu'il a appelée "référendum" et ce, dès dimanche.

"Je n'ignore pas qu'il existe (...) des camarades qui disent que le parti doit prendre des décisions avant la validation de l'accord (avec les créanciers, ndlr), précisément parce qu'ils veulent annuler cet accord (...). Je propose donc de traiter cette question immédiatement (...) en organisant un référendum au sein du parti dimanche", a-t-il suggéré.

L'idée d'un référendum au sein du parti sur la poursuite ou non des discussions entre le gouvernement et les créanciers du pays a finalement été rejetée. (lemonde.fr 30.07)

(Normal, la majorité des adhérents et des dirigeants de Syriza sont des opportunistes, des ex-staliniens ou sociaux-démocrates dégénérés repentis, ils ont la mentalité misérable du renégat petits bourgeois subordonné au capitalisme pour n'avoir jamais adhéré au socialisme. - LVOG)

Les frondeurs de Syriza refusent en effet d'attendre, comme le souhaite Tsipras, que soit finalisées les négociations en cours avec les représentants de l'UE et du FMI pour clarifier l'équilibre des forces au sein du parti.

(Le fonctionnement de Syriza est antidémocratique dans la mesure où sa direction a refusé que son congrès se tienne avant le 20 août, date butoir avant laquelle le gouvernement et le Parlement devront avoir adopté les nouvelles mesures d'austérité préconisées par la troïka, ce qui reviendra à mettre les adhérents de Syriza devant le fait accompli. - LVOG)

Plus d'une dizaine de membres du comité central ont démissionné à l'issue de la réunion du comité central, selon Costas Zachariades.

"Si nous n'avons pas d'objectif commun, il n'y plus de raison de coexister (...) S'appuyer sur les votes des autres partis et poursuivre avec cette dualité interne ne peut continuer éternellement", a ajouté Tsipras, montrant sa détermination à régler les divisions au sein de son parti.

Mercredi, Alexis Tsipras s'est même dit prêt à organiser des élections législatives anticipées avec de meilleures chances de marginaliser les contestataires et de regagner une majorité parlementaire unie autour du soutien au troisième plan de sauvetage des créanciers UE et FMI. AFP 30.07

Dorénavant Tsipras assume être officiellement le porte-voix de l'UE et du FMI et c'est très bien ainsi, au moins la situation s'éclaircie. Face à l'ultimatum de la direction de Syriza, on se demande ce que foutent encore les maoïstes et trotskystes dans ce parti, sinon le légitimer ainsi que sa politique tournée contre le peuple grec.

En complément.

Wikipedia - En 2015, sont effectivement membres de SYRIZA les partis et organisations politiques suivantes.

- Citoyens actifs , un parti socialiste démocratique et patriote.
- Groupe politique anticapitaliste, parti trotskiste.
- Association des citoyens de Riga (Velestinli), un parti à la fois internationaliste et patriote, défendant les idées de démocratie, d'écologisme et de justice sociale
- Synaspismós (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie), parti socialiste démocratique, écosocialiste, eurocommuniste et féministe
- Organisation communiste de Grèce (KOE) : parti maoïste.
- Plateforme communiste de Syriza : section grecque de la Tendance marxiste internationale à l'idéologie trotskiste.
- Mouvement social démocratique (DIKKI) : parti nationaliste de gauche, socialiste et eurosceptique.
- Écosocialistes de Grèce : parti écosocialiste et écologiste.
- Gauche ouvrière internationaliste (DEA) : parti révolutionnaire de sensibilité trotskiste.
- Mouvement pour l'Unité d'action de la gauche (KEDA) : parti marxiste-léniniste.
- Nouveau combattant : parti socialiste démocratique.
- Groupe de la gauche radicale - Roza : parti luxemburgiste et féministe.
- Radicaux : parti socialiste démocratique et patriote.
- Rouge : parti trotskyste
- Gauche écologique, communiste et rénovée (AKOA) : parti socialiste démocratique, eurocommuniste et écologique.
- Union du centre démocrate (EDIK) : parti radicalisme et social-libéralisme.
- Mouvement unitaire : parti socialiste démocratique.
- Ainsi qu'un certain nombre de militants de gauche indépendants.

La SFIO en quelque sorte, le modèle de parti à rejeter catégoriquement.

- Grèce : sans allègement de la dette, le FMI refuse de participer au plan d'aide - latribune.fr

Le FMI persiste et signe. Alors que les discussions sur les modalités d'un nouveau plan d'aide à la Grèce se poursuivent à Athènes, le FMI a conditionné sa participation à un allègement de la dette par les Européens.

Cette fois, le FMI a mis ses menaces à exécution. Dans un rapport publié le 14 juillet, l'institution financière de Washington plaidait pour un allègement de la dette,et expliquait que sa participation au plan d'aide était loin d'être acquise.

"Nous avons été très clairs sur le fait que (...) nous avons besoin d'une solution concrète et ambitieuse au problème de la dette", pour accorder de nouveaux prêts à Athènes, précisait alors un haut cadre du FMI en dévoilant ce rapport.

Mais le jeudi 30 juillet, le FMI hausse le ton. Un des responsables de l'institution a assuré que l'institution financière de Washington ne participera pas au plan d'aide à la Grèce tant que les Européens n'auront pas consenti à un allègement de la dette, qui frôle désormais les 180% du PIB du pays.

Pas d'aide sans allègement de la dette

"Le FMI n'y participera qu'une fois que ces deux conditions seront remplies", indique ce haut responsable du Fonds monétaire international sous couvert d'anonymat. Il précise que ces conditions ne seront pas remplies avant plusieurs mois.

Les Européens sont dans le viseur du FMI, mais les Grecs ne sont pas épargnés. Si un train de réformes complet n'est pas adopté, l'institution financière ne s'engagera pas dans ce troisième plan d'aide, évalué entre 82 et 86 milliards d'euros, martèle-t-on à Washington.

Pourtant, la semaine dernière, la Vouli, le Parlement grec a voté une série de réformes imposées par les créanciers du pays : hausse de la TVA, réforme de la justice civile, réforme des retraites, privatisations. Pas de quoi satisfaire pour l'instant le FMI.

Mercredi, lors d'une conférence de presse, Christine Lagarde, la directrice du fonds monétaire international (FMI) a une nouvelle fois déclaré qu'"une dose de restructuration de la dette est inévitable", ajoutant que "pour que la Grèce réussisse et qu'un quelconque programme aboutisse, une restructuration de la dette doit avoir lieu".

L'allègement de la dette n'est pourtant pas à l'ordre du jour. Si la France soutient cette idée, Berlin de son côté y est farouchement opposé.

A Athènes, les jours sont comptés

Pourtant en Grèce le temps presse. Certes, le 17 juillet, le pays a obtenu un prêt relais de 7,16 milliards d'euros par le Mécanisme européen de stabilité financière (MESF). Ce montant a permis à Athènes de rembourser ses dettes au FMI et à la BCE pour un total de 6,65 milliards d'euros.

Autant dire qu'il ne reste plus grand chose de cette aide d'urgence, uniquement destinée à rembourser les créanciers. Et Athènes sait que de nouvelles échéances de remboursement se rapprochent à grands pas. Le pays doit rembourser 3,2 milliards d'euros à la l'institution financière de Francfort le 20 août.

Malgré cette déclaration qui ressemble une nouvelle fois à un ultimatum, le FMI a assuré que sa participation aux négociations en cours à Athènes était maintenue. latribune.fr 30.07

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries août 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 2 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 20h32.

On a ajouté une douzaine d'articles dans la rubrique politique et le dossier Grèce.

La causerie du matin.

On ajoutera plus tard quelques articles, notamment sur la Grèce en relation avec ce qui suit.

Les mésaventures de l'ex-ministre des Finances grec, Yanis Varoufakis, font l'objet d'un certain nombre d'articles, qui comme d'habitude passent à côté de l'essentiel, à savoir qu'il est victime du refus du gouvernement de s'attaquer aux institutions en place qui maintenant menacent de le traduire en justice pour haute trahison. Cela n'arriverait pas si au lieu de se fondre dedans comme l'avait fait le Pasok avant Syriza, ce dernier les avait abolies.

Au passage sans le vouloir Syriza valide le marxisme auquel sont étrangers ses dirigeants, y compris Yanis Varoufakis, qui prône comme une nécessité la destruction de fond en comble de l'Etat bourgeois ou des capitalistes au profit d'un Etat ouvrier ou une République sociale ou socialiste, en observant ce qui se passe en Grèce on comprend immédiatement pourquoi cette décision s'impose pour avancer sur la voie de la rupture avec le capitalisme ou du socialisme.

Encore un aspect de la situation ou un enseignement de la lutte des classes à coté duquel sont passés tous les partis, qui rechignent ou refusent l'idée de devoir affronter directement la classe dominante, alors que c'est indispensable pour changer la société, de nos jours on devrait peut-être dire changer de société, tant celle dans laquelle nous vivons est nauséabonde et incarne le contraire de nos aspirations (une grenouille passe sous la table...)

Certains ont mis l'accent sur l'euro, plus timidement sur l'UE, moins encore sur la nationalisation de la banque centrale grecque et de toutes les banques, aucun sur l'Etat grec ou les institutions devant lesquelles ils se prosternent tous au lieu d'envisager de les renverser. Ils ne sont pas socialistes voilà tout. Ils sont quoi alors ? L'inverse ou le contraire.

Vidéos.

Maastricht mensonges et propagande

https://www.youtube.com/watch?v=DZaiDLbVjxo

Puissante et incontrôlée - La Troïka
https://www.youtube.com/watch?v=wXurytR1IAk

L'enquête « Puissante et incontrôlée : la troïka » du journaliste allemand Harald Shuman dissèque l'organisme le plus puissant en Europe, bien que constitué de hauts fonctionnaires non élus : la Troïka. Celle-ci a imposé des mesures d'austérité partout en Europe, jusqu'à provoquer de véritables catastrophes socio-économiques et sanitaires, comme en Grèce. Fruit d'un an d'investigation, le reportage dresse un bilan de ces politiques sur les peuples et mène une enquête sur les prises de décisions arbitraires et le fonctionnement anti-démocratique de la Troïka.

Bravo, objectif atteint ! Ils s'y seront tous mis de l'extrême droite à l'extrême gauche.

- L'immigration, principale préoccupation des Européens, selon un sondage de l'UE - 20minutes.fr

Quand tu vis dans un pays, celui où tu es né, si les conditions que tu rencontres ne te conviennent pas, tu as le choix entre les subir et t'en accommoder et résister, te rebeller contre ceux qui en sont responsables, l'Etat et les capitalistes, pour les améliorer ou les changer, tout en assumant tes responsabilités.

Tu as donc le choix entre deux comportements, l'un qui consistera à essayer de t'en sortir par tes propres moyens en recourant à des solutions individuelles, l'autre qui consistera à tenter de t'en sortir sur un terrain de classe. Dans le premier cas tu tourneras le dos au mouvement ouvrier, dans le second tu le rejoindras.

Le mouvement ouvrier a pour mission de défendre les droits collectifs des travailleurs comme classe sociale et non comme individus atomisés dans la société. Il agit dans le cadre de la lutte des classes sur la base de la reconnaissance de l'antagonisme qui existe entre les classes, et en organisant les travailleurs il contrarie la concurrence à laquelle ils sont livrés et qui entrave ou constitue un handicap à leur combat. Il n'a pas à chercher ou à proposer des solutions individuelles aux difficultés que rencontrent chaque travailleur qui découlent de la condition que lui a réservée le régime.

Le mouvement ouvrier part du constat que ce sont les conditions sociales collectives imposées par la classe des capitalistes à la classe ouvrière, qui détermine la condition individuelle de chacun de ses membres, d'où sont engagement sur le plan collectif et non individuel qui dénote une absence totale de conscience de classe.

Le mouvement ouvrier n'a pas vocation à prendre en charge la situation individuelle de chaque travailleur qui ne concerne qu'eux-mêmes.

Le mouvement ouvrier incarne la prise de conscience des travailleurs au stade élémentaire et parfois à un niveau supérieur de l'antagonisme qui existe entre les classes, dont l'issue repose sur le rassemblement ou l'unité de la classe des exploités contre celle des exploiteurs, son existence constitue donc un progrès politique. Et pour s'affirmer, déboucher sur des réalisations pratiques ou atteindre ses objectifs, il doit convaincre de le rejoindre le plus grand nombre possible de travailleurs qui rompront avec leur isolement ou cesseront de chercher des réponses individuelles à des questions qui sont en réalité d'ordre collectif. Quand malgré tout des travailleurs s'enferment dans un shéma suicidaire qui consiste à tenter de d'en sortir par eux-mêmes sur le plan individuel, le mouvement ouvrier ne pourra rien pour eux sur ce plan-là. Cela vaut pour les travailleurs d'un pays comme pour ceux qui choisissent le chemin de l'immigration que le mouvement ouvrier n'encouragera en aucun cas.

Par contre il interviendra lorsque ces immigrés se retrouveront confronter à la répression de la part de l'Etat du pays où ils ont atterri, le considérant responsable du sort indigne qui leur est souvent réservé, car étant engagé dans le pillage des richesses de leur pays natal et soutenant son régime, deux facteurs qui combinés sont à l'origine de leur immigration sans qu'on ait à en rechercher les motivations individuelles qui passent dans ce cas-là au second plan.

Maintenant, dans un pays confronté à un chômage de masse et où sévit une grave crise du logement ou sociale en générale, il sera complètement irresponsable de favoriser l'immigration légale ou illégale, qui conduira à une situation périlleuse ou dramatique pour ces immigrés, inextricable en général, sans parler des tensions qu'elles créeront au sein de la classe ouvrière en alimentant ses préjugés racistes ou xénophobes qui feront l'objet d'une récupération par l'extrême droite.

Constatant que l'immigration illégale a été favorisée par la politique des puissances occidentales ou les mesures prises par la classe dominante qui en tire profit sur les plan économique et politique, la réponse à cette question doit prendre en compte l'ensemble des facteurs ou acteurs en présence sur le plan politique, et non répondre à des motivations d'ordre individuel, émotif ou sentimental, ce qui contribuerait davantage à la décomposition du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière compte tenu qu'une telle réponse conduirait à un affrontement entre les différentes couches d'exploiter ou alimenterait le communautarisme contre lequel la majorité de la population se dresserait aboutissant à une atmosphère insupportable de pogrom. Cette question doit donc être traitée à différents niveaux

Dans ces conditions, s'agissant en général du sort des immigrés illégaux, le mouvement ouvrier n'a pas à statuer sur une question qui est du ressort strictement individuel de chaque immigré. Il ne peut pas ou il ne doit pas se substituer à l'Etat défaillant en règle général avec ses propres citoyens ou s'engager à satisfaire leurs besoins alors que ce n'est pas de son ressort et qu'il n'en a pas les moyens. Il n'y a aucune raison de privilégier les besoins d'un immigré par rapport à ceux d'un travailleur indigène qui ne le comprendrait pas ou qui estimerait être victime d'une injustice.

En temps qu'immigré depuis près de 20 ans en Inde, lorsqu'en vertu de mon statut d'étranger on m'accorde un privilège par rapport à un Indien je le refuse. C'est une question de principe et de respect. Quand on m'a expliqué il y a quelques années qu'il n'y aurait plus de postes de prof de français à l'Alliance française pour des Français, car il y avait suffisamment d'Indiens formés pour occuper ces postes, j'ai répondu que c'était très bien ainsi sans exprimer la moindre amertume ou le moindre ressentiment. J'étais le dernier Français en poste et ils m'ont viré peu de temps après.

Contrairement à bien des militants et particulièrement les tiers-mondistes ou gauchistes qui traitent cette question sur le plan individuel et émotif, emboîtant ainsi le pas aux représentants de la classe dominante qui préfèrent de loin ce plan-là à celui de la lutte de classes, j'ai toujours refusé de faire passer en premier mes intérêts individuels, et encore moins de les faire prendre en charge par quiconque, j'en assume les conséquences, je ne vois donc pas pourquoi j'agirais autrement envers des gens qui ont privilégié leurs intérêts individuels à leurs risques et périls qu'ils connaissaient parfaitement.

Et s'ils sont expulsés dans leur pays d'origine, ils n'en mourront pas pour autant, ils se retrouveront seulement confrontés à nouveau aux mêmes difficultés que les membres de leur classe subissent quotidiennement, dont certains résistent, s'organisent, combattent, tandis que d'autres s'en remettent à des solutions individuelles sans pour autant être épargnés par la politique du gouvernement de leur pays.

On nous dira que c'est affreux, il y a bien pire en réalité, qu'on nous épargne ce discours pitoyable et populisme, qui ne sert qu'à couvrir la soumission à l'ordre établi de leurs auteurs, leur refus hypocrite de l'affronter ou leur incurie politique qui consiste à réduire la situation à un de ses aspects uniquement.

Je vis dans un pays où il est extrêmement difficile de se faire une place dans la société, et pourtant l'immense majorité des Indiens y parviennent, et bien les immigrés qui seront explusés n'auront qu'à faire de même que le restant de leur classe, ils trouveront bien les moyens de survivre, après tout ils y étaient bien parvenus avant d'immigrer, non ?

Le mouvement ouvrier n'est pas une auberge espagnole, un club de rencontre, une paroisse ou encore moins une ONG, il semble qu'ils y en aient beaucoup qui les confondent, et quand ils ne se situent par sur le terrain de la morale qui a les faveurs de la classe dominante, c'est très maladroitement qu'ils tentent en vain de se situer sur le terrain politique après avoir soutenu les guerres de rapine menées par les gouvernements successifs contre la Libye par exemple ou avoir soutenu la candidature de Hollande, qui a poursuivi la même politique impérialiste à l'origine d'un afflux massif et continu d'immigrés vers la France et l'Europe, au final leur opportunisme se double d'une inconsistance des plus cynique que nous condamnons. Ils instrumentalisent cette question pour se faire passer pour des gens de gauche ou d'extrême gauche afin de faire oublier leur incurie politique, leurs trahisons. Il y a quelque chose d'indécent dans leur attitude qui nous dégoûte profondément. Qu'ensuite ils pensent le plus mal de nous ou nous calomnient en déformant ou tronquant nos propos nous laissera totalement indifférent.

Le propre du petit bourgeois, c'est d'estimer qu'à partir du moment où il a formulé un besoin, il doit être satisfait sans tenir compte du contexte économique, social ou politique, il s'en fout, cela ne l'intéresse pas ou alors il le détournera à son profit sans tenir compte des conséquences éventuelles qui en découleront, il s'en tape complètement, surtout il évitera toutes les questions que nous nous posons ici, il les balaiera du bras en se contentant d'éructer qu'elles sont secondaires, inappropriées ou hors sujet, c'est un adepte forcené du 49.3, tels maîtres, tels disciples !

Au fait, l'antiracisme, le PS y avait pensé avant vous pour se faire passer de gauche. Vous croyez que cela les aurait fait réfléchir, pensez-vous, à croire qu'ils en sont devenus incapables, en tous cas ils s'efforcent de le démontrer.

En guise d'épilogue.

Le problème ce n'est pas l'homophobie, le racisme ou la xénophobie, ce sont l'idéologie et les rapports sociaux qui sont à l'origine des préjugés des masses. Cela le devient quand on est incapable ou lorsqu'on refuse de combattre l'idéologie de la classe dominante et les rapports sociaux existant, on en vient à s'en prendre aux masses au lieu de s'en prendre à la classe dominante et son Etat. Cette confusion qui conduit à se tromper d'ennemi et qu'entretiennent les représentants de la classe dominante réjouit cette dernière qui en tire profit sur le plan politique.

Ne cherchez pas ce genre d'explications dans la littérature des partis ouvriers, un militant m'a écrit que ce n'était pas de leur ressort, franchement on se demande alors à quoi ils peuvent bien servir.

En complément. Ils sont cossus, repus et amers : A la mer!

- Paris : haro sur les barbecues du dimanche à la Muette - LeParisien.fr

Les pique-niques familiaux, d'accord, les « regroupements de plus en plus nombreux », avec sono géante et rôtisseries, ça non. Le coup de colère du maire du XVIe, Claude Goasguen (LR) suffira-t-il à apaiser les dimanches de l'été sur la pelouse de la Muette ? L'élu vient de saisir le préfet de police, et compte sur son intervention rapide contre des nuisances qui rendent amers les habitants du cossu boulevard Suchet. LeParisien.fr 01.08

ACTUALITE EN TITRES

Concours de réacs.

- Après Hollande, Manuel Valls tente de rassurer les entrepreneurs - Reuters

- Reconnaissance des langues régionales: Taubira présente un projet de révision constitutionnelle - AFP

- Ile-de-France: Wallerand de Saint-Just (FN) veut baisser le budget de la culture de 35 millions d'euros - AFP

Heureusement encore qu'il y a des ratés.

- OMC: nouvelle échéance manquée pour avancer dans le Cycle de Doha AFP

- La chute du pétrole sabre les profits des pétroliers américains - Reuters

Sur fond de lutte de classes.

- Tunisie: l'état d'urgence prolongé au nom de la "guerre contre le terrorisme" - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Projet de Partenariat transpacifique.

- Pas d'accord sur le projet de Partenariat transpacifique - Reuters

Un nouveau cycle de discussions sur le projet d'accord de libre-échange transpacifique a échoué vendredi en raison notamment d'un blocage entre le Japon et l'Amérique du Nord sur le secteur de l'automobile et de l'insistance de la Nouvelle-Zélande sur le commerce des produits laitiers.

La protection des brevets dans le domaine pharmaceutique est aussi à l'origine de difficultés entre les pays impliqués.

Le Partenariat transpacifique (TPP) que négocient douze nations irait du Japon jusqu'au Chili et représenterait 40% de l'économie mondiale.

En dépit de l'échec des discussions qui se sont tenues pendant quatre jours sur l'île de Maui, à Hawaï, les ministres du Commerce des pays concernés se sont dits confiants sur la possibilité de parvenir à un accord.

"Nous avons au cours de cette réunion déblayé le terrain bien plus que lors de tout autre de nos précédentes réunions ministérielles", a déclaré le ministre néo-zélandais Tim Groser. "Il apparaît clairement qu'il existe un ou deux sujets vraiment difficiles, et l'un d'eux porte sur les produits laitiers", a-t-il ajouté.

La Nouvelle-Zélande refuse d'entériner un accord qui n'ouvrirait pas significativement les marchés des produits laitiers.

Selon le ministre australien du Commerce, Andrew Robb, 98% de l'accord est réglé mais le problème tient aux quatre grandes économies du futur bloc commercial : Etats-Unis, Canada, Japon et Mexique.

Le TPP, s'il est conclu, sera le plus important traité de libre-échange depuis une génération, d'une portée comparable à l'Alena qui lie les Etats-Unis, le Canada et le Mexique depuis vingt ans.

Vu de Washington, il doit être l'incarnation économique de la stratégie du "pivot", ou rééquilibrage géopolitique vers l'Asie-Pacifique, et une occasion de contrebalancer l'influence qu'exerce la Chine sur cette région du globe.

Les discussions d'Hawaï, auxquelles 650 négociateurs ont pris part, étaient présentées comme la dernière chance de conclure un accord à temps pour qu'il soit adopté cette année par le Congrès des Etats-Unis.

A partir de janvier prochain, alors que débuteront les primaires en vue de l'élection présidentielle de novembre 2016, la pré-campagne électorale risque de compliquer la donne.

Mais le ministre japonais de l'Economie, Akira Amari, a estimé qu'une seule réunion supplémentaire pourrait permettre de débloquer la situation. Il a ajouté qu'elle pourrait se tenir d'ici la fin du mois. Reuters 01.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Turquie

1.1- La Haye examine les crimes de guerre d'Erdogan - french.irib.ir La Haye amorce l'examen du dossier des crimes de guerre du gouvernement Erdogan en Syrie.

Les magistrats de la Cour pénale internationale, CPI, ont commencé à examiner un dossier qui accuse Recep Tayyip Erdogan, président turc, Ahmet Davutoglu, Premier ministre, Efkan Ala, ancien ministre de l'Intérieur, et Hakan Fidan, ancien directeur des services spéciaux turcs, d'avoir commis des crimes de guerre en Syrie.

Cette plainte a été soumise à La Haye par le Parti démocratique du peuple (HDP). Recep Tayyip Erdogan est accusé d'avoir alimenté les terroristes en fonds et en armements, de les avoir incités indirectement à la guerre contre la Syrie, et d'avoir été impliqué dans le commerce illicite du pétrole syrien, vendu par les groupes terroristes. Erdogan est également accusé d'avoir fermé les yeux sur la circulation des terroristes via les frontières de la Turquie. french.irib.ir 31.07

1.2- Turquie: la rébellion kurde pilonnée par l'aviation et indésirable en Irak - AFP

La Turquie a affirmé samedi avoir infligé un coup sévère à la guérilla kurde du PKK en pilonnant pendant une semaine ses bases du nord de l'Irak et va poursuivre les raids, poussant les autorités du Kurdistan irakien à demander aux rebelles de partir pour épargner les civils.

Depuis les premières frappes des F-16 turcs le 24 juillet, 260 combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués et près de 400 blessés, a indiqué l'agence gouvernementale de presse Anatolie.

Selon Anatolie, le frère du leader du parti prokurde de Turquie Selahattin Demirtas, devenu la cible politique numéro un du président Recep Tayyip Erdogan, a été blessé dans ces attaques.

L'enrôlement de Nurettin Demirtas dans les rangs de la guérilla est régulièrement dénoncé par le pouvoir comme étant un signe supplémentaire de la "collusion" entre le PKK et le parti prokurde HDP. Le pouvoir turc poursuit de son côté une offensive judiciaire contre les leaders kurdes, M. Demirtas étant notamment visé par une enquête pour "troubles à l'ordre public" et "incitation à la violence". Il a estimé samedi que son parti était désormais menacé d'interdiction.

M. Demirtas a accusé le président Erdogan de "déstabiliser" la Turquie dans le seul but d'organiser des législatives anticipées destinées à effacer le scrutin du 7 juin, qui avait privé le parti AKP au pouvoir de la majorité absolue en raison notamment du bon score du HDP. AFP 01.08

2- Irak

- Irak : 1.332 morts, dans des attentats terroristes, en juillet (ONU) - french.irib.ir

Le bureau de représentation de l'ONU, à Bagdad, a annoncé, samedi, qu'au mois de juillet, 1.332 Irakiens ont été tués, dans des violences et des attentats terroristes, dans tout le pays. Selon l'Associated Press, au moins, 844 civils, figurent, sur la liste des morts, tandis que le nombre des forces de sécurité, de soldats et des membres des forces populaires, tués dans les violences ou les attentats terroristes s'élève à 488. Selon un premier bilan de l'ONU, le nombre des victimes était de 2.108, en juillet.

Le plus grand nombre de victimes appartient à Bagdad, la capitale, où 335 personnes ont été tuées, dans les violences et les attentats. Au mois de juin, 1.466 personnes ont été tuées, en Irak, dans les violences et les attentats terroristes, selon la représentation des Nations unies, à Bagdad. french.irib.ir 01.08

3- Syrie

- Syrie: Riyad s'insurge contre Washington - french.irib.ir

Les miliciens du Front Al-Nosra, branche d'Al-Qaïda, en Syrie, ont lancé, vendredi, à l'aube, une attaque contre le siège du nouveau groupuscule syrien de miliciens, formés par les Etats-Unis, dans le Nord du pays, suivie de heurts, qui ont fait 11 morts.

Cette attaque intervient, au lendemain du rapt de huit d'entre eux, dont leur chef Nadil al-Hassan, revendiqué par le Front Al-Nosra, mais démenti par le ministère américain de la Défense. "Al-Nosra a attaqué, à l'aube, le siège de la Division 30, aux environs de la ville d'Aazaz, dans le Nord de la province septentrionale d'Alep", a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, (OSDH). Cinq miliciens d'Al-Nosra et de formations alliées, ainsi que six autres aidant les membres de la Division 30 à défendre le siège, ont été tués, dans les affrontements ayant suivi l'attaque, a précisé cette ONG. Selon l'OSDH, les combats se poursuivaient, sans que les assaillants n'aient pu, jusqu'à présent, s'emparer du QG. "Al-Nosra veut prendre les armes données, par Washington, aux rebelles". Selon l'AFP, au moins, 54 membres de la Division 30, sont entrés, en Syrie, à la mi-juillet, équipés de 30 véhicules tout-terrain, d'armes et de munitions, de fabrication américaine. Huit d'entre eux, dont un commandant, ont été enlevés par Al-Nosra, dans un village de la province d'Alep, selon l'OSDH.

Sur sa page Facebook, la Division a dénoncé l'enlèvement du colonel Nadim Hassan et de ses compagnons, et demandé "aux frères du Front Al-Nosra de les libérer, immédiatement". Le ministère américain de la Défense a démenti le rapt. "Je peux vous confirmer qu'aucun membre de la Nouvelle Force Syrienne n'a été enlevé". Par "Nouvelle Force Syrienne" (New Syrian Force, en anglais), les autorités américaines désignent les miliciens qu'ils ont entrepris de former, pour lutter contre la milice wahhabite takfiriste Daech, (Etat islamique -EI). Le groupe devrait atteindre le nombre de 5.400, pour la première année du programme, financé à hauteur de 500 millions de dollars. french.irib.ir 31.07

4- Palestine occupée

- Cisjordanie : les braises du conflit attisées par les colons - Libération.fr

- Un bébé palestinien brûlé vif dans une attaque d'extrémistes israéliens - AFP

- Un jeune Palestinien tué par des tirs de l'armée israélienne - Reuters

En colère, des milliers de personnes ont participé ce vendredi aux funérailles du petit garçon palestinien d'un an et demi brûlé vif dans l'incendie de sa maison à Douma, en Cisjordanie. L'incendie a bien été allumé par des colons israéliens, ont confirmé la police et le gouvernement de l'Etat hébreu.

"C'est un crime de guerre et un crime contre l'humanité, a déclaré le président palestinien Mahmoud Abbas. Nous ne nous tairons pas tant que la colonisation continuera. Tant que l'occupation se poursuivra, il y aura de tel crimes. Nous préparons un dossier sur ce crime et d'autre crimes que nous voulons porter devant la Cour pénale internationale et personne ne nous en empêchera." euronews.com 31.07

- Echauffourées après une journée meurtrière dans les Territoires palestiniens - AFP

Vendredi, traditionnelle journée de mobilisation chez les Palestiniens, des manifestations ont rendu hommage au bébé devenu symbole de la violence des colons, responsables de 11.000 attaques ces 10 dernières années selon l'Autorité palestinienne.

Ces défilés ont ensuite dégénéré en affrontements avec les forces israéliennes.

Un autre adolescent a été tué par l'armée israélienne, cette fois à Gaza, l'armée expliquant qu'il s'était approché trop près du mur séparant Israël de l'enclave palestinienne. AFP 01.08

Arabie saoudite

5.1- L'Arabie saoudite menace d'occuper le Koweït - french.irib.ir

Le ministre saoudien de la Défense, le Prince Mohammed Ben Salman, a menacé d'occuper le Koweït, disant que, non seulement, le puits de pétrole de «Khafji», mais encore, le Koweït, tout entier, faisait partie du territoire saoudien. Selon le site d'information Panorama Ash-Sharq al-Awsat, des sources, dans les pays arabes du golfe Persique, ont tenu à faire allusion à la réaction vive de Mohammed Ben Salman aux allégations du Koweït, selon lesquelles il rattraperait les dégâts, dus à l'arrêt de l'exploitation du gisement pétrolier de Khafji, par l'Arabie saoudite, avant d'ajouter : «Mohammed Ben Salman a dit lors d'une réunion : "Nous avons sauvé le Koweït du joug de Saddam, et, maintenant, qui est-ce qui osera le libérer de nos mains ? Le Koweït n'a aucune raison de se considérer supérieur à nous. C'est un pays, dont la superficie est un quart de la celle de Riyad».

Par ailleurs, le journal koweïtien «Al-Ray» a écrit : «La divergence pétrolière entre le Koweït et l'Arabie saoudite est entrée dans une nouvelle phase». La réponse catégorique du ministre koweïtien du Pétrole à la lettre de son homologue saoudien, dans laquelle il a attribué à Riyad la responsabilité de tout dégât matériel, dû à la fermeture du gisement pétrolier de Khafji, est à l'origine de la recrudescence des dissensions entre ces deux pays arabes. french.irib.ir 01.08

5.2- Arabie: le QG de la garde frontalière de Najran attaqué - french.irib.ir

L'armée et les forces populaires yéménites ont attaqué par missile le centre de commandement de la garde frontalière de Najran en Arabie.

Les comités populaires yéménites ont tiré11 missiles sur le centre militaire Al-Qaem et 6 autres sur le centre militaire de Jallah à Jazan, a-t-on appris de Farsnews, citant l'agence officielle yéménite Saba.

Selon cette information les roquettes Katioucha tirés par l'armée et les forces populaire sur Al-Khouba à Jazan ont causé la coupure d'électricité dans cette localité.

Dans ce droit fil, le centre de commandement de la garde frontalière saoudienne et la base militaire Aaleb à Zahran Assir ainsi qu'une cimenterie dans la localité de Hajar ont été la cible des attaques aux missiles et à l'artillerie de l'armée et des forces populaires yéménites. french.irib.ir 31.07

6- Yémen

- Yémen : Al-Qaïda attaque l'armée yéménite - french.irib.ir

Au Yémen, des dizaines de militaires de l'armée ont perdu la vie dans un assaut des groupes terroristes contre l'Est.

Vendredi, les éléments d'Al-Qaïda ont fait exploser une bombe au passage des militaires de l'armée yéménite dans la province de Hadramaout. Six personnes ont été tuées et 36 autres blessées.

Dans le même temps, les avions de combat de l'Arabie saoudite ont bombardé, à plusieurs reprises, les localités d'Al-Achraf et de Sarouh, situées dans la province de Maareb et la localité de Radeh, dans la province de Saada. En représailles à ces frappes aériennes, l'armée régulière et les comités populaires yéménites ont pris pour cible de leurs roquettes la base militaire d'Al-Khoubeh, située dans une zone frontalière d'Arabie saoudite. Aucune nouvelle sur le bilan des éventuelles pertes de cette attaque ne nous est encore parvenu.

Par ailleurs, des membres des tribus de la province de Damar sont descendus dans la rue, afin de condamner les crimes des Ale Saoud contre les civils yéménites. Ils ont également annoncé leur disponibilité à faire face aux agresseurs saoudiens. Les manifestants ont exprimé leur soutien aux décisions d'Abdelmalek Badreddine, un responsable du mouvement d'Ansarallah face aux agressions étrangères. french.irib.ir 31.07

ECONOMIE

1- Ukraine

- Le FMI verse un nouveau prêt à l'Ukraine malgré les doutes sur la dette - AFP

Le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé vendredi le versement à l'Ukraine d'un nouveau prêt massif en dépit des incertitudes sur la "soutenabilité" de la dette du pays et du conflit persistant dans l'Est séparatiste.

Le conseil d'administration du Fonds, qui représente ses 188 Etats-membres, a donné son feu vert au déblocage immédiat de 1,7 milliard de dollars dans le cadre d'un plan d'aide accordé en mars à Kiev et qui avait fait grincer des dents au sein de l'institution.

Au total, le Fonds s'était engagé à prêter à Kiev 17,5 milliards de dollars sur quatre ans en contrepartie de mesures drastiques visant à redresser les finances ukrainiennes, plombées par la récession et la perte d'une partie du territoire au profit des séparatistes pro-russes.

Le nouveau versement, après le déblocage en mars d'un premier prêt de 5 milliards de dollars, vise à "remettre l'économie sur le chemin du rétablissement", a assuré le FMI.

"La nouvelle tranche (d'aide, ndlr) va promouvoir la croissance de l'économie et rassurer les marchés financiers dans le pays et sur le globe", s'est félicité le ministère ukrainien des Finances dans un communiqué.

Mais la tâche s'annonce herculéenne. "D'importantes réformes structurelles et institutionnelles restent nécessaires pour corriger les déséquilibres économiques" en Ukraine, a commenté le numéro 2 du FMI David Lipton.

Privé de ses poumons industriels dans l'est, le pays est en plein marasme: son produit intérieur brut devrait plonger à nouveau cette année (-9,5% selon le gouvernement ukrainien) et sa dette s'envoler à près de 135% de son PIB, selon des économistes.

Or le FMI l'a répété pour justifier sa réticence à continuer de renflouer la Grèce: il ne peut prêter à un pays que s'il juge sa dette "soutenable avec une très forte probabilité".

Pour résoudre ce casse-tête et satisfaire les Etats-Unis --son principal actionnaire--, le FMI a sommé l'Ukraine d'engager une discussion avec ses créanciers privés afin d'obtenir une réduction de sa dette d'environ 15 milliards de dollars.

Mais les difficiles tractations se sont pour l'heure révélées infructueuses et font peser la menace d'un défaut de paiement ukrainien, qui risquerait de faire fuir encore davantage les investisseurs.

Tout en saluant le prêt du FMI, les Etats-Unis ont d'ailleurs vendredi "exhorté les créanciers (...) à parvenir à un compromis en temps utile avec les autorités ukrainiennes", a déclaré le secrétaire américain au Trésor Jacob Lew.

Menés par le fonds d'investissement américain Franklin Templeton, ces créanciers trainent toutefois des pieds et ne sont pour l'heure prêts qu'à accepter une décote de 10% quand Kiev en attend 40%.

"C'est un dialogue difficile", avait reconnu mercredi la patronne du FMI Christine Lagarde tout en affirmant que son institution serait prête à continuer à aider le pays même en cas de défaut.

Aux termes de ses règles internes, le FMI peut ainsi continuer à assister financièrement un pays qui a fait défaut vis-à-vis de créanciers privés, à condition notamment qu'il applique les réformes exigées de lui.

C'est ce dernier point qui, selon le Fonds, justifie l'apparente mansuétude dont l'Ukraine bénéficierait par rapport à la Grèce.

Récusant tout "deux poids deux mesures", le FMI a ainsi relevé qu'il s'agissait de pays et "de circonstances très différentes" et insisté sur les "engagements" de Kiev, pointant en creux le manque de coopération des autorités d'Athènes.

Depuis l'éviction de l'ancien président Viktor Ianoukovitch au début 2014, le FMI peut, à Kiev, s'appuyer sur un gouvernement pro-occidental (néonazi - LVOG) bien plus enclin à appliquer de douloureuses réformes, dont une hausse des prix du gaz.

L'institution peut notamment compter sur la ministre ukrainienne des Finances, Natalie Jaresko, une ancienne membre du département d'Etat américain qui a reçu la nationalité ukrainienne la veille de sa prise de fonctions à Kiev.

"L'Ukraine est un cas incroyablement encourageant", avait également estimé Mme Lagarde, relevant la détermination des autorités à "changer le visage" du pays en dépit d'une situation sécuritaire très compliquée. AFP 31.07

No comment, c'est suffisamment clair!

2- Israël

- Le régime sioniste et ses revenus astronomiques du trafic d'armes - french.irib.ir

Les actes inhumains d'Israël ne se résument pas en ses crimes de guerre car ce régime n'hésite pas à fouler aux pieds les règles internationales sur l'interdiction de la vente d'armements aux régimes et aux miliciens répressifs et criminels. Selon les chiffres, Israël se trouve en tête de la liste des régimes qui envoient des armements aux zones en conflit et aux pays en proie à une guerre civile.

Le régime sioniste vend généralement ses armes aux organisations criminelles qui les emploient pour la répression des civils. Israël compte parmi les plus grands initiateurs de crimes de guerre et de crimes contre humanité. Le régime sioniste envoie des armements en République d'Azerbaïdjan, au Sud-Soudan et au Rwanda et donne des formations militaires aux militaires de la Garde présidentielle au Cameron, au Togo et en Guinée Equatoriale, ayant des régimes apartheid et non-démocratiques à leur tête. Israël donne aussi des leçons de massacre, de répression et de pillage aux régimes dictatoriaux. Certaines grandes compagnies israéliennes dont Rafael s'occupent des activités toutes particulières dans ce domaine. Plus de 100 compagnies et 300 instituts du régime sioniste sont impliqués dans aide et assistance aux régimes despotiques qui veulent étouffer la voix de protestation de leur peuple. Ce soutien porte de grands intérêts à ces compagnies qui sont travaillent toutes sous la supervision du ministère de la Sécurité d'Israël.

Le régime sioniste, qui s'abstenait durant de longues années, de révéler des informations sur l'exportation de ses produits militaires, a été récemment contraint, par un magistrat, de s'exprimer sur les réalités. Il n'est donc plus caché à personne que le ministère de la Sécurité du régime sioniste reconnaît 360 sources, 150 compagnies et cinq pays impliqués dans l'exportation d'armes.
Les industries militaires du régime sioniste exploitent les évolutions en cours en Palestine, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza afin d'accroître son trafic d'armes destinées aux régimes despotiques et aux groupes criminels et séparatistes. A présent, 130 pays, dont le nom n'a jamais été annoncé, sont les destinations d'armements israéliens. Selon les chiffres, les exportations en armements du régime sioniste a dépassé les trois milliards de dollars en 2008 pour atteindre les huit milliards de dollars en 2015. french.irib.ir 01.08

Haut de page

Le 3 août 2015

CAUSERIE

L'antidote à parkinson et alzheimer, à la lobotomie, à la sclérose qui menace tout militant (parfois très jeunes, hélas!), c'est ici ! Et dire qu'il y en a qui nous le reproche ! Vous aurez compris pourquoi ! C'est abominable, on est incurable, on l'assume.

Allez les neurones, au boulot, non pas de vacances !

Défense du marxisme. Extraits de lectures commentés.

Socialisme de juristes. - F. Engels et K. Kautsky - Novembre-Décembre 1886

Extrait.

"*La lutte de cette classe ascendante (la bourgeoisie - ndlr) contre les seigneurs féodaux et la monarchie absolue qui les protégeait alors, devait nécessairement, comme toute lutte de classes, être une lutte politique, une lutte pour la possession de l'Etat, et c'était nécessairement une lutte pour la satisfaction de revendications juridiques : ce fait contribua à consolider la conception juridique du monde.*

Mais la bourgeoisie engendra son double négatif, le prolétariat, et avec lui une nouvelle lutte de classes, qui éclaté avant même que la bourgeoisie eût entièrement conquis le pouvoir politique. De même que, naguère, la bourgeoisie dans sa lutte contre la noblesse avait, par tradition, traîné la conception théologie du monde pendant un certain temps encore, de même au début le prolétariat a repris de son adversaire les conceptions juridiques et a cherché à y puiser des armes contre la bourgeoisie. Les premières formations politiques prolétariennes comme leurs théoriciens, demeurent absolument sur le « terrain juridique » à la seule différence que leur terrain juridique n'était pas le même que celui de la bourgeoisie. D'une part la revendication de l'égalité était étendue : l'égalité juridique devait être complétée par l'égalité sociale ; d'autre part, des propositions d'Adam Smith — selon qui, le travail est la source de toute richesse, mais le produit du travail est la source de toute richesse, mais le produit du travail doit être partagé par le travailleur avec le propriétaire foncier et le capitaliste —, on tirait la conclusion que ce partage était injuste et devait être soit aboli, soit au moins modifié au profit des travailleurs. Mais le sentiment qu'en laissant cette question sur le seul terrain « du droit » on ne pourrait nullement éliminer les méfaits engendrés par le mode de production du

capitalisme bourgeois et surtout par la grande industrie moderne, conduisit déjà les plus importants esprits, chez les premiers socialistes — Saint-Simon, Fourier et Owen — à délaisser complètement le terrain juridico-politique et à déclarer que toute lutte politique était stérile.

Ni l'une, ni l'autre de ces conceptions ne suffisait à exprimer de façon satisfaisante ni à résumer totalement les aspirations de la classe ouvrière à l'émancipation qu'avaient engendrées la situation économique. La revendication de l'égalité, tout comme la revendication du produit total du travail, se perdaient dans d'inextricables contradictions dès qu'on cherchait à les formuler en détail sur le terrain juridique et ne touchaient pas ou peu au nœud du problème, la transformation du mode de production. Refusant la lutte politique, les grands utopistes refusaient du même coup la lutte de classes et par là refusaient du même coup la lutte de classes et par là refusaient le seul mode d'action possible pour la classe dont ils défendaient les intérêts. Ces deux conceptions faisaient abstraction de l'arrière-plan historique à qui elles étaient redevables de leur existence ; elles faisaient appel toutes les deux au sentiment ; l'une faisait appel au sentiment du droit, l'autre au sentiment d'humanité. Elles donnaient toutes les deux à leurs exigences la forme de vœux pieux dont il était impossible de dire pourquoi ils se seraient réalisés juste à ce moment et non mille ans plus tôt ou plus tard.

Pour la classe ouvrière dépouillée, par la transformation du mode de production féodal en mode de production capitaliste, de toute propriété sur les moyens de production, et constamment reproduite par le mécanisme du système de production capitaliste dans cet état héréditaire de prolétarisation, l'illusion juridique de la bourgeoisie ne peut suffire à exprimer totalement la situation où elle se trouve. Elle ne peut prendre elle-même une connaissance complète de cette situation que si elle regarde les choses dans leur réalité, sans lunettes teintées de couleurs juridiques. C'est à cela que l'aida Marx avec sa conception matérialiste de l'histoire, en démontrant que toutes les représentations juridiques, politiques, philosophiques, religieuses, etc. des hommes dérivent en dernière instance de leurs conditions de vie économiques, de leur manière de produire et d'échanger les produits. Il fournissait là au prolétariat la conception du monde correspondant à ses conditions de vie et de lutte ; à l'absence de propriété des travailleurs ne pouvait correspondre que l'absence d'illusions dans leur tête. Et cette conception prolétarienne du monde fait maintenant le tour du monde… ".

Elle a arrêté de faire "*le tour du monde*" depuis longtemps et on se demande quand elle redémarrera enfin.

La force de travail se développe inconsciemment et engendre sa négation dès lors qu'elle échappe à celui qui la produit, elle s'aliène et lui devient étranger au point de s'opposer à lui, et il ne se la réapproprie qu'en l'arrachant à celui qui lui avait confisqué par sa lutte de classe et la conscience qu'il acquiert de l'ensemble de ce processus dialectique ainsi mené à son terme.

L'homme comme composante de la nature y trouve à l'état naturel de quoi assurer sa subsistance de façon aléatoire, alors que ses besoins sont quotidiens ou permanents. En baignant tout entier dans la nature, à son contact il va se livrer à une multitude d'observations et d'expériences dont il va se servir pour la transformer afin de pouvoir satisfaire ses besoins ou garantir sa subsistance ainsi que celle de son espèce. Avant l'homme, c'est la nature qui fut le premier producteur selon un processus matérialiste et dialectique et non céleste ou livré au hasard des caprices de forces obscures bienfaisantes ou malveillantes qui lui seraient extérieures (d'où sont issues les religions).

L'homme n'a fait qu'imiter la nature, et partant de là tout son développement historique devait emprunter la même conception matérialiste que découvrit Marx qui demeure valable de nos jours. Dit autrement, l'homme n'a fait qu'imiter la nature en ignorant les lois auxquelles elle était soumise et qui devaient s'appliquer à son développement historique jusqu'à nos jours. Il aura fallu attendre que cycle historique parvienne à maturité pour que les hommes en prennent conscience.

Ce processus matérialiste et dialectique pourrait se résumer en des lois naturelles et logiques qui déterminent le comportement d'un ensemble de facteurs ou de forces, qui mis en rapport entretiennent des relations contradictoires dont l'issue (ou le produit) détermine à son tour leur devenir.

La mise en oeuvre de ses facteurs ou forces ainsi que leurs effets, conséquences ou produits précèdera la prise de conscience qu'en auront les hommes graduellement au fur et à mesure de leur développement et non l'inverse. Il en prendra conscience partiellement quand leurs contradictions auront atteint un niveau au-delà duquel tout nouveau développement serait impossible et nécessitait l'intervention consciente de l'homme, afin de leur fournir un cadre plus vaste dans lequel elles pourraient continuer de s'exprimer.

A chaque étape de ce développement historique, l'homme ne prendra conscience que des conditions correspondant au stade où ces contradictions étaient parvenues, à aucun moment il ne sera en mesure d'acquérir une claire compréhension de l'ensemble de ce processus historique et de son évolution passée et future, il faudra attendre que ces contradictions aient produit tous les effets qu'on pouvait en attendre ou qu'elles aient atteint le stade ultime de leur développement pour qu'elles parviennent à la conscience des hommes dans leur totalité ou que la conception matérialiste de l'histoire soit découverte par Marx, au stade du capitalisme qui contenait en germe son ultime développement, l'impérialisme sous la domination de l'oligarchie financière, au-delà duquel aucun nouveau développement ne serait envisageable sans à nouveau briser le cadre (mode de production) dans lequel ses forces (productives) finiraient par étouffer et s'auto-détruire. Il faudrait dès lors que la force qui a assuré le développement du capitalisme ou de l'humanité, la classe ouvrière et la paysannerie, réalisent les conditions permettant de faire sauter les obstacles qui s'opposent à l'avènement de ce nouveau cadre permettant un développement illimité des forces qu'il

contenait une fois libérées des entraves ou des contradictions qui en dictaient inconsciemment la marche jusqu'alors, conditions qui coïncident avec la lutte de classe du prolétariat ayant elle-même atteint sa maturité ou ayant acquis un niveau de conscience supérieur à toutes les autres classes dans le passé, englobant l'ensemble du processus historique pour en assurer le devenir, à défaut de le voir périr.

On aura constaté que ce fut toujours une minorité des hommes qui se saisirent du développement économique pour le porter à un niveau supérieur ou firent le droit, détenaient le pouvoir politique et l'Etat, tandis que la majorité des hommes s'y soumettaient ou le subissait sans en avoir conscience. Une fois rendu au stade de l'impérialisme dominé de nos jours par l'oligarchie financière, qui témoigne un peu plus chaque jour que la bourgeoisie a épuisé son rôle historique, c'est à la classe la plus nombreuse de la société que revient la tâche historique d'assurer consciemment le développement économique futur de l'humanité, et sachant que l'ensemble ou la majorité de cette classe n'atteindra jamais le niveau de conscience correspondant à cette tâche, il revient à ses éléments les plus avancés et conscients de la guider pour qu'elle la réalise et en prenne conscience au cours du processus révolutionnaire, d'où la nécessité de constuire un puissant parti ouvrier révolutionnaire rassemblant l'ensemble de ces forces les plus conscientes.

Nous n'avons jamais dit autre chose, contrairement aux idées ou propos qu'on nous impute qui relevaient d'une lecture partisane ou du procès d'intention. Vous aurez compris qu'une telle analyse ne s'improvise pas et qu'elle n'est pas donnée à tout le monde. Elle fait partie du combat idéologique que nous menons contre la classe dominante, afin d'aider à élever le niveau de conscience des travailleurs et des militants à la hauteur des tâches historiques que le prolétariat doit accomplir.

J'ai reçu un courriel dans lequel son auteur estimait que le combat idéologique n'était pas vraiment indispensable, encore moins le combat contre la guerre psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs et qu'il doit mépriser sans doute, c'est à croire que les trotskystes ignoreront toujours comment fonctionnent un ouvrier, apparemment cela ne les intéresse pas, et on se demande avec qui et avec quoi ils comptaient faire la révolution une fois délaissés des pans entiers de la situation capable d'influencer l'orientation politique des travailleurs et des militants, y compris les trotskystes si on en juge par les résultats auxquels ils sont parvenus.

On peut douter sérieusement du niveau de conscience des trotskystes si j'en juge par le courriel que j'avais reçu un jour d'un vieux militant du courant communiste internationaliste (CCI), qui m'avait écrit qu'au bout de 40 ans de militantisme il était toujours incapable de penser par lui-même et que c'était uniquement depuis qu'il lisait mes causeries ou articles qu'il avait l'impression d'avoir réalisé des progrès dans ce domaine, j'imagine qu'il est loin d'être un cas isolé au CCI.

Contrairement à ces militants qui ne cessent de répéter les mêmes formules ou se gargarisent de citations apprises par coeur qui leur servent de point de repères sans jamais développer leur contenu, de telle sorte que ceux qui les adopteront les répèteront à leur tour sans se poser de questions et auront l'impression d'avoir progressé, alors qu'en réalité ils en seront restés au même point, nous rejetons cette pratique en mettant en oeuvre la méthode du marxisme afin que chacun puisse se l'approprier et véritablement progresser, sans que nous prétendions la maîtriser au point de l'appliquer dans tous les domaines. Au moins nous faisons cet effort, qui à notre avis n'est pas inutile. On nous le reproche, c'est un comble franchement !

On n'a pas parodié Marx et Engels, on a présenté les conclusions de leurs travaux sous un angle très personnel à partir de notre propre expérience de la vie comme dirait Trotsky (à propos du degré de conscience atteint par Lénine alors qu'il était en exil et relativement isolé). On déteste par dessous tout qu'on nous impose de quelle manière on doit penser sans qu'on sache ni pourquoi ni comment; ce qui relève d'un état d'esprit bureaucratique, autoritaire ou limité. Ce qui caractérise ce genre de militants, c'est l'absence de toute personnalité et partant de là d'esprit critique aiguisé. C'est aussi ce genre de militants qui vous fera un procès pour avoir employé une expression plutôt qu'une autre et qui déterminera le jugement qu'ils porteront sur vos analyses comme si elles se réduisaient à un seul terme.

Marx et Engels précisait que le développement économique s'était toujours frayé un chemin quelle que soit l'interprétation qu'avaient pu en donner les hommes ou les formes qu'ils lui avaient donné à travers les superstructures de la société qui en étaient le reflet déformé et inconscient, et donc que le niveau de conscience de la classe qui détenait le pouvoir ou qui aspirait au pouvoir, en réalité leur absence de conscience du processus historique à l'oeuvre, ne constituait pas un obstacle décisif au développement économique, ce facteur pouvait en ralentir la marche ou le contrarier temporairement sans pouvoir l'entraver en dernière analyse compte tenu qu'il s'imposait à eux et qu'ils avaient tout intérêt à s'en saisir pour en tirer un maximum de profit et consolider leur pouvoir.

Qu'en est-il de nos jours, voilà ce qui intéresse les travailleurs et les militants. Sous l'égide de l'oligarchie financière et de sa stratégie politique néolibérale, le développement économique (et la lutte des classes qui y est liée) a pris une toute autre tournure que celle qui prévalait jusqu'au début des années 80, dans la mesure où il est devenu synonyme de régression sociale généralisée et d'un état de guerre permanent contre la classe ouvrière sur toute la surface de la terre, au point de saper l'idée même que le capitalisme pourrait être porteur dans le futur d'un nouveau développement économique, autrement dit il est en train de saper les bases sociales sur lesquelles il reposait entrainant dans sa course folle à l'abîme ou au chaos l'ensemble de l'humanité, processus avec lequel il s'identifie et qui signifie que le rôle historique de la bourgeoisie est totalement et définitivement achevé.

Sauf que les travailleurs et la plupart des militants n'en ont absolument pas conscience, nous y reviendrons plus loin. En

attendant, comme autrefois ou sous les régimes précédents, on constate que le développement économique se poursuivit sans qu'aucun des acteurs au pouvoir ou en situation de revendiquer le pouvoir (les partis dits ouvriers institutionnels) en aient conscience.

Et si on s'interroge sur le contenu de ce développement économique et ses contradictions, on s'aperçoit qu'ils n'engendrent pas un nouveau cadre (mode de production) dans lequel les forces (productives) citées plus haut pourraient se développer, le développement de l'agriculture et de l'élevage avait donné naissance à la classe des marchands des villes qui allaient former la bourgeoisie, favoriser l'expansion de la manufacture ou donner naissance au mode de production capitaliste sur lequel la bourgeoisie s'appuiera pour s'emparer du pouvoir politique. Pour être plus précis, ce sont les capitalistes qui à travers la concentration du capital et la rationalisation poussée à l'extrême de la production réalisent eux-mêmes partiellement le nouveau mode de production que la classe ouvrière devrait adopter, et non cette dernière qui ne dispose d'aucun pouvoir sur le plan économique ou politique, de telle sorte qu'elle ne peut pas en prendre le contrôle et le transformer conformément à ses besoins ou pour les satisfaire. Les capitalistes réalisent les conditions favorisant l'émergence d'un nouveau mode de production au détriment des travailleurs qui n'en ont pas conscience, et ne peuvent pas en prendre conscience en luttant uniquement sur le plan économique ou social.

Car si la classe des capitalistes tire son pouvoir de la place qu'elle occupe au sein du mode de production, c'est le pouvoir politique qui en est le garant en dernier lieu. C'est lui qui à travers l'Etat, la Constitution et ses institutions assure par le biais du droit (et l'appareil répressif judiciaire, policier et militaire de l'Etat) la pérennité du mode de production en vigueur ou justifie son existence, lui donne une base légale que chacun est sommé de respecter. Le pouvoir politique ne sert aux capitalistes qu'à conserver leur pouvoir économique ou l'accroître, c'est la raison pour laquelle c'est sur le plan politique que l'on doit combattre pour renverser le capitalisme en lui otant ainsi toute légitimité, toute justification d'ordre juridique.

Le pouvoir politique des capitalistes se trouve concentré dans l'Etat, la Constitution et ses institutions. Il a pour tâche de permettre au développement économique de se poursuivre, donc de lever les obstacles à son développement qui se traduit de nos jours par la dérégulation généralisée de tous les rapports établis précédemment entre les différentes classes et parfois même au sein de ses classes dans tous les domaines ou touchant toutes les superstructures de la société et pas seulement sur le plan économique ou financier, entraînant une régression sans précédent de la civilisation humaine dans son ensemble. C'est l'Etat ou les représentants de l'oligarchie financière au pouvoir qui sont les exécutants dociles et zélés de cette politique, qui a pour unique objectif de permettre la poursuite du développement économique sous l'égide de la finance quelles qu'en soient les conséquences sociales dramatiques pour les travailleurs. C'est donc contre l'Etat et ses institutions, sa Constitution qu'il faut concentrer notre combat politique, car il cristalise toutes les contradictions du capitalisme, au lieu de s'en tenir à des revendications sociales dépourvues de toute orientation politique.

Ceux qui privilégient le militantisme dans les syndicats (organisant moins de 5% des travailleurs sans parler que l'immense majorité de leurs adhérents n'ont absolument aucune conscience de classe.) au détriment du combat politique, n'ont manifestement pas compris grand chose ou rien du tout aux rapports existant entre l'économie et la politique, de quelle manière leurs pouvoirs sont liés et s'articulent pour permettre à la classe dominante de conserver son hégémonie sur la société.

De l'Etat et du droit

Friedrich Engels : Lettre à Conrad Schmidt (27 octobre 1890)

- "*Dans un Etat moderne, il faut non seulement que le droit corresponde à la situation économique générale et soit son expression, mais qu'il soit aussi une expression systématique qui ne se frappe pas elle-même au visage, du fait de ses contradictions internes.*"

Aux abrutis de gauchistes et à ceux qui osent se réclamer du marxime, qui exigent que tel ou tel pays sous-développé adopte le droit ayant cours dans les pays développés... au nom de la morale, de la démocratie, du socialisme s'il vous plaît ! On sent qu'Obama le tyran en redemande quand il s'adresse aux Africains...

Refuser le combat sur le plan idéologique, c'est abdiquer!

Friedrich Engels : Lettre à Conrad Schmidt (27 octobre 1890)

- "*En ce qui concerne les régions idéologiques qui planent plus haut encore dans les airs, la religion, la philosophie, etc., elles sont composées d'un reliquat — remontant à la préhistoire et que la période historique a trouvé avant elle et recueilli — de… ce que nous appellerions aujourd'hui stupidité. A la base de ces diverses représentations fausses de la nature, de la constitution de l'homme lui-même, des esprits, des puissances magiques, etc…, il n'y a le plus souvent qu'un élément économique négatif ; le faible développement économique de la période préhistorique a comme complément, mais aussi ça et là pour condition et même pour cause, les représentations fausses de la nature. Et bien que le besoin économique ait été le ressort principal du progrès dans la connaissance de la nature et qu'il le soit devenu de plus en plus, ce n'en serait pas moins du pédantisme de vouloir chercher des causes économiques à toute cette stupidité primitive. L'histoire des sciences est l'histoire de*

l'élimination progressive de cette stupidité, ou bien encore de son remplacement par une stupidité nouvelle, mais de moins en moins absurde. Les gens qui s'en chargent font partie à leur tour de sphères particulières de la division du travail et ils s'imaginent qu'ils travaillent sur un terrain indépendant.

Et, dans la mesure où ils constituent un groupe indépendant au sein de la division sociale du travail, leurs productions, y compris leurs erreurs, réagissent sur tout le développement social, même sur le développement économique. Mais avec tout cela ils n'en sont pas moins eux-mêmes à leur tour sous l'influence dominante du développement économique."

Stupidité primitive qui est parvenue jusqu'à nous sous la forme de philosophes, historiens, économistes, scientifiques ou chercheurs en tous genres, enseignants, bref les intellectuels en général... Stupidité nouvelle ou moins absurde à son époque seulement, car depuis leur état n'a fait qu'empirer ! Il faudrait compléter en précisant : plus absurde jusqu'au caricatural puisqu'ils en viennent à justifier un régime synonyme de chaos, guerre et barbarie. Mais bon, cela ne les empêche pas de vivre relativement confortablement, c'est l'essentiel pour eux...

On a trouvé au moins un défenseur de la dialectique.

Friedrich Engels : Lettre à Conrad Schmidt (27 octobre 1890)

- "*Ce qui manque à tous ces messieurs, c'est la dialectique. Ils ne voient toujours ici que la cause, là que l'effet. Que c'est une abstraction vide, que dans le monde réel pareils antagonismes polaires métaphysiques n'existent que dans les crises, mais que tout le grand cours des choses se produit sous la forme d'action et de réaction de forces, sans doute, très inégales, — dont le mouvement économique est de beaucoup la force la plus puissante, la plus initiale, la plus décisive, qu'il n'y a rien ici d'absolu et que tout est relatif, tout cela, que voulez-vous, ils ne le voient pas ; pour eux Hegel n'a pas existé…*"

Etes-vous susceptible ? Si oui cela tombe bien, le passage suivant vous concerne.

Friedrich Engels - Lettre à Borgius - Londres, 25 janvier 1894.

"*Je vous prie enfin de ne pas prendre, dans ce qui précède, les mots au pied de la lettre, mais de considérer l'ensemble de ma réponse*"

Cela s'adresse à nos lecteurs en général. Très souvent, à la fin de ses correspondances Engels ajoutait ce genre de mises en garde ou conseils. Il devait craindre d'être incompris ou qu'on lui prête des intentions qui lui étaient étrangères.

Il avait au moins l'avantage de savoir à qui il s'adressait, ce qui n'est pas mon cas, d'où l'absence de cette précaution chez moi qui ne servirait à rien, je sais que la plupart de nos lecteurs sont hyper susceptibles, mais j'ignore pourquoi au juste, donc je n'en tiens pas compte, je dis ce que je pense, après cela passe ou cela casse, ce n'est pas mon affaire. Je ne tiens pas à me faire des relations sur des bases faussées ou hypocrites, ce n'est pas vraiment mon genre.

J'ai déjà suffisamment de mal, non pas pour mettre de l'ordre dans mes idées, mais pour les exprimer clairement, pour ne pas me préoccuper outre mesure de la manière dont elles seront perçues, disons qu'en dehors des rares fois où j'y mets la forme pour ne pas heurter inutilement la sensibilité à fleur de peau des lecteurs, le reste du temps je me laisse aller volontiers, c'est plus naturel, et puis je ne suis pas un intellectuel, c'est pratique comme argument, je plaisante évidemment, vous ne me croyez pas, vous avez tort car en réalité je dois tout à des intellectuels et je leur serais éternellement reconnaissant.

Et vous aurez remarqué, le tout dans la bonne humeur.

Ils le disent eux-mêmes. Alors, rupture ou soumission?

"Les marges de manœuvre d'un gouvernement national sur le plan de la politique économique et sociale sont considérablement amoindries, sinon réduites à néant aux marges de l'UE et de l'Eurozone." slate.fr 02.08

La gauche (de la gauche ou dite radicale) qui refuse de rompre avec l'euro et l'UE est morte, cela dit il ne faut pas l'enterrer trop vite, son cadavre bouge encore, alors faisons en sorte qu'il cesse de remuer...

Les représentants de la classe dominante en jouissent chaque fois qu'ils y pensent, ils le peuvent en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire.

Vous savez pourquoi on est dans cette merde ? Parce qu'à plusieurs reprises au cours des 70 dernières années on a eu l'occasion d'assurer la relève de tous ces partis dits de gauche, autrefois le PS et le PCF, maintenant le Front de gauche, et chaque fois on ne s'y était pas préparé. Autant dire que tous les partis qui devaient assurer la relève ont fait lamentablement

faillite, POI, NPA, LO.

Ils le disent eux-mêmes. Sous le règne de l'oligarchie, la démocratie est un leurre.

- Les Etats-Unis, un système oligarchique - french.irib.ir

Plus se rapprochent les élections présidentielles américaines, plus s'impose la question de l'argent et son influence sur la vie politique aux Etats-Unis.

"Le système de gouvernement aux Etats-Unis est oligarchique, corrompu et non-démocratique.", ce sont les termes utilisés par le 39ème président américain, Jimmy Carter au sujet du rôle que joue l'argent dans les élections américaines. Selon Carter qui critique cette situation, les pots-de-vin politiques, sans limites, ont porté préjudice à l'ordre politique américain.

Les sondages montrent qu'aux élections américaines, ce ne sont pas les électeurs qui décident mais les riches qui sont les principaux preneurs de décision. A titre d'exemple, aux Présidentielles 2012, les deux candidats républicain et démocrate ont dépensé un trillion 161 milliards de dollars. Et parmi eux, Barack Obama a remporté les élections grâce aux 269 milliards de dollars qu'il avait dépensé plus que son rival Mitt Romney. Aux élections présidentielles, du Congrès, des gouverneurs et des postes d'états, les candidats de ces deux partis ont dépensé des centaines de millions de dollars, assurés par les grandes compagnies américains, 67% pour les Démocrates et 82% pour les Républicains. On prévoit d'ailleurs plus d'aide financière aux QG électoraux en 2016. Ainsi, les nantis et les grandes compagnies et lobbies pourront investir, aussi immense qu'ils veulent, en les partis et candidats qu'ils souhaitent pour obtenir, plus tard, des concessions envisagées aux gagnants des élections, qui se sentent, bien sûr, redevables envers ces derniers.

Rappelons, par exemple, d'innombrables cas où les premiers fournisseurs d'argents des candidats à la Présidentielle, ont été désignés en tant que ministre ou ambassadeur, bien qu'ils aient été, pour la plupart, dépouvus d'expérience et de compétence nécessaire. Or, les pots-de-vin offerts aux hommes politiques, ne se limitent pas seulement au temps des élections. Il n'est pas rare aux Etats-Unis de voir un lobby qui, en dépensant des frais colossaux aux congressistes ou à des responsables du gouvernement, a changé leur vote en faveur de leurs clients qui sont en effet les grandes compagnies et les nantis américains qui comptent quelques 400 familles qui détiennent, à elles seules, autant de richesse que la moitié de la population américaine estimée à 315 millions. Ce sont les mêmes, qui en dépensant des sommes colossales, influent les hommes politiques aux Etats-Unis dont l'ordre politique aurait dû être démocratique, selon le voeu des leaders de la révolution de 1776.

Le système oligarchique qui règne actuellement ce pays a remplacé le principe du "règne du peuple au peuple et pour le peuple" par le principe du "règne des aristocrates au peuple et pour les aristocrates". C'est la réalité évidente qui a même fait réagir l'un des présidents de ce même pays. french.irib.ir 02.08

A chacun son Mélenchon, Tsipras, Iglesias... et leurs cercueils !

- Jeremy Corbyn fait souffler un vent de gauche -et de panique- sur le Parti travailliste - AFP

Soutenu par les principaux syndicats britanniques dans la course à la direction du Labour, donné gagnant par les sondages, Jeremy Corbyn fait souffler un vent de gauche mais aussi de panique sur un parti traumatisé par sa déroute aux législatives de mai.

Il y a quelques semaines encore, le politicien de 66 ans, réputé discret, faisait figure de candidat fantoche, uniquement autorisé à concourir pour illustrer la variété des courants au sein du Parti travailliste.

Mais sa popularité inattendue, qui éclipse largement celle de ses trois concurrents quadragénaires, donne désormais des sueurs froides aux dirigeants du Labour qui voient en lui, s'il est finalement désigné le 12 septembre, un épouvantail à électeurs en raison de ses idées jugées extrémistes.

Pour la presse britannique, le député de Islington-Nord (Londres) depuis 1983 est ce que le Royaume-Uni compte de plus proche de Syriza, le parti d'extrême gauche grec. (Syriza de gauche, de la gauche de la gauche, d'extrême gauche, il va finir par être marxiste-léniniste-trotskyste ma foi ! On aura compris que si vous en avez après le régime ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut vous pencher mais de l'autre côté. Lequel, mais l'extrême droite voyons ! - LVOG)

"Vous ne gagnez pas avec un programme à gauche de la gauche", a mis pour sa part en garde la semaine dernière l'ancien Premier ministre travailliste Tony Blair, principal artisan du recentrage du parti dans les années 1990. Sortant de sa réserve coutumière, il a même suggéré que ceux dont le coeur battait pour Corbyn devaient envisager "une transplantation cardiaque". (On ne lui suggèrera rien, car même une transplantation cérébrale ne servirait à rien dans son cas. - LVOG)

Mais pour les jeunes et les syndicats, le socialisme sans compromis de l'ancien militant anti-apartheid est au contraire ce qui peut arriver de mieux à un parti dont ils jugent que le discours actuel diffère peu de celui des conservateurs de David Cameron. (Et

la politique de Tsipras diffère peu de celle de Samara son prédécesseur. - LVOG)

"Nous pensons que le temps du changement est arrivé", a déclaré Dave Ward, secrétaire général du syndicat CWU qui vient de lui apporter son soutien après Unite et Unison, les deux principales organisations du pays. Selon lui, Corbyn constitue "l'antidote (...) au virus" du blairisme. (Puisqu'il en est ainsi, essayez-le, ensuite vous passerez peut-être à quelque chose de plus sérieux, c'est tout le mal qu'on peut leur souhaiter, renouer véritablement avec le socialisme. - LVOG)

Premier surpris par l'ampleur de son succès, Jeremy Corbyn, silhouette longiligne et cheveux et barbe poivre et sel, l'endosse désormais sans complexe.

Son premier rassemblement, le 9 juillet, avait attiré 350 personnes tandis que 800 étaient attendues ce week-end à Liverpool.

"Qu'il gagne ou perde, Corbyn a apporté de l'enthousiasme dans cette campagne, sinon très ennuyeuse", estime le quotidien The Guardian.

"Les autres candidats sont de second plan, pour être honnête aucun n'est vraiment inspirant", estime Iain Begg, professeur de sciences politiques à la London School of Economics, tout en soulignant lui aussi que le Labour n'a aucune chance aux législatives de 2020 avec Corbyn à sa tête. "Il a un discours qui date d'il y a 30 ans". (Le capitalisme date bien du XVIIIe siècle en Grande-Bretagne... - LVOG)

L'homme ne cache pas lorgner sur ce qui se passe dans le sud de l'Europe. (Jeremy Corbyn le militant et l'élu a régressé d'un cran pour n'être plus qu'un homme, c'est tout l'AFP. - LVOG)

"J'ai été en Grèce, j'ai été en Espagne. C'est très intéressant de voir que les partis sociaux-démocrates qui ont accepté l'austérité et l'ont appliquée finissent par perdre de nombreux membres et soutiens", a-t-il déclaré au Daily Mirror. (Encore un qui lorgne dans la mauvaise direction. - LVOG)

Ce qu'il veut lui: mettre fin à l'austérité, faire payer davantage d'impôts aux entreprises et aux plus riches, renationaliser le rail et l'énergie, réinstaurer la gratuité des universités, démanteler les sous-marins nucléaires Trident... (Sans mobiliser les masses ? La classe dominante lui interdira et puis c'est incompatible avec l'appartenance à l'UE et l'Otan avec lesquelles cela nous étonnerait qu'il envisage de rompre. - LVOG)

"Stéréotype du gauchiste nord-londonien", selon l'hebdomadaire de gauche New Statesman, il est végétarien, ne boit pas d'alcool, cultive son propre jardin et se déplace à vélo. La légende veut qu'il ait divorcé de la deuxième de ses trois épouses car elle voulait envoyer leurs enfants dans une école privée et pas publique. (Bref, ils le dépeignent déjà comme un fanatique, un exentrique pour le déconsidérer auprès des masses. - LVOG)

Né en 1949 à Chippenham, dans le Wiltshire, d'un père ingénieur électricien et d'une mère professeur de mathématiques, tous deux militants pacifistes, Jeremy Corbyn a été journaliste et représentant syndical avant d'être élu pour la première fois à la Chambre des Communes en 1983 où il s'est montré particulièrement rebelle face aux consignes de vote de son parti. (Issu d'une couche supérieure de la classe ouvrière et intellectuelle, il a fait carrière dans le même parti que l'abjecte Blair pendant plus 32 ans, un Mélenchon en perspective ou je me trompe, à suivre. - LVOG)

"Je représente ma circonscription depuis 32 ans, et j'y ai été élu huit fois par des gens très divers", dit-il pour faire taire les sceptiques. AFP 02.08 (C'est quoi "des gens très divers", cela inclut-il de bons bourgeois ? Un type qui vous sort ce genre d'arguments sera suspect au premier abord. Pourquoi ? Mais parce qu'il en tire sa légitimité. - LVOG)

Haut de page

Le 5 août 2015

CAUSERIE

On ajoutera quelques articles demain.

Si l'actualité reste aussi calme les jours suivants, on en profitera pour faire les travaux chez moi, et dire qu'un abruti m'a écrit que je devais m'emmerder pour écrire autant de conneries, alors que ces travaux attendent depuis le mois de janvier dernier, il y a vraiment des militants dégueulasses avec le mal de chien que je me donne, cela ne vous étonnera pas, le monde est à leur image, hideux.

Savez-vous pourquoi la plupart des gens et des militants ont l'esprit aussi obtus ou borné ? Parce qu'ils ne réfléchissent pas par eux-mêmes ou si peu, ils n'ont jamais appris, même à l'université, ce sont des primates qui pensent par procuration, on pense à leur place et ils ne s'en rendent même pas compte. Ici, chacun est encouragé à penser librement par lui-même, c'est le meilleur service qu'on puisse rendre à quelqu'un. Et non qu'il pense comme nous, vous saisissez la différence, n'est-ce pas ?

C'est peut-être un peu compliqué au départ, il suffit de se demander pourquoi je pense ceci ou cela et de se le répéter jusqu'à temps de trouver une réponse satisfaisante, après un bon entraînement on progresse très vite. Faut-il encore y trouver un intérêt ou en avoir la volonté. Vous pouvez aussi avaler un livre en quelques heures ou vous arrêter à chaque phrase pour réfléchir, ce sera plus long, vous pourrez aussi vous arrêter à la première page et lire la suite plus tard à un rythme plus soutenu... si vous voulez en achever la lecture, mais ce n'est pas toujours obligatoire, surtout en cas de relecture.

On croit que l'essentiel consisterait à lire un tas de livres, c'est une méprise, car on peut en avoir lu des milliers et n'avoir jamais progressé ou n'avoir rien retenu qui mériterait d'être mis en pratique, or c'est le but, c'est hélas le cas de la plupart des intellectuels.

Vous aurez remarqué que petit à petit nous avons réorienté le portail en direction des travailleurs, alors qu'initialement il était dédié aux militants.

Autre chose.

Au fait, les Américains n'ont plus de fric pour financer leurs guerres, vous avez lu cela dans un tas d'articles, n'est-ce pas ? Et même qu'ils auraient réduit l'effectif de l'armée américaine. En voilà une affaire !

Et pourtant on avait l'impression qu'ils n'avaient jamais été aussi omniprésents partout dans le monde. Comment font-ils alors ? Nous aurait-on raconté des blagues ? Il faut croire si on s'en tient à une simple observation. Comment font-ils, ils recourent à des armées privées telle Balckwaters, des supplétifs tels Al-Qaïda ou l'Emirat islamique. Et pour les finances ? C'est simple ils font casquer leurs obligés bourrés de pétro-dollars en échange de leur protection et de l'impunité de leurs crimes et le tour est joué, fastoche ! Ils mettent aussi à contribution les pays de l'OTAN, desquels ils exigent qu'ils augmentent leur budget consacré à l'OTAN.

Et les auteurs de ces articles, ils ne le savent pas, ils ne le voient pas ?

Que voulez-vous que je vous réponde. Ils s'en foutent, ils écrivent tout et son contraire, apparemment leur objectif n'est pas de vous aider à comprendre comment fonctionne la société ou le monde pour les changer, quand ils n'en tirent pas directement leurs moyens de subsistance, ils ont les yeux rivés sur leur nombril et ils n'en décrochent pas.

Autre chose.

Je ne publierai plus et je ne répondrai plus aux courriels qui me sont adressés et qui sont du domaine de la propagande, émaillés de calomnies ou qui relèvent du procès d'intention, cela ne présente un intérêt pour personne et nous ferait perdre notre temps déjà si limité.

L'éditorial du journal d'un parti est censé incarner et transmettre sa ligne politique. Nous allons expliquer pourquoi nous ne pouvons pas adopter celle du POI.

La tendance trotskyste la plus droitière qui incarne la continuité de la stratégie de P. Lambert a pris le pouvoir au sein du POI. Et cela se reflète immédiatement dans le contenu du n°362 d'*Informations ouvrières* qui s'adresse à la petite bourgeoisie ou classes moyennes ainsi qu'à l'aristocratie ouvrière, et où est exclue l'immense majorité des travailleurs dont ses couches les plus défavorisées, ce qui a pour conséquence de tourner le dos résolument au combat politique et idéologique contre l'Etat qui cristalise toutes les contradictions du régime ou la crise du capitalisme

Apparemment depuis le début juillet les trois secrétaires nationaux du POI n'ont plus le droit de citer dans Informations ouvrières, c'est le principe démocratique du droit de tendance qui est ainsi bafoué, recourant aux mêmes méthodes que les staliniens, ce qui n'étonnera aucun ex-militant de l'OCI-PCI-PT dont je fais partie.

"*Les éleveurs, eux, aspirent à des rémunérations dignes*" une fin en soi pour tout démocrate petit-bourgeois qui ne concerne pas les quelque 10 millions de travailleurs pauvres auxquels il faut ajouter les 5 ou 6 millions de chômeurs et près de la moitié des 14 millions de retraités, une masse négligeable pour le POI, dont la dignité est incompatible avec le maintien du régime en place et exige l'instauration d'une République sociale, orientation politique qui est à l'opposé de celle du POI.

Ensuite "le refus des élus pousse leurs organisations traditionnelles à s'y opposer" à la contre-réforme territoriale, là encore une fin

en soi, comprenez, pour ses nostalgiques d'un temps révolu on vivait si bien sous la Ve République avant toutes ces contre-réformes, on cormprendra dès lors pourquoi la politique du POI n'est pas axée contre l'Etat ou le régime qu'ils s'emploient à épargner, qu'ils craignent d'affronter en réalité, ce n'est pas leur objectif politique. Pour le camoufler ils vont s'en prendre au gouvernement

Dès lors il est normal qu'ils s'adressent à Hollande, Laurent, Mélenchon et les « frondeurs » et qu'ils leur fassent la leçon, autrement dit il faurdrait en attendre autre chose. Ainsi ils s'emploient à distiller des illusions criminelles dans les ennemis de la classe ouvrière, c'est une manière comme une autre de soutenir le régime sans en avoir l'air.

Hollande, le malheureux, il n'aurait pas toute sa tête, il "*oublie les malheurs et les efforts du peuple grec*", entendez par là que son excellence devrait les prendre en compte, n'est-il pas toujours de gauche comme le PS pour le POI, tout se tient décidément.

Le POI donne un coup de barre à droite en recadrant sa ligne politique en direction de l'Union européenne qui "*viole la démocratie*", sans blague, elle est depuis sa naissance l'expression de sa négation, tout comme la Ve République qui en revanche a totalement disparu des tablettes du POI, en dehors de ses méfaits d'hier passés en revue ici ou là à la manière d'un historien dans des articles à caractère descriptif et non argumentatif ou militant ou d'un commentateur de la presse bourgeoise, et qui n'ont aucune valeur d'analyse.

Vous n'y trouverez plus depuis le n°360 d'*Informations ouvrières* "*qu'il n'y a aucun changement de politique à attendre dans le cadre des institutions de la Ve République et de l'Union européenne — auxquelles ont prêté allégeance tous les dirigeants de tous les partis institutionnels, de droite comme de gauche.*" (IO n°352, éditorial de D. Gluckstein) ou encore, que « *la défense des intérêts de la classe ouvrière et de la démocratie, (...) exige le démantèlement des institutions de la Ve République et de l'Union européenne, qui sont là pour garantir le système de la propriété privée des moyens de production* » (IO n°352, page 8, Bulletin du comité départemental de Meurthe-et-Moselle du POI).

L'orientation politique impulsée par Glucsktein et son courant était déjà plus correcte, d'où notre retenu les mois précédents à la critiquer, à ceci près qu'elle ne se traduisait pas dans les fait, car elle aurait nécessité de réorienter les tâches politiques du POI en direction de la classe ouvrière au lieu de s'adresser à ses couches supérieures ou privilégiées, aux syndicalistes et aux élus, à une élite intellectuelle en somme.

Réorientation posant de nombreux problèmes au sein du POI, au point qu'elle soit impossible à réaliser dont Gluckstein et son courant porte la responsabilité pour la raison qui vient d'être évoquée, autrement dit il a été avec son courant victime de ses propres faiblesses, contradictions et errements, qui ont favorisé la résistance de ses adversaires au sein du POI, et si ceux-ci l'ont finalement emporté, c'est parce que leur orientation droitière faisait justement l'économie du combat politique, qui pour être mené sérieusement nécessitait que l'ensemble ou la majorité des militants du POI partagent la même conception de la société et les mêmes objectifs politiques, ce qui n'était manifestement pas le cas, la leur étant issue du réformisme bourgeois et non du marxisme.

Sur le plan économique cela ne vaut guère mieux ou c'est pire encore, normal puisque c'est ce qui conditionne la lutte des classes.

On nous dit que "*l'euro n'est pas qu'une monnaie, mais aussi une politique économique d'austérité*", comme le franc sous Barre ou Mitterrand

C'est tout ce qu'on veut, sauf une stratégie politique dictée par l'oligarchie financière pour asservir et exploiter davantages les masses laborieuses

La chute ou la conclusion est à l'avenant

- "*Militons pour la vitale rupture avec les institutions de l'Union européenne, source d'ennuis pour Hollande, Merkel et autres...*", comme si la rupture avec l'UE (et avec l'euro) pourrait suffire pour appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs, quelle illusion monstrueuse ! surtout dans le cadre de la Ve République dont il n'est nullement question ici.

- "*Pour aider le peuple grec, les travailleurs d'Europe agissent dans leurs propres nations, contre leurs propres gouvernements*" comme si le problème était le gouvernement et non le régime en place qu'incarnent les institutions de la Ve République, l'Etat. En Grèce, les travailleurs ne devraient-ils pas être comblés, ils ont élu une nouvelle majorité et les voilà flanqués d'un nouveau gouvernement, non ? Non, pas vraiment, ah ben ça alors comme c'est étrange, à croire que leur problème se situait ailleurs, pas de bol, ils avaient eux aussi des opportunistes comme dirigeants. Et vous croyez qu'au POI ils en tireraient un enseignement, pensez-vous, pas plus qu'au PCF :

PKK: Laurent (PCF) demande à Hollande d'agir - AFP 04.08

Après qu'il eut enterré vivant les Grecs... et que Laurent s'en soit félicité.

Informations ouvrières a consacré trois pages dont sa couverture aux agriculteurs, sept autres pages aux fonctionnaires (enseignants, hospitaliers, EDF), et à des élus, aucune aux dizaines de millions de travailleurs et leurs familles du secteurs privés, aucune au combat contre la guerre idéologique et psychologique que mènent les représentants du régime contre l'ensemble des travailleurs, aucune en défense du marxisme, aucune sur le socialisme, bref, en tant qu'ouvrier ou militant ouvrier pour le socialisme il ne nous concernait pas.

- "*Il est vrai que jusqu'ici tous les marxistes estimaient, et des milliers de faits le confirment, que les petits patrons sont les plus dénués de scrupules, les pires exploiteurs des ouvriers salariés...*" (Lénine : la révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky)

Cela n'a pas changé depuis, ils sont même prêts à nous faire bouffer de la merde pour s'en sortir, chut !

Comme tout parti réformiste petit bourgeois, le POI se penche à propos des agriculteurs sur les méfaits qui accompagnent la concentration du capital ou de la production sans mentionner que ce processus fait partie de l'évolution du capitalisme et qu'il est impossible d'y échapper autrement qu'en le renversant. Tout au plus en régime capitaliste on peut lutter pour en atténuer les effets en attendant la prochaine offensive de la réaction sans jamais en voir le bout, tandis que votre condition continuera de se dégrader invariablement.

Autrement dit, cette orientation politique droitière ne consiste qu'à retarder les échéances auxquelles les travailleurs n'échapperont pas les uns après les autres un jour ou l'autre, au lieu de leur oter toute illusion en la matière en inscrivant leur combat dans une perspective révolutionnaire incluant la chute du régime ou la prise du pouvoir politique par les travailleurs de manière à résoudre définitivement leurs diffultés, objectif qui manifestement n'est pas celui du POI.

Il ne faut jamais oublier que le POI est censé construire le parti dont la classe ouvrière aura besoin pour prendre le pouvoir, et organiser les éléments les plus conscients parmi les travailleurs, ce qui ne semble pas vraiment être le cas à la lecture de cet éditorial rédigé par un transfuge du PCF, si je ne trompe pas.

Les trotskystes n'avaient déjà plus de tête depuis que Trotsky était mort, maintenant il semblerait que la gangrène menace ce qui reste du tronc sous les coups de butoir du néolibéralisme pour nier ou refuser de prendre en compte sa stratégie politique, qui en rapport avec la crise du capitalisme bouleverse tous les rapports sociaux établis jusqu'à menacer les fondements du capitalisme auxquels elle nous ramène ainsi que chaque mouvement sociaux, on doit ajouter la question de l'Etat qui est omniprésente du fait qu'il représente les intérêts des capitalismes, à notre époque ceux spécifiques de l'oligarchie financière.

On en veut pour preuve que c'est l'Etat qui met en oeuvre la politique de l'UE dictée par les besoins de l'oligarchie financière, que c'est l'Etat qui s'attaque aux droits sociaux des travailleurs, que c'est l'Etat qui prive les travailleurs de tout droit politique, que c'est l'Etat qui les réprime, les gouvernements qui se succèdent n'étant que les exécutants temporaires et serviles de cette politique réactionnaire.

Aider les travailleurs à prendre conscience du rôle de l'Etat pour les dresser contre, en particulier les fonctionnaires dont il est le patron ou l'employeur, pour l'abattre et le remplacer par un Etat ouvrier ou une République social ou socialiste, devrait être la priorité d'un parti ouvrier réellement indépendant de l'Etat et déterminer son orientation politique.

Le POI et avant lui le PT ont recruté des milliers de militants sur l'orientation politique actuelle opportuniste du POI, qui a conduit au succès que l'on sait, sans rire, dont ses militants et sympatisants se raccrochent désespérément ou se gargarisent. Peu importe quel que soit le courant du CCI (courant communiste internationaliste ou trotkyste du POI qu'ils soutiennent, partant du constat que les deux courants qui s'affrontent incarnent en réalité la même politique que leurs dirigeants ont mis en oeuvre ensemble au cours des décennies précédentes, en fait depuis 1945, les plus droitiers souhaitant l'amplifier jusqu'à la caricature en direction des syndicalistes dont dépendraient le sort de la classe ouvrière, du socialisme ou de la révolution socialiste mondiale, sans rire encore une fois, ils voudraient les enterrer qu'ils ne s'y prendraient pas autrement, tandis que l'autre courant (minoritaire) se débat dans des contradictions inextricables pour refuser d'admettre ou assumer ses erreurs du passé afin de revoir sa copie, l'un n'allant pas sans l'autre évidemment, il est logiquement réduit à l'impuissance ou à colporter des mots d'ordre stériles, autant dire qu'il n'y a rien à attendre de l'un comme de l'autre dans ces conditions.

On poursuivra une autre fois. Terminons en ajoutant qu'après avoir soutenu la thèse foireuse de l'imminence de la révolution pendant des décennies jusqu'au début des années 80, puis avoir admis 28 ans plus tard que les conditions objectives n'étaient pas remplies pour une révolution, tout en continuant de proclamer que tout était possible, à part le pire on se demande bien à quoi devaient s'attendre sérieusement les travailleurs, question que ces dirigeants ne se sont sans doute jamais posés, on comprend qu'à l'arrivée leurs militants ne sachent plus très bien où ils en sont ou se fassent berner une fois de plus par ces aventuriers.

L'AFP fer de lance de la désinformation ou la propagande de guerre des Etats-Unis et de l'OTAN

L'Arabie saoudite.

- ...l'Arabie saoudite dirige une coalition arabe qui mène depuis fin mars au Yémen des frappes aériennes contre les rebelles chiites Houthis, afin d'empêcher cette rébellion soutenue par l'Iran de s'emparer de tout le pays.

Depuis quand le Yémen serait-il une province de l'Arabie saoudite ? Pourquoi l'Arabie saoudite serait-elle plus légitime qu'un autre Etat pour s'immiscer dans les affaires intérieurs d'un Etat indépendant et souverain, le Yémen dans le cas présent ?

- Dimanche au Caire, John Kerry avait une nouvelle fois accusé "l'Iran (d'être) engagé dans des activités déstabilisatrices dans la région".

Ce qui n'est pas le cas des Etats-Unis et d'Israël qui en réalité en sont à l'origine.

La Syrie.

Comment l'Agence Française de Propagande de l'Otan interprète la situation en Syrie en la falsifiant.

- En Syrie, l'Iran est le principal allié régional du régime du président Bachar al-Assad, alors que l'Arabie saoudite soutient l'opposition.

L'Arabie saoudite soutient qui au juste dès lors que l'immense majorité des Syriens soutient Bachar al-Assad qui incarne la souveraineté de la Syrie ? Depuis quand un régime dictatorial soutiendrait-il un peuple ?

- Déclenché par la répression par le régime d'un mouvement de contestation pacifique en mars 2011, le conflit opposait à l'origine l'armée aux rebelles syriens. Mais il est devenu complexe avec l'implication d'autres groupes rebelles, des forces kurdes et des jihadistes comme Al-Qaïda et le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

En réalité le gouvernement syrien n'a jamais réprimé le "mouvement de contestation pacifique" en 2011, il a employé la force contre des éléments armés qui s'étaient infiltrés dans ce mouvement et qui avaient mitraillé policiers et militaires syriens faisant de nombreux morts et blessés parmi eux, réaction qu'aurait eu n'importe quel gouvernement dans le monde.

Pourquoi l'AFP maintient-elle cette version frauduleuse des faits ? Pour faire porter à Assad la responsabilité de la suite des événements en Syrie, après l'avoir fait passer pour un tyran sanguinaire qu'il faut absolument éliminer conformément à l'objectif déclaré des Américains, car il serait le principale obstacle au rétablissement de la paix civile en Syrie, et non les Américains et leurs alliés qui soutiennent les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique qui massacrent la population civile et détruisent le pays.

ACTUALITE EN TITRES

Vive l'anarchie qui ne profite qu'au marché !

- Bertrand (LR): les Français "en ont marre de la réglementation matin, midi et soir" - AFP

En famille. Quand les vassaux flattent leur empereur ou un déferlement de bassesses.

- Obama lance son plan contre la «grande menace» du changement climatique - Libération.fr

- Barack Obama dévoile un plan ambitieux pour le climat - Reuters

- L'UE salue le plan Obama et ses «efforts sincères» pour réduire les émissions de carbone - 20minutes.fr

- Plan climat: Le «courage» d'Obama salué par la classe politique française - 20minutes.fr

- Climat: Hollande salue le plan Obama "contribution majeure" à la COP21 - AFP

- Changement climatique: Cambadélis (PS) salue le plan Obama - AFP

Le questionnaire Yahoo :

Faites-vous confiance aux États-Unis pour lutter contre le réchauffement climatique ?

Résultat : 81% (6561 votes) répondent non.

Question en option qu'on rajoute et qui va de soi : Faites-vous confiance à ceux qui ont confiance dans la volonté des États-Unis de lutter contre le réchauffement climatique ?

Résultat prévisible: 81% (6561 votes) répondent non.

On est bien en présence de deux camps antagoniques qui n'ont rien en commun, sinon de se livrer à une lutte à mort.

Après le chômage et le terrorisme, les incendies sont aussi appelées à "***durer***".

Le développement durable du chaos et de la guerre tout azimut. A croire qu'ils sont liés par la même logique ou poursuivent le même objectif politique.

- Incendies en Californie : "c'est parti pour durer" - Francetv info

On est bien en présence de psychopathes hystériques.

Tout le monde n'est pas vraiment logé à la même enseigne

- Les croisières se démocratisent - Francetv info

L'année dernière, les Français ont été 593 000 à embarquer pour un séjour en croisière.

Les croisières représentent un marché colossal, près de 40 milliards d'euros. "C'est en plein boom", nous explique Laurent Desbonnets. "Dans les années 80, c'était encore réservé à une élite, moins de 50 000 croisiéristes. La démocratisation est toute récente, à partir des années 2000". Francetv info 04.08

- Avec "Août Secours Alimentaire", les plus démunis ne sont pas oubliés pendant l'été - Francetv info

Dans tous les pays ils trafiquent les chiffres du chômage.

- Le nombre de chômeurs baisse pour le 6e mois de suite en Espagne - Reuters

Le nombre d'Espagnols inscrits au chômage a reculé en juillet pour le sixième mois consécutif, mais comme l'écrasante majorité des embauches a été le fait de contrats temporaires, il est prématuré de dire que le marché du travail de la quatrième puissance économique de la zone euro est réellement en voie d'amélioration.

Selon des données publiées mardi par le ministère du Travail, 93% des quelque 1,8 million de contrats de travail établis en juillet sont temporaires. Reuters 04.08

Un objectif qui n'a rien d'a nodin.

- Irak : 1 500 écoles détruites dans la province d'al-Anbar - LeMonde.fr

Selon les derniers chiffres des Nations unies, plus de 70 % des enfants déplacés à cause des combats en Irak n'ont plus accès à l'éducation. LeMonde.fr 03.08

Ils ne se sont pas contentés de remettre en cause l'existence de tout un peuple par les bombes, ils se sont employés minutieusement à détruire celui des générations à venir pour qu'il ne s'en remette jamais.

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand un disciple devance les voeux de son maître.

- L'UE espère un accord avec les USA en 2016 sur le TTIP - Reuters

Les négociateurs de l'Union européenne espèrent conclure en 2016 "dans un scénario optimiste" un nouvel accord de libre-échange avec les Etats-Unis, a déclaré mardi la commissaire au Commerce, Cecilia Malmström.

Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), au centre de discussions complexes entre les deux rives de l'Atlantique, engloberait un tiers du commerce mondial et serait le plus important accord de ce type jamais conclu.

Dans la foulée de la dixième session de pourparlers qui a eu lieu le mois dernier, la commissaire européenne doit rencontrer en septembre à Washington le représentant américain au Commerce, Michael Froman, pour préparer de nouvelles négociations prévues pour octobre et décembre.

Le Parlement européen a formellement accordé le mois dernier à Cecilia Malmström un mandat lui permettant de poursuivre ces négociations, après un compromis prévoyant la création d'un nouveau tribunal européen appelé à trancher d'éventuels différends liés au TTIP.

Certains des nombreux opposants européens au TTIP voient dans ce projet une menace pour l'indépendance juridique de l'UE et disent craindre de voir des multinationales multiplier les recours contre les règles communautaires, notamment en matière d'alimentation et de protection de l'environnement.

Cecilia Malmström a déclaré que l'objectif était désormais d'élaborer une nouvelle procédure de règlement des conflits.

"Nous allons nous écarter des tribunaux privés pour aller vers des juges pré-désignés et présélectionnés, afin d'améliorer la transparence et de nous doter d'un système d'appel", a-t-elle précisé. Reuters 04.08

Des "*juges pré-désignés et présélectionnés*" par qui, des Etats totalement soumis aux multinationales et aux banquiers ? Ils nous prennent pour des demeurés.

Peu importe en réalité, puisque la règle du jeu sera faussée à la base. Comment cela ? Cette juridiction d'exception aura à statuer dans le cadre de ce traité qui délimitera les droits des différents protagonistes, au profit des multinationales et au détriment des Etats ou des citoyens, elle aura donc à juger si les règles établies par ce traité ont bien été respectées et en aucun cas elle n'aura la possibilité de les remettre en cause, d'où le seul mot d'ordre correct : Retrait du TTIP !

Que "***rayonne***" le pouvoir discrétionnaire des riches.

- L'Arabie saoudite doit 3,7 M€ aux Hôpitaux de Paris - LeParisien.fr

L'Arabie saoudite est donc débitrice d'une dette de 3,7 M€ auprès de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP). Le chiffre a été confirmé hier après-midi au « Parisien » - « Aujourd'hui en France » par l'AP-HP.

Réclamer auprès d'un Etat étranger « implique de passer par le Quai d'Orsay, décrypte un spécialiste des grands contrats d'armement. C'est prendre le risque de froisser des susceptibilités... et de s'asseoir sur des accords à plusieurs milliards d'euros ». Bref, les comptables de l'AP-HP ne doivent pas trop compter sur les politiques pour taper du poing sur la table. Exemple récent de juteux accords ? Fin juin, Paris et Riyad ont signé des contrats d'une valeur de 10,8 Mds € ! Comparativement, les 3,7 millions dus par l'Arabie sont une goutte d'eau.

Comme indiqué dans nos éditions du 17 juillet, la dette cumulée (sur l'ensemble des années) des pays étrangers à l'égard de l'AP-HP culminait à 118,6 M€ fin 2014. L'AP-HP entend réagir. « Maintenant que nous avons recensé toutes les dettes, nous allons revoir les conventions de dispenses d'avances de frais avec certains pays et exiger des prépaiements », expliquait-on hier à l'AP-HP. Car les riches patients étrangers peuvent aussi permettre de renflouer les caisses des hôpitaux. Depuis 2012, l'AP-HP a décidé de surfacturer de 30 % les soins programmés auprès des non-résidents, ce qui lui a rapporté l'an dernier 10 M€ de recettes supplémentaires.

L'Arabie saoudite n'est pas le seul mauvais payeur auprès de l'AP-HP. Sur le podium : l'Algérie (31,6 M€ d'impayés), le Maroc (11 M €) et, plus surprenant... les Etats-Unis (5,7 M€). Viennent ensuite la Belgique (4,9 millions), la Tunisie (4,7 millions) et l'Italie (4,1 millions). Dans ce classement, l'Arabie saoudite (3,7 M€) n'arrive qu'en 7e position. Suivent ensuite (pour des montants compris entre 1 et 3 M€) le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal, le Koweït, le Cameroun, le Gabon et le Sénégal.

L'AP-HP, fleuron de la médecine française, n'est pas le seul établissement tricolore confronté à ces pratiques. Les Hospices de Lyon, l'Assistance publique des hôpitaux de Marseille ou encore le CHU de Nice... ont également leurs lots d'impayés, selon la Fédération hospitalière de France. Un problème à gérer avec doigté. « L'objectif est que la médecine française continue de

rayonner à l'international, souligne-t-on à l'AP-HP. Pas de dissuader des patients de venir se faire soigner en France. » LeParisien.fr 04.08

Et pendant ce temps-là, ils font la chasse aux fraudeurs parmi les travailleurs qui n'ont pas les moyens de se soigner normalement.

La politique américaine dictée par les marchands d'arme.

Comment créer les conditions favorables au juteux commerce des armes ? En multipliant les guerres et les menaces de guerre.

- John Kerry tente de rassurer les pays du Moyen-Orient inquiets de l'accord iranien - LeFigaro.fr

- Washington va "accélérer" ses ventes d'armes aux pays du Golfe face à l'Iran - AFP

Les Etats-Unis vont "accélérer" leurs ventes d'armes aux pays arabes du Golfe, a annoncé lundi le secrétaire d'Etat John Kerry, les monarchies sunnites s'inquiétant des ambitions régionales de leur rival iranien chiite et de l'accord sur le nucléaire.

"Nous sommes tombés d'accord pour accélérer certaines ventes d'armes qui sont nécessaires et qui ont pris trop de temps par le passé", a déclaré M. Kerry lors d'une conférence de presse au Qatar.

"Nous sommes tombés d'accord pour engager des formations très particulières (...) pour échanger et partager des renseignements", a poursuivi le chef de la diplomatie américaine.

Il a également évoqué une poursuite des discussions entre les Etats-Unis et leurs alliés du Golfe, engagées à Camp David en mai, sur l'intégration des systèmes de missiles balistiques des pays de la région, ainsi que "l?augmentation du nombre d'exercices" militaires conjoints.

"Ce sont quelques exemples de la manière dont nous pensons que la sécurité de la région peut être renforcée et la coopération améliorée", a plaidé John Kerry au côté du ministre des Affaires étrangères du Qatar Khaled al-Attiya. AFP 04.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1 - Lavrov condamne le projet américain de nouveaux bombardements en Syrie - AFP

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergei Lavrov a dénoncé comme "contre-productives" les mesures supplémentaires annoncées par Washington pour défendre ses alliés combattant en Syrie.

"Il est contreproductif d'annoncer publiquement que des groupes armés entraînés aux Etats-Unis (...) seront sous la protection de l'aviation de la coalition" internationale qui intervient en Syrie sous la houlette de Washington, a déclaré M. Lavrov lors d'une conférence de presse au Qatar.

Il a également critiqué le fait que "pour protéger ces groupes, cette aviation serait autorisée à frapper n'importe quelle force qui pourrait - je dis bien pourrait -- être considérée comme une entrave à l'action de ces groupes".

M. Lavrov a indiqué avoir évoqué la question lors d'une réunion inédite avec ses homologues américain et saoudien, John Kerry et Adel al-Jubeir, organisée lundi à Doha pour parler essentiellement du conflit syrien.

Un peu plus tôt, le porte-parole de la Maison Blanche Josh Earnest avait indiqué que la Syrie "ne doit pas interférer" avec les actions des forces formées par les Américains pour combattre le groupe Etat islamique. A défaut de quoi, "des mesures supplémentaires" pourraient être prises pour les protéger, a-t-il ajouté laissant planer la menace de frappes aériennes contre les forces du président Bachar al-Assad.

M. Lavrov s'est également dit "très inquiet au sujet (...) du désastre humanitaire" en Syrie, ajoutant être "en faveur d'une cessation immédiate de toute intervention extérieure dans la crise syrienne", une critique qui semble également destinée

à Washington. AFP 03.08

1.2- Syrie:Riyad jette l'éponge - french.irib.ir

Selon le journal al Qods al Arabi, Riyad vient de décider de dissoudre la milice "Jay al I'd la ma" faute de résultats sensibles.

La milice en question n'a pas été à même de réaliser les objectifs saoudiens sur le terrain en Syrie, d'où la décision du chef de cette milice d'annoncer un cessez le feu avec l'armée syrienne. french.irib.ir 02.08

1.3- L'armée syrienne a déjoué les complots - french.irib.ir

Le complot israélo-américain a été déjoué avec l'endurance et le dévouement du peuple et de l'armée syrienne, a indiqué le ministre syrien de la Défense.

Le général de division, Fahad Jassem al-Farij, ministre syrien de la Défense a rappelé, samedi, lors d'une intervention à l'occasion du 70ème anniversaire de la fondation de l'armée syrienne : « L'armée syrienne a prouvé être en mesure de la tâche et de la mission qui lui ont été confiées. » « Les événements auxquels sont engagés la Syrie et toute la région s'inscrivent dans le cadre des anciens et nouveaux complots israélo-américains, qui visent, tous, à démembrer les pays de la région et à y semer le chaos et la violence, et cela en soutenant les terroristes takfiris quels qu'ils soient Daech ou al-Nosra ou n'importe quel autre groupe terroriste. », a averti le ministre syrien de la Défense. french.irib.ir 02.08

1.4- Syrie : les victoires de l'armée et les échecs répétés de Jaïsh al-Fath - french.irib.ir

Les opérations de l'armée syrienne, dans la banlieue d'Idlib, continuent, dans la banlieue d'Idlib, avec les victoires consécutives des forces militaires syriennes et les échecs répétitifs de la coalition «Jaïsh Al-Fath», dirigée par le Front Al-Nosra.

Selon Farsnews, dans ce droit fil, l'armée syrienne a réussi de libérer la cité de Fourou, au Sud de la région d'Al-Sarmaniya, de la mainmise de la coalition terroriste de Jaïsh Al-Fath, dirigée par le Front Al-Nosra, et à en reprendre le contrôle. Dans le même temps, les forces de l'armée syrienne poursuivent leurs opérations militaires, dans la banlieue d'Idlib, et leurs avancées vers les trois cités d'Al-Alman, de Kanab et d'Al-Sarmaniya, situées près de Fourou.

A en croire une source, sur le terrain, en Syrie, l'attaque contre la citée de Fourou s'est effectuée, depuis 3 axes, avec l'appui logistique de l'aviation et de l'artillerie syriennes, et au cours de laquelle des dizaines de terroristes takfiris ont été tués ou blessés, tandis que d'autres prenaient la fuite. - french.irib.ir 03.08

2- Yémen

- Yémen: les forces blindées saoudiennes, en débandade - french.irib.ir

Selon la chaîne Al-Massira, les unités blindées de l'armée saoudienne se sont retirées des régions frontalières avec le Yémen, suite aux attaques aux missiles de ces derniers jours de l'armée Yémenite et d'Ansarallah. Dimanche, une vingtaine de missiles ont été tirés contre une importante base militaire, à Jazan.

Le retrait des unités blindées des bases saoudiennes confirme les informations, selon lesquelles les bases militaires saoudiennes tombent les unes après les autres entre les mains des forces yémenites, et le commandement saoudien s'avère incapable d'empêcher les désertions de masse. french.irib.ir 03.08

3- Irak

- Les plus importantes installations de Daech, détruites à Mossoul - french.irib.ir

L'armée irakienne a fait part de l'anéantissement des installations appartenant au groupe terroriste Daech, à Mossoul.

La Chaîne Al-Mayadeen, citant l'armée irakienne, a annoncé la destruction des plus importantes installations de Daech, dans des raids aériens, sur le Sud de Mossoul. En outre, le comité sécuritaire du Conseil provincial de Diyala a déclaré que le chef des groupuscules clandestins, liés à Daech, avait été capturé, à Baaqouba. french.irib.ir 03.08

4- Qatar

- Qatar: le conseiller de l'émir, enlevé - french.irib.ir

L'armée libre qatarie vient de proclamer son existence!!

Sur sa page twitter, l'ALQ revendique l'enlèvement du conseiller de l'émir qatari Tamim. "Notre objectif consiste à expurger le Qatar de la sale occupation des Américains". Le conseiller de Tamim serait un ex-député de la Knesset, Azmi Bachara. Le général Salem Fahad al-Mari, qui se dit le porte-parole de cette armée, affirme : "Notre armée est une force composée d'officiers et de soldats qataris. Nous nous félicitations de l'adhésion de chaque Qatari à notre armée, pour expurger le Qatar de la sale présence des Americains". "J'appelle tous mes cousins, dans les pays du Golfe, à nous venir en aide". - french.irib.ir 03.08

5- Algérie

- Que fait le Mossad, en Algérie? - french.irib.ir

Un haut officier du Mossad vient de l'annoncer: Israël oeuvre, depuis 2011, pour embringuer l'Algérie dans le tourbillon du "Printemps arabe". Selon le quotidien algérien, "Fajr", citant le livre d'un haut officier du Mossad, Yuchi Allor, Israël cherche de nouveaux alliés.

"Les éléments liés au Mossad sont présents, dans la région des tribus. Leur chef s'appelle Farhat Mohani. Cet agent israélien a pour mission de "séparer" la région tribale de l'Algérie et d'y ouvrir l'ambassade israélienne. Une autre mission consisterait à espionner les pays de la région, dans le sens des intérêts d'Israël. french.irib.ir 02.08

6- Mexique

- Des milliers de Mexicains dans la rue après l'assassinat d'un journaliste - euronews.com

Des milliers de personnes ont manifesté hier dans plusieurs grandes villes du Mexique pour exiger que justice soit rendue après la mort de Ruben Espinosa. Le corps de ce photographe a été retrouvé vendredi dans la capitale mexicaine aux côtés de ceux de quatre femmes, dont la militante des droits de l'Homme Nadia Vera.

"Plus de 100 journalistes ont été tués ici, c'est pour cela que le Mexique est devenu le deuxième ou le troisième pays le plus dangereux au monde pour les journalistes. Et malheureusement, c'est dans l'État de Veracruz que l'on trouve le plus de cas", souligne Jose Reveles, journaliste.

"Si vous dites la vérité, ils vous tuent. Ceux qui n'ont pas été achetés sont tués. Ils nous font disparaître. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Dites-moi ? Je n'en sais rien", se lamente Cristina Guerrero, elle aussi journaliste.

Plusieurs manifestants accusent le gouverneur de Veracruz, où travaillait Ruben Espinosa, d'être responsable des violences qui ont causé la mort de 13 journalistes depuis 2010 dans son seul État. euronews.com 03.08

ECONOMIE

Grèce

- La Bourse d'Athènes plonge de 16% après 5 semaines de fermeture forcée - latribune.fr

Aussitôt rouverte, la place grecque encaissait d'importantes pertes et s'enfonçait de 23% - la plus importante baisse depuis 1987. Les investisseurs s'attendaient à cette pénible remise en route.

La Bourse d'Athènes a terminé lundi en baisse de 16,23%, une chute historique selon l'opérateur boursier, pour sa réouverture après cinq semaines de fermeture liée à l'instauration d'un contrôle des capitaux en Grèce.

L'indice ATHEX a clos à 668,06 points, récupérant légèrement, au fil de la journée, de son ouverture par un plongeon de 22,82%. Selon l'opérateur boursier grec, la dernière chute d'une telle ampleur remonte à décembre 1987 avec des pertes de 15,3% sur une séance.

Les valeurs bancaires amputées du tiers de leur valeur

Les valeurs bancaires ont été particulièrement pénalisées avec un plongeon d'environ 30%, qui traduit la grande vulnérabilité

du secteur en attente urgente de recapitalisation après des retraits de plus de 40 milliards d'euros depuis décembre.

Les acteurs du marché prévoyaient cette remise en route difficile après une interruption des opérations boursières depuis le 26 juin sur fond d'impasse dans les négociations entre la Grèce et ses créanciers, UE et FMI, sur la reprise du financement du pays.

Dans la nuit du 26 au 27 juin, le Premier ministre grec de gauche radicale Alexis Tsipras avait procédé à l'annonce surprise d'un référendum sur les nouvelles mesures d'austérité proposées à son pays. Des échanges limités pour les locaux

Devant le risque de panique bancaire prolongée et d'un effondrement des banques, le gouvernement avait décrété le 29 juin un contrôle des capitaux et la fermeture à la fois des banques, qui ont finalement rouvert le 20 juillet, et de la Bourse.

Les échanges ont repris lundi avec des limitations pour les investisseurs locaux. Ces derniers ne peuvent pas financer l'achat de titres avec l'argent de leurs comptes bancaires en Grèce, restant ainsi soumis au contrôle des capitaux encore en vigueur dans ce pays. Ils peuvent en revanche se servir de comptes à l'étranger ou effectuer des transactions en liquide. Une interdiction des ventes à découvert pour limiter la spéculation à la baisse était également en vigueur lundi.

Les investisseurs étrangers -qui détiennent environ 60% de la capitalisation boursière sur le marché grec- ne sont pas concernés par ces restrictions.

Sur le front macroéconomique, l'enquête mensuelle de l'institut Markit sur le secteur manufacturier, publiée lundi, montre que l'activité industrielle a atteint en juillet son plus bas niveau historique avec l'effondrement des carnets de commandes, conséquence de trois semaines de fermeture totale des banques. Bruxelles estime que l'économie grecque devrait se contracter de 2% à 4% cette année. latribune.fr 03.08

Haut de page

Le 6 août 2015

CAUSERIE

La causerie de juillet est disponible au format pdf, 241 pages, pas vraiment des vacances et pas vraiment de quoi se faire chier pour répondre à un courriel. Après il s'étonne que je ne lui réponde pas...

J'écoute des sonates de Beethoven en formatant la causerie du jour, cela me change de Steve Vai ou Satriani, et je tiens à rester de bonne humeur, il fait 40°C, temps splendide comme d'habitude, je suis seul, au calme, on entend le chant des oiseaux perchés dans les tamariniers immenses en fleur, dès que je décroche les yeux de l'écran je me retrouve en pleine nature et je dirais même que parfois j'envie ceux qui ont la chance de pouvoir en profiter.

Hier on a récolté le troisième concombre, qu'est-ce qu'on s'emmerde franchement ! Avant-hier après-midi j'ai mis pas moins de 3 heures pour creuser cinq trous ridicules (de 40 cms de coté et 60 de profondeur) dans le jardin pour y replanter des hibiscus et des oeillets d'Inde, en plein soleil à la barre à mine de deux mètres de long qui doit bien peser pas loin de 20 kilos pour entailler les 40 centimètres de cailloux compressés qui recouvrent le terrain avant d'atteindre la terre composée d'argile, bordel, qu'est-ce qu'on s'emmerde ! Surtout que j'ai encore une trentaine de plantes ou arbres à replanter, mais bon il n'y a que la petite partie du jardin située derrière la maison qui soit aussi rocailleuse.

Je dois encore mastiquer les 10 fenêtres de la maison, car chaque fois qu'il pleut on est inondés, c'est chouette pour une maison neuve ! Il faut aussi isoler les deux auvents, car lorsqu'il pleut la pluie ruisselle le long des murs, rebondit sur le rebord en ciment des fenêtres (en aluminium) et pénètre dans la maison, au point qu'on se retouve à patauger dans la flotte, et puis on est obligé de fermer toutes les fenêtres, du coup on crève de chaud ! Il faut aussi remettre un coup de peinture sur les murs extérieurs de la maison, finir de peindre le mur qui entoure le jardin, la grille d'entrée en train de rouiller. Il faut aussi installer une tuyauterie pour amener l'eau directement dans les différentes partie du jardin, 40 mètres de tuyau à raccorder et 4 vannes à installer. Et surtout je dois couvrir la terrasse de la maison, un boulot monstre. J'ai tout le matériel, reste à trouver le temps pour faire le boulot. J'allais oublier la moto qui commence à tomber en ruine, je n'ai pas encore réussi à trouver une chaîne, je vais encore perdre du temps à chercher le magasin qui en aurait une en stock. Je dois aller au consulat de France pour renouveler ma carte de Français résident en Inde. Et puis le dentiste, car de ce côté-là aussi cela tombe en ruine. Et j'en oublie encore...

Qu'est-ce qu'on s'emmerde décidément ! Je voudrais bien trouver le temps de lire aussi, de me reposer un peu, juste un tout petit peu.

Il est 13h, je vais préparer ma salade de crudités.

On ajoutera de nombreux articles plus tard ou demain, je m'emmerde tellement que je n'ai pas le temps de tout faire.

Conditionnement et déconstruction antisociale du savoir. Les abstentionnistes doivent êtres des transsexuels !

- Existe-t-il un gène du vote de gauche ou du vote de droite? - AFP

De gauche, de droite, conservateur, libéral: et si tout ça nous était transmis par nos parents? Une étude réalisée par Richard P. Ebstein, de l'Université de Singapour, publiée mardi dans la revue de la Royal Society britannique met en évidence un lien entre génétique et préférences politiques.

Depuis plusieurs années, l'idée que des facteurs biologiques comme les gènes puissent en partie influencer nos idées politiques fait son chemin et passionne autant politologues, psychologues et grand public qu'il ne les divisent.

La plupart de nos caractères, comme la couleur de la peau, la taille, dépendent de notre génome. Et s'il existait un gène du vote de gauche ou du vote de droite ?

Pour les chercheurs, le gène DRD4, qui joue un rôle dans la transmission de la dopamine, pourrait intervenir dans nos choix politiques et ce, en particulier chez les femmes. La dopamine influe sur des fonctions neurologiques comme la mémoire, l'apprentissage, la créativité.

Nos affinités politiques pourraient ainsi être liées à la variante de ce gène dont on est porteur.

L'étude tempère toutefois ces résultats, soulignant que les tendances politiques de chacun dépendent aussi de facteurs conjoncturels et éducatifs. "Tous ces facteurs doivent être pris en compte pour comprendre les différentes sensibilités politiques", soulignent les chercheurs, tout en notant que "la biologie ne peut être ignorée". AFP 05.08

A croire qu'ils sont aux abois et qu'ils ne savent plus quoi inventer pour assurer la pérennité du régime capitaliste ou se persuader qu'il aurait encore un avenir. Cette opération relève de la guerre idéologique que mène sans répit et dans absolument tous les domaines la classe dominante pour soumettre la majorité de la population à son idéologie ou la légitimer, donner un vernis démocratique au règne du despotisme.

Etre de droite ou de gauche ne serait pas déterminé par votre condition sociale et l'interprétation que vous en faites, ce serait inné chez vous, vous seriez biologiquement programmé pour être de gauche ou de droite de manière héréditaire, et comme c'est l'idéologie de droite qui est dominante et qu'être de gauche de nos jours est très confus ou plutôt vidé de sa substance au profit d'idées de droite, il est légime qu'elle s'impose.

Allons plus loin.

A quoi bon tenter de prendre conscience de votre condition, à quoi bon se rebeller contre l'interprétation majoritaire qu'en font ceux qui la partagent et qui par ignorance sont de droite ou véhiculent des idées de droite, si vous êtes voué génétiquement à être de droite vous ne pouvez pas aller contre votre nature. On pourrait appeler cela un hymne à la droite, au néolibéralisme.

Comment procèdent-ils ? Par amalgame interposé, entre le caractère qui se façonne au cours des toutes premières années de notre exstence au contact du monde extérieur, et qui pourra évoluer plus tard en fonction de nos expériences et l'interprétation qu'on en fera, et la couleur de la peau ou la taille d'une personne qui dépend de critères génétiques transmis d'une génération à l'autre mais qui peuvent aussi dépendre de facteurs aléatoires, tous nos gènes n'étant pas forcément une copie conforme de ceux de nos parents.

Le caractère intègre des facteurs sociaux contrairement à la couleur de la peau ou la taille d'une personne. Ce sont ces facteurs sociaux que les auteurs de cette "étude" se sont employés à effacer ou à réduire à la portion congrue de "facteurs conjoncturels et éducatifs" sur lesquels il était préférable de ne pas s'attarder, car en prendre conscience présente une menace pour l'ordre établi.

La crise du capitalisme ou plutôt ses conséquences qui accablent les travailleurs, seraient une fatalité contre laquelle il serait inutile de lutter, de même si vous êtes né dans une famille de droite (pour faire bref), vous êtes condamné à être de droite et à le demeurer le restant de vos jours, autant dire que cette soi-disant étude n'a absolument rien de scientifique ou n'a aucun rapport avec la réalité, sinon pour la torturer afin de justifier une thèse frauduleuse inavouable, mais cependant trop grossière pour être pris au sérieux, sauf par l'AFP, l'agence de propagande du régime, normal.

Dans un registre similaire dans lequel ils poursuivent le même objectif.

La nature vous a attribué un sexe à votre naissance, et plus tard vous serez naturellement porté à être attiré par le sexe opposé afin qu'ils s'accouplent, disons que c'est le schéma général qui prévaut parmi la population des deux sexes et garantit sa reproduction. Mais comme il arrive que des membres des deux sexes se livrent à des pratiques sexuelles qui s'écartent de ce schéma, ce qui apparaissait jusqu'à présent comme une fatalité doit disparaître au profit d'une thèse ne consistant pas à intégrer ces pratiques homosexuelles dans la nature de chaque sexe ou qui pourraient se développer en réaction à certains facteurs d'ordre social, mais à décréter qu'elles figureraient sur un plan d'égalité avec des rapports hétérosexuels, de telle sorte que la norme qui prévalait au sein de la population et qui privilégiait des rapports sexuels entre les deux sexes ne soit plus qu'une option comme une autre dès la naissance, ce qui revient à surévaluer ce qui au départ relèvait de l'exception ou n'existait qu'à l'état potentiel, c'est un peu comme si on attribuait arbitrairement à des exceptions la même valeur qu'à une règle qui dès lors perdrait toute signification.

On retrouve ici la même négation précédente, qui consistait à évacuer les rapports sociaux qui dans la majorité des cas sont à l'origine du développement de l'homosexualité ou le fait de voter à droite ou à gauche pour reprendre les termes de cet article.

Etrangement, pour ceux qui le découvrent seulement, on retrouve la même tentation de la réaction qui consiste à présenter les exploités et les exploiteurs sur un même pied d'égalité ou oeuvrant au bien-être de la communauté ou encore, qui seraient liés par des intérêts communs au point qu'on pourrait les confondre, pour en conclure qu'ils seraient inséparables, ce qui correspond à la définition de la collaboration de classes qui conduit au corporatisme.

On s'aperçoit ainsi que toutes leurs campagnes et leur propagande en faveur de droits nouveaux pour telle ou telle communauté, l'intérêt qu'ils prétendaient accorder au comportement social ou politique de la population, correspondaient en réalité à un seul et unique objectif : Faire passer à la trappe les rapports sociaux qui sont à l'origine du mode de pensée et du comportement des membres des différentes classes sociales afin d'effacer les frontières qui les séparent et neutraliser la lutte des classes.

L'anti-sexisme : Une entreprise antisociale.

- Climatisation : pourquoi les femmes ont si froid - LePoint.fr

La polémique commence lorsqu'une journaliste du Washington Post se demande, dans un article publié la semaine dernière, si la climatisation n'est pas sexiste. En effet, les femmes ajustent leurs tenues à la saison estivale là où les hommes continuent à porter leurs fidèles costumes-cravates.

Une étude néerlandaise, réalisée par Boris Kingma et Wouter van Marken Lichtenbelt et reprise par le New York Times , révèle que la climatisation est basée sur plusieurs facteurs comme la température ambiante, l'humidité, mais aussi... la chaleur produite par l'homme.

Une femme se sentira à l'aise dans un environnement à environ 25 °C là où un homme préférera les températures avoisinant 21 °C.

« Les modèles de confort thermique doivent être ajustés au métabolisme de base actuel en incluant les valeurs pour les femmes », rappelle Boris Kingma. Au-delà de la problématique féminine, l'étude, initialement publiée dans le journal Nature Climate Change , rappelle qu'il y a aussi une véritable préoccupation écologique. LePoint.fr 05.08

Rien d'étonnant à ce que ce soit le Washington Post et le New York Times qui répercutent une "étude" encore destinée à opposer les deux sexes. Quel acharnement, vous ne trouvez pas ?

Et dire qu'il y en a qui estiment qu'il ne faudrait leur accorder aucune importance, on se demandera alors pourquoi la classe dominante se donnerait autant de mal pour disloquer tous les rapports sociaux qui prévalaient jusqu'à nos jours si elle n'y trouvait pas un intérêt politique.

Tout doit être un prétexte à l'accusation de sexisme afin de dresser les deux sexes l'un contre l'autre, au moins pendant ce temps-là les travailleurs ne penseront pas à se dresser contre la classe des exploiteurs, encore faut-il disposer d'arguments pour alimenter les grieffes que chacune des communautés des deux sexes pourrait opposer à l'autre, voilà à quoi ils s'emploient en permanence puisque c'est devenu une obsession chez eux.

Créer un climat d'affrontement permanent nauséabond à l'intérieur de la classe des exploités (ou même de chaque classe pour mieux les contrôler) à partir des conditions particulières propres à chacun de ses membres, de manière à leur interdire de se rassembler sur la base des conditions sociales qu'ils partagent, voilà leur objectif.

On pourra nous rétorquer que ces tentatives sont finalement désuètes et vouées à l'échec, pas tant que cela si on en juge par la dislocation du mouvement ouvrier ou la multiplication des organisations ou associations sur lesquelles elles ont débouché

dans lesquels s'investissent des millions de travailleurs, alors qu'ils désertent syndicats et partis ouvriers, pendant que dans chaque pays les inégalités sociales atteignaient un niveau record sans que les masses trouvent la voie de la mobilisation générale pour s'y opposer, simple constat.

On ne peut comprendre les véritables intentions qui se cachent derrière ces opérations ou leur finalité, qu'à partir du moment où on prend en compte l'ensemble des facteurs qui composent la situation, ainsi que la stratégie politique adoptée par la classe dominante puisqu'elles ont vocation à servir ses intérêts.

C'est la raison pour laquelle nous ne participons pas à ces campagnes, et nous dénonçons, nous combattons ces entreprises de déstabilisation et de dislocation de notre classe, en démontant les mécanismes auxquels ils recourent pour mieux l'asservir. Que la pseudo-gauche et extrême gauche y participent, témoigne que leur faillite politique s'est mue en collaboration de classes pour en arriver à se tromper d'ennemi.

Vivre toujours plus mal pour travailler toujours plus.

- Une boisson pour s'alimenter en perdant moins de temps à manger - Slate.fr

Soylent, la boisson nutritive censée remplacer nos repas, va désormais être vendue sous une nouvelle forme: des petites bouteilles de liquide beige, visant à économiser encore plus de temps et d'énergie.

Soylent est une boisson nutritive visant à remplacer les repas et à économiser temps, argent et énergie, en éliminant un certain nombre de plaisirs de la table jugés bien trop encombrants et chronophages. Ce liquide, selon les points de vue absolument terrifiant ou génial, nourrit beaucoup de travailleurs de la Silicon Valley n'ayant pas le temps de s'arrêter pour un vrai déjeuner...

«Bientôt, vous n'aurez même pas à quitter votre bureau pour mélanger la poudre avec de l'eau. Vous n'aurez qu'à siroter cette boue beige et continuer à travailler.» Slate.fr 05.08

Le néolibéralisme ou la dégénérescence de la civilisation humaine...

ACTUALITE EN TITRES

Parole d'une vichyste.

- Nadine Morano sur les migrants qui fuient leur pays : "Heureusement qu'on n'a pas fait pareil en 39-45 !" - Francetv info

En soutenant le régime néonazi de Kiev, elle démontre qu'elle aurait fait pire encore !

Après la chasse aux sorcières, les appels à la délation des opposants au régime, voici venu le temps des justiciers.

- Plus de 200.000 personnes demandent "justice" pour la chienne enterrée vivante - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- La force aéroportée russe prête à coopérer avec l'armée syrienne - french.irib.ir

« La force aéroportée russe est prête à aider l'armée syrienne », a annoncé le commandant de la Force aéroporté russe, Vladimir Shamanov.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Moscou capitale russe, Vladimir Shamanov a souligné : « Si la force aéroportée russe reçoit un ordre du gouvernement afin de coopérer avec l'armée syrienne elle l'exécutera et accomplira sa mission ».

« La Russie et la Syrie entretiennent des relations amicales et un grand nombre d'experts syriens ont passé des formations militaires en ex-Union soviétique et l'actuelle Fédération de la Russie », a-t-il ajouté.

« Les Etats-Unis en connivence avec leurs alliés ont formé le groupe terroriste « la nouvelle Syrie » et annoncent que si l'armée syrienne attaque ce groupe terroriste ils y interviendront manu militari et lui accorderont un soutien par air», a-t-il conclu. french.irib.ir 05.08

1.2- "Moscou menace l'Occident. - french.irib.ir

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a déclaré qu'en représailles aux pays, qui imposent des sanctions contre la Russie, le gouvernement russe pourra allonger sa liste de sanctions contre ces pays.

Selon l'agence Itar-Tass, lors de la réunion du Conseil des ministres, mardi, à Moscou, Dmitri Medvedev a demandé aux responsables du gouvernement russe d'étudier la possibilité de l'intensification des sanctions contre les pays qui imposent des sanctions à la Russie, en soulignant que les noms d'autres pays pourront être intégrés, dans la liste des représailles de Moscou, selon un décret présidentiel de Vladimir Poutine.

En réaction aux sanctions occidentales, la Russie a interdit l'importation des produits agro-alimentaires de plusieurs pays. La tension est montée entre l'Occident et la Russie, depuis le début de la crise, en Ukraine, et les deux parties ont subi d'importants dommages économiques et commerciaux, en raison de leurs sanctions bilatérales. french.irib.ir 04.08

1.3- Quand Poutine tempête contre Erdogan - french.irib.ir

La Russie a stigmatisé la politique de deux poids deux mesures de la Turquie envers certains pays dont la Syrie et l'Egypte, mettant en garde le président turc, Recep Tayyip Erdogan.Selon Moscou Times, après avoir convoqué l'ambassadeur d'Ankara à Moscou, Ümit Yardim, le président russe, Vladimir Poutine s'est adressé à lui en ces termes : « Dites à votre président dictateur qu'il ira en enfer avec ses bien aimés terroristes de Daech et que je vais transformer la Syrie en la Stalingrad de Recep Tayyip Erdogan ». Vladimir Poutine, négligeant les protocoles diplomatiques en convoquant, en personne, Ümit Yardim, l'avertit que Moscou romprait toutes ses relations diplomatiques avec Ankara si ce dernier continuerait de soutenir les terroristes de Daech.

Vladimir Poutine a ensuite stigmatisé la politique étrangère d'Ankara et son rôle dévastateur en Syrie, en Irak et au Yémen en soutenant les terroristes d'Al-Qaïda et les miliciens pro-saoudiens. Lors de ce tête-à-tête électrique, Poutine s'est mis en colère en disant que Recep Tayyip Erdogan condamne le coup d'état militaire en Egypte sous prétexte de la démocratie alors qu'en même temps, il ferme les yeux sur les activités terroristes visant à renverser le président syrien.

« La Russie ne lâchera jamais le gouvernement légitime de la Syrie et elle coopérera avec les alliés de la Syrie, c'est-à-dire l'Iran et la Chine, afin de trouver une solution politique censée mettre fin à la crise en Syrie », a-t-il affirmé. french.irib.ir 05.08

2- Ukraine

- Ukraine : le chef d'état-major russe placé sur la liste des fugitifs à arrêter - euronews.com

Valery Gerasimov et dix autres militaires russes sont accusés par les services de sécurité ukrainiens "d'avoir organisé un conflit armé dans le pays en particulier l'été dernier dans la région d'Ilovaysk". Selon Kiev, plus de 360 soldats ont été tués et 180 autres sont portés disparus dans cette opération. Une enquête pénale a été ouverte dès l'an dernier.

"Du 8 au 23 août 2014, sous les ordres de Gerasimov, les positions de l'armée ukrainienne ont été systématiquement attaquées avec des missiles et des lances-roquettes Grad, Smerch et Ouragan en provenance du territoire de la Fédération de Russie. Et cela a été confirmé par des preuves", affirme Anatoliy Matios, le procureur militaire en chef de l'Ukraine.

Gerasimov est par ailleurs sur la liste des personnalités russes sanctionnées par l'Union européenne.

Le Ministère russe de la Défense a immédiatement réagi en dénonçant "des accusations de Kiev qui ne sont pas fondées et qui ne sont que des allégations, car il n'y pas de troupes russes dans le sud-est de l'Ukraine".

"Le bureau du Procureur général de l'Ukraine est déterminé à tout faire pour commencer dès que possible le procès par contumace du chef d'État-major de la Russie. Mais cela pourrait être problématique, car il n'y a pas de précédent en Ukraine pour ce type de procès par contumace et pour crimes de guerre", précise notre correspondante, Maria Korenyuk. euronews.com 05.08

3- Yémen

- Yémen : l'armée contrôle la base d'Al-Anad - french.irib.ir

« La base aérienne d'Al-Anad est sous le contrôle de l'armée yéménite », a déclaré le porte-parole de l'armée. Selon la chaîne de télévision Al-Mayadeen, le général de brigade Sharaf Ghaleb Luqman, porte-parole de l'armée yéménite, a démenti, lundi soir, la chute de la base aérienne d'Al-Anad, située dans la province de Lahij. « Les agresseurs tentent de suggérer que la base aérienne serait tombée entre les mains des miliciens pro-Hadi tandis que les militaires de l'armée yéménite contrôlent la base Al-Anad», a-t-il ajouté.

« Les intérêts des agresseurs sont les mêmes que ceux du groupe terroriste d'Al-Qaïda; l'objectif de l'Arabie en attaquant la base d'Al-Anad est de soutenir les terroristes», a expliqué le porte-parole de l'armée yéménite. Lundi, des dizaines de terroristes ont été tués et blessés lors de violents combats entre l'armée et les comités populaires d'une part et les terroristes d'Al-Qaïda et les miliciens pro-Hadi de l'autre. Les affrontements se poursuivent toujours aux alentours de cette base stratégique. french.irib.ir 04.08

4- Arabie saoudite

- L'Arabie, complice d'Al-Qaïda. - french.irib.ir

Mue par des visées impérialistes, l'Arabie sème le chaos au Moyen-Orient, dans le but de faire éclater des guerres civiles dans d'autres pays, selon le journal américain, "The National Interest".

L'analyse, reprise par la chaîne Al-Alam, affirme que l'Arabie et ses alliés ont commis d'innombrables crimes au Yémen, en ciblant les civils et qu'elles ont créée ainsi une crise humanitaire aussi bien au Yémen que dans tout le Moyen-Orient afin de réaliser leurs vœux, la crise qui a poussé la Communauté mondiale à réagir pour en réduire les impacts tragiques.

L'Arabie s'était engagée d'allouer une aide de 274 millions de dollars au Yémen alors qu'elle n'a même pas donné un seul centime. Par contre, elle continue à soutenir et financer les groupes terroristes actifs au Yémen, poursuivant en même temps les bombardements les zones civiles. Plus regrettable : le blocus du Yémen a pratiquement rendu impossible les opérations de secours et l'acheminement des aides humanitaires aux populations sinistrées. «Le blocus du Yémen et la rupture des communications avec le monde extérieur ont exposé à la mort les civils. Voilà le résultat de l'intervention militaire saoudienne au Yémen dont plus de 80% de la population ont un besoin des aides humanitaires.», déplore "The National Interest".

Le point qui mérite réflexion, c'est le fait que l'Hadramout, la seule province contrôlée entièrement par Al-Qaïda, n'a pas été la cible des attaques saoudiennes ! Pourquoi ? Pourquoi l'Arabie a-t-elle laissé tranquille l'Hadramout ? s'interroge justement "The National Interest" dans son analyse. La réponse est évidente: Riyad se sert d'Al-Qaïda en tant qu'outil et base de ses opérations à l'Hadramout. Donc, pas une seule attaque contre l'Hadramout ! Les terroristes d'Al-Qaïda peuvent en toute liberté mener leurs opérations et attentats, grâce à l'appui et le soutien de leurs protecteurs dont l'Arabie. Le journal américain déduit ainsi que le bombardement du Yémen par l'aviation saoudienne n'a eu d'autre résultat que le renforcement des groupes extrémistes et terroristes. french.irib.ir 05.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Grèce

- Grèce : nouvelle manifestation anti-austérité sur fond de négociations intensifiées avec les créanciers - euronews.com

Des centaines de personnes ont défilé dans les rues du centre d'Athènes à l'appel des communistes pour dénoncer l'austérité renforcée qui se prépare pour Septembre alors que des "élections anticipées" sont évoquées pour l'automne.

"Il est plus qu'évident, qu'à la rentrée, ceux qui auront eu la chance de partir en vacances, se retrouveront avec de nouvelles taxes, de nouvelles réductions de salaires, de nouvelles mesures contre les ouvriers. Et il est évident que le peuple doit dire un Non tonitruant", estime ce manifestant.

Une manifestation qui intervient alors que les discussions entre le gouvernement Tsipras et ses créanciers FMI-BCE-Union européenne s'accélèrent. Le ministre grec de l'Économie, George Stathakis s'est dit confiant quant à la conclusion d'un accord dans les dix prochains jours. Ligne similaire à son Premier ministre Alexis Tsipras.

Athènes et ses créanciers doivent aboutir au plus tard le 20 août à un compromis sur un nouveau plan d'aide de plus de 80 milliards d'euros afin que la Grèce rembourse ses futures échéances.

En attendant, certaines professions maintiennent la pression sur le gouvernement. En pleine saison touristique, les contrôleurs aériens ont cessé le travail pendant quelques heures pour exiger la mise en place d'une autorité indépendante aux standards européens. euronews.com 05.08

2- Italie

- Italie : les poubelles envahissent les rues de Rome - francetvinfo.fr

À Rome, le dysfonctionnement ne touche pas seulement le ramassage des ordures. La voirie est également très mal entretenue. Les transports en commun, souvent bondés, accumulent les retards. Quant à l'aéroport international de Fiumicino, deux incendies se sont déclenchés ces dernières semaines provoquant une pagaille monstre. francetvinfo.fr 05.08

L'Italie, c'est l'Inde de l'Europe ! Les points de comparaison sont nombreux, je n'ai pas le temps de m'y attarder ici.

3- Irak

- Manifestations monstres contre le gouvernement irakien sur fond de canicule - euronews.com

Des milliers d'Irakiens manifestent depuis plusieurs jours dans les grandes villes du pays pour dénoncer la corruption qui mine, selon eux, le gouvernement de Haïder al-Abadi.

Hier encore plusieurs d'entre eux sont descendus, notamment, dans les rues d'Amara pour exprimer leur colère. Les coupures d'électricité à répétition et le manque de fiabilité dans la distribution de l'eau potable inquiètent particulièrement la population alors que les températures atteignaient, la semaine dernière encore, les 50 degrés.

Les manifestants cherchent à comprendre à qui profite les ventes du pétrole en Irak, second pays importateur de l'OPEP derrière l'Arabie Saoudite. euronews.com 04.08

Haut de page

Le 7 août 2015

CAUSERIE

On n'a eu le temps d'ajouter de nouveaux articles (rien de bien passionnant en réalité), ce sera pour demain.

Dorénavant le soir je lis ou je me détends en regardant un film sur Internet ou en visionnant un concert de hard rock, je suis obligé de me coucher tôt à cause de Selvi qui prend son coulot à 7h30, sauf le dimanche, loving you Sunday morning, loving la grasse matinée jusqu'à... 8h au lieu de 5 plombes.

C'est le genre de sujet qu'on aurait abordé avec Trotsky

Où va la France ? - L. Trotsky (Recueil de textes d'octobre 1934 à novembre 1938)

1- "*Le document le plus autorisé sur la question des "revendications immédiates" est la résolution programmatique du Comité central du Parti communiste. (Voir l'Humanité du 24 février:) Nous nous arrêterons à ce document. L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, "contre la vie chère", etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.*

La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout. Mais même les plus grandes "concessions", dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale.

Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Evidemment.

C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir."

2- "*A la grève générale du 12 février, qui ne poursuivait aucune "revendication immédiate", participèrent des millions d'ouvriers et d'employés. Cependant, à la défense contre l'offensive du capital n'a participé jusqu'à maintenant qu'une fraction infime de ce même chiffre.*"

3- "*Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses: elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.*"

4- "*Mais même dans le cas d'une lutte gréviste étendue il serait criminel de se borner à des revendications économiques partielles.*"

5- "*Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie, il y eut une seule fraction de la social-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles: ce fut ceux qu'on appela les "économistes". Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre: "A bas l'autocratie!" jusqu'à l'apparition d'une "situation révolutionnaire". Lénine jugea les "économistes" comme de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait préparer activement une situation révolutionnaire même en période de mouvement gréviste.*"

6- "*A l'école de Lénine, il faut apprendre la méthode d'action et non pas changer le léninisme en citations et en recettes, bonnes pour tous les cas de la vie.*"

7- "*La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'Etat. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes: la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation.*"

Trotsky témoigna le 18 décembre 1938 un doute qu'il aurait pu formuler deux ans plus tôt, sans toutefois l'assumer entièrement. Ce que l'on peut comprendre dans la mesure où il était davantage imputable à la situation qui présentait une terrible faiblesse sur laquelle il ne s'attardera pas, celle de l'avant-garde révolutionnaire ou l'absence d'un véritable parti communiste, qui devait déterminer finalement l'issue inévitable du mouvement révolutionnaire des masses initié en 1934 et qui s'était amplifié en mai-juin 1936.

La classe ouvrière et ses éléments les plus avancés qui se reconnaissaient à cette époque dans la SFIO (dégénérés) et le PC (stalinisé), ne seraient pas en mesure de se débarrasser dans un lapse de temps aussi court des illusions qu'elles avaient placées dans ces partis (et le Front populaire) compte tenu de la faiblesse des effectifs de l'avant-garde et les errèments de ses dirigeants

8- "*Le 9 juin 1936, nous écrivions: "La Révolution française a commencé." Il peut sembler que les événements aient réfuté ce diagnostic. La question est en réalité plus compliquée.*"

9- "*La bourgeoisie a-t-elle raison dans son diagnostic ? Le danger immédiat est-il réellement passé pour elle ? Autrement dit, la révolution est-elle réellement remise à un avenir indéterminé, c'est-à-dire plus lointain? Ce n'est nullement démontré.*"

Alors qu'en réalité cela ressortait de la situation, ce que Trotsky se refusera à admettre. On connaît la suite.

On retrouvera comme une constante jusqu'à nos jours cette tendance chez les trotskystes à ce genre d'optimisme béat ou

jusqu'au-boutiste ou irrationnel contredit par la situation, qui se répercutera sur leur comportement, qui consistera à accorder davantage d'importance à des arguments théoriques tirées d'enseignement de la lutte de classes du passé qu'ils plaqueront sur la réalité ou qu'ils substitueront à la situation et aux rapports entre les classes ou au sein de celles-ci, généralisant la situation à partir de leurs propres expériences ou de celles de quelques pans isolés de la classe ouvrière.

Inutile de s'apesantir ici sur la manière dont cela s'est répercuté en pratique. Disons que ce déni de la réalité ne pouvait que renforcer les tendances au dogmatisme et au culte de la personnalité parmi les trotskystes et leur interdire de contruire le parti au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours.

On comprend le dilemme ou l'embarras dans lequel Trotsky a du se trouver à cette époque, entre la nécessité de développer une perspective révolutionnaire tout en sachant qu'elle n'avait aucune chance d'aboutir du fait que les conditions subjectives n'étaient manifestement pas mûres, et la tentation de se rabattre sur une stratégie purement défensive qui aurait eu des relents de capitulation ou plutôt aurait pu être interprétée de la sorte, alors qu'adopter une stratégie offensive en 1936 devait forcément s'accompager d'illusions dans la capacité des masses (et de l'avant-garde) à accomplir certaines tâches politiques auxquelles elles n'étaient pas préparées.

Trotsky avait tranché ce dilemme en optant pour une stratégie offensive qui correspondait aux tâches que le prolétariat devait accomplir et nous la partageons entièrement, cela dit il faut convenir qu'il arrive que l'histoire nous joue un vilain tour et qu'il soit impossible d'adopter une autre stratégie sachant qu'elle est vouée à l'échec temporairement ou pour une durée indéterminée.

Ce qu'on lui reprochera en revanche, c'est de n'avoir pas été suffisamment explicite sur cette question précisément, faiblesse ou erreur que ses "héritiers" ne cesseront de reproduire par la suite, pire, qu'ils théoriseront jusqu'à en faire un principe de fonctionnement de leur parti auquel tous leurs militants devront se plier en s'abstenant de toute critique sous peine d'expulsion.

C'était un peu comme si on avait prétendu qu'un unijambiste pourrait courir le 100 mètres en moins de 10 secondes à condition de lui fournir une chaussure adaptée à son pied. Il parviendrait certes à les parcourir un jour, mais certainement pas en moins de 10 secondes. Il serait plus prudent et juste d'affirmer qu'il aurait les moyens de parcourir ces 100 mètres pour peu qu'il s'entraîne sans lui fixer un temps à réaliser, l'essentiel étant qu'à partir de sa condiion il se donne les moyens d'y parvenir.

Depuis ils n'ont pas changé, ils ont décrété qu'il fallait "préparer la grève générale dès septembre" 2015, et malheur à ceux qui oseraient émettre des doutes sur la réalisation de cet objectif, qui pour eux serait acquis d'avance, alors que rien n'indique que les masses y seraient prêtes ou que les conditions subjectives pour qu'elle ait une chance d'aboutir soient réunies, précision qu'ils refuseront d'aborder pour adopter une sorte de fuite en avant désespérée des plus aventuriste prétendant qu'elle pourrait aboutir à un "gouvernement ouvrier, un nouveau gouvernement de la Commune", rien de moins, vaut mieux en rire qu'en pleurer.

Dans la fable du lièvre et la tortue, lequel partait vraiment avec un handicap, la tortue que rien ne pouvait dévier de son objectif bien qu'apparemment désavantagée par sa condition, ou le lièvre qui allait présumer de ses chances légitimes de l'emporter pour finalement être battu ?

Nous n'adopterons pas la méthode de nos détracteurs qui consiste à mépriser les propositions qui leur sont soumises et qui incluent des arguments ou des facteurs qu'ils n'ont pas pris en compte, au contraire, nous incluons dans notre analyse que la situation sociale et politique en France puisse conduire à poser la question de la grève générale, des comités d'action, du gouvernement ouvrier ou de la République sociale ou de l'Etat, du pouvoir politique, mais nous nous refusons de prétendre que les conditions seront remplies demain ou après-demain pour atteindre ces objectifs, au regard de la faiblesse du niveau d'organisation et de conscience des masses exploitées que reflète l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays ou l'absence tout court de direction, mais aussi des conditions objectives ou matérielles dans lesquelles se trouvent la majorité des travailleurs qui font obstacles à leur rassemblement ou unité pour se dresser contre le régime, autant de facteurs qui nous interdisent d'avoir la moindre illusion dans la réalisation de ces objectifs, qui toutefois ne sont pas sans intérêt dans l'immédiat, dans la mesure où ils préfigurent la voie que devra emprunter un jour ou l'autre le prolétariat pour s'emparer du pouvoir politique, à condition qu'ils soient présentés comme tels pour construire le parti, ce qui implique que cette stratégie ne s'inscrive pas dans le but d'atteindre un objectif immédiat ou réalisable à court terme, auquel cas elle serait porteuse d'illusions et conduirait à la démoralisation et à la démobilisation des travailleurs ou militants qui auraient pu y adhérer ou la partager, mais incarne les tâches historiques que le prolétariat doit impérativement acccomplir pour se libérer du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, abattre le capitalisme et ses institutions, comme un idéal qu'on épousera et qu'on n'abandonnera sous aucun prétexte, ce qui permettra de résoudre la question du parti passoire, l'objectif à terme étant de disposer d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire intervenant dans la lutte de classes et ancré dans toutes les couches exploitées et même au-delà, condition à remplir impérativement pour avoir une chance de vaincre notre ennemi, puisque c'est notre but et non de lui infliger des reculs ou de stopper provisoirement son offensive, reste à savoir si nous sommes réellement d'accord sur l'objectif à atteindre et la manière de l'atteindre, rien n'est moins sûr en l'état actuel des choses semble-t-il, puisqu'aucun parti ne partage cette stratégie.

Il faut préciser que ces citations de Trotsky et la stratégie qu'il avait définie à l'adresse de l'avant-garde et du prolétariat, s'inscrivaient dans le cadre de la situation qui prévalait en France en 1936 et qu'il avait caractérisée de pré-révolutionnaire, puis révolutionnaire.

Mes contradicteurs reprenant à leur compte la même stratégie, il faut en déduire qu'ils estiment que la situation serait pré-révolutionnaire en France au mois d'août 2015, ce dont on peut douter fortement, ils ont peut-être raison sur ce point, peu importe.

Et si j'ai reproduit ces passages de Trotsky sans avoir eu le temps de relire entièrement *Où va la France ?*, c'était juste pour montrer qu'ils comportaient de multiples contradictions avec la politique développée par le POI que mes détracteurs partagent apparemment. A ma connaissance, ces militants n'étant pas organisés au POI ni dans aucune structure, on se demandera comment ils comptent faire pour mettre en pratique cette stratégie et quel parti ils comptent construire, surtout sachant que le courant qui incarnait cette stratégie recentrée sur la question de la construction du parti a été évincé de la direction du POI, autrement dit la direction actuelle du POI loin d'avoir adopté cette stratégie la combat. De là à penser que le POI ne peut pas incarner cette stratégie, on est légitimement en droit de le penser, non, sauf une fois de plus à nier ces contradictions ou à se réfugier dans un déni de la réalité.

Vous aurez remarqué que j'ai employé un ton mesuré, je me suis fait violence en vérité. Car que faut-il penser de militants, qui dès lors qu'on ne partage pas leurs positions ou qu'on les critique se permettent de déformer vos propos ou vous calomnient, en adoptant de pareille méthode ne démontrent-ils pas qu'ils sont incapables de défendre loyalement leurs positions, quel crédit leur accorder ? Ces bac +10 se croient-ils tout permis ? Le dernier en date m'a envoyé deux fois le même courriel en me reprochant de ne pas l'avoir mis en ligne, j'y ai fait référence plus haut, qu'il s'estime heureux. Comme on est de bonne humeur et parfaitement détendu, comme d'habitude, on n'en dira pas plus.

En aparté, ces derniers jours, en relation avec cette polémique j'ai relu la correspondance et plusieurs ouvrages des marxistes dont j'ai extrait des passages significatifs que je reproduirai dans une prochaine causerie si je trouve le temps de les commenter, ils apportent des précisions précieuses sur les questions que nous venons d'aborder qui vont toutes dans le même sens que Trotsky.

En oligarchie, la critique et la démocratie doivent être muselées.

- Sournoise comme une féministe - Slate.fr

De plus en plus de critiques de livres, de films, de séries, qualifient ces œuvres «d'insidieusement» féministes. Une tendance qui, explicitement, ne sert pas la cause des femmes.

La culture grand public s'est enfin rendu compte que le féminisme était savoureux, et nous ferions mieux de nous en réjouir plutôt que de regarder avec suspicion et en plissant les yeux le glorieux soleil levant de l'égalité des genres. Slate.fr 06.08

Le portail Slate.fr est tout à fait dans son rôle de chien de garde de l'idéologie néolibérale, lorsqu'il dénonce les journalistes américains qui égratignent des "oeuvres" - un grand mot pour des scripts ou scénarios d'une médiocrité accablante, qui pour être au goût du jour de la propagande officielle et être diffusées recourent à un féministe caricatural ou de bas étage, avec lequel ils se sentent obligés de prendre leur distance pour ne pas se ridiculer eux-mêmes semble-t-il tellement l'entreprise est grotesque.

Le féminisme n'a rien à voir avec les droits des femmes travailleuses qui se situent sur le terrain de la lutte des classe et dont il entend les détourner.C'est la véritable raison d'être de ce "glorieux soleil" à l'époque de la réaction sur toute la ligne ou du déchaînement de barbarie par l'impérialisme américain.

Dossier sur la Grèce

Assurèment, il n'y en aura pas pour tout le monde.

- La Grèce rembourse 186 millions d'euros au FMI - AFP

La Grèce a remboursé jeudi 186,3 millions d'euros au FMI et évité ainsi un nouveau défaut de paiement vis-à-vis de l'institution, en pleine négociation sur un troisième plan d'aide au pays. AFP 06.08

Ouf !

- La Bourse d'Athènes gagne à la clôture 3,65%, après le plongeon du début de semaine - AFP

- Grèce : pourquoi le nouveau plan d'aide est déjà un échec - latribune.fr

Les négociations sur le troisième mémorandum ont débuté ce mardi à Athènes entre le gouvernement grec et ses créanciers. Mais la logique du plan dessinée le 13 juillet apparaît déjà comme caduque en raison de l'effondrement de l'économie grecque.

Les discussions entre le gouvernement grec et ses créanciers commencent ce mardi 4 août. Au menu : le programme de privatisation et la recapitalisation des banques. Le gouvernement grec semble désireux d'aller assez vite. Selon sa porte-parole Olga Gerovasili, la rédaction du futur troisième mémorandum devrait débuter mercredi et être achevé avant le 18 août, date à laquelle il devrait être soumis au parlement. Cette date sera le dernier délai possible pour pouvoir débloquer un nouveau prêt d'urgence de l'UE qui permettra à la Grèce de rembourser les 3,2 milliards d'euros qu'elle doit le 20 août à la BCE. Il faut donc aller vite.

Situation économique catastrophique

Or, rien n'est simple. Car un nouvel élément vient désormais rendre les négociations encore plus périlleuses. La situation économique grecque est désormais clairement catastrophique. L'indice PMI d'activité manufacturière pour juillet est passé de 46,9 à 30,2, un niveau dramatiquement faible qui annonce une forte récession. La fermeture des banques, le contrôle des capitaux et lle quasi-isolement du pays du reste de la zone euro, conséquence du gel le 28 juin des liquidités d'urgence accordées par la BCE au système financier grec sont autant de raisons de cet effondrement. Selon une étude de l'association des PME grecques, les pertes de recettes de ces dernières ont atteint 48 % durant les trois premières semaines de juillet. Près d'un tiers des PME interrogées ont vu leurs recettes reculer de plus de 70 %. La consommation a été réduite de moitié. Le pire demeure que cette situation risque de ne pas être simplement temporaire.

Les banques encore sous pression

Ce mois de juillet risque en effet de peser lourd durablement. D'abord, une telle chute de l'indice PMI présage d'une explosion du nombre de faillites, donc d'une progression des prêts non remboursés aux banques, les « non performing loans » (NPL) ou créances douteuses. Les analystes de RBS estiment que les NPL vont progresser de 20 % au deuxième trimestre, mais ceci ne prend pas en compte la situation de juillet. Cette situation va encore peser sur le bilan de banques déjà très fragilisées par les 40 milliards d'euros de retraits effectués depuis décembre dernier. Une telle situation ne va, du reste, guère inciter les déposants à replacer leurs fonds dans les banques grecques, bien au contraire, on pourrait même avoir une poursuite du phénomène de retrait. Autrement dit, les banques vont encore dépendre largement de la liquidité d'urgence de la BCE, le programme ELA et cela pour un temps encore considérable.

Et le besoin de recapitalisation des banques va encore grimper.

Quels besoins de recapitalisation ?

Or, ceci va avoir des conséquences importantes. Cette recapitalisation se fera par deux moyens : la participation des créanciers et des actionnaires, puis un prêt du Mécanisme européen de Stabilité (MES), prêt qui sera garanti, puis remboursé par le produit des privatisations logés dans un « fonds indépendant. » Une enveloppe de 10 à 25 milliards d'euros est prévue par le MES. Si cette enveloppe est insuffisante, il n'y aura pas d'autres options que de faire payer les déposants, comme à Chypre en avril 2013. Les analystes de RBS et de Fitch estiment que l'enveloppe prévue sera suffisante. Mais il y a un risque certain que la dégradation conjoncturelle continue à alimenter la crainte d'une ponction sur les dépôts, alimentant ainsi les retraits et donc les besoins de recapitalisation... Bref, l'option d'un scénario « à la chypriote », devenu officiel avec l'union bancaire européenne, va faire peser un risque non seulement sur les banques grecques, mais sur la conjoncture grecque. La Grèce va rester durablement une économie de « cash » et une économie dominée par la peur. La recapitalisation des banques ne pourra, au mieux, que freiner le phénomène, pas l'inverser.

De nouvelles exigences inévitables des créanciers

Mais, même sans scénario « à la chypriote », l'augmentation certaine du besoin de recapitalisation des banques grecques va naturellement aiguiser les appétits de privatisation des créanciers afin de venir couvrir le prêt du MES. Le gouvernement grec n'échappera pas à une finalisation rapide des ventes en cours (les aéroports régionaux, convoités par l'allemands Fraport, le Port du Pirée, lorgné par un groupe chinois ou encore l'ancien aéroport d'Athènes d'Elliniko, objet d'un vaste et ambitieux projet immobilier), mais les créanciers vont sans doute exiger le lancement accéléré de nouvelles privatisations. Compte tenu de la situation, Athènes n'est guère en mesure de discuter. Mais la dégradation de la conjoncture va encore réduire la valeur des biens vendus. Et donc, immanquablement, il faudra prévoir où trouver d'autres sources de revenus pour le « fonds indépendant. » La réponse sera soit de nouvelles ventes bradées, soit de nouvelles taxes. Deux mauvaises solutions, évidemment. La logique de l'accord du 13 juillet est donc déjà en difficulté et les négociateurs ne manqueront pas de s'apercevoir rapidement qu'ils discutent sur des hypothèses erronées.

Une économie sous pression

En réalité, tout dépendra de l'évolution conjoncturelle du pays. Mais les perspectives sont sombres. Le contrôle des capitaux est là pour longtemps à la fois pour assurer les recettes fiscales et préserver les banques. Un tel contrôle limite naturellement les investissements étrangers. Les seules ressources dont il pourra disposer dans ce cadre seront les 35 milliards d'euros de fonds européens bloqués jusqu'ici par la Commission. Une somme sur le papier rondelette, près de 20 % du PIB, mais il

reste beaucoup d'incertitudes sur son utilisation et le rythme de cette utilisation. Donc sur son impact macro-économique. D'autant qu'il s'agit d'argent qui aurait dû être injecté déjà depuis plusieurs mois. On compensera donc en partie un triple manque à gagner : celui créé par le contrôle des capitaux, celui créé par le blocage précédent de ces fonds et celui de l'impact macroéconomique des mesures exigées par les créanciers (hausse e la TVA, relèvement de la cotisation santé pour les retraités et de la cotisation retraite pour les salariés) sur la demande intérieure. Dans de telles conditions, l'économie grecque devrait se contracter cette année et l'an prochain. Eric Dor, directeur des Etudes économiques de l'IESEG, prévoit une contraction de 1,37 % en 2015 et 0,92 % en 2016. Certains prévoient une récession plus profonde. Il est vrai que la chute du PMI manufacturier en juillet laisse présager d'une destruction encore plus sévère d'un outil industriel grec déjà peu dense.

Objectifs caducs et aveuglement des créanciers

D'ores et déjà tout est en place pour que le scénario des années 2010-2014 se reproduise. Comme le souligne Eric Dor, les objectifs fixés par les créanciers en termes d'excédent budgétaire primaire (hors service de la dette) de 1 % du PIB cette année et de 2 % l'an prochain sont absolument caducs. La contraction du PIB rend les recettes moins fortes et les dépenses plus élevées. C'est l'effet multiplicateur qui a été et est encore sous-estimé par les créanciers de la Grèce qui n'y voient qu'une stratégie pour éviter de réduire les dépenses publiques. Et comme les créanciers ne croient pas à cet effet, ils verront dans la non-réalisation des objectifs de la Grèce de la mauvaise volonté et réclameront de « nouveaux efforts » qui conduiront à de nouveaux effets négatifs. Sans compter que, dans une économie dominée par le cash, face à un Etat qui va se retirer encore davantage, face à une baisse des revenus, construire une administration fiscale efficace et faire rentrer l'impôt seront de vraies gageures pour l'Etat. Inévitablement, en 2016, on se retrouvera avec de nouveaux besoins de financement non couverts de l'Etat grec, notamment le remboursement de la BCE en 2017 de 5,3 milliards d'euros.

Un plan politique, punitif et ignorant les erreurs du passé

Compte tenu de la situation macro-économique de la Grèce, le plan imposé par les créanciers semble donc d'ores et déjà voué à l'échec. Certes, les 35 milliards d'euros européens viendront en atténuer les effets négatifs dans des proportions inconnues, mais le risque majeur est celui d'une spirale négative s'autoalimentant. L'idée d'une rapide correction après la conclusion du mémorandum semble exclue. Le contrôle des capitaux, l'état des banques et l'austérité rendent ce scénario peu probable. En réalité, ce plan apparaît plus que jamais pour ce qu'il est : une décision politique, punitive, loin de toute réalité économique, ignorant les erreurs du passé. Les négociations hâtives qui vont construire le troisième mémorandum ne sauraient corriger ces défauts structurels. On comprend les hésitations du FMI à participer à un tel plan.

Que peut Alexis Tsipras ?

Dans ces conditions, que peut espérer le gouvernement d'Alexis Tsipras dans sa nouvelle logique « coopérative » ? Le temps réduit de la négociation, l'état de l'économie et ses besoins pressants de financement ne lui laissent guère de marge de manœuvre dans l'immédiat. Il faudra sans doute accepter l'essentiel des conditions des créanciers, même si la question des privatisations peut donner lieu à quelques tensions. L'ambition principale du gouvernement ne peut, dans ce cadre, que porter sur le fardeau futur de la dette. Toute renégociation de la dette due à court terme est exclue, mais Athènes peut espérer que les prêts de ce nouveau paquet aient une maturité de 30 ans avec une période de grâce de 10 ans pour le paiement des intérêts, comme l'a proposé Georges Stathakis, le ministre grec de l'Economie. Ceci pourrait s'accompagner d'un rééchelonnement de la dette déjà due à partir de 2020 qui sera négocié à partir de novembre. La valeur actualisée de la dette en serait réduite. RBS estime qu'une maturité de 30 ans appliquée à tous les prêts permettrait de réduire la valeur présente nette de la dette de 28 %. Il n'est pas sûr que cela suffise cependant à rendre la dette soutenable sans vraie stratégie de croissance, surtout s'il faut un nouveau plan d'aide dans quelques années. Rappelons que la restructuration de 2012 a été rendue inutile par la même politique exigée par ce troisième plan aujourd'hui. Plus que jamais, les créanciers jouent d'abord contre eux-mêmes en jouant contre la Grèce. latribune.fr 04.08

ACTUALITE EN TITRES

Parole du parrain des cimetières de Srebrenica, Kaboul, Bagdad, Tripoli...

- Kouchner : « La France doit être généreuse » pour les migrants - LeParisien.fr

Slendeur et décadence de la civilisation humaine. Quand l'exhibitionnisme les exite.

- Facebook: Les couples qui s'affichent tiennent plus longtemps - 20minutes.fr

Qu'on se le dise.

- Marseille: un quinquagénaire lié au grand banditisme abattu par balles - AFP

La délinquance a changé de braquet.

- Baisse spectaculaire de la délinquance à Marseille - Francetv info

La permissivité, qui est le pendant de la corruption au niveau des institutions et du système financier mafieux qui tous deux bénéficient de l'impunité, doit y être pour quelque chose.

A moins que...

- Marseille: Un détenu se suicide à la prison des Baumettes - 20minutes.fr

- Jeune abattu à Nanterre: «Avant, ça tirait dans les jambes. Hier, c'était dans la tête» - 20minutes.fr

L'UE ou le mouroir social.

- Migrants : plus de 200.000 arrivées en Europe via la Méditerranée depuis janvier - LeFigaro.fr

- Peut-être plus de 200 morts dans un naufrage en Méditerranée - Reuters

Voilà ce qui les exaspère : Leur impuissance.

- Où Poutine est-il encore populaire? - Slate.fr

En Russie, Vladimir Poutine est plus populaire que jamais: 87% de taux de satisfaction en août, le plus haut niveau relevé depuis six ans, selon un sondage du centre indépendant Levada. Slate.fr 06.08

Il ne lâche pas le morceau pour autant, le harcèlement est permanent.

- Des hackers russes attaquent des courriels du Pentagone - AFP

Un coup les Chinois, un coup les Coréens du Nord, un coup les Russes, il ne manque plus que les Vénézuéliens, les Boliviens, les Cubains...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1 - Le Pentagone autorise des frappes contre l'armée syrienne - french.irib.ir

Selon le quotidien britannique « Times », le département américain de la Défense a donné l'ordre d'attaques les forces de l'armée syrienne aux pilotes américains.

C'est la première fois que le Pentagone a donné l'ordre à ses pilotes de guerres de prendre pour cibles les forces de l'armée syrienne, lors de leurs opérations.

Le Pentagone a précisé qu'au cas d'une attaque de la part des forces de l'armée syrienne contre les terroristes formés et armés par les Etats-Unis, les pilotes de guerre américains devront attaquer les forces de l'armée syrienne. Le quotidien britannique rappelle que malgré cet ordre, le gouvernement américain prétend toujours qu'il n'est pas en guerre contre le gouvernement de Damas.

Les terroristes formés et armés par les Etats-Unis ont formé un nouveau groupe de 60 guerriers. Après l'attaque de vendredi des terroristes du Front al-Nosra contre ce groupe, les Etats-Unis ont décidé d'offrir à ce groupe leur soutien aérien. Ce

nouveau groupe terroriste se situe actuellement au centre de la stratégie du président des Etats-Unis Barack Obama qui prétend vouloir renforcer la position de ce nouveau groupe face aux terroristes de Daech en Syrie. french.irib.ir 05.08

1.2- Syrie : les combats s'intensifient, à Zabadani - french.irib.ir

Les combats s'intensifient, à Zabadani, dans la province de Damas, entre l'armée et les groupes terroristes. Jeudi, les forces de l'armée syrienne et les combattants de la Résistance ont progressé, à l'intérieur de la ville de Zabadani. Après de violents affrontements, 15 membres du groupe terroriste du Front Al-Nosra se sont rendus aux soldats syriens, qui ont pris en main le contrôle d'un quartier de la ville.

Dans le même temps, les avions de l'armée syrienne ont bombardé les centres de rassemblement des terroristes, dans la banlieue de Damas. Des dizaines de terroristes, dont l'un de leur chef, Abou Ali Kharita, ont été tués, dans ces bombardements, selon des sources locales. Les unités de l'armée et les forces de la défense populaires ont repoussé l'attaque massive des terroristes de Daech contre la cité d'Al-Qurateyn, dans l'Est de la province de Homs. Les avions de la coalition internationale anti-Daech ont bombardé, pour leur part, les positions des terroristes, à Raqqa, à Deir ez-Zor et à Hassaka. 51 terroristes de Daech auraient été tués, dans ces raids aériens.

Et, enfin, à Al-Rabiyeh, au Nord de Lattaquié, l'armée syrienne a pris pour cible plusieurs véhicules des terroristes transportant des armes et des munitions. Des dizaines de terroristes de Daech ont été tués et blessés, lors de cette attaque. french.irib.ir 06.08

2- Arabie saoudite

- Arabie saoudite : attentat, dans une mosquée, 17 morts - french.irib.ir

Un attentat-suicide, dans une mosquée, fréquentée par les forces de sécurité, en Arabie saoudite, dans la ville d'Abha, dans la province d'Assir, dans le Sud de l'Arabie saoudite, a fait 17 morts.

Les victimes seraient des membres des forces de l'ordre. L'attentat est l'une des attaques les plus meurtrières ayant visé, ces dernières années, les forces de sécurité saoudiennes.

Auparavant, les observateurs avaient mis en garde contre l'insécurité et l'instabilité, à l'intérieur du royaume saoudien, suite aux interventions de Riyad, dans les affaires intérieures de plusieurs pays de la région, notamment, après les raids aériens du régime saoudien contre le Yémen, et la complicité de Riyad avec des éléments douteux, à l'intérieur de ce pays. french.irib.ir 06.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

L'AFP briseur de grève.

- Privés de métro, Londoniens et touristes face au chaos pour se déplacer - AFP

Des millions d'usagers ont affronté d'interminables files d'attente jeudi à Londres pour tenter de prendre un bus ou un train alors que le métro affichait portes closes en raison d'un mouvement de grève lié à l'introduction d'un service de nuit le weekend.

Malgré les 250 bus supplémentaires mis en service par la régie des transports en commun de la capitale britannique, Transport for London (TfL), le réseau de bus était débordé et bloqué par les embouteillages.

Avec 800 kilomètres de bouchons enregistrés à l'heure de pointe jeudi soir, l'impact était cependant moins important que lors de la précédente grève, avant les vacances scolaires, où plus de 1.200 kilomètres de bouchons avaient été recensés.

De nombreux Londoniens ont opté pour la marche, comme le prouvaient les trottoirs bondés du centre de Londres.

Cette deuxième grève en un mois porte sur la mise en place d'un service de nuit les vendredi et samedi soirs, dont les syndicats craignent qu'il mette en péril l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle ainsi que la sécurité du réseau.

Vieille promesse du maire de Londres Boris Johnson, le service nocturne doit démarrer le 12 septembre pour coïncider avec l'ouverture de la Coupe du monde de rugby qui aura lieu du 18 septembre au 31 octobre en Angleterre.

Alors que les syndicats réclament désormais le report pur et simple du lancement du service, Boris Johnson a déclaré jeudi qu'il n'était pas arc-bouté sur la date du 12 septembre.

"Je veux que cela commence à l'automne", a-t-il dit. Mais "je ne vais pas autoriser plus d'argent. La plupart des gens reconnaîtrait que l'offre (faite aux salariés du métro) est très généreuse", a-t-il ajouté.

Le gestionnaire du métro de la capitale britannique London Underground propose une hausse de salaire de 2% cette année puis de 1% (ou équivalente de l'inflation si celle-ci est plus élevée) pour 2016 et 2017, ainsi qu'un bonus exceptionnel de 500 livres (environ 700 euros) à l'ensemble du personnel travaillant la nuit.

"Nos membres ont rejeté la dernière offre car ils sont forcés d'accepter les nouveaux emplois du temps sans accord et sans engagement ferme sur l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle pour les conducteurs", a expliqué le secrétaire général du syndicat Aslef, Mick Whelan.

Les syndicats doivent se réunir la semaine prochaine pour décider de la poursuite du mouvement, avec la possibilité d'une nouvelle grève, de 48 heures cette fois. AFP 06.08

Haut de page

Le 8 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h45.

On a ajouté 35 articles, reste ceux d'Arrêt sur info que je dois formater en pdf, et surtout lire en diagonal, car ils publient de nombreux articles sans intérêt ou qui relèvent davantage de la propagande pure plutôt que de l'information, or on n'a pas besoin de leur propagande de petit bourgeois soumis au capitaliste, comme dans tous les portails du même genre d'ailleurs, on est déjà sevré à en avoir la nausée avec les articles que l'on publie.

Méfiez-vous particulièrement de ces gens qui se veulent soudainement radicaux, Attac et Cie. (par exemple, Eric Toussaint, porte-parole du CADTM international), qui vous veulent du bien et vous induiront systématiquement en erreur, ne leur accorder absolument aucun crédit, aucun de ces portails et aucun des auteurs qu'ils publient n'incarne le socialisme à l'heure actuelle, certains semblent évoluer à gauche, mais dès qu'ils sont mis aux pieds du mur, ils se remettent à ramper devant le capitalisme avec lequel décidément ils ne parviennent pas à rompre, la question grecque est révélatrice de ce point de vue là. Je ne joue pas au professeur qui distribue les bons et les mauvais points, on vous met en garde simplement en présence de démagogues qui s'ignorent ou non, certains en font même profession comme Sapir, Piketty, etc. ensuite libre à vous d'en penser ce que vous voulez ou de vos faire manipuler, vous aurez été prévenu.

Ici, contrairement à eux, on ne tient qu'un seul et unique langage et il est parfaitement clair et identifié... Mieux encore on vous fournit la méthode pour le vérifier vous-même, vous pourrez difficilement espérer mieux et trouver mieux, mais si toutefois cela arrivait, informez-nous qu'on en fasse profiter tous nos lecteurs, nous n'avons aucun intérêt distinct des vôtres, en 10 ans vous avez dû vous en convaincre ou alors je serais un piètre pédagogue

Bon dimanche, et n'oubliez pas *loving you Sunday morning* à glisser tendrement dans l'oreille de votre conjoint ou conjointe pour passer un bon dimanche et plus... Et si la vie ou la mort vous avait séparés, ayez une pensée pour lui ou pour elle pour tout le bien qu'il ou elle vous a procuré.

La causerie du matin

On ajoutera des dizaines de nouveaux articles dans quelques heures.

Hier soir, je me suis contenté de télécharger quelques articles, ensuite j'étais crevé et je me suis un peu détendu.

Décapant, magistral, phénoménal, *I just wanna rock* en ouverture du concert parisien de Joe Satriani en 2010. Quel virtuose, quel génie, quelle imagination, quelle maîtrise de la guitare et du son... Quelle grâce aussi, quelle envolée mélodieuse, quel rythme endiablé, on touche là à la perfection, c'est l'idéal réalisé. Cela nous attire, nous séduit, nous donne forcément envie quand on est socialiste, on adhère à 100%. On se dit que l'homme recèle des facultés qu'on ignore, sublimes, c'est dans cet homme-là

que l'on croit quand on est socialiste, dans lequel on a la foi comme disait Marx, passer à côté, c'est passer à côté de l'essentiel dans la vie, et peut-être parfois se montrer injuste envers nos semblables qui n'ont pas eu la chance de découvrir et développer ces facultés.

Nous non plus et il est trop tard maintenant, ce n'est pas un drame en soi, on en profite par procuration pour peu qu'on sente vibrer en nous cette fibre qui nous porte toujours plus haut pour avoir tout de même adopté un idéal, car sans idéal on est moins que rien ou la vie n'a aucun sens. Partager cet idéal, voilà ce qui nous stimule au plus haut point.

Ma compagne Selvi qui est illettrée et profondément arriérée adore Joe Satriani, Steve Vai, Michael Angelo Batio, Stevie Ray Vaughan, Slash, encore des génies, etc. Mon père, qui était à peine moins arriéré, avait un faible pour la musique classique et particulièrement pour les grands opéras qui lui procuraient un peu de bonheur dans sa vie terne et routinière de menuisier en bâtiment. Il l'écoutait religieusement le dimanche matin, il était transporté ailleurs et oubliait les multiples difficultés dues à sa condition misérable qui l'accablait le reste du temps. Il en avait parfois la larme à l'oeil, ne comprenant pas pourquoi le destin s'acharnait ainsi sur lui, alors qu'il ne l'avait pas mérité. A la fin il lui arrivait de sourire sans savoir à qui ou à quoi, peut-être éprouvait-il un peu de bonheur, aussi désuet que cela puisse apparaître, cela lui faisait du bien et ne faisait de mal à personne, paix à son âme de païen puisqu'il n'était pas croyant.

Il y en a qui déteste la jeunesse, je me demande comment ils font quand on la voit rassemblée et unie dans une salle de spectacle ou un stade immense à Paris, Los Angeles, Rio, Séoul ou n'importe quel coin du monde, debout, chantant, hurlant, dansant les bras en l'air ou frappant dans ses mains, les yeux pétillant de bonheur, je me dis qu'elle vaut mille fois mieux que la société pourrie qui la juge sans cesse et la méprise. Vive la jeunesse, la classe ouvrière et le socialisme ! Ces jeunes (et moins jeunes) qui aux quatre coins du monde s'enflamment pour cette musique, prouvent qu'elle est une et indivisible, internationaliste, éprises des mêmes valeurs universelles. Quand je trépasserai, je demanderai qu'on passe l'Internationale et November Rain de Guns N Roses.

I just wanna rock and socialism !

Je vous laisse, je vais déjeuner dans la bonne humeur en me repassant ce concert génial.

Passons à la politique.

Qu'il y ait des syndicalistes qui défendent les droits ou acquis des travailleurs, c'est un fait que personne ne peut contester et ne doit négliger, cela ne signifie pas pour autant qu'ils mèneraient leur combat dans une perspective politique correcte, ceux-ci sont ultra minoritaires au sein des syndicats, dans le cas contraire ceux qui détiennent les appareils des syndicats ne seraient pas ce qu'ils sont, des agents du capital, ou ils auraient déjà été délogés.

Il y a surtout des syndicalistes qui conçoivent leur mission dans le cadre des rapports établis entre le capital et le travail qu'ils n'entendent pas modifier ou avec lesquels ils s'identifient, au point d'être devenus au fil du temps des bureaucrates gestionnaires de ces rapports au côté du patronat ou de l'administration.

En cumulant tous les mandats possibles qui leur permettent de s'absenter de leur poste de travail, ils ne travaillent plus qu'à mi-temps ou moins encore, si on compte les heures de réunions avec le représentant de la direction de l'entreprise ou de l'administration qui ne sont pas décomptés des heures de délégations, sans parler des dépassements des horaires de délégations que le patron tolère lorsqu'il est en présence de syndicalistes plutôt dociles. Il suffit aussi que votre supérieur hiérarchique, qui est censé contrôler vos absences, vous ait à la bonne pour que vous lui foutiez la paix, pour qu'il ne soit pas trop regardant sur la manière dont vous lui rendez compte de vos départs et de vos arrivées à votre poste de travail et j'en passe.

J'en ai fait l'expérience au point que je n'étais même plus compté dans l'effectif du service où j'étais censé travailler ou plutôt, on ne m'affectait plus de charge de travail, car ne sachant pas à l'avance si j'aurais le temps de l'assumer. Autrement dit pour moi le travail était devenu une occupation optionnelle, et je n'étais soumis à aucun rendement, j'avais acquis un statut privilégié de travailleur détaché... de son poste de travail, ce dont je ne me rendis pas compte immédiatement, c'est en m'apercevant que je ne travaillais pour ainsi dire plus que j'ai réalisé quel privilège bénéficiait un délégué syndical cumulant tous les mandats et les hroraires de délégations qui allaient avec. Je ne m'en étais pas aperçu, parce que j'étais totalement investi dans mes mandats au côté des travailleurs et je ne voyais pas le temps passé ni comment je le remplissais, j'avais l'impression de fournir un travail car ne quittant que très rarement l'entreprise, mais pas pour mon employeur.

Et il faut bien avouer qu'à la longue on s'y habitue, on y prend goût comme toutes les bonnes choses, on n'a pas vraiment envie de revenir à la situation antérieure. Si je m'appliquais à user de ce statut privilégié pour accomplir ma mission dans le respect de mon mandat envers les travailleurs, j'imagine aisément que ce n'est pas le cas de nombreux syndicalistes, qui ayant pris conscience de ce privilège, y tiennent plus qu'à leur mission ou leur mandat, au point de devenir un facteur de corruption. A ce stade, le syndicalisme n'est plus au service des travailleurs, il l'est davantage au service de notre intérêt individuel avec lequel il finit par se confondre, au point qu'on fera tout pour conserver notre statut. Qu'il soit menacé d'une manière ou d'une autre nous portera à réagir.

Or, on nous dit que des syndicalistes qui hier refusaient l'unité et faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour minimiser la mobilisation des travailleurs, y seraient favorables et monteraient en première ligne, comme si soudainement la situation sociale se serait dégradée, alors qu'en réalité elle n'a cessé de se détriorer depuis plus de 30 ans, d'où notre scepticisme sur leurs véritables motivations.

N'auraient-il pas plutôt senti le vent tourné à la faveur de la criminalisation et de la répression croissante des mouvements sociaux et des syndicalistes en France et en Espagne notamment, des graves atteintes portées au droit de grève en Grande-Bretagne et ailleurs, de la remise en cause des institutions représentatives des travailleurs en France, ensemble de mesures ou lois qui finalement porte atteinte à leur statut et remet en cause leurs existences ou les privilèges auxquels ils sont tant attachés ? C'est la question qu'on est en droit de se poser, non ?

Qu'ils se radicalisent ou se gauchissent, c'est une chose, reste à savoir pourquoi et pour quoi. Vous me direz que cette question est secondaire au regard de l'effet d'entraînement que peut avoir l'unité des syndicats auprès des travailleurs, dont elle favorisera la mobilisation, encore faut-il se demander compte tenu de leurs arrières-pensées ou de leurs antécédents qui les portaient plutôt jusquà présent à collaborer avec le gouvernement ou le patronat, si une fois de plus ils ne déserteront pas ou ne trahiront pas au moment décisif laissant travailleurs et syndicalistes de base désemparés de telle sorte qu'ils n'en tireront aucun profit, tandis que le gouvernement et le patronat s'en réjouiront, autrement dit tout cela n'aura servi strictement à rien une fois de plus, car il existe une multitude d'expériences similaires dans le passé qui ont toutes abouti au même résultat, que la mobilisation des travailleurs ait été couronnée de succès ou non important peu puisqu'elle s'inscrivait dans aucune perspective politique.

Ceci pourrait conforter l'idée ou le principe, que l'on a aucune concession à faire en tant que militant ouvrier révolutionnaire au cours de notre intervention dans la lutte de classes sur la stratégie politique que l'on a adoptée. A savoir, que le combat pour des revendications sociales immédiates devait se situer dans une perspective politique ouvrant la voie à une solution politique à la crise du capitalisme conforme aux intérêts fondamentaux et collectifs de la classe ouvrière, dont les travailleurs devaient se saisir pour se dresser contre le régime ou dans la perspective de l'émancipation du salariat que préfigure la prise du pouvoir, partant du constat que l'ensemble des besoins ou aspirations des travailleurs ne seront jamais satisfaits sous un régime capitaliste, et que par conséquent toute lutte sur des revendications partielles devait s'inscrire dans cette perspective politique, ce qui permet de recruter des travailleurs au parti lors de ces batailles sur une ligne politique correcte et non sur des illusions réformistes.

Elever le niveau de conscience politique des travailleurs et des militants n'a pas d'autre signification que les aider à combiner revendications sociales et politiques, sachant qu'au cours de leur mobilisation et de leur affrontement avec le régime, ils seront portés à mettre au premier plan ces revendications politiques, condition indispensable pour entrevoir sa chute et la prise du pouvoir par les masses exploitées, avancer sur la voie du socialisme.

C'est pour avoir réalisé la dichotomie ou la séparation entre le combat syndical et le combat politique au tout début du XXe siècle (Le congrès d'Amiens de la CGT en 1906 dont le n°363 Informations ouvrières à la page II de son complément vient de chanter les louanges, les syndiqués s'engageant à "ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors" comme si les appareils vendus allaient se gêner, double langage, quelle duperie !) que le mouvement ouvrier se retrouvera finalement privé de toute perspective poiltique et était voué à la dégénérescence que chacun peut constater. Car en réalité c'est à partir de ce congrès que les syndicats, à l'époque la CGT, cesseront de combattre dans la perspective d'abattre le capitalisme, se contentant de lutter pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre du régime en place, et quand plus tard le capitalisme entrera dans une phase de crises sans fins incompatibles avec toute réforme sociale, on découvrira ou on feindra de découvrir hypocritement que les syndicats en étaient arrivés au fil du temps à s'accommoder du capitalisme et qu'ils ne manifesteraient plus jamais l'intention de mobiliser les masses en vue du renversement de l'ordre établi auquel ils se sont adaptés ou intégrés au point d'en être devenus des piliers, des garants, contrairement à leur engagement ou leur déclaration de principe qui demeurera lettre morte, qu'ils renieront en pratique pour être plus précis.

Notre propos ne consiste pas à nier l'autonomie des syndicats et des partis, mais à mettre en lumière comment et pourquoi les syndicats en sont arrivés à abandonner l'objectif du combat du mouvement ouvrier que partage théoriquement les partis ouvriers, à savoir liquider le capitalisme, ce qui figurait ainsi dans la Charte d'Amiens, le syndicalisme "prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste", en introduisant une clause disons apolitique ou contre-révolutionnaire dans le syndicalisme qui permettra notamment à l'appareil stalinien de la CGT de mener la chasse aux sorcères contre les syndicalistes fidèles au socialisme ou au communisme, plus tard à l'ensemble des appareils des syndicats se réclamant ou non de la Charte d'Amiens, tandis qu'ils étaient liés à des partis subordonnés au régime, de renforcer l'emprise de ces partis sur les syndicats, les militants combattant ces partis seront chassés des syndicats ou marginalisés, lorsqu'ils ne succombreront pas à leur tour au réformisme qui est la négation du socialisme, pour y demeurer ou même grimper dans la hiérarchie des syndicats.

Depuis des lustres la Charte d'Amiens ne sert plus que de caution morale à des appareils totalement corrompus et acquis au capitalisme pour camoufler leur véritable nature d'agents du régime. La remettre au goût du jour revient à servir la soupe à ces appareils ou à camoufler leur véritable rôle d'obstacle au développement de la lutte de classe des travailleurs au profit du régime en place, tout en prétendant accessoirement les combattre pour qu'on ne vienne pas les accuser d'en être les complices.

On pourrait terminer en revenant aux appréciations ou avertissements que nous portions au début de cet article.

Si j'ai bien compris, il faudrait se fier les yeux fermés au comportement de syndicalistes acquis soudainement aux bienfaits de l'unité d'action, alors qu'ils la combattaient encore la veille, sous les yeux attendris des appareils qui demeurent impassibles ou qui n'y voient pas d'inconvénients à ce stade, puisqu'ils conservent le contrôle de leurs syndicats et comptent bien le conserver ; cela pourrait même leur rendre un fier service dans la mesure où ils redorent ainsi leur blason à moindre coût, ce qui leur servira ensuite à briser plus facilement la mobilisation des travailleurs si elle devenait une menace pour le régime en mettant au pas ces syndicalistes, si c'est nécessaire ou si ces derniers n'ont pas déjà capitulé entre temps pour conserver leur mandat de délégué syndical.

Nous ne sommes pas contre la réalisation de l'unité, y compris avec de tels "syndicalistes", encore faut-il être lucide et savoir dans quelles conditions et sur quelle ligne politique, dans quel objectif politique, qu'est-ce qu'on est en droit d'en attendre sans se faire la moindre illusion, si c'est uniquement pour faire reculer le gouvernement, cela n'aura aucune valeur et cela aura été en pure perte de temps et d'énergie une fois de plus, si c'est pour dresser les travailleurs contre l'Etat et se donner les moyens de construire le parti, cette démarche sera constructive ou positive, il ne semble pas à l'heure qu'il est que ce soit celle adoptée par le POI (ou un autre parti ouvrier), il semblerait même qu'il la combatte au sein de leur propre parti.

Depuis que la chimie moderne a identifié les différents matériaux qui composaient l'univers, l'alchimie a été reléguée au musée de la préhistoire des sciences primitives ou en devenir, ce qui n'empêche pas certains de croire encore en la transmutation du plomb en or qui viole les lois de la dialectique de la nature, auxquelles les hommes sont également soumis, ce qui leur joue de bien vilains tours pour les ignorer.

Il est à craindre qu'en adoptant une stratégie dont on ne contrôle pas certains facteurs décisifs, on s'embarque encore dans une aventure sans lendemain ou qui sera grosse en désillusions. On nous rétorquera que dans certaines circonstances on n'a pas le choix, argument qui peut être retenu dans certains occasions mais qu'on ne retiendra pas ici, car on a toujours le choix d'adopter une stratégie politique indépendante des facteurs qui s'y opposent justement ou qui s'opposent à l'objectif politique qu'on s'est fixé, et l'ignorer ou ne pas en tenir compte peut conduire à favoriser une stratégie contraire à nos intérêts.

Alors que jusqu'à présent l'économie des pays dits développés reposait en grande partie (autour de 70%) sur la consommation interne qui correspondait à un certain niveau de vie, désormais elle dépend davantage des exportations, ce qui a été rendu possible par la réduction du coût du travail et une multitude d'avantages fiscaux consentis aux entreprises, phénomène amplifié par la dévaluation de l'euro par rapport au dollar.

Ce qu'ils appellent la nouvelle croissance a pour origine et conséquence la paupérisation de couches entières du prolétariat réduites à l'état de précarité sociale ou d'indigence.

La Tribune - La politique de dévaluation interne, en ravageant les structures de l'économie portugaise, a davantage ouvert l'économie portugaise et les exportations représentent désormais 40 % du PIB contre 27 % avant la crise. Le retour de la croissance chez le voisin espagnol, notamment, tire donc les exportations et la croissance. La faiblesse de l'euro favorise les ventes de produits portugais désormais fort bon marché en dehors de la zone euro. latribune.fr 07.08

ACTUALITE EN TITRES

Hymne au populisme le plus crasse, criminel et cynique.

- Bernard-Henri Lévy est "sincère", selon le journaliste Jean-François Kahn - Francetv info

Et en prime la France bombarde le Yémen...

- François Hollande : "La France peut s'honorer d'avoir une citoyenne comme Isabelle Prime" - Francetv info

Peoplisation de la politique ou la politique au-dessous du niveau du caniveau.

- Placé, Mélenchon, NKM: Pourquoi les politiques se livrent-ils à «Closer»? - 20minutes.fr

La démocratisation pour les riches... passe par la délinquance fiscale.

- En France, les expatriations ont augmenté de 40% en 2013 - Francetv info

De plus en plus de contribuables dont le revenu annuel dépasse 100 000 euros quittent la France. Ils étaient 3 744 en 2013, c'est

40% de plus que l'année précédente. Un record.

Les foyers soumis à l'impôt de solidarité sur la fortune sont aussi de plus en plus nombreux à partir. 714 départs ont été recensés en 2013, soit 15% de plus qu'en 2012. Ces exilés gagnent en moyenne 266 000 euros par an. Francetv info 07.08

...et la démocratisation pour les pauvres... passe par l'autobus !

- Les voyages à petits prix se démocratisent - Francetv info

Autobus, trains low cost, covoiturages... Les prix sont imbattables, mais pour quel confort ? Francetv info 07.08

Quand les droits de l'homme riment avec la dictature du marché

- John Kerry conditionne le rythme du rapprochement avec le Vietnam aux droits de l'Homme - euronews.com

Etats-Unis. En oligarchie vous êtes prié d'aller "vous faire foutre".

- Débat républicain: Pourquoi la stratégie «I don't give a fuck» de Donald Trump a fonctionné - 20minutes.fr

Traduction. I don't give a fuck : Je n'en ai rien à foutre.

Leur vieux monde

- Bangladesh : un blogueur défenseur de la laïcité assassiné à coups de machettes - euronews.com

- Un journaliste brésilien tué par balle dans un studio de radio - LeMonde.fr

- L'EI aurait exécuté 2.000 Irakiens dans la province de Ninive - Reuters

- Kaboul ensanglanté par les attentats: 35 morts en 24 heures - AFP

- Prise d'otages dans un hôtel au Mali, six morts - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

- Syrie : l'armée est à l'offensive - french.irib.ir

L'armée syrienne est passée à l'offensive, sur plusieurs fronts, mettant en déroute les groupes terroristes, coalisés, sous la houlette de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie saoudite.

Selon la chaîne libanaise, Al-Manar, en lançant une offensive fulgurante, dans la région de Sahl al-Ghab, une région stratégique, au Nord de la province de Hama, Sahl al-Ghab, Palmyre, Zabadani, l'armée syrienne est à l'offensive.

Elle montre une grande capacité à manœuvrer et à attaquer. En quelques heures, seulement, «l'armée de la conquête», formée autour du groupe terroriste du Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, et des ultra-salafistes d'Ahrar al-Cham, a perdu presque toutes les positions qu'elle avait occupées, la semaine dernière. Sahl al-Ghab est une région, hautement, stratégique, car elle commande l'accès à la province de Lattaquié et ouvre la voie vers Hama.

D'après la chaîne libanaise, avançant sur plusieurs axes, sous une intense couverture assurée par l'aviation, l'artillerie et les lance-roquettes multitubes, des milliers de soldats syriens, appuyés par des unités de l'Armée de défense nationale et les comités populaires, formés d'habitants d'Idleb et de Hama, ont repris la quinzaine de collines occupées par les extrémistes. Elle s'est, également, emparée des villages de Ziyadiyé, Kherbet Naqous et Mansoura, ainsi que de la centrale électrique de Zeyzoun.

L'avant-garde de l'armée syrienne est arrivée aux abords de la localité de Sermaniyé, à 7 kilomètres, seulement de la ville stratégique de Jisr al-Choughour, dont la prise, par les terroristes, en mai, avait alimenté tous les pronostics, sur la chute prochaine du régime syrien. french.irib.ir 06.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Uruguay

- Uruguay : les raisons d'une grève générale - latribune.fr

Ce petit pays d'Amérique latine a connu une journée de grève générale le 6 août. Un défi pour le gouvernement de gauche qui doit faire face à un net ralentissement économique.

Des magasins fermés, des taxis à l'arrêt, des transports publics inexistants. Ce sont quelques-unes des scènes qui ont marqué la grève générale du 6 août qui a touché l'ensemble du territoire uruguayen. Le syndicat à l'appel de qui avait été lancé le mouvement, PIT-CNT a évoqué un « succès », tandis que les centrales patronales se lamentaient sur le coût de cet arrêt de travail généralisé, le premier depuis sept ans dans ce petit pays d'Amérique du sud de quelques 3,42 millions d'habitants, coincé entre les deux géants argentins et brésiliens.

L'Uruguay a une longue tradition de grève générale. La plus longue et la plus mythique fut celle de juin 1973 qui, lors de l'instauration du régime militaire, dura deux semaines et se solda par l'arrestation des principaux leaders syndicaux. C'est aussi une grande grève générale qui décida, onze ans plus tard, la junte à organiser la transition vers la démocratie.

Révolte syndicale

Mais la situation actuelle n'a pas grand-chose à voir avec ces épisodes historiques. A la suite de la très grave crise bancaire de 2002, c'est la gauche qui est arrivée au pouvoir en Uruguay en 2005 avec la coalition Frente Amplio (FA). L'an passé, l'ancien président du Frente Amplio de 2005 à 2010 Tabaré Vázquez, a été réélu à la présidence en remplacement du président José Mujica, ancien guérillero du mouvement de guerrilla urbaine Tupamaros, élu en 2010. En théorie, donc, le gouvernement de Montevideo est assez proche de la principale centrale syndicale qui, du reste, par la voix de son leader Fernando Pereira, a eu soin de préciser que son mouvement ne « portait pas contre le gouvernement, mais des mesures que le gouvernement a prises et qui nous semblent aller dans un sens opposé aux avancées démocratiques défendues par le gouvernement. »

La belle décennie de l'Uruguay

Une rhétorique qui, cependant, ne résiste guère aux faits. Le gouvernement de Tabaré Vázquez est confronté à des choix douloureux face au ralentissement économique qui touche l'ensemble des pays émergents et, particulièrement, le sud-est de l'Amérique du sud. Le bilan de la gauche au pouvoir entre 2005 et 2015 est pourtant très flatteur. Après la crise de 2002, le pays a rapidement repris son envol. Sa croissance a atteint en moyenne 5 %, atteignant 8,4 % en 2010 et 7,3 % en 2011. Le pays a bénéficié d'un contexte très favorable : la hausse du prix des matières premières agricoles, sa première source d'exportation et de revenus et l'appétit des investisseurs étrangers pour les pays émergents. A cela s'est ajoutée une politique de redistribution très active des gouvernements du FA, ce qui a soutenu la consommation des ménages. En conséquence, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat du pays a plus que doublé depuis 2002, passant de 9.174 dollars à 20.556 dollars, selon le FMI. C'est aujourd'hui le troisième pays le plus riche d'Amérique latine derrière l'Argentine et le Chili.

Dégradation conjoncturelle

Mais, comme partout ailleurs dans la région, la situation s'est dégradée depuis 2012. Le tarissement du commerce mondial, la baisse des prix des matières premières, puis du flux de capitaux a réduit la croissance qui, en 2014 n'était plus « que » de 3,3 % et ne sera, avec la récession du voisin brésilien et la stagnation du voisin argentin, que de 2,8 % cette année, toujours selon les projections du FMI. Certes, ces chiffres de croissance ont de quoi faire pâlir d'envie plus d'un pays, y compris dans la région (le Chili ou l'Equateur feront moins bien), mais c'est un ralentissement très sensible pour l'Uruguay. Et surtout pour le budget de l'Etat.

Maîtriser le déficit

Depuis 2010, les dépenses de l'Etat progressent plus vite que les recettes. Ces dernières sont passées de 28,7 % à 30,1 % du PIB, alors que les recettes progressaient de 29,6 % à 33,5 % du PIB. Or, l'Uruguay est encore un pays relativement très endetté

pour la région avec une dette publique qui va représenter 64,8 % du PIB cette année. Le gouvernement qui, jusqu'en 2011, était parvenu à réduire cette dette en dégageant des excédents primaires (hors services de la dette) qui avaient atteint jusqu'à 2 % du PIB, est désormais revenu en déficit primaire en 2014 à hauteur de 0,5 % du PIB. Rien de très alarmant, mais l'administration de Tabaré Vázquez entend maîtriser le mouvement et revenir à l'équilibre primaire, sans cependant se jeter dans une austérité féroce.

La baisse du peso

A ceci s'ajoute une inquiétude, elle bien plus préoccupante : l'inflation. Comme la plupart des autres pays émergents, l'Uruguay subit le retrait des investisseurs des monnaies locales. Et comme le pays affiche une balance des paiements encore très déficitaires (4,3 % du PIB en 2014), le peso uruguayen a beaucoup reculé face au dollar étatsunien. Le 17 mai 2013, il fallait 18,9 pesos pour un dollar. Le 3 décembre dernier, il en fallait 23,3, soit 23,2 % de plus. Ce 7 août, le dollar s'échangeait contre 28,4 pesos uruguayens. La dépréciation de la monnaie de la République orientale (nom officiel de l'Uruguay) a donc atteint 50,2 % par rapport à mai 2013 et de 19,5 % par rapport à décembre dernier.

L'inflation s'enflamme

L'impact sur l'inflation a été important. L'objectif de la banque centrale d'une croissance des prix de 3 à 7 % n'est plus tenu depuis 2012. Depuis avril, le taux d'inflation annuel est reparti au-dessus de 8 % et a atteint en juillet 9 %, ce qui a défavorablement surpris les analystes. Le gouvernement entend donc maîtriser la croissance des salaires afin de mettre fin aux « effets de second tour » qui font perdre une partie de la compétitivité gagnée par les exportateurs par la dépréciation monétaire. Aussi reste-t-il fort discret sur ses intentions concernant le salaire des fonctionnaires dans ses projets budgétaires qui seront présentés le 31 août prochain. Le gouvernement soutient aussi les revendications patronales dans le cadre des négociations salariales annuelles : des hausses de 6 à 10 % des salaires sur trois ans.

Conflits sociaux généralisés

Le risque est évidemment de comprimer le pouvoir d'achat et de devoir encore ralentir la croissance, sans compter, évidemment, les effets politiques pour un gouvernement du Frente Amplio. Et c'est en réalité ce message qu'a voulu envoyer le syndicat PIT-CNT au gouvernement. Fernando Pereira réclame une indexation des salaires sur l'inflation et désormais attend la réaction du gouvernement. Mais le ministre des Finances Danilo Astori, a indiqué qu'il n'entendait pas modifier ses positions. Si les partenaires sociaux ne se mettent pas d'accord, le gouvernement appliquera sa proposition de hausses des salaires. Les conflits risquent donc de se poursuivre et Fernando Pereira a promis une année entière de conflit social. Selon l'Université catholique d'Uruguay citée par Bloomberg, le pays a déjà perdu 504.000 jours de travail au premier semestre, du jamais vu depuis les années 1990.

Défi pour les gauches latino-américaines

Le conflit uruguayen met en avant les difficultés auxquelles les gouvernements de la gauche latino-américaine vont devoir faire face dans le contexte du ralentissement de l'activité et de la baisse des monnaies face au dollar. Comment maintenir une politique de soutien aux ménages sans revenir aux risques inflationnistes et d'endettement du passé ? Car, si en Uruguay comme ailleurs en Amérique latine, on se méfie des remèdes « libéraux », on reste traumatisé par les crises de 2002 et par l'hyperinflation des années 1980. Ce défi est particulièrement intéressant dans un pays où l'expérience du Frente Amplio a été un succès permettant d'allier une croissance équilibrée et une redistribution des revenus. Mais le contexte actuel pourrait mettre à mal l'unité et la politique du parti du président Tabaré Vázquez. latribune.fr 07.08

2- Irak

- Des milliers d'Irakiens manifestent contre la corruption - AFP

Des milliers d'Irakiens ont manifesté vendredi à Bagdad et dans le sud du pays contre la corruption et la vétusté des services publics dont celui de l'électricité fréquemment coupée.

"Nous mettrons les corrompus dehors", ont scandé les protestataires sur la place Tahrir dans la capitale irakienne, alors que des manifestations similaires ont eu lieu ces dernières semaines dans le pays.

"Vous tous, tous ensemble, au tribunal, vous êtes tous des voleurs", "Vendredi après vendredi, nous mettrons les corrompus dehors", a crié la foule en agitant des drapeaux irakiens.

Des manifestants étaient venus avec un cercueil recouvert de tissu noir symbolisant ce qu'ils considèrent comme la "mort" de la conscience du Parlement et des hommes politiques, et le "décès" des services publics.

Des manifestations ont également eu lieu à Nassiriyah, Bassora, dans le sud du pays, ainsi qu'à Najaf, Kerbala et Hilla dans le

centre, pour réclamer les mêmes exigences, selon des journalistes de l'AFP sur place.

A Bassora, des milliers de personnes se sont rassemblées, criant "Non aux partis". Sur une pancarte on pouvait lire: "Il est temps pour vous de partir, vous les corrompus".

Ces manifestations dans le sud chiite irakien, la base électorale de nombreux partis, portent en elles un sérieux défi pour le gouvernement, majoritairement chiite.

Depuis plusieurs semaines, à Bagdad et dans d'autres villes, de telles manifestations sont organisées contre la mauvaise qualité des services publics, et particulièrement les coupures d'électricité, qui laissent les Irakiens sans courant plusieurs heures par jour par des températures dépassant les 50° Celsius.

Les manifestants, majoritairement des Irakiens laïcs, accusent la corruption et l'incompétence de la classe politique d'être la cause de la vétusté des services publics. latribune.fr 07.08

ECONOMIE

1- Portugal

- L'économie portugaise reste très vulnérable - latribune.fr

Un rapport du FMI s'inquiète des fragilités de l'économie du Portugal. Le poids de la dette, la faiblesse de la croissance et le secteur bancaire sont au coeur de ces inquiétudes. Mais il propose après les élections la poursuite de l'austérité.

Pendant les six mois de crise qui ont opposé la Grèce à ses créanciers européens, le Portugal a souvent été présenté comme un « modèle », un « anti-Grèce », ayant mené de « courageuses réformes » et récoltant aujourd'hui les fruits abondants de ses efforts. L'argument avait été présenté, notamment par le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble, à l'appui de la méfiance vis-à-vis de tout gouvernement grec.

Les raisons de la croissance

Ce jeudi 6 août, le FMI est venu, dans son rapport de contrôle « post-programme » sur le Portugal, jeter un seau d'eau froide sur ceux qui se sont livrés à de telles célébrations. Certes, le Portugal va mieux qu'au cœur de la crise. Après 0,9 % de croissance en 2014, son économie devrait progresser de 1,6 % en 2015. En réalité, ce phénomène n'est pas propre au Portugal et est aisément explicable.

Comme ailleurs dans la périphérie de la zone euro, l'austérité s'y est adoucie, notamment après la déroute des partis de gouvernement aux municipales de 2013 qui avait failli provoquer l'éclatement de la coalition entre les Sociaux-démocrates du PSD (centre-droit) et le Parti populaire (droite). Mécaniquement, une pression budgétaire moindre conduit à soulager la croissance. Le FMI s'en désole, du reste, regrettant que « l'ajustement budgétaire a ralenti » et prévoyant un déficit de 3,2 % du PIB cette année contre un objectif de 2,8 % du PIB.

D'autres phénomènes expliquent ce retour de la croissance. La politique de dévaluation interne, en ravageant les structures de l'économie portugaise, a davantage ouvert l'économie portugaise et les exportations représentent désormais 40 % du PIB contre 27 % avant la crise. Le retour de la croissance chez le voisin espagnol, notamment, tire donc les exportations et la croissance. La faiblesse de l'euro favorise les ventes de produits portugais désormais fort bon marché en dehors de la zone euro.

Enfin, la politique de la BCE a permis une forte baisse des taux et une amélioration de la distribution de crédit au secteur privé non financier. En mai, ces crédits n'étaient inférieur que de 0,8 % à leur niveau d'il y a un an contre une baisse de 3,8 % en janvier. Tout ceci a permis une reprise de l'investissement qui devrait progresser de 4,5 % cette année. On le voit cependant, cette croissance est d'abord supportée par des facteurs cycliques et est donc d'une grande fragilité.

Une croissance insuffisante

Du reste, au regard des efforts consentis par les Portugais depuis 2010, le bilan final semble particulièrement décevant. Malgré ses « réformes », le Portugal est incapable de générer une croissance structurelle forte. Et c'est un réel échec pour la politique du gouvernement et de la troïka que le FMI reconnaît implicitement en prédisant que la croissance va s'affaiblir à partir de 2016, faute de vraie dynamique interne. Les prévisions de l'institution de Washington ne font guère rêver : 1,5 % en 2016, 1,4 % en 2017... A ce rythme, le pays n'aura retrouvé son niveau de richesse de 2009 qu'en... 2020.

Une véritable décennie perdue pour une des pays les plus pauvres d'Europe occidentale. Le Portugal est en effet, à l'exclusion de la Grèce, le pays le plus pauvre de l'UE avant l'élargissement de 2005. Selon Eurostat, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat est inférieur de 22 % à la moyenne de l'UE, contre 28 % en Grèce. En 2009, cet écart était de 19 %. Dans la zone euro, le Portugal affiche un PIB par habitant supérieur aux Pays baltes et à la Slovaquie, mais inférieur à Chypre ou à la Slovénie. A un tel niveau de richesse, une croissance de 1,6 % semble bien insuffisante.

Une dette publique intenable

Mais la faiblesse de la croissance portugaise pose surtout un problème de dette. Et c'est ce qui inquiète le plus le FMI. « Le poids de la dette publique et privé va probablement réduire les perspectives de croissance à moyen terme lorsque les effets du cycle vont s'affaiblir », souligne le rapport. C'est que l'économie portugaise est prise dans un double étau. D'abord, la dette publique. Comme la Grèce, Chypre, l'Espagne ou l'Irlande, le Portugal est victime de la stratégie européenne de « sauvetage. »

Pour éviter la faillite au pays, on a ajouté de la dette à la dette en réclamant une politique austéritaire qui a réduit le PIB. La dette publique portugaise s'est donc alourdie, passant de 83,6 % du PIB en 2009 à 130,2 % en 2014. Un niveau évidemment intenable et qui plonge le pays dans un « péonage » de la dette, autrement dit dans une obligation de ponctionner une partie insoutenable de sa production de richesse pour le remboursement de sa dette publique.

Pour illustrer ce phénomène, il suffit de rappeler qu'en 2015, le FMI prévoit un excédent primaire du budget portugais, hors service de la dette, de 1,6 % du PIB, mais un déficit public de 3,2 % du PIB. Près de 5 % du PIB auront donc été « perdus. » Dans de telles conditions, la croissance ne peut être que réduite. Or, plus elle est faible, plus le poids de la dette est intenable. En 2017, le FMI prévoit encore un ratio de dette de 122 % du PIB. Croire que le Portugal peut sortir de ce cercle vicieux sans réfléchir à sa dette est évidemment un doux rêve (auquel se livre du reste le FMI).

Le poids de la dette privée et la faiblesse du secteur bancaire

Mais le Portugal a un autre problème d'endettement, celui de la dette privée qui demeure considérable. « L'ajustement » austéritaire, en comprimant la demande, n'a pas réellement permis un désendettement rapide des agents privés, notamment en raison de la réduction de leurs bases de recettes. Les procédures sont plus souples que pour le secteur public et la dette privée, selon la Banque du Portugal, a un peu reculé entre 2011 et 2015 en rapport avec le PIB, mais elle s'élève encore au montant considérable de 237 % du PIB. En ajoutant la dette publique et celle des sociétés publiques, on atteint un niveau d'endettement vertigineux pour l'économie portugaise : 402,2 % du PIB en mars 2015. Là encore, ce niveau est intenable à moyen terme, surtout avec une croissance moyenne de 1,5 % du PIB.

Or, cette question renvoie à une autre : la faiblesse du secteur bancaire portugais. On se souvient que l'an passé, Lisbonne a dû venir en aide à Banco Espirito Santo à hauteur de 5 milliards d'euros. Et le taux de créances douteuses (Non Performing Loans, NPL) du système bancaire portugais atteint le niveau très élevé de 12,3 % et, selon le FMI, « il grandit. » Rien d'étonnant à cela compte tenu du poids de la dette privé. Bref, les banques sont fragiles et, en cas de problème, l'Etat ne peut guère leur venir en aide en reprenant à son compte une partie de ces immenses créances. Mais tout ceci signifie que le Portugal est en équilibre instable. Il est un pays vulnérable à un choc externe ou à un ralentissement de la croissance, mais aussi sur un chemin qui, à moyen terme, est intenable par ses propres forces.

Une baisse du chômage fragile

Le meilleur succès du pays est sans doute la réduction du chômage. Au deuxième trimestre 2015, le taux de chômage a reculé de deux points par rapport à la même période de 2014 à 11,9 %. Cependant, outre l'effet cyclique, cette baisse s'explique aussi par un recul de la population active, de 0,8 % sur un an, alimenté par l'émigration et le vieillissement de la population, qui amplifie le mouvement. Surtout, cette progression de l'emploi s'explique par des emplois temporaires, donc bel et bien liés à la cyclicité de la reprise. Sur les 66.200 nouveaux emplois créés par le Portugal en un an, 58.700 sont des emplois temporaires, soit 88,7 % du total ! L'embellie sur l'emploi est donc aussi précaire que ces contrats.

La dangereuse recette du FMI : poursuivre l'austérité

Au final, le Portugal reste donc une économie très vulnérable et très faible. Le FMI le reconnaît, mais, comme dans le cas grec, il propose encore d'amplifier l'austérité. L'institution de Washington propose au gouvernement qui sortira des urnes de continuer à garantir son accès au marché par une politique qui assure la confiance des investisseurs, autrement dit par des mesures supplémentaires de consolidation budgétaire. « Il sera essentiel de reprendre la course des réformes structurelles quand un nouveau gouvernement sera formé », explique le FMI. Et d'ajouter qu'il faudra des « mesures crédibles pour réaliser l'ajustement budgétaire. »

Une conclusion logique du point de vue d'un FMI qui refuse d'envisager pour le Portugal une restructuration de sa dette, mais qui est des plus contestables. Le Portugal peut-il se permettre d'affaiblir à nouveau sa croissance alors même que la « reprise »

est insuffisante ? Le pays a sans doute besoin de « réformes » qui ne soient pas négatives pour la croissance, mais il a aussi besoin, comme la Grèce, de reconstruire ses structures économiques et, surtout, d'en finir avec le poids d'une dette intenable. Ce que le FMI propose, c'est une nouvelle fuite en avant dans l'illusion de la soutenabilité de la dette portugaise.

L'enjeu des élections du 4 octobre

Que choisiront les Portugais en octobre ? La crise n'a pas fait émerger au Portugal de mouvement fort de contestation comme en Espagne ou en Grèce. L'actuelle coalition de centre-droit semble profiter de l'amélioration de la conjoncture et de la capitulation de Syriza en Grèce. Selon le dernier sondage Aximage, du 17 juillet, l'écart entre l'alliance PSD-PP et le Parti socialiste (PS) d'Antonio Costa, qui prétend adoucir l'austérité, s'est fortement réduit à 0,2 point en faveur du PS (38 % contre 37,8 %). Rien n'est donc joué, mais il faut souligner deux éléments.

D'abord, la coalition PSD-PP est, malgré sa remontée, en chute libre par rapport aux 49 % de 2011. Ensuite, trouver une majorité absolue sera très difficile. Mais le blocage pourrait profiter au PS qui pourrait ainsi s'appuyer sur la « tolérance » de la coalition CDU formée autour du parti communiste, le PCP. Cette coalition enregistre dans ce sondage une forte baisse à 7,5 % des intentions de vote contre plus de 10 % dans les précédentes enquêtes (sans doute un effet Syriza), mais il pourrait néanmoins être l'arbitre du duel PSD-PS. Dans ce cas, le Portugal osera-t-il prendre franchement une autre voie ? Le pourra-t-il sans poser la question du poids de sa dette ? On pourrait alors entendre parler du Portugal cette automne. latribune.fr 07.08

2- Brésil

- Brésil : l'inflation ralentit en juillet mais reste à un niveau élevé de 9,56% sur 12 mois - AFP

L'inflation au Brésil a ralenti un peu en juillet par rapport à juin mais continue sur un rythme élevé de 9,56% sur 12 mois, selon des données officielles publiées vendredi.

La hausse de l'inflation est due en particulier à l'escalade des coûts de l'énergie électrique, qui ont grimpé de 4,17% en juillet en raison d'un réajustement des tarifs dans quelques unes des plus grandes agglomérations du géant émergent d'Amérique latine. Le prix de l'énergie a augmenté de 57,83% sur 12 mois et de 47,65% depuis le début de l'année.

Après quatre années de faible croissance, le Brésil est frappé de plein fouet par une crise économique qui devrait se traduire par une contraction du Produit intérieur brut (PIB) de 1,49%, selon une estimation officielle, alors que l'inflation continue de grimper.

Le gouvernement a adopté depuis le début de l'année des mesures d'austérité pour tenter d'enrayer la dégradation des comptes publics.

La Banque centrale a relevé sept fois de suite son taux directeur, actuellement à 14,25% l'an, pour lutter contre l'inflation. AFP 07.08

Haut de page

Le 9 août 2015

CAUSERIE

Pas Charlie ? Normal, il dénonçait la corruption...

Brésil : un journaliste abattu en studio, deux suspects arrêtés - euronews.com

Au Brésil, la police a arrêté 2 hommes soupçonnées d'être impliqués dans le meurtre d'un journaliste. Gleydson Carvalho a été abattu jeudi à bout portant dans son studio de radio dans le nord du pays. Les médias brésiliens affirment que le journaliste avait reçu des menaces en raison de ses prises de position politique, notamment contre la corruption. euronews.com 09.08

Que craignent-ils ? La révolution prolétarienne.

Donald Tusk, le président européen, a déclaré au Monde : « À mon avis, l'atmosphère aujourd'hui est très similaire à 1968 en Europe. Je sens un état d'esprit, peut-être pas révolutionnaire, mais d'impatience. Mais quand l'impatience devient un sentiment collectif, elle peut conduire à une révolution. Le chômage massif des jeunes est peut-être la raison la plus claire et visible. » Le Monde 13.07

ACTUALITE EN TITRES

Monarchisme et sionisme vont si bien ensemble.

Le PS ne sait plus quoi inventer pour manifester son soutien à l'Etat génocidaire d'Israël. Un mur vaut bien une plage. Une famille brûlée vive dont un bébé de 18 mois ne méritait que le mépris de la part de ces salopards immondes.

Le 7 juin 2014, Anne Hidalgo, la maire PS de Paris en présence de Hollande honorait la monarchie britannique en rebaptisant le Marché aux fleurs Elizabeth II sur l'Ile de la Cité.

Un peu plus d'un an après elle récidivait cette fois en mettant à l'honneur l'Etat sioniste venant une nouvelle fois d'illustrer la barbarie qui le caractérise depuis sa naissance.

- Des milliers de Palestiniens aux funérailles du père du bébé brûlé vif - AFP

Et au même moment la maire PS de Paris annonçait : «Tel-Aviv sur Seine», le 13 août dans le cadre de l'opération Paris Plages, alors que Paris est jumelé avec 33 villes dans le monde, mais pas Tel-Aviv, c'est donc un choix idéologique que les auteurs ne peuvent pas assumer tellement il est naturel chez eux. Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas, c'est conforme à la nature du PS.

«Tel-Aviv sur Seine» devrait faire l'objet de manifestations culturelles et autres célébrant la bonne entente entre la France et Israël , mais "aucun échange avec des Israéliens humanistes n'y est prévu, encore moins un débat sur la situation du peuple palestinien" selon la conseillère de Paris Danielle Simonnet (Parti de Gauche) qui a réclamé l'annulation de cette initiative.

Le premier adjoint de la mairie de Paris Bruno Julliard a répondu à la polémique, appelant notamment à ne pas faire "l'amalgame entre la politique brutale du gouvernement israélien et Tel Aviv". (source : AFP 09.08)

Tel Aviv incarne la bonne conscience des petits bourgeois de la gauche israélienne, tout comme Paris celle de ses homogogues, qui tous tiennent avant tout à profiter du mode de vie confortable que leur accorde généreusement les régimes en place en Israël et en France conquis à la sueur et au sang de leurs victimes innocentes sans que cela ne les embarrasse plus que cela.

Leur vieux monde décomposé. Cela tire dans tous les coins !

- Ferguson : des coups de feu en marge d'un rassemblement pour Michael Brown - lefigaro.fr

- Un étudiant noir non armé tué par la police près de Dallas - Reuters

- Haïti: violents incidents et retards lors des élections législatives - AFP

- Un journaliste azéri battu à mort pour avoir critiqué le comportement d'un footballeur - LeMonde.f

- Burundi: intenses échanges de tirs dimanche soir à Bujumbura - AFP

- Un activiste recherchant les 43 étudiants disparus au Mexique abattu près d'Acapulco - LeMonde.fr

- Cisjordanie : Tsahal tue un Palestinien après une attaque contre un Israélien - LeMonde.fr

- Hôtel attaqué au Mali: 13 morts dont 5 contractuels de l'ONU et 4 soldats maliens - AFP

- Attentats en série à Kaboul: plus d'une quarantaine de morts - euronews.com

L'Empire à l'offensive. Déstabilisation de gouvernements et manipulation des masses.

- Venezuela : pénuries, pillages, manifestations politiques - euronews.com

- Brésil : Dilma Rousseff boit le bouillon, au son des casseroles - euronews.com

- Les soutiens-gorge manifestent à Hong Kong - euronews.com

- Manifestations monstres contre le gouvernement irakien sur fond de canicule - euronews.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Que cherche Tsipras à Moscou? - french.irib.ir

Les Premiers ministres russe et grec ont discuté des coopérations bilatérales dans divers domaines dont l'énergie et l'économie.

Jeudi, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration du nouveau canal de Suez, Dimitri Medvedev et Alexis Tsipras se sont entretenus et décidé d'augmenter leurs contacts pour lancer les préparatifs de la 9e commission conjointe des deux pays en novembre 2015. Cette rencontre est dans le sens de la consolidation des relations entre les deux pays. La Russie et la Grèce ont traditionnellement de bonnes relations. La Grèce n'a jamais soutenu les sanctions économiques que l'UE a imposées à la Russie.

Le premier ministre grec, Alexis Tsipras, n'a pas suivi l'approche de l'UE face à Moscou suite à la crise ukrainienne. L'UE a imposé des sanctions politique, économique et militaire à la Russie. Mais Athènes a continué ses bonnes relations avec ce pays. En avril 2015 le Premier ministre grec a visité la Russie où il a exprimé son intérêt pour participer à la construction du gazoduc liant la Russie à l'Europe via la Turquie. Cette proposition a reçu le bon accueil du président russe, Vladimir Poutine. Etant donné les tensions entre l'Europe et la Russie, l'initiative de Tsipras a gêné l'UE dont les hautes autorités ont critiqué Athènes.

Par ailleurs les Russes ont tenté ces dernières années de rompre la position unie de l'UE dans l'espoir de briser le régime des sanctions. C'est dans ce cadre que Moscou a mis à son ordre du jour l'élargissement des relations avec certains membres de l'UE dont la Grèce.

Contrairement à l'approche générale de l'Europe, Alexis Tsipras souhaite développer ses relations avec la Russie, ce qui déplaît au reste du continent vert.

Alors que l'UE tente de s'éloigner de la Russie, le Premier ministre grec se rapproche des Russes. Il demande la fin des sanctions contre la Russie et l'essor des relations sur divers plans.

On s'attend à ce que la Grèce se dirige de plus en plus vers la Russie, du fait des tensions avec la Troïka internationale sur la base des conditions aides financières, et Moscou a déjà ouvert les bras. french.irib.ir 08.08

2- Russie

2.1- USA/UE n'ont aucune volonté d'éradiquer Daech(Tchurkin) - french.irib.ir

Le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vitaly Tchurkin a annoncé que l'absence de volonté chez les Etats-Unis et les pays occidentaux pour coopérer avec le gouvernement syrien dans la guerre contre Daech, affaiblit les efforts déployés dans le sens de la lutte contre le terrorisme.

Cité par Sputnik News, Tchurkin a rappelé : "Nos alliés occidentaux ne voient aucune nécessité de se focaliser sur la menace que représente le terrorisme en Irak et en Syrie, ni sur une action commune anti-Daech." Tchurkin a rappelé que l'idée de la formation d'un "Front de la lutte contre le terrorisme" avait été avancé par son pays, mais q'aucun effort commun de la part de la Communauté mondiale n'a été constaté dans ce sens, étant donné que les Etats-Unis et les pays occidentaux n'ont pas l'intention de collaborer avec le gouvernement syrien pour éradiquer Daech.

Le représentant de la Russie à l'ONU a formulé ses déclarations après la prise de votes au Conseil de sécurité sur le mécanisme, permettant de déterminer la partie qui a utilisé des matières chimiques en Syrie. french.irib.ir 09.08

2.2- Russie: des missiles S-400, déployés au Kamtchatka - french.irib.ir

Les S-400 sont déployés, près des villes de Petropavlovsk-Kamtchatski, Elizovo et Vilioutchinsk. «Des missiles sol-air russes S-400 seront, prochainement, mis en état opérationnel, au Kamtchatka», a annoncé, mardi, à Vladivostok, le Porte-parole de la région militaire de l'Est, Roman Martov.

"Les équipes de service et le poste de commandement des missiles sol-air S-400 seront mis en état opérationnel et protègeront l'espace aérien russe, dans le Nord-Est du pays", a indiqué M. Martov.

Le S-400 Triumph, (code OTAN: SA-21 Growler), est un système de missiles sol-air de longue et moyenne portée, destiné à abattre tout type de cible aérienne: avions, drones et missiles de croisière hypersoniques. Le système est capable de tirer, simultanément, 72 missiles, sur 36 cibles, à une distance de 400 km. french.irib.ir 07.08

3- Syrie

3.1- Syrie : Zabadani nettoyé par Armée/Hezbollah - french.irib.ir

En Syrie, les militaires de l'armée et les combattants de la Résistance libanaise ont progressé à l'intérieur de la ville de Zabadani, à l'issue de violents combats les opposant aux terroristes. Selon les sources militaires syriennes, l'armée et les forces de la Résistance ont repris le contrôle de la place Al-Kournish, après avoir récupéré le quartier où se trouvait la mosquée de Bardi, dans le sud-ouest de Zabadani. Les forces syriennes et les combattants de la Résistance ont ensuite progressé à partir de deux directions : Al-Zatout et Bardi.

Les combattants du Hezbollah libanais ont fait prisonniers trois éléments du groupe terroriste des Ahrar Al-Cham, au cours des affrontements ayant eu lieu près de la place d'Al-Mahta, située dans l'est de Zabadani. L'armée syrienne est également arrivée à reprendre le contrôle de nouveaux secteurs du quartier Salmane Al-Halabi, appartenant à Alep. Par ailleurs, un certain nombre de terroristes ont été tués et blessés lors d'une attaque de l'armée contre leurs positions en banlieue-ouest de Hama. A Daria, les militaires de l'armée ont réussi à faire des progressions près de la place de Sharida après avoir repris le contrôle d'une série d'importants bâtiments. french.irib.ir 09.08

3.2- Syrie: le plan de 4 pays arabes, pour "aider" Assad. - french.irib.ir

Un activiste saoudien a fait part, sur son compte twitter, du plan conjoint de l'Egypte, des Emirats arabes unis, de la Jordanie et d'Oman, pour aider le gouvernement syrien, dans sa lutte contre le terrorisme.Mojtahaed, activiste saoudien, connu, pour ses révélations sur les réalités cachées par les Al-e Saoud, a précisé que l'Arabie s'est opposée à ce plan. Selon le cyberactiviste, la récente rencontre entre le chef du bureau de la sécurité nationale syrienne et le ministre saoudien de la Défense visait, en effet, à convaincre Mohammad ben Salman du bien fondé de ce plan. Damas aurait recommandé à son chef de sécurité de se comporter, avec une grande flexibilité, face à Ben Salman. Selon Mojtahed, Ben Salman aurait promis de ne pas compromettre le plan précité, même en cas d'une adhésion tardive de Riyad. L'hésitation de Ben Salman s'expliquerait, surtout, par des rapports des renseignements turcs et americains, qui prédisent, constamment, la chute d'Assad.

«Alors que l'Egypte, les Emirats, la Jordanie et Oman envisagent d'aider le gouvernement syrien, l'Arabie, la Turquie, le Qatar et les Etats-Unis s'acharnent, toujours, sur la formation d'hommes armés, prétendument, "modérés", en Syrie», a ajouté Mojtahaed, en allusion à la divergence entre les pays arabes, à propos du dossier syrien. Le plan en question est mis en avant, dans le contexte, où une rencontre tripartite entre Moscou, Riyad et Washington, a eu lieu, à Doha, et que les informations font état des efforts d'Oman, pour s'entremettre entre l'Arabie et la Syrie. french.irib.ir 08.08

4- Israël

- Israël menace les savants atomistes iraniens - french.irib.ir

Le ministre de la Guerre du régime sioniste, Moshe Yaalon a menacé les savants atomistes de la RII. Lors d'une interview avec le quotiden allemand "Der Spiegel", le ministre de la Guerre du régime sioniste, en menaçant les savants iraniens, a prétendu qu'il est tout à fait évident que le programme nucléaire de l'Iran doit être, finalement, gelé, de n'importe quelle façon. Répétant les allégations des autres responsables du régime sioniste au sujet de l'accord nucléaire Iran/5+1, Moshe Yaalon a qualifié d'erreur historique, cet accord avec l'Iran.

A la question du journaliste allemand qui voulait savoir s'il y aura davantage d'attentats à la vie des savants atomistes iraniens, Moshe Yaalon a répondu : "Israël n'est pas responsable de la durée de la vie des savants atomistes de l'Iran." Le régime sioniste est déjà impliqué dans l'assassinat des savants iraniens. Quatre savants atomistes de l'Iran sont tombés en martyre ces dernières années, tués par les éléments du groupuscule terroriste des Monafeghin, en collaboration avec les services d'espionnage de la région et de l'Occident dont celui du régime sioniste, le Mossad. french.irib.ir 07.08

5- Irak

- Daech et ses alliés seront éliminés bientôt (G. Firouzabadi) - french.irib.ir

Le groupe terroriste de Daech et ses allié seront éliminés dans les évolutions à venir, a averti le chef d'état-major es forces interarmes iranienne.

Le général de division Seyyed Hassan Firouzabadi, le chef d'état-major des forces armées de la RII a brossé un tableau clair des développements en cours de la région et des politiques et scénaris déjoués des ennemis de l'islam pour dire: " Le gouvernement central irakien a obtenu d'importants acquis et victoires permettant la stabilisation de la souveraineté nationale et la sauvegarde de l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Irak, face à Daech et les ennemis du peuple irakien." Le général de division, Firouzabadi a ensuite averti le peuple irakien, faisant allusion aux agissements et sabotages exercés dans le pays: "Le peuple irakien, sunnite ou chiite, doit être vigilant car certaines manques et lacunes sont artificielles. L'appel lancé aux manifestations, qui est provoqué par certains groupes particuliers, et parfois non-musulmans, l'explosion des lignes de transfert d'électricité via l'Iran à l'Irak ainsi que des autres sabotages visent tous à suggérer que le gouvernement central irakien est incapable de gérer les affaires du pays."

Le chef d'état major de l'armée iranienne a poursuivi ses déclarations, en rappelant au peuple irakien que toute révolution réussie a connu de tels sabotages et tergiversations. " Le peuple révolutionnaire irakien doit faire preuve, de plus en plus, de la retenue et aider le gouvernement central à surmonter les problèmes, battre l'ennemi et parvenir au progrès."a-t-il fait savoir. french.irib.ir 09.08

On ignore si les manifestations actuelles dirigées contre le gouvernement irakien sont spontanées ou téléguidées par les Américains ou les deux à la fois, car il est insupportable de vivre sans électricité par 50°C.

6- Japon : des manifestations contre la réforme de l’armée - euronews.com

Des centaines de manifestants, dans les rues de Nagazaki, ont protesté contre la réforme de l’armée japonaise. Le premier Ministre Shinzo Abe veut renforcer le rôle des Forces d’auto-défense, sur la scène internationale, contrairement à la Constitution du pays, inchangée depuis 70 ans.

Un manifestant : “S’ils modifient la Constitution, alors le Japon sera en mesure de mener des guerres d’agression et de tuer des gens innocents. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire.” euronews.com 09.08

ECONOMIE

Banques

- Les banques européennes affichent des profits au plus haut depuis 2011 - La Tribune

Les dix plus grandes banques du Vieux Continent ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d’euros, au deuxième trimestre 2015. La politique monétaire accommodante de la BCE commence à se faire sentir sur la demande de crédits.

D'une crise grecque à l'autre, les banques européennes, qui viennent de clore leur "saison des trimestriels", ont bien changé. En 2011, marchés et régulateurs les exhortaient à réduire leur exposition aux pays à risque de la zone euro, alors en pleine crise des dettes souveraines. Sous peine, sinon, de déclencher une nouvelle crise bancaire. Quatre ans et moult réductions de leurs bilans plus tard, les dix plus grandes banques européennes, en termes d'actifs, ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d'euros, au deuxième trimestre. Il faut remonter à 2011, précisément, pour retrouver pareil niveau de résultat, selon les données de l'agence Bloomberg.

La Société générale, avec un bénéfice net de 1,35 milliard d'euros, affiche même sa meilleure performance depuis 2007, avant l'éclatement de la crise financière. Et chacune des dix plus grandes banques européennes a enregistré au moins une croissance à deux chiffres de son résultat net. "Les résultats des banques européennes ont été bons, au deuxième trimestre. Certes, ils ont bénéficié de pas mal d'éléments exceptionnels, comme des cessions d'actifs, mais ils sont clairement à un bon niveau, en particulier grâce à un coût du risque [provisions pour risques d'impayés ; Ndlr] en forte baisse dans beaucoup de pays", confirme Jérôme Legras, responsable de la recherche au sein de la société de gestion Axiom Alternative Investments.

Une reprise progressive de la croissance en Europe

Si le coût du risque a autant diminué, c'est grâce à une amorce de reprise économique au sein de la zone euro. "Le climat économique s'améliore progressivement en Europe", a affirmé Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale, lors

d'une conférence téléphonique, le 5 août. "Après une stagnation de 2012 à 2014, l'activité économique est un peu meilleure en France, où nous prévoyons une hausse de 1,2% du PIB, cette année", renchérit François Pérol, président du directoire de BPCE (Banque Populaire Caisse d'Epargne). Conséquence de cette amélioration de la conjoncture économique, les crédits sont enfin repartis à la hausse depuis mars, après des mois de recul. Au 30 juin, les encours de crédit des Banques Populaires et des Caisses d'épargne affichaient ainsi une hausse de 2,7% par rapport à l'année précédente.

Une progression qui ressort à 2,2% pour le Crédit agricole, en France, et à 1,3% et à 0,8%, respectivement, pour les réseaux de la Société générale et de BNP Paribas dans l'Hexagone. Preuve que la politique monétaire ultra-accommodante de la BCE commence enfin à alimenter la demande de crédit. Moins chez les entreprises, cependant, que chez les ménages, comme le montrent le rebond du crédit à la consommation et l'accélération du crédit immobilier, la faiblesse des taux ayant entraîné une vague de renégociations de prêts à l'habitat. Une faiblesse des taux longs sur lesquelles les banques avaient alerté en début d'année, redoutant les conséquences de l'aplatissement de la courbe des taux sur la marge d'intérêt tirée de leur activité de transformation [les banque se financent à court terme et prêtent à long terme ; Ndlr].

La question de l'environnement de taux

"L'évolution des taux a des conséquences à long terme sur la profitabilité des banques. Sur un trimestre, cela ne va quasiment rien changer. Il y a ainsi eu un effet négligeable des taux sur les résultats opérationnels des banques, au deuxième trimestre", indique Jérôme Legras, chez Axiom. Mais quid des prochains mois ? "La remontée des taux longs (observée depuis début mai) aura un effet plutôt positif sur la marge d'intérêt des banques. Par ailleurs, elle ne devrait pas peser sur les volumes de crédit. D'abord, parce que les taux, comme les volumes, partent d'un niveau très bas. Ensuite, parce que la remontée des taux est plutôt le signe d'un redémarrage de l'économie", poursuit Jérôme Legras.

La banque de détail n'a pas été le seul moteur des résultats trimestriels des établissements européens. La banque de financement et d'investissement (BFI) en a été un autre, qui a notamment profité de la volatilité sur les marchés engendrée par la crise grecque. Enfin, les banques européennes doivent également leurs bons résultats au tour de vis donné à leurs frais de gestion. Lequel va se poursuivre, face à la hausse des coûts engendrée par la réglementation et par les litiges, sans oublier la nécessité d'une plus grande compétitivité face aux "pure players" de la finance digitale : la Société générale a annoncé un nouveau plan d'économies de 850 millions d'euros, et, d'après Bloomberg, BNP Paribas plancherait sur une réduction de 20% des coûts de sa BFI, d'ici à 2019. latribune.fr 09.08

Haut de page

Le 10 août 2015

CAUSERIE

Pourquoi rend-on compte quotidiennement de ce qui se passe sur le champ de bataille du Moyen et Proche-Orient ?

Pour que personne n'oublie que le confort et la paix dont il profite à un prix que paient très lourdement ou cruellement d'autres peuples, mais aussi pour que la bonne conscience du petit bourgeois qui sommeille en nous ne soit jamais épargnée ou en paix une seconde, car la guerre que notre ennemi mène à l'extérieur du pays n'est que le prolongement de celle qu'il conduit à l'intérieur contre son propre peuple, c'est la même guerre sur fond d'intérêts économiques et géostratégiques.

Un aveu sans remords a autant de valeur qu'un mensonge assumé : Nul !

- Europe : Mea Culpa - Jean Ortiz - legrandsoir.info 08.08

Au bout d'un demi-siècle de politique antisociale systématiquement dirigée contre les travailleurs, l'universitaire Jean Ortiz s'aperçoit soudain que l'UE n'était pas ce qu'il croyait. Quelle imposture de stalinien en mal de repères une fois ceux du réformisme avec ses illusions trompeuses et criminelles remisés au musée du capitalisme en putréfaction.

Cet aveu pour le moins tardif ou de circonstance qui s'accompagne d'un appel à rompre avec l'UE n'est qu'une simple posture sans conséquence pratique, le PCF n'envisageant pas pour autant de rompre avec le PS, son allié électoral privilégié, PS qui soutien à fond la politique néolibérale de l'UE.

Constatant que les derniers développements en Grèce ont abouti à ce que "le vernis « européiste » a craqué" et que "les masques sont tombés, on comprend que le soutien inconditionnel du PCF à l'UE devenait pour le moins embarrassant. Le discours d'Ortiz tient du double langage.

Il ne renie pas pour autant le soutien passé du PCF à l'UE depuis Maastricht en 1992 (notamment), soit 23 ans plus tôt lorsqu'il déclare : "Nous venons de souffrir un échec sur une stratégie qui atteint ses limites, qui s'avère inefficace et en porte-à-faux avec les besoins de progrès social, de démocratie participative, de souveraineté", tout comme il s'avèrera incapable de caractériser la nature de l'UE. Pendant plus d'un demi-siècle l'UE incarnera la régression sociale généralisée, la négation de la démocratie et de la souveraineté des peuples et c'est seulement maintenant qu'il s'en aperçoit ou feint de s'en rendre compte. On en veut pour preuve qu'en prônant la démocratie participative, il privilégie la collaboration de classes au détriment de la lutte des classe, la démocratie participative consistant en une forme de partage et d'exercice du pouvoir, fondée sur le renforcement de la participation des citoyens à la prise de décision politique" dans le cadre du régime en place, qui se traduit par la participation à la gestion de la crise du capitalisme et en faire porter les conséquences aux travailleurs, définition du corporatisme. Et quant à la souveraineté, de qui, de l'Etat ou du peuple ? Si c'est de l'Etat, Ortiz et le PCF ayant abandonné la dictature du prolétariat qui coïncide avec l'exercice du pouvoir politique par la classe ouvrière, il ne peut s'agir ici que de l'Etat des capitalistes auquel il faudrait accorder plus de marge de manoeuvre pour mieux exploiter le peuple ou le maintenir en servitude, l'aristocratie à laquelle appartient Ortiz espérant en tirer un meilleur profit pour elle-même.

En répétant à deux reprises "longtemps j'ai cru que" l'UE était autre chose que ce qu'elle était véritablement sans aller jusqu'à préciser quoi au juste, on a là le cheminement intellectuel d'un démagogue professionnel qui voudrait nous faire croire qu'il en aurait pris soudainement conscience, alors qu'il va profiter de cette occasion pour détourner l'attention des lecteurs et militants de son parti vers l'Allemagne, au lieu de caractériser la nature systémique de la crise grecque qui révèle le niveau de putréfaction irréversible atteint par le système économique capitaliste.

Pendant des décennie l'UE était une "création à (ses) yeux artificielle" va-t-il jusqu'à affirmer, alors qu'elle fut avant tout politique, mais apparemment ce n'est pas sur ce terrain qu'il se situe, le malheureux a vécu le 13 janvier grec comme un "traumatisme ressenti" qui l'a "beaucoup secoué" et l'a fait beaucoup "souffrir", au point d'avoir "mal à la Grèce, gageons qu'il s'en remettra aussi bien que Tsipras qu'il ne condamnera pas précise-t-il, normal puisqu'ils sortent du même tonneau du populisme en vérité.

En dehors de lieux communs, on ne trouvera guère d'analyse de l'enjeu de la lutte de classes qui est en train de se jouer entre les représentants de l'oligarchie financière anglo-saxonne et le peuple grec soumis à son talon de fer ou sa stratégie de gouvernance mondiale.

C'est l'Allemagne qui serait le "coupable", pas la France de Hollande, on s'en doutait déjà un peu, c'est la "chancelière allemande" qui aurait orchestré "l'occupation de la Grèce", dorénavant ce pays se retrouverait "sous la botte allemande", sous l'emprise des " trusts allemands", de " cette "Europe allemande", tandis que "la BCE, le FMI, l'UE, l'OMC ... remplacent désormais les « marines », les « G'Is », l'armée allemande" toujours prête à assumer la relève au cas où, c'est nous qui le précisons tellement cela semble aller de soi en poussant son raisonnement à fond, disons que cela est fortement suggéré aux lecteurs pour les détourner du combat contre leurs propres institutions nationales, la Ve République à laquelle participe le PCF.

C'est l'Allemagne qui serait le "coupable", et non l'évolution et l'orientation inexorable du capitalisme en crise et ses contradictions dont tous les peuples subissent les conséquences dramatiques, capitalisme et ses partis ou institutions avec lequel il faudrait rompre pour changer la société, ce qui est évidemment inenvisageable sérieusement lorsqu'on milite au PCF.

De là à prendre son cas pour une généralité pour camoufler sa propre capitulation, c'est ce qu'il va s'employer à faire en affirmant que les déboires subits par les autorités grecques aurait été un "traumatisme ressenti par tous les militants de gauche", alors qu'ils étaient parfaitement prévisibles et qu'il avait fallu une certaine dose de complicité avec la troïka pour avoir imaginé un seul instant un traitement différent ou un traitement de faveur, on évitera de parler d'illusions tant la nature de la troïka et les intérêts qu'elle représente sont antinomiques avec ceux du peuple grec et en particulier sa classe ouvrière, ce qui ne devait avoir échappé à aucun militant, qui plus est à un professeur d'université en pleine crise de "conscience".

Un professeur d'université qui sait pertinemment ce qu'il dit et fait, et qui loin de faire preuve de modestie comme le laisserait penser cet aveu, termine en affirmant qu'il ne veut "être manipulé que par (sa) conscience" avec laquelle il s'entend finalement si bien.

Ce qu'Ortiz et le PCF ont renié : La dictature du prolétariat, le pendant de la dictature du capital.

Lénine : la révolution prolétarienne et le rénégat Kautsky. Extraits.

1- "La question de la dictature du prolétariat est celle de l'attitude de l'État prolétarien à l'égard de l'État bourgeois, de la démocratie prolétarienne envers la démocratie bourgeoise. C'est clair comme le jour, n'est-il pas vrai ?"

Renier ou rejeter la dictature du prolétariat conduit forcément à s'accommoder de la dictature du capital.

2- "Que ce soit là le fond même de la doctrine de Marx, tout le monde le sait."

3- "... la formule : « dictature du prolétariat » n'est qu'une énonciation historiquement plus concrète et scientifiquement plus exacte

de cette tâche du prolétariat : « briser » la machine d'État bourgeoise, tâche dont Marx et Engels, compte tenu de l'expérience des révolutions de 1848 et plus encore de celle de 1871, ont parlé de 1852 à 1891, soit pendant quarante ans."

Le "socialisme du XXIe siècle" en est très loin, il en est même la négation.

4- "La dictature est un pouvoir qui s'appuie directement sur la violence et n'est lié par aucune loi.

La dictature révolutionnaire du prolétariat est un pouvoir conquis et maintenu par la violence, que le prolétariat exerce sur la bourgeoisie, pouvoir qui n'est lié par aucune loi.

Et c'est cette vérité toute simple, claire comme le jour pour tout ouvrier conscient (représentant la masse, et non les couches supérieures de cette canaille petite-bourgeoise achetée par les capitalistes, que sont les social-impérialistes de tous les pays), c'est cette vérité évidente pour tout représentant des exploités en lutte pour leur affranchissement, et indiscutable pour tout marxiste, que nous sommes obligés de « conquérir de haute lutte » sur le savantissime M. Kautsky !"

Pourquoi l'Etat bourgeois renforce-t-il et perfectionne-t-il sans cesse son appareil répressif, sinon pour en faire usage contre la classe ouvrière, contre la révolution prolétarienne...

5- "...la dictature révolutionnaire du prolétariat, c'est la violence exercée contre la bourgeoisie; et cette violence est nécessitée surtout, comme Marx et Engels l'ont expliqué maintes fois et de la façon la plus explicite (notamment dans la Guerre civile en France et dans la préface de cet ouvrage), par l'existence du militarisme et de la bureaucratie."

Bureaucratie qui inclut la dictature de la troïka de nos jours

6- "L'indice nécessaire, la condition expresse de la dictature, c'est la répression violente des exploiteurs comme classe et par suite la violation de la « démocratie pure », c'est-à-dire de l'égalité et de la liberté à l'égard de cette classe.

C'est ainsi, et seulement ainsi, que la question peut être posée au point de vue théorique." Fin des extraits.

On ne peut poser cette question de cette façon-là sur le plan théorique, qu'à partir du moment où on a conscience de la manière dont les différentes classes (ou l'Etat) au pouvoir dans le passé ce sont servies de la violence pour conserver leur pouvoir contre le peuple ou parfois contre une classe minoritaire menaçant la classe dominante au pouvoir.

Cette question est liée au développement du capitalisme, des classes et des Etats qu'il faut étudier et intégrer dans la théorie qu'on adopte, donc à partir des faits ou de la réalité, et non à partir d'un vague sentiment sans consistance qui nous porterait à adopter ou rejeter aveuglément le recours à la violence au cours du processus révolutionnaire.

Demain on poursuivra avec la démocratie.

Pas Charlie ? Normal, il dénonçait la corruption...

Brésil : un journaliste abattu en studio, deux suspects arrêtés - euronews.com

Au Brésil, la police a arrêté 2 hommes soupçonnées d'être impliqués dans le meurtre d'un journaliste. Gleydson Carvalho a été abattu jeudi à bout portant dans son studio de radio dans le nord du pays. Les médias brésiliens affirment que le journaliste avait reçu des menaces en raison de ses prises de position politique, notamment contre la corruption. euronews.com 09.08

Que craignent-ils ? La révolution prolétarienne.

Donald Tusk, le président européen, a déclaré au Monde : « À mon avis, l'atmosphère aujourd'hui est très similaire à 1968 en Europe. Je sens un état d'esprit, peut-être pas révolutionnaire, mais d'impatience. Mais quand l'impatience devient un sentiment collectif, elle peut conduire à une révolution. Le chômage massif des jeunes est peut-être la raison la plus claire et visible. » Le Monde 13.07

Qu'en pensez-vous ?

ACTUALITE EN TITRES

Monarchisme et sionisme vont si bien ensemble.

Le PS ne sait plus quoi inventer pour manifester son soutien à l'Etat génocidaire d'Israël. Un mur vaut bien une plage. Une famille brûlée vive dont un bébé de 18 mois ne méritait que le mépris de la part de ces salopards immondes.

Le 7 juin 2014, Anne Hidalgo, la maire PS de Paris en présence de Hollande honorait la monarchie britannique en rebaptisant le Marché aux fleurs Elizabeth II sur l'Ile de la Cité.

Un peu plus d'un an après elle récidivait cette fois en mettant à l'honneur l'Etat sioniste venant une nouvelle fois d'illustrer la barbarie qui le caractérise depuis sa naissance.

- Des milliers de Palestiniens aux funérailles du père du bébé brûlé vif - AFP

Et au même moment la maire PS de Paris annonçait : «Tel-Aviv sur Seine», le 13 août dans le cadre de l'opération Paris Plages, alors que Paris est jumelé avec 33 villes dans le monde, mais pas Tel-Aviv, c'est donc un choix idéologique que les auteurs ne peuvent pas assumer tellement il est naturel chez eux. Ne cherchez pas l'erreur, il n'y en a pas, c'est conforme à la nature du PS.

«Tel-Aviv sur Seine» devrait faire l'objet de manifestations culturelles et autres célébrant la bonne entente entre la France et Israël , mais "aucun échange avec des Israéliens humanistes n'y est prévu, encore moins un débat sur la situation du peuple palestinien" selon la conseillère de Paris Danielle Simonnet (Parti de Gauche) qui a réclamé l'annulation de cette initiative.

Le premier adjoint de la mairie de Paris Bruno Julliard a répondu à la polémique, appelant notamment à ne pas faire "l'amalgame entre la politique brutale du gouvernement israélien et Tel Aviv". (source : AFP 09.08)

Tel Aviv incarne la bonne conscience des petits bourgeois de la gauche israélienne, tout comme Paris celle de ses homogogues, qui tous tiennent avant tout à profiter du mode de vie confortable que leur accorde généreusement les régimes en place en Israël et en France conquis à la sueur et au sang de leurs victimes innocentes sans que cela ne les embarrasse plus que cela.

Leur vieux monde décomposé. Cela tire dans tous les coins !

- Ferguson : des coups de feu en marge d'un rassemblement pour Michael Brown - lefigaro.fr

- Un étudiant noir non armé tué par la police près de Dallas - Reuters

- Haïti: violents incidents et retards lors des élections législatives - AFP

- Un journaliste azéri battu à mort pour avoir critiqué le comportement d'un footballeur - LeMonde.f

- Burundi: intenses échanges de tirs dimanche soir à Bujumbura - AFP

- Un activiste recherchant les 43 étudiants disparus au Mexique abattu près d'Acapulco - LeMonde.fr

- Cisjordanie : Tsahal tue un Palestinien après une attaque contre un Israélien - LeMonde.fr

- Hôtel attaqué au Mali: 13 morts dont 5 contractuels de l'ONU et 4 soldats maliens - AFP

- Attentats en série à Kaboul: plus d'une quarantaine de morts - euronews.com

L'Empire à l'offensive. Déstabilisation de gouvernements et manipulation des masses.

- Venezuela : pénuries, pillages, manifestations politiques - euronews.com

- Brésil : Dilma Rousseff boit le bouillon, au son des casseroles - euronews.com

- Les soutiens-gorge manifestent à Hong Kong - euronews.com

- Manifestations monstres contre le gouvernement irakien sur fond de canicule - euronews.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Que cherche Tsipras à Moscou? - french.irib.ir

Les Premiers ministres russe et grec ont discuté des coopérations bilatérales dans divers domaines dont l'énergie et l'économie.

Jeudi, à l'occasion de la cérémonie d'inauguration du nouveau canal de Suez, Dimitri Medvedev et Alexis Tsipras se sont entretenus et décidé d'augmenter leurs contacts pour lancer les préparatifs de la 9e commission conjointe des deux pays en novembre 2015. Cette rencontre est dans le sens de la consolidation des relations entre les deux pays. La Russie et la Grèce ont traditionnellement de bonnes relations. La Grèce n'a jamais soutenu les sanctions économiques que l'UE a imposées à la Russie.

Le premier ministre grec, Alexis Tsipras, n'a pas suivi l'approche de l'UE face à Moscou suite à la crise ukrainienne. L'UE a imposé des sanctions politique, économique et militaire à la Russie. Mais Athènes a continué ses bonnes relations avec ce pays. En avril 2015 le Premier ministre grec a visité la Russie où il a exprimé son intérêt pour participer à la construction du gazoduc liant la Russie à l'Europe via la Turquie. Cette proposition a reçu le bon accueil du président russe, Vladimir Poutine. Etant donné les tensions entre l'Europe et la Russie, l'initiative de Tsipras a gêné l'UE dont les hautes autorités ont critiqué Athènes.

Par ailleurs les Russes ont tenté ces dernières années de rompre la position unie de l'UE dans l'espoir de briser le régime des sanctions. C'est dans ce cadre que Moscou a mis à son ordre du jour l'élargissement des relations avec certains membres de l'UE dont la Grèce.

Contrairement à l'approche générale de l'Europe, Alexis Tsipras souhaite développer ses relations avec la Russie, ce qui déplaît au reste du continent vert.

Alors que l'UE tente de s'éloigner de la Russie, le Premier ministre grec se rapproche des Russes. Il demande la fin des sanctions contre la Russie et l'essor des relations sur divers plans.

On s'attend à ce que la Grèce se dirige de plus en plus vers la Russie, du fait des tensions avec la Troïka internationale sur la base des conditions aides financières, et Moscou a déjà ouvert les bras. french.irib.ir 08.08

2- Russie

2.1- USA/UE n'ont aucune volonté d'éradiquer Daech(Tchurkin) - french.irib.ir

Le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vitaly Tchurkin a annoncé que l'absence de volonté chez les Etats-Unis et les pays occidentaux pour coopérer avec le gouvernement syrien dans la guerre contre Daech, affaiblit les efforts déployés dans le sens de la lutte contre le terrorisme.

Cité par Sputnik News, Tchurkin a rappelé : "Nos alliés occidentaux ne voient aucune nécessité de se focaliser sur la menace que représente le terrorisme en Irak et en Syrie, ni sur une action commune anti-Daech." Tchurkin a rappelé que l'idée de la formation d'un "Front de la lutte contre le terrorisme" avait été avancé par son pays, mais q'aucun effort commun de la part de la Communauté mondiale n'a été constaté dans ce sens, étant donné que les Etats-Unis et les pays occidentaux n'ont pas l'intention de collaborer avec le gouvernement syrien pour éradiquer Daech.

Le représentant de la Russie à l'ONU a formulé ses déclarations après la prise de votes au Conseil de sécurité sur le mécanisme, permettant de déterminer la partie qui a utilisé des matières chimiques en Syrie. french.irib.ir 09.08

2.2- Russie: des missiles S-400, déployés au Kamtchatka - french.irib.ir

Les S-400 sont déployés, près des villes de Petropavlovsk-Kamtchatski, Elizovo et Vilioutchinsk. «Des missiles sol-air russes S-400 seront, prochainement, mis en état opérationnel, au Kamtchatka», a annoncé, mardi, à Vladivostok, le Porte-parole de la région militaire de l'Est, Roman Martov.

"Les équipes de service et le poste de commandement des missiles sol-air S-400 seront mis en état opérationnel et protègeront l'espace aérien russe, dans le Nord-Est du pays", a indiqué M. Martov.

Le S-400 Triumph, (code OTAN: SA-21 Growler), est un système de missiles sol-air de longue et moyenne portée, destiné à abattre tout type de cible aérienne: avions, drones et missiles de croisière hypersoniques. Le système est capable de tirer, simultanément, 72 missiles, sur 36 cibles, à une distance de 400 km. french.irib.ir 07.08

3- Syrie

3.1- Syrie : Zabadani nettoyé par Armée/Hezbollah - french.irib.ir

En Syrie, les militaires de l'armée et les combattants de la Résistance libanaise ont progressé à l'intérieur de la ville de Zabadani, à l'issue de violents combats les opposant aux terroristes. Selon les sources militaires syriennes, l'armée et les forces de la Résistance ont repris le contrôle de la place Al-Kournish, après avoir récupéré le quartier où se trouvait la mosquée de Bardi, dans le sud-ouest de Zabadani. Les forces syriennes et les combattants de la Résistance ont ensuite progressé à partir de deux directions : Al-Zatout et Bardi.

Les combattants du Hezbollah libanais ont fait prisonniers trois éléments du groupe terroriste des Ahrar Al-Cham, au cours des affrontements ayant eu lieu près de la place d'Al-Mahta, située dans l'est de Zabadani. L'armée syrienne est également arrivée à reprendre le contrôle de nouveaux secteurs du quartier Salmane Al-Halabi, appartenant à Alep. Par ailleurs, un certain nombre de terroristes ont été tués et blessés lors d'une attaque de l'armée contre leurs positions en banlieue-ouest de Hama. A Daria, les militaires de l'armée ont réussi à faire des progressions près de la place de Sharida après avoir repris le contrôle d'une série d'importants bâtiments. french.irib.ir 09.08

3.2- Syrie: le plan de 4 pays arabes, pour "aider" Assad. - french.irib.ir

Un activiste saoudien a fait part, sur son compte twitter, du plan conjoint de l'Egypte, des Emirats arabes unis, de la Jordanie et d'Oman, pour aider le gouvernement syrien, dans sa lutte contre le terrorisme.Mojtahaed, activiste saoudien, connu, pour ses révélations sur les réalités cachées par les Al-e Saoud, a précisé que l'Arabie s'est opposée à ce plan. Selon le cyberactiviste, la récente rencontre entre le chef du bureau de la sécurité nationale syrienne et le ministre saoudien de la Défense visait, en effet, à convaincre Mohammad ben Salman du bien fondé de ce plan. Damas aurait recommandé à son chef de sécurité de se comporter, avec une grande flexibilité, face à Ben Salman. Selon Mojtahed, Ben Salman aurait promis de ne pas compromettre le plan précité, même en cas d'une adhésion tardive de Riyad. L'hésitation de Ben Salman s'expliquerait, surtout, par des rapports des renseignements turcs et americains, qui prédisent, constamment, la chute d'Assad.

«Alors que l'Egypte, les Emirats, la Jordanie et Oman envisagent d'aider le gouvernement syrien, l'Arabie, la Turquie, le Qatar et les Etats-Unis s'acharnent, toujours, sur la formation d'hommes armés, prétendument, "modérés", en Syrie», a ajouté Mojtahaed, en allusion à la divergence entre les pays arabes, à propos du dossier syrien. Le plan en question est mis en avant, dans le contexte, où une rencontre tripartite entre Moscou, Riyad et Washington, a eu lieu, à Doha, et que les informations font état des efforts d'Oman, pour s'entremettre entre l'Arabie et la Syrie. french.irib.ir 08.08

4- Israël

- Israël menace les savants atomistes iraniens - french.irib.ir

Le ministre de la Guerre du régime sioniste, Moshe Yaalon a menacé les savants atomistes de la RII. Lors d'une interview avec le quotiden allemand "Der Spiegel", le ministre de la Guerre du régime sioniste, en menaçant les savants iraniens, a prétendu qu'il est tout à fait évident que le programme nucléaire de l'Iran doit être, finalement, gelé, de n'importe quelle façon. Répétant les allégations des autres responsables du régime sioniste au sujet de l'accord nucléaire Iran/5+1, Moshe Yaalon a qualifié d'erreur historique, cet accord avec l'Iran.

A la question du journaliste allemand qui voulait savoir s'il y aura davantage d'attentats à la vie des savants atomistes iraniens, Moshe Yaalon a répondu : "Israël n'est pas responsable de la durée de la vie des savants atomistes de l'Iran." Le régime sioniste est déjà impliqué dans l'assassinat des savants iraniens. Quatre savants atomistes de l'Iran sont tombés en martyre ces dernières années, tués par les éléments du groupuscule terroriste des Monafeghin, en collaboration avec les services d'espionnage de la région et de l'Occident dont celui du régime sioniste, le Mossad. french.irib.ir 07.08

5- Irak

- Daech et ses alliés seront éliminés bientôt (G. Firouzabadi) - french.irib.ir

Le groupe terroriste de Daech et ses allié seront éliminés dans les évolutions à venir, a averti le chef d'état-major es forces interarmes iranienne.

Le général de division Seyyed Hassan Firouzabadi, le chef d'état-major des forces armées de la RII a brossé un tableau clair des développements en cours de la région et des politiques et scénaris déjoués des ennemis de l'islam pour dire: " Le gouvernement central irakien a obtenu d'importants acquis et victoires permettant la stabilisation de la souveraineté nationale et la sauvegarde de l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Irak, face à Daech et les ennemis du peuple irakien." Le général de division, Firouzabadi a ensuite averti le peuple irakien, faisant allusion aux agissements et sabotages exercés dans le pays: "Le peuple irakien, sunnite ou chiite, doit être vigilant car certaines manques et lacunes sont artificielles. L'appel lancé aux manifestations, qui est provoqué par certains groupes particuliers, et parfois non-musulmans, l'explosion des lignes de transfert d'électricité via l'Iran à l'Irak ainsi que des autres sabotages visent tous à suggérer que le gouvernement central irakien est incapable de gérer les affaires du pays."

Le chef d'état major de l'armée iranienne a poursuivi ses déclarations, en rappelant au peuple irakien que toute révolution réussie a connu de tels sabotages et tergiversations. " Le peuple révolutionnaire irakien doit faire preuve, de plus en plus, de la retenue et aider le gouvernement central à surmonter les problèmes, battre l'ennemi et parvenir au progrès."a-t-il fait savoir. french.irib.ir 09.08

On ignore si les manifestations actuelles dirigées contre le gouvernement irakien sont spontanées ou téléguidées par les Américains ou les deux à la fois, car il est insupportable de vivre sans électricité par 50°C.

6- Japon : des manifestations contre la réforme de l’armée - euronews.com

Des centaines de manifestants, dans les rues de Nagazaki, ont protesté contre la réforme de l’armée japonaise. Le premier Ministre Shinzo Abe veut renforcer le rôle des Forces d’auto-défense, sur la scène internationale, contrairement à la Constitution du pays, inchangée depuis 70 ans.

Un manifestant : “S’ils modifient la Constitution, alors le Japon sera en mesure de mener des guerres d’agression et de tuer des gens innocents. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire.” euronews.com 09.08

ECONOMIE

Banques

- Les banques européennes affichent des profits au plus haut depuis 2011 - La Tribune

Les dix plus grandes banques du Vieux Continent ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d’euros, au deuxième trimestre 2015. La politique monétaire accommodante de la BCE commence à se faire sentir sur la demande de crédits.

D'une crise grecque à l'autre, les banques européennes, qui viennent de clore leur "saison des trimestriels", ont bien changé. En 2011, marchés et régulateurs les exhortaient à réduire leur exposition aux pays à risque de la zone euro, alors en pleine crise des dettes souveraines. Sous peine, sinon, de déclencher une nouvelle crise bancaire. Quatre ans et moult réductions de leurs bilans plus tard, les dix plus grandes banques européennes, en termes d'actifs, ont dégagé un bénéfice net global de 11,4 milliards d'euros, au deuxième trimestre. Il faut remonter à 2011, précisément, pour retrouver pareil niveau de résultat, selon les données de l'agence Bloomberg.

La Société générale, avec un bénéfice net de 1,35 milliard d'euros, affiche même sa meilleure performance depuis 2007, avant l'éclatement de la crise financière. Et chacune des dix plus grandes banques européennes a enregistré au moins une croissance à deux chiffres de son résultat net. "Les résultats des banques européennes ont été bons, au deuxième trimestre. Certes, ils ont bénéficié de pas mal d'éléments exceptionnels, comme des cessions d'actifs, mais ils sont clairement à un bon niveau, en particulier grâce à un coût du risque [provisions pour risques d'impayés ; Ndlr] en forte baisse dans beaucoup de pays", confirme Jérôme Legras, responsable de la recherche au sein de la société de gestion Axiom Alternative Investments.

Une reprise progressive de la croissance en Europe

Si le coût du risque a autant diminué, c'est grâce à une amorce de reprise économique au sein de la zone euro. "Le climat économique s'améliore progressivement en Europe", a affirmé Frédéric Oudéa, directeur général de la Société générale, lors d'une conférence téléphonique, le 5 août. "Après une stagnation de 2012 à 2014, l'activité économique est un peu meilleure en France, où nous prévoyons une hausse de 1,2% du PIB, cette année", renchérit François Pérol, président du directoire de BPCE (Banque Populaire Caisse d'Epargne). Conséquence de cette amélioration de la conjoncture économique, les crédits sont enfin repartis à la hausse depuis mars, après des mois de recul. Au 30 juin, les encours de crédit des Banques Populaires et des Caisses d'épargne affichaient ainsi une hausse de 2,7% par rapport à l'année précédente.

Une progression qui ressort à 2,2% pour le Crédit agricole, en France, et à 1,3% et à 0,8%, respectivement, pour les réseaux de la Société générale et de BNP Paribas dans l'Hexagone. Preuve que la politique monétaire ultra-accommodante de la BCE commence enfin à alimenter la demande de crédit. Moins chez les entreprises, cependant, que chez les ménages, comme le montrent le rebond du crédit à la consommation et l'accélération du crédit immobilier, la faiblesse des taux ayant entraîné une vague de renégociations de prêts à l'habitat. Une faiblesse des taux longs sur lesquelles les banques avaient alerté en début d'année, redoutant les conséquences de l'aplatissement de la courbe des taux sur la marge d'intérêt tirée de leur activité de transformation [les banque se financent à court terme et prêtent à long terme ; Ndlr].

La question de l'environnement de taux

"L'évolution des taux a des conséquences à long terme sur la profitabilité des banques. Sur un trimestre, cela ne va quasiment rien changer. Il y a ainsi eu un effet négligeable des taux sur les résultats opérationnels des banques, au deuxième trimestre", indique Jérôme Legras, chez Axiom. Mais quid des prochains mois ? "La remontée des taux longs (observée depuis début mai) aura un effet plutôt positif sur la marge d'intérêt des banques. Par ailleurs, elle ne devrait pas peser sur les volumes de crédit. D'abord, parce que les taux, comme les volumes, partent d'un niveau très bas. Ensuite, parce que la remontée des taux est plutôt le signe d'un redémarrage de l'économie", poursuit Jérôme Legras.

La banque de détail n'a pas été le seul moteur des résultats trimestriels des établissements européens. La banque de financement et d'investissement (BFI) en a été un autre, qui a notamment profité de la volatilité sur les marchés engendrée par la crise grecque. Enfin, les banques européennes doivent également leurs bons résultats au tour de vis donné à leurs frais de gestion. Lequel va se poursuivre, face à la hausse des coûts engendrée par la réglementation et par les litiges, sans oublier la nécessité d'une plus grande compétitivité face aux "pure players" de la finance digitale : la Société générale a annoncé un nouveau plan d'économies de 850 millions d'euros, et, d'après Bloomberg, BNP Paribas plancherait sur une réduction de 20% des coûts de sa BFI, d'ici à 2019. latribune.fr 09.08

Haut de page

Le 11 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 13h45.

Crise du POI (CCI). On a ajouté quelques pages des 4 derniers numéros d'Informations ouvrières dans la rubrique Tribune libre que l'on a réintroduite à cette occasion. Cela répond à un besoin exprimé par plusieurs militants.

Il est un fait que leur portail national n'est plus actualisé depuis plus d'un mois, et pour avoir été sur quelques portails locaux du POI, j'ai pu constater qu'ils n'étaient plus actualisés non plus, ils ont dû recevoir des consignes d'en haut ou sont au garde-à-vous, quelle ambiance ! Internet étant devenu le canal obligé par lequel chacun signale son existence et ses activités, par lequel passe l'information et la propagande, etc., c'est comme si le POI n'existait plus en somme.

Vous comprendrez qu'il ne serait pas correcte de mettre l'intégralité de leur journal en ligne quoiqu'on pense du POI. Je tiens à la disposition des militants les numéros antérieurs (3 derniers mois).

Actuellement le nombre de connexions journalières à la page d'accueil de notre portail tournent entre 120 et 258. Désormais on prend uniquement en compte ce critère qui est le plus sûr. Par contre j'ignore si ce sont les mêmes travailleurs ou militants qui s'y connectent et à quelle fréquence. Peu importe, on continue, avec votre soutien ce serait mieux encore car mes revenus déjà maigres vont encore diminuer.

Hier je suis allé à la banque pour renouveler le compte rémunéré sur lequel j'ai déposé mon petit capital (35.000 euros environ), et j'ai appris que les intérêts annuels étaient passés de 9,05% à 8%, autrement dit avec Selvi nous aurons encore 2.000 roupies (26 euros environ) de moins par mois pour survivre. En fait l'inflation en Inde n'a pas diminué, les prix continuent de flamber depuis des années, la Bourse à Mumbai (ex- Bombay) aussi, par contre ils ont baissé la rémunération des comptes bancaires, en revanche on voit de plus en plus de grosses cylindrées sur les routes, BMW, Audi, Mercedes et 4x4 en tous genres, normal !

Chaque mois Selvi verse une partie de son salaire à sa fille Kavida, 3.000 roupies, vivant au total à 7 ou 8 personnes dans une maison délabrée de moins de 25m² et qui prend l'eau, j'ai décidé de lui verser 100.000 roupies de mon capital pour qu'elle puisse avec son époux finir de construire leur nouvelle maison, qui sinon ne sera jamais terminée car ils ne pourront jamais disposer de cette somme, en échange de quoi Selvi ne leur versera plus que 2.000 roupies par mois pendant 8 ans, sans intérêt évidemment.

Les belles paroles ou les bonnes intentions c'est une chose, les mettre en pratique en est une autre, la preuve que c'est possible.

Faites comme moi, soyez solidaire, internationaliste, aidez-nous, ce sera pour la bonne cause !

La causerie du matin, il est 11h45 à Pondichéry.

On nettoirera la page d'accueil du portail dans quelques heures et on ajoutera de nouveaux articles. Pour bien faire je devrais tous les lire mais je n'en ai pas le temps malheureusement.

La situation politique étant dans une impasse du fait de l'absence d'une direction à la tête du mouvement ouvrier international, ces articles et leurs auteurs tournent en rond et se mordent la queue, ils s'épandent en lieux communs ou se répètent sans cesse et ne présentent souvent qu'un intérêt mineur.

Parfois j'en mets en ligne juste pour montrer l'inconsistance de ces intellectuels qui refusent obstinément de se situer sur le terrain du socialisme, et où cela les conduit, dans une impasse ou à se soumettre à ceux qu'ils dénoncent ou prétendent combattre. D'autres fois parce qu'ils comportaient une info intéressante susceptible de compléter nos connaissances ou notre argumentaire contenue dans une seule et unique phrase, le reste étant insignifiant ou à jeter. Les faits ou données étant tellement dillués ou difficilement accessibles, on n'a pas vraiment le choix et il faut faire avec ce qu'on trouve et la manière dont les choses nous sont présentées, même si cela ne nous convient pas, c'est cela ou se passer de ces données qui nous aident à comprendre la situation.

Vidéo

Obama demande une autre guerre en Irak justifiée par des mensonges.
https://www.youtube.com/watch?v=I36EsfNnUbM

John Pilger - Les Nouveaux Maîtres du Monde (2001)
https://www.youtube.com/watch?v=A-Hk-bQTGY8

Dans ce documentaire John Pilger analyse le système économique dominant et le fossé qui se creuse entre les plus riches et les plus pauvres. Il s'intéresse particulièrement aux institutions qui dominent l'économie mondiale comme la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International ou encore l'Organisation Mondiale du Commerce, et aux millions de gens qui, sous leurs autorités et leur règlements, se retrouvent au chômage et à la rue.

Pour analyser les véritables conséquences de la mondialisation, John Pilger se rend en Indonésie – pays que la Banque mondiale qualifiait de modèle jusqu'à l'effondrement de son économie en 1998 – où des marques de renommée internationales comme Nike, Gap, Adidas ou Reebok font produire dans des usines et par une main d'œuvre sous-payée des produits qu'ils vendront 250 fois plus cher qu'ils ne payent un employé à le faire.

Il y rappelle aussi l'histoire trop souvent occultée du massacre d'un million de membres du parti communiste en 1965 en Indonésie, ordonné par le dictateur général Suharto, qui fut soutenu par nombre d'hommes d'affaires et de politiciens occidentaux. Un rapport de la CIA datant de 1968 affirme que ce massacre est « l'un des plus tragiques du XX° siècle, mais aussi l'un des plus ignorés ».

ACTUALITE EN TITRES

Mission accomplie : Le chômage de masse bat tous les records!

- Chômage : en partance du gouvernement, François Rebsamen estime "avoir bien fait" son travail - Francetv info

Acharnement des parrains du terrorisme.

- Le parquet de Paris fait appel dans l'affaire Tarnac - Reuters

Le parquet de Paris fait appel de l'abandon par la juge d'instruction chargée du sabotage présumé de lignes TGV en 2008 de la qualification "terroriste". Reuters 10.08

La surexploitation : C'est grandiose et quel bonheur!

- Job d'été : travailler pour grandir et se faire plaisir - Francetv info

Mais où sont donc passés les Charlie ?

- Plus aucun film de Gérard Depardieu ne sera diffusé en Ukraine - Le Huffington Post

... mais à Tel-Aviv-sur-Seine !

- Paris-Plages: La mairie de Tel Aviv salue le «courage» de la maire de Paris - 20minutes.fr

Le conseiller du maire de Tel-Aviv Eitan Schwartz a salué lundi le «courage» de la maire de Paris Anne Hidalgo, qui a refusé d'annuler une journée «Tel Aviv sur Seine» prévue jeudi à Paris sur les quais aménagés comme chaque été en plage. «Nous saluons le courage de Mme Hidalgo qui rejeté les pressions et tentatives de faire annuler cet événement», a déclaré Eitan Schwartz à l'AFP. «Nous nous réjouissons de la coopération avec la mairie de Paris qui reste aux côté de ses amis», a-t-il ajouté.

Réagissant aux appels au boycott, Eitan Schwartz a estimé que «le modèle de la mairie de Paris de construire des ponts entre les peuples est le bon pour faire avancer la cause de la paix». «Tout appel à boycotter Israël est une forme d'antisémitisme», a-t-il conclu. 20minutes.fr 11.08

Commentaire d'un internaute.

- "On a boycotté l'Afrique du sud, personne n'appelait ça du racisme."

Vous n'avez pas compris semble-t-il : Quand ils réalisent un amalgame entre antisionisme et antisémitisme, c'est parce qu'ils sont sionistes et racistes ... sauf par exemple envers les richissimes ploutocrates du Golfe, ce qui démontre que ce principe répond avant tout à des préoccupations d'ordre financier ou économique. Ils ne sont racistes qu'envers les ennemis de l'Etat sioniste, ils n'étaient pas racistes envers les tenants de l'apartheid en Afrique du Sud qui entretenaient de bonnes relations avec les autorités israéliennes.

On pourrait allez plus loin et affirmer que le racisme est à la base du sionisme ou s'identifie avec lui. Raciste, ce que sont à des degrés divers tous ceux qui se disent juifs et entendent respecter à la lettre les préceptes du judaïsme qui proscrit tout mariage entre un juif et un membre d'une autre origine ou appartenant à une autre communauté sous peine de bannissement ou d'excommunication. Cela vaut également chez les musulmans dans une moindre mesure. Et chez les chrétiens évidemment.

Les trois monothéismes incarnent l'intolérance, et lorsque certains de leurs membres tombent sous l'influence du nationalisme, ils justifieront l'existence de régimes despotiques préservant soi-disant leurs intérêts ou tendront vers le fascisme dont ils assumeront également les crimes.

En Inde ou dans l'hindouisme, la discrimination se fait en premier par l'argent, ensuite par la couleur de la peau, et si au moins le premier principe est respecté le second n'a plus qu'une valeur secondaire dans toute combinaison matrimoniale, par contre il demeurera présent au quotidien entre ses membres, j'en sais quelque chose puisque ma compagne Selvi qui est très foncée de peau en a fait une fixation, un complexe depuis pratiquement sa naissance. Et la caste ? Elle passe généralement à la trappe, les intérêts économiques priment sur toute autre considération ou rapport.

Boycott !

- Plus mauvaise audience de son histoire pour TF1 en juillet - AFP

- La télé américaine pas en forme - Liberation.fr

Stratégie de la guerre et du chaos.

- Turquie : 5 policiers et 1 soldat tués dans des attaques, et attentat contre le consulat US d'Istanbul Stuart - AFP

- Près de 60 morts en Irak dans deux attaques à la bombe - Reuters

- Deux morts en Haïti durant la journée de vote de dimanche - LeMonde.fr

- Attentat suicide à l’aéroport de Kaboul : au moins 5 morts - euronews.com

En dictature oligarchique.

- Les Etats-Unis "profondément inquiets" des arrestations de dissidents à Cuba - AFP

- Etats-Unis: l'état d'urgence décrété à Saint Louis après la fusillade de Ferguson - AFP

- Une famille de huit personnes massacrée dans le Texas - euronews.com

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Consensus en soutien à la fraude fiscale du CAC40.

- Comment le Sénat a enterré un rapport gênant pour François Hollande sur le Crédit d'impôt recherche - 20minutes.fr

Le rapport préparé par la sénatrice (PCF) Brigitte Gonthier-Maurin sur le détournement du Crédit d'impôt recherche (CIR) ne verra jamais le jour.

Ce n'est pas un scoop : le Crédit d'impôt recherche (CIR), dispositif censé inciter les entreprises à accroître leurs dépenses en matière de recherche et développement (R & D), fait l'objet de fraudes et d'optimisation fiscale.

Mais de quel ordre exactement ? C'est ce qu'a cherché à savoir la sénatrice (PCF) Brigitte Gonthier-Maurin. Si elle a obtenu une réponse, celle-ci ne sera pas rendue publique : son rapport ne verra jamais le jour.

Comme le révélait Le Monde début juin, son enquête intitulée « La réalité du détournement du CIR » a été rejetée par les 21 membres de la commission d'enquête du Sénat, le mardi 9 juin. En prenant cette décision, ces sénateurs, qui appartiennent à plusieurs bords politiques (LR, UDI et PS), empêchent de facto la publication du rapport. Un fait que n'accepte pas Brigitte Gonthier-Maurin qui revient sur l'affaire ce lundi dans les colonnes du Parisien-Aujourd'hui en France.

Bien-sûr, la sénatrice savait le sujet délicat. « Le président de la République avait affirmé que le CIR serait sanctuarisé quoi qu'il arrive », explique-t-elle. Pas question donc de proposer sa suppression. Ce qui aurait aussi déplu à la droite. Car si le CIR a été créé en 1983 par le gouvernement de Pierre Mauroy, il a été remodelé en profondeur en 2008 sous le gouvernement de François Fillon.

C'est d'ailleurs depuis cette époque que son coût explose : en 2007, le gouvernement pensait que sa réforme allait doubler la dépense fiscale chaque année. Elle l'a en fait plus que tripler. Ainsi, en 2010, le CIR représentait une dépense fiscale de 5,5 milliards d'euros, contre 1,5 en 2008… Et la dépense atteindrait désormais 6 milliards d'euros.

Et pourtant, son impact est limité. Selon l'Inspection générale des finances, l'effet multiplicateur de ce dispositif est seulement de un. C'est-à-dire que lorsque le CIR offre 1 euro à une entreprise, celle-ci accorde 1 euro de dépenses supplémentaires à sa R & D, alors que le gouvernement Fillon tablait sur trois à quatre euros… Quant aux créations d'emplois de chercheurs, elles ne sont pas au rendez-vous. Un dispositif très peu surveillé

Dans ce contexte, le CIR devrait donc être très surveillé. Ce n'est pas le cas : « Moins de 2 % du CIR est contrôlé », assure Brigitte Gonthier-Maurin. Qui avait formulé plusieurs recommandations pour améliorer le dispositif.

Mais qui fraude le CIR et comment ? D'après la sénatrice, l'optimisation fiscale serait, et ce n'est pas une surprise, surtout le fait des grands groupes. Le CIR est un avantage fiscal qui permet aux entreprises de déduire de leurs impôts 30 % de leurs dépenses de R & D pour les premiers 100 millions d'euros de dépenses et 5 % pour les dépenses supplémentaires. Certains groupes créeraient donc des filiales pour contourner le plafond des 100 millions d'euros et bénéficier en permanence du taux de 30 %.

Pire, certaines de ces filiales seraient localisées dans des paradis fiscaux. Elles exploiteraient donc les brevets trouvés et les redevances qui en découlent, sans rien reverser à l'Etat français. « En clair, le brevet est issu du CIR français, mais l'argent qu'il rapporte ne revient pas en France », détaille Brigitte Gonthier-Maurin dans Le Parisien-Aujourd'hui en France. La sénatrice, qui est tenue au secret professionnel et ne peut donc révéler les noms des fraudeurs, assure toutefois que ce système permet à des cadors du CAC 40 de n'acquitter aucun impôt en France… 20minutes.fr10.08

A qui profite la crise ou comment ils la manipulent pour s'enrichir davantage encore.

- Berlin a économisé 100 milliards grâce à la crise de la dette - Reuters

L'Allemagne a économisé 100 milliards d'euros depuis 2010 en raison de la baisse de ses coûts d'emprunt liée à la crise européenne de la dette, montre un rapport publié lundi.

L'instabilité en zone euro a conduit les investisseurs à se réfugier vers les obligations d'Etat allemandes, faisant baisser leurs rendements, lit-on dans le rapport de l'institut Leibniz pour la recherche économique.

Le fait de devoir payer moins d'intérêts a permis au gouvernement d'économiser plus de 3% de produit intérieur brut, faisant plus que compenser le coût de la crise de la dette pour la première économie d'Europe, selon le rapport.

L'étude établit clairement le lien entre les pics de la crise de la dette en zone euro et les fluctuations des rendements des Bunds allemands, qui ont par exemple chuté lorsque le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a décidé en juin d'organiser un référendum sur les réformes demandées par ses créanciers.

Les obligations d'Etat d'autres pays, dont la France, les Etats-Unis et les Pays-Bas, ont bénéficié du même phénomène mais dans des proportions moindres, indique le rapport. Reuters 10.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Allemagne

- Netzpolitik : le parquet allemand abandonne l'enquête pour trahison - euronews.com

Soulagement en Allemagne. Le parquet fédéral a annoncé ce lundi l'abandon de l'enquête pour trahison visant le site d'information Netzpolitik et deux de ses journalistes. Une enquête lancée après la publication des documents confidentiels sur un projet de renforcement de la surveillance des communications électroniques. Elle avait été ouverte puis suspendue par le procureur général Harald Range qui a été retiré de son poste la semaine dernière.

"Il reste beaucoup de questions, soulignait ce lundi Markus Beckedahl, l'un des deux journalistes initialement visés. Même si le procureur Range a été sacrifié, beaucoup de personnes ont dû prendre la décision de commencer cette enquête. Et nous, nous n'avons pas fini d'éclaircir cette affaire".

Une affaire qui a provoqué un torrent de protestations notamment de la part des médias et de responsables politiques. Le soulagement était partiel ce lundi, le procureur ayant précisé que l'enquête se poursuivait pour violation du secret professionnel. euronews.com 10.08

2- Etats-Unis -Syrie

- Washington a décidé d'attaquer les forces gouvernementales, en Syrie - french.irib.ir

La Maison Blanche a annoncé que les avions américains prendront pour cible les forces gouvernementales, en Syrie, pour soutenir les opposants armés, si elle le juge nécessaire.

Le gouvernement américain, qui se référait à une loi de 2001 du Congrès des Etats-Unis, pour la lutte contre le terrorisme, afin de justifier ses raids aériens contre les positions de Daech, en Syrie, annonce, maintenant, qu'en vertu de l'article 2 de la Constitution américaine, les forces américaines auraient le droit de bombarder les positions des forces gouvernementales syriennes, sur le territoire syrien, pour soutenir les groupes terroristes que Washington qualifie de «modérés».

La prise de cette décision, par la Maison Blanche, intervient, alors que les terroristes, formés par les Etats-Unis, entrent, progressivement, en territoire syrien, et que les affrontements entre eux et les forces gouvernementales semblent de plus en plus probables. french.irib.ir 09.08

3- Russie

3.1- La Douma russe critique les Etats-Unis pour vouloir dominer le monde - french.irib.ir

Le président de la chambre basse du Parlement russe (Douma) a souligné que les Etats-Unis tentaient de dominer le monde et que leur politique étrangère avait été planifiée pour atteindre cet objectif.

Selon l'agence de presse IRNA, dans un entretien avec un journal russe Sergueï Narychkine président de la Douma russe a ajouté que les Etats-Unis espéraient que le dollar maintiendrait son statut en tant que seule devise mondiale et qu'ils auraient accès à d'autres ressources et richesses naturelles d'autres pays du monde. « C'est la raison pour laquelle, les Etats-Unis ont préparé et publié une nouvelle liste des organisations et des personnes juridiques russes, ordonnant à leurs banques de ne pas coopérer avec elles », a-t-il indiqué.

Sergueï Narychkine a tenu à faire allusion à la place fragilisée des Etats-Unis sur l'échiquier international, affirmant que le droit exclusif de son pays à imprimer des billets de dollar n'aiderait pas ce pays à surveiller la circulation monétaire mondiale, d'autant plus que le contrôle entier de l'Otan, les écoutes de hauts dirigeants étrangers et les pressions sur l'Union européenne, ne pourraient pas sauver les Etats-Unis. Le président de la Douma russe a jugé que les Etats-Unis étaient le colonisateur du 21e siècle qui ne ménageait sur aucun effort pour coloniser d'autres pays. french.irib.ir 10.08

3.2- Poutine menace Riyad. - french.irib.ir

Selon le site proche du renseignement de l'armée sioniste, la Russie aurait redoublé de pressions, sur Riyad, pour qu'il accepte son plan de paix, pour la Syrie. "Moscou userait, en ce moment, de menaces, pour faire fléchir Riyad", dit le site. "Selon les sources arabes, qui se réfèrent à la visite du 11 août du ministre saoudien des A.E, les Russes auraient engagé une véritable démonstration de force, pour convaincre les Américains et mettre au pas les saoudiens. La Russie irait présenter aux Saoudiens le dernier plan Russie/USA, et si Riyad refuse ce plan, Moscou remettra, tout bonnement, l'avant texte d'une résolution au Conseil de sécurité, condamnant la guerre contre le Yémen et appelant à un retrait saoudien de ce pays". french.irib.ir 09.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Inde

- En Inde, la police tente de contenir des manifestants en Inde sous une pluie violette - euronews.com

Des manifestants sont touchés, ce lundi, par une eau colorée à Srinagar, la capitale d'été de l'Etat indien du Jammu-et-Cachemire.

La police a fait usage d'un canon à eau pour disperser des fonctionnaires qui réclamaient leur dû alors qu'ils n'ont pas été payés depuis plusieurs mois. Ils demandaient aussi une régularisation des emplois temporaires. Des dizaines de personnes ont été arrêtées pendant la manifestation. euronews.com 10.08

ECONOMIE

1- Etats-Unis

- Le milliardaire américain Warren Buffett s'offre sa plus grosse acquisition - AFP

Le milliardaire américain Warren Buffett lâche les cordons de la Bourse: il va s'offrir pour 37,2 milliards de dollars l'équipementier aéronautique Precision Castparts, fournisseur des avionneurs Boeing et Airbus, signant ainsi sa plus grosse acquisition.

C'est le prix le plus élevé (dette comprise) que M. Buffett, un des investisseurs les plus admirés et respectés de la planète, âgé de 84 ans, ait jamais eu à payer pour acquérir une entreprise via son holding Berkshire Hathaway.

Cette opération, qui doit être finalisée au premier trimestre 2016, renforce l'intérêt de Warren Buffett pour la vieille économie et éclipse, par sa valeur, le rachat pour quelque 26 milliards de dollars en 2009 de 77,4% de la compagnie ferroviaire Burlington Northern Sante Fe, rebaptisée BNSF Railway. Cette dernière transaction, qui était estimée à 36,7 milliards de dollars en y incluant la dette, était jusqu'ici la plus grosse prise de l'homme d'affaires.

"Ceci nous sort du marché des grosses proies pour douze mois et plus mais nous allons continuer à acheter des petites choses dans les six prochains mois", a déclaré Warren Buffett sur la chaîne de télévision financière américaine CNBC.

Fondée en 1953, Precision Castparts, basée à Portland (Oregon, nord-ouest), fabrique des pièces détachées pour l'aéronautique mais aussi l'énergie (conduites et tuyaux de canalisation) ainsi que des alliages métalliques. Ses plus gros clients sont le conglomérat General Electric (GE) et les avionneurs Boeing et Airbus.

Elle a réalisé, lors de son exercice 2014/15 clos fin mars, un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards de dollars pour un bénéfice net de 1,53 milliard.

L'aéronautique représente 70% des revenus du groupe, qui produit des pièces telles que boulons, écrous, attaches et tubes et comptait déjà Berkshire Hathaway comme actionnaire avec une participation de 3%.

A Wall Street, la transaction était saluée puisque le titre bondissait de plus de 19% vers 15H00 GMT lundi. Il avait perdu environ 20% depuis le début de l'année, Precision souffrant indirectement du plongeon des prix du pétrole qui affecte ses clients du secteur énergétique.

M. Buffett fait le pari que la demande des avions de ligne, dopée par le renouvellement et la modernisation de flottes des compagnies aériennes sur fond de prix bas du pétrole, va rester forte et pérenne.

Le trafic aérien devrait croître de 4 à 5% par an lors des vingt prochaines années, selon les estimations de la banque Sterne Agee.

Boeing et Airbus ont des carnets de commandes garnis leur garantissant des années de production ininterrompue et ont même augmenté récemment le rythme de production dans leurs usines.

"Precision Castparts profite des fortes barrières à l'entrée sur son segment", explique l'analyste Peter Arment chez Sterne Agee.

Ce positionnement lui assure de longs contrats, selon M. Arment, parce que sa maîtrise des alliages de nickel et titane, utilisés dans les disques-aubes des compresseurs de réacteurs d'avions, est appréciée.

Precision est "le fournisseur de choix de l'industrie mondiale de l'aéronautique, l'un des secteurs des Etats-Unis qui exporte le plus", souligne d?ailleurs Warren Buffet, qui a acquis ces dix dernières années de nombreuses entreprises dans le secteur industriel.

Il a mis la main sur l'équipementier Marmon Holdings, le fabricant israélien d'outillage Iscar et le groupe de chimie Lubrizol.

Son holding détient plus de 80 participations, avec un portefeuille d'actifs allant des assurances (Geico) à la restauration (Dairy Queen), en passant par des participations dans des marques devenues populaires comme Coca-Cola, IBM ou encore la banque californienne Wells Fargo.

Warren Buffett avait lui-même souligné en février que ses activités allaient "des sucettes aux avions".

Le milliardaire qui souhaite que son entreprise conserve un matelas de sécurité de 20 milliards de dollars va puiser dans le trésor de guerre de 66,59 milliards de dollars de Berkshire Hathaway pour financer l'acquisition de Precision Castparts.

Le holding a enregistré une baisse de 37% de son bénéfice net au 2e trimestre, selon ses résultats présentés vendredi dernier, en raison d'une baisse de la valeur de ses investissements et de pertes dans le secteur de l'assurance.

2- Argentine

- Dette: l'Argentine marque une victoire devant la justice américaine - AFP

Une cour d'appel américaine a renversé lundi un verdict d'instance permettant à des créanciers de l'Argentine de se regrouper pour attaquer en justice le pays afin de récupérer la totalité de leurs créances.

La haute juridiction rappelle avoir limité, dans une décision antérieure, le nombre de plaignants pouvant attaquer Buenos Aires pour récupérer leur mise.

De ce fait, elle a donné des "instructions spécifiques" au juge d'instance, qui semble ne pas les avoir suivies en accédant à la demande de détenteurs d'obligations argentines voulant constituer une action judiciaire en nom collectif contre le pays.

Concluant que le juge d'instance a commis une erreur en ne suivant pas ses instructions, la cour d'appel rejette les actions initiées par les plaignants.

Cette décision ne concerne pas les fonds spéculatifs NML Capital et Aurelius, rétifs depuis 13 ans à accorder toute remise de dette à l'Argentine. La bataille judiciaire entre les deux parties a entraîné en 2014 un défaut partiel du pays.

Une manche de ce bras de fer doit se jouer ce mercredi devant un tribunal new-yorkais: NML accuse Buenos Aires de ne pas dévoiler tous ses actifs à ses créanciers et réclame par conséquent des sanctions.

Les fonds spéculatifs, gros créanciers de l'Argentine, sont à la chasse des avoirs du pays dans le monde entier. En 2012, NML avait déjà obtenu la saisie d'une frégate de la Marine argentine par la justice ghanéenne.

L'Argentine, tombée en faillite en 2001, a restructuré sa dette en 2005 puis en 2010. Si 93% de ses créanciers avaient accepté l'offre de remboursement partiel de Buenos Aires, les 7% restants l'ont refusée, réclamant le remboursement de la totalité de leur dû, plus intérêts.

La justice new-yorkaise a fixé en juin à près de 7 milliards de dollars l'obligation de remboursement de l'Argentine à ces fonds, dits "vautours".

Les tribunaux américains ont qualité parce que certaines obligations émises par l'Argentine avaient des clauses stipulant que des disputes devaient être réglées en fonction des lois new-yorkaises en la matière.

3- Inde

- Le taiwanais Foxconn investit 5 milliards de dollars en Inde - latribune.fr

Hausse des salaires, contestation sociale... la Chine n'est plus la destination prioritaire de la production high-tech mondiale. Le géant mondial qui fabrique les produits Apple, Sony, Nokia, se tourne vers l'Inde, qui met en oeuvre une politique très volontariste pour attirer les entreprises étrangères sur son territoire.

Ce n'est pas la première fois que le taiwanais Foxconn cherche à réduire sa dépendance à la Chine où il emploie environ 1 million de personnes. En février 2014, il envisageait d'étendre son implantation en Indonésie. Mais, samedi 8 août, c'est l'Inde que le leader mondial de la sous-traitance électronique a désigné comme pays destinataire de ses investissements : 5 milliards de dollars sur cinq ans, dans l'Etat de Maharashtra (ouest du pays). Le fabricant de l'iPhone, de l'iPad (Apple) et autres Playstation (Sony) ou tablettes N1 (Nokia) ouvrira plusieurs usines spécialisées dans la fabrication de semi-conducteurs à destination du marché local et pour l'exportation. Il y établira aussi des unités dédiées à l'innovation et à la recherche. Selon Subash Desai, ministre de l'Industrie de Mahasrastra, cité par le journal Time of India, ces nouvelles capacités d'assemblage emploieront plus de 50.000 personnes.

Faire face à la hausse des salaires chinois

La production de Foxconn était jusqu'alors principalement localisée à Shenzhen, hypercentre de la high-tech asiatique. Mais l'augmentation du coût de la main d'œuvre, couplée à de nombreux troubles sociaux dans les usines chinoises (un nouveau suicide a été enregistré la semaine dernière), ont décidé le constructeur taïwanais à s'implanter en Inde.

D'ailleurs, face à l'augmentation des salaires chinois, le fabriquant a déjà initié un plan d'action : fin juin, le sous-traitant d'Apple annonçait un plan robotique industriel, le Foxbot, dont l'objectif est d'automatiser 30 % de sa production chinoise d'ici à 2020. Pour cela, le groupe s'est associé au géant de l'Empire du Milieu, Alibaba, à travers un fonds de 236 millions de dollars.

L'investissement de Foxconn en Inde répond également à l'émergence relative d'une classe moyenne dans un pays qui devrait devenir l'Etat le plus peuplé du monde d'ici à 2022 avec 1,4 milliard d'habitants. Ces prévisions ouvrent de nouvelles perspectives commerciales pour Foxconn et les marques internationales de mobiles et tablettes.

"Make in India", le programme pour attirer les investisseurs étrangers

Mais l'attrait de Foxconn pour l'Inde s'explique aussi par une politique volontariste du gouvernement local. Outre le prix du pétrole en baisse, les réformes déjà effectuées permettront au pays, selon le FMI, de dépasser la Chine en termes de croissance en 2015 et 2016 (7,5 %).

De plus, à l'approche des élections, le Premier ministre sortant Narendra Modi a lancé un nouveau programme intitulé « Make in India ». Celui-ci vise à attirer davantage d'investisseurs étrangers.

Ainsi, l'engagement de Foxconn ne devrait pas se limiter à cette unique opération. Le fabricant est en pourparlers avec d'autres Etats indiens pour mettre en place des unités de production et cherche également à forger des partenariats avec d'autres entreprises, dans le marché des smartphones le plus dynamique au monde, avec 952 millions de connexions mobiles.

1 million d'emplois créés à terme par Foxconn en Inde

Foxconn, l'un des plus grands employeurs privés au monde avec 1,3 million de personnes pendant les périodes de pointe, ambitionne donc, d'ici à 2020, de créer 1 million d'emplois en Inde. Il compte pour cela sur les nombreuses marques de smartphones travaillant avec lui, et notamment Nokia, qui vient d'annoncer son retour sur le marché mobile en 2016, une fois que le contrat de non-concurrence signé entre le Finlandais et Microsoft arrivera à échéance.

D'autres entreprises s'implantent progressivement en Inde. L'américain General Motors a annoncé un investissement de 1 milliard de dollars dans la construction d'usines automobiles à Maharashtra, tandis que le sidérurgiste sud-coréen Posco a précédemment engagé plus de 12 milliards de dollars pour construire une usine dans l'État d'Orissa.

Quant à Huawei, l'un des leaders mondiaux du marché des smartphones, il a récemment obtenu l'approbation du ministère des Affaires intérieures indien pour lancer la fabrication dans ce pays. latribune.fr 10.08

Commentaire d'un internaute.

- "En France, un employé qui reçoit un Smic coute 2,4 Smic - Il faut être dingue pour ouvrir une société. Je me demande pourquoi il n´y a pas déjà 20 millions de chomeurs."

Haut de page

Le 12 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h02

On a ajouté 26 articles pour commencer, la suite plus tard ou demain matin.

En commençant à classer les articles de juillet, je me suis aperçu que j'avais commis une grosse connerie en effaçant par erreur les adresses des articles consacrés à la Grèce de septembre 2013 à juin 2015, je vais devoir les rechercher et y passer une heure ou plus !

Qui a dit ?

- "*Ce n'est pas dans cette Europe que nous, ou Gonzales, ou Papandreou, ou Giscard d'Estaing, ou Helmut Schmidt etc, nous sommes engagés. Nous avons besoin de retrouver le sens de l'"être Européen " et de trouver des voies pour recréer le rêve démocratique de prospérité partagée.*" ? Il ne manquait plus que Delors ! Quel cauchemar en vérité, mais apparemment pas pour tout le monde !

Réponse : Yanis Varoufakis (Syriza), l'ex-ministre grec des Finances du gouvernement de Tsipras présenté par les médias comme un "*universitaire marxiste*", sans rire, histoire d'avilir le marxisme, il en a vu d'autres, c'est raté !

On ne mettra pas en ligne la restransciption de cet interview (C'est un programme voué à l'échec -Arrêt sur Info 04.08) car il n'en vaut pas la peine, on a là de quoi le caractériser politiquement si c'était encore nécessaire, ces gens-là sont des imposteurs, des petit bourgeoisagents du capital et rien d'autres.

La causerie du matin.

On ajoutera des articles plus tard. Il est 15h et je n'ai pas encore déjeuné.

Un autre camarade vient de m'envoyer un courriel pour me demander de lui adresser des numéros antérieurs d'Informations ouvrières, si vous êtes également intéressés faite-moi le savoir rapidement, je ferai un envoie groupé pour gagner du temps.

Vous aurez remarqué que notre ennemi ne s'embarrasse pas de scrupules pour passer les peuples au rouleau compresseur du néolibéralisme, ses porte-parole radicalisant leur discours et l'assumant. Il fait feu de tout bois dans sa propagande et soutient le fascisme en Ukraine, les barbares de l'Emirat islamique et d'Al-Qaïda qui sont ses créatures, le parrain turc du terrorisme international, l'état génocidaire d'Israël, etc. Et il estime parfaitement légitime le terrible traitement qu'il impose au peuple grec ainsi que les moyens qu'il a déployés pour y parvenir avec la complicité de Syriza et du gouvernement grec.

Bref, il déploie toute sa politique comme si en face il n'existait plus aucun ennemi pour s'y opposer (à part le polétariat désarmé ou sans direction), tant ceux qui sont censés incarner les besoins des travailleurs sont corrompus ou sont acquis à sa cause ou refusent de le combattre sur tous les fronts préférant lui laisser le champ libre, cela inclus la ribambelle d'intellectuels qui se disent de gauche ou qui prétendent s'y opposer, alors qu'en réalité ils ne font que commenter sa politique ou l'accompagner en lui prodiguant des conseils ! Parler de leur part de résistance semble inapproprié ou indécent dans ces conditions-là.

Question : Doit-on les imiter ? Pour rien au monde ! Doit-on imiter notre ennemi ? Dans une certaine mesure assurément, nous devons développer toute notre politique car c'est la seule réponse sérieuse et efficace qu'on puisse lui opposer. Honte à ceux qui se camouflent derrière de faux prétextes pour refuser de défendre le socialisme, parce qu'ils n'osent pas avouer qu'ils n'y croient pas ou plus ou dans les masses exploitées ce qui revient au même.

Cela nous coûte très cher en sacrifice de continuer ce portail, cela m'a pris 7 heures pour actualiser le site aujourd'hui, et ce n'est pas terminé, je crois que la plupart de nos lecteurs n'en ont pas vraiment pris conscience, si nous le faisons malgré tout, c'est parce qu'on ne peut pas admettre que le socialisme devrait disparaître ou demeurer une utopie.

Le mouvement ouvrier et son avant-garde se sont remis dans le passé de bien des défaites dans des conditions encore plus difficiles qu'aujourd'hui, car chaque jour nous apporte son lot de défaites partout dans le monde sur fond de résistance héroïque des peuples qui refusent d'être réduit en esclavage. A nous d'avoir la volonté, la force, le courage et l'audace de relever ce défi, de démontrer que nous en avons la capacité, si nous en sommes capables, nous vaincrons tous les obstacles qui se dressent sur la route du socialisme et nous terrasserons notre ennemi, il n'existe pas d'autre alternative ou capituler.

L'article qui suit n'est pas vindicatif, au contraire il se veut constructif pour qui le lira entièrement, un message d'espoir aussi.

J'avais prédit que le POI exploserait au premier coup de canon puisqu'il était construit sur le modèle de la SFIO, qui avait scissionné après la révolution russe et dans la foulée de la fin de la Première guerre mondiale et la capitulation de sa direction pour donner naissance au PC au congrès de tour de 1920.

C'est l'échec de la stratégie mise en oeuvre pour construire le POI qui a servi de catalyseur à cette crise qui dépasse de loin le courant communiste internationaliste ou trotskyste, au point que décédé le secrétaire nationale du POI Claude Jenet (ex-PS) ne fera l'objet d'aucun hommage nécrologique dans Informations ouvrières, un simple oubli sans doute ou déjà l'expression de cette crise.

L'effondrement du trotskysme ne date pas d'hier, il remonte avant même la disparition de Trotsky, le 20 août 1940. La dislocation de la IVe Internationale en gestation au début des années 50 était dès lors prévisible sur des bases opportunistes sur fond de manoeuvres d'appareils dignes des méthodes staliniennes que Trotsky avait toujours condamnées et combattues. La faiblesse des sections de la IVe Internationale et leur dislocation à l'issue de la Seconde Guerre mondiale avaient été décrites et prédites par Trotsky qui connaissaient bien leurs dirigeants et qui ne se faisaient aucune illusion sur leur niveau théorique ou leur assimilation du marxisme qui présentait de graves lacunes, répondant à Zeller dans un entretien qu'il fallait bien faire avec ce qu'on avait sous la main à défaut de mieux. Partant de là, absolument personne n'aurait dû s'ériger en héritier de Trotsky ou alors cela déboucherait sur une ignoble et fatale forfaiture, et c'est malheureusement ce qui allait se produire.

Des dirigeants trotskystes de premier plan, qui sans être de la trempe de Trotsky ou Lénine disposaient de qualités indéniables, ils furent les uns après les autres exclus ou poussés à la démission du PCI à l'occasion de manoeuvres déloyales et sournoises orchestrées par P. Lambert, qui se considérait comme l'héritier naturel de Trotsky et le seul maître à bord, alors que manifestement il ne possédait pas et il ne possédera jamais les qualités requises pour diriger un tel parti, aussi bien sur le plan politique qu'humain.

Le POI devait coïncider avec l'achèvement de son oeuvre de liquidation du trotskysme. J'ai même écrit qu'il avait assassiné une seconde fois Trotsky, je persiste et signe.

Il s'y employera minutieusement et avec une persévérance remarquable, dès lors qu'il aura acquis le contrôle de son parti qu'il mettra au service de la social-démocratie dans un premier temps, ce qui à terme devait se traduire par un appel à voter Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1981, qui précédera de quatre ans la liquidation du PCI au profit du PT (en passant par le MPPT de 1985 à 1991) appelé à se substituer au PS en direction de la petite bourgeoisie, des classes et couches moyennes ou à reprendre le flambeau du réformisme, cette fois ouvertement. Ce que Lambert ira jusqu'à revendiquer en se déclarant favorable à des réformes sans aucune considération (ou réserves) sur le régime qui les appliquerait et s'en trouverait ainsi légitimé, surtout sans se soucier le moins du monde des conséquences que cela entraîneraient sur l'état d'esprit

des masses exploitées qui seraient de la sorte un peu plus amarrées au capitalisme et qui en revanche se détourneraient davantage du socialisme, partant de là compliquerait un peu plus la tâche de la construction du parti, dont nous avons estimé il y a dix ans qu'elle n'avait jamais été réellement son objectif (pas plus à Krivine ou à Laguiller notez bien).

On nous étorquera que les trotskystes étaient si faibles et marginaux qu'ils n'étaient pas en mesure d'influencer les masses dans un sens ou un autre et que c'est là leur faire un procès d'intention... Or la question n'est pas celle-ci mais ce que pouvait représenter le trotskysme au sein du mouvement ouvrier malgré la faiblesse de ses troupes et que l'orientation révisionniste de ses dirigeants allait contribuer à pourrir en s'adaptant à leur manière au régime ; le réformisme étant la négation du socialisme ou de la révolution socialiste pour laquelle ces trotskystes prétendaient combattre par ailleurs, en réalité, ils la mettront au service du régime.

En liquidant le PCI, Lambert ne rompait pas seulement avec le léninisme et le trotskysme, il rompait avec le marxisme, qui chez lui ne dépassera jamais le stade de formules lapidaires ou sorties de leurs contextes ou encore qu'il distillera sous la forme de vulgaires syllogismes inventés de toutes pièces, qui lui serviront à justifier son révisionnisme et à continuer de se faire passer pour un trotskyste auprès d'intellectuels brillants qui n'en demandaient pas davantage car eux-mêmes gangrenés par l'opportunisme.

Jamais Lambert et son parti ne seront en mesure de s'adresser aux couches les plus exploités du prolétariat, y préférant l'aristocratie ouvrière, les syndicalistes et les fonctionnaires, les intellectuels, le milieu estudiantin composé essentiellement dans les années 60-70-80 de rejetons de la petite bourgeoisie et des classes moyennes, et pour finir par lorgner en direction des élus et cadres du PS et du PCF, sans oublier les libres penseurs et les francs-maçons, s'éloignant ou se coupant toujours plus des masses exploitées, ce fut une constante chez lui, mais pas seulement, chez tous les dirigeants de l'OCI-PCI dont aucun ne sera issu des rangs de la classe ouvrière du secteur privé.

La composition de ces partis successifs, PCI, puis OCI, PCI, MPTT, PT et enfin POI, devait déterminer finalement leur orientation politique de plus en plus droitière, allant jusqu'à adopter Jaurès qui était la négation de Marx, en passant par la réhabilitation de Bakounine sous l'influence des anarcho-syndicalistes dont A. Hébert, à la barbe de Marx et Engels qui l'avait expulsé de l'Association Internationale des travailleurs ou la Ière Internationale, ou encore en voyant dans des dirigeants de partis en Algérie (Messali Hadj) ou en Yougoslavie (Tito) des marxistes, pure invention qui sera ensuite démentie par les faits sans que Lambert s'en offusque ou que son statut ne soit remis en cause. De la même manière sa théorie foireuse de l'imminence de la révolution tiendra en haleine plusieurs générations de militants qui s'y épuiseront avant de lâcher prise et de disparaître dans la nature, sans que Lambert ne soit inquiété à son poste de dirigeant indéboulonnable pendant plus de 50 ans.

Et lors de l'oraison funèbre prononcée par D. Gluckstein après le décès de P. Lambert, Gluckstein déclarera que les conditions objectives n'étaient pas mûres, ce qui devait servir à l'exonérer de tout accusation d'aventurisme au cours des années précédentes plutôt que pour dédouaner Lambert de toute responsabilité puisque ce dernier n'était plus là pour en répondre devant leurs militants et cadres. Ce qui signifiait que le tandem Lambert-Gluckstein ainsi que tous les dirigeants qui les avaient suivis avaient failli, ils n'avaient pas été capables d'analyser la situation correctement pendant des décennies, et qu'à partir de là leur ligne politique et leur stratégie avaient été erronées sans qu'ils ne l'admettent évidemment puisqu'ils sont infaillible et refusent d'assumer leurs erreurs, en fait cet argument devait servir uniquement à justifier leur incapacité à construire le parti. D'un côté Gluckstein maintiendra que les forces productives avaient cessé de croître et que les conditions étaient plus que mûres pour passer au socialisme conformément au Programme de transition dont il se réclamait, pour d'un autre côté affirmer exactement le contraire, si cela ne s'appelle pas le double langage on se demande ce que c'est. Cet argument devait aussi lui servir à justifier l'orientation réformiste de son parti en direction des élus du PS et du PCF ainsi que les syndicalistes

C'est dans la foulée de cette imposture que Lambert nommera son dauphin, D. Gluckstein issu de la LCR, au grand dam des autres dirigeants trotskystes de son parti qui ne le digèreront jamais et prennent leur revanche aujourd'hui. Passons sur les exclusions ou désertions qui ont lieu dans ce parti tout au long de ces années de 1984 à nos jours, puisque finalement elles n'ont eu aucun impact sur son appareil totalement contrôlé par le tandem Lambert-Gluckstein.

Ils s'en accommoderont d'autant plus facilement que c'était semble-t-il un de leurs objectifs internes, faire en sorte que les militants restés fidèles au trotskysme ou plutôt qui entendaient rester fidèles au Programme de transition fondateur de la IVe Internationale tel qu'ils l'interprétaient et devenus trop encombrant ou posant trop de questions dégagent au profit de membres plus dociles et plus facilement manipulables issus du PS ou du PCF ou l'un de leurs satellites ou encore des syndicalistes ne possédant aucune base théorique du marxisme, de manière à pouvoir mener leur barque comme ils l'entendaient, une fois que Lambert avait décidé de transformer ouvertement son parti en un parti réformiste démocratique petit bourgeois, les références au marxisme devaient se faire de plus en plus rares ou n'être plus qu'anecdotiques, tandis que le léninisme et le trotskysme deviendraient tabous, était enterré.

Les militants, cadres et dirigeants du PT puis du POI du courant communiste internationaliste étaient priés de s'adapter à ces virages droitiers successifs ou d'aller voir ailleurs, mais comme ailleurs il n'existait aucun autre parti susceptible de faire leur affaire, une partie d'entre eux capituleront face au diktat de Lambert et sa cours, tandis que des milliers de militants démissionneront au fil du temps, au point selon les dires de Schivardi que ce courant trotskyste deviendra minoritaire au sein du POI, même si en terme de courant il demeurera celui qui organisera le plus de militants, quoique apparemment il fut supplanté par les militants issus du PS sans qu'ils soient forcément organisés dans le courant socialiste du POI, le CCI continuant de contrôler l'appareil, le journal et la caisse !

Des militants et ex-militants du CCI m'ont écrit tout cela dans des courriels au cours des dernières années, affirmant avoir avalé des couleuvres jusqu'à en avoir la nausée tout en étant impuissant à y changer quoi que ce soit, ce qui me désolait sincèrement pour eux. Je ne les a jamais poussés à s'exprimer davantage car je déteste ce procédé, j'ai toujours privilégié les déclarations spontanées honnêtes et sincères, dont parfois la signification ou la portée échappaient à leurs auteurs, mais que l'on pouvait identifier et traduire facilement avec un peu d'entraînement en connaissant la boutique pour avoir milité à l'OCI à la fin des années 70.

Peut-on espérer sans se faire d'illusions, que la crise que traverse le POI-CCI prenne la même tournure que la scission de la SFIO en 1920 qui donna naissance au PC, pas vraiment encore un parti communiste selon Lénine et Trotsky, disons qui pouvait le devenir sous certaines conditions qui finalement ne seront jamais remplies, ainsi si cette scission intervenait elle pourrait donner naissance à une recomposition du mouvement ouvrier devenue plus qu'indispensable et urgente face aux tâches qui attendent le prolétariat et son avant-garde.

Dans plusieurs causeries j'avais exprimé le souhait que le POI éclate (le NPA et LO également), à l'époque pour certains militants j'ai dû passer pour un vulgaire agent du régime en place, leur pire ennemi, alors que je n'étais animé par aucune mauvaise intention envers les militants du CCI, bien au contraire, quelque part j'avais estimé que cet éclatement se produirait forcément un jour ou l'autre sous les coups de butoir du néolibéralisme qui ne laisserait intact aucun parti construit sur des bases opportunistes, j'ai peut-être eu le tort de le formuler un peu trop tôt ou ouvertement, donc je ne leur en veux pas.

J'avais dénoncé les méthodes de fonctionnement qui me semblaient malsaines au sein du PT pour en avoir fait aussi l'expérience, et je n'imaginais pas qu'elles ne pouvaient pas avoir une origine politique et qu'un jour ou l'autre elle remonterait inévitablement à la surface jusqu'à empoisonner totalement la vie de ce parti, c'était mon diagnostic, je n'ai jamais cru à la construction du PT ou du POI.

En écrivant ces lignes, il y a des trucs que j'ai vécus qui me reviennent à l'esprit et on terminera par là aujourd'hui. Quand j'ai rejoint l'OCI en 1978, en fait j'avais milité durant l'année 77 en étant hors parti, j'étais coursier en mobylette, je n'avais pas un revenu fixe et ma condition d'existence était misérable au point de ne pas toujours manger à ma faim. J'étais assurément le militant de l'OCI le plus démuni, le plus pauvre issu d'une famille d'ouvriers pauvres. Je me suis retrouvé entouré de militants qui ne partageaient pas vraiment ma condition. Je cumulais tous les handicaps, je vivais seul, sans diplôme et sans formation, avec un salaire aléatoire et misérable, logé dans le privé et connaissant des difficultés pour payer mon modeste loyer (à Clichy-sur-Seine), sans un sou, habillé au puce de Saint-Ouen ou Montreuil, ayant des parents trop pauvres pour me venir en aide, je ne pourrais même pas assister au concert de Frank Zappa quand il passera à Paris car je n'avais pas de quoi me payer un billet. Tandis que tous mes camarades de parti étaient fonctionnaires (Prof, Sécu, Alloc, SNCF, etc.), agents municipaux, cadres ou cadres supérieurs dans le privé, directeurs, ingénieurs, sans oublier deux permanents d'Informations ouvrières, etc. à l'exception d'un ou deux dont un maçon yougoslave, Milane, qui deviendra fou plus tard, bref, quelque part nous n'appartenions pas tout à fait au même monde ou nous n'avions pas vraiment les mêmes préoccupations quotidiennes, la mienne se résumait à tenter de survivre dans des conditions extrêmement pénibles.

Aussi n'abordions-nous jamais ce sujet ou ce genre de discussions, je gardais en moi toutes les frustrations qui m'étaient imposées par mon mode de vie que je n'avais pas choisi ou dont je n'étais pas responsable, je le subissais en silence que seule ma rage de jeune militant révolutionnaire soulageait, je me sentais plus seul que jamais en vérité et très vulnérable. Et si quelques camarades se sont employés à soulager en partie mes difficutés en m'invitant au restaurant, c'était parce que j'étais un activiste comme eux et j'avais été pris en charge par mon responsable de secteur qui avait besoin de quelqu'un pour porter ses valises comme l'ont dit, plutôt que par sympathie désintéressée, ce que j'ignorais à l'époque, il se montra particulièrement généreux envers moi jusqu'au jour où je démissionnerai de l'OCI et nos relations s'arrêteront aussi nettes le jour même, puisque finalement sur le plan personnel nous n'avions tissé aucun véritable rapport d'amitié, nos relations étaient pour ainsi dire purement professionnelles ou de circonstances, d'ailleurs il deviendra plus tard un zélé permanent du parti, un bien triste sort auquel j'ai échappé sans le savoir et dont je lui suis gré.

Je n'avais pas imaginé ce genre de rapports dans le parti où je militerai, en réalité je n'y avais jamais réfléchi, inconsciemment je m'attendais à mieux, à un franche esprit de camaraderie, à ce qu'on partage ensemble davantage de choses, à ce qu'on forme une véritable famille dont tous les membres seraient soudés, solidaires sans pour autant en attendre quelque chose sur le plan matériel, car cela ne faisait pas partie de mon éducation ou de mes principes à l'instar de mon père.

Maintenant je sais que les militants sont des hommes comme les autres avec leurs faiblesses et leurs défauts, mais aussi leurs qualités et leurs valeurs, et qu'il ne faut pas en attendre plus que ce qu'ils peuvent donner, toute ressemblance avec une jolie femme serait assurément d'un mauvais goût qui serait immédiatement condamnée par les féministes hystériques qui sévissent dans nos rangs. Cela dit plus sérieusement, il me semble qu'entre les deux attitudes on peut concevoir qu'il pourrait exister un juste milieu dès lors qu'on partage le même idéal et qu'on est censé y resté attaché, de sorte qu'on fasse tout ce qui est en notre pouvoir pour que chacun se sente bien dans le parti et progresse, ce qui implique qu'on accorde aussi de l'attention à ce que vit chaque militant quotidiennement au lieu de l'abandonner à son triste sort ou aux difficultés qui l'accablent et peuvent interférer avec son activité politique, qu'il abandonnera un jour ou l'autre s'il n'en tire rien sur le plan personnel ou pire si c'est devenu entre temps une source de tracas supplémentaires, d'autant plus que la révolution étant repoussée à une date

indéterminée, en attendant il faut faire preuve de beaucoup de patience et s'armer théoriquement pour tenir le coup jusqu'au bout, il faut se serrer les coudes entre militants du même parti. Lorsqu'on a l'impression que le parti est une substance vide ou creuse comparable à ce qu'est votre vie ou qui ne vous apporte rien, il arrivera forcément un moment où on claquera la porte. Il n'y a que les militants qui en tirent profit d'une manière ou d'une autre qui y resteront ou qui estiment que leurs convictions ou leur idéal leur commandent d'y rester, ce qui ne concernera qu'une minorité de militants dans l'état actuel des choses.

Je m'attendais à rencontrer des gens à l'esprit ouvert, et c'est tout le contraire qui s'est produit, en pire très souvent par crainte d'être jugé et de se ridiculiser de nombreux militants hésitaient à s'exprimer, car tout propos ou comportement était interprété et devait être justifié sur le champ. Et puis avant de commencer à militer j'étais extrêmement naïf, je n'aurais jamais imaginé devoir me battre un jour dans mon propre camp et rencontrer autant d'adversité et de haine (surtout de la part de militants d'autres partis). Ce fut pour moi une découverte fort désagréable pour ne pas dire terriblement choquante ou traumatisante, d'autant plus quand on est jeune et qu'on a vécu jusqu'alors des relations insouciantes avec des jeunes de notre âge dont on avait tiré beaucoup de satisfactions, inconsciemment on s'attendait à vivre le même genre de relations ou tout du moins en tirer une égale satisfaction, ce qui ne sera jamais le cas.

Je croyais que parce qu'on se battait contre le même ennemi, on chercherait toujours en cas de désaccord à se comprendre et qu'on y parviendrait par des moyens loyaux et honnêtes, qu'on aurait cette intelligence. J'ignorais à quel point le combat politique pourrait être dur sans aucune compensation en retour (tel qu'il était conçu dans ce parti), à vrai dire, lorsque je cesserai de militer soudainement après des années d'activisme effrené, ce fut un réel soulagement sans même que je me pose la question. C'était davantage comme si je m'étais délesté d'un coup d'un fardeau devenu de plus en plus insupportable, me posant plus de problèmes qu'il n'en résolvait, donc une décision salutaire sur laquelle je ne reviendrai pas pour avoir mal vécu cette expérience par ailleurs enrichissante, sans que j'ai progressé d'un pas sur le plan politique. En réalité je n'analyserai cette expérience que des décennies plus tard en renouant avec le militantisme, enrichi de l'expérience de la vie et de nombreuses lectures et études qui me permettront d'y voir plus clair.

C'est toute cette expérience et les enseignements que j'en ai tiré que j'essaie de partager à travers ces causeries. Je n'ai pas besoin de me raconter, je connais mon histoire par coeur ou presque pour l'avoir décortiquée à de multiples reprises. S'il m'arrive encore d'y revenir ce n'est ni par nostalgie ou parce que j'éprouverais des remords ou j'aurais l'impression d'être passé à côté de quelque chose, le passé est le passé, je me dis seulement qu'étant perfectible on peut encore espérer progresser ou s'améliorer en analysant cette histoire chaque fois sous un oeil différent après avoir vécu de nouvelles expériences.

Et ce n'est pas davantage une sorte de thérapie, car je n'ai pas besoin de revivre les émotions ou pulsions refoulées du passé pour les sublimer comme dirait un psychanalyste, afin de me délivrer de je ne sais quel complexe, quelle fixation ou quel blocage inconscient qui affecterait l'équilibre de mon comportement mental, j'ai eu l'occasion de m'en défaire si c'était nécessaire en ayant une vie amoureuse et sexuelle normal ou épanouie, je crois que ce sont des marqueurs qui témoignent suffisamment de mon état psychologique et mental que j'estime satisfaisant ou équilibré, sans qu'ils suffisent pour le définir, car il existe à côté des tendances à la névrose et à la psychose un autre état de conscience qui coïncide justement avec l'équilibre entre ces deux tendances, et il est admis ou déclaré normal qu'une de ces tendances l'emporte sur l'autre à différents moments de notre vie sans qu'il y ait à en conclure forcément en un penchant pour l'une ou pour l'autre, tout est une question de degré, c'est dialectique assurément, vous voyez que le marxisme peut aider à progresser dans bien d'autres domaines que la politique...

On ne se formalise pas pour un excès, mais on s'inquiète quand il devient la norme, là le penchant est avéré et peut devenir une menace pour soi ou pour les autres, selon que l'on développe une schizophrénie ou une paranoïa qui peuvent être hystériques ou obsessionnelles ou les deux à la fois, les quatre à la fois et là vous êtes totalement déconnecté de la réalité, vous tombez sous l'emprise de la folie. Vous ne trouvez pas que l'on retrouve tout cela dans la propagande néolibérale ? Ils veulent rendre folle la population pour qu'elle ait envie de s'étriper ou qu'elle se cloître chez elle à quatre tours par crainte d'être étripée, c'est terrible, c'est un mécanisme dévastateur qui broie tout sur son passage, d'où la réponse que nous apportons à leur guerre idéologique et psychologique contre le peuple.

On peut employer le substantif peuple, dans la mesure où il broie toutes les classes à l'exception de certains pans du capitalisme et de l'élite intellectuelle qui sert ses intérêts. Cela me semble justifier, sans jamais oublier les couches les plus défavorisées de la société contrairement à tous les partis. On n'agite pas ces couches les plus défavorisées comme un fétiche, elles sont dans le besoin quasi absolu, ce qui signifie qu'elles peuvent être très combatives et ne pas rechercher seulement des solutions individuelles à leurs difficultés.

Nous sommes le nombre, nous sommes la force, nous sommes le pouvoir, voilà ce que le prolétariat doit s'approprier dans la perspective de conquérir son émancipation sociale et ensuite atteindre la liberté. C'est une argumentation très simple à la portée de n'importe quel travailleur, c'est comme l'idée qu'il faut un changement de régime, elle sous-entend qu'il ne resterait plus deux pierres debout des institutions qui nous ont conduits au bord de l'abîme en nous engageant malgré nous dans des guerres, massacres, génocides, etc.

Je pense que ce mot d'ordre devrait être mis en avant car il cristalise l'ensemble des contradictions du capitalisme et la seule issue politique possible conforme aux besoins et aspirations des travailleurs, la tâche politique qu'ils doivent accomplir pour pouvoir les satisfaire. Changer de régime, c'est à la fois se débarrasser du capitalisme et l'ensemble de ses institutions

nationales, européennes et internationales, c'est avancer sur la voie du socialisme.

Un dernier mot.

Le passage où j'ai traité rapidement de mon expérience à l'OCI peut être incompréhensible ou choquant à bien des militants, pour avoir oublié de préciser qu'il ne suffisait pas d'adopter le socialisme, mais qu'il fallait être digne de le représenter, ce qui impliquait que chaque militant qui s'en réclamait prenait sur lui de s'améliorer ou d'avoir un comportement qui soit en conformité avec ses idées ou ses convictions, et qu'il s'engageait à faire les efforts nécessaires sur le plan personnel pour y parvenir, partant du constat que cela n'allait pas de soi ou que ce n'était pas inné ou un don de la nature, et que son attitude serait sans cesse jugée par les travailleurs et les autres militants.

Chaque militant incarnant le parti dans lequel il militait, il était indispensable qu'il fasse son éducation et que le parti l'aide à y parvenir, ce qui n'a rien à voir avec un lavage de cerveau ou un embrigadement particulier, bien au contraire puisqu'à la base il s'agit de l'aider à acquérir une méthode d'analyse et un esprit critique qu'il se forgera et qu'il appliquera à lui-même sans qu'on ait besoin de le faire rentrer de gré ou de force dans un moule, l'idée étant que chacun progresse librement en fonction de ses expériences et de ses connaissances sans y être contraint par une quelconque autorité, pas même celle du parti qui doit forger des militants conscients, et non des bénis oui-oui obéissant aveuglément aux ordres de ses nouveaux maîtres.

Bien peu de militants ont conscience de tout cela, même après des décennies de militantisme ou qui l'ont oublié, alors que cela devrait faire partie de la définition de fonction du militant ouvrier socialiste et révolutionnaire lorsqu'il rentre dans le parti.

ACTUALITÉ DU JOUR

Concentration de la production et baisse du coût du travail où l'évolution naturelle du capitalisme mondial

- Pourquoi le porc français est-il moins compétitif ? - Francetv info

Ce lundi 10 août, deux industriels majeurs de la filière porcine ont refusé d'acheter du porc français qu'ils estiment trop cher. Le cochon français est aujourd'hui boudé par les industriels. Depuis plus de 10 ans, la filière ne se porte plus très bien. Le problème réside principalement dans le fait que le porc français est l'un des plus chers d'Europe : 1,55 euro le kilo, contre 1,32 euro le kilo en Allemagne et même 1,23 euro au Danemark.

En France, les élevages sont beaucoup plus petits, et donc moins rentables que dans le reste de l'Europe, avec 200 truies en moyenne dans l'Hexagone, contre 560 au Danemark et plus de 1 200 Espagne. Il faut aussi faire avec une main-d'oeuvre plus chère. L'Allemagne emploie beaucoup d'étrangers. Ils sont payés en moyenne 10 euros de moins de l'heure que les travailleurs français. La France est à ce jour le troisième producteur européen, avec 24 millions de porcs élevés, soit deux fois moins que l'Espagne. Francetv info 11.08

Dans l'article plus loin sur la Chine on lira qu'"*endettement, inégalités, faiblesse de la consommation des ménages, surcapacités*" ont forcément des conséquences économiques (et sociales) et qu'il arrive forcément un moment où l'orientation de ces facteurs a une répercussion sur chacun d'entre eux et sur l'ensemble de l'économie, qui se retrouve étranglée ou à cours de marge de manoeuvre, tendant à ralentir, à stagner, à être paralysée et finalement exploser, pas forcément là où on l'attend d'ailleurs, ce sont les économies (et surtout les peuples) les plus faibles ou les plus corrompus qui en feront les frais en premier dans une économie mondialisée.

Nous ne sommes pas opposé à la mondialisation de l'économie par les capitalistes dans la mesure où elle précipite la fin de ce système économique, nous en combattons les conséquences dans la perspective d'une République sociale universelle, qui permettrait à tous les peuples de réorganiser la production à l'échelle mondiale sur la base de leurs leurs besoins sociaux afin de pouvoir les satisfaire, vivre en harmonie et en paix.

Etre contre la mondialisation est réactionnaire, car cela reviendrait à interdire aux peuples des pays sous-développés ou en voie de développement d'atteindre le niveau de vie moyen des peuples des pays développés ou à ces pays de s'industrialiser, de développer leurs infrastructures, etc., sous prétexte que leur développement se ferait de manière anarchique entraînant de graves conséquences sur l'environnement ou qui ne profiterait pas vraiment à ces peuples, soucis qui apparamment ne préoccupent pas vraiment ces "opposants" à la mondialisation ou les adeptes de la décroissance lorsqu'il s'agit du peuple du pays où ils vivent, là ils ont su s'accommoder du capitalisme en fonction du profit qu'il pouvait en attendre sur le plan personnel, ce qui ne sera pas le cas de la majorité des travailleurs évidemment dont ils ne partagent pas la cause.

En famille contre le peuple grec.

- Grèce : le peuple victime du nouveau plan d'aide ? - Francetv info

Ce mardi 11 août, la Grèce a trouvé un accord avec ses créanciers pour la mise en place d'un troisième plan d'aide à hauteur de 85 milliards d'euros. Mais cela ne se fera pas sans certains sacrifices. Pour la population, "c'est tout sauf une bonne nouvelle", témoigne Alexia Kefalas. "Le coup de massue est tombé le 12 juillet dernier quand Alexis Tsipras a dit 'oui' à un accord quelles que soient les conditions, alors que les Grecs venaient de voter 'non' à l'austérité. C'est la continuation de ce qu'ils appellent 'une trahison'", poursuit la journaliste en direct d'Athènes.

Grâce à cet accord, le spectre de la sortie de la zone euro s'éloigne, mais celui de l'austérité revient. Les promesses électorales d'Alexis Tsipras semblent désormais bien loin. Il s'était engagé par exemple à augmenter le salaire minimum à 751 euros par mois.

Aujourd'hui, les 85 milliards d'euros vont surtout servir "à rembourser les emprunts, à payer les fonctionnaires et payer les retraites", rapporte encore la journaliste.

Toutefois, le problème de la dette grecque est loin d'être réglé alors que son montant s'élève aujourd'hui à 320 milliards d'euros. Pour le FMI, il faudra, quoiqu'il arrive renégocier cette dette "qui va encore grimper, jusqu'à 200% du PIB".

Ce nouveau plan d'aide doit d'abord permettre à Athènes de payer une échéance de 3,4 milliards d'euros due à la Banque centrale européenne, le 20 août. Quant aux banques grecques, exsangues du fait de la dégradation économique et des retraits massifs des citoyens, elles ont un besoin urgent de recapitalisation.

C'est toute la question et les économistes sont plutôt sceptiques. "Il y a un certain nombre de pièges qui pourraient faire dérailler l'accord dans les prochains mois et relancer les craintes d'un 'Grexit'", une sortie de la Grèce de la zone euro, notent les analystes d'ABN Amro.

Beaucoup d'économistes prévoient une baisse du PIB grec de 3 à 4% cette année. Pour l'éviter, il va falloir une cure d'austérité qui pourrait "être contre-productive" pour la croissance. "Le plan repose sur des prévisions pour l'économie et les finances publiques qui relèvent quasiment du fantasme", assure Jonathan Loynes, de Capital Economics.

Selon lui, ce nouveau plan d'aide "ne permettra ni de régler les problèmes économiques et budgétaires profonds de la Grèce, ni d'assurer son avenir au sein de l'union monétaire". Francetv info 11.08

Système financier mafieux. Délit d'initié généralisé par des pirates informatiques à la solde de l'oligarchie financière.

- Etats-Unis: des traders empochent jusqu'à 100 millions de dollars grâce à des hackers ukrainiens - AFP

Les autorités américaines ont engagé des poursuites judiciaires mardi contre des traders sans scrupules, qui ont engrangé jusqu'à 100 millions de dollars en obtenant illégalement des informations confidentielles sur des entreprises comme Boeing et Netflix avec l'aide de hackers ukrainiens.

Le gendarme de la Bourse, la SEC, accuse deux hackers ukrainiens et une trentaine de courtiers américains et internationaux dont deux fonds parisiens, Omega 26 et Guibor, d'avoir engrangé 100 millions de dollars de gains illégaux.

"Les accusés ont perpétré une fraude internationale en "hackant" les serveurs d'au moins deux services de communiqués de presse et en volant (...) des informations portant sur les résultats d'un nombre d'entreprises cotées qui n'étaient pas encore disponibles pour le grand public", fustige la SEC dans sa plainte.

Dans une action parallèle, neuf personnes ont été inculpées par les antennes du New Jersey (est) et de Brooklyn (New York) du département de la Justice (DoJ), qui les accusent d'avoir empoché plus de 30 millions de dollars de gains illégaux, selon l'acte d'accusation consulté par l'AFP.

La fraude, mise en place en février 2010 jusqu'en mai 2015, était basée sur des cyberattaques contre trois sociétés américaines et canadienne de publication des communiqués d'entreprise: Business Wire, PR Newswire et Marketwired.

Les fraudeurs présumés ont ainsi pu obtenir avant tout le monde des informations sensibles sur des opérations de fusions-acquisitions et autres investissements des sociétés ciblées, affirme la justice américaine.

La liste des entreprises visées comprend des grands noms de la vieille et de la nouvelle économie américaine et des sociétés symboliques.

Parmi elles, on retrouve l'avionneur Boeing, le fabricant des engins de chantier Caterpillar, le conglomérat industriel Honeywell, le chimiste DuPont, le constructeur automobile Ford, la compagnie aérienne Delta Air Lines, le groupe informatique Hewlett Packard (HP), le groupe de vidéo en ligne Netflix, le fabricant d'armes Smith & Wesson ou encore Bank of America, deuxième banque américaine en termes d'actifs.

Le mécanisme était simple: les traders donnaient aux hackers une liste des entreprises qui les intéressaient en précisant le type d'informations recherchées.

Les hackers pénétraient le système informatique des sociétés de diffusion des communiqués, obtenaient ceux-ci et les transféraient aux courtiers.

Ces communiqués sont gardés secrets jusqu'à leur publication simultanée, pour donner -- du moins en théorie -- la même information en même temps à tous les investisseurs en Bourse.

Quelque 150.000 informations ont été volées, selon la justice américaine. Les fraudeurs présumés communiquaient par courriel et via des messageries instantanées.

Forts de leur avantage, les traders incriminés pouvaient alors parier à la baisse ou à la hausse sur les titres des sociétés ciblées bien avant que les informations ne soient publiques.

Cinq des neuf personnes inculpées ont été arrêtées mardi en Georgie (sud), en Pennsylvanie (est) et à New York, a indiqué à l'AFP un porte-parole du ministère de la Justice.

Les deux hackers vivent en Ukraine et sont âgés de 23 et 27 ans. Le plus jeune Oleksandr Ieremenko opère avec l'alias "Aleksander Eremenko", selon les régulateurs américains, tandis que le plus âgé Ivan Turchynov répond à "Turchynov".

Treize des courtiers mis en cause par le gendarme de la bourse vivent aux Etats-Unis et près de vingt sont basés en Russie, Ukraine, aux îles Vierges, îles Caïmans, Malte, Chypre et aux Bahamas.

Les deux fonds français, Omega 26 et Guibor S.A, ayant profité de ces vols illégaux de données sont basés à Paris. Ils ont spéculé pour leur propre compte et non au nom de leurs clients, précise la SEC.

Un des comptes de Guibor a été utilisé pour exécuter des opérations ayant rapporté 3,5 millions de dollars. Quant à Omega 26, un de ses comptes lui a rapporté 2,1 millions de dollars.

La SEC a obtenu le gel des actifs de certains des courtiers.

Les autorités américaines ont accentué récemment leurs contrôles, après une recrudescence d'attaques informatiques contre les entreprises. AFP 11.08

Commentaire d'un internaute

- "La fraude, mise en place en février 2010 jusqu'en mai 2015", la justice américaine est aussi rapide que la française.

Sûrement la partie émergée de l'iceberg des fraudes financières, comme si ces poursuites judiciaires allaient décourager les autres."

Les traders évoluent dans une banque ou une entreprise financière qui les a embauchés dans le cadre de la définition de fonction dont ils ont eu connaissance ou qu'ils ont approuvée, et qui détermine précisément le contenu de leur poste de travail ainsi que les tâches qu'ils doivent accomplir.

Ils travaillent comme tout salarié sous l'autorité de leur hiérarchie qui veille à ce que les moyens mis à leur disposition servent à atteindre les objectifs que leur a fixés la direction de l'entreprise.

On n'imagine pas un seul instant un trader ayant pris sur lui de se livrer à des pratiques frauduleuses qui pourraient porter atteinte à l'image de son entreprise et de ses dirigeants si elles venaient à être découvertes et à faire l'objet de poursuites judiciaires. C'est ce qu'on voudrait nous faire avaler, alors que des sommes colossales sont en jeu, c'est une fois de plus nous prendre pour des demeurés.

Maintenant, la population n'ayant en général aucune notion d'économie, on comprend à qui s'adresse ce genre d'artifices conçus

pour faire croire que les gangsters de la finance n'échapperaient finalement pas à la justice ou que le capitalisme serait un modèle d'impartalité en matière de justice, alors qu'aucun banquier dans le monde n'est à ce jour en prison, encore s'en trouverait-il un qu'il aurait tout simplement été éliminé par des concurrents plus puissants.

ACTUALITE EN TITRES

Haro sur le Brésil !

- Moody's abaisse la note du Brésil mais relève sa perspective - AFP

L'agence de notation financière américaine Moody's a abaissé mardi de Baa2 à Baa3 la note de la dette souveraine du Brésil mais relevé sa perspective à "stable". AFP 11.08

A lire : C'est le moment de dénoncer au monde le coup d'état en cours au Brésil (Blog da Cidadania) - legrandsoir.info 09.08
(On mettra cet article en ligne cet après-midi)

Ils ne sont pas à une provocation ou à un délire près.

- Kerry accuse la Chine et la Russie de lire "très probablement" ses emails - AFP

Kerry transformé en médium, ils nous auront tout faits !

Le procédé consiste ici à lancer en tête de proposition une accusation gratuite qui ne sera pas démentie par la suite, mais qui au contraire fera l'objet d'une réserve précédée par un superlatif (très) qui aura pour vertu d'accentuer cette accusation, histoire que ceux qui en prendront connaissance lui attribuent la valeur d'une vérité ou la substitue à la réalité, sans qu'ils aient connaissance des éléments qui leur permettraient de porter un jugement sur la validité de l'accusation portée par Kerry ou pouvoir déterminer si elle ne tenait pas de la fabulation, d'une supercherie pour les tromper et les amener à supporter les Etats-Unis.

Qu'on ne vienne jamais nous parler de l'indépendance de l'AFP, on deviendrait féroce !

- La Géorgie accuse la Russie de déplacer la frontière en Ossétie du sud - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

1- Les USA démentent un accord sur une "zone de sécurité" en Syrie - Reuters

A peine deux heures plus tôt Reuters titrait : Accord Turquie-USA sur une zone de sécurité en Syrie.

La Turquie a annoncé mardi avoir conclu avec les Etats-Unis un accord sur la création d'une "zone de sécurité" dans le nord de la Syrie dans le cadre de leur campagne contre l'organisation Etat islamique (EI), mais le département d'Etat américain a démenti l'existence d'un tel accord.

Le ministère turc des Affaires étrangères a publié un communiqué dans lequel Feridun Sinirlioglu déclare: "Le contrôle et la protection de cette région débarrassée de (l'EI) seront assurés par les forces d'opposition syrienne et la défense aérienne et le soutien nécessaire pour ce faire (...) seront fournis par les Etats-Unis et la Turquie."

Interrogé sur ces informations, Mark Toner, porte-parole du département d'Etat américain, a répondu: "Il n'y a aucun accord sur quelque zone que ce soit."

Il a ajouté ne pas avoir eu connaissance des déclarations officielles turques et ne pas pouvoir les commenter.

"Nous avons été assez clairs en disant qu'il n'y avait aucune zone, aucun sanctuaire, ce n'est pas de cela que nous parlons. Ce dont nous parlons, c'est d'un effort soutenu pour chasser l'EI de la région", a-t-il poursuivi lors d'un point de presse. Reuters 11.08

Complétons : "chasser l'EI de la région" pour le remplacer par Al-Nosra, les terroristes "modérée" formés par les Américains, Britanniques, Français...

2- Le message d'Assad à Riyad - french.irib.ir

Selon Rai al Youm, Assad aurait transmis via le chef de son bureau de sécurité nationale un message aux dirigeants saoudiens. "Assad aurait demandé à Riyad des preuves concrète de leur bonne foi. Il lui faut en effet renoncer au renversement d'Assad ainsi qu'au soutien aux terroristes. "Pour Assad" le soutien au terrorisme va à rebours de la lutte contre le terrorisme" une seconde rencontre devrait avoir lieu entre le responsable syrien et le ministre saoudien de la défense. french.irib.ir 10.08

3- Le président Bachar al-Assad, un partenaire fiable pour éradiquer Daech (Sergueï Lavrov) - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a dit que le président syrien, Bachar al-Assaed est un partenaire fiable pour la communauté internationale pour éradiquer l'organisation terroriste de Daech.

Dans une interview télévisée, le chef de la diplomatie russe a critiqué la position ambiguë du gouvernement américain en ce qui concerne la lutte contre les terroristes de Daech, et a affirmé que le président Bachar al-Assad est un partenaire incontournable pour ceux qui voudraient se battre réellement et de manière sérieuse contre Daech, le terrorisme et l'extrémisme. Sergueï Lavrov a insisté sur l'importance de l'abandon des approches sélectives dans la lutte contre Daech, et a ajouté que ce groupe terroriste est un danger réel pour la communauté internationale.

En effet, avec les dernières opérations de Daech en Arabie saoudite et au Koweït, il est clair que le terrorisme extrémiste ne connaît plus aucune frontière, et qu'une action commune de la part de tous les pays serait le seul mécanisme concret qui reste pour éradiquer ce groupe terroriste dans la région. Au-delà des politiques douteuses de certains gouvernements arabes et occidentaux dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, les gouvernements syrien et irakien ont montré qu'ils sont le fer de lance de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, en s'appuyant sur le soutien populaire.

En Syrie, le gouvernement du président Bachar al-Assad et l'armée mènent la guerre contre les terroristes les plus dangereux du monde depuis plus de quatre ans. Cependant, les pays qui prétendent se battre contre Daech et qui forment une coalition internationale pour le combattre, se mettent devant les activités du gouvernement et de l'armée de la Syrie pour se battre contre les terroristes au lieu de les soutenir. C'est dans ce cadre que les Etats-Unis a décidé d'offrir sa couverture aérienne aux rebelles qu'ils qualifient de « modérés » et qu'ils ont formés eux-mêmes dans les camps d'entraînement en Jordanie et en Turquie.

Le gouvernement américain ne cesse de diviser les terroristes en deux groupes de bons et de méchants, afin de justifier ses aides de toutes sortes, à l'aide des pays comme la Turquie et l'Arabie saoudite, pour former et armer les groupes rebelles qui se battent contre le gouvernement du président Assad et non pas contre les terroristes. Ce comportement ambigu des Etats-Unis et de leurs alliés régionaux n'aident en rien la paix et la sécurité régionale voire internationale. L'infiltration des membres de Daech à l'intérieur du territoire saoudien en est un exemple. Comme l'a souligné le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, pour éradiquer le terrorisme, il faut une action collective, en accordant la place centrale au gouvernement syrien qui a prouvé qu'il est un partenaire fiable dans la lutte antiterroriste depuis plus de quatre ans. french.irib.ir 10.08

4- Syrie: Moscou réitère son soutien à Assad - french.irib.ir

Le ministre russe des Affaires étrangères a souligné que le président syrien était un partenaire important et fondamental, dans la lutte contre le terrorisme.

Selon la chaîne Al-Akhbariya, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, interviewé par une chaîne de télévision russe, a dénoncé, vigoureusement, les positions de l'administration américaine et ses critères ambivalents, dans la lutte contre le groupe takfiri-sioniste de Daech. "Le gouvernement de Damas est disposé à prendre part aux efforts internationaux, dans la lutte contre Daech", a-t-il affirmé. L

e patron de la diplomatie russe a rappelé que la communauté internatioale avait reconnu la Syrie, comme un partenaire fiable, lors du démantèlement des armes chimiques. Lavrov a condamné les positions et allégations de Washington, selon lesquelles des armes chimiques se trouvaient, toujours, sur le sol syrien. Il a invité les Etats-Unis à éviter de formuler des accusations, sans fondement, et à évoquer, exclusivement, les réalités.

Le premier diplomate russe a par ailleurs dénoncé la nouvelle campagne de Washington, et l'utilisation de chasseurs-bombardiers, pour soutenir les terroristes, formés et entraînés, en Turquie. french.irib.ir 10.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Pérou

- Pérou: un mort dans des affrontements entre police et ouvriers près d'une mine - AFP

Une personne a été tuée et une vingtaine d'autres blessées à La Oroya, au nord-est de Lima, dans des affrontements entre policiers et ouvriers de la mine de Doe Run Peru, qui ont entamé mardi une grève illimitée.

"Apparemment, la victime est décédée d'une blessure par balle à la poitrine", a indiqué à Canal N Martin Ordoñez, responsable de la Santé pour la région de Junin, où se trouve La Oroya.

La grève des mineurs a démarré mardi, des centaines d'employés bloquant les routes pour demander au gouvernement de réduire les exigences environnementales empêchant, selon eux, l'entreprise de fonctionner dans sa totalité et d'attirer de nouveaux investisseurs.

En raison de ce mouvement, plusieurs centaines de bus et de poids lourds étaient à l'arrêt sur l'autoroute "Central", qui relie la capitale péruvienne au centre du pays.

Doe Run Peru, propriété du groupe américain Renco, gère à La Oroya, dans les Andes centrales, un complexe métallurgique incluant une raffinerie de métaux, responsable de nombreux problèmes de pollution.

L'entreprise, qui produit notamment du cuivre, du plomb et du zinc, avait dû stopper son activité en juin 2009, car elle ne respectait pas les règles environnementales.

Egalement handicapée par des problèmes financiers, elle avait repris ses opérations, de manière partielle, en juillet 2012.

La ville de La Oroya, qui compte 30.000 habitants, vit de la mine depuis plus d'un siècle. Elle est considérée comme l'une des villes les plus polluées au monde par les gaz produits par le raffinement des métaux.

Le Pérou, qui possède un riche sous-sol, est le deuxième producteur de cuivre et le cinquième producteur d'or de la planète.

Son secteur minier est considéré comme l'un des plus dynamiques et constitue le pilier de son économie, mais il a été secoué par de nombreux conflits sociaux et environnementaux ces derniers mois. AFP 11.08

ECONOMIE

1- Italie

- Rome lance l'introduction en Bourse de la Poste italienne - Reuters

Le Trésor italien a annoncé mardi la privatisation de 40% du capital de la Poste italienne dans le cadre d'une introduction en Bourse dont la procédure débutera mi-octobre.

Cette IPO sera achevée dans les deux semaines suivant son lancement, précise le Trésor dans un communiqué.

L'Etat italien espère récupérer jusqu'à 4 milliards d'euros de cette privatisation partielle de Poste Italiane, destinée au redressement des comptes publics du pays. Reuters 11.08

2- Chine

- La Chine entre dans la guerre des monnaies - latribune.fr

Le cours pivot du yuan face au dollar a été abaissé de 2 %. Une dévaluation présentée comme technique par Pékin, mais qui traduit le manque d'alternative du pays pour relancer sa croissance.

La Chine a donc décidé de dévaluer le yuan ce 11 août de près de 2 % face au dollar des Etats-Unis. Le mouvement n'est pas anodin. C'est tout simplement la plus forte évolution quotidienne du renminbi (RMB, « monnaie du peuple », nom officiel de la monnaie chinoise) depuis 1994.

Le régime de change du yuan

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut comprendre le régime de change du yuan. Entre 1994 et 2005, la Chine a adopté un système de taux de change fixe face au dollar étasunien, un « ancrage » (« peg » en anglais). La Banque centrale chinoise, la Banque populaire de Chine (connu sous son acronyme anglais de PBoC), assurait le taux officiel via un strict contrôle des changes. Lorsque le développement chinois s'est accéléré, au début des années 2000, ce système s'est révélé inadapté. Il a fallu s'ouvrir davantage pour attirer les investisseurs étrangers. En 2005, la Chine a donc décidé d'adopter le « flottement contrôlé » de sa monnaie. Désormais, le yuan peut évoluer dans une fourchette par rapport à un « cours central » défini lui-même sur un « panier » de grandes devises. Ce système a été suspendu pendant la crise entre 2008 et 2010. Mais en 2014, la fourchette de variation a été élargie de 1 % à 2 % quotidiens.

Ajustement technique ?

L'ambition de Pékin est de faire du renminbi une devise internationale, de transaction, mais aussi de réserve. L'ambition est économique, mais aussi clairement géopolitique. Il s'agit de faire de l'ombre au maître dollar. Pour cela, la Chine a engagé une libéralisation progressive de l'accès au yuan. Et la dévaluation de ce 11 août est présentée comme un moyen de renforcer ce mouvement. En effet, cette nouvelle fixation du cours du yuan a pour but de permettre, à partir de ce jour, de favoriser un prix « dépendant de l'offre et de la demande et des mouvements des grandes monnaies. » Comme le cours central était de plus en plus éloigné du cours de marché, en raison de l'affaiblissement de l'économie chinoise et de la perspective d'une remontée des taux de la Fed, la PBoC ramène ce cours à sa valeur de marché pour permettre au nouveau système de bien fonctionner. C'est donc, officiellement, une mesure « exceptionnelle » visant à favoriser une nouvelle étape vers une évolution guidée par le marché du yuan.

Entrer dans le panier des DTS du FMI La Chine peut espérer que ce mouvement favorise une de ses obsessions : faire entrer le yuan dans le très restreint club des monnaies formant la « monnaie » du FMI, les droits de tirage spéciaux (DTS, en anglais SDR). Ce serait faire du « billet rouge » une monnaie de référence mondiale. Aujourd'hui, le cours du DTS est déterminé par quatre monnaies seulement : l'euro, le dollar des Etats-Unis, la livre sterling et le yen japonais. L'institution de Washington a promis de réviser le panier des DTS en septembre 2016. Pour entrer dans ce club fermé, il faut avoir une place importante dans les transactions internationales et être « librement utilisable. » La réforme pourrait donc aider, si cet ajustement est effectivement « unique. » Mais une autre réalité, bien moins réjouissante, pourrait se dissimuler derrière cet « ajustement » du renminbi.

Marasme économique

La réalité, c'est que l'économie chinoise est en plein marasme. Certes, les chiffres officiels font encore rêver la planète entière avec une croissance de 7 % visée, mais beaucoup ne prennent guère au sérieux le niveau de cette croissance et préfèrent s'en tenir à la tendance. Laquelle est clairement à la baisse. Et le front des exportations est particulièrement inquiétant. En juillet, les exportations ont reculé de 8,3 % sur un an contre une baisse de 1,5 % attendue par les analystes. Dans un pays encore largement dépendant des exports, ce chiffre est plus qu'inquiétant. D'autant que le pays subit encore une baisse notable du crédit, du moins en ce qui concerne les crédits aux entreprises non-financières et aux particuliers. A cela s'ajoute la tourmente boursière qui a fait perdre à la Bourse de Shanghai près d'un tiers de sa valeur en trois mois.

Où trouver de la croissance ?

La PBoC intervient activement depuis novembre pour relancer l'activité : elle a baissé son taux directeur de 5,6 % à 4,85 %, mais rien n'y fait. La Chine est en réalité prise en tenaille entre des injonctions contradictoires. Il lui faut de l'investissement et de la dette pour soutenir sa croissance, mais de nombreux secteurs comme la métallurgie, le secteur minier ou le secteur solaire sont déjà en surcapacité et, souvent, surendettés. Le même phénomène se produit avec les gouvernements locaux, avides consommateurs de grands projets sans réel intérêt économique et désormais croulant sous les dettes. Par ailleurs, pour favoriser le rééquilibrage de l'économie vers la consommation, l'inflation faible est une bonne nouvelle, mais elle pénalise l'activité industrielle et l'investissement, tout en rendant le poids de la dette plus lourd. Les prix à la production ont reculé en juillet de 5,4 %.

Bref, la solution la plus simple est de relancer l'économie par les exportations afin d'importer de la croissance qui permettra de créer un socle « sain » pour l'investissement tout en réduisant le poids de la dette par la reprise de l'inflation. Or, ceci était impossible avec un cours central du yuan particulièrement élevé par rapport aux grandes monnaies émergentes comme le

real brésilien, la roupie indienne ou le rand sud-africain, mais aussi par rapport aux monnaies asiatiques comme le won coréen et les dollars de Singapour et Taiwan.

Le risque pris par la PBoC

On comprend donc mieux le mouvement de ce 11 août qui, comme le notent les équipes de RBS, « illustre les défis croissants de la Chine. » Car l'argument de la libéralisation ne tient pas réellement. Si la Chine n'avait pas bougé pendant si longtemps sur le front de sa monnaie, alors que l'on savait déjà que la Chine ralentissait et que la Fed pensait relever ses taux, c'est précisément parce qu'il voulait instiller dans l'esprit des investisseurs l'idée que le yuan était une monnaie stable et fiable. Le mouvement de dépréciation autoritaire de la monnaie chinoise remet précisément en cause ces efforts, même si la rhétorique officielle peut se montrer rassurante.

La Chine se lance dans la guerre des monnaies

En réalité, la Chine se jette à son tour dans la guerre des monnaies et répond à la Banque du Japon, à la BCE et à la dépréciation rapide de plusieurs monnaies émergentes. Compte tenu de la place de la Chine dans l'économie mondiale, cette dévaluation accompagnée d'une évolution plus conforme à la situation du marché tend à favoriser une dépréciation continue de la monnaie. Les investisseurs sont, du reste, prévenus : si la situation ne s'améliore pas, la BPoC pourra toujours « ajuster » à nouveau le niveau du yuan. Car cette dévaluation de 2 % ne règle pas la question du fort taux de change réel du pays. Le marché va sans doute anticiper cette volonté chinoise d'avoir une monnaie faible, ce qui est précisément le but de la manœuvre.

Impact sur les matières premières

Les conséquences de cette offensive chinoise sur l'économie mondiale risquent d'être importantes. Et négatives, dans l'ensemble. Cette dévaluation du yuan va d'abord peser sur les cours des matières premières libellées en dollars, déjà déprimés par le ralentissement chinois et la surcapacité dans l'empire du milieu. Les économies qui dépendent de ces matières premières vont en subir le choc direct. Ce sera notamment le cas de l'Australie, du Canada, des pays du Moyen-Orient et du Brésil. Ce dernier cas est particulièrement préoccupant, car la récession brésilienne emporte l'ensemble des économies d'Amérique latine, même les plus solides comme l'Uruguay, par exemple.

Affaiblissement des marchés émergents

De plus, un peu plus compétitive, la Chine pourrait prendre des parts de marché à ses concurrents directs, émergents principalement. Bref, l'Asie émergente risque aussi de souffrir de cette décision qui, comme toute dévaluation, favorisera la production interne plutôt que la production extérieure. Il y a fort à parier que plusieurs pays réagissent en cherchant à déprécier à leur tour leur monnaie. Cette course risque, au final, d'affaiblir l'ensemble de la zone émergente, seule vraie ressource de croissance jusqu'en 2012 pour les économies avancées, particulièrement pour la zone euro dont la seule stratégie à long terme consiste dans l'amélioration de la compétitivité externe. Par ricochet, les croissance européennes et américaines risquent donc de pâtir de cette décision.

Défi pour la zone euro

Du reste, pour la zone euro, cette dévaluation est un défi. Elle va accentuer la pression déflationniste, ce qui devrait fortement déplaire à une BCE qui tente de redonner de l'air inflationniste à l'économie de la région. Il va donc falloir maintenir, voire intensifier la politique de rachats d'actif pour faire encore baisser l'euro. La zone euro est donc à son tour contrainte de s'engager plus avant dans la guerre des monnaies.

Le plus inquiétant est sans doute que ce mouvement ne règlera pas entièrement les maux structurels (endettement, inégalités, faiblesse de la consommation des ménages, surcapacités) dont souffre l'économie chinoise. En réalité, tant que la Chine dépendra de sa demande extérieure pour sa croissance, elle ne sera pas un élément de stabilité pour la croissance mondiale.

Il y a donc fort à parier qu'il n'y aura pas de relance chinoise venant compenser les effets de la dévaluation sur le commerce mondial. Une fois terminé le rattrapage actuel de la demande intérieure de la zone euro, compter sur un moteur chinois et émergent sera décidément bien délicat. latribune.fr 11.08

Haut de page

Le 13 août 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter de nouveaux articles.

Réquisitoire sans appel contre les ONG : la "Cinquième colonne" du capital contre le mouvement ouvrier.

- La Cinquième colonne de Washington en Russie et en Chine - Paul Craig Roberts - Arrêt sur Info 12.08

Il a fallu deux décennies à la Russie et à la Chine pour comprendre que les organisations pour la démocratie et les droits humains opérant au sein de leurs pays étaient des organisations subversives fondées par le Département d'État et une collection d'institutions américaines privées organisées par Washington. Le but véritable de ces organisations non gouvernementales (ONG) est de faire progresser l'hégémonie de Washington en déstabilisant les deux pays capables de résister à l'hégémonie US. Arrêt sur Info

Cette caractérisation des ONG peut nous convenir car elle s'étend au-delà de ces ONG spécifiques et s'applique à toutes les ONG financées par des Etats occidentaux ou des fondations, instituts, etc. liées à l'oligarchie financière anglo-saxonne et ses alliés internationaux.

A propos de la crise du POI et du trotskysme

- La Crise de l'Humanité...et La Crise du CCI-POI - demainlegrandsoir.org 06.08

Ce texte est le résultat d'une discussion collective. Les rédacteurs sont pour la plupart d'anciens militants de l'OCI. Naturellement, le club est prêt à publier d'autres contributions

Le CCI, héritier de l'OCI a explosé. Avec une minorité et une majorité. De nombreux camarades s'interrogent, au premier chef des anciens du mouvement lambertiste, quelles sont les divergences politiques ?

Un mot sur « l'état de l'union ».

Le CCI, sa projection le POI, est une organisation qui végète, la plupart des adhérents-militants sont des vieillards. Le CCI est devenu une maison de retraite. Il n'y a pas de jeunes, c'est d'ailleurs normal dans une organisation qui n'a plus d'orientation politique dans la jeunesse.

Voilà des années que le CCI n'a plus d'existence à l'université, dans les lycées, bref le CCI est une organisation fatiguée, qui ne recrute plus dont la plupart des militants actifs sont des cadres syndicaux. Essentiellement dans Force Ouvrière.

Et la plupart de ces cadres syndicaux s'alignent, grosso modo sur le bureau confédéral. Les rapports d'activités sont votés, sans état d'âmes…Récemment, IO a organisé une réunion nationale de syndicalistes essentiellement des militants du CCI plus quelques élus…900 militants réunis, pas de quoi crier victoire.

L'OCI n'a jamais atteint l'objectif des 10.000, à partir d'une base de 4 à 5000 militants dans les années 80.

Le CCI a officiellement 2000 militants. Lorsque la scission sera effective, définitive, dans chaque camp des dizaines de militants voteront avec leur pied en abandonnant la politique.

Des camarades étudient les textes produits par les uns et les autres, tentent de discerner les bases politiques de cette explosion.

En fait, l'origine de cette scission n'est pas dans les textes, mais dans les actes : un affrontement brutal, violent entre deux groupes de permanents. La bagarre est menée par les responsables de chaque côté de l'appareil.

Les arguments ?

Ils nous interdisent de créer une tendance clame les minoritaires, les « suspendus ». C'est vrai. La majorité applique à Sedjouk et ses camarades le traitement qu'en commun ils ont infligé à ceux qui voulaient créer une tendance : Stéphane Just, Broué, Langevin. Panthou, Pedro Carrasquedo, les militants du CRI, et tout ceux exclus qui n'ont pas eu le temps de s'exprimer. À partir de l'exclusion de Balazs Nagy, l'OCI est devenu progressivement mais irréversiblement une machine à exclure par les moyens de violences verbales et physiques. Comme les staliniens. Stéphane Just après son exclusion expliquait à qui voulait l'entendre, en se passant la main sur la nuque.

Heureusement que nous n'avons pas exercé le pouvoir…

Donc la minorité est dans la posture de la « victime ». Les « majoritaires » autour de Lacaze, Schapira, Dan etc sont les « méchants ». Ils refusent la démocratie ouvrière. Évidemment. Ils font circuler un texte d'attaques abominables contre Sedjouk (Gluckstein - LVOG), ce qui n'est pas très fraternel. Les haines de ceux qui ont « travaillé » dans les mêmes bureaux pendant 35, 40 ans sont terribles. Jusqu'alors, rien que de très banal. Un acte politique majeur mérite d'être souligné dans cette tragi-comédie. À peine la minorité était-elle « suspendue » que les dirigeants du CCI ont changés les serrures des locaux ! La « crise de l'humanité » et la …serrurerie.

L'appareil contre l'appareil avec des méthodes d'appareil !

Brutalité, violence, calomnie…et protection du « capital » puisque les immeubles payés par les militants de l'AJS et de l'OCI valent un sacré magot ! Cet acte représente le véritable texte politique illustrant cette scission : la caisse, les locaux, les titres de journaux… Le débat n'aura pas lieu. D'aucune partie. Car le terreau de cette scission, c'est l'échec. L'échec du parti des 10.000. L'échec de l'appréciation des Fronts Populaires dernières ressources avec le fascisme.

L'échec de l'entrée massive des militants trotskystes dans FO puisque le mouvement ouvrier allait s'organiser sur un « nouvel axe » avec la crise fatale du stalinisme.

L'échec de la politique dans l'UNEF aboutissant au départ de tous les étudiants trotskystes offrant le syndicat étudiant sur un plateau à …François Mitterrand.

Échec dans la lutte pour la reconstruction de la IVème Internationale. Par exemple le PT algérien lié au gouvernement négociant avec son ministre de l'intérieur les….résultats aux élections.

Échec de l'appréciation politique internationale des années 80, 90 selon laquelle nous étions entrés dans l'époque de l'imminence de la révolution alors que la mondialisation organisait l'une des plus importantes agressions historique contre la classe ouvrière en Europe et aux Etats-Unis. La mondialisation c'est la contre-révolution.

Échec de l'appréciation politique française depuis les années 70. « L'agonie de la Vème République s'approche du spasme mortel (…). Oui vraiment il faut être aveugle, ou ne pas vouloir voir, pour ne pas se rendre compte que l'agonie de la Vème république s'approche de son stade fatal et que s'avance la crise révolutionnaire etc etc » [La Vérité - Juin 1979 - Stéphane Just - Congrès de l'OCI]

C'est évidemment l'accumulation de ces échecs jamais discutés qui est à l'origine de cette scission. Au bout du bout, c'est l'absence de démocratie à l'intérieur de l'organisation qui explique l'actuelle scission. On discute de comment appliquer la ligne, jamais de la ligne elle-même. C'est le célèbre objectif – résultat. Et partout à l'étranger, la même structuration disciplinaire accordant les pleins pouvoirs à la direction au nom du centralisme démocratique aboutit au même résultat ! Scission, explosion...

Paranoïa et secret. Ces caractéristiques ne sont pas exagérées. La divergence lorsqu'elle s'affirme, lorsque les militants qui l'expriment ne veulent pas céder à la direction est immédiatement caractérisée, de la pire des manières : pression de la bourgeoisie, clique sans bases politiques, voire militants manipulés par l'Élysée quand ce n'est pas pire…

Secret. Quid par exemple de l'affaire Jospin ? Dans les années 70, un travail de fraction dans le PS avait été décidé. L'OCI pensant être en mesure de jeter les bases du PR directement. Inutile comme dans les années trente, préconisé par Trotsky, d'entrer drapeau déployé, dans la SFIO pour se lier aux meilleurs éléments prolétariens...

Non. Le nouveau PS ne valait pas cette politique. La direction décida, mis en œuvre un travail de fraction. Les militants qui ne pouvaient pas avoir d'activité publique et qui l'acceptaient entraient dans le PS pour s'y implanter. L'objectif était clair : au moment ou les masses s'affronteraient au gouvernement du Front Populaire, les militants trotskystes formeraient un courant avec les socialistes qui résisteraient à cette politique et convergerait vers le PR en construction… C'est ainsi que Lionel Jospin comme plusieurs dizaines d'autres rejoignit le PS.

Les camarades pouvaient accepter des responsabilités, sauf bien sûr, celles qui pouvaient les amener à mettre en œuvre la politique d'un gouvernement bourgeois d'union de la gauche. Cette politique valait pour tous les militants en fraction au PS.

En 1981, coup de théâtre !

Le Bureau politique décide que Lionel Jospin acceptera la proposition de François Mitterrand, de devenir 1er secrétaire du Parti Socialiste. Concrètement, cela signifie que L. Jospin a mis en œuvre la politique de François Mitterrand contre les salariés !

Ainsi, l'orientation est battue en brèche. Le travail dans le PS se transforme en espionnage politique. Les militants en fraction sont désemparés.

Les militants de l'OCI n'en savent rien. Lorsqu'après une tribune libre de Jacques Kirsner et François Chesnais cet épisode sera rendu publique, l'OCI n'en dira mot. Jospin s'expliquera publiquement. A minima. Pas un mot de l'OCI pour les militants…

La politique du secret transforme les militants en soldats sourds, muets, aveugles chargés de tenir les objectifs sans disposer des informations, des explications possible. Le secret, c'est la négation de la démocratie ouvrière. Le CCI-POI est en crise. La presse publie des informations…Sauf IO ! Circulez il n'y a rien à voir !

La IVème Internationale fondée par Trotsky se fixait pour objectif de bâtir le parti mondial de la révolution ses sections. La lutte contre la bourgeoisie et le stalinisme fondait sa stratégie.

La révolution n'a jamais été à l'ordre du jour dans les pays industrialisés. À la libération pendant un bref moment on a put penser que la question du pouvoir serait posé (Italie). L'appareil stalinien est parvenu à maintenir l'ordre, rôle déterminant dans la reconstruction des états. La IVème Internationale n'a joué qu'un rôle mineur dans toute cette période. C'est sur le terrain de la lutte contre le stalinisme que le mouvement trotskyste a joué un rôle significatif. Le meilleur de l'action de l'OCI.

Mais nul part, malgré la mobilisation révolutionnaire des masses en Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, la révolution politique ne l'a emporté. Pire, en URSS le prolétariat atomisé par les pertes colossales de la seconde guerre, la surexploitation et la terreur policière n'a joué aucun rôle dans la lutte contre l'appareil, accompagnant même la bureaucratie qui à la chute du mur s'unissait au capital étranger, expropriait les conquêtes d'octobre 17, privatisant à tout crin créant une nouvelle bourgeoisie de parvenus.

Une nouvelle période historique s'ouvrait. Le programme de la IVème rédigé par Trotsky n'était plus efficient. Pour reprendre une de ses formules - lorsqu'il envisageait un échec de la révolution mondiale – il faudra, disait-il, tout « recommencer ».

Repenser l'état du monde.

Il fallait engager un débat pour préciser la signification actuelle du socialisme après les terribles échecs historiques. En fait, la défaite de la révolution d'octobre pèse sur la conscience des masses : à l'échelle mondiale : quelle alternative opposer à la mondialisation ?

Sur ces questions, la plupart des organisations de la IVème Internationale sont restées muettes. L'OCI a refusé d'admettre les nouvelles conditions historiques à l'échelle internationale. Répétant les mêmes analyses.

Elle a, comme un disque usé, repassé en boucle le programme de Transition tout en menant une politique ultra opportuniste, sur les plans politiques et syndicaux.

Le lambertisme s'affirmera comme le molletisme du mouvement trotskyste.

Ce sont quelques uns de ces problèmes qu'il faut exposer, débattre. Le CCI a refusé de faire face à cette réalité se réduisant progressivement à un appareil occupé – comme tous les appareils – à défendre ses – petits – privilèges.

Le numérique va bouleverser les conditions de l'exploitation capitaliste… Le numérique et les nouvelles générations d'automates, va modifier les conditions de la production capitaliste provoquant de véritables saignées parmi les salariés. C'est l'huber-économie. Mais le numérique va également modifier les conditions de l'exercice du pouvoir politique. La révolution industrielle du 19ème et du 20ème siècle avait forgé le pouvoir centralisé du capital et du mouvement ouvrier. Les socialistes, les communistes s'étaient organisés dans cette verticalité (centralisme démocratique). Le numérique met à l'ordre du jour l'horizontalisme. La forme des regroupements politiques, des nouvelles formations révolutionnaires s'en trouvera radicalement métamorphosée.

Ni la minorité ni la majorité ne veulent de bilan politique, de véritable débat. Le plus probable c'est qu'il ne sortira rien de positif de cette crise peut-être fatale. Espérons que quelques militants chercheront à établir les véritables racines de cette situation.

Le CCI après l'OCI a vécu avec un corps de permanents énorme par rapport à sa puissance militante. Actuellement pour 2000 militants 20 à 30 permanents ! Ils sont en première ligne dans les affrontements actuels. Et cependant ils sont également d'une certaine manière des victimes de ce système. Qu'on imagine : la plupart d'entre eux ont 35 ans, 40 ans de « métier »…

Terrible. Totalement coupés de la réalité sociale ces ratés sont les dirigeants du mouvement. Ils vivent sur une autre planète que les salariés, les militants :

Papa, c'est quoi ton métier ?

Révolutionnaire professionnel…

La crise du CCI est l'une des manifestations de la décomposition des organisations léguées par l'histoire du mouvement ouvrier. Pour toutes ces raisons plus quelques autres, sa crise s'inscrit dans une fin de partie. « Les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils bureaucratiques ». En effet. demainlegrandsoir.org

Voilà qui confirme en grande partie l'appréciation politique que nous portions sur ce courant politique et son parti. Il manque toutefois la caractérisation du PS qui est déterminante. A suivre.

Dans la poubelle d'un média dit indépendant ou alternatif privé .

- Crise finale au POI, ou le lambertisme en voie d'extinction - Stéphane Alliès - mediapart.fr 18.07

Stéphane Alliès. Fan de sport (allez Montpellier!), admirateur du Tour de France et adorateur de ris de veau, je couvre l'actualité des partis de gauche pour Mediapart, après des passages à Libération, lefigaro.fr et 20minutes.fr… J'ai aussi co-écrit une biographie de Jean-Luc Mélenchon, parue en janvier 2012 (Le Plébéien, Robert Laffont)

En voilà un qui est bien placé pour parler de ce qu'il ne connaît pas.

Sa biograhie sommaire est révélatrice d'un esprit assurément développé et tout à fait approprié pour traiter ce genre de sujet. Qu'il ait atterri chez Mediapart, qui lui accorde une rubrique où les ignares peuvent débiter à loisirs leurs niaiseries ou étaler leur talent de démagogue n'a rien d'étonnant, car on ne peut pas dire que cela corresponde à une promotion mais plutôt une tentative désespéré d'illustrer sa médiocrité dans un exercice où tous les coups sont permis d'autant plus qu'il ne risque pas d'être contredit par ceux qu'il mettra en cause.

Réflexion d'un ex-militant et cadre de l'OCI

Je suis retourné sur Mediapart pour lire les nouveaux commentaires qu'avaient ajoutés des militants à la suite de l'article de Vincent Présumey sur la crise du POI, et cela m'a rappelé de mauvais souvenirs.

Chaque fois que nous étions amenés à nous prononcer sur une question, on avait le choix entre adopter le point de vue de la direction ou le rejeter, mais en aucun cas de s'abstenir. Il était fortement recommander de ne pas le rejeter sous peine d'être par la suite harcelé jusqu'à temps qu'on adopte la position de la direction ou qu'on soit conduit à démissionner dans une ambiance devenue exécrable. Donc en réalité, un seul point de vue ne pouvait s'exprimer réellement à l'OCI, celui de ses dirigeants.

Le problème, c'est que les militants ne disposaient pas de tous les éléments pour prendre position. Par exemple, on se prononça sur l'affaire Berg à partir du seul chef d'accusation de la direction de l'OCI, tandis qu'on n'aura pas la version de Berg qu'aucun militant ne connaissaît, du coup en cellule plusieurs militants étaient gênés et ne sachant pas quoi en penser voulaient s'abstenir. Le responsable de secteur qui y participait leur répondit que c'était impossible, qu'ils devaient voter pour ou contre l'exclusion de Berg, leur faisant comprendre que s'ils votaient contre ils se retrouveraient pour ainsi dire les complices de Berg ou qu'ils mériteraient le même traitement, à l'arrivée tous les militants de ma cellule votèrent l'exclusion de Berg, disons sur parole.

J'ai déjà évoqué cet épisode dans une précédente causerie il y a déjà quelque temps, si je le cite à nouveau ce n'est pour y revenir, c'est parce qu'on retrouve cette méthode qui relève du diktat ou du centralisme bureaucratique dans la totalité du fonctionnement de ce parti, dans les rapports qui existent entre ses dirigeants et ses cadres ou militants de base, et qui transparaît jusque dans la manière dont ils présentent sa politique, il suffit de lire Informations ouvrières pour en être convaincu.

Si vous lisez attentivement ce journal, vous vous apercevrez que lorsque les dirigeants du POI rendent compte de la position qu'ils ont adoptée, leurs analyses relèvent en fait de la propagande pure et ne permettent pas de comprendre la situation, encore moins comment ils en sont arrivés à adopter de telles positions, qui ne sont étayées que par des arguments qu'ils ont soigneusement sélectionnés après avoir écarté un certain nombre de faits qui ne seront donc pas portés à la connaissance de leurs lecteurs ou qui pourraient contredire leurs analyses, de telle sorte que ces lecteurs ou militants seront amenés, soit à partager le point de vue qui était exprimé dans Informations ouvrières sans qu'ils sachent réellement pourquoi ou aveuglément, puisqu'il leur manquait un certain nombre d'éléments qui composaient la situation pour se faire librement leur propre idée ou satisfaire leur esprit critique, soit à le rejeter sans savoir davantage pourquoi hormis la fâcheuse impression qu'on cherchait peut-être à les manipuler ou qu'on ne leur avait pas réellement tout dit, un peu comme on reste sur sa faim sans pouvoir se prononcer ou préférant s'abstenir par crainte de se tromper, ce qui revient au même ou à perdre son temps.

Dit autrement, à partir d'une poignée de facteurs qu'ils retiennent, tous les autres sont systématiquement occultés, et comme la

plupart des lecteurs n'ont pas forcément ces facteurs en tête ou ne leur accordent pas la même importance, l'incompréhension entre les deux sera totale. Ce sont de piètres pédagogues, ce qui n'a rien d'étonnant puisque leur objectif n'est pas d'élever le niveau de conscience des travailleurs et des militants, ils le disent eux-mêmes, ils considèrent que c'est accessoire. En somme cela revient à dire : qui m'aime me suivre et merde à tous les autres !

A l'opposé, nous estimons qu'il est indispensable de développer devant les lecteurs le processus intellectuel ou dialectique qui nous a conduit à rejeter certaines positions et à en adopter certaines, de manière à ce qu'ils parviennent à adopter la méthode qui nous sert à interpréter la société ou le monde pour pouvoir s'en servir par la suite au cours de leur combat politique ou de leur existence tout simplement. Cela implique de partir des faits sans en retrancher qui auraient une certaine importance pour comprendre les rapports qu'ils entretiennent et leur évolution, ensuite d'évaluer les différentes hypothèses qui dès lors en découlent ou qui permettent de les expliquer, sachant qu'une seule sera retenue et les autres rejetées une fois qu'on aura pris la peine de les étudier sérieusement.

Ils interprètent la situation à partir de principes qu'ils ont gravé dans le marbre ce qui les amènent à répéter sans cesse les mêmes refrains de manière obsessionnelle sans même s'en apercevoir, par exemple à les entrendre la Ve République serait à l'agonie depuis plus d'un demi-siècle en nous annonçant sa mort tous les quatre matins, exactement comme les charlatans qui prévoient la chute du dollar ou la Troisième Guerre mondiale. Ils ne prennent pas la peine d'expliquer la situation, cela non plus ne doit pas intéresser les travailleurs et les militants. On pourrait prendre l'exemple de l'intervention contre la Libye pour l'illustrer.

C'est par principe qu'ils avaient condamné le bombardement de la Libye de Khadafi sans jamais expliquer quelle était la situation réelle en Libye ni par quel subterfuge Sarkozy allait le justifier, de sorte que ceux qui ne connaissaient pas ce principe, ne le comprenait pas, ne le partageait pas ou ne l'adoptait pas étaient plutôt portés à soutenir le gouvernement français, c'est extrêmement grave, cela pour montrer à quoi peut mener des esprits aussi sclérosés ou l'opportunisme. Personnellement, ignorant ce qui se passait réellement en Libye, je m'étais dit au départ que ces bombardements permettraient peut-être aux Libyens de se débarrasser de Kadhafi ou à la lutte des classes de se développer en Libye, et lorsque j'eus pris connaissance de ce qui se tramait réellement en lisant des articles publiés par des médias dits alternatifs, je m'empressais de corriger mon erreur sur la base des faits, leurs tenants et leurs aboutissants qui ensuite me permettaient de faire le lien avec ces principes que je partage étant internationaliste.

En lisant Marx et Engels attentivement et en étudiant sérieusement leurs oeuvres, si les conditions sont favorables vous aurez toutes les chances de devenir marxiste ou socialiste, d'assimiler la méthode qui vous permettra d'interpréter le monde dans lequel nous vivons ou d'en comprendre le fonctionnement, ce qui ne sera pas le cas en lisant la littérature du POI (du NPA ou LO), encore moins de transmettre ou partager ces connaissances.

Quand la propagande, des slogans, des arguments à l'emporte-pièce ou des principes, un dogme (qui peut changer en fonction des besoins de leur appareil) tient lieu de méthode pour analyser la situation (et diriger un parti), non seulement vous serez incapable de la comprendre, mais vous ne progresserez jamais, vous vous leurrerez vous-même comme j'ai pu le faire autrefois.

J'ai l'avantage d'être passé par tous les stades pour en parler à mon aise, du jeune militant qui se leurrait sur son niveau de conscience politique, au petit cadre qui en imposait en répétant ce qu'il avait appris par coeur en demeurant incapable de réfléchir par lui-même, au militant parvenu à un âge avancé, qui après avoir cessé de militer pendant deux décennies est parvenu à renouer avec le marxisme et du même coup à acquérir un esprit critique qu'il s'emploie à cultiver ou améliorer, je dois avouer que ma situation actuelle est plus confortable et que pour rien au monde je ne retournerais en arrière car ce serait régresser au lieu de progresser toujours et encore, c'est une obsession.

L'article que nous avons reproduit plus haut résume assez bien ce qu'était ce courant trotskyste et rejoint en grande partie nos conclusions, à ceci près que je ne suis pas du tout convaincu que "le numérique met à l'ordre du jour l'horizontalisme" au détriment du type de parti qui avait permis la victoire de la révolution russe de 1917, j'y vois là une concession à la mode des réseaux sociaux qui passera aussi vite que le Front de gauche voué à végéter ou disparaître également. Qu'il faille adapter à notre époque les enseignements de la lutte des classes du passé, c'est évident et nous n'avons cessé de le répéter, à partir d'une analyse minutieuse de la composition de chaque classe et leurs rapports en fonction de notre objectif qui demeure inchangé : la prise du pouvoir politique par les masses exploitées. Cette analyse non plus vous ne l'aurez jamais trouvée dans Informations ouvrières, c'est pourquoi il était permis de se demander d'où ils sortaient leur politique, et je rejoins les auteurs de cet article quand ils affirment que le principe qui prévalait au CCI (à l'OCI-PCI) était : "On discute de comment appliquer la ligne, jamais de la ligne elle-même".

Leur réquisitoire accablant est malheureusement juste, pointant l'absence de discussions et de démocratie dans ce parti, l'inverse de ce que je prône, en vain, ne nous laissant pas le choix entre un suicide individuel ou collectif en présence d'intellectuels hautains ou imbus de leur petite personne pour ne pas dire pire encore.

Ce qui m'étonne toutefois, c'est que que jusqu'à présent je n'avais jamais lu de telles analyses. Il semblerait que ces militants aient réalisé en grande partie l'inventaire de la lutte de classe des trotskystes du passé, ce qui est encourageant pour la suite.

C'est sur cette base politique que doit s'ouvrir la discussion entre nous, que l'on partage ou non la totalité de leurs analyses important peu à ce stade puisque nous en sommes réduit à tout recommencer de zéro ou presque.

Les fossoyeurs du trotskysme et leur fond de commerce cynique ou le WSWS en sauveur suprême des peuples... ou plutôt du capitalisme.

- Le discours d'Obama sur l'Iran et le spectre d'une troisième guerre mondiale - Par Bill Van Auken

Les dirigeants du WSWS utilisent la méthode qui relève de la manipulation psychologique des masses employée par les représentants du capital, qui consiste à jouer sur l'effet de psychose créé par la menace d'un danger imminent ou d'une guerre mondiale, pour que les masses ignorantes se rassemblent autour de leurs chefs qui trônent à la tête de l'Etat afin qu'ils les protègent, pendant qu'ils appliquent leur programme antisocial ou impérialiste et les capitalistes vaquent tranquillement à leurs affaires.

Dans le cas du WSWS, étant donné qu'il leur est impossible d'attirer vers eux les trotskystes auxquels cet article ne s'adressait pas particulèrement ou qui ne le liront pas, je parle des trotskystes ou des militants ouvriers qui n'appartiennent pas à leur mouvance, il faut donc en déduire qu'il s'adressait à leurs propres adhérents s'il en existe, aux intellectuels qui lisent leur prose ou encore aux travailleurs lambdas qui par hasard se connecteraient sur leur portail, et qu'il roule pour le compte de l'impérialisme américain dont la propagande de guerre (idéologique et psychologique) hystérique est devenue permanente.

ACTUALITE EN TITRES

Des prostitués juges et parties.

- Amnesty International propose de décriminaliser la prostitution, y compris les proxénètes - Francetv info

Ces "proxénètes" sont les véritables patrons d'Amnesty International, les oligarques.

Quand le "socialisme du XXIe siècle devient compatible avec l'Empire du chaos et de la guerre.

- La Bolivie tend la mains aux États-Unis - euronews.com

Après Cuba, la Bolivie souhaite rétablir des relations diplomatiques à haut niveau avec les États-Unis. Le président bolivien, Evo Morales, a reçu hier le chargé d'affaires américain à La Paz, Peter Brenann. En 2008, la Bolivie avait expulsé l'ambassadeur des États-Unis qu'elle accusait de complot. euronews.com 12.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand un Etat policier fait dans la provocation antisémite pour satisfaire son sionisme fanatique.

- Valls apporte son "soutien total" à "Tel Aviv sur Seine" - AFP

- «Tel Aviv sur Seine» : 500 policiers mobilisés, la polémique continue - Liberation.fr

Le maire de Tel Aviv, Ron Huldai, a déclaré mercredi qu'il comptait sur la "sagesse" de son homologue parisienne, Anne Hidalgo, pour assurer le bon déroulement des festivités "Tel Aviv sur Seine", sources de polémique en France.

Bruno Julliard, adjoint chargé de la Culture, a souligné l'importance de donner la parole à une ville comme Tel Aviv.

"Il faut mettre en avant ceux qui défendent des valeurs qui sont proches des nôtres", a-t-il déclaré à Reuters TV.

Eytan Schwartz, conseiller pour les Affaires étrangères à la mairie de Tel Aviv, s'est déclaré pour sa part "touché" par la décision des autorités françaises de maintenir l'événement. "Nous avons des amis en France et il est inspirant de voir qu'ils sont à nos côtés", écrit-il sur son compte Facebook. Reuters 12.08

En complément

- Paris : Paris: Les drones policiers serviraient pour de réelles interventions - 20minutes.fr

- La Garde Républicaine patrouille sur les plages de la Somme - Francetv info

Ils se croyaient tout simplement chez eux aux Etats-Unis comme d'autres en Israël.

- McDonald's s'excuse d'une note interdisant à des salariés de nourrir des sans-abri - AFP

"Signée de "la direction", elle indique qu'il est "formellement interdit de procurer de la nourriture aux clochards", notamment les repas dont bénéficient gracieusement les salariés", poursuit 60 millions de consommateurs.

"Il s'agit d'un +avantage en nature personnel [qui] ne doit profiter qu'au salarié en question. McDonald's n'a pas vocation de nourrir tout (sic) les affamés du territoire", ajoute-t-elle, précisant que "le document se termine par une menace explicite de licenciement pour les salariés qui enfreindraient la consigne".

Selon la chaîne de restauration rapide, "suite à un incident grave avec deux sans-abri le soir du 25 juillet devant le McDonald's d'Hyères, le restaurant a affiché des consignes pour prévenir ces incidents et préserver la sécurité de ses clients". AFP 12.08

Chez eux, la haine des pauvres est idéologique.

Plusieurs municipalités aux Etats-Unis ont pris des arrêtés agrémentés de lourdes sanctions envers ceux qui ne les respecteraient pas interdisant de faire l'aumône aux clochards. Le gérant de ce McDonald's a dû se croire permis de les imiter.

Quand je travaillais comme magasinier chez Flow Laboratories S.A dans les années 70, une prtite entreprise (ou une agence) qui tournait avec 5 ou 6 personnes seulement, j'avais des patrons américains. J'avais posé depuis longtemps mes vacances d'été au début du mois de juillet si je me souviens bien, mon épouse également où elle travaillait. La veille de partir en congés ils m'ont signifé que je devais reporter mes congés, j'ai refusé et j'ai été viré sur le champ !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Grèce : la difficile équation politique d'Alexis Tsipras - latribune.fr

Alors que la Vouli votera vendredi 14 août sur l'accord technique trouvé concernant le 3e mémorandum, les questions de la dissolution et la rupture au sein de Syriza se posent ouvertement. Un casse-tête pour Alexis Tsipras.

L'accord « technique » trouvé mardi 11 août sur le troisième mémorandum grec ne résout pas l'impossible équation politique à laquelle est confronté le Premier ministre grec Alexis Tsipras. Non que le texte, soumis sans doute vendredi matin à la Vouli, la chambre unicamérale du parlement grec, soit menacé d'être repoussé. Bien au contraire, l'appui acquis d'avance des trois partis du centre et de droite (Potami, Pasok et Nouvelle Démocratie), toujours prompts à accepter les conditions des créanciers, lui assure une majorité. Mais précisément parce que ce texte, comme les mesures d'austérité adoptées en juillet, devront en passer par une alliance de fait avec ses partis.

La majorité d'Alexis Tsipras sur ces textes n'est pas sans rappeler celle des gouvernements précédents qu'il a tant dénoncés : c'est une majorité « d'union nationale » que les créanciers utilisent pour s'assurer un parlement docile.

Situation politique paradoxale

Depuis le 13 juillet et l'acceptation de la logique de la troïka, le Premier ministre hellénique est dans une situation politique paradoxale et inconfortable. Officiellement, le gouvernement est toujours soutenu par Syriza qui reste un parti uni disposant -avec ses alliés souverainistes de droite, les Grecs Indépendants (ANEL)- d'une majorité absolue au parlement. Mais cette situation

est désormais largement fictive. En effet, sur les questions relevant du mémorandum, le gouvernement dépend désormais du vote - acquis par principe - de l'opposition de centre et de droite.

Opposition de la plateforme de gauche

Une partie des élus de Syriza, proche ou membre de la plateforme de gauche, qui regroupe l'opposition interne à la ligne définie par le Premier ministre ne soutient plus, sur ces questions, le gouvernement par son vote.

Le 15 juillet, 39 des 146 députés Syriza n'avaient pas voté en faveur des mesures d'austérité, dont 32 explicitement contre. Le 23 juillet, ce chiffre était de 36, lors d'un second vote sur de nouvelles mesures.

Néanmoins, la plateforme de gauche refuse de participer au renversement de ce gouvernement dont ses membres ont été écartés et dont elle rejette désormais l'essentiel du programme d'action. Quant à Alexis Tsipras, il ne cesse de critiquer cette opposition interne. Ce numéro d'équilibriste des deux parties ne saurait durer. Le troisième mémorandum peut-il réunifier Syriza ?

Les conditions du mémorandum, plus modérées que prévu, seront-ils en mesure de ramener une partie des élus de la plateforme de gauche dans le giron gouvernemental ou, du moins, dans une position plus « neutre », notamment par l'abstention ? C'est peu probable. Certes, Alexis Tsipras peut prétendre avoir arraché quelques concessions, comme l'adaptation des objectifs budgétaires pour 2015 et 2016, mais on voit mal les députés de la plateforme de gauche applaudir à ce résultat. Car ce mémorandum contraint le pays à s'engager dans des réformes de libéralisation et dans des privatisations et a été obtenu au prix de nouvelles mesures d'austérité.

Du reste, le mémorandum maintient le pays dans une logique récessive et dans ce « péonage » de la dette (autrement dit, la récolte des richesses du pays au bénéfice des créanciers) qui a été dénoncé par l'économiste et député de la plateforme de gauche Costas Lapavitsas. Bref, la logique des « gains marginaux », désormais adoptés par le gouvernement, a peu de chance de séduire sur sa gauche.

Le maintien de l'ambiguïté ?

En théorie, le gouvernement pourrait maintenir longtemps cette ambiguïté. D'une certaine façon, le maintien d'une opposition de gauche au sein de Syriza permet de maintenir une alternative au sein du parti. Pour Alexis Tsipras, l'avantage est double. Sans remettre en cause sa position à Maximou, le Matignon grec, cette opposition permet de continuer à conserver au sein du parti les mécontents. Elle permet aussi de disposer d'un moyen de pression pour Alexis Tsipras face aux créanciers. Si ces derniers demandent trop de concessions, le Premier ministre hellénique dispose toujours de la possibilité de revenir à la confrontation en s'appuyant sur l'existence d'une ligne pro-Grexit et anti-austérité au sein de Syriza.

Utiliser la fenêtre de tir actuelle

En réalité, cette situation n'est pas tenable. Pour le moment, le gouvernement bénéficie d'un soutien encore important dans l'opinion qui est surtout soulagée de voir la perspective d'une accalmie à la crise bancaire et d'un coup d'arrêt à la dégradation de la conjoncture. Le gouvernement peut jouer sur ses acquis du mémorandum du 11 août pour convaincre de son utilité et de la pertinence de sa stratégie du « moindre mal. » Mais cette lune de miel, qui n'est pas sans rappeler celle du Pasok de 2010, ne saurait durer. Les effets des mesures d'austérité et de la reprise de la récession, qui devrait durer au moins pendant un an, vont rapidement se faire sentir. Dans l'état de légitime exaspération du peuple grec, il n'est pas certain que le discours d'un gouvernement Syriza « rempart contre les créanciers » tienne longtemps.

Le gouvernement devenu impopulaire prendra alors le risque de voir le parti lui échapper et la plateforme de gauche prendra de plus en plus d'importance au sein de Syriza et du groupe parlementaire. Le gouvernement a adopté la logique des créanciers : la reprise aura donc lieu « plus tard », à « moyen terme », après les « réformes. » Il lui faut donc du temps et de la stabilité pour tirer profit de sa politique et tenir durant les années difficiles. Dès lors, il convient d'utiliser rapidement la fenêtre de tir actuelle pour mettre au pas Syriza et acquérir une majorité parlementaire stable pour les cinq prochaines années.

Les deux options d'Alexis Tsipras

Dans ce cas, Alexis Tsipras dispose de deux options. Soit il agit vite pour jouer sur le soulagement populaire, soit il attend novembre et les négociations sur la dette pour tenter de rallier une partie de la minorité de gauche en jouant sur un éventuel succès sur ce terrain. La première option est sans doute la plus probable, dans la mesure où Syriza tient un congrès début septembre et où, le 1er octobre, les retraités vont voir leurs retraites grevées de la hausse rétroactive sur trois mois des cotisations santé de deux points. En réalité, plus il attend, plus le gouvernement s'expose à la colère d'un peuple replongé dans la récession et l'austérité. Et il le sait. Les élections ont donc toutes les chances d'avoir lieu en septembre, sachant que la procédure légale pour les déclencher est complexe.

La chambre actuelle est en effet issue d'une chambre dissoute et ne peut être dissoute avant un an dans les conditions normales (article 41-4 de la constitution). Le seul moyen est que deux gouvernements aient démissionné (article 41-1). Alexis Tsipras devra alors démissionner et demander au président de la république la nomination d'un gouvernement de transition qui sera renversé ou qui démissionnera rapidement. Dans ce cas, l'élection devra se faire dans les 30 jours. Autrement dit, dans l'option rapide, les nouvelles élections auront lieu les 20 ou 27 septembre, au mieux.

Le scénario visée par le Premier ministre

Le scénario pourrait alors être le suivant : Alexis Tsipras provoque la dissolution de la Vouli, renforce son pouvoir au sein de Syriza lors du Congrès qui valide sa ligne et constitue des listes électorales composées de « fidèles. » Il mène sa campagne sur une thématique du « moindre mal » : un gouvernement Syriza permet de réformer le pays, de combattre le clientélisme et la corruption et de maintenir les exigences des créanciers. Il en apportera pour preuve l'accord du 11 août. Avec cette ligne, il espère pouvoir écarter et la gauche, qui pourrait rejeter le pays dans la crise bancaire, et la droite, qui est incapable de résister aux créanciers, et finalement obtenir la majorité absolue.

Le dilemme de la plateforme de gauche

Face à un tel scénario, que fera la plateforme de gauche ? Rester dans Syriza serait accepter sa marginalisation. Il faudra donc songer à rompre et créer un nouveau parti. Une perspective qui ne semble guère les attirer pour le moment, malgré plusieurs démonstrations de force. Quitter le premier parti du pays n'est sans doute pas chose aisée. D'autant que, selon un sondage récent, 79 % des électeurs de Syriza jugent que la division au sein du parti est une mauvaise chose. Rassembler les opposants au gouvernement dans une démarche de rupture ne sera donc pas évident et beaucoup pourront choisir la marginalisation au sein de Syriza. Trouver un leader

Certes, la plateforme de gauche peut s'appuyer sur une organisation politique existante : Syriza est une coalition électorale à l'origine et les partis de gauche qui la forme existent encore, notamment le KOE (Organisation communiste grec) et le DEA (Gauche ouvrière internationaliste). Mais ces partis ne disposent pas de leaders populaires pour porter un nouveau parti et beaucoup de membres de la plateforme de gauche ne sont pas membre de ces partis. Ils sont membres de Synaspismos, l'organisation d'Alexis Tsipras au sein de Syriza. Rompre avec ce parti ne sera pas simple. Il faudra, de plus, trouver un leader pour faire face à la campagne d'Alexis Tsipras qui ne manquera pas de jouer sur la nécessité de la stabilité.

Deux personnes sont capables de jouer ce rôle : la présidente du parlement Zoé Kostantopoulou et l'ancien ministre des Finances Yanis Varoufakis.

Le deuxième choix serait sans doute le plus porteur pour le nouveau parti. Son « plan B » de mise en place d'une monnaie parallèle et sa démission le 6 juillet font de lui un leader naturel de l'opposition à la stratégie d'Alexis Tsipras.

Mais Yanis Varoufakis veut-il jouer ce rôle ? Rien n'est moins sûr. Depuis sa démission le 6 juillet dernier, il évite soigneusement de critiquer ouvertement la position d'Alexis Tsipras tout en publiant des textes critiques contre les créanciers et leur logique. Le 23 juillet, il avait voté pour les mesures proposées par le gouvernement après avoir voté contre le 15 juillet. De plus, il est certes très populaire en Grèce, mais assez peu au sein de la gauche de Syriza qui est méfiante face à son engagement européen affiché et son passé de conseiller de George Papandréou. Or, la gauche de Syriza va sans doute y regarder à deux fois avant de choisir un leader dont le profil est somme toute proche de celui d'Alexis Tsipras.

Quant à Zoé Kostantopoulou, sa position de présidente du parlement en fait aussi une chef naturelle de l'opposition de gauche. Sa mauvaise humeur affichée face au gouvernement depuis le 13 juillet et le rapport sur la légalité de la dette qu'elle a demandé à une commission « de la vérité sur la dette » lui donnent une légitimité. Elle n'est cependant pas appréciée de tous, notamment pour une tendance autoritaire. Elle peut néanmoins jouer un rôle de premier plan si Yanis Varoufakis ne saute pas le pas. Profiter du mécontentement ?

Reste à savoir si une opposition prônant la rupture et le Grexit sera capable non seulement de peser sur le prochain parlement. Aucun sondage n'a pour le moment testé cette option qui, il est vrai, est difficile à étudier dans la mesure où les contours d'un nouveau parti sont loin d'être définis.

Un récent sondage de la société Bridging Europe soulignait cependant le haut niveau de déception des électeurs grecs et des électeurs de Syriza vis-à-vis du choix d'Alexis Tsipras : 73% des Grecs rejette l'accord avec les créanciers. Surtout, 36% des Grecs interrogés étaient prêts à revenir à la drachme, contre 41% qui refusaient cette option et 23% d'indécis.

Une gauche anti-euro disposerait donc d'un potentiel de voix dans cette masse d'autant plus forte que plus aucun parti en Grèce ne réclame la sortie immédiate du pays de la zone euro, même le Parti communiste (KKE) et les néo-nazis d'Aube Dorée, estiment qu'il faut attendre. Il y a donc ici un potentiel important. Le scénario noir pour Alexis Tsipras

Et c'est ici que se situerait le scénario noir pour Alexis Tsipras. Que la gauche de Syriza finisse par s'organiser et par concentrer l'opposition au choix du 13 juillet de façon claire, par un positionnement en faveur du Grexit, défendu ouvertement par Costas Lapavitsas.

Beaucoup d'électeurs n'étant pas dupes des effets du troisième mémorandum, ils choisiraient de rompre immédiatement avec sa logique. Dans ce cas, ce parti peut empêcher Alexis Tsipras d'obtenir la majorité absolue, le contraignant à aller chercher un allié du côté du centre et de la droite. Auquel cas, les nouvelles élections ne lui auront rien apporté. Ce sera un retour à la situation actuelle en pire puisqu'il devra compter avec une opposition de gauche amenée à profiter de l'échec du mémorandum et qu'il dépendra encore davantage du centre et de la droite pour se maintenir au pouvoir.

Dès lors, maintenir la plateforme de gauche au parlement pourrait apparaître comme un moindre mal. En réalité, ce dilemme d'Alexis Tsipras traduit la difficulté de son positionnement politique après le 13 juillet. latribune.fr 12.08

2- Etats-Unis - Pakistan

- Les Etats-Unis interrompent leur aide financière au Pakistan - french.irib.ir

Le département américain à la Défense a annoncé qu'il interromprait à partir de 2015 ses aides financières au Pakistan en tant que l'un de ses alliés.

La question de l'aide financière au Pakistan a été examinée lors de la session spéciale des hautes autorités du département américain à la Défense et les participants sont arrivés à la conclusion que les aides financières de Washington ne devraient pas se poursuivre.

Depuis 2001, les Etats-Unis octroyaient une aide au Pakistan pour coopérer dans la guerre en Afghanistan. Jusqu'à présent 13 milliards de dollars ont été versé sous cette forme à Islamabad.

En 2014, après le retrait d'une partie des forces américaines de l'Afghanistan, il avait été convenu que les aides financières de ce pays au Pakistan soient interrompues, mais elles ont été renouvelées encore pour un an supplémentaire. french.irib.ir 12.08

3- Syrie

- Syrie : vers une trêve à l'initiative irano-turque - french.irib.ir

Un cessez-le-feu est mis en vigueur dans le nord-ouest de la Syrie, à l'initiative de l'Iran et de la Turquie, a fait état la chaîne Al-Mayadeen.

Un cessez-le-feu de 48 heures a débuté ce mercredi à Zabadani, Kefraya et Foua en Syrie, a-t-on appris de la chaîne Al-Mayadeen. Les pourparlers visant à trouver une issue censée mettre fin aux conflits, devront commencer dès que les éléments armés installés à Zabadani s'y retirent en contrepartie de l'évacuation des habitants de Kefraya et de Foua.

Le mouvement Ahrar al Cham, fait partie des groupes armés terroristes qui en tant que l'une des parties négociatrices envisage de retirer ses éléments de Zabadani. Cela dans des conditions où l'armée régulière syrienne et les forces de la Résistance contrôlant la région d'Al-Mohattah dans la ville de Zabadani, en ont pris le contrôle de onze bâtiments et poursuivent leur progression vers le centre de la ville. french.irib.ir 12.08

ECONOMIE

1- Chine

1.1- "La dévaluation du yuan peut être une bonne nouvelle pour l'Europe" - francetvinfo.fr

La Chine a créé la surprise. Le pays a décidé, mardi 11 août, de dévaluer sa monnaie à hauteur de 2%. Une décision qui doit permettre de relancer l'économie chinoise. Le pays connaît en effet un ralentissement de sa croissance. Ses exportations ont même reculé de 8,3% en juillet 2015.

Une annonce qui a eu un effet négatif sur les Bourses mondiales. Mardi, à New York, le Dow Jones a cédé 1,21% et le Nasdaq 1,27%. Mercredi, la Bourse de Paris a terminé en baisse de 3,4% quand le Dax allemand a perdu 3,27% et le FTSE-100, à Londres,

a fini la journée sur une chute de 1,40%.

Pourtant, pour Jean-Joseph Boillot, conseiller du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), la dévaluation du yuan est une bonne nouvelle pour l'économie européenne.

Francetv info : Pourquoi la Chine a-t-elle pris la décision de dévaluer sa monnaie ?

Jean-Joseph Boillot : La dévaluation du yuan vise à empêcher le ralentissement trop rapide de la croissance du pays. Cette décision intervient alors que la conjoncture internationale se révèle plus dégradée que prévu. Ce contexte participe à la baisse des exportations chinoises, qui portent l'économie du pays depuis plus de trois décennies.

Par ailleurs, les autorités chinoises ont sous-estimé le ralentissement de leur économie. Elles sont donc dans l'obligation de réagir pour espérer atteindre leur objectif de 7% de croissance pour l'année 2015. Pour le moment, celle-ci est plutôt aux alentours de 5%. Une croissance insuffisante pour que la Chine puisse rattraper les pays développés.

Cette action peut-elle vraiment relancer l'économie chinoise ?

La décision des autorités chinoises de dévaluer la monnaie peut avoir des conséquences positives comme négatives. Le secteur des exportations chinoises devrait retrouver un peu d'optimisme. Cette décision va relancer le commerce extérieur du pays et faire diminuer les stocks qui sont devenus trop importants. La dévaluation de la monnaie chinoise va également favoriser les produits locaux car, de fait, les importations vont devenir plus chères pour les entreprises et les ménages chinois.

Mais il est difficile de savoir si les effets positifs espérés prendront le dessus. Car cette dévaluation monétaire peut aussi entraîner des phénomènes négatifs pour le pays. L'inquiétude pourrait grandir en Chine, et notamment au sein des entreprises. Il y a un risque de créer de l'attentisme. D'ailleurs, le choix de l'effet de surprise pour annoncer la dévaluation de la monnaie permet de limiter les réactions psychologiques négatives.

Les effets pourraient être positifs pour la Chine. Mais qu'en est-il pour les autres pays ?

Le principal risque est de créer des turbulences sur les marchés financiers. Les acteurs économiques peuvent se demander s'il s'agit d'un mouvement durable vers une guerre des monnaies ou s'il s'agit d'un ajustement ponctuel opéré par la Chine.
Les entreprises étrangères qui travaillent sur le marché chinois pourraient connaître un ralentissement de leur activité. Le prix des composants qu'ils importent en Chine pour satisfaire leur production va augmenter. Peugeot et BMW semblent déjà être touchés.

L'Europe doit-elle s'inquiéter de cette dévaluation ?

Il ne faut pas céder à la sinistrose. La dévaluation du yuan est une bonne nouvelle pour l'Europe, si elle tire parti des signaux qui viennent de l'économie chinoise. Le ralentissement de l'économie chinoise est très lié au retournement du marché des matières premières, dont les prix ont chuté de moitié. Cette baisse importante va se traduire par une augmentation durable du pouvoir d'achat des ménages européens.

A noter que l'Europe se retrouve plus compétitive face à l'économie chinoise du fait du ralentissement de cette dernière. Mais encore faut-il qu'elle ne cède pas à l'inquiétude car cela pourrait freiner la reprise économique européenne. C'est un cercle vicieux. francetvinfo.fr 12.08

1.2- La Chine annonce une nouvelle dévaluation du yuan, le FMI applaudit - euronews.com

Shi, trader chinois:

“La dévaluation du yuan est bon pour nos exportations de marchandises. Mais les prix seront plus élevés quand nous voyagerons à l‘étranger. C’est comme ça. Est-ce que c’est bon ou mauvais ? C’est bon et mauvais en même temps. En tout cas cela réduit la pression pour nos exportations. “

Les exportations chinoises se sont encore effondrées en juillet. Pour les autorités il s’agit ode mieux tenir compte des fluctuations de l’offre et de la demande sur le marché.

Geoff Lewis, économiste indépendant et stratège du marché:

“ Le problème est que nous avons été habitué à voir le yuan comme une monnaie stable. Mais le taux de change restera fixe et encadré, malgré tous les discours sur l‘élargissement et la libéralisation du marché des changes. La Chine a fixé son nouveau taux de change. Le dollar américain en sortira renforcé, et la Chine aussi alors qu’elle perd en compétitivité.”

Cette décision chinoise serait surtout liée aux efforts pour que le yuan devienne, auprès du FMI, l'une des grandes monnaie mondiales de référence. Il y en a pour l'instant 4. Le FMI a d'ailleurs salué cette nouvelle dévaluation. euronews.com 12.08

Haut de page

Le 14 août 2015

CAUSERIE

J'ai formaté les adresses d'une trentaine d'articles que je mettrai en ligne demain matin, j'ai pris le temps de les lire.

Ce matin j'ai dû aller faire des courses, car demain et après-demain ce sera férié ici pour cause d'Independance Day, le 15 dans toute l'Inde débarrassée du Raj britannique, le 16 dans le Territoire de Pondichéry débarrassée de l'impérialisme français.

En fait je ne suis pas sûr de bosser demain, car j'attends qu'on me prête une brouette pour transporter la terre et le fumier qui sont entreposés dans le jardin juste devant la porte d'entrée de la maison depuis des mois, dans la partie du jardin située derrière la maison où j'ai installé une petite pépinière. Il a fait 43°C aujourd'hui.

A propos de l'article ***La Crise de l'Humanité... et La Crise du CCI-POI .***

Je me suis réjoui de lire cet article sur les dirigeants trotskystes du CCI-POI qui finalement les décrivait comme de furieux mégalomanes, de vulgaires charlatans, des escrocs ou des manipulateurs professionnels, des individus particulièrement malfaisants, effectivement des ratés. Cela vaut également pour la LCR (NPA) et LO, mais les concernant c'était déjà largement admis ou ils étaient déjà parvenus à un niveau caricatural ou grotesque que chacun pouvait observer. On y reviendra car il y a matière à discussion dans cet article qui est le bienvenu, un soulagement même.

Je me suis retenu jusqu'à présent de dire tout le mal que je pensais réellement du soi-disant trotskysme après la disparition de Trotsky, dorénavant plus rien ne me retiendra, et je me contrefous d'avance des critiques et calomnies qui me seront adressées, je les balancerai à la poubelle systématiquement sans me donner la peine de les lire et encore moins d'y répondre. Comme dirait l'autre, on a été abusé par des gens sans scrupule, mais alors à un degré incroyable, ce qui montre à quel point on était vulnérable ou faible et on pouvait se leurrer soi-même.

Cela me fout hors de moi, je vais avoir 60 ans et jamais au cours de ma vie je n'ai agi de la sorte envers quelqu'un, sauf mes patrons bien entendus, mais là c'était légitime, on va les broyer. Vous êtes témoins que pendant longtemps on a espéré en attendre encore quelque chose, par faiblesse ou à défaut de mieux, alors qu'on n'en pensait pas moins à voix basse, j'ignore si c'était une erreur politique, en attendant vous aurez pu constater que je ne les ai pas épargnés non plus, en fait je les considérais comme des imposteurs agissant pour leur compte personnel et pas davantage, j'en étais absolument convaincu depuis dix ans. Quand on lit cet article il y a quelque chose qui saute aux yeux, vous vous dites que ce n'est pas possible de commettre autant d'erreurs, deles reproduire systématiquement, d'engranger autant d'échecs, de se livrer à de telles méthodes détestables et ne pas en avoir conscience, c'est impossible sauf à les prendre pour des arriérés ce qu'ils ne sont pas, des filous assurément.

Un moment donné je m'étais demandé si je n'étais pas le seul à le penser et si je n'exagérais pas, cela me mettait fort mal à l'aise je dois avouer, finalement le portrait et le bilan qu'en ont tracés ces ex-militants de l'OCI n'a fait que confirmer les conclusions politiques auxquelles j'étais parvenues.

Cela dit, les auteurs de cet article posent plus de questions qu'ils n'en résolvent, et le début de réponses qu'ils y apportent ne sont pas forcément les bonnes pour mal les poser à notre avis, par exemple sur la mondialisation quand ils affirment que c'est la contre-révolution, ce qui est plutôt léger ou incomplet, en fait c'est la forme que doit emprunter le développement du capitalisme au stade de l'impérialisme, et qui revêt un contenu idéologique et politique particulièrement réactionnaire ou incompatible avec l'exercice de la démocratie.

La mondialisation du capitalisme s'inscrit dans le prolongement d'un processus historique parvenu à son stade ultime et que Marx avait décrit dans Le Capital. Dit autrement, la contre-révolution est l'expression politique du contenu que revêt la mondialisation, et elle répond à des impératifs économiques engendrés par les contradictions et la crise du capitalisme. Si la mondialisation est bien de nos jours ou depuis les années 70 le produit du développement antérieur du capitalisme et obéit aux mêmes lois de fonctionnement du capitalisme, c'est dans un contexte économique et social différent de celui qui existait lors de l'avènement de ce mode de production et à un stade différent du développement des forces productives qui prévalait au début du XXe siècle.

La mondialisation du capitalisme à marche forcée depuis les années 70 comportait quatre volets, financier, social, politique et militaire.

Le premier coïncidait avec la nouvelle accumulation du capital depuis l'après-guerre qui avait conduit à la crise de la fin des années 60 et du début des années 70, elle se traduira par un transfert massif de capitaux principalement en Asie et l'émergence des quatres Dragons et des cinq Tigres asiatiques.

Le second coïncidera non seulement avec la délocalisation ou le transfert de pans entiers de secteurs industriels vers ces pays émergents, il s'accompagnera d'un transfert de technologie ou favorisera le développement de nouvelles forces productives dans des conditions plus favorables aux capitalistes qui pourront ainsi palier temporairement à la baisse du taux de profit dans les pays économiquement les plus développés, ce qui engendrera un chômage de masse et servira de moyen de pression pour faire baisser le coût du travail en occident.

Le troisième coïncidera avec la prise du pouvoir politique par l'oligarchie financière via l'Union européenne qui avec la BCE et l'euro disposera des leviers financiers suffisant pour décourager, étrouffer ou briser nette toute velléité de résistance de la part d'un gouvernement occidental. La Grèce vient de l'illustrer à sa manière.

Le quatrième coïncidera avec la reprise de guerres incessantes à partir du début des années 90, puis une nette accélération et une amplification à partir du 11 septembre 2001 pour aboutir en 2015 au redéploiement militaire de l'OTAN et ses alliés sur tous les continents, alimentant le complexe militaro-industriel et permettant de réaliser de juteux profits sur fond d'enjeux géostratégiques ou géopolitiques, afin de préserver l'hégémonie mondial de l'impérialisme américain, et surtout permettre de franchir de nouvelles étapes vers l'établissement d'un gouvernement mondial conformément à la stratégie politique néolibérale adoptée par l'oligarchie financière anglo-saxonne qui domine le capitalisme mondial.

La mondialisation du capitalisme est le produit à la fois de son propre développement et de ses contradictions qui peuvent être analysés séparément, mais qui demeurent inséparables pour en comprendre l'évolution et les convulsions.

Et quant à la volonté des capitalistes qui l'ont adoptée, elle n'en est que le produit ou la conséquence pour préserver leurs privilèges ou leur domination de classe, dont dépend la survie de leur système économique ou plutôt le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme d'où ils tirent leur pouvoir.

Et si la lutte de classe que mènent les capitalistes est devenue ces derniers temps si âpre, féroce, cynique, cruelle, barbare, c'est parce que la mondialisation rendue à son terme doit coïncider avec l'abdication des masses laborieuses de tous leurs droits sociaux et politiques ou la neutralisation de leur lutte de classe, avec la défaite définitive du socialisme condamné à demeurer à jamais au stade d'utopie, conditions indispensables pour se défaire des oripeaux du vieux système capitalisme avant qu'il ne s'effondre sur lui-même, c'est la seule réponse qu'ils ont trouvée ou imaginée face à sa crise qui les menace, passer à un ordre dictatorial mondial qu'ils qualifient de nouvel ordre mondial, alors qu'il n'est que la caricature grotesque et poussée à l'extrême du vieil ordre mondial capitaliste dont ils peinent à se défaire et rien ne dit qu'ils y parviendront un jour, désolé monsieur Warren Buffett.

La mondialisation n'est que la traduction du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme dans lequel la finance joue le premier rôle et concentre le pouvoir économique et politique. Mais elle doit faire face à la résistance qu'offre le système capitaliste lui-même dont elle ne peut se séparer d'un coup, qu'elle ne peut pas régimenter ou contrôler entièrement, soumettre à des lois qui vont à l'encontre de l'existence même d'un grand nombre de capitalistes menacés de disparition, à la résistance des peuples qui aspirent à une vie meilleure, à leur lutte de classe qu'elle tente par tous les moyens de dévoyer, de disloquer pour parvenir à ses fins avec l'aide de ces agents infiltrés dans le mouvement ouvrier.

Depuis le début des années 70 et les années suivantes, la mondialisation n'incarne plus seulement le développement du capitalisme à l'échelle mondiale selon ses lois de fonctionnement bien que les rapports sociaux de production soient demeurés inchangés, elle a basculé dans le mondialisme qui caractérise le basculement dans une autre société et l'adoption d'un nouveau système économique entraînant un bouleversement idéologique, système mafieux qui parce qu'il défie les lois de l'économie capitaliste se traduit par un chaos généralisé broyant à des degrés divers tous les peuples qui y sont exposés, y compris par la guerre.

C'est assurément (notamment) ce tournant que les trotskystes n'ont pas été capables de discerner ou délibérément n'ont pas voulu prendre en compte, parce qu'il les aurait forcé à revoir entièrement leur copie et qu'ils n'y tenaient pas. A suivre.

Les jours suivants nous essayerons d'aborder les différentes questions abordées dans cet article, si j'en trouve le temps.

ACTUALITE EN TITRES

Un criminel de guerre psychopathe et camé jusqu'à la gueule parmi les conseillers de Hollande et Sarkozy.

Arielle Dombasle à propos de Bernard-Henri Lévy :

"Quand je vois son regard extraordinairement fixe comme ça, il y a une espèce de chose avec un horizon très lointain et dur… Je me dis : 'Ah, là, il y a de la chimie qui est passée par là'"

De là, le journaliste (Complément d'Enquête axé sur Bernard-Henri Lévy, France 2) demande dans détour si Bernard-Henri Lévy se drogue. Ce à quoi son épouse rétorque : "Il a recours, je vous le dis, à des armes", laissant entendre qu'il s'agit bel et bien de substances illicites. non-stop-people.com 08.08

J'ai trouvé ce lien dans un article publié par le portail suisse Arrêt sur Info.

Il n'a pas la cote. Pas de problème on va procéder à l'alimentation forcée pour la faire remonter.

- Crise du porc: nouvelle suspension de la cotation, les éleveurs en appellent à Valls - AFP

- Les cantines de Chalon-sur-Saône peuvent, pour l'instant, supprimer les menus sans porc - Liberation.fr

Toujours plus réacs et antisociaux.

- Pécresse juge "scandaleuse" la polémique autour de "Tel-Aviv sur Seine" - Francetv info

- Nadine Morano s'est trouvée un point commun avec Barack Obama - Le Huffington Post

Vous savez quoi ? Ils sont gauchers, quel niveau de connerie et de bassesse !

- Vers un non-remboursement des médicaments jugés les moins indispensables - Liberation.fr

A défaut de pouvoir changer de genre, essayez le changement de régime, de société.

- Transidentité : «Nous sommes dans une société plus conservatrice qu'elle ne veut se l'avouer» - Liberation.fr

Quel privilège!

- Alcool : les Français boivent moins mais mieux - Francetv info

Selon une étude, les Français consomment moins d'alcool et attachent davantage d'importance à la qualité de leurs boissons. Francetv info 13.08

Ah ben voilà pourquoi les prolos n'ont plus assez de fric pour vivre, les profiteurs ont troqué la vinasse, vous savez le litron avec les petites étoiles, pour le Meursault, le Vosne Romanée, le Volnay !

Et dire qu'en Inde j'en suis réduit à la flotte, quelle misère ! Et dire que mes lecteurs n'ont même pas pitié, c'est dégueulasse, je plaisante, j'ai de quoi compenser sur place et gratos en plus, ah ben voilà, je suis un privilégié et merde alors ! Je ferai une folie le 11 septembre prochain pour fêter mes 60 balais, sans doute un vin australien à 10 ou 12 euros, le Dom Pérignon millésimé attendra ! Eh oui, j'ai aussi vécu cela autrefois, la grande vie ! Je n'en garde aucune nostalgie, sauf envers la femme que j'aimais mais c'est une autre histoire...

ACTUALITÉ DU JOUR

Il faut bien que le complexe militaro-industiel allemand serve à quelque chose...

- Berlin redouble ses ventes d'armes aux régimes despotiques du monde arabe - french.irib.ir

Les médias allemands et européens critiquent Berlin pour avoir redoublé ses exportations d'armes et d'équipements militaires vers

les pays arabes gouvernés par des régimes dictatoriaux.

Le quotidien autrichien « Courrier » a publié mardi un article intitulé « Le commerce macabre de l'Allemagne », consacré à l'augmentation de l'exportation d'armements allemands.

« En 2015, les industries militaires allemandes ont battu le record d'exportations, car Berlin leur a autorisé de vendre des armes et des équipements militaires aux pays arabes du sud du golfe Persique », peut-on lire dans cet article.

Dans une autre partie de cet article, l'auteur rappelle que l'Allemagne est le quatrième grand exportateur d'armes et d'équipements militaires dans le monde, derrière les Etats-Unis, la Russie et la Chine. Mais il paraît qu'en 2015, l'Allemagne pourra même espérer d'améliorer sa place sur cette liste.

La politique officielle de Berlin consiste à limiter les exportations d'armements, mais cette année Berlin a déjà autorisé la vente d'armements jusqu'à 3.3 milliards d'euros, chiffre qui est égale à l'ensemble des ventes d'armements de l'Allemagne en 2014.

Si on y ajoute la vente d'armements aux pays membres de l'OTAN, ce chiffre s'élèvera en 2015 à près de 6.35 milliards d'euros.

Le quotidien autrichien « Courrier » ajoute : « La question n'est pas seulement celle de l'augmentation des exportations allemandes d'armements et d'équipements militaires, mais aussi celle des pays qui les achètent. Plus de la moitié de ces armements sont exportées vers les pays qui ne sont membres ni de l'Union européenne ni de l'OTAN, et ne sont pas les alliés de l'Allemagne. »

Ainsi, l'exportation d'armements allemands vers les pays instables du monde arabe et de l'Afrique du nord a doublé en 2015 par rapport à l'année précédente, pour se chiffrer à 587 millions d'euros. Les monarchies pétrolières du sud du golfe Persique dont le Qatar et l'Arabie saoudite se montrent très enthousiastes pour les armements allemands.

Après la Grande-Bretagne et Israël, l'Arabie saoudite est le troisième grand client des armements fabriqués en Allemagne. Or, les militants des droits de l'Homme mettent en doute les contrats d'armements avec Riyad, évoquant la complicité des Saoudiens dans la répression des mouvements démocratiques dans les pays voisins dont Bahreïn et le Yémen. En tout état de cause, Berlin rejette ces accusations et annonce qu'il n'autorisera pas la vente de chars d'assaut à l'armée saoudienne. Le gouvernement allemand prétend que tous les armements vendus aux pays arabes sont des armes défensives. french.irib.ir 13.08

Haut de page

Le 15 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 10h02.

On a ajouté 41 articles.

Il a beaucoup plu hier soir et je dois modifier mon emploi du temps. Je dois cuisiner, du poulet à la noix de coco et des pommes de terre au gingembre, une salade de concombre au yahourt, cumin et coriande fraîche, plus du riz évidemment ! Menu qu'on va se farcir à la mémoire de la fin de l'occupation britannique, Independance Day oblige ! C'est mieux qu'un vulgaire chemin de croix pour dévoyer les esprits, comme quoi parfois soigner son estomac a du bon !

En fait Selvi (ma compagne) a un appétit de moineau et je l'imite de plus en plus, pas par mesure d'économie mais parce que je deviens vieux semble-t-il. Il fait tellement chaud qu'on se remplit l'estomac de flotte et ensuite on n'a plus très faim.

J'arrête là, le fils de Selvi et deux de ses cousins viennent d'arriver pour faire un peu de peinture.

La suite demain ou lundi.

Haut de page

Le 17 août 2015

CAUSERIE

Le portail iranien d'où nous extrayons la plupart de nos infos sur le Moyen-Orient, a fait peau neuve et a changé d'adresse, french.irib.ir est devenu francophone.sahartv.ir. Apparemment ils ont procédé à un grand nettoyage dans la foulée de l'accord conclu avec les Américains.

D'un dogmatisme à un autre.

De l'imminence de la révolution à l'imminence de la grève générale, on retrouve la même mégalomanie galopante, le même aventurisme à l'oeuvre sur fond de reniement assumé, dont il ne faudrait pas leur tenir grief, car à défaut de "*grand soir*" la lutte des classes continue, ouf nous voilà rassuré ou sauvé... à moins qu'ils ne tentent de se sauver eux-mêmes !

Voilà quel lieu commun leur sert d'analyse, car à aucun moment ils n'évoqueront l'orientation politique qui animait les mouvements sociaux qui ont eu lieu les derniers mois ou celle des syndicalistes qu'ils ont réunis le 6 juin dernier, il ne valait mieux pas puisqu'elle répondait à des préoccupations de type corporatiste à défaut de se situer dans une perspective politique qui romprait avec le régime, ce qu'on ne leur reprochera pas d'ailleurs (à ces travailleurs), mais qui constitue une faute politique pour un parti qui prétend organiser les travailleurs dans la perspective (en principe seulement) d'en finir avec le régime.

Vous aurez pu constater qu'aucun dirigeant du courant majoritaire le plus droitier du CCI-POI ne prenait le risque de se mettre en avant dans Informations ouvrières, ces manoeuvriers professionnels n'auront aucun mal à manipuler notamment par des flatteries des transfuges du PS ou du PCF ou des syndicalistes qui dorénavant rédigent l'éditorial d'Informations ou diffusent leur ligne politique qu'ils n'auront eu aucune difficulté à leur inculquer, puisqu'elle compatible avec le PS et le PCF au point d'être partagée au moins en parole par certains courants de ces partis liés au régime, ce qui n'est pas une contradiction puisque tous n'étaient en réalité des socialistes qu'en parole et des réformistes bourgeois en acte. Lambert a eu raison de liquider le PCI, car ils étaient faits pour s'entendre.

On baigne en pleine démagogie et hypocrisie, où à défaut de l'assumer la perfidie se fait sournoise et lâche, car vue de l'extérieur la crise du POI ne doit pas transparaître, la démocratie qui pendant si longtemps leur a servi de caution politique et morale doit impitoyablement être étouffée.

Tout au long de ces décennies les révisionnistes ou fossoyeurs du trotskysme n'ont fait que recourir à la méthode Coué ou d'auto-persuasion pour justifier leurs lieux communs qui leur tenaient lieu d'analyses, que le transfuge du PCF qui a rédigé le dernier éditorial d'Informations ouvrières a poussé jusqu'à la caricature en recourant à un syllogisme reposant sur un postulat tout droit sorti de son imagination afin de mieux embrouiller l'esprit des militants sur le thème de l'unité auquel aspirent tous les militants, mais pas dans n'importe quelle condition ou sur n'importe quelle orientation politique en ce qui nous concerne pour ne pas faire naître des illusions inutiles dans leurs têtes ou les tromper.

La ligne politique développée par le POI consiste à s'appuyer sur les contradictions qui existent entre les exigences du capitalisme et les difficultés que rencontrent ses représentants pour les satisfaire, faille du régime à partir de laquelle ils nourrissent des illusions dans le régime à défaut de vouloir l'affronter en espérant en retirer des miettes pour certaines catégories sociales qui constituent leur fond de commerce et qui coïncide avec celui de leur appareil.

Le syllogisme en question était le suivant : La réalité, c'est que la classe ouvrière sait créer l'unité dans ses organisations, elle est donc capable de continuer sur ces principes d'unité et d'indépendance. Leur ligne politique repose entièrement sur cette interprétation réductrice de la réalité, qui tient en fait du lieu commun et relève de la pure spéculation, dès lors qu'ils occultent les facteurs qui composent la réalité et s'y opposent, et qui pour cette raison doivent être occultés ou niés sous peine de dévoiler le caractère opportuniste.

Pour lancer ce mécanisme il fallait commencer par affirmer que l'unité était un phénomène nouveau qui ne serait apparu que ces tous derniers mois, pure invention, et qu'il faudrait favoriser coûte que coûte, et devait se justifier par le fait qu'il avait décrété que "le grand soir" était renvoyé aux calendes grecques après avoir martelé le contraire pendant des décennies sur fond d'agonie de la Ve République qui n'en finissait plus ravalée au second plan au profit du gouvernement, de même que la crise du capitalisme qui se retrouve réduite désormais au capital financier, simple pirouette ou tour de passe-passe pour justifier une ligne politique qui n'est pas axé contre le capitalisme et l'Etat qui auraient encore de beaux jours devant eux. C'est une manière comme une autre de s'aligner sur le mouvement spontané des masses bourré d'illusions ou d'adopter le réformisme en le justifiant par l'abandon du combat pour la révolution socialiste auquel il n'est plus question de se préparer et de préparer les travailleurs.

On comprend pourquoi il leur répugne d'analyser les rapports entre les classes et tout particulièrement ceux qui existent au sein du prolétariat, en tenant compte de l'évolution de sa composition qui n'a jamais été aussi hétérogène, atomisée ou disloquée, comme en Grèce où eurent lieu une multitude de grèves générales depuis cinq ou six ans qui ont toujours débouché sur une impasse politique ou un échec, Syriza et son gouvernement qui survit grâce à l'union nationale ou le soutien des partis officiels

de l'ordre, la Nouvelle Démocratie et le Pasok, en est le point d'orgue ou la traduction pour ne s'être jamais donné d'objectifs politiques ou n'avoir jamais été orientées contre les institutions nationales et la Constitution grecque que le peuple grec doit abattre, pire, pour les avoir ménagées en vue de d'y fondre ou de gouverner dans ce cadre conçu par la classe dominante pour servir ses intérêts, ce à quoi Tsipras s'applique avec persévérance. En réalité, il n'y a jamais vraiment eu de grève générale en Grèce, tout comme il n'y a jamais eu réellement de révolution en Tunisie ou en Egypte, peu importe pour eux, en tordant la réalité dans tous les sens on arrive toujours par lui faire dire ce qu'on en attendait.

Il existe deux méthodes pour résoudre un problème en général ou pour aborder la situation. Soit on remonte jusqu'à son origine pour en comprendre le mécanisme ou le fonctionnement dans la perpective d'agir dessus ou de renverser les rapports qui y président pour l'éradiquer ou inverser ces rapports, soit on se contente de traiter ses conséquences, auquel cas ce problème ne sera jamais réellement résolu ou cette situation réapparaîtra à la première occasion qui lui sera favorable.

La première correspond au marxisme, la seconde aux révisionnistes du marxisme ou aux fossoyeurs du socialisme qui ont adopté le réformisme. La première part des faits tels qu'ils se présentent à un moment donné ou qu'on a déterminés pour remonter à des faits plus anciens qui en sont la source, faits qui sont toujours imbriqués dans un ensemble de rapports qui ont évolué au cours du temps, tandis que la seconde s'en tient partiellement à des faits présents tels qu'ils se présentent à nous, mais dont on ignorera l'historique qui nous renseigne sur leur nature pour en comprendre la signification qui nous demeurera pour cette raison obscure.

Or le but de la lutte de classe du prolétariat, c'est justement de prendre conscience de ce processus historique pour l'influencer ou que la classe des exploités soit en mesure de réaliser les tâches historiques que le développement du capitalisme lui impose pour s'émanciper du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, au lieu de s'adapter au capitalisme qui va la broyer ainsi que ses droits à un moment donné.

Ces deux méthodes correspondent à deux idéologies avec lesquelles s'identifient deux classes différentes, la classe ouvrière et celle des capitalistes ainsi que leurs besoins respectifs qui sont irrémédiablement antagoniques ou inconciliables.

L'objectif d'un parti ouvrier qui prétend combattre pour le socialisme n'est pas de rendre le capitalisme plus supportable aux travailleurs, auquel cas ils n'auraient évidemment aucune raison de passer un jour à l'action pour le renverser, mais de les aider à prendre conscience de leurs conditions afin de parvenir à briser les chaînes qui les ont forgée.

Ces deux méthodes correspondent donc également à deux orientations politiques contradictoires qui s'excluent mutuellement ou qui ne peuvent pas cohabiter dans le même parti, d'où la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur les bases du marxisme uniquement, aucun compromis n'est envisageable en la matière, avant même de devenir un principe non négociable. Seuls des démagogues ou des faussaires peuvent prétendre le contraire puisque les deux méthodes ne correspondent pas ou ne poursuivent pas le même objectif politique.

Alors que recouvre l'exercice qui consiste à prétendre le contraire ? Forcément il nécessite de camoufler ses véritables intentions qui sont inavouables, en recourant à une multitude d'artifices maladroits ou grossiers que l'on peut facilement identifier avec un peu d'expérience. Par exemple préparer un "congrès ouvert" qui se veut démocratique "en faisant vivre le « tous ensemble »" où l'éclectisme est de mise, le bouillon insipide des staliniens que la sémantique trahit, autrement dit où toutes les théories et orientations politiques se valent y compris les plus opportunistes qui seront forcément favorisées puisque les plus nombreuses et les plus répandues, ce sont celles qui requièrent le moins d'efforts et qui sont les plus économiquement avantageuses pour ceux qui les défendent, pour n'avoir pas acquis un niveau de conscience supérieure et dont ce n'est pas particulèrement l'objectif non plus. A un stade élémentaire, il faut ignorer la nature de l'homme et ses faiblesses pour croire un instant à un tel processus, surtout après qu'il eut échoué pendant plus de trente ans, ce qui signifie au passage n'en avoir tiré absolument aucun enseignement.

La crise du POI est le produit de la crise du capitalisme que ses dirigeants ont été incapables d'analyser à fond et qui se répercute à l'intérieur de leur parti, pire encore pour n'avoir cessé de se lamenter sur ses conséquences, affirmant que leur objectif était d'en minimiser l'impact sur les travailleurs, or c'est seulement lorsqu'ils sont durement frappés par les mesures adoptées par les représentants du capital qu'ils sont amenés à passer à l'action, à chercher une issue à la crise du capitalisme dont ils sont les principales victimes, autrement dit l'obectif du combat du POI était d'épargner aux travailleurs les conditions qui conduiraient à leur radicalisation et à leur soulèvement contre le régime afin finalement de garantir en échange de quelques concessions accordées à certains pans de la classe ouvrière, le maintien du rapport de forces existant entre les classes qui demeure favorable à la classe dominante.

A notre avis, la question qu'on devrait se poser et qu'on a déjà évoqué à de multiples reprises, serait de savoir si on doit adopter une conception de la lutte des classes uniquement axée sur les revendications sociales immédiates des travailleurs au détriment de tout objectif politique sous prétexte que la majorité d'entre eux ne seraient pas mûrs pour s'en saisir ou que la révolution ne serait pas à l'ordre du jour, ou si au contraire ces deux aspects de la lutte de classe doivent être liés et trouver leur expression concrète dans la construction du parti ou y être subordonnée, étant donné qu'il est le seul objectif stratégique à notre portée et dont nous sommes comptables ou responsables, pour incarner consciemment l'ensemble du processus incluant la question de l'Etat ou du pouvoir politique qui en est l'aboutissement.

Pour que cette question en vienne à être posée signifie que la place et le rôle du parti n'ont manifestement pas été assimilés par ces dirigeants ou ont été négligés, à moins qu'ils aient abandonné les enseignements de la révolution russe, alors que la réalité s'est chargée de les remettre à l'ordre du jour ou leur impose malgré eux, au point d'être incapable de la poser correctement dans des conditions pourtant favorables, mais qu'ils estiment au contraire difficile pour justifier de s'en détourner par avance ou l'enterrer définitivement, d'où la crise ouverte qui sévit dans leur parti qui quelque part les dépasse ou à laquelle ils ne comprennent pas vraiment l'origine, qu'ils demeureront incapables de résoudre favorablement pour refuser d'admettre qu'elle n'a jamais cessé de parcourir ou hanter leur courant politique ou le trotskysme depuis la mort de Trotsky (ou bien avant) ou qu'ils se sont fourvoyés durant tant de décennies ou toute leur vie, ce qui on peut le concevoir, est pratiquement et généralement impossible à assumer.

On ne pouvait pas analyser la situation sociale et politique et le développement de la crise du capitalisme et de ses institutions sans tenir compte qu'ils étaient profondément influencés par l'absence du parti ou que les masses étaient pratiquement totalement désarmées pour les affronter, sans direction politique, et que par conséquent quoiqu'on fasse il ne fallait pas s'attendre à autres choses qu'une suite interminables de défaites dévastatrices et démoralisatrices alimentant la dégénérescence du mouvement ouvrier et son avant-garde appelés à se recroqueviller sur eux-mêmes ou à se scléroser, au lieu de renouer avec le socialisme ou s'ouvrir en direction des millions de travailleurs les plus défavorisés qui n'ont rien à perdre et à espérér dans le régime en place, et dont les rudes conditions d'existence les poussaient irrésistiblement à rompre avec les partis et institutions du capital, préférant se tourner vers les couches les plus favorisées qui demeurent totalement subordonnées au capitalisme ou auxquelles leurs illusions les poussent à s'y adapter dans la mesure où elles y trouvent leur compte.

La question était que faire une fois acquis le constat que la révolution était renvoyée à une date indéterminée ou dans l'attente de jours meilleurs. Quelle stratégie adoptée ? Question qu'ils ont toujours refusé de poser, à croire qu'elle était déjà résolue. C'était une manière comme une autre de s'en débarrasser à bon compte, en tenant en parole un discours radical pendant des décennies pour sauver les apparences, pendant qu'en acte on s'adaptait au capitalisme en adoptant le réformisme, et c'est sur cette base pourrie qu'ils fondèrent le PT puis le POI qui était voué à connaître le même échec que tous les autres partis bâtis sur le même modèle, puisque cette stratégie allait entrer en contradiction violente avec les derniers développements de la crise du capitalisme qui exigeaient la liquidation systématique de tous nos droits ou acquis sociaux.

Seul un véritable coup de force pouvait donner naissance à un tel parti une fois liquidé le PCI. De la même manière qu'il n'y avait rien à en attendre, il n'y a rien à espérer de la crise actuelle du POI qui se réduit à une bataille de chiffonniers entre différentes fractions de son appareil pour en conserver le contrôle.

L'orientation droitière en direction des syndicats adoptée par la majorité du CCI-POI n'est pas le produit de leur analyse de la situation, mais des besoins de leur appareil soumis à l'érosion continue des effectifs de leur parti dont ils accusent d'être responsable le courant minoritaire du CCI-POI qui jusqu'à présent impulsait la politique du POI. En relisant les derniers éditoriaux publiés par D. Gluckstein et le communiqué des secrétaires nationaux (Gérard Schivardi, Jean Markun, Daniel Gluckstein) du POI du 31 mars 2015, et en les comparant aux derniers éditoriaux rédigés par des transfuges du PS ou du PCF ou des syndicalistes, on s'aperçoit qu'ils avaient adopté la même ligne politique trade-unioniste, épurée de tout objecif politique qui en filigramme figurait dans les éditoriaux de Gluckstein et dans ce communiqué qui mentionnaient "le rejet des institutions de la Ve République" ou "les institutions pourrissantes de la Ve République" ainsi que "la décomposition des partis qui, historiquement, plongent leurs racines dans le mouvement ouvrier", autant de facteurs qui on l'aura compris peuvent heurter des syndicalistes issus de ces partis ou qui ont conservé des liens avec eux et qui n'entendent pas rompre avec la Ve République.

Finalement le courant majoritaire du CCI-POI dans lequel doivent se reconnaître les autres courants du POI, ne fait que pousser à l'extrême la politique liquidatrice impulsée autrefois par le tandem Lambert-Gluckstein, d'où l'impossibilité du courant minoritaire du CCI-POI conduit par Gluckstein de se défendre puisqu'il se retrouve dépouiller de tout argument, hormis celui foireux d'incarner la continuité de la politique de Lambert qui a l'instar des autres partis ouvriers ne s'est jamais donné les moyens de sa politique pour construire le parti, politique qui ne dépassait pas le stade de l'incantation stérile à laquelle il avait réduit le combat pour le socialisme au profit de la défense de la république et de la démocratie, bref, cette querelle d'appareil revient à déterminer quel courant sera le mieux placé pour achever l'oeuvre de Lambert de liquidation du trotskysme, et le plus droitier semble logiquement le mieux placé pour finir la sale besogne.

Dès lors effectivement la direction du POI a raison, cette querelle de bureaucrates corrompus ne concerne pas les travailleurs, le mouvement ouvrier, les militants de l'avant-garde révolutionnaire qui entendent demeurer fidèle au marxisme et au socialisme, au léninisme et au trotskysme.

On ne pouvait pas terminer sans poser une dernière question incontournable en relation avec les précédentes.

Le socialisme repose sur deux facteurs objectif et subjectif, le processus historique auquel correspond le développement du capitalisme qui constitue la base matériel du socialisme, et le refus des masses exploitées de subir leur condition ou d'être ravalées à l'état d'esclave.

Faut-il attendre que les conditions de la majorité des travailleurs se dégrade au point de devenir insupportables pour qu'ils

se soulèvent contre le régime, auquel cas on risque d'attendre encore fort longtemps ou indéfiniment, ou bien sans attendre d'atteindre cette situation extrême qui ne constitue pas pour autant un gage de victoire, existe-t-il un moyen d'élever le niveau de conscience de pans entiers du prolétariat de telle sorte qu'il soit possible d'envisager sérieusement un changement de régime et de société, partant du constat que pas un travailleur n'est réellement épargné par la crise du capitalisme, et qu'à des degrés divers la décomposition de la société les affecte également ou les contraint à renier leurs propres principes ou valeurs au point qu'il est devenu impossible de donner un sens à leur vie, dont ils tirent finalement peu de satisfactions ou seulement éphémères, superficielles ?

La première condition n'est manifestement pas remplie, il faut aussi compter sur la faculté de l'homme à s'adapter à des situations extrêmes au-delà de ce qu'on peut imaginer en temps normal plutôt qu'à les combattre, quant à la seconde elle reste à prouver pour n'avoir jamais rien tenter pour la développer, pas à partir de rien ou de zéro puisque les masses n'ont jamais été aussi éduquées et instruites qu'aujourd'hui, à l'opposé elles disposent encore d'avantages qui leur permettent d'atténuer les coups que leur porte le capitalisme, reste savoir laquelle de ces deux tendances l'emportera, mais sachant que leur condition ne peut que se dégrader dans l'avenir et qu'il leur deviendra de plus en plus difficile de ne pas subir directement et violemment les conséquences de la crise du capitalisme qui n'épargnera personne, on peut raisonnablement penser qu'à un moment donné elles chercheront une issue politique à cette crise, ce qui est déjà le cas de nombreux travailleurs appartenant aux couches moyennes qui l'ont subie de plein fouet.

Mais pour recruter ces travailleurs, les gagner au socialisme et surtout les conserver, il faut cesser de leur faire miroiter des objectifs politiques qui ne pourront pas être atteints du jour au lendemain ou dans un avenir proche, il faut rompre avec la méthode qui consiste à se donner des tâches en vue de résultats immédiats sachant qu'on va forcément encore subir un tas de défaites qui pourraient avoir raison des éléments les plus déterminés ou les plus convaincus, il faut cesser de leur faire croire que tout serait possible, ce qu'ils prennent à la lettre inconsciemment bien souvent et se traduit par des illusions dévastatrices.

Non, il faut s'adresser honnêtement à ces travailleurs et leur dire en face où nous en sommes et où nous voulons aller, par quels moyens, en mettant en quelque sorte ce défi entre leurs mains, de manière à ce qu'ils aient parfaitement conscience de la situation. C'est le point de départ pour partir d'une base saine et construire un parti sur aucune méprise, aucune illusion, parti qui pour se développer doit reposer sur la prise de conscience de ses militants que le capitalisme n'a pas d'avenir hormis le chaos, la guerre et la barbarie et dont l'issue peut conduire au socialisme, objectif qui ne correspond pas à une lubie ou à une idée farfelue mais repose sur une analyse scientifique du développement historique du capitaliste qui porte en lui sa propre négation, objectif qui demeure tout à fait à notre portée du fait que nous sommes la majorité de la population, une force invincible dès lors qu'elle est rassemblée, organisée, en ordre de bataille, elle peut vaincre tous les obstacles qui se dressent sur le chemin menant à son émancipation du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Il faut mettre en avant l'argument selon lequel il n'existe pas de satisfaction supérieure à titre individuel dans la vie, à l'élévation de notre niveau de conscience du monde dans lequel nous vivons, dès lors qu'il se traduit par l'adoption d'un comportement qui en toute occasion respectera nos principes ou valeurs partagés universalement auxquels nous sommes profondément attachés, de telle sorte que quelle que soient les difficultés que l'on rencontrera au cours de notre existence, on disposera toujours d'un point de repère fiable sur lequel nous reposer, on demeurera toujours fidèle à nos idées, à nos convictions, à notre idéal qui donnera un sens à notre vie dont nous n'aurons jamais à rougir ou que nous ne regretterons jamais, avec lequel aucun concurrent ne peut rivaliser puisqu'il incarne la libération de l'humanité du joug de l'exploitation et de l'oppression, le bien-être et la paix universelle.

Ma compagne Selvi vient de commencer à apprendre à écrire et lire à 45 ans, c'est moi qui vais lui servir de professeur, quelle chance d'avoir un tel pédagogue, n'est-ce pas ? Je plaisante. Elle est très enthousiaste, je dirais même que cela la ravit, elle en éprouve d'avance un immense bonheur, une grande satisfaction, la vie lui en a peu offerte depuis sa naissance la malheureuse, au point que ce matin elle a profité des dix minutes de libre qu'il lui restait avant de partir travailler pour faire quelques lignes d'écriture qu'elle m'a soumises ensuite.

Si elle a toujours réussi à survivre en étant illettrée jusqu'à présent, elle l'a toujours ressenti comme une frustration au point d'en faire un complexe d'infériorité ajouté à bien d'autres dont elle a beaucoup de mal à se défaire. Vaincre un de ces complexes pourrait l'aider à envisager par la suite ces autres complexes sous un nouvel angle pour tenter de s'en débarrasser et ainsi de suite. N'ayant pas grand chose dans sa vie à quoi se raccrocher, alors se donner les moyens de pouvoir lire va remplir son existence et lui donner un nouveau sens, sans en attendre des miracles, mais c'est déjà un premier pas, essentiel vers d'autres évolutions.

Un enfant éprouve un plaisir immense quand il parvient à lire un mot ou à poser deux cubes l'un sur l'autre, et un adulte éprouve de la satisfaction lorsqu'il arrive par ses propres moyens (il faut insister particulièrement sur cet aspect) à réaliser quelque chose avec ses mains ou à comprendre quelque chose avec sa tête. Leur plaisir est d'autant plus grand quand ils le partagent avec quelqu'un. Dans mon cas, avec ma première épouse on l'a tellement partagé avec notre fille qu'elle est devenue institutrice.

Et lorsqu'on adhère à un parti, tout reste à faire, on peut se dire socialiste, communiste ou trotskyste ou tout ce qu'on veut, au départ cela ne correspond pas à grand chose, on découvre le marxisme, il faut ensuite l'étudier et c'est seulement plus tard qu'on commencera à le maîtriser plus ou moins, avant cela on se leurrera sur nos propres capacités à interpréter librement le monde. Cela dit, en accédant au marxisme on va adopter une interprétation du monde qui va révolutionner notre mode de pensée

et se répercuter sur notre mode de vie, car jamais plus on ne pensera comme avant pour peu qu'on fasse preuve de persévérance et de détermination. Et pour que la boucle soit bouclée il restera encore à l'appliquer à nos expériences passées pour en tirer des enseignements pratiques et cesser de reproduire les mêmes erreurs, ce qui sera une source de grande satisfaction personnelle.

Personnellement je n'ai jamais entendu un tel discours sur le marxisme ou le socialisme dans la bouche d'un de nos dirigeants qui en ont fait une théorie insipide, un dogme à jeter finalement aux chiens.

Je pense qu'un travailleur plus évolué que Selvi et qui a acquis des connaissances qui ne lui servent pas à grand chose, aura à coeur de les rassembler et de les mettre au service de l'idéal humaniste le plus élevé que l'homme peut se donner pour peu qu'on l'y encourage ou qu'on lui communique le bonheur qu'on en éprouve soi-même.

L'homme est capable du meilleur comme du pire dit-on, je ne suis pas certain que jusqu'à présent on lui ait offert réellement l'opportunité de prouver qu'il était capable du meilleur.

Mon article est un peu décousu comme très souvent, parce que je dois faire plusieurs choses à la fois et je dois m'y reprendre à plusieurs fois pour le rédiger, l'essentiel est d'en retenir la substance et l'orientation.

Pour revenir à l'éditorial du dernier numéro d'Informations ouvrières j'avais noté aussi ceci que je vous livre en vrac, cela ne vaut même pas le coup d'être mis en forme tellement c'est minable.

- "*d'Informations ouvrières, journal du POI*". Non, c'est uniquement le journal d'une clique de permanents-bureaucrates du CCI-POI et de ceux qui leur font allégeance.

- "*et tribune libre de la lutte des classes.*" Tu parles, jamais de la vie, seuls des articles ayant franchi la censure instaurée par les dirigeants de l'appareil qui contrôlent le POI seront publiés, dès lors qu'ils ne contiennent aucun élément susceptible de contredire leur ligne politique. Contrairement à l'Humanité du début du XXe siècle ou de la Pravda du temps de Lénine qui publiaient des articles issus de différentes tendances, ils ne publieront jamais des articles défendant une autre ligne politique que la leur, encore moins la critiquant. Ces gens ont l'art de se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, ils en ont fait un métier et carrière.

- "*ce combat pour l'indépendance des organisations ouvrières*" leur sert de prétexte pour servir la soupe aux appareils pourris qui contrôlent les syndicats qui n'ont rien d'indépendant depuis plus d'un demi-siècle et qui leur rendent bien, en fait ce "combat" ne sert que les intérêts des permanents du POI qui ont fait carrière dans les syndicats.

- "*congrès ouvert*" "*l'unité jusqu'à la grève générale*", une aberration totale, une pure fiction, un os à ronger pour occuper leurs troupes désemparées face à la tournure critique que prend la situtation. Sans rire, même les dirigeants corrompus des syndicats peuvent à un moment donné gauchir leur discours pour conserver le contrôle de leurs syndicats. Chaque fois lors des grèves auxquels ils font allusion (Radio France, les enseignants, les infirmières) les appareils ont fait voler en éclat l'unité au premier recul ou simulacre de recul de la part du gouvernement, comme chaque fois depuis, depuis quand déjà, 1936, 1968, bah c'est si loin qu'on peut remettre cela sans que personne ne s'aperçoive de quoi que ce soit !

- "*dans le respect des opinions de chacun*", alors qu'ils ne sont même pas foutus de respecter les "*opinions*" de leurs propres militants ou pire les calomnies.

Leur analyse de la situation est incomplète, tronquée donc forcément erronée, leur analyse des rapports existant entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière est inexistante, elle se réduit à quelques catégories professionnelles et ils ignorent toutes les autres qu'ils méconnaissent ou dont ils sont totalement coupés, du coup les tâches qu'ils lui assignent ne correspondent à rien de ce qu'elle peut vivre au quotidien, ils continuent d'ignorer la stratégie politique de l'oligarchie financière ainsi que les institutions qu'elle a créées, alors que c'est à partir de là que va être planifier et orchestrer son offensive contre le prolétariat mondial ou tous les peuples.

Qui a dit ?

« *Il est vrai que contrairement aux salafistes, les Portugaises se sont bien intégrées en France. Très vite, elles ont appris à se raser* ».

Réponse : Le furieux sioniste Alain Finkielkraut a commis cette délicatesse.

Dossier sur la Grèce

Le Front de gauche, c'est la mort lente par asphyxie... mais pas pour tout le monde.

- La Grèce plus que jamais sous la tutelle de ses créanciers - AFP

Le nouveau plan d'aide de 86 milliards d'euros à la Grèce, qui a obtenu vendredi le feu vert des ministres des Finances de la zone euro, ne laisse que très peu de marge de manoeuvre au gouvernement d'Alexis Tsipras. AFP 15.08

- Accord sur la Grèce : la dette n'est toujours "pas viable", selon le FMI Francetv info avec - AFP

- Grèce: Merkel salue le changement d'attitude du gouvernement Tsipras - AFP

Le gouvernement du Premier ministre de la gauche radicale, Alexis Tsipras, "a compris que le pays ne pouvait se redresser que si des réformes sont vraiment engagées", a-t-elle jugé.

Elle a néanmoins insisté sur "les nombreuses étapes" qui restent à passer pour la Grèce dans la mise en place du catalogue très pointilleux de réformes à engager pour bénéficier d'oxygène financier. Il s'étend notamment d'un vaste programme de privatisations, au prix du kilo de pain, en passant par la durée de vente du lait pasteurisé.

Il faut de nouvelles réformes difficiles si l'on "veut voir la lumière au bout du tunnel", a insisté la chancelière conservatrice alors que la population, déjà douloureusement touchée par six années de rigueur sans résultat tangible, va devoir consentir encore de lourds sacrifices. AFP 15.08

- Grèce: le 3e plan d'aide doit être "le bon", selon Sapin - AFP

- Accord de l'Eurogroupe: "Un aboutissement pour la Grèce qui a fait les efforts attendus" - AFP

L'accord obtenu vendredi soir par les ministres des Finances de la zone euro sur un troisième plan d'aide à la Grèce est "un aboutissement pour la Grèce qui a fait les efforts attendus", a estimé le président François Hollande. AFP 15.08

- Grèce : Alexis Tsipras accepte un nouveau "noeud coulant" - latribune.fr

Les conditions fixées par l'Eurogroupe et le nouveau mémorandum place le gouvernement grec dans une situation de surveillance renforcée.

Lors du prochain débat sur la question de confiance qu'il pose à la Vouli, le parlement hellénique, le premier ministre Alexis Tsipras pourra défendre quelques succès obtenus lors de la semaine qui s'achève ce 15 août.

Ce que Tsipras a obtenu

D'abord, l'ajustement des objectifs budgétaires fixés par le mémorandum. Au lieu de 1 % du PIB d'excédent primaire, hors service de la dette, fixé le 13 juillet, la Grèce a obtenu le droit de dégager un déficit primaire de 0,25 % du PIB. Dans un « non paper » (communiqué de presse non officiel) publié mardi 10 août, le ministère des Finances grec mettait en exergue le fait que ces objectifs étaient bien plus favorables que ceux négociés par le gouvernement précédent. Mais la croissance prévue est entretemps passée de 3 % à une contraction de 2,3 %, ce qui « neutralise » ce succès.

Ensuite, le gouvernement grec pourra s'appuyer sur des succès ponctuels, notamment l'abandon de l'idée de privatisations rapides ou le rétablissement du forfait hospitalier de 5 euros. Enfin, Alexis Tsipras ne manquera pas de souligner qu'en obtenant le feu vert de l'Eurogroupe le 14 août au soir, il a remporté un succès évident face à un Wolfgang Schäuble qui, ces derniers jours, proclamait qu'il voulait prendre son temps.

La logique de la troïka continue

Mais, progressivement, ces succès semblent bien minces, à mesure que l'on découvre à la fois le détail du mémorandum et du mode de fonctionnement de ce dernier. En réalité, les créanciers sont parvenus à obtenir ce qui était, un de leurs objectifs principaux : continuer à agir comme si l'élection du 25 janvier (et, désormais, le référendum du 5 juillet) n'avait pas eu lieu.

Ainsi, on a assisté ce vendredi 14 août à Bruxelles, a la répétition de l'axiome qui a présidé aux précédents mémorandums et aux « sauvetages » des autres pays périphériques de la zone euro : plus de dettes assure la soutenabilité de la dette si l'on fait des « réformes. » Le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a pu ainsi affirmer que « la soutenabilité de la dette peut être atteinte sans coupes dans le stock de dette par l'application d'un programme ambitieux. » Notons que les dirigeants européens semblent désormais les derniers à croire à leurs propres discours. Vendredi soir, le FMI a publié un communiqué d'une rare clarté qui précisait que la « soutenabilité de la dette grecque ne pouvait pas être atteint par ses propres moyens. » Autrement dit, Jeroen Dijsselbloem rêve tout haut.

Reste que, du point de vue grec, l'acceptation de cette logique est fort dangereuse. Elle signifie que, si le programme dérape, notamment parce que la récession sera plus forte que prévu, ou parce que les réformes « structurelles » envisagées n'auront pas l'impact optimiste qui leur a été attribuée, il faudra prendre des « mesures additionnelles » allant dans le même sens. Autrement dit, malgré les apparences, la logique de l'ancienne troïka persiste. Or, le risque est réel : le projet de mémorandum souligne que, « sans les mesures prévues », le déficit structurel grec aurait été de 1,5 % du PIB en 2015. L'effort grec doit donc atteindre 1,25 point de PIB en moins de six mois avec un PIB en chute libre. Il est donc encore considérable.

Le « nœud coulant » replacé

En réalité, derrière les embrassades de l'Eurogroupe entre le ministre grec des Finances Euclide Tsakalotos et Jeroen Dijsselbloem, derrière les félicitations de Michel Sapin au gouvernement grec et les applaudissements des mesures prises depuis le 13 juillet par Alexis Tsipras dans le communiqué de l'Eurogroupe, se cache une nouvelle version du fameux « nœud coulant » jadis dénoncé par le premier ministre grec dans les négociations du premier semestre. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer le fonctionnement de la libération des fonds du mémorandum.

Officiellement, la première tranche libérée sera ainsi de 26 milliards d'euros sur les 86 prévus en tout. Mais en réalité, cette « première tranche » sera libérée au compte-goutte. 10 milliards d'euros seront mis à disposition immédiatement pour recapitaliser les banques. Un second versement de 13 milliards d'euros sera versé au 20 août. Il permettra de rembourser le prêt relais de juillet, les arriérés de paiement de l'Etat grec gelés ces derniers mois et la créance de la BCE. Cette somme disparaîtra donc immédiatement. Les 3 milliards d'euros restant seront, précise le communiqué de l'Eurogroupe, « versés en une ou plusieurs fois en fonction de la mise en œuvre des mesures clés » du mémorandum.

On voit que la confiance des créanciers envers la Grèce est extrêmement relative et qu'en réalité les créanciers maintiennent à chaque instant la capacité de bloquer le versement des sommes. En réalité, cela va plus loin. Si les objectifs ne sont pas atteints, les créanciers se réservent le droit de réviser la conditionnalité. Ce droit est inscrit noir sur blanc dans le projet de mémorandum dès le premier paragraphe : « la conditionnalité sera révisé sur une base trimestrielle en prenant en compte les progrès réalisés sur les trimestres précédents. Dans chaque revue, les mesures spécifiques de politique et d'autres instruments pour atteindre les grands objectifs fixés et le calendrier. » Cette phrase est essentielle, car elle donne aux créanciers la possibilité de demander aux Grecs de nouvelles mesures pour tenir « le calendrier » et atteindre les « objectifs. » La division des tranches versées en « sous tranche » et les revues permettront donc de maintenir la tutelle sur le gouvernement grec en le menaçant de défaut en permanence.

Le risque de « nouvelles mesures »

Le mémorandum assure donc non seulement le maintien d'un « nœud coulant » autour du cou d'Athènes, mais il maintient aussi le risque d'une « spirale infernale » de l'austérité dans laquelle le pays sous programme est contraint d'atteindre des objectifs trop ambitieux en prenant des mesures encore plus drastiques qui réduisent la richesse nationale et rendent les objectifs encore plus inatteignables. C'est ce qui s'est passé entre 2010 et 2014 en Grèce, mais les créanciers ont affirmé que c'est le manque de mise en œuvre des réformes qui a réduit la croissance grecque, pas le programme lui-même. Ils demeurent fidèles à cette logique que Syriza (mais pas seulement, le gouvernement Samaras y résistait aussi depuis l'été 2014) cherchait précisément à renverser. De ce point de vue, Alexis Tsipras prend donc un risque considérable : celui de devoir encore rajouter de l'austérité à l'austérité.

La question du Fonds de privatisation

On soulignera aussi un autre signe de défiance des créanciers : le Fonds de privatisation qu'Alexis Tsipras avait réussi le 13 juillet à « rapatrier » en Grèce alors que Wolfgang Schäuble voulait le placer au Luxembourg, sera sous étroite surveillance européenne. L'Eurogroupe l'a répété : ce Fonds sera certes géré par la Grèce, mais « sous la supervision des institutions européennes compétentes. » La nature de cette supervision sera donc à préciser dans les mois qui viennent, puisque ce Fonds sera installé en début d'année prochaine. On peut se douter qu'elle sera étroite puisque l'Eurogroupe a réclamé que « la législation pour établir le Fonds soit adopté en accord avec les institutions européennes. » L'autonomie grecque sera donc très faible. Or, une grande partie de la richesse de l'Etat grec sera transféré à ce fonds, notamment les participations dans les banques. Il y a donc fort à parier que ces actifs transférés échappent entièrement au contrôle autonome du gouvernement qui se contente de se concentrer sur des objectifs chiffrés. Si donc les « ventes rapides » ont bien été rejetées explicitement par l'Eurogroupe, la gestion de ce Fonds risque d'échapper au contrôle du gouvernement.

Pas de décote sur la Grèce

Reste qu'Alexis Tsipras peut prétendre que ces concessions auront pour but d'obtenir une restructuration de la dette hellénique, un des principaux objectifs de son parti. Mais, en réalité, il semble déjà avoir perdu sur ce plan également. En effet, l'Eurogroupe a, le 14 août, encore une fois exclu explicitement tout « haircut », c'est-à-dire toute décote nominale dans le stock de dettes. Or, le stock de dettes grec va encore augmenter avec ce troisième plan qui ajoute 86 milliards d'euros et les intérêts au stock existant. Rappelons que le deuxième mémorandum, alors même que le plan de participation du secteur privé avait annulé 105 milliards d'euros de dettes, a augmenté de près de 50 points de pourcentage de PIB le ratio d'endettement du pays. Cette fois,

le nouvel endettement est moins important, mais il n'y a pas de coupes dans le stock de dettes et l'effet récessif des mesures proposées est encore à constater. En 2012, cet effet avait été sous-évalué par les mêmes services que ceux qui ont travaillé cette fois à l'établissement de la soutenabilité de la dette.

Une restructuration a minima contre une obéissance parfaite

Bref, le FMI semble avoir raison de réclamer une décote « considérable » (dont il s'exclut lui-même cependant). Et Alexis Tsipras ne semble pas, comme on l'a vu, en mesure d'imposer cette décote. Vendredi 14 août, Jeroen Dijsselbloem n'a donc proposé qu'un nouvel étalement, comme en novembre 2012, du remboursement des intérêts et du principal. Ceci réduit certes, la valeur nette actualisée de la dette grecque, mais laisse une épée de Damoclès considérable sur l'économie du pays pendant des décennies. Mais c'est tout ce qu'Alexis Tsipras peut espérer pour l'instant.

Or, pour obtenir ce « cadeau », il va devoir faire montre d'une grande obéissance vis-à-vis des créanciers. C'est le sens de « l'attente » de la fin de la première revue. « Nous verrons si de nouvelles mesures sur la dette sont nécessaires en octobre », a affirmé Jeroen Dijsselbloem. Or, ce qui sera vrai sur la dette grecque en octobre l'est déjà en août. La réalité, c'est que ces mesures seront une « récompense » pour le bon comportement du gouvernement grec. Ce sera, en réalité, le signe de la tutelle du pays. Et de son maintien à moyen terme, puisque les mesures seront sans doute insuffisantes.

Dans ce cadre, quel pourra être le sens des prochaines élections grecques - si elles ont lieu ? Le gouvernement grec, quel qu'il soit, est tenu dans une telle dépendance, que son autonomie est extrêmement limité. Reste le pari qui pourrait être celui d'Alexis Tsipras : un phénomène de rattrapage de l'économie après le coup d'arrêt de l'été qui masquerait les effets des mesures d'austérité et permettrait de dégager des marges de manoeuvre. latribune.fr 15.08

- Grèce : la BCE s'est-elle comportée comme un "fond vautour" ? - latribune.fr

La Grèce se démène encore pour pouvoir rembourser le 20 août 2015 son échéance vis-à-vis de l'Eurosystème. Une dette qui a pesé lourd dans les événements récents, mais dont la légitimité soulève beaucoup de questions.

Un des éléments déterminants de l'épilogue de la crise grecque a été la double épée de Damoclès de la dette due à la BCE les 20 juillet et 20 août. Encore à présent, l'échéance du 20 août représente un moyen de pression sur le gouvernement grec qui a contraint le parlement à débattre toute la nuit pour pouvoir obtenir un financement avant cette date.

Ces deux échéances, de 3,2 et 3,4 milliards d'euros représentaient un obstacle absolument infranchissable pour les finances publiques grecques. Mais, alors qu'un défaut sur le FMI était un phénomène connu et documenté (même si l'ampleur du défaut grec du 30 juin était inédite), un défaut sur la banque centrale européenne était un fait inconnu qui aurait posé un défi inédit à la zone euro. Et sans doute la BCE et les dirigeants européens sont heureux de pouvoir éviter un tel incident.

La BCE, créancier principal à moyen terme

Mais à quel prix ? Celui du troisième mémorandum et d'un nouvel épisode de récession pour la Grèce. Car sur les 86 à 90 milliards d'euros prévus par le nouveau plan, près de 13,5 milliards d'euros sont destinés à rembourser le capital des dettes détenues par l'Eurosystème, le système des banques centrales de la zone euro d'ici à fin 2018. La BCE et les banques centrales nationales sont ainsi solidairement les premiers créanciers de la Grèce d'ici à 2020, devant le FMI. Le mémorandum a donc d'abord pour vocation de permettre à Athènes de rembourser l'Eurosystème.

Doute sur sa légitimité

Cette dette est cependant particulière à plus d'un titre. Le comité sur la vérité de la dette publique convoqué par la présidente du parlement grec Zoé Kostantopoulou et dont le rapport préliminaire a été remis le 16 juin dernier, avait émis de sérieux doutes sur sa légitimité et sa légalité. Le coordinateur scientifique, le Belge Eric Toussaint, insiste encore aujourd'hui sur le caractère « illégitime » de cette dette. Il est vrai, que ces créances de la BCE sont très particulières.

Le programme SMP

Cette dette a été acquise sur le marché secondaire dans le cadre du programme SMP (Securities Market Programme) lancé en mai 2010, après la décision de lancer un premier plan de soutien à la Grèce par le conseil européen. Ce programme a duré plus de deux ans et a été stoppé en septembre 2012 avec l'annonce officielle du programme OMT par Mario Draghi. Dans le cadre du SMP, la BCE et les banques centrales nationales ont racheté près de 210 milliards d'euros de titres dont 55 milliards d'euros de titres grecs. Au 7 août 2015, l'Eurosystème détenait encore 130,6 milliards d'euros de titres achetés dans le cadre du SMP, dont 23,5 milliards d'euros de titres grecs.

Le but officiel du programme SMP et son échec

Selon le communiqué de la BCE du 10 mai 2010, alors dirigée par Jean-Claude Trichet, l'ambition de ce programme de rachat était de « faire face au mauvais fonctionnement du marché des titres en améliorant sa liquidité et sa profondeur » et de « restaurer la bonne transmission de la politique monétaire. » De ce point de vue, le programme SMP a lamentablement échoué. Il n'a aucunement empêché la crise de la dette souveraine en Europe qui s'est aggravée à l'été 2011, puis encore au printemps 2012. Ce programme peu ambitieux et peu clair n'a pas permis de contenir la contagion et n'a pas été capable de restaurer l'accès au marché des pays « sous programme », alors même que la condition de son application était une politique de rigueur budgétaire, comme le souligne le communiqué de mai 2010. L'échec du programme SMP - qui est aussi celui des plans mis en œuvre en zone euro à partir de 2010 - éclate au grand jour lorsque Mario Draghi doit le remplacer par une arme autrement plus dissuasive : l'OMT qui prévoit des rachats « illimités. »

L'autre objectif du programme SMP

Pour autant, Eric Toussaint souligne que l'ambition de ce programme n'était peut-être pas celui affiché en mai 2010 par Jean-Claude Trichet : « le programme SMP a surtout permis aux grandes banques de la zone euro de vendre leur dette grecque à bon compte. » Selon lui, la BCE a permis aux banques qui se retrouvaient « coincées » avec des titres grecs sur un marché fermé de trouver preneurs et donc de réduire leur exposition au risque grec. Ceci est cohérent avec les informations parues à l'époque, selon lesquelles les banques avaient réclamé une telle intervention. Le SMP a donc été un des canaux privilégiés par lequel il y a eu un transfert du risque privé vers les institutions publiques. Ceci rendrait la dette détenue par la BCE sujette à caution pour Eric Toussaint. « Il y a un problème de légitimité dans la mesure où cette dette n'a pas été utilisée dans l'intérêt général européen par une institution chargée de le préserver, mais pour un intérêt particulier », souligne-t-il.

L'utilisation du programme SMP pour imposer la politique d'austérité

Rappelons cependant que beaucoup estiment que le sauvetage des banques vis-à-vis du risque grec s'inscrit bien dans la sauvegarde de l'intérêt général. Ce qui, alors, cependant, est contestable, c'est que l'achat et la détention de ces titres a été une véritable arme pour la BCE pour faire pression sur la Grèce et contraindre ses gouvernements à appliquer une politique austéritaire qui, in fine, a réduit le PIB et rendu insoutenable le poids de la dette publique. Ainsi, à plusieurs reprises, la BCE a utilisé la suspension du programme SMP pour faire pression sur l'exécutif grec et l'obliger à appliquer des mesures voulues par la troïka (dont la BCE était membre).

Autrement dit, en considérant même que le transfert de créances privées vers la BCE était légitime, son usage en a été plus que contestable. « On reste frappé par le lien direct entre les conditions du programme SMP et la politique adoptée par la Grèce entre 2010 et 2015 », souligne Eric Toussaint. Pour lui, du reste, la conditionnalité adoptée par la BCE dès le 10 mai dans le cadre du programme SMP est contraire à son principe d'indépendance, puisqu'il fait dépendre une action de la BCE d'une action politique d'un Etat membre. De ce point de vue, la légalité même de cette dette pourrait être discutée.

Le refus de la BCE de participer au programme PSI

Mais cette dette détenue par la BCE est surtout contestable au regard du plan de contribution du secteur privé (appelé en anglais PSI), autrement dit de la restructuration de la dette grecque privée de mars 2012. Cette restructuration prévoyait l'échange des titres existants contre des titres ayant une valeur faciale 53,5 % plus faible. La BCE s'est toujours montrée opposée à cette restructuration et elle a obtenu de l'Eurogroupe qu'elle ne soit pas concernée. La position de la BCE a été d'affirmer qu'elle ne pouvait accepter une restructuration d'une dette souveraine d'un Etat membre qu'elle détient puisque ceci serait contraire à la fois à sa position d'indépendance et à son interdiction prévue par les traités de faire du financement monétaire de la dette publique. La BCE a donc été exemptée de participation au PSI en tant qu'agent « public. »

Une position contestable

Reste que cette position, à l'époque unanimement approuvée ou presque, était fort contestable. En achetant des titres sur le marché secondaire, la BCE agit comme un agent privé : elle touche les intérêts et attend le remboursement du principal. Elle était détentrice de contrats qui ont été touchés par la restructuration lorsqu'ils étaient dans les mains d'investisseurs privés. Et même parfois dans les mains d'investisseurs publics, puisque le fonds de pension grec a été contraint d'apporter ses titres publics dans le cadre du PSI, et a perdu près de deux milliards d'euros dans l'opération. Autrement dit, la justification de la non-participation de la BCE au PSI est très hasardeuse.

Le traitement des Holdouts

En réalité, la BCE s'est comportée comme un Holdout, autrement dit comme un de ces fonds qui refusent la restructuration des dettes publiques. Du reste, pour écarter tout danger de voir contester le comportement de la BCE, la Grèce n'a pas appliqué la menace qu'elle avait formulée avant l'opération PSI de contraindre les Holdouts à une conversion forcée. Selon le comité sur la vérité de la dette publique grecque, les investisseurs qui ont refusé le PSI ont « été remboursés sur la base du montant nominal. » Les fonds du deuxième mémorandum ont donc servi à rembourser les fonds qui ont refusé le PSI et, précise le rapport, «

dont beaucoup étaient connus pour être des fonds vautours », ces fonds qui rachètent à vil prix des dettes publiques pour en viser le remboursement au pair. Le rapport souligne qu'entre mai 2012 et la fin de cette année, pas moins de 3,615 milliards d'euros ont été remboursés à ces Holdouts par la Grèce. Du coup, nul ne peut contester l'exigence de la BCE de réclamer à présent le remboursement de sa dette. Pourquoi ne pas la payer lorsque l'on a payé les Holdouts ?

La BCE, un « fond vautour » ?

Faut-il en conclure, comme Eric Toussaint, que la BCE s'est comportée dans cette affaire comme un « fond vautour » ? Pour le coordinateur du comité de vérité sur la dette publique, la BCE a utilisé cette créance pour faire pression sur les gouvernements grecs. « A chaque étape de la crise grecque, la BCE a joué un rôle déterminant pour imposer les politiques d'austérité qui ont mené au caractère insoutenable de la dette grecque », explique-t-il. Autrement dit, comme les fonds vautours utilisent leurs titres pour exercer sur les pays émetteurs des pressions juridiques (comme on le constate par exemple avec l'Argentine), la BCE a utilisé les titres acquis dans le programme SMP pour exercer une pression politique sur la Grèce. Même si cette dette n'est qu'une partie des moyens de pression utilisés par la BCE (l'ELA est un moyen bien plus efficace), la dette due les 20 juillet et 20 août a été un élément important du dénouement de la crise actuelle.

La décision de reverser les bénéfices sur la détention des titres grecs

Sauf que, l'Eurosystème a accepté une forme de restructuration. En décembre 2012, la BCE a accepté de reverser les bénéfices réalisés sur la détention des dettes grecques au gouvernement grec. C'est une concession importante. La BCE a en effet racheté des titres dévalués sur le marché à des taux importants. Le remboursement au nominal avec le versement régulier des intérêts permet à l'Eurosystème d'encaisser d'importants bénéfices. Selon l'association Jubilee Debt Campaign, le total des bénéfices réalisés s'élèvera d'ici à 2028, date du dernier remboursement dû, à 22 milliards d'euros.

Un reversement « volontaire » et conditionnel

Cette décision a notamment permis de verser 2 milliards d'euros au budget grec en 2013. Mais cette magnanimité de la BCE a beaucoup de limites : elle est tout d'abord « volontaire », et donc n'est nullement contraignante pour l'Eurosystème, notamment pour les banques centrales nationales dont certaines estiment que ce retour n'est pas légitime. Ce système de reversement n'est donc pas très clair, ni très transparent et l'on ignore si l'ensemble des bénéfices sera reversé effectivement.

Mais surtout, la BCE, n'étant pas contrainte à ce renversement, elle utilise ce « cadeau » comme une autre forme de pression : elle n'a ainsi toujours pas reversé les 1,9 milliard d'euros de bénéfices réalisés sur l'exercice 2014 à Athènes, malgré le besoin criant qu'en avaient les autorités grecques. Bien au contraire, elle a utilisé ce versement comme un moyen de pression supplémentaire, ce qui semble valider le point de vue d'Eric Toussaint.

Une mauvaise affaire pour la Grèce

Enfin, ce système de reversement volontaire ne saurait remplacer pour la Grèce le bénéfice d'une restructuration qui aurait eu lieu en 2012. Ainsi, entre 2012 et 2015, la Grèce a remboursé 29 milliards d'euros à l'Eurosystème, tandis qu'elle « récupérait » 2 milliards d'euros (et peut-être d'ici la fin de l'année 3,9 milliards d'euros). Pour payer la différence, la Grèce a dû s'endetter via le FESF jusqu'en 2054. Il en sera de même à partir de cette année puisque les sommes versées à la BCE le seront grâce aux moyens versés par le MES dans le cadre du troisième mémorandum.

Du reste, la BCE détenait en mars 2012, selon les estimations les plus courantes, 56,2 milliards d'euros de titres grecs. Une participation au PSI aurait réduit la valeur nominale de cette dette de 30,22 milliards d'euros cette dette. On est déjà au-delà de la valeur estimée du reversement. Bref, la Grèce a clairement perdu, politiquement et financièrement, dans l'attitude de la BCE.

Sans doute inattaquable en droit, la position de l'Eurosystème vis-à-vis de cette dette acquise entre 2010 et 2012 est cependant très fortement contestable sur le plan des principes. Le refus de participer au PSI et l'utilisation de cette dette comme un moyen de pression pour mener une certaine politique économique mettent en lumière la très mauvaise volonté et l'approche très biaisée de la BCE dans cette affaire grecque. Autrement dit : loin d'être évidente, le remboursement de la dette due par la Grèce le 20 août était très contestable du point de vue de l'intérêt de la Grèce et de celui des créanciers publics. latribune.fr 14.08

ACTUALITE EN TITRES

Pire que la tyrannie, Otan des barbares.

- Libye: l'EI a "décapité" 12 personnes à Syrte - AFP

- Méditerranée: 40 migrants meurent asphyxiés dans la cale d'un bateau surchargé - AFP

C'est tout ce qu'elle a retenu, c'est déjà pas mal !

- Isabelle Balkany : "Je n'y suis pour rien si j'allais en Rolls à l'école !" - Francetv info

Tout est dans l'ordre des choses.

- Des riches plus nombreux et plus riches, au vu de leur ISF - Francetv info

Et ce n'est pas fini :

- EDF pourra bien demander à être indemnisé pour les fermetures de réacteurs - AFP

Sur quelques dizaines de milliards, cela valait vraiment le coup.

- BNP Paribas paiera 115 millions d'euros dans l'affaire de manipulation de changes - La Tribune

Et les banksters évitent la prison...

La réaction pavoise.

- Royaume-Uni : l'éclatante réussite - LePoint.fr

Tout est bon pour vous surveiller et réprimer

- Sécurité routière : "On assiste à un relâchement des comportements" - Francetv info

- Sur les routes, les gendarmes renforcent leurs contrôles - Francetv info

Face à la hausse du nombre de tués sur les routes et aux comportements dangereux des automobilistes, les gendarmes sévissent. Francetv info 14.08

- Téléphone au volant : bientôt la verbalisation par caméra ? - LePoint.fr

Offensive de l'Empire du chaos et opération déstabilisation.

- Pékin doit poursuivre les réformes pour éviter un ralentissement de l'économie, prévient le FMI - AFP

Les autorités chinoises doivent poursuivre les réformes pour orienter leur économie vers un plus grand rôle des marchés afin d'éviter un ralentissement plus prononcé de la croissance, a prévenu vendredi le Fonds monétaire international. AFP 15.08

- L'Equateur paralysé par une grève générale - euronews.com

- Manifestations dans tout le Brésil contre Dilma Rousseff - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre sans fin

- 40 morts dans une nouvelle tragédie en Méditerranée - La Tribune

- Un Palestinien abattu après avoir attaqué un soldat israélien en Cisjordanie - AFP

- Brésil : 19 personnes assassinées dans une série de fusillades à Sao Paulo - Francetv info

- Affrontements à Syrte et Benghazi en Libye, 42 morts Reuters -

- Onze morts dans un attentat à la voiture piégée à Bagdad - LeMonde.fr

- Pakistan: un ministre provincial parmi les morts d'un attentat suicide - AFP

- Un attentat suicide fait au moins 3 morts au Nigeria - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

- Les militaires britanniques retournent en Afghanistan - francophone.sahartv.ir

Un journal britannique a annoncé le retour en Afghanistan des forces spéciales de l'armée de la Grande-Bretagne pour coopérer avec les forces américaines dans les opérations nocturnes et la lutte contre les Talibans et le groupe terroriste Daech.

« Les forces spéciales de l'armée britannique sont retournées en Afghanistan», a écrit le quotidien britannique Mirror.

« L'objectif de l'expédition de ces forces en Afghanistan est de lutter contre Daech et les Talibans », a poursuivi ce quotidien.

« Les forces spéciales de l'armée britannique sont chargées de planifier et de diriger les opérations anti-terroristes en Afghanistan », selon ce rapport. francophone.sahartv.ir 16.08

2- Brésil

- Manifestations dans tout le Brésil contre Dilma Rousseff - AFP

Des milliers de Brésiliens manifestaient dimanche à travers le pays pour réclamer de nouvelles élections ou la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff, embourbée dans une triple crise économique, politique et de corruption.

Les organisateurs - des mouvements citoyens de droite soutenus par une partie de l'opposition - ont appelé à manifester dans plus de 200 villes de ce grand pays émergent d'Amérique latine.

Les manifestants réclament la démission où l'ouverture d'un processus parlementaire de destitution de la présidente Rousseff, 64 ans, qui a entamé son deuxième mandat en janvier après une difficile réélection en novembre.

La présidente a vu en l'espace de quelques mois sa popularité chuter brutalement à un niveau historiquement bas de 8%.

Elle est confrontée à une triple tempête: la récession économique qui l'a conduite à adopter des mesures d'austérité impopulaires; les révélations dévastatrices du scandale de corruption autour du géant public pétrolier Petrobras qui éclabousse son Parti des travailleurs (PT) et d'autres partis alliés; enfin une crise politique aiguë qui menace de faire voler en éclats sa fragile majorité parlementaire.

"Nous allons protester jusqu'à la fin. Jusqu'à ce que la présidente tombe. Elle doit s'en aller définitivement et laisser ce pays en paix et libéré de cette mafia du PT", a déclaré à l'AFP Patricia Soares, une fonctionnaire de 43 ans qui défilait à Brasilia.

"Nous sommes dans la rue pour montrer notre indignation, notre insatisfaction avec la situation politique et économique du pays et contre la corruption du gouvernement", abondait à ses côtés Luana Alves, une fonctionnaire de l'administration judiciaire âgée de 38 ans. AFP 14.08

3- Syrie

3.1- Plan anti syrien des USA après la mort de Daech - french.irib.ir

Selon la commission pour la sécurité et la défense du parlement irakien, " un plan terroriste se trame en ce moment contre l'Irak et la Syrie, un plan qui vise les intérêts de ces deux Etat une fois le dossier de Daech clos". Al Sumeiria News qui reprend le communiqué du parlement irakien, affirme : " de nouvelles pages devront s'ouvrir après que celle de Daech aura été

fermée. certaines parties ont formé près de 50000 jeunes et adolescents extremistes pour les envoyer en Syrie et en Irak. ces jeunes ont été formés près des frontières algériennes pour que Daech ait effectivement un descendant " affirme cette source. french.irib.ir 13.08

3.2- Six MIG-31 russes livrés à Damas - francophone.sahartv.ir

La Russie vient de livrer six MIG-31 à l'Etat syrien. selon Al Mayadeen, ces appareils ont été livrés à Damas dans le cadre d'un contrat militaire signé il y a trois ans entre la Syrie et la Russie.

Ces MIG-31 sont déployés à l'aéroport de Meza dans le rif de Damas. le convoi militaire exporté à la Syrie contiendrait aussi des dizaines de missiles Kornet , des obus de 350 mm. Selon les analystes politiques, en livrant ce nouveua convoi d'armements à damas, la Russie riposte à la décision turco-américaine de créer une zone d'exclusion aérienne dans le nord syrien. francophone.sahartv.ir 16.08

3.3- Syrie: les terroristes pro Ankara s' entretuent - french.irib.ir

L'explosion de deux voitures piégées a visé la réunion des chefs de la milice terroriste de Ahrar al Chaam à rif d'Idleb. Cette attaque revendiquée par Daech a eu lieu moins de 48 heures après un communiqué de Ahrar al Chaam comme quoi cette milice s'etait mise sous le commandement conjointAnkara/ Washington pour combatre Daech.

Il y a deux jours Ahrar al Chaam s'en est pris a l'aide de Lashgar de Sultan Morad , une milice pro turque et pro americaine, aux positions de Daech dans le nord d'Alep. les qaidistes et les nosratistes de Ahrar al Chaam a annoncé son soutien aux agissements de la Turquie dans le nord de la Syrie. la première explosions a tué quatre terroristes de Ahrar al Chaam à rif de Hama. La seconde explosion a coûté la vie aux six commandants de Ahrar al Chaam.

Ces explosions ont provoqué de très fortes divergences dans les rangs des terroristes pro Ankara qui s' accusent mutuellement de trahision. french.irib.ir 14.08

3.4- Israël veut soigner les Nosratistes sur le sol syrien - french.irib.ir

A la suite de la révélation faite par le secrétaire général du Mouvement de la Résistance islamique du Hezbollah sur le traitement dans les territoires occupés de la Palestine des terroristes du Front al-Nosra les sionistes ont fait part du changement de leur décision de vouloir soigner désormais les terroristes sur le sol syrien. Nous avons l'intention de renforcer les dispositifs de sécurité sur nos frontières et ensuite nous autoriserons seulement les civils à pénétrer en Israël et si les combattants (terroristes d'al-Nosra) seront soigné sur le sol syrien » a déclaré, un commandant militaire. « J'affirme que nous n'avons pas jamais donné même une balle aux membres du Front al-Nosra, et qu'il n'ont jamais joui de notre soutien militaire », a-t-il prétendu. french.irib.ir 13.08

4- Yémen

- L'Arabie envoie une grande quantité d'armements au Yémen - francophone.sahartv.ir

Le régime des Ale Saoud a acheminé des armes lourdes et des équipements militaires vers la province de Shabwa, dans le Sud-Est du Yémen, afin de soutenir les miliciens pro-Hadi.

Une nouvelle cargaison d'armes lourdes et une importante quantité de munitions et d'équipements militaires ont été envoyées par l'Arabie saoudite à la province yéménite de Shabwa dans l'objectif de renforcer les miliciens pro-Hadi.

En outre, un certain nombre de chars, de lance-roquettes, d'artilleries et de détecteurs de mines sont arrivés mardi dernier dans le port de Balhaf. Selon les sources militaires, près de 1500 guerriers yéménites ont récemment reçu des entraînements militaires en Arabie saoudite. francophone.sahartv.ir 16.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Equateur

- L'Equateur paralysé par une grève générale - euronews.com

En Amérique du Sud, l'Equateur paralysé par une grève générale. La principale organisation indigène du pays a appelé à un "soulèvement" contre le Président Rafael Correa. Parti d'Amazonie, le cortège a parcouru 800 kilomètres à pied pour rallier Quito, la capitale.

Ils ont rejoint une grande manifestation organisée par une opposition hétéroclite, constituée de partis de droite, de syndicats de travailleurs, de retraités, de médecins et d'avocats. Des heurts ont éclaté avec les forces de l'ordre.

Les manifestants exigent le retrait d'une série d'amendements qui permettent à Rafael Correa de se présenter pour un nombre illimité de mandats. Ce ras-le-bol intervient alors que les droits fondamentaux des Équatoriens sont régulièrement bafoués : censure des médias, répression brutale des manifestations.

Au pouvoir depuis 2007, le président de l'Equateur a dénoncé une campagne de déstabilisation et une tentative de coup d'État. euronews.com 14.08

C'est évident.

2- Ghana

- Ghana : les médecins en grève deux semaines de plus - euronews.com

Les médecins ghanéens ont décidé de prolonger de deux semaines leur grève, alors que le président de leur syndicat (GMA) avait quelques heures plus tôt prédit la fin du mouvement. Ils réclament au gouvernement de meilleures conditions de travail, en particulier sur le plan financier. Le salaire de base d'un médecin est d'un peu plus de mille euros. Beaucoup prennent en complément des patients en privé, ce qu'une grande partie de la population ne peut pas s'offrir, ou exercent dans des institutions religieuses.

Le gouvernement est sous pression du Fonds monétaire international (FMI) et sa marge est par conséquent faible pour faire face à des revendications salariales, comme celles des médecins. euronews.com 15.08

ECONOMIE

1- Arabie saoudite

- L'Arabie au seuil de la faillite - french.irib.ir

« L'Arabie au seuil de la faillite », a affirmé le célèbre expert arabe en examinant la situation politique et économique de l'Arabie.

« En raison de la mauvaise gestion des fonds, des dépenses non-ciblés, de la conclusion des lourds contrats d'armement pour des raisons politiques et du fait de ne pas prendre aucun engagement, l'Arabie est en train de plonger dans une situation économique désagréable qui semble-t-il pousser ce pays vers la faillite », a écrit, ce jeudi, Abdelbari Atwan, dans l'éditorial de Raialyoum.

« Les recherches occidentaux montrent que dans le but de porter des coups à l'économie de l'Iran et d'affaiblir la Russie pour son soutien à la Syrie, l'Arabie s'est livré en 2014 à un risque dangereux conduisant à la baisse de 55% du prix du pétrole mais ses résultats était inverse pour Riyad, a précisé Atwan.

« Cette année l'Arabie a accusé un déficit budgétaire de plus de 145 milliards de dollars. Les experts ont estimé le cout de la récente guerre contre le Yémen sans prendre en compte les dommages éventuels qu'elle infligera à l'avenir à ce pays, à 45 milliards de dollars. Environ3 millions de chômeurs saoudiens reçoivent une allocation mensuelle. Pour ce qui du règlement des questions du monde arabe, l'Arabie doit non seulement remonter de 45 ans à l'époque de la politique de non-ingérence de Malek al-Fayçal mais encore elle doit mettre en application des politiques d'austérité similaires à celles d l'époque de ce dernier, a souligné Atwan. french.irib.ir 13.08

2- Israël

- Le premier contrat d'armement d'Israël avec les régimes arabes - francophone.sahartv.ir

Le régime sioniste a signé son premier contrat d'armement avec un pays arabe.

Le régime sioniste vend 12 drones de type Heron TP et Skylark à l'armée jordanienne. Il s'agit du premier contrat d'armement signé par le régime sioniste avec un pays arabe. Les responsables jordaniens disent avoir décidé de signer ce contrat d'armement afin de renforcer les capacités militaires de l'armée de l'Air royale et de lutter contre le terrorisme. Le drone de type Heron TP est

d'une vitesse de 370 kilomètres et il est capable de voler dans une altitude de 14 kilomètres. Ce drone peut parcourir 7, 400 kilomètres en 70 heures. Le drone Skylark ne pèse que 7 kilogrammes et il sera remis aux services d'espionnage de la Jordanie. Ce type de drone est capable d'accomplir les opérations militaires et d'espionnage dans le même temps.

Le régime sioniste a assuré à la Jordanie que ces drones sont capables de s'infiltrer dans la profondeur de 200 kilomètres du territoire irakien. Les responsables sionistes et jordaniens se sont abstenus de se prononcer sur le montant de ce contrat. francophone.sahartv.ir 16.08

Haut de page

Le 19 août 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'ajouter de nouveaux articles, je dois finir d'installer la tuyauterie dans le jardin, car j'en ai marre de porter les seaux tous les soirs et Selvi est trop fatiguée.

A propos de la crise du POI-CCI.

Après lecture de quelques documents internes au POI-CCI parvenus à notre connaissance, nous en concluons que les reproches adressés au courant minoritaire par le courant majoritaire sont justes, tout comme ceux adressés au courant majoritaire par le courant minoritaire, autrement dit ils ont faux tous les deux !

Le courant minoritaire reproche au courant majoritaire d'axer le combat du POI en direction des syndicats ou de faire une trop grande place au travail dans les syndicats, de substituer en fait les syndicats au parti ou de vouloir leur faire jouer le rôle qui revient au parti, ce qui est juste.

Et le courant majoritaire reproche au courant minoritaire d'axer le combat du POI sur le terrain politique à partir d'arguments dogmatiques plaqués sur la réalité ou n'en tenant pas compte, ce qui est juste également en grande partie.

En résumé la direction majoritaire est engagé dans, je cite : "la bataille pour construire « l'appareil politique de la lutte »" constitué de syndicalistes, tandis que la tendance minoritaire souhaite "le retour à une politique de construction du parti ".

Quand on lit les documents de la direction majoritaire on s'aperçoit qu'elle tend à vouloir faire jouer aux syndicalistes un rôle dans la lutte de classe qui ne peut pas être le leur du fait même du terrain (économique) sur lequel ils interviennent.

Ainsi, comment un mouvement initié par des syndicats pourrait-il "porter le fer dans les fondements du système d'exploitation et de l'État bourgeois qui le garantit" (Résolution adoptée par la DN du 27 juin 2015), alors qu'ils correspondent à des objectifs politiques qui débordent du cadre étroit du syndicalisme ou qui ne font par partie de leur mission ou du terrain sur lesquels interviennent les syndicats, place qui revient au parti qui lutte sur le terrain politique, contre les institutions et l'Etat.

De confusion en lieu commun ils véhiculent les pires illusion dans les syndicats en écrivant que "seul le développement de la lutte des classes, appuyé sur l'appropriation par les masses de leurs organisations de classe (...) était concrètement en mesure d'ouvrir la voie à une issue politique gouvernementale conforme aux exigences des masses.", comme si la question du pouvoir ou des conditions à remplir pour satisfaire les besoins sociaux des travailleurs se réduisait à un changement de gouvernement.

Ou encore " Sans écarter le moins du monde le nécessaire travail de propagande permettant l'appropriation par l'avant-garde en train de se dégager des enseignements du marxisme en la matière —, nous avons estimé que, pour libérer cette avant-garde du poids du chantage que les directions font peser sur elle, il fallait l'aider à forger pratiquement les outils qui permettent à la lutte des classes d'ouvrir des brèches dans le dispositif des directions inféodées." sans qu'elles soient subordonnées à des objectifs politiques qui relèveraient de la génération spontanée contrairement aux enseignements du marxisme. Ils ont manifestement "écarté" les leçons que les bolcheviks avaient tirées de la révolution de 1905.

En réalité l'unité et le soulèvement de la classe ne peuvent se réaliser qu'autour de mots d'ordre politique, sur la base d'objectifs politiques qui concentrent l'ensemble de la situation et ses contradictions. L'obstacle à l'unité ou au rassemblement de la classe et de son avant-garde repose justement sur l'absence d'objectifs politiques au-delà des difficultés ou situations particullères que rencontre le prolétariat plus hétérogène que jamais, qui sans orientation politique n'a aucune raison de se mobiliser ou d'entrevoir une issue à la crise du capitalisme, de renouer avec l'espoir qu'il est possible de changer la société.

Ils font une fixation quasi névrotique sur les appareils des syndicats qui organisent une infime minorité de travailleurs, et ignore totalement l'état d'esprit des masses qui découle de l'absence de perspective politique au-delà du capitalisme, ce qui est pratique pour ne pas avoir à se poser la question d'où elle vient ou à quoi cela tient qu'elles reçoivent des coups sans réagir ou si peu, alors que les syndicats n'ont aucune influence sur elles, hormis les quelques pourcents qui militent dans les syndicats. Ces dirigeants sont à la base des fonctionnaires, ensuite ils ont fait carrière dans les syndicats et pour eux le reste de la classe ouvrière n'existe pour ainsi dire pas, en conséquence la lutte de classe se réduirait au milieu dans lequel ils ont toujours baigné et dont ils ne sont jamais sortis au cours de leur vie, et pour finir ils n'ont fait qu'y adapter leur combat politique réduit en pratique au trade-unionisme.

Et tout les militants de leur parti devraient comme un seul homme leur emboîter le pas.

On les imagine discuter avec des travailleurs sur la base de cette ligne politique, puisqu'ils n'ont rien d'autres à leur proposer, alors que plus de 95% d'entre eux ne sont pas concernés par "le combat pour abattre l'obstacle politique dressé sur la voie de la classe, incarné par la soumission des directions" des syndicats "au cadre des institutions réactionnaires de la Ve République et de l'l'Union européenne", on nage en plein délire... qu'ils reprochent à la tendance minoritaire !

Il y a pire encore, la « vie du parti » ne devrait plus être organisée par sa direction et autour de la politique qu'elle a définie, non, elle devrait être "organisée autour de l'animation des discussions sur les positions exprimées dans le journal par les cadres ouvriers qui ont les leviers entre les mains", autrement dit ce seraient ces syndicalistes extérieurs à leur parti qui se substitueraient à leurs dirigeants, mieux, et les militants du POI ne débattraient pas démocratiquement des "propositions" qui leur seraient proposées par leurs dirigeants auxquelles se substitueraient celles de ces syndicalistes véhiculant des tas d'illusions dans le régime et ses institutions qui incarneraient, sans rire " « l'authentique représentation politique de la classe ouvrière » en construction.".

Voilà " le « tournant » qu'il nous fallait impérativement opérer pour sortir le POI de la « stagnation » et réussir un Ve Congrès du POI véritablement « ouvert »." écrivent-ils, qui va assurément se solder par une nouvelle hémorragie au sein de leur parti, à croire que ce serait le but recherché après avoir perdu 50% de leurs adhérents (4.700 défections) depuis la fondation du POI.

Mais que ces militants se rassurent, ils continueront de trouver dans Informations ouvrières des rubriques consacrées "à la propagande pour les vieux idéaux auxquels nous refusons de renoncer et qui doivent trouver leur équilibre dans le « nouvel IO », propagande plaquée, inutilisable, déconnectée de la situation et du combat politique indispensable contre l'Etat, vieux réflexe de dogmatiques dont les "vieux idéaux" sont relégués au magasin des souvenirs de jeunesse auxquels ils ont cessé de croire depuis belle lurrette.

Le socialisme est ainsi ravalé au rang des "vieux idéaux" que l'on casera ici ou là s'il lui reste de la place histoire de faire bonne figure ou entretenir l'illusion qu'on a encore à faire avec des trotskystes, quel mépris !

Maintenant, comme nous l'avons dit en préembule, les critiques ou reproches formulés par la direction majoritaire à l'encontre de la tendance créée par D. Gluckstein et une vingtaine de dirigeants du POI-CCI, nous semble justifiés, à ceci près qu'ils en profitent pour écarter toute perspective politique ou tout objectif politique que leur cher "avant-garde" syndicaliste refuse de se saisir. C'est ainsi qu'ils ont écrit à propos de Gluckstein que " ses appels à la Constituante, campagne contre l'Union européenne, développement du POI sont complétement en –dehors du temps. Est-ce cela qui correspond aux nécessités de la lutte des classes aujourd'hui ? Cela répond-t-il aux questions : Quoi faire, comment faire, que pouvons-nous faire ? Sa politique est de l'idéologie coupée des masses purement et simplement", ce qui n'est pas totalement faux répétons-le.

En réalité les deux types de revendications sociales et politiques devraient s'articuler au lieu de s'exclure, ce qu'ils confirme en prétendant que "nous ne pouvons formuler un mot d'ordre gouvernemental, ni encore la question du pouvoir. C'est un fait, le reste n'est que gesticulation.", ce qui relève du révisonnisme ou de la mauvaise volonté, car de tout temps il est possible de poser la question du pouvoir sans qu'il soit forcément agrément d'un "mot d'ordre gouvernemental", il suffit de relire les textes de Lénine datant de la fin du XIXe siècle pour en avoir confirmation si nécessaire.

Tout mauvais coup porté aux travailleurs par la classe dominante, toute revendication sociale insatisfaite, tout recul de nos droits ou acquis, toute répression d'un mouvement social conduit à poser la question du pouvoir pour peu qu'on ait acquis les bases de la dialectique qui préside au processus historique auquel participe la lutte des classes. C'est le b.a-ba du marxisme.

Quand on cherche à comprendre la situation en France, dans quel monde nous vivons, infailliblement cela nous mène à poser à la question du pouvoir, de l'Etat, des institutions du capital, même la discussion sur des questions les plus alimentaires de la vie quotidienne nous y conduit, toutes les questions dites sociétales, portant sur les thèmes de campagne développés par le PS notamment, le racisme, l'homophobie, la xénophobie, etc, et pour cause elles sont mises en avant par les représentants de l'Etat, tous les préjugé des masses portent l'empreinte de l'Etat, des rapports entre les classes...

Ils reprochent à Gluckstein (Seldjouk) de faire une fixation sur le parti : " Dans ces textes, Seldjouk parle « Aussi, aujourd'hui dépouiller de fait le POI de tous ses attributs de parti… » , « sans poser le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et donc de la nécessité d'un parti ? », « comment un parti ouvrier qui ne mène pas de campagne, sous des formes adaptées sur

la question du pouvoir serait-il un parti ? ».", il a raison sur ce point. On peut légitimement se poser la question de savoir quel parti on construit, sur quelle base politique il recrute en évacuant la question du pouvoir et la place et le rôle du parti qui parce qu'ils deviennent accessoires sont incompréhensibles et ne méritent finalement aucun intérêt, en dehors toutefois du rôle qu'il peut tenir dans les syndicats dont il est devenu un appendice, un courant que leurs dirigeants ne voient pas forcément d'un mauvais oeil pour accorder leur confiance et des postes de permanents aux dirigeants du POI-CCI qui leur servent à la fois de rabatteurs et de caution de gauche sans pouvoir pour autant s'emparer de leurs appareils ou les déstabiliser au point d'en perdre le contrôle.

On arrêtera là pour auourd'hui.

Derrière cette polémique d'appareil, ce qui est en cause à plusieurs origines, d'une part l'analyse de la situation et du développement de la crise du capitalisme, et d'autre part l'interprétation des enseignements du marxisme.

Vous n'avez pas trouvé curieux que tous les militants extérieurs au POI-CCI aient refusé de prendre partie ou de s'exprimer sur les origines politiques de cette crise ? Manque de courage ou ils n'y comprennent rien pour être issus de ce courant. Les réponses à ces questions figurent en plus étayées dans les critiques de ce parti et de sa politique que nous avons formulées lors de causeries précédentes.

On ne pouvait pas terminer sans une brève citation d'actualité pour flatter les fétichistes :

1- "Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non révolutionnaire et une situation pré-révolutionnaire, entre une situation pré-révolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique." (L.Trotsky - Où va la France ?)

Et ils eurent même de zélés disciples...

Il y en a qui ont l'art de lire ce qu'ils veulent bien lire au point de lire ce qu'un auteur n'a jamais écrit. Pire, ils vont même jusqu'à lui imputer ce qu'il a dénoncé. Comment ? Ils ont l'art de trouver dans un texte ce qui n'y figure pas ou ils le déforment de manière à faire dire à son auteur le contraire de qu'il a exprimé. Une autre méthode consiste à ignorer les autres textes que l'auteur a produits sur le même thème en plus développé, donc plus difficile ou impossible à attaquer. C'est très facile d'attribuer à quelqu'un des intentions qui n'ont jamais été les siennes dès lors qu'on ne recule devant aucun moyen malhonnête.

Voici deux courriels que j'ai reçus il y a déjà quelques jours. Ils ont été rédigés par des trotskystes issus du PCI et qui se présentent comme des sympathisants du POI dont ils reprennent la ligne politique, et apparemment ils ignorent la crise qui ravage ce parti puisque cela la contrarierait.

Au départ le marxisme est une méthode pour interpréter l'existence dans toutes ses manifestations naturelles ou historiques conformément au processus matérialiste et dialectique qui les parcourent ou en sont à l'origine et que Marx a découvert. Le trotskyste qui s'inscrivait dans la continuité du léninisme correspondait à l'application de cette méthode à la société, au monde, au capitalisme, à la lutte des classes, etc.

Ainsi, à l'instar du socialisme qui en est le produit ou la projection appliqué à la lutte de classe du prolétariat, il n'a jamais été question de créer un nouveau système philosophique ou économique dans lequel la pensée ou l'histoire, l'évolution de l'humanité devrait s'ébattre et trouver ou prouver sa propre justification, sa légitimité, ce qui serait contraire aussi bien à la méthode qu'aux conclusions des travaux auxquelles Marx et Engels étaient parvenus, et qui consacrait un processus dynamique et ouvert qui devait se poursuivre indéfiniment sans obstacle impossible à surmonter, une fois débarrassé du système capitaliste qui constituait une entrave à la résolution des difficultés que la civilisation humaine rencontrait pour conquérir sa liberté ou passer au stade supérieur de son développement en faisant consciemment sa propre histoire.

Or, c'est ce qu'en ont fait les trotskystes auto-proclamés, un système de pensée, limité, fermé, monolithique, un dogme qui a créé ses propres lois de fonctionnement auxquelles la réalité doit impérativement s'adapter sous peine d'être torturée dans tous les sens ou déformée jusqu'à ce qu'elle s'y conforme.

Un système ne peut fonctionner que dès lors que les différents éléments qui le composent entretiennent des rapports dans des limites déterminées arbitrairement, ce qui signifie qu'en sont exclus tous les facteurs qui pourraient en perturber le fonctionnement ou rendre ce système caduc. Il peut fonctionner tant que l'évolution de ces éléments et leurs rapports n'ont pas atteint les limites inhérentes à leur constitution ou à leur nature, au-delà il explose, se désagrège et disparaît. Tout élément extérieur qui viendrait en perturber le fonctionnement pourra produire les mêmes effets ou le dénaturer, aussi doit-il demeurer aussi pur que possible pour assurer sa pérennité.

L'esprit de système implique donc que toute discussion ne prenne en compte que les éléments ou arguments qui y figurent, qu'un facteur parasite s'y introduise et la discussion tournera court afin de préserver ce système de pensée. D'où la tendance marquée à la névrose obsessionnelle, à la schizophrénie et à la paranoïa des tenants d'un système à court d'arguments qui se sentiront systématiquement ou en permanence menacée ou agressés. Cette tendance se transformera en penchant au fil du temps et prendra une tournure hystérique ou violente. Toute contradiction soulevée, critique énoncée, polémique ouverte, tournera systématiquement au mieux au déni, au mépris ou à l'indifférence, au pire au procès d'intention, à l'affrontement, à l'insulte ou à la calomnie en guise de rapports. C'est ainsi que la personnalité des tenants d'un système s'identifient avec lui, et plus il sera élaboré plus

Un courriel d'un militant issu du PCI.

Ci-dessous quelques éléments de réflexion:

1. L'explosion du capital financier n'est en aucun cas l'expression de la volonté d'une oligarchie mondiale désireuse de contourner les lois du capitalisme !! (Je n'ai jamais affirmé le contraire, il faudrait apprendre à lire, mais à mon avis il est un peu trop tard ! - LVOG)

Comme tout le monde elle les subit, et le monstrueux parasitisme financier, tout comme les guerres en permanence, le chômage et la précarité de masse... ne sont que l'expression de la barbarie de ce système en phase finale, barbarie qui ne pourra cesser qu'avec son expropriation. (Il ne suffit pas de nommer "le monstrueux parasitisme financier" qui relève du lieu commun, faudrait-il encore en définir la nature et la fonction précise qui n'a absolument rien à voir avec ce qu'on avait connu dans le passé. - LVOG)

2. Il ne sert à rien de répéter, en dehors d'une mobilisation révolutionnaire des masses, "à bas le capitalisme", "à bas l'Union européenne", "vive la révolution socialiste". (Ah ben alors : vive le capitalisme, vive l'Union européenne et à bas la révolution socialiste ! Cela vous ira comme cela ? - LVOG)

3. Il ne sert à rien de vouloir que le niveau de conscience des masses soit au niveau de celui du parti révolutionnaire... (Entre les deux il y a de la marge semble-t-il, non ? On se demandera pourquoi les bourgeois ont envoyé les gosses de prolétaires à l'école et qu'est-ce qu'ils ont bien pu apprendre. De quel "parti révolutionnaire" parle-t-il, il n'existe pas. - LVOG)

C'est justement pour ça qu'il faut un parti révolutionnaire qui ne peut-être que minoritaire puisque la grande masse exploitée est aliénée comme l'explique Marx et subit l'idéologie dominante de la classe capitaliste avec ses agents de droite ou de gauche et le parti n'a pas à s'épuiser dans un vain combat idéologique même si dans son journal il peut développer telle ou telle idée. (En fait il n'a jamais développé la moindre idée sur ce plan votre journal. Ensuite on se demande pourquoi les représentants de la classe dominante mène quotidiennement le combat sur ce plan-là contre les masses s'il ne devait servir à rien. Et puis c'est le produit social issu de l'exploitation de sa force de travail qui est aliéné et non les masses, il y aurait là comme une confusion entre l'aliénation sociale et mentale. Attention, c'est à y perdre la tête ! - LVOG)

4. Pour en finir avec l'Union européenne , ses institutions et ses différents gouvernements, il faut CONCRETEMENT renverser sa propre bourgeoisie....

COMMENT ? en préparant dès septembre la grève générale, en forgeant les comités d'action dont parle Trotsky en 1936 pour briser l'action contre-révolutionnaire des appareils, pour mettre en place les comités de grève élus par les assemblées générales souveraines, intégrant, tout en les soumettant, les représentants syndicaux, pour leur fédération en un comité central de grève, comité central s'érigeant en gouvernement ouvrier, nouveau gouvernement de la Commune, tendant la main aux autres classes ouvrières...pour les Etats-unis socialistes d'Europe. (Il n'a lu que les passages d'Où va la France ? de Trotsky de 1934 et 1936, s'il avait lu ceux de 1938 il se serait rendu compte que Trotsky avait surestimé la situation et la capacité des masses à accomplir ces tâches en l'absence du parti révolutionnaire. On croirait entendre un disque rayé. - LVOG)

5. Il faut considérer l'action des membres du parti (l'élément subjectif) comme partie intégrante de la situation objective (processus on ne peut plus dialectique!)... ainsi, les 1000 cadres syndicaux (CGT, CGT-FO, SUD, FSU) rassemblés lors de l'assemblée du 6 juin, organisée à l'initiative d'IO et dont la majorité ne sont pas membres du POI (On se demandera qu'est-ce qu'il en sait, il répète ce qu'en ont dit les dirigeants eux-mêmes du POI qu'il faudrait croire sur parole. - LVOG), débattant de la nécessité des comités de grève contre la tutelle des directions syndicales (A l'entendre on serait en présence de véritables syndicalistes révolutionnaires qui s'ignorent. - LVOG), ouvrent une telle perspective, notamment dans 2 des secteurs correspondant aux besoins fondamentaux des travailleurs: l'éducation et la santé (A ma connaissance le besoin fondamental des travailleurs c'est d'avoir un emploi avec un salaire décent, mais par décret on peut passer outre quand on n'a jamais eu cette préoccupation à l'esprit... et au ventre. Le secteur de l'enseignement n'a jamais cessé de rouler pour lui-même ou le régime à notre connaissance. Quant à celui de la santé, on en entend parler uniquement lorsqu'il s'agit de défendre son statut, le reste du temps il est complètement absent de la lutte de classe. - LVOG), et vont réaliser le nécessaire (Au total cela représente quoi, moins de 5% des travailleurs de ce pays, impressionnant ! - LVOG) (bien que fonctionnaires et petits-bourgeois d'après vous alors que Trotsky considère les fonctionnaires comme partie intégrante de la classe ouvrière !!) ! (Je n'ai jamais dit le contraire, j'ai seulement précisé que leur statut privilégié ne les engageait pas à s'attaquer à l'employeur qui les nourrit, d'autant plus qu'ils n'ont pas conscience de la nature exacte de leur statut de serviteur d'un Etat capitaliste. - LVOG)

Un second courriel provenant d'un autre militant.

En voilà un manuel occupé à plein temps mais qui éprouve quand même le besoin de nous raconter à longueur de colonnes sa pauvre vie ! (Personne ne vous oblige à vous connecter sur ce portail. - LVOG)

Rien à voir avec Lénine, Trotsky, les dirigeants bolcheviques qui étaient d'affreux intellectuels, ou même, horreur, une sorte d'aristocratie ouvrière (par rapport à l'ensemble du peuple russe). (On retrouve ici la même méthode employée par les néolibéraux qui recourent à la calomnie pour dénigrer leurs opposants, cela vous honore ! - LVOG)

Quant à la grève générale, n'en parlons surtout pas alors qu'elle va être à l'ordre du jour et, c'est amusant, mais en 68 ce sont les étudiants, les intellectuels, les cadres syndicaux...qui vont avoir un rôle décisif, c'est à dire des catégories honnies par le sieur Tardieu !...Pauvre de lui! (Il est vrai qu'avec une telle référence, 68, vous ne pouviez viser plus loin ou tomber plus bas. Hier c'était la révolution qui était à l'ordre du jour, et voilà qu'il nous ressert le couvert avec la grève générale ! Vous avez là l'archéotype du trotskyste formaté à l'école de P. Lambert et qui ne s'en est jamais remis, qui ne supporte pas qu'on analyse la situation et le rôle de certaines couches sociales comme l'avaient fait avant nous Marx et Engels ou même Lénine dans des termes autrement plus crus et plus violents que ceux que j'ai employés pour justement ne pas choquer la susceptibilité de certains militants, sans pour autant prétendre qu'elles ne joueraient aucun rôle au cours de la révolution, à condition que le premier rôle soit rempli par la classe ouvrière, cela lui a échappé ce qui est révélateur. - LVOG)

Un second courriel provenant du même militant

Préparer la grève générale dès septembre car il n'y a pas d'autre voie pour renverser la bourgeoisie ! (Grand dieu, comme vous y allez, quel révolutionnaire ! - LVOG)

Maintenant, il n'y a pas d'automaticité (Ouf, quel soulagement ! - LVOG)... mais les conditions objectives sont plus que mûres, elles sont complètement pourrissantes. (Il récite sa leçon. Ah ben il faudrait savoir, un jour elles sont plus que mûres et un autre elles ne le sont pas encore, ce n'est pas moi qui l'aie affirmé mais Gluckstein à la suite de Lambert. - LVOG)

D'autre part , une grève générale peut se déclencher sans parti révolutionnaire (cf 1905, 1936, 1968...); par contre c'est indispensable pour la victoire finale. (C'est très con comme truc en somme, cela ne sert à rien sans le parti, c'est bien cela ? Il y a même des grèves générales qui se produisent sur des objectifs purement politiques. Chut, personne ne doit le savoir ! L'extrême hétérogénéité de la classe ouvrière rend la grève générale sur la base de revendications sociales plutôt improbable à réaliser, voir l'exemple grec. - LVOG)

Enfin, les illusions d'alors sur le PCF, le PS, sont tombées depuis longtemps et toutes les positions syndicales que les trotskystes occupent, les milliers de cadres syndicaux disponibles...sont autant de points d'appui. (Une goutte d'eau insignifiante dans l'océan en réalité. - LVOG)

Tous les coups reçus par les masses sont autant de facteurs favorables à leur rassemblement et leur unité. (Mais voilà les dirigeants du POI ont toujours affirmé que leur combat devait servir à leur éviter ces coups, c'est la base de leur stratégie politique opportuniste et leur objectif affiché, alors il faudrait savoir. - LVOG)

On appelle cela de nos jours réaliser un copier/coller ! C'est pratique, c'est économique et cela évite de penser...

Dossier sur la Grèce

- Plan d'aide à la Grèce : Merkel peut dormir tranquille - LePoint.fr

- La privatisation d'aéroports grecs bénéficie à un consortium allemand - Le Huffington Post

Le gouvernement grec a approuvé la concession des 14 aéroports régionaux du pays au consortium allemand Fraport-Slentel pour 1,23 milliard d'euros, dans un décret publié mardi 18 août au Journal officiel. La cession de la gestion des aéroports à l'entreprise allemande pour une durée de 40 à 50 ans, approuvée par le précédent gouvernement, avait été gelée après l'élection en janvier dernier du premier ministre Alexis Tsipras.

- Alexis Tsipras privatise 14 aéroports, la majorité au bord du crash - La Tribune

Après avoir suspendu le programme de privatisation de la législature précédente, Alexis Tsipras le relance sous la pression des créanciers avec qui il a fini par s'accorder... Avec le soutien des voix de l'opposition. Sa majorité, mais également de nombreux ministres estiment que des élections anticipées sont inéluctables...

C'est une question lancinante depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir en janvier dernier. Le programme de privatisations engagé par la majorité précédente, avait été suspendu par le nouveau gouvernement d'Alexis Tsipras. Celui-ci jurant tantôt que celui-ci ne serait pas remis en cause, tantôt voulant renégocier les termes d'un tel programme dans le cadre d'une renégociation de la dette. Six mois plus tard, le voici annonçant la privatisation de 14 aéroports régionaux dans les mêmes termes que ce qui avait été décidé par la précédente législature. Le gouvernement a beau préciser que les discussions sont toujours en cours. Il semblerait néanmoins que c'est le consortium Fraport-Slentel qui met la main sur cet ensemble pour la somme de 1,23 milliard d'euros. Il versera un loyer annuel de 22,9 millions d'euros. La durée de la concession est de quarante à cinquante ans.

Les privatisations qualifiées de "crime" par Syriza

Pourtant, Syriza avait fait campagne sur ce programme de privatisations contre Antonis Samaras. Le précédent premier ministre grec avait lancé la vente de véritables bijoux de famille comme le port du Pirée, les compagnies d'électricité et de gaz, ou encore des mines d'or. En tout, c'est près de 28 privatisations d'un montant de 50 milliards d'euros qui étaient inscrites dans l'agenda. Pour le parti de gauche radical, ce programme était qualifié de "crime".

Mais à peine élu, Alexis Tsipras a soufflé le chaud et le froid sur ces privatisations tentant d'en faire une variable d'ajustement des exigences des créanciers. Dès le mois de mai, il revenait sur sa décision de suspendre la vente du port de Pirée, la première infrastructure portuaire du pays, en annonçant la cession de 51% de son capital par l'Etat. Certes, c'est moins que les 67% prévus précédemment. Il n'empêche, le gouvernement avait alors reconnu, par la voix de son porte-parole Gabriel Sakellaridis, que cette vente était une "concession" faite aux créanciers. Surtout, l'accord du 13 juillet avec les institutions (Europe, FMI), impliquait ces privatisations.

Gagner du temps

Pourtant, les privatisations ont été au cœur des discussions avec les créanciers. Si Alexis Tsipras n'a pas réussi à obtenir une révision profonde du programme, il a néanmoins obtenu un délai plus large. Un gain de temps qui devrait lui permettre de ne pas brader ses actifs. Pour les 14 aéroports régionaux, il était déjà trop tard puisque la négociation était faite. L'organisme chargé des privatisations, Taiped, a ainsi recommandé au gouvernement d'officialiser la vente à Fratport-Slentel, qui avait remporté l'appel d'offres en 2014 contre le français Vinci.

Sauf qu'en procédant à ces privatisations, Alexis Tsipras se met en porte-à-faux avec sa propre majorité. Déjà, une partie de ses députés a dénoncé cette décision à travers un communiqué : "c'est la première action du mémorandum (plan d'aide) en vue d'une vente générale de la Grèce".

Syriza au bord de l'explosion

Pour Alexis Tsipras, l'exercice du pouvoir est de plus en plus précaire. Vendredi, il avait eu, encore une fois, recours aux voix de l'opposition pour faire adopter le troisième plan d'aide qui doit rapporter 86 milliards d'euros à la Grèce. Sur 149 députés Syriza, 43 se sont abstenus ou ont voté contre. De plus en plus, la presse et même certains membres du gouvernement s'attendent à ce qu'Alexis Tsipras convoque un vote de confiance au Parlement.

"Des élections sont impératives pour des raisons de stabilité politique. Etant donné les problèmes dans la majorité (parlementaire) du gouvernement, la situation est tout sauf stable" actuellement, a considéré le ministre de l'Energie, Panos Skourletis, sur Skai TV.

Un autre ministre, Alekos Flambouraris, a jugé possible des élections anticipées pour le 20 septembre prochain, dans le cas où un vote de confiance désapprouverait Alexis Tsipras la semaine prochaine. Des élections hautement périlleuses?

Plus pessimiste, la ministre de la santé a jugé que même, dans un souci de disciplinarité, si la majorité se rassemblait pour voter la confiance à Alexis Tsipras, les élections étaient inévitables puisque certains d'entre eux persisteraient à ne pas voter les mesures du gouvernement.

Le gouvernement redoute la réaction des marchés en cas de nouvelles élections anticipées dont l'issue sera incertaine. L'absence de majorité claire contreviendra à la poursuite des réformes exigées par les créanciers. Une nouvelle crise grecque en perspective ? La Tribune 18.08

- Grèce: vers des élections dès la mi-septembre? - La Tribune

Le Premier ministre Alexis Tsipras a largement perdu sa majorité parlementaire vendredi. Des élections pourraient avoir lieu à la mi septembre.

Les élections anticipées en Grèce pourraient survenir avant le mois d'octobre. Alekos Flambouraris, ministre d'État, a expliqué

mardi 18 août sur la télé Mega que si le gouvernement n'obtient pas la confiance, "il va tomber à cause de députés de gauche, et des élections vont suivre".

Alekos Flambouraris a été très précis. Selon lui, en cas de rejet au vote de confiance, les élections seront tenues 25 jours plus tard. Un scénario possible serait un vote la semaine prochaine, et des élections le dimanche 20 septembre. À moins que tout ne se précipite dès mercredi 19 août, pour un vote le 13 septembre.

Une réunion ce mardi après-midi entre Alexis Tsipras et ses ministres en charge de l'Économie pourrait être déterminante, selon plusieurs quotidiens. Le journal Kathimerini estime pour sa part que c'est entre le 20 et le 22 août que pourraient avoir lieu "les prochains mouvements" pour décider ou non d'élections.Et laisse aussi entrevoir la possibilité d'élections repoussées à fin octobre, début novembre.

Obtenir le vote de confiance ne suffira pas forcément à Tsipras

Soulevant le risque que le chef du gouvernement obtienne le vote de confiance mais qu'ensuite les députés Syriza dissidents persistent à voter contre les mesures comprises dans le plan d'aide, le ministre de la santé Panagiotis Kouroumplis a estimé pour sa part sur Vima FM que "même si le gouvernement obtient le vote de confiance, les élections sont la seule solution pour faire face au problème avec Syriza".

Le Premier ministre Alexis Tsipras a en effet largement perdu sa majorité parlementaire vendredi dernier lors d'un vote au Parlement sur le troisième plan d'aide au pays en cinq ans, d'un montant de 86 milliards d'euros. Il l'a emporté grâce à l'opposition, mais, sur les 149 députés Syriza, 32 ont voté contre et 11 se sont abstenus. Les 13 députés du partenaire de Syriza dans la coalition (ANEL) ont voté pour. Mais si le soutien de ses troupes restait à ce niveau (119 députés sur 300) et que l'opposition cesse de le soutenir, Alexis Tsipras perdrait le pouvoir. Il devrait donc demander un vote de confiance dans les prochains jours.

ACTUALITE EN TITRES

Combien cela rapporte-t-il et à qui ?

- Gaspillage alimentaire : 7 millions de tonnes de nourriture gâchée chaque année - Francetv info

Après les consommateurs, les restaurants et les cantines sont les deuxièmes plus gros gaspilleurs avec une tonne par an. "Arrive ensuite la grande distribution responsable de la perte de 750 000 tonnes. Mais il y a aussi l'agriculture et l'industrie agroalimentaire", poursuit la journaliste de France 3. Le gaspillage alimentaire coûte entre 12 et 20 milliards d'euros en France. Francetv info 18.08

Rectifions : Rapporte à toute la filière alimentaire... mais pas forcément la même chose ou de la même manière.

Les petits producteurs sont voués à être broyés par l'agro-capitalisme tout comme les petites entreprises qui ont disparu au profit des grandes entreprises ou encore des pans entiers des couches moyennes ou de la petite bourgeoisie qui sont condamnées à se prolétariser.

On peut s'en émouvoir et verser une larme et souhaiter faire tourner la roue de l'histoire à l'envers pour revenir à une époque où les conditions objectives n'étaient pas réunies pour satisfaire les besoins alimentaire de la population mondiale ou passer au socialisme et souhaiter longue vie au capitalisme, un peu moins à ceux qui crèveront de faim.

On peut aussi à partir du constat que le développement historique du capitalisme conduit inévitablement à la concentration toujours plus grande de la production et du capital, envisager de l'abolir et planifier la production en fonction des besoins de la population à partir des forces productives existantes incluant les petites exploitations en leur donnant les moyens de pouvoir vivre décemment de leur travail, ce qui implique de s'émanciper de la tutelle des banques privées qui seraient nationalisées ou socialisées.

- Pétrole : une nouvelle baisse record - Francetv info

Le prix du baril de pétrole a atteint un nouveau record. À New York, le baril est tombé à 41 dollars, une chute spectaculaire de 60% en un peu plus d'un an. Une aubaine pour l'économie française. Compagnies aériennes, transporteurs routiers ou encore industrie chimique, la baisse du prix du pétrole va faire du bien à ces sociétés gourmandes en carburant. Francetv info 18.08

Le noeud coulant de la dette et de l'usure.

- Le marché obligataire en zone euro salue l'accord européen sur la Grèce - AFP

Les taux d'emprunt en zone euro se sont détendus lundi sur le marché obligataire, saluant le feu vert donné par la zone euro au troisième plan d'aide à la Grèce. AFP 17.08

Vraiment, pour qui ?

Le taux d'emprunt à 10 ans à 18H00 (16H00 GMT) le 17 août 2015 :

Grèce - 9,084%
Espagne - 1,940%
Italie - 1,762%
Portugal - 2,379%
France - 0,945%
Allemagne - 0,627%

En oligarchie hors zone euro :

Grande-Bretagne - 1,817%
Etats-Unis - 2,157%

Les grandes banques se voient allouer sous forme de prêts à des taux d'intérêt proches de zéro des centaines de milliards d'euros qui leur serviraont à acheter notamment des obligations grecques rémunées à 9,084%, on comprend pourquoi ces prédateurs n'ont pas envie que le bal s'arrête.

- Londres accorde des permis pour l'exploration de gaz de schiste - Reuters

Le gouvernement britannique a annoncé mardi l'octroi d'une série de nouveaux permis d'exploration de gaz de schiste, une première en sept ans, au bénéfice, entre autres, du groupe français Engie et du britannique IGas.

Au total, les 27 sites d'exploration conventionnelle et de gaz de schiste proposés ont suscité 95 dossiers de candidature émanant de 47 entreprises, a précisé Londres.

Les licences correspondantes seront formellement attribuées à l'issue de nouvelles évaluations sur une deuxième liste de 132 sites qui pourraient être proposés d'ici la fin de l'année.

Après le rejet par les autorités locales de deux demandes d'autorisation de projets de fracturation hydraulique en juin dans le nord-ouest de l'Angleterre, le gouvernement a modifié la semaine dernière la procédure de validation de ces permis. Reuters 18.08

- Deauville : un poulain vendu 2,6 millions d'euros aux ventes de yearlings - Francetv info

- Doxa néolibérale. Pour ***Le Monde*** le succès n'a pas de prix, surtout pas humain.

- Difficiles conditions de travail chez Amazon, le prix du succès ? - LeMonde.fr

Doxa du grec doxa « opinion »

- Ensemble des opinions reçues sans discussion, comme une évidence naturelle, dans une civilisation donnée.

Doxologie du grec ecclés, doxologia « glorification », de doxa « gloire ».

- Parole, discours correspondant à l'opinion dominante, à la doxa.

La Doxa (mot qui va revenir souvent), c'est l'Opinion publique, l'Esprit majoritaire, le Consensus petit-bourgeois, la Voix du Naturel, la Violence du Préjugé. On peut appeler Doxologie (mot de Leibnitz) toute manière de parler adaptée à l'apparence, à l'opinion ou à la pratique. R. Barthes, Roland Barthes, p. 51.

Dérèglement sexuel et marchandisation du sexe.

- L'Agence américaine des médicaments approuve le premier « Viagra pour femmes » - LeMonde.fr

La FDA a suivi les recommandations d'un comité consultatif d'experts favorable à la commercialisation du Flibanserin. LeMonde.fr 18.07

Question : Pourquoi tiennent-ils tant à ce que les hommes et les femmes qui avaient des difficultés à s'envoyer en l'air y parviennent artificiellement après avoir banalisé, encouragé la pornographie et la prostitution ? Serait-ce pour que les hommes et les femmes soient plus heureux ? On est en droit d'en douter fortement, n'est-ce pas ? Ne serait-ce pas plutôt parce que ce serait l'un des seuls plaisirs qu'il leur resterait accessible dans leur société décadente, un moyen de le livrer à la marchandisation puisqu'aucun acte ne devrait y échapper ?

En guerre économique... et politique.

- Russie: la chute du PIB pourrait atteindre 4% en 2015 (conseiller du Kremlin) - AFP

- Brésil : l'économie reculera aussi en 2016, selon la Banque centrale - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Attentats à Bangkok : nouvelle explosion dans la capitale thaïlandaise - Francetv info

Ce mardi 18 août, une nouvelle explosion a frappé le centre-ville de Bangkok. Une grenade a explosé à la sortie d'un métro, devant des passants. Francetv info 18.08

- Nigeria: 150 personnes mortes dans une attaque de Boko Haram dans le nord-est - AFP

- Poutine impute l'intensification des combats en Ukraine à Kiev - Reuter

- La Minusma déployée dans le nord du Mali après des combats - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Charlie ou la voix du terrorisme utile ou du Patriot Act.

- Liberté de la presse : nouvelle loi controversée en Egypte - euronews.com

Nouveau durcissement sécuritaire en Egypte. En cas d'attentats, les journalistes qui contredisent les informations officielles pourront désormais être poursuivis.

C'est la mesure la plus polémique de la loi antiterroriste qui a été ratifiée dimanche par le président Al-Sissi. Au Caire, les avis sont partagés. "La critique journalistique est une critique légitime, explique le journaliste Ayman Fayed. Mais d'un autre côté, la nécessité pour l'État de faire des lois comme celle-ci est légitime aussi, afin de combattre le terrorisme." L'expert médias Omar Hosni n'est pas du même avis. "Le terrorisme, c'est un terme large qui permet de limiter énormément la liberté de la presse, affirme-t-il. Cette loi devrait donner une interprétation plus claire et plus précise du mot terrorisme, sans restreindre les libertés. "

S'ils sont condamnés, les journalistes, y compris étrangers, risquent une amende de près de 60 000 euros – une forte somme dans un pays où un reporter ne touche que 500 euros par mois en moyenne. "Les soutiens du gouvernement considèrent cette loi comme nécessaire pour lutter contre les activités terroristes et maintenir la sécurité dans le pays, conclut notre correspondant en Egypte, Mohamed Shaikhibrahim. Au contraire, ses détracteurs craignent qu'elle menace la liberté de la presse et les droits de l'homme." euronews.com 17.08

Comment ils orchestrent la déstabilisation politique de toute l'Europe pour la faire basculer vers l'extrême droite. Mode d'emploi.

Plus de 100 000 migrants ont rejoint l'Europe au cours du mois de juillet - LeMonde.fr

Selon les chiffres de l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures (Frontex), 340 000 personnes ont traversé les frontières de l'Union sur les sept premiers mois de l'année : le chiffre total d'entrées en 2014 (280 000) est d'ores et déjà dépassé. En première ligne, l'Italie, la Hongrie, et la Grèce, pour laquelle le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a diffusé aussi mardi des chiffres record : entre le 8 et le 14 août, 20 843 migrants sont arrivés en Grèce, soit l'équivalent d'environ la moitié de ceux arrivés par la mer dans le pays au cours de toute l'année 2014.

L'agence Frontex confirme qu'environ la moitié de ces arrivées ont lieu en mer Egée, concernant essentiellement les îles grecques de Lesbos, Chios, Samos et Kos, où se pressent les réfugiés syriens et afghans. Dans le même temps, 20 000 Erythréens et Nigérians parvenaient en Italie au terme d'une périlleuse traversée en provenance des côtes libyennes. Aux frontières hongroises, 34 800 migrants étaient aussi détectés.

Le directeur exécutif de l'agence a appelé mardi les Etats membres de l'Union européenne à apporter leur soutien en matériel et en personnel à ces trois pays en première ligne de la crise. « C'est une situation d'urgence pour l'Europe », a-t-il déclaré. LeMonde.fr 18.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- L'ONU soutient un plan "historique" pour la paix en Syrie - Francetv info

Quand l'ONU piétine le droit du peuple syrien à l'autodétermination.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a soutenu un nouveau plan pour la paix en Syrie, lundi 17 août. Ce texte a été adopté par la Russie – une première en deux ans – et par les 14 autres membres.

Il s'agit du premier plan politique sur la Syrie à obtenir l'accord de tous les membres du Conseil. Le représentant permanent adjoint de la France à l'ONU, Alexis Lamek, a d'ailleurs qualifié cette entente d'"historique", évoquant "un message en soutien au processus politique en Syrie".

Dans son communiqué, le Conseil appelle à mettre fin à la guerre en "lançant un processus politique mené par la Syrie vers une transition politique". Celle-ci passe par "l'établissement d'un corps dirigeant de transition inclusif avec les pleins pouvoirs", qui doit être "formé sur la base d'un consentement mutuel", sans interrompre le fonctionnement des institutions gouvernementales, précise encore le texte.

Prévue pour démarrer en septembre, cette initiative doit permettre la mise en place de quatre groupes de travail sur la sécurité et la protection, le contre-terrorisme, les questions politiques et légales ainsi que la reconstruction.

Le Venezuela émet des réserves sur le plan de transition

L'ambassadeur vénézuélien auprès de l'ONU, Rafael Ramirez, a toutefois estimé que ce texte établit "un précédent très dangereux", en soutenant une transition qui, dit-il, viole le droit des syriens à l'auto-détermination. Le Venezuela, qui entretient des relations amicales avec la Syrie, s'est donc dissocié de plusieurs parties du communiqué en 16 points du Conseil. Francetv info 17.08

1.2- L'armée israélienne s'apprête à occuper la Syrie - francophone.sahartv.ir

Israël planifie d'occuper les villages druzes.

Le journal israélien "Yediot Aharonot" a fait part du plan de l'armée israélienne de débarquer sur le territoire syrien sous prétexte de la lutte contre les groupes actifs sur les hauteurs du Golan.

L'armée du régime sioniste a effectué, tout au long de ces deux dernières semaines, des exercices militaires, axés sur l'agression du territoire syrien. "Yediot Aharonot" prétend qu'il s'agit d'une réponse aux attaques éventuelles et dans le but de faire pénétrer

dans les villages frontaliers, des dizaines d'effectifs armés, équipés d'armements anti-chars et automatiques ainsi que de grenades et d'armes légères. francophone.sahartv.ir 17.08

1.3- Les terroristes se rendent à l'armée syrienne - francophone.sahartv.ir

Selon des sources syriennes, un groupe des terroristes, dans la région d'Al-Zabadani à Rif de Damas, se sont rendus à l'armée de la Syrie.

Selon l'Agence syrienne Sana, suite à l'avancée des opérations de l'armée dans la région d'Al-Zabadani, 5 membres terroristes d'Ahrar Al-Sham, ont été obligés de se rendre. Cependant Emad Khamiss, le ministre syrien de l'Energie, faisant allusion à la rentrée à la maison des réfugiés de la région Hosseiniyeh, dans la banlieue de Damas, dans le sud de la Syrie, après avoir rejoint le processus de la réconciliation nationale, a dit que le retour des réfugiés à leur maison, après trois ans, montre l'autorité du gouvernement syrien, face aux terroristes takfiris et sionistes. Khamiss qui été présent dans la région de Hosseiniyeh au moment du retour des réfugiés, a ajouté que suite au nettoyage de cette région de la présence des terroristes, la sécurité est revenue, et que la situation est désormais adéquate pour que les réfugiés reviennent à leur maison.

Aussi, il y a quelques heures, dans la région de Quneitra, dans les environs des hauteurs de Golan et à Daraa, proche de la frontière jordanienne, un certain nombre de takfiris, ont été tués dans des affrontements avec les forces de l'armée syrienne. francophone.sahartv.ir 17.08

2- Turquie

2.1- "Tous les efforts pour la formation d'un gouvernement de coalition ont échoué" (Davutoglu) - francophone.sahartv.ir

Davutoglu ne sait plus à quel saint se vouer!

«Tous les efforts, pour la formation d'un gouvernement de coalition, ont échoué», a déclaré le Premier ministre turc. Le Parti nationaliste, au Parlement turc, a, une nouvelle fois, refusé, lundi, une proposition d'alliance, selon Davutoglu, qui a dit ne plus voir de possibilité, pour la formation d'un gouvernement de coalition, à l'issue des législatives de juin. "Le chef du Parti de l'Action nationaliste (MHP, droite), Devlet Bahçeli, m'a, clairement, dit qu'il ne voyait pas de possibilité, pour la formation d'un gouvernement avec l'AKP", le Parti de la justice et du développement, au pouvoir, depuis 2002, a-t-il dit, lors d'une conférence de presse.

Lundi, Ahmet Davutoglu, le Premier ministre turc a annoncé: "J'ai tout fait, essayé toutes les formules possibles, mais il n'y pas de voie possible, pour une coalition", a reconnu M. Davutoglu, à l'issue d'une rencontre avec M. Bahçeli. "M. Bahçeli a bien spécifié qu'il refusait d'apporter son soutien à un gouvernement minoritaire (de l'AKP)", a précisé M. Davutoglu. Les négociations avaient, déjà, échoué, jeudi, avec le Parti républicain du peuple, (CHP, social-démocrate), deuxième force, au Parlement. francophone.sahartv.ir 18.08

2.2-Turquie: Washington retire ses missiles Patriot - francophone.sahartv.ir

Washington et Ankara ont annoncé dimanche le retrait des deux unités américaines de missiles Patriot déployés en Turquie depuis début 2013 sous le commandement de l'Otan.

« Ces unités vont être redéployées aux Etats-Unis pour des opérations cruciales de modernisation », selon un communiqué commun du gouvernement turc et du gouvernement américain diffusé notamment par le Pentagone.

Les deux batteries de Patriot étaient déployées à Gaziantep, au sud-est de la Turquie. Leur mission s'achèvera en octobre. Les Etats-Unis et la Turquie précisent que les batteries de Patriot et leur personnel pourront être redéployées sur place en l'espace d'une semaine, si nécessaire. « C'est une décision militaire américaine, dans un but de modernisation de l'équipement », a souligné un responsable du Pentagone sous couvert de l'anonymat.

L'Allemagne qui avait également deux batteries de missiles Patriot dans la région déployées sous commandement de l'Otan a annoncé samedi une décision similaire. Les missiles Patriot avaient été déployés en 2013 par l'Otan à la demande de la Turquie, prétextant la crise en Syrie. francophone.sahartv.ir 17.08

3- Yémen

- La sédition interconfessionnelle, arme de Riyad pour faire plier le Yémen - francophone.sahartv.ir

La destruction des lieux religieux au Yémen n'est qu'un complot de Riyad et de ses sbires pour semer des différends interconfessionnels.

Le porte-parole du ministère yéménite des Affaires pieuses évoque la destruction d'envergure des mosquées, des bureaux des affaires pieuses et des lieux religieux du Yémen par l'Arabie et ses mercenaires takfiris. «Se voyant incompétente sur les champs de bataille, l'Arabie a opté pour la politique qui consiste à détruire les mosquées et les lieux religieux dans le but de briser l'unité du peuple yéménite et semer discordes et différends claniques que confessionnels. », a fait remarquer ce porte-parole du ministère des Affaires pieuses, pour lequel la démarche de l'Arabie ressemble aux actes de Daech à Mossoul, Kirkuk et Taafar et les autres villes sous contrôle de ce groupe terroristes en Syrie. Cela intervient alors que les bureaux d'éminents oulémas yéménites ont condamné, il y a quelques temps, dans un communiqué, les attaques saoudiennes, appelant la Communauté internationale à faire arrêter ces agressions.

A noter que l'UNESCO a, à maintes reprises, condamné la destruction des sites religieux et historiques au Yémen, ce qui a en effet anéanti une partie importante des documents concernant la civilisation islamique, selon cette Organisation. Pourtant, l'Arabie bénéficie du soutien de l'ONU et de l'Occident dans toutes ses attaques. Après des frappes aériennes contre les zones d'habitation, les centres économiques et sécuritaires, l'Arabie s'est lancée, avec le soutien des groupes terroristes, dans une nouvelle guerre qui vise les centres culturels et religieux, cherchant ainsi faire pression sur les Yéménites et les faire reculer de leur endurance et leur résistance.

En tout état de cause, les répercussions des soutiens apportés à l'Arabie et ses mercenaires engagement, de plus en plus, tous les pays arabes de la région y compris l'Arabie, elle-même. Les attentats terroristes de ces derniers mois dans les mosquées en Arabie et au Koweït ainsi que des menaces proférées contre les mosquées à Bahreïn, constituent un seul exemple de cette extension du danger du terrorisme sur les territoires de ses protecteurs. Or, il s'avère plus que jamais nécessaire dans la situation actuelle, une action conjointe et unanime de l'ensemble des pays islamiques avec pour objectif de faire face aux démarches et mesures qui portent préjudice à l'image de l'Islam, des musulmans et de l'unité du monde de l'Islam, pour lutter contre le terrorisme au Yémen voire dans toute la région. francophone.sahartv.ir 18.08

ECONOMIE

Chine

- Nouveau coup de tabac à la Bourse de Shanghai - lefigaro.fr

La Bourse de Shanghai a chuté de plus de 6 % ce mardi, sa baisse la plus importante depuis trois semaines, les investisseurs s'inquiétant d'efforts à leurs yeux insuffisants de la part du gouvernement pour soutenir l'économie chinoise et les marchés.

L'indice composite shanghaïen a enregistré sa plus forte baisse quotidienne depuis le 27 juillet, lorsque l'indice avait dégringolé de 8,48 %.

Pour soutenir l'activité, la banque centrale chinoise a annoncé mardi avoir procédé à l'injection de 120 milliards de yuans (16,94 milliards d'euros) sur le marché monétaire, la plus importante injection d'argent depuis janvier 2014, selon un média officiel. Début août, un quotidien économique chinois, le Jingji Cankao Bao, avait rapporté qu'un nouveau programme de relance de l'économie par l'investissement était en préparation, pour un montant au moins équivalent à 164 milliards de dollars. Un tel programme servirait notamment aux infrastructures. Mais le doute qui plane sur son ampleur et sa réalisation ont fragilisé mardi ce secteur. lefigaro.fr 18.08

Haut de page

Le 20 août 2015

CAUSERIE

J'ai terminé la plomberie.

On ajoutera de nouveaux articles demain si j'en ai le temps, en fait j'en ai marre aussi, c'est l'overdose, ils me donnent la nausée, pas vous ? Bon, il faut bien s'informer...

Quand on observe ce qui se passe dans le monde, je me dis que les questions que nous sommes amené à traiter ici me paraissent indécentes et font hontes au mouvement ouvrier. On peut comprendre ceux qui s'en détournent même si cela ne constitue pas une bonne excuse.

Voilà qui devrait décourager un peu plus les travailleurs de s'organiser dans une structure politique ou dégoûter les militants qui n'en peuvent plus d'être livrés à qui, je n'ose pas répondre, je crois que cela relève davantage de la compétence d'un psychothérapeute ou je ne m'y connais pas.

J'ai découvert ce matin que les militants de La Commune (exclus en 1992 du Parti des Travailleurs) avaient quitté le NPA et avait constitué une nouvelle organisation ou plutôt un nouveau groupe depuis quelques mois, dans la perspective de construire... un Parti des travailleurs, bienvenue au club !

Je suis désolé de ne pas pouvoir les prendre au sérieux et de ne pas pouvoir me retenir de me marrer en lisant leur littérature qui à bien des égards est un copier/coller du POI. En caricatural, et c'est justement ce qui est intéressant, car du coup sans le vouloir ils apportent de l'eau à notre moulin.

A les entendre on serait au bord de la grève générale, donc toutes affaire cessantes il faudrait s'y préparer dans la minute qui suit. Et sur quoi cela repose ce diagnostic ? Sur les mouvements sociaux qui se sont développés au deuxième semestre de l'année 2014 jusqu'en février 2015 parmi lesquels le "mouvement des « bonnets rouges », grève des cheminots, grève des pilotes de ligne et, tout dernièrement, grève des médecins s'ajoutant à la grève-surprise des salariés de Mory-Ducros et à de nombreuses grèves locales rarement recensées...", mêlant grèves en défense des emplois à des grèves purement corporatistes de l'aristocratie ouvrière ou de la petite bourgeoisie, ainsi qu'un mouvement de type régionaliste ou poujadiste. C'est tout ce qu'ils ont trouvé pour justifier leur orientation politique, à l'instar du POI avec les enseignants et les infirmières.

Le diagnostic de La Commune remontait à février 2015, nous sommes fin août et toujours pas de grève générale, mais avec un peu de chance elle pourrait se produire un jour ou l'autre tout comme la révolution, la Troisième guerre mondiale, la chute du dollar, l'effondrement de la Bourse, etc. j'allais oublier l'agonie de la Ve République... Et même qu'on va tous mourir un jour !

Comment voulez-vous prendre au sérieux des gens pareils, franchement ? C'est une maison de fous ou quoi ? Cela doit être terrible de finir sa vie ainsi, c'est quelque chose qu'on a du mal à s'expliquer provenant de gens aussi intelligents par ailleurs, c'est comme si un jour quelque chose avait cessé de fonctionner dans leur cerveau et qu'ils ne s'en seraient pas aperçus.

A propos du POI-CCI

Pierre Lambert n'a jamais été autre chose qu'un cadavre politique dont aujourd'hui deux courants du POI-CCI se disputent l'héritage, dont à la base figurait sa collusion avec les appareils du PS et de FO, l'un appartenant à un parti politique, l'autre à un syndicat, d'où la ligne politique défendue par la tendance minoritaire représentée par D. Gluckstein en direction du PS et du PCF ou du Front de gauche, et celle de la direction majoritaire en direction des appareils des syndicats.

Comment s'attaquer à un cadavre ? Poser cette question permet de comprendre pourquoi il fut inattaquable ou plutôt, pourquoi cette mystification parfaitement planifiée le protègera, dès lors qu'il aura su s'entourer de théoriciens pour l'entretenir, ce qui ne l'empêchera pas de les virer comme des malpropres quand il n'en eut plus besoin...

Mais pour cette mystification fonctionne, il fallait scinder l'activité de son organisation en plusieurs secteurs d'intervention, de telle sorte que les militants l'ignorent ou ne se rencontrent pas ou n'échangent pas leurs expériences ou leurs impressions, surtout ne se posent pas de questions sur leurs activités réciproques une fois formatés par Informations ouvrières qui sera l'instrument de la perversion de son organisation et de ses militants qu'il mettra entièrement au service de l'appareil qu'il avait constitué, d'où la longévité de son règne sans partage à la direction de son organisation.

C'est ainsi que des militants de l'OCI-PCI croiront sincèrement se battre contre la Ve République, tandis que pendant ce temps-là d'autres à leur insu, des cadres et des dirigeants se mettaient au service du PS. Lambert pouvait tirer les ficelles des deux bouts, ce qui lui permettait de faire valoir sa popularité auprès des militants de base et de tenir ainsi l'appareil de son organisation. Au total des dizaines de milliers de militants passés par son organisation ou son parti seront victimes de ses manipulations ou abusés, dont je fais partie.

Les dirigeants de son organisation qui seront informés de ses manoeuvres et qui s'en feront les complices tout au long de ces décennies en gardant le silence, sont ceux qui aujourd'hui se disputent cette méthode antidémocratique qui a si bien fonctionné et dont Lambert sera si fier, ce sera en quelque sorte sa marque de fabrique et le seul héritage qu'il pouvait leur léguer, qui n'avait évidemment absolument aucun rapport avec le trotskysme.

La crise du POI-CCI incarne la faillite de cette méthode détestable mise à dure épreuve ou étant grippé, à l'heure où les travailleurs se détournent des partis ouvriers et cherchent à résister au rouleau compresseur du néolibéralisme sans toutefois se tourner vers

les syndicats, autrement dit les manoeuvres passées entre appareils ne suffisent plus ou ne peuvent plus fonctionner comme avant sans que les contradictions internes du POI apparaissent au grand jour et se traduisent par une hémorragie de ses effectifs réduits de moitié depuis sa fondation.

Ces méthodes d'appareil donnent un éclairage particulier sur la conception de la lutte de classe de Lambert et de ses dirigeants sans distinction, dont Lambert lui-même avait donné un aperçu dans un interview qu'il avait donné à L'Express le 4 octobre 2001. On pourrait le résumé ainsi : Si la social-démocratie était socialiste en parole et social-impérialiste en acte depuis (au moins) août 1914, la conception de la lutte de classe de Lambert était trotskyste en parole et social-démocrate en acte.

Et si la crise du POI-CCI éclate maintenant, c'est directement en rapport avec l'amplification de la crise du capitalisme qui a contraint le PS à la prendre ouvertement en charge, privant ainsi l'appareil du POI-CCI de la stratégie qu'il avait élaborée en direction du PS ou son soi-disant courant de gauche, un des éléments moteurs de la mystification dont il a été question plus haut, pire et sans que cela soit dit ouvretement et on comprendra immédiatement pourquoi, l'évolution néolibérale ou ultra droitière du PS allait poser la question des rapports que les dirigeants du POI-CCI avaient tissés ou entretenus avec ce parti pendant plusieurs décennies comme s'ils en ignoraient la véritable nature contre-révolutionnaire, rapports dont est issu le POI qui a été conçu à la base pour permettre à des militants du PS (et du PCF) de le rejoindre, et qui pour cette raison ils ne peuvent pas renier, en revanche, face à l'échec qu'a incarné cette stratégie, la majorité des dirigeants du POI-CCI s'en sont saisis pour se débarrasser de celui qui l'avait impulsée après la mort de Lambert, D. Gluckstein, après n'avoir pas supporté qu'il ait été désigné par Lambert pour lui succéder à la direction de leur parti, alors qu'il venait de la LCR, crime de lèse-majesté qu'ils n'avaient jamais digéré et dont ils s'étaient jurés de se venger, l'affaire est en cours.

Lambert ayant toujours tenu un double discours ou mené un double jeu en tirant les ficelles de tous les côtés à la fois, à la faveur de l'offensive du capital qui devait se traduire par une régression sociale généralisée rendant inopérante ou neutralisant sa stratégie, pour sauver la mise ou leur peau les différents permanents composant l'appareil du POI-CCI qui allaient prendre sa succession, allaient à leur tour tirer sur ces ficelles au bout desquels finalement il ne restait plus rien à ronger ou à se partager qu'un vieil os dégarni correspondant à l'héritage défraîchi que Lambert leur avait cédé en guise de cadeau d'adieu ou sur lequel il avait lui-même tellement puisé avant de partir pour conserver son statut, qu'elles devaient finir par casser.

Parole, parole, parole... Qui a dit ?

- "Quels que soient les «chefs» qui montent sur les épaules des travailleurs pour parler en leur nom, s'ils se disent «pour la rupture avec le capitalisme», c'est positif. Dès lors, je suis prêt à les appuyer, indépendamment des désaccords que j'ai par ailleurs avec eux. C'est ce qui a guidé notre attitude à l'égard du PS dans les années 70, jusqu'à l'appel à voter François Mitterrand dès le premier tour en 1981. Mais, en 1982, quand le PS fait le tournant de la rigueur, je le condamne. " (Jospin trotskiste: Lambert parle - L'Express 04.10.2001)

Réponse : feu Pierre Lambert.

Lambert assume avoir colporté des illusions criminelles dans le PS, précisons bien, au-delà de la période qu'il retiendra.

Lambert avait mis l'OCI au service du PS dès le congrès d'Epinay en 1971. Non pas sur la base du combat politique que le PS allait mené dans la perspective d'en finir avec capitalisme et la Ve République, mais sur la base d'intentions formulées dans un programme fourre-tout qui parce qu'il ne s'appuyait pas sur la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées pour réaliser son volet social n'était qu'un catalogue de bonnes intentions sans lendemain ou qui se prêtait à toutes les interprétations possibles, de telle sorte que les membres du PS et ceux qui avaient soutenu ce parti n'auraient pas à assumer les reniements de ses dirigeants pour des engagements auxquels en réalité ils n'avaient jamais réellement souscrits. C'est très tordu on en convient, mais on n'y est pour rien, c'était Lambert !

Précisons que Lambert répondait à la question : Qu'en est-il de votre stratégie d'entrisme, c'est-à-dire le fait d'avoir envoyé des militants trotskistes au sein du Parti socialiste fondé à Epinay, à partir de 1971 ?

Il assumera cette escroquerie politique et reconnaîtra sa collusion avec le PS pour la mettre en oeuvre en répondant à la question suivante de L'Express (Quel bilan pouvez-vous faire de votre aide au Parti socialiste dans les années 70-80) :"Si l'on veut tirer le bilan de cette période, cela ne se limite pas à une tactique dans le Parti socialiste.", après avoir évoqué cyniquement qu'entre 1971 et 2001 "Les travailleurs n'ont rien gagné et ont même perdu d'anciennes conquêtes. Et, dans cette évolution désastreuse, les dirigeants du PC et du PS portent une lourde responsabilité. Mais il y a eu aussi une résistance des salariés qui a contrecarré, freiné les attaques du patronat. Cela n'a pas empêché la dérive du Parti socialiste. Si nous n'avons pas gagné, ce que nous avons fait n'a-t-il pas été utile au combat de sauvegarde des intérêts de la classe ouvrière?"

Les millions de travailleurs qui n'avaient rien "gagné" ont dû apprécier ! Lambert s'en foutait, son seul objectif avait été de porter le PS au pouvoir et ensuite on verrait ce qui se passerait et ce qu'on ferait, telle était la stratégie de cet aventurier.

On s'aperçoit ici que Lambert était incapable d'analyser la situation et d'en prévoir l'évolution quand il évoque " la dérive du

Parti socialiste" qui était parfaitement prévisible au regard de sa nature de parti bourgeois, ce qu'il n'ignorait pas mais dont il n'a jamais tiré le moindre enseignement pour être demeuré fidèle au front unique ouvrier des années 20-30 élevé au rang de dogme, ce qui évitait d'avoir à définir une stratégie politique en rapport avec le développement de la situation et de la lutte des classes en France et à l'échelle mondiale et d'avoir à la défendre devant les cadres de son parti. Lambert demeurera toute sa vie un dogmatique à géométrie variable en fonction de ses propres intérêts. L'une des caractéristiques des trotskystes, partis, organisations, groupes, tendances, courants, fractions et mêmes militants inorganisés, c'est qu'ils sont incapables de caractériser le PS, ils s'y refusent catégoriquement, sinon pour conserver sa caractérisation tronquée qui date d'un siècle. Le PS à côté du PC a charpenté le mouvement ouvrier pour mieux le soumettre au capitalisme, le dénaturer ou le liquider, mais rien n'y fait, pour eux il ne figure toujours pas dans les rangs de nos ennemis. Même après avoir fusillé injustement des ouvriers.

Le PS, c'était la cinquième colonne, l'ennemi infiltrée dans les rangs du mouvement ouvrier pour mieux le pourrir de l'intérieur. C'était la voix de la petite bourgeoisie progressiste inféodée au capitalisme qui partageait les valeurs humanistes ou sociales que la bourgeoisie s'était appropriée au cours de la lutte des classes pour damer le pion au mouvement ouvrier. Le PS servira en permanence de rabatteur en se targuant de ces valeurs pour le compte du régime en place et non pour celui du socialisme qu'il combattait.

Le PS et ses dirigeants n'ont jamais été animés de bonnes intentions envers la classe ouvrière, et quand ils se placeront à ses côtés, ce sera toujours pour dévoyer son combat ou le récupérer, en tirer profit pour le compte du régime tout en redorant son blason à bon compte.

Lambert a délibérément marché dans la combine, car son intention n'était pas que les masses tournent le dos au PS et se radicalisent. Lambert s'emploiera sans cesse à ménager le PS qu'il considérait comme partie intégrante du mouvement ouvrier appelé à jouer un rôle futur au côté des travailleurs, en réalité de leurs ennemis.

A l'opposé, ayant conscience de la nature réactionnaire du PS et de ses dirigeants, à aucun moment nous n'accorderions le moindre soutien au PS (ou au PCF ou au Front de gauche ou encore à n'importe quel gouvernement de droite) parce qu'il prendrait une mesure favorable aux travailleurs, sachant qu'elle ne servirait qu'à faire passer d'autres mesures tournées contre les travailleurs, à les tromper, alors que notre devoir de militant ouvrier consiste notamment à démasquer les faux "amis" de la classe ouvrière qui constituent des obstacles à son combat politique.

Quand on prétendait que Lambert se prenait pour Trotsky, nous n'exagérions pas, la preuve.

L'Express - Ce qui signifie que votre travail «en fraction» au sein de la social-démocratie ne l'a pas empêchée de «capituler» devant le capitalisme?

Lambert - C'est vrai. Pas plus que Lénine et Trotski ne sont parvenus à empêcher le stalinisme.

A ceci près que contrairement à Lambert qui a capitulé devant la social-démocratie, Lénine et Trotski ne capituleront jamais face au stalinisme. Jospin, Cambadélis, etc. n'ont fait qu'appliquer à fond la logique de Lambert, en cela ils ont été plus honnêtes, même si ce sont de misérables crapules.

Lambert comparaissait donc la fraction de Staline dans le parti bolchevik qui aboutira à la destruction du parti bolchevik, à celle de l'OCI dans le PS qui aboutira plus tard à la liquidation de l'OCI devenu PCI au profit du PT puis du POI, c'est à croire que Lambert a fait le même boulot que Staline, non ? Il y en a qui vont hurler à la calomnie, écoutez, c'est Lambert qui s'en est vanter lui-même, soyez bon joueurs et admettez qu'il vous a bien roulés, moi aussi puisque j'ignorais ce qu'il manigeançait quand je militais à l'OCI, j'étais même un zélé admirateur de Lambert.

Lambert ne répondra pas à la question suivante

L'Express - Pourquoi Lionel Jospin refuse-t-il de dater sa rupture avec le trotskisme? Parce qu'il ne veut pas reconnaître qu'il était encore trotskiste lorsqu'il était le principal dirigeant du PS?

Lambert s'en tirera par une pirouette : Pourquoi me posez-vous cette question? C'est à lui qu'elle s'adresse.

Jospin demeurera à l'OCI encore plusieurs années après avoir adhéré au PS en 1971, selon certains ex-militants de l'OCI, il aurait cessé de payer ses phalanges (cotisations) en 1983 ou 1984, après être devenu premier secrétaire du PS en 1981 sur proposition de Mitterrand. Peu importe ce dernier point, on retiendra le manque de perspicacité de Lambert qui n'était pas à une manoeuvre près entre appareils.

On terminera en se remémorant les propos tenus par Schivardi qui avait déclaré qu'il était prêt à retirer sa candidature à l'élection présidentielle en faveur de Fabius si celui-ci se prononçait pour la rupture avec l'UE, que l'on peut mettre en parallèle avec une question similaire poser à Lambert à propos de Jospin.

L'Express - Appellerez-vous à voter Jospin au second tour de la présidentielle de 2002?

Lambert - Si Jospin dit: «Je renationalise, je retire les privatisations, plus de licenciements, confiscation des milliards de bénéfices de la spéculation», alors je vote pour lui.

Là on tombait dans la politique fiction qui n'avait pas d'autre objet que d'entretenir des illusions dans le PS, tout comme Schivardi.

Maintenant vous reliez cela à la déclaration d'hier de Cambadélis qui s'inscrit dans le même registre de l'imposture et plus rien ne vous étonnera de leur part.

ACTUALITE EN TITRES

Imposture. Et même que soutenir le régime néonazi de Kiev ou d'extrême droite israélien correspond aux " valeurs de la gauche".

- Cambadélis (PS) appelle à "réactualiser" les valeurs de la gauche - AFP

Parti à vendre aux plus offrants.

- Les Verts: Pompili "ne sait pas" si le parti pourra échapper à une scission - AFP

- Cambadélis (PS): "la mélenchonisation n'est pas l'avenir de l'écologie" - AFP

- EELV: des cadres dénoncent les alliances avec le Front de gauche - AFP

Guerre psychologique. Les pauvres vus par des nantis.

- Faut-il renoncer aux meilleurs équipements tech quand on est pauvre ? - Rue89

- En voilà une question que doivent se poser les pauvres qui peinent à survivre au quotidien !

Quelle attention digne d'intérêt. Là non plus les pauvres ne sont pas concernés.

- Prendre l'avion trop souvent est mauvais pour la santé - slate.fr

- Ce malaise personnel est généralement vécu par une petite minorité qui fait partie de l'élite sociale, et qui a donc accès à de meilleurs soins que le reste de la population. En France 5% de la population concentre 50% de la distance voyagée par toute la population. slate.fr 20.08

Guerre idéologique. Quand ils ont un sexe à la place du cerveau.

- À l'écran, pour les lesbiennes, on est encore loin de la belle saison - Slate.fr

- En réalité, le sexe ne fait pas vendre - Slate.fr

- La Maison-Blanche embauche une employée transsexuelle - L'Express.fr

Grotesque. Ah ben si c'est "prouvé" !

- C’est prouvé, le mariage fait grossir… de deux kilos - M6info

Quand ils instrumentalisent les enfants...

- A neuf ans, une Nigériane écrit un livre contre le terrorisme - euronews.com

- Le bonheur, vu par les enfants de 15 pays - euronews.com

- Une application pour aider les enfants à méditer - LeFigaro.fr

Auraient-ils décidé de sacrifier Erdogan devenu incontrôlable et trop encombrant ?

- Istanbul: un jeune de 17 ans tué dans des affrontements avec la police - AFP

- Turquie: coups de feu entendus devant les bureaux du Premier ministre à Istanbul - AFP

- Turquie : 8 soldats tués dans une attaque du PKK dans le sud-est - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre

- Tensions à Saint Louis après la mort d'un Noir tué par la police lors d'une arrestation - LeMonde.fr

- Explosion au Caire près d'un bâtiment de la sécurité d'Etat égyptien - LeMonde.fr

- Crise des migrants : des policiers britanniques vont être déployés à Calais - LeMonde.fr

- Tunisie : un policier tué par deux hommes à moto à Sousse - LeMonde.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Yémen

- Les commandos yéménites en Arabie saoudite - francophone.sahartv.ir

Des bases militaires saoudiennes tombent toujours

De très violents combats se poursuivent dans les provinces d'Aden, de Taëz et de Chabwa, toutes situées dans le sud du Yémen entre la coalition Al Qaida/Al Islah(Frères musulmans) d'une part et le front du sud pro Ansarallah alors que les forces d'Ansarallah et l'armée yéménite combattent l'armée saoudienne sur le sol saoudien.

Selon le journal libanais Al Akhbar, la localité de Al Barigha située à Aden est le théâtre de très violents affrontements entre les pro Hadi et leurs complices d'al Qaida et des Frères musulmans d'une part et les forces du front sud de l'autre.

Selon les sources locales, la présence des forces du front sud aux côtés d'Ansarallah a rendu les choses bien compliquées pour les pro Hadi. "Les deux parties se font âprement la guerre pour prendre le contrôle des cotes de Al Zit à Aden, seule voie de transit d'armements et d'aides à destination des forces militaires yéménites. les médias yéménites évoquent en effet la saisie des dizaines de chars émiratis par les forces d'Ansrallah qui en ont également détruit plusieurs. L'armée et les forces populaires yéménites ont réussi à prendre le contrôle de la localité de Sara à Abyn. Les attaques aux missiles d'Ansrallah contre Jizan et Najran ont fait des pertes très lourdes dans les rangs des militaires saoudiens au point tel qu'un appel général au don du sang a été lancé. Des images mettant en scène des chars et des véhicules blindés qui sont incendiés ou encore des militaires saoudiens en fuite sont largement diffusés dans les médias. Les commandos yéménites se sont emparés de près de 300 bases militaires saoudiennes et plusieurs nouvelles bases sont tombées récemment à Nijran.

Selon la chaine Al Massira, les soldats yéménites ont pour la première fois fait leur apparition dans des vidéos qui les montrent en train de s'infiltrer dans la ville de Najran. Ansaralla a très récemment annoncé être sur le point de mettre en application sa nouvelle stratégie, plus combative que défensive. francophone.sahartv.ir 19.08

2- Syrie

- De nouveaux agents du Pentagone en Syrie? - francophone.sahartv.ir

Le Pentagone retente sa chance en Syrie

Le département américain à la Défense (Pentagone) envisage d'entraîner un groupe spécial de terroristes en Syrie, par des frais colossaux. SyrieSelon Press TV, dans le cadre de ce plan, le Pentagone formera 54 terroristes syriens, avec une somme de 41 millions de dollars. Selon la CNN, ce groupe qui sera équipé des armes ultrasophistiquées et de nouveaux équipements, sera appelé

« Les nouvelles forces syriennes ». L'objectif annoncé de la formation et de l'entraînement de ce groupe spécial, opposé au président syrien Bachar al-Assad, est de vouloir combattre le groupe terroriste Daech. L'un des principaux objectifs de la formation de ce groupe est de pouvoir s'infiltrer dans les positions de Daech et les identifier, en vue d'y effectuer des raids aériens. Le secrétaire américain à la Défense avait déjà annoncé avoir l'intention de former, annuellement, 5400 terroristes, afin de lutter contre le groupe terroriste Daech et le gouvernement de Bachar al-Assad. francophone.sahartv.ir 19.08

Haut de page

Le 21 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h04

Je n'ai pas eu le temps d'ajouter les infos de la veille, sachez toutefois que la CGT, FSU et Solidaires appellent à la mobilisation le 8 octobre (Reuters 20.08), à une journée d'action, quoi.

On a ajouté 45 articles.

Leur orientation ? Celle de petits bourgeois intellectuels qui doivent leur condition de vie privilégiée au capitalisme et qui lui en sont fort reconnaissant à défaut d'avoir la volonté de rompre avec lui, mais qui ne doutent de rien et se permettent de le reprocher aux représentants de la classe dominante, à la "gauche" ! Ce sont ces gens-là qui pendant des décennies ont soutenu le PS ou ses semblables dans le monde et qui ne le regrettent pas. Un conseil d'ami, prenez leurs infos et balancez le reste.

Méfiez-vous aussi des articles qui viennent de Russie (RT), s'y trouve mêlée de la propagande pro-impérialiste russe, parfois chinoise. Sans plaisanter, ils comptent sur eux pour que le capitalisme surmonte sa crise et qu'ils puissent en tirer profit ou la classe que représentent les auteurs de ces articles.

La causerie du matin

La causerie sera actualisée plus tard dans la journée.

J'ai reçu trois courriels de militants du POI. J'ai aussi observé qu'un militant du POI avait reproduit dans son blog l'intégralité de la causerie d'avant-hier, bref cela signifie qu'il y a tout de même des militants du POI qui se connectent sur notre portail et nous les saluons fraternellement.

Un autre camarade nous a informé que la tendance dirigée par D. Gluckstein avait publié le n°1 de la Tribune des travailleurs le 18/07/15, 12 pages à télécharger à l'adresse suivante :

http://www.mediafire.com/view/270jdehfgbu7ocr/tribune_de_travailleurs_n_1_du_18_07_15.pdf

Nous l'avons mis en ligne, mais nous n'avons pas eu le temps de le lire.

Revenons sur cette crise du POI-CCI qui pose de nombreuses questions politiques qu'apparemment aucun des acteurs concernés ne tient réellement à poser, encore moins à débattre devant les militants, un excercice de démocratie auquel ils n'ont pas vraiment été habitué ou qu'il leur répugne apparemment.

La question qu'on peut se poser est de savoir comment une ligne politique, qui à l'origine était destinée aux militants du POI intervenant dans les syndicats et qui aurait dû se cantonner à ce terrain d'intervention, a-t-elle pu devenir la ligne (majoritaire) de tout un parti ou s'imposer à tous les militants d'un parti dont les trois quart de ses membres ou plus encore je n'en sais rien exactement, n'ont aucune activité syndicale ou ne peuvent pas en avoir ou ne sont pas directement concernés, ne pourront pas

la mettre en oeuvre même avec la meilleure volonté du monde ?

La ligne d'intervention dans les syndicats est justifiée ou correcte, elle s'adresse à tous les syndicalistes de ce pays qui entendent se donner les moyens d'affronter le gouvernement et le patronat, tout comme celle politique davantage axée contre le gouvernement et les institutions de la Ve République dont l'ensemble des militants du POI peuvent se saisir ainsi que l'ensemble des travailleurs auxquels elle s'adresse.

A partir de là on ne comprend pas où se situe le problème au POI-CCI qui semble relever d'autres considérations que politiques ou de querelles de permanents d'un appareil incapable de trouver le discours adapté à la situation en direction de l'ensemble des travailleurs et particulièrement les plus avancés qu'il ne parvient pas à gagner, de même qu'il s'avère impuissant à stopper l'hémorragie qui ronge ses rangs ou à conserver les militants qu'ils avaient gagnés au cours des années antérieures.

Il y a certains aspects de la crise du POI-CCI qui n'ont pas encore été abordés. Par exemple, la majorité du POI-CCI fait mine de s'étonner de l'irruption de la tendance dirigée par D. Gluckstein auquel ils reprochent d'avoir préparer "son coup" à l'avance, etc. Pure hypocrisie de toute évidence, car pour réunir plus de 600 dirigeants, cadres et militants en 48 heures sur une déclaration aussi importante, il fallait que tout un travail ait été réalisé en amont depuis de nombreux mois ou même depuis plusieurs années, car on n'engage pas sa vie de militant à la légère ou sur un courriel, un SMS ou un coup de fil un dimanche matin, soyons sérieux, cet argument ne tient pas la route, il est déloyal.

Le problème, c'est qu'on ignore tout ou presque des rapports qu'entretenaient entre eux les différents dirigeants du CCI avant que cette question ne surgisse violemment, et aucun ne l'évoque ou ne tient vraiment à l'aborder comme s'ils auraient tous quelque chose à cacher ou à se reprocher, ce qu'on veut bien admettre sans le partager.

J'ai lu quelque part que Gluckstein était minoritaire dans le POI-CCI et qu'il se démenait pour gagner la majorité du CCI, jusque là rien d'anormal, n'importe qui à sa place en ferait autant semble-t-il, dans le respect des statuts qu'on a approuvés en entrant dans ce courant. Reste à savoir depuis quand il est minoritaire, à mon avis depuis qu'il a rejoint ce courant en 1981 à l'époque de l'OCI, bénéficiant de la protection de Lambert au départ, puis chapeauté par lui jusqu'à sa mort en 2008, c'est par la suite que les rapports entre les membres du CCI ont dû se détériorer rapidement, certains, dont Gauquelin n'ayant jamais digéré d'avoir été supplanté par un dirigeant provenant de la LCR et qui avaient juré d'avoir sa peau, décidèrent que l'heure de la revanche avait sonné et se saisirent des problèmes rencontrés par le POI pour les reporter sur Gluckstein, rien de plus facile et de plus efficace pour retourner la situation en leur faveur, encore fallait-il y mettre les formes pour que cette froide vengeance n'apparaisse pas au grand jour, pendant qu'en coulisses à l'insu des militants qui n'en sauront jamais rien, ils ne cesseraient de le harceler et s'employaient à lui poser des peaux de bananes pour qu'il trébuche et ramasser la mise à l'arrivée.

Donc cette crise n'est pas nouvelle. Pour bien montrer l'hypocrisie ou la malhonnêteté des dirigeants de la majorité du POI-CCI, il suffit de lire l'argument avancé par Langlade dans la lettre qu'il avait adressé à Forgue, selon lequel Gluckstein n'aurait été qu'un vulgaire arriviste qui aurait troqué son ralliement à l'OCI en 1981 en échange d'un poste de permanent, et qui aurait attendu patiemment pendant 35 ans pour réaliser un mauvais coup contre la section française de la IVe Internationale. Cet argument est minable, grotesque et indigne, car si tel avait été le cas, Lambert étant décédé en 2008, il aurait eu largement le temps en 30 ans de s'apercevoir que Gluckstein ne correspondait pas au dirigeant qu'il fallait pour assurer sa succession à la direction de son parti, et rien n'aurait été plus facile pour Lambert qui avait acquis une solide expérience en la matière de s'en débarrasser ou de lui réserver une autre fonction dans le parti, ce qu'il ne fit pas, au contraire, sans cesse il lui renouvela sa confiance, du coup on se demande comment les dirigeants de la majorité du POI-CCI peuvent encore se réclamer de Lambert dont ils n'ont jamais contesté (publiquement en tous cas) la ligne politique ou les décisions. En réalité, il semblerait que ce soit eux qui aient attendu pendant de longues années avant le décès de Lambert pour lancer leur offensive contre Gluckstein une fois Lambert trépassé.

Tout se tient en effet, sans que je prenne partie spécialement pour l'un ou l'autre des protagonistes, notez bien. L'attitude de la majorité du CCI relève du procès d'intention, qui sert aussi à couvrir le fait qu'ils partagent tous la responsabilité de l'échec du PT puis du POI, l'échec de la construction du parti pendant 70 ans, et qu'ils aient sans cesse soutenu Lambert et ses manoeuvres minables d'appareil auxquelles était subordonnée la politique de leur parti, ce qui explique pourquoi la ligne politique de leur parti et leur parti en général n'a jamais réellement été tournée vers l'ensemble des travailleurs dont leurs couches les plus défavorisées, car ces couches ou ces millions de travailleur ne pouvaient pas constituer un moyen de pression comparable à celui des appareils dont il aurait été possible de se servir à l'intérieur de leur parti.

Les liens tissés avec les appareils des syndicats et du PS, du PG et peut-être d'autres partis comme le PCF, le MRC, etc. devenaient un levier de pouvoir important à l'intérieur de leur parti pour ceux qui les contrôlaient face aux autres dirigeants qui faisaient davantage figure de figurants ou devaient leur faire allégeances pour conserver leurs postes de permanents. Cela relève d'un fonctionnement bureaucratique institutionalisé qui tient lieu de démocratie, partant de là, non seulement il n'y a rien de bon à en attendre mais il ne peut être que source de crise et de dislocation du parti. Quand ce sont des rapports entre appareils et des rapports au sein même de l'appareil du parti qui se substitue à l'analyse de la situation pour déterminer la ligne politique d'un parti, autant dire qu'il demeurera à jamais impossible de le construire.

Et puis il y a un autre aspect de cette crise qui doit être insupportable pour bon nombre de militants du POI.

Ils ont dû être nombreux à tomber des nus pour s'être retrouvés devant le fait accompli, alors qu'à part quelques bribes ici ou là de désaccords qui avaient transparus timidement dans IO les mois précédents du fait de Markun et Schivardi séparément, rien ne permettait d'imaginer son ampleur et sa tournure. Bref, une fois encore les militants sont otages de dirigeants peu scrupuleux à leur égard ou qui les méprisent, alors que cette crise devait couver depuis la mort de Lambert comme nous l'avons souligné ailleurs, et que les contours de son explosion allaient se préciser et n'était plus qu'une question de quelques mois ou semaines depuis que le gouvernement avait recouru au 49.3, mais les militants seront tenus à l'écart comme si ses enjeux ne les concernaient pas, qu'un certain nombre les dépassent on veut bien l'admettre, cela étant il s'agit tout de même de leur engagement militant qui représente parfois toute une vie. A suivre

Haut de page

Le 22 août 2015

CAUSERIE

Le dernier éditorial d'Informations ouvrières (n°365) commenté.

Cet éditorial est une caricature de ce que sont devenus les trotskystes du POI ou ce qu'ils étaient sans se l'avouer, eux seuls le savent. On touche le fond et on peut comprendre que certains militants, cadres ou mêmes dirigeants du POI-CCI s'en soient émus.

Le titre : Un gouvernement au service de l'Union européene (Claude Billot-Zeller, membre du bureau national du POI)

(Européenne, c'est mieux !

Non, le gouvernement représente la classe des capitalistes, et son rôle consiste à servir leurs besoins, à les imposer aux travailleurs au nom de l'intérêt général. Et l'UE n'est qu'un instrument créé à l'instigation de l'oligarchie financière, une institution supranationale privée destinée à se substituer aux Etats, dont le fonctionnement ou les rapports qui les structurent ont été façonnés ou demeurent tributaires du développement antérieur du capitalisme jusqu'à nos jours qui a été influencé par la lutte des classes du passé et du présent, dont il s'agit de se débarrasser ou de neutraliser.

Ainsi, l'UE a pour objectif de se substituer aux Etats avec la complicité de leurs représentants sans forcément envisager de les détruire. Elle est un des maillons ou une des étapes au niveau européen fixées par l'oligarchie financière qui domine le capitalisme, conformément au plan qu'elle a élaboré et qui à terme devrait se traduire par l'instauration d'un gouvernement mondial disposant du pouvoir politique absolu.

L'UE est un contre-pouvoir de type absolutiste ou despotique aux mains de l'industrie financière, destinée à contourner la lutte des classes ou à s'émanciper de l'influence néfaste qu'elle pourrait avoir sur les gouvernements des différents Etats. Son rôle consiste à légiférer dans tous les domaines, à superviser les budgets de chaque Etat afin de leur dicter l'orientation économique qu'ils doivent adopter conformément aux besoins de l'oligarchie financière ou du marché, réduisant à néant leur marge de manoeuvre une fois qu'ils ont accepté de s'y soumettre, ce qui implique qu'à leur tour leurs représentants cessent de tenir compte de la lutte des classes ou ne cèdent pas à la pression qu'elle pourrait exercer sur eux.

Son objectif, une fois les travailleurs dépouillés de leurs droits politiques détournés au profit de cette institution inféodée à la finance sur laquelle les travailleurs n'exercent aucun contrôle, consiste à atomiser ou individualiser leurs droits sociaux au nom de l'égalité ou de l'équité ou encore de la solidarité ou de la fraternité, de telle sorte que disparaisse la notion de classe qui servait de référence à leur résistance et à leur regroupement au sein d'organisations syndicales pour exiger des droits nouveaux ou préserver ceux qu'ils avaient acquis précédemment, ou qu'ils soient impuissants à combattre la politique que leur impose la classe dominante ou qu'ils se résignent à s'y soumettre. Ce qu'ils visent, c'est la capitulation totale, l'abdication sans réserve et sans combat de la classe des exploités et des opprimés, qui doit cesser définitivement de revendiquer des droits afin de la décourager d'espérer un avenir meilleur dans le futur.

Ce processus politique se heurte en permanence à la résistance de toutes les classes, y compris celle des capitalismes qui craignent d'être broyés par le rouleau compresseur du néolibéralisme et de disparaître, et dont les représentants des Etats sont obligés de tenir compte dans une certaine mesure. Leur acharnement contre les Etats provient de cette contradiction qui les traverse et dont ils ne peuvent s'émanciper entièrement, sous peine de déclencher une crise sociale qui pourrait se transformer en soulèvement révolutionnaire contre l'ordre établi. Les Etats demeurent sensibles à la lutte des classes ou aux rapports de force entre les classes, une faiblesse historique incurable que dénoncent sans cesse les institutions financières du capital, FMI, Banque mondial, OCDE, etc.

L'engrenage de la dette couplée à l'abandon de leur souveraineté monétaire devait en faire un formidable levier de pression pour obliger les Etats à mettre en oeuvre la politique qu'ils leur dictaient et qu'ils devaient tous finir par adopter, puisque l'intégralité de leurs représentants au sein de l'UE étaient acquis au capitalisme, et partant de ce constat il était impensable qu'ils s'y opposent ou mettent en oeuvre une autre politique qui serait forcément vouée à l'échec, du fait que l'oligarchie financière disposait du pouvoir de les démettre ou de les faire chuter en déstabilisant ou paralysant leur économie, ne leur laissant pas d'autre choix que se soumettre ou opter pour la rupture avec le capitalisme ou le socialisme, ce qui était inimaginable évidemment.

Ils ont même poussé leur avantage jusqu'à sélectionner les candidats qui devraient représenter leur stratégie politique au sein des différents partis institutionnels ou au sommet de l'Etat ou au sein des institutions nationales de chaque pays, en s'appuyant sur un réseau de médias, think tanks, personnalités et maintenant de réseaux sociaux à leurs bottes, qui auraient pour tâche d'en faire la promotion ou de vanter leurs mérites, de telle sorte qu'une fois désigné au sein de leur parti, élus ou promus à un poste ministériel ou autre au sein des institutions, ils appliquent à la lettre leur politique et l'imposent autour d'eux.

C'est ainsi qu'ils sont parvenus à imposer au sein de chaque Etat des hommes et des femmes qui leur étaient entièrement dévoués, et qui par le pouvoir dont ils disposent et le soutien qu'ils leur accordent sont pratiquement intouchables. Cela dit, à ce jeu ou du fait qu'ils s'exposent publiquement à prendre des coups et à se contredire, ils s'usent très vite et il faut sans cesse penser à leur trouver des successeurs à la hauteur des tâches qu'ils devront accomplir, exercice qui s'avèrera toujours plus compliqué au fil du temps car comportant des risques énormes, des pions qui possèdent une solide expérience et qui soient suffisamment disciplinés, dociles, manipulables et discrets, en échange de quoi une fois qu'ils auront rempli leur mission, ils leur assureront une rente à vie dans une institution ou ils les caseront au sein du conseil d'administration d'une de leurs grandes entreprises, quand ils ne les imposeront pas comme conférenciers rémunérés grassement, car ils ne sont pas ingrats envers l'élite politique qui continuera d'une manière ou d'une autre à servir leurs intérêts.

C'est ainsi que plus rien ne distingue les membres des différent gouvernements des Etats de l'UE des membres qui composent la Commission européenne, Moscovici l'illustre très bien si nécessaire et il est loin d'être le seul dans ce cas-là.

Pour conclure ce passage, c'est plus que le gouvernement qui est au service de l'UE, c'est l'Etat, l'ensemble des classes qui sont livrées pieds et mains liés pas seulement à l'UE, mais à l'oligarchie financière qui est à la survie du capitalisme, ce que l'avant-garde organisée du prolétariat est au destin de l'humanité.

- Ce gouvernement au service de l'Union européenne impose à toutes les catégories : salariés du privé ou du public, travailleurs de l'agriculture (viticulteurs, producteurs de fruits et légumes, éleveurs…), retraités, jeunesse, avec brutalité, l'austérité. Afin de toujours et de mieux servir le capital financier.

(Il faut aller plus loin. Qu'est-ce qu'incarne le capital financier ? A quoi correspond sa politique, d'où vient-elle ? Si on n'est pas en mesure de répondre à ces questions on ne peut pas comprendre la situation.

L'austérité est un moyen d'asservir les travailleurs, et elle est l'expression de la crise du capitalisme, qui en principe doit déboucher sur son effondrement et un affrontement direct entre les classes que les capitalistes préfèrent éviter, car ils redoutent autant ses conséquences incontrôlables que son issue incertaine qui est loin d'être joués d'avance ; même si les travailleurs partent avec un lourd handicap, des pans entiers du mouvement ouvrier possèdent quand même une certaine expérience de la lutte des classes et les travailleurs en général, malgré la désinformation permanente à laquelle se livrent les différents représentants de la classe dominante, en ayant accès à un vaste réseau d'informations ils ont acquis des connaissances sur le fonctionnement du capitalisme et de la société, ainsi qu'un certain esprit critique qui ne demande qu'à être orienté dans la bonne direction pour que l'avenir du régime ne pèse pas bien lourd dans la balance à l'arrivée, et cela les oligarques le savent pertinemment et le craignent plus que tout.

C'est le développement du capitalisme et ses contradictions qui sont responsables de la politique antisociale que le gouvernement applique pour sauver la mise aux capitalistes. Le gouvernement n'est qu'un simple exécutant de la politique déterminée par l'oligarchie financière, et vouloir en changer sans rompre avec le capitalisme et ses institutions financières et politiques conduirait infailliblement à poursuivre la même politique, Tsipras vient d'en faire une éclatante démonstration.

Donc la question qui est posée à travers l'offensive généralisée du capital contre l'ensemble des droits ou acquis des travailleurs, c'est celle des rapports sociaux de production qu'incarne le capitalisme en crise, qui bénéficie du concours et de la protection juridique et policier de l'Etat qu'il faut abattre. - LVOG)

Chaque jour voit restriction des droits collectifs, disparition de services publics. Exemples : ici, en Charente- Maritime, un bureau de poste (Laleu, quartier de La Rochelle) va disparaître ; pourtant, un comité s'est organisé pour son maintien ; la lutte continue. Là, dans un village, Saint-Laurent-de-La Prée, un père de famille est mort, non pris en charge par le Samu ; les syndicats (FO et CGT) pointent l'organisation des secours ! (Ou quand l'éditorial d'un parti ouvrier se transforme en rubrique des chiens écrasés, alors qu'il est censé incarner l'orientation politique impulsée par sa direction, dont doivent se saisir travailleurs et militants. - LVOG)

La pauvreté et le chômage progressent : inégalité des droits au logement, à la santé, à l'éducation, insécurité de l'emploi,

stagnation des salaires et des retraites (allongement du temps de travail). (Une énumération de lieux communs - LVOG) La démocratie s'efface, la souveraineté nationale doit disparaître. (Quelle horreur, mais c'est qu'ils y tiennent à leur Etat, celui des capitalistes notez bien, à moins que nos lecteurs se reconnaissent dedans ? Quant à la démocratie, ouf on respire elle existe ! Voilà ce qui arrive lorsqu'on ne se demande pas pour qui. - LVOG) Toutes ces forfaitures émanent de traités. (Non, elles sont le produit de la crise du capitalisme prise en charge par les représentants de l'Etat, par l'Etat que vous refusez d'affronter. - LVOG) Lesquels traités ont été votés par nos ministres (Dites plutôt les vôtres si vous y tenez tant que cela, car de notre côté nous ne nous sommes jamais reconnu dans aucun ministre sous la Ve République. Voilà ce qui arrive quand on ne se pose pas la question de savoir de quelle république il s'agit. - LVOG) ; et, mieux encore, lorsque le peuple, par les urnes, dit non, la voie de la démocratie, c'est sans importance. (Il en est encore là le pauvre ! Il veut sauver la démocratie qui se confond avec la dictature du capital, bravo ! - LVOG) Il faut appliquer les traités. (Non, il faut se soumettre au capitalisme. - LVOG)

L'UE colonialise ! (L'UE n'est qu'un intermédiaire qui n'existerait pas sans le soutien des Etats qui la compose. Donc l'UE ne colonise rien du tout, ce sont les Etats qui acceptent de se soumettre à l'UE, ce n'est pas du tout la même chose. - LVOG)

Nos acquis, gagnés au lendemain de la Libération (Cela se discute, ils ont l'objet d'un marchandage qu'il vaut mieux ne pas évoquer et on comprend pourquoi - LVOG), sont attaqués, et la liberté syndicale est en danger. (Admettons-le tant qu'on n'évoque pas le fonctionnement des syndicats. - LVOG)

L'UE n'est qu'un marché, avec un grand mépris des peuples et de la démocratie. (Encore un lieu commun. - LVOG)

L'UE veut réduire la classe ouvrière à l'état de servage, avec l'accord et l'appui de notre gouvernement. L'UE n'a jamais rien fait en faveur des classes laborieuses, sinon maintenir la pauvreté. (Comme elle est vilaine l'UE franchement ! - LVOG)

A nous d'éviter la misère. (Il doit exprimer une crainte personnelle ma foi ! C'est cela, faisons en sorte que le capitalisme soit plus supportable pour les masses et souhaitons-lui longue vie pendant que vous y êtes. - LVOG) Pourtant, les associations d'aide aux plus démunis (alimentaire et autres) doivent faire des prouesses pour répondre aux besoins. (Ouf, la pression sur le régime va être supportable ! - Eux aussi ils sont tombés sous le charme désuet de ces associations, ouvriérisme oblige. - LVOG) L'Etat s'est déchargé sur les associations, qui doivent maintenant rechercher les fonds nécessaires pour répondre à la demande : jusqu'à quand ? (Quelle préoccupation ! Camarades, vous pouvez leur faire un don si le coeur vous en dit. - LVOG)

Ce gouvernent livre notre République à l'UE, (Décidément après "nos ministres", c'est à croire qu'il s'identifie avec le régime en place qu'il prétend combattre, quelle cruelle confusion ! C'est qu'il y tient à la Ve République, encore bravo ! - LVOG) laisse faire et accélère son démantèlement. (C'est à croire qu'il aurait une autre mission à remplir. Ce militant est bourré d'illusions que le POI s'emploie à colporter. Excellent. Après que personne ne vienne nous reprocher que de nous acharneri contre ce parti, ils s'emploient eux-mêmes à le démolir. - LVOG) Notre République n'est plus une, indivisible et laïque, (Il est en pleine crise d'identification. On comprend ensuite pourquoi toute discussion avec ce genre de militants est impossible puisqu'attaquer sa politique sera vécu comme une attaque personnelle. - LVOG) - afin de garantir nos droits collectifs. Nos trente-six mille communes et la démocratie communale doivent disparaître. (Il récite sa leçon apprise par coeur, on s'ennuie à la fin. - LVOG)

Politique de droite, politique de gauche : pas de différence, puisque les gouvernements successifs font voter des lois qui doivent donner satisfaction aux traités de l'UE. (Encore une chance que ce soit des partis de droite et de gauche qui se succèdent au gouvernement. Au moins on peut encore entretenir des illusions dans les partis de gauche. - LVOG) Et, lorsqu'il y a doute sur le résultat du vote, le 49-3 en permet l'application immédiate. Et la Confédération européenne des syndicats (CES), en accord, chante la même partition. L'UE protége le monde de la finance (avec ses institutions). (Non, elle en est l'émanation, c'est la finance au pouvoir. - LVOG)

Le POI est un parti nécessaire et indispensable à la classe ouvrière (Vous avez raison d'insister on pourrait en douter. - LVOG), aux plus modestes (Là vous causez de ce que vous ne connaissez pas au POI, il suffit de lire votre journal pour en être convaincu depuis plus de 50 ans. - LVOG) , pour toutes celles et tous ceux qui espèrent, attendent de pouvoir vivre dans la dignité et en finir avec le régime d'exploitation. (Pure illusion, inconsciente ou cynique, on ne devrait jamais rejoindre un tel parti en espérant que cela contribuera à améliorer notre condition personnelle. C'est exactement l'erreur qu'ont commis des dizaines de milliers de travailleurs qui avaient rejoints l'OCI (ou le PT-POI), la LCR (ou le NPA), en réalité ils ont été induits en erreur par leurs dirigeants. Le socialisme est un idéal qui découle d'une analyse scientifique du développement du capitalisme, qui ne pourra se réaliser que si et si seulement certaines conditions sont remplies sans qu'on sache quand elles le seront et si elles le seront de notre vivant, peu importe. Ravaler le socialisme à une revendication alimentaire, c'est n'y avoir rien compris, c'est l'avilir, c'est insupportable, c'est une insulte aux militants désintéressés, honnêtes et sincères qui se battent pour le socialisme. Le socialisme, c'est avant tout une méthode pour interpréter le monde ou l'ensemble des manifestations de la nature, qui lorsqu'on l'adopte bouleverse notre manière d'interpréter la société ou le regard que l'on porte sur le monde extérieur et nous-même, nous transforme à jamais et donne un sens à notre vie, je peux même affirmer que lorsqu'on ne milite pas ou plus, elle continue à structurer notre pensée, à influencer notre comportement quotidien pour en avoir fait l'expérience. La semaine dernière son collègue avait plaqué la même formule "marxisante" à la fin de son éditorial qui nous avait plutôt fait penser à un enterrement de première classe du socialisme. - LVOG) Ensemble, préparons le Ve Congrès ouvert. (Attention, car à force de s'ouvrir, c'est comme une huître, il arrive qu'elle absorbe n'importe quoi et qu'elle s'intoxique, parfois c'est même fatal ! - LVOG)

Soyez léniniste, ne dites pas nos ministres, notre président, notre république, nos écoles, nos routes, dites leur société, leurs ministres, leur parlement, leurs musées, etc. Depuis quand détiendrions-nous le pouvoir, depuis quand déciderions-nous de quoi que ce soit dans ce pays ou ailleurs ? Jamais, nulle part.

Sans jouer sur les mots ou s'adonner à des formules, c'est strictement la réalité et c'est cela aussi être socialiste, trotskyste, commencer par respecter la réalité, partir de la réalité. Cet éditorial est indigne de militants trotskystes, parole de trotskyste ! Cela va en faire chier plus d'un.

Une information tronquée, manipulée, orientée idéologiquement.

Commentaires d'internautes à la suite d'un article du Figaro d'hier.

1- "Est il permis de rappeler qu'aux US la police a abattu beaucoup plus de blancs que de noirs, les chiffres sont clairs, il serait donc honnête de donner ces chiffres au lieu de faire croire que les policiers US n'abattent que des noirs."

2- "Statistiques du Ministère de la Justice US et du FBI: Aux USA, 93% des noirs tués, l'ont été par d'autres noirs.

En 2012, 123 noirs ont été tués par la police avec un révolver.
En 2012, 326 blancs ont été tués par la police avec un révolver."

Pourquoi ont-ils intérêt à faire passer les Américains pour des racistes ? Pour la même raison qu'en France ils ont intérêt à faire passer chaque musulman pour un terrorisme en puissance...

Quel est le tartuffe qui a dit ?

- "*Malheureusement Mr Tsipras a oublié son programme*"

Réponse : Olivier Besancenot (NPA), hier soir sur Soir 3. (AFP 21.08

Le crétin de service, quoi !

Des centaines de commentateurs en France et des milliers dans le monde ont qualifié Tsipras d'imposteur, mais Besancenot ne s'en est pas encore aperçu, à moins qu'il ne veuille pas faire de tort au Front de gauche vers lequel le NPA lorgne.

Dossier grec

La troïka applaudit des deux mains, cherchez l'erreur. Non, il n'y en a pas, désolé pour Besancenot ! On n'a pas le temps d'analyser les derniers développements en Grèce.

- Démission de Tsipras : les Grecs fatigués et perdus - Francetv info

Hier, jeudi 20 août, le Premier ministre grec a annoncé sa démission ainsi que l'organisation de prochaines élections législatives d'ici un mois.

"La plupart des Grecs que j'ai rencontrés ne sont pas surpris, mais déçus, parce qu'après plusieurs semaines de turbulences économiques et politiques, ils comprennent que l'instabilité en Grèce va continuer", rapporte Elisa Perrigueur, en direct d'Athènes.

Les Grecs sont fatigués et perdus. Certains sont en colère contre Syriza. "La seule chose qui est sûre pour le moment, c'est que la rentrée sera difficile avec l'application du nouveau mémorandum", rapporte la journaliste de France 2.

Mais Alexis Tsipras conserve tout de même une partie de son électorat, qui ne voit pas du tout dans la signature de ce mémorandum une trahison, mais au contraire une stratégie. Syriza est actuellement donné favori aux prochaines élections. De son côté, Bruxelles accepte la décision du Premier ministre. Francetv info 21.08

- Grèce : les députés contestataires créent un nouveau parti - Francetv info

L'annonce d'Alexis Tsipras a plutôt bien été accueillie par les créanciers européens. Ils considèrent qu'Alexis Tsipras renforcé peut aider à mettre en place des mesures douloureuses. L'ancien ministre de l'Énergie a pour sa part pris la tête des députés grecs contestataires. Il a immédiatement annoncé la création d'un nouveau parti qui se présentera aux élections prévues aux

alentours du 20 septembre. Francetv info 21.08

- Grèce : des députés de Syriza claquent la porte du parti - Francetv info

25. C'est le nombre de députés de Syriza qui ont décidé de faire scission et de créer un nouveau parti au lendemain de la démission du Premier ministre Alexis Tsipras. Une démission qui s'accompagne de nouvelles élections, prévues pour le 20 septembre. Francetv info 21.08

- Grèce : quelle majorité pour Alexis Tsipras ? - Francetv info

Ce vendredi, un nouveau parti a fait son apparition sur l'échiquier politique grec, il s'agit de l'Union populaire. "Un parti issu de gens déçus d'Alexis Tsipras. Si ce matin la victoire d'Alexis Tsipras semblait presque certaine, assez confortable, maintenant cette annonce change la donne. Il n'est pas exclu qu'Alexis Tsipras n'obtienne pas la majorité absolue à laquelle il aspirait (...)", souligne aussi Angélique Kourounis. Francetv info 21.08

- Grèce : Alexis Tsipras et sa stratégie du "partir pour mieux revenir" - Atlantico.fr

- Grèce : le nouveau coup de poker d'Alexis Tsipras - LeMonde.fr

- Tsipras demande des élections pour raffermir sa base - AFP

"Maintenant que la phase difficile (de négociations) est terminée", "je voudrais soumettre à votre jugement ce que nous avons accompli", a déclaré M. Tsipras lors d'un courte allocution télévisée vers 20h30 locales (17h00 GMT).

Disant avoir "la conscience tranquille", et assurant avoir "résisté aux pressions et aux chantages", il est ensuite allé présenter sa démission au président de la République, Prokopis Pavlopoulos.

Selon son entourage, M. Tsipras souhaiterait que le scrutin se tienne le 20 septembre.

Lors du vote de ce plan, le 14 août au Parlement, l'opposition l'a soutenu. Mais 43 des 149 députés de Syriza, son parti de gauche radicale, fidèles à leurs idées, et pour certains, favorables à un retour à la drachme, ne l'ont pas suivi, votant contre ou s'abstenant.

M. Tsipras, dont le nombre de soutiens (en comptant ceux de son allié ANEL) est ainsi tombé à 119 sur 300 députés, ne pouvait pas rester dans cette situation.

Populaire malgré ses revirements, auprès d'une population qui déteste généralement les deux principaux partis d'opposition, Nouvelle Démocratie (droite) et Pasok (socialistes), et lui accorde de ne guère avoir eu de solution de remplacement à ce qu'il a accepté des créanciers du pays, le Premier ministre espère bien ainsi rénover sa base.

Il dispose d'un atout-maître : pour cette deuxième élection en moins de 18 mois, la loi grecque dispose que les partis ne soumettent pas au vote des députés individuels, mais des listes par partis composés par les états-majors de ces derniers.

C'est ainsi que M. Tsipras pourra se débarrasser des plus virulents à sa gauche, sans aucun doute l'ancien ministre de l'Energie Panagiotis Lafazanis, leader des contestataires, et certainement la puissante et pointilleuse présidente du Parlement Zoé Konstantopoulou.

Dès jeudi soir, Iskra, le site de M. Lafazanis, peu avare de redondances, a accusé M. Tsipras d'être dans "la panique, la peur, l'embarras et l'inquiétude" pour agir ainsi.

En revanche, dès avant l'annonce officielle, le responsable du cabinet du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, Martin Selmayr, a tweeté : "des élections anticipées en Grèce peuvent être le moyen d'élargir le soutien" au plan d'aide.

Les créanciers ne cacheraient ainsi pas leur joie à la perspective de voir M. Tsipras allégé de ses anciens amis.

Marcel Fratzscher, économiste allemand qui conseille Sigmar Gabriel, le ministre de l?Economie allemand, a considéré également que ces élections sont "une bonne nouvelle économique". Selon lui "il y a de bonnes chances qu'elles amènent au pouvoir un gouvernement plus compétent et davantage pro-européen". Il a mis en garde toutefois contre les dangers "du vide politique à court terme".

L'agence Moody's craignait de son côté pour "la bonne mise en place du programme", voyant "un risque sur les prochains versements d'argent". Reuters 21.08

- Le chef de l'opposition grecque convoqué par le président - Reuters

Conséquence de la démission d'Alexis Tsipras, le président de la République grecque, Prokopis Pavlopoulos, rencontrera vendredi matin le chef de file de Nouvelle démocratie (ND, droite), principale formation de l'opposition, pour lui confier le mandat de former un nouveau gouvernement, a-t-on appris auprès de la direction du parti.

Mais la tâche qui attend Vangelis Meimarakis semble vouée à l'échec compte tenu des rapports de force au Parlement issu des élections du 25 janvier dernier et l'on se dirige plutôt vers de nouvelles élections autour du 20 septembre.

Sur les 300 sièges que compte la Vouli, Syriza, le parti de Tsipras, en détient 149 et ses alliés des Grecs indépendants (Anel, droite souverainiste) 13. Nouvelle démocratie dispose de 76 élus, les centristes de To Potami (La Rivière) en ont 17, comme la formation néo-nazie Aube dorée. Suivent le Parti communiste (KKE) avec 15 élus et le Pasok avec 13 députés.

La Constitution grecque prévoit une procédure relativement complexe pour l'organisation d'élections anticipées lorsque celles-ci doivent se tenir moins de douze mois après le scrutin précédent.

En théorie, le président de la République ne peut pas convoquer immédiatement un nouveau scrutin mais doit d'abord consulter les dirigeants des autres partis pour voir s'ils sont en mesure de former un gouvernement.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces consultations que des élections seront organisées.

Même si les chances sont minces de trouver une majorité dans un délai de quelques jours, le chef de file de Nouvelle démocratie s'est dit prêt à tenter de relever le défi. "Je considère qu'il relève de mes obligations politiques et de ma responsabilité d'épuiser toutes les options au cas où le Parlement pourrait offrir une solution", a déclaré Vangelis Meimarakis devant la presse. Reuters 21.08

ACTUALITE EN TITRES

Enfin une bonne nouvelle.

- Les perspectives pour l'économie mondiale s'assombrissent - Reuters

- Les inquiétudes relatives à la croissance mondiale font plonger les marchés - AFP

Les inquiétudes concernant la croissance mondiale ont lourdement pesé vendredi sur les marchés financiers avec l'essoufflement du moteur chinois qui se précise, une économie européenne encore hésitante et la perspective floue d'une remontée des taux

Le Dow Jones est tombé vendredi à son plus bas niveau de l'année à Wall Street, chutant de plus de 3,10% à la clôture, soit plus de 500 points, le Nasdaq cède 3,44%, face aux craintes pour l'économie mondiale. AFP 21.08

Quelle misère va s'écrier l'éditorialiste d'Informations ouvrières !

A l'époque du fascisme à visage humain, démocratique...

- Jean-Marie Le Pen, exclu du FN, continuera à se battre en justice - AFP

Il n'a pas compris pourquoi le régime néonazi de Kiev était qualifié de démocratique par l'OTAN et les gouvernements des puissances occidentales et bien au-delà...

La corruption commence par là.

- Juppé: "Il faut mettre le paquet" sur l'école primaire - AFP

- Alain Juppé veut augmenter de 10% les salaires des enseignants du primaire - Francetv info

Un monde gouverné par des cinglés ou le cycle infernal de la dictature.

- Les radars pour vélos arrivent en ville - Francetv info

À Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes), un radar pas comme les autres vient d'être installé. Il cible les cyclistes. "En vélo c'est compliqué de savoir à quelle allure on est", témoigne l'un d'eux au micro de France 3. Ici, la machine est préventive et non répressive. Le radar indique la vitesse. Au-delà de 20 km/h, il demande de ralentir.

La municipalité a décidé d'installer cet appareil, car cet été, sur le carrefour très fréquenté par les vacanciers, deux accidents impliquant des piétons et des cyclistes se sont produits. "Un moyen de ralentir les vélos avant d'arriver sur les passages piétons", explique Albert Calamuso, adjoint à la Tranquillité publique.

Les données récoltées, comme le nombre de passages et les vitesses seront collectés pour améliorer la tranquillité de tout le monde. Francetv info 20.08

Pour cautionner leur guerre idéologique tout azimut, quand ils n'instrumentalisent pas les préjugés archaïques de la population, ils se servent de son comportement individualiste dont la société telle qu'ils l'ont façonnée est responsable, pour justifier toujours plus sa mise sous surveillance et le recours à des lois toujours plus liberticides ou répressives.

Après avoir déstabilisé ou détruit tous les rapports qui existaient dans la société qui permettaient à ses membres hétérogènes de vivre ensemble en se respectant mutuellement, ils édictent de nouveaux règlements destinés à encadrer la moindre humaine tout en restreignant un peu plus les libertés individuelles soumises à un carcan permanent, de telle sorte qu'à l'arrivée la population perd toute indépendance du fait qu'elle doit se conformer à un règlement qui lui est imposé au lieu de réfléchir librement aux meilleurs moyens d'établir des rapports normaux entre citoyen, ainsi petit à petit, insidieusement ils dépossèdent la population de tout esprit critique qu'elle ne doit surtout pas développer, de crainte qu'elle s'en serve un jour pour remettre en cause l'ordre établi.

Ils infantilisent et culpabilisent la population, ils la considèrent incapable de gérer les rapports les plus élémentaires au profit du législateur qui concentre tous les pouvoirs, jusqu'à s'insérer dans les rapports qui ne sont pas de son domaine mais qu'il entend encadrer, formater, régimenter, imposer, tandis que ceux qui mènent l'humanité à l'abîme peuvent continuer d'agir en toute impunité, ceci étant fait pour cela.

Capri, c'est fini !

- Le port de Capri est à vendre ! - LePoint.fr

Crise politique ouverte en Turquie.

- La Turquie appelée le 1er novembre à des élections anticipées - La Tribune

Opération déstabilisation des Etats.

- Plus de 2.000 réfugiés acheminés par ferry au port grec du Pirée - Reuters

- L'État d'urgence décrété en Macédoine - Francetv info

- Macédoine: grenades assourdissantes contre des migrants - AFP

Il y avait la dette et le dollar ou son clone l'euro pour soumettre les peuples ou liquider leur souveraineté, les soumettre au joug du néolibéralisme, ils viennent d'ajouter un facteur supplémentaire de déstabilisation politique destiné à diviser la population et faire en sorte que ses différentes couches s'affrontent pendant qu'ils appliquent leur politique ultra réactionnaire.

Ils instrumentalisent les conséquences de leur politique impérialiste néocoloniale en escomptant en tirer profit sur le plan politique en servant sur un plateau un argument à l'extrême droite ou ayant le don d'alimenter la xénophobie et le racisme, dont ils sont de la sorte les responsables. Et tous ceux qui prétendre combattre contre le racisme tout en refusant de rompre avec leurs institutions s'en font les complices consciemment ou non, consciemment s'agissant des dirigeants de la pseudo-gauche et extrême gauche.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille chez les imposteurs.

Grille de lecture.

Leurs véritables intentions ne sont guidées que par leur ambition ou des intérêts purement personnels qui coïncident avec leur soumission à l'ordre établi qui les a façonné, dont ils détiennent uniquement leur légitimité ou auquel ils sont redevables de leur mode de vie confortable à l'instar des représentants de la classe dominante dont finalement ils font partie sous des étiquettes diverses pour tromper les travailleurs et les tenir à distance du socialisme dont ils sont les fossoyeurs.

Rappelons que Varoufakis partagent la conception de l'Union européenne de Giscard ou des "pères fondateurs" de l'UE qui se trouvaient à Washington, c'est lui-même qui l'a déclaré lors d'un entretien que nous avions mentionné dans une précédente causerie. J'ai retrouvé l'interview en question, il a dit "Ce n'est pas dans cette Europe que nous, ou Gonzales, ou Papandreou, ou Giscard d'Estaing, ou Helmut Schmidt etc, nous sommes engagés. Nous avons besoin de retrouver le sens de l' "être Européen " et de trouver des voies pour recréer le rêve démocratique de prospérité partagée.".

Varoufakis n'a pas voulu sauver le peuple grec, mais l'euro et l'UE, il n'a jamais dit autre chose.

- Mélenchon va rencontrer Varoufakis dimanche à Paris - AFP

- Montebourg-Varoufakis : le jeu des sept ressemblances - Rue89

En famille recomposée, pardon, décomposée.

- Régionales : EELV ne sait à quelle gauche s'allier - LeMonde.fr

- Régionales: Placé rejette des alliances "contre-nature" avec le Parti de gauche - AFP

Le sénateur écologiste Jean-Vincent Placé a réitéré vendredi ses attaques à l'encontre d'une éventuelle alliance "contre-nature" PG/EELV pour les régionales dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie.

"Je ne comprends pas du tout les ressorts", a déclaré Jean-Vincent Placé à son arrivée aux journées d'été des écologistes, qui se tiennent de jeudi à samedi près de Lille.

"On était déjà dans une division avec le PS et le PCF et, en plus, on va chercher une alliance contre-nature, incompréhensible", a-t-il dénoncé.

"Le pire n'est jamais absolument certain. On va voir ce qui se passe le 12 septembre dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie et en Paca", a-t-il dit.

Ce jour-là, les militants EELV de la région sont appelés à se prononcer sur une alliance avec le Parti de gauche.

"C'est vrai que si dans ces régions aussi essentielles pour la gauche et que nous gouvernons d'ailleurs -nous sommes dans les exécutifs sortants et nous y travaillons très bien depuis plusieurs mandats- on se retrouvait avec cette stratégie complètement suicidaire d'alliance avec l'extrême gauche qui fracture encore plus la gauche alors qu'elle a besoin d'unité et de rassemblement, nous aurions des conclusions à en tirer", a-t-il dit.

"Mais j'espère que la raison reprendra le dessus", a ajouté Jean-Vincent Placé.

Interrogé pour savoir si ces "conclusions" pourraient être une scission d'EELV comme il l'avait évoquée la veille sur le site lemonde.fr, Jean-Vincent Placé a éludé: "On verra ça le moment venu".

Les écologistes ont choisi de se présenter en autonomie vis-à-vis du PS dans toutes les régions. Dans le Nord-Pas-de-Calais/Picardie et en Paca où le FN pourrait être au second tour, les écologistes sont en discussion avec des composantes du Front de gauche dont le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon.

Une démarche contre laquelle se sont érigés plusieurs parlementaires, dont la députée de Picardie Barbara Pompili et le sénateur Jean-Vincent Placé.

"Je ne suis pas content. Ces journées d'été exclusivement tournées sur un affichage de relation d'accord avec l'extrême gauche ne sont pas du tout à la hauteur des enjeux", a également dit le sénateur de l'Essonne.

"La priorité écologique est de plus en plus présente pour tout le monde (...) et je pensais qu'après les discussions qu'on avait eues avant l'été, on aurait des discussions" axées sur "l'écologie, l'environnement, la transition énergétique", a-t-il regretté.

- Mélenchon s'invite avec fracas dans les débats électoraux des écologistes - AFP

"Les Verts ont choisi de faire des listes autonomes mais, dans six régions sur 13, ils s'unissent à nous. Ils disent une chose et en font une autre! En plus, ils veulent partout avoir la tête de liste et compter le score pour EELV: c'est sectaire", a lâché M. Mélenchon dans un entretien à Sud-Ouest publié au deuxième jour de l'université d'été d'Europe Écologie-Les Verts.

Et d'aller jusqu'à demander "à (s)es amis de n'être dans aucune liste plutôt que de subir cette annexion".

"Jean-Luc le dit avec ses mots, mais il est vrai qu'il faut tout reconsidérer, repartir dans un climat plus respectueux", abonde Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, invité comme chaque année aux universités d'été des écologistes près de Lille.

"Il est bien évident que, quand on propose le rassemblement, il faut rappeler à EELV qu'il n'est pas obligé de reconstituer ce qu'il a reproché au PS : le rassemblement ne doit pas être un ralliement", glisse-t-il.

"Ce sont des accords de partis sur le fond!", rétorque Sandrine Rousseau, tête de liste EELV pour le Nord-Pas-de-Calais/Picardie, pour qui "on n'est pas du tout dans le "qui mange qui"".

La veille, le Parti de gauche avait d'ailleurs appelé ses alliés du Front de gauche et ses partenaires d'EELV et de Nouvelle donne à se "rencontrer dans les prochains jours" en vue des élections régionales de décembre.

"Nous pensons que ces rassemblements doivent se faire autour d?un label national commun", jugeaient Éric Coquerel et Danielle Simonnet, coordinateurs politiques du PG.

Vendredi, la secrétaire nationale d'EELV Emmanuelle Cosse leur a adressé une fin de non-recevoir, estimant qu'il n'y a pas de discussions nationales, parce qu'il n'y en a pas pour les régionales. Il n'y en a pas eu avec le PS. Il n'y (en) aura pas non plus (...) avec le Parti de gauche".

"Ce n'est pas moi qui prends la décision, ce n'est pas Jean-Vincent Placé non plus, ce sont les militants!" répond Sandrine Rousseau en rappelant que la veille, la ministre de la Santé Marisol Touraine invitée aux journées des écologistes et qui appelait à un rassemblement avec le PS dès le premier tour a été huée par la salle.

Laurent Fabius , invité à participer à une plénière sur la COP 21 a bénéficié d'un accueil plus serein. Peut-être parce qu'il n'a pas abordé la question des régionales.

"On travaille très bien ensemble" pour la préparation de la COP 21, a-t-il déclaré à la presse, soulignant le "rôle important" des écologistes qui, "depuis très longtemps, appellent notre attention sur les questions d'environnement et en particulier les questions de climat". AFP 21.08

Et c'est reparti avec une journée d'action.

- CGT, FSU et Solidaires appellent à la mobilisation le 8 octobre - Reuters

La CGT, FSU et Solidaires ont appelé jeudi à une journée de mobilisation interprofessionnelle le 8 octobre et invité les autres syndicats et les organisations de jeunesse à travailler sur des initiatives communes lors d'une réunion fin août.

Les trois syndicats mettent au premier rang de leurs revendications une augmentation des salaires, des pensions, des minimas sociaux et du point d'indice des fonctionnaires.

Ils demandent en outre une réduction du temps de travail, la pérennisation et l'amélioration de la protection sociale et la protection des services publics.

"Cédant aux pressions des puissances financières, au Medef, aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité", dénoncent les trois syndicats dans un communiqué.

"Accompagnées par une bataille idéologique inédite, des politiques pour l'emploi se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale qui vont impacter tous les salarié(e)s", ajoutent-ils. Reuters 21.08

En revendiquant le "modèle social" qui a permis au capitalisme d'assurer sa pérennité, ils témoignent leur totale soumission au régime en place.

Rompre avec les appareils corrompus des syndicats devrait figurer dans les statuts d'un véritable parti ouvrier pour en garantir au moins théoriquement l'indépendance, dans le cas contraire c'est laisser la porte ouverte à toutes sortes de manoeuvres d'appareils dans le dos des travailleurs et des syndicalistes ou des militants du parti ouvrier.

Quand on observe la conception de la lutte de classe adoptée par les différents partis dits ouvriers tout au long des 70 dernières années, on devrait se demander à qui elle a réellement profité et dans quelle perspective politique elle s'inscrivait, on s'apercevrait que tout au long de la seconde moitié du XXe siècle que des millions de travailleurs ont été sacrifiés sur l'autel du consensus passé entre les représentants de la classe dominante et ceux de la petite bourgeoisie, des classes moyennes, des couches supérieures de la classe ouvrière ou l'aristoratie ouvrière assurant ainsi la stablité sociale et politique du régime, au lieu de prendre en compte en priorité les besoins des couches défavorisées abandonnées à leur triste sort et orienter leur combat vers l'émancipation du capital ou le renversement du capitalisme.

La collusion avec les appareils vendus des syndicats est incompatible avec une politique indépendante conforme aux intérêts fondamentaux des travailleurs, c'est les trahir et trahir en même temps le socialisme.

En gros on pourrait résumer la lutte des classes des partis ouvriers au cours de la seconde moitié du XXe siècle à un combat animé uniquement par le désir de voir les propres revendications immédiates de leurs membres satisfaites pour améliorer leur mode de vie ou de travail sans se soucier du reste, sans avoir développé la moindre conscience politique du processus historique dans lequel leur combat s'inscrivait, et on en veut pour preuve que quelques décennies plus tard, lorsque la réaction passa à l'offensive généralisée contre l'ensemble de nos acquis ou droits sociaux, surpris ou pris au dépourvu, ils furent totalement impuissants à la combattre et empêcher qu'ils soient remis en cause les uns après les autres, tout simplement parce que leurs dirigeants avaientt fait en sorte que le niveau de conscience politique de leurs militants n'atteignent jamais ce niveau ce qui permettait de continuer de les manipuler comme cela avait toujours été le cas, tandis que ces dirigeants conservaient le contrôle de leurs appareils et de leurs troupes, ce qui pour eux constituait l'essentiel.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie : des dizaines de militaires syriens tués - francophone.sahartv.ir

Attentats en série à la voiture piégée.

En Syrie, l’explosion d’une bombe, dans le Sud, a laissé une trentaine de morts. Une voiture piégée a explosé, mercredi, non loin d’un hôpital militaire, dans la ville de Harasta, à Rif-Damas, au Sud de la Syrie. Pas moins d'une trentaine de militaires syriens ont été tués, tandsi que d'autres étaient blessés, dans cet attentat, a rapporté la chaîne d’information Sky News.

Une autre voiture piégée a explosé, hier, mercredi dans la ville de Kameshli, dans la province de Hassaka, au Nord-Est de la Syrie, incident qui s’est soldé par la mort de plus 50 personnes, tandis que de 70 autres étaient blessées.

Le siège des forces de sécurité kurdes, situé à proximité de la place d’Al-Sanaa, était visée dans cette attaque. Le groupe terroriste Daech a revendiqué cet attentat terroriste. francophone.sahartv.ir 20.08

1.2- Golan syrien bombardé par Israël: cinq civils tués - francophone.sahartv.ir

Le Golan syrien, cible des attaques sionistes.

Les chasseurs du régime sioniste ont pilonné des régions du Golan syrien, tuant, ainsi, pas moins de cinq civils. Selon le site d’information libanais, Al-Khabar Press, citant l’armée syrienne, les avions de combat du régime occupant Qods ont ouvert le feu sur une voiture particulière, entraînant la mort de civils.

Un responsable de l'armée israélienne a prétendu, pour sa part, que les individus tués étaient responsables de l'attaque au missile d'hier contre un village, dans les territoires occupés. La télévision officielle syrienne a, aussi, rapporté que les chasseurs-bombardiers du régime sioniste avaient attaqué, la nuit dernière, une base, dans la région de Quneitra. francophone.sahartv.ir 21.08

1.3- Aides militaires d'Ankara au Front al-Nosra en Syrie - francophone.sahartv.ir

Des sources d'information révèlent les aides militaires du gouvernement turc au groupe terroriste du Front al-Nosra en Syrie.

Des médias turcs ont révélé de nouveaux les aides militaires du gouvernement turc au Front al-Nosra, groupe terroriste qui est la branche syrienne d'al-Qaïda.

Selon la chaîne Al-Alam, les aides militaires et les armements sont envoyé en Syrie pour les terroristes du Front al-Nosra par l'intermédiaire du comité de secours, des droits de l'Homme et des libertés.

Ce comité qui dépend du gouvernement d'Ankara a envoyé récemment 14 camions en Syrie. Neuf de ces camions étaient accompagné des journalistes qui ont couvert les nouvelles des aides humanitaires d'Ankara aux Syriens, tandis que 5 autres camions étaient surveillés, jusqu'à la destination finale par les agents du renseignement turc qui ont remis les camions et leurs cargaison aux membres du groupe terroristes du Front al-Nosra.

Le quotidien britannique « Times » a écrit à son tour que le gouvernement d'Ankara a annoncé vouloir se battre contre les terroristes de Daech en Syrie, afin de pouvoir envoyer ses aides au groupe terroriste d'Ahrar al-Cham. Les membres de ce groupe terroriste reçoivent régulièrement des armes et des munitions que la Turquie leur envoie. « Times » a ajouté que la semaine dernière, les chefs d'Ahrar al-Cham ont émis une fatwa qui autorise la coopération de leurs effectifs avec les Etats-Unis et la Turquie. francophone.sahartv.ir 20.08

1.4- Syrie : l'ultime message de Poutine à Obama - francophone.sahartv.ir

Poutine ne laissera pas tomber Assad.

Debkafile, le site proche des milieux du renseignement de l'armée sioniste revient sur l'événement, qui constitue un message clair de Poutine à l'adresse d'Obama et d'Erdogan.

"Le déploiement des MIG-31 intercepteurs de la Russie, dans l'aéroport militaire de Mez, à Damas, constitue un message de Moscou, à l'adresse des Etats Unis et de la Turquie : "La Russie soutiendra, jusqu'au bout, Assad, et s'opposera, fermement, à la formation d'une zone d'exclusion aérienne ou toute implication directe des Américains et des Turcs, dans la guerre, en Syrie". Et Debka d'ajouter : "La Russie vient de livrer six MIG-31 à la Syrie, qui sont déployés, dans l'aéroport de Mez , situé près de Damas. C'est le signe de la ferme volonté de Moscou d'apporter son soutien à la Syrie et de mobiliser, si nécessaire, sa force militaire, pour défendre son allié".

Et Debka de poursuivre : " La décision de livrer des MIG-31 à Assad a été prise par la plus haute instance décisionnelle russe, à savoir, Vladimir Poutine, et ce, alors que les Etats Unis, la Tuqruie et l'Arabie saoudite et l'Iran semblent se diriger vers une solution politique de la crise syrienne; les MIG, des Antonov et des missiles, qui viennent de débarquer, cette semaine, en Syrie, ne sont pas, uniquement, un signe de soutien, mais font partie d'une opértaion de sauvetage d'Assad". "Les MIG-31 russes rivalisent, en effet, avec les F-16 américains, qui sonrt déployés sur la base aérienne turque d'Ingirlik, depuis le 9 août, et qui en décollent, à destinantion de la Syrie . Poutine veut faire comprendre à Obama qu'il est, parfaitement, prêt à déployer davantage de chasseurs, pour le contrer, lui et Erdogan, et qu'il ne les laissera pas faire ce qu'ils veulent d'Assad et de son régime". francophone.sahartv.ir 20.08

1.5- Une seconde base militaire russe sur le sol syrien - francophone.sahartv.ir

Le journal "Al-Qods al-Arabi", citant des sources bien informées a écrit que Damas était d'accord avec une seconde base militaire russe, sur le territoire syrien.

Une source bien informée a déclaré dans un entretien avec "Al-Qods al-Arabi" que la Syrie avait demandé à la Russie de créer une nouvelle base militaire, dans la ville portuaire de Jabala. Ce sera, après la base de Tartous, la deuxième base militaire russe en Syrie. Selon cette source, Damas a donné son aval à la construction de cette deuxième base qui sera plus moderne et plus importante que la base de Tartous. "Al-Qods al-Arabi" a écrit que le président syrien Bachar al-Assad avait annoncé, dans un entretien avec une chaîne russe, en mars dernier, que les possibilités de la construction d'une base militaire russe en Syrie existaient.

Le chef de l'Etat syrien avait dit que son pays attendait une telle proposition et qu'il l'accepterait bien sûr. Le président syrien avait affirmé que vu le rôle important de la Russie dans le rétablissement de la stabilité mondiale, plus la présence de la Russie est renforcée dans la région, plus la stabilité régionale sera garantie. « La décision de Moscou de vouloir construire une nouvelle base en Syrie signifie le fait que la Russie respecte son engagement envers sa coalition stratégique avec Damas et qu'elle ne permettra jamais que le régime syrien soit renversé. Car son alliance avec la Syrie est liée à la nature militaire et politique actuelle de la Syrie, qui s'inscrit, à vrai dire, dans la lignée de l'ère de l'ancien président syrien Hafiz Assad », a conclu "Al-Qods Al-Arabi". francophone.sahartv.ir 21.08

2- Irak

2.1- Irak : Daech utilise des armes américaines, israéliennes, turques et saoudiennes. - francophone.sahartv.ir

Le porte-parole des forces populaires irakiennes a déclaré que les terroristes de Daech utilisent des armes en provenance des pays étrangers dont les Etats-Unis, Israël, la Turquie et l'Arabie saoudite.

Ahmad al-Assadi a déclaré que dans la province irakienne de Salaheddin, la progression des forces irakiennes est relativement lente en raison de la nécessité du nettoyage de toutes les cachettes des terroristes de Daech et de la présence des populations civiles dans de nombreuses zones.

« Notre stratégie consiste à infliger le maximum de dégâts aux ennemis et à réduire le taux des dégâts parmi nos forces », a-t-il ajouté. Al-Assadi a déclaré que Daech a utilisé un drone à la raffinerie de Baiji. Ce drone a été abattu par les forces populaires irakiennes.

Quant à l'opération de la libération de la province d'al-Anbar, Ahmad al-Assadi a déclaré que les forces militaires et les forces populaires sont arrivées à 5 Km de la ville de Ramadi, chef-lieu de la province d'al-Anbar, tandis que la ville de Faloudja est encerclée entièrement par les forces irakiennes. francophone.sahartv.ir 20.08

2.2- Irak : la Coalition internationale, complice de Daech - francophone.sahartv.ir

La Coalition anti-Daech, un obstacle devant la victoire des forces irakiennes.

Dans la conjoncture où les forces irakiennes poursuivent leurs opérations anti-Daech, un membre de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien a accusé la Coalition internationale anti-Daech d'avoir fourni aux terroristes des armes sophistiquées.

Hassan Salem, un membre de la Coalition de la sécurité et de la défense du Parlement irakien, a déclaré : «Les forces de la Coalition internationale anti-Daech alimentent les terroristes takfiris en armes sophistiquées, dans différentes régions de l'Irak, et cela constitue le plus grand obstacle à la libération des zones occupées par Daech». Et d'ajouter : «Il revient à Bagdad de faire pression sur la Coalition internationale, pour qu'elle mette fin à la fourniture d'armements modernes aux terroristes de Daech, et, aussi, à ses tergiversations, qui sont à l'origine du ralentissement de la progression des forces irakiennes, dans les opérations de libération des zones occupées par Daech».

Les responsables irakiens qualifient de mensongère, la lutte de la soi-disant Coalition anti-Daech contre les terroristes, dénonçant la faible volonté de cette Coalition d'éradiquer les terroristes. Dans la foulée, Karim al-Nouri, le Porte-parole de la Force de la défense populaire, a déclaré : «Malgré les tergiversations intérieures et extérieures, dans la lutte contre les terroristes, les forces de la Défense populaire et les militaires de l'armée poursuivent leurs efforts, pour rétablir la paix et la sécurité, dans différentes régions de l'Irak, jusqu'à ce que ces dernières soient purifiées, entièrement, de la présence des terroristes takfiris. En ce qui concerne la situation, à Al-Anbar, Karim al-Nouri a expliqué : «Les forces irakiennes ont lancé des opérations d'envergure, sur divers fronts de la province d'Al-Anbar, afin de resserrer l'étau autour des terroristes. La province d'Al-Anbar sera, bientôt, émancipée de la main des terroristes».

Par ailleurs, Salim al-Jobouri, le Président du Parlement irakien, a réitéré l'impératif de la réalisation des réformes, au sein des systèmes militaires et sécuritaires, afin de pouvoir mieux lutter contre les terroristes. Il a, ensuite, fait part de l'adhésion de 3.000 forces volontaires aux rangs des combattants qui luttent contre Daech. «La victoire, face au groupe terroriste Daech, nécessite une faible unité politique et militaire. Sur le terrain, un drone appartenant au groupe terroriste Daech a été abattu, jeudi, dans la province d'Al-Anbar.

Evoquant le lourd bilan des morts, dans les rangs de Daech, Nouman Abd al-Zoubaï, un haut gradé de l'armée, a fait part des affrontements en cours, aux alentours de Ramadi, Chef-lieu de la province d'Al-Anbar, dans l'Ouest de l'Irak. Les forces irakiennes sont arrivées à abattre un drone de reconnaissance de Daech, dans la localité d'Al-Baghdadi, dépendant d'Al-Anbar. Moïn al-Khazemi, un commandant de haut rang de la Force de la défense populaire, a confirmé les lourds dégâts et pertes en

vie humaine infligés aux terroristes, à Al-Anbar et à Ramadi, en 24 heures. Il a, ensuite, déclaré que la phase finale de l'opération de libération de Ramadi serait lancée, dans un proche avenir. Du côté des terroristes, ils ont rendu publiques, sur les réseaux sociaux, des images montrant la destruction des objets antiques des musées de la province de Ninive, située dans le Nord d'Irak. francophone.sahartv.ir 21.08

3- Yémen

3.1- Le premier aveu américain sur le Yémen - francophone.sahartv.ir

L'Arabie saoudite fait usage de bombes à fragmentation

Un responsable du ministère américain de la Défense a déclaré que l'Arabie saoudite s'était dérobée, jusqu'ici, à signer le traité de l'interdiction des armes à sous-munition, et qu'elle ne cessait de se servir de bombes à fragmentation "made in US", au Yémen.

Selon l'agence de presse Tasnim, le Département d'Etat américain n'a pas, encore, répondu aux questions, sur l'utilisation des bombes à fragmentation, dans l'agression contre le Yémen, mais un responsable du Pentagone, ayant requis l'anonymat, a annoncé, dans un entretien avec "USA News", que le régime des Al-e Saoud avait fait usage de bombes à fragmentation, dans ses raids aériens sur le Yémen. Le colonel Steve Warren, ancien porte-parole de l'armée américaine, avait souligné, dans une interview, réalisée en mai, que le Pentagone était en train d'examiner des rapports, selon lesquels l'Arabie saoudite aurait utilisé des bombes à sous-munition, dans son offensive contre le Yémen, appelant toutes les parties à respecter les lois internationales sur les droits de l'Homme, en vue de réduire, a minima, le nombre de victimes civiles.

Les bombes à fragmentation, dans des endroits où les civils sont dispersés, pourraient faire des victimes, des années plus tard, après les attaques. francophone.sahartv.ir 21.08

3.2- Yémen: Un hélicoptère Apach saoudien abattu - francophone.sahartv.ir

Les forces de l'armée yéménite et des comités populaires ont abattu un hélicoptère saoudien à coup d'un missile sol-air.

Selon la chaine yéménite Al Maseera, lesforces natio ales yéménites composées de l'armée et d'Ansarallah l'hélicoptère de type Apach a été abattu à al Khoya dans la province de Jizan. Le commandement des garde-frontières saoudiens à Jizan a egale7 été pris pour cible des missiles Grad . Le post frontalier se trouvait à Zahran Assir . Cinq autres missiles Grad ont été tirés contre la base de al Hajaz , dans cettd même localité. francophone.sahartv.ir 21.08

Haut de page

Le 23 août 2015

CAUSERIE

Pondichéry 16h13.

Depuis une semaine, Selvi (45 ans, ma compagne) a commencé à apprendre à écrire sa langue maternelle, le tamoul. Elle maîtrise les 12 voyelles, dont les 5 accentuées dont la graphie est différente. Tous les matins et tous les soirs dès qu'elle a un moment elle fait des pages d'écriture et elle s'applique à écrire correctement. On vient de faire un test de mémorisation ou de reconnaissance de ces lettres qu'elle a passé avec succès.

Elle est enthousiaste comme une petite fille qui va à l'école pour apprendre quelque chose. C'est moi qui l'aie motivée à fond, je lui ai communiqué ma soif insatiable d'acquérir des connaissances pour penser librement. Je l'encourage, je lui donne des conseils, je la guide et surtout je lui impose une certaine discipline sans laquelle rien n'est possible.

Je suis un professeur implacable mais souple, pas d'ordres ou d'exercices dont elle n'aurait pas compris au préalable la logique ou le bienfondé, je ne suis pas un maton et je n'ai pas un esprit policier ou dominateur, d'oppresseur ou encore de dictateur en herbe, j'ai en horreur les donneurs de leçons qui généralement sont de piètres pédagogues, mais plutôt des démagogues ou des dogmatiques, vous avez vu où cela nous a mené en politique, au désert théorique ou presque.

On nous dit qu'il ne sert à rien de vouloir élever le niveau de connaissance ou de conscience des masses exploitées et qu'on parviendra à prendre le pouvoir avec une armée de zombis, arriérés, décomposés, dégénérés. C'était sans doute valable jadis quand des barbares devaient succéder au pouvoir à des barbares, qu'un seul mot suffisait à soulever et à transformer en

hordes sanguinaires dévastant tout sur leur passage et massacrant tout ce qui bougeait, je ne crois pas que cela serait le meilleur moyen d'avancer sur la voie du socialisme.

Que cette réflexion vienne d'intellectuels, démontre simplement qu'ils n'ont jamais été capables de prendre du recul sur leur propre expérience de la vie ou qu'ils n'ont jamais su l'analyser.

Il fut une époque qui n'est pas très éloignée de la nôtre, où la société n'était pas saturée d'informations en tous genres, où il était beaucoup plus difficile ou impossible d'accéder à certaines connaissances, où élever son niveau de connaissance nécessitait beaucoup plus de volonté et d'efforts que de nos jours. Saturé d'informations du matin au soir, les masses ne peuvent y demeurer indifférentes, elles se les approprient en partie ou par bribes, elles en discutent, y réfléchissent parfois et se forgent des convictions justes ou erronées, polémiquent, se déchirents, bref il est impossible d'affirmer qu'elles n'auraient aucune influence sur elles (jusqu'à se faire manipuler) ou qu'elles s'en détourneraient, qu'elles y demeureraient insensibles.

Partant de là et en examinant notre propre parcours sachant qu'on vient de très très loin, il est clair que le niveau de conscience de l'immense majorité des masses peut progresser relativement vite, dès lors qu'on leur en donne les moyens sans attendre le déclenchement de la révolution ou qu'un processus révolutionnaire voie le jour auquel cas on pourrait attendre encore longtemps.

Si personnellement j'ai réussi à élever mon niveau intellectuel en partant pratiquement de zéro pour finalement arriver à lire et comprendre des articles de vulgarisation dédiés à la mécanique ou à la physique quantique par exemple, je n'ai jamais eu la prétention de rivaliser avec les physiciens. Donc lorsque mes détracteurs me reprochent de vouloir porter le niveau de consciences des masses au niveau du programme de la révolution socialiste, je me dis qu'ils me font un mauvais procès d'intention ou qu'ils détournent mes intentions, peut-être parce qu'ils ont une conception élitiste et archaïque de la lutte de classe, pour n'avoir pas intégré l'évolution de la société qui a eu lieu lors de la seconde moitié du XXe siècle qui a influencé le comportement des masses et plus particulièrement leur mode de pensée, qui à défaut de déboucher sur une claire vision de la société pour pouvoir la changer, les a soustrait malgré elles à l'ignorance profonde dans laquelle elles baignaient jusqu'alors, et qu'une fois enclenché ce processus, elles allaient s'avérer demandeur ou vouloir s'instruire davantage, d'où le nombre croissant de jeunes accédant aux études supérieures, la multiplication des bibiolthèques municipales très fréquentées, etc.

Il ne faut pas grand chose pour stimuler ce processus et lui permettre de franchir de nouvelles étapes. Certes, cela peut apparaître comme une tâche ingrate pour celui qui ne sait pas comment s'y prendre. C'est la même chose avec l'éducation d'un enfant quand on tend à réfléchir à sa place au lieu de tenir compte des besoins qu'il exprime, il suffit de l'observer et d'avoir la patience de l'écouter pour l'aider à progresser, éveiller sa curiosité.

On oublie souvent que cette curiosité est pratiquement innée à la condition humaine et sans laquelle la civilisation humaine n'aurait jamais vu le jour. Elle fait partie de son patrimoine génétique qui doit l'élever de la plus profonde ignorance à la connaissance, puis à la maîtrise de sa condition, une fois qu'il en aura pris conscience pour s'émanciper du règne de la nécessité qui guide ses pas depuis sa naissance jusqu'à la conquête de sa liberté qui en sera l'ultime étape. Entre la découverte de ses doigts de pied qui remuent indépendamment de sa volonté et la complète maîtrise de sa condition, il existe de nombreuses étapes que l'homme peut franchir tout au long de son existence pour peu que les conditions lui soient favorables, et lorsque ce n'est pas le cas, c'est à nous de faire en sorte de créer les conditions qui lui permettraient de venir à bout de cet obstacle temporaire, non pas artificiellement mais en partant de ses propres expériences dont il n'a pas su jusqu'à présent tirer tous les enseignements qui auraient pu l'éclairer sur sa condition, autrement dit tous les matériaux nécessaires à son évolution existent, ils sont simplement enfouis sous un fatras d'idées préconçues et erronées ou encore de préjugés que la classe dominante lui a inculqués et dont il faut l'aider à se débarrasser.

On peut démonter un à un tous les arguments que nos détracteurs nous opposent, y compris celui que progresser n'intéresserait pas les travailleurs, que seules des questions d'ordre sociale ou politique les concerneraient. Quand Marx et Engels organisaient au milieu du XIXe siècle des réunions publiques auxquelles participaient des ouvriers (des menuisiers par exemple) sur le thème du travail, salaire, profit, et qu'ils leur expliquaient le fonctionnement du capitalisme, cela n'avait aucun rapport avec une question sociale ou politique particulière, encore moins avec celle d'une catégorie professionnelle donnée, et ces réunions rencontraient un fier succès parce que ces ouvriers avaient soif de connaissance, ils voulaient comprendre pourquoi leur condition d'existence était si terrible tandis que celle de leur maître était dorée pour mieux pouvoir les combattre par la suite ou faire valoir leurs droits légitimes. Prenons un exemple, je ne pense pas qu'une réunion sur le thème du fonctionnement de l'industrie financière ou de la monnaie aurait un rapport ou serait perçue comme telle par les infirmières qui se mobilisent pour défendre leurs conditions de travail. Et pourtant c'est la gageure qu'avait accompli Marx et Engels il y a un siècle et demi en arrière avec des ouvriers qui étaient loin d'avoir atteint le niveau de développement de nos infirmières. Et pourquoi organisaient-ils ces réunions ? Pardi, mais pour gagner ces ouvriers au socialisme, au parti ouvrier révolutionnaire !

Plus près de nous, bien que cela ne s'adresse pas forcément aux mêmes mêmes couches de travailleurs, le M'PEP et Onfray (qui n'est pas vraiment notre tasse de thé) rencontrent un certain succès en reprenant cette méthode. Sans parler des centaines de milliers de travailleurs et jeunes qui se connectent sur des portails ou des blogs d'informations pour essayer de comprendre dans quel monde ils vivent, ce qui témoigne de leur volonté à progresser.

Comme je le dis souvent, on peut nier tous ces arguments tirés de la réalité, on peut tout nier, mais dans ce cas-là je ne vois

pas vraiment comment on va aller de l'avant. Le déni n'a jamais constitué un argument, il est vain et puéril, infantile même, mais bon, il paraît qu'en vieillissant on retournerait en enfance à nos dépens. Il interdit de fait toute discussion sérieuse, cela va de soi.

Et décréter que la guerre idéologique et psychologique que mène en permanence, frénétiquement la classe dominante en direction des masses n'aurait aucune importance, aucun effet ou aucune influence sur son comportement et son mode de pensée est une aberration totale, une contrevérité qui exprime le refus obstiné de se tourner résolument vers elles. Elle sert à les conditionner pour les détourner de la lutte de classes, pour les empêcher de prendre conscience de leur condition et trouver la voie de leur émancipation. Elle influe donc directement sur la lutte des classes qu'on le veuille ou non. Elle est le ver qui va pourrir de l'intérieur le fruit qui ne demande qu'à mûrir, afin que celui qui en est porteur n'en profite jamais, elle participe à l'aliénation, à l'asservissement des masses et c'est pour cette raison que nous la combattons férocement.

On peut préférer s'adresser à des élus du PS ou du PCF qui assument le passé épouvantable de ces partis ou qui préfèrent l'ignorer ou encore s'abstiendront d'en faire état parce qu'ils le partagent ou le revendiquent, à des responsables syndicaux qui tiennent leur mandat de directions traitres ou corrompus et qui s'en accommodent fort bien, c'est peut-être plus valorisant pour un militant, mais jusqu'à preuve du contraire on ne voit pas très bien où cela peut nous mener à part une impasse politique, puisque c'est là que nous a conduit cette expérience qui dure depuis plus de 30 ans. Nous ne tirons pas la légitimité de notre combat d'éléments extérieurs au socialisme, nous la tenons des masses exploitées pour peu qu'on se tourne résolument vers elles... A suivre.

On a ajouté quelques nouveaux articles.

L'homo Sapir dans tous ses états ou le masque de l'imposture sans cesse renouvelée.

Sapir : « *Varoufakis a prouvé qu'une autre politique est possible* ».

Vraiment, il a fallu qu'il recourt à la méthode Coué pour s'en convaincre.

"*Il est donc évident que Yanis Varoufakis cumule les caractéristiques qui devraient en faire un exemple pour une certaine gauche.* "

Qu'il est préférable de ne pas caractériser si elle vous ressemble. Sapir est une caricature en soi. Il passe son temps à écrire des articles en sélectionnant certains facteurs qu'il met en scène et à commettre des analyses qui seront démentis par les faits avant que l'encre de son dernier ne soit sèche. Cela ne le gêne pas le moins du monde. La contradiction ou le ridicule n'ont aucune emprise sur lui apparemment, en voici un exemple.

Vous avez retenu ce qu'il avait dit précédemment, qui est infirmé par l'intéressé lui-même, Varoufakis, l'ex-ministre des Finances de Tsipras et membre de Syriza. Il persiste et signe à affirmer qu'il a toujours été contre la sortie de l'euro et qui plus est de l'UE, mais Sapir a lu le contraire, où, mystère !

- Varoufakis (Yanis Varoufakis : « Nous avons trahi la grande majorité du peuple grec ! » - Arrêt sur Info 21.08):

Propos recueillis à Athènes par Pavlos Kapantais.

Varoufakis – Je crois que nous avons trahi la grande majorité (62%) du peuple grec. En même temps, il est évident que ce résultat n'était pas un mandat de sortie de la zone euro. Comme Alexis Tsipras, j'ai toujours été opposé à ce scénario, même si je critique avec virulence l'architecture de l'eurozone. (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)

Etiez-vous matériellement prêt à sortir de l'euro ?

Varoufakis – C'est une question intéressante pour la zone euro dans son ensemble. Le problème, c'est qu'on ne peut pas envisager sérieusement une éventuelle sortie d'un pays de la zone euro. Car dès que la discussion commence, le mécanisme est enclenché et aussitôt les banques du pays concerné s'écroulent. Par conséquent, il est tout simplement impossible d'avoir un plan B opérationnel. (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)

Alexis Tsipras n'a donc jamais sérieusement envisagé ce scénario?

Varoufakis – Je crois que cela n'a jamais été envisagé, ni par Tsipras, ni par moi. " (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)

Pensez-vous que l'administration et l'Etat grec sont capables de se réformer ?

Varoufakis – Evidemment ! Il ne faut pas être négatif. Depuis une vingtaine d'années, il y a eu de nombreux progrès. (C'est clair et sans équivoque. - LVOG)

Varoufakis, fils d'un grand industriel, est un petit bourgeois réactionnaire comme Tsipras et il s'emploie à le justifier, point barre. Quand on a flirté un jour avec le marxisme et qu'on lui a tourné le dos pour s'engager dans une autre voie politique, il est rare qu'il en soit autrement dans l'avenir, surtout quand personnellement on n'a aucun intérêt à renouer avec lui.

La causerie du matin.

Réaction à chaud sur un des aspects des derniers développements de la situation en Grèce. Vous pouvez nous envoyer tous les articles ou documents que vous trouvez sur la Grèce, merci de la part de nos lecteurs qui sont de plus en plus nombreux, il y a eu 328 connexions à la page d'accueil du portail avant-hier.

Le programme de la nouvelle plateforme de gauche grecque l'Unité populaire regroupant 13 ou 14 partis ou organisations dont nous avons eu un bref aperçu, pose plusieurs questions.

- Que représentent ces partis ou organisations ?

- Qui organisent-ils, sont-ils profondément ancrés dans toutes les couches des masses laborieuses ?

- Quelle est leur capacité de mobilisation dans la jeunesse ?

- Par quels moyens comptent-ils pouvoir appliquer leur programme ?

Il manque deux éléments capitaux dans leur programme :

- La rupture avec les institutions grecques conçues par et pour le capital, l'abrogation de la Constitution.

- L'appel à la mobilisation générale du prolétariat grec et sa jeunesse devant s'accompagner de la constitution de comités d'action ou d'assemblée populaire à travers tout le pays représentant toutes les couches de travailleurs et leurs organisations et partis luttant à leur côté pour le socialisme.

C'est la tâche la plus urgente à réaliser, regrouper, rassembler les travailleurs avec leurs organisations et partis, afin qu'ils se dotent d'une représentation politique indépendante de l'Etat des capitalistes dans la perspective de le renverser et de prendre le pouvoir.

Sans cette résolution clairement exprimée à marcher vers la rupture avec le capitalisme et ses institutions, vers le socialisme, il sera impossible de réaliser l'unité de la classe et d'atteindre ces objectifs politiques. Ces comités d'action doivent lier les principales revendications sociales urgentes des travailleurs aux moyens et objectifs politiques dont ils doivent se doter ou qu'ils doivent se fixer (la liquidation de l'ensemble des institutions grecques et la prise du pouvoir) pour les atteindre afin de pouvoir satisfaire ces revendications sociales.

Cela doit déboucher dans un premier temps sur une situation de double pouvoir. Ces comités d'action devront élire leurs délégués à l'Assemblée nationale populaire ou Assemblée constituante souveraine, qui constituera l'embryon du nouveau pouvoir, du nouvel Etat ouvrier. L'Assemblée nationale populaire aura pour mandat d'élire le gouvernement révolutionnaire et de définir le programme d'actions ainsi que les tâches ou les moyens à mettre en oeuvre pour le réaliser au niveau national.

Il est clair que sans la mobilisation des masses révolutionnaires et leur organisation, aucun de ces objectifs ne pourra être atteint.

La crise grecque devait déboucher à un moment ou un autre sur la recomposition du mouvement ouvrier et le rassemblement de son avant-garde sur la base du socialisme, bien qu'on puisse formuler de sérieuses réserves sur les intentions réelles des dirigeants des 13 ou 14 partis ou organisations qui ont constitué l'Unité Populaire. Syriza était voué à l'éclatement depuis que Tsipras avait bafoué les résultats du référendum du 5 juillet dernier.

Reste à savoir s'il existe en Grèce une organisation ou un parti qui incarne réellement le socialisme et qui pourrait se développer au cours du processus révolutionnaire qui vient de s'ouvrir pour en conquérir la direction avec les autres tendances ou courants de l'avant-garde du mouvement ouvrier, car le chemin sera semé d'embuches avant de réunir les conditions politiques permettant le renversement du régime en place.

Je dois avouer à ce stade mon ignorance en la matière, je n'ai pas suffisamment d'éléments en ma possession pour m'avancer plus loin. Ce serait bien que des camarades nous fournissent des informations ou leurs avis que l'on partageraient avec nos lecteurs.

Dors et déjà, les derniers développements en Grèce vont alimenter la crise qui traverse tous les partis se réclamant du mouvement ouvrier en France et dans tous les pays de l'UE.

J'ai relevé un commentaire d'un militant du PG qui en donne un premier aperçu (Du blog de Matthias De Lozzo sur Mediapart)

- " *Je milite au PG et concrêtement, pour les rassemblements citoyens en vue des régionales. C'est le même mouvement.*

Je soutenais Syriza, je me suis trompé (Xipetotec a en partie raison, nous n'avons pas seulement été "trahis", nous avons péché par aveuglement. Les indices existaient). Aujourd'hui, je soutiens UP."

Mais il reste aveugle au fait que Mélenchon n'est rien d'autre que le Tsipras français, un imposteur, ce qu'il vient de démontrer en s'alliant avec des partis de droite pour les prochaines élections régionales, outre EELV, Nouvelle Donne, Cap 21 de Corinne Lepage issue de l'UMP.

La scission de Syriza pourrait entraîner celle du PG et la dislocation du Front de gauche, peut-être pas à ce stade, mais à terme en fonction des prochains développement si l'Unité Populaire obtenait le soutien de la majorité des masses populaires grecques.

La scission de Syriza va également alimenter la crise au sein du PCF dont les dirigeants continuent de soutenir l'UE et l'euro. Et elle pourrait se répercuter au sein du POI également en crise, sa direction auto-proclamée et la tendance du POI-CCI créée par D. Gluckstein ayant déjà publié des analyses divergentes sur l'interprétation de la situation en Grèce. Idem au NPA dont la direction avait porté la même appréciation sur la trahison de Tsipras que Mélenchon que contestent un grand nombre de ses militants.

Maintenant, si on peut se fier à l'évolution des positions adoptées par les militants de base de ces partis qui correspond à une réelle prise de conscience de la situation en Grèce et du rôle de chacun de ses protagonistes, on n'accordera aucun crédit aux revirements de position d'un Mélenchon ou d'un Laurent qui prennent le train en marche pour ne pas se couper de leur base ou se retrouver en minorité dans leur propre parti.

On terminera par une vidéo d'Eric Toussaint, qui est membre du Conseil scientifique d'ATTAC France et le porte-parole du CADTM International. Cette vidéo est intitulée *Eric Toussaint témoigne sur la capitulation du gouvernement Tsipras* - Arrêt sur Infos 20.08. (Lien : https://www.youtube.com/watch?v=SBJphlckEdg)

Cette vidéo est un extrait de la conférence organisée le 13 août 2015 à Lasalle par le Collectif cévenol de solidarité avec le peuple grec. L'intégralité de cette conférence est disponible à l'adresse suivante : https://www.youtube.com/watch?v=ZAZHGwS0BZk&feature=youtu.be

Ce qui est intéressant dans cet extrait, c'est qu'on y voit ATTAC capituler à son tour ou Toussaint se démener pour convaincre les 130 participants à cette conférence, qu'il existe une solution à la crise grecque sans rompre avec l'UE et sans sortir de l'UE. On peut donc en déduire que les dirigeants d'ATTAC n'échapperont pas à la discussion entre leurs adhérents sur la plate-forme politique de l'Unité Populaire qui comporte la sortie de l'UE et la rupture avec l'euro.

En réalité, c'est l'intrégralité du mouvement ouvrier qui va se saisir de cette question, et les militants vont interpeller leurs dirigeants pour qu'ils prennent clairement position pour la rupture avec l'euro et la sortie de l'UE. On peut donc estimer que la recomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde en Grèce va se répandre à travers toute l'Europe, à des degrès et des rythmes divers en fonction de leur composition et des conditions sociales qui existent dans chacun des 29 pays de l'UE.

Un internaute avait posté ce commentaire à la suite de cette vidéo qui confirme ce que nous venons de dire :

- "*Toussaint aborde largement ce sujet dans sa dernière conférence. On y apprend même que Pierre Laurent lui-même était plutôt opposé à cet audit (public de la dette grecque - LVOG) car la position du PGE n'est pas (ou plus) l'annulation de la Dette.*

La position de Toussaint est elle-même ambigue puisque le CADTM ne propose pas a priori une annulation (sinon l'audit n'aurait aucun intérêt), mais de lier cet audit à un moratoire sur le paiement. Ce qui lui a valu les critiques du KKE et d'Antarsya. Bien entendu Varoufakis était absolument contre le moratoire car il considérait que les Grecs devaient payer le FMI rubis sur l'ongle, quitte à se "saigner" (Varoufakis a utilisé cette expression). Et c'est exactement la politique qui a été suivie jusqu'au bout par le gouvernement grec."

Ces derniers développements ou la crise qui mûrit au sein du mouvement ouvrier grec, était prévisible et nous l' attendions depuis plus d'un an. Nous savions que la position de Syriza était intenable à terme et qu'il exploserait une fois placé aux pieds du mur, nous connaissions les réelles intentions de Tsipras depuis son voyage à Washington, nous avons relaté tout cela dans plusieurs causeries dans lesquelles nous n'avions manifesté aucune illusion dans Tsipras ou Syriza. Et dès le 13 juillet 2015, nous ne nous sommes pas contenté d'affirmer que Tsipras avait capitulé face à l'Eurogroupe ou la troïka, nous avons précisé qu'il n'avait jamais eu l'intention d'adopter une autre attitude.

Cependant, au regard de la composition de Syriza qui regroupait notamment différentes organisations d'extrême gauche se réclamant du trotskysme ou du maoïsme, nous nous sommes dits qu'il était préférable de ne pas tirer tout de suite à boulets rouges sur cette coalition hétéroclite, et que lorsque l'heure de vérité sonnerait les contradictions qui le traversaient finiraient par être intenables et seraient exposées au grand jour par ses différents acteurs, et que par conséquent il valait mieux le ménager temporairement en faisant preuve de patience sans pour autant taire nos désaccords évidemment. Puisque Syriza était sur la bonne voie pour se retrouver à la tête de l'Etat grec et qu'il était évident que cette expérience s'avèrerait dévastatrice pour sa direction ou son courant majoritaire, il valait mieux laisser les travailleurs grecs le porter au pouvoir puisque c'était le souhait qu'ils exprimaient ou cela correspondait à leur niveau de conscience politique.

En résumé, sans soutenir ouvertement Syriza au cours de l'année écoulée nous avons fait preuve de retenu, car nous savions que la crise grecque était vouée à s'amplifier du fait de l'absence de volonté de ses dirigeants de la résoudre conformément aux besoins des travailleurs, et que la conscience des masses étaient destinée à mûrir, ces deux facteurs devait précipiter l'accélération des évènements ou le dénouement de cette crise politique qui devait se transformer en crise révolutionnaire.

Et si nous n'avons pas fait la même analyse avec le Front de gauche, c'est parce que sa composition était totalement différente de celle de Syriza, placé essentiellement sous la tutelle de staliniens et de sociaux-démocrates corrompus, rien ne pourrait jamais en sortir qui soit favorable à la refondation du mouvement ouvrier ou à la recomposition ou au rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire du fait qu'elle en était absente. Nous nous étions posé la question de l'opportunité tactique de soutenir le Front de gauche lors des élections de 2012, puis au regard du constat précédent et ayant diagnostiqué que le PS pourrait gouverner en se passant du Front de gauche, nous avons décidé de ne pas le soutenir et de continuer de démasquer sa nature contre-révolutionnaire.

Dossier grec

Unité populaire, nouveau parti de la gauche radicale grecque ! - agoravox.fr

Stathis Kouvelakis

25 députés de Syriza ont quitté le groupe parlementaire de leur parti pour créer un nouveau groupe sous le nom d'Unité Populaire. La plupart de ces députés sont affiliés à la Plateforme de gauche de Syriza C'est une évolution majeure dans la politique grecque, mais aussi pour la gauche radicale, en Grèce et au niveau international.

Athènes, le 21 août 2015

Tôt dans la matinée [le 21 août 2015], 25 députés (1) de Syriza ont quitté le groupe parlementaire de leur parti pour créer un nouveau groupe sous le nom d'Unité Populaire. La plupart de ces députés sont affiliés à la Plateforme de gauche [de Syriza], mais d'autres également se sont joints comme Vangelis Diamantopoulos ou Rachel Makri, une proche collaboratrice de Zoe Kostantopoulou. C'est une évolution majeure dans la politique grecque, mais aussi pour la gauche radicale, en Grèce et au niveau international.

Trois éléments doivent être soulignés.

- Le premier est que "Unité Populaire" est le nom du nouveau front politique qui regroupera les treize organisations de la gauche radicale qui ont signé le texte du 13 août appelant à la constitution du Front du Non. Ce Front est, par conséquent, le premier résultat concret d'une recomposition au sein de la gauche radicale grecque. Une recomposition qui tire les leçons de ces cinq dernières années et bien sûr, de l'expérience de Syriza au pouvoir et de la catastrophe qui en résulte. Mais le but du Front est plus large que ça, c'est de donner une expression à ces forces sociales qui ne se reconnaissent pas nécessairement comme faisant partie de la gauche mais veulent se battre contre l'austérité, les mémorandums et le retour de la Troïka via le nouveau mémorandum.

- Le deuxième est que l'objectif du front est de constituer l'expression politique du Non, comme il a été exprimé dans les élections de janvier et lors du référendum du 5 juillet. Les principales lignes programmatiques sont la rupture avec l'austérité et les mémorandums, le rejet de toutes les privatisations et la nationalisation sous contrôle social des secteurs stratégiques de l'économie, en commençant par le système bancaire, l'annulation de la majeure partie de la dette grecque (en commençant par l'arrêt immédiat du remboursement) et, plus largement, un ensemble de mesures radicales qui feront pencher l'équilibre des forces en faveur des travailleurs et des classes populaires et qui ouvrira le chemin de la reconstruction progressiste du pays, de son économie et de ses institutions.

Ces objectifs ne peuvent être réalisés sans sortir de la zone euro (2), comme la récente catastrophe l'a abondamment démontré, et sans rompre avec l'ensemble des politiques institutionnalisées par l'UE. Le Front luttera également pour un combat internationaliste unitaire autour d'objectifs communs à l'échelle européenne et internationale et appuiera la sortie de l'OTAN, la

rupture des accords existants entre la Grèce et Israël et l'opposition radicale aux guerres et interventions impérialistes. Ce programme de transition se place dans la perspective d'un socialisme du 21ème siècle.

- Le troisième est que ce nouveau groupe parlementaire est maintenant le troisième en taille au parlement grec, devant Aube Dorée, le parti néonazi. Cela signifie que, dans les prochains jours, son dirigeant, Panagiotis Lafazanis, aura un mandat de constituer un gouvernement qui durera pendant trois jours, comme le stipule la Constitution grecque. Après la démission du gouvernement Tsipras ce mandat est maintenant entre les mains du deuxième parti du Parlement, la Nouvelle Démocratie, principal parti d'opposition de droite. Ce laps de temps sera utilisé par l'Unité Populaire pour déclencher un vaste débat et la mobilisation de toutes les forces sociales qui veulent combattre l'austérité et les mémorandums, les précédents ainsi que le nouveau.

Le programme du parti et l'ensemble de ses soutiens parmi lesquelles des personnalités de la gauche grecque, ce qui devrait être assez impressionnant, seront rendus publics en début de la semaine prochaine. agoravox.fr 21.08

Notes

(1) - Les députés signataires sont : Panagiotis Lafazanis, Stathis Leoutsakos, Kostas Isichos, Rachel Makri, Kostas Lapavitsas, Dimitris Stratoulis, Evgenia Ouzounidou, Thanasis Petrakos, Stefanos Samoilis, Athanasios Skoumas, Yannis Stathas, Alexandra Tsanaka, Despina Charalambidou, Eleni Psarea, Thomas Kotsias, Aglaia Kyritsi, Vasilis Kyriakakis, Michalis Kritsotakis, Ioanna Gaitani, Litsa Amanatidou, Yannis Zerdelis, Kostas Delimitros, Ilias Ioannidis, Zisis Zannas and Vangelis Diamantopoulos. La presse grecque spécule sur la possibilité que quatre autres député-e-s rejoignent les 25 premiers signataires.

(2) - Lors de la conférence de presse organisée le 21 août dans le Parlement, Panagiotis Lafazanis, ancien ministre de l'Energie du gouvernement a expliqué que « si pour annuler le mémorandum il s'avère nécessaire de nous orienter vers la sortie de l'euro, nous le ferons », ajoutant qu'une telle sortie sera « préparé ».

- Grèce : les « frondeurs » de la Syriza lancent leur propre parti - lemonde.fr

La Syriza a fait long feu. Après que les déchirements internes au parti ont provoqué la démission du premier ministre grec, Alexis Tsipras, la frange la plus à gauche de la Coalition de la gauche radicale (Syriza) a annoncé, vendredi 21 août, la création d'un nouveau parti indépendant, baptisé « Unité populaire », et la constitution d'un groupe parlementaire formé de vingt-cinq anciens députés du parti Syriza.

Cette nouvelle formation sera dirigée par l'ancien ministre de l'énergie Panagiotis Lafazanis, 63 ans. Celui-ci avait pris la tête de la fronde contre le troisième plan de renflouement financier de la Grèce négocié par Alexis Tsipras, assorti de nouvelles mesures d'austérité. L'adoption de ce plan contre l'avis d'une quarantaine des cent quarante-neuf députés Syriza avait fait perdre au premier ministre sa majorité.

Panagiotis Lafazanis a accusé Alexis Tsipras d'avoir décidé « l'organisation d'élections anticipées, ce qui est antidémocratique », et d'avoir cédé par peur aux pressions des créanciers, l'Union européenne et le Fonds monétaire international. « Qui gouverne la Grèce, Juncker [président de la Commission européenne] ou Merkel [la chancelière allemande] ? », a-t-il lancé vendredi lors d'une conférence de presse. L'ancien ministre a affirmé que son objectif était d'en finir avec l'austérité, quitte à faire sortir la Grèce de la zone euro.

« Le pays ne tolère pas d'autres mesures d'austérité, s'il le faut nous allons procéder à la sortie de la zone euro, ce qui n'est pas un désastre, d'autres pays en Europe sont hors de la zone euro, il ne faut pas avoir peur ou diaboliser. »

Troisième parti au Parlement

Ni Yanis Varoufakis, ancien ministre des finances qui avait été poussé à la démission au début de juillet, ni Zoé Konstantopulou, présidente du Parlement, ne figurent dans la liste des « frondeurs ». Tous deux avaient pourtant été très critiques envers l'attitude d'Alexis Tsipras lors du vote du troisième plan d'aide.

Avec son effectif de vingt-cinq députés, Unité populaire deviendra la troisième formation du Parlement, derrière Syriza, en l'état actuel des choses, et le parti de droite Nouvelle Démocratie, mais devant le parti centriste To Potami et le parti d'extrême droite Aube dorée, qui comptent dix-sept élus chacun.

Un scrutin probable le 20 septembre

Selon la Constitution, Unité populaire devrait donc être consulté pour former un gouvernement de coalition. En effet, la démission du premier ministre entraîne automatiquement la procédure dite des « mandats exploratoires » : les trois premiers partis en nombre

de députés sont appelés, l'un après l'autre, à tenter de trouver une solution politique dans un délai de trois jours. Le président Prokopis Pavlopoulos a déjà rencontré le président de Nouvelle Démocratie, Evangelos Meimarakis, pour lui confier cette mission.

Il n'y a que très peu de chance pour que ce processus aboutisse, tant le paysage politique grec est fragmenté. Plusieurs médias grecs indiquaient déjà que le scrutin pourrait avoir lieu dès dimanche 20 septembre, soit huit mois à peine après l'arrivée au pouvoir de Syriza. Pour l'électeur grec, il s'agira de la cinquième élection en six ans. lemonde.fr 21.08

ACTUALITE EN TITRES

En famille à la mangeoire avec la vermine

- Parti de gauche, Cap21, Nouvelle Donne…: Pourquoi se sont-ils alliés à EELV pour les régionales? - 20minutes.fr

Aux côtés des membres d'EELV, on trouve sur ces listes des représentants du Parti de gauche, de Cap21, de Nouvelle Donne ou encore d'Ensemble, qui ont trouvé dans une alliance avec les écologistes le moyen de peser dans les élections locales.

Avec à la clé la possibilité d'avoir des mandats : « EELV est un poids lourd en Ile-de-France avec 52 conseillers régionaux sortants, explique François Damerval, membre de Cap21, le parti de Corinne Lepage, en tête de liste dans l'Essonne. Pour nous, le rassemblement représente une chance d'être élu. » 20minutes.fr 22.08

Tirez la chasse !

- Une appli de messagerie pour chasser l'ennui des toilettes - Slate.fr

Je n'ai pas précisé avec quel calibre !

L'OTAN orchestre la déstabilisation de tous les pays de l'UE...

- En Allemagne, des heurts éclatent à l'ouverture d'un centre pour réfugiés - LeMonde.fr

- Plusieurs milliers de migrants pénètrent de force en Macédoine - Reuters

- Méditerranée: jusqu'à 3.000 migrants à la dérive sur 18 bateaux - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Afghanistan: un nouvel attentat suicide fait 12 morts à Kaboul, dont trois étrangers - AFP

- Plusieurs milliers de migrants pénètrent de force en Macédoine - Reuters

- Yémen: raids et combats font plusieurs dizaines de morts à Taëz - AFP

- Le jeune noir tué par la police à St. Louis touché dans le dos - Reuters

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Irak

- Daech utilise des obus de mortier chimiques - francophone.sahartv.ir

Les inspecteurs spéciaux de l'armée américaine ont annoncé que les restes des obus de mortier tirés par le groupe terroriste

Daech, contenaient des matières chimiques.

Auparavant, de multiples rapports du gouvernement syrien avaient fait part de l'utilisation par le groupe takfiri Daech d'armes chimiques et ses rapports avaient été remis au Conseil de sécurité des Nations Unies. Selon une autre dépêche, la Maison Blanche a prétendu, vendredi que dans les raids aériens américains contre les positions de Daech, en Irak, Fadhil Ahmad al-Hayali, haut assistant du chef du groupe terroriste Daech, avait été tué.

Ces allégations interviennent alors que de hauts responsables irakiens ont affirmé à plusieurs reprises que la coalition internationale anti-Daech n'avait pas effectué d'opération considérable contre les terroristes et qu'elle acheminait ainsi ses aides en armement aux terroristes. francophone.sahartv.ir 22.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Valognes: près de 2.000 personnes manifestent contre la fermeture des urgences - AFP

Près de 2.000 personnes ont manifesté samedi matin à Valognes (Manche) pour exprimer leur opposition à la fermeture, depuis le 6 août, du service des urgences de l'hôpital de cette localité de Normandie, a constaté un correspondant de l'AFP.

Parmi les manifestants, au nombre de 2.500 selon les organisateurs, de 1.700 selon la police, figuraient environ 150 élus locaux, venus notamment des communes limitrophes de Valognes, elles aussi concernées par la fermeture. Les députés Philippe Gosselin (Les Républicains) et Stéphane Travert (PS) étaient également présents.

Après s'être rassemblés devant la mairie, les participants ont marché en silence dans les rues de la localité derrière la banderole de l'Association citoyenne de défense du centre hospitalier, coorganisatrice avec la municipalité de la manifestation.

Quelques drapeaux des syndicats qui s'opposent à la fermeture étaient également visibles dans le cortège.

Arrivés devant l'hôpital, les manifestants ont observé une minute de silence dédiée à "tous les usagers des urgences".

La mesure de fermeture, le 6 août, du service des urgences de Valognes, commune située à 30 km au nord de la célèbre plage du Débarquement Utah-Beach, a été prise, à titre temporaire, par l'Agence régionale de santé (ARS) qui la justifie par une pénurie de médecins empêchant, selon elle, un bon fonctionnement du service.

Mais les opposants, qui dénoncent un "manque de concertation", redoutent que cette fermeture soit définitive. Ils évoquent notamment un projet gouvernemental visant à fermer tous les services d'urgence accueillant moins de 15.000 patients par an. En 2013, ceui de Valognes en a accueilli 13.000.

Dans un courrier vendredi au maire (DVD) de Valognes Jacques Coquerel, transmis à l'AFP par l'ARS, la ministre de la Santé Marisol Touraine a assuré "qu'aucune considération budgétaire n'est entrée en ligne de compte dans les décisions de suspension d'activité", et qu'elle a demandé à l'ARS, en lien avec l'hôpital, de "garantir (la) réouverture (du service des urgences) dans les meilleures conditions, et ce dès le mois de septembre".

Même si le Service mobile d'urgences et de réanimation (SMUR) de l'hôpital a déjà repris son activité dès le 15 août, la mobilisation ne faiblit pas.

Une centaines d'élus, dont 65 maires et le député Philippe Gosselin, ont écrit à Mme Touraine pour pointer les dangers pour la population d'une telle mesure, obligeant les habitants concernés (60.000 au total) à se rendre aux urgences à Cherbourg, à 25 minutes en voiture de Valognes.

Ils y soulignent notamment que la zone concernée connaît en période estivale un afflux important de touristes, notamment sur les plages du Débarquement, et que c'est aussi à la gare de Valognes que sont déchargées les matières nucléaires retraitées par Areva dans son usine de la Hague, qui concentre, à 26 km de là, le plus de matière radioactive en Europe.

Par ailleurs, une pétition s'opposant à la fermeture a déjà recueilli 10.000 signatures. Ses initiateurs espèrent en rassembler le double d'ici sa remise à l'ARS à Caen le 11 septembre.

Enfin, six communes et le syndicat CGT ont déposé le 20 août, devant le tribunal administratif de Caen, un recours en référé contre la fermeture des urgences. La date d'audience n'est pas encore connue. AFP 21.08

Haut de page

Le 24 août 2015

CAUSERIE

On nous avait vendu M. Kadhafi, S. Hussein et B. Al-Assad comme d'horribles dictateurs, alors qu'en réalité il avait élevé le niveau de développement de leur pays et le niveau ou la qualité de vie de la population à un degré à faire palir d'envie la population de pays comme la France ou les Etats-Unis.

Cela paraît démentiel et c'est pourtant la vérité.

On a fait l'objet d'une falsification de la réalité ou de l'histoire de la part des dirigeants du mouvement ouvrier notamment, dont on ne cesse jour après jour de découvrir l'ampleur monstrueuse, et c'est uniquement par le biais de médias dits alternatifs présents sur le Web qui diffusent des informations qui ont pu paraître également dans des ouvrages ou des publications dans différentes langues et souvent non traduits en français, qu'on parvient à réunir tous les éléments et toutes les preuves matérielles qui nous permettent de comprendre comment fonctionne ce qu'on pourrait appeler sans exagérer un gigantesque complot contre les peuples destinés à les maintenir dans l'ignorance et à manipuler leur conscience, cela inclut absolument tous les partis ouvriers et leurs satellites ou les formations qui en sont issus, car on a pris la précaution de le vérifier avant de lancer une telle accusation.

Pour ne pas être soupçonnés d'en faire partie, de gré ou de force sous la pression des événements ou malgré tout lorsque certaines informations parviennent à filtrer ou à passer l'épreuve de la censure et à devenir publiques à l'occasion de la guerre de communication que se livrent différents protagonistes, ou encore au fil du temps bien que plus rarement, lorsque la divulgation d'une information ne présente plus aucun intérêt ou aucun risque politique, ils lâchent quelques bribes ou quelques vérités qui souvent passeront inaperçues ou auxquelles personne ne portera réellement attention au point de les relier à des événements appartenant dorénavant au passé et réputés sans portée, donc qui ne modifieront pas la signification qu'on avait pu en donner précédemment et s'avèreront pour ainsi dire inutile à celui qui en prendra connaissance.

C'est en observant (et en suivant attentivement) des événements et la manière dont ils ont été traités sur le champs ou au cours des jours suivants, puis semaines après semaines, mois après mois, années après années et qu'on les relie aux dernières informations qui sont parvenues jusqu'à nous, qu'on se forge l'intime conviction qu'on est en présence d'une formidable entreprise de désinformation généralisée que ne soupçonnent pas les travailleurs et les militants, et qui correspond à la définition d'une conspiration tournée contre eux. J'emploie volontairement ces termes avec énormément de précautions sachant l'instrumentalisation dont ils font l'objet pour ne pas passer pour un adepte de la théorie du complot qui sert à nous détourner de la réalité, ils correspondent hélas fidèlement à la signification qui en est donnée habituellement ou généralement admise.

C'est à peine croyable, c'est quelque chose qu'on a du mal à concevoir ou imaginer tellement elle est contraire à nos principes et elle nous est étrangère. Du coup, on se dit qu'il est impossible de partager la moindre interprétation d'un évènement qui se serait produit il y a des dizaines d'années ou davantage sans rechercher d'autres sources d'information traitant du même sujet et recouper leurs contenus pour ne pas se faire manipuler, autrement il faut prendre ces informations au conditionnel ou ne leur donner qu'une valeur temporaire, relative, s'il arrive qu'on soit amené à y faire référence ou à s'en servir dans une démonstration ou une argumentation.

Personnellement, je considère que c'est le comble de la malhonnêteté de ne pas diffuser certaines informations capitales à la compréhension de la situation ou qui permettrait d'interpréter correctement un événement, parce que cela correspond à un choix délibéré destiné à tromper les travailleurs et les militants pour leur faire adopter une position finalement sans principe et qui ne servira que les intérêts de ceux qui auront recouru à cette méthode méprisable.

Partant de ce constat, on accordera une confiance zéro à absolument tous les partis sans exception. Certains parmi nous hurleront encore au scandale en lisant ces lignes, qu'ils s'en prennent à leurs dirigeants qui sont indignes de nous représenter, qu'ils les virent ou les mettent au pas, qu'ils se donnent les moyens de les contrôler car apparemment ils sont hors de tout contrôle, ce qui pour moi est quelque chose d'inimaginable dans un parti ouvrier ; qu'ils s'en accommodent est de leur unique responsabilité et non de la nôtre qui consiste à dire ce qui est et à dénoncer ceux qui passent leur temps à nous tromper, à nous mentir délibérément.

Que je puisse me tromper et cela m'arrive, c'est normal, je ne peux pas traiter seul les informations venant des quatre coins du

monde, je n'ai pas le temps de faire des recherches pour recouper chaque information, je m'étais planté sur la Libye, puis j'ai rectifié le tir, publiquement. S'agissant de l'actualité quotidienne j'essaie de trouver différentes sources d'information qui traitent d'un même sujet en faisant attention qu'elles ne relèvent pas de la propagande, ou je dois me demander qu'est-ce qui relève de l'information et qu'est-ce qui relève de la propagande, qui consiste à mettre en relief ou l'inverse certains facteurs plutôt que d'autres en fonction de son orientation politique, celle de son journal ou portail.

Mais la question qu'on a abordé est beaucoup plus grave que cela, puisqu'elle ne concernait pas l'interprétation des faits mais la rétention de l'information, le refus de porter à notre connaissance certains faits qui pourraient modifier notre appréciation de la situation ou nous aider à mieux la comprendre. On entend souvent dire que tout serait embrouillé et qu'il serait extrêmement difficile de s'y retrouver, etc. non seulement c'est fait exprès, mais ils en sont tous, chacun y met la main à la pâte, c'est cela qui est complètement dingue. Plus loin je reviens sur la Libye, mais prenez l'affaire grecque, depuis que Syriza avait le vent en poupe jusqu'à sa minable capitulation du 13 juillet dernier et les semaines qui ont suivies jusqu'à ce 24 août 2015, on aura eu le droit à absolument tout de la part de tous les partis, pour finalement que des médias alternatifs diffusent des informations sur ses principaux dirigeants qui ne laissaient aucun doute sur leur nature et leurs réelles intentions, mais même avant cela ils avaient publié certains faits (le voyage de Tsipras à Washington) qui permettaient de se forger une conviction inébranlable sur cette question précise, que les partis occulteront jusqu'à ce jour notez bien.

Il fallait donc analyser les développements de la situation en Grèce depuis janvier 2015, lorsque Syriza a remporté les élections législatives, en tenant compte de ces données précieuses pour diagnostiquer l'évolution probable de la situation sans colporter la moindre illusion dans Syriza ou sa volonté ou non de rompre avec la troïka, sur l'interprétation du référendum du 5 juillet dernier et ses résultats, etc. au contraire ils ont été jusqu'à occulter la lettre de capitulation que Tsipras avait envoyé à la troïka 10 jours avant, tout cela pour soutenir la tenue de ce référendum et ses résultats parce qu'ils en avaient décidé ainsi, faussant ainsi l'analyse qu'on pouvait en faire. Si vous prenez la Syrie, vous aboutirez au même constat en mille fois pire et ainsi de suite.

Et le plus dingue, car là cela dépasse l'entendement, c'est qu'ils n'ont même pas conscience que les militants disposent tous d'Internet et connaissent tous les principaux portails d'information alternatifs, donc qui peuvent vérifier eux-mêmes ce qu'on vient de dénoncer, qui peuvent s'apercevoir que leur parti ne joue pas le rôle qui devrait être le sien, que leurs dirigeants se foutent d'eux comme s'ils les ignoraient, à croire qu'ils en sont restés non pas au boulier comme me l'avait dit un jour Christian Eyschen (Kovacs pour les intimes du POI-CCI), mais à l'époque de l'ORTF de papa et maman ou grand-papa et grand-maman.

Au moment où la recomposition du mouvement ouvrier se précipite, on aurait préféré sa refondation, mais bon on est bien obligé de partir de la réalité ou de faire avec ce qui est, il nous a semblé qu'il était important d'insister sur cette question, l'honnêteté absolue de nos dirigeants sur lesquels les militants doivent avoir un moyen de contrôle, un peu dans l'esprit de ce qu'avait formulé Trotsky (en 1938 ou 39 dans un entretien avec des dirigeants américains si je ne me trompe pas) envers les intellectuels qui devraient être contrôlés par les ouvriers du parti, car ils avaient la fâcheuse tendance à s'écarter des intérêts fondamentaux des travailleurs et du marxisme.

Tout se sait un jour ou l'autre. Bon, d'accord, vous me direz que la vérité est révolutionnaire et qu'il n'existe pas ou plus de parti révolutionnaire donc tout le monde s'en fout, tout le monde peut se permettre de raconter tout et n'importe quoi sans que cela porte à conséquences. Détrompez-vous si vous le pensez, car même si c'est une pratique largement répandue, le jour où on s'aperçoit qu'on nous a trompé, généralement on le prend très mal, c'est un argument suffisant pour ne plus obéir à des ordres, refuser de se plier à une discipline, on peut estimer que cela revient à avoir violé les statuts du parti, dorénavant on ne se fiera plus à qui que ce soit, pas même à nos dirigeants qui ne le méritent pas, etc. donc c'est loin d'être sans conséquences pour la vie et le fonctionnement d'un parti.

Personnellement je pars du principe que dès lors qu'on m'a trompé une fois, c'est qu'on a déjà eu l'occasion de me tromper et qu'il n'y a aucune raison que cela cesse du jour au lendemain, je claque la porte ou je romps mes relations avec la personne en question, car non seulement j'ai été manipulé mais j'aurais manipilé d'autres travailleurs ou militants, rien que cette idée est totalement inadmissible, insupportable. On se trompe, on en a connaissance, on corrige, on s'excuse, cela fait partie de la vie, mais là il s'agit de tout à fait autre chose.

Deux commentaires d'internautes qui m'ont inspiré en partie pour rédiger l'article précédent.

- "*Ce qui est vraiment hallucinant avec internet c'est que celui qui cherche la vérité la trouve vraiment facilement. En multipliant les sources on peut vraiment se faire un tableau d'ensemble aisément, si on a l'esprit et les yeux ouverts. Ce qui m'hallucine personnellement c'est que cela intéresse très peu de gens...*"

La question est dès lors de savoir pourquoi. Parce que la population est habituée à ce qu'on pense et décide à sa place. Mais aussi parce qu'elle n'en ressent pas la nécessité, quelque part elle se satisfait de son sort. Et puis à quoi cela lui servirait-il, plus prosaïquement qu'est-ce qu'elle aurait à y gagner, je parle matériellement ou financièrementn rien, or c'est la seule chose qui l'intéresse vraiment. Sans perspective politique, sans espoir de pouvoir changer la société, sans idéal, à quoi bon, non ?

- "*C'est vrai ce n'est pas facile mais nous devons tous à un moment remettre en question notre conditionnement... Les égos se braquent à cette idée mais il y a l'égo et il y a la conscience !*"

La conscience passe après des principes ou des facteurs individuels et rustres comme l'ambition, le statut social, les biens matériels. Et puis le conditionnement est pratique, car à la portée de la main, économique, puisqu'il ne nécessite aucun effort, confortable, car en terrain connu, rassurant, parce que partagé par le plus grand nombre.

Penser ne suffit pas contrairement à ce que pense la majorité des gens qui finalement se laissent vivre ou pensent par procuration, il faut apprendre à penser et cela ne s'improvise pas, cela nécessite d'être motivé par quelque chose, d'avoir un objectif à atteindre abstrait ou matériel, au mieux un idéal.

L'égo domine la conscience et témoigne qu'elle n'est pas parvenue à maturité...

Quelques vidéos

1-Syrie : Fabriquer la contestation
https://www.youtube.com/watch?v=84YzV9gTf_I

Le documentaire «Fabriquer la contestation » décrit la guerre psychologique devant conduire au renversement du gouvernement syrien par des puissances étrangères. Il montre comment les médias ont contribué directement à l'effusion de sang en Syrie.

Réalisé en 2012 par les journalistes Lizzie Phelan et Mostafa Afzalzadeh ce documentaire comprend :

– La preuve de faux rapports diffusés / publiés par CNN, BBC, Al Jazeera et d'autres

– Des entretiens avec des Syriens: un acteur, un artisan, un journaliste, un résident de Homs et un militant qui ont tous été touchés par la crise.

– Il dé-construit les principales allégations présentées par divers acteurs, à savoir que le gouvernement syrien aurait systématiquement réprimé des manifestations pacifiques perdant ainsi sa légitimité

– Il montre comment de telles allégations sont étayées par des preuves insuffisantes et ne sont que de la propagande devant servir les intérêts de la politique étrangère des pays engagés dans la déstabilisation de la Syrie.

Manufacturing Dissent est un documentaire anglophone sur la guerre psychologique menée par les médias principaux pour faciliter le renversement du gouvernement syrien selon l'agenda occidental. Il montre comment les médias ont contribué directement à l'effusion de sang en Syrie.

Le documentaire dé-construit les principales allégations présentées par ces acteurs , à savoir que le gouvernement syrien aurait systématiquement réprimer des manifestations pacifiques perdant ainsi sa légitimité. Il montre comment de telles allégations sont étayées par des preuves insuffisantes et ne sont donc que de la propagande pour servir les intérêts de la politique étrangère de leur pays.

Ce documentaire comprend :

- La preuve de faux rapports diffusés / publiés par des gens comme CNN, BBC, Al Jazeera et d'autres

- Des entretiens avec un échantillon de la population syrienne : un acteur, un artisan, un journaliste, un résident de Homs et un militant qui ont tous été touchés par la crise.

Produit par les journalistes Lizzie Phelan et Mostafa Afzalzadeh.

2- Kadhafi, la vérité d'une journaliste qui se trouvait sur place
https://www.youtube.com/watch?v=32AsOAEA_sc

(Ce que la gauche et l'extrême gauche, la totalité des partis dits ouvriers sans exception ont honteusement censuré lors de bombardement de la Libye par l'OTAN, parce que cela ne cadrait pas avec leur caractérisation de Kadhafi et le régime en place en 2011.

En fait, c'est un peu plus compliqué. On y viendra plus loin. - LVPG)

Et pour rappel avant la destruction du pays. Ce qu'offrait la politique sociale du Colonel Kadhafi au peuple libyen :

1- L'électricité à usage domestique est (était) gratuite !

2- L'eau à usage domestique est (était) gratuite !

3- Le prix d'un litre d'essence est de 0,08 EUROS !

4- Le coût de la vie en Libye est beaucoup moins élevé que celui qui prévaut en France. Par exemple, le prix d'une demi-baguette de pain en France est d'environ 0,40 Euros, tandis qu'en Libye il est de 0,11 Euros !

5- Les banques libyennes accordent des prêts sans intérêts !

6- Les citoyens n'ont pas d'impôts à payer, et la TVA n'existe pas !

7- La Libye est le dernier pays dans la liste des pays endetté ! La dette publique est à 3,3% du PIB ! En France, elle est à 84,5% ! Aux US, 88,9% ! Aux Japon à 225,8%

8 – Le prix pour l'achat d'une voiture (Chevrolet, Toyota, Nissan, Mitsubishi, Peugeot, Renault…) est au prix d'usine (voitures importées du Japon, Corée du sud, Chine, Etats-Unis…) !

9- Pour chaque étudiant voulant faire ses études à l'étranger, le « gouvernement » attribue une bourse de 1627,

11 Euros par mois !

10- Tout étudiant diplômé reçoit le salaire moyen de la profession du cursus choisi s'il ne trouve pas d'emploi !

11- Lorsqu'un couple se marie, l'« État » paie le premier appartement ou maison (150 mètres carrés) !

12- Chaque famille libyenne, sur présentation du livret de famille, reçoit une aide de 300 euros par mois !

13- Il existe des endroits nommés « Jamaiya », où on vend à moitié prix les produits d'alimentation pour toute famille nombreuse, sur présentation du livret de famille !

14- Pour tout employé dans la fonction publique, en cas de mobilité nécessaire à travers la Libye, l' « État » fournit une voiture et une maison gratuitement. Et quelque temps après, ces biens sont à lui.

15- Dans le service public, même si la personne s'absente un ou deux jours, pas de déduction de ces jours sur son salaire, et pas de justificatif de maladie.

16- Tout(e) citoyen(ne) libyen(ne) n'ayant pas de logement peut s'inscrire auprès d'un organisme d' « État », et il lui en sera attribué un sans qu'il ou elle n'avance aucuns frais, et sans crédit. Le droit au logement est fondamental, en Libye. Et un logement doit appartenir à celui qui l'occupe.

17- Tout citoyen libyen souhaitant faire des travaux dans sa maison peut s'inscrire auprès d'un organisme d' « État », et ces travaux seront effectués gratuitement par des entreprises de travaux publics choisies par l' « Etat ».

18- Le souci de l'égalité entre hommes et femmes prévaut, et les femmes ont accès à des fonctions importantes et à des postes de responsabilité.

19- Chaque citoyen(ne) libyen(ne) peut s'investir activement dans la vie politique et dans la gestion des affaires publiques, aux niveaux local, régional et national, dans le cadre d'un système de démocratie directe (cela va des Congrès populaires de base, permanents, jusqu'au Congrès général du peuple, le grand congrès national qui se réunit une fois par an) : sur 3,5 Millions d'adultes, 600 000 citoyens participent activement à la vie politique !

20- La Libye est la première réserve pétrolière d'Afrique !

21- La Libye contient 1800 km de côtes sur la méditerranée et a un des taux d'ensoleillement les plus élevés au monde !

22- Les soins médicaux sont gratuits !

23- L'éducation secondaire et universitaire est gratuite. Le taux d'alphabétisation est supérieur à 90% !

24- Il y a des subventions sur toutes les denrées alimentaires de bases (ex : un kg de pâtes acheté 1€ à un producteur tunisien, le gouvernement libyen le revend 0,50€ aux Libyens) !

25- La Libye participe ardemment au développement de l'Afrique, à son indépendance vis-à-vis des occidentaux et leur système monétaire dictatorial. C'est plus de 60 milliards de dollars que l'état libyen était prêt à investir dans 25 pays d'Afrique pour donner du travail à des millions d'Africains.

26- La Libye est le septième fond souverain financier dans le monde ! Les réserves fiduciaires sont supérieures à celle de la Russie, par exemple. Fin

Si on s'en tient à la ligne politique réformiste du mouvement ouvrier français et son avant-garde, la Libye de Kadhafi, c'était le socialisme réalisé ! Ne vous marrez pas je suis très sérieux, c'est peut-être pour cela qu'ils n'ont cessé de le présenter comme un tyran, vous saisissez le lien, n'est-ce pas ?

Passons à un petit exercice pratique.

Dialogue fictif entre un philosophe, un militant et un ouvrier.

Le philosophe - Kadhafi est un tyran qui martyrise son peuple.

Le militant - Parfaitement d'accord.

L'ouvrier - Je prends note que vous êtes d'accord, Kadhafi est un horrible dictateur.

Le philosophe - C'est pourquoi nous avons décidé de bombarder ce qui incarne son pouvoir pour le contraindre à quitter le pouvoir, afin qu'il cesse de nuir à son peuple et de menacer la communauté internationale.

Le militant - Non, c'est uniquement au peuple libyien d'en décider.

L'ouvrier - Ce serait préférable en effet, on n'a pas à interférer dans les affaires intérieures d'un pays qui ne concernent que sa population.

Le philosophe - Sauf que sous le régime policier du colonel Kadhafi c'est impossible, inimaginable.

L'ouvrier - Evidemment, vu sous cet angle cela se discute, ce serait en somme réaliser une oeuvre salutaire de le débarrasser de ce tyran.

Le philosophe - Tout à fait, au XXIe siècle on ne peut pas laisser un peuple se faire massacrer sans réagir, sinon à quoi bon avoir des principes humanistes ou se réclamer de la démocratie et de la liberté.

Le militant - Il n'en demeure pas moins que la Libye est un Etat indépendant et souverain et que c'est au peuple libyen de décider de son destin et du sort qu'il réserve à Kadhafi.

Le philosophe - Dites donc, vous semblez accorder plus d'importance au sort de ce tortionnaire qu'à celui de son peuple.

Le militant - Pas du tout, l'autodétermination des peuples est un principe que personne n'a le droit de violer.

Le philosophe - Donc selon vous Kadhafi devrait continuer de violer la démocratie et de tyranniser son peuple impunément et indéfiniment.

Le militant - Je n'ai jamais prétendu une chose pareille, vous déformez ma pensée.

Le philosophe - Pas du tout, vous vous méprenez, je ne fais qu'interpréter ce que signifierait le maintien de ce boucher au pouvoir

pour son peuple qui mérite mieux. Notre devoir de démocrate nous impose de venir en aide à ce peuple menacer d'extermination parce qu'il a commencé à se soulever contre son dictateur.

L'ouvrier - Si c'est le peuple qui veut s'en débarrasser et que cette menace est sérieuse, cela paraît logique qu'on se porte à son secours, car c'est respecter la volonté de ce peuple.

Le philosophe - Notre militant se fait bien silencieux tout d'un coup.

Le militant - Non, je réfléchissais. En réalité il s'agirait plutôt de mettre la main sur son pétrole ou de piller les richesses de la Libye.

Le philosophe - Je m'attendais à cette répartie, mais mon pauvre, ce sont déjà des multinationales étrangères qui exploitent le pétrole libyen.

Le militant - Effectivement, mais ce sont des multinationales occidentales qui l'exploitent et elles ne veulent pas être supplanter par des multinationales russes ou chinoises

L'ouvrier - Je crois qu'on s'écarte de notre sujet et je ne comprends pas où vous voulez en venir.

Le militant - C'est pourtant simple à comprendre, c'est pour des raisons économiques qu'ils veulent faire cette guerre.

Le philosophe - Si c'était le cas, ils n'auraient pas attendu si longtemps, ils auraient pu prendre comme prétexte les actes terroristes de Kadhafi pour l'éliminer, ils auraient eu le soutien de la communauté internationale.

Le militant - Sauf que la situation internationale ne s'y prêtait pas. Et puis le peuple libyen n'était en rien concerné ou menacé d'un nouveau massacre.

Le philosophe - Vous avez en partie raison, sauf qu'aujourd'hui c'est du sort de ce peuple dont il s'agit et il y a urgence à intervenir pour éviter un bain de sang.

L'ouvrier - En résumé, vous faites le même constat et vous vous réclamez tous les deux de principes ou valeurs que vous partagez, mais vous n'êtes pas d'accord sur la manière de les appliquer tout en étant d'accord sur leurs objectifs.

Le philosophe - Vous avez tout compris ou presque. J'estime qu'on ne peut pas laisser un peuple se faire massacrer d'où la nécessité d'une intervention militaire, alors que monsieur estime que le peuple libyen a le chef d'Etat qu'il mérite et qu'il n'a qu'à s'en prendre qu'à lui-même s'il lui a réservé un sort aussi horrible, et s'il s'avère incapable de l'écarter du pouvoir, en attendant des jours meilleurs qu'il en subisse les conséquences, on ne peut rien pour lui.

L'ouvrier - Cette idée m'est insupportable, et au-delà de tous les arguments que j'ai entendus c'est celui qui emporte ma conviction, on ne peux pas laisser faire une chose aussi abominable sans réagir.

Le militant - Pour moi ce qui est insupportable, c'est qu'un Etat décide de bombarder un peuple...

Le philosophe - Je vous interrompts, excusez-moi, personne n'a jamais dit qu'il fallait bombarder le peuple libyen, mais uniquement les forces loyalistes fidèles à Kadhafi ou ses infrastructures militaires, et si dans la bataille le bourreau y laissait sa tête ce serait un immense soulagement pour tous les Libyens.

L'ouvrier - Cela me semble pertinent, cela vaut le coup d'essayer, au mieux un tyran sera éliminé, au pire il en sortira affaibli, dans les deux cas c'est le peuple libyen qui sera gagnant. Ce scénario est mesuré et me va très bien.

Le philosophe - Mais où est donc passé notre militant ?

L'ouvrier - Il aura profité que nous allumions une cigarette pour disparaître discrètement.

Le philosophe - C'est qu'il devait être à court d'arguments.

L'ouvrier - Ce que je n'ai pas bien compris chez lui, c'est qu'il partageait votre constat, mais il pensait que la meilleure solution était encore d'abandonner le peuple libyen à son triste destin.

Le philosophe - Comme quoi il a des principes à géométrie variable ou manque singulèrement de cohérence.

L'ouvrier - J'ai eu l'occasion de constater à de multiples reprises au cours de ma vie, que c'était le principal défaut de la plupart des militants, et dès qu'ils sont coincés ils changent de sujet ou vous parlent d'économie, vous au moins vous savez ce que vous voulez et vous n'avez pas cherché à m'embrouiller, vos arguments se tiennent et je les partage.

Le philosophe - Tiens le revoilà. Mais où étiez-vous passé ?

Le militant - J'ai eu une envie pressante à soulager. Où en étions-nous déjà ?

Le philosophe - Je crois que nous avions épuisé notre sujet, non ?

Le militant - Et vous en concluez quoi ?

Le philosophe - Mais que votre principe d'autodétermination des peuples est purement idéologique, car une fois croulant sous les bombes de Kadhafi, je ne vois pas comment il pourrait trouver la force ou les moyens de le renverser, c'est une idée saugrenue, ridicule que d'ailleurs monsieur ne partage pas.

L'ouvrier - Assurément, il va se faire massacrer c'est tout, il n'y a rien à ajouter, alors il faut à tout prix empêcher cela.

Le philosophe - Vous voyez où mènent votre théorie, même un simple ouvrier ne peut y adhérer.

Le militant - C'est bien triste.

L'ouvrier - Comment cela, mais je ne suis pas triste du tout, je ne vous permets pas...

Le militant - Je voulais dire, c'est dommage.

Le philosophe - C'est dommage pour le colonel Kadhafi que vous voulez épargner ou pour le peuple libyen que vous voulez laisser massacrer, c'est à se demander quels intérêts vous représentez.

L'ouvrier - Ne vous chamaillez pas, vous avez sans doute tous les deux les meilleures intentions du monde, mais il y a forcément un moyen meilleur que l'autre de les mettre en pratique en fonction des circonstances, voilà tout. Et puis l'essentiel c'est que le peuple libyen en sorte gagnant, non ?

Le militant - Il en sortira perdant.

Le philosophe - Si ce dictateur se maintenait au pouvoir cela ne ferait aucun doute en effet.

L'ouvrier - Je crois qu'on n'avancera plus maintenant, vous vous répétez et cela me fatigue à la longue.

Morale de cette expérience.

Le philosophe est satisfait d'avoir pu convaincre notre ouvrier de partager ses idées criminelles sur la Libye, et le malheureux militant a le sentiment d'avoir été incompris pour avoir été impuissant à faire prévaloir un principe que ses deux interlocuteurs ne partageaient pas.

Pourquoi notre pauvre militant en est-il arrivé là ? Par pure dogmatisme, mais pas seulement, par ignorance.

En réalité son dogmatisme était le produit de l'ignorance dans laquelle l'avaient laissé ses dirigeants. Et pourquoi ses dirigeants ont-ils agi de la sorte avec lui ? Mais pardi parce qu'ils sont les dirigeants ! Pour conserver le pouvoir qu'ils exercent sur leurs militants ou en garder le contrôle, eux seuls doivent posséder les éléments pour analyser la situation, et en contre-partie ils leurs enseignent un certain nombre de principes élevés au rang de dogmes à partir desquels ils doivent défendre leur ligne politique. Et s'ils leur arrivent de recruter des travailleurs lors de batailles, ce sera sur la base de ces principes et non sur une claire compréhension de la situation puisqu'ils en sont incapables.

C'est ainsi que se constituent des partis composés de militants obéissants et disciplinés qui obéissent aux ordres de leurs chefs sans avoir conscience que c'est au détriment de leur liberté de pensée ou du développement de leur esprit critique qui ne leur servira à rien dans de tels partis, puisqu'on leur déconseillera de poser trop de questions qui seront jugées inutiles ou inopportunes pour ne pas dire qualifiées d'opportunistes pour n'avoir qu'à réciter les prières que leurs dirigeants ont concocté pour eux, jusqu'au jour où ils en auront marre ou s'en apercevront et iront voir ailleurs.

Notre militant a commis plusieurs erreurs dont finalement il n'est pas responsable.

La première a été de qualifier Kadhafi de tyran en ignorant la réalité de la Libye et ce qu'il avait fait pour son peuple.

En acceptant de partager ce constat avec le philosophe, il s'est placé lui-même sur son terrain qui ne pouvait que lui être défavorable par la suite. Car une fois qu'on a mis le doigt dans cet engrenage, on doit en assumer toutes les conséquences, et il est pratiquement impossible d'en sortir sans se contredire, d'en sortir indemne sans être broyé au passage par une argumentation qui repose somme toute sur une mystification qu'il n'aura pas pu dénoncer, puisqu'il était lui-même convaincu que Kadhafi était un horrible despote et que cet argument l'emportait sur tous les autres ou toutes ses réalisations. Erreur fatale, car les puissances occidentales visaient le peuple libyen et ses intérêts à travers Kadhafi.

Dès lors qu'il s'en tenait à l'argument selon lequel Kadhafi était un tyran qu'il avait mis en avant d'emblée, toute tentative de s'opposer par la suite à son renversement par n'importe quel moyen serait vouée à un échec, manquerait de pertinence, de cohérence, et ce n'était certainement pas en faisant référence à un principe fort juste au demeurant, qu'il pourrait inverser le cours de la discussion en sa faveur.

Sa seconde erreur aura été de ne pas avoir pu répondre à l'argument selon lequel une partie du peuple libyen tentait de se soulever contre Kadhafi, alors qu'il s'agissait d'une pure falsification des faits qu'il ignorait, une pure machination, c'est donc son ignorance qui lui a joué un vilain tour. Or c'est cet argument clé qui allait servir à enclencher cette guerre et à la légitimer, sans lequel elle n'aurait pas pu avoir lieu.

Sa troisième erreur, qui résulte des deux premières, consistera lorsque le philosophe lui fera remarquer qu'il ne s'agissait pas de bombarder le peuple libyen mais de le libérer d'un dictateur, à ne rien trouver d'autre à lui opposer que son principe internationaliste prolétarien particulièrement stérile compte tenu des considérations précédentes.

Alors pourquoi notre pauvre militant en est-il arrivé là demandions-nous au départ, mais parce qu'il ignorait que le soi-disant soulèvement en cours à Benghazi était une manipulation de l'OTAN et de la CIA allié aux barbares d'Al-Qaïda qui menaçait l'intégrité de la Libye. Ensuite, parce qu'il ignorait que bien que dirigée par une main de fer par Kadhafi, la Libye était le pays le plus développé de la région et une large partie de la rente pétrolière du pays avait profté aux développements des instrastructure de la Libye et au peuple libyen, qui était loin d'être le plus mal loti ou le plus malheureux d'Afrique.

En conclusion, parce qu'il ignorait pratiquement tout sur la Libye et son histoire, ainsi que la situation qui y prévalait en 2011, il ne lui restait plus qu'à s'en remettre à un principe, qui présenter de la sorte allait forcément apparaître spontanément inconsistant ou contre-productif, comme plaqué sur la réalité au point d'y sembler étranger ou relevant de l'inconscience caractérisant le drame ou l'impuissance dans laquelle se trouvait le peuple libyen pour se défendre lui-même contre la soi-disant menace à laquelle il était incapable de faire face donnant ainsi un argument à son détracteur qui n'avait plus qu'à s'enfoncer dans cette faille pour le présenter comme un ennemi du peuple libyen ou un complice de son bourreau perdant toute crédibilité auprès de notre ouvrier, qui préfèrera se ranger à la version du philosophe qui lui semblait plus cohérente ou convainquante, plus sérieuse.

En réalité, nos dirigeants n'estiment pas seulement inutile d'élever le niveau de conscience des travailleurs, ils appliquent ce principe à leurs militants qui de la sorte ne progresseront jamais à de rares exceptions près.

3- La situation en Ukraine à la fin août 2015
https://www.youtube.com/watch?v=gqWgM6UlKNg

Xavier Moreau est un analyste installé en Russie depuis 14 ans. Il est l'auteur de la « Nouvelle Grande Russie » et l'un des intervenants principaux du site d'analyses politico-stratégiques stratpol.com.

4- Négociations pour éliminer Poutine - Eugène Fedorov
https://www.youtube.com/watch?v=torbT_XhS9w

Il ressort des discours officiels du gouvernement des États-Unis et de ceux d'oligarches russes que des négociations sont en cours en vue de l'extradition de Poutine et de la dissolution de la Fédération de Russie.

ACTUALITE EN TITRES

Quand l'OTAN submerge l'Europe pour mieux la soumettre au modèle américain.

- Les garde-côtes italiens ont secouru 4.400 migrants en 24 heures en Méditerranée - AFP

- Plus de 7000 migrants sont arrivés en Serbie en une nuit . - LeParisien.fr

- Des milliers de migrants avancent vers l'UE, Berlin évoque "le plus grand défi européen" - AFP

Politique fiction en deux actes ou comment "démocratiser" l'Union européenne.

Acte I

- UE: Mélenchon et Varoufakis discutent d'"une conférence sur un plan B" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, cofondateur du Parti de gauche (PG), et Yanis Varoufakis, ex-ministre grec des Finances, ont discuté de l'organisation d'une conférence européenne "du plan B", c'est-à-dire d'une sortie de l'euro pour une politique anti-austérité, dimanche matin lors d'une rencontre à Paris.

Après un entretien d'une vingtaine de minutes, Yanis Varoufakis a déclaré à la presse avoir parlé avec M. Mélenchon "de l'importance de démocratiser l'Europe à nouveau". "C'est la priorité numéro un pour tous les européens", a souligné l'ancien ministre du gouvernement Syriza d'Alexis Tsipras. AFP 23.08

Les académiciens qui ont entrepris de toiletter le dictionnaire français il y a de cela de nombreuses décennies, n'en étaient même pas à la moitié de l'alphabet il y a une ou deux décennies si je me rappelle bien. Eux ils en sont arrivés à la lettre B, donc pour connaître des jours meilleurs vous pourrez attendre encore longtemps, et je ne parle même pas du socialisme dont ils n'ont rien à foutre, mais cela vous le saviez déjà.

Acte II et fin... prématurée comme leurs acteurs.

- Montebourg rêve d'un parti socialiste "bien différent" - AFP

L'ex-ministre de l'Economie Arnaud Montebourg a affirmé qu'il rêvait "que le parti socialiste soit bien différent", même s'il en est toujours membre, dimanche lors de la fête de la rose de Frangy-en-Bresse.

"Je suis toujours membre du PS, j'ai acquitté ma dernière cotisation, même si je rêverais que ce parti soit bien différent, ou autre", a déclaré M. Montebourg lors d'une conférence de presse au côté de son invité d'honneur Yanis Varoufakis, ex-ministre des finances du gouvernement grec d'Alexis Tsipras. AFP 23.08

"Différent, ou autre", quand je dis qu'ils n'en ont rien à foutre, je n'exagère vraiment pas.

Haut de page

Le 25 août 2015

CAUSERIE

Offensive de la réaction ou hymne à l'Etat sioniste génocidaire.

Grille de lecture.

Quand la propagande sert de trame à une analyse ou quand l'auteur manifeste un soutien sans borne au sionisme, lorsqu'il se livre à des amalgames grossiers qui transpirent la malhonnêteté intellectuelle ou son intention de manipuler ses lecteurs transparaît, évidemment se lamente Slate.fr qui soutient farouchement Israël, cela ne fait pas "*sérieux*" et forcément il manque son objectif, pire il fournit des arguments aux ennemis de l'Etat sioniste pour le combattre.

Ce qui est intéressant ici, c'est qu'on n'a même pas besoin d'établir le lien qui existe entre le néolibéralisme dont Pierre-André Taguieff est un idéologue ou un porte-parole et le sionisme, il s'en charge lui-même. Ensuite on ne pourra pas ou plus nous (et bien d'autres) accuser de l'avoir inventé.

- De l'antisionisme à l'antisémitisme - Slate.fr

Une France antijuive ? Regards sur la nouvelle configuration judéophobe de Pierre-André Taguieff

Extraits. Après «Regards sur la nouvelle configuration judéophobe», le livre a un autre sous-titre, «antisionisme propalestinisme, islamisme». Comme il l'explique en introduction, l'envers de ce propalestinisme qui est apparu au grand jour en juillet 2014 pendant la dernière guerre à Gaza est «la diabolisation d'Israël». Pour les militants de cette cause, «les Juifs sont devenus les sionistes» et un sioniste est «tout individu soupçonné d'être un défenseur de l'État d'Israël». Peu importe que ces individus reconnaissent l'existence d'Israël dans les frontières d'avant 1967 et condamnent la colonisation en Cisjordanie et Jérusalem-Est, ils sont des sionistes et, le succès des thèses complotistes aidant, ces sionistes sont considérés comme tout puissants, infiltrés au plus haut niveau dans la plupart des pays occidentaux.

Si le premier chapitre décrit «l'antisionisme radical», ce n'est que bien plus tard, dans une section intitulée «clarifier le langage», que l'auteur explique que les antisionistes radicaux ont pour but «l'élimination de l'État juif». Pour eux, il ne s'agit pas de s'opposer au sionisme, vu historiquement comme émergence d'un nationalisme juif, mais bien plus de s'opposer à une «entité sioniste» imaginaire décrite dans le faux le plus célèbre, les Protocoles des Sages de Sion, rédigé en 1901-1902 et aujourd'hui encore largement diffusé sur les sites antisémites. Dans les dernières pages du livre, on lit encore qu'après le «judéocide» nazi, les antisionistes radicaux rêvent d'un «israélicide».

...l'intellectuel néoconservateur qui met des guillemets à «théorie du genre» reprend à son compte un vocabulaire politique assez marqué, notamment «gauchiste», pour discréditer les antiracistes de gauche et même «néo-gauchisme».

Sur les liens qui unissent les Juifs français avec Israël, Taguieff semble adopter un parti pris. Pour preuve de l'attrait d'Israël pour les Juifs français, il commente les chiffres sur le nombre de Français qui font leur alya –actuellement un peu plus de 1% des Juifs français, ce qui ne correspond pas vraiment, heureusement, à une vision d'exode– mais il omet d'évoquer les cas de «yerida», ceux qui rentrent en France (environ un tiers). S'il existe indubitablement une France antijuive issue d'un antisionisme radical, ce qui est la thèse centrale du livre, il serait honnête de reconnaître que cette vague antijuive est liée à l'importation du conflit israélo-palestinien et que le Crif a sa part de responsabilité, lorsque par exemple pendant la Guerre de Gaza de 2008/2009, son président déclare sans la moindre étude à ce sujet que 95% des Juifs de France soutenaient l'opération menée par l'armée israélienne.

Dans certains passages, le livre souffre d'approximations. Au sujet des incidents à proximité de la synagogue de la rue de la Roquette en juillet 2014, l'auteur considère qu'il s'agissait «d'une tentative d'intrusion violente», alors que la réalité est bien plus complexe, impliquant la Ligue de Défense Juive.

Le tableau qui est fait de la situation en Israël est lui aussi trompeur. Citant Eric Marty, Pierre-André Taguieff estime que les Arabes israéliens ont «les mêmes droits politiques, sociaux, sanitaires, économiques, éducatifs que les Juifs». Comment peut-on être si mal informé, par exemple, pour ce qui concerne le droit d'acheter des terres ou simplement d'obtenir des bourses d'étude? Sur ces sujets, l'auteur se fait plus polémiste que chercheur. Lorsqu'il répond aux propos haineux sur le «peuple élu» relayés par des antisionistes radicaux, il ajoute «Faut-il préciser qu'aujourd'hui, depuis la fin 2012, les Palestiniens sont le peuple élu par l'ONU?».

Lorsqu'il s'en prend à Tariq Ramadan, au «Parti des Indigènes de la République» ou au «BDS», ce mouvement appelant à boycotter et sanctionner Israël tout en retirant les investissements dans ce pays, il est également convaincant, même si ce dernier sujet, éminemment actuel, aurait pu donner lieu à de plus amples commentaires. Le BDS a trois principales revendications: le retour aux frontières d'avant 1967, la fin des discriminations et le droit au retour des réfugiés palestiniens en Israël ainsi que leurs descendants. Ce dernier objectif, d'ailleurs rejeté par l'Autorité palestinienne, est incompatible avec tout accord de paix.

Mélangeant les genres, l'auteur utilise aussi son livre pour s'attaquer aux «gauchistes» et à «l'extrême gauche». Dans une même ligne, Noam Chomsky, Etienne Balibar, Norman Finkelstein et Dominique Vidal sont ainsi qualifiés de «Juifs antijuifs» ou antisémites participant tous à une «industrie antisioniste». Même chose pour Les Guignols de l'Info ou Nicolas Bedos: «large faisceau de provocateurs professionnels jouant les esprits libres, de Jean-Marie Le Pen à Robert Faurisson, en passant par Dieudonné, Alain Soral et Thierry Meyssan, sans oublier les versions édulcorées à goûter en famille (les Bedos père et fils, Les Guignols de l'Info, les néo-pétomanes de toutes obédiences, etc.).»

Le correspondant de France 2 à Jérusalem, Charles Enderlin, est aussi pris implicitement à parti lorsque Taguieff dénonce la «mise en scène médiatique de la "mort du petit Mohammed al-Durah"» et Stéphane Hessel n'est considéré que comme le «maître incontesté de l'indignation sélective» alors qu'il peut exister de bonnes raisons pour des Juifs français (dont l'auteur de ces lignes), de se sentir particulièrement attentifs à la politique menée par «l'État juif».

Une fois le livre refermé, on comprend mieux la haine antijuive qui déferle en France, et pour cela ce livre est salutaire, mais certains règlements de compte nuisent au sérieux de l'ensemble. Slate.fr 24.08

Causeries novembre 2014

- La diffusion de l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme se réalise au début de la décennie 2000 par la publication du livre de Pierre-André-Taguieff, La nouvelle judéophobie. Selon lui « l'emploi euphémisé d' « antisionisme » implique la substitution de cette expression à cette autre qui, trop explicite ou « directe », serait disqualifiante : antisémitisme ».

La dénonciation des crimes israéliens ne serait rien d'autre que la réactivation des vieux mythes antisémites : « Dans la propagande « antisioniste », le peuple palestinien est transfiguré en peuple de « héros » et de « martyrs », jusqu'à être christifié en peuple d'enfants martyrs ce qui réactive le vieil imaginaire antijuif du meurtre rituel. » (michelcollon.info - 25.10.2014)

Voir aussi les causeries du 15 février et du 18 novembre 2013 ou le portail : https://anticons.files.wordpress.com

---

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse ou la vie. Le casino perd patience et confiance.

- Chute spectaculaire de l'ensemble des marchés boursiers - Francetv info

Une à une les bourses ont dévissé ce lundi 24 août. Shanghai jusqu'à -8%. Le mouvement est parti de Chine pour s'étendre à toute l'Asie puis l'Europe et les États-Unis. Le Dow Jones a perdu 3,55%, le Nasdaq 3,82% en fin de séance.

En Europe, après avoir cédé à la panique dans l'après-midi, perdant plus de 8% en séance, la Bourse de Paris a fini en baisse de 5,35%. Francfort a chuté de 4,70% tandis que Londres a dégringolé de 4,67%, Madrid de 5,01% et Milan de 5,96%.

A Tokyo, l'indice Nikkei a terminé la journée en baisse de 4,61%, à un plus bas de six mois.

Hong Kong a reculé de 5,17%, et Sydney de 4,09%, un plus bas en deux ans.

L'Eurostoxx 50 s'est pour sa part inscrit en repli de 5,35%.

À la clôture, le repli est partout de 5% en moyenne. Les marchés s'inquiètent du ralentissement de la consommation chinoise, de Londres à Séoul en passant par Francfort. Francetv info 24.08

En complément.

- La Bourse de Tokyo chute encore à l'ouverture - LeMonde.fr

L'indice Nikkei a reculé de plus de 3,5 % dans les premiers échanges de ce mardi. LeMonde.fr 25.08

A court d'idées... mais pas de pétrole

- Le pétrole sous les 40 dollars pour la première fois depuis 2009 - AFP

Le cours du baril de référence, le "light sweet crude" (WTI), pour livraison en octobre a perdu 2,21 dollars à 38,24 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), soit la première fois depuis février 2009 qu'un contrat de référence termine une séance à moins de 40 dollars. AFP 24.08

Le terrorisme, la crise économique, le chômage de masse ou le chaos, la guerre civile, la guerre, planifiés pour durer.

- L'afflux de migrants, une "situation exceptionnelle qui va durer", selon François Hollande - Francetv info

C'est le monde tel qu'ils le conçoivent ou l'avenir qu'ils réservent aux futures générations...

Ils l'ont créé eux-mêmes en détruisant la Libye, la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan.

- Allemagne : Hollande et Merkel dénoncent un climat anti-migrants - euronews.com

Gastronomie du condamné. Bush à la hollandaise ou la guerre de classe à tous les menus.

Hollande en chef de "guerre des civilisations".

- Thalys: quand François Hollande reprend la rhétorique du "bien" et du "mal" - AFP

- «Héros» du Thalys : le discours très américanisé de Hollande - LeParisien.fr

«Votre héroïsme doit être pour nous une source d'inspiration. Face au mal qui est là, qui s'appelle le terrorisme, il y a le bien, celui de l'humanité. C'est celui que vous incarnez», a notamment déclaré le chef de l'Etat lors de son discours à l'Elysée.

Une rhétorique qui, quoique nettement plus mesurée, fait un lointain écho à «l'axe du mal» défini en 2002 par l'ancien président George W. Bush, dans lequel figuraient la Corée du Nord, l'Irak et l'Iran. 20minutes.fr 24.08

Des GI's qui incarnent l'humanité, il fallait oser le dire, c'est fait. Et ils vont être décorés par Obama !

Psychose collective ou l'instrument d'un régime en crise, maintenu artificiellement en survie.

- "La spirale anxiogène": vivre avec la menace d'attentats - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Le PS dans ses oeuvres.

A droite toute vers un Etat toujours plus policier.

- Thalys: Alain Vidalies (PS) «préfère qu'on discrimine plutôt que de rester spectateur» - 20minutes.fr

Le secrétaire d'Etat aux Transports sur Europe 1 : «A chaque fois qu'on parle de fouille aléatoire, quelqu'un dit "oui, mais ça risque d'être discriminatoire". Eh bien, écoutez, moi, je préfère qu'on discrimine, effectivement, pour être efficace plutôt que de rester spectateur.» 20minutes.fr 24.08

Exagérions-nous en affirmant dans de précédentes causeries que le PS était le complément naturel de l'extrême droite, de la même manière que le Front populaire est l'antichambre ou fascisme si vous préférez ? A sa manière le député PS du Cher, Yann Galut, l'a confirmé hier sur les "réseaux sociaux" : «On ne peut accepter qu'un ministre se résigne à anticiper des discriminations». (libération.fr 24.08)

Sursaut de dignité de la part d'un dirigeant du PS croyez-vous ? Détrompez-vous, il continuait en demandant à Valls de «rétablir ce qu'est la République : égalité.» (id), qu'il n'a de cesse de piétiner. En conclusion on s'aperçoit qu'il ne s'agissait que d'une posture ou une imposture de plus, puisque c'est le seul registre dans lequel les membres du PS interviennent et qui les caractérise si bien.

Le PCF n'a pas été en reste. Par la voix de son porte-parole, Olivier Dartigolles, a dit :«Quand un ministre justifie la discrimination pour lutter contre le terrorisme, il ne parle plus au nom de la République.» (id) à laquelle il tient autant qu'au régime avec lequel elle se confond au point d'épouser les contours de l'idéologie dominante néolibérale, sans que cela le gêne le moins du monde le reste du temps puisqu'il le revendique.

Le tour de passe-passe de Dartigolles consistait ici à faire en sorte que les travailleurs croient que Hollande et ses ministres incarneraient la République et ses principes ou valeurs en temps normal, bref qu'ils étaient tout à fait respectables ou fréquentables, ce que l'on peut comprendre à quelques mois d'une nouvelle échance électorale ou le PCF sera encore allié au PS. Ce ne sont pas des alliés naturels pour des prunes, il y en a qui ont tendance à l'oublier parmi nous ou ne tirent pas les conclusions politiques qui s'imposent malheureusement.

Chasse aux sorcières, appel à la délation, délit de sale gueule, restriction aux libertés individuelles, atteinte aux droits démocratiques, lois liberticides, surveillance généralisée, limitation du droit de grève, criminalisation du mouvement ouvrier, etc. quand on pense que cette politique nauséabonde est mise en oeuvre par un parti que le mouvement ouvrier et son avant-garde ont toujours soutenu, auquel ils étaient associés, liés, et qu'ils refusent toujours de caractériser de droite à l'exception de certains tendances ou certains courants ultra minoritaires, on se dit que si les militants de ces partis ne ressentent pas un fort

malaise et ne condamnent pas la politique qui a été menée par leurs partis dans le passé, c'est qu'ils sont morts politiquement.

Leurs dirigeants ont eu une multitude d'occasions de rompre définitivement avec le PS depuis 2012 (pour ne pas remonter plus loin ici), de cesser de lorgner vers leurs élus ou militants, s'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils sont eux-mêmes corrompus par l'idéologie du régime, ce sont des traitres ou des imposteurs.

Contrairement à l'idée reçue selon laquelle avoir un pied de chaque côté de la barricade profiterait à celui qui l'a érigée, en réalité seul le régime en bénéficiera. La preuve, il est toujours en place et l'avant-garde du mouvement ouvrier est décomposée, disloquée, totalement marginalisée.

Le PS, l'appendice ou l'aiguillon de l'extrême droite.

- Ciotti veut le renforcement de la sécurité dans les transports ferroviaires - AFP

Un fait divers élevé de fil en aiguille au rang d'acte terroriste par les représentants de l'Etat et le PS, qui exploitent ou instrumentalisent chaque fait divers susceptible de s'inscrire dans leur stratégie de "lutte contre le terrorisme " de manière à justifer petit à petit l'instauration d'un Etat policier destiné à mater le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, recevra le soutien du parti de l'ordre officiel (LR) ainsi que celui d'extrême droite (FN), dont finalement il sert les intérêts en cautionnant sa théorie raciste et xénophobe.

Le PS fer de lance du racisme et du communautarisme depuis plus de 40 ans.

- Au pouvoir, le FN expulserait «4 millions de Français musulmans», selon Jean-Christophe Cambadélis - 20minutes.fr

Cambadélis désigne aux masses arriérées et aux classes moyennes le bouc émissaire à tous leurs maux : Le musulman, l'Arabe ou l'Africain principalement.

Ce discours outrancier ne repose sur aucun autre élément que celui que Cambadélis crée de toutes pièces pour l'occasion, tout en sachant qu'en intervenant sur un média (RTL) destiné principalement aux couches populaires en manque de repères, il vise les couches les plus vulnérables de la société qui prendront au premier degré son discours en l'interprétant à leur manière, comme un appel à chasser «4 millions de Français musulmans» du pays ou à soutenir le FN dont ce serait l'objectif, en référence au principe de la "préférence nationale" mis sans cesse en avant par le parti d'extrême droite.

Cambadélis pourra toujours nier que telle n'avait pas été son intention, et qu'il n'était pas responsable de l'interprétation que les auditeurs auraient pu faire de son discours, et le tour est joué, il est blanc comme neige, fermer le banc.

L'opération consistait à mystifier les auditeurs de RTL pour mieux manipuler leur conscience dans une direction donnée ou faire monter le FN ou lui apporter des voix. Ensuite, quelques jours ou semaines plus tard, il dénoncera la montée de l'extrême droite en fustigeant ces masses arriérées qu'il accusera de verser dans le racisme.

Au-delà, il pourra entonner le même refrain qu'aux Etats-Unis, consistant à affirmer que le racisme est profondément ancré dans la société malgré tous les combats qu'ils ont menés pour l'enrayer, donc ils n'en sont pas responsables une fois encore, et qu'il faut continuer à lutter contre ce fléau et ainsi de suite, pour détourner les travailleurs de la lutte des classes ou faire en sorte que les différentes couches du prolétariat et des classes moyennes qui sont également visées s'entre-déchirent.

Quand la grande famille de la "***gauche***" s'agrandit... à l'extrême droite.

Grille de lecture.

- Et dire que la veille j'ai titré une info : *L'homo Sapir dans tous ses états ou le masque de l'imposture sans cesse renouvelée.*, à croire que j'ai le pif de plus en plus aiguisé, et je ne possède pas les dons d'un médium !Trotsky disait que parfois il fallait se fier à son "pif", ma foi, c'est que je dois être trotskyste ! Cela dit on a encore du boulot à faire...

- Sapir est dangereux et abjecte, c'est un populiste professionnel particulièrement apprécié par la pseudo-gauche et certains parmi la pseudo-extrême gauche décomposée. C'est sa marque de fabrique le populisme.

C'est le genre de type qui d'une semaine sur l'autre peut changer trois fois de position sans que cela le dérange le moins du monde, puisque finalement il demeure fidèle au capitalisme. Il participe à la dislocation du mouvement ouvrier, il est donc normal que Libération lui offre une tribune.

- Il revenait à la "gauche" de rendre le FN respectable, fréquentable. Autant dire qu'on baigne en pleine imposture.

- Jacques Sapir : «On ne peut plus nier que le FN ait changé» - Liberation.fr

Figure bien connue parmi les économistes «hétérodoxes», Jacques Sapir a jeté un pavé dans la mare en appelant vendredi à la constitution d'un «front de libération nationale» anti-euro. Pour cet ancien soutien du Front de gauche devenu une référence des milieux souverainistes, cette alliance devra dépasser le clivage gauche droite et ne pourra se dispenser d'un rapprochement avec le Front national.

Comprenez-vous les réactions troublées à votre proposition d'un «front de libération nationale» comprenant notamment le FN ?

Je trouve qu'il y a beaucoup de mauvaise foi dans les cris d'orfraie qui sont poussés. D'abord, je ne dis pas qu'il faut faire une alliance maintenant avec le Front national : j'évoque même un possible parti «issu du FN». Le Front national peut continuer à évoluer ou pas, c'est cela qui déterminera une éventuelle alliance. (Ce type là est un ignare ou une ordure d'après vous ou les deux à la fois ? - LVOG)

Vous revendiquez-vous toujours de gauche ?

Bien sûr, sans ambiguïté. Que des gens ne comprennent pas, c'est leur problème. Mais la situation politique a pivoté en raison de ce qui s'est passé en Grèce. La question de l'euro va imposer des alliances qui vont transcender la distinction entre gauche et droite. Je discute donc aussi avec des gens de l'UMP. Sur certains sujets, la position du Front de gauche me semble la plus intéressante. Sur la souveraineté, je suis en accord avec Debout la France [parti de Nicolas Dupont-Aignan, ndlr]. Liberation.fr 24.08

Commentaire d'un internaute

- "*Quel effondremement de la pensée et du sens éthique. Sapir, je me fous de savoir si vous vous pensez de gauche ou de droite. En revanche je sais que vous n'avez rien de gauche ni historiquement ni éthiquement ni politiquement. Bonne route avec les fafs!*"

Vous êtes encore trop bon !

Quand Libération surinterprète les intentions de Mélenchon, c'est que ses patrons y ont intérêt.

Grille de lecture.

La veille (le 23) dans un entretien donné au Journal du Dimanche, Yánis Varoufákis avait déclaré "*À Frangy, je lancerai un réseau européen de progressistes*", indiquant par là qu'il choisissait le PS et non le PG pour faire cette annonce, tout un symbole dont la signification politique ne pouvait échapper à personne, sauf à Mélenchon évidemment, qui en réalité n'y voyait aucune contradiction, il n'est plus à cela près notre carriériste.

Mieux encore, Varoufákis estimait "*qu'il y a de bonnes personnes dans le gouvernement français*", au hasard, Macron, Fabius, Le Drian, on se pert en conjecture, et il confirmait son attachement à l'UE dont les " *citoyens doivent se réapproprier le cours européen*" comme s'il pouvait être redressé ou l'UE avait servi un jour les intérêts des travailleurs ou pouvait être réformé, illusion criminelle s'il en est.

Plus fort encore, apparemment cette fois en direction de la troïka, il affirmait "*Il faut relancer le dialogue et rétablir ce qui a été complètement perdu : la démocratie.*, car il ne s'adressait pas au peuple qui lui n'a jamais perdu l'esprit de la démocratie ou y demeure attaché même s'il n'en a pas une notion aussi précise qu'il le faudrait.

- Grèce : Mélenchon rompt avec Aléxis Tsípras - Libération.fr

La fin de l'idylle entre Tsípras et Mélenchon ? Depuis la signature de l'accord pour un troisième plan d'aide – et les mesures d'austérité qui vont avec – le chef de file du Parti de gauche prend ses distances avec le Premier ministre grec. Ce lundi après-midi, le député européen, en compagnie des deux coordinateurs politiques du PG (Eric Coquerel et Danielle Simonnet), a tenu une une visio-conférence avec Panayótis Lafazánis, responsable du tout nouveau parti grec Unité populaire, composé de vingt-cinq anciens députés de l'aile gauche de Syriza qui ont fait scission. Issus de treize organisations de la gauche radicale grecque, ils sont opposés au troisième plan de renflouement financier de la Grèce approuvé par la Vouli (le Parlement grec), le 14 août dernier.

«Nous nous sommes parlés à leur demande, ils souhaitaient nous expliquer leur situation dans leur «front anti-mémorandum», précise à l'issue de la réunion Eric Coquerel. Ils portent la question du programme originel de Syriza, et nous allons les soutenir pour les prochaines élections.» Mais il tient à préciser: «Ce n'est pas un discrédit sur Tsipras»

Pourtant le responsable d'Unité populaire, Panayótis Lafazánis, est particulièrement remonté contre Aléxis Tsípras. Il l'accuse d'avoir décidé «l'organisation d'élections anticipées, ce qui est antidémocratique» et d'avoir flanché devant la pression des créanciers. «Qui gouverne la Grèce, [Jean-Claude] Juncker [président de la Commission européenne, ndlr] ou [Angela] Merkel [la chancelière allemande] ?», a-t-il lancé lors d'une conférence de presse le 21 août.

Dans une interview à Sud-Ouest, parue vendredi, Jean-Luc Mélenchon reproche également à Tsípras d'avoir cédé face aux créanciers : «On vote, c'est bien. La voix du peuple est toujours la solution aux problèmes d'un pays. Mais encore faut-il respecter ses décisions. Les Grecs ont voté non au plan européen, et Tsipras l'a pourtant signé.» Parlant désormais ouvertement de «souveraineté nationale» ou «d'indépendantisme français» face à l'euro, Jean-Luc Mélenchon a également rencontré dimanche, la nouvelle idole de la gauche contestataire, Yánis Varoufákis. Avant que ce dernier ne rejoigne Arnaud Montebourg pour la Fête de la rose à Frangy, ils ont évoqué la tenue d'une conférence européenne du «Plan B», c'est-à-dire une sortie de l'euro en cas d'échec des négociations pour changer la politique européenne.

Le ministre grec démissionnaire critique désormais ouvertement Aléxis Tsípras. Mais dimanche, lors de la Fête de la rose, Yánis Varoufákis a déclaré qu'il ne rejoindrait pas le parti Unité populaire pour les élections législatives prévues le 20 septembre : «Nous partageons de nombreuses similitudes et sympathies. Je les apprécie et je pense qu'ils me veulent avec eux. Mais sur le plan politique, nous sommes éloignés. Ce ne serait pas une combinaison judicieuse.» libération.fr 24.08

Comme à l'accoutumée Mélenchon et ses acolytes ont tenu un double langage ou se sont livrés à un nouveau tour de prestidigitation des plus tordus, consistant à rompre avec Tsipras (tout en le ménageant) qui incarne le maintien de la Grèce dans la zone euro ainsi que la soumission de Syriza et du gouvernement grec à la troïka ou à l'Eurogroupe, en soutenant l'Unité populaire qui envisage la rupture avec l'euro, tout va bien ou presque jusque là, mais c'est après que cela se gâte, tout en s'affichant avec Yánis Varoufáki opposé à la sortie de l'euro et refusant de rejoindre l'Unité populaire.

On retiendra également : «On vote, c'est bien. La voix du peuple est toujours la solution aux problèmes d'un pays. » ou la révolution citoyenne par les urnes cher à ce charlatan, qui dans le passé dans aucun pays du monde ne s'est traduite par un changement de régime.

Or c'est justement la question qui est posée à tous les peuples et au prolétariat principalement, au mouvement ouvrier internationale, à l'avant-garde : sans changement de régime vos conditions de travail et d'existence ne cesseront de se dégrader, le chaos, la guerre et la barbarie de gagner du terrain, c'est le message qu'il faut faire passer à chaque travail ou militant, cela doit être notre axe de combat politique.

Nous n'avons cessé de dénoncer la politique opportuniste qui consistait à mettre l'accent sur la rupture avec l'euro et l'UE, alors que cette rupture ne règlerait rien, et qu'il fallait au contraire axer notre combat contre les institutions de la Ve République qui cautionnent et légitimisent à la fois le régime capitaliste et l'UE.

Il est parfaitement clair qu'aucune rupture avec le capitalisme et avec l'UE ne peut avoir lieu dans le cadre de la préservation des institutions de la Ve République, jamais en se plaçant sous le joug de la Ve République il ne sera possible de faire un pas en direction du socialisme.

Le problème pour les diirgeants du mouvement ouvrier et de son avant-garde, c'est qu'adopter cette ligne politique de rupture avec les institutions de la Ve République, implique la rupture avec tous les appareils qui les soutiennent, donc ceux corrompus des syndicats, or ils s'y refusent obstinément.

Les appareils des syndicats ont troqué leur indépendance en échange d'une multitude des liens qu'ils entretiennent avec les institutions et le patronat au sein de dizaines d'organismes, et sont devenus ainsi des rouages de l'Etat qui les subventionnent, les corrompt de fait.

Dès lors il est totalement inconcevable qu'un parti ouvrier puisse définir une ligne politique indépendante de l'Etat sans rompre avec ces appareils, et sans vraiment les combattre cela va de soi.

Franchement, il faut être décidément bien naïf pour croire que les appareils syndicaux auraient octroyé des postes de permanents à des dirigeants de partis politiques, s'ils n'avaient pas reçu en échange la garantie que jamais ils ne remettraient en cause leur légitimité qui repose sur une forfaiture. Cela remonte aux années 50. Vous avez vu où cela nous a mené. Absolument rien ne permettait de justifier la collusion avec ces appareils pourris ou le PS pendant de si nombreuses décennies, sinon l'abandon du combat pour le socialisme. On nous l'a présenté comme un levier pour construire le parti et 70 ans plus tard ce parti n'existe pas.

C'est le genre de questions qu'apparemment malheureusement peu de militants se posent. On touche là à l'origine de la dégénérescence du mouvement ouvrier et de son avant-garde qui permet de comprendre pourquoi nous n'avons jamais été capables de construire le parti. La caractérisation politique du PS et des appareils des syndicats et la rupture avec eux est le minimum syndical, tant qu'on ne voudra pas l'admettre, on ne s'en sortira pas. br>

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

1.1- Israël importe du Kurdistan irakien 75% de son pétrole - francophone.sahartv.ir

Le quotidien britannique "Financial Times" a annoncé dimanche que le Kurdistan irakien exporterait d'énormes quantités de brut vers la Palestine occupée. A en croire le Financial Times, durant ces derniers mois, Israël a importé quelque 75% de son brut à partir de la région du Kurdistan.

D'après le rapport du quotidien britannique, qui se base sur les informations du secteur des transports, des sources commerciales et des informations collectées par les satellites sur le déplacement des tankers, les raffineries, les compagnies pétrolières israéliennes ont acheté plus de 19 millions de barils au Kurdistan irakien en l'espace de 3 mois. Pendant cette période, plus d'un tiers de la totalité du brut produit au Kurdistan irakien a été exporté vie le port turc Ceyhan.

Cependant, les responsables kurdes démentent ces informations.

Un haut conseiller du chef du gouvernement régional du Kurdistan a réagi à cette nouvelle en ces termes: « Une fois que nous livrons le pétrole aux commerçants, peu importe quelle en sera la destination. Notre priorité est de gagner de l'argent pour soutenir les Peshmergas dans la lutte contre Daech et pour payer les salaires des fonctionnaires ». francophone.sahartv.ir 24.08

1.2- Pétition pour arrêter Netanyahu en Grande-Bretagne - francophone.sahartv.ir

Le nombre des citoyens britanniques qui signent une pétition exigeant l'arrestation du Premier ministre du régime sioniste à Londres, atteint déjà le chiffre de 80.000. Selon l'agence de presse Fars, la pétition, préparée il y a quelques semaines, par les militants anti-guerre et placée sur le site web du Parlement britannique, demande l'arrestation de Benyamin Netanyahu dès son arrivée à Londres. Elle porte la signature de près de 80.000 citoyens. Damin Moran, fondateur de l'initiative, évoquant l'attaque de l'an dernier d'Israël contre la bande de Gaza, a indiqué : « Conformément aux lois internationales, Netanyahu doit être arrêté dès son arrivée en Grande-Bretagne en raison du massacre de plus de 2.000 civils en 2014. Il s'agit des crimes de guerre ». En Grande-Bretagne, la loi oblige le gouvernement de donner suite à toute pétition, signée par plus de 10.000 personnes. Le gouvernement de Londres qui ne s'exprimait pas là-dessus, a finalement réagi et dans un communiqué officiel, il a rejeté la demande des signataires de cette pétition. Le communiqué prétexte qu'en respect des lois, les chefs d'Etat et les hauts responsables étrangers sont titulaires de l'immunité, notamment judiciaire, sur le territoire britannique. francophone.sahartv.ir 24.08

2- Liban

Au tour du Liban ?

2.1- Liban : nouvelle nuit d'émeutes à Beyrouth euronews.com

Le centre de Beyrouth portait ce matin les marques des affrontements qui ont opposé à nouveau cette nuit des policiers à des manifestants. Les violences ont éclaté à l'issue d'un nouveau rassemblement visant à dénoncer l'incapacité du gouvernement à garantir les services publics, comme l'enlèvement des ordures ménagères. Placée sous le slogan ''Vous puez'', la manifestation a, comme la veille, dégénéré. Plusieurs dizaines d'individus ont jeté toutes sortes de projectiles dont des pierres et des bouteilles sur les forces de l'ordre qui ont répliqué avec des canons à eau et des gaz lacrymogènes. Des dizaines de personnes ont été blessées dont de nombreux policiers.

Cible des critiques, le Premier ministre Tammam Salam a menacé de démissionner, tout en dénonçant ''le dépotoir politique''. Le Liban est confronté à une grave crise institutionnelle : privé de chef d'État depuis plus d'un an, le pays est dirigé par un gouvernement d'union nationale, qui est tiraillé par de profondes divisions. euronews.com 24.08

2.2- La crise des ordures enfle à Beyrouth, plus de 70 blessés dans de nouveaux heurts - AFP

La crise des déchets s'est aggravée dimanche à Beyrouth où des affrontements ont à nouveau éclaté entre la police et des manifestants, faisant plus de 70 blessés et accentuant la pression sur un gouvernement libanais paralysé par de profondes divisions.

Au lendemain de heurts ayant fait au moins 16 blessés, de nouvelles violences ont eu lieu en fin de journée lors d'un rassemblement dénonçant l'impéritie du gouvernement à trouver une issue à la crise des ordures ménagères qui envahissent les rues depuis des semaines.

Selon le secrétaire général de la Croix-Rouge, Georges Kétané, 43 manifestants ont été hospitalisés pour suffocation ou fractures. Deux cents autres ont été incommodés et pris en charge sur place.

Par ailleurs, 30 membres des forces de l'ordre ont été blessés, dont un grièvement, selon une source de sécurité.

Les échauffourées se poursuivaient vers 20H00 GMT, mais avec moins d'intensité.

Le rassemblement était de nouveau organisé à l'appel du mouvement citoyen "Vous puez", qui s'est désolidarisé des heurts et a insisté sur le caractère pacifique de la protestation.

Les violences, dans l'élégant centre de Beyrouth, ont été déclenchées par quelque 200 jeunes, dont certains avaient le visage couvert. Ils ont jeté des projectiles --pierres et bouteilles remplies de sable-- sur les forces de l'ordre et tenté de retirer les barbelés derrière lesquels étaient massés les policiers. Certains ont mis le feu à une moto et essayé de constituer une mini-barricade avec des tables et panneaux en bois.

La police a alors fait usage de canons à eau et de gaz lacrymogènes. Des tirs ont également été entendus.

"Nous n'avons rien à faire avec ce groupe et cette violence", a affirmé à l'AFP un porte-parole du collectif "Vous puez", Joey Ayoub.

Dans l'après-midi, des milliers de personnes, des jeunes en majorité, s'étaient réunies dans une atmosphère bon enfant près du Sérail, le siège du Premier ministre. Des gens de tous milieux et de toutes confessions, fustigeant l'incompétence du gouvernement, scandaient notamment "Liberté" ou "Le peuple veut la chute du régime", mot d'ordre associé aux manifestations du début de la révolution en Syrie en 2011.

"Nos parents se sont fait la guerre, mais ici nous sommes des Libanais, chrétiens et musulmans, manifestant tous ensemble pacifiquement pour demander nos droits", a déclaré à l'AFP Alexandra al-Hajj, 20 ans.

Les ministres doivent "régler le problème des déchets, de l'eau, de l'électricité. Ce sont nos droits élémentaires", réclamait Gemma Souleimane, une mère de famille de 40 ans d'Abra (sud).

En première ligne dans cette crise, le Premier ministre Tammam Salam avait appelé, plus tôt dimanche, au calme et tendu la main aux manifestants. "Je suis disposé à vous écouter et à m'asseoir avec vous", avait-il lancé lors d'une conférence de presse.

M. Salam a reconnu que le problème des ordures était la goutte d'eau ayant fait déborder la colère de l'opinion. "Mais la question est beaucoup plus importante que cette goutte d'eau. C'est la question des ordures politiques dans ce pays", a lancé le Premier ministre considéré comme un modéré adepte du compromis.

Il a appelé le Conseil des ministres à se réunir rapidement pour trouver une solution à la crise, dénonçant les divisions politiques paralysant les institutions.

M. Salam a par ailleurs estimé qu'une "force excessive contre la société civile et contre le peuple" avait été employée pour disperser la manifestation de samedi et souhaité que les responsables soient "punis".

"Notre demande la plus urgente est que les policiers et les soldats rendent des comptes", avait affirmé pour sa part M. Ayoub.

Samedi soir, la manifestation avait dégénéré quand un groupe de protestataires avait lancé des projectiles sur les forces de sécurité qui avaient fait usage de grenades lacrymogènes et de canons à eau.

Sur des vidéos postées par des manifestants, on voit des membres des forces de sécurité tirer en l'air et battre des protestataires.

Pour la première fois depuis la fin de la guerre civile (1975-1990), le Liban est sans chef de l'Etat depuis plus d'un an. Le Parlement est paralysé par les divisions, elles-mêmes exacerbées par les dissensions sur la guerre en Syrie.

Le pays est écartelé entre la coalition menée par le puissant Hezbollah chiite et soutenue par Damas et Téhéran, et celle dirigée par l'ex-Premier ministre sunnite Saad Hariri, appuyée par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite.

2.3- Au Liban, une manifestation populaire pour « la chute du régime » - Réseau Voltaire

Alors que le « communauté internationale » célèbre la prétendue démocratie libanaise, le pays s'enfonce dans le règne des anciens « seigneurs de la guerre ». L'État ne remplit plus aucune de ses fonctions régaliennes, à l'exception de la monnaie. L'économie vit sous la perfusion des subventions étrangères aux partis politiques communautaires, qui eux-mêmes en redistribuent une partie à leur communauté, et avec l'argent sale attiré par ce paradis fiscal. Le 23 août, des dizaines de milliers de manifestants ont appelé à un changement de régime.

par Thierry Meyssan

C'est un phénomène inattendu : le 23 août au soir, des dizaines de milliers de Libanais se sont réunis face au Sérail (résidence du Premier ministre) sans y être appelés par des leaders politiques, confessionnels ou syndicaux. Aucun service de transport n'avait été organisé, contrairement à toutes les autres manifestations depuis une décennie. Les Libanais répondaient spontanément à l'appel de l'association « Vous puez ! », constituée à l'occasion de la crise des déchets.

Le rassemblement qui avait débuté avec des slogans sur la crise des déchets s'est poursuivi par celui du « printemps arabe » : « Le Peuple veut la chute du régime ! ». À l'issue de provocations, les Forces de l'ordre ont réprimé la manifestation faisant 70 blessés.

Depuis un mois, le gouvernement n'est plus en mesure d'assurer le ramassage des ordures. À la suite de divers accords, la capitale et plusieurs villes ont été nettoyées, mais pas toutes. Les solutions d'urgence arrivent à saturation et la crise est sur le point de recommencer à Beyrouth tandis que certains villages sont déjà transformés en décharges publiques. Cette crise s'ajoute à celles de l'électricité et de l'eau. Le gouvernement n'est en mesure d'assurer que 4 heures d'électricité par jour et ne fournit plus d'eau claire. Les Libanais sont contraints de louer des générateurs et de se faire livrer de l'eau dans des cuves à domicile pour pouvoir se laver, alors que leur pays est potentiellement le « château d'eau du Levant ».

Toutes les familles bourgeoises ont des domestiques venus d'Afrique ou d'Inde. La loi organise l'esclavage domestique en faisant obligation au maître de confisquer les papiers d'identité de son « employé ». Jusqu'à il y a deux mois, les domestiques n'avaient pas le droit d'entretenir de relation amoureuse sans l'autorisation de leur maître.

En dix ans, depuis le retrait de la « Force de paix » syrienne accusée d'occuper le pays, l'État se désagrège lentement. Progressivement, chaque Libanais se replie sur sa communauté et ne peut plus en contester ni le leadership, ni la politique. Il n'y a plus de président de la République depuis un an et le précédent, le général Michel Sleiman, avait été élu en violation de la Constitution et intronisé en l'absence de son prédécesseur par l'émir du Qatar. Il n'y a plus non plus de gouvernement, mais juste des réunions épisodiques des ministres qui se chamaillent sans être en mesure de prendre de décision.

Dans tous les cas de conflit, y compris celui des déchets, l'origine réside dans de vastes escroqueries. Les scandales sont quotidiens, mais ne choquent plus et ne sont plus réprimés. De nombreux ministres et parlementaires étalent publiquement leur corruption. Le pays compte le plus grand nombre de milliardaires par habitant, tandis que le petit peuple s'enfonce dans une terrible misère.

Les partis politiques sont presque tous confessionnels, leurs leaders sont héréditaires, et leur financement assuré par des États étrangers. En règle générale, on ne paye pas de cotisation d'adhésion à un parti politique, mais on est rémunéré par lui pour participer à chacun de ses meetings.

L'Armée est la seule institution consensuelle, mais elle ne peut agir qu'avec le soutien des leaders politiques et n'intervient donc que pour réprimer le terrorisme sur le territoire national. La désignation du nouveau chef d'état-major a donné lieu à de vives critiques qui semblent mettre fin à ce statut de l'Armée. La Défense nationale est principalement assurée par une prestigieuse organisation privée, la branche militaire du Hezbollah, qui est parvenue avec une poignée de volontaires à mettre en déroute l'Armée israélienne en 2006, mais dont la branche politique commence à être atteinte par la corruption générale.

Dans le cadre du cessez-le-feu régional découlant des négociations sur le nucléaire iranien, les grandes puissances évoquent un nouveau partage du pays, ce qui assurerait la paix civile mais ne ferait qu'accroître les difficultés quotidiennes des Libanais. D'autres étudient l'option d'un coup d'État militaire, tant la situation paraît sans issue. La seule solution supposerait un vaste changement institutionnel —mettant fin au système confessionnel imposé par les Français— basé sur le principe « un homme, une voix », et garantissant les droits des minorités.

Le Liban, État artificiel créé par les Britanniques et les Français, était considéré jusqu'à la guerre civile (1975-90) comme la « Suisse du Moyen-Orient ». Réseau Voltaire 24.08

Haut de page

Le 26 août 2015

CAUSERIE

On a ajouté 11 articles. La causerie plus tard dans la journée.

Pondichéry, 17h16, le boulot est terminé.

Syriza. La théorisation de l'imposture assumée.

- Sia Anagnostopoulou « En Grèce et en Europe, nous sommes plutôt au début de la lutte qu'à la fin » - legrandsoir.info -25.08

Répétons-le, quand on affirme que Syriza et Tsipras ont trahi le peuple grec ou capitulé face à l'Eurogroupe, il faut préciser que ce constat est incomplet, c'est un racourci qui ne reflète qu'une partie de la réalité, car en réalité la nature de Syriza et Tsipras ainsi que leurs expériences passées indiquaient clairement qu'ils ne rompraient jamais avec l'euro et l'UE à moins qu'on les y force, parce qu'ils incarnaient les intérêts des classes moyennes et de la petite bourgeoisie dont ils sont issus (y compris la grande bourgeoisie, Varoufakis est issu d'une famille d'industriels) inféodés au capitalisme qui avaient tiré profit de l'euro et avaient été relativement épargnées par l'UE et les gouvernements précédents.

Sia Anagnostopoulou qui est une députée de Syriza, s'est livré à un exercice dans cet article qui consistait en gros à dire après nous ou sans nous le déluge, comme si le dernier mémorandum accepté par Tsipras et Syriza était autre chose ou n'y conduisait pas. Elle le présente comme un moindre mal inévitable pour le peuple grec avec un cynisme qui rivalise avec celui de l'Eurogroupe. Elle le (le mémorandum) cautionne et le revendique.

Partant de là, il est inutile de commenter davantage son article. Il est préférable de le lire pour prendre la mesure du degré de démagogie auquel ils sont capables de recourir pour tromper les travailleurs, sans faire d'amalgame, à côté Hollande et Sarkozy sont des amateurs, il n'y a que l'extrême droite pour arriver à un tel niveau de populisme. Ils y sont contraints pour demeurer enfermés dans le cadre du régime en place dont la survie et les intérêts dictent dès lors l'attitude infâme qu'ils adoptent, pour refuser de l'affronter et de rompre avec lui.

On retrouve chez Syriza et ses semblables en Allemagne, Espagne et France notamment la même supercherie que celle à laquelle se livrent la social-démocratie dégénérée et leurs acolytes staliniens qui consiste à dire : nous avions de bonnes intentions, mais on ne nous a pas permis de les appliquer, nous sommes désolés, nous n'y sommes pour rien, préparons les conditions qui permettront de les réaliser renvoyées à une date indéterminée qui ne verra jamais le jour, parce qu'ils ne s'en donneront jamais les moyens pour être des agents du régime en place.

Socialisme en parole, impérialiste en acte disions-nous autrefois à propos de la social-démocratie, cela s'applique parfaitement à Syriza, Podemos, Die Linke et le Front de gauche, à ceci près qu'il n'y a plus rien de socialiste dans leur discours. Ce sont des sociaux-démocrates, mais comme le stade de l'impérialisme en putréfaction est incompatible avec le social et la démocratie, leur discours qui peut faire illusion un instant est en réalité totalement vidé de sa substance sociale, c'est un couteau sans lame.

L'article suivante qui a été rédigée par une Athénienne confirme tout ce qui vient d'être dit à sa manière si besoin était.

Sans le soutien de la classe dominante et ses médias, parce que la Nouvelle Démocratie et le Pasok étaient totalement discrédités et n'étaient plus en mesure d'assumer la mise en oeuvre d'un énième mémorandum, jamais Syriza n'aurait réussi à se hisser au premier plan de la scène politique dans le cadre des institutions en vigueur, qui dès lors devrait gouverner pour le compte des oligarques.

Ces gens-là sont les pires ordures qui soient, car ils n'ont jamais eu l'intention d'affronter la classe dominante, et ils savaient qu'en refusant de l'affronter il leur faudrait continuer d'appliquer la politique antisociale de leurs prédécesseurs. Ce sont des gens profondément malhonnêtes, de minables manipulateurs, des falsificateurs ou des faussaires, de vulgaires escrocs qui finalement ne roulent que pour leurs propres intérêts qui se confondent avec ceux des capitalistes. Cela vaut pour les dirigeants de Die Linke, de Podemos et du Front de gauche.

Syriza, Front de gauche, Podemos, Die Linke ou un "***clou dans le cercueil***" du mouvement ouvrier.

- Syriza: Le clou dans le cercueil de la gauche ? - Arrêt sur Info 22.08

Article rédigé par Christine qui vit à Athènes, source, le portail grec okeanews.fr : http://www.okeanews.fr/20150821-syriza-le-clou-dans-le-cercueil-de-la-gauche

Syriza était la composition de plusieurs tendances mais n'avait jamais atteint les pourcentages électoraux du PC « original ». Pas suffisamment « droit » pour attirer les communistes. Le centre-gauche était occupé par un autre grand de la scène, le Pasok, ou mouvement socialiste panhellénique. Syriza a longtemps « vivoté » sur la scène politique grecque, faisant toujours partie du Parlement, sans faire d'étincelles.

Puis, le Papandréou Junior est arrivé avec le premier mémorandum sous le bras. Les choses ont commencé à bouger. Les gens ont commencé à bouger. À protester. À se mobiliser. Et, là, alors que Syriza aurait pu jouer un rôle de protagoniste, il a quand-même poursuivi sur sa lancée de comparse… pire, encore, il a tout légitimé…

J'ai souvent entendu des gens qui s'étaient trouvés place Syntagma, à l'époque, expliquer comment ceux de Syriza ont joué aux pompiers… ils ont tout fait pour éteindre la flamme qui s'était allumée dans l'âme des indignés. « Attendez un peu, nous viendrons au pouvoir, et tout changera »… Si l'on ajoute la répression par la police, le mouvement s'est essoufflé et s'est retiré (de la place, mais pas du reste de la vie, heureusement…)

(...)

Depuis cinq ans, le pays est déchiré en petits morceaux que l'on s'efforce de monter les uns contre les autres : les employés du privé contre les fonctionnaires, les boulangers contre les supermarchés, les élèves contre les enseignants, les étudiants contre leurs profs… les pauvres contre les riches et vice-versa. Et qu'est-ce que Syriza fait ? Il attend ! Il attend que le pouvoir lui tombe entre les mains comme un fruit mûr tomberait de l'arbre…

(...)

Et voilà que, maintenant, l'Europe est ouvertement néolibérale.

(...)

Et Syriza dans tout ça ? Oh, L'Europe est notre maison commune, l'euro est notre monnaie commune. Bon, elle n'est pas toujours commode l'Europe, mais on finira bien par s'arranger…

En tout cas, Syriza ne perdra pas le temps d'essayer d'expliquer aux gens ce qui se passe. Il n'indiquera pas quel est l'ennemi dans cette guerre que nous vivons. Car il s'agit bien d'une guerre.

(...)

À chaque fois qu'un débat important a lieu au Parlement, à l'occasion d'un énorme projet de loi, je me dis : « Ils ne vont pas rester-là, à participer à ce cirque ! Ils vont sortir de la Vouli et vont rejoindre les gens ! »

Mais, non…Jamais ! Au grand jamais ! On a bien droit à des discours mais c'est si peu de choses face à la tragédie qu'on vit…

Et, puis, arrive le moment fatidique. Les vieux partis ont épuisé leur potentiel. Ils ne pourront plus rien faire passer au Parlement. Les « partenaires » le savent bien. L'élection du nouveau président de la République est l'occasion toute donnée. Puisque Syriza n'est pas d'accord, nous allons aux urnes. Élection nationale, donc, pour un nouveau gouvernement. Les gens en ont marre, sont dépassés, souffrent. Tsipras apparaît comme la solution. Il est jeune, il ne fait pas partie du système politique pourri (?), il a des idées (?), il propose un programme de lutte contre la crise humanitaire qui frappe le pays. Veiller sur les plus démunis, redonner l'électricité et l'eau à tous ces foyers sombres et froids et à sec. Et, puis, merde ! Les Grecs sont un peuple fier ! On ne peut pas accepter que madame Merkel, madame Lagarde, monsieur Shäuble nous disent ce que nous devons faire !!! Nous sommes un État souverain ! Nous allons prendre soin des nôtres !

Mais, voilà, il y a un « hic »… vous ne pouvez pas faire de la politique sociale en DÉPIT de l'Union européenne AVEC le fric de l'Union européenne ! Or, c'est bien ce que répond Tsipras quand on lui demande où il trouvera l'argent pour son programme anticrise humanitaire annoncé à Thessalonique. Il puisera dans les fonds du « Cadre stratégique national de référence » ! Je me dis « c'est pas possible qu'il dise une chose pareille ! » et, surtout « ce n'est pas faisable ! Les « partenaires » ne débloqueront jamais ces fonds ! »

Mais il insiste. Tout comme il insiste sur son intention de « déchirer le mémorandum dans la cour de la Vouli et d'annuler les mémorandums en UNE loi, dans UN article » !

Ah, bon ?!

« Nous négocierons avec nos partenaires européens. Nous formons une famille (qui s'entre-bouffe, oui), ce sont des gens raisonnables (oui : 1 euro + 1 euro = 2 euros), ils comprendront et deviendront plus flexibles. Ils ne pourront pas refuser notre offre ! » Et c'est là que Tsipras dit que « Madame Merkel acceptera notre offre, et elle le fera en plein jour ! » (elle l'aurait fait en pleine nuit que ça n'aurait dérangé personne, j'imagine…)

Et c'est parti pour la campagne électorale. Et ça commence à voyager dans tous les sens : Europe, États-Unis, Texas, participations à des tables rondes un peu partout… Dans le pays, ça a des rencontres avec tout le monde, église, police, pompiers, armée… D'anciens du Pasok commencent à frapper à la porte de Syriza… Et, je me rends compte que tous sont les bienvenus… Mais, bon sang, comment peut-on s'entendre avec des gens qui ont voté tous les mémorandums et dont on sait qu'ils ne peuvent pas décrocher du fauteuil du pouvoir ?!

Et, pourtant, tout est possible. « La politique est l'art du faisable »… c'est mettre la barre bien bas, pour un parti de gauche… Ah, je ris ! Me suis prise au piège… ce n'est pas comme ça, la Gauche !

Mais, voilà, la Gauche européenne est ravie… Podemos en Espagne, Die Linke en Allemagne, la Gauche en France, Sean Fein en Irlande : on embrasse Alexis et on l'encourage… Sauraient-ils quelque chose que moi j'ignore ?

Et, voilà-t-y pas qu'il est également le bienvenu à cette assemblée en Italie, à la Villa d'Este et s'assied à la même table que Baroso, Trichet, Mario Monti et d'autres types du même genre…

Ah ! Je vois ! Il veut ronger le « système » de l'intérieur… y a pas d'autre explication…

(...)

« La gauche radicale » vous dites ?! On parle bien de Syriza, là ?! De ce parti qui a indirectement soutenu tout ce qui se passe dans le pays depuis cinq ans ?! Ah, bon… c'est ÇA, la gauche radicale ?!

OK, j'ai compris, vous vous foutez des Grecs ! Vous savez quelque chose que j'ignore. Vous savez aussi que les « vieux partis » ne peuvent plus rien pour vous. Alors, vous faites semblant de ne pas vouloir de Syriza, d'avoir peur de Syriza, d'avoir en horreur Syriza et les bouleversements qu'il va apporter, pour que les gens ici n'hésitent pas un moment avant de mettre le petit papier dans l'urne. Fins filous que vous êtes !

Ma mère me demande : « On vote quoi, alors ?! » « Ben, on vote Syriza, mais, je te le dis, on les surveille de près ceux-là, je ne leur fait pas confiance ! Pour l'instant, il s'agit de faire partir la peste de la nouvelle démocratie et du pasok ! Après, on verra bien ! » (oh, pour ça, on est servi, maintenant, n'est-ce pas ?).

Syriza est élu ! La joie ! Le bonheur ! « Enfin, notre voix va se faire entendre et pourra changer quelque chose » se disent les gens… bon nombre d'entre eux… « On va aller en Europe et on ne se couchera pas devant la troïka et autres monstres ! » Histoire de renforcer le tout, on va gouverner avec les Hellènes indépendants. Bon, ce sont des conservateurs, un p'tit peu racistes, des fois, mais ce sont des patriotes et ils sont dur comme fer contre les mémorandums et l'austérité. Ça, l'austérité, leur président, connaît pas… puis, il croule sous le fric, lui… mais, il sait parler…. Et puis, il aime bien l'armée… on lui passe le ministère de la défense. Bien fait pour lui… (il passera des accords avec Israël, il achètera des avions de chasse aux USA, il promettra une bonne partie du pétrole de la mer Égée aux américains, et c'est bon ainsi…)

(...)

Mais, voilà… les négociations n'avancent pas comme prévu… tout compte fait, les « institutions » ne sont pas si raisonnables que ça. Il faut poursuivre le même programme. L'austérité est là pour rester…

(...)

Les jours passent… les mois passent… Varoufakis avait dit dans une interview, avant Noël, que si nous osions proposer des changements au mémorandum, les « partenaires » y mettraient le paquet. Ils n'hésiteraient pas à fermer les robinets de la liquidité de la BCE. Ben, c'est chose faite ! On poireaute devant les distributeurs pour le billet quotidien de 50 euros. Le pays est asphyxié. Syriza savait que ça pouvait arriver. Mais il n'avait rien fait pour se préparer, pour préparer le pays, les gens.

« L'Europe c'est notre maison commune. Nous allons en faire une maison meilleure pour les peuples d'Europe, contre les banquiers ! »

Je me sens de plus en plus mal à l'aise, surtout face à toutes celles et ceux avec qui je discute sur Twitter : ils semblent tellement heureux de voir un Varoufakis et un Tsipras se dresser contre les « institutions »… ils se révoltent face aux procédés et

aux mots employés par elles… Je sens bien qu'à travers la Grèce bien d'autres peuples espèrent que l'Europe soit finalement modelée autrement… (mais, depuis combien de décennies, à chaque élection européenne, des partis ne nous promettent-ils pas « une meilleur Europe » ?!)

Ça bloque. Ça ne débloque pas. Nouvelle stratégie. Référendum. Alors, là, on s'en est donné à cœur joie, n'est-ce pas ?! La question est moitié en grec, moitié en anglais. On n'y pige pas grand-chose. Mais, les gens savent. La question est simple : vous voulez l'austérité ou pas ? La réponse est « pas »… enfin… « OXI ». Alexis demande qu'on vote « non ». Ce sera une arme de la plus haute puissance de frappe, dit-il…

Que le ciel leur est tombé sur la tête, c'est clair. Un petit Alexis est sorti le soir même sur nos écrans et, en prestidigitateur averti, nous a transformé le « non » en « oui ». Et il a pris ce « oui » sous le bras, pour s'en aller à Bruxelles… Ce coup-ci, les « partenaires », « institutions », « créanciers » et tutti quanti vont trembler ! Le peuple a parlé… mais on l'a mal traduit…

Oh, il n'est nullement menaçant Alexis. Jean-Claude est tellement content de le retrouver ! Il en a les canines qui poussent… et y a pas que les siennes…

« Si vous avez une alternative à me proposer, faites-le ! », clame-t-il quand il arrive après le calvaire de 19 heures qu'il vient de grimper… (Nous le grimpons depuis cinq ans et demi ce calvaire, mais, ça, c'est une autre histoire, n'est-ce pas ?) C'est donc que lui-même n'a rien d'autre à proposer. Évidemment. Négocier en laissant toutes ses armes fondre l'une après l'autre (pas quitter l'euro, pas quitter l'UE, rembourser le FMI rubis sur ongle, avec un tout pitit-tout pitit retard de rien du tout, après avoir gratté les fonds de tiroir…) on ne représente aucune menace ! Alors, on ne négocie pas. On obéit. C'est tout,

Oh, on a beau s'en fâcher, dans certaines des « composantes » de Syriza. On a beau voter « contre » au Parlement, ça passe avec l'appui de ceux de l'autre bord qui, même à l'opposition, ne pensent qu'à servir leurs maîtres d'antan… dans l'espoir de regagner leurs sièges anciens.

Zoé a beau être outrée, s'insurger contre le gouvernement qui ne s'est pas servi des armes qu'elle lui a si bien et avec tant de peine préparées grâce aux travaux de la commission pour la vérité sur la dette publique. Elle a invité des gens du monde entier pour affûter les armes. Non seulement il ne s'en est pas servi mais il a qualifié l'idée d'illusion.

Alors, Syriza a-t-il menti ? Ou bien était-il vraiment SI naïf ? Je ne me lancerai pas dans des théories de complots. Je regarde les choses et les résultats à l'aide de la Raison : quand on part au combat, on choisit ses armes et on prend celles dont l'ennemi a le plus peur ou celles qui peuvent lui porter le coup le plus dur. Comment appelle-t-on celui qui avertit l'ennemi en lui disant : « OK, je viens combattre, mais je compte sur vous pour que vous ne me frappiez pas trop fort parce que j'ai laissé de plein gré toutes mes armes chez moi » ?

On se demande « mais, aurait-il pu mieux faire face à ces monstres de créanciers ?! » Oh, oui, qu'il aurait pu mieux faire. Dire qu'ils n'avaient pas le temps de se préparer, c'est leur accorder un alibi de bêtise : six mois avant les élections, MOI-même j'étais certaine qu'ils seraient élus. Imaginez, alors, quelles étaient les informations dont eux-mêmes disposaient. Ils devaient arriver aux élections équipés d'un plan B, mais aussi C, et D, et E… En tant que parti de la Gauche ils étaient TENUS de disposer d'une ALTERNATIVE, n'est-ce pas ? !

Alors, le 3e mémorandum est là. Il paraît que bientôt nous aurons à nouveau des élections (Syriza ne peut plus continuer à légiférer en comptant sur l'appui des « anciens pourris »…) Une très bonne chose s'est produite dans tout ça : les peuples d'Europe on pu voir se dérouler devant eux une énorme tragédie (dont ils ne connaissent pas encore la véritable portée) et savent que cette Europe et cette monnaie n'apporte rien de bon. Les masques sont tombés. Une très mauvaise chose s'est produite : les gens, dorénavant, entendront le terme « Gauche » et cracheront par terre, pour montrer leur mépris, ou sur leur poitrine, pour dire « loin de nous, ce mal » !

(La conclusion devait être désabusée, désastreuse car s'éloignant de la lutte des classes. Voilà comment ces salopards des Fronts de gauche ou de la gauche dite radicale en Europe s'emploient à briser les espoirs des travailleurs qu'il est possible de changer la société. Ce sont les pires fossoyeurs de la lutte de classe du prolétariat, leur ennemi n'est pas le capitalisme, mais la révolution socialiste, ils n'en ont jamais eu d'autres, c'est ce qu'il faut se graver dans le cerveau et expliquer aux travailleurs. - LVOG)

Peut-être que, le moment est venu de ne plus réfléchir en termes de Gauche et de Droite. Peut-être que le moment est venu réfléchir en termes d'humanité, d'égalité, de fraternité. En ces termes qui ne permettent pas de tergiverser et de composer dans le genre « centre-droite », « social-démocratie » et autres « fruits mixtes »… On est humain ou on ne l'est pas, on est égal ou on ne l'est pas, on est frères où on ne l'est pas… Arrêt sur Info 22.08

La pauvre femme en perd la tête, c'est terrible !

Et vous voudriez qu'on ménage Mélenchon et le Front de gauche, ceux qui tournent autour ? Ne comptez pas sur nous.

Quand Le Monde se fait le porte-voix de G. Soros ou Washington.

On retrouve le duo média-ONG qui ont les mêmes commanditaires ou le triptyque infernal de la réaction.

- François Hollande enterre la diplomatie des droits de l'homme - LeMonde.fr

Parce que cela aurait existé un jour ?

Ce qu'il y a de pratique dans le cas présent en prétendant que Hollande serait devenu pourri, c'est qu'on continuera d'ignorer qu'il l'était déjà avant, cela permettra inconsciemment d'entretenir l'illusion qu'il pourrait bien ne pas l'être dans l'avenir ou si les conditions étaient différentes ou plus favorables, qui sait ?

A l'arrivée on aura évité de remonter à son comportement ou à son engagement originel dans lequel était déjà inscrite ou tracée son évolution future ou ce qu'il ne manquerait pas de devenir, de sorte qu'on ne parviendra pas à comprendre sa véritable nature, est-il de gauche, est-il de droite, l'a-t-il toujours été, le restera-t-il, peut-il le redevenir, etc. toutes les hypothèses se valent, rien n'est tranché, chacun y trouvera son compte, alors que vivent les illusions destinées à lui profiter et à bénéficier au régime en place.

Qui a rédigé cet article ?

Jean-Marie Fardeau, directeur de Human Rights Watch en France.

Qui pilote Human Rights Watch ?

Wikipedia. Le journaliste néerlandais Paul Treanor affirme que HRW est « une entreprise conjointe de George Soros et du Ministère américain des affaires étrangères » . Ainsi, l'organisation elle-même annonçait en 2010 recevoir 100 millions de dollars de George Soros via l'Open Society Institute.

HRW est financé à 75% par le gouvernement américain. Et le rédacteur en chef de la revue Foreign Affairs, James F. Hoge Jr, est le présidente de son conseil d'administration.

Et quel était le contenu de cet article ? Son auteur reprochait à Hollande d'avoir rencontré un certain nombre de chefs d'Etat ou de s'être rendu dans certains pays où des opposants seraient maltraités ou emprisonnés, notamment à Cuba. Mais quand c'est Obama qui se livre à ce genre d'exercice, HRW n'y voit rien à redire.

HRW dans ses oeuvres... de guerre.

- L'attaque du marché de Douma: un prétexte fabriqué pour intervenir en Syrie ? - Arrêt sur Info 23.08

Extrait. Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch, a fait entendre son soutien à une guerre à grande échelle sur la Syrie au nom de l'humanitarisme. Roth a appelé à plusieurs reprises à l'intervention contre le gouvernement légal de la Syrie, ayant récemment tweeté des déclarations telles que: "Comme à Sarajevo, l'attaque du marché de Douma pourrait finalement forcer Assad à cesser de viser les civils?" (@KenRoth, 16 Août). L'insinuation de la déclaration est tout à fait claire: il devrait y avoir une intervention militaire, comme lors de la guerre des États-Unis-OTAN sur la Yougoslavie et plus tard la Serbie, afin d'arrêter le "massacre" de civils. Il convient de noter que ce tweet a été publié dans les heures suivant les nouvelles de l'incident à Douma, longtemps avant toute enquête.

Roth, et par extension son organisation Human Rights Watch, discrédite encore un peu plus les quelques ruines d'impartialité que lui et HRW auraient pu conserver avec des tweets ineptes tels que: "les meurtres du marché de Douma montrent comment Assad choisit de mener cette guerre: délibérément contre des civils" (@KenRoth, 16 Août), une allégation évidemment partial, et tout à fait sans fondement. Roth ne pouvait avoir absolument aucune connaissance des identités des morts ou des motivations du gouvernement syrien quand il a publié ce tweet le jour même de l'attaque. Il se révèle ici comme étant ni plus ni moins un laquais de l'impérialisme, un faucon de guerre se faisant passer pour un défenseur des Droits de l'Homme.

Cette malhonnêteté n'est cependant pas nouvelle pour Roth et HRW. Comme cet auteur l'a fait valoir précédemment, HRW est une organisation totalement discrédité qui a à plusieurs reprises publié ouvertement de fausses allégations au sujet de la guerre en Syrie afin de justifier une intervention des USA et de l'OTAN. On doit évidemment rappeler le risible, et maintenant complètement discrédité rapport 2013 de HRW titré: "Attaques sur Ghouta: analyse de l'utilisation présumée d'armes chimiques en Syrie", lequel rapport prétendait à tort que le gouvernement syrien avait mené l'attaque infâme à l'arme chimique du 21 Août 2013. Arrêt sur Info 23.08

Il ne s'agit pas ici pour nous de ménager Hollande, mais de montrer comment ce genre d'ONG est utilisée par l'oligarchie américaine pour discréditer des chefs d'Etat ou faire pression sur eux pour qu'ils s'alignent totalement ou sans condition sur leur politique. A moins qu'ils aient déjà décidé de se débarrasser de Hollande, mais à notre avis se serait prématuré, car en un an et demi il peut encore faire le sale boulot qu'un autre gouvernement aura bien du mal à faire par la suite.

L'enseignement moral et civique sera désormais obligatoire à l'école - Francetv info

- " ...nous repoussons toute prétention de nous imposer quelque dogmatisme moral que ce soit comme loi éthique éternelle, définitive, désormais immuable, sous le prétexte que le monde moral a lui aussi ses principes permanents qui sont au-dessus de l'histoire et des différences nationales.

Nous affirmons, au contraire, que toute théorie morale du passé est, en dernière analyse, le produit de la situation économique de la société de son temps.

Et de même que la société a évolué jusqu'ici dans des oppositions de classes, la morale a été constamment une morale de classe ; ou bien elle justifiait la domination et les intérêts de la classe dominante, ou bien elle représentait, dès que la classe opprimée devenait assez puissante, la révolte contre cette domination et les intérêts d'avenir des opprimés.

Qu'avec cela, il se soit en gros effectué un progrès, pour la morale comme pour toutes les autres branches de la connaissance humaine, on n'en doute pas. Mais nous n'avons pas encore dépassé la morale de classe. Une morale réellement humaine, placée au-dessus des oppositions de classe et de leur souvenir, ne devient possible qu'à un niveau de la société où on a non seulement vaincu, mais oublié pour la pratique de la vie, l'opposition des classes." (Friedrich Engels (1878) : Anti-Duhring - Chapitre IX :: La morale et le droit.. Vérités éternelles)

ACTUALITE EN TITRES

La précarité de l'emploi les emballe.

- L'intérim connaît une belle embellie - Francetv info

- L'intérim continue sa progression - Francetv info

- L'intérim connaît une belle progression - Francetv info

Les représentants de la classe dominante expriment-ils un souhait ou est-ce un constat ou les deux à la fois ?

- Valls comme Hollande seraient éliminés dès le 1er tour de la présidentielle - AFP

Le terrorisme d'Etat par procuration.

- Thalys: "Nous devons nous préparer à d'autres assauts", affirme Hollande - AFP

En semant le chaos et la guerre ils ont réduit à néant l'espoir des peuples d'une vie meilleure, sachant qu'en réaction parmi les éléments les plus vulnérables de la société, un certain nombre d'entre eux seront tentés de recourir à des solutions individuelles, extêmes ou violentes, qu'ils pourront dénoncer par la suite, ce qui leur fournira un prétexte pour justifier le renforcement de l'arsenal judiciaire et policier, militaire pour les prévenir.

En restaurant la monarchie absolue sous l'égide de l'oligarchie financière.

- Thalys : comment lutter contre "les fourmis" du terrorisme - LePoint.fr

Il suffit de le regarder !

- Claude Guéant: "Il y a des gens qui ont plus une allure de délinquant que d'autres" - L'Express.fr

Par exemple l'ex-secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, que Goldman Sachs vient d'embaucher...

De la mégalomanie à la mythomanie

- 2017 : Mélenchon se dit plus capable que Hollande d'être au second tour - Liberation.fr

Le second tour ? «Je crois que je peux y être. Mais lui non.» Lui, c'est François Hollande. Selon Mélenchon, le président de la République «ne sera même pas candidat, il ne pourra pas se représenter. Le monde entre en turbulence. Un minimum de bon sens va peut-être pousser les socialistes à penser que cet homme-là n'est pas taillé à la mesure des événements.». Liberation.fr 25.08

On pouvait lire dans cet article, que Libération avait consacré pas moins de "douze pages" à cet entretien.

Quelle tribune ! Gratuite ? Pas vraiment, plus haut on rappelait que c'était la classe dominante et les médias grecs qui avaient fait la courte échelle à Syriza pour le hisser là où il est aujourd'hui, et que ce n'était pas sans arrière-pensées... On en a là la démonstration avec le Front de gauche en France.

ACTUALITÉ DU JOUR

La "neutralisation" du chef de guerre Hollande serait une mesure de salut public.

- Une solution politique en Syrie passe par la "neutralisation" de Bachar Al-Assad, estime François Hollande - Francetv info

"La Russie s'y est associée, un dialogue peut donc être engagé, faut-il en fixer les conditions : la première, c'est la neutralisation de Bachar Al-Assad", a-t-il souligné. La seconde est "d'offrir des garanties solides à toutes les forces de l'opposition modérée, notamment sunnites et kurdes" (Révélateur : Il a "oublié" les chiites ! - LVOG). La troisième, a conclu François Hollande, est de "mêler toutes les parties prenantes à la solution", notamment les pays du Golfe et l'Iran. (Selon Hollande, les pays du Golfe, marionnettes de Washington et Tel-Aviv qui recrutent, armes, financent, entraînent les barbares devraient être "parties prenantes à la solution" de la crise syrienne qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer et entretiennent depuis 2011, au moins on sait quelle partie il représente. Au passage il ignore également que la Russie est opposée à toute solution politique impliquant le départ d'Assad et qu'elle vient de constituer une Commission russo-syrienne, lire l'article du Réseau Voltaire.- LVOG)

Les propos du président français «constituent une ingérence flagrante dans les affaires intérieures et montrent que la France contribue à verser le sang syrien», a réagi une source officielle au ministère syrien des Affaires étrangères, citée par l'agence syrienne officielle Sana. «Le gouvernement français doit savoir (..) que tant qu'il maintiendra ces positions, nous n'accepterons aucun rôle de la France dans une solution politique», a-t-on ajouté de même source. Francetv info et Liberation.fr 25.08

- Dupont-Aignan (DLF): pour vaincre Daech il faut "arrêter de combattre Assad" - AFP

Daech et Al-Qaïda font partie de la réponse de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste à la crise du capitalisme. Cela ne coûte rien à Dupont-Aignan et à tous ceux qui adoptent la même position, dans la mesure où ils n'envisageront jamais de rompre avec le capitalisme qui a produit Daech et Al-Qaïda.

Le gouvernement se range au côté du Medef et annonce la poursuite de son offensive antisociale contre les travailleurs.

Comme c'est étonnant que les droits et acquis des travailleurs n'inspirent pas "confiance" aux patrons et au marché, et qu'ils soient leurs cibles permanentes que relaie le gouvernement, n'est-il pas "pro-business" ?

- Marché du travail: le gouvernement veut "restaurer la confiance" affirme Le Guen - AFP

Le gouvernement souhaite réformer le marché du travail pour "restaurer la confiance entre salariés et entreprises", a déclaré mardi le secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen.

L'objectif du gouvernement est de "rendre plus simple, plus lisible, plus transparent (le code du travail), de façon à restaurer la confiance qui doit exister entre les salariés et l'entreprise", a déclaré M. Le Guen sur France Info.

Le secrétaire d'Etat a dit attendre des propositions "audacieuses" de la part de Jean-Denis Combrexelle, chargé par Manuel Valls de remettre d'un rapport sur l'articulation entre la loi et les accords collectifs. AFP 25.08

Valls : "l'ampleur du soutien" du gouvernement aux entreprises "ne sera pas remis en cause". On n'en a jamais douté.

- La lettre de Valls au patronat la veille de l'université d'été du Medef - Le Huffington Post

À la veille de l'université d'été du Medef, le premier ministre veut rassurer le patronat tout en lui rappelant ses devoirs. Manuel Valls assure en effet que "l'ampleur du soutien" du gouvernement aux entreprises "ne sera pas remis en cause"

Un autre chantier consiste à "continuer de bâtir notre modèle de 'flexisécurité' à la française", en misant sur le "dialogue social à tous les niveaux, notamment dans l'entreprise". Manuel Valls, qui avait présenté en juin des mesures en faveur des TPE-PME, juge nécessaire de "repenser la façon d'élaborer une réglementation du travail devenu trop complexe". Le Huffington Post 25.08

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Israël

- Israël a déployé "la Boule de cristal" sur les frontières avec le Liban et la Syrie - francophone.sahartv.ir

Le régime sioniste a déployé le système de contrôle et de surveillance "la Boule de cristal" sur les frontières de la Palestine occupée avec le Liban et la Syrie, ont fait par des responsables de ce régime. Les responsables israéliens ont annoncé qu'ils ont débuté les travaux du déploiement du système de contrôle et de surveillance « la Boule de cristal », dans le Nord, sur les frontières de la Palestine occupée avec le Liban et la Syrie, a annoncé Maariv, le quotidien du régime d'Israël.

« Ce système est l'un des systèmes les plus sophistiqués dans le monde, permettant à l'armée israélienne d'améliorer son système de collecte de renseignements et de développer son fonctionnement opérationnel face aux menaces et à la récente tension sur les frontière avec le Liban et la Syrie », ont ajouté les responsables israéliens.

"Le système « la boule cristal » utilise des dispositifs de détection installés dans différents endroits réduisant ainsi le délai nécessaire pour répondre par les forces israéliennes aux menaces diminuant particulièrement les incidents opérationnels", a écrit Maariv.

"Les travaux de l''installation de ce système dans la zone opérationnelle de la 91ème division sur les frontières avec le Liban ont pris fin. Après c'est au tour de la frontière avec la Syrie", a ajouté la même source. francophone.sahartv.ir 25.08

2- Iran

- Téhéran dénonce l'attaque contre les journalistes en Syrie - francophone.sahartv.ir

La porte-parole du ministère iranien des AE a dénoncé l'attaque contre les journalistes et les civils en Syrie. Selon l'agence de presse Tasnim, suite à une attaque contre le journaliste iranien, Mohammad Hassan Hosseini, qui a été blessé par les obus mortiers tirés par les takfiris, dans la région de Lattaquié, Marzieh Afkham, porte-parole de la diplomatie iranienne, a dénoncé les actes des terroristes contre les civils dont les journalistes et émis l'espoir que M. Hosseini, qui se trouve en Syrie depuis longtemps pour assurer la couverture médiatique des événements, retrouve sa santé.

De même Hossein Amirabdollahian, vice-ministre iranien des AE chargé du département arabo-africain, a condamné dans un message l'acte des terroristes qui ont blessé le journaliste de l'IRIB en Syrie. Il a également fustigé le silence des milieux médiatiques internationaux et insisté sur la nécessité du soutien international aux journalistes dans les régions touchées par les crises. francophone.sahartv.ir 25.08

3- Libye

- Le Qatar et la Turquie soutiennent les terroristes en Libye - francophone.sahartv.ir

Le Qatar et la Turquie continuent à soutenir les groupes terroristes extrémistes en Libye, ont annoncé les autorités libyennes. Abdallah al-Tahani, le premier ministre libyen et Khalifa Haftar, le commandant de l'armée libyenne et des forces de l'armée nationale de ce pays ont critiqué la poursuite par le Qatar et la Turquie du soutien aux terroristes.

L'armée libyenne lutte au nom du monde entier contre le terrorisme, a déclaré Haftar, lors d'une conférence de presse à Aman, capitale jordanienne en faisant allusion à l'embargo sur les armes imposé à la Libye. La situation à Syrte, dans le Nord de la Libye, occupé par les daechistes tournera bientôt en faveur de l'armée libyenne, a souligné Haftar. francophone.sahartv.ir 25.08

ECONOMIE

La crise du capitalisme et la finance.

- La Grande catastrophe financière à venir - francophone.sahartv.ir

A quand l\'effondrement du système financier mondial?

Egon Von Greyerz, membre du conseil d'administration de Goldbroker.com - Fondateur de MAM, Matterhorn Asset Management AG (MAM), et de GoldSwitzerland, Egon von Greyerz a rejoint le conseil d'administration de Goldbroker.com, en Novembre 2012.

EvG a débuté sa carrière, en tant que banquier, puis, a passé 17 ans, en tant que directeur financier et vice-président de Dixons Group Plc. Depuis les années 90, il a été impliqué, activement, dans les activités d'investissement financier, dont le conseil en opérations de fusions/acquisitions et en allocation d'actifs pour les fonds familiaux privés. Cela l'a conduit à créer MAM, en 1998, une société de gestion d'actifs basée sur le principe de la préservation du patrimoine. EvG fait, régulièrement, des apparitions médiatiques, (CNBC, BBC...) et participe à des conférences, à travers le monde. EvG avait prévu les problèmes actuels de l'économie mondiale, il y a plus de 10 ans. En 2002, quand le prix de l'once d'or était de 300 $, MAM a recommandé à ses investisseurs de placer 50% de leurs actifs en or physique, stocké hors du système bancaire.

"La plupart des gens ignorent, totalement, que 2007-2008 n'était qu'un avant-goût de ce que nous allons, bientôt, connaître. Les 60.000 milliards $ supplémentaires de crédit et de monnaie imprimée depuis, ainsi que la baisse des taux d'intérêt à zéro, ont donné au monde l'impression que tout va pour le mieux, à nouveau.

Je vais être très clair : rien ne va bien. Huit ans après le début de la Grande crise financière, l'économie de la bulle spéculative s'est, maintenant, étendue, jusqu'à la deuxième plus grande économie, la Chine. La Chine a augmenté sa dette, de façon exponentielle, en la faisant passer de 2.000 milliards $ à 28.000 milliards $, depuis le début de ce siècle. Une grande partie de cette dette a servi à financer des «éléphants blancs» et des villes fantômes. Il serait surprenant que le total des mauvaises dettes de la Chine soit inférieur à 10.000 milliards $, lorsque tout cela prendra fin.

Cette bulle a, aussi, infecté la plupart des marchés émergents. Avec une augmentation massive des dettes, un dollar plus fort et les prix des matières premières qui s'effondrent, presque toutes les économies émergentes sont au bord du précipice. Comme Michael Snyder, du Economic Collapse Blog, l'a, récemment, fait remarquer, 23 Bourses mondiales sont, actuellement, en train de s'effondrer. Parmi ces 23, 22 sont des économies émergentes, et la 23ème est la Grèce, qui, définitivement, n'est pas émergente, mais qui s'enlise dans la Méditerranée. Mais ne croyez pas que cette épidémie n'affectera que les économies émergentes… Non, cette contagion s'étend, déjà, vers l'Ouest, et nous verrons, bientôt, des marchés boursiers s'effondrer, ce qui étonnera beaucoup de personnes et provoquera une panique, dans l'économie mondiale. Cet automne pourrait marquer le début de la fin de cette expérience, vieille de cent ans, de manipulation et de répression du système financier, par les banquiers et les banques centrales.

La Grande crise financière de 2007-2009 va se transformer en Grande catastrophe financière. Cela pourrait se traduire par une remise à zéro majeure, mais, plus probablement, par un effondrement de l'économie mondiale, du système financier et du système mondial politique. Et cela ne se fera pas sans heurts. Cela prendra beaucoup de temps et il y aura des faillites de pans majeurs du système financier, même de plusieurs pays.

Cela provoquera, aussi, des troubles sociaux, une hausse des conflits, de la pauvreté et de la famine. Je suis conscient que ces prédictions sont alarmistes et ressemblent à un scénario d'Apocalypse. J'espère sincèrement me tromper.
Mais, malheureusement, le risque que cela se réalise, au moins, partiellement, est très grand, après cent ans d'excès, dans un monde bâti sur aucune fondation solide, mais plutôt, sur un océan de dette et de monnaie imprimée. Tous ces prix Nobel d'économie, ces banquiers centraux, et les gens ordinaires se rendront compte, dans la douleur, que les morceaux de papier sans valeur, qu'ils appellent "monnaie", ne peuvent pas créer de richesse véritable et durable.

Pour les quelques privilégiés, qui ont un patrimoine à protéger, il est essentiel de posséder de l'or et de l'argent en-dehors du système bancaire. À la fin de cette remise à zéro, il est à souhaiter que l'on assiste à l'émergence d'un monde fondé sur la récompense du vrai travail et du vrai investissement, ayant de réelles valeurs éthiques et morales, ainsi qu'un système monétaire sain. Mais le chemin pour y arriver sera long et difficile. francophone.sahartv.ir 25.08

Source: GoldSwitzerland

Les faux-monayeurs auraient donc créé 60.000 milliards $ supplémentaires de monnaie de singe depuis 2007-2008, par prudence pour ne pas passer pour un charlatan, à défaut de chiffres précis et vérifiables je m'étais arrêté modestement à 20 ou 30.000 milliards $, j'étais donc en-deça de la réalité.

Question : A quelle époque depuis que le capitalisme existe, avant et après que Le Capital eut été rédigé par Marx et Engels, le capitalisme avait-il procédé de la sorte ? Jamais il n'avait créé de la monnaie fiduciaire sans équivalent correspondant en or, en argent ou en biens matériels.

Donc au lieu de s'évertuer en pure perte de temps et d'énergie à vouloir analyser le fonctionnement du système économique capitaliste et sa crise à partir des seuls facteurs qui prévalaient autrefois, avant 1971 qui a marqué le point de départ de la désindexation du dollar de l'économie réelle ou productive, on ferait bien d'intégrer ce facteur, cela nous permettrait peut-être de comprendre pourquoi le capitalisme ne s'est pas encore effondré, et comment il sert de levier à la mise en oeuvre de la stratégie politique de l'oligarchie financière. Il en est le pivot ou la main invisible qui frappe et vole à son secours chaque fois qu'il est menacé d'effondrement, pour finalement permettre à leur plan de franchir une nouvelle étape...

Haut de page

Le 27 août 2015

CAUSERIE

On n'a qu'une poignée d'articles à ajouter, on verra cela demain.

Dossier grec.

Confirmation. Tsipras a perdu son référendum.

- Le blogueur grec Pitsirikos donne sa vision de la situation actuelle concernant Yanis Varoufakis. - okeanews.fr 24.07

J'avoue lorsque j'ai appris la démission de Varoufakis, j'ai pensé que c'était un truc décidé entre Tsipras et lui.

Que vouliez-vous que je pense alors que le lendemain du NON qui gagne avec 61,3%, le premier ministre demande la démission de son ministre de l'économie ?

Je me mets à penser alors que Tsipras a fait le référendum en pensant que le OUI gagnerait et qu'il s'est juste fait avoir !

Et là tout est dévoilé.

Varoufakis est présenté comme un adorateur de la drachme et un traître bien que tout le monde sache que la position de Varoufakis état le maintien dans la zone Euro. Pitsirikos. 24.07

Au passage, on a confirmation que Varoufakis pour lequel s'enflamme Mélenchon, n'a jamais envisagé de rompre avec l'euro, et que son "plan B" s'inscrivait bien dans le cadre du maintien de la Grèce dans la zone euro.

Tsipras avait misé sur la victoire du oui, c'est ce que j'avais affirmé le 1er juillet et je crois bien avoir été le seul à cette date là.

Compte tenu de la situation économique de la Grèce étranglée par une dette illégitime conduisant à sa paralysie et à la banqueroute, face à l'intransigeance de l'Eurogroupe et de la troïka, face au refus du peuple de céder à de nouveaux sacrifices, en présence d'une contestation de plus en plus virulente également de l'aile gauche de son parti qui avait dû lui indiquer clairement qu'elle ne soutiendrait pas le gouvernement si Tsipras endossait un nouveau mémorandum, Tsipras a opté pour un référendum en espérant que le oui l'emporterait, de telle sorte qu'en étant mandaté par le peuple pour signer un nouveau mémorandum avec la troïka, il s'épargnerait l'accusation d'avoir capitulé ou d'avoir trahi le peuple grec qui l'avait porté au pouvoir en janvier dernier, auquel il pourrait faire porter la responsabilité des conséquences de ce mémorandum, ce qui du même coup permettrait de mettre au pas l'aile gauche de Syriza et de renforcer ou de resserer sa majorité parlementaire pour qu'elle adopte comme un seul homme les mesures dictées par la troïka.

Mais voilà, malgré une campagne médiatique hystérique en faveur du oui et la fermeture des banques orchestrée depuis la BCE, c'est le non qui l'a emporté le 5 juillet, du coup toute la stratégie conçue par Tsipras à partir du référendum s'est écroulée, et il est apparu clairement au peuple grec une semaine plus tard, après l'accord conclu avec l'Eurogroupe, qu'il l'avait trahi ou plutôt que finalement il était fait du même bois que la Nouvelle Démocratie ou le Pasok subordonnés à l'oligarchie financière.

Dès lors la crise au sein de Syriza devait s'amplifier jusqu'à la rupture ou la scission précipitant l'annonce d'élections législatives anticipées, le gouvernement n'ayant plus de majorité à la Vouli (le Parlement grec) ou devant compter sur les voix de la Nouvelle Démocratie, de To Potami et du Pasok pour faire passer le mémorandum que Tsipras avait signé le 13 juillet avec l'Eurogroupe.

Reste maintenant à savoir comment le peuple grec se comportera lors des prochaines élections législatives annoncées provisoirement pour le 20 septembre prochain, va-t-il une nouvelle fois porter ses voix sur Syriza ou au contraire les reporter sur l'Unité populaire, personne ne semble en mesure de le dire aujourd'hui, à moins qu'une grande partie des travailleurs et de la jeunesse se réfugient dans l'abstention qui avait atteint 36% lors des législatives précédentes, là encore un facteurs qui a été passé sous silence ou n'a pas été pris en compte dans les analyses.

En jetant un coup d'oeil aux résultats des élections législatives de janvier 2015 et en les comparant à ceux de 2012, on s'aperçoit que Syriza avait amélioré son scrore de 591042 voix, tandis que le Pasok en avait perdu 466542, le Mouvement des socialistes démocrates (KIDISO) de Geórgios Papandréou issu du Pasok n'en recueillait que 152 230 et la Gauche démocrate (DIMAR) s'écroulait littéralement passant de 384 986 voix à 30 074, autrement dit Syriza avait remporté les élections législatives du 25 janvier grâce aux voix venues de partis qui n'avaient rien de gauche ou liés au capital. Dès lors la suite était prévisible. (source : https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89lections_l%C3%A9gislatives_grecques_de_janvier_2015)

Donc claironner que Syriza, Tsipras et son gouvernement tenaient leur mandat du peuple grec ou des travailleurs ne correspondait pas à la réalité ou relevait d'une interprétation erronée pour ne pas avoir pris en compte tous les facteurs en présence, délibérément il faut préciser.

Là encore en France tous les partis dits ouvriers ont failli lamentablement. Les militants peuvent ou plutôt doivent s'interroger sur les réelles capacités de leurs dirigeants ou leurs véritables intentions et en tirer les leçons qui s'imposent, dont la nécessité de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire.

Pour rappel, nos analyses et positions

Causerie du 1er juillet 2015

Info de dernières minutes. Alexis Tsipras capitule sur toute la ligne.

- Selon les informations du Financial Times, Alexis Tsipras aurait finalement cédé en envoyant une dernière proposition aux « institutions », FMI, BCE et Commission européenne. Cette dernière mouture d'un accord sur le dossier grec reprendrait l'intégralité de la dernière version proposée par les européens au gouvernement Syriza.

A l'annonce de la proposition formulée par Alexis Tsipras, les bourses européennes ont repris leur marche en avant, voyant ici le signal d'une réelle possibilité d'accord, et l'éloignement d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Atlantico.fr 01.07

Dossier grec.

Le gouvernement grec et Syriza tiennent en permanence un double langage au peuple grec en rejetant les propositions de la troïka tout en refusant d'envisager de rompre avec l'euro et l'UE, ce qui ne peut que favoriser la division des travailleurs et affaiblir le camp du "non", non qui les obligerait s'il sortait vainqueur de ce référendum, d'envisager la sortie de l'euro dans un premier temps ou de rejoindre les 12 pays de l'UE qui ne figurent pas dans la zone euro, ce que refusent d'entrevoir les autorités grecques. Finalement ils jouent le jeu de la troïka.

La Grèce n'exclut pas de suspendre le référendum prévu dimanche sur les propositions de ses créanciers, si les négociations reprennent avec l'Union européenne, a indiqué mardi soir à Bruxelles une source européenne proche des discussions. AFP 30.06

Le gouvernement grec va jouer à ce jeu jusqu'au 5 juillet en espérant que le "oui" l'emporte, ainsi il n'aura pas besoin de justifier sa capitulation devant la troïka. Mais rien n'est joué...

Causerie du 2 juillet

Tsipras a envoyé une lettre aux créanciers de la Grèce dans laquelle il exprimait son accord avec la totalité des nouvelles contre-réformes qu'ils voulaient imposer au peuple grec et que le gouvernement grec avait rejetées précédemment, en les amendant à la marge, ce qui revient à une capitulation totale face à la troïka. Et pour faire bonne mesure, simultanément Tsipras appelle à voter non au référendum, car dit-il la victoire du non signifierait "une forte pression" pour continuer les négociations, alors qu'il a déjà fait savoir à la troïka qu'il acceptait toutes ses conditions.

Autrement dit, Tsipras a voté oui avant le référendum auquel il appelle à voter non, sachant que dans tous les cas de figure il n'affrontera pas la troïka. Il a appelé à ce référendum suite aux pressions exercées par la gauche de Syriza et par les travailleurs qui refusent catégoriquement de nouveaux sacrifices. Fin de l'extrait.

Nous voulions juste montrer à nos lecteurs que nous ne leur racontons pas n'importe quoi ou que nous ne nous livrons pas à une réécriture de nos propres interprétations ou analyses, nous espérons qu'ils apprécieront, mais il est vrai que parfois on se demande s'ils ne s'en fouteraient pas un peu. Qu'ils comparent aussi les moyens et le personnel dont disposent leur parti et les miens avant de se prononcer, et qu'ils ne nous en veuillent pas d'avoir des faiblesses ou de commettre des erreurs qui ne sont jamais intentionnelles.

On peut ajouter qu'il nous arrive de ne pas être toujours en mesure de fournir des analyses en temps voulu ou rapidement, par manque de temps ou en absence de suffisamment d'éléments pour fournir des analyses cohérentes ou sérieuses, mais que dès que les conditions le permettent on s'y emploie, contrairement à nos dirigeants qui répèteront sans cesse les mêmes analyses tronquées et défectueuses, c'est à croire qu'il existe une incompatibilité entre nous qui va bien au-delà de désaccords politiques, nous ne partageons manifestement pas les mêmes principes ou valeurs et nous ne traitons pas les militants ou les travailleurs de la même manière.

Si des militants ne supportent pas cette critique, ils ne peuvent pas m'en vouloir de dire la vérité ou de la rétablir, ce serait le comble, qu'ils s'en prennent plutôt à leurs dirigeants qui n'en sont pas capables, ils en portent seuls la responsabilité. On comprend dès lors que lorsqu'un différent survient entre des dirigeants, ils en viennent rapidement à l'insulte ou à la calomnie entre autres. Cela montre simplement qu'ils ont une étrange conception de leurs responsabilités envers leur parti et leurs militants, que l'on ne partage pas, qu'ils ne respectent pas en somme.

Derniers développements

- Grèce : Tsipras exclut de former un gouvernement d'unité nationale - AFP

Le Premier ministre grec sortant Alexis Tsipras, qui a démissionné de ses fonctions, ouvrant la voie à des élections anticipées, a exclu mercredi de former un gouvernement d'unité nationale avec les partis de droite ou de gauche s'il n'obtient pas de majorité lors du scrutin sans doute organisé le 20 septembre.

«Je ne vais pas devenir un Premier ministre qui coopère avec la Nouvelle Démocratie (droite)», le Pasok (socialistes) ou To Potami (centre-gauche)», a-t-il assuré lors d'un entretien à la chaîne de télévision Alpha, le premier depuis sa démission la semaine dernière. «Si nous n'avons pas la majorité (absolue à l'issue des élections), je ne vais pas coopérer avec (les partis) des précédents gouvernements», a-t-il insisté.

«Nous n'allons pas coopérer avec l'ancien système», a-t-il ajouté. «Nous n'allons pas faire revenir ceux que le peuple a fait sortir par la porte» à l'issue des élections législatives du 25 janvier qu'il avait remportées haut la main.

Alexis Tsipras, s'est dit «triste de cette guerre civile» au sein de son parti. «Chacun a droit d'avoir des positions différentes (...), on sera jugé pour nos choix», a-t-il souligné. Le Premier ministre reste populaire en Grèce, mais en l'absence de sondage récent, il est difficile de voir s'il serait en mesure d'obtenir une majorité absolue au prochain scrutin ou s'il devra se trouver un allié gouvernemental.

Il a une nouvelle fois justifié sa décision d'accepter les conditions imposées par les créanciers de la Grèce par la nécessité d'éviter «un conflit civil» à son pays. «La sortie de la zone euro aurait été un désastre économique», a-t-il notamment jugé. liberation.fr et AFP 26.08

- Grèce: le gouvernement Syriza s'engage à faire avancer les privatisations - AFP

Le vaste plan de privatisations, prévu dans l'accord récent entre Athènes et l'UE, sera réalisé "comme convenu", a assuré mercredi le ministre grec de l'Economie sortant Georges Stathakis.

"Les accords convenus sont convenus et seront appliqués", a indiqué le ministre lors d'une conférence de presse portant sur le bilan de son portefeuille.

Les ports du Pirée et de Thessalonique, mais aussi la compagnie de chemin de fer et le gestionnaire du réseau passeront dans le privé.

Mercredi, 53 membres sur les 201 du comité central du Syriza ont quitté le parti pour joindre également l'Unité populaire. AFP 26.08

- Alexis Tsipras assouplit sa position sur la dette grecque - Reuters

Le Premier ministre grec sortant, Alexis Tsipras, a dit mercredi qu'il accepterait un allègement de la dette grecque s'il était réélu le mois prochain sans pour autant exiger les effacements qu'il réclamait jusqu'à présent.

Alexis Tsipras, qui espère revenir au pouvoir avec une majorité absolue, a déclaré à la chaîne de télévision Alpha TV qu'il privilégiait l'allongement des échéances de remboursements et la diminution des taux d'intérêt.

Il n'a cependant à aucun moment évoqué l'effacement d'une partie de la dette qu'il avait promis de réclamer lors de sa précédente campagne électorale et à laquelle s'oppose l'Allemagne, principale contributrice aux différents programmes d'aide accordés à la Grèce. Reuters 26.08

ACTUALITE EN TITRES

Rouge, pair et perte ou quand la bulle de la spéculation immobilière éclate.

On a lu dans un article que 20% des immeubles construits ces dernières années demeuraient désespérément vides, au point qu'il existait en Chine des villes fantômes qui ont poussé comme des champignons.

- La Bourse de Shanghai dégringole encore de 7,63% - Le Huffington Post

La Bourse de Shanghai dégringolait de plus de 6% mardi à l'ouverture, après s'être déjà effondrée la veille de façon spectaculaire, dans un marché affolé par l'affaiblissement persistant de l'économie chinoise et suspendu à d'éventuelles interventions des autorités.

La place shanghaïenne avait terminé lundi sur une chute de 8,49%, sa plus forte baisse journalière en plus de huit ans. Et elle avait déjà abandonné plus de 11% la semaine dernière. La Bourse de Shanghai a désormais effacé tous ses gains de l'année, s'enfonçant sous son niveau du 31 décembre 2014.

Après s'être envolés de 150% en l'espace d'un an, les marchés chinois avaient lourdement trébuché à partir de mi-juin, et ils continuent de creuser leurs pertes. Et ce en dépit d'interventions répétées par le gouvernement -notamment via des achats massifs de titres par des organismes publics. Le Huffington Post 26.08

Leur baromètre, c'est le Medef !

- Un an après son arrivée à Bercy, pourquoi Emmanuel Macron reste populaire - 20minutes.fr

Vraiment ?

- Emmanuel Macron indésirable aux universités d'été du PS - 20minutes.fr

- Macron, indésirable à La Rochelle, espéré au ministère du Travail par le Medef - LeParisien.fr

Macron au ministère du Travail : C'est Vichy !

Poutine enlève ton masque.

- Une touriste française grièvement blessée par un ours en Russie - Francetv info

En voilà une info, où va se nicher leur propagande de guerre !

En famille, amen.

- Monseigneur Rey : « On ne peut pas ignorer le Front national » - LeFigaro.fr

Haut de page

Le 28 août 2015

CAUSERIE

Depuis le 1er août il y a eu plus de 4400 connexions à la page d'accueil de notre portail, et vous avez été plus de 900 à télécharger le n°1 de la Tribune des travailleurs de la tendance du POI-CCI.

Nous mettons à disposition de nos lecteurs et des militants tous les documents qu'on nous adresse ou ceux qui sont facilement accessibles sur le Net en rapport avec la crise du POI.

On nous a fait un procès d'intention pour avoir lié à la nécessité d'organiser les travailleurs, celle d'élever leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société ainsi que leur conscience politique, à croire que ce dernier point devrait être réservé à une élite qui jusqu'à preuve du contraire a fait faillite.

Donc qu'il nous soit permis de ne pas tenir compte de ses jugements à l'emporte-pièce, dont les conclusions sont incompatibles avec les enseignements de la révolution russe de 1917, qui comme le précisera Trotsky coïncidaient avec le parti bolchevik ou le léninisme, mais aussi avec le combat inlassable que Lénine mènera dès les toutes premières années du XXIe siècle jusqu'en 1917 sur ces deux axes politiques intrinsèquement liés.

Les extraits de Que faire ? de Lénine rédigé en 1902, donc en dehors de toute situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaires, que nous reproduisons, constituent un démenti cinglant à l'orientation politique adoptée par la majorité du POI-CCI, qui en réalité s'inscrit dans le prolongement de celle appliquée par l'ensemble de ce courant politique depuis la mort de Trotsky en 1940 quand on se penche un peu plus près dessus, et qui a abouti notamment à la liquidation de la FEN et à l'établissement d'un lien organique entre leur appareil et celui de FO...

Le trotskysme n'a fait que servir de caution à des dirigeants qui s'étaient donnés comme (seul) objectif de porter le PS au pouvoir, et auquel finalement leurs activités tant syndicales que politiques étaient subordonnées, conformément au réformisme bourgeois des social-démocrates Bernstein, Dühring et Cie. qui de réforme enréforme devait contraindre le capitalisme à réaliser le socialisme, en rupture avec le socialisme scientifique de Marx et Engels.

La crise actuelle du POI-CCI, c'est la crise du réformisme qui était condamné à mort et devait entrer en putréfaction dans les années 70, s'accélérer dans les années 80, et annonçait la contre-offensive du capital pour liquider toutes les réformes qu'il avait dû consentir à la classe ouvrière lors de la période précédente, les uns et les autres revendiquant sa dépouille pour tenter de le réanimer ou de le maintenir artificiellement en vie.

Les syndicats incarnant mieux que quiconque le réformisme ou le trade-uniniosme, c'est sur la question de leur rôle et des rapports à entretenir entre leur parti avec leurs appareils et leurs diverses instances, dirigeants et cadres, que la crise du POI-CCI se développera, sans qu'aucun n'envisage de rompre avec les appareils syndicaux corrompus.

Les militants de base de ce parti ne se sont jamais rendus compte qu'ils étaient ainsi manipulés par des cadres et dirigeants qui tiraient profit personnellement de la ligne politique qu'il avait adoptée devenus permanents à vie de syndicats vendus ou dans leur parti, comme ils ignoreront jusqu'au bout que Jospin en faisait partie ou que leurs dirigeants côtoyaient des dirigeants ou des ministres du PS, qu'on leur présentait comme des social-traîtres ou leurs pires ennemis.

Pendant que les militants de base non-syndiqués se battaient sur le plan politique, derrière l'appareil raflait la mise et mettait notre parti au service de FO et du PS, s'agissant du PS Lambert le déclarera à L'Express dont je n'invente rien. A aucun moment on ne saura combien de permanents comptait notre parti, combien étaient permanents dans FO ou dans d'autres syndicats, du coup à aucun moment on ne s'interrogera sur leurs relations avec l'appareil de FO notamment, dont rien ne transpirait dans Informations ouvrières ou la Vérité (organe théorique du POI-CCI), à aucun moment on ne se demandera si le temps passé et l'énergie dépensée par ces dirigeants et cadres dans les syndicats ne l'étaient pas au détriment de leur travail politique ou de la construction du parti, plus tard j'en arriverai à la conclusion que ce n'était pas véritablement leur objectif en reliant entre eux tous les matériaux que j'allais rassembler de 2002 à 2005.

Que ce soit un membre du Conseil économique et social et environnemental, Vincent Présumey, qui prenne leur défense relayé par

le groupe La Commune (issue de ce courant politique) par le biais du support Mediapart, est plutôt cocasse à l'heure où le gouvernement envisage à nouveau d'intégrer au Sénat cette institution de collaboration de classes. Qu'un tel média lié au PS et au régime les héberge doit être un honneur pour eux. On abordera peut-être un jour prochain les deux derniers articles de Présumey qui ne présente pas un grand intérêt, hormis qu'on sait dorénavant qu'il est également abonné au Canard enchaîné, on a les chaînes qu'on veut bien se donner...

Il y a un aspect des causes de la crise du POI-CCI que nous n'avons pas encore évoquée et qui à noire avis est déterminante.

On a évoqué un désaccord sur leurs rapports aux syndicats et leurs appareils, l'absence de ligne politique, leur combat politique se réduisant à des slogans, mais on ne s'est pas encore penché sur le troisième facteur qui compose la réalité, la situation économique, l'orientation du capitalisme et son développement depuis l'après-guerre jusqu'à nos jours.

Lambert et Gluckstein avaient avoué à demi-mot que finalement il n'y avait pas compris grand chose pour être bref. Cela ne les intéressait pas apparemment. Ils devaient considérer que ce facteur était un sous-produit de la lutte des classes ou il ne devait avoir qu'une influence secondaire dessus, alors qu'en réalité il allait s'avérer déterminant, dans la mesure où l'orientation du capitalisme de plus en plus placé sous la tutelle de l'industrie financière allait considération influencer et modifier les rapports entre les classes au profit de la classe dominante dès la fin de l'URSS. En fait, ce sera dès le début des années 70 que l'oligarchie financière anglo-saxonne allait mettre en place un dispositif qu'elle allait développer au fil des décennies suivantes, qui était appelé à faire pression sur les Etats, à les étrangler littéralement au moyen de la dette dès lors qu'ils avaient acceptés de se soumettre au marché (1973) et allaient perdre ainsi leur souveraineté, qui allait se solder par leur abdication politique face à la finance devenue toute puissance, dont désormais étape par étape (Maastricht, BCE, euro, demain le traité transatlantique) ils allaient appliquer méticuleusement la politique incarnée par l'offensive contre tous les acquis ou droits sociaux des travailleurs, la mise en place de politiques d'austérité, etc.la marge de manoeuvre des différents gouvernements étant réduite à néant.

Le réformisme qui avait pu faire illusion pendant 30 ans avait vécu, place à la dictature de fer de l'oligarchie financière.

Bien entendu, cela allait s'accompagner de multiples mobilisations du mouvement ouvrier et pratiquement autant de défaites, puis l'affaiblissement des syndicats qui allaient perdre des millions de syndiqués, tandis que les ONG et autres associations financées par l'Etat ou de généreux donateurs allaient pousser comme des champignons, les travailleurs allaient progressivement se détourner du PS et du PCF, tous les partis ouvriers allaient entrer en crise, le PCI allait être liquidé au profit du MPPT, puis du PT et enfin le POI, la LCR allait donner naissance au NPA qui depuis est en voie de dislocation également, de nouveaux partis allaient émerger, le PG notamment, Nouvelle Donne tout récemment, tous les deux issus du PS, sur le plan syndical, Sud et Unsa allait voir le jour, la Fen disparaissaît, etc. et tout cela traduisait de profonds bouleversements en cours des rapports entre les classes qui n'allaient pas être analysés comme tels, car toute analyse sérieuse ou remontant aux origines de ces profondes modifications aurait mis en évidence l'attitude opportuniste ou la dérive droitière de tous ces partis liés de près ou de loin à la classe ouvrière ou au mouvement ouvrier au cours de la période précédente, ce qui pour leurs dirigeants étaient inconcevables et on aura compris pourquoi.

Leur stratégie politique s'avèrera erronée parce que leur analyse de l'évolution du capitalisme l'était également. Pourquoi ? Parce qu'ils refuseront obstinément de prendre en compte la stratégie politique de l'oligarchie financière qui reposait sur le développement de facteurs économiques qui ne figuraient pas dans Le Capital, qui allaient fausser le fonctionnement du capitalisme et partant de là toute analyse économique sur laquelle reposait la stratégie et les tâches politiques à adopter et à fixer au prolétariat. En violant les règles de fonctionnement du capitalisme, ils allaient fausser les rapports entre les classes en leur faveur et apparaître tout puissant, à côté l'implosion de l'URSS sera un évènement secondaire, qui, comme on l'a souligné plus haut, ils avaient déjà intégré près de deux décennies auparavant.

Pendant près de 40 ans ils soutiendront la théorie de l'imminence de la révolution qui allait s'avérer foireuse, ils affirmeront durant toute cette période que les conditions objectives étaient plus que mûres, pour finalement décréter l'inverse en 2008 (Gluckstein lors de l'oraison funèbre de Lambert), bref, on en est logiquement arrivé à la conclusion qu'on était en présence d'aventuriers ou de gens qui s'étaient pris pour ce qu'ils n'étaient pas à notre insu.

Et rien n'a changé depuis, et la crise du POI-CCI ne changera rien puisque les uns et les autres sont convaincus d'avoir raison, selon eux ils n'ont commis aucune erreur, mais là il ne s'agissait pas d'erreurs, mais de la manifestion de leur incapacité à intégrer le marxisme pour interpréter la situation sous tous ces angles, y compris économique, or c'est l'économie qui détermine la politique, avant tout celle de la classe dominante contre laquelle nous nous brisons les dents parce qu'on n'en comprend ni l'origine ni le développement ni l'objectif politique.

On aurait presque envie de s'excuser d'introduire ce facteur dans notre analyse, mais si on procède autrement on ne peut pas comprendre la situation et les rapports entre les classes, l'état et le niveau de conscience des masses exploitées.

Ils en sont restés au schéma classique de l'économie et de la conception de la lutte des classes, comme si finalement tout s'était déroulé fidèlement à ce qu'ils avaient lu autrefois dans des livres ou leurs expériences passées qui avaient eu lieu dans des conditions totalement différentes. Ils ne pouvaient pas en tirer des leçons puisqu'ils continuent de le nier.

Un tel aveuglement, un tel acharnement à s'écarter de la réalité a de quoi préoccuper sérieusement les militants, car on ne s'en sortira jamais en continuant de la sorte.

On n'a pas le temps de formuler ici un diagnostic sur l'évolution prochaine du capitalisme mondial. Tout ce qu'on peut dire au regard des dernières informations qui nous sont parvenus sur les rapports entre les Etats-Unis et la Russie ou ce qui se passe en Russie, c'est qu'elle va prochainement tomber dans le giron de l'oligarchie financière internationale regroupée autour de l'oligarchie financière anglo-saxonne, c'est une question de quelques années seulement tout au plus, ensuite le tour de la Chine viendra, elle tombera comme un fruit mûr dans le panier de la mariée du gouvernement mondial ou de la dictature mondiale, et si nous ne les avons pas stoppés avant, nous pourrons dire adieu définitivement au socialisme.

Ce qui est étonnant, c'est que des gens aussi intelligents que nos dirigeants et bien des cadres du mouvement ouvrier car cela ne concerne pas seulement le POI, ne parviennent pas à se ressaisir, à admettre qu'ils se sont fourvoyés, on ne veut pas les juger, on ne leur en veut même pas, on ne leur demande aucun compte, la virulence de nos propos fait partie de la polémique ou du combat politique, nous n'exigeons la tête de personne, nous essayons de comprendre pourquoi ils persistent à nier l'évidence.

Dossier grec.

Il faut avant tout protéger les institutions.

- Une juge nommée Premier ministre de transition en Grèce par Renee Maltezou et Deepa Babington - Reuters

La présidente de la Cour suprême grecque, Vassiliki Thanou, a été nommé jeudi Premier ministre par intérim pour diriger le pays jusqu'aux élections législatives anticipées le mois prochain, après la démission d'Alexis Tsipras.

(Rien de telle qu'une représentante de l'appareil judiciaire des institutions grecques du capital dans le cadre duquel se sont inscrits tous les mémorandums adoptés à ce jour, pour préparer le terrain au prochain gouvernement, qui aura pour mission d'assumer la poursuite de la même politique réactionnaire et d'assurer la stabilité du régime et des institutions auxquelles il se soumettra forcément à défaut de les affronter et de rompre avec elles. - LVOG)

Choisie par le président Prokopis Pavlopoulos, cette magistrate de 65 ans est une opposante affichée aux mesures d'austérité mises en oeuvre ces dernières années. Elle s'était notamment opposée ouvertement à la réduction des salaires des juges et des auxiliaires de justice. Elle avait déjà été la première femme à présider l'union des magistrats et des procureurs avant d'être nommée à la tête de la Cour suprême.

(Une opposante à la Tsipras, quoi. - LVOG)

Le gouvernement qu'elle est chargée de diriger restera en place au moins jusqu'au scrutin du mois prochain, qui pourrait avoir lieu le 20 septembre.

(Est-à dire qu'il pourrait être reconduit par la suite sans tenir compte des résultats de ce scrutin ? C'est ce que suggère l'AFP. - LVOG)

"Je suis particulièrement heureuse de recevoir la première femme Premier ministre de l'histoire de la démocratie grecque, ce qui constitue une étape importante", lui a déclaré Alexis Tsipras lors de la cérémonie de passation de pouvoirs dans la résidence du chef du gouvernement.

(Pendant que le peuple grec pleure, Tsipras est heureux, bref, le cynisme en prime. - LVOG)

La nomination de Vassiliki Thanou clôt une semaine de négociations infructueuses, les dirigeants des principaux partis d'opposition ayant tenté en vain de former une coalition gouvernementale, conformément au droit que leur confère la Constitution en cas de démission d'un Premier ministre durant la première année de son mandat.

Alexis Tsipras, issu du parti de gauche Syriza, a présenté sa démission la semaine passée et ni Nouvelle Démocratie (ND), le principal mouvement de la droite grecque, ni Unité populaire, le nouveau parti créé par des "frondeurs" de Syriza, ne sont parvenus à s'assurer une majorité pour éviter de nouvelles élections.

Le gouvernement qui entrera en fonctions après le scrutin de septembre devra assumer la mise en oeuvre du nouveau plan d'aide négocié avec les créanciers du pays, qui prévoit le versement de 86 milliards d'euros en trois ans en échange de nouvelles réformes.

(On imagine que l'ensemble des médias grecs vont marteler le même message jusqu'au 20 septembre, ce qui devrait

persuader logiquement plus d'un Grec d'aller voter, car après la forfaiture de Syriza et Tsipras nombreux seront ceux qui refuseront d'accorder la moindre confiance à un parti sur la base de promesses. A moins que sous la pression de leur condition qui n'a cessé de se dégrader et se disant que cela ne leur coûtera rien au point ils en sont après l'expérience amère de Syriza, leurs voix se reportent sur les partis qui ont manifesté leur refus d'appliquer le nouveau mémorandum adopté par Tsipras. - LVOG)

La composition du cabinet Thanou doit être annoncée officiellement vendredi. Plusieurs médias ont rapporté que le portefeuille des Finances serait confié à George Chouliarakis, un haut responsable de l'équipe qui a négocié l'accord avec les créanciers.

Aucun sondage majeur n'a été publié au cours des dernières semaines pour évaluer l'état des forces en présence mais il semble qu'Alexis Tsipras demeure populaire dans l'opinion publique.

Dans un entretien à la chaîne de télévision Alpha TV mercredi, le Premier ministre sortant a répété que son parti ne ferait pas alliance avec Nouvelle démocratie ou avec les socialistes du Pasok qui ont, à tour de rôle, gouverné le pays pendant plusieurs décennies.

(Alors qu'il s'est déjà allié avec eux au Parlement pour faire passer son mémorandum... Il ne faut surtout pas se fier à ses déclarations, dans la mesure il est capable de renier sa parole du jour au lendemain, Tsipras est une marionnette entre les mains de la troïka. - LVOG)

Il a également exclu une alliance contraignante avec les centristes de To Potami, qui soutiennent une position pro-européenne.

(Alors que le mémorandum qu'il a accepté est pro-européen. - LVOG)

Alexis Tsipras a estimé que les divergences étaient "très importantes" avec ces trois partis qui incarnent, selon lui, "l'ancien système partisan". Seule la formation d'extrême droite des Grecs indépendants apparaît comme une alliée possible, si elle parvient à avoir des élus.

(Les divergeance de Tsipras avec la Nouvelle démocratie, le Pasok et To Potami, portent uniquement sur la meilleure tactique à adopter pour appliquer les mesures préconisées par la troïka, tout en contenant les masses grecques afin de préserver le régime en place. - LVOG

Ces propos ont suscité de vives critiques dans l'opposition, dont des responsables ont reproché à Tsipras d'exercer un chantage sur les électeurs en leur donnant l'impression qu'ils devaient choisir entre lui et le blocage politique.

(Le mandat de Tsipras et de Syriza que lequel les électeurs auront à se prononcer est clair : Leur donner les moyens d'appliquer à la lettre les exigences de la troïka contenues dans le mémorandum qu'il a adopté le 13 juillet dernier dans le cadre des institutions grecques en place. - LVOG)

"Hier, M. Tsipras s'est livré à une énorme provocation en disant aux citoyens: 'quel que soit votre vote, je ne coopérerai pas'", a déclaré le chef de file de To Potami, Stavros Theodorakis, à la chaîne Mega TV. Reuters 27.08 (Il est vrai que venant d'un collaborateur de la troïka, son discours a forcément les vertus de la vérité absolue ! Syriza gouvernera avec n'importe quel parti de droite ou d'extrême droite hormis Aube Dorée s'il obtient la majorité des voix exprimées le 20 septembre prochain, Tsipras pourra à nouveau expliquer qu'il était contre avant les élections, mais qu'il y est forcé du fait de la situation qui lui impose, car lui il continue d'y être opposé et le tour est joué. - LVOG)

Quand Tsipras reçoit le soutien de Moscovici ou de la Commission européenne.

- Moscovici: Tsipras a fait des "choix courageux", "confiant" dans les électeurs grecs - AFP

Le commissaire européen aux Affaires économiques Pierre Moscovici s'est dit jeudi "confiant" dans le fait que les électeurs grecs "voudront confirmer l'engagement européen du pays et le respect du programme", accepté par Alexis Tsipras au prix de "choix courageux".

"Je n'ai pas à me prononcer sur le fond mais je suis confiant dans le fait que les électeurs grecs vont donner une majorité pour que les réformes se poursuivent, pour que les engagements soient tenus", a déclaré M. Moscovici interrogé par la chaîne française iTélé.

Pour lui, le Premier ministre grec Alexis Tsipras avait "sans aucun doute besoin de ces élections (...) parce qu'il fallait qu'il ait une majorité cohérente avec des choix qu'il a faits qui étaient des choix courageux mais qui n'étaient pas ceux sur lesquels il avait été initialement élu".

"Je n'ai pas de doute que les électeurs grecs voudront confirmer l'engagement européen du pays et le respect du programme", a-t-

il ajouté.

Evoquant les "pas de géants" faits selon lui en Grèce "depuis juin-juillet", il a estimé qu'"une confiance s'est installée" entre les institutions européennes et le gouvernement grec, issu du parti de la gauche radicale Syriza.

Interrogé sur la nouvelle négociation qui va s'ouvrir quant à la soutenabilité de la dette grecque, l'ancien ministre français des Finances a parlé de la période d'"octobre-novembre". Il a répété qu'"aucun Etat membre n'(était) prêt à éliminer, à effacer de la dette grecque".

Citant des "solutions techniques", il a évoqué "l'allongement des maturités" ou "la réduction de la charge de la dette grecque".

Il a surtout dit "souhaiter ardemment que le Fonds monétaire international soit à bord du prochain programme". AFP 27.08

ACTUALITE EN TITRES

Casino. Faites chauffer la planche à billets.

- Les marchés se relancent, en mettant de côté les craintes sur la Chine - AFP

Les places financières mondiales ont retrouvé des couleurs jeudi, bénéficiant du soutien des banques centrales, ce qui permettait d'apaiser les inquiétudes nourries par le ralentissement chinois. AFP 27.08

Quand les droits légitimes des travailleurs sont incompatibles avec le régime en place, il doit disparaître.

- Moscovici : réformer le marché du travail, la "clé" pour l'emploi - LePoint.fr

Les droits des travailleurs qui existent encore constituent des obstacles à leur exploitation effrénée ou illimitée de la part des capitalistes qui les renverrait aux conditions de travail qui prévalaient au début du XXe siècle si ces droits venaient à disparaître.

C'est la raison pour laquelle ils ne sont pas négociables, et nous rejetons toute conciliation, tout "dialogue social" avec le patronat et le gouvernement de la part des syndicats, qui ne sert qu'à brader les droits des travailleurs.

Hollande est rassuré.

- L'aile gauche du PS prévient qu'elle va "continuer à peser" - AFP

Jusqu'à présent ils les surexploitaient sans l'assumer, désormais ils peuvent le revendiquer ouvertement.

- Des patrons allemands veulent embaucher les migrants - Francetv info

Ils auront le soutien de la pseudo-gauche et extrême gauche, des gauchistes, des ouvriéristes, des tiers-mondistes, des droitdelhommismes qui tous encouragent l'immigration illégale, bref tout ce que compte de racailles le mouvement ouvrier et les parasites qui sont venus se greffer dessus pour précipiter sa dégénérescence.

Quand ils prennent leurs désirs pour la réalité, tout peut arriver, le pire seulement.

- Les avertissements anonymes sur un 11-Septembre français se multiplient - Slate.fr

La cinquième colonne des maîtres du monde qui l'ont conduit là où il en est.

- Francs-maçons: Daniel Keller réélu Grand Maître du Grand Orient de France - AFP

Le ghetto de l'OTAN.

- L'Estonie va ériger une clôture à sa frontière avec la Russie - LeMonde.fr

L'UE, une institution génocidaire.

- Au moins 30 migrants sont morts dans le naufrage d'un bateau au large de la Libye Francetv info avec - AFP

- Migrants : découverte macabre dans un camion en Autriche - Francetv info

Les corps de dizaines de migrants ont été découverts dans un camion abandonné en Autriche. Francetv info 27.08

ACTUALITÉ DU JOUR

Une "preuve d'amour" : Le Medef a son ministère.

- Emmanuel Macron, invité de l'université d'été du Medef - Francetv info

Le ministre de l'Économie a été accueilli sous les applaudissements à l'université d'été du Medef ce jeudi 27 août.

Le ministre de l'Économie a été accueilli à bras ouverts. Ici, ses détracteurs se font rares. L'ancien banquier d'affaires a la cote auprès des chefs d'entreprise, ils apprécient son style et ses premières mesures. "Jeune, dynamique, entreprenant et à l'image des ministres dont la France a besoin", confie l'un d'entre eux au micro de France 3.

Le chouchou des patrons.

Une idylle sur laquelle Emmanuel Macron a bien l'intention de surfer. "Vous avez l'amour, mais vous avez les preuves d'amour", a déclaré le ministre de l'Économie devant un auditoire conquis. Mais quand on aime on se dit tout alors la coqueluche des entrepreneurs n'a pas hésité a les bousculer : "Votre responsabilité, c'est de prendre votre part de ce mouvement de transformation de notre économie parce que nous savons que si nous n'anticipons pas le changement dont je parle, nous le subirons demain". Le ministre demande notamment aux entreprises de ne pas tarder à investir. Pas de quoi contrarier le Medef. Francetv info 27.08

Démolition en règle de l'Education nationale. L'école publique gratuite appartient au passé.

- Éducation : les activités périscolaires, un coût pour les familles - Francetv info

Avec la réforme des rythmes scolaires, certaines communes ont choisi de mettre les familles à contribution pour financer les activités périscolaires. À Leers (Nord), les parents de Jean, 7 ans, ont appris au début de l'été qu'ils allaient devoir payer dès la rentrée prochaine pour leurs deux enfants. Les trois heures d'activités périscolaires étaient gratuites jusqu'à présent. Au total, le coût est de 230 euros. "Les 230 euros je préfère les mettre pour que mon fils fasse du foot et de la piscine l'année prochaine plutôt que pour qu'il fasse du coloriage", s'indigne Adeline Rotsaert, au micro de France 3.

Même chose pour Valérie Wyart, mère célibataire de deux enfants. Elle va devoir débourser 290 euros pour l'année. "C'est une assez grosse somme. À cause de ça, je vais devoir rogner sur d'autres activités entre autres culturelles", déplore-t-elle. Francetv info 27.08

Formater les esclaves de demain soumis aux lois du marché. L'idéologie dominante enseignée à l'école.

La réserve citoyenne va voir le jour à la rentrée - Francetv info

Près de 5 000 personnes ont accepté de transmettre leur expérience et les valeurs de la République aux élèves.

C'est l'une des grandes nouveautés de la rentrée scolaire. Plus de sept mois après les attentats de Paris, une réserve citoyenne a été créée. L'idée ? Que chacun puisse transmettre son expérience et les valeurs de la République directement auprès des élèves dans les écoles, collèges et lycées. Au total, près de 5 000 personnes ont répondu à cet appel.

Avocats, metteurs en scène, directeurs de musée…Ils se sont engagés à donner de leur temps. Comme Guillaume Agullo, directeur d'un musée de la résistance et de la déportation, ils iront parler avec les élèves. "Lorsqu'il y a par exemple, dans les classes, des paroles racistes, des paroles antisémites, on ne peut plus se contenter d'avoir une réaction, d'avoir des réponses qui s'étaleraient durant des semaines ou des mois. Il faut apporter d'autres réponses, apporter d'autres messages, dans la semaine qui a suivi l'incident", souligne Guillaume Agullo.

Manuel Carius, avocat, va également se lancer dans l'aventure. Pour lui, impossible de vivre ensemble sans connaître la loi. Il entend alors partager sa connaissance du droit, fondement de la vie en collectivité. Francetv info 27.08

En famille à la mangeoire. Un clonage n'est jamais parfait.

- De Rugy, Placé, Lambert : ces écologistes coincés entre EELV et le PS - Francetv info

- De Rugy quitte les Verts: «Les écologistes ont besoin du PS pour exister» - 20minutes.fr

- De Rugy quitte EELV et sa "dérive gauchiste", scission des écologistes enclenchée - AFP

François de Rugy, l'un des leaders d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), a claqué la porte de son parti en l'accusant de "dérive gauchiste", aggravant la crise qui touche un mouvement écologiste profondément divisé sur la participation au gouvernement et l'alliance avec le Front de gauche aux régionales.

"Son positionnement, c'est pas entre gauchisme et écologie, mais entre écologie et François Hollande, et finalement (de Rugy) a choisi", a taclé David Cormand, proche de Cécile Duflot. AFP 27.08

- Crise à EELV : Christophe Cambadélis dénonce la «mélenchonisation rampante des écologistes» - 20minutes.fr

Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, a vu dans ce départ une "conséquence de la mélenchonisation rampante des écologistes", à qui il a solennellement demandé de "revenir sur leur vote d'une alliance avec Jean-Luc Mélenchon dans cinq régions". 20minutes.fr 27.08

Haut de page

Le 30 août 2015

CAUSERIE

On n'a pas eu le temps d'ajouter certaines infos qu'on intègrera dans la causerie de demain.

On a trois ou quatre sujets de causerie sur le feu qu'on vous soumettra dans les jours à venir. On ajoutera de nouveaux articles demain matin.

A maintes reprises nous avons évoqué ces articles, on pourrait ajouter qu'ils ne servent qu'à justifier les positions ou les idées de leurs auteurs et à leur donner bonne conscience sans finalement avoir d'autres objectifs, c'est la raison pour laquelle ils peuvent en changer si facilement sans que cela les interroge ou les gêne le moins du monde.

En attendant, quelques questions que nos dirigeants ne permettront pas aux militants de débattre, en vain car ils n'ont pas besoin de leur autorisation pour se les poser et dorénavant Internet leur fournit les matériaux dont ils ont besoin pour alimenter leur réflexion pour peu qu'ils en aient la volonté, là c'est une autre question.

- Faudrait-il participer à des actions ponctuelles contre l'UE au côté de Dupont-Aignan, Chevènement et d'autres partis ou personnalité dès lors que le FN n'y serait pas associé ?

- Que faut-il penser du tournant du PG qui envisage dorénavant de rompre avec l'euro ? On sait qu'il est purement opportuniste ou de circonstance suite à la "trahison" de Syriza du 13 juillet dernier, mais est-ce suffisant pour refuser de s'associer ponctuellement au PG et plus largement au Front de gauche s'il adoptait la même position, qui relève de la bonne intention à ce stade il faut le préciser?

- Pourquoi le POI, le NPA et LO ne mettent-ils jamais en débat dans leurs jounaux un cetain nombre de questions politiques qui intéressent tous les militants ou qu'ils se posent en laissant s'exprimer des avis contradictoires qui permettraient de confronter différentes idées qu'elles soient d'ordre tactique ou stratégique ?

N'auraient-ils pas confiance dans la capacité des militants et des travailleurs à faire preuve de discernement et à adopter les positions qui sont conformes au socialisme ou aux intérêts de leur classe ? Ont-ils au moins confiance en eux-mêmes, leurs

positions sont-elles si vulnérables, indéfendables, craindraient-ils qu'ils échouent si elle étaient livrées à l'épreuve de la libre critique ?

Si les positions que nos dirigeants ont adoptées sont les bonnes ou qu'ils sont convaincus qu'elles correspondent aux intérêts des travailleurs, pourquoi alors sont-ils incapables de les défendre autrement qu'en affirmant qu'ils ont raison ? Pourquoi ne peuvent-ils pas les justifier autrement qu'en recourant à ce moyen qui consiste à empêcher toute réflexion ou à rejeter a priori tout argument qu'ils n'auraient pas retenu sans qu'on sache pourquoi, ce qui revient à interdire toute discussion libre, loyale et sincère ? S'ils sont réellement animés de bonnes intentions et qu'ils sont en mesure de le prouver, que craignent-ils donc ?

Les réponses à ces questions figurent dans leurs énoncés.

ACTUALITE EN TITRES

Quand on est de droite, on ne risque pas de finir à gauche.

- Manuel Valls : "A force d'aller à gauche toute, on finit à droite" - Francetv info

...la preuve : Ce sera à celui qui sera le plus réac.

- Bartolone choqué par la présence de Marion Maréchal-Le Pen à une réunion catholique - AFP

Les francs-maçons préfèrent les réunions avec des patrons, des militaires...

... ou encore...

- Dupont-Aignan tend la main à Chevènement, "la plus gaullienne des personnalités de gauche" - AFP

Non mais sans blague, même le chef des armées est de gauche sous la Ve République...

Qu'il coule et son équipage avec !

- Valls se pose en commandant du navire socialiste à l'approche de régionales délicates - AFP

Si le PS ne subira pas dans l'immédiat le sort du Pasok qui avoisine les 4% d'intentions de vote, il le doit à Syriza mais pas seulement, les classes moyennes et la petite bourgeoisie française n'ont pas encore subi le même sort que leurs homologues grecs...

Au fait, on nous a toujours dit que le mouvement ouvrier avait absolument besoin du PS, que de toutes manières il était incontournable et qu'il ne disparaîtrait pas... Le Pasok vient de prouver le contraire. Mais alors c'était encore un conte à dormir debout pour justifier la collusion ou le front unique avec le PS des révisionnistes ? Il faut croire. Un de plus et la liste n'est close.

En famille. Quand on est de droite, il faut l'assumer jusqu'au bout en prenant exemple sur Hollande, Valls, Fabius et Macron.

Tout comme le réformisme, l'écologisme politique est une mystification. Ils ont comme fond commun : la soumission à l'ordre établi à défaut de l'affronter.

Il y a un penchant qui ne "dévie" pas : Celui pour la gamelle des affairistes !

- Jean-Vincent Placé quitte à son tour Europe Ecologie-Les Verts - Reuters

- EELV en plein délitement avec le départ de Placé et Rugy - AFP

"On voit bien que la dérive qui est à l'oeuvre chez EELV c'est une dérive où l'écologie se perd dans la gauche radicale, etc. Aujourd'hui nous allons pouvoir refonder un mouvement authentiquement écologiste", a encore déclaré M. Placé, promettant de "rassembler". AFP 28.08

Il y a ceux qui assument leur imposture, et il y a ceux qui estiment qu'il faut la pousser encore plus loin en la renouvelant sans cesse.

- EELV: pour Cohn-Bendit, Placé et de Rugy veulent "un strapontin au gouvernement" - AFP

Cela tombe bien, un remaniement devrait intervenir dans les semaines à venir a annoncé Bartonole.

- Mélenchon salue la "clarification de la droite des Verts" - AFP

On nous avait fait le coup de la gauche du PS, Mélenchon nous fait celui de la gauche de la vermine...

Sans la rampe de lancement médiatique dont ont bénéfié Mélenchon et le PG et les tribunes qu'ils lui offrent généreusement, ils n'existeraient pas. Pourquoi ont-ils bénéficié d'un tel traitement ? Devinez, apparemment parce qu'ils ont immédiatement reconnu un des leurs et qu'ils pourraient facilement l'instrumentaliser, non ?

En famille. L'union des charlatans et des imposteurs où le meilleur plan.

Bien qu'ayant démontré en 1914, puis en 1936 et en 1939 qu'il était un parti inféodé au capital, le PS continuera de se faire passer pour un parti ouvrier ou de gauche et il sera reconnu comme tel par les conciliateurs et les révisionnistes trotskystes jusqu'en mai 2012.

EELV est un parti de droite purement institutionnel qui n'existe que grâce à la volonté du PS, sans lequel il n'aurait aucune représentation parlementaire, aucun député ni sénateur, tout au plus quelques conseillers municipaux comme le POI, le NPA ou LO.

Il est utile au régime dans la mesure où il détourne de la lutte des classes et des questions sociales auxquelles sont confrontés les travailleurs, donc des partis ouvriers, certaines couches supérieures et moyennes du prolétariat ainsi que certains pans des classes moyennes, qui sont appelés à chercher des réponses à leurs préoccupations dans le cadre du régime en place, qui de ce fait ils soutiennent où auquel ils demeurent subordonnés. EELV comme appendice du PS rame pour le régime quelles que soient les divergences qui existent entre ses adhérents.

Leur seul objectif est d'obtenir une amélioration de leur condition de vie sous le régime capitaliste auquel il collabore ouvertement, conformément à l'attitude du petit bourgeois dont les intérêts sont purement individualistes, point commun qu'ils partagent avec les adhérents du PS et le PG ou le FdG.

- Régionales : le Parti de gauche espère s'allier dans cinq régions avec EELV - LeMonde.fr

- Mélenchon : « L'union de l'opposition de gauche va s'accélérer » - LeParisien.fr

Mélenchon n'a pas la même définition que nous de l'opposition de gauche puisqu'il considère que Hollande (et le PS) est de gauche et nous qu'il est de droite.

Pour lui cela signifie figurer dans le même camp que Hollande mais plus à gauche ou réformer le régime pour le rendre plus présentable seulement, puisque plus supportable est devenu impossible, donc le réformer également. Tandis que pour nous cela signifie tout simplement être de gauche ou combattre pour un changement de régime, ce à quoi est opposé Mélenchon.

Quand Trotsky a intitulé son courant politique opposé à Staline l'Opposition de gauche, il n'envisageait pas un changement de régime en Russie, mais de se débarrasser du stalinisme. Mélenchon non plus n'envisage pas un changement de régime, sauf que le régime qui existe en France n'a rien à voir avec celui qui existait en Russie en 1930, donc Mélenchon recourt à cette formulation en déformant son contenu et en la détournant de son objectif.

- Mélenchon en rajoute une couche sur la dissolution de l'Assemblée - Le Huffington Post

Il a sorti que Hollande allait provoquer des élections législatives anticipées au lendemain des élections régionales, et qu'il comptait tirer partie de la cohabitation pour se faire réélire, comme si cela était encore possible, quel tartufe celui-là ! On vit vraiment dans un monde de dingues...

- Le Plan B fait l'unanimité au Parti de gauche - Liberation.fr

A l'occasion de son université d'été qui se tient ce week-end à Toulouse, le Parti de gauche s'est interrogée sur la façon de mener les négociations anti-austérité avec les institutions européennes. Liberation.fr 29.08

Tout un programme : Négocier avec les institutions européennes qui incarnent et ne peuvent incarner que la dictature de

l'oligarchie financière, c'est déjà capituler, c'est refuser de les affronter, car c'est leur attribuer un rôle dans la résolution des questions auxquelles sont confrontées les travailleurs, qui ne peuvent trouver de réponses que sur leur propre terrain de classe, donc en totale contradiction ou opposition avec celui du capital.

Un véritable parti ouvrier (ou un véritable syndicat ouvrier) impose sa politique au capital en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire et l'organisation des travailleurs.

J'ai lu l'article de Libération, aucun des intervenants n'a appelé à rompre avec l'euro. Statis Kouvelaki pour l'Unité populaire aura été le plus loin dans cette voie en affirmant selon le journaliste de Libération : que les institutions européennes à ses yeux (étaient) impossibles à réformer de l'intérieur, ce qui laisse en réalité bien des questions sans réponses. Peut-être espère-t-il les réformer de l'extérieur ?

La lecture d'interviews de plusieurs militants du PG présents dans la salle est aussi instructive.

Tous étaient préoccupés par le meilleur moyen de relancer l'économie pour mieux vivre en régime capitaliste, ce qui n'a rien de surprenant, leur réflexion est motivée par cet unique objectif qui témoigne d'une part qu'ils se situent purement sur un terrain individuel et non politique, d'autre part leur profonde ignorance du stade de développement auquel est parvenu le capitalisme en crise. Ne leur jetons pas la pierre, leur réflexion mûrit lentement...

En famille quand on se tire dessus c'est avec des balles à blanc, sinon on s'offre mutuellement asile.

- Une majorité politique fragilisée - Francetv info

Après les propos d'Emmanuel Macron qui ont semé le trouble au PS et la famille écologiste qui vole en éclats, la majorité apparaît fragilisée. Francetv info 28.08

Vraiment ?

- Macron corrige le tir sur les 35 heures après le recadrage de Valls - Francetv info

- Gérald Darmanin (LR) offre l'asile à Emmanuel Macron - LeParisien.fr

Il est tout juste bon à être enfermé, assurément ! C'est touchant cet esprit de famille tout de même. Au passage, comme quoi la "majorité" n'est pas si "fragilisée" que cela, c'est une grande famille.

- Jean-Christophe Cambadelis : "Pas de polémique avec Macron (...) l'incident est clos" - Public Sénat

Commentaire d'un interbaute

- "*Dernier sondage en date*

Sondage : les sympathisants PS préfèrent Macron à Cambadélis (ODOXA)

ODOXA la nouvelle venue, Gaël Sliman et Céline Bracq, jusqu'alors respectivement directeur général adjoint et directeur du département opinion de BVA, - BVA : groupe Bolloré et Rothschild.

Et oui Rothschild, la banque d'où vient Macron."

Vont-ils en faire des indics ou des barbares ?

- A Garges-lès-Gonesse, des jeunes des cités rénovent un commissariat - Francetv info

- Des vacances à la Légion étrangère - Francetv info

Pendant une semaine, dix jeunes Marseillais vivent loin de chez eux et découvrent la rigueur de la Légion étrangère. Francetv info 28.08

L'Etat policier est en place ou la France militarisée, occupée.

- Billets nominatifs, patrouilles renforcées...: les propositions européennes pour répondre à l'attaque du Thalys - LeFigaro.fr

- Fouilles des bagages et patrouilles armées: la France va renforcer la sécurité des trains - AFP

Nouvelle extraterrestre.

- Un milliard de terriens sur Facebook - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Quand les instituts de sondages bourrent les urnes.

- La Grèce aux urnes le 20 septembre, Syriza en tête des sondages - AFP

- Grèce : Syriza est en tête des sondages - latribune.fr

Le parti d'Alexis Tsipras reste en tête des sondages, même si son score se tasse. Les dissidents du parti de gauche radicale qui ont créé leur propre parti recueillent 3,5% des intentions de vote. Nouvelle Démocratie (droite) rassemble 19,5% des votes et réduit l'écart avec Syriza.

Le parti Syriza du Premier ministre grec Alexis Tsipras, qui a présenté sa démission la semaine passée, demeure en tête des intentions de vote pour les élections législatives anticipées du 20 septembre, selon deux sondages rendus publics vendredi.

Syriza perd 3 points dans le sondage ProRata

Une enquête d'opinion de l'institut ProRata pour le journal Efimerida Ton Syntakton crédite la formation de gauche de 23% des intentions de vote devant les conservateurs de Nouvelle Démocratie (19,5%).

Le parti Unité populaire, créé la semaine passée par des frondeurs de Syriza opposés au nouveau plan de renflouement financier de la Grèce, n'est soutenu que par 3,5% des 1.000 personnes interrogées.

Les Grecs indépendants, qui participaient à la coalition conduite par Tsipras, obtiendraient 2% et ne franchiraient pas le seuil des 3% nécessaires pour obtenir des élus au parlement.

La précédente enquête de ProRata, publiée début juillet, montrait une avance plus substantielle pour Syriza avec 26% contre 15% à Nouvelle Démocratie.

Les Grecs veulent rester dans la zone euro

Ce sondage révèle que 64% des personnes interrogées estiment qu'Alexis Tsipras, arrivé au pouvoir à la faveur de la victoire de son parti aux élections de janvier, a eu tort de provoquer une nouvelle échéance électorale.

En revanche, 68% des Grecs sont favorables au maintien de leur pays au sein de la zone euro à tout prix, même si cela signifie plus d'austérité.

"Les réponses à ces deux questions conduisent à la conclusion que ces élections anticipées auront un coût pour l'(ancien) Premier ministre et pour Syriza", estime le journal.

Un tiers des électeurs qui avaient soutenu le parti de gauche lors du scrutin de janvier affirment ne pas être certains de le faire à nouveau le mois prochain.

Le sondage montre enfin que 25,5% des personnes interrogées se disent indécises.

Ecart plus étroit dans un autre sondage

Dans une enquête Metron Analysis, Syriza est crédité de 29% des voix, devant Nouvelle Démocratie à 27,8%, le parti d'extrême droite Aube dorée (8,3%) et les centristes de Potami (6,7%). Unité populaire recueillerait 4,1% des intentions de vote.

Les Indépendants n'atteindraient pas le seuil de 3% et ne seraient pas représentés à la Vouli. latribune.fr 28.08

A retenir.

"25,5% des personnes interrogées se disent indécises", et si ce scrutin ressemble au précédent de janvier dernier où 38,49% s'étaient abstenus ou avaient voté blanc ou nul, dès lors le taux d'abstention pourrait dépasser les 50%. Dors et déjà on peut affirmer que le prochain gouvernement sera minoritaire ou illégitime, il reposera sur une majorité parlementaire héréroclite de circonstance qui aura pour unique tâche d'empêcher les masses de trouver la voie de la rupture avec l'euro et l'UE ainsi que les institutions grecs.

Syriza est crédité de 23% à 29% alors qu'il avait atteint 36,34 % en janvier 2015, il perdrait donc entre 13,34% et 7,34% qui ne se reporteraient par sur l'Unité populaire, mais dont la moitié ou les trois quart basculeraient sur d'autres partis ou dans l'abstention. Ils manquent de nombreux partis dont le KKE et le Pasok donc on ne peut pas aller plus loin dans notre analyse.

En tout état de cause Syriza n'obtiendra pas la majorité absolue à la Voli (le parlement grec), donc il se retrouvera dans la même situation qu'aujourd'hui. Les dirigeants de Syriza pourront toujours justifier le recours à l'union nationale, en expliquant qu'en répartissant leurs voix sur différents partis pro-UE les Grecs avaient plébiscité cette forme de gouvernance. Si on s'en tient à ces sondages, cela pourrait correspondre à l'état d'esprit de la majorité de la population dont finalement le niveau de conscience n'a que très peu évolué en 6 ans.

On aura noté également que l'extrême gauche ou l'avant-garde du mouvement ouvrier était plus disloquée que jamais, car à ceux qui composent l'Unité populaire, il faut ajouter le Parti révolutionnaire des travailleurs (EEK), Organisation communiste internationaliste de Grèce OKDE et d'autres organisations, groupes ou groupuscules dont certains avaient participé aux élections de janvier 2015.

Depuis ils ont pondu un nouveau sondage.

- Grèce: le scrutin s'annonce serré entre Syriza et la droite - AFP

A vingt-deux jours des législatives anticipées, l'écart entre le parti de la gauche radicale Syriza et la droite se réduit, le parti d'Alexis Tsipras ne devance que d'un à trois points son adversaire principal, la Nouvelle-Démocratie (ND - droite), selon deux sondages publiés samedi.

Syriza est crédité de 25% des intentions de vote contre 22% pour la ND, selon l'étude de l'Université de Macédoine publiée par le quotidien libéral Kathimerini.

Selon un deuxième sondage publié par le journal centriste Parapolitika et effectué par l'institut Metron Analysis, l'écart entre les deux adversaires n'est que d'un point, 22,2% pour Syriza et 21,2% pour la ND.

Les néonazis d'Aube dorée, dont les dirigeants et cadres sont poursuivis en justice pour des crimes, arrivent en troisième position avec 6,5% dans deux des trois sondages, publiés depuis vendredi.

Celui de Kathimerini montre toutefois que la troisième place pourrait être obtenue par le Parti communiste KKE (6%) ou par To Potami (6%), un parti de centre gauche créé il y a deux ans par un journaliste après l'effondrement des socialistes du Pasok.

Le Pasok n'obtient que 4,1% à 4,5% des intentions de vote alors que le taux des indécis atteint 22% ou 15,5%, selon respectivement Metron Analysis et l'étude universitaire.

Dans les deux sondages de samedi, comme dans celui de vendredi, les Grecs indépendants Anel, parti souverainiste qui s'était allié avec Syriza pour permettre à ce dernier de former un gouvernement en janvier, n'arrive pas à obtenir le plafond obligatoire de 3% pour entrer au Parlement.

En revanche les dissidents du Syriza, le parti eurosceptique L'Unité populaire, est crédité de 5% selon l'étude universitaire et de 3,1%, selon Metron Analysis. AFP 29.08

Commentaire d'un internaute

- "*Les sondages. Je rappelle que le référendum était sensé être serré avec léger avantage pour le oui et ce fut à 61% non. Alors les sondages 0 information 100% manipulation.*

Les gérants de Bruxelles se poilent, puisque de toute façon les élus ne seront que les valets de LEUR politique."

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries septembre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er septembre 2015

CAUSERIE

J'ai bâclé la fin cette causerie après m'être demandé si je devais ou non actualiser le portail...

Je trouve plus de satisfaction dans les cours d'alphabétisation que je donne quotidiennement à ma compagne Selvi (46 ans) illettrée qui fait des progrès remarquables, au point qu'elle maîtrisera sa langue écrite d'ici quelques semaines. On a terminé les voyelles et les consonnes, reste à apprendre l'association des deux à l'intérieur des mots qui donne lieu à de nouveaux signes. Et c'est là que les choses se compliquent.

En français le "i" par exemple s'écrit "i" indistinctement en début, au milieu ou en fin de mot associé à une consonne. En tamoul il fait appel à un graphème ou une lettre différente si vous préférez, il ne s'écrit pas de la même manière. Plus difficile encore, la voyelle peut nécessiter deux graphèmes ou signes, par exemple le "o", un sera placé avant la consomme et l'autre après, et selon que le "o" correspond à un son court ou long, le premier signe sera différent. Pire encore, selon la consonne avec laquelle la voyelle formera une syllabe, ce signe ou graphème sera différent. En résumé le "i" sera représenté par au moins 5 ou 8 graphèmes différents, je ne les ai pas comptés, j'écris et je lis le tamoul depuis 25 ans. Je ne maîtrise pas le tamoul pour n'avoir jamais appris la syntaxe faute de temps, et pour tout dire, je ne suis pas vraiment doué pour les langues.

Une trentaine de nouveaux articles sont à mettre en ligne, on verra cela ce soir ou demain.

La polémique sert à éclaircir les questions théoriques et politiques. Lénine y recourut abondamment dès 1900 et jusqu'à sa mort en 1924.

Ceux qui refusent de s'y livrer ou qu'elle révulse ne souhaitent pas que les militants et les travailleurs y voient plus clair, ils préfèrent se retrancher derrières des principes, des formules ou des citations obsolètes ou stériles parce qu'ils craignent la confrontation des idées, il faudrait les croire sur parole. On leur posera une seule question : A qui profite la confusion extrême qui règne dans le mouvement ouvrier ou dans la tête des travailleurs ? Au régime et à ses représentants.

Voilà comment des militants parvenus à 70, 80 ans ou plus n'ont finalement jamais évolué, sans même s'en apercevoir cela va de soi. On en est désolé pour eux et pour notre cause, d'autant plus qu'ils continuent de louer leurs dirigeants qui ne le méritent vraiment pas, pour nous avoir conduit à la situation inextricable dans laquelle nous nous trouvons. Si au lieu de s'identifier à des idées qu'apparemment ils n'ont jamais maîtrisées, ils s'en étaient tenus au principe selon lequel elles ne nous appartiennent pas, peut-être auraient-ils été mieux disposés pour les partager, car après tout c'est aussi à cela que sert notre combat politique, non ?

L'homo Sapir était un clone. De qui, devinez ?

- La coupable attraction de Jacques Sapir pour le Front national - Sébastien Crépel - (http://www.humanite.fr) - legrandsoir.info 29.08

- Jacques Sapir pousse la provocation jusqu'à invoquer pour son « front » l'exemple du Conseil national de la Résistance (CNR), qui rassemblait « des communistes aux militants de l'Action française » (AF). À cela près que le CNR – dans lequel l'AF, ralliée à Pétain, n'a jamais siégé, à la différence du PCF – unissait des sensibilités politiques diverses dont étaient précisément exclus les ancêtres idéologiques du FN, dans un but commun : chasser le fascisme, et appliquer un important programme démocratique, économique et social approuvé par ses composantes.

Grossier mensonge de stalinien, sans aller chercher dans les archives ou je ne sais où, en réponse à un courriel, le fondateur du Réseau Voltaire, Thierry Meyssan, qui se réclame du CNR, m'avait répondu : "*C'est une constante de notre association que de reprendre la théorie de Jean Moulin qui allia au sein du Conseil de la Résistance aussi bien l'extrême droite que l'extrême gauche à l'exception de ceux qui avaient trempé leurs mains dans le sang des Républicains espagnols.*" (18.07.13)

Le Grand Soir est le rendez-vous des staliniens d'hier, d'aujourd'hui et de demain, tout comme le PCF.

Idées reçues.

- Tsipras a capitulé un "revolver sur la tempe". Faux, il n'a jamais eu d'autres intentions, c'est un social-démocrate. La différence avec l'Unité populaire ? Aucune, en dehors du fait que Tsipras a eu le temps de le prouver.

- La crise de 2008 éclata soudainement. Faux, elle fut programmée, puis instrumentalisée.

- Les Etats-Unis n'ont plus les moyens de leur politique impérialiste. Faux, ils financent en plus une armée privée et consacrent des centaines de milliards de dollars à mettre au point de nouvelles armes nucléaires.

- Le PS est un parti de gauche comportant un courant de droite. Faux, c'était un parti de droite comportant un courant de gauche. Idem pour EELV. Gauche au sens réformiste qui de nos jours signifie de droite.

- Si le capitalisme s'en sort, c'est parce que le mouvement ouvrier est gangrené. Faux, c'est parce qu'il fait tourner la planche à billets ou recourt à des méthodes financières mafieuses. L'un sert à faire oublier l'autre, c'est pratique.

- Si le capitalisme s'en sort, c'est grâce au consensus qui s'est instauré. Faux, c'est parce que le prolétariat n'a pas été capable de se doter d'une nouvelle direction politique. L'un sert à faire oublier l'autre, c'est pratique.

Etes-vous atteint de sclérose ?

Penser par procuration en faisant parler les morts ne permet pas forcément de résoudre les questions de notre époque ou d'aller bien loin.

Saint Marx ou le devin.

Il fut une époque où face aux critiques dont faisait l'objet Marx nous répondions qu'il n'avait pas commis d'erreurs, ce qui en vérité était faux et grotesques puisque Engels a été obligé de réécrire la presque totalité du deuxième volume du Capital, passons, nous affirmions que Marx avait formulé des pronostiques qui ne s'étaient pas réalisés dans les délais qu'ils avaient fixés parce qu'ils ne pouvaient pas prévoir à quel rythme se développeraient dans l'avenir les contradictions du capitalisme, ce qui était une explication passablement correcte quoique sujette à réserve j'ajouterais depuis.

Aujourd'hui, il suffit d'affirmer que Marx n'a pas pu prévoir de quelle manière se réaliserait la financiarisation totale de l'économie et quels instruments l'oligarchie financières créerait pour y parvenir, dans quelle proportion elle étendrait son pouvoir à toute la société et comment elle s'emparerait du pouvoir politique, etc. pour qu'on nous sorte que c'est impossible et que Marx le devin l'avait décrit, ce qui relève de l'hallucination ou du culte de la personnalité. Si Marx avait prédit qu'une ou plusieurs monnaies domineraient les autres à l'échelle mondiale, il n'a jamais prédit qu'une seule monnaie deviendrait hégémonique au point de s'affranchir un jour de son équivalent en or, actions ou obligations ou tout autre actifs. Si Marx avait attaché une importance particulière au développement du crédit, il n'a jamais prévu que l'endettement global mondial atteindrait des sommes aussi faramineuse. Comment l'aurait-il pu puique les instruments qui allait le permettre n'existaient pas à son époque. On pourrait multiplier les exemples et on arriverait aux mêmes conclusions.

Nos détracteurs feraient mieux d'avouer que leurs dirigeants n'ont pas été capables d'écrire la suite du Capital ou qu'ils n'en ont pas eu la volonté, ce serait plus honnête. On aura compris qu'ils n'ont pas pu faillir puisque c'étaient des marxistes et que Marx

avait absolument tout prévu avant de tirer sa révérence. Mais comme il est avéré que ces dirigeants se sont fourvoyés (dans le meilleur des cas), on devrait peut-être en conclure que Marx était en réalité un piètre économiste qui les a induits en erreur, fournissant ainsi un argument aux ennemis du marxisme. Dites-nous, je me demande qui défend réellement le marxisme, vous et vos dirigeants ou moi ?

- "*Bien sûr que Marx avait prévu et anticipé l'importance décisive du rôle destructeur de l'argent ! Dès "l'idéologie allemande"!*".

L'argent ne devait pas seulement avoir un "rôle destructeur", observation qui relève une fois de plus du lieu commun à la portée de n'importe quel crétin depuis que la monnaie existe, il devait étendre son pouvoir tentaculaire à l'ensemble des secteurs économiques et des activités humaines de manière à s'assurer le contrôle des différents agents économiques ou sociaux, au moyen de méthodes et instruments de type mafieux que devait accompagner une idéologie tout aussi envahissante, corrompante et dévastatrice, dont on nous dit qu'il serait inutile de la combattre, alors qu'elle en était le corollaire ou le complément naturel, de sorte que ceux qui tiennent ce discours s'en font les complices, à défaut d'avoir la volonté de les combattre en se réfugiant derrière une analyse et une conception de la lutte des classe obsolète dont Marx, Engels, Lénine ou Trotsky leur servent uniquement de caution.

Apparemment vous êtes fâché avec la dialectique.

Lorsque les banquiers de la Fed (et la BCE) fabriquent des dizaines de milliers de milliards de dollars sans équivalent ou qui reposent sur du vent et qu'ils se les distribuent, on n'est plus dans le cadre de la monnaie créée par une banque centrale correspondant à une somme en or ou en argent, actions ou obligations qu'elle posséderait, ni même dans le cadre de l'argent que les clients des banques auraient déposé sur différents comptes et qui servirait au banquier de garantie, car il n'y suffirait pas au regard des sommes gigantesques dont il est question, ces conditions sont dépassées ou ne s'appliquent pas, on est passé à un cran supérieur quantitativement et qualitativement et nos banquiers sont devenus de faux-monnayeurs. D'autant plus que s'ils ont procédé comme en 1929 au lieu d'intervenir après l'effondrement de Wall Street et d'injecter des capitaux dans l'économie productive, ils sont intervenus avant qu'il ne se produise en intervenant encore plus massivement de 2008 à nos jours pour sauver les banques et leur système financier, afin d'éviter que cette crise n'atteigne les fondements du capitalisme ou se traduisent par des centaines de millions de chômeurs supplémentaires dans le monde, ce qui au passage devait leur permettre d'une part d'éviter un affrontement direct avec la classe ouvrière à l'issue incertaine, et d'autre part d'accroître encore leur pouvoir politique.

Si Marx a effectivement décrit le fonctionnement de la banque centrale des Pays-Bas qui servit de modèle à celle d'Angletterre qui existait à son époque, il n'a pas pu prévoir comment la Fed qui sera créée en 1913 étendra ses activités et son pouvoir. Comme une banque centrale avait malgré tout existé auparavant aux Etats-Unis, on veut bien admettre qu'il avait pu l'ébaucher ou l'entrevoir, mais pas au-delà, il ne pouvait pas prévoir quelles en seraient les conséquences sur l'ensemble du système capitaliste, comment finalement la financiarisation de l'économie contribuerait à modifier profondément et durablement les rapports entre les classes et influerait sur la lutte des classes au détriment de la classe ouvrière.

En résumé, ils n'ont pas seulement violé les lois de fonctionnement de l'économie capitaliste en se dotant de nouveaux instruments financiers et en recourant à des méthodes mafieuses (Libor, etc.) pour éviter son effondrement soudain et brutal, en procédant de la sorte ils sont parvenus à modifier les rapports entre les classes accélérant la décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde, ce qui devait leur permettre de poursuivre leur offensive généralisée contre le prolétariat sans que celui-ci ne puisse s'y opposer efficacement, et de franchir de nouvelles étapes vers la réalisation de leur objectif politique final, la prochaine étant notamment l'adoption du traité transatlantique de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE.

Pour avoir sous-estimé ou avoir refusé d'admettre cet aspect politique de la stratégie de l'oligarchie financière dans leurs analyses, la combinaison ou le lien qui existait entre les mesures financières qu'elle allait adopter et leurs répercussions sur le plan politique, les dirigeants du mouvement ouvrier se priveront des moyens de la combattre efficacement ou de construire le contre-pouvoir, dont le parti qui nous fait tant défaut, qui auraient permis dans un premier temps de freiner ou stopper cette offensive du capital, et de commencer à réunir les conditions qui aurait permis raisonnablement d'entrevoir à court ou moyen terme le renversement du régime en place, à condition de mener le combat politique dans la perspective politique d'un changement de régime et non celui de vouloir faire reculer le gouvernement qui relève du pur opportunisme.

Les dirigeants du mouvement ouvrier et de son avant-garde sont inconséquents ou manquent singulièrement de rigueur pour avoir tourné le dos au marxisme ou au matérialisme dialectique. Ils n'ont manifestement pas tiré toutes les conséquences du fait que les banques centrales sont intervenues pour sauver en priorité l'industrie financière et que c'était accessoirement qu'ils ont sauvé le système capitaliste ou uniquement parce que la chute de l'une aurait entraîné la chute de l'autre, et qu'à aucun moment l'oligarchie financière n'a manifesté l'intention de relancer l'économie, ils n'ont fait que le constater sans se demander au juste pourquoi et quelle allait en être la traduction politique.

En réalité l'oligarchie financière n'a fait qu'appliquer sa stratégie politique, mais comme nos dirigeants refusent d'admettre qu'une telle stratégie existerait, là encore ils en sont restés au schéma en partie obsolète décrit par Marx et Lénine, qui toutefois annonçait l'orientation qu'emprunterait le capitalisme mondial qu'ils n'ont pas voulu prendre en compte, si en voulait une preuve, on pourrait faire référence à leur idéalisation de la classe ouvrière et plus particulièrement de ses couches supérieures

qu'ils considèrent comme l'avant-garde du mouvement ouvrier, alors que Lénine considérait qu'elles étaient les pendants de l'aristocratie financière à l'époque de l'impérialisme ou les plus aptes à verser dans le réformisme ou à être corrompues par l'idéologie de la classe dominante. Après on se demandera qui a tourné le dos au marxisme ou au léninisme, eux ou nous, on laissera nos lecteurs en juger librement.

Toute analyse sera faussée dès lors que son auteur refuse de prendre en compte l'ensemble des facteurs et rapports qui composent la situtation, nous n'avons cessé de le répéter depuis des années, en vain apparemment, car c'est bien de cela qu'il s'agit ici. Vous en voulez un exemple supplémentaire, je vous livre la dernière réflexion que je me suis faite ce matin. Ils se gargarisent avec les réformes obtenues lors des "Trente glorieuses", alors qu'en réalité elles furent le meilleur moyen de corrompre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier, elles qu'elles devaient précipiter leur perte ou en être le cercueil, vous avouerez que pour faire preuve d'un tel aveuglement qui frôle l'hystérie actuellement au POI, il faut avoir un grave problème politique à résoudre.

- "*La "dictature mondiale de l'oligarchie financière" est en complète contradiction avec l'analyse léniniste de l'impérialisme!*"

Vous croyez que cela leur viendrait à l'idée de se demander qui gouverne le monde si ce n'est pas l'oligarchie financière anglos-saxonne et sa composante internationale, qui les Etats, un Etat, lequel, des institutions, une institution, laquelle ? Non, car pour eux personne ne gouverne vraiment le monde, personne ne détermine l'orientation du capitalisme mondial, personne n'est aux commandes, personne ne décide quelle stratégie et quelle politique doivent appliquer les différents gouvernements, personne n'a le pouvoir de les dicter aux différentes institutions, mais étrangement ils et elles adoptent exactement les mêmes à la virgule près ou répondent aux mêmes critères, aux mêmes objectifs, c'est étrange n'est-ce pas. Et ils ne peuvent même pas prétendre qu'ils ou elles adopteraient la même politique en ayant des objectifs divergents, puisqu'on s'aperçoit à l'arrivée queleur politique favorise la concentration du capital et du pouvoir entre les mains de l'oligarchie financière, y compris en Russie et en Chine, les régimes en place dans ces deux pays sont désormais en sursis, cela non plus ils ne peuvent pas l'admettre car leur théorie foireuse tomberait à l'eau.

Vouloir analyser le stade auquel est parvenu l'impérialisme à partir des rapports économiques qui existaient à l'époque de Lénine ou Marx, c'est comme vouloir réaliser une greffe du coeur avec les connaissances et les instruments qui prévalaient il y a un siècle ou un siècle et demi en arrière, c'est une aberration qui ne peut sortir que d'esprits totalement sclérosés, fatale.

Pour mieux mesurer ce degré de fossilisation irréversible, je vous livre la conclusion à laquelle était parvenu mon correspondant :

- "*Aucun changement en 2008, pas plus avant qu'après, dans l'analyse du capitalisme pourrissant et de la destruction massive de forces productives faite par Gluckstein et le CCI !*"

Amen ! On aura compris que de 1848 à 2008, soit au cours des 160 dernières années écoulées, le capitalisme n'a pas changé et tous les rapports au sein de la classe des capitalistes et entre les classes n'ont jamais évolué, bravo!

A ce niveau là, c'est assurément incurable. Le trotskysme après la mort de Trotsky n'a été qu'une caricature du marxisme élevé au rang de dogme ou fétiche stérile, voilà la conclusion à laquelle je suis parvenu.

Dogmatisme pour l'éternité. Suite de l'article précédent.

Trotsky tout comme Lénine considéraient impossible les Etats-Unis d'Europe sous l'égide du capitalisme, plus largement encore Lénine estimait inconcevable l'union des capitalistes à l'échelle mondiale.

Toute la propagande des dirigeants trotskystes en direction de leurs militants a reposé sur ces conclusions, qui devaient servir à justifier théoriquement leur ligne politique axée contre l'UE.

Maintenant, était-ce à dire qu'ils ne se réaliseraient jamais ? C'est ce que les esprits sclérosés ou dogmatiques pratiquant le culte de la personnalité affirment. Etait-ce cependant justifié ? Il ne faut écarter aucune hypothèse, contrairement à eux qui ont tendance à prendre à la lettre ce qui figure dans les livres lorsque cela correspond à leus désirs ou justifie leur ligne politique.

Lénine s'étaient exprimés sur cette question il y a près d'un siècle ou plus de 75 ans en ce qui concerne Trotsky. Il nous faut admettre que le monde et le capitalisme ont depuis connu de profondes transformations qu'il nous faudra bien prendre en compte dans notre analyse et sa conclusion si l'on ne veut pas imiter nos détracteurs. La question est de savoir sur quels facteurs et sur quels rapports reposaient les analyses de Lénine et Trotsky. On doit donc commencer par déterminer quels étaient ces facteurs et rapports et définir de quelle manière ils ont évolués, dans quelle direction, etc.

On ne fait qu'aborder ici succinctement cette question qui nécessiterait un long développement, disons qu'on livre en substance la conclusion à laquelle nous sommes parvenus en se contentant d'énoncer sur quels facteurs ou rapports elle repose.

Il semblerait que la résistance des travailleurs et l'existence du mouvement ouvrier organisé aient été les principaux

facteurs interdisant la réalisation des Etats-Unis d'Europe et l'instauration d'un gouvernement mondial, car l'établissement de ces deux institutions sous-entendaient qu'elles reposeraient sur le moins social en vigueur au sein des pays de l'UE et ensuite dans le monde qui serait imposé à l'ensemble des travailleurs, ce qui à son tour sous-entendait qu'ils n'auraient pas les moyens de se mobiliser victorieusement contre la remise en cause de leurs acquis ou droits sociaux supérieurs à ceux des travailleurs des autres pays, donc ce qui incluait au préalable que l'essentiel de leurs droits sociaux soient liquidés et que leur capacité à se mobiliser soit neutralisée d'une manière ou d'une autre, de l'intérieur du mouvement ouvrier ou en recourant à la force comme en Ukraine en ce moment par exemple, ce qui incluait à son tour qu'il existe un consensus entre tous les partis institutionnels incluant les ex-partis ouvriers et que le prolétariat ne soit pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction.

On observera qu'à ce stade, cette condition a été remplie dans une large mesure.

Pour continuer sur le plan politique, on remarquera qu'à travers les différentes institutions de l'UE qu'ils ont créées, ils se sont donnés les moyens de spolier les droits politiques des travailleurs qui non seulement n'ont plus aucune représentation politique au niveau des institutions nationales, mais celles-ci ont été vidées de leur substance ou sont désormais totalement inféodées à celles de l'UE, à la Commission européenne principalement. Et lorsqu'on observe que 80% des lois ou mesures que le Parlement français adoptent correspondent aux directives dictées par la Commission européenne, et qu'on ajoute que même le budget de l'Etat doit désormais faire l'objet de l'accord de la Commission européenne pour être adopté, on a là la preuve que l'Etat français a renoncé à sa souveraineté au profit de cette institution supranationale, donc en conclusion il a abdiqué son pouvoir politique au profit de l'UE.

Dans ces conditions les travailleurs ne peuvent plus s'opposer à une loi antisociale ou à une mesure politique qui ont été adoptées à l'origine ailleurs qu'en France, à Bruxelles. Ce constat est valable à condition et à condition seulement qu'on refuse d'admettre que l'Etat français, les institutions existent et fonctionnent toujours et qu'elles ont les moyens de rejeter ces lois et mesures dictées par la Commission européenne, et c'est parce qu'on a refusé d'axer son combat politique contre les institutions de la Ve République qui servent de relais à l'établissement de la dictature européenne et de construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire sur cet axe politique, qu'on a laissé le champ libre à l'UE et aux souverainistes, aux nationalistes et à l'extrême droite.

Cette politique axée sur l'UE, non seulement elle ne devait pas permettre de doter le prolétariat d'une nouvelle direction politique, elle devait aboutir à une crise au sein de ses partisans, qui se traduira une nouvelle fois par la dislocation des militants de l'avant-garde du mouvement ouvrier, tandis que les travailleurs demeureront désarmés politiquement, désemparés ou démoralisés.

Pendant ce temps, notre ennemi continuera d'affûter ses armes contre le mouvement ouvrier, ce qui se traduira par une régression sociale généralisée, la mise en oeuvre d'une politique d'austérité de plus en plus violente à l'instar de la Grèce ou du Portugal, dans une moindre mesure en Italie jusqu'à présent.

Le cas de la Grèce est significatif à plus d'un titre, car on s'aperçoit que le contenu des différents mémorandums qu'ils ont imposés au prolétariat grec ont conduit à réduire leur niveau de vie au niveau des pays les plus pauvres de l'UE ou les pays se situant dans sa périphérie et même au-delà, au point que les revenus des couches inférieures de la classe ouvrière grecque rivalisent dorénavant avec ceux de pays comme la Roumanie, la Pologne ou même la Chine et l'Inde, après avoir nivelé les rémunérations (et les retraites) vers le bas, programme qu'ils rêvent d'imposer aux travailleurs de toute l'UE, pas à la totalité des travailleurs car ils ont encore besoin de conserver des couches et des classes moyennes pour écouler leurs marchandises, à l'ensemble des travailleurs les moins qualifiés, les travailleurs manuels qui exécutent des tâches répétitives quotidiennement ou qui se trouvent en bas de l'échelle sociale, justement ceux dont se détournent syndicats et partis ouvriers qui leur préfèrent les couches supérieures, les intellectuels parce qu'ils seraient plus aptes à se mobiliser pour défendre leurs avantages ou leurs statuts ou parce qu'ils auraient encore quelque chose à perdre, ceux qui en réalité sont les plus inféodés au capitalisme, parce qu'ils tirent encore quelques satisfactions à titre individuel de leur condition.

Leurs armes seront l'euro (ou le dollar et la planche à billets), la BCE, la dette, la soumission au marché, au talon de fer de l'oligarchie financière dont la Commission européenne incarne les intérets sur le plan politique. On peut ajouter le FMI, et demain le traité transatlantique de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE.

Toutes ces institutions (et bien d'autres) fondées dans la foulée de Bretton Woods à l'issue de la Seconde Guerre mondiale n'existaient donc pas à l'époque où Lénine et Trotsky s'étaient prononcés sur les Etats-Unis d'Europe et la mondialisation. Elles ont été créées pour atteindre ces objectifs politiques, soumettre les peuples du monde entier à une seule et même idéologie, les Etats à une seule et unique stratégie mondiale pour assurer la continuité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme avec lequel se confond leur domination de classe, plus que pour préserver le vieux système capitaliste parvenu en bout de course et qu'ils savent condamnés à l'effondrement du fait qu'il repose sur des inégalités entre les classes qui ne peuvent aller qu'en s'accroissant dans le futur, concentration du capital et pouvoir toujours plus grand entre quelques mains oblige.

Sachant que le développement du capital se traduirait encore et toujours par de nouvelles crises toujours plus dévastatrices et aux conséquences imprévisibles ou incontrôlables, ils avaient le choix entre recourir aux moyens classiques pour réduire temporairement ces crises inévitables, attendre que de gigantesques faillites et dépressions voient le jour en causant du jour au lendemain un désastre social menaçant leur régime ou la guerre, qui dans un contexte marqué par l'existence d'armes chimiques, biologiques et nucléaires comportait un risque encore plus grand jusqu'à menacer leurs propres existences

ou transformer une partie de la terre en un no man land permanent, qui resterait à jamais gravé dans les mémoires et risquerait du même coup de servir de repoussoir à leur propagande en direction des peuples auxquels ils devaient encore imposer le reste de leur plan.

Ou alors, ils devaient procéder par étapes, morceau par morceau, couche par couche ou classe par classe, et patiemment construire la superstructure financière et politique mondiale qui permettraient de venir à bout de la résistance de tous les peuples sur lesquelles ils n'auraient absolument aucune emprise, et c'est bien le cas avec la troïka ou la totalité des institutions qu'ils ont fondées depuis 1944, y compris l'ONU.

Ils allaient bénéficier du soutien inestimable de la social-démocratie dégénérée et du stalinisme pour réaliser pas à pas leur plan. Ils allaient parvenir à finir de corrompre le mouvement ouvrier et le prolétariat amarrés solidement plus que jamais au capitalisme, au point d'éloigner la menace de la révolution socialisme renvoyée à une date indéterminée, la décomposition ou la dégénérescence de l'avant-garde incapable d'assurer la continuité du marxisme ou de renouer avec les enseignements de la lutte de classe du passé légués par les marxistes, leur laissant pour ainsi dire le terrain libre pour poursuivre leur offensive tout azimut.

Le prolétariat dès lors ne devait plus remporter aucune victoire politique, et si malgré tout cela se produisait, elle serait aussitôt annulée par décret ou en recourant à un subterfuge sans qu'il puisse s'y opposer, témoignant du niveau de la puissance politique atteint par ses ennemis.

Il faudrait aussi se demander comment et pourquoi ils ont conçu les différentes étapes de leur plan.

L'UE a été conçue comme un instrument pour niveler vers le bas les conditions de travail et d'existence des travailleurs, tout ce qui a un contenu social de près ou de loin en fait, mais aussi pour favoriser les multinationales ou les trusts, les banques, sans toutefois parvenir à une harmonisation fiscale dont au contraire ils allaient profiter pour éliminer les capitalistes les moins compétitifs ou les absorber ou encore payer moins d'impôts sur les bénéfices, sans parvenir non plus à se doter d'un pouvoir politique fédéral, auquel sont opposés les Américains depuis le début et qui entendent continuer à modeler pas à pas la construction européenne à leur image pour en conserver le contrôle.

Ils pourraient bien cependant avancer sur le volet politique une fois et une fois seulement que le traité transatlantique aura été adopté et sera entré en application, car à partir de ce moment-là les Etats constitueront le seul obstacle encore capable (en principe) de résister ou de s'opposer, de contester le pouvoir des multinationales, aussi serait-il préférable qu'ils cèdent la place à un Etat fédéral qui leur serait totalement inféodé, qu'il émane de l'UE ou du suffrage universel n'ayant aucune importance puisque les peuples auraient le sentiment que le pouvoir politique leur ayant (déjà) totalement échappé, ils n'auraient aucun moyen de faire entendre leurs voix ou même de comprendre ce qui est en train de se tramer dans leur dos, de telle sorte que ce ne serait plus qu'une formalité.

Resterait à régler le compte des différents capitalistes récalcitrant au cours qui leur serait imposé par l'oligarchie financière et qui verra un grand nombre d'entre eux disparaître, ce qui ne devrait pas constituer un obstacle insurmontable compte tenu qu'ils ne bénéficieront d'aucun soutien populaire une fois les masses exploitées réduites au servage.

L'UE devenue une copie conforme des Etats-Unis, pour ainsi dire intégrée aux Etats-Unis, son président et les membres de son gouvernement seraient sélectionnés à Washington en accord avec les différents gouverneurs des Etats de l'UE qui ne pourraient que s'y soumettre. Tout comme pour le reste du monde, la politique qu'elle adopterait et son sort seraient réglés lors des réunions du groupe Bilderberg ou au sein de la Commission trilatérale également chapeautée par Rockefeller, dont le Pentagone et la CIA ainsi que l'OTAN sont les bras armés.

Nos détracteurs préfèrent dans leur analyse ignorer l'existence du groupe Bilderberg ou de la Commission trilatérale qui inclut des participants du monde entier, y compris des Russes et des Chinois. Ils versent dans le déni parce que ces institutions ne figurent pas dans leur théorie d'un autre âge, parce qu'ils n'en comprennent pas la signification ou la fonction et par conséquent la portée et les objectifs. Quelle crédibilité peuvent avoir de telles analyses ? Aucune à nos yeux.

Mais pourtant, c'est bien lors des réunions de ces institutions qui rassemblent les membres les plus puissants ou influents de la planète qu'est adoptée l'orientation économique et politique qui déterminera leur intervention dans tous les secteurs d'activité de la société, leurs rapports avec l'ensemble des acteurs économiques, politiques et sociaux. On se demandera comment il serait possible de combattre la classe dominante tout en occultant volontairement sa stratégie politique et ses institutions qui se trouvent au sommet du capitalisme mondial. Cela n'est pas sérieux ou relève de l'aventurisme de toute évidence.

Croyez-vous que sur cette base le mouvement ouvrier et son avant-garde pourrait se reconstruire sur des bases saines ? Il faut être naïf ou demeuré pour le croire un seul instant, jamais nous ne parviendrons à réaliser un pas en avant vers notre objectif.

Du coup je m'interroge sur la pertinence de continuer à me ruiner la santé à actualiser ce portail pour finalement rien.

J'ai acquis la conviction qu'il n'y avait absolument rien à attendre de ces générations de dirigeants ou cadres, qui ont été corrompus par le réformisme et/ou le stalinisme, l'idéologie de la classe dominante. Je parle de tous ces dirigeants issus des partis qui existaient avant ou ont vu le jour depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ils n'incarnent pas la classe ouvrière et le socialisme, mais l'aristocratie ouvrière soumise à l'ordre établi, la plupart en ont conscience et sont des imposteurs. Vous allez peut-être penser que j'en vois partout, que voulez-vous que j'y fasse, j'en suis mille fois désolé, ils l'ont suffisamment démontré, mais là encore on peut très bien fermer les yeux et le nier, on peut tout nier, c'est si facile, c'est d'autant plus difficile à admettre quand on leur ressemble.

Apparemment on n'appartient pas au même monde.

Il y a des gens qui savent tout et on tout compris mieux que tout le monde, qui sont imbus de leur petite personne et qui veulent imposer leurs idées aux autres. Personnellement j'appartiens à la catégorie qui préfère partir du principe que je ne sais rien et que j'ai tout intérêt à commencer par réfléchir et à me poser des questions avant de leur donner des réponses qui me tombent toutes cuites dans la bouche et qui finalement n'ont rien résolu du tout, eux ils parviennent à se convaincre du contraire bien que la réalité les contredise, moi je n'y arriverai jamais et franchement je n'y tiens pas.

En observant que les personnes qui se connectent sur ce portail n'ont rien à foutre de son auteur, je me suis dit que le compte à rebours avant de prendre la décision finale d'arrêter ou non ce portail courra jusqu'au 11 septembre, date à laquelle j'aurai 60 ans.

Quel est l'imposteur qui a osé remettre le couvert ?

- "*J'aimerais bien que ce soit la même chose au PS et que la droite s'en aille du PS*".

Réponse : Mélenchon dans un discours en clôture de l'université d'été du PG.

Car il estime que le PS serait de gauche, normal puisqu'il en est issu sinon ce serait avoué qu'il est de droite.

En fait tous ces partis pourris que sont le PG, Syriza, Podemos, etc. issus de partis sociaux-démocrates ou écologistes, ce qui revient au même, ont été fondés pour prendre le relais des partis sociaux-démocrates rejetés par les travailleurs pour à l'aide d'artifices assurer la survie des illusions qui avaient si bien fonctionnées pendant de nombreuses décennies pour le compte du régime en place, sous une autre étiquette et avec de nouveaux dirigeants.

Ces partis sont des partis sociaux-démocrates aussi dégénérés que ceux dont ils ont pris la place comme vient de le démontrer Syriza. Quant aux dirigeants de l'Unité populaire, en reprenant l'appelation du parti d'Allende qui avait ouvert la voie à Pinochet et au fascisme au Chili, ils ont indiqué d'emblée quelle était la nature de leur coalition dont il n'y a rien de mieux à en attendre.

M. Mélenchon a balayé l'idée de "Front de libération nationale" réunissant la gauche et la droite, formulée par l'économiste Jacques Sapir. "Honte à ceux qui essayent de nous embrigader dans un camp qui n'est pas le nôtre", a-t-il répliqué. AFP 30.08

Sapir n'a fait que logiquement tenir compte de la nature du Front de gauche qui se réclame du Front populaire et du Conseil National de la Résistance, son extension pendant la Seconde Guerre mondiale, poussant la collaboration de classes initiée par le Front populaire avec le Parti radical jusqu'à l'extrême droite avec l'Action française notamment.

Non monsieur Mélenchon, Sapir n'a pas commis d'erreur. Mais alors, est-ce à dire qu'ils figureraient effectivement dans le même camp ? Celui du maintien de l'ordre établi, sans l'ombre d'un doute, flanqué des staliniens franchement qui pourrait en douter une seconde ?

La gamelle en famille sur tous les fronts.

- Mélenchon appelle à "élargir" le Front de gauche pour éviter la "macronite" - AFP

Le co-fondateur du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a appelé dimanche à "élargir" le Front de gauche, notamment aux frondeurs du PS et aux écologistes, pour éviter une "macronite" de la gauche, en clôture de l'université d'été du parti à Toulouse.

A trois mois des élections régionales, "il faut se rassembler", a lancé M. Mélenchon. AFP 30.08

- Front de gauche: Mélenchon et Laurent (encore) en désaccord - lexpress.fr

"Depuis deux ans, le PCF et le PC ne prennent même plus la peine de faire leur rentrée politique conjointement", note Le Monde qui revient sur cette rentrée dispersée, ce lundi.

A Toulouse, le Parti de Gauche (PG) menait son "remue-méninges" annuel alors que le rapprochement avec EELV se précise dans plusieurs régions pour le scrutin de la fin de l'année.

Le leader du Parti communiste (PCF), lui, sourit moins. "Le Front de gauche ne peut pas, pour quelques postes, être la roue de secours d'une EELV qui chercherait à sauver les meubles", après le départ médiatique de François de Rugy et Jean-Vincent Placé

Cette fois, outre la question stratégique des accords avec EELV pour les élections régionales, ils se sont trouvés une nouvelle pomme de discorde: Syriza. Si Pierre Laurent semble toujours soutenir Alexis Tsipras et son plan A, Jean-Luc Mélenchon opte pour le plan B et brûle l'idole autrement adorée de la gauche radicale européenne.

"La Fête de l'Humanité, qui se tient du 11 au 13 septembre à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), pourrait être un nouveau théâtre de divisions", avertit Le Monde. En effet, Pierre Laurent accueillera des représentants de Syriza, alors que Jean-Luc Mélenchon annonce la venue de Yanis Varoufakis, ex-ministre grec des Finances qui n'en finit plus de dénoncer la "reddition" d'Alexis Tsipras cet été. Il n'y a pas qu'en France que la gauche et la gauche de la gauche se morcelle. lexpress.fr 31.08

Le consensus ne doit connaître aucune faille. Twitter, la bonne conscience ou la limite des bonnes intentions des imposteurs.

- Pour Jean-Christophe Cambadélis, la gauche va mal à cause de Twitter - Francetv info

"Dans l'univers médiatique tel qu'il est (...) tout le monde veut être repris. Y compris les élus socialistes, souligne Jean-Christophe Cambadélis. Je leur ai dit que nous participions, ainsi, de l'émiettement, de la fragmentation de la gauche."

Mais comment Twitter participe-t-il à l'émiettement de la gauche ? "Aujourd'hui, les socialistes veulent être dans l'espace public par l'intermédaire des tweets et un tweet n'est repris que s'il attaque sa propre formation, insiste le chef des socialistes. Ceci donne à la gauche une dimension chaotique qui n'est pas ce qu'il se passe dans les réunions mais qui est ce que vous êtes obligés, parce que c'est une réalité, de prendre en compte." Francetv info 30.08

Merci de cette précision, en réunions ils sont tous d'accord, mais lorsqu'ils se retrouvent sur le terrain face aux travailleurs, ils sont mal à l'aise, ils essuient des critiques virulentes, et pour ne pas avouer que ce sont des vendus et ne pas se couper de leurs électeurs ils répercutent sur twitter leurs critiques qu'ils font semblant de reprendre à leur compte, mais même cela est insupportable pour Cambalédis qui estime qu'ils doivent trouver les moyens de vendre la politique réactionnaire du PS aux travailleurs.

En complément. Toujours la gamelle.

- Cambadélis à «BFM Politique» : le PS est «social-écologique» - LeParisien.fr

- Régionales: Valls appelle à l'union avec les écologistes au 1er tour "partout en France" - AFP

Quand ils "***roucoulent***" en famille.

Ils sont aux anges !

- Les roucoulades de Manuel Valls et Pierre Gattaz - Slate.fr

Au-delà des postures habituelles, le Premier ministre et le président du Medef ont affiché des objectifs convergents pour promouvoir le travail, améliorer la compétitivité des entreprises et alléger les contraintes administratives.

Quelle belle rentrée, qui voit le chef du gouvernement et le patron des patrons partager les mêmes objectifs et s'inscrire dans les mêmes dynamiques pour stimuler la croissance économique.

Dans une tribune aux Échos dont il a repris les thèmes à l'université d'été du PS à La Rochelle, Manuel Valls a encouragé l'effort, l'initiative et la prise de risque pour promouvoir le travail. Dans son discours à l'université d'été du Medef, Pierre Gattaz a insisté sur le goût de l'effort et le sens du mérite pour défendre le travail, en ajoutant l'audace et le courage pour les entrepreneurs. Les entendant tous deux, un martien en transit pourrait penser que ces deux hommes partagent les mêmes idées sur la valeur travail, «valeur centrale de la gauche», a souligné le ministre de l'Économie Emmanuel Macron.

D'autant que, sur les politiques à mener pour soutenir l'économie, ils se rejoignent encore. Le patron des patrons dénonce-t-il une fiscalité «parmi les plus élevées d'Europe» et «totalement dissuasive pour l'investissement»? Il faut la réformer, répète-t-il

en boucle, en commençant par une réduction des dépenses publiques, qui est «la mère de toutes les réformes».

Or, Manuel Valls lui fait écho en présentant la baisse de la fiscalité parmi les objectifs prioritaires, parce qu'«une fiscalité et un coût du travail élevé, ce sont aussi des entreprises moins compétitives dans une économie mondialisée». Et lui-aussi considère que, pour faire baisser la pression fiscale, il faut «maîtriser la dépense publique».

Même constat, même projet. Pas de fausse note, apparemment.

Même chose sur la compétitivité: on ne peut que constater la convergence de Manuel Valls et de Pierre Gattaz. Celui-ci a d'ailleurs salué la mise en œuvre par le président de la République et le gouvernement du Pacte de responsabilité à hauteur de 41 milliards d'euros, amorçant la nécessaire baisse des charges qui pèsent sur les entreprises.

Un inhabituel hommage patronal à l'action du gouvernement socialiste, même si le patron des patrons juge que l'effort sur la fiscalité n'est pas encore suffisant, et si le Premier ministre –qui assure que le soutien aux entreprises ne sera pas remis en cause malgré des pressions contraires à gauche– réplique en demandant au patronat de tenir ses engagements en matière d'investissement et d'embauche.

Chacun à sa place, les deux hommes expriment bien les mêmes souhaits pour atteindre le même objectif. Rien que de très normal pour notre martien, qui n'en est pas à son premier passage sur Terre: il se souvient que l'an dernier, le même Manuel Valls avait proclamé devant les mêmes patrons «J'aime l'entreprise». Après les grandes déclarations, les travaux pratiques.

Rassurer le patron des patrons

Il reste bien des points noirs, comme le poids des contraintes administratives et la réglementation du travail. Justement, comme par hasard, alors que Pierre Gattaz dénonce «une complexité administrative asphyxiante» et un «marché du travail trop complexe et trop rigide», Manuel Valls regrette que l'économie soit «entravée par des réglementations excessives ou trop complexes» et propose de «repenser la façon d'élaborer la réglementation du travail».

Comment? Entre autres, en laissant «plus de liberté aux entreprises et aux salariés pour prendre les décisions les mieux adaptées pour eux», indique le Premier ministre dans sa tribune. Et en donnant plus de place aux accords d'entreprises qu'à la loi en matière de droit du travail. Avec plus de souplesse pour les entreprises et un dialogue social redynamisé, a-t-il répété à La Rochelle, quitte à heurter certains militants socialistes, qui l'ont sifflé.

De quoi rassurer le patron des patrons, qui veut «favoriser l'accord d'entreprise ou de branche par l'inversion de la hiérarchie des normes» et qui reconnait qu'«un certain consensus est en train d'apparaître parmi les responsables politiques ainsi que d'éminents juristes, de droite comme de gauche, autour de cette nécessaire évolution».

À écouter les uns et les autres, le martien a pu repartir rassuré sur la qualité des relations entre un gouvernement dont le chef revendique son positionnement social-démocrate et un patronat qui, tout en reconnaissant une certaine complicité passée dans certaines dérives imputées à l'État, espère en la victoire d'une France «réunie, rassemblée et apaisée avec elle-même». Quel bel acte de foi! Slate.fr 31.08

En complément. Macron s'y verrait bien.

- Macron plaide pour un commissaire en charge d'un gouvernement économique de la zone euro - 20minutes.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

La classe dominante a désigné ses candidats favoris.

- Un sondage donne Valls et Juppé favoris pour d'éventuelles primaires - Liberation.fr

L'ennemi à abattre.

- Valls insiste sur la nécessité de réformer le droit du travail - AFP

Et ses fossoyeurs.

- PCF : "Il ne faut pas bazarder le code du travail" - AFP

- Gérard Filoche : «Manuel Valls ne connaît rien au code du travail» - Public Sénat

Ils pourraient au moins arrondir au chiffre supérieur...

- Le patron d'Alcatel quitte le groupe avec jusqu'à 13,7 millions de prime - Francetv info

Racket. Et la réponse : Boycott !

- La présidente de France Télévisions veut étendre la redevance aux ordinateurs et smartphones - LeMonde.fr

Cela fait 8 mois que je me passe de télévision, un vrai bonheur !

Ainsi va la réaction.

- Xavier Bertrand appelle à "désarmer" les gens du voyage - Le Huffington Post

- Conflit d'intérêts: un conseiller du secrétaire d'Etat aux Anciens combattants démissionne - L'Express.fr

- Près de 10% des services d'urgences menacés de disparition selon un rapport remis à Touraine - 20minutes.fr

- L'éthylotest anti-démarrage, une arme pour lutter contre la mortalité sur les routes ? - Francetv info

Ils ont l'art de créer de nouveaux besoins ou de satisfaire les lobbies...

Obsession d'esclavagiste ou quand servage rime avec sevrage.

- Voici que manger au bureau pour être plus efficace - Le Huffington Post

C'est l'avenir qu'ils vous réservent, réjouissez-vous ! Chut, il ne faut pas combattre leur idéologie, vous avez juste le droit de l'avaler, bon appétit de la part d'un soi-disant trotskyste !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- Ukraine : ce qu'on sait des heurts qui ont fait un mort et 90 blessés devant le Parlement de Kiev

Des heurts ont fait une centaine de blessés et un mort lundi 31 août devant le Parlement de Kiev, en Ukraine. Le ministère de l'Intérieur a accusé des membres du parti d'extrême-droite Svoboda d'être à l'origine de ces violences. Celles-ci ont éclaté après le vote des députés accordant davantage d'autonomie aux "républiques populaires" séparatistes pro-russes de Donetsk et de Lougansk. francetvinfo.fr 31.08

2- Grèce

- Elections en Grèce : Tsipras mise sur "la majorité absolue" - latribune.fr

L'ancien Premier ministre grec Alexis Tsipras a appelé dimanche les Grecs à lui donner "un mandat fort, une majorité absolue" lors des législatives du 20 septembre, un objectif qui semble difficile à atteindre malgré l'avance de Syriza dans les sondages.

Dans un entretien à l'hebdomadaire Realnews sur l'enjeu de ces élections législatives dans trois semaines, Alexis Tsipras, qui brigue un second mandat, s'est montré déterminé: "C'est simple, clair et démocratique: nous demandons un mandat fort, une majorité absolue pour le gouvernement de Syriza" pour les quatre prochaines années.

Et d'ajouter: "C'est une occasion de sortir du bipartisme droite Nouvelle-Démocratie (ND) et Pasok (socialistes)", les deux formations qui ont dominé la vie politique grecque durant "les quarante dernières années (...). C'est crucial de ne pas revenir en arrière et de faire un bond en avant".

En devançant de 1 à 3,5 points, selon les sondages des instituts grecs, son principal adversaire la ND, Syriza a peu de chances d'obtenir une majorité absolue lors de ce scrutin anticipé. Il serait ainsi contraint de chercher des alliés pour former un gouvernement de coalition comme il l'avait fait après sa victoire le 25 janvier, où il avait raté cette majorité absolue à deux sièges près.

Seul un sondage, effectué par le Think Tank Bridging Europe, donne jusqu'ici un avantage clair de huit points à Syriza (26,8%) face à ND.

En finir avec "le vieux système"

Alexis Tsipras a déjà exclu toute coopération avec les partis "du vieux système politique", en soulignant que seul le parti souverainiste des Grecs indépendants Anel, son partenaire gouvernemental pendant huit mois, pourrait jouer ce rôle.

En revanche, la ND, le Pasok et To Potami (centre-gauche) se sont dits prêts à une coopération avec d'autres. "Assurer la stabilité politique pour les années cruciales à venir et procéder à des coopérations des puissances politiques saines du pays est une condition nécessaire pour parer aux problèmes actuels", a souligné de son côté le dirigeant de la droite, Vanguélis Méïmarakis, dans un message télévisé.

La dirigeante du Pasok, Fofi Gennimata, qui vient d'annoncer une coopération entre son parti et celui de la Gauche démocratique Dimar, a accusé Alexis Tsipras de ne pas vouloir "coopérer" alors qu'il a admis avoir commis "des erreurs".

La majorité des Grecs se disent favorables à un gouvernement de coalition ayant comme partenaire majoritaire Syriza (22%) ou la ND (21,4%), selon un sondage de l'institut MRB pour Realnews.

Confronté à une scission de son parti, Alexis Tsipras a démissionné le 20 août pour "permettre au peuple grec de le juger". Malgré sa promesse de mettre un terme à l'austérité en Grèce, il a signé en juillet à Bruxelles un accord avec ses créanciers européens sur la poursuite de la rigueur, en échange d'un nouveau prêt.

Interrogé sur les raisons pour lesquelles "il n'a pas demandé pardon au peuple grec", Alexis Tsipras a rétorqué: "Pourquoi faut-il que je demande pardon ?". "J'ai lutté de toute mon âme pour rester fidèle au mandat du peuple grec", dont la majorité ne souhaite pas la sortie du pays de l'euro, une menace brandie par les créanciers, UE et FMI, a-t-il justifié.

L'engagement d'Athènes de réaliser des "réformes pour assainir son économie" était une condition nécessaire pour les créanciers avant la signature de l'accord sur un prêt de 86 milliards d'euros sur trois ans.

Alexis Tsipras a répété qu'"il avait dû faire face à une guerre économique" et qu'"il n'avait pas finalement réussi à gagner sur tous les monstres, à corriger tous les problèmes du pays que le vieux système politique a provoqués", comme la corruption.

La priorité, selon le nouveau programme de Syriza élaboré ce week-end lors d'une réunion du parti, est la réalisation des engagements tout en cherchant des mesures compensatoires pour "contre-balancer les conséquences négatives" sans toutefois compromettre le plan signé avec l'Europe.

Les principaux axes du nouveau programme sont: la restructuration productive mettant l'accent sur le secteur agricole, le renforcement du système bancaire, la lutte contre la corruption, la protection de l'emploi et de l'environnement. La question de la dette, qui culmine à quelque 170% du PIB, figure également au programme. latribune.fr 30.08

A retenir. Pourquoi ces élections anticipées ? Ce que nous avions déjà affirmé : légitimer un gouvernement d'union nationale.

3- Venezuela

- Crise ouverte entre le Venezuela et la Colombie - euronews.com

Manifestation de soutien à Nicolas Maduro dans les rues de Caracas.

Le président vénézuélien a pris ces derniers jours des mesures controversées en décidant de fermer plusieurs pans de la frontière avec la Colombie, estimant que ces zones étaient infestées de paramilitaires colombiens. Il a également ordonné

l'expulsion de plus d'un millier de personnes.

"La mesure que le président a prise de fermer la frontière, je crois que c'est juste, parce qu'il doit nous protéger, nous les Vénézuéliens, de ces problèmes, de tout ce qui se passe à la frontière, donc il devait prendre cette mesure", estime un manifestant qui travaille dans le bâtiment. "Mais c'est vrai que c'est dur parce que nous sommes deux pays frères".

Les deux pays ont également rappelé leurs ambassadeurs.

La crise est née la semaine dernière suite à une embuscade à la frontière qui a fait 4 blessés côté vénézuélien., une embuscade que Nicolas Maduro a attribué à des paramilitaires colombiens.

Dans ce climat de tensions, des milliers de Colombiens ont quitté le Venezuela, volontairement ou non.

Ils seraient 6000 dans des camps de réfugiés improvisés.

"Quoi qu'il arrive, c'est trop tard pour une solution diplomatique", estime cette femme dont la maison a été détruite. "A quoi ça sert quand tout s'est déjà produit, quand tout ce qu'on avait a déjà été détruit. Ce n'est pas juste et c'est excessivement cruel pour nous les Colombiens".

Certains observateurs au Venezuela, notamment à l'Institut vénézuélien d'études sociales et politiques, voient dans la fermeté du président Maduro une manoeuvre politique avant les législatives du mois de décembre, dont son parti n'est pas favori. euronews.com 29.08

4- Syrie

- Lavrov : les syriens décideront de leur sort eux-même! - sahartv.ir

Le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a insisté sur le droit à l'autodétermination du peuple syrien, pour dire que Moscou croit en la compétence des Syriens pour décider du sort de leur propre pays.

Selon l'agence Irna, le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov qui recevait ce lundi à Moscou un groupe de leaders des opposants syriens a aussi affirmé que pour combattre les groupes terroristes en Syrie et appliquer l'accord obtenu le 30 juin 2012 à Genève, il faudrait que les groupes d'opposition syriens s'unissent et avancent sur un chemin constructif. « La Russie soutient le droit à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Syrie et reste confiante en la compétence des Syriens, pour décider de leur sort et résoudre les gros problèmes auxquels est aux prises leur pays », a réitéré le Chef de la diplomatie russe. Sergueï Lavrov a aussi fait allusion à la menace du terrorisme, ajoutant : « Aujourd'hui, il y a une entente sur le fait que le statu quo au Moyen-Orient et en Syrie doit changer ; sur ce fond, la Russie appuie les solutions politiques qui ne permettent pas l'intervention étrangère, pour résoudre les problèmes de la Syrie. » sahartv.ir 31.08

5- Yémen

5.1- Yémen: le sud saoudien s'embrase - sahartv.ir

De très violents combats opposent les forces yéménites aux militaires saoudiens en plein coeur d'Arabie.

Selon Al Mayadeen, les combattants de l'armée yéménite et les forces populaires ont déplacé les combats en plein sol saoudien en réponse à la campagne de bombardement saoudienne contre les différentes regions au Yémen. De très violents combats se poursuivent en ce moment à Najran. D'après Russia Today, les forces d'Ansarallah ont pris le contrôle de plusieurs bases militaires à Najran où des dizaines de soldats saoudiens auraient été tués. "Les batteries de missiles yéménites sont intactes. Si Riyad continue à poursuivre ses raids il devra s' attendre à de nouvelles surprises", a affirmé Ahmad Hamed, le ezsponsable médiatique d'Ansarallah. sahartv.ir 30.08

5.2- Jizane: Riyad perd une nouvelle base militaire - sahartv.ir

L'armée et les forces populaires yéménites ont pris le contrôle de la zone mllitaire "Machaal" dans la province de Jizane.au cours de cette opération plusieurs militairew saoudiens ont été tués et des véhicules blindés et des chars ont été détruits. Le sud saoudien s' est embrasé depuis que Riyad a lancé le 26 mars dernier une campagne de bombardement sans répit contre le Yémen. sahartv.ir 31.08

5.03- Yémen : le carnage se poursuit.- sahartv.ir

Les frappes de l'aviation saoudienne contre le Yémen ont fait des morts et des blessés, parmi les civils.

Lundi, les avions de chasse de l'aviation saoudienne ont bombardé un marché, situé dans la localité de Sarwah, relevant de la province de Ma'rib, au centre du Yémen. Quatre personnes ont été tuées, et 13 autres, blessées, dont des enfants. Par ailleurs, quatre membres d'une famille yéménite ont été tués, lors d'une frappe aérienne de l'Arabie saoudite et de ses alliés contre la localité de Wadi-Saad, située dans le Sud de la province de Saada. Par ailleurs, un couple yéménite a trouvé la mort, suite au tir d'un obus de mortier sur sa maison, à Taëz, dans le Sud du Yémen.

Selon les sources militaires, dans la province de Ma'rib, l'unité balistique de l'armée yéménite a tiré des roquettes sophistiquées anti-blindé, sur le centre de commandement de la troisième zone militaire de la province de Ma'rib, contrôlée par Al-Qaïda. L'armée et les comités populaires du Yémen ont pris le contrôle entier de la région de Baadan, située dans la province d'Ibb. Par ailleurs, les unités d'ingénierie de l'armée yéménite ont réussi à faire atterrir un avion de reconnaissance de l'Arabie saoudite, dans la province de Jizan. sahartv.ir 31.08

5.4- Le Soudan déclare la guerre contre le Yémen - sahartv.ir

A la demande de l'Arabie, le gouvernement soudanais vient de déclarer la guerre contre le Yémen, et a annoncé qu'il enverra des forces militaires pour une intervention terrestre au Yémen. Selon l'agence de presse officielle koweïtienne, le président soudanais Hassan Omar el-Béchir qui a rencontré samedi à Khartoum le président démissionnaire et en fuite yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi a déclaré qu'il est prêt à expédier un contingent de 6.000 soldats au Yémen pour des opérations militaires contre l'armée et les forces populaires yéménites.

Le président El-Béchir dont le pays est membre de la coalition formée par l'Arabie saoudite contre le Yémen a qualifié de légitime le gouvernement démissionnaire de Mansour Hadi, et s'est dit prêt à le soutenir. Soutenu par les Etats-Unis, le gouvernement saoudien à lancé une offensive militaire contre le Yémen le 26 mars pour faire revenir Mansour Hadi au pouvoir. Jusqu'à présent des milliers de Yéménites ont été tués lors des attaques de l'armée saoudienne et des mercenaires de Riyad. sahartv.ir 30.08

6- Liban

- A Beyrouth, le réveil citoyen LeMonde.fr

Une marée de drapeaux rouge et blanc a envahi samedi 29 août la place des Martyrs, dans le centre de Beyrouth. Plusieurs dizaines de milliers de Libanais, venus de tout le pays, de confessions et d'origines sociales variées, ont crié leur dégoût d'un système politique, tellement paralysé et vicié de l'intérieur, qu'il semble être en phase terminale.

Organisé par le collectif « Tala'at Rihatkum » (« Vous puez » en arabe), en réaction à la crise du ramassage des ordures qui empoisonne la vie des Beyrouthins depuis un mois, l'évènement a fait siffler les oreilles de la classe dirigeante libanaise, jugée très largement corrompue et incompétente.

La capitale du Liban n'avait pas connu de rassemblement aussi important depuis la méga-manifestation du 14 mars 2005, au lendemain de l'assassinat de Rafik Hariri, pour réclamer le départ des troupes d'occupation syriennes. Si l'affluence enregistrée reste évidemment modeste par rapport aux centaines de milliers de Libanais qui s'étaient mobilisés en ce jour historique, la force de la manifestation de samedi tient au fait qu'elle répondait à un appel de la société civile et non de partis politiques, comme c'est généralement le cas au Liban.

L'autre réussite des organisateurs, décriés par une partie de la presse, pour les violences qui ont émaillé les précédentes manifestations, réside dans le fait que ce nouveau rassemblement, quoique plus massif, s'est déroulé dans le calme, hormis quelques heurts sans gravité à la fin. Instruits par leurs déboires passés, les militants de « Vous puez » avaient recruté 500 volontaires pour assurer le service d'ordre, en concertation avec la police anti-émeutes.

« On est venu parce qu'on a compris que cette manifestation serait mieux organisée », raconte Alya, une étudiante chiite, le visage voilé, qui passe en revue ses doléances : « Le chômage, la corruption, le rationnement de l'eau et de l'électricité, le clientélisme… La liste n'en finit pas. Rendez-vous compte : depuis la fin de la guerre civile [en 1990], nos dirigeants n'ont toujours pas été fichus de nous fournir 24 heures de courant chaque jour. A croire que nous habitons la Somalie. »

La solution selon elle : mettre à bas le système confessionnel, héritage du mandat français et de l'accord de paix de Taëf, à la fin de la guerre civile, qui répartit les postes au sein des institutions sur une base communautaire. La principale disposition est celle qui attribue aux maronites la présidence de la République, aux sunnites, la fonction de premier ministre et aux chiites, la présidence du Parlement. Au sein du Parlement, 50 % des sièges sont réservés aux chrétiens et 50 % aux musulmans.

Dans les propos de la plupart des manifestants, l'abolition du confessionnalisme revient comme un leitmotiv. LeMonde.fr 31.08

7- Malaisie

- Les Malaisiens se mobilisent massivement contre leur Premier ministre - euronews.com

C'est une marée humaine qui s'est formée à Kuala Lumpur en Malaisie. Des dizaines de milliers de Malaisiens se sont rassemblées ce samedi pour réclamer de grandes réformes et le départ du Premier ministre Najib Razak, soupçonné de corruption. Ils étaient jusqu'à 80 000 à braver l'interdiction de la police selon des médias locaux. La manifestation a été organisée par le mouvement Bersih, qui veut dire propre en malais. euronews.com 29.08

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili : tensions entre militants mapuches et chauffeurs de camions - euronews.com

À Santiago, la police chilienne tentait ce jeudi de séparer deux groupes : des militants mapuches et des chauffeurs de camions protestant contre les attaques ciblant leurs véhicules. Les chauffeurs accusent les Améridiens mapuches de la région d'Araucania de mettre le feu à leurs camions. Les Mapuches réclament l'expulsion des compagnies forestières de leur territoire ancestral. euronews.com 30.08

ECONOMIE

1- Ukraine

- L'Ukraine efface une partie de sa dette publique et la restructure euronews.com

L'Ukraine a donc trouvé un accord avec ses créanciers sur la restructuration de sa dette publique au terme de cinq mois de difficiles négociations.

L'accord qui écarte la menace d'un défaut de paiement prévoit l'effacement de 20% de cette dette, soit environ 3,6 milliards de dollars.

L'annonce qui a été faite au conseil des ministres à Kiev jeudi , a été relayée le même jour au parlement ukrainien par le premier ministre.

"Le gouvernement d'Ukraine a effacé pratiquement quatre milliards de dollars de dettes, a affirmé le premier ministre Arsenyk Yatsenyk. Dans les quatre prochaines années, l'Ukraine ne remboursera pas le principal de sa dette".

En effet l'accord signé par Kiev avec ses créanciers prévoit l'allongement de quatre ans de la durée du remboursement des sommes restantes.

"Ce type de réduction des obligations que l'Ukraine doit rembourser est très important affirme Anna Derevyanko de European Business Association; parce qu'on voit qu'alors il y a plus d'opportunités à l'intérieur du pays pour stabiliser la situation macroéconomique, d'obtenir plus de financements pour le développement de l'économie; plus d'opportunités pour donner des signaux positifs à la communauté internationale des affaires et des investisseurs".

L'Ukraine a une dette obligataire de 3 milliards de dollars avec Moscou. Jeudi le chef de l'exécutif ukrainien a déclaré officiellement que la Russie n'obtiendra jamais de meilleures conditions que les autres créanciers. L'important dans cet accord signé jeudi, c'est la possibilité pour Kiev de continuer à emprunter sur les marchés et l'économie pour l'Ukraine de 11 milliards de dollars réalisée en quatre ans. euronews.com 28.08

2- Chine

2.1- Pour stimuler son économie, Pékin enterre la limite des prêts bancaires - latribune.fr

Confrontée au ralentissement de sa consommation intérieure, et dans la foulée d'une lourde chute de la Bourse de Shanghai, la Chine a décidé de lever une vieille obligation aux banques de limiter leurs prêts par rapport aux dépôts.

Opération relance. Samedi, la Chine a abandonné l'obligation qu'elle avait imposé aux banques depuis deux décennies de limiter leurs prêts par rapport aux dépôts, a annoncé l'agence Chine nouvelle. La loi votée en 1975 qui limitait les prêts à 75 % des dépôts a été amendée par le comité permanent du Congrès national du peuple chinois, lequel assure le pouvoir législatif. Cette modification rentrera en vigueur le 1er octobre prochain, a annoncé l'agence officielle.

Cet amendement intervient après que la Banque populaire de Chine, la banque centrale, ait annoncé mardi dernier qu'elle réduisait ses taux d'intérêt de référence afin de réduire les fonds que les banques doivent conserver. Cette décision a été vue comme une tentative de stimuler les prêts et de soutenir l'économie chinoise en difficulté.

Ouvrir le pays au système financier

La banque centrale a également annoncé l'élimination d'un plafond sur les taux d'intérêt pour les dépôts à terme d'une durée de plus d'un an. Les mesures prises par la Chine pour libéraliser les contrôles de taux d'intérêts sont interprétées comme destinées à ouvrir le pays au système financier.

Seconde économie mondiale, la Chine affronte un fort ralentissement de sa consommation intérieure et les autorités sont sous pression afin de prendre des mesures pour la soutenir. La bourse de Shanghai a récemment connu des vicissitudes et lourdement chuté entrainant les autres bourses mondiales derrière elle. latribune.fr 29.08

A lire : Déstabilisation économique, effondrement financier et manipulation de la Bourse de Shanghai? - mondialisation.ca 28.08

2.2- Le pouvoir chinois accuse un journaliste d'avoir causé le chaos sur les marchés boursiers - Le Monde.fr

Un journaliste du magazine « Caijing » a été mis en détention après la récente tempête boursière chinoise, pour diffusion de fausses nouvelles sur les titres et les marchés à terme. STR / AFP

Un journaliste économique a « avoué » avoir provoqué « la panique et le désordre » sur les marchés boursiers chinois et infligé des « pertes énormes au pays », ont rapporté les médias d'Etat chinois, dimanche 30 août.

Wang Xiaolu, un journaliste du magazine Caijing, a été mis en détention après la récente tempête boursière chinoise, pour diffusion de fausses nouvelles sur les titres et les marchés à terme, selon l'agence officielle Chine nouvelle.

M. Wang, dans un article publié en juillet, affirmait que l'autorité de réglementation des valeurs mobilières étudiait la possibilité d'une sortie des fonds publics du marché. La commission de régulation des marchés financiers chinoise (CSRC) avait rapidement démenti les écrits du journaliste, les qualifiant d'« irresponsables ».

Selon l'agence, le journaliste a « avoué » que ses « fausses informations » avaient « provoqué la panique et le désordre à la Bourse, sérieusement sapé la confiance dans les marchés et infligé d'énormes pertes au pays et aux investisseurs ». Mais le magazine Caijing a, dans un communiqué posté sur son site Internet, affirmé qu'il « défend[ait] le droit des journalistes à faire leur devoir conformément à la loi ».

Chine nouvelle a également fait état de la détention d'un officiel de l'organisme de surveillance des marchés chinois et de quatre hauts responsables du plus important courtier pour des « infractions » sur le marché boursier. Sanctions pour publications de « rumeurs » sur Internet

Liu Shufan, un responsable de la CSRC, est soupçonné de délit d'initié, de corruption et de falsification de tampons officiels – dans ce dernier cas pour établir un faux certificat de divorce et faire de faux certificats fiscaux pour sa maîtresse. Il aurait lui aussi « avoué ». Les médias gouvernementaux chinois rapportent régulièrement ce qu'ils présentent comme des confessions de suspects dans des affaires importantes.

L'agence a également rapporté que 197 personnes avaient été sanctionnées lors d'une campagne spéciale de la police contre les rumeurs sur Internet sur les marchés boursiers chinois, les récentes explosions meurtrières de Tianjin et d'autres « événements importants ».

Aucun détail n'a été fourni sur les sanctions, mais, selon Chine nouvelle, les crimes reprochés incluent l'affirmation qu'un homme s'était donné la mort à Pékin en raison de la crise boursière, la falsification du nombre des victimes de Tianjin et la diffusion de rumeurs « séditieuses » sur les célébrations en Chine du 70e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale. Le Monde.fr avec AFP 31.08

La Chine comme la Russie compte de nombreux médias acquis à la cause des Américains quand ce ne sont pas des agents qu'ils ont recrutés, et dont la fonction est de déstabiliser l'Etat ou le gouvernement.

3- Arabie saoudite

- Le séisme pétrolier en Arabie - sahartv.ir

Riyad a fini par le reconnaitre : la chute de près de 50 pourcent du prix du baril le pousse à compresser ses dépenses

Selon deux sources anonymes citées par Bloomberg des experts travaillent en ce moment à Riyad pour rétrécir tant que faire se peut les dépenses budgetaires en 2016. Riyad risque de réduire de 10 pourcent ses recettes budgétaires estimées à 102 milliards dollars. "Riyad tentera pour autant de préserver le secteur public et ses fonctionnaires" "plus de 90 pourcent de l'économie saoudienne dépend des recettes pétrolières. Et la baisse de 50 pourcent du prix du baril ne va pas sans contracter les dépenses et ce d'autant plus que la guerre contre le Yémen a viré au cauchemar, faisant grimper les dépenses publiques. Le FMI prévoit un déficit budgetaire de 20 pourcent pour le royaume wahhabite. Ce déficit budgetaire ralentira le taux de croissance en Arabie saoudite, prédisent les analystes. sahartv.ir 30.08

Haut de page

Le 2 septembre 2015

CAUSERIE

Il est 14h07 à Pondichéry, d'ici demain matin on ajoutera une trentaine d'articles ou plus, j'ai pris le temps de les parcourir rapidement et il me reste à formater les adresses et une vingtaine de fichiers au format pdf.

Je ne peux pas mettre en ligne le dernier numéro d'Informations ouvrières parce que ma connexion est trop lente, je dois attendre le 5 septembre pour pouvoir le télécharger. Je ne vais tout de même pas débourser plus de fric, alors que personne ne veut soutenir financièrement ce portail, en dehors des 4 camarades qui m'ont versé 160 euros depuis le 1er janvier, il y a des limites à tout.

La crise grecque fait tomber les masques et alimente la réflexion du mouvement ouvrier. Qu'est-ce qu'être de gauche de nos jours, voilà une question qui sera de plus en plus amenée à régler nos comptes avec les opportunistes de tous poils.

Qu'on ne nous reproche pas de l'avoir posée trop tôt, puisqu'en réalité c'est la crise du capitalisme qui la pose et elle ne date pas d'hier ou du 13 juillet dernier, n'est-ce pas ?

L'imposture de la soi-disant gauche est en train d'éclater au grand jour, mais cela ne résoudra aucune question politique dès lors qu'aucun parti ouvrier n'incarne le socialisme et n'inspire confiance, comment le pourraient-ils, ils sont tous eux-mêmes en crise et en proie à des contradictions qui révèlent leur opportunisme...

On se marre bien en observant les contorsions auxquelles se livrent les uns et les autres : sortir de l'euro, oui, non, peut-être, pourquoi pas, et après... mais cela ne suffira pas, cela ne règlera rien, cela ne garantit rien. Faudra-t-il sortir de l'UE, oui, non, peut-être, pourquoi pas, et après... mais cela ne suffira pas encore. Il faut construire un rapport de force, à quel niveau, européen, voyons... avec qui, tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté, là les choses se gâtent sérieusement ou partent en vrille. Plus ils avancent dans cette voie, plus des questions surgissent qui les mettent en porte-à-faux, révèlent leurs propres contradictions, dévoilent leur véritable nature contre-révolutionnaire. Du coup il leur faut s'arrêter en chemin, c'est la pire des solutions évidemment car elle révèle leur inconséquence, leur charlatanisme, leur capitulation face au régime et à l'UE ou leur refus de les affronter...

Ils sont tous pleins de bonnes intentions, mais lorsque l'heure sonne de les mettre en pratique, il s'avère que c'était un leurre, une vaste tromperie ou fumisterie, car à aucun moment ils n'avaient envisagé et ils n'envisageront de se donner les moyens nécessaires pour appliquer la politique qu'ils prônent, pensez-vous il leur faudrait affronter le régime qu'ils ont toujours soutenu en réalité. Jusque là ils pouvaient faire illusion auprès de ceux qui étaient hermétiques à nos arguments ou qui étaient naïfs au point de les croire sur parole, dorénavant cette marge de manoeuvre est en voie d'extinction, les illusionnistes sont tout nus. On les attend au tournant pour les achever, s'ils ne chutent pas tout seuls au rythme où se développe la crise grecque, demain en Espagne et en France.

En guise d'épilogue. Au regard de tous les matériaux dont on dispose pour les caractériser, le fait que les militants ne s'en servent pas montre à quel point ils sont incohérents, inconsistants, c'est comme s'ils n'avaient eux-mêmes aucun principe et acceptaient de

se faire balader, ne tiraient aucune leçons des événements, des expériences qu'ils ont vécues, à croire qu'ils manquent de repères et qu'ils ont un niveau théorique misérable. Se sont-ils interrogés sur le sens de leur engagement militant ? Ce serait étonnant ou alors un jour seulement et puis plus rien au cours des années ou des décennies suivantes.

Il faut dire que toutes les interprétations que leur ont servies leurs dirigeants et qu'ils ont prises pour paroles d'évangile étaient faussées ou erronées, ce qui permet de l'expliquer en grande partie. Ce ne sera pas le cas en principe des militants qui se connectent depuis des années sur notre portail, en principe, en principe seulement, sinon ils auraient adopté un autre comportement à notre égard. C'est leur problème et non le nôtre. Ils ont rejeté en bloc toutes nos propositions, c'était leur droit. Maintenant qu'ils ne viennent pas nous dire que nous nous serions contentés de bonnes ou de belles paroles. On n'a pas tout essayé et c'est dommage.

Lu dans un article.

- "Nihil humani a me alienum put, rien d'humain ne m'est étranger, était la maxime favorite de Marx."

Le régime, l'UE, leur société, leur monde livré à la pire des barbaries ne peuvent que nous apparaître étrangers puisqu'ils n'ont rien d'humain ou le sont si peu, de moins en moins. Ils l'étaient par défaut sous la pression de la lutte de classe du prolétariat, qui seul demeure légitime pour le revendiquer

Pourquoi cette restriction ? Parce que les démocrates et les petite bourgeois ont une conception de l'humain sélective, ils ne sont pas dignes de confiance. Marcher séparément, frapper ensemble, c'est la seule association que l'on peut ou doit envisager avec eux sur des questions particulières.

La culture des illusions criminelles par des intellectuels de "gauche".

1- La première démarche ne serait-elle pas pour les gouvernements européens de cesser de jouer à l'apprenti sorcier au Moyen-Orient en attisant les conflits et de persuader leur allié étasunien de faire de même ? Deuxièmement, pour le plus long terme, le temps ne serait-il pas venu pour les dirigeants africains de se pencher sur le problème chronique de surpeuplement, source d'une migration à sens unique ? Rodrigue Tremblay - mondialisation.ca

2- Ce qu'il faut surtout, c'est que la gauche sorte la France de l'hégémonie néolibérale. Mauris Dwaabala - legrandsoir.info

---

ACTUALITE EN TITRES

Quand il n'existe pas de solution idéale au naufrage du capitalisme.

- Nouveau signe de faiblesse de l'économie chinoise, peurs sur les marchés - AFP

- La récession frappe le Canada - La Tribune

- La croissance de l'économie indienne ralentit plus que prévu - Reuters

- Le Brésil, septième économie mondiale, est entré en récession - AFP

- Le Dow Jones perd 2,81% et le Nasdaq abandonne 2,92% - Reuters

- Les Bourses européennes entament septembre en net repli - Reuters CAC 40 : le pire mois boursier depuis septembre 2011 - LeFigaro.fr

Le temps des regrets et la débâcle annoncée.

- Hollande regrette que la gauche française ne soit pas "mature" - Reuters

Elle était blette depuis longtemps et passer à droite pourtant, chut ! Vous aurez remarqué que parmi tous ceux qui s'en prennent à Hollande, au gouvernement ou au PS, aucun n'admet qu'ils sont de droite.

- Régionales : les socialistes craignent une déroute - LeFigaro.fr

À trois mois du dernier scrutin avant la présidentielle de 2017, la gauche, qui détient jusqu'à présent la quasi totalité des régions, redoute un nouveau vote sanction. LeFigaro.fr 01.09

- Trois ans après, Hollande regrette d'avoir supprimé la hausse de la TVA décidée par Sarkozy - Francetv info

Défense de la Ve République. Il serait trop compromettant de mettre en lumière les "convictions" qu'ils partagent.

- Mélenchon à Chevènement: non au "rassemblement des Républicains des deux rives" - AFP

Le co-fondateur du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon a sèchement refusé mardi le "rassemblement des Républicains des deux rives" que lui a proposé Jean-Pierre Chevènement avec Arnaud Montebourg et Nicolas Dupont-Aignan pour regagner les électeurs du Front national.

M. Chevènement a proposé une rencontre à l'Assemblée sur le thème "Europe et souveraineté" à MM. Montebourg, Dupont-Aignan et Mélenchon dans un entretien au Journal du Dimanche. Objectif: préparer "une alternative républicaine", avec également les philosophes Régis Debray et Michel Onfray. (Des nietzschéens qui n'ont rien à envier aux métaphysiciens néolibéaux qui pratiquent le négationnisme appliqué au développement de la civilisation humaine, qu'ils s'emploient également méticuleusement à déconstruire pièce par pièce jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien à part une confusion générale en guise de connaissance, en somme la théorie du chaos chère aux néolibéraux. - LVOG)

Le leader du Parti de gauche estime que ce rassemblement "des Républicains des deux rives" produirait de la "confusion" avec l'idée "selon laquelle tous les défenseurs de la souveraineté populaire seraient voués à se retrouver unis alors même que leurs convictions écologiques et sociales s'opposent en tous points".

"Je te propose de participer à la conférence européenne pour le plan B dont nous donnerons le départ, Oskar Lafontaine, Yanis Varoufakis et moi à la fête de l'Humanité", conclut M. Mélenchon en citant l'ancien co-président du parti anti-austérité Die Linke en Allemagne et l'ex-ministre de l'Économie grec. AFP 01.09

Propagande d'Etat nostalgie de l'Ancien Régime.

- Histoire de France : il y a 300 ans, le 1er septembre 1715, le Roi Soleil s'éteignait - Francetv info

-300 ans après la mort du Roi Soleil, le château de Versailles vous fait revivre les derniers jours de Louis XIV sur Twitter. Francetv info 01.09

L'Etat patron des patrons voyoux.

- L'Etat épinglé pour 50 000 emplois au noir - L'Express.fr

Le ministère de la Justice emploie à lui seul 40 000 personnes, selon un rapport d'inspection interministérielle pour l'emploi. L'Express.fr 01.09

Charlie business.

- Charlie Hebdo: Maryse Wolinski sortira un livre "contre-enquête" en janvier - AFP

Mais où sont donc passés les Charlie ?

- Délit d'opinion: KLM a banni la pianiste Valentina Lisitsa – Boycottez KLM - arretsurinfo.ch

Le 26 août la compagnie KLM a exclu la pianiste Ukrainienne Valentina Lisitsa de sa liste musicale de vol pour ses opinions politiques critiques à l'égard du régime de Kiev. Chacun peut réagir en achetant ses CD, en boycottant KLM, en partageant cette information. arretsurinfo.ch 01.09

Le régime turc aux abois.

- Turquie : la police réprime violemment une manifestation contre l'offensive anti-kurdes - LeMonde.fr

- Turquie : nouvelle offensive du régime d'Erdogan contre la presse - AFP

- Perquisitions en Turquie dans des sociétés proches d'un opposant - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Haro sur le Code du travail et l'ensemble du droit du travail encore favorable aux travailleurs !

- Faut-il réformer le Code du travail ? - Francetv info

- 39 heures par semaine : le Code du travail remis en cause ? - Francetv info

Smart a annoncé ce mardi 1er septembre qu'un référendum sera organisé au sein de l'entreprise afin de déterminer si un retour provisoire aux 39 heures se fera. Francetv info 01.09

Un think tanks néolibéral monte au front.

- Droit du travail: l'Institut Montaigne veut des accords d'entreprise plus forts que la loi - L'Express.fr

Depuis plusieurs semaines, la question du code du travail revient sur toutes les bouches, gouvernement, majorité, opposition mais aussi think tank comme l'Institut Montaigne dernièrement.

Donner plus d'importance aux accords d'entreprise plutôt qu'au code du Travail. C'est l'une des propositions que soumet le libéral Institut Montaigne dans le débat qui s'ouvre en ce moment sur le droit du travail.

Une étude du libéral Institut Montaigne préconise de faire primer les accords d'entreprise ou de branche sur le Code du travail. En effet, alors que le gouvernement multiplie les déclarations (tout en pesant les mots) le modèle actuel est jugé "peu performant" par les auteurs de l'étude.

Intitulé "Sauver le dialogue social: priorité à la négociation d'entreprise", l'étude dénonce "la construction législative, jurisprudentielle et doctrinale du droit du travail (...) historiquement datée". Le modèle actuel, "dominé par un État législateur encore omniprésent", a fait la preuve de son inefficacité et doit être révisé de manière radicale, selon l'Institut. (Le marché qui n'est évidemment "omniprésent" a fait preuve de son efficacité pour ceux qui en sont les porte-parole. - LVOG)

Faire de l'accord d'entreprise "la norme de droit commun"

Selon l'Institut Montaigne, la France devrait s'inspirer de ses voisins allemand, autrichien ou italien, où "une forte logique d'autonomie" est accordée aux partenaires sociaux qui "déterminent eux-mêmes la majeure partie des règles du droit du travail au niveau des branches, des régions ou des entreprises", affirme l'étude. En ce sens, il faut "revoir profondément la hiérarchie des normes en droit du travail", en faisant de l'accord d'entreprise "la norme de droit commun" régissant les relations de travail.

"Ce n'est qu'à défaut d'accord d'entreprise que l'on devrait appliquer les accords de branche, d'une part, et, d'autre part, qu'à défaut d'accord de branche et d'accord d'entreprise que les textes du Code du travail (lois et règlements) devraient s'appliquer", détaille l'institut.

Le gouvernement a fait savoir à plusieurs reprises qu'il envisageait de donner plus de place aux accords d'entreprise qu'à la loi, suscitant l'inquiétude des syndicats. Dimanche devant des militants du Parti socialiste réunis à La Rochelle, le Premier ministre Manuel Valls a ainsi appelé à "revoir en profondeur la manière même de concevoir notre réglementation" en matière de droit du travail, défendant le fait de donner "plus de latitude" aux employeurs et aux salariés "pour décider eux-mêmes". Un rapport du haut fonctionnaire Jean-Denis Combrexelle doit être remis en septembre pour faire des propositions en ce sens. lexpress.fr 01.09

Le patron de droit divin et le travailleur taillable et corvéable à merci...

Mais pour quoi tous nos acquis ou droits sont-ils si vulnérables ? Mais parce qu'ils figurent dans le cadre des institutions qui incarnent le régime dans lesquelles les dirigeants du mouvement ouvrier les ont enfermés et auquel ils sont soumis à défaut de le combattre, bref, parce que leur indépendance est une pure illusion ou escroquerie.

Soit le mouvement ouvrier correspondait à un niveau d'organisation élevé des travailleurs, auquel cas il était possible de les appeler

à se mobiliser en masse pour défendre leurs acquis ou droits, ce qui nécessitait évidemment d'avoir porté leur niveau de conscience à un niveau supérieur ou de situer leur combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme ou le socialisme, car on ne peut pas maintenir un haut degré d'organisation ou de mobilisation lorsque le combat pour des revendications démocratiques bourgeoise est une fin en soi, sans perspective politique, sans espoir de changer la société.

Soit le mouvement ouvrier organisé était incapable ou refusait de s'engager dans cette voie et il était amené à s'affaiblir au point qu'il lui deviendrait impossible de mobiliser les masses exploitées lorsque la classe dominante passerait à l'offensive contre tous leurs droits, sans qu'elles puissent s'y opposer efficacement pour avoir perdu de vue son droit à revendiquer un changement de régime.

En famille. Les barbares qui n'en seraient pas vraiment représentés à l'Assemblée nationale.

Laurent Fabius du PS défend Al-Nosra, la branche d'Al-Qaïda en Syrie, et Alain Marsaud député LR représente l'Emirat islamique ou à chacun ses barbares, l'esprit de la Ve République est sauvegardé.

- Selon ce député, Daech pourrait être "un élément stabilisateur" au Moyen-Orient - Le Huffington Post

Alain Marsaud, député LR des Français établis hors de France, estime en effet que le groupe terroriste pourrait contribuer à la stabilisation du Moyen-Orient, rapporte Le Lab.

Invité sur le plateau du Talk du Figaro ce mardi 1er septembre, celui qui est par ailleurs membre de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, explique en effet que les Occidentaux devraient peut-être regarder d'un autre œil l'autoproclamé État islamique.

"Je me demande même si Daech n'est pas un élément stabilisateur de la région", indique-t-il. Et ce dernier d'évoquer la création d'un "sunniteland"...

Alain Marsaud dit néanmoins regretter les méthodes du groupe jihadiste. "Ça se fait dans la violence, dans l'exagération, dans ce que certains appellent 'la barbarie' mais le terme est utilisé n'importe comment", a-t-il déclaré assurant que les pays de la coalition ont "besoin de cet État sunnite". Une relative indulgence des atrocités commises par Daech pour le moins déplacée au regard des saccages archéologiques, des viols, des exécutions ou autres abominations prisées par l'organisation islamiste. Le Huffington Post 01.09

- Etat islamique : nouveau témoignage d'une jeune femme devenue esclave sexuelle, "Ces hommes ne sont pas des humains" - Atlantico.fr

- Syrie: les jihadistes de l'EI "ont tué Palmyre" - AFP

En complément.

- La Coalition anti-Daech n'est qu'un grand mensonge (Al-Zohbi) - sahartv.ir

« La Coalition internationale anti-Daech était un grand mensonge dont la défaite a été prouvée à maintes reprises », a déclaré le ministre syrien de l'Information.

Devant une délégation politique néerlandaise et belge, le ministre syrien de l'Information, Omran Al-Zohbi, a appelé les pays européens à entreprendre des mesures au niveau social et parlementaire dans l'objectif de dénoncer les groupes terroristes. « Les groupes terroristes ne font pas de distinction entre les pays et tout retard dans la lutte contre les groupes terroristes leur permettra d'étendre leur champ d'opérations et d'influence », a déclaré Omran Al-Zohbi, avant d'ajouter : « La Coalition internationale anti-Daech était dès sa formation un grand mensonge dont l'échec et l'approche sélective ont été à maintes reprises approuvés par divers événements ». sahartv.ir 01.09

Guerre idéologique. Au nom de la femme devraient être bannis 95% de la population.

- En France, les bébés héritent majoritairement du nom du père - 20minutes.fr

Basée sur les statistiques de l'état civil, l'analyse révèle que si 83 % des bébés nés en 2014 portent le seul nom de leur père, cette proportion s'élève à 95 % pour les enfants nés au sein d'un couple marié. A l'inverse, seuls 7 % reçoivent uniquement le nom de leur mère. Un enfant sur dix porte les noms accolés de ses deux parents, comme le permet la loi depuis 2005. Cette transmission dépend du statut matrimonial des parents, de leur pays de naissance et aussi de leur région de résidence. 20minutes.fr 01.09

Cela signifie que 95 % de la population condamne la prétention du PS, de la pseudo-gauche et extrême gauche féminisées à bouleverser les rapports existant entre les sexes qui est le reflet des rapports sociaux en vigueur.

Que les rapports entre les hommes et les femmes réflètent les rapports entre les classes au profit de la classe et du sexe dominant est logique puisque nous vivons toujours sous le même régime. Que ces rapports se traduisent par des préjugés archaïques l'est tout autant, puisque c'est la classe dominante qui a montré l'exemple et les a inculqués à l'ensemble de la société.

La classe dominante considérant son pouvoir quasi héréditaire et ces rapports pour ainsi dire éternels, pour justifier et assurer la pérennité de son hégémonie sur les autres classes ou le reste de la société elle devait leur imposer.

Et si dorénavant les néolibéraux s'attaquent à ces rapports dans le cadre de sa stratégie du chaos, c'est uniquement pour déstabiliser, diviser et affaiblir toutes les classes qui résistent à leur politique, et lorsque des représentants des différentes classes y compris celle des capitalistes se rassemblent pour s'y opposer, ils font d'une pierre deux coups.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Japon

- Japon : forte mobilisation contre les lois de défense d'Abe - euronews.com

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans tout l'archipel comme ici à Tokyo pour s'opposer à une réinterprétation de la constitution pacifiste imposée après la Seconde Guerre mondiale par les Américains.

Une majorité grandissante du peuple nippon craint de voir son pays pris au piège d'un conflit lointain. Un attachement profond à la paix et un refus très net de la guerre comme l'explique cette professeure d'université : "si je devais décrire le Japon avec une phrase, je dirai "une nation pacifique". Il est inimaginable de détruire la paix, c'est irréaliste de jeter cette crainte sur cette nation".

"Le Japon ne doit pas devenir un pays qui mène une guerre et le Japon doit construire de bonnes relations avec ses voisins asiatiques", estime cette manifestante.

Le Premier ministre conservateur Shinzo Abe justifie son choix en mettant en avant les menaces croissantes qui entourent le Japon et ses habitants et le soutien éventuel à l'allié américain.

La montée en puissance de la Chine inquiète de plus en plus avec son budget militaire qui augmente à toute allure avec des différends qui opposent les deux puissants voisins, comme celui des îles Senkaku, des îlots inhabités contrôlés par Tokyo, mais revendiqués par Pékin. euronews.com 30.08

2- Syrie

- Sissi au secours d'Assad/Hezbollah? - sahartv.ir

Sissi aurait envoyé des armes, en Syrie.

Debka, site proche du renseignement de l'armée israélienne, ainsi que le "Jerusalem Post", prétendent que les relations Damas et Le Caire se seraient normalisées.

Dans deux rapports séparés, ces deux sources affirment que l'Egypte aurait envoyé, à trois reprises, des convois d'armements, en Syrie. "Le gouvernement égyptien a repris, secrètement, ses relations avec la Syrie, via la signature d'un contrat avec la Russie de Poutine. Sissi aurait expédié des missiles à Damas". Et Debka d'ajouter : "Le premier convoi d'armements contenant des missiles sol-sol serait arrivé, à Zabadani, ville stratégique, où l'armée syrienne et le Hezbollah combattent, depuis des semaines, les terroristes takfiris. «Les missiles en question et d'autres armements seraient arrivés, dans le port de Tartous, à bord de cargos ukrainiens. Ces cargos se seraient rendus, en Syrie, en provenance de Port Said.

Le Caire continue à s'opposer à la politique arabe contre la Syrie. L'Egypte s'oppose, aussi, à la poltique turque et israélienne, face à la Syrie".

Selon Debka, "la récente visite des dirigeants émirati, jordanien, en Russie, s'est soldée par les efforts de Bogdanov, censés pousser ces États à être plus flexibles". "Al-Qods al-Arabi" va, aussi, de son commentaire : " Sissi voit la Syrie et l'Egypte, dans le même camp contre le terrorisme. L'Egypte n'a pas interrompu ses coopérations sécuritaires avec la Syrie". Le journal se réfère, ensuite, au refus des Etats Unis de soutenir Le Caire, face au terrorisme, et le désir du Caire de se battre contre ce fléau, aux côtés des Syriens". sahartv.ir 01.09

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- L'intersyndicale appelle à la grève le 17 septembre contre la réforme du collège - 20minutes.fr

Plusieurs syndicats hostiles à la réforme du collège pour 2016 appellent les enseignants à une grève le 17 septembre, a-t-on appris mardi auprès du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. «La grève est actée dès aujourd'hui», a déclaré à l'AFP Frédérique Rolet, cosecrétaire générale du Snes. «Deux organisations ont demandé un délai pour consulter leurs instances sur une manifestation nationale en octobre», souhaitée par une majorité, a-t-elle ajouté, à l'issue d'une réunion de l'intersyndicale composée des organisations Snes-FSU, Snep, FO, CGT, Snalc et SUD.

Une nouvelle journée d'action...

1.2- - Rentrée scolaire : qui sont les enseignants ? - Francetv info

855 000 enseignants ont repris le chemin de l'école ce mardi 1er septembre au matin, mais qui sont-ils ? La plupart travaillent dans le public. 86% contre 14% dans le privé. Ces enseignants sont deux fois sur trois des enseignantes. On compte en effet 68% de femmes, pour 32% d'hommes.

Face aux élèves, ce sont surtout des quadras. Les 40-50 représentent à eux seuls 38% des effectifs. En primaire, un professeur passe 27 heures par semaine devant ses élèves. Dans le secondaire, son collègue certifié en passe 18, mais c'est sans compter le temps de correction des copies. Le salaire moyen des enseignants s'élève à 2 475 euros net mensuels, soit un peu plus de deux fois le SMIC. Cet écart avec le SMIC s'est réduit pour certains professeurs. Aujourd'hui, un enseignant certifié en fin de carrière gagne l'équivalent de 2,6 SMIC. Il y a 40 ans, ce même professeur gagnait un peu plus de 4,2 fois le salaire minimum. Enfin, 28% des professeurs de plus de 35 ans ont un conjoint lui aussi salarié de l'Éducation nationale. Enseigner serait donc un peu une affaire de famille. Francetv info 01.09

On comprend un peu mieux pourquoi le mouvement ouvrier et son avant-garde sont si gangrenés...

Haut de page

Le 3 septembre 2015

CAUSERIE

On a ajouté 61 articles, il en reste une vingtaine d'Arrêt sur Info à formater.

En attendant la causerie du jour cet après-midi ou demain matin.

Après avoir détruit les infrastructures de la Syrie, détruit son économie, ravagé son patrimoine culturel, massacréson peuple, le temps est venu d'organiser l'exode de sa main d'oeuvre pour empêcher la Syrie de se relever de cette épouvantable tragédie.

Et pendant ce temps-là les salopards de la pseudo-gauche et extrême gauche et autres parasites tiers-mondistes sans oublier les syndicats corrompus jusqu'à l'os qui soutiennent cette guerre impérialiste à laquelle participe le gouvernement français, volent au secours des réfugiés syriens en se faisant passer pour des internationalistes, alors qu'en réalité ils sont coresponsables de ce drame épouvantable qu'ils instrumentalisent en rivalisant de cynisme avec Hollande et les chefs d'Etat de l'UE.

Cette pourriture ne risque pas de dénoncer ceux qui organisent cette exode massive, les Américains avec la bienveillance de

leurs alliés occidentaux, puisqu'ils sont incapables de développer ou de leur opposer une politique indépendante pour soutenir leur entreprise contre le peuple syrien. Et après ils osent prétendre lutter contre l'extrême droite qui va profiter de cette situation dans toute l'Europe, alors qu'en réalité par leur silence ils s'en font les complices.

Du coup on peut comprendre l'audace de Sapir qui voyait bien réuni sous le même drapeau le Front de gauche et le Front national, il n'a fait en partant des faits que pousser à l'extrême le consensus qui existe de l'extrême droite à l'extrême gauche pour préserver le régime en place et l'UE.

Les ennemis du peuple syrien qui combat les armes à la main dans les milices populaires armées par l'Etat syrien pour sauver sa souveraineté, sont les ennemis du prolétariat international.

Une chose est certaine, si ces vendus n'avaient pas idolâtré et soutenu, encouragé l'immigration illégale, sans doute que les Américains n'auraient pas osé recourir à ce moyen qui alimente la xénophobie et dresse les peuples les uns contre les autres. Les Américains savent que le mouvement ouvrier est profondément décomposé et qu'ils peuvent le manipuler à leur guise, ils ont acquis de longue date une certaine expérience pour avoir détruit le mouvement ouvrier américain, celui en France et en Europe prend exactement le même chemin, il est sur la bonne voie.

Après plus de quatre ans et demi de guerre, trop c'est trop !

L'Unité populaire mérite bien son nom.

- Revenons sur les objectifs et les moyens de la gauche radicale. Dire que « ma meilleure amie politique... reste et demeura notre Constitution ! » (4), comme on peut le lire sur le blog de Panagiotis Grigoriou de la gauche de la 'gauche radicale', c'est vraiment se leurrer sur le sens des combats dans l'Histoire (5) et refuser de prendre la responsabilité de la rupture. C'est le retour à la case départ, la case Tsípras. Et en s'obstinant à donner des arguments là où il faudrait développer une force créatrice d'un monde nouveau on tourne en rond sans avoir rien appris des expériences passées. Car le pouvoir grec s'est heurté au mur à cause de cette conception 'institutionnaliste'. Et la gauche de 'gauche radicale' qui suivra en fera autant si elle reste dans cette voie. (6)

L'expansion d'une attitude de rupture par rapport au système économique et social pourrait apporter des solutions. Mais des solutions qui restent pour l'instant sont totalement invisibles pour ceux qui sont aveugles dans cette direction. faut-le-dire.over-blog.com 20.07

(4) http://www.greekcrisis.fr/2015/07/Fr0449.html#deb

(5) tant mieux si cela peut aider en certaines circonstances que d'avoir la constitution avec soi. Ce n'est pas une aide négligeable mais loin d'être notre meilleure amie ce serait plutôt une ...liaison dangereuse !

(6) Note ajoutée le 30 juillet 2015 > Antonis Ntavanellos : "Nous devons aussi penser à l'importance d'une forme particulière [de] gouvernance, qui envisage le gouvernement de gauche, non plus comme un moyen pour la poursuite de la lutte pour le but proclamé, pour notre but fondateur, mais comme une fin en soi ; même quand il nous conduit, ou il nous conduira rapidement, à nous trouver en conflit avec les intérêts et les besoins du monde du travail." Dans les propos de ce militant et cadre de Syriza le constat est clair : le gouvernement de la gauche radicale est dans l'impasse totale. Il ajoute assez lucidement : "Il est maintenant clair que ce programme ne peut être instauré que lorsqu'il est combiné avec une volonté de conflit, aussi bien face aux forces dominantes grecques et leurs institutions que face à l'UE, à la zone euro, au programme propre à l'euro." On est maintenant loin de la volonté de négociation et de conciliation avec la finance qui a prévalue pendant ces six derniers mois. Encore un effort... pour être révolutionnaire !

Haut de page

Le 4 septembre 2015

CAUSERIE

Pondichéry, 16h09.

On a ajouté 21 articles.

Gaucheritude ou l'art de tordre la réalité. Tout est possible sans rompre avec l'euro et l'UE, le capitalisme.

- Le bouleversement dans la représentations des possibles. - Jacques Généreux - legrandsoir.info 03.09

En fait un entretien retranscrit datant de 2012

Question d'un participant à une conférence (?) :

- Est-ce que ce vous n'êtes pas en train de nous dire qu'on pourrait sortir de l'application des traités sans quitter l'Union, sans quitter Maastricht, sans quitter l'euro ?

Jacques Généreux est un économiste qui a quitté le PG depuis.Nous avons mis en ligne cet entretien car en terme d'opportunisme c'est un modèle du genre. On pourra y puiser des arguments pour la rupture avec l'euro et l'UE, mais ce qu'on retiendra, c'est qu'effectivement cette rupture est inenvisageable sans s'appuyer sur le soulèvement révolutionnaire du prolétariat seul à même d'affronter et de vaincre la machine à broyer du capital et ses institutions.

Pour se détendre un instant.

Lu en page 3 du dernier numéro (367) d'Informations ouvrières (POI) : *Crise politique : tous les partis institutionnels sont frappés*... à croire que le POI en fait partie. Le reste est à l'avenant, on y reviendra dans les jours qui viennent quand j'aurai réussi à télécharger le numéro précédent plus volumineux.

La causerie du matin.

On ajoutera des articles dans l'après-midi.

Dialogue imaginé entre deux ouvriers plutôt arriérés comme on en rencontre beaucoup, à propos de l'afflux de réfugiés syriens.

Rappel, l'auteur de ce portail. est un ouvrier français immigré en Inde depuis août 1996 et vivant avec une femme indienne.

- Mais de quoi ils vont vivre puisqu'il n'y a déjà pas de travail ?
- Le gouvernement va les nourrir, loger, blanchir et leur filer du fric par dessus le marché.
- Et comme toujours c'est nous qui allons casquer.
- Pardi, qui tu voudrais que ce soi ?
- Ils vont peut-être leur filer un boulot.
- J'imagine d'ici la gueule du mec au chômage depuis trois ans et qui voudrait bien bosser.
- Il va avoir la rage.
- Et ce sera normal. Ils vont peut-êre aussi leur trouver un logement.
- Alors qu'il y a des millions de mal logés qui attendent un logement depuis des années.
- Eux aussi ils vont trouver cela dégueulasse qu'on les fasse passer en priorité.
- A chaque fois on nous dit qu'il n'y a pas de fric, pas de boulot et pas et logement, et hop d'un seul coup ils en trouvent, ils se foutent de notre gueule.
- Et comment !
- C'est encore un coup politique pour foutre la merde.
- Ils vont aller se faire foutre lors des prochaines élections.
- Et comment, plutôt deux fois qu'une.
- Ils nous prennent pour des cons et le plus fort c'est quils nous traitent de racistes quand on pose des questions.
- T'as raison, alors qu'ils font tout pour que les gens le deviennent et après ils leur reprochent.
- Ce sont des ordures de la pire espèce, si tu veux mon avis.
- Ils passent leur temps à nous mentir. Tiens d'ailleurs on se demande comment des centaines de milliers de personnes peuvent débarquer du jour au lendemain avec femmes et enfants à des milliers de kilomètres de chez eux, il y a un truc là-dessous, ça ne colle pas.
- T'as raison, je me suis fait la même réflexion avec Pauline.
- Ils veulent que les Français deviennent racistes qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.
- Il faut croire qu'ils y trouvent leur compte ces enfoirés.
- En attendant on continue d'en prendre plein la gueule pour pas un rond.
- C'est peut-être fait pour ça.
- Tu crois ?
- T'as une meilleure explication à proposer ?
- Non. En fait je n'y comprends rien, tout est embrouillé dans ma tête.
- Ca aussi c'est fait exprès pour mieux nous rouler dans la farine.
- Pour qu'on se foute sur la gueule tu veux dire. Tiens, c'est ce qui m'est arrivé hier avec mon fils.
- Avant toutes ces guerres il n'y avait pas ces problèmes-là.
- T'as raison, qu'est-ce qu'ils ont été foutre la merde dans tous ces pays-là sinon pour le pétrole ou je ne sais quoi.

- Ouais, c'est encore une histoire de pognon qui nous dépasse nous les petits.
- Un jour tu verras que c'est nous qu'ils enverront à la guerre.
- On a quand même du bol d'être épargnés, pour un peu on devrait les remercier.
- Ils ne demandent pas mieux.
- Qu'ils aillent faire la guerre où ils veulent je m'en tape finalement, mais je ne veux pas en subir les conséquences, j'ai déjà suffisamment de problèmes sur le dos.
- A qui le dis-tu !
- Finalement on se plaint toujours mais on n'est pas si malheureux que cela en France.
- T'as raison mais cela pourrait ne pas durer avec leurs conneries.
- D'ici là profitons des jours qui passent et on verra bien ce que nous réservera l'avenir.
- Tu vois ce que c'est de penser, on se fait du mal pour rien.
- T'as raison trinquons à nous et ne nous occupons pas du reste c'est trop triste.
- Santé !

Question : Pourquoi en France aucun parti ouvrier n'a-t-il pris l'initiative politique de mener une campagne nationale contre l'engagement de la France au côté des barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique en Syrie ? Pour ménager les gouvernements successifs depuis 2011 avec lesquels ils partageaient la même analyse en mettant un signe d'égalité entre Assad et ces barbares. On est ou on n'est pas internationaliste prolétarien ! Cela évite de réfléchir.

C'est marrant, quand il s'agit de syndicalistes, là ils trouvent les moyens de se mobiliser. Idem hier lorsqu'ils s'agissaient de militants de droite ou tous pro-capitalistes emprisonnés en URSS ou un de ses satellites. Mais là ils pouvaient bénéficier de la neutralité du parti de l'ordre et du soutien du PS qui menaient le même combat. Y avait-il des intentions inavouables derrière leur combat contre le stalinisme ? Chut ! C'est à croire qu'ils ont toujours pris les problèmes par le mauvais bout.

Dislocation d'un peuple.

La guerre menée par les Etats-Unis et ses alliés n'ayant pas suffit à vaincre le peuple syrien, sa dislocation planifiée a été conçue pour tenter d'atteindre cet objectif.

Essayons d'être succinct et précis.

S'agissant de l'afflux massif de réfugiés syriens, on est en présence d'un exode organisé par la Turquie pour affaiblir davantage l'Etat syrien, et justifier de nouvelles mesures contre Assad qui en serait responsable dans le but d'aboutir à la partition de la Syrie.

Situation entièrement fabriquée conformément à une stratégie élaborée pour favoriser les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique oeuvrant pour le compte de l'impérialisme américain et accessoirement ses alliés occidentaux sans oublier Israël qui en sont les seuls bénéficiaires, au détriment du peuple syrien qui en est la prinicipale victime et des peuples en Europe, qui en réaction à la grave crise sociale qui les frappent et contre laquelle ils sont incapables de faire face du fait de la corruption et de la division du mouvement ouvrier et de son avant-garde, sont implicitement encouragés à verser dans le racisme et la xénophobie et à pencher vers l'extrême droite qui leur tient le discours qu'ils veulent entendre, tout en ignorant ou en n'ayant pas conscience des arrière-pensées et des objectifs poilitiques qui en sont les tenants et les aboutissants.

- Migrations: l'espace Schengen "réduit en miettes", selon le MAE slovaque - AFP

L'espace Schengen de libre circulation est "réduit en miettes" par le flux incontrôlé de migrants sur le continent européen, a estimé mercredi le ministre slovaque des Affaires étrangères Miroslav Lajcak.

"En fait, Schengen est réduit en miettes. Les migrants passent absolument librement à travers les pays qui sont responsables d'en protéger les frontières", a déploré M. Lajcak.

"En temps normal, il est difficile d'obtenir un visa Schengen, alors que maintenant des dizaines de milliers de personnes y circulent sans aucun contrôle. Alors, est-ce qu'on a ce Schengen ou non?", a lancé le chef de la diplomatie slovaque, à l'issue d'une réunion du gouvernement de Bratislava. AFP 02.09

Précisons, espace Schengen soutenu par les républicains, les démocrates et l'ensemble du mouvement ouvrier, gauchistes et tiers-mondistes inclus, sans rire au nom de la libre circulation des hommes, comme si les auteurs de Schengen étaient animés de bonnes intentions à leur égard.

Situation entièrement fabriquée disions-nous, partant notamment du constat que des frontières terrestres réputées quasiment infranchissables hier sont devenues soudainement perméables ou des passoires ; chacun se souvient que les kurdes syriens réfugiés en Turquie s'étaient vus dans l'impossibilité de passer la frontière pour rejoindre Kobané livré aux carnages des barbares de Daesh, quand ces frontières terrestres n'ont pas compètement disparu pour favoriser l'immigration

illégale massive sur décision de l'UE, donc des multinationales ou du patronat. On fera le même constat à propos des frontières maritimes, sachant qu'une armada de navires de guerre des pays de l'OTAN stationnent en permanence en Méditerranée, sans parler de leurs satellites qui survolent cette région 24h/24, et qui sont en mesure de détecter tout déplacement dans cette zone ou à partir des côtes syriennes mais qui étrangement sont devenus aveugles. A eux seuls ces deux arguments que l'on peut appliquer à la Libye, suffisent à démontrer qu'on est en présence d'un plan mis en oeuvre par les Américains et leurs alliés.

- "Cette image fait le tour du monde, elle doit aussi faire le tour des responsabilités" estime Hollande - Atlantico.fr -

- Valls: la photo du petit Syrien mort noyé montre "l'urgence d'agir" - AFP

- Vallaud-Belkacem: la photo de l'enfant noyé "insoutenable" mais il faut la montrer - AFP

- NKM qualifie d'"insoutenable" la photo de l'enfant noyé et appelle à "l'urgence" - AFP

- Le sort d'Aylan émeut toute l'Europe jusqu'à David Cameron, très critiqué pour son manque d'implication dans sa gestion de la crise des migrants. Francetv info 03.09

- Erdogan accuse les Européens d'avoir fait de la Méditerranée «un cimetière de migrants» Libération.fr

On peut observer que les assassins des peuples syrien et irakien sont ceux qui se présentent comme leurs généreux bienfaiteurs ou sauveurs, tels Hollande, Cameron, Erdogan, etc. qui n'hésitent pas à exploiter cyniquement un élément de la tragédie que vivent ces peuples que leurs médias se sont employés à monter en épingle, pour finalement en faire supporter les conséquences pour ne pas dire en reporter la responsabilité sur les peuples de l'UE, dont ils fustigeront les préjugés qu'ils jugeront détestables, car divisés sur l'attitude à adopter face à ce déferlement d'étrangers sur le sol de leurs pays. Ils justifieront leur attitude en expliquant que le peuple syrien a été pris en otage par Assad qui serait à l'origine de cette guerre, argument mensonger, de manière à forcer les peuples de l'UE à condamner Assad et à adhérer à leur objectif qui était de le chasser du pouvoir, afin de poursuivre leur guerre contre la Syrie et parvenir à leur fin.

Le Figaro a confirmé ce qui vient d'être dit ou il a lâché le morceau à sa façon en titrant hier : "*La photo de cet enfant syrien «puise sa force dans le débat médiatique»*", alors qu'en réalité cette photo a été conçue pour alimenter un "*débat médiatique*" qu'ils ont déclenché eux-mêmes, qu'ils contrôlent, manipulent, instrumentalisent, exploitent politiquement.

Hollande a indiqué hier lors d'une conférence de presse de quelle manière il comptait exploiter l'émoi suscité par l'exode de ces populations en déclarant à propos de "*ces victimes futures si nous ne faisons rien*", donc en ayant en ligne de mire Assad qui selon lui en serait responsable: "*Je considère qu'aujourd'hui, ce qui a été engagé ne suffit plus. Il faut aller plus loin (…) Il est temps d'agir. Nous avons agi, nous allons agir*" (Francetv info 03.09), ce qui pourrait précéder une nouvelle offensive des puissances occidentales contre la Syrie, histoire d'y préparer psychologiquement la population française afin qu'elle y adhère.

Ils n'auront pas perdu de temps ou un sondage sur mesure commandé par le ministère de la Guerre.

- Les Français approuvent les opérations extérieures - LePoint.fr

Les opérations conduites par l'armée de l'air contre Daesh en Irak sont approuvées à 74 %, selon un sondage Ipsos commandé par le ministère de la Défense. LePoint.fr 04.09

On notera également que tous à l'instar de M. Le Pen axeront leur discours contre Daesh en épargnant Al-Nosra. La confirmation ci-dessous et plus loin.

Les masques tombent ou quand des barbares nous gouvernent.

- Ces nouveaux alliés qu'il faudrait peut-être se résoudre à accepter pour vaincre l'Etat islamique - Atlantico.fr

Un cran de plus dans le populisme et le cynisme a été franchi pour formater les consciences, les culpabiliser, les manipuler.

- Après le choc de la photo d'Aylan Kurdi, les initiatives se multiplient en France en faveur des réfugiés Francetv - info

- Ceux qui accueillent les migrants à bras ouverts - Francetv info

- Aide aux réfugiés: un site internet pour l'hébergement chez l'habitant - AFP

- En crise, la France se crispe et sa tradition d'asile faiblit - AFP

- Crise des migrants : la majorité des Français s'oppose à l'accueil de nouveaux réfugiés - Atlantico.fr

- 56% des Français opposés à l'accueil de migrants et réfugiés dans l'Hexagone - 20minutes.fr

- Migrations: la xénophobie profite de l'inertie de l'Europe - Slate.fr

- Migrants : la situation divise les Italiens - Francetv info

Diviser les travailleurs, alimenter la xénophobie et fournir sur un plateau un argument à l'extrême droite disions-nous plus haut, on en a la preuve ici.

- Marine Le Pen : «Daech, c'est la responsabilité de Sarkozy, BHL et Hollande» LeParisien.fr

LeParisien.fr - Donc, quand c'est Daech qui persécute, cela ne compte pas?

Le Pen- Mais Daech c'est la responsabilité de Nicolas Sarkozy, de Bernard Henri-Levy, de François Hollande.... C'est-à-dire de tous ceux qui ont contribué à déstabiliser ces pays et à permettre à la barbarie de prospérer. La responsabilité de nos dirigeants, c'est l'image de ce petit garçon mort. LeParisien.fr 03.09

Commentaires d'internautes

1- "Je ne l'aime pas mais elle a raison."

2- "C'est une réalité. Insupportable pour certains que ça soit Marine qui le dise. Mais c'est pourtant une réalité. Nous n'avions jamais eu d'immigrés Lybiens et Syriens avant que BHL aidé de ses potes Sarko et Hollande aillent tout détruire là bas."

3- "Madame le Pen . je ne peux pas la blairer, mais force est de constater qu'elle a raison sur les responsables de cette tragédie."

4- "Le pire c'est qu'elle a raison.

Bush a flingué l'Irak avec le succés que l'on sait.
Sarko a flingué la Lybie et c'est le souk désormais Daesh y est installé.
Hollande a voulu flinguer la Syrie et Daesh est installé.
Le drame de tout cela c'est que les politiques ne veulent pas se déjuger.
Or aujourd'hui, il n'y a pas 36 solutions sur l'échelle des salops en Syrie, Bachar est le moins pire, alors il faut l'aider à dégommer Daesh et les Djihadistes rebelles.
Je n'aime pas Poutine, mais lui a pris cette décision. il faut aussi savoir prioriser ses ennemis et prendre des décisions."

Leur propagande de guerre en titres.

- Rép. tchèque: polémique sur l'inscription de numéros sur les mains des migrants - AFP

- La police tchèque renonce à l'inscription de numéros sur les mains des migrants - 20minutes.fr

- En Hongrie, Viktor Orbán poursuit sa campagne anti-migrants - Libération.fr

- Hongrie : des migrants syriens, expulsés d'un train, refusent d'être emmenés par la police - Francetv info

- Des réfugiés débarquent par milliers au Pirée, pression accrue sur le nord de l'Europe - AFP

- Plus de 100.000 demandeurs d'asile arrivés en Allemagne en août - Reuters

- A la demande de l'Allemagne, l'Italie va renforcer les contrôles frontaliers - LeMonde.fr

- À Calais, des migrants ont bloqué les voies des Eurostar - Francetv info

- Migrants sur les voies de l'Eurostar : 700 passagers bloqués une nuit près de Calais - LeFigaro.fr

- Italie : 780 migrants débarquent en Sardaigne - euronews.com

- GB: La crise des migrants va peser sur le référendum sur l'appartenance à l'UE - AFP

- Les accords de Schengen au coeur de la crise migratoire - LeFigaro.fr

- UE: la Commission propose de répartir 120.000 réfugiés de plus - AFP

Qui a dit ?

- "*Je croyais que c'était le PS qui soutenait le gouvernement, pas le Medef. Il y a une crise politique : M. Hollande n'a pas la majorité pour faire une politique qui n'est pas celle qu'il a annoncée*"

Réponse : Alain Juppé hier sur France Inter.

C'est la preuve que le PS et Hollande sont mieux placés que vous et LR pour faire le sale boulot au côté du Medef, car ils profitent de la neutralisation du mouvement ouvrier en pouvant compter sur le soutien des dirigeants des syndicats, qui contrairement à vous monsieur Juppé sont de gauche comme vous nêtes pas censé l'ignorer, n'est-ce pas ?

ACTUALITE EN TITRES

En famille. Le voile de l'imposture est tombé.

- Le mea culpa de Hollande réjouit la droite, consterne la gauche - Reuters

Minoritaire et illégitime, sans soutien populaire pour continuer d'appliquer son programme réactionnaire, Hollande et son gouvernement ainsi que le PS doivent se débarrasser de tout faux semblant et apparaître au grand jour tels qu'ils sont vraiment, des représentants du capital, ce qui leur vaudra en retour le soutien du parti officiel de l'ordre et du Medef avant qu'ils ne s'en débarrassent à leur tour.

Quant à ceux au sein du mouvement ouvrier qui ont troqué le socialisme au profit de la collaboration avec un parti aussi réactionnaire que le PS pendant plus de 50 ans, de quelle légitimité peuvent-ils encore se réclamer ?

N'oubliez jamais une chose : qui n'a pas de passé n'a pas de futur, donc refuser de se pencher sur la lutte de classe du passé de chaque courant politique, c'est se priver de se donner les moyens de résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui et s'interdire d'y trouver des réponses adéquates, cela revient à n'avoir aucun avenir, c'est être déjà mort politiquement.

Delors non plus n'était pas socialiste

- Cambadélis: Emmanuel Macron, "notre Delors à nous" - AFP

"C'est notre Delors à nous. Vous savez comment fonctionnait François Mitterrand avec Jacques Delors? Il en faisait un allié nécessaire pour les secteurs de l'opinion qui pouvaient être intéressés par ce qu'il disait", a commenté le responsable socialiste.

"Il n'est pas socialiste (...) mais il est dans un gouvernement socialiste", a-t-il rappelé.

"Je pense que c'est un homme qui parle à une partie de l'électorat, mais pas obligatoirement à tout l'électorat (...) Il faut qu'il parle, mais qu'il parle à bon escient et à ceux qui sont en capacité de l'écouter", a souligné aussi le Premier secrétaire du PS. AFP 02.09

On aura compris de quelle "partie de l'électorat" du PS dont il parle, celle des petits et grand bourgeois, des nantis en tous genres qui espèrent être épargnés par la politique antisociale du gouvernement ou qui ont lié leur sort à celui du capitalisme que représente le PS.

En complément. Et hop un sondage de circonstance !

- Hollande stable, Valls en baisse, Macron en hausse, selon un sondage - AFP

Recyclage des déchets.

- Placé, De Rugy et Bennahmias créent un nouveau parti: l'Union des démocrates et écologistes - 20minutes.fr

Intox.

- La polémique Combes illustre la difficulté de l'Etat à contrôler les abus des patrons - AFP

Cazeneuve ou la réaction assumée.

- Cazeneuve pour un fichier européen de passagers aériens avant fin 2015 - AFP

- Bernard Cazeneuve présent aux obsèques du gendarme tué dans la fusillade de Roye - LeFigaro.fr

La justice de l'Etat sioniste.

- Mort d'Arafat: les juges français rendent un non-lieu dans l'enquête pour "assassinat" - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Code du travail. En famille pour un autodafé

Ils en deviennent hystérique.

- Faut-il brûler le code du travail ? - LeMonde.fr

- Le Code du travail bientôt aux oubliettes ? - M6info

Attention sujet sensible : la réforme du Code du travail. Et une idée plutôt de droite commence à faire son chemin à gauche. M6info 03.09

- Les plaidoyers pour un code du travail à la carte se multiplient - AFP

Donner "la main" aux entreprises et salariés pour assouplir le code du travail: l'idée a fait son chemin. Pour avancer sur ce chantier très sensible, le gouvernement dispose des propositions de deux think tank, l'un réputé libéral, l'autre de gauche.

Le Premier ministre l'a redit dimanche: il souhaite "revoir en profondeur la manière même de concevoir notre réglementation" en matière de droit du travail, en donnant la possibilité aux employeurs et représentants des salariés de "décider eux-mêmes".

Pour cela, Manuel Valls attend d'ici la fin du mois les préconisations de la commission pilotée par l'ancien directeur du Travail Jean-Denis Combrexelle. Sans attendre, l'Institut Montaigne et Terra Nova ont versé cette semaine leur pierre à l'édifice. Tous deux appellent à secouer le droit du travail français en faisant primer l'accord collectif sur la loi.

"Renverser la hiérarchie des normes, c'est bien de cela qu'il s'agit", revendique le juriste Jacques Barthélémy, l'un des deux co-auteurs avec l'économiste Gilbert Cette de "Réformer le droit du travail", à paraître jeudi aux éditions Odile Jacob.

Dans cette réflexion menée pour Terra Nova, proche du PS, ils dressent le même constat que l'ancien garde des Sceaux Robert Badinter, qui avait relancé en juin le débat sur "l'obésité" du code du travail: la "complexité et l'abondance" du droit social actuel découragent les employeurs d'embaucher.

Pour "sécuriser" les employeurs, MM. Cette et Barthélémy prônent d'aller plus loin avec un accord collectif s'imposant au salarié. Celui-ci n'aurait plus son mot à dire que sur quelques "éléments substantiels absolus" de son contrat, tels que le salaire horaire et

le niveau de qualification.

La durée du travail et donc le salaire mensuel pourraient eux être modifiés sans son accord. Et en cas de refus, le salarié serait licencié pour motif "sui generis", et non économique.

Au Medef, on se "réjouit" de voir que "l'idée de privilégier les accords d'entreprise - proposée par une partie du patronat depuis longtemps - prospère". La sortie quasi simultanée des rapports "d'un think tank classé plutôt libéral et un autre de gauche" montre "une convergence gauche/droite", le signe que "le pays est mûr", souligne l'organisation patronale auprès de l'AFP.

"Il faut pouvoir faire de la norme sur mesure", "passer de la régulation par l'Etat à la régulation par l'accord", poursuit un responsable du Medef, repoussant les craintes de "dérégulation" exprimées par la CGT et FO.

Le numéro un de la CFDT Laurent Berger pousse lui à aller de l'avant car le code du travail est devenu "illisible".

"Il y a un besoin de régulation" et "il n'est pas interdit de dire que l'entreprise est un de ces niveaux (de régulation), à condition qu'on préserve une norme sociale minimale si l'entreprise ne joue pas le jeu de la négociation", estime-t-il.

Le sujet devrait animer la prochaine conférence sociale des 19 et 20 octobre. Ouvert à une négociation interprofessionnelle dans la foulée, le Medef encourage le gouvernement à ne pas reculer en cas d'échec car "il faut aller vite".

Manuel Valls devra pour cela convaincre sa majorité dont une partie a déjà exprimé ses réticences. AFP 02.09

En complément. Surenchère et quand les instituts de sondages entrent en piste.

- Gérard Larcher favorable à « la suppression des 35 heures » - Public Sénat

- Temps de travail : 71 % des Français prêts à laisser leur entreprise le fixer - LePoint.fr

Et qui était à l'origine de ce sondage manifestement truqué ? : Un sondage CSA réalisé pour Les Échos , Radio Classique et l'Institut Montaigne. Ceci explique cela.

- En Inde, 150 millions de grévistes à propos du code du travail - Reuters

Près de 150 millions d'Indiens ont répondu mercredi à un appel à la grève contre le projet de réforme du code du travail du Premier ministre Narendra Modi dans le cadre d'un plan de relance de la croissance économique qui marque le pas.

Le plan de relance gouvernemental suscite une vive hostilité et le chef du gouvernement a déjà dû renoncer il y a quelques jours à une réforme de la propriété foncière favorable aux entreprises, dont les détracteurs estiment qu'elle aurait fait du tort aux agriculteurs.

La grève d'une journée organisée mercredi à l'appel de dix grands syndicats visait spécifiquement le projet d'assouplissement du code du travail. L'association des Chambres de commerce et d'industrie indiennes a évalué à 3,3 milliards d'euros le coût des arrêts de travail. Des heurts entre manifestants et forces de l'ordre ont notamment éclaté à Calcutta, où une trentaine de personnes ont été arrêtées.

Le Premier ministre indien souhaite assouplir les conditions d'embauche et de licenciement pour stimuler l'emploi et relancer la croissance. Ses projets visent en outre à limiter le droit de grève, mais propose d'élargir la sécurité sociale à l'économie informelle, secteur composé de millions de petites entreprises au statut juridique flou. Reuters 03.09

Comment recenser des centaines de millions de travailleurs qui ne bénéficient d'aucun contrat de travail pour les taxer, voilà l'objectif de Modi car il se fout bien de leur sort. Même la plupart de ceux qui ont un emploi stable n'ont même pas de feuilles de paie, ils ne sont enregistrés nulle part, ils n'existent pas, ils n'ont aucun droit.

- Au Royaume-Uni, le nombre de "contrats zéro heure" ne faiblit pas - latribune.fr

Les contrats de travail extrêmement flexibles sont monnaie courante au Royaume-Uni. Mercredi 2 septembre, l'Office national de la statistique (ONS) estime le nombre de personnes employée dans le cadre d'un contrat dit "zéro heure" à 744.000, soit 2,4% de la population active, au deuxième trimestre, contre 624.000 un an plus tôt.

Pour rappel, ces contrats sont sans garantie d'horaire ou de salaire minimal. Ils sont particulièrement répandus dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, des services aux personnes et de l'éducation.

Une partie de cette hausse serait liée au fait que certaines personnes ont pris conscience du fait qu'elles étaient employées dans le cadre d'un contrat "zéro heure", explique l'ONS.

Car en réalité, toujours selon une étude de l'ONS conclue en s'appuyant sur le nombre de contrats et non les déclarations des salariés cette fois-ci, le nombre d'emplois offert aux conditions "zéro heure" avoisine les 1,5 million, selon les derniers chiffres de janvier.

En 2013, dans une étude publiée le 5 août, le Chartered Institute of Personnel and Development (CIPD) affirmait qu'un million de personnes étaient employées via des contrats "zéro heure" au Royaume-Uni. Soit 3 à 4% de la masse salariale du pays. Les chiffres avancés par le CIPD, une association spécialisée dans les ressources humaines, étaient quatre fois plus élevé que celui calculé, en 2012, par l'Office national des statistiques.

Un chômage en baisse, mais une précarisation du travail qui progresse

Certains économistes expliquent ainsi le recul du chômage à 5,6%, -qui a baissé ces deux dernières années plus rapidement qu'ailleurs en Europe- avant tout par le développement des travailleurs indépendants et d'autres formes de travail sans garantie.

L'OCDE, bien que satisfaite des réformes économiques du gouvernement de David Cameron, observait dans une note en février que le marché du travail s'est fortement précarisé en raison de cette forte flexibilité.

La secrétaire général de la fédération syndicale Trades Union Congress, Frances O'Grady, a d'ailleurs déclaré en réaction à la dernière publication de l'ONS que "les contrats 'zéro heure' constituent un rappel douloureux du fait que le marché britannique du travail est à deux vitesses". latribune.fr 02.09

A qui la faute sinon aux dirigeants vendus du Trades Union Congress !

Une potiche en guise de ministre du Travail.

- Qui est Myriam El Khomri, nouvelle ministre du Travail ? - Francetv info

"J'avais des rêves d'être comédienne, de scène", confie-t-elle

La voilà désormais en charge de l'un des plus gros ministères, celui du Travail. Si elle est titulaire d'un DESS de droit public, elle n'est pas une spécialiste du droit du travail. Francetv info 02.09

Elle a le même regard et sourire miévreux que Belkacem, qui caractérise un égocentrisme et une ambition dévorante, qui suinte l'arrogance et le mépris, surtout la médiocrité.

Commentaire d'un internaute

- "Ce qui est fou, c'est qu'elle est ministre du travail sans jamais avoir travaillé de sa vie. Elle est passé de sa fac de droit à la politique : pas une seconde au turbin."

C'est la vérité, à 37 ans elle n'a jamais travaillé de sa vie et elle n'est pas la seule dans ce cas-là. Cela concerne également une partie des députés et des partis politiques, donc certains de leurs dirigeants ou permanents auront travaillé moins de 10 ans au cours de leur vie, on ne citera pas de noms, vous devez les connaître.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Grèce

- Grèce: Le parti de Tsipras dépassé pour la première fois par la droite dans les sondages - 20minutes.fr

Les Grecs interrogés se prononcent majoritairement pour un gouvernement de coalition, alors que l'ex-Premier ministre a appelé les électeurs à lui donner «un mandat fort, une majorité absolue»...

C'est une première. A dix-huit jours des élections législatives anticipées en Grèce, la droite est créditée d'une légère avance sur le parti de gauche radicale Syriza, dans un sondage diffusé mercredi soir sur la chaîne de télévision MEGA.

Le principal parti d'opposition, la Nouvelle Démocratie (ND-droite) recueille selon ce sondage 25,3% des intentions de vote contre 25% pour le parti d'Alexis Tsipras. L'ex-Premier ministre, qui a démissionné le 20 août, reste toujours populaire (41,9%). Mais le dirigeant de la ND, Vangélis Meïmarakis recueille désormais plus d'avis favorables (44,3%) que lui contrairement aux précédents sondages.

Les Grecs seraient favorables à un gouvernement de coalition

Les néonazis d'Aube dorée, dont les dirigeants et cadres sont poursuivis en justice pour des crimes, arrivent en troisième position avec 5,5%. Les dissidents du parti Syriza, qui ont formé le parti eurosceptique Unité populaire sont crédités de 4% des intentions de vote aux législatives anticipées, le troisième scrutin depuis le début de l'année.

Les personnes interrogées se prononcent également majoritairement pour un gouvernement de coalition (58,9%) alors qu'Alexis Tsipras, dont la démission après la scission de son parti a ouvert la voie aux élections anticipées du 20 septembre, a appelé les électeurs grecs à lui donner «un mandat fort, une majorité absolue». 20minutes.fr 02.09

Quel soulagement pour Tsipras, car figurer dans l'opposition parlementaire ce n'est pas mal non plus comme situation, à peu de choses près les prébendes se valent !

Japon

- Japon : forte mobilisation contre les lois de défense d'Abe - euronews.com

Des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans tout l'archipel comme ici à Tokyo pour s'opposer à une réinterprétation de la constitution pacifiste imposée après la Seconde Guerre mondiale par les Américains.

Une majorité grandissante du peuple nippon craint de voir son pays pris au piège d'un conflit lointain. Un attachement profond à la paix et un refus très net de la guerre comme l'explique cette professeure d'université : "si je devais décrire le Japon avec une phrase, je dirai "une nation pacifique". Il est inimaginable de détruire la paix, c'est irréaliste de jeter cette crainte sur cette nation".

"Le Japon ne doit pas devenir un pays qui mène une guerre et le Japon doit construire de bonnes relations avec ses voisins asiatiques", estime cette manifestante.

Le Premier ministre conservateur Shinzo Abe justifie son choix en mettant en avant les menaces croissantes qui entourent le Japon et ses habitants et le soutien éventuel à l'allié américain.

La montée en puissance de la Chine inquiète de plus en plus avec son budget militaire qui augmente à toute allure avec des différends qui opposent les deux puissants voisins, comme celui des îles Senkaku, des îlots inhabités contrôlés par Tokyo, mais revendiqués par Pékin. (Le budget de la Défense américain est de l'ordre de 610 milliards de dollars, alors que celui de la Chine est de 216 milliards de dollars pour une population quatre fois plus nombreuse. - LVOG)

Autre menace prise très au sérieux par les autorités nippones, la Corée du Nord et son régime dictatorial imprévisible qui pèsent sur toute la région. (Parce que les Etats-Unis avec toutes les guerres qu'ils ont menées en violation des lois internationales qu'ils avaient signé ne serait pas un "régime dictatorial". - LVOG) euronews.com 30.08

Syrie

- Syrie : les terroristes utilisent des obus de mortier "toxiques" - sahartv.ir

Les terroristes de Jeish al-Fatah ont fait usage d'obus de mortier « toxiques » lors de leurs attaques contre les habitants de Fawaa et de Kfarya.

Selon l'agence de presse iranienne Fars, les habitants chiites des deux cités de Fawaa et de Kfarya, dans la province d'Idlib, continuent de résister aux attaques des terroristes de Jeish al-Fatah.

Le quotidien syrien "Al-Watan" a rapporté que les membres du groupe terroriste Jeish al-Fatah ont eu recours aux substances toxiques pour briser la résistance des habitants de ces deux cités.

Mardi soir, les forces populaires qui résistent aux terroristes, venant d'occuper le village d'Al-Sawaqiya, ont brisé la ligne défensive des terroristes et ont saisi un char et une quantité d'armes et de munition des terroristes. Après l'attaque surprise des forces populaires, les terroristes ont rapidement quitté la zone. Plusieurs d'entre eux ont été tués lors de l'attaque des forces populaires syriennes. sahartv.ir 03.09

Yémen

- Les oulémas yéménites condamnent les crimes américano-saoudiens - sahartv.ir

L'association des oulémas du Yémen a condamné les attentats terroristes de mercredi soir à Sanaa, les qualifiant de complicité des terroristes avec les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. L'association des oulémas yéménites a publié jeudi un communiqué qui dénonce les liens entre le réseau des organisations terroristes avec le gouvernement américain, les services secrets des Etats-Unis et le régime de Riyad.

Le communiqué demande à l'armée et aux forces populaires yéménites d'intensifier leurs opérations sur le nord du nord en représailles aux agressions contre les villes et les populations civiles.

Par ailleurs, le Conseil de l'union des forces tribales a publié, à son tour, un autre communiqué pour condamner les attentats terroristes de mercredi soir à Sanaa, en appelant toutes les forces tribales du Yémen à s'unir et à résister aux agressions étrangères.

Au cours des attentats terroristes de mercredi soir contre un mosquée dans le nord de la capitale yéménite, des dizaines de civils qui s'y étaient réunis pour la prière collective, sont tombés en martyre. sahartv.ir 03.09

ECONOMIE

Communauté des Etats indépendants (CEI).

- Le dollar US supprimé des échanges économiques de la CEI - sahartv.ir

Le président russe Vladimir Poutine a remis à la Douma le projet d'un accord visant à supprimer le dollar américain des transactions économiques des pays de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Selon cet accord le dollar US sera supprimé sur les marchés des pays de la CEI, a-t-on appris de kommersant ru.

Cette question a été proposée auparavant par le président russe, sur laquelle se sont accordés un certain nombre des membres de la CEI.

De même le président russe a présenté à la Douma le projet de loi sur la suppression du dollar américain et l'euro dans les pays de l'union d'Eurasie et au Tadjikistan en vertu duquel les pays membres de cette Union et le Tadjikistan effectueront leurs transactions de devise sans avoir recours au dollar. Sur ce fond la Russie, le Kazakhstan, l'Arménie, la Biélorusse et le Tadjikistan se sont entendus de supprimer le dollar et l'euro dans leurs transactions commerciales et d'utiliser désormais une autre monnaie qui serait le rouble russe. sahartv.ir 02.09

Haut de page

Le 5 septembre 2015

CAUSERIE

Le mot du jour : Transformisme.

Rien à voir avec le darwinisme, bien que, plus proche du travestissement, du déguisement.

Les derniers développements de la situation en Grèce à 15 jours des élections législatives devraient vous passionner, si, si, sans jeu de mot douteux. Plus loin vous lirez un article de La Tribune qui devrait vous combler, je ne dis pas dans quel sens histoire d'entretenir le suspens... qui n'en est pas vraiment un comme chacun sait.

Citation du Grand Robert - À ses débuts, le transformisme partait d'un postulat, aujourd'hui démontré amplement : des espèces voisines (ou tout au moins ayant en commun certains caractères) doivent avoir une même origine. Issues d'une seule et même souche (et donc initialement identiques), elles ont peu à peu divergé au cours des temps. Le transformisme se fonde ainsi sur la notion de parenté qui rapproche certaines espèces et ressort des tableaux de classification. Jacques Ruffié, De la biologie à la culture, p. 27.

Tous les partis ouvriers ou qui prétendent exprimer les besoins des classes populaires ont été construits à la base par des intellectuels membres de la petite bourgeoisie ou appartenant aux classes moyennes, qui finalement vont s'avérer n'avoir jamais rompu avec leur classe originelle avec laquelle devaient se confondre leurs intérêts, puisque à part quelques exceptions ils vont tous finir par trahir la cause qu'ils prétendaient incarner.

L'étiquette de leur parti aura servi à camoufler pendant des décennies ou parfois toute une vie leurs véritables intentions ou leur imposture ou tout simplement les limites de leur engagement politique. Jusqu'au jour où la réalité les rattrape et les masques tombent. Il arrive que l'histoire s'emballe et que cela se produise plus rapidement qu'ils ne l'avaient prévu.

Ils se désolent : Leur propagande hystérique se retourne contre eux.

Grille de lecture.

Vous avez pu oberver qu'ils avaient opté pour une attitude décomplexée, Macron déclarant son amour pour le patronat, Valls pour l'entreprise (et Israël), Hollande pour les multinationales, Cazeneuve pour la police, Fabius pour les barbares du Front Al-Nosra, Le Drian pour tous les dictateurs de la planète pour leur refourguer des armes dès lors qu'ils sont des alliés des Américains, etc. Ils ont mobilisés l'ensemble des médias, leurs think tanks, leurs réseaux sociaux et toute une floppée d'intellectuels et d'"*experts*" qui en rajoutent une grosse couche quotidiennement dans l'espoir de venir à bout de la bête, nous quoi, le peuple opposé à l'oligarchie... La machine à broyer les masses (et leurs droits) en marche, à l'offensive sur tous les fronts social, politique, idéologique, psychologique, à croire qu'elle est réglée sur la planche à billets de la Fed et de la BCE qui ne connaît pas de répit.

Ils espéraient en agissant ainsi, qu'un tel matraquage viendrait à bout des résistances les plus coriaces, et finirait par démoraliser l'ensemble de la population qu'ils pourraient tondre par la suite comme des moutons. Eh bien c'est raté ! Il s'avère qu'elle en a profité pour prendre du poil de la bête et refuse de s'avouer vaincue d'avance en profitant d'une faille dans leur mécanisme bien huilé de corruption des consciences que Goebbels ou Friedman n'auraient pas renié.

C'était en fait méconnaître la psychologie de masse qui agit par mimétisme, et dont on ne peut pas toujours prévoir dans quelle direction elle va s'orienter ou comment elle va évoluer. Ils ont affiché un comportement décomplexé en se disant qu'en agissant de la sorte ils allaient faire plier les masses, les écraser littéralement, les masses les imitent en leur faisant un pied de nez, quelle audace, elles en ont plus que nos dirigeants soit dit en passant ! Elles profitent du peu de liberté dont elles disposent pour n'en faire qu'à leur tête en faisant mentir de Gaulle qui les prenaient pour des veaux.

Vous vous permettez bien des écarts ou excès, vous faites comme si nous n'existions pas, et bien nous aussi leur ont-elles rétorqué. Du coup ils en sont désemparés, horrifiés, un peu comme s'ils avaient pris soudain conscience qu'ils avaient épuisé toutes leurs cartouches en vain, et qu'ils pressentaient le moment arrivé où ils allaient prendre les prochaines balles, on comprend leur inquiétude.

Comme quoi au passage nous ne ramons pas dans le désert et notre travail ou ce portail sert quand même à quelque chose, à son modeste niveau j'entends. Je vous laisse lire un bref extrait de cet article savoureux de Slate.fr et on se retrouve plus loin.

- L'expression «théorie du complot» ne fait plus peur - Slate.fr

Apposer les termes «théorie du complot» à côté d'une idée ne rend pas les gens plus méfiants. Quand une personne évoque la piste de «théories du complot», on pourrait s'attendre, en toute logique, à une réaction de méfiance de la part de ses interlocuteurs.

Or, ce n’est visiblement pas le cas: l’expression «théorie conspirationniste», ce n’est plus ce que c’était! - Slate.fr 04.09

Mon dieu, mon dieu, c'est horrible, tout fout le camp, les gens ne respectent plus rien, la chienlit nous guette décidément ! Ils n'ont pas compris qu'ils inspirent la méfiance aux masses, ils se croyaient tout puissants et voilà qu'elles les rappellent à la réalité. Quelle cruelle désillusion le sort leur réserve !

Cela pourrait bien être le but recherché. Pourquoi ? D'une part parce que ce sont ceux qui dénoncent ces théories qui en sont souvent les auteurs, d'autre part parce qu'en y amalgamant des infos ou faits recueillies par des journalistes d'investigation qui se revendiquent indépendants, cela permet de les discréditer ainsi que leurs travaux de recherche de la vérité qui est le pire ennemi de la classe dominante, puisque c'est par l'ignorance dans laquelle elle maintient l'immense majorité de la population qu'elle peut la manipuler et appliquer sa politique, conserver son pouvoir.

Et comme ces théories sont dénoncées essentiellement par des médias aux ordres ou corrompus dont la population met de plus en plus en doute l'impartialité ou des représentants des partis institutionnels qu'elle rejette, il n'y aucune raison à ce qu'elle accorde davantage de crédit aux versions officielles que les uns et les autres leur servent qu'à ces théories qui les remettent en cause à tort ou à raison.

Ce retour de bâton qui frappe l'ensemble des médias (et le gouvernement) est la conséquence de la désinformation hystérique ou tapageuse et grotesque à laquelle ils se livrent en permanence, qui a pour fonction de relayer la propagande du régime et de conditionner la population pour qu'elle le soutienne ou adhère à la politique de ses représentants, ce dont de plus en plus gens prennent conscience en s'informant auprès d'autres sources, et quand nous vient spontanément à l'esprit pour le meilleur et le pire, on retiendra le meilleur qu'on ne peut pas nier ou effacer arbitrairement, ils en fournissent la preuve ici.

A force d'en faire trop, par exemple accuser quelqu'un (y compris un gosse!) de complotisme pour seulement avoir osé poser des questions que les médias (ou le gouvernement) n'avaient pas soulevées suite à un événement, ils ont perdu toute crédibilité et ils sont en train de se couper de pans entiers de la société, dont les membres essaient de penser par eux-mêmes pour comprendre la situation et agir dessus, ce qui pour la classe dominante représente un véritable cauchemar.

Pour déterminer quels sont les acteurs qui sont dignes de confiance et ne pas se faire manipuler par des illuminés ou des agents du néolibéralisme, on peut se fier à quelques critères.

Tout d'abord on doit savoir qui s'exprime et avoir des éléments biographiques sur l'auteur d'un article qui nous renseigneront sur sa personnalité et ses réelles intentions, le mieux c'est encore qu'il les affiche lui-même. Ensuite, il faut vérifier qu'il fournit les sources de ses informations pour que chaque lecteur qui le désirerait puisse les vérifier ou les recouper avec d'autres sources pour s'assurer de leur authenticité. Au-delà, toute affirmation doit être étayée, argumentée, tout amalgame doit être justifié, le lecteur doit pouvoir distinguer ce qui relève de l'interprétation des faits par l'auteur ou par une tierce personne qu'il cite dans un article des faits eux-mêmes, toute allégation ou supposition, spéculation ou projection devra être présentée comme telle et être accompagnée d'un minimum d'indices ou d'explications, pour que le lecteur n'en arrive pas à des conclusions hasardeuses ou qui iraient au-delà de ce que les faits portés à sa connaissance permettent d'entrevoir ou de diagnostiquer, de pronostiquer raisonnablement, bien que cette notion soit volatile, etc.

Ceux qui sont au pouvoir et leurs larbins en tous genres complotent en permanence contre la population en lui mentant, en lui cachant la vérité. Ils tronquent, déforment, falsifient à souhait la réalité, lorsqu'elle ne leur convient pas ou lorsqu'elle est nuisible aux intérêts de la classe dominante, lorsqu'elle révèle leurs réelles intentions, leurs véritables natures, celle du régime, et pour que les travailleurs ne prennent pas conscience que l'interprétation qu'ils leur servent ne correspond pas à la réalité ni à leurs intérêts, rien de tel que de proclamer théorie du complot toute question ou analyse qui favoriserait cette prise de conscience, tout fait qui y contribuerait s'il parvenait à leur connaissance ou s'ils en tenaient compte, de manière à ce qu'ils demeurent dans l'ignorance et ne rompent pas avec les institutions, le régime et ses représentants.

Quant à ceux qui estiment qu'il serait inutile d'aider les travailleurs à élever leur niveau de conscience et qui n'ont que la lutte à la bouche ou des formules antédiluviennes à leur servir, les faits se chargent de démentir leur élucubration de fonctionnaires de la pensée.

ACTUALITE EN TITRES

Le capitalisme : un produit fini défaillant.

- Nissan rappelle 300.000 voitures aux USA, 28.000 au Canada - Reuters

- Fiat Chrysler rappelle des véhicules pour sécurité informatique - Reuters

Ils ont ajouté l'horreur à l'horreur pour faire fuir la population terrorisée et déstabiliser l'Europe.

- Un an de bombardements n'a pas ébranlé l'État islamique - LeFigaro.fr

- Migrants : l'Europe cherche des solutions - Francetv info

- Les pays du Nord restent opposés à l'accueil des réfugiés. - Francetv info

- Ces associations qui proposent aux Français d'héberger des réfugiés chez eux - LeFigaro.fr

Le comble du populisme et de l'abjection.

- John Kerry ému face au "Huffington Post" quand il évoque l'enfant syrien noyé - Le Huffington Post

- Migrants : le PS bat le rappel pour accueillir davantage de réfugiés - LeParisien.fr

- Fleur Pellerin annonce «un rassemblement pour changer de regard sur l'immigration» - LeParisien.fr

- Migrants : le Cardinal Vingt-Trois fustige ceux qui brandissent «l'épouvantail d'une invasion» - LeFigaro.fr

Leur société transformée en chasse à l'homme.

- La chasse aux automobilistes sans assurance est lancée - Francetv info

Le nombre d'automobilistes sans permis est en augmentation, celui des automobilistes sans assurance aussi. Francetv info 04.09

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand Libération rappel Le Figaro à l'ordre

Un conseil aux lecteurs en plusieurs étapes.

- Lisez l'article de Libération et arrêtez-vous avant le dernier paragraphe.

- Interprétez ce que vous venez de lire et gardez-le en mémoire.

- Ensuite lisez attentivement le dernier paragraphe et arrêtez-vous à nouveau.

- Demandez-vous ce qu'il faut penser du contenu du dernier paragraphe sans faire référence aux paragraphes précédents.

- Pour finir, reliez votre première interprétation à celle du dernier paragraphe et tirez-en une ou des conclusions.

- Ensuite seulement lisez mon explication, voyez si elle concorde avec la vôtre ou ce qui diffère entre les deux, si tel est le cas, sur quel point précisément.

Ce serait intéressant qu'à la suite de cette exercice vous nous livriez votre commentaire ou analyse, ce que vous en aurez retenu et s'il vous aura été utile ou non.

- Les Français opposés aux 35 heures, vraiment ? - liberation.fr

Un sondage laisserait penser que les salariés seraient contre la durée légale du travail. Une interprétation largement abusive.

Les Français pour la fin des 35 heures ? C'est le résultat fracassant d'un sondage publié ce vendredi par les Echos. Ou du moins son interprétation. Ainsi, selon le quotidien économique, «il n'y a pas d'équivoque», 71 % des personnes interrogées souhaitent «revenir sur la durée légale du travail, les fameuses 35 heures». Pas d'équivoque ? Justement, si… Car à aucun moment, dans ce sondage, n'est mentionnée la «durée légale», et encore moins «les 35 heures».

La question commandée par les Echos se limite en effet à demander : «Selon vous, faut-il laisser les entreprises fixer librement le temps de travail, par accord avec leurs salariés ?» Question qui, par sa formulation même, n'invite pas vraiment le Français lambda à répondre par la négative. Qui a envie de s'opposer au «librement», qui plus est «par accord avec les salariés» ?

D'autant que la proposition n'est pas très éloignée de ce que prévoit déjà la législation actuelle…

Mais à aucun moment, donc, le quotidien ne suggère de supprimer la durée légale. Ni n'explique, de surcroît – pour un public pas forcément au fait des arcanes d'un code du travail que tout le monde ou presque s'accorde ces derniers temps à juger incompréhensible –, ce que cette suppression entraînerait, à savoir la fin de la majoration (à 25 %) des heures supplémentaires pour ceux qui en font.

Nicolas Fert, de l'institut CSA, cité dans l'article, se sent même obligé de préciser: «toutes les personnes interrogées ne mesurent peut-être pas concrètement les conséquences dans leur cas particulier». On peut même imaginer - soyons fous - que certains envisageraient de négocier une durée du travail inférieure aux 35 heures... Tout en conservant, au niveau national, une durée légale à 35 heures. Ou encore de réclamer une durée supérieure, pour bénéficier d'heures supplémentaires majorées, comme c'est déjà le cas dans de nombreuses entreprises.

Bref, l'insertion de la formulation «suppression de la durée légale» ou encore «suppression des 35 heures» n'aurait peut-être pas changé le résultat final, mais elle aurait au moins permis d'en arriver à la conclusion qui en est aujourd'hui – prématurément – tirée. Jusqu'à la caricature pour le Figaro, qui a ainsi titré, sur son site web : «Les Français se disent prêts à renoncer aux 35 heures». Avec, en sous-titre : «Les sympathisants de droite comme de gauche accepteraient une modification de la durée légale du travail». Et le rédacteur d'imaginer, un peu plus loin dans l'article: le «sondage [...] montre que les Français eux-mêmes sont prêts à travailler davantage». Autrement dit, de la question initiale - «faut-il laisser les entreprises fixer librement le temps de travail?» - on en arrive aux «Français veulent travailler plus». Manip, quand tu nous tiens... liberation.fr 04.09

Cet article ne change rien à l'orientation réactionnaire de Libération qu'il a apparemment des difficultés à assumer, ce qui peut se comprend en prétendant pencher à gauche. Bien au contraire. Comment cela ? C'est simple à comprendre.

On observera que l'auteur de l'article ne prend ses distances avec l'interprétation du Figaro que pour mieux la reprendre à son compte, lorsqu'il dit qu'une formulation plus claire "n'aurait peut-être pas changé le résultat final", finalement il lui reproche d'avoir péché par excès de zèle et livré "prématurément" une conclusion qu'il partage et qui malheureusement s'avère si grotesque que tout le bénéfice qu'ils pouvaient espérer de cette opération tombe à l'eau.

Comment un acte de corruption a été requalifié en chantage.

- Le journaliste soupçonné d'avoir fait chanter le roi du Maroc conteste devant le juge toute «intention de chantage» - 20 Minutes

Commentaire d'un internaute.

- "*Accepter de ne pas publier un brulôt contre de l'argent, si ce n'est pas du chantage, c'est quoi ?*"

Non, cela s'appelle être corrompu.

Les journaliste Catherine Graciet et Éric Laurent ont admis avoir cédé à une offre financière alléchante ce qui en fait des corrompus, acte méprisable s'il en est qui n'était pas illégal ou susceptible de poursuite judiciaire. L'affaire aurait dû en rester là ou ne jamais éclater, sauf que le monarque marocain a voulu maquiller cette offre en chantage, afin de donner une tournure criminelle à cette affaire et que des poursuites soient engagées contre les deux journalistes, reste à savoir pourquoi.

Parce qu'ils ont refusé sous la menace de livrer leurs sources en échange de l'abandon de la plainte qu'il avait déposée contre eux, tout en persistant à vouloir publier leur livre.

En famille. Le masque de l'imposture est tombé, fermer le banc de la récréation. Personne ne réanimera le cadavre de la gauche réformiste.

Grille de lecture.

Ce qu'on a appelé la gauche caractérisait en fait des partis démocrates petits bourgeois réformistes liés au régime capitaliste et qui étaient étrangers au socialisme ou figuraient parmi ses ennemis, donc de la classe ouvrière dont le socialisme incarne les intérêts.

On appréciera à sa juste valeur l'entreprise qui a consisté pendant des décennies en France et dans tous les pays en Europe à vouloir associer ces partis réactionnaires au combat de la classe ouvrière pour mieux la trahir et l'asservir au capitalisme et ses institutions à l'arrivée, d'où leur accession au pouvoir un jour ou l'autre dans pratiquement tous les pays de l'UE, avant qu'ils ne soient relayés dans l'opposition parlementaire ou se retrouvent marginalisés ou menacés de disparition comme c'est le cas en Grèce par exemple, pour avoir trahi leurs engagements électoraux ou les illusions que les travailleurs avaient encore en eux ou le plus souvent, qu'ils avaient portés au pouvoir en désespoir de cause, en se disant qu'ils avaient fait le choix le moins pire,

pour s'apercevoir rapidement qu'en réalité ils allaient poursuivre et même amplifier la politique antisociale du parti officiel de l'ordre tournée contre eux.

Une fois le parti officiel de l'ordre disqualifié, son supplétif de gauche devait prendre le relais pour assurer la continuité des institutions et du régime, et une fois celui-ci à son tour rejeté par la majorité des travailleurs, il fallait à la classe dominante trouver une solution de rechange, c'est ainsi que naquirent les différentes moutures du Front de gauche en Europe, ne serait-ce que temporairement à défaut de mieux, de manière à ce que la situation rentre rapidement dans l'ordre ou que l'un des deux partis qui incarnent ses intérêts revienne au pouvoir, c'est ce à quoi s'applique Tsipras et Syriza dorénavant auquel qui le titre d'agents du capital n'était ni usurpé ni exagéré.

Les faits sont parfois cruels, car cet épisode traduit la faillite de la stratégie politique adoptée par la soi-disant avant-garde organisée de la classe ouvrière en direction de ces partis et des partis staliniens pendant 70 ans. On n'a pas fini d'en payer les conséquences désastreuses pour le prolétariat, puisque l'ensemble des partis ouvriers rejettent cette interprétation qui repose exclusivement sur les faits et la situation actuelle, qui se caractérise par l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, la dislocation de l'avant-garde ouvrière, la profonde division du mouvement ouvrier, la démoralisation de milliers de militants qui ont cessé le combat sur le plan politique. On ne pourra pas faire l'économie de cet inventaire que vous le vouliez ou non.

- Grèce : Alexis Tsipras prêt à s'allier avec le Pasok - La Tribune

L'ancien premier ministre a affirmé être prêt à gouverner avec le parti socialiste si celui-ci se débarrasse de ses anciens ministres. Un tournant dans l'histoire de Syriza, effectué sous la pression des sondages.

C'est un tabou important que vient de briser Alexis Tsipras. Jeudi 3 septembre, pour la première fois, Alexis Tsipras a ouvert la possibilité à une alliance avec le Pasok, le parti social-démocrate, alliance qu'il excluait jusqu'ici. L'ancien premier ministre a cependant expliqué dans cette interview diffusée sur la chaîne de télévision Kontra TV qu'une telle alliance ne serait pas inconditionnelle. Pour s'allier avec Syriza, le Pasok devra se débarrasser de ses « poids » a indiqué Alexis Tsipras.

« Poids » qui chargeraient le Pasok

Quels sont ces « poids » ? Principalement l'ancien chef du parti, Evangelos Venizelos, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères dans le gouvernement d'Antonis Samaras de juin 2012 à janvier 2015. Un autre « poids » cité par Alexis Tsipras est Andreas Loverdos, ancien ministre du travail de George Papandréou et de Lukas Papadimos de 2010 à 2012. En réalité, Alexis Tsipras voudrait s'allier avec un Pasok débarrassé de tous les ministres qui ont appliqué l'austérité réclamée par les créanciers entre 2010 et 2015.

Tournant

Jusqu'à présent, Alexis Tsipras refusait toute alliance avec les « partis de l'establishment », tant ceux qui avaient appliqué l'austérité, le Pasok et le parti conservateur Nouvelle Démocratie (ND), ainsi que le parti centriste To Potami (« la rivière »), poulain de Bruxelles et des oligarques grecs. Mais si son ambition officielle demeure de reconduire l'alliance avec le parti de droite souverainiste des Grecs Indépendants (ANEL), il doit s'adapter à une nouvelle réalité. Les dernières enquêtes d'opinion traduisent en effet un recul net de Syriza et semble considérer qu'ANEL aura beaucoup de peine à atteindre les 3 % des suffrages exprimés nécessaires pour entrer à la Vouli.

Incarner la stabilité

La situation est donc changée. Si Syriza arrive en tête, même assez largement, il n'aura pas de capacité à former un gouvernement. Sur sa gauche, ni le parti Communiste (KKE), ni les dissidents de Syriza de l'Unité Populaire ne sont des alliés possibles. En revanche, Nouvelle Démocratie peut compter sur une coalition quasi certaine avec le Pasok et To Potami s'il arrive à glaner les 50 sièges sur 300 promis au premier parti du pays. Si la droite arrive en tête, elle a donc plus de chance de former un gouvernement et c'est un argument que le leader de ND, Evangelos Meimarakis, n'a pas hésité ces jours-ci à souligner. La droite dispose donc d'un bonus à la stabilité. Or, dans une Grèce fatiguée par six mois de négociations et cinq ans d'austérité, c'est un argument qui peut peser lourd. Alexis Tsipras doit donc rééquilibrer sa position sur ce point. D'où son ouverture au Pasok qui pourrait être le prélude à un élargissement à To Potami, parti qui, après tout, n'a pas participé non plus à l'austérité des années 2010-2015.

Conditions de pure forme

Car, les conditions posées par Alexis Tsipras sont de pure forme. La future coalition au pouvoir après les élections du 20 septembre sera en charge d'appliquer le troisième mémorandum signé en août dernier par Alexis Tsipras. Vouloir s'allier avec un parti « vierge » de toute austérité passée est donc une simple coquetterie. D'autant qu'Evangelos Venizelos a quitté la tête du Pasok, confiée à Fofi Yennimata, une universitaire de 50 ans. Du reste, C'est aussi considérer que la ligne politique passée du

Pasok et son application depuis 2009 n'est que le fruit de certaines personnalités qui ont exercé le pouvoir. Mais Alexis Tsipras oublie que le Pasok est, comme Nouvelle Démocratie, un des piliers d'un système clientéliste qui a conduit la Grèce au bord du gouffre. Sans compter que c'est le Pasok de Konstantinos Simitis, premier ministre de 1996 à 2004, qui a poussé la Grèce à entrer dans la zone euro.

Vers une « pasokisation » de Syriza ?

En réalité, le Pasok n'a guère changé. Il reste un parti « pro-mémorandum » fondé sur une logique de clans. Fofi Yennimata est, d'ailleurs, la fille d'un des fondateurs du parti, Yiorgos Yennimata, cinq fois ministre sous Andreas Papandréou. Avec le Pasok, la volonté réformatrice de Syriza, qui constituait le cœur de son programme de Thessalonique d'août dernier, ne peut qu'être remise à plus tard. Plutôt que de changer réellement le fonctionnement de la société grecque pour la rendre plus égalitaire et plus juste, une telle alliance sera tentée, comme les précédentes, de s'en tenir aux objectifs comptables par le mémorandum et par la troïka. Cette ouverture d'Alexis Tsipras vers le Pasok traduit en réalité l'évolution de Syriza qui, en acceptant les conditions des créanciers, est entré dans le jeu « normal » de la politique grecque. Progressivement, les différences entre Syriza et le Pasok risquent de devenir très réduites. L'ancien parti des Papandréou a, lui aussi, tout en se proclamant de « gauche », appliqué une politique d'austérité dictée par les créanciers. Depuis le début de la campagne, le seul argument de Syriza est celui de défendre un gouvernement « de gauche » en Grèce.

Pari risqué

Ce mouvement d'Alexis Tsipras est donc fort risqué. Pour pouvoir prétendre à la capacité d'assurer la stabilité politique, il met en danger ce qui restait de fort dans le programme de Syriza, autrement dit sa capacité de parti « neuf », capable de rénover le pays et de le réformer réellement. Il prend donc le risque de rajouter de la déception à la déception. Or, l'électorat de Syriza est, selon une enquête de GPO, particulièrement déçu. La moitié seulement des électeurs de Syriza en janvier voteront à nouveau pour ce parti le 20 septembre. C'est le plus faible taux de mobilisation après celui d'ANEL. Il n'est pas certain que le « recentrage » de Syriza et son ouverture vers le Pasok séduisent davantage ces déçus.

Les dangers du transformisme grec

En Italie, il existe un mot pour désigner ce qui se passe en Grèce aujourd'hui : le transformisme. Ce phénomène traduit le recentrage de tous les partis et, une fois le débat électoral factice achevé, la réduction de la politique à la seule lutte pour l'occupation des postes de gouvernement. Ce transformisme a ruiné le parlementarisme italien du début des années 1920 et de l'après-guerre et a provoqué de forts mouvements protestataires. Sous la pression des créanciers, la métamorphose de Syriza est une dernière étape de ce transformisme. Mais la Grèce a besoin de tout sauf de cette évolution qui ne va conduite qu'à renforcer la méfiance envers l'Etat et à fragiliser la démocratie hellénique. Outre les conséquences économiques du troisième mémorandum qui s'annoncent désastreuses, ses conséquences politiques semblent également devoir être fort négatives. La Tribune 04.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Guatemala

- Guatemala : à l'avant-veille des élections, l'ex-président en prison - AFP

La campagne électorale au Guatemala s'est conclue vendredi dans un climat d'ébullition populaire tandis que son ex-président, tout juste démissionnaire, passera le week-end en prison avant d'être à nouveau entendu pour des soupçons de corruption.

Redevenu simple justiciable, Otto Pérez, accusé de diriger un vaste réseau de corruption au sein des douanes, a passé cinq heures devant le juge, après une première nuit en garde à vue.

L'ancienne vice-présidente, Roxana Baldetti, est aussi incarcérée dans cette affaire, accusée d'avoir touché, entre mai 2014 et avril 2015, 800.000 dollars en pots-de-vin et des cadeaux en nature, tout comme Otto Pérez, via un réseau qui aurait détourné 3,8 millions sur la même période.

Un scandale révélé grâce au travail en commun du parquet et de la Commission de l'ONU contre l'impunité (Cicig), unique au monde.

"Monsieur le juge, pour 800.000 dollars, je ne vais pas mettre en jeu (...) ma dignité", a clamé Otto Pérez, rappelant son parcours militaire, assurant de son honnêteté, mais refusant de répondre aux questions, pendant une heure.

Dans l'après-midi, le magistrat a suspendu l'audience jusqu'au mardi suivant, quand il décidera de son éventuel placement en détention provisoire.

D'ici là, l'ex-général de 64 ans restera à la prison militaire de Matamoros et ne pourra donc pas voter dimanche.

"Je me sens triste", a-t-il simplement répondu aux journalistes avant de quitter le tribunal.

Dimanche, au premier tour des élections présidentielle, législatives et municipales, les bureaux de vote ouvriront à 07H00 (13H00 GMT), avec 7,5 des 15,8 millions d'habitants appelés aux urnes. La campagne s'est officiellement arrêtée vendredi à la mi-journée.

Les premiers résultats devraient être connus après 21H00 (03H00 GMT lundi), les deux candidats à la présidentielle qui arriveront en tête devant se départager le 25 octobre.

"Voter, c'est faire que le Guatemala rugisse plus fort", proclament des affiches illustrées d'un jaguar dans les rues de la capitale, actuellement en pleine saison des pluies.

Le scrutin survient dans un climat inhabituel, des milliers de Guatémaltèques ayant réclamé, en vain, son report, tout comme ils exigeaient ces derniers mois le départ d'Otto Pérez, à la tête de l'Etat depuis 2012.

Ce dernier, dont le mandat courait jusqu'au 14 janvier, a finalement démissionné mercredi, remplacé par son vice-président Alejandro Maldonado, qui a reçu vendredi les honneurs d'un défilé militaire.

Mais les manifestants, qui protestent pacifiquement chaque semaine depuis avril, demandent d'aller plus loin, exigeant un changement de système politique.

"Dans ces conditions, nous ne voulons pas d'élections", scandaient, au son des tambours, 500 personnes réunies devant le tribunal, en majorité des indigènes en tenue traditionnelle, des militants des droits de l'homme et des étudiants.

Blanca Escobar, une indigène de 33 ans, confiait à l'AFP : "S'il y a des élections, tout va rester pareil, le cercle de la corruption continuera".

Dans une conférence de presse, la militante indigène Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix 1992, a salué "le moment historique que vit le Guatemala", mais prévenu qu'"il faut continuer à combattre l'impunité".

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, plaide quant à lui pour "un environnement pacifique" le jour du vote, dans un pays où 6.000 morts violentes sont enregistrées chaque année.

Signe d'un renversement de situation, l'humoriste Jimmy Morales, candidat de droite sans expérience politique, a pris la tête de la course à la présidentielle, selon un sondage publié jeudi.

A 46 ans, il est crédité de 25% des suffrages, dépassant Manuel Baldizon (droite, 22,9%), le favori jusqu'alors, et la social-démocrate Sandra Torres, ex-Première dame (18,4%).

Pessimiste, Manfredo Marroquin, directeur de l'ONG Accion Ciudadana, branche locale de l'organisation anticorruption Transparency International, rappelle que l'achat des votes est monnaie courante au Guatemala.

Les voix sont acquises via la distribution de sacs d'aliments ou des tirages au sort pendant les meetings, pour offrir des motos ou des bicyclettes à une population en majorité pauvre, raconte-t-il.

"La grande majorité des partis politiques n'ont (...) aucun plan concret" pour lutter contre la corruption, qui leur apporte "50% (de leur) financement", dénonce aussi Jonathan Menkos, directeur de l'Institut centraméricain d'études fiscales (Icefi). AFP 04.09

2- Tadjikistan

Stratégie du chaos. Opération déstabilisation à mettre au compte des Etats-Unis.

- Tadjikistan : huit policiers et neuf assaillants tués dans des affrontements près de Douchanbe AFP

Huit policiers et neuf assaillants ont été tués vendredi dans deux attaques près de Douchanbé, la capitale du Tadjikistan, les autorités accusant le vice-ministre de la Défense et l'opposition islamique modérée de les avoir organisées.

Une première fusillade a éclaté à l'aube devant "le bâtiment central du ministère de la Défense", à Douchanbé, puis une deuxième s'est produite devant un poste de police à Vahdat, à dix kilomètres à l'est de la capitale, a déclaré le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Jusqu'à présent, le bilan, établi par une source au sein de la police, faisait état de huit policiers tués et cinq autres blessés. Le ministère de l'Intérieur, qui n'avait pas souhaité alors confirmer des pertes dans ses rangs, avait indiqué que deux assaillants avaient aussi été tués.

Mais dans la soirée, les autorités tadjikes ont annoncé la mort de huit policiers et de neuf personnes ayant participé aux attaques.

Les assaillants tués "ressemblent à des civils mais il n'est pas exclu que parmi eux se trouvent des membres des forces de l'ordre", a déclaré à l'AFP le porte-parole de la police, affirmant qu'ils avaient été dirigés par le vice-ministre de la Défense Abduhalim Nazarzoda.

Au cours de la première attaque, M. Nazarzoda "a induit en erreur les forces du ministère de la Défense en les dupant de par sa position de vice-ministre de la Défense", explique le ministère.

Il "a participé activement et mené personnellement cette attaque terroriste du début jusqu'à la fin", a assuré le ministère tadjik de l'Intérieur, annonçant l'avoir relevé depuis de ses fonctions.

Au cours de l'attaque, le vice-ministre était accompagné de trois officiers de haut rang, a indiqué une source policière à l'AFP.

Sept assaillants ont été arrêtés mais l'ancien vice-ministre est toujours en fuite, a précisé le ministère, ajoutant qu'une perquisition avait permis de découvrir une cache d'armes à son domicile.

Selon le ministère, pendant la sanglante guerre civile entre le pouvoir pro-communiste et des rebelles islamistes qui a fait 150.000 morts entre 1992 et 1997, M. Nazarzoda combattait au sein de l'opposition unifiée qui réunissait démocrates et islamistes.

Toujours d'après le ministère, le vice-ministre avait ensuite obtenu un poste de haut-fonctionnaire à la faveur d'une amnistie prévue par des accords de paix signés en 1997 et ayant marqué la fin des combats.

Le ministère affirme que M. Nazarzoda a ensuite rejoint le Parti de la Renaissance Islamique du Tadjikistan (IRPT), seul parti islamique légal dans l'ancienne république soviétique.

Ce parti a été interdit la semaine dernière par les autorités qui l'accusent d'avoir des liens avec l'organisation Etat islamique. Après cette décision, les analystes avaient dit craindre une radicalisation de l'opposition.

Peu après les fusillades, les internautes tadjiks ne pouvaient plus accéder aux réseaux sociaux américain Facebook et russe Odnoklassniki, ainsi qu'à la plateforme de partage de vidéos Youtube.

"Même si nous ne savons pas encore ce que signifient ces événements, ils sont peut-être les signes avant-coureurs de violences à venir", a déclaré l'ambassade des Etats-Unis au Tadjikistan, annonçant sa fermeture.

Les autorités assurent que plus de 600 Tadjiks se sont rangés aux côtés de l'EI en Irak et en Syrie depuis son apparition.

Parmi eux, l'ancien responsable des forces spéciales de la police tadjike, le colonel Goulmourod Khalimov, a rejoint au printemps dernier l'EI en Syrie, et menacé le gouvernement de futures attaques. AFP 04.09

3- Syrie

3.1- Syrie : nouvelle victoire stratégiques de la Résistance? - sahartv.ir

Les forces de l’armée syrienne ont repris le contrôle des hauteurs stratégiques de Jab al-Ahmar à Sahl el-Ghab. Selon le rapport du journaliste de Farsnews depuis Damas, les avions de combat syriens ont pilonné intensément les positions des groupes terroristes de la coalition de Jaysh al-Fath dirigée par le groupe terroriste du Front al-Nosra, dans différents endroits de Rif d’Idlib et dans la localité de Sahl el-Ghab tuant des dizaines de terroristes dont des officiers turcs.

Des officiers turcs ont été blessés aux alentours de station électrique de Ziron, à Rif d'Idlib, et ils ont été transférés sur le sol turc via le point de passage de Bab al-Haway, ont fait part dans ce droit fil des sources bien informées. Les opérations de la force aérienne de l'armée syrienne sont intervenues alors que les forces terrestres de l'armée ont repris, lors des opérations dans la localité de Sahl el-Ghab le contrôle des hauteurs stratégiques de Jab al-Ahmar surplombant cette localité. sahartv.ir 04.09

3.2- Syrie: les militaires russes combattent à Lattaquié - sahartv.ir

Les militaires russes combattent aux côtés des soldats syriens, selon Times

A en croire le journal britannique Times les militaires russes se seraient directement engagés dans les combats en Syrie. Le journal se réfère à une chaine de tv syrienne et en diffuse des images pour etayer ses allégations. Ces images seraient tirées d' une vidéo de trois minutes mettant en scène un véhicule blindé, l'un des plus avancés que possède l'armée russe avec à son bord des militaires parlant russe. Selon Times, " ces militaires aideraient Bachar Assad à combattre les éléments armés sur les hauteurs de Lattaquié".

Times va jusqu'à suggérer que "les voix russes donnaient des ordres" . Le journal britannique insinuent evidemment l'implication directe de la Russie dans la protection de la bande côtière du nord de la Syrie où se situe le port de Tartous" sahartv.ir 04.09

4- Yémen

L'AFP est en deuil et ne le cache pas.

- Journée noire pour la coalition arabe dans la guerre au Yémen - AFP

Les Emirats arabes unis et Bahreïn ont perdu vendredi respectivement 45 et cinq soldats, leurs plus grosses pertes depuis qu'ils se sont engagés au Yémen dans une coalition sous commandement saoudien qui peine à venir à bout de rebelles chiites Houthis.

Depuis le début fin mars, des raids aériens de la coalition pour soutenir le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi face aux rebelles, les Emirats arabes unis ont perdu un total de 52 soldats.

Malgré cette tragédie, le prince héritier d'Abou Dhabi, cheikh Mohamed Ben Zayed Al-Nahyane, commandant en chef des forces armées, a souligné dans un tweet "la détermination" de son pays à poursuivre son "soutien aux frères yéménites contre l'injustice et l'agression".

Un deuil national de trois jours a été décrété aux Emirats, dont l'aviation a déclenché dans la soirée une série de raids contre des positions rebelles et des sites militaires à Marib, Sanaa, Saada (nord), fief des Houthis, et Ibb (centre), selon Wam.

La présidence yéménite a annoncé que cinq soldats bahreïnis avaient également péri dans l'explosion.

La crise yéménite a figuré au menu des entretiens du président américain Barack Obama avec le roi Salmane d'Arabie saoudite, qui effectue sa première visite officielle aux Etats-Unis depuis son accession au trône en janvier.

Issus de la minorité zaïdite chiite, les Houthis étaient partis il y a plus d'un an de leur fief de Saada, dans le nord du Yémen, s'emparant en janvier de la capitale Sanaa et progressant de manière fulgurante dans le reste de ce pays.

Les forces antiHouthis, aidées par les frappes de la coalition, ont repris ces derniers mois des provinces du sud et tentent de reconquérir notamment la capitale Sanaa.

Si le commandement des forces émiraties n'a pas précisé les circonstances dans lesquelles étaient morts les soldats, des sources militaires yéménites ont évoqué une explosion "accidentelle" dans un entrepôt de munitions sur une base militaire dans la région pétrolière de Safer, à quelque 250 km à l'est de Sanaa.

Des renforts militaires, dont des chars, d'autres blindés, des lance-roquettes, des démineurs, des transports de troupes ainsi que des hélicoptères Apache, avaient été convoyés cette semaine sur cette base par la coalition, ont dit ces sources militaires.

"Ces renforts en matériel mais aussi en hommes font partie des mesures prises dans le cadre de la contre-offensive des forces loyalistes et de la coalition pour avancer vers Sanaa", a expliqué l'une d'elle sous le couvert de l'anonymat.

Pour leur part, les Houthis ont affirmé avoir tiré un missile balistique de type Tochka sur "un camp militaire à Safer", "tuant des

dizaines d'officiers et de soldats parmi les mercenaires de l'agression saoudienne", une allusion à la coalition arabe.

Dans un communiqué cité par l'agence de presse Saba contrôlée par les Houthis, un responsable du ministère de la Défense à Sanaa a ajouté que les assaillants avaient touché des Apache, détruit des blindés "émiratis" et "incendié des dépôts d'armes".

Le ministre de l'Intérieur du gouvernement Hadi en exil, Abdo al-Houzaifi, interrogé par l'AFP, a affirmé que l'explosion à Safer était "accidentelle car les munitions étaient mal entreposées".

L'explosion a été provoquée par "la chute d'un missile sol-sol, tiré par les rebelles", a déclaré pour sa part à l'AFP une source militaire yéménite pro-Hadi.

Le ministre d'Etat émirati des Affaires étrangères, Anwar Gargash, cité par le quotidien Gulf News de Dubaï, a aussi évoqué la thèse d'un missile sol-sol.

L'aviation de la coalition a intensifié ses raids contre des cibles militaires à Sanaa, provoquant des explosions, cependant que huit rebelles ont été tués dans des combats avec des forces loyalistes à Baïda (centre) et neuf autres à Taëz (sud-ouest), selon des témoins.

Dans le même temps, les forces loyalistes, "appuyées par des hélicoptères Apache, ont bombardé dans la nuit des positions rebelles dans (...) la province de Marib où les Houthis disposent de poches de résistance", a déclaré le ministre de l'Intérieur. AFP 04.09

Le nombre de victimes des bombardements de cette coalitiion américani-saoudo-arabo-sioniste dépasse les 5.000 morts, dont la plupart sont des civils.

5- Arabie saoudite

- Arabie: le régime saoudien attaque Al Awamiya - sahartv.ir

Les medias locaux en Arabie font état des attaques sporadiques des forces de sécurité saoudiennes contre les populations d'Al Awamiya, région à majorité chiite de l'est .

Selon des cyber activistes saoudiens les forces de sécurité ??? auraient ouvert le feu sur les habitants. Le régime des al Saoud auraient tenté d'assassiner ce vendredi le frère d'un activiste politique assassiné repondant au nom de Abdellah al Madad. . Selon ce rapport toutes les entrées de la ville d'Al Awamiyah auraient été fermées ce vendredi. sahartv.ir 04.09

ECONOMIE

Chine

L'oligarchie pro-américaine à la manoeuvre en Chine ?

- La Chine sanctionne trois sociétés, coupables d'avoir fait plonger les marchés - latribune.fr

Des amendes de près de 453 millions de yuans d'amendes ont été infligées à trois sociétés chinoises, dont une liée à Alibaba, pour des actions illégales sur les marchés. Ces activités seraient, d'après le régulateur du marché chinois, à l'origine de la chute des Bourses, dont celle de Shanghaï.

Le régulateur du marché chinois a infligé des amendes à trois compagnies, dont Hundsun, liée à Alibaba, totalisant 453 millions de yuans (71 millions de dollars) pour s'être livrées à des "activités boursière illégales" qui seraient à l'origine de la chute des Bourses.

Une économie au ralenti

Cette démarche intervient au moment où les autorités chinoises déploient des efforts intenses pour renflouer les marchés financiers après que l'indice de Shanghai a plongé de 30% en trois semaines depuis la mi-juin après avoir progressé de 150% en un an.

La baisse continue des marchés vient se greffer sur des inquiétudes quant à un ralentissement de la croissance chinoise,

deuxième économie du monde, qui ont secoué les Bourses mondiales.

La Commission de régulation du marché des actions (CSRC) a également confisqué un total de 151 millions de yuans de "revenus illégaux" appartenant aux sociétés Hundsun Network Technologies Service Co, Mecrt Corp, et Hithink RoyalFlush Information Network Co, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Les dirigeants "avertis"

Ces trois sociétés avaient créé des systèmes permettant d'investir en Bourse sans s'identifier, ce qui leur permettait de réaliser des profits en fournissant "sciemment" des logiciels à des clients non avertis, a expliqué la CSRC. Ces agissements ont "durement perturbé le marché des actions", souligne-t-elle.

La CSRC avait lancé ses investigations en juillet. Elle a indiqué avoir infligé des amendes et averti les dirigeants des trois compagnies. La filiale du géant du commerce en ligne Alibaba Ant Financial détient 20% de Hundsun Technologies.

Hundsun Technologies a terminé en baisse de 3,14% à la Bourse de Shanghai tandis que, à l'inverse, Hithink RoyalFlush Information Network a gagné 2,19% à la Bourse de Shenzhen mercredi, dernier jour d'activité avant une fête chômée. latribune.fr 04.09

Haut de page

Le 6 septembre 2015

CAUSERIE

Quelques titres glanés sur le portail Panamza

Histoire d'exciter un peu plus nos détracteurs auxquels nous avons décidé de ne plus répondre.

Avertissement. Ce portail est animé par un antisioniste qui verse dans l'antisémitisme si j'ai bien compris. Mais au regard de son travail d'investigation ou la somme d'informations (sourcées) qu'il met à disposition, il serait dommage de s'en passer. Personne n'est obligé de partager son penchant, ses analyses ou ses conclusions.

- Thalys : la version officielle est contredite par le témoignage d'une passagère.

En réalité par tous les passagers à l'exclusion d'un seul qui a cru entendre quelque chose qui ressemblait à une détonation...

- Premier à décorer les « héros » du Thalys, le maire d'Arras co-dirige un puissant lobby américain.

- La nouvelle patronne de Thalys avait travaillé pour le renseignement militaire américain.

- L'étrange connexion d'Éric Laurent avec Kroll, la « CIA de Wall Street ».

Si j'ai bien compris, le fin mot de cette affaire serait que les sionistes se seraient servis de ce journaliste comme moyen de pression sur le roi du Maroc, pour qu'il ne soit pas tenté de prendre ses distances avec Israël ou de remettre en cause leur coopération. Car qui figure derrière Kroll, je vous le donne en mille ? Benyamin Netanyahou.

En fait l'accusation de chantage portée contre Éric Laurent devait servir à en camoufler un autre, les sionistes se sont servis de lui, à moins qu'ils l'aient acheté puisqu'on est en présence d'un journaliste véreux.

Parole d'internaute

- "Le seul argument qui va rester à la droite, c'est qu'il vaut mieux l'original que la copie...".

Idem entre l'extrême droite et l'extrême gauche.

Les Charlie étaient dans la rue en famille hier ou quand le drapeau du colonisateur français en Syrie et de

la Turquie d'Erdogan flotte sur la place de la République à Paris

- Un internaute : "*De telles manifestations contre l'État Islamique n'ont jamais été organisées dans les rues de France.*"

Et pour cause : pour le PS et Hollande et leur armée de valets de la pseudo-gauche et extrême gauche Assad ou Daesh, la République arabe laïque syrienne et l'Etat islamique c'est du pareil au même. Même la laïcité à laquelle ils se prétendent attachés est un principe bidon en réalité pour eux. Si vous prenez à la lettre leurs discours, vous n'avez pas fini de vous faire manipuler. Un exemple.

Dans Informations ouvrières (n°367 page 14) Marc Gauquelin a osé affirmer que feu P. Lambert "*a réussi ce qu'il s'était fixé pour objectif, c'est-à-dire sortir le trotskysme du ghetto, l'engager, l'implanter, en faire un élément constitutif de la classe ouvrière, de son mouvement*", alors qu'en réalité avec à peine 2.000 militants dont la plupart ont atteint ou dépassé largement l'âge de la retraite, il est demeuré marginalisé, ignoré par 99% de la classe ouvrière.

Lucien Gauthier s'illustrera par un tour de passe-passe qui consistera à faire passer le POI pour le parti de Lénine et Information ouvrières pour le journal du parti bolchevik, afin de justifier la stratégie adoptée par le POI-CCI autour de son journal, alors qu'en réalité le POI n'a rien d'un "parti ouvrier révolutionnaire" et ne contribuera jamais à sa construction, et il semblerait que plus d'un siècle plus tard il serait peut-être tant de se rendre compte que la société a beaucoup évolué et que la place du journal ne peut pas être la même qu'en 1902 : "*en 1902, dans Que faire ?, Lénine établissait la place du journal dans la construction du parti révolutionnaire, la place d'une organisation délimitée : non pas un parti fourre-tout, mais un parti organisé, un parti ouvrier révolutionnaire.*", l'antithèse du POI ou l'aveu que ces soi-diant courants n'existent pas ou se réduisent au sien, au CCI, et encore à la clique qui le dirige ! Bref, plus borné, névrosé, sclérosé, manipulateur, tu meurs ! Sans déconner, rien sur ces deux articles qui couvrent une page entière, il y aurait de quoi en écrire des dizaines, on a franchement mieux à faire.

Revenons à notre sujet du jour qui présente plus d'intérêt et que le POI occultera sans doute.

- Migrants: Plus de 10.000 personnes manifestent en France pour l'accueil des réfugiés - 20minutes.fr

«Pas en notre nom». Plus de 10.000 personnes se sont rassemblées samedi dans toute la France, et notamment à Paris, pour dénoncer les «politiques répressives» à l'encontre des migrants et soutenir les réfugiés en réponse à un appel citoyen lancé sur les réseaux sociaux.

Ce rassemblement, intitulé «Pas en notre nom - #RéfugiésMigrantsDignité», «est né d'une discussion sur Facebook, de gens qui se demandaient comment faire pour exprimer quelque chose spontanément (...) dire non aux politiques migratoires répressives qui conduisent à la mort de milliers de personnes et oui à l'accueil», a expliqué l'un des organisateurs, l'auteur et réalisateur Raphaël Glucksmann, fils du philosophe André Glucksmann.

L'appel sur Facebook de ce collectif citoyen a été relayé par plusieurs associations, comme SOS Racisme ou la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra).

Des représentants de partis de gauche, socialistes, communistes et écologistes, avaient annoncé leur intention de se joindre à la manifestation. Le Front de gauche, le Nouveau Parti anticapitaliste et le syndicat étudiant Unef étaient également présents. 20minutes.fr et AFP 05.09

- Raphaël Glucksmann : "Oui, il faut accueillir les réfugiés" - msn.com

L'instrumentalisation de l'immigration est une constante du mouvement ouvrier et de son avant-garde ayant pourris de l'intérieur au même rythme que le capitalisme et le dernier épisode ne fait que le confirmer.

Pour justifier leur position politique, ils se livrent à un amalgame entre les différentes périodes depuis le XIXe siècle jusqu'à nos jours marquées par un important flux migratoire vers l'Europe subi ou souhaité par les différents Etats dû à des causes diverses comme les guerres de rapines ou coloniales et le besoin de manoeuvres ouvrières pour répondre aux besoins du développement du capitalisme.

Confusion extrême ou quand le révisionnisme qui oscille entre opportunisme et gauchisme mène à la pire collusion avec la réaction.

Aujourd'hui il s'agit de tout autre chose. Ce qu'ils ne veulent et ne peuvent pas admettre pour avoir adopté la même interprétation de la situation en Syrie et la même position que le camp de la réaction (PS, EELV, UDI, MoDem, LR) qui exige le départ d'Assad qui laisserait la voie libre aux barbares d'Al-Nosra ou de l'Emirat islamique, selon que Washington mise sur l'une ou l'autre de ces organisations de mercenaires sanguinaires pour réaliser ses objectifs, et se traduirait par le chaos à durée indéterminée pour le peuple syrien qui serait ainsi sacrifié, bref, pour avoir adopté la version de l'impérialisme américain de 2011 qui consistait à affirmer qu'Assad porterait la responsabilité de la situation en Syrie pour avoir réprimé violemment une révolution pacifique

ou modérée, et que l'apparition d'Al-Nosra et de Daesh en serait la conséquence, dont l'exode d'une partie de la population en contact ou sur la route de ces barbares, ils ne peuvent plus faire marche arrière ou se déjuger, et ils ne peuvent que s'embourber davantage dans leurs contradictions qui les amènent logiquement à soutenir une entreprise pilotée depuis Washinton et Ankara, qui consiste à déstabiliser les Etats de l'UE pour que leurs dirigeants cèdent aux exigences américaines, augmentent leur budget militaire et s'engagent davantage au côté des Américains dans cette guerre contre les peuples du Proche-Orient, voilà ce que le mouvement ouvrier et son avant-garde (sic) cautionnent.

Hier ils en sont logiquement arrivés à manifester à l'appel d'un porte-parole du néolibéralisme ou de Washington, un clone de BHL, Raphaël Glucksmann, membre du think tanks néoconservateur Cercle de l'Oratoire.

- Pour leur première action (du Cercle de l'Oratoire - LVOG), ils lancent un texte de soutien à l'intervention américaine en Afghanistan (« Cette guerre est la nôtre ». (Le Monde du 8 novembre 2001)

- « Pour la plupart issus de la gauche ou de l'extrême gauche, nous étions choqués par l'anti-américanisme qui régnait en France au lendemain du "11-Septembre". Aujourd'hui, nous sommes un peu ceux qui soutiennent les États-Unis dans le village gaulois » (« "Le Meilleur des mondes", une voix pour l'Amérique », Le Monde, 24/03/2006)

- « À 34 ans, Raphaël Glucksmann, le fils d'André, a fait des soulèvements nationaux son fonds de commerce. Après la Géorgie, c'est en Ukraine qu'il conseille les leaders pro-Europe », « La révolution, c'est son rayon », Le Monde, 21/03/2011

- « Ce qui m'a toujours plu chez Bernard, comme chez mon père d'ailleurs, c'est ce refus chevillé au corps de confondre objectivité et neutralité. J'aime précisément ce qu'on lui reproche : une faculté rare à prendre parti quand c'est nécessaire. » (La Croix, 18/09/2012)

Ils ont manifesté au côté de ce chien mêlé au gouvernement néonazi de Kiev, jugez plutôt.

ojim.fr - ... membre des différents cercles néo-conservateurs français (Cercle de l'Oratoire, revue Le Meilleur des Mondes) qui soutiennent la politique belliciste des États-Unis dans le monde (Irak, Afghanistan, Libye, Syrie, Géorgie, Ukraine, etc…) ojim.fr

wikipedia.org - Il est l'époux d'Eka Zgouladze, vice-ministre de l'Intérieur puis ministre de l'Intérieur en Géorgie sous la présidence de Mikheil Saakachvili . Après avoir reçu la nationalité ukrainienne en décembre 2014, elle est nommée quelques jours plus tard vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine dans le second gouvernement Iatsenouk.

Raphaël Glucksmann est présenté comme un des « conseillers officieux » du président géorgien Saakachvili , qu'il a interviewé pour un livre paru en 2008. wikipedia.org

Précisons, Saakachvili marionnette de Washington nommé gouverneur d'Odessa par Porochenko. Odessa où des dizaines de militants ouvriers avaient brulé vifs ou avaient été exécutés par les milices fascistes du régime ukrainien il y a un peu plus d'un an.

Hier ils ont manifesté à l'appel des assassins de ces militants ouvriers, voilà où ces soi-disant trotskystes ou révolutionnaires en sont arrivés, en fait des aventuriers, des charlatans, des imposteurs qui militent pour défendre uniquement leurs propres intérêts corporatistes.

ojim.fr - ...le premier ministre géorgien Irakli Garibachvili, « il est bien dommage que des personnes [Zourab Adeïchvili et Ekaterina (Eka) Zgouladze] que nous poursuivons en justice et qui sont recherchés par Interpol se soient confortablement installées dans le gouvernement ukrainien. Cela ne tardera pas à nuire aussi bien au gouvernement qu'à l'image de marque de l'Ukraine. » (« Tbilissi reproche à Kiev de promouvoir des personnes recherchées par Interpol », fr.sputniknews.com, 20/12/2014).

ojim.fr - Raphaël Glucksmann et sa femme Ekaterina "Eka" Zgouladze ne sont pas américains et pourtant ils ont systématiquement suivi et mis en œuvre dans leurs responsabilités au sein des gouvernements géorgiens ou ukrainiens, dans leur activité militante (Étude sans frontière) ou médiatique, la ligne politique des États-Unis.

On n'a pas le temps de se pencher sur tous les partis aussi on se contentera de deux exemples.

GMI - "Liberté de circulation, d'installation et d'emploi pour tous les travailleurs migrants et leurs familles !".

D'un côté ils partagent la politique de Hollande et son gouvernement qui est responsable de la guerre en Syrie et qui s'était prononcé en faveur du bombardement de ce pays à l'instar de l'Afghanistan, de l'Irak et de la Libye, mais aussi de la situation en France avec ces 6 à 8 millions de chômeurs, ces plus de 3 millions de mal logés, ces 120.000 clochards renommés SDF, etc. De l'autre, ils réclament que le gouvernement fournisse un logement et un emploi) ces dizaines de milliers de migrants manipulés depuis Washingtion.

On assiste donc à une fuite en avant effrénée dans le populisme et le cynisme, imitant les représentants de la classe dominante.

NPA - Quotas : poker menteur sur le dos des réfugiés 04.09

Extraits. "Parce que, depuis quelques mois, la donne des politiques migratoires a radicalement changé. Jusqu'alors, les variations plus ou moins subtiles autour du thème unique «maîtrise des flux» suffisaient à donner le ton. Mais voilà, l'enchaînement des événements – guerres, massacres, persécutions – induit par un désordre mondial croissant fait que le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants qui se pressent aux frontières de l'Europe parce que, pour tout simplement survivre, ils n'ont pas d'autre choix a littéralement explosé. Les digues ont craqué.

Il n'y a donc dans la situation actuelle qu'un motif d'espoir : le début de revirement de ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion. A nous de faire que de l'émotion à l'indignation et de l'indignation à la révolte, la prise de conscience se fasse que ce sont bien les frontières qui tuent. "

Les menteurs ne sont pas toujours ceux qu'on croit. Sur une photo qui illustrait un article de 20minutes on pouvait apercevoir distinctement des drapeaux du NPA hier lors de la manifestation parisienne des néoconservateurs, donc ils ne pourront pas dire par la suite qu'ils n'en étaient pas.J'ignore la liste complète des partis ou organisations y ont participé.

Ces abrutis du NPA n'ont manifestement pas compris ou plutôt ne veulent pas comprendre, que le "revirement de ce qu'il est convenu d'appeler l'opinion" était justement l'objectif de cette manipulation planifiée depuis Washington, pour que la population soutienne le chef de guerre Hollande qui devrait annoncer l'amplification de l'engagement militaire de la France au côté des Américains contre la Syrie et son peuple qui combat pour sa souveraineté.

Et ce sont les mêmes qui scandent qu'il n'y a pas d'argent pour l'école ou l'hôpital alors qu'il y en a pour la guerre... que le NPA soutient !

La désinformation à la base de cette opération.

- Aylan et sa famille, morts d'avoir voulu fuir la guerre - L'Obs

Vraiment ?

Témoignage de la tante, Fatima, du garçonnet mort noyé quand ses parents ont voulu passer de Turquie en Grèce (Kos).

C’est le Wall Street Journal qui révèle que la famille Kurdi ne fuyait pas la guerre. Elle vivait déjà depuis trois ans en Turquie, et le père des enfants voulait aller en Allemagne se faire refaire les dents dans un 1er temps, ils n'avaient pas eu de visa pour aller au Canada.

Jeune syrien mort noyé, son père voulait des implants dentaires...
https://www.youtube.com/watch?v=FPr2WOGSMtI

Guerre psychologique et conditionnement des masses. Ils ont assurément de la suite dans les idées.

- Lutte contre Daech : Paris envisage des frappes aériennes en Syrie - LeParisien.fr

La décision a été prise ce vendredi en conseil restreint de défense à l'Elysée : Paris envisagerait de mener des frappes aériennes contre les jihadistes du groupe Etat islamique en Syrie, selon une information du «Monde». «Il ne serait pas aberrant d’avoir de la continuité dans notre action, là où on équipe, on forme, on soutient par ailleurs des forces», a expliqué au Monde une source de haut niveau.

Fruit d'un processus nécessairement long, étant données ses implications logistiques, cette option de frapper en Syrie interviendrait en pleine crise des migrants, dont les drames humains ont trouvé un écho particulièrement fort cette semaine auprès des citoyens. Ce samedi, des manifestations sont ainsi organisées dans tout le pays. Cet élan de solidarité a été précipité par la diffusion jeudi d'une photo de Aylan, un enfant syrien de 3 ans retrouvé mort sur une plage turque.

Reste à connaître l'échéance des premiers raids de l'aviation française. Reste surtout à savoir quel sera le sentiment des Français quant à ces opérations. LeParisien.fr 05.09

Cette opération s'inscrit manifestement dans la continuité du 11 septembre 2001 et du 7 janvier 2015, et comme l'ensemble du mouvement ouvrier et de son avant-garde ont soutenu les versions officilelles qui nous avaient été servies, il est normal

qu'ils récidivent et soutiennent une nouvelle fois le régime. Exagère-t-on lorsqu'on affirme qu'ils sont tous corrompus ? Ils n'ont de cesse d'en faire la démonstration, de plus en plus ouvertement plus les manipulations auxquelles se livrent le PS et le gouvernement s'avèrent outrancières.

L'Agence Française de propagande de l'Otan récompensée pour avoir mis la main à la pâte.

- Perpignan: le photographe de l'AFP Bülent Kiliç Visa d'Or News - AFP

Le photographe de l'AFP Bülent Kiliç a été récompensé du Visa d'Or News samedi à Perpignan pour son travail sur le passage de réfugiés à la frontière turco-syrienne en juin. AFP 05.09

Il y a quelques mois c'était Charlie qui avait été honoré aux Etats-Unis, le mimétisme est parfait, bravo !

Une viidéo

Vladimir Poutine : «la crise migratoire en Europe était inévitable»
https://www.youtube.com/watch?v=CHErdbAGvVQ

Elle ne dure que 2 minutes.

- Les Etats-Unis refusent d'accueillir les réfugiés - sahartv.ir

Malgré l'intensification de la crise migratoire au Moyen-Orient, les Etats-Unis n'ont aucun programme pour accueillir des réfugiés, selon l'agence e presse russe Sputnik.

Le Président du Comité international de sauvetage a demandé aux Etats-Unis d'héberger 65.000 réfugiés syriens d'ici la fin de 2016 mais Josh Ernest le porte-parole de la Maison Blanche a déclaré en réponse que son pays fournirait le budget nécessaire pour le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies (UNHCR) mais il n'accueillerait pas les réfugiés syriens.

Josh Ernest a également salué la gestion de la crise par les autorités de l'UE. Les spécialistes de la garde-frontalière des Etats-Unis sont prêts à aider les pays européens pour sauver les réfugiés de la noyade, a-t-il ajouté. sahartv.ir 05.09

Quelle mise en scène !

ACTUALITE EN TITRES

Qui a dit ?

- "Il y a quelque chose que je suis très attaché"

Réponse : La Talonnette à La Baule samedi.

Qu'il soit nul en syntaxe n'est pas un scoop. On est attaché à quelque chose, il fallait donc employer à laquelle en présence d'un verbe transitif indirect ou intransitif, et non que réservé aux verbes transitifs directs, qui ne sont pas séparés du complément d'objet direct par une préposition.

Il ne pouvait pas en rester là, et parmi les choses auxquelles il est attaché, un lapsus révélateur qui a valeur d'aveu.

"Dans l'identité française à laquelle je crois, il y a quelque chose auquel je suis très attaché, c'est que la France, de toute éternité, a toujours été du côté des opprimés et toujours été du côté des dictateurs, toujours été du côté de celui qui était jeté en prison car il croyait dans ses idées".

"La France a toujours été du côté des dictateurs"? L'ancien président qui s'exprimait sans lire de notes, comme l'a remarqué LCP, est sans doute allé un peu vite dans la présentation de ses idéaux. huffingtonpost.fr 05.09

Ils sont très forts quand ils veulent, car le rectificatif apporté par Huffington Post revient à admettre que les dictateurs figurent bien parmi les idéaux de Sarkozy... sauf Assad apparemment ! On n'en a jamais douté.

Viva la troïka !

- Christine Lagarde ferait une bonne présidente pour 50% des Français - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Etats-Unis

- Aux Etats-Unis, la rage contre la classe politique est très forte (sauf les jours d'élection) - slate.fr

Les électeurs américains en ont marre de la manière dont on gouverne leur pays. Mais vont-ils faire quoi que ce soit pour que cela change?

Que l'on observe le paysage politique américain et une chose saute aux yeux: les électeurs sont furieux. D'un côté, ils sont exaspérés par Barack Obama, l'immigration et l'apparente impuissance de leurs élus. De l'autre, ils sont énervés par Wall Street, les inégalités économiques et un gouvernement qui –selon eux– est à la solde de ploutocrates milliardaires.

Cette colère, fait remarquer Philip Rucker du Washington Post, est essentielle pour comprendre l'imbroglio actuel, une époque où la politique américaine est en venue à ressembler à un épisode caricatural d'À la Maison Blanche. Tout l'été, le magnat de l'immobilier et vedette de la télé-réalité Donald Trump aura été au centre de l'attention médiatique et (ce n'est pas une coïncidence) jouit désormais d'une belle avance dans la course à l'investiture républicaine.

Des candidats fabriqués

Parallèlement, le sénateur du Vermont Bernie Sanders –qui s'auto-qualifie de socialiste en marge de l'échiquier politique américain– est le principal adversaire d'Hillary Clinton dans le critérium démocrate et semble pouvoir l'emporter dans le New Hampshire. Voici ce qu'écrit Rucker, en s'appuyant sur les analyses de stratèges et autres spécialistes des campagnes électorales:

«Aujourd'hui, il y a un besoin d'authenticité réelle en politique, déclare Tad Devine, stratège démocrate et conseiller de Sanders. Les gens ont le sentiment que les candidats sont trop fabriqués, qu'il n'y a pas suffisamment de spontanéité. Ils veulent quelqu'un qui, même s'ils ne vont pas être d'accord avec, va leur dire les choses telles qu'ils les voient, qui va se mettre réellement au niveau des électeurs. C'est ce que j'observe chez Bernie et chez Trump aussi, je crois bien. C'est tout à fait manifeste.»

Il cite aussi le sondeur républicain Whit Ayres, conseiller auprès du sénateur Marco Rubio (Floride).

«Il y a un malaise, un inconfort et une angoisse que ressentent beaucoup de gens. Ils ont peur sur un plan économique, ils ont peur de ce qui se passe avec nos adversaires et cela les met très, très mal à l'aise quant à l'avenir du pays et au chemin que semblent emprunter les politiques.»

Records d'impopularité

À bien des égards, on nage en plein cliché. Dans un tel environnement –semblable à celui de 2012 et des primaires républicaines, où des candidats comme Herman Cain et Newt Gingrich ont pu eux aussi attirer un moment les projecteurs– que les électeurs en aient marre du statu quo est la seule explication sensée. En même temps, cela n'est pas vrai pour autant. Certes, Sanders et Trump jouissent aujourd'hui d'une étonnante popularité, mais quel est le niveau réel d'exaspération des électeurs américains? En ont-ils vraiment marre du statu quo, ou est-ce simplement du bruit et de la fureur qui ne veut rien dire?

Lors des élections de 2014, sur les 416 candidats se présentant à leur propre succession, 396 ont été renvoyés à Washington

À en juger par ce que j'entends, la réponse est oui, les électeurs sont énervés, si ce n'est outrés. À peine 19% des Américains font confiance à Washington pour «faire ce qu'il faut» la plupart du temps ou tout le temps. Et les 81% restants sont plus que sceptiques. Idem en ce qui concerne le Congrès. En 2014, selon l'institut de sondages, 15% des Américains avaient une opinion favorable du Congrès –soit le second plus bas historique en quarante ans de mesures. Le record date de l'année précédente, où seulement 14% des Américains étaient en accord avec le Congrès. Et dans un sondage CNN effectué

l'année dernière, avant les midterms, 30% des Américains se disaient «très énervés» par la direction prise par le pays, tandis que 38% se disaient «relativement énervés».

Dans l'isoloir, le mainstream l'emporte

Mais au lieu de se fier aux sondages, qu'on en juge par ce que l'on voit et, plus précisément, par la manière dont les électeurs agissent. Les Américains ont beau visiblement détester les politiciens, ils ne semblent jamais prêts à expulser les bons à rien. Lors des élections de 2014, sur les 416 candidats se présentant à leur propre succession, 396 ont été renvoyés à Washington, soit un taux de réélection de 95%. En 2012, les chiffres étaient de 90% pour la Chambre des représentants, et 91% pour les sénateurs –contre 85% et 84% en 2010. Il vous faut remonter à 1986 pour trouver une campagne sénatoriale qui se solde par un taux de réélection s'éloignant des 80%. Pour la Chambre, c'est encore pire: depuis 1964, au moins 80% des candidats ont été réélus.

La situation est un peu différente avec la présidentielle, mais les Américains n'ont jamais souffert d'un manque d'alternatives ou d'options inhabituelles. Et pourtant, dans toutes les élections présidentielles depuis 1972 –que ce soient les primaires ou l'élection générale–, les électeurs ont toujours opté pour les candidats mainstream pour diriger les partis et le pays.

Ce qui ne veut pas dire que les électeurs ne soient pas sincères dans leur colère ou leur mépris pour Washington. Mais cela laisse entendre, fortement, que cette colère n'a que peu de puissance performative –quand les choses se gâtent et que les Américains doivent choisir un président, pas seulement exprimer leur mécontentement–, ils s'orientent vers ce qu'ils connaissent. Les électeurs américains ont-ils les nerfs? Oui. Est-ce que cela aura des conséquences électorales? Probablement pas. slate.fr 05.09

On en est arrivé au même point en Europe. En fait ce n'est pas nouveau.

Le parlementarisme bourgeois a évolué en un siècle ou plus, mais vous croyez que les dirigeants du mouvement ouvrier s'en seraient aperçus et qu'ils en auraient tiré des leçons ? Pensez-vous, ils n'ont jamais modifié d'un iota leurs rapports aux institutions ou leur conception de la lutte de classe. Et vous avez vu où cela nous a mené.

Ils sont littéralement obnubilés par les jeux institutionnels et les manoeuvres d'appareils, ils y ont subordonné la lutte de classe, en fait ils avaient faux sur toute la ligne.

Syrie

- Syrie: les terroristes continuent de se rendre à l'armée syrienne - sahartv.ir

Les sources d'informations ont annoncé qu'un nombre de terroristes s'étaient rendu à l'armée syrienne au sud du pays.

Les forces de l'armée syrienne et les combattants du Hezbollah libanais poursuivent leur opération de nettoyage dans la ville de Zabadani à Rif-Damas. 4 membres d'Ahrar-al Cham, lié au groupe terroriste du Front al-Nosr, branche d'al-Qaïda en Syrie, se sont rendus ce matin aux forces syriennes. 1200 hommes armés avaient déjà déposé leurs armés et s'étaient rendus aux forces de l'armée à l'ouest de la région du Qalamoun dans la banlieu de Rif-Damas. Par ailleurs, les unités d'artillerie et la force de l'air syriennes ont pilonné les positions des groupes armés au centre de Zabadani et dans la ville de Mazaya près de la ville stratégique.

D'autre part, au moins 47 éléments takfiris dont 27 daeshistes ont été tués dans des affrontements entre les groupes terroristes dans la ville de Marea dans la province d'Alep. sahartv.ir 05.09

Irak

- Daech :Le Kurdistan irakien appelle l'Iran au secours - sahartv.ir

Le ministre des Affaires étrangères de la région du Kurdistan irakien a appelé à l’aide, la RII pour faire face aux attaques chimiques du groupe terroriste-takfiri de Daech.

Selon Fars News, Falah Mustafa Bakir a déclaré vendredi à Arbil que l’utilisation, par le groupe terroriste Daech, des armes chimiques constituait un sérieux danger, appelant tous les amis du Kurdistan irakien à l’aider dans ce domaine.

Selon Press TV, le ministre des Affaires étrangères du Kurdistan irakien a affirmé que la RII disposait de nombreuses expériences dans le domaine de la lutte contre les armes chimiques et que la région du Kurdistan irakien avait besoin de l’aide de Téhéran, dans ses combats contre Daech. Louant les relations amicales Téhran-Arbil, Falah Mustafa Bakir a souligné que les deux parties plaidaient pour l’essor des relations bilatérales.

L'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) s'est déclarée préoccupée, le mois dernier, des rapports portant sur l'emploi par Daech des armes chimiques, en Irak. sahartv.ir 05.09

Haut de page

Le 7 septembre 2015

CAUSERIE

Pondichéry 17h23.

On a ajouté une trentaine d'articles.

Un petit supplément alimenté par la lecture de ces articles, à délecter attentivement.

Non-dits qui en disent long

- Avez-vous remarqué qu'aucun parti, aucune organisation ou association bien intentionné envers les réfugiés syriens notamment qui déferlent sur l'Europe, n'ont exigé que ce soit les Etats qui recrutent, financent, arment ou entraînent les barbares qui combattent le peuple syrien qui les accueillent dans leur pays ?

- Pour quelle raison les réfugiés syriens refusent-ils, contre toute logique apparente, de séjourner en Hongrie ou ailleurs, ne serait-ce qu'en petit nombre,? c'est parce que ceux qui les encadrent, dont le voyage avec des passeurs à des taux élevés ne peuvent être payés qu'avec un financement externe, et le sont, nous le supposons par une probabilité très forte, par des O.N.G dépendant du NewEndowment for Democracy, soit du gouvernement américain, ont des consignes de déstabilisation à appliquer, comme il l'ont fait en Syrie, en Ukraine et partout où le voudra le désordre organisé.

C'est une tromperie de croire ces réfugiés livrés à eux -mêmes.Ils ne peuvent se déplacer que parce qu'ils sont conduits. (La stratégie humanitaire américaine - sahartv.ir 05.09)

La question qu'il ne faut surtout pas poser.

Et si l'on commençait par imposer à Israël le droit au retour des réfugiés Palestiniens ?

Qui a dit ?

- « les entreprises [...] sont des êtres qui ont leurs propres [...] sentiments, peurs et rêves » ;

- « Avec un simple geste, les dirigeants peuvent renforcer les individus grâce à leur lumière intérieure, afin de les aider à avancer et à changer, afin de faciliter la manifestation de la mission qui attend en chacun de nous » ;

- « Il semble de plus en plus que le temps n'a rien à voir avec le progrès et le développement. Il est de plus en plus évident que c'est sur la densité de conscience que nous devons nous concentrer » ;

- « Que voyez-vous quand vous excluez le temps de toutes les équations ? » ;

- « Imaginons simplement qu'à la place de l'unité de temps, nous percevions et ressentions le monde à travers la densité de conscience » ;

- « [Il faut être] en contact avec notre identité, notre moi supérieur, et vivre en accord avec les lois de la nature » ;

- « Je vous invite à regarder à travers la densité de conscience. Je vous invite à ouvrir votre perception » ;

- « la direction intérieure [leadership within] n'a pas grand-chose à voir avec le temps mais avec quelque chose qui est au-delà de notre façon présente de mesurer, cela a à voir avec la densité de conscience » ;

- « Quand les conditions sont bonnes, quand il y a le bon niveau d'énergie présente, le bon niveau de densité de conscience, des choses se produisent. Le changement se produit, la transformation se produit. Pensez-y. »

- « La concentration […] est une énergie mâle » ;

- « La créativité [est] une énergie femelle » ;

- « Nous sommes tous des créatures magnifiques, nous avons seulement besoin d'une occasion de briller » ;

- « Nous ne pouvons plus concevoir et prendre des décisions rationnellement, nous devons être sensibles en nous servant de notre corps comme d'une antenne et saisir toutes ces informations autour de nous pour les intégrer de façon subconsciente au processus décisionnel. N'est-ce pas ? L'intuition est donc devenue la source de la création de valeur. »

Réponse : Extraits des vidéos de Violeta Bulc, commissaire européenne (slovène) responsable du secteur des transports. (Violeta Bulc : chamane, mystique et... commissaire européen - legrandsoir.info 03.09

Mais qui est cette Commissaire européenne?

En 2008, Violeta Bulc a obtenu un diplôme de l' « Académie chamanique » en Écosse. C'est elle-même qui le précise dans le CV présent sur le site Internet de Vibacom, la société de conseil en organisation et management d'entreprise qu'elle a fondée en 2000. Cette formation en chamanisme dépend du Centre spirituel de retraite holistique Lendrick Lodge.

Lendrick Lodge est en fait la filiale européenne de l'École d'éducation transpersonnelle Sundoor située en Californie.

Violeta Bulc a obtenu à l'École Sundoor, toujours en 2008, un certificat de formatrice en « croissance et développement personnels » ainsi qu'une habilitation à être instructrice de marche sur le feu (en fait, plutôt sur braises).

Comme si ça ne suffisait pas, Vibacom, la société de Violeta Bulc, a soutenu financièrement l'École Sundoor.

On note cependant que la mention des « diplômes spirituels » de Mme Bulc a disparu des documents de présentation disponibles sur les sites institutionnels de l'Union européenne.

Dans un jargon mystico-poétique, elle propose une théorie de la « conscience » fondée sur « l'intuition » et « la nature » (les concepts ne sont jamais clairement définis)...

Violeta Bulc est entrée en politique très récemment ; le 19 septembre 2014, elle intègre le gouvernement mené par le Premier ministre slovène Miro Cerar avec la fonction de « ministre sans portefeuille responsable du Développement, des Projets stratégiques et de la Cohésion ». Elle est également nommée vice-Premier ministre le 2 octobre. Violeta Bulc a rejoint la Commission Juncker à la suite du rejet par 112 députés européens de la candidature d'Alenka Bratušek, ancien Premier ministre slovène. La prestation de cette dernière lors de son audition par deux commissions parlementaires avait été jugée peu convaincante.

Nos vaillants révolutionnaires qui se réclament de Robespierre et qui se trompent de République.

Extrait du discours que Robespierre prononça à la Convention le 25 décembre 1793 :

- « *le but du gouvernement constitutionnel est de conserver la République ; celui du gouvernement révolutionnaire est de la fonder (…) Le gouvernement révolutionnaire doit au bon citoyen toute la protection nationale ; il ne doit aux ennemis du Peuple que la mort. Ces notions suffisent pour expliquer l'origine et la nature des lois que nous appelons révolutionnaires (…). Si le gouvernement révolutionnaire doit être plus actif dans sa marche et plus libre dans ses mouvements que le gouvernement ordinaire, en est-il moins juste et moins légitime ? Non ; il est appuyé sur la plus sainte de toutes les lois : le salut du Peuple* ». (Terrorisme de la misère, misère du terrorisme ! - Arrêt sur Info 01.09)

N'est pas révolutionnaire qui veut !

Décidément le trotskysme (POI-CCI) n'est plus ce que c'était... du temps de Trotsky seulement. Et je ne parle pas de ces démocrates ou républicains qui sont également des faussaires.

L'inspirateur (aspirateur) de l'homo Sapir ou comment sauver l'Union européenne.

- Pour une alliance de fronts de libération nationale, par Stefano Fassina - Arrêt sur Info 05.09

Le choix est un choix dramatique. La route de la continuité est l'option explicite des "grandes" coalitions conservatrices et des dirigeants "socialistes" (en France et en Italie, par exemple). La route de la discontinuité peut-être la seule pour tenter de sauver l'Union Européenne, de revitaliser les démocraties bourgeoises et d'inverser la tendance de la dévaluation du travail. Pour une désintégration gérée de la monnaie unique, nous devons construire une large alliance de fronts de libération nationale, à partir des zones euro de la périphérie méditerranéenne, composée de forces progressistes ouvertes à la coopération avec l'aile droite démocratique des partis souverainistes. Arrêt sur Info 05.09

No comment !

A demain si vous le voulez bien. Au fait, pas le temps de vraiment s'emmerder, n'est-ce pas ?

La causerie du matin

Des paroles aux actes.

Je propose un décret qui stipulerait que les centaines de milliers de migrants, réfugiés, immigrés illégaux seront hébergés, nourris, blanchis, pris en charge intégralement financièrement par les adhérents des partis, organisations, associations qui leur apportent leur soutien, et cela pour une durée indéterminée quel que soit leur niveau de revenu ou leur situation. En cas de refus leur habitation serait réquisitionnée et leur compte bancaire bloqué, assorti d'une amende de 10.000 euros et la suspension de leurs droits civics pendant 10 ans.

Il serait normal que les bonnes consciences qui ne coûtent rien quand il s'agit de reporter la survie du capitalisme sur le dos du prolétariat soient mises à contribution et qu'elles soient récompensées pour leurs si généreuses intentions.

Le populisme a envahi l'espace politique, alors ne serait-il pas normal de placer leurs auteurs face à leurs responsabilités ?

Cette proposition est une provocation évidemment pour montrer que les positions adoptées par tous ces partis, toutes ces organisations ou associations ont pour origine des intentions inavouables car leurs dirigeants savent pertinemment quels sont les tenants et les aboutissants de ce genre d'opération qui relève de la guerre psychologique que mène la classe dominante pour faire adhérer la population à ces entreprises guerrières au Proche-Orient.

En réalité, ils n'en ont strictement rien à foutre du sort des peuples du Proche-Orient comme de tous les peuples en général, ils rament pour le régime en manipulant les masses en jouant sur la fibre émotive pour qu'elles plébiscitent le bombardement annoncé de la Syrie par l'impérialisme français.

Le procédé est particulièrement ignoble, abjecte, cynique, et témoigne non seulement qu'ils sont liés au régime en place qu'ils prétendent par ailleurs combattre, mais qu'ils sont prêts si nécessaire à user des mêmes méthodes démagogiques pour tromper les travailleurs et leur faire porter la responsabilité d'une situation pour laquelle ils n'y sont pour rien, à la place de ceux qui nous gouvernent et qui auront ainsi les mains libres débarrassés de ce fardeau et pourront appliquer tranquillement leur politique de brigandage, de destruction et de massacre.

Une fois que le gouvernement se sera engagé dans le bombardement de la Syrie, de ses infrastructures de préférence, quelle valeur ou légitimité, quelle portée aura toute réprobation exprimée par les mêmes populistes de gauche et d'extrême gauche des conséquences sur la population civile avec sa cohorte de victimes innocentes ? Aucune, elle relèvera du double jeu ou langage habituel, de l'imposture permanente qui les caractérisent et qui a achevé de pourrir le mouvement ouvrier qu'ils auront livré pieds et mains livrés à ses ennemis. Pire encore, ils abandonneront à leur triste sort les masses qui les auront soutenus en proie à des remords qui se transformeront en complexes de culpabilité, en leur expliquant qu'elles en étaientles seules responsables car personne ne les avait contraint à les suivre ou à adopter cette position et la boucle de l'infamie sera bouclée.

Dans ce contexte de guerres impérialistes menées à l'initiative des Etats-Unis, la première revendication politique, le premier mot d'ordre que devrait adopter le mouvement ouvrier en direction des représentants de la Ve République, ne devrait-il pas être d'exiger la rupture des relations avec les Etats-Unis et tous les Etats ou institutions qui continueraient de participer à ces guerres ou de les soutenir, dont l'UE, l'OTAN, l'ONU ?

Sachant qu'ils s'y refuseraient, cela permettrait aux travailleurs de comprendre que tous ceux qui rejetteraient cette exigence politique partagent en réalité les besoins de la classe dominante, des capitalistes, de l'oligarchie financière, qui sont à l'origine de toute ces guerres qui ont été conçues pour garantir la pérennité de l'hégémonie de l'impérialisme américain sur le monde et la survie du système capitaliste qui exige la liquidation de tous leurs acquis ou droits sociaux.

Ainsi il leur serait facile d'établir le lien qui existe entre la politique antisociale que leur imposent les représentants de la

classe dominante à l'intérieur du pays, et la politique guerrière qu'ils mènent à l'extérieur du pays ou contre tous les peuples au Moyen et Proche-Orient, en Asie et en Afrique et qu'ils les appellent à soutenir, pour s'en désolidariser ou les condamner au même titre qu'il condamne la politique d'austérité qu'ils leur font subir tout aussi injustement.

Cette stratégie permettrait à la fois d'axer le combat de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier à la fois contre le capitalisme et son oligarchie financière, leurs institutions nationales et internationales, sans oublier tous ceux qui les représentent ou y participent, avec en conclusion ou en ayant comme tâche politique la nécessité ou l'objectif de rassembler les conditions politiques pour parvenir à un changement de régime qui ne pourrait être réalisé que par les travailleurs eux-mêmes avec les partis ou tendances du mouvement ouvrier qui les représentent et mèneraient ce combat à leur côté pour atteindre ces objectifs politiques.

Voilà une réponse aux capitulards qui ont décrété qu'il ne serait pas possible aujourd'hui de poser clairement la question du pouvoir ou de l'Etat.

Populisme sans frontière

- Le Premier ministre turc critique l'Europe, qualifiée de "forteresse chrétienne" - AFP

- Le pape appelle chaque paroisse d'Europe à accueillir une famille de réfugiés - AFP

- Des évêques français, qui accueillent déjà des réfugiés, saluent l'appel "réaliste" du pape - AFP -

- Migrants : les stars françaises se mobilisent - M6info

- Réfugiés: le grand rabbin de France appelle à "un sursaut civique et humain" - AFP

Envers la population de Gaza qui subit un blocus total de la part de l'Etat sioniste ?

Voilà ce qui s'appelle "un sursaut civique et humain"

- Netanyahou ordonne le lancement de la construction d'une clôture - sahartv.ir/in

Avec la Jordanie, lire l'article plus loin

Et l'objectif politique de cette opération

Un internaute : "*Il faut toujours une très bonne excuse pour déclencher des opérations militaires ou des opérations humanitaires, toucher les gens par l'émotion pour avoir l'appui du peuple.*

- Xavier Bertrand plaide pour « une action militaire totale contre Daech » - LeFigaro.fr

- Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin pour des frappes en Syrie - Liberation.fr

- Bruno Le Maire : « Je plaide pour que la France passe à l'offensive en Syrie » - LeMonde.fr

Quand le champion des populistes se veut "sensé".

- Réfugiés/Syrie: Mélenchon contre des frappes, dénonce "l'hypocrisie" des discours - AFP

"Ce n'est plus Bachar al-Assad qu'il veut bombarder, c'est Daech. Comment? Daech étant par définition une organisation infiltrée dans les populations civiles", a commenté M. Mélenchon sur France 5.

"On commence par discuter avec ceux qui font la guerre, c'est-à-dire notamment avec Bachar al-Assad. (La guerre à qui, puisqu'il a toujours prétendu que c'était à son propre peuple qu'Assad faisait la guerre. Une manière comme une autre de désigner une fois de plus Assad comme responsable de cette guerre. Avec un tel opposant ses commanditaires et Hollande peuvent dormir tranquille. - LVOG) L'attitude des Russes est beaucoup plus sensée que celle de n'importe qui", a-t-il développé. "Cet été, les Russes ont reçu sans les Occidentaux la totalité des protagonistes de cette zone".

Il a par ailleurs dénoncé "la profonde hypocrisie" des discours sur l'accueil des réfugiés.

"Cette année, l'Allemagne va recevoir 800.000 réfugiés, tant mieux, bravo, car il faut accueillir ces gens-là", a déclaré à l'AFP l'auteur au printemps d'un pamphlet anti-allemand, "Le Hareng de Bismark".

"C'est une décision qui présente une grande dose d'opportunisme", a-t-il tempéré plus tard sur France 5 reprenant ses habituelles diatribes contre la chancelière chrétienne-démocrate Angela Merkel. "Cette femme par sa politique est responsable de l'exil massif d'un million d'Espagnols entre 2010 et 2013. Et la voici qui prend sa mine sucrée et dit: maitenant nous allons accueillir du monde. Cela tombe d'autant mieux qu'il leur manque du monde".

"Mais l'année prochaine ? Encore 800.000 ? Bien sûr que non. La solution c'est de s'attaquer aux causes, c'est-à-dire les guerres et l'agression économique que l'Union européenne fait peser sur toute une série de pays", selon l'ex-candidat à l'Elysée. AFP 06.09 (Personne n'a mis en cause la Turquie qui a ouvert en grand ses frontières pour que ces centaines de réfugiés se déversent vers l'Europe, donc qui est à l'origine de ce chaos planifié de concert avec Washington. Et pour cause aucun ne veut affronter les Etats-Unis, pas même Mélenchon. - LVOG)

Au-delà des précisions que nous venons de fournir, où se situe ici le double langage habituel de cet histrion du régime ?

Quand il dit " la solution c'est de s'attaquer aux causes, c'est-à-dire les guerres", tout en passant soigneusement sous silence à la fois les causes de ces guerres et qui en est à l'origine, à qui elles profitent, autant dire que l'art de brasser du vent ou de parler pour ne rien dire lui tient lieu de stratégie politique pour ne pas déranger ceux qui détiennent le pouvoir.

Pendant ce temps- là dans l'indifférence générale.

- Cisjordanie: la mère du bébé palestinien brûlé vif succombe à ses blessures - AFP

Riham Dawabcheh, la mère d'Ali Dawabcheh, un nourrisson palestinien de 18 mois brûlé vif dans l'incendie de leur maison imputé à des extrémistes juifs, a succombé à ses blessures dans la nuit de dimanche à lundi, ont indiqué l'hôpital israélien où elle était soignée et sa famille.

Le 31 juillet, des hommes masqués ont jeté des cocktails Molotov par les fenêtres de la maison des Dawabcheh dans le village de Douma, entouré de colonies dans le nord de la Cisjordanie occupée. Ali Dawabcheh, 18 mois, a été tué dans l'incendie. Huit jours plus tard, son père Saad Dawabcheh a succombé ses blessures. Ahmed, quatre ans, l'autre enfant de la famille, est, lui, toujours hospitalisé.

"Riham Dawabcheh est décédée dans la nuit", a indiqué à l'AFP une porte-parole de l'hôpital Tel Hashomer de Tel-Aviv, où la jeune institutrice de 26 ans avait été admise avec des brûlures au troisième degré couvrant 80% de son corps. AFP 06.09

Opération déstabilisation de l'Empire du chaos et de la guerre.

Quand un Etat se retrouve déstabilisé suite à la publication d'un rapport émis par une commission spéciale de l'ONU (Cicig), on peut raisonnablement se dire que l'impérialisme américain est derrière.

- Outré par la corruption, le Guatemala mise sur un candidat atypique - AFP

Les Guatémaltèques ont placé dimanche un acteur comique sans expérience politique en tête du premier tour de l'élection présidentielle, selon des résultats partiels, espérant secouer un système rongé par la corruption, avec un ex-dirigeant en garde à vue.

Selon ces résultats officiels portant sur 39,53% des suffrages, le comédien et animateur de télévision Jimmy Morales, 46 ans, candidat du parti FCN-Nacion (droite), totalise 26,20% des voix.

Il devance l'homme d'affaires millionnaire Manuel Baldizon, 45 ans, à 18,67%, porté par le parti Liberté démocratique (Lider, droite).

Si ces résultats se confirment, MM. Morales et Baldizon seraient amenés à se départager le 25 octobre.

L'ex-Première dame Sandra Torres, 59 ans, soutenue par l'Union nationale de l'espoir (UNE, social-démocrate), serait éliminée, à 17,36%.

"La participation totale va être à 68-70%", a indiqué à l'AFP Julio Solorzano, magistrat du Tribunal suprême électoral (TSE), un chiffre similaire à celui de 2011.

Le vote s'est déroulé dans le calme et a déjoué les craintes d'abstention liées au climat d'exaspération historique de la population, qui n'a cessé de manifester depuis avril.

Entré en politique récemment, M. Morales, animateur d'une émission humoristique à la télévision, acteur et producteur de cinéma, a percé de manière spectaculaire ces derniers mois sur la scène politique nationale, mais sans programme concret.

De son côté, Manuel Baldizon, avocat qui a fait fortune dans le tourisme, le transport et l'immobilier, a longtemps été favori des enquêtes d'opinion.

Mais les scandales de corruption et de blanchiment d'argent touchant six députés de son parti et son propre candidat à la vice-présidence ont entraîné un fort rejet de la part des manifestants ces derniers mois.

Le pays "est un exemple pour l'Amérique latine" en se mobilisant de manière "pacifique", s'est félicité le chef de la mission d'observation électorale de l'Organisation des Etats américains (OEA), Juan Pablo Corlazzoli.

Les Guatémaltèques ont désigné également leurs 158 députés et 338 maires, tandis qu'un scrutin symbolique était organisé en parallèle auprès de 320.000 enfants, appelés à "choisir" leur futur président.

Dans ce pays où 53,7% de la population vit sous le seuil de pauvreté selon la Banque mondiale, la révélation en avril du scandale de corruption touchant les plus hauts niveaux de l'Etat avait outré les Guatémaltèques, qui supportent au jour le jour un système public de santé et d'éducation en pleine débâcle, faute de moyens.

La chute de M. Pérez a donc été accueillie par des scènes de liesse populaire.

Cet ex-général de 64 ans, qui passe un long week-end à la prison militaire de Matamoros, en garde à vue, retrouvera mardi le juge, qui doit décider de son éventuel placement en détention provisoire.

Il est accusé, tout comme son ancienne vice-présidente Roxana Baldetti, déjà en prison, d'avoir dirigé un vaste réseau de corruption au sein des douanes.

En offrant des ristournes sur les taxes d'importation à des hommes d'affaires, principalement chinois, ils auraient empoché chacun 800.000 dollars en pots-de-vin entre mai 2014 et avril 2015, pendant que le réseau détournait 3,8 millions.

Et tandis que Mme Baldetti percevait des chèques directement à son nom, M. Pérez recevait lui un hélicoptère en cadeau, en plus des pots-de-vin, selon l'accusation.

Un scandale révélé grâce au travail d'enquête conjoint du parquet et d'une commission spéciale de l'ONU contre l'impunité (Cicig), unique au monde.

Beaucoup exigent désormais une refonte du système politique pour le purger de la corruption, source de 50% du financement des partis selon l'Institut centraméricain d'études fiscales (Icefi).

Mais aucune des demandes de réformes, pour empêcher la réélection des maires et députés, modifier la gestion des partis et permettre le vote à l'étranger (1,5 million de Guatémaltèques vivent notamment aux Etats-Unis, pour une population de 15,8 millions), n'a été entendue.

Prenant les devants, le président par intérim Alejandro Maldonado, à ce poste jusqu'au 14 janvier, a plaidé dimanche pour une réforme de la loi électorale et des partis politiques (LEPP) avant le second tour. AFP 06.09 Manifestation en Moldavie pour exiger la démission du président Anatoli GOLIA - AFP

- En Moldavie une foule énorme réclame la démission du président - euronews.com

La démission du président et la tenue d'une élection présidentielle anticipée, voilà ce qu'ont réclamé des dizaines de milliers de personnes dans le centre de Chisinau, en Moldavie. Entre 50.000 et 100.000 manifestants, c'est beaucoup de monde dans un pays de seulement 3,5 millions d'habitants. Ils manifestent contre le président, qui n'a pas su empêcher la disparition d'un milliard de dollars des coffres des trois principales banques : le président Nicolae Timofti est accusé de ne pas lutter de manière efficace contre la corruption. Le milliard qui s'est envolé, c'est un tiers du PIB de cette ex-république soviétique.

"Même le retour du milliard volé ne va pas satisfaire le peuple. dit Arcadie. Il faut changer le pouvoir actuel, et il faut des élections anticipées."

“Nous voulons appartenir à l’Union européenne, nous voulons que nos enfants grandissent ici, ajoute Lubia. Il faut changer le pouvoir actuel, et il faut des élections anticipées.”

Car la Moldavie rêve aussi d’intégration européenne, malgré les intimidations de Moscou. Les manifestants promettent de rester dans la rue, certains avaient déjà commencé à installer des tentes sur la place centrale de la ville. euronews.com 06.09

ACTUALITE EN TITRES

Décadence de fin de règne.

- Versailles : «Le Vagin de la Reine» d'Anish Kapoor vandalisée dans le parc du château - LeParisien.fr

Ils osent appeler cela de l'art, c'est une insulte à la civilisation humaine et à ce qu'elle a pu produire de plus élevé, de plus sublime au cours des millénaires passés qu'ils ont décidé de réduire à l'état de barbarie ou de détruire à l'instar de Palmyr en Syrie qui demeurera leur oeuvre.

Intox.

- Lagarde exhorte la Fed à bien réfléchir avant de relever ses taux - La Tribune

La preuve.

- Le G20 prône la prudence sur les taux mais épargne la Fed - Reuters

Les chefs d'Etat des puissances occidentales ont ménagé la Chine lors de cette réunion du G20, alors en contrepartie les autres chefs d'Etat dont les Chinois ont accepté d'épargner la Fed.

Je n'ai pas abordé ce sujet, car après avoir lu trois articles sur le G20 il n'y avait même pas de quoi commettre le plus petit commentaire à la lecture de la déclaration qui devait le conclure. Apparemment ce qu'ils se sont dits ne devait pas être porté à la connaissance de la plèbe qu'ils méprisent et qu'il s'agit de tondre.

ACTUALITÉ DU JOUR

Du moment que cela peut rapporter, il tiennent tous à en être mais sans trop se mouiller.

Comment reconstruire ou recomposer les forces qui servent de piliers au régime pour continuer de tromper le peuple et lui interdire tout avenir au-delà du capitalisme.

Podemos est une grotesque caricature du Front de gauche et de Syriza, plus proche de Die Linke qui gouverne des landers avec le SPD lui-même associé à la CDU.

- Outre Mélenchon, Iglesias (Podemos) inspire aussi Hamon et les frondeurs du PS - AFP

L'ex-ministre de l'Education Benoît Hamon a salué dimanche des "convergences" avec la formation anti-libérale espagnole Podemos, à l'issue d'une rencontre de plusieurs frondeurs du Parti socialiste et du leader de Podemos, Pablo Iglesias, dimanche à Paris.

M. Hamon a envisagé un texte commun dans les prochaines semaines avec le candidat de Podemos au poste de chef du gouvernement espagnol, qui avait rencontré le matin le cofondateur du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon.

"Le rapport de force évolue. Il faut une force politique capable de faire contre-poids aux forces libérales, conservatrices et sociales-libérales", a déclaré à l'AFP M. Hamon

M. Hamon a rencontré dimanche pendant plus d'une heure Pablo Iglesias et une délégation de Podemos avec plusieurs députés

du secteur critique du Parti socialiste, dont Laurent Baumel et Pouria Amirshahi, ainsi que le député européen Guillaume Balas.

Un "manifeste" ou une "plate-forme commune" "donnerait du poids à notre ligne politique", a ajouté M. Hamon, mentionnant l'émergence en Europe des forces de l'autre gauche comme le Britannique Jérémy Corbyn qui devrait prendre dans les prochains jours la tête du Labour. (Comment rendre cohérente une ligne politique sans dévoiler leurs réelles intentions qui les trahit dès qu'ils ouvrent la bouche ou la mission impossible. - LVOG)

"Iglesias estime que la simple radicalité conduit dans le mur. La simple contestation de la BCE ne suffit pas", a ajouté le député Pouria Amirshahi. (Comme quoi, voilà l'aveu qu'ils n'ont jamais eu la volonté de l'affronter et qu'ils en sont des agents. - LVOG)

Le matin, M. Iglesias avait évoqué la Grèce avec Jean-Luc Mélenchon alors que le leader de la gauche radicale Alexis Tsipras a convoqué de nouvelles élections le 20 septembre estimant ne plus avoir de majorité après avoir accepté un nouveau plan d'aide et de rigueur de ses partenaires et créanciers européens.

A cette occasion, M. Mélenchon, qui s'était rapproché des frondeurs de Syriza, a tempéré sa prise de distance d'avec Alexis Tsipras: "Il n'y a pas de rupture personnelle avec Alexis Tsipras. Il y a un désaccord politique. Nous pensons qu'une bataille a été perdue, mais pas la guerre. Si un autre gouvernement de l'autre gauche l'emporte, par exemple en Espagne nous pensons que l'étau autour de la Grèce va se desserrer". AFP 06.09

L'"*autre gauche*" qui se définit elle-même pro-euro, pro-UE, pro-OTAN, il faut l'avoir à l'esprit en écoutant Mélenchon. Il leur faut renouveler cette droite qui se faisait passer pour la gauche, afin d'interdire qu'une véritable gauche n'émerge, c'est-à-dire en rupture avec l'euro, l'UE, l'OTAN, l'ONU et le capitalisme.

Exagérions-nous vraiment en traitant Mélenchon d'aventurier, de charlatan ? Il ne cesse d'en faire la démonstration.

Pourquoi ce "revirement" envers Tsipras ? Parce qu'il a dû avoir connaissance des derniers sondages qui donnent Syriza battu le 20 septembre prochain, mais emporté par son opportunisme débridé il n'a pas dû lire la suite du feuilleton, dans ce cas de figure la Nouvelle Démocratie serait sans doute obligée de s'allier à Syriza pour gouverner, car même en comptant sur l'apport des voix des petits partis de droite à la Vouli (parlement grec), il lui serait difficle, voire impossible d'obtenir la majorité.

Pas de problème, si le cas échéant la Nouvelle Démocratie gouvernait avec Syriza, Mélenchon sortirait un argument bidon de son chapeau pour le justifer et s'en sortir les cuisses propres auprès de ses troupes de petits bourgeois ou de zombies. Et lorsque les masses grecques se mobiliseraient contre le gouvernement, Mélenchon changerait de pied aussi sec et s'afficherait au côté des travailleurs grecs et ainsi de suite.

Alléchant. Salariés jetables avec en prime 15 milliards d'euros sur trois ans pour les patrons.

- L'Italie crée 100.000 nouveaux emplois, en partie grâce au "Jobs Act". - AFP

Le Jobs Act, une loi ardemment défendue par le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, mais rejetée par les syndicats et une partie de la gauche, est en vigueur depuis le mois de mars.

Elle prévoit la possibilité de licencier plus facilement un salarié, au moins pendant les trois premières années de contrat, et accorde pendant cette même période des exemptions de charges sociales aux entreprises qui embauchent à durée indéterminée.

Le Jobs Act a surtout permis de convertir des emplois précaires ou à durée déterminée en contrats à durée indéterminée, mais sans réelle création de postes, dénonce l'opposition.

Pour être favorisé, "le contrat à durée indéterminée doit avoir un coût moins élevé que tous les autres contrats", a souligné le ministre.

"L'engagement du gouvernement à mettre de l'argent en faveur du contrat à durée indéterminée est en train de changer l'évaluation que les entreprises font sur comment embaucher", et cette donnée qualitative aura des effets quantitatifs, a assuré de son côté le ministre italien des Finances, Pier Carlo Padoan, également présent à Cernobbio.

L'opposition dénonce aussi le coût du Jobs Act, plus de 15 milliards d'euros sur trois ans, la durée de l'exonération de charges en cas d'embauche. AFP 06.09

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Mexique

Mexique : le rapport sur la disparition des 43 étudiants d'Iguala contredit la version officielle - euronews.com

Les dépouilles des 43 étudiants disparus de Iguala n'ont pas été incinérés dans une déchetterie. C'est la conclusion du rapport publié hier par un groupe international indépendant après six mois d'enquête. Un rapport qui contredit la version officielle du gouvernement. Selon Mexico, les jeunes enlevés l'an dernier par la police locale, ont été remis au cartel des Guerrerros Unidos avant d'être tués et brûlés. Leurs cendres auraient ensuite été dispersées dans une rivière. Un scénario improbable pour Carlos Martín Beristain, membre de la commission d'enquête. "Les preuves recueillies dans la végétation, les conditions de la décharge, de l'incendie, indiquent que l'intensité minimale d'un feu nécessaire à la crémation de 43 corps n'a pu avoir lieu dans la déchetterie de Cocula."

Les familles des disparus n'ont jamais cru en la version officielle et réclament une enquête sur les agissements de la police fédérale et de l'armée dans la nuit du 26 au 27 septembre 2014. D'après le rapport, les forces de l'ordre surveillaient de près ces étudiants connus pour leur militantisme de gauche. euronews.com 07.09

Syrie

- Damas en colère contre les déclarations des autorités britanniques - sahartv.ir/in

Le ministère syrien des Affaires étrangères a qualifié d'hideux et de contraires aux lois permettant les pays à se défendre, le déni du droit de la Syrie à la lutte contre le terrorisme. Par deux lettres séparées, l'une à l'adresse du secrétaire général des Nations Unies et l'autre destinée au président du Conseil de sécurité, le ministère syrien des Affaires étrangères a protesté contre la multiplication des déclarations interventionnistes de certaines autorités britanniques et leur ingérence dans les affaires intérieures syriennes. "Les déclarations de certaines autorités britanniques mettent en exergue la volonté de l'Occident notamment celle de la France et de la Grande-Bretagne de retourner à l'époque du colonialisme et ce alors que les peuples du Moyen-Orient, de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine souffrent toujours des retombées des politiques colonialistes de la Grande-Bretagne", indiquent les lettres. sahartv.ir/in 06.09

Israël

- Netanyahou ordonne le lancement de la construction d'une clôture - sahartv.ir/in

Le Premier ministre du régime sioniste a ordonné, dimanche, le lancement de la construction d'une clôture à la frontière avec la Jordanie.

Le Premier ministre du régime sioniste, Benyamin Netanyahou, a annoncé qu'Israël commence aujourd'hui à construire une clôture à la frontière avec la Jordanie allant même jusqu'aux collines du Golan occupé. « La construction d'une clôture à la frontière avec la Jordanie vise à empêcher l'infiltration des migrants illégaux. La première partie de cette clôture commence par la ville d'Ilat et traverse la localité de Tamna et elle se poursuivra ensuite jusqu'au Golan », a-t-il ajouté. sahartv.ir/in 06.09

Haut de page

Le 8 septembre 2015

CAUSERIE

On a ajouté 16 articles, et on a actualisé la *Tribune libre*. Ce sera tout pour aujourd'hui.

Par son silence sur l'ignoble manipulation de la conscience des masses à laquelle se livrent les représentants de la classe dominante et les médias institutionnels à partir de l'instrumentalisation des conséquences abominables des guerres auxquelles la France participe au Proche-Orient (notamment) depuis des années, le mouvement ouvrier et son avant-garde s'en font les complices et en partagent l'infâme responsabilité. Les explications qu'ils fournissent sont en-dessous de tout ou ne sont pas à la hauteur de la situation et du drame terrible qui est en train de se nouer sous nos yeux impuissants hélas !

En prétendant combattre un ennemi qu'ils s'emploient à épargner par ailleurs, ils entendent interdire aux travailleurs de se

rassembler pour se dresser contre le régime que finalement ils soutiennent.

Il est malheureux encore une fois que ce soit des intellectuels qui sont étrangers au mouvement ouvrier qui s'élèvent pour dire la vérité ou dénoncer cette ignoble et cynique supercherie sur fond de propagande de guerre.

Ils ont achevé de se décrédibiliser à jamais. Camarades, il faut tourner la page et construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire qui n'aura aucune tache sur son drapeau, dont nous pourrons être fier, les partis ouvriers qui existent aujourd'hui nous font honte, honte à leurs dirigeants corrompus! Un malheur en appelant un autre, la plupart des militants n'y croient plus, ils ne croient plus que des dirigeants soient capables d'être honnêtes tout simplement et de le rester, c'est dramatique. Il faut se ressaisir ou garder espoir. Ce n'est quand même pas une tâche surhumaine de s'en tenir fermement à des principes, merde !

L'info qui fait mentir Mélenchon une fois de plus.

- "Ce n'est plus Bachar al-Assad qu'il veut bombarder, c'est Daech. Comment? Daech étant par définition une organisation infiltrée dans les populations civiles", a commenté M. Mélenchon sur France 5. AFP 06.09

- Les F 16 attaquent les positions de Daech en Irak - sahartv.ir

Lors de leurs recentres attaques contre le groupe terroriste Takfiri Daech, les forces irakiennes ont à 15 reprises utilisé des F16.

Le ministre irakien de la défense a annoncé que depuis le début du mois en cours, a utilisé à 15 reprises les F16 contre les positions de Daech. Les avions de combat F 16 figurent parmi les armes intelligentes que nous utilisons lors de nos attaques contre le groupe terroriste Takfiri Daech, a affirmé Anwar Hama Amin, un commandant militaire de la force aérienne irakienne. sahartv.ir 07.09

Les militaires syriens procèdent de même quotidiennement en prenant soin d'éviter de massacrer la population civile.

Mélenchon suggèrerait-il à Hollande qu'il faudrait que le gouvernement français envoie des troupes au sol en Syrie ?

Contre-propagande.

- Un enfant sur une plage - Francis Guiraudou - legrandsoir.info 06.09

Une plage en bord de méditerranée
Allongé sur le sable, un tout petit enfant
Il est étendu sur le ventre
Sa tête est enfouie dans le sable
Il ne dort pas , il est mort
Pourtant pas une photo n’a fait le tour du monde
Pas une photo en première page des journaux
Pas une larme des médias sur les antennes
Pas un mot des politiques
C’est vrai, j’oubliais les raisons de ce silence
Ce n’était qu’un tout petit enfant
Mais il s’agissait d’un enfant Palestinien
Abattu sur une plage de Gaza
Pas un reportage sur son enterrement
Pas un scoop sur ces parents
Ceux-ci n’avaient même pas un petit bateau gonflable à disposition
Encore moins de gilet de sauvetage
Il ne pouvait pas s’échapper
Pour aller où d’ailleurs ?
Nos grands donneurs de leçons
Nos grands dirigeants européens
Ne se sont pas levés pour s’indigner
Car il ne s’agissait que d’un tout petit enfant Palestinien
Donc pas de quoi indigner le monde entier
N’est-ce pas ?
Personne n’a revendiqué son droit à la vie
Qui était prêt à l’accueillir ?

Obama encense les bourreaux que Hollande soutient.

- Quand les assassins d'enfants sont encensés. - sahartv.ir

«Quelle honte!», serait peut-être la réaction la plus appropriée à celle du président américain à la mort des militaires émiratis, en guerre contre les civils yéménites, massacrés, exterminés par la coalition arabe !

Lors d'un contact téléphonique avec le prince héritier Cheikh Mohammad Ben Zaed, le président des Etats-Unis, Barack Obama a présenté ses condoléances à l'occasion de la mort des 45 militaires émiratis, lors des affrontements avec les forces populaires yéménites dans l'est du Yémen.

Obama est allé plus loin en appelant « martyrs » ces assassins agresseurs! Absurde… le président américain compatit à la douleur des familles des militaires émiratis, alors qu'il est resté de marbre devant la tragédie des civils yéménites dont plus de 6600 pour la plupart des femmes et enfants sont massacrés depuis le 26 mars 2015, dans les raids aériens de la coalition arabe dirigée par les Saoud, sans oublier le blocus maritime, terrestre et aérienne que ce régime a imposé à ce pauvre pays qu'est le Yémen.

Les Etats-Unis et les chancelleries européennes, qui se posent en avocat des droits de l'Homme, observent un silence de mort devant le massacre du peuple yéménite, alors qu'ils n'ont ni honte ni hésitation pour signer de nouveaux contrats militaires avec l'Arabie et les autres Emirats du golfe Persique dont les Emirats arabes unis. N'oublions pas que c'étaient justement les bombes américaines et européennes qui ont été larguées par l'aviation saoudienne sur les civils yéménites.

Les Etats-Unis et les gouvernements européens ne cessent de répéter qu'ils défendent la démocratie, sans hésiter pour autant de fouler aux pieds toutes les valeurs humaines et éthiques et tous les principes de la démocratie et de la liberté, pour faire avancer leurs politiques au Moyen-Orient dont ils convoitent les pétrodollars. Leur soutien aux régimes despotiques tels que l'Arabie intervient alors qu'ils pointent du doigt d'autres Etats pour la violation de la démocratie. N'est-ce rien que de l'hypocrisie et du mensonge à l'Occidentale ?

Les condoléances qu'a présentées Obama au prince héritier des Emirats arabes unis pour la mort des agresseurs émiratis, les mêmes qui ont pénétré le Yémen non pas pour la paix mais pour la guerre, traduisent de la meilleure manière les réalités du monde hypocrite de ces gens pour qui les valeurs humaines et morales ne sont que des instruments au service de leurs propres intérêts. sahartv.ir 07.09

Haut de page

Le 9 septembre 2015

CAUSERIE

Fin.

Avec trois jours d'avance j'ai arrêté ma décision, le 11 septembre j'aurai 60 ans, l'âge de la retraite, n'est-ce pas ? Cela fera 11 ans que j'actualisais ce portail, c'est aussi le 11 septembre 2001 que j'avais repris le chemin du militantisme après une interruption de 20 ans, aussi j'arrêterai là cette expérience.

Je pense que je n'ai plus rien à en attendre et vous non plus pour avoir toujours refusé de lier des relations avec moi.

Ma conclusion sur le trotskysme après la mort de Trotsky : C'était une mystification.

N'allez pas croire que ma décision serait motivée par la crise du POI-CCI dont je n'ai absolument rien à foutre.

Je verrai par la suite comment je peux poursuivre une activité militante.

Ce sera le mot de la fin.

Haut de page

Le 11 septembre 2015

CAUSERIE

J'ai rectifié les liens vers les n°365 à 367 d'Informations ouvrière et le n°368 est disponible 4 pages et ce sera largement suffisant.

Le POI a pubié un communiqué dans lequel il reprend à son compte le constat établi par Hollande (Merkel, Juncker, Obama, etc) pour justifier le bombardement de la Syrie, à savoir que l'exode de réfugiés syriens serait spontanée et non orchestrée par Ankara et Washington, autant dire que cela revient à cautionner sans le revendiquer la politique coloniale du gouvernement que le POI prétend combattre. Cette accusation est extrêmement grave, elle repose sur les faits, je n'ai rien inventé et chacun peut le vérifier, hélas !

La collusion avec le régime est une constante de ce courant politique (en réalité tous les partis qui se définissent comme l'avant-garde et les satellites qui gravitent autour sans exception) si vous avez observé attentivement la position qu'il a adoptée lors de chaque événement marquant ou l'interprétation qu'il en a faite, reprenant systématique à son compte les versions officielles à partir desquelles les différents gouvernements conditionnent les masses exploitées pour les faire adhérer à leur politique et avoir les mains libres pour les appliquer tranquillement. Vous pouvez remonter au début du XXe siècle, je l'ai vérifié mais je vous engage à le faire vous-même si vous n'en êtes pas totalement convaincu.

N'ayant pas l'ambition de remédier à cette situation, n'en ayant pas les moyens en vivant en Inde, n'ayant pas les capacités pour diriger un parti, n'obtenant pas le soutien de centaines de militants pour tenter de démarrer un nouvelle structure politique, réduit à l'impuissance et constatant que le mouvement ouvrier et son avant-garde sont totalement corrompus sans qu'émerge la moindre petite étincelle de contestation, j'ai décidé d'arrêter définitivement cette activité politique. Mon diagnostique est sans appel ou sans recours, je considère que dans ces conditions la barbarie est en bonne voie pour vaincre et le socialisme relayé au rang des utopies irréalisables, ce que je pressentais depuis des années, mais je voulais en avoir le coeur net comme l'on dit, c'est uniquement pour cette raison que je me suis obstiné à continuer, en vain, dont acte.

Peut-être que des jours meilleurs viendront un jour ou que des nouvelles générations de militants renoueront avec le marxisme et assureront la relève, si je suis encore de ce monde je mettrai alors mon expérience à leur service s'ils l'acceptent, en attendant, à contrecoeur je disparais.

L'abonnement au serveur courant jusqu'à la mi-décembre, après cette date ce portail disparaîtra du Net.

Je vous souhaite malgré tout une bonne continuation.

Fraternellement.

Haut de page

Le 18 septembre 2015

CAUSERIE

J'ai commencé la rédaction d'une causerie sur l'actualité qui sera mise en ligne demain ou d'ici lundi, désormais on ne prend pas le temps de vivre, on a tout simplement rompu avec les contraintes qu'on s'imposait et à tous les niveaux on s'en porte bien mieux.

Le journal de la tendance du POI-CCI *La Tribune des travailleurs* a été téléchargée 3.700 fois ce qui témoigne que de nombreux militants sont à la recherche d'un autre parti que ceux qui existent aujourd'hui, mais je ne suis pas du tout certain que le parti qui pourrait voir le jour à l'issue de cette scission (en cours) du POI comblera leurs attentes, personnellement je suis absolument convaincu du contraire à mon grand regret compte tenu des antécédents de ces dirigeants que l'on ne peut pas ignorer, désolé.

Il y en a qui prennent leurs désirs pour la réalité, ce n'est pas notre cas, on préfère rester lucide en toute occasion, cela évite bien des désillusions par la suite.

Haut de page

Le 19 septembre 2015

CAUSERIE

Au regard du peu de réactions qu'a suscité la suspension de l'actualisation de ce portail, en tout et pour tout j'ai reçu un seul et unique (très long, en fait plusieurs du même militant) courriel, force est de me dire que j'aurais dû prendre cette décision depuis des années. Maintenant vous vous êtes peut-être dit que je vous avais déjà fait le coup à deux ou trois reprises pour finalement continuer et que j'étais un farceur, donc il n'était pas utile de se formaliser pour si peu ou de réagir, sauf que là c'était sérieux !

Mes lecteurs étaient à l'image de la société en somme, rien de surprenant, une simple confirmation hélas ! En réalité ce sont eux qui ont décidé par leur attitude qu'il était inutile de continuer car étant fixé personnellement sur ce que nous étions en droit d'en attendre depuis longtemps, c'est leur responsabilité et non la mienne qui est en cause parce que j'étais prêt à sacrifier encore des années de ma vie, ce que je n'ai pas à prouver pour en avoir suffisamment témoigné au cours des années précédentes où j'ai travaillé comme un forçat sans recevoir le moindre soutien ou si peu. A moins de s'entêter inutilement ou d'être un mégalomane, il arrive forcément un moment où la quantité doit se transformer en qualité sous peine de se putréfier, ce qui franchement ne me tentait pas vraiment, d'où ma décision qui est cohérente.

J'ai peut-être commis l'erreur dès le départ de ne pas avoir été suffisamment audacieux pour n'avoir pas envisagé la possibilité de constituer un véritable courant politique organisé, peut-être parce que j'estimais ne pas en avoir les capacités, d'autant plus que je ne pouvais pas rencontrer les militants ou les travailleurs qui auraient été intéressés par une telle démarche et organiser ce courant avec eux en vivant en Inde.

Il faut qu'ils comprennent qu'à mon âge et dans ma situation, si j'étais rentré en France je me serais retrouvé immédiatement face à des difficultés matérielles indescriptibles pour survivre, au point que j'aurais dû y consacrer tout mon temps et cesser du coup toute activité politique ou presque, sauf qu'à ce niveau pour construire quelque chose de sérieux il n'aurait pas été concevable de militer en dilettante, là non plus dans cette perspective personne ne s'est proposé de m'aider, donc les choses auraient forcément mal tourné et tout le monde y aurait perdu à l'arrivée, j'estime donc avoir pris la bonne décision. Ce que je vous raconte là n'est pas du baratin pour tenter de me justifier, la preuve, au cours de ma vie j'ai travaillé dans plus de 45 entreprises, j'ai déménagé plus de 25 fois, plus jeune j'ai même été scolarisé dans un nombre incroyable d'écoles, j'ai été marié deux fois et je viens de recommencer ma vie avec une troisième femme, etc. donc je n'ai jamais vraiment été du genre à m'endormir sur mes lauriers comme l'on dit ou à hésiter à opérer un tournant dans ma vie qui me fut imposé ou provoqué ou non, je les ai toujours assumés. Il n'y avait donc en l'occurrence aucune raison à ce que je me défile face à mes responsabilités une fois de plus. Finalement, je le répète, ce sont les militants qui se connectaient régulièrement sur ce portail et qui affirmaient partager la plupart de mes idées ou positions, qui ont décidé que je devais rester en Inde, se contentant de tirer profit de mon activité politique qui ne devait déboucher sur rien ou aucune structure organisée. De mon côté j'étais prêt à abandonner des conditions d'existence relativement confortables en Inde, tandis que ces militants n'étaient pas prêts à se livrer à une nouvelle expérience ou à accepter la moindre concession sur les désaccords que nous pouvions avoir, en somme par leur comportement ils m'ont donné raison, je n'ai donc rien à me reprocher de ce côté-là ou à regretter.

Ceux qui se réjouissent de la disparition de ce portail et surtout de ce courant politique ignoraient sans doute qu'il avait de multiples fonctions, dont celle de retenir certains travailleurs tentés par l'extrême droite pour leur avoir démontré qu'il était possible d'être de gauche sans pour autant faire la courte échelle à l'extrême droite comme le font la pseudo-gauche et extrême gauche, extrême droite à laquelle je n'ai jamais rien concédé cela va de soi.

Il se peut que ce portail continue à exister, et la page d'accueil telle qu'elle se présente aujourd'hui pourrait en préfigurer le cadre et le contenu qui se concentrerait sur l'essentiel, la crise du capitalisme et la crise de la direction du prolétariat qui en est le pendant notamment, partant du constat que le système capitaliste tel qu'il existe de nos jours et tel qu'il fonctionne en prenant en compte la totalité des facteurs qui entrent en jeu ne correspond plus tout à fait à ce qu'il était il y a encore 45 ans, et les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes ne sont plus tout à fait adaptés à la situation actuelle ou à la société qui a connu de profondes transformations en un siècle ou un siècle et demi ou aux rapports qui existent entre les classes, bien que les fondements du capitalisme n'aient pas été modifiés et que la lutte des classes continuent.

C'est pour avoir refusé de prendre en compte ces transformations ou modifications et s'être accroché désespérément à des schémas en partie obsolètes qu'on en est arrivé à une profonde confusion ou à une situation en apparence inextricable ou sans issue, disons les choses telles que nous les pensons vraiment. Aucun dirigeant, aucun parti ouvrier n'a été à la hauteur des tâches que l'évolution du capitalisme et de la lutte des classes imposaient à l'avant-garde révolutionnaire du mouvement ouvrier après la fin de la Seconde Guerre mondiale, tous se sont fourvoyés ou ont trahi, tous ont formulé des théories et développé des analyses qui se sont avérées erronées à l'arrivée, aucun n'a été en mesure d'assurer la continuité du marxisme ou du socialisme.

La déliquescence du POI, du NPA et la fossilisation de LO est là pour en témoigner, laissons de côté les groupes ou groupuscules issus de ces partis qui sont aussi ou plus décomposés encore. Tous se sont présentés comme les héritiers de Trotsky sur l'activité duquel il y aurait beaucoup à dire avant comme après la révolution d'Octobre, au point de se demander si

c'était vraiment le meilleur modèle à suivre ou la meilleure référence pour assurer la continuité du marxisme, sans aller jusqu'à nier ou renier les leçons qu'il a pu nous laisser et dont nous aurions tort de ne pas profiter. De la même manière que nous ne ferons pas du léninisme un dogme ou un schéma à reproduire à l'identique au XXIe siècle, mais en conservant l'essentiel de ses enseignements qui demeurent valables de nos jours, reste à déterminer lesquels et à se mettre d'accord sur cette question déterminante. Quant au marxisme, il constitue l'essentiel de notre héritage à condition d'en maîtriser la méthode, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. J'estime que le refus ou l'incapacité de mener le combat sur tous les plans (politique, idéologique, psychologique) contre l'entreprise de désinformation permanente et la propagande forcenée à laquelle se livrent les représentants de la classe dominante, est en quelque sorte un aveu qui confirme mon diagnostique.

Donc au lieu de se prendre pour ce qu'on n'est pas et de faire dire aux maîtres du marxisme tout et son contraire ou n'importe quoi en guise ou plutôt à défaut d'arguments, on ferait bien de commencer par faire oeuvre de modestie et d'honnêteté, en commençant par admettre le constat brossé rapidement plus haut, préalable incontournable pour résoudre les questions qui se posent à nous si nous voulons oui ou non aller de l'avant. Lénine a reconnu à de multiples reprises avoir commis un nombre invraisemblable d'erreurs, des milliers ira-t-il jusqu'à dire, cela est également valable pour Trotsky ou davantage encore, question : et combien en avons-nous reproduites inconsciemment ou non, combien ? Ceci est également valable pour les penseurs géniaux et inégalés que furent Marx et Engels. Tous l'ont reconnu modestement, sauf nos dirigeants qui n'ont jamais possédé leurs capacités et de loin, de très loin, mais qui se prenaient pour leurs égaux, un comble ! Oui, c'est de fond en comble qu'il faut revoir notre copie pour poursuivre notre combat politique et vaincre notre ennemi, ce que plus aucun dirigeant n'ose évoquer de nos jours, à croire qu'ils n'y croient plus et la plupart des militants non plus.

Nous ne prétendons pas vouloir réécrire l'histoire de la lutte des classes, nous prétendons que l'interprétation qui en a été donnée par les uns et les autres était fausse ou falsifiée et qu'il est plus que tant de rétablir la vérité des faits. Comment cela direz-vous, auriez-vous la prétention incroyable d'être le seul à l'interpréter fidèlement en partant des faits ? Cette question ne m'était pas venue à l'esprit je dois avouer, mais maintenant je me dis pourquoi pas, après tout c'est bien ce qu'on fait Marx et Engels en démontant toutes les théories foireuses qui existaient à leur époque pour finalement élaborer le socialisme scientifique, qu'ont-ils fait de si extraordinaire sinon interpréter le fonctionnement du capitalisme, de la société, de la nature, selon la méthode du matérialisme dialectique et historique, ils ont fourni une nouvelle interprétation des faits en contestant toutes celles qui prévalaient jusqu'alors et dont aucune n'était satisfaisante ou répondait aux questions que la civilisation humaine avait à résoudre pour sortir définitivement l'humanité du stade de la barbarie ou du règne de la nécessité, alors pourquoi devrait-on s'interdire de les imiter constatant qu'une nouvelle fois nous nous retrouvons dans une impasse dramatique qui n'est que le produit d'interprétations manifestement erronées ? Et quand Lénine revint en Russie au début du mois d'avril 1917 après de longues années passées en exil et apparemment coupé de la réalité que vivait le peuple russe, il proposa aux dirigeants du comité central du parti bolchevik une interprétation de la situation en Russie tellement différente de la leur qu'il n'y en eut pas un seul pour la soutenir, et puis moins d'un mois plus tard tous ou presque s'y étaient ralliés. Qu'on imagine un instant l'attitude de Lénine et sa portée immense, il aurait suffit qu'il renonce à son interprétation de la situation (qui déterminait les tâches du parti, la préparation de l'insurrection.) ou qu'il se rallie à celle de la majorité des dirigeants bolcheviks pour que la révolution d'Octobre n'ait pas lieu ou pour que le développement du processus révolutionnaire en cours soit détourné de son objectif politique.

Je ne prétends pas me hisser à la hauteur de Marx, Engels ou Lénine, par contre j'ai acquis la conviction que sur des questions capitales pour l'avant-garde révolutionnaire du mouvement ouvrier j'avais proposé des réponses qui valaient la peine d'être étudiées ou retenues après qu'elles eurent été validées par les faits pour la plupart d'entre elles, tandis que d'autres méritaient d'être étayées, vérifiées. J'en suis arrivé au constat que pour avoir voulu à tout prix interpréter la situation à partir des enseignements des marxistes mal assimilés ou détournés de leurs objects, ce qui revenait à forcer la réalité en voulant absolument qu'elle coïncide avec la théorie, nous nous sommes détournés de l'un et de l'autre, et à partir de ce moment-là pour justifier cette interprétation erronée de la situation il était inévitable que nos dirigeants recourent à des méthodes autoritaires et bureaucratiques détestables pour l'imposer ou pour interdire toute réelle discussion dans leur parti dès lors condamné à se décomposer.

Personnellement à plusieurs reprises j'ai agi à l'opposé de cette méthode et les lecteurs en sont témoins, j'ai deux exemples qui me reviennent à l'esprit, le premier sur la Libye où j'ai rectifié le tir dès que j'ai eu connaissance de la situation réelle dans ce pays, le second se rapporte à ce qu'ils appellent les réseaux sociaux auxquels on aurait voulu faire jouer un rôle positif dans la lutte des classes avant de prendre connaissance de leur véritable nature profondément réactionnaire. C'est en présence des faits (nouveaux) que j'ai opéré ces revirements et non pour me livrer à je ne sais quel manoeuvre dans le dos de mes lecteurs que j'ai toujours tenu informé de l'évolution de mes convictions.

Ce qui m'étonne le plus, c'est qu'ils soient demeurés insensibles à toute approche sincère, loyale, honnête des questions portées à leur connaissance comme si c'était monnaie courante, à croire que pour eux ce serait secondaire ou sans importance, alors que j'y attache une extrême importance, je dirais même que c'est ce qui détermine mon attitude vis-à-vis de ces dirigeants ou de tous les partis, c'est une question de principe non négociable dans la mesure où tout traitement malhonnête de la situation recouvre infailliblement un problème politique inavouable ou qu'on ne souhaite pas aborder, comportement incompatible avec celui d'un dirigeant d'un parti ouvrier ou avec l'exercice de la démocratie dans le parti. Mais après tout cela ne m'a étonné qu'à moitié pour avoir constaté le même travers parmi mes proches qui préfèraient la compagnie des menteurs, des hypocrites ou des malhonnêtes entre autres, considérant que finalement nous nous valions tous, à croire qu'ils ont une bien piètre opinion d'eux-mêmes cela dit en passant. Assurément, un tel manque de discernement ou une telle confusion, un tel manque de confiance en soi et dans les autres ou dans ce qu'ils ont de meilleur ne permet pas d'évoluer dans la vie, je me demande même comment

cela est-il vivable, un cauchemar !

C'est bien parce que je ne partageais pas cette mentalité que j'ai continué d'actualiser le site pendant de longues années, parce que j'estimais qu'à un moment donné les militants prendraient conscience qu'ils étaient en présence de quelque chose de différent de tout ce qu'ils avaient rencontré jusque là et que cela valait le coup de s'associer à cette expérience. S'il n'en fut pas ainsi, c'est peut-être parce que les militants ne croyaient pas ou plus dans le socialisme, peut-être moins encore dans les masses exploitées dont ils font partie. Il est vrai aussi que nous partions avec un sérieux handicap hormis le fait que je vis en Inde, construire quelque chose à partir d'en bas ou de militants de base s'annonçait compliqué, tous les partis ouvriers ayant été fondés par des bourgeois ou des intellectuels ce que nous n'étions pas, mais on pouvait tenter le coup et se dire qu'en rassemblant des centaines, puis des milliers de travailleurs ou militants partageant l'essentiel de nos idées, un ou des cadres ou dirigeants auraient pu nous rejoindre et prendre en charge la rédaction des statuts et du programme de notre courant politique, nous aurions pu définir ensemble une ligne politique d'intervention dans la lutte de classes, etc. sauf qu'il ne nous a pas été permis d'en faire l'expérience.

En relisant le paragraphe précédent deux idées me sont revenues à l'esprit qui tendent à démontrer que ma démarche n'avait rien de farfelu.

A savoir que depuis près d'un demi-siècle les bourgeois et les intellectuels ne sont plus les seuls à accéder aux connaissances, l'ensemble de la classe ouvrière a été scolarisée, et avec la multiplication des moyens d'information elles sont davantage accessibles qu'autrefois à toutes les couches de la société sans distinction, aussi est-il permis de penser qu'un ouvrier peut très bien acquérir un niveau de conscience égal ou supérieur à celui d'un intellectuel et peut très bien figurer parmi les dirigeants d'un parti.

Ensuite, fort est de constater que la quasi-totalité des intellectuels sont de droite ou des réactionnaires, tout en prétendant être de gauche pour certains, version Hollande ou Valls, Chevènement ou Laurent (sic!), les rares exceptions confirmant la règle, règle qui d'ailleurs s'imposera hier comme avant-hier, car lorsqu'on nous reproche injustement de faire le procès des intellectuels, c'est à bon escient à la suite de Marx que nous les critiquons. Mieux encore, ces crétins d'intellectuels qui nous font ce procès d'intention et qui expliquent que si la révolution russe a dégénéré c'était parce que la direction des partis ouvriers était trop faible dans les autres pays, n'était pas suffisamment préparée ou avaient trahi dans les années 20, 30 et 40, ils oublient de préciser qu'ils s'agissaient d'intellectuels essentiellement car les masses étaient prêtes à mener le combat pour en finir avec les régimes en France, en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, etc. ce sont les intellectuels qui ont failli et non la classe ouvrière, donc finalement l'argument selon lequel les intellectuels seraient indispensables à notre combat est un argument d'appareil, obsolète, car il ne tient pas compte de l'évolution de la société, une fois de plus. On pourrait enfoncer le clou et leur répondre que les intellectuels dans leur immense majorité partageaient aussi avec les banquiers la terrible responsabilité des deux guerres mondiales qu'ils ont soutenues entraînant derrière eux la plèbe ignorante à la boucherie. Vous constaterez également que ce sont ces intellectuels qui se disent marxistes ou trotskystes qui sont les plus prompts à ignorer les rapports qui existent entre les classes, qui justement constituaient un des aspects déterminants des analyses de Marx, Engels et Lénine, pas étonnant ensuite qu'ils n'aient produit que des théories plus foireuses les unes que les autres et qu'on en soit rendu là.

Quant aux intellectuels qui ne sont pas organisés dans un parti et que nous avions contactés, dont nous avions mis en ligne de nombreux articles, leurs idées servent davantage à faire tourner leur business ou à se donner bonne conscience plutôt qu'à servir notre cause, c'est notamment la raison pour laquelle nous ne mettrons plus leurs articles en ligne. En quelque sorte ils constituent un contre-exemple à ne pas imiter, on veut dire par là qu'ils se contentent de diffuser des idées et estiment avoir fait leur boulot, alors qu'en réalité tout reste à faire, et c'est justement là qu'ils désertent, car passer à l'exercice pratique signifierait affronter directement notre ennemi, lui déclarer la guerre, rompre résolument avec lui, or ils en sont totalement incapables, leur engagement n'a finalement pas plus de valeur que celui d'un actionnaire du CAC40 qui se dit républicain ou démocrate de nos jours.

J'avais envisagé de m'adresser à eux (en France et dans d'autres pays), j'avais commencé à rédiger une lettre que j'avais d'ailleurs pratiquement terminée, je l'avais particulièrement soignée, j'y avais mis les formes, j'y avais consacré des soirées entières, je m'étais vraiment cassé la tête pour éliminer toute faille ou faiblesse dont ils auraient pu profiter pour rejeter l'initiative que je leur proposais, j'avais évité soigneusement toute question pouvant portée à polémique, j'avais essayé d'être le plus concis et précis possible en choisissant minutieusement chaque argument, j'étais parvenu à un résultat satisfaisant pour ne pas dire parfait, ce qui est rare chez moi, le thème était la nécessité d'envisager un changement de régime aux Etats-Unis sans autres précisions ou objectifs, j'estimais qu'il pouvait être consensuel et rassembler des centaines ou des milliers d'intellectuels à travers le monde, mais pas seulement, que le mouvement ouvrier pourrait se saisir de cet appel et le relayer à l'échelle internationale, cette lettre devait servir de support à la rédaction de cet appel qui selon moi devait être rédigé par des intellectuels connus ou reconnus ce que je ne suis pas évidemment, bref, et au dernier moment j'ai douté du bien-fondé de cette initiative et j'ai laissé tomber. En fait je vous ai imités !

Quelques idées en vrac à creuser.

1- Quand la contre-révolution a gagné le mouvement ouvrier.

Les socialistes étaient en réalité des antisocialistes, les communistes étaient en fait des anticommunistes, et les trotskystes étaient des antitrotskystes. Quant aux syndicalistes, ceux qui se disent apolitiques, socialistes, communistes, trotskystes, ils militent principalement pour faire aboutir leurs revendications personnelles ou maintenir leur niveau de vie, conserver leurs statuts privilégiés, ce sont en réalité pour la plupart des individualistes, des corporatistes qui s'ignorent ou non, ils n'ont aucun idéal, leur humanisme est une posture purement alimentaire, vulgaire. N'y voyez surtout pas un début de conscience politique, ce serait commettre une erreur fatale.

Notre conclusion : Le mouvement ouvrier doit être refondé sur la base du marxisme ou du socialisme.

2- Dorénavant, compte tenu que nous ne publierons plus les articles en provenance de médias dits alternatifs, lorsque nous ferons référence à tel ou tel fait vous devrez nous croire sur parole ou rechercher ces faits par vous-même.

On consacrera ce portail à des questions théoriques et politiques d'actualité uniquement.

3- Nous reviendrons plus tard sur le traitement honteux que les partis dits ouvriers ont réservé à la question des réfugiés syriens, car il témoigne, soit de leur incompréhension de la situation, soit de leur volonté de ménager Hollande, on optera davantage pour la seconde version et vous allez comprendre pourquoi immédiatement.

Tenez, si vous ne l'avez lu nulle part, certainement pas dans les publications du POI, du NPA ou de LO ou leurs satellites, savez-vous pourquoi l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne sont en train de faire marche arrière sur la Syrie et particulièrement sur Assad, et pourquoi simultanément ils sont en train de fermer leurs frontières ? Parce que lorsque des journalistes interrogent des réfugiés syriens la plupart disent fuir les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique et non Assad ou son régime, pire, il y en a qui ajoutent que c'est la moindre des choses de les accueillir en Europe puisque l'UE soutient ces barbares, évidemment cela la fout mal, cela ne colle pas du tout avec la propagande de l'OTAN qu'ils martèlent depuis 2011 en direction des peuples en Europe pour justifier leur guerre au Moyen-Orient et obtenir leur soutien.

Pourquoi ces partis ne relaient-ils pas ces arguments ? Mais parce qu'ils ont tous opté dès le départ pour la version de la révolution pacifique, modéré en Syrie, réprimée dans le sang par l'horrible dictateur Assad, une pure invention ou falsification des faits fabriquée à Washington que tous les gouvernements occidentaux n'ont eu de cesse de reprendre en choeur. C'est là qu'on s'aperçoit de la collusion qui existe entre ces partis et le régime qu'ils prétendent combattre par ailleurs, ainsi l'imposture est dévoilée. Partant de là, des faits et rien d'autres notez bien, il n'y a rien à attendre de ces partis totalement corrompus. Qu'ils éclatent, qu'ils disparaissent, on ne demande pas mieux et que les militants, cadres et dirigeants sincères et honnêtes qui refusent de se reconnaître dans ces partis pourris et entendent demeurer fidèle au socialisme se rassemblent pour fonder un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, nous les soutiendrons.

4- Un autre aspect de la question des réfugiés syriens.

Soudainement un flot ininterrompu de réfugiés en provenance de Syrie se déversent en Europe dont la France, et voyez-vous sans que personne ne sache d'où ils venaient au juste et pourquoi maintenant et pas hier ou avant-hier, alors que nous savons qu'ils viennent de Turquie où la plupart d'entre eux s'étaient réfugiés parfois depuis plus de trois ans, c'est l'interprétation falsifiée des faits par le POI qui a adopté une nouvelle fois la version officielle concoctée par Washington ou l'OTAN.

Ce que les valeureux "trotskystes" n'ont pas dit pour ne pas froisser Hollande qui soutient la Turquie (OTAN), base arrière des barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple.

D'où sortons-nous cela ? On pourrait faire référence à plusieurs articles publiés par plusieurs médias alternatifs qui le mentionnaient, mais on a mieux avec la dernière déclaration de Hollande qui prouve d'une part que nous n'inventons rien, et d'autre part là en l'occurrence, qu'il vaut mieux écouter ce que dit Hollande qu'Informations ouvrières pour avoir une idée de l'évolution de la crise syrienne et ses conséquences en France même.

- Le sommet européen de mercredi doit aider la Turquie à faire en sorte que les réfugiés présents sur son sol puissent y rester en attendant une issue au conflit en Syrie, a déclaré jeudi à Modène (nord) le président français François Hollande. AFP 17.09

5- Par décret, la dernière lubie ou idée foireuse des aventuriers : il faut préparer la grève générale.

Grande-Bretagne.

- Angela Eagle, chargée du commerce au Labour, a fustigé « une attaque idéologique et partisane des conservateurs contre les syndicats, alors que le nombre de jours de grève a chuté de 90 % en deux décennies ». AFP 15.09

Ne nous faites pas chier avec votre "attaque idéologique", les trotskystes ont décrété qu'il ne valait pas la peine de combattre sur ce plan-là, qu'on se le dise, laissez le terrain libre à la réaction dans ce domaine, telle est leur position, au nom du socialisme

de préférence.

Voyez-vous, ils n'ont pas encore intégré les transformations qu'a connues la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, ils doivent considérer que la propande de la classe dominante continue de se faire principalement par bouche à oreille comme au début du XXe siècle, et que par conséquent il n'y a pas lieu de lui accorder davantage d'importance. Pour eux les formidables moyens développés par la classe dominante pour conditionner les masses n'existent pas, on se demande même s'ils ont réalisé qu'une partie du temps libre dont dispose aujourd'hui encore le prolétariat sert justement à formater leur conscience et à les détourner des questions qui les concernent directement pour mieux les abrutir et les soumettre à la dictature du capital. On se demandera dans quel monde ils vivent ces gens-là.

En France.

- Mais malgré ces conflits qui s'enchaînent cette année, il y a du changement. Entre 2005 et 2011, le magazine The Economist calcule que le nombre de jours de grève pour 1.000 employés est tombé de 164 à 77. Un constat que partage Bernard Vivier, qui dirige l'Institut supérieur du travail. franceinfo.fr 23.06.2014

L'embourgeoisement du prolétariat combiné à l'absence d'issue politique dans les années 80-90 dont le réformisme est le produit en somme.

6- Ce n'est pas le centralisme démocratique qui a tué l'avant-garde révolutionnaire, mais le centralisme bureaucratique.

La lutte de classe du prolétariat connaît des périodes de flux et de reflux. En période de reflux ou de paix sociale relative, on pourrait penser qu'elle serait propice à la discussion et au règlement de questions théoriques restées en suspens, histoire d'armer les militants et de renforcer la cohésion du parti... Eh bien pas du tout ! Nos manoeuvriers professionnels feront en sorte que les militants soient sur les dents pour cause de troisième guerre mondiale imminente, puis de révolution imminente, puis de grève générale imminente, etc. dans ces conditions l'heure est en permanence à l'action centralisée, à la discipline de fer et non à la discussion, mais alors quand est-ce qu'il serait possible de discuter tranquillement, sereinement, loyalement entre camarades ? Jamais, qu'on se le dise une fois pour toute ! Et je ne caricature pas, hélas !

Haut de page

Le 21 septembre 2015

CAUSERIE

Un parti de gauche (une organisation ou un groupe), c'est un parti qui combat pour un changement de régime et qui n'est lié à aucun parti de droite, à aucune institution incarnant le régime en place, pas même les appareils vendus des syndicats. Selon vous, après mûre réflexion, cela existe-t-il encore en France et en Europe (ou ailleurs dans le monde) ?

Notre réponse est non, mais personne ne vous oblige à partager ce simple constat.

Dès lors quel parti incarne-t-il le socialisme ou la continuité du marxisme ?

Notre réponse : aucun et ce n'est pas nouveau !

Cela vous surpend-il ? Si oui, vous n'êtes pas au bout de vos désillusions et de vos peines !

Revenons aux fondamentaux du marxisme, c'est juste une question de vie ou de mort, politique... pour commencer !

En famille. Il est des leurs...

Les résultats des élections législatives en Grèce du 20 septembre.

Syriza : 35,47% des suffrages exprimés. (- 330.000 voix par rapport au 25 janvier 2015)

Nouvelle Démocratie (ND) : 28,05%

Pasok : 6 à 7 %

KKE : 5,5 à 6,5 %

To Potami : 4 à 5 %

Aube dorée : 6,96%

Grecs Indépendants (ANEL) : 3,5 % (allié de Syriza au gouvernement et au parlement)

La participation au scrutin a baissé de près de sept points par rapport à janvier, tombant de 63,6 à

Quelques réactions du camp de la réaction auquel appartient Syriza

La Commission européenne a salué lundi l'élection du Premier ministre grec sortant Alexis Tsipras.

Le patron de l'Eurogroupe des ministres des Finances de la zone euro Jeroen Dijsselbloem s'est fendu d'un tweet de félicitations à Tsipras

Dès l'annonce des premiers résultats, M. Tsipras s'est entretenu au téléphone avec Martin Schulz, le président du Parlement européen, le président français François Hollande et le chancelier autrichien Werner Faymann.

"une oeuvre d'art de la stratégie politique", a salué lundi matin le président du Parlement européen, le social-démocrate allemand Martin Schulz.

Alexis Tsipras envisage de former un conseil national de politique européenne qui intégrerait des représentants d'autres partis siégeant au Parlement. "Nous allons demander à toutes les forces politiques de soutenir nos efforts", a dit un cadre de Syriza.

Tsipras et son parti ont en outre réduit au silence les frondeurs qui avaient refusé l'accord avec les "institutions" et créé leur propre parti, Unité populaire, sous la houlette de l'ancien ministre Papagiotis Lafazanis.

Malgré le soutien de Yanis Varoufakis et de l'ex-présidente du Parlement Zoe Konstantopoulou, ce nouveau mouvement n'a pas franchi dimanche le seuil des 3% indispensable pour entrer au Parlement. AFP 20.09

A retenir.

Syriza et le gouvernement sont ultra minoritaires dans le pays avec 19,6% des électeurs auxquels il faut encore retirere les votes blancs et nuls.

Cela n'a pas empêché Hollande de commettre cette déclaration :

«C'est un succès important pour Syriza, pour Tsipras et pour la Grèce qui va connaître une période de stabilité avec une majorité solide et avec des dirigeants, et notamment Alexis Tsipras qui a courageusement défendu ses positions et notamment l'accord conclu au Conseil européen le 13 juillet», a déclaré lors d'une conférence de presse à Tanger (Maroc) François Hollande. 20minutes.fr 20.09

Tsipras a recouru à ces élections pour se débarrasser des aventuriers ou populistes réformistes de Syriza qui ont formé l'Unité populaire, et ainsi renforcé l'ancrage à droite de son parti.

Qui cherche à imposer une autre politique même sans remettre en cause le capitalisme dans le cadre des institutions en place est systématiquement écarté, broyé ou victime de ses propres illusions. La leçon ou la correction est méritée et nous laisse indifférent.

Que fallait-il attendre d'un parti qui avait fixé pour cadre de son combat politique les institutions en place auxquelles il acceptait de se soumettre ? Rien et la preuve en a été faite, cela vaut pour le Front de gauche en France, allié électoral d'EELV, lui-même allié au PS qui est de droite. Cherchez l'erreur, il n'y en a pas !

La majorité des travailleurs se sont largement abstenus ou n'ont pas voté pour Syriza...

Syriza est un parti de droite acclamé dorénavant par la troïka, tout est dans l'ordre des choses.

La lutte de classe va continuer en Grèce dans des conditions encore plus difficiles.

A propos de la crise du POI ou des conciliateurs trotskystes.

A bas le parlementarisme bourgeois !

Une analyse politique étrangère au marxisme.

On nous a toujours fourni la même explication, à savoir que cela traduisait la poussée de la lutte de classe du prolétariat, sa résistance, sa volonté ou tout du moins son impatience à voir satisfaites ses revendications sociales, son aspiration à vivre dans une société plus juste ou meilleure... car voyez-vous pour un peu on aurait pu croire qu'il aspirait au contraire, sans que cela ne perturbe le moins du monde les auteurs de pareilles platitudes qui avaient valeur d'analyse profonde et sérieuse, n'est pas marxiste qui veut, n'est-ce pas ?

Analyse qui tenait du lieu de commun ou qui ne dépassait le stade du constat superficiel de la situation, mais qui pourtant devait servir de support à l'élaboration d'une ligne politique et de tâches, qui dès lors ne devaient jamais permettre d'atteindre les objectifs politiques mis en avant par leurs auteurs, ce qui ne devait pas non plus les gêner plus que cela puisqu'en réalité ils en poursuivaient d'autres inavouables ou que leurs militants ne devaient pas soupçonner.

La formule consacrée selon laquelle de manière déformée le résultat d'élections traduisait les rapports existant entre les classes et à l'intérieur des classes, devait servir à masquer le degré de subordination au capitalisme des masses exploitées ou leur niveau d'ignorance de son fonctionnement qu'il était préférable d'ignorer. Pour comprendre pourquoi il est nécessaire de revenir en arrière.

Les trotskystes affirmaient avant des élections présidentielles ou législatives ou en période électorale, que porter au pouvoir les partis se réclamant de la classe ouvrière qui en réalité en étaient les ennemis alimenteraient la crise du régime et des institutions et se traduirait par une amplification de la lutte de classe du prolétariat, qui désillusionné se retournerait contre ces partis et chercherait une issue politique conforme à ses intérêts en se tournant vers le ou les autres partis dits de l'avant-garde révolutionnaire, or les choses ne se sont jamais passées de la sorte sans qu'ils n'en tirent le moindre enseignement depuis les années 30, y compris Trotsky qui fut un fervent participant de cette stratégie opportuniste sinon son auteur.

Pour justifier et imposer cette politique aventurière aux militants, ils la théorisèrent sous la forme du front unique ouvrier sans tenir des rapports de force en présence, sans tenir compte de la manière dont se présentaient les différents facteurs composant la situation, et dont l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire implanté dans les masses constituait l'élément central ou primordial à partir duquel aurait dû être élaborée une stratégie politique indépendante.

En réalité, l'arrivée au pouvoir de la SFIO ou PS et du PCF de devait pas ouvrir la voie à une situation révolutionnaire mais exactement l'inverse. En fait cette étape de la lutte des classes ne devait pas coïncider avec une offensive de la classe ouvrière, parce qu'elle était le point d'aboutissement d'un processus dans des conditions données qui traduisait l'impasse politique dans laquelle se trouvait le mouvement ouvrier et le prolétariat. Autrement dit l'analyse que nous ont fournie les trotskystes était totalement erronée ou une pure vue de l'esprit.

L'analyse qui allait déterminer leur position avant chaque élection ne correspondant pas à la réalité, et celle qu'ils allaient adopter après chaque élection serait tout aussi erronée et ne permettrait pas davantage de construire le parti. A ce stade on s'aperçoit qu'ils ont eu faux sur toute la ligne en dehors de lieux communs élevés au rang de vérité absolue repris volontiers par les représentants de la classe dominante, puisque sans conséquence sur les rapports entre les classe à venir, on pourrait même ajouter qui s'en trouvaient ainsi renforcés au profit de la classe détenant le pouvoir.

L'arrivée au pouvoir du PS avec ou sans le PCF qui le soutiendrait de l'extérieur a donc été présenté comme le produit de la radicalisation des masses exploitées sans se demander vraiment dans quelles conditions politiques, et fait révélateur qui a été minutieusement occulté ou minimisé, sans prendre la mesure de la signification de l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire, alors que ce facteur traduisait le rapport réel existant entre les classes et à l'intérieur de la classe ouvrière, autrement dit l'élément qui devait occuper une place déterminante au cours de la lutte des classes ne figurait pas dans leur analyse ou il y figurait uniquement justifier leur stratégie et non comme un élément permettant de comprendre la situation, situation à partir de laquelle il aurait été possible de définir une autre stratégie qui ne soit pas basée sur des calculs ou des manoeuvres d'appareils soumis au cadre des institutions.

Leur analyse s'inscrivait dans le cadre des institutions, pire, en guise de politique indépendante en réalité elle ne devait pas déborder de ce cadre qu'incarnaient ces piliers du régime, le PS et le PCF. Cela devait leur servir à masquer un autre aspect de la réalité qu'ils allaient être incapables d'aborder, la subordination des masses au capitalisme que traduisait leur participation à ces élections, sans pour autant que leur abstention soit réellement ou forcément le produit d'une prise de conscience de leur condition ou du rôle et de la nature des institutions, elle exprime davantage le rejet d'une politique contraire à leurs intérêts qu'elles continuent de concevoir dans le cadre du régime en place plutôt que l'adhésion à une politique qui se situerait au-delà

du capitalisme et ses institutions, imaginer autre chose serait se leurrer ou se convaincre de quelque chose qui n'existe pas.

Donc l'arrivée au pouvoir de ces partis constituait le point d'arrivée ou l'aboutissement d'un processus plutôt que le point de départ ou le commencement d'un nouveau processus politique, mieux encore, il allait être exactement l'inverse en annonçant une nouvelle offensive de la réaction profitant de cette confusion que les trotskystes entretinrent consciencieusement.

L'arrivée au pouvoir de ces partis devait être la conclusion du front unique parce qu'il ne pouvait pas en exister d'autres. Si vous reprenez chronologiquement les différentes étapes par lesquelles sont passés les différents partis trotskystes après mai 81 vous en aurez confirmation, jusqu'à la crise qui les mine aujourd'hui et qui préfigure leur dislocation inévitable.

La combinaison de la participation aux institutions par le biais des élections et du front unique allait s'avérer fatale à l'avant-garde de la classe ouvrière, au mouvement ouvrier et au prolétariat qui dès lors devaient se soumettre au régime en place et à ses institutions, les partis dits de gauche qui en réalité étaient tous de droite ainsi que les appareils des syndicats qui en sont des agents.

On aura compris que le refus obstiné de caractériser politiquement le PS et le PCF comme des partis de droite, capitalistes, était rendu indispensable pour développer une telle politique rompant avec le marxisme ou le socialisme. A défaut de pouvoir réfuter cet argument qu'ils qualifieront de gauchiste ou pour justifier leur politique, ils iront jusqu'à prétendre hypocritement que cela aurait conduit à se couper des masses pour en fait mieux camoufler qu'en près de 70 ans ils ne sont jamais parvenus à lier de profondes relations avec le prolétariat que traduit l'inexistence du parti dont les dirigeants trotskystes portent la responsabilité.

De la même manière, en réalité c'est peut-être de là qu'il faudrait partir pour comprendre comment le révisionnisme a complètement gangrené l'avant-garde révolutionnaire, l'absence complète d'analyses des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, sur quoi ces rapports reposaient, de quelle manière ils se présentaient, comment ils avaient évolué à l'instar du capitalisme mondial au cours du XXe siècle, quelles étaient les conditions du prolétariat, de ses différentes couches, leur composition, leur degré de soumission au capitalisme, quels liens elles entretenaient avec lui, quels avantages elles en tiraient, comment cela se traduisait-il sur leurs rapports aux différents partis, aux institutions, aux syndicats, au sein de l'ensemble de la superstructure du régime qui inclut d'autres acteurs intervenant dans la lutte des classes, une multitude d'organisations ou associations toutes plus ou moins liées aux partis qui constituent les piliers du régime, comment ces rapports en relation avec leur condition d'existence allaient infuencer leur interprétation de la société et de l'ensemble de ces acteurs politiques, leur état d'esprit et leur niveau de conscience, déterminer ou dicter leur réaction ou leur absence de réaction, leur volonté ou leur absence de volonté de chercher une issue politique, agir sur leur capacité à résister à l'offensive de la réaction, quel contenu et quelle orientation elles allaient lui donner, dans quelle condition et comment elles allaient vivre et subir la guerre idéologique et psychologique que la classe dominante leur mène sans répit, quelle emprise elle allait avoir sur elles, comment cela allait-il se traduire en terme politique, etc. La même démarche devait être effectuée avec les classes moyennes et celle des capitalistes, leurs différentes couches qui n'ont pas forcément les mêmes intérêts, comment vivaient-elle l'hégémonie de l'idéologie néolibérale, comment cela se traduisait-il sur le plan politique, etc.

Se gargariser de la crise que traversent tous les partis, les institutions et le régime, le capitalisme qui relève une fois de plus du lieu commun en guise d'analyse, ne permet pas de comprendre quel est précisément l'état du rapport de force qui existe entre les classes qui inclut l'ensemble des acteurs politiques, où en sont les masses et ses différentes couches, conduit à s'adresser à elles dans un discours dans lequel elles ne peuvent pas se reconnaître puisqu'il ne correspond pas à la manière dont elles vivent leur condition, tout au plus consiste-t-il à alimenter leurs illusions dans le régime incompatible avec la démocratie et la satisfaction de leurs besoins.

La crise grecque a mis en relief que la question déterminante n'était pas la rupture avec l'UE ou l'euro ou même avec les institutions nationales du capital, mais la nécessité de rompre avec le capitalisme avec laquelle la politique axée sur les revendications sociales immédiates des travailleurs ou tournée vers les syndicats entre en contradiction, car la rupture avec le capitalisme cristalise ou concentre toutes les questions sociales et politiques que les travailleurs ont à résoudre, et qui à elle-seule pour recevoir des réponses conformes à leurs besoins pose la question du pouvoir, de l'Etat, quelle classe produit les richesses et de fait participe au fonctionnement de la société, et par conséquent quels rapports établir avec les institutions qui représentent le capital et ses besoins, quel destin il s'agit de leur réserver, par quoi les remplacer, qui doit détenir le pouvoir, comment avancer dans cette voie, comment préparer les conditions qui permettront de s'emparer du pouvoir politique.

C'est au tout début des années 70 que l'oligarchie financière allait lancer son offensive généralisée à l'échelle mondiale pour s'emparer du pouvoir en réponse à la nouvelle crise du capitalisme qui allait lui servir à précipiter la fin de l'URSS et ses satellites, orienter l'immense masse de capitaux qu'elle avait accumulés au cours de la période antérieur vers le marché asiatique... On a donc bénéficié d'une période de plus de 40 ans pendant laquelle on aurait pu éduquer les masses au fonctionnement et aux méfaits du capitalisme en prévision de ce qui les attendaient de manière à ce qu'elles y soient préparées et puissent affronter dans les meilleures conditions possibles les politiques d'austérité qui leur seraient imposées dès le milieu des années 70, amplifiées à partir des années 80 jusqu'à nos jours, sauf qu'on n'en a rien fait, supposant sans doute que ce serait inutile ou qu'elles n'y comprendraient rien.

Comprendre que tous les partis de droite comme de gauche ou d'extrême droite étaient tous soumis à la finance et que sachant que le seul objectif de l'industrie financière était et demeure d'enrichir toujours plus ses représentants, partant de là il était facile

d'expliquer aux travailleurs que ces partis ou les institutions ne pouvaient pas servir leurs intérêts ou que l'intérêt général dont se réclamaient ces partis se confondait en fait exclusivement avec les besoins des banquiers ou du marché et qu'il ne pouvait pas en être autrement, de la même manière qu'ils sont responsables de toutes les guerres dans le monde dont ils tirent des profits gigantesques, ou du chaos actuel dans lequel ils ont plongé l'humanité et dont ils comptent tirer des profits politiques ou accroître leur hégémonie, leur pouvoir sur le reste de la société.

Sur Internet on trouve des milliers d'articles ou de vidéos qui expliquent cela très simplement, de telle sorte que n'importe quel travailleur peut comprendre en grande partie dans quel monde il vit, sans toutefois pouvoir s'en saisir puisqu'il y manque toujours la partie pratique qui lui permettrait d'entrevoir la possibilité de changer la société ou le monde. Que ces faits et ces explications ne lui soient pas donnés par un parti ouvrier en dit long sur leur incurie, ou à quel point leur objectif n'est pas de favoriser l'élévation du niveau de conscience politique des travailleurs, dès lors on comprend pourquoi ils s'en détournent ou ils ne leur inspirent pas confiance, à raison il faut bien dire.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit, j'ai un exemple caricatural sous la main qui témoigne qu'on peut se prétendre trotskyste et être complètement sclérosé sans s'en apercevoir, cela va de soi.

Dans un courriel, un trotskysme m'avait reproché de m'en prendre aux intellectuels tout en me rappelant qu'ils étaient tout de même à l'origine de toutes les révolutions, qu'il était donc impossible de s'en passer, etc. Ma critique ou mon constat s'adressait uniquement aux intellectuels concernés et non à l'ensemble des intellectuels auxquels je me suis adressé une multitude de fois dans ce portail sachant que certains d'entre eux s'y connectaient pour lire mes causeries. Qu'il se soit senti visé ne concerne que lui et n'engage pas ma responsabilité, je n'y peux rien si quelque part il aurait quelque chose à se reprocher qu'il ne parvient pas à assumer.

Le même intellectuel trotskyste estimait inutile de répondre à l'offensive contre les masses menée par la classe dominante et l'élite intellectuel à son service qui officie quotidiennement dans les médias sur le plan idéologioque et psychologique, précisant que c'était un prolétariat arriéré qui avait fait la révolution russe...

Il n'est pas nécessaire de sortir d'une grande école ou d'être bardé de diplômes pour discerner au premier coup d'oeil les contradictions que renferme un tel raisonnement ou absence de réflexion il serait plus juste de dire. Car si les intellectuels ont pu jouer un rôle déterminant au côté de la classe ouvrière dans certaines circonstances précises, il faut bien noter que cela demeure des cas exceptionnellement rares et particulièrement limités et que le reste du temps ils s'avèraient être des réactionnaires.

Quant aux masses arriérées, chacun sait qu'elles sont aussi capables du pire comme du meilleur, et s'agissant de la révolution russe, force est de constater à l'instar des intellectuels précisément qu'elles ont épousé la ligne de moindre résistance dès que la situation s'y prêtait ou elles peuvaient opérer un virage à droite à 180°, dès lors que le processus révolutionnaire qui les avait portées à se dépasser avait cessé de souffler ou s'estompait pour s'en remettre au dernier qui avait parlé ou à celui qui parlait le plus fort, ce qui était inévitable compte tenu qu'on ne trimballe pas un tel niveau d'arriération toute sa vie ou pendant de longue décennie depuis notre naissance pour s'en débarrasser du jour au lendemain quelle que soit l'expérience à laquelle on a participé, quels que soient les bouleversements sociaux et politique auxquels on a été directement mêlé, il en faut beaucoup plus pour briser l'inertie de l'histoire qui a tendance constamment à nous tirer ou nous ramener en arrière et que l'on traîne comme un boulet, nous conduit à régresser au lieu de progresser, surtout quand la situation s'y prête ou qu'on ne perçoit pas quel intérêt on aurait à adopter une autre attitude, qui plus est lorsqu'elle réclame de notre part de nouveaux efforts ou sacrifices, on se laisse aller à adopter la solution la plus économique qui nous tend les bras ou qui s'offre à nous sans se poser la question d'en connaître les conséquences auxquelles dans l'immédiat on se refuse à penser, encore faudrait-il en avoir les moyens, ce qui n'est pas le cas. On a affirmé que les bolcheviks avaient pu s'emparer du pouvoir parce que leur propagande avait sapé les bases du régime tsariste, ce qui est exact, mais cela ne signifiait pas pour autant que le prolétariat russe aurait été en mesure d'en comprendre toutes les implications, loin de là, il ne fallait pas lui demander l'impossible dans ces conditions-là, et personne parmi nous ne l'accusera d'avoir été responsable du stalinisme ou de la dégénérescence du parti bolchevik et de la révolution russe, de même qu'il ne nous viendrait pas à l'idée d'en accuser la poignée de marxistes qui dirigeaient le parti bolchevik et la révolution.

Par contre, ce qui est criminel, c'est de ne pas en avoir tiré les enseignements politiques et de ne pas avoir adapté notre conception de la lutte de classe en conséquence, de ne pas avoir combiné, mieux, subordonné notre intervention dans la lutte des classes ou l'organisation des masses à la nécessité impérieuse d'élever leur niveau de conscience politique, sans évidemment prétendre atteindre la totalité des masses, de telle sorte qu'elles allaient finalement demeurer vulnérables à la propagande de la réaction (y compris ou surtout de gauche), aux flatteries et aux promesses sans lendemain en tous genres de leur ennemi.

Cela devait concerner également les intellectuels qui allaient se retrouver confrontés au même traitement, alors que les prétextes ne manquaient pas de leur côté pour qu'ils se défilent, il n'en fallait pas davantage pour qu'ils se détournent du socialisme et le justifie par l'incurie des dirigeants du mouvement ouvrier empêtrés dans leurs contradictions ou pire encore. Pourquoi à ce jour seulement une minorité insignifiante d'intellectuels se sont-ils tournés vers le socialisme, sinon parce que nos dirigeants en ont fourni un témoignage incohérent ou en ont donné une image détestable, repoussante.

Les trotskystes, qui ne possédaient manifestement pas les capacités des marxistes, ont troqués l'analyse impartiale de la situation au profit de la propagande en tronquant au passage la réalté ou en la réécrivant au fur et à mesure, pour uniquement justifier

leurs positions ou leurs idées et préserver leurs appareils au détriment de la cause qu'ils étaient censés servir et incarner. Que devait-il en sortir à l'arrivée ? Vous l'avez sous les yeux.

On a eu plus de quatre décennies pour enseigner aux travailleurs et aux militants le fonctionnement de l'économie capitaliste, qui oserait prétendre que si on s'était résolument attelé à cette tâche pendant ces nombreuses années ils en seraient encore au même point ou au même niveau d'ignorance, ils n'auraient pas progresser ?

Pour terminer aujourd'hui, je vais me livrer à une digression ou vous livrer une expérience personnelle que je suis en train de vivre et qui est riche en questionnements, en surprises aussi.

A sa demande, j'ai entrepris d'apprendre à lire et écrire le tamoul à ma compagne Selvi qui est illettrée et qui a 46 ans. On a commencé depuis près d'un mois déjà et j'ai constaté hier qu'elle n'avait pratiquement pas progressé. Je pensais qu'elle pourrait apprendre par coeur toutes les lettres de l'alphabet en un rien de temps, pour n'avoir cessé de les visualiser depuis sa naissance, et puis c'est sa langue maternelle, et bien pas du tout, cela s'avère beaucoup plus compliqué que prévu. Alors j'ai essayé de comprendre ce qui clochait dans la pédagogie que j'avais adoptée. Il faut avoir à l'esprit qu'elle a vécu 46 ans en se passant de la lecture et de l'écriture, de la langue ou de l'expression écrite. Son cerveau a été formaté et fonctionne donc depuis de très nombreuses années en s'étant passé de ce moyen de communication. Comment fonctionne-t-il ? A vrai dire je n'en sais rien, je le découvre un peu chaque jour, et il fonctionne selon des normes tellement différentes des miennes en apparence qu'il n'est pas facile de suivre le cheminement de sa pensée, je ne sais pas si on peut parler de développement ou de réflexion dans son cas tellement ils semblent être demeurés à un stade élémentaire.

Maintenant, la pauvre femme comme des centaines de millions d'autres en Inde, se retrouve confrontée à une société connaissant de rapides et brutaux changements qu'elle subit sans rien y comprendre, beaucoup de choses changent autour d'elle sans qu'elle sache ni pourquoi ni comment ni quelles conséquences ils auront dans le futur sur son mode de vie. Son cerveau n'a pas évolué pour autant, sans parler des superstitions et de la religion auxquelles elle demeure attaché et qui contribuent à la maintenir dans une profonde ignorance que d'un autre côté je m'emploie à combattre, rassurez-vous à un rythme compatible avec son état, sinon ce serait de la tyrannie, laissons cela à la pseudo-gauche et extrême gauche pourries qui entendent libérer les masses de leurs préjugés archaïques pour mieux leur faire épouser ceux du néolibéralisme. Non, je respecte cette femme dont je suis si différent, comme je respecte chaque travailleur.

Ce qu'il s'agit de lui apprendre, c'est de penser à partir d'autres instruments que ceux qu'elle a toujours utilisés jusqu'à présent ou apprendre à les manier pour gagner en indépendance ou liberté, afin de se défaire d'un terrible complexe d'infériorité qui l'accable ou la rend malheureuse à en pleurer, je n'exagère rien et j'en suis extrêmement peiné. Comment apprendre à penser à travers des signes scripturaux au lieu de se servir exclusivement de langue orale, ou comment passer de la langue orale à la langue écrite pour concevoir ou exprimer sa pensée ou retranscrire une idée, procédé compliqué, barbare au premier abord, bien qu'il soit régi par des règles qui dès lors qu'on les possède ont une valeur civilisatrice, vous hausse quelque part d'un coup au niveau de la civilisation humaine actuelle pour le meilleur et le pire, conservons ici le meilleur.

Cela n'est pas du tout évident. J'avais péché par excès d'optimiste me basant sur un enfant qui apprendrait à lire et à écrire, en fait les choses ne se passent pas du tout de la même manière. Pourquoi ? Parce qu'elle a appris à penser différemment ou en se passant de la lecture et de l'écriture. L'architecture de son cerveau n'a rien à voir avec celui d'un enfant. Quelles différences fondamentales existe-t-il entre eux ? Ses 46 années au cours desquels son mode de pensée a été façonné uniquement sur la base des expériences qu'elle a vécues et qui étaient forcément très limitées, son développement intellectuel reposait uniquement sur ces expériences et le peu de connaissances qui lui ont été transmises par ses parents eux-mêmes illettrés, des connaissances purement pratiques comme par exemple apprendre à faire cuire du riz, mimétiques qu'elle a apprises en regardant les autres faire et en les imitant, à la limite on pourrait dire qu'à aucun moment la réflexion ou la logique ne devait entrer en jeu, du coup elle en est totalement dépourvue et c'est bien là que se situe la principale difficulté. Le lien entre un signe ou une lettre et sa traduction orale, la représentation écrite d'un son est quelque chose qu'elle doit assimiler et elle a toutes les difficultés du monde à y arriver.

N'allez pas croire qu'elle serait particulièrement idiote ou débile, pas du tout, elle trimballe derrière elle une expérience passée qui présente des caractéristiques particulières et qui constitue un obstacle à son évolution, en partant du principe que l'écriture a représenté un progrès pour la civilisation humaine, ce que personne ne mettra en doute évidemment, elle-même en a parfaitement conscience, ce qui prouve qu'elle est parfaitement capable de progresser. Nous allons surmonter cet obstacle en combinant l'apprentissage de l'alphabet, il faut savoir que l'alphabet tamoul comporte 234 lettres différentes (plus 4 du hindi), avec des exercices pratiques de lecture quotidiens, de mémorisation et de logique. Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, le comportement en général des masses se caractérise par une absence de logique élémentaire, y compris chez les intellectuels. Et dire qu'il y en a qui m'impute de vouloir élever le niveau de conscience des masses au niveau du socialisme, ce qui serait grotesque, comme si j'ignorais d'où elles partaient, passons.

Tout cela pour dire qu'il n'est pas concevable d'imaginer un instant qu'il serait possible à tout un peuple ou à la majorité de la population d'un pays de se débarrasser de ses habitudes, de ne serait-ce que modifier quelques aspects de son mode de pensée sans y être contraint ou sans que cela prenne un certain temps...

Pour revenir à ce nous avions dit plus haut, nous avons eu plus de 40 ans pour initier les masses au fonctionnement de la société et du capitalisme, durée suffisamment longue pour espérer quelques progrès, ou alors cela signifierait que ce serait impossible en toutes circonstances, et dans ce cas-là il faut en tirer les conséquences et en déduire que l'humanité serait condamnée à vivre sans cesse en guerre et que le socialisme n'était qu'une utopie qui avait germé dans la tête de quelques rares penseurs géniaux et qu'il aurait dû être condamné à ne jamais en sortir puisque irréalisable. Selvi étant décidée plus que jamais à savoir écrire et lire, et de mon côté ayant la volonté de l'aider à y parvenir, j'ai envie de dire juste pour prouver que c'est possible dès lors qu'on aura trouvé la didactique appropriée à sa condition, c'est du domaine de la dialectique et c'est un objectif à notre portée. Personnellement j'avais appris en un éclair le tamoul il y a 25 ans alors que je ne suis vraiment pas doué pour les langues. Je précise que les trois enfants de Selvi sont bilingues anglais tamoul, car cette femme qui a élevé seule ses enfants tenait absolument à ce qu'ils sachent lire et écrire pour mieux s'en sortir qu'elle plus tard, comme quoi elle a du mérite et inspire le respect.

Et puis qu'on évite de nous faire un procès d'intention, quand nous envisageons d'élever le niveau de conscience des masses, on pense à quelques centaines de milliers de travailleurs manuels ou intellectuels, puis plus tard quelques millions, ce qui serait largement suffisant pour construire le parti et entraîner le reste du prolétariat au combat, s'emparer du pouvoir politique.

Demain ou dans les jours qui viennent on essayera de publier quelque chose à partir des documents du POI-CCI qui sont parvenus à notre connaissance.

Je répondrai brièvement au camarade qui m'a déjà envoyé trois courriels et dont je le remercie. Je lui confirme que je n'ai reçu aucun autre courriel, comme quoi tout le monde se fout de ce que l'on fait ou écrit ou que ce portail disparaisse, je considère qu'il fonctionne désormais pour uniquement deux militants, c'est peu et très encourageant !

Haut de page

Le 25 septembre 2015

CAUSERIE

Je fais les travaux urgents que j'avais laissés en plan chez moi depuis le début de l'année, et je n'ai pas le temps d'écrire quoi que ce soit qui n'ajouterait rien à ce qui a déjà été dit dans ce portail depuis 2008.

Juste un élément de réflexion politique à creuser.

L'hégémonie ou plutôt le pouvoir dictatorial qu'exerce l'oligarchie financière sur le plan économique sur toutes les classes de la société à l'échelle mondiale, se caractérise par la mise en place de structures financières fonctionnant selon le modèle du verticalisme, auquel correspond de plus en plus ouvertement l'organisation politique de la société ou le fonctionnement des différentes institutions politiques dans chaque pays ou au niveau international créés par le capital. Or sur le plan politique le verticalisme porte un nom, le fascisme.

Les partis, les organisations liées à des partis politiques ou financées par l'Etat, les intellectuels qui à titre personnel s'expriment et refusent de rompre avec le capitalisme et ses institutions sont les complices de la mise en place d'un système politique frayant la voie au fascisme ou empruntant déjà certaines de ses méthodes pour gouverner... A suivre

Haut de page

Le 26 septembre 2015

CAUSERIE

Les intellectuels qui publient des articles dans les portails Le Grand Soir, Arrêt sur Info, Mondialisation et le Réseau Voltaire (notamment) sont Charlie ou compatibles avec Charlie dans la mesure où aucun ne remet en cause l'ordre établi.

Les chiens de garde de la pensée marxiste veillent !

Vous avez dit mimétisme ?

Un courriel reçu d'un "trotskyste" ex-militant de l'OCI et sympathisant du POI-CCI.

- "*La distinction "parti de gauche-parti de droite" n'a rien de marxiste pour quelqu'un qui se veut partisan de Lénine et Trotsky, la véritable distinction est celle entre "partis ouvriers- partis bourgeois- partis ouvriers bourgeois.*"

Tout d'abord on a envie de répondre : qu'est-ce qu'on en a à foutre de ce qui est marxiste ou pas sachant que ceux qui le décrètent sont en général d'épouvantables dogmatiques complètement sclérosés qui se prétendent marxistes, ce qui n'engage qu'eux-mêmes et n'a aucune signification à nos yeux surtout quand leur attitude démontre le contraire ou en est indigne.

Il en va ainsi de tous ces militants et particulièrement des intellectuels qui parce qu'ils se croient arrivés s'autorisent à donner des leçons à tout le monde. Le cerveau de ces militants a été formaté, conditionné de telle manière que leur mode de pensée est incapable d'évoluer ou d'intégrer l'ensemble des facteurs qui composent la réalité, et qui eux sont soumis à des forces ou des pressions extérieures qui influenceront ou modifieront les rapports qu'ils entretiennent. Partant de là on peut décider de les intégrer ou non dans notre analyse de la situation et d'en donner une interprétation qui sera ou non fidèle à la réalité, tronquée, déformée en fonction de nos réelles intentions ou nos objectifs en admettant qu'une partie sont inconscients.

Les légendes ou mythes qu'ils colportent en font partie, par exemple sur les relations entre Lénine et Trotsky qui furent épouvantables jusqu'au décès de Lénine. Pourquoi l'avoir occulté ? Pour ne pas avoir à en rechercher les causes politiques qui contrarieraient la politique qu'ils avaient adoptée après la mort de Trotsky jusqu'à nos jours, politique qu'aurait condamné Lénine et peut-être Trotsky lui-même. Les dirigeants de ce courant politique et leurs militants se prétendent marxistes, alors qu'au lieu de s'en tenir aux faits, à tous les faits, en sélectionnant ceux qui les intéressaient et en occultant ceux qui remettraient en cause leur ligne politique ou leurs position, ils ont prouvé qu'ils n'agissaient pas en marxistes mais en bureaucrates ou disciples en fonction des besoins d'un appareil monolithique. A l'opposé Marx et Engels entretinrent toujours des relations chaleureuses, fraternelles, plus qu'amicales, familiales, d'une loyauté et d'une sincérité exemplaires qui en font un modèle indépassable à ce jour, un idéal qui nous inspire le plus grand respect.

Nous avions déjà indiqué qu'une des caractéristiques des trotskystes étaient de se prendre pour ce qu'ils n'étaient pas, pas seulement sur le plan quantitatif où à une poignée à les entendre ils influenceraient le cours de la lutte des classes, on aurait envie de leur répondre apparemment pas dans la bonne direction au regard des résultats obtenus, mais aussi sur le plan qualitatif pour se croire dépositaire d'un héritage et s'estimer supérieurs aux autres militants, ce qui se mérite ou demande à être prouvé, or les faits ont amplement démontré exactement le contraire là aussi.

Ces gens-là vivent dans une bulle, un système qu'ils se sont créés qui n'a qu'un rapport éloigné avec la réalité, et cet exemple est là pour en témoigner. Tous les acteurs font référence à la droite et à la gauche, alors pourquoi devrions-nous nous en priver ou ne pas aller sur leur terrain, pourquoi, parce qu'il forcerait nos braves trotskystes à reconsidérer leur caractérisation du PS qu'ils ont soutenu pendant de longues décennies et continuent de le faire de manière plus hypocrite ou sournoise, par exemple sur la question de la Syrie en adoptant l'interprétation que le PS avait faite des événements qui s'étaient produits dans ce pays en 2011 et qui selon Hollande et Fabius justifiaient de bombarder la Syrie, ce que le POI pouvait ensuite condamner sans que cela ne porte à conséquence, l'essentiel résidant dans la version des faits qu'ils partageaient et qui constituait de fait les bases d'un consensus bien réel existant entre le POI (le NPA et LO) et le PS. On ne pouvait pas analyser la position du POI sans tenir compte de ces deux éléments contradictoires qui n'étaient pas vraiment à l'avantage du POI car ils démontraient leur collusion d'intérêts qui évidemment n'avait rien de marxiste ou de trotskyste. On pourrait faire la même analyse sur la Libye, l'Afghanistan, l'URSS, l'Allemagne, l'Algérie, la Yougoslavie, l'Espagne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, Cuba, etc. chaque fois à la base on trouve une analyse tronquée, falsifiée des faits. Pendant près de 15 ans Lénine ne cessera de répéter que Trostky n'était pas digne de confiance, on peut facilement imaginer que cela allait s'incrustrer profondément dans le cerveau des bolcheviks.

Les données qui suivent sont tirées d'articles, ouvrages ou vidéos qui j'espère sont fidèles à la réalité. Trotsky trahira Lénine à au moins deux reprises à des moments déterminants pour l'existence du parti bolchevik et la révolution socialiste mondiale, lorsqu'il refusera en 1922 et en 1923 de porter à la connaissance des dirigeants bolcheviks la lettre que lui avait remis Lénine dans laquelle il demandait la destitution de Staline, et c'est seulement lors du XIIe Congrès du Parti bolchevik en mai 1924 qu'elle sera lue, donc après la mort de Lénine survenue quatre mois plus tôt, .lettre qui sera interprétée par nos valeureux trotskystes comme le testament politique de Lénine en faveur de Trotsky, alors qu'absolument rien dans son contenu (ainsi les rajouts auxquels procédera Lénine entre janvier et mars 1923) ne permettait d'aboutir à une telle conclusion qui est une pure fabrication. Leurs relations étaient si détestables que, tandis que Lénine était alité pendant près d'un an entre 1922 et 1923, puis connut une brève amélioration suivie d'une rechute qui lui sera fatale, Lénine et Trotsky logeait chacun à un bout de la Place Rouge, à aucun moment pendant un an Trotsky ne rendra visite à Lénine. C'est stupéfiant n'est-ce pas? C'est comme si vous aviez votre frère gravement malade ou en train de crever au bout de votre rue et que vous l'ignoriez totalement, je ne sais pas ce que vous en pensez mais il faut être animé par une haine farouche pour agir de la sorte ou ce qui lui ressemble, qui d'une manière ou d'une autre devait reposer sur de solides arguments, politiques pour le cas qui nous occupe ici, et qui à notre avis aurait dû faire l'objet d'un questionnement approfondi pour en comprendre réellement l'objet ou la nature, c'était la moindre des choses quand on se prétend trotskyste ou incarner l'héritage du trotskysme, du bolchevisme ou du léninisme. Le léninisme n'étant pas vraiment la tasse de thé des trotskystes on comprend mieux pourquoi ils ont monté cette légende autour de Trotsky. Mais bon, la réalité finit toujours par rattraper les faussaires, la crise du POI-CCI est là pour nous le rappeler si nécessaire.

Pour revenir à notre sujet dont nous nous sommes écarté, quand les représentants de la classe dominante évoquent quotidiennement la droite et la gauche, si vous être marxiste, vous êtes prié de ne pas vous en mêler ou de parler d'autres choses, laissez-leur le terrain libre, le terrain libre à toutes les manipulations possibles et inimaginables qui présenteront l'avantage de ménager le PS toujours qualifié de gauche, et ainsi vous participerez à l'entreprise qui consiste à continuer de tromper travailleurs et militants sur la nature d'un pilier du régime qu'il s'agit de ménager à tout prix.

Cette caractérisation des partis en fonction de ces critères présente l'avantage de situer de quel côté de la barricade ils se situent, c'est cela qu'on voudrait nous interdire de faire, trancher définitivement la question de la nature sociale de chaque parti en fonction des intérêts qu'ils défendent réellement en pratique et non sur le papier ou sur le plan théorique qui peut donner lieu à toutes sortes d'interprétations ou de manipulations malhonnêtes. En cela, c'est tout à fait conforme au marxisme puisque nous partons des faits et leurs enchaînements pour ensuite en proposer une signification ou la portée, que l'on ne forcera personne à partager ou à adopter les yeux fermés.

J'ai relévé quelques titres de presse des trois derniers jours qui démontrent l'actualité de ces critères que nos trotskystes voudraient enterrer, la liste n'est pas exhaustive, elle provient des infos publiées par Yahoo uniquement.

- Pour Noël Mamère, « à gauche, tout est à reconstruire » - LeMonde.fr
- Emmanuel Macron est un atout pour la gauche, selon 64% des sympathisants PS - Francetv info
- Emmanuel Macron, «un handicap pour la gauche» selon la moité des Français - 20minutes.fr
- "J'ai un cœur, il bat à gauche" Sarkozy trouve "insupportable" le débat sur les quotas de migrants - Francetv info
- Régionales: les sympathisants de gauche très favorables à des listes d'union, selon un sondage - AFP
- Régionales: le PS organise un référendum sur l'union de la gauche - Reuters
- Réforme institutionnelle à Paris : la droite d'accord sur le principe, mais… - Public Sénat
- Macron: une figure de la gauche lance un site macron-demission.fr - AFP
- Front de gauche: les parlementaires veulent rebâtir une gauche "en voie d'implosion" - AFP
- Derrnière l'unité pour les régionales, la droite cache mal les rivalités de la primaire - LeMonde.fr
- Au PS Ile-de-France, on dissèque les villes de droite - Liberation.fr

Les marxistes non plus ne rechignaient pas à utiliser ces critères :

- Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir ? Quelle est l'opposition qui, à son tour, n'a pas renvoyé à ses adversaires de droite ou de gauche l'épithète infamante de communiste ? (Le manifeste du Parti Communiste (2e paragraphe) - Marx-Engels)

- Et en bas, dans le prolétariat et dans la paysannerie, surtout chez les paysans pauvres, la majorité des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks est «à gauche ». (Les tâches de la révolution - 9 et 10 octobre 1917 - Lénine)

- Pivert se trouva pris à l'improviste par ces événements car, en dépit de tout, il continuait à rester un ami de « gauche » auprès de Léon Blum, c'est-à-dire auprès du pire agent de l'ennemi de classe [4]. Le rythme des événements ne s'adapte pas au rythme de l'indécision centriste. D'autre part, les centristes couvrent toujours leur désaccord avec la politique révolutionnaire en invoquant le « rythme », la « forme » ou le « ton ». Vous pouvez retrouver cette manière centriste de jouer à cache-cache avec les faits et les idées dans toute l'histoire du mouvement révolutionnaire. (Lettre à Daniel Guérin - 10 mars 1939 - Léon Trotsky)

Vous avez oublié les centristes, les partis de gauche oscillant entre opportunisme et gauchisme, partis démocratiques petits bourgeois pouvant évoluer à gauche ou susceptibles d'adopter des positions conforment au socialisme.

Nous pouvons retenir les deux types de critères pour caractériser les partis politiques, que l'on utilisera selon le contexte ou l'auditoire auquel on s'adresse, mais aussi du but recherché dans notre discours. Nous emploierons celui qui nous semble le mieux adapté en fonction des circonstances pour désigner les partis afin d'éclairer les travailleurs sur leur véritable nature.

L'actualité politique fait quotidiennement référence à la droite et la gauche, c'est le discours qui parvient aux oreilles des travailleurs et qu'ils commentent, il semble donc plus avisé, opportun et cohérent d'en tenir compte au lieu de leur substituer des catégories qui ne leur disent pas forcément quelque chose, allez donc demander à un travailleur ce que signifie un parti ouvrier bourgeois ou un parti centriste, je vous parie ce que vous voulez que pas un sur mille ne sera capable de vous répondre.

Et c'est bien parce qu'ils ne savent pas ce que signifie être de gauche qu'ils baignent dans une telle confusion politique, aussi est-il de notre devenir de les aider à y voir plus clair en reprenant les termes qu'ils utilisent, même si cela n'est pas très "marxiste", peu importe ils ne le sont pas non plus ! L'essentiel c'est qu'ils comprennent qui est leurs amis et qui figurent parmi leurs ennemis quelles que soient leur étiquette, leur passé, leur origine, leur programme ou leur déclarations sur la base des faits.

Le Front de gauche est l'allié d'un parti bourgeois EELV lui-même allié à un parti de droite, le PS, qui gouverne pour l'oligarchie financière, tous ont gouverné sous un président de droite, Chirac, question : Peut-on être de gauche dans ces conditions ? Evidemment non, dans le cas contraire ou si on avait la moindre hésitation pour répondre à cette question ou si

l'on refusait de se prononcer, cela reviendrait à dire que finalement cela ne veut rien dire ou cela n'a pas d'importance, cela reviendrait à affirmer qu'il est impossible de trancher cette question ou d'y répondre ou que toute connaissance en la matière comme dans bien d'autres domaines d'ailleurs serait impossible, par exemple on ne saurait plus très bien si un hominidé pourvu d'un sexe masculin serait un mâle ou un homme, et si celui pourvu d'un sexe féminin serait une femelle ou une femme sous prétexte que la reproduction génétique présente des anomalies rares et qu'aucune classification ne serait possible dès lors qu'on occulterait les particularités qui permettaient de les distinguer jusqu'à présent et de ranger dans une catégorie ceux qui présentaient les mêmes signes distinctifs. Cette démarche est identique à celle des néolibéraux qui ont adopté le nihilisme comme philosophie ou plutôt métaphysique qui conduit à la déstructuration de la pensée et du savoir devenus inutiles à l'heure du marché devenu le maître tout puissant auquel tout ce qui existe sur terre doit se soumettre indistinctement et inconditionnement.

Nous employons volontiers la caractérisation de droite et de gauche parce qu'elle est économique, pratique, simple à comprendre, quand on entend que la gauche fait la même politique que la droite pour finalement continuer d'affirmer que la gauche et la droite ne serait pas la même chose parce que les deux sont nécessaires à la stabilité du régime en place, qu'il nous soit permis d'aller plus loin ou jusqu'au bout de ce raisonnement et d'affirmer que s'ils font la même politique, sachant que Les Républicains et l'UDI ne sont pas de gauche et ne peuvent pas être ou devenir de gauche, cela signifie que les partis de gauche sont en réalité de droite, voilà tout, ce qui est fidèle à la définition originelle à laquelle on se réfère et qui remonte à la fin du XVIIIIe siècle ou à la Révolution démocratique bourgeoise de 1789 en France.

Les partis qui ne militent pas pour un changement de régime, pour renverser le capitalisme, s'en débarrasser, sont de droite, peu importe leur origine, leur passé, leur composition, leur programme, leur étiquette.

Le PS fut un parti ouvrier, il devint un parti ouvrier bourgeois et pour terminer il devint un parti bourgeois, un parti de droite. Le PC fut une parti ouvrier, il devint un parti ouvrier bourgeois et de nos jours il présente toutes les caractéristiques d'un parti bourgeois dans la mesure où il soutient le PS (vous aurez encore l'occasion de le vérifer en décembre prochain si nécessaire) un régime tendant vers le fascisme.

A la radicalisation de la classe dominante qui a adopté le verticalisme en économie en se soumettant totalement à l'oligarchie financière correspond le verticalisme en politique qui porte un nom bien précis, le fascisme, auquel les différents gouvernements et les différentes institutions en France et en Europe empruntent déjà les méthodes et les formes à des degrés divers, avant d'en épouser plus ouvertement les contours et le contenu. Dans ce contexte politique lourd de menace pour le mouvement ouvrier et le prolétariat, il semble recommandé, pour ne pas dire qu'il est obligatoire, de déterminer clairement dans quel camp se situe chaque parti afin que les travailleurs sachent parfaitement à quoi s'en tenir et ne se trompent pas d'ennemi ou ne se mobilisent pas contre leur camp.

La notion de parti ouvrier bourgeois ou traitre était valable autrefois, lorsqu'il pouvait encore exister matière à douter des réelles intentions d'un tel parti ou lorsqu'il existait des facteurs qui à cette époque lointaine étaient susceptibles d'alimenter des illusions dans un tel parti chez les travailleurs, mais après un siècle ou près d'un siècle d'expériences non seulement le doute n'est plus permis, mais il est facile de démontrer sur la base des faits en moins de deux minutes quelle est leur véritable nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire qui n'a jamais varié depuis qu'ils étaitent passés avec armes et bagages de l'autre côté de la barricade.

Faire référence à cette notion de nos jours est insensé, pire, c'est de nature à alimenter de nouvelles illusions dans ces partis, c'est donc rendre le pire des services qui soit aux travailleurs, c'est desservir notre cause.

Pourquoi les trotskystes s'accrochent-ils à cette notion de parti ouvrier bourgeois ? Pour justifier le recours au front unique, et ce n'est pas un hasard si dans ce courriel notre correspond embrayait justement sur ce sujet, car ils sont incapables de définir une autre stratégie ou tout simplement une ligne politique indépendante du PS et du PCF ainsi que des appareils corrompus des syndicats qui constituent des piliers du régime en place.

Il existe plus de 45 millions de travailleurs, étudiants et retraités dans ce pays auxquels un parti ouvrier peut s'adresser, mais non pour eux il n'existe que les syndiqués, et encore puisque pour la plupart d'entre eux leur adhésion à un syndicat à la même valeur qu'un abonnement à Télérama ! Ces militants ne veulent pas comprendre malgrè la crise du POI qui le met en lumière et qui est le produit de 70 ans de révisionnisme du marxisme, que ces dirigeants se servent du front unique uniquement pour mettre en valeur leur appareil et se servir de monnaie d'échange pour monayer des avantages auprès des appareils des syndicats, des campagnes que leur parti mène sur le thème du front unique, en se servant de leurs militants qui rament de fait pour le compte de ces appareils, qui en sont les seuls bénéficiaires, l'inexistence du parti révolutionnaire en étant le pendant.

Le front unique a servi à camoufler le refus de définir une ligne politique indépendante des appareils et du régime, voilà la véritable origine de la crise du POI-CCI. Ils ont pu le camoufler tant qu'il y avait "du grain à moudre", tant que le capitalisme pouvait s'accommoder de quelques réformes ou redistribuer une partie de ses profits, mais cette époque est définitivement révolue, et ce qui éclate au grand jour c'est l'opportunisme ancrée au sein de ce courant politique depuis la mort de Trotsky, qui se traduit par l'érosion des effectifs de ce parti et de ce courant jusqu'à sa dislocation. C'est la véritable nature peu enviable de Lambert, Gluckstein, Gauquelin et Cie qui est mise à nu.

Quelque part il faut être cinglé pour croire qu'un programme et une tactique élevée depuis au rang de stratégie (ce sont eux qui l'ont affirmé), uniques, vieux de près d'un siècle pour le front unique ou 77 ans pour le progamme seraient demeurés valables jusqu'à nos jours, alors que le mouvement ouvrier (notamment) a connu des bouleversement considérables entre temps, c'est complètement dingue d'imaginer un instant un truc pareil, et c'est parce que c'était absolument fou que les dirigeants de ce courant devaient forcément recourir à des méthodes bureaucratiques pour les imposer à leurs militants ou diriger leur parti en interdisant toute discussion sur la tactique, la stratégie ou le programme une fois fossilisés.

La version du front unique de ce courant politique (POI-CCI ou lambertisme) était frauduleuse, une escroquerie politique qui devait servir les intérêts de son appareil. Il lui permit de tisser des liens organiques avec l'appareil de FO, plus récemment de la CGT, qui en échange leur octroyèrent des postes de permanents dans leurs différentes instances qu'ils ne devaient plus quitter jusqu'à la retraite, une fois casés au sein de ces appareils pourris ils allaient prendre du galon et représenter leur syndicat auprès du gouvernement ou du patronat en bons petits soldats de ce qu'il faut bien appeler les institutions. C'est là qu'on mesurera la scélératesse de leur discours en faveur de l'indépendance des syndicats. Je crois que si on n'a pas compris qu'ils n'avaient pas plus de principes que les membres du gouvernement, du patronat ou des dirigeants des syndicats, on peut encore se faire berner pendant longtemps.

A propos de ma démarche et du parti

Cet article a été rédigé il y a plusieurs jours, je l'ai terminé ce matin.

Je voulais écrire quelques lignes sur plusieurs sujets d'actualité, puis je me suis aperçu qu'ils avaient déja été traités par des auteurs d'horizons très divers à titre personnel, des institutions ou des ONG, aussi me suis-je dit à quoi bon perdre mon temps à ajouter mon petit commentaire ou une analyse.

J'ai ressenti un malaise à vrai dire et comme ce n'est pas la première fois que cela se produit en pareille circonstance, je me suis demandé pourquoi et je crois avoir trouvé l'explication. En fait cela nous ramène à l'activité politique que j'ai menée au cours des années précédentes qui en grande partie comblait une lacune, celle des partis dits ouvriers qui ne font pas leur boulot ou sont en dessous de tout. Petit à petit j'en suis arrivé à traiter tous les sujets au-delà de ce que j'avais envisagé au début, au point de singer ceux qui n'ont rien d'autres à faire et qui s'en satisfont, ce qui n'a jamais été mon cas évidemment. Du coup une bonne partie de mon activité faisait double ou triple emploi avec ce qui existait déjà ailleurs.

J'ai même poussé le vice jusqu'à reproduire des milliers d'articles inutilement, sans doute histoire de palier l'absence de soutien de la part de mes lecteurs ou d'intellectuels, non pas pour faire illusion ou tromper qui que ce soit, mais pour donner plus de consistance à ce portail, espérant secrètement que cela déboucherait un jour ou l'autre sur quelque chose, alors que je n'aurais jamais eu le temps de me consacrer à autre chose en continuant de la sorte. Finalement j'ai réalisé que j'avais perdu beaucoup de temps inutilement, stupidement peut-être car en vain.

J'ai cru qu'à moi tout seul je pourrais faire le boulot d'un parti ou le boulot qu'ils ne font pas et que les militants le comprendraient et me supporteraient, qu'ils préfèreraient se connecter sur mon portail plutôt que ceux des médias alternatifs qui leur sortaient par les yeux de la tête car il y a vraiment de quoi, entre nous on peut se le dire, il faut avoir le moral pour se les coltiner, mais ce que je n'avais pas imaginé, c'est qu'ils me mettraient dans le même sac et me témoigneraient le même mépris, sans tenir compte que contrairement aux auteurs de ces articles je me situais sur le terrain de la lutte des classes ou que mes analyses étaient reliées au socialisme que je m'employais à défendre autant que notre classe sans rien concéder à notre ennemi.

J'ignore de quelle manière vous réagissez à la situation, au constat que ces gens qui rédigent ces articles qui nous sont si précieux pour s'informer, se sont substitués au mouvement ouvrier et surtout à son avant-garde pour ainsi dire inexistante, impotente, vide, creuse, sans profondeur, sans argument, sans intérêt, on pourrait ajouter sans idéal.

Personnellement cela me choque parce que je suis attaché au mouvement ouvrier, si je n'en avais rien à foutre je me contenterais de cette situation en me satisfaisant de mourir un jour moins con, une souffrance en moins à endurer ce qui quelque part mériterait le respect et présenterait un certain intérêt. Quand on dit qu'on n'a pas le choix dans la vie, c'est assez hypocrite, car j'aurais très bien pu rester à faire la sieste sous les cocotiers, plutôt que m'user la santé devant un écran.

Si un parti ouvrier couvrait tous les terrains sur lesquels s'expriment ces intellectuels, il gagnerait en crédibilité, d'autant plus que cela l'obligerait à se situer sur celui du socialisme, il y gagnerait donc en cohérence, ce que réclament les intellectuels ou ce dont ils ont besoin, ils adhèrent à un système, ils en ont besoin pour penser car en fait ils ne sont pas plus libres que vous ou moi, à ceci près que nous n'avons pas besoin d'un système pour penser, qu'ils aient absolument besoin d'un système pour penser n'est pas sans danger, la crise du POI le prouve.

Chaque fois que les médias rendent compte d'un évènement ou abordent une question, ils y mêlent systématiquement la réaction d'ONG qui seraient les représentants légitimes de la population donc des travailleurs qui en constituent l'immense majorité, éclipsant les partis ouvriers relayés aux oubliettes, non pas qu'ils n'existeraient pas mais parce qu'ils ne réagissent pas

ou leurs réactions ne présentent habituellement aucun intérêt.

Prenez la manière dont ils ont traité les évènevements survenus en France en janvier dernier, l'exode massif de réfugiés vers l'Europe, le 11 septembre 2001, les questions liées aux droits de certaines couches ou communautés de la population, et vous constaterez qu'ils n'ont fait que relayer la propagande officielle, ils se sont tous allignés dessus, y compris la situation en Syrie ou en Irak, chaque fois ils ont participé au consensus impulsé par les représentants de l'Etat témoignant que leur indépendance était une escroquerie politique.

C'est ce constat qui a motivé mon acharnement à vouloir transmettre la vérité ou la réelle signification de ces évènements qui ont eu des conséquences politiques énormes par la suite, refusant de collaborer au conditionnement des masses auquel tous les partis sans exception ont participé par leur silence ou leurs prises de position insupportables.

On s'aperçoit ici que la propagande ou l'idéologie de la classe dominante a littéralement envahi jusqu'au sommet de tous les partis dits ouvriers, partant de ce constat comment peut-on imaginer un instant qu'ils pourraient être à la fois au service de notre cause, il faut être profondément hypocrite ou un opportuniste enragé pour le croire.

Parce que je ne suis pas un manoeuvrier professionnel ou je ne tourne pas autour du pot pour traiter un sujet, j'ai peut-être manqué d'habileté pour présenter mes idées et mes positions et ma démarche, ainsi que mes propositions qui sont demeurées largement incomprises, alors qu'elles avaient pour seul objet de relier tous ces évènements à la lutte des classes, puisque nous ne nous sommes jamais écarté de ce terrain qui à lui seul permet de répondre à toutes les questions que pose la situation aux travailleurs et aux militants. A ma connaissance je suis le seul militant à m'être exprimé sur la totalité des faits portés à notre connaissance et à les avoir inclus dans mon analyse de la situation, y compris le goupe Bilderberg, la Commission Trilatériale, etc. des institutions de l'oligarchie financière qui fonctionnent selon les principes d'un gouvernement mondial, puisque ce sont elles qui dictent la politique qu'adopteront ensuite l'ensemble des institutions et gouvernements des pays les plus industrialisés et influenceront les autres que nos trotskystes le veuillent ou non.

Bien que n'étant affilié à aucun parti ou ne partageant nullement les positions adoptées par les différents partis, groupes ou groupuscules, syndicats, j'ai eu honte de faire partie du mouvement ouvrier, aussi je me suis dit qu'il n'était pas possible de laisser les choses dans cet état épouvantable et qu'il fallait faire quelque chose pour sortir de cette médiocrité si on voulait sauvegarder la dignité du mouvement ouvrier, bien évidemment à ma mesure et sachant que mon action serait forcément limitée, qu'il fallait à tout prix réhausser le niveau de la discussion ou de la réflexion dans le mouvement ouvrier, montrer aux militants qu'il existait une autre conception de la lutte des classes que celles adoptées par tous les partis, que d'autres rapports étaient possibles avec les différentes classes et leurs représentants, les institutions, en recourant avec plus ou moins de bonheur à la méthode du marxisme pour clarifier un certain nombre de questions qui concernaient l'ensemble des travailleurs et des militants.

J'ai pensé que les militants y seraient particulièrement sensibles et qu'ils apprécieraient cette démarche, à tort semble-t-il, qu'ils en saisiraient la nécessité, la valeur et la portée, et qu'ils comprendraient que face à ces fossoyeurs du mouvement ouvrier il fallait qu'une voix s'exprime et représente le socialisme, en vain, comme si la bonne conscience pouvait se satisfaire indéfiniment de multiples mensonges et manoeuvres pourries et ne pas finir par être rongée à son tour au point de sombrer dans le désespoir ou être gagné par un pessimisme ravageur annonciateur des défaites à venir.

Nous nous en sommes tenu aux faits, or il semblerait que cela ne soit pas suffisant ou que les militants accordent davantage d'importance à autres choses, à quoi, on se le demande, c'est à eux de se poser la question et d'y répondre. On pourrait penser qu'ils se satisfont de la situation actuelle pour avoir cessé de croire qu'elle pourrait évoluer favorablement si on s'y prenait autrement sans se l'avouer de préférence. Ils croulent sous la domination de l'oligarchie ou du néolibéralisme que les partis ouvriers sont incapables de combattre ou plutôt refusent d'affronter, au point de se recroqueviller sur eux-mêmes ou de s'en remettre à des vieilles formules devenues obsolètes ou toutes aussi impuissantes qu'ils distillent et qui ne conduisent qu'à la démoralisation et la démobiisation des militants une fois conquis par le pessimisme ambiant, ce qui est inévitable dans de telles conditions. Si vous avez suivi la polémique à laquelle se livrent les deux tendances du POI-CCI, vous aurez observé qu'ils se répondent à coup de citations des marxistes qui n'ont aucune valeur, comme si finalement ils ne pouvaient faire appel à aucun argument convaincant pour défendre leur position respective, normal puisqu'ils sortent du même tonneau au contenu avarié ou devenu frelaté.

Nous connaissions ce danger pour en avoir été témoin à travers les courriels de militants que nous avions reçus. C'est ce qui en partie à motiver notre démarche et notre acharnement à poursuivre. Nous ne voulions pas laisser le terrain libre à la réaction sur tout un tas de questions d'actualité qui alimentaient les discussions entre les travailleurs, sans avoir choisi ces questions la plupart du temps notez bien, elles nous ont presque toujours été imposées, aussi devions-nous les affronter et y répondre, au lieu de se défiler pour contrecarrer la propagande idéologique du régime et armer les militants, cela nous a semblé indispensable au moment où le verticalisme était en train de s'instaurer en politique comme en économie, il porte un nom, le fascisme ou le totalitarisme qui sied si bien au néolibéralisme.

Absolument à aucun moment nous n'avons voulu imposer à quiconque nos idées ou notre méthode pour analyser la situation ou des questions particulières, partant du principe qu'elles ne nous appartenaient pas et que nous n'en étions que les porte-parole ou

les dépositaires, jamais nous ne sommes tombé dans le travers qui aurait consisté à s'identifier à ces idées ou à les personnaliser pour finir par y être attachées au point de cesser de réfléchir ou refuser de les remettre en cause, au contraire, on n'a pas cessé de remettre sur le tapis un certain nombre de questions que nous avons été amenés à traiter sous des angles différents, y compris ceux qui nous étaient imposés pour vérifier la validité des réponses que nous y avions formuléesprécédemment et les corrigeant si nécessaire.

N'étant pas de formation un intellectuel, j'ai dû fournir des efforts extraordinaires que les militants ne soupçonnent pas pour venir à bout de certaines questions ou les traiter avec un maximum de cohérence possible, émettre une multitude d'hypothèses qu'il fallait ensuite évaluer sans savoir à l'avance où cela nous entraînerait, ce qui devait par la suite nécessité un investissement colossale, car je n'avais pas les réponses toutes prêtes aux centaines de questions que nous allions devoir nous poser, je n'y étais pas davantage préparé que vous, il allait falloir faire des recherches, se documenter, lire un tas d'articles, etc. contrairement à beaucoup de gens ou de militants qui s'expriment spontanément sur tout et rien comme s'ils avaient tout étudié à fond ou connaissaient les réponses à toutes les questions qu'on allait leur soumettre, y compris celles qu'ils ne se sont jamais posés, un vrai miracle, laïc sans doute, pour en réalité se contenter de lieux communs, de principes déconnectés de la situation ou ne répondant pas aux question posées, ce qui a l'art de satisfaire les militants qui ont une très haute opinion d'eux-mêmes ou sont habitués à agir comme s'ils possédaient la vérité avec laquelle ils s'identifient contrairement à nous. Ce mode de pensée ou ce comportement est incompatible avec le développement d'un esprit critique ou libre, avec toute évolution des idées, or c'est indispensable pour aborder (et comprendre) une société et un monde en pleine mutation ou connaissant de profonds bouleversements.

Cela aboutit à un dialogue de sourds, à l'absence de toute discussion. En fait de discussion, les militants ne se sont pas rendus compte qu'on leur imposait un cadre (rigide et étroit) dans lequel ils devaient discuter, ils ont confondu les interprétations où s'exprimaient parfois des variantes ou des désaccords sur la manière d'appliquer une politique avec une véritable discussion sur la situation. Où avez-vous lu une analyse politique qui prenait en compte les transformations intervenues dans chacune des classes, dans la société ou le monde depuis les années 40 puis 70, puis 2000, qui faisait référence à la démographie mondiale avec ses nombreuses conséquences sur le capitalisme, à la composition des différentes classes, de quelle manière elle avait évoluée, etc. ? Personnellement nulle part. Or c'était le devoir de soi-disant marxistes !

Pour terminer provisoirement sur ce sujet, je ne prétends pas être marxiste ou je ne sais quoi, cela ne m'intéresse pas, je n'entends pas donner des leçons de marxisme, j'essaie d'appliquercette méthode pour interpréter la situation, tant bien que mal et en commettant des erreurs, or c'est semble-t-il la seule chose que retiennent les militants à tort ou à raison d'ailleurs témoignant une attitude doctrinaire dont il ne sortira jamais rien de bon car cela contribue à la dislocation de l'avant-garde au lieu de la rassembler.

Si réellement la démocratie pouvait s'exprimer dans nos rangs, nous pourrions venir à bout de ces obstacles, encore faudrait-il en revenir aux principes élémentaires du marxisme et leur accorder une place privilégiée qui serviraient de socle à une plate-forme politique commune. Je suis certain qu'une telle démarche aurait le soutien de l'immense majorité des militants de l'avant-garde qu'ils soient ou non organisée, dès lors que le droit de tendance serait appliqué dès la fondation d'un nouveau parti et non bafoué ou imposé par des dirigeants. Chaque militant révolutionnaire aurait sa place dans un tel parti qui ne serait pas ouvert à tous les vents, car la plupart des militants et cadres sont sincères et honnêtes et capables d'évoluer si on leur en fournit les moyens, si on en a la volonté, encore faut-il que ce soit notre objectif et qu'on s'y tienne, sinon, subordonner sa politique à la construction du parti demeurera toujours un leurre ou une imposture.

Personnellement je n'ai rien contre tel ou tel militant, cadre ou dirigeant que j'ai pu critiquer, je constate seulement que ce n'est pas leur cas pour des raisons parfois obscures ou qu'ils seraient bien en peine de nous expliquer sérieusement.

La discussion s'avère d'autant plus difficile que je prétends que l'ensemble des courants trotskystes se sont fourvoyés depuis la mort de Trotsky. Comment admettre qu'on aurait reproduit les mêmes erreurs pendant une aussi longue période sans tomber systématiquement dans le travers policier qui consiste à vouloir à tout prix à en faire porter la responsabilité sur tel ou tel dirigeant, à tort ou à raison, au lieu de s'en tenir à leur nature politique qui serait suffisante dans un premier temps. Et quand bien même une analyse mettrait en relief la responsabiité d'un dirigeant ou remonterait jusqu'à lui, l'essentiel s'il était encore en vie ne consisterait pas à lui faire un procès mais à permettre à tous les militants d'avoir accès à cette analyse qui figurerait parmi d'autres y compris celle de ce dirigeant par exemple, de telle sorte que chaque militant partage ou non, soutienne ou non librement tellement telle ou telle analyse, au lieu de leur dicter quelle analyse ils doivent absolument adopter et en faire une condition pour qu'ils restent dans le parti.

Soit chaque intervenant aurait confiance dans ses propres arguments et dans la capacité des militants de discerner parmi tous ceux qui leur seraient soumis, ceux qui seraient cohérents et sérieux tout en étant conformes au socialisme (ou aux besoins du parti en construction), soit ces dirigeants, cadres ou militants seraient animés par d'autres intentions et ils seraient immédiatement démasqués et remis à leur place ; en fait ce ne serait même pas nécessaire si leurs opposants avaient suffisamment étayé leur argumentation et répondu loyalement à toutes les objections de leurs adversaires, par avance ou suite aux questions qu'ils leur auraient été posées et auxquelles ils auraient répondu clairement. Faudrait-il encore que ces analyses soient rédigées de telle sorte que les militants qui ont le niveau théorique ou politique les moins développés puissent les comprendre une fois exposées et explicitées, là encore on en revient à la méthode de Marx que tous les partis ont abandonné en tournant le dos à la classe qui ne se compose pas uniquement d'intellectuels. C'est là également qu'on se rend compte que tout

est à revoir de fond en comble.

A quoi bon prétendre que la discussion dans le parti serait libre, si dans le même temps une grande partie des militants n'ont pas les moyens de saisir ce dont on leur parle et qu'on ne fait rien pour remédier à cette situation. Ils demeureront manipulables et seront manipulés par des dirigeants peu scrupuleux, et au bout du compte on sera en présence d'un parti pourri voué à la décomposition ou à disparaître, c'est le sort qui a été réservé au POI, au NPA et à LO et c'est normal dans ces conditions-là. Oui on souhaite ardemment la fin de tels partis, on le revendique, on l'assume totalement.

Certains militants vont peut-être mal le prendre, parce qu'ils sont habitués à prendre tout de travers et à voir des ennemis partout, ils ne se rendent pas compte qu'on oeuvre en réalité pour remettre sur le bon chemin l'avant-garde et non pour la liquider, en cela nous ne sommes pas leur ennemi mais au contraire le meilleur ami qui soit, la situation actuelle est un cauchemar au quotidien et il faut absolument et rapidement trouver les moyens d'en sortir, par le haut et non par le bas en cessant le combat ou en désertant. Nous en appelons au discernement des militants, à ce qu'il y a de meilleur en eux pour revenir au socialisme et construire le parti.

Personnellement j'ai toujours été animé par cette bonne intention, c'est elle qui a guidé mon combat politique au cours de toutes ces années, je n'ai jamais eu d'autres ambitions car je n'ai aucun ennemi dans nos rangs. Beaucoup de miitants n'ont semble-t-il pas compris la lucidité parfois un peu crue ou difficile à avaler à laquelle j'ai recouru en analysant la situation ou certains aspects de la réalité, qui n'avait pour seul objectif de leur ôter toutes illusions inutiles et leur éviter bien des désillusions par la suite, parfois dévastatrices ou fatales.

Oui la vérité demeure révolutionnaire et pour l'avoir oublié on le paie un jour très cher. La vie ne s'arrête pas là pour autant, chacun peut se ressaisir, notre cause n'est pas perdue d'avance, toute expérience passée même malheureuse n'aura pas été vaine si on en tire tous les enseignements pour la suite de notre combat.

Le combat politique est apre, ingrat par certains côtés et procure peu de satisfactions personnelles, sauf qu'on ne combat pas pour des intérêts personnels mais pour une cause collective, commune à tous les exploités ou oppprimés dans le monde. L'actualité sociale et politique est triste à mourir, déprimante à souhait, c'est certain, aussi devons-nous faire avec et chaque militant doit pouvoir trouver son bonheur ailleurs, sinon à la longue c'est intenable et c'est normal. On doit se soutenir mutuellement, faire preuve de camaraderie ou prendre le contre-pied de cette société en pleine décomposition.

La véritable nature de l'ONU. Le XXIe siècle ou temps des barbares et de leur suppôts.

- Le real brésilien au plus bas, la banque centrale impuissante - Reuters

- Pérou: enquête contre la Première dame pour blanchiment d'argent - AFP

En passant, néolibéraux et sionistes se partagent les banques et les multinationales, les médias, ils ont infiltré tous les gouvernements occidentaux, tandis que les Américains ont lancé une offensive politique contre l'Equateur et le Pérou, doublée d'une offensive financière contre le Brésil, trois pays dont les régimes sont qualifiés de centre gauche qui devraient basculer dans le giron américain à court terme en attendant le tour du Venezuela, la Bolivie, etc. Cette offensive sur l'Amérique latine qui est un des partenaires de la Russie intervient au moment où les Américains peinent à faire chuter Poutine, ceci pourrait expiquer cela en partie, s'attaquer aux alliés les plus faibles de la Russie et de la Chine pour les affaiblir ou tenter de les isoler.

Bref, le "socialisme du XXe siècle" a du plomb dans l'aile, ce qui était prévisible ou déjà écrit dans la mesure où il est confronté à des contradictions qui ne pourront être résolues que par la chute de ces régimes à défaut d'adopter le socialisme. Autrement dit la seule conclusion a en tiré, c'est que seule le socialisme demeure une alternative au capitalisme. Cela devrait alimenter tous les partis qui se réclamait de ce "socialisme du XXe siècle" dont le NPA déjà en crise.

Tenez une dernière info sur la barbarie.

- Israël élargit l'autorisation de tirs à balles réelles contre les lanceurs de pierres - AFP

- Les chasseurs israéliens ont violé le ciel libanais - sahartv.ir

- ONU : l'Arabie saoudite prend la tête du Conseil des droits de l'homme et provoque la colère des associations - francetvinfo.fr

Faisal bin Hassan Trad, ambassadeur de l'Arabie Saoudite à l'ONU, qui représente l'un des pays les plus répressifs du globe, a pris, lundi 21 septembre, la tête du panel du Conseil des droits de l'homme.

La publication de sa nomination a immédiatement provoqué la colère des défenseurs des droits humains. En tête, l'ONG UN

Watch, qui juge, dans un communiqué (en anglais) "scandaleux que les Nations unies choisissent un pays qui a décapité plus de personnes que l'Etat islamique" pour ce poste-clé.

Faisal Trad prend en effet la tête d'un groupe de cinq diplomates, dont le rôle est notamment de choisir les experts, chargés d'observer et rapporter les atteintes aux droits de l'homme dans le monde. Or, l'Arabie saoudite a exécuté au moins 80 personnes depuis le début de l'année 2015, et "détient sans doute le pire des records en matière de liberté religieuse et de droits des femmes", poursuit UN Watch. Ls minorités (ethniques, religieuses, sexuelles) et les opposants politiques y sont également sévèrement traités et régulièrement condamnés.

Dans son dernier rapport, Amnesty international précise en outre que "les autorités ont pris pour cible la communauté des défenseurs des droits humains, petite mais active, et elles ont utilisé les lois antiterroristes pour réprimer ses activités pacifiques qui visent à dénoncer et à combattre les violations des droits humains". francetvinfo.fr 21.09

- Un Saoudien de 21 ans condamné à la décapitation et à la crucifixion - Francetv info

Ali Mohammed Al-Nimr va être "décapité puis son corps attaché à une croix et laissé [jusqu'à] pourrissement", relate L'International Business Times (en anglais).

Ali Mohammed Al-Nimr, un chiite, "neveu de l'un des plus fervents opposants au régime", d'après Le Figaro, a été mis en prison alors qu'il n'avait que 17 ans. Il est principalement accusé d'avoir participé, en 2012, à une manifestation contre le régime. Condamné à mort le 27 mai 2014, le jeune homme a épuisé ses voies de recours, précise Slate.

Sauf que le procès est critiqué. Le quotidien libanais Al-Akhbar (en arabe), opposé au régime saoudien, évoque "un procès secret qui a empêché l'aide d'un avocat pour le défendre". "La cour semble avoir fondé sa décision sur des « aveux » qui, selon Ali Al-Nimr, lui ont été extorqués sous la torture et au moyen d'autres formes de mauvais traitements ; elle a refusé d'examiner ses allégations", écrit Amnesty International. Francetv info 22.09

UN Watch, qu'est-ce que c'est ? Un lobby sioniste.

Située à Genève, UN Watch dispose du statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies. Ainsi l'organisation participe-t-elle activement aux travaux de l'instance internationale dans le domaine des droits de l'Homme. Par ailleurs, UN Watch est affiliée à l'American Jewish Committee (AJC).

Parmi ses fondateurs et administrateurs :

- Fondé en 1993 par Morris Berthold Abram et Président de la Conference des Présidents des principales organisations juives américaines American Jewish (Chairman of the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations) de 1986–1989. Conseiller de Jimmy Carter puis Bill Clinton. Il publiait régulièrement des articles dans le New York Times, l'International Herald Tribune et The Washington Post notamment . (Source : wikipedia.org)

- Présidé par M. l'ambassadeur Alfred H. Moses, ancien Ambassadeur des Etats-Unis en Roumanie et ex-président de l'American Jewish Committee.

- David A. Harris (co-président), Directeur exécutif de l'American Jewish Committee. (source : unwatch.org)

Ses cibles privilégiés : les ennemis des Etats-Unis, le Soudan, la Chine, le Venezuela, Cuba et la Russie :

- UN Watch has been active in combating human rights abuses in Democratic Republic of the Congo and Darfur, and has been vocal against abuses in regimes such as China,[Venezuela, Cuba and Russia, often using its allotted time at the UNHRC to allow for dissidents and human rights activists to speak. (wikipedia.org)

UN Watch vue par Israpresse ou un média sioniste.

Israpresse - A sa tête (d'UN Watch -ndlr), Hillel Neuer, qui cherche par tous les moyens à corriger l'image souvent biaisée d'Israël. Alors que les Nations Unies viennent d'adopter le rapport du Conseil des Droits de l'Homme, publié le 22 juin dernier, UN Watch vient d'établir un rapport alternatif à celui de l'ONU.

Israpresse s'est entretenu avec Anne Hertzberg, la conseillère juridique d'UN Watch.

Pour Ann, la guerre de Gaza n'a pas été entièrement comprise par le rapport Schabas. Nulle part ne détaille-t-on les arsenaux du Hamas et leur emplacement, ni l'aide humanitaire envoyée vers Gaza, encore moins le financement de cette guerre. Voila

les raisons principales qui ont poussé les représentants de cette ONG à établir un rapport alternatif et à aller protester au siège Conseil des Droits de l'Homme à Genève.

...le travail de UN Watch est de délégitimer toutes les instances qui portent un jugement sur Israël et les contrer en apportant toutes les preuves nécessaires. Outre le rapport sur l'opération « Bordure Protectrice », UN Watch met un point d'honneur à comparer Israël à ces pays qui violent systématiquement les droits de l'homme et passent entre les filets des condamnations de l'ONU, comme la Syrie par exemple, membre non inquiété du CDH.

Hillel Neuer nous confie que pas moins de 80% des résolutions adoptées par le CDH n'étaient autre que des condamnations dirigées contre Israël ! En réponse au rapport de l'ONU, UN Watch a publié un rapport épais, basé sur celui publié par le ministère des Affaires étrangères israélien qui dément avec des photos, des témoignages de dizaines d'experts et d'observateurs et des preuves balistiques, les accusations énoncées contre Tsahal selon lesquelles il s'agit d'une armée immorale qui se moque des droits de l'homme. israpresse.net 06.07.15

Le 6 mai 2008 l'AFP affirmait qu'UN Watch était champion de la défense des droits de l'homme dans le monde (as a group which "champion[s] human rights worldwide" (wikipedia.org), cela ne s'invente pas !

Lire aussi du 27 septembre 2013 : La campagne de trop de UN Watch - letemps.ch : http://www.letemps.ch/Page/Uuid/7b28ac04-26e6-11e3-9b72-0f712b3a963c/La_campagne_de_trop_de_UN_Watch#

En complément

- Jeune saoudien menacé d'exécution: Washington se dit "profondément préoccupé" - AFP

- Décapitation d'un jeune Saoudien : l'appel de François Hollande - M6info

Commentaires d'internautes qui ne s'en laissent plus compter.

1- Mais Hollande et ses sbires ne condamnent pas, ne se disent pas horrifiés, choqués par ce crime abject (formules préférees de ces ordures). Il est vrai qu´il ne faut pas molester le patron.

2- il n'a pas voulu vendre les Mistral à la Russie pour leur conflit avec l'Ukraine mais il va les vendre à l'Egypte financer par l'Arabie saoudite qui est à la tête des droit de l'homme et qui exécute à tout va , ont voient par là où sont les intérêts de hollande et de sa clique et dans tous les sens du terme

3- "Je demande à l'Arabie saoudite de renoncer à l'exécution du jeune Ali Mohammed al Nimr". C'est vraiment un appel a minima, pour ne pas dire du bout des levres.

4- Il aurait peut être mieux fait de l'ouvrir quand Fabius a voté en faveur de l'Arabie Saoudite à l'ONU !

5- François Hollande veut se faire passer pour le bon samaritain aux yeux de la populace qui ne comprend toujours pas que ceci est une vaste manipulation supplémentaire...Monsieur Hollande se moque bien du sort de cette personne.

6- Ce même Hollande qui a déroulé le tapis rouge sur la Côte d'Azur a ce monstre.

7- Mais il n'appelle pas trop fort non plus et ne s'opposera pas à ce que l'Arabie Saoudite dirige le conseil des Droits de l'Homme à l'ONU... Après tout il vénère le même Dieu que les Saoudiens : le Dieu Dollar !

8- Et depuis le 21 septembre, l'ambassadeur d'Arabie Saoudite à l'ONU est à la tête du Conseil des Droits de l'Homme à l'ONU et personne n'en parle ni ne bronche!

9- Il doit être en position de force Flanby, sachant que c'est l'Arabie Saoudite qui va aider l'Egypte pour l'achat des Mistrals.

10- Le 11 janvier, lors de la marche (pour la liberté d'expression) se trouvait Nizar al-Madani, numéro deux de la diplomatie de Riyad...

A présent, les dignitaires veulent exécuter un jeune qui a manifesté (et fait preuve de sa "liberté" d'expression).

11- Au moment ou notre "je suis charlie" s'exprime, le gamin est en prison depuis 2012 pour ce qui n'est, au final, qu'un délit d'opinion.

12- J'espère qu'hollande en a profité pour réclamer à Salmane tout ce qu'il doit à la sécurité sociale Française.

13- François Hollande c'est il inquiéter des 134 décapitations depuis le premier Janvier 2015 en Arabie Saoudite , et les curés et les journalistes français et les associations se sont ils inquiéter

14- Ce monde est pourri, l'Arabie saoudite qui est l'une des pires dictatures qui soit est préside l'organisation des droits de l'homme...! Et pourquoi pas la Corée du Nord, ou l'Afghanistan ? Je suis certaine que le Troisième Reich aurait été honoré de présider cette institution de charlots ! Si ce jeune opposant est exécuté par ces barbares, la notion même de "droits de l'homme" n'aura plus jamais aucun sens et elle sera associée par définition à la dictature et la barbarie !

Encore une question que les partis dits ouvriers ne poseront pas. Pourquoi ? Devinez, pour ne pas contredire Hollande.

Et lorsque Hollande sera contraint de changer de position sur la Syrie, revirement en cours après une déclaration de Fabius concédant qu'Assad pourrait rester en place jusqu'à la fin de son mandat, alors que jusqu'à présent il devait absolument dégager, et bien ce jour-là ses vulgaires laquais seront eux-mêmes contraints d'adopter la nouvelle position de Washington.

Et leurs militants ainsi manipulés dans tous les sens dans tout cela, ils en penseront quoi ? Comme d'habitude, ils diront amen à leurs dirigeants ou ils en profiteront pour foutre le camp.

Qui est derrière la crise migratoire, en Europe? - sahartv.ir

Selon les sources israéliennes, ce serait Ankara à l'origine de la crise migratoire, "critique, provoquée dans le stricte objectif de pousser l'OTAN à renverser Assad".

"Le Premier ministre israélien Netanyahu se vante d'avoir bloqué toute infiltration des immigrés clandestins en Israël, via l'Egypte. Et il fustige vertement Barack Obama pour l'échec de sa politique moyen-orientale, que traduit dans les faits la crise migratoire" affirment les sources haut placées en Israël citées par Al-Monitor. "Si Obama avait bombardé Assad, il n'y aurait eu aucun des phénomènes qui assaillent, en ce moment, l'Europe. En effet, l'homme qui est derrière la crise migratoire n'est personne d'autre que l'ex-PM turc Erdogan et actuel président. Il y a quatre ans, la Turquie a été le premier pays à avoir ouvert ses portes aux réfugiés syriens, (ndlr : au nombre desquels se mêlaient bon nombre de terroristes takfiris). Ce fut à cette même époque que Erdogan a tourné le dos à Assad, jusqu'alors son allié stratégique, pour devenir son ennemi numéro un. Erdogan a continué à loger de plus en plus de réfugiés syriens, dans des camps dressés près des frontières. Il l'a fait, pour la simple et bonne raison qu'il veut convaincre l'OTAN de diriger ses frappes avec plus grande précision contre Assad et ses forces. Erdogan en est à se désespérer des dirigeants occidentaux. Ils ne l'écoutent pas, ce qui le contraint à avoir recours à des stratagèmes tels que Daech.

La plupart des journaux turcs font d'amples révélations, sur les liens étroits entre MIT - renseignement turc et Daech", affirme le journal, citant un haut responsable israélien, qui requiert l'anonymat et qui ajoute : "Erdogan finance Daech, d'une part, et soutient les réfugiés syriens, de l'autre. Erdogan croit qu'un nombre croissant de réfugiés est de nature à persuader la communauté internationale, (ndlr : OTAN), à instaurer une zone d'exclusion aérienne, dans le Nord de la Syrie. Erdogan compte, en effet, sur un afflux massif de réfugiés, dont le nombre atteint les deux millions, pour obliger les pays membres de l'OTAN à passer à l'action contre la Syrie.

La Turquie a tout fait, d'abord, pour bloquer le transit maritime des immigrés vers l'Europe. Mais les choses ont changé depuis : depuis que l'OTAN s'est refusé à s'engager, directement, dans le conflit, pour renverser Assad, et que Daech s'est avéré incapable de satisfaires aux exigences géostratégiques d'Erdogan, ce dernier a décidé d'exercer des pressions sur l'Europe et de lui rendre la vie dure. Ces dernières semaines, la Turquie a ouvert les vannes des réfugiés à destination de l'Europe, et les sources bien informées n'écartent pas la possibilité que les Turcs aident désormais aussi bien Daech que les passeurs. Fabius a suspendu les activités de sa propre consule, à Bedroum, quand il a appris que cette dernière vendait des bateaux pneumatiques aux réfugiés. Il est désormais sûr et certain que l'afflux des réfugiés vers l'Europe n'aurait jamais eu lieu, si Erdogan ne l'avait pas voulu. Cela fait quatre ans qu'Erdogan accueille les réfugiés syriens dans l'espoir de pouvoir les utiliser, pour renverser Assad. Mais Assad est toujours là, indéfectible. Erdogan veut créer une pression "humaine", au coeur de l'Europe, et obtenir de l'Europe ce que celle-ci lui a refusé, tout au long de ces quatre dernières années... sahartv.ir 21.09

Les militants du POI, du NPA et de LO auront-ils une larme à l'oeil pour sauver le soldat Erdogan ? C'est pire que des couleuvres que leurs dirigeants leur ont imposées d'avaler, les pires crimes commis contre des populations innocentes et sans défense !

En complément

- Bousculade près de La Mecque, plus de 700 pèlerins tués - Reuters

- Washington et Moscou reprennent langue sur la Syrie, possible remise en selle d'Assad - AFP

Mais aussi l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche et même que les Britanniques et les Turcs n'y seraient plus opposés. Bientôt il ne restera plus qu'Hollande pour soutenir les barbares... et tous ceux qui avaient aligné leur discours sur celui de Hollande, NPA en tête. C'est marrant, parfois on en arrive à se demander si l'extrême gauche n'aurait pas pris la place de l'extrême droite, non ? On se demande comment des militants ouvriers peuvent militer dans un tel parti.

Allez on enfonce le clou.

- Migrants : 30 % des réfugiés se feraient passer pour des Syriens afin d'obtenir l'asile en Allemagne - atlantico.fr 25.09

Il y en a même qui débarquent avec leurs chiens ou leurs chats, j'ai vu les photos, on appelle cela des réfugiés de confort.

Un petit dernier pour accompagner le cercueil de la gauche et de l'extrême gauche dans sa dernière demeure ou la poubelle du capitalisme.

- Syrie : des rebelles formés par les Etats-Unis ont remis des munitions à Al-Qaïda - lemonde.fr

Des rebelles syriens formés par l'armée américaine ont remis une partie de leur équipement et munitions au Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, a reconnu vendredi 25 septembre le commandement des forces américaines au Moyen-Orient (Centcom). lemonde.fr 26.09

Quelques infos en bref...

- Pour Sarkozy, si Macron « pense ce qu'il dit, il doit quitter le gouvernement et nous rejoindre » - LeMonde.fr

Erreur, il est tout à fait à sa place au PS qui ne se distingue plus du parti de Sarkozy. Mieux, il rendra de plus grands services à l'oligarchie financière en restant au PS...

En visite à Londres le matin même, le ministre de l'Economie avait pourtant lancé une nouvelle pique à l'adresse des fonctionnaires en lançant: «Les jeunes générations veulent devenir entrepreneurs, pas fonctionnaires ou politiciens» devant des patrons français et britanniques, rapporte le Figaro. Ceci après ses déclarations selon lesquelles le statut des fonctionnaires n'est «plus adapté au monde tel qu'il va» et, «surtout, n'est plus justifiable compte tenu des missions», selon des propos rapportés par Les Echos. LeMonde.fr 22.09

C'est la parole d'un patron...

- Journée sans voiture: « L'attachement des jeunes pour la voiture reste fort » - 20minutes.fr

Ils parlent bien des millions de jeunes au chômage ou qui sont livrés à la précarité...

Eux s'en sortent bien...

- Les rémunérations des grands patrons repartent à la hausse - Francetv info

- Volkswagen : le patron démissionnaire pourrait toucher plus de 58 millions d'indemnités - Francetv info

Et sans rire ils ne sont pas les seuls...

- Les écarts de niveau de vie auraient un peu diminué en 2013 selon l'Insee - Francetv info

Intox évidemment. A moins que les riches soient devenus moins riches, mais apparemment il semblerait que ce serait le contraire...

- Etats-Unis: Volkswagen face à une montagne judiciaire - AFP

- Total accusé aux USA d'avoir manipulé un marché du gaz naturel - Reuters

Quand l'oligarchie financière américaine dicte sa loi au monde entier... Ils font office de justiciers planétaires, mais comment cela est-ce possible se demande le naïf. Parce que ce sont eux qui gouvernent déjà grand benêt. Chut, le gouvernement mondial tient de la théorie du complot, il n'existe pas... Vraiment ?

- Arbitrage Tapie: non-lieu requis en faveur de Christine Lagarde - AFP

C'est leur justice !

- À 87 ans, il est jugé pour avoir aidé sa femme à mourir - Francetv info

Jean Mercier, 87 ans, est jugé depuis aujourd'hui, mardi 22 septembre, pour non-assistance à personne en danger. Il y a quatre ans, il avait aidé sa femme gravement malade, à mettre fin à ses jours. Elle et lui s'étaient jurés le moment venu de s'entraider.

Sa femme avec qui il vivait depuis 55 ans était dépressive. Elle souffrait d'une maladie osseuse et voulait en finir. Il l'a aidé. C'est lui qui lui a tendu les médicaments qui ont conduit à sa mort. Francetv info 22.09

Pauvre monsieur, on est de tout coeur avec vous. Encore une forme de barbarie, leur justice évidemment...

- 50 millions pour sauver le haras du Pin, Versailles du cheval - AFP

Ah ben alors, ils en ont du fric... cela dépend pour quoi...

- Les universités françaises sont surchargées - Francetv info

Les amphithéâtres sont saturés. Étudiants assis par terre, ordinateur sur les genoux. En France, les amphithéâtres des universités sont saturés. Francetv info 21.09

Entre 2015 et 2019 le budget total de la Défense sera de €162,4 milliards d'euros...

- 30% des collégiens ne sont pas vraiment «Charlie». Mais l'école française ne les y aide pas tellement - Slate.fr

Une étude menée dans les quartiers prioritaires apporte quelques éléments pour mieux appréhender l'ampleur de ce rejet, et en comprendre les raisons. Slate.fr 22.09

A bas Charlie ! Je vous laisse le choix des armes... Comme quoi les collégiens font le lien entre leur propagande nauséabonde et leur soutien à des dictateurs en Egypte, en Israël, etc.

- Le FMI inquiet des 1.000 milliards d'euros de créances douteuses en Europe - AFP

La prochaine bulle qui éclatera ?

Haut de page

Le 29 septembre 2015

CAUSERIE

Le nombre de connexions au portail s'emballent sans que je puisse déterminer pourquoi puisqu'il n'est plus actualisé quotidiennement et que j'en ai réduit le contenu drastiquement.

On va continuer tranquillement, et quand il n'y aura pas de sujets d'actualité importants ou que je puisse traiter, on pourra reproduire des extraits d'articles publiés par des médias dits alternatifs que l'on commentera ou qui serviront de base à des analyses ou à développer des idées. On doit trouver un mode de fonctionnement plus souple ou moins contraignant que l'actualité quotidienne qui dévorait tout mon temps et toute mon énergie, m'épuisait à la longue.

L'essentiel demeure de mettre en pratique la méthode du matérialisme dialectique afin que chacun parvienne à la maîtriser, condition indispensable pour forger librement ses propres convictions, cela me concerne également. C'est un très bon exercice où il est impossible de tricher, c'est là qu'on s'aperçoit si on a bien retenu sa leçon ou si on a progressé, cela peut être un objet de satisfaction personnelle sain à mon avis puisqu'il servira aux autres ou à notre cause. Quand je parle de leçons, il s'agit de celles des marxistes évidemment.

Former, armer les nouvelles générations de militants parmi lesquelles émergeront des cadres et des dirigeants assurant la continuité du marxisme et du socialisme devrait figurer parmi les priorités d'un parti ouvrier socialiste révolutionnaire, modestement nous essayons d'y contribuer.

Comment entretenir un mythe à coup d'oukases.

Quelques titres d'articles de presse des deux derniers jours.

- La droite oppose son unité aux divisions de la gauche - Reuters
- Paris : Régionales: Pécresse vante «l'union de la droite et du centre» face à «une gauche déboussolée» - 20minutes.fr
- Régionales : Pécresse réunit les ténors de la droite et du centre - LeFigaro.fr
- Marine Le Pen prédit contre elle une alliance droite-gauche - LeFigaro.fr
- Devant le MoDem, Barnier plaide pour une « alliance sincère » entre la droite et le centre - LeFigaro.fr
- L'aile gauche du PS pas emballée par le référendum Cambadélis - Liberation.fr
- Nadine Morano et la « race blanche »: La droite condamne mais ne sanctionne pas - 20minutes.fr
- Quand la droite ironise et félicite Emmanuel Macron - 20minutes.fr

Je vous propose la lecture commenté d'un courriel qu'un lambertiste m'a envoyé, il s'agit de la même personne qui me harcèle depuis des années et que certains parmi vous connaissent bien.

Avant d'y venir, nous avons vu dans une précédente causerie que ce trotskyste vilipendait l'usage des critères de gauche et de droite au profit du parti ouvrier, du parti ouvrier bourgeois et du parti bourgeois. Il y revient dans ce présent courriel et c'est son droit.

Et nous leur remerçions, vous allez comprendre tout de suite pourquoi en lisant cet extrait de *L'impérialisme et la scission du socialisme* publié par Lénine en 1916. On se retrouve ensuite pour un bref commentaire.

Lénine - C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. (...). Nous n'avons pas la moindre raison de croire que ces partis puissent disparaître avant la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'embrasera, plus brusques et plus vigoureux seront les tournants et les bonds de son développement, et plus grand sera, dans le mouvement ouvrier, le rôle joué par la poussée du flot révolutionnaire de masse contre le flot opportuniste petitbourgeois. Le kautskisme ne représente aucun courant indépendant ; il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisànt l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier. (...)

L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX° siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX° siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste !

Nous ne pouvons — et personne ne peut — prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste, en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les « défenseurs de la patrie » dans la guerre, impérialiste ne représentent qu'une minorité. Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est d'aller plus bas et plus profond, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte. En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait lés intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. Fin.

Intéressant n'est-ce pas, car vous aurez constaté que Lénine fera à l'intar d'Engels fera un usage de la formule du parti ouvrier bourgeois exactement à l'inverse de ce qu'en feront tous les courants trotskystes qui recheront constamment à se concilier les opportunistes au lieu de les combattre.

On a la preuve ici indiscutable que la politique adoptée par les courants trotskystes depuis 1940 ont constamment tourné le dos au marxisme, au socialisme, au léninisme, aux masses de travailleurs les plus exploités au profit de ses couches supérieures qui sont en réalité le fond de commerce de l'opportunisme et qui le demeureront jusqu'à la révolution et même au-delà comme la révolution d'Octoble l'a prouvée. Comment s'étonner ensuite que tous ces partis soient complètement décomposés.

On a aussi la preuve que Lénine n'avait pas vraiment la même conception du front unique que nos valeureux trotskystes, ni même la même conception de la lutte de classe, alors de là à ne pas avoir la même conception du parti, cela allait de soi. Tout finit par s'expliquer. On reviendra sur cette question.

Le courriel commenté de ce lambertiste.

- Tous ces développements pour expliquer qu'il faut faire comme la bourgeoisie et la petite bourgeoisie c'est à dire reprendre la distinction "gauche-droite" qui n'en est pas une puisque gauche comme droite défendent la société capitaliste ! Rappelons simplement que les Trotskystes ne votent ni PS ni PCF depuis 1984 c'est à dire depuis plus de 30 ans ! (Pure fabulation, grossier mensonge, l'hypocrisie étant la norme chez les imposteurs, tous les trotskystes sans exception (POI-CCI (ex-PT-CCI, ex PCI), NPA (ex-LCR), LO) ont appelé à "battre la droite", à "chasser la droite", à "infliger une défaite à la droite", etc. il suffit de consulter les archives de ces partis ou de la presse nationale pour le vérifier pour ceux qui auraient un doute ou mauvaise mémoire. - LVOG) Et le PS devait donc être un parti bourgeois depuis 1914 c'est à dire le vote des crédits de guerre, le pire imaginable !(pas plus Lénine que Trotsky ou Rosa Luxemburg ne le pensaient....Etrange pour des marxistes....mais c'est vrai, c'était des intellectuels, les pauvres ! (Ou comment tenter de me faire passer pour un anti-intellectuel, pathétique ! Un parti ouvrier bourgeois pouvait être un parti de droite, mais cela ne lui a pas effleuré l'esprit. Ce qui est pour le moins "étrange", c'est qu'un "trotskyste" en 2015 sachent mieux que les marxistes ce qu'ils pensaient de la social-démocratie dégénérée pour leur faire dire ce qu'il veut et l'imputer à ce courant politique du mouvement ouvrier.

Pour rappel. Les Partis communistes virent le jour après la faillite politique et la scission de la social-démocratie qui jusqu'alors organisait la classe ouvrière. Dès lors tous les militants ouvriers de la social-démocratie n'adhérèrent pas comme un seul homme au Parti communiste, une grande partie d'entre eux restèrent à la SFIO, ce sera la Seconde Guerre mondiale au cours de laquelle ce parti disparaîtra pour ainsi dire qui finira de le vider de sa substance ouvrière qui s'épuisera complètement au cours des décennies suivantes.

Avant la Seconde Guerre mondiale la tactique adoptée par les marxismes vis-à-vis de la SFIO fut justifiée par sa composition et non par la nature de son appareil, qu'un trotskyste n'arrive pas à le concevoir n'a rien d'étonnant puisque ses dirigeants ont toujours adopté une position inverse à celle des marxistes qui consistera à privilégier les manoeuvres d'appareils jusqu'à en faire la marque de fabrique de Lambert et du lambertisme. C'est cette confusion permanente qu'ils iront jusqu'à théoriser, qui les conduiront à subordonner l'activité de leur parti aux appareils du PS et du PCF sans oublier ceux des syndicats, qui se traduira par leur appel à voter Mitterrand dès le premier tour en 1981. Ils persisteront en s'adressant aux dirigeants et députés du PS et du PCF qui détenaient la majorité à l'Assemblée nationale pour qu'ils rompent avec leur politique antisociale, occultant une nouvelle fois leur nature ou la faisant passer au second plan, alors qu'en réalité c'était elle qui dictait leur politique réactionnaire comme pilier du régime. Ils iront jusqu'à prétendre que leur politique (de front unique) était dictée par les illusions des travailleurs dans ces partis pour la justifier, alors qu'en fait elle devait servir à camoufler leur refus de déterminer une politique indépendante de ces partis et leurs appareils en alimentant des illusions dans ces partis, dont ils comptaient récupérer une partie de leurs élus, cadres ou dirigeants, et ainsi pouvoir achever leur tournant droitier qui se solderait par la liquidation pure et simple de leur parti qui incarnait (théoriquement) les enseignements de la révolution russe ou le léninisme, abandonner la construction du parti dans la perspective de la révolution socialiste passant à la trappe. - LVOG)

Quand on lit ou relit *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* publié par Lénine en 1916, on s'aperçoit qu'un facteur revient en permanence : l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier lié à l'impérialisme. On conçoit dès lors pourquoi Lénine est délaissé par nos trotskystes. Quelques extraits nous permettront d'en avoir un aperçu.

L'origine de l'opportunisme est économique. Voici une analyse de l'impérialisme débouchant sur un pronostique d'actualité ou que les faits ont en partie validé.

Lénine - La perspective du partage de la Chine provoque chez Hobson l'appréciation économique que voici : "Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait alors prendre l'apparence et le caractère qu'ont maintenant certaines parties des pays qui la composent : le Sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions d'Italie et de Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées

de gens riches - à savoir : de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transports et dans l'industrie travaillant à la finition des produits manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient, et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut."

"Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupées à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. Que ceux qui sont prêts à tourner le dos à cette théorie" (il aurait fallu dire : a cette perspective) "comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation. Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable que pourrait prendre ce système si la Chine était soumise au contrôle économique de semblables groupes de financiers, de "placeurs de capitaux" (les rentiers), de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu, afin de les consommer en Europe. Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable.

Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront. "

L'auteur a parfaitement raison : si les forces de l'impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat. La signification des "Etats-Unis d'Europe" dans la situation actuelle, impérialiste, a été ici très justement caractérisée.

Il eût fallu seulement ajouter que, à l'intérieur du mouvement ouvrier également, les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays, "jouent" avec système et continuité, précisément dans ce sens. L'impérialisme, qui signifie le partage du monde et une exploitation ne s'étendant pas uniquement à la Chine, et qui procure des profits de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat; par là même il alimente l'opportunisme, lui donne corps et le consolide.

(Vous noterez qu'en 1916 , Lénine estimait que "*les opportunistes (étaient) momentanément vainqueurs dans la plupart des pays*", alors qu'ils le sont toujours un siècle plus tard.

Pour être plus précis, il faudrait dire qu'ils ont continué d'assurer leur hégémonie sur le mouvement ouvrier jusqu'à la crise du capitalisme de la fin des années 60 et du début des années 70, qui s'est traduite par l'avènement du néolibéralisme qui va conditionner la politique de la social-démocratie dégénérée devenue social-libérale et contribuer à la couper des masses exploitées, le PCF assurant le relais pour garantir la stabilité du régime en place, avant qu'il ne soit grillé à son tour et que d'autres partis ou formations politiques issus du PS ou du PCF prennent le relais, les Verts, le MRC, puis plus tard le PG, Nouvelle Donne, etc. l'ensemble de ces partis reposant sur "la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat", qui au lieu de disparaître s'est étendue à de vastes couches du prolétariat et devait les éloigner un peu plus du socialisme, d'autant plus que le combat des trotskystes pour des réformes sociales ne sera pas subordonné au combat politique pour élever le niveau de conscience des travailleurs et les organiser dans la perspective du renversement du régime en place, considérant que la condition d'exploité et d'opprimé était finalement supportable et ne constituait pas l'objectif de leur combat politique, dès lors que l'amélioration du sort des travailleurs (pas tous loin de là!) était compatible avec l'existence du capitalisme et qu'il fallait s'en accommoder à défaut de conditions propices à la révolution socialistes renvoyées aux calendes grecques ou abandonnées.

L'arrivée au pouvoir de Mitterrand, du PS et du PCF, devait sonner le glas du réformisme bourgeois, elle signifiait la fin d'une période, qui allait se traduire par le renforcement du rapport de forces au profit de la classe dominante, et inaugurait une nouvelle période marquée par l'offensive généralisée du capitalisme contre tous les droits des travailleurs sans qu'ils n'y soient préparés, totalement désarmés sur le plan politique et organisationnel, sans direction. Comment auraient-ils pu imaginer que les droits ou acquis que les capitalistes leur avaient octroyés ou qu'ils leur avaient concédés dans le cadre de la lutte des classes allaient se retourner contre eux, avaient servi à les corrompre, les endormir, les affaiblir, les neutraliser, pour finalement les rendre impuissants à résister au rouleau compresseur du néolibéralisme qui pas à pas allait réaliser tous ses objectifs ou presque, morceau par morceau, tel le dépeçage de la Sécu, du Code du travail, des entreprises ou secteurs économiques nationalisés, etc. les militants étant incapables de comprendre ce processus pour être eux-mêmes profondément gangrenés par le réformisme bourgeois.

Les trotskystes ont intégré dans leur conception de la lutte de classe "la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat", pire, il l'ont adoptée au point d'en faire le fond de commerce de leurs partis, et ce sont elles qui se rebellent à travers la direction du POI-CCI qui chargent les syndicats de défendre ces couches privilégiées avec lesquelles

se confondent leurs dirigeants, la direction du POI-CCI prétendant être mieux à même de représenter ses intérês que la tendance minoritaire de Gluckstein, leur querelle ne dépasse pas ce niveau-là ou cet enjeu qui ne nous concerne pas à vrai dire.

Maintenant on doit se poser une question. Si "la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat" existe depuis plus d'un siècle, il n'en demeurait pas moins que des millions et millions de travailleurs figuraient parmi les couches inférieures durant toutes ces décennies et aucun parti n'a été capable de les organiser, pire, ils s'en sont détournés rendant toute issue politique impossible, tandis qu'ils allaient parvenir à attirer des dizaines de milliers d'éléments les plus avancés parmi les couches supérieures qui déserteront ensuite leurs partis suite à leur opportunisme, qui pourrait se résumer à leur refus de se tourner résolument du côté des masses les plus exploitées et de réaliser le lien entre toutes ces couches du prolétariat, ciment de leur unité pour avancer ensemble et combattre le régime, construire un véritable parti ouvrier et non un parti de nantis. Les trotskystes n'ont pas combattu l'opportunisme, ils ont contribué à le renforcer.

Que disait Hobson quand il affirmait que : " *Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable.*

Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront. ", sinon qu'il ne fallait exclure aucune probabilité, y compris celle qui se traduirait par une alliance des capitalistes à l'échelle de l'Europe et au-delà de l'oligarchie financière mondiale, qui se concrétiserait par la mise en place des institutions adaptées à la nécessité d'assurer la pérennité de leur pouvoir, Hobson insistant sur le fait que c'était la "direction" dans laquelle s'orientait "*à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale*" et que "*si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles joueront* ", ce qui fut effectivement le cas, ce que les trotskystes refusent toujours obstinément d'admettre, pour en être restés à l'antagonisme entre les différents capitalistes dans le monde et à l'hégémonie mondiale exercée par une puissance, hier la Grande-Bretagne, depuis les Etats-Unis, schéma qu'ils ont décrété indépassable contrairement à Lénine notez bien, schéma rendu intenable du fait de la crise du capitalisme qui a subsisté en partie jusqu'à nos jours, mais qui tend de plus en plus à être dépassé par une internationale de l'oligarchie financière qui impose sa loi à tous les gourvernements, à tous les Etats, à tous les régimes, à toute la planète à travers les institutions qu'elle a créées à cet effet, comment peut-on encore nier cette oriention, cette "direction" prise par le capitalisme mondial qui correspond à la mise en place d'un pouvoir ou un gouvernement mondial, dictatorial, ce qui ne signifie nullement qu'elle serait parvenue à ses fins, disons qu'elle est sur la bonne voie pour atteindre son objectif politique et réduire tous les peuples en servage. Et le néolibéralisme incarne cette stratégie politique et ses objectifs. - LVOG)

Lénine- "L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports basés sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les Etats, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la "lutte pour les territoires économiques "."

(Depuis qu'ont été écrites ces lignes, ces rapports se sont considérablement renforcés dans la "direction" indiquée plus haut, et ils ont été étayés par des institutions politiques et financières régionales, continentales ou internationales oeuvrant à leur renforcement. Et que cela se réalise au profit des "groupements capitaliste" les plus puissants, cela va de soi. - LVOG)

Lénine - "A noter qu'en Angleterre, la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier, est apparue bien avant la fin du XIXe siècle et le début du XXe."

(On notera que cette "*décomposition*" du mouvement ouvrier britannique fut plus que "*momentanée*", c'est le moins que l'on puisse dire, elle s'est étendue à l'ensemble du mouvement ouvrier international et elle y est profondément ancrée de nos jours.

Lénine aurait-il commis là pour la seconde fois la même erreur de diagnostique ou aurait-il péché par excès d'optimisme dans le prolétariat, aurait-il sous-estimé le degré de corruption des chefs du mouvement ouvrier ou leurs faiblesses ? Peut-être avait-il conçu qu'en cas de victoire de la révolution prolétarienne dans un pays soumis à la guerre impérialiste, nous sommes en 1916 donc en pleine Première Guerre mondiale, d'autres pays suivraient et les partis communistes seraient en mesure de prendre la direction du mouvement ouvrier, ce qui ne fut malheureusement pas le cas. En Russie l'Etat s'effondra littéralement contrairement aux autres pays en Europe à l'exception de l'Allemagne, ce qui devait fournir l'occasion au parti bolchevik de s'emparer du pouvoir.

De là surgit une question : Mais en dehors de cette situation exceptionnelle, existent-ils d'autres conditions qui seraient favorables au déclenchement d'une révolution prolétarienne ou faut-il absolument qu'une guerre impérialiste éclate et dure des années avec son lot de destruction et de morts ?

Comme on l'a déjà dit dans des causeries précédentes, ce n'est pas parce que le prolétariat se serait embourgeoisé et les couches et classes moyennes ou la petites bourgeoisie bénéficieraient de conditions d'existence supérieurs au reste de la population ou tireraient quelques satisfactions de leur condition qu'elles pèteraient forcément la joie de vivre, car quelle que soit leur

condition elles ne l'ont pas choisie, elle leur est toujours imposée avec son lot d'obligations et d'humiliations, de sacrifices aussi, un cadre est encore plus l'esclave de son patron qu'un ouvrier on a tendance à l'oublier, un prof exerce dans des conditions difficiles, certains sont dépressifs, d'autres s'interrogent sur le sens réel de leur "mission".

En réalité, pas un exploité ne choisit son mode de vie, sa formation, son métier, l'emploi qu'il occupe, le lieu où il habite, encore moins son emploi du temps qui lui est imposé jusqu'à sa mort, car même la retraite il n'a pas le droit de la prendre quand il se sent diminué physiquement ou usé, quand il en profitera ce sera avec en ligne de mire son cercueil. Sa liberté est un leurre même si son revenu est un multiple du smic, qu'il a une grande maison, une belle voiture, etc. quand s'achève ses courtes vacances il n'a qu'un regret, c'est qu'elles ne durent pas plus longtemps et qu'il lui faille attendre un an pour en profiter à nouveau. Bref, il ne peut pas foncièrement être satisfait du sort que lui réserve le capitalisme, sans parler de son entourage, sa propre famille, ses enfants, ses amis, dont il partage les déboires ou les difficultés qui le peine ou l'attriste. A tout considérer, il aspire naturellement à vivre dans une autre société, meilleure, plus juste, il a une toute autre conception de la vie et quelque part la sienne lui fait horreur ou ne lui apporte que des satisfactions superficielles et éphémères. Il n'en parle pas toujours ou il n'y pense pas en permanence car ce serait à devenir fou ou à se tirer une balle dans la tête. Il occulte volontiers cette question à défaut de toute perspective politique cohérente et sérieuse, ce qui n'en fait pas obligatoirement un individualiste, un hypocrite ou un sale type, non il est forcé d'adopter cette attitude pour tenir le coup, pour trouver le courage de continuer à vivre tout simplement.

On peut donc concevoir qu'il pourrait être sensible à une politique qui prendrait en compte sa condition et qui lui laisserait entrevoir que changer la société est parfaitement réalisable, dès lors qu'on s'en donne les moyens politiques et qu'il prend conscience qu'il figure parmi ces moyens, qu'il est l'élément clé de la situation pour peu qu'il en décide, qu'il s'organise, qu'il étudie comment fonctionne réellement la société.

Dans le cas contraire, si on décrète que c'est une vue de l'esprit, rien alors n'est possible. Or l'expérience prouve exactement le contraire, puisque ce sont des éléments du prolétariat qui dans le passé et même le présent ne figuraient parmi les couches les plus défavorisées, qui se mobilisaient, qui avaient rejoint des partis ouvriers et que ces partis avaient été incapables de conserver. Donc ce n'est pas ce constat ou cette théorie qui serait inadapté à la situation, mais bien ces partis et leurs dirigeants qui portent la responsabilité du rejet qu'il inspire à la majorité des travailleurs et de l'absence du parti ouvrier révolutionnaire.

On peut aussi en conclure que l'homme serait foncièrement mauvais ou pourri, et qu'en dehors de lui rien n'existerait, on se demandera alors comment il est capable du meilleur dès lors qu'il est placé dans des conditions favorables. Ce sont justement ces conditions qu'il s'agit de créer, de mettre à sa portée pour qu'il modifie sa perception faussée de la société, ce devrait être la responsabilité de notre parti au lieu de le juger ou de l'accuser injustement ce qui ne fait que l'enfoncer dans son erreur.

Au passage, je n'ai jamais pensé autrement de l'ensemble des travailleurs sans distinction de condition matérielle contrairement à ce que prétendent mes détracteurs. - LVOG)

Lénine - L'opportuniste allemand Gerhard Hildebrand, qui fut en son temps exclu du parti pour avoir défendu l'impérialisme et qui pourrait être aujourd'hui le chef du parti dit "social-démocrate" d'Allemagne, complète fort bien Hobson en préconisant la formation des "Etats-Unis d'Europe occidentale" (sans la Russie) en vue d'actions "communes"... contre les Noirs d'Afrique, contre le "grand mouvement islamique", pour l'entretien "d'une armée et d'une flotte puissantes" contre la "coalition sino-japonaise", etc.

(On croirait ces lignes écrites hier ou spécialement pour notre époque, n'est-ce pas ? - LVOG)

Lénine- "Les particularités politiques de l'impérialisme étant la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence, l'impérialisme voit se dresser contre lui, dès le début du XXe siècle, une opposition démocratique petite-bourgeoise à peu près dans tous les pays impérialistes.

La rupture de Kautsky et du vaste courant international kautskiste avec le marxisme consiste précisément dans le fait que Kautsky, loin d'avoir voulu et su prendre le contre-pied de cette opposition petite-bourgeoise, réformiste, réactionnaire, quant au fond, sur le plan économique, a au contraire pratiquement fusionné avec elle."

(On pourrait en dire de même des trotskystes. - LVOG)

Lénine- "Kautsky a rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un "idéal réactionnaire", la "démocratie pacifique", le "simple poids des facteurs économiques", car cet idéal rétrograde objectivement du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste, il est une duperie réformiste." (On retrouve cet "idéal rétrograde" dans la formule de l'union libre des Etats ou des nations libres d'Europe avancée par Gluckstein dès lors qu'au préalable ne figure pas la liquidation du capitalisme. - LVOG

Lénine- "Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche

d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance. Ainsi se crée la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme, liaison qui s'est manifestée en Angleterre plus tôt et avec plus de relief que partout ailleurs du fait que certains traits impérialistes de développement y sont apparus beaucoup plus tôt que dans les autres pays. Il est des auteurs, L. Martov par exemple, qui se plaisent à escamoter la liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme existant au sein du mouvement ouvrier, - chose qui, aujourd'hui, saute aux yeux - par des raisonnements d'un "optimisme de commande" (dans la manière de Kautsky et de Huysmans) à l'exemple de ceux-ci : la cause des adversaires du capitalisme serait sans espoir si le capitalisme avancé, précisément, conduisait au renforcement de l'opportunisme ou si les ouvriers précisément les mieux payés, se montraient enclins à l'opportunisme, etc. Il ne faut pas se leurrer sur la valeur de cet "optimisme", c'est un optimisme à l'égard de l'opportunisme, un optimisme qui sert à masquer l'opportunisme. En réalité, la rapidité particulière et le caractère particulièrement odieux du développement de l'opportunisme ne sont nullement une garantie de sa victoire durable, de même que le prompt développement d'une tumeur maligne dans un organisme sain ne peut qu'accélérer la maturation et l'élimination de l'abcès et la guérison de l'organisme. Les gens les plus dangereux à cet égard sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère.'

(Cette "*liaison de l'impérialisme avec l'opportunisme existant au sein du mouvement ouvrier*", s'est matérialisée ou s'exprime depuis 1947 par les liens organiques tissés par les lambertistes avec l'appareil de FO et les anarcho-syndicalistes depuis le début des années 50 et qui ne se sont jamais démentis jusqu'à nos jours. Le refus de défendre une politique indépendante du PS et du PCF ainsi que des appareils vendus des syndicats pour construire le parti, exprime cet "*optimisme*" démesuré dans la toute puissance du capitalisme que sert à masquer leurs discours sur son agonie, celle du régime et des institutions de la Ve République qui à les entendre étaient appelés à disparaître tous les quatre matins depuis plus d'un demi-siècle. Franchement, sérieusement, comment voulez-vous attirer vers un tel parti des intellectuels, des membres des couches ou classes moyennes qui ont un niveau de développement intellectuel supérieur à la moyenne de la population qui traiteront avec mépris de telles "*phrases creuses ou mensongères*". - LVOG)

Reprenons la suite de ce courriel fort instructif.

- Tous ces développements pour reprendre l'explication stalinienne " le trotskysme cet antiléninisme", Lénine ennemi de Trotsky.... Pauvre, pauvre Tardieu !

(Me voilà relégué au rang de stalinien en guise d'argument en réponse à ceux que j'ai avancés, bravo, vous êtes digne de vos maître à penser ! On ne se refait pas décidément.

Ils n'ont que le mot "*ennemi*" à la bouche dès qu'il s'agit de caractériser ceux qui ne pensent pas exactement comme eux ou tout simplement pour caractériser des relations conflictuelles qui font partie de la vie. Ce penchant à la paranoïa (et à la calomnie) est un des traits du lambertiste que ses militants ont adopté. On en veut pour preuve qu'ils continuent d'adopter des blases ou surnoms, la terminologie qu'employaient les militants dans la clandestinité à l'époque de la Seconde Guerre mondiale, secret de polichinelle, infantilisme grotesque qui ne les dérange pas, à croire qu'ils ne parviendront jamais à maturité. Là encore comment un tel courant politique peut-il inspirer le sérieux à un travailleur intellectuel ou pas qui est mentalement équilibré ? - LVOG)

Tous ces développements après avoir expliqué vouloir la fermeture de son site!

(Au lieu de s'empresser à le croire, il aurait dû attendre un peu ! Et puis rien ne m'obligeait à lui dire tout ce que je pensais, surtout sachant qu'il en ferait forcément un mauvais usage. Non mais on se marre. Je sais que je suis un cauchemar pour eux et j'avoue humblement que c'est mérité, ce qui ne serait pas le cas si je passais mon temps à raconter des conneries, les militants se détourneraient de ce portail une fois pour toute et n'y reviendraient pas et ils auraient raison dans ce cas-là. Vous êtes témoin qu'à intervalles réguliers je conseillais aux lecteurs que mon discours indisposait d'aller voir ailleurs, car personne ne les obligeait à s'y connecter.

Je n'ai cherché à retenir personne, c'est peut-être un tort et j'en ai peut-être trop fait en la matière, cela se discute. Je m'adresse à des travailleurs qui ont envie de réfléchir et de progresser, qui comme moi sont prêts à reconsidérer chaque analyse, chaque théorie, chaque formule, chaque principe, chaque position, etc. sans a priori ou tabou, ce qui j'en conviens n'est pas donné à tout le monde de le supporter car cela aboutit souvent à remettre en cause bien des idées reçus ou erronées que l'on se trimballe parfois depuis des décennies, mais il n'y a pas de honte à en avoir, chacun peut se tromper ou se fourvoyer, la modestie ne s'applique pas qu'aux autres on a aussi le droit à l'erreur dans la vie, sauf peut-être quand on se prend pour Dieu, non sans déconner, lisez plutôt la fin de ce courriel qui relève de l'Evangile selon saint Lambert - LVOG):

- Tous ces développements depuis des années pour aboutir à un tel résultat sans même comprendre la persistance de cette solitude entretenue par la fameuse théorie "Moi contre le reste du monde ! " Moi, moi, moi, qui ne suis pas un intellectuel, ni un trotskyste, ni même un marxiste....j'ai la science infuse...je suis Dieu...." Effectivement, non seulement Dieu est seul mais Dieu est une illusion!"

(Me voilà sauvé dites-donc, j'existe contrairement à Dieu ou cette illusion, quel crétin !

Vous voyez à quoi cela sert d'être modeste en présence de gens animés de mauvaises intentions, ils vous piétinent et ils sont contents d'eux-mêmes. N'en profitez pas pour décréter que la modestie serait une faiblesse car ce serait commettre une terrible et fatale erreur.

Il y a deux façons de se comporter face à l'adversité ou en présence de provocations. Soit vous vous taisez provisoirement et vous prenez le temps d'affuter votre réponse et votre adversaire en tirera la conclusion hâtive qu'il vous a vaincu, grave erreur d'appréciation dont il fera les frais quand vous lui tomberez dessus, soit vous répondez sur le champ et vous risquez de vous emporter et par conséquent de vous décrédibiliser, de vous ridiculisez. Le temps passant et devenu vieux, j'ai opté pour la première attitude.

Ce qui fait chier au plus haut point mes détracteurs, c'est que je suis à l'aise sur tous les terrains, et je mélange allégrement expériences ou appréciations personnelles avec des analyses politiques sans m'être posé un instant la question de savoir si cela présentait des avantages ou des inconvénients, disons que cela m'est venu naturellement, c'est sans doute un défaut à leurs yeux, ils préfèrent la compagnie des hypocrites (dans ma famille aussi...), c'est cela qu'ils ne supportent pas, les gens qui sont naturels et qui ont une personnalité qui ne rentre pas dans leur moule qui forme des zombies, des bénis oui-oui, qui entonnent ni Dieu ni maître... pour en réalité les remplacer. - LVOG)

Cinq courriels reçus.

1- Bonjour,

Je lis et consulte votre site depuis cet été avec beaucoup d'intérêt. Nombre de vos observations, commentaires, rejoignent voir même ont précédé le constat que j'ai pu tiré de mon expérience au sein de mon syndicat de Solidaires, ou de mon vécu comme sympathisant du POI au cours de la dernière année.

J'avais fondé quelques espoirs dans ce parti, mais j'ai été assez vite refroidi. Je crois vous en avoir déjà parlé.

Quand à mon syndicat, j'ai démissionné de mon poste de secrétaire de section, n'étant plus en accord, avec les décisions prises en haut lieu, comme par exemple cette énième journée de mobilisation décidée avec la CGT et FSU pour le 8 octobre. Journées sans lendemain, qui au lieu d'armer les travailleurs, les rendent pieds et poings liés à leurs adversaires, faute que ces mobilisations ne sont jamais construites pour durer mais pour faire soupape de sécurité et donner un peu de mou aux éléments les plus résolus.

Je me suis syndiqué à SUD, en partie pour le D de démocratique, et force est de constater que l'ensemble de ces journées sont, sinon imposées par le haut, du moins jamais construites par en bas.

Mais l'objet de mon message, n'est pas uniquement de faire part de ma situation personnelle, qui n'a pas grand intérêt.

A lire vos « causeries », vous employez souvent la troisième personne du pluriel, comme si vous vouliez indiquer que vous vous exprimez au nom d'un collectif. J'imagine que celui-ci est plutôt un collectif « imaginaire », car il ne me semble pas que vous soyez membre d'une organisation quelconque. En tout cas, vous ne vous en revendiquez pas comme tel. Vous trouverez sans doute cette remarque inutile…mais bon.

(L'emploie de "on" ou de "nous" est davantage conforme à mes principes, c'est une formule inclusive ou indéfinie qui témoigne que mes idées ne m'appartiennent pas, et ce n'est pas un effet de style. Ce qui est important ce sont les idées et non la personne qui les émet ou les porte, c'est aussi une manière de se mettre en retrait, je n'ai aucune raison ou légitimité particulière pour me mettre au premier plan. Et puis, je me vois mal employer une formule du type "moi je" dont j'ai horreur. Contrairement aux apparences peut-être, je suis plutôt quelqu'un d'effacé, autrefois timide et complexé, je n'ai jamais cherché à prendre la place de quelqu'un ou à me prendre pour ce que je n'étais pas et c'est très bien ainsi.)

Plus concrètement et sur le fond, dans votre causerie d'hier, vous mettez en cause, justement, plusieurs partis de n'avoir pas pris la mesure de l'évolution du capitalisme, entre autre sa « dérive" financière. On ne peut nier que la part de la finance n'a cessé de croitre depuis 30-40 ans, mais dans un autre temps, je pense que l'on sur-estime sa nature et son origine. La crise dite financière ne serait-elle pas plutôt l'expression d'un Capital qui chercherait un moyen d'assurer son auto-valorisation, ce qui est son essence même. Puisqu'il a de plus en plus de difficulté à le réaliser (en créant de la valeur) par le Travail qui ne cesse de diminuer compte tenu du machinisme grandissant, les profits alimentent le capital fictif.

(Je pense au contraire que la place et le rôle de la finance ont été systématiquement sous-estimés depuis quand déjà, depuis peut-être que Lénine a publié L'impérialisme stade suprême du capitalisme. La question est dialectique mais pas seulement, elle est politique. Ce que vous dites de la crise financière me paraît juste, elle est la partie émergée de la crise du capitalisme. On peut ajouter que l'oligarchie financière l'instrumentalise à des fins également politiques pour atteindre des objectifs économiques dans des proportions inégalées dans le passé dont il faut tenir compte.)

Aussi, la lutte contre l'oligarchie financière ne peut trouver sa réponse que dans l'économie réelle, et en luttant pour réduire considérablement le temps de travail, et par la-même la soumission au travail contraint. Ce qui est évidemment le projet politique qui devrait soutenu par un parti révolutionnaire.

C'est évidemment un peu raccourci, mais c'est l'enseignement que j'ai tiré de mes lectures de Marx, dont il faut bien avouer, reste trop peu ou pas du tout connu, même des militants. Ou encore ont-ils lu des bribes, des résumés tronqués, sans parler de ceux qui ont dénaturé sa pensée.

Aussi, je ne peux que vous conseillez, même si c'est un peu osé de ma part, la consultation du site http://www.demystification.fr, où vous trouverez les ouvrages d'un auteur fort intéressant, Tom Thomas.

(Je connais ce portail. J'ignore qui il est vraiment, si c'est son vrai nom, ce qu'il fait et comment le joindre.)

Cordialement

2- Bonsoir,

J'ai lu dans une de vos dernières « causeries » que vous pourriez arrêter d'alimenter votre site dans les prochains jours. Je peux comprendre que cette tâche soit lourde, fastidieuse et que vous en retiriez peu de reconnaissance. D'autant qu'il est fatiguant de rappeler les mêmes nécessités de combat politique, de militer pour quelque chose que l'on ne voit jamais venir…

(C'est surtout épuisant physiquement, je parle des yeux principalement. Je n'ai pas besoin de "reconnaissance", j'ai conscience de ce que je fais ou de ce j'écris, tout comme j'ai confiance en moi ou dans mes convictions. J'ai aussi conscience de mes lacunes et de mes faiblesses que j'ai toujours à l'esprit, cela aide à rester modeste ou à sa place. Compte tenu qu'il y a toujours de nouveaux militants qui se connectent sur le portail, je suis obligé de me répéter, ils peuvent toujours télécharger les causeries des années précédentes, mais c'est fastidieux, ils ont autres choses à faire et je le comprends.

Vous m'avez mal lu ou je me suis mal exprimé, je n'attends rien ou je ne milite pas pour quelque chose de particulier hormis le socialisme qui viendra le moment voulu ou jamais. J'ai expliqué à plusieurs reprises qu'on ne devait pas rejoindre un parti dans un autre but que le construire, et que cela permettait également de donner un sens à sa vie et qu'il ne fallait pas attendre autre chose de notre engagement politique, ce qui impliquait de progresser personnellement. C'est aussi la raison pour laquelle l'activisme forcené est à bannir. Aucun militant ne devrait sacrifier sa vie et celle de ses proches pour le parti car la situation ne l'impose pas. Le militantisme devrait être une activité comme une autre qui s'insère dans la vie quotidienne de chaque travailleur, ce serait le meilleur moyen de le rendre supportable et de démontrer aux autres travailleurs qu'on peut prendre en main son destin sans tout sacrifier pour autant, ce qui en tout état de cause ne va qu'un temps. On ne doit pas être conduit à changer de vie ou de fréquentations parce qu'on a rejoint un parti, c'est aberrant, je suis malheureusement passé par là autrefois et je le regrette.

J'ai compris qu'il ne servait à rien de courir après deux lièvres à la fois, car c'était le meilleur moyen de n'en attraper aucun. Il y en a qui courent après des résultats immédiats qui s'évaporeront dans la nature quelque temps après à l'instar de nos acquis ou de la Grèce par exemple, ou encore des militants recrutés lors d'une bataille sur la base d'illusions qu'on entretiendra, jusqu'au moment où ils disparaîtront également dans la nature, je ne vois pas quel intérêt cela peut présenter à l'arrivée sinon qu'on en est toujours à la case départ et que le parti ne se construit pas. Les dirigeants de tous les partis s'en foutent tant qu'ils continuent de recruter, mais quand ce n'est plus le cas, la crise éclate dans leur parti et ils s'accusent mutuellement d'en être responsables, voyez ce qui est en train de se passer au POI qui l'illustre très bien.)

Néanmoins, je dois dire que je serai, et sans doute pas le seul, à regretter l'arrêt de votre site bien que je puisse avoir un point de vue sensiblement différent sur certain sujet. Tout en partageant quand même la majeure partie de votre analyse quant à la nécessité de fonder une organisation indépendante des « pouvoirs" en place, et orientée vers l'émancipation définitive de la classe ouvrière.

(Que voulez-vous que je vous dise, vous-même vous vous manifestez tardivement, je ne peux pas forcer les lecteurs ou militants à m'écrire et à me soutenir, chacun est libre d'agir comme il l'entend, à chacun ses responsabilités, j'ai pris les miennes, j'ai fait ce que je pouvais et je ne pouvais pas en faire plus, mieux peut-être, on peut toujours faire mieux heureusement. Partager l'essentiel en étant sincère et honnête, c'est déjà un acquis. Quant au reste, c'est la vie !)

Je pense que mon avis ne penchera guère sur votre décision, mais je tenais à vous le dire.

Autre point; vous indiquez une adresse où l'on peut envoyer une contribution financière. Ne serait-il pas possible d'avoir votre compte IBAN ? ce qui me permettrait de vous transférer directement sur votre compte de l'argent. Eventuellement aussi de manière plus récurrente.

Sincères salutations

PS: ne vous est-il jamais venu à l'idée de vous installer à Cuba ? Même si ce n'est pas la panacée du socialisme, peut-être que l'on s'en rapproche plus ?

(Je n'aime pas le rhum et je ne suis pas un partisan du castrisme... ni de la castration politique !)

3- Bonsoir,

Je vous remercie du temps que vous avez accordé pour répondre à mon message.

J'ai bien noté l'adresse où envoyer ma contribution.

Je comprends que vous ayez envie de tourner la page, de pouvoir vous consacrer à d'autres activités personnelles.

Je crois aussi que nous ne devons jamais surestimé notre poids individuel pour changer le cours des choses. Trop peu s'investissent et portent sur leurs épaules la lourde tache d'essayer d'éclairer ses semblables, avec sa propre subjectivité, aussi. Il faut faire le minimum que l'on peut en discutant avec ses amis, collègues, proches, rencontres et en essayant de leur montrer les multiples facéties d'un monde que l'on veut nous présenter d'une certaine manière. En apprenant tout simplement aux gens à utiliser leur cerveau, leur capacité d'analyse.

A votre manière, vous y avez contribué, et cela restera tant que les infos que vous avez mis en ligne seront disponibles. Toutes les « causeries » ne seront pas vaines, je suis sûr que de nombreux militants y puiseront des éléments de réflexion, tout comme moi, pour changer de comportement, de mode d'actions, et surtout de direction.

Votre tache était ambitieuse, mais votre distance de la France vous a certainement fermé la porte de pouvoir entretenir un réseau de militants sur le terrain. Je maintiens qu'Internet ne peux pas tout, c'est un média très réactif (trop même), mais qui ne peut remplacer l'action véritable, les assemblées, les réunions.

Vous souhaitant bonne continuation.

(Je n'ai surtout reçu le soutien d'aucun cadre ou dirigeant avec lequel j'aurais peut-être pu combiner mon activité et la sienne sur le terrain. Je me serais contenté de ce rôle de second plan. On n'a rien pu démarrer hélas, sinon on aurait pu envisager si nécessaire le financement de mes voyages en France, cela aurait été aux militants de le décider.)

4- Salut camarade,

Juste pour te dire que je te soutiens dans ta démarche pour construire le parti.

J'écris ce mail sur un téléphone, donc je ne peux pas faire long.

Je ne suis pas un intellectuel comme toi, et je ne me considère pas comme faisant partie d'une avant-garde. Ceux qui te donnent des leçons de marxisme me saoulent. Je te lis depuis des années maintenant, et je peux te dire que j'ai davantage progressé sur le plan dialectique avec certains de tes écrits qu'avec informations ouvrières ou les réunions du POI. Même avec des camarades qui pour certains ont des mandats syndicaux important de mon OS.

A la décharge des membres de mon comité du POI, il y a quelques années, les membres du CCI à la création du POI, voulaient laisser animer le bureau et le comité par des nouveaux adhérents non Trotskystes comme moi. N'étant ni enseignant, ni fonctionnaire, impossible de le faire. Le CCI a été obligé d'animer seul le comité et il s'est enquilosé. Que des débats autour de Il depuis des années, et seul à poser des questions de fond sur la stratégie du parti.

Bref ce que je vois autour de moi c'est qu'il n'y a presque plus de débat au POI, et dans les OS FO et CGT. A part de bons petit soldats, les autres ont du mal à se faire entendre. Alors que le mot d'ordre devrait être le débat, encore le débat, toujours le débat !

Donne moi une adresse pour que je te donne la cotisation que je versais jusqu'àlors au POI.

Fraternellement

S. Futur ex-adhérent du POI

Non Trotskyste, non léniniste, non je ne sais quoi D'autre, Socialiste

Même pour faire chier certains doctrinaires ultra-gauchiste !

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mémes et non l'oeuvre d'une soi-disant avant garde.

5- A propos du parti.

Ce qui me fonde c'est l'existence de 1 milliard d'ouvriers dans le monde, expérimentés dans leur lutte pouvant entraîner les autres contre une direction centralisée mais non homogène dans sa lutte contre ces ouvriers ; alors c'est vrai, c'est le bordel organisationnel dans le POI, mais l'essentiel c'est qu'on se réunit, qu'on n'est pas des demeurés qui attendent l'évangile de tel ou tel dirigeant, personnellement je demande qu'est ce que veut dire appareil politique de la lutte formule non explcitée le 6 juin pour un millier qui attendait une perspective, POI ou pas, c'est ce que je vais développer aux camarades pour la préparation du congrès, il faut bien partir de quelque chose quand la lutte exaspérée va surgir ; je comprends que tu sois loin de nous et que tu ne nous vois pas nous démener mais nous sommes bien vivants.

Salutations.

Je te souhaite d'obtenir les réponses à toutes tes questions, n'hésite pas à nous en faire.

De toute évidence, tous les militants du POI ne me considèrent pas comme leur ennemi ou ne font pas preuve d'un manque singulier de discernement. A aucun moment je ne les ai considérés comme tels, pas plus les militants du NPA, de LO ou du Front de gauche.

On a pris la fâcheuse habitude d'entrevoir les rapports dans le mouvement ouvrier sous un angle conflictuel., belliqueux, haineux. Si je rencontrais un militant de la CFDT, au lieu de me dire, tiens voilà un jaune, un collabo, un agent du capital, un représentant du Medef, je lui demanderais de m'expliquer sa politique, ensuite je lui exposerais la manière sans chercher à le convaincre de quoi que ce soit et sans porter d'appréciations subjectives, de sorte que la discussion demeure ouverte et qu'elle ne devienne pas agressive, laissant les arguments s'opposés les uns aux autres en me disant qu'à l'arrivée les meilleurs l'emporteront un jour ou l'autre, si j'ai véritablement confiance dans mes convictions et que je suis sincère, cela ne devrait poser aucun problème.

Je suis peut-être con, mais je crois dans le pouvoir de la sincérité et de l'honnêteté, même s'ils ne sont pas souvent ou forcément récompensées ou simplement reconnues comme telles, encore que, faut-il être patient. C'est comme le marxisme, c'est un guide pour l'action, il ne faut pas en espérer davantage, sauf à être déçu par la suite. Cela peut t'éviter de te casser la gueule dans la vie, ce n'est déjà pas mal.

Ce qu'on ignore ou ce à quoi on ne pense pas, c'est que la sincérité et l'honnêteté figurent parmi les conditions pour analyser la situation sans être tenté de la déformer, on en aura donc une interprétation aussi juste que possible qui nous permettra de nous orienter dans la vie comme en politique en évitant de commettre bien des erreurs. Et quand bien même par la suite nous serions malgré tout en bute à des difficultés, qui ne l'est pas, il faudrait les imputer à la société et non à notre attitude, la pire confusion ou erreur consisterait alors à en changer ce qui nous conduirait à devenir un sale type, puisque nous deviendrions leur contraire, c'est-à-dire hypocrite et malhonnête. Et quant à ceux qui entendent en tirer profit à votre insu pour manifestement avoir épousé la personnalité de ce sale type, l'expérience prouve que cela ne leur portera pas davantage chance que ceux qui se réjouissent du malheur des autres.

Notre mode de pensée et les principes ou valeurs que l'on a adoptés entretiennent des rapports réciproques ou interagissent les uns sur les autres, ce que l'on peut comprendre sans faire appel à la morale qui sert à justifier les actions les plus élevées et les plus viles selon les cas. Au lieu de porter des jugements à l'emporte-pièce, on ferait mieux de se demander pourquoi et comment on en arrive à adopter un certain comportement et à partager certaines idées, à commencer par soi-même, ensuite quand on sera parvenu à répondre à ces questions, on pourra se les poser à propos des travailleurs ou des militants qu'on rencontrera, cela nous permettra de découvrir certaines facettes de notre personnalité qu'on ignorait.

Freud affirmait que la vie était une lutte permanente, et ce n'est pas nous qui le contredirons. Marx affirmait que la lutte des classes était l'un des deux moteurs du développement de la civilisation humaine, et on n'a aucune raison de le démentir. C'est donc sur les deux tableaux qu'il nous faut combattre tout au long de notre existence, qu'il faut nous armer. Sacrifier l'un des deux aspects de ce combat, conduit à les saper tous les deux.

Toute pédagogie en direction des masses devraient comporter ces deux volets, ne serait-ce que pour leur montrer qu'on n'est pas différents des autres travailleurs, et qu'au lieu de les accabler, on fait tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à prendre en mains leur destin pour changer la société. A suivre.

Syrie. Contre-propagande.

- Syrie : Les mythes de la propagande médiatique (New Orient News) - Ghaleb Kandil - legrandsoir.info 27.09

1. Le mythe des migrants fuyant le régime syrien.

Un mythe tombé devant le fait que la majorité de ceux qui sont prouvés faire partie de l'exode de citoyens syriens venait des zones contrôlées par les groupes terroristes.

Ainsi, depuis que le père de l'enfant Aylan a déclaré que sa famille fuyait l'enfer de DAECH, la fièvre de l'exploitation médiatique de son petit corps étendu sur une plage de Turquie s'est relativement calmée d'elle-même, sans la moindre enquête sérieuse pour mettre un terme à la désinformation première, sans jamais admettre que ces gens fuyaient les terroristes takfiristes soutenus par les États occidentaux et, à plus forte raison, sans jamais mettre en lumière les millions de déplacés qui ont préféré rester dans leur pays en rejoignant les zones contrôlées par l'État syrien accusé de tous les maux.

La vérité a quand même explosé devant les caméras des chaînes européennes quand des réfugiés syriens ont ouvertement déclaré que leur tragédie était la conséquence du terrorisme, certains allant jusqu'à dire que les États occidentaux avaient détruit leur pays en leur expédiant les terroristes qui les avaient poussés à l'exil et qu'en conséquence, ils avaient le droit d'exiger accueil et assistance pour leur propre sécurité. Un état d'esprit qui n'a pas pu échapper aux observateurs et qui pourrait expliquer le revirement de certains États européens en direction de Damas.

2. Le mythe d'une discrimination de la part du régime Syrien.

Un mythe fondé sur l'idée que cet exode, concernant une certaine catégorie de Syriens résidant dans les campagnes et favorables aux terroristes, allégerait le fardeau de l'État syrien ; idée scabreuse, pour ne pas dire raciste, en totale contradiction avec la réalité syrienne.

L'État syrien continue à assumer, autant que possible, toutes ses obligations dans toutes les régions du pays, même celles qui sont actuellement sous le contrôle des organisations terroristes, prenant à sa charge une vaste opération de secours et de soutien aux millions de déplacés à l'intérieur du pays. C'est la conception même du président Bachar al-Assad qui, depuis le début des événements, a donné ses instructions et veille à ce que les salaires et les produits subventionnés continuent à être régulièrement distribués à tous les citoyens, notamment à ceux qui sont piégés dans les zones où sévissent les terroristes, et s'acharne à poursuivre les réconciliations [Mousalaha] pour récupérer ceux qui se sont compromis dans la « rébellion armée » selon une vision globale axée sur la libération de toute la Syrie du fléau terroriste.

3. Le mythe de la Syrie « utile ».

Un mythe censé s'appliquer aux régions densément peuplées, pour nourrir sciemment un autre mythe tournant autour de la partition prétendument inévitable du pays, en régions dites « utiles » contrôlées par l'État syrien et régions supposées « inutiles » dont les territoires et les habitants seraient livrés aux terroristes takfiristes.

Un mythe qui a pour objectif de faire croire aux habitants des régions supposées « inutiles », qu'ils sont euxmêmes inutiles afin qu'ils se résignent à l'idée d'avoir été abandonnés par leur État, leur Armée et leur Président, qui n'ont jamais cessé de résister et se battent pour récupérer chaque pouce du territoire, quel que soit le coût de la victoire.

Un mythe qui est d'autant plus criminel lorsqu'il est repris par des Syriens inconscients du piège tendu par la propagande colonialiste et du service rendu à l'ennemi.

Un mythe qui est d'un non-sens absolu lorsqu'il s'agit d'une patrie et que c'est justement dans les régions supposées « inutiles » que se concentrent les ressources agricoles et pétrolières, ainsi que d'importants centres industriels, sans parler des joyaux de l'histoire de l'humanité et de la civilisation, ni de la mémoire de leurs habitants qui ont contribué à l'histoire de la Syrie libre, indépendante et souveraine. legrandsoir.info 27.09

En complément.

- Quand les USA fournissent des armes à Al-Qaïda - euronews.com 25.09

- Syrie: le maintien d'Assad n'est plus tabou - AFP

Les deux fidèles alliés de Damas, la Russie et l'Iran, apparaissaient dimanche en position de force pour imposer aux Occidentaux leur stratégie visant à faire de la lutte contre les jihadistes en Syrie la priorité absolue, en maintenant en place le président Bachar al-Assad.

A la veille de l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies, les présidents russe Vladimir Poutine et iranien Hassan Rohani ont, dans des interviews télévisées, poussé leurs pions pour imposer leur vision de la gestion du conflit syrien face à des Américains et Européens ébranlés par la crise des réfugiés et la menace terroriste.

Vladimir Poutine, qui doit rencontrer lundi à New York en tête-à-tête son homologue américain Barack Obama -une première depuis plus de deux ans-, a ainsi levé le voile sur la nouvelle coalition qu'il entend mettre en place pour lutter contre les jihadistes de l'Etat islamique.

"Nous avons proposé de coopérer avec les pays de la région", a-t-il déclaré sur la chaîne CBS. "Nous essayons d'établir une sorte de cadre de coordination, nous aimerions avoir une plateforme commune pour une action collective contre les terroristes", a-t-il expliqué.

Moscou est à l'offensive depuis plusieurs semaines sur le dossier syrien, en renforçant considérablement sa présence militaire dans le fief du régime dans le nord-ouest de la Syrie et en multipliant les initiatives: dimanche, Bagdad a ainsi annoncé que l'Irak, la Russie, l'Iran et la Syrie avaient décidé de créer un centre de renseignement dans la capitale irakienne, pour lutter plus efficacement contre l'EI.

Ces initiatives russes inquiètent les Etats-Unis et leurs alliés européens, qui semblent de plus en plus mis devant le fait accompli par Moscou, au moment où leur propre stratégie militaire contre l'EI paraît patiner.

"Nous sommes juste en train de commencer à essayer de comprendre quelles sont les intentions de la Russie en Syrie et en Irak, et d'essayer de voir s'il y a des moyens de trouver une issue bénéfique", a reconnu dimanche un haut responsable du département d'Etat américain.

Washington et une soixantaine de pays européens et arabes sunnites pilotent depuis un an une coalition militaire qui frappe des bastions de l'EI en Syrie et en Irak. La France, qui participe aux opérations en Irak, a pour la première fois dimanche effectué des frappes en Syrie contre un camp d'entraînement de l'EI à Deir Ezzor (est), au nom de la "légitime défense". Une annonce solennellement confirmée par François Hollande à New York.

Mais toutes ces opérations militaires n'ont pas empêché l'organisation jihadiste de consolider ses positions, ni n'ont ruiné son pouvoir d'attraction : près de 30.000 jihadistes étrangers se sont rendus en Syrie et en Irak depuis 2011, selon des responsables du renseignement américains cités par le New York Times, le double de la précédente estimation il y a un an.

Devant cette impasse sur le terrain et après plus de quatre ans d'une guerre qui a fait plus de 240.000 morts et des millions de réfugiés, Moscou et Téhéran ont également réaffirmé sans ambages que le régime de leur allié Bachar al Assad était le seul rempart contre le terrorisme.

Exploitant les tergiversations occidentales sur le sort du président syrien --dont le départ immédiat et sans condition fut longtemps réclamé--, le président iranien a affirmé qu'il existait désormais un large consensus international pour son maintien au pouvoir.

"Je pense qu'aujourd'hui tout le monde a accepté que le président Assad devait rester (au pouvoir) afin de combattre les terroristes", a déclaré M. Rohani sur CNN. "En Syrie, notre premier objectif est de combattre les terroristes et de les défaire, et nous n'avons pas d'autre solution que de renforcer l'autorité centrale et le gouvernement comme les principaux centres de pouvoir", a-t-il insisté.

Le message commence à passer, depuis quelques semaines. Washington, Londres, Berlin et même Paris, ne posent plus le départ immédiat de M. Assad comme préalable à toute négociation, la chancelière allemande Angela Merkel étant même allée jusqu'à dire qu'il faudrait aussi discuter avec lui.

Même les Etats-Unis ont assoupli leur position : il y a une semaine, John Kerry concédait que le calendrier de la sortie de M. Assad était négociable.

Quant à Paris et Londres, ils répètent que Bachar ne peut pas faire partie de "l'avenir" de la Syrie, mais restent flous sur le calendrier et les modalités de son départ. AFP 27.09

- François Hollande redit à l'Onu que Bachar al Assad doit partir - Reuters 28.09

La famille s'aggrandit encore, elle va enfanter un monstre ou d'un front à l'autre.

- François Meunier, du Front de gauche au Front national - liberation.fr

Il y a moins de deux semaines, François Meunier, conseiller municipal Front de gauche d'Antony (Hauts-de-Seine), n'avait encore d'yeux que pour le Parti communiste sur son compte Twitter : Un lien renvoyait vers le discours de Pierre Laurent à la fête de l'Huma, les unes du quotidien éponyme y étaient fréquemment reprises, et l'homme tançait le discours «ultralibéral et réactionnaire» de la chanteuse Françoise Hardy, invitée de l'émission On est pas couchés. Quelle ne fut pas la surprise de nombreux habitants d'Antony (61 000 habitants), de découvrir, dimanche matin à la lecture du Parisien, le ralliement de leur élu au… Front national.

Soyons nombreux ce week-end à la fête de l'Humanité. Rendez-vous sur le stand d'Antony pour partager un moment de fraternité.

— François Meunier (@FraMeunier) 10 Septembre 2015

L'Europe et la France doivent arrêter de multiplier les entraves à l'accueil des réfugiés http://t.co/7O8fm4FHiE #PCF via @CNPCF

— François Meunier (@FraMeunier) 4 Septembre 2015

Tête de liste Front de gauche aux municipales de mars 2014 – il avait obtenu 9% des suffrages (le FN n'avait pas de candidat) –, François Meunier entend même monter un groupe frontiste au sein de la ville remportée par Jacques-Yves Sénant, investi sous la bannière de feu l'UMP. Au Parisien, Meunier a expliqué que le FN était désormais le seul parti «à défendre la classe ouvrière […], le dernier à avoir une analyse marxiste de la société et encore un discours sur la lutte des classes.» L'électrochoc est survenu avec la crise grecque : «C'était l'occasion pour le Front de gauche de rompre avec la politique européenne, mais il n'a pas été à la hauteur», s'emporte-t-il, précisant «qu'[il] n'aurait jamais adhéré au FN si Jean-Marie Le Pen était encore là.» Il conclut : «Force est de constater qu'aujourd'hui, ce discours antisémite a disparu. Certains peuvent penser que c'est une stratégie politique. Moi, je ne le crois pas.» Reste que les électeurs qui l'ont élu sous l'étiquette du Front de gauche ont aujourd'hui une sacrée couleuvre à avaler. liberation.fr 27.09

Question : Comment peut-on passer d'un parti dit de "la gauche de la gauche" à un parti d'extrême droite, sinon que le soi-disant parti de gauche ne le serait pas vraiment ? Cela vaut pour bien d'autres partis dont certains de leurs membres ont atterri au fil des ans au FN ou au PS notamment.

Que leurs militants n'hurlent pas à la calomnie ou qu'ils n'essaient pas de s'en sortir en expliquant que leurs partis ou leurs dirigeants n'y seraient pour rien ou encore leurs politiques, il a forcément fallu qu'ils développent des idées ou qu'ils adoptent des positions communes à l'extrême droite tout en cultivant des intentions inavouées sur leurs réelles intentions ou qui n'étaient pas incompatibles avec l'orientation politique de l'extrême droite, pour qu'à un moment donné ces membres les adoptent une fois qu'ils avaient constatées qu'elles étaient partagées par l'extrême droite qui les revendiquaient ouvertement. En fait ils auront préféré une certaine forme d'honnêteté, même nauséabonde, à l'hypocrisiie légendaire de leurs diirigeants.

Vous comprenez pourquoi nous ne passons absolument rien aux opportunistes, pour qu'on ne puisse pas nous accuser d'avoir favorisé le passage de certains militants de la gauche ou de l'extrême gauche à l'extrême droite, à mon avis cela ne risque pas d'arriver avec notre portail ou notre courant politique est vigilant et intransigeant en la matière.

Confirmation. Ils ont tiré un trait (provisoirement ?) sur La Talonnette.

Si ce sont les porte-parole du néolibéralisme qui le disent, ils sont bien placés pour en parler...

- Nicolas Sarkozy, cet artiste passé de mode qui s'obstine à creuser le même répertoire - slate.fr

Un an après son retour sur l'air du «large rassemblement», l'ancien et aspirant futur président de la République tient des discours sidérants, pour ne pas dire délirants

C'est entendu, il est de coutume de dire un peu n'importe quoi du haut d'une tribune politique. Les militants adorent qu'on les emmène dans un monde imaginaire et les leaders raffolent d'être acclamés en retour. Mais il y a tout de même des limites, surtout lorsqu'on est un ancien président de la République qui aspire à le redevenir.

Or, Nicolas Sarkozy multiplie, ces derniers temps, des discours sidérants pour ne pas dire délirants. Et pas simplement devant ses troupes. Ses propos tenus devant le think tank libéral Choiseul 100, «engagé dans cette aventure exaltante qui consiste à interroger la grammaire des relations économiques mondiales», sont révélateurs d'une inquiétante intempérance.

Loghorrée réactionnaire

«Notre modèle n'est pas mis en cause, il va simplement être balayé, car la France s'est arrêtée en 1789», a osé le président d'un parti qui a choisi de se nommer Les Républicains. On se contenterait d'en sourire si tout son propos, pourtant adressé à

une assemblée a priori raisonnable, n'était structuré autour d'une rhétorique réactionnaire extrême.

Sarkozy veut restaurer un leadership sans faille, en finir avec le «principe de précaution écologique» comme avec le paritarisme social. Il naturalise comme jamais les inégalités sociales en comparant implicitement les pauvres aux «chauves». Et se permet de traiter par le mépris les populations les plus reléguées: «Les banlieues doivent arrêter de culpabiliser la France.»

L'excès sarkozyen n'est pas limité à la question «des millions et des millions» de migrants qui «poussent» pour forcer la porte de l'Europe. Il prend la forme d'une prophétie quasi-révolutionnaire (ce qui ne l'empêche pas de prôner le retour au cumul des mandats). Il va falloir «chambouler très fort la France», prévient «l'ex» que son ancien Premier ministre accusait de timidité réformatrice quand il siégeait à l'Elysée.

Donnée en meeting le 27 septembre, l'explication est très simple: «Je ne crois pas possible de réformer notre pays, il faut le refonder». Et accrochez-vous: «En 1958, le général De Gaulle s'est retrouvé dans une situation où il fallait réinventer des institutions, réinventer une monnaie, réinventer un projet. Nous allons nous retrouver dans cette situation-là.» Préparons-nous à la VIème République et à la sortie de l'euro, si l'on comprend bien...

Logiciel non mis à jour

Cette logorrhée est pourtant à mille lieues du sage discours tenu par le même Sarkozy, il y a seulement un an, lors de son retour à la vie publique. Pour construire une «alternative véritable», il promettait d'agir «avec le souci du plus large rassemblement, la volonté d'apaiser les tensions».

L'objectif était alors de créer «les conditions d'un nouveau et vaste rassemblement qui s'adressera à tous les Français, sans aucun esprit partisan, dépassant les clivages traditionnels qui ne correspondent plus aujourd'hui à la moindre réalité». Tout cela pour se contenter de repeindre la bannière de l'UMP et d'enfermer ce parti dans un discours de droite sectaire et outrancier.

Le candidat battu en 2012 n'a visiblement pas tiré profit de ses deux années de retraite officielle pour mettre à jour son logiciel. Cet homme intuitif mais peu rigoureux souffre sans doute de n'être point entouré et conseillé comme il le fut en ses périodes fastes. Emmanuelle Mignon ne le chaperonne plus comme en 2007. Henri Guaino et Patrick Buisson ne sont plus là pour lui insuffler la bonne parole. Il ne lui reste que des réflexes conditionnés et des procédés d'estrade.

Obsession du rang

Sarkozy ressemble ainsi à ces artistes passés de mode, qui s'obstinent à creuser toujours le même répertoire sans se rendre compte que la magie n'opère plus. Moins le succès est au rendez-vous, et plus il devient susceptible et agressif. Le nombre d'adhérents de son parti régresse alors qu'il était persuadé que son divin retour serait salué d'une puissante vague d'arrivées. Les sondages pour la primaire de droite le donnent au coude à coude avec Alain Juppé, bien loin de ses propres pronostics d'il y a quelques mois.

Ces difficultés imprévues n'améliorent pas son caractère. «Moi, j'ai tout pris», aime à répéter Sarkozy. Sa soif de pouvoir, contrariée par les épreuves de l'heure, se traduit par une obsession de son rang qui le rend parfois insupportable.

Vexé que son nom apparaisse dans la même taille que celui des autres leaders de la droite dans le carton d'invitation au meeting de Valérie Pécresse, le président Sarkozy a exigé une deuxième mouture. Il s'est ensuite vengé en arrivant en retard audit meeting et en parlant en dernier, après la candidate LR en Ile-de-France, contre les usages.

Agacement patronal

La crédibilité de l'actuel discours sarkozyen est, enfin et surtout, sujette à caution. L'ex-président a beau régulièrement prétendre qu'il a «changé», les Français gardent de lui et de son action passée une vision fort précise. L'électorat du FN ne comprend toujours pas pourquoi il serait plus efficace demain qu'hier dans les domaines de l'insécurité et de l'immigration qui lui importent.

Du côté du patronat, on observe des signes d'agacement croissants à l'égard d'un homme aux foucades imprévisibles. «Sarkozy, je n'y crois plus», dit plus d'un grand dirigeant. Des rencontres entre l'ancien chef de l'Etat et ses anciens soutiens dans les cercles économiques en viennent à être annulées par défaut de croyance en son étoile.

A coup sûr, la grande bourgeoisie dispose, avec Alain Juppé et François Hollande, de personnalités offrant de meilleures garanties de stabilité. Quant à l'électorat de droite, il risque fort de se saisir de la primaire pour garantir l'alternance qu'il désire ardemment.

Or ces électeurs considéreront sans doute, et à bon droit, qu'une candidature Sarkozy favoriserait plus la réélection de Hollande que celle de Juppé. L'exercice de la primaire, on l'a vu chez les socialistes, est soumis à un principe d'opportunisme. Si les

militants sont séduits par le plus radical, les électeurs préfèrent celui qui est le plus susceptible de leur apporter la victoire finale. A condition, bien sûr, que la primaire de droite se déroule sans trop de fraudes. slate.fr 28.09

La 3ème Guerre mondiale n'aura pas lieu

Les faucons libéraux et les néoconservateurs ne sont pas parvenus à provoquer l'affrontement avec la Russie pour lequel ils avaient été formés durant la Guerre froide. C'est en définitive la voix de la raison qui a prévalu. Alors que l'on négocie discrètement une sortie de la crise ukrainienne, la Russie et la Chine s'apprêtent à convaincre les États-Unis et leurs alliés de participer à une alliance globale contre le terrorisme islamique. Après 5 ans de tension, le projet de prise de pouvoir par les Frères musulmans —le « Printemps arabe »— et de proclamation d'un califat échouent, la paix est sauvée.

par Thierry Meyssan

En une semaine tous les dirigeants occidentaux, les uns après les autres, ont renoncé à l'objectif qu'ils poursuivent collectivement depuis bientôt 5 ans : renverser la République arabe syrienne et son président démocratiquement élu, Bachar el-Assad.

Force est de constater que si tout change depuis la signature de l'accord 5+1 avec l'Iran, ce n'est pas simplement à cause de la volonté du Guide de la Révolution ni du président Poutine, mais aussi parce qu'elles sont coordonnées avec celle de la Maison-Blanche.

Au cours du premier semestre 2012, les États-Unis et la Russie avaient constaté l'ineptie du projet de prise de pouvoir par les Frères musulmans —le « Printemps arabe »— et imaginé un nouveau partage du « Proche-Orient élargi » qu'ils avaient commencé à concrétiser avec la conférence de Genève. Mais le président Obama s'était avéré incapable d'honorer sa parole. Une semaine plus tard, François Hollande appelait les « Amis de la Syrie » à relancer la guerre, puis Kofi Annan démissionnait avec éclat de ses fonctions de médiateur, tandis que la France, le Qatar, la Jordanie et Israël lançaient l'opération « Volcan de Damas » et assassinaient les chefs du Conseil national syrien de sécurité.

Très vite, il apparaissait que la secrétaire d'État Hillary Clinton, le directeur de la CIA David Petraeus et le nouveau directeur des Affaires politiques de l'Onu Jeffrey Feltman tiraient les ficelles depuis le début. Il fallut attendre la fin de la campagne électorale états-unienne et la réélection de Barack Obama pour qu'il parvienne à arrêter —au sens policier du terme— le général Petraeus et à renvoyer Hillary Clinton. Feltman, quand à lui restait dans l'ombre et poursuivait le sabotage de la politique de la Maison-Blanche en assurant aux uns et autres, via ses subalternes Lakhdar Brahimi et Staffan de Mistura, que la République serait vaincue et qu'elle serait contrainte tôt ou tard à une reddition totale et inconditionnelle.

La politique d'Obama (apaisement avec la Russie et pivot des troupes US vers l'Extrême-Orient) fut brutalement réduite à néant par la réussite de la « révolution colorée » en Ukraine, en novembre 2013. Cette opération, qui achevait le processus de destruction de l'Ukraine et d'isolation de la Russie débuté dès la dislocation de l'URSS, avait été déclenchée à l'insu de la Maison-Blanche. Les États-Unis préparent leurs opérations secrètes des années à l'avance et les déclenchent lorsqu'ils en ressentent l'opportunité politique. Cette fois quelqu'un en a donné l'ordre sans en référer au Conseil de sécurité nationale US. Le résultat fut une crise sans précédent, l'indépendance de la Crimée qui refusait le coup d'État, son rattachement à la Fédération de Russie, la révolte du Donbass et de Lougansk, les sanctions occidentales contre Moscou et les sanctions en retour de la Russie contre les Occidentaux. Bref, l'interruption de toutes les relations Ouest-Est.

Étrangement, le président Obama semblait se laisser imposer par ses « faucons » une politique qu'il n'avait pas choisie. Cependant, il poursuivait en secret les négociations qu'il avait débuté avec l'Iran, au début de son second mandat. Les choses trainant en longueur, il fallut attendre juillet 2015 pour parvenir à un accord [1].

Depuis cette date, nous assistons à un dégel entre Washington et Moscou, à une solution de la crise ukrainienne —les accords de Minsk II trouvent un début d'application tandis que la Russie a signé, le 26 septembre, un accord de fourniture de gaz à l'Ukraine —, et à un retournement politique au Proche-Orient. Nous nous retrouvons, de facto, dans la position où nous étions le 30 juin 2012, lors du Communiqué de Genève.

Sauf que durant ces trois années, la Syrie a été largement détruite et a perdu plus de 200 000 âmes, les Frères musulmans ont proclamé le califat pour lequel ils mènent le jihad depuis 1928 et leur ambition menace désormais toute la région.

Quoi qu'il en soit, la Résistance du Peuple syrien et de ses alliés —notamment le Hezbollah— et la détermination de l'Iran et de la Russie ont donné au président Obama le temps de devenir maître chez lui. L'ancien bras droit de David Petraeus, le général John Allen, qui avait réussi à échapper à la purge de novembre 2012, vient d'être renvoyé. Il commandait la Coalition « anti »-Daesh. Et les documents de travail de Jeffrey Feltman circulent parmi les membres du Conseil de sécurité.

Des hommes courageux et sages ont évité que ce conflit artificiel, le « Printemps arabe », ne dégénère en Troisième Guerre mondiale.

À retenir :

- Le « Printemps arabe » visait à placer les Frères musulmans au pouvoir dans le monde arabe. Réagissant à leur échec, certains Frères ont proclamé le califat avec Daesh.

- Les faucons libéraux et les néo-conservateurs veulent provoquer la guerre contre la Russie. Pour cela, ils ont favorisé le « Printemps arabe », se sont ultérieurement opposés à la paix en Syrie, puis ont organisé la révolution colorée en Ukraine, avant de soutenir Daesh en Irak et en Syrie.

- Le président Obama aura eu besoin de trois ans pour faire le ménage dans son administration —et encore, il n'a pas fini—.

- Il existe un accord entre Barack Obama, Vladimir Poutine et l'ayatollah Ali Khameneï pour rétablir la paix au Proche-Orient.

Note.

[1] Dans des articles antérieurs, j'ai déjà analysé cet accord comme une catastrophe pour la Résistance anti-impérialiste sur le long terme, et comme une pause pour la région à court terme. Mais ceci est une autre histoire. Ndla. Réseau Voltaire 28.09

On ne peut pas se contenter de l'affirmation selon laquelle il s'agirait d'"*une autre histoire*", et évidemment on ne partagera pas l'analyse selon laquelle Obama, Poutine et Khameneï seraient "*des hommes courageux et sages*", pourquoi pas Rockefeller pendant qu'il y est, qui apparemment a apporté un soutien décisif à Obama contre les autres oligarques tout aussi va-t-en-guerre, alors qu'on avait appris qu'Exxon était impliquée dans la revente du pétrole extorqué à la Syrie et à l'Irak par les barbares de l'Emirat islamique.

ACTUALITE EN TITRES

Ah ben voilà pourquoi je n'ai plus ma place en France !

- Des propos de Morano sur la France, "pays de race blanche", font polémique - AFP

Chouette, il annonce la couleur !

- Sarkozy prévient qu'un "effort d'une ampleur inégalée" attend les Français - L'Express.fr

Le nouveau masque du néolibéralisme adopté par le PS qui ne trompera personne.

- Valls donne un nom à son action: le social-réformisme - AFP

Médias cancres ou en voilà qui détestent l'école.

- Comment lutter contre l'ennui à l'école ? - Francetv info

Au total, 70 % des collégiens disent s'embêter, souvent ou tout le temps, en cours. Francetv info 27.09

Le talon de fer du conditionnement et de la désinformation généralisée.

- Drahi et Bolloré, nouveaux hommes de fer des médias - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Un régime toujours plus liberticide, policier.

- La chasse aux mégots est ouverte - Francetv info

À Paris, jeter votre mégot de cigarette pourrait désormais vous coûter cher. A partir du 1er octobre, une amende de 68 euros pourra être infligée aux mauvais élèves, rapporte une équipe de France 3. Pour cela, une centaine d'inspecteurs vont arpenter les rues et distribuer des contraventions.

"Moi-même en tant que fumeuse, je trouve ça bien, ça va permettre à tout le monde de faire attention", lance une jeune femme. Francetv info 27.09

Les médias institutionnels ou porte-parole de la propagande officielle s'emploient dans la plupart de leurs articles à justifier les mesures ou lois adoptées par le gouvernement à l'aide de témoignages réels ou fabriqués, qui servent à la fois à les cautionner et au-delà à en faire porter la responsabilité à la population.

C'est une méthode de conditionnement comme une autre pour imposer une politique réactionnaire et faire croire qu'elle serait légitime dès lors que le peuple en serait à l'origine ou qu'elle correspondrait au mandat qu'il aurait confié au gouvernement. En fait, c'est une vulgaire machination qui relève de l'escroquerie pure et simple.

- Quatre collégiennes écopent d'une amende pour un cri dans un parc - Francetv info

Quatre collégiennes de 11 à 12 ans ont eu le droit à une amende de 68 euros, pour avoir hurlé dans un parc de Toulon (Var), rapporte le quotidien Nice Matin, dimanche 27 septembre.

Sur leurs vélos, deux policiers municipaux l'entendent et font demi-tour, jusqu'aux collégiennes. Après leur avoir demandé leurs papiers d'identité, ils décident de les verbaliser pour "émission de bruit portant atteinte à la tranquillité du voisinage (cris, hurlements) punie et réprimée par l'article R623-2 du code pénal."

Les collégiennes, de toute manière, n'auront pas à régler leurs amendes. En effet, les policiers ne peuvent pas verbaliser des mineurs de moins de 13 ans, car la loi ne leur reconnaît pas de reponsabilité pénale. Francetv info 27.09

Si ces gosses détestent la police et la société et deviennent plus tard des délinquants il ne faudra pas chercher pourquoi.

Nous aussi nous les détestons, à la différence que nous savons pourquoi et nous sommes capables de canaliser cette haine contre notre ennemi de classe et non aveuglément dans n'importe quelle direction ou contre n'importe qui ou quoi.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Autriche

- Percée de l'extrême-droite en Autriche - latribune.fr

La FPÖ, alliée du FN au parlement européen, a doublé son score lors des élections régionales de Haute-Autriche dimanche, à plus de 30 % des voix. Ce parti avait mené une campagne agressive contre l'accueil des réfugiés.

L'Autriche va-t-elle devoir faire face à une forte poussée de l'extrême-droite. Les résultats des élections régionales dans le Land de Haute-Autriche ce dimanche 27 septembre envoie, en tout cas, un message préoccupant. Dans cet Etat très conservateur, dominé depuis la guerre par le parti de droite classique ÖVP qui y a toujours obtenu plus de 42 % des voix, le parti d'extrême-droite FPÖ du très xénophobe Hans-Christian Strache, proche du FN français et qui siège dans son groupe au parlement européen, a fait une percée remarquée.

L'extrême-droite au-dessus de 30 %

La FPÖ a ainsi obtenu, selon le sondage de la télévision publique ÖRF, 30,2 % des voix, soit près du double des 15,3 % obtenus au cours du scrutin de 2009. Il se retrouve ainsi en deuxième position, juste derrière l'ÖVP qui n'a mobilisé que 36,2 % des voix, son plus bas niveau de l'après-guerre dans ce Land et près de onze points de moins qu'en 2009. Les sociaux-démocrates de la SPÖ sont relégués à la troisième place avec 18,4 % des voix, soit 6 de moins qu'en 2009. C'est, là aussi, la première fois depuis 1945 que la SPÖ n'est pas un des deux premiers partis de ce Land.

Campagne agressive

Ce qui inquiète beaucoup d'observateurs, c'est que la FPÖ avait mené une campagne très agressive contre l'accueil des réfugiés qui ont rejoints depuis quelques semaines l'Autriche via la Hongrie et la Slovénie, parfois en cherchant à rejoindre l'Allemagne ou la Suède, parfois pour s'installer dans le pays. Les Autrichiens avaient fait preuve de beaucoup de solidarité, mais le gouvernement fédéral avait aussi montré des signes de dépassement. Surtout, la FPÖ a pu utiliser la crainte dans les régions rurales et les petites agglomérations d'un « afflux massif » de réfugiés. Selon un sondage sorti des urnes, 61 % des électeurs de Haute-Autriche ont pris leur décision en relation avec le sujet des réfugiés.

Un contexte déjà favorable à la FPÖ

Le paysage politique autrichien était déjà, il est vrai, favorable à la FPÖ avant cette crise des réfugiés. Les difficultés de la « grande coalition » à dynamiser une croissance en berne et à faire face au scandale bancaire de Hypo Alpe Adria jouaient en faveur du discours de rejet des deux grands partis porté par Hans-Christian Strache. Mais la crise des réfugiés semblent avoir conduit beaucoup d'électeurs conservateurs et sociaux-démocrates à rejoindre les rangs de l'extrême-droite. Au niveau national, le dernier sondage Unique Research publié le 19 septembre donne 10 points d'avance à la FPÖ devant la SPÖ avec 33 % des intentions de vote. L'ÖVP n'arrive que troisième avec 21 % des voix. En 2013, la FPÖ avait glané 20,5 % des voix.

Elections à Vienne le 11 octobre

Les prochaines élections régionales à Vienne, le 11 octobre seront un nouveau test de la situation politique autrichienne. La capitale est un bastion traditionnel de la SPÖ et des Verts. Mais, là encore, la FPÖ, qui avait déjà gagné 25 % des voix en 2010, devrait progresser. Le dernier sondage, publié samedi 26 septembre, lui attribue 34 % des intentions de vote contre 38 % à la SPÖ. Les Verts, stables à 12 %, passeraient devant l'ÖVP, en voie de disparition dans la capitale avec 8 % des voix (13 % en 2010). Bref, la FPÖ commence donc à s'implanter comme un parti majeur dans toute l'Autriche et pourrait bien devenir incontournable en 2017 pour la formation du prochain gouvernement.

Alliances avec la FPÖ ?

La question est désormais de savoir si la FPÖ peut rejoindre une coalition gouvernementale. Au printemps, la SPÖ du Land de Burgenland avait provoqué un scandale national en constituant une coalition régionale avec la FPÖ. En Haute-Autriche, l'éditorialiste du quotidien viennois Der Standard estime que l'alliance entre l'ÖVP et la FPÖ est possible. Les dirigeants conservateurs locaux ne l'avaient pas exclue, mais l'ampleur du vote d'extrême-droite change la donne. Reste que les Conservateurs, débordés sur leur droite, seront tentés de renouveler l'expérience du chancelier Wolfgang Schüssel qui, en 2000, s'était allié avec la FPÖ de Jörg Haider pour l'affaiblir par la pratique du pouvoir. Un pari qui avait provoqué la colère de l'Europe et qui n'avait que temporairement réussi, car il avait débouché sur la prise du pouvoir de « l'aile dure » de la FPÖ. Mais si la FPÖ gouverne avec les grands partis au niveau régional, il sera difficile de l'exclure du gouvernement fédéral en 2017, surtout s'il a une telle avance.

Panique dans les grands partis

En attendant, il faut se préparer à des mouvements de panique dans les grands partis autrichiens. Ni les Sociaux-démocrates, ni les Conservateurs ne semblent épargnés par l'exode des électeurs vers la FPÖ. Le danger serait d'avoir un durcissement du gouvernement de « grande coalition » pour donner des gages aux électeurs tentés par l'extrême-droite. La politique de Vienne vis-à-vis des réfugiés pourrait donc se durcir. Et l'ÖVP pourrait jouer dans la surenchère pour ne pas perdre pied avant des élections prévues dans deux ans. D'où un risque de déstabilisation de la coalition. L'Autriche pourrait bientôt donner (aussi) des maux de tête aux Européens. latribune.fr 27.09

2- Espagne

- Pourquoi les indépendantistes catalans vont utiliser leur majorité parlementaire - latribune.fr

Les deux listes favorables à l'indépendance catalanes auront la majorité absolue au parlement. Mais ils n'obtiennent que 47,8 % des voix. La crise est-elle terminée ? Le résultat des élections régionales catalanes va sans doute laisser ouverte plusieurs interprétations. Selon les résultats portant sur 96 % des suffrages dépouillés, la liste commune favorable à l'indépendance, Junts pel Sí, arrive en tête et obtient 39,6 % des voix et 62 sièges. Avec l'autre liste indépendantiste, celle du parti de gauche CUP qui obtient 10 sièges et 8,2 % des voix, les députés favorables à l'indépendance seraient donc 72 au prochain parlement. Autrement dit, la majorité absolue de 68 sièges serait dépassée, grâce à l'appui de la CUP qui a affirmé qu'elle ne freinerait pas le processus de sécession, même si elle refuse de participer au gouvernement.

L'indépendance minoritaire en voix

En revanche, les listes indépendantistes n'obtiendraient pas la majorité des voix, mais seulement 47,8 % des suffrages exprimés.

Ce résultat était très important, car les indépendantistes avaient voulu que le scrutin soit « plébiscitaires », autrement dit qu'il est la forme d'un référendum de substitution puisque les tentatives d'organiser un tel référendum se sont heurtées sur le refus juridique des institutions espagnoles. Sur ce terrain référendaire par substitution, les Catalans ont donc dit « non » à l'indépendance par 52,2 % des voix.

Ciudadanos en tête dans le camp unioniste

Dans le camp unioniste, le grand vainqueur est Ciudadanos (C's), le parti des Citoyens, qui a obtenu 17,9 % des suffrages, contre 7,5 % en 2012, et 25 sièges contre 9 en 2012. Cette forte poussée s'explique par la capacité de ce parti à avoir concentré le vote unioniste, notamment au détriment du Parti Populaire (PP) de Mariano Rajoy qui subit une véritable déroute, avec seulement 8,5 % des voix contre 13 % en 2012 et 11 sièges. La venue vendredi pour le dernier meeting de campagne de Nicolas Sarkozy n'aura guère permis de freiner la chute du PP. A gauche, les socialistes du PSC (12,8 % et 16 sièges) et l'alliance entre Podemos et la Gauche Unie réalisent de mauvais scores. Cette dernière alliance, notamment, fait moins bien que la seule Gauche Unie en 2012 (8,9 % contre 9,9 % en 2012). C'est donc une nette défaite qui s'explique par la forte poussée de la CUP indépendantiste qui gagne 5 points et 7 élus.

Le processus de séparation sera-t-il lancé ?

Que va-t-il se passer à présent ? Certes, Junts Pel Sí n'a sans doute pas obtenu le triomphe de l'indépendantisme qu'il souhaitait. Son score est assez décevant puisque ses deux principaux partis, ERC et CDC, avaient 68 députés en 2012. Mais les deux listes indépendantistes obtiennent plus de 2 millions de voix, plus que le "oui" à la consultation du 9 novembre sur l'indépendance. Et si l'absence de majorité de voix ne donne pas le droit à ses listes à lancer une déclaration unilatérale d'indépendance, l'existence d'une majorité parlementaire grâce à la poussée de la CUP autorise le lancement du programme des partis sécessionnistes : une feuille de route débouchant sur un référendum sur l'indépendance d'ici 18 mois. La tête de liste de Junts Pel Sí, Raul Romeva a ainsi indiqué dimanche soir à Barcelone que « nous disposons d'une légitimité pour faire ce que nous voulons faire. » Si l'indépendance n'a pas eu la majorité ce dimanche 27 septembre, le programme indépendantiste a nettement gagné.

En réalité, le programme de Junts Pel Sí n'est pas celui de la rupture immédiate. C'est celui d'une rupture négociée et sanctionnée démocratiquement par un référendum. Ces élections plébiscitaires n'avaient pas vocation à déboucher immédiatement sur l'indépendance, mais bien à ouvrir la voie à un référendum reconnu par Madrid et l'Europe, comme en Ecosse voici un an. Il s'agissait d'obliger Madrid à sortir de sa position purement juridique qui lui permet un refus complet d'écouter cette volonté des Catalans de se prononcer sur leur avenir institutionnel.

Pourquoi un référendum peut être nécessaire

Mais ce référendum est-il encore nécessaire ? L'échec en voix des indépendantistes ce dimanche ne sanctionne-t-il pas la volonté de la Catalogne de demeurer au sein de l'Espagne ? Rien n'est moins sûr, car ces élections, fussent-elles plébiscitaires, ne sont pas l'équivalent d'un référendum « chimiquement pur. »

Parmi les listes que l'on classe dans le camp du « non », les différences sont notables sur le futur institutionnel de la Catalogne. Ciudadanos, le PP et le PSOE souhaite le statu quo, mais la gauche unioniste et les Démocrates-chrétiens (qui ont obtenu 2,5 % des voix) favorisent une évolution institutionnelle de la Catalogne et sont favorables à un référendum. Le « non » n'est donc pas un « bloc » et s'il existe aussi des différences dans le camp du « oui », ces différences ne portent pas sur la création de l'Etat catalan, mais sur sa gestion. Autrement dit, le résultat du « référendum plébiscitaire » n'est pas si clair qu'il y paraît. Le « non » de ce 27 septembre n'est pas un accord pour le statu quo qui n'obtient que 40 % des voix.

Deuxième élément : malgré une campagne axée vers l'indépendance, nul ne peut affirmer que tous ceux qui ont voté pour les partis unionistes ne voteraient pas, dans un référendum pour l'indépendance. La présence d'une liste commune regroupant le centre et le centre-gauche a pu détourner quelques indépendantistes de Junts Pel Sí qui n'approuvaient pas cette alliance. Dans ce cas, ils ont pu choisir de voter pour un parti unioniste, plus proche de leurs convictions politiques. Compte tenu de la faiblesse de l'écart entre le « oui » et le « non », le doute autoriserait une « vérification » via un véritable référendum. C'est pourquoi les Indépendantistes vont pouvoir justifier l'application de leur programme.

La balle dans le camp de Madrid

La balle est désormais dans le camp de Madrid. Mariano Rajoy peut « continuer comme avant » et s'appuyer sur la majorité unioniste des voix pour maintenir sa politique sourde aux demandes catalanes. Il peut continuer à s'appuyer sur le Tribunal Constitutionnel pour briser juridiquement le mouvement catalan. Mais, jusqu'ici, cette stratégie n'a contribué qu'à renforcer l'indépendantisme, qui était ultra-minoritaire jusqu'en 2010. En agissant ainsi, il refuserait de reconnaître le désaveu qu'il a personnellement reçu ce dimanche. Le score du PP est un désaveu contre sa politique catalane, au-delà des options unionistes ou indépendantistes.

En ignorant le message des Catalans, Mariano Rajoy engagera aussi un bras de fer direct avec le gouvernement catalan. Or, l'élection de ce dimanche révèle un danger : la polarisation extrême de la vie catalane, incarnée notamment par la poussée de la CUP et de Ciudadanos, autrement dit de deux partis hostiles aux compromis sur la question de l'indépendance. Pour empêcher l'aggravation de la situation, Madrid doit donc s'ouvrir au dialogue. Les Catalans sont devenus indépendantistes après la décision du Tribunal Constitutionnel de rejeter le nouveau statut catalan, approuvé par les Catalans et les Cortès espagnols en 2006. Madrid doit pouvoir proposer un moyen de renforcer l'autonomie et la démocratie en Catalogne.

C'est cependant peu probable qu'il en soit ainsi, Mariano Rajoy n'a pas fait preuve de souplesse et il sera tenté de jouer l'unionisme comme un argument pour sa campagne nationale avant les élections du 20 décembre en Espagne. Dès dimanche soir, il a salué "la défaite fracassante" des indépendantistes. Autrement dit, entre le gouvernement espagnol et catalan, le fossé va continuer à se creuser et la crise catalane ne fait donc sans doute que commencer.

La responsabilité de l'Europe

C'est donc à l'Europe de se pencher sur la question. Là encore, les institutions européennes et les Etats européens auraient tort de s'en tenir à ce résultat en voix pour fermer le dossier. Ce serait oublier un peu vite la responsabilité européenne dans cette crise catalane. Car l'austérité imposée à l'Espagne dès 2011 a joué un rôle certain dans cette poussée indépendantiste. La poussée de la CUP le rappelle : beaucoup de Catalans voient désormais dans l'indépendance un moyen de défendre leur Etat-providence menacé par la politique de Madrid imposée par la « culture de stabilité » de la zone euro. Cette « culture de la stabilité » montre une nouvelle fois qu'elle est une source d'instabilité. Et c'est bien là où l'Europe ne peut se contenter de traiter l'affaire de Catalogne comme une simple affaire intérieure. Si la crise s'accroît, alors l'UE ne devra pas hésiter à intervenir. Elle devra cesser de regarder ailleurs en espérant qu'il ne se passera rien.

Les résultats complets sont disponibles sur le site du gouvernement catalan. latribune.fr 27.09

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries octobre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2015

CAUSERIE

On a laissé de côté quelques sujets d'actualité qu'on traitera d'ici la prochaine actualisation du portail dans quelques jours.

Que traficote le gouvernement ?

- La France participe au trafic des migrants - voltairenet.org

Fabrice Leggeri, directeur de Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, a mis en garde dès le 1er septembre face à un vaste trafic de vrais-faux passeports syriens.

Le ministre allemand de l'Intérieur, Thomas de Maizières, a vivement dénoncé ce trafic permettant à des migrants économiques venus du monde entier de se faire passer pour des réfugiés politiques syriens.

Le ministre a souligné que beaucoup ne parlaient pas arabe.

Jusqu'au début de la guerre contre la Syrie, les authentiques passeports syriens n'étaient pas imprimés en Syrie, mais par l'Imprimerie nationale française. De facto, la seule puissance capable de fabriquer de vrais-faux passeports syriens est la France. voltairenet.org 28.09

Affirmation contestable, mais on peut admettre qu'effectivement la France est bien placée...

En complément.

Parole des parrains des barbares.

- Syrie: réhabiliter Assad, "une faute morale", selon Valls - AFP

La Syrie dut "affronter un cycle meurtrier d'attentats (1978-82), jusqu'à la défaite de la branche militaire de l'organisation (des Frères musulmans - ndlr), à Hama." (Le Réseau Voltaire 30.09)

Tiens, c'est étonnant la "gauche" et l'extrême gauche, les lambertistes ainsi que les historiens officiels en avaient donné une toute autre version et l'ont toujours maintenue, la même qu'ils nous serviront 30 ans plus tard à partir de 2011. La "faute morale" ne viendrait-elle pas plutôt de là, de tous ces faussaires ?

La vérité est révolutionnaire, c'est con, les faits falsifiés, c'est décidément trop con pour qu'on marche dans leur combine pourrie.

En famille. Putain de ta race !

Valls sur les propos de Morano: "Marianne n'a pas de race, pas de couleur" - AFP

Elle tient de la prostituée... votre République impériale !

Qu'a-t-elle dit au juste ?

- À l'origine, une déclaration de l'élue samedi soir sur la plateau de "On n'est pas couché". Invoquant le général de Gaulle, l'élue avait alors déclaré : "La France est un pays aux racines judéo-chrétiennes. La France est un pays de race blanche, dans laquelle on accueille aussi des personnes étrangères". Francetv info 29.09

« Je n'ai rien dit qui soit raciste. J'ai cité les propos du général de Gaulle et j'admets parfaitement que la France d'aujourd'hui soit multiculturelle. » lefigaro.fr 29.09

Effectivement il n'y a rien de raciste là-dedans, et si elle l'était pas ailleurs, cela ne transparaît pas ici.

Quand s'éteindra la race des imposteurs...

Après les propos de Morano, la gauche de la gauche réclame l'adoption du texte supprimant le mot "race" de la loi - Francetv info

Un rappel à ceux qui ont la mémoire courte ou sélective ou qui trop jeunes ne connaissent pas la véritable histoire (hideuse) du PCF, principale composante du Front de gauche.

Une question à laquelle les lecteurs pourront répondre librement après cette lecture instructive : Exagérions-nous en les traitant d'imposteurs ?

- Le PCF et le colonialisme français - par Robert Paris - matierevolution.fr 10.07.2015

Extraits. En mai 1935, le président du Conseil, Pierre Laval, se rendait à Moscou et signait un pacte d'assistance franco-soviétique. Staline déclara alors qu'il approuvait la politique de défense de la France. Immédiatement, le PCF cessa toute activité et propagande anti-militariste, adoptant le drapeau tricolore et La Marseillaise.

Avec le retour au nationalisme français en 1935, le PCF renoue avec « la nécessité de la défense nationale française » soutenue par Staline après son pacte avec Laval. En découle le soutien au colonialisme français au nom de « l'intérêt supérieur de la nation française »…

En donnant pour raison que les colonies pourraient tomber entre les mains de Hitler et de Mussolini, le PCF s'opposa à l'indépendance des colonies.

Dans la question coloniale, le Front Populaire de 1936 continua exactement la même politique que ses prédécesseurs. L'un des éléments de cette politique resta une répression violente. Dès que, dans la foulée du développement des luttes ouvrières en France, des grèves se développèrent dans les colonies, ce même Marius Moutet télégraphia aux autorités coloniales indochinoises de la façon la plus claire : « Vous maintiendrez l'ordre public par tous les moyens légitimes et légaux, même par poursuites. Ordre français doit régner en Indochine comme ailleurs ». Les affrontements furent sanglants en Tunisie où la gendarmerie ouvrit le feu contre les grévistes des mines de potasse en mars 1937. Il y eut 19 morts et 27 blessés. Et ce ne fut pas la seule grève réprimée. Un an plus tard, la police tira sur une manifestation organisée par le mouvement nationaliste, le Néo-Destour : au bout de quatre heures d'affrontements on releva, d'après les chiffres officiels, 22 morts et 150 blessés. Selon le Néo-Destour, la répression avait fait 200 morts.

Non seulement la direction du Parti Communiste, partie prenante du Front Populaire, ne s'opposa pas à la politique coloniale mise en oeuvre par les socialistes, mais au contraire elle la soutint sans jamais marchander ses efforts pour la faire admettre à ses propres militants : : « Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme ».

En Algérie, le Parti Communiste Algérien menait d'ailleurs une campagne contre les courants nationalistes et expliquait : « Concevoir l'indépendance de l'Algérie sans l'alliance franco-algérienne, en face d'un fascisme international agressif et assoiffé de conquêtes coloniales, c'est fou et criminel... C'est faire le jeu du fascisme international que de se livrer à des provocations en réclamant l'indépendance ».

Maurice Thorez affirme dans son discours au congrès du PCF de décembre 1937 :

« Si la question décisive du moment c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer par exemple l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini et d'Hitler… Créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ? «

Le 11 février 1939, à Alger, Maurice Thorez prononce un discours qui tourne le dos à la revendication d'indépendance de l'Algérie. L'Algérie ne serait qu'une « nation en formation, dans le creuset de vingt races ». H exalte le rôle de la France.

« Il s'agit bien, n'est-il pas vrai, de lutter pour le salut de la démocratie et de la paix dans l'honneur et la dignité de notre France à tous [...] », lance-t-il à son auditoire. « Nous avons dit et nous répétons : unir tous les hommes qui veulent vivre libres, sans distinction de races ni de religions, tous les Français de France et tous les Français d'Algérie. Quand je dis Français d'Algérie, je vous entends tous ici présents, vous les Français d'origine, les Français naturalisés, les Israélites, et vous aussi les Musulmans arabes et berbères, tous les fils, sinon par le sang, du moins par le cœur de la Grande Révolution française qui ne faisait aucune distinction entre les races et les religions quand elle affirmait que la République française était une et indivisible. Unir enfin autour du peuple de France continuant sa marche historique vers le progrès et réalisant sa grande mission de liberté et de paix dans le monde, tous les peuples de bonne volonté [...] Où est maintenant dans votre pays la race élue, celle qui pourrait prétendre à la domination exclusive, celle qui pourrait dire : cette terre a été la terre de mes seuls ancêtres et elle doit être la mienne ? Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française. Ne trouverait-on pas ici parmi vous peut-être, les descendants de ces anciennes peuplades numides civilisées déjà, au point d'avoir fait de leurs terres le grenier de la Rome antique ; les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Église catholique saint Augustin, l'évêque d'Hippone, en même temps que le schismatique Donat ; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de tous ceux qui, pendant plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant de vestiges comme ces ruines de Tébessa et de Madaure que nous visitions il y a quelques jours. Sont ici maintenant les fils des Arabes venus derrière l'étendard du Prophète, les fils aussi des Turcs convertis à l'Islam venus après eux en conquérants nouveaux, des Juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là se sont mêlés sur votre terre d'Algérie, auxquels 8C sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français, et quels Français ! Les Français de toutes nos provinces, mais en particulier les Français des terres françaises de Corse et de Savoie, ceux de la terre française d'Alsace venus pour ne pas être Prussiens. Il y a une nation qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races. »

L'alliance de la Russie stalinienne avec les impérialismes occidentaux (USA et GB) va supposer l'alliance du PCF avec De Gaulle et le soutien des gouverneurs coloniaux à De Gaulle amène le PCF à soutenir ouvertement le colonialisme français au Tchad comme en Algérie.

Si la propagande stalinienne présente les dirigeants de la « résistance » comme oeuvrant pour la liberté des peuples, la réalité est tout autre : ils oeuvrent ouvertement pour la remise en place de la France bourgeoise, impérialiste et coloniale.

La constitution de 1946 de l' « Union Française », union prétendant regrouper la métropole et les territoires coloniaux, en témoigne :

« Le président de la République française est président de l'Union française dont il représente les interêts permanents… L'Assemblée de l'Union française, composée de représentants élus (…) a un rôle consultatif. (!) »

Toute la politique du PCF va se placer dans le cadre de cette hypocrite « union » qui attache les peuples colonisés à leur colonisateur.

L'empire colonial français, hypocritement appelé « Union française », est défendu par le PCF. Dans les « Cahiers du communisme » d'avril 1945, on peut lire : « A l'heure présente, la séparation des peuples coloniaux avec la France irait à l'encontre des intérêts de ces populations. »

Le PCF ne parle plus, à propos des colonies que de cette « union » qu'il appelle au printemps 1945 : « union féconde », « union fraternelle ».

Les Cahiers du communisme de février 1945 affirment que « La revendication ouverte de la séparation d'avec la France irait trop loin dans la voie de la liberté. »

En septembre 1946, un député du PCF à l'assemblée déclarait : « Fondons l'Union française sur l'adhésion libre et volontaire des pays qui la composent. »

La liberté, en somme,… de se résigner à l'esclavage !

Mais comment le rapport entre oppresseur et opprimé pourrait-il être un rapport de confiance ?

Dans les colonies françaises, à la fin de la deuxième guerre mondiale, la politique du PCF au pouvoir consistera donc à aider au rétablissement de l'empire colonial français. Comme en témoignent, par exemple, ces extraits du « Programme d'action gouvernementale » présenté par le PCF (édité par les Cahiers du communisme de novembre 1946) :

« Mais on commettrait une lourde erreur en ne discernant pas, parmi les puissances capitalistes, celles qui, les plus avancées dans la voie de la démocratie, permettront aux peuples coloniaux d'aller, dans les conditions les plus favorables, vers la liberté et le progrès. (…) La question de la reconnaissance du droit à la séparation ne doit pas être confondue avec l'utilité de la séparation dans de telles conditions (…) et cela se comprend puisque le mouvement national est intimement lié au mouvement démocratique en général. (…) A l'heure actuelle, face aux visées impérialistes, l'intérêt commun des peuples d'Outre-mer et du peuple français sont de rester unis. (…) Toute tentative de sortie de l'Union française ne pourrait qu'amener, avec une pseudo-indépendance, illusoire et momentanée, le renforcement de l'impérialisme. »

Un député PCF proclamait : « nous affirmons d'abord que la République française, métropole et territoires d'outremer, est une et indivisible ». (...)

La politique préconisée pour l'après-guerre fut tout aussi colonialiste. La politique du PCF est exposée dans une brochure publiée fin 1944 qui s'intitulait Au service de la renaissance française. Tout un programme ! Le texte affirmait tout net que « Pour la France, être une grande puissance et tout simplement continuer d'être, c'est la même chose » . Et de préciser : « Notre pays est une puissance des cinq parties du monde et ne découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être au profit d'autres grands États, en abdiquant en leur faveur une part de sa souveraineté sur les territoires ou sur les richesses... »

La conclusion s'imposait : « le gouvernement maintiendra jalousement l'intégrité des territoires sous pavillon français et l'intégrité des richesses françaises en capital ».

Au Vietnam et en France, les staliniens (français comme indochinois) défendent la dépendance de l'Indochine par rapport à la France.

En mars 1946, les troupes françaises reviennent au Vietnam. Loin de combattre le retour des troupes française, Ho Chi Minh va les accueillir, espérant toujours que celles-ci vont accepter de le mettre à la tête d'un territoire autonome lié à la France.

« Une indépendance prématurée du Vietnam risque de ne pas être dans la ligne des perspectives soviétiques et embarrasserait l'URSS dans ses efforts pour gagner la France en tant qu'alliée. » écrit le PCF, dans un document transmis au Viet Minh par le Groupe culturel marxiste (lié au PCF) de Saigon le 25 septembre 1945 et publié par Harold Isaacs dans « Pas de paix en Asie ». (...)

En juillet 1946, le Vietminh représenté par Pham Van Dong et Ho Chi Minh, encore en négociations avec la France à Fontainebleau, est aidé par des troupes françaises pour achever sa purge et en finir avec les militants trotskystes. Ho déclare alors sur son alliance avec la France : « nos libertés démocratiques seront octroyées et garanties par nos alliés démocratiques. »

C'est seulement après le bombardement massif du port de Haiphong, qui fait 6000 morts en novembre 1946, que les nationalistes vietnamiens se trouveront contraints d'admettre qu'il va falloir se battre avec l'impérialisme français. En décembre 46 c'est l'attaque des troupes françaises qui reprend possession du Vietnam et contraint les nationalistes à la lutte armée à Hanoï qui est occupée par l'armée française.

Tout au long des événements sanglants de Madagascar en 1947, de l'insurrection et de la répression coloniale, les principales organisations malgaches comme françaises n'ont pas pris le parti des insurgés. Le Parti communiste français ne risquait pas de le faire puisqu'il participait au pouvoir colonial français qui écrasait la révolte.

En juin 1947, au onzième congrès du PCF à Strasbourg, Maurice Thorez conclue : « A Madagascar, comme dans d'autres parties de l'Union Française, certaines puissances étrangères ne se privent pas d'intriguer contre notre pays. »

A Madagascar, l'attitude des organisations de gauche ne vaut pas mieux. Le 8 avril, ils envoient à Ramadier, président du Conseil, le télégramme suivant : « Les comités et groupes suivants, France combattante, Union rationaliste, CGT, Ligue des droits de l'homme, Groupes d'études communistes, Fédération socialiste, soucieux de traduire l'opinion de tous les Français et Malgaches unis dans un sincère désir de construire une véritable Union française, profondément indignés des troubles actuels, s'inclinent devant les victimes, condamnent toute la réaction factieuse, approuvent les mesures prises par l'autorité civile et lui font

confiance pour rétablir l'ordre dans la légalité démocratique et poursuivre l'œuvre constructive vers une véritable union. »

L'opposition démocratique malgache, elle, avait été accusée d'avoir organisé la révolte, accusation totalement infondée en ce qui concerne sa direction. Les dirigeants du M.D.R.M (Mouvement démocratique de rénovation malgache) n'étaient nullement politiquement de taille à vouloir une insurrection contre le colonialisme français. Il s'agissait tout au plus de politiciens libéraux. Mais il fallait bien que le pouvoir trouve des coupables ayant manipulé les masses malgaches. Dès le lendemain de l'insurrection des 29-30 mars, ses dirigeants sont arrêtés et torturés. Le MDRM avait déclaré : « Les événements du 30 mars apparaissent comme le fait d'éléments ou de groupes isolés de la population ayant agi spontanément sous la pression des souffrances endurées et des persécutions subies. » M de Coppet, Haut commissaire à Madagascar, déclare : « Le M.D.R.M est le responsable des troubles à Madagascar. La preuve de la préméditation des crimes est établie, c'est là un coup préparé minutieusement et de longue date. » Le 26 mars, le M.D.R.M collait une affiche appelant les populations au calme. Pourtant, le 7 mai, déjà 13.000 militants de ce parti sont arrêtés et torturés et les députés sont inculpés de crime et d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Il en résultera dix condamnations à mort et trois aux travaux forcés à perpétuité, qui se rajoutent à plus de cent mille morts. Même après l'indépendance, la mainmise de l'impérialisme français se maintiendra, notamment avec la mise en place de la dictature de Tsiranana.

A Paris, à la suite de la pression des états généraux de la colonisation française, les parlementaires – dont ceux du PCF – votaient et faisaient approuver la constitution colonialiste de la quatrième république. L'assimilation était la règle : Madagascar était intégrée d'office, en tant que territoire d'outre-mer, dans la République française « une et indivisible » ; les Malgaches étaient désormais « citoyens français ».

Dans la métropole, les dirigeants du mouvement ouvrier ne manifestent visiblement aucune sympathie vis-à-vis des insurgés, mais prononcent au contraire une condamnation sans appel. L'une des plus sanglantes intervention militaire de l'impérialisme français commence sous un gouvernement à direction socialiste, auquel, jusqu'au 5 mai, participe largement le PCF. Ce dernier occupe, entre autres, le ministère de la Défense nationale (François Billoux). (…) Le Parti communiste, remarquait Le Monde du 18 avril, n'avait (….) Manifesté aucune opposition catégorique à l'envoi de renforts comme à la répression des émeutes. » (…) Tandis que Madagascar n'arrivait plus à enterrer ses morts, le chef du groupe parlementaire PCF invoquait le « courant de liberté » que représentait l'impérialisme français, appelait à l'union sacrée pour défendre les droits de son pays à opprimer d'autres peuples : « Je le dis, et c'est là note sentiment profond : la France a des positions dans le monde, tous les Français et j'ajoute tous les peuples associés, nous avons intérêt que la France puisse maintenir ses positions. Mais nous serions bien aveugles si nous ne tenions pas compte de ce fait important, à savoir que les positions françaises dans le monde sont terriblement convoitées. » (débat au parlement le 9 mai 1947)

Il en allait de même en Algérie.

Après le débarquement des alliés au Maghreb, le 8 novembre 1942, et la publication du Manifeste de la liberté en février 1943, les communistes français et algériens dénoncèrent les revendications portées par l'ensemble du mouvement national algérien. Selon eux, il s'agissait de « faux nationalistes » et de « fils rejetons de féodaux ou de gros bourgeois rétrogrades ». Ces « faux nationalistes » étaient accusés « d'avoir abandonné le bourricot nazi pour monter le bateau de la Charte de l'Atlantique ». Dans L'Humanité du 25 octobre 1944, Dumois dénonçait ceux qui réclamaient l'indépendance de l'Algérie et « la bande d'apaches et de malfaiteurs qui, à la solde du fascisme et sous couvert de religion, suscitait des incidents anti-alcooliques ». Par ces termes racistes et insultants, l'auteur visait les militants nationalistes du PPA et de l'Association des oulémas qui menaient une campagne contre la consommation d'alcool auprès de la population algérienne.

Alors que le Parti Communiste Français, qui participe au gouvernement, soutient le colonialisme, le PCA déclare :

« Frères musulmans, le peuple de France lutte contre tes ennemis : le fascisme et les trusts qui oppriment l'Algérie en même temps qu'ils trahissent la France (…) dans cette lutte, une France nouvelle se crée, qui n'aura rien de commun avec celle d'hier. (…) Ton intérêt propre est donc d'aider cette France nouvelle à se créer, à se forger, car c'est le chemin de salut pour toi. » (extrait de « Le PCA au service de la population d'Algérie », rapport de Amar Ouzegane à la conférence centrale du PCA à Alger le 23 septembre 1944).

Plus grave encore, à partir du printemps 1945, l'accusation de collusion avec le fascisme ne servit plus uniquement à justifier la répression menée contre les dirigeants nationalistes, mais aussi à légitimer des crimes de masse contre l'ensemble de la population algérienne. Le très colonial principe de responsabilité collective permettait le glissement d'une répression « ciblée » contre des militants politiques organisés, à un vaste châtiment collectif contre la masse informe des colonisés.

Suite à la répression des manifestions du 1er mai 1945 à Alger, Oran et Blida, qui avait fait plusieurs morts, la CGT et le Parti communiste accusèrent le PPA d'avoir fomenté « une provocation ». Dans un tract diffusé le 3 mai 1945, le Parti communiste rappelait que le 1ier mai 1945 avait été une « grandiose journée » de « lutte républicaine et anti-fasciste » perturbée par « des hommes à la solde de l'ennemi » qui « ont fait couler le sang innocent ». Le tract ajoutait que la « provocation » venait « du PPA qui prend ses mots d'ordre à Berlin chez Hitler ». Selon les communistes, le Parti du peuple algérien était « le parti qui applique en Algérie les mots d'ordre que donnent les hitlériens à la radio nazie ».

La justification de la répression sanglante des manifestations du 1er mai 1945 par l'administration coloniale, et l'association des militants nationalistes révolutionnaires algériens au nazisme, ouvraient la porte à la légitimation d'un crime de masse d'une toute autre ampleur : les massacres du nord-constantinois survenus après les manifestations du 8 mai 1945. Durant près de deux mois, des milliers d'Algériennes et d'Algériens de tous âges furent victimes de la politique éradicatrice menée par un gouvernement français, qui comportait en son sein toutes les tendances politiques ayant participé à la résistance à l'occupation nazie. En effet, ces terribles massacres furent l'œuvre du Gouvernement provisoire de la République française. En raison de cette configuration politique, la répression ne pouvait se faire qu'au nom de la lutte contre des « agitateurs hitlériens » et autres « suppôts du fascisme », contre qui l'emploi de la force devenait totalement légitime.

Les émeutes et les pogromes de 1945 en Algérie (Sétif et le Constantinois) sont l'occasion pour le PCF de traiter les nationalistes et les révoltés de fascistes.

Le 8 mai 1945, dans toute l'Algérie, devait être célébré l'armistice. Des cérémonies officielles avaient été prévues. La population, épuisée par la guerre, révoltée contre le colonialisme français, n'entendait pas revenir sous sa coupe à la fin de la guerre. Le jour de l'armistice, eurent lieu dans plusieurs villes des manifestations d'ampleur et de forme diverses. A Bône et Didjelli, les manifestations se joignirent au cortège officiel et déployèrent leurs propres banderoles. Des défilés analogues furent organisés à Batna, Biskra, Kenchela, Blida, Berrouaghia et Bel-Abbès. A Saïda, la mairie fut incendiée. A Alger, les fidèles n'assistèrent pas à la cérémonie officielle de la Grande Mosquée. Les incidents les plus graves eurent lieu à Sétif et Guelma. A Guelma, peu de musulmans avaient assisté aux cérémonies officielles : les comité des AML organisait sa propre manifestation avec des mots d'ordre tels que « Vive la démocratie ! », « A bas l'impérialisme ! », « Vive l'Algérie indépendante ! ». La police tira sur la foule. A Sétif, un cortège de quinze mille personnes se dirigeait vers le monument aux morts afin d'y déposer une gerbe, arborant pour la première fois le drapeau algérien vert et blanc. Les manifestants brandissaient des pancartes et des banderoles : « Démocratie pour tous ! », « Libérez Messali ! », « Libérez nos leaders emprisonnés ! », « Vive la victoire alliée ! », « Vive l'Algérie indépendante ! », « A bas le colonialisme ! », « Pour une Constituante algérienne souveraine ! ». La police ouvrit le feu à la suite d'un ordre du sous-préfet de retirer pancartes et banderoles. Ces manifestations furent le point de départ d'un soulèvement qui s'étendit à la Kabylie des Babords, se propagea dans une grande partie de la région du Constantinois. Des messagers allaient dans les campagnes, les villages les plus reculés, pour faire le récit des manifestations de Sétif et Guelma et de leur répression.

Dirigée par le général Duval, la répression du soulèvement du Constantinois fut d'une sauvagerie indescriptible. Dans un message à l'ONU, Messali Hadj dira des événements du Constantinois qu'ils « ont coûté plus de quarante mille victimes au peuple algérien. » (…) Comment ces massacres furent-ils justifiés par les autorités et acceptés par l'opinion de la métropole ? La version officielle du gouvernement de l'Algérie, version qui fut également celle des trois partis politiques au pouvoir sous la tête gaulliste (MRP, SFIO et PCF) était la suivante : le soulèvement du Constantinois était un « complot fasciste » accompli par des « agents hitlériens ». L'armée n'était dépêchée que pour « poursuivre l'action patriotique de nettoyage ».

Le 11 mai 1945, « L'Humanité » relatait les événements du 8 en rapportant la déclaration du gouvernement général : « Des éléments troubles d'inspiration hitlérienne se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation hitlérienne. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre. »

En publiant sans réserves ces propos sous le titre : « A Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire », le quotidien du PCF accréditait la version de l'administration coloniale. Le 12 mai, le Comité central du PCF, prenant une position sans nuances, recommandait explicitement une répression rapide et impitoyable.

Il publiait immédiatement la révolution suivante : « Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. »

L'Humanité du 19 mai 1945 enfonce le clou :

« Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les meneurs hitlériens ayant participé aux évènements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont essayé de tromper les masses musulmanes, faisant aussi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France. »

Sur une distance de 150 kilomètres, de Sétif à la mer, la loi martiale fut proclamée. La troupe reçut l'ordre de tirer sans sommation « sur le burnous ». Tout arabe ne portant pas le brassard réglementaire était abattu (témoignage de Charles-André Julien dans « L'Afrique du Nord »). Les légionnaires furent autorisés à massacrer toute la population arabe de Sétif et même ailleurs, où aucune manifestation n'avait eu lieu. A Villard, pendant deux jours, une batterie de 75 bombarda les douars environnants. A Saint-Armand, les soldats eurent pour mission de raser tous les villages se trouvant à 15 kilomètres des centres de colonisation. Périgotville et Chevreuil furent entièrement détruits. L'aviation bombardait et mitraillait à l'intérieur, tandis que les navires de guerre canonnaient des villages côtiers. D'après ce que reconnut le général Weiss, il y eut, en quinze jours, vingt actions aériennes contre la population. Les avions détruisirent 44 mechtas (groupe de maisons pouvant aller de 50 à 1000 habitants). La marine intervint devant Bougie et à Djijeli. Le croiseur Dugay-Trouin, venu de Bône, fut employé au bombardement des environs de Kerrata. Le douar Tararest fut rasé. Des douars entiers disparurent. A Guelma, la réaction viscérale de la

population européenne, sous l'initiative du sous-préfet, mena à l'organisation d'une milice.

Le comité de vigilance, qui recrutait et contrôlait la milice, comportait une forte majorité de combattants de la « France combattante », y compris deux responsables du Parti communiste algérien, ainsi que le secrétaire de l'Union locale de la CGT. Dans ce qui fut l'une des opérations de représailles les plus meurtrières de mai 1945, les miliciens massacrèrent entre 500 et 700 « musulmans ». Le mouvement syndical de la métropole, par l'intermédiaire de son principal représentant, la CGT, adopte des positions voisines du PCF afin de « souligner l'action courageuse et magnifique des organisations syndicales d'Algérie pour empêcher que le mouvement ne s'étende à d'autres régions. »

La révolte a éclaté en 1945 en Algérie, alors que les travailleurs et les masses populaires ne disposent d'aucune organisation favorable à une révolution sociale renversant le colonialisme. Le plus important parti dans les masses populaires, algériennes comme pied-noires, est le Parti Communiste Algérien.

Le parti communiste français, en France comme en Algérie, va dénoncer la lutte d'indépendance comme « fasciste ». L'Humanité affirmait : « A Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire » : « Des éléments troubles d'inspiration hitlérienne se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation hitlérienne. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre ».

L'Humanité du 12 mai 1945 dénonçait les organisations nationalistes en écrivant : « les instruments criminels de la grosse colonisation sont le MTLD et le PPA et ses chefs, tels Messali et les mouchards à sa solde, qui, lorsque la France était sous la domination nazie, n'ont rien dit et rien fait et qui, maintenant, réclament l'indépendance. Ce qu'il faut, c'est châtier impitoyablement les organisateurs de troubles ».

Le 6 mai 1945, la France avait fait débarquer en Syrie, où elle gardait des bases militaires, des renforts de troupes, ce qui provoqua de violentes réactions populaires, et le 8 mai, le jour même de l'armistice, il y eut des attaques contre les garnisons françaises. Le 28 mai tous les postes français furent attaqués à Damas. Le gouvernement français répondit en faisant bombarder la capitale syrienne, faisant près de 500 morts dont 400 civils.

L'Humanité du 29 mai 1945 proposait à la classe ouvrière française l'explication suivante des événements de Syrie : « Des informations concordantes émanant de diverses sources permettent d'affirmer que des éléments doriotistes agissant dans divers milieux et de divers côtés ont joué un rôle particulièrement important dans ces regrettables événements. »

Le 30 mai 1945, l'Humanité analysait de même les événements de la façon suivante : « Ces désordres ont été organisés par des agents doriotistes du PPF en Syrie qui ne cherchent qu'à nuire à l'entente des peuples de France, de Syrie et du Liban ».

Ainsi, l'organe de la SFIO, Le Populaire, daté du 12 mai 1945, écrivait :

« Des troubles se sont produits, des villages ont été occupés avec la complicité du parti populaire arabe [pour le Parti du peuple algérien], des agents hitlériens encore très nombreux et enfin de sectes religieuses qui cherchent leur mot d'ordre auprès des agitateurs panarabes du Caire ». Dans son édition du 12 mai 1945, L'Humanité appela à « châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de mains qui ont dirigé l'émeute ». Le 31 mai 1945, le journal communiste recommandait de « punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux évènements de mai 1945, et les chefs pseudo-nationalistes ». Le PCF, pour qui l'aspiration à l'indépendance restait totalement étrangère à la population algérienne, se félicita des sanctions prises contre Messali Hadj, Ferhat Abbas et le cheikh Bachir El Ibrahimi, ainsi que de la dissolution des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML).

Le 12 mai, L'Humanité annonce des troubles en Algérie, spécialement à Sétif ; elle signale « le rôle de quelques éléments provocateurs au sein de la population algérienne [...] ; la population affamée a été poussée à des violences par des provocateurs bien connus de l'administration. » Le 13, un communiqué du gouverneur général de l'Algérie met en cause « des éléments d'inspiration et de méthodes hitlériennes ». Regrettant que toute la responsabilité soit rejetée sur les musulmans, l'organe central du PC commente : « Qu'il y ait, parmi eux, quelques hitlériens, c'est d'autant plus évident que le chef pseudo-nationaliste Bourguiba était en Allemagne au moment de la capitulation hitlérienne et vient d'arriver dans un pays d'Afrique du Nord. »

Le 15, L'Humanité réitère : « Les agents provocateurs sont parfaitement connus de l'administration algérienne »

Le 16, une note du ministère de l'Intérieur, reproduite dans la presse, rejette la responsabilité des événements sur le PPA et sur l'AML. L'Humanité commente : « Le communiqué accuse les Amis du Manifeste d'avoir poussé à la révolte. En supposant qu'il y ait du vrai dans cette affirmation, pourquoi donc le gouvernement général a-t-il autorisé la parution du journal de cette organisation (Égalité) dont nous possédons le numéro du 4 mai ? Le directeur des affaires indigènes tient donc à ce qu'on fasse appel à la révolte. » Le Parti communiste algérien, qui restait formellement indépendant mais qui, dans les faits, s'alignait intégralement sur la politique du Parti communiste français, reprenait mot pour mot le vocabulaire antifasciste de ses camarades parisiens. Sa presse reproduisait intégralement les analyses du PCF, qui faisaient office de directives politiques

à suivre. Dans le numéro du 17 mai 1945 de Liberté, « Un appel de la délégation du PCF en Afrique du Nord » n'hésitait pas à faire de la surenchère colonialiste et répressive :

« Ce qu'il faut faire tout de suite : châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs des troubles. Passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de répression, il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays ».

Pour le PCA, qui ne faisait finalement que suivre le PCF, les manifestations nationalistes n'étaient que des « complots hitlériens », et toutes les répressions, même les plus sanglantes, devenaient automatiquement légitimes.

Le 19 mai, L'Humanité prend la défense des musulmans, du moins de ceux des campagnes, en ces termes : « Les musulmans des campagnes [...] n'ont pas pris la moindre part aux agissements d'une poignée de tueurs à gages dont les chefs sont connus comme mouchards. » Et elle indique la solution : « Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes, faisant ainsi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France. »

Le 20 mai, le comité central du PCF, réuni en session extraordinaire, s'adresse au Parti communiste algérien. Selon lui, les événements montrent que « les provocations des 100 seigneurs de la terre, des mines et de la banque, disposant d'agents directs ou inconscients dans certains milieux musulmans qui se prétendent nationalistes, ont pu être déjouées partout où le PC algérien possède des organisations puissantes. Le PC algérien remplit ainsi sa grande tâche de rassembler les populations algériennes sans distinction de race ni de religion dans la lutte contre les traîtres et les diviseurs et dans une alliance étroite avec le peuple de France contre l'ennemi commun, le fascisme. »

Dans les colonnes de Fraternité, du 17 mai 1945, les socialistes blâmèrent ceux qui « avaient sali la grande heure de la Victoire des démocraties » et estimèrent que « la grande masse des populations musulmanes n'avait pas encore atteint le degré d'évolution minimum nécessaire pour justifier les revendications du Manifeste ; le fait que les élites dirigeantes aient organisé et déclenché ce mouvement n'indique pas non plus que celles-ci ont une maturité politique ».

De son côté, le Parti communiste français dénonçait l'action « d'agents secrets hitlériens et d'autres agents camouflés dans des organisations, qui se prétendent démocratiques, au service de l'impérialisme fasciste ».

Suivant la ligne politique du PCF, le 31 mai 1945, le premier secrétaire du Parti communiste algérien dénonça « la collusion criminelle des faux nationalistes du PPA avec la Haute Administration non épurée et les soutiens du fascisme ». L'organe du PCA, Liberté, évoquait un « complot fasciste », dont les militants du PPA étaient les principaux agents.

Certains cadres du PCA n'hésitèrent pas à se rendre en délégation auprès du gouvernement général pour appuyer la répression. Le numéro du 17 mai 1945 de Liberté donnait un compte-rendu précis d'une rencontre entre une délégation du PCA et le chef du cabinet politique et diplomatique du gouverneur général. Le compte-rendu expliquait que la délégation de cadres communistes s'était « entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA, du PPF et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques… Cette coalition criminelle, après avoir tenté vainement de faire couler le sang… Elle a souligné que le but recherché par cette coalition criminelle est de provoquer une guerre civile] ». Non satisfait de ce type d'appel aux meurtres, à Guelma, au nom de la lutte contre le fascisme, certains communistes participèrent directement à la répression en organisant des milices chargées d'appuyer les forces coloniales.

Si la situation était révolutionnaire en Algérie à la fin de la deuxième guerre mondiale, en Algérie comme sur une bonne partie de la planète, l'inexistence de partis révolutionnaires était aussi très générale et détruisait l'essentiel des possibilités de la situation. La révolte a éclaté en 1945 en Algérie, alors que les travailleurs et les masses populaires ne disposent d'aucune organisation favorable à une révolution sociale renversant le colonialisme. Le plus important parti dans les masses populaires, algériennes comme pied-noires, est le Parti Communiste Algérien.

Il va dénoncer la lutte d'indépendance comme « fasciste ». Le PPA, parti nationaliste de Messali Hadj, qui avait des origines communistes (L'Etoile Nord-africaine), choisit tactiquement de jouer le jeu des élections dans le cadre colonial, comme l'avait fait l'Association du Manifeste et de la Liberté de Ferhat Abbas. Même sa frange paramilitaire, l'Organisation Spéciale, dirigée par Ben Bella et Aït Ahmed, plus portée sur l'action directe comme le montrera son évolution en FLN, affirme qu'il ne fallait pas faire la révolution sociale, pas de soulèvement en masse, en 1945. Le rapport de l'OS en 1947 sur l'analyse des événements de 1945 dans le Constantinois et dans toute l'Algérie, dont voici quelques extraits, est édifiant sur le caractère contre-révolutionnaire de la petite bourgeoisie nationaliste radicale :

En août 1947, le ministre PS Depreux rédige un statut pour l'Algérie qui instaure deux collèges électoraux : le premier comprend les « citoyens français de plein droit » et 58 000 « citoyens de statut local » parmi les « musulmans » ; le second réunit 1 300 000 « musulmans » qui élisent une Assemblée algérienne. Une voix d'Européen vaut ainsi huit voix d'Arabes. Le PCF s'abstient :

« Dans le moment présent, « l'indépendance » de l'Algérie constituerait à la fois un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Algérie et dans le monde : les communistes condamnent cette position fausse… Nous sommes en effet convaincus que l'Union française, malgré toutes les imperfections… donne actuellement aux peuples d'Outre-mer la seule possibilité de marcher sûrement à la conquête de la liberté et de la démocratie. » (Cahiers du communisme, septembre 1947, p. 869)

Rappelons l'article de Léon Feix, dans les Cahiers du communisme de septembre 1947. L'indépendance de l'Algérie n'y est pas considérée comme souhaitable, ni même comme inévitable : elle est présentée comme une solution fausse, une thèse condamnable, que les communistes doivent rejeter :

« La thèse de l'indépendance immédiate de l'Algérie, préconisée par le Parti du Peuple algérien (PPA) conduirait aux pires déboires. La situation actuelle de l'Algérie, pays colonial dont l'économie a été volontairement maintenue dans un état arriéré, le ferait passer immédiatement sous la coupe des trusts américains. » Et plus loin : « Les communistes ne sauraient soutenir la fraction du mouvement national algérien qui préconise pour ce pays l'indépendance immédiate, car cette revendication ne sert pas les intérêts de l'Algérie et de la France. »

En 1954 commence la guerre d'Algérie.

Le 2 Mars 1956, le Bureau politique du P.C.F. publie une déclaration qui sera à la base de la lutte du P.C.F. à un moment où il escompte sortir de l'isolement : « Nous sommes pour l'existence et pour la permanence des liens politiques, économiques et culturels, particuliers entre la France st l'Algérie... »

En janvier 1956, la coalition de « Front républicain », composée essentiellement de socialistes et de radicaux, gagna les élections avec 30% des voix et 170 députés, grâce à une campagne pour « la paix en Algérie ». Le dirigeant du Parti Socialiste Guy Mollet se retrouva à la tête du gouvernement avec le soutien du Parti Communiste (qui représentait 26% des voix et 150députés). Pourtant si Guy Mollet prétendait que « l'objectif de la France, la volonté du gouvernement c'est avant tout de rétablir la paix », il ajoutait également : « Dans l'immédiat, le potentiel militaire des forces déployées en Algérie ne peut encore être diminué. Les besoins des troupes seront satisfaits et leur relève assurée. » Mais le PCF fit comme s'il n'avait pas entendu.

Le 12 mars 1956, les pouvoirs spéciaux furent votés avec l'apport du PCF. Ce vote signifiait pourtant la suspension de toutes les libertés individuelles en Algérie et l'intensification de la répression.

Le 11 avril 1956, le gouvernement du socialiste Guy Mollet décidait de rappeler 70000 soldats du contingent « disponibles » pour intensifier la guerre contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance. Le service militaire passait de 18 mois à 27 mois.

Les manifestations de rappelés commencèrent dans les jours qui suivirent cette décision. La plupart de ces soldats avaient un travail et n'avaient aucune envie de quitter leur famille, ni de risquer de se faire tuer pour une guerre dont ils pensaient qu'elle ne les concernait pas. Ils bénéficiaient souvent du soutien d'une partie de la population. Parfois, dans une usine, quand un ouvrier recevait sa feuille de route, les ouvriers débrayaient en signe de protestation.

Comme en 1955, les rappelés tentaient de bloquer les trains, refusaient de monter, saccageaient la gare, insultaient les officiers et, une fois dans le train, tiraient les sonnettes d'alarme pour l'arrêter. Ce fut le cas le mercredi 18avril à Vauvert dans le Gard, où un millier de personnes bloquèrent l'autorail qui devait emmener les douze rappelés de la commune. Des faits similaires se produisirent le 3mai à Lésignan, le 10mai à Saint-Aignan-des-Noyers dans le Loir-et-Cher, le 17mai au Mans. Le 18mai, à Grenoble, des milliers de manifestants s'opposèrent au départ d'un train de rappelés. Le même jour, 700rappelés mettaient à sac la gare de Dreux aux cris de « Lacoste au poteau » (Lacoste était le ministre socialiste résident à Alger), « Mollet au poteau ».

Dans les ports aussi des mouvements eurent lieu, le 24 mai au Havre, le 28 mai à Saint-Nazaire où 8000 ouvriers débrayèrent et manifestèrent à la gare avec 200 rappelés du contingent. Et cela continua durant tout le mois de juin et au début juillet. Partout, on assistait à peu près au même scénario : des manifestants accompagnaient les rappelés en bloquant les voies, en coulant du ciment dans les aiguillages ou en décrochant les attelages des voitures. Souvent suivaient des affrontements avec les CRS.

Les casernes connurent aussi des troubles. Le 19 mai, les soldats rappelés du 92e RI forcèrent les grilles de la caserne de Montluçon à près de 800. Le même jour, à Évreux, cinq cents rappelés du 9erégiment d'infanterie coloniale manifestèrent dans les rues et à l'intérieur de la caserne aux cris de : « Pas d'envoi de disponibles ! », « Paix en Algérie ». Le 8 juillet encore, au camp de Mourmelon, trois mille rappelés conspuèrent leurs officiers et prirent le contrôle du camp et du dépôt d'armes.

Ces explosions étaient aussi brèves que soudaines, et les rappelés finissaient par partir. Hormis quelques rares cas de soldats qui refusèrent de combattre, ils se retrouvèrent pris dans l'engrenage de cette « sale guerre » coloniale. Et de 200000 hommes début 1956, les troupes en Algérie passèrent à 450000 en juillet 1956, et à 500000 en 1957.

Les rappelés se battaient sans soutien des syndicats, ni des partis. De ce fait, une fois l'explosion de colère passée, ils ne

savaient pas quoi faire de plus. Certes, il se trouva nombre de militants ouvriers, de syndicalistes, de militants du Parti Communiste pour initier ces mouvements, et même pour les organiser. Mais ces militants étaient aussi livrés à eux-mêmes.

Ne parlons pas du Parti Socialiste qui était au pouvoir et dont le dirigeant, Guy Mollet, avait pris l'initiative d'intensifier la guerre. Mais le PCF, qui condamnait la guerre en parole, dans les colonnes de l'Humanité, n'entreprit rien pour gêner le gouvernement. Son vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, que le PCF justifia par la nécessité de préserver l'unité entre ouvriers communistes et socialistes, signifiait clairement qu'il comptait lui laisser carte blanche pour faire la guerre. En fait, le Parti Communiste voulait se préserver des chances pour gouverner à nouveau avec les socialistes.

Même sa propagande était limitée. Le PCF réclamait la « paix en Algérie », des « négociations pour un cessez-le-feu » et dénonçait la répression. L'Algérie était une « nation en formation ». Il parlait du « fait national algérien ». En un mot, il ne prenait pas clairement position pour l'indépendance immédiate et sans condition de l'Algérie. Le Parti Communiste ne chercha pas à appuyer les manifestations, à les coordonner, à donner des perspectives concrètes à tous ces militants qui tentaient de réagir comme ils le pouvaient. Ce faisant, il écœura nombre de militants ouvriers français, parmi les rappelés en particulier, qui se sentaient à juste titre « lâchés ».

Au plus fort des manifestations des rappelés, on pouvait lire dans l'Humanité daté du 30 mai 1956 : « Ce qu'il faut faire ? On l'entend journellement dans les gares, on le lit sur les murs : c'est négocier avec ceux qui peuvent faire taire les armes, avec ceux contre qui on se bat. Dans les jours à venir, des millions de Français s'emploieront à le faire savoir aux députés. » Voilà tout ce que proposait le PCF, l'organisation de délégations auprès de députés qui soutenaient Guy Mollet dans sa politique de répression !

Le Parti Communiste fit encore moins appel au reste de la classe ouvrière, qui seule pouvait paralyser l'effort de guerre. Là encore, il laissait les militants livrés à eux-mêmes.

Le PCF ne prit pas non plus d'initiatives en ce qui concernait la solidarité avec les travailleurs algériens en France, ou pour défendre les militants algériens contre la répression. Il laissa les travailleurs algériens réagir seuls, sans soutien des travailleurs français, contribuant à creuser le fossé entre travailleurs algériens et travailleurs français. Ce fut le cas le 5juillet 1956, lorsque les travailleurs algériens furent appelés à faire une journée de grève générale en Algérie et en France. L'Humanité en fit le compte rendu : 3000 ouvriers algériens en grève à Renault, 1100 chez Panhard, également à Citroën, à Chausson. La liste était longue, mais le PCF n'avait pas appelé les travailleurs français à les rejoindre dans cette grève. L'attitude générale de la CGT, liée au PCF, fut identique.

Dans son discours à l'Assemblée du 20 Mars 1957, L. Casanova résume clairement cette politique : « Notre parti tient compte des données de fait complémentaires que voici, d'abord l'existence entre la France et l'Algérie de liens historiques concrets. Ensuite, la présence sur le sol d'Afrique, depuis plusieurs générations d'une population algérienne d'origine française et européenne dont les intérêts n'ont rien à voir avec le colonialisme. Enfin, l'assistance dont les peuples nouvellement émancipés ont besoin pour combler le retard que le régime colonial leur a imposé ».

A partir de telles prémisses, le P.C.F. se prononce (Fajon, 13-4-56) « pour l'existence de liens durables entre la France et l'Algérie dans l'ordre politique, économique et culture ! au sein d'une véritable Union Française ».

En 1956, dans les Cahiers du Communisme, L. Feix explicite les fondements doctrinaux de l'attitude du P.C.F. :

« Certains dirigeants nationalistes préconisent la fusion des trois pays au sein d'un Maghreb arabe ou musulman, lié à tous les pays arabes ou musulmans, depuis le Maroc jusqu'au Pakistan. C'est là une vieille idée de la Ligue arabe, reprise et impulsée par les milieux bourgeois dirigeants du Caire et de Karachi... Voilà longtemps que Lénine et Staline ont montré le caractère forcément réactionnaire des courants basés sur la race ou la religion. Il est tout naturel que les Algériens, les Tunisiens, les Marocains éprouvent les uns pour les autres des sentiments fraternels. Il est également naturel qu'ils éprouvent une grande sympathie pour les peuples du Proche et du Moyen-Orient, tant en raison de la communauté de religion et de la similitude de langue, que du soutien qu'ils ont reçu de ces peuples au cours de ces dernières années. Mais cela ne justifie pas une communauté politique contre laquelle jouent tant d'éléments historiques, géographiques, économiques et autres. Une autre voie est possible ou mieux, encore possible, pour les peuples d'Afrique du Nord : la voie de l'Union Française ».

« S'il est possible pour les Français en Alsace et en Lorraine d'avoir un statut religieux spécial... pourquoi l'ayant admis une fois dans l'esprit de l'unité française, ne pourrions-nous le consentir pour la même raison aux musulmans d'Algérie ? »

« Unir tous les hommes qui veulent vivre libres... tous les Français de France et tous les Français d'Algérie, les Français naturalisés, les israélites et vous aussi les musulmans arabes et berbères, tous les fils unis par le sang, du moins par le cœur de la grande révolution française ».

« Le droit au divorce n'entraîne pas l'obligation de divorcer », affirme M. Thorez qui conclut à la nécessité de l'union.

Le PCF, comme la CGT, ne firent vraiment rien pour tenter d'arrêter cette guerre coloniale. En s'appuyant sur cette mobilisation des mois de mai et juin 1956, il aurait pourtant peut-être été possible d'y parvenir. L'immense majorité des rappelés voulait simplement ne pas partir. Mais, avec le soutien du reste de la classe ouvrière, il y avait peut-être une possibilité d'empêcher l'impérialisme français de mener à bien la répression contre le peuple algérien. En tout cas, même si cette tentative n'avait pas été couronnée de succès, cela aurait au moins permis que les travailleurs algériens n'aient pas le sentiment de ne rien avoir à attendre de la classe ouvrière française.

Les grandes organisations se réclamant de la classe ouvrière se firent de fait une fois de plus les complices de l'impérialisme français. matierevolution.fr 10.07.2015

Edifiant, n'est-ce pas ? Quelle monstrueuse mystifcation !

Questions : comment les trotskystes ont-ils pu appeler au front unique de ces partis, la SFIO et le PC bourreaux des peuples colonisés par l'impérialisme français ? Que dire de ceux qui se réclament du Front populaire et du Conseil national de la résistance dont furent issues les gouvernements coloniaux d'après-guerre et la IVe République impériale ? En appelant, en soutenant, en encourageant le massacre de ces peuples qui luttaient pour leur indépendance, ces partis n'ont-ils pas agi résolument en ennemis de la classe ouvrière internationale ?

Dès lors il fallait engager une lutte à mort contre ces partis et leurs dirigeants, les traiter en ennemis sans faire d'amalgame avec leurs militants, qui simplement en prenant connaissance des faits pouvaient comprendre ou non ce discours et cette tactique peu importe, l'essentiel était de proposer aux travailleurs une stratégie qui se situait sur le terrain de leur indépendance de classe... Les lambertistes et les pablistes en décidèrent autrement en s'encanaillant avec cette pourriture de la SFIO et du PC, vous connaissez la suite.

Quand on explique qu'il faut faire l'inventaire de la lutte de classe depuis les années 40, vous comprenez pourquo... Et cela ne représente qu'un bref épisode de la lutte des classes des 75 dernières années, le reste est à l'avenant, dès lors il ne faut pas s'étonner qu'on en soit rendu là, c'était inévitable dans de telles conditions.

ACTUALITE EN TITRES

La dilution du pouvoir politique a ses limites.

- Pourquoi la société civile n'émerge pas dans la vie politique française - 20minutes.fr

En voilà un grand malheur ! Qu'est-ce que c'est la "société civile" ? Des gens inconscients du processus dialectique et historique qui est à l'origine du développement du capitalisme et de la civilisation humaine pour ne jamais l'avoir étudié à fond, et qui entendent à la fois les modeler à leur image et imposer leur modèle au peuple. Ils appartiennent à la race vulgaire autoproclamée des mégalomanes, des aventuriers, des apprentis sorciers de malheur, des collabos ! Quelle légitimité ont-ils ? Aucune. Qui représentent-ils ? Personne à part eux-mêmes. D'où sortent-ils ? De nulle part, ce sont des parasites sélectionnés et instrumentalisées par le régime pour le servir, comme les journalistes, les ONG, les instituts de sondages, les dirigeants des syndicats, les spécialistes ou experts en tous genres qui sévissent dans les médias aux ordres, etc.

Ils se désolent de ne pas pouvoir substituer la "société civile" aux partis politiques dont l'existence est incompatible avec la dictature néolibérale. Des technocrates et des juristes désignés par l'oligarchie financière feraient très bien l'affaire pour gouverner un monde peuplé de serfs serviles et impuissants. Sauf qu'ils ne l'entendent pas ainsi, et même que l'illusion de la "société civile" n'y changera rien.

On devrait les remercier de poser à leur façon la question du parti.

Alors qu'il s'emploie à le démolir pièce par pièce...

- Le PS dénonce l'attaque de Sarkozy contre le modèle français - Reuters

Non mais alors, c'est qui le patron ! L'Etat des capitalistes.

- Rémunération des fonctionnaires: le gouvernement passe en force - AFP

Le gouvernement a choisi mercredi de passer en force sur le projet d'accord sur la rémunération et les carrières des fonctionnaires, déclenchant la fureur des syndicats non signataires, CGT, FO et Solidaires, majoritaires aux élections. AFP 29.09

Quelle affaire !

Pas la guerre !

- Le lycée est trop coûteux selon la Cour des comptes - Francetv info

---

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Pérou

- Pérou : mort de quatre opposants à un projet minier - LeFigaro.fr

Le gouvernement péruvien a décrété l'état d'urgence dans six provinces pour 30 jours. Des affrontements meurtriers ont opposé les forces de l'ordre à des manifestants qui dénoncent le méga-projet de Las Bambas.

L'état d'urgence a été décrété au Pérou dans quatre provinces de la région d'Apurimac (Cotabambas, Grau, Andahuaylas et Chincheros) et deux de Cusco (Chumbivilcas et Espinar). Cette décision fait suite à la mort d'au moins quatre personnes par balle lors de manifestation ces jours derniers; 14 autres ont été blessées dont 12 gravement qui ont dû être conduits à l'hôpital de Cusco. Pendant trente jours, la plupart des droits constitutionnels sont suspendus, notamment le droit de réunion, l'inviolabilité des domiciles privés et la liberté d'expression. L'armée sera associée à la police nationale pour maintenir l'ordre.

La mine la plus importante du pays

Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre se sont déroulés alors que les représentants des communautés indigènes de la région ont décidé un mouvement de grève illimitée pour protester contre un méga-projet minier d'extraction de cuivre, Las Bambas.

Il s'agit de la mine la plus importante du pays. La concession a d'abord été obtenue en 2006 par Xstrata Cooper, une compagnie chinoise. En 2010 une étude d'impact environnemental est réalisée et validée par l'Etat péruvien.

En 2013, Xstrata et l'australien Glencore fusionnent. La législation chinoise anti-concentration oblige le nouveau conglomérat à se séparer du projet Las Bambas. Celui-ci est repris par le chinois MMG. Le dossier commence à s'envenimer. Alors qu'il était prévu un «mineroduc» pour transporter le minerai, MMG décide de construire des usines de traitement du minerai sur place, assurant que les eaux utilisées seront correctement retraitées grâce à des usines d'assainissement spécialement dédiées. Mais les populations craignent une pollution du Rio Chalhuahuacho qui arrose de nombreuses régions. La mine de Las Bambas est située à 4000 mètres d'altitude. Du coup, le projet concerne de nouvelles régions. Une seconde étude d'impact est demandée mais les autorités l'estiment inutile.

Par ailleurs, une ligne électrique et une route destinée aux poids lourds de grande capacité doivent traverser les régions de Grau, Chalhuahuacho, Mara et Ccapacmarca pour lesquels «aucune étude d'impact n'a été organisée» selon les associations locales de défense de l'environnement.

L'exploitation minière de Las Bambas devrait commencer au premier semestre 2016. C'est pour empêcher ce démarrage sans nouvelle étude d'impact que les communautés de la région ont décidé d'observer une grève illimitée.

L'industrie minière est fondamentale dans l'économie péruvienne. Elle représente 11% de PIB, 50% des ressources en devises et 20% des rentrées fiscales. Sur le site de Las Bambas, 10 milliards de dollars ont été investis. Les réserves de cuivre estimées sont de 6,9 milliards de tonnes. MMG espère extraire 450.000 tonnes de métal par an. D'autres grands projets miniers ont récemment été développés au Pérou: Toromocho avec un investissement de 3,5 milliards de dollars, Constancia, 1,4 milliards de dollars, et Cerro Verde avec 4,6 milliards de dollars d'investissements. lefigaro.fr 29.09

ECONOMIE

Traité transatlantique

- Traité transatlantique : la fin de l'arbitrage ? - latribune.fr

La très contestée procédure d'arbitrage prévue dans la futur traité transatlantique ne verra donc pas le jour. Mais cela change-t-il vraiment quelque chose? Par Hervé Guyader, Avocat au Barreau de Paris

Bien consciente que cette question de l'arbitrage ISDS (Investor-State Dispute Settlement), opposant investisseurs et Etats dans le cadre du projet de traité transatlantique, continue de cristalliser l'acrimonie la plus vive d'une grande partie des ONG, la Commission européenne a décidé, mercredi 16 septembre, de présenter un nouveau mode de règlement des litiges.

Exit donc l'arbitrage désigné comme manquant de transparence et jugé trop peu démocratique et place à un système institutionnalisé comprenant un tribunal de première instance et une chambre d'appel, le tout composé de magistrats professionnels.

Que cela va-t-il changer ? Rien ! (Normal, les magistrats sont tous corrompus ou acquis au néolibéralisme, comme le Congrès des Etats-Unis ou les parlementaires français ! - LVOG)

Définir deux degrés de juridictions pour un arbitrage est tout à fait possible. Le droit français prévoit, par exemple, que les parties puissent en décider ainsi dans la convention d'arbitrage (article 1489 du Code de procédure civile).

Quant à la présence de magistrats professionnels, cela ne va pas changer grand-chose quand on prend la peine de regarder la composition actuelle des tribunaux arbitraux, tant internes qu'internationaux, qui ne comprennent que des professionnels du droit à la compétence et à l'expérience irréprochables. En cas d'instauration d'une justice institutionnelle, nul doute que ce sont ces mêmes professionnels qui seraient appelés à siéger !

Petits arrangements entre amis

De tout ceci ne reste que l'image de petits arrangements entre amis qui perdure au mépris le plus évident de la réalité et de la pratique des conflits internationaux qui sont bien davantage le lieu de luttes féroces que de conciliabules feutrés.

Quant au contrôle démocratique de la justice, dans un pays organisé autour de la séparation des pouvoirs, et prônant une justice indépendante (ce qu'elle est sans le moindre conteste) (Un "petit arrangement" de la part de l'auteur de cet article ! - LVOG), il est difficile de percevoir comment pourrait prendre corps ce contrôle.

Le pire est encore que si certains députés socialistes paraissent se satisfaire de cette proposition, d'autres, comme certains députés écologistes, n'y voient qu'une opération d'enfumage et semblent aller plus loin, vers l'abolition de cette justice internationale.

Ceci pose deux graves problèmes que nous avons déjà pu soulever :

- Comment organiser le règlement des différends commerciaux internationaux dans le cadre du TTIP ?

- Si la réponse à cette idée consiste à ce que le juge saisi soit celui du siège du défendeur, donc la France, comment fera-t-on quand les entreprises françaises auront à aller plaider un dossier dans un pays figurant dans les listes des justices les plus corrompues et inféodées au pouvoir (Russie, Chine...) ? (Au fait les scandales des taux de change trafiqués, le Libor, les subprimes, etc. quels pays étaient en cause ? - LVOG)

Le commerce international impose d'avoir une vision globale et à très long terme, éléments incompatibles avec les impératifs médiatiques des politiques dont les réélections se jouent en peu de temps et obligent à ces positions caricaturales.

Hervé Guyader - Avocat au Barreau de Paris - Docteur en droit - Président du Comité Français pour le Droit du Commerce International latribune.fr 30.09

Accord commercial transpacifique (TPP)

- L'accord commercial transpacifique (TPP) pourrait-il être conclu cette semaine ? - latribune.fr

Les représentants de 12 pays riverains du Pacifique se réunissent à compter de mercredi à Atlanta pour tenter de parvenir à une entente sur un vaste accord commercial, connu sous son acronyme TPP (Trans Pacific Partnership).

Leur dernière réunion à Hawaï en juillet s'était conclue sur un échec.L'administration Obama, qui a mis tout son poids derrière ce

vaste accord commercial -connu sous son acronyme TPP (Trans Pacific Partnership)-, veut à présent essayer de surmonter les divisions entre les négociateurs.

À compter de ce mercredi 30 septembre à Atlanta (Georgie, sud), les représentant des 12 pays riverains du Pacifique (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Etats-Unis, Vietnam) se réunissent pour tenter de conclure un accord. La Chine fait toutefois figure de grande absente, reflet des réticences des Etats-Unis face à la politique commerciale de ce pays alors que Pékin tente de son côté d'organiser sa propre zone commerciale. latribune.fr 30.09

Haut de page

Le 2 octobre 2015

CAUSERIE

Ma compagne Selvi n'est pas rentrée depuis deux jours pour cause de décès familial, du coup j'ai pris la liberté de consacrer plus de temps à notre portail, au grand désespoir de certains ! Il a encore fait 40°C à l'ombre.

Je rencontre un problème avec mon ordinateur, j'ai l'impression que le disque dur pourrait lâcher, par précaution j'ai sauvegardé la quasi-totalité de son contenu sur des clés USB.

J'ai enfin peint la grille d'entrée qui donne sur le chemin qui mène chez nous, j'ai aussi posé les moustiquaires avant la mousson et l'arrivée d'une nuée de moustiques. Pas de quoi vraiment s'emmerder!

Je continue de télécharger un tas d'articles que je n'ai même pas le temps de lire et j'ai encore des travaux à faire, il y en a même auxquels j'ai définitivement renoncé, par exemple enlever la peinture qui se trouve sur les chassis en aluminium des fenêtres, pas le temps et puis je m'en fous, on a un toit sur la tête, la maison est propre et en ordre, c'est l'essentiel ! Hygiène et discipline qui vaut aussi pour l'esprit...

Congrès de la CES en famille. Hollande et Juncker leur ont gâché la fête !

Sur le portail du groupe La Commune.

Congrès de la CES avec la présence de Hollande, La Commune communique...

DEHORS HOLLANDE ET JUNCKER DU 13e CONGRES DE LA CES !

Après le supplice infligé aux masses grecques, la CES a décidé d'ouvrir la tribune de son 13e Congrès à François Hollande, à Jean-Claude Juncker, Président de la Commission Européenne, et à Martin Schulz, Président du Parlement européen. Par les décisions anti-ouvrières qu'ils nous imposent, nous estimons que ces politiciens sont nos ennemis et qu'ils n'ont absolument rien à faire dans un congrès syndical.

Paris, le 25 septembre 2015

Syndicat CGT des Archives de France

Ils sont injustes, François Hollande, Jean-Claude Juncker et Martin Schulz sont tout à fait à leur place à la tribune d'un congrès de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) qui est une émanation de l'UE pour tous servir les mêmes intérêts, y compris l'ensemble des syndicats qui ont adhéré à la CES qui n'ont rien d'indépendant.

D'un côté La Commune explique qu'il n'est pas possible de réformer l'UE qui est une création de l'oligarchie financière, ce qui est correct, et de l'autre ce qui l'est déjà beaucoup moins, ils veulent foutre dehors Hollande et Juncker du congrès de la CES qui est elle-même une créature de l'UE, pourquoi, pour entretenir l'illusion que la CES serait autre chose ou pourrait servir d'autres intérêts ? Qui entendent-ils ainsi ménager, les syndicats pourris qui y participent ? Il faut croire. La CES serait-elle plus fréquentable sans Hollande, Juncker et Schulz?

Contrairement à La Commune on trouve excellent que François Hollande, Jean-Claude Juncker et Martin Schulz participent au congrès de la CES, après cela plus personne ne devrait avoir de doute sur la nature de la CES, non ? Le devoir de

militants ouvriers ne devrait-il pas être d'aider les travailleurs et les militants à se débarrasser des illusions qu'ils auraient pu placer dans des institutions, des organisations ou des dirigeants qui servent les intérêts du capital ? Apparemment non.

On a envie de leur dire qu'on a les syndicats qu'on mérite, y compris la CES qui ne mérite pas de figurer parmi les syndicats ouvriers. Où va se nicher l'opportunisme, n'est-ce pas ?

Ah ces lambertistes, ils sont incorrigibles !

Décidément il n'y en aura pas un pour rattraper les autres, on comprend pourquoi de nombreux militants désespèrent ou sont totalement démoraliser.

Qui a télécommandé la polémique sur Morano ? Les propagandistes de guerre contre la Russie : L'Elysée.

- A Moscou, Nadine Morano répète que la France est un "pays de race blanche" - AFP

Fondatrice du groupe parlementaire "Pour un nouveau dialogue avec la Russie" au Parlement européen, l'ancienne ministre déléguée a également salué les frappes russes en Syrie.

"La première étape est de ramener la stabilité en Syrie pour que les populations déplacés puissent rentrer chez elles. On ne peut pas ramener cette stabilité sans avoir la Russie avec nous", a-t-elle déclaré, ne voyant pas d'autre "interlocuteur crédible en Syrie" que son président Bachar al-Assad.

Elle a par ailleurs regretté les sanctions économiques contre la Russie "qui ont apporté de très graves désagréments à nos peuples". AFP 01.10

En complément. Quand l'Etat terroriste français vole au secours de ses protégés d'Al-Nosra en Syrie.

- Syrie : pourquoi les véritables cibles des frappes russes demeurent floues - Francetv info

- Syrie: "c'est Daech qu'il faut viser et pas d'autres", réclame le président Hollande - AFP

- Fabius : « la lutte contre le terrorisme ne doit pas servir de prétexte pour remettre Assad en selle » - LeMonde.fr

Syrie. Qui fait les grands titres de l'actualité politique ou comment fonctionne leur propagande de guerre.

Donner la parole à différents acteurs triés sur le volet pour falsifier la réalité ou lui faire dire ce que l'on veut. Mode d'emploi.

Titre. Un portail néolibéral. Accuser Poutine d'être fou, permet ensuite de condamner sa politique en Syrie qui ne peut être que l'oeuvre d'un fou sans évoquer le moindre fait ou la moindre preuve à l'appui.

- La Syrie, le pari fou fou fou de Poutine - Slate.fr

1- Des "observateurs occidentaux" anonymes appelés en renfort. Prétendre que la majorité des Russes qui soutiennent Poutine pourraient le lâcher et opter pour la sagesse.

- Selon certains observateurs occidentaux, le président russe prend des risques inconsidérés vis-à-vis de son opinion publique en intervenant au Moyen-Orient.

2- Une journaliste à la manoeuvre. Donner la parole à une journaliste pour lancer cette nouvelle offensive contre Poutine.

- C’est en tout cas le sens de l’analyse d’Amanda Taub dans Vox. Selon la journaliste, la nouvelle initiative militaire du président russe est hautement aventureuse, car il se retrouve désormais pris au piège d’un possible désamour de son électorat et de la frustration des élites russes.

3- De qui est-elle la porte-parole, qui représentaient ces "observateurs occidentaux" et Slate.fr ?

- Sous-titre d'un paragraphe sans intérêt : Les élites financières remontées.

Enfin, on est remonté à la source, à la bonne heure !

4- Pour finir, les menaces.

- ...son intervention en Syrie pourrait avoir des répercussions intérieures ou frontalières graves en ravivant le conflit latent entre le pouvoir central et les populations musulmanes du Caucase. Slate.fr 01.10

Ils savent de quoi ils causent puisque ce sont leurs amis qui les financent et les arment.

Pour rappel, Fabius en décembre 2012 : Al-Nosra, la branque syrienne d'Al-Qaïda, fait du bon boulot.

- La Russie bombarde Al-Qaïda en Syrie, les chancelleries et les médias occidentaux s'indignent...- Guillaume Borel - arretsurinfo.ch 01.10

La Russie a mené mercredi 30 septembre une première série de raids aériens, comme l'y autorisent ses accords de coopération militaire avec la Syrie. Selon Moscou, son aviation aurait effectué 20 sorties et touché 8 cibles terroristes. La France avait auparavant mené des bombardements aériens dimanche 27 septembre, en dehors de tout cadre légal, contre un camp d'entraînement de l'Etat Islamique dans l'est de la Syrie, selon les propos du président François Hollande. Toujours selon le président français, cette attaque aurait été « sans conséquences pour la population civile ».

Le gouvernement syrien a dénoncé à cette occasion une « violation du droit international », les bombardements ayant été menés sans l'autorisation de l'état syrien.

Pour justifier la légalité de l'action française, le président Hollande a ainsi invoqué la « légitime défense » et l'article 51 de la charte des nations unies, en faisant référence aux attentats de janvier 2015 à Paris qui auraient été « commandités » par l'Etat Islamique. Or, à l'époque, le pouvoir exécutif français avait décrit les terroristes comme des « loups solitaires » radicalisés via le réseau Internet, ce qui lui avait permis de faire voter la « loi sur le renseignement », un « Patriot Act » à la française, étendant considérablement les pouvoirs et les dispositifs de surveillance des services de police. Il faut également souligner que les auteurs de l'attaque contre le journal Charlie Hebdo, n'avaient jamais séjourné en Syrie mais avaient été formés par la branche d'al-Qaïda au Yémen, comme le montrait un précédent article sur ce sujet. J'avais avancé à cette époque que le choc causé dans l'opinion publique française par les attentats avait permis l'instauration du régime politique de la « guerre au terrorisme » qui se caractérise par une limitation des libertés intérieures, et particulièrement de la liberté d'expression et d'information, la surveillance de masse des populations, et une politique extérieure néo coloniale multipliant les expéditions armées. Le recours au principe de la « légitime défense » comme justification aux raids aériens en Syrie, malgré l'absence de liens tangibles entre les auteurs des attaques terroristes de Paris et l'Etat Islamique, constitue la démonstration que cette mécanique est bien à l'œuvre.

Les actions de la coalition internationale luttant contre l'Etat Islamique sont donc à mettre en perspective avec la doctrine néocoloniale de la « guerre au terrorisme » en Syrie, qui visent à un changement de régime et à l'instauration d'états faibles et balkanisés, assimilables à des protectorats. La lutte contre l'EI a ainsi été prise comme prétexte par la France et le Royaume-Uni afin de mener une guerre aérienne sur le territoire syrien, conduisant de facto à une « no-fly zone » telle qu'elle est réclamée par la coalition, et particulièrement la Turquie, depuis plus d'un an. C'est en effet ce scénario de zone d'exclusion aérienne qui avait permis la victoire des groupes armés soutenus par l'occident en Libye en 2011.

L'entrée de la Russie dans le conflit ce mercredi est cependant venue bouleverser ce scénario. La présence de 12 SU-25 russes, de 16 hélicoptères d'attaque et de transport à l'aéroport de Lattaquié et leur entrée en action dans l'espace aérien syrien, ont rendu caduque l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne de facto au profit des groupes armés soutenus par la coalition.

Le secrétaire d'état américain John Kerry en panique s'est donc précipité vers son homologue russe Sergei Lavrov actuellement à l'ONU, dans le but de convoquer une réunion « entre militaires, aussi vite que possible, afin d'éviter tout incident entre leurs aviations en Syrie ».

Encore plus gênant pour les États-Unis et leurs alliés, les premières frappes aériennes russes ont ciblé un groupe rebelle soutenu par la coalition.

Selon le média israélien i24news :

« Quatre avions de combat russes ont visé des bases de Jaich al-Fatah (« l'Armée de la conquête ») à Jisr al-Choughour et à Jabal al-Jawiya (dans la province d'Idleb) et ont frappé aussi des positions de groupes armés, des bases et des dépôts d'armes à Hawach dans la province de Hama », a indiqué cette source. « L'Armée de la conquête » regroupe notamment le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, et des groupes islamistes comme Ahrar al-Cham. »

Les responsables occidentaux ont donc logiquement dénoncé une attaque « ne visant pas l'Etat Islamique » en laissant aux médias le soin d'imaginer qu'elle pouvait être la cible réelle…

Le ministre français des affaires étrangères Laurent Fabius déclarait ainsi que « les frappes russes n'ont pas visé Daech ». Une source diplomatique française citée par le journal régional La Nouvelle République affirmait également : « Ce n'est pas sur Daech qu'ils (les Russes) ont frappé, c'est sans doute sur les groupes d'opposition, ce qui confirme qu'ils sont davantage dans le soutien au régime de Bachar al-Assad que dans la lutte contre Daech. »

Le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a également estimé que « les frappes ne visaient probablement pas l'Etat Islamique ».

Les médias aux ordres et qui sont maintenus depuis la crise ukrainienne dans une hystérie anti-russe permanente entretenue par les responsables politiques occidentaux, ont immédiatement interprété ces déclarations comme la preuve que la Russie avait frappé « l'opposition modérée » [il n'y a pas d'opposition armée modérée en Syrie -Ndlr] soutenue par la coalition, et ont ainsi pu se livrer à leur passe-temps favori : la russophobie primaire.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova affirmait ainsi que son pays faisait l'objet « d'une guerre de l'information suite à sa décision d'effectuer des frappes aériennes contre les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Syrie. »

Le journal Le Monde comme à son habitude, était en première ligne et annonçait :

« Les frappes aériennes menées par la Russie mercredi ont surtout visé les forces rebelles opposées au président Bachar Al-Assad. »

Tous les grands médias francophones ont repris la narrative occidentale affirmant que l'aviation russe ne bombardait pas l'Etat Islamique de manière à suggérer que la Russie ciblait en réalité l'« opposition modérée » en soutient au « boucher » Bachar-al-Assad. Il y a cependant une manipulation de l'opinion publique dans cette narration, qui consiste à passer sous silence la cible réelle de l'action militaire russe…

En effet, l'« opposition modérée » (dont le président syrien Bachar-al-Assad répète depuis plus d'un an qu'elle est en réalité constituée de groupes djihadistes salafistes) prétendument visée par l'aviation russe mercredi, était constituée de la branche syrienne d'Al-Qaïda, le Front al-Nosra, ainsi que de plusieurs autres groupes radicaux réunis au sein d'une entité appelée « l'armée de la conquête ». Selon le journal Libération, cette coalition djihadiste serait une création de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et du Qatar, qui assureraient également son financement.

Il est donc délicat pour les responsables politiques occidentaux d'évoquer ouvertement l'« opposition modérée » qu'ils soutiennent, cela pourrait conduire à révéler que cette dernière n'est qu'un mirage médiatique derrière lequel se cachent Al-Qaïda et des groupes salafistes, dont le but est similaire à celui de l'Etat Islamique : l'instauration d'un califat islamique.

La Russie bombarde al-Qaïda en Syrie, voilà donc ce qui a tant indigné les chancelleries et les médias occidentaux mercredi… arretsurinfo.ch 01.10

Et dire qu'ils ont été jusqu'à instrumentaliser l'histoire ignoble ce gosse échoué sur une plage en Turquie, et leur complice Erdogan a été jusqu'à ouvrir ses frontières pour engendrer un exode massif soudain de réfugiés se répandant en Europe pour justifier le bombardement de la Syrie par la France.

- Des troupes chinoises, en Syrie? - sahartv.ir

Selon Debkafile, un porte-avion chinois aurait traversé le canal de Suez, pour se rendre à Tartous.

Il y a des nouvelles, selon lesquelles autour de 3.500 combattants Ouïghours, (Chinois musulmans), ont été rassemblés, en Syrie, par le Turkistan Islamic party, (TIP), près de la frontière turque, sous l'égide des services de renseignement turcs, dans l'intention de les faire participer à la bataille des Jihadistes contre Assad. C'est un aspect de plus de la politique, à la fois, erratique et extrémiste, que la Turquie mène, sous la direction d'un Erdogan de plus en plus coupé des réalités de son pays, (la Turquie), et des conditions de désordre, qui s'y répandent, à cause des remous, causés par la politique turque, en Syrie, et contre les Kurdes.

La présence de ces Ouïghours a, évidemment, résonné, comme un très grave signal d'alerte, dans la direction chinoise, explique Christina Lin, expert de l'Université John Hopkins, sur son blog de "Times of Israel", le 20 septembre 2015. Il en résulte, selon Lin, que l'on se trouve, désormais, devant la possibilité d'une intervention militaire chinoise, en Syrie, si Assad le demandait. Les Chinois suivent, en général, avec rigueur, le principe de non-intervention, sauf, lorsque leur sécurité nationale est en jeu. De telles actions, indirectement, déstabilisantes, pour les provinces musulmanes de Chine, représentent, effectivement, une menace, pour la sécurité nationale chinoise, exactement, de la même façon que les Tchétchènes, présents en Syrie, au nom du Jihadisme, représentent une menace similaire contre la sécurité nationale de la Russie.

La Syrie ne cesse de se transformer en un chaudron multinational, où la plupart des puissances vont se trouver de plus en plus impliquées, jusqu'à bouleverser l'Ordre international... En effet, d'un autre côté, les perspectives, évoquées par Lin, peuvent se faire avec l'habillage d'une intervention chinoise, en Syrie, du légalisme de l'OCS, (Organisation de Coopération de Shanghai), où la Syrie est observatrice et veut devenir membre, de même que l'Égypte. Le conflit syrien pourrait, dans les mois qui viennent, voir une transformation radicale de l'OCS en alliance militaire, maintenant que la Chine et la Russie ont pris la mesure du danger jihadiste. «... Maintenant que le TIP a établi une base, en Syrie, et qu'il augmente son influence et son recrutement, grâce à ses sponsors turcs, la Chine va devoir appliquer sa recommandation 2 013 : «Prendre les armes contre le Turkestan oriental, (ETIM), avant que la menace ne s'étende» et déployer des troupes, en Syrie.

La non-ingérence ne signifie pas ne pas défendre ses intérêts. Certains experts considèrent, peut-être, que le principe de non-ingérence de la Chine l'empêche d'agir. Mais le principe de non-ingérence de la Chine porte davantage sur l'ingérence, dans la politique intérieure des autres pays, comme les Etats-Unis et l'Occident ont l'habitude de le faire, en violant la souveraineté d'autres pays, pour renverser les régimes autocratiques qui leur déplaisent. La politique de non-ingérence ne signifie pas l'inaction, en cas de menace, sur la sécurité et les intérêts de la Chine. La Chine n'a pas de difficulté à prendre des mesures, lorsque ses intérêts fondamentaux sont menacés – c'est-à-dire, la violation de sa souveraineté, son intégrité territoriale, son développement économique et la survie de son régime.

Lors du Sommet de l'Asie sur la sécurité, organisé par l'International Institute for Strategic Studies, (IISS), en 2011, le ministre chinois de la Défense, Liang Guanglie, a parlé des intérêts fondamentaux de la Chine, en ces termes : «Nos intérêts essentiels incluent tout ce qui touche à la souveraineté, la stabilité et le mode de gouvernement. La Chine suit, maintenant, une course socialiste. Toute tentative de rejeter cette voie, menace les intérêts fondamentaux de la Chine. De même, toute tentative d'encourager une partie de la Chine à faire sécession menace les intérêts fondamentaux de la Chine liés à notre territoire, notre espace maritime et aérien. Ensuite, tout ce qui a rapport au développement économique et social national de la Chine touche, également, les intérêts fondamentaux de la Chine».

Si le TIP continue de consolider son pouvoir, au sein de l'Armée de conquête, un ramassis de Jihadistes de différentes filiales d'Al-Qaïda et d'extrémistes salafistes, le Xinjiang pourrait devenir le prochain Afghanistan, et se mettre à ressembler à la zone Afpak, (Syrie / Irak), avec des forces militantes et des zones de refuges transnationales, qui attirent des combattants étrangers et qui jouissent du soutien matériel et diplomatique de la Turquie et d'autres puissances extérieures, dont l'idéologie et les intérêts sont semblables.

En outre, le régime d'Assad est, toujours, le gouvernement légal de la Syrie, reconnu par l'ONU, en dépit du fait qu'il ne tient qu'1/3 de son territoire. Si Assad demande et permet à la Russie, la Chine et d'autres membres de l'OCS de l'aider, militairement, ce serait conforme au droit international. Ceci diffère des frappes aériennes actuelles de la coalition anti-ISIS, dirigée par les Etats-Unis, en Syrie, qui opère, sans mandat de l'ONU, ni autorisation du gouvernement souverain, bien qu'elle bénéficie, dans une certaine mesure, d'une autorisation implicite du régime Assad, pour combattre ISIS. En 2014, le Britannique, David Cameron, a hésité à participer à des frappes aériennes, en Syrie, parce qu'il craignait, précisément, de violer le droit international. Du fait qu'Erdogan mène une guerre islamiste, par procuration, contre la Chine, les Kurdes, Assad, Sisi et Netanyahu, via les affiliés d'Al-Qaïda, l'Armée de conquête, les Frères musulmans et le Hamas, il n'est pas étonnant qu'à la fois, la Syrie et l'Egypte, aient demandé à rejoindre L'Organisation de Coopération de Shanghai, (OCS), en juin de cette année». sahartv.ir 30.09

ACTUALITÉ DU JOUR

L'accord commercial trans-Pacifique ou une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial

- Les négociations commerciales trans-Pacifique prolongées - AFP

Les discussions sur l'accord commercial trans-Pacifique (TPP) ont dû être prolongées jusqu'à vendredi afin de parvenir à un compromis sur les sujets de friction (pièces détachées automobiles, produits laitiers..) et arracher un accord.

Un sénateur américain, le républicain Orrin Hatch, a verti que le Congrès pourrait refuser de ratifier un éventuel accord s'il ne protégeait pas suffisamment les intérêts des Etats-Unis.

"Personne (...) ne devrait être pressé de conclure les négociations si cela signifiait un résultat moins qu'optimal pour notre pays", a-t-il affirmé dans un communiqué.

L'administration démocrate américaine a obtenu pour négocier cet accord la procédure dite du "Trade Promotion Authority" (TPA) qui obligera le jour venu le Congrès à se prononcer pour ou contre le texte de tout l'accord commercial, sans pouvoir l'amender. La Maison Blanche avait dû, pour y parvenir, affronter une rébellion dans son propre camp démocrate.

Engagés en 2008, les pourparlers rassemblent l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam. Washington souhaite également conclure un accord rapidement pour éviter que le débat sur sa ratification n'intervienne en pleine campagne présidentielle l'an prochain.

Les organisations de la société civile dénoncent le secret qui entoure ces négociations et le fait qu'elles portent, comme un autre accord en cours de négociation entre les Etats-Unis et l'Union européenne (le TTIP), sur la mise en place de structures judiciaires extra-territoriales pour les litiges entre investisseurs et entreprises des pays signataires. AFP 01.10

Contrairement à la "société civile" bien policée, ne collaborant pas avec les représentants des banquiers et des multinationales que nous estimons illégitimes sachant qu'ils ne sont animés que par la quête du profit au détriment du bien-être et des besoins des producteurs et de la population en général, nous ne dénonçons pas ces négociations, nous exigeons l'abandon pur et simple de ce projet de traité.

Concentration des richesses et le pouvoir mondial.

- La fortune des 400 Américains les plus riches atteint 2 340 milliards de dollars - lemonde.fr

Bill Gates reste la première fortune américaine, selon le dernier palmarès publié, mardi 29 septembre, par le magazine Forbes. Vingt-deux ans que cela dure pour le fondateur de Microsoft. Ses parts dans le leader mondial du logiciel ne comptent toutefois que pour 13 % de sa richesse, qui est évaluée à 76 milliards de dollars (67,5 milliards d'euros).

Son dauphin, l'investisseur Warren Buffett, le fondateur de Berkshire Hathaway, est lui aussi fidèle à son poste de numéro deux depuis 2001, avec une fortune de 62 milliards. Toutefois derrière, les milliardaires de l'Internet montent en flèche. Jeff Bezos, le fondateur du géant de l'e-commerce Amazon, et Mark Zuckerberg, celui du réseau social Facebook, font pour la première fois leur entrée dans les dix premiers du classement avec des fortunes respectives de 47 milliards et 40,3 milliards de dollars. M. Bezos est le milliardaire qui a fait le bond le plus spectaculaire en un an avec une progression de sa fortune de 16,5 milliards, qui le propulse à la quatrième place.

La plus belle progression en pourcentage revient toutefois à Travis Kalanick, le fondateur d'Uber, qui a doublé sa fortune en un an pour la porter à 6 milliards de dollars. L'entrepreneur profite de la valorisation stratosphérique de sa société de voitures de transport avec chauffeur (VTC), qui dépasse maintenant les 50 milliards. C'est toute la limite de ce classement : une bonne partie des patrimoines est composée de titres de sociétés, dont la valeur est par définition fluctuante.

Malgré la stabilité de la tête du classement, 25 milliardaires y ont fait leur entrée cette année. Parmi eux, les deux cofondateurs de Snapchat, l'application de partage de photos et de vidéos sur téléphone mobile : Evan Spiegel, 25 ans, qui est désormais le plus jeune milliardaire américain, et Bobby Murphy, 27 ans.

La barre pour entrer dans ce club des 400 Américains les plus riches est de plus en plus élevée. En 2015 il fallait disposer d'un patrimoine de 1,7 milliard de dollars, pour 1,5 milliard l'an dernier. De fait, 35 fortunes ont disparu du classement. Pour ceux qui y figurent encore, leur richesse globale a augmenté de 50 milliards en un an pour atteindre 2 340 milliards de dollars. Dans l'ombre des inégalités, rien de neuf non plus. lemonde.fr 30.09

ACTUALITE EN TITRES

Seulement ?

- Paris : Au moins 950.000 personnes mal logées en Ile-de-France - 20minutes.fr

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

- Les députés parachèvent la loi renseignement en légalisant les activités de la DGSE - AFP

Les députés ont adopté jeudi une proposition de loi pour légaliser la surveillance des communications internationales, c'est-à-dire l'activité de la DGSE, qui resteront soumises à moins de contrôle que les interceptions effectuées en France.

Le texte a été débattu seulement en présence de huit députés.

La proposition de loi, qui doit encore être votée au Sénat, vise à remédier à ce point car "il serait paradoxal, à l'heure où nombre de risques qui naissent à l'étranger menacent de se matérialiser sur notre territoire, que les services de renseignement français ne puissent pas assurer la surveillance des communications internationales", font valoir les auteurs du texte, les socialistes Patricia Adam et Philippe Nauche, respectivement présidente et vice-président de la commission de la Défense.

Ces interceptions à l'étranger seront nettement moins encadrées que celles effectuées en France. Le Premier ministre n'aura pas besoin de solliciter l'avis préalable de la nouvelle Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Le député écologiste Sergio Coronado a cependant fait remarquer que des Français établis à l'étranger pourraient éventuellement être soumis à cette surveillance internationale. AFP 01.10

Je sens que je vais devenir parano dans mon trou en Inde !

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Des centaines de personnels dans la rue contre "la casse de l'hôpital public" - AFP

Des centaines de personnels hospitaliers se sont rassemblés jeudi dans toute la France pour protester contre le projet de loi santé de Marisol Touraine et la "casse de l'hôpital public", les infirmiers-anesthésistes réclamant en outre des revalorisations salariales, ont constaté des journalistes de l'AFP.

A Paris, une centaine d'agents de l'Assistance-Publique Hôpitaux de Paris (AP-HP) se sont retrouvés en début d'après-midi devant le Sénat, qui examine actuellement le projet de loi, pour dénoncer "la casse de l'hôpital public", répondant à l'appel national à la grève lancé par les syndicats CGT, FO et SUD.

Le texte de Marisol Touraine, qui prévoit des regroupements hospitaliers, se traduira par un "démantèlement de l'hôpital de proximité", redoute Rose-May Rousseau (CGT).

Le taux de participation (grévistes absents) constaté par le ministère des Affaires sociales s'est élevé à 1,85%, a indiqué jeudi soir la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Le taux de mobilisation, incluant le personnel physiquement absent et le personnel assigné soutenant le mouvement, a lui atteint 5,35%, a précisé la Direction à l'AFP .

De même source, à titre de comparaison, le taux de participation dans le cadre du mouvement du 22 septembre s'élevait à 1,14% et le taux de mobilisation à 5,06%.

Quelque 300 personnes ont également manifesté à Caen, devant l'Agence régionale de santé (ARS), dans une région où plusieurs services hospitaliers sont ou se disent menacés de fermeture.

A Marseille, entre 100 et 200 personnes se sont également rassemblées devant la préfecture, et une centaine d'autres à Nice. La situation financière des hôpitaux de la cité phocéenne, critique, vient d'être dénoncée dans un rapport de l'Igas, pointant une gestion dispendieuse de 2012 à 2014.

"Le salaire d'un infirmier-anesthésiste en début de carrière, dans un établissement public, approche les 1.800 euros net et peut atteindre 2.800 en fin de carrière. Nous demandons au moins 700 euros de plus afin que notre revenu soit aligné sur celui des attachés d'administration hospitalière", explique Vincent Porteous, responsable CGT et infirmier anesthésiste à Lille. AFP 01.10

1,85% de grévistes ou 5,35% mobilisés soutenant ce mouvement, sans rire, pour les lambertistes il y aurait comme un parfum de grève générale dans l'air en France. Dans quel monde ces gens-là vivent-ils ? Est-ce grave docteur ?

2- Le "plan B" d'Air France: réduction de l'activité et licenciements - AFP

Le "plan B" d'austérité qu'Air France devrait mettre en ?uvre après l'échec des négociations avec ses syndicats sur de nouvelles mesures de productivité, prévoit "une réduction de l'activité" en 2016 puis 2017 et des licenciements secs, une première.

Quels sont les impacts attendus en matière d'emploi et de stratégie industrielle? Voici les grandes lignes du plan de restructuration, tel qu'il se dessine jusqu'à présent.

La direction d'Air France envisage de réduire son offre long-courrier de 10%, ce qui se traduira par des fermetures de lignes et le retrait d'avions. Une dizaine d'appareils pourrait quitter la flotte long-courrier.

Dans ce secteur qui faisait autrefois sa force, la compagnie tricolore a perdu des plumes face à la montée en puissance des compagnies asiatiques et, surtout, du Golfe (Emirates, Qatar Airways, Etihad). Son réseau long-courrier est actuellement déficitaire pour moitié, Air France vise 80% de lignes rentables en 2017.

La direction a également évoqué un report de la livraison des Boeing 787, un avion de toute dernière génération très prisé par les pilotes.

Le "plan B" prévoit des milliers de suppressions de postes dans toutes les catégories de personnel, entre 3.000 et 8.000 selon les estimations des syndicats. Dans le scénario le plus "optimiste", 300 pilotes, 700 hôtesses et stewards, et 2.000 personnels au sol quitteraient l'entreprise, a indiqué à l'AFP une source syndicale. La direction refuse de commenter ces chiffres.

Des plans de départs volontaires devraient être ouverts, notamment au sol, mais la direction envisage aussi de procéder à des licenciements secs, comme chez les personnels navigants. Au sol, le secteur de la maintenance (Direction générale industrielle) et du "hub" de Roissy devaient échapper à un plan social. Les syndicats redoutent en revanche des licenciements dans les escales, notamment à Marseille et Nice.

Même dans son "plan A", la direction prévoyait des départs contraints au sol, "dans les secteurs où l'écart de coûts par rapport au marché est tel qu'il menace la pérennité de l'activité", comme elle l'a annoncé lors du dernier CCE fin septembre.

Sous le précédent plan de restructuration "Transform", entre début 2012 et fin 2014, Air France avait réduit sensiblement ses effectifs (-5.524 CDI et CDD, dont 4.171 au sol), mais toujours en faisant appel au volontariat et aux départs non remplacés. En ajoutant les filiales (Hop!, Transavia France, etc.), le groupe avait perdu plus de 6.400 salariés en trois ans. AFP 01.10

ECONOMIE

1- FMI

- Le FMI voit la croissance mondiale ralentir - Reuters

La croissance mondiale ralentira cette année du fait du déclin prolongé des économies émergentes avant de repartir timidement en 2016, a déclaré mercredi Christine Lagarde.

La croissance repart en zone euro ainsi qu'au Japon et demeure robuste aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, a-t-elle dit mercredi dans un discours de présentation du rapport du FMI sur la croissance mondiale attendu le mois prochain.

"La moins bonne nouvelle est que les économies émergentes devraient enregistrer un déclin de leurs taux de croissance pour la cinquième année consécutive", a-t-elle ajouté.

Elle a prévenu mercredi que les prix des ressources de base, qui jouent un rôle primordial pour de nombreuses économies émergentes, pourraient se maintenir à un niveau bas pendant une "période prolongée".

L'ancienne ministre française de l'Economie a exhorté les pays émergents à diversifier leur économie et a estimé que certains étaient mal préparés à affronter les remous financiers que pourrait entraîner un relèvement par la Réserve fédérale de ses taux d'intérêt. Reuters 30.09

Quand la Fed relèvera ses taux, l'économie des pays émergents s'effondrera, pas celle des Etats-Unis qui en profitera, d'autant plus si la Fed continue continue à faire tourner la planche à billets. Et puis si cela permettait d'engendrer des désordres sociaux et

de fragiliser la stabilité politique de certains pays comme par exemple le Brésil, il y a fort à parier que l'oligarchie financière anglo-saxonne pourrait en profiter pour parvenir à ses fins ou s'assurer le contrôle politique de ces pays, c'est son obejctif à l'échelle de la planète il ne faut jamais l'oublier.

2- France

- En France, encore 32 usines perdues en six mois - lemonde.fr

Les données publiées vendredi 2 octobre par l'observatoire de l'investissement Trendeo sont parlantes : au premier semestre 2015, les annonces de fermeture d'usine ont une nouvelle fois été plus nombreuses que celles d'ouverture. Trente-deux usines ont été perdues en six mois, sans amélioration par rapport aux périodes précédentes. Depuis le début de la crise, en 2009, la France compte environ six cent trente usines de moins, selon les pointages de Trendeo.

Dernier exemple en date : mercredi 30 septembre, l'usine d'électronique de l'américain Jabil à Brest (Finistère) a fermé définitivement ses portes, à l'issue d'une longue agonie. Longtemps propriété d'Alcatel, le site créé en 1971 avait compté plus de 1 000 salariés. Désormais, il est vide. Le terrain est à vendre.

En termes sociaux, les créations d'emplois dans l'ensemble de l'économie ont dépassé les suppressions au premier semestre, pour la première fois depuis la fin de 2012, estime Trendeo. Mais, dans l'industrie manufacturière et l'énergie, le solde reste clairement négatif (– 8 780 postes), et s'est même légèrement dégradé en un an. Autant dire que « l'amélioration générale de l'économie reste très fragile », comme le commente David Cousquer, le gérant de Trendeo. lemonde.fr 01.10

Doit-on s'en émouvoir ou condamner ces fermetures d'entreprises ? Evidemment puisqu'il s'agit de produire les mêmes marchandises dans des conditions d'exploitation qui sont pires qu'en France. Dans tous les cas de figure le traitement qu'ils réservent aux travailleurs est inhumain et devrait être condamné, pas un seul travailleur ne devrait rester sur le carreau, principe qui est étranger à tous les syndicats.

On nous dira que parfois c'est la fatalité et que personne n'y peut rien, par exemple si une usine produisait des postes à lampes qui sont devenus obsolètes fermait. Et alors ? Soit le patronat, soit l'Etat ou les deux ensemble devraient proposer un emploi à chaque travailleur menacé de perdre le sien. Pourquoi aucun syndicat ni aucun parti n'a mené campagne sur ce thème qui serait digne des origines ou des fondements du mouvement ouvrier ? Parce que ce serait incompatible avec l'existence du régime en place ? Mais sur quel terrain le mouvement ouvrier combat-il, celui des droits et des besoins de la classe ouvrière ou celui des capitalistes ? Il est révélateur qu'on en soit arrivé à se poser ce genre de questions, non ?

Que vaut la dénonciation du syndicalisme rassemblé dans ces conditions-là ? Que valent les discours en faveur d'un syndicalisme de lutte de classe quand on n'est même pas foutu de faire preuve de ne serait-ce qu'un début d'indépendance vis-à-vis du capital ? Il faut croire que le combat classe contre classe reste à inventer ou à réinventer. Avis à nos nombreux camarades syndicalistes qui ont là matière à réflexion... et action. Tenez, voilà ce qui devrait figurer en toutes lettres sur le panneau d'affichage de votre syndicat dans votre entreprise.

Haut de page

Le 3 octobre 2015

CAUSERIE

Dossier Syrie

Honte à tous ceux qui parmi le mouvement ouvrier pour ménager Hollande ont occulté le soutien qu'il apportait au Front Al-Nosra et à l'Emirat islamique, alors qu'ils étaient en possession des mêmes informations que nous !

- Syrie: l'Onu avoue s'être trompée en disant que les frappes russes tuent des civils - sputniknews.com
- Arrêt sur Info 01.10

A la suite d'attaques médiatiques contre la Russie, le porte-parole du secrétaire général de l'Onu a dû démentir l'authenticité des récentes déclarations de l'organisation.

Selon Farhan Haq, porte-parole du secrétaire général de l'Onu, les récentes déclarations du service de presse de l'Onu, affirmant que les frappes de l'aviation russe contre les positions de l'EI faisaient des morts parmi les civils syriens, n'étaient fondées que sur

les informations de médias et d'organisations non gouvernementales.

« Nous avons reçu des messages de groupes civiles, y compris +White Helmets+ et des médias », a-t-il déclaré en répondant à la demande de préciser sur quelles données a été basée la récente affirmation du porte-parole du service de presse de l'Onu.

Ici, il s'agit du porte-parole du secrétaire général de l'Onu, Stéphane Dujarric, qui avait annoncé auparavant que « selon les données des messages initiales, près de 33 citoyens innocents auraient pu être victimes d'attaques dans la région de Homs ». Selon lui, le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon « est informé que la Russie effectue des frappes aériens sur la ville de Homs et probablement sur d'autres lieux en Syrie ».

Le ministère russe de la Défense a déclaré mercredi que l'Armée de l'air russe n'effectuait pas de frappes sur les infrastructures civiles syriennes et qu'elle n'avait engagé que des opérations militaires contre l'EI en Syrie.

Plus tôt, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a commenté les déclarations de plusieurs médias occidentaux qui affirmaient que l'opération militaire lancée par Moscou faisait des morts parmi les civils syriens, en précisant qu'il s'agit d'une attaque médiatique. Selon Mme Zakharova, la Russie fait l'objet d'une guerre de l'information car il n'y a eu aucune confirmation officielle de cette information. sputniknews.com 30.09

Quand les parrains des barbares d'Al-Nosra (Al-Qaïda en Syrie) volent à leur secours.

- Frappes russes en Syrie: Seules 5% cibleraient Daesh, affirme la Grande-Bretagne - 20minutes.fr

- Obama critique des frappes russes en Syrie « contre-productives » - LeMonde.fr

- Syrie : "Les frappes doivent concerner uniquement" l'Etat islamique, dit Hollande à Poutine - Francetv info

- Jens Stoltenberg : «L'Otan est préoccupée par l'attitude de la Russie en Syrie» - LeFigaro.fr

La Russie poursuit ses raids, l'Occident appelle à frapper uniquement l'Etat islamique - AFP

"J'ai rappelé au président (Vladimir) Poutine que les frappes devaient concerner Daesh et uniquement Daesh" (l'acronyme arabe de l'EI), a déclaré le président français François Hollande, qui a discuté de la Syrie avec son homologue russe en marge d'un sommet sur l'Ukraine à Paris.

"Nous avons tous les deux insisté sur le fait que l'EI est l'ennemi que nous devons vraiment combattre", a renchéri la chancelière allemande Angela Merkel, qui a également eu un entretien bilatéral avec Vladimir Poutine.

La Russie, alliée historique du président Bachar al-Assad, effectue depuis mercredi des raids sur la Syrie au nom de la lutte "contre le terrorisme". Mais l'Occident et les pays arabes la soupçonnent de concentrer ses attaques sur les autres opposants au régime syrien, à un moment où Bachar al-Assad semble fragilisé sur le terrain.

Les Russes ne prétendent pas frapper exclusivement l'EI, mais assurent qu'un certain nombre de leurs bombardements ont touché les positions jihadistes.

Vendredi soir, le ministère russe de la Défense a ainsi indiqué que six nouvelles frappes avait visé l'EI dans la journée, dans les provinces d'Idlib (nord-ouest) et de Hama (centre).

Une source sécuritaire sur le terrain a également signalé des frappes dans ces provinces, où est surtout présent le groupe Al Nosra, branche syrienne d'Al Qaïda qui se bat à la fois contre l'EI et contre le régime syrien.

Le gouvernement russe a en outre révélé qu'un premier raid avait eu lieu jeudi sur la province de Raqa, fief de l'Etat islamique.

"Nous demandons instamment à la Fédération de Russie de mettre immédiatement fin à ses attaques contre l'opposition et la population civile syrienne et de concentrer ses efforts sur le combat contre Daech", est-il écrit dans une déclaration commune des Etats-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne, de France, d'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie. AFP 02.10

L'Arabie saoudite et le Qatar qui recrutent, financent et armes les barbares qui s'entraînent en Turquie avant d'être envoyés en Syrie et en Irak pour massacrer leurs populations...

Voilà qui constitue un aveu de leur collusion avec les barbares.

- Face à la progression du groupe Etat islamique, les Etats-Unis et une coalition d'une soixantaine de pays ont entamé il y a un an des raids en Irak et en Syrie sur les fiefs de ces jihadistes. La Turquie puis la France ont commencé récemment à mener des frappes sur le sol syrien. AFP 02.10

Alors que les Américains et leurs alliés n'ont fait qu'une bouchée de S. Hussein et de M. Kadhafi qui disposaient d'une armée beaucoup plus puissante que celle des mercenaires de l'Emirat islamique, voilà qu'une coalition militaire ayant une puissance de feu capable de réduite la planète en cendre en quelques jours serait impuissante à venir à bout au bout d'un an d'une bande de va-nu-pieds fanatisés, qui peut croire un instant une telle fable sordide ? Personne de sensé.

Alors que signifie le consensus qui existe entre la classe dominante et le mouvement ouvrier qui tiennent le même discour,s sinon qu'ils figurent dans le même camp et combattent le même ennemi : les peuples syriens et irakiens qui résistent héroïquement à cette guerre coloniale pour préserver leur souveraineté.

Allons plus loin. Sur cette question comme bien d'autres qui ont une portée immense sur le plan politique, il faut en tirer les enseignements politiques qui s'imposent. Tout d'abord dénoncer la position adoptée par les partis ouvriers, ensuite s'en désolidariser, et enfin la combattre pour rendre sa dignité au mouvement ouvrier, qui à juste titre n'inspire pas réellement confiance aux travailleurs.

Chaque militant doit se faire un honneur de défendre l'intégrité du mouvement ouvrier qu'il représente, dont ses dirigeants sont les fossoyeurs pour le compte du régime en place en se faisant les complices du massacre de notre classe en Syrie et en Irak. C'est une affaire de dignité, une question de principe devant laquelle aucun militant n'a le droit d'hésiter ou de se défiler, sous peine de violer son engagement politique et d'être indigne de la cause qu'il prétend servir. En résumé, à chacun de choisir dans quel camp il entend combattre.

Vous comprendrez qu'on ne peut pas admettre que des militants refusent d'aborder sérieusement cette question ou de la traiter par dessus la jambe sous des prétextes aussi divers que falacieux ou hypocrites, car il s'agit d'une guerre de rapine particulièrement cruelle que subissent des peuples innocents qui durent depuis près de 5 ans s'agissant la Syrie, 12 ans pour l'Irak.

Que cela vienne bousculer leur petit confort ou la routine dans laquelle ils se sont installés depuis des décennies, on veut bien le concevoir. Et bien justement, il est plus que tant d'y mettre un terme définitif ou de rompre avec cette fâcheuse habitude qui tend finalement à s'accommoder des pires crimes commis par notre ennemi de classe, dès lors qu'ils ne se dérouleraient pas sous nos yeux ou qu'on n'en subirait pas directement les conséquences.

A une autre époque le mouvement ouvrier s'est accommodé du colonialisme et des guerres impérailistes qu'il a été jusqu'à soutenir et justifier, tandis qu'il en partageait les profits avec l'impérialisme qui l'a ainsi acheté, gangrené, littéralement pourri de l'intérieur pour ne pas dire pire encore, non mais il faut mesurer jusqu'où il a pu être entraîné dans l'abjection et la capitulation pour en comprendre la portée politique réelle qui se répercute jusqu'à nos jours, car le mouvement ouvrier tel qu'il existe aujourd'hui en est directement le produit, donc la position infâme qu'il adopte maintenant aura forcément des répercutions négatives pour la classe ouvrière au cours des années et des décennies à venir, les militants doivent en avoir conscience et bien réfléchir avant d'adopter une position sur la Syrie, notamment.

Si par malheur ils décidaient de cautionner la mystification qui est à l'origine de cette guerre ou de ces guerres ou la version officielle justifiant la guerre contre la Syrie et son peuple consistant à accuser Assad d'en être responsable, alors qu'en réalité il n'avait fait que répondre à une provocation armée de djihadistes takfiristes destinée à liquider la République laïque arabe syrienne au profit d'un régime régit par l'idéologie wahhabite à la botte des Américains et des Israéliens, ils seraient mort politiquement.

L'argument selon lequel ce serait soutenir Assad dont le régime ne serait pas démocratique ne résiste pas à l'examen de la situation par un esprit libre qui leur répondrait, que les régimes des pays (principalement le Qatar et l'Arabie saoudite) qui ont agressé la Syrie et qui dès 2011 ont avancé le même argument sont plutôt des modèles de régimes féodaux, archaïques, dictatoriaux, particulièrement barbares, quant à leurs parrains occidentaux qui n'ont cessé de guerroyer au XXe siècle sur tous les continents et qui ont pour alliés le Qatar et l'Arabie saoudite, on ne peut pas dire que leurs régimes impérialistes flanqués d'un vernis démocratique vaudraient mieux. Le moins que l'on puisse dire, c'est que tous ces Etats impérialistes qui prennent leurs ordres à Washington et Tel-Aviv sont particulièrement mal placés pour donner des leçons de démocraties et de liberté aux autres Etats ou peuples du monde, et que partager leur position sur la Syrie s'inscrirait en rupture avec la tradition internationaliste du mouvement ouvrier révolutionnaire, qui dans le passé prenait la défense des pays dominés contre les pays dominants qui les agressaient ou les envahissaient, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou que conquérir leur souveraineté et leur indépendance face à tous les impérialistes.

Par conséquent nous soutenons la résistance de la République arabe syrienne avec laquelle se confond l'indépendance de la Syrie et la souveraineté du peuple syrien, sachant que l'Etat syrien ou le régime en place ne correspondent pas à un Etat ouvrier ou à un régime socialiste, observant qu'ils bénéficient du soutien de l'immense majorité du peuple syrien toutes communautés et classes confondues, nous ne sommes en rien responsable du fait qu'Assad qui incarne les intérêts de la bourgeoisie syrienne

se retrouve à la tête d'une armée de libération nationale contre les agresseurs de la Syrie, et si à un moment donné il représente la résistance du peuple syrien tout entier, ironie de l'histoire ou paradoxe qui n'est pas le premier et ne sera pas le dernier qui nous sera imposé et avec lequel nous devons composer en attendant des jours meilleurs qui passent par la fin de cette fuerre ou le rétablissement de la paix en Syrie.

Toute proportion gardée on pourrait citer deux exemples.

Quand Trotsky fondera l'Armée rouge pour assurer la défense de la révolution russe, du nouvel Etat ouvrier, il n'eut pas d'autre choix que se tourner vers l'armée du tsar qui avait été chassé du pouvoir en février 1917, ainsi que ses généraux qui en prirent la direction, alors que précédemment ils avaient tourné leurs armes contre le peuple russe et la révolution.

Lors de la Commune de Paris, avant que le Conseil de la Commune ne soit élu, l'Association internationale des travailleurs ralliera le Comité central de la Garde nationale le 23 mars 1871, alors qu'il avait refusé quatre jours auparavant de marcher sur Versailles où était réfugié Tiers et son gouvernement, décision tragique tandis que le soulèvement parisien avait commencé.

Si la guerre est la poursuite de la même politique par d'autres moyens, elle impose des conditions au mouvement ouvrier qu'il n'a pas choisies puisque ne détenant pas le pouvoir, l'obligeant à suspendre momentanément son programme rendu inapplicable en la matière tant les rapports entre les classes s'en trouvent bouleversés temporairement, au point parfois que leurs intérêts se rejoignent ou de devoir faire cause commune contre un ennemi qui menace leur existence, il en fut ainsi lors de la Seconde Guerre mondiale, ce qui ne signifiait pas pour autant que la lutte des classes avaient disparu, confusion qu'entretiendront les partisans du Front populaire à l'issue de la guerre et par la suite pour liquider le mouvement révolutionnaire qui avait commencé à se dessiner...

Maintenant il existe une marge entre combattre pour la souveraineté du peuple qui de fait concerne toutes ses composantes, et subordonner son combat aux intérêts de la classe dominante. Si des esprits étroits et bornés s'efforcent d'effacer cette marge, c'est peut-être parce qu'ils y ont un intérêt, à part se ralier à ceux de la classe dominante on ne voit pas très bien ce qui pourrait motiver leur comportement.

On doit admettre que la question se poserait autrement si la Syrie avait été un pays développé comparable à la France ou si une puissante avant-garde révolutionnaire avait existé en Syrie, ce qui n'était pas le cas. On ne définit pas une position politique à partir d'une situation hypothétique, mais à partir de la situation réelle et des rapports qui existent entre les classes dans un pays, dans le cas contraire effectivement on peut adopter n'importe quelle politique et la justifier, mais cela demeure du domaine de la fabulation et de l'opportunisme.

Il faut reconnaître qu'en cas de guerre, la marge de manoeuvre du mouvement ouvrier s'en trouvera fortement réduite pour ne pas dire neutralisée et ses revendications passeront au second plan. Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans répétons-le, sauf pour ceux qui ont du mal à s'imaginer ce que signifie vivre dans un pays en guerre depuis de longues années.

Cela impose des compromis qu'on aurait estimé inimaginables avant guerre, c'est ainsi, et je ne crois pas figurer parmi les militants habitués à tenir ce genre de discours, qui ne remet absolument pas en question nos principes, notre programme révolutionnaire et notre objectif politique, bien au contraire. Par exemple, à aucun moment nous ne marchanderions auprès des représentants de la classe dominante notre soutien ou notre participation au combat pour nous libérer du joug de l'envahisseur, contrairement aux staliniens qui s'en servirent pour assurer la paix sociale en France en 1945 et collaborer à la reconstruction de l'Etat et du capitalisme français au sein des institutions au côté des gaullistes et de la SFIO.

Entre capituler ou se vendre à l'ennemi et assumer lucidement une position qui doit nous servir de levier pour poursuivre notre combat politique sur un terrain de classe indépendant, c'est tout ce qui sépare le traitre du militant ouvrier révolutionnaire.

Vous noterez aussi qu'on n'a jamais fait l'apologie d'Assad, de Poutine ou de Xi, pas même de Chavez ou Morales.

A l'heure où les esprits s'échauffent pour un oui ou un non, faire preuve de mesure, de nuance ou de discernement semble un exercice bien compliqué pour de nombreux militants qui ont tendance à tout confondre ou ne savent plus très bien où ils en sont.

Qu'on soit d'accord ou non, l'essentiel demeure l'orientation qui se dégage de notre engagement politique, à aucun moment nous n'avons lâcher le fil du socialisme. Les militants devraient s'en tenir à l'affirmation selon laquelle la vérité est révolutionnaire et que ceux qu'elle insupporte ont sans doute quelque chose à leur cacher ou à se reprocher ou encore ne sont pas très clairs.

Le discours officiel se décline à différents niveaux.

- Le Royaume-Uni soutient-il le régime de Bachar al-Assad ? C’est ce qu’affirme l’Iran News daily, le journal en langues perse et anglaise de Téhéran. «Le Premier ministre, David Cameron, a été cité dans les médias après avoir dit qu’Assad pouvait faire partie d’un gouvernement de transition en Syrie», explique le quotidien, qui laisse entendre qu’à défaut de s’engager en terre

syrienne, le gouvernement britannique encourage la Russie à le faire. liberation.fr 02.10

Quand le discours des banquiers des barbares qui bombardent le Yémen est grâcieusement relayé par les médias français.

- L'Arabie Saoudite, déjà en conflit avec la République islamique d'Iran sur le sol yéménite, ne voit pas d'un bon œil l'engagement de la Russie en Syrie. «Il n'y a pas de preuves qui attestent de la présence de Daech dans les zones bombardées par la Russie et ce sont des civils innocents qui ont été tués», soutient encore vendredi le quotidien Arab News. Le journal, qui relaie l'actualité du royaume wahhabite, rapporte aussi les propos du représentant saoudien à l'ONU, qui souligne le paradoxe russe de vouloir éradiquer le terrorisme en Syrie tout en soutenant d'autres groupes terroristes comme le Hezbollah libanais. liberation.fr 02.10

Tandis que l'Arabie saoudite a déjà massacré plus de 6.000 Yéménites dont la plupart sont des "civils innocents", comme par exemple dernièrement en bombardant une cérémonir de mariage causant 130 morts.

Et l'Agence Française de Propagande de répéter inlassablement depuis 2011 la version des faits fabriquée à Washington et reprise par la totalité des partis du mouvement ouvrier pour justifier l'agression de l'OTAN et ses alliés du Golfe contre la République arabe syrienne :

- Depuis le début de l'insurrection en Syrie, brutalement réprimée par le régime, plus de 240.000 personnes sont mortes et quatre millions ont quitté le pays, occasionnant une crise migratoire majeure. AFP 02.10

Le tout étant imputable à l'horrible tyran Bachar Al-Assad.

Nous invitons les militants des différents partis et syndicats à exiger sans délai des explications de la part de leurs dirigeants dont le discours intolérable implique l'ensemble de leurs militants.

- Daech fuit Raqqa, de peur des frappes russes - sahartv.ir

Des milliers de Daechistes fuient, en ce moment, la ville de Raqqa, bastion de Daech, dans la foulée des frappes très violentes de l'aviation russe.

Selon le site An-Nashra, des centaines de membres de familles des terroristes daechistes ont quitté Raqqa, pour l'Irak, et les miliciens ne sont plus trop visibles, dans les rues de la ville. Le village de Tal al -Saman, dans le Nord de Raqqa, est vidé de ses gardiens daechistes, et les rues sont désertes. Les chasseurs russes ont, violemment, bombardé les villages d'Al Mairiyan, d'Al-Bouamar et d'Al-Boulayl, où se positionnent les terroristes de Daech. Le bilan des raids de mercredi s'avère, particulièrement, lourd. Les raids russes contre Daech ont ceci de particulier qu'ils visent à anéantir Daech, et non pas, à le maîtriser, comme c'est le cas des frappes sporadiques des Etats Unis et de leurs alliés. sahartv.ir 02.10

- Syrie: les terroristes ont évacué leurs positions à Idlib - sahartv.ir

Après l'attaque des avions de combat russe contre leurs positions, les terroristes de Jaysh al-Islam et ceux du Parti al-Turkistani ont pris la fuite.

Les avions de combat russes poursuivent toujours les raids dans la province d'Idlib.

Le ministère russe de la Défense a annoncé que lors de 18 opérations, les chasseurs russes avaient pris pour cible 12 positions de Daech, anéantissant totalement les centres de commandent et d'entrainement de ce groupe, près de Raqqa.

Jeudi dans la soirée, dix attaques précises ont été menées contre sept positions des terroristes », a annoncé le général Igor Konachkov, Porte-parole du ministère russes de la Défense. "La nouvelle génération des avions de combat russe Sukhoï 34 sont capable de prendre pour cible les terroristes sur tout le territoire syrien.", a ajouté ministère russe de la Défense. sahartv.ir 02.10

- La Chine, prête à apporter sa contribution au bombardement de Daech - sahartv.ir

A en croire Debka , le site proche du renseignement militaire israélien, les chasseurs chinois iront bombarder, dans peu de temps, les positions de Daech, en Syrie.

"La Chine aurait envoyé un message à la Russie, faisant part de sa disponibilité à bombarder les positions de Daech avec ses avions J-15, qui décolleront de son navire de guerre, mouillant, récemment, au large de la Syrie, dit Debka, citant des sources de renseignement anonymes. "Bagdad aurait proposé, lui aussi, à la Russie d'ouvrir l'une de ses bases aériennes aux chasseurs russes, pour que ces derniers bombardent Daech".

Selon Debka, la Russie jouit, dans ses raids aériens, du soutien de cinq alliés : l'Iran , la Chine, l'Irak, la Syrie et le Hezbollah. sahartv.ir 02.10

- Syrie: Moscou rejette l'appel à la cessation du bombardement des positions des terroristes - sahartv.ir

La Russie a répondu négativement à l'appel lancé par les pays qui soutiennent Daech pour cesser les bombardements contre les positions des terroristes en Syrie, prétendant qu'ils tuent les civils !

La Russie a annoncé que cette opération ne s'arrêtera pas et que ses attaques s'intesifieront, visant tous les centres et positions de Daech sur tout le territoire syrien. Cité par l'IRNA, le général Igor Konachenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense a annoncé que pour plus de succès dans les opérations, la Russie utilise ses chasseurs stratégiques et puissants Sukhoi 34 qui visent la cible, avec une précision maximale, même de distance de 250 km et dans toutes les conditions météorologiques. Rappelant que les attaques seront menées d'une altitude de plus de 5000 mètres, Konachenkov a précisé qu'avec une telle approche, nous pouvons détruire toutes les installations de Daech partout en Syrie. « La destruction des centres importants militaires et d'entraînement de ce groupe près de Raqqa en viennent à l'appui. », a-t-il ajouté.

A peine avait été diffusée la nouvelle du lancement des attaques de l'aviation russe, que l'Arabie a prétendu la mort des civils syriens dans les bombardements des positions des terroristes par les chasseurs russes, allégations à laquelle le président russe Vladimir Poutine a répondu que des informations sur la mort des civils ont été publiées avant que les avions russes ne décollent.

L'armée russe a lancé, à la suite de la demande officielle de la Syrie et après avoir reçu l'aval du parlement syrien, de vastes bombardements contre les positions des terroristes en Syrie dont et surtout les daechsites.

Selon les dernières dépêches d'importants coups durs ont été jusqu'à présent assénés aux terroristes ; ceux qui étaient déployés à Idlib se sont déjà retirés de la zone. Au lendemain des bombardements russes contre les positions des terroristes, deux navires russes, accompagnés des unités de commandos ont été expédiés vers la Syrie avec la mission d'assurer la sécurité de la base maritime de Tartous et la base aérienne de Lattaquié. sahartv.ir 02.10

- Bientôt, une délégation syrienne, au Caire - sahartv.ir

Selon une source haut placée égyptienne, une délégation sécuritaire syrienne est attendue, au Caire, et elle a pour mission celle de convaincre les pays arabes de cesser leurs efforts contre la Syrie.

L'information est reprise par le journal koweitien, "Al-Jarida", qui fait part des rencontres, qui auront lieu entre les membres de cette délégation et les responsables sécuritaires égyptiens. "Alors que la Russie a commencé ses opérations anti-terroristes, en Syrie, cette délégation syrienne a pour but de convaincre l'Egypte de rejoindre la Russie et la Syrie. La délégation projette, aussi, de convaincre les pays arabes de cesser leurs hostilités et de ne plus s'opposer au maintien du Président Assad au pouvoir, en qualité de Président légitime de Syrie".

A en croire, toujours, ce journal, "la Russie aurait demandé, pour la première fois, à l'Egypte de faire office de médiateur entre Riyad et Damas. La Russie aurait appelé, aussi, aux pays arabes de ne pas se battre contre Assad, tant que les terroristes takfiris ne seront pas, entièrement, éliminés, en Syrie. Moscou serait même prêt à garantir une solution pacifique, en Syrie, une fois ce pays expurgé de la présence des terroristes".

La source égyptienne, toujours, citée par le journal, évoque la rencontre, mi-octobre prochain, entre les représentants du Caire, d'une part, et les représentants de Damas, et de l'opposition anti-Assad, de l'autre. Une délégation, composée des représentants des pays arabes, participerait, aussi, à cette rencontre, qui devrait déboucher sur l'avant texte d'une résolution à présenter au Conseil de sécurité, où il serait question de résoudre la crise syrienne à l'amiable. sahartv.ir 02.10

Tsipras avait bien parié sur la victoire du oui au référendum du 5 juillet 2015.

Nos dirigeants sont en dessous de tout, incapables du moindre pronostique ou trop lâches, trop corrompus. Lors du référendum du 5 juillet en Grèce, nous nous étions mouillé en affirmant que Tsipras l'avait organisé en espérant que le oui l'emporterait, depuis par différents canaux nous en avons eu confirmation. Le dernier témoignage de Yanis Varoufakis (ex-ministre des Finances) est encore plus précis.

Il était l'invité de Boursorama mercredi 30 septembre dans l'émission Ecorama animée par David Jacquot.

Arrêt sur Info - Interrogé sur sa démission du 6 juillet dernier, Yanis Varoufakis a expliqué : « Fin avril début mai, j'ai vu qu'Alexis fléchissait sous la pression. Il accordait des concessions qu'il n'aurait pas dû faire. Une fois qu'on fait des concessions

alors que le camp adverse n'en fait pas, on commence à baisser les bras et à rendre les armes. Le deuxième moment important de déception a eu lieu après le référendum. J'espérais que le résultat du référendum le dynamiserait, moi-même j'étais dynamisé ! (…) Mais quelques semaines avant le référendum, l'esprit de conquérant avait disparu et certaines personnes de notre cabinet (…) considéraient que le référendum pouvait être une solution de fuite. Ils espéraient que l'on échoue. Certains ont été déçus de la victoire [du non]. La nuit du référendum, je suis entré dans le bureau [d'Alexis Tsipras], et il était abattu, complètement déprimé, alors que moi j'étais enthousiaste. Le peuple grec a été courageux et a dit non à la Troïka, malgré la fermeture des banques et malgré la propagande des médias. J'ai été déçu à tel point que j'ai démissionné ». Arrêt sur Info 02.10

Quant au charlatan Mélenchon qui s'est encanaillé avec Varoufakis, voyons de quoi il en retourne par l'intéressé lui-même, cela évitera toute polémique sur l'interprétation qu'on pourrait en faire.

Yanis Varoufakis - « Sortir de l'euro pour retourner à la drachme, c'était quelque chose de trop idéologique pour moi. L'euro est une devise atroce, mal conçue, et qui ne peut pas résister à la pression de l'économie moderne. Mais il faut réparer cette devise (…). Il faut éviter la fragmentation de l'euro ».

« Il faut créer un mouvement pan-européen pour démocratiser notre euro. C'est ce sur quoi je vais travailler », a terminé l'ancien ministre. Arrêt sur Info 02.10

Après la "*démocratisation*" de l'UE, de la BCE, celle de l'euro, au moins on sait dans quel camp il se situe, pas le nôtre.

Alors qu'ils ont démontré que leur régime était incompatible avec l'exercice de la démocratie.

Comment dissoudre le peuple ? Impossible. Comme cela s'avère impossible, pourquoi ne pas dissoudre les institutions et leur en substituer d'autres, à moins qu'il suffise de les vider de leur substance au profit d'institutions supranationales... indéodées au marché par exemple.

- Comment redonner la parole au peuple ? - Francetv info

Lequel ? Celui du 29 mai 2005 en France ? Celui du 5 juillet en Grèce ?

- Réformer les institutions peut-il permettre de donner plus de pouvoir aux citoyens ? Alors qu'un projet parlementaire prévoit de simplifier l'organisation du système représentatif, Cynthia Fleury, philosophe et psychanalyste, analyse la place du peuple dans le modèle actuel. "Il y a un immense déficit de confiance entre les Français et leurs institutions".

Elle note cependant qu'il y a aujourd'hui "des outils" pour redonner la parole au peuple. "Ce n'est pas améliorer la représentation politique, c'est améliorer la participation plus directe, c'est inventer la citoyenneté capacitaire". Dans son ouvrage consacré au pouvoir, elle insiste sur le fait de "montrer que la société des individus, qui est sans cesse décriée, n'est pas nécessairement une société de l'individualisme, mais de l'individuation". Francetv info 02.10

Améliorer la participation, c'est le corporatisme, la voie ouverte au fascisme.

C'est quoi "inventer la citoyenneté capacitaire" ? Rétablir le vote censitaire qui avait cours sous le régime féodal ?

Une définition du Grand Robert.

Suffrage capacitaire : système dans lequel l'exercice du droit de vote est subordonné à un certain degré d'instruction.

Est-ce à ce suffrage que cette vendue fait allusion ?

Au moins cela aurait le mérite d'éliminer les couches les plus défavorisées ou arriérées du prolétariat au profit des classes supérieures qui tirent profit du régime et le soutiennent logiquement, naturellement. Cela aboutirait à un régime aristocratique, tout se tient, cela correspond au projet de l'oligarchie financière, un hasard sans doute.

Machination et conditionnement. Comment instrumentaliser la montée du fascisme auquel les partis institutionnels font la courte échelle.

Les Républicains: Pour 60% des Français, la polémique sur les propos de Morano est le signe que le parti court après le FN - 20minutes.fr

Le résultat de ce sondage risque de faire grincer des dents à droite. 60 % des Français estiment que les propos tenus par

Nadine Morano, au sujet de la France qualifiée de «pays de race blanche», « sont le signe que la plupart des responsables du parti Les Républicains partagent désormais des positions proches de celles du FN », selon un sondage Odoxa pour iTELE et Paris Match publié vendredi soir.

Un peu moins d'un Français sur deux pense qu'il faudrait l'exclure de son parti : seulement 47 % des Français souhaiteraient voir Nadine Morano exclue de son parti, contre 52 % qui ne lui souhaitent pas une telle sanction.

« C'est sans doute le signe que les Français estiment que la sanction déjà prise (consistant à l'exclure de la liste Les Républicains dans sa région Alsace - Lorraine -Champagne-Ardenne) était suffisante », suggère Odoxa. 20minutes.fr 02.10

Ici ce sont les "Français" qui font office de société civile... 99,99% doivent ignorer qui est Morano et ce qu'elle pense vraiment, peu importe, tout est bon pour mettre en avant le FN. Serait-ce qu'ils estimeraient les partis de l'ordre (Les Républicains et le PS) sur le point d'être dans l'impossibilité de continuer à gouverner ? En attendant d'en arriver à cette extrémité ou de recourir au fascisme, il est normal qu'ils tentent de préserver l'"honorabilité" des partis de l'ordre.

En famille ils appelleront à voter PS au second tour.

- Régionales: les communistes valident l'accord avec EELV et le PG en Midi-Languedoc - AFP

Les militants communistes de la région Midi-Pyrénées/Languedoc-Roussillon ont approuvé jeudi soir l'accord avec les écologistes et le Parti de gauche pour les régionales des 6 et 13 décembre prochains, a-t-on appris vendredi auprès des représentants locaux du parti.

C'est "une confirmation que l'accord proposé sur le choix politique correspond au rassemblement qu'il nous faut", s'est réjouie Mme Vieu.

"Je me suis réveillé ce matin tête de liste communiste et tête de liste écologiste", s'est félicité Gérard Onesta (EELV) auprès de l'AFP.

Le Front de Gauche (7% d'intentions de vote dans toute la France) et EELV (3%) ne partent pour l'instant ensemble au premier tour que dans deux régions sur 13, Provence-Alpes Côte d'Azur et Languedoc-Roussilllon/Midi-Pyrénées. AFP 02.10

Nous appelons à boycotter ces élections qui se situent dans le cadre de la régionalisation décidée par l'UE.

ACTUALITE EN TITRES

Il faudra encore attendre...

- Etats-Unis: de mauvais chiffres de l'emploi éloignent la perspective d'une hausse des taux - AFP

Haut de page

Le 5 octobre 2015

CAUSERIE

Deux courriels reçus.

1- Camarade,

J'ai relu la causerie sur ce mail de ce syndiqué de SUD sur sa remarque sur le "nous " que tu emploies souvent . En fait, tu y avais répondu, mais je ne pense pas pour autant que cette réflexion sur le "nous" soit totalement erronée.

A la prochaine camarade.

2- Salut camarade,

(...) Mon soutien est à mon sens normal, lorsque je vois la somme de travail que tu as effectué sur ton site depuis toutes ces années. Et pour le côté financier, c'est pour cela que même si ce que tu fais encore sur ton portail est considéré par toi ne plus être actualisé, ce site internet et le matériel informatique que tu utilises à un coût. Moi, je suis mal à l'aise de participer à son financement seulement maintenant. Merci pour l'adresse pour l'envoi. Je l'ai mis à la poste avant d'écrire ce mail. J'essayerai d'envoyer tous les 3 mois à ta mère ma cotisation.

Concernant la liberté d'expression, et notamment parmi ceux qui représentent officiellement le milieu ouvrier, je me rends compte avec le temps que nombreux, en devenant des permanents syndicaux ou permanents politiques ou presque permanents, de part le "grade" qu'ils on acquit dans leur OS ou parti, sont grisés qu'ils le veuillent ou non par leur statut acquis, quand bien même ils jurent ne pas avoir changé. En fait, ils deviennent au sens sociologique du terme des agents dominants, tout comme ceux qu'ils sont sensés combattre. Cela me rappelle un échange écrit que j'ai eu avec certains d'entre eux. Ensuite avec le recul, je prends conscience que, que ce soient les dirigeants historiques du mouvement ouvrier qu'ils prennent en exemple ou dont ils se réclament, non uniquement pour la réflexion et l'analyse des circonstances et des moments qu'ils ont vécu, mais de l'attitude que ces dirigeant historiques ont eu , quelque part, mon discours sera peut-être même pour toi trop subversif, mais que ce soit Lénine ou Trotsky, c'était tout sauf de gentils camarades révolutionnaires avec une rose à la boutonnière. Comment en aurait-il pu en être autrement ? Trotsky, fondateur de l'armée rouge et le plus tenace des opposants à Staline vers la fin avant son expulsion d'URSS, la violence a longtemps fait parti de son quotidien. Ce que ces dirigeants du mouvement ouvrier oublient, c'est que c'était dans le cadre d'une guerre civile et qu'il y avait des ennemis puissants en face d'eux. Eux, se comportent parfois de la même manière avec certains de leurs camarades, alors que nous ne sommes ni dans le contexte d'une guerre civile, ni dans le cadre d'une séquence révolutionnaire. Ils ne se rendent plus compte de la disproportion de leur comportement. Lénine et Trotsky étaient des hommes, donc comme tout homme, ils ont fait de graves erreurs envers certains de leurs semblables, mais dans un contexte de guerre civile. N'étant pas "Trotskiste", et ne voulant pas l'être, me tournant davantage vers Marx, Engels, Luxembourg, et un peu Lénine et Trotsky, c'est peut-être cela qui fait de moi quelqu'un de moins violent dans mes rapports militants.

Ce que tu écris dans ton mail sur certaines de tes expériences vécues avec cet ex-PCF et Eyschen abonde dans mon sens. Bref, tous ce que tu m'as écris me fait du bien, ça rompt l'isolement sur cette réflexion, et confirme que j'ai eu raison il y a des années de ne pas accepter de participer à des Groupement d'Étude Révolutionnaire, car je suis un "sensitif" parfois, et je sentais que certains pouvaient pousser la doctrine à l'extrême.

Pour ce qui concerne le mail dans lequel tu voulais revenir dans ton passé, tu as eu raison de ne pas me l'écrire. Ce qui m'intéresse, c'est cette expérience que tu as acquis maintenant. Nous avons tous eu un parcours de vie qui nous amène à ce que nous sommes maintenant.

Toi qui te prétend ne pas être un intellectuel, je pense que tu fais preuve d'un excès de modestie. Car quand je vois tous le temps que j'ai mis pour écrire ce mail, en essayant de faire des phrases qui puissent être le plus compréhensibles qui soient et sans trop de fautes d'orthographe, je me demande quel niveau d'écriture et de pensée serait à la hauteur de celui qui serait considéré par toi comme étant celui d'un intellectuel ???

(C'est simple, je considère comme intellectel celui qui en a acquis le statut. Ce n'est pas parce que j'ai obtenu un tout petit diplôme universitaire en science du langage à 45 ans que je suis devenu un intellectuel, pour n'en avoir fait profession que pendant une très brève période, par contre comme tu l'as constaté, ces études de linguistique m'ont été utile pour la suite et j'ai su en faire un bon usage à travers mes causeries. J'ai appelé cela causeries un peu par dérision, je ne voulais justement pas passé pour un intellectuel, cela aurait été malhonnête de ma part; au-dessus du bavardage, la réflexion en plus ou la conscience, des instants de lucidité qu'on a envie de partager. Je ne considérais davantage Marx et Engels comme des penseurs plutôt que des intellectuels. - J-C T)

Et oui , ce que je trouve aussi d'inquiétant, c'est qu'apparemment la plupart des militants ne trouvent rien à y redire ou acceptent ce genre de traitement indigne. Sans doute certains d'entre eux n'ayant pas encore les moyens rhétoriques et l'art du discours, plient sous cette domination pour "la bonne cause" pour laquelle ils militent à un plus petit niveau.

Merci pour ton mail, car en effet, il a été une source supplémentaire avec quelques rencontres du moment pour me faire garder le moral, et m'accrocher à re-militer un peu dans le cadre syndical à un petit niveau, si le collectif militant reste motivé. C'est toujours ça.

Je me doute que ton quotidien en Inde est bien différent de notre environnement de vie en France. Je te souhaite bon courage pour ces taches qui t 'attendent pour affronter cette mousson. Au fond, quelque part ces quelques lignes montrent une fois de plus que tu es "resté humain" comme le dit l'expression, et qui fait que les quelques lecteurs que tu as, même si ils ne sont pas suffisants pour permettre une perspective d'organisation de notre parti, reviennent quand même se connecter sur ton site pour te lire. Car je pense que certains d'entre eux doivent se dire que toi vivant en Inde, comment arrives-tu à avoir cette analyse de la situation en France. Même si ta réflexion est globale et sur les événements du monde. Estomaqués, ils doivent revenir lire ce que tu as pu de nouveau analyser et "prédire" (je ne trouve pas le mot juste) de la situation.

Pour conclure, tu auras peut-être remarqué, mais j'ai écris notre parti. Ce fameux "nous". Je me souviens que tu avais reçu un mail dont la personne se demandait pourquoi tu utilisais toujours le "nous". Elle a bien fait de le souligner car je ne m'en était pas rendu compte. Ce "nous" est évident pour moi maintenant. A partir du moment où il n'y a pas de profonds désaccords entre toi et tes lecteurs, au contraire de certains détracteurs, et qu'il se reconnectent sur ton site pour te lire de nouveau ou envoyer un mail. Et bien nous formons de facto une communauté d'intérêt, donc tu nous inclus dans ton collectif, et c'est donc un "nous" qui s'exprime. Tu n'écris pas un journal intime. Au fond, cette remarque à laquelle tu n'as pas répondu, me fait comprendre que quelque part, tu essayes depuis le début de revenir aux origines du communisme. Ne plus jamais penser avec le "je" mais avec le "nous". Un "nous" qui est tout de même bien complexe au fond. Ce "nous", cet agent historique qui serait capable de renverser l'ordre capitaliste.

Je te souhaite aussi de garder le moral.

Fraternellement

Tout cela me touche énormément, j'ai envie de dire que c'est trop et ce n'est pas de la fausse modestie que je considère malhonnête. J'essaie d'être naturel ou le plus sincère possible voilà tout. Bon, cela ne m'a pas vraiment réussi ou je n'en ai tiré aucun profit personnel, hormis que ma situation aurait pu être pire encore, car quelque part je pense que c'est l'honnêteté qui m'a sauvé la mise pour ne pas dire la vie.

Franchement dans mon trou en Inde où je vais crever seul, qu'est-ce que j'aurais à gagner à raconter des conneries ? J'aurai passé des dizaines de milliers d'heures devant un écran juste pour satisfaire mon égo ou ma mégalomanie, au lieu de profiter du soleil et de la vie sous les cocotiers, quel militant peut imaginer un truc pareil ?

Finalement je suis heureux d'appartenir à cette "communauté d'intérêt" que tu évoques, c'est un honneur d'en faire partie, à nous d'en rester digne et de la faire croître. On vit une époque qui se caractérise par la médiocrité des rapports humains et c'est bien triste, c'est très injuste aussi, cruel.

Ce qui est très frappant, c'est de voir autour de nous les gens qu'on connaissait gagner les uns après les autres par cette médiocrité ambiante et s'en accommoder tout en reprochant aux autres d'en être responsables. On peut en déduire que cela n'augure rien de bon dans l'avenir, comme on peut se dire que c'est uniquement un mauvais moment à passer, et qu'il faut être patient en attendant des jours meilleurs.

Grâce à toi et à d'autres camarades qui m'ont écrit, j'ai bien compris que mon travail n'avait pas été complètement vain, pour être tout à fait honnête, parfois j'aurais préféré l'oublier d'où mes tergiversations. Je te remercie infiniment d'avoir consacré autant de temps à m'écrire, cela a rompu l'isolement dans lequel j'étais et qui me pèse beaucoup. Bonne continuation.

Vidéo. Si vous avez 12 minutes à perdre.

Meeting du POI, 26 Septembre 2015. L'intervention de Daniel Gluckstein
https://www.youtube.com/watch?v=TfXOF4ZINIM

Cette vidéo de 12 minutes ne présente absolument aucun intérêt ! Tout comme les n°370 et 371 d'Informations ouvrières que nous hésitons à mettre en ligne.

Pour Gluckstein ce serait l'UE qui serait responsable de toutes les mesures ou lois appliquées ou adoptées en France et en Europe, or c'est faux, car d'une part c'est le gouvernement en place, d'autre part c'est le capitalisme qui les exige.

Ensuite il a eu la malencontreuse idée de prendre le cas de la Grèce en exemple, sommée a-t-il dit par tous les partis, toutes les organisations et institutions de se soumettre à l'UE après le référendum du 5 juillet.

C'était faire l'impasse sur le fait que Syriza et Tsipras étaient parvenus au pouvoir dans le cadre des institutions nationales grecques fondées par le capital pour servir ses intérêts et qu'elles ne pouvaient en aucune manière en servir d'autres, surtout pas ceux des travailleurs grecs, qu'ils avaient gouverné pendant plus de 5 mois depuis le 26 janvier 2015 en s'accommodant de ces institutions et de la Constitution en vigueur dans ce pays, ce qui signifiait qu'ils faisaient leur tous les traités signés par leurs précédesseurs, et pour finir que le mémorandum que Tsipras allait signer le 13 juillet était conforme à l'esprit des institutions et de la Constitution grecque.

Comme on le voit ici, c'est uniquement dans le cadre du capitalisme et ses institutions nationales que s'est inscrite la politique de Syriza et du gouvernement dirigé par Tsipras, ce sont eux qui ont fixés les limites dans lesquelles ils acceptaient de gouverner conformément à la Constitution grecque qu'ils ont respectée scrupuleusement. C'est leur soumission totale au capitalisme et à ses institutions qui a dicté leur politique ou leur conduite et rien d'autres. On pourrait ajouter conformément à la nature sociale de Syriza qui est un parti bourgeois.

Et si les institutions grecques et tous les partis qui y participent y compris Syriza ont délégué une grande partie de leur pouvoir à l'UE, au FMI ou au marché, à l'oligarchie financière, cette décision politique n'était pas à mettre au compte de l'UE, du FMI, du marché ou de l'oligarchie financière.

Alors que signifie inverser les rôles ou les responsabilités comme l'a fait Gluckstein, sinon ménager les institutions nationales grecques (ou françaises).

A l'opposé de cette politique opportuniste, nous insistons sur la nécessité d'axer le combat politique dans chaque pays de l'UE contre les institutions nationales qui entérinent la politique de l'UE et adoptent tous les traités de l'UE, de manière à la fois à briser le consensus qui existe ou plutôt l'alliance qui a été établie entre les partis qui siègent au sein de ces institutions nationales et l'UE, ainsi que les rapports de classe qu'incarnent ces instiutions de façon à pouvoir remettre en cause les fondements du capitalisme ou entrevoir la possibilité de mettre en oeuvre une politique favorable aux travailleurs qui rompt avec la domination de classe du capital.

Les institutions nationales dans chaque pays de l'UE incarnent le pouvoir de l'oligarchie financière pour le compte du capitalisme mondial dominé par sa branche anglo-saxonne ou occidentale, financièrement et militairement la plus puissante. Elles n'incarnent rien d'autres, il n'y a donc pas lieu d'en attendre autres choses quelle que soit la configuration que peuvent prendre les évènements ou le développement des rapports entre les classes, qui ne peuvent évoluer que dans le cadre de ces institutions ou en dehors de ce carcan une fois brisé par le soulèvement révolutionnaire des masses. Que cette question ne soit même pas posée devrait interroger tous les militants qui cherchent à comprendre comment sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Répétons-le pour la énième fois, la révolution prolétarienne et le gouvernement qui en serait issu briseraient les institutions nationales et aboliraient la Constitution en vigueur, ce qui entraînerait de facto l'annulation de tous les traités adoptés par les gouvernements antérieurs avec l'UE, l'ONU, l'OTAN, de tous les accords signés avec les institutions financières internationales, les banquiers, la question de la dette de l'Etat étant ainsi résolue, etc.

La militarisation de la société et du monde coïncide avec celle de l'oligarchie financière.

- Si la libre concurrence, comme régulateur de la production et de la répartition, fut remplacée dans les champs principaux de l'économie par le système des trusts et des monopoles, plusieurs dizaines d'années avant la guerre, le cours même de la guerre a arraché le rôle régulateur et directeur aux groupements économiques pour le transmettre directement au pouvoir militaire et gouvernemental. La répartition des matières premières, l'exploitation du naphte de Bakou ou de Roumanie, de la houille du Donetz, du froment d'Ukraine, l'utilisation des locomotives, des wagons et des automobiles d'Allemagne, l'approvisionnement en pain et en viande de l'Europe affamée, toutes ces questions fondamentales de la vie économique du monde ne sont plus réglées par la libre concurrence, ni même par des combinaisons de trusts ou de consortiums nationaux et internationaux. Elles sont tombées sous le joug de la tyrannie militaire pour lui servir de sauvegarde désormais. Si l'absolue sujétion du pouvoir politique au capital financier a conduit l'humanité à la boucherie impérialiste, cette boucherie a permis au capital financier non seulement de militariser jusqu'au bout l'Etat, mais de se militariser lui-même, de sorte qu'il ne peut plus remplir ses fonctions économiques essentielles que par le fer et par le sang. (Ie congrès de l'Internationale Communiste - 1919)

De nos jours, l'OTAN, le Pentagone, la CIA, l'armée américaine et les coalitions militaires qu'elle contribue à constituer occasionnellement et dont elle prend le commandement, ainsi que les armées de mercenaires issus du lumpenprolétariat international dont Al-Qaïda et l'Emirat islamique qu'elle a contribue à former, armer, financer, etc., sont les bras armés de l'oligarchie financière anglo-saxonne afin de réaliser ses besoins sur le plan économique et politique.

La concentration du capital et du pouvoir politique, la rationalisation effrenée de la production, la marchandisation des besoins sociaux, la destruction massive de forces productives, l'exploitation à outrance des richesses de notre planète, l'établissement d'une société policière, la précarisation et la paupérisation de couches toujours plus nombreuses de la population livrée aux lois du marché et réduite en servage, la militarisation du monde, sont l'aboutissement d'un processus historique parvenu au stade de la putréfaction et menaçant à terme l'existence de la civilisation humaine ou sapant les bases sur laquelle elle s'est constituée et développée au fil des millénaires depuis le passage au néolithique, où l'homme entreprit de façonner la nature en fonction de ses besoins.

La division du travail et de la société en classes sociales qui en découlera permettra à l'humanité de sortir du stade de la sauvagerie et de réaliser des progrès gigantesques pour finalement y retomber quelques millénaires plus tard, pour n'avoir pas réussi (jusqu'à présent) à franchir l'ultime étape de ce cycle historique lui permettant de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, qui nécessitait l'abolition de ces classe sociales et du mode de production ainsi que les institutions politiques qui en découlaient.

Si la question à l'ordre du jour du mouvement ouvrier et la tâche historique que le prolétariat a à accomplir coïncide effectivement avec la nécessité de supprimer les classes sociales, dont l'existence constitue désormais une entrave à tout progrès social, c'est en otant le pouvoir politique et économique à la classe qui a mené l'humanité au chaos et aux guerres que nous connaissons de nos jours qu'on pourra franchir une étape décisive vers notre émancipation de toute forme d'exploitation et d'oppression, et qui

dans un premier temps nous permettra de mettre en oeuvre une politique conforme aux besoins et aspirations des travailleurs et des peuples.

Quelle est cette "***clique mondiale triomphante***" ? Que préfigurait-elle dès le début du XXe siècle ?

- ...l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Ligue des Nations, au moyen d'une armée « internationale » et d'une flotte « internationale » pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres, mais, toujours et partout, enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés des autres parties du monde s'emparera-telle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ? (Ie congrès de l'Internationale Communiste)

Effectivement nous somme en train de devenir ou nous sommes déjà devenu "*l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante*". Qui dit "*clique*" dit un nombre restreint de personnes détenant réellement le pouvoir, et qui dit "*clique mondiale*" dit en réalité ceux qui gouvernent le monde, ce qui certains continuent de nier.

Ensuite on peut toujours nier que l'établissement d'un gouvernement mondial ne serait pas l'objectif de cette "*clique mondiale*", on a envie de répondre à ces négationnistes que c'est à eux de prouver que le monde ne s'oriente pas dans cette direction et non à nous qui l'affirmons sur la base des faits.

Ils peuvent aussi se tromper. On est en 1919.

- Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les ouvriers à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre, l'ont obligé à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capital se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible. (I° congrès de l'Internationale Communiste)

Par malheur pour l'humanité ce fut possible 20 ans plus tard !

Dans ce passage on pourrait remplacer la guerre par la crise du capitalisme.

Les dirigeants syndicaux collaborent en permanence avec le régime en imposant aux travailleurs toujours et encore de nouveaux sacrifices en réduisant leurs revendications à une peau de chagrin, en capitulant face aux exigences du capital sous prétexte de la crise du capitalisme tandis que les plus riches continuent d'accroître leur fortune et leur pouvoir au détriment des exploités, ce qui revient à en reporter la responsabilité sur les travailleurs et à leur en faire payer le prix fort.

Ainsi la crise du capitalisme prise en charge par les dirigeants corrompus des syndicats sert à restreindre ou limiter la lutte de classe du prolétariat, tandis que la classe dominante en profite pour amplifier son offensive contre tous les droits des travailleurs.

En réalité, le capitalisme financier n'a cessé d'être en guerre depuis le début du XXe siècle jusqu'à nos jours contre le prolétariat mondial.

La Seconde Guerre mondiale était à peine terminée qu'il allait se lancer immédiatement dans de nouvelles guerres, Indochine, Corée, Algérie, indiquant par là que la guerre n'avait résolu aucune des contradictions auxquelles le capitalisme avait été confronté avant-guerre, et qu'il ne pourrait plus dorénavant se passer de l'économie de guerre tant sur le plan économique que politique, ce qui à terme condamnait la moindre expression démocratique qui pouvait naître du rapport de force entre les classes, pour finalement aboutir à une dictature mondiale dont l'oligarchie financière prendrait la direction, après s'être considérablement enrichie grâce à ces guerres pour en avoir tiré profit de tous les côtés à la fois tout en renforçant et étendant toujours davantage son pouvoir politique, de sorte qu'elle pourrait dorénavant imposer pas à pas sa stratégie néolibérale à tous les Etats et leur dicter ses exigences sans rencontrer la moindre opposition des partis institutionnels acquis à la cause du capitalisme, pendant que la résistance du prolétariat ne se manifesterait plus que dans le cadre (carcan) étroit et rigide du capitalisme et ses institutions auquel les dirigeants du mouvement ouvrier allaient accepté de se soumettre, pour lui fermer toute perspective politique au point de parvenir à le contenir ou de le neutraliser, entraînant sa propre déchéance ou décomposition avec en ligne de mire sa putréfaction ou sa dislocation comme classe, condition indispensable pour que l'ordre néolibéral règne en maître absolu.

L'ordre néolibéral mondial a été conçu pour assurer la survie du système de l'exploitation de l'homme par l'homme au profit d'une infime minorité d'oligarques, de telle sorte qu'il ne peut souffrir la moindre contestation, la moindre opposition, l'exercice de la démocratie avec lequel il est incompatible, il est par nature impérialiste et dictatorial et nécessite qu'un consensus sans faille s'établisse entre les représentants des différentes classes sociales.

Les militants ouvriers socialistes révolutionnaires doivent développer une politique indépendante de tous ces partis, qui si elle parvenait à entamer ou briser ce consensus n'en fait pas pour autant un objectif politique, compte tenu que l'ensemble des masses exploitées se détournent de ces partis ou ont conscience qu'elles n'ont rien à en attendre, sous absolument aucun prétexte nous ne devrions développer une politique qui aboutirait à pousser les travailleurs vers ces partis ou faire en sorte qu'ils nourrissent de nouvelles illusions dans ces partis, au contraire nous devons tout faire pour qu'ils s'en éloignent le plus possible et qu'ils cherchent une issue à la crise du capitalisme sur leur propre terrain de classe.

Si ce consensus éclatait sous la pression de la mobilisation massive des travailleurs, ce qui manifesterait au passage leur degré d'indépendance vis-à-vis des partis institutionnels et du capitalisme, nous devrions tout faire pour qu'elle s'affirme en prenant une forme organisée rassemblant toutes les couches exploitées. Notre rôle consisterait alors à les aider à vaincre les obstacles qui les empêcheraient de réaliser cette tâche, en leur indiquant dans quelle direction elles doivent résoulement orienter leur combat, contre l'Etat et les institutions pour les renverser et s'emparer du pouvoir politique.

A aucun moment la politique de l'avant-garde révolutionnaire ne devrait être déterminée en fonction de la conduite ou du rôle que pourraient jouer dans l'avenir les partis institutionnels incluant le PS et le PCF, ainsi que leurs satellites. Sous l'éclatement de ce consensus ces partis s'en trouveraient fragilisés au point de les menacer de dislocation, attention, ce qui ne signifierait pas qu'ils disparaîtraient pour autant, il leur serait de plus en plus difficile de remplir leur fonction de remparts du régime face à la mobilisation révolutionnaire des masses, il serait donc inconcevable de leur attribuer un autre rôle ou de proposer aux travailleurs une issue politique à laquelle ils participeraient.

Cela signifie en résumé, que l'on ne peut pas concevoir lutter pour construire le parti et pour le socialisme sans rompre dès maintenant avec la totalité des partis et des appareils syndicaux ou autres institutions qui se situent au côté des capitalistes, de l'autre côté de la barricade.

C'est lorsqu'en 1914 la SFIO passa avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie, qu'elle devint à son tour à la fois un parti de droite et un parti ouvrier bourgeois. Si vous avez lu attentivement, vous aurez remarqué que ne figuraient pas ces deux caractérisations dans les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste (IC ou IIIe Internationale) rédigées en grande partie par Lénine ou sous sa direction entre 1919 et 1922, alors que dès 1916 Lénine y faisait référence, en tout cas concernant celle de parti ouvrier bourgeois.

On peut en trouver une explication dans celle du Ier congrès de l'IC : « Si la IIIe Internationale n'était pas fondée par la Conférence siégeant à Moscou, cela créerait l'impression que les Partis communistes sont en désaccord, ce qui affaiblirait notre situation et augmenterait la confusion parmi les éléments indécis du prolétariat de tous les pays.» (...) « La constitution de la III ° Internationale est donc un devoir historique absolu, et la Conférence communiste internationale siégeant à Moscou doit en faire une réalité. ». Sachant que ces Partis communistes étaient tous issus de la social-démocratie et que leur unité ou rassemblement dans le cadre de la IIIe Internationale était un "devoir historique absolu", on peut concevoir facilement qu'il aurait été particulièrement maladroit d'évoquer avec insistance l'origine de leurs dirigeants dont la plupart avaient hésité un long moment avant de rompre avec la social-démocratie. Cette concession apparente ou de circonstance n'entamait en rien les principes auxquels était attaché Lénine, dès lors qu'il allait s'avérer intraitable avec toutes les manifestations d'opportunisme dont avaient fait preuve les dirigeants de la social-démocratie qualifiés de "bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière", vous avouerez qu'une telle caractérisation valait amplement celle de parti de droite ou de parti ouvrier bourgeois. Et le *Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier !* se terminera en réaffirmant que "*la lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.*", ce qui ne laissait place à aucune hésitation ou au moindre doute sur le camp dans lequel figurait dorénavant la social-démocratie, dont la SFIO, en passant, ce dont les staliniens se souviendront plus tard et utiliseront pour soutenir leur propre impérialisme ou la bureaucratie du Kremlin qui oeuvrait pour le compte du capitalisme mondial.

Quant au front unique auquel les trotskystes n'ont manifestement rien compris ou qu'ils ont falsifié, on pouvait lire dans la résolution du IVe congrès de l'IC : "A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier.", donc manifestement la SFIO ne figurait pas parmi les partis ouvriers auquel s'adressait le front unique pour faire partie de "la coalition ouverte ou masquée bourgeoise", ce qui constitue une condamnation sans appel de la tactique puis de la stratégie adoptée par les trotskystes par la suite, avant comme pendant ou après la Seconde Guerre mondiale.

Il était précisé quelques lignes plus tôt concernant les pays où "la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre", que "le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique, mot d'ordre ou gouvernement ouvrier dans lequel évidemment il n'était pas question d'envisager la présence de la social-démocratie (on ajourerait aujourd'hui le Front de gauche dont le PCF) ou de lui faire jouer un rôle puisqu'elle figurait dans la coalition formée par la bourgeoisie, sinon cela aurait été comme vouloir inclure le versaillais Thiers dans le gouvernement de la Commune de Paris !

Dans son article publié en décembre 1916 dans le n° 2 du « Recueil du Social-Démocrate », Lénine en citant Marx et Engels précisait sur quelle base devait reposer l'attitude à avoir vis-vis de ces "partis ouvriers bourgeois" et des syndicats qui leur

étaient inféodés, qui s'inscrira en totale contradiction avec les facteurs que les trotskystes allaient retenir pour justifier les relations qu'ils allaient entretenir avec ces partis et les syndicats :

Lénine - L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX° siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX° siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc. Fin de l'extrait.

Qui depuis s'est imposé dans tous les pays.

On pourrait enfoncer le clou en ajoutant que le combat des lambertistes pour l'indépendance des syndicats coïncide de fait avec la défense des "intérêts de la minorité" de privilégiés qu'ils organisent, et ne vise en aucune manière à "affranchir" les masses du capitalisme, puisque cela ne figure dans la propagande d'aucun courant ou aucune tendance des syndicats tous partis ouvriersconfondus. Je serais curieux de savoir sur combien de panneaux d'affichage syndicaux en France figure cet objectif et la manière de l'atteindre, à notre avis aucun et c'est bien là que se situe le problème.

Le développement de la lutte de classes à partir des années 30 jusqu'à nos jours en se traduisant par le renforcement et la diversification de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier au détriment du marxisme ou du socialisme, n'a que trop confirmé - malheureusement on a envie de dire - l'exactitude de l'analyse formulée par Lénine en 1916.

Elle constitue à elle seule une réfutation sans appel du lambertiste, et qui plus est du pablisme ou encore des relations que LO a tissées avec les appareils des syndicats inféodés au PS ou au PCF.

Défense du marxisme.

Nous invitons les lecteurs et militants à lire et relire, étudier très attentivement les lignes qui suivent, ils y trouveront les instruments leur permettant de faire l'inventaire et la critique du mouvement ouvrier et particulièrement de son avant-garde depuis 1940 ou même bien avant, en réalité depuis la mort de Lénine en 1924 ainsi que la période qui concerne cet article.

L'impérialisme et la scission du socialisme - V. Lénine - Rédigé en octobre 1916 et publié en décembre 1916 dans le n° 2 du « Recueil du Social-Démocrate ».

Extraits. Le prolétariat est un produit du capitalisme, du capitalisme mondial et pas seulement européen, pas seulement impérialiste. A l'échelle mondiale, que ce soit cinquante ans plus tôt ou cinquante ans plus tard,- à cette échelle, c'est une question de détail,- il est bien évident que le « prolétariat » « sera » uni, et qu'en son sein la social-démocratie révolutionnaire vaincra « inéluctablement ». Il ne s'agit pas de cela, messieurs les kautskistes, il s'agit du fait que maintenant, dans les pays impérialistes d'Europe, vous rampez à plat ventre devant les opportunistes, qui sont étrangers au prolétariat en tant que classe, qui sont les serviteurs, les agents de la bourgeoisie, les véhicules de son influence; et s'il ne s'affranchit pas d'eux, le mouvement ouvrier restera un mouvement ouvrier bourgeois. (Et c'est ce qu'il est resté en renforçant cette tendance. - LVOG) Votre propagande en faveur de l' « unité » avec les opportunistes, avec les Legien et les David, les Plékhanov ou les Tchkhenkéli, les Potressov, etc., revient objectivement à favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier. (Quand on voit comment ils ont traité la question syrienne, on en arrive à cette conclusion là concernant nos dirigeants. - LVOG)

(...)

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait :

« En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoise, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. »

Dans sa lettre à Sorge du 21 septembre 1872, Engels fait savoir que Hales a provoqué au Conseil fédéral de l'Internationale un grand esclandre et a fait voter un blâme à Marx pour avoir dit que « les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus ». Marx écrit à Sorge

le 4 août 1874 :

« En ce qui concerne les ouvriers des villes (en Angleterre), il y a lieu de regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. C'eût été le plus sûr moyen de se débarrasser de cette racaille. »

Dans sa lettre à Marx du 11 août 1881, Engels parle des « pires trade-unions anglaises, qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés ». Dans sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882, Engels écrivait :

« Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale. Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des conservateurs et des radicaux libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. »

Le 7 décembre 1889, Engels écrit à Sorge :

« ... Ce qu'il y a de plus répugnant ici (en Angleterre), c'est la « respectabilité » (respectability) bourgeoise, qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers ... même Tom Mann, que je considère comme le meilleur de tous, confie très volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire. Lorsqu'on fait la comparaison avec les Français, on voit ce que c'est que la révolution.»

Dans une lettre du 19 avril 1890 :

« le mouvement (de la classe ouvrière en Angleterre) progresse sous la surface, il gagne des couches de plus en plus larges, et surtout parmi la masse inférieure (souligné par Engels) jusque-là immobile. Le jour n'est pas loin où cette masse se retrouvera elle-même, où elle aura compris que c'est elle, précisément, qui est cette masse colossale en mouvement».

Le 4 mars 1891 :

« l'échec de l'union des dockers qui s'est désagrégée; les « vieilles » trade-unions conservatrices, riches et partant poltronnes, restent seules sur le champ de bataille »...

Le 14 septembre 1891 : au congrès des trade-unions à Newcastle, ont été vaincus les vieux unionistes, adversaires de la journée de huit heures, « et les journaux bourgeois avouent la défaite du parti ouvrier bourgeois » (souligné partout par Engels)...

Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième édition (1892) de La situation des classes laborieuses en Angleterre. Il y traite de « l'aristocratie de la classe ouvrière », de la « minorité privilégiée des ouvriers », qu'il oppose à la « grande masse des ouvriers ». « La petite minorité privilégiée et protégée » de la classe ouvrière bénéficiait seule des « avantages durables » de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868; « la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée »... « Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée ... »

Les membres des « nouvelles » unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés, « ont un avantage inappréciable : leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des « respectables » préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des « vieux unionistes » mieux placés » ... Les « prétendus représentants ouvriers », en Angleterre, sont des gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...

C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste.

(...)

La. bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste peut, économiquement, soudoyer les couches supérieures de « ses » ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par an, car son surprofit s'élève probablement à près d'un milliard. Et la question de savoir comment cette petite aumône est partagée entre ouvriers-ministres, « ouvriers-députés » (rappelez-vous l'excellente analyse donnée de cette notion par Engels), ouvriers-membres des comités des industries de guerre, ouvriers-fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., etc., c'est là une question secondaire. (Nos détracteurs n'ont plus qu'à en conclure que Marx, Engels et Lénine étaient de farouches ennemis de la classe ouvrière, des employés et particulièrement des fonctionnaires. - LVOG)

(...) Le monopole du capital financier actuel est furieusement disputé; l'époque des guerres impérialistes a commencé. Autrefois l'on pouvait soudoyer, corrompre pour des dizaines d'années la classe ouvrière de tout un pays. Aujourd'hui, ce serait invraisemblable, voire impossible ; par contre, chaque « grande » puissance impérialiste peut soudoyer et soudoie des couches moins nombreuses (que dans l'Angleterre des années 1848 à 1868) de l'« aristocratie ouvrière ». Autrefois, un « parti ouvrier bourgeois », selon l'expression remarquablement profonde d'Engels, ne pouvait se constituer que dans un seul pays, attendu qu'il était seul à détenir le monopole, mais en revanche pour longtemps. Aujourd'hui, « le parti ouvrier bourgeois» est inévitable et typique pour tous les pays impérialistes; mais, étant donné leur lutte acharnée pour le partage du butin, il est improbable qu'un tel parti puisse triompher pour longtemps dans plusieurs pays. (Et pourtant ! - LVOG) Car les trusts, l'oligarchie financière, la vie chère, etc., en permettant de corrompre de petits groupes de l'aristocratie ouvrière, écrasent, oppriment, étouffent et martyrisent de plus en plus la masse du prolétariat et du semi-prolétariat.

D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites « à perpétuité » vivant sur le corps du reste de l'humanité, à « s'endormir sur les lauriers » de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. (Il s'est perfectionné depuis et les dirigeants syndicaux en sont fiers, Mélenchon et Laurent aussi ! - LVOG)

D'autre part, la tendance des masses, opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera désormais inéluctablement l'histoire du mouvement ouvrier. Car la première tendance n'est pas fortuite : elle est économiquement « fondée ».

La bourgeoisie a déjà engendré et formé à son service des « partis ouvriers bourgeois » de social-chauvins dans tous les pays. (A ceci près de nos jours qu'aucune tendance du mouvement ouvrier n'organise les éléments les plus déterminés des masses dans la perspective de "jeter bas la bourgeoisie", ils ont tous capitulé ou sont tous idéologiquement corrompus. - LVOG)

(...)

Sur la base économique indiquée, les institutions politiques du capitalisme moderne - la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. - ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et « d'obédience bourgeoise »,- voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ouvriers bourgeois ». (Notez bien les "représentants" et les "partisans des « partis ouvriers bourgeois »" ou ceux qui ne peuvent pas s'en passer ce qui revient au même. - LVOG)

Le mécanisme de la démocratie politique joue dans le même sens. Il n'est pas question, au siècle où nous sommes, de se passer d'élections; on ne saurait se passer des masses; or, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, on ne peut entraîner les masses derrière soi sans un système largement ramifié, méthodiquement organisé et solidement outillé de flatteries, de mensonges, d'escroqueries, de jongleries avec des mots populaires à la mode, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, pourvu qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie. (Ici le "or" avait valeur d'objection, il signifiait que la participation aux élections ou au parlementarisme n'était pas une obligation, et que soutenir la gauche c'était plutôt se compromettre qu'autre chose. Lénine rejetait l'argument falacieux selon lequel il fallait absolument participer aux élections pour ne pas "se passer des masses" ou les appeler à voter pour tel ou tel parti ou candidat... A partir du moment où les trotskystes considéraient que l'avènement de la Ve République correspondait à un "coup d'Etat permanent", pour être cohérent avec ce constat à aucun moment ils n'auraient dû participer à une élection ou soutenir un parti ou un candidat y participant. - LVOG)

(...)

Et y a-t-il une grande différence entre Lloyd George et les Scheidemann, les Legien, les Henderson et les Hyndman, les Plékhanov, les Renaudel et consorts ? Parmi ces derniers, nous objectera-t-on, il en est qui reviendront au socialisme révolutionnaire de Marx. C'est possible, mais c'est là une différence de degré insignifiante si l'on considère la question sur le plan politique, c'est-à-dire à une échelle de masse. (Eh oui, c'est à l'échelle des masses que l'on évalue les rapports que l'on doit avoir avec les partis et les institutions ! Et c'est vers les masses qu'il faut se tourner résolument et non vers les élus du PS ou du PCF, les républicains, les démocrates, les intellectuels, les cadres syndicaux, l'aristocratie ouvrière, ne parlons des francs-maçons !. - LVOG) Certains personnages parmi les chefs social-chauvins actuels peuvent revenir au prolétariat. Mais le courant social-chauvin ou (ce qui est la même chose) opportuniste ne peut ni disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire. Là où le marxisme est populaire parmi les ouvriers, ce courant politique, ce « parti ouvrier bourgeois », invoquera avec véhémence le nom de Marx. On ne peut le leur interdire, comme on ne peut interdire à une firme commerciale de faire usage de n'importe quelle étiquette, de n'importe quelle enseigne ou publicité. On a toujours vu, au cours de l'histoire, qu'après la mort de chefs révolutionnaires populaires parmi les classes opprimées, les ennemis de ces chefs tentaient d'exploiter leur nom pour duper ces classes. (Ajoutons et leurs militants. - LVOG)

C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. (Avez-vous régulièrement un tel discours dans les journaux du POI, du NPA ou de LO ? Vous connaissez tous la réponse. - LVOG)

(...)

Nous n'avons pas la moindre raison de croire que ces partis puissent disparaître avant la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'embrasera, plus brusques et plus vigoureux seront les tournants et les bonds de son développement, et plus grand sera, dans le mouvement ouvrier, le rôle joué par la poussée du flot révolutionnaire de masse contre le flot opportuniste petit bourgeois. Le kautskisme ne représente aucun courant indépendant; il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. (On pourrait en dire de même du POI, du NPA et de LO, alors que leurs courants politiques existent depuis plus d'un demi-siècle. - LVOG) Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisànt l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier. (C'est exactement ce à quoi se sont efforcés avec acharnement les trotskystes depuis 1940. - LVOG) Les masses ne suivent plus les social-chauvins déclarés; Lloyd George a été sifflé en Angleterre dans des réunions ouvrières; Hyndman a quitté le parti; les Renaudel et les Scheidemann, les Potressov et les Gvozdev sont protégés par la police. Rien n'est plus dangereux que la défense déguisée des social-chauvins par les kautskistes. (Sous le masque du trotskysme par exemple. - LVOG)

L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! (Décidément, encore une troublante similitude avec les trotskystes. - LVOG) Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX° siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires.

Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation (Les trotskystes justifieront justement leurs rapports avec le PS et le PCF et le front unique en avançant cet argument rejeté par Marx, Engels et Lénine. - LVOG) que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX° siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste ! (Tactique à laquelle la totalité des trotskystes tourneront résolument le dos. - LVOG)

(...)

En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait lés intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers (Nos détracteurs en font partie, ceci explique sans doute cela. - LVOG), propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes. (En tous temps on peut lutter pour le socialisme et la révolution, allez dire cela aux opportunistes qui parlent en notre nom. Non, tout compte fait c'est inutile et ce serait une perte de temps, ils sont incurables. - LVOG)

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.

(Un siècle nous séparant de cet article, depuis l'opportunisme a emprunté une multitude de masques, aux partis politiques issus des IIe, IIIe et IVe Internationale, il faut ajouter les ONG et les associations en tous genres à but dit humanitaire ou social qui sont censées soulager la misère des masses et qui en réalité ne font qu'en prolonger les souffrances ou perpétuer l'agonie. Terminons sur une note optimiste, en espérant que la crise qui traverse tous les partis ouvriers et les scissions auxquelles elle donnera lieu, permettront de refonder l'avant-garde révolutionnaire sur la base du marxisme et du socialisme, espérons que de nouvelles générations de militants sauront se délivrer du poison mortel de l'opportunisme et renoueront avec la tradition révolutionnaire du prolétariat du début du XXe siècle. - LVOG)

ACTUALITE EN TITRES

Recyclage des déchets du néolibéralisme

Jean-Marc Sylvestre qui était en charge de l'information économique sur TF1 et LCI jusqu'en 2010 puis sur i>TÉLÉ, et qui présente également une émission sur la chaine BFM Business, a été recruté comme éditorialiste par le portail néolibéral Atlantico.fr.

Désinformation et propagande néolibérale à l'état pur garantie, à conseiller à ceux qui n'ont pas encore compris ce que cela signifie. Attention au choc tout de même !

Comment préparer les esprits à l'émergence du fascisme. Sans le dire de préférence

- La démocratie peut-elle encore résister à la crise ? - Atlantico.fr

Cet article est justement signé Jean-Marc Sylvestre.

On y reviendra demain une fois qu'on l'aura analysé et commenté. Un vrai bijou, un régal, une caricature plus qu'une oeuvre d'art, mais tout y est. Un véritable mode d'emploi pour décrypter et démonter pas à pas la stratégie néolibérale, comprendre comment elle fonctionne, quelles sont ses objectifs, pour mieux la combattre.

Je ne peux pas résiter à l'envie de vous livrer ce morceau de bravoure qui figure à la fin de son article et que l'on pourrait intituler : Soumettez-vous à l'ordre établi, c'est la fatalité qui vous l'ordonne et personne d'autre !

Jean-Marc Sylvestre - La démocratie ne pourra évidement survivre que si le personnel politique arrête de mentir sur la situation économique, sur la façon de produire de la richesse, sur les contraintes qui sont les nôtres et auxquelles, quoi que l'on fasse, nous n'échapperons pas.

Les scénarios de rupture qui nous sont proposés, à droite comme à gauche, sont inapplicables. Ils font rêver un moment mais l'opinion publique n'en veut pas. En Grèce, en Espagne, et sans doute en France, la majorité des peuples ne voudra pas se couper de l'Euro, de l'Europe, des entreprises, des banques et des marchés. La majorité des peuples ne voudra plus jamais refermer les frontières.

Cela a le mérite de la clareté. La voix des peuples par un porte-parole des banquiers ripoux. A suivre.

Pour vous faire patienter, un commentaire d'un internaute abonné à Atantico.fr il faut préciser.

- "50 % des richesses entre les mains de moins de 1 %.

En tant qu'économiste, vous ne pouvez ignorer que le principal élément qui a influencé la situation politique et sociale de notre monde dans ces dernières décennies, c'est la concentration de plus en plus forte des richesses et du pouvoir entre les mains d'une oligarchie de plus en plus réduite. Dans tous les pays du monde, le chiffre est le même : plus de 50 % des richesses entre les mains de moins de 1 % de la population. Pour la plupart des simples commentateurs, ce chiffre reste abstrait : il faut dire que cela paraît tellement inimaginable ! Mais vous mr Sylvestre, la propagande, le rideau de fumée qui doit, à tout prix, cacher cette réalité inacceptable, c'est votre gagne-pain !"

Il faut bien vivre que voulez-vous, il s'en trouve toujours pour vendre leur âme au diable en échange d'une sinécure !

Au casino, faites vos jeux rien ne va plus... durer encore très longtemps.

- La Banque mondiale abaisse ses prévisions pour l'Asie de l'Est - Reuters

FIFA. Les véritables commanditaires de toute l'affaire. Toujours les mêmes...

- Les sponsors de la Fifa demandent à Blatter de démissionner - Le Huffington Post

- FIFA : Blatter défie les géants Coca-Cola, Visa, McDonald's... qui veulent son départ - La Tribune

France. Par décret, cela ne s'invente pas !

- Bientôt davantage de donneurs d'ovocytes et de sperme - Liberation.fr

Bientôt il n'y aura plus que nos excréments à livrer à la voracité du marché. Bon, on leur cèdera volontiers jusqu'à ce qu'ils s'en étouffent et en crèvent, charogne !

On ne le dirait pas !

- Les Français ne cessent de grandir ! - M6info

ACTUALITÉ DU JOUR

Quelle belle intention, "faire revenir aux urnes" les électeurs de "gauche" ou comment ramer pour le PS.

Sans rire, doubler par la droite, ils craignent d'être éliminés ou de faire les frais de l'alignement de Hollande et du PS sur le néolibéralisme.

- Face à l'initiative de Cambadélis (PS), des militants de gauche lancent un contre-référendum - AFP

"Il n'y a pas de risque de victoire de je ne sais qui au premier tour", a expliqué à l'AFP M. Bayou qui, au lieu de "culpabiliser les électeurs" de gauche, entend "les faire revenir aux urnes". AFP 04.10

M. Bayou est le porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV)

Il s'affole au regard des conséquences électorales prévisibles de la politique du gouvernement et du PS :

Face à la question soumise par le PS ("face à la droite et l'extrême droite, souhaitez-vous l'unité de la gauche et des écologistes aux élections régionales?"), celle posée par ces militants sera: "Face à la droite et l'extrême droite, souhaitez-vous que le gouvernement tienne ses engagements et mène une politique de gauche?". AFP 04.10

Tiens donc, parce que Hollande et le PS auraient tenu d'autres engagements (promesses) pendant leur campagne électrale, pas à notre connaissance. A quel moment ont-ils proposé une "politique de gauche", donc qui romprait avec le capital, les institutions et l'UE ? Jamais.

Mais bon, il faut bien continuer de faire croire que ce serait possible, l'escroquerie habituelle... pour tenter de limiter les dégâts lors des élections régionales de décembre. Puisque vous marchez dans la combine de Cambadélis, il ne vous en tiendra pas rigueur.

Oiseau de mauvais augure.

Comment faire qu'une politique de gauche serait possible sans rompre avec le capitalisme, la Ve République, l'euro et l'UE. Pour qui rament-ils ? On vient de vous le dire ! Pendant plus d'un demi-siècle les lambertistes nous ont expliqué qu'il existait un courant de gauche au sein du PS, on ne l'a jamais trouvé ou il ne s'est jamais manifesté. Dénoncer cette imposture fait partie du devoir d'un militant ouvrier socialiste révolutionnaire.

- Nouvelle gauche socialiste: "l'hirondelle qui annonce le printemps" au PS pour Mélenchon - leparisien.fr

La création officielle dimanche de la Nouvelle gauche socialiste (NGS), regroupant des socialistes demandant un "changement de cap", représente l'"hirondelle qui annonce le printemps" et la "clarification" devant avoir lieu au PS, a estimé Jean-Luc Mélenchon.

"Les amis de la NGS sont en quelque sorte l'hirondelle qui annonce le printemps (...), c'est-à-dire la clarification qui doit avoir lieu au PS, comme elle a lieu en ce moment à EELV entre la gauche et la droite de ces organisations", a estimé devant l'AFP le porte-voix du Parti de gauche. (On croirait entendre Tsipras, vous ne trouvez pas ? - LVOG)

"Pour le PS, a-t-il développé, c'est le début d'un processus de clarification qui va permettre aux socialistes qui sont réellement socialistes de se regrouper entre eux et à ceux qui sont des sociaux-libéraux ou des libéraux tout court de rester entre eux, comme MM. Macron, Valls et autres". (Mélenchon inféodé à l'euro et à l'UE, à l'Otan et à l'Onu est sans aucun doute autorisé

à déterminer qui est socialiste et qui ne le serait pas ! - LVOG)

Auraient-il pu rejoindre le Parti de gauche? "Je trouve normal que ces socialistes veuillent d'abord être entre socialistes mais j'observe avec un immense plaisir, (qu') ils tendent immédiatement la main et participent aux activités et aux regroupements que le FG impulse", a-t-il répondu. (Comme quoi ils sont tout aussi corrompus. - LVOG)

La NGS "montre que parmi les socialistes, il n'y a pas seulement la déception à l'égard du gouvernement, mais des gens qui ont décidé de s'organiser pour reconstruire avec nous ou en convergence avec nous et d'autres, les écologistes, une gauche digne de ce nom", a commenté Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, également présent. (De quoi est-il "digne" Laurent à part appeler à voter pour les candidats du PS au second tour des élections régionales en décembre prochain ? - LVOG)

"La diversité des forces à rassembler est réelle et il faut trouver un chemin de rassemblement qui respecte cette diversité. La création de NGS peut être utile à permettre l'engagement de nombreux déçus du socialisme dans ce chemin convergent", a-t-il ajouté. (Merci on savait depuis le milieu des années 20 que le PCF en faisait partie. - LVOG)

"On a un gouvernement qui est totalement macronisé", a renchéri Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble! (Front de gauche). "Avec une politique menée au nom de la gauche et qui est une politique de droite". leparisien.fr 04.10 (L'essentiel c'est de continuer à prétendre que le PS serait de gauche. D'ailleurs tous ceux qui s'y refusent se gardent une porte de sortie pour le soutenir le moment venu, nous ne sommes pas dupes. - LVOG)

Qui vous écoute, vous surveille... complote contre la démocratie.

- La loi sur le renseignement, une menace pour la liberté de la presse - latribune.fr

Selon l'Association de la presse judiciaire, les journalistes "pourront être victimes" d'écoutes téléphoniques ou de recueil en masse de données "sans même qu'ils en soient informés puisque par nature cette surveillance et ces captations sont secrètes".

Selon l'Association de la presse judiciaire (APJ), la loi sur le renseignement "porte atteinte aux droits et libertés des journalistes". Elle a saisi la justice européenne.

L'Association de la presse judiciaire (APJ) a annoncé samedi avoir saisi la justice européenne contre la loi controversée sur le renseignement, qui menace selon elle la liberté de la presse et le secret des sources. L'APJ "a déposé une requête devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)" contre la loi relative au renseignement, qui "porte atteinte aux droits et libertés des journalistes, dont le sacro-saint secret des sources", a indiqué l'association dans un communiqué sur son site.

Cette action intervient le jour même de l'entrée en vigueur de la loi, annoncée par François Hollande deux mois après les attentats de janvier qui ont fait 17 morts. Cette loi vise à encadrer l'activité des services spécialisés en leur donnant des moyens supplémentaires face aux nouvelles technologies ainsi qu'un cadre légal.

Mais pour l'APJ, "l'ingérence secrète que prépare le gouvernement, par le biais d'écoutes téléphoniques ou de recueil en masse de données, aura pour conséquence d'affecter le droit à l'information de notre société démocratique". En effet, les journalistes "pourront être victimes de ces violations sans même qu'ils en soient informés puisque par nature cette surveillance et ces captations sont secrètes", ajoute l'association.

Des techniques d'espionnage élargies

De la prévention d'attentats à l'espionnage économique, le texte définit un large éventail des missions des services de renseignement ainsi que le régime d'autorisation et de contrôle de techniques d'espionnage (écoutes, pose de caméra ou de logiciel-espion, installation chez les opérateurs de télécommunications de dispositifs pour collecter les données de connexion, etc.).

Fin juin, le Parlement avait adopté définitivement la loi à une large majorité gauche-droite, mais avec des voix dissidentes dans presque chaque groupe. Face à la controverse, François Hollande avait annoncé qu'il saisirait lui-même - fait inédit - le Conseil constitutionnel pour apporter la "garantie" que ce texte est "bien conforme" à la Constitution. "Malgré l'aval constitutionnel de la loi, l'APJ ne peut et ne doit rester inerte devant un tel projet gouvernemental, quels que soient les objectifs affichés", a pourtant indiqué le communiqué de l'APJ. latribune.fr 03.10

Dossier Syrie

Comment préparent-ils psychologiquement la population à un revirement de la position française sur la situation en Syrie.

- Syrie : 54% des Français pour une alliance avec Bachar al-Assad face à l'EI - Francetv info

- Le Caire soutient l'intervention russe en Syrie - LeMonde.fr

- Erdogan dénonce les frappes russes en Syrie - sahartv.ir

- Bachar al-Assad appelle les Occidentaux à soutenir l'armée russe Francetv info

Ce dimanche après-midi en tout cas, du président turc au Premier ministre britannique en passant par la chancelière allemande, ou encore Manuel Valls, tous ont réitéré leur refus de participer à l'opération russe, temps que Bachar al-Assad reste aux commandes. Francetv info 04.10

A part Valls, ils disent tout et son contraire à quelques jours d'intervalle...

La désinformation est permanente.

Francetv info - Les Occidentaux reprochent à la Russie d'avoir ciblé davantage les opposants au régime d'Assad plutôt que les islamistes

Reuters - La Russie a commencé mercredi dernier des frappes aériennes en Syrie contre des objectifs de la rébellion opposée à son allié, le président syrien Bachar al Assad.

- Pour Fabius, il faut "taper Daech" et "les groupes considérés comme terroristes" - AFP

Les frappes aériennes en Syrie doivent se concentrer sur le groupe Etat islamique (EI) et tous "les groupes considérés comme terroristes", dont Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, a affirmé lundi le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius.

Il faut "taper Daech (acronyme en arabe de l'EI) et les groupes considérés comme terroristes", notamment Al-Nosra, a-t-il déclaré sur la radio Europe 1. L'appel vendredi du président François Hollande à son homologue russe Vladimir Poutine à frapper "Daech et uniquement Daech" était "une formule rapide", a-t-il admis. AFP 04.10

A lire en se souvenant que Fabius avait déclaré en décembre 2012 qu'Al-Nosra "faisait du bon boulot"...

- Les dessous des bombardements russes en Syrie - voltairenet.org

Alors que la Douma délibérait de l'autorisation d'intervention aérienne russe en Syrie, le Web a été submergé par des photos et des vidéos des dégâts que l'aviation russe allait commettre contre des populations civiles.

Les bombardements n'ayant eu lieu qu'ultérieurement, ces photos et ces vidéos sont soit des éléments empruntés à d'autres contextes, soit des faux fabriqués pour l'occasion.

Cette campagne d'intoxication a été organisée par l'association Syria Civil Defense, désormais dénommée White Helmets. Basée en Turquie, elle déclare disposer d'environ 2 500 « volontaires » rémunérés, présents en Syrie aux côtés des « rebelles ». Elle tire ses revenus de dons anonymes, mais admet avoir été financée par les États-Unis, le Royaume-Uni et le « Conseil national syrien » (lui-même actuellement financé par le Qatar, la Turquie et la France). Il n'est pas possible d'identifier la ou lesquelles de ces composantes ont financé cette nouvelle opération.

Les White Helmets ont déjà produit des vidéos montrant des bombardements de l'Armée arabe syrienne avec des barils d'explosifs ; une intox largement relayée par l'OSDH et devenue parole d'Évangile malgré son absurdité : l'Armée arabe syrienne dispose de bombes russes autrement plus précises et n'a donc aucune raison de fabriquer de tels barils.

Le porte parolat du secrétaire général des Nations Unies, qui avait repris les allégations des White Helmets a présenté ses excuses à la Russie pour ne pas les avoir vérifiées.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a au contraire dénoncé des bombardements russes « qui frappent des résistants et des civils ».

Rappelons que les médias qui ont relayé cette propagande de guerre commettent un crime contre la paix au sens des résolutions pertinentes des Nations unies [1].

Le président Vladimir Poutine a dénoncé ces « attaques informationnelles ».

Les bombardements russes ont visé Al-Qaïda (Front Al-Nosra) et Ahrar Al-Sham (une organisation terroriste syrienne, fondée avant le début de la guerre en Syrie par des Frères musulmans dont certains étaient des cadres d'al-Qaïda). Ces deux organisations sont abondamment financées par trois États : la Turquie, l'Arabie saoudite et la France.

Il semble que ces cibles aient été choisies pour mettre en garde la Turquie et exiger le retrait immédiat de ses commandos du territoire syrien.

Le 23 septembre dernier, le président Recep Tayyip Erdogan s'était rendu à Moscou pour l'inauguration de la plus grande mosquée d'Europe. Il avait alors rencontré son homologue russe. De retour dans son pays, il avait déclaré que le départ du président el-Assad n'était plus un préalable au règlement de la crise syrienne, mais Moscou exigeait plus. La Russie a alors décerné des brevets de lutte anti-Daesh au PKK, laissant entendre qu'elle pourrait soutenir le parti kurde turc contre son gouvernement. voltairenet.org 02.10

[1] « Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre devront rendre des comptes », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 14 août 2011.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

- Portugal : le succès électoral très relatif de l'austérité - latribune.fr

La coalition au pouvoir arrive en tête, mais ne parvient pas à obtenir la majorité absolue et perd plus de 11,5 points par rapport à 2011. La gauche est majoritaire, mais divisée. La formation du futur gouvernement s'annonce difficile.

La coalition conservatrice au pouvoir au Portugal arrive en tête ce dimanche 4 octobre lors des élections générales, mais ne parvient pas à remporter la majorité absolue. L'alliance « Portugal à Frente » (PàF) du premier ministre Pedro Passos Coleho, qui regroupe les deux partis au pouvoir de centre-droit, le parti social-démocrate (PSD) et le centre démocrate social (CDS-PP), a obtenu 38,55 % des voix sur 99,23 % des voix décomptées. En sièges, alors qu'il reste 4 députés à élire sur 230, PàF obtient 104 députés à l'Assemblée de la République, le parlement unicaméral du Portugal, soit 12 sièges de moins que la majorité absolue. C'est un très bon score compte tenu de la politique d'austérité menée depuis 2011 par le gouvernement portugais, mais il convient de se souvenir que cette alliance électorale perd près 11,7 points et 22 députés par rapport à 2011 où elle avait été majoritaire dans le pays avec 50,4 % des voix et 132 sièges.

La gauche devant, mais divisée

La gauche, elle, cumule, tous partis confondus, 52,18 % des voix. C'est d'autant plus vrai si l'on ajoute les petits partis de gauche sans représentation parlementaires (PCTP maoïste ou Livre, avec près de 1,9 % des voix ensemble). La gauche obtiendrait aussi la majorité des sièges (122 sur 230). Mais elle est très divisée et ceci lui aura coûté beaucoup de sièges. Le parti socialiste (PS), le principal parti d'opposition du pays, n'est pas parvenu, avec son leader Antonio Costa, à s'imposer comme une vraie alternative. Il obtient 32,38 % des voix et 85 députés, ce qui est nettement plus qu'en 2011, lorsqu'il avait glané 28,1 % des voix et 74 sièges. Si ce n'est pas suffisant pour dépasser PàF, c'est une nette progression. La gauche radicale progresse également en passant de 13,1 % à 18,5 % des voix, mais elle est divisée. Le Bloc des Gauches, gauche radicale non communiste, est le grand vainqueur de la soirée en passant de 5,2 % et 8 députés en 2011 à 10,2 % et 19 députés en 2015. Parallèlement la CDU, l'alliance menée par les verts et le parti communiste, progresse aussi de 7,9 % et 16 députés à 8,3 % et 17 sièges. S'il n'a aucune mesure avec la réaction de certains autres pays, le Portugal a connu une poussée anti-austérité non négligeable (+ 5 points), si l'on prend en compte le fait que la gauche radicale était déjà en 2011 une des plus fortes d'Europe. A noter qu'un autre parti de gauche, le parti animaliste (PAN) obtient un siège et 1,4 % des voix.

Une « victoire » très relative pour la droite

Il n'y a donc pas réellement de « victoire » de la droite ce dimanche, mais une division de la gauche. Cette « victoire » du premier ministre sortant doit d'autant plus être relativisée que les Portugais se sont montrés particulièrement déçus par l'action politique elle-même. Cette désillusion se constate dans la progression de l'abstention qui passe de 42 % à 44 %, un record historique, tandis que les blancs et nuls restent à un niveau très élevé (3,75 % contre 4 % en 2011). En tout, la coalition

au pouvoir a perdu 650.000 voix en quatre ans (sur 99,23 % des bulletins décomptés). L'alliance PSD-CDS-PP ne parvient pas même à conserver les voix du seul PSD en 2011. Il ne peut donc être question de victoire. Du reste, la principale déception du premier ministre sortant sera de manquer la majorité absolue, malgré la constitution d'une coalition électorale bâtie pour cet objectif et un système électoral qui offre une nette prime au parti arrivé en tête. Là encore, ceci doit permettre de relativiser la victoire de la droite portugaise.

Quel gouvernement ?

La constitution du prochain gouvernement sera cependant une gageure. La gauche est majoritaire au parlement, mais sera-t-elle capable de constituer un gouvernement ? Sans doute pas. Le PS aura du mal à construire avec la gauche radicale une majorité alternative. Le BE et la CDU s'étaient dits ouverts à une telle alliance, mais avec des conditions qui risquent d'être difficiles à accepter pour le PS, notamment sur la dette et la trajectoire budgétaire. Ces deux thèmes risquent de heurter la sensibilité « européenne » du centre-gauche portugais. Et Pedro Passos Coelho sera appelé à tenter sa chance en premier. Faudra-t-il alors que le PS s'allie avec la droite pour « adoucir » la politique gouvernementale dans une « grande coalition » ? Mais comment s'allier avec un Pedro Passos Coelho qui s'est fait le champion de l'austérité ? Se contentera-t-il de « surveiller » un gouvernement de droite minoritaire et à sa merci ? C'est le pari du premier ministre sortant qui a déclaré que "plus de 70 % du parlement adhérent aux règles de base de l'Europe." Il va donc tenter de former un gouvernement minoritaire au nom de l'Europe. Mais sa position sera fragile et on ne peut pas exclure que les Portugais retournent aux urnes rapidement. Une chose est sûre : l'austérité a bien aussi déstabilisé politiquement le Portugal. latribune.fr 04.10

Comme quoi il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme dans le cadre des institutions nationales portugaises, qui plus est conforme aux besoins des travailleurs...

Haut de page

Le 6 octobre 2015

CAUSERIE

Juste un mot.

Je n'ai pas pu démarrer l'ordinateur avant cet après-midi. Beaucoup de sueur et de bricolage pour essayer de trouver d'où venait la panne, peut-être de l'alimentation ou de la sortie de la carte mère. A un moment donné, j'avais laissé l'interrupteur de l'alimentation sur "on" et quand j'ai branché le cordon d'alimentation, j'ai alors entendu un léger déclic qui ressemble à celui produit par une étincelle, j'ai appuyé sur le bouton principal et la machine est repartie ! Après je n'ai pas osé l'éteindre jusqu'à l'heure où j'écris ces lignes, il est 22h30. J'ai passé le reste de l'après-midi à finir de sauvegarder la presque totalité du disque dur sur des clés USB, parfois en double car une clé USB peut lâcher.

Si dans les jours qui viennent le portail n'était pas actualisé pendant plusieurs jours, cela signifierait que je suis vraiment en rade. Je basculerai alors sur le portable de secours, sauf qu'il est pratiquement vide et je devrais charger tous les logiciels qui me sont utiles en temps normal, bref, au moins une journée entière de boulot. Le problème, c'est que je ne peux me fier à aucun informaticien, et quant aux boîtes d'informatique, ce sont des truands ! Ils traitent le client comme de la merde, c'est juste une pompe à fric. L'informaticien que je connaissais a quitté Pondichéry. Il me dépannait, mais il avait été incapable de me donner de bons conseils, et chaque fois il foutait le bordel dans mes logiciels. Bref, quand tu as un problème, tu n'es pas dans la merde et c'est pour tout pareil, je ne vous raconte pas, c'est à devenir fou !

Pendant que je chargeais les clés USB, j'en ai profité pour préparer une causerie, en grande partie axée sur la Syrie qui nous tient particulièrement à coeur, quel acte de résistance héroïque, quel bel exemple pour tous les peuples ! Et dire qu'il y en a qui passe leur temps à le souiller...

Allez lire l'article qui figure dans le portail de La Commune, à la virgule près ils reproduisent la propagande de Washington, c'est terrible de tomber aussi bas. Je me demande ce que cela leur rapporte, je ne saisis pas. Les Américains avaient indiqué que les Russes avaient bombardé des zones occupées par des civils et fait de nombreuses victimes en produisant des images, avant même que les bombardiers et les chasseurs russes aient décollé, très fort n'est-ce pas ? Plus tard ils publieront un démenti, et l'ONU après que ces bombardement eurent lieu publieront un communiqué indiquant que seules des positions tenues par les barbares avaient été bombardées par les Russes, depuis l'affaire qui n'en était pas une s'est tassée. Ils vont nous rendre dingues, il faut être très vigilant pour s'y retrouver.

J'en profite pour rectifier une erreur de ma part. Je ne croyais pas trop à cette histoire de réchauffement climatique due à l'activité humaine, cela me semblait cousu de fil blanc, et en tombant il y a quelques jours seulement sur un excellent article dans

le portail suisse Arrêt sur Info, j'ai changé d'avis sur cette question, l'argument qui m'a convaincu, c'est que 97,5% des scientifiques qui l'ont étudiée sont parvenus à la même conclusion, qui plus est des scientifiques et chercheurs du monde entier, y compris des Russes et des Chinois qui n'ont pas spécialement intérêts à être d'accord avec leurs homologues occidentaux, surtout Américains.

En réalité je n'avais pas adopté de position définitive, je penchais pour un coup de bluff des occidentaux pour augmenter le coût de l'industrialisation des pays émergents et la ralentir.

A demain...

Haut de page

Le 7 octobre 2015

CAUSERIE

Par chance l'ordinateur a bien voulu démarrer ce matin...

La page d'accueil du portail a été visité 7345 fois en septembre, avec un pic de 407 visites le 28.

Le n°1 de La Tribune des Travailleurs a fait l'objet de 7.100 visites, par contre elle n'a été téléchargée que 273 fois, à croire que la plupart des militants n'ont pas vraiment remarqué de différence avec le supplément à FO magazine ou à La Vie ouvrière, entendez Informations ouvrières.

Si comme quelques camarades vous décidiez de me soutenir financièrement, hier un employé de la banque m'a fourni le code SWIFT (SYNBINBB031) pour réaliser un virement international, et le numéro de mon compte bancaire est 96012200027130, à l'ordre de Tardieu Jean-Claude, la banque (d'Etat) se nomme SyndicateBank, à Pondichéry, Inde. Sinon envoyer un chèque à l'ordre de ma mère Tardieu Lise, 26 rue Diderot, Rueil 92500.

On ne se refait pas.

Le groupe La Commune (ex et futur lambertistes) s'est faite un honneur de publier un article particulièrement infâme ou digne de la propagande états-unienne sur la situation en Syrie, dont nous reproduisons des extraits. Vous n'aurez pas de mal à en trouver la trame. L'intégralité figure dans leur portail.

Voilà enfin la preuve qu'Assad serait un épouvantable dictateur.

- Depuis ce jour de mars 2011 où la police de la ville de Doree au sud de Damas a torturé des gamins ayant gribouillé des inscriptions hostiles à Assad et après que le chef local de la milice du dictateur a dit aux parents : « Oubliez vos enfants, faites-en d'autres ! », le pays est à feu et à sang.

Une puissance en particulier aurait des intérêts dans la région, laquelle, mais la Russie voyons !

- La Syrie est devenue le terrain où chaque puissance régionale ou internationale avance ses pions avec l'intention d'étendre sa sphère d'influence et de se servir de la situation pour monnayer des contreparties (exemple : la Russie au détriment de l'Ukraine via la position de Poutine en Syrie, renforcée par les frappes aériennes récentes qui épargnent Daech).

Qui épargnerait Daech, Obama, Erdogan, Hollande, Cameron ? Non, devinez.

- Assad et Poutine épargnent Daech

Il y a aussi l'intensification de la guerre dans laquelle Assad épargne Daech et massacre les civils et les restes de l'opposition armée.

Si l'un de ces gouvernements, ou celui d'Obama, avait vraiment voulu éliminer Daech, il avait tout loisir de commencer par Assad qui a lâché sesarmes chimiques sur les habitants de Goutaa, à l'est de Damas en août 2013.

Ils ne diront pas qu'ils sont aussi armés par Assad !

- Les seuls à lutter contre Daech sont les Kurdes

Pourquoi la base navale russe de Tortus ne deviendrait-elle pas américaine, simple suggestion ?

- Tous les impérialistes seraient prêts à négocier un départ d'Assad tout en conservant les autres piliers du régime, « solution» qui vise au statu quo, confortable pour Poutine qui garderait ainsi la base navale de Tortus sur la façade méditerranéenne de la Syrie...

Il faut armer les "rebelles modérés". Tiens, on a déjà entendu cela quelque part... Ah oui à Washington !

- Que ceux qui luttent à la fois contre Assad et Daech aient le droit de se procurer tout l'armement nécessaire pour en finir !

Et pour finir le mythe du Printemps arabe à la sauce syrienne.

- Que ceux qui magouillent pour sauver Assad et (ou) son régime se souviennent que la chaîne révolutionnaire qui a secoué le joug des tyrans du Proche et Moyen Orient depuis 2011 n'est pas interrompue et que, si la Syrie est le territoire d'une guerre affreuse, c'est parce quel'élan révolutionnaire du peuple en 2011 n'a pas été soutenu par les vautours qui affichent leur prétendu attachement à la découverte à la démocratie et aux droits des peuples !

Mohand Kebaïli, le 21 septembre 2015

Sur notre portail nous avons mis en ligne plus de 12.000 articles en provenance de tous les continents et reflétant des courants de pensée très divers, mais jamais, ô jamais nous n'avons publié un article aussi abjecte, sauf peut-être parfois en le démontant au passage.

J'ai l'avantage sur ces gens-là d'avoir été lambertiste sans le savoir et d'avoir cessé de l'être très rapidement (au bout de 3 ans, il y a maintenant 34 ans), donc sans jamais l'avoir vraiment été, je laisse le soin aux militants d'en juger, sur pièces évidemment.

Après avoir privatisé les profits, pourquoi ne pas privatiser la démocratie ?

- La démocratie peut-elle encore résister à la crise ? - slate.fr

Grille de lecture.

A lire le titre le lecteur serait porté spontanément à croire que l'auteur de cet article serait un partisan de la démocratie, alors qu'il est le porte-parole de ses pires ennemis. En réalité sa conception de la démocratie se confond avec la dictature de l'oligarchie financière ou du marché.

On retrouve la rhétorique habituelle des néolibéraux qui appellent les peuples à se soumettre à l'ordre mondial que l'oligarchie financière est en train de leur imposer et contre lequel il serait inutile de tenter de résister.

Comment procède-t-il pour vendre sa propagande ? Il va opposer l'aspiration légitime du peuple à la liberté individuelle (liberté de chacun) et à la démocratie, qui serait menacée par nos droits ou acquis sociaux collectifs, les partis politiques, les institutions ou l'Etat, et non le marché auquel il adhère.

Dès lors, l'exercice qui consiste à appeler "le personnel politique" à faire preuve de "transparence" et de "vérité", aura pour seul objectif de conduire le lecteur à accepter le monde tel qu'il a été façonné par l'oligarchie financière, partant du postulat, selon lequel le cours qu'a emprunté l'économie mondiale depuis les années 90-2000 correspondrait à la "vérité" ayant une valeur absolue et éternelle, dans la mesure où il coïncidait avec "ce qui (était) souhaitable et ce qui (était) possible" et qu'il n'existait pas d'autre voie par laquelle elle aurait pu se développer.

En raccourci, le monde actuel financiarisé est la vérité, et tout ce qui entend le contester ou pire le renverser n'est que mensonge.

Parmi ces "vérités" figurent l'Euro, l'Europe, les entreprises, les banques et les marchés dont "la majorité des peuples ne voudra pas se couper" car ils sont les garants de leur bonheur (Une "France prospère, sans chômage, avec un avenir à offrir à ses enfants, avec une classe moyenne qui n'aurait pas de problème pour payer son loyer ou ses traites", sans "problèmes de cohabitation entre les communautés"), pour peu toutefois que "le personnel politique" qui gouverne alternativement conçoive que ces facteurs contribuent à "la façon de produire de la richesse" et qu'il serait dorénavant impossible de s'en passer, même s'ils comportent des "contraintes" auxquelles "nous n'échapperons pas", alors autant les adopter... plutôt que les combattre.

Il suggère à "la "majorité des peuples occidentaux" auquel il se substitue, de faire la part entre ce qui est "souhaitable et ce qui

est possible" et de faire preuve de cohérence pour ne retenir que ce qui serait possible, autrement dit ce qui leur est dicté par la classe dominante, et de se faire à l'idée que leurs besoins ou aspirations devrons demeurer dans le futur du domaine du "souhaitable" ou de l'utopie en les assimilant au passage aux "populismes et tous les extrémismes" que le lecteur est appelé à condamner, pour son bien puisque ce genre d'escrocs est naturellement rempli de bonnes intentions à son égard.

La démonstration des néolibéraux part du principe qu'ils ont gagné la guerre de classe et que leur ennemi ne peut que se soumettre à leur volonté.

Cela rejoint ce qu'on a pu lire dans différents articles, qui indiquaient justement qu'ils n'essayaient pas d'imposer leur idéologie monstrueuse par la force, car l'effet escompté s'estomperait au fil du temps ou une fois que la pression qu'ils imposaient à leur ennemi serait retombée d'un cran ou se ferait moins sentir avec le risque qu'il se rebelle à nouveau, alors qu'en recourant à la suggestion et à la persuasion ou pour être plus précis en faisant appel à un moyen plus pernicieux encore et plus efficace telles que l'auto-suggestion et à l'auto-persuasion, cet effet va s'inscruster profondémenent dans son cerveau et se traduira par un comportement qui participera à la modification de sa personnalité, de telle sorte que les personnes façonnées psychologiquement par cette idéologie finiront par s'identifier avec elle, au point d'en devenir autant de porte-parole au sein de toutes les couches de la société, et parvenu à ce stade de conditionnement il leur sera très difficile de se libérer de ce carcan qu'elles se seront imposées malgré elles ou inconsciemment, les plus faibles allant même jusquà se fanatiser, ce qui en feront éventuellement d'excellents candidats pour le fascisme.

Le néolibéralisme est une idéologie d'extrême droite pour en avoir déjà fait la preuve, dans le sens où elle a pour objectif de briser ou disloquer tous les rapports existant dans la société qui sont issus de la lutte des classes, et particulièrement ceux qui témoignaient un rapport de force favorable aux exploités et aux opprimés dans le passé, dont il reste des traces à travers nos acquis ou droits qu'il s'agit pour eux de liquider, d'où leur insistance à privilégier le présent quite à l'enjoliver, et la haine qu'ils vouent à tout ce qui a un rapport avec le passé qu'il faudrait bazarder car jugé archaïque ou dépassé, le présent présentant l'avantage d'être favorable à la classe dominante qui arbore pour cette raison un air triomphant et provocateur qu'elle appelle le peuple à partager avec elle, une manière comme une autre de répandre dans toute la société son venin mortel, la chasse aux péjugés qu'ils avaient précédemment inculqués au peuple en fait partie

On s'aperçoit ainsi qu'ils ne mènent pas seulement leur combat sur le plan politique, mais qu'ils recourent à une combinaison de moyens idéologiques et la psychologiques pour parvenir à leurs fins. Ils savent que ce sont les principales faibesses des hommes et ils en usent sans modération pour mieux les asservir.

Le néolibéralisme est farouchement antidialectique et antimatérialiste, dans la mesure où il nous invite à nous tourner uniquement vers le présent tel qu'il se présente à nous ou qui à lui-seul suffirait à interpréter le monde, ce qui présente l'avantage d'éliminer tous les facteurs qui n'y apparaîtraient pas clairement ou qui sont temporairement relayés au second rang en les occultant tout simplement, de sorte qu'ils en arrivent à la conclusion qu'il n'existerait aucune autre interprétation et voie pour assurer le développement de la civilisation humaine. D'où l'importance démesurée qu'ils accordent aux évènements immédiats auxquels chacun est sommé de réagir sur le champ (sous peine d'avoir un comportement suspect!), sachant que la dictature de l'immédiateté ne laisse place à aucune réflexion qui pourrait êre compromettante et à laquelle les réseaux dits sociaux servent de relais, ils ont été conçus spécialement à cet effet, sans toutefois pouvoir éviter que ceux qui s'en servent en fassent un autre usage.

Maintenant, si la dialectique et le matérialisme sont leurs ennemis, c'est parce qu'ils incarnent un processus historique qui les dépasse ou qu'ils ne peuvent pas totalement maîtriser, et qui à tout moment rique de les submerger ou d'emporter leur idéologie de pacotille, c'est aussi à l'opposé le facteur sur lequel repose le socialisme, d'où la nécessité de s'armer de la méthode du matérialisme dialectique pour interpréter la situation, la société et le monde dans lesquels nous vivons.

Toute chose ou situation ou encore rapport est le produit de contradictions qu'il faut tout d'abord apprendre à repérer ou faire ressortir, puis à exploiter pour avancer dans la direction dans laquelle on a décidé de s'orienter pour atteindre notre objectif.

De nos jours, on peut constater que peu de voix s'élèvent pour témoigner de ces contradictions de manière cohérente ou sérieuse, et qui plus est pour en tirer l'ultime conclusion qui s'impose, la nécessité de mettre un terme au capitalisme. Ils ne peuvent pas empêcher que ces voix existent et s'expriment, même si elles demeurent inaccessibles au plus grand nombre.

C'est aux militants ouvriers révolutionnaires de faire en sorte qu'elles se multiplient, car personne d'autres ne le fera à leur place. Cela fait partie intégrante de nos tâches politiques, au point qu'il est incevable d'intervenir dans la lutte des classes sans mener conjointement et systématiquement notre combat sur les plans idéologique et psychologique, contre tous les efforts que notre ennemi déploie et toutes les formes de conditionnement des consciences auxquelles il recourt en direction des travailleurs pour les corrompre et finalement les convaincre que toute résistance serait vaine. On ne peut pas concevoir lutter pour mobiliser et organiser les travailleurs, et laisser le champ libre à ceux qui s'emploient à saper nos efforts, à abaisser leur niveau de conscience afin de les détourner de la lutte des classes. Ce n'est pas une question de principe, cela tient de la logique la plus élémentaire, dès lors qu'on s'est fixé un objectif et qu'on s'y tient.

Slate.fr - En France, comme ailleurs, c’est le principe même de la démocratie qui est en danger. La question est de savoir

comment elle doit résister à la crise : protéger cet outil de liberté et de progrès et l'empêcher de craquer partout.

La démocratie ne fonctionne pas bien mais nous n'avons pas d'autres moyens sauver la liberté de chacun. Le fonctionnement de la démocratie est en difficulté dans la plupart des grands pays occidentaux qui sont inventeurs de ce système. Et ceux qui la défendent avec le plus de conviction sont parfois ceux qui la fissurent ou la mettent en risque. (Traduire : c'est le peuple sous l'effet des conséquences de la crise du capitalisme que la classe dominante lui impose qui en rejettant les partis institutionnels acquis au capitalisme met en danger la démocratie que ces partis incarnaient jusqu'à présent ou le marché de dupes avec lequel elle se confondait jusqu'à présent et qui fonctionne de moins en moins bien, ce dont l'auteur de l'article se désole. - LVOG)

Qui est responsable ? Les hommes politiques eux-mêmes, qui ont fait de la politique un travail, le système constitutionnel qui a tendance à nécroser le fonctionnement du pouvoir et empêcher l'équilibre pacifique entre le pouvoir politique et les contrepouvoirs. (Il exprime le regret que les "hommes politiques" du régime n'aient pas été capables jusqu'à maintenant de domestiquer toutes les composantes du mouvement ouvrier, ce qui est un leurre, sauf sous un régime fasciste ou les plus serviles sont intégrés à l'Etat et les plus rebelles éliminés et que les représentants de la classe dominante s'empresse de qualifier de démocratique, comme à Kiev par exemple. - LVOG)

Les explications sont nombreuses et résonnent allègrement dans les amphithéâtres de Sciences Po. (On sait désormais à qui s'adressait cet article, aux ratés dans son genre qui pourront sévir demain dans les partis de l'ordre ou les médias. - LVOG) Les diagnostics s'amoncellent aussi chez les libraires avec l'arrivée d'une moisson d'essais sérieux ou cyniques, partisans ou inquiétants par des personnalités de la société civile ou des intellectuels qui descendent dans l'arène pour alerter ou inquiéter les foules : Éric Zemmour, Alain Finkielkraut, Nicolas Hulot, Jacques Attali, Michel Onfray, Thomas Piketty, Bernard-Henri Lévy... (Que des individus particulièrement malfaisants d'extrême droite ou qui reprochent au gouvernement de ne pas savoir s'y prendre ou encore de manquer de courage pour imposer au prolétariat des mesures encore plus réactionnaires... que le marché réclame - LVOG)

A priori, ceux qui vendent des mauvaises nouvelles, des ruptures ou des retours sur le passé se vendent presque mieux que tous ceux qui essaient de semer des solutions et de l'espoir et font commerce de réalisme et de pragmatisme. (Entre deux impostures, c'est celle qui repose sur les conditions objectives auxquelles sont confrontées les classes moyennes qui l'emportent. Nous, nous les rejetons toutes les deux puisqu'elles servent les intérêts de la même classe, celle des capitalistes. - LVOG)

Les intellectuels et les chercheurs français sont partagés (On se doutait bien que les ouvriers et les employés ne se connectaient pas sur le portail Slate.fr ! - LVOG). Il y a ceux, nombreux, qui considèrent que le monde court à la catastrophe et qu'il faut faire machine arrière, et vite. C'était mieux avant ! Avant l'euro, avant l'Europe, avant les nouvelles technologies. On connait la chanson. (Et pourtant c'est vrai, puisque l'avènement de l'euro et de l'UE version maastrichienne devait correspondre avec la mise en oeuvre de mesures conduisant à une régression sociale généralisée et à la décomposition accélérée de la société. Et effectivement, les nouvelles technologies ont immédiatement été mise au service de cette noble cause, démocratique évidemment. - LVOG)

Et puis il y a ceux, moins nombreux mais tout aussi convaincants, qui pensent que l'on ne changera pas le monde mais qu'il faut épouser et accompagner les évolutions, les assumer et en tirer toutes les opportunités possibles. En chinois, la crise se traduit par "opportunité". (Une ode à l'opportuniste effrené, débridé ou ce qu'il peut y avoir de plus misérable en l'homme ainsi conduit à flatter ce qu'il y a de pire en lui. Quand on pense qu'ils en ont fait un objectif stratégique, il y a de quoi en être effrayé. - LVOG)

Le monde politique se partage aussi entre ces deux grandes familles. Les anciens et les modernes. (Traduire par anciens, ceux qui estiment que le progrès social doit être partagé, certes de manière très inégale et injuste, et par moderne, les ultra réactionnaires que sont les néolibéraux, l'avenir de l'humanité ! - LVOG) Et la ligne de partage passe au travers des grandes familles traditionnelles. La gauche est coupée en deux. La droite est coupée en deux. (Le néolibéralisme est destiné à broyer toutes les classes et couches de la société, hormis celles qui se situent tout en haut de la pyramide qui concenre le pouvoir économique et l'élite intellectuelle à son service. - LVOG)

Face à cette situation, le système démocratique est incapable de dégager des majorités fortes et responsables, capables de faire bouger les choses. La politique protège en permanence le statut quo en essayant, le moins possible, de bouleverser les situations acquises. Cette situation délétère, sans lignes directrices, a trouvé dans la mutation des structures économiques des raisons de s'enraciner. (Il est impossible de balayer d'un coup les rapports sociaux issus de la lutte des classes depuis deux siècles, sauf encore une fois en recourant au fascisme, à croire qu'il l'appelle de ses voeux, vous ne trouvez pas ? - LVOG)

La démocratie s'est révélée incapable de générer un pouvoir susceptible de dégager les moyens pour sortir de la crise. La raison en est simple.

Pendant un demi-siècle, de l'après-guerre à l'an 2000, la démocratie a fonctionné assez bien parce que la croissance économique permettait aux responsables politiques de délivrer les promesses qu'ils faisaient pour être élus. (C'est un raccourci qui évite de faire référence à la lutte des classes qu'il doit honnir, les fascistes aussi puisqu'ils l'abolissent brutalement. Encore ? - LVOG)

Pendant toute la IVe République, et pendant la Ve jusque dans les années 1990, les candidats au pouvoir présentait une offre politique qui correspondaient à la clientèle qu'ils voulaient séduire. Cette offre politique était faite de promesses, de cadeaux et de "toujours plus", pour reprendre le livre célèbre de François de Closet. (Non la lutte des classes n'est pas un "cadeau", pas plus que nos acquis ou droits, ce serait plutôt une pochette pleine de mauvaises surprises pour vous et vos maîtres quand de gré ou de force ils doivent partager leurs profits pour assurer la stabilité du régime ou prendre le risque de tout perdre.- LVOG)

A partir des années 1975/1980, les chocs pétroliers ont un peu changé les conditions d'exercice du pouvoir. Les prix de l'énergie ont cannibalisé le pouvoir d'achat, limer les moyens et rendus les promesses politiques plus difficiles à délivrer. D'autant que pendant les trente glorieuses, les responsables politiques ont mis en place un modèle social extrêmement généreux. Ils ont signé des "traites" sur le très long terme avec des systèmes de retraites ou d'allocations qui se sont révélés de plus en plus difficiles à rémunérer. (Voilà enfin l'ennemi débusqué, celui qu'il faut abattre... pour que vive la démocratie, entendez par là l'oligarchie. - LVOG)

A partir de l'an 2000, qui commence en 1980/90, le monde change. Les frontières s'effondrent, les hommes, les produits et les capitaux circulent librement ou presque. La mondialisation modifie la géographie des richesses et bouge les systèmes de production. L'économie se retrouve dans le cadre d'un système unique et mondial de fonctionnement : le système d'économie de marché. Dans ces années-là, la révolution technologique, mais pas seulement, va encore accélérer les changements.

Le résultat au niveau du management politique est très simple. Le cadre classique de l'Etat-Nation a été débordé par les effets de la mondialisation. En clair, une décision politique, prise à l'issue d'un processus démocratique légitime ne s'applique qu'à l'intérieur des frontières. Alors que la vie quotidienne d'un pays dépend à plus de 50% des échanges et des influences extérieurs. Le pouvoir politique ne peut plus s'exercer face aux marchés sauf à travailler avec les marchés. (Quel bonheur, les marchés ont vampirisé, puis conquis, corrompus, achetés le pouvoir politique ! Cela ne change rien à notre affaire : il ne reste plus qu'à le renverser par une révolution et renvoyer les marchés d'où ils viennent ! - LVOG)

Le monde politique se retrouve aujourd'hui sans argent pour honorer les promesses électorales, à l'image de François Hollande ou Alexis Tsipras. (C'est que quelqu'un a fait main basse sur le magot ! Quelle aubaine, ce sont les marchés qui détiennent dorénavant les clés du coffre-fort ! - LVOG) Les citoyens, les entreprises et les opinion publiques ont besoin de produits, de services, de partenaires qui sont étrangers au pays et sur lesquels les décisions politiques qui sont prises n'ont pas d'empruntes légales. (A croire que la France ne serait pas une puissance coloniale et qu'elle s'en serait passée depuis le XVIIIe siècle ! - LVOG)

Tous ceux qui, aujourd'hui, viennent nous dire que l'on peut se passer des autres, que c'était mieux hier, se trompent complètement. Nous ne pouvons pas nous passer de pétrole ni des produits fabriqués en Chine. Nous ne pouvons pas nous passer des 100 millions de touristes que nous recevons chaque année, nous ne pouvons pas nous passer de voyager. Et sur les 5 millions de Français qui se sont expatriés, beaucoup regrettent de ne pas avoir pu mener leur projets dans leur propre pays. Les riches partent parce que le poids de la fiscalité est trop élevé. (Les malheureux, ils n'ont cessé d'amasser des fortunes au cours des précédentes décennies, mais il est vrai qu'ils n'en ont jamais assez et qu'ils trouveront toujours de misérables larbins pour prendre leur défense. - LVOG)

Les jeunes diplômés partent parce qu'ils ne trouvent pas de boulot. Et dans ceux qui n'ont pas de diplômes, beaucoup tournent en rond dans leur village parce que l'écosystème n'est pas en mesure d'attirer de nouvelles usines pour remplacer celles qui ont été délocalisées.

La France fabrique des fonctionnaires pour faire tourner l'appareil d'Etat, les collectivités locales et l'hôpital. La France fabrique des chômeurs, exporte des BAC+7 et importe des BAC-5 qu'elle ne réussit pas à intégrer. Kafkaïen ! Depuis 1990, la France a été incapable de s'adapter à la mondialisation, à l'économie de marché et au progrès technologique. (Bref, le système économique est à bout de souffle ! Tout cela pour en arriver là. - LVOG)

En bref, la classe politique a été incapable de formater un système de production performant et capable de financer le développement de ce pays, d'affronter la compétitivité et le monde tel qu'il est. (Et comme tous les pays en sont au même point avec leur lot de chômeurs, de diplômés qui ne trouvent pas de travail, cela confirme qu'il faut changer de mode de production. - LVOG)

Aucun responsable politique n'a eu assez de courage ou de force pour imposer des réformes structurelles qui s'imposaient. Aucun n'a su faire la pédagogie de ces réformes qui auraient donné du grain à moudre à toute la société. (Aux riches qui seraient devenus plus riches surtout. - LVOG)

La société s'est figée dans des problèmes sociétaux ou d'identité. Elle s'est fracturée dans des polémiques graves mais négatives sur la protection de ses valeurs. Et pendant ce temps, elle s'est calfeutrée dans ses avantages acquis. (Ah quelle saloperie, la précarité et la pauvreté de masse c'est quand même mieux ! - LVOG)

Imaginez une France prospère, sans chômage, avec une classe moyenne qui n'aurait pas de problème pour payer son loyer ou ses traites. Imaginez une France avec un avenir à offrir à ses enfants. Dans cette France-là, les problèmes de cohabitation entre

les communautés ne seraient pas aussi brulants et les questions d'identité et de valeurs ne feraient évidemment pas le jeu quotidien des banlieues. (Il feint d'ignorer qu'elles ont été instrumentalisées parce que le régime n'était plus en mesure de satisfaire les besoins élémentaires de la population pour tenter de faire passer les mesures structurelles qu'il appelle de ses voeux. - LVOG)

La démocratie ne pourra évidement survivre que si le personnel politique arrête de mentir sur la situation économique, sur la façon de produire de la richesse, sur les contraintes qui sont les nôtres et auxquelles, quoi que l'on fasse, nous n'échapperons pas. (Contraintes pour les uns, pour ceux qui produisent les richesses, et liberté pour les autres, ceux qui les accaparent. - LVOG)

Les scénarios de rupture qui nous sont proposés, à droite comme à gauche, sont inapplicables. Ils font rêver un moment mais l'opinion publique n'en veut pas. En Grèce, en Espagne, et sans doute en France, la majorité des peuples ne voudra pas se couper de l'Euro, de l'Europe, des entreprises, des banques et des marchés. La majorité des peuples ne voudra plus jamais refermer les frontières. (Lesquelles, ici elles sont fermées, sont pour les nantis. - LVOG)

En revanche, la majorité des peuples occidentaux ne veut sans doute plus qu'on lui raconte des histoires. (Surtout les vötres ! - LVOG) Ils veulent les vrais chiffres, les faits réels et surtout la cohérence entre ce qui est souhaitable et ce qui est possible. (Qui détermine ce qui est souhaitable ou possible et pour qui ? Ceux qui sont destinés à en profiter, donc pas la majorité des peuples puisqu'ils ne détiennent aucun pouvoir. - LVOG) Si l'offre politique moderne ne passe pas par la transparence et par la vérité, elle ouvre la voie à tous les populismes et tous les extrémismes. C'est-à-dire que l'on va accélérer, une fois encore, le risque d'étouffer la démocratie. slate.fr 03.10 (Vous ne pouvez pas espérer un avenir meilleur que celui que l'on vous a réservé, voilà la vérité à laquelle vous devez vous faire sous peine qu'il soit pire encore. Peuple de serfs, rendez-vous, soumettez-vous et soyez heureux ! - LVOG

Quand l'ONU se met à l'heure du réformisme.

- «Dire que les Etats sont surendettés, c'est un argument purement idéologique» - liberation.fr

Selon le dernier rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, un ralentissement de l'économie ne pourra être évité si les pays riches continuent de faire de l'austérité budgétaire.

Selon le dernier Rapport sur le commerce et le développement 2015, publié ce mardi soir par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced ou Unctad en anglais), les pays riches doivent, pour relancer leur économie, stimuler la demande, d'une faiblesse chronique, en augmentant les dépenses publiques et en relevant les salaires. Les experts de la Cnuced estiment que les pays développés ne sont pas, comme l'affirment nombre d'économistes, dans une «phase de stagnation séculaire». Ils assurent que les pays riches ont globalement négligé le rôle de la diminution de la part salariale et du creusement des inégalités dans la contraction de la demande et de l'investissement privé. Alfredo Calcagno est responsable de la division macroéconomie et développement de l'agence onusienne. Dans un entretien à Libération, il estime que seuls les Etats peuvent relancer l'économie mondiale. Et ce malgré le niveau des dettes publiques qui affectent la plupart des budgets nationaux.

Comment se porte l'économie mondiale?

Plutôt mal. Son taux de croissance ne devrait pas dépasser les 2,4% cette année. Nous sommes bien loin des 4% d'avant la crise de 2008. Les politiques monétaires accommodantes adoptées par la plupart des grandes banques centrales restent inopérantes. Pire encore, les décideurs de la plupart des pays riches restent convaincus qu'il faut poursuivre des politiques de restrictions budgétaires. Sans compter que les salaires ont baissé en moyenne de 10% dans l'ensemble des pays dits développés.

Ce serait la conjugaison de ces trois facteurs qui explique donc la faiblesse de la croissance mondiale?

Oui, essentiellement. Mais cette faiblesse reflète surtout une demande globale atone. La plupart des pays se sont enfermés dans un cadre de raisonnement qui a impliqué l'adoption de politiques économiques inefficaces. Autrement dit, que ce soit en Europe ou ailleurs, nous voyons que la majorité des dirigeants politiques ont tenté de compenser l'insuffisance de leur demande intérieure en misant sur les marchés extérieurs. Or, cette tentative de reconquête d'une croissance interne par le biais des exportations peut fonctionner pour un pays, ou même un petit nombre de pays, et cela à condition que d'autres augmentent leur demande. Mais ce n'est pas la réalité. Nous nous retrouvons dans une inconsistance globale car tout le monde freine en même temps.

Pourquoi estimez-vous que l'instabilité financière ne cesse de prendre de l'ampleur?

Au lendemain de la crise, en 2008 et 2009, la plupart des pays ont adopté des politiques budgétaires expansionnistes. Il s'agissait alors de tout faire pour éviter un emballement de la crise. Et de tout faire pour soutenir l'activité économique. On connaît la suite. A peine étaient-ils rassurés par l'accalmie de la crise financière que la plupart des pays développés se sont lancés dans des politiques d'austérité budgétaires. Un peu plus tard, ce sont les politiques monétaires qui prenaient la relève. Mais dès le début de cette prétendue thérapie, nous avons mis en garde contre les dangers de ces politiques monétaires qualifiées d'accommodantes.

Pourquoi ?

Pour la simple raison qu'une politique monétaire ne suffit pas, à elle seule, à sortir une économie de la dépression. Même si les taux d'intérêt des banques centrales restent bas et la quantité de monnaie mise à la disposition des banques commerciale augmente, ces dernières refusent de prêter. Et pour cause : la plupart en profitent pour diminuer le niveau de leur risque financier. Le problème c'est qu'en face de ces banques, nous avons aussi des entreprises et des ménages qui ne veulent pas s'endetter davantage. Nous savons que l'émission de monnaie des banques centrales, tant en Europe, au Japon, qu'aux Etats-Unis a été multiplié par deux ou trois. Et pourtant, l'encéphalogramme de l'économie réelle reste désespérément plat. Elles ont beau déverser des tonnes de monnaies dans les rouages des banques, il ne se passe rien. Ou si peu...

Il n'y a donc pas eu de transmission de la politique monétaire à l'économie réelle...

Exactement. Les banques centrales ont déversé des centaines de milliards d'euros ou de dollars pour des résultats, en termes de croissance, insignifiants. Les effets de ces politiques monétaires sont d'autant plus préoccupants qu'ils n'ont cessé de déstabiliser le système financier international.

Comment?

D'une façon assez simple. Il y a une forte corrélation entre la largesse des politiques monétaires pratiquées par les grandes banques centrales et l'envolée des indices boursiers. Les indices des grandes places financières se sont déconnectés de la réalité économique. Ce n'est pas une première. Nous n'avons pas tiré les leçons des excès d'une dérive de la financiarisation de l'économie mondiale. De la même manière nous voyons à quel point les pays en développement et les pays émergents sont liés aux politiques monétaires des banques centrales, notamment de la Fed aux Etats-Unis. En clair, l'argent de la Fed a pris le chemin des pays émergents au point d'apprécier leur monnaie. L'ennui, c'est qu'au moindre retournement, comme une possible hausse des taux aux Etats-Unis, se traduit par une fragilisation de ces économies.

Que fallait-il faire?

Augmenter les dépenses budgétaires, et ce d'abord dans les pays riches. N'en déplaise à ceux qui ne cessent de nous affirmer le contraire. Même le FMI en convient désormais, le multiplicateur budgétaire est très élevé. En clair, augmenter les dépenses publiques d'un euro se traduit par une hausse du PIB de près de 1,5 euro. Et c'est ce mécanisme d'augmentation de la demande publique qui permet de relancer la demande et, in fine, d'augmenter les recettes fiscales, permettant ainsi d'honorer le remboursement des dettes publiques. De plus, une coordination des politiques favorables à la hausse des revenus entraînerait une augmentation de la demande, créerait des débouchés pour les investissements privés et aurait des retombées plus larges...

Mais quel pays pourrait se permettre une telle politique de relance keynésienne vu les niveaux d'endettement de la plupart des Etats?

L'argument qu'on nous oppose est toujours le même: "les Etats sont surendettés, ils n'ont plus la moindre marge d'endettement". Ceux qui nous rebattent les oreilles avec ce genre d'argument purement idéologique oublient une chose. A côté des Etats, certes endettés, les ménages le sont tout autant. Idem pour les entreprises. Dans une telle situation d'endettement généralisé, qui d'autre que les Etats pourrait jouer le rôle de moteur de la relance? Une nouvelle impulsion de relance doit être pilotée par les Etats. Il y a un déficit de demande au niveau mondial. On ne peut pas faire comme si le monde n'avait pas besoin de construire de nouvelles infrastructures. En outre, comment imaginer que l'on puisse réellement basculer dans une économie décarbonée sans que les Etats n'aient un rôle moteur sur le plan financier. Tout est question de choix. Tout dépendra du choix des investissements publics. Ceux qui nous disent qu'il existe un horizon indépassable en termes de pourcentage d'endettement public se trompent. L'histoire nous prouve le contraire. Et faut-il rappeler qu'un Etat n'est pas un ménage? Il faut penser l'investissement public dans son double rôle d'offre et de demande.

C'est-à-dire?

Lorsqu'on investit, on crée de la demande et, en même temps, on augmente les capacités d'offre tout en restructurant les économies et en faisant des changements qualitatifs. L'endettement public n'empêche pas les réformes de structure qui sont nécessaires. Malgré les taux d'endettement relativement importants des Etats, il est encore possible de jouer sur le levier de la dette à condition que l'allocation des investissements publics se fasse sur des secteurs d'avenir. Et encore une fois, la transition énergétique est de ce point de vue formidable car elle ne se limite pas au simple financement des éoliennes. Certes, l'endettement public serait augmenté dans un premier temps. Mais il faut raisonner de manière dynamique et imaginer ce que pourrait générer une relance publique via des secteurs d'avenir. Retrouver une croissance c'est se donner la possibilité de se désendetter.

Les dettes publiques sont pourtant considérées comme de plus en plus insoutenables...

Ce qui fait l'insoutenabilité des dettes, c'est le manque de croissance et non pas un quelconque niveau de pourcentage de dette. Il faut penser la dette publique non pas avec un chiffre magique du genre "on peut pas dépasser 90% de la dette par ce qu'ensuite c'est l'apocalypse économique"… Ce qui nous faut maintenant, c'est un déclencheur. Et ce déclencheur, ce sont les Etats. liberation.fr 06.10

En gros, la dette des Etats ou la rente des banquiers continuerait de croître, jusque là tout va bien, et momentanément ils augmenteraient les salaires pendant qu'ils en profiteraient pour mener les réformes de structures qu'ils n'ont pas pu mener à bien jusqu'à présent, c'est presque inespéré, tandis que le chômage baisserait légèrement avec en prime des emplois précarisés sur la base de l'ANI, le patronat ne réclame pas mieux.

Et l'impôt sur les bénéfices des entreprises, on n'y touche pas. Et l'optimisation fiscale, on n'y touche pas.

Il ne resterait plus à la Fed de remonter ces taux pour que l'inflation grignote ou annule de fait les augmentations de salaires et le tour serait joué. Que resterait-il de ce mécano bancal ? Les réformes de structures adoptées en toute hâte avant que le soufflé ne retombe et des emplois jetables à la première occasion, sans oublier la dette publique qui aurait gonflé au point de justfier de nouvelles contre-réformes et ainsi de suite.

ACTUALITE EN TITRES

Social

C'est la direction d'Air France et le gouvernement qui en portent la responsabilité.

- Air France: poussée de violence après l'annonce de 2.900 postes menacés - AFP

- Soutien (presque) unanime à la direction d'Air France - Le Huffington Post

- La majorité des syndicats en appellent au gouvernement - 20minutes.fr

A notre bourreau ! Pas étonnant de la part de provocateurs professionnels et de vendus.

Autres infos.

- Grève des éboueurs à Paris: Retour à la normale de la collecte des ordures - 20minutes.fr

- La grève des médecins prend de l'ampleur - AFP

Le patronat complice de l'idéologie wahhabite.

- Islam : prier au travail, une revendication plus importante que le port du voile - Liberation.fr

Gageons qu'ils prient pour la prospérité de l'entreprise qui les emploient et que leur patron ait une bonne santé, afin qu'il puisse continuer de les exploiter et de s'enrichir sur leur dos...

Intox

- Économie : vers la fin de l'évasion fiscale des grands groupes ? - Francetv info

Maintenant qu'ils se sont enrichis considérablement, d'une part il ne faudrait pas que de nouvelles multinationales en profitent et les imitent, d'autre part ils ont acquis une telle puissance qu'ils sont en mesure de dicter leur loi au secteur d'activité qu'ils représentent.

- Transfert de données personnelles vers les USA : vous pouvez désormais porter plainte - Francetv info

Cela n'engage à rien ! Comment le savoir ? Contre qui porter plainte ?

- Réfugiés: l'UE cherche, difficilement, un "contrat de confiance" avec la Turquie - AFP

- Les Européens cherchent l'aide de la Turquie pour endiguer le flot de réfugiés - LeFigaro.fr

Si vous reliez le 11 septembre 2001, les invasions et/ou bombardements de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie sans oublier Gaza, la partition du Soudan, les "Printemps arabes", les provocations armées des takfiris en Syrie en 2011, divers attentats attribués à Al-Qaïda un peu partout dans le monde, Charlie et le 11 janvier 2015, la photo du gosse syrien retrouvé noyé sur une plage turque, l'exode massif de réfugiés syriens depuis un mois, chaque fois vous remonterez aux mêmes commanditaires et à ceux qui ont profité de ces évènements, les mêmes.

- L'US Army admet avoir bombardé par erreur l'hôpital MSF à Kunduz - Reuters

- Le Pentagone "regrette profondément" la mort de 22 personnes dans un hôpital afghan de MSF - AFP

- Le bombardement de l'hôpital de Kunduz met en lumière l'hypocrisie des frappes étasuniennes - moonofalabama.org - legrandsoir.info - 04.10

Kaboul, le 3 octobre 2015 : A 2h10 heure locale, samedi 3 octobre, le centre de traumatologie de Médecins Sans Frontières (MSF) à Kunduz a été bombardé à plusieurs reprises de manière continue et a été très gravement endommagé.

Depuis que les combats ont éclaté lundi, MSF a soigné 394 blessés. Lorsque l'attaque aérienne a eu lieu ce matin, il y avait 105 patients et leur personnel soignant ainsi que plus de 80 membres du personnel international et national de MSF présents sur les lieux.

MSF cachait des « terroristes » : voilà ce que prétendent les officiels. Les gens de l'hôpital étaient « des individus qui menaçaient la force (la coalition, ndt) », affirme l'armée américaine.

Une vidéo prise après les événements montre que la clinique de MSF est un seul, grand bâtiment avec une grande cour entourée par un mur. Elle n'a pas été bombardée accidentellement, par une « bombe non guidée », elle a été frappée exprès par de nombreuses bombes « intelligentes ».

MSF International @MSF

Toutes les camps du conflit, y compris Kaboul et Washington, avaient été informés et ils connaissaient les coordonnées GPS précis de nos installations dans #Kunduz

MSF International @MSF

L'emplacement précis de notre hôpital #Kunduz communiqué à tous les camps à plusieurs reprises au cours des mois passés, y compris le 29/9

MSF International @MSF

Les bombardements se sont poursuivis pendant 30 minutes après que les responsables militaires américains et afghans à Kaboul et Washington aient été informés de la proximité de l'hôpital.

Le nombre total de morts augmente d'heure en heure et certains affirment qu'il s'élèvera à plus de 50 personnes.

Pendant ce temps, les États-Unis et les Saoudiens se disputent pour savoir lequel d'entre eux est responsable d'avoir ciblé un mariage au Yémen dans une attaque aérienne qui a fait plus de 130 morts. moonofalabama.org

La tribune enivrante des médias aux ordres.

- Mélenchon défend le vin comme "produit de civilisation" aux sources de la lutte sociale - AFP

A défaut de combattre le régime il s'approprie tous les symboles de la lutte passée du prolétariat qui lui serviront de caution pour continuer sa sale besogne.

Guerre idéologique.

Le mal est partout, le mâle doit disparaître ou retour à l'époque antérieure au paléolithique.

- Maman cuisine, papa bricole : du sexisme dans les manuels de CP - LeFigaro.fr

A quoi s'en prennent-ils, sinon à la division du travail qui a été établie voilà des lustres entre les hommes et les femmes, et qui fut une source de progrès social pour l'humanité. Sauf que de nos jours il n'est plus question que de régression sociale généralisée, aussi ont-ils décrété que tous les rapports établis entre les sexes devaient être chamboulés de manière autoritaire.

J'écris cela en me marrant car personnellement je ne suis pas vraiment concerné. C'est ma compagne qui travaille et c'est moi qui reste à la maison, mieux, c'est moi qui me tape les tâches ménagères dont la cuisine... au risque de me féminiser, non là je déconne, je laisse cela à l'extrême gauche décomposée et impuissante.

En Inde, c'est interdit tout court, y compris de se tenir par la main dans la rue.

- En Indonésie, s'embrasser après 21 heures est désormais interdit par la loi - LeFigaro.fr

Ah ces peuples arriérées, décidément ils sont la lie de l'humanité ! Ce sont eux qui sont responsables de l'état détestable du monde, et qui plus est ce sont des musulmans, quel horreur !

La loi en Inde, c'est qu'un homme n'a pas le droit de toucher une femme en public, même entre époux. Des jeunes passent outre discrètement au risque parfois de se faire lyncher.

Dossier sur la Syrie et l'Irak

- Syrie: Washington avoue qu'il n'y a que des terroristes dans la zone d'action russe - sputniknews.com

Selon l'État-major américain, « il n'y a personne, sauf les terroristes » dans la zone d'action de l'aviation russe en Syrie, a annoncé le chef adjoint de l'Etat-major général des forces armées russes Andreï Kartapolov.

Le militaire a également ajouté que l'attaché militaire américain en Irak avait été l'un des premiers informés du début de frappes aériennes russes. Moscou a demandé de retirer du territoire des opérations militaires en Syrie tous les instructeurs, les conseillers et les employés payés par l'argent du contribuable américain, et d'arrêter les vols américains.

Les frappes aériennes russes ciblent les sites militaires, les centres de communication, les transports, ainsi que les stocks d'armes, de munitions et de combustibles appartenant à l'EI. Les cibles sont déterminées sur la base des données fournies par les services de renseignement russes et syriens, notamment par la reconnaissance aérienne. sputniknews.com - arretsurinfo.ch 03.10

- Les divergences internes frappent les daechistes - sahartv.ir

Les sources bien informées font part des divergences internes au sein du groupe terroriste Daech.

La poursuite des opérations militaires de l'armée irakienne épaulée par les forces populaires, l'entrée sur la scène de la Russie et les échecs successifs du groupe terroriste ont poussé finalement les dirigeants daechistes à limoger Abubakr al-Bagdadi et donner ses pouvoirs à un conseil consultatif. Al-Bagdadi a réagi à cette démarche et il a ordonné l'exécution de certains chefs terroristes. Résultat : une divergence parmi les daechistes.

Les éléments terroristes devront désormais s'affronter les uns aux autres que ce soit en Syrie ou en Irak. La possession des gisements de pétrole et les trésors nationaux de la Syrie et de l'Irak constituent une autre raison des conflits internes dans les rangs des daechistes. sahartv.ir 05.10

- La Russie respecte les frontières de la Turquie - sahartv.ir

« La Russie a contacté la Turquie via les canaux diplomatiques et lui a promis de respecter ses frontières », a déclaré le Premier ministre turc. « Moscou nous a annoncé que la violation de l'espace aérien turc par un chasseur russe n'était qu'une erreur qui ne se produira plus », a déclaré Ahmed Davutoglu, Premier ministre turc. « Nous avons contacté la Russie via les canaux diplomatiques et Moscou nous a promis de respecter nos frontières. Cet incident relève d'un malentendu et il n'aura plus lieu », a précisé Davutoglu. sahartv.ir 05.10

- L'Otan et les Etats-Unis condamnent l'incursion russe en Turquie - Reuters

- La Russie part en campagne pour écraser les Forces d'Al-Qaïda de la CIA - moonofalabama.org - arretsurinfo.ch

Avec quelques 125 frappes en trois jours, la campagne de bombardements russe poursuit sa progression. Les médias américains sont maintenant obsédés par l'idée que la Russie utilise peut-être des bombes « muettes » au lieu des « bombes barils » syriennes. C'est leur nouveau thème de propagande. Mais les vidéos de la base aérienne russe montrent qu'au moins une partie des avions sont armés de bombes KAB-500S-E guidées par satellite (GLONAST) qui sont des bombes «intelligentes» très précises. (D'autres photos et vidéos de la base aérienne russe montrent que la base est très confortable avec ses quartiers climatisées, sa tente mess, ses Gulaschkanonen (cuisines roulantes, ndt), sa boulangerie, sa blanchisserie etc. Cette base n'est pas une installation temporaire improvisée.)

De plus, en quoi est-il plus humain de tuer les gens avec une bombe précise qu'avec une «bombe stupide» ou une «bombe baril » ? Gaza a été bombardée par les Israéliens avec des bombes intelligentes (made in USA). Cela n'a pas conduit à moins de destructions ou de tueries. La bombe saoudienne (made in USA) qui vient d'être larguée sur un mariage au Yémen en assassinant 130 personnes, était aussi une bombe «intelligente» et elle est tombée exactement là où on voulait qu'elle tombe.

La plupart du temps, les Russes ont bombardé, comme je l'ai décrit plus tôt, le couloir qui mène à la frontière turque et qui est aux mains d'al-Qaïda, d'Ahrar Al Shams et des mercenaires de la CIA. Ils ont également bombardé Raqqa, la capitale syrienne de l'État islamique, et tué une douzaine de combattants. En réponse, l'État islamique a annulé la prière du vendredi à Raqqa, craignant apparemment que toute l'assemblée des combattants ne soit bombardée.

Amusant. Les États-Unis ont affirmé pendant toute l'année dernière qu'ils bombardaient sérieusement l'État islamique. Mais les prières du vendredi n'avaient jamais été annulées auparavant. Peut-on en conclure que l'État islamique ne croyait pas ce que disaient les États-Unis, mais craint maintenant que les Russes ne fassent réellement ce qu'ils disent ?

L'armée de l'air syrienne s'était abstenue de larguer des bombes près de la frontière turque, craignant, à juste titre, que la Turquie n'abatte un avion syrien. Mais la Russie peut maintenant le faire. Le bombardement au sol est maintenant réalisé par des avions d'attaque au sol construits pour ça, les Su-24, Su-25 et Su-34 et qui sont couverts par des avions de chasse Su-30M armés de missiles R-27 air-air de moyenne à longue portée, extrêmement véloces qui volent au-dessus d'eux. Ils abattraient tout avion turc qui tenterait d'attaquer les bombardiers russes. C'est juste pour être sûr qu'il ne vienne pas une idée idiote à M. Erdogan.

La campagne aérienne est également bien coordonnée avec les forces gouvernementales syriennes sur le terrain. Voilà un extrait d'un article payant du Wall Street Journal :

[D]es milliers de rebelles se sont regroupés dans plusieurs enclaves au nord de Homs, dans des villes comme al-Rastan et Talbiseh. Des avions de guerre russes ont frappé des cibles civiles et militaires dans ces deux villes et dans cinq villages environnants, a déclaré Rashid al-Hourani, un officier de l'armée syrienne de la région qui a fait défection aux rebelles en 2012.

Il a déclaré que les frappes aériennes avaient été suivies d'un barrage de tirs d'artillerie à partir de plusieurs positions proches où des milices chiites et alaouites pro-régime ainsi qu'un groupe soutenu par l'Iran connu sous le nom de Brigade Ridha, s'étaient massées au cours des derniers jours.

L'armée syrienne va bientôt attaquer en coordination avec l'armée de l'air russe et va essayer de reprendre le nord du territoire, le long de l'autoroute M4 et M5. Cela permettrait de lancer une attaque plus large jusqu'à la frontière turque. Des renforts de troupes au sol en provenance d'Iran, d'Irak et du Hezbollah sont en chemin ou déjà arrivés. Nous assistons à la préparation d'une bataille plus importante.

Le Guardian lance la rumeur que les Etats du Golfe vont contrecarrer le mouvement russe en fournissant davantage d'armes:

Le mouvement de la Russie risque clairement d'être contrecarré par les pays qui soutiennent les rebelles. Selon un analyste indépendant, cette tentative aurait peut-être déjà commencé, avec les Qataris qui envoient — avec l'accord de l'Arabie saoudite — des avions remplis d'armes à des bases aériennes turques. « Je m'attends à un énorme afflux d'armes dans le nord pour tenter d'enrayer toute attaque terrestre du régime », a déclaré l'analyste.

« Les enjeux sont très élevés. »

Et les avions russes volent très haut. La plupart volent habituellement au-dessus de 5000 mètres et aucun missile de défense aérienne portatif (MANPAD) ne peut les atteindre. Les gens qui sont bombardés ne voient, ni n'entendent même pas les avions qui arrivent. Cela va changer avec les attaques de l'armée syrienne, et un soutien au sol plus direct sera nécessaire, mais les avions qui seront alors utilisés sont des Su-25 et Su-34 construits à cet effet et qui ont des cockpits blindés.

La base aérienne russe est protégée par une défense aérienne moderne installée au sol et sur les navires russes qui se trouvent dans la mer toute proche. Elle est protégée sur le terrain par environ 1250 marines russes. Elle contiendrait des munitions et autres fournitures pour au moins trois mois. Personne ne risque de prendre cette base et la campagne de la Russie à la légère. Pour s'y attaquer, il faudrait des forces très importantes et cela entraînerait presque inévitablement une guerre plus large avec la Russie qui est une superpuissance nucléaire. La Syrie est la sœur de la Russie (vidéo) et elle sera défendue.

L'administration Obama a donc décidé qu'elle n'interférerait pas avec les attaques russes contre les mercenaires de la CIA et leurs frères d'armes d'al-Qaïda. On trouve bien quelques déclarations inquiètes et provocatrices mais c'est juste des rodomontades.

Mais les candidates pour les prochaines élections présidentielles ne sont pas aussi avisées. Toutes les deux, Hillary Clinton et Carly Fiorina, ont appelé à la création pas les Etats-Unis d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie du Nord ce qui engendrerait évidemment une guerre avec la Russie et de ses alliés. Ces deux femmes veulent attaquer les forces russes pour défendre Al-Qaïda !

Note: Le pays qui doit décider qui vole ou non sur la Syrie est la Russie. Chers électeurs américains, s'il vous plaît ne laissez plus jamais ces maniaques s'approcher du pouvoir.

Les mercenaires de la CIA en Syrie – 10 000 hommes entraînés, armés et payés grâce à un programme secret – coopèrent directement avec al-Qaïda et les terroristes du genre d'Ahrar Al Shams. Le NYT le reconnaît enfin dans ces deux articles aujourd'hui. Le premier dit:

Les combattants avançant sur ce front [nord] ne venaient pas de l'Etat islamique, mais de l'armée de conquête, un groupe qui comprend une filiale d'Al-Qaïda connue sous le nom de Front Nusra et d'autres groupes islamistes, ainsi que plusieurs groupes plus laïques qui ont été secrètement armés et entraînés par les États-Unis.

Le second article est consacré à l'armée de conquête:

L'alliance se compose d'un certain nombre de factions souvent islamistes, dont le Front Nusra, la filiale syrienne d'Al-Qaïda; Ahrar al-Sham, un autre grand groupe; et les factions rebelles plus modérées qui ont reçu en secret des armes des services de renseignement des États-Unis et de leurs alliés.

Les groupes qui se battent ensemble dans l'armée de conquête partagent évidemment leurs armes, leurs munitions et d'autres fournitures. Ils ont aussi très probablement des idéologies similaires. La CIA, sous Obama, le général Petraeus et Brennan, arment sciemment Al-Qaïda en Syrie et depuis un bon moment. Le NYT avait souligné, l'année dernière, que les mercenaires de la CIA travaillaient avec les islamistes, mais cet article était lénifiant et présentait cette collaboration comme quelque chose de peu d'importance. Il est également tout à fait étonnant que, dans entre l'article de 2014 et le deux article d'aujourd'hui, aucun article du NYT sur la Syrie n'ait mentionné cette collaboration. Le NYT s'est au contraire concentré sur la clownerie du Pentagone des « cinq rebelles modérés » qui était une simple diversion.

Le Pentagone fait semblant de ne rien savoir des personnes touchées par les bombardements russes sur les positions d'Al-Qaïda:

Q: McCain dit qu'ils ont frappé les rebelles soutenus par la CIA. Vous, les gars, vous avez sans doute les mêmes infos. Savez-vous si c'est vrai ou pas ? Où tout cela en est-il?

COL. WARREN: Eh bien – encore une fois, Tom, je dirais que nous ne pensons pas qu'ils appartenaient à ISIL. Vous savez, qui soutient qui, vous savez, c'est… — Je ne vais pas entrer là-dedans. Non, je ne vais pas parler de ça, surtout qu'il s'agit de… — vous savez, ce n'est même pas d'une agence du Département de la Défense dont il s'agit là..

Je prends cela comme une confirmation.

Les Israéliens reconnaissent maintenant aussi qu'ils travaillent avec al-Qaïda:

Nusra et quelques milices locales sont en charge de la plus grande partie de la frontière de 100 km avec Israël du côté syrien du plateau du Golan. Au cours des dernières années, Nusra a légèrement édulcoré son idéologie militante sous l'influence du Qatar et de l'Arabie saoudite qui lui apportent un appui financier.

Nusra est en contrôle de la plus grande partie de la frontière, mais a respecté jusqu'à présent l'accord tacite de ne pas retourner ses armes contre l'Etat juif.

Nusra contrôle la frontière parce qu'Israël l'a aidé en tirant sur l'armée syrienne chaque fois que Nusra en avait besoin. L'article du Jerusalem Post, que je viens de citer, est également intéressant par rapport au fameux plan d'Odet Yinon car il confirme que

le renseignement militaire israélien préside à la fragmentation des nations du Moyen-Orient en petites entités dirigées par des seigneurs de guerre :

Il y a quelques années, la communauté du renseignement a commencé à réévaluer la réalité chaotique qui émergeait au Moyen-Orient. Sur des plans élaborés par le Département de la recherche du MI, on peut voir que les états sont remplacés par des organisations…

C'est aussi ce qui est prévu pour la Syrie. Mais avec la coalition qui se forme maintenant pour reprendre les territoires syriens, ce plan pourrait bien échouer. moonofalabama.org

- Vers une zone d'exclusion aérienne "russe" en Syrie - sahartv.ir

La Russie crée une zone d'exclusion aérienne sur la Syrie) seulement, les chasseurs dotés d'un radar à balayage électronique sont capable de traverser la barrière des missiles russes

"Pour mener des frappes aériennes contre les localités en Syrie, la Turquie, la Grande-Bretagne et Israël n'ont d'autre choix que de coopérer avec la Russie sinon des risques de collision et de combats aériens augmentent sensiblement". " Sans donner aucun consigne, la Russie semble travailler à la création d'une zone d'exclusion aérienne au dessus d'une majeur partie du territoire syrien qui s'étendrait du nord d'Israël soit sur les hauteurs du Golan au sud de la Turquie où se trouvent la base des avions de combats américains , en passant par le Chypre qui abrite la grande base militaire britannique. De surcroit le porte-avion Moskova dotés de 64 missiles antiaériens sophistiqués S300 s'est accosté dans le port de Lattaquié. cet arsenal ne laisse aucun autre choix à la Turquie, à la Grande-Bretagne, à Israël et à la Jordanie que celui de mener des frappes aériennes en coordination avec la Russie ". " seuls les avions de combats dotés d'un radar à balayage électronique seraient aptes à perforer le bouclier anti missile S300"."La force aérienne israélienne, celle de la Grande-Bretagne, de la Jordanie ou encore de la Turquie ne possèdent pas ces avions. De plus les missiles S300 ont une portée de 150 Km et sont capable d'abattre des missiles de croisière et des avions", ajoute le site qui revient sur les entretiens de Poutine avec Netanyahu à ce sujet : "Lors d'un entretien avec le Premier ministre israélien à Moscou, le président Poutine avait promis de ne pas autoriser l'accès des missiles S 300 à l'armée syrienne mais Poutine n'a pas promis à Netanyahu de ne pas déployer ces missiles sur les navires de guerre russes qui naviguent en ce moment en Méditerrané et au large de la Syrie et d'Israël". et Debka de conclure : "les frappes aériennes de la Russie ne se limiteront pas à une seule région et elles s'étendront à d'autres régions. il est évident que les missiles S300 ont multiplié les options stratégiques des forces russes non seulement dans le combat contre Daech mais aussi dans la guerre contre les adversaires de la Russie"'. sahartv.ir 06.10

- Moscou pourrait attaquer Daech en Irak.... - sahartv.ir

La présidente de la Chambre haute de Russie a déclaré mardi, que l'armée russe pourrait étendre ses frappes aériennes vers l'Irak, si Bagdad le voulait.

Valentina Matvienko, présidente de la Chambre haute de Russie a déclaré mardi, que Moscou était prête à attaquer les positions des terroristes de Daech en Irak. « La Russie pourrait examiner une action militaire en Irak si Bagdad la demandait, ors Moscou n'a encore reçu aucune demande officielle », a expliqué Mme Valentina Matvienko. sahartv.ir 06.10

- Daech, instrument des riches du Wall Street pour déstabiliser le Moyen-Orient - sahartv.ir

Daech et ses protecteurs parmi les régimes alliés des Etats-Unis sont l'instrument des riches du Wall Street pour déstabiliser le Moyen-Orient.

C'est une analyse de l'expert politique américain, Caleb Maupin selon lequel, les groupes terroristes semblent ne pas avoir des points communs, si on les étudie sur fond des évolutions historiques dans le monde ; ils se ressemblent toutefois, poursuit Maupin, lorsqu'on tient compte de leurs visions et programmes, dans les conditions actuelles, notamment dans le domaine des relations économiques. Selon Maupin, tous ces éléments sont, apparemment, contre l'ordre économique des riches du Wall Street et les établissements bancaires de l'Europe de l'ouest. Ils prétendent vouloir une économie qui fonctionne pour tout le monde et un commerce international selon les principes humains alors qu'ils foulent aux pieds tous ces principes et violent le droit à vie des populations. Et cela sans oublier qu'ils sont tous financés et stipendiés par les mêmes riches auxquels ils se disent opposés.

Pour l'analyste Caleb Maupin la lutte actuelle contre Daech en Syrie est en effet une guerre entre deux différentes visions économiques et deux divers ordres éthiques. « Personne ne peut nier l'implication des Etats-Unis dans la formation de Daech. Les Etats-Unis ont commencé par bombarder l'Irak pour y semer le chaos, allant peu à peu vers la déstabilisation de la Syrie. N'oublions pas les milliards de dollars que les Etats-Unis ont dépensés, avec tous leurs alliés arabes et européens, dans le cadre du projet de changement de régime politique en Syrie. L'analyste américain poursuit ainsi : « Ils font tout, au nom des droits de l'Homme, présentant Bachar Assad comme un ennemi et un diable alors qu'ils apportent des aides financières aux organisations extrémistes et violentes. Il existe, indubitablement, un grand nombre de terroristes d'origine tchétchène parmi les terroristes actifs en Syrie, ce qui prouve les aides financières américaines, apportées tout au long de ces dernières décennies,

aux sunnites extrémistes au Caucase du nord ainsi qu'aux parties méridionales de l'ex-Union soviétique. Ainsi Maupin conclut que la plupart des activités des réseaux sociaux en soutien à Daech, sont alimentées par l'Arabie, la Turquie et la Jordanie, c'est-à-dire les alliés des Etats-Unis. sahartv.ir 06.10

- Ce que Moscou a torpillé en Syrie? - sahartv.ir

Selon "The Financial Times", Moscou a torpillé les plans américains d'établir une zone d'exclusion aérienne, en Syrie, après avoir lancé, mercredi dernier, une opération militaire contre les positions du groupe takfiriste-wahhabite l'EI ou Daech.

Les représentants de la coalition, dirigée par Washington, sont presque parvenus, la semaine dernière, à conclure un accord, sur la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, en Syrie. Les alliés visaient, ainsi, à faire cesser les bombardements, par l'armée du Président Bachar el-Assad, de la "zone résidentielle civile", affirme un interlocuteur du journal. Selon la source, ces plans de la coalition, visant à empêcher Bachar al-Assad de recourir à l'aviation, ont forcé la Russie à s'engager, dans la crise syrienne, et à entamer des frappes aériennes contre les positions de l'EI; en Syrie. Néanmoins, l'Armée de l'air russe a entrepris une opération militaire contre l'EI, en Syrie, à la demande du président syrien, en total accord avec les principes du droit international.

En outre, le Président russe, Vladimir Poutine, avait indiqué, à plusieurs reprises, que le groupe terroriste Etat islamique ne pourrait pas être chassé de Syrie, sans le concours des forces armées du pays. Moscou a, également, démenti les allégations des fonctionnaires américains l'accusant d'avoir attaqué, non l'EI, mais des insurgés syriens, soutenus par Washington. "Un cas bien connu: la première information sur les frappes aériennes contre de présumées fausses cibles est apparue, avant même le décollage des avions. Dans ce cas-là, tout est transparent. Et le ministère (russe, ndlr) de la Défense donne une information exhaustive", a remarqué le Porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

En outre, M.Peskov a exprimé ses doutes, sur l'existence d'une "opposition modérée", en Syrie. "Pourtant, jusqu'à ce jour, on aurait du mal à trouver quelqu'un qui puisse expliquer ce que signifie opposition modérée. Et Vladimir Poutine s'est, d'ailleurs, beaucoup intéressé à cela, et a demandé en quoi une opposition "modérée" pouvait se distinguer d'une opposition non-modérée", a remarqué M.Peskov. sahartv.ir 06.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie - Etats-Unis

- Poutine met à nu Washington - reseauinternational.net

Mercredi dernier (28 septembre 2015), le monde a vu la différence entre la Russie et Washington. L'approche de Poutine est basée sur la vérité ; celle d'Obama est basée sur de vaines fanfaronnades et des mensonges, et Obama est à court de mensonges. En disant la vérité en ces temps d'imposture universelle, Poutine a commis un acte révolutionnaire. Se référant au massacre, à la destruction et au chaos que Washington a générés au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Ukraine, et au déchaînement de forces djihadistes extrêmes, M. Poutine a demandé à Washington : « Réalisez-vous ce que vous avez fait ? »

La question de Poutine me rappelle celle que Joseph Welch posa jadis au sénateur « chasseur de sorcières » Joseph McCarthy : « N'avez-vous aucune décence ? » On raconte que la question de Welch signa le début du déclin de la carrière de McCarthy. Peut-être la question de Poutine aura-t-elle le même impact et mettra-t-elle fin au règne de « l'exceptionnalisme américain ». Si c'est le cas, Poutine a lancé une révolution qui va renverser la soumission du monde à Washington.Poutine souligne la légalité de l'intervention de la Russie en Syrie, laquelle fait suite à la requête du gouvernement syrien. Il oppose le respect de la Russie pour le droit international à l'intervention en Syrie de Washington et de la France, deux gouvernements qui violent la souveraineté de la Syrie par leur action militaire non sollicitée et illégale.

Le monde voit que ce sont Washington et ses vassaux qui « violent les normes internationales », et non la Russie. La suffisance moralisatrice qui cache les actions intéressées et unilatérales de Washington se révèle aux yeux de tous. Washington compte sur son arsenal de mensonges. L'appareil de désinformation médiatique de Washington n'en pouvait plus d'attendre. Tout comme le journaliste télé de la BBC annonçant la destruction prématurée de la tour 7 du World Trade Center alors que le bâtiment était nettement visible, debout, en arrière-plan, le service de mensonge de Washington a annoncé les premières victimes civiles des frappes aériennes russes « avant même que nos avions n'aient décollé », a noté le président Poutine dans ses commentaires sur la guerre de désinformation menée par Washington.

En conséquence de leur soumission à Washington, les États fantoches de l'Europe sont envahis par des réfugiés des guerres

menées par Washington (et de la France de Sarkozy et Hollande – Ndlr) que l'Europe a si stupidement permises. Tandis que les Européens commencent à payer le prix de leur vassalité à Washington, les positions des partis politiques européens en seront affectées. Nouveaux partis et coalitions au pouvoir sont susceptibles de suivre une ligne plus indépendante, afin de se protéger des conséquences des énormes erreurs découlant de l'arrogance et de l'orgueil de Washington.

L'effondrement de l'Empire se profile. reseauinternational.net - arretsurinfo.ch 03.10

Palestine occupée

- Proche-Orient : la crainte d'une troisième intifada - Francetv info

Abdel Rahman Abdallah, 13 ans, est la dernière victime de ce regain de violence au Proche-Orient. Il a été mortellement touché au torse au cours d'affrontements aujourd'hui, lundi 5 octobre, avec l'armée israélienne à Bethléem (Cisjordanie). Sa mort intervient moins de 24 heures après celle d'un autre jeune Palestinien âgé lui de 18 ans et tué dimanche à Tulkarem. Ses funérailles ont eu lieu ce lundi après-midi devant plusieurs centaines de personnes qui ont réclamé vengeance.

Ces décès ont provoqué de la colère dans toute la Cisjordanie où les affrontements se sont multipliés entre les soldats israéliens et les jeunes Palestiniens. Des troubles qui rappellent les intifadas meurtrières de 1987 et 2000.

A l'origine de ces débordements, des tensions depuis 10 jours sur l'esplanade des Mosquées, entre de jeunes Palestiniens et la police israélienne, accusée d'avoir profané ce lieu saint pour les musulmans. Afin d'éviter l'escalade, Israël a interdit l'accès de la vieille ville à l'immense majorité des quelque 300 000 Palestiniens de Jérusalem-Est.

Haut de page

Le 8 octobre 2015

CAUSERIE

La situation, le prolétariat, les syndicats et les partis ouvriers sont à l'image de ce que nos dirigeants en ont fait pendant de longues décennies ou l'aboutissement de leur politique opportuniste.

Il y a un truc qui nous épate, disons d'emblée que nous ne le nions pas pour ne pas induire en erreur nos lecteurs, il y aurait une crise politique en Grèce, au Portugal, en Espagne, en France, en fait dans pratiquement tous les pays de l'UE, dans tous les partis politiques sans exception... même dans les TUC britanniques !

En fait, ce sont tous les partis institutionnels qui sont rejetés par de nombreuses couches de travailleurs, l'abstention bas des records. Mais alors pourquoi frappe-t-elle aussi les partis qui ne participent pas aux institutions ? En réalité, en y regardant de plus près on s'aperçoit qu'à différents niveaux ils y participent tous. Serait-ce pour cette raison qu'aucun parti dit ouvrier n'axerait son combat politique contre les institutions nationales de son pays ? En voilà une question intéressante, non ? Existerait-il une autre explication ? On a beau chercher on n'en trouve pas d'autres. Cela pourrait-il expliquer la division qui règne au sein de l'avant-garde ouvrière et son incapacité à rassembler ses militants ou sa dislocation ? Peut-être, on pourrait être porté à le penser, cet argument est cohérent.

Mais alors pourquoi cette situation dure-t-elle depuis des années, voire des décennies ? Sans doute parce que les militants n'en ont pas conscience. C'est fort possible, disons qu'ils n'ont jamais tiré les enseignements pratiques du rejet des institutions par les travailleurs, ils n'y ont pas été vraiment incités par leurs partis. C'est un fait, ils les orientent vers Bruxelles, le gouvernement, comme si la question était la nature du gouvernement qui saute aux yeux, même que Hollande, Valls et Macron se sont employés à le présenter comme un gouvernement patronal (pro-business) de manière à ce que le plus arriéré d'entre nous ne l'ignore pas, vers les syndicalistes, ceux qui détiennent des mandats que les dirigeants de leurq confédérationq corrompueq juqu'à la moelle leur ont confiés à condition d'en faire un bon usage, donc sans remettre en cause les liens organiques qu'ils ont tissés avec les institutions ou la réaction. C'est délibéré ? Apparemment.

Mais pourtant, il y en a bien qui prétendent vouloir abolir les institutions de la Ve République, les combattre, etc. alors pourquoi ne se saisissent-ils pas de l'occasion en or qui se présente à eux sur la base du constat que la majorité des travailleurs les rejettent ou ne se reconnaissent pas dedans, manifestent leur méfiance vis-à-vis d'elles ou tendent à rompre avec elles, s'en éloignent, etc. ? Tous ces millions de travailleurs sont en principe disposés à entendre un discours qui serait axé contre les institutions, et parmi eux il doit bien y en avoir des des dizaines de milliers qui seraient prêts à s'organiser sur cette base, à s'engager dans le combat politique ? C'est plausible à première vue.

Maintenant on vient de voir que tout était fait pour les décourager ou les détourner des institutions, ensuite il sera toujours facile de prétendre que cette orientation politique ne correspondrait pas à l'état d'esprit des travailleurs. Et les militants gobent cette explication qui ne correspond manifestement pas à la réalité. Il faut croire.

Ne serait-ce pas les mêmes militants qui prétendent qu'il ne faut pas se couper des masses ? Assurément, mais là encore on n'est pas sur la même longueur d'onde, apparemment on ne parle pas vraiment des mêmes couches du prolétariat, eux ils n'ont d'yeux que pour ceux qui participent au jeu institutionnel par le biais des syndicats et leurs journées d'action sans lendemain qu'ils ont adoptées à leur tour, alors que dans le passé ils les vouaient aux gémonies. Ce sont des représentants de l'aristocratie ouvrière ou des couches privilégiées ou supérieures du prolétariat, qui par leur condition ou leur statut ont encore quelque chose à perdre et qui finalement ne combattent que pour les préserver, tout en parlant au nom de l'ensemble des travailleurs qui servent de caution à leur orientation qui ne vise qu'à permettre à certaines couches de s'en tirer mieux que les autres ou de s'accommoder du capitalisme, celles sur lesquels s'appuie le régime pour assurer sa stabilité. Dès lors on comprend mieux pourquoi tourner leur combat contre les institutions ne les intéresse pas. C'est une explication.

A les entendre, comme les masses ne seraient pas prêtes pour les renverser, il serait inutile de les orienter ou de leur donner cet objectif. Il est vrai qu'en partant de ce principe et en tournant le dos à la réalité il est bon de le rappeler, c'est le meilleur moyen pour qu'elles n'y soient jamais prêtes. Est-ce voulu ? Tout porte à le croire.

Souvenez-vous, lors de la longue campagne qui a précédé le référendum du 29 mai 2005, lors de chaque modification apportée à la Constitution de la Ve République, lors de chaque élection marquée par un fort taux d'absention, lors de l'adoption de lois nécessitant de vérifier qu'elles étaient conformes à la Constitution, lors de la signature de traités dans le cadre de l'UE, chaque fois au cours des décennies antérieures l'occasion leur a été donnée de relier ces questions à la Constitution et aux institutions antidémocratiques de la Ve République et de mener un combat politique sur cette ligne, et chaque fois sans exception ils se dont défilés, chaque fois ils ont trouvé le moyen de passer à côté.

Franchement vous avouerez que cela n'était pas fortuit ou un accident, une fois passerait encore, mais systématiquement, personne ne peut croire un seul instant que leur attitude n'a pas été délibérée pour épargner le régime, ce serait incensé de le croire.

Bien entendu à aucun moment nous n'avons estimé qu'une de ces étapes de la vie politique française aurait pu aboutir à une crise mortelle des institutions, encore moins qu'elles auraient pu conduire à leur renversement, nous ne nous laisseront pas entraîner sur ce terrain qui n'est pas le nôtre, car nous avons une autre conception de la lutte des classes.

Nous considérons que ce sont les masses exploitées qui seules décident de passer ou non à l'action, de se mobiliser ou non, de se soulever ou non, en fonction de leurs conditions, de leurs expériences et l'interprétation qu'elles en font ou le niveau de conscience qu'elles ont acquis, personne ne peut le décider à leur place et personne ne peut les remplacer, comme personne ne peut les convaincre de quoi que ce soit si elles n'y sont pas préparées et si elles ne le décident pas elles-mêmes. Autrement dit, nous ne faisons que suivre les masses en essayant de déterminer où elles en sont pour les aider à aller de l'avant, en leur proposant des tâches et des objectifs qui auront pour unique fonction de favoriser le mûrissement de leur niveau de conscience politique sur la voie qui mène à leur émancipation du capital. En aucun cas nous ne prétendons qu'elles seraient prêtes à accomplir ces tâches ou atteindre ces objectifs, auquel cas il ne resterait plus qu'à fixer la date et l'heure de la prise du pouvoir, or nous en sommes loin. Et on profite de ce processus ou de ces batailles pour les organiser, rassembler les éléments les plus combatifs, les plus avancées, construire patiemment pas à pas le parti qui servira à les guider...

En fonction de la nature de la période dans laquelle nous nous trouvons, révolutionnaire, pré-révolutionnaire, contre-révolutionnaire, le parti s'adresse à l'ensemble de la classe en s'appuyant sur les couches de la classe ouvrière les plus combatives afin qu'elles se donnent des objectifs politiques toujours plus audacieux, et en arrivent à entrevoir ou à la conclusion que sans la rupture puis le renversement du régime en place, jamais leur condition ne s'améliorera de façon significative et durable.

Le parti mène son combat politique uniquement pour aider les masses à réaliser cette condition et à se préparer à l'affrontement direct et final avec son ennemi de classe pour le vaincre. Ce sont les masses qui réalisent cette condition, qui doivent parvenir à la réaliser, tant qu'elles n'y sont pas prêtes ce ne sont pas les meilleurs discours ou les meilleures théories du monde qui les convaincront de passer à l'action, ce serait prêcher dans le désert. Tout dépend des masses, et si cela répugne à certains de se tourner vers elles, il vaut mieux cesser de militer pour le socialisme.

Comment le POI ménage les appareils des syndicats et Hollande.

Informations ouvrières n°371. Extraits.

Page 1 - Photo d'Air France avec drapeau FO en tête.

Page 2 - Yan Legoff : "*Les syndicats, à juste titre, regrettent ces incidents*", cela tombe bien le gouvernement et le patronat aussi, l'ensemble de la réaction, parce qu'ils n'en porteraient pas la responsabilité en participant au dialogue social avec

le gouvernement et le patronat, en organisant des journées d'action, etc. Passons.

Page 3 - "*Le 30 septembre, Manuel Valls a annoncé que, malgré l'opposition majoritaire des syndicats de la fonction publique (CGT, FO, Solidaires) à son projet d'accord, ce dernier s'appliquerait malgré tout.*"

Normal, Valls sait à qui il a à faire et que ces syndicats n'appelleront pas les travailleurs à la mobilisation générale, que même s'ils y appelaient ils feraient tout pour que cette mobilisation échoue, qu'ils n'appeleront pas à une grève générale de 24h reconductible. Mais cela le POI ne le dira pas, il faut faire croire que les dirigeants de ces syndicats feraient ce qu'ils peuvent, qu'ils ne portent aucune responsabilité dans la situation actuelle, bref qu'ils sont très bien. Pourquoi ? Mais parce que le POI y est opposé et soutient le gouvernement, il joue un double jeu. En gros, quand cela ne passe pas par la voie institutionnelle à laquelle ils sont soumis, la lutte de classe doit s'arrêter.

"*Le « dialogue social » selon ce gouvernement, c'est cela : contraindre les syndicats à relayer sa politique anti-ouvrière.*". Pourquoi n'aurait-il pas été conçu à cette fin ? Le POI n'est pas opposé au dialogue social, il regrette qu'il ne serve pas les intérêts des travailleurs. Mieux encore, que signifie prétendre que les relations entre le gouvernement et ces dirigeants syndicaux vendus se résumeraient à des rapports de contrainte exercer par le gouvernement sur les syndicats, sinon faire croire qu'ils n'en seraient pas les complices ? Le POI, c'est la machine à blanchir les appareils corrompus des syndicats et cela depuis 70 ans concernant son courant lambertiste.

Et que dire du dialogue social mis en place sous de Gaulle dénommé politique contractuelle qui a fini de pourrir les syndicats et le mouvement ouvrier et de fait le prolétariat, en les attelant au capitalisme et à ses institutions. Ils ont substitué à la lutte de classe du prolétariat avec ses syndicats sur leur terrain de classe indépendant de l'Etat, des rapports de maîtres à esclaves entre représentants des exploiteurs et des exploités assis tranquillement autour d'une table pour définir quels droits sociaux étaient compatibles avec la survie du régime ou les besoins des capitalistes qu'ils ont pris en charge.

Voilà avec quoi ce sont accommodés les lambertistes en échange de postes de permanents dans l'appareils de FO notamment.

Il faut appeler les choses par leurs noms, la politique contractuelle et le dialogue social n'étaient ni plus ni moins que la mise en place de rapports basés sur le principe de l'association capital-travail ou l'antichambre du corporatisme.

Dans l'éditorial on pouvait lire : "*...il s'agit bien de « contourner » les organisations syndicales qui « empêchent de réformer »*", parce que voyez-vous leurs dirigeants y seraient opposés.

Chaque fois ils procèdent à un amalgame entre les syndicats, leurs dirigeants et leurs adhérents ou militants, de manière à ce que le rôle et la responsabilité des uns et des autres ne soient pas clairement établies, alors que la mobilisation syndicale revient uniquement aux militants qui combattent au côté des travailleurs et en aucun cas à leurs dirigeants. C'est une manière comme une autre, sournoise de ménager les appareils des syndicats, ce qui ne peut que nuire à l'action que mènent les militants.

Page 5. - Entièrement consacrée à FO.

Page 6 - Consacrée au XIIIe Congrès de la CES. Aucune condamnation de la présence de François Hollande, Jean-Claude Juncker et Martin Schultz. Aucune condamnation de la participation des syndicats français à la CES, ils n'exigeront pas qu'ils rompent avec la CES.

La blanchisseuse des appareils à l'oeuvre.

"*Le congrès de la CES, institution de l'Union européenne, peut voter à l'unanimité de vibrantes envolées sur le dialogue social européen, il n'empêche que de nombreuses centrales syndicales s'opposent, dans leur pays (comme la CGT et FO en France, à l'opposé de la CFDT ou la CGT du Portugal ou de nombreuses autres) à tout report de l'âge de départ à la retraite.*

Et il en est de même concernant le développement de l'apprentissage. C'est toute la différence entre ce que peut voter un congrès de la CES… et sa traduction dans chaque pays."

Les dirigeants de la CGT et de FO présents votent "*de vibrantes envolées sur le dialogue social européen*", mais sur le terrain ils s'y opposeraient, ben voyons, en réalité c'est la majorité des militants de ces syndicats qui s'y opposent, mais il faut faire croire là encore que ce serait ces braves dirigeants syndicaux.

Pire encore, le POI va prendre ouvertement la défense des appareils dans un article rédigé contre le Parti de l'émancipation du peuple (ex-M'PEP) accusé de jeter "*l'enfant avec l'eau sale de la baignoire. Pourquoi ? Parce que dans un tract intitulé : « Que cesse l'imposture et que vive un syndicalisme libéré de la tutelle européenne », le PEP a osé dénoncer "pêle-mêle, « la CGT, la CFDT, FO, la CFTC, l'Unsa, syndicats français membres de la CES, et la FSU ».*", quel crime d'avoir sous-entendu qu'en réalité ils se répartissaient les rôles pour finalement défendre les mêmes intérêts, pas ceux des travailleurs évidemment.

Le POI n'a pas supporté "*l'accusation majeure suivante :*

« On ne peut, à la fois, être européiste et syndicaliste, européiste et démocrate. Il faut choisir. La CES avait choisi depuis le début. »

Tout cela pour arriver à la conclusion suivante : « Le Parti de l'émancipation du peuple (ex- M'PEP) appelle les salariés à être exigeants avec leurs syndicats et invitent les syndicalistes sincères et intègres à réagir face à l'européisme et au réformisme sociolibéral.

Notre parti appelle à protester contre l'euro-syndicalisme intégré à l'UE. »". Pourquoi pas ? Qu'est-ce qui gêne tant que cela le POI? Si on comprend bien, il ne serait pas permis à un parti ouvrier de dénoncer le soutien qu'apportent les dirigeants syndicaux à l'UE et de prétendre que cette position serait incompatible avec le mandat d'un syndicalisme ouvrier ou la nécessité de demeurer indépendant du capitalisme et ses institutions pour défendre les intérêts des travailleurs. Il vaut mieux laisser carte blanche à ces salopards qui contrôlent les syndicats, à ces fossoyeurs du syndicalisme. Vous vous demandiez peut-être quel était le contenu de l'appel du POI à défendre l'indépendance des organisations de la classe ouvrière, la réponse est assez claire et se résume à la défense des appareils auxquels le POI est lié organiquemet depuis des lutres s'agissant de FO

Et comme ils sont particulièrement pourris, l'article se terminera en tournant en dérision la position adoptée par le PEP ou en tentant de le ridiculiser, méthode à laquelle recourent les faussaires : "*Tant que la CGT et FO restent membres de la CES, il n'y aurait plus rien à faire ?*", ce que le PEP n'a jamais dit, une pure falsification de ses positions. Bravo les lambertistes !

Passons directement à la page 16 car on est déjà pris d'indigestion, il ne reste plus qu'à vomir.

Michel Sérac reproduit la mystification qui a servi de propagande à Washington pour justifier la guerre contre la Syrie : "*Lorsque, en 2011, les manifestations héroïques du peuple syrien pour la démocratie furent cruellement réprimées par Bachar...*", rectifions à nouveau, au début manifestations autorisées par le régime qui se dérouleront dans le calme, suivies de manifestations au cours desquelles des takfiris abattront des policiers et des manifestants, assassinats auxquels le régime répliquera en usant de la force pour tenter de préserver la paix civile en Syrie, les faits se dérouleront exactement comme à Kiev en Ukraine (sauf que là ce sont des milices fascistes ou des agents de la CIA ou du Mossad qui serviront de snipers) ce que l'auteur de cet article n'est pas sans ignorer, provocations sanglantes qui seront le signal de départ du cycle de violences (qui dure juqu'à ce jour) et qui se soldera les semaines suivantes par l'assassinat de plus d'une centaine de policiers et de militaires syriens, ce que Michel Sérac n'est pas censé ignorer non plus.

Le POI a adopté l'interprétation falsifiée des faits présentée par Sarkozy à l'époque et reprise ensuite par Hollande, qui lui sert maintenant de caution pour bombarder la Syrie. Je crois qu'il n'y a rien à ajouter.

Mais pour que les militants comprennent bien à qui ils ont à faire, des gens qui n'ont pas plus de scrupules que Hollande, on se devait de reproduire le dernier paragraphe de cet article.

"*La classe ouvrière française et les peuples du Moyen-Orient sont attaqués par le même ennemi : le régime réactionnaire qui gouverne la France, au service du capital.*", et dire qu'il y a des militants pour marcher dans cette combine, en fait ils trouvent dans ce parti ce qui les intéresse, même ce qui n'y figure pas et se foutent du reste. On n'a décidément pas la même conception du militantisme ou de la lutte des classes, ni les mêmes principes. Au fait, vous discutez de quoi dans votre parti ? Tenez, soumettez-leur cette causerie pour voir leur réaction.

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Il préfère les "géants" de Maastricht, plus conquérants, plus coloniaux, plus impérialistes.

Un couple franco-allemand « modèle réduit » pour Jean-Luc Mélenchon - Public Sénat

Le député européen (groupe confédéral de la Gauche unitaire) Jean-Luc Mélenchon n'a pas caché sa déception à la suite des discours d'Angela Merkel et de François Hollande cet après-midi au Parlement européen.

Le député européen (groupe confédéral de la Gauche unitaire) Jean-Luc Mélenchon n'a pas caché sa déception à la suite des discours d'Angela Merkel et de François Hollande cet après-midi au Parlement européen.

Il y a 26 ans, le mur de Berlin venait de tomber, le chancelier allemand Elmut Kohl et le président François Mitterrand prononçaient conjointement un discours devant les parlementaires européens sur l'avenir de l'Union. « Deux géants » pour Jean-

Luc Mélenchon comparés aux « deux modèles réduits » d'aujourd'hui qui : « ont débité cette eau tiède de deux technocrates récitant ce qu'on savait déjà. Ils ne nous ont absolument rien appris. Or, ce qu'on attendait d'eux, c'était un électrochoc, une proposition qui permette de faire redémarrer le projet européen », a-t-il déploré.

Jean-Luc Mélenchon a aussi comparé l'Union européenne à l'URSS, « une structure incapable d'aller de l'avant, glacée, auto bloquée ». Public Sénat 07.10

Quel réactionnaire, c'est vrai qu'il ne le cache plus !

On ne peut que le féliciter d'afficher ses réelles intentions qui consistent à "faire redémarrer le projet européen", au moment même où ils sont en train de finaliser leur projet de traité transatlantique qui sellera le destin des peuples de l'UE en les livrant à la voracité insatiable des multinationales anglo-saxonnes, au moment même où l'UE renouvelle son soutien à l'émir d'Istanbul qui sert de base arrière aux barbares de l'Emirat islamique qui déferlent sur la Syrie et l'Irak.

Comment peut-on revendiquer "faire redémarrer le projet européen", qui depuis sa création a été exclusivement conçu (par l'oligarchie financière américaine) contre les intérêts des travailleurs des pays de l'UE, sinon qu'on partage les intérêts de ceux qui sont destinés à en tirer profit, ce qui fait de Mélenchon un de leurs agents, ouvertement.

En encensant Kohl et Mitterrand qui ont joué un rôle crucial dans l'adoption de l'euro et la mise en place de BCE, ce charlatan confirme qu'il n'avait pas commis une erreur en votant oui lors du référendum sur le traité de Maastricht en 1992, qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie qu'il avait adoptée lorsqu'il était au PS, idéologie au profit de laquelle il allait continuer de consacrer son engagement politique en fondant le PG.

D'étranger à la classe ouvrière, il a décidé de servir ses ennemis et il tient à le faire savoir, dont acte, nous en concluons que c'est le personnage qu'il a décidé d'endosser, nous le traiterons donc ainsi dorénavant, en ennemi des travailleurs, on ne peut pas faire moins, à moins de vouloir conciler l'inconciliable, ce qu'on laissera à la ribambelle d'opportunistes qui essaiment au sein du mouvement ouvrier.

Il sera difficile à nos détracteurs de nous accuser de déviation gauchiste, dans la mesure où c'est Mélenchon lui-même qui insiste à se présenter ainsi devant les travailleurs, il en porte donc la responsabilité. Mieux, nous poussons le scrupule jusqu'à respecter à la lettre son engagement politique que nous n'avons aucune raison de dénaturer, d'ailleurs si vous avez bien observé, nous nous en sommes tenu aux faits qui sont tellement clairs que nous n'avons même pas eu besoin de les interpréter, nous n'avons fait que les situer dans leur contexte, en rappelant au passage que sa soumission au régime et à l'UE ne datait pas d'hier mais qu'elle avait bien été une constante chez lui pendant près de 40 ans, on devrait au contraire nous féliciter pour s'en tenir fidèlement aux faits.

Soyez démocrates, soyez tolérant, accordez le droit à Mélenchon d'adopter des représentants de la réaction, de la même manière que vous nous accorderez celui d'adopter les marxistes, chacun est libre de choisir son camp.

Cela signifie-t-il qu'il faudrait refuser d'envisager toute alliance de circonstance avec le PG ou le FdG ?

Tout dépendrait du contexte ou de la situation, ce qui pourrait le justifier sans que cela présente une contradiction avec ce qui a été dit précédemment, tout dépendrait de la manière dont la majorité des travailleurs percevraient ce parti et cette coalition de formations politiques, ainsi que ce qu'ils seraient en droit d'en attendre. Si la réponse était négative à ces deux questions, nous rejetterions une telle perspective, dans le cas contraire nous n'y serions pas opposés, à condition que cette initiative ne contribue pas à faire naître des illusions dans la tête des travailleurs dans ce parti ou cette coalition et qu'elle serve à construire le parti.

On nous demandera comment peut-on concevoir de s'allier temporairement sur une question précise et bien délimitée avec des dirigeants et des partis qu'on a caractérisés d'ennemis de la classe ouvrière. On répondra qu'il faut distinguer dans les rangs de nos ennemis, ceux qui peuvent ponctuellement servir des intérêts contraires à ceux de la classe qu'ils représentent, sous réserve répétons-le que la majorité des travailleurs ou de larges couches de la classe ouvrière y soient favorables.

Cela pourrait-il impliquer des dirigeants ou des partis classés officiellement à droite ? Tout dépendrait des circonstances, en période de réaction sur toute la ligne, si cela constituait un acte de résistance qui favoriserait la prise de conscience de la situation de la part des travailleurs ou de ce qui est en train de se jouer dans leur dos, nous n'y serions pas défavorables, à condition dans tous les cas de figure de conserver notre entière liberté d'expression et d'action pour transmettre aux travailleurs les enseignements qu'on pourrait en tirer pour les aider à poursuivre leur combat politique.

On nous objectera que des militants pourraient refuser de l'accepter. Assurément, tout dépendrait de la manière dont on leur présenterait une telle initiative et ce qu'ils seraient en droit d'en attendre, sachant qu'il y en aura toujours pour refuser de considérer nos arguments dès lors qu'ils ne partagent pas nos objectfs politiques. Notre position est avant tout déterminée par l'attitude des masses et leur état d'esprit pour les aider à y voir plus clair et à progresser, et non par celle ou celui des militants

qui sont en principe au service des travailleurs faut-il le rappeler, et non l'inverse, tout dépend là encore de la conception de la lutte des classes qu'on a adoptée.

Ajoutons qu'il ne faut pas non plus confondre les rapports entre les classes qu'on a adoptés, disons par principe ou conformément à leur nature contradictoire, et la vision qu'en ont les masses et qui est appelée à évoluer au cours de la lutte des classes. Notre objectif immédiat n'est pas de se saisir d'une telle initiative pour renverser les rapports existant entre les classes, mais pour concourir à les modifier en faveur des travailleurs si cela était possible et si ce la ne l'était pas, comme c'est le cas très souvent, elle contribuerait à les aider à mieux comprendre comment fonctionne la société, objectif modeste dont on se satisfera à défaut de mieux en période de contre-révolution. Vous comprendrez peut-être un peu mieux pourquoi nous répétons qu'il ne faut pas se prendre pour ce qu'on n'est pas et attendre des miracles de telle ou telle action.

Tout dépendrait en dernière analyse de l'orientation politique que nous aurions adoptée ou dans laquelle s'incrirait un tel processus, en ce qui nous concerne elle est résolument tournée contre les institutions de la Ve République dans la perspective de les renverser ou la prise du pouvoir par les travailleurs.

On peut s'associer à des initiatives avancées par des partis ou des personnalités de droite ou de la pseudo-gauche, dès lors qu'en intervenant dans la lutte des classes on s'emploie à diffuser quotidiennement les idées du socialisme pour qu'elles pénètrent dans le cerveau des travailleurs ou qu'ils se les approprient, on a du mal à concevoir pourquoi elles pourraient être une source de confusion dans la tête des militants, à moins bien sûr que leurs convictions soient mal assurées ou qu'ils jouent un double jeu à la manière d'un Mélenchon.

Ici comme ailleurs la situation est parfaitement claire pour ceux qui acceptent de la regarder en face et qui ne sont pas tentés d'y retrancher ce qui les incommode ou ce qu'ils ne comprennent pas. C'est une question d'honnêteté. Quand on a adopté une cause et qu'on s'en tient aux objectifs politiques qu'on s'est fixé, qu'aurait-on à craindre sinon d'être trahi par soi-même, dans ce cas-là il est inutile d'en chercher les causes ailleurs ou à l'extérieur.

Les marxistes préconisaient de participer au parlementarisme bourgeois qui devait être une tribune pour à la fois combattre le régime et diffuser le socialisme.

Or il s'est trouvé que chaque fois que des dirigeants des partis ouvriers y étaient élus, à de rares exceptions près qui confirment la règle, ils en profitèrent pour rompre avec le socialisme et se ranger au côté de ses ennemis, et cela depuis la fin du XIXe siècle. Quel profit en tira la classe ouvrière et le mouvement ouvrier ? Aucun près d'un siècle et demi plus tard, en dehors de les avoir enchaînés plus solidement encore au capitalisme et à ses institutions, au détriment de leur émancipation et du socialisme qui fut ainsi dévoyé au point de devenir méconnaissable. Pourquoi en sont-ils arrivés là? On pourrait répondre, parce qu'ils n'étaient pas réellement socialistes, assurément, mais aussi parce que la nature humaine est faible ou comporte bien des lacunes qui se manifestent de préférence au pire moment en favorisant des intérêts individuels compatibles avec le régime, au détriment de ceux de la collectivité qu'on était censé représenter et qu'on a abandonnée à son triste sort, disons par confort personnel, parce que c'était la voie de la moindre résistance à défaut d'avoir la volonté d'affronter en face le régime.

L'expérience du parlementarisme bourgeois par les partis ouvriers s'est révélée être une véritable catastrophe pour le mouvement ouvrier et le socialisme, à l'exception peut-être du parti bolchevik et de la Russie, je souligne peut-être parce que je ne me suis jamais penché sur cette question, tout ce que je sais c'est que cela n'a semble-t-il pas altéré la détermination de ses principaux dirigeants, mais peut-être que je m'avance trop.

Loin d'opposer entre eux les facteurs politiques et psychologiques qui concernent chacun d'entre nous , nous devons les prendre en compte sans chercher à nier les uns ou les autres, en essayant de comprendre comment ils fonctionnent et comment ils sont imbriqués de sorte qu'ils sont inséparables. Les hommes sont facilement corruptibles, ils sont capables du meilleur comme du pire, il faut donc en tenir compte avant de définir une tactique ou une stratégie, dans le cas contraire on s'exposera à bien des déboires ou des désillusions, dangereuses, cruelles, parfois fatales.

La vie est faite d'un ensemble de contradictions qu'il faut prendre en considération sous peine de nous leurrer nous-même. Généralement, ce ne sont pas ces contradictions qui posent problème en soi ou qui nous jouent de mauvais tours, mais plutôt notre incapacité à les discerner et à les traiter correctement, à déterminer dans quelle direction elles s'orientent ou pourraient s'orienter, comment elles pourraient se résoudre en tenant compte qu'elles évoluent en permanence. Ne pas discerner les contradictions que renferme la situation revient à en occulter une partie, consciemment ou non, cela n'est pas sans importance puisque les conséquences qui en découleront ne seront pas identiques. Cela est valable pour chaque activité humaine, qui plus est en politique.

La dialectique a justement pour fonction de déterminer comment évolue chaque terme que comporte une contradiction au sein de rapports soumis à de perpétuels changements, de telle sorte qu'on est en présence d'un processus dynamique appelé à connaître de profondes transformations.

La vie est une contradiction, le mouvement est une contradiction, ils sont régis par un ensemble de contradictions qui constituent

leurs lois de fonctionnement qui déterminent leur devenir, sinon la vie serait impossible ou le mouvement n'existerait pas, l'univers n'existerait tout simplement pas.

Ce qu'on appelle le matérialisme dialectique ou le marxisme a consisté à découvrir ces lois, ce processus dialectique qui régit chaque chose, chaque être, chaque facteur ou rapport, la nature et l'univers. Au-delà, il s'en est servi pour découvrir quels étaient les facteurs qui au cours des millénaires avaient participé de manière décisive au développement de la civilisation humaine, de sorte qu'en suivant leur évolution il devenait possible de définir les différentes étapes qu'elle devrait encore franchir avant de parvenir à maturité ou sorte définitivement du règne de la barbarie, à moins qu'elle en soit incapable et qu'elle soit vouée à en périr, aucune de ces deux hypothèses n'étant à exclure, on retrouve là en concentrés les termes d'une contradiction et la manière dont elle peut se résoudre sous l'action des hommes, selon qu'ils seront en mesure d'en prendre conscience ou non, au final, c'est la combinaison de conditions objectives parvenues à maturité et de conditions subjectives vouées ou non à parvenir à maturité, qui déterminera si l'humanité ou l'espèce humaine ont encore un avenir ou non.

Le matérialisme dialectique est juste une méthode ou un instrument pour interpréter le monde dans lequel nous vivons, et dont l'usage ou pas que nous en ferons déterminera l'avenir de la civilisation humaine, rien de moins.

On s'aperçoit ici qu'il n'y a rien d'extraordinaire ou de mystérieux dans le marxisme. Et ce n'est pas un hasard s'il est apparu au moment où la civilisation humaine franchissait une étape décisive qui devait lui permettre de se libérer du règne de la nécessité qui l'a vu naître ou au contraire entraîner son auto-destruction.

Tourner le dos au marxisme ou au matérialisme dialectique, c'est participer à l'auto-destruction de la civilisation humaine, ni plus ni moins.

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand les Etats terroristes bombardent des innocents

- Afghanistan: Obama présente ses excuses à MSF pour le bombardement d'un hôpital à Kunduz - AFP

- Yémen: au moins 13 morts dans le bombardement visant une fête de mariage - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie: plus de 90% des frappes russes ne visent pas l'EI ou Al-Qaïda, selon Washington - AFP

Les Etats-Unis ont affirmé mercredi que la quasi totalité des frappes de la Russie en Syrie ne visaient pas les groupes Etat islamique ou ceux proches d'Al-Qaïda mais des organisations armées syriennes modérées qui combattent le régime de Damas.

"Plus de 90% de leurs frappes auxquelles nous avons assisté n'ont pas été contre l'EI ou des terroristes affiliés à Al-Qaïda. Elle ont été en grande partie contre des groupes d'opposition", a déclaré le porte-parole du département d'Etat John Kirby. AFP 07.10

On a particulièrement apprécié "des organisations armées syriennes modérées", à croire qu'aux Etats-Unis ou en France il serait possible aujourd'hui de constituer ce genre d'organisations à condition qu'elles soient "modérées" et qu'elles combattent pour la démocratie ! Non, en fait en Ukraine... Et dire qu'il y a des abrutis pour les croire ou des salopards pour reproduire leur discours.

Il y a quelques jours les Saoudiens ont bombardé un mariage au Yémen, 130 morts, hier ils ont remis cela toujours sur un mariage, 13 morts. Les Américains bombardent en Afghanistan un hôpital isolé de toute habitation, entre 50 et 80 morts selon les sources. L'Emirat islamique et Al-Nosra ont détruit toutes les insfrastructures de la Syrie qui leur sont tombées sous la main. Questions : Qui terrorise qui ? Qui fait la guerre à ces peuples ? Vous pouvez poser vos questions à Michel Sérac, Hollande ou Obama, mais n'attendez pas de réponses, vous êtes censés les connaître...

Commentaire d'un internaute.

- "Ces modérés dont on nous rebat les oreilles, si j'en ai vu dans un ou deux documentaires c'est bien le tout et encore ils n'avaient pas l'air si modérés... s'ils existaient vraiment ça fait un moment qu'on nous les montrerait sur toutes les chaînes. Les seuls qu'on a pu voir ont été formés dans les universités américaines et sont en exil. Bref rien à voir avec le terrain. En revanche les djihadistes de tous les bords, et notamment des bords que la France soutient, ça ça foisonne avec des vidéos de leurs crimes aussi. Je suis comme saint Thomas, j'attends des preuves pour croire à l'Arlésienne."

En bref

- Syrie : Bachar Al-Assad devenu "dépendant d'autres milices" - Francetv info

Bachar Al-Assad ne peut plus remporter la guerre tout seul, il est "dépendant d'autres milices" : des chiites, du Hezbollah libanais, des forces spéciales d'Iran et de Vladimir Poutine. Francetv info 07.10

- En Syrie, le régime à l'offensive sous couverture aérienne russe - LeMonde.fr

2 - Israël

- Netanyahu donne l'ordre de liquidation des leaders de la Résistance ! - sahartv.ir

Durant l'histoire de 67 ans de l'occupation de la Palestine, le terrorisme d'Etat organisé du régime sioniste figurait toujours à l'agenda des dirigeants et des fondateurs d'Israël.

Les assassinats en série des dirigeants de l'OLP dans les décennies 1960-1970 et ceux des leaders du Hezbollah libanais, du Hamas et du Jihad islamique dans les décennies 1980-1990 à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés, sont des exemples manifestes du terroriste d'Etat du régime sioniste.

Le sioniste a toujours été à l'origine du terrorisme, d'autant plus qu'aucun responsable sécuritaire d'Israël n'a nié les opérations terroristes et les tentatives de Tel-Aviv visant à éliminer les dirigeants palestiniens. Le service de renseignement du régime sioniste, Mossad, et ses sous-ensembles Shabak, Shin Beth et les unités des Escadrons de la mort ont toujours été actifs en Palestine occupée et effectué de nombreux assassinats et opérations terroristes, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des territoires occupés. Depuis des décennies où le Mossad planifie et applique en catimini et sous la surpervision des Premier-ministres israéliens, des opérations terroristes, à l'heure actuelle, Benyamin Netanyahu a émis un décret officiel, mettant le sceau de confirmation sur l'assassinat des leaders de la Résistance palestinienne. En effet, le Premier ministre du régime sioniste a donné son aval à l'assassinat des responsables de la Résistance.

A l'issue de la réunion du cabinet sécuritaire du régime sioniste, lundi dernier, Netanyahu a déclaré que lors de cette réunion, il avait été décidé d'assassiner les leaders de la Résistance. Lors de sa récente réunion, le cabinet du régime sioniste a officiellement souligné la démolition des maisons des responsables palestiniens, l'arrestation des jeunes participant aux manifestations des Palestiniens, l'augmentation du nombre de militaires sionistes en Cisjordanie, le déploiement de 4.000 policiers supplémentaires à Qods occupée et l'assassinat des dirigeants palestiniens.

L'opération terroriste ou l'élimination physique, est l'une des méthodes habituelles des services de sécurité et de renseignement intérieur et extérieur du régime sioniste, afin d'éliminer les opposants et d'étouffer leur cri de liberté. Les groupes terroristes, même avant la création d'Israël, jouaient un rôle important dans l'application des opérations terroristes et le massacre du peuple palestinien, dans les années 1930-1940. La politique de terreur et d'assassinat a toujours été l'une des méthodes habituelles des Sionistes en vue d'occuper la Palestine et de poursuivre leur occupation.

L'enlèvement des leaders palestiniens et leur détention prolongée se poursuivaient parallèlement aux assassinats. Cheikh Ahmad Yassin, leader et fondateur du mouvement de la Résistance islamique de la Palestine (Hamas) est un exemple clair du terrorisme d'Etat d'Israël. Il se trouvait pendant une décennie dans les prisons du régime sioniste, il a été torturé et finalement sa maison a été visée par des missiles et rasé entièrement. Cheikh Yassin se déplaçait en fauteuil roulant à cause des tortures que lui avaient infligées les tortionnaires israéliens et il a également succombé sous ces mêmes pratiques barbares. sahartv.ir 07.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Belgique

- Manifestation monstre contre l'austérité à Bruxelles - euronews.com

Selon les estimations, entre 80 et 100 mille personnes sont descendues dans les rues pour dénoncer "le virage fiscal", le relèvement de l'âge de la retraite et l'orientation générale du gouvernement de Charles Michel.

"C'est pour rappeler toutes les mesures contre les travailleurs et les allocataires sociaux en préservant le capital, donc des mesures totalement injustes" explique Marc Goblet, le secrétaire générale du syndicat FGTB.

La mobilisation contre l'orientation politique a mobilisé près d'un Belge sur dix. L'augmentation des taxes sur le tabac, l'alcool et le gazole ainsi que les coupes dans le budget de la cultures sont quelques une des mesures les plus dénoncées. euronews.com 07.10

2- Etats-Unis

- Le nombre de sans-abris en hausse, état d'urgence décrété à Los Angeles - sahartv.ir

Les autorités de l'Etat de Californie des Etats-Unis ont décrété dans la ville de Los Angeles l'état d'urgence suite à l'augmentation du nombre de sans-abris.

Los Angeles compte parmi les villes les plus riches du monde. Cette fois-ci non pas pour la sécheresse ni pour l'incendie mais pour la forte augmentation du nombre de sans-abris que les responsables de Los Angeles ont déclaré l'état d'urgence dans cette ville américaine. Selon les chiffres annoncés par l'Agence de Lassa, chargée de fournir des services aux sans-abris, le nombre de sans-abris a enregistré une hausse de 12% pour atteindre les 45.000. sahartv.ir 07.10

Haut de page

Le 10 octobre 2015

CAUSERIE

J'ai préparé un sujet de causerie que j'ai adressé à deux camarades en leur demandant leur avis. Sans réponse je le mettrai en ligne lundi.

Réflexion politique

La dictature des capitalistes a succédé à celle de prélats et des seigneurs (de guerre) en se parant d'un vernis démocratique, en reconnaissance du rôle joué par la plèbe dans son avènement pour mieux la maintenir en servitude par la suite ou piétiner ses droits ou la démocratie. On a appelé ce régime une république démocratique bourgeoise pour signifier qu'elle était le produit de la lutte des classes et sanctionner la domination de classe des exploiteurs.

De nos jours, sous l'effet de la crise conjointe du capitalisme et du mouvement ouvrier, la bourgeoisie a adopté l'idéologie ou la stratégie néolibérale pour se débarrasser des oripeaux de la République, de la démocratie, et de la lutte des classes, de sorte que sa dictature impitoyable et cynique apparaît de plus en plus clairement ou crûment au grand jour.

Ses représentants et leurs zélés serviteurs se font un devoir de la soutenir à travers leurs discours sans évidemment s'en vanter, pire, en parant les mauvaises intentions qui les animent envers les masses laborieuses des vertus des principes ou valeurs qu'ils ont en fait répudiés ou auxquels ils ont renoncé pour mieux les tromper, procédé démagogique qui pour fonctionner ne peut souffrir la moindre confrontation ou contradiction, ils doivent en permanence recourir au mensonge, à la falsification des faits, au déni, à la démagogie, afin que la réalité telle qu'ils la présentent justifie leur politique et que la plèbe y adhèrent, censurant, ridiculisant, diabolisant ou criminalisant leurs opposants en dénaturant leurs intentions ou leurs propos de manière à ce qu'ils n'aient aucune emprise sur la masse des exploités dont les conditions sont inévitablement vouées à empirer, ce dont ils doivent ignorer ou admettre selon les cas.

La situation telle qu'ils la présentent est du domaine de l'imposture, dans la mesure où elle a pour unique objectif de permettre au gouvernement de mettre en oeuvre la politique dictée par les besoins des capitalistes dans les meilleurs conditions possibles, en prétendant qu'elle répondrait aux besoins de la population ou de l'intérêt général, et qu'elle serait la seule compatible avec la situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer.

La situation qui se présente sous la forme d'un diagnostic unilatéral dans le sens où il n'incarne que les besoins des exploiteurs, est appelé à être partagé par l'ensemble des acteurs sociaux ou politiques qui de bon grè se livrent à cet exercice qui relève de la collaboration de classes. Et c'est à partir de ce diagnostic partagé que les représentants des travailleurs se retrouveront assis autour d'une table au côté de ministres ou/et patrons pour défiinir de quelle manière ils vont pouvoir appliquer la politique néolibérale en tentant d'aller le plus loin possible dans le remise en cause des droits des exploités tout en tenant compte du rapport de force entre les classes qui demeure favorable à la classe dominante.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les faits l'emportent sur les discours que peuvent tenir les uns et les autres. Or les discussions qui ont lieu au sein du mouvement ouvrier ou entre les militants seront conçues de telle sorte qu'elles porteront davantage sur ces discours plutôt que sur les faits, que par ailleurs ils s'emploient à tronquer ou à falsifier lorsqu'ils y font référence, par exemple lorsqu'ils affirmeront que FO et la CGT auraient rompu avec le dialogue social, alors qu'un ministre et Mailly s'empresseront d'affirmer le contraire le jour même, information qui sera au pire volontairement ignorée ou censurée, au mieux dont la portée sera minimisée, ils ne pouvaient pas faire moins puisque quasi-quotidiennement tel ou tel ministre rencontre les différents dirgeants de ces syndicats, faisant des syndicats des rouages permanent de l'Etat, sans qu'il soit nécessaire de rappeler leur participation aux conseils d'adminstrations des entreprises nationalisées ou différentes institutions comme par exemple le Conseil économique et social et environnemental qui fonctionne comme une annexe du Sénat. Les Comités d'entreprise ont la même fonction au sein des entreprises.

En orientant la discussion entre les militants sur ces discours ou des faits qu'ils ont soigneusement sélectionnés, ils vont davantage concourir à les diviser plutôt que les unir tout en prétendant combattre pour leur unité. Unité dont il n'y aurait rien à attendre même si elle se réalisait de bas en haut, dans la mesure où elle reposerait sur le marécage de la collaboration de classes qui l'engloutirait le moment venu, avant que la mobilisation des travailleurs constitue une menace sérieuse pour le régime.

Le discours qui consiste à prétendre que les syndicats seraient indépendants est également du domaine de l'imposture, car c'est un facteur de division qui ne peut que poser problèmes aux militants ou les opposer entre eux. Cette affirmation que les syndicats seraient indépendants repose sur un amalgame entre les dirigeants syndicaux et les militants, qui consiste à ménager ou protéger les appareils corrompus des syndicats, à récupérer l'engagement sincère et honnête des militants au côté des travailleurs au profit de ces appareils qui sont liés au régime.

C'est la détermination des militants syndicaux à rejeter la politique du gouvernement et du patronat qui fixe les limites du "dialogue social" ou de la collaboration de classe, bien que les acteurs qui y participent ne soient pas obligés d'en tenir compte ou passeront outre. Cette limite sera d'autant plus repoussée et la collaboration classe sera perçue de manière toujours plus déformée et donc acceptée par les militants, selon un ensemble de critères qui auront une emprise ou une forte influence sur eux, tels la manière dont se développe la crise du capitalisme et des institutions et l'interprétation qu'ils en font, le niveau de l'offensive de la réaction ou de ses prétentions, la composition de leur syndicat, les couches qu'ils représentent ou les conditions dans lesquelles se trouve celle à laquelle ils appartiennent, et évidemment comment ils perçoivent leurs dirigeants, etc.

Plus ils auront l'impression qu'il n'existe aucune issue à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs, plus ils seront portés à s'y adapter, à modérer leurs revendications et à accepter des concessions qui se traduiront par une nouvelle régression sociale dont ils se feront les complices. Sans s'en apercevoir ou inconsciemment leur comportement sera dicté par le diagnostic qu'ils partagent avec le gouvernement, le patronat et leurs dirigeants syndicaux, même si ces derniers prétendaient le contraire puisque dans la pratique quotidienne ils se comportent de la sorte.

Certains militants résisteront sous la pression des masses, mais sans toutefois être capables de donner une orientation politique correcte à leur intervention dans la lutte des classes, dès lors qu'ils sont eux-mêmes gangrenés par le réformisme, et lorsqu'ils sombreront dans le gauchisme ils ne feront qu'exprimer cette incompréhension du processus historique dans lequel s'inscrivent l'ensemble des facteurs énumérés dans le paragraphe précédent qui nécessite la rupture avec le régime, ses représentants (dont leurs dirigeants syndicaux) et les institutions, le patronat.

C'est ce processus historique avec lequel se confond le développement du capitalisme, qui dicte l'attitude des différents acteurs de la lutte des classes, et donc également celui des militants qu'ils en aient ou non conscience, processus historique qui évoluera dans une direction ou une autre en fonction du comportement de certains facteurs et leurs rapports. Tout dépendra en dernier lieu du terrain de classe sur lequel interviendront ces différents acteurs. S'ils se situent sur celui de la classe dominante, c'est celle-ci qui conservera l'initiative ou consacrera sa domination de classe, qui verra son pouvoir conforté ou renforcé. En revanche, si les exploités qui constituent la majorité de la population parvenaient à se doter de représentants qui mènaient leur combat politique exclusivement sur leur terrain de classe, les conditions seraient ainsi créées pour inverser les rapports existant entre les classes et il serait alors possible d'entrevoir une autre issue à la lutte des classes, comme quoi la barbarie n'est pas une fatalité et le socialisme pas forcément une utopie irréalisable ou impossible à matérialiser.

Les cadres ou dirigeants de partis ouvriers qui sont parvenus à se faire une place au soleil au sein des appareils des syndicats vendus ont trahi le socialisme ou ils y étaient étrangers dès le départ. Il n'a jamais été dit nulle part par aucun dirigeant marxiste du XIXe ou du début du XXe siècle que le but du parti de l'avant-garde révolutionnaire aurait consisté à conquérir la direction des syndicats en achetant ou marchandant des places dans leurs différentes instances en échange de je ne sais quelle concession, qui reviendrait à renier le terrain de classe sur lequel ils devaient mener leur combat ou l'abandon de l'objectif du

combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc l'abolition du capitalisme.

Il est parfaitement clair que si nos dirigeants étaient restés strictement sur cette orientation politique, menant âprement le combat contre tout compromis avec les représentants de l'Etat ou les capitalistes, jamais les appareils des syndicats liés au capitalisme ne leur auraient octroyé de pareilles avantages, de la même manière qu'un militant qui mènerait ce combat dans l'entreprise qui l'emploie serait définitivement grillé ou n'évoluerait jamais dans la hiérarchie, il serait plutôt viré à la première occasion, j'en parle en connaissance de cause.

C'est la réalité, soit on accepte d'être corrompu, soit on s'y refuse, il n'existe pas de troisième voie. Les militants ont tort de refuser de l'admettre ou de ne pas en tenir compte. Qu'est-ce qu'ils s'imaginent ? Quand des représentants du régime vous offre une promotion, c'est soit parce que vous possédez les qualités professionnelles requises selon la définition qu'ils en font qui inclut que vous ferez un bon collaborateur ou porte-parole de leurs intérêts, soit pour vous corrompre ou vous convaincre de ne pas adopter un comportement contraire à leurs intérêts en échange d'avantages matériels, ce qui revient au même et vaut également pour les partis. Il faut être bien naïf pour croire autre chose.

On aurait pu se demander si la participation des dirigeants des trois courants trotskystes aux appareils pourris des syndicats avait permis de faire un pas vers le socialisme, l'inexistence du parti suffira à répondre par la négative.

On terminera par une note personnelle. Il m'est arrivé plus d'une fois d'être définitivement grillé ou de perdre mon boulot uniquement pour avoir exposé une idée, pour avoir juste ouvert la bouche, le plus souvent lors de conversations anodines ou à bâtons rompus qui se voulaient libres ou sans enjeu apparemment, par exemple lors d'un pot, y compris en dehors de l'enceinte de l'entreprise.

J'étais catalogué par mes employeurs comme rebelle, opposant, communiste, et finalement leur ennemi dont il fallait se débarrasser, car ils estimaient que me fournir un travail et un salaire c'était trop, c'était se compromettre ou favoriser le sort de quelqu'un qui avait juré d'avoir la peau des patrons, inacceptable. Il y en eut un qui poussa le vice jusqu'à m'envoyer six lettres recommandées accompagnées d'autant d'entretients avant licenciement, qui m'expliqua droit dans les yeux que, soit il parvenait à me briser et je conserverai mon emploi, soit il finirait par me virer, ce qu'il fit après la septième lettre à l'issue de notre entretien qui fut aussi infructueux que les précédents. Il me demandait d'accepter des conditions que je jugeais inacceptables et qui plus est étaient incompatibles avec mes principes.

Vous comprenez pourquoi je me suis réfugé en Inde, parce qu'après avoir travaillé chez pratiquement tous les principaux revendeurs Canon de la région parisienne (j'étais technicien SAV), j'étais grillé. Et si finalement j'ai quand même réussi à m'en sortir, c'est parce que je suis resté fidèle à mes idées, je l'ai payé très cher mais je ne le regrette pas. Vous comprendrez pourquoi je ne peux pas accepter que certains en fassent un commerce.

Les marxistes ont sacrifié leur vie à notre cause, donc je ne pouvais pas faire moins. Voilà quel était mon état d'esprit qui n'a jamais changé depuis. Et s'il nous faut admettre à la suite de Lénine qu'on soit parfois contraint de faire des concessions à notre ennemi, à condition seulement qu'elles ne portent pas sur les principes auxquels nous resteront indéfectiblement attaché.

Quand est-ce que les Etat-Unis furent une démocratie ? Jamais.

Liste (non exhaustive) des dictatures ou des régimes autoritaires soutenus par les Etats-Unis depuis son indépendance. (wikipedia.org)

Amérique latine :

1. Porfirio Díaz (Mexico) (1876–1911)
2. Institutional Revolutionary Party (Mexico) (1929–2000)
3. Juan Vicente Gómez (Venezuela) (1908–35)
4. Manuel Estrada Cabrera (Guatemala) (1898–1920)
5. Jorge Ubico (Guatemala) (1931–44)
6. Fulgencio Batista (Cuba) (1952–59)
7. Rafael Trujillo (Dominican Republic) (1930–61)
8. Efraín Ríos Montt and the rest of the military junta in Guatemala (1954–86)
9. Revolutionary Government Junta of El Salvador (1979–82)
10. Hugo Banzer (Bolivia) (1971–78)
11. National Reorganization Process (Argentina) (1976–83)
12. Brazilian military government (1964–85)
13. Somoza family (Nicaragua) (1936–79)
14. François Duvalier (Haiti) (1957–71)
15. Jean-Claude Duvalier (Haiti) (1971–86)
16. Omar Torrijos (Panama) (1968–81)

17. Manuel Noriega (Panama) (1983–89)
18. Alfredo Stroessner (Paraguay) (1954–89)
19. Augusto Pinochet (Chile) (1973–90)

Asie :

1. Syngman Rhee (South Korea) (1948–60)
2. Park Chung-hee (South Korea) (1961–79)
3. Chun Doo-Hwan (South Korea) (1979–88)
4. Ngo Dinh Diem (South Vietnam) (1955–63)
5. Lon Nol (Cambodia) (1970–75)
6. Yahya Khan (Pakistan) (1969-71)
7. Mohammad Reza Pahlavi (Iran) (1941–79)
8. Ferdinand Marcos (Philippines) (1965–86)
9. Muhammad Zia-ul-Haq (Pakistan) (1978–88)
10. Saddam Hussein (Iraq) (1982–90)
11. Suharto (Indonesia) (1967–98)
12. Truong Tan Sang (Vietnam) (2011–present)
13. Islam Karimov (Uzbekistan) (1990–present)
14. Pervez Musharraf (Pakistan) (1999–2008)
15. Ali Abdullah Saleh (Yemen) (1990–2012)
16. Emomalii Rahmon (Tajikistan) (1994–present)
17. Gurbanguly Berdimuhamedow (Turkmenistan) (2006–present)
18. House of Saud (Saudi Arabia) (1945–present)
19. Hamad bin Isa Al Khalifa (Bahrain) (1999–present)
20. Hamad bin Khalifa Al Thani (Qatar) (1995-2013)
21. Qaboos bin Said al Said (Oman) (1970–present)
22. Hashemite Dynasty (Jordan) (1951-present)
23. United Arab Emirates (1994-present)

Afrique :

1. King Hassan II, predecessors and successors (Morocco) (1777–present)
2. Gaafar Nimeiry (Sudan) (1969–85)
3. Samuel Doe (Liberia) (1980–90)
4. Apartheid South Africa (1948–94)
5. Meles Zenawi (Ethiopia) (1991–2012)
6. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Equatorial Guinea) (1979–present)
7. Mobutu Sese Seko (Democratic Republic of the Congo) (1965–97)
8. Hissène Habré (Chad) (1982–90)
9. Hosni Mubarak (Egypt) (1981–2011)
10. Idriss Déby (Chad) (1990–present)
11. Yoweri Museveni (Uganda) (1986–present)
12. Zine El Abidine Ben Ali (Tunisia) (1987–2011)
13. Paul Kagame (Rwanda) (2000–present)

Europe :

1. Francisco Franco (Francoist Spain) (1936–75).
2. Greek military junta (1967–74)
3. António de Oliveira Salazar (Portugal) (1932-74)
4. Turkish military junta (Turkey) (1980-91)

Dossier Syrie

- L'armée syrienne avance, l'Otan s'inquiète des opérations russes - AFP

Elles sont trop efficaces apparemment...

La Russie a « violé » l'espace aérien turc parce que la Turquie a « déplacé » sa frontière. - moonofalabama.org - Mondialisation.ca, 06.10

Extraits. Les avions russes en Syrie « ont violé l'espace aérien turc » nous répètent les agences médiatiques. Mais un

précédent rapport montre que cette affirmation est probablement fausse et que ce sont les Etats-Unis qui poussent la Turquie à diffuser cette propagande. (...)

Il se peut bien, en effet, qu'un avion russe ait légèrement franchi la frontière en manoeuvrant. Mais la vraie raison pour laquelle le responsable militaire américain et la Turquie peuvent se plaindre de ces « violations », est que la Turquie a unilatéralement « déplacé » la frontière turco-syrienne de 8 km au sud :

La Turquie maintient une zone tampon de 8 km à l'intérieur de la Syriedepuis juin 2012, depuis qu'un missile syrien de défense aérienne a abattu un avion de chasse turc qui s'était égaré dans l'espace aérien syrien. En vertu des nouvelles règles d'engagement mises en vigueur depuis, l'armée de l'air turque considèrera toute cible qui se trouve à moins de 8km de la frontière turque comme un ennemi et agira en conséquence.

Si les règles d'engagement syrien « déplaçaient » la frontière nord de la Syrie jusqu'à la mer Noire, est-ce que tout avion volant en Turquie orientale violerait l'espace aérien syrien ? Personne ne peut croire à de telles absurdités et c'est la raison pour laquelle personne ne devrait accepter ces idioties américano-turques. Les avions russes n'ont pas à respecter la « nouvelle » frontière turque mais seulement la frontière légale. moonofalabama.org 06.10

Obama accuse la Russie de s'en prendre aux « bons terroristes » - Mondialisation.ca 02.10

Abondamment confirmé dans de nombreux textes mais rarement abordé dans les reportages, l'État islamique en Irak et en Syrie (EIIS) est une création des services secrets des USA, dont les membres sont recrutés, entraînés et financés par ce pays et ses alliés dont la Grande-Bretagne, la France, l'Arabie saoudite, la Turquie, Israël et la Jordanie.

Jusqu'à récemment, l'EIIS était connu sous le nom d'Al-Qaïda en Irak (AQI). Ce n'est qu'en 2014 que le groupe est devenu l'État islamique (État islamique en Irak et en Syrie, État islamique en Irak et au Levant).

Washington a reconnu la détermination de Moscou, mais voilà maintenant qu'Obama se plaint que les Russes prennent pour cible les « bons terroristes » soutenus par Washington. Information privilégiée

Extrait du Wall Street Journal (WSJ) :

D'après des responsables étasuniens, les frappes aériennes russes en Syrie ont visé des rebelles soutenus par la CIA

Un des secteurs touchés est une position tenue principalement par des rebelles financés, armés et entraînés par la CIA et les alliés.

Un élément d'information important rapporté tacitement dans cet article du WSJ est que la CIA soutient des terroristes pour parvenir à un « changement de régime » en Syrie, ce qui implique des opérations de renseignement clandestines dans le territoire syrien : « L'agence d'espionnage étasunienne arme et entraîne des rebelles en Syrie depuis 2013 pour combattre le régime d'Assad. » (WSJ, le 30 septembre 2015; soulignement ajouté. Note de l'auteur : un soutien tacite est fourni depuis le début de la guerre en mars 2011.)

Ce qui précède est connu et confirmé, mais à peine rapporté dans les médias institutionnels.

Le front Al-Nosra : « les bons terroristes »

Le Pentagone, qui reconnaît maintenant candidement que la CIA soutient des groupes affiliés à Al-Qaïda à l'intérieur de la Syrie, dont le front Al-Nosra, déplore du même souffle que la Russie aurait pour cible les « bons terroristes » qui sont soutenus par Washington :

Une des frappes aériennes [russes] a touché une position tenue principalement par des rebelles soutenus par la CIA et les services de renseignement alliés, d'après des responsables étatsuniens (…).

Sur les sept secteurs qui, d'après les médias nationaux syriens, ont été pris pour cible par les frappes russes, seulement un, qui se trouve à l'est de Salamiyah, dans la province de Hama, a une présence avérée de combattants de l'État islamique. Les autres secteurs sont largement dominés par des factions de rebelles modérés ou des groupes islamistes comme Ahrar al-Sham et le front Al-Nosra, affilié à Al-Qaïda. (WSJ, le 30 septembre 2015; soulignement ajouté.)

Le front Al-Nosra, qui est effectivement affilié à Al-Qaïda, est une organisation terroriste « djihadiste » responsable d'innombrables atrocités. Depuis 2012, Al-Qaïda en Irak et le front Al-Nosra, avec le soutien des services secrets des USA, travaillent de concert à diverses menées terroristes à l'intérieur de la Syrie.

Ce qui ressort des nouveaux développements, c'est que le gouvernement syrien a fixé ses propres priorités en vue de la campagne aérienne antiterroriste russe, qui consistent essentiellement à frapper le front Al-Nosra, qui est décrit comme le bras armé terroriste de l'Armée syrienne libre (ASL).

Washington a qualifié le front Al-Nosra d'organisation terroriste au début de 2012. Ce qui ne l'a pas empêché de soutenir Al-Nosra et les soi-disant « rebelles modérés » en leur fournissant des armes, un entraînement, un soutien logistique, des recrues, etc. Ce soutien était fourni par l'intermédiaire de ses alliés du golfe Persique, dont le Qatar et l'Arabie saoudite, et entrait par la Turquie et Israël. .

Fait ironique, dans une décision du Conseil de sécurité de l'ONU rendue en mai 2012, « le front Al-Nosra en Syrie a été mis sur la liste noire en tant qu'alias d'Al-Qaïda en Irak », autrement dit, de l'EIIS : une décision qui se traduira par l'imposition de sanctions contre le groupe, dont un embargo sur les armes, une interdiction de voyager et le gel des avoirs, ont expliqué les diplomates.

La mission étasunienne auprès de l'ONU a affirmé qu'aucun des 15 membres du Conseil ne s'était opposé à l'ajout du front Al-Nosra comme alias d'Al-Qaïda en Irak ce jeudi.

Le front Al-Nosra, l'une des forces armées les plus efficaces dans la lutte contre le président Bachar al-Assad, a prêté allégeance le mois dernier au chef d'Al-Qaïda Ayman al-Zawahri. (Al Jazeera, mai 2012)

Voilà maintenant que la Russie est blâmée pour s'en prendre à une entité terroriste qui est non seulement sur la liste noire du Conseil de sécurité de l'ONU, mais qui a des liens avec l'État islamique en Irak et en Syrie (EIIS).

Quelle est la portée de ces accusations?

Pendant que les médias rapportent que la Russie soutient la campagne antiterroriste, dans les faits, la Russie combat (indirectement) la coalition USA-OTAN en soutenant le gouvernement syrien contre les terroristes, qui se trouvent à être les fantassins de l'alliance militaire occidentale, qui comptent des mercenaires et des conseillers militaires occidentaux dans leurs rangs.

Concrètement, la Russie combat des terroristes soutenus par les USA.

La vérité inavouable, c'est qu'en fournissant une aide militaire à la Syrie et à l'Irak, la Russie s'en prend (indirectement) aux USA.

Dans cette guerre par procuration, Moscou va soutenir ces deux pays dans leur lutte contre l'EIIS, qui est soutenu par les USA et ses alliés. Mondialisation.ca 02.10

Les kurdes syriens rallient Poutine - sahartv.ir

Les kurdes syriens soutiennent les frappes russes contre Daech

Le chef de l'Union démocratique et numéro deux du comité de coordination national des kurdes syriens, Saleh Moslem s' est entretenu avec le vice ministre russe pour le Moyen Orient, Michael Bougdanov de toutes dernières évolutions en Syrie. Les kurdes syriens affirment être en parfaite coordination avec la Russie dans des combats lancés contre les terroristes takfiris. sahartv.ir 09.10

Ceux qui ont lu la causerie du 7 octobre et le passage consacré à l'article digne de l'Otan qu'avait publié le groupe La Commune dans son portail, se souviennent ce que son auteur avait écrit pour justifier sa position envers Assad qu'il mettait dans le même sac que les barbares que "*Les seuls à lutter contre Daech sont les Kurdes*", pas de bol, le voilà démasqué !

De notre côté nous avions souligné qu'Assad avait armé les Kurdes ou qu'il les considéraient davantage commes des alliés. Comme quoi...

La Chine soutient une solution politique à la crise syrienne - sahartv.ir

« La Chine soutient depuis toujours une solution politique à la crise syrienne et appelle à la tenue d'une nouvelle conférence de Genève sur la Syrie », a déclaré jeudi la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Hua Chunying.

« Nous avons pris note de l'annonce par la Russie que sa campagne militaire était menée à l'invitation du gouvernement syrien et visait à lutter contre le terrorisme », a affirmé Mme Hua lors d'une conférence de presse, alors qu'elle répondait à une question demandant si la Chine soutenait les attaques aériennes russes menées depuis le 30 septembre contre les terroristes de Daech en Syrie.

« La Chine reste convaincue qu'une solution politique est le meilleur moyen de mettre fin aux troubles en Syrie et appelle à la tenue rapide d'un dialogue politique d'égal à égal, inclusif et ouvert sur ce dossier », a-t-elle noté. sahartv.ir 08.10

Washington divisé sur la débâcle syrienne, par Patrick Martin - sahartv.ir

La virulence des récriminations entre l'administration Obama et ses opposants républicains du Congrès, celles, au sein des deux Partis démocrate et républicain, et dans l'appareil militaire et du renseignement lui-même, est la marque d'une débâcle, en train de s'intensifier, pour l'impérialisme américain.

La dernière volée de critiques a été déclenchée, à Washington, par une déclaration, jeudi, de l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton, favorite pour l'investiture démocrate, à l'élection présidentielle de 2016, qu'elle favorisait l'imposition d'une «zone d'exclusion aérienne», pour protéger les forces islamistes luttant contre le gouvernement Assad et soutenues par les États-Unis. Clinton a fait sa déclaration, le lendemain des premières frappes aériennes russes, depuis la base, nouvellement, créée, près de la ville portuaire de Lattaquié, un bastion d'Assad.

Le Président russe, Vladimir Poutine, avait déclaré que ces frappes visaient à détruire l'État islamique, (EI), et d'autres groupes fondamentalistes islamiques, qu'il avait traités de «terroristes», selon l'usage instauré par le gouvernement américain, sous George W. Bush, et repris, ensuite, par Obama. Parmi ceux ciblés par les bombes russes, il y a, à la fois, l'EI, et les différents groupes islamistes, qui ont reçu des armes et d'autres aides américaines, soit, directement, de la CIA, soit d'alliés des États-Unis, comme l'Arabie saoudite et le Qatar. Parmi ces derniers, il y a le Front Al-Nosra, un groupe puissant, affilié à Al-Qaïda, et qui fait partie du front militaire «rebelle» luttant contre Assad et soutenu par les États-Unis. Clinton avait soutenu une intervention américaine plus agressive, dans la phase initiale de la guerre civile syrienne, en 2011-2012, mais cela avait été rejeté par Obama. Jeudi, elle a déclaré, à Boston, que si elle était restée à la tête du Département d'État, «Personnellement, j'aurais maintenant préconisé une zone d'exclusion aérienne et des corridors humanitaires, pour tenter d'arrêter le carnage au sol et depuis l'air».

L'intervention militaire russe donne, cependant, une autre dimension à une telle politique. Une «zone d'exclusion aérienne» devrait être imposée, non seulement, contre ce qui reste de l'armée de l'air d'Assad, mais aussi, contre la Russie, une puissance militaire de pointe, qui a stationné des armes anti_aériennes sophistiquées autour de sa nouvelle base syrienne. Une telle opération comporterait le risque d'un affrontement militaire immédiat entre les deux puissances nucléaires que sont la Russie et les États-Unis.

Obama a, publiquement, rejeté le conseil de Clinton, lors de sa conférence de presse, vendredi, après avoir, d'abord, dénoncé ce qu'il a appelé «les idées boiteuses» et «le tas de charabia» des critiques, au Congrès, de la politique américaine, en Syrie. Interrogé pour savoir s'il incluait Clinton, dans les idées «boiteuses», il a dit que non, mais a déclaré qu'il ne soutenait pas une «zone d'exclusion aérienne» ou toute autre action militaire, qui ferait escalader le conflit. «On ne va pas faire de la Syrie une guerre, par procuration, entre les États-Unis et la Russie. Ce serait une mauvaise stratégie de notre part», a dit Obama. Dans le même temps, il a réitéré l'objectif de l'administration de chasser le régime d'Assad du pouvoir, laissant tomber le prétexte que l'EI est la cible principale de l'intervention américaine.

Clinton n'a fait que s'associer au tambour croissant venant de nombreux Démocrates et de la plupart des Républicains, au Congrès, en faveur d'une escalade, en Syrie. Une récente audition, devant la Commission des services armés du Sénat, avait vu l'ancien directeur de la CIA et l'ancien commandant, en Irak et en Afghanistan, David Petraeus, recommander un ultimatum à Assad, pour qu'il arrête d'utiliser des «bombes barils», armes rudimentaires beaucoup plus faibles que les bombes énormes, lancées, chaque jour, par l'aviation américaine, en Syrie, et la mise en œuvre d'une zone d'exclusion aérienne, si Assad refusait.

Plusieurs membres démocrates de la commission ont déclaré leur soutien à une zone d'exclusion aérienne, y compris, le sénateur de Virginie, Tim Kaine, ancien chef du Comité national démocrate, et le sénateur indépendant du Maine, Angus King, qui travaille avec les Démocrates. Le sénateur de l'Illinois, Richard Durbin, dirigeant de la minorité, a, également, soutenu une zone d'exclusion aérienne. Encouragés par ce tournant des Démocrates, des Républicains, dirigeants du Sénat, ont intensifié leurs attaques de la Maison-Blanche. Le président de la Commission sénatoriale des relations étrangères, Bob Corker, a annoncé qu'il convoquerait le secrétaire d'État, John Kerry, pour témoigner, la semaine prochaine, sur la réponse américaine à l'intervention russe, en Syrie. Il a dit à MSNBC, «En l'absence de leadership de l'Administration Obama, Poutine continue de faire ce qu'il souhaite, sans crainte de réaction, de la part des États-Unis, et, maintenant, la Russie lance des frappes aériennes, qui exacerbent la crise humanitaire».

Le plus important partisan de la guerre, au Sénat, le Président du Comité des services armés, John McCain, a déclaré, dimanche, que les États-Unis étaient, déjà, engagés, dans une guerre, par procuration, avec la Russie, en Syrie, en dépit du désaveu d'une telle politique, de la part d'Obama. Le Président russe, Vladimir Poutine, «a traité les États-Unis avec dédain et mépris», a fulminé l'ex-candidat présidentiel républicain, dans une apparition, à l'émission de CNN «l'État de l'Union». Poutine lançait des frappes aériennes et «il pénétrait, au Moyen-Orient, comme la Russie ne l'avait pas fait, depuis qu'Anwar Sadat l'a expulsée,

en 1973», a déclaré McCain. McCain a été contredit, cependant, par celui qui mène, dans les sondages, pour l'investiture présidentielle républicaine 2016, le milliardaire Donald Trump.

Celui-ci est apparu, dans plusieurs émissions du dimanche matin, et a appelé à une politique de non-intervention, en Syrie. "Il était dans l'intérêt des États-Unis, a-t-il dit, de laisser les combattants, en Syrie, s'entretuer". «Laissez l'EI et la Syrie combattre», a-t-il dit, «et laissez la Russie prendre soin de l'EI».

L'administration Obama poursuit les intérêts de l'impérialisme américain, dans la région, de façon tout aussi féroce que ses critiques, mais avec d'autres tactiques. Elle a misé sur les assassinats, par drone, les frappes aériennes, la formation militaire et l'acheminement de matériel militaire, par ses mandataires, Arabie saoudite et Qatar. Son prédécesseur avait misé sur l'intervention directe de centaines de milliers de troupes terrestres américaines.

Aucune des deux tactiques n'a réussi à soumettre le Moyen-Orient à l'impérialisme américain, mais a infligé une destruction terrible, causé la mort de centaines de milliers de personnes et créé des dizaines de millions de réfugiés. Les lignes de fracture, créées par la débâcle, en Syrie, (comme, en Irak, et ailleurs), traversent, non seulement, les deux partis politiques de l'aristocratie financière, mais aussi, l'appareil militaire et de renseignement lui-même.

Si Petraeus parle, pour une faction de cet appareil, la direction actuelle du Pentagone, elle, est, catégoriquement, opposée à un engagement supplémentaire majeur de forces américaines, au Moyen-Orient. Elle pense qu'il est nécessaire de se préparer à un affrontement imminent avec la Russie, et, en particulier, avec la Chine. Selon un article du "Washington Post", samedi, il y a un conflit aigu entre, d'une part, la CIA, qui est, fortement, engagée, en Syrie, et aurait consacré 10 pour cent de son budget total à la formation de forces islamistes au combat anti-Assad, et, de l'autre, le Pentagone, dont l'effort, pour la formation des «rebelles» syriens, a été pour la forme.

L'article dit: «Un ancien haut responsable américain du renseignement a dit que l'échec des États-Unis à répondre aux frappes ou à renforcer le soutien aux unités formées par la CIA était susceptible de provoquer la colère des équipes paramilitaires de la CIA, dans la région, irritées, depuis plusieurs années, par les limites imposées par la Maison-Blanche au degré de soutien apporté aux groupes rebelles "modérés"». sahartv.ir 08.10

ACTUALITE EN TITRES

A l'heure de l'imposture universelle.

- Hollande décore Rocard le réformiste de la plus haute distinction française - AFP

Avec Delors et Attali, c'est celui qui a servi de référence à l'extrême droite néolibérale du PS.

- Le Nobel de la paix soutient le seul espoir du printemps arabe en Tunisie - AFP

- Le Nobel de la paix attribué au quartet de dialogue national tunisien - Liberation.fr

Rira bien qui rira le dernier!

- 71% des Français jugent qu'il faut encore pouvoir rire de tout - AFP

Peut-être pas avec n'importe qui...

C'est uniquement pour s'enrichir qu'ils ont mis les femmes au travail.

- La scolarisation des filles dans le monde, un potentiel de richesse économique - 20minutes.fr

Quand le développement du capitalisme fut synonyme de progrès social, ce fut toujours bien malgré lui, jamais les patrons ou les capitalistes n'ont eu réellement l'intention d'améliorer le sort de la condition ouvrière. Prêter au capitalisme des vertus humanistes ou philanthropiques est l'oeuvre de faussaires ou d'ignorants. 20minutes.fr 09.10

Le droit du travail réduit à une pochette surprise

- La Redoute : les horaires des salariés à la loterie - LePoint.fr

Commentaire d'un internaute

-"... pour passer d'un horaire de JOUR à un horaire de NUIT, il faut un avenant au contrat de travail, avenant que le salarié peut parfaitement refuser de signer. Après, c'est vrai, le patron peut le licencier, mais il doit inventer un motif, car le refus, SEUL, n'est pas suffisant."

Gageons que le patron le trouvera si vous refusez, faites confiance à leur imagination ou croyez-en mon expérience...

ACTUALITÉ DU JOUR

Craignez-vous de mourrir ? Oui. Etonnant ? Non, normal.

- Les syndicats mettent en danger Air France, selon une majorité de Français - 20minutes.fr

Deux tiers des Français estiment que les syndicats d'Air France mettent en péril la compagnie aérienne, selon un sondage Elabe pour Les Echos, Radio Classique et l'Institut Montaigne, publié jeudi. Les syndicats du personnel navigant d'Air France ont refusé un plan de productivité prévoyant de voler plus à rémunération constante.

Les syndicats d'Air France mettent-ils en danger la compagnie aérienne ? 67 % des personnes interrogées répondent « oui », 32 % « non ». 20minutes.fr 08.10

Comme dirait l'autre, posez la question c'était y répondre ! Une misérable mystification...

Quand il sera alors trop tard et que nous serons réduit définitivement en servage, il y en a qui se demanderont pourquoi personne n'a pensé à un moment donné à créer un véritable syndicat ouvrier dans lequel la majorité des travailleurs se seraient reconnus.

Pétard mouillé.

- Au sommet de l'Etat, «la crainte que ça pète quelque part» - Liberation.fr

«Tous les ingrédients sont réunis pour que la situation sociale dégénère, confie un proche du Premier ministre. La désespérance, la colère, le rejet de l'islam et des élites. Il y a aujourd'hui une vraie impatience des Français devant l'absence de résultat de nos politiques.» Pour autant, ajoute-t-il immédiatement, «on n'a aucune remontée des services de renseignement d'un risque imminent». Un conseiller du chef de l'Etat abonde : «Oui il y a la crainte que ça pète quelque part. En banlieue ou sous la forme d'un mouvement comme les bonnets rouges.» Et le même de s'inquiéter du mouvement de grève général, mercredi, de tous les syndicats policiers devant la Chancellerie. «Ça me rappelle 1983, quand les policiers avaient manifesté sous les fenêtres de Badinter», poursuit ce conseiller. Liberation.fr 09.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

1.1- L'ONU condamne les violences israéliennes contre les Palestiniens - sahartv.ir

Dans la foulée des protestations mondiales contre les violences israéliennes à l'encontre des Palerstiniens, les autorités onusiennes en les condamnant ont mis en garde contre les conséquence de ces violences.

Dénonçant dans un communiqué le massacre ces derniers jours des Palestiniens par le régime sioniste, le secrétaire général de l'ONU a déclaré que la destruction des habitations palestiniennes et l'extension de la colonisation n'auraient pour conséquence que d'étendre les violences dans les territoires occupés. Il ajoute que les affrontements de ces derniers jours, faisant nombre de tués et de blessés parmi les Palestiniens, sont un signe inquiétant illustrant le caractère incontrôlable des violences dans cette région.

Les actes israéliens sont l'exemple flagrant de crimes contre l'humanité et de génocide; "la barbarie de ces violences notamment contre le peuple de Gaza blesse le coeur de tout être humain", précise aussi le communqiué. Les crimes perpétrés par Israël montrent bien que ce régime usurpateur ne connaît aucune limite dans sa nature sanguinaire. La communauté internationale, de nos jours, en a assez de l'attitude israélienne d'ignorer les résolutions de l'ONU et les rapports des organismes liés à cette instance.Les réactions onusiennes montrent une nouvelle fois l'échec du régime sioniste et de ses protecteurs pour détourner l'attention de l'opinion publique mondiale de la question palestinienne et des droits des Palestiniens.

La région est en proie aux agissements terroristes et Israël croyait que le monde était occupé ailleurs. Les rapports de l'ONU sur les guerres déclenchées ces dernières années par le régime sioniste notamment celles de 50 jours en 2014 à Gaza, de 22 jours en 2009 et de 8 jours en 2012 indiquent bien que le régime sioniste a commis des crimes contre l'humanité. Mais ces rapports onusiens n'ont jamais eu de suivi à cause des obstructions des Etats-Unis et de certains Etats occidentaux et de la passivité du Conseil de sécurité, et ces inactions ont de plus en plus incité le régime sioniste à poursuivre ses crimes. sahartv.ir 08.10

1.2- Les violences gagnent Gaza, six Palestiniens tués - AFP

Les violences se sont étendues vendredi pour la première fois à la bande de Gaza où six jeunes Palestiniens ont été tués par des soldats israéliens, le chef du Hamas parlant de nouvelle intifada.

Au même moment, l'animosité grandissait en Israël où un juif a poignardé deux Palestiniens et deux Arabes israéliens, le premier acte de représailles contre une vague d'agressions au couteau par des Palestiniens qui s'est poursuivie vendredi.

Six jeunes de Gaza, dont un de 15 ans, ont été tués et 80 autres blessés, dont 10 grièvement, par des tirs de l'armée à l'est des villes de Gaza et de Khan Younès lors de rassemblements en solidarité avec les Palestiniens de Cisjordanie occupée et de Jérusalem-Est. Il s'agit de la journée la plus meurtrière à Gaza depuis la guerre de l'été 2014.

Des centaines de jeunes ont manifesté devant la barrière qui enferme hermétiquement le territoire. C'est la première fois depuis longtemps que des manifestations aussi importantes se déroulaient dans cette zone où les Palestiniens s'exposent aux tirs israéliens s'ils approchent trop près.

Les jeunes Palestiniens, visages recouverts du keffieh ou tête nue, parfois en simple débardeur, ont défié les soldats en lançant des cailloux à la main ou au lance-pierres, ont constaté les photographes de l'AFP.

Les soldats israéliens "ont ouvert le feu sur les principaux agitateurs quand les manifestants se sont approchés en jetant des pierres et en roulant des pneus enflammés", a expliqué l'armée.

Mohammed al-Raqab, 15 ans, Ahmed al-Hirbaoui, Chadi Daoula, Abed al-Wahidi, Adnane Abou Aliane et Nabil Charaf, 20 ans, sont les premiers Gazaouis tués depuis le 1er octobre et le début d'une escalade de violences entre Palestiniens et Israéliens.

Vendredi, le chef du mouvement islamiste dans l'enclave n'a pas hésité à parler de nouvelle intifada, du nom des soulèvements populaires de 1987 et 2000 qui ont fait des milliers de morts.

"Nous appelons à renforcer et accentuer l'intifada (...). Gaza remplira son rôle dans l'intifada de Jérusalem et elle est plus que prête à l'affrontement", a dit Ismaïl Haniyeh lors de son prêche pendant la prière hebdomadaire dans une mosquée de Gaza.

Saëb Erakat, un proche du président palestinien Mahmoud Abbas, a lui dénoncé "un nouveau massacre en Palestine" de la part d'Israël.

Si la montée des tensions a réveillé le spectre d'une troisième intifada, des analystes estiment communément qu'on n'en est pas là mais mettent en garde contre le risque qu'un incident grave ne mette le feu aux poudres pour de bon.

"Nous sommes actuellement dans une spirale qui va en s'amplifiant", a dit à l'AFP Ido Zelkovitz, expert en histoire palestinienne à l'université de Haïfa. Il a souligné le dilemme du Hamas à l'heure de décider ou non de représailles: ne pas provoquer une confrontation à grande échelle ou ne pas rester "à la traîne" d'un mouvement qui prend de plus en plus un caractère religieux.

Vendredi, des affrontements ont aussi opposé Palestiniens et soldats israéliens à travers toute la Cisjordanie, notamment près de Ramallah après les funérailles de Mohammad Halabi, 19 ans, abattu après avoir mortellement poignardé deux juifs samedi dans la Vieille ville de Jérusalem.

Hébron, Naplouse, Jénine, Qalqiliya et leurs environs ont également été secoués par des heurts.

Des Palestiniens ont aussi affronté des policiers dans le camp de réfugiés de Chouafat, à Jérusalem-Est, annexée et occupée

par Israël, où un des leurs avait été tué la veille par des tirs israéliens.

Les attaques isolées à l'arme blanche, de la part de Palestiniens pour la très grande majorité, se sont multipliées contre des Israéliens et des juifs. Quatre nouvelles agressions à l'arme blanche se sont produites vendredi et pour la première fois, l'une de ces agressions a été l??uvre d'un juif, un jeune de 17 ans qui a légèrement blessé au couteau deux Palestiniens et plus sérieusement deux Arabes israéliens à Dimona (sud d'Israël).

Il a été arrêté et a dit aux policiers avoir agi parce que "tous les Arabes sont des terroristes", selon la police.

Washington a qualifié vendredi de "terroristes" les attaques menées par des Palestiniens, tout en refusant d'avoir le même jugement concernant cette dernière agression, lors du point-presse du Département d'Etat.

En une semaine, treize attaques à l'arme blanche, dont celle de Dimona, ont été dénombrées durant lesquelles deux Israéliens sont morts et quinze blessés alors que cinq des assaillants présumés ont été tués, dont un vendredi.

Depuis le 1er octobre, date du meurtre de deux colons en Cisjordanie, les violences ont tué quatre Israéliens et quatorze Palestiniens dont cinq agresseurs présumés.

2- Turquie

- Turquie : le rédacteur en chef de Today’s Zaman sous mandat d’arrêt - euronews.com

Il ne fait pas bon critiquer le pouvoir en place en Turquie. Le rédacteur en chef du journal Today’s Zaman est le dernier à en faire l’expérience. Bülent Kenes est sous le coup d’un mandat d’arrêt. Il est poursuivi pour injures envers le chef de l’Etat à cause de tweets critiquant Recep Tayyip Erdogan. euronews.com 09.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- La «communauté éducative» recale les nouveaux programmes - Liberation.fr

Le Conseil supérieur de l'éducation a voté jeudi soir, de manière consultative, contre les nouveaux programmes du CP à la troisième, dont la première version avait électrisé le débat au printemps dernier.

Qui s’est prononcé et quelles seront les conséquences ?

La «communauté éducative», c’est qui ?

C’est ce qu’on appelle le Conseil supérieur de l’éducation (CSE), une instance qui réunit pêle-mêle les syndicats de profs, des cadres de l’Education nationale, des représentants de parents d’élèves, des étudiants, lycéens, des collectivités territoriales… Quand ils sont au grand complet, en formation plénière, ils sont 97. Ils sont amenés à se prononcer sur «les questions d’intérêt national» concernant l’éducation.

Qui a voté contre ?

Une fois le jeu des amendements terminés, les membres du CSE ont été invités à se prononcer sur la version finale (les programmes scolaires dans leur intégralité donc). Résultat : 18 voix pour, 21 contre et 12 abstentions. Le ministère précise que 51 membres étaient représentés sur les 97. Parmi les contre : le Snes-FSU (principal syndicat des enseignants du secondaire), FO, SNEP, la CGT et le Snalc. Les syndicats SE-Unsa, Sgen-CFDT, SNIA-IPR, SNPDEN ainsi que les fédérations de parents d’élèves Peep et Apel (privé) ont voté. Le SNUipp-FSU, la fédération de parents FCPE et les organisations d’étudiants Unef et Fage se sont abstenus.

Quelles seront les conséquences ?

Sur le plan du droit, aucune. Cette instance est consultative. Donc les avis rendus n’engagent pas le gouvernement. Il arrive d’ailleurs régulièrement que le CSE se prononce contre des réformes, et qu’elles soient quelques mois plus tard mises en œuvre. Les derniers programmes scolaires (ceux de 2008) avaient, par exemple, été rejetés par le CSE de l’époque…

Ceci dit, politiquement, c'est une autre paire de manches. Vendredi, en début d'après-midi, la ministre Najat Vallaud-Belkacem n'avait pas encore réagi officiellement. Ce désaveu du CSE la place dans une situation délicate. Il s'inscrit dans un contexte tendu, avec une contestation contre la réforme du collège encore vivace – une nouvelle manifestation est d'ailleurs prévue samedi, à Paris.

Au plus fort de la tempête, en mai, Najat Vallaud-Belkacem s'était appuyée sur le vote du CSE, qui s'était prononcé pour la réforme du collège (malgré l'opposition des principaux syndicats enseignants) pour asseoir la légitimité de son projet. La ministre s'était abondamment servie de ce vote pour fermer le clapet à ceux qui demandaient l'abandon du projet. «La réforme a été validée par la communauté éducative, elle s'appliquera», a-t-elle répété à plusieurs reprises. Cette fois, ce sera plus compliqué. Liberation.fr 09.10

ECONOMIE

Capital.

- Le montant 2015 des fusions et acquisitions à un niveau record - Reuters

Les fusions et acquisitions annoncées depuis le début de l'année ont atteint un niveau record en valeur, portées par l'annonce de l'OPA hostile de 100 milliards de dollars du brasseur Anheuser-Bush InBev sur son concurrent SABMiller, montrent des données de Thomson Reuters.

Leur montant est de 3.380 milliards de dollars (3.000 milliards d'euros environ), en hausse de 35% sur la période comparable de 2014. C'est également un montant sans précédent, ramené à une période écoulée depuis le début de l'année, depuis que cette statistique existe, soit 1980.

La plus grosse OPA jamais réalisée reste celle de 202,8 milliards de dollars de Vodafone sur Mannesmann en 1999.

L'année aura vu d'autres méga-fusion ou acquisition: l'OPA de 70 milliards de dollars de Shell sur BG Group en avril est ainsi la plus grosse opération du secteur de l'énergie depuis plus de 10 ans.

Warren Buffett aura lui réalisé sa plus grosse acquisition avec le rachat en août de Precision Castparts par son fonds Berkshire Hathaway. Reuters 09.10

Haut de page

Le 11 octobre 2015

CAUSERIE

On mettra les infos en bref en ligne demain.

Selvie, ma compagne, a été contrainte par son employeur, une riche italienne, de travailler ce dimanche matin. Elle a menacé de la virer sur le champ si elle refusait. Du coup je ne bosserai pas cet après-midi pour le partager avec elle. La pauvre femme était bouleversée et en pleurs. Elle n'a aucun recours évidemment, ici le Code du travail cela n'existe pas, c'est la précarité totale, rien de tel pour maintenir les esclaves en laisse.

Vous comprendrez pourquoi toutes les conneries de vos dirigeants m'exaspèrent au plus haut point... On va se les farcir histoire de se soulager un peu, comme disait Lénine à quoi bon combattre l'impérialisme si on ne combat pas simultanément l'opportunisme. A rien sinon à s'en faire les complices. Non merci !

C'est quoi l'opportunisme, tenir un double langage, jouer un double jeu. Mode d'emploi.

Nous soutenons la version des faits, selon laquelle c'est Assad qui en réprimant dans le sang des manifestations pacifiques aurait déclenché une guerre civile en Syrie, c'est lui qui porterait la responsabilité de la suite des évènements et des quelque 240.000 morts. Autrement dit, vous adoptez la version d'Obama reprise en boucle depuis 2011 par la totalité des

gouvernements occidentaux (dont ceux de Sarkozy et Hollande) et des médias institutionnels, l'UE, l'Otan, le Pentagone, la CIA, les monarchies du Golfe, la Turquie, sans oublier Al-Qaïda et l'Emirat islamique, le Conseil de sécurité de l'ONU à l'exception de la Russie.

Par ailleurs, nous exigeons que Hollande et le gouvernement français cesse de bombarder la Syrie.

Où est le lézard ?

On pourrait se borner à répondre qu'il faut vraiment être dépourvu de tout esprit critique pour faire partie de ce consensus aux intentions plus que douteuses au regard de ses participants. C'est totalement aberrant, à peine croyable qu'on puisse en arriver là, j'allais écrire à ce degré de corruption idéologique, stupéfiant tellement c'est ridicule, grotesque, il faut à la base avoir subi un lavage de cerveau pour se laisser entraîner à croire le discours d'acteurs et d'institutions aussi réactionnaires, à la réputation sulfureuse. C'est comme si on n'avait tiré absolument aucun enseignement après des années de militantisme ou qu'on avait fini par être complètement sclérosé, bref, c'est complètement dingue !

Où est le lézard ?

C'est simple. Cette version des faits a été conçue uniquement pour justifier une intervention militaire américaine ou occidentale en Syrie pour renverser Assad... Ce qui signifie qu'en la soutenant ou en la partageant en sachant ou non qu'elle a été fabriquée par Washington, vous cautionnez le bombardement de la Syrie tout en le dénonçant, ce qui n'apparaîtra pas forcément à première vue ou ce que vous pourrez contester du fait que vous ignorez que la version des faits a été falsifiée ou que vous êtes sous l'emprise de la propagande gouvernementale.

Autrement dit cette manipulation repose ou peut fonctionner à condition seulement que vous ignoriez les faits réels que l'on s'efforcera de vous cacher ou de nier, ce qui signifie qu'elle a sciemment été planifiée en partant de l'hypothèse que vous n'aurez pas accès à la version originale des faits ou que vous ne la croirez pas, ce qui veut dire que c'est intentionnellement qu'ils trompent militants et travailleurs. Je ne sais pas si vous mesurez la gravité du procédé qui relève de la supercherie organisée, préméditée.

Voilà pour le soutien du POI (NPA et LO) à la politique extérieure ou coloniale de Hollande ou de l'impérialisme américain.

Maintenant on va prendre un autre exemple plus pernicieux ou tordu qui concerne la politique intérieure.

Avec la pseudo-gauche et extrême gauche ils ont accusé en choeur Hollande de ne pas avoir respecté le mandat que les électeurs lui auraient donné en mai 2012. Qu'est-ce que cela signifiait ?

Deux cas de figure se présentaient. Soit il le respectait, soit il ne le respectait pas. S'il le respectait, ce qui sous-entend qu'il aurait tenu un discours favorable aux travailleurs, cela aurait signifé que Hollande et le PS étaient de gauche (selon leur conception de la gauche), et s'il ne le respectait pas, qu'il aurait trahi son engagement ou ses promesses électorales sans forcément en tirer la conclusion que Hollande et le PS étaient de droite puisque s'ils allaient agir de la sorte c'était seulement par faiblesse ou sous la contrainte du marché ou de la situation, seule leur politique serait susceptible d'être qualifiée de droite, alors qu'ils seraient toujours de gauche.

On s'aperçoit que dans les deux cas on est en présence d'un tour de passe-passe qui relève là encore de l'escroquerie politique. Comment cela ?

C'est simple. Vous aurez remarqué que dans les deux cas ils arrivaient à la même conclusion, Hollande et le PS sont et demeurent de gauche, c'est d'ailleurs là qu'ils voulaient en venir, autant dire qu'ils le resteront indéfiniment ou pour l'éternité et le tour est joué, amen.

Où était le lézard ?

Dans le postulat du départ qui était faux et qui consistait à affirmer que Hollande aurait détenu un mandat du peuple, alors qu'il ne pouvait détenir un mandat que des banquiers ou du CAC40, et les électeurs qui avaient voté pour lui n'avaient fait que s'illusionner ou manifester leurs illusions dans le capitalisme, dont Hollande était le meilleur représentant à leurs yeux puisqu'ils n'étaient pas plus socialistes que lui. Cette explication est conforme au contenu politique de ce que les uns et les autres appellent l'électorat de gauche.

On se demande comment Hollande aurait-il pu détenir un mandat du peuple, puisque les masses exploitées étaient incapables de se situer sur un terrain de classe indépendant, car si cela avait été le cas, elles n'auraient pas voté pour Hollande qui manifestement ne pouvait pas incarner ce terrain de classe puisqu'il incarnait celui des capitalistes. Nous faire le coup du mandat du peuple revenait à faire croire que les électeurs découvraient Hollande et le PS ou qu'ils ignoraient leurs réelles intentions. Et

s'ils avaient voté par dépit ou pour uniquement chasser Sarkozy, on ne voit pas trop ce que viendrait faire ici la question du mandat qu'ils auraient confié à Hollande et au PS, à moins que...

On peut retourner la question dans tous les sens, à l'arrivée on en arrive toujours à la conclusion qu'il y avait incompatibilité entre Hollande et un mandat du peuple ou conforme à ses intérêts. On peut aller plus loin et préciser que Hollande a été élu par la majorité de la petite bourgeoisie et des classes moyennes, par l'aristocratie ouvrière, classes et couches du prolétariat qui avaient lié leur sort à celui du capitalisme, et qui estimaient qu'elles seraient mieux traitées par Hollande que par Sarkozy, le reste du prolétariat n'ayant fait que suivre le mouvement, sans illusion ou état d'âme dans Hollande.

Finalement, prétendre que Hollande n'aurait pas respecté son mandat consistait à se faire les porte-parole des intérêts de la petite bourgeoisie, des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière qu'incarne le POI, et non la classe ouvrière qui n'avait rien à attendre de Hollande et du PS et en avait parfaitement conscience. Or, au-delà de leur appartenance au camp des capitalistes, qu'incarnaient Hollande et le PS sinon la petite bourgeoisie, les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière, le fond de commerce traditionnel du réformisme ou la négation du socialisme.

On a là le contenu politique du "mandat du peuple" de Hollande qui avait pour objectif de rappeler à son bon souvenir qui l'avaient élu, pour qu'il veuille bien avoir l'obligeance de les servir ou de ne pas se montrer trop ingrat à leur égard, quitte si nécessaire à soutenir ses guerres impérialistes en Afrique et au Moyen et Proche-Orient et la boucle de l'opportunisme lié à l'impérialisme était bouclée.

Des militants nous ont écrit qu'ils n'avaient pas progressé après avoir milité parfois pendant 40 ans au sein de ce courant politique, d'autres nous ont écrit que seules nos causeries leur avaient permis de les aider à progresser ou à répondre aux nombreuses questions qu'ils s'étaient posés et auxquels ils n'avaient trouvé aucune réponse satisfaisante ailleurs...

Mais camarades, ce sont des questions que des millions et millions de travailleurs et jeunes ont forcément été amenés à se poser compte tenu des contradictions qui surgissaient du développement de la situation elle-même, et qui parce qu'ils n'y avaient pas trouvé de réponses cohérentes ou crédibles n'ont pas pu disposer des arguments ou des moyens qui leur auraient permis de forger librement leurs convictions et de se mobiliser pour combattre la politique réactionnaire de Hollande (et avant lui de Sarkozy), ils ont été pour ainsi dire neutralisés ou réduits à l'impuissance, ce qui ne pouvait les conduire qu'à renforcer leur impression dévastatrice ou préjudiciable à notre cause, qu'il était finalement impossible de s'y opposer, pire encore, ils devaient subir la pression du camp de la réaction et pour certains abdiquer ou le rejoindre.

Certains estiment inutile ou nuisible notre démarche et la condamne. Au nom de quoi, de qui, qui sont-ils, que représentent-ils au juste dès lors qu'ils soutiennent aveuglément les pratiques que nous venons de dénoncer et que nous combattons.

Quelle démarche est légitime, celle qui consiste à nier les faits, à les tronquer, les falsifier, les inventer ou celle qui consiste au contraire à s'en tenir aux faits dans leur intégralité et à les porter à la connaissance des militants et des travailleurs pour qu'ils se forgent librement leurs convictions et en tirent des conclusions pratiques ?

Qui sont les faussaires, les manipulateurs ?

Qui a cédé à la tentation d'imposer ses idées aux autres selon vous, ceux qui nient les faits ou les réduisent à ceux qu'ils ont sélectionnés à votre insu, ou ceux qui les prennent en compte en totalité dans leurs analyses en les portant à votre connaissance?

Qui a cédé à la tentation d'imposer ses idées aux autres selon vous, ceux qui vous demandent de prendre position à partir de leur interprétation de la situation ou l'idée qu'ils s'en font, ou ceux qui vous proposent uniquement de partir des faits ?

Je vous laisse répondre librement à ces questions.

N'oubliez pas qu'à partir du moment où on aura adopté une position sur la base d'une analyse falsifiée de la réalité, pour l'imposer au sein d'un parti aux militants qui la contesteraient, on serait forcé de recourir à des méthodes autoritaires et déloyales dignes des pires fossoyeurs ou ennemis de la classe ouvrière et du socialisme, un tel parti sera voué à végéter ou à se disloquer.

Voilà une explication pour comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, libre à chacun de la partager ou de la rejeter. Et nous dirons à ceux qui seraient tentés de la rejeter, qu'ils sachent que tôt ou tard les faits qu'ils se sont employés à occulter ou à nier referont surface ou finiront par s'imposer. On leur offre ici la possibilité d'y réfléchir tranquillement sans rien exiger d'eux en retour, car nous ne sommes pas des adeptes de la chasse aux sorcières ou des séances d'autocritiques particulièrement humiliantes, et nous concevons que chacun à le droit à l'erreur, surtout à l'heure où la plus grande confusion qui soit règne au sein du mouvement ouvrier, confusion dont ils ne portent pas la responsabilité à titre individuel, mais qu'ils peuvent soit contribuer à alimenter, soit la combattre s'ils en ont le courage et la volonté.

Haut de page

Le 12 octobre 2015

CAUSERIE

Nadejda Kroupskaïa - Souvenirs sur Lénine, 1930

Extrait. Vladimir Ilitch avait essayé un moment de mener l'action à l'échelle internationale. On tint des réunions dans le petit café Zum Adler, dans une ruelle toute proche. Il y vint quelques bolchéviks russes et polonais, des socialistes suisses, quelques jeunes Allemands et Italiens. La première réunion compta environ quarante personnes. Ilitch y exposa son point de vue sur la guerre, sur la nécessité de condamner les chefs qui avaient trahi la cause du prolétariat ; il élabora un programme d'action. Quoique internationalistes, les étrangers furent interloqués par l'audace d'Ilitch. Je me rappelle le discours d'un représentant de la jeunesse suisse qui déclara qu'on ne pouvait pas se casser la tête contre un mur. Ce qui est certain, c'est que notre auditoire se mit à fondre et que, à la quatrième réunion, il ne vint plus que des Russes et des Polonais. On se sépara après quelques plaisanteries.

Nadejda Kroupskaïa était la compagne de Lénine.

C'est marrant, l'attitude de ces "*étrangers*" me fait penser à celle de nos lecteurs...

On est en guerre contre l'impérialisme et l'opportunisme que voulez-vous ! Accrochez-vous à votre petit confort matériel, bientôt ce ne sera plus qu'un douloureux souvenir...

Réflexions politiques

1- En somme, ce qu'ils ont appelé abusivement la gauche n'était en réalité que la bonne conscience de la droite qui était celle de l'extrême droite.

Et la véritable gauche (devenue introuvable ou quasi inexistante) n'avait pas besoin de bonne conscience, puisque qu'elle représentait la classe à laquelle était dévolue le tâche historique de mettre un terme au règne de la nécessité synonyme de guerres et de barbarie depuis la nuit des temps pour le compte de l'humanité toute entière.

Quant à l'extrême gauche elle viendra se greffer sur la véritable gauche lorsque qu'elle fera faillite pour finalement l'imiter.

A l'arrivée que restera-t-il de la gauche, des éléments isolés et inconsistants, incapables de s'entendre entre eux sur les tâches à réaliser ou les objectifs politiques.

2- On vous conseille la lecture attetntive ou l'étude de l'excellent dossier publié par le portail (Investig'Action) de Michel Collon *Etre ou ne pas être Charlie* ou *Les clés pour comprendre le terrorisme* que l'on résumera à une seule question posée : *Le choc des civilisations ou la lutte des classes ?*.

On a le droit de les remercier et de soutenir leur formidable travail au service de la vérité... qui demeure révolutionnaire.

On en dira de même du Réseau Voltaire qui vient de publier *Attentats de Buenos-Aires : Antonio Stiuso se réfugie aux USA* qui fournit les derniers éléments de cette enquête et confirme l'analyse qu'ils avaient fait de ces attentats dès 2006.

Sans leur travail nous serions sans cesse manipulés ou nous serions condamnés à avancer à l'aveuglette puisque les partis ouvriers ne sont pas capables de faire ce boulot, leur boulot.

Quand des intellectuels se distinguent dans le bon sens du terme, il est bon de le signaler.

Attentats de Buenos-Aires : Antonio Stiuso se réfugie aux USA - Le Réseau Voltaire

L'ancien responsable du contre-espionnage argentin —en fuite—, Antonio Stiuso, est parvenu à quitter le Brésil avec un faux passeport italien pour trouver refuge aux États-Unis, le 19 février 2015, annonce le gouvernement argentin. Interpol n'a pas commenté cette nouvelle.

Antonio Stiuso est suspecté d'avoir manipulé, puis assassiné le procureur Alberto Nisman, selon qui l'attentat commis contre l'association juive AMIA, en 1994, aurait bien été commandité par l'Iran. Cette thèse ayant été démontée, Nisman accusa

la présidente Cristina Fernández de Kirchner d'avoir été corrompue par la République islamique pour masquer les faits.

Depuis une décennie l'enquête sur les deux attentats de Buenos Aires n'a cessé de rebondir. Derniers éléments : contrairement aux premières affirmations de l'époque, l'explosion ne venait pas de l'extérieur du bâtiment, mais de l'intérieur. Le moteur de voiture que l'on a retrouvé sous les décombres et qui avait permis de remonter au diplomate iranien Moshen Rabbani et de l'accuser, avait été racheté auparavant par un agent du Mossad.

Revenant sur les premières conclusions qui accusaient l'Iran et le Hezbollah libanais, l'enquête actuelle montre que l'attentat a été commis par un groupe d'Argentins et d'agents du Mossad avec l'appui des États-Unis. Qualifié à tort d'antisémite, cet attentat a coûté la vie à 85 personnes. Le Réseau Voltaire 09.10

Washington veut réécrire les attentats de Buenos-Aires, par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 13 juillet 2006.

« Musulmanes o pista israelí ? » (La piste musulmane ou israélienne), par José Petrosino et Oscar Abudara Bini, Red Voltaire, 22 juillet 2006.

« L'AJC accuse le Hezbollah des attentats de Buenos-Aires, malgré l'arrêt de la Cour suprême argentine », Réseau Voltaire, 12 août 2006.

« Se acusa a los musulmanes de los ataques a AMIA y la embajada de Israel sin pruebas » (Les Mulsulmans accusés sans preuve d'avoir perpétrer les attentats contre l'AMIA et l'ambassade d'Israël), par Juan Gabriel Labaké, Red Voltaire, 4 septembre 2006.

L'Effroyable Imposture 2 - Manipulations et désinformations, par Thierry Meyssan, Éditions Alphée - Jean Paul Bertrand, 2007.

« Des attentats sous fausse bannière en Argentine : 1992 et 1994 », par Adrian Salbuchi, James Fetzer, Réseau Voltaire, 9 novembre 2009.

« L'attentat de Buenos-Aires (1994) aurait été fomenté par l'ex-ministre de l'Intérieur », Réseau Voltaire, 3 juillet 2013.

Rectificatif et précision.

Dans la causerie du 26 septembre 2015 en me référant notamment à des vidéos que l'historien suisse Henri Guillemin avait consacrées à Lénine et Trotsky, j'avais écrit que "Trotsky trahira Lénine à au moins deux reprises à des moments déterminants pour l'existence du parti bolchevik et la révolution socialiste mondiale, lorsqu'il refusera en 1922 et en 1923 de porter à la connaissance des dirigeants bolcheviks la lettre que lui avait remis Lénine dans laquelle il demandait la destitution de Staline, et c'est seulement lors du XIIe Congrès du Parti bolchevik en mai 1924 qu'elle sera lue, donc après la mort de Lénine survenue quatre mois plus tôt..."

Or, après avoir téléchargé et lu avant-hier un texte de Trotsky de 1932 portant sur ce qui fut appelé le testament de Lénine mis en ligne par le portail marxists.org, je me suis aperçu que Guillemin avait confondu volontairement ou non ce qui s'était réellement passé entre la fin de 1922 et le début de1923, prêtant à Trotsky ce qui sera en réalité l'attitude de Staline soutenu par Zinoviev et Kamenev.

Je reproduis le passage en question qui figure dans ce document. (Léon Trotsky - OEuvres – 1932 - Le "testament" de Lénine 31 décembre 1932 - Edité en français par la revue "Quatrième Internationale" - numéro spécial – Dossier de la "destalinisation" – hiver 1956)

Trotsky - Le document appelé testament de Lénine a été écrit en deux temps séparés d'un intervalle de dix jours : le 25 décembre 1922 et le 4 janvier 1923. Au début deux personnes seulement en connaissaient l'existence. Le sténographe M. Volodicheva, qui l'écrivit sous la dictée, et la femme de Lénine, N. Kroupskaïa. Aussi longtemps que resta une lueur d'espoir de voir Lénine se rétablir, Kroupskaïa garda le document sous clé. Après la mort de Lénine, peu de temps avant le treizième Congrès, elle remit le testament au secrétariat du Comité central afin qu'à l'occasion du Congrès il fut porté à la connaissance du Parti auquel il était destiné.

En ce temps là, l'appareil du Parti se trouvait de façon semi-officielle entre les mains de la troïka, Zinoviev, Kamenev, Staline, en réalité déjà entre les mains de Staline. La troïka s'exprima d'une manière décisive contre la lecture du testament au cours du Congrès pour des motifs nullement difficiles à comprendre. Kroupskaïa insista. A cette étape, la discussion eut lieu dans les coulisses. La question fut portée devant une réunion des anciens du Congrès, c'est-à-dire des chefs des délégations des provinces. C'est là que les membres oppositionnels du Comité central, et moi-même parmi eux, apprirent pour la première fois l'existence du testament. Après qu'une décision eut été adoptée d'après laquelle personne ne devait prendre des notes, Kamenev commença à lire le texte à haute voix. Parmi les auditeurs la tension était extrême. Mais, dans la mesure où je puis revoir

les choses de mémoire, je dois dire que ceux qui connaissaient déjà le contenu du document étaient, de loin, les plus anxieux. Fin de l'extrait.

Evidemment, je n'ai aucune raison d'émettre le moindre doute sur la sincérité du témoignage de Trotsky quand il affirma n'avoir pris connaissance de cette lettre de Lénine qu'après sa mort intervenue le 21 janvier 1924.

Encore une chance que j'aie eu l'idée d'aller voir sur ce portail si des nouveautés pouvaient m'intéresser.

Un crétin de lambertiste qui avait lu cette causerie, s'était empressé de me traiter par courriel de stalinien sans me fournir aucun élément permettant de corriger mon erreur tout à fait involontaire.

Voyez-vous contrairement aux esprits formatés au centralisme bureaucratique et pratiquant le culte de la personnalité, j'ai toujours éprouvé une confiance absolue dans l'honnêteté de Marx et Engels, Lénine et Trotsky, sans toutefois aller jusqu'à enjoliver leur personnalité et leurs rapports, encore moins être porté à adhérer aveuglément à leurs analyses sachant qu'ils avaient pu commettre des erreurs, ce qu'ils reconnurent eux-mêmes modestement d'ailleurs, sans que cela ne remettent en cause les enseignements irremplaçables de la lutte des classes qu'ils nous ont légués et qui demeurent une source d'inspiration inépuisable pour les militants communistes faut-il préciser à l'adresse des esprits particulièrement tordus toujours prompts à se livrer à des procès d'intention.

Ceci dit, dans cette causerie du 26 septembre j'avais également effleuré la question des relations qu'entretenaient Lénine et Trotsky et qui avaient été loin d'être aussi harmonieuses qu'on aurait voulu nous faire croire, aussi bien sur le plan personnel qui ne nous intéresse pas ici, que sur le plan politique que l'on retiendra seulement.

En lisant ce matin le texte de Trotsky de 1932 qui fait 17 pages, j'en ai eu confirmation par Trotsky lui-même. Jusqu'à présent je m'en étais tenu aux quelques allusions qui en témoignaient dans des articles rédigés par Lénine ou Trotsky qui dataient de différentes époques et que j'ai lus ou relus depuis 2001. J'avoue ne m'être jamais penché sur cette question que j'estimais secondaire au regard de la suite du parcours politique de Trotsky au côté de Lénine, et la lutte acharnée qu'il livrera contre le stalinisme après la mort de Lénine jusqu'à son assassinat par Staline le 20 août 1940. En gros j'en resterai à la déclaration de Lénine déclarant qu'il n'y avait pas de meilleur bolchevik que Trotsky lorsqu'il adhéra au Parti bolchevik, ce qui ne signifiait pas pour autant que Trotsky ne commettrait pas des erreurs politiques par la suite ou qu'on devait partager aveuglément toutes ces analyses, contrairement aux trostskystes qui l'ont transformé en icône fossilisée ou en ont fait un dogme indigeste.

Trotsky exprime dans ce passage un désaccord avec Lénine ou une faiblesse, je laisse le soin à chacun de l'apprécier comme il l'entend, qui confirme ce que je rappelais dans ma causerie du 26 septembre :

Trotsky - En vérité, ce qui a dû l'alarmer et l'attrister dans les derniers mois, c'est que je ne l'ai pas soutenu assez activement dans ses mesures de lutte contre Staline. Oui, c'est là le paradoxe de la situation ! Lénine, redoutant pour l'avenir une scission provoquée par les rapports entre Staline et Trotsky, exigeait de moi une lutte plus énergique contre Staline. La contradiction cependant n'est qu'apparente. C'est dans l'intérêt de la stabilité future de la direction du Parti que Lénine voulait alors condamner Staline et le désarmer. Et ce qui me retenait, moi, c'est la crainte que tout conflit aigu au sein du groupe dirigeant, alors que Lénine luttait avec la mort, ne puisse être interprété par le Parti comme une lutte pour partager ses dépouilles. Je ne veux pas soulever ici la question de savoir si mes réserves en cette occasion, étaient justes ou non, ni la question – de portée bien plus grande – de savoir s'il eut été, possible alors de conjurer le danger par des réformes organisationnelles et des déplacements de personnes. (ib) Fin de l'extrait.

Trotsky est sincère et il a pris la décision qui lui semblait être la meilleure, qu'elle fut bonne ou mauvais est une autre question, on constatera seulement qu'il avouait simplement ne pas avoir soutenu Lénine au moment même où il livrait une lutte à mort contre Staline pour le destituer de son poste de Secrétaire générale du parti ou l'écarter de la direction du parti bolchevik.

Si nous n'avons aucune raison de douter de la sincérité de Trotsky, cependant on relèvera qu'il ramènera sa décision de ménager provisoirement Staline à des "réserves", autrement dit il en minimisa la portée à un moment crucial pour le parti bolchevik et la révolution socialiste mondiale.

Lénine estimait qu'il fallait écarter au plus vite Staline pour éviter la scission du parti bolchevik, et Trotsky pensait au contraire qu'il fallait temporiser ou que ce combat était perdu d'avance Lénine mourrant, qui avait raison, on ne le saura jamais et cela n'a plus vraiment d'importance.

Les relations entre Lénine et Trotsky furent marquées par un nombre de désaccords majeurs y compris sur des questions de principes, sur le parti, la question des syndicats par exemple, autant de questions dont les lambertistes refusent de discuter, et qui réveille en eux un vieil et abominable réflexe dogmatique (sans parler des insultes ou calomnies) qui en réalité ne les a jamais quitté, mais qu'ils s'emploient à camoufler en se donnant des airs de démocrates; c'était juste ce qu'on voulait démontrer et rien de plus.

Vous me direz que ce lambertiste qui m'a écrit ne représente pas tous les militants de ce courant, et vous avez tout à fait raison de le relever, on n'en dira pas de même de ses dirigeants jusqu'à preuve du contraire.

Entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat, le POI a tranché.

Lénine : La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire (1919)

- N'avoir pas compris, en lisant Marx, que dans la société capitaliste, en chaque circonstance grave, à chaque conflit social sérieux, il ne peut s'agir que de dictature de la bourgeoisie ou de dictature du prolétariat, c'est n'avoir rien compris à la doctrine politique et économique de Marx.

A propos d'Air France quand le POI aboie avec la meute des chiens enragés de la réaction.

Informations ouvrières n°372 page 2

- "*Des incidents, en marge de la manifestation, ont eu lieu, lorsque le comité central d'entreprise a été envahi par des centaines de manifestants.* ***Les syndicats, à juste titre*** (souligné par LVOG), *regrettent ces incidents et ils posent la question : qui est responsable ?*"

La direction d'Air France, le Medef, le gouvernement, le PS, Les Républicains, l'ensemble des médias aux ordres, etc. aussi... Que le POI adopte la position des appareils pourris des syndicats témoigne de son niveau de corruption. Ils osent appeler cela un parti ouvrier indépendant, quelle imposture !

Selon plusieurs témoignages qu'on a pu lire dans différents articles de presse, ce sont les militants de CGT et de FO qui avaient chauffé à blanc le personnel présent devant le siège d'Air France.

Autant dire que la vingtaine de salariés d'Air France sur la selette pour s'être naturellement et légitimement emportée suite à la provocation de la direction annonçant 2.900 licenciements, ne doivent compter que sur eux-mêmes et leurs collègues de travail pour se défendre.

Les militants du POI sont prévenus : en cas d'affrontement violent entre des travailleurs et des patrons ou leurs représentants ou des représentants de l'Etat, ne comptez pas sur votre parti pour prendre le parti des travailleurs. Question : Pour qui roule le POI ?

Pas un seul licenciement à Air France, aucune sanction contre les salariés d'Air France, soutien inconditionnel de tous les militants ouvriers fidèles à leur classe !

Comme quoi le POI et les appareils vendus des syndicats tournent le dos à la classe ouvrière ou ne les représentent pas.

- Air France : une majorité de Français comprend les actes de violence contre la direction - latribune.fr

La majorité des Français "comprennent" les violences survenues en début de semaine lors d'un comité central d'entreprise à Air France, sans pour autant les approuver, selon un sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest Dimanche.

Interrogés sur le comportement de certains salariés en colère qui s'en sont pris à deux dirigeants de la compagnie aérienne, 54% des Français disent qu'ils comprennent, mais n'approuvent pas. 38% condamnent, 8% approuvent. latribune.fr 10.10

Notes de lecture et défense du marxisme.

1- Lénine. - Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale (Pour le IIe Congrès de l'Internationale Communiste)

Publié le 14 juillet 1920 dans le n° 11 de la revue L'Internationale Communiste

11. Quant aux Etats et nations plus arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal-paysan, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit :

1- La nécessité pour tous les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays ; et, au premier chef, l'obligation d'apporter l'aide la plus active incombe aux ouvriers du pays dont la nation arriérée dépend sous le rapport colonial et financier ;

3- La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc. ;

5- La nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés ; l'Internationale Communiste ne doit appuyer les mouvements nationaux démocratiques bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes autrement que par le nom, soient dans tous les pays arriérés groupés et éduqués dans l'esprit de leurs tâches particulières, tâches de lutte contre les mouvements démocratiques bourgeois de leur propre nation ; l'Internationale Communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés, mais pas fusionner avec eux, et maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire ;

6- La nécessité d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux larges masses laborieuses de tous les pays, et plus particulièrement des pays arriérés, la duperie pratiquée systématiquement par les puissances impérialistes qui, sous le couvert de la création d'Etats politiquement indépendants, créent en fait des Etats entièrement sous leur dépendance dans les domaines économique, financier et militaire ; dans la situation internationale actuelle, en dehors de l'union des républiques soviétiques, il n'y a pas de salut pour les nations dépendantes et faibles.

12- ....plus un pays est arriéré, et plus y sont puissants la petite production agricole, le mode de vie patriarcal et l'indigence d'esprit, ce qui confère immanquablement une grande force de résistance aux plus enracinés des préjugés petits-bourgeois, à savoir ceux de l'égoïsme national, de l'étroitesse nationale. Etant donné que ces préjugés ne pourront disparaître qu'après la disparition de l'impérialisme et du capitalisme dans les pays avancés, et après la transformation radicale de toute la base économique des pays arriérés, l'extinction de ces préjugés ne pourra être que très lente. D'où l'obligation, pour le prolétariat communiste conscient de tous les pays, de faire preuve d'une prudence et d'une attention particulières à l'égard des survivances du sentiment national des pays et des peuples opprimés depuis très longtemps, et le devoir, aussi, de faire certaines concessions dans le but de hâter la disparition de cette méfiance et de ces préjugés. Sans un libre effort vers l'union et l'unité du prolétariat, puis, de toutes les masses laborieuses de tous les pays et de toutes les nations du monde, la victoire sur le capitalisme ne peut être parachevée.

Notre position sur la Syrie est conforme à ces thèses. Vous remarquerez qu'on le constate après coup et qu'on ne s'en est pas servi avant pour se faire passer pour de "bons" communistes.

2- Lénine : Notes d'un publiciste (1920)

- ... l'homme qui se déclare « sincèrement » communiste, qui en réalité, au lieu d'une politique impitoyablement ferme, implacablement résolue, hardie, héroïque, (seule une semblable politique est conforme à la reconnaissance de la dictature du prolétariat), nuit à sa cause, par son absence de caractère, par ses hésitations, par son indécision, commet une trahison indirecte : il n'en n'est pas moins un traître. Du point de vue personnel, la différence entre le traître par faiblesse et le traître par intention et par calcul est très grande ; du point de vue politique il n'y a pas de différence, car la politique, c'est en fait le sort de millions d'hommes, qui ne se modifie pas du seul fait que des millions d'ouvriers et de paysans pauvres soient trahis par des traîtres par faiblesse ou par des traîtres par intérêts. Fin de l'extrait.

Vous observerez que depuis longtemps nous avons adopté cette conception de la politique en ayant toujours à l'esprit le sort de "millions d'ouvriers et de paysans pauvres" en France ou à travers le monde, qui n'a rien à voir avec celle de nos dirigeants qui manquent singulièrement de fermeté, de résolution, d'hardiesse, de courage, de caractère, de détermination. On ajoutera et de modestie.

3- Lénine : Lettre à Sylvia Pankhurst (1919)

- Je ne doute pas que, parmi les représentants du prolétariat, un grand nombre d'ouvriers, les meilleurs, les plus honnêtes, les plus sincèrement révolutionnaires soient ennemis du parlementarisme et adversaires de toute action au parlement. Plus la culture capitaliste et la démocratie bourgeoise sont anciennes dans un pays donné, et plus c'est là un phénomène compréhensible, car la bourgeoisie, dans les vieux pays parlementaires, a remarquablement appris le jeu de l'hypocrisie et connaît mille tours pour tromper le peuple, en présentant le parlementarisme bourgeois comme la « démocratie en général » ou la « démocratie pure », etc., en dissimulant avec habileté lés innombrables liens du parlement avec la bourse et les capitalistes, en tirant parti d'une presse vénale, en se servant de toutes les façons de l'argent, puissance du capital.

On ne peut en douter : l'Internationale Communiste et les partis communistes des divers pays commettraient une faute irréparable en repoussant les ouvriers, partisans du pouvoir des Soviets, mais qui ne consentent pas à prendre part à la lutte parlementaire. Si on pose la question d'une façon générale, théoriquement, c'est précisément ce programme, celui de la lutte pour le pouvoir des Soviets, pour la république des Soviets, qui peut et doit unir maintenant, sans conteste, tous les révolutionnaires honnêtes et sincères des milieux ouvriers. Beaucoup d'ouvriers anarchistes deviennent maintenant de sincères partisans du pouvoir des Soviets, ce qui nous prouve qu'ils sont nos meilleurs camarades et amis, qu'ils sont parmi les meilleurs révolutionnaires et

ne furent adversaires du marxisme que par malentendu ou, plus exactement, non par malentendu, mais parce que le socialisme officiel, dominant à l'époque de la seconde Internationale (1889-1914) trahit le marxisme, mutila l'enseignement révolutionnaire de Marx en général et son enseignement sur l'expérience de la Commune de Paris (1871) en particulier. Fin de l'extrait.

Rien à voir avec l'esprit borné, dogmatique, intolérant, sclérosé des "héritiers" du trotskysme qui pratiquent l'exclusion à tour de bras.

Pour Lénine la question du parlementarisme était secondaire. De nos jours elle se pose autrement ou de manière inédite par rapport à son époque, depuis que la Bourse et les médias ainsi que les instituts de sondages font les présidents et les élections, et ont réduit l'exercice de la démocratie à une alternance entre le parti de l'ordre et son supplétif avec leurs satellites respectifs.

4- Lénine : Lettre à Sylvia Pankhurst (1919)

- Le lien ininterrompu avec la masse ouvrière, l'aptitude à y entretenir une agitation constante, à prendre part à chaque grève, à répondre à toutes les interrogations formulées par la masse, c'est là l'essentiel pour le Parti Communiste, surtout dans un pays tel que l'Angleterre, où jusqu'à présent (comme d'ailleurs dans tous les pays impérialistes) seuls de petits groupes ouvriers, composés de représentants de l'aristocratie ouvrière, pour la plupart complètement et irrémédiablement pourris de réformisme, captifs des préjugés impérialistes et bourgeois, ont pris part au mouvement socialiste et en général au mouvement ouvrier. Sans lutte contre ces éléments, sans destruction totale de leur autorité, sans enracinement au sein de la masse de la conviction de leur absolue corruption bourgeoise, il ne peut être question d'un mouvement ouvrier communiste sérieux.

Ceci se rapporte à la fois à l'Angleterre, à la France, à l'Amérique et à l'Allemagne.

Les ouvriers révolutionnaires qui font du parlementarisme le point de mire de leurs attaques ont pleinement raison dans la mesure où ils expriment ainsi le rejet de principe du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise. Fin de l'extrait.

Quels partis ouvriers en France "*font du parlementarisme le point de mire de leurs attaques*" ? Aucun, puisqu'ils y participent tous. Le reste est à l'avenant.

5- Lénine : Lettre à Sylvia Pankhurst (1919)

- La république bourgeoise la plus démocratique ne fut jamais et ne pouvait être rien qu'une machine servant au capital à écraser les travailleurs, un instrument du pouvoir politique du capital, une dictature de la bourgeoisie. La république démocratique bourgeoise a promis et proclamé le pouvoir de la majorité, mais elle n'a jamais pu le réaliser tant qu'existait la propriété privée du sol et des autres moyens de production.

La « liberté » dans la république démocratique bourgeoise n'était en fait que la liberté pour les riches. Les prolétaires et les travailleurs des campagnes pouvaient et devaient s'en servir afin de préparer leurs forces pour renverser le capital, pour venir à bout de la démocratie bourgeoise ; mais en règle générale les masses laborieuses n'ont jamais pu bénéficier réellement de la démocratie en régime capitaliste. Fin de l'extrait.

Avis à ceux qui proclament son rétablissement, alors qu'elle n'a réellement existé que dans leur imagination ou leur interprétation déformée de la réalité.

Dossier Syrie.

- Syrie : Révolte ou intervention ? - Études marxistes (www.marx.be)

(Cet article m'a été envoyé par un des camarades qui soutient notre portail, il n'est pas daté mais doit déjà dater d'au moins deux ans.)

Par Marc Botenga

Le conflit en Syrie a dégénéré et est devenu l'un des drames humanitaires les plus sanglants de notre siècle : dans ce pays qui compte un peu plus de 20 millions d'habitants, il a déjà fait plus de 110 000 morts, 2 millions de réfugiés et 5 millions de déplacés internes. Comment a-t-on pu en arriver là ?

Déficit démocratique et social

Les premiers troubles éclatent entre janvier et mars 2011 et se limitent à quelques manifestations de faible envergure. À ce moment-là, il n'est pas encore question de « mouvement », mais plutôt d'une série de protestations aux causes et revendications diverses. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du mois de mars que l'on assiste dans la ville de Daraa, à

proximité de la frontière avec la Jordanie, à une première et véritable escalade de la violence. Les 18 et 19 mars, des manifestations organisées pour la libération de jeunes graffeurs, avec le soutien des réseaux religieux locaux, sont dispersées par la police avec des gaz lacrymogènes. Le 20 mars des manifestants envahissent le tribunal local et le siège du parti dominant Baas. Le gouvernement répond par l'envoi de soldats à Daraa.

L'Occident classe ces événements dans le cadre du « Printemps arabe », soutenant que les Syriens s'insurgent contre la dictature et pour la démocratie. Que le système politique en place soit peu démocratique ne fait aucun doute. Bien que, contrairement à ce qui se passe dans bien d'autres pays de la région, des élections aient été organisées, les mandats de Hafez Al-Assad et de son fils, l'actuel président Bashar Al-Assad, ont été confirmés par référendum et sans contestation. L'état d'urgence qui suspend, au nom de la sécurité nationale, de nombreux droits constitutionnels était en vigueur depuis 1963 déjà. Les Kurdes aussi s'étaient insurgés [99] . Une partie de la classe moyenne laïque instruite était depuis longtemps en faveur de réformes libérales qu'en 2005, suite à des manifestations, Bashar Al-Assad avait déjà promises. Néanmoins, le succès de la révolte dans les quartiers populaires est davantage lié aux réformes menées qu'au manque de réformes. Le parti Baas arrive au pouvoir en 1963 avec une idéologie inspirée du socialisme. Plusieurs entreprises importantes sont nationalisées, le gouvernement tente de stimuler le développement de certaines régions défavorisées et de résorber les inégalités de revenus. Mais à partir des années 90, Hafez Al-Assad applique des mesures de libéralisation, qui profitent surtout à une petite élite.

Avec l'arrivée au pouvoir de Bashar, ces réformes s'accélèrent [100] . En 2001, la Syrie légalise les banques privées. En 2004, un marché boursier commence à s'organiser. La législation relative aux impôts et à la propriété est également réformée. Le pays commence à conclure des accords de libre-échange avec les autres pays de la Ligue arabe et adhère, aux côtés de seize autres pays arabes, à la Greater Arab Free Trade Area (GAFTA). La Syrie passe des accords de libre-échange avec la Turquie, la Jordanie, la Biélorussie et la Slovaquie, et négocie un accord d'association avec l'Union européenne.

L'Union européenne et les États-Unis encouragent ce processus de libéralisation, mais pour la majorité des Syriens il ne représente pas vraiment une avancée. L'exemple des soins de santé est frappant. Depuis 2002-2003, l'UE soutient en Syrie un projet de « modernisation », autrement dit de libéralisation, des soins de santé. L'Europe ignore délibérément les bons résultats de la politique sanitaire en place et fait la promotion du modèle néolibéral à travers le programme Health Sector Modernization (HSMP). Les documents de l'UE, et notamment le programme indicatif national ou le document de stratégie de 2007, prétendent que la gratuité des soins de santé n'est pas tenable pour les Syriens. L'UE insiste sur la nécessité de développer des partenariats avec le secteur privé, une manière de promouvoir directement la privatisation des hôpitaux.

Ces trois dernières décennies, les indicateurs de santé en Syrie s'étaient pourtant considérablement améliorés. L'espérance de vie à la naissance était passée de 56 ans en 1970 à 72 en 2006, le taux de mortalité infantile de 132 pour 100 000 naissances en 1970 à 14 en 2010, et le taux de mortalité maternelle de 482 pour 100 000 naissances à 45. La Syrie devançait ainsi l'Égypte et la Jordanie, pays dont le produit intérieur brut est pourtant plus élevé [101] . Ces résultats étaient la conséquence d'une politique proposant des services de soins à la fois curatifs et préventifs, généralement gratuits, à travers un réseau de centres de santé primaire et d'hôpitaux publics. Mais aujourd'hui, « grâce » à l'UE, les soins de santé sont de plus en plus coûteux, notamment à Latakia et Daraa, et par conséquent beaucoup moins accessibles.

La libéralisation socio-économique profite à une petite élite seulement, tandis que le reste de la population doit faire face à des pertes d'emplois et des hausses de prix. Dans les villes, les plus défavorisés vont même connaître la faim [102] . Pour bon nombre de Syriens, cette politique néolibérale avait déjà eu des conséquences dommageables. Les réformes encouragées par l'UE seront la goutte qui a fait déborder le vase [103] . Surtout à un moment où les prix des denrées alimentaires et de l'essence grimpent en flèche, comme en 2011 et 2008 respectivement [104] . En renonçant à sa fonction sociale, l'État a perdu une part de sa légitimité. Les islamistes fondamentalistes, qui par les réseaux religieux mettent en place une forme de charité, vont profiter de la situation. Ingérence étrangère et un plan de paix jamais mis en œuvre

La réaction du gouvernement aux premières manifestations est triple. Primo, il y a la répression. Secundo, les autorités tentent de calmer la situation par des contacts formels et informels avec des membres de l'opposition. Bouthaina Shaaban, le conseiller de Bashar Al-Assad, insiste sur le fait que le président n'a jamais donné l'ordre de tirer sur les manifestants [105] . Le 29 mars, le gouvernement syrien démissionne en espérant calmer les manifestants. Les forces d'opposition, qui essayent de s'unir au sein du Comité de coordination national pour le changement démocratique, réclament des réformes plutôt que la démission d'Assad [106] . Tertio, les autorités demandent à la population d'exprimer son soutien à Assad : fin mai, des centaines de milliers de personnes descendent alors dans la rue dans plusieurs villes du pays, entre autres à Hama, Alep et Damas, pour témoigner leur soutien au président [107] .

Assad lève alors l'état d'urgence mais les protestations s'intensifient. Le 8 avril, à Daraa par exemple, outre 23 manifestants, 19 agents de police et des services de l'ordre sont tués [108] . L'armée syrienne coupe la ville du reste du monde. L'intervention musclée de l'armée coûte la vie à de nombreux civils, mais pousse également de nombreux soldats à déserter. L'Occident encourage cette désertion par des promesses, réelles ou non, d'aide financière. Ces déserteurs vont former quelques mois plus tard l'Armée syrienne libre, une opposition militaire organisée.

En mai, l'armée intervient aussi à Homs où il n'est plus seulement question de manifestants pacifiques. La révolte y prend une forme armée et le gouvernement peine à reprendre le contrôle de la ville. En outre, les signes d'ingérence étrangère dans le

conflit sont de plus en plus visibles. En août, Obama déclare à Washington que le président Assad doit démissionner. Les autorités syriennes s'interrogent sur le rôle de l'ambassadeur américain Robert Ford dont la présence est signalée à Hama début août, la veille d'une grande manifestation, sans qu'il y ait été autorisé [109] . La Turquie va elle aussi se retourner contre Assad.

Dès septembre, des centaines de milliers de Syriens descendent dans les rues du pays. Le 2 novembre, la Syrie accepte un plan de paix de la Ligue arabe. L'accord prévoit le retrait de l'armée, la libération des prisonniers politiques et la reprise des négociations avec les groupes de l'opposition, mais pas le départ d'Assad [110] . Les autorités syriennes vont de leur côté demander la fin de la guerre de propagande menée contre le gouvernement syrien par la télévision Al Jazeera, basée au Qatar, et Al Arabiya, pro-Arabie saoudite. La Syrie réclame aussi la fin du trafic d'armes avec les rebelles via le Liban et la Jordanie.

Cet accord n'a jamais été exécuté. La Ligue arabe rejette la faute sur la Syrie et suspend le pays. Le roi — non élu — de Jordanie réclame le départ d'Assad tandis que la Ligue, tout comme l'Occident, impose des sanctions de plus en plus sévères. En décembre, le gouvernement syrien ouvre malgré tout la porte aux observateurs arabes. L'organisation américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, fondée à l'époque de la Guerre froide pour dénoncer les violations des droits de l'homme en Union soviétique, met l'accent sur la répression du gouvernement [111] . Les chiffres cités par l'organisation en décembre 2011 sont néanmoins intéressants. Selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies, il y a eu un peu plus de 4 000 morts parmi les civils, tandis que selon un monitoring du Comité de coordination local, membre de l'opposition, le nombre de tués s'élève à 3 934. De leur côté, les autorités syriennes parlent à ce moment-là d'un peu plus de 1 100 tués parmi les membres de la police et des forces de l'ordre. Un tué sur quatre est donc un agent de police. On peut dire que la violence va déjà dans les deux sens.

Même si leur mission est interrompue fin janvier 2012 « pour des raisons de sécurité », le rapport de la mission d'observation arabe tempère l'image d'un régime massacrant son peuple. À Homs, à Daraa et à Idlib, les observateurs constatent que les rebelles recourent à la violence tant contre les soldats du gouvernement et la police que contre des citoyens innocents [112] . Le 15 janvier, Assad annonce une amnistie pour tous ceux qui, depuis le mois de mars, ont été arrêtés pour activités politiques. Concernant le retrait des soldats de l'armée nationale dans les centres des villes, le rapport est également nuancé : il reste encore des soldats, mais la plupart des véhicules militaires, chars et pièces d'artillerie lourde ont été retirés. Il y est en outre constaté que le gouvernement a conclu un accord avec les manifestants dans certaines villes comme Zabadani et Madaya. Des négociations entre Syriens sont donc toujours possibles.

Ce rapport est critiqué ou tout simplement passé sous silence par l'Occident. Ce qui n'est pas surprenant lorsqu'on sait que le 4 février, les pays occidentaux tentent de faire voter une résolution anti-Assad au Conseil de sécurité des Nations-Unies. Les nuances soulevées par le rapport ne leur convenaient pas. Mais la Russie et la Chine opposent leur veto à la résolution. Quatre jours après l'échec du vote, les Nations Unies et la Ligue arabe proposent une nouvelle mission [113] . La sécurité, la raison officielle qui avait justifié l'interruption de la précédente mission s'est-elle soudain améliorée en Syrie ? Bien sûr que non. La mission précédente avait été interrompue pour la simple raison qu'elle n'avait pas pu trouver de motif suffisant pour justifier une action contre la Syrie.

Malgré l'effusion de sang, il importe de continuer à envisager les choses avec nuance. Saraa Saleh, une Syrienne vivant en Belgique raconte : « Au début, c'est-à-dire pendant les six à douze premiers mois, on a beaucoup exagéré. La situation du pays était relativement stable. Seuls, la ville de Homs et l'est du pays connaissaient de sérieux problèmes. Tout cela n'avait pas réellement d'impact sur la vie de tous les jours [114] . »

Révolte armée et escalade

À partir de la fin de l'année 2011, la situation se dégrade rapidement. Le nombre de manifestations pacifiques diminue et on voit de plus en plus de combattants rattachés à l'Armée syrienne libre et des rebelles fondamentalistes islamiques. Les autorités syriennes sortent de plus en plus l'artillerie lourde. En quelques mois, le nombre de victimes double. Le gouvernement syrien semble néanmoins ouvert à des réformes puisqu'un référendum en vue d'une révision de la constitution est organisé. Malgré le boycott de l'opposition, 57,4 % de la population émet un vote favorable à la nouvelle constitution, qui ne stipule plus que le parti Baas est la « force motrice » de l'État et de la société.

L'envoyé spécial des Nations Unies, Kofi Annan, négocie entre-temps un cessez-le-feu, mais celui-ci est rompu en mai 2012, après le massacre perpétré dans la ville de Houla, qui coûte la vie à 108 personnes, dont 40 enfants. Les rebelles et la communauté internationale pointent immédiatement un doigt accusateur vers Assad. Le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine soulève néanmoins des questions sur base des témoignages de l'opposition pacifique [115] . Le Berliner Morgenpost écrit également que la plupart des victimes sont des Alaouites, une secte chiite à laquelle appartient aussi Assad, mais que personne à Houla n'ose parler librement, de peur de représailles de la part des rebelles armés qui contrôlent la ville [116] .

Quoi qu'il en soit, l'escalade est indéniable. Fin 2012, on parle de 50 000 tués et à la mi-2013 de 100 000 morts. Les médias occidentaux continuent de qualifier ces événements de « combat du peuple contre un tyran ». Cependant l'Observatoire syrien des droits de l'homme déclare que 43,2 % des victimes, près de la moitié donc, sont des partisans des autorités [117] . Cette escalade de la violence s'explique surtout par une augmentation de la force des rebelles armés et une réponse de plus en plus intense de la part du gouvernement. Mais d'où vient cette augmentation ?

Dès novembre 2011, on ne peut plus dire que la révolte est une affaire purement syrienne. En novembre, le Conseil national syrien est constitué au Qatar. Contrairement au Comité de coordination, le Conseil national syrien, qui deviendra plus tard la Coalition nationale syrienne, demande l'aide de l'étranger ainsi que le renversement d'Assad. De nombreux pays occidentaux reconnaissent la Coalition comme « représentant légitime du peuple syrien ». Un rapport divulgué par Wikileaks concernant une discussion au Pentagone laisse entendre que l'intervention étrangère va à ce moment-là déjà très loin [118] . Les forces d'opération spéciales de divers pays (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Jordanie et Turquie) mènent sur le terrain des missions de reconnaissance et entraînent les groupes d'opposition. L'objectif est de faire tomber l'État syrien et l'armée syrienne au moyen d'attentats et d'assassinats ciblés, et si possible sans mener ouvertement une campagne militaire. Cette dernière, dit-on, serait plus difficile qu'en Libye à cause des défenses aériennes syriennes. Sauf dans le cas où les médias se focaliseraient sur un massacre pour justifier l'intervention, les militaires jugent une intervention très improbable.

L'ancien ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, souligne que, depuis 2001 déjà, des gens sont formés par les Britanniques pour déstabiliser la Syrie [119] . En 2007, le journaliste américain Seymour Hersh affirme que les États-Unis ont organisé des opérations secrètes en Syrie et en Iran également [120] .

Selon Aram Karabet, qui a passé treize ans en prison sous Assad, le choix de l'Occident de prendre le parti des rebelles armés n'est pas innocent. Pour lui, l'objectif est clair : « la destruction des infrastructures du pays » [121] . Il ajoute que le soutien armé apporté aux rebelles et fondamentalistes islamiques les plus extrêmes, dont une partie vient de l'étranger, a privé les Syriens de leur révolution. Comme pour donner raison à Karabet, Obama annonce le 3 septembre 2013 que la première brigade de rebelles entièrement formés par la CIA va se joindre aux combattants [122] .

Cette escalade est aussi directement responsable du succès des mouvements fondamentalistes islamiques comme Jebhat Al-Nusra ou l'État islamique en Irak et au Levant. Plusieurs voix, comme celle de Haytham Manna du Comité de coordination nationale, révèlent qu'en Arabie saoudite, les États-Unis négocient aussi avec Jebhat Al-Nusra. L'aide matérielle et militaire étrangère dont bénéficie la révolte armée, décrite en Occident par des personnes comme Guy Verhofstadt, mais aussi par certaines ONG et même certains mouvements politiques de gauche comme « la solution » au conflit, ne fait donc que jeter de l'huile sur le feu et marginalise ceux qui recherchent une issue politique. Le soutien apporté aux rebelles réduit, voire anéantit, toute chance d'aboutir à une solution politique. En mai 2013, à plusieurs endroits du pays, et notamment dans la ville d'Alep, la population syrienne est d'ailleurs descendue dans la rue pour protester contre les rebelles [123] .

Jeu macabre autour des armes chimiques

L'escalade n'aboutit pas à l'effondrement de l'État syrien. Au contraire, lorsqu'en juin 2013 les rebelles sont chassés de la ville de Qussair par les autorités syriennes, les troupes d'Assad semblent reprendre le dessus. C'est alors que le 21 août, les médias se focalisent sur un massacre à l'arme chimique à Ghouta, à proximité de Damas : Assad aurait utilisé du gaz toxique contre des civils innocents. Les États-Unis proposent alors l'option d'une guerre ouverte. Bien que les autorités syriennes nient toute implication et autorisent des observateurs de l'ONU à venir à Ghouta, la France et les États-Unis refusent d'attendre les conclusions du rapport.

Ces conclusions sont publiées à la mi-septembre 2013 et confirment l'utilisation de gaz toxique, mais ne donnent aucune indication quant à l'auteur. L'organisation Human Rights Watch ainsi que les gouvernements américain et britannique accusent le gouvernement syrien tandis que la Russie, au contraire, dit être en possession d'indices sérieux démontrant que les rebelles sont derrière cette attaque. En mai 2013, Carla Del Ponte, membre de la commission d'enquête des Nations Unies sur la Syrie, avait déjà laissé entendre que les rebelles auraient utilisé du gaz toxique.

Les Américains, les Français et les Britanniques étaient-ils réellement intéressés par la vérité ? Ou bien voulaient-ils à tout prix forcer une intervention militaire ayant pour objectif soit de permettre aux rebelles de prendre le dessus, soit d'empêcher toute victoire d'Assad ? Le « non », plutôt surprenant, émis par le Parlement britannique le 30 août met le holà à tout cela [124] . Face à l'absence de soutien international, Obama se sent obligé de demander l'approbation du Congrès américain. Ce délai permet à la Russie, en accord avec les membres de l'opposition pacifique et le gouvernement syrien, de soumettre avec succès une proposition diplomatique, à savoir la destruction des armes chimiques syriennes. Le 27 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU vote à l'unanimité une résolution allant en ce sens. Débute alors le laborieux processus de localisation et de démantèlement de l'arsenal chimique syrien.

Parallèlement, la Russie, la Chine, le Comité de coordination de l'opposition syrienne et le gouvernement syrien s'efforcent de relancer les pourparlers diplomatiques à Genève en vue d'une solution politique. La Coalition nationale, comprenant qu'une attaque militaire est irréalisable à court terme, approuve à contrecœur le 22 septembre, mais fin octobre le Conseil national, son principal composant, s'oppose de nouveau à des négociations.

Le contexte international

La responsabilité de l'Occident dans l'escalade du conflit syrien est énorme. Et ce n'est pas un hasard puisque la Syrie fait partie de la stratégie à long terme des États-Unis dans cette région. À la fin de la Guerre froide, la Defense Planning Guidance

américaine formule l'objectif stratégique des États-Unis en ces termes : « Empêcher l'apparition d'un nouveau rival, qui représenterait une menace de même envergure que celle de l'Union soviétique autrefois [125] . » Ce document a servi de fil conducteur à l'élaboration de la politique étrangère de l'ex-président américain George W. Bush. Son successeur, Barack Obama, n'y a apporté aucune modification fondamentale. Selon lui, les États-Unis doivent être primus inter pares, premier parmi les pairs.

Grâce à leur croissance économique, l'Inde et la Chine pourraient jouer un rôle central sur le plan international. Même si ces deux pays sont loin d'égaler la puissance militaire américaine, leur indépendance politique pourrait représenter à terme un risque pour la position américaine sur la scène internationale. Ces deux pays ont toutefois un point faible : ils ont besoin d'énormes quantités de pétrole et de gaz, provenant généralement du Moyen-Orient : c'est là que sont en effet localisées près de la moitié des ressources pétrolières mondiales et plus de 41 % des réserves de gaz. Ce n'est donc pas un hasard si, en 2004, les États-Unis publient un plan pour un « nouveau Moyen-Orient », plan dont l'objectif est d'étendre leur contrôle sur la région au travers de réformes politiques et économiques. Les États-Unis espèrent, en cas de conflit ouvert, pouvoir couper l'approvisionnement en pétrole et en gaz de la Chine et l'Inde. Or, le principal obstacle à une domination totale sur le Moyen-Orient est la relative indépendance politique et économique de certains pays, dont la Syrie. Wesley Clark, ancien haut général américain et commandant de l'Otan, raconte comment en 2001 déjà il était tombé sur une note secrète des autorités américaines qui citait les pays concernés : « La note décrit la manière dont nous anéantirons ces sept États en cinq ans, à commencer par l'Irak, ce sera ensuite au tour de la Syrie, du Liban, de la Libye, de la Somalie, du Soudan et pour finir l'Iran [126] . » Avec les problèmes rencontrés lors de l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan, les États-Unis ont pris un peu de retard. Les révoltes arabes et la crise économique empêchent également les États-Unis de tout contrôler comme ils le voudraient. Néanmoins, entre-temps le Soudan a été scindé en deux, l'Irak et la Libye ont été ravagés par les bombes, et un embargo économique dévastateur pèse sur l'Iran.

Des pays comme le Qatar, l'Arabie saoudite et Israël ont aussi leurs propres prétentions. Le Qatar a pour projet de conquérir le marché européen depuis la Turquie où le gaz serait acheminé via l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Syrie. Le Qatar possède en effet le plus vaste gisement gazier du monde (North Dome/South Pars) qu'il partage avec l'Iran [127] . Or Assad a préféré la construction d'un gazoduc partant de l'Iran et traversant l'Irak jusqu'en Syrie [128] . Un choix mal accueilli par le Qatar. Mais aussi par l'Arabie saoudite qui a alors tenté d'acheter la Russie en lui promettant une plus grande influence au Moyen-Orient. N'y étant pas parvenue, elle menace alors les Russes de faire échouer les pourparlers de paix en Syrie et de déclencher une intervention étrangère.

Tous ces pays espèrent donc un affaiblissement de la Syrie qu'ils voudraient plus accommodante. Pour Israël surtout, qui avec le plateau du Golan occupe une partie de la Syrie, un affaiblissement de l'armée syrienne, jusqu'il y a peu l'une des armées les plus puissantes de la région, représenterait un avantage sans précédent. Ainsi, la résolution des Nations Unies sur la destruction de l'arsenal chimique syrien devrait permettre à Israël de renforcer sa position dans la région. Il convient néanmoins de souligner que la souveraineté de ces pays est pour ainsi dire inexistante. L'Arabie saoudite vend son pétrole, sa principale richesse, aux prix et quantités dictés par Washington. Le peuple saoudien n'a rien à dire à ce propos. Le Qatar, où la moindre critique sur l'émir fâche, a une superficie environ trois fois inférieure à celle de la Belgique et ne résisterait pas une seconde à une quelconque pression américaine. Quant à Israël, il reçoit chaque année des États-Unis plusieurs milliards de dollars d'aide économique et militaire destinés à assurer sa subsistance. Tout ce que font ces pays, ils le font avec le soutien de Washington ou du moins sans son opposition explicite. Certaines puissances européennes ont, elles aussi, des visées stratégiques en Syrie : l'idée de recevoir par la Syrie de plus grandes quantités de gaz du Moyen-Orient les intéresse. En même temps, la plupart des pays européens veulent éviter d'offenser les États-Unis. Mais il est clair qu'en Europe une intervention militaire suscite des réticences. Si le fait que l'opinion publique européenne est majoritairement opposée à la guerre a joué un rôle, des contradictions subsistent en Europe.

Ces contradictions concernent les intérêts stratégiques de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. La France espère depuis des années au travers des programmes d'Union pour la Méditerranée (EuroMed) rétablir son influence économique et son hégémonie dans le Bassin méditerranéen [129] . Cela explique à la fois son soutien inconditionnel aux dictateurs qui lui restent soumis, comme l'ex-président tunisien Ben Ali, et son engouement pour une guerre contre des pays indépendants comme la Libye et la Syrie : à plusieurs reprises, la Syrie avait émis des critiques au sein d'EuroMed et, de son côté, la Libye de Kadhafi n'avait pris part à aucune des activités d'EuroMed. La Grande-Bretagne a toujours entretenu des liens très forts avec les États-Unis. Pourtant le gouvernement britannique ne tenait pas à s'engager dans une nouvelle guerre après les mésaventures militaires des Britanniques en Irak, en Afghanistan et en Libye. À l'exception de l'ex-Yougoslavie et de certains projets d'énergie solaire en Afrique du Nord, l'Allemagne a des intérêts moins directs dans le Bassin méditerranéen et est plutôt tournée vers l'Europe de l'Est et la Russie. Ce qui explique son manque d'enthousiasme pour une intervention en Syrie.

Anti-impérialisme objectif et subjectif

La relation entre la Syrie d'Assad et l'Occident n'est pas sans équivoque. Pour stimuler la croissance économique, Assad a ouvert son pays aux investisseurs internationaux, il s'est également montré disposé à entreprendre des pourparlers avec l'Occident et à lui accorder des concessions : le retrait des soldats syriens du Liban en 2005 en est un exemple. Les États-Unis vont de leur côté soutenir les libéralisations et même faire l'éloge d'Assad qu'ils présentent comme un « réformateur », espérant de cette manière pouvoir contrôler la Syrie sans passer par la guerre [130] . Mais la puissante armée syrienne et l'État autonome restent un frein à leur domination absolue du Moyen-Orient. La Syrie, en effet, s'est opposée à la guerre en Irak en 2003, elle soutient toujours certains mouvements d'opposition palestiniens et cultive une alliance avec l'Iran, un des rares pays de la région à

vouloir rester indépendant de l'Occident.

Ces intérêts stratégiques expliquent pourquoi l'Occident veut mettre la main sur la Syrie. Plusieurs manières sont envisagées. Imposer des accords de libre-échange qui rendront le pays dépendant de l'étranger, telle est la voie que choisit l'Europe militairement affaiblie, les autres voies étant la corruption d'une petite élite, la déstabilisation interne, le coup d'État ou la guerre. En Syrie, les pays occidentaux ont déjà pratiquement tout essayé.

Les rapports de force internationaux compliquent toutefois les choses. La Syrie bénéficie du soutien économique et militaire de l'Iran et de la Russie, chacun de ces deux pays ayant ses propres raisons de la soutenir. L'Iran, qui a aussi entendu Wesley Clark, sait que la disparition de la Syrie en tant qu'État souverain pourrait signifier un futur bombardement de Téhéran. Pour sa part, la Russie qui possède une base militaire en Syrie et a signé des accords économiques avec ce pays veut limiter l'influence d'un Qatar et d'une Arabie saoudite proaméricains. Iran et Russie jouent un rôle fondamentalement différent de celui des États-Unis. Même si les deux défendent leurs propres intérêts, ils se profilent actuellement comme les défenseurs de la souveraineté syrienne et freinent la destruction de l'État syrien, et du Moyen-Orient, par l'impérialisme américain.

La souveraineté d'un État est fondamentale, ce n'est pas pour rien qu'elle constitue un principe de base de la Charte des Nations Unies. C'est également une condition de base de la démocratie. Aussi autoritaires que soient des pays comme la Syrie ou l'Iran, leur peuple jouit d'un avantage important par rapport aux autres peuples soumis à des régimes autoritaires comme le Bahreïn ou l'Arabie saoudite, en ce sens que la politique de leur régime se décide dans leur propre pays : les décisions fondamentales concernant les Syriens sont prises à Damas et non à Washington. Si la Syrie préserve sa souveraineté, le peuple peut espérer pouvoir mener la lutte pour le changement à Damas, dans un État en mesure de choisir sa propre voie. Autrement, il sera peut-être contraint d'aller implorer une aide alimentaire auprès des capitales occidentales.

Marc Botenga (botengam at gmail.com) est docteur en sciences politiques. Il est coordinateur à Médecine pour le tiers monde, www.m3m.be.

[99] Middle East Intelligence Bulletin, vol. 6 (2004), no 4, www.meforum.org/meib/articles/0404_s1.htm.

[100] US Department of State, 8-9-2013, www.state.gov/outofdate/bgn/syria/158703.htm.

[101] Kasturi Sen, Waleed al Faisal, « Syria Neoliberal Reforms in Health Sector Financing : Embedding Unequal Access ? », Social Medicine, vol. 6, no 3 (2012),

[102] S. Ismail, « An "Arab Spring" — and Nervous Looks at the World Bank », Economic Governance for Health, 23 avril 2011.

[103] J. Yazigi, « Syria Beyond Conflict : The Economic Test », Opendemocracy.net, 29 mai 2012

[104] Nafeez Ahmed « Peak Oil, Climate Change and Pipeline Geopolitics driving Syria Conflict », The Guardian, 13 mai 2013.

[105] Michael Slackman, « Syrian Troops Open Fire on Protesters in Several Cities », The New York Times, 25 mars 2011.

[106] « Syrian Cabinet resigns amid Unrest », Al Jazeera, 21 mars 2011.

[107] « Assad Supporters "Loyal to Nation" », Ynet News, 29 mars 2011, http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4049313,00.html.

« Syria Unrest : Pro-Assad Rallies in Damascus and Aleppo », BBC News, 29 mars 2011.

[108] « Syria Unrest : Shooting erupts in Seaport of Baniyas, BBC News, 10 avril 2011.

« At least 19 Police killed in Syria Clashes », RIA Novosti, 8 avril 2011.

[109] Elizabeth A. Kennedy et Bassem Mroue, « Syria Accuses U.S. Of Inciting Unrest », Huffington Post, 8 juillet 2011.

[110] Patrick J. McDonnell, « Syria signs Arab League Deal to pull back Military », Los Angeles Times, 2 novembre 2011.

[111] « "By All Means Necessary !" : Individual and Command Responsibility for Crimes against Humanity in Syria », Human Rights Watch, 2011, http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/syria1211webwcover_0.pdf.

[112] « Report of the Head of the League of Arab States Observer Mission to Syria for the Period from 24 December 2011 to 18 January 2012 », 27 janvier 2012, http://www.columbia.edu/~hauben/Report_of_Arab_League_Observer_Mission.pdf.

[113] « Syria : UN and Arab League consider Joint Observer Mission to try to stop Killings », United States News Centre.

[114] « Syrische Saraa Saleh : “Vechtende rebellen zijn slechte kopie van het regime” », MO, 29 décembre 2012.

[115] Rainer Hermann, « Abermals Massaker in Syrien », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 7 juin 2012.

[116] Alfred Hackensberger, « In Syrien gibt es mehr als nur eine Wahrheit », Berliner Morgenpost, 23 juin 2012.

[117] David Enders, « Assad Backers reportedly make up 43 percent of Dead in Syria », Miami Herald, 3 juin 2013, http://www.miamiherald.com/2013/06/03/3431050/assad-backers-reportedly-m....

[118] « Insight — Military Intervention in Syria, post Withdrawal Status of Forces » (7-12-2011), Wikileaks, 6 mars 2012, https://wikileaks.org/gifiles/docs/1671459_insight-military-intervention....

[119] « Roland Dumas : les Anglais préparaient la guerre en Syrie deux ans avant les manifestations en 2011 », YouTube, http://www.youtube.com/watch?v=5vz5EKlI3fQ.

[120] Seymour M. Hersh, « Is the Administration’s New Policy benefiting our Enemies in the War on Terrorism ? », The New Yorker.

[121] Aram Karabet, « La révolution syrienne a échappé aux Syriens », L’Humanité, 12 août 2013.

[122] Adam Withnall, « Syria Crisis : First CIA-trained Rebel Unit about to join Fighting against Assad Regime, says President Obama », The Independent, 3 septembre 2013.

[123] « Syrie : la population manifeste contre les rebelles à Alep », RFI, 10 juillet 2013.

[124] « Syria Crisis : Cameron loses Commons Vote on Syria Action », BBC News, 30 août 2013.

[125] Patrick E. Tyler, « U.S. Strategy Plan Calls for Insuring No Rivals Develop A One-Superpower World », The New York Times, 8 mars 1992.

[126] Wesley Clark, « Democracy Now ! » (interview, 2007), YouTube, http://www.youtube.com/watch?v=bSL3JqorkdU.

[127] Tamsin Carlisle, « Qatar seeks Gas Pipeline to Turkey », The National, 26 août 2009.

[128] Amrit Naresh, « Syria’s Transit Future: All Pipelines lead to Damascus? », OpenOil, 28 mars 2012.

[129] Union pour la Méditerranée (Euromed), http://www.eeas.europa.eu/euromed/index_fr.htm.

[130] Glenn Kessler, « Hillary Clinton’s Uncredible Statement on Syria », The Washington Post, 4 avril 2011.

- L’opposition syrienne ne participera pas aux discussions proposées par - LeMonde.fr

Pour la Coalition de l’opposition en exil, il faut notamment que les frappes russes en Syrie cessent avant toute reprise de négociations. LeMonde.fr 11.10

- Les Etats-Unis ont lancé une guerre psychologique contre la Russie - sahartv.ir

Le journaliste français Georges Malbrunot analyse la réaction des Etats-Unis et de l'UE au lancement par Moscou d'une opération aérienne contre le groupe terroriste Daech, en Syrie.

« Les Etats-Unis recourent à la guerre psychologique contre la Russie dans le conflit en Syrie en affirmant notamment que des missiles russes seraient tombés en Iran au lieu d'atteindre la Syrie », a déclaré dans une interview à Sputnik Georges Malbrunot, spécialiste du Proche-Orient au Figaro.

"Il est probable effectivement que chaque partie, comme dans la plupart des guerres (…) soit engagée dans une opération de guerre psychologique, d'intoxication pour convaincre la population dans les pays respectifs et aussi sur le terrain, que l'autre ment. C'est dans ce cadre-là qu'il faut analyser cette réaction américaine qui (…) a été démentie par la partie iranienne et par

les Russes", a indiqué M.Malbrunot.

La chaîne de télévision américaine CNN a rapporté jeudi, citant des sources anonymes, que plusieurs missiles tirés par la Flottille russe de la mer Caspienne n'avaient pas atteint les sites du groupe terroriste Daech en Syrie et s'étaient abattus sur le territoire iranien. Commentant cette information, le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov a déclaré jeudi soir que tous les missiles lancés par les navires russes depuis la mer Caspienne avaient atteint leurs objectifs en Syrie.

Selon le journaliste français, les frappes que les troupes aérospatiales russes portent contre les sites de Daech en Syrie depuis le 30 septembre ont provoqué "une espèce de mini-panique aussi bien au sein de l'Union européenne que de l'Otan, parce que l'offensive russe a pris tout le monde de court".

L'Occident s'interroge sur les intentions russes et il y a "ceux qui disent qu'il faut continuer de discuter avec Moscou et d'autres qui sont pour une position plus dure vis-à-vis de la Russie", a noté M.Malbrunot. Il a appelé toutefois à attendre les résultats de l'opération russe qui ne dure que depuis une semaine "alors que la coalition internationale depuis un an et demi pratique des frappes et n'a pas enregistré de grands succès". "Il paraît (…) qu'il y a vraiment une stratégie mise en place par Moscou en partenariat avec Damas et Téhéran pour mettre un coup d'arrêt à l'avancée des rebelles, qu'il s'agit de ceux de Daech ou des rebelles d'Al-Nosra, branche locale d'Al-Qaïda, et des autres rebelles", a conclu le journaliste.

Les troupes aérospatiales russes ont déjà porté près de 200 frappes, détruisant des postes de commandement, des camps d'entraînement, des dépôts de munitions et de combustibles appartenant à Daech, en tuant près de 300 terroristes. En plus, quatre navires de la Flottille russe de la mer Caspienne ont tiré 26 missiles de croisière Kalibr détruisant 11 sites de Daech à une distance de 1.500 km. D'après l'ambassadeur de Syrie en Russie Riad Haddad, l'aviation russe a déjà détruit près de 40% des infrastructures de Daech. sahartv.ir 10.10

- Syrie: Daech en perte de vitesse - sahartv.ir

« La capacité de combat de Daech s'est considérablement affaiblie suite aux frappes des chasseurs russes contre les installations, les centres et les camps de Daech, en Syrie », a déclaré le porte-parole du ministère russe de la Défense.

Les frappes aériennes de Russie contre les bases des groupes terroristes Daech et le Front Al-Nosra se poursuivent en Syrie. Dans la foulée, le porte-parole du ministère russe de la Défense, général Igor Konachenkov a déclaré : « Les avions de combat de l'aviation russe ont détruit, en 64 raids, 29 camps d'entraînement du groupe terroriste Daech.

Les chasseurs russes ont bombardé la base de commandement et le dépôt d'armements de Daech en banlieue de Hama et ils ont réduit à néant 29 camps d'entraînement et 23 centres défensifs et installations de Daech qui abritaient une importante quantité d'armes et d'équipements militaires ». Et d'ajouter : « Les chasseurs Sukhoi-24 ont pris pour cible l'une des installations les plus grandes de Daech dans l'Est de la banlieue d'Alep qui était munie d'artillerie et qui abritait des grands dépôts d'armements. Ladite installation a été totalement détruite ». sahartv.ir 11.10

- Syrie : un grand nombre de terroristes tués dans l'Est - sahartv.ir

En Syrie, un grand nombre de terroristes de Daech ont été tués dans l'Est, selon les sources sécuritaires. « L'aviation syrienne a bombardé, mardi soir, une repaire des terroristes de Daech, près de l'aéroport de Deir Ez-Zor. Plus de 120 terroristes ont été tués », a annoncé une source militaire syrienne.

Cette source militaire, souhaitant garder le sceau de l'anonymat, a ajouté que des dizaines de terroristes avaient été également blessés et un char, un blindé et des dizaines de véhicules munis de Douchka détruits. Samedi, l'armée régulière, appuyée par les forces de la défense populaire,a lancé une opération d'envergure contre la ville de Quneitra, dans le Sud-Ouest de la Syrie, et elle est arrivée à prendre le contrôle de la colline stratégique d'Al-Qaba, située dans cette ville. Par ailleurs, des dizaines de terroristes ont péri lors d'un bombardement aérien co-mené par les forces russes et syriennes contre leurs positions à Hama, dans l'Ouest de la Syrie. sahartv.ir 11.10

Dossier Turquie

Propagande officielle. Tous sauf le MIT (services de renseignement turcs), la CIA ou le Mossad.

- Attentats d'Ankara: Le Premier ministre suspecte le PKK, Daesh et l'extrême gauche - 20minutes.fr

Secret de polichinelle.

- Qui se cache derrière le double attentat d'Ankara ? - Francetv info

La Turquie a vécu l'attentat le plus meurtrier de son histoire, samedi 10 octobre. Au moins 95 personnes sont mortes et 246 autres ont été blessées, selon les autorités. Deux engins explosifs ont explosé quasi simultanément à Ankara, la capitale turque, près de la gare centrale, alors que des centaines de personnes se rassemblaient à l'occasion d'une manifestation pour la paix, organisée par l'opposition de gauche et prokurde afin de dénoncer la reprise du conflit entre le régime turc et les rebelles kurdes.

Aucune revendication mais plusieurs hypothèses

Pour l'instant, le double attentat n'a pas été revendiqué. Mais "quand il y a un attentat en Turquie, immédiatement le pouvoir met en cause le PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, cette région du sud-est du pays où vivent environ quinze millions de Kurdes", souligne le journaliste de France 2 Alban Mikoczy,sur le plateau du 20 heures. Cette théorie paraît d'autant moins crédible que les victimes sont pour la majorité des opposants au régime turc et souvent des jeunes prokurdes.

À trois semaines des élections

Autre piste : le groupe jihadiste État islamique qui sévit en Syrie voisine. L'organisation terroriste pourrait avoir intérêt à déstabiliser la Turquie, car le pays fait partie de la coalition occidentale qui la combat.

Dernières options : il pourrait également s'agir de radicaux nationalistes turcs, opposés aux Kurdes. "Ou pourquoi pas même les services secrets kurdes qui auraient intérêt à déstabiliser le pays, et ce à trois semaines d'élections législatives cruciales", conclut le journaliste. Francetv info 10.10

Quelques questions qu'on doit se poser.

Qui a intérêt à déstabiliser davantage la Turquie et qui y est opposé? Qui a intérêt à la chute d'Erdogan et qui le soutient ? Quel est son rôle dans la guerre en Syrie et en Irak ? Qui a intérêt à la partition de la Syrie et de la Turquie et à l'avènement d'un Etat kurde et qui n'y a pas intérêt? Qui protège Daech et qui le combat réellement ? Qui a fait de la Turquie un sanctuaire pour Daech ?

- «L'attentat d'Ankara pose le problème d'éventuelles complicités au sein de l'Etat turc» - LeFigaro.fr

- En Turquie, le président Erdogan accusé au lendemain de l'attentat d'Ankara - AFP

Des milliers de personnes ont défilé dimanche à Ankara pour conspuer le président Recep Tayyip Erdogan au lendemain de l'attentat le plus meurtrier de l'histoire de la Turquie, qui a fait au moins 97 morts à trois semaines des élections législatives.

A l'appel des mouvements qui avaient convoqué la "marche pour la paix" de samedi, plus de 10.000 manifestants se sont retrouvées dimanche matin sur une place d'Ankara proche du site de l'attentat pour rendre hommage aux victimes.

La foule a largement conspué M. Erdogan et son gouvernement, accusés de ne pas avoir, délibérément, assuré la sécurité du rassemblement de samedi. "Erdogan meurtrier", "l'Etat rendra des comptes", ont-ils scandé, encerclés par les forces de l'ordre.

"Nos coeurs saignent (...) mais nous n'allons pas agir par esprit de vengeance ou de haine", a lancé Selahattin Demirtas, le chef de file du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde). "Nous attendons le 1er novembre (date du scrutin législatif)", a-t-il poursuivi, "alors nous commencerons à oeuvrer pour renverser le dictateur". AFP 11.10

- Attentat d'Ankara: une possible implication de "cellules clandestines" de l'appareil d'Etat, selon un chercheur -AFP

Parmi les possibles responsables de l'attentat perpétré samedi à Ankara, Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), évoque l'hypothèse de "cellules clandestines" cachées dans "les rouages de l'appareil d'Etat".

Question: Qui peut être derrière l'attentat d'Ankara ?

Réponse: Les hypothèses sont au nombre de quatre. Les autorités politiques turques ont évoqué la possibilité que ce soit l'Etat islamique ou le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Je pense que ce n'est pas très crédible. Pour ce qui concerne l'Etat islamique rien n'est impossible, parce qu'on connaît leurs modalités d'action, mais je ne crois pas que ce soit aujourd'hui dans leur agenda de cibler des attentats en Turquie même.

En ce qui concerne le PKK c'est assez absurde, c'est une réaction pavlovienne des autorités turques (...) Ce ne sont pas les modalités opératoires du PKK, qui a mené des actes terroristes, mais plutôt ciblés sur des policiers, des membres de l'armée, et quasiment jamais sur des civils au milieu d'une foule. Deuxièmement, il apparaît que les manifestants qui étaient rassemblés

à Ankara sont des militants proches du HDP, le parti pour la démocratie des peuples qui est un peu la vitrine légale du PKK.

On a aussi évoqué l'existence d'un petit groupuscule d'extrême-gauche turque (...) Je ne crois pas que ce soit très crédible.

La quatrième hypothèse, c'est ce qu'on appelle en Turquie l'Etat profond, qui est composé de quelques cellules clandestines, cachées dans les rouages de l'appareil d'Etat, notamment au sein de l'armée mais aussi de la police, et dont on sait qu'il a pu commettre des attentats, des opérations de déstabilisation, (...) de façon à tenter de ressouder les rangs autour du pouvoir en place.

Je n'ai évidemment aucun élément de preuve tangible mais il y aurait une logique politique.

Q: Doit-on craindre d'autres attentats ?

C'est tout à fait possible. D'abord, il y a la polarisation de la situation politique qui est très préoccupante, très grave. A l'est et au sud-est de la Turquie on voit des scènes de guerre civile, des affrontements très violents. Quelques petites villes ont quasiment fait sécession en prononçant leur "autonomie démocratique". Il y a des villes avec des barricades érigées par des jeunes proches du PKK. On est dans une situation très préoccupante, en plus de la situation régionale en Irak, Syrie...

Il n'est donc pas du tout impossible, malheureusement, que d'autres attentats puissent être commis. Quand il y a eu l'attentat de Suruç en juillet dernier, j'avais expliqué que c'était probablement le premier attentat d'une série. Malheureusement, il y a eu une sorte de confirmation macabre hier.

Le président de la République, M. Erdogan, ne cesse d'utiliser ce que j'appelle la stratégie de la tension, c'est à dire qu'il essaie de polariser les positions politiques en Turquie.(...) Le but est d'essayer de rameuter une partie de l'électorat nationaliste pour ces prochaines élections.

Q: Les élections peuvent-elles se tenir dans un climat aussi dégradé ?

R: Pour l'instant il n'y a pas d'indices des autorités turques allant dans le sens d'une annulation mais la question est légitime. L'attentat, la tension énorme...

Il y a deux mois, à la mi-septembre, il y a eu presque 300 attaques contre des bureaux du HDP (...), un peu partout en Turquie, par des nervis armés de battes de baseball, de barres de fer. A la même période, il y a eu l'attaque du quotidien Hürriyet, un des principaux tirages en Turquie. Tout cela ne fait pas un climat très serein - c'est le moins qu'on puisse dire - pour qu'il y ait un débat contradictoire serein. (...)

Ca ne veut pas dire qu'on en soit au stade d'annulation et du report des élections (...), mais c'est une possibilité qu'on ne peut pas exclure.AFP 11.10

Pour que l'Agence Française de Propagande diffuse ce genre d'articles, c'est qu'ils ont décidé d'avoir la peau d'Erdogan ou que son cas est déjà scellé par Washington...

- Attentat d'Ankara: Censure des médias, accès limité à Internet et aux réseaux sociaux - 20minutes.fr

Alors que débutent les trois jours de deuil national décrétés par le gouvernement turc à la suite de l'attentat, encore non revendiqué, qui a fait au moins 95 morts et 246 blessés à Ankara samedi, les médias et internet font l'objet de strictes mesures de censure dans le pays.

Sur son site internet, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel turc (RTUK) avertit que « le Premier ministre a mis en place une censure temporaire des médias au sujet de l'attentat d'Ankara ». Il s'agit, précise un porte-parole du gouvernement cité par l'agence American Press, d'une interdiction de diffuser toute image des explosions, mais aussi les images « horribles », sanglantes, ou « qui créent un sentiment de panique ». Il menace de « censure complète » les médias qui ne respecteraient pas ces interdictions.

Les utilisateurs de Twitter en Turquie avaient également du mal à accéder samedi au réseau social, comme l'a annoncé l'entreprise américaine elle-même sur son compte @policy : «Des utilisateurs en Turquie ont fait part de difficultés d'accès à Twitter dans beaucoup d'endroits. Nous enquêtons et espérons bientôt le retour à la normale du service». Twitter a diffusé un tweet similaire en langue turque.

Par ailleurs, les internautes turcs rapportaient des difficultés à accéder au réseau en général. Ugurcan Taspinar, un responsable du site turc Techno Today, a affirmé au site The Verge qu'outre l'impossibilité d'accéder à Facebook et Twitter là où il se trouvait, l'accès aux emails était « limité ».

Depuis plus d'un an, le gouvernement islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002 en Turquie s'en prend régulièrement aux réseaux sociaux et à leurs utilisateurs.

Début 2014, le président Recep Tayyip Erdogan a ordonné à plusieurs reprises le blocage momentané de Twitter, Facebook ou YouTube, accusés notamment de diffuser des accusations de corruption visant son entourage. En mars, le Parlement turc a voté une disposition autorisant le gouvernement à bloquer un site internet sans décision de justice, une mesure pourtant censurée quelques mois plus tôt par la Cour constitutionnelle. 20minutes.fr 10.10

Avec la bénédiction de l'Otan, de l'UE et de Hollande.

En complément.

La Turquie viole constamment les frontières de ses voisins pour bombarder les camps kurdes en Irak où lancer des frappes aériennes contre la Syrie, sans autorisation de l'un ou de l'autre gouvernement... Mais là les gouvernements occidentaux et les médias se taisent, normal.

ACTUALITE EN TITRES

Le plus inquiétant encore serait qu'ils participent à cette énième farce cynique.

- 31% des Français prêts à voter Marine Le Pen à la présidentielle - Reuters

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Turquie : le bilan du double attentat-suicide d'Ankara passe à 95 morts - AFP

- Trois morts dans les violences au Kurdistan irakien - Reuters

- Israël: les violences font deux nouveaux morts palestiniens, la colère gronde - AFP

- Tchad: au moins 37 morts dans une nouvelle attaque de Boko Haram - AFP

- Boko Haram: un attentat-suicide frappe le Cameroun, après le Tchad - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Rassemblement de milliers de Noirs à Washington pour réclamer justice - AFP

Des milliers de Noirs se sont rassemblés samedi à Washington près du Capitole, siège du Congrès américain, pour réclamer justice au moment où une série de bavures policières a ravivé les tensions raciales.

Ce rassemblement d'hommes, de femmes et d'enfants venus d'un peu partout des Etats-Unis est organisé à l'occasion du vingtième anniversaire du "Million Man March", à laquelle seuls des hommes avaient participé et qui visait à interpeller en 1995 l'opinion et les élus sur les inégalités socio-économiques frappant les Noirs américains.

Nation of Islam est la principale organisation de cette marche. Dirigée par Louis Farrakhan et composée exclusivement d'hommes noirs, elle est controversée, considérée comme un groupe incitant à la haine selon le Southern Poverty Law Center qui suit aux Etats-Unis ce type de mouvements.

"Ce n'est pas une marche mais un rassemblement de ceux qui cherchent la justice", a lancé Louis Farrakhan près des marches du Capitale devant une foule plutôt festive regroupée sur le Mall, une grande esplanade au coeur de Washington où se trouve le Capitole.

Les tragiques faits divers des derniers mois ont inspiré un mouvement de protestation national sous la bannière "Black Lives Matter" (les vies des Noirs comptent), très présent samedi à Washington. AFP 10.10

2- Irak

2.1- Irak: découverte des équipements américains dans la raffinerie de Baïji - sahartv.ir

Les forces de l'armée et les unités populaires irakiennes ont poursuivi le processus de nettoyage des zones septentrionales de la ville de Baïji où ils ont découvert une quantité d'équipements américains dans des localités sous contrôle des terroristes.

Simultanément au nettoyage zone par zone de la raffinerie de Baïji et la débandade des terroristes de Daesh, les forces de l'armée et les unités populaires volontaires (Al-Hached al-Chaabi) ont découvert et confisqué une quantité importante d'équipements et de munitions, largués pour les terroristes de Daech, par les avions de combats et les hélicoptères de la coalition arabooccidentale, menée par les Etats-Unis.

Selon ce rapport, depuis plus d'un ans, l'administration américaine prétend que son objectif dans la création de la coalition arabooccidentale était de viser les positions de Daech, mais au cours des derniers mois, les unités populaires et l'armée irakiennes ont fait état de l'envoi des aides militaires de cette coalition à destination des éléments terroristes de Daech. sahartv.ir 10.10

2.2- Les pilotes britanniques vont-ils abattre les chasseurs russes ? - sahartv.ir

Moscou réclame une explication du ministère britannique des Affaires étrangères sur les rapports, publiés par les médias, selon lesquels Londres aurait autorisé ses pilotes à abattre les chasseurs russes, survolant le sol irakien.

Selon Sputnik, une source auprès du ministère britannique de la Défense avait, auparavant, confié à The Daily Star que les pilotes britanniques et ceux de l'Otan avaient reçu l'autorisation de tirer sur les chasseurs russes survolant le sol irakien et de les abattre même. « Les pilotes des chasseurs de l'aviation Royale sont conseillés d'éviter, à tout prix, une collision avec les jets russes mais ils ont été, en même temps, demandés d'être prêts à attaquer les jets russes si leur vie en dépend », a-t-on appris de la même source.

Alexander Yakovenko, ambassadeur russe à Londres, a déclaré à Ria-Novosti : « Nous sommes préoccupés quant à ces rapports médiatiques qui citent même les hauts membres du cabinet. Nous réclamons une explication transparente et rapide. Cette hypothèse selon laquelle les jets britanniques et russes pourraient entrer en collision dans le ciel d'Irak est totalement incompréhensible car les chasseurs russes ne sont pas impliqués dans les frappes aériennes contre les positions de Daech en Irak ». sahartv.ir 11.10

3- Yémen

- Yémen: Un drone us abattu à Saada - sahartv.ir

Au Yémen, les unités de l'armée et les forces de résistance populaire ont abattu un drone agresseur dans la province de Saada.

Selon l'agence de presse yéménite « Khabar », ce drone a été abattu simultanément aux attaques à la roquette des forces yéménites en direction du territoire saoudien. Selon une source militaire, ce drone avait été visé après avoir survolé largement la région de Kataf, dans la province septentrionale de Saada. De même, les unités de l'armée et les forces de mobilisation populaire ont largué des dizaines de missiles sur la base militaire d'Al-Zaber, à Jizan ainsi que la base d'Al-Radif, suite à quoi plusieurs militaires saoudiens ont été tués et blessés. Le bâtiment du commandement des garde-frontières saoudiens à Assir et les deux bases militaires de Najran, ont été visés par les tirs de l'artillerie et des missiles des forces yéménites.

Pour le rappel, depuis le déclenchement de l'offensive militaire de la coalition arabe, parrainée par l'Arabie saoudite contre le Yémen, des milliers de personnes dont des femmes et des enfants ont été tuées ou blessées et des dizaines de milliers d'autres déplacées. 80% des installations infrastructurelles, médicales et de services du pays ont été détruites. sahartv.ir 10.10

4- Palestine occupée

4.1- La nouvelle Intifada du peuple palestinien commence - sahartv.ir

« Actuellement, les différents groupes de la Résistance et du peuple palestiniens sont en train de mener les coordinations nécessaires pour présenter un nouvel modèle de la Résistance face aux sionistes », a affirmé le représentant à Téhéran du Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine (Hamas).

« Pour faire face à l'ennemi sioniste, le peuple palestinien opte pour de diverses initiatives. L'Intifada n'est pas seulement le jet de pierre en direction de l'ennemi. Aujourd'hui, toutes les couches de la société palestinienne, grand et petit, homme et femme se sont soulevés, tandis que les forces de la Résistance du Hamas et du Jihad islamique sont sur la ligne de front de cetteIntifada », a déclaré Khaled Qadouli, le représentant du Hamas en mettant l'accent sur l'unité et la volonté des palestiniens d'aboutir la 3ème Intifada.

« Le peuple palestinien est fidèle à son pays. Pendant un seul jour, 8 opérations-martyrs ont été menées dans différents endroits de Qods occupé et en Cisjordanie. La bande de Gaza a offert hier 8 martyrs. Cela est une Intifada », a-t-il souligné. sahartv.ir 10.10

4.2- Proche-Orient : les attaques se multiplient entre Israéliens et Palestiniens - Francetv info

Ce samedi 10 octobre, trois policiers israéliens ont été blessés au couteau, poignardés en pleine rue. L'assaillant un Palestinien a été abattu. Même scène dans la veille ville, un adolescent de 16 ans armé d'un couteau se jette sur un Israélien, lui aussi est tué. Cela fait une dizaine de jours que la tension est montée d'un cran entre Israël et les territoires palestiniens. La bande de Gaza est elle en ébullition. Deux adolescents palestiniens ont été tués ce samedi matin lors d'affrontements avec Israël.

Un engrenage

Le regain de tension a commencé mi-septembre avec l'autorisation donnée aux juifs de se rendre au Mont du Temple, site de la Mosquée Al-Aqsa. Très vite, c'est l'engrenage. Le 1er octobre un couple de colons est assassiné sous les yeux de leurs enfants. Deux jours plus tard, les premières attaques au couteau visant des juifs ont lieu. Jérusalem, Cisjordanie, Afoula, désormais, le conflit s'étend. Francetv info 10.10

4..3- Manifestation pro-palestinienne à Paris - sahartv.ir

Des centaines de personnes ont manifesté, ce dimanche, à Paris, manière de demander au gouvernement français de reconnaître un Etat indépendant palestinien.

Les manifestants ont battu le pavé depuis Chatelet vers la Place de la République, à Paris. Ils portaient les drapeaux de la Palestine et scandaient les slogans tels « liberté, liberté, Palestine », « Boycott d'Israël », « Nous sommes tous, Palestiniens ».

Cette manifestation avait été organisée par un groupe d'organisations populaires et pro-palestiniennes dont l'Association de la solidarité franco-palestinienne. Le président de cette Association a ajouté que Paris devait condamner, fermement, Israël et exiger des sanctions immédiates à son encontre. L'Assemblée nationale et le Sénat français ont demandé, en décembre 2014, au gouvernement de reconnaître un Etat indépendant palestinien. sahartv.ir 11.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Education: de milliers de manifestants défilent contre la réforme du collège - AFP

Des syndicalistes portant un cercueil, des profs de latin arborant une couronne de lauriers et quelques parents qui redoutent une "école bas de gamme": plusieurs milliers de manifestants ont défilé samedi après-midi à Paris contre la réforme du collège.

Sous un beau soleil d'automne, ils étaient un peu de plus de 8.000 selon la police, deux fois plus selon le Snes, principal syndicat du secondaire, à battre le pavé pour cette manifestation nationale derrière une banderole réclamant l'"Abrogation de la réforme, un autre projet pour le collège". AFP 11.10

Ouf, j'ai cru me réveiller en retard dimanche matin et avoir raté le début de la grève générale... Nous pourrions aussi bien dire de la Troisième Guerre mondiale puisque les articles fleurissent sur ce sujet, on en tremble déjà. Articles intéressés il faut préciser.

2- Manifestations: Les motards refusent d'être exclus des villes - 20minutes.fr

Paris, Marseille, Lille, Bordeaux, Bayonne, Lyon ou encore Caen… Des motards ont manifesté par milliers, samedi dans tout l'Hexagone, à l'appel de la Fédération française des motards en colère (FFMC). Ils se sont mobilisés contre la loi de transition énergétique permettant aux communes de mettre en place des zones à circulation restreinte excluant les deux-roues motorisés. Appel à la « désobéissance »

Les cortèges de motards ont partout défilé sous le même slogan : « Le deux-roues motorisés est une solution, pas une pollution ! » « La Mairie de Paris veut tout simplement interdire la circulation des deux-roues motorisés d'avant 2000 dans l'enceinte de la ville », et « on est en train de mettre en place l'obsolescence programmée de nos motos sous prétexte de pollution », a expliqué Jean-Marc Belotti, de la FFMC Paris-Petite couronne. L'organisation appelle donc « tout le monde à la rébellion, à la désobéissance ». 20minutes.fr 10.10

Ah ben merde, la grève générale en moto, je n'y avais pas pensé !

ECONOMIE

Allemagne

- "Stop au TTIP" : mobilisation massive à Berlin - euronews.com

Les organisateurs ne s'attendaient pas à un tel succès. Dans les rues de Berlin, ce samedi entre 100 et 250 000 personnes ont défilé pour dire "non" au futur accord de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

Cette marche était organisée à l'appel de partis politiques, d'organisations synidcales, environnementales et de défense des consommateurs. Les participants ont afflué de toute l'Allemagne.

Le TTIP autrement dit le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement est en cours de négociation. Il vise à supprimer non seulement les barrières douanières mais aussi règlementaires entre les Etats-Unis et l'Europe. euronews.com 10.10

En France, en portant Hollande et le PS au pouvoir, ils ont quasiment neutralisé le mouvement ouvrier, comme en 81...

Ceux qui ont fait la courte échelle aux sociaux-néolibéraux et aux staliniens pendant des décennies en portent la responsabilité.

Haut de page

Le 14 octobre 2015

CAUSERIE

Crise du POI, suite...

Dans la Tribune libre : Crise au POI : Défenseurs de la classe ouvrière et de la Sécurité Sociale... Lettre de Jean-Paul Gady à Lacaze suivie de Lettre de Pedro Carrasquedo à Vitoria, Jean-Paul Gady (22.09)

On apprend que le Courant communistes internationaliste escroque la Sécurité sociale depuis plus de 65 ans, qu'on a à faire à des voyous, des ordures de la pire espèce. Cela confirme tout le bien qu'on en pensait. Quelque part cela puait, mais là cela dépasse tout ce qu'on avait imaginé de plus pourri.

Allez, cela en est fini avec ce courant politique, c'est le coup de grâce.

On est en train de finaliser la causerie du jour où on va en rajouter une couche sur le POI, sur le plan politique si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

La causerie du jour et de la veille

Je vous conseille de télécharger et de lire ce document avant d'attaquer la causerie, vous comprendrez pourquoi plus loin.

- Crise au POI : Défenseurs de la classe ouvrière et de la Sécurité Sociale... Lettre de Jean-Paul Gady à Lacaze suivie de Lettre de Pedro Carrasquedo à Vitoria, Jean-Paul Gady (22.09)

Souvenez-vous, l'article est toujours en ligne, en 2005 j'avais caractérisé Pierre Lambert (et sa cour) d'imposteur. Les faits me donnent raison au-delà de ce que j'aurais pu imaginer, hélas j'aurais préféré me tromper !

De vulgaires petits escrocs. Extrait.

- "*Ce complément de retraite était l'accord passé avec tous les permanents qui avaient été déclarés comme salariés au SMIC (c'est le cas de Victoria qui a été payée comme permanente pendant 28 ans et non déclarée les 5 premières années (1976-1981), ceci afin que l'employeur (le CCI) paye le moins possible de cotisations sociales ! Ce système plus que condamnable parce que relevant de mon point de vue d'une pratique que l'on peut appeler une escroquerie à la sécurité sociale en bande organisée, perdure depuis des dizaines d'années pour des dizaines de permanents et continue à être pratiqué car l'omerta règne sur cette pratique. (...) vous vous dites être des militants ouvriers défendant les conquêtes des travailleurs, défendant l'institution ouvrière qu'est la sécurité sociale (en l'escroquant depuis des dizaines d'années ?), défendant les retraites, etc.*"

Il y a 25 ans j'ai continué de toucher des allocation chômages alors que j'étais parti vivre en Inde, mais à la différence de ces salopards, j'avais déjà travaillé et cotisé plein pot pendant une vingtaine d'années, donc j'estimais que cet argent me revenait de droit. J'ai déjà évoqué cela dans une ou plusieurs causeries. Et depuis je ne coûte rien à la Sécu, tenez ce matin j'ai déboursé 2.000 roupies pour soigner deux caries, une fortune pour moi et personne ne me remboursera.

Que les militants du NPA et de LO ne se réjouissent pas trop vite, leurs partis ne valent guère mieux même si certains l'ignorent encore, quoique là il faut vraiment le faire exprès, mieux que quoi au fait, que le PCF !

Une vidéo

Charlie, intervention en Syrie et propagande de guerre (vidéo) - Investig'Action
https://www.youtube.com/watch?v=iz1kqNrO8sA

J'ai visionné les trois quart de cette vidéo de 32 minutes, je n'ai pas pu la télécharger entièrement parce que mon ordinateur déconne.

Ce que j'ai entendu me convient parfaitement. Michel Collon se situe résolument sur le terrain de la lutte de classes et du socialisme, d'où la haine farouche que lui voue le site néoconservateur Conspiracy Watch de Rudy Reichstadt.

Enfin une bonne nouvelle, par les temps qui courent c'est si rare qu'il fallait le signaler. Bonne continuation à lui et à son équipe.

Ce texte s'adresse aux militants qui veulent comprendre pourquoi le lambertisme n'a jamais incarné la continuité du marxisme.

Je précise que ce texte a été rédigé avant de prendre connaissance de la lettre de Jean-Paul Gady à Lacaze et la réponse de Pedro Carrasquedo (La Commune) à Vitoria et Jean-Paul Gady.)

La question n'était pas de faire le procès de Trotsky ou d'accuser Lénine de quoi que ce soit, encore moins de les dresser l'un contre l'autre, on est simplement parti du constat que Trotsky avait manifesté un ultime désaccord avec Lénine en 1922, lorsqu'il refusa de le soutenir dans la "lutte à mort" qu'il avait engagée contre Staline pour l'évincer de la direction du parti bolchevik, sans présumer de l'issue de cet affrontement.

Trotsky et Kroupskaïa (la compagne de Lénine) affirmeront plus tard que le sort de cette lutte était scellé dès cette époque et que rien n'aurait pu y changer quoi que ce soit, pas même Lénine s'il avait survécu. Qu'ils aient eu raison ou tort de le penser n'est pas sans importance, et nous allons essayer d'expliquer pourquoi.

Trotsky n'avait cessé depuis 1903 de manifester des désaccords et sa méfiance envers les principes et la stratégie que Lénine avait adoptés pour conduire la révolution russe et le prolétariat au pouvoir. Il devait rallier le parti bolchevik tardivement au moment de la révolution d'Octobre. Jusque là il s'était tenu à l'écart du parti bolchevik. On est en droit de se demander quels auraient été leurs rapports si Trotsky avait rejoint le parti bolchevik au tournant des années 10, et s'il était devenu le principal dirigeant bolchevik au côté de Lénine.

On peut penser raisonnablement qu'à partir de ce moment-là auréolé du prestige et de l'autorité qu'avait acquis Lénine au sein du parti bolchevik, Trotsky en aurait bénéficié et aurait pu s'imposer comme l'héritier légitime de Lénine contre Staline ou tout autre prétendant à la direction du parti bolchevik. Sauf que les choses ne se sont pas passées du tout de cette manière-là, parce

que Trotsky n'avait pas suffisamment assimilé les enseignements de Marx et Engels sur la Commune de Paris qui servaient de ligne directrice à la stratégie de Lénine et que concentrait la place et le rôle déterminant du parti dans la révolution socialiste. Ce sera le principal argument que lui opposeront Staline et sa clique après la mort de Lénine pour l'évincer du parti bolchevik, d'avoir été un bolchevik au rabais ou de la dernière heure. Un prétexte comme un autre, certes, mais qui allait marquer les esprits au sein du parti bolchevik et dont ils allaient se servir contre lui, ce qui n'aurait pas été possible si Trotsky avait rejoint le parti bolchevik des années auparavant. On pourrait dire que si Trotsky avait occupé la place de Staline, celui-ci aurait eu toutes les peines du monde pour l'en évincer, car Trotsky en tandem avec Lénine aurait pu lutter efficacement contre la bureaucratisation du parti ou faire en sorte qu'elle ne prenne pas la forme monstrueuse qu'elle prit sous l'égide de Staline, ils leur auraient été possibles de corriger les erreurs qu'ils avaient commises et d'en limiter la portée qui allait devenir incontrôlable une fois Staline devenu secrétaire général du parti.

Il faut se replacer dans le contexte de l'époque pour l'envisager sérieusement. La Russie sortait de trois ans de guerre civile, le pays était ruiné et la production était complètement désorganisée, les masses s'impatientaient et renouaient avec les démons de l'esprit petit bourgeois qui se reflétait à l'intérieur du parti ou exerçait une énorme pression sur son appareil. Le parti avait accueilli les bras ouverts des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans, d'intellectuels et de petits bourgeois sans qu'ils aient forcément participé à la révolution ou acquis la moindre notion de ce que signifiait le socialisme, de sorte qu'ils étaient manipulables par des dirigeants sans scrupule, pire encore, c'est parmi eux que Staline et ses semblables devaient recruter les cadres qui leur seront dévoués aveuglément et leur serviront par la suite à liquider la vieille garde bolchevik. Ce fut d'autant plus une terrible erreur que le parti allait passer sous la coupe de Staline, là encore on peut imaginer qu'il en aurait pu en être autrement si Trotsky et des dirigeants de sa trempe avaient été aux commandes au côté de Lénine.

Plus tard, Staline parvint à se soumettre et à pourrir l'Internationale Communisme qu'il mit au service des intérêts de l'impérialisme au lieu de servir ceux de la révolution socialiste mondiale. Il fit avorter ou échouer toutes les révolutions ou les mouvements révolutionnaires qui allaient mûrir entre le milieu des années 20 et 30, de sorte que l'URSS resta isolée. Là encore on peut se dire que sous la direction de Trotsky les partis communistes en Allemagne, en Chine, en Espagne, et en France notamment auraient adopté une ligne politique correcte qui aurait pu permettre au prolétariat de l'emporter dans un ou plusieurs de ces pays-là et bien d'autres une fois la dynamique enclenchée, car bénéficiant de l'expérience, du soutien matériel, financier, militaire de la Russie socialiste, modifiant le rapport entre les classes à l'échelle mondiale en faveur du prolétariat ce qui aurait peut-être permis d'éviter la Seconde Guerre mondiale.

Continuons. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, certains pays d'Europe de l'ouest et centrale dont l'Etat était très affaibli devaient connaître des insurrections, des mouvements révolutionnaires ou se couvrir de soviets (comités ouvriers), auraient pu basculer dans le camp de la révolution socialiste, mais aussi en Asie et en Amérique latine, au lieu de cela, soit ils demeureront dans le camp de l'impérialisme, soit ils tomberont dans le giron de la contre-révolution stalinienne (thermidorienne). Là encore si le combat politique de l'Internationale Communiste avait été impulsé dans tous ces pays-là par Trotsky et des bolcheviks demeurés fidèles au socialisme, il est probable que certains d'entre eux seraient devenus des Etats socialistes, ce qui aurait changé la face du monde.

L'ensemble des éléments que nous avons relevés dans les quatres paragraphes précédents relatifs au rôle qu'aurait pu jouer Trotsky et l'Internationale Communiste s'il n'avait pas été placé dans une position de faiblesse par rapport à Staline sont indissociables puisqu'ils ont la même origine.

Il faut se souvenir que si Marx et Engels n'avaient pas partagé la totalité de leurs expériences et de leurs connaissances, s'ils n'avaient pas été pratiquement en osmose, si leur complicité n'avait pas été réciproque et totale, sans doute que Le Capital n'aurait jamais vu le jour ou il n'aurait jamais atteint un tel niveau de perfection. C'est ce qui a manqué entre Lénine et Trotsky sans qu'on impute la faute à l'un ou à l'autre ce qui serait ridicule, c'est la vie qui en a décidé ainsi voilà tout. Et qu'on ne vienne pas nous dire que nous accorderions trop d'importance à leur personnalité, Trotsky affirmera que si Lénine n'avait pas été présent à la tête du parti bolchevik, la révolution d'octobre n'aurait pas pu avoir lieu ou elle n'aurait jamais pu triompher. On dit parfois que personne n'est irremplaçable, et bien c'est une erreur, il arrive que ce soit le cas.

Ceci dit, on ne peut pas s'empêcher de mesurer la portée gigantesque qu'ont eu les désaccords politiques entre Lénine et Trotsky sur le cours de l'humanité et qui demeurent de nos jours encore largement incompris et qui expliqueraient en partie pourquoi nous ne sommes pas parvenus à nous doter d'une nouvelle direction.

Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas pour nous de réécrire l'histoire. On a bien compris que c'était essentiellement des désaccords politiques qui avaient été à l'origine des rapports conflictuels qu'allaient avoir Lénine et Trotsky, et non leur personnalité, rapports dont on a rappelé rapidement les conséquences qu'ils allaient avoir sur le cours de l'histoire de l'humanité.

Il se trouve, et c'est Trotsky lui-même qui le soulignera à plusieurs reprises, que lorsqu'il était en désaccord avec Lénine, neuf fois sur dix les faits donnèrent raison à Lénine. Il l'admettra plus tard, trop tard on a envie de dire, hélas ! Mais de 1893 à 1923 pour Lénine, de 1902 à 1940 pour Trotsky, pendant toutes ces années-là ils publieront chacun de leur côté des milliers d'articles et de nombreux ouvrages dans lesquels doivent figurer des erreurs ou des analyses erronées qui serviront de références théoriques aux dirigeants qui tenteront d'assurer la continuité du marxisme ou qui les reproduiront. Si on osait on extrapolerait en affirmant que s'ils avaient eu autant de désaccords sur des questions vitales du vivant de Lénine, on ne voit pas pourquoi il n'en aurait pas

été ainsi par la suite si Lénine avait vécu plus longtemps, ce qui sous-entend et on l'assume, que Trotsky a dû commettre bien des erreurs entre 1923 et 1940, que ceux qui s'intitulent trotskystes le récusent c'est leur droit, mais qu'ils nous accordent le droit de le penser en toute logique.

Là encore il ne s'agit pas de compter les points, on laissera cela à ceux qui n'ont pas dépassé le niveau d'une cour de récréation (le 87; rajouté), on cherche uniquement et sincèrement à conserver parmi les enseignements qu'ils nous ont légués, ceux qui sont vraiment utiles à notre combat politique ou dignes d'intérêt, qui demeurent valables pour notre époque. On se fout et contrefout de savoir qui a ou avait raison ou tort.

Je voudrais terminé en relevant un autre fait troublant qui rejoint ce qu'on a évoqué plus haut.

Trotsky eut beaucoup de mal à s'imposer auprès des militants à l'extérieur de la Russie après la mort de Lénine, je ne parle pas de ceux qui lui imputeront la victoire de Staline, jamais semble-t-il il ne parviendra à avoir la même autorité ou aura que Lénine parmi les militants, en dehors de ceux qui en feront une icone desséchée et deviendront les principaux dirigeants des différents courants trotskystes après-guerre, avant de se fossiliser presque immédiatement ou de disparaître.

Ceci avait-il un rapport avec cela ? Cela explique-t-il la décomposition des différents courants trotskystes qui ne sont jamais parvenus à s'entendre et qui végètent lamentablement depuis ? Pourquoi s'inspireront-ils davantage de Trotsky plutôt que Lénine ? Pourquoi ne retiendront-ils pas les enseignements de Lénine dont Trotsky s'était inspiré ? Pourquoi feront-ils de même avec la méthode que Lénine et Trotsky emprunteront à Marx et Engels ? Pourquoi finiront-ils par l'abandonner ? (Maintenant on connaît la réponse s'agissant des lambertistes. Rajouté)

Jusqu'à présent, 75 ans plus tard, nous n''avons pas été capables de résoudre la question de la direction du prolétariat mondial, nous avons misérablement échoué à construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut de nos jours, et qui par son absence est un des éléments clés pour comprendre la situation et comment se dispose la réaction, pourquoi elle a adopté un comportement décomplexé et cynique en menant son offensive contre le prolétariat mondial, comme si elle avait bien toujours un ennemi à combattre mais qu'il se trouvait désarmé et désorganisé, dans l'impossibilté de réaliser un pas en avant vers le socialisme, pendant qu'elle effectue des pas de géants vers l'établissement d'un gouvernement, d'une dictature mondiale.

L'absence du parti est dramatique. Elle cristalise toutes les contradictions du capitalisme poussées à l'extrême, qui se se sont traduites sur le plan politique par l'établissement d'un consensus entre ce qui avait été appelé à tort la gauche et la droite, processus qui au regard de la nature du PS et du PCF était tout à fait prévisible mais dont nos dirigeants n'ont pas été capables de prendre la mesure ou de mesurer les conséquences sur la lutte des classes (ou n'ont pas voulu, rajouté), ce qui témoignait du degré de confusion ou d'opportunisme auquel ils étaient parvenus.

La crise du capitalisme qui devait se manifester avec une ampleur inédite à partir du début des années 90 constituait une occasion rêvée pour construire le parti, dès lors que des millions de travailleurs allaient violemment en subir les conséquences et se radicaliser, chercher la voie de l'affrontement avec le capital, encore aurait-il fallu se tourner résolument vers eux au lieu de s'en tenir à des incantations stériles, et adopter un discours qui parte de leurs préoccupations ou de leurs conditions réelles pour qu'ils puissent s'en saisir ou se reconnaissent dedans...

Nous avons échoué sur toute la ligne face à la réaction sur toute la ligne.

Nous avons échoué à attirer les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière, nous avons échoué à attirer les intellectuels les plus sincères qui se disaient de gauche, nous avons échoué à attirer les couches de la petite bourgeoisie ou des couches moyennes, de l'aristocratie ouvrière qui allaient se prolétariser ou se paupériser, nous avons échoué à attirer les jeunes qui sentent instinctivement que la société capitaliste leur réserve un avenir cauchemardesque, nous avons échoué à attirer les couches de travailleurs qui ont été les plus durement frappés par la crise du capitalisme, etc. et à l'arrivée un certain nombre d'entre eux ont sombré dans le lumpenprolétariat, le communautarisme, l'individualisme le plus grossier, le populisme ou se sont tournés vers l'extrême droite, quand ils n'ont pas sombrés dans une dépression aux manifestations particulièrement inquiétantes, au mieux ils se sont tournés vers des formations politiques dites de gauche ou de la gauche de la gauche qui sont liées à la droite ou au régime, avant de subir désillusion sur désillusion les conduisant à cesser le combat ou à tourner le dos à la politique, à subir leur sort en silence, totalement démoralisés...

Constat sans appel que chacun peut faire de son côté et qui en somme est le bilan de la politique menée par les dirigeants du POI, du NPA et de LO, on laissera ici de côté les maoïstes et les anarchistes qui vivent sur une autre planète. On est donc resté couper des masses qu'on se destinait d'organiser, d'éduquer au socialisme, le résultat est à la hauteur de ce qu'on pouvait attendre d'une telle politique. Si on devait le nier, il faudrait admettre qu'une terrible fatalité se serait abattue sur la civilisation humaine et qu'elle ne s'en relèvera jamais, autant dire qu'elle est condamnée indéfiniment à la barbarie, eh oui puisque ces meilleurs éléments sont incapables de tirer les leçons des erreurs du passé.

On terminera sur un mot singulièrement pessimiste qui nous semble justifié, bien que cela ne soit pas dans nos habitudes, disons qu'il faut rester lucide en toute circonstance.

Ce qui est en train de se passer au Moyen-Orient pourrait effectivement déboucher sur une Troisième Guerre mondiale dans la mesure où dorénavant toutes les conditions sont réunies pour leur en fournir le prétexte, je fais référence à l'entrée en guerre de la Russie au côté de la Syrie contre les Américains et les autres puissances occidentales notamment. Il suffit d'un simple déclic, d'une simple provocation, d'un incident créé de toutes pièces qui peut se produire à tout moment et le tour est joué, en feignant bien évidemment de l'avoir prémédité.

Il faut avoir parfaitement conscience qu'au Pentagone, à la CIA et à l'Otan, donc à la Fed et à Wall Street, un cercle d'oligarques et de militaires est favorable à cette option et oeuvre en coulisse pour qu'elle se réalise. Ce sont ceux qui ont conçu et réalisé le 11 septembre 2001 ainsi que l'agenda de guerres sans fin qui devaient en découler par la suite, Maïdan et la guerre en Ukraine, les révolutions dites colorées, le Printemps arabe, les tentatives de coups d'Etat dans tout un ensemble de pays en Afrique et en Amérique latine, etc.

Ils y préparent psychologiquement la population, c'est ce qu'on peut observer quotidiennement. Ils ont fait sauter le vernis démocratique de leur dictature, dès lors qu'ils avaient acquis ou acheté la complicité de la totalité des partis institutionnels et des médias dans lesquels officient désormais des va-t-en-guerre patentés du néolibéralisme qui se livrent à une désinformation ou une propagande effrénée, de sorte qu'il ne reste pas d'autre alternative aux masses qu'y adhérer puisqu'il n'existe aucune opposition organisée crédibles vers lesquelles elles pourraient se tourner, leur donnant ainsi les moyens d'appliquer contre elles les plans les plus criminels et sordides qui soient, et en cas de doute, il ne leur resterait plus qu'à appuyer sur le bouton auquel on a fait allusion plus haut pour emporter leur adhésion et passer à l'action s'ils le jugeaient nécessaire. En quelque sorte ils détiennent le sort de l'humanité entre leurs mains et nous sommes totalement ou presque réduits à l'impuissance pour les empêcher de mettre la planète à feu et à sang, sans que personne ne puisse prédire ou contrôler les conséquences dévastatrices qui en découleraient.

Nous avons pris conscience de ce danger suite aux derniers développement de la guerre en Syrie et en Irak. Cela nous inquiète évidemment, on enrage surtout d'en être arrivé là. Si au moins un parti disait la vérité aux travailleurs, toute la vérité et pas seulement ce qui arrange leur appareil, on serait soulagé.

Il n'y a pas de quoi paniquer ou changer nos habitudes, disons qu'il faut avoir cela présent à l'esprit quelque part dans notre tête, et y réfléchir pour ne pas être pris au dépourvu si les évènements prenaient cette tournure.

Un courriel reçu et ma réponse

Salut camarade,

Quelques petites réactions rapides par-rapport à ta dernière causerie. Je ne suis plus abonné à IO depuis longtemps, mais je vais essayer d'acheter ce numéro 372 pour être bien sûr que tu as bien lu. Ils en viennent à marquer " à juste titre " que les syndicats regrettent les incidents à Air France. Cette phrase, pour reprendre un terme militaire, est un acte de haute trahison envers la classe ouvrière de la part de celui qui a écrit cela ! Même Marie-Georges BUFFET comprend la colère des salariés d'Air France et à réagit sur Facebook dès le 5 octobre en écrivant qu'elle est au côté des salariés et l'assume. A ce demander du PCF ou du POI, lequel est le plus proche de la classe des dominés!

A la prochaine camarade

S.

Bonjour S.,

Je ne comprends pas je t'ai envoyé le IO n°372 ?

Voilà l'article intégral.

- Unis

Il s’est passé quelque chose d’historique, ce 5 octobre, à Air France, qui intéresse tous les travailleurs. Les jours précédents, une campagne hystérique, à droite comme à « gauche », s’est déchaînée contre les pilotes d’Air France, accusés de faire couler l’entreprise, d’être des égoïstes au détriment de toutes les autres catégories, bref d’être « une poignée de salariés qui défendent leurs privilèges d’un autre temps » (Le Figaro, 2 octobre).

Et les personnels d’Air France, en manifestant unis, pilotes, hôtesses et stewards, agents au sol, par milliers, le 5 octobre, ont dit non à la division, non au chantage de la direction appuyée par le gouvernement ! Hôtesses, stewards et pilotes refusent de travailler cent heures de plus pour le même salaire (sachant très bien que cela ne ferait qu’accélérer les suppressions de postes). Ils

refusent, parce qu'on leur a déjà fait le même coup, il y a deux ans. Ils le savent, c'est une spirale sans fin !

Aujourd'hui, tous les syndicats (sauf la CFDT) disent non, et le gouvernement leur tombe dessus, menaçant, avec la direction, toutes les catégories de personnels de trois mille suppressions d'emplois supplémentaires, voire de licenciements secs.

Le dernier plan, qui vient à peine de s'achever, en a déjà supprimé 5 500 !

Des incidents, en marge de la manifestation, ont eu lieu, lorsque le comité central d'entreprise a été envahi par des centaines de manifestants.

Les syndicats, à juste titre, regrettent ces incidents et ils posent la question : qui est responsable ?

On parle de violence. Et le chantage de trois mille licenciements, ce n'est pas de la violence ?

Ce gouvernement, qui parle de « dialogue social », ne connaît que les « négociations » le pistolet sur la tempe, ou le passage en force, lorsqu'elles échouent.

A quelle situation cela mène-t-il ? Vers où conduit-il ainsi le pays ?

Yan Legoff

Le POI légitime le « dialogue social », la collaboration de classes qui est la négation de la lutte des classes.

Je ne l'ai pas noté dans ma causerie, Legoff se vend : le POI n'est pas contre le « dialogue social », dès lors qu'il se déroule tranquillement (sic!), il se fout bien que les dirigeants syndicaux en profitent pour brader l'essentiel de nos acquis sociaux morceau par morceau au gouvernement et au patronat en échange de quelques miettes ou "généreuses" compensations à la marge destinées à certaines couches de travailleurs histoire de les diviser... tout en scandant "unité", "unité" !

La plupart des militants ont un esprit critique peu développé ou mal aiguisé et ils se font facilement manipuler par ce genre de baratineurs professionnels. Ils sont incapables de faire preuve de discernement et de distinguer le double langage omniprésent au POI comme dans les autres partis. Autrement dit, ils prennent ce qui les intéresse ou les arrange et ils n'accordent aucune importance au reste, ils n'y prêtent même pas attention et ce ne sont évidemment pas leurs dirigeants qui vont leur reprocher, sauf que pour le gouvernement et le patronat c'est justement le reste qui compte et qui les intéresse en pratique, et dans le cas présent ils peuvent en tirer la conclusion suivante : bon, ça va, même le POI nous ménage, il ne veut pas aller jusqu'à la rupture avec les appareils de la CGT et FO, on peut y aller et continuer.

C'est somme toute normal puisque les militants du POI sont convaincus qu'ils ont fait le bon choix en adhérant à ce parti et ils ont une confiance aveugle dans leurs dirigeants sans même s'en apercevoir. Ce qu'ils ne perçoivent pas, c'est que leur discours se situe à deux niveaux, une partie leur est destinée et c'est celle qu'ils retiennent, tandis que la seconde partie est destinée aux appareils et au gouvernement ou au PS, ses satellites et alliés qui a pour fonction de leur dire : voyez comme nous sommes loyaux et dévoués, histoire de leur montrer qu'ils méritent les postes de permanents que vous nous avez confiés, etc. Cela est valable pour le NPA et LO, qui plus est pour le Front de gauche.

Dès le milieu des années 40 les dirigeants de ce courant politique ont adopté le réformisme et la collaboration de classes en scellant notamment des liens organiques avec la social-démocratie dégénérée et l'appareil de FO, on peut ajouter les anarcho-syndicalistes qui les amènera à réhabiliter Bakounine que Marx et Engels avait viré de l'Internationale. Le POI en est le produit le plus achevé après le PT, le produit de la rupture complète avec le léninisme cher à Trotsky et le marxisme, qu'à travers la figure de Jean Jaurès qu'ils mettent en concurrence avec Marx ils combattent au nom du réformisme qui a remplacé le combat pour le socialisme ou la révolution socialiste. Cela témoigne au passage qu'on ne peut pas se réclamer du réformisme et être socialiste, communiste ou trotskyste, c'est aussi irrémédiablement incompatible que le capital avec le travail.

Tu constateras en lisant les pages 1 et 2 d'Informations ouvrières (n°372) qu'il n'y figurait pas le mot d'ordre d'annulation, abandon ou retrait du plan de 2.900 licenciements. Un oubli, un hasard, qui peut le croire sérieusement ?

Un seul mot d'ordre aurait dû être avancé : mobilisation générale dans l'unité et grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de 2.900 licenciements !

Depuis j'ai affiné ou complété : Libération immédiate des 6 salariés d'Air France arrêtés! Halte aux poursuites, aucune sanction ! Grève illimitée jusqu'au retrait du plan de 2.900 licenciemente ! Renationalisation d'Air France !

Dossier Air France.

Nous avons laissé passer 48h avant de réagir parce que nous ignorions exactement ce qui s'était réellement passé le 5 octobre lors du comité central d'entreprise.

Libération immédiate des 6 salariés d'Air France arrêtés! Halte aux poursuites, aucune sanction ! Grève illimitée jusqu'au retrait du plan de 2.900 licenciemente ! Renationalisation d'Air France ! Dehors Hollande et Valls, gouvernement des travailleurs avec les partis, courants ou tendances du mouvement ouvrier qui combattent à leur côté pour le socialisme ! Abolition de la Ve République et du capitalisme, fondation d'une République sociale !

La violence qui s'est exprimée lors du comité central d'entreprise (CCE) d'Air France est l'expression légitime de l'exaspération et de l'impatience de millions de travailleurs qui ne supportent plus d'être traités comme des kleenex par ceux qui détiennent le pouvoir. Les soutenir inconditionnellement est le devoir de tout militant ouvrier.

Se réclamer du dialogue social, c'est condamné les 6 salariés qui ont été embastillés.

Nous avions prévenu les militants qu'en mettant un doigt dans cet engrenage, ils allaient y laisser plus que leur chemise, mais non, on était des extrémistes, des gauchistes.

- Air France : interpellations et gardes à vue - Francetv info

- Air France: "on est dans un Etat de droit" déclare Fillon après les interpellations - AFP

Un Etat de droite, on s'en était aperçu ! Et tous ceux qui y participent, sont-ils de droite ou de gauche ? Qui prône le renversement du régime et l'établissement d'une République sociale, un Etat ouvrier ou de gauche, quel parti a associé cette perspective au mot d'ordre du retrait du plan de licenciements, aucune sanction contre les salariés d'Air France, renationalisation d'Air France ?

- Air France: NKM (LR) plaide pour un "renouveau du syndicalisme" - AFP

C'est vrai qu'elle est particulièrement bien placée ! Comment peut-elle faire preuve d'une telle prétention en représentant le parti de l'ordre, sinon qu'elle y est encouragée par l'attitude des dirigeants syndicaux qui se livrent à un double jeu et fraient la voie à la réaction, non ?

- Des salariés d'Air France se rassemblent pour dénoncer la "criminalisation" du personnel - Francetv info

Quand les dirigeants syndicaux se conduisent comme des représentants de la direction d'Air France honnie par les salariés.

- Gardes à vue à Air France: "scandaleux" pour la CGT, "indigne" selon la FSU - AFP

Le numéro un de la CGT, Philippe Martinez, a jugé mardi "proprement scandaleuses" les arrestations des cinq salariés d'Air France soupçonnés de violences et la prolongation de leurs gardes à vue, estimant que le gouvernement avait "son mot à dire en terme de dialogue social".

"Ce qui se passe est proprement scandaleux. Des salariés sont en prison, en garde à vue. On a été les chercher chez eux à 6 heures du matin, devant leurs familles, devant leurs enfants et on a fouillé leurs maisons", s'est insurgé le secrétaire général de la CGT, lors d'une conférence de presse.

"En terme de dialogue social, le gouvernement a son mot à dire", selon M. Martinez qui a fait part de sa "colère".

Dans un communiqué, la FSU a également condamné les conditions d'une interpellation "indigne et disproportionnée", et demande "qu'aucune sanction ne soit prise contre ces salariés".(En les poignardant dans le dos plus loin... - LVOG)

"Il y a des personnalités qui ont fait des choses plus graves, qui ont détourné des millions et qui arrivent avec leur chauffeur" à leur convocation, a commenté M. Martinez, ajoutant: "il y a deux poids, deux mesures quand il s'agit de salariés, c'est profondément choquant". (Non, c'est normal, c'est la justice de classe. Ah oui, c'est vrai que Martinez est fâché avec la notion de lutte des classes ou il en a une conception plutôt patronale. - LVOG)

Sur le fond, la CGT "ne cautionne pas" l'attitude des salariés qui s'en sont pris à deux dirigeants de la compagnie aérienne la semaine dernière lors du CCE, mais "ne condamne pas non plus". (Elle laisse le soin à la "justice" de le faire à leur place, mais en affirmant qu'elle "ne cautionne pas", elle les condamne d'avance. - LVOG)

Leur geste, selon lui, "est à la hauteur de la violence sociale" du plan de suppression d'emplois.

Le syndicat FSU "condamne" également "toute forme de violence physique" mais "rappelle que la violence sociale exercée quotidiennement contre les salariés est inacceptable". (La FSU s'aligne sur la CGT. - LVOG)

M. Martinez a regretté que le Premier ministre ait "eu des mots pour les cadres d'Air France molestés, mais aucun pour les salariés", et estimé que le gouvernement avait "une forte responsabilité en la matière". AFP 13.10 (Ce genre de regrets ne peut provenir que d'un supporter de Valls. Car on ne regrette pas le comportement de quelqu'un dans lequel on ne se reconnaît pas ou qu'on a caractérisé parmi nos ennemis, ce qui n'est pas le cas de Martinez. - LVOG)

Vous aurez constaté qu'ils tiennent tous un double discours, c'est flagrant, personne ne peut le nier. Mais on peut le passer sous silence (POI) pour les ménager et faire le jeu de la direction d'Air France et du gouvernement.

- Les cinq salariés d'Air France seront jugés pour "violences en réunion" - Francetv info

En garde à vue depuis hier matin, lundi 12 octobre, les cinq salariés de la compagnie Air France seront jugés le 2 décembre prochain pour "violences en réunion". Les cinq mis en cause risquent jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende. La préméditation n'a en revanche pas été retenue.

Les cinq salariés d'Air France mis en cause appartiennent à la branche Cargo et Air France Industries. Ils ont entre 35 et 48 ans. Selon les informations de France 2, l'enquête interne de la compagnie se poursuit. Une vingtaine d'employés fait en ce moment l'objet d'une procédure de licenciement. Francetv info 13.10

Quand la vermine s'emmêle.

- Violences à Air France: François de Rugy «choqué» par les réactions de certains politiques - 20minutes.fr

Alors que Cécile Duflot (EELV), Pierre Laurent (PCF) et Jean-Luc Mélenchon dénoncent les méthodes radicales pour interpeller les salariés d'Air France soupçonnés de violences contre la direction, le député Ecologistes! François de Rugy, qui a claqué la porte d'EELV en août, se démarque. Il a estimé mardi que les incidents lors du comité central d'entreprise d'Air France le 5 octobre étaient des «violences inacceptables» et s'est dit «choqué» par les déclarations de certains «leaders politiques».

Plus généralement sur la situation d'Air France, François de Rugy a souhaité qu'«il y ait du dialogue social dans cette entreprise». «Il faut que cette entreprise gagne en compétitivité, qu'elle ait des coûts moins lourds par rapport à ses concurrents européens», a poursuivi l'ancien co-président du groupe écologiste à l'Assemblée. 20minutes.fr 13.10

C'est bien la fonction du dialogue social, il est réac et il a tout compris, bravo !

Traduisez: le dialogue social doit être mis au service de l'entreprise pour qu'elle "gagne en compétitivité", autrement dit les salariés devront accepter de nouveaux sacrifices.

En famille. Ils ont tout intérêt à garder Hollande.

- Baromètre Ipsos-"Le Point" : Macron, un nouveau leader... à droite ! - LePoint.fr 12.10

En fait à l'extrême droite, puisque le néolibéralisme est assimilable à la pire politique économique que la classe dominante entend imposer au prolétariat.

Que ce soit la politique de Hollande et son gouvernement ainsi que le PS n'a rien de surprenant, dès lors qu'on les a caractérisés de droite. Les caractériser de gauche revient à les ménager et à s'en faire les complices, cela contribue à entretenir la confusion qui profitera à l'extrême droite, qui elle apparaîtra relativement modérée et fréquentable au regard de son discours populiste et non de ses réelles intentions. Vous pourrez ensuite prétendre les combattre, mais comme votre discours sera incohérent ou bourré de contradictions, miné à la base, ce sera l'extrême droite qui raflera la mise et apparaîtra comme la véritable opposition au gouvernement.

Il y en a qui ne doutent de rien et qui voudraient que les travailleurs les prennent au sérieux, franchement ce n'est pas très sérieux.

Soyez léniniste, osez trancher et rompez avec l'opportunisme, menez le combat politique classe contre classe, refusez tout compromis avec l'ennemi et ses représentants... Bref, osez le socialisme, vous verrez qu'on n'en meurt pas, mieux, on s'en porte à merveille, c'est comme un rayon de soleil qui vient éclairer votre vie terne, routinière, sans idéal, qui n'a aucun sens ni intérêt. Il n'existe pas de meilleur remède contre la déprime, l'ennui, la solitude, la haine ou la violence aveugle, la déchéance.

En complément.

- Lyon : Macron hué à la bourse du travail par une centaine de manifestants - Francetv info 13.10

Quand ils avaient conclu leur enquête avant de l'avoir commencée.

- Ukraine: le vol MH17 abattu par un missile BUK tiré d'une zone prorusse - AFP

Les enquêteurs internationaux ont conclu que le vol MH17 de la Malaysia Airlines a été abattu en juillet 2014 par un missile sol-air de type BUK tiré d'une zone de l'est de l'Ukraine contrôlée par les rebelles prorusses, a rapporté mardi le quotidien néerlandais de Volkskrant.

L'Ukraine et les États-Unis affirment depuis lors que l'appareil a été abattu par les séparatistes grâce à un missile sol-air de type BUK fourni par la Russie. Moscou rejette fermement ces accusations et pointe du doigt les forces ukrainiennes.

Selon les sources citées par le Volkskrant, le rapport qui doit être publié mardi comporte des cartes montrant plusieurs endroits d'où le missile a pu être tiré, tous situés dans une zone contrôlée par les rebelles.

Le rapport indique quelles sont les causes du crash, mais pas qui a "appuyé sur la gâchette", un élément qui relève de l'enquête pénale.

Pourtant, deux des sources estiment que les éléments contenus dans le rapport indiquent une implication russe.

"Je soupçonne une aide de la part de militaires russes", a déclaré l'une d'elles au Volkskrant : "le BUK a de toute façon été développé et produit en Russie, et on peut partir du principe que les rebelles ne savent pas utiliser eux-mêmes un tel appareil". AFP 13.10

Des dizaines d'articles sur ce sujet sont en ligne dans le portail qui prouvent qu'on est en présence d'une imposture.

On retiendra, sans rire, qu'ils accusent la Russie sans savoir "d'où le missile a pu être tiré" ni qui a "appuyé sur la gâchette" sur la base de "soupçons", que en voilà une conclusion impartiale, à charge en vérité.

ACTUALITE EN TITRES

Quand la sémantique de la guerre envahit les médias.

- France/All-Blacks : quelle arme fatale contre le Haka ? - euronews.com 13.10

Qui attise par tous les bouts la haine, l'ultranationalisme, le patriotisme putride qui profite à l'extrême droite ?

Nostalgie.

- Le Proche-Orient de 2015 rappelle dangereusement l'Europe de 1914 - Slate.fr

La théorie foireuse (officielle) du "loup solitaire" a du plomb dans l'aile.

- Pendant les attentats, Amedy Coulibaly a reçu des instructions par mail - Francetv info

Et dire que tous les partis ouvriers, y compris le POI ont repris en choeur la version officielle de Charlie...

Peut mieux faire.

- Sondage. Elections régionales : l'abstention estimée à 55% au premier tour - Francetv info

Chut, ne dites surtout pas que cela exprimerait le rejet des institutions, les travailleurs qui n'en avaient pas vraiment

conscience pourraient le croire !

Chasse aux sorcières dans les médias.

- L'avertissement de Lagardère au "JDD" après la une sur Marine Le Pen - LePoint.fr

Proche de Nicolas Sarkozy, Arnaud Lagardère se fait rare dans la presse, mais, quand il s'exprime, cela fait toujours du bruit. En découvrant la une du JDD, dimanche dernier, le propriétaire du titre n'a guère apprécié la tonalité de celle-ci. La tête de Marine Le Pen prenait toute la page avec, à l'appui, un titre : « Un Français sur trois prêt à voter pour elle », selon un sondage Ifop. LePoint.fr 13.10

- Livre sur le climat, missive à Hollande : Verdier écarté de France 2 ? - LePoint.fr

- Larousse critiqué après avoir placé la Crimée en Russie - LePoint.fr

- Plan social à « L'Express » : adoption d'une motion de défiance contre Drahi et Barbier - LeMonde.fr

Drahi et Barbier incarnent la liaison d'extrême droite qui existe (ou la communauté d'intérêts économiques) entre le sionisme et le néolibéralisme. Ils peuvent s'inspirer du Point qui en est le produit le plus achevé parmi les médias de la presse écrite institutionnelle. D'autres concurrents rivalisent de zèle avec eux sur ce terrain-là, Le Monde, Le Figaro, Le Parisien, Le Nouvel Obs, Marianne, etc. tous en somme !

Comment légitimer les thèses de l'extrême droite.

- Propos sur la «race blanche» : La popularité de Nadine Morano en hausse 20minutes.fr

Morano compatible Les Républicains et le FN. C'est naturel chez eux puisqu'ils représentent les intérêts de la même classe sociale.

Morano a une "amie noire" a-t-elle affirmé pour se défendre de l'accusation de racisme, en fait cela ne prouve rien.

Pour rappel, le racisme et l'esclavagisme s'étaient développés en Afrique comme en Asie ou en Amérique latine avant même que les colonisateurs occidentaux n'y mettent les pieds. Et ce ne sont pas les classes dominées qui en prirent l'initiative à chaque époque et sur chaque continent, mais bien les classes dominantes. Ce sont donc elles et elles seules qui en portent la responsabilité, mais comme ils ne peuvent l'assumer sans dévoiler la nature esclavagiste de leur régime (féodal ou capitaliste), il la reporte sur les peuples qui plus est en subissent les conséquences.

- Allemagne : Pegida s'en prend à Merkel - euronews.com

- Près d'un an après son premier rassemblement, Pegida fait de nouveau recette. euronews.com 13.10

Quand ils en viennent à avouer que l'Union européenne est antidémocratique et illégitime.

- «Mon mandat ne provient pas du peuple européen», et c'est la négociatrice du TTIP qui le dit - Slate.fr

Alors de qui détient-elle son mandat, sinon de l'oligarchie financière, des banquiers et des actionnaires des multinationales.

En famille. Valls plus américain que Sarkozy. Bienvenue chez les barbares.

- A Riyad, Manuel Valls discret sur la question des droits de l'homme - LeMonde.fr

- 10 milliards d'euros de contrats entre la France et l'Arabie saoudite - Francetv info

La visite de Manuel Valls au Moyen-Orient s'achève. Ce mardi 13 octobre, le Premier ministre est en Arabie saoudite, où il a rencontré le roi.

"Manuel Valls dit lui-même que si on devait ne plus avoir de relations avec les Etats qui pratiquent la peine de mort, on ne pourrait pas travailler non plus avec certains Etats américains", conclut la journaliste de France 2. Francetv info 13.10

C'était quoi le PS qu'on (les lambertistes notamment) nous a vendu pour un parti ouvrier, ouvrier bourgeois, de gauche? La

pire réaction qui soit en vérité.

Soutien inconditionnel à la résistance palestinienne...

- Le gouvernement israélien autorise la police à boucler les quartiers arabes de Jérusalem - LeMonde.fr

- L'ONU critique un usage excessif de la force par Israël contre les Palestiniens - AFP

- “L’intifada des couteaux” en Cisjordanie, un mouvement qui échappe à toute autorité - euronews.com

- Jérusalem: au moins 2 personnes tuées dans deux attentats à Jérusalem - AFP

Stratégie du chaos et de la guerre.

- Bélarus: les Etats-Unis se disent "déçus" par l'élection présidentielle - AFP

- Le « Washington Post » va faire appel de la condamnation de son correspondant en Iran - LeMonde.fr

- L'Australie va renforcer ses contrôles antiterroristes pour les mineurs - AFP

Dossier Turquie

- L’absence de revendications après l’attentat d’Ankara suscite de nombreuses questions - euronews.com

Et pour cause...

- Erdogan accusé de jouer sur la peur pour remporter les élections - euronews.com

“Le meurtrier Erdogan rendra des comptes.” Ce slogan, ce sont des avocats qui l’ont entonné. Rassemblés dans le palais de justice d’Istanbul, ils laissent éclater leur colère à l‘égard de l’homme fort de la Turquie. Et ils ne sont pas les seuls. À Ankara, des médecins ont aussi répondu à l’appel à la grève lancé par deux grands syndicats, et une manifestation a rassemblé des centaines de personnes. Deux jours après l’attentat le plus meurtrier de l’histoire du pays – qui a fait 97 morts et plus de 500 blessés – tous partagent le même scepticisme. Ils accusent le pouvoir de négligence, ou pire encore, d‘être complice de la double-attaque qui a ensanglanté la capitale samedi.

À trois semaines des législatives, c’est une stratégie de la terreur qu’ils dénoncent. A leurs yeux, Recep Tayyip Erdogan fait monter la peur pour reconquérir la majorité absolue en se présentant comme le seul garant de la sécurité. “Ce ne sont pas les bombes mais votre silence qui nous tue”, peut-on lire sur une des pancartes déposées sur le lieu de l’attentat, à la gare centrale d’Ankara. euronews.com 12.10

Ou encore... là ils commencent à brûler, encore un petit effort...

- Attentat d'Ankara: Erdogan évoque une faille du renseignement - Reuters

Ils auraient orchestré ce massacre pour que les Turcs se rassemblent autour d'Erdogan ? C'est plausible, il y a de nombreux antécédents dans le monde dans le passé...

Avec la bénédiction de l'Otan et la France.

- Les militaires turcs sur le territoire syrien - sahartv.ir

Les sources bien informées ont fait part de l’entrée des forces militaires turques en Syrie.

Les habitants des zones frontalières ont été appelés à quitter leur maisons. Cité par le website d’information Al-Ahed, Mohammed Saïd, responsable du bureau des camps de réfugiés, dans le village frontalier d’Atmé, entre la Syrie et la Turquie, qui est sous contrôle des éléments armés, a annoncé que les militaires turcs sont entrés dans la région et demandé aux habitants de ces camps de quitter la région car la Turquie entend y construire un mur de séparation de 1500 de longueur sur le sol syrien. Ainsi les maisons qui se trouvent sur le trajet de ce mur seront détruites, selon la même source. sahartv.ir 13.10

Dossier Syrie

Amnesty International au secours d'Al-Qaïda

- Syrie : Amnesty accuse les forces kurdes d'avoir commis des crimes de guerre dans des villages arabes - Le Monde.fr

- Syrie: chute de deux obus sur l'ambassade de Russie à Damas - AFP

- Echanges de tirs entre Israël et la Syrie sur le plateau du Golan - 20minutes.fr

- L'armée syrienne prépare la bataille d'Alep avec l'appui massif de téhéran - LeFigaro.fr

- Syrie : l'Union européenne menace la Russie - sahartv.ir

L'Union européenne a demandé, lundi, à la Russie de cesser, immédiatement, ses attaques aériennes visant des soi-disant opposants "modérés" en Syrie.

L'Union européenne a appelé, lundi, la Russie à cesser, immédiatement, les frappes de son aviation, qui visent l'opposition "modérée", en Syrie. De son côté, l'OTAN accuse la Russie de contribuer à la prolongation du conflit syrien, en soutenant Bachar al-Assad. "Cette escalade militaire risque de prolonger le conflit, de saper le processus politique, d'aggraver la situation humanitaire et d'augmenter la radicalisation", ont prétendu les 28 pays de l'UE, dans une déclaration, adoptée à Luxembourg, par leurs ministres des Affaires étrangères. "Le problème, c'est que les Russes ne concentrent pas leurs efforts, sur la lutte contre Daech, mais ils combattent, aussi, les groupes de l'opposition "modérée", et ils soutiennent le régime d'Assad. Cela ne fait que prolonger la guerre", ajoute le communiqué. Or, les frappes de la Coalition internationale anti-Daech ne sont pas, encore, arrivées à donner les résultats escomptés. sahartv.ir 12.10

- Plusieurs drones des terroristes abattus par l'armée syrienne - sahartv.ir

En Syrie l'armée régulière a abattu plusieurs drones des terroristes à Rif Deraa, sud. L'armée qui a détecté ces appareils aux alentours de la ville d'Arza, les a tout de suite abattus, selon la chaîne Al-Manar.

Les frappes des avions de combat russes ont chassé les terroristes de leurs positions à Alep dont plusieurs régions sont désormais sous le contrôle de l'armée.

Les forces syriennes, soutenues par l'armée de l'air ont aussi libéré la région d'Al-Atshan, au nord-est de Hama. Par ailleurs les forces de l'armée syrienne appuyées par les forces de la défense nationale ont chassé les terroristes du Front al-Nosra de la région stratégique de Tal al-Qab, près de Quneitra à l'ouest du pays. sahartv.ir 12.10

- Syrie : le pentagone largue des armes aux takfiris - sahartv.ir

"Washington et ses alliés ont remis armes et munitions à la disposition des dissidents dans le nord-syrien.", a fait état le porte-parole de l'armée américaine.

Cité par Press TV, le porte-parole du commandement central de l'armée américaine, Patrick Ryder a annoncé lundi, dans un communiqué, que les Etats-Unis et leurs alliés envoient des avions transportant armes et munitions à destination des opposants syriens dans le nord de la Syrie. « Ces avions ont à leur bord des aides et des munitions à destination des opposants syriens pour qu'ils puissent mener une série d'opérations contre les terroristes daechistes. », a dit ce porte-parole du commandement central de l'armée US.

De même, un autre responsable de l'armée américaine qui a souhaité garder l'anonymat a révélé qu'une cinquantaine de tonnes d'armes et de munitions étaient à bord de ces avions précités. sahartv.ir 13.10

- Syrie : L'appel de ralliment lancé par Moscou - sahartv.ir

La Russie appelle les pays intéressés à rallier le centre de coordination conjointe anti-terroriste, selon Press TV. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov a annoncé lundi que le centre de coordination conjointe anti-terroriste dont le siège se trouve à Bagdad, est entièrement prêt à profiter de la coopération de tous les pays qui voudraient lutter contre le terrorisme.

Lavrov a souligné lors d'une conférence de presse à Moscou, que ce centre avait déjà commencé ses activités avec la contribution de quatre pays et il salue la décision d'autres pays de se joindre à ce centre anti-terroriste.

Le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré son pays prêt à mettre en place de nouveaux centres de coordination dans la région afin de combattre le terrorisme. sahartv.ir 13.10

- Poutine critique le manque de coopération des Etats-Unis sur la Syrie - sahartv.ir

Vladimir Poutine a critiqué mardi le manque de coopération des Etats-Unis dans le conflit syrien et mis en garde contre le parachutage de munitions aux rebelles, se demandant ouvertement ce que les Américains ont dans le crâne. "Comment pouvons-nous coopérer? Je me demande ce qu'ils ont dans le crâne", a lancé le président russe à l'occasion d'un forum économique organisé à Moscou. Le chef de l'Etat russe a reproché aux Américains de ne jamais répondre quand les Russes leur demandent quelles cibles l'aviation russe doit bombarder en Syrie. "Nous leur avons dit: donnez-nous les cibles que vous considérez à 100% comme terroristes. Aucune réponse. On a réfléchi et demandé: où ne faut-il pas frapper ? Toujours pas de réponse", a déclaré M. Poutine. Il a ajouté qu'il n'y avait pas de garanties que les munitions parachutées par les Américains ne tombent pas entre les mains des terroristes.

"Ils nous disent qu'ils ont parachuté des munitions aux rebelles. Mais où sont ces rebelles ?", s'est interrogé M. Poutine au cours de ce forum retransmis à la télévision russe, précisant qu'il ne s'agissait pas d'une "question rhétorique". Il a ensuite assuré que la Russie "n'aspire pas à un quelconque leadership sur la Syrie".

Il a par ailleurs dit avoir invité Washington à mener des négociations "au plus haut sommet" de l'Etat pour "discuter du règlement du conflit syrien". Il a ensuite réitéré l'impératif de la contribution des puissances régionales comme l'Iran dans le règlement de la crise en Syrie. sahartv.ir 13.10

- Syrie: Al-Nosra appelle les jihadistes du Caucase à frapper la Russie - AFP

Abou Mohamed Al-Djoulani accuse aussi la Russie de concentrer ses frappes aériennes contre les mouvements qui luttent contre Bachar Al-Assad et d'épargner l'organisation Etat islamique qu'elle prétend combattre, un reproche également formulé à Moscou par les pays occidentaux et les puissances sunnites régionales.

« Il n'y a pas d'autre choix que de durcir le combat et de cibler les villes et villages alaouites [dans la province de] Lattaquié et j'appelle tous les groupes (…) à tirer chaque jour des centaines de missiles sur leurs villages, comme ils le font sur les villes et villages sunnites », lance le chef du Front Al-Nosra.

Au 13e jour de son intervention en Syrie, l'aviation russe a bombardé les positions de rebelles islamistes. L'objectif lancé par l'armée syrienne avec l'appui de l'aviation russe est d'avancer vers Khan Cheikhoun, un fief du Front Al-Nosra dans le sud de la province d'Idlib, et de l'encercler. AFP 12.10

Commentaires d'internautes

1- Ce qui est bizarre, c'est que tous les djihadistes (Daesh, al Nosra ...) critiquent et dénoncent l'intervention Russe, comme si l'intervention de la coalition américaine était inexistante!

Mais elle l'est, à ceci près qu'elle continue de détruire les infrastructures de la Syrie...

2- C'est pas ceux à qui les Yankees ont parachutés des armes dernièrement ?

Effectivement, et vous êtes encore très loin du compte...

3- En gros il faut taper sur Daesh et pas sur Al Qaeda... c'est à n'y plus rien comprendre... Qui eut cru, lorsque les tours jumelles s'effondraient, que 15 ans plus tard les djihadistes d'Al Qaeda passeraient pour des gars sympas qu'il faut aider !

Ce qu'on ne vous dit pas ici, c'est que ce discours ne passe pas aux Etat-Unis, car désormais une majorité d'Américains ont compris qu'Al-Qaïda ne pouvait pas être l'auteur du 11/9...

4- Rien à craindre d'Al Nosra ce sont des opposants modérés. La preuve ? La Turquie leur ouvre largement ses portes, les pays du Golfe les financent et les USA les arment.

Al Nosra et l'Emirat islamique sont l'armée supplétive de l'Otan et du Pentagone...

5- Le chef d'Al-Nosra a exactement le même discours que les dirigeants occidentaux ...

Cet affilié à Al-Qaïda est donc à leur service...

Bravo pour votre observation !

6- Je ne vois pas l'intérêt que les médias donnent une crédibilité aux gesticulations de vulgaires terroristes qui montrent là combien ils sont peu modérés.

Mais parce qu'ils les affectionnent, ils combattent dans le même camp...

7- Et alors, ils ne menacent pas la coalition internationale ?

Ah oui, j'oubliais, ils sont alliés !

Vous avez tout compris, bravo !

Haut de page

Le 15 octobre 2015

CAUSERIE

On a créé la page des causeries d'octobre où elles sont archivées depuis le 1er. On a complété et reformaté le fichier pdf des causeries de septembre qui comporte 105 pages.

Je viens de prendre connaissance d'un texte rédigé par le groupe GMI que vous pouvez télécharger (format pdf)

- Les racines de la crise du POI. (GMI) (23.09)

A plus tard, une fois que la causerie du jour sera prête. Situation exceptionnelle, mobilisation exceptionnelle, je ne voulais plus actualiser le portail quotidiennement mais l'actualité politique m'y oblige !

Haut de page

Le 16 octobre 2015

CAUSERIE

Je remercie les camarades qui m'ont envoyé des courriels, on se sent moins seul!

Je me suis défoncé pour réaliser cette causerie, je suis lessivé. En plus j'ai un gros problème avec mon ordinateur qui fonctionne au ralenti et se bloque, c'est la galère !

Selvie, ma compagne, vient de m'appeler, je pars la chercher à la sortie de son boulot, pas le temps d'ajouter un mot.

La question du jour qui tue.

Qui a donc réalisé le 11/9 puisque cela ne peut pas être Al-Qaïda à qui les Américains livrent des tonnes d'armes en Syrie et en Irak ?

La réponse est dans la question.

En famille. Les mains sales.

Manuel Valls hier au Sénat. « Le dialogue social. Le dialogue dans la société c'est de ne jamais refuser de serrer la main, le dialogue ». Il est prêt à tendre la main. publicsenat.fr 15.10

Il revient d'Arabie saoudite où il a serré la main des chefs des barbares qui massacrent les peuples afghan, irakien, libyen, syrien, yéménite...

Crise du POI

CCI-POI. Escrocs en bande organisée. Il y en a vraiment qui ne doutent de rien.

Pedro Carrasquedo (La Commune), ex-dirigeant lambertiste pendant 18 ans (et plus) :

- "*Je ne touche au titre des 98 trimestres effectués comme permanent que...177 euros et bien sûr pas un centime d indemnités. Et moi aussi mes cinq premières années de permanent ont été non déclarées : j'étais payé en liquide de la main à la main par le trésorier de l'époque Iltis) Vitoria et Jean Paul Gady ont allègrement voté notre exclusion. Ils n'ont eu aucun état d âme. Et maintenant que leurs amis de quarante ans coupent les vivres, ils s'offusquent.*

Qu'on soit bien clairs : Gady, Vitoria mais aussi Lacaze and co et Seldjouk and co obéissant sans ciller à Lambert qui était à la manoeuvre, nous ont virés avec une aumône. Je suis resté deux ans au chômage et ne dois mon salut qu'au passage de concours dans la Fonction publique. Et maintenant, Vitoria qui a quand même touché 1150 euros en plus des 750 euros pendant 11 ans se plaint de ces méthodes. De bourreaux, elle et son compagnon sont devenus victimes. Ils nous jouent les étonnés offusqués. Je les plaindrai quand j aurai le temps. Précision : Gady joue celui qui n'était au courant de rien. Vilain gros menteur."

Reproche qui vaut également pour le rédacteur de ces lignes, quel crétin ! Mieux encore.

Pedro Carrasquedo est pire, puisque s'ils n'avaient pas ouvert leur gueule, personne n'aurait su que les lambertises avaient escroqué la Sécu pendant plus d'un demi-siècle, car lui, Pedro Carrasquedo, il ne s'en était pas vanté pour en avoir profité ou l'avoir fermé. Excusez-moi, il est con au point de publier leur lettre dans le portail de la Commune, peut-être qu'elle a été publiée ailleurs, je n'en sais rien !

Et moi qui aie été jusqu'à regretter d'avoir quitté l'OCI en janvier 1981, je ferais mieux de remercier ma première épouse qui m'avait forcé à prendre cette décision (chantage au divorce)... salutaire, ce que j'ignorais à cette époque.

Pedro Carrasquedo leur en veut d'avoir balancé le pot aux roses, la goutte qui fait déborder le vase à purin du lambertisme, à croire qu'il aurait préférer ménager les escrocs qui sont à la direction du CCI quand il termine en écrivant :

- "*Clochards de la pensée, tous autant que vous êtes. Mercenaires à cent balles Vous avez fait du chantage à la retraite en échange du silence politique.*"

Il doit être jalou ma foi ! Lui il n'a pas fait de chantage et il a gardé le silence tout court, ce n'est guère mieux.

Au moins les militants du CCI d'hier et d'aujourd'hui savent dorénavant à quoi s'en tenir à propos de leurs dirigeants-permanents-à-vie.

Pour la petite histoire, un jour je m'en étais pris connement à La Commune, à croire que j'avais moi aussi conservé de sales habitudes sectaires, depuis j'ai fait le ménage.

Le lambertisme a toujours eu une politique trade-unioniste.

L'orientation de Gauquelin (Lacaze pour les intimes) ou la majorité du CCI-POI résumée ici :

En mai-juin 1968, notre politique n'a pas été sans faiblesse. La grève générale, spontanément réalisée, mettait au centre de tout la question du gouvernement, la question du pouvoir… Pendant la grève générale, nous avons, à juste titre, mis en avant le mot d'ordre de la constitution d'un comité central de la grève générale. Nous n'avons pas répondu à la question du gouvernement… Dès lors, que nous le voulions ou non, notre politique avait un caractère trade-unioniste. Nous versions dans l'illusion que la grève générale « organisée » par le CC de grève se suffirait à elle-même. De plus, nous n'avons pris aucune initiative réelle qui ouvre la voie à la réalisation de ce comité central de la grève générale. (Stéphane Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, GB, p. 11)

Un courriel reçu d'un militant du POI

Que faire ?

Camarade,

J'ai plus que ton âge, militant depuis février 1970 et se posant la même question que Lénine après la trahison de la 2ème internationale ; manifestement tu penses qu'on ne peut rien redresser dans le POI ; avons-nous été naifs ? Je vivais avec des camarades honnêtes ici, non des voyoux, présents dans toutes les diffusions, les combats syndicaux comme politiques ; personnellement je pense qu'il faut exiger un quitus financier au prochain congrès et nous n'éviterons pas une litanie de procès de la justice bourgeoise qui sera ravie de finir de détruire cette organisation parce que informée d'accords non légaux entre dirigeants et permanents par ces lettres rendues publiques, au passage l'illégalité est insupportable quand il n'y a plus d'accord politique à moins de l'ouvrir ; avait-on les moyens de savoir ? Non, si ce n'est peut-être de pas accepter de dénoncer la soi-disant violence des exploités licenciés ; alors ne plus rien faire, non , il y aura des combats et avec ce qu'on a déjà appris, on continuera au moins dans une libre discussion et le temps décidera aussi de la voie à mener en fonction du débat.

Salutations.

Je vais essayer de répondre brièvement à ton courriel, pour autant qu'il appelait une réponse.

Redresser quoi dans le POI ? As-tu lu l'article que le groupe GMI a publié sur le CCI ? Il est accablant du début à la fin, sur la base des faits il apparaît que Lambert fut un imposteur de la première heure et que tous les dirigeants qui l'ont aidé à se maintenir à la tête de l'appareil le savaient pertinemment, la plupart de ceux qu'il virera l'avoueront par la suite, en recoupant leurs affirmations et en mettant bout à bout tous les éléments qui sont parvenus à notre connaissance on aboutit à la même conlusion épouvantable que les militants et cadres ignoreront jusqu'au bout, il serait donc injuste ou stupide de les en blâmer, ils sont davantages à plaindre.

Ce serait intéressant de comparer l'attitude de Staline et la conclusion à laquelle était parvenu Lénine à son sujet, avec celle des dirigeants du CCI et ce qu'en disent certains ex-dirigeants du CCI.

Léon Trotsky - OEuvres – 1932 - Le "testament" de Lénine - 31 décembre 1932 - Edité en français par la revue "Quatrième Internationale" (numéro spécial – Dossier de la "destalinisation" – hiver 1956)

- "*Ce que Lénine découvrit en Staline sous ces nouvelles conditions, il le dit avec prudence mais tout à fait clairement dans son testament : un manque de loyauté et une tendance à l'abus du pouvoir. (...)*"

Lénine, peu à peu, en vint à perdre sa confiance morale en Staline.

Et quand à la rupture définitive avec Staline, Trotsky observera que ce fut un "*acte, unique en son genre dans la vie de Lénine*" qui "*doit avoir eu des causes psychologiques graves*".

Lénine avait fini par prendre la mesure du danger que représentait Staline, qui s'était fabriqué un personnage qui trahissait sa véritable et abominable personnalité, qui se manifestait de plus en plus ouvertement au fur et à mesure qu'il allait monter dans l'appareil du parti bolchevik, ce que Lénine ne pouvait pas manquer de relever et que de nombreux témoignages ou de nombreuse plaintes qui étaient remontés jusqu'à lui confirmaient.

Lénine qui était bourré de principes et d'une moralité à toute épreuve, n'en était pas moins très tolérant envers ceux qui ne les respectaient pas à la lettre, il connaissait trop bien la nature humaine et ses faiblesses pour ne pas accabler ceux qui ne faisaient pas preuve d'une rigueur absolue dans leur conduite, par contre il ne pouvait pas admettre qu'on affecte une attitude pour ensuite la trahir ou la mettre au service d'une autre cause inavouable ou satisfaire des intérêts purement individuels, ce qui dénotait un état d'esprit particuièrement malsain et nuisible, dangereux pour le parti, dans la mesure où on n'a aucune emprise sur elle, sinon de la démasquer pour pouvoir éliminer celui qui l'a adoptée.

Lénine qui était d'une droiture morale exceptionnelle, tout comme Trotsky, ne pouvait pas s'accommoder plus longtemps d'un personnage aussi détestable (ambitieux, prétentieux, sournois, malicieux, malhonnête, menteur, etc.) que Staline au poste de secrétaire général du parti bolchevik. Tandis que Lénine incarnait la morale la plus élevée, embrassant les intérêts de l'humanité toute entière, communiste, Staline incarnait celle du roturier devenu aristocrate, de l'imposteur dénué de scrupules, cynique, dont la morale ne devait servir que sa propre ambition.

Quand on a en tête le texte que le groupe GMI a consacré au CCI et la conclusion à laquelle ils sont parvenus pas à pas sur Pierre Lambert et qu'on la met en parallèle avec la conclusion à laquelle était parvenu Lénine (et Trotsky) sur Staline, on est saisi par la ressemblance accablante qui en ressort, au point qu'on ne s'étonne plus qu'il soit resté aussi longtemps à la direction du CCI, toute sa vie en fait, comme Staline!

Cela pose bien des questions sur lesquelles nous n'avons pas le temps de nous étendre ici, nous les avons déjà en grande partie abordées dans de précédentes causeries, notamment une. Est-ce que cela aurait changé quelque chose que les militants et cadres sachent qui étaient vraiment Lambert et ses acolytes, de quoi ils étaient capables, sachant que cela leur aurait été

présenté d'une telle manière qu'ils ne l'auraient pas cru ou n'auraient pas voulu le croire, pour ne pas dire qu'ils auraient trouvé le moyen de le justifier, exactement comme l'ont fait la plupart des militants et cadres du PC envers Staline et ses multiples crimes contre le socialisme. Lambert a usé de moyens déloyaux pour tourner le dos au trotskysme, et il a abusé des mêmes moyens pour éliminer ceux qui contestaient sa politique ou son autorité sur le parti, et la vie a continué au CCI comme si de rien n'était.

Question : L'homme est-il si faible qu'il serait incapable de tirer les leçons pratiques de ses expériences ? Il est incohérent et manque de rigueur, de discernement, de logique, il n'est pas né matérialiste et dialecticien et force est de constater qu'il peine à le devenir, il n'est pas seulement incapable d'interpréter le monde dans lequel il vit, il est incapable d'interpréter qui il est et comment il fonctionne, en fait la réalité le domine ou il passe à côté sans s'en apercevoir, exactement comme avec sa propre vie.

Comment pourrait-il prendre conscience de sa condition, alors qu'il n'est même pas foutu de prendre conscience de son ignorance ? Par la force des choses nous dira-t-on, certes, mais cela risque d'être insuffisant pour s'élever au niveau indispensable pour en changer, disons qu'au détour de conditions favorables il pourra faire preuve d'un instant de lucidité qui s'estompera une fois que ces conditions se seront volatilisées, et il retournera à son niveau de conscience antérieur qui en réalité n'avait pas progressé ou si peu qu'il ne pouvait pas se maintenir à un niveau supérieur plus longtemps, pour qu'il en soit autrement il faudrait que cette expérience s'inscrive dans la durée ou qu'elle se répète un grand nombre de fois pour qu'elle finisse par s'inscrustrer dans son cerveau ou parvienne à modifier son mode de pensée, sa manière d'interpréter la société ou le monde.

On comprend là à quel point cette question est capitale pour l'avenir de la civilisation humaine.

Les dirigeants bolcheviks n'étaient pas des crétins, les dirigeants du CCI non plus, et pourtant ils ne se sont pas conduits autrement. Ils se sont laissé acheter, corrompre, leurs faiblesses l'ont emporté sur leurs qualités, leur ignorance sur leur conscience.

Il existe une autre explication, je préfèrerais dire qu'elles se complètent. Les bolcheviks allaient subir le contrecoup de trois ans de guerre civile en Russie, de la défaite de la révolution hongroise et de la débâcle du mouvement révolutionnaire en Allemagne, le prolétariat étant vaincu dans tous les pays, l'espoir que la révolution triomphe dans un autre pays s'éloignait, l'heure était donc à la construction du "socialisme dans un seul pays" cher à Staline et au combat contre tous ceux qui s'y opposeraient, dont Trotsky.

Lambert pour garder la main sur ses troupes allait se livrer à une monstrueuse mystification pendant des décennies à l'aide de la théorie foireuse de l'imminence de la révolution qu'il n'avait pas cessé de trahir en réalité à l'insu des militants du CCI, et il ne lui restera plus qu'à la balancer ainsi que son parti (PCI) une fois qu'il était devenu évident pour tous les militants du CCI que la révolution était renvoyée à une date indéterminée, pour finalement l'abandonner au profit de la défense de la République et de la démocratie bourgeoise, et se moquer de ceux qui y croyaient encore ou les éliminer, pour bien montrer le cynisme du personnage.

Si Trotsky n'est pas parvenu à redresser le parti bolchevik qui au départ avait été construit sur des bases saines ou correctes, je ne vois ni qui ni comment il serait possible de redresser le CCI qui a été conçu à l'origine par Lambert sur des bases pourries.

Que les militants et cadres du CCI ne s'en soient pas aperçus, qu'ils aient été bernés ou qu'ils se soient illusionnés eux-mêmes pendant des décennies est assurément une expérience fort pénible à assumer, et on en est sincèrement désolé pour les militants et cadres demeurés loyaux envers le socialisme, qu'ils en aient pris conscience maintenant ne changera rien, le lambertisme était une planche pourrie qui était destinée à les engloutir et elle ne sera jamais autre chose, il faut qu'ils se fassent une raison ou se rendent à l'évidence.

Quand des militants du CCI m'écrivaient qu'ils avaient encore avalé une couleuvre, je me disais qu'ils devaient avoir une sacrée constitution, mais que le jour où le plat de consistance arriverait ils s'étoufferaient. Je n'ai pas essayé de les convaincre de quoi que ce soit, puisqu'ils ne voulaient rien entendre.

On a vu plus haut que c'était des conditions défavorables sur le plan international qui avaient conduit les dirigeants bolcheviks à basculer du mauvais côté, cela dit ni Lénine ni Trotsky et bien d'autres bolcheviks n'ont pas flanché. Pourquoi ? Parce qu'ils interprétaient la situation en marxistes, ils savaient que d'autres occasions se présenteraient d'ici peu en Europe et que rien ne justifiait d'abandonner la révolution socialiste mondiale.

En réalité, Trotsky affirmera qu'à peine une poignée de bolcheviks méritaient d'être qualifiés de marxistes, et il insistera sur le niveau d'arriération des masses russes qui profitera à Staline. Ce qui me fait dire que notre priorité devrait être de faire en sorte qu'un maximum de militants parviennent à maîtriser le marxisme et à en être dignes. Nombreux sont ceux qui se prennent pour des marxistes, alors que ce n'est pas le cas. Et quant à leur comportement dans la vie ou en tant que militant, il ne doit pas être plus brillant en général. Et notre seconde priorité devrait être de tout faire pour aider les masses à progresser afin qu'elles soient moins facilement manipulables. Je ne vois pas en quoi ces deux objectifs seraient incompatibles avec notre intervention dans la lutte des classes, la défense de tous nos droits ou acquis, un programme d'action révolutionnaire et l'organisation des masses, la construction du parti, de l'Internationale.

Si nous n'adoptons pas cette orientation et ces mesures, nous serons condamnés à connaître la même situation qu'en Grèce. Voyez où ils en sont, après tous les coups terribles qu'ils ont pris, ils n'ont toujours rien compris ou si peu. On nous dit qu'ils résistent, on veut bien le croire et ils en ont fait la démonstration à de nombreuses reprises, mais ce que l'on constate aussi, c'est qu'ils sont prompts à plier l'échine.

Complément sur les groupes CPS et GMI issus du lambertisme.

J'ai échangé une correspondance avec eux pendant une brève période il y a dix ans avant d'abandonner.

Le groupe CPS est une caricature des lambertistes nostalgique de la "belle époque" où le réformisme bourgeois auquel avait adhéré l'OCI pouvait encore faire illusion et tromper les travailleurs qui avaient cru rejoindre une organisation trotskyste.

Celui de La Commune ne vaut guère mieux. Le plus fréquentable, si on peut se permettre, c'est encore le groupe GMI qui est parvenu à se défaire des oripeaux hideux du lambertisme, je n'ai pas en tête leurs positions ou analyses sur toutes les questions qui nous intéressent, en lisant leur littérature j'ai constaté qu'ils s'adressaient essentiellement à des militants aguerris, ce qui peut s'expliquer par leur faiblesse numérique, ils cherchent avant tout à recruter des militants d'autres organisations plutôt que des travailleurs inorganisés, du coup leur discours, qui a le mérite généralement de partir des faits, ressemble davantage à un cour de théorie marxiste qui rebutera un grand nombre de militants qui ne possèdent pas les connaissances requises pour le suivre, et plus encore les travailleurs qui ne possèdent aucun repère pour s'y retrouver, bref on a l'impression désagréable d'être à nouveau en présence d'une machine à propagande bien huilée à laquelle la réalité est priée de se plier sur la base parfois d'analyses incomplètes ou de faits qui semblent volontairement écartés ou tronqués et auxquelles on est appelé à adhèrer aveuglément.

Je n'ai pas eu le temps d'étudier à fond la question, il semble que les citations des marxistes auxquels ils recourent intempestiblement sert à camoufler le refus de prendre en compte certains faits ou les transformations que la société a connues depuis plus d'un demi-siècle qui constitue leur principale faiblesse du fait qu'ils sont incapables de se mettre dans la tête et la peau d'un travailleur qui n'a jamais participé à la lutte des classes ou qui n'a jamais été organisé, et qui par conséquent ne pense pas et n'interprète pas la situation avec les yeux d'un militant, ce qui est le cas de l'immense majorité d'entre eux.

Ce sont des militants professionnels qui semblent couper de ce que vivent au quotidien les travailleurs qui subissent le matracage de la propagande officielle, qui consiste à formater leur conscience et à les détourner de la politique ou des partis politiques dont ils ont une impression négative ou épouvantable, on ne peut pas dire que c'est le genre de discours qui pourrait les ramener à la politique ou faire en sorte qu'ils s'y intéressent de plus près. Ils ont le mérite d'avoir entrepris l'inventaire de la lutte des classes des 70 dernières années que je réclame depuis des années.

Je le répète, il ne s'agit là que d'impressions qui peuvent être amenées à évoluer. Un de leurs dirigeant m'a fait comprendre un jour que mes causeries étaient de la merde, pourquoi pas, il avait le droit de le penser, mais face à ce que j'ai pris pour du mépris, j'ai estimé qu'il ne valait pas la peine que je perde mon temps avec eux. On s'est peut-être mal compris, c'est possible du fait qu'on n'avait pas suivi le même parcours, cela dit cette attitude témoignait selon moi qu'aucune discussion n'était possible en ayant un tel état d'esprit, que l'on retrouve justement chez tous les dirigeants lambertistes d'hier et d'aujourd'hui, état d'esprit incompatible avec celui que doit avoir un dirigeant ouvrier ou trotskyste.

A leur décharge ou pour atténuer le jugement négatif que je porte sur eux ou les réserves que j'ai formulées, il se peut que nous n'abordions pas de la même manière la question du parti, à savoir parti révolutionnaire ou parti de masses. On pourrait dire depuis l'époque où Engels l'avait affirmé, aucun parti communiste ne s'est construit en débauchant des militants d'autres partis ou alors ce n'était pas un parti communiste. Vous pourrez tout au plus recruter quelques poignées de militants qu'il vous faudra suivre de près, encadrer fermement et former, s'ils l'acceptent, et surtout ne leur confier aucune responsabilité avant s'être assuré qu'ils avaient bien rompu avec l'idéologie qu'ils avaient adoptée dans leur ancien parti, bref, tout le contraire de ce qu'ont fait les lambertistes. Mais dans leur cas c'était voulu dans la mesure où ils partageaient la même idéologie réformiste.

On pourrait aborder la question du parti autrement.

Sachant qu'il n'existe pas un modèle unique de parti transposable dans tous les pays, la question du parti devrait être résolue par une combinaison alliant parti révolutionnaire et parti de de masses selon un dosage variant selon les pays, la composition de la société, des classes, leur niveau de développement, etc. Peut-être que pour un pays comme la France, la bonne combinaison consisterait à adopter la forme d'un parti révolutionnaire tout en adoptant un contenu ou un discours qui s'adresserait aux plus larges masses possible, afin de recruter des militants dans toutes les couches exploitées et de tisser des liens solides avec elles, ce qui permettrait d'en faire un véritable parti ouvrier, sans évidemment renier nos principes et le programme de la révolution socialiste. Bref, cette question doit être abordée en s'inspirant des enseignements de la révolution russe de 1917, tout en tenant compte de la sociéte dans laquelle nous vivons... Un parti de masse tel que l'on conçu les lambertistes depuis 1985 est voué à l'échec, ils viennent de le prouver. Et un parti révolutionnaire qui calquerait le parti bolchevik serait voué à dégénérer, LO en est la parfaite illustration. Or il semblerait que c'est ce type de parti que le groupe GMI a adopté.

Maintenant les militants peuvent essayer de se rapprocher ou de prendre contact avec ce groupe de militants, ils verront bien de quoi ils retournent, qu'ils nous fassent part de leur expérience pour qu'on en fasse profiter les militants et les lecteurs qui se connectent à notre portail et qui sont à la recherche d'une organisation pour continuer le combat politique. Si elle était concluante et bien ce serait tant mieux, dans le cas contraire on saurait à quoi s'en tenir et on tirerait un trait dessus, nous ne sommes pas borné ou nous n'avons aucun a priori, on demande juste à juger sur pièces pour cesser d'aller de désillusion en désillusiion, ce qui nous semble légitime.

Poursuivons.

Effectivement, quelque part dans mes causeries j'ai dû sacrifier la forme mais sans jamais altérer le contenu.

J'ai essayé d'aborder les choses ou la situation sous un auttre angle que celui du militant convaincu de la justesse de ses analyses et positions ou de ses convictions, afin de les rendre accessibles au plus grand nombre, sans violer le moindre principe, sans faire la moindre concession théorique ou sur le programme de la révolution socialiste, sur le socialisme.

On a essayé de faire en sorte que chacun puisse comprendre comment fonctionnait la méthode du marxisme et sur quoi elle reposait en mêlant des exemples pris dans l'actualité sociale ou politique ainsi que dans la vie quotidienne, de manière à ce que chacun puisse l'appliquer à ses propres expériences.

Au lieu de faire du marxisme un exposé dogmatique qui le réduirait à un instrument rigide et repoussant, on a préféré montrer comment s'en servir pour interpréter les actes les plus insignifiants de la vie quotidienne, ce qui permettait à chacun d'en faire l'expérience à partir de son propre vécu, sachant qu'il est différent d'un individu à un autre. On s'est efforcé de le présenter sous une forme pratique plutôt que théorique, partant du constat que c'était bien un processus matérialiste dialectique qui parcourait chacune de nos expériences, celle de la société, de la nature, etc.

On a surtout voulu éviter soigneusement de l'imposer en observant comment le matérialisme dialectique se matérialisait (inconsciemment) dans la réalité, ce qui là encore permettait à chacun de le vérifier librement. Je crois qu'en réalité on s'est davantage adressé à des travailleurs qu'à des militants, en partant du principe que s'ils étaient perfectibles ils avaient aussi leurs propres faiblesses en tant qu'hommes ou femmes, ce qu'on a tendance à oublier, refusant de séparer leur personnalité sociale et psychologique qui agissent réciproquement l'une sur l'autre et peuvent développer des obstacles à leur progression indivuelle et à la compréhension de leur condition, à la prise de conscience qu'ils doivent prendre leur destin en mains pour changer la société. Le but était que chacun gagne en confiance en soi une fois armé du matérialisme dialectique, condition s'il en est indispensable pour se forger librement ses propres convictions, acquérir un esprit critique sans lequel il sera difficile, voire impossible de s'orienter dans la vie comme en politique dans la bonne direction ou éviter tous les écueils ou pièges que la société vous a réservés.

On ne s'est pas posé en maître du marxisme ou en dirigeant, j'ai même souvent rappelé que je n'en avais pas les capacités, car notre ambition (un grand mot pour ne pas dire un gros mot) demeurait modeste. J'ai été traité de mégalomane et bien d'autres choses encore de très désagréables pour m'être mis en avant, pour avoir déballé ma vie, cela me semblait normal au regard du type d'intervention auquel j'étais contraint, à travers un portail Internet, puisque personne ne me connaissait. Un excès de méfiance peut s'avérer aussi néfaste qu'un excès de confiance, aussi ai-je fait en sorte de mettre les lecteurs à l'aise pour ne leur imposer ni l'un ni l'autre, et j'espère qu'ils l'ont apprécié.

Comme n'importe qui je suis soumis aux mêmes contraintes en présence de portails (ou de formations politiques) dont je ne connais pas les auteurs (les dirigeants) ou leurs intentons. C'est très désagréable et spontanément j'adopte une attitude de réserve, de retenu, je prends mes distances avec ce que je lis, je suis vigilant mais pas suspicieux, bon, j'ai l'avantage de parfaitement maîtriser mon attitude ou d'en avoir pleinement conscience ce qui m'évite d'en faire éventuellement un obstacle à la compréhension des éléments qui parviennent à ma connaissance ou de les déformer, auquel cas je n'en retirerais aucun profit, ce qui serait dommage, ce n'est pas vraiment mon but. Etre concentré, attentif ou vigilant ne veut pas dire être maladivement suspicieux.

Et puis je savais pertinemment que les militants étaient aussi susceptibles que le reste de la population, j'ai eu l'occasion de m'en rendre compte à de multiples occasions, ils ont été formatés ainsi, et la pression de l'idéologie dominante qui pousse à l'excès chacun à adopter ce genre de rapport n'arrange franchement rien. C'est la raison pour laquelle j'ai essayé de jouer la carte de la sincérité, de la loyauté, de l'honnêteté, qui ne garantit évidemment pas la justesse d'une analyse ou d'une orientation politique, en me disant que cela permettrait peut-être de créer un climat de confiance propice à une large discussion entre militants, en vain. A la place j'écoperai de moqueries, de mépris, d'insultes et de calomnies. Plus d'une fois j'ai trouvé cela désespérant sans jamais penser abandonner cette méthode puisque c'était la seule que je connaissais.

Vous avouerez que les derniers développements de la crise du CCI-POI justifiait cette démarche ou me donnait raison ; quand on a la moindre responsabilité politique, on se doit d'être d'une loyauté absolue, je ne sais pas si j'ai hérité cela de mon père ou de Lénine, y compris dans la vie en général, sauf envers nos ennemis de classe auxquels on ne dévoilera pas nos réelles intentions, sauf à être stupide, ce qui m'est arrivé plus d'une fois tellement j'étais attaché à ce principe, et de le payer très cher.

Un autre courriel reçu

Salut Jean-Claude,

D'accord, mais on fait quoi maintenant politiquement ? Là est tout le problème, en dehors de ces gens d'appareil, tous ceux qui ne sont pas aussi tordus, et les militants de base ou sympathisants, etc...

Sur le plan syndical, on a la même problématique, mais si les militants dans les entreprises désertent les syndicats (avec le peu de syndiqués qui restent), où tout cela va nous mener ?

Je suis en réflexion sur ces 2 questions en ce moment, et je t'avoue que je vais encore avoir besoin de temps pour y réfléchir. D'autant plus après la vision d'une vidéo de Xavier Mathieu, un ex délégué syndical CGT de Continental qui est passé sur Canal+ il y a 3 jours. Déserter les OS, c'est laisser le champs totalement libre à cette classe dominante dont la violence envers les salariés augmente de jours en jours, je peux pas déserter même si j'engraisse des permanents syndicaux et que ma cotisation permet à en stabiliser l'appareil...voilà, chaque jour, j'y réfléchi.

Bonne journée.

La question se pose différemment selon qu'on dispose d'un mandat syndical ou non, qu'on a été élu ou non délégué du personnel ou au Comité d'entreprise sur une liste syndicale ou qu'on est seulement syndiqué. Tout dépend aussi de la taille de l'entreprise dans laquelle on travaille, du secteur d'activité à laquelle elle appartient, la composition de la section syndicale où l'on milite, combien de syndiqués comporte-t-elle...

Il ne s'agit pas de déserter les syndicats, il ne s'agit pas non plus de s'y investir au point de ne plus faire que cela ou de réduire le militantisme à son intervention sur ce plan-là au détriment de son activité politique.

La question du syndicalisme a été totalement dénaturée. La preuve en est qu'il a été détourné de son objectif initial : l'émancipation du capital. Quel militant a cela en permanence à l'esprit ? Je pense qu'il faut commencer par là pour y voir plus clair. Et à partir de là de nombreuses questions surgissent qui vont nous aider à avancer, à condition de les traiter sérieusement.

La question essentielle est-elle oui ou non de favoriser la prise de conscience des travailleurs de leur condition dans l'entreprise ou l'administration où on travaille ou de passer son temps à diffuser la politique de collaboration de classe des appareils pourris des syndicats, ce qui revient effectivement à rouler pour eux ? Pire, perdre son temps à guerroyer avec eux pour tenter de les convaincre de la justesse de nos positions, autant essayer de convaincre Macron ou ton patron de la justesse du socialisme !

Ceux qui ont obtenu des places de permanents dans les syndicats ou qui sont montés dans leurs instances ont fait allégeance aux appareils vendus, ils les ont achetées (leurs places), ils ne les ont pas conquises, ce qu'on a tendance malheureusement à oublier. S'agirait-il de les imiter ?

Les militants n'ont semble-t-il pas compris non plus ou ils ne tiennent pas compte qu'à partir du moment où des agents du capital contrôlent les syndicats, combattre pour les déloger relève de la mystification, puisqu'ils ont le pouvoir de virer tout militant qui afficherait cette prétention ou combattrait tout simplement sur une ligne politique conforme au socialisme. Ils ne peuvent promouvoir au sein de leurs instances que des militants serviles à leur égard ou qui partagent leur politique ou encore des militants qui leur sont utiles et dont ils contrôlent l'activité et peuvent bloquer l'évolution au sein de l'appareil ou les virer à tout moment s'ils le jugents nécessaire. Ils peuvent tout au plus admettre la présence de militants qui combattent réellement sur le terrain de la lutte des classes, dès lors que cela fait vivre le syndicalisme (dénaturé) qui est leur gagne pain, à condition qu'ils n'empiètent pas sur leurs prérogatives ou leur pouvoir, ce qui implique qu'il existe à la base un consensus entre eux et qu'ils tirent profit de ces rapports pour assurer la stabilité de leurs appareils liés au régime en place.

S'il apparaît inévitable que des délégué syndicaux ou des cadres situés aux échelons intermédiaires de l'appareil se radicalisent au contact des masses ou prennent en compte leurs besoins, ils n'en conservent pas moins le contrôle de l'orientation de leur syndicat qui s'exprime lors de leur rencontre avec les membres du gouvernement ou du patronat, et ce sont eux seuls qui détiennent et conservent également le pouvoir d'appeler ou non les masses à la mobilisation générale et de mobiliser ou non l'ensemble des forces de leur syndicat sur les mots d'ordre qu'ils auront déterminés. Prétendre qu'il pourrait en être autrement relève de l'imposture, y compris lors d'une crise révolutionnaire, car au même titre que les dirigeants des partis ouvriers traitres au socialisme, jamais les appareils syndicaux acquis au capitalisme ne rompront avec lui, ils préfèreraient encore liquider leurs partis et leurs syndicats plutôt que d'adopter le socialisme, c'est ce que nous enseigne la lutte des classes du passé, et c'est à se demander si elle a réellement exister puisque pratiquement tous les militants à quelques exceptions près se comportent comme s'ils l'ignoraient.

Maintenant il en serait tout autrement si les délégués syndicaux étaient élus par les syndiqués et non désignés par les appareils.

Pourquoi le législateur qui incarne les intérêts du capitalisme a-t-il accepté en accord avec les directions pourries des syndicats un tel règlement, sinon qu'il permet aux appareils acquis à sa cause de conserver le contrôle de leurs syndicats pratiquement en toute circonstance il faut le souligner. Le scénario des appareils débordés par la base est du domaine de la fable, c'est une mystification de plus que les révisionnistes du marxisme utilisent pour justifier le trade-uninonisme et masquer leur capitulation. Ce scénario ne serait valable qu'en cas de crise révolutionnaire, à condition que les masses se soient organisées indépendamment des syndicats liés au capital en les intègrant ou non dans leur organisme de double pouvoir. Ce qui signifierait pas forcément que les syndicats seraient contraints de modifier la composition de leurs instances ou de leur appareil, encore moins son orientation.

Apparemment on ne compte plus les illusions que les militants ont pu placer dans le syndicalisme ou la conception qu'ils en ont est totalement déformée, c'est à croire qu'ils en attendaient des miracles !

Les lambertistes auraient pu fonder un véritable syndicat ouvrier, mais ils ont préféré collaborer dans tous les sens du terme avec les appareils pourris. Trotsky avait envisagé cette hypothèse dès lors que les trotskystes ne pourraient pas développer leur politique dans les syndicats ou ils en seraient chassés, et si l'appareil de FO a pu s'accommoder de ces révolutionnaires de pacotille depuis sa création , c'est justement parce qu'ils avaient abandonné le combat contre son appareil et basculé eux-même dans le trade-unionisme, l'opportunisme, à partir de ce moment-là, ils n'avaient aucune raison d'en sortir et de créer un syndicat.

Rompre avec la conception frelatée, réformiste du syndicalisme, de la lutte de classes, du militantisme tout court, généralement répandue dans le mouvement ouvrier, est indispensable pour renouer avec la lutte de classe du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle, le marxisme, le socialisme.

On aurait pu se contenter de ce texte de Trotsky qui démontre que le lambertisme avait rompu avec le trotskysme ou qu'il ne l'avait jamais incarné ou qu'il y était toujours demeuré étranger. Ce texte constitue une condamnation sans appel du lambertisme depuis 1945.

L'indépendance des syndicats : cela n'a jamais existé et n'existera jamais, signé Trotsky, lisez, c'est écrit noir sur blanc.

L. Trotsky - OEuvres - octobre 1929 - Syndicalisme et communisme 14 octobre 1929.

Extraits. En période de “paix”, quand les formes les plus militantes d'action syndicale sont des grèves économiques isolées, le rôle direct du parti dans les syndicats reste au second plan. En règle générale, le parti n’intervient pas dans chaque grève isolée.

... pour tout ce qui se situe entre la grève économique locale et l'insurrection révolutionnaire de classe, on trouve toutes les formes possibles de relations réciproques entre le parti et les syndicats, les degrés variables de leadership direct et immédiat, etc. Mais en toutes circonstances, le parti cherche à gagner le leadership général en comptant sur la vraie autonomie des syndicats qui, en tant qu’organisations — cela va sans dire — ne sont pas “soumises” à lui.

Les faits démontrent que des syndicats politiquement “indépendants” n’existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l’autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l’un allant vers la socialdémocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l’ »Indépendance » du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées.

L'expression courante du syndicalisme d’autrefois est la prétendue Ligue syndicaliste. Par tous ses traits, elle apparaît comme une organisation politique qui cherche à subordonner le mouvement syndical à son influence. En fait la Ligue recrute ses membres non pas selon les principes syndicaux, mais selon ceux des groupements politiques ; elle a sa plateforme, faute de programme, et la défend dans ses publications ; elle a sa propre discipline interne dans le mouvement syndical. Dans les congrès des confédérations, ses partisans agissent en tant que fraction politique tout comme la fraction communiste. Pour faire court, la tendance de la Ligue syndicaliste se ramène à une lutte pour libérer les deux confédérations du leadership des socialistes et des communistes et pour les unir sous la direction du groupe de Monatte.

La Ligue n'agit pas ouvertement au nom du droit et de la nécessité pour la minorité avancée de combatte pour étendre son influence sur les masses ; elle se présente masquée par ce qu'elle appelle l’“Indépendance” syndicale. De ce point de vue, la Ligue s’approche du Parti socialiste qui réalise aussi son leadership sous couvert de l'expression “indépendance du

mouvement syndical". Le parti communiste, au contraire, dit ouvertement à la classe ouvrière : voici mon programme, ma tactique et ma politique, que je propose aux syndicats.

Le prolétariat ne doit jamais croire n'importe quoi aveuglément. Il doit juger par son travail. Mais les ouvriers devraient avoir une double et une triple méfiance vers ces prétendants au leadership qui agissent incognito, sous un masque qui ferait croire au prolétariat qu'il n'a besoin d'aucun leadership.

Le droit d'un parti politique d'agir pour gagner les syndicats à son influence ne doit pas être nié, mais cette question doit être posée : Au nom de quel programme et de quelle tactique cette organisation agit-elle ? De ce point de vue, la Ligue syndicaliste ne donne pas les garanties nécessaires. Son programme est extrêmement amorphe, de même que sa tactique. Dans ses positions politiques elle agit seulement au fil des événements. Reconnaissant la révolution prolétarienne et même la dictature du prolétariat elle ignore le parti et ses droits, est contre le leadership communiste, sans lequel la révolution prolétarienne risquerait de rester à jamais une expression vide.

L'idéologie de l'indépendance syndicale n'a rien de commun avec les idées et les sentiments du prolétariat en tant que classe. Si le parti, par sa direction, est capable d'assurer une politique correcte et clairvoyante dans les syndicats, pas un seul ouvrier n'aura l'idée de se rebeller contre le leadership du parti. L'expérience historique des bolcheviques l'a prouvé.

C'est aussi valable la France, où les communistes ont obtenu 1.200.000 voix aux élections tandis que la Confédération Générale du Travail Unitaire (la centrale syndicale rouge) a seulement un quart ou un tiers de ce nombre. Il est clair que le slogan abstrait de l'indépendance ne peut venir en aucun cas des masses. La bureaucratie syndicale est une tout autre chose. Elle voit non seulement une concurrence professionnelle dans la bureaucratie de parti, mais elle tend à se rendre indépendante du contrôle par l'avant-garde prolétarienne. Le slogan de l'indépendance est, par sa base même, un slogan bureaucratique et non un slogan de classe.

Après le fétichisme de l'"indépendance", la Ligue syndicaliste transforme également la question de l'unité syndicale en fétiche. Il va de soi que le maintien de l'unité des organisations syndicales a d'énormes avantages, tant du point de vue des tâches quotidiennes du prolétariat que de celui de la lutte du Parti communiste pour étendre son influence sur les masses. Mais les faits montrent que dès que l'aile révolutionnaire dans les syndicats remporte ses premiers succès, les opportunistes prennent la voie de la scission. Les relations paisibles avec la bourgeoisie leur sont plus chères que l'unité du prolétariat. C'est le constat incontestable des expériences de l'après-guerre.

Nous, communistes, avons toujours intérêt à démontrer aux ouvriers que la responsabilité du dédoublement des organisations syndicales incombe complètement à la social-démocratie. Mais il ne s'en suit pas que la formule creuse de l'unité nous serait plus importante que les tâches révolutionnaires de la classe ouvrière.

En fait l'avenir de la révolution dépend non pas de la fusion des deux appareils syndicaux, mais de l'unification de la majorité de la classe ouvrière derrière des slogans révolutionnaires et des méthodes révolutionnaires de lutte. Aujourd'hui l'unification de la classe ouvrière est seulement possible par la lutte contre les collaborateurs de classe qui se trouvent non seulement dans les partis politiques mais aussi dans les syndicats.

La question des rapports entre le parti, qui représente le prolétariat comme il devrait être, et les syndicats, qui représentent le prolétariat tel qu'il est, est la question la plus fondamentale du marxisme révolutionnaire.

Une politique correcte doit être opposée à une politique erronée. C'est dans ce but que l'opposition de gauche s'est constituée en fraction. Si l'on considère que le Parti communiste français dans sa totalité est dans un état complètement irrécupérable — ce que nous ne pensons pas — un autre parti doit lui être opposé. Mais la question de la relation du parti à la classe ne change pas d'un iota par ce fait.

L'opposition de gauche considère qu'il est impossible d'influencer le mouvement syndical, de l'aider à trouver une orientation correcte, de l'imprégner avec des slogans corrects, sans passer par le parti communiste (ou une fraction pour le moment) qui, à côté de ses autres attributs, est le laboratoire idéologique central de la classe ouvrière.

La tâche bien comprise du Parti communiste ne consiste pas seulement à gagner en influence sur les syndicats, tels qu'ils sont, mais à gagner, par le biais des syndicats, une influence sur la majorité de la classe ouvrière.

On ne s'en sortira pourtant pas en opposant les syndicats au parti (ou à la fraction) mais dans la lutte sans compromis pour changer complètement la politique du parti comme celle des syndicats.

L'Opposition de gauche doit indissolublement lier les questions du mouvement syndical aux questions de la lutte politique du prolétariat. Elle doit donner une analyse concrète du stade actuel de développement du mouvement ouvrier français. Elle doit donner une évaluation, tant quantitative que qualitative, du mouvement actuel des grèves et de ses perspectives par rapport

aux perspectives du développement économique de la France.

Une nouvelle délimitation ? De nouvelles polémiques ? De nouvelles scissions ? Ce seront les lamentations des âmes pures mais fatiguées, qui voudraient transformer l'Opposition en une retraite calme où l'on pourrait tranquillement prendre congé des grandes tâches, tout en préservant intact le nom de révolutionnaire « de gauche ». Non ! Nous leur disons, à ces âmes fatiguées : nous ne voyageons certainement pas sur la même route. La vérité n'a pourtant jamais été la somme de petites erreurs. Une organisation révolutionnaire n'a pourtant jamais été composée de petits groupes conservateurs, cherchant avant tout à se démarquer les uns des autres. Il y a des époques où la tendance révolutionnaire est réduite à une petite minorité dans le mouvement ouvrier. Mais ces époques n'exigent pas des arrangements entre les petits groupes pour se cacher mutuellement leurs péchés mais exigent au contraire une lutte doublement implacable pour une perspective correcte et une formation des cadres dans l'esprit du marxisme authentique. Ce n'est qu'ainsi que la victoire est possible.

Les derniers événements ont montré au-delà du doute que sans démarcation idéologique claire et précise de la ligne du syndicalisme, l'Opposition communiste en France n'ira pas de l'avant. Fin des extraits.

Ne cherchez pas, elle a disparu depuis... Ou si, c'est ici, ce portail, notre courant politique.

ACTUALITE EN TITRES

Enrichissez-vous !

- Wall Street finit en nette hausse avec les financières - Reuters

- La Bourse de Paris repart à la hausse , aidée par des banques centrales accommodantes - AFP

- Les banquiers, nouveaux amis du climat ? - Liberation.fr

A bas les discriminations sexuelles !

- La baisse de la TVA sur les tampons et les serviettes hygiéniques rejetée à l'Assemblée - Francetv info

Propagande de l'Otan.

- Complément d'enquête. La propagande anti-migrants de la télé hongroise - Francetv info

Ils ont un sexe à la place du cerveau. Ils en ont enfintrouvé un ... ou plutôt deux pour le prix d'un !

- État civil : le "sexe neutre" reconnu - Francetv info

Pour la première fois en France, une personne a obtenu le droit d'être de "sexe neutre" à l'État civil. Francetv info 14.10

Sur fond de servage généralisé.

- Le chiffre du 20 heures : la pauvreté dans le monde en net recul - Francetv info

Ils paient très cher et en plus il faut les nourrir...

- Baisse des subventions de l'État : les maisons de retraite protestent - Francetv info

La baisse des subventions de l'État aux départements touche également les maisons de retraite. Certaines en viennent même à rogner sur la nourriture des pensionnaires... Francetv info 14.10

Ils ne veulent pas mourir, ils vivent de plus en plus vieux, conclusion : ce sont eux qui sont responsables du déficit des caisses de retraite complémentaires. En Grèce Tsipras vient de leur coller une cotisation de 6%...

ACTUALITÉ DU JOUR

Dossier Air France.

- Violence chez Air France: «Nous sommes coupables avant d'être jugés» - 20minutes.fr

- Les salariés d'Air France poursuivis par leur direction regrettent d'avoir été "traités comme des bandits" - Francetv info

Les cinq salariés, âgés de 35 à 48 ans, seront jugés le 2 décembre devant le tribunal correctionnel de Bobigny pour des "faits de violences en réunion". Ils ont également été mis à pied jeudi à titre conservatoire, sans solde.

Les cinq hommes placés en garde à vue travaillent dans la branche Cargo de la compagnie ou à Air France Industries, notamment comme magasiniers. Francetv info 15.10

Bah saloperie d'ouvriers ! Du coup, comme de rien n'était ces ordures de dirigeants syndicaux ont repris les "négociations" avec la direction d'Air France. Et Informations ouvrières a basé toute sa propagande sur l'unité syndical et entre les différentes catégories de personnel... Elle est où l'unité pour défendre ces magasiniers ? Ah si c'était des pilotes, ce serait une autre affaire...

- «Valls-hésitation» sur Air France ? «Il n'y a pas de changement» répond Valls - publicsenat.fr

« Les violences qui ont eu lieu à Air France sont inacceptables », « il ne peut y avoir d'impunité à l'égard des actes qui méritent des sanctions judicaires et dans l'entreprise », martèle Manuel Valls. publicsenat.fr 15.10

- Air France: le plan de réduction de l'activité "en 2017 peut encore être évité", estime la direction - France24

Le conseil d'administration du groupe Air France-KLM a estimé jeudi que "le plan de réduction de l'activité en 2017" de la compagnie Air France "peut encore être évité" si la négociation avec les syndicats "aboutit rapidement", selon une déclaration écrite de la direction.

Le PDG du groupe Air France-KLM Alexandre de Juniac a "noté que, comme la direction, les organisations syndicales préfèrent un plan de croissance de l'activité dont la mise en oeuvre est conditionnée à des économies de coûts négociées plutôt qu'un plan de restructuration aux conséquences sociales plus lourdes", a ajouté le groupe, dans cette déclaration diffusée à l'issue d'un conseil d'administration du groupe.

Des consultations entre les syndicats et la direction avaient repris le 9 octobre avec les pilotes après des incidents qui avaient éclaté en marge du comité central d'entreprise (CCE) au cours duquel un plan B de "restructuration" impliquant 2.900 suppressions d'emplois avait été présenté, après l'échec d'un premier plan de productivité et de croissance "Perform 2020".

Selon le texte, M. de Juniac a rendu compte au conseil d'administration du cycle de consultations qu'il a menées avec "chacune des organisations syndicales d'Air France" et "a indiqué qu'il a pu rencontrer toutes les organisations et que cette reprise du dialogue s'est déroulée de façon sereine et constructive", a ajouté le groupe dans sa déclaration.

Le Conseil d'administration a "confirmé que le retour au plan de croissance Perform 2020 reste possible et le plan de réduction de l'activité en 2017 peut encore être évité si la négociation aboutit rapidement. Il a encouragé la direction et les organisations représentatives à poursuivre les négociations dans cet esprit", précise le texte.

Après l'échec des négociations sur "Perform 2020", fin septembre avec ses navigants, Air France a activé un "plan B" de baisse d'activité menaçant à terme 2.900 postes, dont 900 parmi les hôtesses et stewards.

Les négociations sur "Perform 2020" ont jusqu'à présent échoué sur la principale demande de la compagnie: faire voler les navigants une centaine d'heures de plus par an (+14% à 18% selon les vols), à salaire égal. AFP 15.10

Intox. Critique sur sa forme, consensus sur son contenu... au nom de la paix sociale ou de la stabilité du régime.

- Les syndicats prêts à affronter le gouvernement - Francetv info

La CGT annonce qu'elle boycottera la grande conférence sociale prévue lundi 19 octobre.

Cette décision a été prise par la direction élargie de la centrale, réunie à Limoges à l'occasion des 120 ans du syndicat. Solidaires a décidé aussi de boycotter la journée du 19 octobre. En revanche, les autres syndicats seront là. Francetv info 14.10

- La CGT justifie son boycott de la conférence sociale - lexpress.fr

Après l'annonce mercredi de sa volonté de ne pas participer à la conférence sociale, la CGT a tenu à expliquer son choix. "La CGT ne peut pas continuer de se satisfaire d'une politique qui remet en cause notre modèle social, la citoyenneté au travail et répondant exclusivement aux intérêts du patronat", affirme la centrale dans un communiqué.

Dans son communiqué, la CGT propose que "s'engagent rapidement de véritables négociations" - notamment sur "l'augmentation des salaires", "la réduction du temps de travail", "la sécurité sociale professionnelle"- "dans un contexte social apaisé et constructif, en concertation et après consultation des organisations syndicales représentatives du pays, dont la CGT".

Au ministère du Travail on précise que "la CGT a participé à toutes les réunions de préparation et d'organisation de la conférence sociale, que ce soit sur les thématiques ou sur les intervenants". Selon le ministère, "les thèmes que la CGT a demandé en négociation urgente sont précisément ceux qui sont à l'ordre du jour de la conférence sociale". lexpress.fr 15.10

Faites chauffer la colle !

Voter PS, c'est voter à droite !

- La gauche, une famille fracturée - Francetv info

A Limoges (Haute-Vienne), terre de gauche, les socialistes travaillent pour recoller les morceaux de la famille de la gauche. A partir de demain, vendredi 16 octobre, le PS organise un référendum : pour ou contre l'union de la gauche aux Régionales ?

Les socialistes, isolés et menacés à l'approche de ce scrutin, ont besoin de resserrer les rangs des électeurs de gauche. Mais le message ne passe plus. La main tendue ne trouve pas beaucoup de preneurs dans la région.

Danièle et ses camarades du Front de gauche ne veulent pas d'une alliance. Elles fustigent "la politique actuelle de Hollande et Valls", qualifiée de "vraie politique de droite". L'appel à l'union de Jean-Christophe Cambadélis ? "Il se fout de notre gueule ! C'est de la blague, c'est pathétique !", jurent-elles à France 3.

Non loin de là, les ouvriers de Porcelaine Deshoulières au Dorat sont écoeurés. Leur usine va bientôt fermer. Peu d'entre eux comptent participer au référendum. "Ils sont en train de tout faire pour que les gens votent à droite, à l'extrême droite", se désole Josiane, une ouvrière. Francetv info 15.10

Eh bien tirez-en la conclusion qu'ils sont également de droite, logique, non ?

Avec la bénédiction des courtisans de ce régime barbare, Hollande et Valls... et de l'ONU

- Un Britannique de 74 ans condamné au fouet en Arabie saoudite - LeFigaro.fr

Karl Andree a été arrêté en août 2014 à Jeddah, en Arabie Saoudite. Il transportait dans sa voiture du vin artisanal. L'alcool étant strictement interdit dans le royaume ultraconservateur, le Britannique âgé de 74 ans a depuis passé plus d'un an en prison. Seulement, bien qu'il ait purgé sa peine, Karl Andree est maintenu en détention. Il doit encore recevoir les 350 coups de fouet auxquels il a également été condamné.

Karl Andree a passé ces 25 dernières années en Arabie saoudite, où il travaillait pour une compagnie pétrolière locale. LeFigaro.fr 14.10

Et c'est l'Arabie saoudite qui donne des leçons de démocratie à la Syrie, à l'Irak et à l'Iran...

Commentaires d'internautes

1- "Et dire que Walls veut que les émirs viennent investir en France, je me pose une question, comment se fait-il que Bachar est considéré comme dictateur et que l'Arabie Saoudite est respectable ?"

2- L'alccol est autorisé dans les trois pays du Maghreb mais en Arabie saoudite c'est un cas spécial. C'est un pays qui ne connait liberté, ni démocratie ni respect pour la femme, ni liberté de conscience, ni droits de l'homme. Pourtant les pays

occidentaux ferment les yeux sur ce pays médiéval, obscurantiste et dictatorial et s'attaquent à la Syrie. Quelle hypocrisie !

3- L'hypocrisie à son paroxysme, ceux qui interdisent tout à l'intérieur sont les premiers à tout faire à l'extérieur : sexe, drogue et alcool et en grande quantité.

4- Nos grands amis saoudiens, qui président le conseil des droits de l'homme à l'ONU, si, si.

Dossier Syrie

- Syrie: Russes et Américains proches d'un accord pour éviter des incidents aériens - AFP

Les forces du régime syrien ont lancé mercredi une vaste opération pour repousser les rebelles des environs de Damas, tandis que Russes et Américains se rapprochent d'un accord pour éviter des collisions entre leurs avions dans le ciel de Syrie.

Un protocole d'accord pourrait être "signé et appliqué dans les prochains jours", a déclaré un responsable américain de la Défense à l'issue d'une troisième séance de discussion par vidéo-conférence entre Américains et Russes.

"Nous constatons le rapprochement de nos positions sur les points clés du futur document", a de son côté indiqué le ministère russe de la Défense, cité par les agences russes.

Alliée du président Bachar al-Assad, la Russie a commencé le 30 septembre à bombarder par les airs les groupes "terroristes" en Syrie, en référence à tous ceux qui s'opposent au régime, jihadistes du groupe Etat islamique (EI) aussi bien que rebelles.

Moscou a affirmé mercredi avoir frappé 40 "cibles terroristes" au cours des dernières 24 heures dans les provinces d'Alep (nord), Idleb (nord-ouest), Lattaquié (nord-ouest), Hama (centre) et Deir Ezzor (est).

La multiplication des raids accroit les risques d'incidents entre les chasseurs russes et les avions déployés par la coalition menée par les Etats-Unis et plusieurs pays occidentaux comme le Royaume-Uni et la France contre l'EI.

Moscou et Washington ont ainsi confirmé qu'au moins un avion russe et un de la coalition s'étaient retrouvés à quelques kilomètres à peine l'un de l'autre samedi, d'où la nécessité de discussions pour définir des règles dans le survol.

Le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a appelé mercredi Washington et Moscou à éviter que leur engagement en Syrie ne se transforme en conflit russo-américain.

Plusieurs compagnies aériennes comme Cathay Airways ou Air India ont suspendu ou modifié leurs vols au-dessus de l'Iran et de la mer Caspienne à la suite d'un bulletin de l'Agence européenne de sécurité aérienne émise le 9 octobre au sujet de tirs de missiles russes depuis la Caspienne vers la Syrie.

Commentaire d'internautes

1- Encore de la désinformation de l'AFP : "discussions militaires russo-américaines" selon les sources plus sérieuses, les américains ont refusé d'accueillir la délégation russe menée par Medvedev et destinée à discuter de la coopération militaire !

2- Poutine dit une chose surprenante. Nous devons encore discuter du problème des attaques aériennes d'Israël (sur la Syrie).

Avec la demande officielle du Président Assad, en conformité avec le droit international, de l'aide militaire de la Russie, la déclaration de Poutine prend une toute autre signification, surtout parce que les Russes vont déployer des défenses aériennes de pointe au-dessus de la Syrie grâce à la supériorité de leurs avions de chasse.

La liberté de mouvement d'Israël, qui attaque continuellement l'armée syrienne pour soutenir les forces de l'ISIS, que l'on sait à présent renforcées par au moins 800 commandos israéliens spécialement formés, pourrait bien être terminée.

La déclaration de Poutine, de s'occuper d'Israël et de ses attaques aériennes hors-la-loi en Syrie, a été passée sous silence par la presse mondiale. Le ton de Poutine, comme une réflexion après coup, était loin d'être bienveillant ou innocent.

3- Les avions de l'OTAN ne sont en vol que pour d'une part espionner les opérations militaires russes et d'autre part surveiller les positions des troupes de l'armée syrienne afin de transmettre ensuite ces informations à Al-Qaïda et à l'EI. Mais certainement pas pour "bombarder" l'EI.

4- Sur "La Croix", un archevêque en Syrie dénonce la protection américaine de DAESH ainsi que les frappes de missiles "ambiguës"... Il va vraiment falloir que je lise La Croix pour éviter la propagande de l'AFP?

5- En arabe un dicton dit :"pas d'aliment sans sel " . pour l' OSDH c'est : " pas de bombardement de l'armée syrienne sans mort d'enfants"...

Les chasseurs russes ont bombardé 40 positions de Daech en Syrie - sahartv.ir

Le ministère russe de la Défense a annoncé avoir bombardé 40 positions du groupe terroriste Daech en Syrie pendant les dernières 24 heures.

Dans le cadre des chiffres que présente la Russie au sujet de ses raids aériens en Syrie, le ministère russe de la Défense a annoncé que les avions de combat de la Russie avaient mené 41 raids aériens contre les terroristes de Daech. Lors de ces opérations militaires, 40 positions du groupe terroriste Daech, situées dans les provinces d'Alep, d'Idlib, de Lattaquié et de Hama, ont été prises pour cible.

La Russie a pour la première fois lancé des frappes aériennes contre les positions des terroristes en Syrie, le 30 septembre, suite à la demande officielle du gouvernement Assad. Moscou dénonce les frappes aériennes de la Coalition internationale anti-Daech et fournit quotidiennement des chiffres sur ses opérations aériennes et les cibles qui sont détruites. A ce propos, le président russe, Vladimir Poutine, critique les Etats-Unis et leur coalition, disant que personne ne sait quelles cibles ils détruisent en Syrie. sahartv.ir 14.10

L'Arabie saoudite, campée sur ses positions anti-syriennes - sahartv.ir

Le ministre saoudien des Affaires étrangères s'est opposé aux solutions pacifiques à la crise syrienne.

Selon le site d'information « Ray al-Youm », lors d'une conférence de presse avec son homologue français Laurent Fabius, à Riyad, le chef de la diplomatie saoudienne Adel al-Jubeir a déclaré que son pays s'opposait, en tout cas, à la présence du président Bachar al-Assad, sur la scène politique syrienne.

Dans une autre partie de ses propos, il a prétendu que l'offensive militaire saoudienne contre le Yémen, visait à empêcher l'agression des Yéménites contre le territoire saoudien. L'Arabie saoudite et ses alliés occidentaux ont barré la route à l'application d'une résolution de l'Onu, condamnant les crimes saoudiens contre le peuple yéménite. sahartv.ir 14.10

La réaction de la Syrie au communiqué de l'UE - sahartv.ir

Le gouvernement syrien a condamné le communiqué de l'UE, sur l'arrêt des opérations anti-terroristes russes, en Syrie.

L'UE européenne a demandé, hier, lundi, l'arrêt immédiat des opérations aériennes russes contre les positions des terroristes, qu'elle a appelé «les opposants "modérés" syriens».

«Les raids aériens russes, menés en coopération avec l'armée syrienne, conte les terroristes, sont une lutte réelle contre le terrorisme», a affirmé, ce mardi, le ministère syrien des Affaires étrangères, en condamnant le communiqué, émis par les ministres de l'UE, à l'encontre du gouvernement et du peuple de ce pays, a-t-on appris de l'agence de presse syrienne, SANA.

"Cette prise de position de l'UE met, clairement, en exergue l'alignement de certains pays membres de cette instance, sur les politiques américaines et la politique aveugle des dirigeants arabes, qui sont incapables de jouer un rôle constructif, dans le règlement de la crise syrienne", a indiqué le ministère syrien, en mettant l'accent sur la ferme volonté de ce pays.

«Le processus des évolutions, dans ce pays, prouve que les politiques de l'administration américaine et ses exécuteurs consistent à soutenir les groupes terroristes, dans le but de réaliser la stratégie hégémonique des Etats-Unis et de dominer la région», a précisé le ministère syrien des Affaires étrangères. sahartv.ir 14.10

Syrie: Russes dans l'air... Syriens, Iraniens et Hezbollah, au sol, par L.Mazboudi - sahartv.ir

L'ambassadeur de Russie en Syrie a énuméré, mercredi, la liste précise des milices visées par les bombardements de l'aviation russe, et souligné qu'à l'exception de l'Armée syrienne libre, les combattants présentés par les Occidentaux comme "rebelles" n'étaient que des "extrémistes" et des "terroristes". Depuis le début de son intervention militaire, le 30 septembre, la Russie a annoncé vouloir frapper des "cibles" de la milice wahhabite Daech, (Etat islamique), ainsi que celle des autres groupes terroristes. (Voir "Le Figaro" du 1-10-2015).

Elle a, notamment, bombardé des positions, dans le gouvernorat d'Idleb, conquis par la coalition Jaïsh al-Fateh, dont la colonne vertébrale est la branche d'Al-Qaïda, en Syrie, le Front Al-Nosra et ses alliés. Or, dès le début, dirigeants américains et européens se sont relayés, pour l'accuser de concentrer ses frappes sur les zones où Daech est absent. Avec l'EI et le Front Al-Nosra, "tout est clair: ces organisations sont reconnues comme terroristes, par tout le monde, et placées sur la liste appropriée du Conseil de sécurité de l'ONU", a rappelé Alexandre Kinchtchak, rapporte l'AFP.

L'ambassadeur russe estime, ensuite, que les autres groupes combattant l'armée régulière ou Daech font l'objet de "spéculations, de déformations et de tentatives de présenter ces groupes de bandits, comme des rebelles, membres de la branche armée de l'opposition syrienne "modérée". Selon Alexandre Kinchtchak, "au fur et à mesure que la guerre civile, en Syrie, s'est radicalisée, les soi-disant groupes rebelles "modérés" ont été, soit défaits, soit absorbés par des groupes islamistes, qui sont passés au premier plan". "Les soi-disant groupes "modérés" servent, dans la majorité des cas, de couverture politique, pour les crimes des extrémistes religieux", a-t-il affirmé. M. Kinchtchak rappelle, notamment, que Jaïsh al-Islam, la plus importante milice, dans la banlieue Est de Damas, dirigé par Zahrane Allouche, un Wahhabite pro-saoudien, est responsable de tirs de mortiers ayant fait des centaines de victimes civiles", dans la capitale syrienne. "Ce n'est rien d'autre que du terrorisme pur", a-t-il affirmé.

Parmi d'autres groupes visés par les frappes russes, figure, également, Jaïsh al-Cham, ("l'Armée du Levant", en arabe), "composé d'anciens militants du Front Al-Nosra, (...), qui ont une réputation de coupe-jarrets et les mains plongées dans le sang jusqu'aux coudes", selon M. Kinchtchak. L'ambassadeur évoque, également, comme "terroristes", les combattants d'Ahrar al-Cham, l'un des plus importants groupes rebelles, et qui a tenté, en 2015, de se présenter comme "modéré" aux yeux de l'Occident. Ce groupe fait partie, avec les Wahhabites du Front Al-Nosra, de la coalition de Jaïsh al-Fatah, (l'Armée de la Conquête).

Mardi, le Président russe, Vladimir Poutine, a déploré le manque de coopération des Américains, lorsqu'il s'agit de préciser quelles sont les cibles à 100% terroristes, et où il ne faut pas frapper, en Syrie. Le Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, avait, la semaine passée, qualifié l'Armée Syrienne libre, (ASL), de "structure-fantôme". Or, depuis quelques jours, surtout, depuis le parachutage d'armements et de munitions, par les Américains, au Nord-Est de la Syrie, de nouvelles appellations de milices ont vu le jour, et ont été relayées par des agences internationales et des média pro-saoudiens. sahartv.ir 15.10

Un dirigeant de Daech tué à Homs lors des raids aériens russe - sahartv.ir

« L'un des dirigeants de Daech a été tué à Homs lors des raids aériens menées par les avions de combat russes », a rapporté l'agence de presse russe Sputnik.

Selon ce rapport Abou Omar al-Chichani a été tué lors des raids aériens menés par les avions de combat russes.

Durant, ces 24 dernières heures, les avions de combat russes ont survolé la Syrie à 33 reprises attaquant les positions de Daech dans les provinces d'Idlib, de Hama, de Damas et de Deir Ez-Zour, a annoncé le ministère russe de la défense.

Ce jeudi, soutenue par les avions de combat russes, l'armée syrienne a entamé des opérations d'envergure à Rif de Homs.

Les avions de la force aérienne russe ont anéanti le centre de commandement de Daech dans la province d'Alep et des usines secrètes de fabrication de mines terrestres, à Idlib, a-t-on, appris de l'agence Interfax. sahartv.ir 15.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Daech, responsable de l'attaque de l'an dernier, en Sibérie (Moscou) - sahartv.ir

La Commission d'enquête de la Russie a annoncé que le groupe terroriste de Daech était l'auteur de l'attentat, commis l'an dernier, contre une mosquée, en Sibérie.

La Commission d'enquête de la Russie a annoncé, ce jeudi, dans un rapport, que le groupe terroriste de Daech était l'auteur d'une attaque, perpétrée en 2014, contre une mosquée, en Sibérie, avant de le remettre aux responsables judiciaires de ce pays, a rapporté Press TV.

D'autre part, le président du Centre de lutte contre l'extrémisme du ministère russe de l'Intérieur, dans la région de Caucase, a fait part, ce jeudi, de l'arrestation de dizaines de membres du groupe terroriste de Daech, dans les Républiques de cette région,

qui avaient participé aux opérations terroristes.

"L'identité de plusieurs terroristes de la région du Caucase du Nord de la Russie, qui s'étaient déplacés à l'étranger, en vue de participer aux opérations des groupes terroristes internationaux, a été identifiée", a-t-il ajouté.

Ce, alors que le Comité national russe de lutte contre le terrorisme a déjoué un attentat terroriste contre le réseau de transport, à Moscou, et arrêté des suspects, a rapporté, dimanche, l'agence de presse TASS. "Un engin explosif artisanal a été trouvé et désamorcé, dans une maison", a indiqué le porte-parole du Comité. "Les suspects ont été arrêtés, dans un appartement de Moscou", a-t-il ajouté. Selon les premières estimations, la bombe pourrait contenir plus de quatre kilogrammes de TNT. sahartv. ir 15.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

La politique du Front de gauche comme si vous y étiez.

- Grèce : Alexis Tsipras lance un premier train de réformes - latribune.fr

Les députés grecs devront voter samedi les premières mesures demandées par les créanciers. La stratégie du "bon élève" demeure.

Alexis Tsipras avait promis aux créanciers de la Grèce d'aller vite. Il a tenu parole. Vendredi 16 octobre, les députés grecs débattront du projet de loi unique intégrant les « actions préalables » au versement des fonds du Mécanisme européen de stabilité dont le pays a besoin en octobre, soit 2 milliards d'euros. Le vote est prévu samedi.

Hausse des taxes, surtout de la TVA

Cette loi collective regroupe de nombreuses mesures, en tout évaluées par le gouvernement grec à 4 milliards d'euros. Elle inclut la ratification de l'accord passé avec les créanciers le 13 juillet dernier et qui va déterminer l'ensemble de la politique économique du pays pour les trois prochaines années. On y trouve surtout des éléments de taxations. Certaines mesures sont conformes à l'ambition de Syriza de « mieux partager » le fardeau budgétaire comme l'augmentation du taux d'imposition des bénéfices de 26 % à 29 %, celui de la taxe sur le luxe de 5 % à 13 %, le rétablissement de la taxe sur la publicité télévisée, le relèvement de la taxe de solidarité et la contribution exceptionnelle des revenus de plus de 500.000 euros. Mais le gros du fardeau continuera à porter sur la modification de la répartition des taux de la TVA qui doit rapporter pas moins de 2,4 milliards d'euros en tout, dont 795 millions sur la seule année 2015.

La réforme des retraites lancée

L'autre grand élément de ce texte, c'est la première étape de la réforme des retraites, avec le report d'ici à 2022 de l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67 ans, la disparition prévue à la même date des retraites anticipées, le relèvement de 4 % à 6 % des cotisations maladies pour les retraites et l'introduction d'une cotisation de 6 % sur les retraites complémentaires. Ces annonces sont déjà fort douloureuses pour les retraités grecs, mais il ne s'agit que d'une première étape. Le gouvernement doit assurer des économies de 1 % du PIB par an, soit 1,8 milliard d'euros sur le système de retraite pour les prochaines années. Un comité doit déterminer des pistes et les soumettre ce jeudi au ministère du travail. Selon le quotidien grec To Vima, ce comité préconise de réduire les frais de fonctionnement et d'unifier les onze régimes existants. Il demande également des coupes plus modérées dans les retraites, alors que le gouvernement envisagerait de fortes baisses pour les retraites de plus de 1.000 euros. Le choix devra être fait dans les jours qui viennent, mais il sera impossible d'éviter de nouvelles baisses de retraites.

Quelques retouches

Le texte ne devrait pas poser de problème au gouvernement. La majorité parlementaire d'Alexis Tsipras est stable. Le premier ministre a cependant dû revenir sur une décision pour s'assurer de la fidélité de ses troupes. La taxation des revenus locatifs devait être relevée de 11 % à 15 % en dessous de 12.000 euros, et de 33 % à 35 % au-dessus. Le gouvernement y a finalement renoncé... pour l'instant. La mesure a été retirée du texte, mais elle devrait revenir dans le prochain paquet de réforme en novembre. C'est un premier signe de révolte très timide contre les créanciers. Il conviendra d'observer la réponse de ces derniers qui pourraient demander de réintroduire cette mesure ou immédiatement, ou lors du prochain « paquet » en novembre. Ce sera, en attendant, un test important pour un gouvernement qui, selon le ministre de l'Education Nikos Filis, cherche toujours à éviter le relèvement de 13 % à 23 % de la TVA sur l'enseignement privé par « des mesures alternatives. »

Obtenir la « compréhension » des créanciers

La stratégie d'Alexis Tsipras est cependant toujours la même. Du côté de l'opinion publique, affirmer que ces textes sont "mauvais", mais qu'il n'y a pas d'alternative et, du côté de la troïka, jouer parallèlement le « bon élève » pour obtenir ce qu'il est possible d'obtenir des créanciers. Son premier objectif est, évidemment, la négociation sur la dette qui aura lieu en novembre après la première revue de la troïka. Si l'idée d'une restructuration semble acquise, les conditions risquent d'être déterminées par d'autres considérations que les besoins grecs. Et Athènes veut être en position de force pour les négocier. Autre ambition : l'intégration de la Grèce dans le QE, le programme d'assouplissement quantitatif de la BCE pour réduire la récession qui s'annonce et dégager de nouvelles marges de manœuvre. Enfin, en cas de bonne surprise, Alexis Tsipras voudrait pouvoir utiliser à sa guise une partie de la « cagnotte » et il lui faudra pour cela une validation des créanciers.

Le mirage du plan européen de 35 milliards d'euros

Reste que la Grèce demeure à la merci de ses créanciers. La Commission européenne qui avait promis un « paquet exceptionnel » de 35 milliards d'euros pour la Grèce - en réalité des fonds bloqués pour raisons politiques - a annoncé le déblocage la semaine prochaine de... 800 millions d'euros. Alexis Tsipras avait beaucoup espéré de ce « plan » pour soutenir l'activité. Ce plan redevient ce qu'il n'a jamais cessé d'être : les fonds prévus pour la Grèce par le cadre budgétaire 2014-2020. Comme le plan Juncker, ce plan ne devrait guère être utile à la Grèce pour soutenir sa croissance. latribune.fr 15.10

ECONOMIE

L'Amérique latine

- L'Amérique latine attire de moins en moins d'investissements étrangers - AFP

Les investissements étrangers directs (IED) dans 16 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont chuté de 21% sur un an au premier semestre, a annoncé jeudi une commission de l'ONU, alors que la région est en plein ralentissement économique.

Ces investissements ont atteint 88,717 milliards de dollars, pâtissant de moindres dépenses dans le secteur des mines et des hydrocarbures, surtout au Brésil, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), un organisme de l'ONU dont le siège se trouve à Santiago du Chili.

Les flux d'IED avaient déjà baissé de 16% sur l'ensemble de 2014, une tendance qui s'est donc poursuivi au premier semestre 2015, dans un contexte de ralentissement général en Amérique latine.

Au Brésil, première économie de la région et septième économie mondiale, les investissements étrangers directs ont chuté de 36% entre janvier et août, dans un contexte de "chute de la demande interne" et de "perspectives négatives de croissance".

La Commission économique table sur une baisse du PIB des économies latino-américaines en 2015, de 0,3%, pour la première fois depuis 2009, en raison de la mauvaise santé de la Chine qui achète moins de matières premières.

En présentant ces prévisions, début octobre, elle avait notamment appelé la région, autrefois saluée pour sa forte croissance, à "dynamiser les investissements", "pour inverser l'actuel ralentissement de l'économie et pour retrouver une croissance soutenue et durable".

Pour se relever de cette crise, la région "doit lancer une transition vers un nouveau modèle de croissance qui s'appuie moins sur les matières premières et plus sur d'autres secteurs de l'économie, comme la productivité et les investissements", estimait il y a peu Alejandro Werner, chef du département Amérique latine au FMI, interrogé par l'AFP.

Haut de page

Le 17 octobre 2015

CAUSERIE

On a remis la rubrique *Articles d'actualité*, nous avons définitivement abandonné les autres rubriques.

Le portail ne sera pas actualisée dimanche, sauf peut-être si je recevais des courriels.

A la lecture de tous les commentaires d'internautes que l'on reproduits, on peut observer qu'on est loin d'être une minorité insignifiante à comprendre la situation, certes sans en tirer les conclusions politiques qui s'imposent, mais c'est encourageant tout de même, comme quoi il existe assurément des centaines de milliers de travailleurs disponibles pour entendre notre discours et contruire le parti, encore faudrait-il en avoir la volonté.

Un acte révolutionnaire.

- L'acte révolutionnaire de dire la vérité - Par John Pilger - Mondialisation.ca, 15 octobre 2015

George Orwell a écrit qu'à « une époque de supercherie universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire ».

Extrait. Nous vivons une sombre époque, dans laquelle la propagande de la supercherie affecte nos vies à tous. Comme si la réalité politique avait été privatisée, et l'illusion légitimée. L'ère de l'information est une ère médiatique. Nous avons une politique médiatique ; une censure médiatique ; une guerre médiatique ; des représailles médiatiques ; une diversion médiatique — une chaîne de production surréaliste de clichés et d'idées fausses.

Notre merveilleuse technologie est devenue notre amie autant que notre ennemie. A chaque fois que nous allumons un ordinateur ou prenons en main un appareil électronique — les chapelets de ce siècle — nous sommes soumis à un contrôle : à la surveillance de nos habitudes et de nos routines, et aux mensonges et à la manipulation.

Edward Bernays, qui inventa l'expression « relations publiques », un euphémisme pour« propagande », a prédit cela il y a plus de 80 ans, en qualifiant ce phénomène de « gouvernement invisible ».

Il a écrit que « ceux qui manipulent cet élément invisible de [la démocratie moderne] constituent un gouvernement invisible représentant la véritable force dirigeante de notre pays… Nous sommes gouvernés, nos esprits sont façonnés, nos goûts créés, nos idées suggérées, en grande partie par des gens dont nous n'avons jamais entendu parler… »

Le but de ce gouvernement invisible est de prendre possession de nous: de notre conscience politique, de notre perception du monde, de notre aptitude à penser indépendamment, de notre aptitude à séparer le vrai du faux.

Il s'agit d'une forme de fascisme, un mot que nous avons raison d'utiliser prudemment, préférant l'associer aux troubles du passé. Mais un fascisme moderne insidieux est aujourd'hui le principal danger. Comme dans les années 1930, d'énormes mensonges sont délivrés avec la régularité d'un métronome. Les musulmans sont mauvais. Les fanatiques saoudiens sont bons. Les fanatiques d'ISIS sont mauvais. La Russie est toujours mauvaise. La Chine commence à le devenir. Bombarder la Syrie est bon. Les banques corrompues sont bonnes. La dette corrompue est bonne. La pauvreté est bonne. La guerre est normale.

Ceux qui remettent en cause ces vérités officielles, cet extrémisme, sont jugés comme fous — jusqu'à ce qu'on se rende compte qu'ils ne l'étaient pas. La BBC fournit ce type de service gratuitement. Ne pas se soumettre c'est se voir qualifier de « radical » — peu importe ce que cela signifie.

La véritable dissidence devient exotique; et pourtant les dissidents n'ont jamais été aussi importants. Mondialisation.ca

On ne peut pas prévoir comment tout cela va finir, par une Troisième Guerre mondiale et l'établissement d'un gouvernement mondial ou des révolutions prolétariennes. Ce qui est sûr, c'est qu'au fil du temps une partie grandissante de la population devient hermétique à leur propagande et cherche une voie pour en finir avec la domination du capitalisme, plus ou moins consciemment elle en vient à poser la question du pouvoir. C'est donc à nous de leur proposer une réponse politique cohérente et sérieuse pour affermir leurs convictions encore mal assurées , prélude à son soulèvement révolutionnaire.

Aidez les travailleurs à aller au bout de leur raisonnement, faire en sorte que leur conscience de classe mûrisse, voilà notre tâche prioritaire, en plus de les organiser ou les associer à nos combats, etc. cela va de soi.

Internet un instrument politique du néolibéralisme pour soumettre les peuples. Pour comprendre et le combattre osez le marxisme.

- Morozov : « Internet est la nouvelle frontière du néolibéralisme » (les-crises.fr - source : Rue 89, le 4 octobre 2015

Selon le chercheur et essayiste Evgeny Morozov (31 ans, originaire de Biélorussie), la technologie sert le néolibéralisme et la domination des Etats-Unis. « Il faut considérer la Silicon Valley comme un projet politique et l'affronter en tant que tel », dit-il.

Evgeny Morozov s'est imposé en quelques années comme l'un des contempteurs les plus féroces de la Silicon Valley. A travers trois ouvrages – « The Net Delusion » (2011, non traduit en français), « Pour tout résoudre, cliquez ici » (2014, FYP éditions) et « Le Mirage numérique » (qui paraît ces jours-ci aux Prairies ordinaires) –, à travers une multitudes d'articles publiés dans la presse du monde entier et des interventions partout où on l'invite, il se fait le porteur d'une critique radicale envers la technologie en tant qu'elle sert la domination des Etats-Unis.

Morozov - Il faut bien comprendre que ces entreprises n'existeraient pas – et leur modèle consistant à valoriser nos données personnelles serait impossible – si toute une série de choses n'avaient pas eu lieu : par exemple, la privatisation des entreprises télécoms ou l'amoncellement de données par d'énormes chaînes de grands magasins.

Cette histoire, il faut la raconter de manière plus politique et plus radicale. Il faut traiter cela comme un ensemble, qui existe dans un certain contexte.

Et ce contexte, c'est, il faut le dire, le néolibéralisme. Internet est la nouvelle frontière du néolibéralisme.

Le travail critique de la Silicon Valley ne suffit pas. Il faut expliquer que le néolibéralisme qu'elle promeut n'est pas désirable. Il faut expliquer que :

A : le néolibéralisme est un problème ;

B : il y a des alternatives.

Il faut travailler à l'émergence d'une gauche qui se dresse contre ce néolibéralisme qui s'insinue notamment par les technologies.

Le travail que fait Podemos en Espagne est intéressant. Mais voir les plateformes seulement comme un moyen de se passer des anciens médias et de promouvoir un renouvellement démocratique ne suffit pas. Il faut aller plus en profondeur et comprendre comment les technologies agissent sur la politique, et ça, Podemos, comme tous les mouvements de gauche radicale en Europe, ne le fait pas.

La Silicon Valley va au-delà de tout ce qu'on avait connu auparavant en termes d'impérialisme économique. La Silicon Valley dépasse largement ce qu'on considérait auparavant comme les paragons du néolibéralisme américain – McDonald's par exemple – car elle affecte tous les secteurs de notre vie.

C'est pourquoi il faut imaginer un projet politique qui rénove en fond notre conception de la politique et de l'économie, un projet qui intègre la question des infrastructures en garantissant leur indépendance par rapport aux Etats-Unis.

Mais si je suis pessimiste quant à l'avenir de l'Europe, c'est moins à cause de son impensée technologique que de l'absence flagrante d'esprit de rébellion qui l'anime aujourd'hui.

Je me permets d'être un peu dramatique car je parle de choses fondamentales comme le travail, l'éducation, la santé, la sécurité, les assurances. Dans tous ces secteurs, des changements majeurs sont en train d'avoir lieu et cela va continuer. La nature humaine, ça n'est pas vraiment mon objet, je m'intéresse plus à ses conditions d'existence.

Ce qui m'intéresse, ce sont les discours de la Silicon Valley, ce sont les buts qu'elle se donne.

Il faut considérer la Silicon Valley comme un projet politique, et l'affronter en tant que tel.

... quand on regarde comment fonctionne Uber – sans embaucher, en n'assumant aucune des fonctions de protection minimale du travailleur –, quand on regarde les processus d'individualisation des assurances de santé – où revient à la charge de l'assuré de contrôler ses paramètres de santé –, on s'aperçoit à quel point le marché est seul juge.

L'Etat non seulement l'accepte, mais se contente de réguler. Est complètement oubliée la solidarité, qui est au fondement de la sociale-démocratie. Qui sait encore que dans le prix que nous payons un taxi, une part – minime certes – sert à subventionner le transport des malvoyants ? Vous imaginez imposer ça à Uber….

Il faut lire le livre d'Alain Supiot, « La Gouvernance par les nombres » (Fayard, 2015), il a tout juste : nous sommes passés d'un capitalisme tempéré par un compromis social-démocrate à un capitalisme sans protection. C'est donc qu'on en a bien fini avec la sociale-démocratie.

Mais parce que la gauche en Europe est dévastée ! Il suffit de regarder comment, avec le feuilleton grec de cet été, les

gauches européennes en ont appelé à la Commission européenne, qui n'est pas une grande défenseure des solidarités, pour sauver l'Europe.

Aujourd'hui, la gauche a fait sienne la logique de l'innovation et de la compétition, elle ne parle plus de justice ou d'égalité.

La Commission européenne est aujourd'hui – on le voit dans les négociations de l'accord Tafta – l'avocate d'un marché de la donnée libre, c'est incroyable ! Son unique objectif est de promouvoir la croissance économique. Si la vie privée est un obstacle à la croissance, il faut la faire sauter !

Car certains à gauche – notamment dans la gauche radicale – ont pu croire que la Silicon Valley était une alliée dans le mesure où ils avaient un ennemi commun en la personne des médias de masse. Il est facile de croire dans cette idée fausse que les technologies promues par la Silicon Valley permettront l'émergence d'un autre discours.

On a accepté cela comme on accepte toujours les idées dominantes, parce qu'on est convaincus. Ça vient parfois de très loin. L'Europe occidentale vit encore avec l'idée que les Américains ont été des libérateurs, qu'ils ont ensuite été ceux qui ont empêché le communisme de conquérir l'Europe. L'installation de la domination idéologique américaine – de McDonald's à la Silicon Valley – s'est faite sur ce terreau.

Il y a beaucoup de confusion dans cette Histoire. Il faut donc théoriser la technologie dans un cadre géopolitique et économique global.

Il faut aller plus loin et voir comment nous avons succombé à une intériorisation de l'idéologie libérale jusque dans nos infrastructures technologiques.

Pour vous, le marxisme reste donc un cadre de pensée opérant aujourd'hui pour agir contre la Silicon Valley ?

En tant qu'il permet de penser les questions liées au travail ou à la valeur, oui. Ces concepts doivent être utilisés. Mais il ne s'agit pas de faire une transposition mécanique. Tout ce qui concerne les données – et qui est essentiel aujourd'hui – n'est évidemment pas dans Marx. Il faut le trouver ailleurs.

Commentaire d'internaute

1- "Le bon sens incarné ! Mais c'est bien sûr. … Marx est le théoricien critique indépassé de l'accumulation capitalistique et les "données " ne valent qu'à travers leur accumulation, à travers un processus de captation qui n'est guère différent, fondamentalement, de celui que nous trouvons dans l'histoire du capital classique. Oui , mais voilà, il faut revenir à Marx, pas seulement le Marx des 100 pages du "manifeste" mais celui des milliers de pages du "Capital", un Marx qui bien évidemment (of course) n'est ni leniniste, ni stalinien, que l'on a pris grand soin cependant de jeter aux broussailles en même temps que Lenine et Staline.

La gauche européenne n'existe plus ? Et pour cause : quelle idéologie , religieuse ou politique, pourrait survivre au déclassement de ses livres fondateurs ? Quel courant de pensée pourrait survivre au reniement de sa propre histoire ? En Amérique latine, les choses sont effectivement plus claires : le capitalisme américain bien rustique, est là, tout proche, qui fait son job ordinaire de dépossession, propriétaire d'une partie conséquente du foncier et du capital industriel, et devant le spectacle de sa prédation , la question de savoir s'il est néo , ultra libéral ou keynésien fait figure de " prenage de tête" germanopratin.

Deux générations d'intellectuels européens de goooche ont vécu sur l'illusion que le capitalisme -forme ultime de la barbarie économique- pouvait se socialiser et que l'on pouvait d'ores et déjà poser les jalons d'un capitalisme philanthropique : elles en ont été pour leurs frais et il ne nous reste plus que des sous-produits dérivés de la décomposition de la Sfio ou du Labour, ausi ignares que déboussolés, irresponsables et donc dangereux à plus d'égard ! Chaque jour qui passe, avec cette clique aux manettes, en association étroite avec des forces conservatrices qui, elles', savent exactement ce qu'elles veulent, repousse d'autant nos chances de transformer un monde que nous ne comprenons même plus. Il est urgent de revenir aux fondamentaux, et de penser l'unité profonde de tous les processus d'aliénation, depuis la dette publique jusqu'a l'hégémonie de la Silicon Valley, parce qu'elles s'alimentent toutes à la même éternelle source : la quête effrénée, bestiale presque, du pouvoir financier."

2- "Oui, jusqu'à épuisement des ressources. Le dernier palmier géant de l'Ile de Pâques devait valoir une fortune et le puissant chef qui a demandé de l'abattre savait ce qu'il faisait.

Le capitalisme a ancré en lui la destruction des mondes et des civilisations. Faire de l'argent jusqu'au bout, et faire chuter les humains, grâce à quelques humains.

Après tout, les humains sont des bêtes, il suffit de voir comment les bêtes sont traités dans les abattoirs modernisés pour sentir ce qui nous attends.

Entre “La route” et “Soleil vert”. Pousser l’Humanité à se perdre, pour un système qui finalement ne correspond en rien aux rapports sociaux d’entraide, de partage, et de convivialité.

Observez ce qui se passe lors d’un crise climatique brusque: entraide immédiate des gens sur place. Alors que Hollywood nous vends la panique et les réflexes individualistes. Hollywood nous vends des morts vivants, qui n’est que la représentation de l’autre, l’étranger, l’humain que l’on ne connait pas encore, le réfugier perdu qui cherche de l’aide.

Les comportements individuels comme seul finalité. Pour le pire."

3- "Tout est compliqué…..tout se complique. Je ne raisonnerais pas en technicien de l’internet. Je n’y connais rien. Je ne suis qu’un simple utilisateur, comme vraisemblablement beaucoup de personnes. Je suis trop vieux pour pouvoir comprendre. Mais là n’est pas le problème.

C’est clair, ce que j’appelle les grands corps constitués, syndicats, partis politiques etc…, ne sont plus en mesure de mobiliser les masses pour lutter contre les méfaits du libéralisme (néo ou ancien, peu importe). Et pourtant, à la base la combativité existe. Voir le délégué CGT de chez STYX à St-Nazaire apostropher le Président de la République m’a réchauffé le coeur. Xavier Mathieu mettant au pilori, sur Canal+, les médias qui ne veulent voir la violence que d’un côté, m’a fait un bien énorme.

Et voila que Morozov me remet à niveau. Malgré mon âge, je suis un grand naïf. Je voyais dans “Internet”, un espace de liberté, de contestation, de mobilisation, sans exagérer les possibilités de cet outil. Ce site, “les-crises.fr” est un exemple de ce que je tente d’expliquer. Nul ne peut nier l’impact d’Internet dans le résultat du référendum de 2005.

Morozov me dit: “ne va trop loin, nous sommes bouffés de tous les côtés”. Le néolibéralisme tient tous les bouts de la ficelle.

Qu’est-ce qu’il nous reste comme solution? La Révolution!!! oui, oui tout de suite. Ah bon…mais comment puisque nous ne tenons plus rien? Vous me trouverez pessimiste, vous aurez raison. Robespierre, s’il te plaît, reviens pousser ta gueulante!"

4- "La révolution n‘est possible qu’en cas de crise majeure du capitalisme, que les nouveaux nés d’aujourd’hui verront peut-être, en attendant à part informer rien à faire et toutes actions concrètes : politique, syndicat, médias alternatifs, manifestations n’aboutiront à rien : en domination réelle terminale, le capitalisme n’a aucun ennemi à part lui-même.

En effet le capitalisme est instable par nature et possède donc une durée de vile limitée comme le système esclavagiste ou monarchique, mais là de nombreux livres traitent de ces questions.

La question est de savoir ce qu’il y aura après !"

"5- Carter :

” La construction de l’Europe» est un thème qui revient sans cesse dans les discours politiques, comme dans les analyses proposées par les médias. Pourtant, le pouvoir au sein du système d’information et de culture de l’Union européenne échappe largement au contrôle des Européens..Zbigniew Brzezinski, conseiller pour la sécurité nationale du président Jimmy Carter, affirmait, voici déjà quelque temps, que, «après l’ère de la canonnière, et celle du commerce et des finances, les techniques et les réseaux de communication représentent la troisième”" génération de domination du monde».Certes, on pourrait affirmer que les canonnières, le commerce et les finances n’ont pas encore cessé de compter et de produire leurs effets. Mais une telle analyse a le mérite de mettre l’accent sur une conception nouvelle de la stratégie de conquête et de domination du monde. Or, en cette matière, la conquête et la domination du monde par les États-Unis sont plus que jamais évidentes”".

Le formatage de nos esprits “occidentaux” a commencé au sortir de la guerre, les Usa profitant de leur supériorité pour imposer leur culture et tenir la “culture européenne” sous leur coupe par le biais de fondations, de productions mettant en l’élite culturel (littérature, peinture, écriture) a son service tout en faisant croire qu’ils sont indépendants a leur propres yeux.:

“Le “soft power” américain est maintenant sur les réseaux sociaux...

Les accords Blum-Byrnes ont précipités nos parents, grands parents dans les bras du maestro de la pax americana.

Quand a la fin de la guerre les partis communistes en Europe étaient en pleine expansion, très puissant du fait de l’aura de l’Urss d’avoir stoppé a Stalingrad les nazis, en France le PC sous influence stalinienne fut attaqué par le biais des syndicats.:

La rupture soudaine a la CGT entre fractions fut bien organisée par un agent des Usa “Irwin Brown” qui créa de fait Force Ouvrière avec des fonds de l’AFL-CIO au point qu’on l’appelait AFL-CIA !.Le syndicat FO fut donc créer et il traine encore

aujourd'hui les traces de ce mépris affiché par les communistes bon teint..

Mais la peur du communisme fit mettre les bouchers doubles et l'emprise se fit a partir de : L'Institut d'histoire sociale, une officine anti-sociale selon ALR

Tout ce qu'ils font c'est bien dans le but de maintenir les peuples qu'ils dominent économiquement par des traités contraignants ou des marchés, que leurs "ennemis sont aussi "les nôtres" !.

Je ne connaissais pas ce Monsieur Morozov mais il a raison, tout ce qu'on appelle progrès technique ou technologique aux Usa sera toujours utilisé a des fins de dominations ou de soumission, quitte "à tordre le bras" de ces peuples dixit Obama, si jamais ils essaient d'aller voir ailleurs si "l'herbe est plus verte".

Oui la guerre continue a travers internet guerre économique allant de pair avec la guerre idéologique. Allons nous enfin retrouver notre totale indépendance ?"

6- "« L'économie du partage » directement liée au développement d'internet = en réalité la marchandisation de tous nos rapports sociaux !

Vous noterez les termes employés dans la définition des critères (gouvernance, flexibilité, cosmopolitisme …) … Critères définis par qui d'ailleurs ?

Je plains les générations futures si nous ne mettons pas un terme à cette idéologie de psychopathes !"

7- "Silicon Valley et ses innovations technologies successives sont un facteur de démultiplication… et de de diffusion virale sans précédent d'outils et de nouveaux comportements.

C'es a peu près sans limites. Et toutes les forces économiques et sociales se sont engouffrés dedans… à l'image de la ruée vers l'or ou la ruée vers le pétrole, avec son cortège de destruction et de pillages.

Il a fallut 3 générations pour trouver une forme technique et esthétique stable au cinématographe. De combien de temps disposons nous réellement pour ingérer/digérer pareille révolution?

Bref, on nous vend un corne d'abondance. Mais en fait c'est désormais une terrible boite de pandore qui est ouverte sur terre. En effet, ces technologies irrigent tous les domaines, démultiplient toutes les capacités.

Je ne parlerai pas de finance, de capitalisme, etc… Mais une chose est sûre, cela a provoqué une redistribution des cartes en faveur de tous ceux qui étaient les mieux placés ou les plus à même d'en profiter. Et une libéralisation sans limite de la finance et du capital.

Et le supplément d'âme auquel invitait un Bergson par exemple, il y déjà a siècle… est passé dans le conduit des chiottes."

8- "le plan semblait parfait : le passage à la connectivité de masse devait continuer et terminer de "harmoniser" l'ensemble des cultures des populations du globe

cela sur le modèle voulu par les dominants = le modèle américain bien sur, puisque largement admiré par les jeunesses de tous les pays du monde, internet étant idéalement le prolongement d'holywood

l'humanité ayant été suffisamment remodelée depuis le siècle des lumières = athéisme, matérialisme et capitalisme, industrialisation et urbanisation perpétuelle, déconnexion avec la nature etc etc…

le partage d'opinions sur internet pourrait ainsi parvenir à progressivement écraser et détruire les idées qui s'opposent à ce modèle qui s'est progressivement installé dans une bonne moitié de l'humanité

malheureusement, ou plutôt heureusement, ce modèle s'effrite actuellement, et internet y est pour beaucoup."

L'omniprésence des sionistes consacre l'emprise de l'oligarchie fnancière sur les institutions politiques et les médias.

Le sionisme cimente le lien qui existe entre le pouvoir financier et politique. Normal puisqu'il est à l'origine de l'idéologie néolibérale. L'immense majorité de la population l'ignore, or c'est nécessaire pour mieux comprendre la question palestinienne et

le soutien des gouvernements occidentaux à Israël.

Pseudo-djihadiste sioniste australien ; l'avocat sioniste des Femen, Michaël Ghnassia, succède à Patrick Klugman (CRIF); promotion des sionistes dans les rouages de l'Etat ; journalistes sionistes omniprésents dans les médias ; Mediapart complice de la crypto-sioniste Caroline Fourest ; les liens entre les ultra sioniste Bolloré-Goldschmidt-Rothschild-Bernheim-Lazard-Weizmann-Dassault-Hanouna ou du SDECE à Bilderberg ; Drahi, le sioniste le plus riche d'Israël (Numericable, Altice, SFR, i24news, Libération, L'Express, RMC, BFM TV) associé au groupe Carlyle (bastion du complexe militaro-industriel US) ; Anouar Kbibech nouveau responsable du culte musulman salarié de Drahi ; Nicolas Bay, numéro 3 et secrétaire général du FN membe de "la délégation pour les relations avec Israël" au Parlement européen ; les "sabras" ou le lobby sionisme à l'Elysée.

Ces infos proviennent du portail Panamza. On se fout de savoir s'il est fréquentable ou non, ce qui nous intéresse ce sont les infos qu'il diffuse et que les médias censurent ou ne relient pas entre elles.

Le djihadiste australien était un troll juif américain - Le 11.09.2015

Attentat sous faux drapeau. Jeudi, le ministère américain de la Justice a annoncé l'arrestation de Joshua Ryne Goldberg, pseudo-djihadiste accusé de «diffusion d'informations relatives à des explosifs, des engins de destruction et des armes de destruction massive».

Il voulait susciter un carnage dans Kansas City à la date du 13 septembre.

Goldberg

Joshua Ryne Goldberg, citoyen juif américain âgé d'à peine 20 ans, a été interpellé dans la ville d'Orange Park en Floride et encourt 20 années de prison, a indiqué le ministère américain de la Justice dans un communiqué mis en ligne jeudi 10 septembre.

Sidney. Interrogé par une chaîne de télévision locale, son père, dénommé Frank Bennett Goldberg, affirme tomber des nues.

Vivant reclus chez ses parents, Joshua Ryne Goldberg avait créée plusieurs comptes Twitter imputés à des partisans de Daesh afin d'encourager des passages à l'acte terroriste auprès de ses lecteurs. Mauvaise pioche: l'un d'entre eux -avec lequel il avait « conspiré » depuis deux mois selon l'enquête judiciaire disponible en ligne– était un informateur du FBI.

Sous pseudonyme, le jeune homme se vantait notamment d'être à l'origine d'une tentative d'attentat commise à Garland (Texas), en mai dernier, lors d'un concours de caricatures du prophète de l'islam.

«J'ai dédié ma vie à traumatiser les infidèles et à coordonner des actes de djihad à travers le monde. Les juifs sont les pires ennemis d'Allah. Quand l'islam aura conquis l'Australie, tous les juifs seront massacrés comme les sales cafards qu'ils sont», avait également affirmé -via Internet et sous sa fausse identité d'islamiste australien- Joshua Ryne Goldberg.

Ce dernier incitait également à s'attaquer à des synagogues afin de faire le «maximum» de victimes parmi les fidèles.

D'après les enquêteurs du FBI, le jeune homme a enfin tenu plusieurs versions contradictoires après son arrestation : dans l'une d'elles, il disait avoir eu l'intention de dénoncer le pseudo-terroriste avec qui il était en communication, avant que l'attentat de Kansas City ne soit perpétré.

Coïncidence ironique : cette affaire éclate 14 ans, jour pour jour, après le 11-Septembre, vaste opération de mystification américano-sioniste dont l'une des phases se déroula également en Floride. Entre 2000 et 2001, ceux qui seront désignés plus tard comme les « pirates de l'air » du 11-Septembre vivaient alors dans des petites localités de Floride. Leurs voisins de quartier tout au long de leurs périples sur le sol américain : des agents du renseignement israélien (Mossad et Aman). Mais ceci relève d'une autre histoire : si Joshua Ryne Goldberg n'a certainement pas le profil d'un agent secret lié à Tel Aviv (mais davantage celui, plus psychopathologique, d'un Ulcan), il illustre parfaitement la pratique -coutumière du régime israélien depuis 1948- de l'attentat sous fausse bannière.

FEMEN, ISLAMOPHOBIE ET SIONISME : LA CONNEXION SECRÈTE.

"Pourquoi s'en prennent-elles systématiquement à des rassemblements chrétiens et musulmans mais jamais juifs?": telle est une interrogation récurrente sur les réseaux sociaux à propos des Femen, groupuscule pseudo-féministe et prétendument anti-clérical.

Dernier exemple : samedi 12 septembre,... deux membres des Femen ont perturbé le salon musulman du Val d'Oise.

Détail intéressant : leur avocat Michaël Ghnassia mène, depuis 2010, un combat -relayé par le Crif- contre le boycott

"discriminatoire, illégal et honteux" d'Israël.

Dans la défense des Femen, il succède étrangement à un homologue idéologique : Patrick Klugman, adjoint aux relations internationales du maire Anne Hidalgo, membre du comité directeur du Crif, ancien président de l'Union des étudiants juifs de France et promoteur de l'opération "Tel Aviv sur Seine" co-organisée par l'actuel gouvernement israélien d'extrême droite.

Rappel : bénéficiaire (contrairement à Edward Snowden ou Julian Assange) de l'asile politique depuis l'été 2013 et encensée par le service public de France 2, la porte-parole des Femen, dénommée Inna Schevchenko, a été également célébrée dans un livre rédigé par la crypto-sioniste Caroline Fourest et édité via une société administrée par l'ultra-sioniste Bernard-Henri Lévy.

HOLLANDE NOMME UN PROCHE DE LA DROITE ISRAÉLO-AMÉRICAINE POUR CONTRÔLER LES ÉCOUTES DE VALLS.

Mardi 15 septembre, l'Élysée a fait savoir que François Hollande avait choisi le conseiller d'État Francis Delon pour présider la nouvelle Commission nationale -issue de la Loi Renseignement voulue par le tandem Valls/Cazeneuve- de "contrôle des techniques de renseignement".

Anc...ien secrétaire général de la Défense nationale (2004-2014), Delon n'est pas seulement l'homme qui "a participé à la mise en place d'un vaste système d'espionnage pour la DGSE" comme le souligne Libération .

En 2009 et en 2011, il a également accepté de se joindre au "Sommet mondial antiterroriste" organisé par le Centre interdisciplinaire d'Herzliya, en Israël.

Organisée dans une antenne du Mossad co-fondée par Ronald Lauder (milliardaire américain, héritier des cosmétiques Estée Lauder, président du Congrès juif mondial et décoré de la Légion d'honneur par François Hollande), cette rencontre annuelle sur "l'antiterrorisme" réunit notamment -en présence du Premier ministre Benyamin Netanyahou- les faucons (politiques, militaires et intellectuels) de la droite israélo-américaine -dite "conservatrice"- qui en constitue le noyau dur.

Maître de cérémonie : Boaz Ganor, l'une des figures emblématiques de la connexion -remontant à la fin des années 70- entre la mouvance ultra-sioniste, le neoconservatisme américain et les services secrets occidentaux.

Détail à souligner : le 24 septembre 2014, Panamza avait révélé la participation du magistrat antiterroriste français David Bénichou à la conférence d'Herzliya. Les deux vidéos qui illustraient son implication (l'une produite par les organisateurs, l'autre issue de la chaîne i24news) ont été occultées depuis la mise en ligne de l'article.

LÉA SALAMÉ : « LES MUSULMANS SE TABASSENT TOUT SEULS ».

Elle avait suggéré que les "barbus" et les "femmes voilées" dégageaient une odeur pestilentielle.

Elle s'esclaffait quand on présentait les Turcs comme des "abrutis"...

Samedi 19 septembre, réagissant aux propos du philosophe Michel Onfray selon lequel "on tabasse les musulmans en permanence depuis la guerre du Golfe", cette catholique d'origine libano-arménienne rétorqua aussitôt : "Ils se tabassent tout seuls".

Propulsée à l'écran par Jean-Pierre Elkabbach, la journaliste Léa Salamé, chroniqueuse de Laurent Ruquier, est salariée par Catherine Barma, productrice de l'émission On n'est pas couché (financée par le service public de France 2) qui fut à l'origine de la censure des propos d'Aymeric Caron relatifs aux exactions commises par l'armée israélienne.

Fille de Ghassan Salamé (vice-président d'un think-tank relié à l'OTAN), Léa Salamé est également la compagne d'Olivier Guez, ex-collaborateur de la revue néoconservatrice Le Meilleur des Mondes, co-auteur d'un ouvrage géopolitique avec "l'intellectuel faussaire" pro-israélien Frédéric Encel et romancier qui fait l'éloge (dans son dernier livre "Les Révolutions de Jacques Koskas") du "sionisme" comme "utopie sexuelle" en opposition aux "voisins moustachus puis barbus d'Israël".

Ce roman d'Olivier Guez a d'ailleurs été promu par une admiratrice d'Ariel Sharon (dans Libération) ainsi que dans Paris Match... par Léa Salamé (qui le qualifie de "réussite").

FABRICE ARFI, LE "JOURNALISTE D'INVESTIGATION" QUI DONNE RAISON À CAROLINE FOUREST.

Mercredi 30 septembre, les éditions Calmann-Lévy ont publié un recueil collectif intitulé "Informer n'est pas un délit" et co-supervisé par Fabrice Arfi, journaliste de Mediapart.

Le thème de l'ouvrage selon son éditeur : «Un livre de journalistes chaque jour en lutte pour informer les citoyens»....

La conclusion de l'ouvrage fustige notamment de prétendus et obscurs «théoriciens de la conspiration qui n'ont jamais rencontré autant d'échos dans la jeunesse et qui s'appuient sur l'opacité pour dessiner des chimères qui peuvent accoucher du pire».

Une dénonciation du "conspirationnisme" à géométrie variable : rappelons ici que le site Mediapart et l'émission Cash Investigation (représentée dans le livre par Paul Moreira et Élise Lucet) ont souvent eux-mêmes présenté des machinations secrètes ou des collusions occultes dans le monde politique et économique (affaires Bettencourt, Karachi, Kadhafi, etc). Pourvu que leurs enquêtes n'accablent pas le Crif, les États-Unis ou Israël, mais plutôt le Kazakhstan ou le marché des téléphones portables.

Rappel : co-superviseur de l'ouvrage, Fabrice Arfi est ce journaliste qui accepta une interview par Caroline Fourest -en février 2013, sur France 5- pour réfuter avec elle l'éventuelle implication du Mossad dans les attentats du 11-Septembre, allant jusqu'à prononcer cette contre-vérité selon laquelle il n'y avait ni «fait» ni «document» pour étayer cette piste d'investigation

Vincent Bolloré, d'Edmond de Rothschild à Cyril Hanouna - Le 03.10.2015

Le nouveau patron de Canal+ a profondément été marqué par sa grand-mère : Nicole Goldschmidt, espionne qui a clandestinement collaboré à la création d'Israël.

Il fait l'objet d'innombrables articles dans la presse traditionnelle mais aucun d'entre eux ne rapporte en détail l'identité de celles et ceux qui l'ont idéologiquement façonné : le milliardaire Vincent Bolloré, 63 ans et 9ème plus grande fortune de France, est souvent décrié actuellement pour sa refonte brutale du groupe Canal+ depuis son accession à la tête du conseil de surveillance du groupe Vivendi.

Seul un haut cadre de l'ancienne équipe, dénommé Maxime Saada, a pu garder un poste de direction.

Il faut remonter plus loin dans le temps pour en savoir plus sur Vincent Bolloré, l'homme qui vient d'accorder un contrat exceptionnel (250 millions d'euros) à Cyril Hanouna, animateur vedette de Direct 8 (propulsé d'ailleurs par Bolloré, dès 2010) et parrain -comme l'avait révélé Panamza- d'une levée de fonds (organisée par le très sioniste "Fonds social juif unfié") qui sont destinés, chaque année, à des citoyens juifs en précarité et des associations caritatives israéliennes.

Le 9 mai 2003, le site de l'hebdomadaire Le Point publiait un portrait consacré à Vincent Bolloré et intitulé "Le Français qui veut se payer l'Italie". Extraits :

Capable du meilleur et du pire, Vincent Bolloré est un fervent catholique. « J'aime cette religion parce qu'on peut se faire pardonner », reconnaît-il d'emblée. Amateur de grigris et de porte-bonheur, il n'hésite pas à ouvrir son portefeuille pour montrer les images pieuses qu'il contient ! (…)

Si Bolloré parvient facilement à se faire détester, il a aussi un talent incroyable pour se faire aimer. « Il est gai, au moins en surface, explique Antoine Veil, le mari de Simone, membre de son comité stratégique. La perspective de le voir, c'est un ensoleillement. » Quant à Antoine Bernheim, le dur, l'impitoyable banquier d'affaires, ex-pilier de Lazard, c'est les larmes aux yeux qu'il confie : « Vincent est merveilleux ! Je suis très triste quand je pense que je mourrai avant de l'avoir vu terminer son aventure industrielle. » De mauvaises langues ont dit que Vincent était le fils naturel d'Antoine Bernheim. (…)

A Paris, dans le 16e arrondissement, où ses parents ont très tôt élu domicile, il avait pour voisin et ami Olivier Dassault. (…)

Parmi les habitués, il y avait aussi Edmond de Rothschild et Edouard de Ribes, copains de jeunesse ou de lycée de son père. « Mon père est l'homme que j'ai le plus admiré », affirme Vincent Bolloré. En revanche, très peu de gens savent que la grand-mère maternelle de Vincent, Nicole Goldschmidt, qui avait épousé Henri Follot, a aussi beaucoup compté pour le jeune loup. Jusqu'à, selon un intime, le faire douter de sa propre identité. De fait, le parcours de cette femme exceptionnelle a de quoi étonner. Ralliée dès l'origine à la cause défendue par Charles de Gaulle, elle entre en résistance dans les services secrets du Général à Londres. Après guerre, sous la couverture de la Croix-Rouge, elle poursuivra une longue carrière d'agent secret au sein du service action du Sdece, assurant notamment les échanges avec ses homologues… israéliens. Cette femme, qui a caché sa vie à sa propre famille, était aussi une amie d'Edmond de Rothschild et des parents d'Antoine Bernheim, lui-même devenu un intime de la tante de Vincent. Cela expliquant – peut-être – pourquoi ces « bonnes fées » de l'establishment financier se sont intéressées de très près au destin du jeune héritier.

Décryptage :

- proche du père et de la grand-mère de Vincent Bolloré, le banquier Edmond de Rothschild (petit-fils d'un mécène historique du sionisme et membre du directoire du Bilderberg) était aussi le principal actionnaire de la papeterie familiale Bolloré ainsi

que l'employeur du fils de 1976 à 1981.

Alors directeur-adjoint de la Compagnie financière Edmond de Rothschild, le jeune Vincent y côtoyait un certain Roger Cukierman, alors figure emblématique du puissant groupe bancaire et aujourd'hui président extrémiste du Conseil représentatif des institutions juives de France.

Le 5 mai, cette institution financière (qui embaucha également Emmanuel Macron, ministre de l'Économie et opposant catégorique au boycott d'Israël) inaugurait ses nouveaux locaux à Tel Aviv et profitait de l'occasion pour "réitérer", par l'intermédiaire de sa co-dirigeante Ariane de Rothschild (une mécène du site Streetpress), son "engagement familial" en faveur d'Israël.

- ancien associé vedette de la banque franco-américaine Lazard (elle aussi "contributrice de la cause d'Israël") et parrain financier de Bolloré, Antoine Bernheim (décédé en 2012) était le fils de Léonce Bernheim, "militant sioniste proche de Chaïm Weizmann, le principal fondateur et premier président d'Israël" selon Le Monde.

- ami d'enfance de Vincent Bolloré, Olivier Dassault est aujourd'hui un parlementaire issu d'une célèbre famille de fabricants d'armes (d'ailleurs investis désormais dans la radio Beur FM fondée par Nacer Kettane, sympathisant d'Israël). Les Dassault jouèrent un rôle-clé en faveur du régime de Tel Aviv, lors de la Guerre des Six-Jours de 1967. Olivier est également vice-président du groupe Valmonde, propriétaire d'un magazine islamophobe et ultra-sioniste dénommé Valeurs actuelles. Son frère Laurent (à l'image, avec Benyamin Netanyahou) est lui-même particulièrement proche de la droite radicale israélienne.

- Nicole Goldschmidt (1899-1993), grand-mère maternelle de Vincent Bolloré -qui aurait été influente au point de lui "faire douter de son identité" selon Le Point- a été non seulement agent secret pour le compte de la SDECE (ancêtre de l'actuelle DGSE) mais également assistante de Henri-Fille Lambie, patron du nouveau "service Action" d'après-guerre (en charge des assassinats) au sein des services secrets français. Elle a ainsi participé à une opération méconnue du grand public : la formation clandestine du "bataillon 55" auprès de la Haganah (mouvement sioniste et terroriste) qui a combattu contre les Britanniques en 1947 puis la Légion arabe en 1948 lors de la création sanglante d'Israël.

Goldschmidt-Rothschild-Bernheim-Dassault-Hanouna : l'attachement singulier de Vincent Bolloré -patron énigmatique qui a longtemps joué sur son image un brin simpliste de "Breton catholique"- envers ces personnalités engagées dans le communautarisme juif et sioniste est un fait.

Reste à savoir si ce fait relève d'une rare et insignifiante coïncidence ou d'une orientation idéologique et occulte.

Capitalisme, flicage et sionisme : Patrick Drahi, nouvel ogre des médias français - Le 07.10.2015

Autocensure. Dans un portrait édifiant consacré à Patrick Drahi, l'émission Complément d'enquête de France 2 a passé sous silence son engagement «sioniste» autoproclamé.

Cet entrepreneur particulièrement endetté vient pourtant de dépasser Vincent Bolloré (patron de Canal+) en devenant la 6ème fortune de France.

Son nom : Patrick Drahi.

En mars 2014, Panamza avait consacré le billet suivant à ce natif de Casablanca :

UN MILITANT « SIONISTE » AYANT RENONCÉ À ÊTRE FRANÇAIS, BIENTÔT À LA TÊTE DU 2ÈME OPÉRATEUR DES TÉLÉCOMS EN FRANCE.

« David a gagné contre tous les Goliaths »: c'est en ces termes que Numericable s'est félicité, vendredi 14 mars, du feu vert de Vivendi pour lui céder SFR.

Patron-fondateur du groupe Altice-Numericable, Patrick Drahi est un milliardaire israélien et résident fiscal en Suisse qui a renoncé -en 2013- à la nationalité française. Cet élément d'information, dévoilé le 14 mars par le magazine Challenges, n'a pas été rapporté par France 2 et BFM TV.

En 2009, Patrick Drahi, originaire du Maroc, affirmait vouloir investir en Israël en raison de ses convictions « sionistes » {http://panamza.com/zq} et déclarait, deux ans plus tard, son intention de s'installer « immédiatement » dans le pays.

Le 5 février 2014, il accordait -fait rare- une interview à la chaîne américaine Bloomberg TV au cours de laquelle, à propos de sa vie privée, il soulignait se déplacer sans chauffeur et rouler en bicyclette à Tel Aviv.

Le 14 mars, l'homme qui détient Numericable avec le groupe Carlyle (bastion du complexe militaro-industriel US) participait à la soirée parisienne de présentation de sa chaine d'info internationale i24news (destinée à « améliorer l'image d'Israël ») en compagnie, entre autres, de Claude Goasguen, NKM, Hassen Chalghoumi, Frank Melloul, Sylvain Attal, Nagui, Michel Drucker, Karl Zéro, Ariel Wizman, Yves Thréard et Marek Halter. A propos de la raison d'être de sa chaîne, Patrick Drahi affirme qu'il « voulait montrer le vrai visage d'Israël ».

L'élu socialiste Julien Dray, également convié, a défendu aujourd'hui (16 mars), sur l'antenne de RCJ, la réputation de Patrick Drahi à la suite des soupçons formulés par le ministre Arnaud Montebourg au sujet de son patriotisme économique.

Trois mois plus tard, en juin 2014, Panamza revenait sur le cas Drahi dans un article intitulé "L'offre spéciale Ramadan de SFR financera l'homme le plus riche d'Israël". Extrait :

Doté d'un capital personnel de plus de 10 milliards de dollars (8,4 milliards d'euros), Patrick Drahi -un homme "passionné" par sa nouvelle vie à Tel Aviv selon Les Échos- vient d'accéder à la première place des citoyens les plus fortunés d'Israël.

Un an après, nouvelle information -relayée le 27 juillet :

Le groupe Altice, détenu par le milliardaire Patrick Drahi, a annoncé avoir noué un partenariat stratégique avec NextRadioTV, maison-mère de la première chaîne d'information en France : BFM TV. L'accord prévoit, d'ici mars 2019, le rachat total de NextRadioTV par Altice.

Jeudi dernier, l'émission Complément d'enquête a consacré un reportage édifiant, incisif et audacieux à propos du nouveau magnat des médias (Libération, L'Express, RMC, BFM TV).

Un seul bémol, mais de taille : les deux journalistes Zoé de Bussière et Mathieu Rénier -qui se sont pourtant déplacés au siège israélien d'i24news- ont totalement passé sous silence l'engagement sioniste revendiqué de Drahi (un proche de l'ex-président Shimon Peres).

Même omission au sujet du parti pris pro-israélien systématique de sa "chaîne d'information" qui fut fondée par un ancien cadre de France 24 (Frank Melloul) pour contrer Al Jazeera auprès du public arabophone et qui est aujourd'hui chapeautée par Paul Amar, ancien journaliste du service public audiovisuel de l'Hexagone et chantre de la "Télévision de la République".

Le nouveau responsable du culte musulman est salarié par un milliardaire « sioniste » - Le 14.10.2015

À la tête du Conseil français du culte musulman depuis trois mois, Anouar Kbibech est directeur des systèmes d'information chez le groupe SFR, propriété du militant «sioniste» revendiqué Patrick Drahi.

Aujourd'hui, mercredi 14 octobre, le Conseil français du culte musulman adresse ses "voeux de bonheur, de santé et de prospérité" aux fidèles pour marquer le premier jour de l'année 1437 de l'Hégire.

Devenu président du CFCM à la date du 1er juillet : Anouar Kbibech, ingénieur franco-marocain âgé de 54 ans.

Kbibech

Sa spécificité au sein de l'islam hexagonal? Avoir oeuvré, en tant que vice-président du CFCM dans les années précédentes, au dialogue islamo-chrétien.

Son ambition déclarée pour son mandat de 2 ans? Travailler au rapprochement avec les instances de la communauté juive, dans le prolongement de ses actions passées, notamment dans l'association de "l'Amitié judéo-musulmane en France".

Lundi 12 octobre, il affirmait sur l'antenne de TV5 Monde vouloir inciter les "musulmans de France" à "s'ouvrir" davantage à leurs compatriotes juifs.

Le 22 février, au micro de Judaïques FM, l'homme qui avait appelé les musulmans à se joindre -sans rechigner- à la manifestation "Charlie" du 11 janvier tenait déjà le même discours unilatéral auprès de Jean Corcos, président délégué de la commission pour les relations avec les musulmans du Crif et collaborateur de l'association France-Israël (présidée par l'ultra-sioniste Gilles-William Goldnadel).

Aujourd'hui président du CFCM, Anouar Kbibech -décoré de l'Ordre national du mérite- va plus loin que son prédecesseur Dalil Boubakeur en acceptant de participer à la "convention nationale du Crif" dont la prochaine édition -organisée par l'islamophobe Roger Cukierman- se tiendra le 1er novembre (avec -en guest stars- Mohamed Sifaoui, Philippe Val, Alain Bauer,

Malek Boutih, Frédéric Encel, Meyer Habib et Bernard-Henri Lévy).

Si le CFCM bénéficie des cotisations d'environ 2500 mosquées pour assurer son fonctionnement, Kbibech continuera néanmoins d'exercer son activité professionnelle. Laquelle? Celle de "directeur des systèmes d'information" au sein du groupe SFR.

Et qui est devenu, en avril 2014, le propriétaire de l'opérateur de téléphonie mobile? Un certain Patrick Drahi, milliardaire né au Maroc, résident de l'axe Genève-Tel Aviv et citoyen ayant renoncé -en 2013- à la nationalité française.

La particularité de Drahi, généralement passée sous silence dans la presse traditionnelle et déjà rapportée en détail par Panamza?

Son "sionisme" militant et autoproclamé qui transparaît abondamment dans la ligne éditoriale de sa chaîne d'information i24news, fondée pour contrer Al Jazeera.

Kbibech sera-t-il encore plus zélé sur la question que son prédécesseur Boubakeur? Ce dernier n'avait pas hésité à afficher, entre autres marques de déférence envers la mouvance sioniste, son "admiration" pour "l'expansion d'Israël", quelques semaines seulement après la sanglante invasion de Gaza en 2009.

Sans oublier cet incident symbolique survenu l'an dernier : lors d'un rassemblement anti-Daesh, le service d'ordre de la Grande Mosquée (toujours dirigée aujourd'hui par Boubakeur) avait sommairement évacué un citoyen qui faisait connaître son exaspération à propos des massacres commis par l'armée israélienne.

L'installation de Kbebich à la tête du CFCM est d'ailleurs intervenue deux semaines après le lancement, par l'israélomane Manuel Valls, de la nébuleuse "instance de dialogue avec l'islam de France".

Nul ne peut aujourd'hui affirmer catégoriquement que Kbibech -dont la carrière et le salaire dépendent de Drahi- manifestera un zèle croissant, sous prétexte de "dialogue judéomusulman", envers la frange sioniste et radicale de la communauté juive.

Mais au regard de sa participation au prochain colloque de l'islamophobe et ultra-sioniste Roger Cukierman, il est d'ores et déjà permis de douter de sa représentativité des musulmans (pratiquants ou non) de France, hostiles -pour la vaste majorité- au colonialisme israélien et à la diabolisation de leur religion.

Le Pen fustige la « soumission » à l'Union européenne? Son bras droit est un serviteur d'Israël - Le 08.10.2015

Mascarade. Mercredi, Marine Le Pen a taclé François Hollande, présenté comme le «vice-chancelier» d'Angela Merkel, aux côtés de l'eurodéputé Nicolas Bay, numéro 3 du FN et membre de la "délégation pour les relations avec Israël".

Relayée aussitôt par le compte youtube du Front national, la déclaration a été tenue hier, au Parlement européen de Strasbourg.

Marine Le Pen y critique l'abandon de la "souveraineté" par François Hollande, sa "soumission" à "Bruxelles, Berlin et Washington" avant de conclure en dénonçant la "vassalisation" de l'Union européenne envers l'Allemagne.

À ses côtés, un autre eurodéputé du FN : Nicolas Bay, 37 ans, secrétaire général du parti depuis décembre 2014.

France 2 a consacré, la semaine dernière, un bref portrait au "numéro 3" du FN.

13h15 le dimanche. L'itinéraire sinueux du secrétaire général Nicolas Bay

Un détail éloquent y est passé sous silence : son appartenance à un groupe singulier du Parlement européen.

Son nom : "la délégation pour les relations avec Israël". Nicolas Bay figure parmi ses 18 membres (sur 751 eurodéputés).

Leur interlocuteur privilégié en Israël : Yaakov Peri, parlementaire de la Knesset, ex-ministre de Netanyahou et ancien dirigeant du Shin Beth.

Depuis Jérusalem, son président- l'eurodéputé italien Fulvio Martusciello (un proche du "pro-israélien" Silvio Berlusconi)- a annoncé, jeudi dernier, qu'il travaillait actuellement à la formulation d'une résolution pour interdire le boycott des produits israéliens. Son inspiration revendiquée? La loi française.

En juillet, Martusciello réitérait son engagement pour donner "une meilleure image d'Israël" dont la mauvaise réputation sur la

scène internationale serait uniquement basée, selon lui, sur un "manque d'éducation" de ses détracteurs.

Plus grave, le président du groupe de Bay avait chaleureusement accueilli -au nom de ses collègues- Yoav Mordechai, criminel de guerre israélien.

Rappel : de 2004 à 2009, une certaine Marine Le Pen était également membre de la délégation pro-israélienne du Parlement européen.

Nulle surprise, dès lors, à ce que la charge enflammée et récurrente de Nicolas Bay contre ces "binationaux impliqués dans les réseaux djihadistes, en France ou à l'étranger" passe délicatement sous silence d'autre citoyens munis d'une double nationalité : ceux partis en Israël pour servir une armée d'occupation coupable de crimes de guerre.

Au PS, les jeunes loups sont surnommés « les juifs israéliens » - Le 12.10.2015

Entrisme communautaire. Le 4 octobre, Le Monde rapportait le propos d'un responsable du Parti socialiste au sujet des chouchous du président Hollande, surnommés -comme le faisait déjà François Mitterrand- les "sabras", terme hébreu désignant les juifs nés en Israël.

C'est un terme souvent utilisé par les journalistes politiques pour relater la vie interne du Parti socialiste mais il n'est jamais explicité.

Comme s'il allait de soi.

Le dimanche 4 octobre, Le Monde publiait ainsi un article relatif à la "génération Hollande" au sein du PS et, plus précisément, du gouvernement Valls.

Sabras

"Sabra" emblématique de la "Hollandie" : Emmanuel Macron, protégé de Jacques Attali, ancien de la banque Rotshchild et opposant au boycott économique d'Israël.

Embauché à l'Élysée via Attali, le pro-israélien François Hollande était lui-même considéré comme un "sabra" de la "Mitterrandie".

Quant à Manuel Valls, il était davantage, dans les années 80, un "sabra du rocardisme" selon l'expression employée par son ami Stéphane Fouks, ancien membre du "comité sioniste" du Mouvement des jeunesses socialistes, aujourd'hui co-directeur du Crif.

Dans un ouvrage consacré à François Mitterrand, Jack Lang aborde brièvement l'origine du mot "sabra", utilisé au PS depuis la fin des années 70. Lang

Selon le dictionnaire Larousse, "sabra" désigne désormais tout "juif né en Israël".

Jack Lang, président pro-israélien de l'Institut du monde arabe, n'explique pas la genèse de l'usage -au sein du PS- d'un tel terme connoté.

Mitterrandie et Hollandie, territoires israéliens?

Il faut se référer à un autre pillier de la "Mitterrandie" pour tenter de résoudre ce mystère.

Aujourd'hui, lundi 12 octobre, André Rousselet, ancien député, fondateur de Canal + et exécuteur testamentaire de François Mitterrand, dévoile son autobiographie. Extrait :

Rousselet

Jacques Attali, l'homme qui prône la co-réalisation "juive" d'une "bourgeoisie musulmane", était le cofondateur -avec Georges Dayan- d'une association dénommée "Socialisme et judaïsme" (à laquelle appartient aujourd'hui Benjamin Djiane, conseiller discours de Valls). Le but de cette structure : "double mission: amener la majorité des voix juives dans l'escarcelle du PS et initier les cadres de ce dernier aux charmes de l'État d'Israël".

Considéré comme le meilleur ami de Mitterrand, Dayan -un natif d'Oran décédé en 1979- avait été présenté par l'Agence télégraphique juive comme un "ami de longue date d'Israël et des causes juives".

Tendrement surnommé "général" par Jack Lang (en référence au général et criminel de guerre israélien Moshe Dayan), Georges Dayan exprimait une vive hostilité à l'encontre de l'Organisation de libération de la Palestine, composée, selon lui, de "voyous et de malfrats, Arafat le premier". L'homme qui gérait (selon le Figaro Magazine) les "dossiers politiques ultra-sensibles" de Mitterrand avait également été son émissaire spécial auprès de Shimon Peres, responsable du programme nucléaire illégal de l'État hébreu.

Au lendemain de son élection (le 10 mai 1981), Mitterrand -le premier président français à se rendre en Israël (et dont le fils Jean-Christophe avait vécu dans un kibboutz)- avait dédié son premier geste public à Dayan, son recruteur de "sabras", en se recueillant sur sa tombe.

Désinformation. Propagande de l'Empire contre la Hongrie

- Hongrie: Des médias au service de la haine ? - les-crises.fr 11.10

“Des médias au service de la haine” – quel aveuglement quand on publie ceci dans l’Obs quand même…

Quelle époque formidable : une image saisit une abrutie en Hongrie – et ça sert à semer la haine envers les Hongrois.

On observera aussi comment les médias jouent leur rôle de chiens de garde réguliers pour critiquer sans cesse tout pays qui s’écarte de la sainte religion apostolique et bruxelloise : Russie, Venezuela, Chine, Brésil, Cuba, Argentine, Iran, Syrie, Hongrie – alors qu’ils sont beaucoup plus discrets sur longue période envers Israël, le Qatar ou l’Arabie Saoudite…

Source : L’Obs, 10/10/2015

Les images de la cameraman donnant des coups de pied à des migrants ont fait le tour du monde, faisant passer les journalistes hongrois pour les complices du régime populiste de Viktor Orbán. A Budapest, la situation n’est pourtant pas si simple. les-crises.fr

Je vous passe le reste de l'article.

Commentaires d'internautes.

1- "Bonjour. Je vis à Budapest. L’Obs fait partie de ces “grands médias” mis “au pas cadencé” par leurs propriétaires. L’essentiel de ce qu’on raconte en France sur la Hongrie est de la désinformation, ce que j’ai eu l’occasion de dire dans un commentaire à un papier du correspondant du Monde à Budapest.

Le “populiste” Orban, qui a bien des défauts, n’en a pas plus que Sarko, ou Hollande, et il se trouve que sa politique traduit ce que veulent ou acceptent une majorité de Hongrois, du moins autour de moi. Il n’est pas pire que tous nos dirigeants européens, mais lui au moins, défend les intérêts nationaux de son pays, fût-ce sous des formes et avec des mots qui font sursauter nos droitdelhommistes professionnels qui condamnent l’extrême droite et passent leur temps à lui faire la courte échelle. Il a même pris des décisions économiques (sur les retraites, le prix du gaz, les crédits d’accession à la propriété, la politique familiale) qui feraient rêver en France, ce qui explique en partie sa longévité politique et sans doute une partie de la haine qu’on lui voue à Bruxelles. En tout cas, si je vis dans un système totalitaire, je ne m’en rends pas compte, sans doute pour trop lire la presse locale…"

2- "La question des réfugiés est mal abordée.

En effet c’est aux responsables de payer leurs fautes. A quoi sert le TPI?

Il devrait condamner les états responsables du soutien aux djihadistes à une lourde amende pour indemniser les pauvres gens qui fuient la guerre qu’ils n’ont pas voulue.

L’ Arabie Saoudite, le Qatar et les USA condamnés à nourrir et loger les réfugiés, ou à financer l’accueil.

Il devraient rembourser l’appauvrissement des peuples qui n’ont déjà pas tous les moyens pour eux-mêmes et auxquels on veut faire payer un accueil qui les appauvrit encore plus.

Mais rien n’est prévu dans ce domaine.

C’est toujours aux peuples européens de moins en moins riches de payer les dégâts des autres, alors que les riches saoudiens et

les autres responsables richissimes ne font rien.

Provoquer la mendicité pour réduire les peuples à se soumettre en échange de la générosité des maîtres qui leur accorderons le minimum pour les aider à survivre contre un travail esclavagiste.

C'est un peu caricaturé, mais je m'interroge sur certaines choses qui pourraient laisser penser qu'elles sont orchestrées, surtout quand de surcroît, la bienpensance veut culpabiliser les peuples qui oseraient protester."

3- "Vous avez bien raison de faire porter la responsabilité de ses afflux de réfugiés sur Les USA et ses alliés du Golfe. mais c'est un peu court, la France de Sarkozy et Hollande y ont leur grande part, comme le Royaume Uni, comme l'Otan, l'UE et tous ces membres et dirigeants bellicistes hystériques. et puis la Turquie qui vide ses camps de réfugiés et Merkel qui dit "je prend le tout", encourageant un peu plus cet exode. dans cette vaste zone qui englobe aussi l'Afrique, les Maîtres du Bloc Amerik-Occident déstructurent les société, imposent leurs règles coloniales et en cas de désobéïssance bombardent et liquident même leurs anciens complices comme Saddham Hussein et/ou clients Khadaffi et Bachar."

4- "Problème :

1. certains pays de l'U.E + (selon les cas) US/Qatar/Arabie déclenchent (ou suscitent) des guerres civiles
2. les populations de ces zones de guerre fuient les combats
3. nombre d'entre eux prennent la direction de l'Europe
4. que faire :
a. les faire s'écraser contre un mur ?
b. les accueillir et les intégrer à nos sociétés et nos économies en faillite, pour le plus grand bonheur des entrepreneurs les moins scrupuleux ?
c. les accueillir et faire financer leur accueil par les responsables de ces guerres, incitant ainsi ces derniers à réparer les dégâts de façon a ce que ces gens puissent ensuite retourner chez eux ?"

5- "“alors qu'ils seront beaucoup plus discrets sur longue période envers Israël, le Qatar ou l'Arabie Saoudite…” vous pouvez rajouter la Turquie à cette liste.

Nous l'avons vu en début de semaine lors de l'incursion d'un avion de chasse russe dans le ciel turc. Tous nos médias se sont acharnés à dénoncer haut et fort cet acte "odieux" mais ils ont été beaucoup plus discrets lors des bombardements des zones kurdes par les avions de l'armée turque peut-être au motif de la solidarité entre les membres de l'Otan.

Et depuis hier et cet odieux attentat à Ankara, nos médias auront du mal à disculper "notre allié" Erdogan. On a attribué à Goebbels la citation "plus le mensonge est gros et plus il passe" mais à force de cumuler de gros mensonges ça ne passe plus. Les réactions hier tant en Turquie (pays pourtant où les médias sont rudement cadenassés) que dans le reste de l'Europe, les réactions sont unanimes contre Erdogan."

6- "(admirons au passage la formule tout en "retenue" du Monde ("Le gouvernement islamo-conservateur a souvent été la cible de la colère des manifestants, en grande partie kurdes") en total décalage avec les slogans déployés.

Le prix a payer est très élevé et j'ai bien peur que l'on ai pas fini de payer l'addition, mais il va être de plus en plus difficile pour nos gouvernements démocratiques et nos médias serviles de nous rouler dans la farine. Les grosses ficelles deviennent des cordes mais les cordes peuvent également lâcher !"

ACTUALITE EN TITRES

Faites chauffer la planche à billets pour le compte de la spéculation...

- La Bourse de Paris confirme son rebond grâce aux banques centrales - AFP

L'esprit Charlie plane sur la Turquie... et sur la France.

- La justice turque muselle la presse sur l'attentat d'Ankara - euronews.com

- France. Armées : le recrutement dopé par l'effet «Charlie» - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre

- Les Etats-Unis déploient 300 soldats au Cameroun pour lutter contre Boko Haram - euronews.com

- Les Etats-Unis prolongent leur mission en Afghanistan - euronews.com

- Arabie: cinq morts et neuf blessés dans une fusillade sur un lieu de culte chiite - AFP

France. Etat policier.

- Ile-de-France: quinze gardes à vue après une vaste opération de police dans les transports - AFP

Cambadélis a été à bonne école. Il fallait y penser.

- Fraude au référendum du PS - LeMonde.fr Référendum du PS : la fraude à portée de clic. Et pour cause : le nombre de votes par personne semble être illimité, en prenant simplement soin de modifier à chaque vote son adresse e-mail. LeMonde.fr 16.10

Comment "deux Français sur trois"... deviennent de droite.

- Pour deux Français sur trois, la droite ne peut pas avoir Sarkozy comme candidat en 2017 - AFP

Il faut donc en déduire que "deux Français sur trois" seraient de droite, sinon ils ne seraient pas concernés, CQFD.

En réalité c'est beaucoup plus que cela, mais par méprise ou ignorance...

On l'avait annoncé il y a des mois.

- Oscar Pistorius retrouvera (provisoirement ?) la liberté le 20 octobre - euronews.com

L'ancien athlète sud-africain Oscar Pistorius pourrait sortir de prison dès mardi prochain. C'est du moins ce qu'a décidé ce jeudi la commission des libérations anticipées.

Les faits remontent à février 2013. Durant la nuit de la Saint-Valentin, l'ancien athlète avait tué par balle sa compagne, la top model Reeva Steenkamp qui était enfermée dans les toilettes de leur domicile à Pretoria. Lors du procès, il avait plaidé la méprise, affirmant qu'il pensait qu'un voleur s'était introduit dans la villa et s'était caché dans les toilettes. euronews.com 16.10

Quand ils ont sorti l'affaire et que les médias en choeur se sont engouflés dedans en prenant sa défense, au regard des faits et de leur attitude, je me suis tout de suite dit qu'il était coupable mais que l'impunité l'emporterait.

J'ignore à quel niveau se situe les rapports entre Oscar Pistorius et la classe dominante australienne, mais ils existent assurément.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Asie centrale et Russie

- L'Asie centrale fait bloc derrière Poutine face aux menaces islamistes - euronews.com

Vladimir Poutine et les chefs d'État de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Kirghizstan et du Turkménistan se sont mis d'accord pour renforcer leur coopération contre le terrorisme lors de leur sommet régional à Burabay.

Inquiètes de voir des milliers de leurs ressortissants rejoindre les rangs de l'organisation jihadiste État islamique, les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, à majorité musulmane, soutiennent également sans état d'âme les frappes aériennes russes en Syrie.

Mais au-delà de la Syrie, c'est l'instabilité de l'Afghanistan voisin, où les talibans repartent à l'offensive, qui préoccupe les dirigeants d'Asie centrale.

L'armée russe a déployé il y a dix jours des hélicoptères de combats au Tadjikistan, pour renforcer sa base militaire située à la frontière de l'Afghanistan. Néanmoins, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, observent avec inquiétude le nouveau virage interventionniste de la Russie.

Ce virage intervient alors que Barack Obama a annoncé hier que des troupes américaines resteraient en Afghanistan après 2016 contrairement à ses promesses électorales. Comme Moscou, Washington s'inquiète de plus en plus de la recrudescence des affrontements entre les forces afghanes et les talibans. euronews.com 16.10

L'inquiétude serait plutôt dans le camps de l'OTAN que relaie maladroitement Euronews...

Un complément sur la Russie

- Drone russe abattu par Ankara? - sahartv.ir

Réagissant à l'annonce par la Turquie d'avoir abattu et écrasé un drone de nationalité non identifiée dans l'espace aérien turc près de la frontière avec la Syrie, Moscou a indiqué que tous les avions russes en Syrie ont regagné leur base.

Selon l'IRNA, le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, a assuré que tous les avions de chasse ont regagné leur base et que tous les drones russes fonctionnent normalement.

"Tous les avions russes en Syrie ont regagné la base aérienne de Hmeimim après avoir rempli leurs tâches militaires. Les drones russes, qui surveillent la situation en Syrie et font du renseignement, fonctionnent normalement comme prévu", a affirmé le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, cité par l'agence officielle TASS.

La Turquie s'oppose à la coopération russo-syrienne dans la lutte contre les terroristes surtout les daechistes. Plus de 500 cibles parmi les repaires des terroristes ont été visées durant les 18 jours d'opérations conjointes Damas/Moscou. sahartv.ir 16.10

Commentaires d'internautes sur la guerre contre la Syrie.

1- Russes, Syriens et iraniens attaquent Al-Nosra et l'EI, ... les Etats-Unis expriment leurs inquiétudes ... tout est dit.

2- Syrie Les USA la Turquie et le Qatar veulent le gisement de gaz en mer syrienne http://www.valeursactuelles.com/monde/quand-daech-a-attaque-les-avions-americains-ont-survole-la-zone-pendant-longtemps-sans

Les raisons de l'attitude de l'Europe et des Etats-Unis ? Les gouvernements sont en réalité en train de « travailler pour la sécurité d'Israël et pour diviser la Syrie et l'Irak, afin de mettre la main sur les richesses de ces pays. Il ne s'agit pas seulement de pétrole, parce que, au large de nos côtes, un très grand gisement de gaz a récemment été découvert. Il existe également un enjeu concernant les pipelines que l'Arabie saoudite et le Qatar voudraient construire vers l'Occident

Révélations. Mgr Hindo, archevêque syro-catholique d'Hassaké, au Nord-Est de la Syrie a répondu aux questions de l'agence de presse américaine CNS. Son point de vue est catégorique : la stratégie américaine en Syrie est « ambiguë L'intervention russe est « positive » car « elle cible réellement Daech »

L'intervention de la Russie en Syrie est « positive » car « elle cible réellement Daech ». Effectivement, il assure que les récentes frappes russes ont « démontré leur efficacité contre le groupe Daech » et auraient permis de faire battre en retraite l'organisation terroriste, vers le désert irakien

En revanche la stratégie américaine « inefficace et ambigüe ». Selon lui, l'intervention américaine serait faite « pour la galerie ». En outre, Washington ne bombarderait pas les groupes djihadistes

Palestine occupée

- Nouvelle escalade de violences dans les territoires palestiniens - euronews.com

Ce vendredi, jour de prière, les violences se sont multipliées dans les territoires palestiniens. Dans la bande de Gaza, au moins deux Palestiniens ont été tués lors de heurts près de la frontière avec l'Etat hébreu.

En Cisjordanie, des affrontements avec les forces israéliennes ont émaillé la journée, comme ici à Bethléem.

A l'aube déjà, un incident s'est produit au tombeau de Joseph, un lieu vénéré par les juifs situé à Naplouse. Des Palestiniens ont lancé des coktails Molotov sur ce site enclavé au coeur d'un camp de réfugiés. Le président Mahmoud Abbas a dénoncé un acte qualifié d'irresponsable et a promis une enquête.

Mais chez les militants, la colère ne cesse de monter. Ici à Jénine, des membres des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, branche armée du Fatah, mettent en scène leur promesse de vengeance.

Dernier incident notable, non loin de Hébron, un Palestinien, déguisé en photographe de presse, a été abattu après avoir poignardé un soldat israélien qui a été sérieusement blessé. Portant le gilet jaune des journalistes, l'agresseur a pu s'approcher d'un groupe de soldats postés près de la colonie de Kiryat Arba. euronews.com 16.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Bâtiment : l'URSSAF en guerre contre les primes repas - Francetv info

Les primes repas dans le secteur du bâtiment (800 000 ouvriers en France) sont dans le collimateur de l'URSSAF. L'organisme épluche les notes de frais et sanctionne sévèrement.

Les abus ne passent plus aux yeux de l'URSSAF. Frédéric Mercier, patron d'une entreprise du bâtiment, doit payer une note salée : 12 000 euros d'arriérés de charges. Avant, il appliquait la règle d'usage qui voulait que pour un chantier à moins de 10 kilomètres, il s'acquitte du restaurant mais pas des charges. Désormais, l'URSSAF veut que tout repas soit taxé.

Les ouvriers vont devoir reprendre leurs habitudes anciennes du sandwich ou de la gamelle. "En plein hiver, c'est pas facile de manger froid", déclare Loïc Deschamps, l'un d'eux. Francetv info 16.10

Mon père dans les années 50 a failli en crever un jour après avoir mangé sa gamelle froide sur un chantier, apparemment il n'y avait rien pour la faire chauffer.

2- Air France: onze salariés convoqués par la police - AFP

Onze salariés de la branche cargo d'Air France sont convoqués par la police mardi et mercredi pour être entendus dans le cadre de l'enquête sur les incidents survenus en marge de la manifestation du 5 octobre, a-t-on appris vendredi de sources syndicales.

Certains sont suspectés d'avoir "secoué la grille" séparant les manifestants de la salle du comité central d'entreprise (CCE), dans laquelle des dirigeants d'Air France ont été pris à partie avant de s'enfuir, a précisé une de ces sources.

Selon elle, les auditions auront lieu à la police aux frontières (PAF) de Roissy, chargée de l'enquête.

En outre, deux pilotes, soupçonnés par la compagnie d'avoir ouvert "un accès avec leur badge" lors de l'envahissement du CCE, ont été "mis à pied jusqu'à début novembre", a indiqué à l'AFP Véronique Damon du SNPL, le syndicat de pilotes majoritaire à Air France. Ils ne sont pas adhérents au syndicat, a-t-elle précisé.

"Ca nous paraît être une réaction un peu excessive s'ils ont simplement ouvert les portes pour éviter qu'elles ne soient défoncées", a-t-elle poursuivi.

Ces sanctions s'ajoutent aux mises à pied sans solde, déjà prononcées à titre conservatoire à l'encontre des cinq salariés qui doivent être jugés le 2 décembre pour violences aggravées. La plupart travaillent au Cargo d'Air France.

Dans cette branche dédiée au fret, des salariés ont cessé brièvement le travail vendredi.

"Au cours d'une réunion, le responsable de l'activité cargo a dit que les cinq salariés seraient licenciés", a affirmé à l'AFP Laurent Dahyot (CGT). "C'est illégal et dangereux", car la procédure disciplinaire n'est pas terminée, a de son côté accusé Mehdi Kemoune, du même syndicat.

"La procédure est en cours et un conseil de discipline paritaire se réunira pour décider des sanctions qui seront appliquées", a répondu à l'AFP une source proche de la direction.

Selon elle, le responsable du service cargo "a rappelé les différents degrés de sanctions qui vont de l'avertissement au licenciement". Les faits sanctionnés sont "les violences, les dégradations et l'atteinte à la propriété privée".

La procédure durera environ deux mois, entre l'avis des délégués syndicaux et la décision de la direction qui statue après le conseil de discipline.

Pour la CGT, un autre évènement a "mis le feu aux poudres" vendredi, incitant au débrayage. D'après M. Dahyot, un salarié du Cargo a reçu "par erreur" un courrier pour un entretien préalable à une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement.

Sa femme qui l'a ouvert en son absence, "est tombée en larmes devant ses enfants". Le salarié a ensuite "reçu un coup de fil de son chef de service cinq à six heures après pour lui dire que c'était une erreur", a rapporté le syndicaliste. La direction a ensuite envoyé une lettre reconnaissant son erreur, "sans s'excuser", a-t-il rapporté. AFP 16.10

3- Retraites complémentaires : un accord trouvé - Francetv info

Ce vendredi 16 octobre, un accord a été trouvé entre partenaires sociaux et patronat. Peut-on pour autant dire que le régime de retraites complémentaires est sauvé ? La journaliste Magali Boissin fait le point en direct du siège du Medef. "Ces régimes de retraites complémentaires sont sauvés, oui, mais à court terme seulement. Pourquoi ? Parce que cet accord devrait permettre six milliards d'euros d'économies d'ici 2020, mais cela ne résout pas tous les problèmes financiers de l'Agirc et l'Arrco qui devraient rester largement déficitaires en 2020 d'au moins deux milliards d'euros. Du coup rien n'est garantie ce soir à long terme", explique la journaliste de France 2.

- CGT et FO rejettent les propositions du Medef sur les retraites - Reuters

La CGT et Force ouvrière ont rejeté vendredi de nouvelles propositions patronales visant à redresser les finances des retraites complémentaires des salariés en incitant ces derniers à travailler plus longtemps par un système de bonus-malus.

Malgré une nouvelle révision à la baisse des décotes envisagées par le Medef et un geste supplémentaire en matière de cotisations patronales, les négociateurs de ces deux syndicats ont estimé que ces propositions restaient inacceptables.

"Le projet d'accord qui est sur la table acte de fait le report de l'âge de départ en retraite et la baisse du niveau des pensions", a expliqué le négociateur de la CGT. "C'est très mauvais pour le monde du travail et les retraités."

"C'est la direction confédérale de la CGT qui prendra la décision officielle mais la délégation a une position tout à fait négative sur ce projet d'accord", a ajouté Eric Aubin. "On nous a dit que le texte n'était pas modifiable. La négociation est terminée, donc on s'en va."

La délégation de FO a également jugé la négociation terminée et quitté le siège du Medef. Son chef de file, Philippe Pihet, a mis dans la balance sa démission de la vice-présidence de l'Arrco, l'une des deux caisses de retraites complémentaires des salariés du secteur privé, avec celle des cadres, l'Agirc.

Les délégations de la CFDT, de la CFE-CGC et de la CFTC sont pour leur part restées au siège du Medef pour examiner plus avant le nouveau projet patronal, plus proche de leurs propres propositions. (Un douc euphémisme pour ces jaunes. - LVOG)

Ces trois syndicats font figure de signataires potentiels d'un éventuel accord, qui devra cependant encore être rédigé en bonne et due forme dans les semaines à venir. Reuters 16.10

Qu'est-ce qu'on dit ? Merci à tous ceux qui ont soutenu la politique contractuelle (ancêtre du dialogue social) mise en place dans les années 50-60, dont les lambertistes(OCI-POI), les pablistes (LCR-NPA) et la secte LO. C'est dans ce cadre que seront signés tous ces accords pourris depuis des décennies, ce n'est pas tombé un jour du ciel. Ah ben oui, que voulez-vous, le contexte a connu quelques modifications depuis (sic !) et personne ne pouvait le prévoir, ben voyons ! On ne leur demandera pas de l'assumer puisqu'ils savaient pertinemment ce qu'ils faisaient.

Tous ces accords scélérats sont le produit du refus des trotskystes de rompre avec les appareils corrompus des syndicats et de les combattre.

Leurs dirigeants s'en sont accommodés moyennent des avantages en nature qu'ils ont négociés dans notre dos et ils n'ont eu aucun mal à justifier leur collaboration de classes tant qu'il y avait du "grain à moudre" (Bergeron), dès lors que chacun y trouvait

son compte, y compris ou surtout leurs propres militants. D'un côté ils les corrompaient ou ils les amenaient à s'aligner sur le réformisme, de l'autre cela leur permettait de s'appuyer sur l'immene majorité de leurs militants qui n'y voyaient que du feu ou ne trouvaient rien à y redire et les soutenaient, pour virer tranquillement ceux qui avaient compris ou commencé à comprendre qu'en réalité ils avaient tourné le dos au socialisme.

Plus tard, lorsque les capitalistes allaient lancer leur offensive généralisée contre la classe ouvrière, pour s'attaquer à tous ses droits ou acquis les dirigeants syndicaux devaient recourir au même mécanisme de collaboration de classes qui avait fait des merveilles au cours des décennies précédentes pour préserver la paix sociale ou la stabilité du régime, mais cette fois sans contrepartie, ce qui un jour ou l'autre allait provoquer une crises dans les courants trotskystes à la traîne des appareils des syndicats vendus.

Leurs militants sont aujourd'hui désemparés pour avoir ainsi été trompés volontairement et ils n'ont plus que leurs yeux pour pleurer, on ne s'en réjouit pas, on pleure avec eux... depuis bien plus longtemps qu'eux.

C'est terrible de se croire à l'abri de toute mystification ou manipulation et de s'apercevoir un jour qu'on en est victime depuis de nombreuses années. On est tous un jour passé par là au cours de notre vie, se leurrer soi-même en confondant ce qui est et ce qu'on voudrait qui soit. Le pire serait encore de ne pas en tirer tous les enseignements et de croire que par miracle ces dirigeants pourraient changer d'attitude, ce qui est impossible puisque c'est devenu leur raison d'être, leur gagne pain, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils s'en privent, sinon qu'est-ce qu'ils deviendraient, vous y avez pensé ? Si vous n'en êtes pas convaincu, relisez ce qu'Engels et Lénine ont écrit à ce sujet, eux ils ne badinaient pas avec les principes.

Ces dirigeants poursuivaient un autre objectif que celui qu'ils affichaient et qu'ils avaient abandonné ou auquel ils n'avaient jamais cru. C'est quelque chose qu'on a du mal à imaginer même quand on en a la preuve sous le nez parce que cela nous arrange, c'est ainsi qu'on fait son propre malheur ou qu'on devient le complice d'escrocs. Maintenant personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Exigez que vos dirigeants rompent immédiatement avec les appareils des syndicats, et en fonction de leur réponse chacun sera libre d'en tirer les conclusions correspondant à ses convictions ou à la définition de son engagement politique. Ajoutons et d'en assumer toutes les conséquences, car à ce niveau-là chacun est responsable.

Haut de page

Le 18 octobre 2015

CAUSERIE

Rien à ajouter.

ACTUALITE EN TITRES

Bienvenue dans leur monde mafieux.

- Apple doit payer 234 millions de dollars pour violation de brevet - La Tribune

- JPMorgan paiera le plus dans un accord amiable de 12 banques - Reuters

Intox. Une broutille sachant qu'ils spéculent sur des milliers de milliards de dollars qui leur en rapportent des dizaines ou des centaines !

- Mondial de football-2006: l'Allemagne a-t-elle acheté son "conte d'été?" - La Tribune

Du lambertisme au schivardisme le temps est désormais compté.

- La fin des cabines téléphoniques annoncée - Francetv info

D'ici deux ans, elles auront toutes disparu du paysage, mais certaines communes refusent de s'en séparer. Francetv info 17.10

Autant dormir pour ne plus y penser.

- Matthieu Ricard médite pour "s'affranchir des causes de la souffrance" - Francetv info

On retiendra que c'est l'homme qui en est responsable et qu'il faut changer et non la société soumise au capitalisme.

Voilà un excellent sujet de méditation.

Voilà qui devrait rassurer les féministes lobotomisées.

- Non, la taille ne compte pas. Celle du cerveau, du moins... - Slate.fr

Voilà cent cinquante ans que l'on fait l'association entre l'intelligence et la taille du cerveau. Il était donc temps que les scientifiques se penchent un peu plus sérieusement sur la question.

«Bien qu'une faible corrélation puisse exister entre les deux, dans les faits, le volume du cerveau n'a en réalité que peu d'incidence sur l'intelligence», confie à Neuroscience & Biobehavioral Reviews Jakob Pietschnig de l'université de Vienne.

Ainsi, si les hommes ont tendance à avoir un cerveau plus volumineux que les femmes, ils n'obtiennent pas de meilleurs résultats aux tests de QI, rappelle le site Newser qui s'est intéressé au sujet. Slate.fr 17.10

Quel aveu tout de même, même s'il est nuancé !

Tout cela est dit avec tellement de légèreté qu'on se demandera ce qu'il y a de "scientifique" là-dedans...

Intox. Propagande toujours plus misérable.

- La journée mondiale du refus de la misère - Francetv info

Une bonne nouvelle pour finir.

- Coupe du monde de rugby : les Bleus condamnés à l'exploit - Francetv info

Quelques heures plus tard.

- Coupe du monde de rugby : les All Blacks écrasent la France (62 - 13) qui termine son mondial sur un échec retentissant - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Les masque tombent. Pragmatisme et populisme au service du néolibéralisme.

- L'Union des démocrates et des écologistes naît avec la bénédiction du PS - AFP

L'Union des démocrates et écologistes (UDE) a tenu samedi sous les auspices du PS son congrès fondateur à Paris, en proclamant son soutien à la politique du gouvernement et sa volonté d'y exercer des responsabilités.

Le mouvement, présidé par le sénateur Jean-Vincent Placé, résulte de l'union du Front démocrate de Jean-Luc Bennahmias avec Ecologistes!, fondé par le député François de Rugy.

Les trois hommes avaient posé les bases de cette union début septembre, quelques jours après la démission avec fracas de MM. Placé et de Rugy d'Europe Ecologie-Les Verts, dont ils avaient dénoncé la "dérive gauchiste".

"Oui, nous soutenons le gouvernement, oui, nous soutenons (le président) François Hollande. Nous sommes des gens responsables, pragmatiques", a déclaré dans son discours introductif Jean-Luc Bennahmias.

"Des journalistes me disent parfois: "vous faites ça parce que vous voulez gouverner" (...) Nous assumons pleinement: si nous créons un rassemblement, c'est parce que nous considérons que l'écologie a vocation à entrer au gouvernement", a expliqué M.

de Rugy devant une assistance d'environ 300 personnes, rassemblées à l'appel des deux formations dans une salle de la Cité des sciences et de l'industrie (Paris XIXe).

Au premier rang se trouvait le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. Des membres du PRG, du Mouvement des progressistes de Robert Hue, du MRC et du Mouvement écologiste indépendant étaient également présents.

M. Cambadélis a salué à la tribune la démarche impulsée par l'UDE. "Vous êtes l'avant-garde du chemin de l'union", leur a-t-il dit. "Bravo pour avoir décidé dès le départ de vous situer du côté de la gauche du réel, la gauche de la transformation écologique et sociale de notre société", les a-t-il félicités. AFP 17.10

Pourquoi tous ces gens peuvent-ils se livrer à une telle imposture, sinon qu'elle correspondait à la véritable nature de leur engagement politique ou de leurs réelles intentions que l'on s'est évertué à déformer ou présenter sous un angle avantageux pour les rendre fréquentables et s'encanailler ensuite avec cette pourriture, car leurs pincipes , leurs valeurs, leurs scrupules ou leur morale n'avaient rien à envier à celle de nos ennemis. Dès lors, ceux qui ont monté cette escroquerie politique, valaient-ils mieux ? La crise du CCI-POI et du NPA répond à cette question.

PS. Des militants introuvables.

- Le PS veut porter plainte après des "incidents" à son référendum - Reuters

« Il faut se réjouir que notre démocratie s'affirme » à travers cette initiative, a répondu le Premier ministre aux questions d'une journaliste sur la fiabilité de la consultation, lancée vendredi sur internet et dans quelque 2.500 des bureaux de vote physiques en France.

Organisé jusqu'à dimanche soir, le vote suscite railleries et critiques en raison de doutes sur sa fiabilité et sur l'ampleur de la participation. « Il y a toujours sur le net des plaisantins ou ceux qui sont mal intentionnés qui cherchent à détourner le vote », a concédé Manuel Valls, avant d'indiquer avoir « toute confiance dans les capacités de Jean-Christophe Cambadélis (Premier secrétaire) à bien organiser ce vote ». 20minutes.fr 17.10

- Six indices qui montrent que le référendum du PS vire au fiasco - Francetv info

Vendredi matin, des journalistes de francetv info ont réussi à voter à plusieurs reprises, sur internet comme auprès de militants qui tiennent des points de vote dans Paris. sur les points de vote, pas besoin de carte d'identité.

Sur les points de vote, la procédure est minimaliste : un nom, une date de naissance et une adresse postale ou électronique, et le vote est enregistré. Nous décidons de faire le test, en falsifiant notre adresse postale. Notre carte d'identité ne nous est pas demandée. Impossible, dès lors, pour le Parti socialiste, de s'assurer que nous ne revoterons pas une deuxième fois, puis une troisième fois, puis une quatrième fois…

Sur Internet, il suffit de créer des adresses électroniques à la chaîne pour voter encore et encore. Sans compter que la plateforme prend en compte les adresses temporaires et jetables de type Yopmail. francetvinfo.fr 17.10

Le débat qui tue... Un aveu.

Le PS a raison de fuir "les débats à gauche", qui effectivement "faisaient plus monter le score du FN", dès lors que le discours de cette pseudo-gauche s'apparentait au populisme pour finalement témoigner sa soumission au régime au même titre que le PS, ce qui ne pouvait que ressortir lors de ces "débats" et se traduire par son rejet par les travailleurs après en avoir déduit que ce discours n'était pas différent de celui que le PS leur tenait hier et n'était destiné qu'à les embobiner pour le compte du PS.

Ce qui fait le "plus monter le score du FN", c'est l'inconsistance de la pseudo-gauche, son imposture, sa soumission au capitalisme qui ressort de son discours, sans parler de son infâme expérience passée.

Cette subordination au régime et au PS de cette vermine est inscrite dans la question de ce "référendum de la gauche" qui prête au gouvernement des "engagements" qu'il n'avait jamais pris réellement sauf à extraire quelques déclarations de leur contexte et les traiter sous la forme d'abstractions auxquelles on peut faire dire tout et son contraire pour berner les incrédules, tout en prétendant qu'il pourrait mener "une politique de gauche", ce qui revient à semer des illusions dans le PS et le gouvernement pour lesquels la pseudo-gauche roule.

La pseudo-gauche encourage en somme les travailleurs à se fier aux "engagements" (contradictoires) qu'avaient pris Hollande et le PS, qui finalement n'engageaient que ceux qui étaient assez idiots pour les croire au lieu de s'en tenir aux faits. Socialiste en parole, social-impérialiste en acte, ce qui valait pour la social-démocratie autrefois, vaut de nos jours également pour la

pseudo-gauche et extrême gauche qui l'imitent.

Dénoncer la politique de droite du PS et du gouvernement et ses conséquences néfastes pour les travailleurs ne sert strictement à rien, si on ne va pas au bout de son analyse et qu'on ne les caractérise de droite, ce que font tous les partis sans exception qui témoignent ainsi leur refus de se situer sur un terrain de classe indépendant de l'Etat capitaliste et ses représentants. Vous comprenez mieux ici pourquoi un lambertiste qui m'avait écrit ne voulait pas entendre parler de la droite et la gauche, trop révélateur, trop compromettant, trop tranchant en somme, ce que ne supportent pas les opportunistes et les centristes.

C'est de cette manière qu'ils ont pu tromper leurs militants pendant des décennies, mais ce qu'il faut bien dire aussi, c'est que si ces militants s'étaient résolument tournés vers les travailleurs des couches les plus défavorisés qui en étaient arrivés à la conclusion que le PS et l'UMP c'étaient du pareil au même, s'ils les avaient écoutés on n'en serait pas là aujourd'hui.

Lénine et Trotsky ont insisté lourdement sur la nécessité de se tourner vers ces couches du prolétariat, d'axer l'orientation de la ligne politique du parti sur leurs besoins, parce qu'ils savaient que partant de conditions d'exitence misérables auxquelles le régime les soumettait, toute politique prenant en compte leurs besoins serait incompatible avec le maintien du régime et posait la question de l'Etat ou du pouvoir politique pour le balayer afin de pouvoir satisfaire leurs besoins. Ils allèrent même jusqu'à affirmer que c'était une condition indispensable pour constuire un véritable parti ouvrier révolutionnaire, mais cette leçon nos dirigeants ne devaient pas la retenir puisqu'ils n'ont jamais eu réellement l'intention de construire un tel parti, ce que 99,99% des militants ignorent toujours.

Ainsi était résolue la question de l'articulation entre revendications sociales et politiques, ou comment relier les besoins sociaux des travailleurs tels qu'ils s'expriment dans la vie quotidienne aux tâches et objectifs politiques (du socialisme) qu'ils doivent accomplir et se fixer pour s'émanciper du capital, changer la société pour qu'elle soit meilleure ou plus juste...

Ainsi était résolue l'équation résultant des questions d'ordre social auxquelles les travailleurs étaient confrontés en les reliant à la question du pouvoir politique. Qu'avons-nous pas entendu sur ce sujet, que c'était impossible de poser directement la question du pouvoir politique parce que les travailleurs n'y étaient pas prêts, la travestissant ou la tordant dans tous les sens pour la détourner de son objectif, le renversement du régime en place, il en ira ainsi des formules telles le gouvernement PS-PCF (de 1944 à 1981) sans ministres bourgeois alors que le PS était déjà un parti bourgeois ou la rupture avec l'UE pour une union libre des Etats, des nations ou des peuples libres toujours enchaînés au capitalisme, l'Assemblée constituante clone de l'Assemblée nationale, etc. dont aucune ne correspondait sur le plan politique avec la rupture avec le capitalisme et ses institutions.

C'est ce refus de rompre avec le capitalisme, le refus d'adopter une ligne politique axer dans cette perspective, qui explique le refus des dirigeants du POI, du NPA et de LO de caractériser le PS de droite et d'en tirer toutes les conséquences politiques, qui incluent la rupture avec les appareils des syndicats liés organiquement au capitalisme et ses institutions politiques.

Il ne faut pas chercher ailleurs la nature de l'opportunisme, son lien indéfectible avec le capitalisme et ses représentants masqué sous diverses étiquettes (trotskystes) ou discours qui se veulent radicaux, mais qui en réalité ne servent qu'à camoufler la capitulation des dirigeants du POI, NPA et de LO.

Celui qui ne l'a pas compris ou refuse de l'admettre parce qu'il est lui-même corrompu par l'idéologie de la classe dominante ou est incapable de se situer sur le terrain du socialisme qui n'accepte aucun compris avec le capitalisme, trouvera toujours des prétextes pour les ménager et s'en accommoder, soulager sa conscience, comme il s'accommode du capitalisme finalement.

La plupart des militants n'en ont pas conscience et c'est là-dessus que jouent et comptent leurs dirigeants pour mieux les tromper.

Quant à ceux qui en ont pris conscience et n'ont pas réagi pour autant, leur inconsistance les portera à en devenir les complices ou à oeuvrer au côté de leurs dirigeants contre la cause pour laquelle ils prétendaient combattre. Ils n'en tireront pas forcément des avantages matériels ou ne graviront pas forcément des échelons dans les instances de leur parti, mais du fait qu'ils en retireront une satisfaction personnelle, ils seront portés à défendre la politique opportuniste de leur parti contre ceux qui la combattent et en arriveront logiquement à refuser toute discussion avec eux de crainte d'être déstabilisés et leur opportunisme démasquée.

Que les militants réfléchissent bien aux implications qui découleront de leur décision politique, qu'ils se préparent à en assumer toutes les conséquences.

De notre côté, nous n'entendons pas leur imposer nos positions ou les convaincre de quoi de ce soit, nous refusons que quiconque nous fasse confiance. Nous rejetons la méthode qui consiste à faire croire que nous serions d'accord sur un ensemble de questions qui ne reposerait pas sur la prise en compte des faits. Nous partons du principe que tout accord doit impérativement reposer sur l'étude sérieuse des faits, et que toute confrontation des idées est inutile ou condamnée à une impasse ou un échec si elle devait se réaliser sur une autre base. C'est notre seule exigence partant du constat que l'opportunisme repose sur des analyses falsifiées de la réalité après avoir occulté, déformé, tronqué certains faits.

Nous ne refusons la discussion avec aucun militant du mouvement ouvrier dès lors qu'il partage sincèrement ce principe. A l'heure où la désinformation est littéralement institutionnalisée par le pouvoir en place, où gouverner devient un exercice périlleux sans recourir à ce stratagème ignoble, il semble salutaire de rappeler ce principe et de s'y tenir quel qu'en soit le prix à payer. La loyauté envers la cause (le socialisme) pour laquelle on prétend combattre l'exige, sinon nous n'en serons pas digne et nous demeurerons incapables de résoudre la crise de la direction du mouvement ouvrier.

Qu'on ne nous accuse pas de vouloir moraliser la lutte de classe, nous constatons seulement qu'en déviant de nos principes on finit par emprunter ceux de nos ennemis ou on adopte une morale détestable, ce qui révèle au passage un problème politique qui doit être résolu, et c'est sur ce terrain-là uniquement que nous nous situons, aussi est-il de notre devoir de tout faire pour le résoudre en reprenant les choses à la base, à partir des faits.

Une dernière indication ou un dernier conseil d'ami, lorsque un militant et un travailleur ou deux militants discutent, c'est celui qui a le niveau de connaissance ou de conscience le plus développé qui doit mettre ses capacités ou ses facultés au service de son interlocuteur pour que le contact entre eux puisse s'établir sur des bases saines, afin qu'il n'y ait pas de méprises sur leurs rapports et les décisions ou conclusions qui pourraient en déboucher.

La confiance qui peut s'établir entre eux, pour ainsi dire naturellement, doit être le produit de ces rapports. C'est seulement à cette condition qu'on pourra tisser des liens solides et durables avec des travailleurs et des militants qui ne partagent pas forcément l'essentiel de nos idées et les amener sur le terrain du socialisme. La confiance ne doit pas être le produit d'un rapport de forces que l'on doit gagner à n'importe quel prix, sinon elle n'a aucune valeur ou relève de l'escroquerie.

Et si des militants estimaient qu'ils n'avaient pas le niveau pour appliquer cette méthode, et bien qu'ils entreprennent l'étude du marxisme pour progresser. Depuis deux jours, cela m'a repris, j'ai enfin un peu de temps libre, j'ai téléchargé des dizaines d'articles ou textes des marxistes car je ne me considère pas arriver à un niveau satisfaisant et j'ai encore la volonté de progresser, jusqu'à mon dernier souffle. Donc loin de moi l'idée de donner des leçons aux autres ou de vouloir imposer mes idées ou encore de me prendre pour ce que je ne suis pas, j'essaie seulement de partager mon expérience et les enseignements que j'en ai tirés qui sont également valable dans la vie de tous les jours.

En aparté, entre nous on peut tout se dire.

Nous ne devons pas mépriser l'ignorant, encore moins le juger, mais on ne doit pas non plus le conforter dans son ignorance.

En vivant quotidiennement (en Inde) dans un milieu profondément arriéré, au-delà sans doute de tout ce que vous pouvez imaginer, parfois c'est à en devenir fou soi-même ou à en oublier nos principes, j'en conviens, je n'ai pas d'autre alternative pour le supporter que de m'en tenir à l'attitude que j'ai décrite plus haut. Sinon je les haïrais, car n'ayant pas mes principes de respect absolu des autres, il pourra leur arriver de me manquer de respect ou d'être profondément injustes à mon égard, et si je le comprends et ne les imite pas, c'est parce que j'ai toujours à l'esprit que c'est uniquement les conditions d'existence que leur impose la société qui les conduisent à adopter ce comportement et rien d'autres.

Vous aurez compris que mes rapports avec ma compagne Selvi et sa famille sont parfois compliqués ou ne sont pas toujours de tout repos, ce qui m'oblige à passer des compromis avec eux tout en restant ferme sur mes principes, il en va de mes intérêts matériels comme de mon intégrité morale. C'est là qu'on se rend compte, et ce n'est pas la première fois que cela m'arrive, que nos principes peuvent nous sauver la vie au sens propre et figuré, que ce sont eux qui donnent réellement un sens à notre vie, auxquels on doit notre dignité.

Etre bourré de principes, cela ne veut pas forcément dire être gâteux, aigri ou un vieux con, sauf quand on veut les imposer aux autres, dans ce cas-là c'est franchement désagréable. C'est souvent l'erreur que l'on commet quand on est plus jeune, on manque d'expérience de la vie pour comprendre que c'est seulement un guide et non un but en soi, et que chacun doit les acquérir à partir de ses propres expériences de la vie, et comme vous ne pourrez jamais les vivre à la place de quelqu'un, il est inutile de vouloir les imposer aux autres.

Revenons à la vermine.

Francetvinfo.fr - Des militants de gauche, dont le porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) Julien Bayou, ont lancé un "référendum de la gauche". Ces militants écologistes ont retenu les mêmes dates pour cet "autre référendum" lancé sur internet qui "n'est pas une initiative officielle d'Europe Ecologie-Les Verts", a précisé Julien Bayou.

Face à la question soumise par le PS, celle posée par ces militants est : "Face à la droite et l'extrême droite, souhaitez-vous que le gouvernement tienne ses engagements et mène une politique de gauche ?"

Dans un communiqué, les trois initiateurs de cet "autre référendum", Julien Bayou, Elliot Lepers et Caroline de Haas, ancienne conseillère de Najat Vallaud-Belkacem ont écrit : "Nous sommes effarés de voir que le Parti socialiste se lance à

nouveau dans le chantage au Front national comme si les débats à gauche faisaient plus monter le score du FN qu'un gouvernement qui tourne le dos à tous ces engagements." francetvinfo.fr 17.10

A les entendre Hollande, son gouvernement et le PS n'auraient donc adopté aucun traité, aucune loi ou mesure antisociale, liberticide, coloniale, bref réactionnaire depuis les discours de la campagne électorale du 2012.

Comment ils repoussent l'âge du départ de la retraite entre 63 et 67 ans.

Des économies supportées à "90% par les salariés et à 10% par les entreprises, et Valls déclare que ce sont "des mesures adaptées et justes". Tout est en dans l'ordre des choses.

- L'accord sur les retraites complémentaires devrait inciter les salariés à travailler plus longtemps - Francetv info

- Retraites complémentaires: des perdants, des épargnés, peu de gagnants - AFP

Q: Qui perd, qui gagne ?

R: Le grand perdant sera le salarié qui, bien qu'ayant atteint l'âge légal de la retraite (62 ans), avec toutes ses annuités (41,5 ans), verra sa retraite complémentaire amputée de 10% pendant au moins deux ans. Pour ne pas pâtir de ces malus et conserver un taux plein, il devra travailler un an de plus et ainsi partir à 63 ans.

Ce "coefficient de solidarité" est applicable pendant les trois premières années de retraite et "au maximum jusqu'à 67 ans".

A l'inverse, ceux qui travaillent deux, trois ou quatre ans de plus, verront leur régime complémentaire bonifié respectivement de 10, 20 ou 30%, pendant un an.

Pour Laurent Berger (CFDT), favorable à la réforme, "c'est une erreur de penser" qu'elle aboutirait à un report de l'âge de départ à la retraite à 63 ans. Seulement, "le salarié qui a cotisé tous ses semestres et part à la retraite à 62 ans paiera "une contribution" sur trois ans".

Principales victimes de la réforme, selon ses opposants: les chômeurs, mais aussi les femmes, qui doivent généralement travailler plus longtemps pour atteindre la durée de cotisation en raison de parcours moins linéaires.

Et tous les salariés sont perdants sur d'autres mesures, mises en place avant 2019: la désindexation des pensions de - 1 point par rapport à l'inflation pendant trois ans, le décalage de la date de revalorisation des pensions au 1er novembre (au lieu d'avril) et l'augmentation du prix d'achat du point pendant trois ans pour les futurs retraités.

Q: Qui va y échapper ?

R: Les retraités modestes, exonérés de CSG (contribution sociale généralisée), ne seraient pas concernés par les décotes, soit 33% des salariés.

Les personnes vivant "dans des situations économiques difficiles" échapperont aux abattements, a ainsi développé le négociateur du Medef, Claude Tendil.

Q: Qui va renflouer les caisses?

R: Sur les 6 milliards d'euros d'économies visés d'ici à 2020, le patronat dit contribuer à hauteur de 700 millions d'euros.
Les opposants au texte, CGT et Force ouvrière, chiffre eux l'effort du patronat à respectivement 300 millions et 600 millions d'euros.

Les économies sont supportées à "90% par les salariés et à 10% par les entreprises", a commenté Philippe Pihet (FO).

"Ce sont toujours les mêmes qui paient -les salariés, les privés d'emploi, les retraités-, et puis toujours les mêmes qui encaissent - le patronat et le Medef", a ajouté le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

Q: Les retraites complémentaires sont-elles sauvées?

R: Oui, à en croire les organisations favorables à l'accord. En 2014, les caisses de l'Agirc (cadres) et de l'Arrco (tous les salariés du privé) ont vu leurs déficits cumulés se creuser à plus de 3 milliards d'euros.

"A l'horizon 2024-2025, ces régimes seront équilibrés", a assuré Laurent Berger. L'accord permet "d'assurer l'avenir des retraites complémentaires de tous les salariés, par des mesures adaptées et justes", a déclaré le Premier ministre Manuel Valls. AFP 17.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Poutine durcit le ton contre la position américaine envers la Syrie - sahartv.ir

Réagissant à la position adoptée par Washington vis-à-vis de la crise syrienne, le président russe, Vladimir Poutine a qualifié de non-constructive la décision que le gouvernement américain a prise en rejetant son appel à une démarche politique en Syrie, ce qui témoigne, pour Poutine, de ce que la Maison Blanche ne souhaite guère dialogue ou négociation.

Le gouvernement américain a, en effet, refusé d'accepter la délégation russe présidée par le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev voulant négocier avec les Etats-Unis des différends russo-américains sur la crise syrienne. Washington a refusé de négocier, à moins que la Russie suive le leadership des Etats-Unis et qu'il cesse d'aider le gouvernement de Bachar al-Assad. Or, le Président russe est convaincu qu'il n'existe point d'espoir pour une coopération russo-américaine dans la crise syrienne mais que la Russie reste, toujours, prête à coopérer.

Il est vrai que les Etats-Unis, avec leurs alliés arabes et occidentaux, ont opté, dès le début de la crise syrienne, pour la stratégie de l'effondrement du gouvernement syrien pour la réalisation de laquelle ils ont tout fait du soutien financier, militaire, logistique et en renseignements à l'entraînement des forces armées de l'opposition. La politique américaine a été toujours critiquée par la Russie car Poutine considère les Occidentaux comme principaux responsables de la crise et de la guerre civile en Syrie, vu tous leurs efforts dans le sens de la réalisation de leurs buts illégitimes dans ce pays.

N'oublions pas en passant le rôle qu'ont joué les Etats-Unis et leurs alliés arabes et occidentaux dans la formation, l'entraînement et l'équipement de tous les groupes terroristes actifs en Syrie ; et ce sont, toujours, eux-mêmes, qui, voyant en danger leurs intérêts, se sont mis à soutenir la lutte contre l'un de ces groupes Daech. Une coalition dite anti-Daech a été ainsi mise sur pied sans avoir une quelconque efficacité, étant donné que les tactiques et la stratégie des membres de cette coalition ne sont pas proportionnelles aux dimensions des menaces qui se représentent, comme l'a, d'ailleurs, rappelé le président russe. En tout cas, il ne semble pas que la Maison Blanche, malgré l'échec de sa politique d'entraînement et de soutien aux opposants qu'ils appellent « modérés », ait été convaincue à soutenir une quelconque initiative pratique pour une solution politique de cette crise syrienne.

Côté européen, des voix se font entendre sur la nécessité de négociations avec la Russie pour le règlement de la crise en Syrie dans la mesure où la chancelière allemande, Angela Merkel a demandé, lors de la réunion du parlement allemand, l'essor des négociations avec la Russie et les autres pays du Moyen-Orient, afin de trouver une issue à l'impasse syrienne. Mais Washington insiste toujours sur sa politique illogique qui fait prolonger la crise en Syrie… sahartv.ir 17.10

1.2- Nous ne permettrons pas à Daech de s'emparer du pouvoir en Syrie (Moscou) - sahartv.ir

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a déclaré que l'objectif des frappes aériennes de la Russie sur le territoire syrien consistait exclusivement à combattre les terroristes.

Medvedev, qui s'exprimait à l'émission "Saturday News" à l'antenne de la télévision russe, a rejeté toutes les accusations portées à l'encontre de Moscou depuis le début des raids aériens russes en Syrie. " Le peuple syrien devra décider lui-même de la personne qui devrait gouverner dans ce pays. Et pour nous, Assad est le président légal et légitime de la Syrie", a-t-il souligné.

Pour le Premier ministre russe, ce qui se passe actuellement en Syrie, est la conséquence la plus dure des évènements de l'année dernière. " Nous ne combattons pas pour soutenir des individus particuliers en Syrie. Nous ne cherchons qu'à défendre nos intérêts nationaux dans ce pays", a-t-il fait valoir.

Le président russe, Vladimir Poutine, avait déclaré auparavant que si Moscou ne démantelait pas les terroristes, ils viendraient commettre des actes terroristes sur le territoire de la Russie. " En plus, nous avons l'aval officiel du gouvernement légitime de la Syrie pour mener des opérations militaires", avait-il indiqué.

Le Premier ministre russe a poursuivi qu'il était peu important pour la Russie qui serait le prochain dirigeant de la Syrie. " Le

prochain dirigeant devra monter au pouvoir de façon légitime et légale. Nous ne permettrons pas que de Daech s'empare du pouvoir en Syrie", a martelé le Premier ministre russe. sahartv.ir 17.10

2- Palestine occupée

2.1- Au moins quatre Palestiniens tués après des attaques au couteau contre des Israéliens AFP

Quatre Palestiniens ont été abattus et un blessé samedi après avoir tenté de poignarder des Israéliens dont plusieurs soldats en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, dans une flambée de violences difficile à juguler.

L'escalade entamée le 1er octobre après le meurtre d'un couple de colons en Cisjordanie fait redouter une nouvelle intifada dans les territoires palestiniens occupés.

Samedi, trois des attaques ont eu lieu dans le sud de la Cisjordanie occupée, dans la zone de Hébron où vivent 500 colons israéliens sous la protection de l'armée. Perpétrées par de jeunes Palestiniens, dont deux adolescents, elles ont visé deux militaires et un colon.

Lors de la première attaque, dans la Vieille ville de Hébron, un Palestinien a tenté de poignarder un colon israélien qui l'a tué par balles, a indiqué l'armée israélienne.

La sécurité palestinienne a confirmé la mort de l'assaillant, âgé de 18 ans.

Quelques heures plus tard, une Palestinienne de 16 ans -selon les médias palestiniens- a été tuée après avoir tenté de poignarder une soldate israélienne à l'entrée d'une base des gardes-frontières, près de la Vieille ville.

L'assaillante a blessé légèrement la soldate qui lui a tiré dessus et l'a tuée, selon la porte-parole de la police Louba Samri.

Dans la soirée, un Palestinien de 16 ans a attaqué un soldat israélien à Hébron et l'a blessé, a indiqué l'armée. L'assaillant a été touché par balles mais aucune autre précision n'a été donnée sur son état.

Interrogée par l'AFP, la porte-parole de l'hôpital Shaare Tzedek de Jérusalem a indiqué qu'un "terroriste palestinien était arrivé sans vie à l'hôpital dans la soirée" sans être en mesure de donner davantage de détails sur son identité ni de pouvoir confirmer qu'il s'agissait de l'attaquant d'Hébron.

Des heurts ont par ailleurs opposé soldats israéliens et jeunes lanceurs de pierres à Hébron. Onze Palestiniens ont été blessés par des tirs de balles en caoutchouc ou réelles de l'armée israélienne, selon les services de secours palestiniens.

Dans la bande de Gaza, au moins quatre civils palestiniens ont été blessés par balles par l'armée israélienne, a indiqué le porte-parole du ministère de la Santé palestinien Achraf al-Qoudra.

Dans le quartier de colonisation d'Armon Hanetsiv, à Jérusalem-Est, partie palestinienne de Jérusalem occupée et annexée par Israël, un Palestinien a tenté d'attaquer au couteau un soldat israélien en patrouille qui lui demandait de voir sa carte d'identité. Il a été tué par d'autres soldats, selon la police.

Le Palestinien, âgé de 16 ans, était originaire du quartier voisin de Jabal Moukabber, où habitaient plusieurs des auteurs de récentes attaques.

Un autre Palestinien, âgé de 24 ans, a été tué dans la soirée après avoir attaqué des gardes-frontières israéliens à Qalandiya, en Cisjordanie.

Des centaines de Palestiniens ont par ailleurs porté samedi dans son village de Doura, en Cisjordanie, la dépouille d'Ayad Awawdeh qui a attaqué un soldat vendredi en s'étant déguisé en journaliste, avant d'être abattu.

Dans la soirée, environ 2.000 manifestants se sont regroupés dans le centre de Jérusalem, à l'appel d'organisations de gauche israéliennes, autour du mot d'ordre "Juifs et Arabes refusent d'être ennemis", a rapporté un journaliste de l'AFP sur place.

Depuis le début des violences le 1er octobre, 41 Palestiniens ont été tués, dont plusieurs auteurs d'attaques, et des centaines blessés. Sept Israéliens sont morts et des dizaines ont été blessés.

Par ces attaques, les jeunes Palestiniens expriment leurs colère et exaspération contre l'occupation et la colonisation israéliennes.

Face à la recrudescence des violences, le gouvernement israélien a déployé des renforts de police et assoupli les règles de port d'armes. AFP 17.10

2.2- GB: manifestation anti-sioniste à Londres - sahartv.ir

Les groupes de défense du peuple opprimé de la Palestine ont organisé des manifestations anti-sionistes à Londres.

Les groupes de défense du peuple opprimé de la Palestine se sont rassemblés ce samedi devant l'ambassade d'Israël à Londres, en protestation contre les atrocités commises par le régime sioniste dans les Territoires occupés.

En scandant des slogans anti-sionistes, les manifestants ont condamné les tirs israéliens sur les civils palestiniens sans défense, les qualifiant de démarche inhumaine.

Les groupes de défense du peuple palestinien étaient composés des organisations telles " Les Amis d'Aqsa", "l'Association des Palestiniens en Grande-Bretagne", "L'Association des Musulmans britanniques", " l'Association islamique en Europe", " la Campagne de solidarité avec la Palestine", "la Fédération des sociétés estudiantines islamiques" et " la coalition Stop The War". sahartv.ir 17.10

Mais où est donc passé le mouvement ouvrier ?

ECONOMIE

Banques mafieuses

- Les Etats-Unis mettent BNP Paribas - et 11 autres banques - à l'amende - latribune.fr

Douze banques, dont BNP Paribas, ont accepté de payer un total de 1,865 milliard de dollars, pour mettre fin aux poursuites d'investisseurs, qui les accusaient d'avoir manipulé les prix sur le marché des swaps de défaut de crédit.

Nouvelle amende pour BNP Paribas. La banque française versera 89 millions de dollars (78,4 millions d'euros), sur le total de 1,865 milliard de dollars que 12 banques ont accepté de payer pour mettre fin aux poursuites d'investisseurs, qui les accusaient d'avoir manipulé les prix et entravé la concurrence sur le marché des swaps de défaut de crédit (CDS), selon des documents judiciaires publiés vendredi soir à Manhattan. Reste que cette amende est sans commune mesure avec celle de près de 9 milliards de dollars infligée en juin 2014 à BNP Paribas par les autorités américaines, au titre de la violation d'embargos économiques américains. De plus, les banques américaines JPMorgan Chase et Morgan Stanley, ainsi que la Britannique Barclays, verseront à elles trois plus de la moitié de la somme de 1,865 milliard de dollars

Cet accord avait été annoncé en septembre mais on ignorait jusqu'alors la répartition des sommes entre les banques. Dans le détail, JPMorgan paiera 595 millions de dollars, Morgan Stanley 230 millions, et Barclays 178 millions. Outre BNP Paribas et ses 89 millions, les autres banques paieront entre 25 millions et 164 millions de dollars. Il s'agit de Goldman Sachs, de Credit Suisse, de Deutsche Bank, de Bank of America, de Citigroup, de HSBC, de Royal Bank of Scotland et d'UBS. L'International Swaps and Derivatives Association (Isda) versera 750.000 dollars et Markit, qui fournit des services de cotation de dérivés de crédit, 45 millions de dollars.

Le CDS est un instrument de couverture censé protéger l'investisseur contre tout risque de défaut d'un émetteur de dette, qu'il soit souverain ou corporate. Les plaignants affirmaient qu'ils avaient payé des prix injustifiés sur des CDS de la fin 2008 à 2013, du fait des pratiques des banques concernées, alors qu'une meilleure liquidité aurait dû au contraire faire baisser les prix. Le marché des CDS avait atteint un point culminant de 58.000 milliards de dollars en 2007, selon la Banque des Règlements internationaux (BRI), avant de redescendre à 16.000 milliards sept ans plus tard, les investisseurs ayant entretemps acquis une meilleure connaissance de ses risques (Reuters). latribune.fr 17.10

Haut de page

Le 19 octobre 2015

CAUSERIE

La causerie ne sera actualisée que demain, je suis en panne de moto et c'est la galère.

J'ai ajouté l'article suivant sur la crise du CCI-POI que j'ai découvert seulement hier. Je l'ai formaté au format pdf à partir du blog Mediapart de Vincent Présumey, ex-militant de ce courant lambertiste.

- Longue scission au CCI/POI : et maintenant ? (Vincent Présumey) (05.09)

Les articles de la Tribune libre ont été classés par ordre chronologique.

Défense du marxisme.

Friedrich Engels - Lettre à F. Mehring - 14 juillet 1893.

Extrait. A part cela, il manque seulement un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations, dont Paul Barth est un exemple frappant.

L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute avec conscience, mais avec une conscience fausse. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique. Aussi s'imagine-t-il des forces motrices fausses ou apparentes. Du fait que c'est un processus intellectuel, il en déduit et le contenu et la forme de la pensée pure, que ce soit de sa propre pensée ou de celle de ses prédécesseurs. Il a exclusivement affaire aux matériaux intellectuels ; sans y regarder de plus près, il considère que ces matériaux proviennent de la pensée et ne s'occupe pas de rechercher s'ils ont quelque autre origine plus lointaine et indépendante de la pensée. Cette façon de procéder est pour lui l'évidence même, car tout acte humain se réalisant par l'intermédiaire de la pensée lui apparaît en dernière instance fondé également sur la pensée.

L'idéologue historien (historien doit être ici un simple vocable collectif pour : politicien, juriste, philosophe, théologien, bref, pour tous les domaines appartenant à la société et non pas seulement à la nature), l'idéologue historien a donc dans chaque domaine scientifique une matière qui s'est formée de façon indépendante dans la pensée de générations antérieures et qui a évolué de façon indépendante dans le cerveau de ces générations successives. Des faits extérieurs, ils est vrai, appartenant à ce domaine ou à d'autres peuvent bien avoir contribué à déterminer ce développement, mais la présupossition tacite est que ces fait sont, à leur tour, de simples fruits d'un processus intellectuel, de sorte que nous continuons toujours à rester dans le royaume de la pensée pure qui a heureusement digéré même les faits les plus têtus.

C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens. Si Luther et Calvin « viennent à bout » de la religion catholique officielle, si Hegel « vient à bout » de Kant et de Fichte, si Rousseau « vient à bout » indirectement par son Contrat social républicain, de Montesquieu le constitutionnel, c'est un événement qui reste à l'intérieur de la théologie, de la philosophie, de la théorie de l'Etat, qui constitue une étape dans l'histoire de ces domaines de la pensée et qui ne sort pas du domaine de la pensée. Et, depuis que l'illusion bourgeoise de la perpétuité et de la perfection absolue de la production capitaliste s'est encore ajoutée à cela, la victoire des physiocrates (2) et d'Adam Smith sur les mercantilistes (3) passe elle-même, ma foi, pour une simple victoire de l'idée, non pas comme le reflet intellectuel de faits économiques modifiés, mais, au contraire, comme la compréhension exacte, enfin acquise, de conditions réelles ayant existé partout et de tout temps. Si Richard Cœur de Lion et Philippe Auguste avaient instauré le libre-échange au lieu de s'engager dans les croisades, ils nous auraient épargné cinq cents années de misère et de sottises.

Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum. C'est pourquoi non seulement je suis très loin de vous en faire un reproche quelconque, d'autant plus que j'ai commencé à commettre cette faute bien avant vous, au contraire, — mais du moins je voudrais vous rendre attentif à ce point à l'avenir.

A cela se lie également cette idée stupide des idéologues : comme nous refusons aux diverses sphères idéologiques qui jouent un rôle dans l'histoire, un développement historique indépendant, nous leur refusons aussi toute efficacité historique. C'est partir d'une conception banale, non dialectique de la cause et de l'effet comme de pôles opposés l'un à l'autre de façon rigide, de l'ignorance absolue de l'action réciproque. Le fait qu'un facteur historique, dès qu'il est engendré finalement par d'autres faits économiques, réagit aussi à son tour et peut réagir sur son milieu et même sur ses propres causes, ces messieurs l'oublient souvent tout à fait à dessein. Fin de l'extrait.

Lénine a peut-être lu cette lettre, ce qui est certain c'est qu'il a corrigé la "*faute*" qu'évoquait Engels, admirez la modestie et l'honnêteté d'Engels au passage. Ce qui évident également, c'est que nos dirigeants sont passés à côté pour la reproduire indéfiniment jusqu'à s'y noyer. Car au-delà de "*la manière dont se constituent ces représentations*", il fallait déterminer de quelle manière elles avaient et devaient évoluées en fonction du développement des contradictions du capitalisme et des modifications qu'allaient subir les rapports entre les différentes classes, qui ne manqueraient pas d'influer sur le contenu et l'orientation de ces représentations idéologiques.

L'idéologie a une base économique comme le rappelait Engels, donc matérielle ou objective, mais dans sa représentation du fait qu'elle acquiert un contenu subjectif ou se présente comme tel et qu'elle se présente sous une forme objective aux multiples facettes, on aura tendance à confondre les deux et à faire de cette forme objective le lieu de naissance de l'idéologie au détriment des conditions objectives qui en sont à l'origine.

La classe dominante ne se sert pas uniquement de l'idéologie pour asservir la classe dominée, mais pour justifier son hégémonie de classe, ce qui nécessite que son idéologie soit indépendante des conditions objectives qui en sont à l'origine ou qu'elle les nie, autrement dit pour en faire un système de pensée auquel elle donne un contenu et une forme déterminés qui n'ont plus alors qu'un rapport éloigné avec la réalité sur laquelle elle se destine d'agir pour satisfaire ses propres intérêts de classe.

« *Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises [unterworfen] du même coup à cette classe dominante* ». (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

Ce n'est pas l'idéologie qui a donné naissance à différentes représentations qui se confondent avec la superstructure de la société, mais l'inverse, c'est le développement économique qui s'est traduit par la division de la société en classes sociales aux intérêts antagoniques, qui a engendré la nécessité de doter la société d'une superstruture afin que la classe dominante puisse exercer sa domination de classe ou conserver le pouvoir, ces représentations ayant pour fonction de légitimer ou perpétuer ce rapport entre les classes que l'idéologie n'a fait que théoriser.

L'idéologie a été fondée par les classes dominante lorsque les masses laborieuses étaient illettrées. Elle consistera à donner un contenu théorique (politique, philosophique, juridique, religieux, etc.) aux différentes représentations qui incarneront les rapports entre les classes au profit de la classe détenant le pouvoir.

« *La classe devient à son tour indépendante à l'égard des individus, de sorte que ces derniers trouvent leurs conditions de vie établies d'avance, reçoivent de leur classe, toute tracée, leur position dans la vie et du même coup leur développement personnel; ils sont subordonnés à leur classe. (...) Nous avons maintes fois indiqué comment cette subordination des individus à leur classe devient en même temps la subordination à toutes sortes de représentations* ». (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

L'idéologie a été définie par Marx et Engels comme la négation du matérialisme historique qui s'en tient au processus dialectique qui parcourt toute l'histoire du développement de la civilisation humaine, de la nature, etc.

« *Dans sa préface à la Contribution à la critique de l'économie politique, Berlin, 1859, Marx raconte comment nous entreprîmes tous deux, à Bruxelles en 1845, ' de travailler en commun à dégager l'antagonisme existant entre notre manière de voir (il s'agissait de la conception matérialiste de l'histoire élaborée surtout par Marx) et la conception idéologique de la philosophie allemande'* » (Engels - Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande)

Dès lors Marx et Engels allaient s'attacher à développer leur conception matérialiste de l'histoire qu'ils voulaient transmettre aux militants socialistes de leur époque ainsi qu'aux générations futures, négligeant l'idéologie qui ne reflétait que la conception idéaliste de la société par la classe dominante, et qui à ce titre ne méritait pas qu'on s'y attarde. Or il se trouve qu'en empruntant une multitude de structures ou de canaux qui n'existaient pas à leur époque ou qui se sont étoffées depuis, elle est devenue littéralement envahissante au point de s'inscruster profondément dans le cerveau des travailleurs à leur insu, d'où la nécessité absolue de la combattre sur tous les fronts.

« *Nous ne connaissons qu'une seule science, celle de l'histoire. (...) Presque toute l'idéologie se réduit ou bien à une conception fausse de cette histoire [l'histoire des hommes], ou bien aboutit à en faire totalement abstraction. L'idéologie elle-même n'est qu'un des aspects de cette histoire.* » (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

L'idéologie fait partie intégrante de la lutte de classe que mènent les capitalistes, et on aurait tort de la sous-estimer ou de ne pas tenir compte de l'avertissement d'Engels, parce que c'est à travers l'idéologie telle qu'elle s'exprime de nos jours en recourant à la désinformation et à la propagande en utilisant toutes les institutions ou structures de la société que la classe dominante entend finir de corrompre le mouvement ouvrier pour imposer sa politique ultra réactionnaire aux masses exploitées.

L'idéologie est un instrument conçu par la classe dominante pour conserver le pouvoir, donc son contenu ne peut pas refléter les rapports entre les classes tels qu'ils existent, il doit correspondre à l'interprétation qu'en fait la classe dominante et s'identifier avec ses intérêts de classe. Autrement dit, l'idéologie ne peut pas incarner la réalité de ces rapports, elle ne peut pas incarner les besoins ou aspirations de la classe des exploités, elle est au contraire un instrument pour les combattre et lui imposer les siens en recourant à toute une panoplie de moyens forcément malhonnêtes, mensonge ou falsification des faits et de l'histoire, hypocrisie et démagogie, etc.

« *Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises [unterworfen] du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante; autrement dit, ce sont les idées de sa domination* » (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

Si l'idéologie est un instrument coercisif entre les mains des représentants de la classe dominante destinée à endoctriner les travailleurs pour les détourner du combat politique contre le régime en place, du coup on comprendra qu'il est impossible et inutile pour un militant ouvrier de se situer sur ce terrain-là sous peine de se détourner de ses objectifs politiques qui sont étrangers à l'idéologie qui incarne uniquement ceux de la classe dominante. Il n'a pas d'autre alternative que se situer sur le terrain du matérialisme dialectique ou le marxisme pour interpréter la société et mener son combat politique.

L'idéologie a pour fonction principale de déterminer de quelle manière la population doit penser la société, sa condition présente et à venir, etc. comme si elle en était à l'origine et était éternelle à l'image du capitalisme, de sorte qu'il soit impossible d'imaginer la société ou le monde autrement que soumis à l'ordre capitaliste. A l'opposé le matérialisme dialectique part des conditions matérielles ou des rapports sociaux qui existent entre les hommes ou les différentes classes sociales, pour que le prolétariat s'en saisisse ou en prenne conscience et les transforme en fonction de ses besoins qui coïncident avec ceux de l'huamanité toute entière.

Pour Marx et Engels l'autonomie ou l'indépendance de la conscience, des idées ou du langage n'était que fanfaronnade de philosophes idéalistes. A ne pas confondre avec leurs propres lois de fonctionnement sans lesquelles ils n'existeraient pas.

Pour finir, l'idéologie imprègne toutes les structures ou institutions de la société (y compris les partis politiques et les syndicats) et, soit elle adopte leur contenu de classe, soit elle s'emploie à leur en donner un et l'on parle alors d'idéologie politique.

L'idéologie va s'adapter aux besoins de la classe dominante tels qu'ils vont se présenter tout au long du développement du capitalisme, de la même manière que les partis qui représentent ses intérêts, dont le PS.

Sans rire, l'auteur (universitaire) de l'article, dont je me suis servi comme support pour réaliser cette causerie, se destinait dans sa présentation à "*résoudre les apories*" (Difficulté d'ordre rationnel ou paradoxe) qui résidaient dans le "*concept d'idéologie*" chez Marx et Engels, pour finalement en arriver à lui faire dire le contraire ou déformer la définition qu'en avaiient donnée Marx et Engels : "*Aussi l'idéologie est-elle pour ainsi dire nécessaire à la politique: elle permet d'unifier pratiquement chacune des différentes classes en lui présentant ses combats comme indépendants de tout intérêt partisan et comme universels*", ce qui n'est pas le cas de la classe ouvrière, ses intérêts étant "*partisans*" car objectivement fondés sur le développement du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme, donc sur le plan universersel seul le combat des exploités est légitime, et qui plus est ils n'ont pas besoin de recourir à des artifices ou de falsifier la nature des rapports qui existent entre les classe pour le justifier, ce qui est le fondement du matérialisme historique.

Engels a reconnu qu'avec Marx ils avaient privilégié le fond sur la forme ou le contenu de l'idéologie, ce qui justifie notre combat également sur ce plan-là. A suivre.

Haut de page

Le 20 octobre 2015

CAUSERIE

Suite de la causerie d'hier.

Effectivement, il semblerait qu'on aurait favorisé le fond ou détriment de la forme ou du contenu de l'idéologie.

Depuis la nuit des temps, il y a environ 3 millions d'années, ce qui a fait progresser l'homme, bien avant que l'on puisse parler de civilisation humaine ou d'hominisation, ce qu'on a appelé sa capacité à transformer son environnement pour satisfaire ses besoins, c'est ce qu'il avait en commun avec les autres espèces animales et particulièrement les plus développés de par leur morphologie, sa faculté d'observation (n'oublions pas que les yeux sont directement reliés au cerveau ou fonctionnent comme ses antennes...) qu'il allait développer au point de pouvoir reproduire certaines manifestations de la nature qui présentaient la particularité de se répéter dans certaines conditions ou qu'il allait rencontrer à l'état naturel.

Ce mimétisme allait nécessiter de sa part certaines adaptations du fait qu'il était placé dans des conditions différentes des manifestations naturelles qu'il avait observées, ou qui allait le conduire inconsciemment à se livrer à des expériences aboutissant aux mêmes effets. Il avait atteint un stade de son évolution qui coïncidait avec le développement élémentaire de son attention, après avoir observé que les mêmes causes produisaient les mêmes effets. Il ne lui restait plus qu'à reproduire les mêmes causes pour produire les mêmes effets, et du même coup écarter les conditions qui ne permettaient pas de parvenir aux effets recherchés ou souhaités.

Il allait donc se livrer à un exercice logique en enregistrant un rapport de cause à effet dont pour la première fois de son existence il avait été l'acteur, ce qui devait lui permettre de franchir un échelon décisif sur l'échelle de l'évolution des espèces ou de s'en distnguer par sa faculté à dépasser l'instinct de survie qui préside à la survie toute espèce vivante grâce à un acte de volonté dont il ne pouvait pas avoir conscience.

Bref, il prendra conscience de l'existence de ce rapport logique de cause à effet qui existe à l'état naturel, et qu'il a la possibilité de réaliser ou reproduire à condition de réunir les éléments nécessaires à sa manifestation.

Quel progrès fabuleux vers son émancipation du règne de la nécessité !

On pourrait dire qu'il était inscrit dès l'origine dans sa nature, puisqu'il est lui-même le produit de la reproduction d'un acte qui concourt à la reproduction ou la survie de son espèce, et qu'il devait être nécessairement amené à en prendre conscience à un certain stade de son évolution.

On a là la genèse de la logique et de la dialectique ainsi que de la volonté, la logique et la dialectique étant relatives aux conditions ou rapports objectifs tels qu'elles existent à l'état naturel, la volonté en étant le produit subjectif, et c'est la combinaison et le développement de ces différents facteurs ou rapports objectifs et subjectifs qui allait présider à l'évolution ultérieure de l'espèce et de la civilisation humaine. On notera au passage que l'homme mettra à profit cet instrument logique pour produire les premiers outils qui seront à la base du développement des forces productives.

Récapitulons. Au départ on trouve l'instinct de survie de l'homme, rien ne le distinguait des autres animaux de son espèce, puis observant l'effet produit par la chute d'une pierre ou d'une branche qui avait la faculté de trancher ou entailler le sol ou un corps, y compris celle d'un homme qu'elle pouvait blesser ou tuer, il en déduira - ce qui est un grand mot ici, qu'en se servant de celle qu'il trouvera sur son chemin il pourrait reproduire le même effet et même au-delà, ensuite ayant observé que le choc créé par deux pierres pouvait produire des pierres qu'il pouvait utiliser pour son usage il décidera d'en produire lui-même et ainsi de suite...

Il aura fait preuve d'observation pour commencer, ensuite il assimilera un rapport de cause à effet, pour finalement le reproduire par un acte de la volonté. Il va donc mettre sa volonté au service d'un rapport logique ou dialectique qu'il a assimilé de manière rudimentaire à ce stade.

Où l'on voulait en venir est très simple.

En observant la situation dans laquelle nous sommes 2 ou 3 millions d'années plus tard, on en vient à se demander si l'homme a réellement progressé ou s'il ne serait pas plutôt condamné à subir des périodes de progression et de régression sociale pour n'avoir jamais véritablement maîtriser les rapports logiques ou dialectiques qui président au fonctionnement de toute chose dont la société et l'être humain en premier, au point de mettre son existence en péril après avoir élaboré des instruments pouvant causés sa perte définitive.

On a tendance à idéaliser les progrès accomplis par la civilisation humaine, alors que la totalité de son histoire depuis cette époque reculée jusqu'à nos jours n'a jamais rimé en réalité avec autre chose que la guerre et la barbarie. On ne tient pas à voir que la paix pour certains peuples signifie la guerre pour d'autres, que la dictature ou la tyrannie qui sévit dans certains pays est le pendant ou le complément indispensable de la démocratie armée, coloniale, impérialiste d'autres pays, les pays dominants.

On constatera de nos jours, et cela ne s'applique pas seulement à la population en général, cela concerne aussi les militants qui à mon avis n'ont pas atteint un degré de conscience supérieur contrairement à ce que la plupart d'entre eux s'imaginent, que le facteur le plus élémentaire de ce processus dialectique leur échappe, dans la mesure où ils ne sont même pas capables de se livrer à une observation correcte des faits, partant de là il est parfaitement inutile d'aller plus loin et de leur soumettre les rapports logiques dont ils sont le produit et qui le plus souvent s'étalent également sous leurs yeux, puisqu'ils sont aveugles ou s'aveuglent eux-mêmes.

Dès lors il est tout aussi inutile d'aborder avec eux les enseignements de la lutte des classes pour voir comment les rapports dont ils étaient issus dans le passé pourraient être reproduits ou se présentaient de nos jours pour agir dessus ou les modifier afin de parvenir aux mêmes effets, aux mêmes objectifs politiques, car comment pourraient-ils être capables de prendre conscience du processus dialectique qui structure les rapports entre les faits ou les facteurs qui entrent en compte dans le développement du capitalisme ou de la lutte des classes puisqu'ils ne manifestent pas la volonté de les étudier, ils refusent obstinément de tenir compte de l'ensemble des faits et des rapports qui composent la situation ou la réalité.

C'est finalement à se demander si l'homme de nos jours serait plus évolué que l'homos habilis !

Défaut d'observation, absence de logique, manque de volonté, voilà ce qui le caractérise, le tout témoignant un manque manifeste de discernement, de rigueur, de principe, de cohérence, de sérieux, quant à son destin et sa capacité d'agir sur la société pour le modifier ou la changer.

Il est déjà 15 heures et je n'ai pas encore déjeuner, je ne sais pas si j'aurai le temps d'actualiser les infos en bref, rien ne presse en réalité, à moins que la conférence antisociale convoquée par Hollande vous passionne... Entre nous, vous n'en avez pas marre de toutes leurs conneries, leur agenda électoral, etc. ?

Haut de page

Le 21 octobre 2015

CAUSERIE

Vous pouvez passer le premier sujet assez personnel.

Un courriel reçu.

- "*Je t'avoue franchement que c'est tellement mal écrit* (l'article de Présumey du 5 septembre - LVOG)*, qu'à part un militant du POI ayant 20 ans de bouteille, peu de gens pourrait en saisir le sens.* (Là tu surestimes le niveau intellectuel atteint par les militants du POI. - LVOG)

Sinon, les deux dernières causeries étaient très intéressantes (sur l'idéologie, et l'évolution humaine), et à mon avis beaucoup plus instructive et capable de susciter l'intérêt du plus grand nombre que les péripéties d'un parti à l'agonie, qui n'a jamais pu ou su s'ancrer dans la masse des travailleurs ! (Ses dirigeants n'en ont jamais eu la volonté - LVOG) *Et à la rigueur tant mieux, ça aura moins de ravage que le PCF !*"

C'est à voir, car cela a notamment permis de prendre en otage les meilleurs éléments de l'avant-garde du mouvement ouvrier, de les neutraliser, de les mettre au service du PS ou des appareils corrompus des syndicats, donc une cause pourrie, de dégoûter ou détourner des milliers de militants du combat politique, pour finalement empêcher la construction du parti, disons l'équivalent d'un "ravage" en temps de paix, intérieure, car l'impérialisme français n'a jamais vraiment cessé de guerroyer.

Je vais t'avouer un truc, cela fait déjà des années que je consacre une partie de rmon combat politique contre la guerre idéologique et psychologique que mènent les représentants de la classe dominante contre les masses laborieuses, et c'est tout à fait par hasard que je suis tombé sur le texte d'Engels qui traitait de cette question. Je crois que c'était la seconde fois depuis le début de l'année que j'allais sur le site des Archives internet des marxistes (bien mal nommé d'ailleurs, mais bon, passons), et j'aurais très bien pu passer à côté, sauf que voilà, puisque cette lettre d'Engels à Mehring coïncidait avec mes préoccupations, je ne pouvais pas la louper.

Cela peut paraître étrange de la part d'un matérialiste, mais je crois à ce genre de coïncidence qui n'en est pas vraiment une dans la mesure où j'ai acquis la conviction qu'il existe des énergies ou des forces que l'homme ne peut pas percevoir au même titre que les ondes herziennes par exemple dont on n'aurait pas soupçonné l'existence autrefois sous peine de finir sur un bûcher ou dans un asile d'aliénés, pour tout simplement en avoir fait l'expérience une multitude de fois, ce qui a mon avis n'a rien d'extraordinaire et arrive à chacun d'entre nous sans qu'on s'en aperçoive forcément. Il y a plus de 30 ans en arrière j'ai lu un tas de bouquins sur ce sujet, la télépathie, le magnétisme, les pouvoirs insoupçonnés du cerveau, etc. même que des institutions (et des universités) travaillent dessus à travers le monde, et leurs travaux ont fait l'objet d'expérimentations dans le domaine militaire.

On ne va pas s'étendre ici sur ce sujet, je rappellerai seulement un exemple frappant qui s'est répété un nombre de fois incroyable. Au cours d'une lecture j'avais relevé un mot dont j'ignorais la signification, je ne sais plus au juste si c'était le lendemain ou

quelques jours plus tard j'étais chez moi aux toilettes et ce mot m'est revenu à l'esprit en me demandant bien qu'est-ce qu'il venait faire ici, je crois qu'il s'agissait d'estaminet. Le soir même j'avais à peine lu deux ou trois pages de Flaubert, Zola ou Baudelaire pour me détendre que je tombais sur ce mot dont l'emploie était plutôt rare, depuis il est inusité et a été remplacé par café ou cabaret. J'arrêtai ma lecture et je me mis à réfléchir à l'origine et à la signification de cette expérience que je considérais comme un évènement hors du commun.

Et compte tenu que j'ai une mémoire excécrable comme tu peux le constater ici, comme quoi je n'ai pas raconté de blagues quand je l'ai évoquée dans des causeries précédentes (hélas, quelle misère ou handicap!), si je m'en souviens encore aujourd'hui, c'est uniquement parce que cela m'a procuré une vive excitation que j'ai interprétée sur le champ au lieu de la laisser s'échapper pour rejoindre mon inconscience, je détenais la preuve qu'il exitait un lien invisible qui reliait entre elles nos différentes expériences dans la vie, que l'activité de la pensée ne consistait pas forcément à passer de manière désordonnée, inattendue ou hasardeuse d'une idée à une autre, mais qu'elle poursuivait son chemin souterrainement dans une direction déterminée, donc sans qu'on en ait conscience, mieux encore il semblerait qu'elle conditionne certains de nos actes les plus improbables, car si rien ne me prédisposait à repenser à ce mot dans les toilettes, par la suite j'aurais très bien pu ouvrir un des centaines de livres qui se trouvaient dans la bibliothèque sans qu'il renferme ce mot dès les toutes premières pages.

Quelques années plus tôt je ne pouvais pas lire sans consulter le Lexis de Larousse que j'avais toujours à portée de la main, la lecture était encore laborieuse, de manière concise je recopiais la définition du dictionnaire de chaque mot dont j'ignorais la signification sur le dos de la couverture du livre ou sur les pages de gardes blanches ce qui m'évitait de les rechercher plusieurs fois. L'expérience que j'ai évoquée plus haut devait se situer aux alentours du début des années 80, après que j'eus cessé de militer à l'OCI, j'avais changé de lecture et renoué avec la littérature notamment, en fait cela ne faisait que 7 ou 8 ans que je m'étais mis à la lecture, je venais de très très loin, j'étais le plus parfait abruti qui soit parvenu à l'âge de 19 ans, comment dire, incapable de comprendre la moindre ligne d'un article de France Soir, vous m'auriez demandé ce qu'était la philosophie et j'aurais pu vous répondre que ce devait être une filature ou une matière première, un arbre que sais-je, mais là on s'écarte de notre objet.

Je me suis dit en tombant au bout de quelques minutes de lecture sur estaminet ce soir-là, que puisqu'il était apparu à différents moments en dehors de ma volonté, c'est qu'il existait un lien qui les reliait entre eux et qui échappait à ma perception de la réalité, dont j'ignorais les rapports, c'était situé sur une longueur d'onde invisible, du coup j'en concluai que cette continuité exprimée à travers ces trois expériences témoignait que tout était dans l'ordre des choses ou que la voie sur laquelle j'avais engagé ma vie était la bonne ou que je n'avais aucune raison d'en changer l'orientation, j'avais trouvé cela plutôt réconfortant, un peu comme si j'étais à la place qui devait être la mienne dans les conditions qui m'étaient imposées, c'était en quelque sorte une confirmation et une réponse aux questions que je pouvais me poser après avoir quitté l'OCI et cessé de militer pour me consacrer à mon épouse et ma fille qui venait de naître, avais-je pris la bonne décision, est-ce que je ne le regrettais pas, assurément non, même si l'avenir demeurait plein d'incertitudes, d'ailleurs nos relations ne cesseront de se détérioer et nous conduiront au divorce quelques années plus tard.

Je me dis en y repensant 35 ans plus tard, que la répétition de cette expérience ou l'insistance avec laquelle ce mot estaminet s'était manifesté, avait peut-être une tout autre signification, tout à fait opposée à l'interprétation que j'en avais donnée à l'époque. A savoir qu'il pouvait s'agir d'un avertissement m'indiquant que je devais davantage tenir compte de la réalité ou faire attention aux différentes manifestations qui témoignaient de la détérioration de mes relations avec mon épouse que j'avais tendance à minimiser ou à nier pour ne pas en souffrir davantage, et qui étaient les signes avant-coureurs d'une catastrophe annoncée si je m'acharnais dans cette voie, signification qui ne m'est pas venue à l'esprit à l'époque et que j'aurais de toute manière rejetée puisqu'elle aurait contredit mon souhait le plus cher qui était de continuer de partager mon existence avec cette femme et notre enfant, à ce niveau-là et pas seulement j'étais borné au dernier degré, ils étaient toute ma vie donc je ne pouvais pas concevoir une autre voie.

Je t'ai dit plus haut que j'avais vécu un tas de coïncidences du même genre. Par exemple il suffit que mon épouse et notre fille partent vivre à la Réunion pour que j'allume la télé sans connaître les programmes et que je tombe sur un reportage sur la Réunion, pour qu'aux infos du 20h le journaliste parle de la Réunion, cela le jour même de leur départ et cela n'a pas cessé pendant des mois et des mois. Et lorsqu'elles sont revenues en métropole pour s'installer à Toulouse, c'était au tour de Toulouse d'être évoqué à la télé très régulièrement, alors qu'auparavant ce n'était pas le cas, et lorsqu'elles sont reparties à la Réunion il y a deux ans cela est reparti avec la Réunion, et pratiquement tous les jours ou tous les deux ou trois jours quand j'ouvre la page des infos de Yahoo sur la France, il y a un ou deux titres sur Toulouse et aucune autre ville ne bénéficie du même traitement à part Paris. On s'est engueulés, cela fera bientôt deux ans et depuis on est fâchés, nos relations sont totalement rompues, alors que je continue de penser à elles comme si rien ne s'était passé, ce qui est peut-être un tort, je me fais du mal pour rien et c'est peut-être le signe que je devrais me faire à cette idée et ne plus y penser, tourner définitivement la page comme l'on dit, ce à quoi je ne parviens pas à me résoudre.

Si je ne suis pas un intellectuel, j'ai une intense activité intellectuelle depuis 41 ans, il y a toujours un tas d'idées (désordonnées) qui me traversent l'esprit, au point qu'avant de m'endormir je m'arrête sur celle qui me semble la plus appropriée pour passer une bonne nuit ou ne pas faire de cauchemars car cela m'arrive très souvent ou je suis insomniaque, ce qui est épuisant à la longue. N'ayant pas le droit à l'erreur sous peine de foutre en l'air le restant de mes jours, et n'étant pas toujours certain d'avoir pris les bonnes décisions ou d'en avoir mesuré toutes les conséquences, cela m'occupe l'esprit, je n'y pense pas en permanence heureusement, mais j'attache une importance à toutes ces manifestations que j'interprète comme autant de signes m'invitant à davantage réfléchir à ce que je fais pour éviter de m'embringuer à nouveau dans une mauvaise voie, on

croit toujours avoir pensé à tout, puis on s'aperçoit rapidement du contraire, on passe son temps à se leurrer sur un tas de choses et de gens.

Cela ne relève pas de la superstition ou de croyances occultes puisqu'il s'agit d'établir les liens qui existent entre des manifestations bien réelles, une multitude de coïncidences qui ne peuvent pas relever du hasard.

Quoi qu'il en soit, j'en tire la conclusion qu'on est là ou on est et qu'il faut l'accepter, et que c'est à partir de là qu'on doit en toute indépendance envisager l'avenir. Fonder sa vie sur un tas d'espoirs ne rime à rien et sera une source de désillusions supplémentaires à celles que la vie nous réserve d'une manière ou d'une autre, en rajouter nous compliquera l'existence au lieu de nous la simplifier. Et puis pour aller de l'avant dans la vie, vaut mieux partir de la réalité plutôt que de spéculations hasardeuses dont on essaie de se convaincre du bien-fondé ou de la rationalité, alors qu'elles nous conduiront plus sûrement dans une impasse ou un mur, ce qui n'est pas franchement notre objectif. Parfois on se rassure comme on peut inconsciemment, sans s'apercevoir qu'on se leurre soi-même.

Si certains lecteurs se demandaient quel était l'intérêt de développer cette question, on vient de leur fournir la réponse, mais peut-être qu'ils ne se sentent pas non plus concernés, dans ce cas-là je ne sais pas s'il faudrait les en féliciter ou plutôt les plaindre, eux seuls peuvent répondre à cette question.

Finalement, si je suis tombé au hasard en apparence sur un texte portant en partie sur l'idéologie, c'était peut-être parce que depuis un moment je me demandais comment j'allais aborder ce sujet sans trop savoir comment m'y prendre, cela me tracassait après avoir constaté que cette notion avait été galvaudée comme bien d'autres d'ailleurs, je ne voulais pas l'aborder en dilettante et je voulais surtout éviter de perdre du temps, et puis il fallait pouvoir en tirer un enseignement sinon à quoi bon.

J'ai retenu de la leçon de Marx et Engels, que l'idéologie était un moyen d'interpréter la réalité ou des rapports existant à travers un prime déformant, pour mieux nous en détourner afin qu'on s'y soumette à notre insu. Que la religion y occupe une bonne place n'a rien d'étonnant, puisqu'elle recourt aux mêmes artifices obscurantistes. Et lorsque la plupart des intellectuels passent leur temps à conceptualiser chacune de nos expériences, ils finissent par verser dans l'idéologie et abuser leur auditoire.

Que les représentants de la classe dominante recourent à différents mécanismes psychologiques pour l'imposer au peuple, justifie que l'on mène également le combat sur le plan psychologique pour lui venir en aide, démonter ces mécanismes qui ne sont destinés qu'à le tromper fait partie de nos priorités. Il est d'autant plus étonnant (si l'on veut.) qu'on nous le reproche, sachant que la classe dominante s'en sert pour rabaisser les travailleurs, les complexer, les culpabiliser, affaiblir leurs résistances, les démoraliser, les dégoûter d'eux-mêmes ou leurs semblables, ce qui ne coucourt pas vraiment à les aider à prendre confiance en eux, à prendre conscience de leurs forces, or c'est indispensable pour qu'ils passent à l'action ou se soulèvent tous ensemble, c'est bien notre but, n'est-ce pas ?

C'est un moyen comme un autre pour les empêcher de progresser, les neutraliser, leur interdire toute issue favorable à la crise du capitalisme. Il y en a qui croient encore qu'il suffirait de participer à la lutte de classes pour acquérir un niveau de conscience supérieur, si c'était effectivement le cas cela fait belle lurrette qu'ils auraient renversé le régime en place ou plus précisément, qu'ils seraient venus à bout des obstacles qui les empêchaient de le renverser, on pense évidemment à tous ceux qui sous de faux masques véhiculent l'idéologie de la classe dominante au sein du mouvement ouvrier et bien au-delà, ceux qu'on s'est employé à ménager ou à présenter sous un angle avantageux alors qu'ils figuraient parmi leurs pires ennemis.

Le capitaliste estime que son statut d'exploiteur est naturel, éternel, autrement dit qu'une poignée de riches s'enrichissent toujours plus au détriment des pauvres qui le seront toujours davantage ou seront toujours plus nombreux est légitime, ce serait un crime de vouloir inverser l'ordre des choses (ou des classes) ; le religieux estime que de toute éternité il a toujours existé des nantis et des déshérités et que c'est dans l'ordre divin, aussi inaliénable que sa nature, ce serait donc un péché mortel que d'aller contre ; le philosophe estime que le monde correspond à l'idée que s'en font les hommes et qu'il ne peut pas en être autrement, il serait donc vain de vouloir le changer sans changer les hommes au préalable ; bref, les faussaires en tous genres pénétrés de cette idéologie s'emploient à justifier l'ordre établi que nous combattons.

Que font-ils d'autre les conciliateurs, tous ceux qui collaborent avec le gouvernement et le patronat? Que font tous ceux qui nous expliquent qu'il faut s'adapter à la situation, qui loin d'être parfaite disent-ils incarne ce qui se fait de mieux ou qu'il serait impossible d'envisager mieux dans des conditions similaires? Et la fatalité sous laquelle on est censé crouler ou qui s'imposerait à nous, aurait-elle été conçue dans une autre perspective ?

On terminera par là provisoirement, ce qui est le plus dingue dans toute cette histoire, c'est d'observer que tous adoptent l'agenda politique du gouvernement ou des institutions qui représente un véritable carcan imposé au mouvement ouvrier, ce qui explique pourquoi à partir de là aucun ne défend réellement le socialisme.

Un exemple de la manière dont ils imposent leur idéologie.

Hollande lors de son discours d'ouverture de la 4e conférence sociale

- « le statu quo n’est plus possible ».

Qui dira le contraire au regard de l'atmosphère nauséabonde qui règne en France. Pure démagogie.

- « L’alternative, c’est la réforme ou la rupture. La rénovation du modèle social ou sa disparition ».

Chantage. Soit vous acceptez de nouveaux sacrifices, soit on vous prédit l'enfer, vous n'avez pas le choix, choix dicté uniquement par les besoin de la classe dominante, ce qu'il ne peut pas avouer évidemment, c'est donc à nous de l'expliquer aux travailleur !

Rhétorique qui ne sert qu'à masquer la régression sociale généralisée qui est le véritable contenu de l'alternative, la réforme et la rénovation du modèle social. Puisque les travailleurs devraient continuer de subir les conséquences de la crise du capitalisme, cela revient à dire qu'ils en sont responsables ou la législation du travail qui leur est favorable.

Guerre idéologique. Intoxication collective.

- Le hamburger, plat préféré des Français ? - Francetv info

Le hamburger est en passe de devenir le plat préféré des Français. Ces derniers engloutissent un milliard de hamburgers par an. Nous sommes les seconds consommateurs en Europe avec 14 burgers avalés en moyenne par an, juste derrière les Anglais (17) et juste devant les Allemands (13). (Bienvenue au club des pays les plus dégénérés d'Europe. - LVOG)

L'histoire du hamburger a commencé en Allemagne. La ville de Hambourg a donné son nom au hamburger. Au XIXe siècle, les migrants franchissaient l'Atlantique avec une de leur spécialité : la viande hachée qu'ils coinçaient entre deux morceaux de pain.

Puis en 1948, les frères Mc Donald's ont eu l'idée pour booster leur cinéma, de vendre des hamburgers vite préparés. Et aujourd'hui, l'empire Mc Donald's, c'est 35 000 restaurants dans 119 pays. Une belle success-story pour un casse-croûte qui a parfois mauvaise réputation. Francetv info 18.10

Misérable commentaire à gerber ! Les gosses adoptent cette saloperie pour faire comme les copains ou les copines de classe, et ils n'ont aucun mal à l'imposer à leurs parents qui sont dénués de volonté ou qui préfèrent céder, alors que les arguments ne manquent pas pour les détourner de cette bouffe dégueulasse.

Je suis passé par là, hélas ! Avec ma première épouse on avait habitué notre fille à la cuisine à la vapeur, on s'efforçait d'avoir une alimentation et une hygiène de vie aussi saine que possible, on en avait les moyens, on fréquentait les magasins de diététique et ne voila-t-il pas qu'un jour elle nous fait une crise de nerf pour aller chez Mc Donald's, comme ses copines du collège.

J'ai résisté en lui proposant de manger ce qu'elle voudrait à la pizzeria où nous allions chaque semaine, ce qui constituait une entorse à notre régime alimentaire qui n'était pas aussi rigoureux qu'on pourrait le croire,. Rien à faire, sa mère ayant pris son parti, à deux contre un et me voyant accusé de tous les maux, j'ai dû céder car cela dégénérait en un esclandre public, ce dont j'avais horreur à l'époque. Cela devait préfigurer la suite, le divorce...

En complément

Il faut bien justifer la guerre. Combien de rats chez Mc Donald's ?

- A New York, 24 000 plaintes ont été déposées contre les rats - Francetv info

Dans la ville, les autorités intensifient la guerre contre ces milliers de rongeurs vivant dans les parcs, le métro et les égoûts. Francetv info20.10

Dossier Turquie

- L’UE reprendra les négociations sur l’adhésion de la Turquie - sahartv.ir

«Apparemment, l’UE envisage, selon les rapports médiatiques, de reprendre, dans les plus brefs délais, les négociations, suspendues depuis 2 ans, sur l’adhésion de la Turquie à l’UE», a écrit le quotidien suisse, "Tages-Anzeiger".

«Nous devons commencer par les parties 23 et 24, pour ce qui est des questions ayant trait aux lois et aux droits de l’Homme. Tant que nous mènerons des négociations, nous pourrons exercer des pressions et améliorer la situation», a déclaré à "Spiegel",

le commissaire à l'Élargissement de l'UE, Johannes Hahn.

Selon le rapport du quotidien "Die Welt" et en se référant aux informations comparatives des diplomates de l'UE, les négociations, sur la partie 17, relative aux politiques des devises et économique, sont, aussi, à l'ordre du jour. sahartv.ir 18.10

- L'adhésion de la Turquie à l'UE, "une perspective de long terme" pour Valls - AFP

- Manuel Valls dit qu'il n'y aura pas de marchandage avec Ankara - Reuters

L'adhésion à l'UE de la Turquie, en première ligne de la crise des réfugiés, "reste une perspective de long terme" qui devra "le moment venu, être approuvée par le peuple français", a déclaré mardi Manuel Valls à l'Assemblée nationale.

"La question de l'adhésion turque reste une perspective de long terme qui devra, le moment venu, être approuvée par le peuple français. Donc, il ne peut y avoir aucun marchandage, aucun chantage, mais la nécessité d'une aide à la Turquie" pour faire face à l'afflux des réfugiés fuyant le conflit syrien, a souligné le Premier ministre, interrogé par François Fillon lors de la séance des questions à l'Assemblée.

Angela Merkel a estimé dimanche avoir obtenu un progrès dans les pourparlers avec la Turquie sur l'accueil des migrants, promettant de relancer la candidature d'Ankara à l'UE.

"Comme l'a rappelé le chef de l'État, l'issue de ces négociations (d'adhésion d'Ankara) est ouverte", a insisté Manuel Valls.

"Nous souhaitons que ces négociations avancent dans les domaines sur lesquels la Turquie est prête. Depuis 2005, 14 chapitres sur 35 ont été ouverts, un a été fermé, onze de ces chapitres ont été ouverts (...) sous la présidence de Nicolas Sarkozy, un seul l'a été depuis l'arrivée de François Hollande à la présidence de la République", a-t-il poursuivi. AFP 20.10

En complément

- Une chercheuse anglaise retrouvée pendue dans les toilettes de l'aéroport d'Istanbul - LeFigaro.fr

- Quand l'"islam de France" se place sous la coupe des parrains de l'Emirat islamique Un premier lycée confessionnel turc pour un "islam de France" Reuters

Dossier Syrie

- Syrie : les chasseurs us bombardent la centrale électrique d'Alep - sahartv.ir

Les avions de combat de la coalition internationale sous la houlette des Etats-Unis ne cessent de bombarder les infrastructures en Syrie, au lieu de lutter contre le groupe terroriste Daech.

Selon l'agence de presse russe « Sputnik », les chasseurs de la soi-disant coalition internationale anti-Daech, dans un geste en violation flagrante du droit international, ont détruit, dimanche, la centrale électrique d'Alep.

Selon une source militaire, avec la destruction de cette centrale, un grand nombre de régions d'Alep ont été plongées dans le noir. Selon ce rapport, les chasseurs de la coalition parrainée par les Etats-Unis ont violé l'espace aérien syrien, bombardant les infrastructures des villes de Maare, Tel Shaer et Al-Bab, dans la banlieue d'Alep. La semaine dernier, deux chasseurs américains F-16 ont pris pour cible deux centrales électriques de la région d'Al-Rezwaniya, à l'est d'Alep. Un an après le lancement des raids aériens de la coalition internationale menée par les Etats-Unis contre les positions de Daech en Irak et en Syrie, non seulement ce groupe terroriste n'a pas été éliminé mais encore il a enregistré des avancées dans ces deux pays ravagés par la guerre. sahartv.ir 19.10

- Syrie: front de guerre Russie/OTAN - sahartv.ir

Le coup porté par la coalition Russie-Iran aux forces, dirigées par les Etats-Unis, en Irak et en Syrie, a, gravement, terni l'image et le crédit des Etats-Unis.

Le think thank américain souligne le revers des forces de la coalition, dirigées par les Etats-Unis, en Irak, afin de libérer les villes encerclées par Daech, revers qui a porté atteinte au crédit des forces américaines, qui prétendent soutenir l'Irak. Le centre de recherche sur la guerre, aux Etats-Unis, analyse les dernières évolutions, en Syrie, avant d'ajouter que les activités militaires russes, en Syrie, font partie d'un affrontement plus grand entre la Russie et l'OTAN. les opérations militaires russes visent

à augmenter le pouvoir du gouvernement de Bachar al-Assad, et ce, alors que la Russie a violé l'espace aérien turc, en faisant de l'ombre aux drones américains, qui mènent des opérations de reconnaissance, en Syrie. La Russie a tiré des missiles, de type croisière, depuis la mer Caspienne, contre la Syrie, missiles, qui ont traversé le ciel irakien, et ce, sans l'autorisation des Etats-Unis. Il s' agit là d'un grand défi, à l'encontre de l'OTAN. Et le Think-Thank d'ajouter : la Russie tente d'intensifier ses efforts, en Syrie, afin d'obtenir le soutien de certains alliés des Etats-Unis, comme la Jordanie et Israël.

Par ailleurs, la Russie se montre, en tant que garant de la sécurité, au Moyen-Orient, et cela prouve que ce pays ne tient pas compte de la coalition, dirigée par les Etats-Unis. La Russie est décidée à déployer ses forces, non loin des frontières afghanes, là où les Etats-Unis se préparent à prolonger leur présence militaire. "En contrepartie, la Russie est décidée à déployer ses hélicoptères de combat, au Tadjikistan. La mesure n'est pas passée inaperçue par l'Etat, qui, lors de sa réunion de l'OTAN du 8 octobre, a décrété un renforcement de son contingent, en Turquie, pour protéger ce pays. Tout porte à croire que Vladimir Poutine, le Président russe, cherche à exposer sa puissance militaire, dans les republiques de l'ex-URSS, tout en rivalisant avec les Etats-Unis, au Moyen-Orient.

Poutine projette de créer un groupe conjoint, avec l'aide du Tadjikistan, façon d'avoir à l'oeil les républiques de l'Ex-URSS. L'Afghanistan offre, en effet, une opportunité, pour faire avancer ses objectifs, face à l'Occident. La Russie, en menant des frappes aériennes, en Syrie, essaie d'exercer davantage de pressions sur les Etats-Unis et leurs alliés, pour leur faire accepter la nouvelle coalition anti-Daech.

Les forces de la coalition pro-américaine ont du mal à nettoyer la ville de Ramadi de la présence des terroristes de Daech, ce qui portera atteinte au crédit des forces américaines, qui soutiennent l'Irak . Dans ce contexte, la Russie et l'Iran s'occupent à concurrencer la coalition, dirigée par les Etats-Unis, en Irak.

On ne sait pas si la réaction de l'OTAN pourra contrer l'offensive russe, en Syrie. Surtout, que la montée du soutien russe au gouvernement de Bachar al-Assad, ainsi que les opérations contre les terroristes du Front Al-Nosra, font partie du plan de la Russie, destiné à créer une coalition Irano-russe, qui projette de s'élargir. Voici ce que compte faire Moscou, pour agrandir sa coalition:

La présence du navire "Alexandre Tachenko", en provenance de la Russie, qui se trouve à l'Est de la Méditerranée, et dans le port de Tartous, où la Russie a une base navale.

La Russie a tiré, le 7 octobre, sans préavis, des missiles de croisière, depuis la mer Caspienne, vers la Syrie, en passant par le ciel de l'Iran et de l'Irak.

Il existe des rapports vagues, sur le lieu de l'impact de ces missiles.

La Russie a fait état de la livraison d'hélicoptères de combat et de transport, au Tadjikistan.

Le gouverneur de la Tchéchénie, Ramazan Ghadiraf, a demandé au Président russe, Vladimir Poutine, d'envoyer les forces partisanes russes-tchétchènes, en Syrie, pour lutter contre le groupe Daech, et il y a 3 semaines, le président russe a demandé la création de bases russes, en Biélorussie. sahartv.ir 19.10

- Incident après une manoeuvre d'un F 18 suisse près d'un avion russe - euronews.com

- Sécurité des avions de chasse en Syrie: accord américano-russe - Reuters

Les Etats-Unis et la Russie ont signé mardi un mémorandum d'entente prévoyant les mesures que doivent prendre leurs pilotes afin d'éviter tout incident hasardeux lors des campagnes de frappes aériennes que les deux pays mènent en Syrie, a indiqué le Pentagone.

La question de la sécurité des avions de chasse engagés par les armées russe et américaine se pose depuis l'entrée dans le conflit syrien de Moscou le mois dernier.

"Le memorandum contient un nombre de règles et de restrictions visant à empêcher des incidents entre les avions russes et américains" qui effectuent, dans le cadre d'opérations différentes, des frappes aériennes contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie, a souligné un vice-ministre russe de la Défense, Anatoli Antonov, cité par l'agence publique Ria-Novosti.

Peter Cook, porte-parole du Pentagone, a indiqué que le texte du mémorandum ne sera pas rendu public mais a précisé qu'il contenait des protocoles particuliers à suivre par les équipes de pilotes, plus l'établissement d'un canal terrestre de communications entre les deux camps en cas d'échec des liaisons aériennes.

"Les Etats-Unis et la Russie vont constituer un groupe de travail pour discuter de tous les éventuels problèmes de mise en oeuvre", a déclaré Peter Cook devant la presse.

Le département d'Etat a indiqué que le mémorandum ne visait qu'à garantir la sécurité des pilotes.

"Il ne s'agit pas d'un traité de coopération ou de quoi que ce soit du genre. Cela n'implique pas une coopération ou une coordination ou des objectifs communs", a déclaré John Kirby, porte-parole du département d'Etat. Reuters 20.10

- Le régime de Bachar al-Assad regagne du terrain en Syrie - euronews.com

Les hommes de Bachar Al-Assad regagnent du terrain en Syrie. La collaboration avec l'aviation russe et les 2000 combattants iraniens au sol semble porter ses fruits.

L'aéroport de Deir ez-Zor repris

D'après la télévision d'Etat, les forces du régime auraient ainsi repris, au groupe Etat Islamique, la zone de l'aéroport de Deir ez-Zor, dans l'est du pays.

La bataille d'Alep

Le régime syrien a également progressé près d'Alep, une province contrôlée principalement par le Front al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda.

Là encore, l'apport de la Russie aurait été déterminant. D'après une agence d'opposition, l'aviation russe y aurait mené 80 raids depuis vendredi.

Homs reste aux mains des rebelles

Plus au sud, les raids russes et les bombardements du régime auraient fait 72 morts, dont des civils, à Homs depuis jeudi, d'après l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme. Mais la zone reste dirigée par les rebelles.

Des images amateur d'hélicoptères pilonnant une ville ont été publiées sur les réseaux sociaux. D'après leurs auteurs, il s'agirait d'hélicoptères russes bombardant la ville de Talbissé, au nord de Homs.

Le Premier ministre russe change subrepticement de rhétorique

D'après Dmitri Medvedev, la Russie cherche à protéger "ses intérêts nationaux" en intervenant en Syrie. Il s'agit de "combattre le terrorisme", "pas de protéger un dirigeant spécifique", a déclaré le Premier ministre russe. Dmitri Medvedev a cependant confirmé que pour l'instant Bachar al-Assad était le dirigeant "légitime" du pays. euronews.com 18.10

- "Croissant chiite, un mensonge israélo-américain". (Assad) - sahartv.ir

Le croissant chiite n'a jamais existé, il s'agit d'un mensonge américano-israélien parfaitement sans fondement et qui sert de prétexte pour envoyer des terroristes en Syrie, a affirmé le président Assad.

Selon le journal Raï al Youm qui cite le président Assad, " la chiisation de la Syrie et son intégration dans le croissant chiite est un mensonge sans fondement". Le journal rapporte la récente visite d'une délégation jordanienne à Damas et ses entretiens avec le président Assad. " Assad a très énergiquement rejeté l'idée d'une confessionalisation de la Syrie qualifiant la notion même de croissant chiite de mensonge. Assad a confirmé à ses hôtes jordaniens que ni lui ni personne à Damas ne cherchait à mettre en cause l'intégrité territoriale de la Syrie et sa souveraineté pour des questions d'ordre confessionnel. C'est un mensonge israélo américain que ce croissant chiite, mensonge que certains régimes arabes ont repris et profèrent", poursuit le journal avant d'ajouter : " et Assad aurait assuré ses hôtes en ces termes : la Syrie ne deviendra jamais un pays chiite, ni politiquement, ni socialement ni sur le plan religieux. C'est un mensonge inventé par les pays qui recrutent et forment les terroristes avant de les envoyer en Syrie. Le gouvernement syrien s'oppose à tout ce qui pourrait provoquer des divergences inter confessionnelles". Rai al Youm affirme que le message d'Assad est destiné à détendre les relations Damas/Amman.

Depuis 2011, la Jordanie a joué un rôle trouble en Syrie accusant de façon intermittante la Jordanie de soutien au terrorisme. or depuis le début des frappes russes contre les positions de Daech en Syrie, Amman semble avoir mis de l'eau dans son vin. Certaines informations font état de la décision de la Jordanie de stopper net son programme intitulé " Formation des rebelles modérés" financés et planifiés par les Etats Unis.en Jordanie on évoque dors et déjà " le retour d'Assad aux affaires". sahartv.ir 20.10

ACTUALITE EN TITRES

Croyez-vous que le PS serait de gauche ? Non, ce n'était pas vraiment la question.

Ils copient les instituts de sondages à moins que ce ne soit l'inverse.

- Référendum: le PS s'autoconvainc de son succès - LeFigaro.fr

- "Référendum" du PS: un "coup politique" dont les "Français se foutent", selon EELV - AFP

- «Référendum» du PS: Plus de 250.000 votants, près de 90% favorables à l'unité de la gauche - 20minutes.fr

Croyez-vous qu'un gouvernement de droite pourrait faire une politique de gauche ? Non, ce n'était pas vraiment la question

- Plus de 10.000 votants pour le "contre-référendum" de la gauche de la gauche - AFP

Plus de 10.000 personnes ont voté, 96,4% ont répondu oui à la question "Face à la droite et à l'extrême-droite, souhaitez-vous que le gouvernement mène une politique de gauche"", écrivent-ils. AFP19.10

Pas de bol, cela n'arrivera jamais. Qui diffuse de telles illusions parmi la population ? EELV et le Front de gauche associés sur le plan électoral.

Quand servage rime avec démocratie, c'est qu'on est en dictature.

- Le travail le dimanche va-t-il se démocratiser ? - Francetv info

L'idéologie, c'est aussi prétendre qu'une régression sociale serait un progrès social...

Normal, c'est le corporatisme.

- François Hollande défend le dialogue social - Francetv info

- Conférence sociale : pour Hollande le dialogue social est « une condition du progrès » - LeMonde.fr

- Sans « réforme », François Hollande met en garde contre « la disparition » de notre modèle social - Public Sénat

- François Hollande tacle la CGT : "Il est commode de ne jamais s'engager en espérant que d'autres le feront" - Francetv info

Ca c'est bien dit ! Il devait aussi parler de lui laissant Macron et Valls monter en première ligne !

- Pourquoi Hollande s'obstine dans sa vision du dialogue social - Le Huffington Post

Quand Mailly est au chevet de Hollande et du PS.

- Mailly (FO): le "climat social n'est pas bon" en France - AFP

Lors de la conférence sociale, la quatrième du genre du quinquennat organisée lundi au palais d'Iéna, il "souhaite en parler" avec le président François Hollande, qui doit tenir le discours d'ouverture.

Le conflit à Air France et les violences qui y ont eu lieu début octobre montrent "que le dialogue social ne se porte pas bien, dans le public mais aussi dans certaines entreprises privées".

"Les actes de violence sont forcément condamnables, mais que penser d'une direction qui ne donne aucune perspective aux salariés? Et fallait-il arrêter les gens à 6 heures du matin et les traiter de voyous? ", ajoute le leader syndical. "Le

mécontentement social est là, latent, et je crains qu'il ne s'exprime dans les urnes." AFP 20.10

Ce salopard condamne une nouvelle fois les 5 magasiniers d'Air France avant même leur procès.

Le réactionnaire tombe (un peu plus) le masque, mais ce n'est pas encore suffisant pour que le POI rompt avec lui. On va vous donner un tuyau, le jour où le POI rompra avec l'appareil de FO, c'est qu'il sera trop tard ou qu'il se sera disloqué ou quand les poules auront des dents.

Régime policier. L'inquisition.

- "Ils sont filous ces Roumains" : la blague douteuse de la gendarmerie de Charente - Francetv info

Postée sur facebook, la boutade a rapidement été supprimée après l'indignation des internautes. Francetv info 19.10

Pour un peu ils nous rendraient les gendarmes sympathiques...

- Plainte contre Morano pour ses propos sur la France "pays de race blanche" - AFP

La Ligue de défense judiciaire des musulmans (LDJM) a envoyé une plainte au parquet de Paris contre l'eurodéputée Nadine Morano pour ses propos sur la France, "pays de race blanche". AFP 20.10

Pourquoi, il y a des sous à se faire ?

Sur le modèle anglo-saxon.

- L'emprunt, une nouvelle solution pour financer les études - Francetv info

Les frais de scolarité sont en hausse de manière exponentielle dans les écoles les plus prestigieuses. Francetv info 19.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Ca craque de partout, plie... mais ne cède pas... encore.

- Lagarde (UDI) et Dupont-Aignan (DLF) partagent la crainte de Martinez (CGT) d'une explosion sociale - AFP

Normal qu'ils partagent la même crainte...

- François Hollande hué à La Courneuve - Francetv info

- A la Courneuve, Hollande peine à rétablir le dialogue - liberation.fr

Déplacement de François Hollande en banlieue pour le lancement de l'agence de développement économique. Une cinquantaine de personnes ont accueilli le Président à la pépinière d'entreprise aux cris de «C'est quand le changement ?» et «Du travail !»

Accueilli par des huées à sa visite d'une pépinière d'entreprises de Seine-Saint-Denis, le chef de l'Etat a annoncé des mesures pour l'emploi, la formation et les quartiers.

Le président du département, Stéphane Troussel minimise et argumente : «Ce sont les mecs de la CGT qui mettent le feu aux poudres, c'est eux qui poussent les jeunes à mettre la pagaille.» Le député socialiste Razzy Hammadi sort le même disque. Ils mettent en cause les syndicats de la CGT bloqués par les forces de l'ordre à une cinquantaine de mètres de la pépinière.

Les mots sont beaux. A la fin du discours de François Hollande quelques jeunes patientent à l'entrée. La sécurité prend la température. L'équipe de communication aussi. Finalement, le président prend la sortie de secours. Une occasion ratée de reprendre le dialogue avec une jeunesse qui n'écoute plus les discours. Une jeunesse qui attend des actes. liberation.fr 20.10

Liberation s'extasie "les mots sont beaux"... mais hélas pas ou plus suffisant !

- Anne Hidalgo "interdite de séjour" dans une ville des Yvelines - LePoint.fr

"Paris méprise les banlieusards", alors Jacques Myard méprise Anne Hidalgo. Le député-maire Les Républicains de Maisons-Laffitte (Yvelines) a pris un arrêté municipal étonnant, faisant de la maire de Paris une persona grata dans sa ville. À l'origine d'une telle mesure ? Le projet de piétonnisation d'une partie de la rive droite de la Seine dans la capitale, annoncé dimanche dernier par la municipalité.

L'arrêté municipal, signé le 19 octobre et dévoilé par BFMTV, stipule que "Sa Seigneurie Anne Hidalgo est interdite de séjourner sur tout le territoire de Maisons-Laffitte pour une durée indéterminée, du moins jusqu'à qu'elle revienne sur ses projets idéologiques de ghettoïsation de la Ville de Paris". Pour Jacques Myard, la piétonnisation d'une partie de la rive droite de la Seine à Paris - projet lancé par Anne Hidalgo - rendra "impossible la traversée de Paris aux banlieusards obligés de prendre leur voiture". LePoint.fr 20.10

Jacques Myard ne serait-il pas un adepte de Porochenko par hasard ? Anne Hidalgo aussi, OK je n'ai rien dit !

- Transports: le gouvernement veut muscler les contrôles après l'attaque du Thalys - AFP

- Après le Thalys, la police autorisée à fouiller les bagages sans l'accord des passagers - Liberation.fr

- Lutte antiterroriste : les agents de sécurité de la SNCF et de la RATP pourront fouiller les bagages et procéder à des palpations - Francetv info

Si le passager refuse de se plier à ces contrôles, il ne pourra pas emprunter les transports, ont précisé les ministres. Les policiers et les gendarmes, qui ne pouvaient jusque-là fouiller les bagages des passagers qu'en cas de délit, seront désormais autorisés à effectuer ces fouilles.

Le gouvernement a en outre décidé de simplifier les règles de compétence des procureurs de la République pour faciliter ces contrôles : il fallait auparavant l'accord de tous les procureurs concernés par un train passant par plusieurs régions par exemple. Francetv info 19.10

- La "taxe terrorisme" relevée d'un euro au 1er janvier 2016 - Francetv info

Cette taxe, prélevée sur chaque contrat d'assurance, va passer de 3,30 à 4,30 euros, affirme "Le Parisien / Aujourd'hui en France", dimanche. Francetv info 19.10

C'est du racket, du vol, légal s'il vous plaît.

- Violents incidents dans l'Isère pour obtenir une libération - Reuters

De violents incidents ont éclaté mardi à Moirans (Isère), où une trentaine de jeunes ont mis le feu à des palettes et à des carcasses de voitures pour demander la libération d'un de leurs amis actuellement incarcéré, a annoncé la préfecture locale.

La route départementale 1085 est coupée depuis le milieu de l'après-midi dans les deux sens et la préfecture a dû mettre en place des déviations pour permettre la circulation automobile entre Lyon et Grenoble.

Le même groupe a également fait brûler des véhicules dans le quartier de la gare et la SNCF a dû interrompre le trafic. Des incendies ont été allumés à proximité de la prison d'Aiton (Isère) où est incarcéré le détenu et les prisonniers ont refusé de réintégrer leurs cellules.

"La préfecture de l'Isère a dépêché quelque 80 gendarmes sur les deux sites", indique-t-elle dans un communiqué, précisant qu'il n'y avait pas de blessé et que des renforts étaient en route.

"Les manifestants réclament la libération de deux personnes incarcérées pour pouvoir assister aux obsèques d'un proche qui auront lieu mercredi", a ajouté la préfecture.

Ce jeune faisait partie d'un groupe issu de la communauté des gens du voyage dont trois membres sont décédés dans la nuit de vendredi à samedi lors d'une sortie de route à bord d'une voiture volée, dit-on de même source.

En août dernier, un groupe de gens du voyage avait bloqué l'autoroute A1 dans les deux sens pour obtenir que le fils d'une victime d'une fusillade qui avait fait quatre morts dans un camp soit libéré pour assister aux funérailles de son père. Reuters 20.10

Je propose qu'on leur décerne une médaille. A qui, aux gendarmes ? Vous êtes tombé sur la tête ou quoi, à ces braves gens du voyage voyons !

- Corbeil: un homme sorti d'un centre psychiatrique armé de couteaux tué par la police - AFP

Un homme, qui sortait de l'unité psychiatrique d'un centre hospitalier armé de deux couteaux, a été abattu par la police en pleine rue mardi à Corbeil-Essonnes, en banlieue parisienne.

Le patient, âgé de 30 ans, était suivi depuis de nombreuses années par l'établissement, le centre hospitalier sud-francilien (CHSF), et était également connu de la justice: en 2009, il avait commis un meurtre à Bagneux mais avait été déclaré pénalement irresponsable, a précisé lors d'un point-presse le procureur de la République d'Evry (Essonne), Eric Lallement.

"Sa situation était plus simple depuis quelques mois, mais ce matin, pour des raisons qui n'ont pas été identifiées, il est entré dans une crise très violente", a expliqué le directeur de l'hôpital Thierry Schmidt.

Peu avant midi, il s'en est d'abord pris à un membre du personnel qui était entré dans sa chambre, a relaté M. Schmidt. Il lui a assené plusieurs coups de poings avant de se rendre dans la salle du déjeuner et de se saisir de deux couteaux de table.

Puis il a continué à agresser le personnel, blessant légèrement deux personnes au couteau, dont une aide-soignante touchée à l'arcade sourcilière. L'homme a ensuite réussi à échapper à la sécurité et à sortir de l'établissement.

Une fois dehors, les fonctionnaires de police, alertés par l'hôpital, se sont retrouvés face à cet homme armé de deux couteaux en pleine rue.

Ils ont tenté de l'interpeller en usant notamment de bombes lacrymogènes et de coups de cannes, sans succès. Un premier policier a reçu un coup de couteau et a été légèrement blessé à l'épaule. Puis le forcené "s'est projeté" sur une gardienne de la paix, "en exhibant l'arme ensanglantée", d'après une source policière.

Cette dernière a alors répliqué en tirant à deux reprises au niveau du tronc. Les secours ont tenté de le ranimer pendant près de deux heures, avant que le décès ne soit constaté peu avant 14H30. AFP 20.10

Pourquoi ne l'ont-ils pas neutralisé, pourquoi ne lui ont-ils pas tiré dans les bras ou les jambes au lieu d'attendre qu'il se jette sur eux pour l'abattre comme un chien enragé et justifier ensuite leur crime ?

- Marseille: Les agresseurs d'un couple homosexuel condamnés à trois ans et demi de prison ferme - 20minutes.fr

Leur nuit avait tourné au cauchemar. En sortant d'une boîte de nuit, Paul et Tony, un couple homosexuel, avaient été insultés, puis frappés par cinq agresseurs. Deux d'entre eux avaient pu être identifiés. Ils viennent d'être condamnés à trois ans et demi de prison ferme.

En plus de cette peine de prison ferme, le tribunal a prononcé une peine avec sursis de 18 mois contre les deux agresseurs, âgés de 18 et 19 ans. 20minutes.fr 20.10

Qui a instrumentalisé les homosexuels en leur faisant croire que le droit les protègerait ? Hollande. C'est lui qu'il faudrait foutre en tôle en premier.

- Le groupe écologiste du Sénat à deux doigts d'exploser... - Public Sénat

La diversité des espèces parasites est menacée sans que les institutions vermoulues de la Ve République ne s'effondre, pas de bol !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Blair.

- Document : le pacte Bush-Blair contre l'Irak - Réseau Voltaire

Le Daily Mail du 18 octobre 2015 publie des documents trouvés parmi les e-mails privés d'Hillary Clinton que celle-ci a été contrainte de remettre à un tribunal états-unien [1].

L'un de ces documents, un mémo daté du 28 mars 2002 du secrétaire d'État Colin Powell au président George Bush, atteste la préparation du pacte de Crawford, dont Tony Blair a pourtant nié l'existence devant la Commission présidée par Sir John Chilcot.

M. Powell assure que le Premier ministre britannique prendra l'engagement, lors du séminaire de Crawford des 4 et 5 avril 2002, de soutenir une expédition militaire contre l'Irak et d'en assurer la communication.

Le 3 février 2003, M. Blair avait publié un document prétendant attester d'un programme militaire irakien qui n'a jamais existé [2]. Puis, le 5 février 2003, Colin Powell faisait un show devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Se fondant sur le rapport de Tony Blair et sur d'autres informations de la CIA, il annonçait le changement de régime en Irak. M. Blair avait avoué par la suite avoir truqué son rapport [3]. Le document publié par le Daily Mail atteste de la coordination de MM. Bush et Blair pour berner l'opinion publique internationale. Réseau Voltaire 19.10

2- Suisse

- Suisse: poussée spectaculaire de la droite anti-immigration aux législatives - AFP

La droite populiste suisse, l'UDC, résolument anti-immigration et anti-Union Européenne, a enregistré dimanche une progression spectaculaire aux élections législatives, qui la conforte comme premier parti de la Confédération Helvétique.

Elle obtiendrait près d'un tiers des sièges du Conseil National, selon des projections de l'agence suisse ATS et de la télévision publique RTS. AFP 19.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Syndicats : 1,8 million d'adhérents en France - Francetv info

En 1975, 22% des salariés français appartenaient à un syndicat. Le chiffre s'est stabilisé depuis les années 2000 à seulement 8%.

Vous soustrayez les cadres et les retraités, une grande partie des syndiqués de l'UNSA, de la CFDT et de la CGC, combien en reste-t-il ? Et si vous soustrayez ceux qui sont syndiqués depuis des lustres comme d'autres sont abonnés à Télérama combien en reste-t-il ? Moins de la moitié dont les trois quart sont des fonctionnaires. Combien en reste-t-il dans le secteur marchand sur 25 millions de salariés environ, entre 200 et 300.000, soit 1%, allez, soyons généreux 2 ou 3% maximum.

Franchement, vous croyez vraiment que cela pourrait être suffisant pour entraîner l'ensemble de la classe au combat, non mais qui peut croire un truc pareil ? Et dire qu'il y en a qui axent leur politique en direction des syndicats.

2- Air France: près de 1.000 emplois supprimés en 2016, les syndicats s'offusquent - AFP

A quoi cela sert le comité d'entreprise à part la collaboration de classes ?

AFP- Le PDG d'Air France-KLM a précisé dimanche que près d'un millier d'emplois seront supprimés en 2016 au sein de la compagnie tricolore, principalement par des départs volontaires, un passage en force dénoncé par les syndicats.

Le détail des suppressions de postes doit faire l'objet de discussions avec les syndicats, notamment en comité central d'entreprise (CCE) jeudi, date à laquelle les salariés sont appelés à manifester dans Paris pour la défense de l'emploi. AFP 18.10

3- Les avocats du barreau de Paris lancent une grève générale - Reuters

Le barreau de Paris appelle à une grève générale empêchant toute audience à partir de ce lundi dans la capitale pour dénoncer le "passage en force" du gouvernement sur le financement de l'aide juridictionnelle.

Le mouvement, qui fait écho à la grogne des policiers, pourrait s'étendre à toute la France, le Conseil national des barreaux n'excluant pas d'élargir à tous les secteurs une grève de la désignation d'office des avocats.

Les avocats dénoncent le vote en catimini, selon eux, jeudi soir, de la disposition de la loi de finances qui oblige les avocats à payer de leur poche l'augmentation de l'enveloppe consacrée à l'aide juridictionnelle.

Ce prélèvement est de 15 millions d'euros pour 2016 et 2017.

"La place Vendôme est donc passée en force contrairement à tous les discours et engagements de Madame Christiane Taubira", la ministre de la Justice, déplore le bâtonnier de Paris, Pierre-Olivier Sur, dans un appel aux avocats de Paris.

Selon lui, le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, a reconnu en séance "qu'il s'agissait effectivement d'un nouvel impôt" sur la profession d'avocat.

L'aide juridictionnelle (AJ) permet aux plus démunis d'accéder aux services d'un avocat.

Les avocats refusent de cotiser à une augmentation de son budget comme le leur a demandé Christiane Taubira, faisant valoir qu'ils participent déjà largement à son fonctionnement.

Ils affirment également que les indemnisations des avocats agissant au titre de l'aide juridictionnelle "seront dévalorisées d'environ 30%", écrit Pierre-Olivier Sur.

Sur le plan pénal, les avocats parisiens sont appelés notamment à ne plus assurer les audiences publiques : les comparutions immédiates, les affaires correctionnelles, ainsi que celles qui relèvent du tribunal de police.

"Il convient de poursuivre et même d'intensifier le mouvement de mobilisation", déclare pour sa part le président du Conseil national des barreaux (CNB), Pascal Eydoux.

Dans une lettre aux avocats, il ne "rejette pas l'hypothèse d'inviter à un mouvement plus fort par une grève totale des audiences par tous les avocats en toute matière".

Selon le CNB, à l'origine d'une grève des avocats commis d'office lancée la semaine dernière, 126 des 164 barreaux du territoire suivaient le mouvement vendredi dernier.

- La grève des avocats prend de l'ampleur - Reuters

La grève générale lancée lundi par les avocats de Paris s'est étendue mardi à une vingtaine de barreaux de province, qui dénoncent le "passage en force" du gouvernement sur le financement de l'aide juridictionnelle.

Dans le même temps, quatre syndicats des personnels de l'administration pénitentiaire appellent à une manifestation nationale jeudi à Paris, qui conduira le cortège devant le ministère de la Justice. Quatre syndicats (UFAP-Unsa, SNP-FO, SNJ-FO personnels administratifs et CGT pénitentiaire) appellent à une manifestation nationale pour dénoncer les conditions de travail, l'insécurité, et des indemnités trop peu élevées.

Pour tenter d'apaiser la fronde, la ministre de la Justice, Christiane Taubira, a annoncé qu'elle recevrait mercredi les représentants du Conseil national des barreaux (CNB), de la Conférence des bâtonniers et de l'ordre des avocats de Paris.

Vingt barreaux ont décidé de manière souveraine lundi d'une grève totale et illimitée de leur activité, notamment Rouen, Grenoble et Bordeaux, a-t-on appris auprès du CNB.

Le mouvement, qui fait écho à la grogne des policiers, pourrait s'étendre à toute la France, le CNB menaçant de faire voter vendredi le principe d'une grève générale et illimitée.

A Lille, 200 avocats en robe noire ont bloqué mardi les entrées du palais de justice, brandissant des pancartes visant les ministres de l'Economie et de la Justice, Emmanuel Macron et Christiane Taubira.

Selon le CNB, qui dénonce des "actes inqualifiables", des CRS ont molesté des avocats dans l'enceinte du tribunal.

Le durcissement des barreaux de province pourrait multiplier les reports d'audiences et engorger les tribunaux. Reuters 20.10

4- Paris : Paris: Gare RER François-Mitterrand, les déchets s'accumulent, les poubelles disparaissent - 20minutes.fr

Depuis 29 jours et le début d'une grève des agents de nettoyage, la station croule sous les déchets. La SNCF démonte même les poubelles ce mardi matin pour éviter leur accumulation…

La situation ne s'améliore pas en gare RER Bibliothèque François-Mitterrand (ligne C)… Depuis quatre semaines maintenant, les agents de Safen, la société prestataire de nettoyage filiale du groupe Onet, sont en grève. Et la station, chaque jour, est jonchée de papiers de journaux et de détritus en tout genre. Quand ce n'est pas des matières fécales ou de l'urine.

En attendant qu'une issue soit trouvée au conflit, la SNCF s'organise. La compagnie ferroviaire a déjà lancé un appel sur la base du volontariat auprès de ses employés pour s'occuper du nettoyage. « Ils sont une vingtaine, des agents d'escales comme des personnes travaillant dans les bureaux, précise la SNCF. Le dispositif ne permet pas de faire un nettoyage quotidien mais de limiter la détérioration de la gare. »

Ce mardi matin, la compagnie ferroviaire passe à la vitesse supérieure. Entre 7h30 et 9h30, ces mêmes agents volontaires distribueront des tracts invitant les voyageurs à ne plus rien jeter dans cette gare. Les poubelles seront démontées dans la foulée et les distributeurs de confiseries seront mis hors-service pour éviter l'accumulation de déchets. 20minutes.fr 20.10

Haut de page

Le 24 octobre 2015

CAUSERIE

Rectificatif

Nous avons retiré l'article *La Turquie prend position officiellement pour l'Émirat islamique. (19.10)*

- Rectificatif : une intoxication contre Hakan Fidan - Réseau Voltaire 21.10

Nous avons été abusés et avons reproduit des extraits d'un prétendu entretien d'Hakan Fidan, chef des services secrets turcs, le 18 octobre 2015, à l'agence Anadolu, dans lequel il aurait pris la défense de l'Émirat islamique.

Or, cet entretien n'a jamais existé.

Nous présentons nos excuses à M. Fidan, à l'agence Anadolu et à nos lecteurs. Réseau Voltaire 21.10

Voilà des gens corrects, non ?

Comme quoi cela peut arriver à n'importe qui de se faire abusé. Nos dirigeants feraient bien de s'en inspirer ! Non, ils sont vraiment incurables, arrivé à un certain âge on ne se refait pas, il ne faut pas rêver...

La confiance des uns fait le malheur des autres.

- Banques, voitures, achats en ligne : tout est une question de confiance - euronews.com

Que la confiance des investisseurs dans le capitalisme disparaisse et c'est tout leur système économique qui s'effondre. Ils ne lui accordent leur confiance qu'à partir du moment ou ils estiment que le risque (rémunérateur) qu'ils prennent en vaut la chandelle, dans le cas contraire ils lui retirent et c'est la chute, qui généralement est orchestrée par les banquiers les plus puissants pour la contrôler et en tirer profit. Ce risque calculé repose sur la perspective de gains alléchants qui ne peuvent être réalisés que dès lors que la stabilité du régime est assurée, autrement dit que la paix sociale règne ou que rien ne menace le pouvoir de la classe dominante. Et pour ce faire, il faut que le taux d'exploitation soit maintenu ou augmente ou que les exploités témoignent eux-mêmes leur confiance dans le capitalisme et ses institutions.

Il faut donc tout faire pour que les travailleurs ne puissent pas se mobiliser sur leurs revendications sociales, que chaque mobilisation demeure isolée, et surtout qu'ils ne se dotent pas d'objectifs politiques ou pire, qu'ils en arrivent à poser la question

du pouvoir ou de l'Etat. Il faut donc tout faire pour les empêcher de s'organiser pour rassembler leurs force, briser nette toute velléité d'indépendance de classe qu'ils pourraient manifester et qui les conduirait à remettre en cause l'ordre établi.

Bref, il faut tout faire pour que les travailleurs ne parviennent pas à avoir confiance en eux et dans la force qu'ils représenteraient face au capitalisme en afillite réduit à un monstreux appareil de propagande et policier. Quand ils n'ont plus confiance dans les partis censés incarner leurs intérêts, la classe dominante et ses médias s'emploient à favoriser la naissance de nouveaux partis à consonnance populaire qui rempliront cet office, le PG et le FdG en France, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, Die Linke en Allemagne, etc. Parallèlement ils favoriseront l'extrême droite pour mieux les désorienter, pour finalement se livrer à des amalgames entre ce qu'ils présentent comme l'extrême gauche et l'extrême droite, ce qui devrait finir de les dégoûter de placer leur confiance dans un parti politique au profit du marché et son idéologie nausaébonde qui pénètre quotidiennement leur cerveau, auxquels ils sont appelés à adhérer ou à se soumettre de gré ou de force.

Parvenu à ce stade ils auront perdu toute trace d'indépendance, jusqu'à la notion de confiance qui aura totalement disparu chez eux après avoir été rabaissés au rang de serfs, pour avoir abdiqué leurs droits ou n'avoir pas été capables d'en défendre la légitimité.

Pris isolément ou en l'absence d'une conscience de classe, cette notion de confiance sera orientée vers la recherche de solutions individuelles à des problèmes qui sont d'ordre collectif, dans une société où tous les travailleurs sont mis en concurrence, cela se traduira par l'établissement de rapports détestables les opposant les uns aux autres, pendant que les représentants de la classe dominante appliqueront le programme du capital.

Ils justifieront la confiance qu'ils auront placée dans un système économique jusqu'à en accepter toutes les conséquences, y compris la pire barbarie à laquelle il recourt ou qui les laissera indifférents, c'est plus hypocrite mais au moins cela ne laisse pas de traces, on pourra plus difficilement le leur reprocher et leur bonne conscience sera sauve. Au-delà, parvenus à ce stade d'avilisement, de décomposition ou de déchéance, ils ne seront plus en mesure de contester ou de s'opposer à leurs maîtres tout puissants qui pourront leur imposer des conditions de travail et d'existence toujours pires, ils seront prêts pour être envoyés à l'abattoire ou participer à une nouvelle boucherie ou guerre.

La question de confiance revêt forcément un contenu et une orientation de classe.

La mauvaise question : les travailleurs ont-ils confiance en eux. La bonne question : Ont-ils conscience de leur condition ? L'un ne conditionne pas forcément l'autre, mais l'un sans l'autre ne peut aboutir qu'à une impasse. Quand on ne sait pas où on en est, comment savoir où l'on va, comment s'orienter correctement ou conformément à nos besoins, impossible.

Si vous estimez qu'il n'est pas possible de changer la société, c'est parce que vous témoignez inconsciemment toujours de la confiance envers le capitalisme. Pourquoi ? Parce que par ignorance vous lui attribuez des mérites qu'il a usurpés, un futur qu'il a déjà hypothéqué.

Si vous estimez qu'il n'est pas possible de changer la société, c'est parce que vous n'avez pas confiance dans les masses exploitées, dès lors on comprend pourquoi vous considérez qu'élever leur niveau de conscience serait inutile ou secondaire, au-delà cela vous servira d'argument pour justifier votre propre adaptation au capitalisme, entre temps de révolutionnaire vous serez devenu contre-révolutionnaire, le plus souvent sans même vous en être aperçu.

Si vous estimez qu'il n'est pas possible de changer la société, c'est que vous n'avez pas confiance en vous, ce qui signifie que vous n'avez pas réellement conscience de votre condition et que votre confiance est bien mal placée, vous vous leurrez vous-même sur ce que vous êtes ou votre engagement politique qui est orienté dans une direction opposée à vos intérêts et ceux de la classe ouvrière

Refusez d'accorder sa confiance aux masses laborieuses, c'est se détourner ou abandonner le socialisme ou n'y avoir rien compris.

Refusez d'orienter résolument son combat politique en directon des masses laborieuses, c'est tourner le dos au socialisme.

Le soutien au peuple syrien passe provisoirement par le soutien à Assad et à son armée.

- Il faut apprendre à penser - Conseil amical à l'adresse de certains ultra-gauches - Léon Trotsky - 20 mai 1938

Extrait.

Une attitude intransigeante envers le militarisme bourgeois ne signifie nullement que le prolétariat entre en lutte dans tous les cas contre son armée « nationale ». Des ouvriers n'empêcheront jamais des soldats d'éteindre un incendie ou de sauver les victimes d'une inondation ; au contraire, ils collaboreront coude à coude avec les soldats et fraterniseront avec eux. Mais il ne s'agit pas seulement de catastrophes naturelles fortuites. Si demain les fascistes français tentaient de se lancer dans un coup d'Etat et que le gouvernement Daladier se trouvât contraint de faire agir l'armée contre les fascistes, les ouvriers révolutionnaires, tout

en maintenant une indépendance politique complète, lutteraient contre les fascistes, à côté des troupes. Ainsi, dans toute une série de cas, les ouvriers se trouvent contraints non seulement d'admettre et de tolérer, mais encore de soutenir activement des mesures pratiques d'un gouvernement bourgeois.

Dans quatre-vingt-dix cas sur cent, les ouvriers mettent bien un signe moins là où la bourgeoisie met un signe plus. Cependant, dans dix cas il sont contraints de mettre le même signe que la bourgeoisie, mais ils le font avec leur propre estampille, exprimant ainsi leur défiance envers la bourgeoisie. La politique du prolétariat ne se déduit pas automatiquement de la politique de la bourgeoisie en mettant le signe contraire, — en ce cas-là, chaque sectaire serait un grand stratège ; non, le parti révolutionnaire doit s'orienter chaque fois de façon indépendante dans la situation tant intérieure qu'extérieure, en prenant les décisions qui répondent le mieux aux intérêts du prolétariat. Cette règle concerne aussi bien une période de guerre qu'une période de paix. Fin de l'extrait.

A retenir : "*tout en maintenant une indépendance politique complète*", ce qu'aucun parti ouvrier n'est capable après s'être rangés au côté de l'impérialisme français.

Trotsky a pu aussi se planter complètement.

- Discussion pour résumer sur les revendications de transition - Léon Trotsky 23 mars 1938

Extrait.

Shachtman. — Supposons que ce soit une guerre européenne dans laquelle les Etats-Unis n'entrent pas encore ?

Trotsky. — Dans ce cas, pour les Etats-Unis, l'effondrement économique sera reporté. Ce qui est clair, c'est que les pays engagés dans la guerre connaîtront l'effondrement non au bout de quatre ou six ans, mais au bout de six à douze mois, parce que les pays capitalistes ne sont pas plus riches, mais plus pauvres qu'en 1914, sur le plan matériel ; techniquement, ils sont plus riches, ils dépenseront quatre, cinq, six fois plus que pendant la première guerre mondiale pour la destruction, parce que la guerre commencera là où se terminait la première. Le facteur psychologique, celui qui fait que la vieille génération qui a fait la dernière guerre, vit encore, et que les traditions de la dernière guerre sont encore vivantes : personne ne va croire que cela signifie le bonheur, l'épanouissement des droits, la destruction du militarisme, et que cette production sera pour l'humanité. Ces leçons existent même dans la jeune génération. C'est pourquoi leur patience ne sera pas longue. Et la révolution ne viendra pas après quatre ans, mais bien plus tôt, après quelques mois. Fin de l'extrait.

En fait il n'en sera rien. Ils ont déclenché la Seconde Guerre mondiale après la défaite du prolétariat dans toute l'Europe, et l'arrivée d'Hitler, Franco et Mussolini au pouvoir qui précéderont Pétain l'achèvera dans une terrible répression et un bain de sang qui sera le prélude à la grande boucherie qui ne durera pas quelques mois, mais 4 longues années.

Dans un tel contexte on ne voit pas très bien comment le prolétariat aurait pu se remettre aussi rapidement d'une telle débâcle et d'un tel massacre comme Trotsky le prévoyait. C'est à croire qu'il avait loupé un chapitre ou il a péché par un excès d'optimisme que rien ne pouvait justifier, d'autant plus que l'Internationale communiste ou le Komintern était entre les mains de Staline l'assassin du mouvement ouvrier révolutionnaire international, le décapiteur du parti bolchevik, le dilapideur de la révolution russe, la négation du communisme, les militants restés fidèles au communisme étaient éparpillés, isolés, inorganisés et profondément démoralisés, divisés comme c'est le cas de nos jours. Et ce n'est pas un hasard si on entend de plus en plus parler du fascisme, comme s'il était amené à se banaliser, comme Al-Qaïda qui serait fréquentable, après les Talibans.

Des erreurs d'une même importance ou portée, Trotsky en a commis un paquet et là il n'y avait plus personne pour les corriger, Lénine n'étant plus là. Cela dit 80 ou 90% de ses analyses et positions étaient justes ou nous les partageons. Ce qui est essentiel, c'est l'orientation dans laquelle il situait son intervention dans la lutte des classes, sa loyauté envers notre cause qui demeura indéfectible, ce que ne peuvent pas prétendre de nos jours les dirigeants trotskystes qui s'en réclament ou qui sont les fossoyeurs de ses enseignements.

Un courriel reçu

Ma réponse figure entre parenthèses (- J-C), les autres passages entre parenthèses où ne figurent pas cette mention sont de l'auteur de ce courriel. Ma réponse est décousue et tu m'en excuseras, j'ai dû faire autre chose avant de la terminer et reprendre le fil de mes idées comme j'ai pu. A l'heure où j'écris ces lignes il y a des ouvriers qui travaillent chez moi et je suis constamment dérangé.

Bonjour,

Un message qui ne sera certes pas un message d'engueulade (ce serait immérité te concernant), mais je vais quand même exprimer un agacement, qui ne te vise pas seulement toi, mais toi aussi. (A la bonne heure ! - J-C)

Je suis (verbe suivre), avec une sidération croissante, mais aussi beaucoup de lassitude (l'envie de passer à tout autre chose, sans doute), l'explosion en cours de mon ancienne organisation politique. Et le dernier épisode, cette histoire d'escroquerie à la sécu, qui s'achève avec la mise sur la paille des ex-camarades, me paraît passer les bornes.

Si j'ai tout bien compris, Gauquelin coupe les vivres aux opposants internes retraités (a-t-il seulement pensé à bien sécuriser sa chemise ?), ce qui suscite une lettre de protestation de l'un des camarades visés (par compagne interposée), protestation plus que compréhensible, mais lettre aux frontières de l'injure. Suite à quoi un autre camarade, exclu il y a une vingtaine d'années (dans des conditions semble-t-il - je n'en connais que ce qu'il en dit - lamentables), en remet une couche en assassinant verbalement les précédents, et en menaçant tout ce beau monde des tribunaux. Et sur ce, toi, Jean-Claude Tardieu, tu interviens en taxant (sauf erreur de ma part, et c'est vrai que je n'ai pas relu, mais tout ça me gave, pour parler "djeun") le dernier cité d'imbécillité... puisqu'il dénonce, encore une fois si j'ai bien compris, ce dont il a lui-même pour une part bénéficié !

(Exact, c'est le comble de l'imposture et cela a le don de me mettre hors de moi, parce que ces gens-là prétendaient lutter pour la même cause que nous dans la même oganisation, il ne faut pas l'oublier, qui plus est à l'époque où j'y militais, donc je me sens directement concerné. Ce dirigeant n'a aucun principe, c'est ce qu'il vient de démontrer, la question serait de savoir comment des gens comme cela ont pu devenir nos dirigeants, et ne voulant pas entrer dans des conditions de personne, je dirais qu'à la base il existait un problème politique dans cette organisation... qui se nommait Lambert. Voilà un personnage qui ose accuser un de ses anciens camarades d'avoir commis une malhonnêteté et de la rendre publique seulement maintenant parce qu'il réclame des comptes à ceux qui lui ont coupé les vivres, alors qu'il a lui-même bénéficié de la même malversation mais sans s'en vanter jusqu'à présent, tu avoueras qu'on est en présence d'un sacré gredin doublé d'un opportuniste de première. Et comme il est resté lambertiste -cela devrait te faire marrer, à moins qu'il soit aveuglé par la haute estime qu'il doit avoir de lui-même, ce qui revient au même en somme, il ne s'en aperçoit même pas - J-C) Mais avez-vous, tous ce que vous en êtes, l'idée du spectacle que vous donnez ? (C'est pitoyable en effet. Si j'ai insisté, c'est pour que les militants qui se connectent sur le portail et qui seraient tentés de rejoindre le groupe La Commune et qui ne connaîtraient pas ses dirigeants, aient une petite idée de ce qu'ils sont capables de faire ou à qui ils ont à faire, ensuite ils feront ce que bon leur semble, cela ne nous regarde plus, c'est tout. Cela fait toujours mal au coeur de voir un jeune militant se faire manipuler, si on peut lui épargner cette expérience désagréable qu'on a subie, on n'aura pas perdu notre temps. - J-C)

Et je vais continuer plus calmement, pour essayer d'éviter moi-même de donner dans ce travers.

Il me semble indispensable, si un dialogue doit avoir lieu - et je ne vois pas bien quel espoir subsiste, pour la classe ouvrière, si ce dialogue entre militants se réclamant de la lutte de classe (sans préalable d'appartenance à telle ou telle organisation) n'a pas lieu - d'en préserver les conditions. Alors, que ceux qui en sont incapables s'en aillent ! Mais avec leur retraite, je précise...

(Si tu parles des dirigeants du CCI-POI, à mon avis tu te fais des illusions. Car comment pourraient-ils "dialoguer" sereinement, alors que pendant des décennies ils se sont employés à couvrir leurs erreurs et mensonges par de nouveaux mensonges et ainsi de suite, au point qu'un tel processus devait être fatalement irréversible sous peine de se remettre en cause ou de démasquer leur opportunisme et les méthodes qu'ils ont employées pour justifier leur politique, bref de perdre leur statut de permanent avec les avantages attenants, sauf à être sado-masochiste ou un crétin, ce qu'ils n'étaient pas. En ayant agi de la sorte consciemment, car on ne ment pas ou on se raconte pas des histoires à répétition ou à l'infini sans en avoir pris conscience, ils s'interdisaient tout retour en arrière ou à un fonctionnement normal du parti, au respect de ses militants et de ses statuts, c'est dialectique, quand la quantité s'est transformée en qualité tu ne peux plus revenir aux conditions antérieures, c'est comme lorsqu'une batterie à force de se décharger finit par rendre l'âme si on ne la recharge pas à temps, elle est morte et tu n'a plus qu'à la balancer et en acquérir une autre.

Tu peux t'acharner à chercher une autre solution, il n'en existe pas d'autres, c'est ainsi et il faut s'en faire une raison. Or, c'est ce que les militants n'arrivent pas à se foutre dans le crâne, pire, ce qui prévaudrait pour des dirigeants d'autres partis ne serait pas valable pour les leurs, et pourquoi cela, au nom de quoi, de la confiance qu'ils avaient placée un jour en eux, ils refusent d'admettre qu'ils se sont trompés, qu'ils ont été trompés à leur insu et que c'est douloureux, ils ne veulent pas regarder la réalité en face. Mais dans ces conditions, comment veux-tu discuter avec des militants qui refusent d'examiner les faits, qui font en permanence dans le déni, qui te sortent des arguments que les faits contredisent manifestement et qui refusent de prendre en compte les tiens qui reposent uniquement sur des faits, établis, vérifiables, la totalité des faits et non ceux qu'on a sélectionnés pour justifier nos conclusions, nos positions, etc.

Il faut se rendre à l'évidence que lorsqu'un organe est gangrené, il faut le couper sous peine que tout le corps y passe et que mort s'en suive. Ils ont couvert toutes les coups pourris et les malversations de Lambert, son révisionnisme du trotskysme, sa collusion avec l'appareil du PS et de FO, avec des anarcho-syndicalistes farouchement anticommunistes (A. Hébert notamment), ses méthodes qui relevaient du centralisme bureaucratique, sa violation des statuts du parti, ses théories foireuses sur l'Algérie, la Yougoslavie, l'Allemagne et bien sûr la France, auxquelles ils ne croyaient même pas eux-mêmes, ses contradictions et ses erreurs qu'il n'a jamais admises et qui plus est corrigées, etc. etc. etc. On a envie de dire trop, c'est trop, stop ! Sérieusement, qu'est-ce qu'on pourrait envisager de faire avec des gens pareils, leur confier à nouveau la direction du parti, c'est une blague ou quoi ? - J-C)

Quant à ces conditions, juste quelques indications, de mon cru, et sans aucune prétention à l'exhaustivité.

Tout d'abord, en termes de comportements individuels : il est nécessaire, et en l'occurrence urgent, de mettre de côté les rancoeurs. C'est-à-dire, tout simplement, se comporter en adulte, ou essayer ! Et il faut aussi veiller à contrôler le taux de détestation ou de mépris dans les propos développés publiquement. (Ou en petits comités qui font autant de ravages parfois. Maintenant cela peut nous échapper ou nous soulager, au moins c'est moins hypocrite, du moment qu'on ne tombe pas dans le procès d'intention ou qu'on n'en fait pas une question personnelle, chacun peut dire ce qu'ils pensent, ensuite on peut essayer de comprendre ce que cela signifie sur le plan politique, quel problème cela recouvre ou qui n'aurait pas été abordé ou résolu. - J-C)

Et puis peut-être, aussi, et ce sera plus "politique" : remettre au premier plan, dans le fonctionnement d'une organisation, le fédéralisme ; et imposer le mandat impératif en interne. Une orientation et une mesure pour faire repartir les dynamiques d'organisation par en bas, ce qui en l'occurrence me paraît le plus urgent.

(J'ai peut-être loupé un chapitre, mais j'ai cru comprendre que dans ce genre de parti il y avait la tête qui n'en faisait qu'à sa tête, et il y avait les jambes, en bas, qui étaient tout juste bonnes à ramer. Plus haut tu parlais de mépris, je crois qu'il commence par là et la suite est à l'avenant. On a donc besoin de dirigeants intègres ou loyaux comme disait Lénine, qui soient capables d'assumer leurs responsabilités, faudrait-il encore qu'ils en aient les capacités, sans parler des qualités personnelles. Ceci explique cela, non ? - J-C)

Quant à l'assise théorique de cette organisation, organisation à venir, si elle vient un jour...

Je me réclame pour ma part du marxisme, sans prétendre en être un grand spécialiste, et sans non plus en faire une Bible (ce qui requiert de dialoguer avec bien d'autres réflexions). Mais je ne vois pas au nom de quoi on devrait imposer un accord avec la tradition marxiste (d'ailleurs très plurielle) pour intégrer une organisation politique se réclamant de la lutte de classes : le mouvement ouvrier est divers, les réflexions et les traditions qu'il a engendrées le sont aussi, acceptons-le comme un fait, et traduisons-le en termes d'organisation. Ce qui requiert à l'évidence un droit de tendance en interne. Et pas seulement, retour vers les questions du début, à 2 mois d'un congrès...

(La question du type de parti à construire a été tranchée par l'épreuve de la Première Guerre mondiale qui a vu l'ensemble des partis sociaux-démocrates capituler et exploser peu de temps après, ensuite par la révolution russe sous la direction du parti bolchevik suivie de trois années de blocus et de guerre civile qui se seraient soldés par la victoire de la réaction si un parti centralisé, discipliné, intransigeant sur les principes, soudé autour de son programme n'avait pas existé, car si la prise du pouvoir avait eu lieu pratiquement sans rencontrer de résistance, il en fut autrement par la suite lorsque l'engagement politique rimait avec engagement militaire ou combat les armes à la main. Tu imagines un instant des gens comme Schivardi et Cie, des syndicalistes professionnels ayant toujours eu une petite vie pépère, des petits-bourgeois ou des intellectuels qui ne rechignent pas à vivre dans un certain confort, bref, des gens pétris de conformisme qui n'ont jamais été soumis à des épreuves violentes au cours de leur vie se retrouver du jour au lendemain en première ligne face à la mitraille, mais ils prendraient leurs jambes à leurs cous et te planteraient sur place, le parti se disloquerait à l'annonce du premier coup de canon, la réaction n'aurait même pas besoin de décapiter le parti. Maintenant cela n'est pas incompatible avec le droit de tendance, j'ai lu quelque part qu'il y en avait une dizaine dans le parti bolchevik, là encore cela dépend de la qualité des dirigeants du parti, semble-t-il, car je ne vois pas d'autres explications, soit ils sont à la hauteur de leurs tâches et ils sont capables de défendre la ligne politique qu'ils ont définie, dans ce cas-là ils peuvent loyalement affronter leurs adversaires des différentes tendances et faire en sorte que le parti soit en ordre de bataille, soit ils n'en sont pas capables et ils se livreront à des méthodes déloyales pour museler les tendances ou les liquider afin de conserver leur pouvoir au sein de l'appareil. On peut imaginer toutes les structures ou instances qu'on voudra, commission de contrôle indépendante et je ne sais quoi, si le ver est dans le fruit, sauf à l'en extraire, il le pourrira et personne n'y pourra rien.

Là encore je crois que c'est un faux débat, Lénine était souvent en minorité dans le parti, il eut très souvent l'ensemble des dirigeants du comité central contre lui, en revanche les militants bolcheviks de base ou les cadres qui bossaoent dans les usines adoptaient sa ligne politique car elle était la seule qui correspondait à la fois au développement de la situation et à l'état d'esprit de la classe ouvrière. Tu me diras qu'ils violaient le centralisme démocratique, non, ils l'adaptaient en fonction de la situation qu'ils rencontraient sur le terrain, quand la ligne politique que la direction leur proposait était impossible à appliquer autrement que sur le papier, en fait ils adoptaient la ligne politique correspondant aux tâches que la classe ouvrière pouvait réaliser, c'était donc ces facteurs qui déterminaient en dernière analyse quelle ligne politique était majoritaire, non pas dans un bureau du parti mais sur le terrain.

Lénine fut le plus souvent minoritaire au sein de la direction du parti, mais ils étaient majoritaires dans les usines. Or, qui est-ce qui doit se mobiliser et se soulever, le parti ou les masses ? Les masses, on est bien d'accord n'est-ce pas ? C'est de là que Lénine tenait sa légitimité. Depuis on a complètement inversé les rôles. Et quelle en est la signification ? C'est très simple, cela signifie concrètement contrairement à Lénine, que nos dirigeants n'ont jamais cru dans les masses, ils ont voulu lui substituer le parti mais cela ne fonctionnait pas, et comme cela ne fonctionnait pas ils se sont davantage détourner des masses au profit de l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, des étudiants, des élus, des militants des autres partis, des syndicalistes pour finalement arriver au même résultat lamentable.

Le parti doit se mettre au service des travailleurs. Ce n'est pas au parti de leur dicter quoi que ce soit mais l'inverse, le traduire sous forme de mots d'ordre et de tâches qu'il doit leur proposer... Même ces notions de base du parti les militants les ignorent, qui plus est leurs dirigeants mais pour une tout autre raison, pour ne pas aller au charbon, c'est plus confortable et moins risquer de mener la lutte de classe d'un bureau plutôt que d'aller à la rencontre des travailleurs sur leur lieu de travail. Lénine privilégiait les rapports qu'il pouvait avoir avec des militants de base, il leur posait un tas de question pour prendre la température du terrain, il leur demandait notamment comment les ouvriers recevaient la politique du parti, etc. en lisant cela dans des articles je me suis dit que c'était grâce à ce moyen-là qu'il définissait sa ligne politique, ce qui expliquait du même coup pourquoi elle était bien reçue par les ouvriers.

Il n'y a pas de mystère à notre incapacité de construire le parti, on a tout fait à l'envers, on a refusé de s'inspirer des enseignements de la révolution russe voilà tout pour finalement les abandonner, et on s'étonne du résultat, pour un peu pourquoi ne pas accuser Lénine d'en être responsable, et lorsque Trotsky déclarera que le léninisme se confondait avec le parti bolchevik ou qu'il en était l'enseignement déterminant, le malheureux il ne devait plus avoir toute sa tête ! Pour dire encore un mot sur le parti, Trotsky affirmera qu'une direction collégiale devait diriger le parti pour éviter sa bureaucratisation ou que le pouvoir soit concentré entre les mains d'un seul dirigeant, ainsi que toutes les dérives qu'on peut imaginer. Sage précaution sachant qu'aucun dirigeant ne devait être de la trempe de Lénine ou Trotsky. - J-C)

Mais sur la lutte de classes, par contre, comme principe historique et comme principe politique ; et sur la volonté d'en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie, c'est-à-dire avec le capitalisme, comme mode de production et d'organisation sociale ; et tout particulièrement avec la propriété privée des moyens de production et d'échange... là, il faut être clair : c'est un principe de délimitation.

(Marx et Engels et à leur suite Lénine seront plus précis, ce sera uniquement par une révolution violente que la classe ouvrière parviendra à renverser le régime en place et à s'emparer du pouvoir politique, car il n'existe aucun autre moyen de faire rendre gorge à notre ennemi, jamais par le biais ou à l'issue d'un processus électoral ou institutionnel il ne cèdera le pouvoir, cela doit impérativement figurer dans le programme du parti. - J-C)

J'ajoute, c'est un prolongement de la remarque qui précède, et c'est un point sur lequel je suis en désaccord avec ta position, que l'idée d'un parti ouvert à des non-marxistes, et aussi, ce qui est plus délicat (et donc discutable), à des camarades ne se réclamant pas de la révolution, c'est-à-dire l'idée d'une transition dans le parti, cela prend pour moi un sens très positif, que m'avait expliqué un jour un camarade trotskiste : c'est le moyen pour que la classe ouvrière reparte sur ses bases propres, à partir de son mouvement propre, et qu'elle retrouve ainsi confiance en elle-même, une confiance à laquelle ne l'incline pas l'histoire du 20ème siècle (dont les idéologues de la bourgeoisie font par ailleurs leurs choux gras, c'est leur fonction).

(C'est à mon avis un faux problème qui sert à camoufler l'abandon du programme de la révolution socialiste par les conciliateurs ou lambertistes ou leur refus de le défendre au profit du réformisme bourgeois. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a jamais eu sauf exception qui confirme la règle de travailleurs ou de militants marxistes rejoignant un parti. Etre marxiste, un peu, beaucoup, à la folie, passionnément, cela n'a jamais rien voulu dire et énervait passablement Marx . Trotsky affirmera lors d'une conférence, en 1932 je crois dans les enseignants d'Octobre, qu'il n'y avait pas eu plus d'une poignée de marxistes au parti bolchevik en octobre 1917, et encore en étant généreux avait-il ajouté en substance ou quelque chose comme cela, donc c'est un faux problème ou mal poser la question qui est de savoir si on est prêt ou non à lutter à mort pour une cause et à se donner les moyens pour qu'elle triomphe, donc c'est davantage une question de résolution, de détermination qui doit être inflexible, inoxydable, incorruptible, et c'est bien pour cela qu'en parlant des militants du parti les marxistes évoquaient des combattants, des guerriers au caractère trempé comme l'acier... Ils étaient davantage marxistes en pratique qu'en théorie, ils se comportaient en marxistes sur le terrain ou le champ de bataille parce qu'ils avaient des dirigeants qui les guidaient dans la bonne direction. A ce que je sache, les bolcheviks étaient disciplinés en pratique et non en théorie, cela tenait d'un acte de volonté et non du marxisme. Demandez aux militants d'être marxistes, c'est comme demander à ton garagiste de faire un exposé sur la phénoménologie de l'esprit d'Hegel, c'est du délire ! Par contre les militants peuvent acquérir les bases du matérialisme dialectique si les dirigeants du parti daignent descendre de leur piédestal pour leur enseigner. On comprend mieux dès lors l'importance de la composition du parti, qui il recrute, dans quelles couches sociales, quelle sont les véritables valeurs des travailleurs qu'il recrute et comment elles vont être mises à contribution lors du combat politique et la révolution.

J'ai lu récemment un article de Lénine de 1921, dans lequel il demandait à ce que tous les membres du parti qui provenaient du parti menchevik soient virés, sauf précisait-il ceux qui servaient véritablement la révolution, il n'a pas dit sauf ceux qui étaient marxistes, non, sauf ceux qui étaient fidèles à l'Etat ouvrier, au socialisme, je cite en substance. Quand j'ai rejoint l'OCI en 1978, j'avais lu quelques ouvrages des marxistes auxquels je n'avais saisi qu'une infime partie, apparemment l'essentiel (pour militer), mais est-ce que cela faisait de moi un marxiste ? Pas du tout, je n'étais même pas foutu de savoir ce qu'était la dialectique ou le matérialisme, j'ânonnais le marxisme. Depuis je l'ai étudié sérieusement, passionnément et je continue. A la base je suis un ouvrier mécanicien dont je suis pragmatique, ce qui m'intéresse c'est d'acquérir des outils logiques pour interpréter le monde et je me fous éperdument de savoir si je suis marxiste ou non ou je ne sais quoi encore, c'est très prétentieux ou pédant tout cela, très académique, cela pue la suffisance et le mépris, tiens on y revient. Ce qui intéresse les militants ou les futurs militants, c'est de comprendre comme la société fonctionne pour mener leur combat politique, le reste passe au second plan. Comme cette compréhension n'est pas innée, il faudra bien les former aux rudiments du matérialisme dialectique pour qu'ils progressent. Je ne suis même pas sûr pour la plupart d'entre eux qu'ils aient réellement conscience de leur propre condition.

Il faut donc les armer théoriquement et politiquement pour qu'ils soient efficaces sur le terrain, mais aussi pour affronter leurs nombreux adversaires au sein du mouvement ouvrier, sinon ils vont se ramasser et se décourager.

Le parti ne peut pas être un club de discussion ouvert à tous les vents comme peut l'être le POI ou le NPA, où chacun pense et fait ce qu'il veut sans véritable direction et orientation, non, n'importe quel travailleur ne peut pas le rejoindre auquel cas il deviendrait ingouvernable, tandis que des dirigeants peu scrupuleux s'en empareraient à leur profit ce qui expliquerait pourquoi ils n'y voient aucun inconvénient, pendant que chacun fait son truc dans son coin, eux ils tirent les ficelles.

J'ai lu plusieurs articles de la tendance Claire du NPA qui l'illustraient parfaitement, ils en sont arrivés au point ou une poignée de dirigeants décident une chose et fait ouvertement exactement l'inverse sans que les autres dirigeants ou cadres ne soient informés, ils l'apprennent par les médias ou par la bande. Un tel parti ne sera jamais en mesure d'emmener les masses au combat et d'affronter la réaction déchaînée. C'est quelque chose qu'on a tendance à perdre de vue, parce que la révolution semble renvoyer à une date indéterminée, en fait on se comporte comme si on avait oublié ou écarté les enseignements de la révolution russe, donc l'objectif qu'ils devaient servir, autant dire qu'on s'est comporté en vulgaires opportunistes ou réformistes bourgeois.

On pourrait aussi poser une question farfelue, incongrue, politiquement incorrecte, qui va encore nous faire passer pour des gauchistes : qui dit que la situation n'aurait pas pris ou ne serait pas en train de prendre une tournure de telle sorte qu'elle nous conduirait à un moment donné à mettre à l'ordre du jour la question du déclenchement de la révolution, quand bien même toutes les conditions ne seraient pas réunies, dès lors que le parti existerait et serait implanté dans toutes les couches exploitées, histoire de précipiter ces conditions qui ne seraient pas encore tout à fait mûres du fait que demeureraient un certain nombre d'obstacles principalement de nature psychologique qui retiendraient les masses de passer à l'action, autrement dit, il s'agirait de donner un petit coup de pouce au destin pour préserver les progrès que nous aurions réalisés de manière à pouvoir franchir une étape décisive nous permettant d'entraîner les masses révolutionnaires et de nous emparer du pouvoir, sachant que dans le cas contraire la situation pourrait pourrir sur place et voir s'éloigner tous nos espoirs de vaincre notre ennemi.

Mais pour que cela soit envisageable, encore faudrait-il disposer de ce parti, l'avoir construit ou que sa construction soit bien avancée, donc s'y être pris longtemps à l'avance, dès maintenant puisque la société est en train de se décomposer à une vitesse fulgurante entraînant la décomposition de tous les partis, faudrait-il attendre que cette putréfaction ait gagné aussi notre parti pour ensuite se dire qu'il serait trop tard, et en déduire qu'on ne pourrait rien faire ou s'avouer vaincus, argument auquel de nombreux militants pourraient être sensibles et en profiter pour capituler ou déserter, auquel cas on se retrouverait une nouvelle fois à la case départ. Il faut donc élaborer une stratégie et s'y tenir, tout en sachant que le moment venu nous serons amenés à en changer, il faut donc que les militants y soient préparés, en comprennent la signification et la portée, ce qui implique que la politique du parti soit résolument orientée vers le renversement du régime.

On peut se retrouver en présence de conditions particulièrement favorables à une révolution et au renversement du régime, et s'avérer incapables de s'en saisir pour avancer vers notre objectif politique. Partant du constat que de moins en moins de travailleurs supportent leur condition et que cette tendance devrait s'amplifier dans un futur proche, pourquoi ne pas prendre les devants et nous préparer à la situation qui les verra adopter cet état d'esprit sans forcément que cela s'exprime directement sur le terrain de la lutte des classes, d'où l'intérêt d'une telle stratégie qui aurait pour fonction d'accéler leur prise de conscience pour qu'enfin des millions de travailleurs décident de passer à l'action contre le régime. Ce scénario implique que leurs conditions d'existence ne seraient pas forcément dégradées au point de les pousser à agir, mais qu'au quotidien ils ne supporteraient plus la société telle qu'elle serait devenue et souhaiteraient ardemment la changer. Sinon il faudrait attendre que leur condition se dégradent davantage sans que cela constitue la garantie qu'ils se soulèveraient un jour pour autant, la Grèce en est l'illustration par exemple, dès lors que le parti n'existe pas.

Cette perspective et cette orientation présentent l'avantage de ne pas reposer uniquement sur les conditions objectives et subjectives telles qu'elles avaient été définies autrefois, elles tiennent compte de l'évolution de ces conditions au cours de la fin du XXe siècle à nos jours, y compris la guerre idéologique et psychologique que la classe dominante mène contre le prolétariat, qui a pour fonction de le domestiquer ou de lui faire accepter la société telle qu'elle est (l'obstacle qu'on a évoqué plus haut), y compris que la satisfaction des besoins matériels des travailleurs ne suffit pas à leur épanouissement ou à leur bonheur, dès lors que la majorité de leurs aspirations demeurent insatisfaites, alors qu'ils leur accordent autant ou parfois plus d'importance qu'à leurs besoins sociaux ou matériels ; en raccourci, à quoi bon avoir un revenu qui nous permet de satisfaire nos besoins matériels ou de vivre relativement confortablement, si à côté de cela la société est devenue un véritable cauchemar pour nous et nos enfants ou petits-enfants, sans parler que pour accéder à un revenu supérieur au smic, cela nécessite bien des sacrifices à la longue insupportables, en fait, c'est comme si on bénéficiait des moyens matériels pour être heureux et qu'il était impossible de l'être véritablement dans une société aussi détestable. - J-C)

Il me semble que tout cela ramène à nouveau vers les questions évoquées au début de ce message, et aussi vers les 1ères remarques que j'avais formulées quant à des exigences de comportement : que tous ces gens-là, qui s'engagent toujours plus loin dans la mise en scène publique de leurs haines réciproques (dont j'aimerais bien qu'elles meurent avant eux), s'ils ont quelque souci de l'émancipation, ou plus simplement du sort immédiat de la classe ouvrière, arrêtent leurs conneries ! Ou bien... qu'ils tirent leur révérence !

(Ce qui tranche avec l'attitude de ces dirigeants, c'est la sincérité, la modestie, la simplicité, l'honnêteté des travailleurs qui

rejoignent un parti et qui avouent tout ignorer de la lutte des classes, du marxisme et tout notre bazar et qui ont soif de connaissances, qui sont disponibles pour apprendre, progresser, qui écoutent patiemment, qui se mettent à lire alors qu'ils n'en avaient pas forcément l'habitude, pour autant que je me souvienne de ma propre expérience et de mes premières réunions de cellule avec d'autres jeunes camarades qui quelque part possédaient cette flamme révolutionnaire garante de tant d'espoir que nos dirigeants se sont évertués à briser.

Quand tu t'es tapé ta journée de boulot et que tu participes à une réunion entre 19 et 20 heures, parfois beaucoup plus tard, c'est que tu en veux, tu es déterminé. En t'organisant tu fait déjà preuve de discipline, de courage, de volonté, tu mets en oeuvre plein de facultés, principes, valeurs, c'est un acte qui mobilise tellement d'énergie que si elle est dirigée dans la bonne direction elle fera des merveilles, tu seras un homme ou une femme comblée. Cela donne de la cohérence et de la consistance à notre vie, de la confiance en soi, qui pourra aussi nous aveugler si on attache trop d'importance aux avantages qu'on peut en tirer à titre personnel, au point de devenir notre objectif et de se détourner définitivement de celui qu'on s'était fixé au départ. Et si des idées viennent se greffer là-dessus, on ne pourra plus s'en séparer au point de faire n'importe quoi pour les préserver, vous êtes prêts pour rejoindre le clan des bureaucrates corrompus par l'idéologie de la classe dominante. On comprend pourquoi certains ne veulent pas qu'on foute le nez dans leurs affaires sur ce plan-là, c'est trop compromettant pour eux. Cela devient un style ou un mode de vie, une rente. On a l'illusion du pouvoir qui rime avec ambition, et si je n'en ai pas c'est parce que la notion ou le concept de pouvoir m'est étranger, il incarne des rapports que je veux renverser, donc je ne peux pas l'adopter, je n'étais pas fait ou je ne me suis pas fait pour devenir bureaucrate dans un syndicat ou un parti. - J-C)

Salutations.

PS Ce que j'ai dit plus haut sur l'idée de transition, dont je pense toujours que c'est une bonne idée, ne préjuge pas de ce qu'a été en réalité le PT, dont le POI a pris la suite. Et pour ma part, si j'ai fini par m'en aller, c'est parce que j'ai pu constater, sans aucune ambiguïté malheureusement, que ce discours public recouvrait des pratiques sans rapport. Des pratiques faisant que le commun des militants est manipulé par sa direction, une manip qui, vue d'en-bas, n'apparaît presque jamais.

(Le PT et le POI, je les juge uniquement au regard du résultat que j'estime nul dans absolument tous les domaines. Pour ne pas dire pire et ce serait justifié. - J-C)

Et dans ces conditions, bien évidemment, aucune organisation ne peut se développer. Il lui reste seulement à vieillir. J'ai donc fait ce que je conseillais plus haut à d'autres, pour d'autres raisons, et sous réserve qu'ils soient incapables d'évoluer : j'ai tiré ma révérence.

(En terme de réalisation, tu avoueras que le PT ou le POI ont fait très fort, te dégoûter et te pousser à la démission comme des milliers d'autres militants. Mon appréciation est amplement justifiée. Et c'est bien triste pour tous ces militants qui n'avaient pas mérité un tel sort. - J-C)

Quant aux raisons des choix opérés par la direction du CCI-PT-POI (seconde étape du parcours de dés-illusion : après avoir repéré la manip, on essaie d'en comprendre les raisons), elles sont, vues d'en bas, ce qui était mon "lieu", très opaques. Mais il me semble bien, comme c'est souvent dit dans des commentaires tenus ici ou là, que l'essentiel se joue dans le souci de maintenir et améliorer les positions tenues dans les syndicats - un souci méritant par ailleurs réflexion : Audiard parlerait du grisbi, mais ce n'est qu'un aspect - et tout particulièrement au sein de FO.

(La direction du CCI-PT-POI étant particulièrement tordue et malsaine, je crois que les militants qui ont progressé ne le doivent qu'à eux-mêmes, à leur expérience du militantisme, aux discussions qu'ils ont eu entre militants et avec des travailleurs, leurs dirigeants étant des contre-exemples à ne surtout pas imiter. Je n'ai pas à juger les enseignements que tu as pu retenir de cette expérience. - J-C)

Un autre courriel reçu.

Je remercie au passage ces deux militants pour leurs courriels, car ils contribuent positivement à la discussion pour aller de l'avant.

Salut Jean Claude,

Pour répondre à tes commentaires, il y a quand même une contradiction entre le fait de penser que le niveau intellectuel atteint par les militants du POI ne serait pas si élevé que ça, et dire que d'un autre côté, un parti aurait pris en otage les meilleurs éléments de l'avant-garde du mouvement ouvrier.

(Je voulais dire par là que les meilleurs éléments de la classe ouvrières n'ont pas forcément rejoint le POI, moi par exemple si je peux me permettre, ou l'ont quitté et ont abandonné le combat politique. On est otage de partis qui ne nous conviennent pas forcément, on n'a pas vraiment le choix ou alors on reste inorganisé. Et quand on y est, on se dit : et si je me barre, je vais aller où car tous les autres partis sont encore pire, donc il n'y a pas de solution satisfaisante. Il est vrai que des militants possédant

de grandes qualités ont rejoint le POI ou le CCI à différentes époques, après coup on pourrait peut-être dire comme on entre en religion ou au couvent. On a le couvert qui est servi à l'heure, c'est rassurant ou réconfortant, un peu comme les fonctionnaires qui attendent sagement la retraite et n'attendent plus rien de la vie, on ne me fera pas croire qu'on devient fonctionnaire par vocation, cela n'existe pas, vie qui sera sans doute routinière au possible, abrutissante, bref médiocre, au moins on aura échappé au pire, c'est ce que l'on croit ou ce dont on s'est persuadé plus ou moins hypocritement, mais rien n'est moins sûr en fait. - J-C)

On dit quelque fois que l'on a les politiques que l'on mérite, mais c'est aussi vrai de ses dirigeants syndicaux, de ses partis…

(Ce que tu dis là est injuste envers les militants, aucun travailleur ne mérite le sort que la société lui a réservé, même celui qui fait tout pour se foutre dans la merde, c'est même peut-être le plus à plaindre. - J-C)

Je ne me considère pas comme un militant plus malin, plus intelligent qu'un autre, et il ne m'a fallu guère plus d'un an pour me rendre compte que le POI n'était pas le parti qu'il prétendait être, et qui en tout cas, correspondait à ce que j'en attendais.

(Bravo! Je n'ai pas à me prononcer sur tes aspirations ou convictions qui ne regardent que toi, mais c'est un fait, sachant que c'est la baisse des effectifs du POI qui a précipité sa crise semble-t-il, soyons plus précis, la crise de son appareil, gageons que si des milliers de militants supplémentaires avaient décidé de démissionner, cette crise serait survenue plus tôt, ce qui aurait permis de remettre les pendules à l'heure plus tôt également, sans présumer de la suite. - J-C)

Mais il y a sans doute une chose qui m'a rendu la tache plus facile. C'est que je n'y ai jamais adhéré, et surtout pas à un âge trop jeune, où j'aurai pu être facilement influençable, par manque d'expérience, par illusion. Nombre de militants se retrouvent dans des organisations dont ils ne savent plus se séparer, car ayant noué des sympathies, des amitiés malgré le fait de ne pas être forcément d'accord avec la ligne de la direction, la teneur des débats. Quelques fois, c'est presque les seuls liens qu'ils leur restent. Difficile de rompre dans ces cas là… Même si cela n'explique pas tout, c'est évident.

Je considère de plus en plus qu'il faut vraiment repartir de la base même des principes du matérialisme, comme tu le fais, d'ailleurs, pour bâtir une conscience politique critique du monde dans lequel on vit. En posant les bonnes questions à propos des rapports économiques, sociaux et politiques. Evidemment, la durée que cela prendra pourra être longue, mais l'accroissement des tensions sociales et politiques peut être un accélérateur.

(Tout devient plus clair effectivement, mais quand on est aveugle cela ne change rien, il ne faut pas se faire d'illusions inutilement. Comme le disait très justement un autre camarade, il faut savoir ravaler sa rancoeur, et ce n'est pas facile de s'accepter tel qu'on est, d'assumer ses faiblesses et ses erreurs, de reconnaître que notre amour-propre était mal placé, personnellement c'est quelque chose qui m'est étranger. - J-C)

Amicalement.

ACTUALITE EN TITRES

La fuite en avant.

- Bond des Bourses européennes grâce aux banques centrales - Reuters

- Les Bourses européennes finissent en forte hausse grâce à Pékin - Reuters

- La Chine abaisse ses taux et permet aux banques de prêter davantage - AFP

Cadeau. Comment faire baisser le coût du travail et le faire payer aux travailleurs.

- L'Assemblée vote la baisse des cotisations sur les salaires jusqu'à 3,5 Smic - AFP

L'Assemblée nationale a voté mercredi soir la baisse des cotisations sur les salaires inférieurs à 3,5 Smic prévue dans le pacte de responsabilité. AFP 22.10

En famille il est préférable de se ménager.

Marine Le Pen a annulé à la dernière minute sa participation à l'émission 'Des Paroles et des Actes' qui n'aura donc pas lieu, apparemment parce que la liste des participants avait été modifiée de sorte qu'elle se serait retrouvée face à 6 ou 8

adversaires qui l'auraient lynchée sans qu'elle puisse réellement se défendre, on explique pourquoi plus loin.

- Le Pen sur France 2: Cambadélis et Sarkozy se sont parlé, "partagent la même analyse" - AFP

"Cambadélis et Sarkozy sont convenus d'envoyer chacun une lettre au CSA", a-t-on appris au siège du Parti socialiste.

Le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis avait écrit à Nicolas Sarkozy, président des Républicains, pour lui proposer qu'ils saisissent ensemble le CSA pour protester contre cette cinquième invitation sur 36 émissions. AFP 21.10

Pourquoi ce genre d'exercice ne convient-ils pas à Le Pen, Cambadélis, Sarkozy, Mélenchon, Laurent ? Parce que tous ces représentants du régime savent tous quels rôles chacun joue et qu'ils ne peuvent pas aller jusqu'au bout de leur argumentation sans révéler le rôle de leur adversaire et vice versa, ils ne tiennent pas à se démasquer aussi ouvertement, pour finalement un profit qui sera maigre ou pratiquement nul. Vaut mieux que cette sinistre comédie continue et que chacun reste à sa place.

STO

- RSA : deux parlementaires veulent sanctionner les fraudeurs et obliger les bénéficiaires à travailler - Public Sénat

Quand est-ce qu'on enverra ces prostitués au turbin ?

Aurait-il soudain des scrupules ?

- Melenchon ne veut pas être associé à Hitler - Le Huffington Post

Il ne veut pas que son nom soit associé à celui d'Hittler. Jean-Luc Mélenchon a écrit aux éditions Fayard, jeudi 22 octobre pour leur demander de renoncer à publier le livre Mein Kampf (Mon combat), qui tombera dans le domaine public le 1er janvier prochain.

Le tribun du Front de gauche dont l'ouvrage *L'Ere du peuple* est sorti chez cet éditeur l'an passé a publié la lettre sur son blog. Le Huffington Post 22.10

On pourrait dire en raccourci, que M. Mélenchon en choisissant de rejoindre le PS il y a plus de 30 ans, puis de former une coalition au sein du Front de gauche avec le PCF, a délibérément décidé de marcher dans les pas des Blum et Thorez ou de frayer la voie au fascisme au détriment du socialisme. Qu'il en assume les conséquences !

Vive la guerre !

- Pourquoi les marchands d'armes français font un carton à l'étranger - 20minutes.fr

Les Egyptiens refusent de plébisciter la dictature militaire.

- Participation de 26,56% au 1er tour des législatives en Egypte - Reuters

Stratégie du chaos et de la guerre

- Pakistan: au moins 16 morts dans un attentat contre des chiites - AFP

- Boko Haram : journée de prière sanglante au Nigeria, au moins 55 morts - Liberation.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Entre "amis".

- Hollande-Tsípras, les copains de bord - Libération

- Hollande avec les Grecs et contre les extrêmes à Athènes - Reuters

Il a demandé à la Grèce d'appliquer les réformes imposées par ses créanciers internationaux, condition selon lui pour que la charge de la dette publique soit à l'avenir allégée.

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a salué lors d'un point de presse avec le président français l'aide apportée par son "ami François" lors des douloureuses négociations de l'été.

"François a été une personne qui m'a convaincu que je devais d'accepter un compromis difficile (...) en ayant pour objectif de garder l'Union européenne unie aux dépens des forces conservatrices extrêmes qui avaient des plans de division déjà prêts dans leur poche et qui n'ont pas encore abandonné ces plans", a dit le Premier ministre grec. (Tsipras assume désormais complètement son rôle d'agent de la réaction. - LVOG)

Pour le président français, "la question du 'Grexit' est derrière nous", à condition que la Grèce poursuive les réformes, ce dont les autorités grecques l'ont assuré.

"Je ne doute pas que chacun aura à coeur de respecter ses engagements pour que cette idée ne revoie pas le jour", a-t-il ajouté, en soulignant que le sujet avait disparu des discussions européennes depuis quelques semaines.

Hollande salue les réformes en cours, appelle à la «paix sociale», alors qu'une grève générale se profile le 12 novembre - un test pour Syriza -, et assure à Bruxelles que le programme d'austérité sera mis en œuvre. Reuters et AFP 23.10

Guerre idéologique. De gré ou de force vous devrez vous soumettre à notre dictature.

- Paris : des publicités sexistes pour le palais omnisports de Bercy retirées du métro - Francetv info

"Le seul lieu où les femmes sont à vos pieds." Le slogan choisi par l' AccorHotels Arena pour promouvoir la réouverture du palais omnisports de Bercy (qui change donc de nom) n'a pas plu à la mairie de Paris. Actionnaire majoritaire de la salle, la municipalité a demandé, vendredi 23 octobre, le retrait de la campagne dans les stations de métro de la capitale, rapporte le Parisien.

Les affiches, placardées jeudi dans le métro, montraient une joueuse de tennis à genoux sur un court, accompagnée de cette légende tendancieuse. Le slogan a aussitôt été épinglé sur Twitter par des internautes ainsi que par le maire-ajoint (EELV) aux Transports, Christophe Nadjovski.

Elles seront remplacées par d'autres publicités, au slogan cette fois moins controversé : "le seul lieu de Paris où vous pouvez crier sans gêner vos voisins".

Et la rue !

En complément

- Propos racistes contre Taubira : une élue LR poursuivie en justice - LeFigaro.fr

- "Que Taubira reparte dans sa brousse": le dérapage d'une élue bourguignone - Le Huffington Post

- Les députés PS veulent une sanction contre Bompard après ses propos sur l'islam - AFP

Qu'on se le dise : Toute critique, toute opposition à l'ordre établi et à son idéologie qui relève de la tyrannie doit être bannie, censurée, déclarée hors la loi, sanctionnée pénalement, réprimée.

La jeunesse n'a aucun avenir sous ce régime.

- Plusieurs quartiers de Mâcon en proie à des violences depuis dix jours - lefigaro.fr

Depuis une dizaine de jours, des incidents frappent la ville habituellement paisible de Mâcon (34.000 habitants), en Saône-et-Loire. Des actes de violence en constante augmentation depuis début octobre, selon le préfet Gilbert Payet. En moins d'un mois, vingt-quatre véhicules, voitures et motos, ont été incendiés contre trente-quatre au cours des six derniers mois. Une voiture de police et un véhicule de pompiers ont également été caillassés.

Ces violences sont attribuées à des jeunes âgés de 13 à 15 ans. Plusieurs interpellations ont déjà eu lieu dont deux cette semaine

a indiqué le préfet. Ces actes de vandalisme sont répertoriés dans plusieurs quartiers de la ville tels que La Chanaye, Les Saugeraies et Les Blanchettes. «Ce ne sont pas des zones à risque ou des quartiers complètement coupés du reste de la ville comme ça peut exister ailleurs. Mâcon est habituellement une ville très paisible et calme, c'est pour cela que la situation est prise très au sérieux», indique la mairie.

«Il n'y a pas d'explication de fond à ces incidents, si ce n'est qu'il y a des jeunes qui regardent la télévision et se disent “Pourquoi pas nous?”», tente d'expliquer Claude Cannet, première adjointe au maire. Une théorie soutenue par le préfet Gilbert Payet, qui dénonce un phénomène de mimétisme. lefigaro.fr 23.10

Complément par un internaute.

Incidents de Moirans

- "Il faut être plus précis sur l'origine. 4 jeunes" âgés de 17 et 18 ans soupçonnés d'avoir commis un cambriolage percutent un arbre à bord d'une BMW volée. Les 3 morts ont été retrouvés gantés et cagoulés... (leurs proche vont sans doute dire qu'ils revenaient d'une soirée déguisée. Seul un "jeune" de 17 ans est sorti vivant avec des blessures.

Le frère d'une des victimes est au taule pour purger une peine de 5 ans."

Quand l'esprit du 11 janvier s'empare d'une milice sioniste

- Un journaliste du site Buzzfeed agressé par la Ligue de défense juive : une plainte va être déposée - libération.fr

En juillet 2014, le ministère de l’Intérieur étudiait la possibilité juridique de dissoudre la Ligue de défense juive (LDJ), un groupuscule «d’autodéfense» juif coutumier des actions violentes, et d’ailleurs interdit aux Etats-Unis et en Israël. Mais le jeudi 22 octobre 2015, plus d’un an plus tard, le même groupuscule avait obtenu de la préfecture de Paris l’autorisation de manifester devant le siège de l’Agence France Presse (AFP), à Paris. Pour dire quoi ? Qu’à ses yeux la couverture du conflit israélo-palestinien penche bien trop du côté palestinien. Un journaliste du site Buzzfeed, David Perrotin, s’est rendu sur place en début de soirée pour en rendre compte avec des tweets et des photos.

Manque de chance : David Perrotin, qui a l’habitude de couvrir de nombreuses manifestations et dérapages des extrêmes droites, que ce soit physiquement ou sur Internet, est connu de la LDJ. Quand sa présence sur les lieux a été découverte, les manifestants (cagoulés) ont donc décidé de s’en prendre à lui.

David Perrotin : Une manifestante me dit: "je préviens la LDJ que vous êtes là Monsieur Perrotin".

Sur Buzzfeed, un article de Cécile Dehesdin, la rédactrice en chef, raconte ce qui s’est produit après ce tweet :

«Se sachant reconnu, [David Perrotin] s’est écarté du rassemblement et s’est dirigé vers les fourgons de CRS stationnés à quelques mètres de la place de la Bourse. Il a expliqué la situation à un policier, qui a contacté ses collègues pour lui assurer une protection. Lors de ce temps d’attente, une dizaine de jeunes, manifestement membres ou sympathisants de la LDJ, se sont approchés visage cagoulé ou tête casquée. Le policier a alors demandé à notre journaliste de "courir vers les collègues" qui gardaient à ce moment précis les entrées de l’AFP.»

C’est en traversant la rue pour rejoindre l’entrée du bâtiment de l’AFP que David Perrotin a essuyé plusieurs coups, notamment dans le dos, «qui n’ont heureusement pas laissé de marques», et «un coup à la tête», donné par un casque de manifestant selon la police, relate Buzzfeed. «Dans la confusion, les policiers ont d’abord donné quelques coups à David Perrotin avant de comprendre qu’il était journaliste», ajoute le site. David Perrotin a ensuite pu s’abriter dans les locaux de l’AFP, avant d’être évacué.

Buzzfeed indique avoir demandé des explications à la LDJ, qui a répondu par «un mail vide», et à la préfecture de Paris, qui avait autorisé le rassemblement. «Ces violences contre un journaliste en train de faire son travail sont inacceptables, et portent atteinte à la liberté de la presse. Notre journaliste déposera plainte contre X ce vendredi», conclut Cécile Dehesdin. libération.fr 23.10

Mais où sont donc passés les droitsdelhommistes ?

Quand des trusts pharmaceutiques imposent leur loi à l'Etat.

Un exemple qui préfigure les rapports qui existeront quand le traité transatlantique de libre-échange USA-UE aura été adopté en faveur des multinationales.

- Médicaments: des laboratoires remportent une victoire contre la Haute Autorité de santé - AFP

C'est une première: la justice administrative, saisie par deux laboratoires pharmaceutiques, a ordonné vendredi à la Haute Autorité de santé (HAS) de leur communiquer les noms de ses agents ayant instruit les dossiers de réévaluation de deux de leurs médicaments, déremboursés ultérieurement.

La HAS dispose d'un mois pour communiquer aux laboratoires l'identité de ses agents dans ces dossiers, selon la décision du tribunal administratif de Montreuil, dont l'AFP a obtenu copie.

"Nous prenons acte de cette décision et nous allons nous y conformer", a déclaré à l'AFP Christine Vincent, responsable juridique de la HAS. "Cela va nous amener à réfléchir à nos procédures internes", a-t-elle ajouté, sans pouvoir dire dans l'immédiat si l'institution comptait faire appel.

Entre 2012 et 2014, la commission de la transparence de la HAS avait rendu des avis de déremboursement par la sécurité sociale de deux médicaments anti-arthrosiques, l'un du laboratoire français Genevrier et l'autre du laboratoire italien Rottapharm, concluant à un service médical rendu insuffisant. Ces avis avaient été suivis par le ministère de la Santé.

Les deux fabricants avaient alors réclamé à la HAS non seulement la retranscription des débats de la commission mais aussi le relevé nominatif des votes de ses membres et l'identité des chefs de projet ayant instruit au préalable ces dossiers.

"C'est la première fois qu'on avait une telle demande, on était très surpris", selon Mme Vincent. Jusqu'à présent la HAS refusait de divulguer l'identité de ses chefs de projet, notamment "pour les préserver des appels des laboratoires", a-t-elle expliqué.

Le tribunal administratif de Montreuil a cependant estimé que la publication des noms des agents de la HAS "permettait de contribuer à l'objectif d'éviter tous conflits d'intérêts".

La HAS avait également refusé de donner aux laboratoires le relevé nominatif des votes car elle n'émet pas ce genre de document, qu'aucune disposition réglementaire ou législative ne lui impose explicitement.

Sans se prononcer sur la légalité de l'absence d'un tel document, le tribunal administratif a rejeté cette demande des laboratoires.

Il s'est contenté de rappeler que les administrations ne peuvent communiquer que les documents existants en leur possession et qu'elles ne sont pas tenues "à établir des documents sur demande".

Selon Noëlle Lenoir, l'avocate des deux laboratoires, ancienne membre du Conseil constitutionnel et ancienne ministre des Affaires européennes (2002-2004), il est "ridicule" de penser que les fabricants voulaient ainsi faire pression sur les membres de la commission de la transparence ou sur les agents de la HAS car "le droit d'accès aux documents ne vaut qu'a posteriori" des avis rendus.

Mme Lenoir, qui a aussi été déontologue de l'Assemblée nationale (2012-2014), a assuré à l'AFP que les laboratoires avaient agi au nom "d'une plus grande transparence des procédures relatives au médicament et d'un meilleur contrôle des situations de conflits d'intérêts".

"Ce n'est absolument pas aux laboratoires de s'en assurer, mais à l'institution de vérifier que les gens qu'elle emploie n'ont pas de problématiques de conflits d'intérêts", a rétorqué Mme Vincent.

"Les anti-lobbies réclament depuis des années une transparence au sein des agences sanitaires qui ne doivent plus être des boîtes noires", a déclaré pour sa part Michèle Rivasi, députée européenne Verts-ALE, qui milite "contre l'emprise des laboratoires pharmaceutiques sur le système de santé".

"Ils réclament donc que les noms de ceux qui réalisent les évaluations soient connus, ainsi que les motifs de décisions prises par ces agences, notamment en matière de remboursement ou de déremboursement des médicaments", a-t-elle ajouté. AFP 23.10

Ceux qui n'auraient pas encore compris quel rôle jouaient les écologistes au côté des multinationales ou de la réaction sont servis. Sachant la pression qu'exercent les trusts pharmaceutiques sur les chercheurs ou scientifiques, le lobbying auquel ils se livrent auprès des parlementaires pour que les conclusions de leurs rapports leur soient favorables, leur fournir les noms de ceux qui se livrent à des études sur les produits qu'ils destinent à la commercialisation, c'est leur donner les moyens de les corrompre, voire de les menacer, les décourager de rendre des rapports contraire à leurs intérets.

Social.

- L'avenir des 700 salariés de Fram est incertain - Francetv info

- Areva : 2 700 postes supprimés d'ici 2017 - Francetv info

Air France: rassemblements en soutien "aux inculpés" et pour l'emploi - AFP

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées jeudi à Paris et des centaines en région pour le maintien de l'emploi au sein d'Air France et en soutien "aux inculpés" impliqués dans les violences début octobre.

A Paris, ils étaient "au moins 7.000", selon la CGT, 2.200 selon la préfecture de police.

Des personnalités politiques d'extrême-gauche se sont mêlées aux manifestants, notamment Pierre Laurent (PCF), Eric Coquerel (PG), Olivier Besancenot (NPA) et Nathalie Arthaud (LO). Le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez a aussi répondu présent.

La banderole de l'intersyndicale (CGT, SNPL, Spaf, FO, Unsa...), constituée d'une douzaine de syndicats, appelait ainsi à l'"arrêt des poursuites disciplinaires et judiciaires, nous ne sommes pas des voyous". La CFDT et CFE-CGC n'avaient, elles, pas appelé à la mobilisation.

- Les gardiens de prison manifestent à leur tour - Reuters

Après les policiers et les avocats, des gardiens de prison ont exprimé leur colère jeudi lors d'une manifestation organisée dans le centre de Paris à l'appel de quatre syndicats.

Plus de 3.000 surveillants, selon les organisateurs, ont défilé de la place du Châtelet jusqu'à la place Vendôme, sous les fenêtres de la ministre de la Justice Christiane Taubira, comme l'avaient fait la semaine dernière les policiers.

Les surveillants n'ayant pas le droit de grève, seuls ceux au repos ont pu manifester.

Le slogan "Taubira démission" visant la ministre de la Justice a été repris à plusieurs reprises lors du parcours, tandis que d'autres surveillants chantaient La Marseillaise.

"Cette administration est déconnectée de la réalité, c'est 'tout pour les voyous'", a lancé un porte-parole de l'intersyndicale à la tribune.

Les syndicats UFAP-Unsa, FO, FO personnels administratifs et CGT pénitentiaire dénoncent le manque d'effectifs - 1.200 à 1.300 postes seraient actuellement vacants, engendrant de nombreuses heures supplémentaires - et la violence dans les prisons.

Près de 4.000 agressions physiques ont été recensées selon eux en 2014, ainsi que 18 prises d'otages et 12 suicides.

Les manifestants réclament également une revalorisation de leurs indemnités et une négociation sur les questions d'hygiène et de sécurité.

- Les avocats appelés à durcir leur grève lundi - Reuters

Le Conseil national des barreaux (CNB) a appelé vendredi à une extension de la grève des avocats contre la réforme de l'aide juridictionnelle par un mouvement total et illimité dans toute la France.

Cette décision a été prise lors d'une assemblée générale, à l'issue d'une semaine de mobilisation qui a touché plusieurs dizaines de barreaux français.

"Il s'agit d'une grève nationale totale des audiences et des désignations d'avocats", a-t-on précisé au CNB.

Le mouvement s'est durci au cours de la semaine, des avocats disant avoir été victimes de violences policières alors qu'ils bloquaient des tribunaux, à Lille et Toulouse notamment. Reuters 23.10

En complément à l'internationale.

- Nouvelles manifestations à Brazzaville, au Congo - Reuters

- Géorgie : manifestation pour le pluralisme des médias - euronews.com

- Afrique du Sud: affrontements entre la police et des étudiants devant le Parlement - AFP

La police anti-émeute sud-africaine a lancé mercredi des grenades assourdissantes pour repousser plusieurs centaines d'étudiants qui tentaient de pénétrer dans le Parlement au Cap, a constaté l'AFP.

Quelques minutes auparavant, un groupe d'étudiants était parvenu à s'introduire dans l'enceinte du Parlement pourtant protégée par un important cordon policier, tandis que d'autres lançaient des bouteilles sur les forces de l'ordre.

Depuis plusieurs jours, des milliers d'étudiants sud-africains protestent contre l'augmentation des frais de scolarité pour la rentrée prochaine, perturbant le fonctionnement des principales universités du pays.

La séance parlementaire qui se déroulait en présence du président Jacob Zuma a également été brièvement interrompue par l'expulsion manu militari des députés du parti radical de gauche des Combattants pour la liberté économique (EFF) du leader populiste Julius Malema, qui réclamaient que la question des frais de scolarité soit mise à l'ordre du jour.

«Les frais de scolarité doivent baisser», ont scandé les députés expulsés, reprenant le slogan des manifestants.

Les cours dans les universités du Witwatersrand à Johannesburg, du Cap et de Pretoria étaient suspendus mercredi en raison de ces manifestations, alors que le mouvement estudiantin s'étendait à l'ensemble du pays.

Mercredi matin, la police a aussi recouru à la force contre les manifestants à Port Elizabeth, dans le sud-est de l'Afrique du Sud.

«Nous avons du tirer des grenades assourdissantes et des flashballs pour disperser un groupe d'étudiants qui bloquaient la voie publique», a déclaré à l'AFP Miranda Mills, la porte-parole de la police de Port Elizabeth.

Mardi, alors que l'université du Cap (UCT) avait qualifié les manifestations d'illégales, la police avait arrêté 23 étudiants protestataires. Ils comparaîtront devant la justice vendredi.

Les manifestants dénoncent l'augmentation des frais de scolarité qui empêchera, selon eux, les étudiants noirs les plus pauvres d'avoir accès à l'enseignement supérieur.

Leur slogan «Fees must fall» (les frais de scolarité doivent baisser) fait référence à la campagne «Rhodes must fall» menée avec succès en avril par les étudiants de l'UCT pour déboulonner la statue du colonisateur britannique Cecil John Rhodes.

Les responsables des universités assurent de leur côté qu'une hausse est nécessaire pour pouvoir offrir une meilleure qualité d'enseignement.

L'augmentation des frais de scolarité varie selon les universités. A Witwatersrand, 10,5% d'augmentation étaient par exemple prévus alors que l'année universitaire coûte de 29.620 rands (1.930 euros) à 58.140 rands (3.800 euros), sans compter le logement ou les fournitures.

Mardi, le ministre de l'Enseignement Supérieur Blade Nzimande avait proposé que l'augmentation des frais soit limitée à 6% dans l'ensemble des universités après une réunion d'urgence avec les directeurs des facultés. Mais sa proposition avait été rejetée par les étudiants. AFP

- A Delhi, des étudiantes indiennes protestent contre les couvre-feux sur les campus - LeFigaro.fr

Combattre la culture du viol omniprésente en Inde, oui. Mais pas au prix de leur vie privée et de leur liberté. Voici le message qu'essayent de faire passer des étudiantes de New Delhi par le biais de leur campagne «Pinjra Tod» - «Briser la cage». Les jeunes femmes refusent de se soumettre à des couvre-feux qui les empêchent de sortir diner avec des amis, faire la fête et même aller à la bibliothèque le soir. LeFigaro.fr 23.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Terrorisme d'Etat.

- Le terrorisme dans les pays arabes puise ses racines dans le despotisme - sahartv.ir

« Le terrorisme dans les pays arabes trouve son origine dans le despotisme et la restriction du peuple », a affirmé le président du Centre bahreïni des droits de l'Homme.

« Les politiques répressives, l'oppression et la restriction qu'imposent les régimes arabes à leurs peuples, en quête de la liberté et de la justice sociale, sont à l'origine de l'extrémisme et des actes terroristes dans les pays arabes », a déclaré Nabil Rajab, président du Centre bahreïni des droits de l'homme.

« Négligeant la dignité humaine et les revendications légales et démocratiques de leurs peuples, ces régimes ne se soucient que de s'accrocher au pouvoir», a-t-il précisé en allusion à l'instrumentalisation par certains régimes arabes de la religion pour parvenir à leurs objectifs politiques. « Les régimes despotiques propagent de la haine, des pensées takfiries et le mépris des convictions et des religions d'autrui afin de parvenir à leurs objectifs néfastes », a-t-il indiqué.

Nabil Rajab a souligné la nécessité de définir une stratégie pour anéantir l'extrémisme et empêcher les actes terroristes via un dialogue transparent entres les gouvernements et les peuples. sahartv.ir 21.10

2- Otan

- L'Otan lance ses manœuvres au large des côtes de la Turquie - sahartv.ir

Le QG de l'armée turque a fait part sur son site officiel du commencement dans le golfe de Saros des manœuvres militaires appelés « Victoire 2015 » avec la participation des pays membres.

Les manœuvres aériennes et maritimes conjointes dans le golfe de Saros en mer Egée se poursuivront pendant 5 jours.

Les forces navales, aériennes et de la garde côtière de la Turquie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Grèce et des Etats-Unis participeront à ces exercices.

Selon ce rapport, des représentants du Qatar, de Bahreïn, de la Corée du Sud, du Pakistan, du Bangladesh, de la Géorgie et du Turkménistan participeront à ces manœuvres en tant qu'observateurs. sahartv.ir 22.10

3- Syrie

3.1- Poutine accuse les Occidentaux de **"**double-jeu**"** en Syrie - euronews.com

- Poutine a dénoncé le "double jeu" des Etats-Unis avec les terroristes - sahartv.ir

M.Poutine a dénoncé le "double jeu" des Etats-Unis qui ont manipulé et instrumentalisé des groupes terroristes pour renverser des "régimes indésirables". Selon lui, les armes remises aux membres de l'"opposition modérée" au Proche-Orient sont tombées entre les mains des terroristes.

Selon lui, il n'existe pas de différence entre les terroristes et les rebelles modérés. "Au Proche-Orient, il y a plusieurs groupes terroristes qui se disputent des sources de revenus, il ne s'agit même pas d'une lutte idéologique", a-t-il expliqué.D'autre part, il faut faire la distinction entre le vrai islam et les mensonges diffusés par les extrémistes, à son avis."Si le groupe Etat islamique (EI) prenait le contrôle de la ville de Damas ou de Bagdad, les terroristes en feraient une tête de pont pour lancer une expansion mondiale", a-t-il déclaré.

Le président Poutine a appelé à libérer la Syrie et l'Irak des terroristes avant qu'ils ne s'emparent d'autres régions."L'opération lancée par la Russie en Syrie est absolument légitime, elle permet de porter une frappe préventive contre les terroristes", a rappelé le président.

"Les Syriens doivent décider eux-mêmes de leur sort avec le soutien de la communauté internationale au lieu d'être soumis à des ultimatums et à un chantage international. Il faut œuvrer pour le rétablissement des institutions d'Etat au lieu de saper les régimes en place dans les zones des conflits", a noté le président Poutine.

"La communauté internationale doit enfin coordonner ses actions avec les gens qui habitent au Proche-Orient", d'après lui.

Le président russe a exhorté les membres de la communauté internationale à se considérer comme des alliés qui luttent

ensemble contre le terrorisme. Il a fait état de progrès enregistrés dans les entretiens internationaux sur la Syrie et l'établissement des contacts entre les militaires de différents pays. Selon M.Poutine, les entretiens russo-américains concernant la lutte contre les terroristes en Syrie avancent dans le bon sens, mais pas si vite qu'on le souhaite. sahartv.ir 22.10

3.2- Il faut fournir des missiles Stinger, aux terroristes syriens (McCain) - sahartv.ir

John McCain, chef de la commission des forces armées du Sénat américain a déclaré que Washington devait équiper les terroristes syriens par des missiles sol-air Stinger.

Selon l'agence de presse Sputnik, John McCain, le sénateur républicain et président de la commission des forces armées du Sénat américain a plaidé une fois de plus, la multiplication des aides militaires aux opposants armés syriens. « Nous l'avons déjà fait en Afghanistan. Après que les Russes ont agressé l'Afghanistan, nous leur avons fourni des missiles sol-air », a dit McCain qui fait allusion au programme de 500 millions de dollars de la CIA pour former les terroristes syriens, programme entièrement annulé, en raison du fiasco des Américains.

Dans la foulée, les Etats-Unis ont changé de stratégie et envisagent d'équiper de plus en plus les terroristes présents en Syrie, au lieu de former de nouveaux effectifs. sahartv.ir 21.10

3.3- Syrie: 83 positions de Daech bombardées par la Russie en 24 heures - sahartv.ir

Les forces aériennes russes ont frappé 83 positions de Daech en Syrie ces dernières 24 heures, rapporte le ministère russe de la Défense.

"Les avions russes ont effectué 46 sorties militaires et ont frappé 83 positions du groupe terroriste Daech dans les provinces d'Idlib, d'Alep, de Damas, de Hama et de Deir ez-Zor", a annoncé mercredi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Selon l'Etat-Major de la Fédération de Russie, les terroristes effectuent des manœuvres de retraite après avoir perdu la majorité de leur matériel militaire sur la ligne de contact avec l'armée syrienne. Les drones russes ont également augmenté le nombre de sorties pour contrôler la situation.

Selon M. Konachenkov, les avions de bombardement ont détruit un poste de commandement de terroristes dans la province d'Idlib en Syrie, ainsi qu'un dépôt de matériel militaire. sahartv.ir 21.10

3.4- Hama : Sauve-qui-peut dans les rangs de Daech - sahartv.ir

Les terroristes de Jaysh al Khalafa , liés à Daech se sont retirés de la banlieu de Hama et se sont repliés à Raqqa et à Deir Ezzour.

Selon Al Ahed, les terroristes takfiris auraient massivement transféré leurs armements à Raqqa et à Deir Ezzour, soit le bastion des terroristes dans l'est de la Syrie. Jaysh al Khalafa s'était rendu il y a quelques temps dans la banlieue de Hama avant de se positionner près des villages de Beri est et d'Ismailiya où il combattait l'armée syrienne.

L'armée syrienne a lancé une vaste offensive contre le nord de Hama l'est et le nord de Lattaquié ainsi que contre le sud d'Idleb à l'appui des frappes aériennes russes et en présence des combattants du Hezbollah et des conseillers militaires iraniens. sahartv.ir 22.10

3.5- - Syrie : Al Nosra et Daech attaquent l'armée syrienne à Esriya - sahartv.ir

Les terroristes du Front al-Nosra et de Daech ont lancé une attaque conjointe contre les positions de l'armée syrienne dans la région d'Esriya, sur la voie Alep-Al-Salamiaha.

Les terroristes du Front al-Nosra et de Daech, qui se sont unis, ont attaqué l'armée syrienne.

Le quotidien libnais As-Safir rapporté que ces attaques se sont produites dans la région d'Esriya, sur la voie Alep-Al-Salamiah.

D'autre part, selon le correspondant de la chaîne Al-Mayadeen, les forces de l'armée syrienne ont considérablement progressé à Rif-Est de Hama.

L'armée syrienne a affronté les éléments de Daech dans la banlieue d'Esriya, d'après Al-Mayadeen.

Le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov a fait part de la tenue des réunions entre les éléments des groupes terroristes de Daech et du Front al-Nosra pour faire une coalition contre le président syrien, Bachar Assad.

Konachenkov aréaffirmé que les renseignements collectés par les services de renseignements de Moscou montrent que ces deux groupes terroristes ont eu des négociations pour examiner leur union et former un front commun contre les forces de l'armée syrienne.

Le ministère russe de la Défense est d'avis que ces négociations ont eu lieu dans l'objectif de former une coalition afin d'endiguer l'attaque de l'armée syrienne contre les groupes terroristes. sahartv.ir 23.10

4- Irak

- Le feu vert de l'Irak à la Russie pour attaquer Daech - sahartv.ir

Le gouvernement irakien a conclu un accord avec la Russie, autorisant Moscou d'attaquer les convois des daechistes venant de la Syrie en Irak.

Hakem al-Zamali, Président de la commission de la sécurité et de la défense au Parlement irakien a fait part ce vendredi, dans un communiqué, de la formation d'un centrer présidé par la Russie, a-t-on appris d'Al-Alam. « Bien que ce centre soit récent cependant son premier acquis est d'aider à en finir avec la guerre à Baiji, dans le délai le plus court et avec les moindres dégâts matériels et de pertes en vie humaine », a affirmé al-Zamali. « Tenant compte que du fait que la Russie dirige ce centre, l'Irak lui a donné son feu vert pour attaquer les convois des terroristes daechistes venant de le Syrie en Irak », a-t-il précisé.

« Cet accord contribue à l'affaiblissement de Daech lui coupant toutes des voies de secours », a-t-il indiqué. Les forces irakiennes, épaulées par les volontaires et les tribus ont pris pour cible les repaires de Daech sur tous les axes de Baiji avant de libérer toutes les parties de cette ville.

Ces forces sont actuellement en train de mener des fouilles maison par maison et de nettoyer Baiji des résidus daechistes. sahartv.ir 23.10

5- Yémen

- Poutine, prêt à intervenir au Yémen - sahartv.ir

Les différentes couches de la société yéménite se sont rassemblées ce dimanche devant l'ambassade russe à Sanaa pour demander à Moscou d'intervenir au Yémen et de mettre fin à l'agression de l'Arabie contre leur pays.

« Ont participé à ce rassemblement des représentants des partis politiques, et des organisations civiques, des militants des droits de l'homme et des représentants des organisations pour le soutien aux femmes et aux enfants yéménites », a fait état l'agence de presse officielle yéménite SABA.

Les participants à ce rassemblement ont demandé aux Nations Unies et au Conseil de sécurité d'intervenir sans faute pour empêcher l'Arabie et ses alliés de massacrer les Yéménites et de mettre fin au blocus injuste, en y envoyant des aides humanitaires.

Ils ont également demandé l'envoi des denrées alimentaires, de médicaments et de produits pétroliers, de gaz et de marchandise de première nécessité.

Les participants à ce rassemblement ont mis en garde contre la survenance d'une catastrophe humanitaire sans précédent au Yémen. Les manifestants ont demandé au peuple et au gouvernement russes qui attachent une importance particulière aux droits de l'homme d'intervenir pour mettre fin au blocus injuste contre le Yémen. sahartv.ir 23.10

ECONOMIE

1- Traité Partenariat transpacifique

- Les conséquences très ciblées du Partenariat transpacifique sur les exportations européennes - latribune.fr 23.10

L'impact du Partenariat transpacifique (TPP) sur l'UE sera tout à fait marginal au niveau macroéconomique. Mais, au niveau

sectoriel, certaines catégories d'exportations pourraient être touchées, notamment l'automobile sur les marchés de l'ASEAN et de l'Océanie, et les viandes blanches au Japon.

Les impacts les plus forts touchent :

- dans le domaine agricole et alimentaire :

Le secteur de la viande blanche [6] voit ses exportations vers la zone TPP diminuer de 41 % (soit de près de 1,5 milliard de dollars), les exportateurs européens étant évincés au profit des exportateurs américains et canadiens ;

Les exportations de produits laitiers reculent de 20 % (environ 650 millions de dollars, l'UE étant concurrencé par la Nouvelle Zélande et les États-Unis dans ce secteur) ;

Les céréales de 10 % (les exportations étant plus faibles, la perte monétaire est d'environ 14 millions de dollars).

- dans l'industrie, les variations relatives sont moins importantes, mais les pertes monétaires sont substantielles. Le secteur des véhicules perd ainsi 3,7 milliards de dollars sur les marchés de la zone TPP (mais gagne sur le Japon) ; celui des « machines » perd 1,2 milliards de dollars (mais gagne là aussi sur le Japon). latrbune.fr 23.10

En observant les chiffres et pourcentages qui figuraient dans le tableau répertoriant l'impact du TPP sur les exportations européennes, il ressortait que que ce traité se soldait par un impact négatif sur absolument tous les secteurs économiques, pas un seul était positif au profit des Etats-Unis et ses partenaires privilégiés de la zone pacifique (Australie-Nouvelle-Zélande) ainsi que le Japon et le Canada.

2- Traité USA-EU de libre-échange

- Europe et Etats-Unis veulent conclure l'accord de libre-échange TTIP en 2016 - AFP

Les Etats-Unis et l'Union européenne espèrent conclure l'accord de libre-échange TTIP en 2016 avant la fin du mandat de l'administration Obama, ont affirmé vendredi les négociateurs à l'issue d'un nouveau round de discussions à Miami (sud-est).

Sur le fond, les deux parties ont assuré avoir accompli à Miami "d'importants progrès" lors de ce 11e round de discussions notamment sur l'élimination totale des barrières douanières et sur les questions d'accès aux marchés.

"Beaucoup reste à faire", ont toutefois assuré les négociateurs, essayant de nouveau de désamorcer les craintes que cet accord ne débouche sur une dérèglementation généralisée.

Un des points les plus controversés de l'accord concerne un mécanisme d'arbitrage voulu par Washington et qui permettrait aux multinationales d'attaquer en justice les Etats si elles jugent leurs intérêts menacés par des mesures de politique publique.

Face au tollé, la Commission a proposé de substituer à ce mécanisme une cour spéciale de règlement des litiges composée de magistrats.

"Nous n'avons pas encore reçu la proposition de la Commission", a déclaré le négociateur en chef américain, M. Mullaney. AFP 23.10

3- Iran

- L'Iran propose à Moscou des projets pour 25 mds d'euros - sahartv.ir

Téhéran a proposé à la Russie de participer à 21 projets en matière de transports et bâtiment.

L'Iran et la Russie ont convenu jeudi d'examiner la possibilité de fournir à l'Iran des crédits d'organisations russes et interétatiques, a annoncé aux journalistes le ministre russe de l'Energie Alexandre Novak à l'issue de sa rencontre avec le ministre iranien des Transports Abbas Akhoundi. "Monsieur le ministre nous a également remis 21 projet pour un montant total de plus de 25 milliards d'euros, qui seront réalisés en Iran. Nos compagnies sont intéressées et examineront la possibilité de participer à ces projets", a dit M. Novak. "Il s'agit notamment de projets liés au développement de l'infrastructure ferroviaire et des ports, aux livraisons d'équipements navals et automobiles, de dispositifs à vocation spéciale etc.", a-t-il précisé. sahartv.ir 22.10

Haut de page

Le 26 octobre 2015

CAUSERIE

A propos du parti.

Il y a des militants qui estiment qu'on devrait construire un parti qui ne serait pas trop centralisé, pas trop discipliné, un parti où les militants auraient plus de droits que de devoirs, qui pour un peu pourraient dire et faire ce qui leur passerait par la tête, un parti qui aurait des principes aussi flexibles qu'un élastique, bref un parti qui en tous point serait l'antithèse du parti bolchevik qui a lui tout seul résumait l'essentiel des enseignements de la révolution russe de 1917 ou le léninisme selon Trotsky.

On a envie de leur répondre : mais de quoi vous plaigniez-vous, vous n'avez que l'embarras du choix puisque parmi tous les partis ouvriers existant aucun n'est construit sur le modèle du parti bolchevik. Serait-ce à dire qu'il n'existerait pas de nos jours de dirigeants à même d'incarner ces principes ? Apparemment. Ce sont ces principes défendus par Lénine qui furent à l'origine de la scission du Parti ouvier social-démocrate de Russie en 1903, qui donna naissance à deux tendances puis à deux partis distincts, celui des mencheviks et celui des bolcheviks.

Les bolcheviks conditionnaient l'appartenance au parti à l'organisation dans ses instances et à la participation à ses activités politiques, ce qui devait en faire un parti de militants et de combattants et non un parti d'adhérents ou d'abonnés à un journal.

Pourquoi les principes des bolcheviks et des mencheviks étaient incompatibles ? Parce que finalement ils correspondaient à des objectifs politiques différents, ceux des bolcheviks incarnaient les enseignements qu'avaient tirés Marx et Engels de la Commune de Paris, à savoir que le prolétariat devait se doter d'un parti ouvrier indépendant, un instrument de combat pour conquérir le pouvoir politique, tandis que ceux des mencheviks tournaient le dos à ces enseignements, comme si la Commune de Paris n'avait jamais eu lieu ou comme si il était impossible d'en tirer la moindre leçon pratique, refusant d'emblée de poser la question du pouvoir ou de l'Etat, prétextant que la situation ne s'y prétait pas, contrairement aux bolcheviks qui considéraient qu'il fallait la poser en toute circonstance puisque qu'elle déterminait l'orientation du parti et coïncidait avec la tâche politique que le prolétariat devait accomplir.

Il est vrai que lorsqu'on se fixe un tout autre objectif politique ou qu'on se limite à des revendications démocratiques bourgeoises, on n'a pas besoin d'un tel parti, n'importe quel parti fera l'affaire. Mais quand on se fixe pour objectif d'affronter directement la classe dominante armée jusqu'aux dents, on a besoin d'un parti qui soit à même de mobiliser la totalité de ses troupes, de monter en première ligne, un parti de militants conscients, disciplinés et entraînés au combat, ce qui signifie que ses membres doivent être préparer théoriquement, politiquement, psychologiquement à affronter de telles conditions pleines de périls.

Dit autrement, entre être confortablement installé à discuter bien sagement le bout de gras avec le gouvernement et le patronat pour en obtenir quelques miettes en échange de la paix sociale, et livrer avec détermination le combat pour conquérir la direction du mouvement ouvrier, guider les masses au cours du processus révolutionnaire, abattre tous les obstacles qui se dresseront sur son chemin, défendre l'Etat ouvrier en proie à une guerre civile déclenchée par la réaction, face aux multiples provocations et éventuellement aux agressions des puissances occidentales coalisées pour rétablir l'ancien régime, ce n'est pas vraiment la même chose, c'est un peu comme revêtir une tenue légère de sport pour aller faire son jogging dominical ou enfiler l'équipement du commando de la tête au pied pour se rendre sur le champ de bataille.

Ce qui est étonnant, parce que c'est tellement logique, c'est que cela ne vienne pas spontanément à l'esprit des militants, apparemment ils ne se figurent pas du tout ce qu'implique une révolution, une guerre civile, en terme d'organisation qui doit être quasi-militaire, et oui, parce qu'à ce moment là c'est une armée bien entraînée et bien équipée, disciplinée, et des milices fascistes qu'il faudra affronter et non la police munipale armée d'un képi, d'un sifflet et d'un bâton. Leurs cerveaux sont comme ankylosés par le train-train de la lutte des classes dicté par l'agenda institutionnel auquel ils sont habitués à se soumettre sans même s'en apercevoir.

C'est étonnant seulement en apparence, car cela signifie que les militants ne sont pas du tout préparés à ce scénario, pour eux la révolution ou le renversement du régime demeure du domaine du rêve ou de la fiction, ils n'y croient pas vraiment, c'est à se demander s'ils y ont vraiment cru un jour, en tout cas ils ont cessé d'y croire sans même s'en apercevoir, du coup ils ignorent complètement quels sont les rapports et les conditions qui prévalent lors d'une révolution, et qu'à défaut de s'y être préparé minutieusement elle ne pourra jamais vaincre, elle sera infailliblement écrasée dans un épouvantable bain de sang. Il faut croire que les 30 à 40.000 communards auront finalement été massacrés pour rien par les Versaillais, puisque les enseignements qu'en avaient tirés Marx et Engels que mit en pratique Lénine étaient voués au même destin tragique.

Les capitalistes possèdent leur police et leur armée, la petite-bourgeoisie ses organisations et milices fascistes ou para-militaires, il n'y a que la classe ouvrière qui soit totalement désarmée, elle est toute nue et elle doit le rester, pas question de la doter d'un véritable parti communiste. On peut se demander si inconsciemment ils n'en auraient pas déjà conclu à l'impossibilité d'une

révolution ou à sa défaite.

La question que cela pose n'est pas celle de l'ennemi à abattre qui nous est commun, mais de savoir si nous partageons réellement les mêmes intentions qui inclues les moyens indispensables pour atteindre notre objectif, souhaitons-nous sincèrement terrasser notre ennemi ou nous contenterions-nous de faire "reculer le gouvernement", avons-nous ou non véritablement confiance dans la capacité des masses exploitées à se soulever, croyons-nous dans le socialisme pour l'avoir étudié ou nous contenterions-nous de revenir aux "Trente glorieuses" toujours sur fond de guerres impérialistes ?

Les capitalistes sont cohérents, sérieux, pragmatiques, ils sont déterminés, persévérants, ils se projettent dans l'avenir, établissent des plans, des stratégies, ils s'organisent, se dotent d'institutions, d'instruments et d'armes nouvelles... Et nous à côté, nous sommes des bricoleurs, des amateurs, des farfelus, des aventuriers, des charlatans. On se gargarise de lieux communs et de formules savantes que nos dirigeants faillis ou traitres ont le don de faire passer pour des pronostiques infaillibles, d'analyses d'une platitude à dormir debout quand elles ne s'avèrent pas complètement foireuses, de stratégies marquées du sceau de la soumission à l'ordre établi.

Le plus dingue, c'est qu'ils arrivent à se convaincre que cela va "péter" du jour au lendemain, laissons cela de côté.

L'avantage d'un parti ouvert à tous les vents, c'est qu'il sera composé essentiellement d'adhérents sans formation théorique, donc facilement manipulables par leurs dirigeants. Une fois par an ils se réuniront pour désigner les délégués qui les représenteront au congrès du parti, il leur sera suggéré d'élire tel ou tel délégué sur une base politique aussi solide que des sables mouvants et ils voteront pour eux. Il en va de même dans un parti monolithique ayant adopté le centralisme bureaucratique depuis des lustres, les congrès ont alors pour seule fonction de reconduire l'appareil en place et rien de plus, sauf accident qui ne changera pas forcément grand chose, puisque la fraction des militants qui contesteraient la direction en place revendiqueraient les mêmes principes ou recourraient aux mêmes méthodes.

On continuera une autre fois.

On a besoin d'un véritable parti communiste et d'une organisation ou une association qui pourrait ressembler à ce que le POI essaie de mettre en place, l'association des amis d'Informations ouvrières. En fait, on avait émis cette idée bien avant eux, sur une autre orientation évidemment, une association des sympathisants du parti destinée à tous les travailleurs et pas seulement à des syndicalistes ou des élus. A suivre.

Les arnaqueurs. Comment le NPA ménage l'appareil pourri de la CGT, le PS et le régime.

- NPA. Dialogue social : l’arnaque et le chantage - 20.10

Les organisations syndicales, représentant des salariéEs, qui participent à cette conférence sociale, portent une responsabilité importante en cautionnant le matraquage du gouvernement et des médias. Et c’est bien la moindre des choses que la CGT ait au final refusé de s’y rendre. Car il n’est pas possible de défendre nos droits sans rupture avec ce gouvernement au service du Medef et des riches, sans se préparer à l’affronter.

Soutenir l'appareil de la CGT, "c'est la moindre de chose".

- Besancenot : “Il faut réserver à Hollande le sort qu’on réservait à Sarkozy dans la rue” - 20.10

Interview de Besancenot pour le JDD.

La CGT a manifesté son désaccord en boycottant la conférence sociale, est-ce la bonne solution selon vous?

Boycotter ce genre de mascarade, c'est la moindre de chose.

Philippe Martinez dit que sur ce sujet là, Hollande est dans la même lignée que Sarkozy. Vous êtes d'accord?

Oui, et il ne faut pas s'étonner que les gens ne fassent plus de différence entre la gauche et la droite. Il faut réserver à Hollande le sort qu'on réservait à Sarkozy dans la rue. Il n'y a pas de raison qu'on ne réserve pas à un gouvernement de gauche qui mène une politique de droite, le même sort qu'on réservait à un gouvernement de droite.

Alors, il n'est pas bien Martinez ? Et le PS et ses satellites ne sont-ils pas de gauche... A vous dégoûter de la gauche et de la droite, alors essayez l'extrême droite à défaut d'une extrême gauche crédible. Bravo, monsieur Besancenot !

ACTUALITE EN TITRES

Les sionistes l'avait rêvé, Hitler l'a réalisé.

- Adolf Hitler au secours de Benjamin Netanyahou - michelcollon.info 23.10

Face au Congrès Sioniste mondial, le premier ministre israélien a osé déclarer qu' « Hitler ne voulait pas exterminer les juifs » affirmant que c'est le grand mufti de Jérusalem de l'époque qui avait poussé ce dernier à commettre l'Holocauste. Une provocation, une de plus, qui ne vise qu'à légitimer la politique belliciste et colonialiste de l'extrême droite... michelcollon.info 23.10

Les francs-maçons au chevet de Hollande et du PS. Ils n'ont rien contre Porochenko et Netanyhaou.

- «On est en train de dérouler le tapis rouge au FN», s'alarme le grand maître du Grand Orient - 20minutes.fr

« La République est en danger », met en garde Daniel Keller, à la tête de la première obédience maçonnique... 20minutes.fr 24.10

Quelle République ? Celle des copains et des coquins, la République bananière ?

Comme pour toute organisation qui se veut progressiste, sociale, humaniste, etc. il faut se demander dans quel contexte, qui la dirige et pour qui, à qui profitent les valeurs dont elle se réclame.

Derrière des principes de façade, la franc-maçonnerie partage la même philosophie nihiliste que le sionisme. Le PS est à l'extrême droite, ce que la franc-maçonnerie est au néolibéralisme.

Voix d'outre-tombe.

- Macron, "une voix qui va compter" à gauche, selon Julien Dray - AFP

A Neuilly-sur-Seine, à Saint-Cloud ? Non, aux Mureaux !

- Le gouvernement va vanter la mixité sociale en banlieue - Reuters

Même pas besoin de les balancer, ils tomberont tout seuls.

- PS : les frondeurs à bout de souffle - LeParisien.fr

Les nostalgiques de l'Ancien Régime se mobilisent.

- Plusieurs manifestations en France pour les langues régionales - AFP

Quel grand art la démagogie !

- Fiac : le marché de l'art contemporain se démocratise - Francetv info

- Le travail le dimanche va-t-il se démocratiser ? - Francetv info

Le coeur est de trop !

- Régionales: Le Drian dit son "crève-coeur" à quitter la Défense - AFP

Inexcusable, tout juste bon à abattre !

- Tony Blair présente des excuses pour « les erreurs » de la guerre en Irak - 20minutes.fr

Dans une interview qui doit être diffusée dimanche, l'ex-Premier ministre reconnaît aussi une part de responsabilité dans l'émergence de Daesh. 20minutes.fr 24.10

L'ivresse du pouvoir.

- Maldives: Le vice-president arrêté pour tentative d'assassinat du président - 20minutes.fr

- Pologne : ivre au volant, la vice-ministre de la Justice se fait limoger - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand ils envisagent sérieusement de rétablir le marché aux esclaves.

- Le patron d'Airbus réclame un marché du travail plus souple pour aider les réfugiés - lemonde.fr

Mieux intégrer les 800 000 migrants attendus en Allemagne cette année en dérèglementant davantage son marché du travail. Voilà l'idée défendue dimanche 25 octobre par le patron d'Arbus, Tom Enders. Selon lui, une telle dérèglementation permettrait de créer plus d'emplois faiblement rémunérés, qui aideraient les réfugiés à trouver du travail et à mieux s'intégrer dans la société.

Dans un commentaire publié dans le journal Süddeutsche Zeitung, l'homme fort d'Airbus, lui-même allemand, estime que son pays devrait prévoir des exceptions au salaire minimum et permettre davantage de fléxibilité avec des contrats courts, en s'inspirant du modèle américain.

« Nous devons avoir le courage de déréglementer de la même manière qu'ont su le faire les Etats-Unis. Cela semble difficile à imaginer mais, là-bas, on voit l'intégration réussie de migrants qui sont autorisés à travailler peu après leur arrivée. »

Le président exécutif d'Airbus poursuit : « Si la barrière à l'entrée sur le marché du travail est trop élevée, l'intégration des immigrants échouera. » Et de conclure : « Il vaut mieux entrer sur le marché du travail avec un 'mini-job' ou un emploi mal payé que d'être condamné à l'assistanat, à l'inactivité et à la frustration ». lemonde.fr 25.10

En complément dans le même registre

- Régionales: contre le chômage, Xavier Bertrand veut mettre en place "proche emploi" - AFP

Xavier Bertrand, tête de liste Les Républicains aux élections régionales en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, veut mettre en place, s'il est élu, "une opération "proche emploi"" - jeu de mots avec Pôle emploi - en s'engageant à redonner "un travail à 60.000 chômeurs dans la région" d'ici septembre 2016.

"Je m'engage, élu en décembre à la tête de la région, à ce que pour septembre 2016, septembre 2016, nous ayons remis en activité, nous ayons redonné un travail à 60.000 chômeurs dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie", soit "juste la moitié" des "120.000 offres d'emploi non pourvues", a déclaré l'ancien ministre du Travail, dimanche au "Grand Jury" RTL/Le Figaro/LCI. La région compte "aujourd'hui 565.000 demandeurs d'emploi", a-t-il rappelé.

Cette initiative aurait-elle vocation à se substituer à Pôle emploi ? "Ca sera une opération de la région. Pôle emploi continuera à indemniser. Je n'ai pas dans mes compétences d?indemniser, mais moi mon rôle ça va être de rapprocher de l'emploi", a précisé le candidat de la droite et du centre aux régionales, assurant qu'il ne va "pas recréer une bureaucratie".

"J'ai bien l'intention pour réussir ce défi (?) de réunir dès janvier, dès début janvier 2016, l'ensemble des acteurs économiques de la région, l'ensemble des acteurs publics, politiques, de la région pour qu'on relève ensemble ce formidable défi", a-t-il encore dit, prédisant que l'opération "proche emploi" s'adresserait aux demandeurs d'emplois "volontaires". AFP 25.10

Parce que les autres seraient "volontaires" pour rester au chômage...

Les médias ne sont plus que les porte-parole de la dictature néolibérale.

- Régionales: Cambadélis accuse Le Monde de vouloir "faire la peau" du PS - AFP

Le Monde est aux ordres d'un régime, pas d'un parti...

- Puisseguin: levée de boucliers dans la presse après les propos de Noël Mamère - AFP

Ils ont trouvé plus populistes qu'eux et s'en offusquent...

- Léa Salamé se confie sur ses déjeuners avec le «charmant» François Hollande - 20minutes.fr

Dans un régime dictatorial, ceux qui détiennent le pouvoir ne tolère pas la moindre contestation, mieux, ils exigent que la totalité de la population y adhère, ils ne veulent voir aucune tête dépasser, la soumission des esclaves doit être totale.

Avant-hier soir ma compagne Selvi m'a raconté comment cela se traduisait avec son employeur, une riche italienne de 60 ans qui occupe un poste de direction dans une entreprise indienne qui fabrique des chaussures.

De retour de son bureau, elle l'appelle - Selvi, coming ! Selvi lui répond sur un air détaché : Yes, ma (pour madame) ! Mais comme elle n'avait pas mis suffisamment de conviction dans sa réponse, elle se lance dans une diatribe qui a dû terrifier Selvi pour qu'elle me raconte cette scène.

Elle me dit - tu te rends compte, c'est dingue! Je lui ai répondu que son esclavagiste avait tous les pouvoirs, y compris celui de la virer sur le champ sans lui verser son salaire, alors qu'elle Selvi n'en a aucun, dès lors elle se croit tout permis et peut tout exiger de toi, y compris que tu te montres attentionnée à son égard, que tu la flattes, que tu accomplisses ton labeur avec le sourire, que tu sois toujours de bonne humeur, même si tu es fatiguée, malade, que tu as de gros soucis, de la peine, que tu es triste, elle n'en a rien à foutre, tu ne dois pas le montrer, tu dois être heureuse de la servir un point c'est tout, tu devrais même considérer que c'est un honneur, une chance pour toi, car c'est grâce à elle si tu as un travail et un salaire...

- Selvi coming!

- Yes ma !

- Brosse-moi le bout des cheveux, ensuite tu me feras un petit massage.

- Yes ma !

On se croirait au temps des colonies, c'est abjecte ! On vomit ensemble l'impérialisme.

Selvi a appris avec moi quelques expressions en français, dont, c'est fou, c'est pas possible, c'est complètement dingue, à énoncer ensemble.

Selvi qui travaille encore pour un riche indien, un franco-indien en fait, et qui a travaillé pour de nombreux maîtres indiens, m'a dit (et répété) qu'ils la traitaient comme un chien, bien pire que l'Italienne, ce dont je ne doute pas un instant, j'en connais quelques-uns, ce sont des monstres, et ils n'ont pas attendu que les Blancs leur montrent l'exemple.

Justice d'exception aux ordres de Washington et Tel-Aviv.

- Georges Ibrahim Abdallah: manifestation pour sa libération devant la prison de Lannemezan - AFP

Des dizaines de personnes venues de plusieurs villes ont manifesté samedi devant la prison de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) pour demander la libération d'un des plus vieux détenus de France, le Libanais Georges Ibrahim Abdallah, condamné en 1987 pour complicité d'assassinat de deux diplomates.

Abdallah, ancien instituteur devenu fondateur et chef des Fractions armées libanaises (FARL), a déjà réclamé neuf fois sa libération, sans succès, alors qu'il est libérable depuis 1999, selon le droit français.

Selon lui, la manifestation a rassemblé "400 personnes". La gendarmerie, présente, les a comptabilisés à "150", selon un porte-parole, qui a qualifié le mouvement, d'une durée de trois heures, de "calme".

Des discours ont été prononcés et des drapeaux et fanions, dont certains de la CGT, du PCF et d'autres formations de gauche, étaient visibles.

"Pour sa libération, a déclaré l'un des organisateurs, M. Hanna, il faut faire autre chose. On va discuter de ce qui peut se faire d'autre".

Le 24 octobre 1984, Abdallah se présente de lui-même à la police lyonnaise pour demander protection se croyant ciblé par les services secrets israéliens. Il présente un passeport algérien mais est porteur de plusieurs autres identités. Il est démasqué par

la DST et un arsenal d'armes est découvert dans ses logements.

D'abord condamné à quatre ans, la cour d'assises spéciale de Paris le condamne ensuite à la perpétuité en 1987 pour complicité d'assassinat en 1982 à Paris de deux diplomates, l'Américain Charles Ray à Paris et l'Israélien Yacov Barsimentov. Une arme ayant tué l'Américain est découvert dans l'arsenal. AFP 24.10

Nous seuls avons le droit de décider qui doit vivre ou mourir au Mali, en Syrie, en Irak...

- Deux ans de prison avec sursis pour l'ex-urgentiste Bonnemaison - Reuters

L'ex-urgentiste bayonnais Nicolas Bonnemaison a été condamné samedi en appel à deux ans de prison avec sursis à Angers où il était rejugé depuis le 12 octobre pour avoir "empoisonné" sept patients malades et âgés, entre mars 2010 et juillet 2011.

L'ancien médecin de 54 ans a été reconnu coupable pour un cas d'empoisonnement et a été acquitté des six autres par la cour d'assises d'appel du Maine-et-Loire.

La veille, cinq années d'emprisonnement avec sursis avaient été réclamées par l'avocat général, comme lors du procès en première instance à Pau, devant la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques.

Celui-ci s'était soldé en juin 2014 par un acquittement de l'accusé, dont le parquet avait fait appel, incitant ses avocats à dénoncer un "acharnement judiciaire".

Ces derniers ont fait savoir samedi à l'issue de l'audience en appel qu'ils n'avaient pas l'intention, dans l'état actuel des choses, de se pourvoir en cassation. "Pour l'instant, on n'en est pas à cette réflexion-là : je crois que foncièrement, le Dr Bonnemaison a envie de rejoindre les siens, de tourner la page sur tout cela", a dit Me Arnaud Dupin. "Un pourvoi en cassation, pourquoi ? Aujourd'hui, il y a ces six acquittements qui résonnent, et c'est bien ça l'essentiel."

"C'est un acquittement déguisé, c'est avant tout une décision de soulagement, qui (...) dit avant tout que le médecin a bien agi en médecin", a-t-il ajouté.

"Notre client est soulagé parce que pour lui c'est la fin de ce calvaire judiciaire, même si moi, c'est un jugement que j'ai du mal à comprendre", a souligné de son côté Me Benoît Ducos-Ader, le second avocat de l'accusé. "Mais, avec six acquittements sur sept, je vais dire qu'on a gagné aux points." Reuters 24.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Pologne

- Pologne : les conservateurs eurosceptiques reviennent au pouvoir - AFP

Les Polonais ont voté dimanche pour le changement en portant au pouvoir les conservateurs catholiques eurosceptiques qui ont surfé une vague de promesses populistes et la peur de l'arrivée massive de réfugiés du Proche-Orient, au risque de créer des tensions dans les relations avec l'UE, Berlin et Moscou.

Le parti Droit et Justice (PiS, opposition) de Jaroslaw Kaczynski a en effet obtenu la majorité absolue aux élections législatives, avec 39,1% des voix, soit 242 sièges sur 460, selon des projections de trois chaînes de télévision rendues publiques dimanche soir.

Toujours d'après ces projections, les libéraux centristes de la Plateforme civique (PO), au pouvoir pendant huit ans, de la Première ministre sortante Ewa Kopacz ont obtenu 23,4% des voix, soit 133 sièges.

Le mouvement antisystème du rockeur Pawel Kukiz arrive troisième avec 44 mandats, devant le parti Nowoczesna (Moderne) du néo-libéral Ryszard Petru (22) et le parti paysan PSL, allié des libéraux sortants (18).

Quant à la gauche, représentée par deux formations concurrentes, elle est éliminée, pour la première fois depuis la chute du régime communiste en 1989, du futur parlement, pour n'avoir pas atteint les seuils d'éligibilité. AFP 25.10

2- Russie

- La Russie hausse le ton contre l'Arabie, la Turquie et le Qatar - sahartv.ir

La Russie hausse le ton contre l'Arabie, la Turquie et le Qatar, a-t-on appris des sources libanaises d'information.

La Russie a averti la Turquie, l'Arabie et le Qatar sur leurs interventions militaires en Syrie qui pourraient selon Moscou déboucher sur une troisième guerre mondiale.

On dirait que le quotidien russe, « Pravda » aurait réagi aux propos tenus par le ministre qatari des Affaires étrangères, Khaled AL-Attiyah. Ce dernier a fait part d'une éventuelle intervention militaire de son pays en Syrie et avait dit que la Turquie et l'Arabie ont fait état de leurs décisions afin d'intervenir militairement en Syrie.

Selon Pravda l'objectif d'une coalition entre l'Iran et la Russie est de chasser des terroristes de la province d'Alep, Hama et Lattaquié et d'interrompre l'acheminement des aides à ces groupes par le biais du contrôle sur les routes frontalières avec la Turquie. sahartv.ir 24.10

3- Syrie

3.1- Syrie : plus de 800 cibles terroristes démantelées par la Russie - sahartv.ir

La Russie a démantelé 819 cibles terroristes en Syrie.

Depuis le début de leurs frappes aériennes contre les positions des terroristes en Syrie, les chasseurs-bombardiers russes ont démantelé 819 cibles appartenant aux terroristes », a annoncé le ministère russe de la Défense dans un communiqué poursuivant : « Depuis le début de ses raids aériens en Syrie, Moscou a effectué 934 vols et détruit 819 cibles appartenant aux terroristes ».

La Russie, rappelons-le, a commencé le 30 septembre ses attaques contre les terroristes en Syrie.

Depuis mars 2011 la Syrie reste le théâtre des attaques des groupes terroriste. Bénéficiant des soutiens financiers et en armement de certains pays arabes et occidentaux les groupes terroristes ont rendu chaotique la situation dans ce pays et commis de multiples crimes horribles à l'encontre du peuple et des forces de l'armée de ce pays. sahartv.ir 24.10

3.2- La force spéciale israélienne dans le sud de la Syrie? - sahartv.ir

Le crash d'un avion léger israélien dans la région de Daraa a poussé les forces spéciales sionistes à débarquer en Syrie.

Selon les sources locales, les soldats de la brigade Golani, force spéciale de l'armée israélienne auraient infiltré le sud de la Syrie et à la recherche du pilote de l'avion accidenté, mort ou vivant. Les forces sionistes auraient été déployées dans les villages de Howz Yarmouk, de Brigham, de Baer Ajam ainsi que tout autour des hauteurs du Golan. Un avion léger israélien aurait été abattu au dessus de Quneitara. sahartv.ir 25.10

3.3- L'accord américano-saoudien pour renforcer le soutien aux terroristes en Syrie - sahartv.ir

Le département d'Etat américain a émis un communiqué, dans lequel il a fait part de la signature d'un accord entre Washington et Riyad, en vue de renforcer le soutien aux groupes terroristes, présents en Syrie.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est déplacé, hier, en Arabie saoudite et il s'est entretenu avec le roi Salmane Ben Abdelaziz, le prince héritier et le ministre de la Défense saoudien. La crise en Syrie était au cœur des discussions de John Kerry avec les autorités des Al-e Saoud. Dans ce droit fil, le département d'Etat américain a publié un communiqué dans lequel il a affirmé que l'Arabie saoudite et les Etats-Unis avaient trouvé un accord afin d'augmenter leur soutien aux groupes terroristes en Syrie et de trouver une solution politique à la guerre dans ce pays.

Cet accord américano-saoudien intervient alors que le soutien aux groupes terroristes actifs en Syrie a été la principale raison de l'escalade du conflit. Après que la Russie a débuté, le 30 septembre, ses frappes aériennes sur les positions des groupes terroristes en Syrie, lesdits groupes se trouvent dans une position de faiblesse et la coalition internationale anti-Daech, sous la houlette des Etats-Unis, principale protectrice des groupes terroristes, proteste contre les raids aériens russes en Syrie. Ceci dit, il semblerait que le principal objectif de l'accord Riyad-Washington soit le renforcement des positions terroristes face aux frappes aériennes russes. sahartv.ir 25.10

4- Jordanie

- Protestations antisionistes s'intensifient en Jordanie - sahartv.ir

En Jordanie, les protestations antisionistes prennent de plus en plus de l'ampleur.

Un autre signe pour affirmer que la haine anti-israélienne prend chaque jour plus d'ampleur dans le monde. Toutes ces évolutions montrent que même dans les pays ayant signé les traités de paix avec Israël, les peuples haissent Israël.

Ces dernières années, on a été témoin de la vague de protestations aux 4 coins du monde contre Israël qui est aujourd'hui plus haï que jamais. Sur ce fond, les Jordaniens sont de nouveau descendus dans la rue pour exprimer leur appui au peuple palestinien. Réitérant leur soutien à la résistance du peuple palestinien contre la politique d'occupation du régime sioniste, les manifestants jordaniens ont demandé l'annulation des accords de paix signés en 1994 avec Israël et plaidé pour l'exercice des responsabilités d'administration et de supervision sur Qods. A noter que l'accord de paix israélo-jordanien interdit l'entrée des sionistes dans la mosquée d'Al-Aqsa, confiant à la Jordanie la pleine responsabilité administrative de l'ensemble de la mosquée. De ce fait, les agressions du régime sioniste traduisent la violation par ce régime aussi bien des lois internationales que ses engagements envers les pays arabes.

Parmi les Arabes, l'Egypte et la Jordanie sont les deux pays à avoir signé l'accord de paix avec Israël et établi de vastes coopérations avec ce régime. Ces traités qu'on connait sous le nom des accords de paix des Camps David et de Wadi Araba ne sont pas seulement un traité de paix : ils envisagent des engagements pour les pays signataires.

Tous ces deux accords disent que les deux parties sont intéressées du développement des liens économiques à l'échelle régionale, ce qui a fait des pays arabes signataires, des passages via desquels Israël exporte ses produits aux autres pays arabes. Depuis la signature en 1994 de l'accord de paix israélo-jordanien, non seulement les relations politiques, mais aussi les liens économiques se sont renforcés entre Tel-Aviv et Amman, à tel point que la Jordanie offre de nos jours un marché important pour les produits fabriqués en Israël. Sur ce fond, le comité jordanien pour la lutte contre la normalisation avec le régime sioniste a toujours mis en garde contre le plan de normalisation entre les pays arabes et Israël, un plan qui vise à étendre la mainmise du régime sioniste sur la région, selon ledit comité. sahartv.ir 25.10

5- Tanzanie

- Peut-être la première alternance en Tanzanie depuis son indépendance - euronews.com

Elections générales en Tanzanie, et un risque pour le pouvoir en place de perdre la mainmise qu'il a sur le pays depuis 54 ans. Le candidat du parti, John Magufuli, est le favori du scrutin mais son rival, l'ex-Premier ministre Edward Lowassa, a le soutien de tous les partis d'opposition. Plusieurs observateurs craignent des violences post-électorales. euronews.com 25.10

6- Côte-d'Ivoire

- Les Ivoiriens ont voté pour une présidentielle cruciale, Ouattara favori pour un second mandat - AFP

Les Ivoiriens ont voté dans le calme dimanche pour une élection présidentielle cruciale que le président sortant Alassane Ouattara espère gagner dès le premier tour face à une opposition divisée.

Un peu plus de 6 millions de personnes étaient inscrites sur les listes électorales. Des retards de une ou deux heures pour l'ouverture des bureaux de vote ont été fréquents, et même jusqu'à cinq heures pour un bureau à Bouaké (centre), où un électeur, Karim Konaté, a parlé de "sabotage".

Selon des observateurs, le taux d'abstention qui devrait être connu en soirée ou lundi matin, risque d'être élevé, alors que la participation avait frôlé les 80% en 2010.

Dans le centre d'Abidjan, au collège Notre-Dame, le taux de participation à la mi-journée avoisinait 45% . A Yopougon, quartier populaire de la capitale réputé pro-Gbagbo, le taux de participation se situait vers 17H à 25% au collège William Ponty, le plus gros bureau de vote du pays.

Parmi les six adversaires de Ouattara, Pascal Affi N'Guessan, le président du Front populaire ivoirien (FPI) fondé par M. Gbagbo, paraît le plus à même de le pousser à un deuxième tour, bien qu'une partie du FPI boycotte l'élection par fidélité à l'ancien président.

Claude Akho, qui a voté pour Affi à Yopougon-Millionnaire, le regrettait. "Je dis à mes frères: "Nous avons des amis en prison depuis 5 ans. Qu'est-ce que vous voulez, qu'ils y restent? Si vous êtes contre Ouattara, il faut le dire"".

Trois candidats se sont retirés de la course avant le scrutin. L'un d'entre eux, l'ex-ministre des Affaires étrangères Amara Essy, a parlé de "mascarade électorale".

Si le pouvoir et des observateurs ont attribué ces retraits à la crainte de "prendre une veste", Amnesty International a appelé à "mettre fin aux arrestations arbitraires d'opposants", qui "créent un climat de peur qui compromet l'exercice de la liberté d'expression".

Quelque 34.000 soldats, dont 6.000 Casques bleus, assuraient la sécurité du scrutin. AFP 25.10

7- Congo

- Référendum au Congo : les électeurs désertent les bureaux de vote à Brazzaville - LeMonde.fr

Ce dimanche 25 octobre, les Congolais sont appelés aux urnes pour se prononcer sur la modification de la Constitution qui permettrait au chef de l'Etat, Denis Sassou Nguesso, au pouvoir depuis plus de trente ans, de briguer un troisième mandat. L'actuelle loi fondamentale, datant de 2002, l'en empêche, l'âge des candidats et le nombre de mandats étant limités.

Dans la partie sud de Brazzaville, traditionnellement acquise à l'opposition qui a appelé à boycotter ce scrutin, les bureaux de vote sont aussi vides que les rues où les véhicules dépourvus de « laissez-passer » délivrés par la police sont interdits de circuler. Seuls les 4x4 des diplomates, des observateurs internationaux et de quelques commerçants ont droit de cité. Les habitants, eux, sont restés cloîtrés chez eux.

Le temps semble long pour Colombe Bondi. Assise depuis 6 heures sur une chaise en bois inconfortable dans la salle exiguë du jardin d'enfant Prosper M'bala transformé en bureau de vote, elle attend. Deux policiers assoupis dans la cour viennent, de temps à temps, la taquiner. Sur un vieux tableau noir, la jeune femme a soigneusement écrit à la craie le nombre d'inscrits sur les listes électorales, 764, et le nombre de vote, un seul. Il est 13 heures dans l'un des 19 bureaux de vote de Bacongo, un quartier populaire du sud de Brazzaville.

« On s'attendait à avoir peu de votants ici à Bacongo, car nombreux sont ceux à avoir quitté le quartier à la suite des affrontements », explique Colombe Bondi. Depuis les heurts entre les manifestants et les forces de l'ordre survenus ces dernières semaines, le quartier est quadrillé par la police et les militaires qui patrouillent en permanence et maintiennent à résidence l'une des figures de l'opposition, l'ancien ministre Guy Brice Parfait Kolélas.

Un peu plus loin, à l'école des Trois Francs, seuls quatre bulletins de votes gisent dans l'urne en plastique posée à même le sol. Ici, il y a 2 100 inscrits mais rien n'y fait, les habitants du quartier ne sont pas d'humeur à voter. Des jeunes cherchent leurs noms sur les listes électorales affichées à l'entrée. En vain. « Il y a le nom de mon père qui est mort, mais pas le mien », déplore l'un d'entre eux. Auraient-ils aimé voter ? « On ne sait pas ce qu'il y a dans ce projet de Constitution, ici rien ne va, on n'a pas de travail, pas de formation, pas d'électricité… Vous voulez que je continue la liste ? », lâche Junior, 19 ans. lemonde.fr 25.10

8- Argentine

- Présidentielle: l'Argentine attend de savoir s'il y aura un second tour - AFP

Comme prévu, le candidat de centre gauche Daniel Scioli est en tête à l'issue du 1er tour de la présidentielle en Argentine, selon les sondages, mais le doute subsiste pour savoir s'il y aura ballottage ou victoire dès le 1er tour.

Dans ce pays, il suffit de rassembler 45% des suffrages pour être élu au premier tour, ou seulement 40% si l'écart avec le deuxième atteint 10 points.

9- Haïti

- Elections générales quelque peu chaotiques à Haïti - euronews.com

Les électeurs toute la journée ont voté dans le calme mais dans des conditions souvent précaires. Au choix, pas moins de 54 candidats se proposent de reprendre les rennes d'un pays dont le parlement ne fonctionne plus depuis janvier et où aucune élection n'a eu lieu depuis 2011. euronews.com 25.10

10- Colombie

- Colombie: premières élections locales avec la paix à l'horizon - AFP

Quelque 34 millions d'électeurs devaient désigner, pour quatre ans, les gouverneurs et députés des 32 départements du pays, ainsi que les maires et conseillers municipaux des 1.102 communes.

La bataille pour Bogota, mandat le plus important du pays après la présidence de la République, a été un autre point fort de la campagne.

Selon les sondages, la gauche, très critiquée notamment pour l'insécurité et le chaos des transports dans cette capitale de huit millions d'habitants dépourvue de métro, pourrait perdre ce bastion qu'elle détient depuis 12 ans en dépit de scandales de corruption.

Enrique Peñalosa, ancien maire et ex-candidat présidentiel de centre droit, pourrait succéder à Gustavo Petro, ex-guérillero du M-19 (dissout).

L'ancien ministre Rafael Pardo du Parti libéral et Clara Lopez du Pôle démocratique (gauche), qui fut aussi candidate à la présidence, se disputaient la deuxième place, toujours selon les sondages. Loin derrière: Francisco Santos, du Centre démocratique de l'ex-président et sénateur Alvaro Uribe, féroce opposant au processus de paix.

A Medellin, deuxième ville du pays avec 2,5 millions d'habitants, le poulain de M. Uribe, Juan Carlos Velez, était en revanche donné favori. A Cali, l'ancien vice-président Angelino Garzon se plaçait en tête, talonné par un chef d'entreprise, Maurice Armitage, toujours selon les sondages.

Quelques incidents ont toutefois émaillé la journée. Les autorités ont fait état de 115 interpellations "dans le cadre du processus électoral" et de la saisie d'une quarantaine d'armes, dont deux mitraillettes M60, 11 grenades et des mines antipersonnel, à travers le pays où ont été déployés quelque 400.000 policiers et militaires. AFP 25.10

Haut de page

Le 27 octobre 2015

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Défense du marxisme*. Ces textes sont dignes de figurer dans notre programme.

On verra si on trouve le temps d'actualiser les infos en bref, sinon ce sera pour demain. J'ai commencé à rédiger un court article sur les institutions contre lesquelles il faut impérativement axer notre combat politique et notre stratégie.

Question : Sommes-nous des militants combattant pour changer la société et pour la révolution socialiste, ou sommes-nous des militants devant se cantonner à défendre des revendications économiques ou alimentaires dans le cadre du régime capitalisme ?

Haut de page

Le 28 octobre 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques

1- Il y a d'un coté la philosophie idéaliste et de l'autre le matérialisme...

Qu'on le veuille ou non nos idées sortent de notre cerveau et non l'inverse ou l'action précéda le verbe.

Il y a d'un coté l'idéologie de la classe dominante et de l'autre l'interprétation matérialiste et dialectique de l'histoire.

L'idéologie est une création de l'esprit ou se mêlent facteurs objectifs et subjectifs, tandis que le matérialisme dialectique se

contente de décrire des facteurs objectifs et subejctifs et leur évolution...

Il y a d'un coté la droite qui s'identifie ou se reconnaît dans le régime en place, et de l'autre la gauche qui le rejette et combat pour renverser l'ordre établi ou pour la révolution socialiste.

Il n'y a pas de place pour deux régimes reposant sur des antagonismes inconciliables, comme il n'existe que deux côtés à une barricade. Une entreprise ne peut pas être la propriété privée d'une personne et à la fois la propriété collective de tous les citoyens.

Il y a d'un coté les contre-révolutionnaires, et de l'autre les révolutionnaires.

A chacun de choisir son camp.

Il y a d'un coté le camp des populistes, des révisionnistes, des imposteurs, des mystificateurs, des illusionnistes, des faux socialistes, des traîtres, de la réaction, et de l'autre celui du socialisme.

Le manque de détermination et de rigueur peut facilement nous faire basculer du second dans le premier mais pas l'inverse parce que cela nécessiterait trop de sacrifices.

Il y a d'un coté ceux qui sont liés au régime et qui refusent de combattre dans la perspective de son renversement, qui s'en accommodent de mille manières (ou prétextes) parce qu'ils ont quelque chose à perdre ou bénéficient d'un mode de vie relativement confortable, de l'autre il y a ceux qui n'ont plus rien à perdre que leurs chaînes ou vivent un cauchemar au quotidien sans espoir d'en sortir.

Le mouvement ouvrier dégénéré ou corrompu est à l'image des premiers et a abandonné les seconds, qui au mieux leur servent de caution morale à l'instar de l'impérialisme qui les flattent et les envoie si nécessaire à la boucherie.

2- Lorsque l'URSS implosa, l'alternative au capitalisme, qui dans la représentation collective du mouvement ouvrier se confondait avec le communisme, disparut, laissant le champ libre à l'offensive généralisée du capitalisme contre le prolétariat mondial qui devait être soumis au néolibéralisme déjà expérimenté avec succès aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Chili et en Argentine dès les années 70.

A partir de cette époque, toutes les institutions nationales devaient être amenées à s'y soumettre, ce qui signifiait que toute représentation politique de la classe ouvrière devait disparaître ou dégénérer au point de s'adapter au néolibéralisme à défaut de le combattre véritablement.

En Europe, cela se traduisit par la subordination des institutions nationales de chaque pays à la Commission européenne et à la BCE, ainsi que la soumission de tous les partis institutionnels à la volonté de ces institutions supranationales. Ce furent ces institutions nationales qui adoptèrent les directives dictées par l'UE, qui signèrent des traités liant le sort de leur population à celui du capitalisme en crise ou abdiquant la souveraineté de leurs peuples. Ce furent encore ces institutions nationales dont fait partie le chef de l'Etat et le gouvernement, qui décidèrent sans consulter leurs peuples de se lancer dans de nouvelles guerres en Afrique, au Proche-Orient et en Asie. Et pour terminer, ce furent également ces institutions nationales qui décidèrent d'imposer à leurs peuples des politiques d'austérité de plus en plus drastiques pour satisfaire les besoins de l'oligarchie financière.

Bref, ce sont les institutions nationales dans chaque pays qui en permanence mènent la guerre de classe pour le compte des capitalistes contre les intérêts de l'ensemble des travailleurs. Il est dès lors impossible de ne pas en connaître la nature profondément antidémocrate et réactionnaire. Etant liées pas à pas au développement de la lutte des classes, on est en droit de s'interroger sur le peu d'intérêt qu'elles suscitent de la part du mouvement ouvrier et particulièrement de son avant-garde, qui en réalité les ménagent ou s'en accommodent pour y participer à des degrés divers à défaut de rompre résolument avec elles.

3- “Les Égyptiens sont fatigués de devoir se rendre aux urnes encore et encore" explique l’analyste politique Heshman Mahran et d'ajouter "les jeunes ont décidé de boycotter ces élections". euronews.com 27.10

Ce constat est valable à des degrés divers dans pratiquement tous les pays.

Et vous croyez que les dirigeants de la soi-disant avant-garde en tireraient les conclusions qui s'imposent ? Bien sûr que non ou plutôt si, ils continuent de participer aux élections et donc aux institutions qu'ils légitiment de la sorte, comme si de rien n'était. Après cela ils peuvent à l'instar de la SFIO de 1905 ou du PS de 1981 avoir un programme dans lequel est inscrit la nécessité d'en finir avec la propriété privée des moyens de production ou le capitalisme, quand on observe de quelle manière ils l'appliquent, on doit en conclure qu'ils ne sont pas révolutionnaires ou socialistes, mais bien réactionnaires et antisocialistes. C'est ainsi que les bolcheviks caractérisaient les dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires en 1903, à juste titre puisqu'ils préfèreront soutenir la réaction après la révolution d'Octobre plutôt que soutenir ou servir le nouvel Etat ouvrier.

Ce qui caractérise les militants qui les ménagent ou s'accommodent de ce genre de dirigeants, c'est le manque de cohérence ou de consistance, de rigueur dans leur engagement politique. Les divergences sur les principes ont une origine politique comme le révéla l'opposition entre bolcheviks et mencheviks. On peut décider ou non d'en chercher la nature ou décréter que cela n'aurait pas d'importance, pour finalement se conduire en aventurier, mais dans ce cas-là il faut en assumer toutes les conséquences. Quant à l'argument qui consiste à dire qu'on ne savait pas, qu'on n'avait pas compris, il a bon dos, il arrive un moment où il devient insupportable car il est d'une mauvaise foi incroyable.

On ne doit pas perdre son temps et gaspiller notre énergie à essayer de convaincre des militants qui ont décidé qu'aucun argument ne les ferait changer de position. Laissons-les mariner dans leurs vérités révélées, à côté il y a des millions de travailleurs et jeunes qui aspirent à comprendre ce qui se passe réellement, c'est à eux qu'il faut s'adresser, c'est vers eux qu'il faut se tourner résolument.

4- Un très bref complément à la causerie d'hier sur le parti, histoire d'enfoncer le clou.

Les ouvriers croyants et bolcheviks en 1917, étaient plus révolutionnaires et socialistes que nos dirigeants et les militants qui leur ont fait confiance pendant des décennies. Incroyable, n'est-ce pas ? Tardieu, il est tombé sur la tête le malheureux. Et Lénine avec ses principes débiles, il était complètement dingue.

Ce qui distingue le militant bolchevik ou communiste, ce n'est pas sa maîtrise du marxisme ou ses connaissances du socialisme, mais sa détermination à lutter à mort contre le régime en place pour le renverser. C'est tout ? C'était suffisant pour rejoindre le parti bolchevik dès lors que vous aviez adopté son programme et ses statuts.

On était donc très très loin du dogmatisme et du sectarisme de ceux qui s'en réclameront jusqu'à nos jours, dont certains ont fini par être complètement sclérosés, tandis que d'autres versent dans l'éclectisme et le populisme. Incroyable, n'est-ce pas ? Sinon nous ne serions pas léniniste !

5- Qu'y avait-il de commun entre la situation du prolétariat russe en 1917 et celui du prolétariat grec en 2015 ?

Les deux étaient confrontés à des conditions d'existence devenues insupportables.

Le prolétariat russe s'en était saisi en résolvant la question du pouvoir par une révolution qui devait le porter au pouvoir par l'intermédiaire du parti bolchevik, tandis que le prolétariat grec qui devait subir des baisses de salaires et des retraites allant jusqu'à 40% fut dans l'incapacité de poser la question du pouvoir et donc de la résoudre en sa faveur, il en fut constamment détourné et aucun parti ouvrier ne combattait réellement dans cette perspective.

La question de faire reculer le gouvernement, du programme minimum et maximum, de la révolution démocratique bourgeoise ou prolétarienne suivie par une révolution socialiste, est devenue obsolète du fait même de la profondeur de la crise qui frappe le capitalisme. Toute réforme sociale à caractère politique est devenue incompatible avec la survie du capitalisme dans un pays développé en raison de la mondialisation du capital, qui met en concurrence l'ensemble des capitalistes du monde entier au profit de ceux bénéficiant du taux d'exploitation le plus élevé ou les coûts de production sont les plus bas et les profits les plus élevés, d'où la nécessité de s'attaquer immédiatement aux fondements du capitalisme dès la prise du pouvoir politique par les masses exploitées ou de passer simultanément de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste, pratiquement sans transition. Dans ce contexte, envisager une période de transition reviendrait à laisser le temps aux capitalistes de s'organiser pour saboter la politique du gouvernement révolutionnaire provisoire ou de saper les bases de la révolution.

En Grèce, la question qu'il fallait poser n'était pas ni la sortie de l'euro, ni la rupture avec l'UE, ni l'annulation des mémorandums, mais celle de l'abolition des institutions nationales qui constituaient le cadre qui exprimait les rapports de production, autrement dit les rapports de domination de classe favorables à la classe des capitalistes qu'elles légitimaient, et devant lesquelles, soit le prolétariat se soumettait, soit il les renversait pour se doter de ses propres institutions, ce qui incluait l'abolition de la Constitution, ce qui lui permettait de poser et résoudre la question du pouvoir, du gouvernement ouvrier, de l'Etat ouvrier, de la République sociale.

Un jour un dirigeant lambertiste me répondit que la question des institutions nationales n'était pas à l'ordre du jour parce que la classe ouvrière ne la posait pas. Si les masses exploitées étaient capables de la poser clairement, directement, autant dire que le parti ne servirait à rien ou qu'elles pourraient très bien s'en passer, pour un peu spontanément elles se hisseraient au niveau du programme de la révolution socialiste, c'était ne rien avoir compris au processus dialectique au cours duquel les travailleurs en arrivent inconsciemment à poser la question du pouvoir à travers leur mobilisation, que la situation soit pré-révolutionnaire ou révolutionnaire ou non, en toutes occasions, dès que leurs revendications sociales revêtent un contenu politique, ils entrent en conflit avec les rapports de production existant, et à terme ce conflit ne peut se résoudre que par la défaite de la classe ouvrière ou l'écrasement de la révolution socialiste ou leur victoire.

Si on devait attendre que les travailleurs posent la question de la liquidation des institutions, on pourrait attendre indéfiniment. C'est une manière comme une autre de justifier le refus de la poser et de reporter ce refus sur les travailleurs pour ne pas

avouer qu'on y est subordonné ou qu'on ne sait pas comment s'y prendre pour la poser et qu'on est incapable de l'assumer.

Les travailleurs sont subordonnés aux institutions qu'ils ont toujours connues, avec lesquelles ils identifient leur mode de vie et le progrès social ou tout ce que la société peut encore leur apporter. Ils ont conscience que c'est ce cadre qui structure l'ensemble de la société et ils y tiennent, même s'il fait leur propre malheur, de cela ils n'ont pas conscience évidemment. Ils les identifient également au régime auquel ils sont aussi attachés, c'est la raison pour laquelle ils peuvent difficilement concevoir de s'en passer, d'où la nécessité d'axer notre combat politique contre les institutions nationales du capital pour les aider à en comprendre la nature réactionnaire et à s'en détacher, c'est ainsi qu'on sapera les bases du régime et qu'on les préparera à faire table rase du passé, à les liquider de fond en comble, sinon cela demeurera toujours impossible. On a le choix entre opter pour la méthode des bolcheviks qui vient d'être énoncée rapidement ou celle des opportunistes qui désignent aux travailleurs et aux militants d'autres objectifs qui n'ont jamais permis de construire le parti.

Il est très facile de relier chaque loi ou mesure prise par le gouvernement qui s'inscrivent dans le cadre des institutions pour assurer la survie du régime capitaliste. Il en va de même pour l'ensemble de nos revendications sociales à caractère politique, salaire, temps de travail, retraite, santé, école, université, logement, toutes celles qui ont un rapport avec les services publics, etc.

Pendant des décennies on a entendu des discours vantant les bienfaits de la démocratie qui n'était en réalité qu'un vernis destiné à rendre plus présentable la dictature du capital, au point qu'il y en eut même dans nos rangs pour réclamer le rétablissement de la démocratie sociale et politique qui fit les beaux jours de l'impérialisme français. Rompre avec ce discours opportuniste destiné à parer la dictature du capital de qualités qu'il a usurpées est une nécessité absolue pour l'avant-garde révolutionnaire. Caractériser le régime, les institutions, l'Etat devant les travailleurs comme des machines de guerre de la classe dominante destinées à exploiter et opprimer la classe dominée constitue un préalable à toute stratégie politique posant la question du pouvoir.

On conçoit très bien pourquoi ceux qui s'y refusent obstinément en arrivent forcément à se détourner de la question du pouvoir ou à la poser dans des termes qui ne permettent pas de la résoudre conformément aux besoins des travailleurs. La question des institutions nationales, en France les institutions de la Ve République, concentre ou crystalise l'ensemble de la situation sociale et politique, la manière dont la crise du capitalisme se répercute à l'intérieur de tous les partis institutionnels et ceux qui y sont liés suffit à le prouver. La politique qu'elles sont amenées à adopter est entièrement tournée contre les travailleurs, elle a un contenu exclusivement antisocial, profondément réactionnaire, colonial, impérialiste. Aussi prétendre combattre le gouvernement sans poser systématiquement la question de la liquidation des institutions de la Ve République revient à sous-entendre ou à laisser entrevoir qu'un simple changement de gouvernement pourrait permettre d'appliquer une autre politique, or ce serait impossible car le Conseil constititutionnel s'y opposerait sans même avoir besoin d'invoquer l'UE, comme quoi le mot d'ordre de la rupture avec l'UE ne sert qu'à détourner l'attention des militants de la question déterminante, celle de l'Etat, du pouvoir politique.

Ce n'est pas pour autant qu'on prétendrait renverser les institutions demain matin. Lénine puis les bolcheviks avancèrent ce mot d'ordre dans leur agitation et leur propagande dès les années 1890, et ils ne cessèrent jamais de le matraquer afin qu'il s'incruste profondément dans le cerveau de la classe ouvrière, et que le moment voulu une partie du prolétariat russe le reprenne à son compte, une autre partie l'observa avec bienveillance en demeurant neutre et une petite partie seulement continua de s'y opposer, à l'arrivée les conditions étant remplies pour s'emparer du pouvoir, le gros des masses exploitées passèrent à l'action et renversèrent le régime honni de Nicolas II guidées par le parti bolchevik. Ce sont elles qui l'ont porté au pouvoir parce qu'il n'avait jamais changé de discours. Il les avait préparées à cette épreuve de force en faisant preuve d'une détermination sans faille, et c'est ainsi qu'il parvint à conquérir leur confiance.

C'est cette détermination politique sans faille de Lénine qui fut à l'origine de la scission de 1903 entre bolcheviks et mencheviks... et de la révolution d'Octobre qui n'aurait pas eu lieu sinon ou qui aurait été vaincue.

Notre combat politique - on se demandera si cela signifie encore quelque chose pour la plupart des militants, doit être subordonné à l'objectif politique du renversement du régime, et se traduire par la construction du parti qui est un des éléments déterminants du processus révolutionnaire conduisant à la prise du pouvoir, c'est le seul objectif dont on est comptable puisque nous ne sommes pas en mesure d'influer sur le cours de la lutte des classes pour se fixer sérieusement d'autres objectifs.

Quand on observe l'orientation politique et les mots d'ordre du POI, du NPA et de LO, on comprend pourquoi ces partis n'inspirent aucune confiance aux travailleurs.

Ils versent dans infantilisme, l'élitisme, ils colportent des illusions, des lieux communs, ils ne répondent pas aux questions que se posent les travailleurs et qui ont un rapport avec leurs conditions d'existence, sauf pour leur faire croire qu'elles pourraient s'améliorer dans le cadre du régime en place, ils ont donc raison de n'accorder aucune crédibilité aux discours de ces partis. C'est bien normal car les travailleurs et leurs familles, leurs amis ou proches sont confrontés à une multitude de difficultés, la société est si pourrie ou décomposée qu'ils croulent sous tant de problèmes que se mobiliser sur un thème leur semble dérisoire, car il en resterait tellement qui ne seraient pas résolus s'ils remportaient une victoire. Ils sont accablés et sentent instinctivement qu'il en faudrait beaucoup plus pour changer réellement leur quotidien, inconsciemment qu'il faudrait faire table rase ou changer la société de fond en comble, ils ne voient pas comment et n'y croient pas, et au lieu de les aider à l'exprimer consciemment pour qu'ils acquièrent la conviction que c'est possible, on les détourne de cet objectif ou on ne le met même pas en avant.

C'est dans cette perspective que doit s'articuler notre combat politique, en partant de leur condition qui est vouée inexorablement à se détériorer toujours davantage du fait qu'elle est le produit de la crise du capitalisme qu'incarne la politique antisociale mise en oeuvre par Hollande et son gouvernement, l'Assemblée nationale, les institutions de la Ve République qu'il faut renverser...

On a déjà écrit cela cent fois en long, en large et en travers et au regard du peu d'échos qu'il y eut en retour, on en a plus que marre de nous répéter.

Voyons quelques objections qu'on pourrait opposer à cette orientation politique.

Oui, mais c'est bien dans le cadre de ces institutions que notre condition s'est améliorée...

Effectivement, et c'est aussi dans ce cadre-là que votre condition s'est détériorée au point de tout perdre...

Oui, mais le capitalisme a tout même joué un rôle progressiste dans l'histoire de la civilisation humaine.

Effectivement, sur fond de guerres permanentes qui n'ont jamais présenté un aspect progressiste pour les peuples qui en étaient les victimes.

C'est tout ? Comment cela c'est tout, on croyait que l'expérience de la Grèce après la Tunisie et l'Egypte notamment avait eu valeur d'enseignement et répondait à toutes les autres questions qu'on avait pu être amenées à se poser, non ? Si non, c'est que vous avez cru les salades que vos dirigeants vous ont racontées.

Quelle était la question posée par le développement de la situation politique dans ces pays sinon celle du régime, des institutions en place qu'il fallait balayer, préalable indispensable pour pouvoir appliquer une autre politique, en rupture avec la troïka et le capitalisme.

Lors du référendum sur le TCE en 2005 en France, quelle était la question posée sinon celle de la compatibilité du TCE avec les institutions de la Ve République. Qui à l'époque l'a dénoncé de cette manière, qui lui a donné ce contenu politique ? Personne ou ni le POI, le NPA ou LO.

Quelle autre question posaient les guerres coloniales dans lesquelles s'était lancé l'Etat français ?

Quelle autre question posait le soutien accordé par Hollande aux banquiers ?

Plus fort encore, puisque cela revient perpétuellement sans que personne ne le relève.

Chaque fois que le gouvernement légifère, le Conseil constitutionnel, qui est le garant des institutions, s'assure que les projets de loi ou les mesures qu'il adopte sont conformes à l'esprit de la Constitution de la Ve République. Il a ce louable souci du point de vue des intérêts de la classe dominante, et de notre côté on a le souci beaucoup moins louable de ne surtout pas le mettre en lumière, à quoi bon franchement attirer l'attention des travailleurs sur la nature des institutions et leur fonctionnement antidémocratique, s'ils ne s'y intéressent pas à quoi bon les orienter dans cette direction.

Et quand bien même ils se réfugieraient massivement dans l'abstention lors de chaque élection et manifesteraient ainsi ouvertement leur défiance envers les institutions de la Ve République, à quoi bon traduire consciemment ce qu'ils expriment en grande partie encore inconsciemment, à quoi bon les aider à rompre définitivement avec les institutions. C'est là qu'on s'aperçoit que la politique de ces partis est franchement réactionnaire, qu'ils font le jeu des institutions au lieu de les combattre.

Il existe mille exemples dans le même registre au point qu'on est bien obligé d'en déduire que c'est intentionnellement qu'ils trompent les travailleurs et leurs militants en les conduisant dans une impasse politique, remplissant le rôle d'agents du capital.

Eh, vous avez bientôt fini avec votre baratin, cela ressemble une fois de plus à un refrain appris par coeur ! Ah bon, pourtant je n'en avais pas l'impression, on a évoqué le référendum de 2005, l'abstention massive lors des élections, etc. les conditions auxquels les travailleurs doivent faire face quotidiennement, la nature et le fonctionnement des institutions, des faits à notre connaissance, non ?

On a rappelé que les institutions concentraient à elles-seules l'ensemble de la situation sociale et politique, la crise du capitalisme et au-delà celle de la direction du prolétariat. On a remarqué que chaque fois que la question des institutions avaient été directement posée au cours des années ou décennies précédentes, les uns et les autres s'étaient efforcés de s'en détourner sous prétexte que les travailleurs ne s'y intéresseraient pas. Et vous gros malin que vous êtes, vous voudriez absolument qu'ils s'y intéressent. C'est là défomer mes propos, mais peut-être que je me suis mal exprimé et qu'on s'est mal compris.

Dit autrement, si chaque fois qu'il était possible de se saisir de cette question déterminante pour aider les travailleurs à progresser ou mieux comprendre les tâches politiques qu'ils devraient accomplir pour conquérir leur émancipation du capital, nos dirigeants sont systématiquement passés à côté, c'étaient un choix délibéré de leur part. Maintenant pourquoi fallait-il s'en saisir et dans quel objectif, c'est très simple à comprendre.

En attirant l'attention des masses laborieuses en direction des institutions, car on s'adressait à l'ensemble des travailleurs et pas seulement à certaines couches privilégiées, on ne s'imaginait pas un seul instant que cela changerait quoi que ce soit à la situation, on ne s'imaginait évidemment pas non plus que cela aurait pu suffire pour qu'elles décident de les renverser, mais au-delà de leur proposer l'objectif politique qu'elles devraient se fixer pour résoudre leurs problèmes, on fournissait au passage aux éléments les plus déterminés du prolétariat un axe de combat politique cohérent ou sérieux susceptible de répondre aux questions qu'ils se posaient et pour lesquelles ils n'avaient pas trouvé de réponses jusque là, d'autant plus qu'il impliquait ou incluait les masses, qui seules seraient à même de renverser les institutions, à condition que l'avant-garde révolutionnaire joue réellement son rôle, cet axe politique présentait donc l'avantage de combiner l'action des masses et du parti au lieu de se substituer aux masses ou de les ignorer, et il rendait au parti la place qui devait lui revenir dans la phase préparatoire du processus révolutionnaire...

Cette stratégie politique permettait donc d'éduquer les masses, d'élever leur niveau de conscience politique et de construire le parti sur une base politique correcte puisqu'orientée vers la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais si maintenant vous avez mieux à nous proposer, n'hésitez pas un instant, on est impatient de découvrir la stratégie que vous auriez à nous soumettre.

Nous avons observé que chaque fois qu'une question politique figurait à l'ordre du jour et qu'elle avait donné lieu (ou non) à une mobilisation des travailleurs elle était systématiquement soumise aux institutions, que chaque fois qu'un peuple s'était soulevé il avait finalement buté sur la question des institutions en vigueur dans son pays, on en a donc déduit que la question du pouvoir ne pouvait pas être résolue et qu'il était impossible de poser la question du gouvernement ouvrier, de l'Etat ouvrier, de la République sociale sans déterminer le sort qu'on réservait aux institutions du capital, sans en définir la nature sans les combattre inlassablement jusqu'au jour où les masses seraient prêtes à se lancer à l'assaut du pouvoir.

Vous avouerez que notre démarche n'a rien de gauchiste ou d'aventuriste, on part des faits et des derniers développements de la lutte des classes, on lit le sort des masses à la construction du parti, à la prise du pouvoir, au socialisme. On manifeste notre confiance dans la capacité des masses à s'élever au niveau de cette tâche, et on redonne au parti tout son sens ou sa légitimité en les aidant à l'accomplir. Tout se tient. Si j'avais oublié quelque chose, n'hésitez pas à nous le faire savoir.

L'avenir cauchemardesque qu'ils réservent à l'humanité

Les crises s'étendront dans le monde, avertit Zbigniew Brzezinski - sahartv.ir

L'ex-conseilleur à la sécurité nationale américaine a affirmé que le monde entier sera bientôt le théâtre des crises.

Zbigniew Brzezinski, ex-conseilleur à la sécurité nationale américaine a indiqué dimanche : « La crise prend de l'ampleur et il existe des signes qui montrent que les régions où il n'y a pas de crises à présent seront bientôt prises ». Le monde est de nos jours confronté à des crises politique, économique, systématique, raciale et religieuse ».

Brzezinski a souligné : « Il y a toujours eu des crises à l'échelle internationale, mais ces crises deviennent de plus en plus importantes. Elles sont répandues et les signes disent que les régions restées loin des crises seront bientôt le théâtre de ces crises ». sahartv.ir 26.10

Les terroristes visent à déstabiliser les gouvernements (Poutine) - sahartv.ir

Le président russe Vladimir Poutine a averti que les terroristes se servaient du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de base pour déstabiliser les autres pays.

Vladimir Poutine a indiqué mercredi :" Le développement des activités des terroristes et la fusion des groupes extrémistes ayant accès aux réseaux organisés constituent une menace sérieuse. La situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est alarmante. Les terroristes sont en train de recruter des éléments pour les utiliser pour déstabiliser les pays". sahartv.ir 28.10

En famille chez les barbares.

- Noces macabres entre l'Arabie Saoudite et la France - sahartv.ir

Dès sa naissance l'Arabie saoudite a lié son sinistre destin à celui des puissances impérialistes. Fondée officiellement le 22

septembre 1932 par la fusion des provinces du Nejd et du Hedjaz, elle s'est trouvée sous la férule de Abdelaziz ben Abderrahmane Al Saoud (Ibn Saoud) qui en en devenant le monarque absolu a mis en place un système féodal cruel et obscurantiste.

Les guerres ayant permis l'accession au pouvoir d'Ibn Saoud ont fait 500 000 morts entre 1901 et 1932.La découverte de pétrole en mars 1938 transforme le pays sur le plan économique et marque le début d'une alliance stratégique avec les États-Unis concrétisée par le Pacte du Quincy, qui en échange d'un accès au pétrole, engage les États-Unis à protéger militairement la dynastie des Saoud.

Cette alliance se révélera d'autant plus durable que le pays se présente comme un féal de poids pour contrer le mouvement de libération national arabe dans les années 1950-1960 au grand bénéfice de l'impérialisme. La rapide augmentation des recettes saoudiennes au début des années 1980 qui passent de 65 milliards de dollars à près de 135 milliards en 1981, renforce les assises du régime monarchique, « matrice » du wahhabisme, interprétation la plus rétrograde de l'Islam qui sert à justifier l'obéissance totale aux riches et à priver la population de tout droit démocratique. Elle lui procure une masse d'argent inépuisable qui lui permet d'exporter sa doctrine religieuse fanatique dans le monde, de s'acheter le soutien de nombreux mouvements réactionnaires de même que celui des dirigeants corrompus de pays pauvres qui suivent à la lettre les consignes de leur « bienfaiteur » quand il s'agit de voter à l'ONU ou même confient la présidence de la commission des « Droits de l'Homme » de cette instance à son représentant ! Un représentant qui trouve que la condamnation à mort d'un jeune opposant politique a été ordonnée en application de la « chariaa » saoudienne laquelle n'est selon lui nullement incompatible avec les « Droits de l'Homme », bien au contraire. Les belles âmes humanistes et démocratiques fabiussiennes n'y ont rien trouvé à redire.

Cette politique extérieure se manifeste dans la lutte organisée contre l'Union soviétique en Afghanistan en accord avec le tuteur US, mais également dans l'intensification du soutien financier de nombreuses organisations dites islamiques à travers le monde dans les années 2000-2015. Dès leur naissance, les Saoudiennes sont placées sous l'autorité légale d'un homme, le « gardien », qui peut être leur père, leur mari, leur frère, leur oncle ou même leur fils. Les femmes ne peuvent pas voyager sans l'autorisation de leur « gardien ». L'Arabie saoudite impose une stricte séparation des sexes. La plupart des maisons, banques ou universités ont une entrée pour les hommes et une autre pour les femmes. C'est le dernier pays au monde où les femmes sont privées du droit de conduire.

Quel sont les véritables enjeux stratégiques du mariage des régimes de ces deux pays qui ont les mains pleines de sang sachant que les impérialistes français et leur béquille « socialiste » n'ont jamais digéré la perte de l'Algérie ? Les monarques rétrogrades de l'Arabie saoudite après avoir acheté des « Rafales » pour plusieurs milliards de dollars, viennent en plus de passer une nouvelle commande de 10 milliards de dollars. Quelle contrepartie ont-ils obtenue de l'impérialisme français pour les largesses qu'ils lui ont accordées ? Valls, le premier ministre français, ne trouve pas « indécent » d'entretenir ces liens avec la pire forme de barbarie moyenâgeuse encore existante dans le monde. Cela ne l'empêche pas, de concert avec Fabius et Hollande, de multiplier les discours qui justifient le soutien aux hordes obscurantistes en Syrie -qualifiées sans rire d' « opposition démocratique » ! – et stigmatisent le régime syrien qui a au moins le mérite d'être laïque et de faire coexister pacifiquement toutes les religions et les non-croyances. Dans un Moyen-Orient à feu et à sang, vont-ils encore rajouter de la violence à la violence ou bien y a-t-il un autre objectif, par exemple la déstabilisation de l'Algérie ? sahartv.ir 26.10

ACTUALITE EN TITRES

Mission impossible

- Manuel Valls aux Mureaux : «Je ne suis pas ici pour reconquérir la banlieue» - Liberation.fr

Neuilly-sur-Seine ou quand l'état de non-droit règne.

- Logements sociaux: l'Etat n'a pas "de leçon" à donner, estime le maire de Neuilly - L'Express.fr

Depuis quand y aurait-il des bonnes et des "mauvaises mains" à l'extrême droite ?

- Valls s'inquiète de voir tomber la laïcité entre les "mauvaises mains" de l'extrême droite AFP

Mimétisme. L'impunité alimente la barbarie ou la spirale infernale.

- Yémen : un hôpital de Médecins sans Frontières touché par des frappes aériennes - Francetv info

Les installations ont été détruites et deux membres de l'équipe de MSF légèrement blessés, lundi soir. Francetv info 26.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Etat policier. Quand l'Empire montre l'exemple.

Etats-Unis: enquête sur l'interpellation brutale d'une lycéenne noire - AFP

La justice américaine a annoncé mardi ouvrir une enquête sur l'arrestation dans une salle de classe d'une lycéenne noire par un policier blanc, un acte dont la brutalité a suscité une vive indignation.

"Le service des droits civils du bureau de Columbia du FBI et le bureau du procureur du district de Caroline du Sud ont ouvert une enquête sur les circonstances de l'arrestation d'une élève du lycée de Spring Valley", a indiqué un communiqué officiel.

Dans plusieurs vidéos devenues virales sur internet, on voit le policier arracher violemment de sa chaise la lycéenne, en la cravatant, avant de la traîner par terre à travers la classe. L'adolescente avait apparemment refusé d'obéir au policier qui lui demandait de sortir.

Le policier, Ben Fields, l'un des deux agents référents de cette école de Spring Valley, a fait l'objet d'une suspension administrative.

Ces vidéos, mises en ligne avec le hashtag #AssaultAtSpringValleyHigh, ont très vraisemblablement été filmées par des élèves avec leur téléphone portable. AFP 27.10

Une justice "malveillante" et répressive.

Justice : Jean Mercier condamné à un an de prison avec sursis - Francetv info

L'homme de 87 ans avait aidé sa femme à mourir en 2011. Il a été condamné pour "non-assistance à personne en danger". Francetv info 27.10

Un internaute condamné pour un commentaire faux et malveillant sur un restaurant - AFP

Un internaute a été condamné à 2.500 euros d'amende, plus 5.000 euros de frais, pour avoir rédigé un commentaire faux et malveillant visant un restaurant du Groupe Bernard-Loiseau à Dijon, selon un jugement que l'AFP a pu consulter, mardi.

"On a voulu mener l'affaire jusqu'au bout et donner une leçon à ces personnes qui font des commentaires pour détruire", a commenté Ahlame Buisard, directrice du groupe Bernard-Loiseau et gérante du restaurant Loiseau Des Ducs à Dijon confirmant une information du quotidien Le Bien Public.

"Restaurant très surfait, tout en apparat, très peu de choses dans l'assiette, l'assiette la mieux garnie est celle de l'addition": le commentaire publié en juillet 2013 sur le site des pages jaunes était cinglant.

Publié cinq jours avant l'ouverture du restaurant, le commentaire litigieux rédigé par le pseudonyme "le clarifieur" a été supprimé puis à nouveau publié légèrement remanié sur le site des PagesJaunes.fr.

"Cet avis nous a beaucoup surpris et nous l'avons fait constater par un huissier", a commenté Mme Buisard qui a décidé de porter plainte à l'encontre de l'internaute indélicat.

Selon le jugement en date du 6 octobre, le tribunal de grande instance de Dijon a estimé que l'avis publié cinq jours avant l'ouverture au public du restaurant, "ne peut pas correspondre à l'expression d'un avis objectif se fondant sur une expérience réelle".

"Ces commentaires fautifs (...) du fait même de leur diffusion sur internet sur un site largement consulté par les internautes à la recherche des coordonnées d'établissements, visaient à dissuader de potentiels futurs clients de se rendre dans le restaurant critiqué", a indiqué la juge.

"On n'est pas contre les avis positifs ou négatifs, quand ce sont de vrais clients. Ils sont là pour améliorer les prestations", a souligné Mme Buisard.

"J'espère qu'il (le jugement) servira de leçon à toutes ces personnes qui laissent des avis dénigrants, pas toujours bien fondés et

qui font beaucoup de mal à notre profession", a-t-elle ajouté.

Le restaurant Loiseau des Ducs a obtenu une étoile au guide Michelin en février 2014. AFP 27.10

A retenir : Si ces commentaires ont été publiés avant que cet établissement ouvre ses portes, on ne voit pas très bien qui aurait pu leur accorder le moindre crédit, tout au plus étaient-ils farfelus. Cette réflexion qui relevait du bon sens le plus élémentaire a apparemment échappé à cette juge qui aura désormais sa table réservée dans cette gargote.

En complément. Etat policier.

- Les forces de l'ordre bientôt dotées de "caméras-piétons" - AFP

Manuel Valls a confirmé ce lundi 26 octobre la généralisation des caméras-piéton sur les policiers. Le dispositif est déjà expérimenté dans plusieurs communes.

Cette caméra permet au policier d'enregistrer le son et l'image au cours d'un contrôle. Personne ne peut refuser d'être filmé, c'est la loi, en revanche, le policier est libre de choisir s'il actionne ou non sa caméra. AFP 26.10

Dossier Syrie

- Un député français à Damas juge Assad incontournable - AFP

Une solution au conflit en Syrie doit passer par un dialogue avec Bachar al-Assad, a affirmé mardi un député français, arrivé à Damas en compagnie de deux autres élus pour y rencontrer le président syrien.

"Le règlement de la situation politique syrienne passe nécessairement par un dialogue avec le président syrien qui est en place et qui est élu par le peuple syrien", a déclaré Jean-Frédéric Poisson, député du Parti chrétien-démocrate, une petite formation satellite du parti de droite Les Républicains (LR) de l'ancien président Nicolas Sarkozy.

"Il n'appartient pas aux pays étrangers de décider qui doit diriger la Syrie, il appartient aux Syriens de décider", a-t-il martelé à l'issue d'une rencontre avec le président du Parlement syrien, Jihad al-Lahham.

Cette position va à l'encontre de celle du président français François Hollande, qui a récemment réaffirmé que "rien ne doit être fait pour conforter Bachar al-Assad car étant le problème, il ne peut pas être la solution".

M. Poisson doit rencontrer mercredi M. Assad en compagnie de deux autres députés français de droite.

M. Poisson a en outre jugé que l'intervention militaire russe en Syrie "permet de stabiliser pour le moment les choses et de faire reculer petit à petit" le groupe Etat islamique (EI).

En complément.

Dans une note de blog, publiée le 24 octobre et intitulée "Notre fiasco syrien", l'ancien Premier ministre et chef de la diplomatie française Alain Juppé est revenu sur l'échec de la stratégie occidentale. "Je crains que le moment ne soit donc venu de boire le calice jusqu'à la lie et de nous asseoir à Genève à la table de négociation avec Bachar. Peut-être trouvera-t-on le moyen de sauver la face", a écrit le candidat à la primaire de 2016, en vue de la présidentielle de 2017.

Mi-septembre, c'est un autre ancien Premier ministre français, François Fillon, qui avait appelé le gouvernement à revoir sa copie diplomatique sur la Syrie. Le député de Paris et candidat à la primaire de 2016 du parti "Les Républicains" pressait l'Élysée de renouer le dialogue avec Moscou, "que la France a stupidement méprisé ces dernières années" et avec Téhéran, dans un exercice diplomatique où "la France semble hors-jeu". "L'heure est venue de revoir notre stratégie", avait-il insisté dans une lettre publiée sur son blog. sahartv.ir 27.10

- L'Iran invité aux discussions de Vienne sur la Syrie - Reuters

L'Iran sera invité à participer à la conférence internationale de vendredi à Vienne sur le conflit syrien, a annoncé mardi le porte-parole du département d'Etat américain.

"L'Iran sera prié d'y participer. Il appartient maintenant aux dirigeants iraniens d'en décider", a déclaré John Kirby.

Selon un haut fonctionnaire de la région, la République islamique a déjà reçu des invitations de la part des Etats-Unis et de la Russie et compte envoyer le vice-ministre des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdolahian. La présence du chef de la diplomatie Mohammad Javad Zarif serait par ailleurs en discussions. Reuters 27.10

- Syrie : opération héliportée réussie de l'armée à Akrab - sahartv.ir

Les forces héliportées spéciales de l'armée syrienne, faisant preuve d'un atterrissage réussi dans la région d'Akrab sur la route Athariya, près de la route internationale Alep-Hama, ont encerclé les terroristes dans cette région.

Selon le correspondant de l'agence Tasnim depuis Damas, les forces spéciales de l'armée régulière syrienne ont atterri avec succès dans la région Akrab sur la route Athariya et ont encerclé les terroristes armés déployés dans cette zone. L'armée syrienne a assuré la sécurité de la route reliant les régions Al-Saboura et Athariya, sur l'axe de Hama dans le centre syrien, ajoute la même source.

Les affrontements se poursuivent entre les forces de l'armée syrienne et les terroristes de Daech et du Front Al-Nosra sur la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep au Nord de la Syrie, tandis que le lieu d'affluence des terroristes aux alentours de cette route est constamment la cible des attaques de l'aviation russe au cours desquelles des dizaines de terroristes ont été tués jusqu'ici. De même, les chasseurs russes ont visé les positions des terroristes d'«Al-Jibha l-Chamiya», (le Front de Cham) dans la région Al-Cheikh Al-Saïd et Al-Cheikh Issa en banlieue Sud d'Alep. sahartv.ir 27.10

- La Russie a frappé 285 positions terroristes en 3 jours en Syrie - sahartv.ir

L'aviation russe a en l'espace de trois jours porté des frappes sur 285 positions de Daech et du front Al Nosra, a déclaré lundi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

"Lors des derniers trois jours les avions russes ont effectué 164 sorties militaires et ont frappé 285 positions de Daech. Lors des dernières 24 heures ils ont fait 59 sorties militaires et ont frappé 94 positions terroristes dans les provinces de Hama, Idlib, Lattaquié, Damas et Deir ez-Zor", a précisé M. Konachenkov.

Selon lui, des avions d'attaque Su-25 ont détruit trois fortifications de Daech fournies des fortifications blindées de Daech et des positions pour les lances-mines. Depuis le début de la campagne militaire, l'aviation russe a effectué plus de 930 sorties, a éliminé des centaines de terroristes, des dizaines de postes de commandement, de dépôts et d'autres positions. sahartv.ir 26.10

- La Russie bombarde le sud de la Syrie - sahartv.ir

Les chasseurs russes ont pour la première fois bombardé le sud de la Syrie.

Les chasseurs russes ont pris pour cible de leurs bombes les positions des terroristes dans le sud de la Syrie. il s'agit des premiers raids à viser le sud de la Syrie depuis l'intervention aérienne russe il y a un mois. ainsi la Russie vient d'étendre , à l'appui des forces de l'armée syrienne et du Hezbollah, son champ d'action du nord et du centre au sud de la Syrie. selon les témoins, les chasseurs bombardiers russes ont pris de court les nosratistes et les daechistes positionnés sur les hauteurs stratégiques de Tel Al Hara et de Tel Antar, non loin de Deir al Ads dans la banlieue nord de Daraa. les repaires des terroristes ont été totalement détruits dans ces régions. les hauteurs de Tel al Alaqiya dans le rif de Daraa ont été par la suite pris pour cible des bombes russes. sahartv.ir 27.10

- Le plan saoudien d'attaque contre Damas - sahartv.ir

Une coopération en matière de renseignements parmi les alliés de la Syrie a fait échouer le plan de l'Arabie saoudite pour renverser le gouvernement syrien.

Le quotidien libanais "Al-Akhbar" a publié dans un article que la Russie avait neutralisé une attaque programmée par l'Arabie et qui devait être appliquée par le groupe terroriste Jeish al-Islam contre la capitale syrienne. Cette opération pouvait être la plus importante réaction à l'intervention militaire russe en Syrie. Mais la force de l'air russe a surpris les terroristes et mis fin à leur opération.

Il y a deux semaines l'Arabie saoudite et la Jordanie se préparaient à une attaque à partir du sud de la Syrie, à Deraa et Quneitra pour mettre un terme aux jours du gouvernement Asad. Les vastes agissements du groupe terroriste Jeish al-Islam, dirigée par Zahran al-Vash, principal mercenaire saoudien en Syrie, déployé à Quetta orientale, devaient contribuer à cette opération.

Les renseignements des Russes plus ceux collectés par le Hezbollah libanais ont révélé des agissements suspects près de Damas. Alors les avions de combat russes ont attaqué certaines positions à Jubar et à Quetta orientale. Les postes

de commandement des terroristes ont été détruits et le plan saoudien a-t-il ainsi volé en éclats. Les terroristes qui voulaient surprendre, ont été surpris. sahartv.ir 28.10

- Syrie : Riyad et Ankara alimentent les terroristes en missiles SAM - sahartv.ir

« L'Arabie saoudite et la Turquie envisagent de livrer des missiles anti-aériens SAM aux terroristes, opérant dans le Nord de la Syrie », a-t-on appris du quotidien libanais "Al-Akhbar".

"Al-Akhbar" a révélé, dans un article, le soutien de la Jordanie, de la Turquie et de l'Arabie saoudite aux terroristes pour qu'ils puissent contrer l'armée syrienne et les frappes aériennes russes dans le Sud et le Nord de la Syrie. « Le soutien turc aux terroristes, combattant l'armée syrienne, est plus manifeste que celui des Jordaniens car Ankara laisse entrer des éléments armés asiatiques dans le Nord de la Syrie pour qu'ils puissent venir grossir les rangs des terroristes, en lutte sur les fronts de Lattaquié, d'Idlib et de Hama.

Il y a quatre mois, c'est-à-dire avant le début des frappes russes contre les positions de Daech, la Turquie a fourni aux terroristes des systèmes anti-aériens mais aucune trace de ces systèmes n'a encore été vue pour confronter les chasseurs russes. L'Arabie saoudite et la Turquie envisagent d'alimenter les terroristes, actifs dans le Nord de la Syrie, en des systèmes anti-aériens russes SAM-8 et SAM-9, sortis des dépôts de l'armée ukrainienne, organe de Kiev, ennemi de Russie. sahartv.ir 27.10

- L'Occident, responsable de l'émergence des groupes terroristes en Syrie - sahartv.ir

Les hauts responsables syriens critiquent de nouveau le rôle destructeur de l'Occident dans la crise en Syrie, et estiment que leur soutien aux organisations terroristes est l'élément principal de la poursuite de la crise.

Lundi, lors d'une rencontre à Damas avec le ministre omanais des Affaires étrangères, Youssef ben Alavi, le président syrien Bachar al-Assad a déclaré que le soutiens des pays occidentaux et de leurs alliés régionaux aux groupes terroristes est l'élément principal de la poursuite de la crise en Syrie.

Le président Assad a rendu hommage au soutien que les pays amis accordent au combat des Syriens contre les terroristes, et il a vivement condamné l'indifférence de la communauté internationale envers les crimes commis par ces groupes terroristes, en estimant que ce soutien permet aux terroristes de développer leurs activités dans d'autres territoires.

Par ailleurs, le représentant permanent de Syrie auprès de l'ONU, Bachar al-Jaafari a déclaré à New York que les groupes terroristes actifs en Syrie et en Irak sont formés et soutenus par les pays occidentaux pour détruire ces deux pays et protéger les intérêts illégitimes du régime sioniste. Bachar al-Jaafari a ajouté que les éléments terroristes viennent d'ailleurs et veulent détruire l'Irak et la Syrie au nom d'une lecture erronée de l'Islam.

De son côté, le ministre syrien de l'Information, Omran al-Zohbi a déclaré lundi que la coalition internationale anti-Daech créée par les Etats-Unis et leurs alliés n'est qu'un acte de propagande dont le but est de détourner l'attention de l'opinion publique que les groupes terroristes commettent en Syrie et dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient. Il a salué ensuite l'action de l'armée russe pour soutenir le combat du peuple et du gouvernement syriens contre les terroristes. Il a précisé que la coopération militaire russo-syrienne ne dure pas longtemps, mais que Damas et Moscou ont enregistré des avancées incroyables dans la lutte contre les terroristes en moins d'un mois.

Par ailleurs, le grand mufti de la Syrie, le Cheikh Ahmad Badreddin Hassoun a soutenu, lui aussi, le soutien de Moscou à la Syrie dans la lutte contre les terroristes. Il s'est réjoui aussi du retour des centaines de réfugiés syriens, en estimant que c'est un signe de la réussite de la résistance du gouvernement et de l'armée syrienne aux terroristes.

En France, le président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Elisabeth Guigou, a déclaré que la présence militaire de la Russie en Syrie est légitime, étant donné l'insuccès de la coalition internationale formée par les Occidentaux pour lutter contre Daech et les autres organisations terroristes en Irak et en Syrie.

Et enfin, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, vient de rejeter les prétentions des médias occidentaux concernant la mort des civils lors des raids aériens des avions russes contre les positions des organisations terroristes en Syrie. Le porte-parole du Kremlin a déclaré que le but de la diffusion de ces fausses nouvelles est de mettre en doute l'efficacité des opérations de l'aviation russe contre les terroristes. sahartv.ir 27.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

- "Les Égyptiens sont fatigués de devoir se rendre aux urnes encore et encore" - euronews.com

Il n'y avait pas foule dans les bureaux de vote au Caire pour le second tour des législatives. Seuls quelques électeurs ont rempli leur devoir civique. Une quasi-indifférence qui contraste avec les législatives de 2011, les premières libres et démocratiques. Organisées quelques mois après la chute d'Hosni Moubarak, elles avaient suscité l'enthousiasme. Quatre ans plus tard, l'euphorie est retombée. Au premier tour déjà, le taux de participation n'avait pas atteint les 30 %.

"Les jeunes ne participent pas à ces élections. Il y a sûrement quelque chose qui sonne faux. Nous voyons toujours les mêmes vieux visages du Parti National démocrate de l'ex-président Moubarak et c'est inacceptable, surtout après les grandes révolutions dont a été témoin l'Egypte", dit un homme.

Les Frères musulmans en 2011, Mohamed Morsi un an plus tard, le général Sissi depuis l'année dernière et qui a éliminé toute opposition de la scène politique. C'est trop d'instabilité pour les Égyptiens.

"Les Égyptiens sont fatigués de devoir se rendre aux urnes encore et encore. La deuxième chose, c'est que les jeunes ont décidé de boycotter ces élections parce que les régimes politiques qui ont gouverné le pays après les deux révolutions n'ont pas réussi à répondre aux exigences et à atteindre leurs objectifs. Le plus important par exemple, c'est la justice sociale, la création d'emplois et de meilleurs revenus pour donner l'espoir d'un avenir meilleur aux jeunes", explique l'analyste politique Heshman Mahran.

Mohammed Shaikhibrahim, euronews:

"L'aversion politique pour cette élection reflète sans aucun doute les problèmes profonds qui affligent encore les Égyptiens. Comme les observateurs l'ont fait remarquer, la conséquence sera un parlement faible qui ne représentera pas la majorité populaire". euronews.com 27.10

Guatemala

- Au Guatemala, un humoriste élu président - Francetv info

Jimmy Morales, qui porte les couleurs de la droite, c'est le nom du nouveau président du Guatemala. L'homme de 46 ans n'a aucune expérience politique, mais a été élu avec plus de 70% des voix. Sa victoire, il la doit principalement à sa popularité dans le pays en tant qu'humoriste et animateur de télévision. "Je n'ai pas de super pouvoir ni de potion magique, mais j'ai un coeur gros comme ça. J'aime mon pays et on va lutter ensemble", a déclaré le nouveau président du pays. Francetv info 26.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Contorsion, gesticulation, non-dits et manipulation pour faire baisser frauduleusement le chômage.

- Le chômage connaît sa plus forte baisse depuis la crise - AFP

- Le chômage diminue de 0,7% en septembre - Francetv info

Enfin, une baisse, après la mauvaise surprise du mois d'août. En septembre il y a 3 547 800 chômeurs de catégorie A, c'est à dire sans aucune activité. On dénombre donc une baisse de 0,7% soit -23 800 chômeurs. Mais cette diminution s'explique en partie par la croissance de l'intérim. Les chômeurs de catégorie B et C qui exercent une activité réduite sont eux en hausse de 11,4%.

Le chômage est stable si l'on intègre les demandeurs d'emploi ayant exercé une petite activité. Leur nombre reste à des niveaux records : 5,42 millions en métropole, 5,73 millions avec les DOM-TOM.

"La tendance est claire, dit la nouvelle ministre du Travail, Myriam El Khomri. Il s'agit du quatrième mois consécutif de baisse, ce qui porte à 24 700 le recul du nombre de jeunes inscrits depuis fin mai. Cela prouve l'efficacité de nos dispositifs en faveur de l'emploi des jeunes (emplois d'avenir, garantie jeunes, contrats de génération, relance de l'apprentissage)."

Bémol : le chômage de longue durée continue de gagner du terrain. Fin septembre, 2,43 millions de demandeurs d'emploi (+ 1 % sur un mois, + 10,4 % sur un an), petite activité comprise, étaient inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an. Les demandeurs étaient en moyenne inscrits depuis 567 jours, soit plus d'un an et demi. Après avoir connu des niveaux relativement bas, les radiations administratives ont fortement augmenté en septembre (+ 25 %), mais elles restent nettement moins nombreuses qu'il y a un an (- 9,7 %). Quant aux entrées en stage, elles sont en très forte baisse (- 25,1 %), mais restent relativement stables sur an (- 2,2 %). Sur un an, le chômage reste en hausse de 3,1 %. Francetv info et lepoint.fr 26.10

- Pôle emploi bidouille-t-il les chiffres du chômage ? - nouvelobs.com

Si l'on prend en compte toutes les catégories (A, B, C, D, E), il n'y a pas 3.553.500 chômeurs en France, mais 6.073.600 chômeurs. Et ce, sans compter les personnes qui ne s'actualisent pas, parce qu'elles sont parties en week-end, ou parce qu'elles sont en fin de droit, ou tout simplement qu'elles n'ont plus accès à un ordinateur.

La référence pour la prise en compte du chômage est le nombre de demandeurs d'emplois en France métropolitaine ! Avec les départements d'outre-mer, le nombre de chômeurs atteint 6.379.200 ! Soit près d'un Français sur dix. Ou un actif sur cinq. nouvelobs.com 26.10

- Vrais chiffres du chômage Aout 2015: 20 500 chômeurs de plus, malgré 304 100 radiations ce mois - wikistrike.com

Moyenne de + 25 855 chomeurs par mois, au cours des 8 premiers mois de l'année.

6 452 100 privés d'emploi et travailleurs occasionnels officieux, toutes catégories confondues.

Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 6,3 % sur 1 an.
Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 18,6 % sur 1 an.
Chômage des 50 ans et +, + 10,3 % sur 1 an.
Catégories A, B, C, D, E août 2014 : 6 073,2 - juillet 2015 : 6 432,2 août 2015 : 6 452,1

Sources : Rapport complet de la DARES de 20 pages (et non pas le simple communiqué de presse envoyé aux médias) : http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/PI-Mensuelle-BVNMK3.pdf (wikistrike.com 26.10)

2- Les avocats toujours en grève, mais des négociations ont repris - Reuters

Après deux semaines de grèves totales ou partielles dans de nombreux barreaux, les avocats ont durci et étendu lundi leur mouvement à toute la France, parallèlement à la reprise de négociations avec le ministère de la Justice.

Le Conseil national des barreaux (CNB) a voté vendredi une grève nationale des audiences et des désignations jusqu'à mercredi en fin de journée.

Les négociations avec le ministère de la Justice, qui ont repris lundi, ont été suspendues en milieu de journée et reprendront mardi, a indiqué le vice-président du CNB, Roland Rodriguez.

"Nous attendons pour demain du concret, des projections sur les différentes hypothèses de réévaluation" de l'indemnisation des avocats pour l'aide juridictionnelle, a-t-il dit à la presse." Les discussions reprennent demain mais il faut maintenir la pression jusqu'à mercredi", a-t-il ajouté.

Selon le CNB, 156 barreaux sur 164 étaient mobilisés lundi, et sur ces 156, 93 observaient une grève totale.

Les avocats en colère se sont rassemblés en début d'après-midi autour de leurs bâtonniers dans de nombreux palais de justice.

En dépit des concessions de la ministre de la Justice, Christiane Taubira, le conflit s'est durci, les avocats étant vent debout contre le projet de réforme de l'aide juridictionnelle qui permet aux plus démunis d'avoir un avocat.

La ministre leur demandait initialement de contribuer au financement de cette aide en mettant à contribution les caisses des règlements pécuniaires des avocats.

Pour tenter de désamorcer la fronde, elle a renoncé la semaine dernière aux prélèvements de cinq millions d'euros en 2016 et de 10 millions en 2017 prévus sur ces caisses.

Mais les avocats jugent cette concession insuffisante. "Le recul de la garde des Sceaux sur ce prélèvement ne répond pas à l'ensemble des revendications de la profession?", dit la motion votée par le CNB.

Christiane Taubira défend la nécessité de réformer un système "à bout de souffle", avec un projet qui prévoit une augmentation de budget, de 375 millions d'euros actuellement à 445 millions en 2017, pour pérenniser le système.

Mais si le projet vise à en faire profiter plus de justiciables, les avocats dénoncent la baisse globale de leurs revenus engendrée par la réforme du barème des rémunérations versées au titre de l'aide juridictionnelle.

"Ça ne peut pas être une grande réforme de l'aide juridictionnelle s'il n'y a pas les moyens qui sont mis sur la table", a déclaré Roland Rodriguez. "La qualité, ça a un coût."

Pour le Syndicat des avocats de France, il "n'est pas acceptable que se retrouvent en difficulté économique les avocats qui acceptent volontairement et sans réserve de défendre les plus précaires".

"Cette prise en charge suppose au contraire de développer l'accès au droit, ce qui ne peut se faire sans une augmentation substantielle du budget de l'aide juridictionnelle", écrit-il dans une lettre ouverte. Reuters 26.10

En complément

- Fram: dépôt de bilan et Comité d'entreprise extraordinaire jeudi - AFP

Le voyagiste Fram, employant 670 salariés à Toulouse, déposera son bilan jeudi et a convoqué le même jour un comité d'entreprise extraordinaire (CEE) pour faire le point d'une éventuelle reprise par le français Karaval-Promovacances, le seul encore en lice. AFP 26.10

ECONOMIE

France

- 1% des entreprises françaises concentre 97% des exportations, d'après l'Insee - libération.fr

L'économie française reste ultra-dominée par les très grandes groupes, puisque 1% des entreprises concentraient en 2013 97% de l'exportation, 65% de la valeur ajoutée et 55% de l'emploi du secteur marchand, selon une étude de l'Insee publiée mercredi, qui observe par ailleurs un effet positif du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).

Ces 24 000 entreprises représentent également 85% de l'investissement, avec plus de 500 000 euros annuels investis pour chacune, selon l'enquête de l'Insee. A l'inverse, une entreprise sur deux n'a pas investi du tout en 2013. Par ailleurs, entre 2012 et 2013, les plus grandes entreprises ont majoritairement été en croissance, tandis que plus de la moitié des entreprises de plus petite taille ont vu leur valeur ajoutée diminuer.

En 2013, les 2,4 millions d'entreprises françaises, hors secteurs agricole et financier, ont réalisé un chiffre d'affaires hors taxe global de 3 700 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 986 milliards d'euros, soit 52% de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie du pays. L'investissement est «en recul malgré un effet positif des créations d'entreprises», précise en outre l'institut, qui souligne que «l'investissement corporel brut hors apports recule à nouveau en 2013 de 1,8%, après -2,7% en 2012». Néanmoins, l'Insee constate que l'entrée en vigueur, en 2013, du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), a eu «un effet positif sur le taux de marge», et a «permis aux entreprises d'intégrer les exonérations de charges dans leur comptabilité dès 2013».

Selon Hervé Bacheré, économiste à l'Insee, «il s'est vraiment passé des choses avec le CICE». Il «semblerait» que le recours au CICE se soit amplifié en 2014, alors que l'année précédente, les petites entreprises étaient pour certaines «réticentes à faire la paperasse», a-t-il commenté. Ainsi, depuis 2012, le coût horaire de la main d'oeuvre a augmenté de façon plus modérée en France que dans d'autres pays européens, comme l'Allemagne, l'Italie, ou le Royaume-Uni: +1,1% en moyenne par an dans l'industrie (+2,1% dans la zone euro), et +0,8% dans les services marchands (+1% dans la zone euro). «Cette hausse modérée tient notamment à l'entrée en vigueur» du CICE, commente encore l'Insee. AFP 27.10

Haut de page

Le 30 octobre 2015

CAUSERIE

Ouf, depuis lundi on dort sans la climatisation, c'est l'hiver ! Je revis enfin. Comme quoi nous ne vivons pas tout à fait la même chose ou au même rythme. Et il pleut, la mousson arrive. Et comme un crétin j'ai mis des graines (de melon) à germer... qui vont pourrir !

L'essentiel, c'est que j'ai terminé le gros de mes travaux, il reste à couvrir la terrasse avant l'été, j'ai trois mois pour m'y mettre.

On ne met plus en ligne Informations ouvrières, chaque numéro est pire que le précédent ! Toujours plus droitier, par exemple sur la Syrie en faisant un amalgame ignoble entre les bombardements des Américains et leurs alliées et ceux de la Russie, alors que les Américains bombardent les infrastructures de la Syrie et parachutent des tonnes d'armes aux barbares d'Al-Nosra et Daech, tandis que les Russes bombardent les installations de Daech et d'Al-Nosra ou Al-Qaïda en Syrie.

Que Lucien Gauthier ne soit pas capable de faire la distinction entre les deux ne surprendra personne, puisque la position officielle du POI depuis 2011 consiste à mettre sur un pied d'égalité la résistance de la République arabe syrienne laïque, un Etat souverain et indépendant, et l'Emirat islamique. Que les Russes aient des arrière-pensées géopolitiques tout aussi mercantiles que les Américains et leurs alliés est une autre question qui ne nous a pas échappé, mais nous ne confondons pas les deux, pourquoi le devrions-nous, nous n'avons pas à ménager Hollande qui est aligné sur les néoconservateurs ou l'extrême droite américano-sioniste. Ajoutons que nous n'avons pas un misérable appareil à défendre.

Mais sentant le vent tourné les opportunistes professionnels prennent le train en marche pour mieux faire oublier leur collusion avec Hollande et son gouvernement impérialiste, quand Lucien Gauthier en arrive à admettre que les "*Etats-Unis (arment) conséquemment l'opposition dite « modérée »*" (page 10), Marguerite Leuwen notant que "*les grandes puissances (...) ont financé et armé des milices, prétendument de l'opposition modérée.*" (page 12). Encore un petit effort et peut-être en arriveront-ils à admettre que cette guerre a été fomentée et instrumentalisée depuis le premier jour par les Américains et qu'Assad n'en portait pas la responsabilité, aussi faudra-t-il qu'ils s'excusent auprès du peuple syrien et des militants ou des travailleurs en France pour avoir colporté pendant près de 5 ans la version officielle (frauduleuse) de ce conflit concoctée à Washington.

Et dire que ce sont ces gens-là qui vont vous expliquer qu'il faut faire preuve de mesure, de nuance, qu'il existe toute une palette de gris entre le noir et le blanc, etc. alors que sciemment ils manquent totalement de discernement, on devrait dire idéologiquement pour justifier hypocritement leur position.

En Syrie nous sommes en présence de deux impérialistes qui s'affrontent effectivement, sauf que l'un agresse un Etat indépendant et souverain, tandis que l'autre lui apporte son soutien diplomatique et militaire, les masses syriennes soutiennent Assad et la Russie et vomissent les Américains, Français, Britannique, Israéliens, Saoudiens, Qataris, etc. on doit en tenir compte, non ? La question est de savoir si les Syriens et les peuples de la régions ont intérêt à ce que l'Emirat islamique s'empare du pouvoir à Damas et partant de là si tout doit être entrepris pour que cela ne se produise pas, quite à devoir accepter de recevoir le soutien d'un impérialiste, la Russie.

C'est une situation inédite qui exige qu'on adapte temporairement nos principes sans les renier, à notre connaissance nous ne soutenons pas aveuglément la Russie, libre aux esprits malveillants de le penser, nous nous essayons d'adopter la position au plus près des intérêts du peuple syrien, tout en sachant qu'il n'existe malheureusement pas de position idéale dans ce contexte.

Défense du socialisme.

Quand vous devenez un patron, un capitaliste, commerçant, artisans, auto-entrepreneur, vous liez votre sort à celui du capitalisme auquel vous souhaitez prospérité et longue vie puisque la vôtre en dépend. N'oublions pas qu'au départ ils n'ont aucune conscience de classe ou si peu, tellement déformée.

Quand vous devenez fonctionnaire, vous liez votre sort à celui de l'Etat capitaliste auquel vous souhaitez prospérité et longue vie puisque la vôtre en dépend, on ne va tout de même pas souhaiter la mort de celui qui vous nourrit.

Les uns et les autres réclameront à l'Etat une amélioration de leur sort et soutiendront la politique mise en oeuvre par ses représentants dits de droite ou de gauche, du moment qu'elle peut servir leurs intérêts sans se soucier du sort du reste de la population, ceci expliquant cela considérant que tout ce qui est bénéfique à l'Etat et au capitalisme français leur sera profitable d'une manière ou d'une autre.

Toutes ces couches seront autant de soutiens sur lesquels le régime pourra compter pour assurer sa stabilité.

Voilà un argument supplémentaire qui justifie si nécessaire la stratégie que nous avons définie avant-hier axée contre l'Etat ou les institutions de la Ve République, afin d'éduquer les masses et les aider à interpréter leur condition en toute indépendance vis-à-vis de l'Etat, considérant que ces petits patrons et les fonctionnaires figurent parmi le prolétariat de par les rapports sociaux de production dont ils sont le produit, ainsi que leur mode de vie qui se rapproche davantage de celle de l'ouvrier que de celle du bourgeois.

Vous ne trouverez ce discours dans aucun parti ou syndicat ouvrier. Pourquoi ? Parce qu'ils servent d'autres intérêts que ceux des travailleurs et ne partagent ni l'objectif d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, ni la cause du socialisme.

Dès lors on comprend pourquoi ils estiment inutile d'élever le niveau de conscience des travailleurs à la compréhension de leur condition, de la nature de l'Etat et du régime, puisque leur politique n'est pas destinée à les préparer au renversement du régime en place ou à réunir les conditions politiques qui leur permettraient de mettre cette tâche ou objectif à l'ordre du jour le moment voulu.

Tout le reste est à l'avenant et doit être analysé en ayant à l'esprit les rapports qu'entretiennent les partis et syndicats ouvriers avec l'Etat et ses représentants.

On se demandera sur combien de panneaux d'affichage syndicaux dans les administrations et les entreprises figurerait le texte ci-dessous sur le syndicalisme de Trotsky ou d'autres de Marx, Engels, Luxemburg ou Lénine. Aucun, absolument aucun assurément.

En refusant obstinément de lier les revendications sociales des travailleurs aux conditions que leur réservent l'Etat ou les capitalistes par le biais des institutions, ils leur interdisent d'en prendre conscience et de ce fait ils oeuvrent au côté des représentants du régime pour les maintenir dans l'état de servitude dans lequel ils se trouvent ou leur interdire de trouver la voie du socialisme ou de la rupture avec le régime.

Quelqu'un s'est-il déjà demandé si leur combat en faveur de la laïcité ne relevait pas finalement de l'obscurantisme pour mieux le camoufler ? C'est une autre question qu'on abordera une autre fois. On comprend également pourquoi ils deviennent hystériques dès qu'on caractèrise de bourgeois le mouvement ouvrier, son orientation, l'état d'esprit de certaines couches de travailleurs. Ils prétendent influer sur le cours de la lutte des classes en fuyant la réalité ou en la déformant systématiquement, à la place des militants je m'inquièterais ou je me demanderais si je ne serais pas en train de me faire manipuler ou de participer à une épouvantable manipulation destinée à soutenir le régime en croyant le combattre.

C'est cette politique contre-révolutionnaire qui a conduit à la destruction ou à la dégénérescence complète du mouvement ouvrier américain, britannique, allemand, grec et bien sûr français, etc.

Le réformisme bourgeois a pourri le mouvement ouvrier et le prolétariat pour que le capitalisme puisse mieux l'achever ou le réduire en esclavage. Il était l'antithèse du marxisme et du socialisme, mais nos contorsionnistes professionnels se sont employés à le présenter sous un jour favorable allant même jusqu'à le rendre compatible avec le socialisme, et à l'arrivée lequel demeure uniquement, le réformisme, tandis que le socialisme a totalement disparu des esprits et avec lui l'espoir de changer un jour la société.

Quand Engels écrivit à Mehring qu'avec Marx ils avaient commis la "faute" de n'avoir pas consacré suffisamment de temps au contenu de l'idéologie de la classe dominante tel qu'il apparaissait à travers ses différentes représentations ainsi qu'à leur origine, il devait avoir en tête les multiples effets pervers produits par l'amélioration de la condition ouvrière sur la psychologie des travailleurs ou l'interprétation qu'il allaient en faire en étant soumis à la pression de cette idéologie qui avait pour fonction de les détourner du socialisme.

Parmi ces représentations figuraient l'Etat ou les institutions, dont l'idéologie consistait à faire croire aux travailleurs qu'ils oeuvraient pour le bien commun de la nation ou l'intérêt général du pays, qu'ils étaient au service de toutes les classes, et que par conséquent en quelque sorte ils ne pouvaient pas en attendre davantage que ce qu'il voulait bien leur accorder et devaient s'en satisfaire ou prendre leur mal en patience, puisqu'au-delà il était impossible d'envisager d'autres rapports sociaux en l'absence d'alternative au capitalisme. Cela devait conduire la majorité des travailleurs à la résignation ou accepter leur sort tel qu'il était, le mouvement ouvrier en étant le reflet n'avait plus qu'à s'adapter toujours plus au capitalisme ou renier définitivement l'objectif de son combat : le renversement du régime.

En complément à la causerie d'avant-hier.

A ceux qui déforment intentionnellement nos propos et nous présentent comme des ennemis des fonctionnaires, nous leur ferons remarqué qu'axer notre stratégie contre les institutions de la Ve République ou l'Etat capitaliste, ne peut que favoriser la prise de conscience des fonctionnaires de la nature sociale de leur employeur pour mieux le combattre.

Syndicats. "***Instruments secondaires du capitalisme impérialiste***" pour "***empêcher la révolution***" ou bien "***devenir les instruments du mouvement révolutionnaire***" du prolétariat ?

- Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - L. Trotsky - août 1940

Extraits.

Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à- vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière. (Les syndicats sont lié par mille liens à l'Etat capitaliste, à ses institutions. - LVOG)

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats.

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. (Il faut donc en déduire que malgré les apparences, ni l'un ni l'autre n'existent. Attendez que le régime soit vraiment aux abois et vous verrez que tous les véritables opposants au régime seront virés des syndicats. - LVOG)

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes. (Tiens donc Léon, parce qu'on devrait se préoccuper de "l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes", vas dire cela à nos dirigeants qui osent se réclamer du trotskysme. - LVOG)

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat. (D'après vous à quoi servent-ils uniquement ? A assurer la stabilité du régime. - LVOG)

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise. (Trotsky et Lénine vilipenderont la Charte d'Amiens que Trotsky combat ici. - LVOG)

Nécessité du travail dans les syndicats

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continuelle des syndicats et de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimatiste à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort. (Dans un autre texte il dira que si les conditions n'étaient pas remplies pour que les révolutionnaires puissent développer leur politique dans les syndicats, rompre avec leurs appareils et créer un nouveau syndicat s'imposeraient. - LVOG)

Le capitalisme monopolisateur et les syndicats

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. (Question : Quand le "capitalisme monopolisateur" est devenu incompatible avec l'existence de la démocratie même déformée, comment peut-on imaginer un instant qu'il pourrait exister des syndicats indépendants ? C'est une supercherie de lambertistes. - LVOG)

Il exige de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière (Rôle de "police politique" que remplissent parfaitement ceux qui sont liés aux appareils pourris des syndicats. - LVOG). Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. (Effectivement, vous aurez remarqué que moins le mouvement ouvrier n'avait d'emprise sur les travailleurs, plus l'extrême droite montait ou plus les représentants de la classe dominante s'employaient à faire en sorte que les masses se tournent vers l'extrême droite. - LVOG) Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver plus longtemps de la destruction. (Rien ne la sauvera, sauf si elle renoue avec le reste de la classe et le socialisme. - LVOG)

A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière

agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social réformisme doit être transformé en social impérialisme dans le but de prolonger son existence et rien de plus car, dans cette voie, il n'y a en général aucune issue. (C'est ainsi que les syndicats ont soutenu la politique impérialiste de Hollande en Syrie notamment. Il en subira les mêmes conséquences, ce qui devrait bénéficier aux militants révolutionnaires, comme quoi tout n'est pas joué d'avance, pour peu évidemment qu'ils en aient la volonté ou que leur orientation politique soit correcte, là ce n'est pas gagné d'avance! - LVOG)

Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. (On en est très très éloigné pour le moment, et c'est fort improblable que cela se produise avant l'ouverture de la crise révolutionnaire qui pourrait entraîner la chute des appareils... pour peu que le parti existe évidemment. - LVOG) Fin de l'extrait.

ACTUALITE EN TITRES

Mimétisme parfait.

- La Bourse de New York finit en hausse de plus 1% - Reuters

La Fed a encore repoussé la date à laquelle elle remontera ses taux d'intérêts qui demeurent proche de zéro...

- Les Bourses européennes finissent en hausse d'environ 1% - Reuters

Contraste. Crash et envol

- Fram : la fin du voyage - Francetv info

- Chine : le marché de l'aéronautique en plein essor - Francetv info

La guerre n'a pas de prix... mais rapporte gros...

- Le coût des opérations extérieures deux fois et demi supérieur aux prévisions - L'Express.fr

Une fois de plus, le coût des opérations extérieures (Opex) de l'armée française dépasse largement les prévisions. Il devrait s'élever à 1,128 milliard d'euros en 2015, dont 626 millions d'euros doivent encore être financés via un arbitrage de Bercy, selon les chiffres annoncés mercredi au ministère de la Défense. L'Express.fr 29.10

Ils sont prêts à abdiquer tous nos droits

- Travail du dimanche et de nuit: la Fnac lance les négociations avec les syndicats - AFP

Quelle devrait-être la position d'un véritable syndicaliste ?

Question à la direction. - C'est quoi le thème de votre négociation ?

- Rendre possible le travail du dimanche et de nuit.

- Dans ce cas-là ne comptez pas sur nous, nous y sommes farouchement opposés et ce n'est pas négociable.

Fin de la discussion. Appel à la mobilisation générale du personnel et à la grève illimitée au cas où cette mesure serait appliquée, sans oublier d'exiger une augmentation de salaire équivalente à ce que toucherait un salarié s'il travaillait de nuit ou le dimanche.

Guerre idéologique. Les hommes exploitent les femmes, mais pas le capitalisme...

- Tâches ménagères : les inégalités ont la vie dure - LeMonde.fr

Les femmes continuent d'assumer les deux tiers du travail domestique révèle, jeudi, l'Insee. LeMonde.fr 29.10

Quelle sale race les hommes ! On propose que les femmes travailleuses bénéficient d'une réduction du temps de travail équivalent au temps qu'elles consacrent aux tâches ménagères sans réduction de salaire.

Quand l'esprit de Charlie souffle sur la Turquie.

- Turquie: écran noir imposé à deux télévisions proches de l'opposition - AFP

Et c'est dans ce contexte (notamment) que l'UE a manifesté son intention de rouvrir les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE.

Guerre idéologique. La palme de l'intox.

- Hillary Clinton sans pitié pour les banques (si elle est élue) - Le Huffington Post

C'est la plus néoconservatrice des démocrates !

Le fils d'un grand bourgeois

- Thomas Fabius sous le coup d'un mandat d'arrêt aux Etats-Unis - 20minutes.fr

Thomas Fabius, fils du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, a de nouveaux ennuis avec la justice. Il serait sous le coup d'un mandat d'arrêt aux États-Unis, annonce Le Point ce jeudi.

Selon l'hebdo, le trentenaire est accusé d'avoir laissé une ardoise d'environ trois millions et demi de dollars dans trois casinos du Nevada. Les enquêteurs s'interrogeraient par ailleurs sur des flux financiers « massifs » et « suspects ». 20minutes.fr 29.10

A qui profite le crime Syriza ?

- L'interview de Varoufakis à 24.000 euros qui hérisse l'Italie - Le Huffington Post

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Dossier sur la Syrie.

- Conférence de Vienne sur la Syrie: «Pas de solution possible sans l'Iran et la Russie» - 20minutes.fr

- Sarkozy en Russie plaide pour un rapprochement avec Moscou dans le dossier syrien - AFP

- Nicolas Sarkozy, ambassadeur de François Hollande à Moscou malgré lui - L'Express.fr

- Diplomatie parallèle: Sarkozy brosse Poutine dans le sens du poil - 20minutes.fr

Son action a été « plus positive que négative », a-t-il jugé lors de son déplacement à Moscou. 20minutes.fr 29.10

- Fillon: en Syrie, la France est "hors jeu" - AFP

François Fillon, ancien Premier ministre (Les Républicains), déplore jeudi sur son blog qu'en Syrie, la France soit "hors jeu", en raison de "l'intransigeance irréfléchie de François Hollande" sur ce dossier.

"Même les Américains ont fini par prendre la mesure de l'impasse diplomatique que représente le refus de dialoguer avec la Russie", fait-il valoir. "Ils nous ont pris de court en organisant à Vienne une réunion quadripartite avec les Turcs et les Saoudiens dont nous n?avons été que les spectateurs".

Selon lui, "la tentative de la diplomatie française de reprendre la main en organisant cette semaine à Paris une rencontre des ministres des Affaires étrangères européens, américains et arabes sans la Russie est pathétique". AFP 28.10

- Vice-chancelier allemand à Moscou: vers la fin des sanctions? - sputniknews.com

La visite du vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel à Moscou reflète le changement d'attitude de l'Allemagne dans ses relations avec la Russie, estime les analystes du centre américain de recherche Stratfor. sputniknews.com 29.10

- La cote de Poutine bat un nouveau record - sputniknews.com

La cote de popularité de Vladimir Poutine a atteint un maximum historique en frôlant les 90%, indique un sondage réalisé par le Centre Panrusse d'étude de l'opinion publique (VTsIOM).

Selon le sondage, la cote de popularité de Vladimir Poutine a battu un nouveau record en atteignant à 89,9%, soit plus que les 89,1% enregistrés en juin 2015.

Selon les experts du VTsIOM,"un tel niveau d'approbation de l'activité du président russe est dû, avant tout, aux événements en Syrie, aux frappes de l'aviation russe contre les positions des djihadistes (qui sont qualifiés d'événements principaux par 26% des sondés)".

Les sociologues rappellent également que ces dix-huit derniers mois, la côte de popularité du président Poutine n'est jamais descendue au-dessous de 80%.

"La cote de Poutine a commencé à augmenter au printemps 2014 suite au rattachement de la Crimée et de Sébastopol à la Russie: en mars 2014, elle affichait 76,2% de moyenne, en avril 82,2% et en mai 86,2%", indique le site du VTsIOM. sputniknews.com 29.10

- La Russie contre le projet de résolution anti-syrien - sahartv.ir

La Russie est contre le projet de résolution anti-syrien des Nations Unies.

« La Russie n'apporte son soutien à la résolution anti syrienne relative à la cessation de l'utilisation par la Syrie des bombes dans ce pays », a annoncé Peter Ilichov, le représentant adjoint russe auprès des Nations Unies. « Ce projet de résolution pourra mettre en péril les négociations de paix en cours. La France, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont présenté aux Nations Unies un projet de loi interdisant l'utilisation d'armes industrielles et imposant de sanctions au gouvernent syrien », a-t-il ajouté.

La Réunion sur la Syrie aura lieu jeudi et vendredi à Vienne, la capitale autrichienne. sahartv.ir 29.10

- Alep : la donne change en faveur d'Assad - sahartv.ir

L'armée syrienne est parvenue à resserer l'étau autour de Daech et d'Al Nosra dans le sud-est d'Alep et l'axe de la Résistance se dirige droit vers la libération de la route ultra stratégique Assiriya à Khanasser.

Selon le journal syrien El Watan, les raids aériens russes continuent à bombarder les positions des terroristes takfiris à Deraa dans le sud et à Alep dans le nord de la Syrie. parallèlement, les forces de l'armée syrienne poursuivent leur avancée vers la grande route relianrt Alep à Salamiya et contrôlent quasi totalement la route reliant Khanasser à Assiriya.

Des affrontements dans le rif est et le rif sud-est d'Alep n'ont pas apporté les effets escomptés comme le souhaitaient les terroristes et leurs sponsors surtout que l'armée syrienne et ses alliés ont repoussé les assauts terroristes contre Al Safira dans le rif d'Alep ainsi que contre Al Saaan situé dans la banlieue de Hama. le journal libanais AsSafir revient sur ces nouveaux acquis de l'armée syrienne et écrit : " les forces de l'armée syrienne, bénéficianrt du soutien aérien de l'aviation russe ont réussi à créer une " courbe" tout autour des régions occupées par Daech et Al Nosra . Cette courbe a d'ailleur permis la libération de la route Assiriya/Khanasser. les poches terroristes persistent occupent toujours une vingtaine de kilomètres de la route en question. quant au rif est d'Alep, les sources sur le terrain font état de la quasi stabilité qui règne sur les fronts de la banlieue-est d'Alep.

Des dizaines de daechistes ont été tués au cours des assauts lancés ces derniers jours. D'Alep, on apprend ques les habitants comptent les heures pour voir l'armée syrienne débarquer dans la ville , briser le siège et sécuriser la route reliant Alep à Damas. dans la banlieue Est de la ville, l'armée syrienne et ses alliés cherchent à mettre un terme à l'encerclement de l'aéroport de Koviras et de sécuriser la route menant à Raqqa. sahartv.ir 29.10

En famille. Tant qu'on peut encore faire ensemble le sale boulot... ensuite il sera tant de passer le relais au fascisme.

- Élections régionales : Manuel Valls plaide pour un front républicain - Francetv info

Le Premier ministre souhaite que les candidats de gauche se retirent au second tour si leur liste arrive en troisième position.

La question du Front républicain pour barrer la route au Front national refait son apparition à chaque élection. Les régionales n'y coupent pas, surtout avec des sondages qui laissent présager d'une victoire possible de Marine Le Pen dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, voire en PACA avec sa nièce. En raison du mode de scrutin proportionnel, le retrait d'une liste revient à se faire hara-kiri. Les socialistes n'auraient dans ces conditions pas un seul élu pendant 5 ans dans les régions concernées. Un choix lourd.

Le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, avait enterré l'idée du Front républicain mi-septembre, affirmant que « les déclarations extrémistes de Christian Estrosi et de Xavier Bertrand sur les réfugiés empêchent désormais le Front républicain ». Manuel Valls semble étonnamment le ressusciter. « Il est hors de question de laisser le Front national gagner une région. Donc tout devra être fait pour l'empêcher (...) Je vous donne rendez-vous le soir du premier tour » a affirmé mardi soir le premier ministre, invité du Bondy blog. Un « tout » qui peut laisser la porte ouverte à un éventuel retrait des listes PS qui seraient arrivées en troisième position au soir du premier tour. C'est justement ce que disent certains sondages pour les régions Nord-Pas-de-Calais-Picardie et PACA. Ce matin, Jean-Christophe Cambadélis n'a pas non plus fermé la porte, se contredisant au passage après ses déclarations de septembre. « Je n'exclus rien, mais ma pensée première est pour gagner le premier tour » a-t-il affirmé sur Europe 1. Samia Ghali ne ferme pas la porte au front républicain

La confusion est de mise au PS. La question n'a pour l'heure pas vraiment été tranchée. Jean-Christophe Cambadélis renvoie au bureau national extraordinaire du PS qui se rassemblera le soir du premier tour, le 6 décembre, et prendra la décision. Mais déjà, certains élus osent prendre position, et s'opposent…

Antoine Lefèvre (LR, sénateur LR de l'Aisne à Public Sénat - ndlr) va même plus loin : en cas de possibilité de victoire du FN au régionales, il préconise une alliance gauche/droite. « Ça ne me choquerait pas d'avoir une forme de coalition entre gauche et droite, comme cela peut se faire en Allemagne » lâche-t-il, tout en sachant que cela semble de l'ordre de l'utopie aujourd'hui. Francetv inf 29.10

Aide-toi... le régime t'aidera...

- Grève des avocats: Valls salue l'accord sur l'aide juridictionnelle - AFP

Manuel Valls a salué jeudi l'accord signé entre la chancellerie et les représentants des avocats sur l'aide juridictionnelle, qui doit mettre un terme à près de trois semaines de mobilisations et de grèves contre le projet de réforme portée par la garde des Sceaux Christiane Taubira.

Le protocole d'accord signé mercredi confirme la suppression de la contribution de 15 millions d'euros en deux ans que Christiane Taubira entendait prélever sur les fonds Carpa, gérés par les avocats, pour abonder une augmentation du budget de l'aide juridictionnelle.

Il prévoit également une revalorisation de 12,6% de l'unité de valeur (UV) de base servant à établir la rémunération des avocats participant à l'AJ et correspondant à une demi-heure de travail. Il abandonne également la modification des barèmes qui prévoyait des baisses importantes de nombreuses missions comme l'assistance des personnes en garde à vue. AFP 29.10

On les soutient sur la base de l'axe politique que nous avons adopté...

Guerre idéologique. Manipulation et conditionnement. Sondage truqué. A bas le dialogue social, combat classe contre classe !

- Les Français privilégient le dialogue social - Reuters

Plus d'un Français sur deux (57%) souhaite laisser du temps au dialogue social d'ici l'élection présidentielle de 2017, quitte à ralentir le rythme des réformes, selon un sondage Odoxa pour MCI, Le Parisien-Aujourd'hui-en-France et France Info publié jeudi.

A l'inverse, ils sont 42% à souhaiter une accélération du rythme des réformes en France, quitte à laisser moins de temps au dialogue social. Ils étaient 57% il y a un an, selon Odoxa qui note une inversion de tendance.

Soixante-dix pour cent des personnes interrogées disent faire davantage confiance à la négociation entre les syndicats et le patronat pour mener des réformes économiques et sociales efficaces en termes d'emploi. Ils ne sont que 27% à faire plus confiance

à l'Etat et au Parlement pour y parvenir.

Interrogés sur les conflits sociaux récents, notamment à Air France, 83% des Français estiment qu'ils sont le signe d'un dialogue social qui se dégrade en France. Seize pour cent jugent à l'inverse qu'il s'agit de cas isolés qui ne sont pas représentatifs de l'évolution du dialogue social. Reuters 29.10

Ils se donnent beaucoup de mal pour nous faire croire que les travailleurs seraient sado-masochistes !

La question telle qu'elle devrait leur être posée pour refléter la réalité : Le dialogue social se traduit systématiquement par la liquidation de vos droits sociaux et des cadeaux au patronat. Le soutenez-vous, cochez la case oui ou la case non.

Répétons-le, le dialogue social, c'est la négation de la lutte des classes au profit de la classe dominante et rien d'autres.

Cette vulgaire marchandise qui vaut toujours trop cher pour les tyrans qui nous gouvernent.

- Le coût du travail en Europe - Francetv info

Une étude publiée par l'Insee ce mercredi 28 octobre dévoile que le coût du travail dans le secteur de l'industrie en France est moins cher qu'en Allemagne. Mais ce n'est pas le cas dans tous les secteurs. Le coût total d'un ouvrier qualifié en France (salaire+charges patronales) est de 37 euros de l'heure. En Allemagne, il est de 37,10 euros. Le plus cher, c'est le Danemark : 42,10 euros. Les moins chers sont la Roumanie et la Bulgarie avec 4,70 et 3,60 euros de l'heure.

Dans le secteur des services, le coût moyen d'un salarié est de 34,60 euros de l'heure en France. "Et c'est supérieur à l'Allemagne (31,40 euros)", souligne Jean-Paul Chapel en plateau. Le Danemark est encore une fois le plus cher (40,30 euros), quant à la Roumanie et la Bulgarie, le coût du travail y est encore le moins cher. "Ce sont des moyennes et les qualifications ne sont pas forcément les mêmes en France et dans ces pays à bas coût", précise le journaliste de France 2.

- Les vrais chiffres du temps de travail en France (pour répondre à Jeb Bush) - Le HuffPost

Avec 1473 heures travaillées par an, la France se place très bas dans le classement international. Selon les données compilées par l'OCDE, seuls les travailleurs allemands (1371), norvégiens (1427), néerlandais (1425) et danois (1436) travaillent moins d'heures que les Français. Sur le podium, figurent le Mexique (2228), le Costa-Rica (2216) et la Corée (2124). A titre de comparaison, les Américains travaillent 1789 heures. Si l'on ramenait ce nombre d'heures à une durée hebdomadaire, on arrive à 28,3 heures en France et 34,4 aux Etats-Unis.

Si l'on s'intéresse maintenant au nombre d'heures travaillées chaque semaine (en mettant de côté les jours de congés), Eurostat indique qu'un Français travaillait 37,2 heures en 2014. C'est exactement la moyenne européenne. C'est par exemple plus qu'au Danemark (33,5 h) qu'en Allemagne (35,3 h) qu'en Italie (36,9 h) mais c'est moins qu'en Grèce (41,9 h) qu'en Espagne (37,9 h) ou qu'en République Tchèque (40,4 h).

Seulement si l'on regarde seulement les salariés à temps plein, la France baisse nettement dans le classement. Avec 40,5 heures travaillées par semaine, c'est mois que la moyenne de l'Union européenne (41,5 h). C'est aussi moins qu'en Allemagne (41,5 h), qu'au Royaume-Uni (42,9 h).

Le 9 septembre, la Cour des comptes a publié un gros pavé sur le temps de travail dans la fonction publique en se basant sur une précédente étude réalisée en 2012. Résultat, les agents du secteur public travaillent moins que ceux du privé, à raison d'une centaine d'heure chaque année. Mais la Cour souligne que c'est "davantage en raison d'un nombre plus important de jours de congés que d'une durée hebdomadaire significativement plus faible". En effet, les agents du secteur public bénéficient de 38 jours de congés par an en moyenne, contre 31 pour le secteur privé.

Et combien d'années un Français travaille-t-il dans sa vie? Selon Eurostat, en 2013, la moyenne s'élevait à 34,7 années. Un chiffre en constante augmentation depuis 2004 (32,7 ans) mais qui reste inférieur à la moyenne européenne qui atteint 35,2 ans. En tête, on retrouve la Suède (40,9 ans), les Pays-Bas (39,8 ans) et le Danemark (39 ans). En bas de classement, se trouvent l'Italie (30,3 ans), la Hongrie (30,8 ans) et la Croatie (31,1 ans). Au Royaume-Uni, la durée atteint 38,4 ans et en Allemagne, elle se situe à 37,9 ans. Le HuffPost 29.10

J'ai fait un rapide calcul, ma compagne Selvi qui est employée de maison, ici on dit en anglais "servant", travaille 2678 heures par an, et quand je l'ai rencontrée elle travaillait 3093 heures par an, et cela pendant plus de 20 ans pour élever seule ses 3 enfants, pas vraiment une fainéante Selvi.

Quand nous avons décidé de vivre ensemble, le jour même j'ai réglé ses dettes (dues à la foutue dot qu'elle avait dû verser lors

du mariage de ses deux filles.) pour qu'elle n'ait plus à les rembourser chaque mois, ce qui lui a permis de travailler moins. Je ne pouvais pas décemment accepter de vivre avec une esclavage sans soulager ses chaînes, j'en aurais fait des cauchemars. Cela explique aussi en partie mes difficultés financières

En moyenne un Indien travaille 2496 heures par an.

Le chantage est "mort-né.

- Les 39 heures ne feront pas leur retour chez Smart France - latribune.fr

Le refus de la CGT et de la CFDT aura eu raison de l'accord sur le retour aux 39 heures chez Smart à Hambach. Deux syndicats sur quatre, la CFE-CGC et la CFTC, ont signé mercredi 28 octobre l'accord sur le retour aux 39 heures chez Smart à Hambach (Moselle), mettant ainsi un terme à la négociation, a indiqué la direction de l'usine automobile.

Les deux autres syndicats de l'usine, la CFDT et la CGT, qui représentent 53% des salariés, n'ayant toutefois pas signé, "l'accord est réputé comme non écrit, et donc pas applicable", a déclaré à l'AFP Didier Getrey, de la CFDT. "C'est terminé, le bébé est mort-né", a-t-il ajouté, précisant que les deux syndicats, qui ont toujours manifesté leur opposition au projet, feraient valoir dès demain leur droit d'opposition.

Le "pacte 2020" prévoit notamment un retour aux 39 heures, payées 37, et une diminution des jours de RTT pour les cadres, en échange d'un maintien de l'emploi jusqu'en 2020.

Lors d'un référendum interne -purement consultatif- le 11 septembre, 56% des 800 salariés votants s'étaient prononcés pour le "Pacte 2020". Mais si les cadres, employés, techniciens et agents de maîtrise ont approuvé l'accord à 74%, il a été rejeté à 61% par les ouvriers. latribune.fr 28.10

Sans blague, à la minute près!

- Insee : l'emploi du temps des Français à la loupe - Francetv info

L'Insee a dévoilé ce jeudi 29 octobre une radiographie très précise du quotidien des Français. Le verdict est sans appel, ce sont encore les femmes qui s'occupent le plus des tâches ménagères : 4h07 chaque jour en moyenne contre 2h36 pour les hommes.

La situation a tout de même évolué. Les hommes s'occupent un peu plus des tâches ménagères qu'il y a 40 ans. De quatre à cinq minutes de plus chaque jour.

Les papas passent tout de même sept minutes de plus avec leurs enfants qu'il y a 40 ans. À noter que les hommes et les femmes travaillent moins qu'avant et que l'activité préférée des Français est de regarder la télévision. Francetv info 28.10

Quand on a à l'esprit comment ils bidouillent les chiffres du chômage... D'ailleurs l'agence de propagande Francetv vend la mèche en évoquant un "verdict", ce qui signifie que cette "radiographie très précise" était uniquement destinée à porter un jugement sur les rapports entre les hommes et les femmes et non à rendre compte fidèlement de la réalité, sans présumer du reste des préjugés de la population qui peuvent être aussi archaïques que le régime.

Et si "l'activité préférée des Français est de regarder la télévision", c'est qu'ils n'ont pas progressé d'un iota !

Cela fait plus de 10 mois que je m'en passe ainsi que ma compagne Selvi et on s'en porte à merveille !

Non mais sans déconner, c'est la différence qui existe entre nous et tous ces gens qui se lamentent, gémissent, pleurnichent, gesticulent, donnent des leçons aux autres, etc. et qui continuent de la regarder, personnes dont la volonté ou la détermination est finalement frappée du sceau de la faiblesse au point d'ête incapables de modifier leur mode de vie en rapport avec leurs idées. Boycottent-ils les médias, la presse écrite ? Pensez-vous !

Chacun fait comme il le sent, on est bien d'accord, on n'a pas l'intention d'interdire à quiconque de regarder la télévision, mais chacun doit en assumer les conséquences. Cela est valable pour toutes les idées que nous développons dans ce portail, on ne porte pas de jugement on dit ce que l'on pense, on a encore le droit, non ? Non, je sais, ce n'est pas correct. Et bien on s'en tape complètement.

A bas le sionisme synonyme de barbarie ! Boycott d'Israël !

- Des universitaires britanniques appellent au boycott des universités israéliennes - lefigaro.fr

Pour protester contre «les violations intolérables des droits de l'Homme infligées à l'ensemble du peuple palestinien», 343 universitaires ont annoncé vouloir boycotter les universités israéliennes.

Dans une lettre publiée mardi par le quotidien britannique The Guardian, 343 universitaires manifestent leur colère face à la politique d'Israël vis à vis du peuple palestinien. «En tant que chercheurs associés à des universités britanniques, nous sommes profondément perturbés par l'occupation israélienne illégale des territoires palestiniens». Les universitaires, qui proviennent de plus de 70 établissements de Grande-Bretagne, ont décidé de rejeter toutes invitations officielles provenant des universités israéliennes.

«Répondant à l'appel de la société civile palestinienne, nous déclarons donc que nous n'accepterons d'invitations d'aucune institution académique israélienne (...) ni ne participerons à des conférences financées, organisées ou sponsorisées par elles», ont-ils expliqué. Toutefois, comme le stipule le texte, certains universitaires continueront, «à titre personnel», à travailler avec «leurs collègues israéliens». La fin de la lettre signale que ce boycott sera maintenu «jusqu'à que l'État d'Israël se conforme aux lois internationales et respecte les principes universels des droits humains».

Certains signataires sont issus des institutions britanniques les plus prestigieuses, comme l'université d'Oxford, de Cambridge ou de la London school of economics(LSE). «Ce boycott est une petite façon de dire une chose importante: que l'équité et la justice doivent réellement être mises en œuvre, que le droit international doit être respecté», a commenté l'un des signataires, le professeur Conor Gearty de la LSE.

Une initiative très contestée en Israël et en Grande-Bretagne

L'initiative a été immédiatement critiquée par les gouvernements anglais et israéliens. Comme le rapporte The Guardian, l'ambassadeur britannique en Israël a fermement condamné cette action en reprenant les paroles du premier ministre David Cameron. «Le gouvernement du Royaume-Uni ne permettra jamais aux partisans d'un boycott d'Israël de briser 60 ans d'échanges intenses qui ont permis à ces deux pays de devenir plus forts».

De leurs côtés, les autorités juives de Grande-Bretagne ont-elles aussi réagi. Simon Johnson, le directeur général du Jewish Leadership Council, le Conseil représentatif des institutions juives de Grande-Bretagne, a estimé que «ces universitaires devraient réaliser que les boycotts créent des divisions, sont discriminatoires et ne font rien pour avancer vers la paix ou améliorer la vie des Palestiniens».

L'auteur d'Harry Potter, J.K. Rowlling, s'en mêle

Par ailleurs, des dizaines de personnalités du monde de la culture en Grande-Bretagne avaient signé, le 23 octobre dernier, une lettre appelant à cesser le boycott culturel à l'encontre d'Israël. «Le dialogue et les échanges permettent de se comprendre et de s'accepter mutuellement. C'est à partir d'une acceptation mutuelle que peut commencer un chemin vers la résolution du conflit». Parmi les signataires du texte était présente la célèbre auteur de Harry Potter, J.K. Rowling.

La question du boycott culturel de l'État d'Israël agite la société britannique. En février dernier, une première lettre ouverte en faveur d'un arrêt total des échanges et des partenariats culturels avait déjà été signée par une centaine d'artistes britanniques. lefigaro.fr 29.10

Alliance militaire islamo-sioniste contre le peuple palestinien

- Riyad appelle à l'alliance avec "Israël" contre " l'Iran"... - sahartv.ir

Le prince saoudien, Walid Ben Talal a dissipé tous les doutes : " Dans cette troisième intifada qui oppose les palestiniens à Israël, je soutiens Israël et je demande à ce qu'une alliance militaire Riyad-Tel-Aviv soit formée contre l'Iran".

Au cours d'un entretien accordé au journal koxeitien al Qobs, le richissime Talal estime qu'une alliance large des pays arabes avec le régime arabocide d'Israël est " nécessaire pour faire face à l'Iran". Fidèle au langage officiel de Riyad, Talal accuse l'Iran de tous les maux possibles et imaginables avant de souligner : " Le chaos qui sévit au Moyen Orient a placé Riyad dans un état où il devra choisir entre la vie et la mort. Je sais que les Iraniens cherchent à renverser le régime saoudien en surfant sur la question palestinienne. Alors je plaide pour qu'une alliance Riyad-Tel-aviv soit formée contre l'Iran et que nos deux pays se trouvent dans un même front face aux iraniens . Je me tiendrai aux côtés du peuple juif et de ses ambitions démocratiques pour faire face à l'Intifada de Qods et je ferai tout pour mâter tout mouvement arabe à vocation anti israélienne . Car un accord arabo israélien est une nécessité pour contrer la menace iranienne. " sahartv.ir 29.10

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries novembre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 2 novembre 2015

CAUSERIE

La causerie d'octobre est en ligne au format pdf, 224 pages.

De janvier à fin octobre, nous avons publié 1776 pages d'infos et d'analyses, soit en moyenne plus de 44 pages par semaine.

Quand est-ce qu'on va euthanasier ce régime immonde ?

- Tentative de suicide de Nicolas Bonnemaison : "son pronostic vital est toujours engagé" - Francetv info

Brisé par les épreuves judiciaires et par le fait de ne plus pouvoir exercer son métier, l'ex-urgentiste Nicolas Bonnemaison a tenté de mettre fin à ses jours. Francetv info 01.11

Il mérite notre soutien ainsi que sa famille.

Guerre idéologique. La réaction occupe tous les terrains.

La "question du jour" de Yahoo en est une illustration (https://fr.news.yahoo.com)

Trêve hivernale : est-ce selon vous une bonne mesure ?

- Oui
- Non
- Sans opinion

Résultats :

Oui 35% (3405)
Non 58% (5686)
Sans opinion 6% (631)

Conclusion : les expulsions de familles entières avec des enfants sont légitimes en hiver en France. Qu'est-ce qu'ils se figurent ces gens-là, que nos impôts vont servir à payer leurs loyers, et puis quoi encore, non mais sans blague...

Guerre idéologique et autocensure des agences de presse.

Titre précédant une vidéo.

No comment

Exercices militaires russes en Crimée - euronews.com

Texte figurant en-dessous de cette vidéo.

Démonstration de force de l'armée russe dans la péninsule de Crimée, le territoire ukrainien annexé par Moscou en mars 2014.

Chez euronews, nous croyons en l'intelligence humaine et pensons que le rôle d'une chaîne d'information est de donner la matière suffisante à chaque individu pour qu'il se forge sa propre opinion sur le monde.

Nous pensons aussi que parfois les images n'ont pas besoin d'explication ou de commentaire ; c'est pourquoi nous avons créé No Comment puis No Comment TV: afin de montrer le monde depuis un angle différent… euronews.com 30.10

Différent de quoi, de la réalité, tronquée, saucissonnée, falsifiée, faussée, fabriquée conformément à l'idéologie de la classe dominante ?

Le "piège" des institutions.

- "La population est prise au piège des institutions et des médias et sa paupérisation est désormais devenue la seule variable d'ajustement qui garantit la stabilité du système de profit." (Source : Le racket financier en mode Rocket - Vigilius Argentoratensis - legrandsoir.info 23.10

La paupérisation n'est pas généralisée ou ne concernera jamais toutes les couches exploitées, c'est une formule qu'on emploie qui indique seulement une tendance ou une orientation du capitalisme mondial, si elle inclut certaines couches qui sont vouées à se paupériser, il serait bon d'y ajouter une tendance beaucoup plus prononcée et pernicieuse qui se développe et les concerne toutes, la mise en servage de la quasi-totalté de la population à l'exception des esclavagistes.

Quand vous êtes très pauvre, vos besoins sont forcément réduits au minimum par la force des choses, le peu de revenu dont vous disposez vous servira presqu'exclusivement à vous nourrir ou à survivre. Mais dès lors que vos besoins sont plus développés, si votre revenu stagne ou diminue, vous serez face à un dilemme entre continuer de satisfaire ces nouveaux besoins, et vous nourrir ou satisfaire vos besoins les plus élémentaires en sacrifiant ces nouveaux besoins, mais comme vous ne pouvez pas vous résoudre à vous passer de ces derniers, vous rognerez sur vos besoins élémentaires et votre mode de vie ne cessera en réalité de se dégrader...

C'est à cette situation que conduit l'individualisation de nos droits sociaux qui coïncide avec l'atomisation du prolétariat. C'est déjà cette situation qui prévaut dans les pays où l'économie informelle domine ou concerne des centaines de millions de travailleurs.

Dès lors que vous n'avez pas de contrat de travail, vous n'existez même pas comme salarié, alors à quel droit pourriez-vous prétendre,? Aucun, vous n'existez pas en tant que classe, alors comment pourriez-vous être concerné par la lutte des classes ? Il en va de même lorsque le prolétariat est atomisé ou lorsque ses droits sont individualisés, cela revient à n'en avoir aucun. A ceci près par rapport aux travailleurs entrant dans le cadre de l'économie dite informelle, qu'il est possible d'y remédier en acquérant des droits collectifs s'appliquant à la totalité des salariés... Dans le cas de l'économie informelle aucune loi n'est applicable puisque vous n'existez pas en tant que salarié, il faudrait donc déjà commencer par exiger que chaque activité à caractère commerciale requérant de la main d'oeuvre soit dûment enregistrée ainsi que chaque salarié.

On pourrait ajouter qu'en travaillant 6 jours sur 7 sans congés payés, vous disposerez de si peu de temps libre qu'il vous sera impossible d'en profiter réellement et de vous épanouir, de lire, étudier et progresser, de sorte que vous demeurerez indéfiniment enchaîné à cette condition d'existence épouvantable qui relève de la pire servitude qui soit, puisque vous ne serez même pas assuré de satisfaire vos besoins les plus élémentaires tout en y consacrant tout votre temps, ce qui vous évitera pendant ce temps-là de réfléchir à votre condition à laquelle vous êtes condamné le restant de vos jours.

Quand on vit dans un pays comme l'Inde depuis plus de 22 ans (au total), on a à l'esprit ces deux revendications essentielles, les conditions qui devraient permettent à chaque travailleur d'exister en tant que membre d'une classe et de participer à la lutte

des classes, et la nécessité de disposer de deux jours de repos hebdomadaires pour desserer l'étau de l'exploitation qui les étouffe littéralement.

Quand des "***organisations souples***" capitulent et explosent confrontés à la question du pouvoir ou de l'Etat.

Robert Duguet, ex-cadre de l'OCI, 8 Août 2015.

Extrait- Syriza et Podemos sont des organisations souples, avec des cercles locaux qui expriment un mouvement profond de la classe. Par la force des choses, Alexis Tsipras ou Pablo Iglesias sont des dirigeants qui sont assis sur des mouvements qui se sont constitués démocratiquement et dans la lutte sociale. En France on est resté à la pratique désuète des cartels insidieusement appelés « collectifs », qui transfèrent le pouvoir du peuple au pouvoir des dirigeants de chaque organisation du collectif, et donc pour le FDG installent la pratique du conciliabule secret entre la direction du PCF et la direction du Parti de Gauche sans que la démocratie soit présente. (fischer02003.over-blog.com - 08.08.15)

Avis à ceux qui rêvent d'une organisation du même type en France, un parti du type fédératif qui ne serait pas constitué de tendances combattant forcément dans la même direction ou ne partageant pas les mêmes objectifs et les moyens de les atteindre, l'anarchie qui favorise les positions les plus droitières. Plus d'un siècle après Que faire ? (1902) de Lénine et la scission (1903) entre mencheviks et bolcheviks, les mêmes questions se trouvent posées aux militants de l'avant-garde révolutionnaire dans un contexte où la crise du capitalisme n'a cessé de s'approfondir et met à l'ordre du jour plus que jamais les enseignements que Lénine en avait tirés et les principes qu'il avait adoptés alors que les rapports entre les classes se radicalisent.

Robert Duguet ne comprend pas qu'il ne peut pas exister de démocratie dans ce type de coalition ou de parti, parce que les réelles intentions des dirigeants des formations politiques qui la composent sont inavouables ou ne correspondent pas vraiment à celles de leurs militants qu'ils s'emploient à tromper et manipuler en permanence, dit autrement leurs programmes ne permettront jamais d'atteindre les objectifs limités qu'ils contiennent parce qu'ils n'y figurent pas les moyens qui le permettraient. Ces coalitions ou ces partis sont des escroqueries politiques de type réformistes ou de front populaire et rien de plus.

On constatera que plus la réaction fait preuve d'audace et devient agressive vis-à-vis du prolétariat, plus les militants désemparés, démunis ou effrayés par la tournure que prend la situation, sont tentés de prôner des solutions défensives, cherchent à concilier des positions qui en réalité expriment des objectifs diamétralement opposés afin d'adopter une autre voie qui n'existe pas, tout simplement parce que les conditions objectives font défauts, ils se coupent ainsi des couches des masses exploitées les plus déterminées à combattre le régime et qui demeurent inorganisées du fait qu'il n'existe aucun parti résolument engagé dans cette direction ou posant la question du pouvoir.

Qu'est-ce que leur proposent les différents partis ouvriers ?

De faire reculer le gouvernement, elles n'y croient pas après avoir constaté que depuis plus de 30 ans même les mobilisations de millions de travailleurs n'ont jamais fait reculer le moindre gouvernement, sur les retraites et la Sécurité sociale par exemple, ils ont pu observer au contraire au fil des dernières décennies que tous leurs droits finissaient systématiquement par être liquidés les uns après les autres ; qu'on ne nous sorte pas le CPE, il existe plus d'une vingtaine de type de contrats de travail précaires, un peu de décence s'il vous plaît.

Ils leur proposent l'unité entre des partis ou organisations qu'elles rejettent ou dans lesquelles elles ne se reconnaissent pas, alors comment voulez-vous qu'elles prennent au sérieux ce genre de proposition qui ne les concerne pas, à tort certes, mais on peut comprendre pourquoi puisqu'elle est reliée à la perspective énoncée précédemment.

On leur désigne des coupables à leurs maux, l'Union européenne et l'oligarchie financière qui demeurent pour elles des objectifs inaccessibles ou dont elles ne peuvent pas se saisir du fait qu'elles ne peuvent avoir aucune emprise sur eux, car leur pouvoir repose sur des rapports qui leur échappent totalement. Et pour cause ces rapports remontent aux fondements du capitalisme et reposent sur un processus politique initié par l'Etat, qui a pour fonction d'assurer la pérennité du capitalisme et se porte garant de l'application des traités signés avec l'UE puisque ce sont ses représentants qui les signent, la Constitution et les institutions de la Ve République légitimant et justifiant l'un et l'autre ou les rapports établis entre les classes sur les plans juridique et législatif, cadre dans lequel se fond la politique antisociale et impérialiste du gouvernement, de telle sorte qu'elles sont les clés de voute du régime.

Or, personne ne veut entendre parler de cet axe politique, et pour cause, puisque tous les partis participent aux institutions ou y demeurent liés à des degrés divers. Les uns et les autres continuent depuis plus de 50 ans de participer aux différentes élections, durant toute cette longue période ils ont soutenu (ou ménagé) les partis (PS-PCF) et les appareils syndicaux corrompus que les masses rejettent. On comprendra qu'ils ne peuvent pas refuser de rompre avec eux et prétendre ne pas être coupés des masses ou les représenter. Ils paient le prix de leur double langage ou jeu permanent, et il serait plutôt mal avisé d'affirmer que la crise qu'ils traversent serait le produit de la crise du capitalisme, il est davantage celui de leur opportunisme, leur refus de se situer strictement au côté des masses exploitées, sur le terrain du socialisme.

Leurs discours sont forcément inaudibles, car ils ne prennent pas en compte ce que vivent au quotidien les travailleurs et la manière dont ils l'interprètent.

Vous en avez marre de cette société pourrie, des inégalités et des injustices dont vous êtes les victimes innocentes, vous ne supportez plus le sort que ceux qui vous gouvernement vous ont réservé, nous non plus, nous estimons qu'il faut balayer toute cette pourriture, qu'il faut changer la société de fond en comble.

D'ailleurs, qui travaille, qui produit les richesses, qui fait fonctionner la société ? C'est nous, les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes. Alors qui doit gouverner, qui doit décider de l'orientation de la société, sur quelles bases sociales elle doit fonctionner, qui doit posséder les moyens de production, qui doit contrôler la répartition des richesses, qui doit détenir tout le pouvoir économique et politique ? C'est nous et personne d'autres. Nos droits et aspirations sont parfaitement légitimes, et nous interdisons à quiconque d'en juger à notre place ou de décréter qu'une autre classe ou l'Etat des capitalistes aurait des droits supérieurs aux nôtres.

C'est l'unique objectif de notre combat politique, la prise du pouvoir par les travailleurs.

Pour mener notre combat politique conformément à nos engagements, nous n'avons aucun lien avec l'Etat, les institutions, le gouvernement, le parlement, les partis qui y participent, qui tous représentent les intérêts des exploiteurs, des banquiers, des nantis, et si notre discours s'adresse à un militant on peut ajouter les directions syndicales qui négocient la liquidation de nos droits, les capitalistes, parce que nous n'avons pas d'intérêts distincts de ceux des travailleurs, parce que notre place est au côté de notre classe, et notre devoir pour avoir étudié les enseignement de la lutte des classes et le fonctionnement de la société, est de l'aider à s'organiser et à prendre conscience de la force qu'elle représente et que rien ni personne ne peut l'arrêter une fois qu'elle se soulève pour s'emparer du pouvoir politique et changer la société...

A destination des militants.

Pour les opportunistes, le combat pour la défense de nos acquis ou droits sociaux est une fin en soi, leur ultime objectif, il ne s'inscrit dans aucune perspective politique au-delà du régime en place. Comme il se termine 9 fois sur 10 par une défaite, il participe à la démobilisation et à la démoralisation des travailleurs, qui ne peuvent en tirer aucun enseignement du fait qu'il n'est relié à aucune perspective politique.

Pour nous, c'est uniquement un moyen pour entraîner les masses au combat de classe, une étape ou un moment du combat politique dans la perspective de la prise du pouvoir par les travailleurs, l'établissement d'une République sociale rompant avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions. Et si nous ne sommes pas comptable des résultats à attendre de ce combat du fait que nous ne sommes pas en mesure d'en contrôler le processus, en revanche il doit servir à renforcer notre capacité à en prendre la direction dans l'avenir, ce qui passe par la construction du parti ouvrier révolutionnaire qui demeure notre objectif prioritaire.

A suivre.

Dans quel monde vivent-ils ?

LO

- Quand la barbarie du monde nous rattrape - 26/10/2015

"La France et la Grande-Bretagne - deux pays riches pour lesquels absorber quelques dizaines de milliers de migrants n'est pas un vrai problème".

C'est marrant, nous avions plutôt la conviction d'être soumis à la barbarie en France ou qu'elle provenait de là, à croire qu'on ne vit pas dans le même monde que ces gens-là, non ?

NPA

- Syrie :Vers un nouvel ordre régional? - Hebdo L'Anticapitaliste - 29/10/2015

"les Américains, Russes et leurs alliés, bombardent impunément la Syrie, tuant des civils..."

L'amalgame entre Américains et Russes est également de rigueur au NPA, bref vaut mieux encore l'Emirat islamique que la République arabe syrienne...

A l'instar de Washington, Londres et Paris qui ont inventé le "processus révolutionnaire syrien", le NPA se devait d'en être, pire

encore, il soutient l'ASL qu'ils ont créé de toutes pièces à Londres.

"...le processus révolutionnaire syrien connaît une phase de recul, voire de défaite : destruction sociale et économique, déplacement majeure de la population, pertes humaines immenses… et quasi-anéantissement du mouvement populaire par la sauvagerie du régime et ses alliés. Sur le plan militaire, marginalisation de l'Armée syrienne libre (ASL) qui n'a pas reçu de soutien..."

On croirait entendre le discours des généraux du Pentagone ! Voyez les ravages que peut produire l'idéologie de la classe dominante...

- Deux éminents soutiens de la « Révolution syrienne » désertent la cause - Moon of Alabama - legrandsoir.info 30.10

Les rebelles "modérés » et leur campagne : « Mon voile est ma chasteté ».

Depuis le début de l'opération de « régime change » en Syrie, Jenan Moussa, qui travaille pour la chaine Al Aan TV basée aux Emirats Arabes Unis, a pris fait et cause pour les « rebelles modérés ». Les reportages qu'elle a faits avec et sur eux s'apparentaient davantage à de la propagande anti-régime qu'à du journalisme. Elle est très connue et est suivie par plus de 100 000 followers sur Twitter. Mais sa lune de miel avec l'ASL ("Armée syrienne libre") semble avoir pris fin. Elle reconnaît enfin que l'ASL est un simple intermédiaire entre la CIA et les Saoudiens d'une part, et d'Al-Qaïda et l'État islamique de l'autre...

Cela n'est, bien sûr, pas nouveau. Lorsque le journaliste allemand Jürgen Todenhöfer, qui a voyagé dans les régions de Syrie et d'Irak contrôlées par ISIS l'année dernière, a été interrogé sur ce que pensent les djihadistes de l'ASL, il a répondu (vidéo) : Ils se moquent de l'ASL. Ils ne la prennent pas au sérieux. Ils disent : « L'ASL, c'est notre meilleure source d'armes. Dès qu'ils ont une bonne arme, ils nous la vendent ». Ils ne les prennent pas du tout au sérieux. Assad, ils le prennent au sérieux. Ils prennent les bombes au sérieux, évidemment. Mais ils ne craignent personne. Mais l'ASL ne joue aucun rôle.

Le 47e est aussi un fan du changement de régime en Syrie et un propagandiste actif sur Twitter avec quelques 26 000 followers . Hier, il a finalement eu une illumination :

Le 47e @ THE_47th

Il n'y a pas une seule figure crédible, prometteuse et fédératrice dans l'opposition syrienne qui puisse éventuellement se présenter contre Assad. En effet. Et c'est la raison pour laquelle les États-Unis ne donneront jamais leur accord à un plan qui inclue des élections libres en Syrie, où Bachar al Assad aurait la possibilité de se présenter. Ils savent qu'il gagnerait les élections. Moon of Alabama.

- Le Qatar a financé la « révolution » en Syrie avec du cash et des armes - Arrêt sur info 23.10

L'État gazier du Qatar a dépensé jusqu'à 3 milliards de dollars ces deux dernières années au profit de la rébellion syrienne...

Dans un entretien avec le Financial Times, il (Le ministre qatari des affaires étrangères, Khalid al-Attiyah - ndlr) assure que chaque initiative qatarie s'est faite en collaboration avec le mouvement Amis de la Syrie et les pays occidentaux. "Notre problème au Qatar est que nous n'avons pas de plans secrets et donc on nous en attribue toujours à notre place", dit-il. Arrêt sur info

Or ce sont les pays occidentaux membres des "Amis de la Syrie" qui ont créé l'ASL !

Khalid al-Attiyah a raison de souligner que le Qatar n'avait pas de "plans secrets" ou que toutes les puissances occidentales dont la France savaient qu'il participait à la déstabilisation de la Syrie depuis 2011 et armait les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique.

POI

Rompez avec le PS et le PCF, avec les appareils corrompus de FO, de la CGT et de la FSU !

Les observateurs (cf. les articles du Monde) s'accordent à reconnaître que "*La CES a aussi confirmé son ancrage dans la famille social-démocrate européenne, rappelé par plusieurs dirigeants de syndicats d'Allemagne, d'Autriche et d'Europe du Nord*", M. Visentini reconnaissant "*un travail très fructueux avec les partis sociaux-démocrates*". (Source : Après le congrès de la CES - Front Syndical de Classe - legrandsoir.info 26.10)

ACTUALITÉ DU JOUR

Haro sur les retraités !

- Après les impôts locaux, les retraités modestes voient leur CSG flamber - LeParisien.fr

En plus d'augmentations des impôts locaux, des centaines de milliers de veufs et de veuves subissent aussi cette année une hausse d'environ 500 € de leur CSG.

Plusieurs centaines de milliers de retraités veufs modestes ont un peu de mal à croire aux promesses gouvernementales d'allègement de la fiscalité. Car, pour eux, c'est plutôt l'inverse qui se produit. Selon des chiffres fournis par Bercy à la commission des Finances de l'Assemblée nationale, 617 000 veufs subissent depuis le début de l'année de fortes hausses de la CSG (contribution sociale généralisée).

En moyenne, la hausse d'impôt est de 519 € cette année. Une somme rondelette pour des personnes âgées qui ne roulent pas sur l'or : 257 000 d'entre elles gagnent moins de 11 642 € par an. Cette hausse de la CSG, c'est l'équivalent de quinze jours de pension qui partent en fumée... Ou, pour le dire autrement, pour un retraité percevant une pension d'un peu moins de 1 000 € par mois, la perte de pouvoir d'achat mensuelle est d'une quarantaine d'euros.

Comment expliquer cette hausse d'impôt en pleine pause fiscale supposée ? Les retraités bénéficient d'une exonération ou de taux réduits de CSG. Si, et seulement si, ils ne dépassent pas un certain niveau de revenu. Ainsi, une personne seule dont le revenu fiscal de référence — une ligne consultable sur l'avis d'imposition — est inférieur à 10 676 € est totalement exonérée de CSG. Entre 10 676 € et 13 956 €, le taux appliqué est un taux réduit à 3,8 %. Au-delà, c'est plein pot : 6,60 % de CSG sur la pension.

Pour tenir compte de la situation familiale de chacun, ces plafonds sont relevés pour les personnes bénéficiant de « parts fiscales » supplémentaires (un enfant, une personne à charge, etc.). Or, les veufs et les veuves bénéficiaient ces dernières années d'une demi-part fiscale supplémentaire. Cette demi-part permettait donc à certains de profiter de la réduction, voire d'une exonération de la CSG. Patatras, depuis le 1er janvier 2015, la demi-part supplémentaire qui profitait aux parents isolés ou aux veufs et veuves ayant eu un enfant a été définitivement supprimée. Une mesure votée par la précédente majorité. Résultat, 617 000 veufs ont perdu le bénéfice du taux allégé de CSG cette année.

Le hic, c'est que pour une bonne partie de ces contribuables, les conséquences de la perte de cette demi-part de quotient familial ne s'arrêtent pas là. Car tout une série d'exonérations fiscales (la redevance télévisuelle par exemple) ou d'aides sociales sont bâties sur le même modèle. L'effet sur leur pouvoir d'achat est particulièrement dévastateur en matière d'exonérations d'impôts locaux. En effet, 900 000 personnes vivant seules et ayant élevé seules pendant au moins cinq ans un enfant ont subi une hausse de la taxe d'habitation cette année et, pour certaines, de la taxe foncière.

« Nous souhaitons attirer votre attention sur l'explosion de la taxe foncière qui touche de nombreux citoyens retraités », alertaient, le 26 octobre, un groupe de députés PS dans une lettre adressée au Premier ministre. Samedi soir, Manuel Valls s'est engagé à « neutraliser l'impact » d'une situation « injuste ». A quelques semaines des élections régionales, l'exécutif veut évidemment montrer qu'il traite ce dossier de toute urgence...

« Nous voulons que les personnes qui étaient exonérées jusque-là continuent à bénéficier de cette exonération en 2015 », explique aujourd'hui, dans une interview au « Journal du dimanche », Christian Eckert, secrétaire d'Etat au budget, avant de préciser : « Les personnes concernées qui auraient déjà payé ces impôts en 2015 seront remboursées sans démarche particulière. » Selon Matignon, les détails techniques de la mesure seront notamment précisés dans la semaine après dicussions avec les parlementaires. LeParisien.fr 01.11

Quand les sionistes ont conquis le ministère de la Justice.

- Boycott des produits israéliens: Roger Waters des Pink Floyd soutient les militants français condamnés - 20 Minutes

C’est un soutien inattendu. Roger Waters, le cofondateur du groupe de rock Pink Floyd, a exprimé son « horreur » face à la décision de la cour de cassation française. La plus haute juridiction française a confirmé le 20 octobre la condamnation de militants qui avaient appelé au boycott des produits israéliens.

Au-delà de Roger Waters, dont le mégatube « The Wall » est devenu l’hymne de la lutte contre le mur de séparation israélien, cette décision a suscité ce week-end des réactions diverses. « Qu’on se le dise une bonne fois pour toutes : le boycott des produits israéliens est illégal ! », s’est réjoui l’avocat Pascal Markowicz sur le site internet du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif).

Le 20 octobre, la Cour de cassation a confirmé la décision du 27 novembre 2013 de la cour d’appel de Colmar qui avait condamné

à des amendes de 1.000 euros avec sursis 12 membres d'un collectif ayant appelé au boycott de produits israéliens lors de rassemblements dans un supermarché. Parmi les parties civiles lors de ce procès en appel figuraient la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), l'association Alliance France-Israël et Avocats sans frontières.

Pour Me Markowicz, « la juridiction suprême de notre ordre judiciaire » confirme « que la liberté d'expression peut être soumise à des restrictions ou sanctions qui sont des mesures nécessaires dans une société démocratique, pour la défense de l'ordre et la protection des droits d'autrui ».

« Abasourdis », les militants condamnés, membres de la branche de Mulhouse du mouvement international Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), et la coordination Mulhouse/Palestine ont dénoncé dans un communiqué un « climat de criminalisation des combats citoyens ».

« Il deviendrait impossible de dénoncer la politique de l'Etat d'Israël, Etat voyou qui bafoue depuis bientôt 70 ans le droit international ? Après cette condamnation, il serait devenu impossible, aujourd'hui, de boycotter l'Afrique du Sud pour lutter contre l'apartheid ? », s'insurgent-ils. Les militants précisent que « la cour d'appel, confirmée par la Cour de cassation, a écarté toute accusation d'antisémitisme ». 20 Minutes 01.11

On retiendra que la décision de la cour de cassation dont se félicite les tyrans du Crif, fait suite aux directives envoyées par le ministère de la Justice aux parquets pour entreprendre de telles poursuites.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

1.1- Le Portugal risque d'être "ingouvernable" - euronews.com

Passos Coelho a été reconduit au poste de Premier ministre du Portugal. Le social-démocrate occupait déjà ce poste, mais sa coalition de droite a perdu la majorité aux élections du 4 octobre.

Selon le président Anibal Cavaco, l'instabilité politique risque désormais de rendre le pays "ingouvernable".

Le Premier ministre doit soumettre son programme au Parlement le 10 novembre.

"Afin de construire ensemble" a-t-il dit, "j'en appelle à l'esprit de coopération de toutes les forces politiques, économiques et sociales. La majorité relative, et non plus absolue, dont dispose le gouvernement, renforce cette nécessité."

Le Parti socialiste et les autres formations de gauches, qui disposent ensemble de la majorité au Parlement, ont déjà annoncé leur intention de rejeter le programme du cabinet et provoquer la chute du nouveau gouvernement. euronews.com 30.10

1.2- Coup d'État au Portugal - Réseau Voltaire

Le président du Portugal, Anibal Cavaco Silva, a rejeté le gouvernement de coalition formé avec le soutien de la nouvelle majorité parlementaire, au motif qu'il comprend des personnalités du Bloc de gauche et des communistes.

« En 40 ans de démocratie, aucun gouvernement au Portugal n'a jamais dépendu de l'appui des forces anti-européennes, à savoir les forces qui ont fait campagne pour abroger le Traité de Lisbonne, le Pacte budgétaire, le Pacte de croissance et de stabilité, ainsi que de démanteler l'Union monétaire et de sortir de l'euro, sans parler de quitter l'Otan », a commenté le président.

« C'est le pire moment pour un changement radical des fondements de notre démocratie (...) Après que nous ayons réalisé un programme onéreux entraînant de lourds sacrifices, il est de mon devoir, dans mes pouvoirs constitutionnels, de faire tout son possible pour éviter de faux signaux envoyés aux institutions financières, aux investisseurs et aux marchés », a-t-il poursuivi.

Le président a fait valoir que la majorité des électeurs n'avaient pas voté pour une sortie de l'euro —ce qui est vrai—, mais il a fait l'impasse sur le mouvement populaire de rupture avec la politique d'austérité de la Troïka.

Cette décision, qui constitue un coup d'État au regard de la Constitution portugaise, est la première affirmation institutionnelle

de l'interdiction des adversaires de l'Otan d'entrer dans un gouvernement de l'Union européenne. Elle atteste que le principe du Gladio n'est pas mort avec l'Union soviétique. Réseau Voltaire 29.10

2- Turquie

- Législatives en Turquie : le parti d'Erdogan reprend la majorité absolue au Parlement - Francetv info

C'est ce qu'indiquent des résultats quasi-définitifs, sur la base de 97% des bulletins dépouillés.

Près de 50% des voix pour le parti d'Erdogan

Le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) a ainsi rassemblé 49,3% des suffrages et raflé 316 des 550 sièges de députés au Parlement, précisent les chaînes turques NTV et CNN-Türk.

C'est donc une revanche pour le président islamo-conservateur de 61 ans, qui avait perdu en juin le contrôle total qu'il exerçait depuis treize ans sur le Parlement. Le Premier ministre Ahmet Davutoglu a salué "un jour de victoire". Il faut dire qu'avant le scrutin, la quasi-totalité des sondages ne créditaient l'AKP que de 40 à 43% des intentions de vote.

Selon les résultats partiels, le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) arrive en deuxième place avec 24,5% des voix, suivi du Parti de l'action nationaliste (MHP, droite) avec près de 12%, tous deux en fort recul par rapport à juin.

Le parti prokurde sauve sa place de justesse

Autre surprise de la soirée, le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) a conservé sa place au Parlement que d'extrême justesse. Il avait pourtant fait une entrée triomphale en juin dernier. Avec un score de 10,4% au niveau national, il optient tout juste le seuil nécessaire pour être représenté sur les bancs.

"Je suis complètement effondré mais ces résultats signifient que le peuple s'accommode très bien de la situation actuelle", a réagi Sevim, un étudiant en droit de l'université d'Istanbul. "Le peuple a le gouvernement qu'il mérite." La déception domine dans les rangs des opposants à Erdogan, qui a profité d'un climat de tensions, marqué par la reprise du conflit kurde et la menace jihadiste venue de Syrie.

L'attaque suicide perpétrée il y a trois semaines à Ankara par deux kamikazes proches du groupe Etat islamique (EI), qui a fait 102 morts, a ainsi ravivé dans le pays la peur de la violence jihadiste venue de Syrie. Pendant la campagne, Erdogan et Davutoglu se sont donc posés en seuls garants de l'unité et de la sécurité du pays sur le thème "l'AKP ou le chaos". Francetv info 01.11

3- Autriche

- L'Arabie, capitale du terrorisme (député autrichien) - sahartv.ir

Le député autrichien écolo Peter Pilz a stigmatisé les exportations d'armements vers l'Arabie saoudite, la qualifiant d'un régime malveillant.

Le député Verts autrichien Peter Pilz a évoqué l'interdiction des exportations d'armements vers les pays impliqués dans la guerre et les pays belligérants, conformément aux lois de l'Autriche, pour dire que l'Arabie saoudite est actuellement impliquée dans une guerre dévastatrice avec ses voisins houthis et qu'elle alimente également les terroristes syriens en arme et en munition.

Peter Pilz s'est dit préoccupé quant au fait que les armes autrichiennes ne tombent dans les mains des parties impliquées dans les conflits. « L'Arabie saoudite est la capitale du terrorisme au Moyen-Orient et nous, nous offrons directement nos chars à Daech, en les vendant apparemment à l'Arabie saoudite », a déploré le député écolo. Début 2015, le quotidien autrichien Standard a fait part de la livraison, par Vienne, d'un logiciel militaire à Riyad.

Dans le même temps, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France fournissent des armements en masse à l'Arabie saoudite. sahartv.ir 01.11

Ce n'est pas en France qu'on entendrait au parlement un tel discours, une telle accusation justifiée par des centaines de témoignages...

4- Syrie

- "Les forces US veulent diviser la Syrie en six région" - sahartv.ir

Le président du Conseil des relations extérieures des Etats-Unis, Richard Haas, a souligné que le plan d'envoi des forces américaines dans les régions à population kurde de la Syrie aboutira au démembrement de ce pays.

Dans une interview à la CNN, ce diplomate américain a déclaré ne pas vouloir réduire le danger de ce pays. "

Ce n'est pas une questions stratégique pour toute la Syrie, tout comme il n'est pas considéré copmme un prélude à la reprise de la Syrie comme un pays important", a-t-il fait remarquer.

Pour Richad Haas, ce qui va se produire, en cas du succès de ce plan, c'est que la Syrie sera divisée en six régions. Une région appartiendra au gouvernement syrien, une autre aux Kurdes, trois régions tomberont dans les mains de Daesh et la dernière région sera sous le contrôle du Front al-Nosrah. Haas a affirmé que l'expédition des forces américaines consitutait un changement fondamental dans les politiques de la Maison blanche et son objectif était de rectifier les erreures monumentales dans la stratégie américaine dans la région.

" Nous avons réalisé qu'on ne pourra pas le faire exclusivement par la voie aérienne, mais qu'il faudrait également s'engager dans une opération terrestre avec un partenaire puissant", a conclu le président du Conseil des relations extérieures des Etats-Unis. sahartv.ir 31.10

5- Yémen

- Yémen : un bataillon de Daech installé à Aden par les forces saoudiennes - sahartv.ir

Les forces saoudiennes ont équipé et armé un bataillon du groupe terroriste Daech, dans le Sud du Yémen. Les forces saoudiennes ont fini d'armer, de localiser et de déployer un bataillon du groupe terroriste Daech, transféré depuis la Syrie et la Turquie au Sud du Yémen.

Les forces saoudiennes ont déployé ce bataillon de Daech dans la localité de Salaheddine, à Barika, à Aden. Ce bataillon, composé de 170 éléments de différentes nationalités, est dirigé par un terroriste qui s'appelle Abou Az-Zabir Daghestani. Les forces saoudiennes sont en train de préparer deux autres bataillons de Daech, l'un dans la localité de Baër Ahmed et l'autre dans la région de Djaoula, à Aden. sahartv.ir 01.11

ECONOMIE

1- FMI

- Ces nouvelles coupes budgétaires que le FMI suggère à la France - latribune.fr

Le Fonds monétaire international appelle la France à une réforme "fondamentale" de ses dépenses publiques allant d'un coup de frein aux embauches de fonctionnaires jusqu'à un relèvement de l'âge de la retraite, en passant par de nouvelles libéralisations de professions réglementées.

Pour le FMI, la France doit en faire encore plus. Le Fonds monétaire international appelle Paris à effectuer une "réforme fondamentale" de son économie afin de garantir "une réduction durable de la dépense publique" dans un rapport destiné au G20 publié le 30 octobre.

Le FMI estime que "l'actuelle stratégie gouvernementale" ne permettra d'atteindre que de "justesse" l'objectif européen d'un déficit public sous la barre des 3% du PIB en 2017. Il alerte la France sur les risques d'une "longue période de faible croissance". L'organisation qui prône le plus souvent une discipline budgétaire stricte préconise plusieurs mesures sont voici les grandes lignes. Emploi public

En premier lieu, le Fonds monétaire international conseille à la France "de mettre un terme à la croissance de l'emploi public" en menant un examen "à tous les niveaux de l'administration".

Un tel examen a déjà été effectué en France par la Cour des Comptes. En effet les Sages de la rue Cambon ont formulé début septembre une série de propositions pour réduire la masse salariale dans la fonction publique, dont le non remplacement d'un départ à la retraite sur deux .

Âge de la retraite

Ensuite, l'institution défend "un relèvement effectif de l'âge de départs à la retraite" visant à réduire le coût de l'assurance-vieillesse pour l'Etat.

Au sujet des retraites, les négociations sur les complémentaires Arrco/Agirc finalisées par le patronat et certains syndicats aboutiraient de facto à un relèvement de l'âge du départ pour ceux nés après 1956 qui souhaitent éviter une décote sur leur pension de retraite complémentaire.

Collectivités locales

Autre domaine visé: les "transferts sociaux" assurés par les collectivités locales. Pour le FMI, de "nouvelles coupes" doivent être menées dans ce domaine et les capacités d'endettement des collectivités locales doivent être davantage limitées.

Déréguler encore plus de professions

Par ailleurs, l'organisation dirigée par l'ancienne ministre française de l'Economie Christine Lagarde attribue "en partie" la faible productivité française au manque de concurrence et à une "régulation excessive". Elle souhaite que Paris "libéralise les professions régulées" qui n'ont pas été ouvertes à la concurrence par loi Macron. L'Espagne, la Fed...

D'autres économies sont citées dans ce rapport portant sur l'ensemble des pays du G20.

"Les pays (...) comme l'Allemagne devraient se concentrer sur le soutien à la demande intérieur, notamment à travers l'investissement public, tandis que les pays endettés comme la France et l'Espagne devraient améliorer davantage la compétitivité et réduire les barrières sur le marché de l'emploi", écrivent par exemple les analystes du FMI.

Par ailleurs ces derniers y évoquent l'éventuel relèvement des taux de la banque centrale des Etats-Unis (Fed), craignant "une forte volatilité" des marchés. Il estime qu'une hausse des taux, maintenus à un niveau proche de zéro depuis 2008, pourrait "peser sur la reprise" américaine. La banque centrale américaine a décidé mercredi d'attendre encore avant de relever ses taux mais a laissé ouverte la porte d'un début de normalisation de sa politique monétaire lors de sa prochaine réunion en décembre. latribune.fr 31.10

2- Grèce

- Grèce: besoin de capital de 14,4 milliards d'euros pour les 4 premières banques du pays - AFP

- Le Parlement grec entérine la loi de recapitalisation bancaire - Reuters

La Vouli, le Parlement grec, a entériné samedi la loi de recapitalisation du secteur bancaire, le jour-même où la Banque centrale européenne (BCE) annonçait qu'elle estimait à 14,4 milliards d'euros au plus les besoins de capitaux des banques grecques dans l'hypothèse d'une nouvelle dégradation de la situation économique.

Le texte de loi stipule que le Fonds hellénique de stabilisation financière (HFSF) disposera de droits de vote pleins sur les actions qu'il pourrait être amené à racheter aux banques grecques en échange d'une aide publique.

Il reviendra au gouvernement de décider quelles seront les proportions d'actions et d'obligations convertibles que le HFSF pourra racheter aux établissements.

Cette estimation résulte de tests de résistance et de l'évaluation des bilans des quatre principales banques de Grèce, la Banque nationale de Grèce, la banque du Pirée, Alpha Bank et Eurobank, qui ont souffert des sorties de capitaux et de la dégradation de l'économie grecque. Reuters 01.11

3- Etats-Unis

- Financement participatif: les startups vont pouvoir vendre des actions en ligne aux Etats-Unis - AFP

Le gendarme boursier américain (SEC) a adopté vendredi de nouvelles règles qui vont permettre aux internautes d'acheter des actions dans des startups non cotées par le biais de plateformes de financement participatif.

Le financement participatif ou crowdfunding, dont le site américain Kickstarter est l'une des figures de proue, est un modèle qui

s'est beaucoup développé ces dernières années. Il est souvent utilisé par de jeunes entreprises qui proposent aux internautes d'acheter à l'avance un nouveau produit qu'elles veulent développer. Si la demande est suffisante, cela leur permet de financer la production.

Les règles adoptées vendredi à trois voix contre une par la SEC visent à encadrer l'élargissement de ce modèle à la vente d'actions dans des startups. Les internautes pourront ainsi obtenir une participation dans le capital, comme ce que font déjà à bien plus grande échelle des investisseurs institutionnels spécialisés dans le capital-risque.

"Il y a beaucoup d'enthousiasme sur le marché pour le financement participatif", a commenté la présidente de la SEC, Mary Jo White, dans un communiqué. Elle a fait valoir que les nouvelles règles "fournissent aux plus petites entreprises des moyens innovants pour lever des capitaux et donnent aux investisseurs les protections dont ils ont besoin".

Concrètement, les nouvelles règles permettront à une startup de lever jusqu'à un million de dollars par an en proposant des actions par l'intermédiaire d'une plateforme de financement participatif qui devra être enregistrée auprès de la SEC.

Cette dernière tente aussi de protéger un peu les investisseurs en limitant les montants qu'ils peuvent investir de cette manière (avec des plafonds variables selon leurs revenus), en obligeant les plateformes où les actions sont proposées aux internautes à prendre des mesures pour réduire les risques de fraude, ou encore en exigeant que les startups rendent publiques certaines informations sur leurs finances, leur plan d'activité et l'usage qu'elles comptent faire de l'argent.

Les nouvelles règles devraient entrer en vigueur l'année prochaine. AFP 01.11

4- Nigeria

- Le Nigeria veut accélérer l'adoption d'une loi très attendue sur l'industrie pétrolière - AFP

Le Nigeria veut relancer son projet de loi sur la réforme du secteur pétrolier (PIB), attendu depuis plusieurs années, pour accélérer son passage au Parlement et potentiellement débloquer des milliards de dollars d'investissements gelés.

Ce projet, annoncé en 2008, traine à être mis en oeuvre à cause de désaccords sur ses termes entre le gouvernement et les grandes compagnies pétrolières opérant au Nigeria, premier producteur d'Afrique.

Dans les grandes lignes, le PIB (Petroleum Industry Bill) prévoit de redéfinir les conditions fiscales d'exploitation dans le secteur pétrolier et gazier, afin d'augmenter la part qui revient à l'Etat nigérian, et de restructurer la Compagnie pétrolière nationale nigériane (NNPC).

Selon ce texte, les sociétés pétrolières internationales devront aussi allouer 10% de leur bénéfice net à un fonds en faveur des régions productrices de pétrole et gaz.

Le nouveau patron de la NNPC, Emmanuel Kachikwu, ancien vice-président exécutif d'ExxonMobil Africa nommé en août par le nouveau président Muhammadu Buhari, a récemment assuré que le retard dans le passage du PIB était dommageable à l'économie.

Le montant des "investissements que nous perdons en moyenne chaque année parce que le PIB n'a pas été mis en place dépasse les 15 milliards de dollars" (13,7 milliards d'euros), a récemment expliqué aux sénateurs M. Kachikwu.

Beaucoup s'opposent au PIB tel qu'il est en l'état, ce qui ralentit son approbation.

Les grandes sociétés pétrolières rechignent à l'idée de voir leurs bénéfices réduits, se plaignant que les termes du PIB sont trop sévères et peuvent faire baisser les investissements.

Des sociétés comme Shell, Total ou Chevron ont vendu des actifs au Nigeria ces dernières années tandis que les nouveaux investissements ont ralenti.

Sur le plan interne, les régions qui doivent voir leur revenus augmenter grâce au nouveau fonds se trouvent principalement dans le Sud pétrolifère, ce qui a engendré des oppositions dans d'autres parties du pays.

Des responsables politiques du Nord, pauvre et majoritairement musulman, ont critiqué le PIB, faisant valoir qu'il risquait de défavoriser d'autant plus leur région alors que le Sud, à majorité chrétienne, bénéficie déjà largement des revenus du pétrole.

Le Nigeria dépend à 70% de ses exportations de brut pour son budget et à 90% pour ses recettes en devises.

Toutefois, la chute des cours pétroliers depuis la mi-2014 a causé une chute des revenus de 70%, affaiblissant la monnaie nigériane, le naira, et réduisant les réserves de devises.

Selon ce texte, les sociétés pétrolières internationales devront aussi allouer 10% de leur bénéfice net à un fonds en faveur des régions productrices de pétrole et gaz. AFP 01.11

A qui devrait profiter ce projet de loi sur la réforme du secteur pétrolier (PIB - Petroleum Industry Bill), sachant que le nouveau patron de la Compagnie pétrolière nationale nigériane (NNPC) nommé en août par le nouveau président Muhammadu Buhari, Emmanuel Kachikwu, fut vice-président exécutif d'ExxonMobil Africa ? Poser la question c'est y répondre : ExxonMobil.

On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Vous aurez remarqué comment le banquier le plus riche du monde (officieusement seulement), président d'honneur du groupe Bilderberg et de la Commission Trilatérale, et le plus gros actionnaire d"ExxonMobil, place ses hommes au sein des gouvernements (ou institutions) pour servir directement ses propres intérêts... tout en alimentant le communautarisme au Nigéria pour mieux parvenir à ses fins.

Si demain le nord et le sud du Nigéria ou les musulmans et les chrétiens s'entretuaient, les médias évoqueraient une guerre de religion, alors qu'en réalité il ne s'agissait au départ que d'une guerre entre multinationales du pétrole.

Haut de page

Le 4 novembre 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques.

1- Le refus de caractériser le PS comme un parti bourgeois ou capitaliste conduit logiquement les opportunistes à refuser de caractériser l'Etat ou à n'en tirer aucune conclusion pratique.

Les uns s'emploient à ignorer l'Etat qu'ils évoquent entre la poire et le fromage, tandis que les autres en revendiquent la défense sous prétexte que son existence serait menacée par l'UE pour justifier la défense de la République démocratique bourgeoise, histoire finalement de détourner l'attention des militants et les travailleurs de la question de l'Etat ou des institutions (pour mieux les subordonner au régime en fait). Nous sommes à quelques semaines d'élections s'inscrivant dans le cadre des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République, et chacun pourra constater que pas un seul parti n'en profitera pour aborder cette question, de là à penser que ce serait intentionnel, il n'y a qu'un pas que nous franchissons en l'affirmant.

Cette question que nos braves dirigeants n'ont jamais voulu aborder sérieusement et résoudre devait les rattraper un jour au l'autre, et devenir à nouveau explosive dès lors que le PS se retrouvait à gérer l'Etat pour le compte de la classe dominante. Elle constitue en toile de fond un des aspects de la crise du POI à travers les rapports que ses dirigeants ont tissés de longue date avec les appareils de FO et de la FSU, sachant que le PS était fortement impliqué dans ces syndicats.

2- Pour définir les classes, la science moderne bourgeoise procède selon la vieille méthode métaphysique : elle prend un instantané de la société à un moment donné, et analyse ensuite ce modèle ou tableau pour cataloguer les divers groupes d'individus qui forment la collectivité. Puis les statisticiens, sociologues et démographes — gens à courte vue s'il en est — y effectuent mille divisions, faisant observer qu'il n'y a pas deux, trois ou quatre classes, mais qu'on peut en déceler dix, vingt, voire cent, séparées entre elles par des gradations successives et des zones intermédiaires indéfinissables. (Roger Dangeville - Friedrich Engels, Karl Marx : Le parti de classe)

C'est cet "instantané de la société à un moment donné" ou réduit à une période donnée, qui tenait lieu de support aux analyses qu'on a pu lire dans les milliers d'articles que nous avons mis en ligne ces dernières années, cette abstraction ou sélection qui n'avait rien de naturelle se substituait à la prise en compte du développement historique des forces productives particulièrement depuis l'avènement du capitalisme et son évolution jusqu'à nos jours qui est à l'origine du socialisme, ce qui permettait à leurs auteurs de commettre des analyses qui devaient infaillement aboutir à une impasse politique ou à se soumettre au capitalisme pour s'être délibérément détourner du socialisme... Eux aussi versent dans l'idéologie, tout comme ce qu'ils appellent la gauche de la gauche.

Défense du socialisme.

- Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes - F. Engels - 1885

Extraits. Non seulement Marx avait abouti à la même idée, mais, dès 1844, il l'avait généralisée dans des Deutsch-Franszösische Jahrbücher ((Annales franco-allemandes - ndlr) et exposé qu'en somme ce n'est pas l'Etat qui conditionne et règle la société bourgeoise, mais la société bourgeoise qui conditionne et règle l'Etat, qu'il faut donc expliquer la politique et l'histoire par les conditions économiques et leur évolution, et non inversement. (8 ans plus tard Engels précisera dans une lettre adressée à F. Mehring " nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations...", faille dans laquelle s'engouffreront à chaque époque les opportunistes de tous bords, des éconoimistes aux lambertistes en passant par les mencheviks et les autogestionnaires. - LVOG) Lorsqu'en été 1844 j'allai voir Marx à Paris, nous constatâmes notre complet accord dans toutes les questions théoriques ; et c'est de cette époque que date notre collaboration. Quand nous nous retrouvâmes à Bruxelles au printemps 1845, Marx avait déjà, sur les principes ci-dessus, complètement construit sa théorie matérialiste de l'histoire, et nous nous mîmes à développer par le détail et dans les directions les plus diverses notre nouvelle conception. (...)

Mais notre intention n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, ces nouveaux résultats scientifiques aux oreilles du monde savant. (...) Nous avions l'obligation de donner à notre conception une base scientifique. Mais il ne nous importait pas moins de gagner à notre conviction le prolétariat européen, à commencer par celui d'Allemagne. (...) (Conviction que ne partageront pas nos dirigeants, hélas ! Pourquoi ? Je vous laisse deviner, et si vous n'avez pas trouvé une réponse satisfaisante à cette question, écrivez-moi, j'en ai une à vous proposer. - LVOG)

Un jeune étudiant westphalien, Hermann Kriege, partit en Amérique, s'y présenta comme émissaire de la Ligue, s'associa avec ce fou de Harro Harring, pour révolutionner, grâce à la Ligue, l'Amérique du Sud. Il avait même fondé un journal où il prêchait, au nom de la Ligue, un communisme fondé sur l'amour, débordant d'amour, farci de rêverie amoureuse. Nous répliquâmes par une circulaire qui ne manqua pas son effet : Kriege disparut de la scène de la Ligue.

Plus tard, Weitling vint à Bruxelles. Mais ce n'était plus le jeune et naïf ouvrier tailleur qui, stupéfait de ses talents personnels, cherchait à se rendre compte de ce que pouvait bien être une société communiste. C'était le grand homme persécuté, à cause de sa supériorité, par des envieux, et flairant partout des rivaux, des ennemis secrets, des pièges ; le prophète traqué de pays en pays, qui avait en poche une recette toute prête pour réaliser le ciel sur la terre, et s'imaginait que tout un chacun ne songeait qu'à lui voler sa panacée. A Londres, il s'était déjà brouillé avec les gens de la Ligue ; et à Bruxelles, où Marx et sa femme lui témoignèrent, plus que d'autres, une patience surhumaine, il ne pouvait s'entendre avec personne. Aussi ne tarda-t-il pas à se rendre en Amérique pour essayer d'y jouer au prophète.

Toutes ces circonstances contribuèrent à l'évolution qui, sans bruit, s'accomplissait au sein de la Ligue et notamment parmi les dirigeants de Londres. Ils se rendaient de plus en plus compte que l'ancienne conception du communisme, tant du simple communisme égalitaire des Français que du communisme préconisé par Weitling, était insuffisante. Weitling avait essayé de ramener le communisme au christianisme primitif ; mais, en dépit de certaines particularités géniales qui se rencontrent dans son Evangile des pauvres pécheurs, sa tentative n'avait abouti en Suisse qu'à remettre le mouvement en majeure partie entre les mains de fous tels qu'Albrecht, et puis de faux prophètes tels que Kuhlmann. Le "vrai socialisme", que diffusaient quelques gens de lettres, transcription de formules socialistes françaises en un mauvais allemand hégélien et une sentimentale rêverie amoureuse (voir, dans le Manifeste communiste, le chapitre sur le socialisme allemand ou le "vrai"socialisme), socialisme que Kriege et la lecture des ouvrages appropriés avaient introduit dans la Ligue, ne pouvait manquer, à cause de sa veulerie et de sa déliquescence, de soulever le coeur des vieux révolutionnaires de la Ligue. Constatant que les anciennes idées théoriques ne tenaient plus debout, constatant en outre qu'elles conduisaient dans la pratique à de véritables aberrations, on comprenait tous les jours davantage à Londres qu'avec notre nouvelle théorie nous étions, Marx et moi, dans le vrai. Ce qui contribua, sans aucun doute, à faire rapidement prendre corps à cette idée, c'est la présence, parmi les dirigeants de Londres, de deux hommes infiniment plus capables que tous ceux que nous avons cités jusqu'ici d'acquérir des notions théoriques ; c'étaient le peintre miniaturiste Karl Pfaender, de Heilbronn, et le tailleur Georg Eccarius, de la Thuringe.

Bref, au printemps 1847, Moll s'en fut trouver Marx à Bruxelles et vint ensuite me voir à Paris, pour nous inviter, au nom de ses compagnons et à plusieurs reprises, à entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous disait-il, convaincus de l'exactitude absolue de notre conception autant que de la nécessité de soustraire la Ligue aux anciennes formes et traditions de conspiration. Si nous voulions adhérer, on nous donnerait l'occasion, dans un congrès de la Ligue, de développer notre communisme critique dans un manifeste, qui serait ensuite publié comme manifeste de la Ligue ; et nous pourrions également intervenir afin de remplacer l'organisation surannée de la Ligue par une organisation nouvelle, telle que la réclamaient l'époque et le but poursuivi. (Il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans la tête de nombreux militants, on dirait que 168 ans plus tard, il y en a qui voudraient qu'on fasse exactement le chemin inverse, non ? - LVOG)

Qu'il fallût, dans la classe ouvrière allemande, une organisation, ne fût-ce que pour la propagande, et que cette organisation, dans

la mesure où elle n'était pas uniquement locale, ne pût être, même hors de l'Allemagne, qu'une organisation secrète, nous n'en doutions pas. Or, la Ligue constituait précisément une organisation de ce genre. Ce que nous avions jusqu'alors critiqué dans la Ligue, les représentants de la Ligue en reconnaissaient actuellement le côté défectueux et le sacrifiaient. Et l'on nous invitait nous-mêmes à collaborer à la réorganisation. Pouvions-nous refuser ? Evidemment non. Nous entrâmes donc dans la Ligue. A Bruxelles, Marx constituait une commune (section - LVOG) de la Ligue avec nos meilleurs amis, tandis que je rendais visite aux trois communes de Paris.

En été 1847, le premier congrès de la Ligue se réunit à Londres. W. Wolff y représentait les communes de Bruxelles et moi celles de Paris. On y mena d'abord à bonne fin la réorganisation de la Ligue. Toutes les anciennes appellations mystiques datant du temps des conspirations furent supprimées, et la Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles directeurs, comité central et congrès, et prit dès lors le nom de "Ligue des communistes".

"Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée." (Voilà ce qui devrait figurer dans le préambule du programme d'un parti ouvrier révolutionnaire et qui devrait être soumis aux travailleurs qui décideraient de le rejoindre. - LVOG)

Tel est le premier article. L'organisation elle-même était absolument démocratique, avec des dirigeants élus et toujours révocables ; ce seul fait barrait le chemin à toutes les velléités de conspiration qui exigent une dictature, et transformait la Ligue, du moins pour les temps de paix ordinaires, en une simple société de propagande. Ces nouveaux Statuts -- tel était maintenant le procédé démocratique -- furent soumis aux sections pour discussion, puis débattus à nouveau au deuxième congrès qui les adopta définitivement le 8 décembre 1847. On les trouve dans l'ouvrage de Wermuth et Stieber, vol. I, p. 239, annexe X. (Dont s'inspirèrent Lénine et le parti bolchevik. Rien à voir avec le centralisme bureaucratique des organisations trotskystes sclérosées. - LVOG)

Le deuxième congrès se tint fin novembre et début décembre de la même année. Marx y assista et, dans des débats assez longs, -- la durée du congrès fut de dix jours au moins, -- défendit la nouvelle théorie. Toutes les contradictions et tous les points litigieux furent tirés au clair (Chez les trotskystes ils furent voués à demeurer dans l'obscurité. Entre eux et les marxistes, le jour et la nuit, quoi. Vous comprenez pourquoi on s'acharne ainsi sur eux. - LVOG) ; les principes nouveaux furent adoptés à l'unanimité et l'on nous chargea, Marx et moi, de rédiger le manifeste. Nous le fîmes sans retard aucun. Quelques semaines avant la révolution de février, nous expédiâmes le Manifeste à Londres, aux fins d'impression. Il a fait, depuis lors, le tour du monde ; on l'a traduit dans presque toutes les langues, et il sert aujourd'hui encore, dans les pays les plus divers, de guide au mouvement prolétarien. L'ancienne devise de la Ligue : "Tous les hommes sont frères", avait été remplacée par le nouveau cri de guerre : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !" qui proclamait ouvertement le caractère international de la lutte. Dix-sept ans plus tard, ce cri de guerre remplissait le monde, comme cri de guerre de l'Association internationale des travailleurs, et aujourd'hui le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit sur son drapeau. Fin de l'extrait

Un avant-goût de la Commune de Paris qu'ils inspireront largement. 6 ans plus tôt, l'Association internationale des travailleurs avait adopté en grande partie le programme de la Ligue des communistes rédigé par Marx et Engels : le Manifeste du parti communiste.

C'est marrant, on dirait que ceux qui prétendent s'inspirer de l'Association internationale des travailleurs auraient totalement déformé sa forme et son contenu, non ?

Un cadavre qui n'a rien d'exquis et qui bouge encore.

- La gauche israélienne sort enfin son racisme du placard - Jonathan Cook - michelcollon.info - 30 octobre 2015

Un scoop, une découverte, la gauche officielle quel que soit le pays est aussi réactionnaire que la droite, voire davantage encore au regard du camouflage idéologoique ou démagogique dont elle s'est servie pour couvrir ses forfaits ou ses crimes, c'est nous qui le rajoutons.

Pendant plus d'un demi-siècle des intellectuels et les organisations dites d'extrême gauche l'ont soutenue parce qu'elle servait leurs propres intérêts sans trop se soucier du reste ou des dégâts qu'elle produisait au sein du mouvement ouvrier ou du prolétariat, conséquences désastreuses qui ne seraient révélées que plus tard, bien plus tard quand plus personne ne s'en souviendrait ou n'y ferait référence, de préférence hypocritement, et pour cause pour en avoir profité pour les uns, pour en avoir été les alliés objectifs ou les complices pour les autres ou les deux à la fois.

Ceux qui se destinaient à interpréter l'histoire sur le plan idéologique pouvaient toujours espérer s'en sortir en servant les intérêts de ceux à qui cela profitait puisque le peuple demeurait ignorant et ses représentants étaient corrompus. Quant à ceux qui étaient censés exprimer consciemment le processus (inconscient) historique à l'oeuvre à l'aide du matérialisme historique, et qui devaient finalement décider de s'en servir pour tricher avec la réalité ou verser dans la démagogie afin de servir leurs propres intérêts et ceux du régime, ils finiront toujours par faire les frais de leur imposture qui demeurera à jamais une tâche

indélébile sur leur propre histoire ou celle de leur courant politique, car il se trouvera toujours quelqu'un au tournant de l'évolution de la situation pour rappeler son passé inavouable, lorsqu'il n'est pas incrusté inconsciemment dans tous les cerveaux au point d'inspirer la méfiance ou le doute sur leurs réelles intentions et ainsi interdire toute adhésion des masses à leur parti qui sera voué à végéter et à se décomposer.

Si je ne me suis jamais servi des interviews qu'avaient donnés d'ex-dirigeants lambertistes à Karim Landais, c'était parce que j'avais trouvé cela improductif ou pouvant prêter à confusion du fait qu'ils avaient tous été complices de l'imposteur Lambert, je m'étais fait la réflexion qu'il arriverait bien un jour où le terrain miné sur lequel s'était construit ce courant politique finirait par se retourner contre eux et les engloutirait, il était donc inutile d'essayer de forcer le destin, il fallait juste attendre patiemment que la situation se décante ou que la crise du capitalisme fasse son oeuvre.

Il arrive que des partis politiques qui ont eu une longue histoire viennent à disparaître ou finissent par être totalement marginalisés, les exemples ne manquent pas dans de très nombreux pays. Cela est survenu en 2 ou 3 ans, pratiquement d'un seul coup, en apparence seulement, car en réalité ils traînaient derrière eux comme un boulet les multiples contradictions, mensonges et trahisons qu'ils avaient accumulés et qu'ils pouvaient de plus en plus difficilement assumer sauf à en rajouter toujours une nouvelle couche qui allait rendre le poids de leur imposture toujours plus dure à supporter ou camoufler au point de révéler leur véritable nature au grand jour qui devait les rendre infréquentables et précipiter leur perte. On aurait pu reprendre la formule habituelle qui consiste à dire qu'ils ont dû monter au créneau pour défendre le régime et s'y sont brûlés les ailes, mais elle est trop réductrice, pas suffisamment précise.

Il y en a qui se figurent que le passé serait le passé et qu'il n'aurait laissé aucune empreinte dans le cerveau des hommes, c'est bien mal connaître les mécanismes psychologiques à partir desquels ils forgent leur personnalité et leurs convictions en grande partie inconsciemment, ce qui ne signifie nullement qu'ils ne seraient pas en mesure d'en prendre conscience un jour ou que le matériel qui consitituaient leur passé ou leurs expériences passées leur demeureraient éternellement inaccessibles et heureusement qu'il n'en est pas ainsi, sinon il n'y aurait rien à en attendre et le sort de l'humanité serait joué d'avance et bel et bien perdu.

Il arrive aussi que des partis en viennent à s'autodétruire dans l'indifférence quasi générale, comme si les peuples estimaient que c'était dans l'ordre des choses qu'ils disparaissent, parce qu'ils n'y tenaient pas vraiment ou n'en attendaient plus rien depuis belle lurrette. Et qu'il y ait des militants qui y demeurent attachés malgré tout, par sentimentalisme ou nostalgie d'un passé définitivement révolu, relève du suicide politique.

ACTUALITE EN TITRES

Il y en a qui ont du pif et qui ne manquent pas d'air...

- « Air Cocaïne » : un assistant de Jean-Marie Le Pen a participé à la fuite des deux pilotes - LeMonde.fr

- Air Cocaïne : Sarkozy dénonce la géolocalisation de son téléphone par la justice - LeMonde.fr

Qui va à la chasse perd sa place !

- François Bayrou dénonce un François Hollande qui va « à la chasse aux voix » - Public Sénat

Guerre idéologique. Intox.

- France: les réformes sociales et fiscales de 2014 ont légèrement réduit les inégalités - AFP

Au moins les dons terrestres ou matériels existent.

- Scandale au Vatican: des dons destinés aux pauvres ont été détournés - Francetv info

Si c'est la CIA qui le dit...

- Crash en Egypte: Pas de signe d'un acte terroriste pour l'instant, selon les renseignements américains - 20minutes.fr

Il est «improbable» que l'EI ait les moyens d'abattre un avion commercial en vol, selon James Clapper.

Et deux jours plus tard...

Crash en Egypte : la piste de la bombe est privilégiée - Francetv info

Des hystériques en quête désespérément d'orgasme.

- «Devons-nous entamer une "véritable" relation même si je ne suis pas sûre de mon désir sexuel?» - Slate.fr

Si ta culotte n'est pas mouillée ou si tu n'es pas spontanément en érection, laisse tomber, c'est un coup pourri... Pourquoi, les guerres et autres massacres monstrueux qu'ils soutiennent ne suffisent-ils plus pour faire bander ces détraqués ? Voilà ce qui arrive quand on est blasé, on est malheureux ! S'ils le désiraient on pourrait écourter ce supplice...

ACTUALITÉ DU JOUR

Hallali. Ils vont vous ménager pour mieux vous saigner demain.

Hallali : Cri de chasse qui annonce que la bête poursuivie est aux abois. (Le Grand Robert)

- Impôts locaux : nouveau cafouillage du gouvernement - Francetv info

Bercy a demandé dimanche aux retraités modestes de ne pas payer leurs impôts locaux.

Le gouvernement, en promettant in extremis d'annuler des hausses d'impôts pour les retraités modestes, a tenté de sauvegarder son fragile credo de modération fiscale à l'approche des régionales, quitte à prêter le flanc aux critiques en "amateurisme" ou en électoralisme.

Confirmer la fin de l'exonération de taxe d'habitation et de taxe foncière pour au moins 250.000 retraités modestes -et par la même entériner des hausses d'impôt de plusieurs centaines d'euros- viendrait brouiller une image encore bien fragile dans l'opinion.

"L'augmentation de la fiscalité des retraités modestes venait en contradiction avec le message global et donc, tout de suite, il a fallu corriger", souligne l'entourage du Premier ministre.

Objectif: combattre un "effet politique qui tue la baisse des impôts" de deux milliards d'euros votée en 2016 mais aussi un "effet électoral" négatif pour les régionales de décembre, reconnaît le chef de file des députés PS de la commission des Finances, Dominique Lefebvre.

Pourquoi le gouvernement a-t-il réagi si tard ? Certains contribuables ont d'ailleurs déjà réglé tout ou partie de leur impôt. D'où cette situation baroque, avec un secrétaire d'Etat au Budget Christian Eckert conseillant aux personnes concernées de ne pas payer leurs taxes si elles ne l'ont pas encore fait.

Après la fiscalité des retraités, le gouvernement doit déminer un deuxième dossier en ce début de semaine: celui de la dotation générale de fonctionnement (DGF). C'est-à-dire les sommes versées par l'Etat aux collectivités, dont les calculs vont changer, au profit de certaines communes et au détriment d'autres.

En complément dans le même registre.

- Collectivités: Valls annonce aux députés PS le report d'un an de la réforme de la Dotation globale de fonctionnement - AFP

- Le gouvernement retire sa mesure sur le calcul de l'allocation aux adultes handicapés - LeMonde.fr

Ne soyez pas psychorigides, soumettez-vous... ou suicidez-vous !

- Alain Juppé pour un assouplissement du statut de la fonction publique territoriale - AFP

Alain Juppé, maire de Bordeaux et candidat à la primaire Les Républicains, prône un assouplissement du statut de la fonction publique territoriale, dont pourraient ne plus bénéficier les nouveaux entrants, dans une interview parue lundi dans La Gazette des Communes.

M. Juppé, à qui l'on demande s'il faut "assouplir le statut de la fonction publique", estime "normal que les fonctionnaires soient protégés contre les pressions et disposent d'un statut, notamment lorsqu'ils exercent des fonctions régaliennes, comme les militaires, les policiers, les magistrats où les enseignants".

"Mais le statut ne doit pas être un prétexte pour maintenir des rigidités de gestion qui accroissent le coût du service et dégradent la qualité", poursuit-il.

"Qu'ai-je fait lorsque j'ai réformé France Télécom?" demande l'ancien Premier ministre: "J'ai dit que les nouveaux arrivants prendraient un statut de droit privé et que ceux déjà en fonction pourraient choisir entre le statut de droit privé et le maintien du statut de droit public."

"C'est sans doute une piste qu'il faut tracer pour la fonction publique territoriale", conclut-il. AFP 02.11

En complément. Le mauvais plan.

- Face au chômage, la fonction publique d'Etat attire nombre de candidats - AFP

La fonction publique d'Etat (FPE) qui employait 2,4 millions d'agents fin 2014, attire de plus en plus de candidats en raison de la hausse du chômage et de la précarité de l'emploi dans le privé, selon l'Insee. AFP 02.11

Gattaz : Un Cas Délictueux Incurable.

- Pierre Gattaz: "le CDI tel qu'il est fait, est très inquiétant" - AFP

Guerre idéologique. Comment ils testent le fascisme.

- La France gérée par un pouvoir autoritaire? Une bonne idée pour 40% des Français - L'Express.fr

Renoncer au droit de vote? Deux tiers des Français interrogés par l'institut de sondage Ifop pour le site d'information Atlantico y sont favorables. S'en remettre à un pouvoir politique autoritaire? 40% des sondés sont pour. De drôles d'idées motivées par une défiance de plus en plus importante envers la classe politique traditionnelle. (Voilà le genre de "drôles d'idées" que véhicule le portail Atlantico, porte-parole du néolibéralisme et du sionisme. - LVOG)

1- "Certains pensent que la France doit se réformer en profondeur pour éviter le déclin mais qu'aucun homme politique élu au suffrage universel n'aura le courage de mener à bien ces réformes et que dans ce cadre, il faudrait que la direction du pays soit confiée à des experts non élus qui réaliseraient ces réformes nécessaires mais impopulaires." (Les Italiens et les Grecs l'ont déjà testé avant que les sociaux-néolibéraux ne prennent le relais, Renzi et Tsipras. - LVOG)

67% des sondés expriment leur accord avec cette opinion. Du Front de gauche au Front national, tous les électorats se rangent majoritairement derrière cette position. Le recours à des experts est particulièrement marqué à droite: il est prôné par 80 % des sympathisants des Républicains. À gauche, y compris parmi les sympathisants du Front de gauche, un Français sur deux adhère en revanche à cette idée. Le clivage gauche-droite est encore plus prégnant s'agissant de l'attirance pour un gouvernement autoritaire. Plus on avance vers la droite, plus une large proportion y est favorable: de 23 % d'adhésion au Front de gauche à 47 % chez les Républicains et jusqu'à 60 % au FN. (Cela en dit long sur la nature bonapartiste du Front de gauche. - LVOG)

2- "Certains pensent que la France doit se réformer en profondeur pour éviter le déclin mais qu'aucun homme politique élu au suffrage universel n'aura le courage de mener à bien ces réformes et que dans ce cadre, il faudrait que la direction du pays soit confiée à un pouvoir politique autoritaire, quitte à alléger les mécanismes de contrôle démocratique s'exerçant sur le gouvernement." (Si ce n'est pas un homme politique, qui alors pour incarner ce "pouvoir politique autoritaire", les banquiers, l'oligarchie financière elle-même ? Et "alléger les mécanismes de contrôle démocratique" reviendrait à supprimer le suffrage universel et à rétablir une monarchie absolue. Il leur faut le consentement de la population, alors ils fabriquent des sondages pour la convaincre, d'où la nécessité absolue de relever le défi de la lutte contre l'idéologie de la classe dominante.

La proportion de Français en accord avec cette idée chute à 40% mais reste majoritaire ou presque dans l'électorat de droite et d'extrême droite.

A Atlantico, Jérôme Fourquet, directeur du département "opinion publique", expliquent que "ces chiffres ne disent pas en creux qu'il y a une appétence pour le fascisme, mais plutôt qu'il y a une insatisfaction très profonde vis-à-vis du fonctionnement de notre système politique". Cette défiance se retrouve essentiellement parmi les couches populaires et dans l'électorat de droite.

Le résultat de ce sondage fait écho aux conclusions de précédentes études d'opinion. Dans un contexte de crise, les Français réclament plus d'autorité et se disent prêts à faire des sacrifices. lexpress.fr et le figaro.fr 02 et 03.11

En complément dans le même registre

- Sécurité : Nicolas Sarkozy révèle son plan pour "rétablir l'autorité de l'État" - Francetv info

Pour rétablir l'autorité de l'État, Nicolas Sarkozy a multiplié les propositions choc. L'ancien chef de l'État propose ainsi d'armer l'ensemble des fonctionnaires de police, sauf si le conseil municipal est contre. Pour lui, les policiers et gendarmes doivent être autorisés à tirer en cas de danger. Il veut aussi mettre en place des vigies policières dans les quartiers.

Il souhaite que les sociétés autoroutières verbalisent elles-mêmes les chauffards.

Les forces de l'ordre seraient aussi toutes rassemblées au sein d'un même grand ministère, le ministère de la Sécurité publique. Francetv info 03.11

Surrenchère policière

- Christian Estrosi propose de fusionner « ministère de l'Intérieur et de la Justice » - Public Sénat

- La droite veut construire 20.000 places de prison - LeFigaro.fr

Le PS n'est pas en reste en frayant la voie au corporatisme.

- Pouria Amirshahi (PS) lance un "Mouvement commun" réunissant politiques et société civile - AFP

Le député PS Pouria Amirshahi lance le week-end prochain un "Mouvement commun" voulant associer de façon "innovante" politiques et société civile, mais sans être un "parti politique ou une écurie présidentielle".

"On veut créer un lobby citoyen, (un) grand mouvement qui prépare la France d'après", a expliqué lundi sur RFI le député des Français de l'étranger. (Ayez tout de même à l'esprit que partis comme nous sommes partis "la France d'après", c'est le fascisme, c'est dans cette perspective que s'inscrit cette initiative, c'est nous qui le précisons. - LVOG)

"Je fais le constat que nos gouvernants, dans nos démocraties (car ce n'est pas que français) sont jugés souvent comme soit pas capables, soit pas sincères. Or beaucoup de personnes engagées dans la société mobilisée, dans le syndicalisme, dans la culture, dans le monde de l'entreprise (...) sont disponibles et font des démonstrations, non pas marginales mais des réalisations concrètes qui montrent que des contre-modèles sont possibles", a-t-il ajouté.

"C'est un mouvement politique, mais pas électoral. Politique au sens où on s'assume comme citoyens. La citoyenneté c'est politique", a-t-il poursuivi.

"Et on assume que dorénavant les propositions qui doivent être faites pour construire la France de demain ne doivent pas simplement être griffonnées sur un coin de table par quelques experts mais discutées par les hommes et les femmes qui sont concernés directement. C'est à dire vous, moi et tous ceux qui vivent en France", a encore dit Pouria Amirshahi.

Le député souligne qu'un millier de personnes ont déjà signé un appel fondateur à ce "Mouvement commun", qui sera officiellement lancé dimanche prochain à Montreuil (93).

Parmi les signataires figurent des élus, comme les députés socialistes Laurent Baumel, Pascal Cherki ou Laurent Grandguillaume, mais aussi le porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts, Julien Bayou, ou l'ancienne ministre EELV Cécile Duflot. AFP 02.11

A retenir : tout est possible sous le régime en place, Pétain n'aurait pas dit mieux. Ils ne savent plus quoi inventer pour détourner les travailleurs de la lutte des classes et du socialisme.

Infantilisme. Plus doux qu'un suppositoire, une expérience neuroleptique d'une perspicacité pénétrante !

- Front de gauche: une notice contre la Macronite - Libération.fr

Jeudi, lors du grand meeting du Front de gauche à Paris, chaque militant aura le droit à un bonbon, en guise de comprimé, et sa notice.

Un petit bonbon et une notice du Novidabor (Nos vies d'abord), un comprimé contre la Macronite passagère ou aiguë. Le petit sachet sera remis aux militants du Front de gauche, jeudi soir, lors du grand meeting à la Halle Carpentier (Paris XIII). L'initiative est signée Clémentine Autain et Ensemble!, une des composantes du Front de gauche. Libération.fr 01.11

Le Front de gauche vous pénètre par la bouche à défaut de s'adresser à votre esprit ou à votre cerveau, c'est descendre bien bas madame Autain, jusqu'aux instestins qui à s'y méprendre présentent certaines similitudes avec le cerveau, alors de là à confondre les deux, c'est le propre du petit bourgeois qui ne pense qu'à sa gueule, à son ventre, à tous ses orifices, on préfère l'original, J. Brel, car lui au moins il donnait de sa personne, alors que vous, vous ne nous apportez rien, sauf du malheur !

Turquie. Le dictateur passe à l'offensive. Et quand l'Agence Française de propagande devient le porte-parole du Frère musulman Erdogan.

- Fort de son succès électoral, Erdogan ferme contre les rebelles kurdes et ses rivaux - AFP

- Turquie: deux dirigeants d'un journal d'opposition inculpés et écroués pour "tentative de coup" - AFP

Un tribunal d'Istanbul a inculpé et écroué mardi deux responsables du magazine d'opposition Nokta qui avait critiqué la victoire du président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan aux législatives de dimanche, a-t-on appris auprès du journal.

"Le rédacteur en chef Cevheri Güven et son directeur de la publication Murat Çapan ont été inculpés et écroués pour tentative de coup d'Etat", a précisé à l'AFP un journaliste de Nokta.

- Turquie: 3 militants kurdes tués dans des affrontements avec la police - AFP

- Les terroristes takfiris félicitent Erdogan - sahartv.ir

Les milices terroristes takfiris et surtout celles qui se revendiquent d'Al Qaida ont largement félicité Erdogan sur leurs sites pour avoir remporté les élections législatives en Turquie.

Dans un communiqué conjoint, Ahrar al Chaam, Jaysh-al Islam se réjouissent de la victoire de l'AKP. Le texte rend un hommage appuyé " à la floraison de l'économie turque" et " au soutien large d'Erdogan aux combattants du jihad" (ndlr: les terroristes). les milices signataires de ce communiqué se revendiquent d'Al Qaida en Syrie et leurs chefs de guerre se battent depuis longtemps sous la bannière d'Al Qaida. Erdogan qualifie de modéré les terroristes takfiris et continuent à les armer, à les soutenir financièrement et à les faire transiter vers la Syrie.

Le dernier crime en date dont les images ont fait le tour du monde mettent en scène un groupe d'hommes et de femmes syriens en cage et qui sert de bouclier humain en dessous du toit d'un centre de commandement des terroristes d'Ahrar al Chaam. Ces images ont suscité un tollé à travers le monde. sahartv.ir 02.11

Autant dire avec les félicitations de l'OTAN et du Pentagone...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grande-Bretagne

- Le vieux renard retourne dans le Golfe persique après 45 ans - sahartv.ir

Le retour graduel et progressif de la Grande-Bretagne au golfe Persique, connu chez les habitants de la région comme « le vieux renard », constitue un avertissement pour les nations musulmanes et éprises de la liberté.

Philip Hammond, secrétaire britannique à la Forgien Office, est arrivé, samedi, à Bahreïn pour prendre part à une cérémonie marquant le début de la construction de la base maritime Jafir sur le port de Salmane. Il s'agit de la première grande base de la Force navale britannique dans l'Est de Suez, depuis 1971. A l'issue de cette cérémonie symbolique, le quotidien britannique «

The Independent » a écrit : « Les Ale Khalifa ont permis à Londres d'implanter une base maritime à Bahreïn afin de le remercier pour son silence envers la violation des droits de l'Homme par les dirigeants de cette petite monarchie du golfe Persique ». Dans le même temps, le quotidien britannique « The Daily Telegraph » voit en cette démarche un signe de revirement. Il semble que Londres entende retourner au golfe Persique.

Des monarques arabes du Moyen-Orient voient leur sécurité en la présence des Etats-Unis dans la région. Il paraît que leur maintien au pouvoir est noué au vol des avions de chasse et à la circulation des navires de guerre des Etats-Unis. Dans une telle conjoncture, la Maison Blanche a préféré retirer son dernier navire de guerre du golfe Persique pour ainsi vider la région de la présence de ces invités indésirables.

L'entrée de l'Iran aux interactions régionales et les nouvelles responsabilités qu'il assume désormais dans les équations du Moyen-Orient laissent espérer un apaisement de tension entre l'Iran et l'Occident après la signature de l'accord nucléaire. Cette évolution promet aussi une réduction de l'iranophobie tandis que la présence de Philip Hammond à la cérémonie de l'implantation d'une base maritime britannique à Bahreïn lève un coin du voile des projets à long terme du vieux renard pour une nouvelle colonisation des pays de la région. Les politiciens britanniques entendent donc étendre leur terrible parapluie de colonisation grâce à une ancienne astuce qu'est « Diviser pour régner » pour dominer les peuples de la région, en l'absence des dirigeants indépendants dans certains pays de la région.

Soutenir les sionistes et leurs actes d'agression, négliger la violation des droits de l'Homme par ses alliés, vendre des armements aux gouvernements conservateurs arabes, implanter une base militaire à Bahreïn, réprimer la démocratie à Bahreïn, soutenir les agressions de l'Arabie saoudite contre le Yémen, contribuer dans l'opération militaire anti-Daech, soutenir le démembrement des pays tels que l'Irak et la Syrie, s'opposer à Bachar Assad et soutenir une éventuelle agression militaire contre la Syrie, soutenir les négociations nucléaires avec l'Iran et saluer l'élargissement des relations politiques-économiques à l'issue de la signature de l'accord de Vienne, voilà un petit exemple des politiques ambivalentes de la Grande-Bretagne ! sahartv.ir 02.11

2- Israël

- La Knesset approuve un projet de loi considérant la pierre comme "arme dangereuse" - sahartv.ir

Suite à la déstabilisation de la situation de sécurité et la détérioration de l'économie de l'Etat de l'entité occupante sioniste (Israël), lors des événements de «Intifada de Qods ", qui ont été lancés depuis le premier d'Octobre; le Cabinet sioniste s'est penché sur des discussions afin d'émettre des lois consécutives pour dissuader les lanceurs de pierres considérées comme d'armes dangereuses.

La Knesset sioniste a publié, hier, une nouvelle loi chassant les lanceurs de pierres dans la ville de Qods et de la Cisjordanie. Les médias sionistes ont rapporté qu'une loi punitive a été annoncée contre les ces lanceurs.

De sa part, la deuxième chaine sioniste a signalé que la Knesset a ratifié hier soir, au cours de la deuxième et troisième lecture sur le projet de loi, qui impose une peine minimale sur les lanceurs de pierres, tout en permettant à la sécurité sociale de retirer les allocations de l'enfant lanceur de pierres, en plus des allocations familiales.

Ce projet de loi impose une sanction financière d'une valeur de 10 mille shekels, à des enfants coupables d'avoir jeté des pierres, particulièrement contre les habitants de Qods et l'intérieur occupé en1948 (ce qu'indiquent les sionistes comme sécurité sociale).

Le projet a été promu par les membres de la Knesset et a obtenu le soutien du Ministère de la Justice, et reconnaît l'application de la peine minimale de 4 ans de prison pour le crime (selon allégations sionistes) d'avoir jeté des pierres.

Cette résolution a rencontré la colère des membres arabes de la Knesset et de certains membres de la gauche et certains d'entre eux ont exprimé leur mécontentement; en disant: "Il n'y a aucune logique dans la punition du père que son fils a lancé une pierre".

La chaine sioniste a déclaré que la loi a considéré la pierre comme des outils offensifs, tels que l'utilisation du couteau et balle stipulée dans le Code pénal comme une arme dangereuse.

Jamal Zahalka, de son côté, s'est abstenu du projet de loi, en disant: "Vous ne pouvez pas éteindre un feu avec de l'essence et les lois actuelles sont comme l'essence sur le feu". "Il n'y a aucune logique à punir le père dont son fils a lancé une pierre", a-t-il ainsi confirmé. sahartv.ir 03.11

3- Syrie

3.1- Le Pentagone à la rescousse de Daech... - sahartv.ir

Le 27 octobre, le secrétaire à la Défense des USA Ashton Carter a annoncé que le Pentagone songeait à entreprendre une « action directe sur le terrain » en Irak et en Syrie, « dans un effort de combattre le groupe terroriste autoproclamé État islamique » (Sputnik News, 27 octobre 2015).L'intention à peine cachée, ce n'est pas tant de « combattre » le groupe terroriste État islamique en Irak et en Syrie (EIIS) que de « le protéger et voler à sa rescousse ».

Que se passe-t-il? Assistons-nous à une manœuvre favorisant une escalade militaire?Les USA et leurs alliés ont déjà du personnel sur le terrain en territoire syrien. Sauf que ce n'est pas officiel, car c'est dans le cadre d'une soi-disant opération secrète que tout le monde connaît.De concert avec l'OTAN, la Turquie, Israël et d'autres, le Pentagone a déjà dépêché des conseillers militaires, des forces spéciales et des agents du renseignement sur le théâtre des combats en Syrie. Ces forces étrangères s'activent dans les rangs des rebelles depuis le début de la guerre en Syrie en 2011.

Même si Washington et la presse généraliste n'ont jamais reconnu officiellement leur présence en sol syrien, il convient de préciser que ces forces spéciales remplissent les fonctions de commandement habituelles au sein de divers groupes terroristes, en maintenant une liaison avec la coalition dirigée par les USA et l'OTAN. Autrement dit, elles sont largement responsables de la coordination des innombrables opérations terroristes de EIIS et du front al-Nosra menées contre des civils en sol syrien au nom de la coalition dirigée par les USA. Il va sans dire qu'elles sont appuyées par la campagne aérienne menée par les USA qui, en théorie, cible (au lieu de protéger) les terroristes.Responsabilité de protéger (R2P) les terroristes.

En réponse aux raids de bombardement de la Russie contre EIIS, Washington songe maintenant à annoncer officiellement (ce qu'il fait officieusement depuis les quatre dernières années) son intentiond'assurer la présence de soldats sur le terrain dans le cadre d'une opération militaire élargie. Si cette opération est menée sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, elle constituera évidemment une violation du droit international (Nuremberg).Selon ce que rapportait le Wall Street Journal mercredi, qui citait des responsables étasuniens, l'administration Obama songe à déployer un petit contingent de forces terrestres en Syrie, qui serait intégré à des troupes kurdes ou à l'opposition modérée.

Les militaires étasuniens se proposent aussi de dépêcher un groupe de conseillers spécialisés dans le combat aux lignes de front auprès de l'armée irakienne et, peut-être aussi, des rebelles syriens. Le journal qualifie toutefois cette proposition de scénario moins probable.

En outre, le même article nous apprend que la Maison-Blanche examine la possibilité de déployer un petit escadron d'hélicoptères d'attaque Apache en Irak pour intensifier la lutte contre État islamique. Selon le quotidien, cette mesure entraînera le déploiement de plusieurs centaines de militaires étasuniens en Irak. Washington dirige une coalition qui effectue des frappes aériennes sur les positions de EIIS en Syrie et en Irak depuis 2014. Mardi dernier, le secrétaire à la Défense des USA Ashton Carter a déclaré que le Pentagone n'avait pas écarté la possibilité de mener des attaques terrestres contre les terroristes de EIIS. (Sputnik, 28 octobre 2015)Une zone d'exclusion aérienne.

Un autre développement important est la déclaration du secrétaire à la Défense Ashton Carter selon laquelle même si le Pentagone n'envisage pas d'établir une zone d'exclusion aérienne dans l'avenir immédiat, cette option n'est pas rejetée pour autant : Le président Barack Obama n'a pas « mis de côté » l'option d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie.Entre-temps, le Qatar a annoncé qu'il songeait à envoyer des troupes terrestres en Syrie. Cette déclaration de Doha a été de toute évidence formulée à Washington.

D'après le ministre qatari des Affaires étrangères Khalid al-Attiyah, le Qatar pourrait intervenir militairement en réponse à l'intervention de la Russie en faveur du gouvernement de Bachar al-Assad. (CNN Arabic, 21 octobre) : Nous n'épargnerons aucun effort, quel qu'il soit, avec nos frères saoudiens et turcs pour mettre en œuvre tout ce qui protège le peuple syrien et la Syrie d'une partition. Qatar agit comme mandataire des USA depuis les tout débuts. De concert avec l'Arabie saoudite, il contribue au recrutement, à la formation et au financement des terroristes affiliés à Al-Qaïda, y compris ceux de EIIS et du front al-Nosra. Nous sommes rendus à la croisée des chemins.

La diplomatie internationale s'est effondrée. Les responsables de la politique étrangère aux USA sont ignorants et corrompus, et ne se rendent pas compte des conséquences de leurs gestes. Les raids aériens dirigés par les USA sont menés simultanément avec ceux de la Russie. Aux Nations Unies, c'est l'impasse. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon (nommé par Washington) appuie la guerre menée par les USA en se cachant derrière la bannière humanitaire. Les différentes actions et menaces de la coalition dirigée par les USA, sans oublier les rumeurs à propos d'une Troisième Guerre mondiale qui circulent dans les corridors du Congrès des USA,laissent présager une escalade militaire, qui pourrait déboucher sur une confrontation militaire directe entre la coalition dirigée par les USA et la Fédération de Russie. Michel Chossudovsky sahartv.ir 03.11

3.2- **"**Bachar El-Assad n**'**a aucun rôle à jouer dans l**'**avenir de la Syrie**"** (entretien avec le ministre des Affaires étrangères saoudien) - euronews.com

Alors que les pourparlers internationaux sur la Syrie ont tourné court ce vendredi à Vienne notre correspondante Daleen Hassan s'est entretenue avec le ministre des Affaires étrangères saoudien. Adel Al Jubeir livre son sentiment sur les négociations.

“Nous avons soutenu que Bachar El-Assad n’a aucun rôle à jouer dans l’avenir de la Syrie et qu’il doit quitter à un moment ou à un autre ce processus. Nous avons toujours soutenu cela et notre position n’a pas changé. Nous avons également appelé au retrait des forces étrangères de Syrie. Nous pensons par exemple que les forces iraniennes sont des forces d’occupation. C’est inacceptable et ce ce que nous avons réitéré. Nous nous sommes également engagés pour que l’intégrité territoriale de la Syrie soit maintenue, pour que l’avenir de la Syrie soit démocratique et que les droits de tous ses citoyens et des minorités soient protégés.Nous sommes aussi tombés d’accord sur la nécessité de fournir un plus grand accès à l’aide humanitaire pour venir en aide au peuple syrien.

Les discussions ont aussi porté sur le sort des combattants étrangers en Syrie. Le ministre saoudien est catégorique.

“En ce qui concerne le départ des combattants étrangers de la Syrie, il y a eu un désaccord majeur sur ces questions. Un petit nombre de pays a insisté sur ce point, l’Iran et la Russie notamment. Mais la grande majorité des pays étaient pour une définition claire des modalités de départ de Bachar al-Assad des forces étrangères. Nous avons dit très clairement au groupe que nous étions prêts à soutenir l’opposition syrienne modérée à tous les niveaux possibles et que nous allions continuer à le faire. Nous avons également dit très clairement que nous souhaitions une solution politique au plus vite, mais nous nous sommes engagés à soutenir nos frères et soeurs syriens par tous les moyens dont ils ont besoin afin d’obtenir une victoire militaire.

A Vienne, le ministre saoudien en a aussi profité pour faire le point sur la situatiuon au Yémen où l’Arabie saoudite est engagée militairement face à la rébellion houthiste avec en toile de fond un conflit entre chiites et sunites

“Eh bien, nous avons dit concernant la guerre au Yémen qu’il y avait des indications qu’elle entrait dans une phase finale. Je ne peux pas vous dire combien de temps cela prendra mais les forces gouvernementales légitimes ont repris le contrôle d’une grande partie du territoire. Il reste encore des zones qui doivent être libérées, dont la capitale Sanaa, mais nous allons dans la bonne direction.

“Les Houthis et les Yéménites ont le droit de faire partie du processus politique au Yémen, nous avons dit cela dès le début. La seule chose qu’ils ne peuvent pas avoir c’est d’avoir une position privilégiée parce que cela les distinguerait des autres Yéménites et ce ne serait pas juste. Ils ne peuvent pas non plus avoir une milice extérieure aux institutions de l’Etat .” euronews.com 30.10

4- Yémen

4.1- Israël frappe le Yémen... - sahartv.ir

Les navires et les bateaux de guerre israéliens tiennent une large présence en mer Rouge et participent activement aux côtés des navires de guerre saoudiens dans des frappes contre les villes et les ports yéménites.

Les navires sionistes sont présents au large de l'Arabie saoudite et de l'Erythrée. ce sont ces mêmes bateaux de guerre qui attaquent les côtés de al Mokha dans la province de al Hadida au Yémen. les agresseurs cherchent à prendre le contrôle du détroit de Bab el Mandeb et les côtés yéménites qui les juxtaposent.l'agence de presse UNEWS citant des sources militaires yéménites affirme, dixit : " Israël participe aux opérations aériennes de largage des munitions et des armes aux terroristes takfiris positionnés dans la province de Taëz dans l'unique objectif de les secourir face aux assauts successifs des terroristes qaidistes et des miliciens pro Riyad".

Cette source yéménite a affirmé que l'armée et les forces populaires étaient parfaitement au courant des agissements des israéliens à la fois à Maarib et dans le détroit de Bab el Mandeb et à Taëz et que ces agissements seront ripostés sur le sol saoudien, au coeur des provinces saoudiennes. sahartv.ir 02.11

4.2- Yémen : Ansarallah arrête deux espions américains - sahartv.ir

Les services de sécurité yéménites, gérés par le Mouvement Ansarallah ont interpellé deux espions américains qui espionnaient sous couverture de la représentant des Nations Unies au Yémen.

L’un de ces espions américains était un officier des services de renseignement et l’autre un soldat de la Marine US.

L’agence de sécurité nationale du Yémen surveillait, depuis quelques mois, les activités de ces deux agents de sécurité américains, qui étaient présents au Yémen, sous couverture de la représentation de l’Onu. Ils se rendaient au siège provisoire de la représentation des Nations Unies à l’hôtel Sheraton à Sanaa. Cet hôtel était déjà le siège de la représentation des Etats-Unis et lorsque les Américains ont quitté Sanaa, au début 2015, Washington a remis son siège à l’Onu pour qu’elle s’installe pendant qu’ils sont absents. Les Américains doivent regagner leur siège dans la capitale yéménite, après la fin de la guerre. Apparemment, l’Onu ne paie pas Washington pour son installation dans cet hôtel mais peut-être les Américains en recevraient quelque chose de pas matériel.

La représentation des Nations Unies au Yémen est composée des dizaines de personnes dont un nombre sont Yéménites et plusieurs autres sont de nationalité arabe et non-arabe. Elles sont en circulation par des avions spéciaux de l'Onu entre Sanaa et Djibouti, car Djibouti est la première porte du Yémen vers le monde. sahartv.ir 02.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Police scientifique: des centaines d'agents manifestent pour réclamer un statut - AFP

"Les experts en colère !": des centaines d'agents de la police scientifique ont manifesté mardi en France pour revendiquer "un statut spécial adapté aux contraintes" de leur métier, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Plusieurs syndicats de police (SNPPS-Unsa, Snapatsi-CFE-CGC et Snipat-FO) appelaient à la grève mardi, estimant que les 2.250 agents de la police technique et scientifique "subissent depuis de nombreuses années des contraintes similaires à celles des policiers actifs sans en avoir le statut".

Au total, les cortèges ont rassemblé 1.300 manifestants selon l'intersyndicale et "80% des agents" s'étaient déclarés grévistes lundi soir, selon Nathalie Makarsky, du Snapatsi.

A Paris, 300 agents se sont réunis devant la préfecture de police avant de manifester jusqu'à l'Assemblée nationale, où une délégation devait être reçue. Certains portaient autour du cou un ruban de plastique jaune et noir habituellement utilisé pour délimiter des scènes de crimes.

A Lyon, siège de la sous-direction de la police technique et scientifique (Ecully), environ 300 personnes se sont bruyamment rassemblées devant l'hôtel de ville.

Les manifestants, dont certains avaient revêtu les gilets ou blouses de la police scientifique, avaient installé un simulacre de scène de crime. Sur les pancartes, on pouvait lire: "admiré à la télé, méprisé par l?État", "experts méprisés, PTS en danger, "moins d'éprouvettes, plus de pépettes".

"La police technique et scientifique est de plus en plus sollicitée au quotidien. On fait des milliers et des milliers de prélèvements annuels. On nous envoie de plus en plus sur le terrain. On nous dote d'un gilet pare-balles mais en contrepartie, on n'obtient rien", a expliqué Christophe Abraham, secrétaire national SNPPS-Unsa. "On est policiers sans avoir le statut, sans en avoir la reconnaissance", a-t-il ajouté.

A Lille, ils étaient une centaine à estimer qu'il était "dur, dur d'être des sous poulets". "C'est vraiment une très belle mobilisation, on a de nombreux services complètement fermés", s'est félicité Jérôme Deruelle, secrétaire régional du Snipat-FO.

"On veut un nouveau statut qui prenne en compte nos contraintes et nous permette d'avoir les mêmes avantages que n'importe quel flic", a affirmé M. Deruelle. "Aujourd'hui on part seul sur le terrain, on se retrouve seul sur des scènes de crime sans aucune protection et on n'a aucun avantage au niveau de la retraite et des salaires plus faibles", a-t-il fait valoir.

Le coût de cette avancée statutaire serait de 20 à 25 millions d'euros par an pour l'Intérieur, selon Philippe Capon, secrétaire général de l'Unsa-Fasmi, présent à Lyon.

Selon l'intersyndicale à Paris, les cortèges ont rassemblé 200 personnes à Marseille, 150 à Toulouse, 120 à Lille, 70 à Toulouse ou encore 50 à Bordeaux.

A Rennes, ils étaient environ 70 devant la préfecture, devant des banderoles "La PTS en a marre des promesses" et "Police scientifique en grève".

"Aujourd'hui il y a plus de moyens pour élucider les affaires, mais aussi plus d'affaires à élucider", a expliqué à l'AFP Bernadette Lemonnier du Snipat-FO.

"Nous n'avons pas le statut judiciaire donc nous devrions toujours avoir un officier de police judiciaire avec nous" lors des prélèvements, mais ils ne se déplacent que pour les grosses affaires, au risque de mettre en doute la légalité des

prélèvements effectués en leur absence, s'est alarmé Christophe Cosmao, du Snapatsi.

Dans la grande région Est (Lorraine, Alsace, Champagne-Ardenne et Bourgogne), 95 agents s'étaient déclarés grévistes lundi soir sur les 140 en fonction. En Lorraine, environ 70% étaient grévistes mardi.

Haut de page

Le 6 novembre 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'actualiser les infos en bref, ce sera pour demain ou d'ici lundi.

Les militants du CCI-POI qui reçoivent des documents de leur direction ou de la tendance de Gluckstein pratiquent la rétention d'informations en ne les diffusant pas publiquement, il faut donc en déduire que ce parti fonctionne comme une entreprise privée qui serait la propriété de ses dirigeants, en pire puisque s'étant livré à une escroquerie (à la Sécu) pendant des décennies à l'insu de ses militants qui s'en accommoderont pour la plupart pour avoir été formatés en conséquence. Ceux qui y restent auront tout accepté, couvert, justifié de la part de leurs dirigeants corrompus, dès lors on comprend pourquoi ils ne tiennent pas à ce que des militants extérieurs à leur boutique se livrent à une analyse critique de son fonctionnement et de sa politique qui les mettrait en porte-à-faux et les placerait face à leurs contradictions avec lesquelles ils s'arrangent habituellement.

Il ne leur viendra pas à l'idée de chercher à comprendre pourquoi leurs dirigeants étaient devenus des escrocs pour entretenir un appareil à l'effectif pléthorique sans rapport avec le nombre de militants de leur parti. Ce fut une façon comme une autre de palier leur incapacité à construire le parti sans en subir personnellement les conséquences, et après ils oseront dire qu'ils n'auraient pas d'autres intérêts que ceux des travailleurs. Partant de là, ils ne se demanderont pas s'ils avaient eu un jour véritablement l'intention de construire le parti dans un autre but.

Il ne leur viendra pas non plus à l'idée de chercher à comprendre pourquoi leurs dirigeants sont incapables de supporter loyalement la moindre critique de leurs analyses ou la libre confrontation des idées sans se livrer en permanence à de basses manoeuvres de type bureaucratiques pour faire taire leurs opposants ou les empêcher de s'exprimer et de s'organiser dans leur parti.

Il ne leur viendra évidemment pas à l'esprit de faire le lien entre d'une part les méthodes bureaucratiques auxquelles ont recouru leurs dirigeants et leur malhonnêté ou leurs escroqueries, avec d'autre part leurs théories et analyses foireuses qui ont donné naissance à un parti caméléon hier au service du PS, aujourd'hui des appareils vendus des syndicats qui soutiennent le régime en place.

Quand on a acquis des idées ou qu'on s'est forgé des convictions, qu'on revendique une morale au-dessus de tout soupçon, soit on ne craint pas de les exposer à la critique ou d'en faire la démonstration parce qu'on est en mesure de les étayer ou de les défendre loyalement, de s'en montrer digne, on sera animé par la volonté de les partager avec le plus grand nombre et pour se faire inspirer confiance en ayant un comportement exemplaire en toutes circonstances, soit ce n'est pas le cas parce qu'on poursuit des objectifs inavouables que l'on sait condamnables, méprisables, on fera alors en sorte que les militants s'en tiennent aux apparences en flattant et entretenant leurs faiblesses (politiques, psychologiques, humaines) à leur insu, en évitant qu'ils progressent ou acquièrent un mode de pensée indépendant ou libre qui serait fatale à leur petite entreprise.

Chez toute personne adoptant un comportement délictueux dans la société, on en recherchera systématiquement la base ou l'origine sociale pour comprendre comment elle a pu en arriver là, c'est la moindre des choses pour ne pas verser dans l'idéologie qui permet à chacun de l'interpréter à sa convenance pour des raisons diverses ou s'épargner soi-même, afin d'être en règle avec saconscience et donner une fausse idée de soi-même à l'extérieur. Cela nous ramène logiquement au plan politique dont nous ne nous sommes jamais écarté.

Le POI au chevet des institutions de la Ve République.

Nous sommes le 6 novembre 2015, les élections présidentielles auront lieu en principe début mai 2017, soit dans 18 mois, et son enjeu ne présente aucun intérêt politique puisque les travailleurs n'ont absolument rien à en attendre. Et bien ce n'est pas l'avis du POI qui lui aussi est déjà dans la course.

Marc Gauquelin dit Lacaze pour les intimes du CCI-POI (Informations ouvrières n°376): "*A l'approche de l'élection présidentielle de 2017, un sérieux doute s'installe chez les défenseurs les plus conséquents de l'ordre politique et institutionnel.*"... après lequel il court ! Voilà à quoi en est réduite l'avant-garde révolutionnaire, les trotskystes de nos jours ! Le reste sera à l'avenant... en pire.

Et Gauquelin embrayait, "*Hollande et sa majorité*", Hollande qui flirte avec les records d'impopularité sous la Ve République et "*sa majorité*" qui en réalité n'avait pas réuni plus de 25% des voix des électeurs inscrits en juin 2012 et qui depuis est ultra minoritaire dans le pays, mais il est toujours bon de ne pas le relever pour faire croire le contraire et leur permettre d'appliquer leur politique, "*Hollande et sa majorité*" figureraient encore "*la gauche*", sans guillemets dans le texte, au point où il en est autant se lâcher, surtout que plus loin on apprend que la politique du gouvernement n'aurait pas pour objectif d'instaurer une véritable dictature ou ne préparerait pas les conditions qui fraieraient la voie au fascisme pour permettre à la classe dominante de parvenir à ses fins, non, elle aurait pour seule objectif "*la destruction du socle des conquêtes sociales et démocratiques arrachées par la classe ouvrière de ce pays à la Libération*", en échange du désarmement du peuple et la liquidation du mouvement révolutionnaire qui se cherchait, ce qui préfigurait un tout autre objectif politique qu'il est préférable de passer sous silence, "*destruction du socle des conquêtes sociales et démocratiques*" dont les dirigeants syndicaux sont directement les complices vous direz-vous, et bien non, pas du tout. Gauquelin va s'employer à les ménager.

C'est ainsi qu'on apprend que si "*les syndicats*" se sont laissé "*entraîner*" par Hollande et son gouvernement dans "*des « négociations »*", c'était non sans "*difficultés*", autrement dit contre leur volonté, ils ne voulaient pas y aller et ils ont essayé de résister de toutes leurs forces, mais finalement ces bougres ont dû céder, contre leur gré cela va s'en dire, attendez ce n'est pas fini, parce qu'on leur a présentées "*frauduleusement comme des négociations classiques*" et non parce que la base de certains syndicats s'y serait farouchement opposé, car voyez-vous, les dirigeants syndicaux ne savaient pas ce qui les attendait les malheureux, pour un peu on devrait les plaindre, non ? Non !

L'éditorialiste d'Informations ouvrières de cette semaine, Claude Brochard, si je ne me trompe pas un stalinien défroqué qui a oublié de remonter son pantalon, va encore plus loin en prenant directement la défense de l'Etat bourgeois ou des institutions de la Ve République en exprimant un regret que les militants du POI auront sans doute à coeur de partager (sic!) :

- "*Notre pays rompt avec les buts portées par la Révolution : les conséquences en sont l'abstention électorale et, moins visible, la non-inscription sur les listes.*"

Mon dieu, mon dieu, quel triste malheur accable l'Etat ! Gageons là encore que les militants du POI et particulièrement ceux du CCI-POI partagent "*les buts portées par la Révolution*", autrement dit ceux de la classe des capitalistes puisqu'ils ne pouvaient coïncider avec ceux du peuple qu'ils allaient exploiter dans les pires conditions et opprimer férocement avant de les envoyer à la boucherie à trois reprises (1871, 1914, 1939).

Il se lamente et fustige "*l'abstention électorale*" et "*la non-inscription*" sur les listes électorales qui témoignent de la méfiance ou du rejet des institutions de la Ve République par les travailleurs, qui rompent ainsi avec "*les buts portées par la Révolution*" qui n'auraient pas pu être atteint sans le soutien que le prolétariat apporta à la bourgeoisie contre la monarchie, rappelons que ces buts coïncidaient avec la prise du pouvoir par la bourgeoisie, donc finalement ce qui le chagrine, c'est l'ingratitude des masses envers leurs maîtres, les capitalistes, les exploiteurs et leur Etat, leurs institutions, celle de la Ve République.
Quel réactionnaire !

Comment vous en doutez ? N'essayerions-nous pas de vous embobiner ? Ne serions-nous pas en train de nous livrer à un inqualifiable procès d'intention envers le POI ? Patience, les militants du POI vont boire la ciguë de la trahison ou de l'imposture jusqu'à la lie ou jusqu'à ce que mort politique s'en suive.

- "*Quelle sera la capacité des institutions de la Ve République de garantir l'ordre sur les décombres des partis qui s'en sont fait les instruments depuis plus de cinquante ans – et qui imploseront en partie sous la pression de l'abstention et des décisions de report de voix à la veille du deuxième tour ?*"

Quelle noble préoccupation, les institutions de la Ve République vont-elles tenir le coup ? Tiens donc, et dire qu'on croyait jusqu'à présent qu'elles étaient de nature bonapartiste et qu'elles étaient profondément antidémocratiques au point que tous les dictateurs de la planète l'enviaient à la France, autrement dit qu'elles étaient compatibles avec une dictature ouverte ou le fascisme, qui entre nous n'a pas besoin du FN ou de l'extrême droite pour se mettre tranquillement en place, le PS en fait la démonstration depuis 2012.

Parbleu, c'est très clair, vous aurez capté le message, n'est-ce pas ? Non, alors c'est que vous êtes incurables ou des crétins finis, à moins que vous aussi vous en soyez arrivés à espérer que "*la nation attend qu'on cesse de la berner*", parce que Hollande et son gouvernement pourraient gouverner pour une autre classe que celle des capitalistes s'ils le voulaient, si, si, vous avez le droit d'y croire, mais manque de bol ils ne veulent pas, c'est con !

Voilà à quoi se résume la politique du POI, vous savez maintenant à quoi rime le mot d'ordre d'unité pour faire reculer Hollande et le gouvernement, à quoi doit servir l'association des "*Amis d'Informations ouvrières*", servir les "*buts*" de la "*Révolution*" bourgeoise qui a mis en selle le capitalisme ou se mettre au service du régime. Vous avouerez que dans de pareilles circonstances les institutions de la Ve République ne s'attendaient pas à avoir de tels "*amis*".

Vous avez là l'exacte négation de l'orientation politique que j'ai définie dans une précédente causerie axée contre la Constitution et

les institutions de la Ve République. Un hasard ? Pas vraiment, elle est fidèle à la nature ou à l'origine du lambertisme qui n'a jamais été trotskyste ou socialiste.

Au fait, il n'y a que la classe ouvrière qui sera à même de renverser les institutions de la Ve République pour fonder sur ces cendres une République sociale.

Haut de page

Le 7 novembre 2015

CAUSERIE

On a laissé de côte deux infos, l'une concernant l'annonce de la refonte du Code du travail par Valls qui ne verra pas le jour immédiatement si on a bien compris, on en connaît l'orientation ultra réactionnaire, l'autre sur la situation en Roumanie en attendant de plus amples informations.

ACTUALITÉ DU JOUR

France. Elections régionales : Boycott !

- Faible participation attendue aux régionales, la droite en tête - Reuters

La participation pour les régionales des 6 et 13 décembre serait de 40% et les listes de la droite et du centre arriveraient nettement en tête au premier tour (32%), devant celles du FN (26%) et du PS (20%), selon un sondage Ipsos diffusé vendredi.

Le taux de participation serait en recul de 6,3% par rapport au précédent scrutin de 2010.

Les listes du Front de gauche ou d'Europe-Ecologie-Les-Verts (EELV) obtiendraient 12% des suffrages. Reuters 06.11

Dans la région Nord-Pas-de-Calais/Picardie la liste "le Rassemblement" regroupe EELV, le Parti de gauche, Nouvelle Donne et la Nouvelle gauche socialiste, deux satellites du PS. Le PCF a présenté sa propre liste.

La liste"le Rassemblement" est conduite par l'écologiste Sandrine Rousseau.

"Avec "le Rassemblement", nous voulons renouveler la politique", a aussi affirmé la chef de file écologiste.

"On peut faire une nouvelle politique, quelque chose qui n'a encore jamais existé mais pour cela il faut s'appuyer sur du courage politique", a-t-elle dit. (Source : AFP 05.11)

Et comment s'illustrera concrètement ce "courage politique" qui devrait "favoriser un renouveau démocratique" ? On vous le donne en mille : en appelant à voter PS au second tour selon Sandrine Rousseau !

AFP - Mme Rousseau, interrogée par ailleurs sur un rapprochement avec le PS au second tour, a répondu: "en fonction de la volonté des électeurs, on débattra entre les deux tours, c'est normal". AFP 05.11

Ils n'ont même pas le courage d'assumer leur capitulation annoncée devant le PS, on ne pourra pas leur reprocher d'avoir appelé à voter PS, puisque c'était les électeurs qui étaient demandeurs, quelle pourriture !

Guerre idéologique. Parole à l'extrême droite néolibérale de gauche.

- Philippe Val dénonce un racisme de gauche - LePoint.fr

Pendant dix-sept ans, Philippe Val a dirigé Charlie Hebdo. C'est sous sa direction que fut publié notamment le numéro sur les caricatures de Mahomet.

Il dénonce un climat malsain dans le pays dont seraient responsables "ceux qui masquent leur crainte en condamnant Charlie" ou encore "La gauche antisioniste, anticapitaliste" qu'il appelle le « rouge-brunisme ». Source : LePoint.fr 04.11

Ceux que le titre que nous avons trouvé étonnera ou dérangera, devraient plutôt se demander comment on a pu en arriver à la situation où les pires ordures de ce type (BHL, Kouchner, Valls et Cie.) peuvent se revendiquer de gauche. Une piste pour les aider. Hitler et les nazis se disaient (national-) socialistes, peut-être parce que les sociaux-démocrates et les staliniens ne l'étaient pas vraiment...

On a entretenu pendant la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours l'imposture consistant à caractériser de gauche des partis qui ne l'étaient pas, il ne faut donc pas s'étonner si cela a donné naissance aux pires amalgames qui soient. Tout se paie un jour ou l'autre.

France. Etat policier, guerrier, impérialiste.

- « Manuel Valls n'est jamais sorti de son rôle de premier flic de France » - Public Sénat

- La France va déployer son porte-avions Charles de Gaulle pour participer aux opérations contre l'EI - AFP

- Des tests salivaires anti-cannabis dans les lycées: la mesure stupéfiante de Pécresse - Le Huffington Post

"Les résultats ne seront communiqués qu'au lycéen et à ses parents s'il est mineur", a ajouté Mme Pécresse. "Le proviseur aura l'information sur la classe. S'il s'apercoit qu'il y a une trop grosse consommation de drogue dans la classe, il peut déclencher le plan anti-dealer avec vidéo-protection, intervention éventuelle de la police nationale à l'entrée du lycée pour fouiller les cartables et empêcher les dealers de pénétrer dans le lycée".

"L'idée, c'est d'avoir une bulle de sécurité autour du lycée", a-t-elle encore ajouté. Le Huffington Post 05.11

- Pécresse veut interdire de métro les "délinquants multirécidivistes" dans les transports - AFP

"L'idée serait de modifier la loi pour que le juge puisse prononcer une peine complémentaire pour les délinquants multirécidivistes, par exemple les pickpockets dans le métro, pour qu'on puisse les interdire de revenir dans le métro, un peu comme les interdictions de stade pour les hooligans", a précisé Mme Pécresse qui présentait son programme devant la presse.

"Les services de sécurité arrivent à reconnaître les pickpockets quand ils sont sur les voies. Simplement, on les reconnaît mais on ne peut rien faire", a-t-elle ajouté, précisant que "un pickpocket dans le métro, c'est 1.000 actes par an". AFP 05.11

- Paris : Île-de-France : La SNCF veut un mois de novembre « zéro fraude » - 20minutes.fr

Transport - 300 contrôleurs et 100 agents de la police ferroviaire sont mobilisés ce jeudi sur des opérations de contrôles des titres de transport.

- Légitime défense: Bernard Cazeneuve prêt à protéger davantage policiers et gendarmes - 20minutes.fr

La France en état de guerre. Autant que cela rapporte au complexe militaro-industriel-financier américain.

- Le Pentagone approuve la vente de 200 missiles Hellfire à la France - sahartv.ir Le Département américain à la Défense a approuvé la vente de jusqu'à 200 missiles Hellfire air-sol (AGA) à la France, a déclaré mercredi l'Agence de coopération de sécurité américaine à la Défense (DSCA), dans un communiqué.

Le gouvernement français a demandé d'acheter deux cents missiles AGA-114K1A Hellfire. La vente contribuerait à la politique étrangère et la sécurité nationale des États-Unis en améliorant la capacité d'un allié de l'OTAN, a noté la DSCA. «Il est important pour la sécurité nationale des États-Unis d'aider la France à développer ses capacités défensives.

Les nouveaux missiles, a également dit la DSCA, vont répondre aux besoins opérationnels de la France pour en équiper ses hélicoptères Tigre Attaque.

L'achat soutiendra directement les forces françaises engagées activement dans les opérations au Mali et en Afrique du Nord. sahartv.ir 05.11

Khomri la potiche... du Medef

- La ministre du travail ne sait pas combien de fois un CDD est renouvelable - latribune.fr

Le piège était subtil, mais la ministre du Travail est tombée dedans. Dans une interview sur RMC avec Jean-Jacques Bourdin, Myriam El Khomri n'a pas su répondre avec exactitude au nombre de renouvellements de CDD en vigueur en France.

"On peut le renouveler combien de fois le CDD", a demandé le journaliste. "Trois fois", a répondu celle qui a repris le portefeuille du Travail en août dernier, succédant à François Rebsamen.

A ces mots, Jean-Jacques Bourdin s'étonne et enfonce le clou. Dans la voix de la ministre, c'est la confusion et le cafouillage entre CDD et CDI... Mais, sur un ton professoral et sévère, le journaliste la corrige et lui rappelant que le CDD est désormais renouvelable deux fois depuis août "par votre gouvernement", ajoute-t-il non sans hausser la voix. Ce à quoi la ministre répond pénaude "c'est possible". latribune.fr 05.11

- Gattaz : "la réforme du code du travail va dans le bon sens" - latribune.fr

Le patron du Medef a salué ce jeudi à Lyon les premières annonces de la réforme du code du travail annoncé ce mercredi, tout en estimant qu'il persistait "certaines zones d'ombre".

En marge du forum de l'industrie du futur, ce jeudi à Lyon, Pierre Gattaz est revenu sur la réforme du code du travail annoncé ce mercredi par le gouvernement. Le patron du Medef estime que cette « réforme va dans le bon sens, constituant ainsi une première étape ». Mais le représentant des patrons a estimé qu'il « fallait désormais travailler » sur cette initiative car elle portait « des zones d'ombre. ».

Parmi elles, Pierre Gattaz a énuméré les demandes classiques du syndicat : la réforme du contrat de travail et celle de la durée du temps de travail hebdomadaire. Une ligne rouge infranchissable pour le gouvernement, si l'on en croit les déclarations du Premier ministre : il n'est pas question de sacrifier "des principes fondamentaux qui font notre droit du travail, comme le SMIC et le contrat de travail", a-t-il déclaré.

Le représentant des patrons a rappelé sa volonté de favoriser les accords d'entreprises : « il y a désormais un consensus pour que les accords d'entreprises soient prépondérants », a-t-il estimé. Manuel Valls a justement répété, ce mercredi, qu'il comptait bien "donner plus de place aux accords d'entreprise", et également renforcer le rôle des branches professionnelles. Sur ce dernier point, le dirigeant du Medef souhaite, quant à lui, réfléchir à une réduction du nombre des branches professionnelles.

Si Pierre Gattaz a "salué" les premiers éléments de la réforme, cela ne l'a pas empêché, évidemment, de critiquer la politique gouvernementale. latribune.fr 05.11

La précarité partagée.

- Les diplômés et les quinqua de plus en plus exposés à la pauvreté - lefigaro.fr

Alors que vient de débuter la trêve hivernale, le Secours catholique-Caritas France tire la sonnette d'alarme dans son rapport annuel publié ce jeudi.

Les plus de 50 ans sont de plus en plus nombreux à pousser la porte de l'association. «Cela s'explique en partie parce que les perspectives de retour à l'emploi se réduisent après 50 ans, alors même que l'âge d'accès à la retraite recule», note les auteurs du rapport. La précarité touche aussi les 18-25 ans qui vivent plus souvent avec leurs parents qu'avant: 68% d'entre eux vivaient en famille en 2010. Ils sont désormais 71%.

Les personnes seules sont les plus touchées par la pauvreté au Secours catholique. 14% des Français vivent en dessous du seuil de pauvreté lefigaro.fr 05.11

- Les fonctionnaires vont perdre des jours de congé dans les Alpes-Maritimes - Francetv info

Le marché de la foire aux esclaves.

- 26 millions de travailleurs en France, qui sont-ils ? - Francetv info

L'Insee a pris une photo du marché du travail en France. Premier constat : notre pays est un pays de salariés. 88,5% de salariés contre 11,5% de personnes qui travaillent à leur compte. Dans cette France de salariés, la plupart des contrats s'écrivent

en trois lettres : CDI. Plus de 86% des salariés bénéficient d'un contrat à durée indéterminée, soit un peu moins de 20 millions de Français.

Les autres sont en apprentissage (1,6%), en intérim (2,4%) et surtout en CDD (9,7%). Le CDI reste la norme, sauf pour les plus jeunes. 46% des moins de 25 ans en ont signé un, deux fois moins que la moyenne des Français. Des Français qui travaillent bien plus que 35 heures par semaine. Quand ils sont à temps complet, en moyenne c'est 41 heures de travail hebdomadaire selon l'Insee. Cette dernière tire d'ailleurs le portrait d'une France qui travaille majoritairement dans un secteur : celui des services. Commerce, transport, administration, finances, les entreprises du tertiaire représentent 77% des emplois, contre seulement 13% pour l'industrie, à peine plus de 6% pour la construction et moins de 3% pour l'agriculture. Francetv info 05.11

France. Charrettes et suppressions d'emplois en perspectives

- Les travaux publics vivent leur "pire année en 30 ans" - AFP

Le secteur des travaux publics connaît sa "pire année depuis 30 ans" et s'attend à perdre 15.000 emplois en 2015, pris en tenaille entre la baisse des dotations aux collectivités locales et les retards accumulés sur le démarrage de grands projets.

Depuis 2008, l'activité des TP s'est réduite d'un quart, causant la perte de 33.000 emplois, a regretté jeudi la Fédération nationale des travaux publics (FNTP). Celle-ci a confirmé s'attendre à une chute de l'activité de 8% en 2015, après -7% l'année précédente.

Septembre a été le 17e mois consécutif de baisse d'activité pour les entreprises du secteur, dépendantes à 70% d'une commande publique qui se réduit comme peau de chagrin.

"C'est la pire année depuis 30 ans, et il y a eu une accélération extrêmement forte des pertes d'emplois en 2015", s'est alarmé Bruno Cavagné, le président de la FNTP, auprès de l'AFP.

Sur les douze mois écoulés à fin juillet, 269 défaillances d'entreprises ont été constatées, soit 66% de plus qu'à la même période, un an plus tôt. Le secteur comptait 7.600 entreprises à fin septembre. AFP 05.11

- Société Générale va fermer 20% de ses agences en France d'ici cinq ans - AFP

Cela représente 400 agences.

Sur la route du nouvel ordre mondial, demandez le mode d'emploi.

- TPP: le texte du plus grand accord de libre-échange rendu public - AFP

Le texte de l'accord de partenariat transpacifique (TPP) conclu début octobre a été rendu public jeudi, exposant pour la première fois les détails du plus grand projet de zone de libre-échange du monde, au moment où Europe et Etats-Unis négocient le leur.

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Nouvelle-Zélande, pays signataire, a mis en ligne le volumineux document sur son site internet en précisant qu'il "continuerait de subir des révisions juridiques".

Le TPP réunit l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam. Ces 12 pays représentent 40% de l'économie mondiale mais le TPP ne comprend pas la Chine, tenue à l'écart des négociations.

L'accord, conclu après cinq ans de laborieuses discussions, doit encore être signé et ratifié par les 12 pays et cela pourrait s'avérer difficile pour certains d'entre eux.

Nombre de détails sont restés secrets pendant la durée des négociations, suscitant des accusations de faveurs accordées aux entreprises multinationales face aux intérêts des consommateurs. Une fois rendus publics, ils pourraient provoquer un mouvement de protestation.

Il prévoit une ouverture substantielle des marchés des produits agricoles pour le Canada, les Etats-Unis et le Japon, que cela soit pour le sucre, le riz, le fromage ou le boeuf.

Les Etats-Unis et l'Union européenne espèrent de leur côté conclure l'accord de libre-échange TTIP en 2016.

Un des points les plus controversés de l'accord TTIP concerne un mécanisme d'arbitrage voulu par Washington et qui permettrait

aux multinationales d'attaquer en justice les Etats si elles jugent leurs intérêts menacés par des mesures de politique publique.

Surenchère dans l'ignominie ou quand Charlie demeure le porte-parole de la propagande de l'OTAN

- Crash en Egypte : Moscou scandalisé par deux caricatures parues dans "Charlie Hebdo" - Francetv info

"Dans notre pays, ça s'appelle du blasphème, au sens large du mot, cela n'a rien à voir, ni avec la démocratie ni avec la liberté d'expression." Face à la presse, vendredi 6 novembre, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, n'a pas mâché ses mots. Dans le viseur de Moscou : deux dessins publiés par Charlie Hebdo sur le crash de l'Airbus russe dans le Sinaï égyptien, qui a fait 224 morts samedi.

Les deux caricatures, dont l'une montre un islamiste se protégeant de débris d'avion qui pleuvent autour de lui avec pour légende "Daech : l'aviation russe intensifie ses bombardements", ont été abondamment relayées sur Twitter par des internautes russes.

"Y a-t-il des limites à la russophobie dans les médias occidentaux ?" s'est interrogé pour sa part le député Alexeï Pouchkov, président de la commission pour les Affaires étrangères à la Douma, la chambre basse du Parlement russe. "Alors que le monde entier compatit avec la Russie, Charlie Hebdo proclame le droit odieux au blasphème", a-t-il écrit sur Twitter (en russe).

Le sénateur Konstantin Kossatchev, à la tête de la commission des Affaires étrangères au Sénat, s'est de son côté insurgé de ce "mépris inacceptable pour les valeurs morales". Francetv info 06.11

Les coups tordus de l'Empire du chaos et de la guerre.

- Washington accuse Moscou d'aggraver "dangereusement" le conflit en Syrie - AFP

- Crash en Égypte : les boîtes noires ont parlé, la piste de l'attaque terroriste privilégiée - Francetv info

- Un ex-ministre de Vladimir Poutine retrouvé mort dans un hôtel à Washington - LeMonde.fr

M. Lesin avait été ministre de la communication entre 1999 et 2004, durant le premier mandat de M. Poutine à la présidence, et avait dirigé à l'époque une reprise en main par le Kremlin des médias russes.

Selon M. Wicker, sénateur républicain du Mississippi, Mikhail Lesin avait conseillé Vladimir Poutine dans la création de Russia Today (RT), un groupe de médias en langue anglaise soutenu par le gouvernement russe, chargé de concurrencer CNN et la BBC, avant de prendre la direction de la holding médias du géant pétrolier russe Gazprom. Il aurait acquis pour plusieurs millions de dollars des biens en Europe, ainsi que plusieurs résidences à Los Angeles pour plus de 28 millions de dollars. Ce drame survient dans un contexte de relations particulièrement tendues entre Moscou et Washington. LeMonde.fr 06.11

ACTUALITE EN TITRES

Social. Résistance passive.

- Les surveillants menacent de bloquer les prisons - Reuters

Quatre syndicats de surveillants appellent à un blocage des prisons et de l'appareil judiciaire le 16 novembre pour exiger le respect des promesses faites. Reuters 05.11

Eugénisme. Civilisation humaine menacée. Pédopsychiatre, un métier d'avenir...

- Télévision, tablette, smartphone.. : «Il faut associer l'usage des écrans chez les enfants à une durée» - 20minutes.fr

Selon une étude Ipsos menée en France, les 4-14 ans passent en moyenne 3 heures par jour devant les écrans. Au risque de casser le lien social familial. 20minutes.fr 05.11

Zombie, lobotomisé, anesthésié, dégénéré précoce, détraqué, psychopathe, dépressif, caractériel, schizophrène, paranoïaque...

Les gosses ne possèdent pas l'expérience et les repères nécessaires pour ne pas se laisser entraîner dans un monde virtuel qui véhicule l'idéologie de la classe dominante ou les pires travers qui vont profondément pénétrer leur cerveau, les formater psychologiquement, les conditionner socialement, le but est d'en faire des êtres fragiles, de bons petits soldats du nouvel ordre mondial néolibéral.

En complément.

Leur instrument favori.

- Facebook continue de surfer sur le mobile et atteint 1,55 milliard d'utilisateurs - AFP

- Facebook vaut plus de 300 milliards de dollars en Bourse - AFP

Un record pitoyable et sordide.

- Natalité : la France détient la première place européenne - Francetv info

La médiocratie va enfin avoir sa statue

- Une statue en l'honneur de "Gangnam Style" bientôt inaugurée à Séoul - Francetv info

Quand les marchés ne font pas dans le détail.

- Législatives en Turquie : le retour à la stabilité salué par les marchés - euronews.com

- Erdogan veut "liquider" les insurgés kurdes jusqu'au dernier - Reuters

- En Turquie, la police tire sur des manifestants étudiants - LeFigaro.fr

- Le PKK met fin à son cessez-le-feu unilatéral - Reuters

Des vies qui ne valent pas le prix d'un sac plastique.

- Pakistan: au moins 16 morts, une centaine de personnes piégées dans l'effondrement d'un usine - AFP

Au moins seize personnes ont été tuées et une centaine d'autres prises au piège lorsqu'une usine de sacs plastiques s'est effondrée mercredi près de Lahore. AFP 05.11

Le nouvel ordre mondial ou le règne de la terreur au quotidien.

- 50 attaques armées sur les campus américains depuis janvier 2015 - LeFigaro.fr

- Etats-Unis: un étudiant poignarde plusieurs personnes sur un campus avant d'être abattu - AFP

Un étudiant a poignardé mercredi plusieurs personnes sur le campus d'une université du centre de la Californie (ouest) avant d'être abattu par la police AFP 05.11

En complément.

- Liban: 5 morts dans un attentat suicide près de la frontière syrienne - AFP

- Maldives : le président Yameen décrète l'état d'urgence - euronews.com

---

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

- Portugal : feu vert pour un gouvernement de gauche - latribune.fr

Le parti communiste portugais a accepté l'idée d'une alliance avec le PS. Mardi, le gouvernement minoritaire de droite devrait tomber pour laisser place à une coalition du PS et de la gauche radicale.

Les jours du gouvernement du premier ministre portugais sortant Pedro Passos Coelho sont désormais comptés. Après le Bloc de Gauche mardi 3 novembre, c'est le Parti communiste portugais (PCP) qui a accepté de s'allier avec le Parti socialiste (PS) pour former un gouvernement de gauche. Le PCP a envoyé au PS un document intitulé « Position commune pour un gouvernement commun PS-PC. » Le contenu de ce projet n'est pas connu dans le détail, mais les Communistes affirme que ce texte « vise à la formation d'un gouvernement du PS, à la présentation de son programme, à son entrée en fonction et à l'adoption d'une politique qui assurera une solution durable. »

Le BE avait déjà dit « oui »

Le PCP est la principale formation de la Coalition démocratique unitaire (CDU) qui a obtenu 8,3 % des voix et 17 députés. L'autre formation de cette coalition, les Verts, avait déjà donné son accord à un gouvernement de gauche. Parallèlement, depuis mardi, le PS avait conclu avec succès ses négociations avec le Bloc de Gauche (BE) qui, lors des élections du 4 octobre, avait obtenu 10,2 % des voix et 19 sièges. Cet accord, plus formel, prévoyait, selon Catarina Martins, la porte-parole du BE, d'assurer « des réponses de gauche pour l'emploi, les salaires et les retraites. » « L'accord programmatique est prêt, je vais le présenter au PS », a indiqué Antonio Costa, leader du PS et, sans doute, futur premier ministre portugais.

Le président avait nommé un gouvernement minoritaire

La manœuvre du président de la république Anibal Cavaco Silva, est donc sur le point d'échouer. Voici deux semaines, il avait refusé d'entendre le leader du PS, Antonio Costa, qui, avec les dirigeants du PCP et du BE, lui avait assuré que la gauche était en mesure de constituer un gouvernement stable. Affirmant qu'il ne voulait pas nommer un gouvernement dépendant de forces « eurosceptiques », il avait nommé Pedro Passos Coelho à la tête du gouvernement. Ce gouvernement ne pouvait compter que sur une minorité de députés. Les deux partis de droite qui le soutiennent, son PSD et le CDS-PP, avaient obtenu 38,3 % des suffrages et 107 des 230 sièges de l'Assemblée de la République, le parlement portugais.

Le calcul du président

Mais la constitution portugaise permet le maintien de gouvernements minoritaires, car un gouvernement nommé par le président de la République ne peut être renversé que par une majorité absolue de députés. S'il n'existe pas de vraie coalition alternative, le gouvernement minoritaire peut donc tenir. Anibal Cavaco Silva a espéré que la droite du PS refuserait de mettre en danger « l'engagement européen » du pays en renversant le gouvernement Passos Coelho pour s'appuyer sur une coalition avec la gauche radicale. Mais il a sous-estimé le rejet de la politique d'austérité menée depuis 2011 par la droite portugaise. Jeudi 5 novembre, le premier ministre a sorti sa dernière carte en présentant un programme faisant place à plusieurs points du programme socialiste.

Le jeu stratégique d'Antonio Costa et du PS

Rien cependant n'y a fait. Le rejet de la politique d'austérité menée depuis 2011 par la droite portugaise a rendu la neutralité du PS impossible. Antonio Costa a poursuivi ses discussions avec la gauche radicale. Il a imposé à ses futurs alliés le respect du cadre budgétaire européen, pouvant ainsi rassurer les modérés de son propre camp. Et pour imposer ses conditions, il a menacé de ne pas voter contre le gouvernement mardi lors du vote de confiance faute d'accord avec le BE et le PCP. Ce dernier argument a sans doute été décisif pour les Communistes qui, ces derniers jours, faisaient traîner les discussions. Avec cette alliance, le PCP, traditionnellement opposé à l'euro et sur une ligne assez dure, opère un changement notable de stratégie.

Le gouvernement renversé mardi ?

Certes, il convient encore d'attendre le feu vert du PS aux propositions du PCP pour être assuré de la constitution d'une alliance de gauche au Portugal. Si le PS accepte cette alliance, le gouvernement de Pedro Passos Coelho ne devrait donc pas passer le vote de confiance. L'alliance de gauche dispose de 121 sièges sur 230. Renversé, le premier ministre devra démissionner et Anibal Cavaco Silva n'aura pas d'autres choix que de demander à Antonio Costa de former un gouvernement qui, lui, devrait disposer d'une majorité au Portugal.

Première épreuve : le budget

Cette alternance qui devrait surprendre la plupart des observateurs qui, le 4 octobre, avaient hâtivement conclu à la « victoire » de la droite, devra cependant être construite dans la durée. Il faudra aussi rapidement faire face à la Commission européenne. Bruxelles n'a pas reçu le budget portugais 2016 dans les temps prévus par le semestre européen. Une remontrance a été envoyée à Lisbonne et le nouveau gouvernement devra faire vite pour monter un budget différent de celui de Pedro Passos Coelho. Ce sera un premier défi, car Bruxelles réclame 600 millions d'euros d'économies et Bruxelles, soucieuse de montrer qu'elle n'est pas « laxiste » à un Wolfgang Schäuble qui voudrait bien lui ôter la surveillance budgétaire dans la future architecture de la zone euro, n'est pas prompte à faire des concessions ces temps-ci. latribune.fr 06.11

Ce sont les lambertistes du groupe CPS qui doivent être heureux, enfin un gouvernement PS-PC... sur la ligne de la troïka !

Le front unique PS-PC a toujours servi ou accompagné les pires défaites de la classe ouvrière ou dont les conséquences néfastes pour le mouvement ouvrier et le prolétariat se sont matérialisées plus tard, parfois beaucoup plus tard sans que jamais on en tire les enseignements.

En l'absence d'un puissant parti ouvrier révolutionnaire pour lui donner un contenu et une orientation politique correcte, le front unique servira les intérêts des appareils contre-révolutionnaires des PS et PC, ce que les travailleurs ne pardonneront jamais à ceux qui le prônaient et qu'ils considèreront comme leurs complices. En faisant preuve d'un minimum d'honnêteté si c'est encore possible, les militants qui diffusaient sur les marchés le dimanche matin en 1981 en France, pourraient peut-être enfin reconnaître que de nombreux travailleurs leur en avaient fait la remarque, je m'en souviens encore.

Il se peut que ces travailleurs ne figuraient pas parmi les plus avancés, c'est possible, quant à ceux qui étaient prêts à voter PS ou PC, ils ne voyaient que leurs intérêts individuels à court terme et ils n'avaient pas à l'esprit un éventuel ou un hypothétique changement de régime qui ne verrait jamais le jour avec ces partis au pouvoir, bref, quel qu'ait été leur état d'esprit à l'époque, aucun ne se faisait des illusions sur ces partis au point de justifier cette orientation politique, contrairement à nos dirigeants qui pour justifier le front unique prêteront toutes sortes d'illusions aux travailleurs, 34 ans plus tard le résultat est à la hauteur de leur imposture et il est mérité. Au fait, porter le PS et le PCF au pouvoir, à qui, à quelle classe cela devait-il le plus profiter ? Un indice en guise de réponse : après quelques hésitations, la Bourse de Paris flambera...

Bien avant cette époque, disons depuis l'avènement de la Ve République en 1958, on était en présence de trois types de travailleurs, les plus arriérés qui étaient totalement sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante et qui étaient bêtement anticommunistes, ensuite venaient les plus opportunistes ayant acquis l'état d'esprit mesquin du petit-bourgeois au détour de l'amélioration de leur condition, qui ne pensaient qu'à tirer personnellement profit de la situation une fois ces partis parvenus au pouvoir, et enfin il y avait ceux qui avaient acquis une expérience plus ou moins longue de la lutte des classes et qui avaient épousé le réformisme à défaut d'être socialistes, pour lesquels il était naturel que le PS et plus particulièrement le PC incarnent leurs intérêts, et donc méritaient leur soutien quand ils n'y adhéraient pas.

Dans les trois cas de figures ils manifestaient leur profonde ignorance du fonctionnement de la société, des institutions et ses partis ainsi que du régime au point que le socialisme leur était étranger, alors cela n'allait certainement pas être le front unique qui devait les orienter dans la bonne direction, puisqu'ils lui donneraient un contenu frelaté sur lequel justement s'appuieraient les dirigeants de ces partis pour mieux les manipuler et les conduire dans une impasse politque qui profiterait au régime.

Finalement le front unique devait être le produit de l'incapacité de l'avant-garde à défendre le socialisme ou de son impuissance face à la social-démocratie dégénérée et au stalinisme, auxquels elle voulait absolument faire jouer un rôle pour lequel ils n'étaient manifestement pas formatés ou qu'ils refuseraient toujours de tenir autrement que pour le compte du régime, s'ils y étaient forcés par la force des choses ou sous la pression de la mobilisation des travailleurs.

Au lieu de tenir compte de l'ensemble de ces rapports et de définir une orientation politique indépendante du régime et ses représentants pour construire le parti, donc fidèle au programme de la révolution socialiste, nos dirigeants s'en sont servis pour accompagner ces partis contre-révolutionnaires qui étaient prêts à monter au créneau pour prendre le relais du parti de l'ordre et gérer la société pour le compte des capitalistes, donc jusqu'au seuil du pouvoir, pour une fois atteint cet objectif et se retrouvant du jour au lendemain sans parti pour les représenter et les mobiliser leur dire : eh bien maintenant démerdez-vous !

Et depuis ? Nous n'avons pas réalisé un pas en avant, pire, cette soi-disant avant-garde n'a cessé de se disloquer, de se fossiliser, de se décomposer, de se droitiser, bref, de s'éloigner du socialisme. Apparemment ils considèrent que les travailleurs sont des abrutis incurables auxquels il est inutile d'essayer d'enseigner les bases du socialisme et de les organiser sur cette base là.
On comprend que dans ces conditions des milliers de militants désespèrent et cessent le combat politique et que d'autres soient tentés de les imiter. On ne les jugera pas, on regrettera seulement qu'ils ne nous aient pas rejoints. Mais on le comprend, peut-être avons-nous été parfois maladroit ou nous n'avons pas les épaules suffisamment solides pour mener à bien la tâche d'organiser un nouveau courant dans le mouvement ouvrier.

2- Bolivie

- Le parlement bolivien ouvre la voie à un quatrième mandat pour le président Morales - lefigaro.fr

Evo Morales a été élu une première fois en 2006. Après avoir réformé la constitution et ainsi transformé l'État bolivien en État plurinational, il s'est représenté en 2009 a été facilement réélu. Alors que la constitution, qu'il avait lui-même initié, interdit plus d'une réélection, il a pu se représenter en 2014 grâce à une décision du Tribunal constitutionnel (TC), contestée par l'opposition, et a été de nouveau facilement élu. Le TC lui a permis de se représenter arguant que son premier mandat n'avait pas été mené à son terme et surtout il s'était déroulé sous la précédente constitution.

S'il obtient une approbation populaire lors du référendum du 21 février prochain, il pourra se présenter de nouveau en 2019 pour éventuellement un quatrième mandat qui se terminera en 2025.

Selon un sondage réalisé par Mercatos y Muestras SRL pour le quotidien Pagina Siete, 46 % des Boliviens s'apprêtent à voter oui au référendum permettant à Evo Morales de briguer un quatrième mandat et 42 % le rejettent. Un sondage Ipsos, pour la chaîne de télévision privée ATB, est encore plus optimiste pour Evo Morales en annonçant 49 % d'avis favorables contre 39 %. lefigaro.fr 05.11

3- Syrie

3.1- Le siège d'Alep brisé - sahartv.ir

Les unités de l'armée et les forces armées syriennes ont pris ce jeudi, le contrôle total de la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep.

Les unités de l'armée syriennes ont réalisé de considérables avancées sur les axes sud de la province d'Alep.

En libérant des dizaines de villages dans cette localité ces forces s'approchent de l'encerclement du reste des terroristes dans le Sud d'Alep.

En outre, elles sont parvenues à prendre le mont Farak, à Rif Nord de Lattaquié, les rues de Beit Abouricheh et Jab al-Zaaour, à Rif Est de cette province. Les forces de l'armée ont anéanti les positions et les équipements des groupes terroristes à Rif d'Alep et à Hama.

A Rif de Homs, l'armée syrienne a pris le contrôle de la hauteur stratégique de Thani infligeant de lourds dégâts aux équipements et positions des groupes terroristes.

« Actuellement, la sécurité totale règne sur la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep. Les forces d'Alep ont désamorcé toutes les bombes posées par les daechistes aux bord de cette route. sahartv.ir 05.11

3.2- La plupart des opposants modérés syriens ont rejoint Daech - sahartv.ir

« 90% des attaques aériennes russes en Syrie visent les positions des rebelles modérés syriens », a prétendu le secrétaire d'État adjointe américaine.

Elle a reconnu qu'un grand nombre de ces soi-disant « forces modérées » sont actuellement recrutés par le groupe terroriste « le Frontal-Nosra » affilié à Al-Qaïda.

« L'objectif principal de la Russie est de soutenir Bachar al-Assad et le gouvernement syrien » a déclaré Anne Patterson, secrétaire d'État adjointe américaine aux Affaires du Proche Moyen dans un rapport élaboré à l'adresse de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants américains.

Ces déclarations ont provoqué le mécontentement et la réaction des législateurs américains qui souhaitent davantage d'effort de Washington pour renverser le gouvernement syrien.

Ed Royce, le président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants américains a vivement critiqué l'indifférence d'Obama qui n'opte pas pour des mesures plus fermes dans le but de renverser le gouvernement légal syrien.

« En raison de la négligence d'Obama, la Russie a pris actuellement en main le leadership de la détermination de l'avenir de la Syrie », a-t-elle précisé.

Anne Patterson a finalement reconnu qu'un grand nombre de ces terroristes que les décideurs de l'administration américaine appellent « les forces opposées modérées » ont rejoint le groupe terroriste « le Front al-Nosra affilié à Al-Qaïda. sahartv.ir 05.11

3.3- Les rebelles résistent dans l'Ouest grâce au soutien saoudien - Reuters

L'aide accrue de l'Arabie saoudite aux insurgés syriens leurs permet de résister aux offensives lancées récemment par l'armée syrienne et ses alliés dans l'ouest du pays, dit-on de sources proches du pouvoir à Damas.

Les islamistes d'Ahrar al Cham ont ainsi repris vendredi le village d'Atchane et ses environs, dans la province d'Hama, dont les forces gouvernementales s'étaient emparées en octobre, annonce l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). La ville voisine de Morek était tombée la veille aux mains du Djound al Aksa.

Selon deux étrangers proches de l'administration syrienne ayant requis l'anonymat, les offensives sont donc ralenties par l'armement que l'Arabie saoudite, farouche rivale de l'Iran, livre aux rebelles, en particulier les missiles antichars TOW de fabrication américaine, qui feraient une grande différence.

"Le soutien de l'Arabie saoudite à l'opposition n'a non seulement pas cessé, mais il s'est accru de manière inédite et c'est ce qui freine les opérations et empêche d'obtenir de grands succès sur le terrain", a déclaré l'un d'eux.

"Les Saoudiens sont dans un état de folie, dans la surenchère totale", affirme le second, selon lequel les missiles TOW ont même entraîné l'arrêt de l'offensive dans la région de Sagl al Ghab. La plaine en question se trouve au pied du djébel Ansariya, fief des alaouites, qui protège notamment Lattaquié. La progression des rebelles dans ce secteur au cours de l'été a contribué à l'entrée en lice de l'aviation russe, qui les bombarde depuis la fin septembre.

Face à l'implication de plus en plus importante de Téhéran et de Moscou, Ryad a promis récemment d'accroître son aide aux insurgés. Le 31 octobre, le ministère saoudien des Affaires étrangères a ainsi fait savoir qu'il envisageait de leur fournir des armes plus efficaces.

Les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) reçoivent en outre l'aide de la CIA, qui en forme une partie. Dans une dépêche de Washington datée du 31 octobre, Reuters, citant une source informée, annonçait que l'agence américaine, en collaboration avec le Qatar et l'Arabie saoudite, avait élargi ses livraisons clandestines de missiles de TOW à d'autres mouvements.

Selon une autre source, une quantité importante de TOW a été livrée en octobre à des rebelles sunnites du Nord-Ouest jugés relativement modérés.

Certaines composantes de l'ASL parlent elles aussi de livraisons importantes de TOW depuis le début de l'intervention russe, le 30 septembre. Reuters 06.11

3.4- Syrie: un important dépôt d'armes du Front al-Nosra détruit - sahartv.ir

Le ministère russe de la Défense a fait part de l'anéantissement d'un important dépôt d'armes du Front al-Nosra à Idlib.

« Un avion de combat russe Sokhoï 25 a pris pour cible ce dépôt d'armes », a rapporté Al-Alam, citant Russia al-Yaoum. Le Front al-Nosra avait transféré, il y a quelques jours, dans ce dépôt une grande quantité de missiles antichars. Ces opérations ont eu lieu après s'être assuré que les renseignements fournis sont justes »,est-il dit dans le communiqué du ministère irakien de la Défense.

Selon une autre information fournie par Al-Alam, 14 camions transportant des denrées alimentaires sont arrivés à Alep après l'ouverture jeudi de la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep. sahartv.ir 06.11

3.5- Des batteries de missiles anti missiles russes en Syrie - sahartv.ir

Le commandant en chef de l'armée de l'air russe a fait étta de la livraison des batteries de missiles anti missiles russes à la Syrie. " ces missiles sont livrés à l'armée syriennen dans l'objectif de protéger les chasseurs russes en mission", affirme victor Bandrov.

" Les chasseurs pourraient être détournés dans les pays voisins de la Syrie et être utilisés contre les chasseurs russes . nous avons pris en compte toutes les menaces possibles en ce sens, nous avons non seulement envoyé des chasseurs , des bombardiers et des hélicoptères en Syrie mais encore nous y avons déployé des batteries de missiles anti missiles . nous devons nous tenir prêts."

Depuis le 30 septembre la Russie mène des raids aériens d'envergure contre les terroristes de Daech et d'autres milices takfiris qui infestent le territoire syrien. plus de 2000 positions des terroristes ont été bombardés en cours d'un mois d'opérations permanentes.

Parallèlement aux frappes russes, l'armée syrienne et les forces populaires multiplient les opérations au sol pour reprendre le

contrôle des régions syriennes. des milliers de terroristes centre asiatiques se trouvent dans les rangs de Daech, ce qui présente une sérieuse menace sécuritaire pour la fédération russe. sahartv.ir 05.11

En complément

- Larcher (Les Républicains) plaide pour un rapprochement Occidentaux/Russie pour "éradiquer Daesh" - AFP

4- Israël

- Les Etats-Unis augmenteront leurs aides militaires à Tel Aviv jusqu'à 50 milliards de dollars - sahartv.ir

« Le régime sioniste a demandé à Washington d'augmenter ses aides militaires à Tel Aviv de 5 milliards de dollars par an sur10 ans jusqu'au plafond de 50 milliards de dollars », a annoncé une source responsable du Congrès américain.

Le régime sioniste a prétendu qu'il avait besoin de l'augmentation des aides militaires américaines pour confronter les menaces étrangères que représentaient l'accord nucléaire entre l'Iran et l'Occident.

Cette question devra être examinée la semaine prochaine lors de la rencontre de Benyamin Netanyahu, le premier ministre du régime sioniste ave Barak Obama, le Président iranien. sahartv.ir 05.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grande-Bretagne

- Plusieurs milliers d'étudiants marchent dans Londres pour la gratuité des études - Francetv info

Ils étaient plusieurs milliers mercredi 4 novembre à défiler bruyamment dans les rues de Londres (Royaume-Uni) pour réclamer la gratuité des études. Les étudiants britanniques ont violemment affronté la police en fin de parcours. Derrière la large banderole de tête réclamant une "éducation gratuite", les étudiants ont quitté la University of London pour rejoindre le Parlement de Westminster.

Le défilé a dégénéré en violents affrontements devant le ministère de l'Intérieur et d'autres ont essayé de pénétrer dans le ministère des Affaires, de l'Innovation et des Compétences (BIS), lançant des œufs et des bombes fumigènes sur les forces de l'ordre. Plusieurs arrestations ont eu lieu.

Les manifestants demandent au gouvernement conservateur de renoncer à son projet de transformer les bourses universitaires en prêts.

Les droits universitaires en Angleterre ont triplé quelques mois après l'élection en 2010 du Premier ministre conservateur, David Cameron, réélu en mai pour un deuxième mandat. Actuellement, les étudiants dont la famille perçoit des revenus inférieurs à 25 000 livres (35 300 euros) par an ont droit à une bourse de 3 338 livres (4 800 euros) annuelle, avec des montants moins élevés accordés selon les revenus. Francetv info 05.11

Haut de page

Le 10 novembre 2015

CAUSERIE

On a eu le droit à un cyclone modéré et une coupure de courant pendant 48 heures, plus de téléphone ni Internet... Heureusement la veille j'avais rempli le réservoir d'eau (2.000 litres) et la semaine précédente j'avais changé la batterie de la lampe de secours qui était foutue depuis au moins 2 ou 3 ans, elle m'a été bien utile car hier soir les deux grosses batteries du convertisseur de courant étaient à plat.

Bref, j'ai passé ma journée de mardi à nettoyer le jardin et faire quelques réparations...

Le site ne sera actualisé que demain ou après-demain car ils peuvent encore recouper le courant pendant de longues heures. En plus aujourd'hui c'est férié pour cause de Dipawali ou Diwali l'équivalent de Noël au Tamil Nadu...

Haut de page

Le 11 novembre 2015

CAUSERIE

Une fois de plus personne ne m'avait prévenu du passage d'un cyclone, les Indiens sont comme cela.

Lundi sur les coups de 14h30 mon beau-frère passe à la maison pour me remettre mon déjeuner, en fait c'est le repas gratuit dont il bénéficie en tant que salarié de la communauté d'Auroville et qu'il ne mange pas, c'est un arrangement entre nous, bref, il me dit qu'un cyclone provenant d'Andhrapradesh doit atteindre Pondichéry à 13h30, bon il a un peu de retard apparemment comme mon beau-frère. Le cyclone arrivera une heure plus tard.

Le lendemain, alors qu'ils habitent à 10 minutes en moto de chez moi et sachant que j'étais tout seul, personne ne viendra prendre de mes nouvelles, ce n'est qu'en fin d'après-midi que Mani le fils de ma compagne Selvi passera et que sa mère me téléphonera. Quand je leur dirai que j'avais passé la journée à nettoyer le jardin et faire quelques petites réparations ils auront l'air tout surpris, comme quoi il m'avait complètement oublié. C'est le genre de trucs qui ne me choquent même plus.

En France c'est à peu près le même état d'esprit qui prévaut, à ceci près que cela ne se situe pas au même niveau. En France, il suffit d'exposer devant quelqu'un des idées qui ne correspondent pas aux siennes ou les mettent en cause sans porter de jugement sur la personne, pour qu'elle vous tourne le dos ou vous oublie. Par exemple ma mère qui m'aime bien... de loin, mais qui ne supporterait pas ma présence parce que j'ai trop tendance à dire ce que je pense. Ce n'est hélas pas le seul cas dans ma famille qui passe son temps à juger les autres non pas pour ce qu'ils sont ou font mais par rapport à l'idée qu'ils s'en font. Personnellement, si je devais juger les gens, je le ferais non pas à partir de leurs idées et de leurs préjugés, mais par rapport aux relations qu'ils entretiennent avec les autres sans forcément en tenir compte, mais sans non plus me sentir obligé de le supporter quand j'estime qu'elles sont injustes ou présentent un aspect excessif ou intolérable.

En général, je n'ai jamais rompu des relations avec des gens qui ne me ressemblaient pas du tout, sauf quand en plus d'être malhonnêtes ils se permettaient de me donner des leçons ou voulaient me faire passer pour un sale type, ce qui est totalement inadmissible de la part de n'importe qui sans exception car il y a des limites à tout. En fait ces quelques personnes adoptaient un comportement belliqueux à mon égard pour me nuire uniquement, car cela ne leur rapportait absolument rien. Dans ce cas-là, après avoir essayé en vain de les raisonner, la seule solution est la rupture.

Je finis toujours par me dire que c'est cette société pourrie qui les a rendus ainsi ou qui a fait en sorte que les choses se déroulent de la sorte, et qu'on n'en porte pas plus l'un ou l'autre la responsabilité, donc sans amertume ou haine, je prends acte que les choses sont ainsi et j'en tire des enseignements pour la suite de manière à ce que cette expérience malheureuse n'ait pas été vécue en vain.

Je suis très attaché aux gens que je suis amené à côtoyer dans la vie. J'ai seulement le défaut ou la maladresse de pousser parfois un peu trop loin la provocation pour leur montrer l'absurdité de leur comportement selon moi, ce qu'ils peuvent prendre pour un jugement et ne pas le tolérer. Ils se méprisent en m'attribuant des intentions qui n'ont jamais été les miennes ou en croyant que je voudrais les forcer à changer, alors qu'en réalité c'était juste une manière de faire avancer la discussion sur une question ou un sujet, de leur faire prendre conscience de leur comportement et sa signification et rien de plus.

Dès qu'on touche à quelque chose qui a trait à leur personnalité, ils se cabrent comme si vous les aviez agressés violemment, parfois à partir d'une phrase anodine, en apparence, un mot, juste un mot, pas une insulte, un mot banal, une insinuation sans conséquence qui aura pour eux un contenu explosif du fait qu'elle recouvre une vérité qu'ils ne tiennent pas à regarder en face, ce dont vous ignorez de bonne foi, c'est si comme vous aviez fait mouche sans le savoir et ils ne vous le pardonneront pas, ils estimeront que vous vous êtes immiscé un peu trop loin dans leurs affaires.

Je pars du principe que la vie est courte et que nous sommes bien peu de choses en réalité, que rien ne nous appartient, pas mêmes nos idées ou nos rapports au monde extérieur, de sorte qu'on peut les aborder sans détours. Mais c'est loin d'être le cas de nos contemporains qui tiennent à ce qu'ils possèdent ou les biens matériels qu'ils ont accumulés, y compris leurs idées avec lesquelles ils s'identifient, ce qui au lieu de les aider à progresser, renforce leur tendance névrotique ou à se scléroser, d'autant plus que la civilisation humaine ne parvient pas à abattre les obstacles qui l'empêchent de progresser à nouveau.

Quand on vit dans un milieu ouvrier profondément arriéré bourré de préjugés (on pourrait dire l'Inde toute entière pour bien faire

en dehors des nantis) au point que ce sont leurs préjugés qui dictent pour ainsi dire leur sort de la naissance jusqu'à leur mort, et que spontanément on ressent de l'affection pour ces gens-là, c'est je crois que quelque part on a réussi à comprendre ce qui était à l'origine (sociale) des comportements humains, sans qu'il soit nécessaire de préciser que cela implique de faire preuve de modestie ou qu'on agit et pense forcément de manière désintéressée, en fait en liant notre sort à celui de notre classe puisqu'il n'existe pas d'autre solution pour s'en sortir sur le plan politique.

Parfois mon isolement me pèse autant que l'incompréhension dont je fais l'objet ou le traitement qu'on me fait subir, alors que je ne le mérite pas. J'en parle pour me soulager sans oser me plaindre parce que j'arrive malgré tout à m'en sortir, mais cela je ne le dois qu'à moi-même. Il est vrai que j'ai de la chance de pouvoir consacrer du temps à penser à ces choses qui peuvent vous paraître insignifiantes, mais auxquelles j'accorde une place dans la vie parce que j"estime que chacun doit se donner pour objectif de progresser, de mieux connaître les autres pour arriver à mieux se connaître soi-même, et que c'est préférable quand on veut changer la société. A suivre.

Autre chose.

2 jours passés sans écran, quel bonheur ! Je n'en dirai pas plus.

7788 connexions à la page d'accueil du portail en octobre (7375 en septembre) dans 58 pays.

Si vous lisez attentivement les articles publiés par les médias dits alternatifs, vous constaterez qu'il existe un consensus entre tous leurs auteurs et le régime capitaliste et ses institutions, puisque pas un ne prônera un changement de régime chez les puissances occidentales qui dominent le monde, ils en sont tous des agents à des degrés divers, consciemment ou non peu importe ici.

Ils doivent leur existence à l'oligarchie financière qui a décidé (notamment) de mettre cet instrument de communication (Internet et bien d'autres canaux dont les institutions, les universités, etc.) à leur disposition pour leur permettre d'exercer leur talent de parole-parole du capitalisme, d'étaler leur ignorance du processus dialectique qui parcourt depuis son origine le développement de la civilisation humaine, dont le prolongement ou l'issue coïncidera avec son extinction ou sa disparition s'il ne parvenait pas à se débarrasser des obstacles qui l'empêchent d'atteindre un stade supérieur ou de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, ce qui nécessitera de mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, autrement dit d'en finir avec le système économique capitaliste.

En refusant d'adopter le matérialisme dialectique, le marxisme, le socialisme, ils se condamnent eux-mêmes à se faire les porte-voix de la barbarie capitaliste qu'ils l'admettent ou non n'y changeant rien.

S'il est inquiétant et navrant à la fois de constater que ces milliers et milliers d'intellectuels qui en représentent beaucoup d'autres à travers le monde, qui incarnent les couches les plus développés de la société sur le plan intellectuel, demeurent incapables d'analyser le monde autrement qu'en idéalistes ou en rêveurs crédules ou encore à l'esprit borné et étriqué, notre seul espoir repose alors sur les travailleurs les plus déterminés, les militants les plus avancés du mouvement ouvrier qui ont la volonté de progresser et qui sont à même de maîtriser le matérialisme dialectique et historique pour propager le socialisme au sein de la population laborieuse, et trouver la voie pour construire le parti ouvrier socialiste révolutionnaire qui nous fait tant défaut aujourd'hui. A suivre.

Défense du matérialiste dialectique.

A peine croyable : Le matérialiste dialectique ou le marxiste est accessible aux ouvriers.

- "*Joseph Dietzgen est un matérialiste dialectique. (...) Dietzgen était marxiste.*" (Lénine : Matérialisme et empiriocriticisme -1908)

- "*Marx écrivait à Kugelmann le 5 décembre 1868 : « Il y a déjà quelque temps que Dietzgen m'a envoyé une partie d'un manuscrit sur la Faculté de penser. Bien qu'on puisse lui reprocher une certaine confusion et des répétitions trop nombreuses, ce travail contient beaucoup de choses remarquables, surprenantes même si l'on considère qu'il est l'oeuvre d'un ouvrier ».*"

A croire que Marx faisait preuve d'un plus grand discernement que la plupart de nos lecteurs qui ont le don de se prendre pour ce qu'ils ne sont pas...

La plupart des soi-disant marxistes en étaient les pires ennemis en réalité... Rien n'a changé.

- "*Nombre d'écrivains qui se réclament du marxisme ont entrepris parmi nous, cette année, une véritable campagne contre la philosophie marxiste. En moins de six mois, quatre livres ont paru, consacrés surtout, presque entièrement, à des attaques contre le matérialisme dialectique.*" (Préface à la première édition - id)

« le mouvement est inconcevable sans matière », comme le changement de régime est inconcevable sans les masses révolutionnaires et leur parti.

- "*Le mouvement est-il concevable sans matière ? L'exploitation de la nouvelle physique par l'idéalisme philosophique, ou les déductions idéalistes tirées de cette physique ne sont pas dues à la découverte de nouveaux aspects de la substance et de la force, de la matière et du mouvement, mais à la tentative de concevoir le mouvement sans matière. C'est cette tentative précisément que nos disciples de Mach n'arrivent pas à saisir en substance. Ils ont préféré ne pas affronter l'affirmation d'Engels, selon laquelle « le mouvement est inconcevable sans matière ». J. Dietzgen exprimait, dès 1869, dans son livre sur l'Essence du travail cérébral, la même idée qu'Engels, non sans tenter, il est vrai, comme il en avait la coutume, de « concilier » confusément le matérialisme et l'idéalisme. Laissons de côté ces tentatives, explicables dans une large mesure par la polémique de Dietzgen contre le matérialisme de Büchner étranger à la dialectique, et demandons-nous quelles sont les opinions de Dietzgen lui-même sur la question qui nous intéresse. « Les idéalistes veulent, dit-il, le général sans le particulier, l'esprit sans la matière, la force sans la substance, la science sans l'expérience ou sans les matériaux, l'absolu sans le relatif » (Das Wesen der menschlichen Kopfarbeit, 1903, p. 108). La tendance à détacher le mouvement de la matière et la force de la substance, Dietzgen la relie ainsi à l'idéalisme et la situe à côté de la tendance à détacher la pensée du cerveau. « Liebig, continue Dietzgen, qui aime à s'écarter de sa science inductive pour se rapprocher de la spéculation philosophique, dit, dans le sens de l'idéalisme : on ne peut voir la force » (p. 109). « Le spiritualiste ou l'idéaliste croit à l'essence idéale, c'est-à-dire illusoire, inexplicable de la force » (p. 110). « La contradiction entre la force et la matière est aussi vieille que la contradiction entre l'idéalisme et le matérialisme » (p. 111). « Il n'y a sans doute ni force sans matière, ni matière sans force. La matière sans force et la force sans matière, c'est un non-sens. Si les savants idéalistes croient à l'existence immatérielle des forces, ils sont sur ce point... des visionnaires, et non des savants » (p. 114)*." (id)

On retiendra que le matérialisme est indissociable de la dialectique, et que c'est la dialectique qui fait défaut aux intellectuels en général.

Le syndicalisme "déloyal". Mode d'emploi.

On regrettera qu'il n'existe plus "absolument aucun espace à la moindre concertation sociale", et pourtant ce n'est pas la place qui manque (1), même que la notion de "négociation réelle" aurait disparu, alors qu'il suffit de si peu d'imagination pour la concevoir, surtout lorsqu'on demeure nostalgique des "négociations loyales" quand il y avait du "grain à moudre" et qu'on pouvait la jouer "donnant-donnant", quand chacun restait sagement à sa place de manière à assurer la pérennité du régime en place... Voilà pour la conception du syndicalisme de lutte de classe opposée au syndicalisme "rassemblé" version néostalinienne, réformiste ou réactionnaire.

Pour nous, le donnant-donnant, c'est j'échange mes chaînes contre les vôtres, votre liberté devient la nôtre et nous libérons l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme au lieu de la livrer au chaos et à la barbarie...

Ce devrait être l'orientation d'un syndicat, préparer les masses à gouverner le pays, donc à déloger ceux qui détiennent le pouvoir dans les ministères et les entreprises, bloquer le pays, paralyser l'activité économique et permettre à la population laborieuse de sortir dans la rue, de se soulever et de s'emparer du pouvoir politique.

Il y en a qui sont ignorants ou assez naïfs pour croire ou qui feignent de l'être, qu'il suffirait de dénoncer la politique du gouvernement et de prôner le "tous ensemble" pour que le mouvement ouvrier et le prolétariat orientent leur combat dans la bonne direction sans qu'il soit nécessaire de leur indiquer celle qu'ils devraient prendre pour qu'ils se donnent pour objectif politique le renversement du régime capitaliste et parviennent à vaincre leur ennemi, ils peuvent toujours attendre, indéfiniment.

En réalité la plupart s'accommodent de cette situation à défaut d'avoir la volonté d'affronter directement le régime, pensez donc, ils n'osent même pas affronter leurs propres dirigeants ou rompre avec eux.

La nécessité d'envisager un changement de régime par un soulèvement révolutionnaire des masses exploitées auquel les représentants des capitalistes ne participeraient pas, devrait être l'élément fédérateur autour duquel tous les militants qui se disent anticapitaliste ou révolutionnaires devraient se rassembler, c'est le seul objectif politique susceptible de réaliser l'unité du prolétariat et les partis ou organisations qui combattent pour en finir avec le capitalisme ou pour le socialisme.

Refuser ou rejeter cette orienter ne peut conduire qu'à s'adapter au régime en place et en devenir un agent. Cela concerne tous ces militants incohérents ou en proie à une confusion manifeste qui se sont enthousiasmés pour les mouvements révolutionnaires qui ont eu lieu en Tunisie et en Egypte et qui visaient un changement de régime dans ces pays-là (objectif impossible à atteindre en l'état, mais c'est une autre question), mais qui ne peuvent pas concevoir qu'un tel soulèvement révolutionnaire devrait également être à l'ordre du jour en France puisqu'ils refusent d'inscrire leur combat dans cette perspective et d'y préparer les masses.

On connaît leurs objections, elles sont aussi vieilles que le mouvement ouvrier, les conditions ne sont pas mûres pour adopter cette orientation disent-ils, et quand les conditions sont enfin remplies ils le nient pour ne pas avoir à l'adopter et ainsi de suite, bref, ils veulent bien combattre le capitalisme mais uniquement sur son propre terrain, c'est lui qui doit leur fixer les limites (et les

objectifs) dans lesquelles ils doivent inscrire leur combat, en réalité ils n'ont rien d'anticapitaliste ou de révolutionnaire. Ils ont une conception de la lutte de classe antidialectique, et à la longue ils adoptent l'état d'esprit hypocrite et satisfait du jésuite à défaut d'adopter le matérialisme dialectique ou le socialisme.

(1) En réalité on ne compte plus les institutions auxquelles participent la CGT ou les syndicats en général, et il ne se passe pas une semaine sans que des dirigeants des principaux syndicats rencontrent un ministre ou des technocrates qui les représentent ou des patrons, c'est un va et vient incessant entre les instances du pouvoir ou de l'Etat et les syndicats. Et qu'ils participent ou non à une conférence n'y change rien. Le gouvernement et le patronat s'assurent auprès des dirigeants syndicaux que le troupeau est bien gardé, le troupeau, c'est nous les travailleurs.

- " Dialogue social " : une escroquerie et un piège mortel ! - Front syndical de classe 19.10 (legrandsoir.info 09.11)

Extraits.

- La crise du système capitaliste et la volonté des classes dominantes de préserver leurs privilèges et de les étendre ne laisse absolument aucun espace à la moindre concertation sociale qui pourrait être favorable aux revendications des travailleurs, des sans emploi, des précaires... La construction européenne conçue de A à Z pour et par les firmes transnationales interdit d'ailleurs tout progrès social et toute négociation réelle. Pour paraphraser Jean-Claude Juncker parlant de démocratie : " il n'y a pas de dialogue social contre les traités européens ". Le " grain à moudre " résultant de la croissance des 30 glorieuses et du rapport des forces de la Libération n'est plus ! Pas plus que le donnant-donnant. (...)

- ... tout en refusant de cautionner les opérations d'enfumage du pouvoir et des médias, il faut en même temps cesser d'entretenir des illusions sur la possibilité de négociations loyales en dehors de puissants mouvements sociaux d'ampleur qui modifieraient le rapport des forces avec le patronat et le pouvoir gouvernemental et celui de l'oligarchie ! (...)

- ... l'explosion concomitante et coordonnée du mécontentement des travailleurs constituerait une véritable libération comme en 36, en 68, en 1995 ... C'est donc à cet objectif qu'il faut exclusivement s'atteler. (Objectif qui loin de constituer "une véritable libération" pour les travailleurs devait au contraire coïncider avec le maintien en place de l'ordre établi. - LVOG)

C'est aux travailleurs et exclusivement à eux qu'il faut s'adresser pour montrer qu'en dehors d'une mobilisation TOUS ENSEMBLE il n'y aura aucune espèce d'avancée et qu'au contraire c'est le laminage impitoyable de tous nos conquis (acquis - LVOG) qui s'imposera. (Quelque part les travailleurs ont intégré plus ou moins consciemment que pour stopper l'offensive généralisée du capital contre leurs droits sociaux il en faudra plus qu'une simple "mobilisation tous ensemble" sans perspective ou objectifs politiques, car cette offensive est la réponse de la réaction à la crise du capitalisme qui a atteint une ampleur telle, que son existence ou ses fondements en sont menacés et nécessite que la nature du régime et les rapports établis entre les classes au profit de la classe des capitalistes s'imposent avec plus de force encore que par le passé, d'où cette lutte à mort dans laquelle ils se sont engagés pour régler la question du pouvoir qui se trouve ainsi posée, quitte à bâillonner la démocratie et à recourir à la dictature ou au fascisme pour y parvenir, de sorte qu'à ce stade ne s'opposent pas seulement des besoins antagonistes pouvant faire l'objet de compromis de circonstance, mais deux modèles de société inconciliables, deux conceptions du pouvoir incompatibles ou qui s'excluent mutuellement, entre celui de la classe qui le détient et entend le conserver en exigeant que la classe dominée abdique ses droits et se soumette docilement au mode de vie et à l'épouvantable destin qu'elle lui a réservés, et celui de la classe qui ne détient aucun pouvoir et doit engager la lutte pour le conquérir, ce qui nécessite qu'elle se fixe pour objectif de vaincre son ennemi et non de le faire reculer ou de stopper provisoirement son offensive, ce qui exige de le dépouiller de ses droits en abolisant ses privilèges économiques, ce qui nécessite de s'emparer du pouvoir politique.

Il faut bien comprendre que notre incapacité ou notre refus d'admettre que les rapports entre les classes dus à la crise du capitalisme ont atteint un tel degré de tension qu'ils posent avec plus d'acuité que par le passé la question du pouvoir, revient à laisser aux représentants de la classe dominante le soin de s'en charger et à interdire aux travailleurs d'envisager une issue politique au-delà du capitalisme sur leur propre terrain de classe et à les détourner du socialisme. - LVOG)

Soyez Charlie ou le fascisme destiné aux lycéens, c'est en France. Et en Israël

- Des néo-nazis dans le magazine Phosphore ? - arretsurinfo.ch

Dans son numéro 413 de novembre 2015, le magazine Phosphore à destination des lycéens, publie un reportage photo sur le conflit en Ukraine intitulé : « La guerre à 20 ans », réalisé par Pete Kiehart, un photo-journaliste ukrainien.

Les jeunes volontaires suivis par le journaliste et mis en scène comme des « héros » servent de support à une narration partiale et orientée du conflit, sur laquelle il serait cependant trop long de s'attarder ici, et une vision apologétique de la violence armée.

Le magazine Elle avait déjà réalisé un reportage sur les « femmes combattantes » qui participait de cette logique, dans le cadre

du conflit ukrainien en novembre 2014, avant de devoir s'excuser auprès de ses lecteurs : l'égérie ukrainienne mise en vedette dans le magazine appartenait en effet à la mouvance néo-nazie.

Phosphore est malheureusement tombé dans le même travers et son héroïne féminine, Ruslana, est membre de la mouvance néo-nazie ukrainienne, largement représentée dans les bataillons de volontaires qui combattent les indépendantistes russophones de l'est du pays. Les lecteurs ne seront cependant jamais informés de ce fait par le magazine, qui présente Ruslana comme une « combattante de la liberté ».

L'appartenance de l'héroïne de Phosphore, Ruslana, à la mouvance néo-nazie est parfaitement identifiable sur la photographie figurant en page trois du photo-reportage et qui la présente en compagnie de Ruslan et de leur instructeur. La jeune fille, en tenue militaire et débardeur, arbore un symbole nazi très clairement visible, tatoué sur son bras gauche : le « soleil noir ».

Ce symbole fut employé au cours de la seconde guerre mondiale et appartient au mysticisme nazi. Il figure aujourd'hui sur l'écusson du bataillon de volontaires ukrainiens Azov, à l'idéologie ouvertement néo-nazie et qui combat dans l'est du pays.

Deux pages sont consacrées par le magazine Phosphore à Ruslana, et plus particulièrement à sa formation de sniper, lui donnant largement la parole.

Elle précise par ailleurs avoir pour modèle Chris Kyle, le héros du film polémique « American Sniper » basé sur l'histoire vraie d'un sniper américain revendiquant 255 ennemis abattus en Irak… On peut ainsi légitimement s'interroger sur la conception de la liberté qui peut être défendue par une néo-nazie de 19 ans ayant pour modèle le tueur le plus efficace de l'armée américaine en Irak et qui est ainsi véhiculée par le mensuel Phosphore auprès des adolescents…

Si la rédaction du magazine peut légitimement avoir été trompée, par ignorance ou négligence, comment le photo reporter ukrainien auquel a été confié la réalisation de l'article et qui a conduit les entretiens pouvait-il ne pas être au courant de l'idéologie néo-nazie à l'œuvre au sein des bataillons de volontaires engagés dans le conflit ?

Au final, le portrait de l'engagement armé dressé par le magazine Phosphore à l'intention des jeunes semble celui d'un film d'action hollywoodien avec d'un côté les « gentils » (ici les ukrainiens), et de l'autre les « méchants » (les russophones de l'est du pays), ce manichéisme autorisant les jeunes héros à se « réaliser » dans la violence armée, passant sous silence les drames et les crimes de guerre qui sont la conséquence inévitable du sentiment d'impunité qu'il procure, manichéisme d'ailleurs largement fabriqué et encouragé à cet effet par la propagande militaire.

Le rôle d'un magazine comme Phosphore, qui tient une place importante dans la presse jeunesse, et est présent dans l'immense majorité des Centre de Documentation et d'Information du système scolaire français ainsi que des médiathèques municipales, ne serait-il pas au contraire d'apporter une distance critique face à l'exacerbation de la violence guerrière et son héroïsation ? Lorsque cette dernière est portée, comme c'est le cas ici, par des acteurs à l'idéologie ouvertement néo-nazie, cela ne relève-t-il pas d'un manquement à la déontologie journalistique la plus élémentaire ? arretsurinfo.ch 06.11

- La police israélienne menace des Palestiniens de les gazer « jusqu'à ce qu'ils meurent » - Mondialisation.ca

Des vidéos sont apparues montrant la police israélienne des frontières menaçant les Palestiniens du camp de réfugiés d'Aida de les gazer « jusqu'à ce qu'ils meurent. » La menace a été brandie en réponse à une manifestation de jeunes contre l'occupation et à des jets de pierres contre le mur de séparation.

Un policier y lit un message en arabe avec un haut-parleur pendant qu'une jeep israélienne descend la rue tirant des gaz lacrymogènes. « A la population du camp de réfugiés d'Aida, nous sommes les forces d'occupation. Vous lancez des pierres et nous vous tirerons des gaz jusqu'à ce que vous mouriez tous. Enfants, jeunes et vieillards – vous mourrez tous. Nous ne laisserons aucun de vous en vie, » dit-il.

On entend l'agent de la police des frontières dire, « Nous avons arrêté l'un d'entre vous. Il se trouve avec nous actuellement. Nous l'avons interpellé chez lui et nous le massacrerons et le tuerons sous vos yeux si vous continuez à lancer des pierres. » Mondialisation.ca 04.11

- L'armée israélienne a arrêté 800 enfants Palestiniens en octobre 2015 - arretsurinfo.ch

« Les forces armées israéliennes maltraitent de façon systématique les enfants palestiniens », affirme l'ONG basée en Cisjordanie occupée, Military Court Watch.

Depuis 2000 l'Etat juif d'Israël a arrêté et incarcéré plus de 8500 enfants Palestiniens. Durant ce mois d'octobre uniquement 800 enfants ont été arrêtés et brutalisés. arretsurinfo.ch 07.11

ACTUALITE EN TITRES

La crise de l'accumulation du capital.

- Le marché de l'immobilier de luxe parisien tourne la page de la crise - AFP

- Début des ventes de haute joaillerie à Genève pour les très riches investisseurs - AFP

La maison d'enchères Christie's a inauguré mardi soir les ventes de haute joaillerie à Genève avec un diamant rose taillé en forme de coussin de 16,09 carats, le plus gros de ce type jamais mis aux enchères, adjugé pour 26,6 millions d'euros. AFP 10.11

Les places sont chères.

- Régionales 2015 : les chers colistiers de Xavier Bertrand LePoint.fr

Tout le monde ne peut pas être colistier de la tête de liste en Picardie-Nord-Pas-de-Calais. Pour cela, il faut en effet débourser 7 000 euros. LePoint.fr 08.11

La chasse continue...

- "Stop-ça suffit" : le gouvernement chasse le harcèlement sexiste - LePoint.fr

- Sexisme: Najat Vallaud-Belkacem remet en place un éditorialiste du Point - 20minutes.fr

- Une application permet d'être réveillé par une voix d'homme sexy - Slate.fr

La démocratie par le sabre chez les barbares adulés par Hollande, Valls, Fabius, Le Drian.

- Arabie saoudite: 146 personnes exécutées en 2015, un record depuis 20 ans - 20minutes.fr

Alors que 87 personnes avaient été condamnées à mort en 2014... 20minutes.fr 09.11

C'est marrant, on n'a jamais entendu parler de pareils traitements de la part du régime syrien dont Paris veut absolument la chute à l'instar de Riad qui arme les barbares de l'Emirat islamique, et Tel-Aviv qui massacre les Palestiniens...

Au fait, à l'heure où il règne en France une polémique sur les lieux de culte réservés au musulman, vous saviez qu'à Damas la capitale de la Syrie, chrétiens et musulmans priaient dans les mêmes édifices, à croire que le régime syrien serait en réalité plus démocratique que celui qui règne en France, non ? Chut ! Pour cause de collaboration de classes...

Révolution "de soie et de safran" de Washington en Birmanie.

- Birmanie : la consécration pour Aung San Suu Kyi - Francetv info

Le peuple birman fête la naissance d'une vraie démocratie après 50 ans d'une dictature militaire féroce. Ils sont des milliers à remercier la "Dame de Rangoun" ou "Maman Suu", celle dont le courage et la ténacité ont permis cette révolution de soie et de safran. Francetv info 10.11

Quand les médias aux ordres encensent une personnalité, un candidat, un élu, un parti, une associationsans prendre de risque vous pouvez en déduire qu'il figure dans le camp de la réacton ou qu'il sert ses intérêts.

Ainsi va leur vieux monde corrompu

- L'assouplissement de la loi Evin crée la controverse - Francetv info

- Canada: Montréal va vider ses égouts dans le St-Laurent - 20minutes.fr

- Crise des migrants : comment l'image de tolérance des pays scandinaves se fissure sérieusement - Atlantico.fr

- Envoi de troupes américaines en Europe : quand l'Oncle Sam montre ses gros bras à la Russie pour rassurer ses alliés - Atlantico.fr

- USA : démission du président de l'université du Missouri après des tensions raciales - AFP

- Des entreprises américaines accusées d'évasion fiscale en France - LeMonde.fr

- Guantanamo: le Congrès américain renouvelle l'interdiction de fermeture de la prison - AFP

- Malgré les tiraillements, Washington assure Israël de son soutien indéfectible - euronews.com

- Turquie: l'UE dénonce une "tendance négative" pour l'état de droit - AFP

Mais s'accommode qu'elle serve de base arrière aux barbares d'EI...

- Des chalutiers irlandais exploitent des migrants quasi esclaves - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

La réaction est en deuil.

- Sarkozy rend hommage au "courage" et à la "lucidité intellectuelle" de Glucksmann - AFP

L'ancien président Nicolas Sarkozy a rendu hommage mardi au "courage" et à la "lucidité intellectuelle" du philosophe André Glucksmann, décédé lundi mais dont la "pensée jamais prisonnière du diktat idéologique survivra".

"Par son parcours intellectuel depuis son engagement maoïste au début des années 1960 jusqu'à sa dénonciation du marxisme comme théorie totalitaire le philosophe a démontré, contrairement aux générations qui l'avaient précédé, que l'idéologie ne pouvait pas toujours museler la pensée et que la philosophie ne pouvait pas servir de garantie a des systèmes politiques inhumains", écrit Nicolas Sarkozy dans un communiqué.

"Ce courage et cette lucidité intellectuelle ont souvent rencontré l'incompréhension et provoqué l'invective mais André Glucksmann n'a jamais cessé de dénoncer ces "maîtres à penser" prêts à cautionner le pire. C'est cette pensée jamais prisonnière du diktat idéologique qui survivra, j'en suis convaincu, à la disparition du philosophe", ajoute l'ancien président de la République.

"André Glucksmann était un homme dont l'amitié nous honorait", conclut le président du parti Les Républicains.

Philosophe antitotalitaire après avoir été proche des "maos" français, André Glucksmann, né en 1937, fit partie, avec Bernard-Henri Lévy, de la mouvance des "nouveaux philosophes".

Se revendiquant toujours de gauche, il n'hésita cependant pas à soutenir Nicolas Sarkozy lors de la présidentielle de 2007, avant de prendre ses distances. AFP 10.11

- André Glucksmann, la voix vibrante de la Tchétchénie - Slate.fr

En complément dans le registre populiste.

- A droite comme à gauche, on célèbre la mort du général de Gaulle tous les ans - Le Huffington Post

Comment le gouvernement français détruit les infrastructures de la Syrie.

- La France a frappé un centre pétrolier de l'Etat Islamique - LeFigaro.fr

- Les infrastructures syriennes cibles des raids de la coalition US - sahartv.ir

« Les raids de la coalition anti-Daech des Etats-Unis et leurs alliés visent les infrastructures syriennes. », a annoncé le ministère syrien des Affaires étrangères.

Envoyant deux lettres séparées à l'adresse du secrétaire général de l'Onu et du président par exercice du Conseil de sécurité de l'Onu, le ministère syrien des Affaires étrangères Walid Mouallem a critiqué les raids de la coalition internationale anti-Daech dont l'objectif est de détruire les infrastructures syriennes.

« Les frappes aériennes de la coalition anti-Daech se font sans autorisation ni coordination avec le gouvernement syrien; ces attaques ne respectent pas la légitimité internationale et la Charte de l'Onu », a ajouté dans ses lettres le ministère syrien des Affaires étrangères.

Le gouvernement syrien qualifie d'intentionnelles les frappes de la coalition internationale anti-Daech. "Le bombardement de deux centrales thermiques à Alep dans le Nord du pays et d'autres infrastructures dans différentes régions syriennes par les chasseurs-bombardiers de la coalition internationale traduisent une agression flagrante contre les infrastructures économiques, industrielles et publiques, afin de porter préjudice aux capacités du peuple syrien et d'endiguer le progrès et la reconstruction de la Syrie. sahartv.ir 10.11

Guerre idéologique et russophobie hystérique

- L'Agence mondiale anti-dopage réclame la suspension de la Russie de toutes les compétitions - euronews.com

- Dopage : Moscou dénonce un complot - euronews.com

Moscou crie au complot après la publication du rapport accablant de l'Agence mondiale anti-dopage (AMA). Les enquêteurs dénoncent un véritable mensonge d'État autour, notamment, de l'athlétisme russe. Même les services secrets, dont l'ancien patron n'est autre que Vladimir Poutine, seraient impliqués.

"Le dopage n'est pas le problème en Russie, répond le ministre des Sports Vitaly Moutko. La Russie ne devrait pas être pointée du doigt. C'est un problème global. Nous savons que tous les pays se battent contre ce mal. C'est ce que nous faisons également et nous continuerons à le faire. Nous avons créé un système sérieux de lutte contre le dopage. Nous disqualifions environ 2 % des athlètes chaque année, comme les autres pays."

Selon le rapport, ce ne sont pas que des athlètes, leurs entraîneurs et des médecins qui sont en cause, mais aussi l'agence russe anti-dopage et le laboratoire accrédité pour les analyses. euronews.com 10.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Portugal

1.1- Portugal: le PS approuve un programme de gouvernement pour "tourner la page de l'austérité" - AFP

La Commission nationale du Parti socialiste portugais, sorte de parlement interne, a approuvé samedi soir un programme de gouvernement soutenu par une alliance inédite de la gauche pour "tourner la page de l'austérité" tout en respectant "les engagements européens et internationaux" du pays.

Il est "basé sur le programme du PS", avait expliqué M. Costa, mais "intègre cependant des modifications qui découlent" des accords annoncés la veille avec le Parti communiste, le Bloc de gauche (proche de Syriza au pouvoir en Grèce) et les Verts.

Cette union de la gauche, inédite en 40 ans de démocratie portugaise, est déterminée à faire chuter l?exécutif de droite dirigé par Pedro Passos Coelho, qui a perdu sa majorité absolue au Parlement lors des législatives du 4 octobre, et à le remplacer par un gouvernement socialiste.

La Commission politique du PS, une autre instance dirigeante du parti, doit encore se réunir dimanche soir pour se prononcer sur la formation d'un exécutif socialiste.

Le Parti socialiste doit obtenir une "garantie de stabilité" pour maintenir un gouvernement "tout au long de la législature", a insisté

M. Costa, précisant que les négociations sur ce point étaient toujours en cours.

"Ce programme est compatible avec nos obligations internationales", a martelé M. Costa pour rassurer les partenaires européens du pays. Le document présenté prévoit d'ailleurs un déficit budgétaire pour 2016 de 2,8% du PIB, respectant les critères du traité budgétaire européen. AFP 08.11

On aura compris que ce front populaire est destiné à offir une "garantie de stabilité" aux institutions portugaises, en appliquant un programme "compatible" avec "les critères du traité budgétaire européen", qui consistera à assumer la continuité de la politique antisociale de la droite officielle, le PSD et le CDS-PP.

Quand la soi-disant gauche prend le relais de la droite pour accomplir la même sale besogne pour le compte des capitalistes, vous avez le droit d'en déduire que la gauche était en réalité une imposture uniquement destinée à tromper les travailleurs pour leur interdire de se rassembler dans un véritable parti ouvrier sur la base d'un programme socialiste.

Tous ceux qui ont marché dans la combine consistant à refuser ce constat en étaient les complices, cela vaut pour tous les courants qui se réclament du trotskysme notamment.

Ils ne pourront même plus invoquer l'argument selon lequel il fallait que le PS et ses satellites ou alliés parviennent au pouvoir pour démasquer leur véritable nature contre-révolutionnaire auprès des travailleurs, puisqu'on ne comptait plus le nombre de pays dans lesquels ils étaient parvenus au pouvoir en Europe et en Amérique latine ou le nombre de fois que les travailleurs ont pu en faire l'expérience depuis des lustres, quelques décennies pour ceux qui ont la mémoire courte, un siècle pour ceux qui n'ont pas une mémoire sélective.

1.2- Portugal : le gouvernement de droite est renversé - latribune.fr

Par 123 voix contre 107, la motion de censure contre le gouvernement minoritaire de Pedro Passos Coelho a été adoptée par le parlement. Le leader socialiste Antonio Costa pourrait former le prochain gouvernement avec l'appui de la gauche radicale.

Sans surprise, le 20ème gouvernement portugais depuis l'instauration de la Constitution portugaise de 1976, a été renversé par l'Assemblée de la République, le parlement du pays, après onze jours d'existence. Après plus de huit heures de débat et malgré une panne sur le vote électronique, 123 députés ont approuvé la motion de défiance déposée par le principal parti d'opposition, le PS. Il fallait 116 voix, soit la majorité absolue pour renverser le gouvernement. Les trois partis de la gauche radicale, le Bloc de Gauche (BE), le Parti communiste (PCP) et le parti écologiste (PEV) ont joint leurs voix au PS. Même le seul député du parti animaliste PAN a voté contre le gouvernement. Pour la première fois depuis la Révolution des Oeillets en 1974, la gauche portugaise a donc réussi à s'unir sur un projet gouvernemental.

Menaces à droite

Le gouvernement minoritaire de droite confirmé le 30 octobre par le président de la République Anibal Cavaco Silva, n'aura donc pas survécu à l'alliance des partis de gauche pour changer de politique. Les menaces du premier ministre sortant n'y auront rien changé. Il aura pourtant mis en garde contre la remontée des taux d'intérêt. Le titre à 10 ans portugais est passé de 2,31 % le 4 octobre, jour des élections législatives, à 2,84 % ce mardi 10 novembre. Les marchés s'interrogent en effet sur la stabilité et les intentions du prochain gouvernement de gauche, ainsi que sur la réaction de l'Europe. Accord à gauche

Mais ces menaces n'ont eu aucune prise sur les députés de gauche, qui étaient décidés à renverser le gouvernement après leur accord difficile trouvé ce week-end. Les partis de gauche se sont mis d'accord sur un programme minimum qui prévoit notamment de rééquilibrer les efforts fiscaux, de relever le salaire minimum et de terminer le gel des pensions. Mais le PS s'est engagé également à respecter le cadre budgétaire européen. Antonio Costa, qui pourrait être, en tant que leader du PS, le chef du prochain gouvernement, a promis que la gauche resterait « plurielle », mais il a aussi promis la stabilité. Normalement, le prochain gouvernement sera un gouvernement socialiste soutenu de l'extérieur par la gauche radicale.

Le choix du président

La balle revient désormais dans le camp du président de la République Anibal Cavaco Silva qui, le 30 octobre, avait refusé d'écouter Antonio Costa qui lui jurait qu'un accord était possible à gauche. Cet accord existe désormais et on voit mal comment il pourrait refuser de nommer le leader du PS au poste de chef du gouvernement. Mais Anibal Cavaco Silva avait, le 30 octobre, justifié son choix par un risque sur les « engagements internationaux » du Portugal, notamment sa participation à la zone euro. Le PCP est ouvertement hostile à l'euro et le BE très dubitatif. Sa marge de manœuvre est cependant très limitée dans la mesure où le parlement ne peut être dissout dans les six mois qui suivent et précèdent l'élection présidentielle prévue en janvier. Antonio Costa pourrait donc devenir premier ministre du 21ème gouvernement constitutionnel du Portugal bientôt. latribune.fr 10.11

2- Syrie

2.1- Syrie: l'armée brise le siège de l'EI autour d'un aéroport-clé près d'Alep - AFP

L'armée syrienne a remporté mardi sa première victoire significative face au groupe Etat islamique (EI) depuis le début de l'intervention russe, en brisant un siège de plus de deux ans sur l'aéroport militaire de Kweires, près d'Alep.

Les militaires ont pu entrer dans l'aéroport par l'ouest mais des combattants de l'EI se trouvent toujours dans d'autres secteurs autour de l'aéroport, a précisé un photographe collaborant avec l'AFP. AFP 10.11

2.2- De Nombreux terroristes abattus à Daraa - sahartv.ir

L'armée arabe syrienne a infligé aux terroristes de lourdes pertes lors de ses opérations exécutées dans les différents gouvernorats syriens.

Une source militaire a déclaré à Sana qu'une unité de l'armée avait mené une opération précise contre l'un des fief des terroristes du «Front Nosra» au sud de Souk al-Hal dans la zone de Daraa al-Balad, tuant un grand nombre d'entre eux, dont l'un des chefs de la soi-disant «Brigade de Karama», affilié au «Front Nosra».De même, tous les éléments d'un groupe terroriste ont été tués dans une opération contre la localité d'Ataman au nord de la ville. L'armée syrienne, en collaboration avec les groupes de la défense populaires, a poursuivi ses opérations dans la banlieue-nord de Lattaquié, où elle s'est emparée de nombre de zones dans les collines entourant la localité de Ghamam.Un grand nombre de terroristes a été tué et leurs armes ont été détruites dans ces opérations, selon la même source. sahartv.ir 07.11

3- Yémen

3.1- Yémen : l'armée avance vers une base aérienne près d'Aden - sahartv.ir

L'armée et les comités populaires yéménites sont en train d'avancer vers la base aérienne stratégique, Al-Anad, au nord de la ville d'Aden.

Selon la chaîne libanaise Al-Mayadeen, les forces yéménites avancent vers cette base aérienne qui a été occupée il y a deux mois par les forces loyales au président démissionnaire Abd Rabbo Mansour Hadi.

En outre, l'armée et les comités populaires du Yémen viennent de détruire un quatrième navire de la marine saoudienne au large de la ville d'al-Khama, dans la province de Taëz (sud). Samedi, l'aviation saoudienne a attaqué plusieurs provinces du Yémen, dont Baïdha et Jouf. Plusieurs civils ont été blessés au cours de ces attaques. sahartv.ir 08.11

3.2- Yémen : Saoudiens et Emiratis s'entredéchirent - sahartv.ir

« Divisés par leurs intérêts et priorités, les Saoudiens, les Emiratis et leurs alliés s'entredéchirent au Yémen », a constaté le quotidien libanais "Al-Akhbar".

« Le premier recul des forces militaires émiraties du Yémen a fait entrer les conflits émiratis-saoudiens, en cours dans le Sud, dans une nouvelle étape », selon "Al-Akhbar".

"Les Emirats arabes unis ont annoncé le retrait d'une partie de leurs contingents de Maarib, après avoir essuyé une lourde défaite.", précise "Al-Akbar".

Quatre attaques contre les militaires émiratis déployés au Yémen et leurs alliés dont une attaque contre l'hôtel « Palais d'Aden » ont fait émerger les conflits entre les Emiratis et les Saoudiens. Le Parti Al-Eslah, branche des Frères musulmans au Yémen, continue de critiquer les positions et le bilan des Emiratis au Yémen, des critiques qui intensifie le bras de fer entre les deux parties. Il reste toujours des questions sans réponse à propos des assauts qui ont pris pour cible les Emiratis à Aden et dans les autres régions du Yémen. sahartv.ir 10.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Grève à l'AFP, pas de quotidiens nationaux ce mardi - LePoint.fr

Les quotidiens nationaux sont absents des kiosques ce mardi 10 novembre 2015. Une grève est organisée par la CGT du Livre en solidarité avec un mouvement social lancé à l'Agence France-Presse (AFP) dans le cadre d'une négociation. « Alerté par la situation inadmissible des salariés de l'AFP, le Comité Inter CGT (...) a pris la décision d'une non-parution des quotidiens nationaux datés du 10 novembre », indique le syndicat dans un communiqué dénonçant un « diktat de la direction de l'AFP ». « Pourquoi les quotidiens nationaux sont-ils pris en otage, dans le cadre d'une négociation qui ne les concerne pas directement, et qui a trait à l'accord d'entreprise de l'AFP ? » a réagi le Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN) dans un communiqué. La plupart des titres sont consultables gratuitement sur leur site internet.

La grève à l'Agence France-Presse est relancée après un mouvement d'ampleur l'été dernier. Le président de l'Agence, Emmanuel Hoog, avait annoncé en juillet sa volonté de dénoncer tous les accords sociaux en vigueur, pour aboutir à un accord unique d'entreprise. La CGT, FO et la CFE-CGC, qui ne participaient plus aux discussions, sont revenus jeudi à la table des négociations. Mais lundi, ils ont accusé la direction d'avoir « maintenu sa volonté de faire table rase des acquis du personnel » et de vouloir « imposer au personnel de travailler plus pour gagner moins », avec « la baisse, parfois considérable, des salaires d'embauche de plusieurs catégories de personnel ». « Un nouvel accord ne peut pas être construit en sacrifiant les acquis sociaux : RTT, congés, horaires et conditions de travail, salaires, emploi, perspectives de carrière », ont-ils estimé. Un appel à la grève de 24 heures a été lancé.

« Il s'agit de négociations internes à l'AFP », a commenté la direction de l'agence. « Le socle de salaires et de congés proposé par la direction au début des négociations est déjà supérieur aux barèmes du Syndicat de la presse quotidienne nationale », a aussi fait valoir la direction, une grille à laquelle les syndicats grévistes veulent que le personnel de l'AFP soit rattaché. « La CGT Livre demande le rattachement de l'accord d'entreprise de l'AFP aux conventions collectives de la Presse quotidienne nationale », a souligné le SPQN. « Dans un contexte où la CGT est revenue à la table de négociations de l'AFP, les discussions sont ouvertes. De fait, toutes les propositions de la direction se situent au-dessus de minimas des accords Presse quotidienne nationale », a-t-il ajouté.

1.2- - Auto-entrepreneurs : des non-salariés aux faibles revenus - La Tribune

"Les auto-entrepreneurs rhônalpins ont des faibles revenus, bien loin des seuils autorisés par ce statut. La marge de progression reste donc forte", souligne Pascal Oger, directeur régional de l'Insee. L'étude sur les non-salariés publiée mardi fait un zoom sur ce statut particulier, souvent pointé du doigt comme concurrence déloyale ou frein à l'embauche salariée.

60 % réputés actifs

En 2011, la Région Rhône-Alpes comptait 90 000 auto-entrepreneurs, dont seulement 60 % étaient réputés actifs avec un revenu moyen de 5 500 euros par an. Aux extrémités, 10 % des auto-entrepreneurs gagnaient moins de 280 euros par mois tandis que 10 % d'entre eux déclaraient plus de 14 400 euros par an, un revenu moyen légèrement inférieur à un smic salarié annuel. Néanmoins, ces revenus sont difficiles à appréhender dans leur globalité, "mêlant à la fois revenus du travail et du capital, sans que l'on puisse distinguer les deux dimensions", explique le directeur régional.

10% d'entre eux dépassent les 15 700 euros par an

62 % des auto-entrepreneurs se déclarent mono-actifs, c'est à dire exerçant une seule activité. Leur revenu annuel est légèrement supérieur à l'ensemble des auto-entrepreneurs mais reste faible à 6 500 euros par an.

Seuls 10 % d'entre eux dépassent les 15 700 euros par an. Le revenu annuel des auto-entrepreneurs pluri-actifs, cumulant généralement ce statut avec un emploi salarié, (38% d'entre eux) est encore plus faible : de l'ordre de 3 800 euros par an. La Tribune 10.11

L'essentiel c'est de se prendre au jeu et de devenir un capitaliste, surtout d'en avoir l'état d'esprit, ce qui vous éloignera un peu plus du socialisme. C'est en quelque sorte l'équivalent de l'économie informelle appliquée aux pays les plus développés, avec des contraintes d'ordre administratives en plus.

2- Allemagne

- Lufthansa saisit la justice pour faire cesser la grève du personnel de bord - AFP

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a saisi la justice mardi afin de mettre un terme à la grève de son personnel de cabine, entamée vendredi par le syndicat UFO et qui doit durer jusqu'au 13 novembre.

Cette grève pourrait être la plus longue de l'histoire de la compagnie, si elle se déroule comme prévu jusqu'à son terme.

"Lufthansa a fait une demande d'ordonnance de référé auprès des tribunaux d'arrondissement de Darmstadt et de Düsseldorf", a indiqué à l'AFP mardi un porte-parole du transporteur aérien, qui motive sa démarche par l'appel à la grève pour des motifs "trop vagues".

L'UFO, syndicat du personnel navigant, avait lancé vendredi un mouvement de grève aux aéroports de Francfort et Düsseldorf (ouest de l'Allemagne), avant de marquer une pause dimanche.

La reprise des débrayages lundi à ces mêmes aéroports ainsi qu'à celui de Munich (sud) avait contraint la compagnie à annuler 929 vols, affectant 113.000 passagers. Mardi, au quatrième jour de la grève, 136 vols étaient annulés.

UFO est à couteaux tirés avec la direction de Lufthansa depuis des mois, sur des questions de salaire mais aussi de protection contre les licenciements ou encore de retraites et départs en préretraites.

Le groupe Lufthansa est engagé dans un effort de restructuration et de réduction des coûts qui doit lui permettre de tenir tête aux compagnies low-costs et à celles du Golfe, mais qui passe mal en interne. Il est aussi en conflit ouvert avec ses pilotes, qui ont fait grève à de multiples reprises depuis le printemps 2014.

Début septembre, suite à un recours de Lufthansa, le tribunal du travail de l'Etat régional de Hesse (ouest), situé à Francfort sur le Main, avait ordonné la fin d'une grève des pilotes du numéro un européen du transport aérien, la quatorzième en 18 mois.

Cette décision de justice constituait une première dans le bras de fer de la direction avec le syndicat de pilotes Cockpit. C'est en revanche la première fois qu'UFO, le syndicat du personnel de cabine, recourt à la grève. AFP10.11

3- Haïti

- Grève et fortes tensions en Haïti - euronews.com

La situation était particulièrement chaotique ce lundi en Haïti. La capitale Port-au-Prince est notamment paralysée par une grève des transports publics de deux jours. Des hausses d'impôts sont à l'origine du mouvement. Il intervient dans un contexte déjà très tendu après l'annonce de résultats préliminaires d'élections législatives très serrées. euronews.com 10.11

Haut de page

Le 13 novembre 2015

CAUSERIE

On actualisera plus tard la rubrique *Articles d'actualité* , s'ils remettent le courant dans l'après-midi. Il pleut, et sans déconner j'ai passé un sweat-shirt parce qu'il caille, il fait 25°C seulement... mais l'air est frais !

Bien qu'elle ne partage pas mes idées, ma soeur cadette m'a proposé de régler l'abonnement du portail au serveur qui l'héberge pour les trois ans à venir, l'échéance arrive vers le 20 décembre. On la remercie chaleureusement au passage.

Après avoir arrêté de publier les articles de divers portails, avec cette causerie on est peut-être en train d'adopter une formule légèrement différente de la précédente en utilisant des extraits d'articles que l'on relit entre eux et qu'on commente ou analyse pour alimenter la réflexion et faire avancer la discussion. Cela évite aussi aux lecteurs d'avoir à les lire, ils n'en ont pas forcément le temps. Personnellement, quand j'ai terminé le boulot j'éteins l'ordinateur.

La question du jour : Le fascisme, passera ou ne passera pas ? Sa version édulcorée ou soft ne serait-elle pas déjà au pouvoir l'air de rien ? L'art du camouflage et de la diversion ne serait-il pas le propre du PS par hasard ?

Commençons par nous soulager un peu.

Un instant de détente car nous aussi nous en avons besoin, sans nous distraire pour autant.

Un internaute a qualifié A. Glucksmann (et BHL) de philosophe de pissotière, sans préciser qu'elle se situait dans la tête d'un porte-parole de l'oligarchie financière sur laquelle on a tous envie de pisser dessus.

- "*On l'a oublié aujourd'hui mais il y a eu un vrai combat intellectuel dans le monde critique, dans le monde politique et universitaire français quand il s'agissait de parler des régimes totalitaires en particulier du communisme, et il a fait partie de ces philosophes courageux qui se sont engagés dans la vie de la cité, dans ce combat, et qui ont éclairé très tôt. C'est un vrai esprit critique en même temps qu'une conscience qui disparaît*", a déclaré le ministre de l'Economie Emmanuel Macron.

Tirez la chasse !

Glucksmann incarnait l'imposture, transpirait le populisme le plus infâme, il lui a consacré sa vie, et comme tout philosophe ou prétendu tel dans son cas, il se dota d'un système de pensée qu'il n'eut aucune peine à alimenter, il lui suffira d'adopter l'idéologie des néoconservateurs ou néolibéraux

Glucksmann et consorts n'auraient pas existé sans le stalinisme (dans ses différentes versions), c'est lui qui leur a fourni la matière pour s'en prendre en réalité au communisme, au prolétariat. Il suffit de lire les articles qui y sont consacrés dans le portail Le Grand Soir pour en avoir la confirmation, leurs auteurs ne trouvant rien de mieux que de défendre le stalinisme, par exemple en prétendant qu'en 1970 le PCF était réellement communiste, alors que deux ans auparavant il avait soutenu l'écrasement du printemps de Prague par les chars du Kremlin. (André Glucksmann, de l'anticommunisme « de gauche » (sic) à l'exterminisme reaganien. - Georges Gastaud - legrandsoir.info 11.11)

Le stalinisme n'est pas mort.

- A propos d'"Apocalypse Staline" diffusé sur France 2 - Annie Lacroix-Riz - legrandsoir.info 09.11

Les staliniens ne supportent pas que l'on énumère ou rappelle les crimes du stalinisme qu'ils ont couverts hier. Pourquoi ? Pardi, mais parce qu'ils sont demeurés staliniens et ils le revendiquent en les couvrant à nouveau. Que la réaction en rajoute une couche n'y change rien. Elle ne fait pas pire que madame Lacroix-Riz ou Georges Gastaud qui accusent des historiens réels ou fictifs de falsifier l'histoire alors qu'ils se livrent eux-mêmes au même exercice, en tant qu'universitaires, c'est même leur fond de commerce.

En complément. Dans le même registre version PS-néolibéral

- "Il faut continuer à réformer", mais avec les "valeurs fondamentales de la gauche", lance Ayrault - Francetv info 12.11

Faites confiance à Valls et Macron...

Question à un centime d'euro : Qu'est-ce que cela aurait donné si on avait dénoncé et combattu l'imposture du PS (et du PCF), au lieu de lui faire la courte échelle à coups de front unique pendant plus d'un demi-siècle ?

Il faut croire que pour s'y être refusé, les travailleurs et les militants auraient été plus ignorants qu'ils ne le sont aujourd'hui. Non, vous avez sans doute raison, mais vous ne devez pas être nombreux à vraiment le penser, sincèrement. A moins qu'on assiste enfin à une prise de conscience salutaire, est-ce encore possible ? Il faut l'espérer, le développement de la situation joue en notre faveur, vous l'avez remarqué vous aussi, bravo ! Il nous donne raison 9 fois sur 10.

Quand ils se disputent la primauté d'honorer le fascisme.

Il faut "assumer" (Valls). Laissez-nous le fascisme. Quelle est la signification politique de la propagande hystérique de Valls et du PS contre le FN ?

Le PS seraient-ils antifascistes ? Pas du tout et cela ne date pas d'hier.

Le PS est membre de l'Internationale socialiste qui comptait dans ses rangs par exemple le parti tunisien de Ben Ali. Le PS a soutenu tout comme l'UDR (ex-UMP-Les Républicains) tous les dictateurs ou tyrans africains au cours du XXe siècle, tout comme il avait soutenu toutes les guerres coloniales de l'Empire français sous la IIIe et la IVe République, il n'y avait donc aucune raison pour que cela cesse sous la Ve République.

Le PS a soutenu toutes les guerres engagées depuis 2001 par l'impérialisme américain. En 1991 il avait déjà participé au bombardement de l'Irak par la voix de Mitterrand et son gouvernement à majorité PS. Puis il y eut la Serbie, etc.

Le 16 décembre 2006 à Beyrouth au Liban, l'Internationale socialiste a organisé une réunion extraordinaire au cours de laquelle elle a accueilli des représentants de partis fascistes et leur a apporté son soutien. Le PS n'a pas participé à cette réunion sans démissionner pour autant de l'Internationale socialiste, ce qui revenait à cautionner cette réunion. (L'Internationale socialiste apporte son soutien à des leaders fascistes (http://www.luttedeclasse.org/dossier/anticommunisme9.pdf - Source : http://www.voltairenet.org/article12431.htm)

Depuis 2012, le Président de la Répblique et son gouvernement à majorité PS arment, conseillent et entraînent les barbares takfiristes qui sévissent en Syrie. En 2011 le PS soutiendra le bombardement de la Libye.

Ils sont totalement inféodés à une institution supranationale oligarchique, l'Union européenne, qui a participé et couvert le coup d'Etat fasciste de l'OTAN à Kiev en 2014. Depuis cette date le PS et ses satellites soutiennent publiquement le régime néonazi de Kiev qu'ils présentent comme démocratique. Ils soutiennent également le gouvernement d'extrême droite en Israël.

En France, depuis qu'il a été élu Président de la République Hollande et son gouvernement ainsi que le PS s'emploient à détruire systématiquement tous les droits sociaux des travailleurs conformément aux besoins exprimés par la classe des capitalistes et plus particulièrement l'oligarchie financière, autrement dit ils appliquent le programme que le parti officiel de l'ordre, les Républicains, n'était plus en mesure de mettre en oeuvre, programme ultra réactionnaire qui tend à faire payer aux seuls travailleurs les conséquences de la crise du capitalisme, tandis que les nantis continuent de s'enrichir dans des proportions démesurées et renforcent ainsi leur pouvoir au détriment du peuple qui est appelé à subir le sort qu'ils lui ont réservé sans broncher sous peine de répression de plus en plus féroce. Parallèlement ils se sont employés à criminaliser le mouvement ouvrier, et comme si cela ne suffisait pas ils ont adopté toute une batterie de mesures toujours plus liberticides et répressives qui visent en réalité l'ensemble des opposants à leur politique ainsi que leurs organisation, allant même jusqu'à orchestrer et justifier une chasse aux sorcières contre les esprits déviants à travers tout le pays, écoles maternelles incluses.

On se rend compte ici qu'il existe une similitude entre le programme qu'ils ont appliqué et les mesures qu'ils ont adoptées depuis 2012, et les objectifs des fascistes lorsqu'ils sont portés au pouvoir par les sommets de la classe des capitalistes : liquider systématiquement tous les droits sociaux des travailleurs de préférence en recourant au corporatisme (dialogue social), s'attaquer au droit politique du mouvement ouvrier, le bâillonner ou le neutraliser, mais au lieu que cela se passe en recourant à la violence par le biais de milices fascistes, cela passe tranquillement par la voie législative ou les institutions de la Ve République du fait que tous les partis dits ouvriers sont corrompus, ce qui n'est pas forcément le cas de tous leurs militants il faut préciser...

Du coup, comme Hollande et son gouvernement ainsi que le PS et la ribambelle de larbins à son service font le boulot pratiquement aussi bien que les fascistes le feraient si ce n'est mieux, pourquoi franchement l'oligarchie financière devrait-elle faire appel au FN et se passer de représentants aussi soumis et zélés qui ont parfaitement intégré leur stratégie (néolibérale) et leur idéologie (nihiliste)... d'extrême droite ?

Vous avez là la réponse à notre question : A l'extrême droite, le PS est pour le moment plus efficace que le FN et que les Républicains.

On a du mal à comprendre en quoi cela devrait choquer les vieux militants qui seraient demeurés loyaux envers le socialisme ou qui réfléchiraient, ceux qui sont encore en mesure d'analyser le parcours du PS et de relier entre eux tous les événements auxquels il a été mêlé de près ou de loin depuis sa capitulation du 3 août 1914, et qui devraient en arriver à la conclusion que depuis cette date il n'avait jamais réellement cessé d'appartenir au camp de la réaction contrairement à la présentation frauduleuse qui en avait été faite par nos dirigeants, et que la démonstration éclatante qu'il est en train d'en faire de nos jours n'a finalement rien de surprenant ou était inscrite dans sa propre nature et histoire depuis plus d'un siècle comme l'un des piliers indéfectible du régime.

Pour nous en avoir donné une autre version, avantageuse, de nombreux militants ont fini par oublier ce qu'il représentait vraiment et ce dont il était capable, il y en a même qui l'ont toujours ignoré ou plus généralement ont feint hypocritement de l'ignorer, qui ont découvert sur le tard ou tout récemment que le PS avait été un des pires produit du capitalisme destiné à le servir, certains pousseront même la naïveté ou le dilettantisme jusqu'à estimer que la nature de leur propre parti ou courant n'était nullement en cause après que des centaines de "trotskystes" l'eurent quitté pour rejoindre le PS, à croire qu'ils étaient compatibles et qu'ils n'y trouvaient rien à y redire, quoi de plus naturel en somme que de passer du PCI, du PT ou du POI au PS, idem en provenance de la LCR, des courants maoïstes, etc.

P. Lambert poussera la démagogie pour le justifier, jusqu'à affirmer que ces centaines de militants auraient troqué les intérêts collectifs pour lesquels ils combattaient dans le parti au profit de leurs intérêts individuels, et que c'était la vie qui était ainsi faite, rien de plus banal en somme, car à aucun moment la nature de son parti ne pouvait être mise en cause, encore moins ses dirigeants, bref, pour interdire toute discussion dans son parti il décrétera qu'il s'agissait d'une question d'ordre personnel qui ne méritait aucun intérêt. En réalité, la proximité entre les deux partis et les liens qu'ils avaient tissés au cours de plusieurs décennies, ne pouvaient s'expliquer que par la communauté d'intérêts qui les unissaient et que certains cadres ou dirigeants avaient perçu depuis longtemps sans que cela les incommode, au point que le moment venu ils en tireront profit pour monnayer leur ralliement au PS en échange d'une carrière à l'ombre des institutions de la Ve République qui n'est jamais ingrate envers ses serviteurs.

Il en fut ainsi des Mélenchon, Jospin, Cambadélis et Cie qui contrairement à des militants, cadres ou dirigeants qui avaient osé critiquer l'orientation politique que leur imposait Lambert ou le fonctionnement bureaucratique de leur parti et qui furent exclus comme des malpropres, ils bénéficièrent de l'attention bienveillante de cet imposteur comme on procède avec des adversaires avec lesquels on était de connivence afin de rester en bons termes avec eux, plutôt que des ennemis et les combattre,

ce qui était tout naturel puisque son parti était au service du PS, ce que les militants de base ignoraient et ignorent encore ou refusent de ce fait de reconnaître, ce qui est logique.

La collusion qui existe entre la droite et la gauche ne date pas d'hier comme nous l'avons rappelé, au point que les pires réactionnaires ou porte-parole du néolibéralisme et des guerres impéralistes peuvent se réclamer indistinctement de la droite ou de la gauche ou passer de l'une à l'autre. On nous rétorquera peut-être que cela a toujours existé, certes, à ceci près que depuis les années 70 elle a été théorisée, elle s'est littéralement institutionnalisée, de sorte que la confusion poussée à l'extrême qui en découle a pour conséquence d'entraîner l'ensemble du mouvement ouvrier dans son sillage à quelques rares exceptions près, si ce n'est l'ensemble de la population pour la détourner de la politique ou des partis politiques, donc au final abdiquer son droit à prendre en mains son propre sort, ce qui est leur objectif, à l'instar de ce qui s'était passé quelques décennies plus tôt aux Etats-Unis, où de fait les Américains sont livrés pratiquement sans défense à une terrible dictature de l'oligarchie miitaro-financière.

L'oeuvre du PS comme composante des représentants du capital aura été de gangrener, pourrir, détruire le mouvement ouvrier, détourner les travailleurs du socialisme, les en dégoûter à vie pour mieux les enchaîner au capitalisme... On se demandera comment a-t-on pu s'associer à un parti qui poursuivait un tel dessein criminel et sordide, comment a-t-on pu le ménager, taire son passé infâme (et celui de ses dirigeants) ou mentir par omission pendant tant de decennies, comment a-t-on pu le considérer comme un partenaire de la classe ouvrière alors qu'il n'a jamais cessé d'en être un farouche ennemi ? Qui plus est sans renier le socialisme, les enseignements de la lutte des classes que les marxistes nous ont légués. On admettra que c'était impossible. Et quant à ceux qui refusent de l'admettre, ils doivent avoir une conception du socialisme étrangère à celle du marxisme, ils sont eux-mêmes inconsciemment sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante qui a pour objet d'interdire à quiconque d'envisager un changement de régime, ce qui tombe bien puisque plus aucun parti ne l'envisage sérieusement, ainsi ils peuvent se prévaloir de ne pas être coupés des masses exploitées, en fait du régime puisqu'elles sont dans l'incapacité d'entrevoir une issue politique à la crise du capitalisme et elles en supportent les conséquences de gré ou de force.

A force de s'accommoder de tout et n'importe quoi sans réagir, on devient méconnaisable et on finit par tout accepter, par y laisser ses principes et sa dignité, c'est valable dans la vie en général. Comme disait Lénine nous ne sommes pas absolument contre passer des compromis, à condition seulement que cela ne soit pas compromettant et que cela profite à notre cause. Or s'encanailler avec une telle pourriture que le PS pendant de si longues années (et dorénavant le PCF ou le Front de gauche sans oublier les appareils vendus des syndicats) n'était pas sans courrir le risque d'y laisser son âme pour paraphraser Marx, rien ni personne ne nous y obligeait, sauf si en réalité on poursuivait un autre objectif que celui qu'on affichait. Ce qui fut effectivement le cas, car on voudrait bien savoir quel profit en a tiré à l'arrivée le prolétariat, le mouvement ouvrier, son avant-garde, il suffit de dresser un état des lieux de la situation (en France et mondiale) pour répondre absolument aucun.

La question qui est posée aux militants est de savoir si on continue dans cette voie ou si on en change radicalement pour renouer avec le socialisme.

Hollande et son gouvernement, le PS et tous les partis qui gravitent autour, ceux qui se préparent à appeler à voter pour ses candidats aux seconds tours des élections régionales, les mêmes, sont en train de préparer les conditions conduisant à la destruction de la civilisation humaine, car on ne peut pas parler de civilisation humaine quand l'ensemble de la population est privée de tout droit, c'est déjà le cas dans de nombreux pays mais on s'en accommode, on continue de feindre de l'ignorer, aux Etats-Unis par exemple, en Inde où je vis aussi, en Chine, au Pakistan, en Afghanistan, en Turquie, en Grèce, dans l'ensemble des pays de l'UE a des degrés divers, etc. et bien sûr en Palestine occupée.

La plupart des militants sont à l'image de la population française en général qui finalement se laisse vivre, ils refusent de se pencher sur le passé parce qu'il serait trop compromettant, et ils ne tiennent pas à évoquer le futur qui serait déjà largement hypothéqué, autrefois on appelait cela avoir des oeillères, on disait aussi que celui qui n'a pas de passé n'aura pas d'avenir. Ils se foutent de ce que font leur parti, leurs dirigeants et leurs permanents comme me l'a écrit avant-hier un militant du POI. Ils n'ont apparemment tiré aucun enseignement de la Grèce. A suivre.

En 2015, pour ne pas être en reste ils ont participé au bombardement du Yémen et des infrastructures de la Syrie...

- Régionales: la fusion avec la droite avancée par Valls suscite embarras et mécontentement au PS - AFP

Il a évoqué une possible fusion des listes de gauche et de droite au soir du premier tour des élections. "Le soir du premier tour, il ne faudra écarter aucune hypothèse et tout faire pour empêcher le Front national de gagner une région", a déclaré le Premier ministre.

"Nous quitterions enfin l'imposture du faux clivage gauche-droite pour aller vers le vrai clivage, celui qui oppose patriotes et mondialistes", selon le FN.

Un retour à une forme de bipolarisation après la présidentielle de 2017, qui mettrait un terme à l'épisode actuel du tripartisme PS/FN/Les Républicains? Rêvée au FN, cette hypothèse fait aussi son chemin du côté du Premier ministre, qui avait avancé l'an dernier l'idée d'une "maison commune des progressistes" et évoque régulièrement dans ses discours deux "blocs", l'un "républicain", l'autre "réactionnaire".

Certains à gauche ont timidement défendu la position de M. Valls, notamment à l'aile droite des "réformateurs" (Jean-Marie Le Guen, Christophe Caresche) ou encore Jean-Vincent Placé (Union des écologistes).

Une telle fusion n'accréditerait-elle pas "l'UMPS" dénoncé par le Front national? "Je ne rentre pas du tout dans ce langage. Précisément, à un moment, face au FN, il faut assumer", juge Manuel Valls. AFP et Francetv info 12.11

D'après vous, au regard du passé, entre le fascisme et le socialisme, que choisiraient Valls et le PS ?

En complément, la question à l'ordre du jour en France, en Europe et ailleurs dans le monde.

- Barrage de Sivens : L'époque est-elle fasciste ? - legrandsoir.info 11.11

Un livre essentiel pour comprendre ce qu'il s'est passé dans la vallée du Tescou. legrandsoir.info 11.11

- Appels au boycott : la France aujourd'hui plus répressive qu'Israël (Electronic Intifada) - legrandsoir.info 07.11

Plus répressive qu'un gouvernement d'extrême droite...

Quand le fascisme parade en Europe.

- L'extrême-droite défile à Varsovie pour la fête nationale - euroniews.com 11.11

Drapeaux blancs-rouges, fumigènes et slogans nationalistes : des milliers de militants d'extrême-doite ont défilé mercredi dans les rues de Varsovie, un rassemblement baptisé "Marche pour l'indépendance" à l'occasion de la fête nationale polonaise. Leur mot d'ordre : "La Pologne aux Polonais". Dans le cortège, une majorité de jeunes, mais aussi des familles. Aucun débordement n'est à signaler, seuls des pétards ont émaillé le défilé encadré par des milliers de policiers anti-émeutes. euroniews.com 11.11

Quand la collusion d'intérêt entre le fascsime et l'OTAN est établie.

- Pour le juge italien Imposimato, « l'OTAN est une menace pour la Paix et la sécurité dans le monde » - Mondialisation.ca 11.11

La vidéo (7 minutes) : https://www.youtube.com/watch?v=IPcIPU-Ip6U

Ferdinando Imposimato, juge anti-mafia, président honoraire de la cour de cassation italienne

Rome 26 octobre 2015. Réunion-débat public à l'initiative du journaliste Giulietto Chiesa (ilfattoquotidiano.fr)

Extrait.

Au cours de mes enquêtes sur les tragédies survenues en Italie (Piazza Fontana, Italicus, Piazzia della Loggia, gare de Bologne, ceux de Capaci, de Via d'Amelio) où ont été tués, massacrés mes collègues Giovanni Falcone et Paolo Borsellino et leurs escortes nous avons établi que l'explosif itilisé provenait des bases de l'OTAN. Il y a 7 bases de l'OTAN en Italie. (...) Dans certaines de ces bases se réunissaient des terroristes néofascistes, des représentants de l'OTAN, des officiers de l'OTAN, des mafieux et des hommes politiques italiens et des francs-maçons à la veille des attentats. Cela a été rapporté par des témoignages directs. Cela a duré du début des années 1960 de façon ininterrompue. (...) Moi aussi j'ai longtemps cru que l'OTAN était une organisation défensive gardienne de la paix et la sécurité. Ce n'est pas le cas. Je me suis trompé. Le problème est que la désinformation et le silence des médias empêchent l'opinion publique de connaître ces terribles vérités. (...)

Quand l'OTAN met en place un régime fasciste au coeur de l'Europe.

- Otan, le tabou de la gauche - Réseau Voltaire 10.11

Extrait. À Kiev, rapporte l'Ansa dans un document reportage (4 novembre), arrivent chaque semaine de la moitié de l'Europe (Italie comprise) et des USA des dizaines de « professionnels de la guerre » recrutés surtout par Pravy Sektor et par le bataillon Azov, d'empreinte clairement nazie. Les bataillons néonazis font partie de la Garde nationale, entraînée par des instructeurs états-uniens et britanniques Dans ce cadre se trouvent entraînés et armés aussi les étrangers, envoyés ensuite combattre au Donbass contre les Russes d'Ukraine. À leur retour dans leur patrie, leur est fourni « le passeport ukrainien, une sorte de laissez-passer qui peut servir dans le monde entier ». Le cadre est clair.

L'Ukraine de Kiev, de fait déjà dans l'Otan sous commandement états-unien, est devenue le « sanctuaire » du nazisme résurgent au cœur de l'Europe. Le régime de Kiev a mis hors la loi non seulement le Parti communiste, mais le communisme en tant que tel, dont la profession est considérée comme un délit. Il a transformé l'Ukraine en centre de recrutement de néonazis provenant de pays européens et extra-européens, de fait sélectionnés, entraînés et armés par l'Otan. Après avoir été mis à l'épreuve dans des actions militaires réelles dans le Donbass, on les fait rentrer avec le « laissez-passer » du passeport ukrainien dans leurs pays, Italie comprise. Là les plus méritants entrent dans le nouveau Gladio, prêt, si nécessaire, à provoquer d'autres « places Maïdan » (ou pire) en Europe. Réseau Voltaire 10.11

Quand Podemos épouse les institutions franquistes, l'armée et l'OTAN.

- Espagne: Podemos recrute l'ancien chef des armées comme candidat à l'élection législative - Mondialisation.ca 09.11

Lors de la conférence de presse (le 4 novembre - LVOG), Rodriguez a dit que Podemos respecterait ses obligations, ajoutant qu'il défendait « le renforcement de la position stratégique de l'Espagne et de l'Europe dans l'Alliance atlantique. »

La décision de Podemos de se proposer comme plate-forme politique de l'OTAN et de l'armée espagnole pour qu'elles jouent un rôle public dans la vie politique doit mettre en garde contre son rôle tout à fait réactionnaire. La nomination de Rodríguez est une approbation sans équivoque des guerres impérialistes qui ont coûté des centaines de milliers de vies. Sous la direction de Rodriguez, l'armée espagnole a participé aux guerres néocoloniales sous commandement américain en Afghanistan (2001) et en Irak (2003).

Rodríguez a aussi joué un rôle majeur dans la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011.

La nomination de Rodríguez est aussi un signal que Podemos répudie consciemment ses appels précédents, hypocrites et fallacieux, aux sentiments anti-guerre et anti-austérité.

Pendant que le général Rodriguez supervisait quatre chasseurs F-18, un Boeing 707 de ravitaillement, une frégate, un sous-marin et un avion de surveillance en Libye, Pablo Iglesias et Iñigo Errejón, des universitaires alors inconnus, ont critiqué l'intervention « humanitaire » et « ceux soi-disant à gauche » qui avaient voté pour elle.

Mais les jours où Iglesias et Errejón essayaient d'exploiter le sentiment anti-guerre et pestaient contre l'histoire sanglante de l'armée espagnole dans leur programme de télévision locale, La Tuerka, sont bien loin.

Trois ans après la guerre en Libye, ils fondaient Podemos avec un groupe d'anciens staliniens, des universitaires et l'Izquierda Anticapitalista (Gauche anticapitaliste) pabliste. Cette dernière avait soutenu l'intervention de l'OTAN, appelant à une « fourniture inconditionnelle d'armes aux rebelles [Libyens]. »

En Catalogne, Podemos forme maintenant une coalition avec les Verts (ICV) qui avaient dénoncé l'opposition à la guerre en Libye comme de « l'anti-américanisme puéril. »

L'alignement d'Iglesias sur l'état-major est un réquisitoire politique contre toutes les organisations en faillite de la classe moyenne qui ont contribué à créer ce parti populiste, réactionnaire et anti-marxiste.

Podemos était, en particulier, étroitement aligné sur Syriza (« la Coalition de la gauche radicale ») en Grèce. Comme le gouvernement Syriza d'Alexis Tsipras, parvenu au pouvoir sur la promesse de mettre fin à l'austérité, a ensuite mis en œuvre une nouvelle politique d'austérité brutale contre les travailleurs grecs, il ne peut plus y avoir de doute qu'Iglesias mènera une politique droitière semblable en Espagne. Sa rhétorique populiste n'était qu'une couverture politique pour une politique tout à fait anti-ouvrière.

Attirant l'attention sur la « politique populiste de l'homme fort » de Podemos, Vidal-Folch critique toutefois la déclaration d'Iglesias disant que Rodríguez était « notre » ministre de la Défense. La « présence de civils aux responsabilités a été un excellent signe de la soumission permanente de l'armée au pouvoir démocratique », écrit-il, mettant en garde contre le fait de permettre aux militaires de contrôler l'armée: « Méfiez-vous des corporatismes dangereux, inefficaces et parasitaires. »

Alors qu'il appuie la ligne de droite de Podemos, Vidal-Folch s'inquiète de la nature trop flagrante de la nomination de Rodríguez et de ce que Podemos risque de se discréditer chez les travailleurs et dans la jeunesse par une politique ouvertement pro-militaire. Cela pourrait créer une situation où l'opposition des travailleurs émerge en dehors du contrôle de Podemos, le principal outil utilisé cette dernière année et demie pour canaliser la colère sociale généralisée dans une direction procapitaliste.

Mais en dépit des préoccupations de Vidal-Folch, Podemos cherche activement à obtenir le soutien des forces armées. L'intégration de Rodríguez est un signe à la classe dirigeante qu'elle peut faire confiance à la politique étrangère de Podemos: au pouvoir, il irait en guerre de façon aussi impitoyable que d'autres gouvernements bourgeois.

La conférence de presse de Podemos s'est tenue le même jour que la visite du Secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg à Saragosse pour superviser l'opération « Trident Juncture »...

Le fait que Podemos soit en passe de devenir un champion de l'armée est avant tout un avertissement très sérieux de son hostilité implacable vis-à-vis des travailleurs.

Au 20e siècle, l'Espagne a connu quatre coups d'État militaires (1923, 1932, 1936 et 1981) et deux dictatures militaro-fascistes qui, ensemble, ont duré près de cinquante ans. Son armée est directement issue de l'armée de Franco qui, dans la Guerre civile espagnole (1936-1939), a tué des centaines de milliers d'Espagnols dans un soulèvement contre-révolutionnaire.

Mais l'an dernier, Podemos a créé des cellules de son parti au sein de l'armée. L'une d'elle a publié une déclaration disant: « L'armée est nécessaire aujourd'hui, et nous ne voulons pas entrer dans le débat antimilitariste… Ce que nous croyons peut embrasser toutes les idéologies qui existent à l'intérieur de l'armée. »

Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de « construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée ». Iglesias a ajouté : « Podemos assume comme légitimes les demandes des associations militaires et promet de les défendre. »

Peu de temps après, il a inclus dans son équipe José Antonio Delgado, porte-parole de l'Association unifiée des gardes civils. Les gardes civils militarisés ont soutenu toutes les dictatures en Espagne depuis leur fondation en 1844. Mondialisation.ca 09.11

J'ai lu dans un autre article que les intentions de vote en faveur de Podemos s'étaient effondrées après l'expérience de la Grèce, elles seraient passées de 20 à 14%, et c'était avant cette annonce...

Quand un Etat terroriste et dictatorial assassine des civils innocents d'un Etat souverain et indépendant qui ne lui a pas déclaré la guerre.

- Edward Snowden accuse les USA de meurtre de civils en Syrie et en Irak - Mondialisation.ca 08.11

Extrait. "Les drones ne visent pas une personne déterminée, mais son appareil portable. Forcément, ils ne sont pas capables d'identifier si c'est un terroriste qui le tient, ou bien sa mère. C'est pour cela que bon nombre de frappes aériennes se soldent par un échec et que des fêtes de mariage tournent à la tragédie", a-t-il souligné dans une interview accordée au journal suédois Dagens Nyheter.

D'après le quotidien, le magazine en ligne Intercept a révélé en octobre dernier des documents classés secrets attestant que 90% des victimes causées par les frappes de drones américains étaient des civils qui n'avaient aucun rapport avec les cibles visées. Ces victimes par la suite sont qualifiées d'"ennemis éliminés" dans les documents officiels des Etats-Unis. Mondialisation.ca 08.11

Leur objectif : une dictature mondiale.

- Les plans de l'ONU pour mettre en œuvre une identification biométrique universelle pour toute l'humanité d'ici à 2030
- Mondialisation.ca 08.11

Saviez-vous que l'ONU a l'intention de mettre des cartes d'identification biométriques entre les mains de chaque homme, femme et enfant sur toute la planète d'ici à 2030 ? Et saviez-vous que la collecte de données de plusieurs de ces cartes sera centralisée à Genève, en Suisse, dans une base de donnée ?

Ce nouveau programme est clairement un modèle pour un nouvel ordre mondial, et si vous creusez les sous entendus de ces nouveaux objectifs mondiaux, vous trouverez des choses très inquiétantes.

L'initiative d'identification pour le développement (ID4D) a été lancée par la Banque mondiale, et ils sont fiers de travailler côte à côte avec l'ONU pour obtenir une identité juridique pour tous. Ce qui suit provient du site officiel de la Banque mondiale …

Fournir une identité juridique pour tous (y compris l'enregistrement des naissances) d'ici à 2030 est un objectif partagé par la communauté internationale dans le cadre des objectifs de développement durable (objectif 16.9). Le Groupe de la Banque mondiale (WBG) a lancé l'initiative transversale d'identification pour le développement (ID4D), avec la participation de sept GP/CCSAs partageant la même vision et les mêmes objectifs stratégiques, pour aider nos pays clients à atteindre cet objectif et avec la vision de prendre tout le monde en compte : veiller à une identité juridique unique et permettre un accès aux services d'identité numérique pour tous.

Bien sûr, tout cela est encadré comme une entreprise humanitaire pour l'instant, mais est-ce que ça sera toujours le cas ?

À un certain point, est-ce qu'un identifiant biométrique universel sera requis pour tout le monde, y compris vous et votre famille ?

Et qu'arrivera-t-il si vous le refusez ?

Je peux, dés à présent prévoir un jour où ne pas avoir une identification juridique vous disqualifiera pour obtenir un emploi, un nouveau compte bancaire, une demande de carte de crédit, un prêt, pour recevoir toute forme de paiements du gouvernement, etc…

À ce moment, toute personne qui aura refusé cet identifiant universel deviendra un paria de la société.

Ce que les élites veulent, c'est faire en sorte que tout le monde soit dans le système. Et c'est un système qu'ils contrôlent et qu'ils manipulent à leurs propres fins. Voilà une des raisons pour lesquelles ils sont lentement mais sûrement en train de décourager l'utilisation du cash partout dans le monde.

En Suède, ce mouvement est déjà tellement avancé qu'ils en sont maintenant à retirer les guichets automatiques dans les endroits les plus reculés …

Le gouvernement suédois, encouragé par son système bancaire à réserves fractionnaires, se bat sans relâche pour aller vers une économie complètement sans cash. Les banques suédoises ont commencé à enlever les guichets automatiques, même dans les zones rurales reculées, et selon le Crédit Suisse, la règle de base en Scandinavie est « Si vous avez à payer en espèces, c'est que quelque chose ne va pas« . Depuis 2009, le montant annuel moyen des billets et des pièces en circulation en Suède a chuté de plus de 20%, de plus de 100 milliards de couronnes à 80 milliards. Le moteur de ce mouvement pour détruire l'argent est le désir de libérer la banque centrale suédoise de ses contraintes pour lui permettre de conduire les taux d'intérêt encore plus loin en territoire négatif. Actuellement, ils se situent à -0.35%, mais les banques ne les ont pas encore répercutés sur leurs déposants, parce que les déposants retireraient tout simplement leur argent plutôt que de le laisser dans les banques et le regarder fondre inexorablement.

Donc, si les espèces étaient supprimées et que les dépôts bancaires restaient la seule forme d'argent, et bien il n'y aurait plus de limite à la politique de taux d'intérêt négatif que les banques seraient en mesure de répercuter sur leurs déposants sans conséquences néfastes. Avec les salaires de tout le monde, les dividendes, etc., payés par dépôt direct sur son compte en banque, la seule façon d'échapper à des taux d'intérêt négatifs serait de dépenser, dépenser, dépenser. Ceci, bien sûr, est précisément ce que les économistes keynésiens conseillant les gouvernements et qui est déjà en cours d'exécution par les banques centrales, visent… un mouvement de résistance pro-cash commence à coaguler et un responsable d'un groupe de lobbying de l'industrie de la sécurité, indique, « J'ai entendu parler de gens gardant l'argent dans leurs micro-ondes. Les banques ne vont pas l'accepter« .

Si vous n'utilisez pas de cash, cela signifie que l'ensemble de votre activité économique va passer par les banques où elle peut être surveillée, suivie, étudiée et réglementée. [et taxée, NdT]

Chaque fois que les élites proposent quelque chose pour notre bien, il en résulte pour eux toujours plus de puissance et de contrôle.

Je souhaite que les gens se réveillent pour voir ce qui se passe. Les grandes étapes vers un système mondial unifié se déroulent sous nos yeux, et pourtant j'entends très, très peu de gens parler de tout cela. Mondialisation.ca 08.11

En complément après l'annonce de la fermeture de 400 agences par la Société Générale.

- Crédit du Nord prévoit de fermer 10% de ses agences d'ici 2020 (DG) - AFP 12.11

ACTUALITE EN TITRES

Sinon à quoi bon s'enrichir...

- Enchères : un milliardaire débourse 48 millions de dollars pour offrir un diamant à sa fille - Francetv info

Ils célèbrent la guerre en famille.

- Cérémonie : entre Sarkozy et Hollande, la paix du 11 Novembre - LeParisien.fr

Les victimes "collatérales" de la guerre de classes.

- Près de 500 sans-abris sont morts en 2014, soit 9 par semaine - Francetv info

Coupez-vous la langue ou fermez-la !

- On n'insiste pas assez sur la discrimination par l'accent - Slate.fr

Justice mafieuse.

- Affaire Borrel: des scellés "importants" détruits par la justice - AFP

Les Etats-Unis ou le laboratoire du nouvel ordre mondial.

- Les jeunes Américains n'ont jamais été aussi nombreux à rester chez leurs parents depuis la seconde guerre mondiale - LeMonde.fr

- Un garçon de huit ans inculpé pour le meurtre d'un bébé aux États-Unis - LeFigaro.fr

Déstabilisation des Etats. Stratégie du chaos et de la guerre.

CIA

- Deux proches du président vénézuélien inculpés à New York pour drogue - AFP

Deux proches du président vénézuélien, neveux de son épouse, ont été inculpés à New York de complot visant à introduire de la cocaïne et d'autres substances illicites aux Etats-Unis, une affaire qui risque de tendre encore plus les relations entre Washington et Caracas. AFP 12.11

Facebook

- Gabon : l'état civil d'Ali Bongo va être dévoilé - LeMonde.fr

CPI

- La force internationale en Afghanistan soupçonnée par la CPI - Reuters

Le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI), dans un rapport d'activités publié jeudi, dit avoir recueilli des éléments laissant penser que des membres de la force internationale en Afghanistan ont fait subir des mauvais traitements à des prisonniers. Reuters 12.11

Amnesty International

- Selon Amnesty, la torture de suspects par la police est courante en Chine - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Air France. Quand ils licencient des ouvriers, des magasiniers, c'est toute la classe ouvrière qu'ils visent.

- Quatre salariés d'Air France licenciés pour les violences du 5 octobre envers la direction - libération.fr

Quatre salariés d'Air France mis en cause pour des violences le 5 octobre ont été licenciés «pour faute lourde», un cinquième, représentant du personnel, fait l'objet d'une procédure de licenciement spécifique en raison de son statut. Pour le délégué syndical CGT, une «procédure légale spécifique et plus longue» est engagée, a indiqué la direction de la compagnie.

Ces cinq employés, principalement issus de la branche cargo, sont licenciés «sans indemnité ni préavis», a précisé à l'AFP Miguel Fortea, secrétaire général de la CGT Air France.

Par ailleurs, onze salariés, tous salariés au sol également, ont également écopé d'une mise à pied sans solde de 15 jours pour avoir participé, selon la compagnie, à l'«effraction» d'une grille d'accès.

La direction a assuré à l'AFP agir «de façon juste, équitable, proportionnée et rigoureuse», ce qui n'a pas convaincu les syndicats interrogés. Pour les sanctions, elle s'appuie sur des vidéos tournées par des médias, «c'est juste une farce», «on ne voit personne qui met un coup» mais «juste du chahut», a réagi un délégué FO. Le représentant CGT «ne tape sur personne», selon Mehdi Kemoune, numéro 2 du syndicat. Il serait «plus intelligent de lever les sanctions», «que la direction laisse son ego de côté». «C'est inadmissible et on se laissera pas faire», a-t-il dit, rappelant que la CGT appelait à la grève le 19 novembre.

La direction d'Air France précise que les personnes sanctionnées ont la possibilité d'effectuer un «recours gracieux» dans un délai de 10 jours auquel cas leur dossier sera reexaminé et la sanction suspendue «jusqu'au prononcé de la décision définitive». Mais selon une porte-parole de la compagnie, il s'agit d'une disposition purement formelle qui, sauf éléments nouveaux , n'est pas de nature à modifier la décision. «Au vu des faits, cela paraît difficile de revenir en arrière», conclut la porte-parole joint par Libération au téléphone. libération.fr 12.11

A retenir. Ils n'ont pas licencié des pilotes ou stewarts. Dès l'annonce de ce verdict inique aucun syndicat n'a appelé à cesser le travail sur le champ en solidarité. Nous exigeons l'annulation de ces sanctions injustes et nous soutenons le mot d'ordre de grève illimitée jusqu'à leur retrait inconditionnel et définitif.

Grèce. Syriza s'inspire des sociaux-libéraux "pour ne pas s'aliéner sa base".

C'est étrange que tous ce que compte d'opportunistes le mouvement ouvrier qui pendant des décennies s'employèrent à masquer ou minimiser la véritable nature réactionnaire du PS, ne soutiennent pas Syriza qui sur le plan des apparences présente les mêmes caractéristiques social-traitres que le PS, à croire que l'imposture dans laquelle il a donné récemment ou depuis janvier dernier serait encore trop fraîche ou trop présente dans les esprits pour qu'ils prennent un tel risque. Les arguments qu'ils avanceront pour le justifier étaient valables pour le PS, mais ils ne sont pas à une contradiction près, il faut croire que la plupart des militants sont prêts à tout gober ou n'y comprennent rien ou ne veulent pas comprendre.

- Grèce : une grève générale contre la politique du gouvernement... soutenue par Syriza ! - latribune.fr

Les deux principaux syndicats helléniques ont appelé à la grève générale ce jeudi 12 novembre et à une manifestation place Syntagma. Ce mouvement contre la politique du gouvernement Tsipras a été soutenu par Syriza. Explications.

Voilà bien longtemps que ces scènes ne s'étaient pas produites dans les rues d'Athènes, en dehors du turbulent quartier d'Exarchia. Des manifestants violemment dispersés par la police sur la place Syntagma, des cocktails Molotov contre le siège de la Banque de Grèce, des magasins pillés, le tout sous fond de grève générale de 24 heures qui paralyse les transports publics... Des scènes qui, rappellent celles des grandes manifestations contre l'austérité de 2010 à 2012, même si l'ampleur des défilés et de la grève n'avait ce jeudi 12 novembre rien de comparable avec ces événements.

L'appel à la grève

L'appel à la grève générale et à la manifestation avait été lancé par les deux grandes centrales syndicales, ADEDY pour le secteur public et le GSEE pour le secteur privé, pour protester contre les hausses d'impôts, notamment de la TVA, et la réforme des retraites. Le parlement hellénique a déjà approuvé plusieurs de ces projets qui ont été réclamés par les créanciers de la Grèce dans le cadre de l'application du troisième mémorandum signe le 19 août. Les cotisations santé des retraités ont ainsi été relevées de 4 à 6 %, tandis qu'elles frappent désormais les retraites complémentaires.

Les projets du gouvernement sur les retraites

De nouveaux plans pour les retraites doivent être soumis prochainement dans le cadre des « actions » réclamées par les créanciers. Selon le quotidien Kathimerini, par ailleurs, le gouvernement travaillerait sur une augmentation graduelle des cotisations de sécurité sociale de trois points pour empêcher des coupes franches dans les pensions qui pourraient atteindre 40 % pour ceux qui ont pris leur retraite avant 65 ans. Même avec cette augmentation, les pensions complémentaires ne couperont pas à une réduction de plus de 6 %...

Pourquoi Syriza cultive l'ambiguïté

La particularité de la grève et de la manifestation de ce 12 novembre, c'est que Syriza, le parti d'Alexis Tsipras avait appelé à rejoindre le mouvement de protestation contre la politique du gouvernement dirigé par Alexis Tsipras. Un paradoxe qui ne manque

pas de piquant, mais qui traduit le positionnement malaisé de Syriza. D'un côté, ce parti s'est engagé devant les créanciers à appliquer le mémorandum signé par le premier ministre, mais il entend toujours se présenter comme une force de « résistance à l'austérité. » Cette ambiguïté avait permis à Syriza de remporter une nouvelle fois les élections du 20 septembre. Alexis Tsipras tente donc, pour ne pas s'aliéner sa base, de montrer qu'il désapprouve la politique que les créanciers lui imposeraient. D'où cet appel à joindre une manifestation contre une politique subie par le gouvernement.

Négociations avec les créanciers

Cet appel à la manifestation est également à mettre en relation avec les négociations actuelles entre la Grèce et ses créanciers pour arracher la tranche de 2 milliards d'euros que doivent verser les créanciers. L'Eurogroupe a, malgré le semblant de résistance de la France, donné une semaine à Athènes pour qu'elle applique les « réformes » qu'il exige, notamment l'abaissement à 120.000 euros contre 250.000 euros aujourd'hui du seuil en deçà duquel les expulsions ne peuvent avoir lieu. La Grèce a peu de marges de manœuvre pour résister à ces demandes, car le gouvernement grec a besoin pour fonctionner des 2 milliards d'euros liés à ces « réformes. » Mais il est utile politiquement pour le gouvernement Tsipras de faire durer la négociation afin de renforcer son rôle de « résistant » aux créanciers. Le résultat des négociations, attendu selon le ministre de l'Economie George Stathakis, ce samedi 14 novembre, sera déterminant pour évaluer cette réelle capacité de résistance.

Risques pour Syriza

A terme, cette stratégie de l'innocence du gouvernement et de Syriza peut-elle fonctionner ? En Grèce, elle profite aujourd'hui de la lassitude de la population et de son envie de revenir à la normalité. Mais à chaque mesure d'austérité nouvelle, il sera toujours plus tentant pour la population d'accuser le gouvernement et de refuser son excuse des « demandes des créanciers » qui, in fine, est celle des autres gouvernements depuis 2010. Du côté des créanciers, cette ambiguïté peut être perçue et utilisée comme la preuve de la « mauvaise volonté » des autorités grecques qui alimentent des manifestations contre des « réformes » qu'elles jurent vouloir appliquer. Un tel comportement justifie donc, aux yeux des créanciers, une position plus dure vis-à-vis de la Grèce et la demande de davantage de garanties. Le risque n'est donc pas mince de voir Alexis Tsipras piégé par sa propre stratégie. latribune.fr 12.11

Les puissances occidentales responsables de la guerre en Syrie

- Syrie: la Russie propose l'organisation d'élections anticipées - LeFigaro.fr

- Syrie: les Occidentaux rejettent un plan russe de transition - AFP

- Guerre en Syrie: Kerry ne croit pas à une percée diplomatique samedi à Vienne - AFP

- Les US et la malédiction de l'ONU – Ban Ki-moon condamne la position américaine sur la Syrie et approuve Poutine - Mondialisation.ca 10.11

Extrait. Quel mauvais sort amène-t-il toujours les Secrétaires Généraux de l'ONU, soigneusement choisis par les US pour la souplesse de leur échine, à se raidir en fin de mandat contre ceux qui les ont portés sur les fonds baptismaux ?

...le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a condamné la demande du président américain Barack Obama que le président syrien Bachar al-Assad soit démis de ses fonctions, il a déclaré : «L'avenir de Assad doit être déterminé par le peuple syrien».

Voici toute la citation

«L'avenir du président Assad doit être décidé par le peuple syrien. Maintenant, je ne veux pas interférer dans le processus de Vienne, mais je pense qu'il est totalement injuste et déraisonnable que le sort d'une personne [langue diplomatique ici pour parler de la demande du président américain Barack Obama que Assad doit quitter sa fonction président de la Syrie] paralyse toute cette négociation politique.

Ceci est inacceptable et injuste. Le gouvernement syrien insiste pour que Assad fasse partie de la transition. Beaucoup de pays occidentaux s'opposent à la position du gouvernement syrien. Pendant ce temps, nous avons perdu des années.

250 000 personnes ont été tuées. Il y a 13 millions de réfugiés ou déplacés intérieurs. Plus de 50% des hôpitaux, des écoles et des infrastructures ont été détruites en Syrie.

Vous ne devez pas perdre plus de temps. Cette crise va plus loin que la Syrie, au-delà de la région. Elle affecte l'Europe. Il s'agit d'une crise mondiale.»

Le Secrétaire général de l'ONU porte ici implicitement le blâme de tout cela – le sang et la misère – sur le président américain Barack Obama, et sur les nombreux pays occidentaux qui, alliés avec lui, se sont joints à sa demande d'un changement de régime en Syrie.

La position du président russe Vladimir Poutine a toujours été totalement opposée à celle d'Obama : à savoir, que seule une élection par le peuple syrien peut déterminer qui doit présider la Syrie. Le Secrétaire général de l'ONU est ici d'accord avec Poutine, et rejette la demande d'Obama, exigeant que la question soit réglée par des non-Syriens, et par des moyens non démocratiques (ce qui est fondamentalement identique à ce que George W. Bush a fait en Irak, et Barack Obama en Libye). Mondialisation.ca 10.11

En complément. La paix, ce serait franchement dommage pour les affaires, les emplois...

- Rafale : un contrat record avec les Émirats arabes unis ? - Francetv info

Si la rumeur se confirme, les Émirats arabes unis pourraient commander 60 Rafale à la France. Francetv info 12.11

Syrie, la guerre comme si vous y étiez.

- Syrie : l'armée s'empare du fief des terroristes, au Sud d'Alep - sahartv.ir

Les forces de l'armée syrienne se sont emparées d'un fief des terroristes, au Sud d'Alep.

L'armée syrienne s'est emparée, jeudi, d'Al-Hader, un fief des terroristes, situé au Sud d'Alep, à 10 km de l'autoroute internationale, a indiqué une source militaire. Il s'agit de la seconde victoire significative des forces armées syriennes, en 48 heures, dans le Sud d'Alep. Mardi, elles avaient brisé un siège de deux ans de l'aéroport de Kweires. Située à 25 km d'Alep, la ville est le plus grand quartier général des forces terroristes, notamment, le Front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, et les groupes terroristes, au Sud d'Alep. Sa capture permet aux forces du régime de se rapprocher de l'autoroute internationale, qui se trouve, désormais, à, seulement, 10 km. sahartv.ir 12.11

L'autoroute Irak/Syrie, libérée - sahartv.ir

Les Peshmerga kurdes ont libéré, jeudi matin, l'autoroute reliant l'Irak à la Syrie. Quelque 20.000 combattants kurdes ont pris d'assaut, à partir de trois axes, les positions de Daech, à Sinjar.

La route reliant Sinjar à Raqqa a, ainsi, été expurgée de la présence des terroristes de Daech, et la libération a eu lieu, à partir de l'axe occidental et oriental. Les combattants kurdes ont pulvérisé les positions de Daech, sur les hauteurs de Boulat, de Tal al-Chour et de Haji Fazel. Les opérations se poursuivent, encore. Sinjar est située, dans la province de Ninive, dans le Nord-Est irakien, et elle est occupée, depuis l'an dernier, par Daech. sahartv.ir 12.11

Syrie : Umm Arkileh prochaine cible de l'armée - sahartv.ir

Après avoir brisé le blocus de l'aéroport militaire Qweires, non loin d'Alep, l'armée syrienne entend libérer le village Umm Arkileh, fief des terroristes de Daech, près duquel sont en cours des affrontements opposant les terroristes aux militaires de l'armée.

Un militaire de l'armée syrienne, présent à l'aéroport militaire Qweires, a annoncé que le blocus de cet aéroport avait été brisé bien que les terroristes l'aient défendu bec et ongle. « L'évacuation des blessés et le transfert des munitions et des armes ont déjà commencé », a-t-il déclaré. « La prochaine localité que l'armée va essayer de libérer est le village d'Umm Arkileh, en tant que principal fief des terroristes de Daech. Ce village est actuellement entouré des affrontements opposant les terroristes aux soldats de l'armée », a-t-on appris de la même source.

Par ailleurs, les militaires de l'armée régulière ont commencé à progresser vers la centrale thermique de cette région dont la libération sera possible après celle des localités d'As-Safireh et d'Al-Cheikh Nadjjar, en banlieue-Est d'Alep.

D'intenses conflits sont en cours dans l'Est de Qweires et l'armée est déterminée à purifier tous les villages et les cités entourant l'aéroport militaire de Qweires de la présence des terroristes. sahartv.ir 11.11

Haut de page

Le 14 novembre 2015

CAUSERIE

Un complément à la causerie du jour

On a oublié de préciser que le massacre d'hier à Paris précédait de quelques heures le début de la réunion internationale à Vienne consacrée à la Syrie.

La chef de la diplomatie de l'UE, Federica Mogherini, souligne que la réunion de Vienne "prend une autre signification". lexpress.fr 14.11

Le portail néolibéral-sioniste Atlantico.fr vient de titrer un article : Conférence de Vienne sur la Syrie : l'échec annoncé d'un sommet à contretemps qui fait comme si Daech n'existait pas

En fond de tableau, il y a la rivalité Etats-Unis/ Russie. Les européens font de la figuration et n'ont pas été invités aux toutes premières négociations de Vienne. Et pour cause; Britanniques et Français s'étant alignés sur les positions jusqu'au-boutistes turco-saoudiennes, leur point de vue n'est pas central dans les négociations. D'autant que russe et américains semblent avoir des intérêts communs: la chute de Daech. Et ils semblent en mesure de s'entendre s'il le faut en écartant les européens.

La Turquie veut jouer des réfugiés pour obtenir une contrepartie, quelle qu'elle soit. L'Arabie saoudite a son gros portefeuille pour s'imposer. L'Egypte et l'Iran peuvent rééquilibrer la région et contrebalancer l'influence de la Turquie et de l'Arabie saoudite.

La partie d'échec jouée par les russes à Vienne ne trompe pas grand monde. La transition politique qu'il propose est une façon de remporter la mise sans humilier ses adversaires: on organise une transition bidon avec des opposants dociles; le parti Baath conservant en réalité le pouvoir. Au bout de quelques mois, Bachar Al-Assad est réélu et le tour est joué.

Comme souvent l'Amérique est la seule à pouvoir vraiment changer la donne. Obama sur la fin de ses mandats devrait laisser son indécision de côté et forcer la main des turco-saoudiens. C'est-à-dire redéfinir clairement les priorités: détruire Daech d'abord, trouver une solution politique ensuite. Mais les alliés de l'Amérique peuvent être tentés de jouer les prolongations et d'attendre les élections de fin 2016. Avec un vainqueur démocrate ou plus probablement républicain qui en début de mandat sera plus faucon qu'un président expérimenté et sur la fin. Ils parient que la future administration américaine sera plus favorable à leur position. atlantico.fr 14.11

Les attaques d'hier à Paris auraient pu être conçues pour torpiller cette conférence, et ses commanditaires pourraient être les jusqu'au-boutistes israélo-turco-saoudiens soutenus par les néoconservateurs américains qui refusent toute idée d'un compromis avec les Russes et Assad.

Il y a un des aspects de ces attaques qu'on n'a pas évoqué ce matin, non pas leur sophistication ou leur complexité (lire plus loin à ce sujet) qui était un jeu d'enfant, tout simplement parce qu'elles ne pouvaient pas relever de décisions individuelles, mais avaient été forcément plannifées par une organisation.

La causerie du matin

Enfin !

Question : La majorité des militants vont-ils virer à droite toute ou à gauche ? Hum, comme c'est parti on pencherait plutôt pour la droite (c'est la lecture du dernier numéro d'Informations ouvrières qui m'inspire cette réflexion, pas seulement, certains courriels que j'ai reçus aussi.). Ah ben oui, soit vous vous radicalisez à gauche et vous nous rejoignez, soit on ne donnera pas cher de votre peau, pour rien en plus, ce serait dommage, non ? Même les bisounours, les mous, les indécis, les renégats y passeront... Qu'en pensez-vous ?

Au fait, en quelque sorte c'est de cette manière-là qu'ils sont parvenus à mettre en place un régime néonazi en Ukraine. Cela devrait faire réfléchir.

Soit on engage résolument le combat contre l'Etat dans la perspective de l'abattre au profit d'une République sociale, soit on le ménage et on s'en accommode. Dépéchez-vous de choisir votre camp, le temps est compté désormais. Il n'y a rien de pire que l'indécision, cela peut être fatal parfois.

La Ve République, c'est le règne de la terreur et de la guerre à tous les peuples.

Qui fait régner la terreur, les marchands d'armes, la France ; les Etats qui les livrent à des barbares, la France ; les Etats qui

ont déclaré la guerre à des pays qui n'en avaient agressé aucun, la France ; les Etats qui soutiennent des régimes dictatoriaux (Qatar, Arabie Saoudite, Israël, Turquie, etc.), la France ; les Etats qui soumettent leur propre peuple à la déchéance, au chômage de masse, à la précarité généralisée, à la pauvreté, la France de monsieur Hollande, du PS au FN en passant par les Républicains et le Front de gauche, la Ve République.

Comment expliquer que des attaques d'une telle envergure et qui comportaient tant d'acteurs n'aient pas été localisées par les services de renseignement avant qu'ils passent à l'action ?

Le peuple et bien des militants ont la mémoire courte ou sélective, pas nous, nous nous souvenons que dans les heures et les jours qui ont suivi les attaques de janvier 2015 en France, le ministre de l'Intérieur s'était empressé d'affirmer qu'il possédait peu d'informations sur leurs auteurs présumés, etc. Puis les semaines passant, on apprendra par le biais de la presse américaine qu'ils étaient suivis à la trace par les services de renseignement américains. Du coup les semaines suivantes les services de renseignement français retrouveront subitement la mémoire et fourniront des précisions stupéfiantes sur leur emploi du temps la veille de ces attaques, alors que quelques semaines auparavant ils en avaient été incapables, prétextant qu'ils auraient cessé de les pister depuis juillet 2014 si je me souviens bien. Bref, ils ne savaient rien de la préparation de ces "attentats", puis ils en savaient un peu trop pour que leur version soit crédible ou prise au sérieux.

Contrairement à ce qu'on lira ci-dessous, plus une opération est sophistiquée ou complexe, plus il sera facile de la repérer.

Attentats à Paris: «Un niveau de sophistication et de complexité extrêmement inquiétant» - 20minutes.fr

François Heisbourg, conseiller spécial à la Fondation pour la recherche stratégique de Paris.

C'est une extrapolation des opérations du mois de janvier, mais avec un niveau de sophistication et de complexité extrêmement inquiétant. Je suis surpris et atterré par la sophistication de l'ensemble.

20minutes - On ne peut pas empêcher ce genre d'attaques, même si on est au courant de certaines choses ?

Il va falloir attendre pour savoir exactement ce qui s'est passé. Mais encore une fois, je suis très surpris. Comme d'autres analystes, je m'attendais à ce qu'il se passe quelque chose d'important mais la complexité de l'opération, en termes de multiplicité des savoir-faire des terroristes, ça honnêtement je ne m'y attendais pas. Ça me remplit d'une inquiétude toujours plus grande. 20minutes.fr 14.11

Dans le cas présent il est faux de parler de "sophistication et de complexité", puisqu'il suffisait simplement aux terroristes de se procurer des armes, des véhicules et des téléphones portables pour synchroniser leurs attaques, matériel pratiquement à la portée de n'importe qui en France.

On notera qu'à travers ces attaques c'était la jeunesse qui était visée en priorité ainsi que les quartiers populaires, et non les nantis, les actionnaires du CAC40, les institutions ou l'Etat qui en tireront profit.

On notera aussi que ces attaques surviennent au bon moment, à quelques semaines d'élections qui s'annonçaient catastrophiques pour Hollande et le PS, alors que des grèves et manifestations de plusieurs catégories professionnelles ou personnels d'entreprises étaient programmées dans les jours et semaines à venir.

Comment combiner afflux de réfugiés en provenance de pays arabes à population majoritairement musulmane, et actes terroristes menés par des musulmans.

Un retournement prévisible qui risque de se réaliser plus vite qu'on aurait pu l'imaginer.

Hollande a été conduit à soutenir du bout des lèvres l'accueil en France de réfugiés syriens et de différentes nationalités en provenance de chez son ami le Frère musulman Erdogan, le parrain du terrorisme international, de l'Emirat islamique et d'Al-Qaïda, réfugiés en nombre insignifiant en réalité que les médias se sont employés à grossir démesurément de manière à ce qu'ils apparaissent dans l'imagination collective comme une menace pour la population déjà en proie à de graves difficultés sociales, de façon à alimenter la xénophobie et le racisme et ainsi favoriser la montée de l'extrême droite en France ou les tenants du fascisme.

Il y a fort à parier qu'à l'unanimité toutes les composantes du mouvement ouvrier vont une nouvelle fois apporter leur soutien à Hollande et son gouvernement ou s'engoufrer dans cette provocation, bafouant ainsi leurs engagements au nom de principes qu'ils piétinent par ailleurs quotidiennement, pour ne pas être accusés de complicité avec les auteurs de ces massacres, le tout sur fond d'unité nationale, mettant en berne ou neutralisant la lutte des classes, s'autocensurant à l'instar des médias aux ordres, ce qui une fois de plus permettra aux justiciers du régime de discréditer, dénigrer, criminaliser et éventuellement réprimer ceux qui ne marcheraient pas dans cette combine infâme, et accuseraient le pouvoir en place d'être responsable de ce carnage pour avoir

porté la guerre en Syrie et en Irak notamment, et avoir ainsi encouragé la fanatisation ou la radicalisation de travailleurs, qui réduits à l'état de lumpenprolétaires allaient en désespoir de cause se transformer en candidats au djihadisme takfiriste, en créatures monstrueuses prenant pour cible des jeunes et des travailleurs innocents.

Il se peut aussi que la situation prenne une tournure particulière, et que la population déjà très remontée contre le gouvernement réagisse en l'accusant d'avoir été impuissant à empêcher ces actes de guerre civile, et qu'elle réclame vengeance et bascule majoritairement à l'extrême droite, ce qui fournirait le mobil à une attaque ou une répression violente du mouvement ouvrier contre lequel pèserait l'accusation relevée plus haut. Autrement dit, le gouvernement (et le patronat) qui n'était pas vraiment opposé (à condition de tenir compte de son double langage) à l'afflux de réfugiés en France, se retournera contre ceux qui l'auront soutenu sans faire preuve du moindre discernement, selon le principe, faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais sous peine que cela vous retombe dessus un jour, sans tenir compte que celui qui en décide est de préférence celui qui détient le pouvoir, ce que les militants ont malheureusement oublié, car ce gouvernement pourra être celui de Hollande-Valls ou un autre, qui sait, d'extrême droite, ne dites pas que ce serait impossible, cela s'est déjà vu dans le passé, en Allemagne par exemple.

Les principaux point à retenir du 13 novembre (Source : AFP, Reuters, Libération, Le Figaro, Le Parisien).

- Les auteurs présumés de cette attaque ont invoqué l'intervention française en Syrie pour justifier leur action, a relaté un témoin à l'AFP.

- Un témoin au Bataclan : "Je les ai clairement entendus dire aux otages "c'est la faute de Hollande, c'est la faute de votre président, il n'a pas à intervenir en Syrie". Ils ont aussi parlé de l'Irak".

- Hollande : "Face à la terreur, la France doit être forte, la France doit être grande, l'autorité de l'Etat ferme. Nous le serons".

- Dans une allocution télévisée, le chef de l'Etat a déclaré l'état d'urgence, demandé des renforts militaires. L'Elysée a annoncé la mobilisation de "1.500 militaires supplémentaires". Le chef de l'Etat a également annoncé la fermeture des frontières.

- Depuis les attentats de janvier, le plan Vigipirate est à son niveau maximum en Ile-de-France. Une mission de sécurité intérieure associée à ce plan est assurée sur tout le territoire par l'armée sous le nom d'opération Sentinelle.

- Dans un mouvement d'unité nationale, les principaux partis, notamment le PS, Les Républicains et le Front national, ont annoncé la suspension de leur campagne en vue des élections régionales de décembre. Tous les groupes politiques à l'Assemblée nationale ont appelé à "l'union nationale". Nicolas Sarkozy a apporté son soutien à François Hollande : "la solidarité de tous les Français s'impose". L'ancien Premier ministre François Fillon a lui présenté dans un communiqué "l'unité nationale" comme un "devoir". Alain Juppé : La France doit faire bloc face à ce défi mortel", a-t-il demandé sur Twitter. "A cette heure, toute querelle s'interrompt", a déclaré de son côté sur sa page Facebook Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche à la présidentielle, "formant le voeu que nul ne s'abandonne à la vindicte et conserve sa capacité de discernement". Tous les présidents de groupe de l'Assemblée appellent à l'unité nationale.

- "Le cœur saigne"

02:27 - Jean-Luc Mélenchon, candidat à la présidentielle 2012 pour le Front de Gauche : "Le cœur saigne avec celui de malheureux exposés à l'hyper-violence de cette nuit. À cette heure, toute querelle s'interrompt. Je forme le vœu que nul ne s'abandonne à la vindicte et conserve sa capacité de discernement. Je forme le vœu que nos responsables gouvernementaux aient tous les moyens d'agir comme ils le souhaitent. Et que nous soyons tous capables de résister à la haine et à la peur que les assassins veulent incruster en nous."

Le charlatan n'aura aucun mal à "résister à la haine" qu'il ne voue pas au régime auquel il souhaite d'avoir "les moyens d'agir" pour continuer d'appliquer sa politique antisociale et impérialiste, les travailleurs apprécieront. Hollande va pouvoir en profiter pour justifier la mise en oeuvre de la loi qu'il a adoptée sur le renseignement ou mettre sur surveillance la totalité de la population, pour un peu il va même la durcir avec la bénédiction de cette ordure.

Son "voeu" est en fait un chèque en blanc à Hollande.

- "La guerre en plein Paris"

02:01 - C'est "la guerre en plein Paris" relate la presse après les attentats dans la capitale. "La guerre en plein Paris" titre Le Figaro tandis que Libération évoque des "carnages à Paris". Du Parisien à l'Equipe en passant par Les Echos, les sites internet des quotidiens relatent les développements d'une soirée d'"horreur" selon les propres termes du président François Hollande. "La barbarie terroriste a franchi une étape historique", écrit le directeur de Libération Laurent Joffrin dans son éditorial.

Laurent Joffrin a raison, la guerre que mène l'oligarchie financière à tous les peuples ne connaît pas de limite, dans la mesure où

le prolétariat organisé n'est pas en état d'y mettre un terme, pour en est encore à jouer aux billes dans la cour de récréation d'une école maternelle ou à ramasser les miettes que lui destinent ses maîtres.

En titres.

A qui profite le crime ? A qui doit profiter le "dialogue social" que les militants rejettent ?

Depuis plusieurs mois, les avertissements se multipliaient autour d'un «11-Septembre à la française» - Slate.fr

Comment réaliser un voeu qui s'est évanoui peu de temps après le 11 janvier, lutte de classes oblige ?

13 Novembre: union sacrée après les attentats, les partis suspendent la campagne électorale - Slate.fr

En famille chez les tyrans, soyez Charlie !

Erdogan, le président turc qui devait accueillir Hollande demain, présente ses condoléances à la France et réclame un consensus contre le terrorisme. AFP 14.11

Traduire : Contre Assad ou la République arabe syrienne, le peuple syrien souverain...

Pour que l'imposture soit parfaite.

- Obama : les attaques de Paris frappent "toute l'humanité et nos valeurs universelles" - Francetv info

Parole de marchand d'armes.

- Bernard Cazeneuve dévoile son plan contre la prolifération des armes à feu - Francetv info

Commentaires d'internautes désabusés

1- Super plan ! Surtout la partie "surveillance collectionneurs, clubs de tir et armuriers", les forces de l'ordre sont déjà en sous-effectifs, pendant qu'ils perdront du temps à vérifier l'escopette de Charles XIII détenue légalement par un grand-père de 80 ans ou un vieux révolver à poudre noire de la guerre de sécession, les truands pourront s'en donner à cœur joie pour faire rentrer tout un arsenal sans être inquiétés !

De plus, parmi les tireurs, collectionneurs, chasseurs, il y a aussi des policiers, gendarmes, douaniers, donc, ils vont en partie, se surveiller eux-mêmes !

Vraiment trop rigolo, le commissaire Juve n'aurait trouvé mieux pour faire rire la galerie.

Quant à la démarche citoyenne, de ramener les armes illégales à la brigade de gendarmerie ou au commissariat de police de son quartier, c'est vraiment une idée "géniale" !... Je suis sur que, dès la fin de la semaine prochaine, toutes les cités sensibles de France et de Navarre seront entièrement désarmées... Dans vos rêves !

2- "Démarche citoyenne" des trafiquants d'AK47? il se moque de nous le Cazeneuve?

3- L'Etat est le pire des trafiquants d'armes! à gaver de Rafales, missiles, chars les pires états terroristes du Golfe ! Juste pour ramasser leurs milliards.

4- Le premier de tous les trafiquants d'armes, c'est l'Etat. Un trafiquant d'envergure internationale, présent dans tous les coups fourrés.

5- Faudrait qu'on nous explique comment les rebelles possèdent en main propre des armes françaises ? Des armes de guerre je précise! En nombre auss i; qui est à l'origine de ce trafic ? Ce ne sont certainement pas les sans dents qui avaient encore cela pour se défendre en ultime combat au corps à corps qui les ont vendus ou donnés à ces bons barbares qui font " du bon boulot ". En effet, ce soir bon nombre de citoyens français peuvent s'apercevoir du bon boulot que font ces braves barbares qui aussi veulent prodiguer leur amour au peuple syrien. Il est temps que les Français se rendent comptent où l'on nous dirige !

Otage de l'OTAN.

- Mais quand l'Europe se rendra-t-elle compte qu'elle a un problème avec Erdogan au moins aussi grave qu'avec Bachar el-Assad ?
- Atlantico.fr

Atlantico : Les conditions troubles de la victoire du parti de Recep Tayyip Erdogan aux récentes élections législatives en Turquie ont fait des remous en Europe. Pourtant le Président turc semble continuer à donner le tempo à l'Union européenne (sur la question des migrants par exemple) et plus largement à la communauté internationale (le prochain G20 aura lieu à Antalya). Pourquoi ? Qu'est-ce qui fait du Président turc un interlocuteur apparemment incontournable ?

Roland Hureaux : La victoire du parti d'Erdogan apparaît d'autant plus surprenante qu'il était devenu très impopulaire dans son pays et que les pronostics ne lui étaient pas favorables. On peut donc soupçonner que l'élection a été irrégulière, ou à tout le moins que l'appareil d'Etat et l'appareil religieux qui en dépend ont été massivement mobilisés pour renverser le résultat. Dans la mesure où Erdogan est un des grands obstacles à la paix dans cette région, on peut en effet être choqué et surtout inquiet de ce résultat.

Mais une partie du peuple turc qui s'apprêtait à fêter sa défaite l'est également.

Ce résultat présente par ailleurs des risques pour la Turquie : un vieux turc d'Anatolie nous disait récemment que, avec cette élection, la Turquie allait devenir l'Arabie saoudite ! Mais je suis pour ma part encore plus choqué que le coup de pouce décisif à la victoire ait été apporté par Angela Merkel qui, quelques jours avant le scrutin, est allée à Ankara promettre à M. Erdogan toutes sortes de choses : reprise des négations pour l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, libre circulation des Turcs dans l'espace Schengen, aide financière renforcée. Cet appui est ahurissant quand on sait le rôle pernicieux joué par la Turquie dans les conflits du Proche-Orient: en bref, le sud de la Turquie voit passer deux flux contraires mais également dangereux. De l'Ouest vers l'Est, passent les milliers de djihadistes qui viennent du monde entier et qui s'en vont renforcer Daesh. De l'Est vers l'Ouest vont des milliers de réfugiés syriens ou irakiens qui rejoignent la côte d'Asie Mineure pour tenter de passer en bateau en Grèce. Non seulement M. Erdogan les laisse passer mais on a de sérieuses raisons de croire qu'il encourage ces passages. Le Sud de la Turquie, disait récemment un journaliste turc critique d'Erdogan, est devenu un "boulevard pour djihadistes". Si le premier flux, celui des djihadistes se tarissait, la paix reviendrait vite en Syrie.

Et si le second flux se tarissait, l'Europe ne serait plus confrontée à l'immense problème des réfugiés. C'est dire combien M. Erdogan est un personnage toxique. Et Mme Merkel va l'aider à se faire réélire ! Je précise que ce ne sont pas les 2 millions de syriens réfugiés à la frontière turco-syrienne qui viennent chez nous car ceux-là, parqués dans de vrais camps de concentration, n'ont pas le premier sou à donner aux passeurs, sauf à être passeurs eux-mêmes comme l'était, semble-t-il, le père du petit Aylan. Les Syriens qui viennent en Europe sont issus pour une partie de la petite bourgeoisie de Damas : ils vont prendre un bus à la frontière syrienne (des lignes spéciales sont organisées) pour le port de Tripoli au Liban et ensuite, ils prennent un bateau pour la Turquie occidentale et tentent après cela de passer en Europe. Cela leur coûte entre 5 000 et 10 000 euros alors que si Mme Merkel, qui semble demandeuse, levait les sanctions à l'encontre de la Syrie et leur accordait des visas, les Syriens pourraient prendre sans risques pour 300 € un avion direct pour Berlin. C'est dire combien derrière la prétendue ouverture de la chancelière, se cache d'inhumanité. Ce flux n'existait pas avant l'été. Il a démarré cet été : il est organisé par des mafias de passeurs mais protégé, dit-on, par les services secrets turcs- et d'autres.

Au passif du président turc on peut aussi mette les discours injurieux qu'il est venu faire sur le territoire français à ses compatriotes émigrés à Strasbourg et à Bruxelles; injurieux pour la France et injurieux pour l'Europe. Pourquoi le président turc semble-t-il, malgré son hostilité viscérale à notre égard, donner le tempo à l'Europe et même à l'OTAN ? Il faut faire bien sûr la part de la lâcheté européenne dont les effets sont en tous domaines de plus en plus graves. Vous avez vu l'inconséquence de Merkel, vous connaissez la mollesse de Hollande. Il faut le dire: il n'y a plus de pilote dans l'avion en Europe occidentale. Mais Erdogan n'aurait pas tant d'assurance s'il n'avait l'appui discret mais, semble t-il, déterminé des Etats-Unis. Ses intérêts convergent avec ceux de Washington : il est (pas toujours mais le plus souvent) contre les Russes, il est contre la Syrie de Bachar el Assad. Il joue aussi contre l'Europe, mais croyez-vous que les Etats-Unis veuillent tant de bien à celle-ci ? Les ambassadeurs américains prêchent pour que l'Europe assume sa diversité religieuse et culturelle : Erdogan est un bon instrument de cette politique. Ajoutons que Washington tient à garder La Turquie dans l'OTAN et, pour cela, le ménage. Que le sommet du G20 se tienne en Turquie est un signe fort de l'appui que Washington apporte à Erdogan. L'alliance de la Turquie et d'Israël a longtemps été solide, même si au fond de lui-même Erdogan déteste l'Etat hébreu et qu'elle a pris du plomb dans l'aile. Mais il se peut qu'il en reste quelque chose. Erdogan a aussi l'appui des monarchies du golfe.

Quels sont les risques à court, moyen et long terme pour l'Europe de maintenir son alliance avec une personnalité comme M. Erdogan. Est-ce outrancier de considérer que l'Europe a au moins autant de contradictions avec M. Erdogan qu'avec Bachar Al-Assad ?

Il est évident que Bachar Al Assad nous pose beaucoup moins de problèmes que Recep Erdogan. Certes le régime de Bachar Al-Assad, comme jadis celui de Saddam Hussein ou comme aujourd'hui celui de maréchal Al-Sissi en Egypte est une dictature ; mais il y en a d'autres et je ne suis pas sûr qu'elle soit pire que les autres, notamment par le respect des minorités religieuses qui a toujours existé en Syrie. Surtout, depuis que la Syrie a retiré ses troupes du Liban, Bachar Al-Assad n'a pas d'ambitions hors de ses frontières. Il ne prétend pas à l'empire du monde. Dans la période récente, il ne nous a jamais créé le moindre problème (ce nous inclut Israël), c'est au contraire nous qui lui en avons créés, en premier lieu Washington mais Paris aussi. M. Erdogan a au contraire des visées impérialistes affichées.

Avant d'être au pouvoir, en 1999, il avait repris ces déclarations d'un poète turc : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ». Cela pour partir à la reconquête de l'Europe. Erdogan a le vif sentiment de l'humiliation qu'avaient subie les sultans de Turquie partis à la conquête de l'Europe après la prise de Constantinople (1453) , aux XVIe et XVIIe siècles, quand ils avaient été arrêtés à Lépante (1571) puis devant les remparts de Vienne (1683) . C'était la deuxième tentative d'islamisation de l'Europe après celle de 732 qui avait échoué à Poitiers.

Erdogan veut mener une troisième tentative : en entrant dans l'Union européenne et en encourageant l'entrée massive de musulmans, et en comptant sur notre décadence qui n'a pas de secret pour lui, il espère que l'Islam sera dominant en Europe. Le Turcs ne s'étaient pas seulement répandus en Europe, ils tenaient aussi une grande partie du monde arabe: renverser Assad et placer un protégé à Damas, serait pour Erdogan une manière de venger la défaite infligée aux Trucs en 1917, quand le colonel Lawrence et le chérif de la Mecque Hussein ont reconquis Damas au bénéfice des arabes...

Mais ce ne serait pas la première fois que l'Europe se trompera d'ennemi. Savoir reconnaitre son vrai ennemi, c'est l'art politique par excellence. Ceux qui se trompent sur leur ennemi se préparent à de singuliers malheurs. L'Europe a-t-elle le choix ? Y-a-t-il une autre stratégie possible que celle qui consiste à s'en remettre à M. Erdogan ?

Bien sûr qu'il y a une autre stratégie possible. Cela suppose de la part des Européens un plus grand courage pour regarder en face les agissements du personnage et aussi de ne pas se laisser aller aux actions de corruption qui sont menées dans certaines capitales occidentales. Cela suppose également surtout une émancipation vis à vis des Etats-Unis qui sont sans aucun doute complices de M. Erdogan. Mais là aussi il faut du courage. On peut imaginer que pour contrer les menées d'Erdogan, l'Europe s'appuie un peu plus sur Vladimir Poutine qui, malgré les tentatives avortées de rapprochement Moscou-Ankara qui ont eu lieu l'an dernier, a toute les raisons de se méfier de la Turquie, ennemi séculaire de la Russie.

Que faire ? C'est simple. Au lieu de promettre comme Mme Merkel (en échange d'autres promesses d'Erdogan comme celle de combattre Daesh, qui ne seront évidemment pas tenues), il faut menacer. Dire simplement : si vous n'arrêtez pas les deux flux, de djihadistes d'un côté, de réfugiés de l'autre et nous savons que vous en avez les moyens, nous suspendrons tous les avantages que votre situation de pays en préadhésion vous ont valus de la part de l'Union européenne : tarifs préférentiels, subventions abondantes etc.

Mais pour tenir ce langage, encore faudrait-il que ceux qui dirigent l'Europe, à Bruxelles, Berlin et à Paris, ainsi que les dirigeants de Washington ne soient pas secrètement en phase avec les visées de M.Erdogan: soutenir Daesh et Al Nosra (alias Al Qaida) en Syrie pour renverser Bachar Al-Assad, faire venir une main d'œuvre pas chère en Europe et singulièrement en Allemagne. Or je ne suis pas sûr du tout qu'ils ne le soient pas. atlantico.fr 13.11

Commentaire d'un internaute.

- L'Europe est devenue folle

Remarquable article qui synthétise tout ce qui se dit au sujet de cet individu depuis des années. Un quasi dictateur islamiste qui utilise sa position géostratégique comme un élément de chantage vis à vis d'A. Merkel prête à tout pour maitriser le flux d'immigrés clandestins qu'elle a favorisé .... Rappel des concessions prévues (ou consenties?) par l'UE à la Turquie = 3 milliards de dollars d'aide financière, reprise de négociations d'adhésion avec l'UE et possibilité pour les Turcs de voyager sans visa dans les pays de l'espace Schengen à partir de 2016 ..... Un vrai cauchemar que l'on doit à Mme Merkel il va falloir que l'on se réveille pour éviter cette catastrophe.

Complément dans le registre de la stratégie du chaos et de la guerre

Le terrorisme sioniste ou le ferment de l'antisémitisme.

- Italie : un juif orthodoxe agressé à l'arme blanche - euronews.com

Renforcement de la sécurité à Milan après qu'un juif orthodoxe de 40 ans, de nationalité israélienne, a été blessé jeudi soir. euronews.com 13.11

- Manifestations pro-pakistanaises au Cachemire - euronews.com

L'Etat du nord de l'Inde a été à nouveau le théâtre de violences ce vendredi après les prières.

L'Etat du nord de l'Inde a été à nouveau le théâtre de violences ce vendredi après les prières. La police a du tirer des gaz lacrymogènes pour disperser des lanceurs de pierre, en colère après la mort de l'un des leurs, lors d'une manifestation le 7 novembre dernier. euronews.com 13.11

Propagande et déstabilisation de la Russie.

La Fédération internationale d'athlétisme suspend la Russie , effet immédiat. - euronews.com

---

ACTUALITE EN TITRES

Une entreprise compromettante.

- Créer son entreprise : une aventure humaine - Francetv info

Incroyable, ils ont épargné Fouquet's!

- Les Champs Elysées se mettent au vert, les menus du Fouquet's aussi - LeFigaro.fr

Votez PS, c'est voter MEDEF !

Elections régionales en Midi-Pyrénées-Languedoc Roussilon : La présidente du MEDEF régional en position éligible sur la liste « socialiste » - legrandsoir.info 12.11

... sous couvert de société civile, on découvre la présence de la présidente du MEDEF héraultais Marie-Thérèse Mercier sur la liste du PS. Celle qui est pudiquement présentée comme « présidente d'un syndicat patronal » se retrouve en 7° position, donc très éligible ! legrandsoir.info 12.11

Récapitulons : Voter PS, c'est voter MEDEF, et appeler à voter PS au second tour, ce sera aussi appeler à voter MEDEF. Ce sera notamment le cas d'EELV et du Front de gauche. Mais au fait, et hier et avant-hier, c'était quoi appeler à voter pour le PS ? Pardi, la même chose ! Non, si, absolument. Ceux qui sont incapables de le concevoir sont eux-mêmes trop corrompus ou si éloignés du socialisme...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Bahreïn

- Bahreïn : le peuple dit non à la base militaire britannique - sahartv.ir

Diverses régions de Bahreïn étaient après la prière du vendredi le théâtre des manifestations contre le déploiement de la base militaire britannique dans ce pays.

A l'issue de la prière de ce vendredi, appelé par les groupes révolutionnaires "le vendredi de non", les Bahreïnis ont manifesté partout dans le pays en guise de protestation contre la mise sur pied d'une base militaire britannique à Bahreïn. Les manifestants qui portaient également des photos du Cheïkh Ali Salman secrétaire général du Parti Wefaq de Bahreïn ont scandé des slogans, exigeant la libération d'Ali Salman, la réalisation des revendications du peuple et la fin des agressions du régime des Ale Khalifa.

A noter que le procès du secrétaire général du parti Wefaq a été reporté au 14 novembre. Selon l'agence d'information Al-Ahed, la cour d'appel de Bahreïn a reporté jeudi au 14 novembre, le procès d'Ali Salman faute de nombre suffisant de magistrats. A rappeler aussi que la cour de cassation n'avait pas appelé Cheïkh Ali Salman à assister à la séance de jeudi ; les raisons n'ont pas été encore annoncées aux avocats du Cheïkh Salman. sahartv.ir 13.11

Syrie

- Zahiya: le Hezbollah va-t-il lâcher Damas? - sahartv.ir

Les militaires de l'armée syrienne et les combattants du Hezbollah libanais ont repris, vendredi, le contrôle des cités de Banesse et de Rasm al-Sahridj, situées dans la banlieue Sud d'Alep.

Selon la chaîne d'informations libanaise, Al-Mayadeen, les militaires de l'armée régulière de la Syrie et les forces de la Résistance libanaise sont arrivés à libérer deux cités de la banlieue Sud d'Alep des mains des terroristes.

Quelque temps auparavant, les soldats syriens s'étaient infiltrés, dans la ville d'Al-Hazer, située à 30 kilomètres, au Sud d'Alep, et ont conquis la ville, en moins de quatre heures. Suite à cet assaut des militaires de l'armée, les terroristes du Front Al-Nosra et d'Ahrar Cham ont pris la poudre d'escampette, pour rejoindre la cité d'Al-Iss, à l'Ouest d'Al-Hazer. Mais l'armée syrienne a, tout de suite, pilonné Al-Iss et a tiré deux cents obus de mortier, en moins d'une heure, sur les positions des terroristes, dans cette cité. La conquête d'Al-Iss et d'Al-Hazer signifie la libération entière de l'autoroute Alep-Damas et le blocage des routes d'approvisionnement des terroristes. sahartv.ir 13.11

Haut de page

Le 15 novembre 2015

CAUSERIE

La pire menace vient des institutions de la Ve République qui conduisent des pans entiers de la société au désespoir, légitiment le chômage de masse, la précarité généralisée, l'aggravation de la pauvreté, toutes les guerres auxquelles elles participent en Afrique, au Moyen et Proche-Orient.

On a réalisé rapidement cette causerie en sacrifiant le seul jour de congé de ma compagne Selvi.

Un courriel reçu auquel on répond en partie dans cette causerie.

Salut Jean-Claude,

Sur ta question : La majorité des militants vont-ils virer à droite toute ou à gauche ?

Tu as encore tapé juste camarade en te posant la bonne question. Pour ce qui me concerne, moi je vire encore et toujours à gauche toute.

Un petit signe positif, cette image avec ce slogan en PJ est apparu ce matin, elle viendrait du NPA... pour une fois que le NPA à mon sens retrouve le bon chemin, je la porte comme étendard. (Lis plus loin ce que j'en pense - J-C T)

Par contre fleurissent chez les militants et ceux qui ne sont pas militants, des images sur fond bleu,blanc,rouge, donc malheureusement des images qui montrent qu'une fraction non négligeable de la population se radicalise à droite. Malgré un discours de Valls de ce soir sur le 20h de TF1, « Ce que je veux dire aux Français, c'est que nous sommes en guerre », « Et parce que nous sommes en guerre, nous prenons des mesures exceptionnelles et nous frapperons cet ennemi pour le détruire, ici en France, en Europe, mais aussi en Syrie et en Irak. », je vois que même certains militants de "gauche", n'ont pas encore pris de distance avec ce bleu, blanc, rouge. (Ils sont comme Mélenchon, ils ont le coeur "qui saigne" à gauche, et le portefeuille à droite rempli de pansements... - J-C T)

A suivre camarade, mais il y a des signes sur Facebook, que "l'unité nationale" fonctionne moins par-rapport aux attentats de Charlie Hebdo. Par exemple, tous ceux qui avaient mis l'image "je suis Charlie" de manière spontanée, ne mettent pas tous les images cocardières qui circulent sur le net sur leur profil. Fin du courriel

Voilà en toile de fond les causes réelles du carnage de vendredi à Paris

Le succès des efforts diplomatiques sera aussi étroitement lié à l'évolution du rapport de force sur le terrain, où les Etats-Unis pilotent depuis plus d'un an une coalition internationale contre l'EI en Syrie et en Irak voisin tandis que Moscou mène aussi des frappes accusées de soutenir le régime syrien. AFP 14.11

Ce sont les mercenaires de l'OTAN qui ont réalisé ce carnage commandité par leurs maîtres, dont l'Etat français.

Nous développons ce thème dans cette causerie.

Populisme d'extrême gauche.

Le NPA, la voix de Washington ou de l'OTAN.

- Communiqué du NPA. Leurs guerres, nos morts: la barbarie impérialiste engendre celle du terrorisme - 14.11

"*Cette barbarie abjecte en plein Paris répond à la violence tout aussi aveugle et encore plus meurtrière des bombardements perpétrés par l'aviation française en Syrie suite aux décisions de François Hollande et de son gouvernement.*", faux sur toute la ligne.

En réalité ces attaques ne sont pas une réponse mais la poursuite de la même politique de l'impérialisme américain (que soutien Hollande) afin d'atteindre ses objectifs en Syrie, il détruit les infrastructures de la Syrie de même que Hollande à défaut de pouvoir bombarder Damas en espérant que le peuple syrien se retourne contre Assad qui incarne la souveraineté de la République arabe syrienne pour le renverser.

Bref, à en croire le NPA l'intervention militaire américaine et française en Syrie et le recours à une armée de mercenaires fantatiques sanguinaires (Emirat islamique et Al-Qaïda) ne correspondrait pas à une stratégie politique plannifiée à l'avance, elle serait le produit de décisions "*aveugles*" ou d'erreurs toujours excusables partant du principe que nul n'est parfait en ce bas monde, ceci n'est pas dit ici expressément mais sous-entendus pour qui sait lire attentivement, mieux encore, les barbares agiraient tout aussi aveuglément et ils n'agiraient pas selon les ordres de quelques commanditaires ou Etats, ce qui revient à nier les réelles intentions des Américains et leurs alliés, à nier les liens qui existent entre les membres de cette coalition militaire et les mouvements issus d'Al-Qaïda. Qu'est-ce que cela signifie ? Pourquoi ?

Contrairement à ce que pourrait laisser penser ce discours en apparence radical en affirmant que ce carnage serait le produit d'une "violence aveugle", en réalité il ne sert qu'à cautionner la poursuite de la guerre que mènent les puissances occidentales et les monarchies du Golfe contre la République arabe syrienne et à laquelle participe le gouvernement français. La preuve en est fournie dans le paragraphe suivant.

"*Ces bombardements sont censés combattre l'État islamique, les terroristes djihadistes, en fait, avec l'intervention et les bombardements russes, ils protègent le régime du principal responsable du martyr du peuple syrien, le dictateur Assad.*", ici le NPA procède par amalgame pour finalement se ranger au coté de l'OTAN et viser Assad qui incarne la résistance du peuple syrien contre l'agression impérialiste dont est victime la Syrie depuis bientôt 5 ans.

La totalité de leur discours est construit sur la base de contrevérités ou de falsifications de la réalité, le discours de l'OTAN de fait, qui ne sert qu'à justifier l'analyse qui consiste à prétendre que la coalition militaire emmenée par les Américains ne serait pas impliquée dans les actions menées par "*les terroristes djihadistes*" car ils seraient leurs ennemis, de manière à ce qu'ensemble ils puissent poursuivre leur guerre contre la Syrie jusqu'à ce qu'ils atteignent leur véritable objectif, le renversement du régime en place que revendique le NPA au même titre qu'Obama, Erdogan, Salmane, Nettanyahu et Hollande.

Alors comme on vient de le voir ils ont repris les arguments de l'OTAN pour justifier cette guerre contre le peuple syrien et exprimer leur soutien à Hollande qui y participe, ils peuvent écrire tranquillement : "*Nous refusons toute union nationale avec les responsables des guerres, la bourgeoisie, Hollande, Sarkozy et Le Pen.* ", refus qui n'a aucune valeur, sinon de camoufler la collusion du NPA avec les représentants de l'impérialisme français, sa capitulation et la trahison de la cause qu'il prétend servir.

En complément, pour que les lecteurs comprennent bien comment s'y prend le NPA aligner sur l'OTAN et le gouvernement français pour tromper militants et travailleurs, on reproduit différents passages de cet article qui confirment ou amplifient, démontrent si c'était encore nécessaire avec quel acharnement le NPA s'emploie à ménager ou protéger les puissances occidentales et leurs alliés du Golfe (et au-delà) de toute accusation de collusion ou complicité active avec les mouvements terroristes qu'en réalité ils ont créés de toutes pièces, financés, armés.

- "*La barbarie impérialiste et la barbarie islamiste se nourrissent mutuellement.*". non, l'impérialisme américain a créé deux entités militaires qui doivent servir ses intérêts : l'OTAN et Al-Qaïda.

- "*La seule réponse aux guerres et au terrorisme*". En fait, les guerres et le terrorisme sortent du même tonneau, ils ont les mêmes fournisseurs d'armes, les mêmes banquiers, les mêmes commanditaires !

- "*ce système capitaliste qui engendre la barbarie*". En réalité, la barbarie c'est le système capitaliste. Pourquoi les séparer ? Parce qu'il faudrait vaincre la barbarie et assurer la pérennité du système capitaliste, cela tombe bien c'est la préoccupation de l'oligarchie financière d'assurer sa survie et c'est la raison pour laquelle elle a engendré ces barbares, ses alliés et non ses ennemis.

- "*Pour mettre fin au terrorisme, il faut mettre fin aux guerres impérialistes*". Non, il faut mettre fin au capitalisme, au régime,

aux institutions de la Ve République sans lesquelles la classe dominante serait dépossée des moyens politiques, financiers, matériels et militaires pour guerroyer.

Dans un autre article du NPA daté également du 14 novembre, Vos guerres, nos morts, on pouvait lire :

- "*une guerre contre des ennemis pas toujours bien identifiés*", ben voyons, tartufe !

- "*Daech fait de la politique. Ce sont des assassins, mais ils font de la politique.*", dans quel registre, celui de l'OTAN, du Pentagone qui leur dictent, mais non, Daech serait le produit d'une génération spontanée chez laquelle la politique serait innée !

Il ne manquait plus que la version officielle du déclenchement de la guerre en Syrie concoctée à Washington et qu'on retrouve inlassablement depuis bientôt 5 ans dans la bouche de tous les médias, experts, commentateurs en tous genres à la solde de l'impérialisme américain.

- "*Avis au prochain qui nous expliquera qu'il ne comprend pas pourquoi les Syriens fuient vers l'Europe : depuis plus de 4 ans et demi, c'est le 13 novembre tous les jours en Syrie. Et c'est votre nouvel allié Assad qui en porte la responsabilité première, en ayant réprimé sauvagement un soulèvement alors pacifique.*"

- "*Nous vivons dans un monde en guerre. Et cela permet à certains de faire des affaires.*", l'auteur de cet article, Julien Salingue, devait sans doute faire allusion à la campagne financière lancée par le NPA pour récolter 500.000 euros, une somme dites-donc !

Une fois qu'on a remis les choses à leurs place, en fait de *Vos guerres, nos morts*, il fallait lire : Nos guerres, vos morts.

Précisons que l'analyse à laquelle nous venons de nous livrer ne concerne pas uniquement le NPA, puisque l'interprétation fournit par le NPA de la question syrienne tourne en boucle, est martelée depuis des mois ou des années dans tous les médias et les partis institutionnels.

Un exemple qui le confirme.

LO - Un massacre atroce et inqualifiable 14.11

- "*L'horreur des attentats perpétrés à Paris et à Saint-Denis renforce ceux que leurs auteurs prétendent combattre.*" Il ne sera pas question de pointer leur complicité, il faut ménager Hollande et les institutions de la Ve République, le régime.

Nathalie Arthaud peut ensuite déclarer : "*nous n'avons aucune solidarité avec l'État français et avec ses dirigeants politiques. Ceux-ci ont une large part de responsabilité dans les guerres qui ensanglantent aujourd'hui le Moyen-Orient*", inutile de vous donner tant de peine, car refuseré de dénoncer la compromission de "*l'État français*" avec les barbares revenait à l'assurer de la "solidarité" de LO. Et pour que le camouflage soit complet il fallait ajouter que "*Lutte ouvrière n'ajoutera pas sa voix au concert de l'unité nationale*", qu'en réalité elle soutient par non-dit interposé en ménageant le régime, procédé particulièrement fin et sournois parce que la plupart des militants n'ont pas forcément à l'esprit que les non-dits en disent parfois plus que de longs discours sur les réelles intentions de leurs auteurs.

Au passage, les militants constateront que ces partis feignent d'ignorer le contenu des centaines d'articles sur la Syrie qui ont été publiés depuis 2011 par différents médias alternatifs et qui sont accessibles à tous sur le Net, pour finalement emboîter le pas à la propagande de la réaction à des degrés divers.

D'autres exemples de désinformation.

Atlantico - Il faut être convaincu d'une chose : la France est en guerre contre les organisations salafiste-djihadistes (Al-Qaida "canal historique" et Daesh) et il convient que nos concitoyens en soient persuadés. atlantico.fr 14.11

Il y a fort à parier que dans les jours ou semaines qui viennent, tous ceux qui s'opposeront à cette version frauduleuse de la réalité seront traités de complotistes, de traîtres, d'ennemi de la France. Il faut absolument que chaque Français se sente en guerre, puis aspire à la guerre, de telle sorte que si une véritable guerre engageant la France était déclarée ils y adhèreraient comme un seul homme, ce procédé relève de la guerre idéologique et psychologiques contre tout un peuple qui est en paix et aspire avec tous les peuples, c'est ce qui exaspère la réaction au plus haut point.

Nous disons aux travailleurs, si vous voulez faire la guerre, c'est contre les institutions de la Ve République et le CAC40 qu'il faut tourner vos armes, contre un régime qui vous voue à la déchéance et qui veut vous livrer à une nouvelle boucherie pour mieux y parvenir, rompez avec lui, organisez-vous, adoptez le socialisme et abattez-le avant qu'il ne soit trop tard.

Le Monde - La Turquie est confrontée au problème des cellules dormantes de l'organisation Etat islamique (EI) sur son territoire". lemonde.fr 14.11

Là il s'agissait de nier les rapports noués entre Erdogan et Emirat islamique et de présenter la Turquie comme une victime des barbares.

Ceci dit, s'il entrait demain dans la stratégie américaine de disloquer la Turquie en se servant de l'Emirat islamique, ils n'hésiteraient pas un seul instant...

Le POI n'est pas en reste

- Le Parti ouvrier indépendant condamne avec la plus grande énergie l'horrible carnage perpétré à Paris le 13 novembre - latribunedestravailleurs.fr 14.11

Le POI tient sensiblement le même discours que le NPA et LO : union et deuil national oblige, épargner les institutions et le régime, éviter de faire apparaître la collusion qui existe entre le gouvernement et les barbares qu'ils arment, un secret de polichinelle, s'en tenir à une dénonciation stérile de la politique impérialiste du gouvernement, alors qu'elle est commandée par la crise du capitalisme et s'inscrit dans le cadre des institutions de la Ve République.

- "*combattre pour que ces faits épouvantables ne se reproduisent pas implique de combattre contre la guerre dont cette barbarie, qui s'e´tend au monde entier, est l'enfant naturel.*"

- "*C'est cette politique qui déchire les nations et sème la barbarie dans le monde entier.*", il n'y a pas d'un côté "*cette politique*" et d'un autre "*la barbarie*", c'est cette politique qui incarne la barbarie, qui est synonyme de barbarie, cela n'a pas du tout la même signification ou implication politique. On comprend pourquoi ils ne peuvent pas en venir à qualifier la politique du gouvernement ou le régime, les institutions de la Ve République, le gouvernement de barbares. Fini le temps où on scandait socialisme ou barbarie, ils ont introduit un troisième élément ou ils ont fractionné en deux la barbarie qui existerait à côté du régime capitaliste avec lequel elle se confondait autrefois, dorénavant il existerait le socialisme, la barbarie et le régime capitaliste, et naturellement ce n'est pas contre ce dernier qu'ils axeront leur politique.

En somme il suffirait de changer de politique pour que la barbarie disparaisse, alors qu'en réalité, c'est de régime qu'il faut changer pour que la barbarie disparaisse. Oui mais cela implique d'affronter les institutions de la Ve République, de rompre avec leurs représentants, les appareils syndicaux vendus, cela le POI en est incapable.

Et on trouvait la même précaution d'usage inutile pour masquer sa capitulation devant le régime.

- "*Ce combat implique — plus que jamais dans la situation dramatique que nous connaissons — que les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière ne cèdent pas à l'invitation qui leur est lancée de se joindre à l'union sacrée avec le gouvernement et le patronat.*", à croire qu'ils sont comptables de la politique des autres organisations, bienvenue au club des opportunistes !

Du 11 septembre 2001 au 13 novembre 2015.

La référence au 11 septembre 2001 a le mérite de mettre en relief les commanditaires du massacre du 13 janvier à Paris. Les mêmes que ceux qui ont organisé le coup d'Etat du 11 septembre 2001.

- Attaques terroristes à Paris : affaibli en Syrie, comment l'Etat islamique cherche désormais à terrifier l'Europe pour exister - Atlantico.fr

Alain Chouet est un ancien officier de renseignement français. Il a été chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE de 2000 à 2002.

Alain Chouet : Cela fait presque un an que les services de renseignement agitent le drapeau d'alerte pour essayer de faire comprendre que, le jour ou l'EI perdrait pied militairement sur le terrain, il dégénérerait stratégiquement (comme al-Qaïda dans la période 1998-2001) et dériverait vers ce genre d'action pour continuer de conserver une crédibilité, d'exister politiquement et de recevoir des soutiens extérieurs.

Nous sommes arrivés à ce point.

(On n'assiste pas à une dégénérescence mais à un changement de stratégie de l'impérialisme américain embourbé en Syrie et en Irak. Tous les porte-parole de l'OTAN tiennent un discours consistant à faire croire que l'Emirat islamique qui a vu le jour il y a un

an serait une organisation indépendante de tout Etat, et que comme par enchantement du jour au lendemain elle se serait dotée d'une armée de dizaines de milliers de mercenaires disposant d'une capacité financière et militaire capable de résister à l'assaut de la coalition militaire internationale la plus puissance qui n'ait jamais existé, et dire qu'il y a des crétins de militants qui prétendent avoir atteint un certain niveau de conscience ou de développement intellectuel pour le croire, c'est consternant, en fait c'est comme lorsqu'on évoque d'autres questions politiques, ils sont malhonnêtes et croient ce qui les arrange. - LVOG)

Alain Chouet : En affaiblissant réellement sur le terrain les forces militaires de l'Etat islamique et de différents groupes djihadistes, l'intervention conjuguée des forces russes en Syrie et kurdes en Irak contraint les responsables politiques et militaires salafistes à revoir leur dispositif et à manifester une capacité de nuisance « universelle ». Affaibli sur le terrain, l'Etat islamique va tenter de susciter des tensions violentes et un mur de haine entre les communautés musulmanes résidant en Europe et les pays d'accueil. Le meilleur moyen d'y parvenir est de contraindre ces pays d'accueil à des mesures coercitives difficiles à différencier et à moduler contre les communautés musulmanes. Atlantico.fr 14.11

(Ils n'ont pas pu prendre la décision de mener l'opération de vendredi à Paris.

Sachant qu'il existe différents clans qui s'affrontent à Washington et au Pentagone sur la marche à suivre pour garantir l'hégémonie mondial de l'impérialisme américain, il est peut-être trop tôt pour le dire avec certitude, mais il se pourrait bien que le carnage de vendredi ait été commandité par le clan des néoconservateurs les plus extrémistes afin de convaincre Hollande de ne pas lâcher Erdogan, à moins que ce soit l'inverse, un avertissement histoire de lui faire comprendre que son implication au côté de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar avait assez duré, et qu'il ferait mieux de ne pas se mêler de ce conflit qui ne concernait que les Américains et les Russes qui cherchent un compromis pour sortir du bourbier syrien. - LVOG)

Les dernières infos.

- L'EI revendique les attentats de Paris, plus de 120 morts - Reuters

"*C'est un acte de guerre qui a été préparé, organisé planifié de l'extérieur et avec des complicités intérieures que l'enquête permettra d'établir*", a déclaré François Hollande à l'issue d'un conseil de défense convoqué samedi matin à l'Elysée.

Le parquet de Paris a annoncé qu'une enquête avait été ouverte des chefs d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste et association de malfaiteurs criminelle pour préparer des atteintes criminelles à la personne. Reuters 14.11

Massacre prémédité.

- Des responsables européens font le lien entre les attentats de Paris et les réfugiés - LeMonde.fr

- L'un des terroristes du stade de France est passé par la Grèce - LeFigaro.fr

L'information a été publiée sur le site Internet du très sérieux quotidien iKathimerini puis a été confirmée par le vice -ministre de la protection civile, Nikos Toskas: un des terroristes de Paris est passé par la Grèce en octobre. C'est la découverte d'un passeport syrien près du corps d'un des auteurs des attaques du Stade de France qui a permis de parvenir à cette conclusion. Les services grecs ont pu établir que son détenteur «est arrivé, le 3 octobre dernier, sur l'île de Leros, dans le Dodecannèse, ou il a été enregistré selon les règles de l'Union Européenne».

Débordée par l'afflux de migrants ces derniers mois, la Grèce est équipée depuis peu par Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, d'un nouveau système informatique permettant de relever les empreintes des arrivants, afin de les identifier. Voyageant parmi un groupe de 69 réfugiés, le terroriste a pu - après avoir laissé ses empreintes - obtenir son statut de demandeur d'asile, se rendre à Athènes et rejoindre la France. LeFigaro.fr 14.11

Commentaire d'un internaute.

- "*Daesh/Ei n'avait-elle pas dit qu'elle enverrait des milliers de djihadistes en Europe ? relire les articles de février 2015, (Figaro : L'État islamique menace d'envoyer 500.000 migrants en Europe depuis la Libye), octobre 2014 "Les chefs de l'organisation terroriste Etat islamique (EI) projettent d'envoyer en Europe des djihadistes déguisés en réfugiés, annonce dimanche la radio Deutsche Welle." etc etc.*"

Confusion. Ce que vous ignorez hélas et c'est cela l'essentiel, c'est que c'était l'OTAN ou les Américains par la voie d'Erdogan qui avait agité cette menace. Ils l'ont mise à exécution voilà tout.

Etat policier et Etat de guerre. Instrumentalisation et surenchères sur fond de guerre idéologique.

- Attentats de Paris : Hollande retrouve ses habits de chef de guerre - LeParisien.fr

- Manuel Valls : «Nous sommes en guerre» - Liberation.fr

- Jérôme Fourquet (Ifop) : «Le sentiment d'insécurité monte crescendo dans le pays» - LeFigaro.fr

- Marine Le Pen: "La France et les Français ne sont plus en sécurité" - AFP

- Attentats à Paris : Facebook active son outil permettant de dire "Je suis en sécurité" - La Tribune

- Les attentats risquent d'entraîner "un repli sur soi" dans la société - AFP

- «Bloody Friday»: il va falloir dépasser collectivement les phénomènes de sidération et de tétanisation - Slate.fr

- Le drapeau français se répand sur les réseaux en réaction aux attentats - LeFigaro.fr

- Trois jours de deuil national: du jamais-vu sous la Ve République - LeFigaro.fr

- Une minute de silence dans les établissements scolaires lundi - LeFigaro.fr

- Brassards noirs et « Marseillaise » d'hommage sur les terrains de sport dans le monde entier - LeMonde.fr

- La Bourse de Paris ouvrira normalement lundi - Reuters

- Manuel Valls : « Nous devons anéantir les ennemis de la République » - LeMonde.fr (T'es mort ! - LVOG)

- Attentats : Longuet évoque « l'internement administratif » qui « fonctionnait » « au moment de la guerre d'Algérie » - Public Sénat (Ex-GUD, un facho nostalgique. - LVOG)

- 4000 personnes en "centres d'internement": la proposition scélérate de Laurent Wauquiez - Le Huffington Post

"Dans la quasi-totalité des attaques terroristes que nous avons connues, il s'agissait d'individus qui étaient déjà surveillés. On ne peut plus attendre qu'ils passent à l'acte. Je demande que toutes les personnes fichées [soit 4000 personnes, NDLR) soient placées dans des centres d'internement anti-terroristes spécifiquement dédiés", a déclaré Laurent Wauquiez, le secrétaire général des Républicains ce samedi à l'AFP sans préciser si cette proposition avait été validée par le président de son parti, Nicolas Sarkozy.

Quelque 4000 personnes font en France l'objet de fiches dites S de renseignement, notamment des islamistes radicaux.

Selon l'ancien ministre, "nous sommes en guerre et c'est eux ou nous. Il faut agir: oui pour l'état d'urgence mais il faut aller jusqu'au bout de ce qu'il permet".

La dernière fois que la France a installé sur son sol des centres d'internement remonte à la guerre d'Algérie sous la IVe République. En mars 1956, l'état d'urgence est remplacé par les pleins pouvoirs. Le gouvernement de Guy Mollet est alors autorisé par les députés "à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire".

En métropole, quatre camps accueilleront jusqu'à 5000 internés algériens. En 1957, seules des personnes ayant été frappé d'une condamnation judiciaire préalable pouvaient y être enfermées. L'ordonnance du 7 octobre 1958 lèvera cette restriction en étendant l'assignation à résidence à toutes les "personnes dangereuses pour la sécurité publique en raison de l'aide matérielle, directe ou indirecte, qu'elles apporteraient aux rebelles des départements algériens".

La question demeure: s'il veut "interner" les personnes fichées, Laurent Wauquiez ira-t-il jusqu'à réclamer les pleins pouvoirs pour François Hollande? Le Huffington Post 14.11

Et dire que lorsqu'on affirme qu'il faudra exterminer cette pourriture on passe pour des extrémistes, des gauchistes...

- Vers un couvre-feu à Lyon ? - LePoint.fr

- Lagarde (UDI) appelle à "une réunion en urgence de l'Otan" - AFP

- C'est la guerre ! Mais les Français ne le savaient pas…- LePoint.fr

Comme quoi ils auraient mieux fait de se connecter à notre portail.

C'est un fait que Mélenchon n'est pas ingrat et qu'il n'a jamais craché dans la soupe que le régime lui servait.

Mélenchon (youtube) : A l'égard des terroristes le député européen estime que le " mépris qui les accable doit leur être strictement réservé" publicsenat.fr 14.11

Nous, nous réservons notre mépris à tous les représentants du régime, dont Mélenchon. Quant à ces terroristes, une balle dans la tête ferait l'affaire, avec un silencieux de préférence pour nous épargner le désagrément du bruit de la détonation, à moins qu'il existe un moyen plus économique, expéditif, plus hygiénique pour les exterminer.

Désinformation et propagande. Un aveu. Il faut croire que cela n'avait jamais été le cas.

- Syrie: pour Juppé, la "priorité" est désormais d'"écraser Daech" - AFP

- "Nous sommes en guerre" pour "détruire" le groupe EI, dit Valls - AFP

Cela fait un an qu'une coalition militaire constituée de plus de 40 Etats disposant de la force de frappe la plus puissante jamais imaginée et d'armement hyper sophistiqué prétend lutter contre Daech sans parvenir à le vaincre, comment ne tient pas debout, personne ne peut croire pareille farce. En réalité les gouvernements français successifs depuis mars 2011 n'ont cessé de soutenir les différentes organisations terroristes qui sévissent en Syrie et en Irak, souvenez-vous, en décembre 2012 Fabius s'en était vanté en déclarant qu'Al-Nosra faisait "du bon boulot", on n'invente rien.

Et les médias belliqueux, dégoulinant de haine, au verbe vengeur et assassin, d'appeler à la guerre (de classe).

Puisqu'aucun Etat n'a déclaré la guerre à la France, une fois que l'idée de la guerre sera bien incrustrée dans les cerveaux, ils pourront facilement l'orienter vers l'Etat qu'ils leur auront désigné, la Russie par exemple, qui sait ?

Le peuple étant toujours aussi ignorant et manipulable, certains individus particulièrement fragiles ou désésuilibrés pourraient s'en prendre à ceux qui ne leur ressemblent pas, c'est un appel au crime gratuit et crapuleux, à la guerre civile...

- Après le choc, la presse envisage la "riposte" - AFP

Après le choc causé par les pires attentats jamais commis en France, la colère et la volonté de faire bloc mais aussi de "rendre coup pour coup" sont au coeur des analyses de la presse dominicale.

A l'unisson des autres titres, le quotidien sportif L'Equipe est "en deuil".

"Le chagrin et la colère" ont saisi Le Figaro qui, comme Libération, paraît exceptionnellement, deux jours après les actions kamikazes revendiquées par le groupe Etat islamique, qui ont ensanglanté Paris et fait 129 morts.

"Je suis Paris" titre justement Libé, reprenant un slogan qui fait florès sur les réseaux sociaux, à l'instar du "Je suis Charlie" qui avait été scandé après les attentats de janvier.

"Résistons", clame Le Parisien/Aujourd'hui en France dans un numéro spécial.

"La France est en guerre. En guerre contre un terrorisme totalitaire, aveugle, terriblement meurtrier", insiste le directeur du Monde Jérôme Fenoglio dans son éditorial.

"Cette guerre, maintenant chacun l'a compris, ne fait que commencer", prévient Alexis Brézet du Figaro.

Laurent Joffrin de Libération livre "la conclusion (qui) s'impose avec son terrible réalisme: les Français doivent désormais vivre avec le terrorisme".

Mais "nous ne remporterons aucune victoire durable sur le terrorisme en laissant place au rejet de l?autre", avertit Guillaume

Goubert dans l'éditorial diffusé sur le site internet du quotidien catholique La Croix.

Le mot d'ordre d'unité est relayé par toute la presse. C'est "la République face à la barbarie" qui se dresse ainsi à la Une du Journal du dimanche. (Enfin la stratégie du POI légitimée ! - LVOG)

Pour Dominique Jung des Dernières Nouvelles d'Alsace, "le vrai enjeu est l'affirmation des valeurs républicaines". "On nous fait la guerre. Unis, nous saurons faire face à cette inacceptable folie", renchérit Jean Levallois de la Presse de la Manche.

ne sais pas si "nous sommes en guerre", comme le clament les médias. Je sais, en revanche, qu?il nous faut réapprendre à penser la guerre sans paniquer", confie l'écrivain et journaliste Jean-Claude Guillebaud dans son billet dominical paru dans Sud-Ouest.

L'heure est à l'unité mais aussi à la riposte, insistent de nombreux éditorialistes aux accents martiaux.

"Notre démocratie ne peut être sauvée qu'avec les armes de la République", fait valoir Jean-Claude Souléry de La Dépêche du midi.

Certes, "refusons toujours la haine. Restons civilisés", martèle David Guévart de Nord Littoral. "Mais acceptons aussi qu'il n'y aura pas de solution qui ne ressemble à une éradication du mal."

Car "le temps est venu de rendre coup pour coup, d'être impitoyable face à nos ennemis, de l?intérieur comme de l'extérieur", assure Raymond Couraud dans L'Alsace.

"Même si le prix à payer pour contrer cet ennemi doit s'ériger en riposte musclée, la France a le devoir d?entrer en résistance", affirme Philippe Palat dans les colonnes du Midi libre.

"Contre la brutalité, il n'est qu'un principe : la force. Contre la sauvagerie, qu'une loi : l'efficacité. (...) Pour gagner la guerre, il faut la mener", conclut Alexis Brezet dans Le Figaro. AFP 14.11

Un coup de pouce pour "***un coup d'accélérateur***" ? A quoi ? A la destruction de la Syrie ou à la défaite des Américains et ses alliés ?

- Un espoir de règlement sur la Syrie dans la foulée des attentats de Paris - AFP

Les grandes puissances se sont entendues samedi à Vienne sur un calendrier de transition politique en Syrie, qui achoppe encore sur le sort de Bachar al-Assad, un coup d'accélérateur déterminé par les attaques terroristes qui ont frappé Paris.

Rencontre d'ici le 1er janvier entre représentants de l'opposition syrienne et du régime de Damas, formation d'un gouvernement de transition dans les six mois, organisation d'élections d'ici 18 mois : jamais les efforts diplomatiques pour sortir du conflit syrien n'avaient débouché sur une feuille de route aussi précise.

"La réunion a été entièrement placée sous le signe" des attentats sanglants qui ont frappé la France vendredi soir, a expliqué le ministre allemand des Affaires étrangères Franz-Walter Steinmeier. Ces événements ont "accru la détermination à aller de l'avant", durant ce deuxième round de négociations en quinze jours, a-t-il estimé.

Avant le début des discussions, qui ont duré environ six heures, les représentants des dix-sept pays et trois organisations internationales, réunis autour des chefs des diplomaties américaine et russe, avaient appelé à surmonter leurs divergences pour renforcer la lutte contre le terrorisme.

Le communiqué commun publié à l'issue de la rencontre met entre parenthèses les sujets de tension pour insister sur les points d'accord.

Le Groupe international de soutien à la Syrie, regroupant tous ces participants, "est tombé d'accord sur la nécessité de réunir le gouvernement syrien et des représentants de l'opposition pour des négociations formelles, sous les auspices de l'ONU, dès que possible, avec l'objectif du 1er janvier" prochain.

Les grandes puissances, dont les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne, les pays arabes et l'Iran, "ont affirmé leur soutien à un cessez-le-feu et à un processus mené par les Syriens, qui d'ici six mois (...) établira un calendrier pour rédiger une nouvelle Constitution", a poursuivi le Groupe. "Des élections libres et équitables auraient lieu conformément à cette nouvelle Constitution d'ici 18 mois".

"Ca a encore l'air utopique, mais nous avons toutes les puissances autour de la table", a relevé M. Steinmeier.

Pour autant l'Iran et la Russie, derniers soutiens du régime syrien, s'opposent aux Etats-Unis et leurs alliés arabes et européens sur l'avenir du président Assad et sa place dans une éventuelle transition politique en Syrie.

"Nous avons toujours des divergences concernant ce qu'il doit advenir de Bachar al-Assad", a indiqué le Secrétaire d'Etat américain John Kerry lors d'une conférence de presse aux côtés de son homologue russe Sergueï Lavrov et du représentant de l'ONU pour la Syrie Staffan de Mistura.

"Nous avons confirmé que le futur de la Syrie sera décidé exclusivement par le peuple syrien", a prévenu M. Lavrov, dont le pays mène des frappes en Syrie depuis le 30 septembre en soutien au régime de Damas. "Cela concerne bien entendu également le sort du président Assad et celui des autres politiques de ce pays", a-t-il ajouté.

Ni le régime syrien ni ses opposants ne sont pour l'instant présents à Vienne.

La Russie comme l'Iran s'opposent aussi aux Etats-Unis et à leurs alliés sur les groupes syriens devant être qualifiés de "terroristes" et ceux pouvant être considérés comme appartenant à l'opposition. La Jordanie sera chargée de "coordonner une liste commune de groupes terroristes" sus l'égide du Conseil de sécurité de l'ONU, à partir des propositions des différents participants, a expliqué M. Lavrov.

Les attentats de Paris "justifient" d'intensifier la lutte contre des organisations radicales armées telles que le groupe Etat islamique (EI) ou le Front al-Nosra, branche d'Al-Qaïda en Syrie, a souligné Sergueï Lavrov. AFP 14.11

La réaction des autorités syriennes

- Paris souffre d'un terrorisme auquel fait face la Syrie depuis cinq ans (Assad) - sahartv.ir

Le président syrien Bachar al-Assad a réagi aux explosions terroristes qui ont secoué, vendredi soir, la capitale française, Paris, faisant des centaines de morts.

Selon Russia Today, le chef de l'Etat syrien Bachar al-Assad a présenté ses condoléances à son homologue français François Hollande pour la mort des centaines de citoyens français dans les attentats terroristes à Paris. « La France a souffert, vendredi, de la barbarie des terroristes à laquelle est confrontée la Syrie depuis cinq ans », a dit le président syrien. sahartv.ir 14.11

- Assad est le président élu des Syriens (Poutine) - sahartv.ir

Le président russe a une fois de plus insisté sur la position immuable de son pays envers la crise syrienne réitérant que Bachar Assad est le président élu du peuple syrien auquel revient à lui seul de décider de son propre sort et du sort de ses dirigeants.

Dans une interview avec l'agence de presse russe Interfax et l'agence turque Anatoli, le président russe Vladimir Poutine a déclaré que le principal objectif des frappes aériennes russes en Syrie était de combattre le terrorisme. « La Russie est soucieuse de savoir comment les puissances étrangères pourront aider le peuple syrien à l'emporter sur les terroristes et à sortir de la crise actuelle. La diplomatie russe examine, activement, toutes ces propositions », a déclaré le président Poutine.

Le maître du Kremlin a réitéré que pour une lutte plus efficace contre le terrorisme, la communauté internationale devait arriver à une entente sur les groupes qui devront être considérés comme terroristes. « Cela ne se limite pas seulement à l'établissement d'une liste de ces groupes terroristes, mais encore il faut envisager leurs modes d'emploi et préparer une liste unifiée de groupes extrémistes », a ajouté le président russe. sahartv.ir 14.11

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Italie

- Italie : violences entre forces de l'ordre et manifestants opposés à la réforme scolaire - Francetv info

A Naples (Italie), une manifestation contre la réforme de l'école de Matteo Renzi a dégénéré, vendredi 13 novembre. Deux

jeunes hommes et quatre policiers ont été blessés lors d'affrontements entre manifestants et policiers en tenue antiémeute. Les violences ont débuté lorsque les élèves protestataires ont voulu forcer le barrage policier qui protégeait le bâtiment de la Confédération générale de l'industrie italienne, raconte La Repubblica (en italien).

La réforme appelée "La Bonne école" contestée

Des enseignants et des élèves contestent la "Buona Scuola", la réforme de la "bonne école", voulue par le Premier ministre Matteo Renzi. Celle-ci prévoit plus d'histoire de l'art, de musique, de sport, de langues. Elle compte aussi introduire plus d'autonomie des écoles et une rémunération des enseignants au mérite. Syndicats enseignants et étudiants estiment donc que la "Buona Scuola" donne trop de pouvoirs aux directeurs d'établissement. D'autres marches ont lieu dans d'autres viles, comme à Rome. Francetv info 13.11

Haut de page

Le 17 novembre 2015

CAUSERIE

La mousson a quelque peu perturbé notre organisation. J'ai profité d'une accalmie pour aller faire des courses, j'y ai passé 3 heures en cavalant, du coup j'ai dû achever la causerie comme j'ai pu, c'est un peu bordélique et je m'en excuse, mais il y a matière à réflexion. On a laissé de côté quelques infos.

Hollande et le PS, le parti de la guerre, de la réaction sur toute la ligne, on se demande comment il y en a qui ont pu le présenter comme un parti ouvrier pendant plus d'un demi-siècle, à notre avis ils ont un sérieux problème politique à résoudre...

Il ne faut pas oublier non plus que sans la décomposition du mouvement ouvrier et de son avant-garde, un tel épisode aurait sans doute été impossible. La question qui est désormais posée à tous les militants est de savoir si elle est irréversible ou non ? En attendant la réaction a un boulevard devant elle et elle en profite.

Vidéos.

Nouvelle théorie sur les attentats de Paris (Charlie Hebdo) : Le «management de la terreur»

Grave accusation sur Hollande au sujet des attentats

Entrevue d'un ancien correspondant de presse en Afghanistan pour la première chaîne allemande, Cristoph Hörstel analyse les attentats de Paris (Charlie Hebdo), le 4 mars 2015.
https://www.youtube.com/watch?v=hZhbwvDyaLo

- Quand un gouvernement est impopulaire et rencontre des difficultés pour appliquer sa politique, il recourt au management de la terreur en orchestrant des attentats dans son propre pays où les laissera commettre, dont il tirera profit par la suite... LVOG

Comment la racaille décide de notre sort.

Voici comment sont votées les lois. (Ajoutée le 13 nov. 2015)
https://www.youtube.com/watch?v=-V-i2UsH9z0

Un petit aperçu effarant du processus de vote des lois. Ici, la loi de Santé en passage devant la Commission des affaires sociales, le 9 novembre 2015.

Quelques réflexions sur le coup d'Etat terroriste du 13 novembre. Son contexte et ses conséquences.

1- Une fois de plus, quand on lit les nombreux articles publiés par des médias alternatifs sur les actes de guerre orchestrés en France le 13 novembre par une ou des puissances étrangères à l'aide de mercenaires recrutés spécialement pour accomplir ce carnage, et qu'on les compare avec le contenu insipide des communiqués ou des articles rédigés par les partis ou d'autres formations du mouvement ouvrier, on est obligé de constater qu'ils sont totalement déconnectés de la réalité, et par conséquent ils sont incapables d'en fournir la moindre interprétation cohérente ; d'ailleurs ils ne s'y risquent pas, à part pour reproduire les sempiternels lieux communs qui sont gravés dans leurs cerveaux complètement sclérosés et qui font office

chez eux de propagande en guise d'information, ce qui laissera leurs militants totalement désemparés et désarmés politiquement pour affronter la situation et le gouvernement ou la réaction, à croire que sur ce plan-là ils poursuivent les mêmes objectifs que Hollande envers la population. Nos dirigeants sont vraiment en dessous de tout, au mieux inutiles, au pire nuisibles à notre cause.

2- Renforcer l'aspect bonapartiste ou dictatorial des institutions de la Ve République, afin, sous prétexte de guerre au terrorisme, de se donner les moyens politiques, policiers, militaires et juridiques à la fois pour restreindre les droits politiques des opposants au régime et mieux les réprimer en cas de menace de soulèvement révolutionnaire.

Quand ils ne peuvent plus gouverner comme avant et que les masses laborieuses ne peuvent plus vivre comme avant, il est tant de se débarrasser des oripeaux de la démocratie et de recourir à la guerre... à défaut que ce soit les masses révolutionnaires qui s'en chargent pour s'emparer du pouvoir politique.

3- Vous aurez remarqué qu'aucun média n'a fait le rapprochement entre l'attaque qui s'est produite à proximité du Stade de France où se trouvait justement Hollande à ce moment précis, comme si c'était lui qui était personnellement visé. Incroyable mais vrai, comme quoi la totalité des médias sont totalement corrompus. Peut-être ont-il attendu de voir comment Hollande allait exploiter cette attaque et de quelle manière elle allait se répercuter sur la politique qu'il avait adoptée sur la Syrie.

Pourquoi Hollande était-il visé? Parce qu'il n'aurait pas tenu parole. Envers qui ? Ceux qui ont décidé d'engager toutes ces guerres au Moyen-Orient depuis le 11 septembre 2001 ? Qui sont-ils sinon ceux qui sont les réels propriétaires des puits de pétrole de la région, notamment. A moins ce ne soit pour l'obliger à assouplir sa position et qu'il cesse de s'opposer à Obama. A moins que nous ayons loupé quelque chose, il nous est impossible de trancher à l'heure qu'il est entre ces deux hypothèses. Une indication. Hollande et Fabius vont-ils cesser d'être les ambassadeurs d'Erdogan et Nettanyahu ? Les derniers développements fournissent quelques éléments de réponses à cette question en attendant la suite.

4- Le mobile du crime ?

Après les attentats de Paris, le G20 unanime pour renforcer la lutte contre le terrorisme - euronews.com 16.11

La guerre à tous les peuples pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme.

4.1- La Syrie: François Hollande a pourtant bel et bien changé de pied, cet après-midi, en annonçant son intention de discuter avec Barack Obama et Vladimir Poutine pour unir nos forces" contre "notre ennemi" Daech... Insuffisant, donc pour certains. A gauche, le député PS François Loncle salue, lui, ce bouger diplomatique: "Nous étions peu nombreux à ne pas vouloir renvoyer dos-à-dos Daech et le régime syrien". lexpress.fr 16.11

4.2- Inflexion du président français

Le principe d'une rencontre bilatérale (avec Poutine - LVOG) est acquis, sans précision de date ou de lieu toutefois pour l'instant. Et, bien que les divergences persistent, notamment sur les cibles des raids aériens russes et le sort du dirigeant syrien qui restent un obstacle pour les Etats-Unis, l'Europe et des pays du Golfe, l'inflexion du président français a été soulignée à Moscou. lemonde.fr 16.11

4.3- François Hollande a annoncé qu'il souhaitait parvenir à « une grande et unique coalition » contre l'EI en Syrie, jugée « indispensable » par le chef du Kremlin. Au même moment, ou presque, le président russe, qui s'exprimait à l'issue du sommet du G20 à Antalya, en Turquie, revendiquait en effet devant la presse la paternité de l'initiative : « J'en ai parlé lors de la session de l'ONU consacrée à ses 70 ans. J'ai parlé exactement de cela et les événements tragiques qui ont suivi [à Paris] ont confirmé que nous avions eu raison. »

« La France faisait partie des pays qui ont adopté une position très dure envers le sort du président Al-Assad personnellement. Nous avons entendu tout le temps de nos amis français que le règlement de la question du départ du président Assad devait être une condition préalable pour des changements politiques », commentait pour sa part M. Poutine, assénant dans la foulée : « Est-ce que cela a protégé Paris contre l'attentat terroriste ? Non. »

A Antalya, le président russe a cherché à pousser plus loin son avantage. Alors qu'il avait été accueilli froidement par les dirigeants du G20, il y a un an encore, lors du précédent sommet en novembre 2014, cette fois les images de ses multiples rencontres bilatérales, notamment avec le roi d'Arabie saoudite, ont été largement diffusées. « J'ai donné des exemples, basés sur nos renseignements, du financement de l'Etat islamique par des individus, a souligné le président russe. Nous avons établi que ce financement provient de 40 pays, y compris, parmi eux, de certains pays membres du G20. » « J'ai aussi montré à nos partenaires de nombreuses photos satellites qui montrent très clairement l'ampleur du trafic illégal de pétrole [de l'EI], a-t-il poursuivi. Nous voyons des colonnes de véhicules de ravitaillement s'étirant sur des dizaines de kilomètres. »

« Il est vraiment difficile de nous critiquer »

A contrario, a-t-il fait valoir, ces « informations » ne sont pas partagées par les Occidentaux depuis le début des frappes aériennes russes, le 30 septembre. « Ils ont peur de nous donner des informations sur les territoires que nous ne devons pas frapper, par crainte qu'ils ne deviennent l'endroit exact de nos futures frappes et que nous allons les trahir. Il est évident que ce point de vue est basé sur leur propre conception de la décence humaine », a ironisé le chef du Kremlin. Mais, « il est vraiment difficile de nous critiquer », a-t-il souligné, en assurant que « le contact » avec l'opposition syrienne « sur le terrain » avait été établi. lemonde.fr 16.11

Hollande avait choisi le camp de la pire réaction, des va-t-en-guerre composés du clan des néoconservateurs (républicains et démocrates) américains, des sionistes, d'Erdogan, de l'Arabie saoudite et du Qatar, des barbares qu'ils ont armés, contre celui favorable à une solution politique en Syrie incarnée par Assad, Poutine et Obama, le peuple syrien qui aspire avant tout à la paix.

En complément

- Hollande peut-il s'allier avec Poutine sans l'être de fait avec Assad? - Le Huffington Post

Ce qui sous-entend qu'Obama serait de fait allié à Assad...

- Raffarin: la France doit s'appuyer sur le régime d'Assad pour vaincre l'EI - AFP

4.4- Contrer ou isoler le clan des jusqu'au-boutistes.

Dans son allocution de clôture du G20, le président turc a fixé le cap : "Nous avons discuté de notre responsabilité conjointe contre les atrocités de Daesh qui n'a définitivement rien à voir avec l'islam", a martelé Recep Tayyip Erdogan. Et de rappeler les objectifs des négociations en cours : "La protection de l'intégrité terrtoriale de la Syrie, l'élimination des composantes terroristes et la restauration d'une structure légitime et démocratique sont les principaux objectifs. Assad, qui a massacré son propre peuple, n'a aucune place dans l'avenir de la Syrie." lemonde.fr 16.11

5- La menace, elle provient de ceux qui nous gouvernent qui créent le terrorisme, l'alimentent, l'instrumentalisent, de la complicité qui existe entre l'ensemble des partis de l'extrême droite à l'extrême gauche qui soutiennent le régime ou chacun à leur manière la politique antisociale et impérialiste du gouvernement. Elle s'inscrit dans le cadre du fonctionnement des institutions de la Ve République totalement subordonnées aux besoins du capitalisme en crise dans la perspective de l'établissement d'une dictature mondiale.

Chacun aura pu observer au lendemain de ces attaques programmées de longue date (lire plus loin), que la Constitution et les institutions de la Ve République constituent le cadre à partir de laquelle le régime engage une nouvelle offensive contre le prolétariat, et que cela fait plus de 10 ans qu'on martèle qu'il faut combiner (subordonner) notre intervention dans la lutte des classes au combat contre les institutions de la Ve République, tandis que l'ensemble des partis dits ouvriers s'y opposent obstinément.

- Attentats: l'exécutif veut réviser la Constitution pour créer "un régime civil d'état de crise" - AFP

Institutionnaliser la crise du capitalisme en faillite et sans avenir autres que le chaos, la guerre et la barbarie.

- Hollande a surpris lundi en proposant la modification de la Constitution pour renforcer ses prérogatives. - libération.fr 16.11

Le porte-parole des Républicains, Sébastien Huygues : « Nous ne voyons pas l'intérêt d'une réforme constitutionnelle. Pour l'instant, ce n'est pas utile » affirme-t-il, soulignant qu'« il y a tous les outils » nécessaires dans les textes et la Constitution. AFP 16.11

Il a raison, tout y est, elle est tout à fait adapter à la destruction de tous nos droits sociaux et politiques, à la guerre, mais tous les partis dits ouvriers l'ignorent ou font comme si elle n'existait pas. .

En famille avec l'extrême droite. Soutien du Front de gauche à la dictature de la Ve République.

Le leader du PCF Pierre Laurent salue le "renforcement des moyens de sécurité, qui sont les bienvenus". "Mais nous voulons étudier la proposition de réforme constitutionnelle et réfléchir, attention au risque de menaces sur les libertés publiques fondamentales." lexpress.fr 16.11

Assassinats de masse prémédités par l'Etat. Ils savaient.

Hollande-Valls-Fabius-Cazeneuve et les renseignements généraux savaient depuis trois mois que cette attaque était programmée.

La preuve.

Attentats de Paris : l'interview vérité du juge Marc Trévidic enflamme le web - Atlantico.fr 15.11

L'ancien juge antiterroriste Marc Trédividic, le 14 novembre, sur France 2, a répondu aux questions de David Pujadas, et a notamment expliqué qu'à l'anti-terrorisme, "les gens qu'on arrêtait et qui voulaient bien reconnaître les faits nous disaient : l'Etat islamique ne rêve que d'une chose c'est d'attaquer la France, et ils mettront les moyens nécessaires".

"A travers des projets qui ressembleraient à celui-là ?", demande David Pujadas.

"Le dernier que j'ai vu, c'était mi-août. Et on lui avait demandé de faire un attentat dans un concert de rock", répond le juge.

David Pujadas, interloqué, le coupe : "Vous nous dites qu'il y a trois mois, il y avait quelqu'un dans votre bureau qui vous parlait d'un attentat dans un concert de rock ?!"

"Oui, tout à fait, c'est ce qu'on lui avait demandé de faire. C'était l'Etat islamique.

Marc Trévidic lance ensuite à un David Pujadas qui peine à y croire : "Je pense que si l'émir de l'Etat islamique en Syrie demande à main levée à ses recrues 'qui veut aller faire un attentat en France', vous aurez 200 bras levés en une demi-seconde."

Il dénonce ensuite l'inaction des gouvernements, responsable selon lui de la situation actuelle. "Ils ont une capacité de projection qui est importante et qui est logique, puisque pendant trois ans on les a laissé grossir et devenir surpuissant. On a laissé un monstre grossir. Quand un groupe terroriste est fort, il s'exporte."

Citant les exemples du GIA algérien ou d'Al Qaïda, il regrette : "C'est toujours la même histoire : on laisse un groupe se développer et on dit 'Ah ! On a un monstre devant nous !' Ben ouais !" Atlantico.fr 15.11

En complément. Intox.

- Massacre du 13 novembre: les "failles dans le renseignement" commencent à apparaître AFP

Qui peut croire après les révélations faites par le juge Marc Trévidic, que les services de renseignements n'étaient pas informés de la préparation de ce massacre ? Hollande, Valls, Fabius, Cazeneuve et Le Drian de fait. Ils en portent la responsabilité.

Différents aspects de la situation qui découlent du 13 novembre

A qui profite le crime ? Suivez le guide.

Ils ont du flair, mieux ils sont même blasés.

- Wall Street occulte les attentats en France et finit en hausse - Reuters

Certes, le CAC 40, l'indice phare de la Bourse de Paris, a décroché de 1% à l'ouverture, lundi 16 novembre, mais il s'est bien vite rattrapé, pour terminer la séance sur une quasi stagnation (-0,08%, à 4.804 31 points). Ce n'est pas non plus à Londres que l'on pouvait chercher une once d'émotion, le FTSE 100 ayant gagné 0,46 %, à 6.146,38 points. Ni à Francfort, où le DAX a progressé de 0,05%, à 10.713,23 points. Même indifférence à Madrid, où l'IBEX 35 n'a pas cédé plus de 0,05%, à 10.111,40 points, ainsi qu'à Milan (-0,14%, à 21.842,56 points). letribune.fr 16.11

En réalité, c'était plutôt une bonne nouvelle pour les nantis au regard de la réaction prévisible de Hollande, du gouvernement et des partis institutionnels.

Détourner l'attention des masses exploitées de la politique réactionnaire mise en oeuvre par le gouvernement.

- Attentats de Paris : l'inquiétude de la population - Francetv info

A l'honneur la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République.

- Attentats: l'exécutif veut réviser la Constitution pour créer "un régime civil d'état de crise" - AFP

- Marine Le Pen salue des "bonnes inflexions" de François Hollande - Reuters

- Attentats: Bayrou (MoDem) juge que Hollande a été "à la hauteur" - AFP

En famille. Les mesures policières et liberticides annoncées par Hollande renforcent l'aspect antidémocratique, bonapartiste, dictatorial du régime de la Ve République

Des annonces qui prennent l'allure d'un tournant sécuritaire dans le quinquennat. Par ces mesures, François Hollande dépasse sa gauche pour tendre la main à sa droite. publicsenat.fr 16.11

Pour le président du groupe Les Républicains du Sénat, Bruno Retailleau : "Dans sa tonalité, c'est un discours sécuritaire".

"Pourquoi avoir autant attendu pour annoncer des mesures que nous avions nous-même préconisées, après les attentats de janvier, tonne le député de Les Républicains (LR) du Pas-de-Calais Daniel Fasquelle. Je pense notamment à la fermeture des mosquées salafistes et de la déchéance de nationalité." Le député et porte-parole LR Sébastien Huygue renchérit: "Il aura fallu des morts pour que nos propositions soient mises en oeuvre. Par ailleurs, il manque à ces propositions tout un volet de politique pénale." publicsenat.fr 16.11

Jusqu'où vont-ils aller ?

- Un Arrêté du Samedi 14 novembre 2015 autorise l'utilisation d'antidotes injectables contre les neurotoxiques de guerre
- lesmoutonsenrages.fr 16.11

Guerre idéologique. Couverture des commanditaires.

Qui fait la guerre à qui, à quoi et comment? - Slate.fr

Nouvelles causes, nouveaux combattants, nouvelles armes: les actes de guerre ne sont plus l'apanage des États. Slate.fr 16.11

Mêmes causes, sauver le capitalisme en crise ou lui accorder un nouveau répit, mais cette fois-ci sans forcément qu'il s'effondre ou en recourant à une guerre mondiale, en contraignant tous les Etats à adopter la stratégie néolibérale censée instaurer un nouvel ordre mondial de manière à s'émanciper des contradictions du capitalisme et de la lutte des classes qui serait neutralisée.

Mêmes combattants puisque leur armée de mercenaires est issue du peuple, mais qui au lieu de servir leurs intérêts en temps de guerre leur sert en temps de paix à créer les mêmes conditions psychologiques qu'en temps de guerre pour parvenir au même résultat.

Mêmes armes puisque ce sont eux qui leur fournissent les armes ou leur permettent de s'en procurer facilement, les entraînent, etc.

Le reste du temps ils l'ont laissé proliférer.

- Anonymous menace à nouveau l'Etat islamique - LeMonde.fr

Anonymous, c'est la 5e colonne de la NSA...

Une seule solution : renforcer la surveillance de la population.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus riches de la planète ont adopté une déclaration générale ainsi que des conclusions spécifiques dans lesquelles ils ont promis d'améliorer leur coopération pour limiter "la circulation croissante des terroristes étrangers." LeMonde.fr 16.11

Opération camouflage ou comment alimenter la xénophobie et le racisme.

- Attentats de Paris: Diviser la société française, l'objectif ultime de Daesh - 20minutes.fr

- Une série d'actes islamophobes après les attentats Liberation.fr

Comme en janvier, des lieux de culte ont été dégradés, et des personnes insultées ou agressées, que ce soit sur les réseaux sociaux ou dans l'espace public. Liberation.fr 16.11

La chasse aux "bougnoules" a repris en France...

A l'extrême droite toute.

- Marine Le Pen salue des "bonnes inflexions" de François Hollande - Reuters

- En Europe, les anti-réfugiés durcissent le ton après les attentats - AFP

Hollande sur les traces de Bush.

- François Hollande s'est exprimé ce lundi devant les deux chambres du Parlement, réunies en Congrès. - Rue89

Les mesures qu'il a annoncées -- parmi lesquelles l'intensification des bombardements en Syrie, la modification de la Constitution, l'augmentation des effectifs de sécurité -- et les mots employés rappellent tristement le discours prononcé par George W. Bush, le 20 septembre 2001, quelques jours après les attentats de New York.

Certains font explicitement la comparaison et parlent de "tournant sécuritaire".

Derrière cet exercice, une inquiétude.

Que ces événements tragiques donnent lieu à une surenchère sécuritaire telle que celle qui a profondément bouleversé la société américaine après le 11 septembre. Rue89 16.15

Mise en pratique sur le champ.

- Cazeneuve annonce 104 assignations à résidence et 168 perquisitions administratives - AFP

Les forces de l'ordre ont mené dans la nuit de dimanche à lundi 168 perquisitions administratives qui ont conduit à 23 interpellations et à la saisie de 31 armes, dans le cadre de l'état d'urgence décrété après les attentats de Paris, a annoncé Bernard Cazeneuve.

Toujours dans ce cadre, le ministre de l'Intérieur a déjà prononcé au cours des dernières 48 heures "104 assignations à résidence" à l'encontre "d'individus qui font l'objet d'une attention particulière de nos services".

Les perquisitions ont eu lieu "dans 19 départements", notamment en région parisienne, à Lille, dans le Nord, à Lyon, à Toulouse, à Marseille, "dans toutes les grandes agglomérations de France", a-t-il précisé lors d'une conférence de presse à Paris, affirmant qu'"aucun territoire de la République n'est négligé". AFP 16.11

On a déjà trouvé.

- Raffarin : « Entre l'autorité et l'Etat de droit, il faudra trouver une frontière » - Public Sénat

Comme l'Etat bafoue déjà le droit international dont il se réclame en bombardant la Syrie, on sait d'avance qu'il s'apprête à sacrifier ce qui reste de l'Etat de droit au profit d'un régime autoritaire.

- Cazeneuve annonce 104 assignations à résidence et 168 perquisitions administratives - AFP

Mettant à profit l'état d'urgence décrété depuis vendredi soir, les forces de police ont interpellé 23 personnes lors de 168 perquisitions effectuées dans la nuit de dimanche à lundi dans de nombreuses villes françaises.

Le cerveau présumé des attentats est un Belge d'origine marocaine Abdelhamid Abaaoud, 27 ans, une figure de l'Etat islamique (EI) qui serait à l'origine de plusieurs attentats ou projets en Europe, a dit une source proche du dossier.

Un haut responsable turc a fait savoir lundi que la Turquie avait alerté à deux reprises, en 2014 et 2015, la France sur l'un des attaquants du Bataclan identifié dès samedi, Ismaïl Omar Mostefai, mais que les autorités françaises n'avaient formulé de demande d'informations qu'après les attentats.

Passé par le territoire turc fin 2013, il se serait rendu en Syrie fin 2013-début 2014, selon une source proche du dossier. AFP 16.11

Renforcement de l'Etat policier.

- Attentats: 6000 policiers et douaniers supplémentaires - LeFigaro.fr

- Attentats : l'évolution annoncée de la légitime défense saluée par les policiers - LeFigaro.fr

- La Grande-Bretagne va embaucher 2.000 nouveaux espions - Slate.fr

Et pendant qu'ils y sont.

- Washington autorise la vente de bombes à Ryad pour 1,3 milliard de dollars - AFP

Discours d'un chef de guerre minoritaire et illégitime.

- Attentats : ce qu'il faut retenir du discours de François Hollande devant le Congrès - latribune.fr

Augmentation des moyens des forces de sécurité et de justice, prolongation de l'état d'urgence, modification de la Constitution, le président de la République a présenté, face au élus de l'Assemblée et du Sénat réunis en Congrès, les initiatives et mesures qu'il estime nécessaires en ce temps de "guerre".

Devant le Congrès réuni lundi 16 novembre à Versailles à la suite des attentats terroristes qui ont frappé Paris vendredi, le président de la République François Hollande a annoncé, après la tenue d une minute de silence en hommage aux victimes, une série de mesures et d'orientations pour "cette guerre qui a commencé depuis plusieurs années" face à laquelle "il faudra du temps et nous armer de patience autant que de dureté".

Prolonger l'état d'urgence

"J'ai décidé que le Parlement serait saisi dès mercredi d'un projet de loi prolongeant l'état d'urgence pour trois mois", a annoncé le chef de l'État, après avoir de nouveau déclaré que "la France est en guerre".

"Il sera proposé au Parlement d'adopter un régime juridique complet" pour "l'assignation à résidence et les perquisitions administratives", deux mesures exceptionnelles prévues par la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence, afin de prévenir de nouveaux actes terroristes.

Adapter l'arsenal légal

Le président de la République a néanmoins souligné la nécessité d'adopter "un régime constitutionnel d'état de crise" face à cette guerre d'"un autre type".

"Il s'agit de disposer d'un outil pour prendre des mesures exceptionnelles sans compromettre l'exercice des libertés publiques", a-t-il dit.

Il a ainsi demandé à "pouvoir déchoir de sa nationalité française un individu condamné pour une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou un acte de terrorisme, même s'il est né Français, dès lors qu'il bénéficie d'une autre nationalité", ainsi qu'à pouvoir interdire de territoire un binational "s'il représente un risque terroriste". Le chef de l'État souhaite également faciliter les mesures d'expulsion pour "les étrangers qui représentent une menace grave" pour la sécurité du pays.

Des milliers de postes créés pour les force de sécurité et la justice

"Nous devons renforcer de façon substantielle les moyens dont disposent nos forces de sécurité et la justice", a déclaré François Hollande.

Il a ainsi annoncé la création de 5.000 emplois d'ici 2 ans dans la police et la gendarmerie, de 2.500 postes supplémentaires pour l'administration pénitentiaire ainsi que pour les services judiciaires, et de 1.000 postes pour les douanes. Toute nouvelle réduction d'effectifs au ministère de la Défense est également suspendue.

Les décisions budgétaires seront prises lors de la loi de finances 2016 et "se traduiront par un surcroît des dépenses que j'assume", a argué le président de la République, estimant que "dans ces circonstances, [...] le pacte de sécurité l'emporte sur le pacte de stabilité".

Ce renforcement de moyens doit permettre une meilleure lutte contre les trafics d'armes, dont "les peines doivent aussi être significativement alourdies". Par ailleurs, le chef de l'État a appelé à "un examen approfondi" des conditions dans lesquelles les policiers peuvent faire usage de leurs armes, notamment dans le cadre de la légitime défense. Intensifications des opérations en Syrie

"Le terrorisme, nous le combattons partout où des Etats sont menacés dans leur existence même."

"Aujourd'hui il faut plus de frappes, nous en faisons. Plus de soutien à l'opposition anti-Daech, nous l'apportons", a souligné François Hollande, alors que dix chasseurs-bombardiers français chasseurs ont détruit dimanche deux sites tenus par Daech, à Rakka (Syrie).

"Le porte-avion Charles de Gaulle appareillera jeudi, pour la Méditerranée orientale, ce qui triplera nos capacités d'action", a rappelé le chef de l'État.

La lutte contre le terrorisme, une cause internationale

Le chef de l'État a déclaré avoir demandé au Conseil de sécurité de l'Onu (France, Russie, Etats-Unis, Royaume-Uni, Chine) de se réunir dans les meilleurs délais afin d'adopter une résolution marquant la volonté commune de lutter contre le terrorisme.

"La nécessité de détruire Daech constitue un sujet commun à toute la communauté internationale. La communauté internationale est encore trop divisée et trop incohérente. La France le dit depuis le début du conflit", a-t-il martelé.

"Je rencontrerai dans les prochains jours le président Obama et le président Poutine pour unir nos forces et atteindre un résultat qui, pour l'instant, est encore renvoyé à trop longtemps", a-t-il déclaré. "La France parle à tous, à l'Iran, à la Turquie, aux pays du Golfe", a souligné le chef de l'Etat.

Améliorer le contrôle des armes dans l'UE

"Il est impératif que des demandes depuis longtemps exprimées par la France trouvent une traduction rapide. Je pense notamment à la lutte contre le trafic d'armes qui appelle des textes européens urgents. Je pense aussi au PNR européen. Voilà nos exigences", a détaillé le président de la République.

Le PNR (Passenger Name record) est un échange des fichiers des passagers aériens. Pour l'heure inexistant en France -il aurait dû être opérationnel en septembre-, il doit permettre au gouvernement d'interdire à des citoyens français de quitter le territoire afin d'empêcher le départ des candidats au Djhad en Syrie. Les élections régionales maintenues

Après que les candidats aux élections régionales de tous les partis ont suspendu leur campagne, François Hollande a par ailleurs rejeté un report des élections régionales.

"La vie politique elle même doit retrouver son droit, c'est notre devoir", a-t-il déclaré. latribune.fr 16.11

Sur le champ de bataille.

- Yémen: vaste offensive antirebelles lancée sur la province de Taëz - AFP 15.11

Et le lendemain...(pas de bol pour l'AFP!)

- Yémen : l'échec d'une opération de la Coalition saoudienne à Taëz - sahartv.ir

Au Yémen, l'armée régulière et les comités populaires ont mis à l'échec une opération de la Coalition saoudienne contre la localité d'Al-Vazaïya, appartenant à la province de Taëz. La Coalition a subi de lourds dégâts.

L'armée yéménite et les comités populaires sont arrivés à mettre en échec une tentative de la Coalition saoudienne qui voulait s'infiltrer à Taëz à partir de quatre directions. Cette attaque de la Coalition saoudienne était menée sous couverture aérienne des chasseurs qui ont pris pour cible les différentes régions de la province de Taëz. Douze personnes dont des femmes et des enfants, appartenant pour la plupart à la même famille, ont été tuées. sahartv.ir 16.11

- Irak : les forces irakiennes ont repris à Daech le bâtiment du tribunal de Ramadi - sahartv.ir

Les forces anti-terroristes irakiennes ont repris à Daech le bâtiment du tribunal situé au Nord de Ramadi, une position stratégique

près du centre de commandement des opérations d'Anbar.

Selon la chaîne de télévision Sumaria, un membre du conseil provincial d'Al-Anbar, Azal Al-Fahdavi a annoncé lundi que les forces de la lutte anti-terroriste avaient libéré le tribunal de Ramadi qu'elles avaient ensuite hissé le drapeau irakien sur ce bâtiment. « Ces opérations ont infligé de lourds dégâts et pertes en vie humaine à Daech », a-t-il poursuivi. De même, les forces anti-terroristes irakiennes avaient précédemment libéré un tunnel secret de Daech, empêchant un kamikaze terroriste de mener son attentat au Nord de Ramadi.

Selon une source kurde, une autre fausse commune avait été découverte au Sud de Sinjar dans laquelle sont enterrés les corps de 50 hommes et femmes. Selon Al-Sumaria, cette fausse commune a été découverte dans la région de Tal Aziz et tous ceux qui y sont enterrés sont des Yézidis que le groupe terroriste Daech a exécutés pendant cette dernière année. sahartv.ir 16.11

Haut de page

Le 16 novembre 2015

CAUSERIE

Il est 8h30 à Pondichéry, la causerie sera actualisée d'ici quelques heures. On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité*, à lire absolument et diffuser à toutes les personnes que vous connaissez, votre famille et vos amis, vos collègues de travail, vos partis, syndicats.

Des militants se demandaient quoi faire, on répondra à cette question plus tard, en attendant vous pouviez ou vous pouvez faire connaître ce portail, donner son adresse à toutes les personnes que vous connaissez ou si cela vous pose un problème, les adresses des portails où nous nous approvisionnons en articles.

Faire circuler, diffuser les informations dont nous avons pris connaissance fait partie de nos tâches politiques, c'est le minimum me semble-t-il, d'ailleurs j'ai du mal à comprendre qu'il faille insister sur cette question qui ne devrait pas porter à polémique, sauf chez les sectaires invétérés qui par leur comportement soutiennent le régime contre lequel nous devons nous rassembler pour l'abattre.

Ils nous ont déclaré la guerre, répondons-leur par la révolution pour les empêcher de continuer de nuire et les vaincre, telle est notre orientation politique.

15 heures à Pondichéry, la causerie et les infos en bref du jour.

Nous ici en Inde, on a un problème plus près du ventre à affronter, ce qui a le don de nous mettre le cerveau en ébullition. Avec la mousson le prix du kilo de tomates est passé de 10 à 85 roupies, celui des aubergines de 7 à 75 roupies, et il en va de même pour tous les légumes et une grande partie des produits alimentaires de base, hormis le riz pour qu'on ne crève pas de faim tout de même.

Des camarades pourraient se demander comme certains l'ont déjà fait précédemment qui est "on". Pardi, ma propre famille, celle de ma compagne Selvi, mes voisins, les gens que je côtoie tous les jours, notre classe quoi, ça y est, vous y êtes, bravo !

Il y en a qui ont besoin de préciser dans leur littérature qu'ils n'ont pas d'intérêts distincts de ceux de la classe ouvrière, allez savoir pourquoi, à croire que ce n'est pas vraiment ce qui se manifeste à la lecture de leurs articles ou ce qui ressort de leur politique, présentée de telle sorte qu'on a toujours l'impression que ce sont des éléments étrangers ou extérieurs à la classe ouvrière qui s'adressent aux travailleurs, à certaines catégories des masses exploitées pour être plus précis, la mauvaise conscience des privilégiés ou de l'aristocratie ouvrière, sémantique ou rhétorique de bureaucrates qui confondent analyse basée sur les faits ou la réalité et propagande basée sur leur théorie, au point que leurs propres militants restent sur leur faim, tandis que les travailleurs guidés par un instinct de survie s'en détournent légitimement.

Un signe révélateur qui a une signification politique sur laquelle on préfère ne pas s'attarder, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres questions embarrassantes.

A force de ne pas se poser de questions ou de refuser de s'en poser pour finalement s'accommoder de tout et n'importe quoi ou presque, le jour où se produit un tournant dans la situation politique qui nécessite de s'en poser un tas, on en est évidemment incapable ou on n'est pas en mesure de se poser les bonnes, c'est normal quand on a pris l'habitude de substituer à l'analyse objective de la situation des principes, des citations, des formules, une théorie érigée en dogme, une démarche

étrangère au marxisme, au "chercheur" qui cherche à comprendre pour agir comme dirait Lénine.

Les mêmes s'estiment investis d'une légitimité qu'ils nous refusent, car leur statut les autoriseraient à délivrer des certificats de légitimité à qui bon leur semble, de préférence à ceux qui devraient jouer un rôle dans le mouvement ouvrier, y compris dans le futur, et qui se sont employés avec détermination à le pourrir dans le passé.

Notre légitimité ne tient pas au fait que nous aurions milité autrefois quelques années dans une organisation trotskyste (OCI) et un syndicat ouvrier (FO), elle provient du fait qu'à aucun moment, pas un instant nous n'avons cessé de penser et agir - quand les circonstances le permettaient, en ouvrier, en exploité, en opprimé, en opposant à l'ordre établi que nous haïssons par dessus tout quel qu'ait été par ailleurs notre parcours au cours des 37 dernières années écoulées, au point que nous nous identifions à n'importe quel travailleur dans le monde en proie à des difficultés pour survivre ou qui croule sous les bombardements et la barbarie.

On ou nous dans notre discours ou nos pensées les inclut, nous faisons plus que les défendre ou les représenter, nous leur donnons la parole, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous n'avons aucun mérite. Quand on a atteint ce stade fusionnel avec notre classe, faire preuve d'une rigueur morale irréprochable à son égard s'impose naturellement sans même qu'on ait besoin d'y penser, en revanche cela implique de fournir un effort intellectuel qu'on ne sera pas toujours en mesure d'assumer il faut le reconnaître ou qui pourra être émaillé de défaillances passagères qu'on corrigera ou comblera au plus vite pour demeurer loyal envers notre cause, notre idéal, le socialisme et au-delà la liberté.

On n'a pas besoin de justifier ce que l'on est, le mouvement ouvrier se transforme trop souvent en tribunal singeant la société pourrie dans laquelle nous vivons, on doit juste justifier les positions et l'orientation politique que l'on a adoptées en développant le processus intellectuel qui nous y a conduit, de manière à ce que chacun puisse librement l'analyser et selon les conclusions il est parvenu, partager les nôtres ou les rejeter. Notre démarche ne consiste pas à fournir des recettes toutes prêtes qu'il n'y aurait plus qu'à apprendre par coeur et à répéter sans cesser ou à appliquer en toutes circonstances, d'où la déception de certains militants qui se demandent encore où nous voulons en venir, non, elle a été uniquement conçue pour permettre à chacun de réfléchir aux questions de notre époque ou qui nous préoccupent, donc en rapport avec notre combat politique, afin de progresser, c'est notre seule ambition ou objectif à ce stade à défaut de mieux sans qu'on ait besoin de s'en excuser car c'est déjà pas mal me semble-t-il.

Dit autrement, nous développons un mode de pensée ou une méthode pour interpréter la société, analyser la situation, etc. que nous essayons de mettre à la portée du plus grand nombre pour que nous soyons les plus nombreux possibles à la partager, vous noterez au passage que notre démarche consiste davantage à partager cette méthode plutôt que nos idées que nous ne voulons imposer à personne, ce qui est logique somme toute, puisqu'il peut nous arriver aussi de mal utiliser cette méthode et donc d'arriver à des conclusions erronées, il nous faut donc concevoir que n'importe quel militant qui serait parvenu à maîtriser plus ou moins cette méthode puisse nous corriger, car il ne commettra pas forcément la même erreur que nous au même endroit, d'où l'intérêt à ce que l'ensemble des militants progressent et qu'on leur en fournisse les moyens. Si vous vous demandiez encore quel intérêt j'avais à animer ce portail et ce courant politique, je viens de vous fournir la réponse. Entre nous, on autait espéré que nos dirigeants en fassent autant, mais là c'est une autre histoire.

En résumé.

Les institutions de la Ve République se sont transformées en une entreprise de type mafieuse et criminelle au service exclusif d'intérêts privés maquillés en intérêt général ou de la nation, n'hésitant pas à armer des mercenaires d'une cruauté innommable pour commettre ses méfaits sordides et sanguinaires à l'insu de la population qu'elle terrorise en allant jusqu'à la massacrer ou la laisser se faire massacrer le cas échéant pour mieux parvenir à ses fins.

On connaît ses actionnaires, les banquiers, les commanditaires de ces crimes abominables, ceux qui en tireront profit, quant à ses représentants, ils ont pour tâche d'inoculer au peuple l'idéologie du chaos et de la guerre qui doit consacrer leur oeuvre et le conduire en esclavage en gérant au mieux leurs intérêts, ce qui doit passer par la mise au pas du peuple, de neutraliser la lutte des classes, oter de l'esprit du peuple la notion de classe, de droit, d'indépendance, de liberté; lui oter en pratique tous ses droits sociaux et politiques. Et la guerre signifie que tout doit y passer, nous sommes avertis.

Ce sont des personnages profondément malfaisants et cyniques, une nuisance qu'il faut combattre et neutraliser, anéantir pour le salut de l'humanité. Quand ils n'ont que la guerre à la bouche, ne devrait-on pas leur répondre en ayant à la bouche que la révolution à leur opposer dans la perspective de les vaincre ? Quand la guerre sonne, si on ne répond pas la révolution, c'est qu'on est aux abonnés absents qui regarde passer l'histoire sans rien y comprendre ou en y jouant qu'un rôle insignifiant, cela ne correspond pas à l'idée qu'on se fait du militantisme qui doit s'armer et doit être apte à assumer des responsabilités, et comme un militant ne peut pas tout faire à lui tout seul, il faut bien qu'il s'organise pour bénéficier des meilleures conditions pour accomplir les tâches qu'il s'est fixé, conditions parmi lesquelles figurent les capacités que les dirigeants de son parti doivent avoir développées. Capacités, qui si elles ne riment pas avec probité et loyauté absolues, n'ont aucune utilité ou pire, seraient nuisibles à notre cause, car la malhonnêteté morale et intellectuelle ne surgissent pas du néant, elles sont la traduction d'un manque de volonté et de courage pour affronter le régime ou le refus de reconnaître qu'on ne parvient pas à adapter les enseignements du marxisme à la situation pour construire le parti ou avancer vers le socialisme, et que par conséquent on a abandonné cet objectif, ce qu'évidemment on ne peut pas avouer, d'où le recours à des procédés infâmes pour conserver son statut de dirigeant et

sa place de permanent

L'imposture et le recours au terrorisme d'Etat en guise de gouvernance pour conserver le pouvoir.

Les parrains des barbares.

- Le président américain Barack Obama s'est engagé à "*redoubler d'efforts*", avec les autres membres de la coalition internationale, pour "*obtenir une transition pacifique en Syrie et éliminer Daech, une force à l'origine de tant de souffrances, à Paris, Ankara et ailleurs sur le globe.*" euronews.com 15.11

- Samedi, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a donné le ton. « *Nous en sommes désormais à un point où les mots ne sont d'aucun secours dans la lutte contre le terrorisme. Nous en sommes maintenant à un stade où [la lutte] doit être une priorité* », a-t-il déclaré. lemonde.fr 15.11

- Le secrétaire général de l'Organisation de coopération islamique (OCI), le Saoudien Iyad Madania, a lancé dimanche "*un appel urgent*" à la communauté internationale pour "*engager une action commune et soutenue dans une lutte sans merci contre le fléau du terrorisme, devenu l'ennemi principal de l'humanité toute entière*". AFP 15.11

- Le ministre des Affaires Étrangères des Emirats Arabes Unis, Anwar Gargash : "*Nous avons été à l'avant-garde de la guerre contre le terrorisme et nous continuerons de l'être.*" euronews.com 14.11

- Syrie : l'armée française bombarde massivement Raqqa, fief du groupe Etat islamique - Francetv info 15.11

La fable des néoconservateurs qui nous prennent pour des "***imbéciles***".

- Les attentats de Paris mettent Daech en grande difficulté - Slate.fr

Selon un journaliste spécialiste de l'État islamique et de son idéologie, les massacres de vendredi 13 novembre sont le signe d'une perte de contrôle de l'organisation sur ses troupes ou d'un changement de stratégie imbécile. Slate.fr 15.11

L'imposture dévoilée et les imposteurs localisés.

1- Selon la version anglaise du Times of Israel, citant Jonathan Simon-Sellem (photo), des « *responsables de la sécurité de la communauté juive française* » auraient été prévenus le matin du 13 novembre 2015 de l'imminence d'une « *vaste attaque terroriste* » dans le pays.

The Times of Israel, November 14, 2015.

Amanda Borschel-Dan - *"Just Friday morning, security officials in France's Jewish community were informed of the very real possibility of an impending large terrorist attack in the country, according to Jonathan-Simon Sellem, a freelance journalist and a representative of French citizens in Israel." In "In France, defense experts 'see parallels to Israel'. French-born Israeli Jonathan-Simon Sellem says Jewish community was warned of impending mass terror attack*". The Times of Israel, November 14, 2015. (Des responsables de la communauté juive prévenus de l'attaque de Paris (Times of Israel) - Réseau Voltaire 15.11)

Bref, ne cherchez plus qui a orchestré ce massacre ou qui en était le complice pour être si bien renseigné...

2- Les Etats-Unis étaient au courant des attentats de Paris (chef du Parti communiste russe) - sahartv.ir

Le chef du Parti communiste russe Guennadi Ziouganov a déclaré que les agents de renseignements américains notamment la NSA étaient bien au courant des projets d'attentats terroristes à Paris, mais qu'ils avaient gardé le silence, intentionnellement.

Il a confié à la chaîne deux de la télévision d'Etat russe que l'agence de sécurité centrale des Etats-Unis, NSA, outre ses programmes d'espionnage et d'écoute des conversations téléphoniques des millions de personnes aussi bien aux Etats-Unis qu'ailleurs, elle était au courante des projets d'attentats des terroristes à Paris. « *Les Etats-Unis restent silencieux en ce qui concerne les attaques terroristes à Paris, car ils veulent en profiter pour justifier leurs propres politiques et démarches* », a ajouté le chef du Patri communiste russe. Il a souligné que les Etats-Unis cherchaient à faire croire que sans Washington, les pays européens seraient victimes des attaques des terroristes et qu'ils avaient besoin des capacités militaires et sécuritaires des Etats-Unis pour se défendre face aux groupes terroristes. « *Les Etats-Unis envisagent d'accroître la dépendance de l'Europe vis-à-vis à Washington. Le plus important mécanisme pour accéder à cet objectif stratégique est de permettre aux terroristes de perpétrer des attaques terroristes et sanglantes dans les villes européennes* », a dit Guennadi Ziouganov.

Selon ce dernier, les Etats-Unis auraient pu informer les services de sécurité et de renseignement français avant que ces attentats ne surviennent, en vue de faire les mesures préventives, mais Washington a gardé le silence, intentionnellement. Il a poursuivi que sans aucun doute, les autorités américaines bénéficieraient des attentats de Paris pour accroître leur influence en France et dans toute l'Europe. « *Dans un proche avenir, l'on sera témoin du développement, davantage, des capacités de l'Otan et de l'augmentation de son budget. Et Washington en profitera pour faire avancer ses objectifs* », a ajouté le chef du Parti communiste russe. Il a ajouté que dans la conjoncture actuelle, les hommes d'Etat américains ne pensaient qu'à assurer leurs propres intérêts et sécurité et que leurs mesures visant à assurer la sécurité de leurs alliés de l'Otan, se limiteraient à de simples slogans. « *Tant qu'une telle politique s'applique à la Maison Blanche et que les Etats-Unis soutiennent certains groupes terroristes, l'on pourra s'attendre à ce que des attentats terroristes similaires aux attaques de Paris se produisent dans d'autres pays européens* », a-t-il indiqué.

Pour mémoire, les attentats terroristes, vendredi soir, à Paris, ont fait au moins 129 morts et 352 blessés dont certains sont dans un état très grave. Les attaques terroristes simultanées dans sept lieux différents de la capitale française qui nécessitent une programmation longue et précise, interviennent alors que dix mois auparavant, en janvier 2015, des attaques terroristes ont visé le siège de Charlie Hebdo et un supermarché casher et tout de suite après, le gouvernement français a annoncé qu'il renforcerait les mesures de sécurité. De ce point de vue, l'incapacité du gouvernement et des appareils sécuritaires français de prévenir les attaques terroristes de vendredi soir, a suscité une grande surprise générale. sahartv.ir 15.11

3- Retour de bâton : la France est-elle consciente de l'aide concrète qu'elle a apportée aux djihadistes en Syrie depuis 4 ans ? - Atlantico.fr

Oui, la France a indirectement apporté beaucoup plus d'aide qu'on ne le croit aux djihadistes par sa politique en Syrie.Voici ce que le président de la République François Hollande pourrait presque écrire à l'Etat islamique.

LETTRE DE FRANCOIS HOLLANDE AUX DJIHADISTES

Messieurs les djihadistes,

Permettez moi de vous le dire. Vous y êtes allés un peu fort.

Non, je ne méritais pas cela, la France ne méritait pas cela.

Après les attentats que vous avez organisés à Paris ce 13 novembre au soir, vous avez clamé victoire sur les "croisés" que nous serions.

Vous nous faites injure. La France est une république laïque qui ne veut avoir rien en commun avec ces gens là. Nous avons renié nos racines chrétiennes: vous comprendrez que nous ne pouvons pas nous voir appelés croisés sans déplaisir.

D'ailleurs les croisés , les vrais, combattaient les musulmans et protégeaient les chrétiens.

Or, nous, depuis le début de la guerre en Syrie en 2011, non seulement nous ne protégeons pas les chrétiens, mais nous aidons ceux qui les massacrent. Ne prenez pas trop au sérieux tel ou tel ministre que nos avons dépêché dans les camps chrétiens d'Irak: c'est d'abord à usage interne.

Vous le savez, les gouvenrment français vous ont aidés depuis quatre ans autant qu'ils l'ont pu . Ayant réduit année après année, notre budget militaire , comprenez que je ne pouvais pas faire beaucoup plus. Nous vous avons néanmoins envoyé beaucoup d' armes, y compris létales, et d'autant plus volontiers que c'étaient nos amis communs de la péninsule arabique, le roi d'Arabie, l'émir du Qatar et les autres émirs qui payaient. Et rubis sur l'ongle.

On a beau être le successeur de Jaurès, il y a de petits bénéfices sur lesquels nous ne crachons pas, même si ça fait un peu durer la guerre.

Comme certaines de ces armes que nos livrions étaient assez sophistiquées, nous vous avons envoyé des instructeurs, dont plusieurs anciens légionnaires. Quelques dizaines ont même été faits prisonniers à vos côtés quand les troupes de Bachar el Assad (honni soit-il !) ont assiégé puis repris la ville de Homs. C'était il est vrai du temps de mon prédécesseur. Mais aussitôt arrivé au pouvoir, j'ai tâché, vous les avez, de faire encore mieux que lui.

Nous avons formé dans des camps d'entraînement en Turquie et en Jordanie, aux côtés de nos amis américains, dotés il est vrai de plus gros moyens, les jeunes recrues qui vous arrivent d'un peu partout, y compris de France. Il fallait certes sauvegarder les apparences. Nous les avons qualifiés d'"armée syrienne libre", mais , vous le savez, ces recrues ne vous ont pas manqué: aussitôt formées, la plupart ont rejoint vos troupes.

Il est vrai qu'entre les deux principaux groupes que vous constituez, nous aidons davantage Al Nosra que Daesh. Mais vous comprenez que , Al Nosra se trouvant aux portes de Damas et notre objectif prioritaire restant, comme mon ministre Fabius ne cesse de la proclamer, la chute du régime de Bachar el Assad, c'est eux qu'il fallait aider d'abord. Et puis , je vous le dis, vous les gens de Daesh avez parfois de mauvaises manières : vous produisez des vidéos sur You Tube chaque fois que vous procédez à des décapitations , comprenez que ça fait mauvais genre : comment voulez-vous nous vous aidions ? Les gens d' Al Nosra , eux, ne font pas ça. Ils ont certes la main aussi lourde que vous , surtout quand ils prennent un village chrétien ou alaouite, mais ils sont plus discrets. Ils ont même pris la précaution de changer de nom : ils ne s'appellent plus Al Qaida, ce qui rappelait de mauvais souvenirs aux Américains. Notre ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, est même allé jusqu'à dire qu'ils faisaient du bon boulot"! D'une certaine manière, cela s'adresse à vous tous. Mais il est entendu que nous parlions seulement de votre action contre Assad, pas ce que vous veniez de faire à Paris, bien sûr,

Puisque le régime d'Assad est votre pire ennemi, je vous le dis sans ambages, il est aussi notre pire ennemi. Raison de plus pour vous dire que vous avez exagéré. Au fond, si vous n'aviez pas entrepris ce genre d'action sur notre territoire national, nous avions tout pour nous entendre.

Quand nous avons annoncé au mois de septembre, un peu bruyamment il est vrai, notre participation à une grande coalition contre Daesh, il ne fallait pas nous prendre au mot. Cela aussi était à usage interne. Le premier bombardement que nous avons entrepris, avant la session des Nations-Unis, n'a visé qu'un bâtiment vide en plein désert. Depuis, le régime de Damas nous a interdits d' approcher le porte-avion Charles de Galle de ses côtes, arguant que nous avons bombardé surtout des puits de pétrole lui appartenant. Sans doute exagère-t--il un peu mais tout de même , s'il le dit, ne pensez-vous pas qu'au fond, nous ne sommes pas très dangereux pour vous ?

Nous avons un autre ami commun , le président turc Erdogan . Son parti vient de remporter les élections . Il vous aide de multiples manières, en bombardant vos ennemis kurdes, en permettant aux volontaires venus du monde entier de rejoindre vos rangs - et ils sont de plus en plus nombreux, vous le savez, à le faire - , en vous livrant des armes, et même en organisant une filière de départ vers l'Europe des jeunes syriens qui risquent d'avoir à vous combattre dans les rangs de l'armée syrienne. Cet ami commun, loin de nous plaindre de lui, nous avons vu sans déplaisir et en tous les cas sans la désavouer, Angela Merkel aller le soutenir ostensiblement avant les élections - de fait, au nom de l'Europe et donc en notre nom. Les pays les plus riches de la planète qui forment le G 20 se réunissent dans quelques jours chez lui, à Antalya. Ce sera une consécration pour lui. Un proverbe arabe dit que "les amis de nos amis sont nos amis ". Vous voyez que nous ne sommes pas ennemis !

Et d'ailleurs si nous atteignons notre but qui reste la chute du régime odieux d'Assad, vous pourrez entrer à Damas. Vous avez dit que vous y établiriez la charia : libre à vous. Nous n'interférerons plus alors dans les affaires intérieures de la Syrie. Vous pourrez planter le drapeau du khalifat à 220 Km de Jérusalem et à 85 km de Beyrouth. Allah est grand !

Les attentats que vous avez revendiqués étaient donc inutiles . Cette fois , je m'adresse à Daesh qui , seul l'a fait , mais nous savons votre proximité puisque vos troupes combattent indifféremment sous l'une et l'autre bannière.

Et , moi, président Hollande, compte tenu de ma bonne volonté à votre égard, je ne méritais franchement pas cela. Je vous en supplie, ne recommencez pas, vous me feriez vraiment de la peine. atlantico.fr 15.11

4- Attentats de Paris: Pouchkov dénonce - sahartv.ir

Le président de la commission des affaires étrangères de la Douma russe a dénoncé le suivisme aveugle de l'Elysée des politiques de Washington et son soutien à certains groupes terroristes, actifs au Moyen-Orient, notamment en Syrie.

« Le gouvernement français paie les pots cassés pour son suivisme aux Etats-Unis et les attentats terroristes de Paris viennent à l'appui de cette affirmation », a-t-il ajouté.

Sur le plateau d'une émission politique à la chaîne russe « TV Center », Alexeï Pouchkov, président de la commission des affaires étrangères de la Douma, a déclaré : « Le gouvernement français a apporté un soutien indéfectible, pendant les dernières années, à un certain nombre de groupes terroristes, actifs en Syrie, dans l'espoir de pouvoir renverser le gouvernement légal de Bachar Assad. En ce qui concerne ses politiques envers les évolutions au Moyen-Orient, François Hollande emboîte le pas aux approches des Etats-Unis et ses tendances outre-atlantistes le poussent à alimenter les terroristes en fonds. La France soutenait les politiques ambivalentes des Etats-Unis envers les groupes terroristes au Moyen-Orient et elle faisait partie des pays qui ont divisé les groupes terroristes en « bon terroriste » et en « mauvaise terroriste ». La France considère certains groupes terroristes comme étant les « bons terroristes » et voit en eux une nécessité pour le rétablissement de la démocratie en Syrie. Pourquoi elle ne veut pas respecter le choix des Syriens qui ont voté pour leur président élu, Bachar Assad ?

La France soutenait pendant des années les groupes terroristes qu'elle considérait comme étant nécessaires au rétablissement de la démocratie en Syrie mais elle a finalement reçu un coup très dur de la part de ces mêmes groupes terroristes, un coup très dur qui a laissé dans son sillage des centaines de morts et de blessés.

La France et les autres gouvernements occidentaux qui emboîtent le pas aux politiques des Etats-Unis commettent tous une grande erreur ; ils se concentrent sur le renversement du gouvernement Assad au lieu de mener une lutte sérieuse contre le groupe terroriste Daech. Au lieu de cette lutte laxiste et superficielle qu'ils mènent contre le groupe terroriste de Daech, les Etats occidentaux et les Etats-Unis ont à mener une lutte réelle contre les terroristes et à renoncer à leurs tentatives visant à renverser Assad ». sahartv.ir 15.11

5- Produire son ennemi est devenu un axe de la stratégie occidentale, nous confirmant que dans la structure impériale, il n'y a pas de séparation entre intérieur et extérieur, entre le droit et la violence pure, entre le citoyen et l'ennemi. (Passeport : le retour - Jean-Claude Paye - voltairenet.org 15.11)

6- Dans notre pays meurtri par ce funeste 13-Novembre, le fait que le gouvernement français soutienne des jihadistes à l'étranger, et qu'il commerce sereinement avec leurs principaux parrains étatiques est grave, dangereux et inacceptable ! (13-Novembre : les États occidentaux ne peuvent combattre le jihadisme en soutenant ses parrains pétromonarchiques ! - Maxime Chaix - Mondialisation.ca 14.11)

Quand l'US Army protège Daesh.

- Un hélicoptère US escorte un convoi de Daesh - voltairenet.org 15.11

Selon un reportage de l'agence émirati Hour News, un hélicoptère Apache des États-Unis a escorté un convoi d'environ 200 Toyota Hilux de Daesh en Syrie.

United States Apache attack helicopter following behind ISIS convoy into Syria from Iraq - November 7, 2015
https://www.youtube.com/watch?v=KFFb5E22TvE

Quand une parlementaire américaine confirme sur CNN que la CIA soutient al-Qaïda

- U.S. Congresswoman: CIA Must Stop Illegal, Counterproductive War to Overthrow Assad
https://www.youtube.com/watch?v=IHkher6ceaA

Credit CNN https://www.youtube.com/user/CNN

Tulsi Gabbard - a Democrat from Hawaii and member of the Armed Services Committee - demonstrates great knowledge and courage to go against the grain in the US and explain the Syria situation along with Russian and US roles the way it is.

Speaking with Wolf Blitzer on CNN, Tulsi explains why the US allying with Islamist extremists to overthrow Syrian President Assad is an illegal, counterproductive war that will cause even more human misery in the region and help ISIS and other Islamist extremists take over all of Syria. Instead of once again being distracted by trying to get rid of a secular dictator, Tulsi explains, the US must stay out of counter productive wars and focus on defeating the Islamist extremists who have declared war on America.

- Sur CNN, une parlementaire US confirme que la CIA soutient al-Qaïda pour renverser Bachar el-Assad - Maxime Chaix - (DeDefensa.org 6 novembre 2015 - Mondialisation.ca 13 novembre 2015)

Extraits.

... cette guerre secrète de la CIA a été confirmée et dénoncée sur CNN par la représentante au Congrès des États-Unis Tulsi Gabbard (Hawaï). À cette occasion, cette courageuse élue a expliqué que ces opérations clandestines visent à renverser illégalement Bachar el-Assad. Plus grave encore, Madame Gabbard a affirmé à plusieurs reprises durant cette interview sur CNN que la CIA soutient directement al-Qaïda, rappelant que cette organisation est pourtant accusée d'avoir attaqué les États-Unis le 11-Septembre.

« [L]es États-Unis et la CIA sont en train d'oeuvrer pour renverser le gouvernement syrien d'Assad, tandis que la Russie – qui est un allié d'Assad depuis longtemps, depuis des décennies –, est en train d'agir pour défendre et maintenir le gouvernement syrien d'Assad et cela, cela nous met dans une position de possible conflit direct, face-à-face avec la Russie aussi longtemps que les États-Unis et la CIA continuent dans cette voie. (…) Les États-Unis et la CIA doivent stopper cette guerre illégale et contreproductive pour renverser le gouvernement syrien d'Assad et doivent rester focalisés sur le combat contre notre ennemi réel, les groupes islamistes extrémistes. Car actuellement, nous voyons pourquoi cela est contreproductif : en oeuvrant (…) pour renverser le gouvernement syrien d'Assad, nous ne sommes pas seulement en train de renforcer nos ennemis, les islamistes extrémistes, qui (…) sont en train de s'emparer de l'ensemble de la Syrie – actuellement, ils ont environ la moitié de ce pays sous leur contrôle –, mais cela nous met également dans une position de potentiel conflit direct, face-à-face avec la Russie, ce qui nous amène au bord d'un potentiel conflit de plus grande ampleur, une situation de type Troisième Guerre mondiale. »

Faisant preuve d'une franchise et d'une lucidité particulièrement rares chez les dirigeants politiques occidentaux – majoritairement hostiles à Bachar el-Assad au point de lui attribuer bien souvent la responsabilité intégrale des victimes syriennes –, la représentante Tulsi a également expliqué durant cette interview en quoi cette guerre secrète de la CIA était illégale, confirmant que l'Agence soutient directement al-Qaïda :

« *Tout d'abord, il n'y pas eu de vote au Congrès pour autoriser l'usage de la force, pour autoriser une guerre visant à renverser un gouvernement souverain. Depuis que j'ai siégé [à la Chambre des Représentants], il n'y a eu aucun vote, y compris avant que je sois élue. Donc le peuple américain n'a pas eu l'opportunité de s'exprimer, d'approuver ou de désapprouver une telle guerre. Par conséquent, elle est illégale. Deuxièmement, elle est contreproductive car actuellement, des armements US vont dans les mains de nos ennemis, al-Qaïda et ces autres groupes, des groupes islamistes extrémistes qui sont nos ennemis jurés. Ce sont des groupes qui nous ont attaqués le 11-Septembre, et nous étions censés chercher à les vaincre, mais pourtant nous les soutenons avec ces armes pour renverser le gouvernement syrien. (…) Je ne veux pas que le gouvernement des États-Unis fournisse des armes à al-Qaïda, à des islamistes extrémistes, à nos ennemis. Je pense que c'est un concept très simple : vous ne pouvez vaincre vos ennemis si, en même temps, vous les armez et vous les aidez ! C'est absolument insensé pour moi. (…) Nous en avons discuté [avec des responsables de la Maison Blanche,] à la fois durant des auditions [parlementaires] et à d'autres occasions, et je pense qu'il est important que les citoyens des États-Unis se lèvent et disent "Regardez, nous ne voulons pas aller [en Syrie] et faire ce qui s'est passé avec Saddam Hussein, faire ce qui s'est passé en Libye avec Kadhafi, car ce sont des pays qui ont sombré dans le chaos et qui ont été conquis par des terroristes islamistes à cause des actions des États-Unis et d'autres [pays]."* »

Ainsi, la représentante Tulsi confirme ce que j'ai tenté de démontrer dans mon étude récente, soit le fait que la CIA et ses alliés soutiennent directement al-Qaïda en Syrie. En tant qu'élue siégeant à la Commission des Forces armées de la Chambre de Représentants, il s'agit bel et bien d'une confirmation officielle, et non de spéculations. Ce fait est alarmant mais, si l'on en croit Google Actualités, aucun média français n'a repris cette information.

J'avais déjà souligné ce silence médiatique assourdissant lorsque deux députés français avaient affirmé, à des occasions différentes, que la France soutient al-Qaïda en Syrie. Même chose après les révélations fracassantes du général Michael Flynn sur Al-Jazeera concernant les politiques profondes multinationales des États-Unis contre le régime el-Assad. Plus que jamais, les médias dits « alternatifs », dont MaximeChaix.info et DeDefensa.org, doivent être soutenus et diffusés par celles et ceux qui n'acceptent pas qu'al-Qaïda et les groupes qui lui sont affiliés soient présentés comme des ennemis en Occident – ce qu'il sont indiscutablement –, alors qu'ils sont clandestinement soutenus par les services spéciaux de nos États pour renverser des gouvernements étrangers jugés hostiles. Mondialisation.ca 13 novembre 2015

L'épilogue du 13 novembre.

La question qui tue.

- Attention, on ne se pose pas les bonnes questions sur le terrorisme - Slate.fr

Vraiment ? On en a trouvé deux bien de chez vous.

- Pourquoi ce nouvel échec quand les moyens ne manquent pas ? - LePoint.fr

- Retour de bâton : la France est-elle consciente de l'aide concrète qu'elle a apportée aux djihadistes en Syrie depuis 4 ans ?
- Atlantico.fr

Union nationale et état d'urgence à l'ordre du jour de la Ve République.

- Marine Le Pen d'accord pour une "union nationale", mais veut des "décisions fermes" - AFP

- Valls appelle à "l'union sacrée" et se dit "attentif" aux "propositions" de la droite - AFP

- Un gouvernement d'union nationale? "Pourquoi pas?", répond Bartolone - AFP

- Bayrou (MoDem): "on a besoin d'une unité nationale très forte" - AFP

- PS, LR, PC : les sénateurs favorables au prolongement de l'état d'urgence - Public Sénat

Le Front de gauche favorable à l'état d'urgence.

- Attentats: "cesser de nourrir nous-mêmes des logiques de guerre", selon Laurent (PCF) - AFP

Est-il en faveur de l'état d'urgence? "Il faut évaluer la situation. Moi j'ai besoin d'informations sur ce que va nous dire le président de la République, le ministère de l'Intérieur, et je ne suis pas certain que cette mesure permette d'assurer les meilleures conditions de sécurité". AFP 15.11

- Jean-Luc Mélenchon est « très sceptique sur le prolongement de l'état d'urgence » - Public Sénat

Alors que le prolongement de l'état d'urgence semble faire l'unanimité et traverse les clivages politiques. Le député européen a mis en garde contre « des effets d'annonces qui sont sans autres résultats que de diminuer nos libertés ». « Sachant qu'il y a déjà plus de 10 loi antiterroristes qui ont été votées, alors l'état d'urgence par-dessus le marché, on peut le comprendre pour des périodes brèves mais installer dans la durée, ce n'est plus un régime d'exception ça devient un régime permanent. Donc un très grand scepticisme sur cette mesure ». publicsenat.fr 15.11

Il combat dans quel camp le Front de gauche d'après vous ? Celui de notre ennemi.

Comment légitimer les milices fascistes ? Mode d'emploi.

- Attentats: Lagarde, Baylet, Bayrou font des propositions pour relayer les militaires - AFP

Le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, celui du PRG, Jean-Michel Baylet, et celui du Modem, François Bayrou, ont proposé dimanche à l'issue d'une réunion à l'Elysée diverses solutions pour relayer les militaires mobilisés pour la sécurité publique après les attaques de vendredi.

M. Lagarde a proposé ainsi "une garde nationale" pour "relayer les forces de l'ordre", en sortant de l'Elysée après s'être entretenu avec le président François Hollande.

"Nous n'avons pas les moyens de surveiller et de sécuriser l'ensemble du territoire national, des lieux de transports, des lieux publics, nous lui avons suggéré que, comme cela s'est déjà fait dans notre histoire et dans d'autres pays, qu'on puisse créer une garde nationale qui permette aux citoyens de venir relayer les forces de l'ordre, équipée, entraînée, formée, encadrée", a-t-il dit.

Par ailleurs, il faut "adopter notre droit" qui est une législation de "temps de paix". "Nous lui avons demandé de porter une motion devant le Conseil de sécurité des Nations-Unis qui ne soit pas une motion, de compassion mais une motion d'action", a-t-il aussi dit.

Jean-Michel Baylet, président du PRG, a lui dit à l'issue de l'entretien souhaiter que l'on réfléchisse "à la manière dont l'ensemble des Françaises et des Français peuvent être associés à une sorte de défense civile, il faudra peut-être appeler un certain nombre de réservistes".

Quant au président du Modem, il a également appelé de ses voeux la création d'une garde nationale: "Nous avons proposé au président de la République qu'on puisse réfléchir à ce que les Etats-Unis appellent garde nationale, c'est a dire une réserve militaire notamment à base de réservistes (...) qui pourraient être utilisés pour garder des monuments (...), déchargeant ainsi les forces armées", a déclaré M. Bayrou à l'issue de cette réunion. AFP15.11

Surenchère de l'Etat policier et occupation militaire.

- Attentats de Paris: Cazeneuve propose une dissolution des mosquées radicales - AFP

- Sarkozy propose d'assigner à résidence les 11.500 "fiche S" - Reuters

- Attentats de Paris : 10 000 militaires au total seront déployés dans toute la France d'ici à mardi soir - Francetv info

On est gouverné par de dangereux psychopathes

- Attentats : « Les Français ne se sentent pas en sécurité » selon Nicolas Sarkozy - Public Sénat

- Anne Hidalgo : "il faut que la sécurité des Parisiens soit assurée" - Francetv info

- Paris : l'explosion d'une ampoule crée la panique dans le Marais - Liberation.fr

Une rumeur de coups de feu, des passants qui courent sans savoir pourquoi... L'affolement s'est emparé du quartier parisien dimanche soir, pendant une heure. Liberation.fr 15.11

- Le rassemblement de la place de la République perturbé par un mouvement de panique - LeMonde.fr

Quand les réseaux "sociaux" servent à amplifier la psychose collective ?

- Flambée de fausses alertes sur les réseaux sociaux - LeMonde.fr

- Déferlante tricolore sur Facebook - LePoint.fr

- Attentats à Paris : « Twitter est un immense cimetière - Rue89

- Attentats à Paris: 5,4 millions de personnes ont utilisé l'appli Safety Check de Facebook - 20minutes.fr

Désinformation. Encore le coup du passeport.

Le passeport syrien retrouvé par la police française près du corps d'un des auteurs des attaques au Stade de France appartenait à un migrant enregistré lors de son arrivée sur une île grecque en octobre, a affirmé samedi le ministre grec de la protection publique Nikos Toskas.

«Le détenteur du passeport syrien est arrivé le 3 octobre par l'île grecque de Leros où il a été enregistré conformément aux règles de l'Union européenne», a assuré M. Toskas dans un communiqué. Le procureur de Paris a confirmé qu'il s'agissait du passeport d'un Syrien né en 1990 et inconnu des services de renseignements français. Mais les enquêteurs français n'ont pas déterminé à ce stade si ce passeport était bien celui de l'assaillant. lefigaro.fr 15.11

- Attentats de Paris : le passeport syrien n'est pas forcément celui d'un des terroristes - euronews.com 15.11

Peu importe, dans un autre article consacré au G20, délibérément Euronews ne tient pas compte de cette information.

Euronews - La crise des migrants et la découverte qu'un des terroristes de Paris était porteur d'un passeport syrien et serait entré en Europe au milieu du flot des réfugiés, poussent Jean-Claude Junker, le Président de la Commission européenne, à plaider un renforcement des contrôles. euronews.com 15.11

Deux articles sur la Syrie

- Syrie: La France pourrait invoquer l'intervention de l'Otan - sahartv.ir

Un expert en stratégie militaire a déclaré que la France pourrait invoquer l'intervention militaire de l'Otan en Syrie.

Dans un entretien avec la chaîne d'information « Deutsche Wele », Bruno Tertrais a déclaré que de tels attentats pourraient frapper n'importe ville en Occident.

« Cet incident, n'est pas une question surprenante. Tous les services de renseignement et de la police savent que des attaques de ce genre pourraient se produire tôt ou tard ailleurs. Il s'agit d'une sorte d'attaque que la police essayait de prévenir. Ces attaques sont choquantes d'autant plus qu'elles se sont produites, pour la première fois et de façon simultanée », a-t-il déclaré. Il a affirmé que Daech avait revendiqué les attentats de Paris avant d'ajouter : « Je peux confirmer cela. Parce que les autorités françaises avaient beaucoup blâmé Daech. Elles n'auraient pas dû entreprendre une telle approche.

Ce vendredi, on a constaté des signes qui reliaient les attentats de Paris aux violences en Syrie. La seule question qui reste sans réponse est de savoir si cet incident est dû aux étrangers ou aux Français ou bien à les deux parties. On y trouvera une réponse dans les prochains jours ». sahartv.ir 15.11

- Syrie : un second aéroport militaire, libérée - sahartv.ir

En Syrie, une grande partie de l'aéroport de Marj al-Sultan , situé en banlieue de Damas, a été libérée mais d'âpres affrontements y sont toujours en cours.

Epaulée par les combattants du Hezbollah libanais, l'armée syrienne a progressé vers l'aéroport important et stratégique de Marj al-Sultan, en banlieue de Damas et elle est arrivée à s'infiltrer, depuis les différentes directions, à l'intérieur de l'aéroport. Les

militaires syriens ont purifié une grande partie de l'aéroport de Marj al-Sultan de la présence des éléments terroristes. Simultanément à l'opération militaire des forces de l'armée et de la Résistance, des dizaines de terroristes du Front Al-Nosra et de Jaysh Al-Islam, un groupe soutenu par l'Arabie saoudite, ont pris la poudre d'escampette pour rejoindre le district d'An-Nachabiya.

D'intenses affrontements sont en cours entre les forces syriennes et les combattants de la Résistance d'une part et les terroristes de l'autre, dans le centre de l'aéroport de Marj al-Sultan. Ledit aéroport, de nature militaire, est à 18 kilomètres de Damas et il fait partie du district d'An-Nachabiya, appartenant à Douma, l'un des principaux fiefs des terroristes de Jaysh Al-Islam. sahartv.ir 15.11

Haut de page

Le 18 novembre 2015

CAUSERIE

Notre causerie est mieux ordonnée qu'hier.

On se demande quel doit être l'état d'esprit des militants qui ont déserté le combat politique ou qui d'une certaine manière y ont été contraint, et on ne parle même pas de ceux qui se sont employés par la suite à le justifier pour se contenter du bol alimentaire du syndicalisme, et qui s'en trouvait très bien la veille du massacre du 13 novembre. On ne leur fera pas l'affront de leur dire qu'ils n'ont de ce fait aucune légitimité pour s'exprimer sur ce plan-là car cela desservirait plutôt notre cause, mais qu'ils veuillent bien y réfléchir à nouveau.

On comprend que la situation paraisse inextricable, désespérée ou sans solution politique à plus d'un militant ou travailleur, c'est la raison pour laquelle nous n'avançons pas le mot d'ordre de Hollande démission par exemple, pourquoi, mais parce qu'en s'engageant dans cette voie on n'aurait rien à leur proposer comme solution de remplacement dans l'immédiat. Du coup revient sur le tapis la question de savoir comment on a pu en arriver à cette situation misérable et dramatique. C'était inévitable que le développement de la situation la remette à l'ordre du jour, ce que les militants ne voulaient pas admettre ou comprendre, les faits les y contraindront un jour ou l'autre avions-nous averti, en vain.

La question de l'Etat ou du pouvoir ne se décline pas forcément en terme de solution politique qui pourrait être appliquée immédiatement, auquel cas lorsque l'horizon est bouché, si on tentait de discerner le bout du tunnel on risquerait fort de désespérer ou de se démoraliser avant d'y parvenir et finir par abandonner le combat.

On peut évidemment la poser dans notre propagande en partant des méfaits causés par les institutions de la Ve République ou la politique du gouvernement et avancer la République sociale, le gouvernement et l'Etat ouvrier, les organismes de pouvoir que les travailleurs devront créer, etc. ce qui permet en principe de développer ou de présenter le socialisme, mais à ce stade ces objectifs politiques sembleront si éloignés de la réalité aux travailleurs et aux militants qu'ils auront du mal à accrocher ou à nous prendre au sérieux et ils auront raison, aussi faut-il davantage insister au départ sur les conditions subjectives à réunir pour que cette perspective passe un jour de l'utopie à la réalité, ce qui nous amène à poser au préalable la question de savoir ce que l'on ne veut plus et ce que l'on veut vraiment, pour pouvoir ensuite aborder celle se rapportant aux moyens à mettre en oeuvre ou aux instruments à construire pour parvenir à rassembler ces conditions, sans lesquelles il demeurera impossible de changer la société, en changer les bases sociales, partageons-nous au moins cet objectif, il faut le dire tel quel, ce qui doit finalement nous amener à poser la question de l'organisation de la classe et du parti dont elle a absolument besoin pour s'emparer du pouvoir politique.

Cette démarche politique est cohérente puisqu'elle correspond à chaque étape du processus dialectique qui doit (ou peut car ce n'est pas une obligation ou une fatalité, pas plus le socialisme) se développer à partir de la situation telle qu'elle existe et non telle qu'on voudrait qu'elle soit ou je ne sais d'autres pour atteindre nos objectifs politiques. Elle subordonne notre intervention dans la lutte des classes ou toute notre activité politique à la construction du parti et à la nécessité d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs. Dans l'état actuel des choses, ce devrait être le seul objectif dont on devrait être comptable, parce que c'est le seul à notre portée, mais malheureusement aucun parti ouvrier ne veut y souscrire, ils sont tous obnubilés par l'obtention de résultats immédiats histoire de justifier leur politique opportuniste et camoufler le turn-over de leurs effectifs, la même politique qui nous a menés où nous en sommes, il faut bien en avoir conscience, car ils n'en ont jamais changé.

En guise d'épilogue.

Quand j'ai fondé ce portail il y a près de 11 ans déjà, j'ignorais totalement où cela allait m'entraîner et que j'en arriverais un jour à poser la question du pouvoir sous cet angle-là, j'en étais resté aux incantations stériles en direction du PS et du PCF qui nous ont menées où nous en sommes, pour finalement rompre avec cette politique, prendre conscience qu'on m'avait trompé et que je m'étais totalement fourvoyé. La suite serait trop longue à raconter ici, disons à grands traits que j'ai rompu avec le PT, avec le

CCI, j'ai relu et étudié la plupart des ouvrages des marxistes à partir de 2001, j'ai eu des contacts avec d'ex-dirigeants ou cadres du CCI organisés dans différents groupes de militants qui se sont tous soldés par des échecs, je me suis surtout attardé sur le développement de la situation mondiale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et les profondes transformations qu'avaient subies la société et les différentes classes, démarche qu'il m'aurait été impossible de mener à bien si j'avais cessé d'analyser mes propres expériences et les enseignements que j'en avais tirés pendant les 20 années qui venaient de s'écouler depuis que j'avais cessé de militer... Bref, c'est fort de cette détermination farouche à comprendre ce qui s'était passé le 11 septembre 2001 et le monde dans lequel je vivais que je suis parvenu à progresser, à avancer pas à pas, ce fut laborieux car il fallait trouver des réponses satisfaisantes, cohérentes à des milliers de questions qui jaillissaient, totalement isolé dans mon trou en Inde. J'ignorais ce que j'allais découvrir et où cela allait me mener, je n'avais aucun a priori et j'étais décidé à reprendre chaque question ou sujet à zéro, comme si je n'en avais jamais rien su ou comme si je n'avais jamais milité dans un parti qui aurait pu m'influencer dans un sens ou un autre. En dehors des maîtres du marxisme je rejetais toute aide extérieure, toute idée préconçue, je tenais à être indépendant de toute influence extérieure sachant qu'elle serait forcément nuisible, je préférais encore piétiner ou commettre des erreurs plutôt que d'adopter des idées ou des positions que j'aurais été incapable de défendre pour ignorer de quel processus elles étaient le produit. Car ce qui m'intéressait ce n'était pas d'avoir raison ou d'avoir des réponses toutes faites à toutes les questions que je me posais, mais d'acquérir la méthode qui me permettrait d'interpréter tout ce qui me tomberait sous la main et de progresser sans cesse, avancer, aller toujours de l'avant, donc aller à contre-courant du monde en pleine décomposition dans lequel nous vivions en somme ou penchant vers la barbarie. C'était une obsession de chaque instant, refuser de régresser après m'être aperçu à quel point j'avais pu être dogmatique et sectaire au cours de ma jeunesse, il me fallait me laver de cette honte plutôt que me venger de mes anciens dirigeants.

C'est pour venir de très très loin, étant issu d'une famille ouvrière pauvre et profondément arriérée avec tout ce que cela implique, réactionnaire et j'en passe, ma famille n'a jamais toléré que je m'élève au-dessus de ma condition et que je forge ma propre personnalité, ce qui est un comble mais ce que je comprends parfaitement maintenant et je ne lui en veux pas, que je crois être parvenu à maîtriser l'essentiel du processus dialectique évoqué plus haut.

Il y en a parmi nous qui croient pouvoir résoudre des questions politiques en claquant des doigts ou sans jamais les avoir réellement étudiées sérieusement personnellement, ils sont très forts, d'ailleurs on ne cherchera pas à rivaliser avec eux, on serait battu d'avance au jeu du plus démagogue que moi tu meurs. Sur un ton assuré ou docte, il y en a qui affirment que les masses laborieuses ne peuvent pas s'élever au niveau du socialisme en dehors d'une révolution, etc. cela dit on se demande bien comment ils ont réussi personnellement ce tour de magie réservé à quelques élus, encore, décidément, ce n'est pas du domaine de la mythologie les concernant, mais de la mystification, contrairement à ce qu'ils prétendent même dans l'obscurité on peut se guider pour atteindre la lumière. S'ils n'arrivent pas à le concevoir de là où ils sont, c'est qu'ils ne tiennent pas à se replonger dans cette obscurité dont ils sont coupés depuis si longtemps, la classe ouvrière.

Les commanditaires du carnage du 13 novembre pavoisent.

- Les Bourses européennes terminent en forte hausse - Reuters 17.11

- La Bourse de Paris accélère le pas, le CAC 40 grimpe de plus de 2 % - LeFigaro.fr 17.11

- L'euro tombe à 1,065 dollar : un signal très positif pour les profits du CAC 40 - LeFigaro.fr 17.11

- Pour les milieux d'affaires, la réaction aux attentats pourrait générer un retour de la confiance Atlantico.fr - 17.11

Hollande responsable du massacre du 13 novembre.

- Ce qui a précédé les attaques de Daech, en France. - Moon of Alabama

... qui a fourni les armes et financé l'État islamique ou les organisations précédentes, en Syrie et en Irak, qui lui ont donné naissance ? Voyez vous-mêmes :

En 2012 - Hollande admet qu'il arme les rebelles syriens, en violation de l'embargo. Le président français a reconnu avoir livré des armes aux rebelles syriens, pendant l'embargo de l'UE, selon un livre*, qui va bientôt sortir, en France. Les livraisons ont eu lieu, en 2012, avant qu'il ne soit mis fin à l'embargo, en mai 2013, a admis François Hollande, lors de sa dernière interview de l'année avec le journaliste et écrivain Xavier Panon. «Nous avons commencé à les livrer, quand nous avons été sûrs qu'elles finiraient, dans les bonnes mains. Pour les armes létales, ce sont nos services, qui les ont livrées», a dit Hollande à l'écrivain, ...

Oct 2012 – En Syrie, il semble que ce soient les Jihadistes, qui profitent des armes livrées aux rebelles. WASHINGTON - La plus grande partie des armes expédiées, à la demande de l'Arabie saoudite et du Qatar, à des groupes rebelles syriens, qui combattent le gouvernement de Bachar al-Assad, finissent dans les mains de Jihadistes islamiques radicaux, et non, dans celles des groupes d'opposition, plus laïques, que l'Occident veut renforcer, selon des responsables américains et des diplomates du Moyen-Orient.

Décembre 2012 – La France finance des rebelles syriens, dans un nouvel effort, pour évincer Assad. La France est devenue le plus important bailleur de fonds de l'opposition armée syrienne, et elle finance, maintenant, directement, des groupes rebelles autour d'Alep, dans le cadre d'un effort renouvelé, pour renverser le régime assiégé d'Assad. De grosses sommes d'argent liquide ont été transférées par des mandataires du gouvernement français, via la frontière turque, aux commandants rebelles, le mois dernier, selon des sources diplomatiques. L'argent a été utilisé, pour acheter des armes, à l'intérieur de la Syrie, et pour financer des opérations armées contre les forces loyalistes.

Août 2014 - Hollande confirme que la France a livré des armes aux rebelles syriens. Le Président François Hollande a déclaré, jeudi, que la France avait livré des armes aux rebelles, qui luttent contre le régime syrien de Bachar al-Assad, «il y a quelques mois».

Novembre 2015. Murad Gazdiev @MuradoRT Le lanceur de roquettes français APILAS, fourni aux #rebelles syriens, tombe entre les mains de #ISIS. Photos de #Deraa, #Sud de la Syrie 12h09 - 6 novembre 2015Juin 2014 - «Merci à Dieu, pour les Saoudiens» : ISIS, Irak et le retour de manivelle. Les deux factions, qui ont les meilleurs résultats contre les forces d'Assad sont deux groupes extrémistes islamistes : Jabhat al-Nusra et l'Etat islamique, en Irak et en Syrie, (ISIS), ce dernier gagne, actuellement, du terrain, en Irak, et menace de déstabiliser davantage l'ensemble de la région. Et ce succès est, en partie, dû à l'appui que ces deux groupes ont reçu de deux pays du Golfe : le Qatar et l'Arabie saoudite. Jabhat al-Nusra a tellement bénéficié des largesses militaires et économiques du Qatar qu'un important officiel qatari m'a dit qu'il pouvait reconnaître les commandants Al-Nusra aux pâtés de maisons qu'ils contrôlent, dans diverses villes syriennes. Mais ISIS, c'est autre chose. Comme un responsable qatari principal l'a déclaré, «ISIS est, depuis le début, un projet saoudien».

La France a tiré profit de son soutien au projet étasuno-wahhabite de changement de régime, en Syrie et en Irak : Avril 2015 – La France et le Qatar scellent un accord d'un montant de 7 milliards de dollars, pour des "Rafale". Le Qatar a accepté d'acheter 24 avions de combat "Rafale", construits par Dassault, pour 6,3 milliards d'euros, (4,55 milliards de livres), a annoncé, jeudi, le gouvernement français. Cet Etat du Golfe perisque cherche, en effet, à augmenter sa puissance militaire, dans une région de plus en plus instable.

Juin 2015 – L'Arabie saoudite et la France concluent un marché de 12 milliards de dollars. "L'Arabie saoudite et la France ont signé, mercredi, un accord commercial de 12 milliards de dollars", a déclaré le ministre des Affaires étrangères saoudien, Adel Al-Jubeir, lors de la visite historique du vice-prince héritier Salman bin Mohammed, à Paris. Même après être devenu évident, pour tout le monde, que le projet de changement de régime, en Syrie, favorisait l'expansion du terrorisme, Hollande a continué à exiger la fin de l'Etat syrien.

Septembre 2015 - François Hollande de France dit qu'Assad doit partir. Le Président François Hollande de France a déclaré, à l'Assemblée générale des Nations Unies, lundi, que son pays allait «assumer ses responsabilités», dans l'effort mondial, pour mettre fin aux combats, en Syrie, mais que le conflit ne pourrait être résolu que si le Président Bachar al-Assad était écarté du pouvoir. Hollande va-t-il, maintenant, changer de discours ? Moon of Alabama - publié par sahartv.ir 16.11

C'est déjà fait, et gare à lui ou plutôt à la population française s'il ne tenait pas parole et continuait en sous-main de se faire le porte-voix de l'Etat sioniste, de l'Arabie saoudite, du Qatar et des ultra néoconservateurs américains.

Tandis que pour tenter de calmer l'Etat sioniste les Etats-Unis augmenteront leurs aides militaires à Tel Aviv jusqu'à 50 milliards de dollars (sahartv.ir 05.11), et pour rassurer l'Arabie saoudite Washington vient d'autoriser la vente de bombes à Ryad pour 1,3 milliard de dollars (AFP 16.11), tandis que la Turquie se voyait accordée 3 milliards de dollars d'aide financière par l'UE en échange de sa coopération pour freiner (sic!) le flot de réfugiés se déversant dans les pays de l'UE, la reprise des négociations d'adhésion avec l'UE et la possibilité pour les Turcs de voyager sans visa dans les pays de l'espace Schengen à partir de 2016, la France de Hollande se voyait gratifier d'un massacre pour qu'elle rompt sur le champ avec les jusqu'auboutistes sionistes, saoudiens et qataris, et change de discours ou de position sur la question syrienne, ce que Hollande a fait en moins de 48 heures !

En complément. La machine à propagande est sur le pied de guerre.

- Attentats de Paris : la stratégie française en Syrie affiche un tournant décisif - Francetv info

- Les attentats font bouger les lignes françaises en Syrie - Reuters

Et s'il n'avait pas compris la leçon, la menace d'une réplique est prise très au sérieux

A moins que ce ne soit l'autre camp qui s'en charge pour semer le chaos ?

- La France se prépare à un attentat chimique - voltairenet.org 17.11

Le service de Santé des Armées a reçu instruction de distribuer du sulfate d'atropine, le contre-poison connu lors

d'attaques chimiques, aux différents services d'urgence hospitaliers.

Cette décision fait suite à l'attaque dont Paris a fait l'objet le 13 novembre 2015.

« Arrêté du 14 novembre 2015 autorisant l'utilisation de sulfate d'atropine, solution injectable 40 mg/20 mL PCA antidote des neurotoxiques organophosphorés ». NOR : AFSP1527645A, Journal Officiel de la République française n°0265 du 15 novembre 2015 page 21381. voltairenet.org 17.11

Les dissensions au sein du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sionniste à l'origine du massacre de 129 civils innocents.

- La stratégie américaine en Syrie va-t-elle changer après les attentats de Paris ? - euronews.com

A Washington, les attaques de Paris et la menace que représente le groupe Etat islamique ont rouvert le débat sur la stratégie américaine en Syrie. Les frappes aériennes sont-elles suffisantes ? Les Etats-Unis devraient-ils déployer des troupes au sol ? C'est ce que réclament les républicains, mais Barack Obama reste sourd à ces appels. Euronews a rencontré des experts en politique étrangère (Issus de think tanks de centre droit ou néoconservateurs, après vérification sur le Net. - LVOG):

"Je pense que l'administration américaine accorde énormément d'importance au processus politique qui a été annoncé à Vienne pendant le week-end, espérant qu'il portera ses fruits", estime Heather Conley, du Centre pour les Etudes Stratégiques et Internationales.

La préférence de l'administration Obama pour une solution politique plutôt que pour l'escalade militaire est largement soutenu par les experts en politique étrangère.

"Nous devons agir militairement pour essayer de contrer la menace immédiate que représente le groupe Etat islamique pour beaucoup de pays dans la région. Mais nous devons aussi nous attaquer aux conditions qui lui ont permis d'exister et d'avoir l'ampleur suffisante pour planifier ce genre d'attaques. Et c'est un problème beaucoup plus compliqué", affirme Tamara Cofman Wittes, du Brookings Institution.

Par ailleurs, 23 gouverneurs, presque tous républicains, ont pris des mesures afin d'empêcher les réfugiés syriens de s'installer dans leurs états.

"Alors que les candidats républicains réclament une intervention militaire beaucoup plus musclée en Syrie, les spécialistes de la politique étrangère à Washington sont plus prudents et n'y voient certainement pas une stratégie à long terme. Et l'opinion américaine reste profondément sceptique", ajoute notre correspondant à Washington Stefan Grobe. euronews.com 17.11

Brookings Institution, qu'est-ce que c'est ?

La Brookings Institution est un think tank américain ayant son siège à Washington.

Le journal Foreign Policy a classé cette institution comme étant la première des think tanks américains en 2009[4]. Son président actuel Strobe Talbott fut ministre adjoint des Affaires étrangères de Bill Clinton. (wikipedia.org)

Thornton (président de son conseil d'administration - ndlr) est professeur d'économie, Pdg de Goldman Sachs. Teresa Heinz (membre de son conseil d'administration - ndlr) est l'épouse du sénateur John Kerry. Il semble que tous les membres du Conseil d'administration, sans exception, aient été cooptés au Council on Foreign Relations.

Cependant, le Réseau Voltaire observe que ces intellectuels ont un point commun dont ils ne font jamais état : alors même que l'économie et non la politique internationale est le sujet de prédilection de l'institut, plus de la moitié des 142 chercheurs actuels auraient travaillé par le passé pour le Conseil de sécurité nationale ou la Maison-Blanche. De même, on remarque que le Conseil d'administration, composé de patrons de multinationales, laisse une large place à des compagnies comme AT&T ou Chiquita (ex-United Fruit), dont le rôle dans les opérations secrètes du Conseil de sécurité nationale est bien documenté. (http://www.voltairenet.org/article14391.html)

Les conséquences immédiates sur place.

- "Les Etats-Unis et la Turquie sont en train de fermer les frontières syriennes" (Kerry) - sahartv.ir

«75% des frontières syriennes sont, actuellement, fermées.

Nous avons entamé de nouvelles opérations avec les Turcs, pour fermer les 95 km restants», a affirmé à CNN, John Kerry, le secrétaire d'Etat américain.

La Turquie avait proposé, il y a quelques mois, de créer une zone d'exclusion aérienne, en Syrie, mais aucun pays n'a encore accepté cette proposition. sahartv.ir 17.11

- La Russie bombarde le Sud Liban - sahartv.ir

Les chasseurs russes ont bombardé, pour la première fois, les positions des terroristes, sur le sol libanais.

Les frappes russes ont visé les positions de Daech, à Rasal Balbek, dans la Bekaa, soit le bastion du Hezbollah. Les sources bien informées font état d'un lourd bilan de pertes et de dégâts, dans les rangs des terroristes. sahartv.ir 17.11

La Russie n'en demeure pas moins la cible des Américains.

- Lavrov a démenti les allégations de bombardement des civils, en Syrie -sahartv.ir

«Les allégations accusant la Russie de bombarder les civils, en Syrie, sont infondées», a affirmé Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères.

«Je crois que toutes les allégations accusant la Russie de prendre, "par erreur", pour cible, les opposants «modérés» syriens proviennent des ambiguïtés latentes des actions de la coalition. Il y a une volonté de ne pas laisser les terroristes monter en puissance, mais là où les activités de ces derniers affaiblissent le gouvernement syrien, cette volonté demande qu'aucune ingérence n'ait lieu. Or, c'est de là que proviennent des allégations infondées nous accusant de violer les lois de la guerre et de prendre pour cible les civils», a ajouté Lavrov. «Les Etats-Unis prennent pour cible les positions de Daech, en Syrie, de manière sélective», a affirmé le ministre syrien des Affaires étrangères. «C'est un jeu très dangereux et ambigu, mettant, clairement, en exergue ce que cherchent les Etats-Unis. Ils veulent que Daech affaiblisse, au plus vite, Bachar al-Assad, le contraignant à abandonner le pouvoir, mais, dans le même temps, ils ne veulent pas que ce groupe terroriste prenne le pourvoir en main», a souligné Sergueï Lavrov. sahartv.ir 17.11

Il fallait bien cela pour justifier le retournement de Hollande face à Assad... et qu'il s'en sorte par le haut

- Bachar al Assad invite Paris à adopter une politique "réaliste" - Reuters

La Syrie ne partagera ses renseignements avec la France que si Paris adopte une "politique réaliste" dans la région, déclare Bachar al Assad dans une interview à Valeurs actuelles à paraître jeudi, après les attentats à Paris revendiqués par l'Etat islamique.

Interrogé sur le message qu'il souhaiterait adresser aux autorités françaises après la série d'attaques, le président syrien a répondu dans des propos recueillis samedi : "S'il m'appartient d'espérer certains changements dans la politique de la France (...), ce serait de redonner une politique réaliste à la France, une politique indépendante".

Toute coopération en terme d'échanges de renseignement avec la France passera par un changement de politique de Paris, estime Bachar al Assad dans Valeurs actuelles.

"Si le gouvernement français n'est pas sérieux dans son combat contre le terrorisme, nous ne perdrons pas notre temps à collaborer avec un pays ou un gouvernement ou une institution qui soutient le terrorisme", indique-t-il.

"Il faut d'abord que vous changiez de politique et que celle-ci soit fondée sur le seul critère (...) de faire partie d'une alliance joignant des pays qui luttent uniquement contre le terrorisme et non des pays qui soutiennent le terrorisme et le combattent en même temps", ajoute-t-il. Reuters 17.11

C'est fait, tout du moins en parole, mieux, comme il n'est pas à une imposture près, ils revendiquent même cette alliance !

Erdogan avait bien calculé son coup.

- Le renseignement français entre en contact avec Damas - sahartv.ir

Selon le journal libanais Al Diyar, le renseignement français serait entré en contact avec les services de renseignement syriens! cette information, rapportée par les sources françaises, confirme l'échange des informations entre les deux parties.

La France aurait voulu savoir si oui ou non les terroristes des attentats de vendredi à Paris auraient été arrêtés par l'Etat syrien. Selon les résultats préliminaire de l'enquête, 11 suspects se trouveraient encore sur le sol français tandis qu'un certain nombre de terroristes pourraient résider encore en Syrie.

Le renseignement français veut également connaitre le contenu des interrogatoires auxquels sont soumis les terroristes takfiris dans les prisons syriennes. Les services de renseignement français croient qu'au moins six terroristes se trouvant dans les prisons syriennes seraient en relation avec les attentats du 13 novembre. Al Diyar poursuit : " les Kalachnikov utilisés par les kamikazes auraient été transférés de la Syrie vers la France.

Ce serait des terroristes déguisés en réfugiés qui s'en seraient dotés à bord des bateaux conduisant vers l'Europe. Selon cette information, quelques 500 fusils de ce type se seraient infiltrés en France ce qui a poussé Paris à chercher de nouveaux renseignements là dessus. sahartv.ir 17.11

La volte-face précipitée de Hollande.

- Accord entre la Russie et la France, sur les coopérations militaires contre Daech - sahartv.ir

Lors d'un entretien téléphonique, les présidents russe et farçais se sont entendus sur des coopérations militaires, pour lutter contre Daech.

Vladimir Poutine et François Hollande, les Présidents russe et français, se sont accordés, lors d'un entretien téléphonique, sur leurs coopérations militaires, dans la lutte contre le groupe terroriste Daech.

Et ce, alors que la semaine prochaine Hollande devra se rendre à Moscou, pour s'entretenir avec son homologue, de la lutte contre Daech. Le président français va essayer de rapprocher les points de vue de la Russie et des Etats-Unis. (En réalité, c'est lui qui doit se soumettre à l'accord conclu entre Obama et Poutine. - LVOG)

«La Russie a tiré, ce mardi, plus de 30 missiles de croisière contre les positions de Daech, à Alep, et à Raqqa, en Syrie», a annoncé Sergueï Choïgou, le ministre russe de la Défense, avant d'ajouter : «La Russie envisage d'envoyer jusqu'à 25 avions de combat, en Syrie». sahartv.ir 17.11

Mimétisme. Il fallait bien cela pour obtenir l'adhésion de la population à la guerre.

- François Hollande – W.Bush : même combat ? - euronews.com

Le discours du président de la République française face au Parlement en congrès ce lundi 16 novembre a marqué les esprits. Certains y voient même des similarités avec le discours de George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001. euronews.com

- Bush en 2001, Hollande en 2015 : les discours de deux présidents face aux attentats - LeMonde.fr

Trois jours après les attaques meurtrières qui ont fait 129 morts et 352 blessés à Paris et Saint-Denis, François Hollande a prononcé, le 16 novembre devant le Congrès, un discours aux tonalités martiales et à l'orientation politique sécuritaire. Celui-ci n'est pas sans rappeler celui qu'avait tenu le président américain George W. Bush, le 20 septembre, devant le Congrès américain, un peu plus d'une semaine après les attaques du 11 septembre qui avaient coûté la vie à 2 985 personnes.

Sur la forme, le discours de François Hollande est fait d'un même moule patriotique que ceux de George W. Bush à l'époque, jusque dans son analyse des mobiles terroristes. L'« armée djihadiste qui nous combat parce que la France est un pays de liberté, parce que nous sommes la patrie des droits de l'homme » fait ainsi écho aux terroristes qui avaient « attaqué l'Amérique parce que nous sommes la maison et les défenseurs de la liberté ».

Un même ton belliqueux rapproche le discours des présidents français et américain. Le 20 septembre 2001, ce dernier avait employé quatorze fois le terme « guerre », et la formule « nous sommes en guerre contre la terreur » avait fait date. Plus de 14 ans plus tard, le même mot est revenu treize fois dans la bouche du président français, pour qui la France « est en guerre ».

Des discours accompagnés de faits : le 20 septembre 2001, George W. Bush annonçait qu'il avait mobilisé son armée, et le 7 octobre, moins d'un mois après les attentats du 11-septembre, les forces américaines et britanniques bombardaient l'Afghanistan. François Hollande, à la veille de son discours, a pour sa part déjà ordonné le bombardement de camps militaires de l'Etat islamique à Rakka, en Syrie, et un nouveau raid a eu lieu le mardi 16 septembre dans la nuit.

Sur le plan intérieur, le discours tenu par le président français marque un virage sécuritaire, comme celui de Bush en 2001.

Difficile pour autant de le comparer au Patriot Act : cette loi antiterroriste d'envergure, qui a marqué l'Amérique post 11-Septembre, n'existe pas encore lorsque le président américain prend la parole le 20 du mois.

Mais le discours de George W. Bush annonce déjà un vaste chantier législatif aux fins de lutte contre le terrorisme, comportant notamment la création d'un Bureau de la Sécurité Intérieure. « Nous allons mettre nos forces en commun pour renforcer nos capacités de renseignement pour connaître les plans des terroristes avant qu'ils n'agissent, et les trouver avant qu'ils ne frappent », prévenait alors George W. Bush sans davantage de détails.

A l'inverse des Etats-Unis, le cadre de la lutte contre le terrorisme a déjà été largement réformé en France, notamment par deux lois sur le terrorisme et une loi sur le renseignement. Les mesures annoncées par François Hollande « compléteront » donc l'arsenal déjà disponible, au lieu de le chambouler. lemonde.fr 17.11

Le ministre français de l'Intérieur pris en flagrant délit de mensonge.

- Terrorisme : failles du renseignement en France ? - euronews.com

Quatre jours après les attentats de Paris, de John Kerry à Didier Reynders, en passant par David Cameron et Jens Stoltenberg, tous s'accordent sur ce point : l'accent doit être mis sur le renseignement.

Mais alors que les premières interrogations et mises en cause des services français émergent, le gouvernement affirme qu'il n'y a eu aucune faille, précisant que le risque zéro n'existe pas.

"Cet attentat a été préparé et organisé par des cellules qui sont en dehors du territoire national et mobilisant des individus qui n'étaient pas connu de nos services" expliquait Bernard Cazeneuve, ministre français de l'Intérieur sur France Info.

Pourtant, certains d'entre eux n'étaient pas inconnus des services de police et des renseignements français. C'est le cas de Samy Amimour. Français, arrêté et mis en examen en 2012 pour "association de malfaiteurs terroristes" après un départ avorté pour le Yémen et placé sous contrôle judiciaire. Privé de passeport, il part pourtant rejoindre la Syrie un an plus tard, fait l'objet d'un mandat d'arrêt international, mais parvient à rentrer en France sans être arrêté.

Autre cas, celui d'Omar Ismaïl Mostefaï, également français, repéré pour radicalisation depuis 2010, il fait l'objet d'une fiche "S" émise par la DGSI. Une fiche "sureté de l'état" destinée à placer les personnes qui en font l'objet sous une surveillance particulière. Amedi Coulibaly et Cherif Kouachi auteurs des attentats de janvier et Mohamed Merah auteur des tueries de 2012 à Toulouse et Montauban en avaient fait l'objet.

Par ailleurs, Ankara a révélé hier que Mostefaï avait fait l'objet d'un signalement à la France par la Turquie à deux reprises, en octobre 2014 et en juin 2015. La France n'aurait, d'après Ankara, jamais donné suite. euronews.com 17.11

On retiendra outre l'impossibilité de l'Etat français de camoufler sa complicité avec les barbares d'Al-Qaïda ou les organisations qui en sont issues, l'accent mis sur le contrôle renforcé de la population.

Les médias de l'oligarchie encensent Hollande, quoi de plus naturel.

- La presse réagit plutôt favorablement au "ton" de Hollande devant le Congrès - AFP

La presse quotidienne réagit mardi de manière plutôt favorable au discours de François Hollande devant le Congrès des députés et des sénateurs réunis à Versailles même si certains éditorialistes y voient une habileté politique du président vis-à-vis de l'opposition dont il a repris nombre de propositions.

Dans la presse nationale, sans surprise, les avis divergent notablement entre Libération et Le Figaro. Dans le premier nommé, Laurent Joffrin estime que François Hollande "a pris la mesure de cette épreuve historique et, par la même occasion, marqué un point politique."

"Que de temps perdu", s'indigne pour sa part Yves Thréard, dans Le Figaro. "Pour détruire Daech, il en faudra davantage", remarque encore l'éditorialiste du quotidien de droite.

Même son de cloche dans l'Alsace où Raymond Couraud, s'il admet que "le ton employé par le président de la République était à la hauteur de la menace", estime qu'il "eût été bon de prendre plus tôt les mesures annoncées hier". "Nous ne sommes pas en guerre depuis vendredi soir, ni depuis Charlie, nous le sommes depuis des années", écrit-il.

Sceptique, avant même le discours présidentiel, Le Monde dans son édition datée de mardi s'interrogeait : "Le djihadisme sera-t-

il "vaincu" pour autant?". "Il ne faut pas mentir à l'opinion", prévient-Il : "parce qu'il relève d'une pathologie propre à l'islam, parce qu'il est une idéologie totalitaire, l'islamisme sera d'abord défait par les musulmans."

En revanche, La Dépêche du Midi, sous la plume de Jean-Claude Souléry, pense que Hollande "a démontré, une fois encore, cette détermination froide du chef de guerre qui ne le quitte plus" et qui "constitue plus que jamais la marque de son quinquennat. "

Mais plusieurs éditorialistes se plaisent plutôt à voir dans les propositions du président une "habilité politique" contre l'opposition.

Ainsi pour La Charente Libre, Jean-Louis Hervois note que le président : "n'a pas laissé de doutes sur sa détermination à mener jusqu'au bout cette guerre, jusqu'à aller chercher dans les arguments de son opposition les armes pour la gagner" ce que ses opposants jugeront "trop habile pour être honnête".

Ce qui fait dire à Mickaël Tassart (Le Courrier Picard) qu'en "reprenant des propositions formulées par l'opposition, François Hollande (...) a pris ses opposants à revers et la France à témoin".

"Il n'a pas hésité à puiser dans les propositions de la droite. C'est habile sur le plan politique", constate Patrice Chabanet du Journal de la Haute-Marne. Tout comme Christophe Hérigault qui dans La Nouvelle République du Centre-ouest pense que "François Hollande, hier à Versailles, aura d'abord su faire montre d'une indéniable habileté?"

C'est aussi "un tacle contre l'Europe molle", écrit Hervé Chabaud de L'Union car "il a produit un discours puissant qui oblige la France mais aussi ses partenaires européens".

Mais, souligne Hervé Favre, dans La Voix du Nord, "les couacs dans l'interprétation de l'hymne à l'unité nationale se sont vite fait entendre. Et passé le moment du deuil, la campagne électorale reprendra vite ses droits". AFP 17.11

Les problèmes demeurent : comment faire adhérer les masses à Macron II, III, à toutes les contre-réformes en cours d'application et à venir ?

Le "discours de guerre" se décline en famille.

Le Monde (16.11) après le discours de guerre de Hollande au Parlement

- François Loncle, député PS de l'Eure : "J'ai été frappé de voir que tous les élus de l'opposition se sont levés pour applaudir François Hollande à la fin de son discours"

- François de Rugy, député écologiste de Loire-Atlantique : "Je suis très satisfait que le président de la République ait commencé à tracer des perspectives concrètes. Il est normal que nous ajustions nos moyens, aussi bien sur les plans budgétaire que constitutionnel."

- Eliane Assassi (PCF), sénatrice de Seine-Saint-Denis et présidente du groupe au Sénat : "sur le plan intérieur, nous serons très vigilants sur le respect de l'équilibre entre le renforcement des mesures séculaires et la préservation des libertés individuelles.", alors que chacun sait que l'un ne peut se renforcer qu'au détriment de l'autre.

- Nicolas Sansu (PCF), député du Cher : "nous savons qu'il faut frapper Daech au portefeuille, atteindre notamment leurs réserves de pétrole."

La France qui jusqu'à présent avait conduit « contre l'État islamique en Syrie seulement des attaques sporadiques » écrit le New York Times, a effectué dans la nuit de dimanche « en représailles, l'attaque aérienne la plus agressive contre la ville syrienne de Raqqa, en touchant des objectifs de l'ÉI indiqués par les États-Unis ». Parmi lesquels, précisent des fonctionnaires états-uniens, « quelques cliniques et un musée ». Manlio Dinucci - Il Manifesto (Italie) - publié par le Réseau Voltaire 17.11

Et il y a une semaine environ, la France avait bombardé une centrale électrique approvisionnant Alep où l'armée syrienne avançait.

- Benoist Apparu, député LR de la Marne : "Je suis satisfait en ce qui concerne les mesures de sécurité intérieure".

Guerre idéologique et conditionnement des masses pour qu'elles adhèrent à la guerre, réclament un Etat policier, une dictature ou les entraîner vers le fascisme.

- Attentats: relatif consensus autour de la réponse sécuritaire de Hollande - AFP

Un relatif consensus politique se dessinait mardi autour de la réponse sécuritaire portée par François Hollande au Congrès après les attentats de Paris, ce qui n'a pas empêché la droite de chahuter Manuel Valls et le gouvernement à l'Assemblée.

En annonçant un renforcement des moyens policiers et militaires, un rapprochement avec la Russie sur le dossier syrien, des mesures répressives contre les jihadistes français et en proposant l'inscription de l'état d'urgence dans la Constitution, François Hollande a en partie pioché dans des propositions formulées de longue date par Les Républicains et le FN.

"Hollande a été désespérément habile. Il nous a coupés l'herbe sous le pied", peste un dirigeant des Républicains. "Notre réponse est extrêmement faible. La droite n'est pas audible", juge un autre ténor de la droite. "Sur la forme, Hollande a bien joué" à Versailles, même si c'est "un reniement total", poursuit-il.

L'ancien Premier ministre Alain Juppé a appuyé mardi la volonté de François Hollande de réunir une large coalition contre l'Etat islamique (EI), y voyant "un changement dans la ligne que nous suivons depuis 2011".

Le candidat et principal rival de Nicolas Sarkozy aux primaires des Républicains a même dirigé ses critiques vers son propre camp, estimant que la droite avait "sans doute eu tort de supprimer une dizaine de milliers" de postes dans les forces de sécurité sous le quinquennat Sarkozy.

Marine Le Pen avait salué lundi soir de "bonnes inflexions" et des "points positifs" dans le discours de François Hollande à Versailles, tout en regrettant des "lacunes énormes".

A la gauche de la gauche, certains élus ont formulé des critiques mezza voce. Le député PS frondeur Pouria Amirshahi, comme l'écologiste Noël Mamère, ne voteront pas la prolongation de l'état d'urgence, jeudi à l'Assemblée. Le groupe EELV pourrait se diviser sur la question. Les députés Front de gauche devraient en revanche suivre le gouvernement.

Le Conseil des ministres doit examiner mercredi le projet de loi sur la prolongation de l'état d'urgence, qui sera voté jeudi par l'Assemblée et vendredi par le Sénat. AFP 17.11

En complément

- Etat d'urgence: "la prolongation de trois mois" inévitable pour André Chassaigne (PCF) - AFP

- Des élus demandent l'extension de l'état d'urgence outre-mer - AFP

- Attentats: les Français trouvent que François Hollande a été à la hauteur L'Express.fr

François Hollande approuvé. Selon un sondage Odoxa pour Le Parisien/Aujourd'hui en France, 73% des Français estiment que le président de la République a été à la hauteur des évènements. 26% pensent qu'il ne l'a pas été et 1% ne se prononce pas. Sans surprise, les jugements sont beaucoup plus positifs chez les sympathisants de gauche (90%). Mais l'action de François Hollande est également majoritairement approuvée à droite (63%).

Parmi les mesures annoncées par François Hollande devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles, ils approuvent à 91% l'élargissement des possibilités de déchéance de la nationalité française, à 89% la création de 5000 emplois supplémentaires de policiers et de gendarmes et à 84% le fait de faciliter les règles de la légitime défense pour les policiers.

76% des Français estiment aussi que l'appel à l'union nationale "est une bonne réponse car cela montre que la démocratie est plus forte que le terrorisme". A l'inverse, 24% y voient "une mauvaise réponse car c'est une manoeuvre politicienne hypocrite".

Par ailleurs, 81% des personnes interrogées (+20 par rapport à septembre) approuvent les frappes aériennes contre Daech en Syrie (contre 18%) même si 63% jugent qu'elles vont "contribuer à davantage exposer" la France à des risques d'attentats.

Les Français sont également majoritairement favorables (62% contre 38%) à ce que la France participe à une intervention militaire au sol en Syrie, ce qu'exclut l'exécutif.

Les Français n'ont pas peur

Interrogés sur les sentiments (deux réponses possibles) qu'ils éprouvent après les attentats de Paris, 57% répondent "la colère", 40% "la peine", 31% "la solidarité" et 13% "la peur".

- Les Français prêts à restreindre leurs libertés pour plus de sécurité LeFigaro.fr

Une quasi unanimité. Après les attentats de vendredi, ce ne sont pas moins de 98 % des Français qui évaluent comme élevée la menace terroriste, selon notre sondage Ifop pour Le Figaro et RTL. Jamais depuis 1992, les menaces n'avaient atteint un tel niveau. A titre de comparaison, la menace avait été jugée élevée par 93 % des Français après Charlie Hebdo. Une différence qui peut s'expliquer par le type de victimes et le mode opératoire des terroristes. En s'en prenant à des anonymes, la France entière s'est sentie encore plus impliquée par les attentats. De la même manière, il n'existe pas de différence entre les zones rurales et zones urbaines. «C'est bien toute la France qui est ébranlée», reconnaît Jérôme Fourquet, directeur du pôle opinion de l'Ifop.

Virage idéologique

La gauche, qui s'est toujours montré inflexible sur la défense des libertés individuelles, a largement basculé vers une dimension plus sécuritaire. De ce point de vue, ces attentats marquent sans doute un virage idéologique.

Ainsi, 84 % des personnes interrogées se disent prêtes à accepter davantage de contrôles et une certaine limitation de leurs libertés pour mieux garantir la sécurité. Même à gauche, 65 % du Front de gauche et 87 % du PS souscrivent à cette idée. Corollaire des paroles martiales de François Hollande et Manuel Valls sur la France qui est désormais entrée en guerre, 59 % des Français approuvent ces déclarations et les conséquences que cela implique. Cette adhésion a une très forte conséquence sur les toutes les mesures envisagées par le gouvernement. «Désormais, les Français adhèrent non seulement à la rhétorique de la guerre, Valls avait déjà parlé de guerre en janvier dernier, mais également aux décisions entraînant une restriction des libertés publiques», affirme Jérôme Fourquet.

Comme après l'épisode Charlie, la confiance accordée aux forces de police, de gendarmerie et de renseignement pour lutter contre le terrorisme est impressionnante: 87 %. Les Français ne doutent pas de l'efficacité des différents services de sécurité. Il n'en va pas de même avec le gouvernement et François Hollande. Ils ne sont que 50 % à lui faire confiance en matière de sécurité. L'exécutif retrouve à peu près le même niveau qu'en janvier 2015 (51 %). Mais là aussi, des différences partisanes se font jour. A gauche, la confiance y est bien plus forte qu'à droite avec 83 % de sympathisants du Front de gauche et 85 % de ceux du PS, quand ils ne sont que 34 % chez les proches des Républicains et 24 % du FN.

Le fichier S, qui regroupe les personnes suspectées d'activités contraire à la sécurité du pays, constitue un point important de l'enquête et sans doute de la phase constitutionnelle et législative qui s'ouvre. Or, les Français sont largement favorables (74 %) à l'emprisonnement des personnes qui figurent sur ce fichier S. Une proposition qui retient l'adhésion de presque tous les Français, quelle que soit leur préférence partisane. Ils sont 47 % au FG, 64 % au PS, 87 % chez LR et 94 % au FN. L'électorat de gauche, traditionnellement très rétif à toutes atteintes aux libertés publiques, a cette fois-ci basculé.

Conséquence directe des attentats, 85 % approuvent l'intervention militaire en Syrie, alors même que les terroristes ont justifié leur actes par les précédentes actions militaires françaises dans ce pays. Autre conséquence de l'attentat, les Français sont à 62 % contre l'accueil des migrants quand ils étaient 47 % à le souhaitent il y a seulement un mois. lefigaro.fr17.11

Comme quoi vaut mieux se poser des questions.

Quelques-unes des questions posées aux personnes sondées, qui montrent à quel point elles avaient été conçues ou rédigées de telle sorte qu'elles n'aient pas besoin de réfléchir pour trouver les bonnes réponses, celles escomptées par ceux qui avaient commandé ces sondages et qui ont adopté la propagande de guerre de Hollande, à moins que ce ne soit l'inverse, puisqu'ils appartiennent à l'oligarchie financière ou en sont les porte-parole.

- Comment évaluez-vous la menace terroriste dans notre pays aujourd'hui ? Diriez-vous qu'elle est très élevée, plutôt élevée, plutôt faible ou très faible ?

- Diriez-vous que pour faire face et lutter contre le terrorisme vous avez tout à fait conîance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans… ? (la police, le gouvernement...)

- Pour mieux garantir votre sécurité, seriez-vous prêt à accepter davantage de contrôles et une certaine limitation de vos libertés ?

Les deux premières questions partent du principe qu'il existe une "menace terroriste" ou qu'il faut "lutter contre le terrorisme", affirmation avancer par Hollande (à la suite de Bush), c'est considéré comme acquis, donc cela ne se discute pas ou ne mérite pas réflexion, vaut mieux pas évidemment.

La menace, c'est le terrorisme, elle ne pourrait pas venir d'ailleurs, par exemple du président de la République, du gouvernement, des institutions, du régime, de l'UE, des Etats-Unis, etc. Et ce n'est pas un hasard s'ils enchaînaient ensuite par une affirmation plutôt qu'une négation de manière à ce que dans la foulée ce soit l'affirmation qui l'emporte, histoire de légitimer les mesures annoncées par Hollande.

Quant à la troisième question, elle était tournée de telle sorte que les gens frappés par l'horreur de ce carnage et pensant avant tout à leur sécurité, ce qui quelque part est parfaitement légitime, en perdent la raison ou la faculté de penser au détriment du peu de liberté dont ils disposaient déjà avant le 13 novembre.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Roumanie

Un gouvernement de technocrates pour la Roumanie - euronews.com

La Roumanie a désormais un gouvernement d'experts en administration européenne et d'anciens chefs de grandes entreprises, en bref un gouvernement de technocrates. Le nouveau Premier ministre, Dacian Ciolos, et son cabinet ont obtenu la confiance du parlement ce mardi.

Dacian Ciolos, 46 ans, est un ancien commissaire européen à l'Agriculture ; la ministre de l'Economie est une ancienne experte du FMI et de la Commission européenne. euronews.com 17.11

2- Grèce

- Grèce: manifestations à la mémoire du soulèvement estudiantin de 1973 - AFP

Des milliers de personnes ont participé mardi en Grèce aux manifestations à la mémoire de l'insurrection estudiantine réprimée dans le sang en 1973 par le régime des colonels, un incident qui a entraîné la chute de la dictature un an plus tard.

Selon la police environ 16.000 personnes ont participé aux manifestations à Athènes et 12.000 à Thessalonique, deuxième ville grecque dans le nord du pays.

Deux cortèges différents, un premier comprenant des syndicats d'étudiants, des associations antiracistes ou des partis de gauche, et un second du Front des travailleurs en lutte (Pame) proche du parti communiste grec KKE, ont défilé dans le centre de la capitale et jusqu'à l'ambassade des Etats-Unis.

Comme tous les ans depuis 42 ans, ces manifestations visent à dénoncer le soutien de la CIA au coup d'Etat des colonels, en 1967.

Sur fond de la crise de la dette, qui frappe la Grèce depuis six ans, de nombreuses banderoles et slogans dénonçaient les mesures de rigueur imposées au pays par ses créanciers, l'UE et le FMI.

"Nous voulons l'Europe des travailleurs et non celle des esclaves des capitalistes", scandait un groupe de manifestants de gauche.

"A bas les "memoranda" (mesures de rigueur ndrl) et leurs gestionnaires", indiquait une autre.

Le 17 novembre 1973, les chars des dictateurs ont pénétré dans l'enceinte de l'Ecole Polytechnique à Athènes, occupée alors par des étudiants et de nombreux citoyens protestant contre le régime. Au moins 24 personnes ont été tuées et plusieurs dizaines ont été blessés.

Des incidents mineurs ont eu lieu à l'arrivée du Premier ministre Alexis Tsipras, leader de la Gauche radicale Syriza, et des membres du gouvernement à l'Ecole Polytechnique mardi matin, pour y déposer une gerbe au monument des victimes.

Des objets ont été lancés par des personnes dénonçant la poursuite des mesures d'austérité en Grèce. AFP 17.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Le réseau des bus RATP sera perturbé mercredi par une grève des chauffeurs - AFP

La RATP prévoit en moyenne près de trois bus sur quatre à Paris et en banlieue mercredi en raison d'un appel à la grève maintenu par trois syndicats du réseau Bus (CGT, FO, SUD) pour réclamer des embauches, a indiqué mardi à l'AFP la régie.

Décidé avant les attentats, l'appel à la grève initialement déposé par quatre organisations représentatives à la RATP-bus (CGT, SUD, FO et Unsa) a été maintenu par trois syndicats, parfois contre l'avis de leurs organisations centrales.

Ces syndicats ont en revanche annulé la manifestation prévue devant le siège de la RATP à Bercy.

L'appel à la grève court de mardi 22 heures à jeudi 8 heures. Dans leur préavis, les syndicats de machinistes pointent une "politique de productivité effrénée", qui "a réduit les effectifs du département bus" et met "en souffrance" les chauffeurs.

La RATP, qui exploite 350 lignes de bus et quelque 4.500 autobus en Ile-de-France, emploie 15.000 machinistes. AFP 17.11

2- Grèce

- Grèce : la teneur de l'accord avec les créanciers - latribune.fr

L'accord est donc intervenu après un long week-end de discussions entre la Grèce et ses créanciers. Ce mardi 17 novembre, il semble désormais que l'accord soit trouvé. Le commissaire européen Pierre Moscovici a pu proclamer que « c'était une bonne journée » et le président de l'Eurogroupe Jeroen Dijsselbloem a promis, une fois les mesures votées par le parlement grec sans doute jeudi, de verser les 10 milliards d'euros nécessaires au premier renflouement des banques et les 2 milliards d'euros supplémentaires nécessaires au fonctionnement de l'Etat grec.

La question des expulsions

Le ministre grec des Finances, Euclide Tsakalotos, a surtout tenté de réduire les exigences des créanciers en matière d'expulsion des familles surendettées. Jusqu'ici, ces familles étaient protégées tant que la valeur de leur bien était inférieure à 250.000 euros.

Au final, le gouvernement d'Alexis Tsipras a dû accepter les deux demandes des créanciers.

Les « mauvais payeurs » tomberont dans trois catégories. La première concerne les personnes affichant un revenu allant jusqu'à 8.180 euros par an pour un célibataire et 13.917 euros pour un couple, avec une prime de 3.391 euros par enfant. Les Grecs dans cette catégorie bénéficieront de la protection complète contre l'expulsion tant que leur bien est inférieur à 170.000 euros (l'évaluation devra être indépendante). Pour ceux qui ont un revenu allant jusqu'à 23.659 euros par an pour un couple et ayant un bien évalué jusqu'à 230.000 euros, la dette sera renégociée avec la banque et les paiements seront adaptés. Pour les autres, la procédure normale sera appliquée.

Euclide Tsakalotos est parvenu à obtenir le déblocage de 100 millions d'euros d'assistances aux propriétaires dont la situation est la plus difficile. Mais ces nouvelles règles vont nécessairement provoquer des expulsions ou des baisses de pouvoir d'achat dans un pays où l'immense majorité des ménages sont propriétaires. Athènes affirme avoir réussi à maintenir la protection pour 60 % des ménages concernés, soit 400.000 ménages, contre 70 % aujourd'hui.

La hausse de la TVA sur l'éducation privée annulée

Enfin, dernier point positif pour le gouvernement Tsipras : il a obtenu l'annulation du relèvement de 13 % à 23 % de la TVA sur l'éducation privée. La hausse de la TVA sur l'éducation privée annulée

Enfin, dernier point positif pour le gouvernement Tsipras : il a obtenu l'annulation du relèvement de 13 % à 23 % de la TVA sur l'éducation privée. C'était un cheval de bataille qu'avait adopté depuis cet été le premier ministre grec. Mais les créanciers ont demandé des mesures alternatives : une taxe sur le jeu numérique de la loterie OPAP et une taxe de 30 centimes d'euros par bouteille de vin. Deux mesures que le gouvernement considère moins douloureuses pour les ménages grecs et qui sont, de plus, moralement plus acceptables. latribune.fr 17.11

ECONOMIE

France

- Ponctionner les comptes bancaires, bientôt légal en France - lepoint.fr

Le 1er janvier 2016 entrera en vigueur la loi dite de "renflouement interne des banques" qui transfère le risque de faillite bancaire sur les déposants.

C'est en catimini, au milieu de la torpeur estivale, le 20 août dernier, que la Directive européenne sur le redressement des banques et la résolution de leurs défaillances (la BRRD en anglais) a été transposée en droit français par une simple ordonnance (très sibylline), sans aucun débat démocratique. (C'est une des vertus de la Ve République. - LVOG) Le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède, la République tchèque, la Pologne et la Roumanie ne l'ont pas encore transposée dans leur droit national et sont poursuivis par la Commission européenne devant la Cour de justice de l'Union européenne depuis le 22 octobre dernier.

Cette directive est censée protéger les États du risque de faillite bancaire. Elle stipule qu'à partir du 1er janvier 2016, ce sont les actionnaires et les créditeurs d'une banque en difficulté qui devront subir leur part des pertes, en premier lieu, avant que l'État n'ait à intervenir. Au premier abord, il s'agit de responsabiliser les actionnaires et les créanciers, ce qui est une excellente idée. Mais cette directive entraîne d'autres conséquences...

Protéger les États d'une faillite bancaire

Depuis la crise de 2008 et en l'absence d'une législation adaptée, les États ont été contraints de venir en aide à des banques en difficulté, ce qui leur a coûté cher. Du fait de la récession, leur dette publique s'est notablement accrue, si bien que le renflouement de banques en faillite aurait des effets récessifs supplémentaires (par un recours supplémentaire à l'endettement ou à l'impôt).

C'est donc au tour des actionnaires et des créanciers d'être mis à contribution. La capitalisation boursière d'une banque en faillite (la valeur des ses actions) tombe généralement à un niveau proche de zéro et ne peut absorber les pertes. Quant aux créanciers, s'il s'agit d'autres institutions financières, comme un assureur qui, avec l'argent des épargnants, fait l'acquisition d'obligations bancaires, par exemple dans le cadre d'un contrat d'assurance-vie multisupport en unités de valeur, il devra prendre les pertes à sa charge, ce qui n'est pas sans conséquence sur son propre équilibre financier. Ensuite, les dépôts bancaires dépassant les 100 000 euros sont ponctionnés par la banque et servent à la renflouer. Quant aux dépôts de moins de 100 000 euros, ils sont censés être garantis par le Fonds de garantie des dépôts bancaires.

Un Fonds de garantie des dépôts insuffisant

Le Fonds de garantie des dépôts bancaires européen qui devait recevoir 55 milliards, de quoi sauver les dépôts d'une seule banque en faillite, a été refusé par l'Allemagne en septembre dernier. Il reste aux déposants français le Fonds de garantie des dépôts français qui ne dispose qu'un peu plus de 3 milliards de réserves, même pas de quoi couvrir les dépôts de la plus petite des quatre grandes banques françaises... Puisqu'il s'agit d'un droit, l'État n'aurait pas d'autre choix que de remettre la main à la poche pour indemniser les déposants en complétant l'apport du Fonds de garantie. Imaginons que la banque en difficulté soit une banque systémique, c'est-à-dire un établissement suffisamment important dont la faillite déclenche une réaction en chaîne sur l'ensemble du secteur bancaire mondial. En France, certaines de nos banques sont potentiellement systémiques d'après le FSB (Financial Stability Board).

Dans une telle situation, comment les assureurs et les autres banques (ou toute autre institution financière) pourraient-ils prendre à leur charge des pertes susceptibles de mettre leur situation en péril ? Dans ce cas, les fonds en unités de compte fondent comme neige au soleil et les fonds en euros, censés être garantis à hauteur de 70 000 euros, posent un problème supplémentaire à l'État. C'est alors au Fonds de garantie des assurés d'intervenir. Mais, là encore, que pourrait-il faire en cas de crash systémique ? En résumé, une banque systémique emporte dans sa chute les autres banques mais aussi les assureurs, même si ces derniers répondent à des normes plus exigeantes que celles des banques.

Un risque systémique

Si cette nouvelle directive européenne est si peu efficace en cas de faillite d'une des grandes banques françaises, on se demande même pour quelle raison la Commission européenne s'acharne avec tant d'empressement sur les pays qui n'ont pas transposé cette directive dans leur droit national.

La situation économique mondiale apporte la réponse à cette question. Le montant total de la dette mondiale est passé de 142 trillions de dollars fin 2007 à 199 trillions de dollars en 2013, soit une évolution du ratio de 269 % du PIB mondial à un ratio de 286 %. En un mot, la dette augmente plus vite que l'économie. Si les choses se poursuivent ainsi, il arrivera un moment où la croissance économique générée ne sera plus suffisante pour le remboursement de la dette. Ces montagnes de dettes se transformeront en actifs toxiques pour ceux qui les détiennent.

Parallèlement à cela, l'exposition des banques aux produits dérivés s'est aussi considérablement accrue. Selon certaines sources, elle a plus que doublé ! Le secteur bancaire n'a pas été assaini. Rien n'a été fait pour diminuer les risques auxquels les banques sont exposées. On aurait pu séparer les activités de dépôts des activités spéculatives. Mais l'économie est si atone que les activités classiques des banques sont peu rentables, la taille des activités spéculatives est devenue totalement marginale en France et la structure de coûts de nombre de banques traditionnelles est trop lourde. Par ailleurs, leur modèle économique est menacé par l'émergence de nouveaux acteurs du numérique pour le paiement en ligne, les transactions, le crédit, etc., donc du côté de la banque de dépôt, ce n'est pas très rémunérateur et les banques comptent sur les dépôts pour aller sur les marchés dérivés plus risqués mais plus rémunérateurs.

Comment faire autrement ?

Les banques ne peuvent plus se passer des produits spéculatifs même si cela représente un risque létal. Depuis six ans, les banques centrales n'ont de cesse d'injecter des liquidités, officiellement dans le but de relancer l'économie, officieusement pour permettre aux banques de retrouver une santé économique, via une forte augmentation des cours des actifs sur les marchés financiers, ce qui pénalise l'économie réelle en ponctionnant du pouvoir d'achat (comme par exemple l'immobilier).

Enfin le Conseil de stabilité bancaire, un organe créé par le G20, préconise pour les banques une augmentation de leurs fonds propres pour les rendre plus solides en cas de crash. Cela va dans une bonne direction. Il reste à savoir si elles accepteront ces nouvelles contraintes et si le G20 va les adopter.

Le droit de propriété a-t-il encore du sens ?

Le système financier mondial est truffé de paris spéculatifs qui ont la caractéristique d'être autoréalisateurs. Autrement dit, lorsqu'un acteur financier parie sur un événement, par exemple la faillite d'un État, le mécanisme spéculatif est si puissant qu'il provoque l'événement en question. Au pire moment de la crise grecque, la planète financière risquait de perdre 3 000 milliards de dollars alors qu'en 2009, la Grèce n'avait contracté que 300 milliards de dette souveraine. Gardons à l'esprit que ces phénomènes spéculatifs sont incontrôlables et puissants. Le fait qu'une banque peut être renflouée par les dépôts peut aiguiser des appétits prédateurs, puisqu'il y a quelque chose à prendre...

Pour résumer, cette directive est au mieux inefficace, au pire dangereuse. De plus, on peut légitimement se demander si elle est compatible avec la Constitution de la Ve République qui s'appuie sur la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, laquelle déclare dans l'article 17 la propriété comme un droit inviolable et sacré. Les admirateurs de Proudhon, auteur de la célèbre maxime "La propriété, c'est le vol", en ont rêvé. La Commission européenne l'a fait. lepoint.fr 16.11

La Constitution de la Ve République est ainsi faite que ce sont ceux qui sont au pouvoir qui décident ce qui est ou non compatible avec elle en fonction des besoins des aléas de la crise du régime.

Haut de page

Le 19 novembre 2015

CAUSERIE

(La causerie du jour a été ajoutée plus loin sur les coups de midi heure de Paris.)

Toute personne ou tout militant qui se verrait accuser d'apologie du terrorisme pourrait faire valoir le soutien public de Fabius à al-Nosra, la branche syrienne d'al-Qaïda, en décembre2012.

On a ajouté l'article *Le grand réarmement planétaire 2015* (mondialisation.ca) (14.09.15), ainsi qu'un lien pdf à la fin de chaque article pour que vous puissiez les télécharger au format pdf.

En attendant la causerie du jour, les liens vers tous ces articles à télécharger, faire circuler autour de vous, à imprimer et à distribuer à tous les gens que vous connaissez sans exception pour aider à briser la propagande de l'Etat et à lutter contre la guerre dans laquelle il veut entraîner la population. C'est semble-t-il le devoir minimum de chaque militant ouvrier, de chaque travailleur aspirant à vivre dans une autre société ou un autre monde, personne ne pourra dire là que ce ne serait pas à sa portée, pas d'actualité ou je ne sais quoi.

- La stratégie du chaos (Réseau Voltaire) (17.11.15)
- La République française prise en otage (Réseau Voltaire) (16.11.15)

- Passeport : le retour (Réseau Voltaire) (15.11.15)
- Des responsables de la communauté juive prévenus de l'attaque de Paris... (Réseau Voltaire) (15.11.15)
- Attentats de Paris : la responsabilité écrasante de l'exécutif français (mondialisation.ca) (15.11.15)
- 13-Novembre : les États occidentaux ne peuvent combattre le jihadisme en soutenant ses parrains pétromonarchiques ! (mondialisation.ca) (14.11.15)
- Le grand réarmement planétaire 2015 (mondialisation.ca) (14.09.15)
- Sur CNN, une parlementaire US confirme que la CIA soutient al-Qaïda pour renverser Bachar el-Assad (mondialisation.ca) (13.11.15)
- Otan, le tabou de la gauche (Réseau Voltaire) (10.11.15)
- La face cachée de l'Administration Obama (Réseau Voltaire) (10.11.15)

Et le mouvement ouvrier, il est où pour vous informer, pour comprendre et agir ? Aux abonnées absents, il a déserté, normal, nos dirigeants craignaient déjà d'affronter le régime, alors la guerre...

La causerie du jour, Pondichéry 16h30

Au fait, à Cuddalore, à 30 kilomètres de chez moi, le cyclone et les pluies diluviennes de la semaine dernière ont fait 72 morts, des centaines au Tamil Nadu. Les médias n'en ont pas causé, ils avaient d'autres morts sur la conscience en France...

Pearl Harbour, 11 septembre 2001, 13 novembre 2015 : la méthode ne date pas d'hier.

Comment faire pour entraîner davantage la France (et l'Europe) dans la guerre en Syrie au côté des Américains et pouvoir le justifier, alors que la majorité de la population y était hostile ?

En donnant un petit coup de pouce aux autorités en recourant à une attaque particulièrement sanglante de manière à ce qu'elle marque les esprit et les retourne en faveur de la guerre.

Le gouvernement français était déjà engagé dans cette guerre depuis pratiquement le début, mais de manière clandestine, illégale, sans que la population en soit informée, en se contentant de livrer des armes aux barbares et de leur fournir des instructeurs, ce qu'il a toujours nié, aussi dans ce cadre-là son engagement ne pouvait être que limité. Or les Américains exigeaient que les pays de l'OTAN y soient davantage impliqués.

La Syrie n'ayant pas plus déclaré la guerre à la France qu'hier l'Afghanistan ou l'Irak aux Etats-Unis, il fallait donc un puissant détonateur ou orchestrer un évènement exceptionnel qui serait assimilé à une déclaration de guerre, pour justifier une réponse appropriée ou qui soit à la hauteur de l'attaque subie et qui ne pourrait prendre que la forme d'une réponse militaire contre ce pays maquillée en lutte contre le terrorisme, que la population serait appelée à soutenir sur fond de consensus ou d'union nationale et de matraquage médiatique relayant la propagande gouvernementale, mieux qu'elle réclamerait, ce qui présenterait l'avantage de lui en faire subir les conséquences sans qu'elle se rebelle puisqu'elle les acceptait en cautionnant cette guerre, ne devait-elle pas être prête désormais psychologiquement à accepter un Etat policier et une société militarisée qui assurerait sa sécurité en échange de restriction à ses droits politiques dont déjà elle ne profitait plus, donc sans conséquences politiques, mieux encore, le pouvoir en place pourrait même espérer en tirer un avantage politique lors des prochaines élections qui s'annonçaient pour lui catastrophiques, sans parler des difficultés ou de la résistance qu'il rencontrait pour appliquer sa politique d'austérité et de régression sociale généralisée, pour un peu s'il s'y prend bien il pourra faire d'une pierre deux coups ou même trois : contenter son suzerain de Washington, se refaire une santé politique et enfin déminer le terrain social en neutralisant la lutte des classes sur fond d'unité nationale nécessitant des efforts de l'ensemble de la population.

A ce stade on pourrait croire que le tour serait joué ou que ce serait dans la poche, et que le gouvernement n'aurait plus qu'à appliquer tranquillement la suite de son programme ultra réactionnaire pour atteindre ces objectifs. Cependant, les choses risquent de se compliquer pour Hollande ou de se passer tout autrement, on en a déjà eu un avant-goût avec les mouvements sociaux qui se poursuivent, ainsi que la fragilisation ou l'éclatement de l'union nationale du fait qu'en période électorale chacun des partis inféodés au régime est décidé à tirer profit de la situation au détriment de ses concurrents, compliquant la tâche de l'exécutif et compromettant en partie ses objectifs, la crise sociale alimentant la crise politique et vice versa, avec le risque que sur l'un ou l'autre plan la situation dérape et devienne incontrôlable.

Leur chance et notre malheur réside dans le fait que le mouvement ouvrier n'est pas en ordre de bataille pour être profondément corrompu, divisé, son avant-garde disloquée, sans direction, situation qui n'a évidemment pas échappé aux représentants de la classe dominante et qui en profitent pour pousser leur avantage le plus loin possible

Les capituards au côté de la sainte-alliance contre-révolutionnaire.

Le POI se rallie à l'union nationale et ne condamne pas l'Etat d'urgence.

Au lieu de dénoncer et exiger le retrait de l'Etat d'urgence, Informations ouvrières (N°378) titre " *Après l'effroi… le temps des questions*".

Titre trompeur s'il en est.

Pourquoi la situation ne serait-elle pas suffisamment claire ?

Pas pour le POI qui ne dénonce pas la collusion, la complicité, l'alliance passée par Hollande et son gouvernement avec les barbares d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique auxquels il a livré des armes depuis au moins 2012. Le POI ne condamne pas l'Etat d'urgence et n'entend pas le combattre, il l'ignore ! Là camarades du POI, ce ne sont pas des couleuvres que vos dirigeants exigent que vous avaliez, mais que vous reniez purement et simplement votre engagement politique, que vous y laissiez votre âme comme aurait dit Marx. En fait, ce qu'ils exigent d'eux, c'est qu'ils capitulent sans condition face au régime qu'ils supportent depuis toujours. Voilà la véritable nature du lambertisme, réactionnaire.

Décryptage de la rhétorique des traîtres à notre classe et au socialisme.

Yan Legoff : "*Qui peut croire que cette guerre sans fin protégera de la barbarie ?*", parce qu'il y aurait d'un côté la guerre et d'un autre la barbarie, il y aurait d'un côté le gouvernement, les institutions de la Ve République et de l'autre les barbares, ne seraient-ils pas complémentaires, les uns ne seraient-ils pas au service des autres, en dernière analyse ne défendraient-ils pas la même cause, les intérêts de la même classe, celle des capitalistes ?

Le "*temps des questions*", disent-ils, qu'ils ne se poseront pas ou l'art de poser les mauvaises questions. De quelle guerre s'agit-il, pourquoi et pour quoi, contre qui, qui en est à l'origine ? Il faut croire que si cette guerre nous protégeait de la barbarie il faudrait la soutenir, mais est-ce que ce serait possible de la part de ce régime ? Cette question n'en était donc pas une ou elle était stupide, tellement grotesque que tous les médias officiels ont été obligés de le souligner, tout en soutenait cette guerre évidemment. Donc cette question revenait à ne rien dire !

Tous les partis dits ouvriers sans exceptions auront donc tout fait sur la base des faits qu'ils se sont minutieusement employés à soustraire à la connaissance de leurs militants et des travailleurs, pour que les masses exploitées ne parviennent pas à comprendre la nature des rapports qui existent entre le régime en place et les barbares qu'ils a engendrés pour servir ses intérêts, pour finalement les livrer à leur ennemi, la classe des capitalistes, qui parce qu'elle ne parvenait pas à ses fins dans le cadre du fonctionnement des institutions ou à briser la résistance des travailleurs à sa politique de régression sociale en arrive à instaurer un régime d'exception ou une dictature, à recourir à un régime de terreur et à la guerre pour y parvenir.

Et dire que ces dirigeants n'auront eu de cesse d'expliquer, que ce qui caractérisait les autres partis ouvriers c'était leur refus d'affronter le régime, pour finalement les imiter.

En guise de condamnation de l'Etat d'urgence, ces lâches se font le relais des « *inquiétudes* » du syndicat de la magistrature et de la Ligue des droits de l'homme (page 3) tous deux inféodés au PS et au régime, ou encore des "*préoccupation*" de l'appareil pourri de la CGT (page 4), sans parler évidemment de FO (id) qui estime qu'elle constitue une "*atteinte fondamentale aux libertés, à l'égalité et à la fraternité*", bref vive la République dont se réclament Hollande et Sarkozy, la palme de l'aveuglement revenant à Michel Sérac (page 16) : "*L'indignation devant la barbarie aveugle et fanatique devrait-elle aveugler le jugement lucide des citoyens ?!*", quel jugement, celui que le POI n'ose pas porter ici sur le régime, le gouvernement, Hollande, le PS, trop compromettant ?

Voilà à quoi se réduit pour les dirigeants du POI l'analyse qu'on n'ose pas dire politique ou leur interprétation des derniers développements de la situation en France et en Syrie : le vide absolue ou la désinformation ouvrière ! Au point que ce numéro de désinformations ouvrières ne comporte pas d'éditorial, et le POI n'a publié aucun communiqué au lendemain du 13 novembre, celui publié l'a été par la tendance de D. Gluckstein qui de fait a déjà été exclue du POI.

Il y a des militants qui ne vont pas croire ce qu'ils viennent de lire, aussi exceptionnellement nous mettons en ligne l'intégralité du n °378 du bien mal nommé hebdomadaire du POI Informations ouvrières pour qu'ils vérifient eux-mêmes qu'on n'a rien inventé ou qu'on ne cherche pas à les manipuler.

Qu'on soit d'accord ou non, peu importe ici, on retiendra que le POI s'est refusé à condamner l'Etat d'urgence.

Le NPA fait dans la provocation gauchiste

NPA. L'Etat d'urgence permanent? - 16.11

Le NPA s'est mouillé timidement le petit doigt en écrivant que l'Etat d'urgence "doit être levé", et pour y parvenir il propose "la lutte contre le racisme et les discriminations, la solidarité, l'égalité sociale" dans un contexte qui risque de virer rapidement à la xénophobie ou aux pogroms envers certaines couches d'immigrés, de telle sorte que cette orientation constitue une dangereuse et inutile provocation gauchiste pouvant exposer ceux qui participeront à cette "lutte".

En fait, c'est tomber dans le piège tendu par le gouvernement pour alimenter les tensions entre les différentes couches de la population, et lui fournir un prétexte pour réprimer le mouvement ouvrier et le prolétariat, dès lors qu'il ne pointe pas la responsabilité de Hollande dans l'attaque du 13 novembre sur la base de la politique qu'il a menée depuis mai 2012 sur la Syrie ou les contrevérités qui ont servi à la justifier, ce que l'immense masse de la population ignore encore.

Il va être intéressant d'observer quelle va être la réaction du peuple, il est peut-être trop tôt pour le savoir, et de voir dans quelle mesure il sera capable ou non de contourner la propagande officielle, principalement en s'informant auprès de médias alternatifs aux médias institutionnels qui sont tous alignés sur le discours de Hollande, on pourra ainsi mesurer s'il a tiré ou non des enseignements des expériences similaires du passé et s'il a mûri, à mon avis rien n'est moins sûr, mais attendons de voir la suite pour aller plus loin.

On constatera que ce soit le POI, le NPA ou LO, aucun parti n'entend axer son combat contre les institutions de la Ve République, alors qu'il est question d'une énième révision de la Constitution, que la totalité des institutions sont mobilisées, hier l'Association des maires de France, la veille c'état le Parlement qui était réuni en Congrès, bref, c'est délibérément qu'ils ménagent le régime.

- AMF : François Baroin approuve les mesures d'exception Public Sénat 18.11

- Au Congrès des maires, «une magnifique unité» Liberation.fr 18.11

Et dire qu'il ne s'est pas trouvé un seul élu dans ce pays pour dénoncer l'imposture du chef de guerre Hollande, pas un seul pour relater les informations que nous et bien d'autres avons publiées qui accusent Hollande de complicité avec les différent mouvements issus d'Al-Qaïda.

Et après il y en a qui s'adressent à ces élus et qui espèrent qu'ils prendront fait et cause pour la classe ouvrière...

Que peuvent faire les militants que ces partis laissent totalement désarmés pour affronter la situation, continuer le combat politique, répondre aux questions que se posent les travailleurs ?

Ils peuvent reproduire les articles que nous avons mis en ligne qui permettent de comprendre la situation ou ce qui s'est passé le 13 novembre à Paris, reprendre en partie nos dernières causeries, les arguments que nous avons développés, leur donner l'adresse de notre portail, établir des contacts sur cette base et essayer de poursuivre la discussion avec ceux qui souhaitent aller plus loin, en l'absence de toute structure où s'organiser, on ne peut malheureusement pas leur proposer davantage. Ils peuvent aussi participer aux réunions qu'organisent ces partis ou intervenir dans les syndicats et y défendre leur interprétation de la situation.

Un courriel reçu

Un camarade m'a écrit il y a quelques jours :

- "Sinon, j'aimerai savoir ce que tu penses d'une initiative qui me semblerait intéressante. Pour les internautes qui se connectent sur ton site, qui l'apprécient, et jugeraient utiles de se retrouver pour prolonger les discussions, j'ai pensé qu'une rubrique permettant de renseigner quelques informations sur leur provenance pourrait permettre la possibilité ultérieure d'une organisation pratique.

Le but, selon moi, serait de favoriser le regroupement de militants par secteur géographique (grande ville par exemple) dont les analyses sur la situation est relativement convergente, et pourquoi entamer la restructuration d'une force politique que l'on appelle, je crois, de nos voeux. Et dont on voit chaque jour, un peu plus, la nécessité….

Dis-moi ce que tu en penses…"

Ta proposition est intéressante et j'y avais pensé il y a quelque temps déjà, mais je n'y avais pas donné suite après avoir constaté, d'une part que peu de militants partageant nos idées se faisaient connaître, d'autre part que ceux qui s'étaient manifestés tenaient à conserver leur anonymat ce que j'ai toujours respecté. Dans ces conditions que faire ? Non, mais c'est une histoire de fous, je crois qu'il faut prendre conscience à quoi les militants en sont rendus. On évoque parfois la psychose collective qui s'est emparée de la population, mais Il faut savoir que le mouvement ouvrier en est l'un des foyers les plus actifs.

Je mets ta proposition en ligne, on verra bien ce que cela va donner, mais ne te fais pas d'illusions, je ne veux pas être exagérément pessimiste, disons qu'il existe des antécédent dont il nous faut bien tenir compte sous peine d'être inutilement déçu.

Parole d'internautes sur l'actualité.

1- "... j'oubliais le problème n'est pas d'arréter les terroristes mais de disposer de l'arsennal législatif pour pouvoir réprimer le jour où les sans-dents se révolterons.

La collusion avec les ennemis de la nation ça ne porterait pas un nom?"

Effectivement, mais ce sera au peuple révolutionnaire de les juger, vous n'allez pas demander à Taubira de s'en charger, n'est-ce pas ?

2- Comprenez-vous que ces mesures pourront aussi être utilisée pour d'autres personnes que des terroristes ?

3- "J'ai décidé que le Parlement serait saisi dès mercredi d'un projet de loi prolongeant l'état d'urgence pour trois mois", et pourquoi pas jusqu'aux calendes grecques ! Comme ça on peut faire passer des tas de trucs sur le dos des attentats, minable."

Par exemple ou notamment. Et dire que ceux qui ne condament pas l'Etat d'urgence prétendre défendre nos droits, ils se foutent de nous.

4- "Restreindre les libertés de ceux qui respectent la loi (alors que ceux qui la violent s'en fichent éperdument) est un bon moyen de les empêcher de se rebeller lorsqu'ils comprennent que leurs gouvernants n'ont rien fait pour leur assurer cette sécurité à laquelle ils aspirent, et pire, qu'ils s'en fichent royalement."

Dites cela à ceux qui refusent de condamner l'Etat d'urgence...

5- "Je me contenterais de citer Benjamin Franklin: "Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux.""

C'est infaillible !

6- "Comment faire confiance à un pays comme la France alliés des dictatures islamistes turque, saoude et qatari qui arment et financent Daech, Al Nosra et une myriade de milices islamistes de la Lybie à la Syrie en passant par l'Egypte !"

Impossible.

7- "« le champ des perquisitions sera «étendu à tous les lieux», à l'exception du lieu d'exercice des professions protégées (avocats, parlementaires, journalistes) ».

L'égalité consacrée dans la devise de la République inscrite dans l'article 2 de la constitution française sera tout simplement bafouée par la création d'un nouveau pouvoir au-dessus du peuple : Le pouvoir médiatique absolu."

Les partis du mouvement ouvrier pratiquant aussi la désinformation ou s'étant mis à l'heure de l'idéologie dominante à l'instar des médias ne condamne pas l'Etat d'urgence ou alors du bout des lèvres, ceci explique cela.

8- "Vous pensez également que ce sont les "marchés" qui ont fait remonter en ligne droite puis reprendre par WS plus de 400 points également en ligne droite? Et demain quoi? Ce sera +1.5%? +3% dès l'ouverture? Au nom de quoi? Posez-vous plutôt la question de qui soutien et avec les poches de qui pour le garantir. Vous parlez de marché, mais il n'existe plus depuis bien longtemps maintenant, et c'est de notoriété publique tant le niveau de décontraction dans la manipulation est évident. Faites donc un tour sur le PPT comme on le surnomme aux US. Allez, je vous aide: c'est le Plunge Protection Team. Et non, ce n'est même pas une blague. C'est officiel. Depuis des années. Seuls ceux qui ne veulent pas voir et ceux qui ne veulent pas informer peuvent encore parler de marchés comme vous le faites. "

Cette critique était adressée à un chroniqueur de La Tribune. En effet les dés sont pipés par les banques et les institutions financières les plus puissantes, américaines principalement, qui dominent le marché mondial, elles peuvent se permettre d'acheter la production ou le stock mondial d'aluminium par exemple et donc d'en fixer le prix... J'ai cité cet exemple pour l'avoir lu dans un article, et cela vaut pour d'autres matières premières, le café, le soja, etc.

13 novembre. Un massacre programmé et qui aurait pu être évité

Un internaute rapporte l'information suivante : "Squarcini (ancien directeur de la DCRI) révèle que la Syrie a proposé à la France la liste des djihadistes français opérant sur son sol, Manuel Valls a refusé la liste sous prétexte de ne pas vouloir échanger des renseignements avec l'État syrien !"

- Attentats à Paris: Un rapport américain évoquait des risques d'attaques en Europe et le nom d'Abdelhamid Abaaoud - 20minutes.fr

Le terrorisme est en tant de crise une arme de guerre destinée à disloquer les peuples et à les préparer à la guerre.

- Crash dans le Sinaï : la bombe était dissimulée dans une canette de soda, annonce le groupe Etat islamique - Francetv info

- Comment le nombre d'attaques terroristes a explosé dans le monde (et le pire reste à venir) - Atlantico.fr

En 2014, le nombre d'attentats où plus de 100 personnes sont mortes a atteint un niveau sans précédent. Atlantico.fr 18.11

La guerre, il faut bien que tout le monde en profite, sinon à quoi bon ! Le terrorisme, c'est la poursuite de la guerre sous la forme de bombes à fragmentation destinées à soumettre les peuples au lieu de les détruire car ils peuvent encore servir, c'est encore plus cynique qu'une guerre classique en somme.

Le projet de loi de réforme de l'état d'urgence

- Les principales dispositions prévues par le projet de loi de réforme de l'état d'urgence - AFP

Voici les principales mesures que le gouvernement a inscrites dans le projet de loi de prolongation et de réforme de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence.

Ce projet doit être examiné jeudi par les députés et vendredi par les sénateurs.

PROLONGATION

- La loi du 3 avril 1955 prévoit que la prorogation de l'état d'urgence au-delà de douze jours ne peut être autorisée que par la loi. Le projet de loi dispose que l'état d'urgence déclaré à compter du 14 novembre 2015 à zéro heure est prolongé pour trois mois (jusque fin février), comme cela avait été le cas en 2005 lors des émeutes qui avaient touché les banlieues.

ASSIGNATIONS A RÉSIDENCE ÉLARGIES

- Le régime des assignations à résidence est élargi à toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre public.

- Il pourra être interdit à la personne assignée à résidence d'entrer directement ou indirectement en contact avec des personnes soupçonnées également de préparer des actes portant atteinte à l'ordre public.

- Enfin, la commission administrative chargée de donner un avis sur la contestation de l'intéressé est supprimée et remplacée par le recours de droit commun devant la juridiction administrative.

LE RÉGIME DES PERQUISITIONS PRÉCISÉ

- Si l'état d'urgence permet au ministre de l'Intérieur de procéder à des perquisitions administratives, sans passer par l'autorité judiciaire, le projet de loi prévoit qu'aucune de ces perquisitions ne pourra viser les locaux affectés à l'exercice d'un mandat parlementaire ou à l'activité professionnelle des avocats, magistrats ou journalistes.

- Dans le cas des infractions aux dispositions sur ces perquisitions, tout comme pour les assignations à résidence, les peines encourues sont substantiellement accrues.

PAS DE CONTRÔLE DE LA PRESSE

- Le contrôle de la presse et de la radio, prévu dans le texte de 1955 mais jamais utilisé, est supprimé, comme l'a précisé mercredi le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll à l'issue du conseil des ministres.

DISSOLUTION

- Le projet de loi ouvre la possibilité de dissoudre les associations ou groupements qui participent, facilitent ou incitent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public, et qui comportent en leur sein des personnes assignées à résidence.

EXTENSION OUTRE-MER

- Comme annoncé dès mardi, un décret prévoyant l'extension outre-mer de l'état d'urgence : plus précisément à compter de jeudi 00H00, heure locale, sur le territoire des collectivités de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. AFP 18.11

Les premières conséquences de l'Etat d'urgence

- Les marches pour le climat interdites pour raison de sécurité - Reuters

Quand la dictature prive les "sans-dents" de soupe.

- Attentats de Paris : les Restos du cœur suspendent leurs distributions de repas chauds dans la capitale - Francetv info

Les camions vont devoir rester au garage, obligeant les plus démunis à trouver des solutions de replis pour manger à leur faim. Les Restos du cœur ont en effet suspendu temporairement l'activité de leurs camions parisiens, la distribution de repas chauds dans la rue entraînant des rassemblements, interdits dans la capitale depuis les attentats, a annoncé l'association sur son site internet, mercredi 18 novembre.

"Dans le cadre de l'état d'urgence, une mesure préfectorale provisoire a été mise en place", rappelle l'association lancée par Coluche. "Celle-ci nous oblige à suspendre temporairement les activités impliquant des rassemblements dans l'espace public, c'est le cas notamment des Camions de Paris", poursuit-elle.

En temps normal, des camions Restos du cœur distribuent quotidiennement des repas chauds à partir de 20h (19h30 le dimanche) dans divers endroits de la capitale selon les jours, comme aux Invalides (7e) ou à République le jeudi. Francetv info 18.11

Tiens donc, ils n'ont pas fui le régime tyrannique syrien ?

- Ils ont "fui Daech pour une nouvelle vie": à Calais, des Syriens et Irakiens incrédules face aux attentats - AFP

C'est l'Etat et le capitalisme qui produisent le lumpenprolériat.

- Bartolone (PS): pas de "lien" entre "banlieues populaires" et "ces terroristes" - AFP

Et pourtant...

- Saint-Denis confirme que nous sommes en guerre, dit Hollande - Reuters

- Deux morts dans une opération antiterroriste à Saint-Denis - Reuters

Ve République. En famille. Consensus sur l'Etat d'urgence englobant l'extrême droite.

- La droite renoue avec l'entente cordiale à l'Assemblée - Reuters

- État d'urgence : consensus en commission des lois de l'Assemblée - LeFigaro.fr

Gilbert Collard (FN, Gard) a annoncé que, même s'il ne voit «pas l'utilité de ce texte», il «voterait la prorogation de trois mois». LeFigaro.fr 18.11

- Régionales: Suite aux attentats, le PS ne distribuera pas ses tracts sur «les mauvais coups» de la droite - 20minutes.fr

Ces tracts ont été jugés en décalage avec l'esprit de concorde souhaité par le parti…

Le PS, qui avait présenté le 9 novembre à la presse un tract très offensif, montrant la photo d'un homme armé d'un maillet, barrée

du slogan « la droite vous cache ses mauvais coups », ne le distribuera finalement pas. 20minutes.fr 18.11

Le PS vous les assène... avec la main gauche, il paraîtrait que c'est moins douloureux selon les parasites qui l'ont soutenus pendant des décennies, normal ils n'étaient pas vraiment concernés...

Le temps des demi-mesures est terminé et le crédit des bonnes conscience aussi.

- Des magistrats et avocats dénoncent l'état d'urgence - Reuters

Deux syndicats, l'un de magistrats et l'autre d'avocats, dénoncent mardi l'état d'urgence décrété par le gouvernement après les attentats de Paris et Saint-Denis qui menacent selon eux les libertés publiques, suscitant la colère de policiers.

Selon la loi de 1955, il permet aux autorités d'interdire la circulation des personnes, de mettre en place des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé et d'autoriser des perquisitions administratives.

Mais pour le Syndicat de la magistrature (SM, proche de la gauche) "le discours martial" repris par l'exécutif et "sa déclinaison juridique dans l'état d'urgence ne peuvent qu'inquiéter".

"L'état d'urgence modifie dangereusement la nature et l'étendue des pouvoirs de police des autorités administratives. Des interdictions et des restrictions aux libertés individuelles et collectives habituellement encadrées, examinées et justifiées une à une deviennent possibles par principe", écrit-il dans un communiqué.

"La France a tout à perdre à cette suspension, même temporaire, de l'Etat de droit", ajoute-t-il.

Pour le Syndicat des avocats de France (SAF), les lois successives sur la sécurité, le renseignement et l'antiterrorisme "qui n'ont pourtant pas permis d'éviter ces attaques", ainsi que les propositions de François Hollande "d'accroître dans l'urgence les pouvoirs de l'exécutif" sont inquiétantes.

"Elles accentuent encore la dérive vers la constitution d'un Etat policier, sans contre-pouvoir effectif. Elles sont une menace pour les libertés fondamentales", estime-t-il dans un communiqué.

Jugeant regrettable qu'aucun débat transparent ne soit aujourd'hui possible pour discuter des mesures de sécurité qui sont mises en oeuvre par les pouvoirs publics, le SAF demande que des institutions indépendantes puissent "contrôler l'efficience des mesures de sécurité".

En réaction, le Syndicat des commissaires de la police nationale (SCPN) dénonce le "dogmatisme fou" du "tristement célèbre" Syndicat de la magistrature, qu'il qualifie de "groupuscule idéologique".

"Le propre d'un Etat de droit, c'est que les lois, fussent-elles de 1955, soient appliquées", dit-il dans un communiqué qualifiant les membres de l'organisation "d'alliés objectifs de tous les terroristes".

Le député LR Georges Fenech s'indigne lui aussi des critiques des deux syndicats, qu'il juge proches de la ministre de la Justice Christiane Taubira. "Il appartient à Christiane Taubira de rappeler ceux-là même qui soutiennent sa politique pénale à leur obligation de réserve, voire de simple dignité, en ces circonstances dramatiques", écrit-il. Reuters 17.11

Le chef des attentats terroristes à travers le monde se sent pousser des ailes.

- Après les attaques de Paris, le chef de la CIA s'en prend à Edward Snowden - AFP

Le directeur de la CIA John Brennan s'en est pris mercredi à Edward Snowden, alors que les attaques de Paris ont relancé aux Etats-Unis le débat sur la surveillance de masse et le droit à la vie privée.

"Toute révélation non autorisée" de personnels d'agence de renseignement comme Edward Snowden (il était consultant pour la NSA, la très puissante agence d'écoutes américaine) "affaiblit la sécurité du pays", a-t-il dit lors d'une conférence au département d'Etat.

"Je trouve invraisemblable" de "faire des héros" de gens qui ont "déshonoré le serment" de protéger leur pays, a-t-il indiqué.

Lundi, M. Brennan avait déjà dénoncé les "failles" dans la surveillance des extrémistes, les liant aux révélations d'Edward Snowden. AFP 18.11

Notons qu'il n'aurait pas pu tenir ce discours si les vassaux occidentaux des Etats-Unis avaient soutenu Edward Snowden au lieu de collaborer avec la CIA et la NSA...

L'ONU et le droit international est au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce que le pacifisme est à la paix en tant de guerre.

- Cameron dit pour la Syrie pouvoir se passer du soutien de l'Onu - Reuters

David Cameron juge préférable, mais pas indispensable, un soutien des Nations unies à une action militaire britannique contre les djihadistes de l'Etat islamique (EI) en Syrie.

"Bien sûr, il est toujours préférable dans de telles circonstances d'avoir un soutien total du Conseil de sécurité des Nations unies mais je dois dire que ce qui importe avant tout, c'est que toute action (militaire) soit légale et serve à protéger notre pays", a-t-il dit au Parlement.

Le Royaume-Uni mène déjà des frappes aériennes en Irak contre l'EI, dans le cadre de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis, mais David Cameron veut étendre ces opérations à la Syrie et a besoin pour cela du feu vert du Parlement.

Il a annoncé mardi qu'il présenterait une "stratégie globale" pour combattre l'organisation djihadiste, intégrant justement des frappes aériennes en Syrie.

David Cameron avait été tenu en échec en août 2013 lorsque les députés avaient refusé le bombardement des forces de Bachar al Assad à la suite d'une attaque chimique dans la Ghouta orientale, à l'est de Damas.

Début septembre, dans le cadre d'une opération spécifique, la Grande-Bretagne avait procédé en Syrie à une frappe de drone contre des islamistes, dont deux Britanniques, soupçonnés de préparer des attentats contre le Royaume-Uni.

David Cameron avait alors souligné que ce raid relevait de l'"autodéfense" et qu'il ne s'inscrivait pas dans le cadre des opérations de la coalition internationale contre l'EI. Reuters 18.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Syrie

Syrie : les chefs daechistes ont fui Raqqa - sahartv.ir

Avec la multiplication des raids aériens russes et français contre les positions du groupe terroriste Takfiri Daech dans le Nord de la Syrie, les éléments de ce groupe sont en train de s'enfuir vers la ville de Mossoul, chef-lieu de la province d'al-Anbar, dans le Nord de l'Irak.

Avec l'intensification des frappes aériennes lancées par l'armée russe et la France contre les positions de Daech dans la ville de Raqqa, les terroristes et leurs chefs essentiellement de nationalité étrangère s'enfuient avec leurs familles vers Mossoul.

Les raids aériens russes et français menés de ces 3 derniers jours à Raqqa et aux abords ont tué au moins 33 terroristes. sahartv.ir 18.11

Haïti

- Haïti: des manifestants de l'opposition blessés par la police - AFP

Des manifestants de l'opposition, dont un candidat à la présidence, ont été blessés mercredi à Port-au-Prince par les balles en caoutchouc tirées par la police qui a aussi fait usage de balles réelles pour disperser la foule, a constaté une journaliste de l'AFP.

"Quand nous sommes arrivés devant les barrières du CEP (le conseil électoral provisoire), les policiers ont tiré sur nous", a

témoigné Steven Benoit, sénateur en poste et candidat à la présidence, sur une radio privée.

"C'était une manifestation pacifique: nous n'avons pas essayé de franchir les barrières. L'officier qui a donné l'ordre de tirer doit être sanctionné pour cet acte illégal", a dénoncé Steven Benoit, blessé à la tête par des balles en caoutchouc.

Réunissant plusieurs milliers de partisans de divers candidats à la présidence, la manifestation s'est achevée dans un mouvement de panique face aux tirs fournis et l'usage intense par les policiers de grenades lacrymogènes.

L'opposition multiplie les manifestations dans la capitale et les principales villes du pays depuis la publication, le 5 novembre, des résultats préliminaires du premier tour du scrutin présidentiel.

Avec 32% des voix, Jovenel Moïse, candidat du parti au pouvoir PHTK (Parti haïtien Tet kale) est arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle, qui s'est tenu le 25 octobre, suivi par Jude Célestin, du parti Lapeh, qui a obtenu 25% des suffrages.

Ce résultat favorable au président sortant Michel Martelly, que la Constitution empêche d'effectuer un second mandat consécutif, est considéré comme "un coup d'état électoral" par les sympathisants de l'opposition.

Le CEP, ayant opposé une fin de non-recevoir aux candidats de l'opposition qui réclamaient une commission indépendante pour enquêter sur les fraudes électorales, devrait publier les résultats définitifs du premier tour de l'élection présidentielle "au cours de la semaine",selon un porte-parole de l'institution.

Le second tour du scrutin est prévu pour le 27 décembre.

La date du 18 novembre est hautement symbolique pour le pays de la Caraïbe. En 1803, c'est à cette date que les esclaves unis dans une armée révolutionnaire ont battu les armées napoléoniennes, ouvrant la voie à l'indépendance de la première république noire de l'histoire, le 1er janvier 1804. AFP 18.11

Haut de page

Le 20 novembre 2015

CAUSERIE

A quoi servent les intellectuels de "gauche", opposants ou critiques envers l'impérialisme ?

Débattre ou discuter interminablement pour finalement ne rien dire puisque cela débouche sur aucune action pratique, organisée. Ils dressent un constat que eux-mêmes ou d'autres ont déjà fait mille fois. Ils gémissent, pleurent, s'indignent, vocifèrent, gesticulent, voilà tout.

C'est la conclusion navrante à laquelle je suis parvenu à nouveau à l'issue de la lecture d'une vingtaine d'articles d'auteurs différents consacrés au 13 novembre. Un exercice ingrat et épuisant, mais il faut bien lire pour savoir ce qu'ils ont dans le ventre. On ne tirera pas dessus parce qu'ils nous rendent service à défaut de rallier notre cause...

Quelques exemples

1- Terrorisme : Michel Collon accuse et lance un appel - Investig'Action 19.11

Vidéo - http://michelcollon.info/A-qui-la-responsabilite-du.html?lang=fr

Suite aux évènements tragiques du 13 novembre 2015 à Paris, Michel Collon revient sur les causes du terrorisme et accuse les responsables.

J'aime bien Michel Collon et je trouve qu'il fait un boulot remarquable avec sa petite équipe et d'autres gens encore qui travaillent avec eux, mais son plaidoyer aboutit dans une impasse.

Il ferait mieux de lancer un appel avec d'autres intellectuels en faveur d'un changement de régime aux Etats-Unis...

2- La "gauche" américaine.

Pourquoi l'état d'urgence et les mesures de haute sécurité ne réussiront pas à arrêter ISIS (Counterpunch) - legrandsoir 18.11

La seule vraie solution est la destruction de l'EI : seule une campagne aérienne américaine et russe, coordonnée avec ceux qui combattent vraiment sur le terrain, peut y parvenir. legrandsoir 18.11

3- La question qui tue.

...pourquoi ces attentats frappent-ils toujours le petit peuple qui n'a aucun pouvoir de décision et pas les dirigeants qui donnent les ordres ? Qui est responsable des attentats du 13 novembre à Paris ? - legrandsoir 19.11

Pardi parce que "les dirigeants qui donnent les ordres" sont complices de ces attentats et comptent bien en profiter. Mais c'est qui ces "dirigeants", les représentants de la classe dominante qui appliquent la politique qu'elle leur a dictée par le biais des institutions dont ils font partie. legrandsoir 19.11

4- Vous avez dit quoi, "ambiguë" ?

« Les attentats sont une conséquence de la politique française ambiguë contre le terrorisme » - legrandsoir 17.11

"D'abord, la France a soutenu le terrorisme avec les Etats-Unis, mais maintenant ces terroristes ont leur propre agenda, ils sont allés trop loin."

"Je crois que maintenant ces gens se sentent trahis et se retournent contre la France." legrandsoir 17.11

Pas sûr, peu importe d'ailleurs puisque cela fait les affaires des Américains... On a vu dans le passé que les Américains avaient créé Al-Qaïda, l'avaient utilisé, puis s'étaient brouillé avec, pour finalement s'en servir à nouveau, en fait tous autant qu'ils sont, ils n'ont aucun principe à part ceux de criminels et ils sont faits pour s'entendre.

5- Autocensure.

Raillé par un ancien ministre Travailliste comme " des chimpanzés furieux qui haïssent l'occident", la coalition Stop the War Coalition a retiré de son site Internet un article qui expliquait la montée de l'État islamique (Isis) et les attentats de Paris par « les politiques et les actions délibérées entreprises par les États-Unis et leurs alliés ». Le leader du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, a abandonné un discours dans lequel il devait déclarer que les « guerres désastreuses » de la Grande-Bretagne ont « augmenté, et non diminué, les menaces contre notre sécurité nationale ». De tels arguments sont verboten en public. The Guardian 17.11

Jeremy Corbyn s'est déjà grillé, excellent. Normal.

- Français, Russes, Turcs et Américains plus soudés que jamais contre Etat islamique - euronews.com 18.11

Et les Britanniques pourraient les rejoindre…

"Je crois fermement que nous devons agir contre Etat islamique en Syrie" déclarait hier le Permier ministre David Cameron aux députés britanniques.

Il veut les convaincre de ne plus limiter les frappes britanniques contre Etat islamique à l'Irak. Il l'avait déjà réclamé sans succès mi-2013, mais les attentats de Paris n'avaient pas encore eu lieu… euronews.com 18.11

Ils sont tellement envie d'y aller qu'ils vendent la mèche...

- Hollande ordonne l'"intensification" des frappes anti-EI en Syrie mais aussi en Irak - AFP

D'autres cas d'autocensure, en France

Les syndicats ont d'ores et déjà annulé les mobilisations à l'AP-HP, à Air-France, aux impôts et à Gagny (93) sur un rassemblement contre la répression. communisteslibertairescgt.over-blog.net 17.11

On n'en finira pas avec le terrorisme ou la barbarie tant que le régime capitaliste et ses institutions

n'auront pas été renversés

On n'en finira pas avec le terrorisme ou la barbarie tant que le régime capitaliste et ses institutions n'auront pas été renversés. Ils en sont à l'origine comme de toutes les discriminations et injustices, sans oublier les inégalités sociales qui en sont à la fois les causes et les conséquences.

On aura remarqué que ceux qui refusent d'exiger la levée immédiate de l'Etat d'urgence sont les mêmes qui ont été incapables d'aborder les questions poséés par la xénophobie, l'homophobie, le racisme, le communautarisme, l'immigration, le saccage de l'environnement, etc. tandis que ceux qui les ont abordées ont fait en sorte de les alimenter au lieu de les combattre ce qui était inévitable en emboîtant le pas à des partis qui incarnaient justement le régime, ce qui revenait à l'arrivée à le soutenir là aussi au lieu de le combattre réellement. La dénonciation des préjugés archaïques et de l'ignorance des masses laborieuses qui procède de la délation sert à faire oublier leur incurie politique et leur collusion avec le régime qu'ils prétendent combattre par ailleurs

Cela s'explique très facilement du fait que toutes ces questions et le traitement qui leur est apporté dépend d'une seule et unique question ou y ramène constamment, y conduit infailliblement, la nature du régime en place et la volonté qu'on a ou non de le combattre pour le renverser. Ne pas les aborder revient à ménager le régime ou lui laisser le champ libre pour les régler à sa manière, et traiter ces questions en s'associant aux représentants du régime qui n'a de cesse de matraquer les travailleurs, revient à le soutenir ouvertement, donc ne peut pas aboutir à les résoudre de manière satisfaisante pour les couches de la population concernées ou la population en général.

C'est là qu'on s'aperçoit que la question du régime et ses institutions ou la question de l'Etat ou du pouvoir politique, la manière dont on l'interprète ou on l'aborde, détermine la politique ou les positions qu'on adoptera selon qu'on se sera fixé pour objectif de le renverser ou de s'en accommoder.

Pour bien comprendre cette question politique déterminante prenons un exemple qui nous est donné par un internaute à la suite d'un article publié hier par Le Monde.

"Nous sommes confronté à un exemple montrant que la démocratie porte les germes de sa propre destruction : soit par un excès de droit profitant aux ennemis de la démocratie, soit par un excès de contrôle des libertés individuelles la mettant à mal. La critique est aisée mais l'équilibre est difficile à trouver."

Autrement dit, en guise "d'équilibre" (entre les classes), la démocratie bourgeoise ou la conception qu'en a la classe dominante, puisqu'elle est incompatible aussi bien avec l'exercice de nos droits politiques légitimes que la réalisation de nos aspirations à la liberté, elle ne peut que conduire qu'à l'instauration d'une dictature civile et/ou militaire, qui se servira si elle l'estime nécessaire du lumpenprolétariat pour commettre des actes terroristes, afin de contraindre la population soumise à un régime de terreur à accepter de nouvelles restrictions à ses droits politiques et à ses libertés, mieux encore, à les réclamer pour se protéger de l'ennemi que le pouvoir lui aura si grâcieusement désigné pour la détourner de la question du pouvoir ou de l'Etat, qui en réalité en porte la responsabilité pour incarner les intérêts de la classe dominante, ainsi que la responsabilité de la dégradation de la situation sociale sur lequel vient germer le terrorisme ou toutes les formes de criminalités qu'il exploite ou instrumentalise afin d'assurer la pérennité du régime capitaliste.

La situation sociale et politique pose ainsi quel que soit l'angle sous laquelle on l'aborde un certain nombre de questions qui toutes ramènent à la question du régime, des institutions, de la Constitution, du pouvoir.

Pourquoi est-il criminel d'en détourner les militants et les travailleurs ? Parce que c'est les pousser à interpréter la situation et à trouver des réponses à toutes leurs questions dans le cadre du régime auquel ils doivent se soumettre de fait, et qui forcément ne règleront aucun des problèmes auxquels ils sont confrontés ou pire contribueront à les aggraver. C'est leur interdire d'y apporter des réponses qui se situent au-delà de l'existence de ce régime ou de touver une issue politique à la crise du capitalisme qui leur serait favorable. A l'arrivée, c'est faire en sorte qu'il n'existe pas d'autres réponses à leurs questions que celles que le régime leur imposent, du coup on comprend pourquoi les travailleurs y souscrivent en masse et s'en prendront à ceux qui ne les partagent pas parce qu'ils se situent sur un autre plan, ils ne comprendront pas que ceux qui prétendent les défendre contre un péril constituent en réalité la principale menace qui pèse contre eux et qu'ils devraient affronter pour s'en libérer, le régime et ses représentants, ses institutions.

Les travailleurs adhèreront à la propagande liberticide, policière et guerrière des représentants de la classe dominante parce qu'ils ressentent le besoin de se protéger contre un ennemi qui les menace, parce qu'ils ignorent que ce sont ceux qui revendiquent cette politique réactionnaire qui sont leurs principaux ennemis, et s'ils placent leur destin entre leurs mains, c'est parce qu'ils sont incapables d'imaginer un changement de régime ou de société, comment pourrait-il en être autrement puisque tous les partis ouvriers ont abandonné ou se sont détournés de cet objectif, ils doivent donc penser leur condition uniquement dans le cadre du régime en place et ils en viennent logiquement à adopter ou soutenir les solutions qu'il leur propose.

On voit là la terrible responsabilité de ceux qui ont refusé obstinément d'axer leur combat politique contre l'Etat ou les institutions

pour finalement abandonner les masses exploitées au main du régime qui va pouvoir continuer de broyer leurs droits sociaux et politiques en toute tranquillité.

On pourrait aborder la question sous un autre angle.

Si vous ne soutenez pas l'Etat d'urgence ou les mesures décrétées par le gouvernement et soutenues unanimenent par tous les partis présents au Parlement, c'est que vous voulez notre mort ou que le terrorisme prolifère et fasse de nouvelles victimes civils innocentes, c'est diabolique et irresponsable, etc.

Vous devez vous attendre à entendre ce discours si ce n'est pas déjà fait. Vous ne pouvez y répondre que de deux manières différentes selon que vous soyez ou non socialiste.

Si vous n'êtes pas socialiste ou que vous ne concevez pas la nécessité d'un changement de régime ou d'en finir avec le capitalisme, vous serez amené à développer une argumentation qui reposera sur les faits que vos contradicteurs ignorent, et qui mettent en relief la collusion qui existe entre les représentants de l'Etat et les barbares, mais vous aboutirez forcément à une impasse, parce que les solutions que vous préconiserez seront incompatibles avec le maintien en place du gouvernement ou un autre dans le cadre du régime en place, car aucun ne les appliquerait du fait qu'il y serait forcément opposé ou parce que ces solutions iraient à l'encontre des intérêts des commanditaires du terrorisme ou les besoins de l'oligarchie financière qui tire les ficelles. Vous ne pouvez pas imaginer un seul instant que dans le cadre des institutions de la Ve République un gouvernement pourrait rompre ses relations avec les Etats-Unis, Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, bref tous les Etats qui soutiennent le terrorisme international et qui sont engagés dans une multitude de guerres sur tous les continents, y compris l'OTAN et l'ONU, l'UE, personne ne vous prendrait au sérieux, et pourtant c'est l'exercice auquel se livrent la plupart des intellectuels qui ne veulent pas entendre parler du socialisme, lisez leurs articles qui sont fort intéressants et instructifs en la matière ou visualiser les vidéos qu'ils vous proposent, vous en arriverez à cette conclusion.

Si maintenant vous êtes socialiste, vous utiliserez les mêmes matériaux que vous relierez à la crise du capitalisme et à la lutte des classes pour justifier votre refus de l'Etat d'urgence en préconisant un changement de régime, le renversement des institutions par un soulèvement des masses révolutionnaires, objectif politique qui nécessitera pour être atteint de rassembler ou organiser dans un puissant parti ouvrier les travailleurs aspirant à vivre dans une société meilleure et plus juste, parce qu'il n'existe pas d'autre alternative que s'inspirer des enseignements de la lutte de classe du passé pour parvenir à s'emparer du pouvoir et vaincre notre ennemi, la classe des capitalistes qui a engendré le terrorisme.

En partant de la situation actuelle et en portant à la connaissance des travailleurs tous les faits qu'ils ignorent, qui constituent un réquisitoire sans appel pour le régime se concluant par sa culpabilité, dans la mesure où ils démontrent amplement la complicité qui existe entre l'Etat, les capitalistes et leurs représentants (partis, médias et instituts de sondages) et le terrorisme, vous pourrez ensuite reprendre les propositions ou solutions avancées plus haut, liquider les institutions de la Ve République, rompre les relations avec les Etats-Unis, Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, etc. y compris l'OTAN et l'ONU, l'UE, etc. qui pourront être appliquées par un gouvernement ouvrier révolutionnaire dans le cadre d'une République sociale s'engageant à résoudre les questions sociales auxquelles étaient confrontés les travailleurs et la jeunesse, à mettre fin aux inégalités sociales, au chômage, à la précarité et à la pauvreté, etc. sur lesquelles le terrorisme avait prospéré.

Dès lors que l'Etat ne livrerait plus la guerre à aucun peuple, qu'il soutiendrait les luttes engagées par tous les peuples pour conquérir leur émancipation du capitalisme, que chacun pourrait se développer harmonieusement au sein de la nouvelle société et vivrait en paix, toutes les formes de discrimation et de violence individuelle ou gratuite disparaîtraient, le bien-être étant partagé et érigé en bien commun de l'ensemble de la collectivité humaine, toutes formes de concurrence ou de compétition destinées à dresser les citoyens les uns contre les autres tomberaient en désuétude, il n'existerait plus aucun prétexte pour s'en prendre à ceux qui ne nous ressemble pas, la question des droits des femmes et des minorités serait ainsi réglée...

Il va de soi que la mise en oeuvre de telles mesures ou l'application d'un tel programme social et politique est incompatible avec l'ordre établi qui rime avec insécurité sociale, chaos, déchéance, guerre et barbarie, d'où la nécessité si on y adhère ou si on le partage pour qu'il se réalise, de rassembler tous ceux qui aspirent à un monde meilleur dans un parti ouvrier révolutionnaire pour mener ce combat et atteindre cet objectif.

Voilà en gros la ligne politique que nous défendons et que nous proposons aux militants et aux travailleurs de partager. S'ils étaient assez nombreux, on pourrait envisager de créer une structure politique... Au point où nous en sommes, le mouvement ouvrier s'est révélé le lendemain du 13 novembre un désert, à eux de voir ce qu'ils veulent vraiment, refaire le monde dans son coin ou continuer de ramer pour rien finalement ou pire dans des partis corrompus par le régime.

Vous aurez remarqué qu'à la base il y a la nécessité d'être bien informé, d'avoir tous les éléments en mains pour accuser le régime et le gouvernement sur la base des faits, pour ensuite pouvoir développer notre politique car sinon c'est impossible, et vous aurez pu observer avec quelle constance et détermination tous les partis s'emploient à les occulter ou les déformer pour que les travailleurs et militants ne soient jamais réellement ou correctement informés, mais aussi pour justifier leur politique opportuniste, qui comme le régime pour se maintenir, repose sur leur ignorance, chacun peut le vérifier quotidiennement.

Parole d'internaute

1- "Meyer Habib, voix d'Israël à l'Assemblée, assimile le Hezbollah à Daesh

Le député franco-israélien Meyer Habib, ami intime de Benjamin Netanyahu et représentant de l'extrême droite israélienne au Parlement français, a récité mercredi à l'Assemblé nationale le discours officiel de l'État sioniste, consistant à faire croire que le Hezbollah et l'Iran mènent le même combat qu'Al-Qaïda et Daesh. Une entourloupe à laquelle Manuel Valls a en grande partie souscrit dans sa réponse. Source : youtu.be/N6pwbQK6-78"

2- "Dans une interview à Valeurs actuelles, à paraître demain, Bernard Squarcini, ancien patron du renseignement français, dévoile un véritable scandale d'État. Il y a deux ans un responsable des services syriens lui avait proposé une liste de djihadistes français combattant en Syrie. Il en avait aussitôt parlé à son ancien service qui avait rendu compte à Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur. Comme la condition était que la France accepte, elle aussi, de coopérer avec les Syriens, on lui a opposé un refus. Et donc pour de strictes raisons idéologiques, la France s'est privée d'une liste de terroristes dont certains ont sans doute ensanglanté Paris vendredi dernier."

Guerre idéologique, la fausse piste.

Comment faire pour que la population ne se pose pas les bonnes questions et surtout ne trouvent pas les bonnes réponses. Peu impose ce que savait ou non le gouvernement, c'est son engagement dans la guerre en Syrie et dans de nombreux pays, la situation sociale en France qui sont à l'origine du massacre du 13 novembre, donc l'existence du régime en crise.

En mai, les Etats-Unis avaient alerté l'Europe sur les risques d'attentats - lefigaro.fr

Un rapport publié mercredi par les services de renseignements américains indique que les Etats-Unis semblaient informés que des attentats étaient imminents en France. Rédigé au mois de mai, le texte évoque la possibilité d'attaques terroristes orchestrées par l'Etat islamique en Europe. Pour arriver à ces conclusions, la sécurité intérieure américaine et le FBI se sont appuyés sur le démantèlement d'une cellule djihadiste en Belgique au mois de janvier.

Plus surprenant, dans leurs conclusions les renseignements américains évoquent Abdelhamid Abaaoud, le cerveau présumé des attentats de Paris vendredi. Tué lors d'un raid mercredi à Saint-Denis (93), le rapport le décrit comme étant l'instigateur des projets d'attaques terroristes déjoués en Belgique. Selon un responsable antiterroriste belge, «il pilotait les opérations avec son portable depuis Athènes en Grèce». En outre, concernant les auteurs des attaques, la Homeland Security a souligné qu'il s'agirait «de combattants étrangers de retour de zones de conflit, qui ont les moyens de mobiliser des extrémistes violents dans leur propre pays». Des pays comme la Syrie, où les renseignements américains disent ne pas pouvoir enquêter en raison «d'une limite de la coopération anti-terroriste avec les Etats-Unis». En tant que partenaire dans la lutte contre Daech, le gouvernement français avait sans doute connaisance de la menace, mais n'avait aucune information sur le lieu ou la date des évènements. lefigaro.fr 19.11

Il n'avait qu'à demander au juge juge Marc Trévidic qui a révélé le 14 novembre sur France2, qu'au mois de juin dernier il avait interrogé dans son bureau un membre de l'Emirat islatique qui avait affirmé qu'on lui avait demandé de préparer "un attentat dans un concert de rock" (causerie du 17.11). Or il n'existe pas des milliers de salles de concert de rock à Paris, une poignée tout au plus qu'il aurait été possible de protéger.

Mais bon, il s'agit de faire croire que les renseignements français ne savaient rien et on fait leur boulot, le gouvernement aussi, tout va très bien, ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut chercher, ils sont blanc comme neige. D'ailleurs on se demande comment Valls et Cazeneuve peuvent affirmer qu'ils ont déjoué 4 ou 5 attentats depuis le début de l'année, mais bizarrement pas celui-là qui tombe à point.

Un article de Libération d'hier apportait d'autres précieuses précisions que la DGSI et la DGSE n'ont manifestement pas exploitées. Pourquoi ?

Le 11 août, l'identité du jihadiste originaire de Molenbeek a été soufflée au juge antiterroriste Marc Trévidic par Reda H., un Français parti en Syrie mais interpellé à son retour dans l'Hexagone. En garde à vue, ce dernier a révélé avoir reçu près de Raqqa, la capitale syrienne du califat, un entraînement de six jours pour commettre des attentats en France. Entraînement à l'issue duquel des identifiants pour se connecter sur des forums cryptés et 2 000 euros lui ont été délivrés par Abaaoud. Selon Reda H., les injonctions du bourreau belge sont alors très claires : «Frapper une salle de concert pour faire un maximum de victimes.» libération.fr 19.11

ACTUALITE EN TITRES

Le même ennemi a frappé avant, pendant et après le 13 novembre.

- Une liberté attaquée par l'ennemi et restreinte par l'Etat - Liberation.fr

Quand LR autorise les manifestations et le PS les interdit.

- Attentats de Paris : une marche samedi "contre la barbarie et pour la paix" - latribune.fr

La marche est lancée à l'appel de syndicats (CGT, FSU, Solidaires) et de la Ligue des Droits de l'Homme. Elle n'a pas pour le moment été interdite par la préfecture de Haute-Garonne. latribune.fr 19.11

- Attentats : Pas de marche blanche en hommage aux victimes à Lyon - latribune.fr

La marche blanche en hommage aux victimes des attentats du 13 novembre ne pourra se tenir comme le souhaitaient les organisateurs. Elle est annulée pour raison de sécurité. C'est ce qu'ont indiqué les organisateurs sur la page Facebook de leur évènement. latribune.fr 19.11

Régime policier renforcé.

- Attaques à Paris : des policiers armés en permanence - Francetv info

- Attaques à Paris : une forte demande de sécurité - Francetv info

Ici, les Indiens mêmes quand ils n'ont rien à se reprocher, dès qu'ils arrivent à proximité d'un policier ils baissent ou tournent la tête de crainte de croiser son regard...

Rassemblement versaillais bleu-blanc-rouge

- La Marseillaise, un symbole d'appartenance - Francetv info

Rarement l'hymne national aura résonné aussi souvent que ces derniers jours, dans les rues, les écoles, les salles de concert, et même les boites de nuit, on a chanté la Marseillaise.

Place de la République, parmi les fleurs et les couronnes, le bleu-blanc-rouge a lui aussi repris des couleurs. Comme un bouclier contre la terreur. "C'est vrai que c'est souvent qu'on est très fortement touché qu'on ressent un regain de patriotisme. Même si ça peut paraître comme une illusion, je trouve ça quand même particulièrement beau", exprime un jeune homme au micro de France 3. Francetv info 19.11

Attention, il y a des illusions qui peuvent être fatales !

Quand un détraqué alimente la psychose.

- Attentats de Paris : Manuel Valls évoque des "risques chimiques et bactériologiques" - Francetv info

Ils sont décidés à vous pourrir la vie jusqu'au bout.

- Attentats à Paris : les festivités en péril - Francetv info

- Fête des Lumières : le monde économique solidaire de l'annulation - La Tribune

La cible

- Les Russes absents des Mondiaux en salle d'athlétisme en 2016 - Reuters

- Malgré ses promesses, la Russie continue à viser des cibles non-EI - LeFigaro.fr

---

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Ils sont des nôtres...

- Valls: le vote quasi unanime de l'Assemblée, un "message clair aux terroristes" - AFP

L'Assemblée nationale a adopté jeudi à la quasi-unanimité, par 551 voix contre 6 et une abstention, le projet de loi prolongeant pour trois mois l'état d'urgence post-attentats et renforçant ce régime d'exception, en vigueur depuis les attentats de Paris et Saint-Denis.

Il s'est félicité de "l'union sacrée, que nous venons de démontrer" dans "un débat de très grande qualité", rappelant que le gouvernement avait été "à l'écoute", en soutenant plusieurs amendements, dont certains de l'opposition.

"J'espère un vote conforme demain (vendredi) du Sénat (...) et ainsi l'état d'urgence sera prolongé pour trois mois avec des outils modernisés et efficaces adaptés à la menace terroriste", a-t-il dit. AFP 19.11

C'est en quelque sorte le même pourcentage (92%) de parlementaires qui en 2005 étaient favorables au TCE juste avant le référendum du 29 mai. Ils n'ont aucune légitimité pour décider de notre sort : Dégagez !

Conditionnement des masses. On ne fait qu'exhausser les voeux de la population

Ils n'ont rien trouvé de mieux pour justifier leur légitimité et les mesures liberticides qu'ils prennent.

- Neuf Français sur dix approuvent le virage sécuritaire - Reuters

Neuf français sur dix approuvent le virage sécuritaire de François Hollande après les attentats de Paris mais un sur deux ne lui font pas confiance pour mener la lutte contre la menace terroriste, selon un sondage Elabe pour BFM TV diffusé jeudi.

Sur 1.000 personnes interrogées les 17 et 18 novembre, 94% approuvent la possibilité de déchoir les binationaux de leur nationalité française s'ils sont condamnés pour terrorisme, ainsi que l'assignation à résidence des Français revenant de zones de combat en Syrie ou en Irak.

Elles sont également 94% à approuver le renforcement des effectifs des forces de l'ordre et de la justice, 88% à se dire d'accord avec le prolongement de l'état d'urgence et 87% à être favorables à une révision de la Constitution pour permettre des mesures exceptionnelles sans en passer par là.

Mais seulement 45% disent faire confiance au chef de l'Etat pour mener la lutte contre la menace terroriste, contre 54% d'un avis contraire. Enfin, 77% des sondés se disent en faveur d'un gouvernement d'union nationale.

Les mesures en question recueillent quasiment la même approbation chez les sympathisants de gauche, de droite et du centre que du FN. Le chef de l'Etat peut compter sur la confiance des sympathisants de gauche (78%) et du centre (63% des sympathisants MoDem, 51% de ceux l'UDI). Reuters 19.11

Ce sondage a été commandé par une télévision réputée acquise à l'extrême droite néolibérale, et l'institut qui l'a réalisé n'a cessé de se distinguer ces derniers mois par des sondages dont les résultats reflétaient l'adhésion de la population à l'idéologie néolibérale, alors de là à ce qu'il soit l'oeuvre de faussaires...

Maintenant je ne suis pas en France pour sentir l'état d'esprit dans lequel se trouvent les travailleurs, je compte sur vous pour m'informer, pour une fois, merci d'avance. En tout cas ce sondage ne correspond pas à l'état d'esprit de ma vieille mère qui a toujours été de droite pour l'avoir eu au téléphone il y a trois jours, elle n'était pas inquiète plus que cela et ne soutenait pas l'union nationale, mieux, contrairement à d'habitude elle m'a laissé parler.

Etat policier, terroriste, mafieux, totalitaire.

- Les États-Unis ont prélevé 219 milliards d'amendes auprès des banques mondiales - LeFigaro.fr

Les plus grands établissements bancaires américains et européens ont déjà payé des sommes folles à l'État fédéral américain. La liste n'est pas terminée. Ces amendes à répétition risquent de finir par affaiblir la reprise.

Le Financial Times révèle que les analystes de l'agence de notation Moody's ont calculé que l'État fédéral américain a perçu depuis 2008 quelque 219 milliards de dollars d'amendes sur l'ensemble du système bancaire mondiale. L'État américain n'a visiblement aucun état d'âme, il n'hésite pas à lourdement taxer les banques, y compris les établissements américains les plus prestigieux.

La liste des banques qui ont été taxées est impressionnante, on retrouve les plus grands noms, comme Bank of America, JP Morgan, Citigroup, Crédit Suisse et surtout BNP Paribas pour ne citer que les plus importantes. Rappelons que la première banque française s'est acquittée de 8,9 milliards de dollars d'amendes pour régler un litige concernant également les embargos économiques américains contre l'Iran, le Soudan et Cuba. Crédit Agricole s'en est mieux sorti avec 700 millions de dollars d'amendes.

D'autres banques sont à nouveau dans le collimateur. Barclays va devoir payer 100 nouveaux millions de dollars dans une nouvelle affaire de manipulation de changes. JP Morgan et Royal Bank of Scotland sont aussi visés. Même chose pour Deutsch Bank.

De son coté Goldman Sachs est menacé d'une amende de 50 millions de dollars. Un salarié de la banque américaine est accusé d'avoir obtenu des documents confidentiels provenant de la Fed et de les avoir communiqués ensuite à ses supérieurs.

L'ampleur de ce montant, qui équivaut à une année de produit intérieur brut (PIB) de la Grèce ou du Portugal, commence à préoccuper les experts mondiaux. Ces opérations qui peuvent s'apparenter à de véritables opérations de rackets, avec le soutien d'une opinion publique américaine très remontée contre les banques depuis la faillite de Lehman Broters en septembre 2008, risque d'affaiblir la reprise aux États-Unis et en Europe. Elles freinent le renforcement du bilan des banques concernées, les obligent à réduire les dividendes versés à leurs actionnaires et limitent leur capacité à prêter. LeFigaro.fr 19.11

Trois commentaires d'abonnés du Figaro.

1- "Les racketeurs racketés ! Pour un peu, la conclusion de l'article de M. Laskine nous ferait pleurer sur le sort de ces pauvres banquiers et de leurs malheureux actionnaires."

2- "Au pied les pays concernés !"

3- "Le mot racket n'est pas adapté, c'est la logique même du système juridique américain qui est en cause.

Par exemple notre "DSK" a dû en définitive payer plusieurs millions alors qu'aucune charge n'a été retenue...Le juridique est devenu un énorme business, il participe au PIB des USA, comme une forme d'impôt aléatoire. Pas vu pas pris.... la morale dans tout cela? Il n'y en pas... Le plus sidérant est l'absence de réaction des autres pays, alors que le juge américain se croit à peut-près tout permis vis-à-vis des autres nations... au détriment de l'idéal démocratique."

Quand vous dites que c'est le "système juridique américain qui est en cause", vous voulez dire que les Etats-Unis sont une dictature ou sont soumis à un régime d'exception permanent ce qui revient au même.

Eh bien changez d'idéal, adoptez le socialisme, c'est le seul moyen de réaliser la démocratie, il n'en existe pas d'autres !

Nouvelles de Syrie

- Syrie: 500 camions-citernes de Daech, pulvérisés par la Russie - sahartv.ir 19.11

Pas par la France ou les Etats-Unis, comme c'est bizarre, vous avez dit bizarre...

- En Syrie, les espoirs d'une transition politique douchés - AFP

Les espoirs nés à Vienne d'une sortie de conflit en Syrie ont été douchés par la remise en cause par Bachar al-Assad du calendrier pour des élections pluralistes et l'insistance de Barack Obama à réclamer son départ.

Prenant ses distances avec le compromis signé samedi à Vienne par une vingtaine de pays, dont ses alliés russe et iranien, le chef de l?État syrien a estimé dans une interview à la télévision italienne Raï qu'il ne pouvait y avoir de calendrier de transition prévoyant des élections tant que des régions étaient contrôlées par les rebelles.

"Ce calendrier pourra démarrer une fois qu'on aura commencé à vaincre le terrorisme. Vous ne pouvez rien obtenir politiquement tant que vous avez des terroristes qui s'emparent de nombreuses zones en Syrie", a-t-il dit.

Le calendrier de sortie de crise adopté à Vienne samedi prévoit lui une réunion entre le régime de M. Assad et des membres de l'opposition d'ici au 1er janvier 2016, la formation d'un gouvernement de transition dans les six mois, l'adoption d'une nouvelle constitution puis la tenue d'élections libres dans les dix-huit mois.

Pour le rédacteur en chef du quotidien syrien al-Watan, proche du pouvoir, "le président syrien est beaucoup plus réaliste que la déclaration de Vienne car, pour tout gouvernement, il est inenvisageable voire impossible d'organiser, même du point de vue administratif, de quelconques élections tant que les terroristes contrôlent des régions entières".

"Peut-on imaginer des élections à Raqa ou Deir Ezzor (provinces tenues par le groupe jihadiste État islamique)? Il faut d'abord terrasser ce fléau et que l?État soit de nouveau présent dans tout le pays avant de commencer le compte à rebours pour des élections", a affirmé à l'AFP Waddah Abed Rabbo.

Le président Obama a estimé jeudi à Manille que la guerre ne pouvait se terminer sans le départ de M. Assad, écartant des suggestions de dirigeants du Proche-Orient et européens selon lesquelles le président syrien pourrait participer à de futures élections.

"Je n'imagine pas une situation dans laquelle nous pouvons mettre fin à la guerre civile en Syrie avec Assad qui resterait au pouvoir", a-t-il déclaré.

Il prenait ainsi le contre-pied du ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov qui, quelques heures plus tôt, avait jugé "inacceptable" d'exiger le départ de M. Assad comme "condition préalable à toute union contre le terrorisme".

Jeudi, le chef de la diplomatie russe est revenu à la charge en affirmant que son pays était prêt à coopérer avec la coalition menée par les États-Unis contre l'EI à condition qu'elle respecte la souveraineté des autorités de Damas. AFP 19.11

- Un grand nombre de terroristes tués sur différents fronts, en Syrie - sahartv.ir

La force aérienne de l'armée syrienne a mené, hier, mercredi, des attaques contre les positions des terroristes de la coalition de Jaïsh al-Islam et des autres groupes terroristes, à Rif de Hama, et Idlib.

La coalition de Jaïsh al-Islam est composée de groupes terroristes, dont le Front Al-Nosra et Ahrar al-Cham. Cette coalition a pris forme, l'année dernière, par le soutien de la Turquie, du Qatar et de l'Arabie.

«L'armée syrienne a pris pour cible les positions des groupes terroristes, dont le Front Al-Nosra, dans le village de Cheikh Youssef et de Saraqeb, dans le Sud-Est d'Idlib», a annoncé une autorité militaire de l'armée syrienne.

Ces raids aériens ont eu lieu, un jour après la mort de 35 terroristes, tués, lors des opérations, menées par l'armée syrienne, dans le village d'Al-Tamana, à Rif Sud-Est.

Un grand nombre de terroriste ont été tués, lors des frappes aériennes, lancées, par l'armée syrienne, sur Rif Nord de Hama, dans le voisinage de Rif d'Idlib.

De même, les raids aériens contre les positions des terroristes, à Mourak et Atachant, à Rif Nord de Hama, ont anéanti 2 blindés et tué nombre de terroristes, dont un dénommé Al-Namas, responsable des attentats-suicides du groupe Jund al-Aqsa. sahartv.ir 19.11

- L'armée syrienne progresse sur tous les fronts - Russia Insider

Le Chef d'État-major des forces armées russes rend compte à Poutine des avancées majeures de l'armée syrienne rendues possibles par les frappes aériennes russes.

Le général Gerasimov, chef d'état-major de l'armée russe, a donné un petit briefing remarqué à Poutine mardi.

Il lui a fourni un aperçu détaillé de l'état d'avancement de l'offensive de l'armée syrienne.

Tout ce qu'il dit à propos de la situation militaire en Syrie – en particulier dans un rapport public à Poutine – devrait être traité comme beaucoup plus fiable que tout ce qui se dit sur le sujet par ailleurs.

Voici ce que dit le général Gerasimov :

« Dans le nord, dans la province d'Alep, l'armée syrienne a libéré 40 zones résidentielles, ainsi que la base aérienne de Kweiris

dont elle étend actuellement la zone de sécurité autour de l'aéroport.

L'offensive à Idlib se développe avec succès : les troupes syriennes mènent des opérations offensives actives à 20-30 km de la ville.

Dans la province côtière de Lattaquié, les militants ont été chassés de 12 zones résidentielles.

Les forces gouvernementales et les troupes d'assaut sont impliquées dans de violents combats pour le contrôle de la ville de Salma.

Sur la fracture entre Gbana et Gmam, ils ont réussi à investir un certain nombre de hauteurs tactiques et de zone résidentielles. Malgré une forte résistance des militants, les troupes syriennes continuent leur progression.

Dans le centre du pays, une offensive par les troupes gouvernementales et les unités de la milice a abouti à la capture du village de Haddad et au blocus des militants dans la ville de MHIN.

L'armée syrienne poursuit son offensive en direction de Palmyre. Depuis le début des opérations actives, les équipes d'assaut ont avancé jusqu'à 4 km, bloquant les terroristes dans le village de Maksam, elles sont actuellement en lutte pour gagner les points hauts aux abords de la ville.

Près de Damas, des combats de rue féroces délogent les militants des districts de Jaubar et Guta Est .

Pour la première fois en quatre ans de combat, l'armée syrienne a libéré 80 zones résidentielles, et repris le contrôle sur un territoire de plus de 500 kilomètres carrés. »

Cette information apporte des détails à celles déjà fournies sommairement par les Syriens ou par des reportages.

Elle confirme que l'armée syrienne fait des gains importants et progresse sur tous les fronts.

Le 18 novembre 2015 – Source Russia Insider

Traduit et édité par jj pour le Saker Francophone

Haut de page

Le 21 novembre 2015

CAUSERIE

Fabius devrait être jugé par un tribunal populaire révolutionnaire pour apologie du terrorisme et complicité d'assassinat des 130 victimes innocentes du 13 novembre à Paris. Maintenu dans sa fonction de ministre des Affaires étrangère par Hollande et Valls, ils devraient subir le même sort, vous devinez lequel, n'est-ce pas ? Et pendant qu'on y est ajoutons l'ensemble des dirigeants du PS qui ont trouvé bon de ne pas l'exclure de leur parti. La liste de ces ordures et leurs complices n'est pas exhaustive...

J'ai téléchargé hier soir une trentaine d'articles publiés à la suite du massacre du 13 novembre, on les lira demain et on verra s'il y a lieu d'en tirer quelque chose. Cela prend du temps. Je regrette qu'on ait dû arrêter de publier tous ces articles, mais à vrai dire leurs auteurs brassaient plus de vent qu'autres choses, à croire qu'ils étaient tout juste bons à leur donner bonne conscience. On est implacable envers les démagogues et les opportunistes, on est en guerre... de classe.

Le nombre de connexions au portail a battu tous les records depuis le 13 novembre. Ce serait bien que vous nous donniez des éléments sur l'état d'esprit des travailleurs, leurs réactions, celles de vos sections syndicales, des militants autour de vous, etc. Je suis sûr que nos lecteurs souhaiteraient également avoir la liste des formations politiques qui ont clairement pris position contre l'Etat d'urgence, merci pour eux de votre aide. Personnellement, j'ai noté uniquement le groupe La Commune (À bas l'État d'urgence !), et les réserves émises par le Syndicat des avocats de France et du Syndicat de la magistrature, apparemment aucun syndicat ou parti ne l'a franchement condamné. A suivre.

La vie combat et la vie continue...

Je dois aussi refaire mon potager qui a été ravagé par le cyclone et la mousson. Ce sont là nos seules préoccupations d'ordre alimentaire, j'espère que vous ne nous en tiendrez pas rigueur.

Quelques éléments de réflexions politiques

1- Si Al-Qaïda (Al-Nosra et l'Emirat islamique) sont des créatures monstrueuses que les puissances occidentales ont créées pour servir leurs intérêts, au même titre qu'Israël et l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie qui jouent le même rôle ou en sont les parrains, force est de constater que l'autre créature monstrueuse qu'est le PS et qui a toujours servi les mêmes intérêts, a bénéficié de la mansuétude et du soutien des partis du mouvement ouvrier pendant plus d'un demi-siècle.

Il n'aura échappé à personne que lors de l'intervention policière à Saint-Denis, au lieu de lancer des grenades paralysantes ou à effet neuroleptique pour neutraliser des personnes, ils les ont massacrés pour qu'elles ne puissent pas parler. Auraient-elles eu des révélations compromettantes à faire ? Pour qui ? On devine.

2- Contre-propagande.

La propagande du régime.

Il faut intervenir militairement en Syrie contre les différentes organisations issues d'Al-Qaïda, intensifier les bombardements en Syrie... Assad est responsable du développement des organisations terroristes en Syrie, il doit être éliminé.

La réponse.

Qui leur a livré des armes ?

Le gouvernement français et ceux de l'UE, ils leur ont même envoyé des instructeurs pour les encadrer et les entraîner, 13 d'entre eux ont été faits prisonniers par l'armée de la République arabe syrienne.

Qui les financent, leur achètent le pétrole qu'ils volent à la Syrie (et à l'Irak), leur servent de bases arrières ou de terrain d'entraînement, les recrutent et les fanatisent idéologiquement ?

La France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et d'autres pays de l'UE, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, la Jordanie et évidemment les Etats-Unis et Israël qui sont à l'origine de cette guerre contre le peuple syrien

Qui a fait l'apologie des barbares ou affirmé qu'ils "faisaient du bon boulot" (Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda) ?

Le ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, dans Le Monde du 2 décembre 2012.

Qui a refusé de coopérer avec les services de renseignement syriens qui disposaient d'une liste de terroristes susceptibles de se rendre en France pour commettre des attentats ?

Le Premier ministre français Manuel Valls.

Qui a bombardé des centrales électriques, des bâtiments publics en Syrie la semaine dernière ?

L'armée impérialiste du gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Le Drian

3- Le massacre du 13 novembre pourrait justifier une agression directe des puissances occidentales de la République arabe syrienne ou l'envahissement de la Syrie par les troupes de l'OTAN pour éliminer Assad qui aurait commis la faute d'avoir alimenté le terrorisme et d'avoir été impuissant à arrêter les terroristes qui se sont rendus en France pour commettre leurs attentats.

Mais pour cela il faudrait que l'OTAN passe outre l'opposition de la Russie à un tel scénario et son engagement au côté d'Assad, si tel était le cas, cela reviendrait à déclarer la guerre à la Russie et entraînerait le monde dans une Troisième Guerre mondiale.

Apparemment un tel scénario conçu par les néolibéraux américains semble pour le moment relayé au second plan, mais il existe. Les manoeuvres de l'OTAN en Europe et le déploiement de matériel et de forces militaires à la frontière de la Russie complètent ce scénario.

En attendant le gouvernement français et l'ensemble des gouvernements de l'UE préparent psychologiquement les peuples à la guerre qui aura lieu ou non, il est encore trop tôt pour répondre à cette question qui sonne comme une terrible menace sur l'avenir de l'humanité.

Il est donc urgent de désigner aux travailleurs leur réel ennemi : Il est dans votre propre pays, ce sont ceux qui ont déclenché des guerres ou ont participé à des guerres en Afrique, aux Moyen et Proche-Orient, en Europe centrale, en Asie, et qui détiennent le pouvoir de déclencher cette guerre ou d'y entraîner la population, les représentants de la classe dominante agissant pour le compte des capitalistes et sur leurs ordres, le gouvernement Hollande-Valls-Fabius-Le Drian-Cazeneuve, les députés et les sénateurs qui viennent de voter pratiquement à l'unanimité l'Etat d'urgence donnant des pouvoirs illimités à l'appareil de répression de l'Etat pour réprimer le mouvement ouvrier et les opposants à leur politique antisociale et impérialiste, de fait, les institutions de la Ve République qui légitiment à la fois l'austérité, la liquidation de tous nos droits sociaux ou la régression sociale généralisée, toutes les guerres impérialistes, avec lesquelles il faut rompre, afin de préparer les conditions politiques qui permettront au mouvement révolutionnaire du prolétariat et aux partis ouvriers qui combattent à ses côtés de les renverser et de prendre le pouvoir pour instaurer une République sociale qui condamnera toutes les guerres de rapine et oeuvrera à la paix entre tous les peuples.

Quotidiennement l'actualité politique fait référence aux institutions de la Ve République, il faudrait donc être d'une mauvaise foi incurable ou d'une malhonnêteté intellectuelle intolérable pour prétendre qu'il n'y aurait pas matière à dresser les masses exploitées contre l'Etat, ou refuser d'axer le combat politique dans cette direction.

La question est de savoir si on veut ou non renouer avec le socialisme auquel tous les partis dits ouvriers ont tourné le dos, car il n'existe pas d'autre orientation politique permettant à terme de sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons. Ajoutons que toute autre orientation politique ne servirait qu'à diviser les travailleurs et les militants, donc servirait régime et desservirait notre cause.

L'offensive tout azimut de la classe dominante en se servant de l'Etat qui est à son service contre la classe ouvrière date du début des années 90. Jusqu'à présent tous les partis ouvriers ont refusé d'y répondre au même niveau, en s'attaquant aux institutions, pire, ils n'ont cessé d'y participer... Quant à la guerre, aux nombreuses guerres dans lesquelles la classe dominante nous a entraînés contre notre gré depuis les années 80, la décision de les mener a été prise au sommet de l'Etat, par le chef des armées, les locataires qui se sont succédés à l'Elysée, le président de la République, le chef de l'Etat conformément aux pouvoirs que lui accorde la Constitution antidémocratique de la Ve République.

Au regard de ces éléments, on se demandera comment les militants ont-ils pu être aveugle au point de s'en détourner ou de refuser d'axer leur combat dans la perspective du renversement des institutions de la Ve République et l'abolition de la Constitution, surtout sachant que la crise du capitalisme ne pouvait aller qu'en s'amplifiant et les guerres se généraliser tout en répétant que l'heure de l'affrontement direct entre les classes se rapprochait, pour finalement ne pas s'y préparer et ne pas y préparer les travailleurs, ce qui de la part de leurs dirigeants relève de l'incompétence ou de la trahison ou les deux à la fois.

Ce qui est stupéfiant, mais finalement pas surprenant, c'est que ceux qui ont pu lire l'équivalent de ce discours dans les causeries des jours précédénts ne se soient pas manifestés, à croire qu'ils ne le partagent pas et continuent malgré tout de soutenir aveuglément quoi qu'ils en disent leurs dirigeants et leurs partis faillis ou corrompus.

Qu'ils comprennent bien qu'on ne les accuse pas ou qu'on ne tient pas à les accabler car ce serait commettre une injustice et une faute politique, on ne fait que dresser un constat, navrant et qui n'augure rien de bon pour la suite. Il faut qu'ils sachent pour ne pas être pris au dépourvu, que si en présence d'un état de guerre leurs dirigeants ne sont pas capables d'offrir la moindre résistance ou d'y apporter une réponse qui soit à la hauteur de la menace qui pèse sur nous, c'est qu'ils ne valent pas mieux que ceux qui avaient capitulé le 3 août 1914. Et notez bien qu'on l'avait déjà mentionné il y a une dizaine d'année en arrière, les faits n'ont fait que le confirmer, hélas !

Nous allons continuer ce combat dans des conditions difficiles du fait de mon éloignement de la France. Je demande aux militants ou aux travailleurs qui se connectent sur ce portail de nous communiquer les prises de position de syndicats ou de sections de partis ouvriers qui exigeraient la levée immédiate de l'état d'urgence ou qui le braveraient, tout acte de résistance à l'état d'exception en train de s'installer durablement en France. Nous vous garantissons l'anonymat total, sauf avis contraire de votre part, un principe qu'on a toujours respecté.

Les quelques militants qui m'ont contacté attendent tout de moi, c'est impossible, je ne peux pas en faire davantage, désolé. Après avoir échangé de multiples courriels, j'ignore encore dans quels secteurs d'activité ils interviennent, dans quelle commune, de quelle génération ils sont, et ils ne m'ont pas envoyé un seul document ou article, ils ne m'ont fait d'aucune discussion qu'ils auraient eu avec d'autres militants ou des travailleurs, c'est à peine s'ils ont évoqué leurétat d'esprit, ce qui n'est pas fait pour me facilité la tâche ou les aider à répondre à leurs questions ou encore préparer la suite. Tout cela ne m'avait pas échappé évidemment, même si je n'en ai pas fait état, c'était peut-être une erreur, disons et je le répète, je n'ai jamais eu l'intention de me prendre pour un dirigeant, donc je n'ai pas cru bon de leur demander des informations qu'ils ne m'avaient pas données car ne me sentant pas autorisé à leur demander, cela parce que j'ai beaucoup de principes et de scrupules contrairement à nos dirigeants.

Une fois j'ai proposé d'organiser une vidéoconférence avec Skype, je n'ai eu aucune réponse, alors que leurs noms n'apparaîtraient nulle part, j'avais estimé que c'était un moyen pratique et gratuit s'ils disposaient d'une connexion Internet illimitée pour mettre en rapport des militants qui partagaient en grande partie nos idées ou positions, pour peut-être pouvoir avancer vers quelque chose de plus concret, faire en sorte qu'ils se rencontrent s'ils le souhaitaient, essayer de se structurer et définir

des tâches, se les partager, sachant que mon rôle serait forcément limité ou se bornant à leur servir de modérateur si l'on veut, à savoir, faire en sorte que la discussion ne parte pas dans tous les sens ou que nos désaccords ne prennent pas le dessus et qu'on s'en tienne à l'essentiel.

Ils savent par expérience qu'avec moi on peut aborder librement absolument tous les sujets, et pour avoir sans cesse à l'esprit qu'on ne peut les aborder que sous des angles différents au regard de notre expérience, chaque désaccord d'où qu'il vienne ferait l'objet du même traitement, c'est-à-dire qu'on mobiliserait la totalité de nos facultés et connaissances pour analyser les différents points de vue afin de parvenir à réduire nos désaccords si c'étaitpossible, ou tout du moins si ce n'était pas le cas évacuer ceux qui n'étaient pas sérieux et qui pourraient nous empoisonner l'existence inutilement, pour finalement ne conserver qu'un minimum de désaccords que la lutte des classes trancherait sans en faire un drame personnel, dès lors qu'on aurait respecté scrupuleusement les différents points de vue en présence ou qu'on leur aurait accordé la même attention. L'essentiel, c'est qu'on partage la même orientation politique et qu'on ne dévie pas de notre objectif, tout désaccord sur la tactique ou des questions théoriques étant secondaire.

Je crois que c'est de la sorte que Lénine concevait le fonctionnement du parti ou les rapports entre les militants dans le parti, de manière à ce que le droit de tendance soit respecté, tout en permettant au parti d'être en ordre de bataille. Lorsque le fonctionnement du parti est réellement démocratique, lorsque survient un désaccord sur l'orientation du parti, soit on le traite sérieusement et il n'y aucune raison de ne pas en venir à bout, c'est le genre de situation que Lénine avait dû affronter à son retour d'exil en avril 1917, soit le parti est menacé de scission ou de dislocation. N'étant pas Lénine et aucun dirigeant ne pouvant prétendre avoir ses capacités, on doit concevoir que les tactiques que nous serions amenées à adopter ainsi que nos analyses ou l'élaboration de notre ligne politique, devraient être davantage le produit d'une réflexion collective plutôt que celle d'un seul militant ou dirigeant, cela permettrait d'éviter bien des travers dangereux ou détestables qui ont pourri de l'intérieur pratiquement tous les partis.

Quand on dit que nos idées ne nous appartiennent pas et qu'on ne doit pas s'identifer avec, ce n'est pas un exercice de style auquel on se livre, c'est justifier par le fait que nos idées sont la somme ou plutôt la substance ou le résultat des idées qui provenaient en grande partie d'autres personnes ou militants. C'est un peu comme les faits que l'on collecte ou rassemble et qu'on met en ordre pour interpréter la situation, on pourra revendiquer cet exercice mais pas les faits eux-mêmes. Or cet exercice n'est pas sans risque ou ne présente pas un niveau de vulnérabilité égale à zéro, d'où l'intérêt de confronter fraternellement les différentes interprétation de la situation qui peuvent surgir, pour ne retenir que celle qui nous semble la plus cohérente et sérieuse, sans interdire à quiconque de la contester, là encore c'est la lutte des classes qui tranchera. On notera au passage qu'il peut arriver que l'interprétation retenue par la majorité des dirigeants ou des militants ne soit pas forcément correcte, d'où là encore l'importance que le droit de tendance soit intégralement respecté pour corriger le tir si c'était nécessaire, dans le cas contraire le parti serait voué à la décomposition et éclaterait un jour ou l'autre, ce qui n'est pas vraiment le but recherché.

Dès lors qu'on partage la même orientation et le même objectif, la lutte intransigeante contre le régime et ses représentants ainsi que la prise du pouvoir par la classe ouvrière, on ne doit négliger aucune critique, aucun désaccord qui proviendront d'une sur ou sous-estimation de certains facteurs et le rôle qu'ils jouent dans la lutte des classes, à moins qu'on ait ignoré involontairement certains faits, ce qui peut arriver à n'importe qui. Il faut donc en chercher ensemble et honnêtement l'origine. Cela implique que tout militant puisse s'exprimer sans crainte ou librement.

Je pense que dès lors qu'on a des intentions honnêtes ou parfaitement identifiées et que chacun peut le vérifier, il n'y a pas lieu de cacher quoi que ce soit aux autres militants qui seront invités à faire de même. C'est seulement ainsi qu'un véritable esprit de camaraderie peut se développer dans le parti, sans chercher à tout prix à ce que tous les militants se ressemblent, sans faire la chasse aux préjugés que certains peuvent avoir conservés, sachant que nous n'aurons pas tous atteint le même niveau de conscience, on s'efforcera de faire en sorte que chaque militant participe aux activités et à la vie du parti et puisse progresser à son rythme, car il sera trop tard pour y penser lorsque l'heure de passer à l'assaut du régime aura sonné ou de se mobiliser pour le vaincre.

La tâche qui nous attend est immense et nous avons pris un retard colossale qu'on peut cependant combler rapidement si on s'en donnait les moyens. Tout est une question de détermination et d'organisation. C'est comme dans la vie en général, il faut savoir ce qu'on veut vraiment et ce qu'on est prêt à faire ou à sacrifier pour y arriver. Là personne ne peut le savoir à notre place ou nous le dicter, il y en a qui ont essayé et apparemment cela ne fonctionne pas.

En oligarchie ou le nouvel ordre mondial. Quand la guerre au terrorisme signifiait la guerre à tous les peuples.

- Pousser les masses vers la guerre totale - sahartv.ir 20.11

Par Larry Chin.

Nul besoin de souligner le caractère indicible et répugnant des atrocités commises le 13 novembre 2015 à Paris. Mais ce que l'on ne dit pas au lendemain des attentats — ce que passent sous silence les médias de masse — est de façon prévisible révélateur et

de mauvais augure.

Tout comme au lendemain du 11 septembre, les gens de partout dans le monde sont soumis à la provocation, à l'agitation et à la mobilisation; la peur, l'horreur, la rage et la consternation sont canalisées et modulées de manière à susciter une vague collective vengeresse et haineuse. La haine envers quoi, envers qui? Le groupe État islamique a revendiqué les attentats. Mais qui est ce groupe? Le fait que l'on refuse volontairement d'admettre est que le groupe État islamique est l'outil politico-militaire de l'Occident, guidé par le renseignement, et créé, entraîné, financé, conseillé et protégé par l'Occident et par l'OTAN — ce qui inclut la France.

Le groupe État islamique et l'extrémisme islamique, dont Al-Qaida, agissent pour le compte de l'OTAN au service des intérêts géostratégiques de l'Occident.Sous la supervision de la CIA, du MI6, du Mossad, de l'ISI pakistanais et autres, les services de renseignements de l'Occident mènent les terroristes du groupe État islamique. Le terrorisme djihadiste n'existerait pas sans le soutien de l'Occident ; il a débuté à l'époque de la guerre froide, s'est poursuivi durant le conflit des Balkans, a explosé avec les événements du 11 septembre et la « guerre au terrorisme », et continue de métastaser avec la prétendue guerre contre le groupe État islamique, qui n'est que la poursuite, sous un autre nom, de la même guerre criminelle de tromperie entièrement orchestrée.

En définitive, l'Occident et ses architectes de guerre portent la responsabilité de tous les actes de terrorisme perpétrés par leurs propres troupes de choc terroristes.Comme le fait remarquer Michel Chossudovsky : « l'idée selon laquelle les attentats de Paris seraient un acte de représailles et de vengeance à l'endroit de la France est discutable et contradictoire dans la mesure où les faits confirment que la France a fait passer des armes aux rebelles djihadistes présents en Syrie, notamment au front Al Nousrah et à ISIS. ».

Et s'il s'agissait d'un « retour de bâton »? Si les terroristes de Paris étaient devenus « récalcitrants » et s'en étaient pris à leurs propres commanditaires? Si ces cellules terroristes étaient devenues « incontrôlables »? Si ces groupes ou d'autres encore avaient tout simplement « disjoncté » pour des « raisons inexplicables »?

Et qu'en est-il de l'hypothèse (très peu probable) voulant que la CIA, la NSA, les renseignements français, le Mossad, etc. — autant d'organismes dotés des capacités d'espionnage les plus poussées de la planète — auraient soudainement et simultanément perdu toute trace de ces terroristes? Voilà autant de faux-fuyants. L'Occident n'en porte pas moins la responsabilité des gestes commis par ses agents. L'Occident n'a pas « perdu la maîtrise » du groupe État islamique. En fait, les terroristes sont utilisés avec une efficacité et une efficience remarquables. Le chaos et le pillage n'ont rien d'aléatoire. Les atrocités sont voulues. N'eût été l'« interférence » inopportune des Russes, l'empire anglo-américain dominerait aujourd'hui un territoire supérieur à celui qu'il contrôle déjà. Le régime syrien serait sans doute déjà tombé.

C'est la politique guerrière anglo-américaine qui a donné le champ libre au terrorisme. Elle continue de favoriser, de fomenter et de répandre le terrorisme à une échelle inimaginable, et il n'y a pas de fin en vue. La trace de sang reconduit à cette politique et à ses décideurs. Cette crise apocalyptique n'est pas une guerre « contre le terrorisme », mais une guerre « de » terrorisme, menée par des terroristes, guidée par des terroristes, et par des criminels de guerre psychopathes qui se placent au-dessus de la loi.Ils n'ont nullement l'intention de mettre fin au terrorisme. En fait, c'est tout le contraire : les armées terroristes de l'Occident sont un atout majeur utilisé pour infiltrer et déstabiliser, pour renverser les régimes que l'OTAN cherche à se rallier, à envahir et à conquérir. Et ils tombent ainsi, l'un après l'autre : d'abord l'Iraq et la Libye, puis les évènements actuels en Syrie, tout cela pour la réalisation d'ambitions plus vastes encore. La « guerre contre le groupe État islamique » ne concerne même pas ce groupe, et ce, quels que soient les atrocités commises par les tueurs d'ISIS/ISIL eux-mêmes.

Cette guerre est, et a toujours été, une guerre mondiale entre superpuissances opposant l'Occident à la Russie et à la Chine, et ce, partout où le dictent les intérêts de l'Occident et de ses grandes entreprises, qu'ils soient géostratégiques ou axés sur les ressources.L'aspect « spectaculaire » du bain de sang — l'ampleur et l'intensité indicibles des meurtres — n'en deviendra que plus excentrique et plus « créatif » à mesure que ceux qui planifient la guerre rechercheront avec toujours plus de désespoir les moyens de maintenir les masses faciles à distraire de leur pays respectif galvanisées par la peur, prêtes à soutenir leur calendrier de guerre élargi et leur engagement accru sur les lignes de front. À qui tout cela profite-t-il? Qui profite de la militarisation de la France et de son peuple? Les mêmes forces qui ont tiré profit de telles atrocités depuis le 11 septembre. Tous les gouvernements qui cherchent à déstabiliser, à envahir et à conquérir le sous-continent eurasien, y compris le Moyen-Orient et l'Asie centrale, voire au-delà. Tous les gouvernements qui cherchent à opérer un changement de régime en Syrie : l'OTAN.

Les expressions théâtrales de remords des dirigeants masquent la realpolitik, l'attitude sociopathique froide et calculatrice voulant que la guerre soit une industrie, que les tueries soient un instrument de la « victoire » et que les massacres d'innocents soient des « dommages collatéraux nécessaires ». Trois mille morts le 11 septembre. Un avion de ligne rempli de touristes russes. Des dizaines de milliers de victimes de massacres au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Afrique. Plus de cent vies anéanties à Paris. Tout ça, en une seule journée de travail.

La ligne d'action actuelle justifiée par la propagande et les gros titres sanglants est qu'il nous faut intensifier davantage encore la « guerre totale » sans fin. Le président Hollande reprend maintenant à son compte les expressions de « guerre qui n'aura pas de fin de notre vivant » de Dick Cheney et d'« avec nous ou contre nous » de George W. Bush. La propagande en cours voudrait que

les événements de Paris soient la preuve qu'il est plus que temps d'opérer un changement de régime en Syrie, présentée comme le « foyer » du terrorisme où le groupe État islamique serait devenu « incontrôlable ». Le régime Assad « n'a pas su les arrêter »; par conséquent, ce régime, tout comme les « terroristes », doit être « éliminé ».Ce n'est pas une coïncidence si Paris a incité le président Barack Obama à promettre l'escalade de la participation militaire en Syrie. Plus précisément, c'est l'invasion ouverte de la Syrie qui a reçu le feu vert. L'invasion de la Syrie par des « troupes au sol », déjà en cours, s'en trouve maintenant accélérée. Il ne fait aucun doute qu'Obama souhaite achever la tâche avant son départ en 2016. Une nouvelle série de frappes aériennes sur Raqqa, en Syrie, a commencé moins de 48 heures après les attentats de Paris.Et qu'en est-il des attentats de Paris eux-mêmes?

La version officielle est en cours d'écriture. Même si nous n'en sommes encore qu'au début, les questions sur ces attentats se multiplient. Les similarités avec l'opération sous fausse bannière du 11 septembre abondent. Pour citer le New York Times, il « est malaisé de dire comment un plan aussi complexe et aussi meurtrier a échappé à l'attention des services de renseignement, tant en France qu'à l'étranger ». Mais les faits qui apparaissent laissent croire que les services de renseignement non seulement savaient, mais qu'ils en savaient suffisamment pour se préparer aux attentats, ce qui laisse entendre qu'ils auraient laissé faire. La France était informée de l'imminence d'attaques et des préparatifs étaient en cours des semaines avant le 13 novembre. Mentionnons à titre d'exemple les réunions d'urgence avec le directeur de la CIA John Brennan et les exercices de préparation inhabituellement précoces des premiers intervenants — qui étaient justement à pied d'œuvre à Paris le 13 novembre. Une cyberattaque massive — dépassant les capacités des terroristes – a neutralisé les systèmes de sécurité français avant et durant les attentats. Les responsables français connaissaient les assaillants et les suivaient sans cesse depuis un bon moment, mais ils n'ont rien fait pour les arrêter.

De l'orchestration et de l'exécution des atrocités elles-mêmes jusqu'à la réaction des autorités, les signes de longue planification, de scénarisation, de montage chorégraphique et de calculs sont manifestes. On invoquera des excuses ayant trait à l'incompétence (« nous avons été pris par surprise »), au désespoir et au chaos (« nous ne sommes pas en mesure de prévoir ou d'empêcher quoi que ce soit ») et autres variantes. Mais personne n'apportera la preuve du contraire. D'après les agents de la CIA, les « experts en terrorisme » de groupes de réflexion et autres vantards bellicistes qui n'ont eu de cesse de débiter leurs absurdités sur CNN durant toute la nuit et la journée qui ont suivi les attentats de Paris, il y aurait désormais une « nouvelle normalité ». Il faut résister à ce genre de lavage de cerveau.Malgré le chaos et la panique, il ne faut pas perdre de vue le contexte élargi.

C'est la guerre elle-même — ainsi que ses architectes et leurs agents meurtriers — qu'il nous faut condamner. Les assassins qui ont exécuté de sang-froid des personnes innocentes ont agi sur les ordres d'agents, eux-mêmes placés sous les ordres d'autres agents qui, à leur tour, ont reçu leurs ordres d'individus occupant de hauts postes de pouvoir. Ce sont ces individus qui doivent être identifiés et dénoncés, et c'est à leurs projets de guerre qu'il convient de résister, ce sont ces projets qu'il convient de stopper, et ce, pour le bien de ce qui reste de l'humanité. sahartv.ir 20.11

Ce ne sont pas des "individus" parfaitement identiifiés ou que le monde entier connaît, Bush, Obama, Blair, Cameron, Sarkozy, Hollande, Roy, Renzi, Tsipras, etc. qui seraient remplacés par leurs clones s'ils étaient écartés du pouvoir, mais le régime capitaliste qu'il faut abolir au profit du socialisme.

Terrorisme international. Les Etats-Unis au banc des accusés.

- "Il faut s'allier avec l'Iran et la Russie contre Daech" (F. Fillon) - sahartv.ir

L'ancien Premier ministre français et député du parti Les Républicains (LR), François Fillon, a prôné la formation d'une alliance avec l'Iran, la Russie et la Syrie, afin d'éradiquer le groupe terroriste Daech.

François Fillon, ancien Premier ministre français, a critiqué l'Elysée, pour avoir formé une mauvaise alliance avec certains pays du Moyen-Orient. Il a, ensuite, réclamé la formation d'une alliance internationale, composée des pays occidentaux, de la Russie et de l'Iran. Il a, également, prôné une coopération étroite avec l'armée syrienne, dans l'objectif de lutter contre les terroristes de Daech. C'est qu'a déclaré François Fillon, lors d'une interview exclusive, accordée à un hebdomadaire, ayant pour titre «La Coalition anti-Daech doit comprendre la Syrie».

«Pour éradiquer Daech, il faut, d'abord, bien choisir les pays qui doivent constituer une coalition anti-Daech. Je pense que la Russie et l'Iran sont, particulièrement, deux options très importantes, à ce propos», a déclaré Fillon. sahartv.ir 20.11

- "Washington et ses alliés sont à l'origine de Daech" (Lavrov) - sahartv.ir

«Le groupe terroriste Daech a été créé par ceux que les Etats-Unis avaient emprisonnés, pendant un certain temps, en Irak et en Afghanistan, mais qu'ils ont libérés, ensuite», a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères.

Sergueï Lavrov, le Chef de la diplomatie russe, a déclaré, sur les ondes d'une chaîne de radio, que l'Occident et ses alliés régionaux avaient exhorté les terroristes, les extrémistes et les miliciens étrangers à attaquer le processus politique, en Syrie, afin de renverser le gouvernement Assad. «Ils ont, finalement, perdu le contrôle de l'affaire, et les groupes terroristes et les miliciens étrangers, qui avaient été soutenus par l'Occident, ont procédé à la mise en place du groupe Daech. Les mêmes

personnes que les Etats-Unis avaient emprisonnées, en Irak et en Afghanistan, et qui ont été, ensuite, libérées, ont mis en place le groupe Daech», a souligné M. Lavrov. sahartv.ir 20.11

ACTUALITE EN TITRES

Enfin une "excellente semaine". Vive la guerre et la barbarie s'écrie les marchés !

- Wall Street achève une excellente semaine par une dernière hausse - AFP

- Plus forte hausse hebdomadaire des marchés européens en un mois - Reuters

Ils en ont "rêvé" et leur voeu se réalise, quel bonheur !

- Contre «l'impuissance», ces jeunes qui choisissent l'armée - Liberation.fr

Depuis les attentats de vendredi, des volontaires affluent pour s'engager dans l'armée. Garçons et filles rêvent de défendre la France, mais aussi de trouver un emploi stable. Liberation.fr 20.11

Ils en crevaient d'envie. Ils appliquent l'état d'urgence dans les heures qui ont suivi son adoption.

- À Sens, le premier couvre-feu décrété en France - LeFigaro.fr

Après des perquisitions dans la commune de l'Yonne, le préfet a décidé d'interdire la circulation piétonne et routière entre 22 heures et 6 heures du matin.

C'est le premier couvre-feu instauré depuis les attentats du 13 novembre et la déclaration de l'état d'urgence. À Sens, les rues du quartier sensible de Champs-Plaisants devraient être désertes dans les soirées de vendredi, samedi et dimanche, de 22 heures à 6 heures du matin. Cette mesure d'urgence, décrétée vendredi par le préfet de l'Yonne, Jean-Christophe Moraud, interdit la circulation piétonne et routière - sauf pour les véhicules d'urgence - et s'applique à l'ensemble des quelque 7000 habitants de ce quartier chaud de la ville

«La violation du couvre-feu est punie de deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 750 à 30.000 euros ou de l'une de ces deux peines seulement», rappelle l'arrêté du préfet, rappelant la loi de 1955. LeFigaro.fr 20.11

Horreur, le soufflé serait-il déjà retombé ?

- A Paris, les hommages aux victimes peinent à mobiliser - LeMonde.fr

A moins que la psychose fonctionne à fond ?

- Une semaine après les attentats de Paris, les ventes de places de concerts dans la capitale ont baissé de 80% - Atlantico.fr

Leurs victimes innocentes dont tout le monde se fout.

- Double attaque contre une mosquée chiite en Irak, neuf morts - Reuters

- Attaque à Bamako: 27 morts dans la prise d'otages revendiquée par un proche d'Al Qaïda - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Liban

- Le Liban appelle la Russie à l'aide - sahartv.ir

Le ministre libanais des Affaires étrangères a fait part de la demande éventuelle d'aides militaires anti-terroristes, de la part du Liban.

«Beyrouth demandera, probablement, à Moscou, des aides et des coopérations militaires, pour lutter contre le terrorisme», a affirmé à la chaîne d'information Russie 24, Gibran Bassil, le ministre libanais des Affaires étrangères, en visite, à Moscou.

«Le Liban entend, en premier lieu, utiliser sa capacité interne, pour combattre le terrorisme, mais si le besoin s'en fait sentir, il demandera ensuite à la Russie de l'aider dans cette lutte», a ajouté Gibran Bassil.

«Beyrouth à l'intention d'examiner la question des réfugiés syriens», a-t-il indiqué, en allusion à la poursuite des négociations, sur la Syrie.

A la suite de la récente explosion terroriste, à Dahiya du Sud, à Beyrouth, Vladimir Poutine, le Président russe, a fait part dans son message à l'adresse de Nabih Berri, le Président du Parlement libanais, de sa disponibilité à coopérer avec ce pays dans la lutte contre le terrorisme. sahartv.ir 20.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- L'entrepreneur corse Patrick Rocca reprend la SNCM, 600 postes supprimés, grève votée - AFP

L'entrepreneur corse Patrick Rocca a été choisi vendredi à Marseille pour reprendre la SNCM, une décision qui va entraîner près de 600 suppressions de postes sur un peu plus de 1.400 et qui a été suivie par le vote d'une grève reconductible dès vendredi soir.

Dès le jugement rendu, les salariés de la compagnie se sont réunis en assemblée générale sur un ferry de la compagnie et ont décidé de se mettre en grève immédiatement. Ils ont voté un arrêt de travail reconductible avec occupation des bateaux. Un préavis avait été déposé le 10 novembre par l'intersyndicale, à l'exception du Syndicat des travailleurs corses. FO a aussi fait savoir vendredi soir qu'il n'appelait pas à la grève, évoquant des "mouvements perpétuels qui ont largement contribué au déclin de l'entreprise". AFP 20.11

A FO on voit que le énième tournant droitier des lambertistes porte ses fruits...

Haut de page

Le 23 novembre 2015

CAUSERIE

Cette causerie m'a épuisé !

A chacun de choisir son camp.

- Adopter la position ni Assad ni Daesh, revient à livrer la République arabe syrienne aux barbares sachant que seul Assad incarne et peut incarner la souveraineté et l'unité de la Syrie et du peuple syrien...

Hier valait mieux encore le fascisme et la guerre que la révolution socialisme et la paix, toute proportion gardée sachant qu'Assad incarne une république démocratique bourgeoise et laïque et non le socialisme.

- Ne pas faire de distinction entre les bombardements des Américains et leur coalition et ceux des Russes, c'est faire le jeu des hordes barbares qui ont déferlé sur la Syrie pour la détruire et massacrer son peuple afin de parvenir à renverser le régime et s'emparer du pouvoir pour le compte des Américains

Le POI a officiellement scissionné ou éclaté en deux partis.

Désormais il existe le POI et le POID.

Communiqué du POID - Paris, le 22 novembre 2015.

Extrait.

- Confrontés à la crise du POI — qui a vu deux congrès issus de celui-ci se tenir ce week-end — les délégués ont constaté, d'une part, que le congrès pour le POI des origines représentait légitimement le Parti ouvrier indépendant, tant par le nombre d'adhérents que par la continuité de sa politique et la fidélité au manifeste de fondation de 2008, et, d'autre part, que la situation ainsi créée pouvait être source de troubles pour les travailleurs, militants et jeunes.

Dès lors, tant pour lever les confusions que pouvait entraîner une situation où deux formations politiques auraient le même sigle que pour se tourner résolument vers les tâches de construction, ils ont estimé nécessaire de préciser l'appellation du parti : Parti ouvrier indépendant démocratique.

- Constatant l'écho rencontré par la diffusion de La Tribune des travailleurs, qui passe cette semaine le cap des 2 000 abonnés, le congrès a décidé que La Tribune des travailleurs serait l'organe du Parti ouvrier indépendant démocratique. Fin de l'extrait.

Si un militant nous envoyait *La Tribune des travailleurs* nous mettrions quelques pages en ligne.

Un courriel reçu d'un camarade du POI.

- "*On se méfie d'internet car ceux d'en face nous espionnent et nous pondent des assignations pour modification de comportement portant atteinte à la sécurité de l'état qu'ils contrôlent ; je suis intervenu parmi mes camarades pour protester contre le dernier IO qui ne formalise pas la levée de l'état d'urgence, arrêt des bombardements, retrait des troupes ; le congrès en cours n'y changera rien car présenté comme tactique pour éviter dissolution, annulation de la manif du 5 prochain, par des militants du CCI ; le combat est donc à l'intérieur du parti pour convaincre, conforté par une grande partie des gens que je côtoie qui refuse cette entreprise de guerre et cette dictature dite urgente, à plus.*"

Internet a toujours fait l'objet d'une surveillance de la part des autorités. Les lois qui ont été adoptées en France et dans de nombreux pays ont seulement servi à légaliser et à légitimer une pratique courante afin de pouvoir étendre le champ de cette surveillance, et ils se sont servis des opérations terroristes qu'ils ont montés eux-mêmes pour que la population y adhère.

Je me souviens encore un dimanche matin quand je diffusais sur le marché à Clichy (92) entre 1978 et 1981, on avait observé un type posté de l'autre côté du boulevard Jean Jaurès devant la mairie en train de nous photographier.

On l'avait surpris, parce que nos dirigeants en plus de nous avoir soumis à un régime digne de figurer sous un régime militaire hérité de la clandestinité 35 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale (pseusonyme et langage codé), nous avait inculqué la crainte des provocations, des agents infiltrés dans le parti et celle de l'agression sur la voie publique qui devait contribuer à agir sur la personnalité des militants et la modifier de telle sorte qu'ils deviennent plus ou moins paraoïaques ou schizophrènes, ce qui devait permettre de mieux les contrôler. En réalité cette crainte qu'on nous avait inoculée portait sur tout ce qui était extérieur au parti, cela allait des gens ou des militants qu'on pouvait être amené à rencontrer, aux publications des autres partis, de sorte que bien qu'on intervenait publiquement dans la lutte des classes, on était pour ainsi dire coupés du reste de la société. Cela allait encore beaucoup plus loin, mais bon, on ne va pas perdre son temps avec cela. On retiendra que c'est le meilleur moyen pour développer un état d'esprit semblable à celui qui existe dans les sectes.

Le IO n° 378 a littéralement zappé l'état d'urgence et les décisions annoncées par Hollande dans la foulée du carnage du 13 novembre, c'est le seul parti en France à avoir agi de la sorte. Honte à ses dirigeants ! Mais à mon avis c'est un sentiment qui leur est étranger ou qui ne peut pas les atteindre.

Ton combat est louable, il faudrait chasser tous les dirigeants et cadres du POI qui se satisfont de ce numéro d'Informations ouvrières ou l'absence de prise de position de ton parti. Si le conditionnel exprime un potentiel réalisable au moment où on l'emploie ou dans un futur proche, je ne suis pas du tout certain qu'il soit vraiment approprié ici, sauf à se faire des illusions.

Les dirigeants du POI tout comme ceux du NPA, de LO ou du PCF, du Front de gauche tiennent en permanence un double langage et jouent un double jeu, à l'instar du PS autrefois, beaucoup moins depuis 1981, ou encore les dirigeants des syndicats.

On peut décider de ne pas en tenir compte ou de s'en accommoder, et se dire que l'essentiel serait ailleurs, on se demandera bien où, car finalement c'est cette pratique détestable qui a mené le mouvement ouvrier et son avant-garde où ils en sont aujourdhui.

La plupart des militants refusent de l'admettre, ils ne veulent pas ou ils ne parviennent pas à comprendre que cela a toujours fait le jeu du régime au lieu de servir notre cause, alors que le constat qu'on a sous les yeux est sans appel, la mise en place d'un nouvel ordre mondial synonyme d'une dictature absolue est devenu une réalité tangible, palpable, doté de nombreuses institutions supranationales, que certains découvrent seulement aujourd'hui, alors qu'il n'a cessé de marqué des points ou de franchir de nouvelles étapes depuis 1944, pendant que l'espoir de pouvoir renverser le régime et changer la société ou passer au socialisme n'a cessé de reculé ou a été quasiment abandonné.

Malgré tout, cela n'empêchera pas de nombreux militants qui n'ont manifestement jamais saisi ce qu'était réellement le socialisme ou le marxisme, qui de fait se sont détournés de ses objectifs politiques ou les ignorent, de vanter les vertus de ce double jeu que l'on caractérisera de concession, conciliation, collusion, de compromission avec le régime parce qu'elle aurait permis des avancées sociales, une meilleure répartition des richesses entre les classes en somme qui nous ramène au réformisme bourgeois que combattirent avec acharnement Marx, Engels, Lénine et Trotsky, parce que cette conception de la lutte de classe contribuait à enchaîner davantage les masses exploitées au capitalisme et à les entraîner dans son sillage dans la guerre et la barbarie.

Accepter ce double langage et ce double jeu, c'est lié le sort du prolétariat à celui que le régime lui réserve, c'est abandonné l'objectif politique pour lequel le mouvement ouvrier combattit depuis l'Association internationale des travailleurs (1864). Finalement cela revient au lieu de combattre pour briser nos chaînes à les revendiquer, en espérant que notre geolier consentira à y ajouter quelques maillons histoire de nous soulager ou nous rendre la vie d'esclave plus supportable ou à subordonner la lutte de classe que nous menons dans cette unique perspective, une fois abandonné celle de notre émancipation du capital ou du socialisme.

On notera que tous les intellectuels qui rejettent le socialisme ou les enseignements de la lutte des classes que nous ont légués les marxistes, qui sont incapables ou qui refusent de rompre avec le capitalisme emploient la même méthode.

Quand nous évoquions le risque d'une dictature quelques jours avant le 13 novembre et depuis bien plus longtemps encore

Pendant que le développement de la situation en France (et dans tous les pays dits développés) tendait de plus en plus ouvertement vers l'instauration d'une dictature ou le fascisme au fil de l'évolution de la crise du capitalisme sans issue, et nécessitait de concentrer le combat politique contre l'Etat et les institutions de la Ve République, certains axeront leur politique contre l'UE ou prôneront le retour à la démocratie, la défense de la République qu'aurait incarné à un moment donné l'Etat, cet Etat, le même Etat, l'Etat bourgeois, des capitalistes, anti-ouvrier, antisocial, colonial, impérialiste, qui comme par enchantement aurait incarné autre chose un jour, autrefois.

On ne sait pas trop quand au juste, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale peut-être, lorsque cet Etat et cette République, la IVe, devait mener la guerre en Indochine, puis en Algérie, etc. tout en continuant de piller l'Afrique, à soutenir Israël, à moins que ce ne soit sous la Ve qualifiée de bonapartiste et d'antidémocratique et qui institutionnalisera le dialogue social et continuera le pillage de l'Afrique, la reconstruction de l'Etat et de la capacité industrielle du capitalisme français sur fond d'augmentation de la productivité, la mise au travail systématique des femmes ou leur exploitation qui sera présentée comme un progrès social, le tout avec le soutien de la SFIO, du PCF et des syndicats, allaient permettre aux capitalistes d'accumuler à nouveau de gigantesques profits dont ils allaient faire profiter généreusement leurs esclaves au détour de la lutte de classe du mouvement ouvrier déjà complètement corrompu par le réformisme et qui allait être subordonné à cet unique objectif, au point de se détourner totalement de l'objectif initial de son combat, la lutte pour son émancipation du capital ou pour le socialisme...

Bref, autrement dit ce qu'ils réclamaient correspondait exactement à l'inverse de l'objectif qu'on devait se fixer, renverser les institutions en place pour instaurer une République sociale, un Etat ouvrier, la démocratie de la majorité sur la minorité que Marx a appelé la dictature du prolétariat et qui pour cette raison effraie tant nos braves révolutionnaires et anticapitalistes. Voilà un bel exemple de double langage et de double jeu.

Défendre la République démocratique bourgeoise, l'Etat bourgeois contre ceux à Bruxelles, Washington ou ailleurs, à la Bourse par exemple voulaient les liquider, devait nous aider à avancer vers le socialisme ou à en finir avec le régime, or c'est tout l'inverse qui s'est produit en réalité. Non seulement cela n'a pas pu éviter que les valeurs de la République soient de plus en plus souvent piétinés et que les principes de la démocratie soient soumis au même régime, mais en plus cela n'a permis ni d'élever le niveau de conscience des masses ni de les organiser ou de contruire le parti, de doter le prolétariat d'une nouvelle direction, de le préparer aux futurs affrontements avec la classe dominante et son Etat devenu encore plus policier lorsqu'ils passeraient à l'offensive contre tous nos droits sociaux et politiques.

Ils ont défendu leur République et leur Etat sans que le prolétariat et le mouvement ouvrier n'en tirent le moindre profit à terme, cette précision est importante et les militants feraient bien de se le graver dans le cerveau une fois pour toute, sinon d'être plus amarrés que jamais au char du capitalisme qui poursuit sa course inexorable vers l'abîme auquel il est promis.

A l'opposé, nous avons expliqué que le meilleur moyen de défendre les valeurs de la République et les principes de la démocratie devait consister à combattre pour une République sociale. Il était clair, évident ou logique que ne pas mener le

combat politique dans cette perspective aussi éloignée soit-elle dans le temps, devait fatalement aboutir à soutenir le régime en place, son Etat, sa République et sa démocratie, on pourrait même ajouter pour ne rien oublier la conception du socialisme adoptée par le PS et ses dirigeants.

On ne leur reproche de ne pas avoir pu éviter les coups portés aux valeurs républicaines ou aux principes de la démocratie, mais d'avoir entretenu la confusion sur la nature du régime, de l'Etat, de la République et de la démocratie dont se réclament l'ensemble des représentants de l'ordre établi, confusion (ou double jeu et langage) qui au-delà de leurs prises de position lors du traité de Maastricht (1992) ou du TCE (2005) servira finalement le régime, puisqu'elle a permis de détourner du combat politique des milliers et milliers de militants qui s'étaient radicalisés ou se couper des travailleurs les plus avancés et ainsi s'interdire de construire le parti.

Le jour où on aura compris qu'on ne combat pas un régime en en vantant les mérites, on aura réalisé un grand pas en avant.

Depuis plus d'un demi-siècle chacun a pu constater où cela nous avait mené de renier des principes, de remiser au fond d'un tiroir le programme de la révolution socialiste, de vouloir absolument nous associer avec des gens extérieurs au mouvement ouvrier, de ménager le PS, le PCF, les appareils pourris des syndicats, etc. on observera qu'à ce jeu-là c'était toujours le plus puissant qui l'emportait et que ceux qui avait eu la faiblesse ou commis l'erreur d'initier de tel processus en étaient toujours sortis perdants, de l'entrisme dans le PS, du soutien ouvert au PS, au front unique en direction du PS et du PCF, ou encore du pacte passé avec certains appareils syndicaux. Cela ne concerne pas qu'un seul parti, mais tous les partis dits de l'avant-garde, le POI, le NPA et LO. Ces pratiques au lieu de rassembler l'avant-garde révolutionnaire ont contribué à sa dislocation, c'est le seul résultat qu'on retiendra ou qui présente une valeur ou un intérêts pour nous, notre cause, le socialisme.

En voici un exemple caricatural inspiré du discours que les dirigeants du POI n'ont cessé de tenir pendant des décennie

- FO. Après le 13 novembre : défendre la démocratie et les valeurs républicaines - Jean-Claude Mailly 16.11

- "*Plus que jamais il nous faut donc défendre non seulement la démocratie, mais aussi les valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.*", la démocratie en général comme disait Lénine, c'est celle qui ne profite qu'aux nantis qui détiennent le pouvoir pour mieux asservir le peuple. Quant aux valeurs républicaines lorsqu'elles n'ont pas un contenu de classe précis, elles serviront de préférence les intérêts des capitalistes. C'est de la démagogie.

- "*La république est un atout et un idéal, rien ne doit pouvoir l'affaiblir ou la détourner...*" à croire qu'il faudrait l'adopter telle qu'elle existe et s'en réjouir ! Mailly tient le même discours que Hollande et Valls, normal.

Barbarie. La guerre et le terrorrisme se complètent. Cest la poursuite par d'autres moyens de la politique menée par la classe des capitalistes contre le prolétariat mondial.

La guerre et le terrorrisme s'inscrivent dans la continuité de la politique menée par les puissances occidentales pour préserver leur hégémonie sur le reste du monde et instaurer un nouvel ordre mondial reposant sur une dictature intégrale.

La réelle menace sur les libertés. Qui commet en France des actes de guerre ?

Vendredi soir, une cinquantaine d'habitants de l'immeuble de la rue Corbillon, dont 22 enfants qui ont été évacués pour l'intervention policière, étaient toujours hébergés à titre provisoire dans un gymnase municipal. Ils ne peuvent plus réintégrer leur immeuble, qui menace de s'écrouler suite aux échanges de tirs. Pas moins 5000 balles ont été tirées par les seuls policiers, ainsi que des grenades, qui ont fragilisé les structures du bâti. «De toutes les façons, après ce qu'il s'est passé dans cet immeuble, les familles sont traumatisées et n'avaient aucune intention d'y retourner» souligne Stéphane Peu. liberation.fr 20.11

- ...une autre « thèse » pour laquelle si tous les criminels fanatiques sont morts, les autorités les auraient tués pour les empêcher de parler. Nous savons désormais que ces fanatiques partent volontairement à la mort et ont actionné leur ceinture explosive. Nous dénonçons de telles élucubrations. M'PEP 15.11

Des grenades lacrymogènes, assourdissantes, paralysantes auraient suffi à neutraliser les deux ou trois terroristes qui se trouvaient dans cette immeuble. Les forces de police non menacées et surarmées ont préféré sur ordre procéder à un massacre en règle ou les forcer à s'exploser.

M'PEP 15.11

- "*L'état d'urgence décrété par le président de la République, s'il était nécessaire, ne doit pas être prorogé au-delà du délai légal de 12 jours.*", donc le M'PEP soutient l'instauration de l'état d'urgence.

- "*Il est temps que le Parlement débatte des buts et des moyens de la guerre de la France contre les groupes de criminels fanatiques qui la menacent.*", parce qu'il y aurait quelque chose de bon à attendre du Parlement ? Le M'PEP soutient ainsi la guerre que mène l'Etat français contre la Syrie.

- "*il faut donner les moyens à l'armée française, à la justice et à la police, de protéger efficacement les citoyens*", sans changement de régime au préalable, signifie renforcer l'appareil de répression de l'Etat des capitalistes qui utilise cette armée, cette justice et cette police pour défendre l'ordre établi, réprimer, mâter le mouvement ouvrier.

Réaction d'un internaute à la suite de cet article.

- "*« le régime en place, certes criminel, de Bachar el-Assad » : cette expression est encore une fois une concession inutile à la propagande du Quai et des médias (qui sont, faut-il le rappeler, assez peu indépendantes puisqu'au mains d'un capital souvent pro-guerre).*"

Le M'PEP tient en permanence un double langage et joue un double jeu parce que ses dirigeants sont corrompus par le régime et n'entendent pas rompre avec lui et l'affronter, voilà tout.

L'opportunisme peut aller encore beaucoup plus loin.

On peut également s'interroger sur la condamnation de l'intervention militaire de la Russie en Syrie, sachant que sans cette intervention l'armée syrienne qui était en difficulté face aux barbares risquait de se disloquer et de leur laisser le champ libre pour s'emparer de l'Etat et de l'ensemble de la Syrie.

Le POI (Démocratique) a adopté une position qui relève du dogmatisme ou de la propagande pure, donc coupé de la réalité.

Dans un communiqué du 14 novembre le POI (Démocratique) condamne sans distinction "*les gouvernements des grandes puissances au service des multinationales et de la classe capitaliste*" qui interviennent militairement notamment en Syrie, ce qui au premier abord est correct sur le plan des principes, mais l'est moins dès qu'on tient compte de la réalité du terrain, sachant que ce n'est pas directement les Américains et leurs alliés qui menacent la souveraineté et l'intégrité de la Syrie, mais bien une multitude de mercenaires improvisés ou professionnels qui se déversent en flot continu sur la Syrie, donc cette condamnation si elle était prise en compte à la fois par les Américains et par les Russes favoriseraient les barbares d'Al-Nosra et de l'Emirat islamique au détriment de la République arabe syrienne.

Pour cette raison nous ne pouvons pas partager cette position. On aura constaté également que le POI (Démocratique) ne dénonce pas la collusion qui est de notoriété publique entre le gouvernement français et les autorités saoudiennes, qataris, turques avec lesquels il est allié, commerce et auxquelles il vend des armes qui finissent entre les mains des barbares en Syrie et en Irak ou servent à bombarder le peuple yéménite.

Communiqué qui se terminait par une misérable et logique supplique à l'adresse des dirigeants syndicaux vendus au régime : "*Ce combat implique — plus que jamais dans la situation dramatique que nous connaissons — que les organisations qui parlent au nom de la classe ouvrière ne cèdent pas à l'invitation qui leur est lancée de se joindre à l'union sacrée avec le gouvernement et le patronat.*", comme si au quotidien leurs dirigeants ne collaboraient pas avec le patronat et le gouvernement. Encore le double langage et le double jeu, on le retrouve partout.

Nous, nous n'avons rien à dire ou à attendre des dirigeants syndicaux auxquels nous refusons de nous adresser, on combat au côté des travailleurs sur leurs revendications et c'est à eux seuls que nous avons des comptes à rendre, et à personne d'autres, surtout pas à ces agents du régime.

Pour ceux qui n'auraient pas encore compris de quoi il s'agit. Il faut avoir à l'esprit que lorsqu'on réclame quelque chose de quelqu'un, il faut s'attendre à ce qu'en échange on exige quelque chose de notre part. Franchement, vous accepteriez de vous retrouver dans cette situation face à ces vendus, d'être leurs obligés ?

Quand la propagande de la réaction est reprise en choeur.

Selon la version officielle reprise en choeur par la quasi totalité des partis politiques et unanimement par les syndicats depuis 2011, le président et le régime syrien serait responsonsable du déclenchement de la guerre en Syrie et de l'expansion des différents mouvements terroristes issus d'Al-Qaïda.

La version officielle nie le rôle joué par les Etats-Unis, Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, la France et la Grande-Bretagne ainsi que celui d'Al-Qaïda et de l'Emirat islamique. La version officielle nie également les liens qui unissent ces différents acteurs en les présentant comme des ennemis, tout comme elle nie l'instrumentalisation par les puissances occidentales des différents groupes terroristes.

La version officielle a donc pour fonction, au-delà de la propagande de guerre qu'elle contribue à diffuser en direction de la population mondiale pour la conditionner afin qu'elle y adhère, de faire reporter la responsabilité de cette guerre exclusivement sur les représentants de la République arabe syrienne présentés comme des tyrans sanguinaires, d'horribles dictateurs.

Pour fonctionner, la version officielle doit s'employer à déformer systématiquement la réalité et lui substituer une réalité que ses auteurs ont totalement fabriquée pour l'occasion.

Dès lors, ses représentants et ceux qui la partagent ne supporteront pas que quiconque relate des faits qu'ils ont délibérément occultés et qui contredisent leur version. Et ils seront d'autant plus encouragés à s'en prendre à leurs opposants, dans la mesure où ils savent qu'à de rares exceptions que ceux-ci se sont livrés eux-mêmes à une manipulation en empruntant ou partageant certains de leurs arguments falsifiés qui sont à la base de leur propagande.

Ils savent donc que le consensus qui existent entre eux et la plupart de leurs opposants sur la nature du régime syrien et l'origine du déclenchement de cette guerre, est l'expression d'un autre consensus plus général qui a été scellé entre eux pour assurer la pérennité du régime capitaliste en France, et que leurs opposants pris à leur propre piège ne pourront pas ou n'auront pas la volonté de développer à fond une argumentation qui porterait atteinte à l'ordre établi ou remettrait en cause le soutien qu'ils lui accorde, autrement dit sachant qu'en réalité ils figurent dans le même camp, ils peuvent exiger que leurs adversaires plus que leurs ennemis se soumettent et adoptent à leur tour la stratégie qu'ils ont adoptée pour que la classe dominante conserve le pouvoir ou que le capitalisme se survive à lui-même.

Ils pourront agir de même avec les partis du mouvement ouvrier qu'ils savent corrompus.

Certains préfèreront se terrer comme des rats (POI) en adoptant un silence complice en refusant de condamner notamment l'instauration de l'état d'urgence, d'autres le dénonceront du bout des lèvres (NPA, LO), les uns et les autres présentant la même vulnérabilité que les intellectuels qui ont pris position contre le bombardement de la Syrie pour avoir adopté la propagande officielle sur la situation en Syrie dès 2011, et tels des provocateurs à la solde du régime ils s'exposeront à la réaction violente des représentant du pouvoir (partis et médias) en place pour finalement être incapables ou refuser d'axer leur politique contre le régime ou les institutions, et développer une politique incohérente et opportuniste qui ne leur permettra pas de bénéficier du soutien des masses, participera à leur isolement et exposera inutilement leurs militants à la répression, que leurs dirigeants dénonceront et ainsi de suite...

En résumé, la réaction sait parfaitement à qui elle a à faire, apparemement il n'y a que les militants qui l'ignorent.

Elle sait que pour être liés au régime ils ne peuvent pas revenir en arrière et interpréter la situation en Syrie autrement qu'en reprenant la propagande de guerre officielle développée depuis 2011. Elle leur a vendu la version d'Assad le boucher et des rebelles modérés (ASL) qu'elle a inventés à Londres et Paris et qu'ils ont adoptée en choeur, à partir de là elle sait qu'ils sont empétrés dans des contradictions qui les fragilisent et elle n'a plus qu'à se lâcher et leur taper dessus pour les présenter comme des complices du terrorisme, sans que le mouvement ouvrier n'en tire le moindre profit, au contraire.

Les uns et les autres contibuent à fournir des arguments à la réaction contre ceux qui combattent réellement le régime. Voyez dit-elle comme ces gens qui se disent socialistes ou internationalistes soutiennent les barbares, etc.

Les populistes contribuent à alimenter la chasse aux sorcières contre tous les intellectuels dans l'ensemble des médias, des institutions et du pays, interdisant de la sorte à ce qu'ils se rassemblent contre le régime, et les gauchistes poursuivent leur oeuvre de division et de dislocation, de démolition du mouvement ouvrier pour le compte du régime.

Mourrir pour des idées mais de mort lente (G.Brassens) , nous dirions plutôt mourrir pour des idées qui soient les nôtres et non celles de notre ennemi.

Voilà où devait conduire le révisionnisme ou l'abandon du marxisme, du socialisme, du communisme, du trotskysme, mais c'est à croire que la plupart des militants sont tellement gangrenés par le réformisme bourgeois ou l'idéologie de la classe dominante véhiculée par leurs partis, embourgeoisés, il faut dire les choses telles qu'elles sont à la manière de Marx et Engels, que tant que des bombes ne leur tomberont pas sur la gueule ou qu'ils n'auront pas le ventre vide, ils demeureront incapables de comprendre quoi que ce soit à la situation, de changer de registre ou de tout simplement réfléchir, en fait tout témoigne que le niveau de conscience dont ils se vantent n'est pas plus élevé finalement que celui de la majorité de la population qui demeure ignorante et manipulable.

Comment je peux me permettre d'en arriver à cette conclusion, de mille manières, ce ne sont pas les témoignages qui manquent, d'ailleurs c'est bien simple, les militants le revendiquent eux-mêmes, il suffit de les écouter ou de les observer. Et puis je n'ai reçu aucun courriel de soutien en dehors des deux camarades qui partagent l'essentiel de nos idées, j'en déduis donc que nous ne sommes que trois militants en France décidés à axer résolument notre combat politique contre le régime et ses

institutions, sachant que des dizaines de milliers de militants connaissent l'adresse de notre portail ou courant politique.

L'un d'entre eux a écrit avant-hier :

- "*Encore félicitations pour le gros travail de récupération des articles. C'est important de chercher le maximum d'éléments qui peuvent contre-carrer les discours « officiels ».*"

Merci pour tes encouragements.

Pour terminer cette causerie, on aura compris que la réaction a horreur par dessus tout de la vérité qui est son pire ennemi, qu'on révèle les dessous de sa propagande de guerre et du même coup qu'on dévoile ses véritables intentions, pire, qu'on s'en serve pour dresser les masses exploitées contre le régime.

On invite nos lecteurs à tout reprendre à zéro et à lire ou relire nos causeries depuis août 2008, ils y trouveront amplement matière à réflexion ce qui leur permettra peut-être de progresser. L'air de rien, c'est cela aussi qui m'y a aidé. On les incite aussi à cesser de faire joujou avec leur ordinateur, à se déconnecter, à éteindre leur poste de télé et de radio, à cesser d'être les esclaves d'un mécanisme abrutissant ou particulièrement pervers ou nocif qui tend à les rendre prisonnier du présent comme si le passé n'avait jamais existé ou n'avait aucune importance, alors que c'est là que se trouve en majeure partie l'explication à nos problèmes et les matériaux pour interpréter la situation.

Cetta quasi addiction à l'actualité quotidienne ou immédiate contribue aussi à vous abrutir en vous bourrant le crâne de milliers d'informations qui ne serviront à rien, dès lors qu'on ne prend pas le temps de les analyser, ce qui nécessite de prendre un certain recul ou de les recadrer dans un cadre plus large et un minimum de concentration. Pire encore, puisque pratiquement chaque info comporte son lot de matériaux toxiques à travers lesquels s'écoule l'idéologie de la classe dominante, un mot suffit, et ce n'est certainement pas en lisant un article en une poignée de secondes qu'on les détectera, sauf à avoir acquis une solide expérience en la matière, ce qui n'est pas le cas de la plupart des militants. Dans nos causeries antérieures on a étudié en détail cette question à partir de centaines d'exemples qui permettent d'acquérir cette expérience rapidement.

Les populistes pris à leur propre piège.

La version frauduleuse de la situation ou des événements qui ont marqué le début des affrontements armés en février-mars 2011 en Syrie, que le mouvement ouvrier et la presque totalité des intellectuels ont repris à leur compte à la suite du gouvernement, d'Obama, de l'OTAN, etc, constitue le levier à partir duquel la réaction s'attaque à ceux qui s'opposent à l'état d'urgence et au bombardement de la Syrie par la France.

- Michel Onfray dénonce les bombardements français contre les djihadistes de Daesh - 20minutes.fr 21.11

- «*Est-ce qu'il n'y a pas des chancelleries, des diplomaties, des pays avec lesquels on pourrait envisager autre chose que bombarder l'Etat islamique?*», apparemment il ignore ou feint d'ignorer que tout dernièrement la France a bombardé une centrale électrique et des batiments publics, bref les infrastructures de la Syrie.

- Michel Onfray avait publié sur son compte Twitter: «*Droite et gauche qui ont internationalement semé la guerre contre l'islam politique récoltent nationalement la guerre de l'islam politique*», ineptie complète, puisque c'est le wahhabisme ou l'Arabie saoudite qui incarne ou qui est à l'origine de l'islam politique, or à notre connaissance la France n'a pas déclaré la guerre à ce pays, elle en est même un de ses zélés alliés au côté d'Israël et des Etats-Unis.

- Michel Onfray a estimé qu'«*on est toujours instrumentalisé par tout le monde*», qu'il parle pour lui et ses semblables !

- «*Je suis un citoyen philosophe qui estime qu'il faut sauver la paix*», s'est-il justifié, intention insoutenable, sans lutter pour le renversement du régime en France vous serez toujours un petit soldat des guerres impérialistes. Onfray est un démagogue, un de plus. (Source : 20minutes.fr 21.11)

Réaction d'un internaute suite à la parution d'une vidéo de Daesh dans laquelle est reproduit une partie du discours d'Onfray.

- "*Cette vidéo apparaît de manière tout à fait opportune alors que M.Onfray est en conflit larvé avec BHL et la politique schizophrénique que mène nos politiciens au Proche et au Moyen-Orient.*

A croire que le service de communication de Daesh c'est le service de communication de l'Élysée... de Washington... de Tel-Aviv.

On risquerait de voir un paquet de dissidents, du jour au lendemain, devenir les "pop stars" de Daesh... un costard sur mesure pour

les discréditer aux yeux d'une population inculte et inerte et les faire interdire à tout jamais.

On descend toujours plus bas."

En famille. Tartuferie entre le maître et son valet qui "***pense***". Depuis quand un laquais pense-t-il ?

Grille de lecture.

Au-delà du double langage habituel du démagogue, Mélenchon cautionne ouvertement l'instauration de l'état d'urgence qui aurait la vertu d'"apaiser" les craintes de la population, alors qu'il a été décrété par ceux qui la terrorise en réalité, ne serait-ce qu'en se rendant coupable de la régression sociale sans fin qui frappe les couches les plus fragiles du prolétariat qu'il conduit au désespoir.

Il va même plus loin en légitimant les "lois" liberticides déjà adoptées dont ils réclament l'application, et qui n'ont pour seul objectif de protéger le régime et non la population.

Pour terminer, il confirme qu'il a bien adopté la Constitution de la Ve République au lieu de combattre pour son abolition en regrettant uniquement le moment choisi et la procédure retenue pour la modifier par Hollande.

On aura compris qu'on est en présence d'un agent du régime et rien d'autre.

- Attentats: Mélenchon "pense" qu'il n'aurait pas voté l'état d'urgence - AFP

"Sans doute le gouvernement pense-t-il que de cette manière il rassure la population qui a besoin de l'être. (...) Je ne me moque pas de ceux qui ont voté l'état d'urgence, je comprends que cela est fait pour apaiser. Mais (...) le contenu de l'état d'urgence n'apporte quasiment rien aux lois dont nous disposons déjà pour pourchasser les terroristes", a expliqué M. Mélenchon, soucieux de ne pas adopter un ton polémique.

M. Mélenchon aurait préféré que la prolongation de l'état d'urgence soit soumise au vote "tous les 15 jours par exemple comme l'ont proposé (s)es camarades".

Il a également déploré que le président de la République ait annoncé lundi une révision de la Constitution "en plein deuil national" et "en oubliant une fois de plus le peuple français qui doit être appelé au processus constituant". AFP 22.11

Inepties à la pelle lues dans différents articles.

Et je n'ai lu que le tiers des articles que j'ai téléchargés.

- "*L'Etat islamique (...) a montré qu'il pouvait se venger*", alors que ce serait plutôt l'oligarchie financière qui ne supportent pas que des chefs d'Etat ou des peuples leur résistent... En faisant croire que les barbares agiraient de leur propre chef ou seraient indépendants de toute autorité supérieure, il s'agit là de l'épargner, d'en détourner l'attention de la population. Qui est-elle cette autorité supérieure sinon les dizaines de banques dans lesquelles transitent leurs millions de dolars, les multinationales et les Etats qui leur achètent le pétrole qu'ils ont volé à l'Irak et à la Syrie...

- "*Il y a peu de signes que les dirigeants du G20 réunis en Turquie aient compris la nature du conflit dans lequel ils sont engagés*.", alors de quoi pourrait-on les accuser franchement...

- "*Une autre erreur que font les dirigeants du G20 est de persister à sous-estimer l'EI.*", alors que tous savent que c'est une créature des Américains, Saoudiens, Qataris, Turcs et des Israëliens, sans oublier les Britanniques qui abritaient le siège des Frères musulmans. Et puis personne n'est parfait, chacun à le droit à l'erreur, faisons preuve de tolérance envers nos bourreaux...

- "*La seule vraie solution est la destruction de l'EI*", non, la seule solution c'est de renverser les régimes en place dans les pays occidentaux qui dominent l'économie mondiale. Ils peuvent en arriver à détruire le monstre qu'ils ont créé, de la même manière qu'ils liquident les agents qu'ils avaient recrutés quand ils n'en ont plus besoin ou deviennent trop embarrassants.

Mais ce jour-là, s'il devait arriver un jour ne serait pas forcément une bonne nouvelle, au contraire, on aurait du souci à se faire, car cela signifierait que la réalisation de leur plan serait si avancée qu'ils estimeraient impossible que désormais il puisse être entravé par la lutte des classes et que rien ni personne ne pourrait les empêcher de parvenir à leur fin, autrement dit instaurer leur dictature absolue sur le monde.

- "*La condamnation des fanatiques assassins ne peut suffire, il faut les combattre efficacement et les éliminer définitivement.*

Deux fronts sont nécessaires pour y parvenir : celui de la mise en place d'une large coalition internationale agissant sur mandat de l'Organisation des nations unies (ONU)", cela doit être la version internationaliste du réformisme bourgeois appliqué à tous les impérialistes pour qu'ils contribuent à un meilleur partage des richesses... entre eux au détriment de tous les peuples, la mission de l'ONU en somme.

- "*Bachar el Assad est certes un dictateur*", moins apparemment qu'Obama, Hollande, Cameron, Merkel, Roy, Renzi, etc. ainsi que tous ceux qui les ont succédé au pouvoir lors des décennies antérieures, si on en juge par le nombre de guerres de rapine à travers le monde auxquelles ils ont participé ou qu'ils ont soutenues, coups d'Etat, assassinats d'opposant, guerres civiles, génocides, famines, etc. dont ils sont coupables ou qu'ils ont fomentés. Assad, aucune. Il a juste réprimé férocement en Syrie un soulèvement orchestré par les Frères musulmans armés par l'Arabie saoudite et le Qatar.

Cette caractérisation d'Assad et du régime syrien qui est l'oeuvre de faussaires et qui nous vient de Bush a été reprise en choeur par la totalité des chefs d'Etat occidentaux et des dirigeants du mouvement ouvrier, mais cela n'interpelle pas les militants, ils s'en contentent, à croire qu'ils sont aussi naïfs qu'un élève de 6e qui va apprendre par coeur ce qui figure dans son manuel d'histoire rédigé par Hachette par exemple ou Lagardère qui vend des missiles à l'Arabie saoudite et au Qatar.

- "*N'est-ce pas le signe d'une politique étrangère absurde ?*", ben voyons, ils ne sauraient pas ce qu'ils font !

- "*En Syrie comme en Libye, nos gouvernants n'ont pas seulement commis une faute morale, ils ont aussi fait preuve d'une grande incompétence.*", au contraire, ils ont été parfaits ! A ceci près que la situation n'a pas évolué comme ils l'avaient prévue, leur reprocher, c'est regretter qu'ils n'aient pas atteint leur objectif, renverser Assad.

- "*force est de constater que nos dirigeants n'ont tiré aucune leçon des erreurs passées*", au contraire on pourrait dire que le mimétisme était pratiquement parfait ! D'ailleurs ils avancent pendant que nous nous piétinons ou notre cause ne cesse de perdre du terrain, non, vous ne l'avez pas remarqué, c'est que vous êtes de mauvaise foi ou aveugle.

- "*En hurlant sur tous les toits que "le dictateur devra payer pour ses crimes", quel choix lui a-t-on laissé autre que celui de mener une guerre jusqu'auboutiste ? Aucun. Dès lors, il ne nous restait plus qu'à choisir les groupes d'opposition à armer et espérer ainsi maîtriser l'issue du conflit (émergence d'un régime ami). Sauf que ... raté, ce sont encore les djihadistes qui ont pris le dessus.*", pas de bol décidément ! Assad aurait mieux fait de capituler et laisser les Américains s'emparer de la Syrie pour mieux la dépecer, sauf que voilà les Syriens tiennent à l'intégrité territoriale de la Syrie et ils se sont rangés au côté d'Assad, alors ils partagent la responsabilité de la situation. Bravo !

Rappel. Fabius pire que Bush et Obama réunis.

- Pression militaire et succès diplomatique pour les rebelles syriens - Le Monde 13.12.2012

- ...la décision des Etats-Unis de placer Jabhat Al-Nosra, un groupe djihadiste combattant aux côtés des rebelles, sur leur liste des organisations terroristes, a été vivement critiquée par des soutiens de l'opposition. M. Fabius a ainsi estimé, mercredi, que"*tous les Arabes étaient vent debout*" contre la position américaine, "*parce que, sur le terrain, ils font un bon boulot*". "*C'était très net, et le président de la Coalition était aussi sur cette ligne*", a ajouté le ministre. Le Monde 13.12.2012

Les "*Arabes*", ce sont ses amis les monarques et émirs du Golfe et de la région qui dirigent des régimes féodaux, théocratiques, ploutocratiques, corrompus, dictatoriaux, soumis à la charia, sans constitution ou aussi consistante qu'une feuille de papier hygiénique avec laquelle ils se torchent, les institutions réduites à leur cour ou à des figurants d'opérette, où les partis politiques et les syndicats sont hors la loi, où les femmes, les immigrés et les minorités en tous genres sont réduits à l'état de sous-espèce humaine, un modèle de démocratie pour Fabius, Valls et Hollande, et donc le PS dont ils figurent parmi les principaux dirigeants.

A qui devait profiter le crime ?

- Cotes de popularité de Hollande et Valls en hausse après les attentats - AFP

- Attentats: les Français approuvent les mesures annoncées par Hollande - AFP

La quasi-totalité des Français approuvent les mesures annoncées par François Hollande après les attentats du 13 novembre et ont confiance dans les forces de l'ordre pour lutter contre le terrorisme, selon un sondage BVA-Orange-iTÉLÉ publié samedi.

Selon ce sondage, 94% des Français interrogés déclarent avoir confiance dans les forces de police et de gendarmerie pour lutter contre le terrorisme ("7 points depuis avril), dont 60% "tout à fait confiance", et 93% ont confiance dans l'armée française ("5 points), qui connaît d'ailleurs un afflux de candidatures depuis les attentats.

En outre, 87% des Français font confiance aux services de renseignement français (+4 points).

Le gouvernement fait moins recette: un peu moins d'un Français sur deux (49%) lui accorde sa confiance dans la lutte antiterroriste. Quant au chef de l'Etat, malgré une hausse de sept points depuis avril, seuls 46% lui font confiance.

La déchéance de la nationalité est la mesure qui recueille la plus forte adhésion (97% des sympathisants de droite, 83% des sympathisants de gauche).

Plus de huit sondés sur dix (82%) sont favorables à l'intervention militaire de la France en Syrie contre l'organisation jihadiste Etat islamique, 27 points de plus qu'en mai dernier.

Les Français sont moins unanimes à approuver la réforme de la Constitution visant à instaurer un "régime civil de crise" afin d'agir "contre le terrorisme de guerre", mais 78% d'entre eux s'y déclarent toutefois favorables.

Enfin, l'hypothèse d'un retour du service militaire obligatoire est clivante: 60% des sondés y sont favorables, 70% des sympathisants de droite approuvant cette idée contre 45% seulement des sympathisants de gauche.

Pour les Français les priorités du gouvernement doivent être la lutte contre la propagande jihadiste et la radicalisation, la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme international. AFP 22.12

Il se peut qu'ils forcent le trait et que les résultats de ce sondage soient fabriqués, sachant de quoi ils sont capables, il faut s'attendre à tout. Mais bon, en même temps cela ne serait pas étonnant que les masses soient encore aussi facilement manipulables en l'absence de direction et sachant que tous les partis ont déserté le combat politique ou qu'aucun ne bénéficie de leur confiance, dès lors ils s'en remettent à un sauveur suprême.

Manifestation en famille.

- A Toulouse, jusqu'à 20.000 personnes marchent contre la barbarie - Reuters

Près de 15.000 personnes selon la police, 20.000 selon les organisateurs, ont participé à ce défilé organisé par la CGT, la FSU, Solidaires et la Ligue des droits de l'homme, "contre la barbarie, les amalgames, et pour la liberté et la paix". (La "*barbarie*" de qui, du régime ? Mais non. Ouf, il est sauvé! - LVOG)

Un hélicoptère de la gendarmerie a surveillé le cortège tout au long du parcours qu'ont aussi emprunté les têtes de liste socialiste et Les Républicains aux élections régionales en Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, Carole Delga et Dominique Reynié, aux côtés de nombreux élus locaux et régionaux. (Ah ben si les suppôts des barbares en faisaient partie, c'est qu'ils manifestaient pour autre chose que pour la paix ! La guerre vaut bien l'union nationale, il existe des antécédents... - LVOG)

Le 10 janvier, après les attentats contre Charlie Hebdo et l'Hypercacher de la porte de Vincennes, près de 120.000 personnes avaient manifesté dans les rues de Toulouse. Reuters 21.11

- Attentats : 2.000 personnes à la marche silencieuse de Bordeaux - La Tribune 21.11

Le convoi est parti de la mosquée de Bordeaux, avant de passer devant le temple protestant du Hâ, la cathédrale place Pey-Berland, puis la cour de l'Hôtel de ville où les participants ont entonné la Marseillaise. La Tribune 21.11

Enfin une puissante démonstration de force.

- A Paris, une manifestation pro-migrants se transforme en défilé anti-état d'urgence - LeMonde.fr

Devant la Bastille, en fin de journée, dimanche 22 novembre, il ne restait que quelques traces de ce qui aurait dû être un rassemblement. Des autocollants aux couleurs du Nouveau Parti anticapitaliste, quelques-uns du syndicat SUD ou de l'association Droit au logement (DAL), jonchaient le sol. La foule de 500 personnes, bravant les interdits de l'état d'urgence, avait rejoint en cortège la place de la République, en dépit de l'interdiction des forces de l'ordre de quitter la colonne de Juillet.

Cette marche entre Bastille et la place de la République avait été décidée de longue date, comme l'aboutissement de la signature d'une lettre commune intitulée « Migrants bienvenus ». Quarante-six organisations, regroupant des syndicats, des associations et des partis politiques, devaient en être. Mais c'était avant les attentats du 13 novembre, et a fortiori, avant la mise en place de l'état d'urgence. Une fois que la préfecture a édicté son interdiction de « manifestations sur la voie publique » jusqu'au lundi 30 novembre à minuit, certaines organisations ont gardé leur signature au bas du texte, mais ont retiré leur appel

à défiler ce dimanche. Leur liste exacte reste difficile à établir car de nombreux membres de ces organisations sont venus cet après-midi à titre personnel. lemonde.fr 22.11

- Des centaines de manifestants en soutien aux réfugiés et contre l'état d'urgence - AFP

Plusieurs centaines de personnes ont défilé dimanche après-midi à Paris en soutien aux réfugiés et pour dénoncer l'état d'urgence, malgré l'interdiction de manifester en Ile-de-France décidée par la préfecture de police.

Partis de la place de la Bastille, les manifestants sont arrivés place de la République encadrés par un important dispositif policier. "So-so-solidarité avec les réfugiés", "État d'urgence, état policier! On nous enlèvera pas le droit de manifester", ont notamment scandé les manifestants.

"Le football reprend, les concerts reprennent, tout sauf les manifestations. C'est étrange dans un gouvernement de gauche", a déclaré à l'AFP un des manifestants, Luis, 40 ans.

"Je suis content que les jeunes ne se laissent pas faire par l'état d'urgence", s'est réjoui Janos, 75 ans, un autre manifestant. "Ils n'ont pas à empêcher de manifester, ce n'est que dans les dictatures qu'on voit ça."

Pour lui, l'état d'urgence est une mesure "liberticide et électoraliste". "Le gouvernement pense gagner des voix, mais c'est le FN qui va en profiter", estime-t-il. AFP 22.11

L'appel à l'origine de cette manifestation avait été signé avant le 13 novembre par les organisations suivantes :

ATMF, Attac, BAAM (Bureau d'accueil et d'accompagnement des migrants), CGA, CGT Educ'action 93, CISPM, CNDF, CSP 75, Collectif Avenir Educs, Collectif Austerlitz, Collectif 3 C, Collectif Sans-Voix Paris 18, Collectif 20e solidaire avec les migrants, Collectif de solidarité aux réfugiés de Genne- villiers, DAL, Droits devant !!, Écologie sociale, EÉLV Paris, Ensemble !, EuroPalestine, Fasti, Fédération anarchiste, Femmes migrantes debout, Femmes égalité, Gisti, IJAN, LDH, 8 Mars Pour TouTEs, Mouvement Utopia, MRAP (fédération de Paris), NPA, PCF, PCOF, PG, RESF, SNPES-PJJ-FSU IDF, STRASS, SUD éducation, UD CGT Paris, UJFP, Union des syndicats CNT de la région parisienne, Union syndicale Solidaires...

- D'autres manifestations ont été organisées en France, notamment à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) où une marche silencieuse a réuni 5 000 personnes. À Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), environ 2 200 personnes ont défilé lors d'une marche de « Résistance républicaine », à l'appel de trois élus LR de la majorité municipale. Et à Nantes, 2 000 personnes ont marché sous une banderole « Vivre ensemble libres, égaux et solidaires », dont la maire Johanna Rolland (PS). la-croix.com 22.11

La famille au grand complet.

- Après les attentats, 77% des Français veulent un gouvernement d'union nationale - 20minutes.fr

Après les attentats qui ont frappé Paris et Saint-Denis le 13 novembre dernier, les Français plébiscitent « l'union nationale ». Selon un sondage* Harris interactive publié en exclusivité ce lundi par 20 Minutes, ils sont 77 % à être favorables à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. La classe politique est nettement plus réticente.

Parmi les sondés, 25 % souhaitent qu'il réunisse, autour du Parti socialiste (PS), les sept formations politiques proposées par le sondage (Front de Gauche, Europe-Ecologie Les Verts, MoDem, UDI, Les Républicains, Debout la France, Front National), 87 % veulent qu'il intègre la droite ou le centre. Si 46 % des sondés estiment qu'il doit être ouvert au parti de Marine Le Pen, ils sont 28 % à juger que le le Front national (FN) et le front de gauche doivent en être exclus.

Pour plus de 2 Français sur 3 (68 %), un gouvernement d'union nationale permettrait de mieux assurer la sécurité et la lutte antiterrorisme.

Pour autant, la formation d'un gouvernement d'union nationale n'est pas envisageable car « les Républicains et le Front national ne sont pas dans un état d'esprit d'unité », reproche-t-on dans l'entourage du premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis. 20minutes.fr 23.11

Ce n'était pourtant pas la volonté qui manquait au PS pour y parvenir.

ACTUALITE EN TITRES

S'ils le disent...

- La gauche est devenue "une droite dure", ironise Estrosi - AFP

- Attentats à Paris: Marion Maréchal-Le Pen "positivement surprise" par Hollande - L'Express.fr

- Pour le Guardian, François Hollande est «le John Wayne des Champs-Élysées» - Slate.fr

La réaction encouragée par Hollande et le PS se déchaîne.

- Wauquiez propose d'installer portiques et vidéosurveillance dans les lycées - AFP

- Pour Pécresse, le terrorisme ça commence avec la fraude dans le métro - Le Huffington Post -

Mimétisme du vassal à son suzerain.

- Etats-Unis. Le combat s'annonce long, selon Obama - france24.com 07.07.

- France. L'armée n'envisage pas une victoire militaire contre l'EI « à court terme » - LeMonde.fr 22.11

Destruction accélérée de la Syrie annoncée

- Hollande: la France va "intensifier les frappes" et faire "le plus de dégâts possibles" - AFP 23.11

Parole à la Commission Trilatérale ou à la porte-parole du banquier Rockefeller.

- Syrie: la diplomatie de la France "a évolué avec la réalité", reconnaît Guigou - AFP

La diplomatie française en Syrie "a évolué avec la réalité" en ne faisant plus du départ de Bachar al-Assad un "préalable" et en désignant le groupe État islamique comme "l'ennemi", a reconnu dimanche la présidente de la commmission des Affaires étrangères de l'Assemblée Elisabeth Guigou (PS).

"Il ne faut pas faire une fixation sur Bachar. Cela fait des mois que la France n'en fait plus un préalable", a affirmé Mme Guigou, à trois jours d'un débat suivi d'un vote au Parlement sur la prolongation de l'intervention aérienne française en Syrie. AFP 22.11

Ils ont confié la présidence de la commmission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale à une membre de la Commission Trilatérale...

Vraiment, pas une "***fixation***" depuis des années ?

- Syrie: Pour Valls, «aucun compromis, aucun arrangement» n'est possible avec Assad - 20minutes.fr 15.09.2015

- Jean-Yves Le Drian: "Assad doit partir le plus tôt possible". - www.trt.net.tr 16.09.2015

- François Hollande redit à l'Onu que Bachar al Assad doit partir - nouvelobs.com 28.09.2015

- Fabius persiste, Bachar al-Assad «ne peut pas être l'avenir de la Syrie» - leparisien.fr 21.11.2015

Pourquoi ne pas pousser l'avantage plus loin ?

- Après les attentats, la France "redressée de siècle en siècle" - LePoint.fr

L'horreur du 13 novembre a rendu aux Français l'amour de la patrie et l'envie de se battre. Une occasion historique pour sortir le pays de son marasme. LePoint.fr 22.11

- Macron évoque une "initiative franco-allemande" après les attentats de Paris - AFP

"Nos sociétés attendent des réponses fortes, qui sont des réponses de défense, de sécurité, ce que le président de la République et le Premier ministre ont annoncé et mis en oeuvre cette semaine, mais aussi des réponses en profondeur sur nos économies", a déclaré samedi le ministre. AFP 21.11

En oligarchie l'arabe est proscrit

- Etats-Unis: des passagers empêchés d'embarquer parce qu'ils parlaient arabe - LExpress.fr

Stratégie du chaos et de la guerre étendue à l'Europe

- Italie, Espagne, Royaume-Uni… des niveaux de sécurité élevés partout en Europe - LeMonde.fr

- Métro et commerces fermés, militaires dans les rues… Bruxelles en état d'alerte - LeMonde.fr

- Attentat suicide dans le nord du Cameroun, au moins dix tués - Reuters

- Prise d'otage à Bamako : état d'urgence décrété - Francetv info

- Nigeria: 8 morts dans un attentat-suicide à Maiduguri - AFP

On n'est jamais mieux noté que par soi-même.

- Moody's ne dégradera pas forcément Londres en cas de "Brexit" - Reuters

---

ACTUALITÉ DU JOUR

Un autre Etat terroriste ou règne la terreur

- Pakistan: armée déployée face à une foule en colère après des accusations de blasphème - AFP

L'armée a été déployée samedi face à une foule en colère qui a mis le feu à des maisons dans la province pakistanaise du Pendjab, après avoir incendié la veille une usine dont un employé a été accusé de blasphème.

Les incidents ont éclaté vendredi soir lorsque des centaines de personnes ont encerclé l'usine de contreplaqué dans la ville de Jehlum, et mis le feu aux bâtiments à la suite d'informations selon lesquelles un des membres du personnel aurait profané le Coran.

"Les incidents ont débuté après que nous ayons arrêté le responsable de la sécurité de l'usine, Qamar Ahmed Tahir, en raison de plaintes selon lesquelles il aurait mis le feu à des exemplaires du Coran", a déclaré à l'AFP un haut responsable de la police du secteur, Adnan Malik.

Selon la police, la personne arrêtée appartient à la communauté des Ahmadis, qui sont considérés comme non musulmans et sont fréquemment victimes de discriminations et de violences.

"Nous avons ouvert une enquête pour blasphème contre M. Tahir, qui est de confession ahmadie, et l'avons arrêté après avoir saisi les documents brûlés, qui comprenaient des copies du Coran", a ajouté M. Malik.

Samedi, une foule distincte a mis le feu à plusieurs maisons appartenant à des membres de cette communauté et à une de leurs mosquées dans la ville de Kala Gujran, proche de Jehlum.

Des militaires ont été envoyés dans la région pour patrouiller et ramener le calme.

Le blasphème est une question très sensible au Pakistan, république islamique de quelque 200 millions d'habitants, où de simples accusations déclenchent régulièrement des violences voire des lynchages.

Les critiques soulignent que ce chef d'accusation est régulièrement détourné dans le but de régler des querelles locales.

Un porte-parole de la communauté ahmadie a indiqué que trois de ses membres avaient été interpellés par la police et accusés d'avoir brûlé des exemplaires du Coran, précisant que la situation restait tendue.

La communauté ahmadie a été fondée en 1889 à Qadian, dans le Penjab indien, par Hadhrat Mirza Ghulam Ahmad, qui incarne selon ses fidèles le retour du Messie et du Madhi, envoyé par Allah pour compléter l'oeuvre de Mahomet.

Les Ahmadis sont considérés comme des hérétiques au Pakistan depuis le vote d'un texte constitutionnel en 1974, et ne peuvent prétendre être de confession musulmane.

Onze membres de cette communauté ont été tués pour des motifs religieux en 2014 et aucun coupable n'a été arrêté, selon un rapport remis en avril. AFP 21.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

1.1- Daech saigne dans le Caucase russe - sahartv.ir

Onze terroristes liés à Daech ont été abattus dimanche dans la république russe de Kabardino-Balkarie (Caucase du Nord). Onze terroristes de Daech ont été abattus dimanche dans la république russe de Kabardino-Balkarie (Caucase du Nord), a annoncé une source au sein des forces de l'ordre locales. Selon la source, les terroristes éliminés avaient récemment prêté allégeance à Daech.

En juin 2015, les terroristes opérant dans le Caucase russe ont prêté allégeance à Daech via une vidéo publiée en ligne. Le soi-disant "Emirat du Caucase" a notamment témoigné "de ce que tous les combattants du Caucase, de Tchétchénie, de Daguestan, d'Ingouchie et de Kabardino-Balkarie étaient unis dans cette décision". En novembre 2014, les terroristes de Daech ont mis en ligne une vidéo dans laquelle ils menaçaient d'étendre leur "califat" autoproclamé dans plusieurs régions syriennes et irakiennes ainsi que dans le Caucase russe. sahartv.ir 22.11

1.2- "Israël impliqué dans le crash de l'avion russe au Sinaï" - sahartv.ir

« Le régime sioniste serait impliqué dans l'écrasement de l'avion russe au Sinaï », a annoncé le chef adjoint de la police de Dubaï. Dhahi Khalfan, chef adjoint de la police de Dubaï, a déclaré que le régime sioniste serait impliqué dans l'explosion de l'avion russe au Sinaï. « Le Mossad aurait joué un rôle dans l'explosion de l'avion russe au Sinaï, en Egypte. Tout le monde veut l'arrestation d'Abdel Hamid Aba Oud, auteur des explosions de Paris et aussi de ses complices mais pourquoi personne ne va en Irak pour arrêter Abou Bakr Al-Bagdadi ? », a affirmé Dhahi Khalfan. sahartv.ir 22.11

2- Ukraine

- Etat d'urgence en Crimée après une coupure d'électricité en provenance d'Ukraine - euronews.com

Deux des quatre lignes à haute tension alimentant la Crimée en électricité en provenance d'Ukraine ont été sabotées dans la nuit de samedi à dimanche. Un pylône a été abattu, un autre endommagé. Conséquence : la République de Crimée a instauré l'état d'urgence. Selon des médias russes, des Ukrainiens nationalistes pourraient être à l'origine de ce sabotage, une information qui n'est pas confirmée.

A la suite de cette coupure de courant, des générateurs ont été mis en marche, permettant aux villes de Simféropol, Ialta et Saki notamment d'être à nouveau alimentées, au moins partiellement. euronews.com 22.11

3- Syrie

- L'aventurisme des Etats-Unis et de la Turquie en Syrie - sahartv.ir

Après l'échec des terroristes et en raison de la domination par l'armée syrienne notamment le Nord de la Syrie, actuellement, sous prétexte de la fermeture des frontières, les Etats-Unis et la Turquie sont en train de mettre au point des plans pour l'avenir. John Kerry, le secrétaire d'Etat américain a annoncé que l'administration américaine entamerait avec la Turquie des

coopérations militaires pour assurer la sécurité des frontières dans le Nord de la Syrie.

Selon la prétention de John Kerry, l'objectif d'une telle action est d'assurer la sécurité des frontières dans le Nord de la Syrie et de fermer la plupart des points de passage entre la Syrie et la Turquie dont les frontières entre les villes de Kobani et d'Aazaz contrôlées actuellement par Daech. Cette localité est très vitale pour Daech. Ce groupe se procure l'essentiel de ses sources humaines et militaires via cette localité.

La fermeture de ces frontières coupe l'une des voix de secours des plus importantes de Daech. « 75% des frontières du Nord de la Syrie ont été fermées. Nous coopérerons avec la Turquie pour fermer les 98 km restants », a annoncé John Kerry.

Simultanément aux déclarations de Kerry, les autorités américaines ont parlé des groupes terroristes dont « la Nouvelle Armée Syrienne ». Ce groupe est le résultat des coopérations des Etats-Unis et de la Turquie. Ces deux pays avaient auparavant formé le groupe Jich al-Islam.

La création de groupes terroristes est l'objectif commun des Etats-Unis et de la Turquie. Après que le plan des Etats-Unis consistant à former et utiliser les groupes terroristes soi-disant « modérés » en Syrie a échoué, actuellement ce pays ressent le besoin urgent de la formation de nouveaux groupes.

Les attaques régulières russes contre les groupes terroristes et l'interruption de leur voie de secours ont amené les Etats-Unis à penser à la formation de nouveaux groupes terroristes. sahartv.ir 21.11

4- Turquie

4.1- La Turquie abandonne le système de défense antimissile chinois - sahartv.ir

Le ministre turc de la Défense a finalement annoncé que le système de défense antimissile chinois ne serait pas retenu pour assurer la défense de l'espace aérien turc, face à l'Eurosam et au Patriot.

Le système chinois présentait l'avantage d'être nettement moins coûteux que ceux proposés par la concurrence européenne et américaine. La Chine avait promis des transferts technologiques qui auraient permis aux Turcs d'opérer leur système indépendamment et même peut-être de le répliquer. Selon le journal libanais « As Safir », simultanément à l'organisation du sommet du G20 à Antalya, la Turquie a annulé le contrat d'achat du système de défense antimissile chinois dont le montant s'élevait à 3 milliards 400 millions de dollars.

Ce contrat a été annulé, après de longues négociations avec la partie chinoise. Ce contrat avait suscité la vive protestation des Etats-Unis, de l'Italie et de la France, sous prétexte que les missiles chinois n'étaient pas compatibles avec le système d'orientation et de guidage utilisé par l'Otan. Sous pression, le Premier ministre Ahmet Davutoglu a finalement décidé d'annuler ce contrat. sahartv.ir 21.11

4.2- Les avions de combat turcs ont bombardé le Nord de l'Irak - sahartv.ir

Les avions de combat turcs ont pris pour cible, vendredi dans la soirée les postions du PKK dans le Nord de l'Irak et le Sud-est de la Turquie. 23 positions du PKK ont été visées par ces raids aériens menés par 22 avions de combat. Ces avions ont, de même attaqué les postions du ce groupe, dans la province de Sarnak, dans le Sud-est de la Turquie.

Le PKK a récemment mis fin au cessez-le-feu d'un mois qu'il avait annoncé avant les élections du 1er novembre. Recep Tayyip Erdogan, le Président turc a à maintes reprises affirmé son intention de combattre le PKK. sahartv.ir 21.11

5- Yémen

- Yémen : le régime sioniste alimente l'Arabie en armements - sahartv.ir

Selon les sources sécuritaires yéménites, le régime sioniste alimente l'Arabie saoudite en armements pour l'aider dans son agression militaire contre le Yémen. « Un avion israélien, chargé d'armes et de munitions, destinées à la Coalition saoudienne, a atterri dans la base aérienne d'Al-Anad de la province de Lahij », a-t-on appris des sources sécuritaires.

Mercredi dernier, Ahmed Al-Assiri, porte-parole de la Coalition arabe, avait fait part de l'achat, aux Etats-Unis, de 13.000 bombes intelligentes afin de renforcer la capacité aérienne de l'armée saoudienne.

Dans la foulée, Daifallah Al-Chami, membre du Conseil politique du Mouvement d'Ansarallah yéménite, s'est exprimé sur le transfert d'armes et de munitions par Israël à la base aérienne d'Al-Anad, à Lahij. « Les agresseurs saoudiens et israéliens ne

sont arrivés à enregistrer aucune victoire dans le détroit stratégique de Bab el-Mandeb et aussi dans d'autres régions du Yémen. C'est pourquoi, ils visent à fournir une plus grande quantité d'armes à leurs mercenaires pour ainsi leur donner main-forte dans la lutte contre l'armée yéménite et les comités populaires. sahartv.ir 21.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Les salariés du BHV disent non, de peu, au travail dominical - AFP

Une consultation des salariés avait été organisée de vendredi à dimanche et le non l?a emporté par "640 voix contre 627", ont indiqué la CGT (majoritaire) et SUD Solidaires BHV (2e syndicat).

Le résultat de cette consultation déterminait la signature et donc la mise en application de ce projet d'accord qui vise à pouvoir ouvrir tous les dimanches le magasin, situé dans le Marais, l'une des zones touristiques internationales (ZTI) créées par la loi Macron.

Deux des quatre syndicats de l'établissement, la CGT, qui bataille contre le travail du dimanche, et la CFTC, avaient déjà fait savoir qu'ils ne signeraient pas le texte. Les deux autres, SUD Solidaires BHV et CFE-CGC, attendaient le résultat de la consultation pour se déterminer.

Le syndicat SUD Solidaires BHV a annoncé dimanche dans un communiqué qu'il "ne signera pas" cet accord pour tenir compte des "nombreux votes (qui) se sont exprimés, un vote bien plus important que pour les élections professionnelles".

Si l'accord avait été validé, le BHV-Rivoli aurait été le premier grand magasin à s'être doté d'un texte sur les ouvertures dominicales tel que prévu par la loi Macron, la perspective d'aboutir à un accord au niveau de la branche étant fortement compromise.

Ce résultat "marque l'impossibilité pour les grands magasins parisiens d?obtenir de leurs salariés l?ouverture du dimanche, malgré le chantage intensif à l?emploi et les retournements de veste de certains syndicats", a estimé la CGT-commerce dans un communiqué.

Les négociations au BHV avaient été demandées par SUD Solidaires BHV. Le syndicat a souligné dimanche qu'il avait auparavant appelé à la mobilisation contre les ouvertures dominicales, qui ne sont "ni un modèle social ni une possibilité de pérennité pour l'entreprise". AFP 22.11

2- Grèce

- Grèce : des violences entraînent l'annulation d'un match de football - euronews.com

En Grèce, des violences ont conduit à annuler le match entre les deux grands clubs rivaux : le Panathinaikos et l'Olympiacos. Avant la rencontre, des affrontements ont éclaté entre des supporteurs du Panathinaikos sans billets et des policiers anti-émeutes à l'extérieur du stade. Le président du club a annoncé qu'il allait présenter sa démission. euronews.com 22.11

Haut de page

Le 24 novembre 2015

CAUSERIE

(16h à Pondichéry, la causerie du jour figure plus loin.)

En attendant la causerie du jour cet après-midi ou demain, une réflexion et une vidéo.

Apparemment il y en a qui confondent faire table rase du passé et faire abstraction du passé qui les dérange quand cela les arrange. Le passé concerne la seconde, la minute, l'heure, le jour écoulé et pas seulement les années antérieures. Alors, ignorance, mauvaise foi, lâcheté ? Sans doute un peu des trois à la fois.

La société tend à rabaisser les hommes, alors lorsqu'ils se sentent menacés et qu'ils ne sont pas préparés à l'affronter, c'est le pire côté de l'homme qui ressort ou qui prend le dessus, c'est quasiment infaillible.

Il y a le faible qui croit qu'en manipulant le fort il prendra un jour le dessus sur lui, il se trompe, il demeurera toujours inférieur.

Il y a le faible qui croit qu'en s'auto-censurant le fort lui en tiendra rigueur ou l'oubliera, il se trompe, il l'humiliera.

Il y a le faible qui croit qu'en ménageant le fort qui le menace il l'épargnera, il se trompe, il l'exécutera.

Il y a le faible qui croit qu'en s'associant au plus fort il en tirera profit pour le vaincre, il se trompe, il sera vaincu.

Il est navrant de constater que des hommes ou des femmes ou des militants parvenus à un âge avancé et ayant une certaine expérience de la vie et de la société n'en aient pas conscience.

Moralité : soyez fort, résistez, ne cédez sur aucun principe et vous vaincrez !

Vidéo

Une vidéo proposée par le directeur du Centre de recherche sur la mondialisation (mondialisation.ca) à télécharger et à envoyer à toutes les personnes que vous connaissez.

- La mondialisation de la guerre

La causerie du jour

Pour pouvoir mettre en ligne un maximum d'articles pendant une durée plus ou moins longue en rapport avec le développement de la situation et pour ne pas surcharger le volume de la page d'accueil du portail, dorénavant nous ne reproduirons plusqu'une partie des articles les plus longs, qui seront suivis d'un lien permettant de les télécharger au format pdf et de lire la suite si les lecteurs le désirent.

J'ignore totalement qui se connecte sur notre site et qu'elle est la fréquence des connexions de certains internautes, aussi cette mesure devrait permettre à ceux qui s'y connectent à intervalle espacé ou irrégulier de ne pas louper les articles importants que nous publions.

On actualisera plus tard la rubrique *Articles d'actualité*.

La pluie a cessé et je dois en profiter pour faire un tas de trucs que je n'ai pas pu faire les jours précédents ; avec la mousson, c'est des torrents de flotte non-stop jour et nuit pendant des jours et des jours avec quelques rares ou brèves accalmies. Il faut s'adapter. Tout est une question d'organisation, d'ordre, de discipline ! Et gare à celui qui en a horreur ! Je plaisante, vous avez saisi à quoi je faisais allusion, n'est-ce pas ? Cela vaut dans la vie en général. Et je vous garantis qu'elle n'en est pas plus triste pour autant.

La preuve, j'ai à nouveau arrêté la Vodka depuis quatre jours et je me contente du petit truc que je fume le soir qui me sert à décompresser, et étrangement à accélérer la mise en relation des informations stockées dans le cerveau. J'avais découvert cela il y a 41 ans. Ce n'est pas négligeable quand on a une mauvaise mémoire ou le cerveau un peu lent, on réfléchit davantage, en fait les idées défilent à une vitesse fulgurante, c'est utile quand on manque de temps, et contrairement à ce qu'on pourrait croire, au lieu qu'elles soient embrouillées elles deviennent soudainement beaucoup plus claires, au bout du compte on ressort épuisé de cette expérience et on tombe de sommeil, là c'est un avantage parce que c'est une excellent somnifère, naturel et gratuit qui plus est, mais qui présente l'inconvénient d'être aussi terriblement aphrodisiaque, quelle dilemme vous avouerez ! Alors disons qu'un soir sur deux, je vous laisse deviner la suite...

Donc, ni triste, ni aigri, ni vieux con, bien au contraire. Il n'y a que les gens qui ne me connaissent pas pour prétendre le contraire, je les plains sincèrement. J'aime la vie, l'adversite et la guerre me stimulent, pas vous ? Fin de la récréation. Au moins vous savez à qui vous avez à faire. A qui je pourrais parler ici ? Personne. Passons à la politique.

Autre chose.

Vous aurez une fois de plus constaté qu'aucun autre portail (à ma connaissance) en France dédié à la lutte de classe des exploités et des opprimés, ne diffuse ces articles dans lesquels figurent des éléments pour décrypter et combattre la propagande officielle destinée à conditionner idéologiquement et psychologiquement les travailleurs pour neutraliser leur résistance face

au gouvernement, neutralité dont il profitera pour appliquer sa politique antisociale. Compte tenu que la propagande officielle porte essentiellement sur la guerre, croire que ce serait en agitant la menace qui pèse sur le Code du travail qu'on pourrait les aider à rompre avec le régime, bien que ce combat doit également être mené, c'est se faire de criminelles illusions et faire le jeu Hollande.

99% des travailleurs n'ont jamais vu le Code du travail ou ne l'ont jamais tenu entre leurs mains, par contre du matin au soir ils entendent parler de cette guerre, et je suis prêts à parier qu'ils ne parlent que de cela ou qu'ils n'ont que cela en tête, sauf évidemment quand ils sont menacés de licenciement ou qu'ils sont engagés dans un mouvement social. Et encore, le matraquage quotidien des médias sur la guerre influencera leur comportement, on en a eu un exemple lors de la manifestation parisienne appelée par une multitude de partis, syndicats, organisations ou associations qui n'a rassemblé que quelques centaines de militants, d'ailleurs on se demande où étaient passés leurs troupes, ceci confirme cela semble-t-il.

Leur guerre est totale, alors si vous vous figurez que vous pourrez la combattre et les vaincre en l'observant par le petit trou de la lorgnette, à distance, c'est que vous n'avez vraiment rien compris à la situation et à la lutte des classes.

Leur laisser les mains libres pour qu'ils mènent leur guerre à l'extérieur, c'est leur accorder les moyens ou leur faire crédit pour mener leur guerre à l'intérieur, c'est donc sur les deux fronts simultanément qu'il faut les combattre, sans répit et surtout sans concession d'aucune sorte, classe contre classe.

Vidéo

Ken O'Keefe : la "guerre contre Daech" est un tissu de mensonges – Traduction E&R - YouTube - Mondialisation.ca 23.11
https://www.youtube.com/watch?v=jn-7F-v4zzo

Pour le vétéran américain de la guerre du Golfe Ken O'Keefe, tout est bidon. Pour lui, tout le monde, politiques et médias dans leur ensemble, ment au sujet de Daesh. Il fait remarquer que partout où les Occidentaux passent (Irak, Libye, Syrie) ils sèment du Daesh ou son équivalent.

Il prend le cas de l'Iran, d'où il parle, et où les Occidentaux n'ont jamais pu passer, il constate qu'il n'y a rien de semblable. Ce terrorisme que l'on dit islamique n'existe pas dans la République Islamique d'Iran, que la hasbara tente pourtant, depuis des décennies, de faire passer pour le chantre de l'Islam le plus radical, se plaisant à le comparer à un obscurantisme moyenâgeux. Cherchez l'erreur. reseauinternational.net

Avertissement. Cette vidéo a été traduite par un portail d'extrême droite, ce qui n'altère pas le contenu de cet interview qui seul nous intéresse.

La vérité commence à percer.

- Les relations entre Paris et Ryad en question après les attentats - Reuters

Depuis les attentats de Paris, des voix s'élèvent pour dénoncer les liens entre la France et l'Arabie saoudite, accusée de soutenir financièrement le terrorisme en Syrie et de défendre l'islamisme radical, marque de fabrique de l'Etat islamique.

A l'heure où Paris souhaite mettre en place une coalition de lutte contre l'EI, l'écrivain algérien Kamel Daoud appelle la France et plus largement l'Occident à ouvrir les yeux concernant l'Arabie saoudite.

"Daech a une mère : l'invasion de l'Irak. Mais il a aussi un père : l'Arabie saoudite et son industrie idéologique", écrit-il dans une tribune publiée dans le New York Times. "Dans sa lutte contre le terrorisme, l'Occident mène la guerre contre l'un tout en serrant la main de l'autre."

La semaine dernière, Manuel Valls a déclaré qu'il n'avait aucune "raison de douter aujourd'hui de l'engagement" du Qatar et de l'Arabie saoudite qui luttent de manière "incontestable" contre l'EI.

"On se fourvoie en pensant que ces pays-là soutiennent officiellement Daech, c'est une absurdité sur laquelle on n'a jamais eu le moindre renseignement sérieux", souligne une source gouvernementale française.

"Il faut accroître la lutte contre le financement des groupes terroristes, c'est une évidence", ajoute cette source. Mais "les Qataris sont sérieux, ils essaient de faire ce qu'il faut pour contrôler les flux financiers". Reuters 23.11

Si nous avions eu un parti et un journal nous aurions titré quelque chose comme cela : A bas l'état d'urgence du gouvernement Hollande allié des parrains saoudiens et qataris de l'Emirat islamique !

Hollande rappelé à l'ordre par Washington

- La France renonce à une "coalition unique" contre Daech - nouvelobs.com

Selon un haut responsable français, il vaut mieux parler désormais de "coordination" de l'action armée en Syrie. Simple malentendu sémantique ou revirement diplomatique ?

Selon cet important officiel, le but recherché par François Hollande n'est pas une "coalition" parce que cela supposerait un commandement unique, que Russes et Américains ne sont pas prêts d'accepter. nouvelobs.com 23.11

Résistance passive

- Etat d'urgence : ceux qui ne veulent pas renoncer à battre le pavé - nouvelobs.com

Situation exceptionnelle ou pas, de nombreux acteurs sociaux ne veulent pas déserter les rues et craignent que l'interdiction de manifester ne se prolonge.

Plusieurs responsables syndicaux l'ont d'ailleurs dit directement à Manuel Valls vendredi dernier lors d'une réunion de travail à Matignon. Le patron de la CGT, Philippe Martinez, a ainsi exprimé ses "inquiétudes sur les conséquences sur les libertés individuelles et collectives de l'état d'urgence, tandis que Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, s'est interrogé sur "les critères objectifs" pour interdire des manifestations en France. Son syndicat prévient d'ailleurs qu'il n'hésitera pas si besoin à "appeler à des manifestations" lors des prochaines semaines, notamment pour contester la future réforme du code du travail.

Alors que les questions sociales n'ont pas disparu du jour au lendemain, une telle situation est-elle tenable ? Non, répondent en chœur plusieurs syndicats. "Est-ce que les salariés d'Air France, par exemple, doivent accepter les licenciements sans réagir ? [...] Les problèmes sociaux restent entiers, et exigent des mobilisations", résume ainsi Philippe Martinez sur Mediapart.

Reste qu'à l'heure où la France panse les plaies de la pire attaque terroriste qu'elle ait vécue, les Français semblent prêts à mettre en parenthèse - au moins provisoirement - les mobilisations sociales. Selon un sondage Ifop pour "Dimanche Ouest-France", 91% d'entre eux sont favorables à la prolongation de trois mois de l'état d'urgence. nouvelobs.com 23.11

J'ai lu le communiqué de la CGT publié après le 13 novembre, il était truffé de contradictions ou constituait un exercice de double langage mêlé de non-dits encore plus significatfs du soutien de Martinez au gouvernement.

Connaissant la nature contre-révolutionnaire de l'appareil de la CGT et sachant que ses dirigeants sont des agents du régime, jamais nous nous compromettrons à les soutenir ou à vanter leurs prises de position, y compris si nous les partageons pour les raisons qui viennent d'être évoquées, car finalement la radicalisation ou le gauchissement de leur discours s'accompagne automatiquement d'un double discours destiné à épargner le régime et ses représentants que nous combattons ou le refus de mobiliser leur syndicat et d'organiser les masses contre le régime guidé par le même objectif, leur permettre de faire passer leur politique réactionnaire, aussi nous n'avons pas plus de concessions à leur accorder qu'au régime ou à ses représentants dont ils font partie et nous les combattons au même titre, c'est une question de principe non négociable.

Nous n'avons pas besoin de nous appuyer sur leurs déclarations pour proposer notre politique aux travailleurs et aux militants, nous disposons de suffisamment d'arguments pour en démontrer la cohérence et le sérieux.

Je suis désolé, mais je n'ai pas le temps de décypter en détail ce communiqué.

Le règne de la terreur et la spirale infernale de la répression.

- «Nulle part dans le monde, on est à l'abri de ces barbares» - LeFigaro.fr

- Etats-Unis: alerte mondiale sur les voyages due à une hausse de "menaces terroristes" - AFP

Les Etats-Unis ont lancé lundi une alerte mondiale sur les risques de voyager pour leurs ressortissants partout sur le globe, en raison d'une hausse des "menaces terroristes". AFP 23.11

- Arrestations injustifiées, fausses alertes… Cinq couacs repérés depuis le début de l'état d'urgence - Francetv info

- Écoles : des consignes drastiques instaurées suite aux attentats de Paris - Francetv info

Depuis ce lundi 23 novembre au matin, devant chaque école, chaque collège, chaque lycée, la même affiche placardée.

De nouvelles mesures de sécurité imposées par le ministère de l'Éducation, comme par exemple le contrôle visuel des sacs, deux exercices de sécurité à faire, comme une évacuation incendie ou un confinement dans une salle de classe en cas d'attaque. Enfin, l'interdiction pour les parents de stationner devant l'école.

Les attroupements sont également interdits à la fin des cours devant les lycées et les collèges. La mairie de Paris veut aller encore plus loin. Elle se dit prête à débloquer des budgets pour installer des caméras de surveillance et même des sas d'entrée sécurisés dans certains établissements. Francetv info 23.11

- Après les attentats de Paris, les jouets violents dans le collimateur - Francetv info

Après les attaques dans la capitale et à quelques semaines de Noël, deux grandes enseignes de jouets ont décidé de retirer les jouets violents de la vente. Francetv info 23.11

- Karim Benzema a craché, Nadine Morano veut son exclusion des Bleus L'Express.fr

L'eurodéputée Les Républicains a surfé sur la polémique lancée sur les réseaux sociaux concernant un crachat de Karim Benzema après La Marseillaise. L'Express.fr 23.11

Madame Morano, nous irons cracher sur votre tombe et je pense que Boris Vian ne nous aurait pas désavoué. (Boris Vian - J'irai cracher sur votre tombe)

- Thomas Guénolé viré de RMC après une chronique sur les attentats - huffingtonpost.fr

La nouvelle lui a été annoncée par un coup de téléphone du directeur de la rédaction de RMC, Philippe Antoine. Vendredi 20 novembre, Thomas Guénolé a appris que la chronique qu'il tenait sur RMC était suspendue et même définitivement arrêtée. Cela lui a été confirmé par un mail reçu dimanche soir, comme il l'a indiqué au site Arrêt sur images.

Mais le politologue (enseignant à Sciences-Po) a tout de même tenu à vérifier par lui-même en se rendant dans les locaux de la radio, ce lundi 23 novembre. Il n'a pas eu accès au studio, comme une ultime confirmation de sa mise au ban de la radio. Quelques instants plus tard, il a évoqué une rupture définitive du contrat qui liait, selon les informations du HuffPost, sa société Vox Politica à la radio jusqu'au 24 juillet 2016.

La nouvelle lui a été annoncée par un coup de téléphone du directeur de la rédaction de RMC, Philippe Antoine. Vendredi 20 novembre, Thomas Guénolé a appris que la chronique qu'il tenait sur RMC était suspendue et même définitivement arrêtée. Cela lui a été confirmé par un mail reçu dimanche soir, comme il l'a indiqué au site Arrêt sur images.

Mais le politologue (enseignant à Sciences-Po) a tout de même tenu à vérifier par lui-même en se rendant dans les locaux de la radio, ce lundi 23 novembre. Il n'a pas eu accès au studio, comme une ultime confirmation de sa mise au ban de la radio. Quelques instants plus tard, il a évoqué une rupture définitive du contrat qui liait, selon les informations du HuffPost, sa société Vox Politica à la radio jusqu'au 24 juillet 2016.

En cause, une chronique qu'il a tenue mardi 17 novembre dans la matinale de Jean-Jacques Bourdin (voir la vidéo en haut de l'article) qui a provoqué la colère du ministère de l'Intérieur. Ce jour-là, peu après 7h20, il s'intéressait "aux accusations de dysfonctionnements dans notre sécurité intérieure qui se multiplient dans la presse", après les attentats du 13 novembre.

Ce qui n'a pas plus à la direction de la rédaction de RMC, c'est quand Thomas Guénolé a repris à son compte -sans le citer- un article de La Lettre A qui mentionnait que lors des attentats, "il n'y a que 3 fonctionnaires de la BRI de garde" sur les 50 que comptent la division. Il concluait en réclamant une commission d'enquête qui, si elle confirmait les informations qu'il donnait, devait conduire à la démission du ministre de l'Intérieur.

"Être de garde ou d'astreinte, ce n'est pas la même chose"

"Dans son mail, la direction de RMC me reproche d'avoir donné des informations inexactes alors qu'aucun des organes de presse n'a reçu de demande de démenti par rapport aux informations qu'ils avaient donné. Nicolas Comte, un syndicaliste de la police, a donné des précisions sur la BRI en disant qu'il y avait bien d'autres personnes d'astreinte mais l'astreinte et la garde, ce n'est pas la même chose", précise au HuffPost Thomas Guénolé, qui insiste sur le fait qu'il ne faisait que relayer des critiques sans les considérer comme vérifiées.

Le désormais ex-chroniqueur affirme aussi que, dans son mail pour lui signaler la fin de sa chronique, RMC ajoute que depuis sa chronique les journalistes de la radio subissent un black-out total de la part du ministère de l'Intérieur ou de leurs sources chez les forces de l'ordre. "Ce genre de pressions, c'est glaçant", commente-t-il.

"Les reproches sur cette chronique représentent les trois quarts du mail et le dernier quart concerne des reproches plus généraux sur ma chronique. Mais jusqu'à maintenant, cela ne semblait pas poser de problème particulier et les relations que j'entretenais avec Philippe Antoine me semblaient normales lorsqu'on évoque les relations entre le directeur d'une rédaction et un chroniqueur grande gueule", ajoute Thomas Guénolé qui s'interroge encore sur les suites à donner à cette affaire. huffingtonpost.fr 23.11

En complément dans le registre profitons-en.

- Philippe Houzé: «Ouvrir le dimanche est vital pour le BHV» - LeFigaro.fr

Le patron du groupe Galeries Lafayette assure que les attentats renforcent le besoin d'ouvrir tous les dimanches dans les grands magasins parisiens. LeFigaro.fr 23.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- L'Ukraine suspend la livraison de marchandises vers la Crimée - euronews.com

La péninsule ukrainienne annexée par la Russie en mars 2014, mais dépendante de Kiev pour ses besoins vitaux est déjà confrontée depuis le week-end dernier à une coupure d'électricité quasi-totale. Des "explosions" ont endommagé les pylônes des lignes à haute tension.

La décision de suspendre les livraisons de marchandises a été prise par le président ukrainien Petro Porochenko et son Premier ministre Arseni Iatseniouk et approuvée au cours d'un Conseil des ministres extraordinaire.

D'après notre correspondante, "Moscou affirme travailler dur pour accélérer la construction d'un réseau de câbles électriques vers la Crimée. La première étape du projet devrait être achevée d'ici début 2016, la seconde d'ici l'été prochain.

Pour les autorités de Crimée, c'est Kiev qui est responsable de cette crise électrique. L'Ukraine assure ne pas connaître les responsables et a ordonné une enquête.

Le ministre ukrainien de l'Énergie Volodymyr Demtchichine a également souligné qu'il était impossible de réparer les lignes de haute tension dans l'immédiat, car des installations "pourraient être minées". Une fois les accès sécurisés, il faudra au moins 72 heures pour rétablir l'électricité vers la Crimée".

Selon plusieurs experts, l'Ukraine veut également ramener l'annexion de la Crimée à l'agenda international, alors que ce dernier est monopolisé par le conflit en Syrie et la menace jihadiste en Europe et au-delà. euronews.com 23.11

2- Syrie

- La Russie multiplie ses frappes sur la Syrie - euronews.com

Alep, Raqqa, Homs, pour ne citer qu'elles, ces villes syriennes ont été visées ce week-end par des missiles russes. Selon le porte-parole du ministère russe de la Défense, l'aviation russe a effectué plus de 140 sorties ces dernières 48 heures et frappé près de 500 cibles terroristes en Syrie. Elle aurait ainsi détruit un millier de camions-citernes transportant du pétrole brut vers les usines contrôlées par l'État islamique. Également détruite, une raffinerie près de Raqqa considérée comme l'une des principales sources de financement des terroristes. euronews.com 23.11

3- Argentine

3.1- L'Argentine tourne la page Kirchner et élit le libéral Macri - AFP

Le libéral Mauricio Macri a été élu dimanche président de l'Argentine lors du second tour de l'élection présidentielle, un scrutin marquant la fin de l'ère Kirchner et un virage à droite pour la 3e économie d'Amérique latine.

Outsideur de cette élection, Mauricio Macri a bâti une coalition victorieuse autour du parti de droite qu'il a fondé, le PRO, en associant notamment les radicaux de l'UCR (centre-gauche), un parti historique en perte de vitesse qui a donné à Cambiemos une dimension nationale.

Cet ancien président du club de football de Boca Juniors, le plus prestigieux d'Argentine, promet une rupture avec la politique économique protectionniste menée par les gouvernements de Nestor (2003-2007) et Cristina Kirchner, depuis 2007.

Le nouveau président, qui prendra ses fonctions le 10 décembre, aura pour principale mission de redresser l'économie, au bord de la récession, après dix ans de forte croissance.

Le contrôle de l'accès aux devises étrangères, la limitation des importations, les barrières douanières, la surévaluation du peso argentin ou le conflit sur la dette avec des "fonds vautours", ont particulièrement compliqué le commerce avec la 3e économie d'Amérique latine.

M. Macri est le fils d'un puissant homme d'affaires italien qui a fait fortune en Argentine. Né dans la ville de Tandil, à 400 km de Buenos Aires, il a grandi dans la capitale.

Après des études dans un des établissements les plus huppés de la ville, il a suivi des études d'ingénieur avant de diriger des entreprises du Groupe Macri, créé par son père.

Sans majorité à la chambre des députés, ni au Sénat, Mauricio Macri devra tisser des alliances pour gouverner l'Argentine. AFP 22.11

3.2- La réaction ne perd pas de temps.

Indignation en Argentine après l'éditorial du journal « La Nacion » prenant la défense des tortionnaires de la dictature - LeMonde.fr

« Repudio », « rejet » en espagnol. C'est le terme que l'on voit le plus fleurir sur les comptes Twitter argentins, après la parution, lundi 23 novembre, d'un éditorial très polémique dans les colonnes du quotidien de droite La Nacion. LeMonde.fr 23.11

Haut de page

Le 25 novembre 2015

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Articles d'actualité* en ciblant les articles qui nous semblaient présenter un réel intérêt ou qui confirmaient certaines informations, car on conçoit que chacun souhaite vérifier certains faits par le biais de différentes sources ou en procédant par recoupement, c'est ce que nous essayons de faire généralement, mais hélas on n'en a pas toujours le temps ou cela peut s'avérer compliqué. Ainsi on a évacué des dizaines et dizaines d'articles sans intérêt.

La causerie plus tard dans la journée. Jje dois aller en ville pour régler le problème du téléphone de ma compagne qui ne fonctionne plus, elle en a besoin car elle n'a pas d'horaires fixes et elle doit m'appeler en fin de journée pour que j'aille la chercher en moto à la sortie de son boulot. Je vais perdre au moins 2 heures.

Pondichéry 16h35

La causerie du jour est prête parce que j'ai réussi à démonter et réparer le téléphone de Selvi, du coup je n'ai pas eu à sortir.
La mousson est terminée, temps radieux, un peu chaud, 30°C dans la pièce qui me sert de bureau.

J'ai rectifié les liens vers les causeries de septembre et octobre qui comportaient une erreur.

Une réflexion politique sur la situation.

Il est faux de croire que seule la crise du capitalisme serait à l'origine de la stratégie de la classe dominante.

On n'a pas cessé de nous raconter qu"ils n'avaient plus les moyens d'entretenir leurs armées et de faire des guerres, et en réalité on assiste au contraire, car la guerre c'est comme l'économie, il faut la penser à l'échelle mondiale. Le dollar, la Bourse et l'économie mondiale auraient dû s'effondrer ou éclater, et résultat ils sont toujours en place, sans qu'on s'interroge davantage. Toutes les théories qui ont été avancées pour interpréter la situation mondiale et son évolution se sont avérées foireuses à l'arrivée sans que n'intervienne la moindre recomposition du mouvement ouvrier. On nous a expliqué qu'il fallait analyser la situation avec les outils dont nous disposions il y a un siècle ou un siècle et demi pour finalement aboutir au même résultat. On nous a aussi affirmé que la conception de la lutte de classes du XIXe et du début du XXe siècle demeurait valable, autrement dit et qu'il ne fallait surtout pas la modifier en tenant compte des importantes transformations ou bouleversements qui étaient intervenus dans le domaine des sciences et des technologies, au sein de la composition des différentes classes sociales, etc. bref, pour finalement se retrouver sans parti ni internationale.

Mais rassurez-vous, c'est normal et apparemment tout le monde ou presque s'en satisfait, c'est à croire que ceux qui pensent ainsi n'ont pas vraiment de raison de se plaindre de leur condition, ceci expliquant cela. On comprend qu'ils soient les plus prompts à déserter le combat politique comme ils viennent une fois de plus d'en faire la démonstration. Vous voulez un autre exemple. La crise grecque a démontré que la question déterminante n'était pas les rapports à l'Union européenne mais bien ceux aux institutions nationales, qui dès lors qu'on se fondait dedans, interdisait toute autre politique ou toute issue politique conforme aux besoins des travailleurs. Qui en a tiré cette leçon ? Aucun parti. Dès lors il ne faut pas s'étonner de ce qui nous arrive et le pire est devant nous.

En face, ils savent tout cela évidemment et contrairement à nous ils en tiennent compte. Ils savent qu'il n'existe aucun parti en mesure de mobiliser les masses et qu'on est à leur merçi, sinon pourquoi se permettraient-ils de faire preuve de tant d'arrogeance et de provocation. Il y en a même qui estiment que cela ne sert à rien de combattre leur idéologie, alors qu'ils s'en servent pour conditionner les masses et les entraîner dans des guerres dont elles sont et seront encore plus dans le futur les principales victimes. Leur propagande hystérique et la désinformation quotidienne auxquelles se livre la réaction n'auraient aucun effet sur les travailleurs, sur la manière dont ils perçoivent leur condition, leurs rapports à l'Etat, à ses représentants, à la société, quand on observe où en sont arrivés les Américains, le peuple américain, il est permis d'en douter fortement, non ?

S'ils sont parvenus à mettre en place un système financier mafieux qui gangrène toute la société et leur permet d'assurer la survie du régime capitaliste à l'agonie, c'est parce que le mouvement ouvrier a fini par être totalement corrompu et s"était employé à embourgeoiser les masses exploitées.

Trotsky comme Lénine avaient émis un certain nombre de pronostiques en affirmant que la classe dominante ne parviendrait jamais à réaliser certains objectifs, sauf si elle parvenait à mâter, neutraliser, dévoyer complètement le mouvement ouvrier au point qu'il abandonne l'objectif de son propre combat, nous y sommes, alors il ne faut pas s'étonner que notre ennemi se croit tout permis, il agit comme s'il n'avait plus réellement d'ennemi. Et paradoxe de cette misérable déchéance de l'avant-garde du mouvement ouvrier, pour un peu l'histoire sordide que la réaction est en train d'écrire donnerait raison au renégat Kautsky (ex-dirigeant marxiste ayant capitulé à l'aube de la révolution russe de 1917, théoricien de l'ultra impérialisme ou de l'entente mondiale entre les différents impérialistes), à terme on entend, car entre temps cela pourra passer par une nouvelle guerre mondiale, qui dans l'état actuel des choses renforcerait encore le pouvoir de l'oligarchie financière au point de faire sauter les derniers obstacles à la mise en place de son nouvel ordre mondial au niveau de la planète toute entière. Car c'est seulement à ce niveau-là qu'elle y parviendra, avant elle devra composer ou affronter toutes les forces qui s'y opposent, les différents Etats ou impérialismes qui ne sont pas prêts de l'adopter ainsi que des résidus du mouvement ouvrier, d'où la guerre qu'elle mène à la Russie et à la Chine notamment.

Les marxismes n'ont jamais affirmé que le socialisme triompherait forcément un jour face au capitalisme, au contraire, ils ont même émis sans la développer l'hypothèse de la victoire finale de la barbarie sur la civilisation humaine pour peu que le prolétariat mondial ne serait pas capable de se doter des moyens d'accomplir ses tâches historiques, ce qui voulait dire que dès lors tout devenait possible, même l'inconcevable, l'inimaginable, ce qu'on se refuse à croire au lieu d'essayer d'en comprendre l'origine pour corriger nos erreurs et se donner les moyens de vaincre notre ennemi, se doter d'une nouvelle direction pour guider les masses sur la voie du socialisme.

On arrêtera là pour aujoud'hui, retenons que notre époque fourmille de paradoxes qu'on est incapable de comprendre, et donc de prendre en compte dans nos analyses et nos conclusions pratiques, la manière dont les uns et les autres ont abordé la situation en Syrie en est l'illustration. On se retrouve face à des situations totalement inédites dans tous les domaines ou sur tous les plans, mais on refuse de l'admette, c'est cela le plus fort, du coup on est paumé ou on se réfugie derrière des principes qui ne peuvent pas s'appliquer tels quels sans nous faire basculer dans le camp de la réaction ou servir ses intérêts, c'est désastreux et dévastateur, suicidaire. Après on s'étonnera que tous les partis ouvriers soient en crise, se putréfient et éclatent, c'est normal.

A force de ne pas vouloir passé pour des réactionnaires on l'est devenu malgré nous et on ne s'en aperçoit pas, je suis à l'aise pour en parler, puisque j'ai failli tomber dans ce piège lors du bombardement de la Libye pour aussitôt corriger le tir, en fait j'ignorais tout ou presque sur ce pays et je m'étais fié à ce qu'on m'avait raconté sur Kadhafi et son régime qui n'avait aucun rapport avec l'enjeu de cette guerre. Cela m'a servi de leçon, et depuis je n'ai cessé de m'informer avant de commencer à réfléchir à la position qu'il

fallait adopter pour éviter de me fourvoyer à nouveau. C'est la première leçon que devrait apprendre par coeur tout marxiste, et que malheureusement nos dirigeants ont oublié ou n'ont jamais appris.

Mélenchon, l'idiot utile du régime.

- Mélenchon accuse la Turquie de vouloir compromettre la grande coalition - Le Huffington Post

On lira plus loin que cette "grande coalition" était du domaine de l'illusion dès lors que les Américains et les Russes poursuivaient des objectifs opposés conformément à leurs intérêts respectifs, et au-delà de leurs visions de la stratégie mondiale à adopter pour assurer la survie du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, plus que la survie du régime capitaliste qu'ils savent voué à l'effondrement, vision qu'ils ne partagent pas ou en partie seulement.

On se demandera si Mélenchon fait exprès de faire le crétin ou s'il l'est véritablement, cela nous étonnerait même qu'il se pose la question, c'est simplement un charlatan, un aventurier.

Confirmation. Les Etats-Unis et la France bombardent les infrastructure de la Syrie pour soutenir Daesh.

Hollande est allé prendre ses ordres à Washington et opère une volte-face sur le champ.

Pour démonter la propagande états-unienne, il suffit de mettre en avant que depuis plus d'un les Américains et ses alliés n'ont jamais bombardé les colonnes de camions citernes transportant le pétrole de Daesh vers la Turquie, alors que les Russes ont détruit plus de 500 de ces camions. Ainsi en se contentant d'énoncer les faits, il est démontré qui combat Daesh et qui le soutient.

- Rencontre entre François Hollande et Barack Obama : un refus poli. - Francetv info

"La Russie pourrait jouer un rôle, seulement si elle accepte de concentrer ses frappes uniquement pour détruire Daech", a ainsi déclaré Barack Obama. La grande coalition avec la Russie n'est plus à l'ordre du jour et François Hollande n'utilise plus l'expression. Les divergences avec Moscou sont même mises en avant. Le président français s'aligne sur la position américaine. Le départ de Bachar al-Assad, président syrien, reste un objectif prioritaire. Onze jours après les attentats, Barack Obama promet d'intensifier l'action militaire en Syrie. Francetv info 24.11

On aura compris que cette intensification des actions militaires de l'OTAN et ses alliés du Golfe en Syrie visera essentiellement les infrastructures de la Syrie pour affaiblir le pouvoir en place pour qu'il finisse par s'effondrer, pendant qu'ils continueront de financer, armer et entraîner les barbares qu'ils prétendent combattre.

Cette "grande coalition avec la Russie" était impensable puisque les Américains et les Russes n'ont pas les mêmes objetifs en Syrie, leur opposition se cristallisant autour du sort d'Assad et du régime syrien.

Hollande n'a semble-t-il pas tenu compte de la la détermination des Américains à atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés en Syrie et qui visaient avant tout la Russie, et que par conséquent il était impossible d'en être un allié militaire puisque leurs intérêts économiques, et politiques et militaires au Moyen et au Proche-Orient les opposaient. A moins que cela ne réflète les flottements qui règnent au sommet de l'Etat face aux prises de position en faveur d'un rapprochement avec la Russie prôné par Les Républicains et certains responsables du PS, contrairement au clan Valls et Fabius alignés sur Israël et les néolibéraux américains.

- "Aucun sens" de maintenir les sanctions contre la Russie, selon Jacob (LR) - AFP

Ces flottements reflètent les affrontements entre les différents clans de l'oligarchie financière anglo-saxonne sur la manière de régler la question syrienne, d'affaiblir la Russie, pour étendre encore son hégémonie sur le monde. On retrouve ces contradictions dans tous les partis de l'ordre, ainsi que ceux qui ont liés leur sort à celui du capitalisme. Ne croyez pas ceux qui vous racontent que la crise des différents partis serait uniquement lié au contrôle de leur appareil ou de sordides histoires de pouvoir ou d'argent, elle a toujours une origine politique.

- Attentats: Hollande reçu par Obama pour renforcer la lutte contre l'EI - AFP

- Lutte contre l'État islamique : François Hollande obtient le soutien total de Barack Obama - Francetv info

- Pour la presse, une action au sol contre l'EI est inévitable - AFP

En famille. Le PCF (donc le Front de gauche) soutient la guerre de l'Etat français contre la République arabe syrienne.

Il reste que l'option militaire n'est plus contestée, y compris dans le journal communiste L'Humanité, longtemps réticent. "L'enjeu aujourd'hui n'est pas de savoir comment gagner la guerre, mais comment contribuer à y mettre fin. Cela passera par une initiative militaire en aidant les forces locales qui se battent sur le terrain contre l'expansion djihadiste", écrit Maud Vergnol, qui souligne que "celle-ci doit se réaliser dans le cadre du droit international et de l'ONU". AFP 24.11

Le "cadre du droit international" et l'ONU ont été conçus comme des instruments politiques conduisant à imposer des devoirs coercisifs à ses membres ou à ceux qui ont accepté ce cadre, au détriment de leurs droits, de leur indépendance et de leur souveraineté, pendant que ceux qui les ont conçus, les Américains et ses alliés occidentaux dont les Israéliens, sont exonérés de ces devoirs et conservent le droit d'agir à leur guise, c'est-à-dire de violer les résolutions votées à l'ONU, tandis qu'ils imposent aux autres Etats de les respecter à la lettre sous peine de sanctions, y compris de leur déclarer la guerre ou de détruire leur pays.

S'en remettre au "cadre du droit international" ou à l'ONU c'est cautionner la manière dont il est appliqué et son fonctionnement, c'est accepter le rôle hégémonique que les Américains se sont attribués en dehors de toute légitimé, sinon celle que lui confère sa puissance financière et militaire.

Le PCF roule pour le PS, le régime.

- Régionales: Laurent (PCF) évoque une "fusion des listes de gauche" au second tour - AFP

Pierre Laurent, tête de liste du Front de gauche pour les régionales en Ile-de-France, a évoqué mardi l'hypothèse, si le PS devançait les autres formations de gauche au premier tour, de "travailler à la fusion des listes de gauche" pour "empêcher la droite et l'extrême droite" de l'emporter.

Autre composante du Front de Gauche, le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon est quant à lui opposé à un accord avec le PS. AFP 24.11

Il est vrai que lorsqu'on tient ce discours patriotique ou d'union nationale (sur France 2 le 22 novembre 2015) : "Quand on affiche l'attachement à la République et au drapeau tricolore qui est le mien (...) nous formons ensemble une communauté républicaine (avec Les Républicains, l'UDI, le MoDem, les patrons, le Medef, le CAC40 - LVOG). Le drapeau tricolore et la Marseillaise sont des moyens de se rassembler", au détriment du rassemblement des masses exploitées sous le drapeau rouge des Communards et des combattants pour le socialisme, après un tel témoignage de fidélité et de vassalité envers le régime, il va de soi qu'il est inutile de passer un accord avec le PS, celui passé avec le régime suffira.

Commentaires d'internautes

1- "Oui, on sait ... la gauche de la gauche s'oppose au premier tour pour fusionner au second ... donc les électeurs de gauche intelligents voteront directement pour le PS dès le 1er tour ... Eh oui, le vote PC, Vert et PG est rendu complètement inutile par la fusion annoncée avec le PS au second tour ... voilà comment on se tire une balle dans le pied avant même le vote ..."

2- "Comme d'hab' quoi le PCF et les écolos ne sont que les forces d'appoint du PS ! D'ailleurs pourquoi passer par la case PCF, les électeurs devraient directement voter PS ! Et aprés le PCF s'étonne de faire moins de 5% ! Les électeurs ne sont pas cons au point de voter pour un parti croupion !"

3- "Le PCF n'a donc toujours pas compris que c'est justement sa position d'opposant au PS au 1er tour puis de rallié au PS au second tour qui explique son érosion inéluctable. Cela ne tient pas la route, même plus pour faire obstacle au FN, même pas pour défendre la "gauche" depuis que le PS est devenu libéral. Et de raclée en raclée, de non remboursement en non remboursement de frais de campagne, le PCF disparaitra. Heureusement, le PG est plus malin et plus droit dans ses bottes."

Il ne disparaîtra pas parce qu'ils se partagent les rôles avec le PG, l'allié objectif du stalinisme. Quant au PG allié d'EELV lui-même allié du PS, tu parles d'un bonheur ! Mélenchon sait que les électeurs du PG se foutent de son discours et qu'ils n'ont pas davantage de conscience politique que le reste de la population et qu'un certain nombre d'entre eux voteront malgré tout pour le PS au second tour.

Et puis, je n'ai pas toutes les déclarations des dirigeants du PG sous la main, je suis certain qu'ils recourent au double langage du genre on n'appelle pas à voter pour les candidats du PS, on appelle à battre la droite ou l'extrême droite, cela fait des années que les staliniens et les différents cliques trotskystes s'y livrent, nous ne sommes pas dupes.

Réaction de la Russie après la provocation de guerre de la Turquie.

- Poutine: l'avion russe abattu à 1 km de la frontière turque - sputniknews.com

L'avion militaire russe abattu mardi par la Turquie se trouvai à 1 km de la frontière turque, a déclaré le président russe Vladimir Poutine lors de sa rencontre avec le roi de Jordanie Abdallah II.

Il est "évident" que l'avion russe ne menaçait pas la Turquie, a dit M. Poutine.

L'avion russe Su-24 a été abattu au-dessus du territoire syrien par un missile air-air tiré depuis un avion turc, selon lui.

Cet incident en Syrie "dépasse largement le cadre de la lutte antiterroriste ordinaire", a-t-il renchéri.

L'avion s'est écrasé à 4 kilomètres de la frontière turque, a précisé le chef de l'Etat russe. sputniknews.com 24.11

- Défense russe: une violation de l'espace aérien turc exclue. - sputniknews.com

"L'avion militaire russe Su-24 a été abattu par un chasseur turc F-16 au-dessus du territoire de la République arabe syrienne, alors qu'il retournait à la base aérienne de Hmeimim. L'analyse des données des systèmes de contrôle objectif montre sans ambiguïté que l'avion russe n'a pas violé l'espace aérien turc", a souligné le ministère. sputniknews.com 24.11

- Avion russe abattu en Syrie: Milos Zeman condamne la Turquie - sputniknews.com

"On entend de temps en temps des suppositions concernant la coopération entre la Turquie et l'Etat islamique. L'aviation russe lutte contre l'EI et l'attaque contre un avion militaire russe est une mesure trop radicale qui ne fera qu'aggraver la situation dans la région", a indiqué le président cité par la télévision tchèque. sputniknews.com 24.11

- Poutine: la Russie ne tolérera aucun crime comme celui perpétré contre le Su-24 - sputniknews.com

Le chef du Kremlin a estimé que cet incident constituait un "coup dans le dos" de la Russie.

"La Russie a toujours traité la Turquie non seulement en voisin, mais en ami. Je ne sais pas qui avait besoin (d'un tel incident, ndlr), mais pas nous", a indiqué Vladimir Poutine.

"Au lieu d'établir un contact immédiat avec la Russie après l'incident avec le Su-24, la Turquie s'est adressée à l'Otan, comme si c'était la Russie qui avait abattu leur avion", a déclaré le président russe.

En outre, Vladimir Poutine a comparé le recours turc à l'Otan à la création d'une alliance pro-EI. sputniknews.com 24.11

- Le chef de la diplomatie russe annule sa visite en Turquie - sputniknews.com

Le chef de la diplomatie Russe Sergueï Lavrov a pris la décision d'annuler sa visite de travail en Turquie, prévue pour mercredi prochain, sur fond de tensions liées à l'avion russe Su-24 abattu par l'aviation turque.

En outre, le ministère russe des Affaires étrangères a recommandé aux Russes de ne pas se rendre dans ce pays, a indiqué M. Lavrov, jugeant la menace d'attentats aussi élevée dans ce pays qu'en Egypte, où un avion de ligne russe avait été détruit en octobre dernier dans un attentat à la bombe au-dessus de la péninsule du Sinaï.

"Il a été décidé d'annuler la rencontre qui devait réunir demain à Istanbul les ministres des Affaires étrangères russe et turc", a annoncé M.Lavrov s'adressant à la presse à Sotchi. sputniknews.com 24.11

- Moscou pourrait utiliser le trafic pétrolier de Daech pour attaquer Ankara en justice - sputniknews.com

La Russie possède suffisamment de preuves attestant que la Turquie achète du pétrole à l'Etat islamique (Daech) et elle peut utiliser ces éléments pour saisir les instances judiciaires internationales.

Dans une interview accordée mardi à l'agence Sputnik, l'ex-chef du bureau de renseignement à l'état-major général turc Ismail Hakki Pekin a indiqué que Moscou pourrait utiliser les informations sur le trafic de pétrole entre l'Etat islamique et la Turquie pour traduire cette dernière devant la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye.

Prié de commenter la destruction d'un Su-24 russe par un missile air-air turc au-dessus de la Syrie, M. Hakki Pekin a souligné que l'avion abattu ne manifestait pas d'intentions hostiles envers la Turquie.

"Des terroristes ouïgours et tchétchènes constituent la majeure partie de la population vivant dans la région de Bayir-Bucak où l'incident a eu lieu. Abattre un avion engagé dans une opération contre ces éléments terroristes était une erreur grossière. Le Su-24 russe ne constituait aucune menace pour la Turquie et n'affichait pas de comportement hostile", a déclaré l'ex-chef du renseignement militaire turc.

Selon lui, la Russie pourrait utiliser les informations concernant la vente de pétrole par les terroristes via le territoire turc pour traduire Ankara devant les juridictions internationales.

"Si cela se produit, la Turquie se retrouvera vraiment dans une situation difficile", a indiqué Ismail Hakki Pekin.

D'après lui, Moscou pourrait également répondre d'une autre manière à la destruction de son bombardier.

"Rappelez-vous les sanctions décrétées par la Russie contre la Géorgie en 2008 et celles infligées à l'Ukraine en 2014. En outre, en réponse à l'intensification des activités de l'Otan, la Russie a déployé des systèmes de missiles Iskander sur son littoral de la mer Baltique. Moscou possède un potentiel puissant dans ce domaine", a affirmé l'expert.

Il est persuadé que la Turquie s'éloigne de plus en plus de l'Iran, de la Syrie et de l'Irak pour s'engager dans le sillage des Etats-Unis. sputniknews.com 24.11

En complément

Poutine: du pétrole livré par l'EI détecté en Turquie par le groupe terroriste Etat islamique (EI), a déclaré mardi le président russe Vladimir Poutine.

"Nous avons remarqué depuis longtemps que sur le territoire de la Turquie afflue une grande quantité de pétrole et de produits pétroliers venant des territoires occupés. Ce qui procure d'importants revenus aux formations armées", a déclaré M. Poutine. sputniknews.com 24.11

- Avion abattu: un acte de vengeance d'Ankara pour les frappes russes contre l'EI? - sputniknews.com

Certains experts supposent qu'un bombardier russe Su-24 a été abattu par l'aviation turque à titre de vengeance pour les frappes aériennes portées par la Russie contre les positions des djihadistes de l'Etat islamique en Syrie.

Pour comprendre les raisons de la destruction de l'avion russe par la Turquie, il faut examiner la politique syrienne d'Ankara qui accorde toujours une assistance aux djihadistes de l'Etat islamiques (EI), a déclaré à Sputnik le vice-président du Parti démocratique des peuples (HDP), Nazmi Gür.

"Il faut tout d'abord évaluer le rôle qu'Ankara a joué et joue toujours dans la crise syrienne depuis les cinq dernières années. Ensuite, on ne doit pas non plus oublier que les Turkmènes syriens n'étaient au début ni bien armés ni organisés et n'aspiraient pas trop à faire la guerre contre Assad", a relevé l'expert.

Selon M.Gür, c'est la Turquie qui les a entraînés, armés et soutenus face à Damas.

"Et finalement, cette région de la Syrie (à la frontière avec la Turquie, ndlr) est actuellement peuplée non seulement par des Turkmènes. Différents groupes d'extrémistes radicaux s'y sont également installés. Tout le monde le sait, comme le fait que ces derniers bénéficient toujours d'un soutien de la Turquie", a indiqué le vice-président du parti pro-kurde.

Et de rappeler que l'aviation russe s'était mise à liquider les terroristes qui se livraient entre autres à la contrebande du pétrole.

"On comprend bien que certains milieux influents en Turquie en tiraient de gros bénéfices, en s'enrichissant pratiquement sur la guerre. Tous ces facteurs pris ensemble font la lumière sur les raisons du comportement des militaires turcs", a conclu M.Gül.

Installés de longue date à Alep, Homs, Rakka et au nord de Lattaquié, les Turkmènes syriens ont toujours vécu en bonne entente avec les populations arabes et kurdes. Mal aimés du régime de Hafez Al-Assad, le défunt père de l'actuel président syrien Bachar el-Assad, qui les stigmatisait pour leurs liens avec la Turquie, ils ont résisté des années durant à sa politique d'assimilation arabe. Quand les hostilités ont éclaté sur le sol syrien en 2011, les Turkmènes se sont ralliés aux forces anti-Damas. Ils se battent plutôt aux côtés de l'Armée syrienne libre (ASL), même si certains ont rallié l'EI, à Rakka.

Un bombardier russe Sukhoi Su-24 engagé dans l'opération contre le groupe terroriste Etat islamique (EI) en Syrie s'est écrasé mardi sur le territoire syrien, à 4 km de la frontière turque. Selon le président russe Vladimir Poutine, le Su-24 a été abattu dans l'espace aérien syrien par un missile air-air tiré par un chasseur turc F-16.

La Turquie affirme que l'avion russe a violé son espace aérien. D'après le ministère russe de la Défense, l'avion se trouvait dans l'espace aérien syrien, à un kilomètre de la frontière turque. sputniknews.com 24.11

- Avion russe abattu: "Ankara a jeté le masque" - sputniknews.com

L'attaque d'un bombardier russe par l'aviation turque prouve que les djihadistes de l'Etat islamique bénéficient d'un soutien à Ankara, estime une députée allemande.

Le fait qu'un bombardier russe Su-24 a été abattu par la Turquie près de ses frontières témoigne d'un soutien accordé par le gouvernement turc au groupe terroriste Etat islamique (EI), a indiqué sur son compte Twitter Sahra Wagenknecht, députée et premier chef adjoint du parti Die Linke au Bundestag.

"Il y a en Turquie des sympathisants de l'EI. Le gouvernement turc a jeté le masque", a écrit Mme Wagenknecht. sputniknews.com 24.11

Quelques extraits d'articles.

Révélateur. Les Américains se sont toujours accommodés du nazisme.

ONU : Les Etats-Unis, le Canada et l'Ukraine rejettent une résolution contre la glorification du nazisme - legrandsoir.info

Un comité de l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution pour « combattre la glorification du nazis » avec le soutien de 126 pays.

A la surprise générale, les Etats-Unis, l'Ukraine et le Canada ont voté contre.

La résolution, proposée par la Russie et à laquelle 52 Etats, dont le Brésil, la Chine, l'Inde et le Kazakhstan ont participé, a pour but d'introduire des mesures permettant de lutter contre la glorification du nazisme, du néonazisme et de toutes autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance.

Elle condamne aussi toute négation de l'holocauste et toutes les formes de glorification du nazisme, y compris l'exaltation des membres des Waffen SS. Les auteurs et ceux qui ont signé le document ont fait preuve de leurs préoccupations quant à l'édification de monuments et de mémoriaux vénérant les nazis et aux « éternelles tentatives de détruire des monuments dédiés à ceux qui ont combattu les nazis lors de la Seconde Guerre mondiale ».

Le vote s'est déroulé au sein du troisième comité de l'Assemblée générale de l'ONU sur les questions sociales, humanitaires et culturelles. Le vote de toute l'Assemblée générale doit intervenir plus tard, lors de la sa 70ème session. 126 états membres sur 193 ont voté pour la résolution tandis que 4 pays, notamment les Etats-Unis, le Canada, les Palaos et l'Ukraine, ont voté contre. Les 53 autres pays se sont abstenus.

Ces quatre voix qui se sont élevées contre cette résolution ont suscité bien des questions. La Russie a même qualifié le choix de ces pays de « regrettable » et « déconcertant ».

L'année dernière, 115 pays avaient voté pour une résolution similaire et trois contre, les Etats-Unis, le Canada et l'Ukraine. legrandsoir.info 22.11

Comment les Américains n'ont cessé d'alimenter le terrorisme

- Lettre ouverte de pilotes à Obama: les drones US, force motrice du terrorisme - sputniknews.com 21.11

Quatre anciens pilotes de drones américains ont adressé une lettre ouverte au président américain Barack Obama, au chef du Pentagone Ashton Carter et au directeur de la CIA John Brennan demandant de fermer le programme américain des drones qui pousse les civils à rejoindre l'EI.

D'après les militaires, dont la lettre a été publiée par Die Zeit, les frappes aériennes des drones américains ne font que pousser les civils à rejoindre l'EI, se transformant en "programme d'enrôlement de nouveaux terroristes".

Selon les anciens militaires, les Etats-Unis doivent revoir leur point de vue sur la mise en œuvre des drones, car ces attaques emportent les vies de nombreux civils et ne font qu'alimenter la haine utilisée par les groupes terroristes, notamment

par l'Etat islamique.

Les pilotes ont également souligné que les atrocités qui ont eu lieu dans le camp de Guantanamo servent les causes des partisans de l'EI.

D'après les pilotes, le programme des drones créé par les gouvernements américains précédent et actuel, est devenu la force motrice du terrorisme et de déstabilisation dans le monde. Washington a publiquement menti sur l'efficacité du programme tout en taisant d'énormes pertes parmi les civils.

"Nous ne pouvons pas rester silencieux face à des attentats semblables à ceux de Paris, sachant quelles conséquences néfastes induit le programme des drones aux États-Unis ainsi qu'à l'étranger", lit-on dans la lettre ouverte. sputniknews.com 21.11

Pour savoir pour qui roulent les barbares, cherchez qui les a équipés.

- Pourquoi l'État islamique roule-t-il dans des 4x4 japonais neufs? sputniknews.com

A en juger par les récentes déclarations des médias étrangers, l'EI a plusieurs méthodes pour renouveler régulièrement son parc automobile. Par exemple, les médias turcs ont rapporté en janvier dernier que l'EI et ses complices en Turquie avaient réussi à transporter au moins 5 000 voitures en Syrie par la frontière dans les environs de Reyhanli. La marque des voitures envoyées n'a pas été citée.

De plus, en juin 2015, le premier ministre irakien Haïder al-Abadi a déclaré qu'après la prise de la grande ville de Mossoul les extrémistes de l'EI avaient mis la main sur 2 300 voitures blindées américaines Humvee. D'après lui, cela a considérablement augmenté les capacités militaires des terroristes. sputniknews.com 08.10

Les Etats-Unis de la guerre.

- Les Etats-Unis ont été en guerre 222 des 239 années de leur existence - Arrêt sur info

Le pays n'a été en paix que 21 ans depuis sa création en 1776.

Depuis que les Etats-Unis ont été fondés en 1776, ils ont été en guerre 214 ans sur les 235 ans de leur existence (NdT: texte de 2011, une mise à jour a été faire en fin d'article donnant le chiffre avancé). En d'autres termes, il n'y a que 21 années de calendrier durant lesquelles les Etats-Unis n'ont mené aucune guerre.

Pour mettre ceci en perspective:

- Prenez n'importe quelle année au hasard depuis 1776 et il y a 91% (93% avec les chiffes ajustés à 2015) de chances que les Etats-Unis étaient impliqués dans une guerre au cours de cette année là.

- Aucun président des Etats-Unis ne se qualifie vraiment comme étant un président de temps de paix. De fait, tous les présidents des Etats-Unis qui se sont succèdés peuvent être tous considérés comme des "présidents en guerre".

- Les Etats-Unis ne sont jamais restés une décennie complète sans être en guerre.

- La seule fois où les Etats-Unis sont demeurés 5 ans sans être en guerre (1935-40) fut durant la période isolationniste de la Grande Dépression. Arrêt sur info 16.11

ACTUALITE EN TITRES

Libéré du capitalisme et du même coup de la barbarie et de la guerre.

- François Hollande: "Nous devons à nos enfants plus qu'un monde libéré du terrorisme" - L'Express.fr

Alors libérons-nous des instititutions de la Ve République, instaurons une République sociale.

Qui alimentent le racisme ? Les vrais coupables : L'islam et les musulmans.

- Manuel Valls appelle l'islam à "couper toute complaisance vis-vis des terroristes" L'Express.fr

- A Paris comme à Londres, les attaques contre les musulmans se multiplient - euronews.com

Les actes islamophobes se multiplient après les attentats de Paris, et pas seulement en France. En Grande-Bretagne, les attaques contre les musulmans ont augmenté de 300 % la semaine dernière, selon l'association Tell Mama. Du simple tag à l'agression physique, ce sont les femmes voilées, âgées de 14 à 45 ans, qui sont les plus visées. Les assaillants sont, pour la plupart, des hommes de 15 à 35 ans.

En France, la communauté musulmane – qui représente environ 8 % de la population – n'est pas épargnée.

Outre ces attaques, le Collectif contre l'Islamophobie en France s'inquiète du nombre de plaintes déposées pour des brutalités policières depuis l'instauration de l'état d'urgence. euronews.com 24.11

Etat policier. Ils font régner la terreur parmi la population.

- Xavier Bertrand souhaite des forces de sécurité dans les trains - Public Sénat

- Valls: "20.000 fiches S" dont "10.500" concernant la "mouvance islamique" - AFP

"Il y a 20.000 fiches S, soyons précis. 10.500 concernent les individus mis en attention pour leur appartenance à la mouvance islamique, la mouvance radicale, ou leur lien avec la mouvance", a affirmé M. Valls sur Canal +.

"Et puis tous les autres peuvent concerner des membres d'autres mouvements considérés comme terroristes: le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la ligue liée à des mouvements tamouls, la branche militaire du Hezbollah, des militants violents liés à l'ultra droite ou à l'ultra gauche, des hooligans, etc.", a précisé le locataire de Matignon. AFP 24.11

Ah, il a évoqué les tamouls, ma compagne est Tamoul et je vis au Tamil Nadu, la menace se précise, je déconne !

Il vise le PKK qu'Erdogan bombarde en Syrie, la casquette de Premier ministre d'Israël ne lui suffisait pas apparemment. Mais pas la LDJ (Ligue de défense juive) cataloguée terroriste aux Etats-Unis et en Israël, la milice fasciste du Crif, un oublie sans doute...

- Attentats de Paris : le choc d'un restaurateur après une perquisition administrative dans son établissement Francetv info

Il est 20h30, samedi 21 novembre, quand des dizaines de policiers font soudain irruption dans ce restaurant de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise). Ils sont lourdement armés. Le propriétaire n'en revient toujours pas. "C'est impressionnant. Vous voyez 40 policiers débarquer d'un coup. On ne sait pas ce qu'ils cherchent", témoigne le gérant Yvan Agac, qui précise qu'il était "apeuré, choqué". C'est à coups de bélier que les policiers défoncent une première porte au sous-sol. Deux autres suivront, mais les agents ne vérifient jamais si elles sont vraiment fermées.

Selon l'ordre de perquisition de la préfecture : "il existe des raisons sérieuses de penser que se trouvent des personnes, armes ou objets liés à des activités à caractère terroriste". Ils fouillent le bureau et finissent par déclarer que "finalement ils n'ont rien trouvé, que je n'irai pas en garde à vue. Ils me souhaitent une bonne soirée et s'en vont". Une soirée qu'Yvan Agac ne devrait pas oublier. Francetv info 24.11

La réaction soutien Hollande et exulte

- Mesures de sécurité: "on ne va pas bouder notre plaisir" (Chatel, LR) - AFP

Déstabilisation des Etats ou la stratégie mondiale du chaos et de la guerre

- Attentat à Tunis : le président décrète l'état d'urgence pour 30 jours - LeMonde.fr

- Athènes : une bombe explose sans faire de victime - euronews.com

Haut de page

Le 26 novembre 2015

CAUSERIE

En famille. Exagérions-nous quand nous affirmions que le PS et l'extrême droite partageaient les mêmes intérêts ?

- Hollande et Le Pen "renforcés" par les attentats pour un Français sur deux - AFP

Normal, ils sont les seuls en dernier recours à pouvoir sauver le régime. Sachant que le Front de gauche soutient le PS, le PS incarne à la fois le front populaire et l'union nationale jusqu'à l'extrême droite. Autrefois, dans les années 30, avec les staliniens, il avait préféré le fascisme et la guerre à la révolution socialiste, donc rien de nouveau.

Comment a-t-on pu imaginer un instant qu'on pourrait construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire en faisant la courte échelle à de tels partis ? On se demande aussi comment des militants peuvent encore cautionner cette stratégie qui devait s'avérer suicidaire à terme, sinon qu'elle résulte de la confusion qui consistait à fabriquer des arguments et à les présenter de telle sorte qu'ils devaient servir à légitimer un objectif qu'on considérait dès lors comme acquis. Dit autrement, à partir d'un raisonnement simpliste ou d'un syllogisme qui en réalité relevait du sophisme, un syllogisme fabriqué de toutes pièces qui parce qu'il reposait sur un premisse erroné devait aboutir à une toute autre conclusion en pratique que l'objectf prévu. La seule stratégie valable pour construire le parti, c'est d'appliquer le front unique ouvrier en direction du PS (et du PCF). On va appliquer le front unique. Ainsi on va construire le parti. A l'arrivée point de parti, le PS est au pouvoir et applique une politique soutenue par le parti de l'ordre officiel et l'extrême droite.

Ne dites pas cherchez l'erreur, car le plus fort c'est qu'on nous dit qu'il n'y en aurait pas ou qu'aucune n'aurait été commise, donc tout va très bien et il faut se réjouir du résultat obtenu.

Les lambertistes, qui dorénavant n'ont pratiquement plus rien à envier aux staliniens, dans le contexte de laréaction sur toute la ligne incarnée par le gouvernement Hollande-Valls-Belkacem, ont pris l'initiative d'adresser une lettre à la Ministre de l'Education nationale pour la rappeler à l'ordre par le biais de la Libre Pensée, parce qu'elle assimilerait la laïcité à une religion ou aurait commis le crime de se livrer à "*une forfaiture anti-laïque*"(http://www.fnlp.fr/index.php?mact=News, cntnt01,detail,0&cntnt01articleid=167&cntnt01returnid=21), ce qui est parfaitement son droit en tant que représentante de la classe des capitalistes et de ses intérêts. Elle développe l'idéologie de la réaction et c'est tout naturel en tant que ministre et dirigeante du PS, elle demeure fidèle à la nature du PS qui est un parti de droite et réactionnaire, or c'est justement ce dont cette initiative s'emploie à soustraire à l'attention de ceux auxquels le CCI-POI s'adresse ou ce que cette lettre nie pour le compte de la contre-révolution ou de la réaction, contribuant à alimenter l'illusion que le PS serait un parti de gauche ou un parti ouvrier.

On pourra nous objecter sans que cela ne change quoi que ce soit à notre analyse et notre conclusion, qu'ils auraient procédé de même avec une ministre issue du parti Les Républicains. Effectivement et c'est logique, puisqu'elle aurait également incarné le régime que les lambertistes ne combattent pas pour le renverser mais pour le rendre plus supportable aux travailleurs, car l'abandon du combat pour le socialisme est à l'origine de leur politique opportuniste.

A l'opposé, jamais vous nous entendrez reprocher quoi que ce soit à Hollande, Laurent, Mélenchon, Sarkozy ou Le Pen, ils sont les représentants de la réaction et ils font leur boulot, ils sont dans leur rôle. De la même manière, jamais vous nous entendrez les féliciter ou les soutenir pour avoir pris une mesure forcément accompagnée de mauvaises intentions envers les travailleurs. Mieux encore, jamais nous n'exigerons d'eux quoi que soit, jamais nous ne les ménagerons, sauf exceptions rarissimes qui confirmeraient la règle car il faut bien tenir compte des paradoxes ou des tours que nous joue l'histoire, la Syrie par exemple en est un exemple.

Ils profitent de l'ignorance ou de la naïveté des militants qui se concentreront sur le contenu de cette lettre, ils seront bien les seuls dans ce cas-là car Belkacem n'en aura absolument rien à foutre, mieux elle pourra s'en féliciter et par mépris justifié envers ces laquais elle n'y répondra pas. Elle se félicitera d'être ainsi légitimée ainsi que Hollande et Valls qui l'ont nommée à ce poste, car il faut bien avouer que le gouvernement en a bien besoin.

On pourrait aussi nous objecter que l'on confond la forme et le contenu de cette initiative ou de cette lettre. Nous répondrons qu'il arrive qu'il se confonde ou que c'est souvent la forme qui détermine en dernière analyse le contenu d'une initiative ou qui lui donne sa réelle signification politique, autrement dit ce qu'il en restera, on retiendra ici par exemple que Belkacem ou le gouvernement Hollande-Valls demeure fréquentable ou qu'on serait en droit d'en attendre quelque chose pour continuer de s'adresser à eux comme si on ignorait la poilitique réactionnaire qu'ils appliquaient, comme quoi le contenu n'était pas l'essentiel dans cette initiative qui relève de la manipulation des militants.

Pour ceux qui n'auraient pas bien saisi de quoi il s'agit, un exemple.

C'est d'ailleurs ce qu'a signifié le juge Trevidic en affirmant à l'adresse de Hollande-Valls-Fabius-Le Drian qu'on ne pouvait pas "*proclamer qu'on lutte contre l'islam radical tout en serrant la main au roi d'Arabie saoudite revient à dire que nous luttons contre le nazisme tout en invitant Hitler à notre table*", car le seul fait d'inviter Hitler à sa table suffit à comprendre que ceux qui auraient été à l'origine d'une telle initiative n'avaient pas vraiment l'intention de lutter contre son régime au-delà du contenu du discours qu'ils lui auraient tenu qui aurait passé au second plan. C'est la forme qui détermine l'orientation et le contenu au-delà des mots, dans le cas contraire on s'en remettra aux apparences du discours, trompeuses.

Et bien c'est exactement la même chose avec le POI, le POID, le NPA et LO, ou encore le Front de gauche.

Ce qu'on a du mal à saisir tellement c'est évident, logique, c'est pourquoi les militants ne parviennent pas à le comprendre, il faut croire qu'il leur manque un instrument logique pour interpréter la réalité ou que la politique ou les positions qu'ils défendent ne sont pas le produit de la mise en oeuvre de cet instrument logique. Pour l'explication politique proprement dite, on renvoie les lecteurs à la caractérisation d'Engels de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier britannique reprise par Lénine dans L'impérialisme stade suprême du capitalisme, qui évidemment n'était pas vraiment à leur avantage, elle s'applique également à notre époque.

On ne s'étonnera pas dès lors que le POI n'exige pas la levée immédiate de l'état d'urgence. Normal, il tient plus d'un syndicat intégré aux institutions que d'un parti ouvrier. Il a même trouvé le moyen de faire pire.

A propos du n°379 d'Informations ouvrières et du congrès du POI.

Informations ouvrières est devenu un hebdomadaire aussi insipide que la presse nationale aux ordres. Le titre de la couverture du n °379 aurait pu être celui du Figaro ou du Parisien :"*La France sous l'état d'urgence... Mais... Premiers craquements après le vote unanime à l'Assemblée nationale...* ", un constat sans aucun intérêt, sauf si on attend quelque chose des institutions antidémocratiques de la Ve République, alors que la classe ouvrière n'est pas représentée à l'Assemblée nationale, il est bon tout de même de faire croire le contraire, ce sera à la page suivante.

Mieux encore, en page 2 et 3 on avait le droit à une sorte de revue de presse en guise d'analyse, autant dire aucune. Il titrait "*Appel à l'unité nationale pour l'état d'urgence... Mais pas si simple*", comme s'ils existaient réellement une opposition organisée en France contre l'état d'urgence. Vous l'ignoriez et bien c'est un tort. Vous apprendrez qu'au "*Sénat, ça commence à craquer*" sans rire, par la voix du PCF qui soutient le régime depuis le milieu des années 20.

En page 3 il vont faire plus fort encore en tronquant les déclarations de Martinez pour la CGT et de Mailly pour FO en ne retenant que la partie de leur double langage destinée à les faire passer pour des va-t-en-guerre contre l'état d'urgence. Toujours plus fort, ils pratiqueront de même avec une déclaration de la Ligue des droits de l'homme (LDH) liée au PS et avec le Syndicat de la magistrature également lié au PS, et cerise sur le gâteau ou manipulation suprême ils feront de même avec Mélenchon en ne retenant que le passage suivant de son intervention sur France 3 : "*à qui France 3 demande, le 22 novembre, s'il aurait voté la prolongation de l'état d'urgence s'il avait été député, répond :*

« Je pense que non (…). Aucun pays au monde n'a jamais tiré bénéfice en matière de sécurité de la réduction de ses libertés. »", zappant délibérément la suite de son discours que nous avons rapporté dans la causerie du 23 novembre et que nous reproduisons ici pour que les lecteurs puissent vérifier par eux-mêmes qu'on est bien en présence d'une opération de mystification :

- Attentats: Mélenchon "*pense*" qu'il n'aurait pas voté l'état d'urgence - AFP

"*Sans doute le gouvernement pense-t-il que de cette manière il rassure la population qui a besoin de l'être. (...) Je ne me moque pas de ceux qui ont voté l'état d'urgence, je comprends que cela est fait pour apaiser. Mais (...) le contenu de l'état d'urgence n'apporte quasiment rien aux lois dont nous disposons déjà pour pourchasser les terroristes*", a expliqué M. Mélenchon, soucieux de ne pas adopter un ton polémique.

M. Mélenchon aurait préféré que la prolongation de l'état d'urgence soit soumise au vote "*tous les 15 jours par exemple comme l'ont proposé (s)es camarades*".

Il a également déploré que le président de la République ait annoncé lundi une révision de la Constitution "en plein deuil national" et "en oubliant une fois de plus le peuple français qui doit être appelé au processus constituant". AFP 22.11

On appelle cela être pris en flagrant délit de manipulation. Autrement dit ce n'est pas Informations mais Désinformations Ouvrières que devrait s'appeler l'hebdomadaire du POI.

Nous avions fait précéder cette dépêche de l'AFP de la grille de lecture suivante :

- Au-delà du double langage habituel du démagogue, Mélenchon cautionne ouvertement l'instauration de l'état d'urgence qui aurait

la vertu d'"apaiser" les craintes de la population, alors qu'il a été décrété par ceux qui la terrorise en réalité, ne serait-ce qu'en se rendant coupable de la régression sociale sans fin qui frappe les couches les plus fragiles du prolétariat qu'il conduit au désespoir.

Il va même plus loin en légitimant les "*lois liberticides*" déjà adoptées dont ils réclament l'application, et qui n'ont pour seul objectif de protéger le régime et non la population.

Pour terminer, il confirme qu'il a bien adopté la Constitution de la Ve République au lieu de combattre pour son abolition en regrettant uniquement le moment choisi et la procédure retenue pour la modifier par Hollande.

On aura compris qu'on est en présence d'un agent du régime et rien d'autre. (causerie du 23 novembre)

En résumé le POI en titrant "*Appel à l'unité nationale pour l'état d'urgence... Mais pas si simple*" tendait à faire croire que l'état d'urgence serait contesté par les organisations citées plus haut et ce sale personnage, alors qu'en réalité il n'en est rien.

S'agissant du charlatan Mélenchon, ce n'est pas vraiment un hasard après le message que le Parti de gauche avait adressé au POI, un peu comme s'il faisait déjà partie du Front de gauche ou y était associé :

« *Chers camarades, Le secrétariat national (SEN) du Parti de gauche adresse un salut fraternel à l'ensemble des délégués du congrès du POI réunis ce week-end à Paris et leur souhaite de bons travaux, Fraternellement, Sarah Legrain, secrétaire nationale aux relations unitaires et extérieures* ».

Mélenchon et les siens ne s'y sont pas trompés, ils ont dû constater que le tournant droitier du POI qui se confirme semaine après semaine le rapproche du Front de gauche. On en reparlera assurément.

En page 4, on apprenait que "*de nombreuses prises de position syndicales se multiplient contre l'état d'urgence*", pour agrémenter cette assertion ils reproduiront "*des extraits d'une lettre du secrétaire général de l'UD CGT de Haute-Garonne*", Cédric Caubère. Et que lit-on dans cette lettre ? Pour commencer une ode à la gloire de la Ve République dont se réclame la CGT : "*La CGT, c'est avec elle et grâce à elle que des millions de salariés, tout au long de ses cent vingt ans d'existence, ont pu donner un sens et une traduction concrète aux valeurs et principes de la République inscrits dans la Constitution*"

Et en guise de condamnation de l'état d'urgence, au nom de la CGT il "*en appelle à notre plus grande vigilance et détermination (...) ne nous laissons pas impressionner et détourner de notre engagement et de nos mandats* " autant dire du vent ou une nouvelle fois le double langage habituelle. En voici un autre exemple où il en appelait au "*valeurs de la France*", on croirait entre le général-président de Gaulle : "*Lutter pour les valeurs qui font la France, c'est plus que jamais revendiquer et mobiliser pour faire valoir notre droit constitutionnel à l'emploi.*".

Discours gaulliste qui sera relayé dans la "*Lettre aux lecteurs d'Informations ouvrières, aux militants de toutes tendances du mouvement ouvrier et à tous les citoyens attachés à la défense de la démocratie - Adoptée à l'unanimité des délégués au Ve Congrès du POI*", adressée "*à tous les citoyens attachés à la défense des valeurs de la démocratie républicaine*" que revendiquent également Hollande et Sarkozy.

On comprend pourquoi pour le POI proposer une stratégie révolutionnaire digne de ce nom relèverait du "*miracle*" et qu'il préfère s'en abstenir, en réalité il n'a aucune ligne politique à proposer aux travailleurs en dehors de défendre leur bout de gras au quotidien, ce qui réduit le POI à courant syndical. A les entendre il serait indécent de proposer une perspective politique aux travailleurs, ils feraient mieux d'avouer qu'ils en sont incapables ou qu'ils s'y refusent :

"*Nous rejetons toute prétention à détenir à nous seuls la vérité, ou à proposer des solutions « miracles » qui résoudraient les difficiles problèmes qui se posent dans la situation qui vient de s'ouvrir. Tournant le dos à toute attitude péremptoire donnant des « leçons » aux travailleurs et aux dirigeants, nous nous adressons à vous pour construire ensemble, jour après jour, les réponses qui uniront la résistance des travailleurs et de la population laborieuse de ce pays.*", sans direction, sans orientation, sans programme, sans théorie, quelle horreur ! Voilà à quel niveau (zéro) ils abaissent la lutte de classe du prolétariat.

Le POI le revendique : "*Nous sommes convaincus que c'est dans cette direction qu'une issue pourra être ouverte, et non dans celle d'un renforcement des institutions antidémocratiques de la Ve République, renforcement de l'arsenal antidémocratique approuvé, au nom de l'union nationale, par les députés de gauche comme de droite et d'extrême droite, à l'occasion du vote de la prolongation de l'état d'urgence à l'Assemblée nationale.*", direction ravalée au rang de de défense du trade-unionisme ou du réformisme qui évidemment à défaut de combattre pour le renversement des institutions de la Ve République aura pour seul objectif d'éviter "*un renforcement des institutions*" avec lesquelles on s'accommodera.

Et page 6, c'est sans surprise qu'on apprendra dans le compte-rendu de leur congrès, qu'il avait été pratiquement exclusivement réservé à des questions d'ordre alimentaire, mais surtout pas politiques. Pratiquement rien sur le régime et les institutions évoquer en passant, la crise du capitalisme à l'origine de toutes ces guerres et du terrorisme, rien sur la

stratégie mondiale de l'oligarchie financière, expression qui ne figure même pas dans ce numéro d'Informations ouvrières, j'ai tapé les expressions "*banquiers*", puis "*multinationales*", idem, disparus, envolés, ils ont réussi l'exploit de tenir un congrès en les évacuant, rien sur les guerre en cours et la manière de les aborder, Blum et Thorez auraient été fiers d'eux !

Bref, dès lors "*c'est tout naturellement que, au cours des deux jours de congrès, la discussion s'est ordonnée autour de la proposition de conférence nationale pour la défense des conquêtes de 1936 et 1945.*".

Face à la guerre dans laquelle Hollande et son gouvernement veulent nous entraîner, le POI oppose... le droit au travail ! Délirant, non désertion du combat politique, capitulation face au régime avec lequel ouvertement le POI s'accommode.

Il n'y a rien d'étonnant qu'en guise de résistance, car ces gens-là sont courageux, ils se sont empressés d'annuler la manifestation prévue le 5 décembre en défense de la laïcité à laquelle devait participer le POI pour ne pas avoir à affronter le régime ou faire de l'ombre à Hollande qui leur en sera grès assurément.

Le POI a décidé également qu'ils n'auraient plus de secrétaires nationaux ou de porte-parole pour le représenter, confirmant qu'il n'est plus un parti, entre nous, nous n'avions pas attendu ce congrès pour l'affirmer.

Nous allions oublier un point important qui ne vous a peut-être pas échappé : la scission du POI n'a apparemment fait l'objet d'aucune discussion puisqu'elle ne figure pas dans leur compte rendu qui s'étalait sur 4 pages, extraordinaire ! On n'avait jamais vu cela dans le mouvement ouvrier, ils ont fait encore plus fort que les staliniens.

Une scission intervient forcément sur la base de désaccords politiques profonds, les dirigeants du POI n'ont cessé de clamer que les instances de leur parti était le lieu privilégié où il fallait en discuter et trancher, or ils ont fait exactement l'inverse. Pourquoi ? Cette discussion aurait-elle pu être trop compromettante et mettre en relief la véritable nature contre-révolutionnaire de ses dirigeants, leur imposture ?

Désormais nous classerons le POI au côté du PCF et du PG, et nous cesserons d'y consacrer du temps pour rien comme me l'ont reproché plusieurs militants.

Pourquoi le coup d'Etat terroriste du 13 novembre ? Une réponse.

- Le Parlement vote largement pour la prolongation des frappes en Syrie - Public Sénat

Tous les groupes de l'Assemblée, de la majorité comme de l'opposition, ont voté en faveur de la prolongation de l'intervention. Seul le groupe Front de gauche s'est abstenu. (Ceci confirme ce que nous avons écrit plus haut. - LVOG)

Après les députés, les sénateurs ont voté pour le prolongement de l'intervention des forces aériennes françaises en Syrie contre Daesh, entrainant l'autorisation du Parlement. Au bout de trois mois, la Constitution oblige de passer par un vote du Parlement. Les sénateurs. 325 sénateurs ont voté pour et 21 se sont abstenus. Tous les groupes politiques du Sénat ont voté pour, à l'exception du groupe CRC (communiste), qui s'est abstenu.

«Le 13 novembre a changé la donne, une riposte à la mesure de l'agression que nous avons subie s'est imposée», a déclaré le Premier ministre Manuel Valls à la tribune de l'Assemblée. Public Sénat 25.11

En complément.

- Après les policiers, les gendarmes autorisés à porter leur arme en dehors de leur service - Francetv info

- Attentats: Manuel Valls demande à l'UE d'arrêter l'accueil des réfugiés - AFP

Erdogan a été reconduit à son poste, depuis il a descendu un bombardier russe, avant lui Netanyahu qui a dû faire péter l'avion russe au-dessus du Sinaï est reparti à l'offensive contre les Palestinien, Hollande s'est fait plaisir avec son attaque terroriste qui lui a permis de suspendre les droits politiques du mouvement ouvrier et de s'engager davantage dans la guerre en Syrie, Obama est aux anges tout a marché à peu près comme sur des roullettes, même que le Hezbollah a eu le droit à son attentat dans son fief au Liban, alors le sort de ces réfugiés qu'ils ont tous instrumentalisé... Pour eux ils ne valent pas plus chers que le peuple martyrisé palestinien, l'extrême droite n'a qu'à s'en occuper cela ne fera qu'ajouter au chaos et préparer la suite des réjouissances...

Qu'est-ce que je suis bien dans mon trou en Inde...

Les représentants des différentes couches du capitalisme ne sont pas sur la même longueur d'onde face au développement de la situation en Syrie et ses conséquences.

- Retailleau : « L'obsession anti-Bachar a été l'erreur française » - Public Sénat

« On voit bien, ces dix dernières années, que les guerres n'ont jamais réglé les problèmes » a affirmé le président du groupe LR du Sénat, Bruno Retailleau. Public Sénat 25.11

- Fillon (LR): contre l'EI, soutenir Kurdes, Hezbollah, armées, mais pas l'ASL AFP

L'ancien Premier ministre François Fillon prône une "coalition mondiale" qui soutiendrait "les seules forces au sol qui combattent réellement l'Etat islamique", citant Kurdes, Hezbollah, armées syrienne et irakienne mais pas l'armée syrienne libre (ASL) soutenue par les Occidentaux.

Sur France Inter, M. Fillon a prôné de "constituer une alliance mondiale avec tous les combattants possibles et appuyer les seules forces au sol qui combattent réellement l'Etat islamique, qui sont des forces hétéroclites, qui ne sont pas toutes faciles à défendre compte tenu de leur comportement passé, puisque ces forces, c'est les Kurdes, qu'on aide mais pas suffisamment et qui par ailleurs se font bombarder par les Turcs, c'est le Hezbollah, qui combat l'Etat islamique avec le soutien de l'Iran (...), l'armée nationale syrienne et dans une moindre mesure l'armée irakienne".

Donc la France doit soutenir le Hezbollah, dont l'aide militaire figure sur la liste des organisations terroristes de l'UE ? "Je pense que la coalition mondiale doit aider tous ceux qui sont sur le terrain capables de battre l'Etat islamique. Sinon nous allons entrer dans un conflit qui va durer vingt ans. Ou alors l'alternative, c'est d'y aller nous-mêmes. Et chacun sait que les Occidentaux n'iront pas combattre en Syrie: les Américains n'iront jamais et sans les Américains, les autres Occidentaux ne peuvent pas y aller", a poursuivi l'ancien Premier ministre.

Quid de l'Armée syrienne libre, non mentionnée par M. Fillon ? "J'ai jamais vu l'opposition syrienne se battre contre l'Etat islamique. L'opposition syrienne se bat principalement contre le régime d'Assad", a-t-il affirmé.

"C'est pas avec ces forces-là qu'on va battre l'Etat islamique. Et si les Russes bombardent ces forces-là c'est parce que les Russes essaient de protéger le régime syrien. Et aujourd'hui, malheureusement, je considère que le régime syrien est nécessaire dans un premier temps pour battre l'Etat islamique parce que si le régime syrien tombe c'est l'EI qui s'emparera du territoire parce que nous n'irons, nous les Occidentaux, jamais l'en empêcher", a développé M. Fillon.

La Russie n'a-t-elle pas modifié sa stratégie depuis l'attentat dans le Sinaï et ceux de Paris ? "C'est une farce extraordinaire. Les Russes ont une stratégie depuis le début, ils n'en ont pas changé, nous, nous n'avons pas de stratégie", a dit le député de Paris, qui prône également le rétablissement d'un "dialogue technique" entre la France et la Syrie. "J'ai utilisé le mot ambassade, je l'ai retiré depuis". AFP 25.11

L'Empire du chaos ne désarme pas.

- Les Etats-Unis sanctionnent un représentant syrien pour achat de pétrole à l'EI - AFP

- Obama signe la loi interdisant la fermeture de Guantanamo mais ne renonce pas - AFP

- L'Ukraine cesse ses achats de gaz russe, Gazprom s'inquiète pour le transit vers l'Europe - AFP

- L'Ukraine interdit aux avions russes de survoler son territoire - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

La "banalisation de la haine anti-musulmans" au pays de la démocratie, de la paix et de la liberté.

- Etats-Unis: de nombreux incidents anti-musulmans depuis les attentats de Paris - AFP

Les incidents contre les musulmans ont, depuis les attentats de Paris, atteint "un niveau sans précédent" aux Etats-Unis, nourris par les virulents discours de certains républicains comme Donald Trump en pleine campagne présidentielle, selon la principale association américaine de défense des droits civiques des musulmans.

"C'est du jamais vu sur une période aussi courte", explique à l'AFP Ibrahim Hooper, porte-parole du Council on American-

Islamic Relations (CAIR). Y compris, selon lui, après le 11-Septembre.

Depuis le 13 novembre, des dizaines d'incidents anti-musulmans ont été signalés dans tout le pays: coups de feu contre une mosquée de Meriden dans le Connecticut (nord-est), où le FBI participe à l'enquête; vandalisme contre un centre islamique de Pflugerville au Texas dont la porte a été couverte d'excréments, un acte que la police a qualifié de "crime de haine"; un graffiti d'une tour Eiffel en signe de la paix - symbole des attentats de Paris - a également été peint sur un centre islamique d'Omaha dans le Nebraska (centre).

Au Texas, où une demi-douzaine d'incidents ont été signalés, les lumières extérieures et la porte de verre d'une mosquée à Lubbock ont été brisées. A Corpus Christi, le centre islamique a reçu des menaces demandant à ses fidèles "de se convertir au christianisme avant qu'il ne soit trop tard", selon CAIR. A Irving, une manifestation devant un centre islamique a dénoncé "l'islamisation de l'Amérique". Et un homme en treillis a également été arrêté à San Antonio, selon la police, après être rentré dans une mosquée, insultant les fidèles qui priaient.

CAIR évoque aussi des coups de feu contre la maison d'un couple musulman à Orlando (Floride), une femme voilée traitée de "terroriste", et un chauffeur de taxi éthiopien chrétien, pris pour un musulman, apparemment frappé et menacé par un passager se disant armé à Charlotte (Caroline du Nord).

"Nous avons déjà eu des poussées de crimes haineux contre les musulmans, mais sur des périodes plus longues", explique M. Hooper.

"Il y en a eu beaucoup après le 11-Septembre, mais à l'époque, il y avait aussi beaucoup de soutien pour la communauté musulmane. On ne voit plus ça", ajoute-t-il.

Selon lui, la rhétorique anti-musulmans déjà constatée après l'attentat contre Charlie Hebdo s'est aggravée, nourrie par le discours politique extrême de certains candidats républicains à la Maison Blanche.

"Nous voyons la banalisation de la haine anti-musulmans par des gens comme Donald Trump ou Ben Carson. Cela donne un faux sens de légitimité à ceux qui voudraient perpétrer des crimes de haine", explique M. Hooper.

Et les dirigeants politiques "ne répondent pas, ne réagissent pas à cette poussée de haine anti-musulmans".

Le milliardaire Donald Trump, en tête des sondages dans le camp républicain, a récemment affirmé avoir vu les images de "milliers" de musulmans applaudissant l'effondrement des tours du World Trade Center le 11-Septembre, depuis l'Etat voisin du New Jersey. Il a ajouté qu'il envisagerait le fichage des musulmans, voire l'imposition d'une carte d'identité spéciale. Il s'est aussi dit hostile à l'accueil de réfugiés syriens, tout comme 30 gouverneurs des 50 Etats américains.

Le républicain Ben Carson a lui comparé les réfugiés syriens à des "chiens enragés".

Dans le contexte de la campagne présidentielle, "les attentats à Paris ont eu un impact très négatif sur la communauté musulmane", estime aussi l'imam du centre islamique de Jamaica dans le Queens à New York, Shamsi Ali.

ACTUALITE EN TITRES

A bas le drapeau des Versaillais, de l'union nationale, du corporatisme, de l'extrême droite et de l'Etat capitaliste !

Aucun de ceux qui se drappent dedans ou en font l'apologie n'a sa place au sein du mouvement ouvrier.

- Hommage aux victimes: Hollande appelle à "pavoiser" de drapeaux tricolores les domiciles - AFP

- Attentats de Paris : le retour du drapeau français pour incarner l'unité de la nation - Francetv info

- Les ventes de drapeaux français au plus haut - LeFigaro.fr

Dossier sur la tension entre la Turquie et la Russie

- Avion russe abattu: «Il n'y a eu aucune sommation» des Turcs, affirme le pilote survivant - 20minutes.fr

- Avion russe abattu: l'armée turque assure n'avoir pas connu la nationalité de l'appareil - AFP

Après les accusations de "provocations planifiées" lancées par Moscou, l'armée turque a assuré mercredi qu'elle ne savait pas que l'avion qu'elle a abattu la veille près de la frontière syrienne était russe, et s'est dit prête à "toute forme de coopération".

"Ici l'armée de l'air turque .Vous approchez de l'espace aérien turc. Dirigez-vous vers le sud immédiatement", peut-on entendre en anglais sur l'un de ces enregistrements, consultable sur le site de la chaîne saoudienne Al-Arabiya. Ce message est répété plusieurs fois.

« Il n'y a eu aucune sommation. Pas d'échange radio, ni de contact visuel. Il n'y a eu aucun contact. » Konstantin Mourakhtine, le pilote russe qui a survécu au crash de mardi, l'a affirmé mercredi à la télévision russe : l'armée turque n'a adressé aucune sommation à son avion de combat avant de l'abattre.

Un missile « a soudainement frappé la queue de l'avion »

« Si (l'armée turque) avait voulu nous avertir, ils auraient pu se montrer en volant sur notre parallèle. Il n'y a rien eu du tout », a ajouté le pilote de l'avion russe Su-24, filmé de dos. Lorsqu'un journaliste lui demande s'il est entré dans l'espace aérien turc, le pilote dit « l'exclure entièrement, même pour une seconde ».

« Nous étions en train de voler à une altitude de 6.000 mètres, le temps était dégagé, je pouvais voir parfaitement sur la carte et au sol où se trouvait la frontière et où nous étions », assure-t-il.

Les chasseurs F-16 de l'armée turc ont tiré un missile qui « a soudainement frappé la queue de l'avion », alors qu'il était « en train de rentrer à la base aérienne [de Hmeimim, près de Lattaquié, dans le nord-ouest de la Syrie] après avoir effectué sa mission de combat », explique le pilote.

L'incident avait provoqué la fureur du président russe Vladimir Poutine, qui a parlé d'un "coup de poignard", alors que les relations entre Moscou et Ankara sont déjà tendues. "Nous avons de sérieux doutes sur le fait qu'il s'agisse d'un acte spontané, cela ressemble beaucoup à une provocation planifiée", a affirmé le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov. AFP 25.11

- Tirer sur des pilotes désarmés? "Autodéfense", estime Washington - sputniknews.com

Mark Toner a en fait déclaré que le Département d'Etat n'excluait pas que le tir sur les pilotes éjectés du Su-24 ait constitué un acte d'autodéfense.

"Si ces "Turkmènes" ont été attaqués par un avion russe, ils ont le droit de se défendre", a déclaré M. Toner.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova a attiré l'attention sur la réponse du porte-parole du département d'Etat à la question de savoir si le tir sur des pilotes sans armes pouvait être considéré comme un acte d'autodéfense.

"Il a répondu qu'il n'y avait pas de compréhension de ce qui s'était vraiment passé", a-t-elle écrit.

"Rappelez-vous bien ces mots. Pour toujours. Et moi je ne les oublierai jamais. Je le promets". sputniknews.com 25.11

Avion russe abattu par la Turquie: Moscou dénonce une "provocation planifiée" - AFP

La Russie a accusé mercredi la Turquie de "provocation planifiée" au lendemain du crash d'un avion de guerre russe, abattu près de la frontière syrienne par l'armée turque, tout en écartant, comme Ankara, une escalade militaire dans la région.

"Nous avons de sérieux doutes sur le fait qu'il s'agisse d'un acte spontané, cela ressemble beaucoup à une provocation planifiée", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse.

Pour autant, la Russie "ne fera pas la guerre à la Turquie, (ses) relations avec le peuple turc n'ont pas changé", a affirmé M. Lavrov.

A Ankara, le président turc Recep Tayyip Erdogan a assuré n'avoir "absolument aucune intention de provoquer une escalade après cette affaire" et son Premier ministre Ahmet Davutoglu a souligné qu'Ankara était "ami et voisin" de la Russie.

A des fins d'apaisement, M. Lavrov et son homologue turc Mevlut Cavusoglu "se sont mis d'accord pour se rencontrer dans les

jours qui viennent", selon le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères Tanju Bilgiç.

Lors d'un entretien téléphonique, le ministre turc a "tenté de justifier les décisions de l'armée de l'air" turque en affirmant que l'avion russe avait "volé au total 17 secondes dans l'espace aérien turc", a révélé M. Lavrov.

Mais "cette attaque est totalement inacceptable", a-t-il martelé, ajoutant que Moscou allait "sérieusement réévaluer" les relations entre les deux pays.

L'incident risque en outre de faire dérailler les efforts pilotés par la France pour raccrocher Moscou à la coalition antijihadiste après les attentats de Paris.

A ce sujet, M. Lavrov a d'ailleurs annoncé que la Russie soutenait la proposition du président français François Hollande de fermer la frontière turco-syrienne afin d'"arrêter le flux de combattants" jihadistes.

Lors d'un entretien mercredi soir avec son homologue américain John Kerry, M. Lavrov a dénoncé, selon un communiqué, "une violation flagrante du mémorandum russo-américain sur la sécurité des vols de leurs avions militaires en Syrie", rappelant que la Turquie faisait partie de la coalition menée par les Etats-Unis.

Vladimir Poutine, après avoir dénoncé mardi un "coup de poignard dans le dos", a appelé ses concitoyens à boycotter les plages turques face au "danger terroriste".

Son Premier ministre Dmitri Medvedev a reproché à Ankara ses "actions absurdes et criminelles", l'accusant de "protéger les militants de l'EI". AFP 25.11

Commentaires d'internautes.

1 - "Incroyable ! On a tous les enregistrements entre le controle aérien militaire turc et le coucou militaire russe.... mais on attend encore les enregistrements du controlé aérien civil de Kiev avec l'avion civile de la Malaisian Airlines qui a été dirigés juste droit au dessus d'une batterie de missiles par inadvertance..."

2- "C'est une histoire sans queue ni tête ... l'avion russe qui soi-disant était sur l'espace aérien Turc mais qui s'écrase en Syrie (??) déjà bizarre, ensuite les pilotes qui n'écoutent pas soi-disant 10 alertes (!!!) de se faire descendre quand même (maso et en plus ils perdent un Soukhoï ça coûte cher!!), admettons mais l'aberration continue donc les 2 pilotes sautent, un se fait tirer dessus et meurt tué sauvagement par des djihadistes au sol (tiens tiens les turcs ont des voisins pas fréquentables si près de leur frontière et ça ne les gêne pas autant qu'un avion russe qui survole!) et l'autre est récupéré par l'armée syrienne (on est vachement en Turquie quoi) ... enfin bref au lieu de tirer sur Daesh la Turquie préfère descendre un avion russe qui ne menace en rien la Turquie... mais la Turquie est membre de l'OTAN alors les US les soutiennent ... et au fond c'est ça le problème: nos alliés en réalité soutiennent nos ennemis .... les US et les autres entrant dans une histoire tellement évidente d'hypocrisie que même un gosse de 5 ans comprend qu'il y a un truc qui ne va pas du tout!"

3- "Mais la France a rappelé hier encore avec Washington que la solution passait par le départ d'Assad rapidement donc la Russie devra se plier aux injonctions américaines et de sa force d'appoint constituée par la France. Erdogan qui vient d'être plébiscité, soutenu par l'Amérique et le fric des pays du Golfe ne risque donc rien..."

4- "La guerre en Syrie avait pour objectif de remplacer l'Alaouite et mécréant Assad afin de faire traverser un gazoduc en territoire syrien à partir du Qatar jusqu'en Turquie pour approvisionner ultimement l'Europe. Assad a dit non au Qatar et à la Turquie. Il a eu la guerre..."

5- "Eh bien, la prochaine fois que des chasseurs turcs survoleront la Syrie pour aller bombarder des kurdes, les Russes n'auront qu'à les descendre pour placer Erdogan en face de ses contradictions..."

- La Russie en démonstration de force face aux islamistes - sputniknews.com

Ces quatre derniers jours, les forces armées russes ont détruit 826 sites de l'État islamique en tirant 1 400 tonnes de bombes et 101 missiles de croisière air-sol et mer-sol en Syrie. Les succès de la coalition occidentale sont bien plus modestes.

Selon le dernier communiqué en date du ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou, la composition du groupe aérien russe a aujourd'hui doublé pour passer à 69 avions. Le groupe naval compte 10 navires, dont six en Méditerranée.

La communauté internationale a surtout été impressionnée par les deux Tu-160 qui ont décollé d'Olenia (région de Mourmansk), se sont ravitaillés en vol et, après avoir parcouru 9 500 km, ont frappé des sites terroristes en Syrie avec des missiles de croisière

de haute précision.

Mais les Américains ne semblent apprécier ni l'armement ni le style russe des opérations. Le porte-parole de la coalition occidentale Steve Warren s'est permis, la semaine dernière à Bagdad, de douter des données de contrôle présentées par la Russie en déclarant que les Russes étaient "incapables d'effectuer des frappes précises car ils ne disposent pas de munitions de haute précision, mais ont uniquement des bombes non guidées".

Le colonel n'a manifestement pas encore vu le reportage de journalistes occidentaux montrant comment on installait, sur les avions, les bombes guidées KAB-500 flambant neuves portant encore leurs étiquettes.

Dans le même temps le porte-parole du Pentagone Peter Cook a dû reconnaître que les frappes de l'aviation russe avait "touché le cœur de la structure de l'État islamique, ainsi que les champs pétroliers qui permettent de financer en grande partie son activité". sputniknews.com 25.11

- Les S-400 russes fermeront le ciel de la Syrie à l'Otan - sputniknews.com

La Russie a décidé de déployer des missiles sol-air S-400 en Syrie en réaction à la chute mardi de son bombardier Su-24 abattu par un chasseur turc dans l'espace aérien syrien.

Les avions de l'Otan devront obtenir le feu vert de Moscou pour survoler la Syrie suite au déploiement des missiles sol-air russes S-400 Triumph dans ce pays, a rapporté la chaîne de télévision américaine CNN.

Les missiles S-400 ont une portée suffisante pour couvrir l'ensemble de la Syrie ce qui signifie un contrôle total de l'espace aérien de ce pays par Moscou, note le correspondant de la CNN Matthew Chance.

Le radar du système S-400 est capable de viser simultanément 300 cibles, et possède une capacité antimissile. 72 missiles peuvent y être chargés simultanément.

L'Etat-major général russe a annoncé mercredi matin sa décision de déployer des missiles sol-air S-400 à la base militaire de Hmeimim, en Syrie, après la chute mardi de son bombardier Su-24 abattu par un chasseur turc dans l'espace aérien syrien. Il a en outre envoyé le croiseur lance-missiles Moskva, équipé de systèmes antiaériens près de la province de Lattaquié, dans le nord-ouest de la Syrie, et a annoncé que ses bombardiers voleraient désormais sous la protection de chasseurs.

Ankara et Moscou connaissent de fortes tensions au lendemain de la destruction de l'avion russe. Mais le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a annoncé mercredi que la Russie n'avait pas l'intention de faire la guerre à la Turquie suite à cet incident. sputniknews.com 25.11

- Avion abattu: la Russie prépare une riposte sévère - sputniknews.com

La Russie est prête à annuler les projets commerciaux conjoints et mettre un terme à la coopération militaire avec la Turquie suite à l'affaire du Su-24 abattu, annonce le quotidien russe Kommersant se référant à des sources haut placées dans les structures de l'Etat.

Un interlocuteur du quotidien au sein de l'administration présidentielle a déclaré que les mesures prises à l'encontre d'Ankara seraient rigoureuses et influenceraient sérieusement les relations russo-turques dans plusieurs domaines. Notamment, selon lui, Gazprom évaluera l'opportunité de continuer à réaliser le projet Turkish Stream, gazoduc sous-marin d'une capacité de 63 milliards de m³ de gaz par an. Reliant la Russie à la Turquie, il devait déboucher sur la frontière turco-grecque pour alimenter un hub gazier dont la construction était également prévue. Ce nouveau gazoduc aurait conféré un rôle stratégique à la Turquie dans le domaine énergétique.

Par ailleurs, le plus gros contrat énergétique conclu entre les deux pays pourrait se trouver menacé, s'agissant de la construction par Rosatom de la centrale nucléaire à Akkuyu, la première en Turquie. Le contrat est estimé à 22 milliards de dollars.

Selon le quotidien, la Turquie pourrait à son tour limiter le passage des navires russes via les détroits du Bosphore et des Dardanelles, ce qui est susceptible de se répercuter sur le ravitaillement de la base aérienne de Hmeimim en Syrie. Toutefois, conformément à la Convention de Montreux (1936), la Turquie ne pourra prendre cette démarche que si elle s'estime menacée de guerre. Ce pays ne pourra définitivement fermer le trafic aux navires russes que s'il se trouve en état de guerre avec la Russie. sputniknews.com 25.11

La Russie rompt les contacts militaires avec la Turquie - sputniknews.com

La Russie va rompre les contacts militaires avec la Turquie, selon l'Etat-major général des Forces armées russes.

Suite à l'attaque perpétrée par l'aviation turque contre le bombardier russe Sukhoi Su-24, engagé dans l'opération contre le groupe terroriste Etat islamique (EI) en Syrie, la Russie va rompre les contacts militaires avec la Turquie, a annoncé mardi l'Etat-major général des Forces armées russes. sputniknews.com 25.11

- Avion russe abattu: profondes divergences au sein l'Otan - sputniknews.com

Une série de couacs a émaillé la réunion de l'Alliance. Les enregistrements audio des dialogues des pilotes turcs remis par la Turquie ont été caractérisés comme "tout à fait incompréhensibles".

Le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg est intervenu devant le Conseil de l'Atlantique Nord sur le Su-24 russe abattu sans avoir concerté ses déclarations avec l'ensemble des représentants des pays membres. Il s'agit de sa déclaration personnelle, ont indiqué à RIA Novosti des sources militaires et diplomatiques proches de l'affaire.

"Lors du conseil des représentants permanents de l'Otan consacré à l'avion russe abattu, de graves divergences ont été constatées. Plusieurs représentants des pays membres de l'Alliance ont été très prudents envers les "plaintes turques". De sérieuses divergences concernent notamment les assertions de la partie turque selon lesquelles l'avion militaire russe aurait reçu plus de vingt avertissements", selon les sources.

En outre, les enregistrements audio des dialogues des pilotes turcs remis par la Turquie sont caractérisés comme "tout à fait incompréhensibles".

De leur côté, les Etats-Unis estiment que le Su-24 russe a été abattu dans l'espace aérien syrien après avoir brièvement pénétré dans l'espace aérien turc, rapporte l'agence Reuters citant un fonctionnaire américain anonyme.

Cette conclusion est fondée sur l'analyse d'une "trace thermique de l'avion", selon la source. sputniknews.com 25.11

Bien que les représentants permanents de l'Otan qui ne sont pas vraiment pro-russe aient estimé que ces enregistrements audio étaient "tout à fait incompréhensibles", autant dire fabriqués ou ayant une autre origine, cela n'a pas empêché l'Agence Française de Propagande de s'illustrer en diffusant la version de la Turquie tout en jetant la suspicion sur le pilote russe.

- Avion russe abattu : la Turquie diffuse l'enregistrement de ses avertissements aux pilotes - Francetv info avec AFP 25.11

Mercredi, un homme présenté comme le pilote survivant avait pourtant assuré à des chaînes de télévision russes n'avoir reçu "aucune sommation", et n'avoir eu "aucun contact" avec l'armée turque. La Turquie assure, elle, avoir émis 10 avertissements en l'espace de 5 minutes. AFP 25.11

Un "homme présenté comme le pilote" par les Russes, histoire de sommer le doute sur ses propos. Les Turcs ont présenté une carte montrant le trajet emprunté par l'avion russe qui selon eux aurait franchi la frontière avec la Syrie sur laquelle le tracé correspondrait à 3 à 5 kilomètres en territoire turc soit pendant moins d'une minute, alors partant de cet argument qu'ils ont fourni eux-mêmes, il est matériellement impossible que cet avion soit resté 5 minutes au-dessus de la Turquie et que son pilote ait reçu 10 messages, bref, ils se contredisent eux-mêmes à trop vouloir démontrer la responsabilité des Russes, surtout après que le ministre turc des Affaires étrangères Tanju Bilgiç ait affirmé que l'avion russe avait "volé au total 17 secondes dans l'espace aérien turc", a révélé M. Lavrov suite à une conversation téléphonique qu'il avait eu avec son homologue turc.

Plus sérieusement les Russes ont transmis une carte établi à partir des radars qui a suivi l'avion durant la totalité de son vol depuis son décollage où figure la frontière entre la Syrie et la Turquie, et on voit très bien qu'il n'a pas franchi cette frontière, un

- La Russie dévoile le schéma de vol de l'avion abattu en Syrie - sputniknews.com

Le ministère russe de la Défense a publié un schéma représentant le vol du bombardier russe Su-24 abattu en Syrie par un chasseur turc F-16.

D'après le schéma en question, le bombardier russe, contrairement aux déclarations du gouvernement turc, n'a pas violé l'espace aérien du pays.

Au contraire, c'est le chasseur turc qui a traversé la frontière syrienne dans le but d'attaquer l'avion russe (la trajectoire de l'avion russe est en rouge, les deux points accompagnés du carré violet correspondent à l'endroit où l'avion a été attaqué et où il est tombé par la suite respectivement, ndlr).

Le ministère a également diffusé une vidéo représentant "en direct" le vol de l'avion russe à 4 kilomètres de la frontière turque (la trajectoire de l'avion russe est en rose, celle du bombardier turc en vert). sputniknews.com 25.11

Avion russe abattu en Turquie : quand Erdogan prend du plomb dans l'aile. - lemonde.fr

Depuis 4 ans, Erdogan a un objectif : renverser Assad et installer à Damas un régime proche du sien, dirigé par un parti, celui des Frères musulmans. En voyant la révolution embraser la Syrie, Erdogan s'est dit que la bascule allait avoir lieu. Ensuite, il a commencé à soutenir ceux qui se battaient contre Assad. Armée syrienne libre qu'il a hébergée sur son territoire. Puis voyant qu'elle s'essouffler il a financé des groupes plus radicalisés, jusqu'à Al Qaida (le front Al Nosra), tous réunis dans l'armée de la conquête.Soutenir, financer, entrainer, appuyer par des bombardements.

Tout a été essayé pour renverser Assad. Mais voilà. Assad a un ami qui s'appelle Poutine. Et depuis un mois et demi, le soutien est devenu direct. L'aviation russe bombarde les protégés d'Erdogan qui viennent s'adosser à la frontière de leur puissant allié. Mais ça ne suffit pas. L'armée de la conquète est pillonée, affaiblie jour après jour par les Russes. Assad relève la tête et Erdogan voit ses rêves s'effondrer. La défense de l'espace aérien n'était qu'un prétexte. Abattre le Soukhoï a été le coup de sang d'un président sultan qui perd la main. lemonde.fr 25.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Egypte

Attention, titre trompeur au regard du taux de participation : 29% ! Autant dire que le régime est illégitime et n'a aucune assise parmi la population...

- Les pro-Sissi raflent tous les sièges au scrutin de liste - Reuters

"Pour l'amour de l'Egypte", coalition d'une dizaine de partis politiques favorables au président Abdel Fattah al Sissi, a remporté sans surprise les soixante sièges attribués au scrutin de liste lors de la seconde phase des élections législatives. Ceux-ci s'ajoutent aux soixante autres sièges qu'elle avait raflés lors du premier tour à la mi-octobre.

Le scrutin s'est déroulé dimanche et lundi au Caire et dans douze autres provinces du pays.

Le taux de participation s'est élevé à 29%, a déclaré mercredi la commission électorale égyptienne en annonçant les résultats officiels.

Sur les 222 sièges en lice au scrutin majoritaire uninominal lors de cette seconde phase, seuls neuf sont en ballottage et feront l'objet d'un nouveau tour de scrutin les 1er et 2 décembre.

Selon les termes de la Constitution adoptée avant l'élection de Sissi à la présidence en 2014, le futur Parlement sera composé de 568 élus - 448 au scrutin uninominal et 120 au scrutin de liste. En outre, 28 autres députés seront nommés par le président Sissi à l'issue du scrutin, ce qui portera à 596 le nombre total de députés.

Les résultats provisoires du scrutin sont attendus le 3 décembre et la liste définitive des parlementaires devrait être communiquée le 20 décembre.

L'Egypte se trouve sans Parlement depuis juin 2012, date à laquelle la justice a prononcé la dissolution de l'assemblée démocratiquement élue après le renversement du président Hosni Moubarak en 2011, et dominée par les Frères musulmans.

Alors chef de l'état-major, Abdel Fattah al Sissi a évincé l'année suivante le président Mohamed Morsi, issu de la confrérie et lui aussi démocratiquement élu. L'organisation, qui est le plus ancien mouvement islamiste du pays, a depuis été interdite, étant considérée comme une formation terroriste.

Des formations socialistes et libérales qui auraient pu attirer les voix des opposants ont finalement décidé de ne pas se présenter, ce qui a laissé le champ libre aux partisans du chef de l'Etat, à des personnalités de l'ancien régime, à des notables de province et à des hommes d'affaires. Reuters 25.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- SNCM: le Syndicat des travailleurs corses à son tour en grève - AFP

Le Syndicat des travailleurs corses (STC), seule organisation encore non gréviste à la SNCM, a annoncé mercredi qu'il se mettait à son tour en "grève illimitée", accusant le gouvernement de vouloir faire dégénérer le conflit. AFP25.11

Haut de page

Le 27 novembre 2015

CAUSERIE

Fausse nouvelle, la mousson n'est pas tout à fait terminée, on a encore eu de la pluie et ils ont annoncé "*heavy rain*" pour demain, de fortes pluies, ici cela veut dire le déluge ! Les routes sont devenues impraticables, complètement défoncées, c'est très dangereux, par endroit la chaussée a disparu laissant place à de la boue sur toute la largeur de la route et sur des dizaines de mètres.

Il est 16h30, le soleil se couche dans 2 heures, je vais en profiter un peu, j'en ai bien besoin avec ce boulot de dingue ! A chaque fois que la situation s'emballe, les lecteurs ont pu vérifier depuis 11 ans que j'était mobilisé 24h/24, ils ne comprendraient pas que je déserte, moi non plus !

J'ai téléchargé une trentaine d'articles que j'ai lus hier soir et ce matin, j'en ai retenu 11 que je mettrai en ligne demain. Je vais devoir créer une nouvelle rubrique pour stocker et pouvoir retrouver tous ces articles, car ce serait dommage de les perdre de vue, cela peut toujours servir par la suite.

Je remercie le camarade qui m'a adressé l'article *La tendance à la guerre de l'Occident et le radicalisme islamique*, il fait partie des articles que j'ai sélectionnés.

Je pense que la formule est bonne, au lieu de perdre mon temps à actualiser quotidiennement un tas de rubriques avec des articles qui pour la moitié ou les trois quart n'en valent pas vraiment la peine, ce qui représentait un boulot monstre, on se concentre sur l'essentiel, cela vous fera gagner du temps et à moi aussi. Et quand j'estime que seuls quelques passages d'un article valent le coup, je les reproduis dans la causerie et on zappe le reste sans intérêt ou déjà dit ailleurs. Rien ne vous empêchent évidemment de télécharger d'autres articles figurant dans les portails où nous nous approvisionnons.

Tenez, au fait, j'ai oublié un truc sur le congrès du POI. Apparemment ils ont fait disparaître ses 4 tendances puisqu'apparemment aucune ne s'est exprimées lors de leur congrès, cela vaut également pour l'autre POI, vous savez, sans rire, celui qui serait plus démocratique que l'autre. A suivre.

Pour que les lecteurs et les militants qui ont lu la causerie d'hier puisse vérifier par eux-mêmes ce que j'ai écrit à propos du POI et de son congrès, je mets en ligne 8 pages du n°379 d'Informations ouvrières. Un bon mot, en guise de congrès "ouvert", le POI s'est dissous... (pas de faute, dissous pour le masculin, dissoute pour le féminin.)

Et en plus on vous offre un cours d'orthographe gratuit, alors n'oubliez pas de nous soutenir, merci d'avance.

Bon week-end, quelle ambiance cela doit être en France de sortir et de croiser des flics et des militaires dans les rues, l'horreur !

Guerre idéologique de l'Etat.

Ce sont les agences de presse des différents pays qui diffusent la propagande gouvernementale sous forme de dépêches et articles, que les médias reproduisent tels quels ou brodent dessus en adaptant leur présentation en fonction du public auxquels ils sont censés s'adresser, oeuvrant ainsi à la désinformation générale et au conditionnement de la population.

Les agences de presse fonctionnent donc comme des institutions privées ou semi-privées intégrées à l'Etat qui en est actionnaire ou les finance directement ou indirectement, à partir des subventions que les gouvernements octroient généreusement aux médias

qui servent les intérêts du régime. Ainsi les intérêts de Etat, des agences de presse, des médias institutionnels, des banques et des oligarques partagent les mêmes intérêts et les mêmes objectifs politiques opposés à ceux des masses exploitées et opprimées.

Les médias ne pouvant pas vivre sans le soutien des banquiers ou des oligarques, quand ils n'en sont pas directement propriétaires, ils ne sont pas libres, dès lors on comprend qu'ils soient en pointe dans le combat contre nos libertés politiques et individuelles.

Il est préférable de parler de libertés politiques plutôt que de libertés démocratiques qui tend à induire en erreur les lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs, sur la nature du régime en place ou de l'Etat, qui ne tolère que les libertés qui permettent d'assurer la pérennité des rapports entre les classes qui lui sont favorables ou la domination de classe des capitalistes.

Ne pas situer notre combat au niveau de celui de notre ennemi est suicidaire

Autrefois le combat du mouvement ouvrier était guidé par l'aspiration de la classe ouvrière à changer la société et conquérir son émancipation du capital ou sa liberté, puis il a revu ses prétentions à la baisse en abandonnant cet objectif, dorénavant il ne devait plus lutter que pour l'amélioration de la condition ouvrière dans le cadre de l'ordre établi dont il ne contestait plus la légitimité qu'en paroles, plus tard, fort de ce reniement et de cette trahison illustré par sa soumission au régime en place, les représentants de la classe dominante allaient en profiter pour lancer une offensive généralisée contre tous les acquis ou droits sociaux et politiques qu'elle avait dû concéder au prolétariat au cours de la période précédente de la lutte des classes, ne pouvant pas se payer le luxe d'une troisième guerre mondiale sans que sa condition en soit gravement et durablement affectée, menacée par la crise de son sytème économique qui fragilisait les fondements sur lesquels reposait sa domination de classe, elle optera pour une stratégie mondiale conduisant à la dislocation de tous les rapports qui jusque là avaient cimenté la société, pour la livrer au chaos et à la barbarie sur fond de dictature étouffant toutes les libertés, profitant de la corruption ou de la putréfaction du mouvement ouvrier, de son incapacité à se doter d'une nouvelle directon, pour imposer un nouvel ordre mondial libéré une fois émancipée des contradictions de son vieux système économique et la lutte des classe neutralisée.

Nous sommes actuellement dans la dernière phase de ce processus. Si rien ne dit qu'ils pourront le mener à terme, rien ne dit non plus qu'ils n'y parviendront pas.

Il leur reste encore d'importants obstacles à abattre pour y parvenir, la concurrence que se livrent les différents impérialismes en est un qui n'est pas infranchissable, lorsqu'on observe que les oligarques anglo-saxons-sionistes sont parvenus à rallier la totalité des Etats de l'UE à leur stratégie néolibérale et à leurs guerres avec pour résultat immédiat la quasi-neutralisation du mouvement ouvrier. Ils ont réélu Erdogan et Netanyahu, et ils viennent de parvenir à gagner l'Argentine, donc rien ne dit qu'ils ne seront pas en mesure d'obtenir les mêmes résultats à terme dans l'ensemble de l'Amérique latine, le Mexique leur est acquis et le Brésil ne tardera pas à le rejoindre, l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient leur étant déjà acquis à l'exception de l'Iran, du Liban et de la Syrie, sans parler d'une partie de l'Asie, le Vietnam, le Cambodge, les Philippines, et pratiquement tous les pays en Afrique dans lesquels ils ont installé des bases militaires et qu'ils étranglent financièrement, le gros du morceau si on peut dire demeurant la Russie et la Chine qui entendent poursuivre leur développement indépendamment de la stratégie politique des néolibéraux américano-sionistes, mais qui vont être rapidement confrontés à un effort de guerre insoutenable qui les déstabilisera de l'intérieur, de telle sorte que leurs régimes s'en trouveront fragilisés et pourraient basculer à son tour pour rejoindre le clan de l'internationale oligarchique.

Si un tel scénario devait se réaliser, il signifierait la fin de la civilisation humaine et le socialisme demeurerait éternellement une utopie, à défaut d'avoir trouvé en nombre suffisant des acteurs consients du processus dialectique matérialiste et historique qui a contribué au développement de l'humanité pour le promouvoir au sein des peuples et les organiser, afin qu'il s'oriente dans une autre direction en se libérant des chaînes du règne de la nécessité, de l'exploitation de l'homme par l'homme, du règne de la servitude humaine sur laquelle le développement antérieur de l'humanité reposait.

Le sort de l'humanité ou de la civilisation humaine tient en une seule question : Serons-nous capables ou non de renouer avec le socialisme ? Cela pourrait être un autre paradoxe, la responsabilité de la réponse à cette question et le dénouement final de cette histoire repose sur tous ceux qui se réclament du socialisme.

Si on continue de refuser de subordonner la lutte de classe au seul objectif de renverser l'ordre établi, on sera vaincu, définitivement, car on ne s'en relèvera jamais une fois cette dictature absolue établie à l'échelle mondiale, tout opposant sera broyé avant même d'avoir commencé à livrer son combat.

Notre ennemi et sa stratégie ne sont pas infaillibles, ils peuvent être vaincus, mais pour cela, il faut faire preuve d'une rigueur, d'une discipline tout aussi absolue, exemplaire, ne pas craindre d'avancer à contre-courant de la majorité des masses conditionnées par la propagande du régime. Il faut avancer programme et drapeau de la révolution socialiste déployés, il faut être implacable envers les traîtres, les agents du régime, les bureaucrates corrompus, l'opportunisme, ceux qui ménagent le régime ou le gouvernement, qui cherchent à se concilier de soi-disant progressistes, républicains ou démocrates qui incarnent les intérêts de certaines couches du capitalisme vouées pour la plupart à disparaître ou à se fondre dans l'économie libérale, ceux qui entendent seulement imposer des reculs au gouvernement alors qu'il a sorti une artillerie (législative, policière et militaire) de

guerre pour nous combattre signifiant par là qu'il ne cèdera sur rien et qu'on n'a plus le choix qu'entre combattre à mort le régime pour le renverser et le vaincre ou se soumettre et capituler honteusement.

Telle est notre analyse de la situation et de son évolution probable, notre stratégie et notre objectif politique. Tout politique qui consisterait à tenter d'aménager le régime, constituerait une trahison de notre idéal et conduirait infailliblement à notre défaite. Celui qui n'a pas conscience de l'enjeu de ce combat ferait mieux de s'abstenir plutôt que desservir notre cause.

Quelques extraits d'articles

Guerre psychologique et société totalitaire

- Loi française sur le renseignement. Société de surveillance ou société surmoïque? - Jean-Claude Paye - Mondialisation.ca 25.11

"La réorganisation des services de renseignements autour de la « surveillance » de leur ressortissants s'intègre dans une structure impériale ayant pour ennemis, non seulement les quelques nations qui échappent partiellement à son contrôle, mais surtout leurs propres populations. (...)

L'insertion, dans la loi (sur le renseignement - ndlr), de « la prévention des atteintes à la forme républicaine des institutions » laisse rêveur. Comme le danger d'un complot royaliste ne fait sûrement plus partie des menaces portant sur la République, qui pourrait être concerné par cette phrase, sinon les tenants d'une mutation radicale du pouvoir (...)

Le nécessaire consentement des populations à l'abolition de leurs libertés explique pourquoi cette suppression s'inscrit dans le droit et ne procède pas simplement à une suspension de la Constitution, comme, par exemple, dans l'Allemagne nazie. Le ministre se pose ainsi en défenseur, non d'un état d'exception, mais d'un ordre permanent, celui d'une société panoptique, ou chacun est placé sous le regard du pouvoir et se soumet à l'injonction de dévoiler son intimité en faisant offrande de son être. (...)

Une société scopique.

Le règne de la pulsion scopique[13] procède à une désintégration de tout rapport social. Cette domination correspond à une société monadique, dans laquelle l'individu n'a plus d'Autre. L'articulation des différentes monades est alors assurée par l'Etat. Elle correspond à un capitalisme pur qui ne doit faire face à aucune opposition. Soumis à la pulsion scopique, le corps ne parle plus, il n'affronte plus. Devenu transparent, il n'est plus qu'une forme vide que l'autre, la puissance publique, peut investir de ses affects et lui imposer, par exemple, "tu es Charlie". Le sujet est alors aboli et se confond avec l'objet-regard, avec le désir de l'Autre. Il devient l'objet de sa jouissance, ici objet de la toute puissance de l'Etat.

Le droit a déjà enregistré la prégnance de la loi intérieure, c'est à dire le remplacement de la loi par les valeurs.

Les législations et dispositions antiterroristes suppriment l'intime et ainsi toute possibilité de distinction de l'individu d'avec les institutions. La monade forme une unité avec l'Etat maternel, elle n'est plus que le résultat du regard de l'Autre. Ainsi, la Loi sur le renseignement n'a pas pour but de lutter contre le "terrorisme", de faire face à un ennemi ou même d'exercer une surveillance des populations hexagonales, mais de signifier au citoyen qu'il n' y a pas d'autre lieu que celui de la langue du pouvoir.

Parler de "société de surveillance," pour caractériser cette mutation du rapport entre l'Etat et le citoyen, ne permet pas de comprendre l'ampleur de la transformation. Cette notion porte sur une structure antérieure de la société et non pas sur la phase actuelle. Les nouvelles législations "antiterroristes" n'ont pas pour objet de contrôler les individus, mais que ceux-ci intériorisent le pouvoir absolu de l'administration concernant leur vie publique et privée. Elles s'attaquent pas à des actes ou des paroles déterminées, mais "au désir même de résistance". (...)

Le caractère non prévisible des effets de la loi fait partie des objectifs de cette législation. Il s'agit de placer les individus dans une incertitude permanente en ce qui concerne l'action des services de renseignement à leur égard. La population se demandant constamment, si elle est observée et quels comportements elle doit préventivement adopter, par exemple, quels sites Internet elle peut visiter. Bref, il ne s'agit pas d'identifier des comportements particuliers, révélateurs d'une intention particulière, mais d'enfermer l'ensemble des citoyens dans le regard du pouvoir? (...)

Ainsi, les nouvelles législations antiterroristes, comme la loi sur le renseignement, suppriment tout ordre symbolique et ont pour fonction d'enfermer l'individu dans la sidération. (...)

La loi sur le renseignement, comme la marche du 11 janvier, s'inscrivent bien dans une problématique surmoïque, celle d'un surmoï archaïque de type maternel qui incarne un savoir absolu sur le réel du sujet. (...)

...comme l'écrit Jean-Daniel Causse à propos de la loi intérieure du surmoi : « Comme elle ne donne pas de contenu à l'interdit, la

loi devient infinie et totalement arbitraire lorsqu'elle se trouve dictée par le surmoi. »[19] Elle est l'expression d'une société totalitaire." Mondialisation.ca 25.11

Note

13- Jacques Lacan, Le séminaire, Livre XI, Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse, Le Seuil 1973.

Scopique : (Psychologie) Relatif à une pulsion qui met en scène la dialectique entre regarder et être regardé, en particulier lors du développement de la phase du miroir.

Rappelons que, dans la constitution de l'image du corps, les pulsions scopiques tiennent une place très modeste, voire totalement absente, pour l'organisation du narcissisme primaire. — (Françoise Dolto, L'Image inconsciente du corps, Éditions du Seuil, 1984) (Source : wiktionary.org)

Attaques terroristes à Paris: Unanimité suspecte des partis autour de la propagande gouvernementale - Paul Craig Roberts - mondialisation.ca 26.11

Les Nazis et d'autres l'ont démontré de façon simple et claire : la peur est un outil pour contrôler les gens. Le terrorisme crée la peur, et la peur fait tomber ceux qui ne réfléchissent guère dans les filets du gouvernement qui a créé le terrorisme qui a créé la peur.

Regardez donc ce film, V pour Vendetta. Le gouvernement britannique déchaîne une épidémie et utilise la peur qui en résulte pour transformer la Grande-Bretagne en État policier. Les producteurs du film, tout comme les créateurs de V pour Vendetta et de Matrix, comprennent ce qui arrive, mais combien parmi les spectateurs comprennent cela ?

Si je compte bien jusqu'à présent, le FBI a monté 150 provocations, c'est-à-dire que le FBI a organisé des complots terroristes, pour lesquels il recrutait des individus paumés pour faire, par exemple, sauter la tour Sears avec de fausses bombes qu'il leur donnait.

Nous avons eu l'opération sous faux drapeau le 11 septembre, l'opération sous faux drapeau contre le Marathon de Boston, l'opération sous faux drapeau contre Charlie Hebdo, l'opération sous faux drapeau du 13 novembre. Toutes ces opérations ont suivi le scénario déjà ancien de l'Opération Gladio [dans les années 70, faire régner la terreur en Italie, entre autres, et l'attribuer à l'extrême-gauche pour ancrer le gouvernement à droite, NdT] et du Projet Northwoods [projet d'attentats contre des citoyens américains pour accuser Cuba, et l'envahir avec le soutien de l'opinion publique, projet non réalisé, NdT] (tout est sur le Web, consultez Google), et d'autres.

Le monde occidental n'est autre qu'une tyrannie dans laquelle des citoyens décervelés vivent dans une réalité [village Potemkine, NdT] entièrement reconstruite.

Y a-t-il suffisamment de gens capables de sortir la tête de l'eau pour faire changer les choses ? C'est la question. mondialisation.ca 26.11

La résolution 2249 de l'ONU entérine la dislocation de la Syrie et de l'Irak.

- La résolution 2249 de l'ONU suspend la souveraineté de la Syrie et de l'Irak - Mondialisation.ca 26.11

La résolution 2249 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui prépare la guerre contre la Syrie, vient d'être publiée. Votée vendredi 20, elle était sous embargo jusqu'à ce lundi 23, à 18h30 heure de New York, mais s'avère foncièrement identique au projet rédigé et diffusé en anglais par la France.

Mais, surtout, la résolution 2249 suspend la souveraineté de la Syrie et de l'Irak, puisqu'elle ne mentionne pas leurs gouvernements ni la nécessité de les associer à ce que l'on entreprendra sur leurs territoires nationaux. Les pays qui en ont les moyens sont encouragés à engager des campagnes militaires « dans les zones contrôlées par l'EIIL en Irak et en Syrie » en ignorant totalement ces deux pays, leurs gouvernements et leurs frontières.

Afin que les choses soient bien claires, dans son discours d'explication des raisons pour lesquelles les États-Unis votaient en faveur de cette résolution, l'ambassadrice états-unienne Michele Sison mentionne avec insistance l'urgence de procéder à un changement de régime en Syrie.

Voilà ce qui se cache réellement derrière la résolution 2249 du Conseil de Sécurité de l'ONU : sous le prétexte de quelques attentats terroristes, c'est la reconnaissance de l'État islamique en Irak et au Levant comme acteur international, l'intensification de la guerre contre la Syrie, l'enregistrement de sa perte de contrôle d'une partie de son territoire, et la suspension de sa souveraineté sur l'ensemble de celui-ci.

Source : Stratediplo

Dossier sur la tension entre la Turquie et la Russie

- Moscou avait informé Washington de la mission de l'avion russe abattu par la Turquie (Poutine) - AFP

La Russie avait informé les Etats-Unis de la mission du bombardier russe abattu mardi par l'aviation turque, qui ne pouvait pas ignorer sa nationalité contrairement à ce qu'affirme Ankara, a déclaré jeudi le président russe Vladimir Poutine.

"Les Etats-Unis, qui dirigent une coalition dont fait partie la Turquie, connaissaient le lieu et le moment du passage de nos avions, et c'est précisément à cet endroit et à ce moment que nous avons été frappés", a déclaré M. Poutine lors d'une conférence de presse. Il a par ailleurs "exclu" que l'aviation turque n'ait pas pu identifier à quel pays appartenait le Su-24 comme l'a affirmé Ankara: "C'est absurde, ce sont des prétextes".

- "Je ne présenterai pas d'excuses à la Russie" (Erdogan) - sahartv.ir

«Mon Pays ne présentera pas d'excuses à la Russie, pour avoir abattu un "Sukhoï 24"», a déclaré Recep Tayyip Erdogan, le Président turc, lors d'un entretien avec la chaîne CNN.

«La perte d'aujourd'hui équivaut à un coup de poignard dans le dos, de la part de la Turquie», avait dit Poutine, le Président russe, à la suite du crash d'un avion de combat russe, abattu par ce pays, précisant : "Nous n'avons toujours pas entendu d'excuses claires, de la part des dirigeants de la Turquie, ni de proposition, pour compenser le mal et les dommages causés, ni de promesses de punir les responsables de ces crimes", a déclaré Poutine, lors d'une cérémonie, retransmise à la télévision russe.

«C'est la Russie, qui doit présenter ses excuses à la Turquie, pour avoir violé son espace aérien», a déclaré Erdogan. sahartv.ir 26.11

- Ankara ne s'excusera jamais, auprès de Moscou - sahartv.ir

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu, a exclu, jeudi, que la Turquie présente des excuses à la Russie, pour avoir abattu un de ses avions militaires, qui avait, selon Ankara, violé son espace aérien, près de la frontière syrienne.

"Il n'y a pas de raison que la Turquie s'excuse, pour une situation où elle a raison. Nous avons communiqué, (à Moscou), notre tristesse, quant à cet incident", a indiqué M. Cavusoglu, lors d'un déplacement, dans la partie Nord de l'île de Chypre.

La Russie a, également, dit ne toujours pas avoir reçu d'excuses, de la part d'Ankara, deux jours après que l'avion de guerre russe a été abattu.

"Nous avons l'impression que les dirigeants turcs conduisent, sciemment, les relations russo-turques dans l'impasse. Nous le regrettons", a poursuivi le président russe.

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a, quant à lui, demandé, jeudi, à son gouvernement, de préparer, d'ici à deux jours, une série de mesures de rétorsions économiques, après "l'acte d'agression" de la Turquie, qui a abattu, mardi, un bombardier russe, à la frontière syrienne.

"Je propose que tout cela soit fait, dans un délai de deux jours, afin de passer, le plus vite possible, aux procédures nécessaires", a-t-il précisé.

Selon M. Medvedev, "des accords et projets d'investissements pourront être gelés ou, tout simplement, abandonnés", a-t-il prévenu. sahartv.ir 26.11

- Premières représailles commerciales russes après la destruction d'un avion abattu par l'armée turque - euronews.com

Deux jours après le crash mortel d'un bombardier russe abattu par l'aviation turque, et à défaut de représailles militaires, Moscou amorce ses premières sanctions commerciales. Mercredi, la Russie a décidé de renforcer ses contrôles sur les produits agricoles et alimentaires importés de Turquie. Sont concernés les légumes, les fruits et les produits à base de viande.

Invoquant des "violations répétées des normes russes par les producteurs turcs" le ministre de l'Agriculture Alexandre Tkatchev annonce qu'au moins 15% des produits importés de Turquie risquent de se voir interdits.

Mercredi les plus grands tours opérateurs russes ont déjà interrompu la vente de séjours touristiques vers la Turquie. euronews.com 26.11

Le vrai visage d'Erdogan le tyran.

- Turquie: deux journalistes d'opposition inculpés pour avoir fait état de livraison d'armes en Syrie - AFP

Deux dirigeants du journal d'opposition turc Cumhuriyet ont été inculpés et écroués jeudi soir par une cour pénale d'Istanbul pour avoir fait état de livraisons d'armes du régime turc à des islamistes en Syrie, ont rapporté les médias turcs.

Can Dündar, rédacteur en chef, et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, sont accusés d"espionnage" et "divulgation de secrets d'Etat" pour avoir publié en mai un article sur de possibles livraisons d'armes par les services secrets turcs (MIT) en Syrie.

Un convoi de camions des services de renseignements turcs avait été intercepté par les gendarmes turcs dans le sud de la Turquie en janvier 2014. La révélation de cette livraison d'armes dissimulées, selon Cumhuriyet, sous des caisses de médicaments, avait provoqué un séisme politique en Turquie.

Le président islamo-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan qui nie catégoriquement soutenir militairement les mouvements jihadistes qui combattent le régime du président Bachar al-Assad, sa "bête noire", avait personnellement porté plainte contre M. Dündar, 54 ans, et publiquement promis lors d'un entretien à une chaîne de télévision locale qu'"il n'en sortira pas comme cela".

"Il va payer un prix très lourd", avait-il prévenu.

Le gouvernement turc est régulièrement épinglé dans les capitales étrangères et par les ONG de défense de la liberté de la presse, qui lui reprochent ses pressions de plus en plus importantes sur les médias.

- Les chasseurs turcs entrent dans l'espace aérien irakien - sahartv.ir

Les médias locaux ont rapporté que les chasseurs turcs étaient entrés, dans l'espace aérien de l'Irak, et avaient visé plusieurs bases des forces du PKK.

Selon ces médias, les chasseurs de la Turquie sont entrés, sans aucun avertissement, dans l'espace aérien de l'Irak, et pris pour cible de leurs frappes les bases des forces du PKK, dans le Kurdistan irakien.

Plusieurs bases des miliciens du Parti du Kurdistan irakien auraient été prises pour cible de ces raids aériens, a indiqué l'agence de presse Sputnik.

Les chasseurs F-16 de la Turquie visent, régulièrement, les bases du PKK, dans la région de "Barvari Bala", le village "Kasta", dans la ville de "Zakho" dans la province de "Dahouk". Avant de mener des frappes, les chasseurs ont survolé la région, pour effectuer des opérations de reconnaissance. sahartv.ir 26.11

On s'étonnera que les Irakiens ou les Russes ne les aient pas descendus...

- "La Turquie montre ses terribles facettes que l'Occident ne veut pas voir" - sputniknews.com

Un Su-24 russe a été abattu le 24 novembre en Syrie par un chasseur turc. Selon Claude Goasguen, maire du 16e arrondissement, la Turquie met l'Europe en péril.

La Turquie vient de dévoiler le jeu sordide qu'elle mène avec les terroristes islamiques, a déclaré jeudi à Sputnik Claude Goasguen, député-maire (Les Républicains) du 16ème arrondissement de Paris et ancien ministre de la Réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la citoyenneté dans le premier gouvernement Juppé.

"Il est clair que la Turquie est en train de montrer toutes ses terribles facettes que l'Occident et les démocraties occidentales essaient de ne pas voir. On sait que la Turquie depuis plusieurs années est une frontière où on passe n'importe quoi et en particulier des soutiens aux islamistes et à Daech", a indiqué M.Goasguen.

Selon lui, les Turcs sont des adversaires de la coalition internationale qui combat le groupe terroriste Etat islamique (EI) et par conséquence des adversaires de la France et de l'Europe.

"Si on réfléchit, on se demande vraiment ce que l'OTAN fait dans cette affaire. Peut-on continuer à avoir une coordination avec des gens qui sont ouvertement, les Turcs, nos adversaires? Car les Turcs ont aidé Daech, les Turcs combattent les Kurdes qui sont les meilleurs défenseurs contre Daech, les Turcs vendent le pétrole et laissent passer du pétrole; les Turcs en réalité ont joué un jeu épouvantable dans l'affaire des réfugiés politiques, les réfugiés politiques ont été poussés par les Turcs vers l'Europe, nous créant des problèmes considérables", a-t-il ajouté.

En plus, le président turc Recep Tayyip Erdogan ne poursuit pas la politique pro-occidentale de Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne.

"Erdogan est un Frère musulman, un Frère musulman qui est un islamiste. Cet Erdogan qui se vantait d'être dans la ligne d'Atatürk est en train de plonger son pays dans un islamisme de plus en plus provocant, au contraire d'Atatürk qui voulait au contraire faire venir la Turquie dans une ambiance occidentale", s'est indigné M.Goasguen.

Le député a déploré l'absence d'opposition française face au soutien apporté par les Etats-Unis à la Turquie suite à la destruction de l'avion russe qui effectuait une mission antiterroriste en Syrie.

"Je suis un peu découragé par l'absence d'opposition française (…). Les Américains sont en réalité les vrais adversaires qui soutiennent les Turcs qui sont à la remorque de l'Arabie Saoudite et du Qatar. Et la France malheureusement n'a pas une voix suffisante, je dirais même qu'elle est probablement la victime la plus désignée par les actes terroristes de cette intransigeance américaine qui est en train de mettre le feu au Moyen-Orient (…). J'ai l'impression que le gouvernement actuel n'a pas du tout envie de se détacher de l'emprunte américaine, saoudienne et du Qatar", a noté l'homme politique.

Il a appelé à "en finir avec ce jeu américain soutenu par l'Arabie Saoudite et le Qatar qui intègre les Turcs qui sont en réalité en train de devenir des ennemis de la coalition contre Daech. Le double, le triple, le quadruple jeu de la Turquie vient désormais d'apparaitre à la face du monde, et il faut en tirer les conséquences", a conclu M.Goasguen. sputniknews.com 26.11

- La famille Erdogan éclaboussée par le pétrole de Daech - sputniknews.com

Un jour après l'attaque contre un avion russe en Syrie, le président turc Recep Tayyip Erdogan poursuit son offensive contre la Russie dans l'espace médiatique: il affirme que l'aviation turque n'était pas au courant de l'appartenance de l'avion et appelle à "ne pas dramatiser la situation", écrit jeudi le quotidien Interpolit.

Cette pirouette politique d'Erdogan et sa volonté de se protéger sont parfaitement compréhensibles. Hier, en commentant la tragédie, le président russe Vladimir Poutine a ouvertement accusé la Turquie d'implication dans le financement de Daech via l'achat de pétrole illégal auprès de l'organisation.

La participation de certains membres du G20 au financement de Daech a été également évoquée lors du dernier sommet de l'organisation à Antalya. Quelque temps après, le public a pu également prendre connaissance de l'envergure du trafic créé par les djihadistes. Suite à cet avertissement lancé à Antalya, les forces aériennes russes ont lancé une chasse aux colonnes de camions-citernes transportant du pétrole de Daech.

Jusqu'à récemment, ces actions étaient un secret de polichinelle. Les alliés occidentaux de la Turquie taisaient pudiquement l'implication d'Ankara dans le trafic pétrolier de Daech, mais la presse a tout de même pu publier certaines informations. De jour en jour, les preuves se sont accumulées et il est désormais absolument clair que Daech est une sorte d'entreprise familiale pour le président turc et ses enfants — son fils Bilal et sa fille Sümeyye.

D'après la presse turque, Bilal Erdogan possède la société de transport maritime BMZ Group qui a des amarrages spéciaux dans les ports de Beyrouth et de Ceyhan, depuis lesquels le pétrole de contrebande est transporté vers les consommateurs japonais.

L'opposition turque est aux abois avec le fils du président et rêve de le voir un jour derrière les barreaux. Mais bien que Bilal Erdogan soit mouillé dans l'activité des terroristes, il sera protégé contre toute poursuite judiciaire tant que son père sera chef de l'État.

La fille du président, Sümeyye, mène une activité aussi intense que son père et son frère. Selon les médias, elle parraine un hôpital militaire dans le sud-est de la Turquie qui soigne des combattants de Daech transportés depuis la Syrie. Global Research News a obtenu ces informations d'une employée de l'hôpital sous couvert d'anonymat. La fille du président turc est également une personnalité politique connue.

Ainsi, les intérêts commerciaux et politiques des Erdogan sont liés à Daech de manière assez particulière. Le soutien politique de la Turquie a longtemps permis à l'organisation terroriste d'élargir son influence et d'occuper des territoires des pays voisins, alors que les revenus "blanchis" par les Erdogan revenaient dans le budget des djihadistes, les aidant à poursuivre leur expansion.

Il est évident que l'intérêt du président turc ne réside pas que dans le banal enrichissement. L'agent n'est ici qu'un moyen d'atteindre un objectif majeur qui est, selon les experts, rien d'autre que la reconstruction de l'Empire ottoman. Erdogan rêve de détrôner l'héritage de Kemal Ataturk pour lever sur la Turquie le drapeau vert de l'islam. C'est pourquoi il a besoin de Daech et du pétrole. Et la Russie a perturbé ses plans, ce qui explique sa colère. sputniknews.com 26.11

Les raisons de l'hystérie d'Erdogan et des Américains.

- L'aviation syrienne a attaqué 673 sites terroristes en six jours - sputniknews.com

L'aviation syrienne a mené 179 missions en six jours pour frapper 673 sites des terroristes, a annoncé jeudi à Lattaquié le général de brigade Ali Mayhub, porte-parole des troupes syriennes.

"L'Armée de l'air syrienne a effectué 179 sorties pour attaquer 673 sites contrôlés par les terroristes près de Damas, de Homs, de Hama, d'Idlib, d'Alep et dans la province de Lattaquié. Ces frappes ont permis de détruire trois postes de contrôle, deux convois automobiles et des bases de ravitaillement dans la province de Homs", a indiqué le général lors d'un point presse.

"Les activités de l'Armée de l'air syrienne ont porté un préjudice important au groupe du Front al-Nosra (…). Nous avons rasé des fortifications des terroristes du Front al-Nosra et éliminé beaucoup de terroristes (…) dans la province d'Idlib", a-t-il ajouté.

Les troupes syriennes ont en outre "détruit des centres de communication et de ravitaillement des terroristes et leurs véhicules (…) dans la province d'Alep".

"Des dizaines de véhicules transportant des djihadistes ont été anéantis dans la province de Lattaquié", a précisé le général.

L'armée syrienne mène une offensive à Homs et a déjoué une tentative de percée des terroristes près de Palmyre, d'après Ali Mayhub. sputniknews.com 26.11

ACTUALITE EN TITRES

L'erreur est humaine ou comment cautionner la barbarie

- La France n'a eu aucun renseignement sur l'imminence d'un attentat, affirme Bernard Cazeneuve - Francetv

- Hôpital MSF de Kunduz : une “erreur humaine” à l’origine du bombardement - AFP

Ils revendiquent l'établissement d'une dictature.

- Bernard Cazeneuve n'exclut pas de prolonger l'état d'urgence "si dans trois mois l'évaluation de la menace est au même niveau" - Francetv info

- Henri Guaino voudrait "conserver l'état d'urgence un an, un an et demi" - AFP

… et ils s'en donnent les moyens.

- Les français majoritairement favorable à des dépenses supplémentaires en matière de sécurité (sondage) - AFP

- Attentats: le Sénat adopte à l'unanimité l'augmentation du budget justice - AFP

Lutte de classes exacerbée à travers le monde

- Grèce : violents débordements après une manifestation à Athènes - euronews.com 17.11

- Le Kosovo secoué par de violentes émeutes - euronews.com 19.11

- Des affrontements ont éclaté lors de manifestations anti-immigrants en Australie - euronews.com 23.11

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Chômage : le nombre de demandeurs d'emploi bondit - Francetv info

Ce jeudi 26 novembre, les chiffres du chômage ont été publiés. En octobre, 42 000 chômeurs de catégorie A de plus, c'est la plus forte hausse depuis deux ans. Le nombre de chômeurs a donc bondi de 1,2%. La baisse du mois septembre est totalement effacé. C'est un nouveau record absolu pour la courbe du chômage. La France compte désormais 3 589 000 personnes sans aucune activité professionnelle.

En ajoutant les catégories B et C (personnes ayant exercé une activité réduite), le nombre d'inscrits à Pôle emploi en octobre a progressé de 0,2% à 5.435.800 (5.740.600 en incluant les départements d'Outre-mer), soit 13.100 de plus qu'un mois plus tôt.

Sur un an, à fin octobre, la métropole compte 3,7% de demandeurs d'emploi en plus en catégorie A et 5,5% en incluant les catégories B et C.

Le nombre de chômeurs inscrits depuis plus d'un an à Pôle Emploi, considérés comme chômeurs de longue durée, augmente encore de 0,4% sur le mois et de 9,8% sur un an.

Leur part dans le nombre total de chômeurs est stable à 44,8% mais augmente de 1,7 point sur un an. L'ancienneté moyenne de leurs inscriptions augmente d'un jour, à 568.

Les entrées à Pôle emploi, qui avaient reculé de 2,5% en septembre, ont augmenté cette fois de 5,1%, tirées par les licenciements économiques et les premières entrées.

Dans le même temps, les sorties ont progressé de 3,3% grâce à un bond de 16,5% des emplois en stage et à une hausse de 6,2% des reprises d'emploi. Francetv info et Reuters 26.11

J'ai été obligé de recourir à un second article, celui de Reuters, parce que dans celui Francetv ne figurait pas le nombre total d'inscrits à Pôle emploi en octobre.

2- Grèce

- Les retraités à nouveau mobilisés en Grèce - euronews.com

Des milliers de retraités grecs sont descendus dans la rue ce jeudi, alors que le gouvernement d'Alexis Tsipras s'apprête à faire voter une réforme du système de pensions. Les deux principaux syndicats du pays ont appelé à une nouvelle grève générale le 3 décembre contre la poursuite des politiques de rigueur. euronews.com 26.11

Haut de page

Le 28 novembre 2015

CAUSERIE

Les infos en bref plus tard ou demain matin. Il est 13h45 et je dois déjeuner. En fait pas de pluie, bonne nouvelle.

Mauvaise nouvelle : La dictature s'installe en France et elle vise les militants. Comment, vous n'y étiez pas préparé ? C'est le sujet plus loin de notre causerie du jour. Ma soeur a réglé l'abonnement du portail au serveur qui l'héberge pour les 3 ans à venir, j'ai reçu la facture.

Les dates figurant à la suite de certains articles étaient erronées à la suite de multiples copier/coller où figurait la date du mois de septembre au lieu de novembre. Je m'en suis aperçu en créant le nouveau fichier réservé au stockage des articles que

nous mettons en ligne.

Je n'ai pas le temps de classer ces pays par rubrique ou thème, pays, etc. il vous suffit de mettre à l'écran la page correspondant au dossier dans lequel vous pensez que figurent les articles ou les informations que vous recherchez, au clavier vous appuyez sur la touche CTRL située en bas à gauche en maintenant cette touche enfoncée et vous appuyez sur la touche F, une colonne va s'ouvrir à gauche de l'écran, vous cliquez que le lien "tous les fichiers ou dossiers", ensuite dans la case située en-dessous de "un mot ou une phrase dans le dossier" vous tapez votre mot ou expression, puis vous cliquez sur envoyer, vont apparaître tous les fichiers dans lesquels il figure, si la recherche s'avère infructuante, changez de mot clé.

Vous pouvez accéder à la cette fonction en cliquant sur le lien "chercher" où le symbole correspondant à une loupe qui figure en haut à gauche de votre écran dans la barre des boutons.

Et s'il s'agit d'un fichier ou d'une page Internet, vous tapez le même raccourci, un fenêtre va s'ouvrir à l'écran, vous tapez votre mot clé et vous cliquez sur envoyer, Find Next en anglais ou trouver le prochain en français.

La procédure peut être différente selon le système qu'utilise votre ordinateur, mais cette fonction très pratique et très simple à utiliser existe forcément. Si vous avez un problème, demandez à quelqu'un de vous aidez, vous notez sur un papier la procédure si vous n'êtes pas sûr de vous en souvenir. Sinon vous pouvez me contacter, y compris pour d'autres renseignements informatiques, j'utilise XP avec l'ordinateur de bureau et Window 7 avec le portable de secours.

L'adresse du fichier où sont classés les *Articles d'actualité* :

- Articles de sources diverses archivés.

Contactez-moi si vous détectez des erreurs ou que vous ne parvenez pas à accéder à certains articles. Ne craignez pas d'être fiché par la police politique de Hollande, on y est déjà tous depuis belle lurette et cela ne nous empêche pas de faire notre devoir et de dormir.

Si vous vous adonnez à une activité illégale ou que vous possédez une arme, transférez le tout discrètement chez vos parents ou grands-parents ou chez vos enfants. Pour le reste continuez de vivre et militer comme avant.

Signalez-nous tous les cas de répression du mouvement ouvrier ou d'opposants au gouvernement pour que nos lecteurs en soient informés également. Dans tous les cas de figure, si cela vous arrivait personnellement, filmez la scène ou enregistrez les propos tenus à votre égard par les forces de l'ordre établi et portez plainte immédiatement si nécessaire. Vous vivez désormais sous un régime policier légal et l'Etat le revendique ou l'assume, alors la solidarité entre militants doit être exemplaire au-delà de nos désaccords.

On n'en serait peut-être pas arrivé là ou pas maintenant si les partis du mouvement ouvrier avaient condamné fermement l'état d'urgence avant même qu'il s'applique, au lieu de jouer en permanence un double jeu et de ménager le régime, si déjà rien ne permettait de le justifier, il faut ajouter pour rien, pour n'en tirer à l'arrivée absolument aucun profit. Oui, des générations de militants auront finalement ramé quasiment pour des prunes.

Il y a des militants qui ont poussé l'opportunisme jusqu'à accepter tout ce que leurs dirigeants leur faisaient subir pendant des années ou des décennies comme si cela n'aurait aucune conséquence, et qui aujourd'hui hypocritement doivent se sentir rassurés parce qu'ils n'ont pas condamné l'état d'urgence, sans doute en le justifiant en expliquant que cela aurait pu être assimilé à une provocation inutile ou relevait du gauchisme. En vain, car ils ne tarderont pas à déchanter parce que les représentants de l'Etat ne supportent plus qu'on critique leur politique, ils auront fait preuve de faiblesse ou de lâcheté pour rien en suivant ces dirgeants indignes de nous représenter, qui eux ne seront pas inquiétés, à moins qu'ils les menacent pour que vous serriez les rangs autour d'eux, on a observé que ce qui fonctionnait assez bien avec les masses arriérées était le genre de trucs qui marchaient assez bien généralement avec les militants parce qu'ils ne comprennent pas ou feignent de pas comprendre que leurs dirigeants jouent un double jeu.

On n'est qu'au début d'un processus conduisant au fascisme ou à une dictature institutionnelle écrivions-nous quelques semaines avant le 13 novembe ou même bien avant, c'était déjà dans l'air, cela puait à plein sans que ces dirigeants en tirent les moindres enseignements ou ne modifient leur orientation politique ou si pour la droitiser davantage et s'enfoncer dans un opportunisme criminel.

Les militants, les vieux militants, les militants aguerris ne sont pas plus abrutis que Sarkozy ou Hollande qui nous dit-on auraient commis l'erreur de sous-estimés la menace terroriste, ben voyons ils en ont toujours été les complices ou ils les ont instrumentalisés, auront eu non pas ce qu'ils méritaient mais ce qu'ils cherchaient, des coups car c'est la seule chose qu'ils sont en droit d'attendre dorénavant s'ils ne changent pas d'orientation politique. On les avait prévenus, ils n'ont pas voulu nous écouter, tant pis.

Certes une orientation politique correcte ne nous mettrait pas à l'abri des coups de la réaction, bien au contraire, mais au moins on saurait pourquoi et on pourrait s'en prévaloir auprès des travailleurs pour démontrer la véritable nature du régime qui n'a jamais été démocratique sans craindre d'être accusé de collusion avec lui, condition indispensable pour en tirer profit et recruter de nouveaux militants. Qui aura envie de se mouiller pour des partis faillis, corrompus par le régime ? Certainement pas les dizaines de milliers de militants qui les ont quittés dans le passé et qui partagent la caractérisation qu'on en fait.

Quand l'affrontement direct avec le régime a sonné, gare à ceux qui continueraient d'avoir un pied de chaque côté de la barricade, ils seront broyés des deux côtes.

On nous a accusé d'être extrémiste ou gauchiste, trop radical ou trop tranchant dans nos conclusions, d'exagérer ou de faire dans l'outrance à tout propos, d'être intransigeant ou plutôt intolérant envers l'opportunisme, de dénoncer l'hyprocrisie, les mensonges, les multiples falsifications et les manipulations de nos dirigeants, leurs concessions à l'Etat ou aux istitutions, leur collusion avec les appareils pourris des syndicats, d'avoir ménagé le PS et le PCF, d'avoir renié leur idéal et les enseignements de la révolution russe de 1917, d'avoir bradé leurs principes et d'avoir abandonné le programme de la révolution socialiste, le marxisme, d'être devenus des agents du régime avec lequel finalement il valait mieux s'accommoder plutôt que le combattre réellement, etc. nous assumons, nous persistons et signons, les faits nous ayant amplement donné raison. Le seul reproche qu'on admettra, ce sera de n'avoir pas toujours mis la forme pour nous exprimer, quoique l'essentiel soit ailleurs ou réside dans l'orientation de notre combat politique axée contre l'Etat ou les institutions de la Ve République, l'ordre établi dans la perspective de son renversement.

Et dire qu'on nous a reproché de répondre à la féroce guerre idéologique et psychologique qu'avaient déclenché les représentants du régime contre les travailleurs, alors que c'est elle qui a conduit la majorité de la population à soutenir les mesures prises par le gouvernement depuis le 13 novembe ou même depuis le 11 janvier, autrement dit on aurait eu tort de mener la guerre sur le même plan que les représentants de la classe des capitalistes. Voilà où mène l'opportunisme de nos dirigeants, à ce que les militants ne comprennent rien à la situation ou à la plus grande confusion qui soit. Pas un militant du PCF, du POI, du NPA ou de LO qui se connectent régulièrement à notre portail n'a exprimé son accord avec nos principes et notre stratégie, à croire que ces partis sont déjà morts politiquement, et les neutraliser ne devrait être qu'une simple formalité pour Hollande. Qu'ils n'osent pas nous accuser de faire le jeu de Hollande, ce sont vos dirigeants les principaux responsables de la situation. Le coup de l'inversion de la charge entre l'accusé et sa victime, cela ne marche pas avec nous.

On nous a aussi reproché de témoigner trop d'intérêt à la stratégie politique de l'oligarchie financière, à ses institutions (Bilderberg, la Commission Trilatériale, le CFR, la DRI, etc.), au mondialisme, au nouvel ordre mondial ou au gouvernement mondial qu'elle veut instaurer, à son système financier mafieux, à la Fed et sa planche à billets, à son bras armé, la CIA, le Pentagone, l'Otan, on peut ajouter leurs supplétifs d'Al-Qaïda (Al-Nosra et l'Emirat islamique), etc. alors qu'en réalité ils intervenaient à l'échelle mondiale dans le cadre de la crise du capitalisme et de la lutte des classes qu'en permanence on avait conservé à l'esprit pour en tirer des conclusions pratiques sur le même terrain, celui de la lutte des classes, sinon on ne voit pas trop à quoi cela aurait pu nous servir ou bien où cela aurait pu nous mener à part imiter la ribambelle d'intellectuels dits de gauche qui continuent de placer leur espoir dans une réforme impossible du capitalisme.

Certains de nos lecteurs ont cru qu'on était en train de basculer dans le complotisme parce que nous consacrions du temps à ces facteurs, mais il le fallait bien pour montrer de quelle manière ces institutions occultent ou au fonctionnement opaque s'articulaient avec les institutions natrionales et supranationales présentes dans chaque pays ou continent. C'est ainsi qu'on a pu constater que l'ordre du jour des réunions annuelles du groupe Bilderberg correspondait à la politique qu'adopterait par la suite les Etats-Unis et l'UE, et que parmi ses invités figuraient les prochains ministres ou chefs d'Etat que l'oligarchie avait désigné pour appliquer sa politique.

Cela a permis de conforter notre analyse, dans la mesure où nous savions où et par qui était définie la politique que les différents Etats appliqueraient, et qu'il fallait dès lors s'attaquer à l'institution qui serait chargée de la mettre en oeuvre ou de l'imposer au peuple, les institutions nationales de chaque pays et non l'UE qui n'était finalement qu'un vulgaire intermédiaire entre les oligarques et les Etats nationaux, d'autant plus qu'ils étaient parvenus à placer au sein de chaque institution, gouvernement ou parti se succédant au pouvoir des hommes à eux, de farouches ou zélés partisans du néolibéralisme.

Que ce gouvernement mondial auquel tous les partis politiques institutionnels des pays occidentaux ont accepté de se soumettre ait engendré une guerre mondiale en recourant au terrorisme, adossée à une guerre économique, monétaire et financière, idéologique et psychologique, figurait dans les plans de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste ou à son agenda.

Composé tout en haut de la pyramide par les plus puissants banquiers de la planète, il était impossible de s'y attaquer directement en s'en prenant au groupe Bilderberg, pas davantage en s'attaquant à l'Union européenne, au FMI ou à la Banque mondiale qu'ils contrôlent, il ne restait plus que les institutions nationales, l'Etat qui leur offre une couverture législative et juridique, politique en guise de légitimité pour accomplir leurs forfaits ou appliquer leur politique, partant de ce constat on ne risquait pas de se fourvoyer dans le complotisme ou je ne sais quoi qui nous aurait écarté de la lutte des classes ou de notre objectif politique, le combat pour s'emparer du pouvoir politique.

Bien des militants ont voulu nous faire taire, nous ont insulté, calomnié, etc. mais rien n'y a fait, au contraire cela n'a fait que nous encouragé à poursuivre dans la même voie. On a vu aussi pas mal de militants baisser les bras et abandonner le combat politique, des militants de la fédération de l'Yonne de l'ex-PT par exemple et bien d'autres. On a assisté aux crises qui ont secoué le PCF (La Riposte), puis LO (sa fraction exclue), ensuite le NPA (passé de 9.000 à 3.000 militants environ) et enfin l'éclatement du POI qui n'a cessé de se droitiser.

Depuis mai 2012 que Hollande est au pouvoir, aucun de ces partis n'a cru bon de revoir sa caractérisation du PS, ils ne l'avaient pas fait de 1981 à 2002, il n'y avait donc aucun espoir qu'ils y parviennent cette fois-ci, donc tous ceux qui ont cru qu'ils allaient redresser la barre se sont faits de terribles illusions. Cela aussi on l'avait prévu en citant Engels. Tous ces partis sont définitivement perdus pour notre cause et il faut en reconstruire un autre, mais personne ou presque ne veut l'admettre, et bien on leur dira ceci : Restez donc comme vous êtes puisque vous estimez que tout est très bien ainsi, le monde continuera de s'enfoncer chaque jour un peu plus dans la barbarie et tout ce que vous pourrez entreprendre ne servira strictement à rien, à rien d'autre. A moins qu'en vous munissant du Code du travail vous en profitiez pour sortir du fond du tiroir le programme de la révolution socialiste, à notre avis il y aurait comme un lien entre les deux.

Haut de page

Le 29 novembre 2015

CAUSERIE

Après avoir reçu un mail, j'ai corrigé les liens qui ne fonctionnaient pas vers *Le dossier complet de l'exclusion du responsable fédéral du PT, ainsi que 26 autres camarades du PT* .

Avec quelques mois de retard, après que ma compagne Selvi eut cessé de travailler le dimanche matin chez la riche italienne qui l'emploie comme servante, elle vient de lui annoncer qu'elle baissait son salaire qui passera ainsi de 7.000 à 5.000 roupies par mois pour 228 heures de travail (6 heures par jour 6j/7) soit une baisse de salaire de 28%, alors que les prix ne cessent de flamber.

Cette ordure est directrice dans une entreprise indienne qui exporte des chaussures et elle perçoit un salaire de 200.000 roupies par mois en incluant les avantages en nature. Elle lui a dit que les ouvrières qui travaillaient dans son usine travaillaient 8 heures par jour 6 jours par semaine pour le salaire mirobolant de 4.000 roupies, soit environ 50 à 60 euros selon le taux de change, soit 24 centimes d'euros de l'heure.

Après on s'étonne que les Indiens soient violents, moi non. Mais il paraît que c'est le progrès social, que le pays est en voie de développement, pas pour tout le monde.

Quand j'étais gosse en France, mon père (menuisier en bâtiment) qui était payé à la tâche à l'époque, la mensualisation n'arrivera que dans les années 70, travaillait souvent le samedi, il percevra un salaire de misère au point que c'était ma grand-mère maternelle qui aidait mes parents à finir les fins de mois, on était pauvre comme misère alors que mon père trimait comme un esclave.

C'est pour cette raison que je ne peux pas accepter les discours sur le soi-disant progrès social dont auraient bénéficié les travailleurs durant les "Trente glorieuses" qui furent un véritable cauchemar au quotidien pour ma famille et des millions de travailleurs. C'est un discours de nantis, de vendus.

Le sort réservé à ma compagne est dégueulasse, le sort qui était réservé à mon père était dégueulasse, et ceux qui osent tenir ce discours sont franchement dégueulasses, nos dirigeants. Nos partis ont été des partis de nantis, de l'aristocratie ouvrière, mais pas de la classe ouvrière, sinon ils n'oseraient pas revendiquer les soi-disant acquis sociaux des années 45-50 ou tenir ce discours indécent, surtout sachant qu'ils avaient pour objectif de garantir la paix sociale pour reconstruire l'Etat et le potientiel industriel du capitalisme français. Le M'PEP ose appeler cela les "jours heureux", quelle ignominie, les carnets de rationnement ne disparaîtront qu'en 1949, tandis qu'une terrible crise du logement sévira jusque dans les années 60-70, l'appel de l'abbé Pierre datant de 1956 en témoignera si nécessaire.

Nous, nous logions dans une chambre de bonne minuscule au 6e étage sans ascenceur, sans salle de bain ni toilettes (collectif sur le palier au bout d'un long couloir lugubre qui me filait la trouille), sous les toits de Paris avec pour seule fenêtre un vasistas, on se lavait dans une cuvette et on faisait nos besoins la nuit dans un seau, c'était au 6 rue Joubert dans le 9é arrondissement à 100 mètres de l'Opéra. C'était mon grand-père et ma grand-mère camelots qui achetaient les jouets de Noël et nous régalaient, car mes parents n'avaient pas un sou en poche. L'hiver mon père allumait le poêle à charbon juste avant d'aller se coucher pour qu'il nous tienne chaud la nuit, le reste du temps on était frigorifié, le bonheur monsieur Nikonoff et Cie.

Tous ces gens qui parlent en notre nom, ils n'ont jamais vécu le dizième de ce qu'on a dû endurer au cours de notre existence et ce qu'endurent au quotidien des millions et millions de travailleurs, ils sont franchement mal placés pour nous représenter. Pour eux la condition ouvrière se réduit à un concept, tout comme le chômage puisqu'ils sont pratiquement tous fonctionnaires. Quand on sait que notre avenir est assuré quoi qu'il arrive et qu'on n'a plus qu'à attendre la retraite, cela vous ramoli plutôt le cerveau ainsi que votre détermination à combattre le régime qui ne dépassera pas le stade de la théorie ou du discours, vous n'aurez aucune raison de vous casser la tête, alors que lorsque vous êtes en permanence en proie à des difficultés et sous la menace du chômage qui peut briser votre vie, vous serez davantage combattif, voire agressif, vous serez forcément plus proche par votre condition des ouvriers qui à la fin du XIXe ou au cours du premiers tiers du XXe siècle enduraient une vie d'esclave ou étaient livrés à la précarité absolue et étaient attirés par le socialisme pour en finir une bonne fois pour toute avec cette société de malheur et de misère.

J'ai bien conscience qu'être fonctionnaire n'est pas une sinécure. C'est un choix de le devenir qui est déterminé par notre conception de la manière de satisfaire nos besoins qui est le produit de notre interprétation de la société, c'est la voie la plus courte et la plus économique pour y parvenir, donc qui offre le moins de résistance pour atteindre le but qu'on s'est fixé et s'en contenter, alors que celui qui trime dans le privé et qui se retrouve en concurrence avec ses semblables, et qui doit se battre en permanence pour assurer sa survie, qui ne bénéficie d'aucune sécurité, il ne peut pas se satisfaire de sa condition, il la maudira mille fois, il n'a jamais souhaité un instant ce qu'il vit, il n'aura pas du tout le même état d'esprit que le fonctionnaire ou le travailleur qui bénéficie de conditions privilégiées.

Quand j'étais technicien et que je vivais en couple, j'étais dans ce cas-là, d'ailleurs c'est bien simple, j'avais arrêté de militer et je n'en avais plus rien à foutre de la politique, on vivait bien, on avait la garantie de l'emploi, la société ou le monde on ne les regardait plus que de l'extérieur, de loin pour qu'ils ne gâchent pas notre bien-être mesquin. Erreur fatale puisque leur société finira par nous pourrir la vie, divorcer et se retrouver face à des difficultés matérielles qui me conduiront à m'exiler en Inde, ce qui m'autorise à fustiger cet état d'esprit ou ce mode de pensée, donc à faire ma propre critique au passage.

Les camarades savent bien que je n'ai jamais rien eu contre les fonctionnaires pour avoir conscience qu'on est embraqué dans la même galère, ce qui m'exaspère c'est d'observer que certains s'emploient justement à favoriser cet état d'esprit ou d'être dirigé par des gens qui n'ont pas d'autre objectif en fait, ce qui fera le malheur du fonctionnaire comme du travailleur du secteur privé, marchand puisque nous sommes des vulgaires marchandises en régime capitaliste. Je renvoie les lecteurs à un article que j'avais consacré au combat que devait mener les travailleurs des secteurs privée et public, où j'expliquais comment ils devaient se combiner contre l'Etat ou les institutions. Il y en a qui croient que ce serait une lubie et que cela nous passera d'axer notre combat contre les fondements politiques du régime, ils se trompent car cela ne date pas d'aujourd'hui, la preuve avec cet article qui date de quelques années.

L'Etat c'est le donneur d'ordres des fonctionnaires, leur patron, mais pas le propriétaire, alors les locataires peuvent se succéder sans que cela ne change quoi que ce soit, et pour atteindre les propriétaires c'est la structure de l'Etat qu'il faut viser, les institutions et plus particulièrement la Constitution qui leur octroie ce titre ou ce droit de propriété, ainsi que celui de leurs représentants qui sont en charge de leurs intérêts.

L'Etat est également le donneur d'ordres des travailleurs du secteur privé à travers la législation en vigueur, ce qui nous ramène aux institutions et à la Constitution.

La structure de l'Etat et au-delà de la société a été conçue et fonctionne de telle sorte qu'elle permette d'assurer la pérennité du système capitaliste au détriment des intérêts des travailleurs du privé et du public, auxquels l'Etat impose indistinctement sa politique d'austérité et de régression sociale généralisée ainsi que la guerre, de sorte qu'ils doivent se mobiliser ensemble pour combattre l'Etat capitaliste dans la perspective de l'instauration d'une République sociale une fois débarrassé des institutions et de la Constitution de la Ve République, pour s'attaquer aux fondements du capitalisme ou aux rapports sociaux de production en abolissant la propriété privée des moyens de production à la base des inégalités sociales et des injustices, qui incarnent le système d'exploitation et d'oppression à l'origine de tous les maux dont souffrent les travailleurs et la société et de toutes les formes de violence qu'il engendre, dont la guerre.

Lors de la phase ascendante du capitalisme, puis de sa reconstruction et de son développement après-guerre, le capitalisme d'Etat devait servir avant tout à assurer les services nécessitant la mobilisation d'importants capitaux dont la rentablilité n'était ni la motivation ni l'objectif même s'ils recouraient au marché pour se fournir en matériel ou marchandises, afin que les capitaux dont disposaient les capitalistes ne soient orientés que vers les secteurs économiques les plus rentables en vertu de la raison d'être du capitalisme qui n'avait rien de philantropique. C'est ainsi que les fonctionnaires et les travailleurs des entreprises publiques ou d'Etat allaient être enrolés dans un processus dont ils n'avaient pas conscience, qui consistait uniquement à assurer la continuité ou la survie du capitalisme, en leur octroyant un statut spécial et des avantages qui étaient propres à mieux les asservir à l'Etat ou au régime, auquel ils étaient redevables de la condition privilégiée qu'il leur avait accordée.

Pour conforter cette main mise du capitalisme sur tout un pan de la classe ouvrière, le mouvement ouvrier adoptera une conception de la lutte de classe (le réformisme bourgeois) qui aura pour objectif et résultats à la fois de mieux les enchaîner à l'Etat et au capitalisme, et de les maintenir isoler des travailleurs du secteur privé, comment, en renonçant au combat pour que l'ensemble des travailleurs du pays bénéficient des mêmes droits sociaux ou qu'ils soient alignés sur les droits sociaux en vigueur les

plus avantageux pour les travailleurs, revendication qui on l'aura bien compris était incompatible avec le régime ou ne pourrait jamais être satisfaite en conservant les rapports sociaux de production capitaliste, et donc ne pouvait s'inscrire que dans la perspective du renversement de l'ordre établi, du socialisme, objectif que le mouvement ouvrier devait délibérément abandonné au profit de la collaboration de classe, du social-patriotisme, du corporatisme.

Au front unique prôné par les partis qui sont organiquement liés aux appareils pourris des syndicats, nous opposons le front unique de l'ensemble des travailleurs des secteurs public et privée avec les syndicalistes qui luttent à leur côté tournée à la fois contre le patronat et l'Etat pour le socialisme.

Voilà en gros ce que j'écrivais il y a quelques années, qui trouve sa justification dans la situation actuelle quel que soit le secteur dans lequel les travailleurs évoluent, au-delà de leur condition particulière et du constat qu'ils subissent tous la politique d'austérité, antisociale, liberticide, antidémocratique, répressive et impérialiste du gouvernement dictée par l'oligarchie financière, car ils possèdent tous des membres de leur famille ou de leur entourage frappés de plein fouet par cette politique réactionnaire, ce qui ne peut pas les laisser indifférents et ne peut que les conduire à s'unir pour la combattre.

On attend toujours qu'un parti daigne bien vouloir reprendre à son compte ce discours et cette tactique qui rompt résolument avec 70 ans d'opportunisme ou pire encore.

La France est devenu officiellement un Etat policier.

- COP21 : les Zadistes sont sous haute surveillance - Francetv info

24 militants ont été assignés à résidence. Pour Bernard Cazeneuve, les personnes assignées n'ont rien d'enfants de cœur. "Elles avaient témoigné d'actes violents par le passé à l'occasion de manifestations et avaient exprimé le souhait de ne pas respecter les principes de l'état d'urgence", a déclaré le ministre de l'Intérieur ce 28 novembre à Strasbourg. Francetv info 29.11

- Etat d'urgence: la France pourrait bafouer les droits de l'Homme - L'Express.fr

Quand la Cour européenne des droits de l'Homme cautionne l'état d'urgence ou la dictature.

L'Express.fr- La France prévient: elle pourrait déroger à la convention européenne des droits de l'Homme. Les autorités françaises ont en effet informé le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjorn Jagland, "d'un certain nombre de mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence instauré à la suite des attentats terroristes de grande ampleur perpétrés à Paris". Ces mesures "sont susceptibles de nécessiter une dérogation à certains droits garantis par la convention européenne des droits de l'homme".

La notification de cet état d'exception est prévue à l'article 15 de la convention européenne des droits de l'homme: en "cas de guerre ou d'autre danger public menaçant la vie de la nation", un Etat signataire "peut prendre des mesures dérogeant aux obligations" de la convention, sous réserve d'en informer le Conseil de l'Europe.

Il ne revient pas pour l'instant à l'organisation paneuropéenne de se prononcer sur le bien-fondé de cette démarche de la part de la France. En revanche, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), garante de la convention, pourra se prononcer sur la validité de cette dérogation, lorsqu'elle sera saisie de requêtes précises, alléguant d'éventuelles atteintes, par la France, aux droits fondamentaux. L'Express.fr 27.11

L'état d'urgence a pour fonction de neutraliser le mouvement ouvrier, la lutte des classes

Cela ne vous dit-il rien ? On nous a reproché de faire tout un plat du mondialisme, de la stratégie politique adoptée par l'oligarchie financière, qui pour atteindre ses objectifs devait passer et conduire à la neutralisation de la lutte des classes, à une dictature implacable, vous vous en souvenez, n'est-ce pas ? Et bien, on y est.

- Christine Lazerges : «Sur l'interdiction de manifester, on sent vraiment l'atteinte aux libertés» - Liberation.fr

Présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, Christine Lazerges annonce à «Libération» que son autorité sera «vigilante» quant à l'application de l'état d'urgence, dont elle pointe déjà les abus.

Renouvelée jeudi, par un arrêté paru au Journal officiel, pour un nouveau mandat jusqu'en 2018, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) est une autorité administrative indépendante chargée de conseiller le Parlement et le gouvernement en matière de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle publie chaque année un rapport sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, qui fait référence. Christine Lazerges, professeure de droit privé à l'université Panthéon-Sorbonne et présidente de la commission, s'inquiète de la longueur de l'état d'urgence et des abus

qu'il occasionne.

Et il semble que les perquisitions administratives soient menées dans des conditions critiquables, à tel point que le ministre de l'Intérieur a lui-même rappelé les préfets à l'ordre…

Nous allons assurer un suivi des bavures, car il faut bien les appeler comme ça, et en alerter le gouvernement et le Parlement.

Pour l'heure, les interdictions de manifester et certaines assignations à résidence sont particulièrement contestées…

Notre assemblée, sur l'interdiction des manifestations, sera sans doute plus sévère encore que sur d'autres sujets. Car là, quand on touche au droit de manifester, on sent vraiment l'atteinte aux libertés.

Un sondage paru dans le Figaro quatre jours après les attaques montrait que 84 % des Français se disaient prêts à restreindre leurs libertés pour plus de sécurité…

On n'a pas besoin de faire une enquête pour le savoir quelques jours après ; il y a un biais dans cette démarche. Mais je suis étonnée du peu de cas que les Français font de leurs libertés. On commence à voir des critiques, mais, d'une manière générale, ils sont prêts à perdre certaines de leurs libertés. Or, les droits de l'homme sont universels et indivisibles.

- Etat d'urgence: Plus de 1.800 perquisitions menées depuis les attentats - 20minutes.fr

AInsi, depuis les attentats du 13 novembre, qui ont fait 130 morts, 1.836 perquisitions ont été menées dans le cadre de l'état d'urgence, selon un bilan détaillé à l'occasion d'une rencontre du Premier ministre avec des citoyens et des élus à Evry (Essonne).

Par ailleurs, le nombre de gardes à vue à la suite de ces coups de filet a atteint la barre des 200, tandis que 305 assignations à résidence ont été prononcées (contre 276 dans le dernier pointage du ministère de l'Intérieur).

Enfin, le nombre d'armes retrouvées s'élève à 293 depuis le début de la vague de perquisitions.

En marge d'une rencontre avec des habitants et des élus à Evry (Essonne), le Premier ministre a défendu une méthode «extrêmement utile», malgré un début de polémique sur des perquisitions sans résultat ou visant des militants ou des citoyens non liés à l'islamisme radical. 20minutes.fr 29.11

Etat d'urgence: Cosse s'insurge contre la mise en cause de militants écologistes AFP 28.11

- Attentats: le Sénat adopte à l'unanimité l'augmentation du budget Défense - AFP

Le Sénat a adopté vendredi à l'unanimité une augmentation de quelque 273 millions d'euros des moyens de la défense dans le projet de budget 2016, proposée par le ministre Jean-Yves Le Drian à la suite des attentats du 13 novembre.

Jeudi, le Sénat a déjà adopté à l'unanimité une augmentation des moyens de la justice demandée par le gouvernement toujours à la suite des attentats du 13 novembre. AFP 27.11

A l'unanimité, donc avec les voix du Front de gauche qui a bien rejoint les rangs de l'union nationale, légitime l'état d'urgence et la guerre de l'impérialisme français contre la Syrie et l'Irak.

Quand nous les qualifions d'agents de la réaction, nous n'exagérions pas, contrairement au POI qui ménage le Front de gauche et ne vaut finalement guère mieux, pire en plus hypocrite puisque sans assumer son soutien au régime.

Tous les acteurs sociaux doivent se mettre au service de l'idéologie de la dictature.

- Attentats: Bartolone veut un "pacte social et culturel" en plus de la sécurité - AFP

"Il n'y a pas d'excuse sociologique à ces terroristes, mais une bonne manière de leur résister, c'est bien entendu le pacte de sécurité qu'a évoqué le président de la République mais aussi un pacte social et culturel", a déclaré le président de l'Assemblée nationale à l'AFP, en marge d'une réunion avec des acteurs de la culture à Paris.

"C'est-à-dire que plus les gens auront cette volonté de préserver ce maillage de vivre ensemble, et plus ils seront attentifs à tout ce qui pourrait venir menacer ou tenter d'affaiblir cette volonté de faire société commune, quelles que soient les origines, les couleurs,

les religions ou les pensées", a affirmé le candidat socialiste.

Dans une tribune de soutien à M. Bartolone publiée par Libération, une cinquantaines d'artistes et de personnalités du monde culturel estiment que "la riposte culturelle et des savoirs doit venir".

Dans le cadre des pouvoirs qui relèvent de la région, le candidat PS estime que ce "pacte social et culturel" pourrait notamment se traduire "pas un grand programme éducatif et culturel en direction des lycéens, des apprentis, des étudiants".

"On voit comment quelques fois cette inégalité culturelle s'installe très vite quand dès le plus jeune âge on n'a pas la possibilité de pousser la porte d'une installation culturelle", a-t-il plaidé auprès de l'AFP.

La région pourrait également "tisser des contrats culturels territoriaux" pour parer à la baisse de dépenses culturelles de certaines communes et "soutenir les lieux de créations" dans des secteurs comme les musiques nouvelles, arts de la rue ou la culture de l'image. AFP 28.11

La République sans libertés, c'est le régime de Vichy.

- Attentats: pour Valls, "il faut reconstruire une grande partie de la République" - AFP

"Il n'y a pas d'un côté une réponse sécuritaire, et de l'autre une réponse sociale ou une réponse qui protègerait les libertés", a-t-il affirmé. "C'est une vision qui est dangereuse car elle nous affaiblit", selon M. Valls, qui s'est défendu de tout "discours bushiste" après que l'exécutif ait parlé de "guerre". (Traduction : Notre réponse policière est la réponse à vos aspirations sociales et à davantage de liberté. - LVOG)

"Nous avons une seule réponse, et c'est la République", a-t-il lancé, appelant également à "une force morale nouvelle, une capacité de se dépasser, de se sublimer". AFP 29.11

A coup de menaces, intimidations, violence, répression... bref, sa République, c'est le national-socialisme. On exagère légèrement pour vous y préparer...

En complément

- Un député Les Républicains veut armer les députés - Le Huffington Post

Ils risquent d'en avoir besoin sous peu...

- Banque alimentaire : près de 4 millions de personnes dans le besoin - Francetv info

Le jour où ils déferleront et prendront les armes, on ne donne pas cher de la peau des députés et autres sénateurs, patrons ou actionnaires du CAC40....

En famille. Le masque de l'imposture tombe ou quand le visage hideux de la gauche se confond avec celui de la droite et de l'extrême droite qui s'en émeuvent.

- C'est officiel, il n'y a plus de gauche en France - LePoint.fr

Début novembre, interpréter La Marseillaise et brandir un drapeau français faisait de vous un quasi-fasciste. Aujourd'hui, ne pas pavoiser sa demeure de l'emblème tricolore vous rend suspect d'être un cœur sec et un mauvais Français. La gauche vient d'opérer un stupéfiant virage idéologique à 180 degrés. En quinze jours, elle a jeté aux orties plus d'un demi-siècle de principes et de professions de foi.

L'état d'urgence permanent ?

Le pacifisme était son vieux fonds de commerce ; Brassens, Vian et Sartre, ses idoles. Vendredi matin, la France a prévenu qu'elle risquait de déroger à la Convention européenne des droits de l'homme. On imagine sans peine les cris d'orfraie des professionnels de l'indignation si un gouvernement de droite s'était livré à une telle remise en cause de principes que l'on croyait intangibles. Vladimir Poutine et Bachar el-Assad étaient hier désignés comme des ennemis de la démocratie, des infréquentables que l'on n'invitait pas à notre table. Le chef de l'État russe est désormais un allié incontournable de la France pour mener la guerre contre le groupe État islamique. Cette semaine, François Hollande a revêtu ses « battle dress » pour vanter l'action de l'armée française en Afrique et au Moyen-Orient et réclamer des renforts à tous ses alliés, convaincant même

Angela Merkel d'envoyer des centaines de soldats allemands au Mali...

Non content d'avoir promulgué l'état d'urgence pour trois mois, le gouvernement a laissé entendre par la voix de Bernard Cazeneuve que cette situation exceptionnelle pourrait être prolongée. Dans le jargon de la gauche, cela signifie que « l'arbitraire administratif » prend le pas sur la projection des libertés publiques. En un trait de plume, on a gommé toute la jurisprudence Taubira et l'angélisme mécanique des défenseurs des droits. Chaque matin, on claironne le chiffre des perquisitions, des gardes à vue et des armes saisies. Mieux, la gauche Hollande-Valls ouvre le débat sur l'identité nationale, abordant des sujets qu'Éric Besson chargé de cette délicate tâche par Nicolas Sarkozy en 2007 n'osait pas mettre sur la table. Le ministre issu du Parti socialiste avait été raillé par les siens, prompts à fustiger sa trahison. Ce mois de novembre, ses camarades d'hier franchissent à la vitesse de la lumière les limites qu'ils estimaient alors intangibles, arguant qu'elles étaient l'essence même de notre démocratie.

Le Front national en reste sans voix

L'évolution idéologique et sécuritaire du gouvernement est telle qu'elle laisse Marine Le Pen et le Front national sans voix. En deux semaines, la gauche au pouvoir s'est emparée de ses thèmes de campagne et de ses chevaux de bataille. Florian Philippot n'en demandait pas tant... Pas dupes, les électeurs hésitants viennent grossir les rangs du FN, si l'on en croit la demi-douzaine de sondages rendus publics cette semaine. Hier anti-républicains, ce parti donne désormais le « la » de la politique pénale et sécuritaire du gouvernement. Difficile ensuite de mobiliser vos électeurs contre ce fascisme qui serait à deux doigts de prendre le pouvoir alors que vous lui empruntez son programme sécuritaire...

À court terme, cette confusion idéologique est admise par des électeurs encore traumatisés. Mais elle sera mortifère pour la gauche. La mise en scène de l'émotion a atteint sa limite et frôle l'indécence. Que fera-t-on si un autre attentat ensanglante la France ? Quel subterfuge langagier faudra-t-il inventer ? Quel principe devra-t-on immoler en place publique ? Depuis le 15 novembre, la gauche ne se détache plus du courant libéral de droite que par ses généreuses subventions accordées à des associations ou des secteurs d'activités déjà gorgés de subsides publics... Elle ne brille plus que par les usines à gaz fiscales qu'elle s'ingénie à construire en faisant croire qu'un tel dispositif peut relancer l'investissement, les TPE ou l'emploi salarié... Sauf que, selon les chiffres dévoilés jeudi, le chômage a encore crû de 42 000 personnes en un mois. Chaque jour d'octobre, 1 500 Françaises et Français ont perdu leur travail. A-t-on entendu un leader de gauche s'en émouvoir ? lepoint.fr 29.11

La gauche, c'était en réalité la réaction sur toute la ligne, cela saute aux yeux aujourd'hui, mais hier qu'est-ce que c'était d'autre pour avoir tourné le dos au socialisme ?

Son ralliement au néolibéralisme et sa soumission totale à Washington devait au fil du développement de la crise du capitalisme et ses institutions la conduire à adopter des mesures dignes d'un régime fasciste. Elle avait bien soutenu le régime néonazi de Kiev et celui d'extrême droite de Tel-Aviv, donc on était donc censé savoir de quoi elle était capable.

Ceux qui s'en étonnent se sont laissé endormir ou manipuler par des dirigeants qui ménageaient cette gauche d'extrême droite, pour ne pas avoir de compte à rendre sur le soutien qu'ils (ces diriegants) n'avaient cessé de lui accorder pendant plus d'un demi-siècle, et qui était fort compromettant pour eux ou dévoilerait leur véritable nature.

Commentaire d'un internaute.

- "*La position de l'ex-Premier Secrétaire du PS sur l'échiquier politique n'a cessé de glisser depuis 3 ans (de gauche à droite bien sûr !) entraînant dans son sillage l'ensemble de la gauche aujourd'hui tétanisée, et qui risque de ne jamais se réveiller. Mais (vous avez raison), tétanisée est également la droite, qui voit la communauté française accepter, voire plébisciter à présent comme un seul homme les propositions et tentatives qu'elle rejetait sous Sarkozy 1er au nom du respect des libertés individuelles et de la démocratie.* "

Vous avez trouvé le mot juste, "tétanisés", c'est ce que sont tous les travailleurs qui militent dans des partis qui se sont interdits de condamner l'état d'urgence et donc de le combattre sur le plan politique. Ils y étaient préparés de longue date puisque cela faisait belle lurette que leurs partis ne luttaient plus contre les institutions de la Ve République, se cantonnant à une dénonciation stérile de l'UE et à des revendications alimentaires de préférence corporatistes.

La France vise la partition de la Syrie au lieu de soutenir son unité et sa souveraineté

On pourrait appeler cela le dernier coup tordu de l'impérialisme français.

- Syrie: Fabius pour intégrer Damas contre l'EI - AFP

Le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a pour la première fois envisagé vendredi 27 novembre 2015 que des forces du régime syrien puissent être associées à la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI). AFP 27.11

- Laurent Fabius n'exclut pas de s'appuyer sur les forces de Bachar al-Assad en Syrie - Le Huffington Post

Le revirement stratégique de la France en Syrie se précise. Pour la première fois, le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, a envisagé publiquement que des forces du régime syrien de Bachar al-Assad, dont la France ne cesse de réclamer le départ, puissent être associées à la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Pour lutter contre l'EI, "il y a deux séries de mesures: les bombardements (...) et des forces au sol, qui ne peuvent pas être les nôtres, mais qui peuvent être à la fois des forces de l'Armée syrienne libre (opposition), des forces arabes sunnites, et pourquoi pas des forces du régime et des kurdes également bien sûr", a expliqué ce vendredi le ministre des Affaires étrangères sur RTL. Mais le président syrien Bachar al-Assad "ne peut pas être l'avenir de son peuple", a-t-il répété.

Le grand écart de la diplomatie française

Une coordination avec les troupes de Bachar al-Assad serait une grande première tant la diplomatie française s'est démenée ces derniers mois pour obtenir le retrait du dictateur syrien.

Depuis les attentats du 13 novembre, le gouvernement français a toutefois décidé de changer son fusil d'épaule dans la lutte contre l'Etat islamique. Jusqu'ici hostile à tout contact avec Damas, François Hollande espère désormais fédérer tous les pays hostiles à Daech, quitte à reporter à plus tard la question du départ de Bachar al-Assad, auquel la Russie est opposée. Le Huffington Post 27.11

- "Assad est notre principal allié contre Daech" (Poutine) - sahartv.ir

«Bachar al-Assad, le Président syrien, est notre principal allié, dans la guerre contre le groupe terroriste Daech», a affirmé Vladimir Poutine, le Président russe, en réaction aux déclarations de son homologue français, François Hollande.

«Assad ne fait pas partie de l'avenir de la Syrie», avait dit Hollande, en affirmant son soutien à l'armée syrienne.

«Il revient au peuple syrien de décider de l'avenir de son pays et non pas à ceux qui ont opté pour un comportement ambivalent, face au terrorisme, et qui procèdent à des échanges criminels avec le groupe terroriste Daech, en jouant avec le feu», a réagi Poutine à la déclaration d'Hollande, a-t-on appris de l'agence de presse syrienne, SANA.

«Nous ne ménagerons aucun effort, pour garantir le non-retour des terroristes, en Syrie. Pour ce qui est de l'envoi d'aides humanitaires, en Syrie, il faut qu'il y ait des coordinations», a précisé Poutine.

«La mission du déploiement des systèmes de défense anti-aérienne S-400 est d'abattre les avions de l'ennemi», a-t-il souligné. sahartv.ir 27.11

Question : Où vont atterrir ces dizaines de milliers de barbares ? Les Américains les enverront sur d'autres terrains d'opération ou de guerre, en Asie, en Afrique, y compris en Amérique latine, c'est plus économique (et plus discret) pour destabiliser ou faire tomber des Etats que d'entretenir et faire appel à son armée.

Derniers développements sur les tensions entre la Turquie et la Russie

L'OTAN soutient à fond la Turquie

- Déclaration du Secrétaire général de l'Otan sur la destruction d'un bombardier russe par la Turquie par Jens Stoltenberg - Réseau Voltaire

Le Conseil de l'Atlantique Nord vient de tenir une réunion extraordinaire, à laquelle l'ambassadeur de Turquie nous a exposé la situation. Je me suis également entretenu avec le Premier ministre Ahmet Davutoglu.

La Turquie a informé les Alliés qu'un appareil des forces aériennes russes qui violait son espace aérien a été abattu.

J'ai déjà exprimé mes préoccupations au sujet des implications des actions militaires de la Fédération de Russie à proximité des frontières de l'OTAN.

Cela montre toute l'importance de mettre en place et de respecter des arrangements pour éviter que de tels incidents se reproduisent à l'avenir.

Comme nous l'avons dit clairement à maintes reprises, nous sommes solidaires de notre Alliée, la Turquie, et nous soutenons son intégrité territoriale.

Nous continuerons de suivre de très près l'évolution de la situation aux frontières sud-est de l'OTAN.

J'espère vivement que d'autres contacts pourront avoir lieu entre Ankara et Moscou, et j'en appelle au calme et à la désescalade.

La diplomatie et la désescalade sont importantes pour trouver une solution à cette situation. Réseau Voltaire 24.11

Jens Stoltenberg n'est pas l'auteur de cet article, il est le Secrétaire général de l'Otan, ancien Premier ministre travailliste de Norvège. Il est membre du conseil d'administration du Vaccine Fund. Un eugéniste en plus !

Dernier coup anti Erdogan de Moscou - sahartv.ir

Le gouvernement russe a élaboré un projet de loi, stipulant qu'en cas d'adoption, par le Conseil de sécurité, l'achat de pétrole à Daech sera interdit.

«Après que Vladimir Poutine, le Président russe, eut accusé, sur la base d'images et de documents, la Turquie, d'acheter du pétrole à Daech, les diplomates de ce pays ont opté pour des mesures visant à légitimer les propos du numéro 1 du Kremlin, a-t-on appris de Farsnews.

«Le gouvernement de mon pays a soumis au Conseil de sécurité un projet de résolution interdisant l'achat de pétrole à tout groupe terroriste», a affirmé Guennadi Gatilov, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, selon l'agence de presse russe, Sputnik.

L'accusation d'avoir acheté du pétrole à Daech a provoqué la colère de Recep Tayyip Erdogan, le Président turc. «Si de tels achats avaient eu lieu, ce serait l'œuvre de trafiquants. Ankara y fera face de toutes ses forces», a prétendu Erdogan. sahartv.ir 27.11

Syrie : plus de 400 cibles bombardés par les avions russes - sahartv.ir

L'aviation russe a bombardé, durant ces trois derniers jours, 449 cibles en Syrie notamment les positions des daechistes à Lattaquié où un de ses chasseurs avait été abattu par la Turquie.

Selon l'IRNA, dans leurs frappes aériennes, en ces trois derniers jours, après le crash d'un Sukhoï 24, les bombardiers russes ont détruit 449 cibles à Damas, Idlib, Lattaquié, Hama, Homs et Deir ez-Zour. Ainsi le nombre des raids aériens menés, en 60 jours d'opérations de l'aviation russe, passe à 6400. Selon le rapport du ministère russe de la Défense, publié vendredi, au cours de 134 sorties, toutes les 449 cibles fixées, dont un principal dépôt d'armes, fortifié et souterrain, de Daech à Homs ont été rasés.

Les avions russes ont aussi détruit les grandes installations de production et du commerce de pétrole, contrôlées par Daech à Deir Ezzor et à Raqa. Entre temps, la presse autrichienne a annoncé la mort de Mohammed Mahmoud, un ressortissant autrichien de 30 ans, qui était un des principaux membres de Daech à Raqa, lors d'un bombardement russe. Par ailleurs, couverte par les opérations aériennes russes, l'armée syrienne a libéré des mains des terroristes une partie des hauteurs du nord-ouest de la Syrie. sahartv.ir 27.11

Lavrov: après l'incident du Su-24 russe Ankara a franchi la ligne rouge - sputniknews.com

"Nous estimons que les dirigeants turcs ont franchi la ligne rouge et risquent de placer la Turquie dans une situation extrêmement difficile aussi bien du point de vue des intérêts nationaux à long terme que de celui de son rôle dans la région", a dit Sergueï Lavrov en inaugurant les négociations avec son homologue syrien Walid Mouallem. sputniknews.com 27.11

Les chasseurs turcs F-16 avaient planifié d'abattre le Su-24 russe - sputniknews.com

Les chasseurs turcs F-16 avaient planifié d'abattre le Su-24 russe, a rapporté un représentant des forces aérospatiales russes.

Les avions de chasse turcs F-16 qui ont abattu un bombardier russe Su-24 impliqué dans la campagne anti-EI en Syrie l'avaient attendu dans les airs pour l'attaquer, a indiqué vendredi aux journalistes Viktor Bondarev, commandant en chef des forces aérospatiales russes.

"Les résultats de contrôle objectif des détecteurs radars syriens attestent de la présence des deux F-16 turcs dans le cadre d'une mission d'alerte entre 9h11 et 10h26, donc pour une durée d'une heure 15 minutes, à une altitude de 2.400 mètres, ce qui témoigne d'une attaque planifiée d'avance ainsi que de la détermination des chasseurs à agir depuis une embuscade dans les

airs au-dessus du territoire turc", a déclaré M. Bondarev.

Le chasseur F-16 turc a été contrôlé depuis le sol. Il s'est trouvé dans les airs au-dessus de la Syrie pendant 40 secondes, a pénétré sur une distance de deux kilomètres dans son territoire, alors que le bombardier russe n'a pas violé l'espace aérien turc. Le F-16 l'a attaqué depuis le territoire syrien, à distance de 5-7 kilomètres.

Le bombardier russe, au moment de l'attaque, se trouvait au-dessus de la Syrie, au moins à cinq kilomètres de la frontière turque. Il a été capté par des détecteurs radars turcs pendant 34 minutes, a précisé le général Bondarev.

Le F-16 a pris la décision d'abattre le Su-24 russe une minute et 40 secondes avant que ce dernier se soit approché de la frontière turco-syrienne. Ni les moyens de contrôle de la base aérienne russe en Syrie, ni l'avion voisin n'ont enregistré d'avertissement provenant de la part du chasseur turc. Les actions de l'équipage du F-16 permettent de qualifier son comportement de déloyal et d'intentionnel, a estimé M. Bondarev. sputniknews.com 27.11

La Russie suspend le régime sans visas avec la Turquie - sputniknews.com

La Russie suspendra le régime sans visas avec la Turquie d'ici janvier 2016, a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, car "les menaces venant de ce pays sont bien réelles".

"Le gouvernement russe a décidé de suspendre le régime sans visas en cours entre la Russie et la Turquie. Cette décision entrera en vigueur d'ici le 1 janvier 2016", a déclaré Sergueï Lavrov lors d'une conférence de presse avec son homologue syrien Walid Mouallem.

Et d'ajouter qu'il ne s'agit pas "d'une menace +tirée par les cheveux+. Au contraire, ces menaces sont bien réelles, et nous le déclarons en assumant toutes nos responsabilités", a-t-il fait remarquer. sputniknews.com 27.11

Poutine dévoile les mesures de rétorsion contre la Turquie - sputniknews.com

Ce samedi, le chef d'Etat russe a signé un décret visant à renforcer la sécurité nationale et introduisant des mesures économiques contre la Turquie, après l'attaque du bombardier russe Su-24, rapporte le service de presse du Kremlin.

Après la suspension du régime sans visas annoncée vendredi 27 novembre, et signée aujourd'hui, le président russe a annoncé la mesure la plus douloureuse pour la Turquie. Selon le décret, les opérateurs touristiques ne sont plus autorisés à vendre des séjours en Turquie.

"Stipuler que les tour-opérateurs et les agents touristiques doivent se garder de vendre aux citoyens russes des produits touristiques prévoyant la visite du territoire de la République turque", lit-on dans le décret.

Les vols charters entre la Russie et la Turquie sont également interdits.

De même, ces mesures du Kremlin "visant à assurer la sécurité nationale et celle des citoyens russes", interdisent aux employeurs russes d'embaucher des citoyens turcs à partir du 1er janvier 2016 et ordonnent d'interdire ou de limiter l'activité des organisations turques en Russie.

De surcroît, Vladimir Poutine a ordonné d'"interdire ou limiter les opérations économiques extérieures, prévoyant l'importation sur le territoire russe de certains produits provenant de la République turque selon la liste définie par le Gouvernement de la Fédération de Russie (à l'exception des produits importés pour la jouissance personnelle dans la quantité autorisée par l'Union économique eurasiatique)", selon le texte du décret publié par le Kremlin. sputniknews.com 28.11

Erdogan met la Russie en garde, Poutine refuse de le rencontrer - Reuters

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a redit vendredi qu'il pourrait discuter avec Vladimir Poutine en marge de l'ouverture à Paris de la COP21 mais a mis son homologue russe en garde contre toute tentation de "jouer avec le feu".

A Moscou, trois jours après la destruction par des avions turcs d'un chasseur-bombardier russe près de la frontière syrienne, le Kremlin a fait savoir qu'il n'était pas question pour Poutine de rencontrer Erdogan tant qu'Ankara ne présenterait pas d'excuses pour l'incident aérien.

"Comme nous le voyons, la Turquie refuse de s'excuser simplement pour l'incident de l'avion", a expliqué vendredi Iouri Ouchakov, conseiller du président russe.

Le gouvernement russe a menacé Ankara de représailles économiques; le président de la Douma, la chambre basse du Parlement russe, Sergueï Narichkine, a même déclaré que la Russie avait aussi le "droit à une riposte militaire".

Dans un discours prononcé à Bayburt, dans le nord-est de la Turquie, Erdogan a dit vendredi qu'il ne souhaitait pas nuire aux relations avec la Russie, mais n'a guère contribué à calmer les esprits. "Nous recommandons très sincèrement à la Russie de ne pas jouer avec le feu", a-t-il prévenu.

Erdogan s'est notamment emporté contre les déclarations à ses yeux "inacceptables" de Poutine. S'exprimant jeudi à l'issue de son entretien avec François Hollande, ce dernier a accusé la Turquie de fermer les yeux sur le trafic de pétrole en provenance de zones contrôlées par l'organisation Etat islamique.

Le chef de la diplomatie russe a insisté vendredi. "Nous avons de plus en plus de questions sur la volonté réelle d'Ankara d'éradiquer le terrorisme", a lancé Sergueï Lavrov, ajoutant lors d'une conférence de presse que la Russie avait décidé de suspendre à compter du 1er janvier l'accord d'exemption de visas entre les deux pays.

Le président turc a fait état en retour de documents américains établissant que des compagnies russes et l'EI vendent du pétrole au régime syrien.

Erdogan a téléphoné à Poutine sept ou huit heures après l'incident, a confirmé le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

"Jusqu'à maintenant, M. Poutine n'a toujours pas répondu à mon appel", a indiqué le président turc, dans une interview accordée à France 24. Reuters 27.11

L'Union européenne n'est pas en reste au côté de la Turquie.

- La décision de l'APCE sur la Russie sera révélatrice pour l'Europe - sputniknews.com

La décision de l'APCE sur les compétences de la délégation russe en 2016 interviendra bientôt et elle sera révélatrice pour l'avenir du continent européen, estime le président de la Douma (chambre basse du parlement russe) Sergueï Narychkine.

Le président de la Douma russe Sergueï Narychkine ne tente pas de faire des prévisions quant à la décision de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur les compétences de la délégation de Russie en 2016, mais il estime cependant qu'elle sera révélatrice pour l'avenir de l'ensemble du continent européen.

En avril 2014 l'APCE a adopté une résolution antirusse suite au rattachement de la Crimée à la Russie et a privé les parlementaires russes de droits de vote, ainsi que de celui de participer aux activités des organes dirigeants de l'Assemblée et de ses missions de suivi jusqu'à la fin de 2014. En 2015, les sanctions ont été prorogées. Anne Brasseur, qui préside l'APCE, a déclaré que le rétablissement des compétences de la délégation russe pourrait être examiné en janvier 2016.

"Le moment de vérité viendra très tôt, au début de 2016, alors qu'un russophobe invétéré soulèvera à nouveau la question relative à nos compétences. Faire des prévisions sur une éventuelle décision est une tâche ingrate. Je ne dirai qu'une chose: le résultat et la liste nominative des votants, tout comme la position publique de la présidente de l'Assemblée, des chefs de groupes politiques et des délégations nationales seront instructifs", écrit Sergueï Narychkine dans un article publié sur son site Internet.

"L'année du 20e anniversaire de l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe, la décision de l'APCE sera révélatrice quant aux destinées du continent dans son ensemble. Elle donnera la réponse à la question de savoir s'il parviendra à devenir une grande maison prospère dans laquelle l'égalité en droits de tous ses peuples est une condition clé du développement réussi de l'Europe", signale le président de la Douma russe. sputniknews.com 27.11

Malgré un acte d'agression ou de guerre de la Turquie envers la Russie, l'emprisonnement de deux journalistes, l'assassinat d'un avocat pro-kurde, l'Union européenne envisage toujours l'adhésion de la Turquie à l'UE.

- Turquie: un célèbre avocat kurde tué par balles - sputniknews.com

Tahir Elçi, bâtonnier de l'ordre des avocats de Diyarbakir et figure renommée de la cause kurde, a été tué par balles samedi lors d'un échange de coups de feu aux circonstances encore confuses de la grande ville à majorité kurde du sud-est de la Turquie.

Un policier a été tué et dix autres personnes blessées, dont un journaliste et au moins deux autres membres des forces de l'ordre, lors de cette fusillade, a-t-on appris de sources hospitalières et sécuritaires locales citées par l'AFP.

L'avocat a été mortellement touché à la tête lors de la fusillade, sans qu'il soit encore possible d'affirmer s'il a été spécifiquement visé ou victime d'une balle perdue.

Toujours selon l'AFP Tahir Elçi faisait l'objet de poursuites pour avoir affirmé à la télévision à la mi-octobre que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène la rébellion kurde depuis 1984 en Turquie, "n'est pas une organisation terroriste".

Il avait été interpellé le 20 octobre dans son bureau de Diyarbakir puis inculpé d'"apologie du terrorisme par voie de presse" par un tribunal d'Istanbul, avant d'être remis en liberté sous contrôle judiciaire.

Le parquet a requis contre lui une peine d'un an et demi à sept ans et demi de prison. sputniknews.com 28.11

- Turquie : manifestation de soutien à deux journalistes emprisonnés - euronews.com

Un à deux milliers de personnes se sont rassemblées à Istanbul, au lendemain de l'incarcération des dirigeants du quotidien d'opposition Cumhuriyet.

"Deux journalistes inculpés pour "espionnage"":http://www.liberation.fr/planete/2015/11/27/accuses-d-espionnage-deux-journalistes-turcs-de-cumhuriyet-en-prison_1416583 et "divulgation de secrets d'Etat", et écroués, après avoir publié un article sur de possibles livraisons d'armes à des islamistes en Syrie par Ankara. "Une enquête a été ouverte à la suite de nos reportages sur les camions des services secrets turcs transportant des armes", indiquait le rédacteur en chef Can Dündar, avant son incarcération. "Le plaignant est le chef de l'Etat lui-même. Nous sommes venus ici pour défendre le journalisme, pour défendre les droits du peuple d'être informé, leur droit d'apprendre la vérité si le gouvernement a menti". "Si le pays fait l'objet d'une menace, ou se trouve en danger, un journaliste doit en rendre compte", avait déclaré Erdem Gül, responsable du bureau d'Ankara pour le quotidien.

En mai dernier, le scandale avait éclaté après la diffusion dans le journal de photos et d'une vidéo de camions, interceptés par la gendarmerie turque en janvier 2014. Les véhicules des services secrets, transportaient des armes à la frontière syrienne. Des faits qu'Ankara continue de démentir. euronews.com 27.11

- Sommet UE-Turquie: les Européens divisés sur les concessions à faire à Ankara - AFP

A deux jours d'un sommet avec la Turquie à Bruxelles, les Européens sont divisés sur l'ampleur des concessions politiques et financières à faire à Ankara pour obtenir son aide face à la crise migratoire qui ébranle l'unité de l'UE.

Les tractations ne sont pas facilitées par le contexte international tendu après que la Turquie a abattu un avion russe près de sa frontière avec la Syrie, principale origine des flux de réfugiés vers l'Europe.

Le sommet de dimanche doit réunir à Bruxelles les dirigeants des 28 membres de l'UE et le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu.

"Pour l'Europe, ce sommet vise à freiner le flux migratoire, mais pour les Turcs il vise plutôt à revigorer leur processus d'adhésion" à l'UE, souligne une source impliquée dans les négociations.

Il faut "réinitialiser les rapports turco-européens qui ont souffert ces dernières années du refus de certains pays d'accepter une adhésion pleine de la Turquie à l'UE", confirme une source diplomatique turque.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, et celui du Parlement européen, Martin Schulz, assisteront à la rencontre de dimanche, présidée par le président du Conseil européen Donald Tusk.

L'objectif est d'entériner le "plan d'action" déjà négocié par la Commission européenne avec la Turquie, qui liste une série d'engagements, comme celui par les Turcs de rendre leur frontière avec l'UE plus étanche et de réadmettre davantage de migrants illégaux l'ayant franchie.

Le sommet devrait aussi graver dans le marbre les 3 milliards d'euros que les Européens sont prêts à débourser pour aider les Turcs à faire face à l'afflux de réfugiés sur leur sol.

- Dialogue difficile -

Car si depuis janvier plus de 700.000 migrants ont gagné l'Europe depuis la Turquie, le pays accueille aussi plus de 2 millions de réfugiés et demandeurs d'asile.

En accueillir davantage ou empêcher leur départ vers l'UE a un coût, qu'Ankara ne veut pas assumer seul. Le gouvernement islamo-conservateur turc ne veut pas rater l'occasion d'obtenir les fruits politiques de sa coopération.

L'UE s'est dite disposée à accélérer le processus déjà en cours visant à exempter à terme les citoyens turcs de visas pour voyager en Europe. Elle s'engagera aussi dimanche à "redynamiser" les négociations d'adhésion de la Turquie, au point mort depuis des années.

"On nous a dit que le chapitre 17 des négociations (politiques économiques et monétaires, ndlr) sera ouvert vers la mi-décembre", a déjà affirmé jeudi le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui ne fera pas le déplacement à Bruxelles.

Globalement d'accord sur le principe de ces ouvertures politiques, même si la Grèce et Chypre restent réticentes, les pays européens restent toutefois divisés sur la portée de leurs promesses et sur les conditions à poser.

"Nous ne voulons pas nous asseoir pour des discussions avec la Turquie en leur faisant penser qu'ils sont notre dernière chance", a récemment souligné le Premier ministre populiste hongrois Viktor Orban.

L'UE a récemment fustigé "les graves reculs" de la liberté d'expression en Turquie et des "manquements significatifs" dans le domaine de l'indépendance de la justice. "Il est hors de question de brader" les principes de l'UE, en matière de droits de l'Homme, "sur l'autel des préoccupations migratoires", insiste une source européenne.

Côté financier, les 3 milliards d'euros d'aide promis sont actés en principe. "Mais est-ce sur un an ou sur deux ans? Faut-il procéder par étapes? Le sommet laissera planer une ambiguité", explique une autre source européenne.

Les Etats membres ne devraient pas non plus trancher dimanche la question sensible de la provenance des fonds. La Commission européenne propose d'apporter 500 millions d'euros, issus du budget de l'UE, et demande aux Etats membres de verser le reste. Ils ne sont "globalement pas d'accord", prévient une source diplomatique.

Les tensions entre Turquie et Russie, alors que les Occidentaux tentent de mettre sur pied une coalition contre l'Etat islamique (EI), "vont encore compliquer un dialogue déjà difficile entre l'UE et la Turquie", note Ian Lessern, expert au German Marshall Fund à Bruxelles. AF¨27.11

L'Union européenne peut compter sur le soutien des néonazis de Kiev contre la Russie.

APCE: l'Ukraine s'apprête à réclamer l'exclusion de la Russie - sputniknews.com

Lors de la session de juin de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), la délégation ukrainienne entend soulever la question de l'exclusion de la Russie de cette organisation, rapporte vendredi l'agence UNN, se référant à la députée Maria Ionova, du Bloc de Piotr Porochenko.

Mme Ionova a annoncé que vendredi 24 avril, lors de la session de l'APCE, les débats sur l'Ukraine s'étaient déroulés, notamment sur la mise en application de la résolution adoptée en janvier.

"Il va sans dire que la Russie n'a pas rempli un seul point de cette résolution. Et tout porte à croire que lors de la future session, en juin prochain, nous nous pencherons sur la question de l'exclusion de la Russie de l'APCE", a martelé la parlementaire.

Selon la députée à la Rada suprême (parlement ukrainien), plusieurs pays, dont la Géorgie et la Moldavie, ont soutenu l'Ukraine dans cette question.

Le 27 janvier, l'APCE a privé la délégation russe du droit de vote et de participation aux organes dirigeants de l'Assemblée jusqu'à avril. Suite à cette décision, le chef de la délégation russe à l'APCE Alexeï Pouchkov a annoncé que la Russie ne participerait plus aux réunions de l'Assemblée jusqu'à la fin de 2015.

En mars dernier, le chef adjoint de la délégation russe Leonid Sloutski a déclaré que la Russie entendait revenir à l'APCE en 2016. sputniknews.com 27.11

Dossier Syrie

La Syrie appelle à faire pression pour que la Turquie "cesse de soutenir les terroristes" - sputniknews.com

Le chef de l'Armée syrienne demande à la communauté internationale de faire pression sur la Turquie pour qu'elle cesse son

soutien aux terroristes, et n'achète plus leur pétrole, a déclaré aux journalistes le porte-parole des troupes syriennes, le général de brigade Ali Mayhub.

M.Mayhub a également déclaré que la nuit dernière, l'armée syrienne avait fait l'objet de tirs de mortiers depuis le territoire turc.

Le responsable syrien a émis de virulentes critiques contre la partie turque. M.Mayhub a affirmé que les autorités turques organisent les livraisons d'armes et de munitions aux terroristes, en soutenant ainsi leurs activités.

"Le chef de l'Armée arabe syrienne met en garde contre le danger lié à une telle conduite et demande à la communauté internationale de réaliser une pression maximale sur les autorités de la République turque, afin de les contraindre à rejeter le soutien direct et indirect au terrorisme international", a déclaré M.Mayhub. sputniknews.com 28.11

Syrie : deux nouvelles localités libérées. - sahartv.ir

En Syrie, l'armée régulière a repris le contrôle de vastes parties des hauteurs entourant Lattaquié, dans l'Ouest. Selon la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadeen, les militaires de l'armée syrienne, épaulés par les forces de la défense nationale, ont repris aux terroristes, les collines de Katf Al-Ghadar et Katf Al-Naghmeh, entourant la banlieue-Nord de Lattaquié. Les hauteurs, libérées par l'armée, donnent sur des dizaines de kilomètres des territoires entourant Lattaquié.

Par ailleurs, l'armée syrienne a repoussé une attaque des terroristes de Dach contre la ville et l'aéroport militaire de Deir Ezzor, dans l'Est de la Syrie. Ces affrontements ont coûté la vie à de nombreux terroristes de Daech. D'autre part, l'aviation syrienne a bombardé une position du groupe terroriste Daech, située dans le Nord du village d'Andan, en banlieue-Nord d'Alep. Cette frappe a fait de nombreux tués parmi les terroristes. sahartv.ir 28.11

Manifestation à Londres contre l'intervention de la Grande-Bretagne en Syrie - sahartv.ir

Les opposants aux ingérences britanniques en Syrie se sont rassemblés devant le bureau du Premier ministre.

Les manifestants ont soutenu les points de vue de Jeremy Corbyn, chef de l'opposition, qui est contre les ingérences de Londres dans les affaires syriennes.

George Galloway, ancien débuté, a prononcé un discours pour les manifestants.

Cette manifestation était la plus grande en Grande-Bretagne contre les ingérences britanniques dans les affaires syriennes.

Le groupe « Coalition pour arrêter la guerre » avait annoncé vendredi dans un communiqué que les propositions incohérentes du Premier ministre David Cameron pour agir en Syrie ne pouvaient affaiblir Daech. Selon ce communiqué toute intervention allait même attiser le feu de la guerre civile en Syrie dont le peuple est victime des activités des terroristes.

Le Premier ministre britannique a fait part de son intention de mettre au vote cette semaine à la Chambre des Communes son plan d'élargir les raids aériens contre Daech en Syrie. sahartv.ir 28.11

Les adeptes de la barbarie et de la guerre rivalisent de zèle.

- Moyen-Orient: les Émirats arabes unis jouent de plus en plus la carte militaire - sputniknews.com

Le New York Times vient de dévoiler qu'au Yémen, où la coalition sunnite combat depuis plus de six mois les Houthis chiites, des mercenaires sud-américains agissent également sur le terrain. Il s'agirait de plus de 400 soldats et officiers colombiens, embauchés et formés grâce à l'argent des Émirats arabes unis.

Mohammed ben Zayed Al Nahyane, frère et héritier de l'émir d'Abou Dhabi, est considéré en Occident comme un réformateur arabe: il est l'architecte de cette nouvelle stratégie.

Par le passé, les Émirats arabes unis, qui contrôlent 6% des réserves mondiales de pétrole et possèdent le deuxième fonds souverain le plus important au monde, se cantonnaient au rôle d'observateur impartial, au-dessus de tous les problèmes au Moyen-Orient.

La situation a beaucoup changé: les Émirats semblent avoir oublié leur "neutralité" financière pour prendre part de plus en plus activement à tous les conflits récents.

Aujourd'hui, ils combattent les Houthis soutenus par l'Iran au Yémen, mais bombardent aussi Daech en Syrie. Ils avaient fait la même chose en Libye, pays pourtant situé à des milliers de kilomètres.

"Les Émirats ne peuvent plus se permettre de jouer le rôle d'une "Suisse arabe", estime Michal al-Gueravi, directeur du centre de recherche Delma Institute à Abou Dhabi. S'il y a des flammes partout, on ne peut pas rester les bras croisés: il faut éteindre le feu ou partir".

Mohammed ben Zayed Al Nahyane entreprend donc beaucoup d'efforts pour transformer les Émirats en puissance militaire. Par exemple, l'année dernière, les Émirats ont introduit un service militaire obligatoire pour les hommes. En ce qui concerne le matériel et les armes, tout va aussi pour le mieux: d'après IHS Inc, les Émirats arabes unis sont le quatrième importateur d'armes au monde. Qui plus est, ce matériel n'est pas stocké mais utilisé au Yémen, en Syrie, en Irak ou — par le passé — en Libye.

Tout en renforçant son armée, le prince Mohammed n'oublie pas l'économie, dont la force motrice est le pétrole, et suit l'exemple de la Norvège où les hydrocarbures sont également le fondement économique du pays. Oslo a réussi à diversifier cette activité et les Norvégiens ont désormais une assurance pour l'avenir.

"Nous ne voulons pas le regretter dans 50 ans, quand nous aurons extrait le dernier baril, a annoncé le réformateur arabe en février 2015. Si nos investissements d'aujourd'hui s'avéraient fructueux, ce moment ne serait pas triste pour nous".

Il est difficile de réformer les Émirats, mais cette tâche est pourtant plus facile qu'en Arabie saoudite voisine, où les autorités religieuses, wahhabites et conservatrices, restent toujours très puissantes. Le prince Mohammed rencontre tout de même une certaine opposition intérieure à ses réformes. sputniknews.com 27.11

ACTUALITE EN TITRES

C'est sur l'avenir de la civilisation humaine que l'UE fait peser une menace

- Crise des migrants : le Premier ministre néerlandais s'inquiète, selon lui l'UE risque de "s'écrouler" comme "l'Empire romain"
- Atlantico.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

La sentence royale ou la conception de la démocratie du chef des barbares ami et partenaire de Obama et Hollande.

- Arabie Saoudite: Une «procédure de grâce» en cours pour le blogueur condamné à 1.000 coups de fouet
- 20minutes.fr

Une lueur d'espoir pour Raef Badaoui, condamné en Arabie saoudite à 10 ans de prison et 1.000 coups de fouet. Une procédure de grâce serait en effet en cours pour le blogueur, que son épouse Ensaf Haidar a dit samedi espérer voir aboutir favorablement.

Plus tôt samedi, le secrétaire d'Etat suisse aux Affaires étrangères, Yves Rossier a indiqué que la sentence à l'encontre du blogueur de 31 ans «a été suspendue». «Une procédure de grâce est maintenant en cours auprès du chef de l'Etat, donc du roi Salmane ben Abdelaziz al-Saoud», a-t-il déclaré à Radio-Canada, précisant avoir évoqué cette affaire lors de sa visite officielle à Ryad cette semaine.

Animateur du site internet Liberal Saudi Network et lauréat 2014 du prix Reporters sans frontières pour la liberté de la presse, Raef Badaoui est emprisonné depuis 2012. Il a été condamné à 10 ans de prison pour «insulte» envers l'islam il y a un an et à 1.000 coups de fouet à raison de 50 coups par semaine pendant 20 semaines.

Le blogueur a obtenu le 29 octobre dernier le prix Sakharov pour la liberté d'expression décerné par le Parlement européen, qui avait alors appelé à sa libération «immédiate». Ensaf Haidar avait émis le souhait que Raef Badaoui puisse aller lui-même chercher le 16 décembre à Strasbourg ce prix décerné par les chefs de file des groupes politiques du Parlement européen et parfois considéré comme l'équivalent européen d'un Prix Nobel. 20minutes.fr 29.11

S'il a reçu le soutien de Reporters sans frontières, de l'UE qui lui a décerné le prix Sakharov, c'est qu'il sert ou peut servir

leurs intérêts, il mérite donc d'être épargné. On évitera donc de le soutenir n'en déplaisent à ceux qui autrefois ont soutenu des opposants membres de l'URSS ou de ses satellites et qui se sont avérés être presque tous de droite, de féroces procapitalismes et anticommunistes, c'était soi-disant leur conception de la lutte contre le stalinisme, cynique, n'est-ce pas ?

- Arabie: la famille d'un jeune chiite condamné à mort craint une exécution imminente - AFP

Un membre de la famille du jeune chiite Ali al-Nimr, mineur au moment de son arrestation en 2012 puis condamné à mort, a estimé vendredi que l'Arabie saoudite semblait "très sérieuse" quant à l'application de la peine.

"Le gouvernement est sérieux, très sérieux" concernant l'exécution d'Ali al-Nimr, a indiqué à l'AFP son oncle Jaffar al-Nimr, selon lequel Ali n'a plus parlé à sa famille depuis deux semaines et a expliqué avoir subi un contrôle médical.

"C'est peut-être la routine avant qu'ils exécutent", a ajouté Jaffar al-Nimr.

Le cas d'Ali al-Nimr, qui avait 17 ans quand il avait été arrêté pour avoir manifesté contre les autorités, a suscité une vive indignation dans le monde et des voix se sont élevées pour demander aux autorités saoudiennes de surseoir à son exécution.

Selon des militants, Ali al-Nimr est un des trois chiites mineurs au moment des faits à avoir épuisé toutes les voies de recours contre leur condamnation à mort.

Leur sort est entre les mains du roi Salmane qui a le dernier mot sur l'application des condamnations à mort.

Vendredi, un millier de Saoudiens chiites se sont rassemblés dans une mosquée de la ville d'Awamiya, dans l'est du pays, pour demander la libération de ces militants, a rapporté un habitant. AFP 28.11

Par contre on ne donnera pas cher de la peau de ce malheureux, il sera peut-être le 152 décapités depuis le début de l'année en Arabie saoudite, le pays où les bourreaux ne chôment pas, ils font même mieux que leurs créatures monstrueuses, Al-Qaïda et l'Emirat islamique.

Décapité pour avoir simplement manifesté. Hollande-Valls ont encore de la marge.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Presse indépendante? Quand la CNN reçoit ses ordres du gouvernement US - sputniknews.com

Aux USA, le scandale enfle autour de la correspondance électronique entre la journaliste de la chaîne CNN Elise Labott et le représentant du département d'État des Etats-Unis Philippe Reines, récemment rendue publique.

Alors qu'elle couvrait les auditions au Sénat en 2013 portant sur l'attaque contre l'ambassade américaine à Benghazi, la journaliste a publié des messages Twitter dictés par ce haut fonctionnaire. Mme Labott avoue d'ailleurs avoir consulté Philippe Reines, qui occupait à ce moment-là le poste d'assistant du secrétaire d'Etat adjoint, sur le contenu des messages censés être publiés.

A en juger par les e-mails échangés, M. Reines proposait des tweets à la journaliste de la CNN pour qu'elle les publie ensuite. A titre d'exemple, une citation d'un discours d'Hillary Clinton s'est retrouvée sur le compte Twitter d'Elise Labott immédiatement après un de ces "échanges".

Les critiques à l'encontre du sénateur Rand Paul, qui avait posé à Mme Clinton des questions délicates, ont également été "négociées" entre la journaliste et le représentant du département d'État.

Selon le journaliste américain Christopher Hedges, cité par la chaîne RT, tous les médias vedettes aux USA sont plus ou moins en contact avec les politiques. Les journalistes ont besoin de ces derniers en tant que sources d'information, et pour obtenir ce qu'ils veulent ils sont prêts à appliquer n'importe quel ordre politique.

Curieusement, ce n'est pas la première fois que des journalistes d'Europe et des USA entretiennent "relations dangereuses" avec les autorités, ce qui n'empêche pas l'Occident de se targuer d'être un havre de démocratie et de liberté.

La semaine dernière, la chaîne CNN a temporairement suspendu Mme Labott l'accusant d'avoir violé des normes rédactionnelles. La journaliste avait posté un message critiquant la décision, récemment prise par la Chambre des représentants des USA, de suspendre l'accueil des réfugiés syriens et irakiens, le tweet allant à l'encontre de la position du gouvernement de ce pays si démocratique. sputniknews.com 28.11

2- Suisse

- Procès HSBC-Suisse: Hervé Falciani condamné par défaut à 5 ans de prison - AFP

L'ex-informaticien de la banque HSBC-Suisse, Hervé Falciani, a été condamné pour espionnage économique par la justice suisse, qui ne le considère pas comme un lanceur d'alerte comme il l'affirme.

La décision du Tribunal pénal fédéral (TPF) de Bellinzone (canton du Tessin), a été annoncée vendredi, trois semaines après la fin du procès d'Hervé Falciani, qui a eu lieu en son absence du 2 au 6 novembre.

Selon le tribunal, Hervé Falciani, qui a subtilisé des dizaines de milliers de documents bancaires à son ex-employeur, s'est rendu coupable d'espionnage économique et a été condamné à ce titre à cinq ans de prison.

Le responsable du scandale "Swissleaks" n'a assisté ni au procès ni à la lecture de la décision, car il a indiqué à plusieurs reprises ne faire aucune confiance à la justice suisse.

Hervé Falciani était poursuivi pour plusieurs motifs, dont l'espionnage économique. Il a en revanche été acquitté d'autres chefs d'accusation, comme celui de la violation du secret commercial.

Etant français et domicilié en France, Hervé Falciani ne peut être extradé.

Ce jugement n'est pas définitif, et un recours peut être intenté devant le Tribunal fédéral, la plus haute instance juridique suisse.

Dès l'annonce du verdict, la banque HSBC s'est "félicitée" de cette décision.

"HSBC a toujours soutenu qu'Hervé Falciani avait dérobé des informations confidentielles relatives aux clients de la banque d'une manière systématique dans le seul but de les revendre pour son propre enrichissement. Les témoignages reçus par le tribunal démontrent que les intentions de Hervé Falciani n'étaient pas celles d'un lanceur d'alertes", a indiqué la banque dans un communiqué.

- Des évadés fiscaux par milliers -

L'avocat de la banque a en outre affirmé à l'AFP que dans le résumé de sa décision, le "Tribunal pénal fédéral a estimé que Hervé Falciani avait agi par appât du gain", sans autre précision.

La sanction prononcée par le TPF est cependant inférieure à ce qu'avait demandé dans son réquisitoire le procureur Carlo Bulletti, qui avait prôné une peine de six ans de prison.

L'avocat commis d'office d'Hervé Falciani, Me Marc Henzelin, avait plaidé pour son client une peine compatible avec le sursis.

Les révélations d'Hervé Falciani ont permis de découvrir des milliers d'évadés fiscaux dans le monde qui avaient ouvert des comptes non déclarés auprès de la banque genevoise HSBC.

Parmi les riches contribuables accusés d'avoir fraudé le fisc de leur pays et à avoir été rattrapés par la justice grâce aux listes Falciani, figurent Arlette Ricci, 73 ans, héritière des parfums Nina Ricci, et le banquier Emilio Bottin, condamné à payer 299 millions d'euros au fisc espagnol.

Selon l'avocat de la banque HSBC, Hervé Falciani a commis le "plus grand pillage d'une banque jamais commis dans le monde". "L'ex-informaticien s'est approprié l'équivalent de 76 gigabits de données brutes, l'équivalent du contenu de 5.300 grands classeurs", avait déclaré l'avocat au moment du procès.

Le défenseur d'Hervé Falciani avait de son côté dénoncé les failles du système de sécurité de la banque, qui avaient permis à

son client de récolter autant de données.

"Au niveau international, on est en train d'abandonner le secret bancaire. On juge un combat d'arrière-garde", avait encore asséné l'avocat. AFP 27.11

3- Palestine occupée

- Une foule d'Arabes Israéliens contre l'interdiction d'un mouvement islamique - AFP

Des milliers d'Arabes Israéliens ont défilé samedi à Oum el-Fahem dans le nord d'Israël pour dénoncer l'interdiction d'une organisation islamique accusée par le gouvernement de Benjamin Netanyahu d'incitation à la violence.

Sous une nuée de drapeaux palestiniens, ces descendants de Palestiniens restés sur leur terre à la création d'Israël en 1948, ont crié "Nous ne sommes pas des terroristes", "Nous sommes plus forts que l'interdiction", avant d'être harangués par des représentants de la minorité arabe d'Israël, dont des députés du Parlement israélien.

Le 17 novembre, Israël a interdit la "branche nord" du Mouvement islamique et son réseau d'associations, en accusant l'organisation d'inciter les Arabes israéliens et les Palestiniens à la violence en propageant des "mensonges" au sujet de l'esplanade des Mosquées à Jérusalem.

Devant les manifestants à Oum el-Fahem, le chef du groupe Raëd Salah, a dénoncé cette interdiction comme une mesure "terroriste".

"Qui est le terroriste? Moi je dis que c'est le racisme d'Israël, celui qui a fermé des associations qui venaient en aide à 23.000 orphelins désormais abandonnés à leur faim", a-t-il dit.

M. Salah a affirmé que ces associations fournissaient des services à un demi million d'Arabes Israéliens, sur une population de 1,4 million (17,5% de la population israélienne).

"Des services que l'Etat devrait fournir à tous ses citoyens", a dénoncé Mohamed Baraké, qui dirige le Haut comité de suivi regroupant les principales organisations représentant la communauté arabe israélienne qui se plaint de longue date de discriminations.

Depuis sa fondation au début des années 1970, le Mouvement islamique en Israël a tissé un réseau d'associations - religieuses, sportives ou éducatives - et de services sociaux parmi les Arabes Israéliens.

Mais ce mouvement s'est scindé en 1996 en deux entités distinctes, dont une seule, la "branche sud" du mouvement, participe aux institutions israéliennes.

M. Salah a récemment été condamné à 11 mois de prison ferme pour avoir appelé en 2007 "tout musulman et Arabe à venir en aide aux Palestiniens et à lancer une intifada islamique" pour l'esplanade des Mosquées, lieu sacré pour les musulmans et les juifs.

Son mouvement a fait de ce site son cheval de bataille, mobilisant notamment dans la Vieille ville de Jérusalem, d'où est partie la vague de violence qui depuis début octobre a coûté la vie à 98 Palestiniens, à un Arabe israélien, à 17 morts côté israélien, ainsi qu'à un Américain et à un Erythréen.

Le mouvement a été interdit alors que le gouvernement Netanyahu s'est dit déterminé à durcir la répression pour mettre fin à la flambée des violences. AFP 28.11

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Air France : appel à la grève les 2 et 3 décembre - LeMonde.fr

Le Syndicat des pilotes d'Air France (SPAF, 21 %) et Alter (non représentatif), minoritaires à Air France, appellent à la grève mardi 2 et mercredi 3 décembre, contre les suppressions d'emploi et les poursuites disciplinaires, a-t-on appris vendredi 27 novembre auprès d'eux. La compagnie aérienne s'attend à un impact limité sur le trafic.

Les autres syndicats de navigants, que ce soit le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL, 65 % des voix de pilotes) et

les représentants des hôtesses et stewards, n'ont pas opté pour la grève. Au sol, la Confédération générale du travail (CGT), Force ouvrière (FO) et l'union syndicale Solidaire (SUD)-Aérien (non représentatif) appellent par contre à des arrêts de travail.

Sous le coup d'une procédure de licenciement, cinq salariés sont convoqués le 2 décembre au tribunal correctionnel de Bobigny pour des faits de violence en réunion, lors des débordements spectaculaires du 5 octobre au siège d'Air France. Deux dirigeants avaient échappé à des manifestants, la chemise arrachée, après l'annonce de la suppression potentielle de deux mille neuf cents postes.

Une large intersyndicale appelle à un rassemblement mercredi devant le tribunal et à une « démonstration pacifique » le lendemain au siège, « pour l'arrêt immédiat des poursuites judiciaires et des procédures de licenciement totalement injustifiées » et « pour un développement ambitieux de l'activité » à Air France. LeMonde.fr 27.11

1.2- Premier licenciement à Air France après les violences contre des cadres - latribune.fr

Un salarié d'Air France mis en cause dans les débordements spectaculaires du 5 octobre a reçu sa lettre de licenciement vendredi, son recours gracieux ayant été rejeté par la direction, a appris l'AFP auprès du syndicat CGT de la compagnie. latribune.fr 27.11

C'était seulement un magasinier, cela ne méritait pas de mettre Air France en grève illimitée jusqu'à sa réintégration, dixit ces syndicalistes pourris.

2- Suisse

- Suisse : 10.000 agriculteurs dans la rue à Berne - euronews.com

Les paysans suisses dans la rue. Près de 10.000 agriculteurs ont manifesté vendredi matin à Berne pour s'opposer au plan d'économies préconisé par le gouvernement.

Le Conseil fédéral veut économiser 86 millions d'euros sur le budget agricole en 2016 et 64 millions en 2017. Le crédit-cadre serait par ailleurs amputé de732 millions d'euros.

Selon la presse suisse, depuis le début du siècle, près de 17.000 exploitations agricoles auraient disparu en Suisse. euronews.com 28.11

3- Allemagne

- Lufthansa : accord salarial pour les 30.000 personnels au sol - AFP

Le géant allemand du transport aérien Lufthansa et le puissant syndicat des services Verdi ont validé samedi un accord prévoyant des hausses salariales pour les 30.000 personnels au sol du groupe, ont annoncé la direction et l'organisation syndicale.

Les personnels au sol de Lufthansa et des filiales du groupe vont toucher pour les mois d'avril à septembre 2.250 euros au titre d'une revalorisation salariale, ont indiqué Lufthansa et Verdi dans des communiqués distincts.

Selon les modalités de l'accord, qui intervient au terme de longs mois de négociations, les salaires vont être revalorisés en 2016 et 2017 de 2,2%.

Fin mars, les personnels au sol des principaux aéroports en Allemagne avaient, à l'appel de Verdi, arrêté le travail une demi-journée pour réclamer une revalorisation de leurs salaires, paralysant une grande partie du trafic aérien allemand.

Cet accord est comme un rayon de soleil pour le numéro un européen du transport aérien, en délicatesse avec les trois principaux syndicats du personnel - Cockpit (pilotes), UFO (personnels cabines) et Verdi - et plombé ces derniers mois par plusieurs grèves coûteuses. AFP 09.11

Si c'est un "rayon de soleil" pour les richissimes actionnaires de Lufthansa, c'est que notre analyse est correcte, ou comment on achète la paix sociale sur fond de surexploitation de la main d'oeuvre immigré, notamment.

4- Brésil

- La déforestation en Amazonie en hausse de 16% - Reuters

La destruction de la forêt amazonienne au Brésil a augmenté de 16% sur un an, selon des données satellitaires publiées jeudi par le ministère brésilien de l'Environnement.

Selon ces données qui courent sur 12 mois à fin juillet, 5.831 km2 de forêt ont disparu en Amazonie brésilienne.

Ces chiffres confirment les informations diffusées récemment par des organisations spécialisées qui montraient une déforestation accrue, après un recul constaté en 2014. La déforestation contribue à environ 15% des gaz à effet de serre, soit plus que le secteur du transport dans son entier.

La situation au Mato Grosso est la cause principale de cette hausse de la déforestation. Les propriétaires fonciers de cet Etat très agricole ont supprimé environ 1.500 km2 de jungle, contre 1.000 km2 l'année précédente.

L'Amazonie, la plus grande forêt tropicale au monde, est non seulement un immense piège à carbone mais aussi un sanctuaire de la biodiversité. Elle contient des milliers d'espèces qui n'ont pas encore été étudiées.

Le gouvernement brésillien lance régulièrement des opérations de lutte contre l'exploitation forestière illégale, mais il faut faire plus, estiment des organisations de défense de l'environnement. La ministre de l'Environnement, Izabella Teixeira, a convoqué les gouverneurs des Etats affichant la plus grosse déforestation pour discuter de la situation.

Malgré le bond constaté en 2015, la zone déboisée reste beaucoup moins large que par le passé. Le Brésil a réussi à fortement réduire la destruction de la forêt depuis qu'il a commencé à suivre la déforestation en 2004. Cette année-là, près de 30.000 km2 de végétation avaient été perdus. Reuters 27.11

On aurait pu faire figurer cet article dans la rubrique économie.

ECONOMIE

Matière première. Le cuivre.

- La plus grande mine de cuivre du monde accuse une chute de 42% de ses profits - latribune.fr

Le bénéfice de la plus grande mine de cuivre au monde Escondida, située dans le nord du Chili, a plongé de 42% sur les neuf premiers mois de l'année, par rapport à l'an dernier, a indiqué le groupe anglo-australien BHP Billiton propriétaire de la mine.

Le bénéfice a atteint 1,176 milliard de dollars sur cette période, contre 2,02 mds un an plus tôt, selon un communiqué du groupe. Chute des cours

Cette chute est due "principalement à la baisse du cours mondial du métal rouge sur cette période, qui a été en partie compensée par une hausse de 8% du volume des ventes, rendue possible par une amélioration de la production", a précisé le groupe.

Vendredi, le métal rouge s'échangeait autour de 2,10 dollars la livre, loin des 4,5 dollars de 2011, au plus fort du boom minier, dans un contexte de faible demande de la Chine, premier acheteur mondial

La production de la mine Escondida s'est élevée à 927.668 tonnes sur les neuf mois, soit 6% de plus que les 874.588 tonnes produites il y a un an. Le Chili: un tiers de la production mondiale de cuivre

La mine, qui est située à Antofagasta (1.300 km au nord de Santiago du Chili), est la propriété de BHP Billiton (57,5%), du groupe anglo-australien Rio Tinto (30%) et des Japonais de JECO Corporation (10%) et JECO 2 (2,5%).

Le Chili est le plus important producteur de cuivre de la planète, couvrant un tiers de l'offre mondiale. latribune.fr 29.11

2- Brésil

- Le Brésil va geler 10 milliards de reals de dépenses publiques - Reuters

La présidente brésilienne, Dilma Rousseff, va geler 10 milliards de reals (2,5 milliards d'euros) de dépenses publiques, le gouvernement n'étant pas parvenu à s'assurer le feu vert du Congrès à une révision des objectifs d'économies budgétaires

fixés pour cette année, a annoncé vendredi la présidence.

Un décret présidentiel dans ce sens sera publié lundi.

La loi budgétaire brésilienne impose à l'exécutif de geler une partie des dépenses en cas de besoin pour respecter l'objectif de solde budgétaire primaire (hors service de la dette) fixé pour l'année en cours.

Face à la chute des recettes fiscales résultant de la récession économique, le gouvernement de Dilma Rousseff a renoncé à afficher un excédent budgétaire primaire cette année, ce qui était prévu initialement, et table désormais au contraire sur un déficit record de 48,9 milliards de reals, l'équivalent de 0,85% du produit intérieur brut (PIB).

Les difficultés budgétaires ont conduit la présidente à annuler vendredi un voyage officiel prévu au Japon et au Vietnam prévu dans les prochains jours.

Plusieurs sources ont déclaré cette semaine à Reuters que le gouvernement pourrait être contraint de reporter l'augmentation du salaire minimum prévue en janvier pour ne pas creuser davantage le déficit.

Le PIB brésilien devrait se contracter de 3,1% cette année selon la dernière enquête de la banque centrale auprès des économistes, ce qui marquerait la pire récession subie par le pays depuis un quart de siècle. Reuters 27.11

Même réflexion que plus haut mais inverse, la mesure annoncée par Dilma Rousseff est antisociale.

Haut de page

Le 30 novembre 2015

CAUSERIE

Le 29 novembre 23h15 à Pondichéry.

On a ajouté le document suivant dans la Tribune libre, je l'ai découvert aujourd'hui sur le Net.

- À propos de la crise du CCI (CPS) (01.10)

On conseillera aux lecteurs de ne retenir de ce texte que les éléments qui les intéressent et de rejeter, de condamner et combattre la politique que ce groupe de militants fossilisés issus du CCI préconisent, délirant, jugez plutôt : "*Il (leur combat politique- ndlr) se concrétise aujourd'hui par la lutte pour organiser les travailleurs et la jeunesse pour imposer aux dirigeants des confédérations et des fédérations syndicales (CGT, FO, FSU, UNEF), ainsi que des partis PS et PCF qu'ils rompent avec la bourgeoise, aujourd'hui avec le gouvernement Hollande-Valls-Macron-Pinel.*".

C'est à croire que ces gens-là vivent sur une autre planète que la nôtre.

Si le PS n'a jamais rompu avec la bourgeoisie depuis le 3 août 1914, et le PCF depuis qu'il s'est stalinisé au milieu des années 20, ainsi que les appareils des syndicats totalement corrompus, escompter qu'ils rompront un jour avec elle, c'est comme espérer que votre banquier vous remettra la clé de son coffre-fort ou que votre patron échangera son salaire contre le vôtre. C'est grotesque, pathétique !

Pondichéry 20h48, la causerie du jour

Pendant que le gouvemement instaure l'état d'urgence tourné essentiellement contre le mouvement ouvrier en interdisant et réprimant rassemblements et manifestations, les dirigeants des syndicats qui ne l'ont pas condamné annulent des manifestations prévues et s'apprêtent comme si de rien n'était à poursuivre le "dialogue social" avec le gouvernement et le patronat conformément à leur rôle d'agents du régime, soutenus par l'ensemble des partis dits ouvriers, qui participent ainsi au maintien de l'ordre établi qu'ils prétendent combattre par ailleurs. Simultanément des dizaines de milliers de travailleurs ont manifesté dimanche dans les grandes villes bravant l'état d'urgence.

Apparemment le double jeu et le double langage des dirigeants de ces partis, la caution qu'ils apportent aux mesures antidémocratiques, liberticides et impérialistes adoptées par les institutions de la Ve République en refusant de les rejeter

ou d'exiger leur retrait va de paire avec la critique du bout des lèvres qu'ils en font, semble satisfaire les militants habitués depuis des décennies à s'accommoder de toutes sortes de compromis pourris ou de trahisons de la part de leurs dirigeants, qui les conduisent désormais à devoir soutenir un régime ouvertement policier salué par la droite officielle et l'extrême droite. Il arrive un moment où à force de se renier ou de renier l'idéal pour lequel on est censé combattre, on finit par servir la cause de ses ennemis.

Selon ses militants, peu importe l'orientation affichée par leur parti, peu importe les rapports que leurs dirigeants entretiennent avec l'Etat et ses représentants, peu importe qu'ils développent une politique franchement opportuniste, réactionnaire, corrompus par l'idéologie de la classe dominante qui flatte l'individualisme, ils considèrent que leur parti leur offre le cadre dans lequel ils peuvent exprimer leurs idées qui ne sont pas forcément les mêmes que leurs dirigeants ou les moyens de poursuivre leur combat qui finalement ne peut servir que les intérêts de l'appareil de leur parti, ce qu'ils semblent ne pas avoir compris, à moins qu'ils n'y trouvent aucun inconvénient. Comment cela ?

Quand vous militez et que vous vendez le journal de votre parti, quand son contenu sert à diffuser la propagande droitière de son appareil corrompu ou que vous récoltez de l'argent pour remplir les caisses de votre parti, vous apportez votre soutien à un parti qui fait le jeu du régime au lieu de le combattre. Vous vous transformez en agent de sa politique quoi que vous disiez ou fassiez par ailleurs qui comptera pour du beurr,e contrairement à ce que peuvent imaginer certains militants qui sont parvenus à se convaincre qu'ils avaient le pouvoir de changer le cours de leur parti, alors que c'est irrémédiablement impossible, des centaines de militants ont essayé désespérément au cours des décennies antérieures avant eux en vain, mais là encore ils ne veulent pas en tenir compte ou en tirer des enseignements, ils sont devenus individualistes et bornés au point de se croire plus puissant que l'appareil de leur parti et de pouvoir lui imposer leur volonté. Quand bien même ils gagneraient des militants à leur parti sur la base du discours qu'ils leur auraient tenu, une fois intégrés dans leur parti ces nouveaux militants seront happés par l'appareil et les militants qui le soutiennent qui les formateront à leur image, autrement dit non seulement ils aurons ramé pour rien, mais en plus ils auront contribué à renforcer l'appareil qu'ils voulaient combattre.

Dans ces partis, il y a la tête et les jambes, et c'est la tête qui commande aux jambes quoi qu'en disent ou pensent ces militants. On base ce constat sur une expérience de plus d'un demi-siècle, c'est autrement plus sérieux que de décréter "je fais ou je dis ce que je veux en me foutant des dirigeants", qui s'ils le savent et vous laissent faire signifie bien que cela ne portera pas à conséquence, et s'ils vous virent, c'est uniquement parce qu'ils ne tolèrent pas qu'on leur résiste ou que puissent s'exprimer des voix indépendantes dans leur parti organisé verticalement contrairement aux apparences ou plutôt qui fonctionne verticalement et de manière bureaucratique ou antidémocratique.

Plus généralement, tant que vous n'essayerez pas de donner une expression organisée à vos idées, ils vous foutront la paix, dans le cas contraire ils vous vireront ou vous conduiront à démissionner, ce qui montre bien que votre comportement individuel ne porte à aucune conséquence. S'ils en sont venus à un type de parti comportant plus d'adhérents que de militants ou une partie non négligeable d'adhérents, c'est parce que l'appareil sait qu'il peut éventuellement s'appuyer sur cette masse inerte ou maléable d'adhérents pour la dresser contre d'éventuels opposants ou une minorité de militants qui contesteraient sa politique, sans parler de l'argent qu'ils contribuent à faire rentrer dans les caisses du parti en étant abonnés à son journal et en payant leurs cotisations, sans participer à l'élaboration de la politique du parti et à la vie du parti, donc sans avoir les moyens de la contester sérieusement ou de contester son fonctionnement. Au passage vous comprendrez pourquoi Lénine condamnait ce type de parti, position que l'on partage.

Cependant ils existent des exceptions, par exemple quand une fraction des dirigeants comptent vous utiliser ou vous instrumentaliser contre une autre fraction de l'appareil, ou quand le parti est décomposé au point qu'il peut se permettre de supporter une opposition organisée en tendance à la politique de ses dirigeants, considérant qu'elle n'a aucune chance de conquérir la majorité de leur parti compte tenu qu'ils tiennent l'appareil et qu'ils ont les mains libres pour manoeuvrer et conserver le pouvoir, c'est notamment le cas au PCF et au NPA, et cela n'a pas que des aspects négatifs pour l'appareil, car cela permet de faire passer leur parti pour démocratique et d'intégrer régulièrement de nouveaux militants qui ne seront pas forcément organisés dans cette tendance, de brasser les couches les plus larges pour recruter, bref, en fait cela sert les intérêts de l'appareil. Il en va de même dans les syndicats où l'ensemble des trotskystes roulent pour leurs appareils vendus depuis 70 ans.

La plupart des militants sont tellement bourrés d'illusions qu'il n'est même pas besoin de les manipuler, ils le font très bien eux-mêmes en arrivant à se persuader qu'ils ne le sont pas. Je suis passé par là autrefois quand j'étais jeune, et c'est l'un des principaux enseignements que j'ai retenu de cette expérience. Dites-vous bien que c'est valable pour la plupart des militants, je m'excuse de me répéter, j'en veux pour preuve ce témoignage apporté par un militant du CCI, qui m'avait expliqué dans un courriel qu'au bout de 40 ans de militantisme, il s'était rendu compte qu'il n'avait jamais réellement progressé et qu'il était totalement incapable d'analyser ou de comprendre la situation, donc il demeurait en proie à toutes sortes de manipulations malgré lui, ce qui le navrait au dernier degré et on peut le comprendre, il avait ajouté que c'était seulement en lisant mes causeries qu'il avait enfin pu progresser, mais laissons cet aspect-là de côté, bien que ce soit bien l'objectif de mon travail.

Nous disions donc que si un militant ayant une très longue expérience du militantisme derrière lui, ayant lu les ouvrages des marxistes, la nombreuse littérature du CCI et participé à des milliers de réunions et discussions théoriques pendant 40 ans, ayant participé activement à la lutte de classe durant cette très longue période, etc. était vulnérable au point de ne pas pouvoir penser par lui-même, que dire des militants qui n'ont pas le dizième ou le centième de son expérience, qui ignorent tout du socialisme en dehors de ce qu'ils croient en avoir compris ou ce qu'ils en ont retenu, apparemment pas grand chose. On les

invite chaleureusement à s'inspirer de Marx et Engels et de faire preuve de la même modestie, ce qui n'a jamais été le point fort de leurs dirigeants, alors ils comprendront peut-être que cet état d'esprit leur sera bénéfique, car il leur ouvrira toutes les portes permettant d'accéder à la connaissance et de progresser à leur rythme en fonction de leur expérience de l'existence, d'acquérir la méthode qui permet réellement de penser librement et de comprendre dans quelle monde nous vivons, de l'interpréter pour continuer leur combat politique sur des bases saines. Vous comprendrez au passage pourquoi nous n'avons jamais eu d'autre ambition.

On conçoit très bien qu'il soit difficile d'admettre qu'on s'est fourvoyé pendant tant d'années, mais en adoptant cet état d'esprit cela ne pose absolument aucun problème de reconnaître et corriger ses erreurs, on est tous passé par là un jour et c'est d'ailleurs la raison pour laquelle cet état d'esprit ne nous a jamais quitté, on en connaît trop bien les aspects positifs pour ne par l'abandonner.

Je suggèrerai une méthode à ces militants pour qu'ils n'aient pas l'impression de devoir se mortifier ou de devoir psychologiquement passé par une étape fort désagréable qui par ailleurs pourrait les déstabiliser, encore faudra-t-il qu'ils s'engagent sincèrement dans cette voie ou qu'ils s'y tiennent. Ils n'ont pas à se juger, de la même manière qu'ils n'ont pas à juger l'attitude de leurs semblables, car aucun d'entre nous n'a réellement eu un jour les moyens de décider de son sort, d'une manière ou d'une autre il nous a toujours été imposé par la société. Cela évitera de culpabiliser inutilement ou de développer un complexe d'infériorité qui serait un obstacle à notre progression future. Inutile de chercher des coupables autour de nous, ce qui pourrait nous amener à commettre des injustices ou à détester la terre entière, tenons-nous en à notre souhait le plus cher de prendre notre sort entre nos mains et d'en être digne, on avait cru que c'était le cas précédemment et nous nous étions trompé, cela arrive à tout le monde, c'est humain, donc soyez aussi humain envers vous-même, vous le serez ensuite davantage envers l'ensemble des opprimés. Vous avez le droit de détester ce que vous êtes devenu et le conserver à l'esprit, mais sans en faire une fixation qui agirait comme un blocage et vous empêcherait de progresser.

Une fois votre constat dressé, il est inutile de s'attarder dessus et il faut passer à la suite. Pour bien faire, il faut faire abstraction de toutes les connaissances qu'on croyait avoir acquises et repartir de zéro, pas tout à fait puisque vous avez une expérience de la vie derrière vous. En lisant les oeuvres des marxistes, vous allez étudier et acquérir la méthode qui leur ont permis d'interpréter le monde, et qui vous servira ensuite à analyser n'importe quelle expérience à laquelle vous serez confronté le restant de vos jours, de sorte si l'on veut que plus rien n'échappera à votre attention. En réalité, c'est un idéal vers lequel on tendra et qui nécessitera pour s'en rapprocher, pour maîtriser cette méthode, de l'étudier ou de le perfectionner tout au long de notre vie.

Donc en premier lieu il faut adopter un état d'esprit ou se placer dans une condition qui favorisera l'attention, l'observation, l'écoute, la concentration nécessaire pour capter les différentes phases du processus dialectique auxquelles est soumise chaque expérience, fait ou événement porté à notre connaissance ou qu'on étudiera. Car l'objet de notre étude ou de notre réflexion ne sera pas d'emmagasiner des connaissances pour rivaliser avec un dictionnaire ou une encyclopédie, mais d'acquérir la méthode du matérialisme dialectique ; une tête trop pleine mais mal faite n'a jamais servi notre cause ou elle a toujours fini par s'en écarter ou la desservir une fois sclérosée. Se gaver de connaissances n'a jamais rendu intelligent un homme, voyez plutôt où en sont rendus nos chercheurs ou scientifiques, les intellectuels en général, on ne les enviera pas.

On va se familiariser avec une approche de la réalité tout à fait particulière, dans le sens où elle priviligiera les faits au détriments des idées, qui feront l'object d'une étude ultérieure avant de les combiner. Réalité qui sera décortiquée ou analysée sous toutes les coutures de manière à mettre en lumière les rapports qui existent entre les différents facteurs qui la composent ainsi que leurs évolutions au fil du développement de la civilisation humaine depuis la nuit des temps, car si on reprend tout de zéro, cela implique qu'on doive remonter à l'origine de l'existence de tous ces facteurs et rapports pour comprendre comment ils ont évolué, pourquoi ils ont évolué ainsi et pas autrement, ce qui signifie qu'on sera amené à se poser un tas de questions qu'on ne s'était jamais posé auparavant, ce qui enrichiera au passage nos connaissances, confortera ou invalidera celles qu'on avait acquises précédemment.

L'intérêt de cette démarche réside dans le fait qu'au lieu de manipuler des instruments logiques qui nous été fournis par un manuel, on va les acquérir en déroulant le processus dialectique qui parcourt l'ensemble du processus historique, de sorte qu'on va saisir de quelle manière l'évolution des différents facteurs et leurs rapports ont contribué à transformer le monde et à le façonner juqu'à nos jours, autrement dit, on va acquérir les instruments logiques qui sont à l'origine de son développement et qui vont nous permettre de l'interpréter sans avoir à nous en remettre à je ne sais quel système de pensée ou représentation métaphysique ou philosophique qui ne pourrait que nous égarer, dans la mesure où ils tendent à tordre la réalité pour qu'elle s'insère dans leur système ou pour le justifier, ce qui est à l'opposé de notre démarche, qui consiste au contraire à faire coïncider notre interprétation du monde avec la réalité.

Ainsi notre but ne peut pas être d'avoir raison ou de prétendre devenir plus intelligent que les autres et de s'en orgueillir par la suite, d'où l'absence de toute ambition pernicieuse dans cette démarche qui se veut le plus près possible de la réalité.
Notre interprétation doit en être le reflet le plus précis possible pour pouvoir évaluer son évolution probable ou possible, dès lors que notre méthode repose uniquement sur les faits et la logique qui les ordonne, sachant que chaque facteur évolue dans un champ déterminé et qu'il comporte ses propres limites en fonction de sa constitution, et qu'il subit la pression ou l'attraction ou encore l'influence d'autres facteurs qui eux-mêmes sont soumis à des contraintes du même ordre ou différent, constatant qu'ils sont soumis au même processus dialectique, une fois qu'on possède ou maitrîse un tant soit peu le matérialisme dialectique, il ne reste plus qu'à leur appliquer pour découvrir ou comprendre les différentes étapes par lesquelles ils sont passés, pourquoi

et comment sans avoir à recourir à des artifices qui tiennent de l'idéalisme ou de la subjectivité. C'est un peu comme si on devait dater les différentes phases géologiques par lesquels serait passée une falaise, il suffit d'observer les différentes strates qu'elle présente sans avoir besoin d'autres instruments ou de se livrer à des extrapolations inutiles ici, puisqu'on a tout sous les yeux et que cela nous suffit amplement.

Cela nous évitera par la suite de confondre cause et conséquence, moyen et manière, ainsi que bien d'autres rapports logiques qui existent à l'état naturel. Car en fait on ne fait que découvrir de quelle manière les différents éléments de la nature, de la société, du monde et de l'univers sont agencés et évoluent, sans oublier l'homme qui possèdent la faculté de pouvoir les transformer... ou de les anéantir.

Il n'y a donc rien de mystérieux dans cette méthode ou ce qu'on a appelé le marxisme. Elle est accessible à tous, et nous nous y recourons tous dans la vie quotidienne sans le savoir ou y prêter attention, ne serait-ce que pour assurer notre survie aussi élémentaire que cela puisse paraître.

C'est la raison pour laquelle il n'est pas indifférent qu'on lise et étudie davantage les ouvrages de Marx et Engels plutôt que ceux qui s'en réclament et qui n'ont jamais maîtrisé leur méthode et en témoignent suffisamment dans leurs analyses ou conclusions.

Généralement les militants sont à la recherche d'analyses qui leur permettront d'adopter des positions ou qui conforteront celles qu'ils avaient déjà adoptées, mais à aucun moment ils n'essayeront de comprendre comment ces analyses ont été construites ou à quelle processus leurs auteurs ont recouru pour parvenir à leurs conclusions, ils les adopteront ou non sans trop se poser de questions. Ils sont d'autant plus portés à adopter cette attitude (et à se faire manipuler) que ce processus ne figure pas dans ces analyses ou partiellement, de sorte que c'est aux militants de les reconstruire, tâche que la plupart n'ont pas forcément le temps et encore moins les moyens de mener à bien, ce qui les conduira à partager des analyses ou adhérer à des positions sans pouvoir sérieusement les défendre ou sans trop savoir pourquoi, plus ou moins aveuglément, au nom de principes le cas échéant élevés au rang de dogmes.

S'il existe au moins deux méthodes pour interpréter le monde se côtoient, celle idéaliste et celle matérialiste, chacune a donné lieu à des variantes qui se déclinent à l'infini, cependant chacune a épuisé son sujet si l'on peut dire, la première à travers l'idée absolue de Hegel qui guiderait le destin du monde, la seconde à travers le matérialisme dialectique décrit par Marx et Engels qui traverse le processus historique auquel est soumis la nature, les hommes, la société.

Le socialisme exprime à la fois ce processus historique et sa continuité, tout comme la barbarie triomphante aujourd'hui, sans qu'on puisse prédire lequel des deux l'emportera à l'arrivée.

Le socialisme repose sur deux piliers, le capitalisme voué à l'effondrement, et l'aspiration des masses exploitées à la liberté, à satisfaire leurs besoins sociaux, à améliorer leurs conditions d'existence, à rejeter l'état d'esclavage auquel les destine le capitalisme.

Le premier facteur n'est pas remis en cause, bien qu'il faille nuancer cette appréciation, quant au second, il est incompatible avec une société dans laquelle la majorité des exploités disposent d'un mode de vie qui leur apporte certaines satisfactions, où dont les conditions d'existence demeurent supportables. Ils sont portés à s'en contenter et ne voient pas l'intérêt de renverser l'ordre établi dès lors qu'ils ne sont pas directement frappés par la crise du capitalisme, au lieu de le combattre ils le soutiendront par crainte que leur situation ne se détériore, même si finalement cela sera le cas un jour au l'autre, ils ne jurent que par le présent et n'entendent pas se projeter dans l'avenir pour entrevoir plus ou moins consciemment qu'il sera forçément plus sombre.

Dans ces conditions, un des facteurs fait défaut pour pouvoir passer au socialisme. La question est donc de voir comment on peut palier cet handicap ou cet obstacle au renversement du capitalisme ou au changement de la société, si cela s'avère possible ou non de l'entrevoir sérieusement de manière à le théoriser et à l'intégrer dans notre stratégie et notre programme.

Si cela s'avèrait impossible, cela signifierait que la barbarie aurait de beaux jours devant elle, parce qu'on ne serait pas en mesure de la vaincre ou même de la faire reculer.

Pour que cela s'avère possible, il faudrait que les masses exploitées acquièrent un niveau de conscience supérieure ou renouent avec l'idéal du socialisme, envisagent à nouveau qu'un changement de société est possible, pour cela il faudrait qu'elles en ressentent le besoin, elles peuvent y être poussées par la tournure que prend la situation et qui fait peser de lourdes menaces sur leur avenir, pas à partir de leur condition matérielle dont elles se contentent pour la majorité d'entre elles, donc en se plaçant sur un autre plan, lequel, celui paradoxalement de la morale qui est lié au délitement de la société dont elles commencent à prendre conscience du danger pour leurs propres intérêts, ou telle qu'elles peuvent l'observer quotidiennement et dont elles sont également victimes, puisque cela concerne toutes les classes ou la société toute entière, mais pour cela faudrait-il encore que les couches les plus exposées et les plus durement frappées par la crise du capitalisme se mettent en mouvement, se soulèvent pour que celles qui bénéficient encore de conditions de vie relativement confortables les rejoignent.

Cela implique qu'il faudrait se donner les moyens d'organiser les couches les plus vulnérables de la classe ouvrière, or tous les

partis ouvriers les ont abandonnées à leur triste sort, pire encore, à l'unisson de la réaction ils fustigent leurs préjugés et les rabaissent un peu plus, dans ces conditions ce facteur demeurera inopérant et la situation continuera de se dégrader, il faudra donc attendre qu'elle devienne désespérée pour que les couches les mieux lotis envisagent de passer à l'action contre le régime. Mais il n'est pas dit qu'il faille attendre d'en arriver à cette extrémité là pour qu'elles réagissent.

On en veut pour preuve qu'à partir du milieu du XIXe siècle lorsque la condition de la classe ouvrière était épouvantable et dramatique, inhumaine au possible, ce sont des membres de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes qui ont pris l'initiative de construire les premiers partis ouvriers tout en développant des théories qui allaient les conduire à élaborer le socialisme scientifique. A cette époque ces membres de la petite-bourgeoisie ou des classes moyennes avaient les moyens de vivre confortablement sans se mêler du sort de la classe ouvrière, et c'est au regard de la profonde détresse et de l'injustice qui accablaient les ouvriers qu'ils en vinrent à se mobiliser pour l'organiser, afin qu'ils puissent lutter efficacement pour obtenir de nouveaux droits dans la perspective d'un changement radical de société...

Se trouvant aujourd'hui placées dans une situation analogue, il n'est pas dit qu'elles accepteront encore longtemps qu'une situation similaire se développe sous leurs yeux, et qu'il ne s'en trouvera pas parmi elles qui renoueront avec le socialisme.

Pour cela il faudrait d'une part qu'un parti ouvrier se tourne résolument vers la classe ouvrière et ses couches les plus vulnérables, et d'autre part qu'il propose à la petite bourgeoisie, aux classes moyennes, aux couches supérieures de la classe ouvrière, une issue politique cohérente qui corresponde à un modèle de société leur inspirant confiance pour qu'elles y adhèrent.

Tant que ces conditions politiques ne seront pas remplies, on ne s'en sortira pas.

Et ce n'est certainement pas en développant des politiques censées être compatibles avec l'existence du régime, alors que ce n'est pas le cas, qu'on y parviendra. Ces politiques opportuniste dignes du premier aventurier venu ne peuvent qu'inspirer méfiance et mépris tant elles sont aberrantes, inconsistantes, incohérentes, en totale contradiction avec le développement de la situation, qui au contraire tend de plus en plus vers l'instauration d'une dictature féroce pour empêcher justement qu'un affrontement direct entre les classes sur la base des antagonismes inconciliables qui existent entre les classes puisse avoir lieu, autrement dit, ces politiques s'inscrivent en totale contradiction avec celle qu'il faudrait proposer aux travailleurs au-delà de la seule classe ouvrière pour qu'ils se rassemblent et luttent ensemble contre le régime pour l'abattre.

Maintenant vous comprenez peut-être mieux pourquoi dans nos rangs les ennemis du marxisme et de la dialectique qui osent s'en réclamer, ont tourné le dos aux enseignements de la lutte des classes que les marxistes nous ont légués, parce qu'ils font justement partie du processus historique permettant sérieusement d'entrevoir la possibilité de passer au socialisme et ils n'y tiennent pas. Nous appelons les militants à déserter en masse tous ces partis pour qu'ils s'effondrent, éclatent, disparaîssent et cèdent la place à un véritable parti ouvrier révolutionnaire.

Vivant en Inde et n'ayant pas la possibilité matérielle ou financière de rentrer en France pour aider les militants, cadres et dirigeants qui souhaiteraient sincèrement et loyalement s'engager dans la construction de ce parti sur la base des principes, de la tactique et de la stratégie que nous avons proposés, je leur propose une nouvelle fois de prendre contact avec moi, et au regard de l'écho que rencontrera cet appel, nous essayerons de voir ensemble comment on pourrait avancer dans cette voie. Jusqu'à présent, les militants qui se sont fait connaître se comptent sur les doigts d'une main, partant de là on ne peut rien envisager concrètement, ils doivent en avoir conscience.

Je sais qu'il existe des milliers de militants qui en ont plus que marre de leurs partis et de leurs dirigeants, davantage encore qui sont inorganisés et qui observent de loin la décomposition inexorable de leurs ex-partis. On ne leur propose pas de vivre une nouvelle aventure, on ne leur prédit pas des jours tranquilles, juste de mettre en adéquation leurs aspirations, leurs convictions, leur idéal avec leur engagement politique, pour que le socialisme triomphe de la barbarie. Je suis désolé de n'avoir rien de mieux à leur proposer. J'aurais franchement préféré me rallier à un parti ou un groupe de militants, mais c'est impossible, je devrais passer mon temps à combattre leur politique opportunisme et il ne le supporterait pas davantage que moi.

Les travailleurs et les jeunes bravent l'état d'urgence.

- A Paris, de la chaîne humaine aux activistes qui se déchaînent - Liberation.fr

La mobilisation de dimanche, limitée par l'état d'urgence, a vite été entachée par des heurts entre la police et des militants masqués. Liberation.fr 29.11

Le fait d'anarchistes qui n'ont rien à envier aux provocateurs de la police.

- Dans toute la France, les manifestants ont bravé l'état d'urgence - 20minutes.fr

Elles ont attiré des milliers de personnes à Marseille, Lille, Bordeaux, Toulouse, Montpellier... Les manifestations interdites un

peu partout en France par les préfectures ont bien eu lieu ce dimanche.

A Lille, les organisateurs avaient prévu une chaîne. Mais, de rondes en chenilles formées par les petits groupes qui se structuraient un à un, un cortège est né qui a rallié dans la bonne humeur les marches de l'Opéra de la ville.

A Marseille, après avoir formé une chaîne humaine de près d'un kilomètre, les centaines de participants au rassemblement pour le climat ont remonté la Canebière en se frayant un chemin au milieu du marché de Noël.

« Notre marche pour le climat a été interdite, alors que le marché lui est ouvert», nous explique Philippe, l'un des participants, qui se dit par ailleurs pessimiste sur l'issue de la COP 21. « Je ne crois pas que quelque chose de concret sorte de cette réunion de chefs d'Etat, trop inféodés à des intérêts financiers ».

A Toulouse, entre 400, selon les forces de l'ordre, et 1.000 manifestants, selon les organisateurs, ont bravé l'interdiction et ont défilé sur les boulevards après avoir formé une chaîne humaine comme dans le monde entier. Un hélicoptère surveillait le cortège mais les policiers ne sont pas intervenus, a pu constater notre journaliste sur place.

A Bordeaux, d'après les participants, les forces de l'ordre n'ont pas été mobilisées en nombre. « On a vu quelques policiers, nous expliquait un militant d'Europe Ecologie Les Verts, ils ne nous ont rien dit. » Plusieurs centaines de Bordelais ont pu former une impressionnante chaîne humaine. Comme un peu partout ailleurs, les participants n'entendaient pas renoncer à leur rassemblement pour cause d'état d'urgence.

« On ne comprend pas pourquoi on maintient certaines manifestations, comme les marchés de Noël, qu'on laisse plusieurs milliers de personnes faire les magasins rue Sainte-Catherine, et qu'on nous empêche, nous, de maintenir un rassemblement pacifiste.» 20minutes.fr 29.11

Vidéo

Le rebelle qui a tué le pilote russe en Syrie, un ultra d'origine turque ?
http://www.dailymotion.com/video/x3fu2jt_le-rebelle-qui-a-tue-le-pilote-russe-en-syrie-un-ultra-d-origine-turque_news

L'UE pactise avec le protecteur des barbares.

- L'Europe scelle un pacte avec la Turquie pour freiner l'afflux de migrants - AFP

Les Européens ont scellé dimanche un plan d'action avec la Turquie pour freiner le flux de migrants vers l'UE, en se gardant d'être trop précis sur les contreparties aux Turcs, venus décrocher une relance de leur processus d'adhésion.

L'ambiguïté des promesses du sommet réuni à Bruxelles n'a pas empêché la Turquie de saluer un "jour historique" sur le chemin de son adhésion à l'UE, alors que le pays est montré du doigt pour ses violations des droits de l'homme.

Cette rencontre inédite entre les 28 membres de l'UE et la Turquie a en tout cas entériné l'aide de trois milliards d'euros que les Européens verseront pour aider Ankara à mieux accueillir les réfugiés syriens. Et pour éviter qu'ils cherchent à rejoindre l'Europe, dont l'unité vacille sous la pression migratoire.

Sur le plan politique, les deux parties ont surtout convenu de "redynamiser" les négociations d'adhésion de la Turquie, ouvertes en 2005 mais quasiment au point mort depuis.

Des négociations sur le chapitre 17 (politiques économiques et monétaires), sur 35 chapitres au total pour ouvrir la voie à une adhésion, seront ouvertes "le 14 décembre", selon le communiqué publié à la fin du sommet.

"C'est un jour historique pour notre processus d'adhésion à l'UE", s'est néanmoins enthousiasmé le chef du gouvernement turc, Ahmet Davutoglu. "Je suis heureux de voir que tous mes collègues en Europe sont d'accord sur le fait que la Turquie et l'UE ont le même destin", s'est-il félicité à l'issue du sommet.

Les Turcs auraient préféré que d'autres chapitres de négociations d'adhésion soient clairement désignés dans les conclusions. "Malgré cela ce sommet est une réussite de notre point de vue", a indiqué une source gouvernementale turque.

Le processus d'adhésion "est engagé depuis des années et il n'y a pas de raison ni de l'accélérer, ni de le ralentir", a tempéré le président français François Hollande, illustrant la prudence de nombreux dirigeants européens. AFP 29.11

Pendant ce temps-là...

- Le gouvernement turc multiplie le transfert d'armements aux terroristes syriens - sahartv.ir

- L'armée syrienne vient de publier un communiqué dans lequel elle a fait part de l'augmentation du transfert des armements par le gouvernement d'Ankara aux terroristes syriens.

- « Nous disposons d'informations précises témoignant du soutien du gouvernement turc aux terroristes présents en Syrie. Selon ces informations, Ankara a intensifié, récemment, le transfert d'armements aux terroristes », ajouté le communiqué. Ce n'est pas pour la première fois qu'on révèle le soutien du gouvernement turc aux terroristes actifs en Syrie.

- De nombreux rapports et informations avaient, déjà, été publiés sur ce lien entre la Turquie et les terroristes syriens. Dans ce droit fil, en mai dernier, le rédacteur en chef du journal turc Cumhuriyet a publié des photos sur le rôle direct du service des Renseignements turc dans le transfert des armements aux terroristes en Syrie, causant son arrestation et son jugement. Son procès a commencé jeudi dernier. sahartv.ir 29.11

... ou encore.

- Turquie : 50 000 personnes aux obsèques de l'avocat kurde Tahir Elçi - euronews.com

50 000 personnes ont assisté aux obsèques de l'avocat kurde Tahir Elçi, tué la veille dans une fusillade entre la police et des hommes armés non identifiés à Diyarbakir.

De nombreux confrères de la victime, portant leur robe, ont porté son cercueil. Tahir Elçi était bâtonnier de l'ordre des avocats de Diyarbakir et un défenseur renommé de la cause kurde et des droits de l'homme. Ses partisans dénoncent un assassinat.

"Faites savoir que nous allons suivre la voie qu'il a tracé. Son combat juridique – sa cause – est toujours d'actualité. Je le dis en tant que défenseur des droits de l'homme, en tant que collègue et ami. Nous suivrons ses pas", a déclaré l'avocat Erdal Aydemir.

Réputé pour sa modération, l'avocat faisait l'objet de poursuites pour avoir déclaré à la télévision que le PKK "n'est pas une organisation terroriste". Il risquait jusqu'à sept ans et demi de prison pour "apologie du terrorisme".

Samedi, des rassemblements à sa mémoire ont eu lieu dans plusieurs villes. La police les a dispersés avec des canons à eau à Diyarbakir, et Istanbul. euronews.com 29.11

Le dernier coup tordu de l'allié du salafiste Erdogan

- Hollande exhorte à coopérer avec la Turquie pour régler le conflit syrien - sputniknews.com

Il faut une coopération avec la Turquie pour lutter contre l'afflux de migrants et contre le terrorisme, a déclaré le président français François Hollande arrivé à Bruxelles pour un sommet Europe-Turquie visant à trouver une solution à la crise migratoire.

Un accord entre l'Europe et la Turquie sur les réfugiés serait dans "l'intérêt de tous", a souligné le chef d'Etat français. "C'est l'intérêt de tous, l'intérêt des réfugiés qui doivent rester au plus près de leur pays d'origine, l'intérêt de la Turquie qui recevra un soutien de la part de l'Europe et l'intérêt de l'Europe pour ne pas accueillir des réfugiés en plus grand nombre qu'aujourd'hui", a-t-il précisé.

Ainsi, l'objectif est que "l'Europe aide la Turquie et que la Turquie prenne aussi un certain nombre d'engagements" pour que les frontières extérieures de l'Union européenne puissent être davantage contrôlées.

"Je veux qu'il y ait un accord", a insisté M. Hollande, cité par l'AFP, prônant notamment une "coopération avec la Turquie pour lutter contre les trafics, pour agir contre le terrorisme (…) et pour trouver une solution pour la Syrie". sputniknews.com 29.11

- Daech vend du brut au régime sioniste - sahartv.ir

Russia Today a dévoilé le trafic de brut, exploité en Irak et en Syrie, par des groupes armés syriens, en collaboration de Daech, au régime sioniste.

La chaîne d'information Russia Today a annoncé, dimanche, dans un reportage que les frappes aériennes russes contre les positions de Daech ont eu d'importantes conséquences entre autres la destruction des infrastructures de Daech dont les

convois pétroliers de ce groupe qui partent de la Syrie en Turquie. Le reportage annonce que Daech, investissant plusieurs champs pétroliers en Irak et en Syrie, produisent entre 20 à 40 mille de barils de brut par jour dont les revenues sont estimées à 1 à 1.5 millions de dollars par jour. "

Le convoi, transportant 70 à 100 bunkers, transfèrent le brut à la ville de population kurde de Zakhou dans le nord de l'Irak voisine de la province de Shrinak en Turquie où la mafia de trafic de brut composé de Kurdes, de Turcs et d'Israéliens, attendent recevoir ce convoi. sahartv.ir 30.11

En complément

Quotidiennement dans l'indifférence générale.

- Un Palestinien tué par la police israélienne dans des heurts à Jérusalem - AFP

ONG comme oligarchie

- Les ONG du milliardaire George Soros "indésirables" en Russie - sputniknews.com

Les ONG étrangères Open Society et Assistance – des fondations créées par le milliardaire américain George Soros - sont "indésirables en Russie" selon la justice russe.

La porte-parole du parquet Marina Gridneva a précisé à l'agence Interfax que cette décision avait été prise suite à la requête du Conseil de la Fédération, du ministre des Affaires étrangères et du ministre de la Justice adressée au procureur général de "procéder à la vérification des organisations faisant partie de la stop-liste patriotique".

La procédure a établi que l'activité de ces organisations représentait une "menace pour les fondements de l'ordre constitutionnel de la Fédération de Russie et la sécurité de l'État".

La loi sur les "organisations indésirables" a été adoptée en mai 2015. Elle permet aux autorités, en accord avec le ministère russe des Affaires étrangères, d'interdire l'activité des "organisations indésirables" sur le territoire du pays. Une décision est ensuite prise à cet effet par le procureur général ou ses adjoints.

A l'époque, le chef de la commission pour les affaires étrangères Konstantin Kossatchev avait cité l'exemple de la fondation Soros, de la National Endowment for Democracy (NED, Fondation nationale pour la démocratie créée par le congrès américain), de l'une des plus importantes fondations caritatives des USA — la fondation MacArthur — ainsi que du National Democratic Institute, également fondé par le gouvernement américain.

Début juillet, le Conseil de la Fédération avait préparé une liste de 12 ONG indésirables. Hormis les organisations mentionnées y figuraient Freedom House, l'International Republican Institute (IRI), la fondation Charles Stewart Mott, la fondation Éducation pour la démocratie, le Centre démocratique d'Europe de l'Est, le Conseil mondial de coordination ukrainien, le Congrès mondial ukrainien, la Mission de terrain en Crimée des droits de l'homme. sputniknews.com 30.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- D'importantes bases saoudiennes, investies par les Yéménites - sahartv.ir

Dans la foulée de leurs avancées accomplies dans différentes régions saoudiennes, les forces de l'armée yéménite et celles des comités populaires liés au Mouvement populaire d'Ansarallah ont réussi à prendre le contrôle de nombre de bases saoudiennes.

Selon le rapport d'Al-Massira, ce dimanche, les forces yéménites ont pris les 3 bases militaires de Malhama, Al-Radif et Al-Mamaoud, dans la province de Jizan, dans le Sud de l'Arabie, tout en continuant d'accomplir des avancées. «Les forces yéménites ont, également, pris le contrôle de la base militaire d'Al-Rabouaa, dans la province d'Assir, et la base de Nahwaqa, dans la province de Najran», selon ce rapport.

D’autre part, les avions de combat saoudiens ont pris pour cible, ce dimanche, à midi, la localité de Masrakh, dans le Sud de la Province de Taëz.

Les avions de combat saoudiens ont, de même, attaqué un rassemblement de femmes, qui étaient en train de transporter de l’eau, tuant, jusqu’à présent, 12 d’entre elles. sahartv.ir 29.11

Syrie

- Syrie: l'armée contrôle le mont stratégique de Kashkar à Lattaquié - sahartv.ir

- L'armée syrienne a pris en contrôle une autre région en banlieue de Lattaquié. Les forces syriennes ont également repoussé une attaque des terroristes contre le village d'Al-Azizia en banlieue sud d'Alep.

Selon les médias syriens, les forces de l'armée syrienne ont pris le contrôle du mont Kashkar après avoir infligé une lourde défaite aux terroristes dont la cachette a été détruit.

Une unité de l'armée syrienne appuyée par les groupes de défense populaires ont effectué une opération unique et foudroyante contre un lieu de rassemblement des groupes terroristes en banlieue nord de Lattaquié.

Il y a deux jours les unités de l'armée syrienne ont dominé les collines d'Al-Rahmalia et d'Al-Khaza au nord-est de Lattaquié.

Par ailleurs les avions de combat syriens ont bombardé les positions sahartv.ir 30.11

Haut de page

La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes

Causeries décembre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2015

CAUSERIE

La causerie et les infos en bref de novembre sont disponibles au format pdf, 210 pages.

Qui a dit que ce n'était pas rentable et efficace de se connecter à ce portail et de le soutenir financièrement ?

Au fait, je dois rectifier une info personnelle, lundi matin ma compagne Selvi a menacé l'Italienne qui l'emploie et qui avait décidé de diminuer son salaire de 28% de démissionner si elle ne revenait pas sur sa décision inique, et elle a cédé. Ici la lutte de classe se situe à ce niveau-là, on fait ce qu'on peut !

Depuis je n'ai pas revu Selvi parce qu'on croule sous une pluie diluvienne pratiquement 24h/24 depuis deux jours, et la route que je dois emprunter pour aller la chercher chez sa fille est devenue impraticable. Bref, je suis bloqué chez moi, mais comme je suis un garçon très organisé, je ne manque de rien, j'ai de quoi tenir au moins une semaine, sauf et là c'est très con, en papier hygiénique parce qu'on n'en trouve nulle part sauf à Pondichéry dans certains grands magasins seulement, les Indiens s'essuient avec la main gauche pour les droitiers et la main droite pour les gauchers, quant aux manchots, ils doivent tout faire avec la main qu'il leur reste ! Mais bon je vais m'arranger car j'ai déjà réfléchi au problème, je ne peux pas utiliser n'importe quel papier pour ne pas boucher la tuyauterie de la fosse septique, en cas de gros besoins je foutrai le papier dans un sac plastique en attendant de le brûler.

Quand je vous disais qu'on n'était pas tout à fait confronté aux mêmes problèmes et que j'étais quelqu'un de très simple et pragmatique. J'ai peut-être l'air de déconner, parce qu'il faut bien essayer de prendre la vie du bon côté et se détendre un peu, se soulager si vous préférez, mais en réalité je ne dis et je ne fais jamais rien en l'air, la preuve.

A la guerre comme à la guerre, n'est-ce pas ? Je suis sûr que ce petit en-cas aura ravi les lambertistes qui nous lisent, il y en a encore, si, si, et s'ils le souhaitent je leur dédie pour m'avoir suffisamment emmerdé avec leurs courriels infâmes.

Plus sérieusement.

Pour illustrer la photo du fils d'Erdogan, je reproduis l'info qu'un internaute avait noté le 26 novembre :

- "*Selon le porte-parole du CHP (parti socialiste), Gürsel Tekin, le pétrole brut volé par Daesh est désormais exporté par BMZ Ltd, la compagnie maritime de Bilal Erdogan, fils du président Recep Tayyip Erdogan, en violation de la résolution 2170 du Conseil de sécurité des Nations unies.*"

J'ajouterai : Si seulement le Pentagone et l'OTAN avaient des satellites, ils pourraient repérer ces minuscules embarcations qui transportent des dizaines ou centaines de milliers de tonnes de pétrole, mais voilà...

Alors évidemment les Russes qui eux disposent de ces photos satellites peuvent menacer de les publier s'ils continuent de s'acharner contre la Russie. Bref, on comprend l'embarras de l'OTAN, moins l'hystérie de Hollande qui rivalise avec Erdogan et Netanyahu, apparemment il tient à passer pour encore plus réactionnaire, il va arriver un moment où il devra céder la place à Le Pen... à moins que ce ne soit déjà fait.

Le mot du jour : Perfidie.

Perfidie : Qui nuit par traîtrise en manquant à la confiance d'autrui. Déloyal. Fourbe, scélérat, traître. Qui ne respecte pas ses promesses. Dangereux, nuisible sans qu'il y paraisse. Fallacieux. Machiavélique. Sournois. Venimeux. Trompeur. (Le Grand Robert)

Voilà qui caractérise assez bien ceux qui nous gouvernent et les dirigeants du mouvement ouvrier.

Perfidus, "sans foi" en dehors de leurs propres intérêts liés au régime.

Il faudrait ajouter l'aspect de leur personnalité particulièrement cruel, monstrueux de ces gens-là, sordide, cynique. Sans oublier la détermination et la persévérance avec lesquelles ils s'emploient à accomplir leur sale besogne.

Il y a de quoi vous dégoûter à vie de la politique de manière à ce que vous vous en détourniez, afin que l'idée de prendre en mains votre propre destin vous semble vain, puisque seul vous ne pourrez rien changer.

- ... les défenseurs des libertés individuelles (...) semblent inaudibles dans ce contexte post-attentats. 20minutes.fr 30.11

Ils se sont discrédités eux-mêmes pendant des décennies en cautionnant l'ordre établi et en lui prêtant des vertus qu'il avait usurpés ou qui tenaient davantage du rapport de force entre les classes, les écraser ou les éliminer ne sera plus qu'une simple formalité pour le régime, qui bien qu'ils continuent d'y faire allégeance il exige d'eux davantage aujourd'hui, qu'ils le soutiennent ouvertement et l'assument.

On serait tenté de les plaindre, mais on ne peut pas s'empêcher de penser au rôle cynique qu'ils ont joué jusque là et de le rappeler, car en dernière anayse ils sont autant une nuisance pour nos libertés que les représentants officiels du régime dont ils sont les complices. C'est uniquement dans ce cadre qu'on les soutiendra s'ils étaient menacés ou réprimés.

Il faut comprendre une fois pour toute, qu'on ne peut pas construire une véritable opposition consciente au régime sur la base d'illusions, d'hypocrisies, de basses manoeuvres ou en se faisant les complices de ceux qui s'y livrent, sous peine de leur ressembler et de perdre toute crédibilité auprès des travailleurs les plus avancés et des militants qui ne comprendraient pas qu'on se livre nous-même à ce genre de compromission.

On s'étonne de ce qu'est devenu le mouvement ouvrier et son avant-garde et plus particulièrement le syndicalisme, mais quand on y regarde de plus près on s'aperçoit qu'en réalité il avait déjà développé un fort penchant pour le réformisme dès le congrès d'Amiens de la CGT en 1906 à l'initiative des révisionnistes du marxisme et des anarcho-syndicalistes, qui fut mis entre parenthèse au cours des deux décennies suivantes qui correspondirent à la montée en puissance du prolétariat révolutionnaire concrétisée par la révolution russe de 1917, pour aussitôt retombé dans ce travers une fois la CGT stalinisé et ne plus jamais le quitter par la suite jusqu'à nos jours.

Autrement dit, l'indépendance des syndicats est une pure escroquerie politique depuis le milieu des années 20. Les lecteurs qui désireraient approfondir cette question pourront consulter *Les fautes fondamentales du syndicalisme* rédigé par Trotsky en 1929 et La lettre au comité exécutif de l'IC au PCF qu'il avait rédigé en 1921 pour le IIIe Congrès de l'IC. Qu'ils veuillent bien tenir compte que les appréciations portées par Trotsky et Lénine qui y figuraient ne sont pas forcément transposables à notre époque qui est fort différente.

Pour revenir à notre sujet, la Charte d'Amiens dont certains se réclament encore, assignait au syndicat de combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière, pour que la classe ouvrière obtienne de nouveaux droits sociaux dans la perspective de l'émancipation du salariat, donc la liquidation du capitalisme en recourant à la grève insurrectionnelle... A partir du milieu des années 20, les dirigeants de la CGT subordonneront le combat de leur syndicat à l'amélioration de la condition ouvrière et abandonneront la perspective politique dans laquelle ce combat devait être mené et évidemment le moyen d'y parvenir, concrétisant ainsi leur soumission au capitalisme, leur capitulation face au régime en place qu'ils soutiendront dès lors au lieu d'envisager son renversement.

Durant le siècle qui allait s'écouler ensuite, jamais les dirigeants de la CGT qui se sont succédés par la suite et qui étaient désignés par l'appareil parmi leurs disciples les plus fidèles ne reviendront en arrière, à aucun moment ils n'envisageront de renouer avec le syndicalisme révolutionnaire qui avait vu le jour sous la poussée du marxisme au début du XXe siècle. Et tous les syndicats qui verront le jour par la suite, seront marqués du même sceau indélébile du réformisme synonyme de collaboration de classes opposé au socialisme, dès leur naissance ils seront liés au régime, donc évoquer leur indépendance est une supercherie, l'oeuvre de faussaires ou d'agents du régime. C'est en quelque sorte leur marque de fabrique made in capitalism for ever, un produit du capitalisme pour toujours.

Prétendre qu'il existerait des syndicats ouvriers indépendants et qu'il faudrait combattre pour qu'ils préservent leur indépendance, revient à préserver leurs appareils qui incarnent la soumission du mouvement ouvrier au capitalisme, ce qui explique pourquoi ceux qui développent cette théorie s'interdisent de combattre leurs appareils, s'emploient à les ménager, les caressent dans le sens du poil, votent comme un seul homme toutes les résolutions confédérales depuis des lustres, et évidemment refusent de rompre les liens organiquent qu'ils ont tissé de longues dates avec ces imposteurs, pour en tirer eux-mêmes profit sous la forme de postes de permanents et autres avantages divers.

Après que les capitalistes eurent lancé leur offensive généralisée contre la classe ouvrière au début des années 90, une fois l'URSS implosée et le pacte de Varsovie disloqué, les staliniens devaient se débarrasser de leur étiquette devenue inutile et abandonner leur discours soi-disant aux relents vaguement communistes (faisant disparaître toute référence à la dictature du prolétariat), pour ne plus apparaître que sous leurs véritables visages, celui du réformisme qu'en réalité ils n'avaient jamais cessés d'arborer depuis le milieu des années 20 (Avant en réalité. Trotsky : Il serait bon, me disait Lénine, de chasser toutes ces girouettes (...) Cachin, Frossar et d'autres héros de la Ligue des droits de l'homme, de francs-maçons, de parlementaires, de carriéristes et de bavards. - Les fautes fondamentales du syndicalisme - Trotsky 1929), et la CGT ainsi que les autres syndicats qu'ils contrôlaient devait dès lors être soumis au même traitement. Inutile là encore d'évoquer les autres syndicats dits ouvriers liés au régime capitaliste depuis leur naissance.

Cette escroquerie politique devait servir de ligne directrice à la politique impulsée par P. Lambert au nom du trotskysme pendant plus d'un demi-siècle et trouve de nos jours son prolongement dans les deux POI, les deux autres courants trotskystes se distinguant en versant dans le crypto-stalinisme, donc finalement le trotskysme n'aura pas survécu à la disparition de Trotsky assassiné en 1940 par Staline.

Lors de la même période et pour les mêmes raisons que pour le PCF, un peu plus tôtt en fait parce que dans ce domaine il a toujours été un précurseur, le PS n'avait plus aucune raison d'entretenir l'illusion qu'il aurait été un parti ouvrier et il devait s'empresser de se débarrasser de toute référence au socialisme, il adoptait officiellement (1983) l'économie de marché, le capitalisme dans le cadre duquel et pour lequel il allait poursuivre son combat contre la classe ouvrière, de parti social-démocrate dégénéré ou social-impérialiste pendant les deux guerres mondiales il allait se transformer en parti social-libéral, puis ouvertement de nos jours en parti néolibéral et plus que jamais impérialiste.

Le PS contrôlant les syndicats dit réformistes, l'époque des réformes liée à la lutte des classes de la période précédente étant révolue, il allait exiger des syndicats qu'ils s'adaptent davantage encore au capitalisme en crise, entraînant une crise dans les partis qui y étaient fortement impliqués, dont le POI jusqu'à provoquer son éclatement, le POI sur ordre de l'appareil de FO faisant disparaître toute référence au combat contre l'UE ou les institutions de la Ve République que le POI-D conservent pour la forme ou pour faire illusion, tandis que les deux POI perpétuent l'escroquerie de l'indépendance des syndicats puisque finalement c'était leur marque de fabrique et non le trotskysme ou le socialisme, ce qui a dû échapper à la plupart de leurs militants.

Il est donc à prévoir que les syndicats oscilleront désormais entre adaptation de plus en plus droitière au régime et gauchisme pour donner le change à une partie de leurs troupes, tandis que la crise qui traverse tous les partis dits ouvriers devraient s'approfondir et s'accélérer.

S'il existe une marge pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, elle est rendue étroite du fait qu'on est soumis au règne de la réaction sur toute la ligne, encore faudrait-il que les militants, cadres et dirigeants qui n'ont jamais pu ou voulu faire l'inventaire de la lutte de classe des 70 dernières années écoulées s'y mettent sérieusement, qu'ils sachent qu'ils n'ont absolument rien à attendre des partis existant aujourd'hui ou des formations politiques qui en sont issues.

On a appris récemment que les dirigeants du CCI-POI qui dirigent les deux POI s'étaient ensemble livrés à une escroquerie à la Sécu pendant de nombreuses décennies, et là sur le terrain politique on est arrivé au constat qu'ils s'étaient également livrés à une escroquerie, on a envie de conclure que tout est dans l'ordre des choses, que l'un ne pouvait finalement pas aller sans l'autre.

La France sous la dictature. Etat policier. L'état d'urgence destiné à museler, intimider, criminaliser, réprimer le mouvement ouvrier.

Ne jamais perdre de vue au-delà des déclarations des uns et des autres qu'ils portent la responsabilité de la situation dans laquelle se retrouve le mouvement ouvrier, car cela ne leur coûte rien de dénoncer le régime que par ailleurs ils n'ont cessé de soutenir et qu'ils continueront de soutenir quoi qu'il arrivera dans le futur. Sans prendre le moindre risque on peut tranquillement l'affirmer,

c'est une certitude absolue concernant tous les partis ouvriers existant aujourd'hui.

Nous ne rentrerons pas dans la combine détestable et qui relève de l'imposture, qui consiste à s'appuyer sur la déclaration de l'un ou de l'autre pour justifier nos positions, que nous pouvons très bien défendre nous-mêmes avec nos propres arguments et donc assumer. Car en toile fond cela signifierait accorder une légitimité à l'auteur de cette déclaration ou servir ses intérêts que l'on sait opposés à ceux que nous défendons, à moins que l'on assortisse cet accord d'une réserve sur les intentions réelles de son auteur ou qu'on fasse ressortir son double langage ou jeu, eu encore qu'on mette en relief ses contradictions pour qu'il ne tire aucun profit de l'accord que l'on pourrait manifester avec lui ou le fait qu'on partage sa position et qu'on l'exprime publiquement.

Notre discours doit être dépourvu de toute ambiguuté sur nos réelles intentions, en toute circonstance. Ceux qui en sont incapables sont forcément malhonnêtes et manipulent les gens auxquels ils s'adresse parce qu'ils n'ont pas la conscience tranquille ou ils savent qu'ils sont animés par des intentions inavouables, bref, le plus souvent qu'ils ne sont pas vraiment ce qu'ils s'emploient à paraître pour tromper travailleurs et militants.

On ira même plus loin en affirmant que c'est une question de principe et qu'il n'est pas négociable. Chaque classe possède sa propre morale. La nôtre est uniquement dictée par celle de notre classe, contrairement à ceux qui osent parler en notre nom et qui la trahisse, qui se trahissent eux-mêmes en empruntant celle de nos ennemis.

- Etat d'urgence: «Les Français vont se réveiller avec la gueule de bois» - 20minutes.fr

- Plus de 2 000 perquisitions et 529 gardes à vue, le nouveau bilan de l'état d'urgence - LeMonde.fr 30.11

- Claude Bartolone veut développer le service civique auprès des jeunes Franciliens - LeMonde.fr

- Ecologistes assignés à résidence : Placé soutient le gouvernement - LeParisien.fr

- Placé (UDE) favorable à une prolongation de l'état d'urgence de 6 mois - AFP

- Attentats à Paris: Les mesures de sécurité coûteront 815 millions d'euros, plus que prévu - 20minutes.fr

- Attentats à Paris: La Belgique veut créer une «CIA européenne» - 20minutes.fr

- Hervé Morin : "Arrêtons de nous excuser de ne pas être de gauche" - LePoint.fr

- Echauffourées: des syndicats demandent la libération des manifestants interpellés - AFP

Dénonçant des interpellations "sans discernement", plusieurs syndicats affiliés à Solidaires ou à la FSU ont demandé lundi la libération des manifestants interpellés à la suite des violences commises dimanche Paris, en marge des chaînes humaines organisées en prélude de la conférence mondiale sur le climat (COP21).

De source policière, 317 personnes se sont retrouvées en garde à vue après le rassemblement émaillé de violences place de la République.

Ce rassemblement se déroulait "sans violence" quand "des casseurs ont infiltré la manifestation", affirme SUD-rail, qui reproche à la police d'avoir alors "chargé sans discernement" et procédé "à une véritable rafle aveugle" de manifestants, dont plusieurs militants du syndicat de cheminots.

L'Union syndicale Solidaires, qui regroupe notamment les syndicats SUD, déplore également l'arrestation de plusieurs militants. Elle réaffirme le droit "de pouvoir manifester librement" et demande la "relaxe de l'ensemble des militants arrêtés".

Alors que deux enseignants de Seine-Saint-Denis étaient, selon le SNES-FSU Créteil, toujours en garde à vue, "nos collègues ne sont pas ces voyous décrits par le président et le gouvernement. Ils entendaient simplement exercer leur droit à manifester pour une cause dont chacun reconnaît aujourd'hui le caractère essentiel", écrit le syndicat.

A Colombes (Hauts-de-Seine) des enseignants du lycée Guy de Maupassant, soutenus par la CGT, le SNES-FSU et SUD, ont cessé le travail pour exiger la libération d'un de leurs collègues.

Pour SUD-PTT, l'intervention de la police dimanche et les arrestations qui suivirent, montrent que l'état d'urgence est "détourné de la lutte contre le terrorisme". Un état d'urgence auquel la Confédération nationale du travail (CNT, anarchiste) a appelé dimanche "à s'opposer" en "participant partout où cela est possible aux diverses initiatives populaires, syndicales, politiques ou associatives".

L'Union Solidaires enjoint "l'ensemble des forces du mouvement social" à manifester mercredi dans les régions et devant le TGI de Bobigny, où cinq salariés d'Air France vont comparaître pour violences après l'épisode de la chemise arrachée du DRH de la compagnie le 5 octobre. AFP 30.11

Nous exigeons la libération immédiate de tous les manifestants interpellés dimanche dernier à Paris et l'abandon des poursuites judiciaires prononcées contre certains d'entre eux, la levée immédiate de l'état d'urgence.

- Mélenchon: l'état d'urgence, "instrument pour criminaliser les mouvements sociaux" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, porte-voix du Parti de gauche, a dénoncé lundi "les débordements absurdes" liés à l'état d'urgence, utilisé comme un "instrument pour criminaliser les mouvements sociaux".

"L'état d'urgence, c'était donc bien ça : un instrument de plus pour criminaliser les mouvements sociaux !" s'insurge l'ancien candidat du Front de gauche à la présidentielle dans une tribune publiée sur son blog et sa page Facebook.

(Il le découvre ou plutôt il feint de le découvrir, il vend la mèche plus loin en disant "*le résultat était facile à prévoir*", quel crétin ! Donc il était prêt à soutenir l'état d'urgence en parfaite connaissance de cause. Rappelons qu'il a dit qu'il "pensait" qu'il ne l'aurait pas voté, en ajoutant qu'il ne jugeait pas ceux qui l'avaient voté, autrement dit qu'ils avaient sans doute des raisons respectables de l'avoir voté, précisant qu'il aurait préféré que tous les 15 jours les députés se prononcent sur sa prolongation, on ne peut donc pas affirmer que Mélenchon aurait condamné l'état d'urgence, non, il l'a soutenu, et comme maintenant il lui faut en assumer les conséquences et qu'il en est incapable, il s'égosille brouiller les pistes ou faire oublier sa misérable prise de position. On notera également qu'il a pu être tenté de s'abuser lui-même pour avoir cru et continuer de croire la version officielle du 13 novembre, ce qui le ramène à sa véritable nature d'agent. - LVOG)

"Il y avait déjà deux jours que la lutte contre le terrorisme battait son plein avec des lettres de cachet assignant à résidence toutes sortes de militants écologistes", dénonce M. Mélenchon qui relève "des débordements absurdes comme ces portes ouvertes enfoncées dans un restaurant parisien" ou "la mise en résidence surveillée de l'avocat des marcheurs de la COP21". (Il tient le même langage qu'Obama après les bavures de l'armée américaine en Afghanistan. Quel sale type !- LVOG)

"L'ardoise est sévère. Le jour de la marche mondiale pour le climat, les terroristes ont vu leur victoire politique à Paris. Seule capitale du monde où tout rassemblement était interdit (...). En fait, on a vite vu que rien n'est jamais si bon qu'une jolie baston entre "casseurs" et "forces de l'ordre" pour donner au journal de 20 heures les images dont il peut se régaler", poursuit M. Mélenchon, au lendemain d'échauffourées place de la République qui ont abouti à environ 350 interpellations.

"Tout pouvoir raffole de ces images pour montrer au peuple comme sa poigne est ferme", ajoute-t-il.

"En fait, les dirigeants PS veulent s'approprier les symboles de l'ordre contre "la chienlit". Rien de plus. Il faut donc du spectacle. Le résultat était facile à prévoir. Lorsqu'il y a un risque d'abus de pouvoir, il finit toujours par se commettre", condamne l'eurodéputé. (Alors qu'il s'est refusé à condamner l'instauration de l'état d'urgence, le double jeu habituel du scélérats. - LVOG)

"Après quoi des personnes de bonne foi, simples partisans écologistes, n'ayant rien fait d'autre que de se faire enfermer dans la souricière de la place de la République, se sont retrouvées prises dans un record de gardes à vue en temps de paix : 317 personnes. Elles ont donc dorénavant un signalement à l'antiterrorisme. Merci qui?", conclut Jean-Luc Mélenchon. (Quid des syndicalistes interpelés. - LVOG)

De son côté, Nathalie Arthaud, tête de liste Lutte Ouvrière aux régionales en Ile-de-France, évoque "une manifestation pacifique pour l'écologie (...) agressée par la police".

"Il se confirme que l'état d'urgence instauré au prétexte de combattre le terrorisme ne sert qu'à faire taire ceux qui s'opposent à la politique du gouvernement", estime la responsable du parti d'extrême gauche dans un communiqué.

Les Jeunes Ecologistes ont joint leur voix à ces protestations lundi soir dans un communiqué en affirmant que l'état d'urgence semblait servir "davantage à étouffer la société civile et toute parole contestataire qu'à la protéger du risque terroriste".

Ils ont réclamé "la levée de l'état d'urgence et des interdictions de rassemblement et de manifestation pendant la COP21, ainsi que la libération des militants assignés à résidence ou arrêtés arbitrairement lors de la marche" de dimanche. (Notez qu'ils ne demandent la levée de l'état d'urgence QUE pendant la COP21. - LVOG)

317 personnes ont été placées en garde à vue dimanche, soupçonnées d'avoir participé à une manifestation interdite par la préfecture. Neuf ont vu leur garde à vue prolongée lundi. AFP 30.11

En famille. L'Etat policier vaut bien l'union sacrée de la réaction.

Qui avait encore un doute sur la nature réactionnaire des partis du Front de gauche ?

- Attentats à Paris: Le Sénat vote à l'unanimité la hausse du budget de sécurité - 20minutes.fr

Le Sénat a approuvé ce lundi à l'unanimité l'amendement du gouvernement concernant le budget de la sécurité.

« Cet amendement est le bienvenu », a déclaré le rapporteur spécial de la mission, Philippe Dominati (Les Républicains). « Nous votons cet amendement en veillant à ce que ces mesures supplémentaires ne mettent pas en cause des libertés fondamentales, comme la liberté de manifester ou la liberté d'informer », a pour sa part affirmé Brigitte Gonthier-Maurin (Communiste, républicain et citoyen). 20minutes.fr 30.11

Non, mais qui aurait observé depuis le 13 novembre la remise "en cause des libertés fondamentales" et de "la liberté de manifester" dans ce pays ? Personne.

La perfide d'Albion n'est pas en reste. Grande-Bretagne. En famille aussi ils votent la guerre.

Jeremy Corbyn, le Blair de gauche, la coqueluche des réformistes traitres, des sociaux-impérialistes, était contre la guerre le 26 septembre 2014 (rejetée au Parlement britannique), et ne voilà-t-il pas qu'après avoir été élu président du Labour Party un an plus tard le 12 septembre 2015 il est pour.

Le POI avait titré (Informations ouvrières n°369) "Un vote contre le New Labour de Blair", et selon ce parti "la victoire électorale de Corbyn exprime d'abord et avant tout le rejet par les militants du Labour Party de la politique du « New Labour », initiée par Blair", pour un peu les lecteurs ainsi induits volontairement en erreur auraient pu croire que ces militants étaient de véritables socialistes, des révolutionnaires, des anti-impérialistes, vous savez, comme il y en a tant au PS, au PSOE, au PASOK, etc. le tout emballé dans le double langage ou le baratin habituel, brodant sur la crise au sein du Labour Party et des Trade Unions. Bref, c'était en fait des réactionnaires, des pro-impérialistes.

- Royaume-Uni: le Labour laisse ses députés libres de voter pour des frappes en Syrie - AFP

Le chef du parti d'opposition travailliste Jeremy Corbyn a décidé lundi de laisser ses députés libres de voter pour des frappes aériennes britanniques en Syrie, ouvrant ainsi la voie à un vote favorable à cette intervention.

Selon un responsable du parti cité par les médias, la décision a été prise lors d'une réunion de M. Corbyn avec son cabinet fantôme. Le Premier ministre David Cameron insiste pour frapper le groupe Etat Islamique mais a besoin des votes travaillistes pour être sûr de faire adopter cette décision au parlement, où il dispose d'une courte majorité absolue. AFP 30.11

En complément. Ils étaient déjà en guerre.

- Grande-Bretagne: Près de 600 suicides liés à la perte des allocations aux handicapés - 20minutes.fr

Handicap - Plus d'un million de personnes ont vu leurs allocations être réduites voire supprimées dans le pays depuis 2010. 20minutes.fr 30.11

Quand l'UE adopte et finance l'internationale terroriste.

- Relance du processus d'adhésion de la Turquie - Francetv info

C'est un échange inédit : l'Union européenne est prête à réenvisager l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne en échange d'un meilleur contrôle des réfugiés syriens. Francetv info 30.11

Quand ceux qui bombardent le Yémen prétendent combattre l'Emirat islamique en Syrie

- Syrie: les Emirats prêts à contribuer à une force terrestre contre l'EI - AFP

Les Emirats arabes unis sont prêts à participer à une force terrestre pour combattre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie, a annoncé un ministre en louant les frappes russes contre les jihadistes qualifiés d'"ennemi commun".

M. Gargash a ajouté que son pays, membre de la coalition internationale anti-EI dirigée par Washington, "est prêt à participer à

tout effort international nécessitant une intervention terrestre pour combattre le terrorisme".

"Les pays de la région doivent supporter une part du fardeau. Et il n'y a pas lieu d'avoir une intervention étrangère comme celle des Américains pour libérer le Koweït", a ajouté le ministre émirati.

Il se référait à la coalition internationale qui, sous la conduite des Etats-Unis, avait libéré le Koweït en février 1991 après sept mois d'occupation irakienne.

Les Emirats ont été parmi les premiers pays en septembre 2014 à participer à la campagne aérienne contre l'EI en Syrie.

"Personne ne va s'inquiéter du bombardement russe de Daech (acronyme arabe de l'EI) ou d'Al-Qaïda, car ce bombardement vise un ennemi commun", a dit M. Gargash, dont le pays est aussi l'un des piliers de la coalition arabe intervenue en mars au Yémen contre des rebelles chiites accusés de liens avec l'Iran.

Il s'agit d'une des rares réactions arabes à l'opération lancée fin septembre par la Russie contre les jihadistes de l'EI en Syrie. L'Egypte était le premier pays à saluer cette intervention.

La Russie, intervenue dans le conflit pour venir en aide au régime de Bachar al-Assad, affirme viser l'EI et d'autres groupes "terroristes", c'est-à-dire opposés au pouvoir.

Mais les Occidentaux et des opposants accusent Moscou de concentrer ses bombardements sur des rebelles qualifiés de "modérés".

Dimanche, deux sénateurs américains ont plaidé pour l'envoi de 100.000 soldats étrangers, en majorité de pays sunnites mais aussi Américains, pour combattre l'EI en Syrie.

"Il faudrait 100.000 soldats au total" pour combattre l'EI, a déclaré à des journalistes John McCain, président du Comité des forces armées du Sénat américain, lors d'une visite à Bagdad.

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a pour sa part assuré lundi que son pays avait les effectifs suffisants pour battre l'EI. AFP 30.11

La France protège le salafiste Erdogan. Voilà pourquoi le Pentagone a abattu un bombardier russe

- Paris rappelle à l'ordre Moscou sur ses cibles en Syrie - Reuters

La France a mis en garde lundi la Russie après des frappes aériennes contre des zones turkmènes, en Syrie, en soulignant qu'il ne pouvait "y avoir aucune équivoque possible quant aux objectifs poursuivis".

Ces bombardements ont suscité la colère de la Turquie, qui a abattu mardi dernier un bombardier russe Sukhoï-24 à sa frontière avec la Syrie.

Depuis fin septembre, la chasse russe a notamment visé des villes et villages du nord de la province de Lattaquié où vivent de nombreux Turkmènes, des Syriens d'origine turque.

"Il ne doit y avoir aucune équivoque possible quant aux objectifs poursuivis, qui doivent uniquement viser à la destruction de Daech", a déclaré un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères en réponse à une question de Reuters sur le sujet. Reuters 30.11

Les Turkmènes auxquels a fait référence Fabius sont en réalité affilié à Al-Qaïda, quand ils n'appartiennent pas à un parti néonazi qui combat au côté de leurs frères barbares.

- Pour Poutine, la Turquie a abattu un avion russe pour protéger le trafic de pétrole du groupe Etat islamique - Francetv info

Vladimir Poutine a accusé lundi la Turquie de couvrir le trafic de pétrole auquel se livre l'organisation État islamique (EI) en Syrie, ce qu'a fermement démenti le président turc Recep Tayyip Erdogan, sur fond d'escalade des tensions après la destruction d'un avion russe.

"Nous avons toutes les raisons de penser que la décision d'abattre notre avion a été dictée par la volonté de protéger ces chemins d'acheminement de pétrole vers le territoire turc, justement vers ces ports depuis lesquels il est chargé sur des

navires-citernes", a lancé M. Poutine lors d'une conférence de presse en marge de la COP21.

Le président russe a affirmé que le pétrole produit par l'EI, qui représente l'une des principales sources de financement du groupe jihadiste, était "acheminé massivement, de manière industrielle, vers la Turquie".

"Nous défendrons toujours (l'idée d'une coalition élargie), mais nous n'y arriverons pas tant que certains utiliseront des groupes terroristes pour servir leurs intérêts politiques à court terme", a estimé lundi le président russe. Francetv info 30.11

Qui protège Hollande ?

- Les Rockefeller de Raqqa: le business du pétrole de Daech mis à nu - sputniknews.com

Alors que les principales sources de revenu de Daech font toujours jaser, il faudra peut-être poser crûment la question: qui s'emploie à faciliter le transport du pétrole brut volé? Et où ce brut finit-il en fin de compte?

Plus tôt dans le mois de novembre, le chef d'Etat russe Vladimir Poutine a détaillé les progrès des opérations anti-djihadistes:

"Je vous ai montré des photos prises de l'espace, depuis un vaisseau spatial, qui attestent clairement de l'échelle du trafic illicite du pétrole et des produits pétroliers", a-t-il déclaré aux journalistes, en marge du sommet du G20 à Antalya.

Le même jour, les Etats-Unis ont détruit près d'une centaine de camions-citernes de Daech transportant de l'or noir. Puis, dans les deux semaines qui ont suivi, Moscou et Washington en ont détruit environs 1.300. La route du pétrole de Daech

Ici, il faut bien un éclairage en ce qui concerne cette "route du pétrole" de Daech. Ceyhan, ville portuaire dans la province d'Adana en Turquie, est justement le cœur de ces opérations de contrebande, hébergeant des terminaux d'où le pétrole kurde, juridiquement illégal, poursuit son chemin vers d'autres pays. Le pétrole est transporté dans des quantités dépassant un million de barils par jour, et vu que Daech n'a jamais été capable de vendre, en un jour, plus de 45.000 barils, il devient évident que la détection de telles quantités de brut ne peut pas être effectuée grâce à des méthodes de comptabilisation des stocks. Autrement dit, si le pétrole de Daech a été transporté via le port de Ceyhan, il était apparemment invisible.

Voilà donc où cela devient intéressant. Le portail Al-Araby al-Jadeed, basé à Londres, a réussi à reconstituer le trajet du brut de Daech, faisant référence à un représentant des services de renseignement irakiens.

"Après que le pétrole ait été extrait et embarqué, des véhicules transportant du brut part de la province de Ninive pour Zakho (une ville du Kurdistan irakien près de la frontière turque, ndlr), à 88 kilomètres de Mossoul. Arrivés à Zakho, les 70 à 100 véhicules sont accueillis par des représentants de la mafia faisant de la contrebande pétrolière, dont des Syriens, des Kurdes irakiens, ainsi que des Turcs et des Iraniens", explique-t-il.

Après, le responsable de ces opérations vend le pétrole au client qui a proposé le prix le plus élevé. En cela, la compétition parmi les groupes engagés est très élevée, et les meurtres parmi ces derniers sont assez fréquents.

Ce client paie immédiatement entre 10 et 25% de la valeur du brut, en général le reste de la somme est payé par la suite. Les conducteurs cèdent leurs véhicules à d'autres chauffeurs disposant de tous les documents nécessaires pour franchir la frontière avec la Turquie, alors que les conducteurs "initiaux" reviennent, dans des véhicules vides, dans les territoires sous le contrôle de Daech.

Une fois en Turquie, les véhicules transportant ce trésor pétrolier poursuivent leur chemin vers la ville de Silopi où une personne connue sous les noms de Dr Farid, Hajji Farid ou bien Oncle Farid met finalement la main sur cet or noir. Et à l'intérieur du pays, le pétrole de Daech se confond avec celui vendu par le gouvernement régional du Kurdistan puisque les deux sortes sont considérées comme "illégales", "venues d'une source inconnue" ainsi que "non autorisées".

Ensuite, les groupes pétroliers transportent le brut acquis à travers des ports turcs en Israël, le principal client de Daech en matière de pétrole. En cela, ces groupes qui achètent du brut du gouvernement régional du Kurdistan s'approprient inévitablement du pétrole de Daech, fait remarquer Al-Araby al-Jadeed.

Qui sont les médiateurs de Daech?

Comme le graphique ci-dessus l'indique, le pétrole vient directement depuis Ceyhan au port israélien de Ashdod mais une autre question se pose, notamment si Malte est également impliquée dans ce trafic illicite, du fait que la société de transport maritime appartenant au fils du président turc, Bilal Erdogan, se trouve sur l'île méditerranéenne.

Ces derniers mois, cette société, BMZ Group, a acheté deux navires, auparavant dans les mains de l'entreprise Palmali Denizcilik et dont le montant s'élève à 34 millions de dollars. Coïncidence? Peut-être. Mais il semble hautement probable que la famille Erdogan participe délibérément au trafic du brut de Daech, compte tenu de tous les trucs connus d'Ankara concernant le pétrole kurde illégal. C'est-à-dire, si Ankara vaque à transporter du brut kurde, pourquoi pas transporter celui de Daech via ces mêmes canaux?

"Tout ce brut a été livré à la société qui appartient au fils de Recep Tayyip Erdogan", estime le ministre syrien de l'Information Omran al-Zoubi, cité par Zero Hedge. "C'est pourquoi la Turquie s'est soudainement inquiétée lorsque la Russie a commencé ses frappes aériennes contre les infrastructures de Daech et a détruit plus de 500 camions-citernes transportant du pétrole", poursuit-il.

En fin de compte, nous ne saurons peut-être jamais l'histoire complète, mais les faits connus nous poussent à supposer, au minimum, qu'Ankara non seulement approvisionne les djihadistes en munitions et financements, mais aussi ne manque pas d'assumer la tâche de facilitateur dans le trafic illicite de brut, les sociétés internationales comme celle de Bilal Erdogan et d'autres, achetant du pétrole kurde, figurant en tant que médiatrices. sputniknews.com 30.11

Hollande aligné sur les va-t-en-guerre du Pentagone ou de la Fed.

- François Hollande a un objectif: construire une coalition solide et forte pour lutter contre l'État islamique en Syrie. - Francetv info 30.11

Vraiment ?

- Bachar Al-Assad accuse la France de "soutenir le terrorisme" - Francetv info

Le président syrien Bachar Al-Assad accuse la France de conforter le terrorisme, dans des propos diffusés lundi 30 novembre par la télévision publique tchèque, la CT.

"Naturellement, si vous posez la question aux Syriens, ils vous diront qu'ils ne veulent pas de conférence de paix par exemple en France, car la France soutient le terrorisme et la guerre, non la paix", déclare-t-il dans cette interview enregistrée à Damas (Syrie). L'intégralité doit être diffusée mardi matin.

Prague, un lieu potentiel pour signer un accord de paix

"Et comme vous mentionnez Prague, ce serait généralement accepté, en raison de la position équilibrée de votre pays", poursuit le chef de l'Etat syrien. Bachar Al-Assad répond ainsi à la question d'un journaliste tchèque sur la possibilité de voir un jour un accord de paix signé à Prague, la capitale tchèque, comme l'avait suggéré en septembre à New York le président du pays Milos Zeman.

Dans cet extrait diffusé lundi par la chaîne, un journaliste demande aussi à Bachar Al-Assad si les Européens devraient avoir peur des réfugiés syriens. Il répond : "C'est un mélange. La majorité sont de bons Syriens, des patriotes. Mais naturellement des terroristes s'infiltrent parmi eux, c'est vrai." Francetv info 30.11

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- Le Parlement adopte le budget de la Sécu pour 2016 - Reuters

Les groupes les Républicains (LR) et UDI (centriste) ont voté contre tout comme celui du Front de gauche pour des raisons opposées.

Le groupe PS et celui des Radicaux de gauche ont voté pour. Le groupe écologiste s'est divisé en votes pour et abstentions.

Le texte fixe à 1,75% contre 2,05% en 2015 la progression de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) ce qui représente 3,4 milliards d'euros d'économies.

2- Japon

- Les salariés de Honda au Japon partiront en retraite plus tard - Reuters

Honda Motor a l'intention de repousser de 60 à 65 ans l'âge de la retraite de ses salariés dans ses usines au Japon pour tenter de retenir ses troupes plus longtemps dans un contexte de diminution de la main-d'oeuvre.

Le troisième constructeur automobile japonais a annoncé mardi que dans le cadre de ce projet, les salariés travaillant au-delà de 60 ans gagneraient environ 80% de leur salaire de base et bénéficieraient d'autres avantages. Actuellement, Honda réembauche ses salariés âgés de plus de 60 ans à 50% de leur dernier salaire dans le cadre de contrats à court terme.

Honda a dit prévoir la mise en place de ce nouveau système d'ici mars 2017, une fois obtenu le feu vert des syndicats.

Les entreprises japonaises remanient leurs politiques dans la perspective d'une diminution d'environ un tiers à 87 millions de la population du pays en 2060, selon l'Institut national de recherche japonais sur la population et la sécurité sociale, le taux de mortalité étant supérieur au taux de natalité.

La population en âge de travailler au Japon a atteint un pic au milieu des années 1990 et a constamment baissé depuis, selon les statistiques du ministère de l'Intérieur. D'après les prévisions, la population active pourrait retomber à 44 millions en 2060, soit la moitié du pic atteint dans les années 1990. Reuters 30.11

ECONOMIE

FMI

- Le FMI approuve l'entrée du yuan dans son panier de devises - Reuters

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international(FMI) a donné lundi son accord à l'intégration du yuan dans son panier de devises de référence, un feu vert qui consacre l'internationalisation de la monnaie chinoise et l'accession de Pékin parmi les toutes premières économies de la planète.

Le yuan, également appelé renminbi, rejoindra le dollar américain, l'euro, la livre sterling et le yen japonais au sein du panier qui sert au FMI à calculer ses "droits de tirage spéciaux" (DTS), l'actif de réserve international de l'institution.

Le yuan représentera 10,92% du panier du FMI. Concrètement, cette pondération correspond à la part du yuan dans les devises que les 188 pays membres du FMI pourront recevoir en échange des DTS reçus du Fonds. Pour être intégré dans le panier des DTS, le yuan devait respecter un certain nombre de critères, à commencer par son utilisation comme instrument de paiement international et son usage régulier et large sur les marchés de changes, condition qu'il ne remplissait pas lors du dernier réexamen du panier en 2010.

La directrice générale du FMI, qui était favorable à l'entrée du yuan dans le panier des DTS, souhaite que le gouvernement chinois aille plus loin dans les réformes. "La poursuite et l'intensification de ces efforts rendront plus robuste le système monétaire et financier international, ce qui soutiendra la croissance et la stabilité de la Chine et de l'économie mondiale", écrit Christine Lagarde dans un communiqué.

Dans l'immédiat, la décision du FMI est essentiellement symbolique et n'aura que peu d'effets instantanés sur les marchés financiers. Mais c'est la première fois que l'organisation basée à Washington intègre une nouvelle devise dans son panier et il s'agit de la modification la plus importante apportée à la composition de celui-ci en 35 ans.

Pour l'instant, ce panier est composé à 41,9% de dollars américains, à 37,4% d'euros, à 11,3% de livres sterling et à 9,4% de yens japonais. Le yuan ne devrait pas l'intégrer avant octobre 2016.

Une fois les pondérations réajustées, le poids de l'euro, celui de la livre sterling et celui du yen dans le panier du FMI devraient être réduits tandis que celui du dollar devrait peu varier.

Selon les chiffres du gestionnaire privé de transactions internationales SWIFT, la monnaie chinoise se classait en août au quatrième rang mondial en termes de paiements effectués, avec 2,8% des transactions globales, derrière le dollar, l'euro et la livre sterling.

L'entrée de la monnaie chinoise dans le panier du FMI devrait alimenter la demande de yuans et d'actifs libellés en yuans, les banques centrales et les grands investisseurs privés ajustant leurs portefeuilles en conséquence.

Certains analystes spécialisés estiment cette nouvelle demande potentielle à plus de 500 milliards de dollars (475 milliards d'euros) et qu'elle pourrait porter la part de la devise chinoise dans les réserves mondiales à environ 5% d'ici quelques années, ce qui lui permettrait de dépasser le dollar canadien et le dollar australien. Reuters 30.11

Haut de page

Le 2 décembre 2015

CAUSERIE

En raison d'importantes coupures de courant l'actualisation du portail ne sera que partielle.

Nous en sommes au quatrième jour de pluie non-stop.

C'est la plus importante mousson que vit l'Inde du Sud depuis plus de 30 ans ont annoncé les autorités. Des villages entiers sont sous les eaux ou on été emportés, y compris des quartiers entiers de la capitale du Tamil Nadu, Chennai, ex-Madras, causant des centaines de morts.

Depuis plus de 20 ans que je vis en Inde, c'est la première fois que la mousson dure aussi longtemps, généralement elle se termine au bout de 10 à 15 jours maximum, là on a dépassé trois semaines. Les prix flambent, pour vous donner un ordre d'idée, le kilo de tomate de 10 roupies avoisine les 100 roupies ! On s'en passera.

Mon beau-frère qui travaille pour une communauté composée essentiellement d'étrangers (Auroville) bénéficie d'un repas gratuit à emporter par jour. C'est une gamelle composée de 5 compartiments ou figurent du yahourt, des crudités, quelques légumes en ragout, des légumineuses en sauce et le dernier est composé selon les jours de riz, de spaghettis ou de crêpes à base de riz et de lentilles. Comme il ne consomme pas ce menu excellent préparé exclusivement à partir de produits naturels, c'est moi et Selvi qui en profitont, et comme on mange peu tous les deux, le midi je mange les crudités agrémentées de riz et le soir on mange le reste, du coup à part la viande ou les oeufs on achète pour ainsi dire plus de légumes, d'épices etc. sauf le dimanche car la cantine est fermée et puis cela nous change un peu. Et ce qu'on n'a pas consommé au bout de quelques jours parce qu'il y en avait toujours trop, on le donne aux chiens du village en y ajoutant du riz, celui distribué gratuitement aux pauvres que mon beau-frère ne mange pas parce qu'il le trouve trop long et plus difficile à digérer!

On se débrouille et on s'entraide, on essaie de survivre quoi ! La semaine dernière j'ai encore dû aider financièrement mon beau-frère à finir le mois, il me remboursera quand il aura reçu sa paie. L'état d'urgence ici on le vit en permanence, et les Indiens aussi nombreux soient-ils ne sont pas les seuls dans ce cas-là dans le monde. Vous comprendrez pourquoi nous sommes particulièrement motivés pour le changer, et avoir un autre état d'esprit nous semblerait franchement indécent.

Un point sur la situation.

- François Hollande bondit à 50% d'opinions positives, son meilleur score depuis juillet 2012 - Francetv info 01.12

- L'Allemagne va participer à la coalition contre l'État Islamique en Syrie - euronews.com 01.12

Le Mossad ou un al-qaïdiste recruté par la CIA fait exploser un avion de ligne russe au-dessus de l'Egypte, premier avertissement à la Russie pour qu'elle cesse de s'impliquer dans la guerre en Syrie au côté de la République arabe syrienne ou plus précisément qu'elle cesse d'interférer avec les plans de la Turquie, de l'Arabie saoudite, du Qatar et d'Israël.

Le Pentagone abat un bombardier russe au-dessus de la Syrie par l'intermédiaire d'un membre de l'OTAN, la Turquie, second avertissement à la Russie.

En attendant le troisième qui pourrait venir très rapidement sous la forme d'une nouvelle provocation dans le ciel de la Syrie...

Pendant ce temps-là en France, après le coup d'Etat terroriste du mois de janvier orchestré par ceux qui ont abattu les deux avions russes qui avait permis de sceller l'union nationale, qui malheureusement devait voler en éclat peu de temps après et ne profitera guère à l'exécutif car toujours rejeté par la majorité de la population, mais qui a tout de même permis en catimini

l'adoption d'une loi légitimant la surveillance de l'ensemble de la population qui existait déjà en l'agrémentant d'une batterie de mesures liberticides et répressives supplémentaires, ils allaient déverser un flot de centaines de milliers de réfugiés sur l'Europe occidentale à partir de la Turquie, de manière à déstabiliser un ensemble de pays et à faire pression sur leurs responsables politiques afin qu'ils s'engagent davantage au côté des Américains dans la guerre qu'ils mènent au Moyen-Orient, en vain. Alors ils orchestreront le carnage du 13 novembre à Paris pour leur forcer la main, permettre à la fois à Hollande de déclencher l'état d'urgence sur fond d'unité nationale retrouvée pour museler toute opposition, et de déclarer la guerre au terrorisme ou aux soi-disant auteurs de ce massacre sans viser évidemment ses commandaires, pour justifier l'escalade militaire de la France contre la Syrie, ce qui tombera à point pour se refaire une santé, alors qu'il était toujours en disgrâce au sein de la population ainsi que le PS, à quelques semaines d'élections qui s'annonçaient catastrophiques pour le gouvernement et ce parti, le tout en bénéficiant de la complicité ou de la neutralité bienveillante des dirgeants du mouvement ouvrier à son égard, et le tour était joué. Ajoutons, que l'avertissement du 13 novembre avait valeur d'exemple pour tous les chefs d'Etat de l'UE, qui s'empresseront de s'impliquer davantage dans la guerre contre la Syrie, notamment la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Ainsi le Pentagone, la CIA, la Fed, les banquiers et le complexe militaro-industriel, bref, l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste peut être fière d'être parvenue à semer le chaos en Europe et d'y avoir importé la guerre, afin que chaque Etat y consacre davantage d'argent, tout en bafouant l'Etat de droit au profit d'un Etat policier ou militarisé sur fond de restriction des libertés individuelles et des droits politiques des exploités et des opprimés, franchissant ainsi une nouvelle étape vers l'instauration d'une dictature mondiale absolue, à partir de l'énorme puissance politique ou le pouvoir tentaculaire qu'elle a acquis en se soumettant tous les Etats des puissances occidentales, conformément à sa stratégie politique néolibérale devant aboutir à l'avènement d'un nouvel ordre mondial qui consacrera son hégémonie, sa domination sans partage sur l'ensemble de la société ou du monde qui lui seront totalement soumis, marquant ainsi la fin de la civilisation humaine si elle parvenait à ses fins, puisqu'une telle société ou un tel monde dont se dessine aujourd'hui de plus en plus nettement les contours, n'auront plus rien d'humain.

Défense du marxisme. Doit-on défendre une position ou une politique à partir de principes, et quelles en sont les conséquences ?

Nous répondons par la négative à cette question. Pourquoi ? Pour deux raisons au moins, d'une part parce que seule une infime minorité des travailleurs partagent ces principes ou en comprennent la signification, et d'autre part, parce que ces principes agités comme des fétiches ne permettent pas de comprendre la situation, donc d'agir efficacement dessus ou de modifier son orientation.

A l'opposé, en partant des faits, ce qui implique de les connaître, on peut comprendre ce qui se déroule sous nos yeux, on peut découvrir les véritables intentions ou les intentions inavouables des représentants des capitalistes que recouvrent leurs discours et les mesures ou la politique qu'ils adoptent. Ces faits étant accessibles à tous et parfaitement vérifiables pour peu qu'on s'en donne la peine ou les moyens, il est facile d'en faire découler les positions que l'on défend ou la politique que l'on a adoptée, et donc de les partager avec le plus grand nombre.

Ces deux démarches sont incompatibles et s'excluent mutuellement.

La première qui a été adoptée par l'ensemble des dirigeants corrompus de la soi-disant avant-garde du prolétariat est particulièrement dangereuse, nuisible, pernicieuse, venimeuse, parce qu'elle implique que ceux qui la partagent ne sauront pas réellement pourquoi, au point qu'ils pourront s'y référer dans des circonstances ou justement ces principes s'avèreront inapplicables ou entreront en contradiction avec l'objet de leur combat politique, et dans la mesure où ils ne se réfèreront pas aux faits qui seuls permettraient de confondre les tenants de la politique qu'ils sont censés combattre, ils seront incapables de leur opposer des arguments concrets, matériels, cohérents ou sérieux qui permettraient de mettre en lumière leurs mensonges ou de démonter la propagande officielle, de telle sorte qu'ils ne parviendront jamais à inspirer confiance aux travailleurs ou à les amener à partager leur position. Prenons un exemple pour l'illustrer.

Vous vous opposez au bombardement d'un pays par l'Etat français au nom du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, vous en appelez à l'internationalisme prolérarien, etc.

De l'autre côté les représentants de l'Etat français expliquent qu'un tyran est en train de massacrer son peuple et qu'il est inhumain de le laisser faire pour justifier son intervention militaire dans ce pays, au nom de la liberté et de la démocratie auxquelles tous les peuples ont droit et qui sont gravement bafoués dans ce pays. Ensuite ils demandent à la plèbe ignorante qu'ils savent mal informée et manipulable pour cette raison, si elle accepterait d'être livrée à un tel traitement, et sachant qu'elle répondrait par la négative, ils embraient en lui demandant si elle consentirait à ce qu'un Etat vole à son secours pour la délivrer d'un horrible dictateur qui massacreraient des civils innocents. Ils savent que la plupart des gens répondront qu'ils seraient prêts à accepter n'importe quoi pour éviter de vivre une pareille tragédie par ailleurs montée en épingle par le truchement des médias institutionnelles. Et c'est ainsi que le gouvernement pourra se prévaloir d'un soutien populaire pour engager une guerre contre un Etat, détruire un pays et massacrer sa population.

Mais il y a pire encore.

A ces principes inopérants, inconsistants ou à l'usage inapproprié vient s'ajouter l'argument destructeur qui fera définitivement pencher la balance du côté des impérialistes, consistant à accuser le chef d'Etat qu'ils entendent renverser de despostisme, en précisant toutefois que c'était à son peuple opprimé de le renverser, histoire là encore de se donner bonne conscience en bons militants révolutionnaires qu'ils sont. Mais cet argument qui relève de la pire démagogie se retournera contre eux, parce que chacun sait que ce peuple en était justement totalement incapable. Cela aura le don de fournir un argument supplémentaire à cette puissance occidentale qui pourra finalement se prévaloir d'exécuter la volonté de ce peuple martyrisé en le débarrassant de ce tyran sanguinaire, ainsi son intervention militaire sera justifiée ou légitimée au nom de ce peuple par son propre peuple, et le tour est joué.

A l'opposé, il aurait suffit d'exposer les faits, de montrer que la rhétorique du chef d'Etat et de son gouvernement relevait uniquement de la propagande ou de l'idéologie pour démonter la version officielle sur la situation dans ce pays et la rendre caduque. Les faits suffisaient en eux-mêmes à rétablir la vérité, à savoir que jamais le soi-disant tyran n'avait mitraillé ou bombardé son propre peuple, que cette histoire avait été totalement inventée pour justifer une intervention militaire à des fins purement mercantiles. Oui mais dans ce cas-là, les faits contredisant la version officielle, cela signifiait qu'on cessait de soutenir son propre impérialisme et qu'on s'engageait à le combattre, or c'était impensable de par la nature du parti de ces militants, ce qu'ils ignorent de préférence, mais par forcément pour ses cadres et dirigeants et même un grand nombre de ses militants.

Voilà le résultat de la conception de la lutte de classe qui repose sur des principes élevés au rang de dogmes en fait. Terrible, monstrueux, cynique au possible, n'est-ce pas ? A vous dégoûter du socialisme, du communisme et du trotskisme, n'est-ce pas ? Ne cherchez pas, c'est le but.

Elle consiste à laisser ceux qui gouvernement manipuler tranquillement la population pour parvenir à leur fin, que finalement les teneurs de cette conception de la lutte de classe partagent, et qu'ils camouflent derrière des principes (ou des étiquettes, références, citations, etc.) qui leur servent juste à se donner bonne conscience, pour qu'on n'ait pas d'explications ou de compte à leur demander par la suite.

Dès lors, on ne s'étonnera pas et on comprendra pourquoi le niveau de conscience politique de ces militants n'a jamais réellement progressé, et pourquoi au contraire il était plutôt voué à régresser, ne parlons même pas de celui de la population en général.

Leur politique se résume à cela, à de la propagande bon marché qui n'a jamais réellement servi notre cause ou le socialisme, elle a la vertu de transformer les militants en petits soldats aveugles du régime qu'ils croient combattre.

On a aussi là la réponse à la question qu'on s'était posées à plusieurs reprises, quand nous nous demandions comment cela avait été possible que des travailleurs ayant milité pendant des décennies dans des partis, ayant lu les ouvrages des marxistes et participé à des milliers de réunions, meetings, manifestations n'avaient pas été malgré toute en mesure de progresser, selon leurs propres témoignages je précise, pourquoi cette riche expérience parfois de toute une vie ne leur avait servi strictement à rien, et bien c'était simplement parce que leur intervention dans la lutte des classes au lieu de partir de la réalité était soumise à une conception de la lutte de classe ou la théorie ou des principes gravés dans le marbre prévalaient, ce qui les empêchera d'en tirer des enseignements pratiques ou de progresser. Seul l'examen rigoureux des faits et leur enchaînement permet de comprendre le processus dialectique à l'oeuvre et non des principes.

En dernière analyse, cette conception de la lutte de classe était tout simplement anti-marxiste.

Il y aurait de quoi écrire un ouvrage entier sur ce sujet. On arrêtera là pour aujourd'hui. Je pense qu'on a bien dégrossi notre sujet, trop rapidement peut-être par manque de temps comme d'habitude. Tout finit par s'expliquer un jour, le plus difficile, c'est de parvenir à mettre nos idées en ordre et de les exprimer le plus simplement possible pour que chacun puisse les saisir quel que soit son expérience, ses connaissances ou son niveau intellectuel.

Hommage à mes maîtres à penser, et au diable ceux qui n'en ont pas ou vouent un culte à leur appareil digestif qui pensent librement à leurs places ! Vous saisissez de qui il s'agit, ceux qu'on a évoqué dans ce texte notamment.

Ce que j'admire par dessus tout chez Marx et Engels, c'est la limpidité de leurs discours au-delà du fait qu'ils demeurent une source d'inspiration inépuisable, et je crois en avoir découvert l'origine, outre leur modestie qui force l'admiration, cette limpidité traduisait leur maîtrise du matérialisme dialectique à un niveau tellement élevé qu'ils pouvaient formuler leurs idées ou présenter leurs travaux de sorte que n'importe quel public puisse les saisirent aisément. Je me souviens avoir lu quelque part que c'était même une obsession chez eux. Marx était un perfectionniste, à côté on passerait presque pour un dilettante.

Ne prétendant évidemment nullement rivaliser avec eux et ne bénéficiant malheureusement pas de leur facilité à s'exprimer, je leur dédie ce texte que je n'aurais jamais pu rédiger sans leur aide irremplaçable, au marxisme, à leur conception de la lutte de classe en appelant les militants à se la réapproprier, pour notre cause, pour le socialisme et vaincre la barbarie capitaliste.

ACTUALITE EN TITRES

Du coup d'Etat permanent à l'Etat d'exception permanent.

- L'état d'urgence permanent? Manuel Valls n'exclut pas une nouvelle prolongation - Le Huffington Post

Des "restrictions de liberté" pour mieux "défendre nos libertés"? C'est au nom de cet oxymore que le premier ministre Manuel Valls a évoqué ce mardi 1er décembre une possible prolongation de l'état d'urgence au-delà des trois mois autorisés par le Parlement. Le Huffington Post 01.12

Surenchère quotidienne dans cette direction

- Attentats: le gouvernement soutiendra la fouille des bagages par les agents de sécurité SNCF et RATP - AFP

- Dans le Loiret, l'Education nationale rêve d'un fichage policier - Liberation.fr

- Fusion PS/LR entre les deux tours des régionales : « toutes les solutions doivent être envisagées » pour François de Rugy - Public Sénat

Mais au fait où sont passés ces braves démocrates, républicains, humanlstes, progressistes dont on n'a pas cessé de nous rebattre les oreilles pendant plus 70 ans ?

Ils sont comme les pacifistes en temps de paix qui deviennent de farouches militaristes en temps de guerre.

Vous comprendrez mieux pourquoi les partis dits ouvriers qui s'en étaient servis poursuivaient en réalité un autre objectif que celui qu'ils affichaient au regard de ce qu'ils sont devenus ou de leur véritable nature réactionnaire qui s'expose dorénavant au grand jour. On ne peut même pas dire que les uns auraient manipulé les autres ou vice versa, puisqu'en réalité ils étaient complices ou partageait les mêmes objectifs.

Il fait si bien le boulot à sa place.

- Valls : «Chacun doit prendre ses responsabilités pour empêcher le FN de gagner» - LeFigaro.fr

La présomption de culpabilité généralisée va de paire avec la surveillance généralisée de la population.

- Consulter des sites jihadistes peut-il nous rendre coupable ? - francetvinfo.fr

La loi sur le terrorisme ne permet pas actuellement de poursuivre une personne pour une simple consultation de site. francetvinfo.fr 01.12

Une revendication du Medef

- Les pistes de Najat Vallaud-Belkacem pour rapprocher l'école et l'entreprise - LeMonde.fr

Fascisme. Le temps des miliciens est de retour.

- Ménard créé une "garde biterroise" pour patrouiller dans Béziers - Le Huffington Post

Le maire de Béziers a encore trouvé de quoi faire parler de lui. Robert Ménard, proche du Front national, a annoncé ce mardi 1er décembre la prochaine création d'une "garde biterroise", faite de "citoyens du cru" qui patrouilleront dans les rues de la ville pendant la durée de l'état d'urgence. Le Huffington Post 01.12

Les djihadistes en herbe ont l'esprit de sacrifice. Mais qui veulent-ils sacrifier au juste ? Nous, pardi !

- EELV prêt à sacrifier ses candidats au second tour - Le Huffington Post

Cette fois, c'est clair. Europe Ecologie-Les Verts envisage très clairement de ne pas avoir de candidats au second tour des

régionales dans certaines régions. Au regard des sondages, il y a très peu d'endroits où les écologistes sont en mesure de se maintenir mais en réalisant plus de 5% au premier tour, ils ont la possibilité de fusionner avec la liste socialiste. Le Huffington Post 01.12

Une anomalie à rectifier au plus vite.

- OCDE: Les Français passent près de cinq ans de plus à la retraite que dans les autres pays - 20minutes.fr

Les oligarques sont décidément des philantropes, des sages, de saints hommes.

- Mark Zuckerberg léguera sa fortune à sa nouvelle fondation - Reuters

- COP21 : Bill Gates présente son fonds d'investissement pour les énergies propres - AFP

Leur fondation servent de paravents à des opérations de déstatbilisation ou de renseignement menées sous de faux drapeaux.

Quand l'Empire mafieux du chaos et de la guerre se fait racketteur.

- Astreinte journalière imposée à Bank of China aux USA - Reuters

- Bosch poursuivi aux USA dans le dossier des émissions de VW - Reuters

- Moteurs truqués: Standard and Poor's abaisse encore la note de Volkswagen - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

En famille. Etat policier et corporatiste font bon ménage

- Un entrepreneur, Patrick Bernasconi, à la tête du Cese - AFP

L'ex-dirigeant du Medef Patrick Bernasconi a été élu mardi dès le premier tour et avec une large majorité président du Conseil économique, social et environnemental (Cese), après une âpre bataille l'opposant au sortant Jean-Paul Delevoye.

Chef d'une PME familiale, M. Bernasconi, 60 ans, a été élu pour un mandat de cinq ans et l'a emporté par 131 voix sur 224 suffrages exprimés.

L'ancien ministre, Jean-Paul Delevoye, a obtenu 63 voix. Le troisième candidat, le syndicaliste Gérard Aschieri, a recueilli 30 voix.

Dès l'annonce du résultat, M. Delevoye qui faisait partie des personnalités qualifiées nommées par le gouvernement dans la nouvelle mandature, a annoncé sa démission du Cese.

Le mandat des 233 anciens conseillers s'étant achevé le 15 novembre, les nouveaux - 193 nommés par leurs organisations, syndicats, patronat, associations, et 40 personnalités désignées par le gouvernement - s'étaient réunis en assemblée plénière en début d'après-midi.

Ils se sont prononcés à bulletins secrets, après avoir entendu chaque candidat défendre son projet durant 10 minutes.

Le projet de M. Bernasconi de "renouveau démocratique" de l'institution, était soutenu par "un collectif" formé par le patronat, quatre syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC, Unsa) et des associations.

Tout juste élu, M. Bernasconi a affirmé que sa mission sera "la réhabilitation du Cese". A l'heure où le Cese est "raillé et dénigré, nous saurons faire taire les critiques", a-t-il lancé.

"Et il y a urgence car jamais notre pays n'a eu autant besoin d'apaisement", a-t-il dit.

Il a promis que "l'action collective" sera "sa méthode" et qu'il ne fera "pas un mandat en solitaire".

En termes voilés, il a reproché au gouvernement de créer "facilement une commission ou un comité", au lieu de consulter le Cese.

Sa première démarche sera de solliciter une "audience" auprès des présidents de la République, de l'Assemblée nationale et du Sénat pour "évoquer la place centrale du Cese". (Où, mais au sein des institutions voyons, où voulez-vous que ce soit ! - LVOG)

L'élection de ce Normand d'origine italienne, qui vient de démissionner de la vice-présidence du Medef, marque le retour de la société civile à la tête du Conseil après une parenthèse "politique" avec l'ancien ministre chiraquien Jean-Paul Delevoye. Le Conseil a déjà été dirigé par une personnalité issue des rangs patronaux Jacques Dermagne (de 1999 à 2010). (Le Cese, c'est le comité d'entreprise de la France, quoi ! Vive de Gaulle et la Ve République ! - LVOG)

Patrick Bernasconi entend rendre "incontournable sur les questions centrales" la saisine du Cese et appelle les organisations membres - syndicats, patronat, associations - à s'investir davantage.

Assemblée consultative, "voix" de la société civile, le Cese a pour mission de conseiller le gouvernement à travers ses avis. Mais il est en mal de légitimité. Peu sollicité, ses avis restent souvent lettre morte et son coût élevé lui est reproché. (Le Sénat est la maison de retraite des députés et le Cese celle des bureaucrates syndicaux corrompus. - LVOG)

"Soit le Cese est capable d'évoluer" soit "sa raison d'être sera de plus en plus mise en cause", avait prévenu le groupe des personnalités qualifiées sortant.

Poussé vers la sortie, Jean-Paul Delevoye, 68 ans, soutenu par Force ouvrière, avait décidé de résister.

Se proclamant "un gaulliste social", il a dénoncé devant l'assemblée "une alliance contre nature" pour conquérir la présidence du Cese, dans une violente critique de son concurrent.

Mais après le vote, il a souhaité "bonne chance" au président élu l'enjoignant à ne "pas éviter les sujets qui fâchent" dans ces "moments difficiles", en particulier en raison de la montée du Front national.

Le numéro un de FO, Jean-Claude Mailly, a dénoncé dans un tweet un "deal gouvernement-PS-Medef-CFDT", et dont FO se met "à l'écart". Le syndicat n'a pas obtenu la questure dans le nouveau bureau. (Cela va encore alimenter la crise du POI. - LVOG)

De son côté, Gérard Aschieri, 63 ans, ancien numéro un de la FSU, soutenu par la CGT, la FSU et Solidaires, a appelé le nouveau président "à rassembler" cette assemblée et à "surmonter les antagonismes".

Une telle tension était inédite dans cette assemblée feutrée. En 2010, M. Delevoye avait été élu après le désistement de son concurrent, Jean-Pierre Davant, alors président de la Mutualité française. AFP 01.12

Le Conseil économique, social et environnemental est une institution de la Ve République que des syndicats ouvriers indépendants de l'Etat devraient boycotter. Mais cela existe-t-il ? Poser la question c'est y répondre, la preuve que non ici, si nécessaire.

Les Américains chez eux en Irak : Out, go home !

- Washington déploie une unité anti-EI en Irak, Bagdad proteste - Reuters

Les Etats-Unis ont annoncé mardi le déploiement en Irak d'une nouvelle unité des forces spéciales américaines dédiée à la lutte contre l'organisation djihadiste Etat islamique (EI), qui pourra mener des "opérations unilatérales" en Syrie.

A Bagdad, le Premier ministre Haïdar al Abadi a déclaré dans un communiqué que l'Irak n'avait pas besoin de forces terrestres étrangères, ajoutant que tout déploiement de troupes étrangères nécessitait l'approbation de son gouvernement et ne devait pas empiéter sur la souveraineté nationale irakienne.

Les milices chiites irakiennes ont de leur côté promis de s'opposer par les armes à tout déploiement de forces américaines en Irak.

"Nous pourchasserons et combattrons tout contingent américain qui sera déployé en Irak. Toute force américaine de ce genre deviendra la cible numéro un de notre organisation. Nous avons combattu les Américains par le passé et nous sommes prêts à reprendre la lutte", a déclaré Djafaar Hussaini, porte-parole du mouvement Kata'ib Hezbollah.

Les porte-parole de l'organisation Badr, soutenue par l'Iran, et du mouvement Assaïb Ahl al Hak ont fait eux aussi des déclarations dans le même sens.

Environ 3.500 soldats américains conseillent et assistent actuellement l'armée irakienne. En octobre dernier, un membre des forces spéciales américaines a trouvé la mort durant une opération menée en coordination avec les combattants kurdes pour secourir des otages détenus par l'EI dans la ville de Haouidja.

L'unité dont le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a annoncé l'envoi sera distincte du groupe d'une cinquantaine de membres des forces spéciales américaines que Washington a envoyé en Syrie pour coordonner l'action au sol des rebelles soutenus par les Etats-Unis.

Cette unité disposera d'effectifs plus importants et sera chargée d'aider les forces irakiennes ainsi que les peshmergas kurdes, a déclaré Ashton Carter, sans avancer de chiffre ni préciser le lieu où elle sera basée.

Un responsable du gouvernement américain a indiqué que cette unité pourrait compter environ 200 hommes, logistique comprise, dont quelques dizaines affectés directement à des opérations.

"Ces agents spéciaux seront à terme en mesure de mener des raids, de libérer des otages, de collecter des renseignements et de capturer des dirigeants de l'EIIL (Etat islamique en Irak et au Levant, NDLR)", a ajouté le ministre qui s'adressait aux membres la commission des Forces armées de la Chambre des Représentants.

Les pressions en faveur d'une intervention plus décisive des Etats-Unis dans la lutte contre l'EI se sont accentuées depuis les attentats de Paris et de Saint-Denis, qui ont fait 130 morts le 13 novembre.

Selon le général Joseph Dunford, chef d'état-major interarmes de l'armée américaine, la nouvelle unité va considérablement améliorer la collecte de renseignements, "ce qui va rendre nos opérations beaucoup plus efficaces".

"Nous menons une campagne en Irak et en Syrie. Nous allons aller là où se trouve l'ennemi et mener des opérations là où ses capacités pourront être réduites le plus efficacement", a-t-il ajouté devant les parlementaires. Reuters 01.12

Haut de page

Le 4 décembre 2015

CAUSERIE

Suite de la causerie d'avant-hier.

Pour revenir sur la causerie d'avant-hier, il faudrait préciser qu'elle ne visait pas un parti en particulier, ensuite la question des faits qui ne sont pas abordés ou qui sont sciemment escamotés concernait aussi bien des évènements particuliers que des situations générales.

Par exemple en 2011 de n'avoir pas rappelé le développement économique et social de la Libye au lieu de privilégier l'aspect autoritaire du régime libyen, et de n'avoir pas mentionné la falsification des faits que constituait le soi-disant soulèvement populaire contre Kadhafi à la veille des bombardements de la France et de l'OTAN donnant lieu du coup à une condamnation stérile au nom d'un principe, autant dire une condamnation de principe qui ne coûtait rien et sans conséquences, ou la manière de traiter les conséquences d'une situation pour mieux en occulter les causes ainsi que les acteurs qui y étaient impliqués ou en portaient la responsabilité. Aujourd'hui cela concerne l'état d'exception ou le coup d'Etat réalisé par le gouvernement Hollande-Valls contre les libertés individuelles et les droits politiques des travailleurs et leurs organisations que tous dénoncent sans oser toutefois le caractériser aussi précisément pour justement ne pas avoir à en analyser l'origine, ce qui immanquablement soulèverait un certain nombre de questions que les uns et les autres ne préfèrent pas aborder, ce qui à l'arrivée ne permettra pas de comprendre la situation puisque pour se faire il faudrait se pencher sur le passé par trop compromettant ou qui mettrait en lumière l'opportunisme auquel s'étaient livrés les uns et les autres qui constitue un des éléments pour comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là.

Ce que je dénonçais c'était à la fois la manière selon les circonstances ou le sujet à traiter de substituer des principes aux faits, autant que la démarche qui consiste à s'attarder sur les conséquences d'une mesure ou d'un évènement pour mieux en occulter les causes et ses différents acteurs.

Cette démarche n'était pas contradictoire avec le fait de posséder ou de s'être forgé des principes, bien au contraire elle consistait à les défendre. Etant attaché à un certain nombre de principes, ma démarche est cohérente. En quelque sorte nos principes sont la quintescence de la théorie que nous avons adoptée pour mener notre combat politique, ils nous servent de points de repère

pour interpréter la situation, mais en aucun cas ils ne peuvent pas se substituer à l'analyse de ses causes ou de ses origines.

C'est aussi la raison pour laquelle on ne tentera pas de les imposer aux travailleurs, on préfèrera dérouler le processus dialectique qui a conduit à cette situation afin qu'ils la saisissent et rejoignent notre combat.

C'est donc une démarche qui n'a rien à voir avec des incantations ou une idéologie, elle ne relève pas de la propagande, elle est uniquement destinée à aider les travailleurs et les militants à progresser dans leur compréhension du fonctionnement de la société pour la changer.

On poursuivra une autre fois.

Etat policier. Etat d'exception préventif.

A la guerre préventive est venu s'ajouter l'état d'exception préventitif. Et en interdisant des manifestations, le gouvernement PS-PRG entend museler le prolétariat et ses organisations pour continuer d'appliquer sa politique antisociale et impérialiste tournée exclusivement contre les travailleurs, il fait donc la besogne généralement réservée à des régimes fascistes.

Vous avouerez que rendu là, c'est le moment ou jamais de se demander comment on a pu en arriver à cette situation, non ?

Et la question déterminante à se poser parce qu'elle en entraîne beaucoup d'autres, consiste à se demander de quelle manière les différents partis du mouvement ouvrier avaient caractérisé le PS jusqu'à présent en remontant jusqu'à la fondation de la SFIO en 1905. Cela nous amènera à revisiter les positions qu'avait adoptées le PS au cours du XXe siècle jusqu'à aujourd'hui et les rapports qu'avaient entretenus avec lui tous les partis, et on s'apercevra qu'il n'avait jamais cessé d'être un parti réactionnaire et impérialiste depuis au moins le 3 août 1914, au-delà des apparences trompeuses sur lesquels le mouvement ouvrier s'appuyera pour le présenter sous un jour avantageux, dont finalement il ne récoltera que des fruits vénéneux qui précipiteront sa déchéance et entraîneront sa chute.

Un lecteur a écrit.

- "Nous sommes en bas.

Les grecques se prostituent pour du pain , c’est absolument dramatique. 2 euros: le prix d’une passe de 30 minutes avec une étudiante qui se prostitue en Grèce ! Ou encore Libé qui titre : En Grèce, une passe pour le prix d’un sandwich . Tout ça à cause de l’austérité voulue par l’UE et les Allemands. La Grèce est plus que saignée, la paupérisation se généralise et s’intensifie. Dramatique .

Lorsque les opportunités disparaissent, et qu’il ne reste aux gens plus aucun espoir de trouver un jour du travail, il est tout simplement inévitable que beaucoup se tournent vers la prostitution plutôt que de mourir de faim, ou pire.

Ce n’est rien de plus qu’une loi économique. Le peuple grec a été écrasé. Son économie a été vendue aux enchères, et tout s’effondre dans le pays. Dans le même temps, la Grèce enregistre une flambée de la prostitution telle que ce genre de service a atteint un prix par heure de 4,24 dollars, ou un peu plus de 2 dollars la demi-heure.

Aux Etats-Unis, de nombreuses femmes ont elles-aussi intégré le marché du sexe, et offrent leur compagnie ou une romance arrangée en échange d’une éducation supérieure et d’une vie plus décente et confortable. Servir en restaurant et se retrouver endetté à vie ne fonctionne plus. Aux grands maux les grands remèdes."

En complément

Grèce : les déçus de Tsipras de nouveau en grève et dans la rue - AFP

Quelque 15 000 personnes ont défilé jeudi 3 décembre dans les rues d'Athènes lors d'une grève générale contre la réforme des retraites qu'il s'est engagée à mener auprès des créanciers du pays, UE et FMI. AFP 03.12

Extraits de lecture.

Le jour où l'ONU et la France notamment cautionnèrent la création de l'Etat sioniste.

Rappelons que le 29 novembre 1947 la France était sous le régime de la IVe République, et que le président de la République était Vincent Auriol (SFIO), celui du Conseil Robert Schuman (MRP [chrétien-démocrate], gouvernement auquel participait la SFIO).

- Le jour où l'Assemblée générale de l'ONU spolia les Palestiniens - Arrêt sur Info 01.12

Le 29 novembre 1947 à New York, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) adoptait la résolution 181 c'est-à-dire un plan de partage de la Palestine entre les Palestiniens et les colons juifs alors que les villes d'al-Quds et de Bethléem devaient passer sous statut international.

A une époque où presque toute l'Afrique et une grande partie de l'Asie étaient encore sous domination coloniale, 33 voix (dont les États-Unis, la France et l'URSS) se prononcèrent en faveur de ce plan, 13 voix s'y opposèrent (tous les États musulmans présents ainsi que la Grèce et Cuba), et 10 s'abstinrent (dont la Grande-Bretagne).

En pleine guerre froide, les États-Unis et l'URSS parvenaient à se mettre d'accord sur un plan visant à asservir la Palestine, et au-delà l'ensemble de la nation arabe (...)

Évidemment, le peuple palestinien n'avait pas été consulté sur l'adoption de ce plan de spoliation de sa terre pour la réalisation du projet sioniste de création d'un État juif en Palestine.

Aujourd'hui, certains n'ont pas d'autres mots à la bouche que « respect du droit international » lorsqu'ils évoquent la Palestine. Pourtant, le vote de la résolution 181 par l'Assemblée générale de l'ONU nous rappelle que ce soi-disant « droit » n'est qu'un instrument de domination inventé par l'Occident impérialiste pour asservir les peuples non-occidentaux.

En réalité, la libération des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud en général (...) ne pourra réellement se faire qu'en dehors de cette légalité coloniale. Arrêt sur Info 01.12

Les institutions de la Ve République. Un régime mafieux, corrompu qu'il faut abattre.

Quand le juge Marc Trevidic déclare : « Nous n'avons jamais pu lancer une enquête sur le macro financement de l'EI par l'Arabie saoudite, jamais ! »… cela en dit long sur la probité de nos responsables politiques, pour ceux qui en douteraient encore… Pensons-nous vraiment que ce double jeu, cette odieuse hypocrisie peut continuer à fonctionner impunément dans un monde connecté !?

Suite aux attentats de janvier dernier, l'image abjecte de voir des criminels de guerre défiler bras dessus, bras dessous dans les rues de Paris a définitivement fini de les confondre. A y regarder de près, les élus politiques agissent comme de vrais mafieux. Ils se frottent les mains des juteux contrats signés pour des milliards d'euros avec des dictatures, et se moquent de savoir si un jour ces armes se retourneront sur leur propre population. A la moindre alerte, ils pourront toujours draper leur forfaiture dans le drapeau tricolore et la minute de silence qui ne leur coûtera rien ! Ils s'agiteront en tous sens pour pallier les symptômes, brailleront la Marseillaise à tous vents, mais ne s'attaquent pas aux causes des problèmes. (Cette « guerre atypique » que l'Europe risque de perdre - Daniel Vanhove - legrandsoir.info 30.11

Comment le pourraient-ils puisqu'ils ont justement pour mission d'en gérer les conséquences.

Lu dans un article

- "*De plus en plus, tout porte à croire que le gaz est le vrai fond du problème de la guerre contre la Syrie.*"

Diable, une découverte, un scoop, tout ramène à l'économie ou en part, on croit rêver !

Tous vont s'y mettent maintenant que c'est sur la place publique...

Rivalité.

- Paca: les socialistes mettent en garde contre "Vichy 2015" en cas de victoire FN - AFP

Mais Vichy, c'est eux aussi, ils ne cessent d'en faire la démonstration !

Commentaire d'un internaute.

- "*Ce qui se joue en ce moment, est de l'ordre du coup d'état. Mais un coup d'état de type particulier. Il ne s'agit pas d'un pouvoir utilisant la force pour remplacer un autre pouvoir. Mais d'un pouvoir naissant de lui-même, d'un pouvoir se désaffublant "enfin" de sa défroque démocratique, pour se révéler dans toute son évidence totalitaire. C'est le refoulé vichyste.*

Nous vivons ce qui devait se vivre dans un pays dont l'histoire s'est construite sur le mensonge. Mensonge d'un état qui brode sur la fin des colonies, en imposant au monde sa politique colonialiste. Mensonge d'un état se cachant derrière l'anti-racisme, pour mieux conduire une politique raciste. Mensonge d'un état s'affirmant vainqueur grâce à sa résistance, alors que ce pays fut en grande majorité collabo. Mensonge enfin d'une gauche citant Jaurès, alors qu'elle est structurellement raciste et colonialiste.

Ce coup d'état qui ne dit pas son nom se fait avec l'appui d'une grande partie de la population contre une plèbe désorganisée. Il faudra redescendre dans les rues. Nous sommes des millions. Eux, une petite trentaine."

En complément

- Pour Manuel Valls, voter, «c'est la réponse de la démocratie à la barbarie» - Liberation.fr

Voter : C'est cautionner la barbarie.

- "C'est le terrorisme qui menace les libertés aujourd'hui, pas l'état d'urgence", plaide le ministre de l'Intérieur. AFP

Plutôt grotesque comme exercice ! L'Etat d'urgence ne constitue pas une menace sur les libertés, il fait mieux, il les suspend.

Une vidéo.

- Syrie - Daesh - Révélations incroyables sur France Inter !
https://www.youtube.com/watch?v=36YQKjBckcs

Le défaut majeur de cet entretien : il s'emploie à épargner l'exécutif qui n'aurait jamais agi en connaissance de cause. Il ne faut pas trop attendre de France Inter...

A droite toute, militarisation des esprits et schizophrénie.

- Attentats: le gouvernement soumet au Conseil d'Etat des propositions de la droite - AFP

- Le «tournant sécuritaire» de Hollande passe de plus en plus mal au PS - LeFigaro.fr

- Attentats: feu vert du Sénat au recrutement de 500 douaniers en 2016 - AFP

- Attentats à Paris: Le boom des candidatures dans l'armée après le 13 novembre - 20minutes.fr

- Attentats à Paris: Les sapeurs-pompiers vont initier les citoyens au secourisme de combat - 20minutes.fr

- "Marre du rose": nouvelle campagne contre les jouets stéréotypés - AFP

Et bien optez pour le kaki puisque cette couleur est à la mode et vous va si bien...

Raisons de plus de boycotter les institutions de la Ve République.

- Manuel Valls : "Il n'y a pas de place pour les ennemis de la République" - Francetv info

- Manuel Valls : "Le Front national est une supercherie pour nos concitoyens" - Francetv info

- Valls appelle à voter dimanche contre la "supercherie" du FN - AFP

- Régionales: Valls appelle à voter "pour la République" afin de "conforter la démocratie" - AFP

- L'état d'urgence permanent, c'est la négation de la démocratie.

- Le gouvernement veut prolonger l'état d'urgence jusqu'à six mois - sputnik.com

Une révision constitutionnelle prévoit de prolonger l'état d'urgence en France jusqu'à six mois.

L'exécutif veut inscrire dans la Constitution un dispositif permettant d'instaurer un état d'urgence "pendant une durée maximale de six mois", selon des sources gouvernementales qui s'appuient sur un avant-projet de loi transmis cette semaine au Conseil d'Etat.

L'exécutif souhaite que ce projet de révision de la loi fondamentale, évoqué dès le 16 novembre par le président François Hollande lors de son discours post-attentats au Congrès de Versailles, puisse être présenté en Conseil des ministres le 23 décembre, a-t-on précisé de mêmes sources. Cette réforme constitutionnelle vise notamment à instaurer un "régime civil de crise" afin d'agir "contre le terrorisme de guerre", avait expliqué M.Hollande. sputnik.com 03.12

ACTUALITE EN TITRES

Comment, vous voulez vraiment bombarder Riad et Doha ?

- Rachid Abou Houdeyfa, un imam qui divise - Francetv info

Faut-il combattre le salafisme ? Francetv info 03.12

En fonction de ce que cela coûterait par rapport à ce que cela rapporte, quel dilemme cornélien !

Nej!

- Les Danois disent "nej" à un rapprochement judiciaire avec l'UE, selon un sondage - AFP

Disons que c'est plus fatiguant que s'enrichir en dormant.

- Faire du sport pourrait encourager à boire de l'alcool - Slate.fr

Pratiquement une par jour, de quoi en remontrer à Daesh.

- Californie : au moins 14 morts dans une fusillade à San Bernardino - LeMonde.fr

- La tuerie en Californie est la 355e fusillade de masse de l'année aux Etats-Unis - 20minutes

Guerre idéologique.

- Islamophobie au service de l'idéologie occidentale - sputniknews.com

Les récents attentats en Egypte et en France ont provoqué la montée des tendances islamophobes en Europe. Selon un philosophe iranien, l'islamophobie est un projet occidental destiné à créer un monde unipolaire.

L'islamophobie est un projet destiné à créer un monde unipolaire dirigé par l'Occident, a déclaré à Sputnik Seyed Salman Safavi, philosophe et homme public iranien, directeur du Centre londonien d'étude de l'Iran.

"L'islamophobie est un projet dont la réalisation n'est appelée à créer un monde multipolaire (tenant compte des intérêts de toutes les peuples et religions), mais unipolaire dirigé par l'Occident", a indiqué Seyed Salman Safavi.

Choc des civilisations

Selon le philosophe, l'islamophobie occidentale ne date pas d'hier.

Elle est née "à l'époque des Croisades qui a donné lieu à trois guerres entre chrétiens et musulmans (…). Après la chute de l'Union soviétique (…) les dirigeants des pays occidentaux, et surtout des Etats-Unis, ont jugé nécessaire de créer un nouvel adversaire censé remplacer l'URSS, en vue de promouvoir la course aux armements. Il a été décidé de financer cet adversaire en investissant des sommes colossales dans ses activités (…). L'islam a été nommé le nouvel ennemi. Samuel Huntington (professeur américain de sciences politiques-ndlr.) a qualifié ce nouvel ordre mondial de "choc des civilisations" dans son livre consacré à la création des conflits entre l'Occident et le monde islamique", a noté Seyed Salman Safavi.

"L'Occident a lancé une campagne de propagande qualifiant l'islam de religion belliqueuse. Les propagandistes occidentaux

ont dénoncé le djihad comme un symbole de l'agression. Le Coran et les valeurs musulmanes ont aussi été souillés (…) Faut-il alors s'étonner face à la publication de caricatures de prophète Mohammed par plusieurs éditions au Danemark et en France?", se demande le philosophe.

Les jeux d'ordinateur, un élément de la propagande islamophobe

Seyed Salman Safavi a ajouté que même les jeux d'ordinateur conçus en Occident servent à diaboliser les musulmans.

"Mêmes les jeux d'aventure ou de stratégie pour ordinateur représentent les musulmans comme des terroristes en quête de ressources ou de pouvoir. Cela inculque aux jeunes des pays occidentaux l'idée que les musulmans sont dangereux pour la société", a noté l'interlocuteur de Sputnik.

Rétablir la vérité

"Les vrais musulmans doivent trouver des preuves attestant que les activités des extrémistes d'Al-Qaïda, de Daech et d'autres organisations terroristes sont contraires au Coran (…). Il importe de lancer une campagne internationale d'envergure sous des slogans correspondant aux véritables valeurs de l'islam: amour, sincérité, égalité, dialogue des cultures et des civilisations, etc. Le Coran dit: Dieu a créé les hommes du monde entier, et non seulement les musulmans. Si les musulmans conjuguent leurs efforts, on arrivera à combattre l'islamophobie", a conclu Seyed Salman Safavi. sputniknews.com 02.12

Il comporte autant ou davantage d'appels au crime... dans certaines circonstances, retirez ces circonstances et il ne reste que le crime d'innocents, comme on en trouve dans les textes de toutes les religions.

Toutes les religions ont la particularité de correspondre à une interprétation ou à une conception du monde qui remontent à des milliers d'année en arrière, quand l'arriération et la barbarie dominaient tous les rapports entre les autres et les classes, donc si le monde avait réellement évolué de manière harmonieuses elles ne devraient plus exister, et comme ce ne fut pas le cas pour exister elles se nourrissent de ces rapports qu'elles tentent à perpétuer ou à reproduire... pour le pire.

Elles constituaient une réponse à la barbarie de leur époque, on comprend pourquoi elles ont leur place à la nôtre puisqu'on retourne vers cette barbarie sauvage.

Dossier Turquie-Russie. Erdogan acculé.

Achat de pétrole de Daech par la Turquie : la Russie précise ses accusations - euronews.com 02.12

La Russie pointe du doigt Erdogan et sa famille dans la contrebande de pétrole de l'EI - AFP

La Russie est passée mercredi aux attaques personnelles dans la crise qui l'oppose à la Turquie, en accusant directement le président Recep Tayyip Erdogan et sa famille de profiter de la contrebande de pétrole à laquelle se livre l'organisation État islamique (EI) en Syrie.

Ces nouvelles accusations interviennent plus d'une semaine après la destruction par l'aviation turque d'un bombardier russe près de la frontière syrienne, un acte qui a provoqué une crise aiguë dans les relations entre les deux pays.

La diplomatie russe a toutefois esquissé un premier signe de détente en acceptant mercredi l'idée d'une rencontre avec les Turcs dans les prochains jours à Belgrade.

"Le principal consommateur de ce pétrole volé à ses propriétaires légitimes, la Syrie et l'Irak, s'avère être la Turquie", a accusé mercredi devant plusieurs centaines de journalistes le vice-ministre russe de la Défense, Anatoli Antonov.

"La classe dirigeante politique, dont le président Erdogan et sa famille, est impliquée dans ce commerce illégal", a poursuivi M. Antonov.

"Le cynisme du gouvernement turc est sans limite", a-t-il déclaré.

Pour appuyer ses dires, Anatoli Antonov a dévoilé des images satellites de files de camions-citernes, sans pour autant donner de détails sur la façon dont M. Erdogan serait lié à ce trafic.

Le responsable russe a mis en cause le gendre du président turc, Berat Albayrak, 37 ans, récemment nommé ministre de l'Energie après avoir longtemps dirigé le groupe énergétique Calik Holding, ainsi que l'un des fils de M. Erdogan, Bilal, qui possède

le groupe BMZ spécialisé dans les travaux publics et le transport maritime.

M. Erdogan n'a pas tardé à réagir, menaçant de mesures de représailles si Moscou continuait à "propager des calomnies".

Vladimir Poutine avait déjà accusé Ankara lundi de "protéger" les combattants de l'EI et de couvrir ce trafic qui représente l'une des principales sources de financement du groupe jihadiste.

Il avait estimé que la décision de l'aviation turque d'abattre le Su-24 russe avait été dictée par "la volonté de protéger ces chemins d'acheminement de pétrole vers le territoire turc".

Il avait assuré que l'or noir de l'EI était "acheminé massivement, de manière industrielle, vers la Turquie", générant des "millions et des milliards de dollars" de profit. Ces accusations ont été balayées par M. Erdogan, qui a mis au défi Moscou de prouver ses allégations. AFP 02.12

Cela a été fait le lendemain et de manière magistrale.

La Russie dévoile trois itinéraires de livraison du pétrole de l'EI en Turquie - sputniknews.com

La Turquie est le principal consommateur du pétrole volé en Syrie et en Irak, rapporte le ministère russe de la Défense.

"La Turquie est le principal consommateur du pétrole volé en Syrie et en Irak. Selon les informations recueillies, le président turc Erdogan et sa famille sont impliqués dans le système de trafic de pétrole volé par l'EI en Syrie", a déclaré le vice-ministre de la Défense Anatoly Antonov.

"Nous connaissons la valeur des paroles d'Erdogan. Il a été déjà pris une fois en flagrant délit de mensonge par les journalistes turcs qui avaient révélé la livraison par la Turquie d'armes aux terroristes, sous couvert d'aide humanitaire. Pour cette raison les journalistes ont été emprisonnés. Les dirigeants turcs, notamment Erdogan, ne démissionneront pas et ne reconnaîtront rien, même si leurs visages sont souillés par le pétrole volé ", a martelé Anatoli Antonov.

Néanmoins, la Russie a la preuve que la Turquie est le point d'arrivée du pétrole syrien provenant des gisements contrôlés par l'EI.

Après avoir franchi la frontière turco-syrienne, les camions-citernes transportent le pétrole de l'EI vers des ports où l'or noir est ensuite acheminé vers des pays tiers en vue de son raffinage.

La Russie a détecté trois itinéraires de livraison du pétrole de l'EI en Turquie depuis la Syrie. L'itinéraire ouest est connecté aux ports turcs de la Méditerranée, l'itinéraire nord mène à Batman, et l'itinéraire est à la base de transit dans la municipalité de Cizre.

A titre d'exemple, le ministère russe de la Défense a dévoilé les photographies des convois de camions-citernes transportant du pétrole jusqu'à la frontière entre la Syrie et la Turquie.

Premier itinéraire

L'itinéraire ouest est principalement utilisé de nuit afin de transporter les hydrocarbures produits dans les gisements situés près de la ville de Raqqa, fief de Daech dans le nord-ouest de la Syrie, à travers les villes frontalières d'Azaz (Syrie) et Reyhanli (Turquie) vers les ports turcs d'Iskenderun et Dörtyol.

Sur la photo prise le 13 novembre dernier, on peut voir l'accumulation des véhicules automobiles transportant des produits pétroliers sur la route reliant la Turquie et la Syrie, près de la ville d'Azaz.

Sur la photo prise le 16 novembre dernier, on peut voir une accumulation au moins de trois cent soixante camions et véhicules lourds dans la région de Reyhanli, à proximité de la frontière syrienne.

Le renseignement spatial a également révélé qu'après avoir traversé la frontière, les camions-citernes et les véhicules lourds chargés du pétrole se dirigeaient vers les ports d'Iskenderun et de Dörtyol, équipés de quais spécialisés pour les pétroliers.

Une partie du pétrole est chargée à bord des navires et envoyée pour traitement hors de Turquie, et le reste est vendu sur le marché intérieur.

Deuxième itinéraire

Le deuxième itinéraire démarre dans les champs pétrolifères sur la rive droite de l'Euphrate. La ville de Deir ez-Zor (en Syrie) est l'un des centres de production de pétrole contrôlés par Daech. Elle abrite de nombreuses raffineries.

Une accumulation de camions-citernes est constamment enregistrée dans cette région. Le ministère russe a présenté des images de colonnes de véhicules à courte distance les unes des autres.

Les images prises le 18 octobre dernier dans les environs de Deir ez-Zor par le renseignement par satellite ont permis de découvrir au moins 1.722 camions-citernes garés essentiellement sur des parkings non aménagés en dehors des routes.

Leur nombre s'est considérablement réduit depuis le début des frappes russes contre les sites d'infrastructure pétrolière tenus par Daech, selon les militaires russes.

Après avoir fait le plein de pétrole, les convois venant des régions orientales de la Syrie vont vers la frontière turque et y attendent leur tour.

Les images prises au mois d'août présentent des centaines de camions-citernes et de poids lourds allant vers la frontière turque et vice-versa.

Une grande partie du pétrole transféré des régions orientales de la Syrie arrive à la raffinerie turque de Batman, à 100 km de la frontière syrienne.

Troisième itinéraire

Le troisième itinéraire de transport du pétrole vers la Turquie prend sa source dans les champs de pétrole situés dans le nord-est de la Syrie et dans le nord-ouest de l'Irak. Il passe à travers les villes frontalières de Karatchok et de Cham Khanik sur le territoire syrien et à travers les villes irakiennes de Tavan et de Zakho.

Les camions-citernes traversent la frontière turco-syrienne sans discontinuer dans la région de la ville irakienne de Zakho, d'où le pétrole est envoyé aux raffineries, dont la plus proche est située à Batman, ou dans le plus grand centre logistique de cet itinéraire, situé près de Silopi.

A l'heure actuelle, au moins 8.500 camions-citernes sont engagés dans le trafic criminel de produits pétroliers. Ils transportent quotidiennement jusqu'à 200.000 barils de pétrole.

L'aviation russe continuera de frapper les sites d'infrastructure pétrolière de Daech, et Moscou appelle ses collègues de la coalition à en faire de même. sputniknews.com 02.12

- Révélations: la Russie prouve l'implication turque dans le trafic de pétrole de l'EI - sputniknews.com

La Fédération de Russie dans la lutte contre le terrorisme international. Nouvelles données".

"Plus de 350 journalistes russes et étrangers participeront au briefing au Centre national de gestion de la défense de la Fédération de Russie", indique le service de presse du ministère.

Le président turc Erdogan et sa famille sont impliqués dans le système de trafic de pétrole volé par l'EI en Syrie

« Le principal consommateur de ce pétrole volé aux autorités légales de Syrie et d'Irak est la Turquie. Selon les données en notre possession, ce business criminel implique la haute direction politique du pays, le président Erdogan et sa famille », selon le vice-ministre russe de la Défense Anatoli Antonov

« Les revenus de la vente de pétrole sont une des principales sources d'activité des terroristes en Syrie. Ils leur rapportent environ 2 milliards de dollars chaque année, argent qui est ensuite dépensé dans le recrutement de combattants du monde entier, leur équipement en armes, technique, et armements », a déclaré M. Antonov.

Les frappes russes ont permis de diviser par deux les revenus journaliers des terroristes provenant du pétrole, les faisant passer de 3 à 1,5 million USD par jour.

« Les forces aérospatiales de Russie portent des frappes contre les lieux de stockage, de raffinage et de transport de ces produits pétroliers. En deux mois, suite aux frappes de l'aviation russe, on a détruit 32 complexes de raffinage de pétrole, 11 usines de traitement pétrolier, 23 stations de pompage du pétrole. On détruit 1.080 camions-citernes, transportant les produits pétroliers.

Cela a permis de réduire de près de moitié le trafic de pétrole extrait en Syrie ».

La Russie s'étonne de remarquer que la coalition menée par les USA ne détruit pas les camions-citernes de l'EI.

« On n'observe pas la destruction des camions-citernes par la coalition US. Jusqu'à présent, nous voyons uniquement une multiplication par trois du nombre d'appareils volants sans pilotes. Compte tenu du fait que l'on n'observe pas de frappes de la coalition menée par les USA, nous transmettons les lieux de concentration des « siphonneurs » de Daech, liés à des villes précises »

« Les flux financiers liés à la revente de produits pétroliers ne servent pas uniquement à enrichir la haute direction politico-militaire de la Turquie. Ils reviennent en grande partie en Syrie sous forme d'armes, de munitions et de combattants de différents types. Rien qu'au cours de la semaine écoulée, 2.000 combattants ont rejoint les rangs de Daech et du Front al-Nosra depuis la Turquie, plus de 120 tonnes de munitions et 250 véhicules de différents types ont été livrés ».

La Russie présentera la semaine prochaine des informations sur les itinéraires de livraison en Syrie depuis la Turquie d'armes, munitions et composants d'explosifs.

La Russie appelle Ankara a autoriser l'accès aux lieux où, selon Moscou, sont hébergés les centres du trafic de pétrole de l'EI.

La Russie appelle les représentants des médias et de la communauté internationale à ne pas ignorer ce problème. sputniknews.com 02.12

- Pétrole de Daech: les médias turcs passent sous silence les révélations de Moscou - sputniknews.com

Cette position des médias pro-Erdogan a suscité de nombreuses critiques de la part des habitants du pays sur Internet.

Les médias progouvernementaux turcs ont passé sous silence les révélations faites le 2 décembre par le ministère russe de la Défense et portant sur l'implication de la Turquie, et notamment du président Recep Tayyip Erdogan et de sa famille dans la contrebande de pétrole de Daech.

Ils ont préféré publier la réaction des Etats-Unis aux déclarations de Moscou, alors que les médias de gauche ont accordé beaucoup d'attention aux preuves russes attestant que la Turquie collabore avec les terroristes du groupe Etat islamique (EI).

Critiques contre le "vaisseau amiral des médias turcs"

Le quotidien Hürriyet, qu'on appelle souvent le "vaisseau amiral des médias turcs" s'est abstenu de publier les données du vice-ministre russe de la Défense Anatoli Antonov concernant les itinéraires de transport de pétrole de contrebande syrien vers la Turquie.

Indignés par ce silence, les lecteurs du journal ont créé un sujet baptisé "Censure dans le quotidien Hürriyet le 2 décembre 2015" dans le réseau social populaire Eksi Sözlük quelques heures après la fin du point presse du ministère russe de la Défense.

"Ils (les journalistes de Hürriyet) ne comprennent pas que leur quotidien finira par devenir une feuille d'information du gouvernement sous les pressions d'Erdogan et de son parti AKP. On cessera de leur faire confiance et personne ne lira plus cette édition", lit-on notamment dans un commentaire.

"Il n'y a plus aucune raison de suivre les publications des médias turcs. Si vous souhaitez obtenir des informations dignes de foi, il ne vous reste qu'à consulter des journaux étrangers et un petit nombre d'éditions locales", ajoute un autre lecteur.

Le quotidien Hürriyet est resté fidèle à sa stratégie en publiant jeudi à sa "Une" une nouvelle sur les entretiens américano-turcs sur la frontière syrienne. Quant aux révélations du ministère russe de la Défense, le journal n'a fait que mentionner la réaction de Washington aux preuves fournies par Moscou.

La réaction US est-elle la seule digne d'attention?

Un autre journal influent turc, Milliyet, a aussi passé sous silence les vidéos et photos rendues publiques à Moscou, se limitant aussi à couvrir la réaction des Etats-Unis aux révélations du ministère russe de la Défense.

Dans le même temps, les deux journaux ont publié un article présentant les Turkmènes syriens comme des "victimes de bombardements russes".

Le journal Vatan a consacré sa Une aux entretiens entre la Turquie et le Qatar sur les livraisons de gaz naturel, présenté comme une alternative au gaz russe, et affirmé que la Russie livrerait des armes aux Kurdes syriens du Parti de l'union démocratique. Toutefois il a aussi mis l'accent sur la réaction des Etats-Unis qualifiant les preuves fournies par Moscou de mal étayées. Star a également publié des articles intitulés "La Russie fournit des armes au PKK" (Parti des travailleurs du Kurdistan-ndlr.) et "La Russie bombarde les Turkmènes syriens". Journal turc Star

Les chaînes de télévision et radios influentes du pays ont suivi l'exemple des journaux progouvernementaux.

Médias de gauche: "les déclarations de Moscou censurées"

Toutefois, le site réputé de tendance gauche SoL a accordé une grande attention aux déclarations faites le 2 décembre par le vice-ministre russe de la Défense.

SoL a notamment souligné que l'Occident dispose des preuves sur le trafic de pétrole de l'EI en Turquie et a publié des articles de la presse occidentale portant sur les liens entre Ankara et les djihadistes de Daech.

SoL a attiré l'attention de ses lecteurs à la décision des médias pro-Erdogan de cacher les déclarations de Moscou.

Le journal de gauche BirGün a publié un article intitulé "Fraternité pétrolière de Daech et du parti AKP". "Erdogan, qui a décidé d'abattre l'avion russe en comptant sur l'Otan, s'est retrouvé au pied du mur", indique l'édition.

Les journaux Sendika, Bianet et Diken ont aussi partagé en ligne les données du ministère russe de la Défense.

Pour le premier ministre turc Ahmed Davutoglu, les accusations de Moscou sur les liens d'Ankara avec Daech rappellent "la machine de propagande soviétique de l'époque de la guerre froide". Le chef du gouvernement turc a de nouveau qualifié de mensongères les déclarations selon lesquelles la Turquie participe au trafic de pétrole de l'EI. D'après lui, l'opération aérienne lancée par la Russie contre l'EI en Syrie empêche d'anéantir les terroristes à la frontière turque. sputniknews.com 03.12

- Trafic de pétrole avec l'EI: le Pentagone dément l'implication de la Turquie - sputniknews.com

Le ministère russe de la Défense a présenté des images satellite de convois de camions-citernes de l'Etat islamique transportant du pétrole jusqu'à la frontière entre la Syrie et la Turquie et ensuite vers des ports d'où l'or noir est acheminé vers des pays tiers en vue de son raffinage.

Le ministère américain de la Défense n'a aucune preuve de l'implication de la Turquie dans le trafic de pétrole avec les djihadistes de l'Etat islamique (EI) en Syrie et rejette de telles accusations à l'endroit d'Ankara, a déclaré mercredi la porte-parole du Pentagone, Elissa Smith.

"Nous rejetons l'hypothèse selon laquelle le gouvernement turc serait impliqué dans le trafic de pétrole avec l'EI. Nous n'avons vu aucune preuve à l'appui de telles accusations", a indiqué Mme Smith devant les journalistes.

Et d'ajouter qu'au contraire, la Turquie déployait en commun avec ses partenaires internationaux des efforts pour renforcer le contrôle à sa frontière avec la Syrie.

"Notre objectif consiste à réprimer le trafic de pétrole de l'EI", a affirmé la porte-parole.

Lors d'un point de presse, organisé mercredi à l'intention des journalistes russes et étrangers, le ministère russe de la Défense a indiqué, des images satellite à l'appui, que la Turquie était le principal consommateur du pétrole volé en Syrie et en Irak. Selon les informations recueillies, le président turc Erdogan et sa famille sont impliqués dans le système de trafic de pétrole volé par l'EI en Syrie. La Russie a produit des preuves que la Turquie était le point d'arrivée du pétrole syrien provenant des gisements contrôlés par l'EI. sputniknews.com 02.12

Chevènement: les flux pétroliers de l'EI s'écoulent à travers la frontière turque - sputniknews.com

La Turquie porte une certaine responsabilité dans le développement du groupe djihadiste Etat islamique, estime un ancien ministre français, se ralliant ainsi aux conclusions du ministère russe de la Défense sur l'implication d'Ankara dans le trafic pétrolier de l'EI.

Il est incontestable que les flux pétroliers dont dispose l'Etat islamique (EI, Daech) ne peuvent s'écouler qu'à travers la frontière turque, a constaté l'ancien ministre français de la Défense et de l'Intérieur, président de la Fondation Res Publica, Jean-

Pierre Chevènement.

"La Turquie a une longue frontière avec la Syrie, et on sait qu'elle n'a pas fait tout ce qu'il fallait pour endiguer Daech (…) C'est méconnaître la nature du conflit syrien que de penser qu'un certain nombre de pays, dont la Turquie, n'y sont pour rien", a déclaré M.Chevènement dans une interview à RFI.

Et d'ajouter que la Turquie n'était pas délivrée des obligations qu'elle avait vis-à-vis de la communauté internationale.

"On ne peut pas laisser une organisation comme l'Etat islamique disposer d'un territoire à partir duquel elle fomente des attentats dans le monde entier", a souligné l'ex-ministre, rappelant qu'il n'y avait plus aujourd'hui un seul pays qui ne fût pas menacé. sputniknews.com 03.12

On ne dira bravo monsieur Chevènement parce qu'il louait le rapprochement entre Hollande et Poutine.

- Général français: il faut mettre la Turquie devant ses responsabilités - sputniknews.com

La position adoptée par la Turquie vis-à-vis de Daech est très ambiguë et il est grand temps que les Européens la mettent devant ses responsabilités, a déclaré le général Dominique Trinquand, expert militaire et consultant en matière de relations internationales, dans un entretien accordé à l'agence Sputnik.

Loin de tirer des conclusions définitives, M. Trinquand a donné son avis sur les révélations du ministère russe de la Défense qui avancé des preuves de l'implication de la Turquie dans le trafic de pétrole provenant des zones contrôlées par Daech.

"A l'en croire, la frontière entre la Syrie et la Turquie sert à la fois à faire écouler la production de pétrole qui provient de Syrie et à l'approvisionner en combattants, voire en armements. Ainsi, cette frontière est complétement poreuse et la position de la Turquie face à Daech est assez ambiguë", a-t-il relevé.

Et d'ajouter: "Il est temps pour les Européens de mettre la Turquie devant ses responsabilités. (…) Je pense que l'Europe étant en mesure d'obtenir des compensations de la Turquie, la fermeture de la frontière entre la Turquie et la Syrie et son contrôle avec des éléments de la coalition permettrait de s'assurer qu'il n'y a pas le trafic que montre la Russie entre la Turquie et la Syrie".

Soulignant que "tout ceci mériterait une grosse pression vis-à-vis de la Turquie depuis le début", le général a mis l'accent sur la position très ambiguë adoptée par le gouvernement turc à l'égard de Daech.

"La Turquie se sert de sa lutte contre Daech pour lutter en fait contre le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, ndlr) qui constitue certes un de ses problèmes intérieurs. Mais la façon dont la Turquie a favorisé Daech en laissant transiter des combattants par la frontière et en utilisant le trafic de pétrole pour enrichir Daech est absolument scandaleuse".

Et de rappeler: "Le meilleur moyen (de gérer ce conflit, ndlr) c'est d'adresser très fermement à la Turquie des choix à faire. Ces choix sont: rejoignez complètement la coalition, fermez votre frontière et laissez-nous avec vous contrôler cette frontière". sputniknews.com 03.12

On ne louera pas non plus ce militaire, car ce qu'il préconise est un piège pour la Russie et la Syrie...

Représaille et esclade de part et d'autre.

- La Russie déploie de nouveaux bombardiers en Syrie - sahartv.ir

L'aviation russe envisage de déployer davantage de bombardiers et d'hélicoptères dans la province de Homs

Dans le sillage d'un accord intervenu mardi le premier décembre entre les représentants du gouvernement syrien et ceux des groupes armés actifs dans la localité de Al Waar à Homs, la Russie n'écarte plus son intention d'installer des hélicoptères et des bombardiers à l'aéroport de Chairat. Et ce pour lancer des raids aériens contre les positions de Daech à Tadmer.

Selon le journal El Watan, qui cite une source sécuritaire, des affrontements sporadiques ont éclaté entre les milices armés à Al Waar ce qui les a poussés à entrer en dialogue avec l'armée syrienne . selon l'accord signé de part et d'autre, des aides seront acheminées dès la semaine prochaine vers cette localité. l'aéroport militaire Al Chairat se trouve sur la route reliant Homs à Tadmer . Il s'agit des préparatifs destinés à favoriser la libération de Tadmer.

Il y a quelques semaines les forces syriennes et celles du hezbollah, secondés par les chasseurs russes ont détruit le centcom lié à

Al Nosra situé à Houla dans le nord-ouest de Homs. sahartv.ir 03.12

- Ankara empêche la livraison des hélicoptères russes à l'Irak - sahartv.ir

«La Turquie empêche la livraison de 8 hélicoptères russes à l'Irak», a déclaré Ammar Tomeh, membre de la Commission de la sécurité et de la défense du Parlement irakien.

Lors d'une interview avec l'agence de presse Sputnik, ce député irakien a déclaré que ces huit hélicoptères doivent être livrés, par la Russie, à l'armée irakienne, dans le cadre des accords militaires signés par les autorités russes et irakiennes, mais que la livraison a été entravée, parce que la Turquie n'autorise pas les hélicoptères russes à survoler son territoire, pour se rendre, en Irak.

Le gouvernement d'Ankara annonce qu'il s'oppose au survol de son territoire, par ces hélicoptères, parce que le contrat entre Bagdad et Moscou avait été signé, sous l'ancien gouvernement de Bagdad. Une délégation irakienne, qui avait voyagé, à Moscou, il y a un mois, a remis un rapport au gouvernement russe, à propos de ce problème. sahartv.ir 03.12

Suspension des négociations russo-turques sur le gazoduc Turkish Stream - sputniknews.com

Les négociations russo-turques sur le gazoduc Turkish Stream, censé relier les deux pays par le fond de la mer Noire, sont suspendues, a annoncé le ministre russe de l'Energie Alexandre Novak. sputniknews.com 03.12

- Kerry: les USA vont élargir leurs sanctions contre Moscou - Sputnik.com

Les Etats-Unis continueront à élargir les sanctions contre la Russie jusqu'à ce que les accords de Minsk soient complètement mis en œuvre, a annoncé le secrétaire d'Etat américain John Kerry lors d'une rencontre avec le ministre ukrainien des Affaires étrangères Pavel Klimkine à Belgrade.

"Le secrétaire d'Etat a fait comprendre que les Etats-Unis et leurs partenaires continueraient à soutenir l'élargissement des sanctions internationales contre la Russie jusqu'à ce que les accords de Minsk soient mis en œuvre intégralement", a déclaré le porte-parole de la diplomatie américaine John Kirby.

Selon lui, "le secrétaire d'Etat a réaffirmé le soutien de Washington à l'Ukraine et à la souveraineté ukrainienne". Il a en outre salué "les progrès réalisés par Kiev en matière de réformes" et a exhorté l'Ukraine à "poursuivre les efforts anticorruption". Sputnik.com 03.12

- La Russie réagira à l'extension de l'OTAN (Kremlin) - sahartv.ir

« La Russie optera pour des mesures de représailles en cas de l'extension de l'OTAN et de l'adhésion de Monténégro à cette Organisation », a averti le Porte-parole du Kremlin.

« La Russie répondra à l'extension de l'OTAN à l'Est, si le Monténégro rejoint cette Alliance militaire », a précisé Dmitri Peskov, le Porte-parole du Kremlin, cité par l'agence de presse russe Sputnik.

« Moscou a, toujours, annoncé à différents niveaux que la poursuite de l'extension de l'OTAN, ses infrastructures à l'Est recevront une réponse appropriée de la part de la Russie, dans le cadre des intérêts sécuritaires et du soutien aux intérêts nationaux », a ajouté Peskov. Récemment, l'Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord (OTAN) a invité le Monténégro à rejoindre, en tant que 29ème membre, cette Organisation.

A la une question de savoir si la Russie prendra, en représailles à l'extension de l'OTAN, des mesures Peskov a déclaré : « oui certainement ».

L'invitation faite par l'OTAN à Monténégro intervient alors qu'en raison de la crise ukrainienne le niveau des relations entre Moscou et l'Occident est à son plus bas depuis la fin de la guerre froide. sahartv.ir 03.12

- La Turquie viole une nouvelle fois l'espace aérien grec - sputniknews.com

Des chasseurs turcs F-16 ont violé mardi dernier, pour la énième fois, l'espace aérien grec au-dessus de la mer Egée, rapporte le ministère grec de la Défense.

Selon le ministère, tous les avions turcs ont été interceptés et identifiés, conformément aux règles internationales et la pratique établie.

"Un groupe de six chasseurs turcs F-16 s'est infiltré à 15h01 heure locale (13h01 GMT) dans la région d'information de vol d'Athènes entre les îles de Lesbos et de Chios, après quoi le groupe s'est séparé en quatre et deux avions, respectivement", a précisé l'état-major général grec.

Il est à noter que les chasseurs ont encore survolé les îles grecques de Fourni, Makronisos, Anthropophaguie, Agathonissi.

Bien que l'aviation militaire turque ait considérablement réduit le nombre de ses intrusions dans l'espace aérien grec, des avions turcs volent régulièrement au-dessus des îles disputés de la mer Egée, ce qui force la Grèce à envoyer ses chasseurs afin de les intercepter.

En outre, le ministre grec de la Défense Panos Kammenos soulève la question des violations turques lors de chaque réunion des ministres de la Défense de l'Otan. M.Kammenos a également déclaré que les données sur les intrusions turques étaient transmises à tous les pays membres de l'Otan et à la Russie.

Le premier ministre grec Alexis Tsipras, indigné par les intrusions dans l'espace aérien grec des avions turcs, a envoyé dimanche dernier plusieurs tweets à l'adresse de son homologue turc.

"Heureusement que nous n'avons pas la gâchette aussi facile que vous avec les Russes, lui envoie-t-il en substance, car vous violez notre espace aérien régulièrement", a écrit le premier ministre grec sur Twitter, rapporte The Telegraph.

Alexis Tsipras a fait référence au chasseur russe abattu le 24 novembre par la Turquie, alors qu'il avait pénétré dans son espace aérien pendant une opération visant des cibles en Syrie. sputniknews.com 02.12

Dossier Syrie

- Syrie : les derniers groupes armés quitteront Homs, avant deux mois - sahartv.ir

En Syrie, un accord prévoyant l'évacuation des derniers groupes armés, présents dans la ville de Homs, a été conclu, a annoncé le gouverneur de la province, dans un communiqué.

Des représentants des autorités syriennes et des Nations unies se sont rencontrés, à Homs, enjeu stratégique, situé sur l'axe routier Nord-Sud, pour mettre la dernière main à un projet de cessez-le-feu, à Ouaer, dernier quartier de la ville aux mains des groupes armés, a-t-on appris de sources proches des discussions.

Les signataires de l'accord se sont, par ailleurs, entendus, pour réfléchir au «statut des membres des groupes armés, qui souhaitent déposer les armes et reprendre une vie normale», précise le gouverneur, Talal al Barazi. Selon la télévision syrienne, les membres des groupes armés commenceront à quitter Ouaer, la semaine prochaine.

L'armée syrienne et les forces populaires, qui la soutiennent, ont lancé une vaste offensive terrestre, au Nord de Homs, après le début de l'intervention de l'aviation russe, le 30 septembre. sahartv.ir 03.12

Le Parlement britannique vote les frappes aériennes contre l'EI en Syrie - LeMonde.fr

Le Parlement britannique a donné son feu vert, mercredi 2 décembre au soir, au lancement de frappes aériennes contre le groupe Etat islamique (EI) en Syrie. Le vote a été acquis par 397 voix pour, 223 voix contre, avec une majorité de 174, montrant que de nombreux députés travaillistes ont apporté leur soutien au premier ministre conservateur, David Cameron.

Le président américain, Barack Obama a salué ce vote : « Depuis le début de la campagne anti-EI, le Royaume-Uni a été l'un de nos partenaires les plus précieux. »

Le parlement allemand devrait à son tour voter, vendredi, en faveur d'une participation à la campagne militaire contre l'Etat islamique, même si Berlin devrait simplement fournir un appui aux frappes aériennes sans y prendre part directement. LeMonde.fr 02.12

- Les britanniques sont majoritairement contre l'intervention militaire de leur pays en Syrie - sahartv.ir

Simultanément aux efforts déployés par le Premier ministre britannique pour obtenir le soutien à la participation de ce pays aux attaques aériennes contre Daech, en Syrie, les protestations populaires se sont intensifiées. « Actuellement, moins de la moitié des Britanniques sont pour l'attaque contre les positions de Daech en Syrie, et ce alors que 2 semaines plus tôt 59% des Britanniques étaient pour une intervention militaire dans ce pays ", a écrit le quotidien Daily Mail.

« En cas de l'adoption par le Parlement britannique de cette proposition on s'attendrait à ce que les bombardiers britanniques entament, dans les prochains jours, leurs raids aériens contre les positions de Daech, en Syrie », a jouté Daily Mail.

Après 10 heures de débat, on s'attend à ce qu'à 22 heure locale de ce mercredi, les députés britanniques se prononcent sur l'intervention militaire, en Syrie.

« Le nombre de personnes qui sont d'avis que ce bombardement n'est pas efficace a augmenté de 37 à 42% », a ajouté Daily Mail.

Selon ce sondage, le nombre de partisans du Parti travailliste, opposé à une action militaire en Syrie a augmenté ces deux dernières semaines de 16 à 42%.

« Après l'Irak, l'Afghanistan et la Libye, les représentants britanniques doivent encore décider pour le bombardement d'un autre pays, mais avant, ils doivent prendre en considération les répercussions terribles de ces guerres car le règlement de la crise syrienne ne passe que par la voie politique », a écrit, dans un article publié par Guardian, Jeremy Corbin, le leader du parti travailliste en s'opposant au bombardement de la Syrie. sahartv.ir 03.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Espagne

- Espagne : la Cour constitutionnelle annule la résolution indépendantiste du parlement catalan - euronews.com

La résolution des indépendantistes du parlement catalan n'est pas légale, elle est donc annulée. C'est la Cour constitutionnelle espagnole qui a pris cette décision à l'unanimité.

Le 9 novembre dernier, une majorité des élus catalans avait voté un texte qui déclarait "solennellement le début du processus de création de l'Etat catalan indépendant."

Le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy avait alors immédiatement contesté la légalité de cette résolution devant la Cour constitutionnelle : "C'est une grande satisfaction pour la plupart des Espagnols qui croient en l'Espagne, dans la souveraineté nationale et dans l'égalité entre les citoyens", s'est-il réjoui.

A l'instar du numéro deux du parti Convergence démocratique de Catalogne (CDC), les indépendantistes catalans dénoncent quant à eux une Cour constitutionnelle à la solde de Madrid. Ils avait d'ailleurs prévenu qu'ils ne reconnaîtraient pas les décisions des institutions espagnoles.

Malgré l'annulation, les indépendantistes ne comptent donc pas stopper leur projet de faire de la Catalogne un Etat. Projet qui serait soutenu par 48,6% des Catalans alors que 48,2% y seraient opposés, selon un sondage du Centre des études d'opinion publié ce mercredi. - euronews.com 02.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

Manifestation de soutien aux salariés d'Air France jugés après l'épisode de la chemise arrachée - Francetv info

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant le palais de justice de Bobigny (Seine-Saint-Denis), mercredi 2 décembre, pour accompagner les salariés d' Air France poursuivis après l'épisode de la chemise arrachée du DRH de la compagnie aérienne.

Les cinq salariés sont poursuivis pour "violences" sur deux cadres et des vigiles, en marge d'un comité central d'entreprise

(CCE) consacré, le 5 octobre, à un vaste plan de restructuration. Dix autres salariés se voient reprocher des "dégradations". Comme prévu, le tribunal a renvoyé le procès au printemps, le 27 mai.

Treize syndicats d'Air France avaient appelé à un rassemblement (à l'exception de la CGC et de la CFDT - ndlr), tout comme la CGT nationale et Solidaires. "Il y a aussi des personnalités, Philippe Martinez, Marie-George Buffet, Pierre Laurent, des personnalités de gauche. C'est une manifestation de soutien", rapporte le journaliste de France 3 en direct du tribunal de Bobigny. Des appels à la grève avaient également été lancés par des syndicats de pilotes (Spaf et Alter) et des personnels au sol (CGT, FO et SUD). Leur impact a été "très limité", selon Air France.

Parallèlement au volet judiciaire, des procédures disciplinaires sont en cours à Air France, notamment à l'encontre des prévenus. Sur les cinq licenciements engagés, deux ont été confirmés après le rejet de recours gracieux, selon la CGT. La demande d'"amnistie" est en train d'être étudiée pour deux autres. L'inspection du travail examine le dossier de la cinquième personne, délégué du personnel (CGT) à Air France Industries.

Deux pilotes sont également sous le coup d'une procédure disciplinaire pour avoir facilité l'entrée de manifestants dans la salle du CCE. Onze autres employés, suspectés d'avoir secoué une grille d'accès au siège d'Air France, ont été mis à pied pendant quinze jours. Francetv info 02.12

Haut de page

Le 6 décembre 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques.

J'ai appris que le NPA et LO avaient participé ensemble à un meeting le 24 novembre contre l'état d'urgence à Paris.

J'ai également appris que des associations, syndicats et LO avaient appelé à une "manifestation contre le chômage et la précarité" le 5 décembre à Paris. J'ignore si cette manifestation est ou non autorisée par la préfecture de police.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique a de son côté rappelé qu'il s'était prononcé pour la levée de l'état d'urgence en condamnant dans un communiqué du 2 décembre "la non-autorisation de la manifestation laïque prévue le 5 décembre 2015 à l'initiative de la Libre Pensée" remplacée par un meeting.

Même si ces différentes manifestations ou meetings ne rassemblaient que pour ainsi dire les militants des partis qui y appelaient, il semblait aviser d'y participer ne serait-ce que pour témoigner que ceux qui s'opposent à l'état d'urgence sont beaucoup plus nombreux que ce que les médias racontent.

Autre chose.

Quand on réfléchit à une question on l'aborde sous un certain angle, mais est-ce le bon, en existe-t-il d'autres, quel est celui qui mérite d'être retenu, pourquoi celui-là et pas un autre ?

En rapport avec cette question vient immédiatement à l'esprit celle de savoir à qui on s'adresse ou on compte s'adresser, et quelle est l'importance en fonction du public retenu de l'angle sous lequel on va traiter un sujet ? Il faut ajouter que les conditions sociales et politiques déterminent en partie la réponse à notre question qui de ce fait peut évoluer ou même être contradictoire avec celle que l'on avait retenue à un autre moment ou au cours d'une période antérieure.

Tout cela pour dire que la réponse à notre question est loin d'être simple tant ils existent de réponses possibles ou différentes, de sorte qu'à l'arrivée toutes apparaitront contestables et aucune ne l'emportera sur les autres de manière à être partagée par le plus grand nombre, ce qui contribuera à la dislocation de nos forces au lieu de les rassembler pour mener notre combat ensemble.

Et lorsqu'on aborde des sujets d'ordre politique qui touchent à la stratégie à adopter ces contradictions apparentes ou réelles ou encore naturelles sont poussées à l'extrême, de sorte que chacun semblera détenir la vérité et y sera attachée ou s'identifiera avec elle, au point de ne pas pouvoir envisager qu'elle pourrait être juste ou erronée sans pour autant correspondre aux tâches politiques qui découlent de la situation qui nécessitent une réponse (ligne politique et mots d'ordre) d'ordre collectif quel que soit le public auquel on s'adresse même si on ne vise qu'une ou plusieurs couches d'exploités en particulier.

On est amené à lire tellement de choses sur le même sujet ou à être en contact avec tant d'interprétations différentes, que finalement on ne sait plus très bien quelle analyse nous semble correcte, quelle interprétation retenir, bref on ne sait plus où on en est, ce qui ne nous empêche pas de prétendre qu'on aurait raison.

Quels sont les facteurs qui détermineront l'interprétation qu'on retiendra et quels sont ceux qu'on écartera en étant capable dans les deux cas d'expliquer pourquoi, sinon notre décision demeurera incompréhensible et nous ne pourrons pas partager les conclusions auxquelles nous sommes parvenus.

Prenons un exemple qui porte particulièrement à contreverse, la défense de la démocratie. Vaste question.

De cette question en surgisse une multitude qu'on ne peut pas écarter arbirairement d'un geste du bras ou traiter avec mépris, c'est pourtant ce que l'on fait généralement. Pour bien faire chaque réflexion sur une question devrait être une oeuvre collective, encore faudrait-il que les ambitions personnelles malsaines des uns et des autres s'effacent.

La démocratie, éthimologiquement c'est le pouvoir exercé par le peuple pour le peuple, c'est le peuple qui exerce la souveraineté. En réalité cela ne fut jamais le cas, puisque le peuple ou la majorité du peuple n'a jamais accéder à un niveau de conscience suffisant pour exercer sa souveraineté sur la société et déterminer son orientation. Il a délégué ce pouvoir à des représentants qu'il a nommés ou élus à cet effet, qui en réalité au lieu d'incarner les intérêts du peuple représenteront ceux d'une minorité de la population spoliant ainsi le peuple de la démocratie.

La démocratie s'identifiera ainsi avec les intérêts de la classe dominante ou celle qui détient le pouvoir économique et sera dévoyée en permanence.

La démocratie la plus avancée sous le règne du pouvoir exercé par une minorité, se limitera à la liberté accordée aux citoyens de se regrouper en fonction de leur condition sociale ou de la classe à laquelle ils appartiennent, et de choisir parmi ses membres ceux qui les représenteront, mais comme les différentes classes ne bénéficient des mêmes moyens matériels ou financier pour exercer de droit, et que les membres des différentes classes n'ont pas atteint le même niveau de connaissances et de conscience, ce sera celle qui détient le pouvoir économique ou les moyens de production et qui a conscience de ses propres intérêts de classe, qui exercera le pouvoir politique ou confisquera la démocratie à son profit. Tout régime démocratique fonctionne selon ces critères jusqu'à présent.

Ce régime repose donc sur une conception étriquée, déformée, défigurée de la démocratie, et s'il n'a jamais permis à la classe majoritaire dans la société ou dominée de conquérir la véritable démocratie ou le pouvoir politique, c'est parce qu'il reposait sur le système d'exploitation de l'homme par l'homme ou un mode de production conçu de telle sorte, que la minorité qui détient les moyens de production devait s'accaparer l'essentiel des richesses produites au détriment du reste de la société.

Les Constitutions ou les lois en vigueur entérineront ces rapports d'exploitation tout en se réclamant éventuellement de la démocratie. La démocratie sera ainsi exercée par des représentants des privilégiés, et mise à leur service grâce au soutien de la majorité du peuple et au détriment de ses intérêts. Ainsi cette démocratie sera une imposture.

A aucun moment cette démocratie, qui a pour fonction d'assurer la pérénité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, ne permettra aux représentants du peuple laborieux combattant pour l'abolition de ce système économique, d'accéder au pouvoir politique et de mettre en oeuve une véritable démocratie, tout au plus elle leur accordera le droit de mener leur combat politique qu'elle restreindra encore lorsque les intérêts de classe qu'elle incarne se trouveront menacés ou quand elle n'aura plus aucune autre alternative pour imposer sa volonté aux masses exploitées, allant même si nécessaire jusqu'à suspendre ce droit ou suspendre tout court la démocratie ou l'Etat de droit.

Ainsi la démocratie tolère que la classe des exploités possède des droits, à condition que ces droits n'empiètent pas sur ceux de la classe des exploiteurs ou ne mettent pas en danger sa domination de classe. La démocratie reconnaît donc la lutte des classes ou l'intègre à condition que toutes les classes s'y soumettent ou se soumettent à l'ordre établi. Les représentants de la classe dominée seront d'autant plus tolérés qu'en y adhérant ils seront davantage portés au fil du temps à cesser d'en contester la forme et le contenu plutôt que la combattre pour une réelle démocratie.

Participer à cette démocratie implique qu'on en accepte les règles, ce qui n'est pas contestable en soi ou compromettant dès lors qu'elle accorde des droits à la classe exploitée pour mener son combat politique et que ses représentants s'en servent à bon escient, cela le devient en revanche lorsque les représentants de la classe dominée abandonnent le combat politique pour une véritable démocratie qui implique le renversement du régime capitaliste. Dans ce cas-là les exploités ne participent plus à la démocratie, ils en sont totalement exclus et c'est un autre régime politique qui se met en place. Il ne leur reste plus que le droit de s'exprimer et de s'organiser pour défendre les acquis sociaux qui leur avaient été concédés ou qu'ils avaient conquis antérieurement par leur lutte de classe.

Nous en sommes arrivé au point où pour aborder la suite il faut aborder la situation sociale et politique dans laquelle nous nous trouvons.

La démocratie s'exprime en premier lieu au sein des institutions et de la Constitution qui en ont défini les principes et le fonctionnement pour le compte de la classe qui détient le pouvoir économique, celle des capitalistes. On a vu précédemment que dès lors que les représentants des exploités avaient abandonné le combat pour renverser le système économique en vigueur, ils avaient abandonné leur pouvoir au profit de la classe dominante, et que dans ces conditions les intérêts des masses exploitées n'étaient plus représentés au sein des institutions, et la démocratie était réduite au droit d'expression et d'organisation du prolétariat en dehors des institutions.

L'état d'urgence a pour fonction notamment de réduire encore l'exercice de ce droit puisqu'il est assorti de l'interdiction de manifester sur la voie publique. En dehors de cette restriction qu'il faut braver, les travailleurs disposent des mêmes droits qu'antérieurement. Par la suite ces droits leur seront confisqués, leurs partis interdits et leur liberté d'expression remise en cause, même s'ils ne constituent pas une menace directe pour le régime, le législateur optera pour ces mesures à titre préventif pour tenter de faire taire et marginaliser toute opposition de manière à ce qu'aucun parti ne puisse devenir un pôle de regroupement pour la masse des exploités contre l'ordre établi.

On s'aperçoit ainsi que la démocratie même étriquée ou limitée était tolérée par la classe dominante uniquement quand son exercice était compatible avec ses besoins ou lorsqu'elle était en mesure de supporter l'existence de la lutte des classes et ses conséquences, ce qui revient à dire que seule la démocratie servant ses intérêts était tolérable pour elle, ce qui n'a jamais cessé d'être le cas dans le passé, autrement dit la démocratie fut davantage un instrument de domination de classe qu'un levier pour combattre le régime en place.

Autre facteur moderne présenté comme le garant de la démocratie : les médias.

Etant tous liés à l'oligarchie financière, financés par l'Etat, totalement corrompus, ils se servent de la démocratie pour mieux combattre la véritable démocratie dans laquelle ils n'auraient pas davantage de rôle à jouer que les banquiers ou les actionnaires du CAC40 qui auraient été dépouillés de leurs droits et privilèges une fois instaurée une République sociale, c'est-à-dire aucun.

Pour sauvegarder les apparences, ils s'emploient à fournir des analyses, points de vue, avis, opinions, etc, en donnant la parole à une multitude d'acteurs qui ont en commun de se prosterner devant l'ordre établi, y compris lorsqu'ils le critiquent pour faire plus vraisemblable ou berner les naïfs. Ils participent au vernis démocratique du régime dont ils sont la voix en diffusant sa propagande, en s'auto-censurant, en pratiquant la désinformation et en discréditant les opposants au régime, ils sont un des éléments clés de la guerre idéologique que mène la classe dominante contre la démocratie.

Autre puissant facteur moderne contre la démocratie : les réseaux sociaux.

En mettant à la disposition de l'ensemble de la population ce moyen d'expression, ils ont fait en sorte de pouvoir manipuler les consciences à l'échelle de masse en se servant de l'ignorance des gens pour mieux mener la guerre idéologique à laquelle ils se livrent en permanence contre eux. Il leur aura suffit de permettre à l'immense masse d'exposer ses préjugés archaïques pour avancer l'idée qu'elle n'était décidément pas digne d'exercer la démocratie ou de détenir le pouvoir

Mieux encore, ils se servent de la population pour qu'elle devienne le principal acteur contre ceux qui combattent leur idéologie et leur régime ou contre certaines couches, communautés ou minorités. A défaut de légitimité les représentants du régime ne pouvant pas assumer la responsabilité de leur politique ultra réactionnaire, ils s'en servent comme caution pour la justifier. Loin de constituer une avancée démocratique, au contraire, c'est un puissant levier pour la combattre.

Autre facteur moderne et déterminant contre la démocratie : Les ONG.

Les ONG ont été conçues pour supplanter le mouvement ouvrier et parfaire sa dislocation. Financées par les multinationales et les Etats ou de riches donateurs réputés pour leur philantropie, ils serviront à traiter les conséquences de la décomposition du régime pour qu'il puisse mener à bien sa politique en minimisant les ravages qui allaient en résulter. Instrument tourné essentiellement contre la démocratie dans la mesure où il était destiné à détourner les travailleurs de la lutte des classes, pire, à les opposer au mouvement ouvrier.

Il faut aborder un autre aspect de cette question, la manière dont les masses se représentent la démocratie.

Ils n'ont de cesse de faire quotidiennement l'expérience qu'elle est en permanence bafouée, puisque leurs besoins ou aspirations ne sont pas pris en compte par cette démocratie au rabais. Leurs voix ne comptent pas, sauf quand ils se rendent aux urnes pour finalement se déposséder de la démocratie qu'ils remettent entre les mains de ses ennemis. Voter serait exercer un droit démocratique leur a-t-on enseigné et les travailleurs continuent de le croire, bien que de moins en moins, sauf lors de l'élection présidentielle qui justement témoigne du caractère antidémocratique du régime pour remettre le pouvoir entre les mains d'un seul homme ou une seule femme.

Ils nagent donc en pleine confusion, même si quelque part ils ont conscience qu'on les trompe, ils n'ont jamais eu davantage une idée précise sur la démocratie que sur le socialisme. Ils exercent donc ce droit disons par discipline républicaine ou pour se conformer à une tradition sans se poser plus de questions que cela. Alors prétendre qu'ils réclameraient davantage de démocratie dans le cadre du régime en place, c'est leur prêter des intentions qui ne reposent sur rien concrètement.

L'abstention exprime davantage leur méfiance ou leur rejet de la démocratie élimée à laquelle le pouvoir veut les associer.

Quant aux militants du mouvement ouvrier, l'immense majorité d'entre eux vouent un véritable culte à la démocratie qu'incarnerait le suffrage universel, sans se poser la question de l'usage que peut en faire la classe dominante et ses représentants pour être inféodés au régime. Ne sont-ils pas les produits de cette démocratie, et peu importe là encore si l'usage qu'ils en font dessert plutôt que ne sert la cause pour laquelle ils prétendent combattre. Le législateur ne leur a pas vraiment octroyé des droits pour lutter pour la démocratie, mais bie pour lutter contre en les instrumentalisant, quand ils ne participent pas volontairement à cette mauvaise farce.

En guise de conclusion après ce rapide aperçu des bienfaits de la démocratie conçue par et pour la classe dominante

Le capitalisme en proie à de nombreuses contradiction ne pouvait pas se développer en conservant un prolétariat arriéré, illettré, faible, mal portant, etc. de la même manière qu'il fallut bien élever son niveau de vie pour qu'il consomme les marchandises qu'il allait produire à la chaîne et que le cycle du capital aille à son terme, le développement de la classe moyenne n'y aurait pas suffi, bref, il fallait associer étroitement les masses au processus politique servant à légitimer leur exploitation pour qu'elles y adhèrent de manière à stabiliser le régime, comment, en le maquillant sous un vernis démocratique qui servirait à les tromper et lescorrompre et surtout leur oter de l'esprit l'idée qu'en renversant l'ordre établi elle pourrait enfin exercer la démocratie qui demeure à ce stade une utopie au même titre que le socialisme, puisque seul le socialisme sera en mesure de l'incarner en donnant le pouvoir, tout le pouvoir aux travailleurs.

On pourrait caractériser le régime actuel d'oligarchie s'appuyant sur une démagocratie, une démocratie emprunte d'une démagogie hystérique tendant vers une dictature universelle.

Tout le monde se réclamant de la démocratie, on aura compris que ce discours est inapproprié et totalement inaudible, improductif et forcément voué à l'échec, aussi nous nous employons à éviter de l'employer. Nous n'avons pas trouvé indispensable d'opposer la démocratie ouvrière à la démocratie bourgeoise pour n'avoir pas aborder la question de la stratégie à mettre en oeuvre pour renverser le régime en place, étape incontournable à l'instauration d'une véritable démocratie, son acte fondateur en quelque sorte puisque le renversement des institutions abolit la démocratie conçue pour assurer et accompagner le développement du capitalisme.

On rejettera tous les discours sur la démocratie directe, participative, etc. qui ont en commun de s'inscrire dans le cadre du régime et des institutions de la Ve République, ils relèvent de la collaboration de classes pour mieux lié le sort des exploités à celui du capitalisme voué à la décomposition.

Pour finir, il faut préciser ou rappeler que la véritable démocratie, celle exercée par le peuple, par la majorité de la population composée d'exploités et d'opprimés, le pouvoir politique exercé par la majorité des exploités sur la minorité des exploiteurs, cela porte un nom, la dictature du prolétariat. On aura compris pourquoi ceux qui se fondaient dans la démocratie bourgeoise l'avaient finalement abandonnée, considérant que le peuple n'était pas apte ou digne de décider de son propre sort et de celui de la société.

Les partis ouvriers avaient été fondés pour porter le prolétariat au pouvoir. Ils étaient censés rassembler les éléments les plus conscients de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie ou de la paysannerie pour lutter ensemble dans cette perspective politique. Ils devaient incarner les intérêts collectifs de l'ensemble des exploités, et sachant que seule une minorité de travailleurs parviendraient à se hisser à la hauteur de la compréhension de ces tâches historiques, il fallait construire impérativement ce pôle de regroupement de l'avant-garde du prolétariat pour qu'il puisse prendre la direction du soulèvement révolutionnaire qui éclaterait tôt ou tard et entraîner au combat pour vaincre notre ennemi l'immense masse des exploités demeurés en retrait.

C'est sur la base à la fois du constat que seule une minorité d'exploités pouvaient parvenir dans un premier temps à un niveau de conscience supérieur, et des enseignements de la lutte de classe du passé, que repose notre stratégie subordonnée à la construction du parti et non par dogmatisme.

Chacun comprendra que si on devait attendre que la majorité de la population adhère au socialisme, on pourrait attendre indéfiniment, cela correspond à la théorie foireuse qui consiste à vouloir changer les hommes un par un pour changer la société, alors que ce ne sont pas les hommes qui font la société mais la société qui les façonne à son image, les hommes et l'ensemble des rapports qu'ils entretiennent dans la société sont le produit des rapports sociaux existant.

C'est donc prendre le problème à l'envers de vouloir changer les hommes avant de changer la société. C'est seulement une fois

que les rapports sociaux d'exploitation auront été abolis que les hommes cesseront de penser leurs rapports en terme de dominant et de dominé et abandonneront les préjugés archaïques que les représentants du capitalisme incluant ceux de toutes les religions leur avaient inculqués, pour aujourd'hui leur reprocher, les culpabiliser et les réprimer quand ils s'y accrochent, ils ne sont pas à un cynisme près, c'est aussi cela leur démocratie scélérate qu'il faut renverser.

Citations relevées dans un article..

Ceux qui nous gouvernent sont des pantins.

- "L'opinion publique est la clé. Avec l'opinion publique, rien ne peut faillir. Sans lui, rien ne peut réussir. Celui qui manipule les opinions est plus important que celui qui applique les lois." (Abraham Lincoln (1809-1865), 16e président américain.)

De nos jours les médias ont davantage de pouvoir que le gouvernement qui les craint, pour n'être que l'exécutant de basses oeuvres décidées ailleurs en amont

Tiens donc, cela existait déjà, un siècle plus tard il s'en trouve encore pour prétendre qu'il n'existerait pas.

"La véritable menace pour notre république est le gouvernement invisible, qui comme une pieuvre géante, étends ses tentacules gluants autour de nos villes, états et nations." (John F. Hylan (1868-1936), maire de New York de 1918 à 1925)

C'est marrant, on dirait qu'il est omniprésent sur le terrain des opérations au Moyen-Orient en observant Obama, mais aussi Hollande...

Extraits et notes de lecture.

Amalgame ordurier lu dans un article publié par Arrêt sur Info le 5 décembre 2012

- Parfois, les sociétés deviennent tout simplement folles. Japon, 1931. Allemagne, 1933. Chine, 1966. Espagne, 1483. France, 1793. Russie, 1917. Cambodge, 1975. Iran, 1979. Rwanda, 1994. Congo, 1996, pour n’en citer que quelques-unes. Par folie, je veux dire un moment où n’importe quoi peut se produire, en particulier le meurtre de masse. Arrêt sur Info

Leur ennemi commun : le socialisme.

A propos des Etats-Unis, laboratoire néolibéral de la dictature mondiale

- "Malheureusement, nous ne vivons pas dans un régime parlementaire qui reconnaît les factions plus petites comme des partis légitimes, de sorte que nous sommes sûrs de vivre une ère de désordre politique. Ce qui en ressort pourrait être un régime politique très sévère, car il sera fondé sur le désir de rétablir l’ordre à tout prix.

Il est probable que la poussée initiale, dont cette situation a besoin [pour s’effondrer], viendra avec l’implosion du système financier, qui est maintenant en cours sur les ruines du crédit agonisant. Le faux capitalisme règne, fondé sur de faux capitaux, sur une richesse nationale fantasmée et sur des valeurs depuis longtemps disparues. Des moments comme cela dans l’Histoire ont ouvert le chemin directement vers l’effondrement de la monnaie, et cela va ouvrir la porte à un effondrement beaucoup plus grand de tous nos arrangements familiers." Arrêt sur Info 05.12

Question : Croyez-vous que "l’implosion du système financier" aura lieu, dès lors que ceux qui l'ont conçu et conduit où il en est rendu sont aux commandes et peuvent décider de l'alimenter en produisant à l'infini de la fausse monnaie, pourquoi se priveraient-ils soudain de cette opportunité ?

Un seul cas possible : Pour renforcer leur pouvoir politique, puisque s'il s'effondrait entraînant une onde de choc mondiale, les banquiers seraient les seuls à voler au second de leurs Etats en échange de l'abandon de leur pouvoir politique. Ils ont toujours procédé de la sorte quand ils se retrouvaient acculés. Sauf qu'aujourd'hui au lieu de recourir à une guerre mondiale, ils recourent à la guerre monétaire et financière, au chaos et au terrorisme qu'ils ont fabriqué.

Guerre idéologique. Elle ramolit le cerveau qui n'en avait vraiment pas besoin. Elle rend impuissant.

A ceux qui préfèrent être acteurs que spectateurs de leur propre histoire.

- La télévision, une menace pour les capacités intellectuelles - sputniknews.com

On parle beaucoup des effets négatifs de la télé sur la vie quotidienne et en particulier sur les capacités du cerveau humain. Ce sujet est au centre d'un article publié récemment sur JAMA Psychiatry.

Kristine Yaffe de l'Université de Californie de San Francisco et ses collègues ont étudié comment l'habitude de regarder la télé influence les capacités intellectuelles chez les jeunes gens.

L'étude entreprise a duré 25 ans. 3.000 personnes âgées de 18 à 30 ans y ont pris part. Les participants devaient annoncer régulièrement combien de temps ils passaient devant la télé, et s'ils faisaient de l'exercice.

Après 25 ans, les participants ont dû réaliser une série d'exercices intellectuels destinés à vérifier la vitesse de compréhension, la mémoire et la capacité d'organiser leurs activités (la capacité de planifier, l'attention etc.).

Les résultats confirment l'idée que la télé et l'absence d'activités sportives nuisent aux capacités intellectuelles. sputniknews.com 05.12

Pourquoi tiennent-ils tant à ce que le peuple vote ?

- Régionales 2015 : seul un électeur sur deux compte se déplacer - Francetv info

- Régionales : les signes d'une abstention forte - LeFigaro.fr

- Régionales : Crif appelle à voter - La Tribune

Les sachant animés de bonnes intentions à notre égard, on sera tenté de répondre qu'ils y trouvent leur compte, lequel sinon que voter sert à cautionner les institutions en place et les partis qui y participent parce qu'ils sont liés au régime.

Ils pourront ensuite faire prévaloir que puisque le peuple cautionne les institutions, il cautionne du même coup le régime et la politique qui lui sera imposée pour le préserver et dont il lui sera d'autant plus difficile de contester la légitimité par la suite sous peine de se contredire et de se le voir reprocher.

On a du mal à imaginer ou à se figurer ce que signifie mettre le doigt dans un engrenage qui finira par vous broyer un peu plus tard, alors que c'est facile à comprendre, trop semble-t-il.

On croyait que cette absence de logique élémentaire était réservée aux couches les plus arriérées du prolétariat, mais il n'en est rien, elle est partagée par l'immense majorité de la population qui de fait demeure facilement manipulable.

L'abstention est motivée par le rejet de la politique mise en oeuvre par le gouvernement, mais elle n'incarne pas forcément le rejet des institutions, dans le cas contraire elle se manifesterait aussi lors des élections présidentielles.

Autrefois le mouvement ouvrier combattait férocement le parlementarisme bourgeois en participant ou non aux élections, de nos jours il participe à toutes les élections et il s'est fondu dans les institutions, après avoir abandonné le combat pour changer la société qui ne figure plus à son programme hormis les jours de fête.

Changer la société, la révolution socialiste, c'est si loin de nous qu'il vaut mieux abandonner cette perspective et se fondre dans la société telle qu'elle est pour l'améliorer. C'est à croire qu'au milieu du XIXe siècle quand le capitalisme et la société étaient moins développés qu'aujourd'hui, lorsque le prolétariat était en haillons, profondément arriéré, illettré, misérable, les inégalités et les injustices bien pire que de nos jours, lorsque les conditions ne laissaient présager aucun changement de société avant des lustres, celui qui émettait une telle idée était pris pour un fou, cependant c'est justement à ce moment-là que cette idée germa à nouveau, non pas en haut de la hiérarchie sociale comme précédemment, mais tout en bas en se répandant comme une traînée de poudre.

Elle prit si bien qu'elle faillit menacer l'existence du régime en 1871 pendant une courte période (72 jours), régime qui ne dût son salut qu'à la faiblesse du développement des forces productives ou du capitalisme. Elle ne devait plus quitter les esprits qu'elle avait conquis pour finalement récidiver trois décennies plus tard en Russie. Fort de cette expérience réussie, elle s'enracinera profondément dans le cerveau des exploités et tentera de s'imposer ailleurs, en vain, car entre temps elle aura été parasitée par un élément extérieur à sa cause qui avait pour tâche de l'anéantir ou de renvoyer à nouveau tout changement de société aux calendes grecques, si bien que les opprimés finirent par l'abandonner ou ne plus y penser.

Maintenant que les conditions objectives sont remplies pour entrevoir une autre société, les conditions subjectives restent désespérément à la traîne. C'est à croire que plus les conditions sont réunies pour que cette idée se réalise, plus on déploie d'efforts pour s'en éloigner ou qu'elle ne surgisse pas à nouveau.

Dossier sur la Turquie.

- L'armée russe accuse Washington de "couvrir" le trafic de pétrole de l'EI vers la Turquie - AFP

L'armée russe a accusé samedi les Etats-Unis de "couvrir" le trafic de pétrole vers la Turquie depuis les zones contrôlées par l'organisation Etat islamique en Syrie, après que Washington eut jugé "insignifiantes" les quantités concernées.

"Quand des responsables américains déclarent ne pas voir comment le pétrole des terroristes est transporté en Turquie en contrebande, ce n'est même pas de la sournoiserie, cela sent la volonté de couvrir ces actes", a écrit le ministère de la Défense sur sa page Facebook.

"Ces derniers temps, les déclarations du Pentagone et du département d'Etat s'apparentent à un théâtre de l'absurde", a-t-il ajouté, conseillant à Washington de "consulter les vidéos prises par ses drones qui sont d'ailleurs ces derniers temps trois fois plus nombreux qu'avant à la frontière turco-syrienne et au-dessus des zones pétrolières". AFP 05.12

Dans un autre article l'agence de presse russe Sputnik rapportait les propos suivants tenus par Poutine en présence des chefs d'Etat lors du récent G20 à Antalya

- ... Les véhicules transportant du pétrole "forment une chaîne qui atteint l'horizon", selon Vladimir Poutine.

"Cela rappelle un oléoduc vivant. Et nous voyons depuis le ciel où se dirigent ces véhicules. Ils vont vers la Turquie, jour et nuit", a-t-il dit. sputniknews.com 01.12

- Pétrole, Turquie, Daech: un rebelle modéré vide son sac - sputniknews.com

Nous avons à notre disposition des photos représentant des contrats pétroliers signés entre la Turquie et le groupe terroriste Daech, a déclaré le major-général au service de renseignement de l'Armée syrienne libre, Hosam Al-Awak, dans une interview exclusive accordée à l'agence Sputnik.

"Depuis le début de la crise syrienne en 2011, la Turquie continue à soutenir par tous les moyens les islamistes radicaux et djihadistes syriens dans leur lutte contre les groupes modérés", a-t-il souligné.

Et d'ajouter: "Nous disposons d'images représentant des contrats pétroliers entre la Turquie et Daech (…), ainsi que de photos représentant des véhicules blindés de marque Toyota achetés par la société qatarie Al-Ghanem, dont les djihadistes se servent pour transporter leurs leaders à travers la Syrie".

"Nous avons constaté que la Turquie avait soutenu des factions islamistes radicales avant même l'émergence de l'Etat islamique en tant que tel. (…) Et c'est la montagne Qorsayah, située à la frontière syrienne, qui leur servait de tête de pont", a-t-il fait remarquer.

Et de poursuivre: "Les services de renseignement turcs utilisaient régulièrement les contrats en question à différentes fins. A titre d'exemple, pour s'approprier des usines et laboratoires d'Alep dans le but d'en tirer profit pour les entreprises turques situées dans la région, les djihadistes leur accordant des facilités importantes".

Il a également ajouté que "Les Frères Musulmans de Syrie, couvrant cette activité, coopéraient avec lesdites organisations afin d'éliminer l'Armée syrienne libre, ainsi que d'autres groupes modérés".

"Voilà où en sont les choses. (…) Nous avons tenu pour responsable le chef du renseignement turc Hakan Baydan. (…) En dépit des preuves étayées que nous avons avancées, le président turc Erdogan continue à soutenir l'extrémisme, les islamistes radicaux et les organisations terroristes", a-t-il fustigé.

"Nous estimons que la Russie est un allié par excellence. Face à la crise syrienne, les Russes pourraient sans aucun doute coopérer avec toutes les factions modérées, y compris l'Armée syrienne libre", a poursuivi le militaire.

Et de souligner: "Le cas échéant, l'implication russe dans le conflit syrien portera ses fruits. A l'avenir, nous comptons défendre les intérêts russes en Syrie". sputniknews.com 02.12

- Troupes turques en Irak: le parlement irakien appelle à des représailles - sputniknews.com

Le chef du comité de sécurité et de défense du parlement irakien a recommandé au premier ministre irakien de recourir à l'aviation

afin d'exercer des frappes aériennes sur des troupes turques.

Hakim al-Zamili, chef du comité du parlement irakien de sécurité et de défense a menacé les troupes turques ayant empiété sur le territoire irakien d'engager des actions militaires à leur égard, a annoncé l'édition Voice of Iraq.

Les autorités turques ont envoyé environ 130 militaires dans le nord de l'Irak, près de Mossoul, afin d'entraîner des combattants kurdes irakiens, pouvait-on apprendre dernièrement dans certains médias.

Pourtant, l'effectif des militaires turcs ayant franchi la frontière irakienne, est estimé non pas à une centaine, mais à plusieurs milliers de soldats, a déclaré Hakim al-Zamili. En outre, des dizaines de chars turcs ainsi que d'autres véhicules blindés sont présents dans le nord de l'Irak, à Mossoul.

Hakim al-Zamili a également souligné que la décision de la Turquie de faire pénétrer des troupes sur le territoire de l'Irak constituait une violation de la souveraineté de l'Etat irakien.

Le membre du parlement a menacé d'entamer des actions militaires à l'encontre des soldats turcs dans le cas où ceux-ci refuseraient de quitter le sol irakien dans les plus courts délais.

Hakim al-Zamili a envoyé une lettre au premier ministre irakien Haïder al-Abadi où il lui avait conseillé de recourir à l'aviation afin d'exercer des frappes sur des troupes turques, qualifiées d'envahisseurs.

D'après le message diffusé par le centre de presse du premier ministre irakien Haïder al-Abadi, les militaires turcs n'ont reçu aucune autorisation de Bagdad afin de franchir la frontière irakienne.

"Les forces armées turques qui sont déployées près de Mossoul ont fait irruption dans le pays sans autorisation, et elles doivent partir immédiatement", précise le communiqué diffusé par le centre de presse du premier ministre irakien Haïder al-Abadi. sputniknews.com 05.12

Dossier sur la Syrie.

- Syrie: la France ne fait plus du départ de Bachar un préalable à une transition politique - AFP

A la recherche d?une entente internationale la plus large possible contre l?Etat islamique (EI), la France ne fait plus du départ du président Bachar al-Assad un préalable au démarrage d?une transition politique en Syrie.

La lutte contre l'EI "ne sera totalement efficace que si l'ensemble des forces syriennes et régionales s'unissent. Comment est-ce possible tant que Bachar al-Assad préside, lui qui a commis tant d'atrocités, et qui a contre lui une grande partie de sa population ?", s'est interrogé le chef de la diplomatie française Laurent Fabius dans un entretien à un quotidien régional, Le progrès de Lyon, paru samedi.

"Une Syrie unie implique une transition politique. Cela ne veut pas dire que Bachar al-Assad doit partir avant même la transition, mais il faut des assurances pour le futur", a-t-il estimé. AFP 05.12

Je ne crois pas un seul instant au revirement de Hollande et Fabius, quand ce dernier dit "*il faut des assurances pour le futur*", nous traduisons qu'ils s'emploieront à les créer si nécessaire. Suivez la piste allemande ou américaine plus précise.

- L'Allemagne approuve l'intervention contre la Syrie - sahartv.ir

La Chambre basse du Parlement allemand a autorisé, vendredi, la participation, à la suite des attentats de Paris, de jusqu'à 1.200 militaires aux opérations internationales contre Daech, en Syrie et en Irak.

Sur 598 députés s'étant exprimés, 445 ont voté pour, 146 contre, et 7 se sont abstenus, un résultat sans surprise, la grande coalition de la Chancelière Angela Merkel soutenant la participation militaire de l'Allemagne. L'Allemagne prévoit le déploiement, en 2016, d'au maximum, 1.200 soldats, ce qui en ferait la plus grosse mission de la Bundeswehr, à l'étranger. Berlin a prévu, notamment, de participer, avec six avions "Tornado" à des missions de reconnaissance, en Syrie, et d'engager une frégate, au côté du porte-avions français, "Charles-de-Gaulle". L'armée allemande ne procèdera à aucun bombardement, contrairement à la France ou aux Etats-Unis, et, depuis jeudi, la Grande-Bretagne, qui a mené ses premières frappes, en Syrie, une heure après un vote du Parlement, en ce sens. sahartv.ir 04.12

- L'Allemagne rejette une coopération avec Russie/Assad - sahartv.ir

Le directeur du bureau de la chancelière allemande estime que Berlin ne mènera aucune coopération avec Moscou sur le plan militaire afin de faire face au groupe terroriste Daech.

Ce haut responsable allemand a ajouté que ni l'Allemagne ni l'Union européenne ne coopéraient avec l'armée du gouvernement du président syrien, Bachar Assad.

« Berlin n'entrera absolument pas dans une union militaire avec la Russie pour combattre Daech », a-t-il assuré.

La chambre basse du Parlement allemand a approuvé l'adhésion de l'Allemagne à la coalition parrainée par les Etats-Unis en vue de combattre Daech. Les opérations militaires allemandes s'achèveront le 31 décembre 2016 et elles imposeront une dépense de 145 millions dollars au gouvernement. Le Bundesrat ou Conseil fédéral étant la représentation des 16 Länder allemands a également validé cette décision du gouvernement allemand. sahartv.ir 05.12

- Les Etats-Unis tentent de faire reconnaître le Front Al-Nosra, comme une force "modérée" - sahartv.ir

«Les Etats-Unis tentent de faire reconnaître le groupe terroriste, le Front Al-Nosra, comme une force "modérée", en Syrie», a déclaré Bassam Abou Charif, membre du Conseil de l'Organisation de libération de la Palestine, (OLP), citant des sources occidentales.

«Les sources diplomatiques occidentales, à Qods, ont annoncé qu'au cours de ces 2 dernières semaines, Washington a mené des consultations avec la Turquie, le Qatar, Israël et l'Arabie saoudite, sur les voies pratiques permettant de faire reconnaître le Front Al-Nosra, comme une force "modérée"», a précisé à la chaîne Al-Mayadeen, Bassam Abou Charif.

«Lors de ces consultations, la question des opérations de grande envergure, dans certaines régions de la Syrie, dont Lattaquié, Alep, Idlib, aux alentours de Damas et de Qalamoun, a été examinée», a-t-il ajouté.

«Il a été convenu de donner une image politique et "modérée" du Front Al-Nosra, qui souhaite une solution politique, pour la Syrie, après quoi les Etats-Unis et la Turquie le soutiendront en armement et l'appuieront par les voies aériennes», a souligné Abou Charif, citant des diplomates occidentaux. sahartv.ir 04.12

- Les Etats-Unis envisagent de débarquer des forces militaires en Syrie - sahartv.ir

Les Etats-Unis sont en train de préparer l'aéroport de Tal-Hadjar situé à proximité de la ville de Ramilan, dans le nord-est de la Syrie, pour y débarquer des forces militaires.

« Les experts américains vont achever l'équipement et la préparation d'un aéroport, à Tal-Hadjar, à Rif Est de Hassaka, pour y déployer leurs forces militaires », a écrit le site d'information Raï al-Yaoum, basé à Londres

Cet aéroport situé dans la région contrôlée par les groupes de la Résistance était utilisé pour les vols agricoles.

Durant 45 jours, les experts américains ont élargi cet aéroport et aménagé des pistes d'atterrissage long de 2.500 mètres et large de 250 mètres pour les avions de combat.

L'aéroport de Tal Hadjar est situé dans le Sud-est de la ville de Milan. Les groupes de la Résistance populaire s'en servaient comme de dépôt d'armes.

Auparavant, les hélicoptères pulvérisateur de pesticide décollaient de cet aéroport mais simultanément au déclenchement de la crise syrienne ces hélicoptères ont abandonné leurs activités.

Cette initiative est intervenue après des négociations entre certains tribus avec les groupes terroristes sur leur recul de la région sans l'effusion de sang.

Selon une autre information, les forces de l'armée syrienne ont repris Tanb et Marayamin, à Rif de Aafrin, au Font al-Nosra et Ahrar al-Cham. sahartv.ir 05.12

- Pour combattre Daesh, il faudra compter sur l'aide d'Assad (Madrid) - sahartv.ir

" Pour combattre les terroristes de Daesh, la coopération avec le président syrien, Bachar Assad s'avère indispensable", a affirmé le ministre espagnol des Affaires étrangères.

Dans une intervention à la tribune de la réunion ministérielle des pays européens à Bruxelles, le chef de la diplomatie espagnole, José Manuel Garcia Margallo, a évoqué les efforts internationaux entrepris dans le sens de la lutte contre le groupe terroriste de Daesh. " Dans la lutte contre Daesh, il faudra donner la priorité à la coopération avec le gouvernement de Bachar Assad", a-t-il souligné.

Le ministre espagnol a rappelé que l'ennemi commun était actuellement Daesh. " Il faudrait en venir à bout, c'est pourquoi la coopération avec Bachar Assad est inévitable", a-t-il réitéré.

Margallo a souligné que le gouvernement syrien et les opposants devraient entamer le processus de transition politique, simultanément et parallèlement à l'instauration d'un cessez-le-feu. sahartv.ir 04.12

- La Chine déclare son soutien à l'opération russe en Syrie - sputniknews.com

La porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Hua Chunying a officiellement annoncé la décision de Pékin de soutenir les frappes aériennes russes en Syrie.

Selon la diplomate, cette opération militaire est entièrement conforme au droit international, car elle est menée par Moscou à la demande du gouvernement syrien.

Hua Chunying a ajouté que Pékin a toujours soutenu les efforts de différents Etats, dont la Russie, visant à assurer la sécurité internationale. sputniknews.com 04.12

- Syrie : l'armée inflige de lourds pertes et dégâts aux terroristes - sahartv.ir

Des dizaines de terroristes ont été tués lors des opérations des forces de l'armée syrienne dans divers points du pays.

Selon la chaîne de télévision syrienne Al-Akhbariya, lors des opérations de l'armée syrienne dans les provinces d'Alep et Lattaquié, au nord-ouest, Homs au Centre et Hama à l'ouest de la Syrie, pas moins de 70 terroristes ont été tués. De même, les forces de l'Air de l'armée syrienne ont bombardé des bases des terroristes aux alentours de Palmyre et Sakhana ainsi que des régions de Sawana tous près de la ville centrale de Homs, suite à quoi plusieurs terroristes ont perdu la vie et de grandes quantités d'armes et de munitions ont été détruites.

Les militaires syriens ont aussi détruit une voiture piégée et plus de 25 blindés militaires appartenant au groupe terroriste Daech aux alentours de la ville d'Al-Qaritin, à Rif-Homs. sahartv.ir 05.12

ACTUALITE EN TITRES

Heureusement qu'il existe pour faire oublier ce que vous êtes vraiment, sinon il faudrait l'inventer...

- Le journal Le Monde prend position contre le Front national - AFP

- Régionales 2015 : des stars des arts contre le FN en Paca - LePoint.fr

- Régionales: pour Fleur Pellerin, voter FN c'est "trahir son histoire et son avenir" - AFP

- Aux élections régionales, "voter FN, c'est"... tout et son contraire - Le Huffington Post

- Pour la CGT, voter FN c'est "se tirer une balle dans le pied" - AFP

Achevons-la, prenons le pouvoir !

- Etat d'urgence: Cécile Duflot accuse Hollande de «faire mal à notre démocratie» - 20minutes.fr

De la part de ceux qui bouffent à tous les râteliers.

- Jadot (EELV) : "Le gouvernement parle davantage aux tripes de nos concitoyens qu'à leur intelligence" - LePoint.fr

Le Pen vite !

- Nathalie Kosciusko-Morizet propose une taxe sur le halal pour financer des mosquées sans l'aide de l'étranger - Francetv info

- Régionales 2015 - Valls : un discours "bleu blanc rouge" - LePoint.fr

Quand la dictature inspire les médias.

- En plein état d'urgence, une surprenante embellie démocratique - Le Huffington Post

Ils veulent sans doute parler de l'interdiction de certaines manifestations...

Délation et stigmatisation.

- Comment les élèves en voie de radicalisation sont repérés et pris en charge - LeFigaro.fr

- A Tours, des collégiens doivent porter des bracelets de couleur en fonction de leur comportement - Francetv info

Rouge pour les mauvais comportements, vert pour les bons. Deux collèges privés de Tours (Indre-et-Loire) imposent à leurs élèves le port de bracelets de couleur en fonction de leur degré de discipline, relaie Tmvtours, l'hebdomadaire des étudiants de l'école de journalisme de Tours, mercredi 2 décembre.

Chaque couleur représente une gamme de points et ouvre des privilèges. Si l'élève commet un impair – bavardage, travail non fait... –, il perd des points. Par exemple, dans un des deux collèges, le bracelet rouge correspond à une fourchette de 0 à 5 points, et n'octroie pas de droits particuliers. Au contraire, le bracelet vert – 30 points – permet à l'élève d'aller manger à la cantine quand il le souhaite ou accéder à la "salle d'autonomie".

Le conseiller départemental centriste Dominique Lemoine s'insurge contre une telle démarche, rapporte France Bleu Touraine. "De la stigmatisation pure et simple. Méthode inadmissible, et il y a bien d'autres moyens éducatifs pour motiver les élèves !" explique-t-il.

L'initiative a été lancée en 2009 au collège Sainte-Jeanne-d'Arc, suivi en 2012 par le collège Christ-Roi. "La couleur du bracelet n'est pas liée aux notes, c'est en rapport avec l'autonomie et la responsabilité des élèves" , explique Claudine Abraim, directrice de l'établissement Sainte-Jeanne-d'Arc. "Les élèves doivent apprendre à respecter les règles", insiste-t-elle. Francetv info 04.12

Système financier mafieux. Faites chauffer la planche à billets.

- La BCE promet une action "sans limite" pour soutenir la reprise - AFP

C'est la démocratie, c'est le progrès social !

- Logement: La France compte 4,5 millions de «Tanguy» contraints d'habiter encore chez leurs parents - 20minutes.fr

Ils appellent «Tanguy» les jeunes qui sont au chômage ou qui ne disposent pas d'un revenu suffisant pour s'installer avec leur compagne ou compagnon et leurs enfants, ils sont condamnés à rester des années chez leurs parents ou grands-parents.

ACTUALITÉ DU JOUR

Brouiller les pistes, une spécialité du FBI.

- Polémique après l'invasion par des journalistes de la maison des tueurs de San Bernardino - Le Huffington Post

Des dizaines de caméras, de micros, de journalistes qui se pressent, se bousculent, se servent dans la cuisine ou la chambre, parlent en direct à des millions de personnes. Des documents d'identité saisis à pleine main, des photos de famille scrutées et filmées, des calendriers inspectés sous toutes les coutures.

Vendredi 4 décembre, c'est une scène à peine croyable qui a eu lieu à San Bernardino, dans la maison des terroristes présumés.

À peine trois jours après la fusillade qui a tué 14 personnes, le propriétaire de leur logement a effectivement permis à des dizaines de reporters de pénétrer à l'intérieur, de filmer et de toucher à pratiquement tout.

Une manœuvre qui, non contente de violer le secret de l'enquête, risque évidemment d'endommager de façon irreversible un lieu regorgeant forcément d'indices clés, au grand dam d'experts outrés. Le Huffington Post 05.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Brésil

- Brésil: Rousseff qualifie la procédure de destitution de "coup d'Etat" - AFP

La présidente de gauche du Brésil, Dilma Rousseff, a qualifié vendredi de "coup d'Etat" la procédure de destitution lancée contre elle au parlement pour maquillage des comptes publics.

"Nous devons défendre la démocratie du coup d'Etat", a affirmé la présidente qui est la cible de cette procédure enclenchée mercredi soir par le président ultra-conservateur de la Chambre des députés, Eduardo Cunha.

Elle s'exprimait lors d'une cérémonie avec des fonctionnaires du secteur de la santé qui s'est transformée en acte politique.

"Non au coup d'Etat!" et "Dehors Cunha !" scandaient les fonctionnaires.

"La procédure d'impeachment n'a aucun fondement. Je vais défendre mon mandat avec tous les instruments prévus dans notre État démocratique de droit", a-t-elle souligné.

La chef de l?État n'a pas été impliquée directement dans des affaires de corruption mais un groupe de juristes a demandé qu'elle soit soumise à un processus de destitution pour avoir autorisé des dépenses publiques supplémentaires sans le feu vert préalable du Parlement.

La demande a été acceptée par M. Cunha, farouche adversaire de la présidente, qui fait lui-même l'objet d'une enquête pour corruption dans le cadre du scandale au sein du géant public pétrolier, Petrobras.

Inquiète du manque de marge de man?uvre pour gouverner le pays plongé dans une crise économique et politique, Mme Rousseff veut accélérer la procédure.

"La présidente veut que cela aille vite. Sa hâte découle de sa préoccupation pour le gouvernement et le pays afin qu'il poursuive son développement", a déclaré son chef de cabinet Jacques Wagner jeudi soir.

Ministres et députés du parti présidentiel ainsi que l'ancien président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010) se sont mobilisés pour accélérer le processus qui pourrait s'étendre sur plusieurs mois et paralyser un peu plus le pays en pleine récession économique, alors que la présidente est au plus bas dans les sondages.

"Nous devons résoudre cela au plus vite possible", a déclaré Lula qui, comme les parlementaires de la coalition gouvernementale, veut suspendre les vacances d'été (austral) du parlement du 22 décembre au 1er février.

Le gouvernement pense pouvoir obtenir les 172 voix (sur 513 députés) nécessaires pour empêcher que la procédure soit acceptée en séance plénière au Congrès, ce qui obligerait Mme Rousseff à abandonner ses fonctions.

Mais l'opposition veut faire traîner les choses pour fragiliser la présidente, pariant sur la mauvaise passe de l'économie qui la rend de plus en plus impopulaire. Elle espère aussi organiser des manifestations de rues en faveur de la destitution pour faire pression sur les députés.

Les regards se tournent par ailleurs vers un personnage clé dont la position reste énigmatique, le vice-président Michel Temer, membre du puissant Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, centre-droit), qui assumerait le pouvoir jusqu'aux élections de 2018 en cas de destitution de Mme Rousseff.

Habile politicien, M. Temer n'a fait aucune déclaration publique depuis le déclenchement de la procédure, tout en recevant des responsables de l'opposition.

Un proche lieutenant de M. Temer, le ministre de l'Aviation civile, Eliseu Padilha, (PMDB), a annoncé en coulisses qu'il démissionnerait lundi, selon la presse brésilienne, alimentant les spéculations.

"La sortie de Padilha, l'un des principaux alliés du vice-président Michel Temer, est un signe clair que le PMDB commence à lâcher le gouvernement Dilma", s'est félicité le député de droite Paulo Pereira da Silva.

Incontournable allié du Parti des travailleurs (PT, gauche) au sein de l'instable coalition au pouvoir le PMDB est divisé entre courants opposés et favorables à la destitution de Mme Rousseff.

Le président de l'Assemblée y incarne la frange la plus hostile à la présidente. Il risque lui-même son poste pour son implication présumée dans le scandale de corruption autour de Petrobras. AFP 04.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1.1- Chômeurs et précaires défilent contre le chômage à Paris AFP

Environ 650 personnes selon la police, 1.500 selon les organisateurs, ont défilé samedi à Paris "contre le chômage et la précarité" et "pour la justice sociale", à l'appel de quatre associations de chômeurs.

Les manifestants ont répondu à l'appel des associations AC!, Apeis, CGT-Chômeurs et MNCP, qui avaient reçu le soutien d'autres organisations et de partis politiques (Attac, Droit au Logement, EELV, NPA, PCF, Parti de Gauche ...).

Rassemblés place de Stalingrad (Xe arrondissement), aux abords de laquelle les stations de métro fermées, ils se sont mis en route dans l'après-midi pour rejoindre la place de Clichy (XVIIIe), a constaté une journaliste de l'AFP. AFP 05.12

1.2- Un millier de manifestants contre N-D-des-Landes et "l'incohérence" de la COP21 AFP

Environ un millier d'opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ont manifesté samedi sur le site pour dénoncer "l'incohérence" d'un accord sur le climat qui s'accompagnerait localement de projets "inutiles et climaticides", a constaté un photographe de l'AFP.

Après s'être rassemblés à La Vache Rit, lieu "historique" de rassemblement des anti-aéroport, les manifestants se sont rendus dans un climat bon enfant jusqu'à un autre lieu-dit, Le Bourget, distant de 4 kilomètres, pour un pique-nique qui devait être suivi de débats et de concerts. AFP 05.12

Haut de page

Le 7 décembre 2015

CAUSERIE

Le socialisme du XXIe siècle qui voulait concilier capitalisme et socialisme est mort-né.

La réaction a remporté hier une victoire politique écrasante au Venezuela.

C'était prévisible, c'était écrit quelque part, donc sans surprise. Quand on refuse de s'attaquer aux fondements du capitalisme, que l'on laisse à la réaction les moyens financiers de continuer son combat pour saboter votre politique au lieu de l'exproprier, de la réprimer, de la neutraliser, il arrive forcément un moment où elle reprend les reines du pouvoir politique.

Le socialisme du XXIe siècle est une imposture avons-nous toujours dit, tout comme la soi-disant nouvelle gauche, la gauche de la gauche, la gauche radicale qui avant-hier avait montré son vrai visage en Allemagne avec Die Linke, hier avec Syriza en Grèce et en Espagne avec Podemos, ou il y a quelques jours en Grande-Bretagne avec Jeremy Corbyn l'anti-Blair qui en réalité marche sur ses pas, et en France aujourd'hui avec l'appel de ses parasites du Front de gauche à se rassembler derrière le PS au second tour des élections régionales pour faire barrage au FN, PS compatible avec Les Républicains pour lesquels ils se désistent ailleurs.

Le pire danger pour le mouvement ouvrier.

Ce sont des populistes, des gens sans principes qui passent leur temps à tenir un double langage et à jouer un double jeu pour tromper travailleurs et militants, hier soutenant l'état d'urgence au lieu d'exiger sa levée, le lendemain condamnant ses excès en feignant de découvrir qu'il était en fait tournée contre le mouvement ouvrier pour le museler, l'intimider, le réprimer, pour finalement apporter ses voix au PS qui incarne la réaction sur toute la ligne, la guerre.

Ce sont des agents du régime étrangers au socialisme et qui l'ont toujours combattu, leurs militants s'en foutent car ces petits-bourgeois sont pro-capitalistes, ils ont adopté l'étiquette de gauche tout en oeuvrant pour le régime, afin qu'en retour ils préservent leurs propres intérêts.

Bref, le socialisme du XXIe siècle est victime de ses propres contradictions qui devaient fatalement profiter à la réaction. Cette théorie foireuse (ainsi que la révolution bolivarienne) aura mis 16 ans pour s'effondrer, alors place au socialisme, au socialisme scientifique. Si vous croyez que ce sera la conclusion à laquelle parviendront les partisans du socialisme du XXIe siècle, vous vous faites de graves illusions. Posez-leur une seule et unique question et vous verrez que leur réponse le confirmera : Sont-ils prêts oui ou non désormais à rompre avec le capitalisme ?

- Au Venezuela, le parti d'opposition remporte les élections législatives - huffingtonpost.fr

L'opposition vénézuélienne a remporté dimanche 6 décembre la majorité parlementaire pour la première fois en 16 ans, ont annoncé les autorités électorales, au terme d'un scrutin marqué par l'exaspération populaire face à la crise économique ayant vidé les supermarchés.

La Table de l'unité démocratique (MUD), vaste coalition d'opposition, a décroché 99 sièges sur les 167 du Parlement monocaméral, contre 46 pour le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) du président Nicolas Maduro, a annoncé la présidente du Conseil national électoral, Tibisay Lucena. 22 sièges restaient encore incertains, en attendant que s'achève le décompte des voix.

Si elle obtient les deux sièges lui manquant pour atteindre une majorité des trois cinquièmes, cette coalition disparate, de la gauche à la droite dure, pourrait lancer un vote de censure contre le vice-président ou l'un des ministres. Elle veut adopter au premier semestre 2016 des réformes économiques et une amnistie pour les 75 prisonniers politiques qu'elle recense. Mais dans ce régime présidentiel, elle devra lutter pour exercer un contre-pouvoir face au chavisme, le président Maduro pouvant limiter les prérogatives du Parlement, au risque toutefois d'entraîner des protestations.

L'opposition était favorite depuis des mois pour ces élections, profitant du mécontentement populaire face aux pénuries et à l'inflation galopante, dans ce pays aux plus importantes réserves pétrolières au monde mais frappé de plein fouet par la chute des cours du brut.

Elle survient deux semaines après une autre élection symbolique en Amérique latine, celle du libéral Mauricio Macri en Argentine, mettant fin à 12 ans de pouvoir de Nestor puis Cristina Kirchner, grands alliés du chavisme avec qui ils avaient commencé un mouvement de basculement à gauche de la région à l'aube des années 2000. huffingtonpost.fr 07.12

La classe dominante recourt à la guerre et au terrorisme pour parvenir à ses fins depuis plus d'un siècle

- Le terrorisme "sous fausse bannière"! Par Karim Mohsen - sahartv.ir

Les attentats, souvent sanglants, de la dernière décennie - en particulier, les tout derniers en date - présentaient beaucoup de similitudes avec des faits de même nature, s'étant déroulés sous «fausse bannière (false flag)», aux XXe et XIXe siècles, avec pour objectif de porter la suspicion sur des adversaires déclarés, des pays que l'on veut impliquer, dans les violences, et/ou avoir le prétexte d'entrer dans la confrontation armée.

En remontant l'histoire des violences, (politiques et armées), de ces dernières décennies, on s'aperçoit que deux pays: les Etats-Unis et Israël détiennent la timbale, dans ce domaine. Ils apparaissent même, comme les spécialistes du terrorisme, dit «sous fausse bannière», c'est-à-dire, sous une nationalité «d'emprunt», ou usurpée.

C'est, exactement, ce que faisaient les pirates et flibustiers, qui écumaient les mers et les océans, au XVIIIe et XIXe siècles.

Etats-uniens et Israéliens ont, ainsi, remis cette pratique au goût du jour, en commettant ou commanditant des attentats meurtriers, pour des raisons de stratégie nationale, et/ou dans l'optique de susciter la peur, voire, la terreur. C'était un fait connu, qui n'a pas échappé aux législateurs internationaux, lesquels, dès les débuts du XXe siècle, se penchèrent sur la question.

C'est ainsi qu'en 1907, la Convention de La Haye, (Pays-Bas), reconnaissait cette action, dans son article 231, lequel interdisait «l'usage impropre» de l'uniforme ennemi. Cette formulation a été corrigée, après la Seconde Guerre mondiale, par un amendement, qui en levait l'ambiguïté, en précisant que c'est «l'usage des armes, sous uniforme ennemi», qui est visé.

Ces attentats, sous fausse bannière, comme en témoignaient, notamment, les opérations «Gladio», ne sont, donc, pas nouveaux, et constituent un des éléments clés, dans les luttes entre les grandes puissances, pour affermir leur position et conquérir de nouveaux territoires. Aujourd'hui, une certitude est établie: les attentats anti-américains de 2001 étaient, de toute évidence, des faits, «sous fausse bannière», préparés, conjointement, par la CIA, (Etats-Unis), et le Mossad, (Israël). Des chercheurs et experts indépendants américains, notamment, sont remontés jusqu'aux sources des commanditaires de ces attentats, citant, en particulier, des Israéliens. Or, autant les Etats-Unis qu'Israël ne sont pas à leurs débuts, dans ces méfaits, qui ont berné le monde, pour accuser des pays ou des groupes, totalement, étrangers à ces évènements.

Fabriquer de faux prétextes de guerres est même une spécialité très américaine, qui, dès 1845, fut mise en pratique contre le Mexique, dans la politique d'expansion territoriale de Washington. Pour ceux qui ne le savent pas, le Nouveau Mexique, la Californie, le Texas et la Floride, en particulier, étaient, à l'origine, des territoires mexicains. D'ailleurs, des villes, comme Los Angeles, San Francisco, San Diego, San Antonio, ont gardé leur nom espagnol d'origine. De fait, le député Abraham Lincoln, [16e Président US, de 1860 à 1865], fit reconnaître, par le Congrès, «le caractère mensonger de ce casus belli».

En fait, toutes les guerres auxquelles les Etats-Unis ont pris part l'ont été sous de faux prétextes, fabriqués pour ce faire. Nous citerons, dans ce contexte, l'explosion, à la fin du XIXe siècle, de l'"USS Maine" et la guerre contre l'Espagne, à Cuba, le torpillage du Lusitania, pour l'entrée, dans la Première Guerre mondiale, (1914-1918), Pearl Harbor, pour la Seconde, (1939-1945), et le golfe du Tonkin, pour l'embrasement du Nord-Vietnam, (1964).

Dans cette pratique, Israël ne le cède en rien à son mentor américain.

Bien avant la création du régime d'Israël, les groupes terroristes de la Haganah, du Stern et de l'Irgun avaient mené des attentats contre la Grande-Bretagne, sous le couvert d'Arabes et de Palestiniens. Dès 1946, l'Irgun commit un attentat meurtrier contre l'hôtel King David, quartier-général des autorités britanniques, à Qods, faisant 91 morts, en majorité, britanniques. Le commando était dirigé par Menahem Begin, futur Premier ministre israélien.

Citons, aussi, l'affaire, connue sous le nom de «Affaire Lavon», du nom du ministre israélien de la Défense, Pinhas Lavon, en 1954. Un commando, constitué de Juifs égyptiens travaillant pour l'«Aman», (service de renseignements militaires israéliens), commit une série d'attentats contre des édifices britanniques et américains, en 1954, avec pour but de nuire aux relations entre l'Egypte nassérienne et les pays anglo-saxons.

En 1986, c'est sur la base de faux du Mossad, soit-disant illustrant le soutien de Tripoli au terrorisme que les Etats-Unis avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne bombardèrent la Libye, occasionnant des destructions et de nombreux morts.

En fait, la liste n'est pas exhaustive et Etats-uniens et Israéliens sont passés maîtres, dans ces traîtrises de la «fausse bannière». Il ne faut pas jouer à l'autruche ou mettre des oeillères, en effet, ces deux pays, en particulier, sont la cause de millions de morts, en Afghanistan, en Syrie, en Irak, en Libye et en Palestine. sahartv.ir 06.12

Le plus sidérant ce ne sont pas tous ces crimes dont les auteurs ont été identifiés ou démasqués au fil du temps, mais que la plupart des gens n'en tirent aucun enseignement et estiment normal que leurs gouvernements successifs commercent et entretiennent des relations d'amitié avec ces Etats terroristes en les qualifiant de démocratiques.

C'est comme s'ils n'avaient jamais rien retenu des expériences qu'ils avaient vécues au cours de leur vie ou qu'ils s'en foutaient éperdument tant qu'ils n'étaient pas directement concernés. D'où la nécessité d'avoir une vision globale ou mondiale de la situation politique pour qu'ils comprennent que ces événements et les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien sont intimement liés.

Cet état d'esprit dénote une absence de conscience politique ou de conscience tout court même, car même lorsqu'ils sont directement concernés, ils adoptent la même attitude, ce que témoignaient hier les résultats des élections en France.

Certes le matraquage du gouvernement et de leurs agents médiatiques et sondagiers ne les aura pour ainsi dire pas convaincu d'aller davantage voter qu'en 2010 (53,67% d'abstention, 49,91% hier) , mais ils auront tout de même été 22,1 millions à aller voter, après avoir entendu à la radio et à la télévision ou lu dans la presse écrite que tous les gouvernements qui s'étaient succédés lors des décennies précédentes jusqu'à aujourd'hui, et donc tous les partis qui y avaient participé, avaient vendu des armes à des Etats (Arabie saoudite et Qatar) qui les avaient livrés aux barbares d'al-Nosra et de l'Emirat islamique issus d'al-Qaïda

qui ont réalisé le massacre du 13 novembre, à ce titre et au-delà il faudrait en conclure que ce coup d'Etat terroriste fut réalisé pour rien, hormis permettre de suspendre l'Etat de droit et réprimer le mouvement ouvrier, ainsi qu'intensifier le bombardement de la Syrie et le légitimer.

C'est à croire que temps qu'une bombe ne tombera pas sur leur propre maison, ils se foutront littéralement de tout ce qui pourrait arriver ailleurs en France ou dans le monde. Il faut ajouter une précision importante, ce sont en grande partie les prolos qui se sont une nouvelle fois abstenus en masse. Et ceux qui ont été votés appartiennent davantage aux autres couches ou classes supérieures de la société, celles qui sont plus instruites ou qui sont censées disposer d'un niveau de connaissance plus développé, qui s'informent auprès des médias dits alternatifs, comme quoi cela ne leur sert pas à grand chose et confrme ce que nous en disions récemment. La seule chose qui compte pour elles, ce sont les menaces qui pèsent sur leur niveau ou leur mode de vie relativement confortable, il n'y a que cela qui peut les mobiliser, y compris lors d'élections.

Pour revenir aux effets plutôt anesthésiant de leur propagande. On pourrait en rire en se disant que c'est la conséquence de l'idéologie que la classe dominante leur a incrustée dans le cerveau, ils sont devenus tellement individualistes ou nihilistes qu'ils n'écoutent même plus ce que leur dit le gouvernement, mais franchement cela ne nous donne pas du tout envie d'en rire, mais plutôt d'en pleurer.

Bref, c'est le sujet que nous traitons ci-dessous, le taux d'abstention étant pratiquement équivalent à ce qu'il était en 2010, il n'y a donc pas lieu de s'éterniser sur ce facteur. Quant à la montée du FN, elle demeure bien en-deça de leur attente, car la soi-disant "*vague bleu marine*" n'a pas dépassé le stade d'une onde créé par un pavé lancé dans la fosse à purin des institutions. Hollande et Valls vont pouvoir continuer d'en respirer les effluves nauséabonds qui les inspirent tant. Et de nous en faire profiter généreusement pendant qu'ils y sont, sans nous demander notre avis de préférence, c'est cela la démocratie.

Cela dit et on terminera par là, ils sont inquiets tout de même, car pour appliquer leur politique il leur faut un minimum de légitimité ou de soutien populaire, et là le gouvernement pourra le chercher en vain, aussi ont-ils lancé les fins limiers de leur police de la pensée à sa recherche, j'ai suivi leur piste cet après-midi dans un article de leur agence de propagande :

Francetv info - Si vous aussi avez boudé les urnes, francetv info vous donne la parole. Etait-ce par désintérêt de la politique ? Une manière de sanctionner le gouvernement ? Expliquez-nous vos motivations et dites-nous ce que vous comptez faire dimanche 13 décembre. Les résultats du premier tour vous incitent-ils à vous mobiliser pour le second ? Francetv info 07.12

Assurément, comme au premier j'aurai mieux à faire !

Elections régionales en France

En recueillant les voix de moins de 15% des électeurs inscrits.

- C'est un raz-de-marée bleu marine. - Francetv info 06.12

Les résultats.

- Elections régionales : les résultats du premier tour, région par région - Le Monde

Alsace-Champagne-Ardennes-Lorraine. Le vice-président du FN, Florian Philippot, est arrivé dimanche largement en tête avec 36,06 % des voix, devant Philippe Richert (LR-UDI-MoDem), crédité de 25,83 % des voix, et devant le PS Jean-Pierre Masseret 16,11 %.

Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes. La liste PS-PRG d'Alain Rousset arrive en tête dans la région avec 30,39 %, devant la liste de droite et du centre de Virginie Calmels (27,19 %) et celle du FN de Jacques Colombier (23,23 %).

Auvergne-Rhône-Alpes. Le secrétaire général de LR, Laurent Wauquiez, recueille 31 % des voix, devant le FN Christophe Boudot (25,52 %) et le PS Jean-Jacques Queyranne (23,93 %).

Bourgogne-Franche-Comté. La candidate frontiste Sophie Montel obtient 31,48 % des voix, devançant l'ancien ministre UDI François Sauvadet (24 %) et la présidente socialiste sortante du conseil régional de Franche-Comté, Marie-Guite Dufay (22,99 %).

Bretagne. Avec 34,92 % des voix selon des résultats définitifs, le ministre de la défense Jean-Yves Le Drian arrive largement en tête du scrutin en Bretagne devant Marc Le Fur (LR) qui obtient 23,46 %. Le frontiste Gilles Penelle obtient 18,17 % des voix.

Centre-Val de Loire. Le candidat frontiste Philippe Loiseau (30,49 %) devance le président du groupe UDI à l'Assemblée Philippe Vigier (26,25 %) et le président sortant de la région François Bonneau,(24,31 %), élu en 2007, après la démission de

Michel Sapin.

Corse. Six listes y sont qualifiées pour le second tour. La liste divers gauche, conduite par le président sortant du conseil exécutif, Paul Giacobbi, devance de peu la liste nationaliste du maire de Bastia Gilles Simeoni avec 18,42 % des voix contre 17,62 %. A droite, José Rossi devance Camille de Rocca-Sera, président de l'assemblée de Corse de 2004 à 2010, avec 13,17 % des voix contre 12,70 %.

En Ile-de-France. L'ancienne ministre Valérie Pécresse, qui conduit la liste de la droite et du centre obtient 30,51 % des voix au premier tour, devant le président de l'Assemblée nationale, le socialiste Claude Bartolone (25,19 %). Le Front national est à 18,41 %, les écologistes à 8,03 %, le Front de gauche à 6,63 % et Debout la France à 6,57 %.

Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Le candidat Front national Louis Aliot arrive en tête avec 31,83 %, devant Carole Delga (PS) qui réalise 24,41 % et Dominique Reynié (LR) qui enregistre un score de 18,84 %.

Nord-Pas-de-Calais-Picardie. La présidente du Front national, Marine Le Pen, arrive largement en tête au premier tour avec 40,64 % des suffrages, devant le candidat de la droite et du centre Xavier Bertrand (24,96 %), et le candidat PS Pierre de Saintignon (18,12 %).

Normandie. L'ancien ministre de la défense Hervé Morin (LR-UDI-MoDem) arrive de justesse en tête avec 27,91 % des voix devant le frontiste Nicolas Bay (27,71 %) et le socialiste Nicolas Mayer-Rossignol (23,52 %).

Pays de la Loire. La liste de la droite et du centre conduite par Bruno Retailleau est loin devant avec 33,49 % des suffrages exprimés. Le socialiste Christophe Clergeau arrive deuxième avec 25,75 %, devant la liste FN de Pascal Gannat (21,35 %).

Provence Alpes-Côte d'Azur. Le parti d'extrême droite emmené par Marion Maréchal-Le Pen atteint 40,55 %, alors que Les Républicains, conduits par Christian Estrosi, plafonnent à 26,48 % et que les socialistes s'effondrent à 16,59 %. Lemonde.fr 06.12

La fin justifie les moyens : le FN.

- Régionales : le FN est en tête dans au moins 52% des communes - Francetv info

Sans conteste, le Front national est le grand vainqueur du premier tour des régionales, dimanche 6 décembre. Le parti de Marine Le Pen arrive en tête dans au moins 19 069 communes en France, selon un décompte de francetv info réalisé à partir des résultats partiels délivrés par le ministère de l'Intérieur. La liste frontiste est ainsi numéro un dans au moins 52% des villes et villages de l'Hexagone.

Le Front national obtient ses meilleurs scores dans des communes rurales, comme Courcelles-sur-Voire (Aube) ou Guindrecourt-sur-Blaise (Haute-Marne), où il obtient 90% des suffrages exprimés.

A titre de comparaison, les listes menées par les Républicains, avec l'appui des centristes, ne sont leaders que dans 9 398 communes. Les socialistes arrivent en tête dans seulement 6 066 communes.

18 départements voient le PS arriver en tête, la droite dans 31 départements, le Front national dans 46 départements.

A Voellerdingen (Bas-Rhin), aucun des 408 habitants n'a glissé un bulletin socialiste dans l'urne, dimanche 6 décembre, lors du premier tour des élections régionales. C'est le cas dans 312 municipalités où aucun vote pour le PS n'a été recensé, selon le décompte de francetv info. Environ la moitié de ces communes sont concentrées dans deux régions, le Nord-Pas-de-Calais-Picardie et l'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine.

A Palasca (Haute-Corse), aucun des 148 habitants n'a glissé un bulletin frontiste dans l'urne, dimanche 6 décembre, lors du premier tour des régionales. Pas une seule voix. Le village fait figure d'exception dans l'Hexagone : elle fait partie des 110 municipalités où aucun vote en faveur du FN n'a été recensé, selon le décompte de francetv info. Francetv info 06.12

Pour la gauche, vaut mieux le FN que le socialisme.

Pour l'occasion, on leur concède qu'ils sont tous de gauche, PS, PCF, PG, etc.

- Troisième, le Parti socialiste fait des maths pour ne pas calculer sa défaite - Slate.fr

Les divers représentants du PS soulignent que l'addition des forces de gauche leur permet de rester «premier parti de France».

«J'ai regardé l'ensemble des résultats consolidés ce qui fait le rapport de forces entre la gauche, la droite et l'extrême droite. Si je regarde ce rapport de force, le total de la gauche, qu'on disait en difficulté, doit dépasser les 36% et en fait le premier parti de France», a déclaré juste après les résultats le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll sur TF1. Selon les estimations, le Front national a récolté entre 27,2% et 30,6% au premier tour, alors que le bloc entre le parti Les Républicains, le Modem et l'UDI sont entre 27 et 27,4%. À l'échelle nationale, les partis du Front de Gauche, d'Europe-Écologie Les Verts et Nouvelle donne ont récolté environ 10,3% au total. slate.fr 06.12

En famille. Ils ont toujours rampé devant le régime au lieu de l'affronter.

- Régionales : « on va se mettre à plat ventre » annonce Marie-Georges Buffet - Public Sénat

Sur le plateau des chaines parlementaires, la députée communiste de Seine-Saint-Denis Marie-Georges Buffet a mis en garde le parti socialiste. Si elle déclare vouloir « se mettre à plat ventre pour faire gagner la gauche », « ce n'est pas parce qu'il y a un accord en Ile-de-France que les électeurs vont se déplacer » a-t-elle prévenue.

« Ces électeurs ont fait la victoire de François Hollande au second tour. Le Front de gauche a assuré la victoire de François Hollande au second tour. Et ils attendaient des changements (…) Ces électeurs vont se mobiliser à gauche, sortir de l'abstention pour certains, si le parti socialiste bouge au niveau de ses orientations ». Public Sénat 06.12

Place au parti de l'ordre. Tout est dans l'ordre des choses.

Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du Parti socialiste, intervient à 22 heures et annonce le retrait des listes socialistes en Paca et en Nord-Pas-de-Calais-Picardie. « L'histoire sera sévère avec ceux qui disent plutôt l'extrême droite que la gauche », a-t-il dit. lepoint.fr 06.12

Il a raison, tant que la gauche peut faire le boulot de l'extrême droite, c'est à elle de gouverner, et quand elle n'en aura plus les moyens elle repassera le relais à la droite officielle ou elle le passera à l'extrême droite, pourvu que la véritable gauche ou l'extrême gauche ne parvienne pas au pouvoir, tout le reste est secondaire pour cette pourriture.

La vermine qui se repaît des miasmes nauséabonds des bas-fonds putrides du régime est dans son élément.

Emmanuel Cosse, candidate EELV pour la région Ile-de-France, a regretté que son parti n'ait pas eu de score plus haut, et appelle à une fusion des listes de gauche : « Ce que nous pouvons faire, c'est travailler à la fusion des listes de gauche et des écologistes au second tour. »

Sandrine Bélier, candidate EELV pour la région Grand Est face à Florian Philippot a, elle, appelé à une « union démocrate » de gauche et de droite. lepoint.fr 06.12

ACTUALITE EN TITRES

Voter, c'est voter pour.

- Régionales : Valls compare le bulletin à une «arme contre le terrorisme» - LeParisien.fr

S'il vous plaît, après le gouvernement de guerre Hollande-Valls-Macron-Fabius-Le Drian.

- FN, premier péril de France - Liberation.fr

On savait qu'ils étaient compatibles.

- L'entourage de Valls fustige la "grande irresponsabilité" de la droite - AFP

La droite fait preuve d'une "grande irresponsabilité" en refusant de se retirer ou de fusionner avec la gauche pour faire barrage au Front national après le premier tour... AFP 06.12

Si "al-Nosra fait du bon boulot", le PS aussi.

- Raffarin appelle au retrait des listes arrivées 3ème pour faire barrage au FN - AFP

Les bifteckards se rebiffent.

- Le désistement du PS fait hurler en Paca (et ne plaît pas dans le Nord et l'Est non plus) - Le Huffington Post

"Je ne me retire pas" du 2e tour en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, annonce le candidat PS Jean-Pierre Masseret - Francetv info

Sans rire, il y en a encore qui vont broder là-dessus, parce qu'il pourrait sortir quelque chose de la crise du PS... Voyez ce qu'il en est en Grèce.

Non quand il est tournée contre la réaction.

- Attentats de Paris : l'état d'urgence est-il forcément abusif ? - Francetv info

S'ils le disent eux-mêmes.

- Marc Ferro: l'Europe est aveugle, nos ennemis ce ne sont pas les Russes - sputniknews.com

Ni les Américains, les Allemands, les Anglais, les Turcs, les Saoudiens, etc. c'est le capitalisme et ses institutions politiques, la Ve République qu'il faut abattre.

- Lutte contre l'Etat islamique, Frédéric Lefebvre : "La Turquie doit clarifier sa position en urgence" - Atlantico.fr

Erdogan ne fait que cela...

Quand le Qatar veut sabrer les syndicats.

- Le Qatar veut réduire l'influence des syndicats de Volkswagen - latribune.fr

Il est actionnaire à hauteur de 17% de Volkswagen. Au Qatar les syndicats sont interdits.

Dossier sur la Turquie

- WikiLeaks: Erdogan a épié le Su-24 russe pendant six semaines - sputniknews.com

Selon une nouvelle révélation de WikiLeaks, le président turc Recep Tayyip Erdogan aurait ordonné d'abattre un avion russe dans le ciel syrien, début octobre, soit dès le début de l'opération aérienne russe contre Daech en Syrie, afin de mobiliser ses électeurs devant une menace de guerre, persuadé que l'Otan allait le soutenir malgré tout.

Le président turc a donc lui-même ordonné d'abattre l'avion russe SU-24 dans le ciel syrien, prétendant que l'avion aurait violé l'espace aérien turc, déclare WikiLeaks, citant le fameux lanceur d'alertes turc connu sous le pseudonyme de Fuat Avni.

Fuat Avni avait averti le 12 octobre, sur son compte twitter, que Recep Tayyip Erdogan s'apprêtait à abattre un avion russe. Connu pour divulguer les projets malhonnêtes du gouvernement turc, ses révélations sont toujours avérées. Aussi est-il baptisé le Julian Assange turc, celui qui fait trembler le pouvoir.

Ce projet du président du pays serait motivé par sa stratégie de mobiliser ses électeurs par la menace d'une guerre avec la Russie. Les Turcs élevés sur les idées du général Kemal Ataturk, ayant conçu le projet d'un Etat moderne pour le peuple turc, sont prêts à s'unir devant une menace de guerre et soutenir leur gouvernement, comme d'ailleurs la plupart des nations.

Wikileaks fait remarquer que la Turquie aurait déjà abattu un drone, affirmant qu'il était russe. De surcroît, selon leurs données, la Turquie menait une opération contre les kurdes syriens, luttant contre Daech (Etat islamique).

En conférence de presse, le 2 décembre, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova s'est référée au Tweet du lanceur d'alertes, faisant remarquer qu'il était "très intéressant" que le fameux dénonciateur turc ait prédit cet événement dramatique il y a presque deux mois. sputniknews.com 06.12

- L'Irak donne 48H à la Turquie pour retirer ses troupes - sputniknews.com

L'Irak peut faire appel au Conseil de sécurité de l'Onu si la Turquie ne retire pas ses troupes dans les 48 heures, a déclaré le premier ministre irakien Haïder al-Abadi.

Bagdad pourrait utiliser toutes les options possibles, y compris s'adresser au Conseil de sécurité de l'Onu, si la Turquie ne retire pas ses troupes du nord de l'Irak sous 48 heures.

"L'Irak a le droit d'utiliser toutes les options à sa disposition, y compris recourir au Conseil de sécurité de l'Onu, si la Turquie ne retire pas ses forces armées sous 48 heures", a affirmé le premier ministre irakien.

Précédemment, le centre de presse du premier ministre d'Irak avait diffusé une déclaration gouvernementale officielle demandant à la Turquie de retirer ses soldats d'Irak. Selon les autorités, un bataillon de chars turc est entré dans la province de Nainawa sous prétexte d'entraîner des groupes armés irakiens. Les activités de la Turquie ont été qualifiées d'incursion.

Les médias avaient annoncé plus tôt que les autorités turques avaient envoyé 130 militaires dans la région de Mossoul (nord) pour entraîner des Kurdes irakiens (peshmergas) combattant Daech. sputniknews.com 06.12

- La Turquie interrompt son déploiement de soldats en Irak - AFP

La Turquie a annoncé mardi l'arrêt de tout transfert de troupes près de la ville irakienne de Mossoul, après que Bagdad eut menacé de faire appel aux Nations unies pour contraindre Ankara à retirer ses soldats.

La Syrie a également condamné dimanche "la violation flagrante du territoire irakien par les Turcs, qui ne fait que confirmer le rôle destructeur (joué par Ankara) contre la Syrie et l'Irak".

Les Etats-Unis ont dit avoir eu connaissance de ce déploiement turc en précisant qu'il ne s'inscrivait pas dans les activités de la coalition conduite par Washington contre l'Etat islamique en Syrie et en Irak. AFP 07.12

Dossier sur la Syrie

Cameron-Obama: la Russie et l'Iran doivent participer au règlement du conflit syrien - sputniknews.com

Le règlement de la crise syrienne devrait se dérouler avec la participation des parties russe et iranienne, ont déclaré dimanche le premier ministre britannique David Cameron et le président américain Barack Obama.

Cette annonce conjointe intervient suite à un entretien téléphonique entre M. Cameron et M. Obama,vendredi. Les dirigeants se sont entretenus de la situation en Syrie et de l'activité de la coalition antiterroriste. Le contenu de leur conversation n'est dévoilé qu'aujourd'hui.

"Le premier ministre et le président ont convenu de la nécessité de progresser politiquement et d'engager la Russie et l'Iran dans le règlement de la crise syrienne", a rapporté une source du cabinet de David Cameron. sputniknews.com 06.12

- Syrie: 4 soldats tués dans un bombardement par la coalition d'un camp AFP

Quatre soldats syriens ont été tués et 13 blessés par un bombardement sans précédent de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis sur un camp de l'armée, a rapporté lundi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

L'ONG, qui dispose d'un vaste réseau de sources à travers la Syrie, a fait état de 49 morts dont huit enfants et cinq femmes la suite de ces raids probablement menés par la coalition internationale conduite par les Etats-Unis. AFP 07.12

Chaos, guerre et terrorisme for ever ou l'avenir cauchemardesque qu'ils nous réservent.

- Washington, incapable de remporter la guerre contre Daech - sahartv.ir

« Les Etats-Unis ne sont pas capables de remporter la guerre contre Daech pour les mêmes raisons qu'ils n'ont pas gagné la guerre au Vietnam », a déclaré Jeff Faux, père-fondateur de l'Institut « Economic Policy ».

Selon l'agence de presse russe Sputnik, Jeff Faux, père-fondateur de l'Institut « Economic Policy, a écrit dans un article :

« Washington ne sait nullement que la vague de violence et de terreur qui traverse le Moyen-Orient a été provoquée par les ingérences constantes des Etats-Unis et leurs tentatives inlassables visant à rayer la culture des différentes nations en faveur des critères américains. Les Etats-Unis ne sont pas capables de remporter la guerre contre Daech pour les mêmes raisons qu'ils n'ont pas gagné la guerre au Vietnam : Les Américains sont des agresseurs impopulaires et mal aimés. Même si Washington dispose des facilités et des équipements suffisants pour faire reculer les terroristes de Daech vers les mêmes déserts dont ils sont d'origine, ces terroristes émergeront rapidement et sous une autre forme. Vous savez quel est le problème ?

Les Américains, tout comme leurs prédécesseurs colonialistes, Grande-Bretagne et France, sont des agresseurs qui tentent, toujours, de contraindre les autres pays à changer de mode de vie en faveur du style américain et aussi à leur confier le contrôle de tous les puits de pétrole. Les Etats-Unis tentent de se poser en gendarme du monde alors que les sondages d'opinion effectués, en 2013, auprès de 68 pays du monde, montrent que les sondés voient en les Etats-Unis « la plus grande menace pour la paix mondiale ». Parmi les pays participant à ce sondage, les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont montré une réaction plus négative que les autres aux Etats-Unis. Beaucoup sont les experts et les diplomates américains qui reconnaissent l'implication de la Maison Blanche dans la création des groupes terroristes dont le groupe terroriste Daech ». sahartv.ir 06.12

- Les USA en manque de munitions pour combattre Daech - sahartv.ir

Avec l'intensité des frappes aériennes pour combattre Daech, l'US Air Force pourrait être à cours de munition prochainement.

Selon CNN, depuis le début des frappes aériennes contre Daech en août 2014, l'armée de l'air américaine, l'US Air Force, aurait utilisé 20. 000 bombes et autres missiles. Ce qui aurait mené à un épuisement du stock de munitions. Le général Mark Welsh, chef du personnel, a émis un communiqué pour aviser que l'Armée de l'air dépense ses munitions plus vite qu'elle n'arrive à se réapprovisionner. «Les bombardiers de type B-1 ont largué des bombes en un temps record. Les F-15E sont aussi utilisés dans les frappes parce qu'ils peuvent contenir un éventail plutôt large d'armes et ils sont très flexibles. Nous avons besoin de financement pour nous assurer que nous sommes prêts à tenir pour ce long combat. La situation est critique,» a-t-il déclaré.

Le général a d'ailleurs confié à CNN que l'US Air Force souhaite un refinancement à la hausse des dépenses militaires pour venir à bout de Daech. Cependant, reconstituer ce stock pourrait prendre jusqu'à quatre ans de temps de réapprovisionnement d'actifs, a déclaré Welsh. Ces déclarations sont formulées alors que les Etats Unis continuent de larguer des armes et des munitions pour Daech aussi bien en Syrie qu'en Irak. sahartv.ir 06.12

- Israël reconnait "l'incapacité" de la coalition anti-Daech - sahartv.ir

Le ministre israélien de la Guerre a affirmé l'échec de la coalition soi-disant anti-Daech dirigée par les Etats-Unis.

Selon l'agence d'information ISNA citant le quotidien extrarégional Raay al-Youm, le ministre israélien de la Guerre, Moshe Yaalon a critiqué le bilan faible du gouvernement américain dans la lutte contre Daech, lutte qui, en tant que défi mondial, exige, selon lui, une sérieuse gestion pour anéantir Daech ce dont les Etats-Unis n'ont pas la compétence.

Le régime sioniste parle de la lutte contre le terrorisme alors que les sources d'information font part du soutien financier et en armement de ce régime aux terroristes de Daech et du Front al-Nosra en Syrie. Moshe Yaalon a, également, considéré le rôle de la Russie au Moyen-Orient, comme plus important que celui des Etats-Unis ; les actes militaires russes en Syrie le prouvent de la meilleure manière.

Le ministre israélien de la Guerre s'est aussi exprimé sur le rôle que joue la RII en Syrie en affirmant que ce rôle s'est de plus en plus renforcé après les négociations nucléaires à Vienne. sahartv.ir 06.12

Haut de page

Le 8 décembre 2015

CAUSERIE

La rubrique *Articles d'actualité* sera actualisée en fin de journée, il est déjà 16h24 et je viens juste de terminer la causerie du jour.

Ici la mousson semble marquer le pas, la plus importante depuis au moins un demi-siècle paraît-il avec son cortège de morts et de désolation... Le pays était une véritable décharge, je vous laisse imaginer le tableau, non, vous en serez incapables, c'est comme la guerre, il faut la vivre pour comprendre, et encore, c'est désolant ! Passons. Sinon ici la vie est relativement tranquille par rapport

à chez vous, où dorénavant la principale menace ce sont les forces de l'ordre établi.

Ô rage, Ô désespoir, je remets mon sort entre tes mains et veuille bien m'épargner !

Je ne suis pas du tout certain que vous serez entendu.

Hier vous dansiez, vous chantiez, et bien maintenant pleurez !

Et dire qu'il y en a qui auront pour seul réflexe de serrer les rangs derrière ceux qui nous ont conduit à cette situation. Ce qu'ils pourront toujours nier au nom de la fatalité qui franchement a bon dos, un peu de dignité ou de décence tout de même, car on veut bien l'admettre mais pas sur une période s'étendant sur six décennies et forcément beaucoup plus comme nous sommes partis, vaut mieux admettre dans ce cas-là que notre combat, notre cause, notre idéal était perdu d'avance ce serait plus honnête.

Personnellement nous ne nous y résoudrons jamais, et nous rejetons cette analyse qui sert à épargner les capitulards et autres renégats qui n'ont cessé de produire des théories qui se sont toutes avérées foireuses à l'arrivée, il faudrait avoir perdu la tête pour leur accorder la moindre crédibilité.

Les dirigeants de la classe dominante, à ne pas confondre avec les marionnettes qui les représentent, doivent peut-être être déçus, leur massacre du 13 novembre n'aura pas servi de levier pour transformer les élections régionales en un plébiscite en faveur du PS ou de l'état d'urgence compte tenu du taux d'abstention, par contre il aura validé la carte de l'extrême droite qu'il leur reste à jouer, une consolation en somme.

Les médias auront tout fait pour que la compétition se déroule loyalement et pour que le meilleur gagne, les deux compétiteurs (PS et FN) concourant pour la même écurie, leurs propriétaires ne courrraient aucun risque puisqu'ils étaient sûrs que l'un des deux l'emporterait à l'arrivée. Ils disposent donc désormais d'une photo suffisamment précise de la situation qui va leur permettre de plannifier la suite des festivités toujours en s'appuyant sur l'un tout en diabilisant l'autre à moins que ce ne soit l'inverse à un moment donné. Et le troisième larron dans cette histoire, Les Républicains ? Il est destiné à récupérer le pouvoir le moment voulu, il n'aura plus qu'à se baisser pour le ramasser.

Passons au menu, âme sensible ou esprit faible s'abstenir, car il va falloir avoir l'estomac bien accroché pour digérer ce qui vous attend désormais.

Votre avenir à la sauce grecque se dessine.

"Remporté la victoire des cerveaux", ne serait-ce pas là leur tactique ?

La Tribune - Marine Le Pen peut déjà triompher, avant même les résultats définitifs de dimanche prochain. Quoi qu'il advienne, toute la vie politique dans les prochain mois va tourner autour du Front National qui, par ses scores, est devenu le sujet incontournable. A défaut, peut-être, de victoire dans les urnes, elle aura remporté la victoire des cerveaux. La Tribune 07.12

Pour quel objectif stratégique ? La réponse.

La Tribune - Le FN décevra tous ses électeurs car si leur politique de la Terre brulée venait à devenir la politique de la France en 2017, les français se retrouveront au niveau des Grecs en moins de deux..." La Tribune 07.12

En résumé : Hollande et son gouvernement, le PS, ainsi que ses satellites et alliés électoraux auront tout fait pour préparer le terrain au fascisme qui est en voie de "remporter la victoire des cerveaux", afin que "les français se retrouvent au niveau des Grecs".

Reste quelques questions à se poser.

Pourquoi ? Parce que Hollande et son gouvernement, le PS, ainsi que ses satellites et alliés électoraux ne peuvent pas atteindre cet objectif, ce sera donc à l'extrême droite de s'en charger en bénéficiant de l'arsenal législatif répressif qui a été mis en place en 2015 et les années précédentes pour qu'elle puisse terminer le sale boulot.

Pourquoi Hollande et son gouvernement, le PS, ainsi que ses satellites et alliés électoraux ne peuvent-ils pas atteindre cet objectif ? Parce qu'ils se prétendent de gauche et que cet objectif est la négation des valeurs qu'elle est censée incarner.

Mais alors, quel devait être le rôle précis dévolu à cette pseudo-gauche ?

Prendre en charge aussi loin que possible les besoins des capitalistes en totale contradiction avec les besoins qu'elle était censée représenter ou défendre en y associant les partis ou organisations du mouvement ouvrier (qui, rappelez-vous en 2012 ont appelé à voter Hollande et PS ou à chasser Sarkozy ce qui revenait au même, et ils viennent de récidiver pour "faire barrage" au FN), de manière à ce qu'il soit déconsidéré ou discrédité aux yeux des travailleurs et qu'ils s'en détournent au profit de l'extrême droite ou qu'il se retrouve pour ainsi dire paralysé, neutralisé.

Une fois cet objectif atteint le terrain aura été suffisamment préparé pour que l'extrême droite prenne le relais, sauf si le sommet de la classe dominante décidait que son heure n'avait pas encore tout à fait sonné, ce serait alors à la droite radicalisé ou empiétant sur le programme de l'extrême droite de poursuivre le sale boulot, si nécessaire en réprimant férocement le mouvement ouvrier qu'ils pourront accuser d'avoir conduit le pays là où il en est dans l'indifférence générale ou presque, pire en bénéficiant du soutien de la majorité de la population, compte tenu qu'il n'existe aucun parti ouvrier inspirant confiance aux masses exploitées et susceptible de constituer un rôle de regroupement pour rassembler l'ensemble des forces qui combattent le régime et la dictature sur la base d'un programme révolutionnaire ou socialiste.

On va payer très très cher 70 ans de révisionnisme, de compromission avec le PS et le PCF, le régime, de trahison, de la part des dirigeants autoproclamés de l'avant-garde du mouvement ouvrier. Pour avoir voulu à tout prix vouloir encore faire jouer un rôle au PS au côté des travailleurs, y compris dans le futur, on a envie de dire qu'ils sont servis au-delà de leurs espérances, malheureusement pour les militants qu'ils auront réussi à endoctriner et à entraîner dans cette direction, qui ne l'ont pas compris ou qui n'ont pas voulu le comprendre plus tôt, il est désormais trop tard pour éviter que cette cette vague de réaction devienne réalité et il va leur falloir la subir, ce qui va finir d'achever plus d'un militant, à leur façon ces dirigeants auront ainsi contribué à créer les conditions pour que la pire réaction l'emporte. Sur quoi, mais le socialisme voyons ! Ah mais c'est vrai que plus aucun militant ne l'a plus en tête de nos jours ou si peu, du coup notre discours leur semblera déconnecté de la réalité et ils ne voudront rien entendre une fois de plus, dommage car le pire est devant vous !

Parole d'internaute

- "*A priori la disparition de la social-démocratie est un mouvement général en Europe ; en Allemagne le SPD ne peut plus jouer que les forces d'appoint de la CDU, en Pologne il n'y a plus d'élus de gauche au parlement, en Espagne nul ne miserait un kopeck sur les chances du PSOE de retrouver le pouvoir, en Belgique il ne fait pas partie de la coalition gouvernementale pour la 1è fois depuis longtemps, au Portugal il est engagé dans une alliance tellement contre-nature que l'expérience en cours ne durera pas très longtemps.* "

Vous avez oublié la Grèce où le PASOK est laminé (7% le 20septembre 2015), l'Italie est le prochain sur la liste, après viendra le tour de la Grande-Bretagne grâce à Jeremy Corbyn...

C'était prévisible dès lors qu'elle devrait monter au créneau pour défendre le régime en place dans le contexte de crise du capitalisme, donc emprunter ouvertement le masque de la réaction.

Donc dans cette perspective qui devait fatalement se réaliser un jour, il ne fallait surtout pas s'encanailler avec ces partis réactionnaires, n'envisager aucun front unique avec la social-démocratie dégénérée et les staliniens sous peine de subir le même sort, ce qui en partant déjà avec un lourd handicap devait aboutir au maintien de la marginalisation de l'avant-garde au sein du mouvement ouvrier et encore plus au sein des travailleurs ou du reste de la population.

Confirmation. Ce sont les couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et de la jeunesse qui se sont abstenues.

Selon une étude Ipsos/Sopra Steria réalisée sur 8.000 personnes avant le premier tour.

Le profil des abstentionnistes montre qu'ils se situent davantage chez les jeunes (65% des 18-24)

58% des employés et 61% des ouvriers ne comptaient pas se déplacer selon cette étude. publicsenat.fr 07.12

Mais alors qui donc a voté ? Les nantis en tous genres, tous ceux qui estiment qu'ils ont encore quelque chose à perdre, l'aristocratie ouvrière corrompue, les intellectuels faillis et vendus, les patrons grands, moyens et petits, les couches et classes moyennes qui entendaient ainsi défendre leur situation privilégiée par rapport au reste de la plèbe qu'ils méprisent.

En complément. Ils ne tolèrent pas qu'on leur résiste et ils en deviennent hystériques, grossiers.

- Régionales 2015 : "Abstention, piège à cons" ? - LePoint.fr

Comment ils mélangent les différents scrutins et ne tiennent pas compte du niveau d'abstention qui a doublé en 40 ans.

Pour le compte du FN bien entendu dont la montée est présentée comme inexorable, une fatalité de plus, quoi ! Alors apprêtons-nous à vivre avec, généreuse intention.

- Régionales 2015 : retour sur quarante ans de progression du Front national - Francetv info

"En quarante ans, le Front est parti de presque rien, pour atteindre 28% des suffrages exprimés au premier tour", commente en plateau Nicolas Chateauneuf. En 1974, Jean-Marie Le Pen se présente à la présidentielle pour la première fois : 0,75% des votes. "Il faudra attendre dix ans pour que le FN se fasse vraiment remarquer dans les urnes. En 1984, aux européennes, le FN atteint 11%", poursuit le journaliste. S'ensuit une lente progression, lors des présidentielles de 1988 et 1995 avec 14 et 15% des voix pour Jean-Marie Le Pen. Le premier coup d'arrêt de cette progression est donné aux européennes de 1999. Le FN n'engrange que 6% des voix. "La raison, c'est la scission du parti avec le départ notamment de Bruno Maigret. Le FN est littéralement menacé d'implosion".

"Le plafond de verre" brisé en 2012

Mais contre toutes attentes, le FN accède en 2002 au second tour de la présidentielle. Quelques années plus tard, il perd des points à la présidentielle de 2007 et ne récolte que 10% des voix. "C'est Nicolas Sarkozy qui détourne une partie des électeurs traditionnels du Front national à son profit". Le FN renoue avec les bons scores en 2012 après l'arrivée de Marine Le Pen. Avec ses 18% à la présidentielle, "le plafond de verre électoral saute". Les bons chiffres sont confirmés aux européennes et aux départementales. Ces 28% aux régionales, "c'est évidemment le record absolu pour le Front national", conclut le journaliste. Francetv info 07.12

En fait de "record absolu", le 6 décembre 2015 il a atteint à peine 14% en tenant compte de l'abstention, et il ne faut pas surestimer la valeur de chacune de ces voix ou faire de chaque électeur un soldat du FN à ce stade là, alors que le contexte politique lui était particulièrement favorable après que la Turquie ait ouvert ses frontières pour que des flots de réfugiés se répandent en Europe et le carnage du 13 novembre intervenu moins d'un mois avant ces élections.

Par contre ils sont en train de conditionner la population pour qu'elle se prépare psychologiquement à l'avènement d'une dictature encore plus dure et qu'elle cautionne des mesures dignes du fascisme, peu importe finalement le ou les partis qui les appliqueront, l'extrême droite étant la mieux placée... après le PS.

En famille. En réalité, ils se partagent (déjà) le pouvoir.

La Tribune - Mais que penser du calcul du PS de se retirer et donc de n'avoir aucun élus dans peut-être trois régions, dont l'une « historique » Nords-Pas-de-Calais-Picardie? En effet, avant la fusion avec la Picardie, la région Nord-Pas-de-Calais, actuellement présidée par le socialiste Daniel Percheron, était « LE » fief socialiste, on y trouvait même les plus gros bataillons du parti socialiste... Sans parler de Pierre Mauroy, véritable statue du commandeur ! Le double calcul du PS en retirant ses candidats

En réalité, les instances dirigeantes du PS font un double calcul. A court terme, elles veulent démontrer que le PS aura tout fait pour faire barrage au FN, quitte à se sacrifier.

A plus long terme, c'est à une sorte de stratégie de la terre brulée que se livre le PS. Refusant toute compromission avec un FN au pouvoir pour gérer la région - il faut bien voter des budgets pour les lycées, les routes, etc -, le PS ne veut pas devoir joindre ses voix à celle du FN dans le cadre d'une assemblée régionale. Les instances du PS espèrent ainsi que cette position radicale portera ses fruits en 2017, quand les électeurs seront déçus par la gestion régionale du FN dont les premiers résultats ne pourront être que très éloignés de leurs espérances. C'est, en tout cas, le rêve caressé par le parti socialiste. La Tribune 07.12

Nous rappelions il y a quelques temps les enseignements de la lutte des classes du passé, selon lesquels les social-néolibéraux et les staliniens étaient prêts à se sacrifier ou sacrifier leurs partis si la survie du régime l'exigeait, quite à ce qu'ils refassent surface plus tard en profitant de l'ignorance des masses toujours incapables de tirer la moindre leçon de leurs expériences de la lutte des classes, ce qui les conduit à faire preuve d'amnésie et d'indulgence envers ces partis et ainsi de suite.

En famille. Les masques tombent ou "droit au but".

Ce qui leur appartient ne peut pas nous appartenir.

- Manuel Valls appelle à voter pour la droite dans trois régions - LePoint.fr

- Valls : "Quand on aime son pays, on n'hésite pas, on appelle à voter pour Les Républicains" - Francetv info

"Quand il en va de la République, il faut être désintéressé, il faut être à la hauteur des évènements. Quand on aime son pays, on n'hésite pas, on va droit au but et on appelle à voter pour Les Républicains", a affirmé le Premier ministre. Francetv info 07.12

Et vous croyez qu'ils vont être de milliers et milliers à saisir l'occasion pour déchirer leur carte du PS, vous rêvez ou quoi !

Les politicards minables vont nous expliquer que cette sortie de Valls va alimenter la crise au sein du PS dont on n'entendait plus parler, parce qu'en réalité elle se résume à des désaccords sur le meilleur moyen de gérer le capitalisme tout en sauvant les apparences, pour si possible conserver leurs postes et préserver les prébendes qui vont avec, bien que ce ne soit pas forcément nécessaire puisque tous ces gens-là ménagent leurs arrières ou ils ont de quoi de vivre confortablement à côté, en cas de besoin ils seront recasés par leurs amis pour service rendu... au régime. C'est bien pour cela qu'il n'y avait absolument rien à attendre des élus ou cadres du PS.

Piètre et sordide comédie car "***c'était attendu***"

C'était attendu, les trois principales listes de la gauche aux élections régionales d'Île-de-France vont fusionner. Les têtes de liste Claude Bartolone (PS), Emmanuelle Cosse (EELV) et Pierre Laurent (Front de gauche) l'ont annoncé ce lundi au QG du PS place de Catalogne, à Paris. La Trbune 07.12

C'est fou tout ce qui "*était attendu*" et que personne n'a vu venir, vous ne trouvez pas ? Et ceux qui après coup vous diront qu'ils avaient prévu tout cela, le plus souvent sans que vous puissiez le vérifier, qu'ont-ils fait pour l'éviter ? Je vous le donne en mille, ils ont fait comme s'ils l'ignoraient. Ils sont très fort, n'est-ce pas ? Laissons ceux qui tiennent absolument à se faire manipuler à leur triste sort, on ne peut rien de plus pour eux, leur cas est désespéré.

En famille. Du djihad au martyr ou réaction fusionnelle.

- Au Parti socialiste, le sacrifice à marche forcée - Liberation.fr

- Ile-de-France: la gauche joue l'accord parfait - Liberation.fr

- Pays de la Loire: PS et EELV annoncent un accord de fusion pour le second tour - AFP

- Normandie: le PS fusionne sa liste avec EELV et Front de gauche - AFP

- Régionales : "Le retrait des listes PS face au FN est insensé", s'indigne Axel Kahn - Francetv info

Pour ensuite expliquer que Juppé serait celui qui incarne le mieux ses idées...

Déclaration de Pierre Laurent, Secrétaire national du Parti communiste français dimanche 6 décembre – 20 heures

"...plus de 50% des électrices et des électeurs ont une nouvelle fois choisi de s'abstenir, marquant leur défiance massive et désormais structurelle à l'égard du fonctionnement de plus en plus défaillant de notre démocratie." (La vôtre ! Il en était et on ne le savait que trop ! - LVOG)

Parce qu'une "*transformation sociale*" serait possible dans le cadre du régime et de ses institutions. Alors vive la dictature de la Ve République !

"Pourquoi en sommes nous là ? Parce que depuis des années les attaques des pouvoirs de l'argent contre le monde du travail, les déréglementations de la mondialisations capitaliste, les politiques ultralibérales européennes ont démantelé les solidarités. Parce que la pensée unique dominante a matraqué toutes les tentatives d'ouvrir un nouveau chemin de transformation sociale." (Ne serait-ce pas plutôt parce qu'aucun parti dit ouvrier n'avait caractérisé le PS comme il se devait, de droite ou capitaliste, et plus particulièrement parce le PCF n'avait jamais rompu avec lui ce que Laurent démontre ici si nécessaire, ce qui vaut pour d'autres partis, tous ceux qui refusent de rompre avec les appareils des syndicats liés au PS ? - LVOG)

Pour que ces électeurs soient représentés par des élus auxquels ils font confiance, pour que les régions aux compétences élargies et utiles au quotidien, comptent des élus à gauche déterminés à poursuivre les combats contre l'austérité et par la promotion de politiques publiques de solidarité, pour battre la droite et écarter le danger extrême du Front national, le PCF appelle à construire des listes de second tour qui rassemblent les différentes listes de gauche du premier tour. legrandsoir.info (Non mais vous vous imagez un instant être représentés par cette pourriture, pour qui se prend-il ? Ce qu'on n'a pas encore dit, c'est que les régions fonctionneront comme des agences de Bruxelles qui les aura en permanence à l'oeil, les menacera, etc. - LVOG)

L'idiot utile du régime est mis à contribution

- Régionales : Jean-Luc Mélenchon appelle à "être utile" lors du second tour - Francetv info

Au lendemain du premier tour des élections régionales, le député européen sort de son silence et appelle à "être utile" dimanche 13 décembre, lors du second tour des élections. Francetv info 07.12

C'est quoi "***être utile***" pour ce charlatan ? Réponse :

- Un accord pour le seond tour des élections régionales d'Île-de-France a été trouvé, et la liste unie PS-EELV-FdG présentera notamment 20 élus du Front de Gauche éligibles au conseil régional. (Source : La Tribune 07.12)

20 élus qui palperont entre 2000 et 3000 euros par mois plus des avantages divers à ne rien foutre, puisque tout le boulot sera fait en amont par des technocrates du régime, cela ne se refuse pas.

ACTUALITE EN TITRES

Même combat.

- Obama réaffirme sa lutte contre le terrorisme - Francetv info

- Donald Trump veut interdire l'entrée des musulmans aux États-Unis Bèle, Patrick - LeFigaro.fr

Le favori de l'investiture républicaine pour la présidentielle aux États-unis estime que les musulmans ont «la haine» de l'Amérique. LeFigaro.fr 07.12

Quand ils se prennent pour les maîtres du monde.

- A Kiev, Biden somme la Russie de respecter les accords de paix - AFP

- Les Etats-Unis assouplissent leurs sanctions contre la Birmanie - Reuters

Dossier sur la Syrie et l'Irak

- Maire de Londres: l'Occident doit collaborer avec Poutine et Bachar el-Assad - sputniknews.com

Le maire de Londres Boris Johnson estime que si l'Occident souhaite gagner dans sa lutte contre Daech, il est temps de renoncer à la mentalité de l'époque de la guerre froide et d'éviter d'être si exigeant dans le choix de ses alliés.

C'est ce qu'on peut lire sous la plume du chef de l'administration londonienne dans sa rubrique pour le journal The Telegraph.

Selon lui, les bombardements menées en solo par le Royaume-Uni n'apporteront pas les fruits escomptés, et il est donc nécessaire de réfléchir à la création d'une nouvelle coalition antiterroriste qui ne serait pas possible sans le soutien du président Vladimir Poutine et de l'armée syrienne. M.Johnson souligne que n'étant pas un fan du chef de l'Etat russe, il n'en est pas moins persuadé que ce qui est bien pour Poutine ne doit pas forcément être mal pour l'Occident. Grace à la Russie, au moins en partie, les djihadistes commencent à battre en retraite.

Actuellement, d'après le maire, l'Occident essaie en même temps de neutraliser les terroristes et d'empêcher une éventuelle croissance de l'influence de Poutine. En courant deux lièvre à la fois, les USA et l'Europe risquent de faire chou blanc, estime Boris Johnson. sputniknews.com 07.12

- La Turquie, principal débouché pour le pétrole de l'EI, dit l'Irak - Reuters

La majeure partie du pétrole produit dans les territoires contrôlés par le groupe Etat islamique en Syrie et en Irak est revendue clandestinement en Turquie, a déclaré lundi le Premier ministre irakien, Haïdar al Abadi.

Lors d'une rencontre avec le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, Haïdar al Abadi a

"souligné l'importance de faire cesser le trafic de pétrole des bandes terroristes de Daech (acronyme arabe de l'EI), dont la majeure part transite par la Turquie", peut-on lire dans un communiqué sur son site internet.

Le chef du gouvernement irakien fait écho à des accusations déjà formulées par la Russie. Il y a six jours, le ministère russe de la Défense a déclaré même détenir la preuve de transactions financières entre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et de sa famille et le groupe djihadiste.

Ankara, dont les relations sont très tendues avec Moscou depuis la destruction d'un chasseur-bombardier russe par la chasse turque à la frontière syrienne le 24 novembre, dément toute implication de l'Etat dans le trafic de pétrole en provenance des zones sous contrôle de l'EI. La Turquie assure avoir progressé dans sa lutte contre les réseaux de trafiquants de carburant opérant depuis des décennies à ses frontières. Reuters 07.12

Parce que voyez-vous outre que les satellites américains ne voient pas les colonnes de camions citernes qui s'étendent sur des kilomètres, mais les douaniers et les militaires turcs qui les laissent passer non plus !

-Syrie : la Turquie suspend ses frappes contre Daech - sahartv.ir

Un responsable de haut rang turc a affirmé, lundi, que les chasseurs-bombardiers turcs n'avaient pas lancé de raids aériens contre les bases du groupe terroriste Daech, sur le territoire syrien, depuis le 24 novembre. sahartv.ir 07.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen : la coalition pro-Riyad éclate - sahartv.ir

Les Emirats arabes unis, la Jordanie et l'Egypte délaissent les Saoudiens!

Dans un rapport, un quotidien arabe s'intéresse aux divergences entre l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, sur les crises, en Syrie et au Yémen.

Le journal "Al-Ray al-Youm", s'attardant sur les rapports des forces qui commencent à changer, dans la région, écrit : «Certaines coalitions régionales se heurtent à des divergences de plus en plus affirmées, et certains pays membres quittent l'Arabie.

"Al Ray al-Youm", revenant sur la réaction des Emirats arabes unis à l'attaque russe contre Daech, en Syrie, qui l'avait qualifié, d'«attaque contre un ennemi commun», déclare que cette affirmation reconnaît, en quelque sorte, une intervention militaire du Kremlin, en Syrie.

L'auteur de l'article, revenant sur le fait que cette prise de position des Emirats va à l'encontre de celles prises par l'Arabie et le Qatar, envers la crise syrienne, précise : «Riyad et Doha sont, ouvertement, contre l'intervention militaire russe, en Syrie, et la considèrent comme un acte, qui vise à tuer les civils».

Alors que les frappes aériennes russes, effectuées en Syrie, contre Daech ont provoqué une réaction vive et unanime de l'Arabie, du Qatar et de la Turquie contre Moscou, Anwar Gargash, le ministre d'État émirati aux Affaires étrangères, s'est contenté de dire que toute intervention militaire, en Syrie, «complique la situation, qu'elle vienne de la Russie ou d'une autre partie». précise l'article.

S'agissant de l'action de la Russie, en Syrie, Anwar Gargash a fait valoir que «personne n'allait s'inquiéter du bombardement russe de Daech ou d'Al-Qaïda, car ce bombardement vise un ennemi commun».

Sur ce point, il rejoint la position exprimée par l'Égypte, qui a été l'un des rares pays arabes à saluer le lancement des opérations aériennes russes, en Syrie.

Le quotidien "Al Ray al-Youm", posant cette question, si l'ombre de la séparation se dressait entre les Emirats et l'Arabie, sur les questions régionales ? se demande : «Peut-on conclure qu'aujourd'hui, une nouvelle coalition est en train de se former entre les Emirats, l'Egypte et la Jordanie, au Moyen-Orient, face à l'Arabie, la Turquie et le Qatar ?

Selon ce quotidien, plusieurs sources médiatiques font état d'un accord secret entre l'Egypte, la Jordanie et les Emirats arabes unis et la Russie, pour soutenir les frappes de Moscou contre Daech, ce qui signifie que la coalition arabe, sous commandement saoudien, au Yémen, se fissure, sur la Syrie, et que les Emirats cherchent, désormais, à s'en retirer et à avoir ses propres positions et son propre rôle.

Ce rapport intervient, au moment où les divergences de vue s'intensifient entre le Président démissionnaire yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi, et son Premier ministre, Khaled Bahah, tous deux, en fuite, sur la nomination des ministres du parti Hezb al-Eslah, (Branche yéménite des Frères musulmans), à des postes-clés.

Khaled Bahah, soutenu par les Emiratis, est, vivement, préoccupé par un rapprochement entre les Frères yéménites et Mansour Hadi, (installé à Riyad), en vertu des soutiens qataris et turcs.

L'auteur de l'article, évoquant la multiplication des déplacements entre Moscou et Abu Dhabi, écrit : «Les Emirats arabes unis ont investi, au cours de ces derniers mois 7 milliards de dollars, en Russie dont une partie s'est effectuée, après l'intervention russe contre Daech, en Syrie». sahartv.ir 07.12

Haut de page

Le 9 décembre 2015

CAUSERIE

J'avais oublié de télécharger 5 articles dans le serveur du portail, ils étaient donc inaccessibles, sorry et l'erreur est réparée.

On n'a ajouté que deux nouveaux articles après en avoir lu une vingtaine.

Statistiques du portail

Novembre 2015.

- 7 524 connexions à la page d'accueil du portail.

- Selon un autre calcul il y en aurait eu 24 979. Pourquoi cette différence, je n'en sais rien. On s'en tiendra au premier chiffre.

- 46 652 fichiers pdf téléchargés.
- 14 287 téléchargements de La Tribune des Travailleurs n°1 (de septembre au 7 décembre).
- 2 073 téléchargements du IO379.
- 1 568 téléchargements du IO378.

Qu'ils se rassurent au POI, ceux qui ont chargé ces numéros d'Informations ouvrières ne les auraient pas achetés, on leur rend donc service, à notre manière...

Ah bon ?

NPA. Régionales : un avertissement, une menace - Lundi 7 décembre 2015

- "La victoire du FN, c'est d'abord l'effondrement des partis de la régression sociale, Les Républicains et le PS. ".

Pas si sûr, l'abstention a été inférieure de plus de 2% comparé avec 2010. Le PS est passé de 29,14% en 2010 à 23,5% en 2015, Les Républicains de 30,22% à 27,4% (UMP +MoDem), donc on est loin de leur "*effondrement*", le NPA reprend à son compte la rhétorique des agences de propande médiatiques et du gouvernement.

S'agissant du score du FN, c'est faire dans le déni d'occulter le 13 novembre et ses conséquences.

Le coup d'Etat terroriste du 13 novembre a marqué les esprits à quelques semaines de ce scrutin, et devait se traduire par ce résultat attendu, sinon espéré par les commanditaires de ce massacre qui n'avait pas choisi cette date au hasard, attendu par tous ceux qui vont l'instrumentaliser. C'est une réaction purement épidermique ou ponctuelle montée en épingle par les médias pour que la population se rassemble derrière le PS et le gouvernement, en vain, ils sont honnis par la majorité des travailleurs qui

n'en peuvent plus du climat nauséabond qu'ils se sont employés à créer depuis mai 2012.

Le Monde - Le Front national a totalisé un peu plus de 6 millions de voix au premier tour des régionales de 2015 en métropole ; c'est une explosion si on compare ce résultat aux 3,5 millions de voix obtenues en 2004 et aux 2,2 millions de suffrages en 2010.

Comparativement à la droite et à la gauche, le FN a aussi vu sa part en pourcentage des suffrages exprimés augmenter, passant de 14 % en 2004 à 11 % en 2010, puis 28 % en 2015, toujours au premier tour des régionales. lemonde.fr 07.12

6 millions de voix au premier tour d'une élection régionale dans ce contexte, c'est peu, cela n'en fait pas 6 millions de militants d'extrême droite ou de fanatiques du FN, ce qu'on voudrait nous faire croire parce que cela les arrangent.

J'ai également relevé ceci dans un portail :

- En additionnant les non inscrits, les abstentionnistes et les bulletins blancs et nuls, on obtient 58% de Français qui ne se reconnaissent dans aucun des partis en lice.

Il s'agit des non inscrits, ces Français en âge de voter mais qui ne sont inscrits sur aucune liste électorale. Ils représentent pourtant plus de 6 millions de personnes, soit 12% de la population majeure en France.

Aussi il faut bien garder en tête que le corps électoral potentiel est de 51,5 millions d'individus, contre 45,3 millions d'inscrits. En recalculant les résultats en accord avec cette base, nous obtenons :

Abstention + Non-inscrits + Blancs et Nuls : 58%
FN : 12%
LR : 11%
PS : 10%

Fin de l'extrait.

Ce calcul a été réalisé sur la base des inscrits, sur celle des votants il faut multiplier les chiffres par un peu plus de 2.

A suivre.

Une agence de propagande de la classe dominante vous le répète : L'heure du FN n'a pas encore tout à fait sonné.

- Une majorité de Français ne veut pas que le FN dirige une région - Francetv info

Quelle "majorité de Français", celle qui s'est abstenue et qui a refusé de voter FN ? Pure manipulation.

Ils focalisent l'attention sur le FN en le diabolisant, pour faire oublier que le gouvernement et le PS appliquent... la politique du FN. On comprend dès lors pourquoi le PS se présente comme le fer de lance de la lutte contre le FN. C'est aussi le seul moyen qu'il lui reste pour se faire passer de gauche sachant qu'il bénéfiera de la complicité du mouvement ouvrier corrompu.

...et elle confirme qu'elle ne veut pas de Sarkozy.

- Trois preuves que les régionales sont aussi une défaite pour Nicolas Sarkozy - Francetv info

En famille, bienvenue chez Les Républicains.

En famille. "A mots couverts Mélenchon le scélérat accuse le peuple de se ranger au côté du FN.

- Jean-Luc Mélenchon : « La droite plutôt que le FN ? A condition qu'il y ait une différence ! » LeMonde.fr

"Si nous avions mobilisé nos électeurs comme le FN, nous serions au coude à coude avec le PS et la gauche à 40 %."

Le Monde - Dans les régions où le PS a retiré ses listes, en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, quelle attitude adopter ?

Mélenchon - Dans ces deux régions, où il n'existe plus de vote de gauche possible, je me garderai bien de donner des consignes. Le choix de chacun n'est plus politique mais moral et philosophique. Chaque personne doit se demander si elle peut violer sa conscience politique au profit d'un impératif réputé supérieur. Plutôt la droite que le FN ? A condition qu'il y ait une différence ! Ce n'est pas à nous de la proclamer. Si M. Estrosi veut mériter des votes de gauche, c'est à lui de montrer qu'il est radicalement différent du FN et non pas identique comme beaucoup de gens le pensent dans nos rangs. Idem pour Xavier Bertrand.

" Faire barrage à l'extrême droite sans aucune exigence ni engagement préalable sur les principes essentiels est un blanc-seing très dangereux. Le seul choix honorable en démocratie, c'est d'assumer le combat d'idées en faisant confiance à l'intelligence du peuple souverain."

(Pour ce populiste, voter PS après que Valls eut appelé à voter pour Les Républicains, ce serait encore voter à gauche. Et ne parlons même pas de la politique réactionnaire et impérialiste appliquée par le PS depuis 2012 qui prouve suffisamment qu'il n'est pas de gauche. Envolés le TSCG, la règle d'or, le 49.3, les bombardements du Mali, de l'Irak, de la Syrie, le soutien au régime néonazi de Kiev, à celui d'extrême droite de Tel-Aviv, etc. etc. etc.

Tout le reste n'est que misérables sophismes pour faire oublier qu'à défaut d'avoir la volonter d'affronter le régime il se contente d'un "combat d'idées". Comment peut-il prétendre que le peuple serait souverain, où a-t-il trouvé trace de la démocratie ? C'est le discours que tiennent tous les représentants du régime, donc il ne fallait pas attendre autre chose de sa part.

Mieux encore, il nous invite à faire "*confiance à l'intelligence du peuple souverain*", alors que c'est justement ce qui lui fait le plus défaut et il vient de le prouver une nouvelle fois, l'intelligence ou plutôt une conscience politique. Pourquoi, mais pour que le peuple assume la responsabilité de son "*choix*" si des régions étaient dirigées demain par le FN, sur quel plan, on n'en saura rien puisqu'il n'était "plus politique" a-t-il décrété et n'était pas davantage "*moral*" ou "*philosophique*", lui s'en lave les mains d'avance puisqu'il se situe sur le terrain du "*combat d'idées*" qui relève de l'impuissance ou de la stérilité et non sur celui du combat politique qui l'effraie tant. - LVOG)

Le Monde - Est-ce que le Front de gauche peut survivre à son résultat de dimanche soir, soit 4,15 % des voix ?

Mélenchon - " Je ne m'attendais pas à nous voir, cinq ans après, quasiment revenu à la case départ." LeMonde.fr 09.12

Il s'en tape complètement en fait ! A quoi s'est-il attendu un jour à part mener sa petite carrière d'illusionniste au service du régime ?

En famille. Les lieutenants ouvriers du capital appellent à voter Les Républicains.

- Les syndicats veulent «mettre en échec le FN» - Liberation.fr

- Régionales: la CGT appelle à "mettre en échec" le FN - AFP

La CGT a appelé mardi à "mettre en échec" le Front national, dimanche au second tour des élections régionales, accusant le parti d'extrême droite d'être un "danger pour le monde du travail et la démocratie".

"Il menace les libertés durement conquises par les travailleurs, la liberté d'expression au travail comme dans la société, la liberté de la presse, ou encore la liberté de mobilisation et d'organisation", détaille la centrale.

En dehors du marché du travail, le FN constitue aussi "une grave menace pour la démocratie", poursuit la CGT.

Lundi, l'Unsa et la CFDT ont, elles aussi, appelé à faire barrage au Front national. De son côté, Jean-Claude Mailly a rappelé que FO ne donnait "pas de consigne de vote" pour le second tour des régionales, qui se tiendra dimanche. AFP 08.12

Pour en avoir le coeur net je suis allé sur le portail national de la CGT pour vérifier la teneur exacte de leur déclaration, elle confirme ces citations.

- La CGT appelle à mettre en échec partout le Front National sur ses prétentions électorales et ses objectifs politiques et sociaux. (Communiqué de la CGT - Un danger pour le monde du travail et la démocratie 8 décembre 2015)

Il est bien écrit "*partout*", donc y compris dans les régions où seuls figurent en lice les candidats Les Républicains et ceux du FN, ce qui signifie que la CGT appelle ouvertement à voter pour le parti de Sarkory-Estrosi-Bertrand.

Vous avez là la nature réactionnaire de l'appareil de la CGT.

FO qui se prétend un syndicat apolitique parce que le régime lui va très bien comme il est, demeure fidèle à lui-même.

Quant aux syndicats jaunes, leur position sert juste à faire oublier que le gouvernement qu'ils soutiennent au côté du Medef, applique déjà en partie la politique du FN ou qu'il ne renierait pas.

L'intelligence que Mélenchon prêtait au peuple voudrait que les syndiqués rompent avec tous ces syndicats s'ils en avaient une, mais quelque part ils n'en auront pas l'occasion puisqu'il n'existe pas un seul syndicat indépendant de l'Etat qui représenterait réellement leurs intérêts. Est-ce voulu, intentionnel, je vous laisse deviner.

Parole d'internaute

Pourquoi les représentants du régime ne peuvent-ils que faire le jeu de l'extrême droite ? Pardi pour la protéger !

- "*L'instrumentalisation de la Shoah durant des décennies a eu pour conséquence de permettre de faire dériver systématiquement un grand nombre de réflexions sociologiques vers l'horreur nazie, et de créer ainsi le point de Godwin, arme idéologique redoutable qui empêche toute forme d'analyse sociétale cohérente et rationnelle concernant l'immigration massive, le communautarisme, la remise en question de certains dogmes idéologiques, etc.*

Imaginons qu'au cours d'une émission radiophonique ou télévisuelle, un sociologue propose de diligenter des études sérieuses utilisant des statistiques ethniques pour déterminer les différentes ethnies composant la population Française, et allez soyons fou, le taux de natalité de ces différents groupes afin de savoir ou en est dans ce pays. Et bien, il se fera lyncher par la horde des idéologues bien pensants et sera certainement traité d'eugéniste et de réactionnaire, voire même de "fachiste"; le point de Godwin aura fait son oeuvre.

Le rappel constant de la Shoah a généré une contre idéologie anti système dont Alain Soral est le principal représentant en France; et sous couvert d'antisionisme, cette contre idéologie est réellement anti judaïque. Les représentants de l'idéologie dominante sont incapables de se défendre contre le « conspirationnisme » en utilisant des méthodes cohérentes et rationnelles : parce que d'une part, ils ne maîtrisent pas ces méthodes, et d'autre part, une telle démarche ne pourrait être efficace qu'en mettant en évidence les réalités totalitaires du monde Occidental et ses mécanismes.

Pour les tenants de l'idéologie dominante et ses idiots utiles, le "remède" serait pire que le mal."

Wiktionary.org - Le « point » Godwin : moment où, dans un débat, les adversaires s'injurient ou caricaturent grossièrement les positions de l'autre, toute discussion constructive devenant alors impossible. Wiktionary.org

Et comme ils sont "*incapables de se défendre contre le « conspirationnisme » en utilisant des méthodes cohérentes et rationnelles*" sans révéler la véritable nature du régime et la leur au passage, ils le deviennent ou plutôt ils le sont conspirationnistes et ils le restent.

Harcèlement permanent de la Russie, du Venezuela, de la Chine et du Brésil

Le FMI change la règle qui menaçait son aide à l'Ukraine, colère de la Russie - AFP

Le FMI a décidé mardi de modifier une règle interne qui menaçait la poursuite de son plan d'aide à l'Ukraine, provoquant la colère de la Russie qui a dénoncé une décision "hâtive et biaisée".

Jusqu'à présent, le Fonds monétaire international (FMI) était dans l'incapacité d'apporter son assistance financière à un pays ayant fait défaut vis-à-vis d'un autre Etat.

Cette disposition était particulièrement problématique dans le cas de l'Ukraine, qui bénéficie d'un plan d'aide de 17,5 milliards de dollars du FMI depuis mars et qui est sur le point de faire défaut vis-à-vis de la Russie.

Etouffé financièrement par l'insurrection dans l'est du pays, Kiev a ainsi fait récemment savoir qu'elle ne rembourserait pas les 3 milliards de dollars dus à la Russie avant la fin de l'année et qui avaient été prêtés par Moscou à l'ancien régime.

Dans l'état actuel des choses, un tel défaut aurait mécaniquement conduit le FMI à suspendre son soutien à l'Ukraine, soutenue à bout de bras par les Occidentaux et notamment les Américains.

Conscient de ce risque, le FMI avait récemment indiqué avoir mené une réflexion sur cette question qui a abouti mardi après une réunion de son conseil d'administration, l'instance représentant ses 188 Etats-membres.

"Le conseil d'administration du FMI s'est réuni aujourd'hui et a décidé de changer la règle actuelle sur le refus d'arriérés de paiement vis-à-vis de créanciers officiels (publics, ndlr)", a déclaré mardi le porte-parole du FMI, Gerry Rice.

L'ampleur du changement et ses modalités n'ont toutefois pas été dévoilées et seront précisées "dans les prochains jours", a-t-il ajouté.

La Russie a aussitôt laissé éclater sa colère. "La décision de changer la règle semble hâtive et biaisée", a réagi le ministre russe des Finances, Anton Siluanov. "C'est uniquement fait pour nuire à la Russie et pour permettre légalement à l'Ukraine de ne pas payer ses dettes", a-t-il ajouté, selon des agences de presse russes.

Fin octobre, la Russie avait déjà dit craindre un changement "à marche forcée" de cette règle interne "dans un contexte très politisé". En creux, Moscou suggérait que le FMI était tentée de céder à la pression des Etats-Unis, son premier actionnaire. AFP 08.12

Biden veut faire **“**payer**”** la Russie pour son annexion de la Crimée - euronews.com

Ovation des députés ukrainiens pour Joseph Biden, invité à la tribune de la Rada, le parlement à Kiev. Le vice-président américain a menacé la Russie de lui faire payer davantage son “agression” contre l’Ukraine.

“Aujourd’hui la Russie occupe le territoire souverain ukrainien. Laissez-moi être très clair : les Etats-Unis ne reconnaissent pas et ne reconnaîtront jamais la tentative russe d’annexer la Crimée."

“Les Etats-Unis n’accepteront pas l’annexion de la Crimée, a déclaré Yulia Timochenko, ancienne Première ministre. C‘était ça la partie la plus importante de la déclaration pour nous. nous avons l’espoir que la Crimée, dans un futur proche, nous revienne”.

A Kiev, Sergio Cantone : “C’est donc un très fort soutien qui a été donné par les Etats-Unis à l’Ukraine dans son conflit avec la Russie, mais en même temps des efforts sont demandés au gouvernement et des réformes qui s’annoncent comme difficiles sont très fortement conseillées”. euronews.com 08.12

En complément.

- Washington attaque à l'OMC les aides de Pékin à son aéronautique - La Tribune

Le prix Nobel de l'OTAN.

- “Les prix Nobel sont harcelés en Russie”, pour Svetlana Aleksievitch prix Nobel de littérature 2015 - eurovews.com

Tous les écrivains russes qui ont remporté le prix Nobel de littérature ont été victimes de harcèlement en Russie, a déclaré à Euronews la nouvelle lauréate du prix Nobel de littérature, Svetlana Aleksievitch, de Biélorussie. L’annonce de son prix a provoqué une vive réaction dans le camp du pouvoir russe, à cause de sa position anti-Poutine. Dans une interview exclusive Svetlana Aleksievitch nous explique sa vision de la situation actuelle en Russie, et sa position sur l’avenir européen de l’Ukraine.

Svetlana Aleksievitch - ...à la première conférence de presse, on m’a interrogé sur l’Ukraine, j’ai dit que c‘était l’occupation russe, et Poutine, qui avaient déclenché la guerre civile. (...) Je l’ai toujours dit, mais M. Peskov, l’attaché de presse de Poutine, n’a jamais répondu. Et maintenant, il déclare que je ne possède pas toutes les informations… Le fait est qu’aujourd’hui, ça n’a pas d’importance, vous pouvez gagner trois fois le prix Nobel, dans les régimes autoritaires, on ne nous écoute pas.

L’annonce de votre prix Nobel a fait polémique en Russie. Beaucoup de gens disent que vous avez reçu ce prix pour votre position contre Poutine. Avez-vous été surprise de cette réaction? Ou est-ce que vous vous y attendiez?

Svetlana Aleksievitch - Non, pour être honnête je ne m’y attendais pas. Je n’avais pas prévu cette réaction, surtout de la part d‘écrivains. Je ne pense pas que la société russe soit malade à ce point. Mais tous les écrivains russes, qui ont reçu un prix Nobel, ont été victimes de harcèlement dans le pays: Bounine, Soljenitsyne, Brodsky et Pasternak. C’est vraiment étonnant.

Peut-être qu’il n’y a pas que Poutine ? Peut-être que beaucoup de Russes n’aiment pas le fait que vous appuyez sur des points douloureux de la société russe ?

Svetlana Aleksievitch - Il y a plusieurs raisons. Tout d’abord, je suis originaire de Biélorussie, un petit pays, que beaucoup de russes méprisent. La langue biélorusse est considérée comme une sous-langue issue du russe. Toute la société russe se considère comme en dehors du monde. Les premiers échecs de la perestroïka ont causé ce rejet. Et le pays est aujourd’hui fermé.

La liberté est devenue un gros mot. De nombreux Russes sont beaucoup plus proches de ce que dit Poutine : la grande Russie, et ses ennemis autour. C'est comme un ancien appel, qui rampe dans l'esprit du public. Il a fallu seulement quelques mois pour que des frères se battent, les Russes et les Ukrainiens. C'est impossible d'imaginer cela. Ma mère est ukrainienne, mon père est biélorusse. Et il y a tellement de gens comme cela.

Vous avez appelé à la libération de la pilote ukrainienne Nadia Savchenko, qui est dans une prison russe. Voyez-vous en elle un symbole de liberté et d'espoir pour l'Ukraine?

(Nadia signifie espoir en ukrainien)

Svetlana Aleksievitch - Oui, je suis très impressionée par cette femme. Depuis la première fois où je l'ai vue. Je ne sais pas si vous vous souvenez de son premier interrogatoire, et de la dignité qu'elle montrait. Elle était entourée par des hommes, arrogants, qui se sont comportés comme des rustres. Mais elle restait calme en disant : "vous pouvez me tuer, mais l'ensemble de l'Ukraine est contre vous". Et elle a ajouté: "j'aime vraiment ça". Je crois qu'ils pensaient que c'était juste une femme simple, qu'ils ont voulu exploiter, mais ils sont tombés sur une Jeanne d'Arc puissante, avec une forte personnalité.

Pensez-vous que l'avenir de l'Ukraine est européen?

Svetlana Aleksievitch - Je le pense. J'étais récemment en Ukraine, à Kiev, à l'université, et au musée de fortune sur Maidan. J'ai vu les gens qui y viennent, leurs visages, leur désir de vivre dans un pays différent. Je pense que l'Ukraine est le premier pays de l'espace post-soviétique qui a tenté de couper le cordon ombilical avec la Russie, pour décoller dans un autre monde, pour décoller en Europe. Une autre chose est que cela a fini dans le sang. La Russie ne veut rien lâcher, mais qu'est-ce que la Russie sans l'Ukraine ? Ce n'est plus la grande Russie dont les russes rêvent. Donc, l'Ukraine sera libre un jour. Mais cela devrait se faire avec moins de sang. euronews.com 08.12

- Venezuela : deux tiers des sièges du parlement aux antichavistes Bèle, Patrick - LeFigaro.fr

Victoire totale pour l'opposition vénézuélienne. La majorité qualifiée au parlement leur donne quasiment les pleins pouvoirs face à l'exécutif. LeFigaro.fr 08.12

- Venezuela : le Président Maduro annonce la démission de son gouvernement après sa débâcle électorale - euronews.com

Le chef de l'État veut restructurer le gouvernement, il a donc demandé à ses ministres de démissionner. euronews.com 08.12

- Brésil: Dilma Rousseff perd la première bataille contre sa destitution - AFP

La présidente brésilienne de gauche Dilma Rousseff a perdu mardi à l'Assemblée la première bataille sur sa destitution, quelques heures après avoir essuyé les critiques de son vice-président Michel Temer, qui lui succèdera si elle est finalement écartée.

A l'issue d'une séance houleuse, les députés de droite, alliés à des dissidents de la majorité gouvernementale, ont remporté une majorité de sièges au sein de la Commission spéciale qui sera chargée d'examiner la demande de destitution.

Les anti-Rousseff ont obtenu une majorité de 39 députés au sein de cette commission qui en comptera 65. Par 272 voix contre 199, ils ont ainsi fait barrage au camp gouvernemental qui proposait une liste beaucoup plus favorable à la présidente.

Mme Rousseff, accusée de maquillage des comptes publics en 2014 et 2015, a dénoncé la semaine dernière une tentative de "coup d'Etat" institutionnel "sans aucun fondement" juridique, ourdie par une opposition n'ayant pas digéré sa défaite électorale de 2014.

Sa popularité s'est effondrée sous la barre des 10% et son camp s'est fissuré de toutes parts, sous l'impulsion de son adversaire juré, le controversé président du Congrès des députés Eduardo Cunha, qui a donné la semaine dernière son feu vert à la procédure d'impeachment.

Ce député évangélique et ultra-conservateur, chef de file de l'aile dissidente du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB centre), a déclenché mardi la fureur des députés pro-Rousseff en décrétant que le vote serait "secret".

La séance s'est déroulée dans un climat d'extrême tension. Des députés pro-Rousseff ont même cassé des urnes électroniques pour protester contre le vote à bulletins secrets.

M. Cunha est lui-même visé par une procédure disciplinaire devant la Commission d'éthique de la chambre basse pour son implication présumée dans le vaste scandale de corruption Petrobras.

La présidente disposera ensuite d'un délai de dix sessions parlementaires pour présenter sa défense. La Commission spéciale aura alors cinq sessions pour approuver un rapport préconisant ou non sa destitution.

Ce rapport sera ensuite soumis à l'assemblée plénière du Congrès des députés. Deux tiers des votes (342 sur 513) seront nécessaires pour prononcer la mise en accusation de la présidente devant le Sénat. Dans le cas contraire, la procédure avorterait sans recours possible.

Le calendrier de cette procédure est encore inconnu, car il va grandement dépendre de l'annulation ou non des vacances parlementaires officiellement prévues du 22 décembre au 1er février.

"Il est trop tôt pour dire si c'est le début de la fin de Mme Rousseff", a commenté pour l'AFP Michael Mohallen, professeur de droit à la Fondation Getulio Vargas après le vote de l'Assemblée.

"D'un côté on a assisté à une démonstration de force inattendue du président de la chambre, Eduardo Cunha, alors qu'on pensait que c'était un mort vivant. De l'autre, on a vu qu'il y avait un nombre raisonnable de voix en faveur du gouvernement: 199 quand il en faudra 171 pour classer la procédure de destitution".

Sur le papier, Mme Rousseff semble en effet disposer d'un nombre suffisant de voix pour remporter la bataille finale et éviter sa mise en accusation devant le Sénat.

Mais elle aura besoin pour cela de rassembler un maximum de votes de députés du PMDB, l'arbitre des majorités parlementaires depuis deux décennies, qui est fortement divisé sur la question.

Dilma Rousseff espérait pouvoir compter sur le soutien du président du PMDB, son vice-président Michel Temer, 75 ans, silencieux depuis le lancement de la procédure de destitution.

La publication par la presse tard lundi soir d'une "lettre personnelle" pleine d'amertume de Temer à Rousseff a ruiné ces espérances.

M. Temer s'y plaint d'avoir été traité en "vice-président décoratif", et de la "défiance" de la présidente et du Parti des travailleurs (PT, gauche) au pouvoir envers lui et sa propre formation.

Or en cas d'éviction de Rousseff, c'est lui qui deviendrait président par intérim jusqu'en 2018. AFP 08.12

Dossier sur la Turquie

- Poutine veut des « experts étrangers » pour examiner les boîtes noires de l'avion russe abattu LeMonde.fr

La Russie a récupéré une boîte noire du bombardier SU-24 abattu par la Turquie à la frontière syrienne en novembre, et va la déchiffrer avec des spécialistes étrangers, a déclaré mardi 8 décembre le président Vladimir Poutine.

« Je vous demande de ne pas l'ouvrir pour l'instant », a déclaré M. Poutine au ministre de la défense Sergueï Choïgou lors de la présentation de la boîte noire, selon les agences russes, lui demandant de ne l'ouvrir « qu'en présence d'experts étrangers ».

M. Choïgou a déclaré que le territoire sur lequel était tombé le bombardier russe avait été « libéré » par les forces spéciales syriennes, ce qui leur a permis de découvrir la boîte noire dans une zone jusque-là tenue par les rebelles. Cela ne modifiera pas la position de la Russie

Le président Poutine a déclaré qu'une analyse de la boîte noire permettrait de déterminer la trajectoire et les paramètres de la position du bombardier au moment où il a été abattu par les forces aériennes turques. LeMonde.fr 08.12

- La Turquie sommée de retirer ses troupes déployées en Irak, refus d'Ankara - euronews.com

Le gouvernement turc a affirmé ce mardi avoir suspendu l'envoi des troupes, mais n'envisage pas pour autant de retirer ses hommes déjà sur place.

Cette présence militaire est très mal perçue par certains Irakiens. Des manifestants se sont ainsi rassemblés ce mardi devant l'ambassade turque à Bagdad. euronews.com 08.12

- La Russie déploie 7000 soldats sur les frontières turques - sahartv.ir

Le président russe Vladimir Poutine a donné l'ordre du déploiement de 7000 soldats sur les frontières turco-arméniennes.

Selon le journal turc "Zaman", " Poutine a fini par tenir sa promesse et a positionné près de 7000 soldats sur les frontières de la Turquie avec l'Arménie. selon certains analystes, cette initiative constitue une réponse de Moscou à l'abattage de l'un de ses Sukhoi.

Ces forces sont dotées de batteries de missiles anti aériens et de missiles anti char et de lance-missiles. Cette initiative russe a été entreprise dans le cadre des accords de défense aérienne commune signé avec l'Arménie. sahartv.ir 08.12

- La Turquie menace la Crimée... - sahartv.ir

Selon des images publiées sur des réseaux sociaux, des membres de la milice ethno religieuse "Loups gris" participent désormais au siège de la Crimée.

Une photo mettant en scène trois hommes faisant de leurs doigts le signe de l'organisation "Loups gris" fait le tour des médias en Crimée. Le chef de cette milice Linor Islamov illustre cette photo de cette manière : " nos partenaires turcs participent activement avec nous dans le siège de la Crimée". " Loups gris" est le nom d'une organisation extrémiste turque crée fin du 19ème siècle dont les tendances ultra ethnicistes l'ont poussé au terrorisme dans les années 70.

La chaine CNN turque a récemment diffusé une enregistrement vidéo mettant en scène l'un des comandants de cette milice, auteur de l'attaque contre le SUkhoi 24 russe il y a trois semaines. Cet homme, dénommé Alep Arsalan Jiliç ,est membre de cette milice terroriste et fils d'un ancien maire. En septembre dernier, le premier ministre Davoutoglu a visité le mausolée de Alep Arsalan Turkuch , fondateur des " Loups gris". sahartv.ir 08.12

- Syrie : Erdogan prône la création d'une zone tampon et le soutien aux rebelles - sahartv.ir

Le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan, a prôné l'implantation des zones tampons dans le Nord de la Syrie et le soutien aux rebelles modérés.

Le torchon brûle entre la Turquie et la Russie après la destruction par l'aviation turque d'un chasseur-bombardier russe dans l'espace aérien syrien. Le Premier ministre turc, Ahmed Davutoglu, a déclaré, mardi, lors d'un discours, que le gouvernement turc pourrait entreprendre des mesures de représailles contre Moscou, si nécessaire.

« Si nécessaire, nous allons adopter des embargos en représailles des actes de la Russie et cette question a été discutée lundi lors d'une session du gouvernement. Nous espérons pourtant pouvoir régler la tension sans être obligé de recourir à des mesures de représailles », a-t-il continué. sahartv.ir 08.12

- L'état d'urgence serait décrété aux zones kurdes (Erdogan) - sahartv.ir Le président turc a fait part d'un éventuel décret d'état d'urgence dans les zones au peuplement kurde, disant que le soutien au gouvernement syrien signifiait le soutien à Daech. « La Turquie prône la création d'une zone tampon dans le Nord de la Syrie afin que la nation syrienne puisse tracer son propre avenir et nous appelons tout le monde à soutenir ce plan », a déclaré le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors d'un discours, à Ankara, faisant allusion à la crise en Syrie. « Nous décrétons l'état d'urgence dans les zones au peuplement kurde, si nécessaire. Nous annonçons à nos frères kurdes que nous les soutenons et que nous défendons votre identité. Nous combattons également tous les groupes terroristes qui prennent pour cible notre pays », a-t-il dit. sahartv.ir 08.12

- Général Pinatel: il devient clair que c'est la Turquie qui a organisé l'envoi des migrants - sputniknews.com

"Maintenant, il devient clair au niveau des opinions occidentales que c'est la Turquie qui a organisé l'envoi de tous ces migrants dans lequel les terroristes étaient dissimulés et que ça a été entièrement pensé par Erdogan probablement en liaison avec Daech", a indiqué l'interlocuteur de l'agence. sputniknews.com 03.12

Pensé par les "fins" stratèges du Pentagone.

Dossier sur la Syrie

- Des vétérans britanniques jettent leurs médailles pour dénoncer les raids en Syrie - euronews.com

Des vétérans de l'armée britannique montent au front contre la guerre. Leur arme : leurs médailles. Ils sont venus ce mardi les jeter devant les grilles du 10 Dowining Street. Ils protestent contre la décision du gouvernement de lancer des raids en Syrie contre le groupe Etat islamique.

“Je suis venu exprimer mon dégoût face à la décision du gouvernement de bombarder une fois encore un autre pays”, clame le porte-parole Ben Griffin. “La guerre ne résoud rien, je rejette complètement cette notion”, dit-il.

Ils font partie de l’association “veteran for peace”, “les vétérans pour la paix”, qui compte quelques 160 membres. Parmi eux, des jeunes engagés en Irak, Libye ou Afghanistan. euronews.com 08.12

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Finlande

- La Finlande envisage le lancement d'un revenu de base de 800 euros mensuels - latribune.fr

Le pays nordique, qui traverse une grave crise économique, lance une expérimentation de revenu de base. Le but est de généraliser cette mesure pour faire baisser le chômage.

L'expérience fait beaucoup parler dans les pays anglo-saxons. La Finlande envisage de mettre en place un revenu de base de 800 euros à tous ses habitants en remplacement de l'ensemble des allocations versés par l'Etat. La proposition finale ne sera présentée par le gouvernement qu'en novembre 2016, mais si cette expérience est menée à son terme, le pays nordique serait le premier à se lancer au niveau national dans la réalisation effective de cette vieille idée. Cette proposition dépendra d'une expérimentation qui sera menée en parallèle. L'étude pourrait faire varier le montant final de la somme versée.

Le principe du revenu de base repose sur l'aspect généralisé et inconditionnel de ce versement. Il doit également se substituer à toute autre forme de transfert social conditionné ou non, comme l'assurance chômage ou les allocations familiales. L'idée qui préside à ce revenu de base est que les demandeurs d'emploi seront davantage motivés pour chercher des emplois. Les détracteurs du revenu de base y voient un « encouragement à la paresse », mais ce pourrait aussi être un moyen pour beaucoup de reprendre des études et, donc, de changer plus aisément d'emploi.

Les trois buts visés par le gouvernement

L'ambition du gouvernement de droite finlandais est triple, selon Olli Kangas, un des scientifiques qui travaillent sur le projet. D'abord, le revenu de base pourrait favoriser le travail partiel et temporaire. Les salariés disposant du « matelas de sécurité » du revenu de base seraient moins hésitants à accepter des tâches réduites et ponctuelles. Dans l'esprit du gouvernement, ceci contribuera à « fluidifier » le marché du travail et améliorerait la compétitivité des entreprises finlandaises, actuellement bien à la peine. Depuis quelques mois, le gouvernement impose des « réformes » sévères pour aller dans ce sens.

Deuxième objectif : supprimer les « découragements » à la recherche du travail. S'appuyant sur l'idée que le chômage repose sur le manque de volonté des demandeurs d'emploi, les concepteurs du revenu de base entendent encourager ceux qui, jusqu'ici touchaient des allocations chômage supérieures aux 800 euros mensuels à trouver rapidement un emploi. Une meilleure formation, soutenue par ce revenu de base, peut favoriser une meilleure mobilité professionnelle.

Enfin, Olli Kangas entend simplifier le système des allocations sociales en réduisant la bureaucratie. Le premier ministre finlandais, Juha Sipilä, du parti du centre, un parti de centre-droit plutôt libéral, a précisé que, selon lui, « un revenu de base signifie un système de sécurité sociale simplifié. » Le caractère inconditionnel et généralisé du revenu de base réduira le besoin de vérifier et remplir les modifications de revenus des allocataires. Les dépenses de l'État pourraient donc être réduites.

Coût ou gain ?

Pour la Finlande, la facture de cette expérience pourrait s'élever à 46,7 milliards d'euros par an, car le revenu de base n'est pas imposable. En 2013, selon l'office finlandais des statistiques, l'ensemble des dépenses sociales s'élevait à 50,43 milliards d'euros. Il y aurait donc une économie pour le budget du pays, sans compter les retombées attendues, si, effectivement, cette mesure est capable de réduire le taux de chômage et les dépenses administratives.

Grave crise

La Finlande traverse actuellement une des plus graves crises de son histoire économique de l'après-guerre. Le PIB du pays a

reculé au troisième trimestre de 0,5 % sur un trimestre et de 0,2 % sur un an. L'économie du pays ne progresse plus depuis près de deux ans. Son taux de chômage se situe à 9,5 % de la population active en termes européens, contre 7,6 % voici trois ans. Le pays souffre d'une forte baisse de sa compétitivité par rapport à l'Allemagne, notamment. C'est là le problème principal de l'emploi dans le pays et la question de l'incitation au retour à l'emploi ne peut jouer qu'à la marge.

Trouver le bon montant

Dans un pays où le gouvernement multiplie les mesures d'austérité sans parvenir à redresser la croissance, la question du revenu de base sera celle de sa perception. 69 % des Finlandais y sont favorables selon les sondages, mais il faudra constater ses effets globaux sur la demande interne du pays. Pour certains, le revenu de base représentera une perte de revenus, pour d'autres un gain. Le plus difficile sera donc de trouver le bon curseur. L'expérience finlandaise risque donc de faire encore parler. latribune.fr 08.12

Je n'ai pas eu le temps de me documenter sur la situation sociale en Finlande et de réfléchir au sujet traité ici. Au regard de la stratégie mondiale de l'oligarchie financière, cela pourrait aboutir à une situation où vous seriez obligé d'accepter leurs conditions ou l'emploi qu'ils vous imposeraient pour bénéficier à la fois de ce revenu et des services sociaux, dans le cas contraire vous seriez totalement exclu de la société, condamné à la mendicité, à mort quoi.

De nombreux pays servent de laboratoire sur différents plans à la mise en place de leur stratégie à l'échelle mondiale, voyez les Etats-Unis (privé de droits politiques et sociaux, société en putréfaction), la Palestine occupée (Etat d'exception permanent), la Grèce (Gouvernée par la troïka), l'Ukraine (Néonazi et règne de la terreur), la Chine (Parti unique), l'Arabie saoudite (Ploutocratie), Qatar (Syndicats hors la loi)...

ECONOMIE

1- Pétrole

- Pétrole: le baril, sous les 40 dollars, continue de dégringoler - La Tribune Les cours du pétrole poursuivent leur chute, après le constat de désaccord dressé vendredi à l'issue de la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de l'Opep, peu enclins à réduire leur plafond de production. Le Brent dégringole sous les 40 dollars ce mardi après-midi.

Le baril de Brent de la mer du Nord -la référence européenne du brut- a chuté mardi 8 décembre sous la barre des 40 dollars pour la première fois depuis près de sept ans.

Le cours du Brent échangé sur l'Intercontinental Exchange de Londres, avait déjà franchi lundi son précédent plus bas atteint fin août...Ce mardi, en début d'après-midi, le baril pour livraison en janvier est tombé à 39,81 dollars, soit un minimum depuis le 20 février 2009.

Sur le New York Mercantile Exchange, le cours du baril de "light sweet crude" (WTI) pour livraison en janvier est tombé mardi vers 14H00 GMT à 36,64 dollars, son niveau le plus faible depuis le 19 février 2009. La veille, il avait clôturé à 37,50 dollars.

En dépit de la chute des prix du pétrole, qui ont perdu plus de 60% de leur valeur depuis la mi-2014, l'Opep a décidé à Vienne vendredi 4 décembre, lors de sa réunion semestrielle, de maintenir sa production à ses niveaux actuels, estimant qu'une réduction de celle-ci n'aurait pas beaucoup d'effet sur le marché.

Fidèle à sa position adoptée un an plus tôt et maintenue il y a six mois, le cartel n'a donc pas annoncé de réductions de production. Encore plus inattendu, l'Opep n'a même pas pris la peine d'établir un objectif chiffré de production.

"Aucun plafond n'a été mentionné, ce qui suggère que le groupe n'a pas réussi à s'entendre sur la meilleure façon de tenir compte du retour du pétrole iranien sur les marchés maintenant que les sanctions ont été levées", et que le retour de l'Iran sur le marché devrait être pleinement effectif en janvier, a noté Craig Erlam, analyste chez Oanda.

Le quota de production du cartel était de toute façon théorique, puisque la production réelle des pays de l'Opep se situe actuellement aux alentours de 32 millions de barils par jour (mbj), selon différentes études, soit nettement plus que l'objectif de 30 mbj maintenu lors de ses précédentes réunions.

Selon l'analyste Craig Erlam, la décision de l'Opep ne présage donc rien de bon pour les producteurs de pétrole alors que l'année écoulée a vu le marché être inondé de brut et que les conteneurs de stockage ont quasiment atteint leur capacité maximale, ce qui, selon l'analyste, laisse encore largement le champ libre à de nouvelles baisses des cours.

"La combinaison d'un marché saturé d'offre et d'une demande mondiale molle semble être favorable à un nouveau déclin des cours vers les 35 dollars le baril (pour le Brent) et 32 dollars le baril (pour la référence new-yorkaise), soit le niveau atteint durant la crise financière de 2008", a observé pour sa part Ipek Ozkardeskaya, analyste chez London Capital Group. latribune.fr 08.12

2- Matières premières. Mines.

- Les compagnies minières contraintes de réduire la voilure face à la chute des cours AFP

Les grandes compagnies minières sont contraintes de réduire la voilure dans un contexte de chute des cours du minerai de fer et des métaux industriels, à l'image d'Anglo American qui a annoncé mardi des mesures d'économie et une réduction drastique d'effectifs.

Le secteur est victime d'une surabondance de l'offre alimentée par les géants du secteurs, couplée à une baisse de la demande originaire de Chine, la deuxième économie du monde.

Le minerai de fer - utilisé pour fabriquer de l'acier - est passé sous les 40 dollars la tonne, selon l'indice de référence portant sur les livraisons au port chinois de Qingdao, compilé par Metal Bulletin.

Entre le début de l'année et fin novembre, les cours du nickel ont plongé de 38%, le minerai de fer de 33%, le cuivre de 29%, le platine de 25% et les diamants de 15%, estime Anglo American, l'un des grands producteurs miniers.

Et ce contexte difficile devrait durer, jugent les experts.

"A l'approche de 2016 il est clair que la surcapacité de ces dernières années dans le secteur minier va prendre du temps à se résorber" tandis que "la demande chinoise devrait rester faible", souligne Michael Hewson, analyste chez CMC Markets.

Pour s'adapter, les compagnies minières annoncent des mesures drastiques.

Anglo American, une multinationale basée à Londres, a annoncé mardi une restructuration "radicale", prévoyant des cessions d'actifs, de nouvelles économies et une réduction des investissements.

A l'issue de cette cure d'amaigrissement, le groupe comptera moins de 50.000 employés contre 135.000 aujourd'hui, une réduction de deux-tiers de ses effectifs.

"La sévérité de la détérioration des cours des matières premières nécessite des mesures plus audacieuses", a expliqué le directeur général Mark Cutifani, qui présentait mardi son plan aux investisseurs.

Le nombre d'actifs de l'entreprise sera réduits de 60%, les détails sur le futur portefeuille de l'entreprise devant être dévoilés en février.

Le groupe minier a déjà prévu de ramener le nombre de ses divisions de six à trois: De Beers (diamants), Industrial Metals et Bulk Commodities.

Anglo American veut aussi réduire ses dépenses d'investissements d'environ 1 milliard de dollars supplémentaires d'ici à la fin de 2016.

Le groupe s'attend à des dépréciations allant de 3,7 à 4,7 milliards de dollars - reflétant la baisse de la valeur de ses mines et des ventes d'actifs - et va suspendre le dividende versé aux actionnaires au titre du deuxième semestre et de 2016.

Son concurrent anglo-australien Rio Tinto a également annoncé mardi qu'il allait réduire ses investissements de près d'un milliard de dollars l'an prochain. Il les attend désormais autour de 5 milliards de dollars contre près de 6 milliards prévus auparavant.

Les géants du secteur ont été malmenés à la Bourse mardi. A Londres, l'action Anglo American a clôturé sur une chute de 12,29% à 323,65 pence.

Ses annonces ont en effet encore laissé sur leur faim certains observateurs. "Nous avons bien peur que ce ne soit pas suffisant", écrivent les analystes de la banque Barclays dans une note.

"Nous espérions voir des coupes plus significatives dans plus de divisions y compris le platine, les diamants, le nickel et le charbon", ont ils expliqué.

Le suisse Glencore, dans la tourmente depuis plusieurs mois, a dégringolé de 6,92% à 79,45 pence, tandis que BHP Billiton a perdu 5,54% à 722,80 pence et Rio Tinto 8,37% à 1.893 pence. AFP 08.12

Banque

- Morgan Stanley supprime 1.200 emplois dont des centaines de banquiers et traders - AFP

- Morgan Stanley se retire du courtage de métaux de base - Reuters

Morgan Stanley va fermer l'ensemble de ses activités de courtage de métaux de base dans le monde dans le cadre d'un plan d'économies qui pourrait se traduire par une baisse de 25% des effectifs de sa division de taux fixes et de matières premières, a-t-on appris mardi d'une source au sein de la banque d'investissement américaine.

Certains postes pourraient disparaître aussi dans les équipes en charge des métaux précieux et de l'énergie, mais la banque veut rester présente sur ces marchés, qui sont mieux à même de lui assurer la rentabilité visée. Reuters 08.12

Haut de page

Le 10 décembre 2015

CAUSERIE

Vous aurez constaté qu'on utilise les dépêches ou articles d'agences de presse officielles au plus près du terrain, une iranienne pour le Moyen et le Proche-Orient, une russe pour les questions auxquelles la Russie est mêlée, vous comprendrez qu'on ne peut pas se fier à une agence de presse saoudienne, israélienne ou ukrainienne, pourquoi pas à celle du IIIe Reich, franchement. On évacue les articles qui tiennent de toute évidence de la propagande, sauf quand ils comportent des faits intéressants. Nos lecteurs que l'on respecte sont censés savoir lire, on leur mâche déjà assez le boulot.

Autre chose.

J'aurais bien écrit une connerie ou une provocation du genre, nous sommes le premier parti en France pour avoir été les seuls (à ma connaissance) à appeler au boycott des élections régionales, mais je ne le ferai pas car je devrais préciser anonyme et cela ne ferait pas très sérieux, car j'ignore toujours qui se connectent à notre portail.

Ce qu'il y a de bien en vivant en Inde, c'est que j'ai un train d'avance sur vous, alors qu'on pourrait croire justement le contraire puisque c'est un pays encore sous-développé. Je vous expliquerai un autre jour ce que j'entends par là.

Par exemple. Quand je sors de chez moi en moto ou quand je quite une personne à laquelle j'ai rendu visite, invariablement on me conseille de faire très attention, de ne pas rouler vite, souvent on me le répète des fois que je n'aurais pas bien entendu, ok. ça va je ne suis pas sourd ni con non plus, comme si je risquais ma vie, et j'imagine que c'est à juste titre tant la route est hyper dangereuse. Et vaut mieux être en bonne santé, ne pas tomber malade, faire attention où on met les mains, les pieds, à ce que l'on mange ou boit, etc. un moment d'inattention et hop votre vie peut basculer ! Ce n'est là qu'un tout petit aperçu de ce que je vis au quotidien sans parler de la violence qui flotte dans l'air en permence.

Alors ce que vous vivez en France, c'est de la rigolade à côté, notez bien que cela ne me fait pas rire du tout, c'est pathétique, pitoyable d'avoir une si longue tradition de la lutte des classes derrière soi pour en arriver là. A qui la faute ? La question qui tue... ceux qui ne tiennent surtout pas à ce qu'on y réponde.

J'avais vu juste en mettant dans la page d'accueil du portail la couverture de L'Humanité et du Figaro *Le choc*. J'ignorais encore que le POI tenait à en être, Lucien Gauthier ayant cru bon de commencer son éditorial (Informations ouvrières n° 381 paru ce jour) en écrivant : "*Le choc ». C'est ainsi que la presse rend compte des résultats des élections régionales, qui ont vu un électeur sur deux s'abstenir.* " enchaînant comme il se devait sur "*l'effondrement*" du PS et des Républicains qui n'en est pas vraiment un : "*Cette élection est marquée par l'effondrement commun de la gauche et de la droite, ouvrant la voie aux résultats électoraux du Front national.*", maintenant au passage l'illusion criminelle que le PS serait de gauche, ce qui est loin d'être gratuit, rappelons que c'est justement cette imposture qui nous a menés où nous en sommes, comme quoi le POI en partage bien la responsabilité.

Pour ce qui est de cet "*l'effondrement*" qui en fait s'inscrit dans le prolongement des scrutins précédents, rappelons les chiffres que nous avons reproduits dans la causerie d'hier, le PS est passé de 29,14% en 2010 à 23,2% en 2015, en comparaison le

PASOK en Grèce est à 7%, et Les Républicains (inclu le MoDem) sont passés de 30,22% en 2010 à 27,4%.

Passons aux choses sérieuses.

Quel parti ou quelle formation politique, quel syndicat avait appelé à boycotter les élections régionales ou à se placer au côté des 65 à 70% d'ouvriers et de jeunes qui ont refusé de participer à cette farce sordide consistant à cautionner les institutions et le régime ?

Réponse : Aucun.

Voilà qui traduit assez bien l'état de putréfaction avancée auquel en est rendu le mouvement ouvrier. Partant de là, avons-nous une chance de nous en sortir ? Absolument aucune. Dans ces conditions notre combat est perdu d'avance et la barbarie a de beaux jours devant elle, il faut en avoir conscience. A moins qu"un parti rompe avec la collaboration de classe avec le gouvernement, le patronat, le régime, ses institutions.

Pour hétéroclite que soit ma situation et quelles que soient les maladresses ou les erreurs que j'ai pu commettre, le fait de n'avoir pour ainsi dire reçu aucun soutien en dehors de 3 ou 4 militants ne fait que confirmer mon diagnostic, car en aucun cas je n'ai tenu des positions démagogiques, opportunistes, gauchistes, réactionnaires. Tous nos efforts auront été vains, hélas !

Et le POI de faire dans la récupération. Titre du n° 381 d'Informations ouvrières daté du 10 décembre: *Malgré les appels à voter de tous côtés... 50% des électeurs ont refusé d'aller voter !*

Malgré l'absence d'appel au boycott du POI il faut ajouter pour que le tableau soit complet.

Et en guise d'analyse on aura le droit à une revue de presse. Mais encore ? Ils posent une question : "*Et maintenant ?*" à laquelle ils répondent par des lieux communs débouchant sur une question qui va vous éclairer pour la suite "*Jusques à quand ?*".

Que proposent-ils concrètement ? Outre les éternelles pétitions qui finissent à la poubelle, après le Ve Congrès du POI, "*ouvert*" s'il vous plaît, ils proposent la tenue d'une conférence ayant pour thème la défense de nos acquis sociaux pour occuper leurs militants. Et sur le plan politique ou dans quelle perspective politique ? Rien, aucune. Pourquoi, c'est un problème, cela devrait en être un ? Non, non, tout est dans l'ordre des choses.

Au fait, une dernière question. Ont-ils au moins rendu compte des appels des syndicats à voter Les Républicains le 13 décembre, à l'exception de FO (et peut-être Sud, je n'en sais rien) qui quel que soit le gouvernement soutient le régime ? Vous voulez rire ou quoi !

Parole d'internaute

- "*Il est plus facile de tromper les gens que de convaincre les gens qu'ils ont été trompés.*"

Et comment, vous ne croyez pas si bien dire ! Même quand on leur met les faits sous le nez, et cela concerne toutes les couches de la population, des plus arriérées aux plus instruites, aux intellectuels, à ceux qui prétendent avoir acquis une conscience politique. Pourquoi ? C'est à croire que finalement ce qui les sépare est infime.

Pour être issu d'un milieu ouvrier arriéré et pour baigner aujourd'hui dans un milieu ouvrier profondément arriéré, je peux témoigner qu'il est difficile de se faire entendre ou d'être pris au sérieux par des membres de cette couche d'ouvriers, voire impossible si vous avez par ailleurs des relations familiales avec ces travailleurs ou s'ils vous connaissaient auparavant. C'est difficile et ils ne vous prennent pas au sérieux parce qu'ils ne voient pas en quoi vous seriez différents d'eux puisque vous appartenez au même milieu ou à la même classe qu'eux, et se considérant comme inaptes à prendre en mains leur destin, ils ne voient pas pourquoi vous le seriez davantage. Ils n'ont pas confiance en eux-mêmes parce qu'ils n'ont pas conscience de leur condition. On leur a inculqué tout au long de leur vie qu'ils appartenaient à la classe inférieure des dominés et ils se comportent comme tels, ce qui n'autorise pas à un de ses membres à briser ce joug ou à adopter un autre comportement, ils vous dénieront la faculté de pouvoir envisager d'autres rapports ou de changer la société, car ployant sous un complexe d'infériorité qui traduit le poids de l'inertie de l'histoire qui les écrase.

Ils estiment normal que dans la soiété il en ait qui travaillent et que d'autres pensent et décident à leur place puisque pour eux il en a toujours été ainsi, il n'y a donc aucune raison que cela change un jour, et comme vous faites comme eux partie de ceux qui travaillent, vous êtes forcément mal placés pour penser et diriger le pays, ils vous écoutent poliment, manifestent leur accord avec les idées que vous leur avez exposées, mais ils vous dénient le droit de pouvoir les appliquer, ils préfèrent que d'autres s'en chargent, et s'il ne s'en trouve pas, et bien tant pis la vie va continuer comme avant, ils y sont tellement habitués qu'ils préfèrent s'accommoder de cette idée plutôt que vous faire confiance.

Le clivage droite gauche qui a été savemment entretenu, avait aussi pour objectif de leur donner l'illusion que la gauche incarnait ces idées, et qui si elle ne parvenait pas à les appliquer, c'était certainement parce qu'elle rencontrait des obstacles insurmontables qui l'en empêchaient et elle n'y était pour rien, eux-mêmes se sentant impuissants à changer quoi que ce soit, ils pouvaient facilement concevoir que la soi-disant gauche en soit elle-même dans l'impossibilité, pour finalement continuer de placer leur espoir en elle, même s'ils finissaient par ne plus trop y croire jusqu'au moment de la rupture. Rupture qui intervenant dans un contexte confus sera forcément désordonnée, et conduira certains d'entre eux à se diriger dans la mauvaise direction ou à accorder leur confiance à l'extrême droite, cela vaudra également pour une partie de ceux qui plaçaient leur espoir dans la droite ou le parti de l'ordre officiel, pendant que d'autres encore plus nombreux abandonneront tout simplement tout espoir et cesseront de voter.

Ce qu'on vient de décrire s'applique à toutes les couches de travailleurs, de l'ouvrier qui sait à peine lire et écrire au cadre supérieur, aux classes moyennes, à la petite bourgeoisie, à ceci près que ces couches supérieures et ces classes intermédiaires n'ont jamais réellement envisagé la nécessité de changer de société pour trouver leur compte dans celle existant.

Elles refusent d'admettre que le capitalisme comme tout système comporterait un début et forcément une fin, pour avoir lié leur sort à celui du capitalisme qui leur a octroyé une condition relativement confortable, ils craignent donc d'avoir plus à perdre qu'à gagner à changer de société, même lorsque le capitalisme devient synonyme de régression sociale sans fin, de chaos et de guerre. Du coup elles se réfugieront également dans le déni face à vos arguments qui n'auront aucune emprise sur eux. Il faudra qu'ils soient directement et violemment frappés par la crise du capitalisme pour commencer à admettre qu'ils pourraient bien finir par perdre tous leurs privilèges ou qu'ils ne doivent plus espérer dans l'avenir une vie meilleure, et qu'il serait temps de penser à prendre leur destin en mains.

Ce qui ne veut évidemment pas dire qu'ils se tourneront vers vous, puisque vous n'avez jamais été capables de leur ouvrir les yeux ou de leur tenir un discours cohérent et sérieux, même si de leur part il existait une grande part de mauvaise foi ou de malhonnêteté intellectuelle qu'ils continueront à entretenir aussi longtemps que leur condition ou leur mode de vie ne sera pas gravement menacé. Ils demeureront sous l'influence de l'idéologie dominante, et il vous faudra témoigner d'une détermination sans faille, vous armer de patience et surtout faire preuve d'une rigueur à toute épreuve, pour qu'ils veuillent bien vous écouter et vous prendre au sérieux.

Eux non plus n'ont jamais envisagé de participer à la direction de la société en laissant le soin à des élites de s'en charger à leur place. Aussi il leur sera difficile de concevoir qu'ils en seraient capables, d'où leur manque d'enthousiasme à l'idée de s'engager dans un parti politique avec tout ce que cela comporte de contraintes ou de sacrifices qu'ils ne sont pas prêts à concevoir ou à accepter, si cela ne leur apporte aucune satisfaction sur le plan personnel.

Les membres des couches supérieures, des classes moyennes et de la petite bourgeoisie peuvent être amenés à réagir, quand la décomposition de la société atteint un niveau inquiétant au point qu'elle ne les épargne plus ou parce qu'ils craignent qu'elle fasse peser une menace sur leur avenir, ceux de leurs enfants ou petits-enfants.

La situation étant devenue délétère ou irrespirable en France comme dans le monde, va les pousser à se poser davantage de questions et y chercher des réponses, à nous de leur en proposer qui ne relèvent ni du dogmatisme, ni du slogan politique ou ni de la propagande doctrinaire, ce qui nécessite de replacer la situation sur un plan historique pour qu'ils puissent comprendre qu'elle n'est le produit ni du hasard ni de la fatalité ni dont on ne sait quelle erreur commise dans le passé, mais qu'elle est le résultat d'un processus matérialiste et dialectique parvenu à son terme, et qu'à défaut de le dépasser (le capitalisme) la société sera vouée inexorablement à se décomposer de plus en plus, à la déchéance, de sorte qu'aucun de ses membres ne sera épargné, pas mêmes eux.

On ne leur demandera pas d'adhérer à une idéologie, une doctrine, une théorie, un programme, une idée, un idéal, mais uniquement de saisir les faits dans leurs rapports ou enchaînements et d'observer les conséquences qui en ont découlées et ainsi de suite, de manière à pouvoir comprendre pourquoi ou comment la société s'est forgée et transformée pour en arriver à la situation actuelle.

Cet exercice sera relativement facile à mener, encore faudra-t-il être soi-même délivré de tout a priori, être capable d'écouter attentivement, être en mesure de décrire ce processus plus que l'interpréter, et surtout s'être débarrassé de cette propagande à l'emporte-pièce qui a le don d'inspirer la méfiance par dessus tout.

Encore faudrait-il un parti où les militants seraient formés pour appliquer ces principes ou atteindre ce niveau de conscience politique, afin d'adapter leur discours en fonction de leur auditoire et d'être réellement en mesure de défendre leurs idées, au lieu de cavaler dans tous les sens ou de consacrer tout leur temps au syndicalisme, en pure perte comme on peut l'observer ou pour finalement en être toujours au même point proche du zéro absolu 70 ans plus tard, c'est-à-dire parfois en dessous de tout.

Compte tenu qu'il existe de nos jours une multitude de canaux par lesquels les membre des couches supérieures, des classes moyennes et de la petite bourgeoisie, mais aussi de très nombreux ouvriers des couches inférieures à l'esprit ou à la conscience plus développée que le reste de la classe ouvrière qui cherchent à comprendre la situation et de quelle manière elle évoluera, peuvent accéder à l'actualité et à des portails internet diffusant des faits ou publiant des analyses que les

médias institutionnels censurent ou se refusent de publier, nous pouvons leur proposer une interprétation de la situation qui présentera l'avantage de s'appuyer sur l'ensemble de ces faits disséminés dans tous ces portails dans laquelle on aura intégré la lutte des classes que ces portails s'emploient à occulter, de sorte que notre discours apparaîtra cohérent et sérieux, digne d'intérêt, et qui sait les incitera à rejoindre notre combat pour le socialisme.

En famille. "la gauche rassemblée", c'est le pendant du "syndicalisme rassemblé"... autour du régime.

- La CFDT et la CGT appellent à barrer la route au Front National - latribune.fr

D'ailleurs, un sondage Ifop publié par l'Humanité au lendemain du premier tour des régionales de dimanche dernier montre que le syndicalisme constitue un barrage très fragile contre la tentation du vote FN.

29 % des salariés se déclarant proches (mais pas adhérents) d'un syndicat ont voté Front national contre 32 % pour l'ensemble des salariés. (Donc 15% en tenant compte de l'abstention, des votes blancs ou nuls, moins encore en prenant en compte les non-inscrits. - LVOG) Ce sont les salariés se déclarant proches de Force Ouvrière qui se montrent les plus sensibles aux sirènes frontistes: ils sont 33% à avoir voté pour le FN. Il faut dire que Force Ouvrière est le syndicats où l'on trouve la plus grande diversité des choix politiques, allant de l'extrême gauche trotskyste... au Front National. (Apolitisme ou sans rire indépendance des organisations oblige ! - LVOG)

Les sympathisants CGT sont eux 27 % à avoir voté FN. Enfin, 26% des proches de la CFDT ont également voté FN. latribune.fr 09.12

Normal avec un syndicalisme lié au régime ou franchement corporatiste, comme le FN quoi !

Lu dans un autre passage de cet article de La Tribune :

- CFDT : Il est normal que ce syndicat lié au Medef et au gouvernement estime que Les Républicains sont "en capacité d'assurer la cohésion sociale, le dialogue".

- CGT : Le FN "porte un projet de régression sociale", mais ni Les Républicains, ni le PS.

En famille. Ce sont eux qui le disent. Voter PS, puis appeler à voter pour Les Républicains, ne valait guère mieux que voter pour le FN.

- Marine Le Pen ou Xavier Bertrand? Cherchez la différence dans leurs programmes - Le Huffington Post

- NPDC/Picardie: tir groupé Aubry-de Saintignon-Kanner pour appeler à "voter Bertrand" - AFP

- Nord-Pas-de-Calais-Picardie: Bové, Blandin et Cohn-Bendit soutiennent Bertrand - leparisien.fr

Les écologistes Marie-Christine Blandin, ancienne présidente de la région Nord-Pas-de-Calais, Daniel Cohn-Bendit, ex-député européen, et José Bové, eurodéputé, ont appelé mercredi à voter pour le candidat Les Républicains Xavier Bertrand contre Le Pen.

«Nous sommes à un de ces moments de l'histoire où ce qui rassemble doit être plus fort que ce qui divise. Nous appelons donc à voter pour le seul candidat républicain restant en lice : Xavier Bertrand», ont affirmé les trois écologistes dans un communiqué. Selon eux, «toute abstention est une voix indirecte pour le Front National». leparisien.fr 09.12

Au sein du Front de Gauche, André Chassaigne (PCF) a notamment déclaré qu'il voterait pour Xavier Bertrand ou Christian Estrosi face au FN s'il était électeur dans une de ces deux régions. huffingtonpost.fr 09.12

Au moins vous savez de quel côté de la barricade se situe le Front de Gauche.

En complément. Comme au premier tour, ils ne savent plus quoi inventer pour manipuler les masses.

- Régionales : le sursaut des procurations - Francetv info

- Régionales : un front anti-FN - Francetv info

- Régionales 2e tour: un sondage donne Estrosi et Bertrand gagnants face au FN - AFP

Cacophonie, débandade, vocifération, gesticulation, règlement de compte, ils donnent raison aux 23 millions d'abstentionnistes.

- Hidalgo: "J'appelle à voter LR" en cas de risque FN, "on se posera (les) questions après" - AFP

"Moi, j'appelle à voter pour la liste LR, que ce soit dans le Grand Est, mais aussi en Paca pour Christian Estrosi et pour Xavier Bertrand" en Nord-pas-de-Calais-Picardie, a lancé Mme Hidalgo sur iTELE.

"Je comprends le désarroi des militants (...) on en est à appeler à voter pour les candidats de droite, ça pose question, et on se posera ces questions après. Mais là, il n'y a pas le choix", a ajouté la maire de Paris. AFP 09.12

Et ce sont ces gens-là qui donnent des leçons de démocratie au monde entier. Mafieux, escrocs, démagogues, manipulateurs, falsificateurs, ils cumulent ces saloperies, et après ils s'étonnent que les gens ne veulent plus voter pour eux, et puis plus du tout car la gauche est totalement corrompus et l'extrême gauche est inaudible ou vendue également.

Ils sont abjectent, ignobles, sordides, cruels et finalement monstrueux puisqu'ils se rangent tous derrière la version officielle sur la Syrie qui sanctifie la barbarie en l'armant et en la finançant, ces gens-là sont dangereux.

Dialogue imaginé entre Hidalgo ou Aubry et un sympatisant du PS.

- Vote et ferme-la, t'auras tout le temps de l'ouvrir après et on t'répondra ce qu'on voudra quand on voudra, t'as pigé ?

- Mais ce sont nos ennemis tout de même.

- T'as rien pigé, ce sont des républicains.

- Mais ils sont de droite.

- Et alors, qu'est-ce que ça change ?

- On n'as pas le choix alors ?

- Non, et ça suffit maintenant, la discussion est close.

- C'est ça la démocratie ?

- Tu parles de ce que tu ne connais même pas pauv'cave.

- Régionales : incompréhension après le maintien de Jean-Pierre Masseret dans le Grand Est - Francetv info

Dans le Grand Est, le socialiste Jean-Pierre Masseret a décidé de se maintenir malgré les consignes de son parti. Il se présentera dimanche 13 décembre au second tour des régionales sans l'investiture PS. Hier soir, mardi 8 décembre, 71 de ses 189 colistiers se sont retirés. Pas assez pour invalider sa liste. "Nous sommes présents, nous sommes debout, nous n'avons pas subi les diktats, nous ne nous sommes pas couchés devant les impositions, nous sommes capables de réfléchir par nous-mêmes, d'analyser les situations politiques par nous-mêmes et de faire des choix qui sont les nôtres", a déclaré le candidat dissident PS.

Pourtant, tout a été tenté pour faire plier le Lorrain. Dans les rangs de gauche, c'est l'incompréhension. Ils redoutent voir la région livrée au Front national. Francetv info 09.12

- Régionales : François de Rugy pointe la responsabilité de Duflot et Mélenchon dans l'échec de la gauche Public - Sénat

- Régionales : la sénatrice Leila Aichi suspendue par EELV pour son soutien à Pécresse - LeParisien.fr

- La sénatrice Leila Aïchi quitte le parti des écologistes - LeParisien.fr

- Valls réfute Macron: «C'est moi le chef du gouvernement» - 20minutes.fr

- Régionales: Bertrand (LR) enjoint les leaders LR et Sarkozy de "se taire" - AFP

- Nicolas Sarkozy à quitte ou double face au Front national - Reuters

- Régionales: l'élu FN de Clermont-Ferrand qui avait appelé à voter Wauquiez suspendu - AFP

France. Dernières nouvelles de l'Etat policier.

- État d'urgence: Le bilan actuel est de 354 assignations à résidence et 2.500 perquisitions - 20minutes.fr

Ces perquisitions administratives ont entraîné l'interpellation de 305 personnes et le placement en garde à vue de 267 d'entre elles, selon ce bilan de la place Beauvau communiqué par son porte-parole Pierre-Henry Brandet. A la date de mercredi, 398 armes ont été saisies en totalité, dont 39 « armes de guerre ». 20minutes.fr 09.12

Commentaire d'un internaute

- "La flicardisation à outrance va impacter 100% des Français et 0,1% des terroristes. Le danger des attentats est utilisé pour mettre en place une dictature le plus démocratiquement du monde, du moins en apparence..."

Pour ce qui est du "*danger des attentats*", je vous rassure on ne meurt qu'une fois et après on n'a pas l'occasion d'y penser, donc pensez à autre chose, surtout que la plupart des gens se foutent du sort de leurs proches ou même ceux de leurs propres familles quand ils ont simplement des désaccords avec eux, quand ils sont adultes et croulent sous les difficultés ou lorsqu'ils les ont plus ou moins perdus de vue, assez d'hypocrisie s'il vous plaît, on a assez vécu pour en parler en connaissance de cause.

Mais vous avez raison, la démocratie qu'on nous sert à toutes les sauces ne dépasse pas le stade des apparences et s'apparente davantage à une dictature, en aurait-il été autrement à un moment ou un autre dans le passé à part sous la Commune de Paris ?

La société divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques irrémédiablement inconciliables ne peut exister qu'à partir du moment où la classe dominante ou qui détient le pouvoir économique exerce sa dictature politique sur la classe dominée. Ensuite, ce n'est qu'une question de degré ou d'intensité dans l'application de cette dictature.

Tant que vous ne remettez pas en cause les rapports sociaux établis entre les classes cette dictature s'exerce quelle que soit l'étiquette ou le vernis dont vous la recouvrez. Voilà pourquoi à la dictature du capital nous opposons la dictature du prolétariat, au pouvoir sans partage de la classe des exploiteurs, nous opposons le pouvoir sans partage des exploités, ceux qui l'ont abandonnée ont tout simplement livré le sort des exploités aux exploiteurs, qu'ils en fassent ce qu'ils en voudront n'est pas leur problème. C'est bien ce que signifie l'appel à voter pour les Républicains par la plupart des syndicats, le Front de gauche, par exemple.

Le parquet réclame des pouvoirs spéciaux pour renforcer l'état d'urgence.

- Le procureur de Paris souhaite un renforcement des pouvoirs d'investigation du parquet - AFP

Le procureur de Paris, François Molins, a plaidé pour un renforcement des pouvoirs d'investigation du parquet lors de son audition mercredi au Sénat devant le comité de suivi de l'état d'urgence.

"Nous avons expliqué aux sénateurs qu'on est aujourd'hui dans une situation où on arrive à bien travailler, mais il faut aussi tirer les conséquences de la loi sur le renseignement en donnant aux services judiciaires et donc notamment au parquet des instruments qui ont été votés par la loi aux services de renseignement sous contrôle du juge administratif", a expliqué le magistrat sur Public Sénat.

Il s'agit "notamment de la possibilité de faire des sonorisations sur autorisation d'un juge judiciaire ou d'avoir recours à ce que l'on appelle les ""Imsi-catcher", qui interceptent les communications dans un périmètre donné en imitant le fonctionnement d'un relais téléphonique mobile", a-t-il précisé.

Les services de renseignement ont droit à ce moyen, a déclaré le procureur de Paris, ajoutant: "Je ne vois pas pourquoi aujourd'hui, sur décision d'un juge judiciaire le parquet ne l'aurait pas, ça nous rendrait plus efficaces".

Le magistrat a également expliqué avoir "attiré l'attention" du comité de suivi sur le fait que le parquet "aurait intérêt à bénéficier plus souvent de certains pouvoirs qui sont aujourd'hui limités, dans le cadre de la procédure de flagrance, en matière d'interpellation, de perquisition, notamment la nuit, et en matière de perquisitions informatiques". AFP 09.12

ACTUALITE EN TITRES

Quand on vous disait qu'ils étaient "cinglés".

- Labro - Donald Trump est cinglé ! - LePoint.fr

L'écrivain et spécialiste des États-Unis attaque sa proposition, qu'il juge à la fois "totalement illégale, illégitime, anticonstitutionnelle et, surtout, anti-américaine". Il invoque cet esprit américain qu'incarne la statue de la Liberté, dont Donald Trump serait l'antithèse. LePoint.fr 09.12

Mais étrangement ni Bush père et fils ni Obama...

Ils s'affolent dans le camp de la réaction, parmi eux il y en a qui pètent les plombs et ils ignorent comment cela va se terminer... Mal pour eux, souhaitons-leur !

Alors que c'est justement le plan d'Erdogan, Netanyahou, Hollande, Cameron...

- La Turquie accuse la Russie de nettoyage ethnique en Syrie - LeFigaro.fr

Lire dans cette page : *L'inavouable projet d'un pseudo-Kurdistan* par le Réseau Voltaire

La banque qui rabote.

- Rabobank va supprimer 9.000 emplois aux Pays-Bas d'ici à 2018 - AFP

Dossier sur la Russie et l'Ukraine

- Dette ukrainienne: Poutine menace de poursuivre l'Ukraine en justice - sputniknews.com

Le président russe Vladimir Poutine a chargé le gouvernement d'attaquer en justice l'Ukraine si elle ne rembourse pas à la Russie sa dette de 3 milliards de dollars.

Le président russe Vladimir Poutine a chargé le gouvernement d'attaquer en justice l'Ukraine si elle ne rembourse pas à la Russie sa dette de 3 milliards de dollars.

Le délai du remboursement des obligations ukrainiennes pour 3 milliards de dollars, achetées par la Russie fin 2013 expire en ce mois de décembre. Auparavant, la Russie s'est déclarée prête à restructurer cette dette, en autorisant son remboursement par un milliard de dollars de 2016 à 2018 à condition des garanties de la part des Etats-Unis ou de l'Union européenne, soit d'une institution financière internationale.

Les Etats-Unis ont refusé de donner de telles garanties, et le conseil des directeurs du Fonds monétaire international (FMI) a entériné mardi une réforme permettant de financer les pays en défaut de paiement sur leur dette souveraine. Cela permettra notamment à l'Ukraine de bénéficier de prêts du FMI même en cas de non-remboursement de sa dette à la Russie.

"Sur quatre ans, ils auraient pu y participer d'une manière ou d'une autre, afin de partager les risques. Je n'arrive même pas à comprendre. Alors bon, attaquez-la (l'Ukraine, ndlr) donc en justice", a déclaré Vladimir Poutine lors d'une rencontre avec les membres du gouvernement à l'issue du rapport du ministre des Finances Anton Silouanov sur la situation concernant la dette ukrainienne. sputniknews.com 09.12

Dossier sur la Turquie

- Un AWACS saoudien impliqué dans la destruction du Soukhoï - voltairenet.org

Dans une interview à l'agence Regnum, Alexei Leonkov assure que non seulement l'Otan a suivi la destruction du Soukhoï russe par la Turquie grâce à un AWACS, le 24 novembre 2015, mais un second AWACS, saoudien cette fois, a guidé l'armée de l'Air turque.

Selon le spécialiste, les deux AWACS ont probablement travaillé en commun.

Alexei Leonkov est expert pour la revue Arsenal de la Patrie. voltairenet.org 08.12

- Député français: on se pose des questions sur l'attitude de la Turquie - sputniknews.com

Un membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale de France revient sur l'audition à huis clos en commission d'Alexeï Pouchkov, président de la Commission des Affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe).

Lors d'une rencontre du député russe Alexeï Pouchkov avec ses collègues de l'Assemblée nationale de France, il s'agissait entre autres de la situation au Proche-Orient, de la lutte contre le terrorisme et de l'attitude de la Turquie, a déclaré à Sputnik Jacques Myard, député Les Républicains (LR).

"Sur le Proche-Orient et notamment l'affaire syrienne, il s'est révélé une très grande similitude d'analyse entre nombre de députés d'opposition comme de la majorité actuelle, sur les jugements et les appréciations du gouvernement russe", a indiqué M.Myard, membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée.

Et d'ajouter que les députés français se posaient tous des questions sur l'attitude de la Turquie, sur l'attitude de l'Arabie Saoudite et du Qatar.

"Nous sommes conscients que c'est effectivement l'armée de Bachar el-Assad qui sur le terrain combat l'Etat islamique (EI, Daech, ndlr), alors que certains jouent le double jeu. Donc il y a eu une très grande similitude des analyses entre les députés et le président (de la commission des Affaires étrangères de la Douma, ndlr) Pouchkov (…) Cela ne signifie toutefois pas que telle soit la position du gouvernement français", a souligné M.Myard.

Selon ce dernier, la position de Moscou sur la Turquie est très claire, les Turcs ayant joué le double jeu, notamment dans l'achat du pétrole à Daech.

"On ne peut pas admettre ce double jeu car en réalité ils (les Turc, ndlr) ont soutenu Daech (…) Malheureusement, Ankara a joué les apprentis sorciers dans cette région", a résumé le député, en signalant que beaucoup de députés français avaient désormais des doutes très sérieux sur l'attitude de la Turquie, membre de l'Otan.

Et de rappeler que M.Pouchkov reprochait aux Etats-Unis de vouloir à tout prix être le leader et avoir le leadership sur la grande coalition.

"On voit très bien que la grande coalition sous le commandement d'un seul état n'est pas possible. Il faut être pragmatique", a estimé M.Myard.

Pour ce qui est de l'Ukraine, le député français s'est dit d'accord avec M.Pouchkov estimant qu'il appartenait aussi au gouvernement de Kiev de faire des avancées vers la solution de ce conflit régional, ce qui n'était pas le cas aujourd'hui. sputniknews.com 09.12

- Le président tchèque qualifie Ankara d'allié de Daech - sputniknews.com

Selon Miloš Zeman, Ankara agit parfois comme un allié du groupe terroriste Etat islamique (EI) et ne mérite pas d'être admis à l'UE.

La Turquie fait partie de l'Otan mais agit parfois comme un allié du groupe terroriste Daech et il faut faire affaire avec ce pays d'une manière prudente, a déclaré mercredi le président tchèque Milos Zeman.

"La Turquie ne doit pas adhérer à l'Union européenne", a déclaré le dirigeant tchèque lors d'un déplacement dans la Bohême du Nord. Le président tchèque a aussi soumis à la critique le projet de l'Union européenne de verser 3 milliards d'euros à Ankara pour l'aider à accueillir les réfugiés syriens.

"La Turquie est capable d'héberger ces réfugiés car ils sont de la même religion", a-t-il précisé. "Je pense qu'à cause de ces propos l'ambassadeur turc enverra une note de protestation au Château de Prague" (résidence officielle du président tchèque), a conclu M.Zeman. sputniknews.com 09.12

- Connivence de la Turquie avec Daech: une affaire de longue date selon la Russie - sputniknews.com

Le gouvernement russe savait depuis longtemps que le territoire turc constituait un terrain de prédilection pour l'entraînement des djihadistes et les échanges commerciaux avec l'Etat islamique (EI), a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

"Nous savions avec certitude, et depuis assez longtemps, que les terroristes se servaient du territoire turc dans le but d'effectuer des échanges commerciaux, livrer des munitions et acheminer leurs troupes vers la Syrie. C'est là qu'ils trouvaient refuge afin de se faire soigner, de se reposer et de se préparer aux opérations militaires à venir sur le sol syrien ainsi que dans d'autres régions, y compris le Caucase du Nord", a-t-il indiqué.

Il a également souligné que les autorités russes avaient exhorté à plusieurs reprises leurs homologues turcs à prendre des mesures nécessaires pour régler ce conflit. Toujours est-il que tous ces appels sont restés lettre morte.

"Nous n'y sommes pas parvenus. En outre, l'incident lié à l'avion russe abattu par un bombardier turc a révélé que le gouvernement turc soutenait de fait les djihadistes. Peu importe les raisons, la finalité est la même", a fustigé le ministre. sputniknews.com 09.12

- La Turquie intercepte deux bateaux russes - sahartv.ir

La Turquie a arraisonné deux bateaux russes dans le port de Samsun sur la mer Noire.

Selon des médias turcs, Ankara a bloqué sept navires russes dans le port de Samsun (nord), sur la mer Noire, dont deux ont été arraisonnés en raison de documents incomplets, cinq autres navires pouvant quitter le port. La semaine dernière, la Russie avait empêché des navires turcs à accoster au port Novorossiysk, en Russie. La tension entre Moscou et Ankara est montée d'un cran, à la suite du renversement d'un chasseur Soukhoï su-24 russe par la Turquie, à la frontière turque avec la Syrie, le 24 novembre dernier. sahartv.ir 09.12

- La Russie dénonce la Turquie à la tribune de l'ONU - sahartv.ir

Le représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU, Vitaly Churkin a qualifié d'inacceptable, le déploiement des effectifs turcs dans le nord-irakien.

Selon la chaîne Press TV, le représentant permanent de la Russie à l'ONU, Vitaly Churkin a indiqué, mardi, devant la presse, à l'issue de la réunion à huis-clos du Conseil de sécurité, que la Russie a la conviction que la Turquie a fait un acte inacceptable et qu'elle doit retirer ses forces d'Irak. « La démarche de la Turquie, qui a été entreprise sans l'aval du gouvernement irakien n'est pas justifiable. », a dit Vitaly Churkin, demandant au gouvernement turc de mettre un terme au déploiement illégal de ses forces sur le territoire irakien. sahartv.ir 09.12

- Agression de la Turquie contre l'Irak : le Conseil de sécurité observe le silence - sahartv.ir

Le Conseil de sécurité de l'Onu s'est abstenu de prendre une position sur l'agression de la Turquie contre le territoire irakien.

Le Conseil de sécurité des Nations unies qui réagit rapidement à l'égard de moindre incident ou tout acte qui menaceraient les intérêts des Occidentaux et des grandes puissances économiques du monde entier n'a pas passé à l'action vis-à-vis de l'acte agressif de la Turquie et cette instance a observé le silence de marbre.

L'ambassadeur de la Russie auprès de l'Onu, Vitali Tchourkine a estimé devant des journalistes qu'il était important d'attirer l'attention du Conseil sur cette situation. Mais il a déploré que les membres occidentaux du Conseil aient refusé de rappeler à l'ordre Ankara. La Turquie, a-t-il affirmé, a agi de manière imprudente et inexplicable en procédant à des déploiements supplémentaires de troupes dans le nord de l'Irak sans l'accord du gouvernement irakien.

Cette initiative reflète le manque de légalité des actions de la coalition internationale en Irak et en Syrie, a-t-il estimé.

Vitali Tchourkine s'est dit déçu que le Conseil n'ait pas réaffirmé la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak, car certains de ses membres occidentaux, qu'il n'a pas nommés, ont estimé que cela envenimerait la situation. L'impact de cette réunion aurait été plus fort avec un message uni mais nous n'avons pas pu y parvenir, a-t-il conclu.

La Russie a demandé que les opérations militaires turques en Syrie et en Irak soient évoquées de manière informelle au Conseil de sécurité de l'ONU, ont indiqué mardi des diplomates. sahartv.ir 09.12

Dossier Syrie

- Syrie : percée de l'armée à Lattaquié et en banlieue est d'Alep - sahartv.ir

L'armée syrienne continue de progresser sur le front de l'aéroport militaire de Kweres en banlieue orientale d'Alep, prenant le contrôle du village de Hamima al-Kabira.

Selon l'agence d'information syrienne SANA, les unités de l'armée syrienne ont multiplié leurs vastes opérations militaires et étendu leur champ de contrôle sur l'est de l'autoroute internationale Damas/Homs à Harasta, prenant le contrôle des fermes situées sur la route liant l'école de Nour al-Cham et Douma. Lors de cette opération, un réseau de tunnels utilisés par les terroristes a été découvert et fermé.

De même, les chasseurs syriens ont détruit les cachettes et les véhicules du groupe terroriste Daech en banlieue-est d'Alep. Les forces de l'armée syrienne en banlieue d'Idlib et de Hama ont par ailleurs tué plus de 45 terroristes daechistes d'autres liés à Jeysh al-Fatah.

Entre temps, l'armée syrienne est arrivée à contrôler, dans la foulée de ses progressions à Lattaquié dans l'ouest de la Syrie, Tal al-Harisha dans la banlieue nord de Lattaquié. sahartv.ir 09.12

- L'aviation russe a frappé 204 cibles en Syrie en 24h - sputniknews.com

Les forces aériennes russes ont réalisé plus de 82 sorties, dont 32 raids de nuit, et ont frappé 204 cibles terroristes, a annoncé ce mercredi le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov.

Selon le porte-parole, les frappes russes ont été effectuées dans les provinces d'Alep, d'Idleb, de Lattaquié, d'Hama, d'Homs.

Les sorties ont été effectuées par des avions Su-24M, Su-25SM, Su-34 ainsi que par des chasseurs polyvalents Su-30 qui assurent la protection aérienne des bombardiers. sputniknews.com 09.12

Haut de page

Le 11 décembre 2015

CAUSERIE

Un portail et un courant politique où l'on mène un combat politique qui ne se réduit pas à une doctrine, des principes, une théorie, un programme, des mots d'ordre, des déclarations, des constats, des revues de presse, des commentaires oiseux, des lieux communs, des sophismes.

J'ai mis en ligne un communiqué du POID parce que je le trouvais convenable, à deux endroits y figure la nécessité d'en finir avec les institutions de la Ve République.

Je n'étais pas au courant de l'existence de « l'appel des 333 » pour la levée immédiate de l'état d'urgence, je n'en ai pris connaissance qu'hier soir en consultant le portail du POID (http://latribunedestravailleurs.fr) qui soutient cet appel, je l'ai immédiatement signée. J'ai appris qu'il avait été publié dans Libération et par Mediapart notamment.

J'ai du mal à comprendre pourquoi personne ne m'a tenu informé, mais bon, ne cherchons pas à comprendre ce serait perdre son temps, à moins qu'aucun de nos lecteurs en ait entendu parler. J'appelle tous les lecteurs et militants à le signer et à le faire signer. Il a déjà été signé par 7 800 personnes.

Adressée à à tous les citoyens

Pour la levée de l'état d'urgence

Appel des 333 pour la levée de l'état d'urgence

Pour la levée de l'état d'urgence

Après les assassinats barbares commis à Paris le 13 novembre, François Hollande et le gouvernement de Manuel Valls ont décidé « l'état d'urgence », présenté par les sommets de l'Etat comme la réponse à la terreur, à la peur et au désarroi répandus dans le

pays, comme la mesure adaptée « pour combattre les terroristes » et « protéger les Français », comme condition de « la sécurité, la première des libertés ».

A leur demande, les 19 et 20 novembre, l'Assemblée nationale puis le Sénat, ont à l'unanimité des groupes politiques qui la composent (à l'exception de six députés qui ont voté contre et une abstention ; et l'abstention de douze sénateurs) ont voté la prolongation de l'état d'urgence et aggravé les dispositions liberticides de la loi de 1955 qui date de la guerre d'Algérie.

Avec l'état d'urgence, ce sont, en réalité, les libertés de tous qui se trouvent dangereusement restreintes et menacées.

Ainsi :

Tout individu peut être suspecté en fonction « de son comportement ».

« L'assignation à résidence » — l'interdiction d'aller et venir, de se déplacer librement — ne « doit pas viser uniquement les activités dangereuses avérées », mais aussi « les menaces fondées sur des présomptions sérieuses ».

Les « perquisitions administratives » deviennent la règle et relèvent de la décision des préfets, représentants directs du gouvernement, en dehors de tout cadre judiciaire.

La place du pouvoir judiciaire comme garantie des libertés est bafouée.

La mise sous contrôle d'Internet doit permettre au ministre de l'Intérieur de « prendre toute mesure pour assurer l'interruption de tout service de communication en ligne ».

Menace contre les libertés individuelles, l'état d'urgence aboutit à un renforcement considérable du caractère autoritaire de la Ve République.

Mais ce sont aussi les moyens d'action, d'organisation, d'expression, sur le terrain social et politique – qui concernent syndicats, partis, associations – qui sont remis en question.

Ainsi :

Le pouvoir se réserve le droit d'interdire tout rassemblement sur la voie publique, ou toute manifestation pour « raison de sécurité ».

La loi prévoit la possibilité de « dissoudre les associations ou groupements de fait qui participent, facilitent ou incitent à la commission d'actes portant une atteinte grave à l'ordre public ».

Les notions introduites dans la loi — « comportement », « trouble à l'ordre public », « raison de sécurité », « atteintes graves à l'ordre public » — permettent les interprétations les plus extensives et présentent le risque de mettre en cause très largement tout un chacun.

Sous couvert de combattre « le terrorisme », l'état d'urgence fait peser un danger sérieux sur nos libertés démocratiques, individuelles, sociales et politiques et sur la démocratie.

En conséquence, nous, signataires de cet appel, en appelons à tous nos concitoyens pour exiger, au nom de la liberté, de la démocratie, de la République, la levée immédiate de l'état d'urgence.

Pour tout contact :

Jacques Cotta, tel. 06 19 84 80 60

Maurice Stobnicer, 06 87 87 95 02

Mail : appel-levee-etat-urgence@orange.fr

Pour signer la pétition :

https://www.change.org/p/gouvernement-fran%C3%A7ais-et-parlement-pour-la-lev%C3%A9e-de-l-%C3%A9tat-d-urgence

Une question pour mieux comprendre face à quelle situation nous nous trouvons confrontés.

Question tabou : Quelle est la différence entre le programme du FN et celui des néolibéraux que partagent le PS et LR ainsi que leurs alliés ou satellites ? Réponse : Aucune, en dehors du degré de violence législative et physique à laquelle ils recourent pour l'appliquer.

C'est ainsi que le PS est compatible avec LR lui-même compatible FN. Ils en font la démontration sous nos yeux, alors cessons de faire l'autruche qui est une attitude suicidaire, et ayons le courage de regarder la réalité en face. Vous lirez plus loin des déclarations qui le confirment si nécessaire.

Pour être compatibles, il fallait qu'ils remplissent au moins une condition : Qu'ils représentent les intérêts de la même classe sociale, celle des capitalistes, du régime.

Il faut ajouter tous ceux qui connaissaient la nature du PS et se sont employés à le présenter sous un jour favorable pour le soutenir pendant de longues décennies jusqu'à nos jours, d'ailleurs ils sont toujours incapables de le caractériser autrement, de gauche avec des guillemets ou en y mettant la forme, les trois courants trotskystes.

Après le consensus PS-LR, l'union nationale, le complot des représentants de la réaction contre la classe ouvrière s'étale au grand jour. On ne peut que s'en féliciter pour l'avoir toujours dénoncé, c'était la moindre des choses.

Comment en sommes-nous en arrivés là ? C'est simple à comprendre mais beaucoup plus difficile à admettre apparemment (sic!).

Je vous suggère une explication résumée ici :

- ...il faut d'abord préciser ce qu'est « la gauche ». En théorie, c'est simple : elle défend les travailleurs (de partout) contre le 1% des ultra-riches. Investig'Action - Michel Collon 10.12

Cela ne signifie rien ou n'engage à strictement rien, et pour cause, c'est le discours tenu par tous les réformistes bourgeois depuis Dühring ou Berstein qui avaient pris la tête du combat contre le marxisme ou le socialisme au sein de la social-démocratie allemande à la fin du XIXe siècle et auxquels Engels livrera une lutte acharnée. C'est l'opportunisme qui a pourri de l'intérieur le mouvement ouvrier à défaut de le chasser de ses rangs.

Cette gauche-là, c'est celle des petits-bourgeois qui estiment qu'en s'associant à la classe ouvrière ils auront plus de chance de voir leurs propres revendications satisfaites sans jamais aller jusqu'à remettre en cause l'existence du régime auquel ils sont inféodés.

C'est la gauche à la petite semaine, au rabais, des bonnes consciences, des compromis scélérats, des capitulards incapables de mener une analyse jusqu'au bout, et qui poussés dans leurs derniers retranchements finissent toujours par s'en remettre au capitalisme et à ses institutions à défaut d'avoir la volonté de les affronter.

Non, être de gauche cela signifie lutter pour le renversement de l'ordre établi et non pour s'en accommoder moyennant quelques concessions de circonstance ou se contenter des miettes tombées de la table des capitalistes. Et cela n'a jamais signifié autre chose, mettre fin au régime en place et cela depuis 1793, sauf que maintenant c'est la classe des capitalistes qu'il faut chasser du pouvoir et leur régime qu'il faut abolir.

Tous ceux qui se disent de gauche, du PS au Front de gauche prétendent défendre les travailleurs, ainsi ils pourront se reconnaître dans la définition de Collon que partagent la plupart des militants il faut préciser, et c'est bien là le problème, de nos jours plus personne ne sait vraiment ce que signifie être de gauche ou le socialisme.

Prétendre qu'être de gauche se réduirait à défendre les travailleurs, c'est en réalité oeuvrer au côté des ennemis du socialisme, on ne peut pas imaginer pire service rendu aux travailleurs et meilleur service rendu au régime.

Collon et bien d'autres qui avaient porté au pinacle Chavez sont très mal après la cinglante défaite que vient d'enregistrer Maduro. Deux possibilités se présentaient à eux dès lors, faire le bilan de la "révolution bolivarienne" en dénonçant sa politique de gauche réformiste sans jamais rompre avec l'impérialisme, ou bien n'en tirer aucune leçon et continuer à tenir le même discours qui mène inévitablement à une impasse politique ou pire, virer à droite.

C'était l'occasion de renouer avec le socialisme, mais manifestement ils n'en prennent pas le chemin. C'est à croire que seule une guerre mondiale serait salutaire, c'est terrible d'en arriver à ce diagnostic, on ne veut pas y croire, on ne veut pas imaginer qu'ils soient bornés à ce point-là, mais à la longue il faudra bien qu'on s'y fasse semble-t-il.

Vous n'êtes pas convaincu par cet argumentation ?Soit. Alors enfonçons le clou, d'après vous quelle définition de la gauche

ont adoptée Hollande, Valls, Fabius, Macron, etc. celle proposée par Collon ou la nôtre ? Vous connaissez la réponse, et pourquoi, mais parce qu'ils sont de droite, ils appellent à voter Les Républicains.

Ne comptez pas sur notre complaisance, l'art de la flatterie n'est pas notre truc vous avez dû le constater, n'est-ce pas. Et les alliés électoraux du PS, le mouvement ouvrier, d'après vous il est de droite ou de gauche ? Même réponse. Si cela vous étonne, c'est que décidément vous n'êtes pas prêts de comprendre pourquoi nous en sommes arrivés là, excusez-moi.

On en vient à se demander si Marx et Engels ont existé un jour, à quoi ont servi leurs travaux ou les enseignements qu'ils nous ont légués.

La réaction dans tous ses états. Impostures, calomnies, faux sondages, tout y passe.

- Elections régionales : ces journaux qui se sont engagés contre le Front national - Francetv info

- Régionales Nord-Pas-de-Calais-Picardie : Bertrand devancerait Le Pen grâce à la gauche - LeParisien.fr

Dans une interview sur le site de L'Obs, M. Bartolone affirme que Mme Pécresse "tient les mêmes propos que le FN": "Avec un discours comme celui-là, c'est Versailles, Neuilly et la race blanche qu'elle défend en creux." Manuel Valls a apporté son soutien à Claude Bartolone, "un grand républicain".

Dans le nord comme en Paca, les reports de voix montrent selon les sondeurs une mobilisation de l'électorat de gauche du 1er tour en faveur des candidats de droite, seuls en lice face au FN.

"Cela signifie qu'un sursaut de mobilisation est en train de s'opérer pendant l'entre-deux tours, poussant des électeurs de gauche à voter massivement Estrosi "contraints et forcés"", analyse Gaël Sliman, d'Odoxa. AFP 10.12

- Le Front national serait battu dans ses trois régions clés - Reuters

- Le sondage qui ne fait plus de Philippot le grand favori du Grand Est - Le Huffington Post

- Mafieux, hystériques, etc. quand on vous disait qu'on était encore en dessous de la réalité.

- Régionales: la campagne s'enflamme en Ile-de-France - AFP

- Bartolone-Pécresse, toute une hystérie - Liberation.fr

- Régionales : Bartolone accusé d'être un "mafieux" par un maire Les Républicains - Francetv info

- Paris : Pécresse va porter plainte contre Bartolone pour les propos sur la race blanche - 20minutes.fr En famille. Ils étaient bien tous de droite, pas d'erreur possible.

- Christian Estrosi se sent "de gauche" dans le monde de la culture - Reuters

- Quand Christian Estrosi voulait gouverner la région Paca avec le Front national - Francetv info

En 1998, l'actuel maire de Nice était partisan d'une alliance avec l'extrême droite, afin d'éviter que la gauche ne prenne la présidence du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Francetv info 10.12

- Valls "s'honore" de son appel à voter pour la droite - AFP

- Régionales : Robert Badinter appelle à voter contre le FN en Nord-Pas-de-Calais-Picardie - Francetv info

---

ACTUALITE EN TITRES

Chantage. C'est le contraire qui aurait été étonnant.

- Smart : travailler plus et gagner moins ? - Francetv info

C'est ce que propose la direction à ses salariés pour éviter la délocalisation du site en Slovénie. Francetv info 10.11

Quand les barbares diffusent leur propagande par le biais des satellites américains et européens, ce n'est pas un "défaut de communication".

- Sécurité automobile: les Etats-Unis sanctionnent Fiat Chrysler pour défaut de communication - La Tribune

Daech se sert de satellites européens pour mener sa propagande sur le web? - sputniknews.com

Le Spiegel Online International a mené une enquête pour établir comment Daech, qui opère dans une région où l'infrastructure des télécommunications est massivement détruite.

Selon les documents obtenus par le Spiegel Online, ce sont des entreprises européennes qui donnent l'accès à Internet aux terroristes mais il reste toujours à savoir s'ils le font consciemment. Les journalistes affirment que les entreprises peuvent toutefois bloquer l'accès à l'internet à Daech.

Les technologies d'accès à l'Internet arrivent au Proche-Orient de l'Europe, elles sont fournies par de grands fournisseurs de services satellitaires comme Avanti Communications britannique, SES luxembourgeois et surtout Eutelsat français. Tooway d'Eutelsat est notamment présent sur le marché depuis des années et ses satellites couvrent l'ensemble de la Terre.

De petits distributeurs achètent ensuite des équipements et la capacité satellite des grands opérateurs pour fournir l'accès à Internet aux clients privés ou corporatifs.

Si vous voulez donc vous connecter à Internet en Syrie ou en Irak, vous pouvez aller au marché d'Antakya, dans la province turque de Hatay située près de la frontière syrienne. C'est ici où, selon le Spiegel Online, viennent des hommes barbus, portant des sandales et munis de billets de banque en liasses pour acheter des douzaines de paraboles.

Le Spiegel Online a demandé des commentaires de tous les opérateurs de satellites concernés mais seulement SES et Eutelsat ont répondu. SES a dit qu'il n'avait aucune information sur les utilisateurs d'Internet dans des régions syriennes contrôlées par Daech. Le groupe affirme qu'il aurait tout fait pour bloquer l'accès à l'internet sur ces territoires.

Le groupe français Eutelsat a pour sa part déclaré qu'il n'avait aucun fournisseur d'accès à Internet en Syrie et aucun contact direct avec ses consommateurs finaux. D'autre part, le groupe note que les récepteurs satellites sont petits et mobiles et donc on ne peut pas exclure la possibilité de leur exploitation illicite.

Le Spiegel Online fait pourtant remarquer que des connections possibles d'Eutelsat avec la Syrie pourraient être très inconfortables pour le gouvernement français qui détient 26% de cette entreprise par l'intermédiaire de la banque Caisse des Dépôts.

En tout cas il est probable que les entreprises européennes cherchent tout simplement à poursuivre leurs buts commerciaux sans contrôler qui profite de leurs services, affirme le Spiegel Online. sputniknews.com 10.12

Dossier sur la Syrie

- Syrie: le Qatar sort des limbes - sahartv.ir

L'émir du Qatar a tenu des propos interventionnistes et appelé les groupes terroristes, déployés en Syrie, à s'unir.

A l'ouverture du Sommet annuel des dirigeants des pays membres du Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), tenu mercredi, à Riyad, la capitale saoudienne, l'émir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-e Thani a appelé les groupes terroristes, déployés en Syrie, à accéder à une position unie, face à la Syrie.

Les allégations interventionnistes de l'émir du Qatar, sur la Syrie, interviennent, alors que, simultanément aux frappes aériennes de l'aviation syrienne contre les positions des terroristes, dans différentes zones de ce pays, les forces de l'armée régulière, en coopération avec le peuple syrien, ont enregistré des victoires considérables, face aux terroristes, en Syrie.

Le Qatar et l'Arabie saoudite cherchent à faire unir des groupes terroristes, déployés en Syrie, par crainte de la poursuite de l'échec des terroristes et la disparition de leurs objectifs.

Ce sommet du CCGP coïncide avec un rassemblement, également, à Riyad, des groupes politiques et militaires de l'opposition syrienne. sahartv.ir 10.12

- L'aviation syrienne a détruit 1.300 cibles terroristes en deux semaines. - sputniknews.com

Les avions syriens ont effectué 363 sorties en deux semaines, frappant 1.300 cibles dans quatre provinces du pays, a annoncé jeudi le porte-parole des troupes syriennes, le général de brigade Ali Mayhub.

Les raids effectuées entre le 27 novembre et le 10 décembre ont permis d'anéantir des "groupes terroristes, des fortifications et des postes de commandement", a indiqué le général Mayhub devant les journalistes.

Selon le porte-parole, l'aviation syrienne a notamment détruit trois postes de commandement du groupe terroriste Etat islamique (EI) près d'Alep et de Palmyre. Les frappes ont également visé trois convois de véhicules transportant des combattants et des munitions.

Les avions ont rasé des fortifications du Front al-Nosra ont été détruits dans la province d'Idlib, des centres d'approvisionnement et des dépôts d'armes et de munitions dans la province d'Alep et des groupes de terroristes dans les provinces de Homs et de Lattaquié. sputniknews.com 10.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Yémen: l'ultimatum US au fils du Roi - sahartv.ir

Plus de neuf mois après le début de la guerre contre le Yémen, Riyad en est à la case départ : des milliards de dollars dépensés, la guerre contre le Yémen s'avère une terrible défaite, à la fois, stratégique et militaire.

Pire, les alliés de Riyad, y compris, les Etats Unis, commencent à manifester des signes de fatigue, face à un conflit, qui semble s'éterniser. Selon "Al Akhbar", qui se penche sur le sujet ; "les pourparlers de paix yéméno-yéménites ont commencé, depuis une dizaine de jours, sous l'égide de l'émissaire onusien, Ismael Ould Cheikh et Oman. Ces pourparlers se poursuivent, très sérieusement, contrairement au passé. Les pays agresseurs veulent, visiblement, une sortie honorable et n'avancent plus des pré-conditions : mais pourquoi un tel lachage pointe-t-il à l'horizon? " "Al Akhbar" écrit : "1- Les forces yéménites ont annoncé, depuis longtemps, avoir dépassé la phase "tactique" de leur riposte, et "d'être entrée, dans la phase stratégique". En dépit du black out médiatique, maintenu par Riyad et ses alliés, cette phase stratégique a porté ses fruits : des images des soldats saoudiens en fuite font de plus en plus le tour des médias alternatifs, des soldats apeurés, humiliés, qui quittent leurs bases et positions, et se replient, scandaleusement. L'armée yéménite se trouve, désormais, à quelques pas des provinces de Jizan, de Najran et d'Assir.

2- La situation, à Taez, a tourné au désavantage de la coalition pro-Riyad. Les forces de cette coalition ont subi des pertes trop importantes, infligées par Ansarallah et l'armée yéménite. Ces derniers mènent des combats asymétriques et tendent des pièges et des guet-apens aux forces de la coalition. Les hopîtaux de Taez sont bondés de mercenaires et de soldats de la coalition. Les forces du front Sud, c'est-à-dire, des Yéménites sunnites, refusent de se rallier au front Nord, soit des mercenaires de Riyad. A part des Takfiristes, personne, au Sud, ne veut des Saoudiens et de leurs alliés. La situation est telle qu'une fronde, au sein des commandants pro-Hadi, contre ce dernier, vient d'avoir lieu. Dans une lettre à l'adresse de Hadi, ces derniers affirment que la guerre de Taez est inutile, et qu'il s'agit, tout simplement, d'une guerre d'usure : le texte reconnaît l'échec de la coalition pro-Riyad, sur les axes d'Al-Hassab, d'Al-Daghama, de Mawiya, de Najd Ghassim d'Al-Waziya, à Taez.

3- Certaines tribus pro-Hadi, à Ma'rib, sont sur le point de changer de position et de tourner le dos au parti des Frères musulmans Islah et de la personne de Hadi. Le chef de l'une des plus imposantes tribus, Al-Chadidi, en est, désormais, à réunir ses pairs et à leur demander de cesser la guerre contre l'armée yéménite.

4- Aden, la seule prise de la coalition, (après le retrait volontaire d'Ansarallah ndlr), est un vrai enfer, déchiré entre les pro-Riyad et les pro-Emirats. Les assassinats et les règlements de compte se comptent par dizaines, tous les jours. Le Parti Islah accuse les Emirats d'avoir abandonné le combat, accusation contre laquelle les Emirats répondent ainsi : Islah ne dépense pas son argent et attend l'après guerre!

5- Les mercenaires étrangers somaliens, soudanais, colombiens, ont subi des pertes importantes. Le président soudanais

tente même, en ce moment, de réduire la mission de ses soldats à une mission, uniquement, logistique.

6- Les Etats Unis rongent leur frein, face à une pérénisation de la guerre et à l'absence de tout résultat. Certaines sources affirment que Washington aurait averti le ministre saoudien de la Défense, lui lançant un ultimatum : "Ton temps est compté, au Yémen. Il te faut remettre en état ton armée". La partie américaine est, extrêmement, fâchée contre Riyad, qui même, muni d'armements américains, est devenu la risée des forces yéménites ! Voilà où en est l'équipée saoudienne, au Yémen, qui aurait dû imposer la force des Saoud, sur Bab el-Mandeb. Selon des sources bien informées, Riyad serait entré en contact avec Ansarallah, renonçant à un certain nombre de ses pré-conditions. La décision aurait été prise, après que l'Iran eut envoyé des armes nouvelles à Ansarallah, via Hadar al-Mout, Chebva et Al-Mahra. sahartv.ir 10.12

Haut de page

Le 12 décembre 2015

CAUSERIE

Si on nous autorise à nous exprimer librement, merci.

La question que chaque militant devrait se poser : Mais pourquoi aucun parti dit ouvrier n'a appelé au boycott des élections régionales, alors que les résultats démontrent la justesse de cette position, après que l'immense majorité des travailleurs l'eut adoptée, pourquoi ? Pourquoi aucun ne s'est rangé au côté de la majorité des travailleurs qui s'apprêtaient à s'abstenir ? Pourquoi sinon qu'ils en sont coupés, qu'ils les ignorent, ils avaient d'autres préoccupations ou intérêts à défendre que ceux des travailleurs apparemment. Avez-vous une autre explication à nous fournir ?

C'est leur propre défaite ou faillite politique qu'ils commentent aujourd'hui.

Et surtout ne nous accusez pas de nous acharner sur le mouvement ouvrier. Il mérite amplement le traitement qu'on lui réserve et nous fait honte, il est en dessous de tout, c'est un simple constat. La suite ou la raison vous la connaissez très bien, après qu'on l'eut expliquée des centaines de fois dans nos causeries, à moins qu'elle ne vous satisfasse pas, dans ce cas-là on attend votre interprétation.

Le mouvement ouvrier en France était déjà largement gangrené dès les années 20 par le réformisme et le stalinisme, une poignée de dirigeants avaient confisqué les appareils des partis et syndicats pour les mettre au service du régime en place, et depuis ils n'ont cessé de le confimer en multipliant les trahisons, tout en remplaçant le marxime ou le socialisme par leur négation, le réformisme, au point que désormais tous les partis dits de gauche et les syndicats sont devenus de droite pour avoir abandonné l'objectif du combat du mouvement ouvrier : s'emparer du pouvoir politique et renverser le capitalisme.

De nouveaux partis ouvriers devaient voir le jour, mais aucun ne rompra les liens avec ses partis pour finalement leur ressembler, quand ils ne sont pas organiquement liés aux appareils pourris de ces syndicats. Dans ces conditions, il devait s'avérer impossible de construire un nouveau parti ouvrier digne de ce nom. Nous avons eu 70 ans pour construire ce parti, former sérieusement ses militants et le doter de cadres, de dirigeants capables d'entraîner les masses au combat, 70 ans de perdus, 70 ans de lutte de classe qui n'ont servi strictement à rien, car seule de la construction du parti nous devions être comptables et non des résultats des luttes ou de tractations ministérielles.

Ceux qui croient être parvenus à quelque chose se leurrent eux-mêmes, parce qu'ils ne veulent pas regarder la situation en face. On les comprend. Ils sont réduits aujourd'hui à l'impuissance, là où devait mener finalement la politique opportuniste qu'ils avaient adoptée ou soutenue. Ils peuvent encore avoir la malhonnêteté intellectuelle de prétendre que ce serait la faute à Staline, pourquoi pas à Bernstein. 70 ans c'est long, il fallut moins de temps à Marx et Engels pour venir à bout du socialisme utopique, à Lénine pour venir à bout du réformisme bourgeois, quant au stalinisme il devait finir sa course dans les bras du réformisme auquel il était lié idéologiquement depuis le début, quand il ne s'est pas auto-liquidé pour épouser ouvertement le capitalisme conformément à sa véritable nature contre-révolutionnaire.

Autre chose.

Et dire que ce sont les lambertistes d'hier et d'aujourd'hui qui voulaient nous donner des leçons, eux qui ont perdu toute notion de mesure.

Il nous manquait encore hier le nombre de voix recueillies par le FN au premier tour publiés par Le Grand Soir. Je l'avais cherché sur Internet en vain après avoir téléchargé une dizaine d'articles.

Présidentielles 2012 : Marine Le Pen 6 421 426 voix
1er tour Régionales 2015 : FN 6 018 775 voix
Chiffres du Ministère de l'Intérieur.
C'est à dire environ 400 000 voix perdues en 3 ans! (Source : Le Grand Soir)

Quelle vague "bleu marine" dites-donc !

Le populisme version POI (IO n°381) :

- "*Le FN se nourrit de l'effondrement de tous les partis institutionnels, de droite comme de gauche.*"

Au passage ils continuent de caractériser le PS, ses satellites et alliés... de gauche, alors qu'ils viennent d'appeler à voter Les Républicains. On soutient le régime comme l'on peut que voulez-vous.

- "*Cette élection est marquée par l'effondrement commun de la gauche et de la droite, ouvrant la voie aux résultats électoraux du Front national.*"

Sans cette gauche, que deviendraient-ils nos braves trotskystes ? Ils disparaîtraient. Vous me direz que c'est déjà fait, effectivement dans un sens vous n'auriez pas tout à fait tort, je vous le concède.

- "*C'est la politique menée par ce gouvernement depuis 2012 qui contribue à jeter les électeurs dans les bras du FN.*"

Les bras nous en tombent !

Et votre incurie politique légendaire, elle n'y serait pas pour quelque chose par hasard ? Attention à votre réponse, c'est délicat on vous comprend, car si vous répondez oui vous nous donnerez raison, et si vous répondez non c'est que vous aurez servi à moins que rien. Ils vont nous répondre qu'on les calomnie, parce qu'ils sont persuadés d'avoir tout de même servi à quelque chose, on se demandera bien à quoi, puisque le parti dont on aurait impérativement besoin n'existe pas. Entre leur congrès "ouvert" et la forme "transitoire" de leur parti qui sera amené à le rester éternellement parce que ce n'est même plus un parti, ils nous prennent vraiment pour des abrutis, surtout leurs militants, à moins qu'ils n'en redemandent, cela ne nous regarde pas.

Et les sempiternelles analyses bidons :

- (Le FN) "*Il se nourrit du rejet de l'Union européenne qui dicte les politiques d'austérité et de contre-réformes.*"

Non, c'est la soumission de tous les partis dits de gauche au capitalisme en crise, qui les amènent à prendre en compte de plus en plus ouvertement les besoins des capitalistes, qui est responsable de la crise politique ou des institutions qui se manifeste par les résultats obtenus par le FN qui n'ont rien de mirobolant, crise politique avec laquelle ils finissent tous par s'accommoder en l'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire profondément ancré dans toutes les couches du prolétariat. Si un tel parti avait existé en 1992, nous aurions gagné 23 ans ou plus car le traité de Maastricht ne serait jamais passé ce qui aurait précipité la crise du PS et des institutions...

Notre ennemi est dans notre propre pays et pas ailleurs.

- "*Une crise qui pousse vers la dislocation, vers l'effacement du Parti socialiste, déjà un « astre mort » pour certains.*"

Si c'était le cas demain, face à LR il ne resterait plus que le FN, autrement dit l'alternance sonnerait l'heure du fascisme. A moins que le PS finissse par se débarrasser de son étiquette socialiste pour fusionner avec les centristes et former un parti démocrate face aux Républicains comme aux Etats-Unis. C'est le voeux déjà formulé par Valls et Macron, et j'imagine qu'ils ne sont pas les seuls au PS à lorgner dans cette direction. On aura l'occasion d'en recauser.

Ce ne sera pas faute d'avoir ménagé et soutenu le PS pendant des décennies. La crise du PS est le produit de la crise du capitalisme rendu au stade de la putréfaction en l'absence d'un parti ouvrier dans lequel les masses exploitées se reconnaîtraient pour leur proposer une issue politique rompant avec le capitalisme.

Il y en a qui vont certainement avoir lu ces lignes trop vite et qui vont pouffer de rire. Un conseil, ne riez pas trop vite. Voyez comment ce pauvre type est à côté de la plaque, dans son trou en Inde il ne semble pas être au courant que cela ne correspond pas vraiment au niveau de conscience des masses, ils délirent le malheureux... Je leur ferai remarquer que j'ai employé le conditionnel, et l'existence d'un tel parti signifierait que les masses auraient un tout autre niveau de conscience politique que celui qu'elles ont aujourd'hui, donc la situation et les questions qu'elle poserait se présenteraient sous un angle totalement différent. Mais on peut toujours faire l'idiot pour faire semblant de ne pas avoir compris.

La question est de savoir pourquoi ce parti n'existe pas 70 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et pourquoi les travailleurs ont abandonné l'espoir de changer la société ou se sont détournés du socialisme, les deux étant liés. Il est facile ensuite aux démagogues ou capitulards d'expliquer que les masses exploitées ne sont pas prêtes à rompre avec le capitalisme et que pour cette raison une ligne politique axée dans cette direction n'est pas à l'ordre du jour ou serait gauchiste. Nous, nous avons observé que les masses étaient généralement plus à gauche que les partis qui prétendaient les représenter. Plus de 50% d'abstention et aucun parti n'a appelé au boycott de ces élections, vous avouerez que les faits nous donnent raison, on s'en excuse si cela peut leur faire plaisir.

En fait, c'est juste un prétexte pour qu'on ne leur reproche pas d'avoir abandonné le combat pour le socialisme ou de n'avoir jamais eu la volonté d'adopter un discours que les travailleurs auraient pu saisir, encore aurait-il fallu véritablement s'adresser à eux, ce qui ne fut jamais le cas.

Soyez de gauche camarades, travailleurs, citoyens, et soyez-en fiers : Rejoignez Les Républicains, votez pour le parti de Sarkozy, Chirac, Pompidou, de Gaulle.

Ils ont oublié l'Ukraine néonazi.

- Régionales 2015 : le défi de l'extrême droite - Francetv info

Le Front national remportera-t-il une ou plusieurs régions dimanche ? Ce serait une première en Europe. Francetv info 11.12

Mais pas le régime de Kiev ?

- Régionales : Chantal Jouanno compare le FN « aux nazis » en 1933 - Public Sénat

Outrance des extrémistes de droite.

- Régionales : pour Manuel Valls, le vote FN mène à la "guerre civile" - M6info

- Les 4 Vérités - Le Front national "va pourrir la vie des Français", selon Bruno Le Roux - Francetv info

Pour nous pourrir la vie vous vous posez là, le FN n'aura qu'à poursuivre votre politique...

Parrain de Daesh est en revanche inatttaquable.

- Pourquoi Bartolone estime que "parrain du 9-3" est un surnom "raciste" - Le Huffington Post

Voter Les Républicains, c'est voter PS, Front de Gauche, Medef, FN.

- Ce tract de Laurent Wauquiez ressemble à s'y méprendre à ceux du FN - Le Huffington Post

Il n'y a vraiment pas de quoi se méprendre, c'est naturel.

C'est compatible et comestible. La vermine en est à "***manger son chapeau***".

Précisons qu'il n'était pas biodégradable, vous imaginez la suite... et fin.

- Régionales : des militants de gauche tractent pour Xavier Bertrand pour faire barrage au FN - Francetv info

"Cette fois-ci, il y a une particularité parce qu'il y a une urgence pour la région. Cette région ne doit pas passer aux mains de l'extrême droite", estime Julien Lecaille, conseiller communal EELV. Il milite avec Caroline Boissard-Vannier, colistière de Xavier Bertrand. "J'ai trouvé ça assez courageux parce que c'est quand même pas évident, reconnaît-elle. Il faut être au-delà de ça, c'est notre région." (Au-delà de ça, traduire au-delà de la lutte des classes. Pour les écologistes, elle a toujoujours rimé avec collaboration de classes, donc tout est dans l'ordre des choses, ce sont des réactionnaires. Que ne ferait-on pas pour vivre mieux en régime capitaliste... au détriment du reste de la population (et bien d'autres !), de qui ? Qu'est-ce que cela peut biennous foutre franchement ? Ainsi pense le petit-bourgeois. - LVOG)

"On mange toujours un peu son chapeau quand on est écolo parce qu'on est minoritaire, juge Julien Lecaille. Je pense que tous

les responsables politiques doivent faire des efforts." Francetv info 11.12

Tout est possible quand votre appareil digestif et votre ambition personnelle vous tient lieu de conscience politique.

- Candidate de gauche aux régionales et patronne du Medef, c'est possible - LeMonde.fr

C'est l'une des petites curiosités des élections régionales : responsable du Medef à Montpellier, Marie-Thérèse Mercier, experte-comptable de 51 ans, est sur la liste Union de la gauche de Carole Delga. LeMonde.fr 11.12

Pourquoi pas la France ou la terre toute entière !

- Attentats de Paris : 7 millions de personnes touchées - LePoint.fr

On aura remarqué que des électeurs de minuscules communes éloignées de grandes villes avaient voté en masse pour le FN, alors qu'ils n'ont peut-être jamais vu de leur vie ou croisé un Arabe, un Africain ou un Asiatique, bref, un terroriste potentiel, car le matraquage institutionnel a été tel qu'ils se sentent dorénavant menacés. Etait-ce le but recherché ? Apparemment puisque gouvernement et médias en rajoutent une couche tous les jours pour pousser la population au racisme et à la xénophobie, à la guerre civile.

Pour les Palestiniens l'enfer dure depuis 67 ans, 14 ans pour les Afghans, 12 ans pour les Irakiens, et 5 ans pour les Libyens et Syriens...

- Attentats de Paris : Lydia, rescapée du Bataclan, raconte l'enfer qu'elle a vécu - Francetv info

---

ACTUALITÉ DU JOUR

L'état d'urgence en accusation.

- Etat d'urgence : le bâtonnier de Paris appelle à la défense des libertés publiques - Francetv info

"Il y a en ce moment quelque chose qui recule dans nos libertés publiques." Pour sa dernière grande prise de parole publique, le bâtonnier de Paris a appelé vendredi 11 décembre à la mobilisation pour la défense de libertés publiques. Me Pierre-Olivier Sur, qui cèdera sa place en janvier à Frédéric Sicard, après deux années à ce poste, a pris position, lors de la rentrée solennelle du premier barreau de France, alors que le débat sur les exigences sécuritaires et les libertés publiques agite la France, depuis l'instauration de l'état d'urgence, après les attentats du 13 novembre à Paris.

L'avocat a estimé que le recours à ce régime d'exception était "un subterfuge permettant à l'Etat de contourner le manque d'enquêteurs, de magistrats instructeurs et d'avocats". "Si les mesures de sûreté administratives sont évidemment nécessaires, rien ne justifie qu'on déroge au droit. Plus que jamais, nous avons un rôle à jouer", a-t-il lancé.

S'adressant à la ministre de la Justice assise à quelques mètres de lui, il a de nouveau "exigé" des pouvoirs publics "que l'état d'urgence soit limité dans le temps, que les procédures prévoient le respect des droits de la défense et soient soumises au juge judiciaire" pour éviter toute dérive. Francetv info 11.12

Il existe un argument imparable pour contrer l'état d'urgence : Les manifestation commerciales qui brassent des dizaines de milliers de personnes sont autorisées, mais les manifestations à caractère sociale ou politique sont interdites, ce qui suffit à démontrer les véritables intentions que recouvre cette mesure : museler le mouvement ouvrier, le neutraliser. L'état d'urgence avait pour seul objectif de restreindre les droits politiques des travailleurs au moment où la politique du gouvernement était rejeté par toutes les couches exploitées.

C'était donc une décision politique tournée contre les travailleurs. Qui visait d'autres les coups d'Etat terroristes de janvier et novembre, à qui devaient-ils proditer ? On a la réponse.

Dictature. Quand le contenu de votre ordinateur peut vous envoyer en prison.

En Ukraine, c'est l'apologie du communisme qui vous vaudra le même traitement. Demain en France ? Pour nous il n'existe qu'un seul coupable : Les institutions de la Ve République et les partis qui y participent qui sont coupables de la violente régression

sociale qui frappe de plein fouet les couches les fragiles du prolétariat, sans compter les guerres dans lesquels ils sont engagés ou le soutien qu'ils leur ont accordé.

- Aube: un proche de la famille Mostefaï condamné pour apologie du terrorisme - AFP

Un habitant de Romilly-sur-Seine (Aube), considéré comme proche de la famille d'Omar Ismaïl Mostefaï, l'un des assaillants du Bataclan, a été condamné vendredi à Troyes à trois ans et demi de prison ferme pour apologie du terrorisme, a-t-on appris par son avocat.

Le tribunal correctionnel de Troyes est allé au-delà des réquisitions du procureur qui avait réclamé trois ans de prison dont un ferme à l'encontre de l'homme de 33 ans poursuivi pour apologie du terrorisme et recel d'images portant atteinte à l'intégrité physique de personnes.

Le prévenu, jugé en comparution immédiate, a été reconduit en prison à l'issue de l'audience. "Nous allons faire appel pour que ce dossier arrive devant des magistrats qui sauront l'examiner de façon moins passionnelle", a expliqué à l'AFP Christian Chevalot-Sylvestre, l'avocat du prévenu.

"Si l'apologie de terrorisme est matériellement caractérisée, la radicalisation supposée de mon client n'est absolument pas avérée", a-t-il poursuivi.

L'homme, connu de la justice pour des délits de droit commun, notamment des trafics de stupéfiants et des violences conjugales, avait été interpellé le 17 novembre à Romilly-sur-Seine par les gendarmes de la section de recherche de Reims.

Les militaires avait découvert dans l'ordinateur du prévenu, qui avait été repéré pour avoir fait la promotion du terrorisme islamiste sur des sites internet, de nombreuses images et vidéos jihadistes, notamment des scènes de décapitation ou de tirs contre des soldats américains. AFP 11.12

Nous accusons le président de la République française, François Hollande, son Premier ministre, Manuel Valls, de complicité de "promotion du terrorisme islamiste" pour avoir maintenu dans ses fonctions le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, après qu'il eut déclaré le 13 décembre 2012 dans le journal Le Monde que la branche armée d'al-Qaïda en Syrie, le Front al-Nosra "*faisait du bon boulot*", tandis qu'ils massacraient le peuple syrien et détruisaient la Syrie. Nous accusons Laurent Fabius d'être le porte-parole du terrorisme au sein de l'appareil d'Etat.

J'ai du mal à comprendre pourquoi les avocats de la défense ne sortent pas cet argument, ce fait connu de tous. En fait la déclaration de Me Pierre-Olivier consistait davantage à défendre les intérêts des avocats, une déclaration purement corporatiste en somme, il le dit lui-même lorsqu'on l'écoute attentivement.

Qui complote contre le peuple ? La culture du secret d'Etat.

- Plus de 288.000 documents classés "secret défense" en France - Reuters

Plus de 288.000 documents sont classés "secret défense" en France et concernent pour leur grande majorité les ministères de l'Energie et de la Défense, selon un rapport publié vendredi par le secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Au total, 288.334 dossiers étaient classifiés au niveau "secret défense" au 1er janvier 2015 et 413.235 personnes, soit 6% des Français, étaient habilitées à y avoir accès, selon ce document inédit de ce service qui dépend du Premier ministre.

"Le secret de la défense nationale sert majoritairement et prosaïquement à la protection d'installations sensibles : centrales nucléaires, usines chimiques, réseaux de communication", souligne le secrétaire général, Louis Gautier, dans le rapport. "On est loin des fantasmes de cabinet noir".

Cinquante pour cent des documents classifiés au niveau "secret défense" - qui se situe entre le niveau "confidentiel défense" et le "très secret défense" - concernent le ministère de l'Energie, 44% le ministère de la Défense, 4% le ministère de l'Intérieur et 2% les autres ministères.

Au terme d'un délai minimum de cinquante ans et après décision de l'"autorité émettrice", les documents peuvent être déclassifiés à partir du moment où les intérêts fondamentaux de l'Etat qu'ils sont chargés de protéger ne sont plus en jeu.

Entre-temps, des dérogations sont toutefois possibles notamment dans le cadre de recherches scientifiques ou historiques. L'an dernier, le SGDSN a déclassifié le contenu de "109 cartons d'archives et 25 documents isolés". Reuters 11.12

Endetté à la vie et à la mort.

- Un Américain sur cinq mourra endetté -sputniknews.com

Selon un sondage, plus de 21% des Américains ne croient pas pouvoir satisfaire leurs créanciers avant la fin de leur vie.

Un Américain sur cinq mourra endetté, rapporte le portail MarketWatch, se référant à une étude du portail CreditCards.com et du centre de recherche Employee Benefit Research Institute.

Selon l'étude, plus de 21% des 1.000 Américains interrogés ne croient pas pouvoir rembourser tous leurs crédits, y compris les crédits auto, les cartes de crédit, les prêts étudiant, et d'autres prêts avant la fin de leur vie. Ce chiffre a augmenté de 3% en un an, soulignent les analystes du portail.

Employee Benefit Research Institute constate que 13% des salariés américains et environ 9% des retraités ont de "graves problèmes" avec leurs dettes. 38% des salariés et 22% des retraités ont de "petits problèmes".

Selon CreditCards.com, la raison principale de cette tendance négative est la hausse de la dette hypothécaire. Selon les experts du portail, une autre raison de haut risque d'endettement est liée au fait que de nombreux Américains ne cherchent pas à s'affranchir de leurs dettes avant leur départ à la retraite. 54 ans est l'âge moyen auquel ils s'attendent à être libérés de toutes leurs dettes. Cependant, environ 50% des Américains estiment qu'ils ne pourront rembourser leurs dettes qu'à l'âge de 61 ans. -sputniknews.com 12.12

ACTUALITE EN TITRES

Ils sont détraqués, on s'en était aperçu, merci.

- Le cerveau des gens populaires fonctionne différemment, c'est tout - Slate.fr

Les asiatiques vivent mieux, "***une très mauvaise nouvelle pour la planète***".

- En Asie, l'appétit pour la viande va peser lourdement sur le climat - AFP

Le changement climatique est la dernière chose à laquelle pense Maya Puspita Sari en mangeant un steak et des glaces, naguère un luxe pour des millions d'Indonésiens. Pourtant, l'explosion en Asie de la consommation de ces produits issus de l'élevage est une très mauvaise nouvelle pour la planète. AFP 11.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Grèce

- Accord entre Athènes et ses créanciers et déblocage de fonds - Reuters

La Grèce et ses créanciers sont tombés d'accord sur une série de mesures de réformes, ce qui permettra à Athènes d'obtenir le versement d'une tranche d'un milliard d'euros dans le cadre du plan d'aide international octroyé au pays, a annoncé vendredi le ministre des Finances Euclid Tsakalotos.

L'accord porte sur la structure d'un nouveau fonds de privatisation, sur les modalités de la restructuration du secteur public de l'électricité et sur la manière d'ouvrir le marché de créances douteuses, a-t-il précisé, ajoutant que le Parlement se prononcera mardi sur le texte.

Des représentants de la Commission européenne, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque centrale européenne (BCE) et du Mécanisme européen de stabilité (MES) étaient à Athènes pour finaliser l'accord.

Les discussions ont permis d'aboutir à un accord sur la structure d'un nouveau fonds de privatisation, dont les revenus seront alloués au soutien à l'investissement et au remboursement d'une partie de la dette publique.

"Le nouveau fonds sera doté d'un conseil de surveillance, qui sera nommé par le gouvernement et les créanciers", a déclaré une source gouvernementale à Reuters.

Athènes nommera trois membres du conseil de surveillance et les créanciers les deux autres mais chacune des deux parties disposera d'un droit de veto, a-t-elle précisé.

Le conseil de surveillance nommera l'équipe de direction du fonds, qui regroupera l'agence de privatisation actuelle (HRADF), le fonds de soutien au secteur bancaire grec, des actifs immobiliers et les participations de l'Etat dans des entreprises publiques, a-t-elle ajouté.

Athènes et ses créanciers se sont par ailleurs entendus sur l'acquisition par l'Etat d'au moins 51% du capital d'ADMIE, l'opérateur du réseau électrique grec, pour l'instant filiale à 100% de la compagnie d'électricité PPC.

Le reste du capital d'ADMIE est appelé à être cédé au privé, a dit un responsable du ministère de l'Energie.

PPC est elle-même contrôlée à 51% par l'Etat.

Le gouvernement Tsipras avait interrompu la procédure de vente de 66% d'ADMIE après avoir remporté les élections en janvier. Il avait ensuite accepté, dans le cadre de l'accord de renflouement conclu cet été, de relancer la procédure ou de trouver un autre moyen de libéraliser le marché de l'électricité.

Une participation de 20% du capital d'ADMIE sera vendue à un investisseur privé et 29% supplémentaires seront placés en Bourse d'Athènes, a précisé le haut fonctionnaire du ministère de l'Energie.

ADMIE est valorisé actuellement à 900 millions d'euros environ et Athènes va lancer une procédure d'évaluation indépendante, afin de déterminer le prix à verser à PPC. On ignore pour l'instant comment l'Etat financera l'opération.

Après cet accord, la Grèce devra encore lancer d'autres mesures de réformes, dont une vaste restructuration de son système de retraites, afin d'arriver à la conclusion du premier examen par ses créanciers des conditions attachées au plan d'aide et espérer ainsi pouvoir ouvrir des discussions sur un allégement de la dette.

2- Turquie

- En Turquie deux enfants jugés pour diffamation contre Erdogan - sputniknews.com

Deux garçons de 12 et 13 ans sont accusés d'avoir arraché des affiches à l'effigie du dirigeant turc Recep Tayyip Erdogan.

En Turquie deux cousins identifiés par des initiales R.Y et R.T. sont jugés pour diffamation contre le président Recep Tayyip Erdogan. Ils risquent d'être condamnés à deux ans et quatre mois de prison chacun. Le procès s'est ouvert mardi.

Les mineurs ont été arrêtés le 1er mai pour avoir arraché des affiches à l'effigie du président sur une route dans la province de Diyarbakir, située dans le sud-est de la Turquie.

Dans sa déclaration, R.Y. a avoué que son cousin et lui avaient décidé d'arracher les affiches au portrait d'Erdogan juste pour les vendre à des recycleurs.

"On n'a pas fait attention à celui qui était sur la photo. Nous voulions juste les enlever pour les vendre à des recycleurs", a indiqué R.Y.

L'avocat des mineurs Ismail Korkmaz, cité par le Daily News, a déclaré que les enfants avaient du mal à comprendre qui était sur les affiches. "C'est consternant de voir deux enfants poursuivis en justice pour avoir arraché une affiche du président", a-t-il ajouté, qualifiant le système juridique turc d'illibéral.

Ce n'est pas pour la première fois que des enfants sont arrêtés pour avoir "insulté" le président turc. Un garçon de 15 ans a été interpellé fin octobre pour la même raison dans la province turque de Kayseri, a auparavant rapporté l'agence turque Cihan n'ayant pas précisé en quoi consistait "l'insulte" à M. Erdogan.

La loi turque ne permet pas d'insulter le président, les coupables risquent une peine de quatre ans de prison. sputniknews.com 12.12

3- Ukraine

- Ukraine: manifestations à Kiev contre le Premier ministre - sahartv.ir

Des centaines d'habitants de Kiev sont descendus, ce vendredi, dans la rue pour manifester en protestation contre le Premier ministre ukrainien.

Des centaines d'habitants de Kiev, la capitale ukrainienne, se sont ressemblés devant le parlement pour exiger le départ du Premier ministre Arseniy Yatseniuk.

Arseniy Yatseniuk a rejeté la proposition du président Petro Porochenko de rejoindre un nouveau parti pour lequel il avait mis au point un programme.

Selon ce rapport, Petro Porochenko a rejeté la démission de Yatseniuk avant l'adoption du budget et la réalisation des réformes économiques. sahartv.ir 11.12

4- Russie

4.1- Le front des sanctions anti-russes se fissure - sahartv.ir

Simultanément à l'augmentation du coût de la confrontation russo-occidentale, la prolongation des sanctions de l'UE contre la Russie a été suspendue.

Les sanctions, qui ont été imposées, en 2014, par l'UE, à la Russie, à la suite de la séparation de la Crimée de l'Ukraine, avant de son rattachement à la Russie, expireront, le 31 décembre de l'année en cours.

Ces sanctions devaient se prolonger, automatiquement, de 6 mois, lors la réunion de mercredi, à Bruxelles, des ambassadeurs des pays membres de cette Union, mais, à la demande de l'Italie, cette question a été retirée de l'ordre du jour.

L'Italie a demandé des discussions, lors de la réunion de la semaine prochaine des dirigeants de l'UE, sur la prolongation des sanctions contre la Russie.

Les sanctions de l'UE et de ses partenaires font partie des actions qui se poursuivent, à la suite du déclenchement de la crise ukrainienne, dans le but de faire pression sur la Russie.

Ces mesures punitives, qui se sont vues confrontées à la réponse de Moscou, ont causé des préjudices aux deux parties, notamment, la Russie et l'UE, qui sont, naturellement, des partenaires stratégiques.

La poursuite du coût de la confrontation avec la Russie est inacceptable, pour l'UE, notamment, pour des pays, comme l'Italie, qui sont toujours aux prises avec une crise financière.

Et c'est, peut-être, pour cette même raison, que Matteo Renzi a été le premier dirigeant européen à se rendre, en mars, et après le déclenchement de la tension entre l'Occident et la Russie, dans ce pays, tandis qu'actuellement, à la demande de Rome, la prolongation des sanctions contre Moscou a été reportée.

Pour des pays, comme l'Italie, il est impossible de renoncer aux larges relations commerciales d'envergure avec la Russie.

Sa dépendance vis-à-vis des ressources énergétiques russes a rendu difficile l'alignement de Rome sur le front anti-russe, dirigé par Washington. Il essaie, donc, de développer, malgré les sanctions occidentales imposées à la Russie, ses relations commerciales avec Moscou.

La Russie espère briser le mur érigé entre Moscou et l'Occident, via le renforcement des coopérations avec des pays, comme la Grèce et l'Italie.

Le report des sanctions contre la Russie peut être provisoire, et adopté, lors du prochain sommet de l'UE, mais, en tout état de cause, il peut être le signe d'une divergence de vues, sur la poursuite d'une confrontation, dont le coût augmente de jour en jour. sahartv.ir 11.12

4.2- Menaces en Syrie: Poutine ordonne à l'armée russe une «extrême fermeté» - 20minutes.fr

Le président Vladimir Poutine a ordonné vendredi à l'armée russe de répondre avec une « extrême fermeté » à toute force qui la menacerait en Syrie, près de trois semaines après la destruction par l'aviation turque d'un bombardier russe près de la frontière syrienne.

« J'ordonne d'agir avec une extrême fermeté », a déclaré Vladimir Poutine lors d'une réunion avec les responsables du ministère de la Défense. « Toute cible menaçant les unités russes ou nos infrastructures au sol sera détruite immédiatement ».

« Il est important de coopérer avec tout gouvernement qui est réellement intéressé par l'élimination des terroristes », a-t-il toutefois poursuivi, citant comme exemple l'accord pour éviter les incidents dans le ciel syrien conclu avec la coalition internationale menée par les États-Unis.

La Russie avait déjà pris des mesures supplémentaires pour protéger ses avions en Syrie après le crash le 24 novembre d'un Su-24, abattu par l'aviation turque près de la frontière syrienne, une action qui a provoqué une grave crise dans les relations entre Moscou et Ankara.

Les bombardiers russes effectuent ainsi désormais leurs missions en Syrie sous la protection de chasseurs. Des systèmes de DCA S-400 ont été déployés sur la base aérienne de Hmeimim, dans le nord-ouest de la Syrie. Le croiseur lance-missiles Moskva, navire-amiral de la flotte de la mer Noire, mouille également depuis l'incident au large de Lattaquié. 20minutes.fr 11.12

5- Irak

- Irak: le Pentagone déclare la guerre au Hezbollah - sahartv.ir

Les Etats-Unis ont révélé au grand jour qu'ils entameront des missions de combat, à Al-Anbar, en Irak, où ils vont interdire, avec la collaboration du gouvernement de Haïdar al-Abadi, l'entrée des forces de la mobilisation populaire, à l'Ouest du pays.

Quelques mois après les fuites, sur la nature du rôle réel que comptent jouer les Etats-Unis, en Irak, avec la coordination et la collaboration du gouvernement d'Al-Abadi, le ministre américain à la Défense, Ashton Carter, a révélé que son pays compte utiliser des hélicoptères de combat contre le groupe terroriste Daech, pour reprendre le contrôle de la ville de Ramadi, si Bagdad le réclame.

Pendant ce temps, des informations de presse ont confirmé que 200 soldats US sont arrivés, à la base d'Ain el-Assad, à l'Ouest de Ramadi. Ils mèneront des missions de combat spéciales, dans ladite zone. S'exprimant, devant la commission des forces armées, au Congrès US, Carter a dit que son pays était prêt à assister l'armée irakienne, en fournissant des moyens supplémentaires. L'objectif est de terminer la mission, à Ramadi, avec l'aide d'hélicoptères de combat et des conseillers militaires, qui escortent" les forces irakiennes. Et de poursuivre: "Les hélicoptères seront utilisés, si le Premier ministre Haïdar al-Abadi le réclame, et si les conditions le nécessitent".

Dans ce cadre, un responsable du Pentagone a fait savoir que les hélicoptères "Apache" seront déployés, s'ils s'avèrent nécessaires, pour trancher la bataille, qui dure depuis des mois. Alors que des informations de presse ont fait état de 3.500 conseillers militaires US, déployés, dans les derniers mois, en Irak, d'autres informations confirment que le nombre réel serait de 10.000 effectifs, dont des unités de combat, répartis, sur cinq bases, en Irak, avec l'approbation totale de Haïdar Al-Abadi.

Plus encore, les informations ont évoqué des promesses US, faites par le Président Barack Obama, à Al-Abadi, selon lesquelles les forces américaines sont prêtes à libérer l'Ouest de l'Irak, avant fin 2015. Mais l'intervention russe et la bulle de la chambre de coordination quadripartite, à Bagdad, qui regroupe l'Iran, la Russie, l'Irak et la Syrie, auraient créé la confusion, chez la partie US, et entravé l'application de la promesse américaine. Il est clair, à la base de l'entente entre les gouvernements de Bagdad et de Washington, que le mouvement des forces de la mobilisation populaire a été entravé, en termes de financement et soutien logistique, pour les empêcher de poursuivre la libération de Diyala, Salahedine, arrivant à Al-Anbar et Ninive.

Par ailleurs, le ministre de la Défense américain a invité la communauté internationale à multiplier les efforts contre Daech, se disant déçu des "alliés arabes sunnites", capables de contribuer, encore, plus, dans les efforts de lutte contre Daech, a-t-il dit, citant, en l'espèce, l'Arabie saoudite et les pays du Golfe. Et de révéler avoir réclamé de ces pays des forces spéciales, des avions de reconnaissance et de combat, des armes et des munitions. Pour sa part, il a indiqué que la Turquie doit faire de son mieux, pour contrôler ses frontières, facilement, infiltrées de plusieurs endroits. Il a même appelé la Russie à se tenir du "bon côté", dans la guerre, en Syrie, en concentrant les frappes sur le groupe terroriste.

Dans le même cadre, le site Al-Mada Press a rapporté de source du commandement des opérations d'Al-Anbar, que "des avions de transport militaires de l'armée US ont atterri, à l'aéroport Aïn el-Assad, (170 km, à l'Ouest de Ramadi), et transporté 200 soldats américains de forces spéciales. Ces avions ont, également, transporté des cargaisons d'armes et de munitions de combat.

De son côté, le délégué du Président américain, pour les affaires de la coalition internationale contre Daech, Brit McGork, a dit que la coalition étudie la possibilité d'envoyer des forces américaines, en Irak, avec l'aval du gouvernement irakien.Tout en expliquant que les forces US ne seront pas déployées, dans les villes et les rues, il a indiqué qu'il existe une coordination entre la coalition internationale et les forces de la mobilisation nationale, dans la province de Ninive. Pendant ce temps, les forces irakiennes ont envoyé des forces supplémentaires à la région de Taamim, au Sud-Ouest de Ramadi, pour consolider leurs victoires, dans cette région. sahartv.ir 11.12

6- Palestine occupée

La routine en Palestine occupée avec le soutien des puissances occidentales.

- Nouvelles violences dans les Territoires: trois Palestiniens tués - AFP

Les Territoires palestiniens ont connu vendredi une nouvelle journée de violences et de manifestations au cours desquelles trois Palestiniens ont été tués, deux dans des heurts avec les soldats israéliens, l'autre dans une tentative d'attentat à la voiture-bélier.

Hébron, poudrière du sud de la Cisjordanie occupée, ainsi que ses environs ont concentré une grande part des violences des dernières semaines. Deux Palestiniens ont été tués à Hébron même et aux alentours.

Le troisième a trouvé la mort dans la bande de Gaza lors des affrontements hebdomadaires avec les soldats israéliens postés de l'autre côté de la barrière de sécurité qui enferme l'enclave, séparée de la Cisjordanie par le territoire israélien.

Depuis le 1er octobre, les attentats - au couteau dans leur très grande majorité, mais aussi à la voiture-bélier et à l'arme à feu - et les affrontements ont fait 116 morts palestiniens, dont un Arabe israélien, 17 Israéliens ainsi qu'un Américain et un Erythréen, selon un décompte de l'AFP.

La majorité des Palestiniens tués l'ont été en commettant ou tentant de commettre des attaques, selon les autorités israéliennes. En l'absence de toute perspective de règlement politique négociée, cet enchaînement ne donne aucun signe de ralentir.

Les nouvelles violences sont intervenues lors de la traditionnelle journée de mobilisation du vendredi, durant laquelle les manifestations dégénèrent invariablement depuis des semaines.

Issa Haroub, 57 ans, a lancé sa voiture contre un check-point israélien installé à Halhul, au nord de Hébron, selon l'armée israélienne. Les soldats l'ont aussitôt tué.

A Hébron même, la plus grande ville de Cisjordanie, Oudaï Irshaid, 22 ans, a été tué lors d'affrontements avec les soldats israéliens, selon le ministère palestinien de la Santé.

Sa soeur Dania, 17 ans, avait été tuée par des policiers israéliens fin octobre après s'être approchée d'eux en brandissant un couteau près du très sensible tombeau des Patriarches, lieu saint pour juifs et musulmans et centre névralgique des violences à Hébron. C'est là où 500 colons juifs vivent retranchés sous haute protection militaire israélienne parmi 200.000 Palestiniens.

Dans la bande de Gaza, Sami Maadi, 41 ans, a été atteint par des projectiles israéliens lors de violences à l'est du camp de réfugiés d'Al-Bureij, a dit à l'AFP le porte-parole du ministère de la Santé dans le territoire, Achraf al-Qodra. Douze autres manifestants ont été blessés, a-t-il ajouté.

Ces heurts ont éclaté après des défilés qui ont mobilisé des milliers de manifestants dans plusieurs villes à l'appel du Hamas, le mouvement islamiste qui gouverne le territoire et marquait son 28ème anniversaire.

"La meilleure façon de libérer la Palestine est de résister par tous les moyens, en premier lieu, par le combat armé", a martelé Khalil al-Haya, membre de la direction du Hamas.

Des heurts ont eu lieu à travers toute la Cisjordanie. Dans le village de Silwad, près de Ramallah, les Palestiniens ont manifesté pour réclamer qu'Israël rende à leurs proches les corps qu'il détient. Israël conserve des dizaines de dépouilles de Palestiniens accusés d'attentat.

"S'ils comptent nous faire souffrir en volant les corps, nous les ferons souffrir en restant patients et déterminés", a dit à l'AFP Bassam Hamad, père de Anas, 19 ans, tué la semaine dernière après avoir tenté de renverser des soldats avec son véhicule.

Les manifestants ont buté sur des jeeps de l'armée israélienne, qu'ils ont caillassées, recevant en retour des tirs de grenades lacrymogènes, de balles caoutchoutées, puis de balles réelles. Une vingtaine de jeunes ont été blessés, selon

des secouristes du Croissant-Rouge sur place.

Dans le nord du territoire, au check-point d'al-Jalameh qui relie la Cisjordanie à Israël, un Palestinien a ouvert le feu sur des gardes israéliens, a indiqué le ministère israélien de la Défense. Il n'a pas fait de blessé mais les gardes ont riposté et l'ont atteint. Le tireur est parvenu à s'enfuir et a été hospitalisé blessé, selon des sources policières palestiniennes.

Fait rare, dans la nuit, les soldats israéliens ont mené un raid au coeur de Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne sous contrôle exclusif palestinien et interdit aux forces israéliennes en vertu des Accords d'Oslo de 1993.

Des dizaines de soldats ont perquisitionné un magasin fournissant les laboratoires médicaux et scientifiques en matériel. Ils ont emporté des caméras de surveillance et des ordinateurs, ont dit des témoins. Des dizaines de jeunes ont lancé des pierres sur les soldats qui ont répliqué par des tirs, faisant trois blessés, ont-ils dit. L'armée israélienne a parlé d'opération de "routine". AFP 11.12

Tous les jours on lit ce genre d'articles qui nous attristent énormément ou nous rendent fou de rage, idem pour le Yémen. On aura noté que la plupart des agressions palestiniennes n'entraînent que des blessures à leurs victimes, alors que les sionistes excécutent sur place leurs agresseurs, même s'ils ne présentaient pas une menace ou s'ils auraient pu les maîtriser autrement, ils se livrent à un massacre, un de plus.

7- Yémen

- Frégate saoudienne anéantie par l’armée yéménite - sahartv.ir

«La 7ème frégate de la coalition d'agression contre le Yémen a été anéantie par les unités de missiles de l’armée et les comités populaires yéménites, au large de Markha, dans la province de Taëz.

Ces attaques se sont déroulées, avec succès, après avoir bien localisé la frégate en question», selon le rapport de l’agence de presse yéménite, Saba.

Ces opérations ont été menées, dans le droit fil du droit légitime du Yémen à défendre son territoire et sa souveraineté.

Dans le même temps, les frégates saoudiennes ont pilonné des localités, dans la zone de Markha, tandis que les localités d’Al-Charidjah et d’Al-Jadidi, non loin de Zabab, étaient prises pour cible, par les avions de combat saoudiens. sahartv.ir 11.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Fin d'une grève de 51 jours dans une clinique de Montauban - AFP

Les grévistes d'une clinique de Montauban (Tarn-et-Garonne), en grève depuis 51 jours, ont signé vendredi soir un protocole de fin de conflit avec la direction, a-t-on appris auprès de la CGT.

L'accord comprend notamment "trois embauches d'aide-soignants et une réorganisation des conditions de travail", a indiqué à l'AFP Lina Desanti, secrétaire générale de l'union CGT départementale.

Il scelle aussi "la fin de toutes les grilles de salaires en dessous du SMIC", une évolution des salaires "tous les deux ans" au lieu de huit auparavant, ainsi qu'une prime de 400 euros.

Jusqu'à 183 salariés sur 500, soit "pratiquement 80% du personnel soignant", ont cessé le travail dans cette polyclinique pour défendre "les salaires et les conditions de travail", un nombre qui s'était réduit à 134 ces derniers jours, a indiqué M. Couderc.

Début décembre, 100 à 150 manifestants avaient occupé le hall de l'Agence régionale de santé (ARS) de Toulouse, avant d'être reçus par une délégation de la directrice générale. AFP 11.12

ECONOMIE

Chimie.

- Enorme fusion de Dow Chemical et DuPont pour devenir le numéro deux la chimie - 20minutes.fr

Un mariage entre deux géants pour devenir un molosse de la chimie. Dow Chemical et DuPont, fabricants américains notamment de pesticides, d'OGM, de l'isolant thermique Styrofoam et de la fibre synthétique Kevlar, ont officialisé vendredi leur fusion, quasiment à égalité, en un groupe valant 130 milliards de dollars et baptisé DowDuPont.

Une fois combinées, les deux entreprises prévoient de se séparer en trois entités cotées en Bourse séparément, et donc potentiellement cessibles: une pour l'agriculture, une pour la chimie de spécialité et une pour la science des matériaux.Avec cette opération, Dow et DuPont espèrent répondre à la chute des prix des matières premières et au ralentissement de grandes économies émergentes (Chine et Brésil) qui ont entamé la rentabilité du secteur.

Les deux entreprises, qui espèrent que l'opération leur permettra d'augmenter leur valeur boursière d'environ 30 milliards de dollars, visent également des synergies de croissance de l'ordre de 1 milliard de dollars. DuPont prévoit parallèlement un vaste plan de réduction de coûts dès 2016 de l'ordre de 700 millions de dollars, qui passera notamment par la suppression de 10% des effectifs.

L'entreprise, qui employait environ 54.000 personnes fin 2014, prévoit de passer à l'occasion une provision de 780 millions de dollars, dont 650 millions dédiés aux coûts de licenciements et 130 millions liés à des charges sur des actifs et des fins de contrats.

Dow Chemical prévoit de son côté de racheter la totalité de la co-entreprise spécialisée dans les silicones formée en 1943 avec Corning, Dow Corning. L'actuel PDG de Dow Chemical Andrew Liveris, deviendra président exécutif de la nouvelle entreprise et son homologue chez DuPont, Edward Breen, prendra le poste de directeur général. 20minutes.fr 11.12

Haut de page

Le 14 décembre 2015

CAUSERIE

Nous n'actualiserons plus ce portail qu'occasionnellement, on ne va perdre son temps ou les quelques années qu'il nous reste à vivre à nous battre pour une cause perdue d'avance jusqu'à nouvel ordre. On prend acte que quoi que nous disions, quoi que nous fassions, quoi que nous proposions, quelle que soit l'attitude qu'on avait adoptée, en dehors d'une poignée de militants, cela n'intéresse personne, et bien qu'il en soit ainsi.

Messieurs Hollande, Valls, Sarkozy, à qui dit-on merci ? A la famille Le pen qui vous ont permis de sauver la mise, sans oublier le Front de gauche et les appareils vendus des syndicats.

Au fait les syndicats viennent de démontrer (si nécessaire) qu'ils n'avaient rien d'indépendants, qu'ils étaient en réalité liés aux partis de l'ordre LR et PS, alors comment faut-il caractériser ceux qui prétendent le contraire et mènent campagne dans le but de préserver leur indépendance qui n'existe pas ? Des escrocs au service du régime. Quant aux syndicats apolitiques, ils ne sont pas davantage indépendants de l'Etat, ils estiment que le régime en place leur convient et que pour cette raison, ils n'ont pas à faire de politique.

- Régionales : à Paris, à gauche on vote à droite, et à droite on vote à gauche - Francetv info

- Le PS limite la casse en conservant cinq régions - AFP

- Elections régionales : en coulisses, Sarkozy triomphe - LeParisien.fr

- Elections régionales : Xavier Bertrand remercie la gauche - LeParisien.fr

- En Paca, Estrosi profite à plein du retrait de la gauche face à Maréchal-Le Pen - AFP

Ils ont de la chance que les masses ne soient pas en mesure de donner une orientation politique à leur rejet de la politique du gouvernement dictée par l'oligarchie financière.

Elles en sont toujours au stade où elles savent ce qu'elles ne veulent plus, tout en sachant plutôt moins que plus ce qu'elles veulent

en l'absence de direction, ce qui la fait osciller entre résistance désordonnée et neutralité passive qui traduisent la confusion dans laquelle elle baigne en guise de conscience politique.

Elles ont été éduquées de manière à ce qu'elles soient incapables d'imaginer une issue politique au-delà du capitalisme et ses institutions ou qu'il serait possible de changer de société. Dans quel contexte ou qu'est-ce qui l'explique, sinon que le régime leur accorde encore les moyens de continuer de vivre relativement confortablement sans se soucier de ce qui se passe autour d'elles ou ailleurs. Il faut croire que leur mode de vie leur convient ou qu'elles en tirent encore suffisamment de satisfactions. Et ce n'est pas le mouvement ouvrier totalement subordonné au capitalisme et réduit à lutter uniquement pour des revendications alimentaires qui les démentira. Dans ces conditions, qu'en ont-elles à en attendre ? Rien puisqu'il est aussi corrompu.

Ce sont les nantis qui ont été votés dimanche, et parmi eux il y en a qui ont estimé qu'il était plus confortable de ne pas aller voter pour sauver les apparences ou se donner bonne conscience.

Nous n'avons rien d'autres à ajouter, nous nous en tenons à la ligne politique que nous avons définie contre les institutions de la Ve République.

Tout ça pour ça !

Pour qui roule le FN ?

Pour le PS quand c'est LR qui est aux commandes et vice versa. C'est pratique, ils se partagent les rôles et les places, ils ont monté en épingle le FN qu'ils s'emploient ensuite à diaboliser pour que face à lui ne reste qu'un candidat qui sera forcément élu.

Et cerise sur le gâteau, la pseudo-gauche ou gauche de la gauche est de la partie, ainsi elle se discrédébilise auprès des travailleurs en marchant dans cette combine pourrie, leurs militants apparaissant comme les suppôts de leurs ennemis auxquels ils avaient refusé d'accorder leurs suffrages, ce qui vaudra à ses parasites du mouvement ouvrier de connaître le même sort ou de demeurer éternellement marginalisés ou ultra minoritaires.

Ils ont décidé de vous pourrir la vie en se lançant dès maintenant dans la course à la présidentielle de 2017 !

- Après des régionales sans véritable vainqueur, cap sur la présidentielle - AFP

- Pierre Laurent (PCF), a réclamé un "vrai changement de cap", le porte-voix du Parti de gauche Jean-Luc Mélenchon appelant à un "véritable front populaire" pour 2017. AFP 13.12

Avec le PS, c'est-à-dire LR ? Ils avaient encensé Syriza et Tsipras avant que la véritable nature réactionnaire de ce parti et de son dirigeant ne soit mis en lumière, et voilà qu'ils l'imitent, quoi de plus naturel en somme.

Le plus navrant, c'est le manque absolu de rigueur et de principes de la part des militants qui malgré tout continuent de cautionner tous ces partis, ils ne pourront pas dire une fois de plus qu'ils ne savaient pas.

En tout état de cause, dans l'état actuel des choses notre combat est perdu d'avance, sauf à croire au miracle qui ne produira pas.

Lu dans un article.

- "Le vote FN n’est qu’un symptôme du naufrage, pas le naufrage lui-même."

Quel naufrage ? De quoi ? Pourquoi prend-il cette forme ?

Le capitalisme en crise devenue permanente et le système financier mafieux que l'oligarchie financière a mis en place auquel tous les partis institutionnels sont soumis, afin qu'il ne s'effondre pas et de renforcer son pouvoir politique, tout en concentrant toujours plus le capital entre les mains d'une infime minorité et exerçant un contrôle renforcé de la population au moyen de la terreur.

Le naufrage est celui de la civilisation humaine entraînée par la dégénérescence du capitalisme conduisant au chaos, à la guerre et à la barbarie, il faut croire qu'aucune génération ne devait échapper à la guerre au cours de son existence en régime capitaliste, on pourrait se demander pourquoi il n'est pas universellement condamné tant il est criminel, cruel et cynique. C'est là qu'on mesure la distance qui existe entre le régime liberticide qui nous est imposé par la contrainte, la force, et la liberté à laquelle on aspire.

La réaction « à visage humain »

Il n'y a pas de fascisme « à visage humain »

- La « peste brune » à nos portes ? No pasarán ! Si nous faisons ce qu'il faut… Jean Ortiz - legranddoir.info

Il n'y a pas de fascisme « à visage humain », alors inventons-le monsieur Ortiz, universitaire de son état et membre du PCF.

Au lieu de vous proposer son article qui a donné la nausée à la plupart de ses lecteurs, je reproduis les commentaires qu'il a déclenchés chez des militants ou ex-militants du PCF.

10/12/2015 à 20:25 par triaire

- Je n'en reviens pas, monsieur Ortiz...Vous demandez donc aux gens de voter pour les sagouins qui ont mis le FN en place.. ces mêmes sagouins voleurs, menteurs, bellicistes..et le tout sans exiger rien, pas même d'écrire dans la constitution la révocation des élus menteurs sur leur programme...

Et bien, je ne vous suis pas du tout, je ne donnerai plus jamais ma voix à des gens qui font carrière au lieu de s'occuper du bien public et qui calculent que la Marine les fera élire sans problème en 2017 avec les mêmes droits quasi divins.

10/12/2015 à 21:22 par Palamède Singouin

- Dans l'immédiat : Aux urnes dimanche !

??????? Alors qu'il ne reste plus en lice que des listes de droite (PS inclu) !!!!!

Jean, je me souviens de ton appel aux Palois (que je n'ai pas suivi) à voter Chirac en 2002....Ne me dis pas que tu irais maintenant voter Estrosi en PACA Dimanche ????? Ne me dis pas non plus que tu crois à une différence profonde entre la FN, LR et le PS.

10/12/2015 à 21:22 par macno

- « Aux urnes dimanche ! »

Pour y faire quoi ?
Choisir entre la peste et le choléra ?
Entre Estrosi et Marion Le Pen ?
C'est un effrayant cauchemar...

Jean Lévy dans un article sur le site Comité Valmy, posait cette judicieuse question :" le PS est il devenu fou ?".

Mais la question peut être posée à d'autres...

10/12/2015 à 21:25 par Geb.

- Et pourtant, s'il y a un parti qui ne mérite pas les caricatures que l'on en fait, c'est bien le PCF et son potentiel humain, politique, moral… Alors, assumons (dialectiquement) notre histoire, tout en nous renouvelant (l'identité est à la fois un héritage et une création permanente), et partons à la reconquête, d'en bas, sur des positions claires, de classe, offensives, unitaires, sans avoir peur de notre ombre.

Mon cher Jean, (Tu me permettras de t'appeler ainsi, ne serait-ce qu'au regard de mes longues et bien remplies années de militantisme au sein du PCF), je ne peux que souscrire à tes paroles qu pourraient sembler d'or à quiconque ne connaîtrait pas la douloureuse descente en flèche de ce parti du statut de "Parti des Fusillés" en 1945, au statut de "porteur de valises" du Capitalisme mondial européen en 40 années de négations de son identité, de compromissions diverses opportunistes électorales, de son rôle d'écran de fumée et de casseur d'espoir de la Classe ouvrière, sans compter son rôle de désinformation de ses militants par la destruction de l'éducation de classe au sein même du Parti et sa Lutte des Places féroces pour s'assurer des prébendes publiques pour payer sa presse et les salaires de ses permanents.

Tu as raison partout... Sauf que tes solutions c'était AVANT qu'il fallait les appliquer. AVANT de tout démolir, AVANT de tous vendre, AVANT de tout décrédibiliser aux yeux de ceux que nous étions censés protéger, éduquer, associer à nos luttes au lieu de les livrer pieds et poings liés à la dictature des médias du Capital.

Tu nous parles du "danger fasciste". et tu as Ô combien raison d'alerter. Mais ou tu as moins raison c'est que ça n'était pas "alerter" qu'il fallait, mais commencer par empêcher ceux qui dans le parti ont tout cassé soit par lucre, soit sur ordre, d'agir et de prendre les commandes d'un navire qui est devenu une épave erratique ;

Tu nous parles du "danger fasciste" alors que le Fascisme ç'est bien loin d'être uniquement les Le Pen et Cie. Eux n'en sont que l'image visible. le Fascisme c'est l'Europe du Capital ou les élus du PCF trônent dans des instances politiques croupions ; le Fascisme c'est l'Europe du Capital ou les élus syndicalistes CGT trônent dans les structures de la CSE, structures syndicales collaborationnistes de classe. Le Fascisme c'est la presse qui se dit du Parti, soutenue par des actionnaires marchands d'armes et assassins des Peuples.

Et après environ 90 lignes d'une prose, comme je te l'ai dit précédemment sans aucune faute d'analyse, sauf qu'elle a environ trente ans de retard, comme solution unique et universelle tu nous appelle "AUX URNES", ainsi qu'à re-conquérir l'estime et la confiance des victimes des errements de NOS dirigeants , en admettant qu'il ne s'agisse que d'errements et pas de quelque chose de plus profond ???

Tu ne pense pas que tu aurait pu manquer deux ou trois marches au passage ???

Très sincèrement, ta prose me touche car elle correspond à une sensiblité qui est toujours la mienne.

Surtout si tu m'assure que ça fait 30 ans que tu étais en hibernation et que tu viens juste de te réveiller.

Mais pour mon compte, vu que ces trente dernières années de destruction de mon parti et d'abandon politique par des dirigeants indignes ont été très douloureuses à ma sensibilité j'ai le regret de t'informer que je me rendrai dimanche certainement quelque part, mais aussi certainement pas dans un bureau de vote. Même pas pour le dépouillement.

Par contre, étant donné que je suis toujours Communiste et fier de l'être je ferai en sorte que le maximum de mon entourage soit informé de ma décision et du pourquoi de celle-ci.

Je ne vote d'ailleurs plus depuis le Traité européen, événement ou j'ai compris que ça ne sera pas par ce moyen que nous pourrons reconquérir les "coeurs et les esprits", comme l'énoncent si bien les bons copains d'outre-atlantique de nos dirigeants actuels.

Et encore moins une éventuelle direction de notre destinée politique et sociale.

Alors c'est vrai : "La peste brune n'est pas inévitable". Et elle l'était encore moins si le PCF n'avait pas mis en selle ceux qui l'ont soutenue et propagée.

Mais vouloir s'obstiner à la contrer par des moyens non proportionnés ne relèvera jamais que du suicide collectif, surtout quand on a contribué par son inaction, ses compromissions et ses incompétences à la renforcer et à la promouvoir.

Comme tu le dis si bien : "NO PASARAN" ;

Ceux qui ont "formulée la formule", si je puis m'exprimer ainsi, nos camarades des Brigades Internationales, (Où combattait un de mes très proche parent), auraient bien rigolé on tu les avait appelés "Aux urnes" au lieu de "Aux armes" alors qu'il y avait le feu au pays et que les Fascistes étaient aux portes de Madrid.

Et au fait, appeler "AUX URNES" c'est bien beau...

Mais pour voter qui ? Ou quoi ?

Ca serait aussi bien de préciser ta pensée. Au moins on serait fixés.

Désolé, je ne suis pas et n'ai jamais été "universitaire", mais militant depuis l'âge de 12 ans dans des organisations du Parti, Travailleur du Livre, puis Cadre de la presse quotidienne de ce même Parti jusqu'à ma retraite, j'ai la prétention de pouvoir déclarer savoir de quoi je parle sur le sujet.

10/12/2015 à 22:05 par résistant

- Pas la peine de répéter tout ce que Geb a si bien expliqué dans son commentaire.

Je ne rajouterai qu'un détail : Ce n'est pas seulement Jean Ortiz qui est à côté de ses pompes, ça ne serait pas grave, juste touchant, mais c'est malheureusement la grande majorité des "leaders" et autres "intellectuels" d'"extrême" gauche (oui, il faut beaucoup de guillemets, de nos jours, pour parler de gauche), restés coincés dans un shéma de pensée simpliste totalement inadapté à la réalité.

Tous les partis visibles (vus à la télé) participent de la même mascarade. Le problème n'est absolument pas de choisir entre le FN ou le PS ou l'UMP ou même de Front de Gôche. La principale chose qui détermine notre avenir, c'est l'appartenance ou non à l'Union Européenne et à l'OTAN. Aucun de ces partis ne propose clairement de sortir unilatéralement de ces institutions afin de reconquérir notre démocratie et notre souveraineté.

Donc non, je n'irai pas voter. Que le FN passe ? il est déjà passé depuis si longtemps, mon pauvre ami.

10/12/2015 à 23:30 par Ange Lini

Avec tout le respect que j'ai pour vous ... Si pitié pauvre de moi avez . " Si nous faisons ce qu'il faut " !!! ... Vous viendrez t-il à l'idée de trucider un taureau à la chignole à main !!! Par pitié êtes vous sérieux ? ! ... Je suis abasourdi ! Anéanti de lire encore de telles choses ... Le PS n'aurait pas mieux écrit !!! ... Il y a des appels qui donnent envie d'aller se coucher dans un long sommeil ... Demain parait qu'on rase gratis mais je ne sais pas où ... "no pasaran" ! Si je n'avais pas envie d'en pleurer à mourir, j'en crèverai de rire ... Cela touche presque au génie ! Mais non ce n'est pas drôle ... Je ne sais plus quoi écrire tellement ... tellement c'est énorme ... Après telle Faena, l'estocade est de taille !!!!

11/12/2015 à 01:01 par latitude zero

- Quand j'ai vu arriver (et lu) ce nouvel article de Jean Ortiz, je me suis dit va y avoir du rififi ! Attendons un peu pour voir…

Non Jean Ortiz je n'irais pas « aux urnes » ce dimanche , de toute façon de là ou je suis c'est difficile et en plus je suis en deuil en ce moment, en deuil de la révolution Bolivarienne.

Voter PS/LR , je ne peux pas je ne peux plus , l'arnaque du front républicain c'est définitivement terminé pour moi.

Peut être un jour le FN arrivera au pouvoir, c'est possible, c'est la solution ultime, la roue de secours du capitalisme . C'est dans la continuité d'une logique que nous n'avons pas voulu mais qu'ils ont provoqués, alors continuer à se faire manipuler par ces gens là , basta ya, allez y si vous voulez , mais pour moi et pour beaucoup c'est terminé de chez terminé .

Quant au PCF, rien que d' apercevoir certains « cadres » de ce parti vérolé, je fais de l'urticaire et ma tension monte à 25. C'est mauvais pour la santé on m'a dit , alors j'évite .

Question autocritique , au PCF, ça ne risque pas d'arriver tant que des Pierre Laurent et autres continueront à s'y accrocher, je pense que le mieux est que ce parti implose , pour laisser la place à d'autres car il y a un énorme réservoir de militants et sympathisants en attente pour eux. Mais pour finir sur une note d'espoir , un petit , qui vient de naitre ici au Venezuela (mais pas en France désolé !), je vois le bouillonnement de l'énorme base Chaviste qui se remet en marche, se réunit partout , qui débat, qui s'autocritique , soucis chez les « réformistes », ceux qui ont voulu travailler avec les capitalistes « en paz » , tandis que l'aile radicale (du moins les survivants qui ont évité de se faire assassiner) ont les arguments qui font mouche et pour cause …

11/12/2015 à 01:57 par Arno Berry

- Mr Ortiz, il est inutile de nous faire dans l'envolée lyrique pour atterrir dans le caniveau des compromissions. Peut-être êtes vous sincère, alors il faut vous réveiller car le PCF a disparu depuis longtemps. Oh, il y a bien un fonds de commerce qui a récupéré l'appellation, géré par des épiciers à la Laurent, mais de grâce, réalisez quelle vitrine abominable il présente. Ou peut-être voudriez vous nous vendre le choix du moins pire, comme voter Estrosi contre LePen ; c'est qu'alors vous auriez choisi aussi LePen face à Pinochet, puis Pinochet face à Hitler.

11/12/2015 à 10:12 par hassinus

- Triaire : "le tout sans exiger rien, pas même d'écrire dans la constitution la révocation des élus menteurs sur leur programme..." Juste merci. Car ce qui est devenu que trop insupportable est ce phénomène généralisé qui fait qu'on soit élu sur un programme et qu'une fois élu on applique un autre suite à un virage à 180 °

11/12/2015 à 10:33 par Brigitte

Que rajouter de plus à tous ces commentaires qui tous à l'unisson, ne font que retranscrire que le premier parti de France est

bien l'abstention ! et pour toutes les bonnes raisons que vous avez magnifiquement exposées.

Et s'il fallait en convaincre quelques uns que de cette démarche est porteuse d'espoir sur le long terme (et sur le court terme, c'est la seule démarche qui fait trembler notre oligarchie) , lisez "l'éloge de la fuite" de Henri Laborit.

La suite du 2e tour des élections régionales.

- Régionales: la droite loin de la vague bleue espérée - AFP

A droite comme à gauche, le ton n'était pas à l'euphorie: "succès sans joie" pour le numéro un du PS Jean-Christophe Cambadélis, tandis qu'aux yeux de l'ancien Premier ministre François Fillon "ce sursaut est un réconfort mais il n'efface pas le 6 décembre qui reste le véritable baromètre de l'état du pays". AFP 14.12

- Elections régionales 2015 : le FN a battu son record de voix - LeMonde.fr

Alors que 96 % des bulletins étaient dépouillés, le parti d'extrême droite a obtenu au moins 6,71 millions de voix, améliorant son score du premier tour (6,01 millions de suffrages) et battant son record du premier tour de la présidentielle 2012 (6,42 millions de voix). LeMonde.fr 13.12

- Dray : le PS pourrait "vraisemblablement" changer de nom après les régionales - Francetv info

Le vice-président socialiste sortant de la région Ile-de-France, Julien Dray, d'annoncer que le Parti socialiste lancera "dès demain un nouveau projet", avec "vraisemblablement le nom du parti". Il l'a déclaré sur le plateau de France 2, dimanche 13 décembre, au soir du second tour. Francetv info 13.12

Jean-Christophe Cambadélis a rapidement recadré Julien Dray, vice-président (PS) sortant de la région Ile-de-France sur le réseau social : Non, le changement de nom « n'est pas à l'ordre du jour » mais oui « le dépassement du PS l'est », a-t-il écrit. 20minutes.fr 14.12

COP21. Le grand guignole sponsorisé par l'ONU ou les multinationales qui saccagent notre planète

Encore une fois ils nous auront fait le coup, que ceux qui sont responsables du chaos et de la guerre seraient animés de bonnes intentions envers notre planète qu'ils exploitent à outrance et saccagent.

- Accord historique à Paris pour sauver la planète du désordre climatique - AFP

Quelques heures plus tard :

- Accord historique à Paris pour tenter de sauver la planète du désordre climatique - AFP

- Quand la future conseillère régionale Paca Maud Fontenoy (LR) anime un séminaire chez Philip Morris - Slate.fr

Pourquoi ne nous sommes-nous pas intéressé à la COP21 ?

Quel mandat avaient ceux qui l'organisaient, de qui le détenaient-ils ? Qui sponsoraient les ONG qui y ont participé ou qui les financent ?

ACTUALITE EN TITRES

On a manifesté un peu partout hier

- Manifestation contre la présence turque en Irak - euronews.com

Des manifestants brûlent le drapeau turc à Bagdad. euronews.com 13.12

- Défilé contre l'adhésion du Monténégro à l'Otan - euronews.com

Des militants de l'opposition pro-russe et pro-serbe du Monténégro ont défilé dans les rues de Podgorica contre la future adhésion du Monténégro à l'Otan.

L'ancienne république yougoslave a été invitée à rejoindre l'organisation en début de mois. euronews.com 13.12

- Manifestation contre l'intervention britannique en Syrie - euronews.com

Des centaines de Britanniques sont descendus dans la rue ce samedi à Londres, au cri de "stop aux bombardements en Syrie" pour demander au gouvernement d'arrêter son intervention dans le pays. euronews.com 13.12

- Brésil: faible mobilisation pour réclamer la destitution de Dilma Rousseff - AFP

Des mouvements d'opposition ont convoqué des manifestations dans tout le pays qui serviront de thermomètre pour mesurer l'insatisfaction populaire.

Elles pourront peser sur le vote des parlementaires qui suivent le processus de destitution de Mme Rousseff, accusée d'avoir maquillé les comptes publics.

Le commandant de la Police militaire, Alexandre Sergio, a indiqué à l'AFP qu'il prévoyait la présence de jusqu'à 60.000 personnes mais, deux heures après le début de la manifestation, quelque 3.000 personnes seulement étaient rassemblées. AFP 13.12

Ils sont déçus à l'AFP!

- 50 000 manifestants à Varsovie pour « défendre la démocratie » - LeMonde.fr

- Pologne : manifestations contre le "coup d'Etat rampant" du gouvernement - La Tribune

Au pouvoir depuis moins de deux mois, le parti conservateur PiS a plongé la Pologne dans une crise constitutionnelle. La gauche et les Libéraux appelaient ce samedi à des manifestations contre le gouvernement. La Tribune 13.12

Stratégie du chaos et de la guerre

- Syrie: 16 morts dans un attentat à la voiture piégée à Homs - AFP

- Irak: six morts dans un attentat suicide de l'EI à la frontière avec l'Arabie - AFP

- Yémen: 44 morts, dont 12 civils, dans des combats et des raids - AFP

- Kaboul: six morts, dont deux Espagnols, dans une attaque des talibans - AFP

- Pakistan: 23 morts dans un attentat dans un bazar d'une zone chiite - AFP

- Près de 90 morts dans la dernière flambée de violences au Burundi selon l'armée - AFP

- Référendum constitutionnel en Centrafrique: deux morts à Bangui, intimidations en province - AFP

- Ukraine: un chef de guerre rebelle tué dans l'Est séparatiste prorusse - AFP

Dossier Syrie

- Syrie : Des redditions en masse des anti-Assad - sahartv.ir

Le commandant des unités de renseignement de l'armée syrienne a fait état de la réddition de près de 5000 hommes armés qui ont accepté de combattre désormais les terroristes de Daech!

Ces ex -rebelles qui combattaient l'armée nationale dans la banlieue de Daraa et de Al Soueida appartiennent entre autre à la milice Jaysh al Harka. Les hommes armés ont accepté de combattre aux côtés de l'armée syrienne Daech en échange d'une amnistie générale . Les pourparlers entre l'armée et les miliciens ont débuté il y a trois mois sous l'auspice des dignitaires des tribus

de Daraa et de Deir Ezzour . Et l'accord de part et d'autre était prêt à entrer en vigueur depuis un mois. selon les termes de cet accord, les membres de Jaysh al Harka quitteront le rif de Daraa et la ville elle-même pour se rendre à Al Ghaiteyn dans la banlieue nord de Homs et aux alentours de Al Salmiya à Hama où ils devront se battre contre Daech et l'expulser de ces régions et ce, à l'appui des raids aériens de la Russie.

Selon le commandant en chef des unités de renseignement de l'armée syrienne, des colonnes des ex-rebelles reconvertis à la cause nationale se sonty dirigées vers la localité de al Lajah dans la banlieue de Daraa . Ces colonnes sont composées de près de 700 effectifs qui agiront sous le drapeau de " Asswad al Charghiya et Kataeb Tahrir Syria" , soit des forces censées soutenir l'armée syrienne. L'armée syrienne armera aussi ces ex rebelles et couvrira leur action par des raids aériens. Ces forces ont déjà libéré trois cités dans la banlieue de Hama et ils font marche sur la cité de Mahin à Homs. sahartv.ir 13.12

- Syrie : Daech vole 70.000 barils de pétrole par jour - sahartv.ir

Le groupe terroriste Daech vole 70.000 barils de pétrole par jour, des puits pétroliers du nord et de l'Est de la Syrie, a révélé le journal syrien « El-Watan ».

Le journal « El-Watan » a rapporté que Daech volait 70.000 barils de pétrole par jour, des puits de pétrole dans les provinces de Deir Ez-Zor et Raqqa. « Les chasseurs de la coalition internationale anti-Daech, commanditée par les Etats-Unis n'ont pas bombardé les convois de Daech transportant le pétrole volé syrien », a écrit ce journal. Les estimations réalisées par la Russie témoignent du fait que le groupe terroriste Daech volait, quotidiennement, 200.000 barils de pétrole, des champs pétroliers syriens et irakiens. sahartv.ir 13.12

- Syrie: les Chinois combattent Daech

Des Chinois commencent à rallier les rangs des combattants syriens contre Daech. - sahartv.ir

Selon des informations, en provenance de Pékin, des ressortissants chinois commencent à adhérer aux rangs des forces syriennes, qui combattent les terroristes de Daech. Les détails de ce ralliement ne sont pas, encore, connus, compte tenu des susceptibilités qu'engendre ce genre de sujet, en Chine. Les médias font, toutefois, état "d'un certain M. Pun, qui aurait rejoint les rangs des combattants kurdes de Kobani". "Les Kurdes m'appellent Ba Ci. Nous nous battons contre les mercenaires de Daech". Le journal honkongais, "South China Monitoring" affirme que ce chinois de 25 ans est originaire du Sud-Ouest de la Chine. Des ressortissants chinois sont, surtout, installés, près des frontières syro-irakiennes, et ce contingent semble s'élargir. sahartv.ir 12.12

- "L'Arabie n'est pas en mesure de lancer des avertissements à la Syrie" (Al-Zou'bi) - sahartv.ir

«Ni l'Arabie saoudite, ni le Conseil de coopération du golfe Persique, (CCGP), ne peuvent lancer des avertissements à la Syrie. La Syrie est plus forte que ces pays, et même, que leurs maîtres américains», c'est ce qu'a souligné le ministre syrien de l'Information, Omran al-Zou'bi.

Interviewé par la chaîne Al-Manar, Omran al-Zou'bi a réaffirmé que le peuple syrien avait choisi le Président Bachar al-Assad, qui est élu et légitime, et qui ne jettera jamais l'éponge, même lorsque les élections seront organisées, et, une fois que la nation syrienne lui fera de nouveau confiance, Bachar al-Assad ne quittera toujours pas ses fonctions et se maintiendra au pouvoir. sahartv.ir 12.12

Dossier Yémen

- Yémen : Les missiles russes aux mains d'Ansarallah - sahartv.ir

Véritable coup de massue! les forces yéménites ont tiré leur premier missile balistique " Ghaher 1" contre le sl saoudien.

Le missile s'est abattu sur la base aérienne " Khaled Ben Abdel Aziz" dans la localité de Khamis Machit dans le sud saoudien et il a touché la cible avce une très grande précision. le tir de ce missile s'est fait en représailles aux raids aériens sauvages de Riyad contre les civils yéménites. "Ghaher 1 " est un missile sol-sol et de fabrication russe. cet engin a été optimisé par les techniciens yéménites. depuis le début de l'agression saoudienne contre le Yémen en mars 2015, c'est la première fois que les forces yéménites utilisent ce genre de missiles. sahartv.ir 13.12

- Yémen : Amnesty International dénonce les crimes de Riyad - sahartv.ir

La coalition arabe, placée sous commandement saoudien, qui mène, depuis le mois de mars, des frappes, au Yémen, contre les forces Houthis, a visé des écoles, en violation du droit humanitaire, selon "Amnesty International".

Dans un rapport, publié le vendredi 11 décembre, et intitulé «Nos enfants sont bombardés», l'organisation de défense des droits de l'Homme a enquêté sur cinq frappes aériennes contre des écoles, situées dans des territoires contrôlés par les rebelles, entre août et octobre 2015, qui ont tué cinq civils et en ont blessé 14, dont quatre enfants.

Même lorsqu'aucun écolier n'était présent, au moment des attaques, les raids ont provoqué des destructions, qui auront des conséquences, à long terme, en entravant l'accès à l'éducation de 6.500 enfants, dans les provinces de Hajjah, Hodeida et de Sanaa, selon l'ONG.

"Dans certains cas, les écoles ont été touchées plus d'une fois, ce qui laisse penser, explique "Amnesty International", qu'elles étaient, délibérément, visées". Pourtant, l'organisation de défense des droits de l'Homme assure qu'aucune preuve indiquant que les écoles étaient utilisées, à des fins militaires, n'a été trouvée.

Depuis le début de ses frappes, la coalition, dirigée par l'Arabie saoudite, est, régulièrement, accusée de viser des cibles civiles. Ces accusations sont, toujours, démenties, et la coalition affirme que ses frappes ne visent que les forces Houthis. Plusieurs dizaines de centres de soins ont, pourtant, été touchés par des frappes : fin octobre, l'un d'entre eux, géré par "Médecins sans frontières", a même été, totalement, détruit par plusieurs frappes.

L'éducation, au Yémen, paie, aussi, un lourd tribut à la guerre. Selon l'UNICEF, un enfant yéménite sur trois n'est plus allé à l'école, depuis le début du conflit, et selon le ministère de l'Education du pays, plus d'un millier d'écoles ne fonctionnent plus. Certaines sont, complètement, détruites, d'autres sont utilisées, comme abris, par des réfugiés de guerre.

Lama Fakih, conseillère, à "Amnesty International" a qualifié de «consternante», la fourniture d'armes, par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres alliés de l'Arabie saoudite. "Amnesty International" appelle, d'ailleurs, les pays, qui arment la coalition, à «suspendre tous les transferts d'armements», utilisés, pour commettre des «crimes de guerre». En novembre, Washington a annoncé une commande saoudienne, comprenant plus de 20.000 bombes de différents modèles, pour un total, évalué à près de 1,3 milliard de dollars.

L'ONG a contacté les autorités saoudiennes, avant la publication de son rapport, pour demander des comptes, au sujet de ces frappes, mais dit n'avoir reçu aucune explication.

En tout, le conflit au Yémen a fait, depuis mars, plus de 5.700 morts, dont près de la moitié de civils, et, environ, 25.000 blessés, selon l'ONU. Il oppose le gouvernement du Président Abd Rabbo Mansour Hadi, soutenu par Riyad et d'autres pays arabes, à l'armée et aux forces populaires et révolutionnaires yéménites. sahartv.ir 12.12

- Yémen : l'OADH appelle à la fin du blocus - sahartv.ir

L'Organisation arabe des droits de l'homme (OADH) a réclamé la fin du blocus arbitraire prévalant au Yémen.

L'Agence de presse irakienne « Borassa » qui cite aujourd'hui samedi 12 décembre l'OADH a rapporté : « Au Yémen, le blocus et des accrochages sanglants font rage pour le neuvième mois consécutif, faisant 7.000 morts. Il faudrait qu'ils mettent fin aussitôt que possible ».

«Sur 7.000 victimes des accrochages sanglants sévissant au Yémen, 5.000 personnes ne sont que des civils », souligne l'OADH dans son communiqué.

« Environ 20.000 personnes ont été aussi blessées et les estimations témoignent que 2 à 5 millions de la population yéménite ont été mise en errance dans ce pays qui, dans les 15 dernières années, s'enfonce de plus en plus dans les problèmes économiques », lit-on dans le communiqué de l'OADH. sahartv.ir 12.12

Dossier Turquie

- La Russie convoque l'attaché militaire turc après un incident en mer Egée - sputniknews.com

La Russie a convoqué l'attaché militaire turc suite à un incident survenu en mer Egée, rapporte le ministère russe de la Défense.

Le contre-torpilleur russe Smetlivy a dû tirer des coups de sommations afin d'éviter une collision avec un navire turc en mer Egée. A la suite de cet incident, le ministère russe de la Défense a convoqué à Moscou l'attaché militaire turc.

"Le 13 décembre, l'équipage du navire russe Smetlivy, qui se trouvait à 22 km de l'île grecque de Lemnos dans le nord de la mer Egée a évité une collision avec un bateau de pêche turc", a annoncé le ministère de la Défense, indiquant également que des

armes légères avaient été utilisées par l'équipage pour avertir le bateau.

Selon le ministère, un senneur turc s'approchait du navire russe au mouillage, sans réagir aux signaux visuels ni établir un contact avec ce dernier. A une distance de 600 mètres, l'équipage du Smetlivy a été contraint de recourir aux armes légères pour éviter une collision. Par la suite, le bateau de pêche turc a immédiatement changé de cap, tout en évitant d'établir un contact avec l'équipage russe. Finalement, les deux navires sont passés à 540 mètres l'un de l'autre. sputniknews.com 13.12

- La Turquie menace la Russie - sahartv.ir

Le ministre turc des A.E a menacé la Russie. "La patience d'Ankara a des limites", a annoncé Mevlüt Çavusoglu, en réaction aux récentes sanctions, prises par Moscou, contre Ankara. "Depuis le crash du "Sukhoi-24" russe, la Russie a saisi toutes les occasions possibles et imaginables, pour porter atteinte à la Turquie. Certes notre gouvernement se comporte comme un gouvernement mâture et expérimenté, mais notre patience a des limites. Face aux démarches russes, nous n'avons, ni peur, ni remords. Nous agissons avec mesure, pour que nos relations reviennent à la normale".

"La Russie avait, injustement, violé notre ciel, et, d'ailleurs, on ne savait pas qu'il s'agissait d'un chasseur russe". sahartv.ir 12.12

- La Turquie devient un danger pour tout le monde - sputniknews.com

Il faut rappeler le président turc à ses responsabilités vis-à-vis de ses alliés engagés dans la lutte contre Daech, estime un général français.

On ne sortira pas de la crise et des problèmes posés par l'organisation djihadiste Etat islamique (EI, Daech), tant que la Turquie n'aura pas clairement décidé de quel côté elle est, et quel est son véritable ennemi, a déclaré à Sputnik le général de division de l'Armée de terre française, Vincent Desportes.

"Je crois qu'il faut néanmoins appeler à la sagesse des Etats (Turquie et Irak) et rappeler (le président turc Recep Tayyip) Erdogan à ses responsabilités vis-à-vis de ses alliés et en particulier de l'Europe et des autres pays engagés dans la lutte contre Daech", a indiqué l'interlocuteur de l'agence.

Et d'ajouter que l'ambiguïté de la Turquie résidait dans le fait qu'elle était dans l'Otan sans y être, qu'elle voulait être dans l'Europe sans y être et qu'elle menait un double jeu par rapport à Daech.

"Son véritable ennemi n'étant pas l'EI mais les mouvements kurdes indépendantistes. On a donc affaire à un double ou à un triple jeu qui ne pourra pas durer si nous voulons sortir de la crise et des problèmes posés par l'EI", a relevé le général.

Selon ce dernier, la Turquie qui ne comprend toujours pas quels sont ses véritables intérêts et non pas ses intérêts à court terme, devient un danger pour tout le monde.

"C'est vrai que la position de cavalier seul erratique et très ambigüe de la Turquie ne facilite pas les choses. Et le problème essentiel que les grandes puissances ont à régler aujourd'hui est bien le problème de la Turquie", conclut M.Desportes. sputniknews.com 11.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

1.1- Affrontements au Parlement Ukrainien - euronews.com

Ce vendredi, un député s'en est pris au Premier ministre Arseni Iatseniouk, au Parlement Ukrainien, pour tenter de le déloger de la tribune.

Une douzaine de députés de la coalition en sont venus aux mains, sans toutefois faire de blessés. L'auteur du geste fera l'objet de "réprimandes", a fait savoir le responsable de son groupe parlementaire. Un climat pour le moins tendu, révélateur des désaccords qui fissurent le pouvoir en place. Un élu de la la majorité est même allé jusqu'à lancer une pétition pour voter la destitution du le chef du gouvernement, dont la cote de popularité s'est effondrée ces derniers mois.

Les quatre partis qui se sont unis il y a deux ans pour mener une politique pro-occidentale ont désormais du mal sauver les apparences, entre le conflit qui déchire le sud du pays et la crise économique. Ce vendredi soir, le Président Petro Porochenko doit s'entretenir avec des députés du parti du Premier ministre, le Front Populaire, pour discuter de l'avenir de leur alliance politique. euronews.com 11.12

1.2- Le chef du gouvernement ukrainien "fait mourir de faim" ses ministres - sputniknews.com

Le gouverneur de la région ukrainienne d'Odessa Mikhaïl Saakachvili accuse le premier ministre du pays de sous-payer les membres du gouvernement qui risquent, selon lui, de "mourir d'inanition".

Intervenant dans le cadre du programme Shuster LIVE à la télévision ukrainienne, le gouverneur de la région d'Odessa Mikhaïl Saakachvili, par le passé président de la Géorgie, a imputé au premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk le niveau de vie déplorable des officiels en Ukraine.

"Pas un seul ministre ne peut vivre avec 200 ou 300 dollars, cela ne correspond pas à son mode de vie. Nous sommes quoi? On vit peut-être au moyen-âge? (…) Il faut être un moine pour se mettre au pain et à l'eau. Une personne normale, un professionnel, un politique ne peut devenir ministre en Ukraine parce qu'il risquera alors de mourir d'inanition. Est-ce normal, je vous le demande?", s'est indigné M.Saakachvili, déchu récemment de sa nationalité géorgienne.

Et de demander, par l'intermédiaire des médias, à M.Iatseniouk s'il était au courant de la situation matérielle de ses ministres.

Le gouverneur avait affirmé auparavant qu'il vivait en Ukraine grâce à ses économies qui devraient lui suffire encore pour à peu près six mois.

Pour illustrer la situation désastreuse des fonctionnaires d'Etat en Ukraine, M.Saakachvili a cité l'exemple du ministre de l'Infrastructure Andreï Pivovarski qui aurait quitté son poste en raison du bas salaire.

Quoi qu'il en soit, Anton Guerachtchenko, député à la Rada Suprême (parlement) de l'Ukraine, a déclaré plus tôt que M. Pivovarski n'avait pas démissionné à cause du salaire, mais en raison de flots de mensonges et de boue qui s'abattaient sur lui. sputniknews.com 12.12

2- Gambie

- La Gambie devient une République islamique - sputniknews.com

Le président gambien Yahya Jammeh a proclamé son pays République islamique, annonce samedi le site officiel du chef de l'Etat.

"A partir d'aujourd'hui, la Gambie est un Etat islamique. Nous serons un Etat islamique qui respecte les droits des citoyens", a déclaré le président.

La Gambie compte 1,96 millions d'habitants, à 90% musulmans. Yahya Jammeh, 50 ans, militaire de carrière issu d'une famille paysanne de l'ouest du pays, cultive l'image d'un président musulman pratiquant — il apparaît régulièrement Coran et chapelet en main — et doté de pouvoirs mystiques.

La Gambie devient la deuxième République islamique en Afrique, après la Mauritanie. Ailleurs, les Républiques d'Iran, du Pakistan et d'Afghanistan sont également islamiques.

Ancienne dépendance britannique, puis colonie britannique à partir de 1888, la Gambie est devenue indépendante en 1965 au sein du Commonwealth, avec comme Premier ministre Sir Dawda Jawara. Elle est ensuite devenue une République en 1970, sous la présidence de Jawara, qui a été renversé en 1994 par un coup d'Etat militaire dirigé par Yahya Jammeh. sputniknews.com 12.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Banques : les découverts atteignent des records - Francetv info

Les temps sont durs. Selon une étude, un tiers des Français vivraient de façon permanente dans le rouge.

La vie à découvert remplace désormais la vie à crédit. "Les banques ont trouvé la parade en incitant les personnes à se mettre dans le rouge. Ce que l'on observe, c'est que le montant des découverts autorisés par la banque est en diminution. Ce qui fait que les clients basculent dans le découvert non autorisé qui est beaucoup plus cher pour les clients", dénonce Lionel Maugain de 60 millions de consommateurs. Chaque année, les Français payent en moyenne 60 euros de frais de découverts. "Une affaire juteuse pour les banques", grâce aux intérêts explique Serge Lemaître, président de l'Association française des usagers des banques. 38% des jeunes ménages se disent souvent dans le rouge.

Les temps sont durs. Selon une étude, un tiers des Français vivraient de façon permanente dans le rouge. "J'ai un découvert de 850 euros, je m'en sers tous les mois pour payer mes factures", explique un homme.

Aujourd'hui à la banque, une famille sur quatre est à découvert. À Marseille (Bouches-du-Rhône), cette aide à domicile vient retirer de l'argent. Tous les mois elle se retrouve dans le rouge. Elle dépend des avances sur salaire de son employeur.

En huit ans, le montant des découverts des Français est passé de 6,2 milliards à 7,6 milliards d'euros, un record. Le plus souvent ce sont de jeunes ménages, locataires. 38% d'entre eux sont régulièrement à découvert. En cause : le loyer, les factures et les dépenses alimentaires. Pour Serge Lemaître, président de l'association française des usagers des banques, ce sont les plus précaires à être les premiers touchés. Et il s'agit là d'un cercle vicieux, car un découvert entraîne des agios prélevés par les banques, avec des taux pouvant atteindre parfois près de 10%. Francetv info12.12

ECONOMIE

Russie

- Fixation des cours du pétrole: Moscou lance un défi au monopole de l'Occident - sputniknews.com

Moscou veut mettre fin à la domination de l'Occident sur les bourses de pétrole, rapporte le quotidien allemand Finanzmarktwelt. Pour y arriver, la Russie à l'intention de faire concurrence aux marchés à terme de New York et Londres.

Le fait est que le prix du pétrole se fixe en Occident, indique Finanzmarktwelt. Et la Russie, pour qui les prix du pétrole jouent un rôle décisif, n'a aucune influence sur la formation des prix. Avec la création de son propre marché à terme pour les marques russes du pétrole Urals et Espo, Moscou réaliserait une démarche très importante.

Selon l'article, s'inspirant de la Chine, Moscou a l'intention d'ouvrir son propre marché à terme à la bourse de Saint-Pétersbourg. L'auteur souligne que le pétrole Brent, dont le part sur le marché est dérisoire, "détermine, en réalité, 70% du commerce mondial du pétrole", alors que les parts des marques russes Urals et Espo sont plus importantes.

"Une chose est claire, la Russie veut se débarrasser d'un système où les prix du pétrole russe sont fixés à Londres ou à Dubaï ", conclue l'article. sputniknews.com 12.12

Haut de page

Le 16 décembre 2015

CAUSERIE

On actualisera dans la journée la rubrique *Articles d'actualité*.

Ouf, la stabilité du régime est préservée !

- Elections régionales : comment le piège rhétorique (et politique) tendu par François Hollande a superbement fonctionné Atlantico.fr 15.12

- Présidentielle: Juppé ou Sarkozy largement gagnants contre Marine Le Pen, selon un sondage - AFP

Alain Juppé ou Nicolas Sarkozy seraient largement gagnants, de 40 à 28 points d'écart, face à Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, François Hollande n'étant pas qualifié, selon un sondage TNS Sofres-OnePoint pour Le Figaro. AFP 15.12

Pourquoi ont-ils poussé un grand ouf de soulagement dimanche soir à 20h à l'annonce de la défaite du FN dans les 5 ou 6 régions où il était en bonne position pour l'emporter ?

Parce que s'il l'avait emporté dans 3 à 6 régions le pays serait devenu ingouvernable et Hollande aurait dû démissionner et appeler à des élections présidentielles et législatives anticipées, qui n'auraient pas pour autant réglé la crise politique ouverte le 13 décembre.

Ont-ils évoqué cette hypothèse ? Bien sûr que non, et pour cause.

Mais alors qui a sauvé la mise à Hollande ? Le Front de gauche et tous les vendus qui avaient appelé à voter LR ce 13 décembre. Conclusion : Le Front de gauche qui était déjà à l'agonie après avoir soutenu Syriza et s'être affiché avec Tsipras s'est torpillé lui-même, il est fini. Plus loin vous en aurez la confirmation par ses dirigeants.

... en Nord-Pas-de-Calais-Picardie et en Paca où ils n'auraient jamais été élus sans les voix de la gauche, Xavier Bertrand et Christian Estrosi, deux anciens champions de la droite sarkozyste, brûlent aujourd'hui leurs anciennes idoles.

Dimanche dernier, ceux qui l'avaient connu en ministre cogneur du gouvernement Fillon ont eu beaucoup de mal à reconnaître le visage de Xavier Bertrand, transfiguré par l'humilité quand il décrétait que "nul ne peut se prévaloir de cette victoire". Quiconque a pu entendre les discours ultra-droitiers de Christian Estrosi et qui n'ont jamais eu rien à envier à ceux de Nadine Morano se frottera les yeux en lisant ces déclarations parues ce mardi dans Paris-Match: "Plus on va à droite, plus on fait monter le FN".

Acte de contrition ou simple renvoi d'ascenseur? L'avenir le dira. Huffington Post 15.12

C'est tout vu !

En appelant à voter LR, ils ont appelé à voter pour quoi ? Pour la réaction sur toute la ligne.

Un rapide retour en arrière sur les états de service de Xavier Bertrand extraits des causeries des 5 dernières années suffira à le démontrer, il y en aura pour tout le monde et la liste ici de ses méfaits n'est pas exhaustive :

2 juin 2014 - Bertrand (UMP) "prêt à s'engager" pour la réforme territoriale de Hollande - AFP

15 juin 2014 - Xavier Bertrand : « Hollande veut que le FN soit le plus haut possible » - Public Sénat

22 juillet 2014 - Les condamnations de manifestants pour Gaza «pas assez sévères» (Xavier Bertrand) - Liberation.fr

14 octobre 2014 - Bertrand (UMP): un contrat de travail unique pour éviter "des salariés de seconde zone" - AFP

29 octobre 2014- Xavier Bertrand est favorable au rétablissement d'un «service national» - 20minutes.fr

2 novembre 2014 - Manifestations violentes: Xavier Bertrand (UMP) soutient "la fermeté du gouvernement" - AFP

12 novembre - Xavier Bertrand réclame la suppression totale de l'AME (aide médicale d'État)... - LeFigaro.fr

24 février 2013 - Xavier Bertrand prône la retraite à 65 ans à partir de 2025 - AFP

Xavier Bertrand, ministre du Travail.

12 janvier 2012 - Xavier Bertrand : "il faut qu'on travaille davantage" en France - AFP
31 janvier 2012 - Interrogé sur les accords compétitivité-emploi, M. Bertrand a assuré que «c'est une bonne idée qui permet d'adapter dans les entreprises le droit du travail, avec des garanties, à la souplesse et à la réalité de l'activité de l'entreprise». - liberation.fr

Membre du Cercle Léon Blum ouvertement sioniste.

Xavier Bertrand également ministre de la Santé.

24 janvier 2011 - Le gouvernement français s'opposera à la proposition de loi légalisant l'euthanasie adoptée la semaine dernière par la commission des Affaires sociales du Sénat, a annoncé lundi Xavier Bertrand. - Reuters

Second tour des élections cantonales.

21 mars 2011- Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, appelle à «voter blanc» en cas de duel FN-PS. - Lefigaro.fr

15 avril 2011 - «Les contrôles des arrêts de travail ont permis d'économiser plusieurs centaines de millions d'euros», a précisé Xavier Bertrand. - lefigaro.fr

26 septembre 2011 - Dans un communiqué, le ministre du Travail Xavier Bertrand parle d'une "évolution positive (...) obtenue sur le front de l'emploi malgré un net ralentissement de la croissance depuis plusieurs mois". AP

18 décembre 2011 - Le texte, appuyé aussi par le ministre du Travail, Xavier Bertrand, vise à imposer à toutes les professions qui concourent au transport aérien l'obligation d'entamer au préalable des négociations et une déclaration individuelle d'intention de faire grève 48 heures à l'avance. lefigaro.fr

22 décembre 2011 - Xavier Bertrand s'est lui aussi prononcé en faveur de ce principe dans une interview accordée au Monde de jeudi : "Les accords compétitivité-emploi peuvent être une voie d'avenir", a réaffirmé le ministre du Travail. lepoint.fr

5 mars 2010 - Chaque lycée et chaque gare ferroviaire en France devraient être équipés de caméras de surveillance, a déclaré vendredi le secrétaire général de l'UMP Xavier Bertrand. Reuters

18 avril 2010 - "Puisqu'on vit beaucoup plus longtemps, il faut accepter de travailler un peu plus longtemps...". "Oui, les Français ont pris conscience que l'allongement de la durée de vie l'exige." 20minutes.fr
15 novembre 2010 - «Le dialogue social est important pour rechercher des solutions et moderniser notre pacte social», a affirmé Xavier Bertrand. Lefigaro.fr

15 décembre 2010 - "Nous devons faire en sorte que la hausse du Smic corresponde à l'évolution réelle de l'économie", a dit Xavier Bertrand. "La politique récurrente des "coups de pouce" peut avoir pour effet d'évincer de l'emploi les travailleurs les plus fragiles." Reuters

Au passage on s'aperçoit sans surprise que Hollande et le PS une fois au pouvoir ont appliqué à la lettre la politique prônée par l'ex-secrétaire général de l'UMP.

Mais ce qui est le plus stupéfiant, le plus navrant, le plus désolant même, c'est qu'une fois de plus les militants n'en tireront aucun enseignement ou ils auront vite fait d'oublier cet épisode pour le moins éloquent pour reprendre leur train-train quotidien, jusqu'à quand ?

Comme d'habitude j'en profiterai pour prendre le contre-pied et recentrer notre ligne politique sur le parti. Tout est fait pour dégoûter les travailleurs et les militants de la politique, tout est fait pour qu'ils en concluent tous pourris, et nous ne les désavouerons pas s'agissant des partis institutionnels, tous ceux qui se sont déjà relayés au pouvoir, des crapules et il y a lieu de les traiter comme tels, à ce jour seul le POID pourrait peut-être constituer un espoir, quoique certains de ses dirigeants traînent de sérieuses casseroles, c'est gênant, d'un autre côté il met l'accent sur les institutions et le parti qui structurent notre stratégie politique, ce que nous ne devons pas négliger.

Autrefois, les dirigeants du CCI s'étaient servis de cette rhétorique radicale en apparence pour en réalité servir de marchepied au PS, en décrétant que la période était celle de "l'immense de la révolution" histoire de se faire passer pour des révolutionnaire et maintenir leurs militants mobilisés, et une fois cette mystification éventée, que resta-t-il de toutes ces années d'activisme forcené, rien à part avoir contribué à porter Mitterrand, le PS et le PCF au pouvoir qui continueront la politique de leurs prédécesseurs puisqu'il ne pouvait pas en être autrement.

Ensuite, rien ne changea, les dirigeants du CCI qui avaient pour le moins failli ou pire encore restèrent en place comme si de rien n'était. Ne pouvant admettre leurs erreurs et donc les corriger, ils liquidèrent leur parti (PCI) devenu inutile et encombrant pour mieux jouer par la suite leur rôle de supplétifs du PS et du PCF au sein du mouvement ouvrier, en entonnant cette fois ouvertement l'hymne au réformisme. Là encore sur fond de résistance de la classe ouvrière, c'était du tout cuit pour se faire passer pour d'honnêtes opposants au régime se positionnant au côté des travailleurs, surtout sachant que le réformisme était obsolète, personne ne leur reprocherait leurs médiocres résultats et le tour était joué.

Mieux encore, ils en profiteront pour accentuer leur soumission aux appareils vendus des syndicats pour partager dorénavant un peu plus la même idéologique, ce qui leur permettra de combler les milliers de démissions de militants de leur parti par des militants encore plus solidement arrimés au capitalisme. Autrement dit ils y gagneront au change pour assurer la survie de leur appareil sans toutefois que cela ne soit suffisant, l'effectif de leur parti stagnant et même baissant dangereusement, ainsi que ses finances, ils en profiteront pour s'engager dans une voie encore plus droitière conduisant de fait à la dissolution de leur parti, et pour se faire ils se débarrasseront de la tendance qui prétendait incarner la continuité du trotskysme alors que ses dirigeants avaient participé jusque là à l'élaboration des théories foireuses de leur parti, au point que la crise qui secouait le POI se résumait finalement à la meilleure manière de sauver les apparences pour continuer d'exister, pas politiquement puisqu'ils sont morts sur ce plan-là, mais matériellement, financièrement pour être plus précis.

Vu sous cet angle, le POID apparaîtra peu ragoûtant et on comprendrait que les militants en arrivent à cette conclusion. Cependant comme disait Trotsky, il arrive qu'il nous faille faire avec ce qu'on a à défaut de mieux, puisqu'on ne peut pas inventer des dirigeants et un parti qui n'existent pas et en attendant il faut bien continuer le combat, si possible au sein d'une structure organisée. On est d'accord avec Trotsky sur ce point-là, à condition de savoir très précisément à qui on a à faire et où on met les pieds au lieu de se conduire en aventurier les yeux fermés, c'est préférable.

Et puis on a pu constater que les militants qui avaient décidé de rester inorganisés finissaient toujours soit par cesser le combat sur le plan politique, soit se décomposaient inexorablement, donc tout bien considéré, vaut mieux encore militer dans un parti qui nous semble loin d'être parfait, entre nous cela n'a jamais existé, passons, quite à s'en tenir à l'axe politique sur lequel on a décidé de combattre lors de nos discussions avec les travailleurs ou les autres militants, ce qui permet tout de même d'oeuvrer à notre cause, le socialisme, c'est à ce stade l'essentiel, il ne faut pas être trop exigeant ou espérer davantage dans la situation actuelle.

On évite ici aux militants qui sont restés inorganisés de chercher hypocritement de multiplse prétextes pour le demeurer plus longtemps, on leur permet de rejoindre un parti et d'y militer en pleine conscience de ce qu'ils sont en droit d'en attendre, on leur évite ainsi d'avoir à culpabiliser en rejoignant un parti qui peut faire l'objet de bien des critiques et d'être en mesure d'y faire face, donc on ne les livre pas désarmé à un appareil, on leur fournit sur un plateau les arguments qui leur permettrons de justifier leur choix politique, si maintenant cela ne leur suffisait pas, on est désolé de ne pas pouvoir leur proposer mieux, la situation est ainsi et tout le monde doit faire avec, reste à savoir si on est résolu à y jouer un rôle politique ou non, pour nous la question ne se pose même pas.

Un camarade nous fait part de deux initiatives contre la guerre en Syrie et l'état d'urgence en France.

Avant d'y venir un article pour mieux comprendre comment ils comptent tirer profit de l'état d'urgence et de l'atmosphère délétère qu'ils ont créée eux-mêmes.

- Pierre Gattaz décrète "l'état d'urgence économique" - sahartv.ir

Brossant, mardi 15 décembre, un tableau apocalyptique de la situation économique et sociale du pays, le président du Mouvement des entreprises de France, (Medef), a appelé le gouvernement, les partenaires sociaux et l'ensemble des partis politiques - Front national et Front de Gauche compris – à décréter "l'état d'urgence économique", afin de traiter le chômage endémique.

Dans ce paysage dévasté, "l'entreprise a un rôle fondamentale à jouer", a déclaré Pierre Gattaz, qui considère que le chômage, un véritable "fléau", fait "le lit de la radicalisation" islamique. Aussi, préconise-t-il de remettre la France au travail, de manière "musclée".

Le Medef a, donc, dégainé un "plan d'urgence d'embauche", dont la mise en œuvre sera subordonnée, il fallait s'y attendre, à ses conditions. Ce n'est pas la première fois que le président du Medef entonne un tel discours. Il l'avait déjà fait au lendemain des attentats djihadistes de janvier contre "Charlie Hebdo" et l'Hyper Cacher de Vincennes.

1- Zéro charge

Intitulée "zéro charge pour un premier emploi", la première de ces mesures porte sur une exonération totale des charges sociales et fiscales des entreprises de moins de 250 personnes, sur toute nouvelle embauche pendant deux ans. Voire trois.

Le patron du Medef rêve de l'appliquer selon un système en accordéon, car passée cette phase, une montée en puissance serait possible, avant la mise en œuvre d'une "dégressivité" pour les seniors.

2- Plus d'agilité

"L'agilité" à présent. Présentée par le Medef comme un moyen de "sécuriser les CDI", elle n'est autre que l'exigence d'un plafonnement des indemnités de licenciement devant les prud'hommes, une disposition phare de la loi Macron pour

"la croissance, l'activité et l'égalité des changes", mais que le Conseil constitutionnel a invalidé.

Pierre Gattaz est formel : les patrons, ceux qui sont à la tête des petites et moyennes entreprises en particulier, ont "peur d'embaucher" en raison des "difficultés à licencier". Il faut donc "revoir les clauses de rupture" des contrats de travail, avoir plus de "visibilité".

"Aujourd'hui, c'est la loterie."

3- Un Smic intermédiaire

Halte aux décrocheurs. Ils sont ainsi 150.000 jeunes à être ainsi déscolarisés et sans formation. Pierre Gattaz, qui avait rendez-vous mardi soir avec la ministre de l'Education nationale, Najat Vallaud-Belkacem, jure que les entreprises sont disposées à les remettre dans le circuit. Sous conditions : que le CDD de 18 mois, renouvelable deux fois actuellement, soit assoupli. "Il pourrait être de trois ans", propose-t-il. Que les contrats de professionnalisation soient généralisés et pas rémunérés avec un Smic total mais un "Smic intermédiaire".

Quant à l'apprentissage, un secteur relancé par l'ancien ministre du Travail, François Rebsamen, et qui peine encore à trouver son rythme de croisière, malgré les dégrèvements et autres avantages offerts aux entreprises, il faut en accélérer le processus. Il y a actuellement 250.000 apprentis. Pierre Gattaz en voudrait un million. Soit autant que les promesses d'embauche sur cinq ans qu'il avait annoncées urbi et orbi, le pin's à la boutonnière, en septembre 2014.

Le patron du Medef entend soumettre ses propositions aux membres du gouvernement, aux futurs présidents des régions, aux responsables politiques, la présidente du FN compris dont il avait critiqué le programme économique avant les élections régionales, et bien sûr à l'ensemble des partenaires sociaux.

Il s'amuse d'avance des contre-propositions qui lui seront faites, s'il y en a. Car, Pierre Gattaz est sûr de son fait : Si on reste dans les postures politiques, on est foutu." sahartv.ir et lefigaro.fr 15.12

Valls a déjà fait savoir qu'il avait entendu le message et qu'il présenterait de nouvelles mesures au mois de janvier allant dans le sens de ce que préconise le Medef.

A qui sert leur guerre ?

Après le temps de la sidération, plusieurs intellectuels et universitaires s'interrogent sur l'opportunité d'une nouvelle «guerre au terrorisme», les précédentes interventions militaires n'ayant eu aucun résultat positif.

Aucune interprétation monolithique, aucune explication mécaniste n'élucidera les attentats. Faut-il pour autant garder le silence ? Beaucoup jugent - et nous les comprenons - que devant l'horreur de l'événement, seul le recueillement serait décent. Mais nous ne pouvons pas nous taire, quand d'autres parlent et agissent pour nous, nous entraînent dans leur guerre. Faut-il les laisser faire, au nom de l'unité nationale et de l'injonction à penser comme le gouvernement ?

Car ce serait la guerre, désormais. Auparavant, non ? Et la guerre pour quoi : au nom des droits de l'homme et de la civilisation ? En réalité, la spirale dans laquelle nous entraîne l'Etat pompier pyromane est infernale. La France est en guerre continuellement. Elle sort d'une guerre en Afghanistan, lourde de civils assassinés. Les droits des femmes y sont toujours bafoués, tandis que les talibans regagnent chaque jour du terrain. Elle sort d'une guerre en Libye qui laisse le pays ruiné et ravagé, avec des morts par milliers et des armes free market qui approvisionnent tous les jihads. Elle sort d'une intervention au Mali. Les groupes jihadistes liés à Al-Qaeda ne cessent de progresser et de perpétrer des massacres. A Bamako, la France protège un régime corrompu jusqu'à l'os, comme au Niger et au Gabon. Les oléoducs du Moyen-Orient, l'uranium exploité dans des conditions monstrueuses par Areva, les intérêts de Total et de Bolloré ne seraient pour rien dans le choix de ces interventions très sélectives, qui laissent des pays dévastés ? En Libye, en Centrafrique, au Mali, la France n'a engagé aucun plan pour aider les populations à sortir du chaos. Or il ne suffit pas d'administrer des leçons de prétendue morale (occidentale). Quelle espérance d'avenir peuvent nourrir des populations condamnées à végéter dans des camps ou à survivre dans des ruines ?

La France prétend détruire Daech ? En bombardant, elle multiplie les jihadistes. Les Rafale tuent des civils aussi innocents que ceux du Bataclan. Comme en Irak, certains de ces civils finiront par se solidariser avec les jihadistes : ces bombardements sont des bombes à retardement. Daech est l'un de nos pires ennemis : il massacre, décapite, viole, opprime les femmes et embrigade les enfants, détruit le patrimoine mondial. Dans le même temps, la France vend au régime saoudien, pourtant connu pour financer des réseaux jihadistes, des hélicoptères de combat, des navires de patrouille, des centrales nucléaires ; l'Arabie Saoudite vient de commander 3 milliards de dollars d'armement ; elle a réglé la facture des deux navires Mistral, vendus à l'Egypte du maréchal Al-Sissi qui réprime les démocrates du printemps arabe. En Arabie Saoudite, ne décapite-t-on pas ? N'y coupe-t-on pas les mains ? Les femmes n'y vivent-elles pas en semi-esclavage ? Engagée au Yémen au côté du régime, l'aviation saoudienne a bombardé les populations civiles, détruisant au passage des trésors architecturaux. Bombardera-t-on l'Arabie Saoudite ? Ou

bien l'indignation fluctue-t-elle selon les alliances économiques de l'heure ?

La guerre au jihad, dit-on martialement, se mène en France aussi. Mais comment éviter que ne sombrent des jeunes issus en particulier des milieux populaires, s'ils ne cessent d'être partout discriminés, à l'école, à l'embauche, dans l'accès au logement ou dans leurs croyances ? Et s'ils finissent en prison. En les stigmatisant davantage ? En ne leur ouvrant pas d'autres conditions d'existence ? En niant leur dignité revendiquée ? Nous sommes ici : la seule manière de combattre concrètement, ici, nos ennemis, dans ce pays devenu le deuxième vendeur d'armes mondial, c'est de refuser un système qui, au nom du profit à courte vue, produit partout plus d'injustice. Car la violence d'un monde que Bush junior nous promettait, il y a quatorze ans, réconcilié, apaisé, ordonné, n'est pas née du cerveau de Ben Laden ou de Daech. Elle pousse et prolifère sur la misère et les inégalités dont, année après année, les rapports de l'ONU montrent qu'elles s'accroissent, entre pays du Nord et du Sud, et au sein des pays dits riches. L'opulence des uns a pour contrepartie l'exploitation et l'oppression des autres. On ne fera pas reculer la violence sans s'attaquer à ses racines. Il n'y a pas de raccourcis magiques : les bombes n'en sont pas.

Lorsque furent déclenchées les guerres d'Afghanistan et d'Irak, nos mobilisations ont été puissantes. Nous affirmions que ces interventions sèmeraient, aveuglément, le chaos et la mort. Avions-nous tort ? La guerre de François Hollande aura les mêmes conséquences. Il est urgent de nous rassembler contre les bombardements français qui accroissent les menaces et contre les dérives liberticides qui ne règlent rien, mais contournent et nient les causes des désastres. Cette guerre ne se mènera pas en notre nom.

Signataires : Ludivine Bantigny, historienne, Emmanuel Barot, philosophe, Jacques Bidet, philosophe, Déborah Cohen, historienne, François Cusset, historien des idées, Laurence De Cock, historienne, Christine Delphy, sociologue, Cédric Durand, économiste, Fanny Gallot, historienne, Eric Hazan, Sabina Issehnane, économiste, Razmig Keucheyan, sociologue, Marius Loris, historien, poète, Marwan Mohammed, sociologue, Olivier Neveux, historien de l'art, Willy Pelletier, sociologue, Irène Pereira, sociologue, Julien Théry-Astruc, historien, Rémy Toulouse, éditeur, Enzo Traverso, historien.

[Liste plus longue sur https://www.change.org/p/a-toutes-et-tous-a-qui-sert-leur-guerre?]

Un blog a été créé pour réunir des contributions, informer des initiatives internationales, construire un vaste mouvement anti-guerre. En voici l'adresse:

https://coalitioninternationaleantiguerreblog.wordpress.com

Meeting Unitaire

Le 17 décembre 2015 à 19h - A la Bourse de Travail – rue Château d'eau – République - Paris

Respect de la liberté de manifester, de se réunir et de s'exprimer ;
Pour la levée immédiate de l'état d'urgence, et contre l'état d'exception permanent ;
Arrêt des poursuites contre les manifestants, les militants des mouvements sociaux, et contre la stigmatisation des migrants et des quartiers populaires ;
Abandon de la constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de la nationalité ;

A l'appel de (1er signataires): AC!, ACORT, ADTF, AMF, APEIS, ATMF, ATTAC, CEDETIM, CFPE, CGT 75, CNT RP, Col. 3C, Col. des désobéissants, Col. des sans voix 18e, COPAF, CRLDHT, CSP 75, DAL, Droits devant, Ecologie sociale, FASTI, Femmes égalité, Fondation Copernic, FTCR, FUIQP, GISTI, Initiative Décroissante pour le Climat, IPAM, MCTF, MRAP, Rés. pour une Gauche Décoloniale, Syndicat de la Magistrature, SNES PJJ, Solidaire, Solidaires étudiant-e-s, SUD Aérien, SUD PTT, Sortir du colonialisme, Survie, UJFP, UTIT … Avec le soutien de : Alternative libertaire, CGA, Ensemble, NPA, PCOF, PG

A propos du NPA, LO, POI et POID

Démagogie : la lutte, la lutte, la lutte...

NPA - "Face à cette offensive réactionnaire alimentée par le PS et LR, le grand enjeu de la présidentielle, le grand enjeu politique dès maintenant, c'est d'aider à ce que le monde du travail et la jeunesse retrouvent le terrain de la lutte sociale et politique pour défendre leurs droits sociaux et démocratiques pour briser cette dite « lame de fond patriote » dont parle Philippot. " (NPA - Yvan Lemaitre - FN : Vrai gagnant et vraie menace 14.12)

A croire que les travailleurs auraient cessé de combattre pour leurs revendications pour cause de campagne électorale ou d'état d'urgence.

Ce qu'il y a de bien avec la lutte, c'est qu'elle se termine par une défaite dans 9 cas sur 10, et quand elle a un caractère politique, c'est perdant à tous les coups, de quoi finalement vous dégoûter du militantisme quand vous n'avez pas d'autre perspective, non ?

Le régime peut remercier le NPA.

Une "tromperie" peut en cacher une autre.

LO - "Elle est belle, leur République, qui ne laisse à l'électorat que le choix entre la droite et l'extrême droite, c'est-à-dire entre pire et pire encore ! Elle est belle, leur démocratie où le summum du courage politique est d'abdiquer et de renier ses idées !"

"Un des pires poisons que la gauche gouvernementale a distillés depuis des décennies parmi le monde du travail, c'est l'espoir que les travailleurs peuvent changer leur vie en votant bien. Là est la tromperie fondamentale. ", sans rire tromperie à laquelle LO a participé pendant des décennies comme la totalité des courant se réclamant du trotskysme, qui l'aurait oublié ?

- "Mais ils (les travailleurs - ndlr) ne peuvent se battre efficacement que s'ils rejettent toute illusion dans les politiciens de la bourgeoisie et s'ils savent clairement qui sont leurs ennemis, même lorsque ceux-ci se déguisent en faux amis. C'est de cette prise de conscience des travailleurs que dépend leur capacité à se défendre contre les attaques de la grande bourgeoisie et à mettre fin au règne du capital." (Contre le FN, l'alliance droite-PS aux ordres du patronat, il faut que s'affirme le camp des travailleurs 14.12)

Discours en apparence radical qui en réalité brasse du vent en passant à côté de l'essentiel, car les travailleurs savent pertinemment qu'aucun des partis institutionnels qui se sont relayés au pouvoir depuis 35 ans ne représente réellement leurs intérêts.

Sauve qui peut la démocratie des banquiers est en danger.

POI - Communiqué du bureau nationale du POI - 14 décembre 2015

"...quand ces mêmes partis, de droite et de gauche (Républicains, UDI, PS, PCF, Radicaux de gauche, Front national), décident à l'Assemblée nationale de voter ensemble l'état d'urgence, c'est la démocratie qui est menacée." Ouf, elle est sauvée la démocratie des banquiers ! Non mais parce qu'elle existe la démocratie, vous ne le saviez pas, vous ne vous en étiez pas rendu compte, puisqu'on vous le dit.

Et puis, c'est sans espoir ou surtout ne l'attendez pas d'un parti politique, le POI dominé par des syndicalistes et des anarcho-syndicalistes est et demeure anti-parti.

- "Comment ouvrir la voie à une issue conforme aux intérêts de l'immense majorité de la population ? Personne, aucun parti, aucun regroupement politique, ne peut prétendre détenir aujourd'hui la réponse à cette question", pas de bol camarades, alors on se demande à quoi sert le POI à part entretenir des illusions dans le régime puisqu'il "n'a pas de solution toute faite à proposer", autrement dit rien ne distingue leurs dirigeants des "militants ouvriers, syndicalistes, élus, laïques, démocrates" qui sont incapables d'exprimer consciemment le mouvement inconscient, ils gèrent les meubles en somme.

Le reste de ce communiqué était à l'avenant, une analyse médiocre faite de lieux communs

Abattre les institutions de la Ve République et construire le parti pour prendre le pouvoir.

En revanche le POID a publié un communiqué le 13 décembre dont nous partageons à la fois le contenu et l'orientation, dans la mesure où il met l'accent sur la nécessité de construire le parti et d'en finir avec les institutions de la Ve République. Nous avons mis en ligne ce communiqué.

Pour que nous soutenions le POID nous posons trois conditions : Qu'il cesse de considérer que le PS et ses satellites seraient de gauche, qu'il cesse de ménager les appareils pourris des syndicats et qu'il rompe avec eux publiquement. Au-delà on exige un inventaire du combat du CCI depuis 1940. Fidèle à nos engagements, nos exigences se situent exclusivement sur le terrain de la lutte de classes et en aucun cas sur le plan personnel.

Il est évident qu'un parti qui romprait résolument avec la politique opportuniste et le mode de fonctionnement détestable des partis qui l'ont précédé devrait faire face au scepticisme ambiant qui a gagné bien des travailleurs et des milliers d'ex-militants aujourd'hui inorganisés qui considèrent à juste titre que tous les partis dits ouvriers sont pourris ou pour le moins inconsistants, incohérents et ne méritent pas leur confiance ou qu'ils s'y engagent, d'où la nécessité absolue de tenir un discours clair, simple, concis, qui parte des faits et de la réalité et qui ne relève pas de la propagande aux relents doctrinaires qui agit davantage comme un repoussoir, parce que les travailleurs ne comprennent pas les intentions qu'elle recouvre et qu'ils pourraient interpréter négativement.

Pouvons-nous avoir confiance dans les dirigeants du POID pour mener à bien cet exercice, sachant que c'était impossible quand ils dirigeaient le POI ? Devons-nous leur faire crédit ? Certains estimeront spontanément que c'est impossible, impensable au regard du passé peu glorieux qu'ils traînent derrière eux, d'où la nécessité que ces dirigeants s'expliquent, reconnaissent leurs

erreurs et en définissent la nature, qu'ils acceptent d'en discuter loyalement, publiquement. Si maintenant ces dirigeants s'estimaient satisfaits d'eux-mêmes et refusaient qu'une telle discussion ait lieu, ils se priveraient du même coup du soutien de milliers de militants qui exigent des explications et des réponses cohérentes aux questions légitimes qu'ils se posent à leur sujet, et qui seraient prêts à les rejoindre.

Ces militants doivent aussi admettre de leur côté, qu'ils n'avaient peut-être pas bien saisi la signification des mesures qu'avaient prises ces dirigeants dans le passé pour en juger à tort ou à raison ou la politique qu'ils avaient impulsée et qu'ils avaient dénoncée, là encore à juste titre ou à tort, cela nécessite qu'on en discute tranquillement au regard de l'évolution de la situation politique avant de trancher dans un sens ou dans un autre, à savoir si elles étaient justifiées ou non, et pourquoi elles furent erronées si tel s'avérait le cas, comment les corriger et ne plus les reproduire dans le futur.

Dans le camps de la réaction

Les rats.

- Hamon (PS) appelle à réactiver le clivage droite/gauche - AFP

- Après les régionales, le PS et EELV esquissent un rapprochement - AFP

- "Le Front républicain a fonctionné", "plafond de verre" pour le FN, selon l'Ifop - AFP

- Régionales : En Paca, Christian Estrosi dit merci à la gauche - Francetv inf

- "Nous voulons une République qui rassemble" insiste Manuel Valls - LePoint.fr

Epinay, deuxième acte.

- PS: "l'Alliance populaire" voulue par Cambadélis devrait naître mi-février - AFP

"L'Alliance populaire" souhaitée par le Premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis devrait être portée sur les fonts baptismaux à la mi-février au travers de la publication d'un texte fondateur, a affirmé lundi à l'AFP la porte-parole du PS Corinne Narassiguin.

M. Cambadélis en a fait l'annonce devant les membres du Bureau national réunis lundi soir, au lendemain des élections régionales.

Ce "nouveau mouvement" ne sera "pas un nouveau parti", mais une "fédération de partis, de mouvements associatifs" associant largement les citoyens. Des débats seront organisés de fin décembre à fin janvier pour nourrir le texte fondateur.

La création de ce mouvement doit permettre d'obtenir "un accord de rassemblement le plus large possible" dans la perspective de l'élection présidentielle 2017, a expliqué Mme Narassiguin.

"On va essayer de faire que la gauche soit au deuxième tour de la présidentielle donc qu'elle se regroupe, qu'elle se rassemble d'une manière ou d'une autre pas seulement par souci défensif. Elle doit le faire en travaillant, en étant adossé à un projet", avait-il défendu dimanche sur France 2.

M. Dray avait évoqué un changement de nom du PS, avant d'être rapidement corrigé par M. Cambadélis. "Le changement de nom du #PS n'est pas à l'ordre du jour. Le dépassement du #PS l'est!", a-t-il twitté.

Dans son allocution dimanche soir, M. Cambadélis a invité la gauche à "retrouver le chemin de l'union". "Ensemble, nous devons forger l'espoir d'une société meilleure où se conjuguent croissance durable, justice sociale et territoriale, action écologique, priorité éducative, autorité de l'Etat, innovation démocratique", a-t-il déclaré. (Tout l'inverse de ce qu'incarne le PS - LVOG) AFP 14.12

Une "machine électorale" pour un parti d'élus pilier du régime.

- Cambadélis jette les bases de son "Alliance populaire" - Reuters 15.12

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du Parti socialiste, a annoncé mardi le lancement en février de l'"Alliance populaire", une formation appelée selon lui à rassembler au-delà du PS en vue de la présidentielle de 2017.

"J'appelle le Parti socialiste à la rupture avec le parti qui a été constitué à Epinay (en 1971-NDLR), à la rupture avec la stratégie que nous avons développée depuis cette époque", a-t-il déclaré mardi lors d'une conférence de presse.

Le congrès d'Epinay est considéré comme l'acte fondateur du PS moderne, transformé à partir de cette date en machine électorale au service de François Mitterrand qui a accédé à l'Elysée dix ans plus tard.

Mais, selon le premier secrétaire du parti, le contexte politique a changé et, compte tenu de la montée en puissance du FN, la gauche devra se présenter unie en 2017 pour espérer parvenir au second tour.

"Nous vivons dans le confort stratégique issu du bipartisme, à savoir au premier tour on se combat violemment et au second tour on se rassemble précipitamment. Le tripartisme ne permet plus de fonctionner comme cela", selon lui. (On avait compris que c'était "confortable" pour ces affairistes. - LVOG)

"Pour le Parti socialiste, ce sera la nécessité de lancer dans les semaines qui viennent un appel avec les citoyens, le mouvement associatif et, s'ils le désirent, un certain nombre de responsables du mouvement syndical, pour créer une grande alliance populaire", a-t-il également dit.

"Cet appel (...) naîtra début février. Il sera décliné dans toute la France où se constitueront des collectifs départementaux, des collectifs régionaux", a poursuivi Jean-Christophe Cambadélis.

D'après lui, la future formation pourrait attirer 500.000 adhérents.

"Et nous organiserons à l'automne 2016 une grande convention de l'Alliance populaire. Celle-ci aura vocation à fixer une base (...) qui sera celle de (...) la substitution au Parti socialiste d'une formation politique rassemblant tous ceux qui ont participé à l'Alliance populaire".

Il a assuré que le PS, souvent critiqué par ses alliés habituels pour sa tendance à vouloir diriger les manoeuvres, ne prétendrait pas à l'hégémonie au sein de ce futur mouvement mais se contenterait d'un rôle de "colonne vertébrale".

Cécile Duflot, co-présidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, défend aussi, dans un entretien publié mardi par Le Monde, l'idée d'une union de la gauche sous certaines conditions.

"Pour la bâtir, je tends la main à François Hollande. Qu'il revienne à l'esprit de 2012 et rassemble enfin écologistes et communistes désireux de rejoindre un bloc majoritaire de transformation", déclare-t-elle. Reuters 15.12

Enterrement de seconde classe pour le Front de gauche

- Mauvais scores, divisions: le Front de gauche enterré par ses responsables - AFP

Après de mauvais résultats aux régionales qui ont illustré divisions et rivalités, le Front de gauche, alliance du Parti communiste et du Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, est enterré sans autre forme de procès par ses responsables.

"Le Front de gauche s'est planté", a reconnu lundi matin Olivier Dartigolles, le porte-parole du Parti communiste, encore sonné des seuls 4% obtenus par son parti aux élections régionales. AFP 14.12

Ils ont un faible pour les commanditaires ou suppôts du terrorisme, c'est une constante chez lui.

Déclaration du ministre français des affaires étrangères, juillet 2015.

« Nous nous tenons aux côtés de la Turquie dans ses efforts pour la protection de sa sécurité nationale et dans son combat contre le terrorisme. La France et la Turquie sont du même côté dans le cadre de la coalition internationale engagée contre le groupe terroriste ÉI. » Arrêt sur Info.

François Hollande à la tribune du Forum économique de Davos, le 23 janvier 2015.

À la tribune du Forum économique de Davos, le 23 janvier, François Hollande a singé sa propre marionnette : « Je vous appelle ; forces vives du monde, chefs des plus grandes entreprises de la planète, à l'engagement. J'appelle le système financier à couper les sources d'alimentation du terrorisme. » Puis, avant de s'envoler pour l'Arabie saoudite, où il devait présenter ses condoléances au successeur du roi Abdallah, le président a évoqué les « relations de confiance, y compris pour lutter contre le terrorisme », qu'il entretenait avec le défunt. Sans mesurer le ridicule d'une telle affirmation. Arrêt sur Info.

En complément. L'Internationale terroriste officiellement créée.

- L'Arabie Saoudite annonce une coalition de 34 pays pour combattre l'État islamique - Francetv info

Une coalition de 34 pays musulmans s'est engagée à lutter résolument contre le terrorisme. Cette annonce a été faite par l'Arabie Saoudite et son roi Salman, rejoints par l'Émir du Qatar, l'Égypte et le maréchal Al-Sissi, et soutenue par la Turquie du président Erdogan, les pays forts du monde arabe et musulman. Ce soir, ils se disent prêts à envoyer leurs hommes se battre contre le groupe Etat islamique.

Cette coalition a été annoncée en grande pompe par le prince héritier saoudien en personne. "Le centre des opérations va être installé ici à Riyad pour coordonner et soutenir les efforts dans la lutte contre le terrorisme dans beaucoup de régions du monde islamique", a déclaré le ministre de la Défense saoudien, le prince Mohamed Ben Salman. L'Arabie saoudite n'exclut pas d'engager des forces militaires terrestres en Syrie et en Irak contre le groupe Etat islamique, comme elle a pu le faire récemment dans une autre guerre, au Yémen. L'initiative saoudienne répond aux besoins des États-Unis et de la France qui demandaient depuis longtemps un plus grand engagement des pays arabes. Francetv info 15.12

- Daech a reçu du gaz moutarde de la Turquie (député turc) - sahartv.ir

Le groupe terroriste Daech a reçu du gaz moutarde par le biais des frontières turques, selon un député du Parti Républicain du Peuple de la Turquie (CHP).

« Le gouvernement turc n’a pas réussi à enquêter sur l’envoi du gaz toxique moutarde par les frontières de la Turquie à destination des terroristes de Daech ; mais il est probable que les responsables d’Ankara veuillent occulter cette affaire », a affirmé Eren Erdem, député du principal parti d’opposition en Turquie. « Des pièces des armements chimiques ont été envoyés à Daech par le biais de la Turquie et puis, les terroristes ont procédé dans leurs camps au montage de ces armes », ajoute Eren Erdem.

Toujours selon ce député d’Istanbul, il existe des preuves aptes à prouver que la société des industries chimiques et mécaniques de la Turquie, une entreprise du secteur public active dans le domaine de la production des armes chimiques, a été impliquée dans cette affaire. sahartv.ir 14.12

- L'UE relance la procédure d'adhésion de la Turquie - AFP

Comme promis, l'UE a relancé lundi les négociations d'adhésion avec la Turquie, dont elle attend une meilleure coopération sur la crise migratoire et une lutte accrue contre l'organisation Etat islamique en asséchant notamment le commerce lucratif de pétrole des jihadistes.

L'ouverture du chapitre 17, qui porte sur la politique économique et monétaire, est un signe de la "revitalisation du processus d'adhésion", a indiqué le ministre luxembourgeois Jean Asselborn, dont le pays préside l'Union.

"C'est un pas important dans notre adhésion après près de deux ans d'impasse", s'est félicité le ministre turc aux Affaires européennes, M. Bozkir.

Les négociations d'adhésion de la Turquie au bloc européen, entamées en 2005, piétinaient depuis des années. Mais elles ont reçu une nouvelle impulsion en octobre lorsque les Européens ont proposé à la Turquie un "plan d'action" pour endiguer le flux sans précédent de migrants vers l'Union européenne.

Le chapitre ouvert lundi est le quinzième à l'être sur un total de 35 devant être négociés pour ouvrir la voie à une adhésion de la Turquie.

Même la chancelière allemande Angela Merkel, jusqu'alors notoirement opposée à la perspective d'une adhésion, a changé d'avis cet automne, en rendant personnellement visite au président turc Recep Tayyip Erdogan au plus haut de la crise migratoire.

L'Union a promis d'aider à hauteur de trois milliards d'euros le gouvernement turc afin d'améliorer l'accueil des réfugiés syriens et irakiens sur le sol turc, renforcer les patrouilles en mer Egée et rapatrier les migrants économiques illégaux.

Le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu, avait été invité le 29 novembre à un sommet exceptionnel avec les dirigeants européens à Bruxelles pour sceller cette coopération, en échange d'une relance de l'adhésion et d'une accélération de la libéralisation des visas.

Lundi, trois ministres se sont rendus à Bruxelles, alors que le gouvernement turc se dit "déterminé à faire tout ce qu'il faudra

pour devenir un membre à part entière" de l'UE.

Mais "il sera important que la Turquie réponde à certains manquements", a souligné lundi soir le commissaire à l'Elargissement, Johannes Hahn, citant l'indépendance de la justice, la liberté d'expression et des médias.

M. Hahn prépare pour le printemps prochain une évaluation d'autres domaines dans lesquels les négociations d'adhésion pourraient démarrer, notamment l'Etat de droit, l'énergie, l'éducation ou les affaires étrangères, même si la Commission a exclu tout nouvel élargissement avant 2020.

Mais le ministre autrichien des Affaires étrangères, Sebastian Kurz, s'est montré très sceptique face à une telle perspective, reconnaissant "honnêtement" qu'en fait la relance des négociations, "c'est pour que la Turquie nous aide afin que les réfugiés ne viennent pas en Europe".

Les Occidentaux attendent également que la Turquie contrôle mieux sa frontière avec la Syrie, encore poreuse sur une centaine de kilomètres, pour empêcher le transit des jihadistes de l'EI et assécher le commerce de pétrole, manne financière pour cette organisation.

Ces sujets ont été abordés lundi au cours d'un déjeuner de travail avec le chef de la diplomatie turque Mevlut Cavusoglu.

"Il faut être très ferme avec l'ensemble des partenaires sur le financement du terrorisme" qui "se fait sur place avec le racket des populations locales, mais aussi par l'exportation de produits pétroliers", a prévenu le chef de la diplomatie belge Didier Reynders.

"Il faut des mesures pour empêcher les produits pétroliers de partir vers l'extérieur. On en parlera avec notre collègue turc comme on en parle avec d'autres pays de la région", a-t-il assuré.

Cette question - au coeur d'une vive querelle entre Moscou et Ankara après un grave incident aérien à la frontière syrienne en novembre - est très sensible pour le gouvernement turc.

La famille du président turc Recep Tayyip Erdogan a été accusée par le président russe Vladimir Poutine d'être impliquée dans la contrebande de pétrole de l'EI. AFP 14.12

- Turquie : deux morts dans des heurts à Diyarbakir - AFP

Diyarbakir, grande ville du sud-est de la Turquie, a été le théâtre une nouvelle fois de violents affrontements. AFP 15.12

Massacre du 13 novembre. Mystification et coup d'Etat terroriste, suivez la piste sioniste.

La lecture de ces articles ne fera pas de ses lecteurs des antisémites.

- Attentats de Paris : Wikileaks évoque un ex-militaire israélien, la presse française se tait - panamza.com

Vendredi, l'organisation Wikileaks, spécialisée dans la divulgation de documents confidentiels, a souligné la présence d'un ancien militaire israélien dans l'acheminement des armes utilisées le 13 novembre à Paris.

Incroyable mais vrai : depuis 48 heures, Aucun média de la presse traditionelle de l'Hexagone n'a rapporté et creusé une stupéfiante information publique qui fut révélée le jeudi 10 décembre.

Ce jour-là, l'agence américaine Associated Press a publié un scoop : un fusil M92 utilisé lors des attentats de Paris et fabriqué en Serbie provenait d'une compagnie basée en Floride (Delray Beach). Le nom de l'entreprise : Century International Arms.

Sa particularité fut soulignée -dès le lendemain et via Twitter- par la célèbre organisation fondée par Julian Assange : Wikileaks.

Century Arms a longtemps été représenté par Ori Zoller.

Qui est-il?

Panamza avait déjà évoqué ce personnage -le 15 février- dans un article consacré à l'un de ses amis : Shimon Yelinek, l'ex-diamantaire israélien d'Al-Qaïda qui fut cité dans l'affaire SwissLeaks. Extraits :

Le Monde évoque -sans s'y attarder davantage- l'identité du principal "collègue" de Yelinek, dénommé Ori Zoller et présenté comme un "ancien membre des forces spéciales israéliennes".

La réalité est plus complexe.

Propriétaire d'une agence de courtage (en armes à feu) basée au Guatemala, Zoller n'était pas seulement un ex-militaire israélien. Cet homme, également impliqué -comme Yelenik- dans le trafic de diamants avec Al-Qaïda- avait été exposé par l'Organisation des États américains : en janvier 2003, cet organisme avait publié un minutieux rapport d'enquête relatif à l'acheminement illégal d'armes du Nicaragua -via le tandem Zoller/Yelinek- à destination d'un groupe paramilitaire colombien d'extrême droite.

Zoller y fut cité comme un "ex-agent du renseignement israélien" et représentant (au Guatemala) de la société Israel Military Industries (une compagnie contrôlée par le gouvernement israélien) qui bénéficia encore, fin 2001, d'importants virements bancaires effectués depuis Tel Aviv.

En juin 2002, le Miami Herald (journal de la ville où séjournait régulièrement -dans l'hôtel Mariott- Yelinek) était plus incisif : selon une information rapportée par le quotidien Panama America et directement issue -via une source confidentielle- du Conseil de sécurité nationale du Panama, Zoller était encore un agent du Mossad durant son étroite collaboration (dans les années 1999-2001) avec Yelinek.

Si Zoller est aujourd'hui actif dans la cybersurveillance, son collaborateur continue d'exercer principalement dans le secteur de l'armement. Détail-clé : dénommé Michael Sucher, le patron de Century (entreprise impliquée dans le scandale de l'Iran-Contra) travaille directement avec la police israélienne selon un câble diplomatique de 2009 -divulgué par Wikileaks- entre Tel Aviv et la CIA.

En 1996, Sucher était déjà présenté -selon un journal en ligne du Costa Rica- comme un collaborateur du complexe militaro-industriel israélien. panamza.com 12.12

Carnage au Bataclan : la photo-choc a été diffusée depuis Jérusalem - panamza.com

Panamza a retracé l'origine de la photographie controversée des victimes du Bataclan. Surprise, surprise : ce cliché a été divulgué par une organisation basée en Israël et dirigée par un neoconservateur américain.

Souvenez-vous.

Dimanche 15 novembre, ce fut l'émoi sur les réseaux sociaux. De nombreux usagers de Facebook, Twitter et Instagram avaient été été indignés par la publication d'une photo-choc : celle censée représenter une vingtaine de corps jonchés sur le sol du Bataclan et fauchés par l'attentat terroriste commis deux jours plus tôt. La police nationale et Christine Taubira avaient aussitôt réagi.

Relayée par la presse étrangère, cette image a davantage fait l'objet de commentaires en France sans être publiée. On pouvait ainsi apprendre que le ministère de l'Intérieur avait demandé -dès le 15 novembre et par réquisition judiciaire- son retrait auprès de Facebook et Twitter.

Problème : Aucun média de la presse traditionnelle n'a tenté d'en savoir plus sur l'origine de la photo. Au contraire : de concert avec le gouvernement et la police, la plupart des journalistes encartés et des éditorialistes se sont contentés de dénoncer la diffusion de l'image sans entamer la moindre tentative de décryptage quant à la genèse de sa propagation.

Prenez l'exemple d'Adrien Sénécat, ancien de l'Express et rédacteur pour le compte du site Buzzfeed. Dans son article, le jeune homme se concentre, à l'instar de ses collègues, sur les désagréments pour contacter les modérateurs des réseaux sociaux et faire supprimer la photo sans jamais s'interroger sur son origine exacte.

Il était pourtant possible d'en retracer le parcours, a fortiori quand on est censé exercer son métier dans le web-journalisme.

Panamza a tenté de percer ce mystère, pas à pas.

Le 15 novembre, le quotidien britannique The Telegraph précise ainsi que cette photo a été publiée sur Twitter par Bart Nijman, bloggeur hollandais et islamophobe.

En consultant son compte Twitter, le tweet en question est aisément accessible. (https://twitter.com/BartNijman/status/665825331014709248)

On peut ainsi remarquer le moment exact de sa publication : 10h35.

Rappelons ici que la plupart des journaux français ont indiqué -à tort- que "le cliché est apparu dimanche après-midi sur Twitter".

Allons plus loin : dans la partie "commentaires" de son tweet, Bart Nijman est sollicité par plusieurs personnes -parmi lesquels des journalistes- à propos de l'origine de la photo. Après s'être contenté d'affirmer l'avoir trouvé sur "l'Internet", l'homme a finalement dévoilé au reporter Bosch van Rosenthal (alias @eelcobvr) la source de sa publication :

Nom du compte : "Fil d'actualités d'Israël" animé par "@IsraelHatzolah".

Bingo.

À 9h51 précisément, soit 40 minutes environ avant le bloggeur hollandais, ce compte avait été en réalité le premier sur le web à diffuser la photographie.

Sur sa page d'accueil de Twitter, ce compte -qui a curieusement publié sa photo exclusive sans y apposer son nom, rendant ainsi facile sa récupération par quiconque- indique être "affilié à United Hatzalah", une ONG israélienne qui collabore pleinement avec l'armée.

Et qui dirige -au niveau international- cette organisation para-médicale?

L'Américain Mark Gerson.

Sa spécificité?

Admirateur de l'ex-président républicain George Walker Bush, ce New-Yorkais est une figure vedette des cercles neoconservateurs dont la volonté de domination géopolitique est centrée sur l'axe Washington-Tel Aviv.

Détail-clé : Gerson fut le directeur exécutif d'un célèbre think-tank dénommé Project for a New American Century. Cette organisation ultra-droitière (qui fut présente dans l'Administration Bush et qui avait joué un rôle majeur dans l'instrumentalisation du 11-Septembre contre Saddam Hussein) était elle-même basée sur les grandes lignes d'un mémorandum commandé en 1996 par le Premier ministre Benyamin Netanyahou et destiné à développer une stratégie moyen-orientale en faveur des intérêts israéliens.

Reste désormais à connaître en détail quel fut l'itinéraire emprunté par cette photographie destinée à susciter l'effroi -et dont l'authenticité est très discutée sur les forums étrangers- pour se retrouver sur le compte d'un webmaster installé à Jérusalem.

Nulle surprise, en tout cas, que le site de la Ligue de défense juive -groupuscule lié aux réseaux similaires de la droite extrême israélienne- ait publié aussitôt le cliché sur son site.

Sans s'attirer -évidemment- la colère de Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur particulièrement complaisant envers les agissements de la mouvance sioniste et ceux de son relais opérationnel en France : le Mossad.

Tout citoyen automatiquement réfractaire à la thèse -pourtant corroborée par de nombreux précédents historiques- d'un attentat israélien commis en plein coeur de Paris sous faux drapeau islamiste devrait se remémorer la déclaration de l'un des meilleurs connaisseurs des arcanes de la Vème République : l'ancien ministre des Affaires étrangères Roland Dumas : "Les Israéliens font ce qu'ils veulent en France et mobilise la police du renseignement comme bon leur semble au nom de pratiques fort annciennes." (Coups et blessures 2011) panamza.com 12.12

- Attentats de Paris : une kalachnikov provient d'une famille « totalement dévouée » à Israël - panamza.com

La compagnie américaine Century Arms -dont provient l'une des armes utilisées le 13 novembre à Paris- est fondée et dirigée par la famille ultra-sioniste Sucher.

Samedi 12 décembre, Panamza développait une infomation de l'organisation Wikileaks -basée sur un scoop antérieur de l'Associated Press- selon laquelle une kalachnikov utilisée lors des attentats de Paris provenait d'une compagnie liée à un ex-militaire israélien. Longtemps représenté par cet homme dénommé Ori Zoller, Century Arms est présidée par Michael Sucher, un collaborateur de la police israélienne ainsi que du complexe militaro-industriel de Tel Aviv.

Aujourd'hui, dimanche 13 décembre, de nouveaux éléments d'information peuvent être mis en évidence : Century Arms est une entreprise familiale fondée en 1961 et dirigée depuis par des militants de la cause sioniste.

Le 29 octobre 1971, un hebdomadaire de la communauté juive de Floride -dénommé The Jewish Floridian- publiait un article détaillé à propos du couple Sucher.

L'objet de leur exposition?

Le couple Sucher s'apprête alors à recevoir (à la date du 13 novembre 1971) le "Shalom Award" décerné par Tel Aviv en raison de leur "totale dévotion" et de leur "complète identification" envers "le temple" juif et "l'État d'Israël".

Présenté comme le membre d'un puissant lobby sioniste international dénommé le B'naï Brith, William Sucher a une autre particularité singulière au regard de l'actuelle polémique relative à sa compagnie.

Son employé Alfred Pinish -également interrogé- sera retrouvé mort quelques semaines plus tard, tué dans un cambriolage.

Et Sucher (décédé en 1976 d'une crise cardiaque)?

Chargée d'enquêter sur l'assassinat d'un président qui fut détesté par les dirigeants israéliens, la Commission Warren avait choisi de le croire sur parole. panamza.com 13.12

Je lis régulièrement les articles publiés par ce portail à ne pas recommander à n'importe qui, je vous le concède pour en avoir parfaitement conscience. Cela dit, c'est fort intéressant de constater ce qu'on peinait à croire ou à imaginer, à savoir à quel point les sionistes avaient réussi à infiltrer ou noyauter petit à petit les institutions jusqu'à tisser des liens étroits au sommet de l'Etat. Cela était impensable sans la complicité de ceux qui se sont relayés à la tête de l'Etat depuis 40 ans.

Disons que c'est la face obscure de ceux qui nous gouvernent et de l'Etat, le complément naturel au néolibéralisme théorisée et impulsée par les sionistes dont LR et le PS sont les maîtres d'oeuvre en France. On comprendra mieux les intentions de Hollande en Syrie en lisant ces articles plutôt que se fier à ses déclarations consistant à brouiller les pistes pour qu'on n'en découvre pas l'aspect inavouable et qui tire les ficelles.

ACTUALITE EN TITRES

Comme ils l'ont toujours fait...

- Ces élus de gauche et de droite prêts à travailler ensemble - Public Sénat

- Raffarin (LR): "travailler avec le gouvernement car le FN est un adversaire commun" - AFP

La vengeance est un plat qui se mange chaud.

- Smic: pas de "coup de pouce" malgré l'avertissement des régionales - AFP

Sans dents, sans voix, sans "coup de pouce" !

Il ne leur reste que les symboles et les chrysanthèmes.

- Victoire symbolique pour les anciens de PSA deux ans après la fermeture d'Aulnay - AFP

Montée de toutes pièces.

- La justice française avait déjà enquêté en 2010 sur un projet d'attentat contre le Bataclan - LeFigaro.fr

Ex-propriété d'un israélien sioniste qui continuait de le gérer, c'est plus facile et discret pour effectuer les repérages...

Aveux. Le parquet porte-parole de la propagande gouvernementale.

- Propos sur les gens du voyage: la condamnation du député-maire de Cholet annulée - AFP

- Prières de rue comparées à l'Occupation: Marine Le Pen relaxée - AFP

- L'AIEA passe l'éponge sur les activités nucléaires passées de l'Iran - AFP

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a formellement refermé mardi le dossier concernant les tentatives de l'Iran de se doter de l'arme atomique dans les années 2000. AFP 15.12

C'était juste une farce !

Ils y tiennent.

- Le terrorisme n'est pas un problème qui peut être «détruit» mais géré - Slate.fr

Mais la Ve République, elle peut l'être «détruite»... et le terrorisme avec...

Riche et psychopathe : un cocktail explosif !

- Donald Trump au plus haut dans les sondages avant le 5e débat républicain - AFP

Tiens donc !

- Les experts restent prudents après l'accord sur le climat - euronews.com

Les détails de l'accord de Paris sont actuellement scrutés à la loupe par les experts climatiques. euronews.com 15.12

- Climat: le patron du géant pétrolier Total salue un "très bon accord" - AFP

S'il le dit...

Le souffle de Charlie souffle enfin sur la Tunisie...

- Tunisie : six étudiants condamnés pour homosexualité - Liberation.fr

Les juges de Kairouan ont infligé trois ans de prison aux six accusés. Ils sont , en outre, bannis de la ville pour cinq ans. Liberation.fr 15.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Russie

- Poutine autorise la Cour constitutionnelle à ignorer la CEDH - sputniknews.com

Le président russe Vladimir Poutine a signé une loi sur la priorité des verdicts de la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie sur des verdicts de la Cour européenne des droits de l'homme(CEDH) sur le territoire russe.

Désormais, la Cour constitutionnelle décidera indépendamment s'il est possible de rendre une décision dans "la juridiction internationale de la protection des droits et libertés de l'homme" sur le territoire russe. Un organe fédéral du pouvoir exécutif, défendant les intérêts de la Russie, va adresser une demande à la Cour constitutionnelle lors des contentieux contre la Russie dans une cour internationale. Cette loi constitutionnelle fédérale publiée sur le site de l'information juridique et signée par Vladimir Poutine entre en vigueur le jour de sa publication. Plus tôt en décembre, elle a été adoptée par la Douma (chambre basse du parlement russe) et ensuite approuvée par le Conseil de la Fédération.

Le 14 juillet, la Cour constitutionnelle de Russie a décidé que malgré tout le respect qu'elle nourrissait pour la CEDH, elle n'appliquerait pas sans conditions toutes ses décisions. La Cour constitutionnelle a tout de même noté qu'elle n'entamait pas

de démarche particulière et qu'elle était prête à œuvrer avec la CEDH pour le respect des droits de l'homme, mais pas au détriment de la Constitution nationale.

Dorénavant, la Cour constitutionnelle étudiera individuellement chaque litige.

Si une décision de la CEDH contredit la Constitution russe, "la Russie sera contrainte de refuser d'appliquer à la lettre cette décision. Les organes judiciaires suprêmes des pays européens dont l'Allemagne, l'Autriche, le Royaume-Uni ou l'Italie, respectent également la primauté de leurs lois fondamentales dans l'application des décisions de la CEDH", a expliqué la Cour constitutionnelle.

Plus tôt, en juillet 2015, le ministère russe des Affaires étrangères ainsi que le ministère de la Justice ont reçu la proposition d'examiner la possibilité de créer un équivalent de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans l'espace eurasiatique.

Elena Soutormina, auteur de l'initiative, présidente de la commission en charge du développement de la diplomatie civile et du soutien aux Russes de l'étranger, a expliqué que ces derniers temps, la CEDH "applique une politique de doubles standards à l'encontre des demandes faites par la Russie". sputniknews.com 15.12

2- Afrique du Sud

- Afrique du Sud: le président Zuma limoge son tout nouveau ministre des Finances - AFP

Le président sud-africain Jacob Zuma a démis dimanche de ses fonctions son nouveau ministre des Finances, quatre jours seulement après une nomination surprise qui a ébranlé les marchés, a annoncé la présidence.

Pravin Gordhan, qui fut un ministre respecté des Finances pendant cinq ans jusqu'à 2014, a été renommé pour remplacer David van Rooyen, un parlementaire peu connu du parti au pouvoir, l'ANC.

"J'ai reçu de nombreuses recommandations pour que je revoie ma décision. En tant que gouvernement démocratique, nous soulignons l'importance d'écouter le peuple et de répondre à ses vues", a expliqué le président Zuma, cité par ses services.

M. van Rooyen avait été désigné par le président Zuma qui venait de limoger mercredi le ministre des Finances en place, le respecté Nhlanhla Nene, sans qu'aucune raison officielle n'ait été invoquée.

Critiquée par les analystes et dans les médias, la décision avait plongé l'économie sud-africaine dans l'incertitude, la devise nationale évoluant après le limogeage de M. Nene à des niveaux historiquement bas.

Déjà affaiblie par la situation économique morose, marquée par une croissance faible et un taux de chômage dépassant les 25%, le rand a perdu 28% de sa valeur face au dollar depuis fin janvier et 24,5% face à l'euro.

Vendredi, il a atteint son plus bas niveau à 1 dollar contre 16,05 rands et 1 euro contre 17,58 rands.

La semaine dernière, l'agence de notation Fitch avait dégradé d'un cran la note de l'Afrique du Sud à BBB-, un échelon seulement au-dessus des catégories spéculatives en raison notamment de la faible croissance.

Selon le communiqué du président sud-africain annonçant le renvoi de M. Nene, ce dernier devait être réaffecté "à un autre poste stratégique".

L'opposition avait estimé que le ministre payait ses critiques envers le chef de l'Etat.

La semaine dernière, il avait refusé la renégociation d'un contrat entre la compagnie aérienne para-publique South African Airways (SAA) et Airbus, jugeant que la transaction n'était pas viable financièrement.

Ce projet était porté par Dudu Myeni, la présidente du conseil d'administration de SAA qui est une amie très proche de Jacob Zuma.

Samedi, le président sud-africain avait nié, dans un communiqué quelque peu insolite, qu'une relation amoureuse aurait été à l'origine du limogeage de son ministre des Finances.

La vie privée de Jacob Zuma, âgé de 74 ans et marié actuellement à quatre femmes, a déjà défrayé la chronique.

M. Nene, premier noir africain à occuper le poste de ministre des Finances d'Afrique du Sud, avait été nommé en mai 2014 après la réélection de Jacob Zuma à la tête du pays. AFP 13.12

3- Irak

- Irak : La Turquie fait marche arrière - sahartv.ir

Les militaires turcs se retirent progressivement du nord de l'Irak, marquant un début à la fin d'une crise de deux semaines entre Bagdad et Ankara, a-t-on appris de sources médiatiques concordantes.

Selon l'IRNA, le site d'information Al-Sumeriya News citant un député irakien a annoncé dans une info en bref que les militaires turcs étaient en train d'évacuer la base de Zelikan, dans la région de Bashiqa, au nord de Mossoul. Salem Al-Shabaki, parlementaire irakien l'a annoncé, réitérant que les conseillers et les forces techniques de l'armée turque resteraient dans cette base. Le gouvernement irakien n'a pas encore confirmé officiellement cette information. sahartv.ir 14.12

4- Syrie

- L'armée syrienne reprend le contrôle d'une base aérienne près de Damas - sputniknews.com

L'armée syrienne appuyée par des milices populaires a libéré la base aérienne Marj al-Sultan, les rebelles du groupe Front al-Nosra, dont des dizaines ont été éliminés, ont reculé, a rapporté une source au sein des milices populaires.

"La base aérienne Marj al-Sultan est libérée. Les terroristes du Front al-Nosra ont reculé vers Al Salihiya. Des dizaines de rebelles ont été éliminés", a affirmé un représentant des milices populaires.

De même, l'armée a réussi à créer une zone de sécurité dans les alentours de la base aérienne. Le génie militaire a commencé à déminer la zone.

La base aérienne Marj al-Sultan est située près de la ville de Douma, à 18 kilomètres de la capitale syrienne, et représente un des fiefs du groupe terroriste Jaish al-Muhajireen wal-Ansar qui a prêté allégeance au Front al-Nosra. sputniknews.com 14.12

5- Yémen

- Les missiles yéménites s'abattent sur Assir - sahartv.ir

Au cours d'une opération spéciale, l'armée et les comités populaires du Yémen ont pris pour cible le siège du commandement de la garde frontalière saoudienne dans la province d'Assir et l'ont détruit.

Le site web Al-Massira Net a annoncé que l'unité balistique de l'armée yéménite a tiré 58 roquettes sur le complexe des bâtiments publics à Al-Rabouah.

Selon ce rapport, l'artillerie de l'armée et des comités populaires yéménites ont tiré 50 obus de canons sur les points de passage frontaliers Alab et Al-Sheybani ainsi que sur les bases aériennes Al-Hozzar et Al-Thorin en Arabie saoudite.

Pendant les dernières 24 heures, l'armée et les comités populaires yéménites ont tiré deux missiles Qaher 1 sur la base aérienne Malek Khaled et l'aéroport de Jizan.

De même, au cours de l'attaque au missile des Yéménites contre le siège du commandement de la coalition saoudienne, des dizaines de militaires dont les commandants saoudiens et émiratis ont été tués. sahartv.ir 15.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France.

1- Plus de 90% des salariés de Smart acceptent les 39 heures - Reuters

Plus de 90% des 800 salariés de l'usine Smart de Hambach (Moselle), filiale du groupe allemand Daimler, ont accepté de revenir

aux 39 heures par le biais d'un avenant à leur contrat de travail, a annoncé mardi la direction dans un communiqué.

Ils n'étaient que 56,1% à se prononcer pour cette augmentation de 12% de la durée du travail, prévue jusqu'en 2020, en contrepartie d'une augmentation de 6% des salaires et d'une garantie de maintien de l'emploi, lors d'un référendum consultatif organisé par la direction de l'entreprise automobile le 11 septembre dernier.

Alors que deux syndicats, la CFE-CGC et la CFTC, acceptaient alors de signer l'accord proposé par la direction, la CGT et la CFDT, majoritaires, le dénonçaient, contraignant la direction à passer par des avenants individuels au contrat de travail pour parvenir à ses fins.

"Je suis très fière de notre équipe Smart de Hambach qui a montré un engagement très fort pour améliorer la compétitivité de notre site de production", déclare dans un communiqué Annette Winckler, responsable de la division Smart au sein du groupe Daimler.

La direction de Smart s'était engagée à mettre en œuvre ce qu'elle nomme le "pacte 2020" dès lors que 75% des salariés accepteraient de signer un avenant individuel. Les réfractaires ont jusqu'au 18 décembre pour s'associer à cette démarche.

Selon les syndicats, la direction justifiait l'effort de compétitivité demandé par le risque de voir la future génération du véhicule partir vers d'autres cieux, par exemple dans l'usine Renault de Novo Mesto, en Slovénie, qui assemble déjà la version à quatre places. Reuters 15.12

2- La Rochelle : fronde des agents municipaux à propos du temps de travail - Francetv info

Certaines collectivités locales souhaitent renégocier les temps de travail pour face aux contraintes budgétaires. À

La Rochelle, les négociations dégénèrent.

Le conseil municipal va débuter, il y a déjà beaucoup de monde dans les rues de la ville. Lundi 14 décembre, il est un peu plus de 18h, le maire Jean-François Fountaine ouvre la séance. Au bout de quelques minutes, une bousculade puis la rébellion. Dans la salle, syndicalistes et agents de la ville lui reprochent de vouloir modifier leur temps de travail. Il doit suspendre la séance.

Protégée par des policiers, l'équipe municipale quitte la salle. Une nouvelle fois, le dialogue n'aura pas lieu. Au cœur des tensions, un rapport de la chambre régionale des comptes. Elle estime que le régime du temps de travail avantageux pour les agents de la ville de La Rochelle est trop coûteux, mais aussi irrégulier. Depuis 30 ans ici, les agents travaillent un peu plus de 33h par semaine, moins que la durée légale du travail (35h). La mairie veut mettre fin à cet avantage, mais c'est un avantage justifié pour les syndicats qui refusent que le maire supprime neuf jours de congé. Francetv info 15.12

ECONOMIE

1- Gaz.

- Turkménistan: inauguration d'un gazoduc reliant l'Asie centrale au sous-continent indien - AFP

Les dirigeants du Turkménistan, de l'Afghanistan, du Pakistan et de l'Inde ont inauguré dimanche, lors d'une cérémonie dans le désert turkmène, un gazoduc d'un coût estimé à dix milliards de dollars devant relier l'Asie centrale au sous-continent indien.

"Aujourd'hui, nous sommes les participants et les témoins d'un événement historique, le lancement d'un projet à grande échelle, le gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde)", a déclaré le président du Turkménistan Gourbangouly Berdymoukhamedov.

Le Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, le président afghan Ashraf Ghani et le vice-président indien Mohammad Hamid Ansari ont assisté à la cérémonie, qui s'est tenue aux abords de la cité de Mary, dans le désert de Karakum, selon un journaliste de l'AFP.

"TAPI marque une nouvelle coopération historique entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud (...), cela sera une contribution à la stabilité et à la paix dans la région", a déclaré M. Ghani.

Pour M. Ansari, "TAPI, c'est plus qu'un projet, c'est la réunification de nos pays".

"Nous devons surmonter ensemble toutes les difficultés, assurer ensemble le profit commercial du projet et les livraisons du gaz à des prix bas pour une grande partie de la population", a-t-il souligné.

"Ce projet va ouvrir les portes sur le chemin de l'intégration économique et transformer entièrement la région, en devenant un symbole de son épanouissement", s'est félicité de son côté M. Sharif, en appelant ses partenaires à "faire tout leur possible pour que le projet soit réalisé".

Le projet du gazoduc Tapi date des années 1990 mais a souffert de l'instabilité en Afghanistan, un problème qui suscite toujours des doutes sur sa viabilité.

Le gouvernement turkmène espère que le gazoduc de 1.800 kilomètres de long et d'une capacité annuelle de 33 milliards de mètres cubes sera pleinement opérationnel d'ici à la fin 2018.

Son objectif est de relier les champs gaziers du Turkménistan au Pakistan et à l'Inde, deux marchés émergents aux forts besoins en énergie, en passant par les vallées rocailleuses de l'Afghanistan, en partie contrôlées par les talibans.

Pour le Turkménistan, qui dépend de la Chine pour la majorité de ses ventes de gaz, le projet TAPI est une occasion majeure de diversifier ses exportations.

Le président turkmène a également annoncé que dimanche marquait le début de la troisième phase du développement du gisement gazier de Galkynych qui fournira les ressources pour le projet TAPI.

La prochaine phase de développement de cet énorme gisement gazier sera effectuée par un consortium de compagnies japonaises et turques, ainsi que par le Turkmenistan, selon le chef de l'Etat. AFP 13.12

2- Italie

- Italie : le sauvetage de quatre banques fait scandale - La Tribune

Rome a sauvé fin novembre quatre banques pour éviter de mettre les déposants à contribution comme le prévoit l'union bancaire européenne dès le 1er janvier. Mais l'affaire a provoqué des remous en ruinant des petits épargnants. Le mécanisme européen de résolution bancaire est déjà sous pression.

Lorsque, le 21 novembre dernier, le gouvernement italien a décidé de « sauver » quatre petites banques régionales. Quatre petites banques dont le montant total des bilans ne cumule pas 3,6 milliards d'euros. Mais quatre banques plombées par de nombreuses créances douteuses, fruit de près de quatre ans de crise économique.

L'objectif du sauvetage bancaire

Le problème, pour Rome, était que ces petits établissements étaient deux caisses d'épargne - de Ferrare et de Chieti - et deux banques régionales - d'Etrurie (Toscane) et des Marches - autrement dit, deux banques qui recueillent l'épargne de très nombreux citoyens de ces régions. Or, le 1er janvier, la directive européenne de résolution bancaire (BRRD) entre en vigueur. Selon cette directive, les déposants peuvent être mis à contribution en cas de crise bancaire. C'est le fruit des nouvelles règles de l'union bancaire européenne qui cherche avant tout à sauver les contribuables, fût-ce au détriment des déposants.

Pour le gouvernement italien, la mise à contribution des dépôts et de l'épargne des Italiens eût été une catastrophe politique. Pour l'éviter, Matteo Renzi a choisi de réaliser un sauvetage express mettant en partie à contribution les actionnaires et les créanciers de ces banques. Un mouvement qui visait donc à éviter des remous politiques causés par la nouvelle directive bancaire européenne. Mais le pari s'est révélé désastreux. Petits épargnants touchés

Ces banques ont en effet vendu leurs actions et leurs obligations subordonnées (celles qui sont les moins protégées en cas de renflouement) à de nombreux épargnants. Selon les données publiques, les quatre banques compteraient 133.000 actionnaires et environ 10.500 détenteurs d'obligations. Les journaux de la Péninsule sont remplis de témoignages de petits épargnants - retraités, ouvriers, petits employés, artisans modestes, femmes au foyer ou même chômeurs, ayant dû faire leur deuil de toutes leurs économies. A la différence d'autres produits d'épargne et des dépôts, les détenteurs d'actions et d'obligations ne sont pas concernés par la garantie européenne (en réalité nationale) des dépôts jusqu'à 100.000 euros. La perte est donc complète.

Suicide et mobilisation

L'affaire a pris une tournure tragique le 28 novembre lorsque Luigino D'Angelo, un retraité de 70 ans s'est pendu chez lui à Civitavecchia (Latium), après avoir perdu 110.000 euros dans le sauvetage des banques. Connu le 9 décembre dernier, ce suicide

a provoqué une onde de choc en Italie. Les associations de défense des victimes de « Salvabanche », nom donné au sauvetage de ces quatre banques par les Italiens, sont montés au créneau. Ce lundi 14 décembre, ils ont manifesté à Florence devant l'ancienne station Leopolda, où se tient la convention traditionnelle des amis de Matteo Renzi en présence du premier ministre. Le ministre des Finances, Pier Paolo Padoan a dû recevoir une délégation d'épargnants victimes. Sans parvenir à apaiser leur colère.

Choix impossible pour le gouvernement

Le gouvernement est fort gêné face à cette affaire. Fin novembre, son choix était de faire payer les déposants et les créanciers et actionnaires ou seulement ces deux dernières catégories. Sur le plan macro-économique et politique, il a jugé que la deuxième solution était moins douloureuse. En réalité, il fallait choisir entre la peste et le choléra. Car l'opposition, et notamment la Ligue du Nord, qui a adopté depuis quelques mois des positions proches du Front National en France, tente de profiter de la situation en dénonçant la manœuvre du gouvernement. Politiquement, le résultat pour Matteo Renzi - déjà peu vaillant dans les sondages - est désastreux.

Dédommagement prévu

Pier Carlo Padoan a donc dû annoncer que le gouvernement mettrait en place un système de dédommagement des épargnants à hauteur de 100 millions d'euros. Les contribuables seront donc bien mis à contribution, ce qui est une première défaite de l'union bancaire. Les conditions d'attribution de ces fonds promettent d'être complexes. Le ministre des Finances s'est contenté d'indiquer que ses services « évalueraient si les personnes ont été correctement conseillés. » Autrement dit, l'étude des dossiers s'annoncent longue et délicate et sans doute pleine de contestations possibles. Sans compter qu'il y aura des déceptions : on évalué à 340 millions d'euros le montant des obligations subordonnées de ces quatre banques vendues aux particuliers. Certes, Pier Carlo Padoan a fait savoir que le fond sera élargi, mais selon des modalités de financement encore floues (par le produit, notamment de la vente des titres de mauvaise qualité). « Le compte n'y est pas », ont estimé les manifestants selon le quotidien La Stampa.

Epargner les contribuables à tout prix ?

Cette crise que traverse le gouvernement italien montre que les nouvelles modalités de résolution bancaire européennes posent de graves problèmes. D'abord - et on a pu aussi le voir avec la Grèce qui s'est hâtée de renflouer ses banques avant le 1er janvier - la question de la participation des déposants pose un véritable problème. Un gouvernement qui accepterait de voir les dépôts mis à contribution prendrait un risque économique et politique considérable. Ensuite, la logique qui a été mis en place en Italie et qui consiste à faire payer les créanciers et les actionnaires a ses limites, car ces derniers ne sont pas toujours des Fonds vautours ou des banques internationales. Ce sont aussi des épargnants. Dans ce deux cas, un gouvernement risque de devoir recourir aux contribuables pour adoucir le choc. Or, c'est précisément ce que les Européens voulaient éviter : lier le risque souverain au risque bancaire.

Une union bancaire peu convaincante

Comme toujours, les auteurs de l'union bancaire ont manqué une occasion. En voulant éviter, à la demande de Berlin, toute vraie mutualisation des risques, on a fait prendre des risques politiques et économiques considérables aux Etats membres. Le résultat risque d'être que ces derniers vont tout faire pour contourner ce risque, quitte à avoir recours encore à l'argent public. L'exemple italien est donc déjà plein d'enseignements. D'autant que ce sauvetage bancaire commence à faire planer une menace sur l'ensemble du secteur. Pier Carlo Padoan a dû rassurer ce lundi en affirmant que le secteur financier italien « était grand et solide. » Mais en voyant les épargnants ruinés, ceux qui ont placé leur argent dans des structures similaires ne peuvent qu'avoir peur et penser à se retirer. Car tout le monde sait que le poids des créances douteuses est considérable sur les petites banques italiennes. Et la directive de résolution européenne effraie beaucoup en Italie où la presse fait le compte des épargnants "à risque." Si la panique se déclenchait, ce serait alors le début d'une phase fort dangereuse pour l'Italie et pour la jeune union bancaire européenne. La Tribune 15.12

Haut de page

Le 18 décembre 2015

CAUSERIE

J'ai été victime d'une intoxication alimentaire qui m'a rendu bien mal en point. J'essaierai d'actualiser le site demain.

Haut de page

Le 19 décembre 2015

CAUSERIE

Je me remets doucement et je n'ai pas ni le temps ni l'envie de causer.

La France, dites-donc, quel cauchemar ! C'est cela que vous allez laisser à vos enfants et petits-enfants ?

Quand est-ce que l'heure des comptes sonnera pour les charlatans qui nous ont conduits où nous en sommes ? Comment, vous n'avez plus envie de faire un petit front unique avec ces salopards du PS et du PCF, vous n'avez plus envie d'aller flâner dans les ministères ou les couloirs de l'Assemblée nationale pour leur demander de bien vouloir avoir l'extrême bonté de penser une seconde (pas plus) à ces braves travailleurs, non, sans blague, qu'est-ce qu'il leur arrive ?

Et leurs discours sur l'agonie des institutions de la Ve République, du capitalisme, patati, patata, ? C'était du vent, du baratin, des analyses à 2 balles pour noircir du papier ou occuper la galerie et tout le reste était à l'avenant... 70 ans de lutte de classe pour se doter d'une nouvelle direction et à l'arrivée le néant, la faillite politique totale. Voilà l'épouvantable bilan des dirigeants se réclamant du trotskysme, et on comprend pourquoi ils ne supportent pas qu'on ose les critiquer. Dès qu'on critique Israël, on se fait traiter d'antisémite, eux dès qu'on les critique, ils hurlent à la calomnie et ils vous traitent d'ennemi de la classe ouvrière, cherchez la différence.

On peut comprendre l'écoeurement ou le profond désarroi des militants. Surtout n'oubliez rien, ne laissez rien passer, repassez-vous le fil du passé, non pas à partir de l'interprétation que vous en aviez fait hier puisqu'elle était forcément erronée, mais au regard de la situation actuelle, et vous comprendrez peut-être que tout ce qui se produit sous vos yeux était pour ainsi dire déjà écrit ou prévisible pour avoir tout pris ou tout fait de travers. Disons stop, arrêtez le massacre !

Vous me direz que c'est plus facile à dire aujourd'hui ou après coup, je vous l'accorde volontiers, soyons honnête jusqu'au bout, encore faut-il l'admettre pour corriger nos erreurs, sinon nous ne nous en sortirons jamais. On n'en a rien à foutre de leurs déclarations ou communiqués, ce qu'on exige ce sont des explications, des réponses à toutes les questions auxquelles ils n'ont jamais voulu répondre. Au point où nous en sommes, les militants doivent comprendre qu'on n'a vraiment plus rien à perdre désormais, le pire est devant nous et nous n'y échapperons pas, par quel miracle pourrait-on y échapper dites-nous ?

Je suis épuisé, on poursuivra lundi ou mardi sur Hollande, le PS et les institutions.

Vidéo

Giulietto Chiesa : Poutine, la Russie se prépare à toute éventualité.
https://www.youtube.com/watch?v=Pcewug6GP_4

ACTUALITE EN TITRES

La Bourse ou la vie

- Wall Street, où la méfiance s'accentue, finit sur une chute - AFP

Au lendemain d'une nette baisse, Wall Street a chuté vendredi, des raisons techniques venant accentuer sa méfiance sur la déprime du marché pétrolier et les futures actions de la Réserve fédérale (Fed): le Dow Jones a perdu 2,10% et le Nasdaq 1,59%.

Même si les cours pétroliers, plombés par la surabondance générale d'or noir, ont perdu moins d'un dollar le baril cette semaine, leur incapacité à rebondir provoque des craintes quant à une contagion au secteur financier, en raison des prêts octroyés au secteur de l'énergie. AFP 18.12

- La Bourse argentine chute de 6,28% à une heure de la fermeture - AFP

- Citigroup supprimerait 2.000 postes à partir de janvier - Reuters

Citigroup prévoit de supprimer au moins 2.000 emplois à partir du mois prochain dans le cadre d'un restructuration des activités de

la troisième banque américaine en termes d'actifs Reuters 18.12

Quand Sapin se prend pour le porte-parole de Washington.

- Affaire Tapie-Crédit lyonnais : Christine Lagarde renvoyée devant la Cour de justice de la République - Francetv info

- Lagarde est "présumée innocente", peut rester à la tête du FMI, selon Sapin - AFP

En famille. La réaction à visage découvert.

- Ce que cherchent Hollande et Valls en tendant la main à la droite - LeMonde.fr

- Hollande salue Xavier Bertrand et exhorte à "la concorde" - AFP

- Lutte contre le chômage: Raffarin veut «un pacte républicain », Valls approuve - 20minutes.fr

- Politique : vers un rapprochement de la droite et la gauche ? - Francetv info

- Cambadélis: "Il faut que le centre se détache de la droite" - AFP

- "Poils dans la main" : Gérard Longuet (LR) fait polémique sur le web - Francetv info

- Raffarin (LR): "La lutte pour l'emploi passe par une politique pro-entreprise" - AFP

Le sommet de la classe dominante formule ses voeux pour l'année 2016.

- Deux-tiers des Français pensent que le parti Les Républicains risque d'imploser - AFP

- 82% des sympathisants de gauche pour un candidat unique à gauche en 2017 - AFP

Une très forte majorité (82%) des sympathisants de gauche et 61% des Français souhaitent un candidat unique à gauche en 2017, selon un sondage Odoxa vendredi pour i-Télé. AFP 18.12

- Présidentielle 2017: 61% des Français veulent un candidat à gauche unique - 20minutes.fr

Elle avait participé à la réunion annuelle du groupe Bilderberg en 2013.

- Île-de-France: la consécration de Valérie Pécresse - LeFigaro.fr

Sera-t-elle le pendant de M. Le Pen ?

La blanchisseuse du palais

- Attentats de janvier : les gardes à vue du trafiquant d'armes présumé et de sa compagne levées sans poursuite - Francetv info

- Thomas Fabius ressort libre après 12 heures de garde à vue - LeFigaro.fr

On achète bien les terroristes, alors pourquoi pas leurs victimes ?

- Jusqu'à 300 millions d'euros pour les victimes des attentats - LeFigaro.fr

Dislocation de la civilisation humaine.

- Le nombre de migrants dans le monde atteint le niveau record de 250 millions - Francetv info

C'est un niveau historique. Le nombre de migrants devrait atteindre 250 millions cette année dans le monde sur fond d'afflux massif de réfugiés en Europe, selon les estimations publiées par la Banque mondiale, vendredi 18 décembre.

Les migrations entre pays du Sud représentent 38% des flux migratoires mondiaux, devant les flux Sud-Nord (34%), selon un rapport de l'institution. Ces chiffres prennent en compte tous les déplacements de population liés à des raisons politiques, culturelles ou économiques. Francetv info 18.12

C'est aussi un bon moyen pour mieux contrôler et asservir la population...

Après le bombardement de soldats syriens...

- Une frappe de la coalition a peut-être tué des soldats irakiens - AFP

L'armée américaine a reconnu vendredi qu'une frappe de la coalition avait peut-être tué des soldats irakiens près de Fallouja en Irak et annoncé l'ouverture d'une enquête AFP 18.12

ACTUALITÉ DU JOUR

A bas l'état d'urgence !

- Des organisations veulent la levée de l'état d'urgence - Reuters

Une centaine d'organisations ont réclamé jeudi la levée immédiate de l'état d'urgence instauré par le gouvernement après les attentats du 13 novembre, jugeant que ce régime d'exception entraîne des dérives sans répondre à la menace terroriste.

La Ligue des droits de l'homme (LDH), la CGT, et le Syndicat de la magistrature (SM), notamment, dénoncent un "détournement" du dispositif qui viserait aussi des personnes sans lien avec le terrorisme, syndicalistes ou écologistes. Reuters 17.12

Le Conseil d'Etat se prononce contre la prolongation de mesures d'exception au-delà de l'état d'urgence - Francetv info

Et de demander qu'elles soient inscrites dans la Constitution !

Antisocialisme en famille. Quand Mélenchon revendique le stalinisme et le social-libéralisme au nom du socialisme.

- Hollande veut "liquider le mouvement socialiste", accuse Mélenchon - AFP

Le porte-voix du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a estimé vendredi que François Hollande souhaitait "liquider le mouvement socialiste" à travers son appel à une "concorde" nationale.

"Son intention est réellement de liquider le mouvement socialiste et de passer à autre chose, comme c'est le cas par exemple en Italie", a déclaré M. Mélenchon sur BFMTV-RMC, jugeant que la stratégie du chef de l'Etat est "beaucoup plus profond(e)" qu'une "tactique politicienne".

"En Italie, ils ont liquidé le Parti communiste, ils ont liquidé le Parti socialiste et créé un parti soi-disant de la gauche", a poursuivi l'ancien candidat à la présidentielle en référence au Parti démocrate transalpin.

M. Mélenchon s'est également montré critique face à l"Alliance populaire", stratégie d'union du "bloc républicain" face au "bloc réactionnaire" pour 2017, annoncée mardi par le premier secrétaire du parti socialiste Jean-Christophe Cambadélis.

"Son intention est noble et digne (...) mais il y a plusieurs obstacles à ça", a-t-il répondu, soulignant les profonds "désaccords" de son parti avec le gouvernement.

Il ne faut "pas nous demander de rallier leur politique, nous ne le voulons pas (...). Deuxièmement, si c'est pour nous resservir François Hollande comme candidat à l'élection présidentielle, c'est même pas la peine qu'on parle", a-t-il dit encore.

M. Mélenchon a par ailleurs raillé la main tendue de la coprésidente du groupe écologiste à l'Assemblée Cécile Duflot à M. Hollande pour bâtir une coalition politique.

"Mme Duflot, je m'en vais la chercher chez Zig, elle est partie chez Zag. Je vais chez Zag, elle est repartie chez Zig. Je ne peux

plus suivre (...). Tout ça, c'est les combines, les arrangements", a-t-il réagi. AFP 18.12

Côté "combines" et "arrangements" pourris en étant allié du PCF qui a appelé à voter LR, il en connaît un rayon le charlatan ! C'est comme être ministre de la réaction (Chirac) un jour et prétendre représenter "le mouvement socialiste" un autre jour, on se demande comment il faut qualifier ce sale type, cet escroc, il a rejoint les rangs des ennemis du socialisme en voulant interdire à ses fossoyeurs de l'assumer pour qu'ils continuent de remplir cette fonction pour le compte du régime contre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Ce qui a causé la perte du mouvement ouvrier et causera sans doute à terme celle de la civilisation humaine, c'est le manque de rigueur, de cohérence et de principes des militants qui acceptent n'importe quoi de la part de leurs dirigeants, qui font preuve d'une mémoire sélective, d'une malhonnêteté intellectuelle suicidaire car les faits sont tellement évidents qu'ils se passent de toute interprétation pour en comprendre instantanément la nature ou les caractériser. A ce stade-là, il ne s'agit plus d'inconscience mais de compromission pure et simple.

Chacun devrait comprendre qu'en politique comme dans toute chose il y a des limites à tout, c'est le b.a-ba de la logique la plus élémentaire qui apparemment fait défaut chez les militants, dont on se demande ce qu'ils ont dans la tête et quel est le sens de leur engagement politique, qui correspond à un degré de conscience politique proche de zéro ou pire encore, puisqu'ils font le jeu des ennemis de la classe ouvrière, ceci expliquant cela.

Ils ne sont même pas capables de singer correctement les capitalistes qu'ils imitent et qui s'en tiennent aux fait plutôt qu'aux apparences quand ils s'en remettent à un parti aussi réactionnaire que le PS pour gérer leurs intérêts. Les capitalistes sont cohérents et sérieux à côté de ces militants, ils ne tiennent jamais qu'un seul langage et ne poursuivent qu'un unique objectif quelle que soit la manière dont ils affichent leurs intentions ou les apparences destinées à tromper le peuple, mais aussi ceux qui veulent bien l'être hypocritement, car il est plus confortable de s'accommoder du capitalisme que de rompre avec lui et de l'affronter, et pour se justifier ils pourront toujours revendiquer le soutien de la majorité des militants ou des travailleurs toujours aussi arriérés politiquement ou qui ignorent tout du socialisme.

C'est ainsi qu'ils adopteront un comportement antisocialiste ou une position réactionnaire pour ainsi dire malgré eux, à l'instar de leurs dirigeants qui sont irréprochables. On en arrive à la conclusion que ces militants ignorent qu'on ne peut pas être à la fois capitaliste ou pro-capitaliste et socialiste, qu'une entreprise ne peut pas être à la fois la propriété de l'Etat ou plutôt de la collectivité et celle d'un propriétaire privé, bref qu'un chat ne sera jamais un chien, les capitalistes le savent et ils n'ont pas besoin qu'on leur fasse un dessin pour le comprendre au quart de tour, alors que ces militants même avec un dessin trouveront le moyens de vous demander si c'est vraiment vrai, on croit rêver, en fait ils possèdent leur propre vérité qui ne correspond en rien à la réalité et ils s'y tiennent, partant de là aucune discussion avec eux n'est possible, ce sont des agents de la réaction qui s'ignorent et ils en tirent satisfaction, ils sont donc irrécupérables. Ils incarnent la négation du socialisme, alors qu'un capitaliste ne sera jamais qu'un capitaliste.

Le capitaliste a conscience de ce qu'il est et de ses intérêts, alors que ces militants n'ont aucune conscience de la classe à laquelle ils appartiennent. Comment cela ?

Le capitaliste se fout de savoir de quoi il est le produit historique, sa seule raison d'être et son unique objectif, c'est le profit et accumuler du capital, tout le reste l'indiffère du moment qu'il atteint son objectif ou que ses intérêts sont préservés. Il produit pour s'enrichir toujours plus sur le dos des exploités dont la part des richesses ne doit pas excéder ce dont ils ont besoin pour renouveler leur force de travail ou s'en rapprocher le plus possible, et quand cela n'est plus possible il n'hésite pas à en éliminer un certain nombre, c'est le seul principe, la seule morale qu'il connaisse ou qui l'anime, tout le reste n'est que démagogie destinée à tromper les ignorants. C'est ainsi qu'il justifiera le chômage de masse, la misère, la précartité absolue ou l'indigence, les famines, les génocides, les migrations forcées, les guerres, la barbarie, qui pourront s'étendre à l'échelle planétaire, sans parler de notre environnement qu'il saccagera sans vergogne. Détenant le pouvoir politique, il en usera uniquement pour pérenniser sa domination de classe, sans se soucier du sort du reste de la population qu'il considère inférieure et faite pour le rester éternellement, qu'il méprise profondément, hait. Tel est son état d'esprit ou sa conscience de classe, le système économique qui sert ses intérêts doit se survivre à lui-même, quite à sacrifier le reste de l'humanité ou la terre entière s'il le faut.

Quant à notre malheureux militant, il est franchement à plaindre, car il se caractérise avant tout par une ignorance qui dépasse le seul domaine de la politique pour s'appliquer à l'existence elle-même ou à toute manifestation de la nature, dans laquelle on peut englober la société et les hommes qui la composent, du fait qu'il n'a pas été foutu de constater qu'ils procédaient d'un processus dialectique comportant différents stades de leur naissance à leur mort, et que régient par les mêmes lois ils devaient infailliblement connaître un jour le même sort, et qu'il en allait ainsi de tout système apparu un jour et fait pour dépérir et disparaître ; l'homme en étant le plus parfait exemple, car incapable d'échapper à cette loi à défaut d'avoir inventé l'élixir d'immortalité, invariablement une fois mort son corps entrera en putréfaction et sera rongé par la vermine qui n'en laissera que les os si des charognards ne passaient pas par là pour terminer ce festin, et bien c'est le même sort qui attend l'humanité entière si nous ne mettions pas rapidement un terme à l'existence du système capitaliste, qui contrairement à l'homme peut disparaître ou céder la place à sa négation, le socialisme, qui au lieu de se nourrir de rapports contradictoires insolubles conduisant à leur putréfaction, les transcendent, les dépassent, s'en émancipent pour céder la place à de nouveaux rapports où seules

les contradictions inhérentes à ses éléments existant à l'état naturel en constitueront les limites une fois affranchis de celles que l'homme inconsciemment s'était employé à leur donner précédemment.

Une fois que notre pauvre militant aura atteint ce niveau de conscience élémentaire, ensuite pourra-t-il peut-être concevoir qu'il revient à la classe ouvrière de remplir ce rôle historique au sein de ce processus dialectique afin d'écrire la suite de cette aventure humaine ou si elle doit s'arrêter là s'il en était incapable, car il n'est écrit nulle part que la civilisation humaine ne disparaîtra pas un jour ou qu'elle n'est pas condamnée à connaître une régression sans fin sur fond de chaos et barbarie généralisée, ce qui revient au même, en pire peut-être. Il faut être parfaitement lucide et admettre que c'est dans cette direction que l'humanité est engagée.

Une fois de plus notre brave militant jouant au apprenti sorcier ne voudra peut-être rien entendre.

Considérant que le nombre de ces militants est infime par rapport à la population laborieuse, vaut mieux dans ce cas-là le laisser à son triste sort car on ne peut rien de plus pour lui, vaut mieux s'adresser à la masse des travailleurs et tenter d'en convaincre le plus grand nombre du bien-fondé de notre interprétation du développement historique du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme.

Prenez une pile, qu'elle soit rechargeable ou non elle a forcément une durée de vie limitée, notre militant prétend que non, nous nous prétendons le contraire, appliquez cela au capitalisme, c'est aussi simple que cela, trop en vérité. C'est bien l'ignorance des hommes qui concourt à la survie du capitalisme et à leur propre perte

France. Etat policier.

- Les députés adoptent en 1ère lecture la proposition de loi sur la sécurité dans les transports - AFP

La proposition de loi vise notamment à autoriser les agents des services de sécurité de la SNCF et de la RATP "à procéder à des palpations de sécurité" et à la fouille des bagages, avec l'accord des passagers, ou à permettre aux policiers, sous conditions, l'inspection visuelle des bagages à main et leur fouille pour "prévenir une atteinte grave à la sécurité des personnes et des biens".

"Toute personne qui refusera se verra refuser l'accès au train", a assuré le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve. Les entreprises pourront aussi exiger des billets nominatifs.

Ce renforcement de la sécurité ne se fera pas uniquement au niveau du contrôle des voyageurs. La SNCF et la RATP pourront solliciter des enquêtes administratives sur des personnes recrutées ou affectées à des postes portant sur la sécurité des personnes (aiguillage, conduite des trains, sécurité des systèmes d'information) pour vérifier qu'elles ne sont pas fichées S. AFP 17.12

- Royal veut déployer des portiques de sécurité sur les quais des TGV et des TER - 20minutes.fr

La ministre Ségolène Royal veut étendre les portiques de sécurité, pour l'instant réservés au Thalys, aux TGV et aux trains régionaux... 20minutes.fr17.12

- Un mois après les attentats, de nouvelles mesures pour la sécurité dans les écoles - Francetv info

Formation de la communauté éducative aux premiers secours, vidéoprotection, recensement des portables des chefs d'établissement: Najat Vallaud-Belkacem et Bernard Cazeneuve ont annoncé jeudi de nouvelles mesures pour la sécurité à l'école, un mois après les attentats de Paris.

Ces mesures figurent dans une circulaire adressée jeudi notamment aux préfets et aux recteurs, précisent dans un communiqué commun la ministre de l'Education nationale et le ministre de l'Intérieur.

Pour pouvoir joindre à tout moment un interlocuteur de proximité, les préfets et les recteurs sont chargés de mettre en place des répertoires communs qui devront être mis à jour régulièrement.

Les interlocuteurs de chaque école et de chaque établissement du secondaire au sein des brigades de gendarmerie ou des commissariats de police devront avoir des suppléants.

Chaque recteur devra aussi recenser les numéros de portable des directeurs d'école et chefs d'établissement de son académie "pour pouvoir les alerter en temps réel en cas de crise".

Après les diagnostics de sécurité réalisés dans tous les établissements, des "mesures complémentaires de sécurité et de surveillance doivent être prises en lien avec les collectivités compétentes (vidéoprotection, digicode, etc.) pour protéger les espaces particulièrement vulnérables (accès isolés, façades exposées, etc.)", précise le communiqué.

Les préfets "rappelleront aux collectivités gestionnaires et aux recteurs les procédures" pour "solliciter des financements auprès du fonds interministériel de prévention de la délinquance".

Une "sensibilisation intensive" aux premiers secours sera lancée auprès de la communauté éducative, des élèves et de leurs familles, suivant des modalités qui seront connues en janvier pour un début de mise en oeuvre en février, selon le communiqué.

Les deux ministres annoncent également une formation de formateurs "sûreté" de l'Education nationale, ainsi qu'un module de formation ou sensibilisation destiné aux équipes pédagogiques et éducatives.

D'autres mesures de sécurité avaient déjà été annoncées après les attentats du 13 novembre. Parmi elles: interdiction d'attroupements devant les établissements, interdiction de se garer devant les établissements en Ile-de-France, renforcement des patrouilles, remise à jour des plans particuliers de mise en sécurité (PPMS, propres à chaque école), vérification de l'identité des personnes extérieures... Francetv info 17.12

Ils veulent absolument traumatiser les gosses pour mieux les formater à leur infâme idéologie...

Château Louis XVI sur 23 hectares en région parisienne, 750 millions d'euros, record mondial.

- La France compte 3,8 millions de mal-logés - 20minutes.fr

La France compte 3,8 millions de personnes mal-logées et 12,1 millions de personnes fragilisées par rapport au logement, a révélé jeudi la Fondation Abbé-Pierre (FAP), qui se base sur l'exploitation de la dernière édition de l'enquête nationale logement (Enl) 2013 de l'Insee.

Le chiffre de 3,8 millions de mal-logés comprend notamment 894.500 personnes « privées de logement personnel » et 2,9 millions de « personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles », a expliqué Manuel Domergue, directeur des études à la Fondation, lors d'une conférence de presse à Paris. Mais ce chiffre de 3,8 millions de mal-logés ne peut pas être comparé à celui du précédent rapport sur le mal-logement de la Fondation, établi à 3,5 millions, car les critères de l'Insee ont changé depuis la précédente enquête de 2006, a-t-il précisé.

Douze millions de personnes « fragilisées »

Parmi les « personnes privées de logement personnel », la FAP comptabilise 141.500 sans domicile (+50 % entre 2001 et 2012), 25.000 personnes logées en hôtel, 85.000 personnes en habitations de fortune, et 643.000 en logements contraints chez des tiers (+19 %, entre 2002 et 2013). Parmi les « personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles », sont notamment recensées 2,1 millions de personnes privées de confort car leur logement ne possède pas d'eau courante, de WC intérieurs, de douche, de moyen de chauffage ou de coin cuisine, ou leur façade est très dégradée avec des fissures profondes. Et 934.000 personnes vivent en « surpeuplement accentué » c'est-à-dire qu'il leur manque deux pièces par rapport à la norme de peuplement.

Autour de ce noyau dur de 3,8 millions de mal-logés, la FAP comptabilise 12,1 millions de personnes « fragilisées par rapport au logement », et qui pourraient « basculer dans le mal-logement », a expliqué Christophe Robert, délégué général de la Fondation. 20minutes.fr 18.12

Barbarie sioniste. Cachez-moi ce génocide !

- Le Crif "choqué" par une exposition sur les Palestiniens dans un établissement de la ville de Paris - AFP

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) s'est dit vendredi "choqué" par une exposition à Paris de l'ONG Médecins sans frontières sur la vie des Palestiniens et a demandé à la maire Anne Hidalgo d'y mettre fin.

L'exposition In Between wars, qui se veut "une immersion au coeur du quotidien des Palestiniens" en territoire occupé, présentée jusqu'au 23 décembre puis du 5 au 17 janvier, constitue "une incitation à la haine et une apologie du terrorisme", a accusé le Crif dans un communiqué.

Le président de l'organe de représentation politique de la première communauté juive d'Europe, Roger Cukierman, a posté sur Twitter le message suivant: "Nous pleurons encore 130 morts, mais pour @MSF les terroristes sont des "martyrs". Choquant".

Sollicité par l'AFP, le président de MSF Mego Terzian a indiqué "comprendre" et "accepter" que l'exposition "puisse faire l'objet de critiques" car elle ambitionne de "rendre compte d'un point de vue humanitaire des difficultés quotidiennes des Palestiniens sous occupation israélienne", "parti-pris dont nous connaissons le caractère controversé".

Mais "les accusations formulées par le président du CRIF, qui semble avoir perdu le sens de la mesure et des responsabilités, sortent du cadre d?un débat d?opinion et sont inacceptables", a-t-il tonné.

Sur le site internet de la Maison des métallos, un établissement culturel de la ville de Paris situé dans le XIe arrondissement, la présentation de l'exposition, qui ne mentionne pas le mot "martyr", évoque "une expérience qui conduit le visiteur au coeur du quotidien des Palestiniens pour mieux comprendre la violence continuellement subie".

Cette installation a pour cadre une programmation plus large intitulée "Focus Palestine" et présentée sous cette phrase: "Entre ceux qui sont désespérément faibles et ceux qui disposent d'une force militaire presque illimitée, comment rester neutre et se prétendre humaniste ?"

Roger Cukierman a protesté par courrier auprès du président de MSF et de la maire de Paris Anne Hidalgo, à qui il a demandé de "mettre un terme à cette exposition dont la nature ne peut qu'attiser la violence antisémite et augmenter la menace terroriste à Paris". AFP 18.12

Dossier Turquie

- La police turque disperse une manifestation kurde à Diyarbakir - euronews.com

Canons à eau et gaz lacrymogènes… La police turque n'a pas lésiné sur les moyens pour disperser vendredi une manifestation… euronews.com 17.12

- Combats dans deux villes du Sud-Est turc, 25 morts - Reuters

- Le gouvernement turc poursuit une offensive d'ampleur inédite contre le PKK - LeMonde.fr

Le gouvernement turc mène depuis le début de la semaine une opération d'ampleur inédite contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), au cours de laquelle au moins soixante-deux rebelles auraient été tués. Entre mardi et jeudi, soixante-deux « terroristes » ont été « neutralisés » dans les districts de Cizre et Silopi, dans le sud-est du pays, a affirmé l'état-major turc vendredi 18 décembre. Un soldat turc aurait également été tué à Cizre.

Selon les médias, environ dix mille militaires et policiers appuyés par de nombreux chars ont été déployés dans ces districts pour déloger de jeunes partisans du PKK qui ont transformé des quartiers entiers en zone de guerre, en érigeant des barricades et en creusant des tranchées. « Vivre comme des gens respectables »

Après plus de deux ans de cessez-le-feu, des combats meurtriers ont repris l'été dernier entre les forces de l'ordre turques et le PKK. Ces affrontements ont fait voler en éclat les pourparlers de paix engagés à la fin de 2012 pour tenter de mettre un terme à un conflit qui a fait plus de quarante mille morts depuis 1984.

Sur la lancée de la victoire de son parti aux élections législatives du 1er novembre, le président islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan a réaffirmé sa volonté « d'éradiquer » le PKK. « Vous allez disparaître dans ces mêmes tranchées que vous avez creusées, a-t-il répété jeudi, cette lutte se poursuivra jusqu'à ce qu'un environnement de paix soit établi. »

Les opérations militaires ainsi que les déclarations martiales des dirigeants turcs ont suscité l'indignation de nombreux opposants politiques, notamment dans les rangs du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde). « Ce que fait le gouvernement ne repose sur aucune base légale, a dénoncé vendredi Selahattin Demirtas, coprésident du HDP. Nous n'avons rien volé, nous n'avons pas envahi la terre de quelqu'un d'autre, nous n'avons brûlé le village de personne. Nous voulons vivre sur ces terres comme des gens respectables. » LeMonde.fr 18.12

- Les relations Turquie/Israël, au seuil d'une évolution historique -sahartv.ir

Les médias du régime sioniste font état de la signature d'une note d'entente diplomatique entre Israël et la Turquie, en Suisse, soulignant que les relations entre Ankara et Tel-Aviv sont au seuil d'une évolution historique.

Selon la chaîne de télévision Al-Mayadeen, citant les médias israéliens, quelques heures avant la signature de cet accord, il a été annoncé que les relations diplomatiques entre la Turquie et le régime sioniste vont reprendre.

La chaîne 10 de la télévision israélienne a rapporté qu'une réunion secrète a été tenue entre le chef du Mossad et le ministre turc des A.E, en Suisse. Le résultat a été l'accès à certaines notes d'entente, qui seront signées, dans les prochains jours.

L'une des notes d'entente entre les 2 parties concerne le gazoduc israélien, qui va traverser le territoire turc. Il s'agit, également, du commencement immédiat des transactions gazières entre les deux parties.

A en croire les médias israéliens, Ankara a accepté de limiter les activités du Hamas, en Turquie, et d'interdire l'entrée, en Turquie, de Saleh al-Aravi, membre du Hamas.

Un autre point, sur lequel Ankara et Tel-Aviv sont tombés d'accord, c'est le retour des ambassadeurs. L'entente exige, aussi, la fin des procès dressés contre les militaires israéliens, impliqués dans le crime du navire "Mavi Marmara".

Selon les médias israéliens, Tel-Aviv a accepté de donner à la Turquie la somme de 20 millions de dollars, à titre de dédommagement, pour les victimes du navire "Marmara".

Les médias du régime sioniste précisent que les relations entre les deux parties vont connaître une évolution historique.

Il y a quelques jours, Recep Tayyip Erdogan, le Président turc, a annoncé que la normalisation des relations avec Israël était possible, car, selon lui, l'amélioration des relations est dans l'intérêt de tous les pays de la région ! sahartv.ir 18.12

Dossier Ukraine

- La France préfère-t-elle qu'on en sache moins sur la Crimée? - sputniknews.com

En 2015, les autorités françaises ont plus d'une fois annulé la projection du film russe "Crimée. Retour à la Patrie".

A Strasbourg en juin, à Nice en septembre, à Cannes en novembre et à Bordeaux le 11 décembre: quatre fois d'affilé des autorités municipales françaises auront trouvé prétextes à ne pas montrer au grand public le film "Crimée. Retour à la Patrie".

Depuis la démonstration du documentaire à Paris, en été, le Centre de Russie pour la science et la culture à Paris a reçu plusieurs lettres réclamant d'interdire la projection du film.

Ainsi, les représentants de la commune ukrainienne de France "Euromaïdan Bordeaux" ont collecté 1372 signatures afin de rédiger une pétition pour annuler la projection qui devait avoir lieu le 11 décembre.

L'ambassade d'Ukraine en France a largement applaudi l'initiative et a remercié les activistes ukrainiens pour leur "position civile active" ainsi que pour leur contribution à la vie culturelle de Bordeaux.

"Un grand nombre de personnes attendait la projection du film car les Européens ont besoin de découvrir un autre point de vue sur l'histoire de la réunification de la Crimée avec la Russie", estime la directrice du festival "France-Russie" et organisatrice de la projection du film "Crimée. Retour à la Patrie" à Bordeaux, Daria Tsoukanova.

"Crimée. Retour à la Patrie" relate les événements dramatiques qui se sont déroulés dans la péninsule au printemps 2014.

Les auteurs du film ont réalisé deux interviews avec le président russe Vladimir Poutine qui dévoile des détails inédits du rattachement de la Crimée à la Fédération de Russie.

Le documentaire présente en outre une reconstitution de l'opération spéciale visant à exfiltrer d'Ukraine en Russie le président ukrainien Viktor Ianoukovitch, renversé par une révolte populaire en février 2014.

Réalisé par Andreï Kondrachov, le film est sous-titré en français. sputniknews.com 16.12

- L'Ukraine introduit un moratoire sur le remboursement de sa dette à la Russie - sputniknews.com

L'Ukraine introduit un moratoire sur le remboursement de sa dette de 3 mds USD envers la Russie.

Le gouvernement de l'Ukraine a introduit un moratoire sur le remboursement à la Russie de sa dette de 3 milliards de dollars, dont l'échéance expire le 20 décembre prochain, a annoncé vendredi le premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk.

"Dès aujourd'hui, le gouvernement ukrainien introduit un moratoire sur le remboursement de la soi-disant dette à la Russie (…). Le moratoire porte sur le remboursement de 3 milliards 75 millions de dollars d'obligations achetées par la Russie", a déclaré M.Iatseniouk lors d'une réunion du gouvernement.

Et d'ajouter que le gouvernement suspendait également le remboursement des dettes de certaines compagnies ukrainiennes publiques vis-à-vis des banques russes.

"Par ailleurs, le gouvernement de l'Ukraine introduit un moratoire sur le remboursement des 507 millions de dollars que deux sociétés ukrainiennes — Ioujnoïé et Oukravtodor — doivent aux banques russes. Dès aujourd'hui, les remboursements sur toutes ces dettes totalisant 3 milliards 582 millions de dollars vis-à-vis de la Russie sont suspendus jusqu'au moment de nos propositions sur le rééchelonnement ou d'une décision judiciaire appropriée", a indiqué le chef du gouvernement.

Et de souligner que Kiev était prêt, le cas échéant, à une "procédure judiciaire avec Moscou".

Le conseil des directeurs du Fonds monétaire international (FMI) a reconnu la dette ukrainienne envers Moscou de 3 milliards de dollars comme souveraine, et non commerciale.

Quoi qu'il en soit, le FMI a modifié les conditions d'octroi de crédits stipulant l'interdiction d'accorder ces derniers aux débiteurs menacés de défaut sur leur dette souveraine. Le Fonds a décidé mardi dernier de modifier cette règle pour l'Ukraine qui est sur le point de faire défaut vis-à-vis de la Russie.

Le président russe Vladimir Poutine a chargé son gouvernement de traduire l'Ukraine en justice si ce pays ne rembourse pas sa dette avant le 20 décembre. sputniknews.com 18.12

Dossier Syrie

Ceci...

- Syrie :le groupe Etat Islamique repoussé par les Kurdes - euronews.com

- L'armée irakienne repousse Daesh de Ramadi - euronews.com

... explique cela...

- Syrie: Obama réaffirme qu'Assad doit partir - AFP

- Human Rights Watch fait entendre la voix des Syriens morts dans les geôles d'al-Assad - AFP

- Syrie : Le régime accusé d'attaques chimiques - Liberation.fr

- Syrie: 46 civils tués dans des raids probablement russes - AFP

- L'aviation russe frappe plus de 200 cibles de Daech en 24H - sahartv.ir

Les forces aériennes russes ont frappé plus de 200 cibles de Daech en 24 heures, selon le ministère russe de la Défense. L'aviation russe a effectué, en 24 heures, 59 sorties militaires en Syrie, en frappant plus de 200 cibles terroristes dans sept provinces syriennes.

"Ces dernières 24 heures, les avions des forces aériennes russes en Syrie ont réalisé 59 sorties et ont frappé 212 cibles dans les provinces d'Alep, d'Idleb, de Lattaquié, d'Hama, d'Homs, de Raqqa et d'Hassaka", a déclaré à Lattaquié le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, aux journalistes. Les avions militaires russes ont d'ailleurs tué plus de 300 terroristes ainsi que détruit 34 véhicules blindés appartenant aux terroristes.

"Plus de 320 terroristes et 34 véhicules blindés, y compris deux chars, un véhicule de combat d'infanterie, 15 Jeep équipés de mitrailleuses DShK de gros calibre ont été éliminés", a précisé M. Konachenkov.

Selon lui, les terroristes subissent toujours de grandes pertes humaines et techniques. Des Su-34 russes ont bombardé une colonne de 15 camions-citernes transportant du carburant dans la province d'Hassaka et 94 dans celle de Deir Ez-Zor. "Afin de miner les sources de revenu des terroristes, des bombardiers russes Su-34 ont éliminé, dans les alentours de Deir Ez-Zor, 94 camions-citernes transportant du carburant", a également affirmé M. Konachenkov. sahartv.ir 16.12

- Daech propage des insectes qui "mangent de la chair"? - sputniknews.com

Selon Daily Mail, les terroristes de Daech propagent des insectes qui "mangent de la chair" en Syrie, en jetant des corps moisissants dans les rues.

Le groupe terroriste Etat islamique (EI) est responsable de la propagation en Syrie de la leishmaniose, une maladie cutanée qui touche la peau, se propage rapidement et peut provoquer la mort, affirme le quotidien britannique le Daily Mail se référant au Croissant rouge du Kurdistan.

"La propagation rapide de la leishmaniose est le résultat des actes abominables de l'EI qui tue des gens innocents et jette leurs corps moisissants dans les rues", a déclaré Dilqash Isa, du Croissant rouge du Kurdistan, cité par le journal.

Selon les défenseurs des droits de l'homme, plus de 500 cas de leishmaniose ont été enregistrés en Syrie ces derniers 12 mois.

Il n'existe encore aucun médicament ou vaccin protégeant de cette maladie transmise par la piqûre de certaines espèces de phlébotomes infectés, des insectes plus petits que le moustique dont la morsure est difficile à remarquer. La leishmaniose se transmet également par transfusion sanguine ou encore par échange d'aiguilles. Les djihadistes se droguent beaucoup et ne respectent pas les règles d'hygiène, selon la presse britannique.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) déplore l'état désastreux du système syrien de la santé provoqué par la guerre civile. Selon l'OMS, 13 millions de Syriens ont besoin d'aide humanitaire et 58% des hôpitaux sont partiellement ou complétement détruits. sputniknews.com 16.12

- Syrie : les terroristes ont fui le Nord - sahartv.ir

En Syrie, les terroristes ont pris leurs jambes à leur cou, sur fond des opérations militaires de l'armée régulière, dans le Nord.

Les forces syriennes ont contraint, jeudi, les terroristes de Daech à se retirer des alentours de l'aéroport militaire de Kweires, en banlieue-Est d'Alep, à l'issue d'intenses affrontements. Les forces de sécurité ont, également, purifié de la présence des terroristes, leurs dernières positions, situées dans les villages et les cités proches de l'aéroport militaire. Grâce aux efforts inlassables des forces syriennes, l'aéroport militaire de Kweires a repris ses activités, et il servira de base, d'où l'aviation bombardera les positions des terroristes, dans certains quartiers d'Alep et en banlieue-Nord de cette ville.

Toutes les régions avoisinantes de cet aéroport militaire, ainsi que tous les villages et toutes les cités de cet aéroport sont, actuellement, contrôlés par les forces de sécurité. sahartv.ir 18.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Nigeria

- Le Nigeria manifeste contre le massacre de ses chiites. - sahartv.ir

Les Nigérians ont manifesté vendredi manière de condamner le crime commis par l'armée nigériane en massacrant les chiites.

Selon la dépêche de la chaîne Al-Alam, des manifestations d'envergure ont été organisées dans diverses villes du Nigéria dont à Kano, où les manifestants brandissaient des pancartes en condamnation du « samedi noir ». Dans les villes de Bauchi, Katsina et Gumbi des manifestations semblables ont eu lieu. A Kaduna des heurts ont eu lieu entre les forces de sécurité et les manifestants sur lesquels elles ont ouvert également le feu.

Les manifestants ont exigé des enquêtes transparentes sur la tragédie du « samedi noir » et réitéré la nécessité du châtiment des auteurs de ce massacre ainsi que la libération des détenus dont et surtout Cheikh Zakzaki. Ils ont aussi demandé aux forces de sécurité de mettre fin aux actes provocateurs ainsi qu'aux violations répétitives des adeptes d'Ahl-ul-Beït et du Mouvement islamique du Nigéria. sahartv.ir 18.12

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1.1- Smart: 97% des salariés acceptent de travailler 39 heures, payées 37 - AFP

Après plusieurs mois de débats houleux, plus de 97% des salariés de l'usine Smart d'Hambach (Moselle) ont finalement accepté un retour progressif et temporaire aux 39 heures, payées 37, a annoncé la direction de Smart France vendredi.

"Un peu plus de 97% ont accepté de signer l'avenant à leur contrat de travail pour une augmentation de leur temps de travail dès l'année prochaine", a déclaré à l'AFP Philippe Steyer, directeur des Ressources humaines de Smart France.

"On a vraiment quelque chose d'unanime au niveau des salariés de l'entreprise qui se sont engagés en faveur du pacte 2020", s'est réjoui M. Steyer.

A l'inverse, Didier Getrey, de la CFDT Métallurgie Moselle, a expliqué le pourcentage très élevé de salariés ayant accepté de signer cet avenant individuel par "le matraquage des salariés" par la direction.

"Ils les ont tellement apeurés, il y a eu de telles pressions, qu'on en arrive là", a-t-il déploré, soulignant que "Mme Winkler (Annette Winkler, directrice générale de Smart, NDLR) est intervenue il y a 15 jours auprès des salariés en leur expliquant que si les avenants n'étaient pas signés, au 1er janvier 2017 ils fermeraient l'entreprise".

"Comment peut-on obliger les salariés à passer à 39 heures, alors que sur l'année 2014, le niveau d'activité du site restreint la durée du travail à 33 heures/semaine et qu'à ce jour l'activité n'a toujours pas augmenté?", s'est étonnée la CGT métallurgie dans un communiqué, estimant que "l'enjeu de la direction de Smart est bien d'accroître la rentabilité financière par le biais de la flexibilité du travail".

Depuis plusieurs mois, la direction de l'usine d'Hambach essayait de faire passer le "Pacte 2020", qui prévoit notamment un retour progressif aux 39 heures travaillées payées 37, avant un rétablissement des 35 heures en 2021, et une diminution des jours de RTT pour les cadres. En échange, elle s'est engagée à ne procéder à aucun licenciement économique d'ici à 2020.

Un référendum interne, purement consultatif, avait été organisé en septembre dans cette usine, au cours duquel 56% du personnel s'étaient prononcés pour le pacte.

Ce chiffre montait à 74% pour les cadres, employés, techniciens et agents de maîtrise, mais tombait à 39% pour les ouvriers, révélant des dissensions.

Quelques semaines plus tard, le pacte avait été mis en échec par la CGT et la CFDT, représentant 53% des salariés.

La direction avait alors réagi en distribuant, le 10 décembre, des avenants individuels à leur contrat de travail à tous les salariés, qui disposaient de 8 jours pour les accepter ou les refuser. AFP 18.12

1.2- Galeries Lafayette: les salariés de province mobilisés contre les discriminations salariales - AFP

L'appel à la grève dans les magasins de province et de banlieue des Galeries Lafayette pour protester contre des mesures salariales "discriminatoires" s'est traduit vendredi par de nombreux rassemblements de salariés devant les magasins en régions, selon des sources syndicales.

Dans certains magasins, la mobilisation a concerné "60% à 70%" du personnel, s'est félicité Frédéric Hacquard (CFDT). Dans d'autres points de vente, en revanche, le mouvement a été beaucoup moins suivi, a-t-il ajouté.

Le responsable syndical a cité comme magasins particulièrement mobilisés ceux de Bordeaux, Belfort, Besançon, Grenoble, Angers, Lorient, Nantes ou Nice. Les salariés se sont rassemblés "en moyenne de midi à 15h30" devant l'entrée des magasins, avec distribution de tracts.

Selon Patrick Lafond (FO), à Lyon-Bron, le rassemblement, de 14h00 à 16h00, a concerné près de 60% des salariés (plus de 90 sur 160), "toutes générations confondues". A Bordeaux, 190 salariés se sont mobilisés, a-t-il précisé, citant aussi Biarritz et Grenoble.

Cet appel à la grève, à l'initiative de tous les syndicats (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC) - une première selon la CFDT -, faisait suite notamment au versement récent d'une prime de 1.000 euros aux seuls salariés des Galeries Lafayette Haussmann, vaisseau amiral du groupe situé à Paris.

Lors des négociations annuelles obligatoires (NAO), les salariés du magasin Haussmann ont aussi obtenu une augmentation générale de 1%, contre 0,5% pour ceux de tous les autres magasins (Lafayette Gourmet, Montparnasse, banlieue et province, regroupés au sein de l'entité Magasins Galeries Lafayette, MGL).

"La prime de 1.000 euros, c'est vraiment la goutte d'eau qui a fait déborder le vase", a estimé M. Hacquard.

"3.000 salariés" sur les quelque 5.700 de l'entité MGL "avaient signé la pétition demandant qu'on leur attribue à eux aussi une prime de 1.000 euros", a ajouté M. Lafond.

Les syndicats demandent un "accord qui garantisse des mesures concrètes et équitables pour l?amélioration des conditions de travail et du pouvoir d'achat des salariés". AFP 18.12

1.3- Grève dure chez Latécoère - legrandsoir.info

130 ouvriers de l'usine Latécoère (Toulouse et Gimont) sont en grève illimitée. C'est la première fois depuis 1972.

Au capital de cette entreprise historique (endettée) sont entrés le 30 avril 2015, à hauteur de 25% deux fonds d'investissement anglo-étasuniens : Apollo Global Management (5ème au monde, 22 milliards de dollars en cinq ans) et Monarch Alternative Capital (5 milliards de dollars en 2015), dont l'objectif officiel est de secourir les entreprises en détresse ! Ces fonds ont apuré une dette de 320 millions d'euros. Quant à Apollo, il se qualifie d'« anticonformiste », apte à « libérer les potentialités ».

Les premières décisions prises par les nouveaux actionnaires ont mis le feu aux poudres : augmentation de la rémunération des membres du conseil d'administration, attribution d'actions gratuites aux dirigeants pour un montant d'environ 10 millions d'euros. Dans le même temps, les salaires ont été gelés deux fois en cinq ans (la CGT demandait une augmentation générale – phénoménalement scandaleuse – de 50 euros) alors que l'usine tournait à plein régime et que les finances du groupe étaient en très bonne voie d'assainissement.

Dans cette entreprise, un ouvrier gagne 1 400 euros net par mois après dix ans d'ancienneté. De nombreux emplois ont été délocalisés au Mexique et au Maroc. Aucun nouveau projet d'avion n'est prévu avant dix ans dans ce bijou de l'industrie française, n° 1 au monde pour les portes d'avions.

Le dialogue social a été complètement interrompu, la « mobilité » est encouragée et les travailleurs doivent respecter des « objectifs » dont ils ne comprennent pas le sens. La baisse du pouvoir d'achat est réelle, tout comme les humiliations subies par les employés.

FO, syndicat majoritaire, ne s'est pas associé au mouvement (quoique « en colère »), préférant attendre les négociations de début 2016. En 2015, FO, en compagnie de la CGC, avait accepté un gel des salaires « afin de faciliter l'opération de restructuration du capital ». legrandsoir.info 14.12

2- Grèce

- Grèce : Alexis Tsipras renonce à son plan anti-austérité - latribune.fr

Sous la menace des créanciers, le gouvernement grec a renoncé à proposer un "programme parallèle" pour faire pendant aux mesures d'austérité qui lui ont été imposées.

La bonne volonté du gouvernement grec n'aura pas duré une semaine. Lundi 14 décembre, un projet de « programme parallèle » a été soumis aux députés grecs. Ce programme avait pour but de compenser les mesures d'austérité réclamées par les créanciers et que le gouvernement avait fait adopter depuis juillet dernier. Ce jeudi 17 décembre, le texte a été retiré. Selon des médias grecs, la cellule technique de l'Eurogroupe, l'Euro working group (EWG) aurait rejeté ce programme. Un rejet qui menaçait de compromettre la libération du milliard d'euros que le vote de mesures par la Vouli, le parlement grec, mardi, permettait d'envisager.

Fonctionnement normal du mémorandum

Pour ne pas prendre le risque de ne pas avoir cet argent, le gouvernement a donc fait marche arrière. Alexis Tsipras, le premier ministre grec, fait ici l'expérience concrète de l'application du troisième mémorandum qu'il a signé le 19 août dernier. Ce texte faisait explicitement référence à la nécessité pour l'exécutif hellénique de ne prendre aucune mesure budgétaire

supplémentaire sans l'aval des créanciers. Privé de cet aval dans le cadre de son « programme parallèle », le gouvernement grec a dû logiquement renoncer à son projet.

Le détail du programme envisagé

Que voulait faire Alexis Tsipras ? Le texte comprenait plusieurs mesures. La première consistait à pouvoir donner une couverture médicale à ceux qui ne sont pas couverts par la sécurité sociale. Le gouvernement Tsipras entendait aussi développer dans les mairies et les préfectures de cellule de soutien aux « personnes vulnérables. » La soupe populaire payée par l'Etat devait être élargie et prolongée d'une année. Une « facture sociale » d'électricité, permettant des baisses pour les ménages les plus fragiles, était aussi envisagée. Enfin, dans l'éducation, Athènes voulait développer les classes de soutien.

Pourquoi les créanciers ne veulent pas de ce programme

L'Euro working group aurait évalué le coût de ce « programme parallèle » à un milliard d'euros. Un coût qui semble très élevé. En mars, un programme plus ambitieux de lutte « contre l'urgence humanitaire » avait été évalué à 200 millions d'euros. Ceci est d'autant plus étonnant que le gouvernement grec en novembre a affiché un excédent primaire de 4,4 milliards d'euros contre un objectif de 2,6 milliards d'euros. Autrement dit, le gouvernement d'Alexis Tsipras joue les bons élèves budgétaires et est en passe de faire mieux que les objectifs. Mais le mémorandum ne prévoit pas pour autant de « récompenser » ces « succès. » Toute mesure budgétaire doit avoir l'imprimatur des créanciers et si ces derniers jugent que des dépenses remettent en cause les objectifs à moyen terme, ils peuvent les refuser. Du reste, le mémorandum prévoit aussi qu'en cas de dépassement des objectifs, les excédents dégagés iront, pour un quart, au remboursement de la dette.

Des motivations politiques

En réalité, ce plan « parallèle » n'est pas du goût des créanciers qui avait déjà tenté en mars de bloquer l'adoption du premier texte sur l'urgence humanitaire. La raison en est fort simple. La logique du « programme » est de réduire les dépenses sociales afin d'ancrer la baisse des dépenses publiques, mais aussi de favoriser la compétitivité. Ces dépenses sont jugées inutiles et contre-productives de ce point de vue. Mais l'objectif est aussi politique : avec ce « programme parallèle », Alexis Tsipras tentait de rassurer sa base électorale sur sa capacité à « compenser » la dureté des mesures adoptées et qui restent à adopter, notamment la très douloureuse réforme des retraites à venir.

En coupant ainsi à Alexis Tsipras toute possibilité de « servir sa base », les créanciers prouvent que, malgré la très bonne volonté de ce gouvernement, le combat politique n'est pas terminé. Les créanciers ont dû, il est vrai, négocier ferme sur la question des expulsions des résidences principales et sur la question des créances douteuses. Les créanciers entendent logiquement ne faire aucun « cadeau » au gouvernement grec. En bloquant ce programme, ils montrent l'étendu de leur pouvoir et affirment ainsi qu'ils sont les vrais maîtres de la Grèce.

Bonne ou mauvaise nouvelle ?

Ce retrait du « programme parallèle » met en lumière la quasi-inexistence de toute marge de manœuvre pour Alexis Tsipras. Est-ce une mauvaise nouvelle pour lui ? Sans doute, car sa capacité d'action est nulle et cela nuit à son discours de « bouclier » contre l'austérité qu'il porte depuis la signature du mémorandum. Mais cette impuissance peut aussi l'absoudre d'une partie de la responsabilité qui, de fait, se reporte sur les créanciers. Elle pourrait aussi justifier la volonté d'Alexis Tsipras d'en finir le plus rapidement possible avec le programme afin de reprendre une certaine liberté d'action. Un pari à haut risque, car l'effet des mesures prises ne s'est pas encore fait sentir sur l'économie du pays qui absorbe encore difficilement le choc de la crise de juillet dernier. latribune.fr 17.12

ECONOMIE

1- Fed

- Etats-Unis : la Fed relève ses taux - euronews.com

C’est une décision historique : la Réserve fédérale américaine a relevé son taux directeur d’un quart de point, sa première hausse depuis juin 2006. Il fluctuera donc désormais entre 0,25 et 0,50 %.

Pour la présidente de la Fed, Janet Yellen, cette décision consacre les progrès réalisés par l‘économie américaine. “ Cette action marque la fin d’une période exceptionnelle de sept ans pendant laquelle le taux des fonds fédéraux a été maintenu proche de zéro pour aider l‘économie à se remettre de la pire crise financière et récession depuis la Grande dépression,” a-t-elle déclaré. “ Le Comité est confiant quant à la capacité de l‘économie à se renforcer davantage. L‘économie revient de très loin, même si la

reprise n’est pas encore terminée. “

La Fed s’est fixé pour objectif de porter graduellement son taux directeur autour de 1,4 % d’ici fin 2016. Elle a insisté sur le fait que sa politique monétaire resterait accommodante.

Le tour de vis monétaire était largement anticipé par les marchés dans la mesure où les principaux indicateurs macroéconomiques étaient au vert. Le PIB était en hausse de 2,1 % au troisième trimestre, l’inflation hors énergie et alimentation s‘établissait à 2 % en novembre, quant au taux de chômage, il est stabilisé à 5 % depuis octobre, son plus bas niveau en 7 ans. euronews.com 16.12

On sait que tous leurs indices sont faux, le chômage tournant autour de 20% par exemple...

On retiendra : la politique monétaire de la Fed restera "accommodante"...

2- FMI

- FMI : les Etats-Unis acceptent enfin de renforcer le rôle des pays émergents - Latribune.fr

Le Congrès américain a ratifié la réforme adoptée en 2010 par le FMI visant à accorder un poids plus important aux pays émergents dans les décisions de l'institution monétaire. Cette réforme était bloquée par le refus des parlementaires américains de ratifier le texte.

Le Congrès des Etats-Unis a approuvé vendredi une vaste réforme du Fonds monétaire international (FMI), qui renforce le poids des pays émergents et qui était suspendue au feu vert américain depuis de nombreuses années.

Adoptée en 2010 par les 188 Etats-membres du Fonds en pleine crise financière, cette refonte conduira également à doubler les ressources permanentes du FMI (quote-parts) en les portant à quelque 660 milliards de dollars.

Les FMI exaspéré

Son entrée en vigueur, prévue pour la fin 2012, était gelée par le veto de fait du Congrès des Etats-Unis, suscitant l'exaspération croissante des pays émergents et du FMI lui-même qui craignait pour sa "crédibilité". Le feu vert américain va rebattre légèrement les cartes au sein du conseil d'administration du Fonds - l'instance de direction qui se prononce notamment sur les plans d'aide - pour mieux refléter la montée en puissance des grands pays émergents au détriment des puissances occidentales.

A l'heure actuelle, la Chine, deuxième puissance économique mondiale, dispose de moins de 4% des droits de vote au FMI, à peine plus que l'Italie dont l'économie est pourtant cinq fois plus petite. Après la réforme, Pékin verra son poids quasiment doubler à plus de 6% et sera le grand vainqueur d'un texte qui renforce également, dans une moindre mesure, les droits de vote de l'Inde (2,3% à 2,6%), du Brésil (1,7% à 2,2%) ou de la Russie (2,3% à 2,6%).

L'influence de Washington intacte

Avec 16,5% des droits de vote, les Etats-Unis resteront toutefois le premier actionnaire de l'institution et continueront d'avoir un droit de veto sur les plus importantes décisions. En donnant son feu vert, le Congrès a toutefois indiqué qu'il renforcerait son contrôle sur les prêts accordés par le Fonds et sur le mode de fonctionnement de l'institution.

En cas de prêt exceptionnel à un pays en crise, le représentant américain au FMI ne pourra ainsi donner son accord qu'après avoir informé les élus sur les détails du plan d'aide et sur la viabilité de la dette du pays renfloué.

Aux termes du compromis, les Etats-Unis devront également faire pression pour que le FMI supprime l'"exception systémique" qui avait été créé en 2010 afin de prêter davantage de fonds à la Grèce. Latribune.fr 18.12

3- Argentine

- Le peso argentin s'effondre après la levée du contrôle des changes - AFP

Le peso argentin s'est effondré jeudi face au dollar, au lendemain de la levée par le nouveau gouvernement libéral du contrôle des changes introduit en 2011 pour empêcher une fuite de devises.

Après de longues années d'administration de la monnaie, la Banque centrale a décidé de laisser flotter le peso, qui n'a pas

résisté longtemps : alors qu'il s'échangeait mercredi à la clôture contre moins de 10 pesos, le dollar en Argentine a ouvert à 15 pesos jeudi matin, soit un bond de plus de 50%, avant de légèrement reculer, autour de 14,5 pesos.

Ce cours d'ouverture était très attendu sur les écrans des bureaux de change de Buenos Aires.

Les analystes financiers ont prévenu que la journée serait marquée par une alternance de hausses et de baisses, après quatre ans de restrictions sur les changes.

Le nouveau gouvernement de Mauricio Macri a annoncé mercredi la levée de ce contrôle, mettant fin à un casse-tête pour les entreprises désirant importer et les particuliers souhaitant épargner ou se procurer des devises pour voyager à l'étranger.

C'était une promesse de campagne du président de centre-droit, qui a succédé le 10 décembre à Cristina Kirchner, au pouvoir depuis 2007.

"Nous allons faire ce que nous avons dit que nous allions faire durant la campagne : normaliser l'économie", a ainsi déclaré le ministre du Budget et des Finances, Alfonso Prat-Gay, avertissant que cette décision, permettant le rétablissement d'un taux de change libre entre le dollar et le peso, allait entraîner une dévaluation de la devise argentine.

L'ancienne présidente avait imposé un contrôle des changes en 2011, afin de freiner une fuite des devises affaiblissant les réserves de la Banque centrale de la république argentine (BCRA).

Ayant perdu confiance dans le système bancaire en raison de l'inflation récurrente et du gel de leurs comptes en dollars pendant la crise économique de 2001, les Argentins cherchaient à épargner en dollars à l'étranger ou à se procurer des billets verts pour les échanger au marché noir.

Depuis 2011, le contrôle des changes a provoqué l'émergence d'un taux de change parallèle, avec un dollar à près de 10 pesos au taux officiel, mais près de 15 pesos, au marché parallèle.

Le dernier épisode de dévaluation à deux chiffres remonte à janvier 2014. Le gouvernement avait dévalué la monnaie de près de 20% en deux jours en laissant flotter le peso.

Avant et après cette initiative, les années Kirchner ont été rythmées par des micro-dévaluations quotidiennes.

Avant la crise économique de 2001, le peso argentin a été parité avec le dollar pendant dix ans. Une mesure coûteuse qui a contribué au dépôt de bilan de la troisième économie d'Amérique latine.

Le nouveau président Macri, à la tête de ce pays au ralenti après une décennie de forte croissance, avait déjà supprimé lundi les taxes sur les exportations de céréales et réduit celle pesant sur les ventes de soja. Une taxe sur les exportations industrielles a également été éliminée.

Il a promis de "normaliser" l'économie, après douze années de protectionnisme.

La dévaluation de jeudi était "nécessaire", souligne l'économiste Nicolas Dujovne.

"La Banque centrale ne va pas intervenir, pour montrer que le peso arrive à un équilibre et qu'il ne sera pas nécessaire de faire une dévaluation supplémentaire", estime-t-il.

Selon lui, "la clé du succès de la dévaluation, c'est que le peso atteigne 14 à 15 pesos pour un dollar, que le gouvernement ne fasse pas marche arrière et que l'impact sur les prix ne soit pas trop élevé".

Haut de page

Le 20 décembre 2015

CAUSERIE

Mélenchon en sauveur du "*mouvement socialiste*" qu'incarnerait Hollande et le PS, il nous aura tout fait ce charlatan ! Et on est poli.

Le PS, le PCF, le PG et tous les parasites qui sont venus se greffer dessus étaient voués à être rejetés par l'immense majorité des travailleurs. Ce processus était prévisible, inévitable, infaillible évidemment, et nous avons tout fait pour ne pas en tenir compte, de notre côté nous le savions, nous l'avions souhaité ardemment et nous y avons travaillé avec résolution et constance, acharnement, à ceci près que ce discrédit intervient parmi les travailleurs malheureusement très tard, trop tard, nul ne le sait, la responsabilité en revient à ceux qui n'ont cessé de les ménager et de vouloir absolument leur faire jouer un rôle dans la lutte de classe au côté des travailleurs, alors qu'en réalité ils n'avaient eu de cesse de se placer au côté du régime.

Quel profit pensaient donc tirer ceux qui avaient adopté cette stratégie foireuse, catastrophique, à part la survie de leur propre appareil ou parti ? Combien de militants sont aujourd'hui capables d'en mesurer toutes les conséquences politiques ? En tireront-ils des enseignements pour la suite ? Rien n'est moins sûr, hélas !

Quand la gangrène s'est propagée malgré nous et qu'on en prend conscience, dès lors on a le choix entre la traiter sur le champ ou de la laisser prospérer sous prétexte qu'on ne pourra pas l'enrayer de sitôt, ce qui sera le meilleur moyen pour qu'elle se développe librement et finisse par vous emporter, c'est la stratégie suicidaire ou criminelle qu'avaient adoptée nos dirigeants qui a les entendre n'y sont naturellement pour rien, la fatalité quoi, autant dire que la barbarie devait triompher et que telle était leur conviction, partant de là nous n'avons rien à en attendre. On ne pensait pas si bien dire en disant aux travailleurs qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes, les militants peuvent en dire autant désormais en attendant des jours meilleurs...

Lu dans un article.

- " *Mais les médias ? Pourquoi ce silence ? Combien de tragédies faudra-t-il encore avant qu'enfin la sécurité des gens soit plus importante que les tabous de la realpolitik ?*"

Quelle naïveté, quelle crédulité, quelle confusion !

Entre nous cela fait plus de deux siècles que cela dure sans interruption, depuis que le capitalisme et la presse écrite existent. Comment peut-on demander à ceux qui ont une multitude de guerres à leur actif et ont envoyé leur peuple à la boucherie à deux reprises au cours du XXe siècle de bien vouloir prendre en compte "*la sécurité des gens*" ?

Le Net est rempli de ce genre de discours démogique ou conciliant envers un régime res

Ignorez-vous le rôle que remplissent les médias ?

Ignorez-vous que ce rôle ne tient pas du hasard ?

Ignorez-vous qu'ils n'ont jamais joué un autre rôle ?

Ignorez-vous que leur rôle leur est dicté par les tenants du régime ?

Ignorez-vous que ce sont les mêmes qui possèdent ou financent les médias ?

Ignorez-vous qu'ils partagent les mêmes intérêts ?

Ignorez-vous leur nature ?

Ignorez-vous celle du régime ?

Comment peut-on en arriver à un tel degré d'opportunisme ? Pourquoi ?

Pourquoi en arrive-t-on à cultiver ainsi des illusions dans un régime mafieux et monstrueux ainsi que les médias qui ne servent qu'à diffuser son idéologie criminelle ou sa propagande destinée à conditionner les masses exploitées ? Surtout après avoir dénoncé à divers reprises leurs "médiamensonges" ?

Parce que pour l'auteur de ce discours qui est loin d'être le seul, le régime capitaliste en place et ses institutions demeurent un horizon indépassable, parce qu'il ne peut pas envisager une société débarrassée du capitalisme et de ses institutions, c'est au-dessus de ses forces, aussi il ne lui reste plus qu'à s'y soumettre et à vouloir à tout prix leur faire jouer un rôle contre-nature qu'ils ne rempliront jamais.

Ensuite notre brave intellectuel de gauche décrochera. Il a balancé sa littérature qui se voulait en apparence radicale ou contestataire et il se fout de la suite, son analyse ne va pas plus loin, il ne se posera pas davantage de questions, à quoi bon, il

n'a fourni aucune réponse aux questions qu'il posait mais il a l'impression d'avoir dit quelque chose d'omportant, en fait il s'est contenté d'un banal constat, d'un vulgaire lieu commun qui ne coûtait rien ou n'engageait à rien.

Comment une telle confusion est-elle possible ?

C'est en réalité juste un aveu qui manifestement échappe à celui qui le formule. L'aveu que dans le passé ou jusqu'à présent l'auteur n'avait jamais cessé de placer tous ses espoirs dans le régime et les médias pour résoudre les problèmes auxquels la société était confrontée, à défaut de s'en remettre au prolétariat et au mouvement ouvrier pour s'en charger, et comme il ne peut pas se résoudre à s'en remettre aux masses exploitées et opprimées, il ne lui reste plus finalement qu'à se tourner vers ceux qu'ils dénoncent en affichant son impuissance.

Finalement il aura brassé du vent, il aura fait perdre leur temps à des milliers de lecteurs qui ne seront pas plus avancés, il aura fait pire en les renvoyant dans les bras du régime et des médias auxquels il aura rendu un fier service, puisque ceux qui nous gouvernent prétendent justement prendre des mesures liberticides pour assurer "*la sécurité des gens*" exhaussant le voeu pieux formulé par l'auteur de cet article, ainsi tout est dans l'ordre des choses, les voilà comblés ! Voilà comment on se présente en contestataire du régime... auquel finalement on sert la soupe à défaut d'adopter le socialisme.

En guise d'épilogue.

Des camarades m'écrivent et me disent qu'ils n'ont pas le temps de lire nos causeries qui habituellement tranchent avec ce genre de discours inutiles, dans la mesure où on ne borne pas à poser des questions histoire de se faire plaisir ou de passer le temps, encore moins de leur proposer des réponses qui n'ont jamais résolu aux questions auxquelles nous étions confrontés, notre obsession étant de déblayer le terrain et d'en finir avec la confusion qui s'est emparée du mouvement ouvrier et le mène à sa perte. Ils n'ont pas le temps parce qu'ils doivent se disperser et lire un tas de fadaises semblables à celles qu'on s'est servi comme support pour rédiger cet article.

Je serais curieux de voir quel est l'usage que font les militants d'Internet ? Le même que la télévision dont ils demeurent accrocs ? J'ai l'impression que je ne leur aie pas rendu un fier service en publiant des milliers d'articles ces dernières années. J'ai commis l'erreur de ne pas tenir compte qu'ils n'avaient pas forcément la capacité de les parcourir en quelques secondes pour n'en retenir que l'essentiel et de leur avoir fait perdre leur temps. Comme quoi les meilleures intentions ne sont pas forcément les bonnes et je le regrette. Si j'avais disposé de davantage de temps je ne me serais pas laissé aller à cette facilité, qui consistait à publier des articles sans même les avoir lus ou après les avoir parcourus trop rapidement. J'avais aussi publié tous ces articles pour montrer aux militants qui n'avaient pas vraiment le moral qu'ils étaient loin d'être les seuls dans le monde à se poser des questions sur le régime en place et qu'il n'y avait pas de raison de désespérer, même si je pensais le contraire sans forcément leur dire pour ne pas les démoraliser davantage.

On est passé de 226 articles publiés en août 2015 à moins de 50 du 10 novembre au 10 décembre. On continuera au même rythme. J'en ai sélectionné environ une quinzaine dans tout ce que j'ai lu depuis le 9 décembre que je mettrai en ligne demain. Je dois encore les relire.

Vous aurez remarqué que tous les projecteurs ont été braqués pendant environ deux semaines sur la COP 21, et que l'affaire a relativement bien fonctionné puisque tous y ont consacré moultes articles, des pages entières, alors qu'en réalité la question de l'environnement ou de l'écologie à la base ne devait servir qu'à détourner les travailleurs de la lutte des classes, les diviser et les distraire, les détourner des questions sociales autrement plus brûlantes pour des millions de travailleurs dont se foutent éperdument ceux qui s'intéressent aux questions environnementales, qui s'en remettent eux aussi aux représentants du régime pour les résoudre, alors qu'ils en sont responsables.

Qui a dit : "Tout cela n'a de rapport avec l'islam" ?

- « Il existe une douzaine de bonnes raisons en dehors de l'islam et de la religion pour lesquelles les relations entre l'Occident et le Moyen-Orient sont exécrables. La plupart de ces raisons sont bien connues : les croisades (une aventure économique, sociale et géopolitique occidentale), l'impérialisme, le colonialisme, le contrôle occidental des ressources énergétiques du Moyen-Orient, la mise en place de dictatures pro-occidentales, les interventions politiques et militaires occidentales sans fin, les frontières redessinées, la création par l'Occident de l'État d'Israël, les invasions et les guerres américaines, les politiques américaines biaisées et persistantes à l'égard de la question palestinienne, etc. Rien de tout cela n'a de rapport avec l'islam. Il est vrai que les réactions de la région sont de plus en plus formulées en termes religieux et culturels, c'est-à-dire musulmans ou islamiques. Ce n'est pas surprenant. Dans chaque grand affrontement, on cherche à défendre sa cause dans les termes moraux les plus élevés. »

Réponse : Graham E. Fulle, vice-président du National Intelligence Council de la CIA. (source : Investig'Action 15.12)

Révélateur. Manifestations interdites, sauf quand elles entrent dans la stratégie du gouvernement.

- Des centaines de personnes défilent à Paris pour soutenir migrants et sans-papiers - AFP

Quelque 900 personnes, selon la police, ont défilé samedi à Paris pour soutenir migrants et travailleurs sans papiers, à l'appel de plusieurs syndicats et associations, au son des tambours africains et de slogans lancés en afghan.

De Barbès à République, dans le nord-est de Paris, le cortège, organisé au lendemain de la journée internationale des migrants, rassemblait des associations d'aide aux étrangers et aux plus pauvres (Droits devant, le DAL, etc.), des syndicats (CGT, Union syndicale Solidaires etc.) et des mouvements politiques (Ensemble!, composante du Front de gauche).

Cette manifestation a été autorisée par la préfecture de police.AFP 19.12

ACTUALITE EN TITRES

Il y a les 7 et 9 janvier, puis le 13 novembre, à quand le prochain coup d'Etat terroriste avant mai 2017 ?

- La cote de François Hollande repart à la baisse - Reuters

- Cote de popularité de Hollande en baisse, forte hausse pour Pécresse et Bertrand à droite - AFP

Propagande officielle. Le matraquage quotidien.

- 82% des sympathisants de gauche pour un candidat unique à gauche en 2017 - AFP

- Présidentielle 2017: 61% des Français veulent un candidat à gauche unique - 20minutes.fr

- Deux Français sur trois pensent que le parti Les Républicains risque d'imploser - 20minutes.fr

- Pour 63% des Français, l'éviction de NKM est une mauvaise décision - Le Huffington Post

Quand on compare le traitement qu'ils accordent au PS et à LR, on s'aperçoit qu'ils prévilégient le PS, ils pour les sommets de la classe dominante. Sauf erreur de parcours de Hollande qui les pousserait à propulser Juppé ou Pécresse en lice contre M. Le Pen en 2017, Fillon et Sarkozy semblent grillés.

Le PS peut s'assurer du soutien ou de la neutralité de la pseudo-gauche et des dirigeants corrompus des syndicats, d'autant plus facilement que tous les partis ouvriers continuent de clamer que le PS serait de gauche, y compris ceux (PRCF, M'PEP) issus du PCF qui soudainement lui dénient ce statut tout en refusant de rompre avec le régime, ce qui permet de discréditer un peu plus l'idée au sein de la population laborieuse qu'il existerait une alternative politique crédible au PS et à sa politique à gauche, ce qui permet au PS d'appliquer sa politique réactionnaire et de continuer de jouer son rôle de fossoyeur de l'ensemble du mouvement ouvrier et du socialisme, fonction que ne peut évidemment pas remplir LR.

Cela permet aussi de pousser un nombre toujours plus grand de travailleurs dans les bras de l'extrême droite, menace que le PS agitera ensuite tout en se présentant comme le dernier recours pour sauver la démocratie et la République alors qu'il en est également le fossoyeur numéro 1.

Il fallait oser le dire.

- Critiquer les États-Unis, d'accord, mais pas n'importe comment - Slate.fr

La superpuissance mondiale commet des erreurs qu'il convient de pointer. Mais il ne faut pas systématiquement lui reprocher tous les maux de la planète, au risque de saper la démocratie et les libertés. Slate.fr 19.12

Ils font la loi

- JP Morgan va verser plus de 300 millions pour solder des litiges - Reuters

- Une force de maintien de la paix au Burundi même sans l’accord du président - euronews.com

Qui tire les ficelles de la marionnette Erdogan ?

- Irak: Après l'appel d'Obama, la Turquie annonce le retrait de ses troupes - 20minutes.fr

- Navire de guerre russe déployé au large de la Turquie - sahartv.ir

Stratégie du chaos et de la guerre. Les masques tombent et imposture grotesque

- La Turquie et l'Europe ferment leur ciel à l'aviation stratégique russe - sputniknews.com

Les pilotes russes engagés dans la lutte contre les terroristes en Syrie ont été obligés d'établir leur itinéraire en contournant l'Europe, cette dernière ayant fermé son ciel à leurs avions.

Les pays européens et la Turquie ont fermé leur espace aérien aux bombardiers stratégiques russes effectuant des frappes sur les positions de l'Etat islamique (Daech) en Syrie, a annoncé samedi aux journalistes le commandant en chef adjoint de l'aviation stratégique, le général Anatoli Konovalov.

Selon lui, ce facteur a poussé les pilotes à construire leur itinéraire en contournant l'Europe.

"Nous avons utilisé la base d'Olenegorsk, en Arctique, notre aérodrome le plus septentrional. Cette option était la seule qui nous permettait de remplir la mission, car l'Europe et la Turquie avaient fermé leur espace aérien à nos bombardiers", a déclaré le général Konovalov.

Il a ajouté que même dans ces conditions, l'aviation stratégique russe s'était montrée à la hauteur de sa tâche. sputniknews.com 19.12

- La blague de Riyad, par Houari Achouri - sahartv.ir

Etre un acteur de guerre de premier plan et vouloir rassembler les pays «qui aiment la paix», c'est l'exploit réalisé par l'Arabie Saoudite. Mieux, le régime saoudien prétend que son initiative vise à combattre Daech. On ne se trompe pas, il s'agit de la même Arabie Saoudite qui s'apprête à décapiter un poète pour apostasie, en fait pour avoir critiqué le régime moyenâgeux de Riyad ; ce régime qui torture, qui flagelle, qui traite la femme comme un objet, et qui, en matière de terrorisme, en a produit l'idéologie, le wahhabisme, propagé partout où il sévit. Et l'information qui suit ressemble à une blague : l'Arabie Saoudite a formé une coalition… antiterroriste de 34 pays musulmans, où l'on trouve le Qatar et la Turquie, de la même engeance, qui encouragent les groupes terroristes en Syrie et ont contribué à ce qu'ils s'installent en Libye, particulièrement Daech que cette coalition prétend combattre.

Heureusement, notre pays ne participe pas à cette tragi-comédie, ni l'Iran, et encore moins l'Irak et, naturellement, la Syrie qui sont aux avant-postes de la lutte antiterroriste. Mais on y trouve les Comores et les Maldives. Le centre de commandement est basé dans la capitale saoudienne, tout comme l'autre coalition, arabe celle-là, que dirige aussi l'Arabie Saoudite et qui est engagée dans une des guerres les plus sales, et de surcroît sans issue, contre le Yémen, musulman, voisin. Il faut rappeler que le régime saoudien est partie prenante dans la coalition pro-occidentale, dirigée par les Etats-Unis, qui fait semblant de combattre Daech en Syrie et en Irak.

Cette fébrilité saoudienne n'est certainement pas étrangère aux pressions exercées par les dirigeants américains pour amener Riyad à redorer son blason pour offrir un aspect plus présentable en tant qu'allié des pays occidentaux. On a vu comment l'opinion publique française a réagi après les attentats de Paris du vendredi 13 novembre en exigeant de son gouvernement qu'il révise sa position à l'égard du régime saoudien. sahartv.ir 19.12

Dossier Turquie

- Une tentative saoudienne de légitimer le terrorisme? - sputniknews.com

Commentant la création de la coalition antiterroriste saoudienne, des experts et des journalistes turcs estiment qu'on pourrait difficilement se remettre au pays responsable de la création du terrorisme islamique quand il s'agit de la lutte antiterroriste.

Des experts pensent que la nouvelle alliance pourrait avoir d'autres objectifs que la lutte contre Daech puisque l'Iran, la Syrie et l'Irak n'ont pas adhéré à la coalition saoudienne alors que la lutte contre les djihadistes se déroule principalement sur le territoire syrien et irakien.

En Turquie qui participe à la coalition, certains journalistes ont courageusement pris la liberté de critiquer leur gouvernement malgré

la censure sévère existant dans le pays.

"Contre qui cette nouvelle alliance a-t-elle était créée? ", demande un journaliste du quotidien turc BirGun, Can Ugur. "Vu la situation dans la région, les pays comme l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie n'ont aucun problème avec le djihadisme. Le nom même de la coalition +La coalition islamique contre-terroriste+ démasque sa vraie nature", estime-t-il.

M.Ugur pense que la création de la coalition dirigée par Riyad aurait pour but d'éviter de placer les "djihadistes modérés", qui reçoivent un support considérable des pays de Golfe et de la Turquie, sur la liste des groupes terroristes en Russie et en Occident.

L'expert estime également qu'il est bien probable que l'Arabie saoudite cherchera à présenter des groupes islamistes en Syrie en tant qu'opposition légitime. Par exemple, les "djihadistes modérés" pourraient inclure les Turkmènes de Syrie grâce auxquels la Turquie justifie sa présence en Syrie.

"Nous pouvons ainsi assumer que c'est une tentative d'influer sur la reconstruction de la région sous le drapeau d'islam, en mettant l'accent sur les différences idéologiques et culturelles", souligne M. Ugur.

Selon Benhul Ozkan, professeur des relations internationales de l'Université de Marmara, l'Arabie saoudite symbolise la crise du monde islamique. Il suppose que "les Etats-Unis et l'Europe soutiendront sans doute la coalition saoudienne", dirigée par le pays qui "personnifie la crise du monde islamique dans tous les sens du mot". M.Ozkan souligne que de cette manière l'Occident et les Etats-Unis ne feront qu'empirer la situation.

"Quels sont les valeurs de l'Arabie saoudite? Quel type de système politique apparaîtra en Syrie, en Irak et en Libye sous le commandement saoudien? Laisser la solution du problème dans les mains du régime totalitaire saoudien n'est qu'une illusion", constate-il. sputniknews.com 19.12

- Le ministre irakien des A.E refuse de rencontrer son homologue turc - sahartv.ir

«Ibrahim al-Jaafari, le ministre irakien des Affaires étrangères, a refusé, à New York, de rencontrer son homologue turc, sous la médiation des Etats-Unis», a-t-on appris de Sumeriya news.

A la suite de la pénétration, par les forces turques, du Nord de l'Irak et du refus de la Turquie de se retirer du territoire irakien, les relations turco-irakiennes se sont tendues. sahartv.ir 19.12

-La Talibanisation de la Turquie - sahartv.ir

Devinette : je suis un grand pays musulman, puissance militaire et économique régionale, allié historique de l'Occident contre les Russes, dirigé, tour à tour, par des militaires putschistes et des gouvernements élus. Ajoutons que je suis sunnite et je ne suis pas arabe.

Qui suis-je ? Vous pensez, sans doute, à la Turquie. Et vous avez raison. Cette définition s'y applique à merveille. Mais ce n'est pas ce pays que je considérais. C'est le Pakistan, la clef de cette devinette. Le «pays des purs» fut forgé, dans les épreuves de la lutte d'indépendance indienne. Les Musulmans indiens avaient droit à une patrie : le projet était séculier et moderniste. D'ailleurs l'ossature du Pakistan, c'est l'armée qui la fournit. L'alliance avec l'Occident, les Britanniques, d'abord, les Américains, ensuite, fut un autre pilier tout trouvé, contre le tiers-mondisme de l'Inde de Nehru, et plus tard, contre l'avancée des Soviétiques, en Afghanistan.

Et l'Islam ? Ce fut, surtout, un élément identitaire, un liant unifiant les diverses composantes de la nouvelle nation. Le Pakistan présente plusieurs similitudes avec la Turquie : un Etat moderne, né, presqu'artificiellement, d'une guerre d'indépendance, héritier d'un vieil empire islamique, (les Ottomans, pour les uns, les Grands Moghols, pour les autres), l'armée, comme unificateur de la nation, l'alliance indéfectible avec l'Occident. La comparaison entre les deux pays s'est rompue, dans le tournant des années 1970 et 1980.

La Turquie, malgré les soubresauts du terrorisme gauchiste, des coups d'états militaires, de l'insurrection kurde, prenait un sentier de stabilisation économique et politique, pendant que le Pakistan s'enfonçait dans le délitement mafieux, la communautarisation armée, et l'installation d'une sorte de guerre civile permanente et de basse intensité. La divergence entre les deux pays s'explique par la guerre d'Afghanistan. Le Pakistan y joua un rôle fondamental et trouble. Il appuya l'effort occidental et soutint les moudjahidin contre les Russes. Mais, à la suite du retrait soviétique, il poursuivit une politique ambiguë, soutenant les Talibans et s'empêtrant dans des contradictions intérieures fatales. Le résultat, c'est ce qu'on a appelé la «talibanisation» du Pakistan. Croyant manipuler l'Etat islamique de Kandahar, le Pakistan s'est contaminé lui-même. Il est possible, si Erdogan continue son jeu ambivalent, en Syrie, que la Turquie subisse la même métamorphose.

Croyant manipuler les différents acteurs de la guerre civile syrienne, Ankara s'impose des transformations internes : recours à

«l'Etat profond», (services secrets et mafias, meurtres extrajudiciaires…), influence culturelle accrue des groupes islamistes, autoritarisme de l'exécutif. La «démocratisation» de la Turquie, dans les années 2000, se fit au prix d'un refus des diplomaties troubles : Ankara ne participa pas à la guerre de Bush Fils contre l'Irak, renoua des liens amicaux et complémentaires avec la Syrie, se rapprocha de l'Iran. Bref, la Turquie démocratique considéra, démocratiquement, les pays voisins, comme des égaux. Le néo-ottomanisme d'Erdogan a, d'ores et déjà, perturbé cette géométrie.

La Turquie considère, désormais, le Moyen-Orient arabe, comme un désert politique, où se projettera sa future puissance. Paradoxalement, elle risque de s'y engluer elle-même. Comme la talibanisation du Pakistan, dans les années 2000, la «daechisation» de la Turquie est, aujourd'hui, hélas, une hypothèse plausible. sahartv.ir 19.12

Dossier Syrie

- Syrie : les revers cuisants des terroristes face à l'armée - sahartv.ir

En Syrie, les militaires de l'armée régulière ont infligé des coups durs aux terroristes, au cours de différentes opérations.

Les militaires de l'armée syrienne se sont engagés vendredi dans d'intenses affrontements les opposant aux terroristes, dans les différentes localités dont le Nord de la province de Lattaquié, située dans l'Ouest de la Syrie. Les terroristes ont essuyé d'importants revers au cours de ces opérations.

L'armée a également poursuivi sa progression dans le Nord de la province de Lattaquié et elle est arrivée à y libérer le mont stratégique d'Al-Noba. Dans le même temps, la chaîne de télévision libanaise Al-Mayadeen a annoncé l'arrivée des membres du Croissant-Rouge syrien dans les deux villes de Kafaria et d'Al-Foua, situées à Idlib, afin de faire sortir 379 femmes en enfants, assiégés par les terroristes. Le Croissant-Rouge syrien y a aussi distribué des denrées alimentaires. sahartv.ir 19.12

- "Obama a du mal à prendre une décision concernant la fin de la guerre, en Syrie" (Chuck Hagel) - sahartv.ir

«Au moment où la Maison Blanche pouvait prendre une décision ferme, sur la fin de la guerre, en Syrie, elle a opté pour des options inefficaces», a déclaré Chuck Hagel, l'ancien secrétaire américain à la Défense.

«Pour cette question, de multiples réunions ont eu lieu. Ces réunions n'étaient pas productives», a ajouté Hagel.

«Parfois, ces réunions duraient 4 heures. Je crois que nous ne parvenions pas souvent aux résultats escomptéx. D'une certaine manière, nous retardions certaines prises de décision. Il y avait, toujours, beaucoup de monde, dans la pièce où avait lieu la réunion», a-t-il ajouté.

Les déclarations de Hagel sont, en partie, similaires à celles des autres autorités américaines. La plupart de ces déclarations sont unanimes, pour dire qu'aucune de ces réunions marathon n'a abouti à une stratégie durable concernant la Syrie. sahartv.ir 19.12

- Syrie: Lavrov appelle à fermer la frontière turco-syrienne - sahartv.ir

"La frontière entre la Syrie et la Turquie devrait être fermée, immédiatement, afin d'empêcher les terroristes takfiristes d'être soutenus et de s'y infiltrer", a déclaré le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, au terme d'une réunion du Conseil de Sécurité de l'ONU, qui s'est tenue, à New York.

"Comme l'ont dit, plusieurs fois, des représentants des pays membres, l'idéal serait de fermer la frontière entre la Syrie et la Turquie, afin de limiter le soutien extérieur des différents groupes terroristes, qui combattent en Syrie", a indiqué le chef de la diplomatie russe.

Le ministre a fait connaître la position de principe de la Russie, selon laquelle le processus des négociations ne doit impliquer que l'opposition patriotique, qui n'est pas liée au courant extrémiste et à Daech. "Des groupes, tels que le Front Al-Nosra, n'ont pas leur place à la table des négociations", estime le chef de la diplomatie russe.

«Il faut que la Syrie reste un pays unifié, multi-ethnique et multiconfessionnel», a-t-il réitéré, soulignant : «C'est une réponse aux parties étrangères, qui tentent d'imposer des versions toutes prêtes aux parties syriennes». sahartv.ir 19.12

- Assad: "Je faisais déjà mes valises!" - sputniknews.com

Le président syrien a ironisé sur les déclarations de certains Occidentaux qui lui ont "permis" de rester au pouvoir.

Le président syrien Bachar el-Assad a réagi avec humour aux récentes déclarations de certains représentants de l'Occident dont le secrétaire d'Etat américain John Kerry, selon lesquels il pourrait encore rester au pouvoir. Auparavant, l'Occident insistait sur son départ.

"Merci à eux pour cela, je faisais déjà mes valises. Je devais partir et maintenant, je peux rester", a-t-il ironisé dans une interview à la chaîne néerlandaise NOS.

Seuls les citoyens syriens peuvent décider s'il devait ou non rester au pouvoir, a souligné le leader syrien.

Si vous, en tant que citoyen néerlandais, étiez prêts à accepter que quelqu'un en Syrie choisisse la personne qui deviendrait votre premier ministre, nous l'accepterions, mais vous, vous ne l'accepteriez pas. La Syrie est un Etat souverain. C'est aux Syriens et pas aux Européens de décider s'ils ont un bon ou un mauvais président", a expliqué M. Assad.

Si le peuple syrien veut qu'il quitte son poste, il sera prêt à le faire, a-t-il ajouté.

S'agissant de la propagation du terrorisme au Proche-Orient et en Europe, le président a martelé que c'est l'Europe, de concert avec la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite qui a transformé la Syrie en une pépinière de terroristes.

"La question la plus importante est de savoir d'où viennent les djihadistes qui sont aujourd'hui en Europe. Qu'ils viennent ici c'est naturel, après que la Syrie s'est transformée en une pépinière du terrorisme, car la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar ont soutenu les terroristes par différents moyens", a-t-il dit.

Selon lui, l'Europe s'en est tenue à une approche erronée de la lutte antiterroriste. Qu'est-ce qui a été fait de travers? "Primo, le gouvernement européen n'a pas réussi à intégrer ces personnes (les migrants, terroristes potentiels, ndlr) dans la société européenne. Ils vivaient dans un ghetto. Quand tu habites dans un ghetto, tu deviens un extrémiste", a expliqué Bachar el-Assad.

Secundo, estime-t-il, de nombreux leaders européens "ont vendu leurs valeurs en échange de pétrodollars". "Ils ont permis aux organisations wahhabites d'Arabie saoudite d'apporter leur idéologie extrémiste en Europe. C'est pourquoi vous exportez des terroristes. Ce n'est pas nous qui en exportons: ils viennent en Syrie et puis reviennent en Europe", a-t-il ajouté. Et de rappeler que trois des terroristes ayant participé aux attentats du 13 novembre perpétrés dans la capitale parisienne étaient des Européens. sputniknews.com 19.12

- Obama déclare la guerre au Hezbollah - sahartv.ir

Barak Obama a signé vendredi le projet de loi imposant de lourdes sanctions bancaires au Hezbollah.

Le congrès américain avaient voté mercedi à l'unanimité des voix une résolution prévoyant des sanctions contre tout établissement bancaire ayant entré en transaction avec le Hezbollah libanais. Vendredi le président américain a paraphé ce projet de loi qui concerneraient également les banques iraniennes. On ignore encore si ces sanctions iraient frapper oui ou non les banques iraniennes qui sont les principaux partenaires bancaires du Hezbollah et si oui, quel en serait l'impact sur l'accord du 14 juillet de Vienne lequel devrait autoriser une levée des sanctions américaines et occidentales contre l'Iran.

Le projet de loi américain sanctionne aussi la chaine Al Manar ainsi que les activités attribuées à la résistance libanaise en Amérique Latine. Les Etats Unis ne cessent d'annoncer leur volonté d'en découdre avec l'axe de la Résistance qui constitue l'un des mots d'ordre de la politique étrangère américaine. sahartv.ir 19.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ethiopie

- Au moins 75 manifestants tués en Ethiopie selon des ONG - euronews.com

Un mouvement de protestation pacifique en Ethiopie violemment réprimé. Selon Human Rights Watch, au moins 75 personnes ont été tuées ces dernières semaines par les forces de l'ordre qui ont ouvert le feu sur des manifestants dans la région d'Oromia. Ils craignent de voir leurs terres confisquées dans le cadre d'un projet d'agrandissement de la capitale.

Le gouvernement parle de “terroristes” qui envisagent de destabiliser le pays. Les défenseurs des droits de l’Homme dénoncent le recours des autorités éthiopiennes à une législation antiterroriste pour museler l’opposition pacifique. euronews.com 19.12

2- Pologne

- Des manifestations de masse "pour la démocratie" en Pologne - sputniknews.com

Des dizaines de milliers de Polonais sont descendus samedi dans la rue pour participer aux manifestations organisées par le Comité de défense de la démocratie (KOD).

Une manifestation de masse se tient notamment devant le siège du parlement à Varsovie. Selon la mairie, près de 13.000 personnes sont descendues dans la rue pour défendre la démocratie qu'ils estiment menacée par les conservateurs de Jaroslaw Kaczynski, au pouvoir depuis plus d'un mois.

Munis de drapeaux de la Pologne et de l'Union européenne, les manifestants protestent contre la violation de la Constitution et les tentatives de limiter leurs libertés et droits fondamentaux.

Des manifestations ont également lieu à Lublin, Gdansk, Poznan, Wroclaw, Lódz, Katowice, Bialystok, Czestochowa. Plusieurs milliers de manifestants scandaient "Défendons la démocratie!", "Défendons la Constitution!", "Bas les pattes du Tribunal constitutionnel!", "Non au pouvoir du PiS!" (PiS, Prawo i Sprawiedliwosc (Droit et justice) est le parti conservateur au pouvoir de Jaroslaw Kaczynski).

C'est le deuxième samedi consécutif que les Polonais protestent contre la politique des nouvelles autorités polonaises. Revenu au pouvoir suite aux législatives du 25 octobre, le parti ultraconservateur et eurosceptique Droit et justice a formé un gouvernement dirigé par Beata Szydlo. Le peuple polonais est mécontent des décisions politiques prises par le nouveau cabinet. Le pays est en pleine crise politique en raison notamment de la nomination des juges du Tribunal constitutionnel. La nomination par le PiS de cinq juges proches de ses positions, a suscité une vague de critiques de l'opposition, de médias et de citoyens. sputniknews.com 19.12

Haut de page

CAUSERIE

On zappera les élections législatives espagnoles jusqu'à demain, car j'ai lu 9 articles et pas un ne fournissait le taux d'abstention, or en l'absence de ce facteur toute analyse serait faussée. Si vous avez cette info, merci de me la communiquer.

Ils nous refont le coup de Syriza avec Podemos ! Pourquoi pas le Front de gauche électeur de LR (Les Républicains Bertrand et Estrosie) en révolutionnaire ! La désinformation bat son plein. Délirant ! A suivre.

Meeting pour la levée de l’état d’urgence.

Nous appelons tous les militants et travailleurs qui se connectent à notre portail à participer à ce meeting, et à le soutenir financièrement s'ils en ont les moyens.

Appel des 333 pour la levée de l'état d'urgence

Le 3 décembre, nous étions 333 à lancer l’appel « pour la levée de l’état d’urgence ».

Le 14 décembre, cet appel des 333 devenait l’appel des 1 000.

Le 20 décembre. Aujourd’hui, ce sont environ 10 000 travailleurs, jeunes, salariés, retraités, exprimant une grande diversité politique, syndicale, associative, professionnelle et géographique, qui, de toute la France, ont signé l’appel « pour la levée de l’état d’urgence ».

Le 23 janvier à Paris, soyons présents au grand meeting d’unité pour la levée de l’état d’urgence

A 14 h 30, Espace Charenton, 327, rue de Charenton, 75012 Paris (M° Porte-de-Charenton)

Ils prendront la parole :

Pouria Amirshahi, député PS
Esther Benbassa, sénatrice, vice-présidente de la commission des lois
Patrick Baudouin, avocat, président d'honneur de la FIDH
Claude Charmont, syndicaliste, Seine-et-Marne
Denis Collin, philosophe
Sergio Coronado, député Vert
Jacques Cotta, journaliste et réalisateur
Dominique Coujard, magistrat honoraire, ancien président de cour d'assises de Paris
Daniel Gluckstein, secrétaire national du POID
Dominique Gros, universitaire
Jean-Jacques Karman, membre du conseil national du PCF
Eric Le Courtois, syndicaliste, Côtes-d'Armor
Noël Mamère, député
Jean-Jacques Marie, historien
Patrick Picard, syndicaliste, Paris
Clarisse Taron, Syndicat de la magistrature
Philippe Torreton, acteur

Avec l'état d'urgence, nous n'avons pu trouver de salle gratuite pour la tenue de ce meeting. Est donc louée une salle payante. Nous en appelons à l'aide financière de tous pour que puisse se tenir ce meeting (N'hésitez pas à nous faire savoir, dès maintenant, les versements que vous pourrez effectuer).

Pour les dons par chèques, les libeller à l'ordre suivant : Crédit mutuel compte 0603920920341

Les envoyer à l'adresse : Crédit mutuel Montmartre, 13 rue des abbesses, 75018 paris.

Versement par compte paypal à l'adresse association.lasociale@orange.net

Pour les dons en ligne, un lien sera mis en service dans les jours qui viennent.

Pour tout contact : Jacques Cotta, tél. 06 19 84 80 60 ; Maurice Stobnicer, tél. 06 87 87 95 02

Mail : appel-levee-etat-urgence@orange.fr

ACTUALITE EN TITRES

2016. L'année du populisme à outrance.

- Attention, en 2016, Copé revient ! - LePoint.fr

- Bernard Tapie revient sur la scène politique - Francetv info

- Parti socialiste : vers la création d'une alliance populaire ? - Francetv info

Bienvenue chez les néolibéraux-sionistes auxquels rien ne doit résister.

- Faire tomber le tabou du plaisir féminin - Slate.fr

Un site recueille des témoignages de femmes expliquant quels gestes les amènent au plaisir, vidéos à l'appui. Slate.fr 20.12

- Accusé de harcèlement sexuel, le ministre de l'intérieur israélien démissionne - LeMonde.fr

- D'après un rapport médical de 1923, Hitler n'avait bel et bien qu'un seul testicule - Slate.fr

Ah ben voilà, on vient de découvrir pourquoi vous l'aviez choisi pour finaliser et justifier la création d'Israël...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Yémen

- Des centaines d'éléments de la coalition saoudienne, tués ou blessés, au Yémen - sahartv.ir

«Des centaines d'éléments de la coalition saoudienne ont été tuées ou blessées, au Yémen, à la suite de la chute de 2 missiles, tirés par l'armée et les comités populaires yéménites.

«Des centaines d'agresseurs, dont des saoudiens, des militaires soudanais, des mercenaires des pays du golfe Persique, liés à la coalition saoudienne, ont été tuées ou blessées, dans la province de Ma'rib, et la localité frontalière d'Al-Toul, lors de la chute de 2 missiles "Qaher"», a annoncé, ce dimanche, une source militaire.

Les forces de l'armée et celles des comités populaires yéménites ont tiré 2 missiles balistiques "Qaher" ; l'un, sur les positions des agresseurs, dans la localité de Safar, dans la province de Ma'rib, et l'autre, sur leur lieu de rassemblement, au point de passage frontalier d'Al-Toul.

Selon une source militaire, un système de contrôle de drones, ainsi que nombre de véhicules militaires appartenant aux agresseurs ont été anéantis, dans la base de Safar, à Ma'rib.

«Des dizaines de forces de l'armée saoudienne, des autres pays arabes du golfe Persique et de leurs mercenaires ont été tuées, au point de passage frontalier de Safar», a ajouté cette source.

Lors de l'attaque contre cette base, nombre d'hélicoptères "Apache" ont été détruits, tandis que plusieurs agresseurs, dont nombre d'offices saoudiens, émiratis, soudanais et d'autres nationalités, ainsi que leurs mercenaires, étaient tués. Selon le premier bilan, 8 hélicoptères "Apache", 2 hélicoptères "Chinook" et nombre de chars sophistiqués ont été anéantis, dans la localité de Safar.

Selon cette source, le commandant de la brigade des agresseurs, ainsi que 28 autres éléments, ont été tués, au point de passage d'Al-Toul, tandis que 54 autres étaient blessés, dans la localité d'Al-Wadiya. sahartv.ir 20.12

Syrie

- Une figure du Hezbollah tuée dans un raid israélien en Syrie - Reuters

Samir Kuntar, une des figures du Hezbollah, a été tué dans un raid aérien israélien mené dans la nuit contre un quartier de la capitale syrienne, Damas, ont affirmé dimanche l'organisation chiite libanaise ainsi que des sources gouvernementales syriennes.

Des responsables israéliens se sont félicités de la mort de Samir Kuntar, affirmant qu'il préparait des attaques contre Israël depuis le sol syrien, sans en endosser officiellement la responsabilité. Reuters 20.12

- Le Hamas condamne l'assassinat de Kantar - sahartv.ir

Le mouvement de la Résistance islamique de la Palestine a émis un communiqué, dans lequel il a dénoncé l'assassinat par le régime sioniste de l'ex prisonnier libanais Samir Kantar, haut commandant de la Résistance libanaise, dans le bombardement d'un bâtiment résidentiel, au sud de la ville de Jermana, en banlieue de Damas, capitale de la Syrie.

Le porte-parole du Hamas, Sami Abou Zohri a souligné que le mouvement de la Résistance islamique de la Palestine condamnait vivement le crime de l'ennemi sioniste consistant à assassiner le combattant libanais, Samir Kantar, appelant la communauté internationale à tenir ses responsabilités envers les actes criminels du régime sioniste. Un autre haut responsable du Hamas, Basem Naïm a tenu à réagir à l'assassinat de cette figure de proue du Hezbollah, déclarant que ce crime témoignait du fait que le régime sioniste était la seule partie à tirer profit des guerres vaines et dévastatrices dans les pays arabo-musulmans.
Le Hezbollah libanais a confirmé, dans un communiqué, la mort en martyre du plus ancien prisonnier libanais, détenu par l'ennemi sioniste et libéré en 2008, Samir Kantar. sahartv.ir 20.12

Haut de page

Le 22 décembre 2015

CAUSERIE

Je n'ai pas le temps d'écrire un article sur les législatives en Espagne, on verra cela demain, pour se faire j'ai téléchargé une quinzaine d'articles. En attendant, un camarade que je remercie au passage m'a communiqué le taux de participation qui a été de 73,2%, source El Pais.

- "Tout le monde le répète depuis hier soir : le pays est devenu ingouvernable" - Francetv info 21.12

Ciudadanos et Podemos sont les répliques dégénérés, populistes respectivement du Parti Populaire et du PSOE, ils sont voués à jouer le rôle de partis de l'ordre établi à leur côté ou à leur place. Comme quoi les Espagnols n'ont pas tenu compte de l'expérience grecque.

En Grèce, le PASOK avait accepté de participer à une coalition avec la Nouvelle Démocratie pour finalement se retrouver laminé aux dernières élections législatives à 7%. Le même sort attend le parti qui acceptera de gouverner avec le PP ou le PSOE en Espagne. En France le Front de gauche avait appelé à voter Hollande et PS au second tour des législatives en 2012 et lors des élections régionales de décembre 2015 il s'est retrouvé à 4,5%.

C'est ce qu'on appelle se sacrifier pour sauver le régime et les institutions du capital, dès lors la nature de ces partis ne se pose plus : populiste de gauche, partis de droite ou réactionnaires.

On a parfaitement conscience que cette caractérisation vient heurter violemment celle communément admise qui les définit de gauche.

Ceux que cela choquerait feraient bien de se poser quelques questions : Qui les définit de gauche, qui y a intérêt, qui a intérêt à faire durer cette imposture et pourquoi, dans quel but ? Qui sinon les représentants de la classe dominante, les médias aux ordres, les lieutenants des capitalistes au sein du mouvement ouvrier ou ses dirigeants corrompus.

Que maintenant toutes les formations politiques leur emboîtent le pas, c'est un constat, sommes-nous obligés de les imiter, au nom de quoi, dans quel but, pour participer à cette vaste escroquerie politique destinée à tromper travailleurs et militants, afin que ces piliers du régime puissent continuer de réaliser leur sale besogne au côté des représentants officiels de l'ordre établi ? Faut-il céder aux sirènes de la démagogie collective qui a gagné le mouvement ouvrier ?

Ne serait-ce pas en procédant de cette manière depuis des lustres qu'ils ont fini par pourrir le mouvement ouvrier afin d'interdire au prolétariat de se doter d'une nouvelle direction ? La situation politique actuelle qui semble inextricable n'en serait-elle pas le produit ? Doit-on poursuivre dans cette voie, doit-on adopter le même discours comme si finalement rien ne s'était passé au cours des années ou des dernières décennies, sans en tirer le moindre enseignement politique ? Ce sera l'avis des dirigeants de tous les partis dits ouvriers et cela ne vous surprendra pas.

Qu'on nous permette d'user du droit de ne pas en être, car on ne peut pas marcher dans cette combine pourrie qui nous a mené où nous en sommes et prétendre assurer la continuité du marxisme et du socialisme, il faut choisir et notre choix est tout fait.

Certains courants ou certaines tendances qui figurent dans ces partis ou au sein de leurs satellites partagent en partie nos conclusions, la tendance Claire du NPA par exemple, même si elle est très maginale et bourrée de contradictions, juste pour montrer que nous ne sommes pas les seuls à appeler un chat un chat. Je sais que de nos jours cela ne se fait pas, c'est tabou, par exemple même une femme ne dois plus tout à fait être considérée comme une femme, un malade, un chômeur, un clochard, un immigré, surtout s'il a un type arabe, etc. sauf qu'on se contrefout de leur idéologie et de leur propagande destinées à formater les consciences à leur nouvel ordre mondial nauséabond, dégénéré... On s'écarte de notre sujet.

Un dernier mot optimiste sur l'Espagne et au-delà.

La mobilisation des électeurs a été relativement importante. On nous annonçait que l'époque des partis politiques était révolue, or ce scrutin démontre exactement le contraire. Il faut croire que la situation sociale était meilleure en Espagne qu'en Grèce ou en France où les taux d'abstention atteignent des sommets à chaque élection, et que le sentiment que les travailleurs avaient encore quelque chose à perdre était plus fort en Espagne, à moins que la tragédie du franquisme les hante encore, cela reste à vérifier.

Si en France le soufflé du Front de gauche fabriqué par les médas institutionnels est retombé aussi vite qu'il était monté, non sans peine d'ailleurs, c'est peut-être parce que l'arnaque était un peu trop grosse et leurs dirigeants un peu trop prompts à vendre leurs électeurs à ceux qui incarnaient la politique qu'ils avaient justement rejetée. En appelant à voter PS et LR, ils ont démontré, non pas qu'ils étaient liés à l'un ou l'autre de ces partis, bien que ce soit le cas s'agissant du PS, mais qu'ils partageaient tous au moins un intérêt : assurer la stabilité et la survie du régime.

Question : Selon vous, sérieusement, peut-on combattre dans la perspective du renversement du régime en place en s'associant avec ceux qui font tout pour le préserver ? Répondre oui serait un suicide politique. Cela ne concerne que leurs dirigeants évidemment, leurs militants n'ont pas forcément les mêmes intentions et les mêmes intérêts qu'eux.

Alors être de gauche, notamment, c'est ne pas partagé avec le Front de gauche cet intérêt pour le régime.

A bas l'Etat policier !

- Contre la constitutionnalisation de la frénésie sécuritaire - lemonde.fr

Par un collectif de juristes universitaires.

Depuis les attaques meurtrières du 13 novembre, discours et politiques purement sécuritaires ne cessent de prospérer. Le 16 novembre, dans la foulée des premières interpellations et perquisitions, le Ministre de l'intérieur annonçait : « Que chacun l'entende distinctement : ce n'est qu'un début. La riposte de la République sera d'ampleur. Elle sera totale ». Depuis lors, la surenchère n'a pas cessé. Après la rhétorique guerrière brandie par le président François Hollande contre l'organisation Etat islamique, le « redoublement des frappes militaires » françaises en Syrie, plus de 2 500 perquisitions et 350 assignations à résidence, voilà maintenant l'annonce d'une réforme constitutionnelle. Il s'agirait de graver dans la Constitution le recours à l'état d'urgence mais aussi la déchéance de nationalité contre les Français possédant deux nationalités définitivement condamnés pour un délit ou crime constituant un acte de terrorisme ou une atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation. En quoi cette modification de la Constitution envisagée dans l'urgence, sans réflexion véritable, est-elle à même de dissoudre la « menace terroriste » ? N'est-elle pas plutôt un énième coup porté à l'état de droit et aux libertés fondamentales que la Constitution est précisément censée garantir ?

A l'examen, les réformes annoncées apparaissent clairement inutiles au regard de la lutte antiterroriste, leur objectif officiel. En revanche, elles sont hautement liberticides et, concernant la déchéance de nationalité, ouvertement ségrégationnistes.

La mise au ban du juge

En matière de lutte antiterroriste, la législation est déjà largement dérogatoire au droit commun. Depuis maintenant trois décennies - on n'a pas attendu l'état d'urgence pour cela –, la lutte antiterroriste, en érigeant la sécurité comme « notre bien » le plus cher et le « premier de nos droits », justifie de multiples atteintes aux libertés. L'empilement des lois offre aux juges et aux forces de police des pouvoirs d'enquête et d'intervention exorbitants (saisies, perquisitions de nuit, écoutes téléphoniques, géolocalisation…). L'infraction d'« association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste » permet aux juges et aux policiers d'agir en amont de tout passage à l'acte. Les agents des services de renseignement qui travaillent en dehors de tout contrôle judiciaire ont déjà en droit et en fait un rôle pivot dans la lutte antiterroriste. Les droits de la défense ont déjà été largement sacrifiés au nom de la prévention du terrorisme. D'un point de vue opérationnel, l'état d'urgence n'a donc pas ouvert la voie à des mesures de lutte contre le terrorisme qui n'auraient pu être adoptées sans lui et, d'ailleurs, il n'a semble-t-il permis aucun résultat tangible.

En revanche, l'éviction de l'autorité judiciaire et le pouvoir conféré au ministre de l'intérieur et aux préfets d'ordonner des assignations à résidence et des perquisitions sont redoutables pour la liberté individuelle. Avec l'aval du président de la République, les associations ou groupements de fait contestataires peuvent être dissous ! Pour s'en tenir aux perquisitions, celles-ci peuvent intervenir de jour comme de nuit, en tout lieu, sur le seul fondement qu'il existe « des raisons sérieuses de penser que ce lieu est fréquenté par une personne dont le comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics ». « Raison sérieuse de penser », « lieu fréquenté », « comportement » « menace pour la sécurité publique », bien trop de notions floues dans une règle qui attribue un pouvoir aussi grave à l'exécutif agissant seul et qui dépasse la lutte antiterroriste. Nos dirigeants pensent-ils sincèrement que l'efficacité de la lutte antiterroriste passe par la mise au ban du juge au profit des préfets et de la police, dans un Etat d'urgence plus proche de l'Etat policier que de l'Etat de droit ?

Pourquoi, alors, constitutionnaliser l'état d'urgence ? L'exercice, s'il affiche l'intention du gouvernement de préserver l'état de droit, ne permet aucunement de le garantir mais, bien au contraire, d'y déroger sans imposer aucune nouvelle limitation au pouvoir exécutif. Le projet de loi constitutionnelle, qui prévoit d'ajouter à la constitution un article 36-1 sur l'état d'urgence, reprend la solution législative actuelle qui confie au Parlement le pouvoir de proroger l'état d'urgence au-delà d'une période de douze jours ouverte par décret. Mais, une fois l'état d'urgence officiellement levé, le texte institue une période pour le moins étrange pendant laquelle les autorités administratives pourront décider de faire survivre les mesures prises pendant l'état d'urgence et,

sur habilitation législative, adopter de nouvelles mesures générales (interdiction de réunions, fermeture de lieux publics…) si « demeure un risque d'acte de terrorisme ». En somme, à la seule condition que la menace terroriste perdure, l'état d'urgence perdurera… Qui ne devine que c'est à un Etat d'urgence permanent qu'on nous destine ?

La déchéance de nationalité une idée grave et dangereuse

Pratiquement, la constitutionnalisation de l'état d'urgence avaliserait, au nom de l'impératif sécuritaire, les atteintes aux libertés individuelles en évinçant le juge judiciaire, pourtant gardien de la liberté individuelle d'après l'article 66 de la Constitution. En effet, d'après la réforme, les mesures restrictives de liberté autorisées par la nécessité de prévenir tout acte de terrorisme seront soumises à la seule vigilance du juge administratif qui ne peut être saisi qu'a posteriori. En pratique, rien n'indique que les personnes qui ont subi et qui vont subir des atteintes à leurs libertés s'en référeront à la justice administrative… Surtout, le mal aura déjà été fait ; or, la liste des mesures prises au nom de l'état d'urgence et constitutives de graves atteintes aux libertés individuelles ne cesse de s'allonger sans que le contrôle exercé en référé par le juge administratif n'offre de réelle garantie pour les libertés. Comment justifier l'assignation à résidence de plusieurs dizaines de militants écologistes n'ayant commis aucune infraction ? Comment justifier l'arrêté préfectoral interdisant la circulation aux abords d'une route empruntée par les migrants du camp de Calais et autorisant, dans cette « zone de protection », les contrôles d'identité inconditionnels et obligatoires ? Comme il se devait, le nouveau régime des perquisitions administratives a conduit à des erreurs et/ou des dérives graves, des citoyens sans lien aucun avec le terrorisme perquisitionnés brutalement chez eux, en famille.

Vouloir inscrire la déchéance de nationalité dans le texte constitutionnel est tout aussi grave. Ici, le passage par la voie constitutionnelle vise à poser des exceptions permanentes à un ensemble de normes que notre histoire avait hissées au niveau suprême. Le plus important concerne le principe d'égalité. En effet, selon une jurisprudence bien établie du Conseil constitutionnel, si le principe d'égalité autorise le législateur à traiter différemment deux catégories distinctes de personnes, ce principe exige que la différence de traitement ainsi caractérisée « soit en rapport avec l'objet de la loi qui l'établit ». En l'espèce, le projet de réforme introduit une différence de traitement – une inégalité manifeste - entre les Français « mononationaux » et les Français binationaux. Cette division des Français en deux catégories, si elle avait été opérée par un projet de loi ordinaire, aurait ainsi dû être examinée par le Conseil à l'aune de l'objectif du texte, à savoir la lutte contre le terrorisme. Le Conseil constitutionnel aurait ainsi eu à répondre à la question saugrenue de savoir en quoi l'efficacité de la lutte antiterroriste justifie de sanctionner spécifiquement, par la déchéance de nationalité, les binationaux ! Ceux-ci seraient-ils plus à même de perpétrer des actes terroristes que les « Français de souche » ? Saugrenue, la question n'est évidemment pas neutre mais révèle, au contraire, une volonté de stigmatiser encore et toujours, et cette fois au niveau même de la Constitution, une catégorie précise de Français, ceux dont l'histoire est en partie liée aux anciennes colonies françaises.

Gouverner par la peur

Au surplus, en constitutionnalisant une mesure de sanction, la réforme vient altérer la fonction même de la Constitution qui est censée organiser l'Etat et garantir les droits et libertés des citoyens et aucunement édicter, elle-même, des mesures punitives.

Et ici encore la constitutionnalisation envisagée est parfaitement inutile au regard des fins qui lui sont officiellement assignées. D'une part, la déchéance, tout comme la perte de nationalité prévue par notre code civil, épargne les terroristes franco-français. D'autre part, si l'objectif est d'expulser du territoire français ceux qui deviendraient alors parfaitement étrangers, les autorités restent contraintes par leurs engagements internationaux relatifs aux droits fondamentaux. A tout le moins, en effet, la Cour européenne des droits de l'homme, comme d'autres organes internationaux, interdit d'expulser des étrangers même condamnés pour terrorisme vers tout État, y compris le leur, où ils risquent d'être soumis à des actes de torture et traitements inhumains ou dégradants.

Au bout du compte, en constitutionnalisant la déchéance de nationalité pour certains Français, cette réforme n'a donc que l'effet symbolique de faire apparaître dans la Constitution deux catégories de Français en stigmatisant ceux qui possèdent, pour des raisons tenant en partie à la colonisation, une autre nationalité, et qui seraient seuls visés par une sanction qui en contrepoint glorifierait l'identité nationale. Et si on reconnaît qu'il y a deux catégories de Français, c'est bien que le peuple français n'est plus un et indivisible, encore un mythe républicain qui passe à l'as.

Le gouvernement par la peur et la division montre aujourd'hui clairement ses limites. Il faut rétablir les bases d'un Etat de droit digne de ce nom. Il est temps de répondre au terrorisme par la raison, la préservation des libertés et la construction de la paix. Nous en appelons aux gouvernants pour que, prenant appui sur les travaux sociologiques, historiques et philosophiques, ils s'interrogent sur les causes profondes du terrorisme et envisagent des voies nécessairement complexes, certainement étroites, mais qui permettent d'espérer une autre société, fondée sur l'égalité des individus, tournée vers l'émancipation collective.

Laurence Dubin, Université Paris VIII, Vincennes-Saint-Denis ; Karine Parrot, Université de Cergy-Pontoise ; Jean Matringe, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Julie Alix, Université Lille 2 ; Pascal Beauvais, Université de Nanterre Paris Ouest la Défense ; Cyril Brami, Université du Maine ; Gilles J. Guglielmi, Université Paris II, Panthéon-Assas ; Nathalie Ferré, Université Paris 13 ; Marie-Laure Basilien-Gainche, Université Jean-Moulin Lyon 3 ; Hugues Hellio, Université d'Artois ; Laurence Sinopoli, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense ; Etienne Pataut, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Catherine Haguenau-Moizard, Université de Strasbourg ; Claire Saas, Université de Nantes ; Manuela Grévy, Université

Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Mireille Poirier, Université de Bordeaux ; Charlotte Girard, Université Paris-Ouest, Nanterre-La Défense ; Charalambos Apostolidis, Université de Bourgogne France-Comté ; Isabelle Meyrat, Université de Cergy-Pontoise ; Denis Mazeaud, Université Paris II, Panthéon-Assas ; Bérangère Taxil, Université d'Angers ; Marie Caffin-Moi, Université de Cergy Pontoise ; Carlos Herrera, Université de Cergy-Pontoise ; Cyril Wolmark, Université Paris Ouest Nanterre-La Defense ; Diane Roman, Université de Tours ; Pierre Brunet, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Nicolas Kada, Université de Grenoble ; Thomas Perroud, Université d'Aix-Marseille ; Christine Lazerges, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Bernadette Aubert, Université de Poitiers ; Valérie Mutelet, Université d'Artois ; Rafaelle Maison, Université Paris Sud ; Thibaut Fleury Graff, Université Rennes I ; François Julien-Laferrière, Université Paris Sud ; Damien ROETS, Université de Limoges ; Camille Viennot, Université Paris Ouest Nanterre-La Defense ; Niki Aloupi, Université de Strasbourg ; Aurore Chaigneau, Université de Picardie Jules Verne ; Stéphanie Hennette Vauchez, Université Paris Ouest Nanterre-La Defense ; Eric millard, Université Paris Ouest Nanterre-La Denfense ; Sohie Robin-Olivier, Université Panthéon-Sorbonne, Paris 1 ; Philippe Guez, Université de la Polynésie française ; Laurence Leturmy, Université de Poitiers ; Marjolaine Roccati, Université Paris Ouest Nanterre. lemonde.fr 21.12

ACTUALITE EN TITRES

Quand ils célèbrent ceux qu'ils n'ont de cesse de matraquer.

- Bercy célèbre les "héros" anonymes des attentats de Paris - AFP

Puritanisme anglo-saxon des promoteurs et idéologues de la pornographie et de la prostitution.

- Les slogans sexistes du liquide vaisselle du BHV font polémique - Francetv info

- Pourquoi mon horloge biologique ne fait-elle pas (plus) de bruit? - Slate.fr

Ils voulaient dire par là qu'il y avait beaucoup de gens qui n'avaient pas des désirs sexuels réguliers, voire pas du tout. On les plaint sincèrement !

Pour se marrer, mais très sérieusement, chez ma compagne Selvi qui a été privée de relations sexuelles pendant 23 ans, ils sont programmés. Par exemple le matin elle me dit : ce soir on y va ou parfois elle me dit cela deux jours à l'avance, parce que forcément elle est toujours partante à n'importe quelle heure de la nuit !

Pourquoi mon horloge biologique ne fait-elle pas (plus) de bruit?, mais bordel parce que parfois il faut bien dormir ! Ce sont des frustrés ou ils sont blasés à Slate, on s'en doutait déjà un peu, des détraqués !

Etat policier. Psychose collective.

- Rouen : il crée un mouvement de panique en criant "Allahou akbar" dans un cinéma - Francetv info

Il est environ 16 heures, dimanche 20 décembre, à Rouen (Seine-Maritime). Le cinéma Pathé des Docks 76 diffuse le film Babysitting 2 quand un spectateur se lève dans la salle et crie "Allahou akbar" ("dieu est grand"). De quoi déclencher aussitôt un mouvement de panique dans la salle, rapporte Ouest-France.

L'homme placé en garde à vue

Les spectateurs tentent alors de sortir de la salle en courant et dans le centre commercial, des passants sont emportés par le mouvement, poursuit le quotidien. L'intervention des forces de l'ordre parvient à faire revenir le calme.

L'homme qui a crié a été placé en garde à vue. Il semble ne plus savoir pourquoi il a fait cela, rapporte Normandie-actu. Chauffeur dans un service de transports en commun, il devrait être poursuivi pour "apologie du terrorisme" et pourrait être jugé dès lundi en comparution immédiate. Francetv info 21.12

Commentaires d'internautes

1- "*Allah akbar = apologie du terrorisme? On devient fou dans ce pays.*"

Le législateur est le danger public numéro 1, assurément.

2- "*Allahou akbar on le dit parfois lorsqu'on est heureux d'un événement, dans la prière. Il faut vous renseigner d'abord avant de craché.*"

3- ""*Allahou akbar" devient un cri d'apologie du terrorisme : ça nous fait des millions de terroristes en France.*"

Bravo, vous avez tout compris, derrière chaque musulman se cache un terroriste, un suppôt du terrorisme...

4- "*Les spectateurs ont été victimes de leurs préjugés islamophobes. C'est eux qui vont se retrouver devant le tribunal poursuivis par les associations bien pensante (LICRA, MRAP, SOS racime...)*"

Le gouvernement et les partis qui se sont succédés au pouvoir depuis 40 ans les ont conditionnés de la sorte, ce sont eux qu'il faut blâmer, chasser du pouvoir...

5- "*Il crie "Allahou akbar" ("dieu est grand") et devrait être poursuivi pour "apologie du terrorisme" ?*

En quoi dire "Dieu est grand" en arabe fait l'apologie du terrorisme ?

C'est une aberration totale, comme le comportement des spectateurs..."

La guerre idéologique a une emprise sur les esprits les plus faibles et comme il y a de plus en plus de couches fragilisées dans la société, c'est une affaire qui marche assez bien et qui a de l'avenir. La combattre est notre de devoir de militant ouvrier en lui opposant le socialisme et sa méthode pour interpréter la société, le monde...

On invite ces spectateurs à lire les deux infos suivantes.

- Daech envoie ses éléments en Europe avec des passeports volés - sahartv.ir

Daech a mis la main sur des passeports vierges pouvant être utilisés par de faux réfugiés pour rejoindre l'Europe, selon les renseignements occidentaux.

Daech a subtilisé des dizaines de milliers de passeports vierges en Syrie, en Irak et en Libye, qui pourraient être utilisés par de faux réfugiés pour rejoindre l'Europe, selon des services de renseignement occidentaux, rapporte dimanche le journal allemand Welt am Sonntag.

En Syrie, en Irak et en Libye, Daech s'est emparé du matériel qui se trouve dans les bâtiments, poursuit le journal. Il a saisi ces passeports ainsi que les machines nécessaires à la production de ces papiers d'identité.

L'organisation revend les "vrais-faux passeports" sur le marché noir, où les prix se négocient entre 1 000 et 1 500 euros, selon ces services de renseignement. Mais les Occidentaux redoutent que des daechistes utilisent également ces documents d'identité pour entrer en Europe. sahartv.ir 21.12

- 272 terroristes déjà en Europe, 150 autres en route - sputniknews.com

Deux groupes de terroristes de Daech se sont entraînés pour mener en Europe des attentats-suicides ou des attaques semblables à celles de Paris.

Selon le quotidien norvégien Dagbladet, le premier groupe terroriste est déjà arrivé en Europe. Un autre se trouve actuellement en Syrie après s'être entraîné dans un camp militaire situé entre Sinjar et Mossoul en Irak.

L'information provient d'une source connaissant bien la situation en Syrie (précédemment, la source avait déjà fourni des informations véridiques). Le service de renseignements norvégien PST a confirmé à Dagbladet être au courant de l'information.

"Le PST est au courant. Mais je ne voudrais pas entrer dans le détail de l'information dont dispose le PST", a dit son porte-parole Trond Hugubakken.

La source de Dagbladet a communiqué qu'initialement le premier groupe comprenait 300 personnes. 28 d'entre elles ont été tuées en Syrie dans des bombardements et des fusillades. 272 terroristes sont arrivés en Europe et restent inactifs jusqu'à nouvel ordre.

Un autre groupe de 150 combattants reste en Syrie. 112 d'entre eux ont déjà suivi un entraînement en Irak. Selon la source

du quotidien, il y a environ deux semaines ils se sont rendus à Raqqa, la capitale de Daech en Syrie. Le groupe est commandé par un djihadiste allemand de Daech.

"Le flot d'information sur les terroristes est immense. Certaines informations sont véridiques, mais le plus souvent elles sont fausses. Leur quantité augmente après les attaques terroristes, notamment après celles de novembre à Paris. Le PST travaille en permanence sur l'analyse et la vérification de ces informations", a noté M. Hugubakken. sputniknews.com 21.12

Les vassaux des néolibéraux de Washington sanctionnent la Russie.

- L'UE prolonge les sanctions antirusses pour 6 mois - sputniknews.com

Le Conseil de l'UE confirme la prorogation des sanctions économiques antirusses jusqu'au 31 juillet 2016, selon une déclaration de l'institution européenne.

La décision a été convenue lundi dans le cadre d'une procédure écrite après un accord lors de la réunion du conseil des représentants permanent des pays membres de l'UE vendredi dernier. La semaine dernière, une source proche de la direction de l'UE a déclaré à Rossiya Segodnya que le "paquet" de sanctions restera le même, il ne s'agit alors que d'une extension technique de sa validité.

Le Conseil de l'UE confirme la prorogation des sanctions économiques antirusses jusqu'au 31 juillet 2016, selon une déclaration de l'institution européenne.

La décision a été convenue lundi dans le cadre d'une procédure écrite après un accord lors de la réunion du conseil des représentants permanent des pays membres de l'UE vendredi dernier. La semaine dernière, une source proche de la direction de l'UE a déclaré à Rossiya Segodnya que le "paquet" de sanctions restera le même, il ne s'agit alors que d'une extension technique de sa validité.

Le 22 juin dernier, les chefs de diplomatie des pays membres de l'UE ont prolongé le régime de sanctions antirusses jusqu'au 31 janvier 2016. Moscou a réagi en prorogeant son embargo agroalimentaire jusqu'au 5 août 2016. sputniknews.com 21.12

INFOS EN BREF

ECONOMIE

Portugal

- Le Portugal remet la main à la poche pour sauver une banque - AFP

Grille de lecture.

- Le gouvernement de front populaire PS, PC, Verts et Bloc de gauche privatise les profits et nationalise les pertes des banquiers... au nom de "l'intérêt national" ! Comme quoi quand on appelle leur République la République des banquiers on n'exagère rien.

- L'Etat portugais injecte 2,3 milliards d'euros d'argent public pour voler au secours de la banque Banif plombée par des actifs pourris, puis il la revend dans la foulée pour une bouchée de pain à la banque espagnole Santander, 150 millions d'euros.

- La banque Banif possède des actifs à hauteurs de 12,8 milliards d'euros, mais apparemment au lieu d'en vendre une partie pour faire face à ses obligations qui découlent de ses actifs pourris, le gouvernement (sans rire, de gauche) des banquiers a préféré mettre à contribution le peuple portugais. Tout est dans l'ordre des choses. Comme en Grèce, en Allemagne, en Italie et demain en Espagne, puis en France...

AFP - Moins d'un an et demi après la chute de Banco Espirito Santo, le Portugal a été pris par surprise par l'injection de 2,3 milliards d'euros d'aide publique dans la banque Banif, vendue dimanche à l'espagnole Santander une fois expurgée de ses actifs problématiques.

La Banif est vendue "pour 150 millions d'euros à Santander Totta", filiale portugaise de la banque espagnole Santander, mais "un ensemble très restreint d'actifs problématiques" reste entre les mains des actionnaires, principalement l'Etat, a annoncé la Banque du Portugal dimanche soir.

L'opération prévoit aussi "une aide publique de 2,255 milliards d'euros pour couvrir de futurs imprévus", dont 489 millions d'euros apportés par le Fonds de résolution alimenté par les banques opérant au Portugal et le reste directement par l'Etat portugais.

Alors que le pays s'attendait à une vente pure et simple des 60,5% que l'Etat détenait dans cette petite banque en difficulté, l'annonce a rappelé aux Portugais le plan de sauvetage de Banco Espirito Santo (BES) en août 2014.

A l'époque, les autorités avaient annoncé l'injection de 4,9 milliards d'euros, dont 3,9 directement par l'Etat, dans une nouvelle structure baptisée Novo Banco et rassemblant les actifs sains de BES, que la Banque du Portugal avait échoué à vendre en septembre.

La banque centrale a indiqué lundi qu'elle comptait relancer la vente de Novo Banco en janvier 2016, après avoir obtenu l'accord de la Commission européenne concernant son plan de restructuration.

La vente de Banif "a un coût très élevé pour les contribuables", a reconnu le Premier ministre socialiste Antonio Costa, "mais c'est, dans le contexte actuel, la solution qui défend le mieux l'intérêt national".

La Commission européenne a indiqué lundi avoir "approuvé le plan portugais", précisant que l'aide publique pourrait même aller "jusqu'à 3 milliards d'euros" en tenant compte du coût du transfert des actifs toxiques, estimé à 422 millions d'euros, et d'une marge de sécurité.

L'injection d'argent public "va faire augmenter le déficit public de plus d'un point de pourcentage", a estimé le Ministre portugais des Finances Mario Centeno à l'issue d'un Conseil des ministres extraordinaire, réuni pour intégrer l'aide à la Banif dans un budget rectificatif.

Mais selon M. Centeno, l'opération "ne sera pas prise en compte" par Bruxelles dans le cadre de la procédure pour déficit excessif, dont le Portugal espère sortir dès 2015 en passant sous la barre des 3% du PIB.

Fustigeant la "négligence" du précédent gouvernement de droite de Pedro Passos Coelho, évincé en novembre par une alliance de la gauche, le PS a annoncé l'ouverture d'une enquête parlementaire sur ce dossier.

Début 2013, l'exécutif de M. Passos Coelho avait approuvé l'injection de 1,1 milliard d'euros dans la Banif, l'Etat prenant alors une participation majoritaire.

Les investisseurs s'étaient inquiétés, début décembre, de la capacité de la banque à rembourser les 825 millions d'euros qu'elle devait toujours à l'Etat, et les actions de la banques s'étaient effondrées, avant d'être suspendues par les autorités de la Bourse de Lisbonne.

L'achat de la Banif par Santander, première banque de la zone euro en termes de capitalisation boursière, intervient à l'issue d'un processus éclair, dix jours à peine après l'annonce de sa mise en vente.

"Cette opération augmente de 2,5% la part de marché de Santander Totta au Portugal, qui devient la deuxième banque privée du pays avec 14,5% du marché", s'est félicitée la banque espagnole lundi matin dans un communiqué.

L'une des plus petites banques du pays, la Banif est cependant leader du marché dans les archipels de Madère et des Açores et ses actifs, 12,8 milliards d'euros, pèsent environ 7% du PIB national.

La banque "continuera à fonctionner normalement pour les clients", a précisé la Banque du Portugal. AFP 21.12

Haut de page

Le 24 décembre 2015

CAUSERIE

On actualisera demain la rubrique *Articles d'actualité*. Je dois arrêter de bosser pour cuisiner.

Ma compagne Selvi travaille (elle travaillera aussi demain) et sa soeur Adi que nous avons invitée ce soir aussi, du coup je

suis réquisitionné... pour la bonne cause ! Crevette sixty five (à la poêle avec de l'ail et du gingembre et un mélange d'épices), crevettes en sauce à la manière du Malabar (côte du sud-ouest de l'Inde, Goa), au lait de coco, le poisson est prêt depuis hier, un cary ou curry à la tomate et aux épices, des pommes de terre à l'eau revenues avec un mélange d'ail et de persil et des graines de moutarde, une salade de crudité au yahourt assaisonnée de graines de cumin, de poivre et de piments verts, bref un repas léger, parfumé, fortement aphrodisiaque, mais bon c'est la nature qui veut cela, je n'y suis pour rien !

Comme j'en ai marre que Selvi et Adi mettent les saris de leurs filles parce qu'elles n'en ont pas ou pas suffisamment, je leur en ai achetés 3 chacune, 6 jupons et du tissu pour faire 6 corsages, pas de jalousie ! Ce que je fais pour l'une, je le fais pour l'autre, elles étaient exactement dans la même situation (veuves et très pauvres) et elles habitent à 40 mètres l'une de l'autre.

Adi travaille comme servante chez une famille allemande bourrée de fric qui lui verse un salaire royal de 4.000 roupies par mois (pour 48 heures de travail par semaine), environ 53 euros. Elle donne tout son fric à son fils et à son épouse qui sont encore plus miséreux, lui il est sourd et muet et ne travaille pas régulièrement, en plus il picole et son épouse garde leur petite fille, elle n'est pas obèse mais monstrueuse la pauvre femme, tous les deux sont illettrés évidemment, comme Adi. Quand son époux est mort il n'avait pas eu le temps d'acheter les portes de leur petite maison (20 à 25m² maximum), du coup elle est restée en l'état, elle est située en plein milieu du village et donne sur la rue et elle n'a pas de porte d'entrée ! Sans déconner, il y a des gens qui rentrent chez eux, vont dans la cuisine, se servent et repartent ! Le mois prochain je vais leur payer une porte d'entrée car c'est dingue comme truc, j'ai appris cel hier soir. Ensuite je verrai pour acheter un sonotone à son fils qui perçoit tout de même certains sons, ils sont si pauvres qu'ils n'ont jamais pu en acheter un. Cela va leur changer la vie ! Vous voyez où passe les quelques milliers de roupies que j'arrive à économiser chaque mois en me privant.

Quant à ma compagne, elle a toujours bossé mais elle donnait toute sa paie à son fils et à son frère qui a épousé sa fille aïnée, ce sont eux qui l'hébergeaient avant qu'elle vienne vivre avec moi, du coup elle n'a rien à elle à 46 ans. Depuis elle ne leur donne plus que 2.000 roupies par mois. Quand je l'ai rencontrée elle n'avait que les vieux saris élimés qu'on lui avait offerts, j'ai dû l'habiller de la tête aux pieds, y compris les boucles d'oreille.

Parfois je parle d'esclavage ou d'extrême pauvreté dans le portail, souvent même, les lecteurs ne comprennent peut-être pas toujours pourquoi, ce n'est certainement pas pour me donner un genre, cela me révolte et me rend malade, d'où mon discours enflammé contre les nantis et tous ces gens qui se sont embourgeoisés sans s'en rendre compte, qui dépensent du fric dans un tas de conneries inutiles, chez nous on a définitivement banni le superflu, et ce qu'on a en trop si je puis dire on le partage, et comme je dis toujours, tout le plaisir est pour moi, histoire que les gens que j'aide ne se sentent pas complexés ou obligés de s'excuser de ne pas pouvoir me rendre la pareille, avec moi ils n'ont pas à brader leur dignité ou à se sentir humilié ce serait un comble, je n'attends rien d'eux et je ne leur demande rien, c'est de bon coeur, c'est tout. C'est avec le même état d'esprit que j'anime ce portail, notez bien.

Sur ce, passez de bonnes fêtes en famille ou entre amis ou copains, détendons-nous un peu, on l'a bien mérité après l'année éprouvante qu'on vient de subir et le boulot qu'on a abattu.

A votre santé à tous et bonne continuation !

A propos des élections législatives en Espagne.

Podemos et Ciudadanos sont des caricatures grotesques, des clones populistes et droitiers du PSOE et du Parti Populaire.

En toile de fond, tout faire pour que les travailleurs et les classes moyennes ne se rassemblent pas ou ne se reconnaissent pas dans un parti qui incarnerait la rupture avec les institutions héritées du franquisme, l'UE et l'OTAN, le capitalisme. Vous nous direz que cela ne risque pas d'arriver de si tôt, quoi, mais qu'ils s'engagent dans la voie de la rupture avec les institutions en place...

Certes, néanmoins il est certain que des centaines de milliers de travailleurs espagnols y sont prêts et beaucoup d'autres encore se sont un jour posés la question qu'ils ont abandonnée faute de représentants crédibles et sérieux pour incarner cette question et la traiter de manière cohérente.

Maintenant que la majorité des travailleurs espagnols n'en soient pas encore là, c'est évident et normal d'une part, parce que leur condition est encore supportable, dès lors ils ne voient pas pourquoi ils devraient se lancer dans une aventure qu'ils jugent hasardeuse, c'est la crainte du vide politique qui les fait réagir de la sorte autant que leur ignorance du socialisme, et d'autre part, parce qu'ils ne voient pas trop par quoi ces institutions pourraient être remplacées, s'ils tiennent aux institutions en place c'est davantage par dépit, à défaut de mieux, c'est toujours mieux que le vide institutionnel qui serait synonyme de crise, de chaos, de détérioration de leur condition se disent-ils. Cela démontre que leur niveau de conscience politique n'a pas progressé, et il en va de même dans la totalité des pays de l'UE. Ils savent plus ou moins ce qu'ils ne veulent plus, mais ne savent pas au juste ce qu'ils veulent, du coup ils font avec ce qu'ils ont en estimant que c'est encore le moindre mal, et comme cet esprit est partagé par la majorité des travailleurs l'adopter leur semblera normal et ils ne se poseront pas davantage de questions, à quoi bon puisque les réponses qu'on leur proposerait leur demeureraient inaccessibles.

Ils sont aussi embourgeoisés que le reste du prolétariat en Europe et plus particulièrement celui de la zone euro et ils n'ont pas d'autres horizons ou idéal puisque le mouvement ouvrier a délibérément tourné le dos au socialisme. Cela dit, tous subissent la décomposition accélérée de la société et l'atmosphère nauséabond qui s'en dégage et qui est devenue insupportable au point de leur pourrir l'existence.

Quand les travailleurs ne se sentent pas directement concernés par la politique antisociale menée par le gouvernement, c'est sur ce plan-là qu'on doit engager la discussion avec eux, à partir de la manière dont ils vivent leur propre situation qui peut être matériellement relativement confortable, sans pour autant qu'ils puissent se doter d'un idéal ou donner un sens à leur vie qui pourrait les rendre heureux. Ils auront plutôt tendance à être taciturnes, aigris, nerveux, angoissés, par tous les malheurs qui leur viennent aux oreilles ou qu'ils peuvent obserser autour d'eux, sans parler de ce qui passe dans le reste du monde dont ils ont connaissance qui est un véritable cauchemar, qui pourrait les atteindre un jour, qui sait si ce n'est pas déjà le cas, rongeant un peu plus leurs instants de bonheur ou de satisfaction superficiels, bien éphémères et de plus en plus rares.

Bref, on partira du constat que personne ne peut soutenir qu'il est véritablement heureux dans une telle société et que tous aspirent à vivre dans un monde plus juste et meilleur, que seul le socialisme peut leur apporter pourvu qu'ils y participent, à nous de les en convaincre, non pas en flattant leurs illusions ou leur ignorance mais en leur expliquant patiemment comment fonctionne la société et le monde dans lequel nous vivons, qui nous sont imposés par ceux qui gèrent notre destin à notre place, aussi nous revient-il de prendre en mains notre propre sort au lieu de nous soumettre docilement à l'ordre établi qui nous promet des jours toujours plus difficiles à vivre.

Le contexte.

(Source du 19 au 23 décembre : AFP, Reuters, Libération, Le Point, Le Figaro, Francetv info, Atlantico, Le Parisien, Slate.fr.)

- Ce scrutin clôture une année de bouleversements électoraux en Europe du Sud, avec la victoire de la gauche radicale d'Alexis Tsipras en Grèce en janvier, et au Portugal l'arrivée au pouvoir en octobre d'une coalition de partis de gauche.

LVOG- A ce stade ils n'ont pas trop de soucis à se faire avec Syriza qui en Grèce applique le dernier mémorandum de la troïka, tout comme l'avait fait avant lui la coalition formée par Nouvelle Démocratie et le PASOK, et le front populaire au Portugal qui n'a pas remis en cause la politique du gouvernement conservateur de Pedro Passos Coelho (Parti social-démocrate, PSD).

Parlement plus fragmenté que jamais.

LVOG- La crise du capitalisme est une bombe à "fragmentation" politique à retardement qui leur explose à la figure, sans pour autant que la classe ouvrière ne parvienne à en tirer profit pour se doter d'une nouvelle direction, puisqu'aucun parti ouvrier rompant avec l'imposture consistant à caractériser de gauche des partis ancrés à droite n'est parvenu à voir le jour, et qui plus est n'a réussi à s'implanter dans tous les couches des masses exploitées. Dans ces conditions les travailleurs sont amenés à s'abstenir lors des élections ou à voter par dépit pour les partis institutionnels anciens ou nouveaux puisque tous s'inscrivent dans le cadre des institutions en place et aucun n'envisage de les abolir.

- Jamais un parti au pouvoir n’aura obtenu un résultat aussi faible.

Podemos et Ciudadanos ont émergé à la faveur d'une crise sans précédent, qui a secoué non seulement l'économie mais aussi les institutions, ternies par la corruption touchant l'ensemble de l'establishment: partis traditionnels, grandes entreprises, syndicats, et même une fille du roi Juan Carlos.

Une opinion publique traumatisée par la cure d'austérité, assortie d'une réforme limitant les droits des salariés et par le chômage qui touche encore un actif sur cinq.

LVOG- En effet, les partis qui se sont succédés au pouvoir depuis 40 ans et qui sont les piliers du régime sont désormais minoritaires, ce qui exprime la crise des institutions et l'alimente, sans pour autant que cela les empêche de continuer de gouverner (Portugal et demain en Espagne), et quand cela devenait problématique ou impossible (en Grèce) ils ont confié cette tâche à des partis dont les dirigeants étaient issus de leurs partis ou partageaient leur idéologie, de sorte que la stabilité du régime certes affaibli soit assurée, ce qui pour la classe dominante est l'essentiel.

Les résultats.

Près de 36 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes, dont 10,9 millions âgés de plus de 60 ans.

Le Parti populaire (PP) de Mariano Rajoy, a obtenu 123 sièges sur 350 à la chambre basse, soit 28,72 % des voix. Résultat, il a perdu sa majorité absolue, avec 63 sièges de moins par rapport à 2011 et son pire score depuis 1993.

Le Parti socialiste (PSOE) est deuxième et n'a jamais recueilli un aussi mauvais résultat de son histoire, avec 90 sièges et 22 % des voix, il a perdu 19 sièges.

La formation de gauche radicale Podemos, issu du mouvement des « Indignés » né en 2011 contre l'austérité et la corruption, et ses alliés (20,6 % des voix), dispose de 69 députés.

Le libéral Ciudadanos, dirigé par l'avocat de 36 ans Albert Rivera, obtient 14 % des suffrages et 40 députés.

La quadrature du cercle ne tardera pas à démontrer son inanité.

- « On assiste à la fin du bipartisme espagnol et à la naissance du quadripartisme. Le grand doute est de savoir s'il sera possible de former un gouvernement stable. En Espagne, depuis la fin du franquisme, on a toujours eu des gouvernements monocolores et très stables », explique au Figaro, Fernando Vallespin, professeur de sciences politiques à l'Université autonome de Madrid. Selon lui, « cette législature sera brève, parce qu'il n'y aura pas de majorité capable de stabiliser la situation. »

Une analyse reprise par la presse ibérique ce lundi.

« L'Espagne laisse son nouveau gouvernement en suspens », titre le quotidien conservateur ABC lundi. « Le PP l'emporte mais il aura beaucoup de mal à gouverner », estimait El Pais (centre-gauche), tandis que le journal catalan El Periodico faisait sa Une sous forme de petite annonce : « Cherchons un président pour l'Espagne ».

Du côté constitutionnel. - La Constitution prévoit que le roi d'Espagne désigne, après consultations, un candidat chargé de former un gouvernement qui doit être investi par la chambre. Pour ce faire, ce candidat doit obtenir la majorité absolue au Parlement, soit 176 sièges sur 350. En cas d'échec, l'investiture est possible à la majorité simple (plus de oui que de nos), que Mariano Rajoy n'obtiendrait pas non plus à ce stade des négociations. LVOG- C'est donc dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle accepté par tous les partis que ce déroulait ce scrutin dont les travailleurs n'avaient rien à attendre. Accepter ce cadre, c'était déjà capituler devant l'ennemi à défaut d'envisager son abolition. On se demandera de qui les partis qui ont participé à cette farce électorale craignaient-ils de se couper, des institutions héritées du franquisme ou des travailleurs, on pencherait plutôt pour la première réponse.

Un pays ingouvernable.

- Les conservateurs, arrivés en tête des législatives de dimanche, ont perdu leur majorité absolue, et les socialistes, deuxièmes, sont talonnés par Podemos. Résultat: le pays sera difficile à gouverner...

"Tout le monde le répète depuis hier soir : le pays est devenu ingouvernable" explique Lilya Melkonian sur France 2

Le PP pourrait constituer un gouvernement minoritaire mais devrait alors négocier chaque loi avec ses opposants au Parlement.

LVOG - Ce serait assurément incertain, risqué, périlleux, chaotique ! Autant dire qu'ils craignent la paralysie des institutions qui ne plairait pas du tout à leurs maîtres, au marché.

Aucune majorité absolue

- Au lendemain des élections législatives, aucune majorité claire ne se démarque.

Aucun bloc n'aurait la majorité.

Le PSOE a prévenu qu'il ne formerait pas de grande coalition avec le PP.

- "L'Espagne a voté pour le changement. C'est désormais au PP d'essayer de former un gouvernement (...) mais les socialistes voteront 'non' à Rajoy et au PP", a déclaré un dirigeant du PSOE, Cesar Luena, lors d'une conférence de presse.

La performance de Podemos rééquilibre l'échiquier politique espagnol vers la gauche mais une possible coalition formée du PSOE, de Podemos et de trois autres formations ne contrôlerait que 172 sièges.

Une telle alliance serait en outre difficile à former étant donné les divergences de vues économiques et institutionnelles, notamment sur le degré d'autonomie de la Catalogne, entre ces différents partis.

LVOG- Aucune combinaison ne permet d'obtenir la majorité absolue au parlement espagnol, aussi il faudra bien qu'il y en ait un qui

se sacrifie, à moins qu'en cas de majoriité simple le PP bouche les trous comme l'a fait l'UMP en France lorsque le PS était en mal de majorité pour faire passer certaines mesures ou lois à l'Assemblée nationales, ce pourrait être le scénario le plus probable puisqu'aucun ne souhaite retourné aux urnes dans quelques mois de crainte d'y laisser encore plus de plumes.

Instabilité politique à venir.

Le bipartisme, en vigueur depuis la fin de la dictature franquiste, est révolu.

L'Espagne entre dans une phase d'incertitude.

C'est la première fois depuis le début de la démocratie que le pays ne connait pas le nom de son chef de gouvernement après des législatives.

Même si le chef du gouvernement Mariano Rajoy est arrivé en tête avec son parti, il est loin du nombre de sièges requis pour avoir la majorité absolue et faire valider son gouvernement.

Malgré sa victoire, la droite n'obtient pas la majorité et doit désormais essayer de s'allier avec les autres formations politiques. Les Espagnols étaient habitués à voir deux partis gouverner en alternance depuis trente-cinq ans, le Parti socialiste et le Parti populaire de Mariano Rajoy.

Pas de gouvernement en Espagne avant plusieurs semaines, voir plusieurs mois.

LVOG- En Belgique ils sont restés plus d'un an dans cette situation et ils s'en sont très bien sortis, en attendant c'était le gouvernement sortant qui avait traité les affaires courantes.

- Les partis traditionnels vont devoir composer avec ces nouveaux petits partis.

"Les quatre partis arrivés en tête s'opposent dans leurs programmes" Valérie Labonne, correspondante de France 3 en Espagne.

LVOG- Au-delà des intérêts supérieurs du régime qu'ils partagent, ce qui les opposent c'est uniquement les différents couches de privilégiées qu'ils représentent et dont ils entendent préserver les avantages.

Vers de nouvelles élections

- La Constitution espagnole ne fixe pas de date-butoir à la formation d'un gouvernement mais certains analystes évoquent déjà l'hypothèse d'un retour devant les électeurs pour sortir de l'impasse en vue.

Tractations, marchandages, grandes manoeuvres ou comment monnayer les voix de leurs électeurs qu'ils méprisent.

AFP - Le Parti socialiste espagnol, clé d'un prochain cabinet, a opposé mardi un non ferme aux avances du chef du gouvernement sortant, le conservateur Mariano Rajoy, dans ses efforts pour conserver son poste, augurant de longues et incertaines négociations.

L'émergence de deux nouveaux partis aux élections législatives de dimanche, la gauche radicale Podemos et les libéraux de Ciudadanos, exige des alliances au moins tacites pour obtenir l'investiture d'une majorité des députés.

"La fragmentation ne peut pas déboucher sur la paralysie, le blocage et l'inaction", avait plaidé lundi Mariano Rajoy.

Bien qu'il ait remporté le plus de sièges, 123, avec 28,7% des suffrages, son Parti populaire a perdu la majorité absolue de 176 sièges.

Il doit donc, pour gouverner, obtenir au minimum l'abstention du Parti socialiste (PSOE) qui peut lui barrer la route en votant contre lui. Les 90 voix socialistes, additionnées aux 69 de Podemos et aux deux de Gauche unie (161 au total) bloqueraient l'investiture.

M. Rajoy a donc proposé un dialogue avec les autres formations défendant comme lui "l'unité de l'Espagne", la "stabilité" et les "règles de l'Union européenne": le PSOE et Ciudadanos.

"Il est important qu'il y ait une stabilité et il est important que les agents économiques et sociaux sachent que l'on peut gouverner", a insisté M. Rajoy.

Albert Rivera, le leader du centriste Ciudadanos, arrivé quatrième avec 40 sièges est d'accord pour laisser M. Rajoy gouverner en s'abstenant. "Il revient au Parti socialiste de faire le prochain pas", a-t-il estimé. "J'en appelle à la responsabilité et au sens de l'Etat".

Mais même l'option d'une simple abstention est inimaginable pour les socialistes espagnols, estime le politologue Pablo Simon: "il leur serait reproché d'avoir permis un gouvernement du PP".

Podemos, qui tente de prendre la place du PSOE en l'assimilant aux conservateurs tenants de la "vieille politique", se réjouirait de cette stratégie du "suicide". Le PSOE risquerait alors l'effondrement électoral, à l'image des socialistes du Pasok en Grèce, où la coalition Syriza, alliée de Podemos, les présentait aussi comme représentants de la "vieille politique".

La réponse à M. Rajoy ne s'est donc pas faite attendre.

"Les différences sont si grandes entre le PP et le socialistes (que) notre conclusion est définitive: nous ne soutiendrons pas une investiture du PP", a déclaré mardi Antonio Hernando, porte-parole du groupe parlementaire socialiste.

"Nous n'investirons jamais Mariano Rajoy comme président", a martelé Miguel Carmona, élu socialiste de Madrid. Le secrétaire général du PSOE, Pedro Sanchez, ne s'est lui pas exprimé depuis deux jours.

- Retour au système parlementaire -

L'alternative possible d'une grande coalition de gauche formée par les socialistes et Podemos, soutenue par les indépendantistes basques et catalans, s'annonce compliquée.

En effet, Podemos pose comme condition que le PSOE accepte la tenue d'un référendum d'autodétermation en Catalogne, en pleine fièvre indépendantiste.

Là encore, le PSOE dit non. "Nous croyons en l'unité de l'Espagne", a répondu Antonio Hernando.

"Nous ne pouvons être vus comme un parti qui se lance dans les aventures et l'opportunisme", a résumé Susana Diaz, présidente de la région d'Andalousie et un des poids lourds du parti.

Mariano Rajoy dispose de la période des fêtes, jusqu'au 13 janvier, date de la première séance parlementaire, pour tenter de convaincre le PSOE.

Une fois le président de la chambre élu, il doit présenter au roi Felipe VI les différents candidats possibles à l'investiture. Celui-ci désigne celui qui a le plus de chances de succès.

La première tentative d'investiture ouvre une période de deux mois pour former un gouvernement, faute de quoi de nouvelles élections sont convoquées.

Au départ, le système en Espagne était parlementaire mais les deux grand partis ont "mangé" les petits en cinq ans (entre 1978 et 1982), a noté le politologue catalan Gabriel Colomé. "Maintenant nous revenons au système parlementaire: personne n'impose son programme. Il n'y a pas de majorité et il faut la fabriquer".

faut laisser du temps au temps", a résumé le socialiste Antonio Hernando. AFP 22.12

Derniers développements, mercredi 23 décembre.

Les socialistes espagnols pas décidés à gouverner avec la droite - Reuters

Les principaux partis politiques espagnols ont présenté des idées antagonistes mercredi sur la façon de constituer un gouvernement viable après les élections législatives de dimanche, remportées par les conservateurs au pouvoir mais sans qu'aucun parti ne dispose d'une majorité claire en sièges.

Le secrétaire général du Parti socialiste (PSOE), Pedro Sanchez, s'exprimant devant la presse après une rencontre avec le Premier ministre sortant Mariano Rajoy, a dit qu'il rejetterait tout accord qui déboucherait sur un nouveau gouvernement avec Mariano Rajoy on son parti, le Parti Populaire (PP), mettant fin aux espoirs de ceux qui avaient envisagé une grande coalition à l'allemande entre la gauche et la droite.

Sans le soutien des socialistes, ou au moins leur soutien implicite via l'abstention, il sera impossible pour le PP de former un gouvernement disposant d'une majorité la chambre basse du Parlement.

D'autres combinaisons sont possibles, mais elles nécessiteront un accord entre au moins trois partis.

"Nous disons 'non' à Rajoy et à sa politique", a déclaré Pedro Sanchez, lors d'une conférence de presse après sa rencontre avec le chef du gouvernement sortant. (Quand on sait qu'ils ont le même programme, mais Sanchez doit sauver les apparences pour que le PSOE ne finissent pas comme le PASOK ou pas encore... - LVOG)

"Les socialistes travailleront de sorte qu'il y ait un nouveau gouvernement, un gouvernement du changement, avec des idées progressistes et une capacité de dialogue", a-t-il dit. (Vous aurez reconnu la rhétorique de Hollande et Valls. - LVOG) Reuters 23.12

Podemos et Ciudadanos sont des clones populistes et droitiers du PSOE et du Parti Populaire.

Podemos ("Nous pouvons").

LVOG - Ils ont dû s'inspirer d'Obama et son "*Yes we can*", Oui nous pouvons...

Parti d'extrême gauche, parti anti-austérité disent-ils qui a pour modèle... Syriza agent de la troïka.

Sentant le vent tourné, ils l'ont propulsé à des sommets tout en le niant de préférence, ils ne vont pas vendre la mèche qui ne tardera pas à se consumer sur place...

- Le nouveau parti de gauche radicale Podemos, né au début de l'année dernière...

À la tête du parti de gauche Podemos, Pablo Iglesias affiche une allure d'éternel étudiant. À 37 ans ce professeur de Sciences politiques a réussi à imposer son parti en à peine un an. Fils d'un fonctionnaire et d'une avocate, il martèle un discours révolutionnaire. "On n'atteint pas le ciel par le consensus, on le prend d'assaut", déclarait Pablo Iglesias lors d'un meeting.

Podemos défend la taxation des plus riches et des classes moyennes. (Non mais attendez, cela c'était avant les élections - LVOG)

La formation Podemos s'est considérablement recentrée, le soutien de l'économiste français Thomas Piketty en est l'illustration.

Pablo Iglesias a été clair, la droite victorieuse mais minoritaire ne pourra pas compter sur eux.

Un pur produit du système institutionnel.

- La gauche indignée est clairement l'un des grands vainqueurs de ce scrutin. Le parti n'existait même pas lors des précédentes législatives de 2011, il obtient 69 sièges en 2015.

Atlantico.fr - La situation de Podemos est spécifique : il incarne une espèce de renouveau en matière de politique, d'abord parce qu'il refuse de se positionner sur l'arc traditionnel droite-gauche. Dans sa façon de faire de la politique, dans ses pratiques, il est neuf. Le gros contraste vient du fait que, dans son organisation et sa hiérarchie, il est mené par de vieux briscards de la politique. Pablo Iglesias, le chef de file du parti, a déjà eu toute une carrière au sein des Jeunesses communistes espagnoles en plus d'être docteur en sciences-politique. Il n'est pas le seul dans Podemos à être passé par le communisme, loin s'en faut. C'est assez paradoxal : ils refusent plusieurs des aspects de l'ancienne tambouille politique, mais restent des vieux "routiers" de cette même politique. Ils en connaissent parfaitement la chose, pour l'avoir étudiée, parfois sur les bancs des universités françaises. Il ne s'agit donc pas d'un système politique traditionnel.

Les leaders de Podemos sont républicains, pourtant ils acceptent de participer à différents types de cérémonies qui impliquent le monarque ou des membres de la famille royale, pour ne pas avoir à s'emparer du sujet de la monarchie avant d'arriver au pouvoir. Idem pour la question de la Catalogne : ils bottent en touche ces sujets pour ne pas s'enfermer dans des débats jugés traditionnels. Cela répond au fait que Podemos vient, à l'origine, des capacités politiques des anciens politiciens que nous évoquions, mais également du fait que son soutien vient de gens qui refusent la politique classique. Ces gens proviennent généralement du mouvement des Indignés et en appellent à de nouvelles pratiques politiques. Ce qui ne veut pas dire qu'une fois aux responsabilités ils le feront réellement comme le montre l'exemple grec. Atlantico.fr 21.12

- "Aujourd'hui, une nouvelle Espagne est née. Une Espagne qui met fin au système de l'alternance politique et qui ouvre la voie à une nouvelle étape de notre pays", a déclaré Pablo Iglesias, leader de Podemos. Un renouveau qui va obliger les partis traditionnels à se remettre en question. (Du vent ! - LCOG)

LVOG - Rappel - Espagne: Podemos recrute l'ancien chef des armées comme candidat à l'élection législative - Mondialisation.ca 09.11.15 Lors de la conférence de presse (le 4 novembre - LVOG), Rodriguez a dit que Podemos respecterait ses obligations, ajoutant qu'il défendait « le renforcement de la position stratégique de l'Espagne et de l'Europe dans l'Alliance atlantique. »

Iglesias a également rencontré le président de l'Association unifiée des militaires espagnols, Jorge Bravo, et a promis de « construire un programme politique qui inclut les droits inaliénables de l'armée ». Iglesias a ajouté : « Podemos assume comme légitimes les demandes des associations militaires et promet de les défendre. » Mondialisation.ca 09.11.15

Ciudadanos ("Citoyens")

- Chef du parti de centre droit, Ciudadanos, Albert Rivera affiche un look de gendre idéal. Fils de commerçants catalans, juriste de formation, il ose. En 2006, il n'hésite pas à poser nu sur son affiche pour les régionales catalanes.

Les libéraux de Ciudadanos sont pour une baisse générale des impôts et l'instauration d'un contrat de travail unique. (Le programme du patronat. - LVOG)

Le Point - Ce parti a été créé en Catalogne en 2005, par une poignée d'intellectuels issus de la classe moyenne. Son leader actuel, Albert Rivera, a commencé à droite, comme jeune militant du Parti populaire. Leur source d'inspiration est La Grève, la bible des libertariens, un livre écrit en 1957 par Ayn Rand, qui a connu un incroyable succès aux États-Unis et dans le monde.

Méprisé par les médias traditionnels, Ciudadanos a percé sur Internet et en organisant des réunions publiques. Sa critique de la vieille caste politique espagnole a rencontré un écho auprès des jeunes cadres dynamiques désenchantés par les partis traditionnels après des années de crise et de corruption endémique. Il rassemble un électorat centriste, urbain, issu de la classe moyenne, incarnant l'Espagne moderne, qui semble avoir dépassé la vieille querelle entre les deux Espagnes, républicaine et catholique, dont la guerre civile a été le point d'orgue.

Bien qu'il préfère se dire centriste, Ciudadanos propose un projet libéral, un courant de pensée qui avait disparu de la vie politique espagnole depuis qu'il avait été écrasé entre l'extrême gauche et l'extrême droite pendant la guerre civile. Cohérent, il prône à la fois la libéralisation des drogues, celle de la prostitution et du marché du travail avec un contrat unique. Il souhaite également réduire l'impôt sur les sociétés de 30 à 20 %, et plafonner l'impôt sur le revenu à 43,5 %. lepoint.fr 21.12

On comprend l'enthousiasme du Point pour ce parti réactionnaire qui incarne en fait l'idéologie néolibérale.

- Le parti de centre droit Ciudadanos était encore inconnu il y a quelques mois. En janvier 2015, Ciudadanos n'était crédité que de 3 % dans les sondages.

- Ce parti est né en Catalogne pour s'opposer à la montée des indépendantistes.

- Le mouvement centriste Ciudadanos est le partenaire logique du Parti populaire. (S'ils le disent eux-mêmes. - LVOG)

- Ciudadanos s'abstiendra afin de laisser le Parti populaire gouverner plutôt que de nouvelles élections.

Le chef de file de Ciudadanos, Albert Rivera, a exhorté lundi le PSOE à soutenir au cas par cas un gouvernement minoritaire dirigé par le PP.

"L'Espagne ne peut pas se permettre de devenir la Grèce. L'Espagne ne peut pas devenir un pays chaotique", a-t-il dit à la chaîne de télévision Telecinco.

"La balle est dans le camp du PSOE. Il doit décider s'il s'abstient et permet la constitution d'un gouvernement (...) j'espère qu'ils prendront (cette) décision", avait déclaré auparavant Albert Rivera, le leader de Ciudadanos.

LVOG- Autrement dit, Rivera souhaite que le PP gouverne. Il l'a confirmé il y a trois jours.

Lundi 21 décembre

Reuters - Le chef de file du nouveau parti espagnol de centre droit Ciudadanos, qui s'est classé quatrième lors des élections législatives de dimanche, a réaffirmé lundi que sa formation siégerait dans l'opposition et n'avait aucunement l'intention de rejoindre une coalition de gouvernement, quelle qu'elle soit.

Albert Rivera a appelé les socialistes du PSOE à clarifier leur position et à décider s'ils tenteront ou non de former un gouvernement avec d'autres formations de gauche.

"Désormais, c'est aux autres de bouger", a dit Albert Rivera lors d'une conférence de presse, en ajoutant qu'il préférait que le Parti populaire gouverne plutôt que de voir l'Espagne retourner aux urnes dans quelques semaines. Reuters 21.12

Un article publié la veille du scrutin.

- La recette de Ciudadanos pour devenir le parti le plus influent des élections - slate.fr 19.12

Voici comment devenir le parti le plus influent des élections espagnoles (sans que personne n'ait parié sur vous au départ).

Les électeurs espagnols se sont-ils lassés du style vindicatif et des références à la pop culture obsessionnelles de Pablo Iglesias? Ciudadanos, parti émergent également construit sur les ruines du bipartisme espagnol, est définitivement en train de lui voler la vedette dans les élections législatives de dimanche prochain.

Selon le sondage préélectoral du Centre d'investigation sociologique (CIS), le «parti orange» se serait en effet stabilisé à 19% d'intentions de vote, dépassant la formation d'Iglesias (15,7%) et talonnant de très près le PS espagnol (20,8%). D'autres sondages les placeraient même en seconde position dans six régions, devant le parti d'opposition historique. En dépit de ces légères variations de tendances, les instantanés électoraux s'accordent tous sur un point: aucun parti ne sera susceptible d'obtenir la majorité absolue en solo, pas même le Partido popular (PP), la droite conservatrice au pouvoir, en tête des sondages.

Dans ce panorama électoral teinté d'un suspense totalement inédit en Espagne, Ciudadanos peut ainsi élire le vainqueur en choisissant d'appuyer la droite ou la gauche. Ce parti issu de la scène régionale et aux débuts beaucoup plus confidentiels que Podemos est ainsi en passe de jouer un rôle crucial dans ces prochaines élections. Voici la recette du parti d'Albert Rivera pour devenir l'acteur le plus influent lors d'un scrutin décisif.

1.Commencer soft

Tout d'abord si l'hyper-présence médiatique de Podemos a pu un peu fausser les apparences, notamment à l'étranger, une chose reste certaine: Ciudadanos ne vient pas tout juste de débarquer sur la scène politique espagnole. Créé en 2006 en Catalogne, le parti se veut une réponse politique à deux phénomènes: le séparatisme catalan et la corruption des élites politiques. Des axes de prédilection particulièrement bien sentis qui vont permettre à ce parti régional, souvent perçu comme facho localement, d'acquérir au fil des ans une dimension nationale, et ce, en dépit de l'esthétique pour le moins douteuse de ses différents spots de campagne. Ainsi, lorsque Podemos débarque en grande pompe à l'occasion des élections européennes de 2014 avec ses 8% des voix et ses trois mois d'existence, Ciudadanos se hisse quant à lui en douceur au niveau national en totalisant 3% des votes et deux sièges au parlement.

«C'est également un bon score. Mais ils ont été totalement éclipsés par Podemos dans l'opinion publique», analyse Kiko Llaneras, spécialiste des sondages et de la visualisation de données. L'histoire de Ciudadanos et Podemos est un peu celle du lièvre et de la tortue. Si, dans la course aux élections le parti de Rivera a démarré soft, il a également su tirer parti des erreurs de son adversaire tout au long du parcours.

2.Laisser les autres s'énerver

Après les élections européennes, l'Espagne et l'Europe sont en pleine «Podemos-mania». La formation d'Iglesias canalise en effet à ce moment-là une grande partie des colères citoyennes et excelle dans son diagnostic de la crise espagnole. Mais, à l'approche des élections régionales et municipales, Podemos est confronté à ses premières grandes difficultés. Selon Kiko Llaneras, «au moment où Podemos s'est converti en candidat, il a eu beaucoup de mal à transformer son discours de dénonciation en propositions concrètes». Luis Marañon, politologue et consultant en communication politique, revient sur ces erreurs: «Repenser une stratégie basée sur le mécontentement généralisé des citoyens a pris beaucoup de temps à Podemos. Aucune personne, aucune société ne peut tenir aussi longtemps avec un niveau de colère aussi élevé.»

Alors que le parti d'Iglesias continue de s'énerver, Rivera peaufine quant à lui le rôle de rassembleur de Ciudadanos. «C'est ce moment qu'ils ont choisi pour initier un processus d'expansion géographique. De là, ils ont réussi à se transformer en une option non disruptive capable de canaliser la fatigue provoquée par les partis traditionnels.» Le tout sans spot vidéo «has been» cette fois (enfin presque).

3.S'appuyer sur un bon conflit territorial

Mais, pour booster son influence dans l'espace politique espagnol, le parti orange n'a pas «seulement» travaillé sa ligne et tiré profit des erreurs de son adversaire anti-système. Il a pu également compter sur un ingrédient magique: un bon vieux conflit

territorial. Ainsi les élections catalanes du 27 septembre 2015, transformées par les séparatistes catalans en véritable plébiscites pour l'indépendance, ont joué un rôle d'accélérateur de carrière pour Ciudadanos, cet enfant du pays historiquement opposé à l'indépendance.

Le sujet catalan, au minimum, les a aidés à avoir beaucoup plus de visibilité et à se draper dans ce costume de gagnant

Kiko Llaneras, spécialiste des sondages et de la visualisation de données

Dans ce scrutin ultra médiatisé et polarisé, Podemos, en peinant à se positionner clairement sur la question du séparatisme, a donné un élan supplémentaire à la formation de Rivera. Alors que la liste locale d'Iglesias obtient des scores plus faibles encore que ceux pressentis, Ciudadanos profite quant à lui du scrutin catalan pour se hisser sur la deuxième marche du podium, dans une région cruciale pour la vie politique espagnole. «Le sujet catalan, au minimum, les a aidés à avoir beaucoup plus de visibilité et à se draper dans ce costume de gagnant», analyse Kiko Llaneras. Ignacio Jurado, docteur en science politique à l'université d'Oxford et spécialiste du comportement électoral, va plus loin: «Les élections catalanes ont été le premier événement dans lequel ils se sont transformés en alternative de pouvoir. Cela a été l'étiquette décisive de crédibilité pour Ciudadanos.»

4.Devenir le gendre idéal

Puisque l'heure est à parler des étiquettes, venons-en à un aspect absolument décisif pour monopoliser l'influence: le look et la personnalité du leader. À ce jeu-là, il semblerait que même en Espagne, le catogan, les bracelets de force et la verve emphatique ne soient pas forcément gage de réussite politique sur le long terme. Ainsi, la personnalité et l'apparence d'Albert Rivera semble à terme avoir été plus fédératrice que celle d'Iglesias. Dans le dernier sondage du CIS, Rivera apparaît ainsi comme la personnalité politique la plus appréciée des Espagnols tandis qu'Iglesias se situe à la traîne du classement.

Sonia El Hakim, spécialiste de communication non verbale, analyse dans son blog le succès du «personnage politique» d'Albert Rivera: «C'est l'un des candidats à la présidence les plus attractifs dans le sens le plus large du terme. C'est le gendre idéal.» Un profil lisse et séducteur qui aurait réussit à supplanter les sorties enflammées et l'émotivité assumée du leader de Podemos. Pour Luis Marañon, l'image de leader de Rivera tend à un équilibre complexe: «Il a réussi à obtenir une image de nouveauté unie à une idée de changement et de modération. Ainsi, c'est un candidat compétitif dans la mesure ou son image réussit à attirer des ex-votants de partis différents, à générer peu de résistance et à maintenir un profil personnel avec un faible niveau de rejet.»

À ce cocktail inédit de consensualité, Rivera a su ajouter des nuances plus tranchantes. Il n'en fallait pas moins pour rivaliser avec le style fleuri et l'hyper-charisme d'Iglesias. Sonia Al Hakim qualifie ainsi le style de communication non verbale du leader de Ciudadanos de «conquérant haut négatif»: «Il est conquérant haut parce qu'il parle beaucoup. Il serait conquérant "bas" s'il écoutait plus qu'il ne parle. Mais […] il aime parler. Il fait des gestes englobants, qui nous mettent dans sa bulle, il gesticule beaucoup avec les mains pour nous aider à comprendre son message.»

À ce véritable numéro d'hypnose séductrice vient s'ajouter le propos de Rivera. Un discours particulièrement adapté à son intention de récupérer les votes du centre, un électorat décisif dans les élections espagnoles.

5.Construire un discours à bas coût idéologique

Ainsi, pour se transformer en l'interlocuteur le plus influent lors d'un scrutin décisif, il est primordial de «lisser» son discours. Dans un article du quotidien El Español, des spécialistes en linguistiques ont analysé les programmes des quatre partis en têtes dans les élections générales (et les ont représentés en nuages de mots).

Au sujet du parti de Rivera, l'article en arrive ainsi à la conclusion suivante: «Si l'on exclut les mots qui forment les titres du programme, […] les termes les plus répétés sont Espagne et citoyenneté.» Un champ lexical particulièrement neutre qui souligne, selon le quotidien, la faible charge idéologique du parti. Luis Marañon, qui a participé à l'expérience, revient sur cette analyse pour Slate.fr: «Le discours de Ciudadanos est simple, ordonné, de large spectre, nourri d'un prétendu pragmatisme et d'un faible coût idéologique.» Pour le spécialiste, «l'idée est que leur électorat potentiel n'ait pas à payer un coût trop élevé au niveau idéologique pour voter pour eux». À cette modération, cet équilibre et ce caractère neutre s'ajoute une «désidéologisation» du propos, en apparence, seulement:

«Ciudadanos essaie de déployer une idée optimiste autour du futur, car ils sont conscients que leur électorat potentiel ne vit pas dans un état d'esprit de colère, ils se nourrissent plutôt d'un sentiment d'éloignement des partis traditionnels.»

6.Combiner tous les axes gagnants de la campagne

Pour devenir l'acteur le plus influent d'un scrutin à quatre, vider son discours de tout élément pouvant provoquer le rejet n'est pas la dernière leçon à apprendre de Ciudadanos. Car à ce discours particulièrement facile à endosser doit venir s'ajouter

le positionnement politique adéquat. Cerner cet exact espace électoral a nécessité tous les efforts de la formation de Rivera durant cette campagne.

Le discours de Ciudadanos est simple, ordonné, de large spectre, nourri d'un prétendu pragmatisme et d'un faible coût idéologique

Luis Marañon, politologue et consultant en communication politique :

«Ils ont adopté une claire stratégie de triangulation, en combinant des positions progressistes avec d'autres plus libérales voire conservatrices en s'efforçant de maintenir l'équilibre qui les rend compétitifs», décrypte Luis Marañon. De fait, la grande force de Ciudadanos a été de réussir à associer tous les axes gagnants de ces élections générales au sein de sa candidature:

«Leur position de centralité leur a permis d'engranger des voix depuis le centre droit jusqu'au centre gauche. Avec cette stratégie, ils ont combiné la prédominance de l'axe du "nouveau", en tant que parti émergent, contre celui de "l'ancien", des vieux partis.»

Un tiroir idéologique à double fond qui a permis, selon le spécialiste, «de se positionner comme un réceptacle à la mesure d'une partie importante du désenchantement des électeurs». Un rôle de choix, qui devrait leur assurer une position décisive à l'heure de définir la coalition qui gouvernera.

7.Refusez les pactes (au début)

La stratégie de Ciudadanos a donc plutôt bien fonctionné jusqu'alors. L'occasion pour le parti de nous donner une dernière grande règle pour accaparer l'influence: être certes en mesure de faire tous les pactes possible mais affirmer les refuser tous en bloc. Ignacio Jurado le rappelle: «Stratégiquement, cela n'intéresse aucun parti de dire qu'il veut faire des pactes, ils veulent bien entendu tous se présenter comme l'unique option pour un futur gouvernement.» En ce sens, Ciudadanos a déjà lancé l'idée de réaliser des élections anticipées si aucune formation n'arrive à former un gouvernement à l'issue du scrutin.

«Rivera a été assez emphatique à l'heure de dire qu'il ne va investir ni Rajoy (PP) ni Sanchez (Psoe). Mais il parle seulement de Rajoy, et jamais directement du parti. Au moins à cause de cela, je comprends qu'ils seraient disposés à appuyer un gouvernement du PP en substituant Rajoy par un autre candidat», déduit Ignacio Jurado. Une position toutefois compliquée pour Ciudadanos, qui, s'il choisit d'appuyer un des deux partis historique du bipartisme, pourrait perdre de sa force au sein de ses votants.

En réalité, le scénario idéal pour Rivera serait de finir deuxième: «Non seulement parce qu'il serait plus fort pour négocier avec la droite du PP, mais surtout parce qu'il pourrait légitimement demander au PS de l'appuyer pour être président.» Une option qui n'est pas hors d'atteinte pour le parti de Rivera. Après tout, jusqu'à présent, il a fait tout comme il fallait. slate.fr 19.12

ACTUALITÉ DU JOUR

La Ve République était compatible avec le totalitarisme.

- Le Conseil constitutionnel valide les assignations à résidence - Reuters

Le Conseil constitutionnel a jugé mardi que les assignations à résidence de la loi du 20 novembre dans le cadre de l'état d'urgence décidé après les attentats du 13 novembre étaient conformes au texte fondamental de la République.

Le Conseil constitutionnel a rejeté une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) posée, via le Conseil d'Etat, par un des militants écologistes assignés à résidence pendant la récente conférence sur le climat.

Les avocats du militant demandaient aux "sages" de "mettre un coup d'arrêt" à cet "abandon du pouvoir législatif au profit du pouvoir administratif" et d'encadrer un texte qui porte atteinte à la "liberté constitutionnelle d'aller et de venir".

Le Conseil constitutionnel, peut-on lire dans un communiqué, "a jugé que, tant par leur objet que par leur portée, ces dispositions ne comportent pas de privation de la liberté individuelle au sens de l'article 66 de la Constitution".

Le Conseil constitutionnel ayant validé le texte sans réserves, contrairement à ce qu'ils espéraient, les requérants entendent saisir la Cour européenne des droits de l'Homme.

"Nous sommes face à une dérive possible. Vous êtes la dernière digue", avait plaidé à l'audience Patrice Spinosi, avocat de la

Ligue des droits de l'homme. Reuters 22.12

Le Conseil constitutionnel "la dernière digue"... qui protège le régime, quelle imposture monstrueuse ! On ne pouvait pas laisser dire un truc pareil, non ?

Etat policier. PS, LR, FN même déchéance.

- Déchéance de la nationalité : Christiane Taubira fragilisée - Francetv info

Manuel Valls a confirmé que le projet de déchéance de la nationalité serait dans la réforme constitutionnelle.

Coup de théâtre à l'Élysée mercredi: François Hollande a finalement conservé dans son projet de révision constitutionnelle la déchéance de nationalité, contrairement aux déclarations de la garde des Sceaux Christiane Taubira, et malgré les nombreuses critiques de la gauche.

En maintenant la déchéance de nationalité, le président de la République conserve une chance de voir sa réforme adoptée au Congrès, où il aura besoin d'une majorité des trois cinquièmes. La droite, inspiratrice de la mesure, avait prévenu qu'elle ne voterait pas le projet en son absence.

A contrario, la présidente du Front national a pavoisé, saluant dans un tweet le "premier effet des 6,8 millions de voix pour le Front national aux élections régionales". Florian Philippot, vice-président du parti, a estimé que, "dans ces conditions", le FN pourrait "voter cette révision". Francetv info 23.12

Donc si on comprend bien, par exemple une personne née en France et de nationalité française mais dont les parents étaient de nationalité française mais née en Algérie, personne dont le français est la langue maternelle et qui ne parle pas forcément l'arabe, qui n'a aucun lien avec l'Algérie ou qui n'y a mis les pieds que quelques fois dans sa vie se verrait expulsée vers ce pays qui lui est totalement étranger une fois sa peine de prison accomplie, c'est bien cela n'est-ce pas ?

En complément

- Les candidatures pour intégrer la police explosent - Francetv info

Devenir patron, quel idéal !

- Emploi : les TPE concentrent le plus de CDD et de temps partiels - La Tribune

Une étude de la Dares publiée ce mercredi rapporte que les TPE (entreprises de moins de 10 salariés) concentrent le plus d'emplois dit précaires.

Si les très petites entreprises (TPE) ont regroupé 20% de l'emploi salarié concurrentiel en 2014 (soit un salarié sur cinq), elles ont également eu davantage recours aux CDD et au temps partiel que les entreprises de dix salariés ou plus, rapporte une étude de la Dares publiée mercredi 23 décembre.

1,2 million dans le secteur de l'artisanat, précise le service de statistiques du ministère du Travail.

Les TPE emploient en moyenne 3 salariés, mais 36% n'en comptent qu'un seul. Dans près de la moitié d'entre elles travaille au moins un non-salarié (gérant ou membre de la famille). Ces entreprises "mono-salarié" sont pour beaucoup dans l'enseignement privé (écoles de conduite), l'action sociale privée, l'immobilier, les arts et autres activités de service.

Deux fois plus de CDD dans les TPE

Les CDD (contrats à durée déterminée) représentent 13,8% des salariés des TPE, soit davantage que dans les entreprises de 10 salariés ou plus, dans lesquelles la part de CDD est de 7,6%.

46% de ces CDD sont des emplois aidés, en majorité des contrats d'apprentissage ou de professionnalisation (qui comprennent des baisses de charges). Au final, plus du quart des emplois aidés (marchands ou non) en France se trouvent dans les TPE, 225.000 salariés au total.

Si les contrats d'apprentissage ont diminué de 5% entre 2013 et 2014 dans les TPE, le nombre de contrats aidés par l'Etat (contrat unique d'insertion, emploi d'avenir, contrat de génération, etc.) a de son côté, augmenté de 17%. Les TPE emploient près

de 30% de ses salariés... à temps partiel

L'étude rapporte également que la durée de travail hebdomadaire pour les salariés des TPE à temps complet est de 36,2 heures, soit davantage que dans les entreprises de 10 salariés et plus (35,6).

Néanmoins, le temps partiel y est plus fréquent : 28,3% des salariés, contre 16% ailleurs. Ainsi, plus l'entreprise est petite, plus le recours au temps partiel est important : 39,5% dans les entreprises "mono-salarié", contre 15% dans les entreprises de plus de 100. latribune.fr 23.12

Privatisation de la Croatie.

- Croatie: un homme d'affaires indépendant désigné comme Premier ministre - AFP

La présidente croate a désigné mercredi au poste de Premier ministre un homme d'affaires sans appartenance politique qui a fait sa carrière dans l'industrie pharmaceutique internationale et dont la tâche sera le redressement économique de cette ex-république yougoslave.

Tihomir Oreskovic est soutenu par une coalition formée autour des conservateurs (HDZ), arrivés en tête des législatives du 8 novembre, et qui font ainsi leur retour au pouvoir après quatre ans dans l'opposition.

M. Oreskovic a fait sa carrière dans l'industrie pharmaceutique et est actuellement le directeur financier pour l'Europe de Teva, numéro un mondial des médicaments génériques.

Il a montré à la présidente croate qu'il bénéficiait des signatures d'une majorité de 78 députés le soutenant au sein du parlement, qui compte 151 sièges.

M. Oreskovic avait fait ses études au Canada et entamé en 1992 sa carrière dans le secteur pharmaceutique. Il a intégré Teva en 2005 au Canada, avant d'occuper, à partir de 2009, des postes de dirigeant financier pour la compagnie en Europe de l'Est.

Entre 2012 et 2014, il a dirigé la plus grande compagnie pharmaceutique croate, Pliva, contrôlée depuis fin 2008 par le géant israélien. AFP 23.12

On a deviné qui l'a propulsé à ce poste.

En Syrie il serait libre.

- Un écrivain saoudien condamné à quatre de prison pour sédition - Reuters

Un écrivain saoudien qui préconise des réformes politiques dans le royaume a été condamné par un tribunal antiterroriste à une peine de quatre ans de prison et à l'interdiction de paraître dans les médias pendant 15 ans, ont fait savoir sa famille et les médias saoudiens.

La Cour pénale spéciale, mise sur pied en 2008 pour juger les affaires de terrorisme, a reconnu Zouhaïr Koutbi coupable de sédition et d'atteinte au prestige de l'Etat, écrit mardi le journal saoudien Okaz.

La moitié de la peine a été assortie d'un sursis, si bien que Koutbi n'aura à purger que deux ans derrière les barreaux, mais il est interdit de voyage pendant cinq ans. Il a en outre été condamné à une amende de 100.000 riyals (environ 26.600 dollars).

Son fils, Djamil, avait fait état dès lundi sur Twitter de la condamnation de l'écrivain, sans préciser de quoi il était reconnu coupable.

Zouhaïr Koutbi a été arrêté à son domicile de La Mecque le 15 juillet, à la suite d'une émission de télévision lors de laquelle il avait appelé à des réformes politiques en Arabie saoudite, notamment la transformation de la royauté en monarchie constitutionnelle, rapporte Human Rights Watch.

Il avait déjà été condamné à trois reprises à des peines de prison pour des déclarations politiques, depuis les années 1990, précise de son côté Amnesty International. Reuters 22.12

Human Rights Watch et Amnesty International qui sont des ONG à la solde de Washington "rapporte" ou "précise", mais ne condamnent pas l'Arabie saoudite ou n'engageront pas une campagne internationale pour exiger la libération de Zouhaïr Koutbi pour ne pas faire de tort à un des alliés de leurs mentors.

Confirmation. Pour qui roule Amnesty International ? Le Pentagone, la CIA, l'OTAN.

- Syrie: Amnesty accuse Moscou d'avoir tué des centaines de civils - AFP

Près de 2.000 morts, des centaines de civils tués, de possibles crimes de guerre : depuis près de trois mois, le rouleau compresseur russe est en action en Syrie contre les "terroristes" selon Moscou, mais pour l'essentiel dans des zones où le groupe Etat islamique (EI) n'est pas présent.

Dans un rapport rendu public mercredi, Amnesty International accuse la Russie d'avoir tué des "centaines de civils" et causé "des destructions massives" dans des raids aériens qui "bafouent le droit international humanitaire".

Le ministère russe de la Défense a qualifié ces accusations de "fausses" et de "sans preuves", son porte-parole affirmant qu'il "n'y avait rien de concret ni de nouveau" dans ce rapport.

Pour l'ONG, dont le siège est à Londres, la Russie a eu recours à "des bombes à sous-munitions", interdites par les conventions internationales, des bombes incendiaires et des "bombes non guidées" contre "des zones d'habitation à forte densité de population".

"Certaines frappes aériennes russes semblent directement viser des civils ou des biens à caractère civil", a commenté Philip Luther, directeur d'Amnesty pour le Moyen-Orient, d'après lequel "ces attaques peuvent constituer des crimes de guerre", car "aucune cible militaire ni aucun combattant ne se trouvait dans l'environnement immédiat".

Mardi, l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a fait état entre fin septembre et le 21 décembre de 2.132 personnes tuées dans des raids russes, soit 598 jihadistes de l'EI, 824 combattants rebelles, et 710 civils, dont 161 enfants et 104 femmes.

La Russie est engagée militairement en Syrie pour soutenir le régime du président syrien Bachar al-Assad et affirme effectuer des raids aériens contre les "groupes terroristes", dont l'EI. Mais les pays occidentaux et arabes accusent Moscou de frapper l'opposition modérée et d'autres groupes de l'insurrection sunnite, plutôt que l'EI.

Dans les faits, les frappes russes se concentrent pour l'essentiel sur des régions où l'EI n'est tout simplement pas présent, comme la province d'Idleb, coeur de la révolution syrienne et bastion de l'insurrection armée, observe notamment le centre de réflexion américain Institute for the study of war (ISW), qui fait un suivi hebdomadaire des frappes russes et relève le "décalage" entre les objectifs proclamés de la Russie, sa rhétorique anti-EI et ses opérations sur le terrain.

"Ces chiffres ne sont malheureusement pas une surprise", a commenté à l'AFP le politologue Ziad Majed, spécialiste de la Syrie. "Les associations locales des droits de l'Homme et de la société civile font un travail documenté, appuyé par des photos et des vidéos, depuis le début des frappes russes".

Quasiment chaque jour, au rythme de ces bombardements, les réseaux sociaux abondent d'images insoutenables - et dont l'authenticité ne fait guère de doute - d'enfants ou de civils déchiquetés par les bombes russes, ou encore des dizaines d'engins meurtriers, de la forme d'un ballon de handball et d'aspect métallique gris, disséminés par les bombes à fragmentation.

Moscou prend prétexte de la présence du Jabat al-Nusra (branche locale d'Al-Qaïda) dans ces zones pour procéder à ces bombardements à l'aveugle, explique M. Majed, qui juge "choquant le silence total des gouvernements occidentaux sur ces possibles crimes de guerre".

"Des centaines de milliers de civils vivent dans ces régions où l'EI n'est pas présent. Des enfants y vont à l'école, il y a des structures de santé, des boulangeries collectives, des générateurs d'électricité... Aujourd'hui, cette vie locale est bombardée non plus seulement par le régime, mais aussi par l'aviation russe qui fait de gros dégâts", s'alarme-t-il.

Il craint notamment que ces nouvelles violences ne "nourrissent encore un peu plus le sentiment d'abandon et d'injustice des populations, mais aussi un discours de haine contre le monde extérieur".

Commentaires d'internautes

En lisant tous ces commentaires, on en déduira qu'il existe un nombre important de travailleurs qui n'entendent plus se laisser manipuler par la propagande ou la désinformation du régime et de ses agences, c'est plutôt encourageant, même s'ils ne parviennent pas encore à en tirer tous les enseignements qui s'imposent. J'ai volontairement laissé de côté les commentaires qui allaient dans le sens de cet article scélérat, soit environ 10% maximum de l'ensemble des commentaires.

1- Désinformation, propagande,enfumage, comme d'habitude.

2- Article de pure désinformation... propagande anti Russe ...

3- Faut-il Protéger Daesh ?

C'est la seule question qui se pose chez Amnesty internationale

4- Tous les jours je lave mon cerveau avec l'Agence Francaise de Propagande! C'est super ! Par contre les petits avions français, bien minables à cô" des russes envoient des fleurs et ne font pas de collateral damage.

5- La propagande anti Poutine bat son plein ! la plupart des informations sur la Syrie proviennent de deux officines USA Human Rights Watch et l'Observatoire syrien des droits de l'homme qui sont on ne peut plus discutables quant à leur crédibilité et leurs manipulations, voir d'ailleurs d'où proviennent leurs financements ! De même en France, la plupart des médias appartiennent à des hommes d'affaires multimillionnaires ... Quand les riches informent les pauvres cela donne ... ce que l'on nous sert tous les jours comme médias mensonges !

6- Cela montre que soit Amnesty est tombé bien bas dans la propagande anti russe, soit que la présentation de son rapport est truquée et mensongère : voir le site de Russia Today en français, tout aussi objectif que l'AFP. L'ONU n'est pas en mesure de confirmer ce rapport. Et c'est bien connu les bombes US, françaises, anglaises,... sont spécialement conçues pour se renseigner auprès des populations avant d'exploser. Bref un bel exemple de propagande puante.

7- Mais qui paye ces gens qui se permettent d'accuser de crimes de guerre la Russie, le seul pays à remercier pour le travail qu'il est en train de faire en Syrie. Ce qui nous frappe et nous scandalise c'est leur silence misérable quand ces crimes de guerre sont commis par les États Unis ou l'Union Européenne. Il suffit de penser à l'Irak à la Libye ou ailleurs pour comprendre qu'il s'agit d'un parti pris scandaleux.

8- Que pense Amnesty de l'action de Sarkozy/BHL sur la Libye et les milliers de morts civils qui ont suivi cette catastrophique décision française ?

9- Amnesty international = Département d'Etat américain !

10- Les tueries des civils par les Américains et les Israéliens s'appellent dommages collatéraux , celles des Russes s'appellent crimes de guerre . Merci Amnesty.

11- Amnesty ne dénonce jamais et ne demande jamais d'arrestation de salopards musulmans islamistes qui tuent et décapitent des civils comme l'arabie, le quatar, Amnesty serait' il financer par l'arabie le quatar ou DEACH pour être complaisant avec eux ...

12- Quid des atrocités commises par le régime de Kiev en Ukraine ?

- Comment l'AFP fait la différence entre des civils avec des enfants tueurs de Daesch et des femmes kamikazes de Daesch ?

13- Operation "desert storm" en Iraq. Ce n'etait pas de la dentelle, ni quelques milliers de civils tues mais plus d'une centaine de milliers. Ou etaient les journalistes?

14- N'oublions pas que l'embargo sur l'Iraq a tué 1 million d'enfants (là, de vrais civils) ; et là on ne parle pas de crime de guerre ...

15- Et quand Benghazi était en état de siège avec les bombadements aveugle de l'Otan t'était où journaleux. Des milliers de morts avec à la clé ni eau ni electricité dans la ville. AFP ne pouvait dire mot.

16- C'est marrant, enfin si je peux dire, on n'entend pas " l' amnesy internationale " sur le fait que les turcs exterminent les Kurdes...

17- Cet article est fortement partisan. Bien sûr il peut y avoir des ratés russes car un guerre n'est jamais sans effets collatéraux. Nous nous inclinons devant les dépouilles des victimes innocentes. Mais il faut rappeler que les premiers responsables de cette tragédie humaines sont les Occidentaux qui déstabilisent le monde. Après l'Irak, la Libye c'était le tour de la Syrie.

18- Si je comprends bien, les crimes de guerre c'est pour les russes. Pour les autres qui mettent le moyen orient à feu et à sang en alimentant des barbares de la plus grande espèce ce sera le prix Nobel de la paix. Il a été décerné d'ailleurs à OBAMA qui s'amuse à tuer les gens comme avec des game boy. Combien de millions de victimes perpétrés par les USA depuis l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et maintenant la Syrie. Oh oui ! les droits de l'homme, les valeurs, la démocratie. J'oubliais l'Ukraine

bien sûr avec ses bataillons de nazis encensés !

La France inféodée avec ces criminels a là ses heures sombres. Suffit de voir la bande qui prétend diriger notre pays pour comprendre que l'époque que nous vivons est pire que celle des nazis.

Quand viendra le temps de juger les criminels responsables qui jouent les matamores en ce moment on rira bien. Même s'ils cherchent à s'échapper à travers le monde. On a un devoir de Justice à entreprendre avant de celui d'un vrai devoir de mémoire.

19- Syrie: les frappes des USA et collabos ont provoqué la mort de millions de civils..bizarre que l'auteur de cet article n'en parle pas..?

20- La Turquie vise l'EI, mais ses bombes tombent toutes sur les Kurdes. Que dit Amnesty ?

- Et les exactions de Daech et les soi disant "rebelles" armés par l'occident depuis 4 ans envers les minorités ? les décapitions, crucifixions et j'en passe contre les minorités yézides et chrétiennes pendant au moins 2 ans avant que le monde ouvre les yeux face à de telles atrocités ? Hypocrites !

21- Le complot occidental contre la Russie est connue; les agitations et les mensonges des Obama/Hollande/fabius ou des médias aux ordres n'émeuvent que ceux qui refusent de voir et de comprendre. Comprendre que l'Occident a aidé Daesh à être et à agir avec pour seul but de chasser Bashar du pouvoir. Ils ont été démasqués par la présence russe et cela fait mal, très mal. Une enquête internationale devrait être ouverte contre Obama, Hollande et Fabius pour établir leurs relations avec le terrorisme international qui a frappé jusqu'à bataclan, après avoir détruit la Syrie et fait mourir près de 300 000 personnes. Les accusations rhétoriques contre Bashar et Poutine ne sont que des masques sur ses propres crimes (contre l'humanité).

Taisez-vous!

22- 400 000 morts à Dresde et Hambourg par les americains et anglais, plus Le 19 avril 1944. Quelque 6.000 bombes sont larguées sur Rouen et son agglomération en moins d'une heure, faisant près de 900 morts et 20.000 sinistrés.

23- De 1942 à 1944 les américains ont massacré des milliers de civils en Normandie et à peine quelques militaires allemands, j'y étais.

En complément trois nouvelles rafraîchissantes.

- Yémen. Plus de 200 mercenaires de la coalition saoudienne tués - sahartv.ir

Selon les sources yéménites, plus de 200 mercenaires de la coalition saoudienne dont des mercenaires d'origine émiratie, soudanaise et des experts militaires américains et britanniques ont été tués dans les attaques à la roquette des forces yéménites contre la base militaire de Safer située à Marib et la base frontalière de Tavval.

« Lors de deux récentes attaques à la roquette des combattants de l'armée et des comités populaires yéménites contre les agresseurs et les mercenaires saoudiens dans la base militaire de Safer, dans la province de Maarib et la base frontalière de Tavval, plus de 200 personnes ont été tuées », a-t-on appris des sources yéménites.

« A la suite du tire du missile « Qaher 1 » par les forces conjointes yéménites contre la région de Safer, plus de 137 militaires dont les commandants des agresseurs saoudiens, cinq officiers émiratis, le chef de la cellule d'opérations, les officiers saoudiens et soudanais, les experts étrangers qui seraient d'origine américano-britannique ont été tués et leurs cadavres ont été entièrement brûlés », ont indiqué ces mêmes sources.

Au moins 70 agresseurs et mercenaires saoudiens ont été tués et une centaine d'autres blessés dans une attaque à la roquette lancée contre la base frontalière de Tavval située sur la frontière de Jizan. Huit hélicoptères d'Apache, deux hélicoptères Chinook, trois autres hélicoptères, un bon nombre de véhicules-blindés, des chars et des systèmes sophistiqués de contrôle et d'identification ont été détruits. sahartv.ir 22.12

- La raffinerie de Jizane visée. - sahartv.ir

L'unité balistique de l'armée yéménite a tiré dans la nuit de lundi à mardi un missile de type Qaher1 contre la raffinerie pétrolière de Jizane, au sud de l'Arabie, en riposte aux agressions militaires saoudiennes contre le Yémen.Selon une source militaire citée par l'agence Khabar, un grand incendie s'est déclaré après le tir de ce missile qui a touché la raffinerie située dans une base maritime.

Une autre attaque au missile a visé lundi la compagnie pétrolière Aramco à Jizane. Les deux missiles ont atteints leurs objectifs avec précision, a-t-on ajouté de même source. L'unité balistique a également bombardé durant les dernières heures l'aéroport de Jizane.Par ailleurs, 2 civils yéménites sont tombés en martyre et 3 autres avaient été blessés lundi dans des frappes

saoudiennes visant un magasin et un domicile dans la région de Dhoubab à Taez (sud-ouest). Une série de raids saoudo-US avaient également visé des installations vitales et des instituts les provinces de Sanaa et Saada (nord). sahartv.ir 22.12

- Un nouveau tir de missile "Qaher 1" contre Riyad - sahartv.ir

L'armée et les comités populaires du Yémen ont tiré un missile balistique sur une base militaire de l'Arabie saoudite, dans la province d'Assir.

Selon les médias yéménites, dont la chaîne satellitaire Al-Massira, un missile balistique de type Qaher 1 a été tiré en direction de la base militaire Al-Fayçal à Khamis Mashit, dans la province saoudienne d'Assir. Al-Massira a aussi fait part de la mort d'un nouveau mercenaire de la société privée américaine Blackwater. Selon ce rapport, ce mercenaire de Blackwater a été tué lors d'une attaque au missile de l'armée et des comités populaires contre les positions des agresseurs occupants et des mercenaires, dans la région d'Al-Zebab, dans la province de Taëz, à l'ouest du Yémen.

Le bilan des tués de la société américaine Blackwater, faisant la guerre contre le peuple yéménite, en échange de l'argent qu'ils reçoivent du régime des Al-e Saoud, s'est élevé à des dizaines de personnes. sahartv.ir 23.12

- Djibouti : de violents affrontements avec la police font 7 morts et 23 blessés - LeMonde.fr

Au moins sept civils ont été tués et 23 blessés lundi à Djibouti dans des affrontements avec la police, qui compte aussi 50 blessés dans ses rangs, a déclaré mardi le ministre djiboutien des Affaires étrangères Mahamoud Ali Youssouf.

« Les autorités médicales ont recensé sept personnes tuées », six hommes à coups de machette, et une jeune fille par balle, a déclaré M. Youssouf par téléphone depuis Djibouti. « Vingt-trois civils ont été blessés, dont neuf sont encore hospitalisés, a-t-il ajouté. Cinquante policiers ont été blessés et hospitalisés... Huit le sont encore, dont deux pour des blessures par balles. »

Ces affrontements ont eu lieu à l'aube lundi dans la localité de Buldhoqo, près de Balbala, en périphérie de la capitale Djibouti-Ville, où se tenait une cérémonie traditionnelle selon l'opposition. Les violences ont débuté quand les policiers ont voulu déplacer cette foule vers un lieu mieux adapté, selon M. Youssouf.

« Il y avait des centaines de personnes rassemblées là, armées de couteaux ou de machettes, et deux d'entre elles avaient des kalachnikovs, a affirmé le ministre. Quand les renforts de la police et l'armée sont arrivés, les gens ont refusé de bouger et les violences ont commencé. Une enquête est menée pour savoir comment cet incident a pu se produire. »

Le ministre djiboutien de l'Intérieur, Hassan Omar Mohamed, avait indiqué dans un communiqué reçu mardi que les forces envoyées sur place pour empêcher ce rassemblement avaient été attaquées par « plusieurs dizaines d'individus armés ». L'Union pour le salut national (USN), une coalition de sept partis djiboutiens d'opposition, a assuré de son côté dans un communiqué que la police avait « abattu 19 civils ». Mais M. Youssouf a réfuté le bilan de l'opposition, qu'il a accusé d'exagérer la gravité des violences.

L'USN a affirmé avoir ensuite tenu une réunion pour discuter de la situation, au cours de laquelle la police aurait tiré à balles réelles et lancé des lacrymogènes, faisant plusieurs « blessés graves » parmi ses membres, dont son président Ahmed Youssouf Houmed. Le ministre de l'Intérieur a dénoncé des violences destinées « à déstabiliser notre nation et à semer les divisions au sein de la communauté nationale » orchestrées « par des individus malintentionnés recevant des instructions de la part de parrains qui agissent depuis l'étranger. » Il a également annoncé que « plusieurs personnes impliquées dans ces violences avaient été arrêtées. Ils seront rapidement traduits en justice pour leurs actions. »

Au pouvoir depuis 1999, le président Ismaël Omar Guelleh devrait se présenter à l'élection présidentielle prévue en avril 2016, pour briguer un quatrième mandat. La Constitution, amendée en 2010, ne limite plus le nombre de mandats présidentiels.

Petit pays de la Corne de l'Afrique, à l'entrée de la mer Rouge et du Golfe d'Aden, Djibouti dispose d'une position stratégique dans la région entre le continent africain et la péninsule arabique. Il accueille plusieurs bases militaires étrangères utilisées notamment dans la lutte contre la piraterie maritime. Il fournit aussi un contingent de soldats à la force africaine en Somalie (Amisom), qui y combat les islamistes shebab.

Le ministère français des Affaires étrangères a déclaré mardi suivre « avec inquiétude les violences qui ont eu lieu à Djibouti depuis la fin de la semaine passée » et appelé « à faire toute la lumière sur ces événements », ainsi qu'à un « retour rapide au calme. » LeMonde.fr 22.12

Tiens donc Fabius n'a pas décrété que le président Ismaël Omar Guelleh ne méritait pas d'exister ou qu'il fallait bombarder Djibouti ?

ACTUALITE EN TITRES

Voilà ce qui donne la nausée aux néolibéraux : se regarder s'empiffrer dans un miroir !

- Se voir manger du gâteau dans un miroir lui fait perdre de sa saveur - Slate.fr

Bon, si on les épargne, on fera preuve d'humanisme, on leur prendra tout y compris leurs miroirs pour ne pas leur couper la faim...

Double peine. La baisse du coût du travail subventionnée par l'Etat.

Un patron : Je ne vois pas pourquoi j'augmenterai votre salaire puisque l'Etat s'en charge à ma place. Et qui paie ? Quelle question, toujours les mêmes bien sûr.

- La prime d'activité entre en vigueur le 1er janvier - Francetv info

À partir du 1er janvier, tous les actifs qui gagnent moins de 1 500 euros nets par mois pourront bénéficier de ce complément de revenus qui va remplacer le RSA activité et la prime pour l'emploi.

Une personne célibataire qui gagne 1 200 euros nets par mois pourra bénéficier d'une prime de 135 euros par mois. Autre exemple : un couple avec enfant qui gagne le Smic touchera une prime de 200 euros par mois.

Un simulateur sur le site de la Caf

Au total, quatre millions de foyers sont concernés. La prime d'activité sera versée par les caisses d'allocations familiales. Un simulateur est disponible sur le site internet www.Caf.fr dès aujourd'hui, pour permettre à chacun de connaître le montant auquel il a éventuellement droit. Francetv info 22.12

Ils y tiennent à la paix sociale...

Et ce sont eux qui donnent des leçons de "civisme" ou de morale à la plèbe.

- Fraude : les arnaques à la TVA s'élèveraient à 17 milliards d'euros - Francetv info

Les fraudes à la TVA représenteraient 17 milliards d'euros chaque année selon une information du Parisien. Francetv info 22.12

Rockefeller avait raison, le féminisme est bien un business lucratif.

- Les femmes dépensent plus que les hommes pour les mêmes produits - Le Point.fr

Une étude américaine révèle que les produits étiquetés pour la gent féminine coûtent en moyenne 7 % de plus que ceux pour le sexe opposé. Le Point.fr 23.12

Destructuration des sociétés, déstabilisation des Etats...

- Un million de migrants sont arrivés en Europe en 2015 - AFP

Un million de migrants sont entrés en Europe cette année, un record depuis la Seconde guerre mondiale AFP 22.12

Avec officiellement quelque 100 millions de travailleurs avec femmes et enfants condamnés à l'exode dans le monde, auxquels il faut ajouter les millions de morts que font leurs guerres et tous les pays détruits au passage, plus de deux milliards de pauvres, pour un peu ils auraient presque obtenu les mêmes résultats que s'il y avait eu une guerre mondiale. Il faut bien que le capitalisme respire un peu s'il ne veut pas s'effondrer sur place...

Où va se nicher la tyrannie !

- Le sultan de Brunei annule Noël - sputniknews.com

Brunei a introduit une interdiction de célébrer Noël en menaçant d'un emprisonnement de cinq ans.

Les gens qui vont célébrer illégalement Noël à Brunei s'exposent à une amende de 20.000 dollars ou/et cinq ans de prison, selon la déclaration du sultan Hassanal Bolkiah.

Brunei a introduit cette interdiction en craignant que cette fête joyeuse dirige sa population musulmane vers une mauvaise voie. Cependant, l'interdiction ne touche pas les chrétiens et les personnes qui se réclament d'une religion non musulmane, mais ils devront le faire dans l'intimité et le signaler préalablement aux autorités locales. sputniknews.com 22.12

Dossier Turquie

- Turquie : les forces de l'ordre dispersent violemment une manifestation d'opposants kurdes - Francetv info

Les forces de l'ordre ont violemment dispersé, mardi 22 décembre, une manifestation de plusieurs milliers d'opposants à Diyarbakir, ville à majorité kurde de la Turquie. Les manifestants, dont des députés d'opposition, tentaient de rejoindre le district de Sur, théâtre de violents combats entre forces de sécurité turques et rebelles kurdes.

Répondant aux jets de pierres d'un groupe de jeunes, les forces de l'ordre ont tiré de nombreuses grenades lacrymogènes et fait usage de canons à eau pour disperser la foule.

Plus de 120 morts en une semaine dans les rangs kurdes

Les forces de sécurité turques mènent depuis une semaine leur plus grande opération de ces dernières années pour déloger de jeunes partisans du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans plusieurs villes du sud-est à majorité kurde du pays. Des blindés turcs ont pilonné mardi des positions du PKK à Cizre, ville du sud-est de la Turquie au cœur des opérations militaires en cours.

Cent vingt-sept personnes sont mortes en une semaine dans les rangs des séparatistes kurdes selon l'armée turque. Au moins 23 civils ont péri dans ces combats, selon des chiffres fournis par le parti pro-kurde HDP. Les affrontements, rapporte la chaîne de télévision CNN Türk, ont contraint plusieurs dizaines de milliers d'habitants à fuir leurs maisons de Sur, quartier historique de la plus grande ville de la région, Diyarbakir, qui est placé sous couvre-feu depuis trois semaines. Francetv info 22.12

- La Turquie confirme de facto avoir planifié l'attaque du Su-24 russe - sputniknews.com

A en juger par le communiqué récemment rendu public par des autorités turques, la Turquie savait l'heure et le trajet du vol du Su-24 russe abattu au-dessus de la Syrie, déclare le ministère russe de la Défense.

Les données concernant les actions de l'aviation russe en Syrie, transmises par les Etats-Unis conformément au mémorandum de sécurité des vols, avaient été communiquées à l'état-major turc, a déclaré aux journalistes le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Grâce aux informations reçues, Ankara avait appris l'heure exacte et la zone où les bombardiers russes entendaient effectuer leurs tâches militaires.

Il a rappelé que les médias turcs venaient de publier, faisant référence au vice-premier ministre turc Numan Kurtulmus, un communiqué avec des données précises sur les sorties militaires des forces aériennes russes en Syrie. sputniknews.com 23.12

Dossier Syrie

- Syrie : des commandants terroristes tués à Qalamoun - sahartv.ir

En Syrie, les militaires de l'armée régulière ont éliminé un certain nombre de commandants des groupes terroristes à Qalamoun, située dans l'Ouest de Damas.

Les militaires de l'armée régulière et les combattants de la Résistance libanaise sont arrivés à détruire un lance-missile et une mitrailleuse au cours d'une attaque contre les positions des terroristes dans les monts de Qalamoun, à l'Ouest. Un certain nombre de commandants des groupes terroristes, qui s'étaient cachés, dans les monts de Qalamoun, ont été tués. Selon une source militaire syrienne, les soldats de l'armée et les combattants de la Résistance ont pris pour cible un rassemblement des terroristes dans les points de passage Mireh et Al-Zamrani, situés dans les collines de l'Ouest de Qalamoun.

Cette opération de l'armée a fait des morts chez les commandants terroristes dont Omar Al-Bakhteh, Ramez Bitar et Ahmed

Falita. Par ailleurs, le groupe terroriste Daech a tué par balle trois civils syriens, habitant dans la ville de Palmyre, pour avoir collaboré avec le gouvernement. Les terroristes takfiris mettent sous pression les habitants de Palmyre afin d'empêcher la fuite de toute information sur leurs positions ou agissements. Dans le même temps, l'armée continue de progresser vers les positions de Daech, dans la ville de Palmyre. Les terroristes de Daech ont exécuté neuf civils pour avoir mis à la disposition de l'armée et des unités de la défense populaire, des informations sur ce groupe takfiri. sahartv.ir 23.12

- En cinq jours, l'aviation russe a frappé 1.093 cibles terroristes en Syrie - sputniknews.com

Au cours des cinq derniers jours, les forces aériennes russes ont frappé 1.093 cibles djihadistes en Syrie, a rapporté le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Du 18 au 23 décembre, les forces aérospatiales russes ont effectué 302 sorties et plus d'un millier de frappes aériennes sur les positions de Daech dans cinq provinces syriennes, annonce le représentant officiel du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

"Ces cinq derniers jours, du 18 au 23 décembre, les avions russes ont effectué 302 sorties en attaquant 1.093 objectifs des terroristes de Daech dans les provinces d'Alep, d'Idlib, de Deir ez-Zor, de Hama et de Homs," a-t-il annoncé.

L'aviation russe a effectué une frappe avec succès anéantissant ce camp d'entrainement, a déclaré mercredi M. Konashenkov.

"Dans la province d'Idlib, un bombardier russe Su-34 a détruit un important camp d'entraînement terroriste, où se trouvait un grand nombre d'instructeurs venus des pays voisins de la Syrie. Parmi les terroristes arrivés de Turquie se trouvaient beaucoup de citoyens des pays de la CEI. Les informations sur ce camp sont venues de l'opposition syrienne patriotique", a ajouté Igor Konashenkov.

D'après le porte-parole russe, les informations ont été reçues de plusieurs sources et ont été scrupuleusement vérifiées par divers canaux de renseignement.

"Dans la province de Homs, un bombardier Su-24 a attaqué le matériel des terroristes de Daech. Selon les données du contrôle-objectifs reçues des drones militaires, six voitures tout-terrain équipées de mitrailleuses lourdes et trois camions des terroristes ont été détruits", a noté M. Konachenkov.

Dans la province d'Alep, un chasseur-bombardier Su-34 a détruit un poste de commandement du groupe terroriste Ahrar al-Sham. Cet objet a été découvert par un drone.

M. Konachenkov a également rapporté que dans la banlieue de la ville de Deir ez-Zor, des chasseurs-bombardiers Su-34 ont détruit deux lieux de stockage de pétrole et des dizaines de camions-citernes. sputniknews.com 23.12

Dossier Irak

- L'armée irakienne reprend Ramadi à Daech - sputniknews.com

L'armée irakienne est entrée dans le centre de la ville de Ramadi contrôlée depuis mai par l'organisation Etat islamique, et commence à "purger" les quartiers résidentiels.

"+Nous somment entrés dans le centre de Ramadi depuis plusieurs fronts. Nos forces se dirigent vers l'ensemble des bâtiments gouvernementaux. Des combats ont lieu dans des quartiers attenants, nous sommes soutenus par l'aviation+", a communiqué le porte-parole des services de lutte antiterroriste Sabah al-Nomane cité par Reuters.

Selon les données du renseignement, le nombre de djihadistes dans le centre de Ramadi ne dépasse pas les 300 hommes. D'après Sabah al-Nomane, des affrontements sporadiques sont en cours et le contrôle total de la ville sera repris avant la fin de l'année.

Le 20 décembre, les forces gouvernementales ont informé les habitants de leur prochaine offensive et leur ont proposé d'évacuer les quartiers centraux de Ramadi. Le 8 décembre, elles ont annoncé la reprise du quartier de Tamim dont les habitants avaient été informés également sur le début de l'opération.

En 2015, Daech a perdu 12.800 kilomètres carrés, soit environ 14% du territoire dont il avait auparavant le contrôle. sputniknews.com 22.12

Dossier Russe

- Berlin donne le feu vert à un gazoduc contournant l'Ukraine - sputniknews.com

L'Office antitrust allemand a approuvé l'achat, par des partenaires européens, de parts dans la société des projets Nord Stream- 2 AG réalisant le gazoduc Nord Stream -2.

Nord Stream-2 AG a été créée en Suisse, en juillet dernier, en tant que société appartenant à 100% au groupe Gazprom. Initialement, la société s'appelait New European Pipeline AG.

La décision des autorités allemandes permet à Wintershall, Shell, E. ON, ENGIE et OMV d'obtenir des parts dans le capital de la société. Le communiqué de l'office antitrust stipule que la décision approuvant l'achat des parts a été adoptée le 18 décembre.

Il avait été annoncé précédemment que les 5 partenaires étrangers de Gazprom détiendraient 10% des parts chacun, tandis que Gazprom en détiendrait 50%.

Plusieurs pays européens, notamment la Pologne, la Slovaquie, mais aussi l'Ukraine, s'opposent au projet Nord Stream-2. Le premier ministre d'Ukraine Arseni Iatseniouk avait déclaré plus tôt que la réalisation du projet amputerait le budget ukrainien de 2 milliards de dollars de revenus provenant du transit du gaz russe. Il a demandé à l'Union européenne de renoncer à ce projet qui lésait selon lui les intérêts ukrainiens.

La position des opposants à la construction du gazoduc est partagée par certains fonctionnaires européens ne représentant pas des pays en particulier. Ainsi le commissaire européen au Climat et à l'Energie, Miguel Arias Canete, estime que le projet ne contribuera pas à diversifier les sources et les trajets de livraison du gaz, ce qui est un objectif de l'Union européenne.

Par contre, les autorités allemandes sont intéressées par la construction de Nord Stream-2. Le vice-chancelier d'Allemagne Sigmar Gabriel a soutenu la position de la chancelière Angela Merkel à ce sujet:

"Nord Stream-2 fait partie des intérêts allemands. Là-dessus je donne raison à la chancelière fédérale", a-t-il fait savoir.

Il s'est déclaré certain que le pipeline pourrait apporter du profit non seulement à l'Allemagne, mais aussi à d'autres pays de l'UE, ayant cependant ajouté que sa réalisation demanderait de respecter certaines "conditions politiques". Il s'agit plus particulièrement de l'engagement de Moscou de garantir la sécurité énergétique de l'Europe de l'Est.

Le projet Nord Stream-2 prévoit la construction de deux nouveaux tronçons du gazoduc transbaltique dont la capacité sera portée à 110 milliards de m3 par an. Nord Stream —2 devra acheminer le gaz à Baumgarten, en Autriche, pour éviter le transit via l'Ukraine. La construction doit être achevée en 2019. sputniknews.com 23.12

Haut de page

Le 26 décembre 2015

CAUSERIE

A Pondichéry il fait 38°C à l'ombre à 14h. Il faisait 20°C à 5h30. Et oui, on s'est encore levé à l'aube, ma compagne Selvi travaille et elle a travaillé hier aussi. Vous avez du bol d'avoir trois jours de congés d'affilés. Selvi en rêve tous les jours. Quel caprice ! Je plaisante, elle est tellement crevée qu'elle passe généralement une partie du dimanche à dormir, une vie de merde, quoi !

On a du mérite, n'est-ce pas ! Quel boulot ingrat ce portail ! Je vous remercie encore pour votre soutien... pratiquement inexistant ! Si en un an le nombre de visites quotidiennes a plus que doublé, on reçoit toujours aussi peu de courriels, c'est très encourageant. J'espère que vous avez le moral, ne me dites pas que non je ne vous croirais pas ou j'aurais du mal à vous plaindre, car que devrais-je dire alors isolé dans mon trou, franchement ? Je sais, mon côté provocateur est insupportable et vous me détestez, vous avez raison, c'est une torture... pour vous, et je le mérite. J'assume. Cela ne nous empêche pas d'être de bonne humeur.

Passons, c'est démoralisant, non je déconne, je m'en fous puisque je n'y peux rien.

On aurait tort d'avoir mauvaise conscience. La sélection naturelle par le ventre plein des uns et vide des autres.

- La région du lac Tchad menacée par la famine - euronews.com

Alexis Masciarelli est un des porte-parole du Programme alimentaire mondiale. Il est sur place et il explique la détresse des populations déplacées : “Le programme alimentaire mondiale renforce ses opérations dans cette région des grands lacs en raison de l’augmentation du nombre des déplacés qui fuient la violence sur les îles à proximité de la frontière avec le Nigeria. Ils ont tout abandonné : nourriture, moissons, vêtements, outils, filets de pêche ; la très grande majorité d’entre eux dépend entièrement de l’aide humanitaire.”

Les zones dévastées sont abandonnées et les populations déplacées sont réduites à vivre dans des abris de fortune. Le programme alimentaire mondial met en garde contre les risques d’une crise alimentaire aggravée en raison de l’intensification des attaques de Boko Haram au Tchad et de la poursuite des violences au Nigeria, au Cameroun et au Niger. euronews.com 24.12

Là on a envie de pleurer et de prendre le fusil, non ? C'est à croire que lorsqu'on a le ventre trop plein (et la tête aussi), on n'a plus de tripes et de volonté pour combattre cet ordre social immonde.

ACTUALITE EN TITRES

La République des banques... et des églises. La loi de 1905 sur la laïcité bafouée.

- A la messe de Notre-Dame, Cazeneuve assure que la République "protégera ceux qui croient" - AFP

A coups de canon, sauf à Tel-Aviv... N'est pas franc-maçon ou sioniste qui veut, cela revient au même puisqu'ils ont les mêmes intérêts.

- Crèches de Noël : totalitarisme Made in France - La Tribune

La présence des crèches dans les mairies est-elle vraiment incompatible avec la laïcité? La Tribune 25.12

Le temps des milices, des pogroms, de la délation, des tribunaux d'exception...

- Une salle de prière musulmane saccagée à Ajaccio dans une expédition punitive - AFP

Salle de prière musulmane saccagée, corans partiellement brûlés, slogans xénophobes: plusieurs centaines de personnes ont envahi vendredi en fin de journée une cité populaire… AFP 25.12

De l'instrumentalisation à l'institutionalisation de la pauvreté au profit des riches.

- Le DAL manifeste contre le mal-logement à Paris - AFP

Ne cherchez pas à comprendre, cette manifestation est programmée chaque année à la même époque et ne sert strictement à rien...

Hypocrisie des assassins.

- Troupes turques en Irak : Ankara condamnée par la Ligue arabe - euronews.com

Réunion d’urgence ce jeudi de la Ligue arabe au Caire. Les pays arabes ont condamné le déploiement militaire turc dans le nord… euronews.com 24.12

Erdogan fournit des arguments à l'Iran... Et puis Erdogan ne fait qu'exécuter les ordres de Washington.

Et la Ligue arabe se taît sur le massacre des Kurdes par Erdogan et des Palestiniens par Netanyahou...

Dossier Espagne.

Podemos : le populisme théorisé.

- Un Podemos « à la française » est-il possible ? - bastamag.net 21.12

Podemos réalise un très bon score, d'autant que c'est la première fois qu'il se présente à ce type d'élection. Podemos est un projet qui n'est pas directement issu du mouvement des Indignés – aussi appelé mouvement du 15M – qui a émergé le 15 mai 2011 à la Puerta del Sol à Madrid. Podemos est d'abord pensé par un noyau d'universitaires, de professeurs de sciences politiques de Madrid, de trentenaires qui viennent pour la plupart de familles politisées dont les parents ont participé à la lutte contre le régime franquiste. Ce sont quasiment tous d'anciens militants déçus d'Izquierda Unida (Gauche unie), une coalition de gauche formée [en 1986, ndlr] autour du Parti communiste espagnol. Nombre d'entre eux se sont mobilisés dans les mouvements étudiants et altermondialistes. Ils ont commencé à travailler sur un projet de refondation politique alternatif, avant que les « indignés » n'occupent les places madrilènes ou barcelonaises. Ils ont étudié les expériences latino-américaines de prise de pouvoir de la gauche par les urnes au Venezuela, en Bolivie et en Équateur, des expériences qu'ils ont parfois conseillées – ce qui ne les empêche pas d'être critiques aujourd'hui vis-à-vis de certaines dérives autoritaires.

Le deuxième groupe à la base de la constitution de Podemos est composé de militants de l'organisation Gauche anticapitaliste, l'équivalent espagnol du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) français. Nombre de leurs militants sont alors actifs au sein du mouvement des Indignés et se disent qu'il faut aller plus loin. Des gens vont les rejoindre, issus notamment du mouvement de lutte contre les expulsions immobilières (la Plataforma de afectados por la hipoteca). Ils se rendent compte des limites des manifestations contre les banques qui procèdent aux expulsions et cherchent une solution institutionnelle. Ensuite, les personnes qui rejoignent les « cercles » de Podemos, ses structures à l'échelle locale, se sont souvent politisées pendant le mouvement des Indignés. Pensé en amont, le projet Podemos s'appuie sur l'espace ouvert par cette mobilisation.

Podemos arrive à mobiliser très fortement les jeunes, traditionnellement réfugiés dans l'abstention, et les gens qui ne votaient pas ou plus. Ces derniers constituent un électeur de Podemos sur quatre lors des dernières élections européennes, quand le parti, cinq mois après sa création, a recueilli 8 % des voix. Il a pour l'instant réussi à proposer une offre partisane alternative. Le sociologue José Fernández-Albertos analyse les évolutions de l'électorat de Podemos : jusqu'aux élections européenne, ceux qui votent Podemos ont plutôt un bon niveau social, sont diplômés et issus de la classe moyenne. Ensuite, alors que Podemos devient davantage visible médiatiquement, sa base sociale s'élargit et se diversifie. Comparé aux élections européennes, il a gagné près de quatre millions de voix et arrive premier en Catalogne et aux Pays basques.

Podemos s'inscrit dans la même logique que Syriza : rester dans la zone euro et changer les politiques européennes par le rapport de force. Le fait que Syriza a échoué à infléchir d'un iota la politique européenne a joué contre Podemos.

L'objectif est aussi de ne pas s'adresser seulement aux électeurs de gauche, mais à la majorité de la population, quelle que soit sa proximité partisane avec la gauche. Plutôt que de tenir un discours très général sur l'anticapitalisme, ils vont parler de l'accès au logement, de l'emploi, de la création d'entreprises, pour remettre en cause le modèle économique. Tous les symboles traditionnels associés à la gauche – drapeaux, chants, slogans – ont été abandonnés. (Ouf ! - LVOG)

Là encore, ils ont rompu avec certains tabous de l'extrême gauche, en investissant l'espace audiovisuel, la télévision en particulier. Ils la voient comme l'espace de socialisation politique le plus important pour les Espagnols. Ils ont d'abord créé leur propre émission de télévision, La Tuerka, sur un canal associatif. Cela leur a permis de se familiariser avec le mode de communication audiovisuel, plus court, plus incisif. Cette première visibilité va leur donner accès aux chaînes de la TNT, notamment les chaînes conservatrices en quête de contradicteurs issus du mouvement des Indignés. Pablo Iglesias va ensuite être invité régulièrement sur les plateaux des grandes chaînes généralistes. bastamag.net 21.12

Commentaire d'un internaute.

- "*Podemos s'inscrit dans la même logique que Syriza : rester dans la zone euro et changer les politiques européennes par le rapport de force. "*

Podemos comme Syriza sont des partis "leurre"

Comment changer la politique Européenne sachant que pour modifier un traité il faut l'unanimité de tout ses membres.

Il est parfaitement illusoire de faire croire que cela est possible.

Faire croire "au rapport de force" est tromper l'électorat."

Hier, ils étaient tous réformistes (antisocialistes) et vous avez pu observer où cela nous a menés. Comme dorénavant le réformisme a du plomb dans l'aile, ils se rabattent tous sur la nécessité de créer un "*rapport de force*" favorable aux exploités, qui ne changerait absolument rien dès lors que le niveau de conscience politique des travailleurs n'aurait pas progressé en parallèle

ou simultanément, mais cela personne ne vous le dira. Car peu importe, il faut bien qu'ils donnent un os à ronger à leurs militants et qu'ils justifient leur politique opportuniste, ainsi si rien ne change ou si rien n'est possible ils n'y seront pour rien et ils auront leur bonne conscience pour eux.

Espagne. Les masques tombent rapidement. Un "accord" et peu importe le reste.

- Espagne : Ciudadanos veut “sceller un accord” avec les conservateurs et les socialistes - euronews.com

Alors que l’Espagne se cherche toujours un gouvernement, le leader de Ciuadadanos, le parti de centre-droit, arrivé quatrième des dernières législatives, a tendu les bras ce mercredi aux conservateurs et aux socialistes, afin de garantir l’unité de l’Espagne.

Albert Rivera propose de négocier avec les deux grand partis un programme de réformes. “Nous pensons que le moment est venu de sceller un accord, peu importe le gouvernement et la majorité parlementaire qui en découleront. Nous voulons sceller un accord entre le Parti socialiste, le Parti libéral démocrate et le Parti conservateur. Cet éventail politique, qui représente la vaste majorité des Espagnols, peut garantir que l’unité du pays n’est pas en danger”, a déclaré le leader de Ciudadanos. euronews.com 23.12

ACTUALITÉ DU JOUR

Despotisme. La déchéance de Hollande était inscrite dans la nature (et le passé immonde) du PS depuis un siècle.

Grille de lecture.

C'est fou (sic!) le nombre de gens qui tombent des nus ou s'aperçoivent soudain sans vraiment le comprendre, que le PS (et ses alliés et satellites) était de droite, voir d'extrême droite, que Hollande était aussi pourri que Sarkozy et Le Pen réunis.

On se marre à tout rompre, c'est nerveux pour se soulager !

Avis à ceux qui rêvaient d'en être le Premier ministre (Mélenchon), à ceux (dont les mêmes) qui entendent faire pression sur Hollande pour qu'il infléchisse sa politique ultra réactionnaire et impérialiste, à tous ceux qui hier s'étaient tournés vers le PS et en attendaient quelque chose, la réalité les rattrape, elle est particulièrement cruelle envers la confrérie des opportunistes en tous genres.

Savez-vous pourquoi les adhérents ou militants du PS d'hier et d'aujourd'hui n'ont jamais eu aucune légitimité ? Pas seulement parce que ce parti était particulièrement réactionnaire, mais parce que le savoir et s'en accommoder ou l'ignorer en faisait des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme, dans ces conditions la seule légitimité dont ils pouvaient se réclamer et qu'on aurait dû lui accorder ne pouvait venir que du régime lui-même.

- Déchéance de nationalité: François Hollande est-il un président de droite? - L'Express.fr

- "François Hollande, le parfait président de la droite" - Le Huffington Post

- Déchéance de nationalité : à gauche, certains fustigent une mesure "d'extrême droite" - Francetv info

- Déchéance de nationalité : bienvenue en absurdie ! - LePoint.fr

Le choix de Hollande de permettre l'adoption d'une loi prévoyant la déchéance de nationalité pour les terroristes est inique : elle sera inapplicable. LePoint.fr 24.12

- Déchéance de nationalité : "On n'exporte pas un terroriste", fustige le juge Marc Trévidic - Francetv info

"Comment expulser un individu qui a toujours vécu en France ?" Dans une interview accordée à la Voix du Nord, jeudi 24 décembre, Marc Trévidic, l'ancien magistrat antiterroriste, juge avec sévérité le projet d'extension de la déchéance de nationalité aux binationaux nés en France.

"Imaginons qu'un autre pays, par exemple le Maroc, vote un texte similaire. Une personne y aura passé toute sa vie et, d'un seul coup, le Maroc nous l'envoie car également français. On n'exporte pas un terroriste", fustige le juge.

"En réalité, c'est faire beaucoup de bruit pour rien et risquer, vraiment, de fabriquer des apatrides." Selon lui, cette mesure "très certainement inapplicable, ne peut pas avoir de caractère dissuasif".

Le célèbre juge rappelle que la "définition du terrorisme est assez floue". "L'état d'urgence permet d'assigner à résidence des écologistes, déplore-t-il. Que se passera-t-il, demain, si un régime autoritaire qualifie très largement des opposants de 'terroristes' ?" Francetv info 24.12

La féminisation des esprits et des comportements est une régression sociale.

- Laurence Rossignol : "L'égalité filles-garçons se construit dès l'enfance" - Francetv info

Comment ne pas voir et comprendre dans cette opération qu'ils tiennent absolument à formater les esprits des masses dès la plus tendre enfance pour en faire des êtres soumis à leur interprétation idéologique corporatiste de la société ayant pour unique idéal le marché ?

Un petit garçon ou une petite fille ne se pose pas la question de savoir qui du garçon ou de la fille aurait des qualités ou des facultés supérieures à l'autre, ils ignorent même ce qui les distingue l'un de l'autre. Par la suite, jusqu'à présent, ils reproduisaient les rapports de dominant à dominé qui président à tous les rapports sociaux existant dans la société, calqués sur ceux qui sont à l'origine des rapports sociaux de production ou entre les classes, rapports que l'on retrouve au sein de la lutte des classes et qui l'alimentent...

Or ce sont à ces rapports que les idéologues néolibéraux ont décidé de s'attaquer, parce que les contradictions du capitalisme ont atteint un stade où elles menacent l'existence de leur système économique, sans qu'il leur soit possible comme dans le passé de recourir à la soupape de sécurité de la guerre pour lui donner un nouveau répit avant la prochaine crise. Il leur faut donc déconstruire ou liquider tous les rapports qui matérialisent cette opposition entre dominants et dominés, mais pas n'importe comment, sans toucher évidemment aux rapports qui régissent le capitalisme, en faisant en sorte qu'ils disparaissent dans tous les domaines sauf celui de l'économie qui est à l'origine de leur hégémonie qu'ils entendent préserver à tout prix, de manière à ce que la population dans sa totalité ait l'impression d'être liée par un unique intérêt général partagé où toute opposition aurait disparu ou serait secondaire, de façon à ce que la notion de lutte des classes soit totalement vidée de sa substance ou soit marginalisée, inaccessible, incompréhensible, apparaisse comme un anachronisme par rapport à l'homogénéité de l'ensemble des rapports que l'on rencontrerait désormais dans la société, tandis qu'en réalité les rapports entre les classes demeureraient inchangés.

En résumé, tous les rapports qui rappellent l'antagonisme entre les classes doivent disparaître parce que le capitalisme ne peut plus se payer le luxe de les laisser s'exprimer, y compris ou surtout au sein de la lutte des classes sous peine de la raviver, alors qu'ils n'ont plus les moyens de satisfaire la moindre revendication sociale, il faut donc que les différences qui existent entre les hommes et les femmes, les hétérosexuels et les homosexuels, entre les générations, entre les différentes couches et classes de la société disparaissent pour céder la place à une société (en apparence) uniforme basée sur la dictature du marché à laquelle tous doivent impérativement se soumettre.

Je ne sais pas si c'est suffisamment clair. Les lecteurs auront encore en mémoire toutes les campagnes qu'ont menées le gouvernement et le PS depuis mai 2012, contre soi-disant le sexisme, l'homophobie, etc. qui ont engendré des crises dans toutes les classes, y compris ou surtout au sein de la classe dominante, dont ils ont dénoncé le "conservatisme", en réalité les couches des capitalistes qui voyaient dans cette opération une machine de guerre idéologique prélude à leur propre disparition, à défaut de pouvoir s'adapter aux normes du néolibéralisme.

On évoque souvent la pensée unique, mais là cela va beaucoup plus loin, car elle a un caractère purement idéologique qui s'inscrit dans une perspective stratégique du pouvoir qu'ils nomment nouvel ordre mondial, consistant à supprimer tous les repères ou toutes les références auxquelles la population se raccrochait jusqu'à présent, toutes les connaissances acquises, et peu importe qu'ils aient été archaïques et correctes ou non, l'essentiel étant qu'une fois tous les rapports déstructurés la population partage la même et unique idéologie qu'ils lui ont inculquée autoritairement, de sorte que toute contestation ou opposition à cette idéologie puisse être présentée comme contraire aux intérêts de l'ensemble de la société, de la République ou de la démocratie et combattue comme telle d'une seule voix pour ainsi dire par l'ensemble des représentants du régime.

Quand le chômage de masse terrorise légalement la population.

- Chômage : derrière le record absolu une nouvelle fois battu, enfin une lueur d'espoir - Atlantico.fr

Bien que le nombre de chômeurs en catégorie A est en baisse de 15 000 personnes, la France vient de battre un nouveau record du chômage toutes catégories confondues ; soit 6,475 millions de chômeurs.

Ce 24 décembre, la DARES publiait les derniers chiffres du chômage sur le territoire français, et annonçait une baisse de 15 000 chômeurs de catégorie A, c'est-à-dire les personnes n'ayant eu aucune activité au cours du mois de novembre. A l'inverse, le nombre de chômeurs toutes catégories confondues à continuer de progresser pour atteindre un record absolu en France, soit 6,475 millions de personnes. (catégories A,B,C,D,E, sur l'ensemble du territoire). Atlantico.fr 24.12

Entrez dans les ordres ou servez au maintien de l'ordre.

- Solidarité : le bénévolat, une vocation pour de nombreux Français - Francetv info

Ils sont 12 millions nous dit-on, un tout petit plus que ceux organisés dans des syndicats ou des partis ouvriers, on plaisante bien sûr.

- "Lorsque l'on donne beaucoup de temps, on reçoit également beaucoup de la part des gens que l'on est amené à rencontrer. Il y a un échange qui est fort", explique un jeune homme bénévole depuis six ans à la Croix-Rouge. Francetv info 25.12

L'essentiel c'est que cet "échange" perdure année après année sinon il faudrait inventer des malheureux ! Moi je ne veux rien recevoir de la part des gens que j'aide occasionnellement ou au hasard d'une rencontre, je suis désintéressé puisque j'ai conscience de n'avoir aucun pouvoir pour changer leur condition, d'où mon combat politique. C'est toute la différence qui existe entre le militant conscient qui combat le régime et le bénévole ignorant ou inconscient qui s'en accommode.

Les bénévoles se destinent à soulager la misère ou les souffrances qui frappent les plus fragiles, en recourant à des associations financées par l'Etat qui les a plongés dans un tel désarroi, sans pour autant combattre pour mettre un terme à cet Etat (où les institutions), ce qui revient à prolonger cette misère et ces souffrances indéfiniment. Voilà à quelle confusion aboutit l'absence de conscience de classe et du parti.

Dialogue imaginé entre deux oligarques tout aussi intéressés.

Charles-Edouard - En s'engageant de la sorte ils ont l'impression d'avoir du pouvoir.
Marie-Thérèse - Il ne faut surtout pas les en dissuader pour qu'ils ne soient jamais convaincus du contraire.
Charles-Edouard - Laissons-leur cette illusion, ils sont décidément très cons !
Marie-Thérèse - Doublement, au moins !
Charles-Edouard - Tu as raison, c'est à croire qu'ils ont trop de temps libre et encore trop de fric.
Marie-Thérèse - Tu l'as remarqué aussi, c'est navrant n'est-ce pas ?
Charles-Edouard - Ils se prennent pour des nantis ma parole, tu imagines un peu ?
Marie-Thérèse - Comme quoi on n'a pas à avoir de scrupules à les faire trimer davantage et à les payer moins puisqu'ils en redemandent ces abrutis.
Charles-Edouard - Il faut quand même reconnaître qu'ils nous rendent un fier service en rendant supportable la condition de ces déchets.
Marie-Thérèse - Il font ce que l'Etat n'a pas ou plus les moyens de faire pour qu'on puisse vaquer tranquillement à nos affaires.
Charles-Edouard - Il faut bien qu'il garantisse notre rente payée rubis sur l'ongle.
Marie-Thérèse - Tu vois, là aussi il nous reste une marge de manoeuvre importante.
Charles-Edouard - Il faut qu'on en cause deux mots à Valls, Gattaz et Juncker.
Marie-Thérèse - Je leur dirai que lorsqu'on les menace de licenciement s'ils refusent le blocage de leur salaire, ils se soumettent docilement et adoptent l'état d'esprit de ces bénévoles cette fois envers leur patron, il faut les encourager à aller plus loin dans cette voie.
Charles-Edouard - Moi je leur dirai que visiblement quand ils ne travaillent pas ils s'emmerdent, ils ne savent même plus se distraire malgré tous les besoins que l'on a créés à cet effet.
Marie-Thérèse - Que veux-tu, ils sont blasés ! C'est un comble, pour un peu c'est comme si on leur offrait le socialisme sur un plateau.
Charles-Edouard - Heureusement encore que la plèbe n'y pense pas.
Marie-Thérèse - De ce côté-là on peut dormir tranquille et continuer de s'enrichir.
Charles-Edouard - Au point qu'en se faisant passer pour de braves philantropes ils vont même nous encourager.
Marie-Thérèse - Finalement la connerie humaine est la valeur la plus sûre du marché car inépuisable.
Charles-Edouard - Alors soyons optimiste et bonne année 2016 ma chère amie.
Marie-Thérèse - Que nos affaires fructuent mon cher Charles-Edouard !

Banquiers mafieux, suivez le guide.

- Comment ne pas payer d'impôts ? La méthode des banques au Royaume-Uni - euronews.com

La City pointée du doigt à Londres. Sept banques d'investissement aux revenus se chiffrant en milliards de dollars (31 milliards de revenus, 5,3 milliards de bénéfices) n'ont quasiment pas payé d'impôts en 2014 (31 millions de dollars cumulés).

C'est ce que révèle l'agence Reuters après étude de leurs comptes. Cinq d'entre elles ne se sont pas acquittées de l'impôt sur les bénéfices des entreprises.

Certaines se déclareraient en perte au Royaume-Uni et gonfleraient le bilan de leurs filiales dans des pays à la fiscalité plus favorable.

Depuis 2013, une réglementation de l'Union européenne oblige les banques à publier leurs bénéfices et leurs impôts pays par pays. euronews.com 24.12

Dossier Syrie

- La Chine apporte son soutien à Assad - sahartv.ir

"La Chine fournira une aide humanitaire, d'une valeur de 6,18 millions de dollars, à la Syrie", a déclaré, jeudi, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi.

L'annonce de cette aide intervient, à l'issue de l'entretien entre M. Wang et son homologue syrien, Walid al-Mouallem, qui effectue une visite, en Chine, jusqu'à samedi.

"En tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine continuera à promouvoir la paix et le dialogue, en Syrie, et à offrir son aide humanitaire à ce pays, au meilleur de ses capacités", a assuré M. Wang, lors d'une conférence de presse avec Walid al-Mouallem.

"La Chine a mené des discussions approfondies avec la Syrie, sur la promotion d'une solution politique, tout en réitérant qu'elle soutenait les efforts de médiation de l'ONU et le fait que les Syriens devaient, eux-mêmes, décider de leur avenir", a indiqué M. Wang.

Les deux ministres ont exprimé leur soutien à la lutte contre le terrorisme. Walid al-Mouallem a appelé le Conseil de sécurité à bloquer le financement du terrorisme et à empêcher les terroristes d'entrer en Syrie.

"Le gouvernement syrien est prêt à participer à des pourparlers de paix, à Genève, et espère que ce dialogue contribuera à doter la Syrie d'un gouvernement d'Union nationale", a déclaré, jeudi, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem.

Vendredi dernier, le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé, à l'unanimité, la résolution 2.254, avalisant un plan devant conduire à la paix, en Syrie.

Le texte soutient une feuille de route internationale, ouvrant la voie à une transition politique, qui doit mettre fin à quatre ans et demi d'une sanglante guerre. Des pourparlers de paix sont censés s'ouvrir, le mois prochain. sahartv.ir 24.12

- Syrie : Il faut empêcher l'entrée des terroristes pour établir la paix (Walid Mouallem) - sahartv.ir

Le ministre syrien des Affaires étrangères a annoncé l'impératif d'empêcher l'entrée des terroristes en Syrie depuis la Turquie et de la Jordanie pour faire avancer les projets de paix dans le pays.

Le chef de la diplomatie syrienne, Walid al-Mouallem a indiqué vendredi à Pékin devant la presse, après sa rencontre avec le Conseiller d'État chinois, Yang Jiechi qu'il faut concentrer les efforts internationaux pour mettre fin aux tensions et conflits en Syrie et empêcher l'entrée des rebelles des pays voisins dont la Turquie et la Jordanie. « Il faut une volonté mondiale pour réaliser ce but. », a ponctué le ministre syrien des Affaires étrangères, rappelant qu'un établissement de la paix en Syrie est possible avec la mise à exécution de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU exigeant la lutte contre le terrorisme. Le chef de la diplomatie syrienne, Walid al-Mouallem a, ensuite, annoncé la Syrie prête à participer aux négociations de Genève, souhaitant que les dialogues avec les parties en lice aboutissent, dans les plus brefs délais, à la formation du gouvernement d'union nationale. Le ministre syrien des Affaires étrangères est arrivé jeudi à Pékin pour une visite de quatre jours en Chine. sahartv.ir 25.12

- Syrie: le principal groupe rebelle de la région de Damas décimé par un raid - AFP

La direction du principal mouvement rebelle de la capitale syrienne a été décimée vendredi par un raid aérien revendiqué par l'armée, qui a tué son chef Zahrane Allouche, portant un coup sévère à l'insurrection et aux négociations entre régime et opposants censées débuter dans un mois.

Zahrane Allouche, 44 ans, fils d'un prêcheur salafiste, cheikh Abdallah Allouche qui vit en Arabie Saoudite, était le chef de Jaich al-Islam (Armée de l'Islam), le plus puissant groupe rebelle de la région de Damas.

"La mort de Zahrane Allouche est l'une des pertes les plus significatives de l'opposition", a indiqué sur Twitter Charles Lister, un des principaux experts des groupes rebelles en Syrie.

Soutenu par l'Arabie saoudite, Jaich al-Islam contrôle la plus grande partie de la banlieue est de la capitale qui est régulièrement bombardée par les forces gouvernementales et l'aviation russe. Le groupe est accusé par le régime de bombarder Damas.

"Zahrane Allouche, chef de Jaich al-Islam, et cinq autre dirigeants (du groupe) ont été tués" lors de frappes aériennes près de Damas, a indiqué l'OSDH.

"Il est mort dans un raid contre la localité d'al-Marj, dans la Ghouta orientale avec les commandants de Jaich al-Islam", a affirmé à l'AFP un des responsables du mouvement. "Trois avions ont ciblé une réunion secrète" du commandement, a-t-il ajouté.

Quelques heures après, les principaux responsables du groupe ont élu un nouveau chef, Abu Himam al-Buwaydani, un combattant de 40 ans dont la famille entretient des liens étroits avec les Frères musulmans, a indiqué à l'AFP Abdel Rahman, le dirigeant de l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Dans une déclaration télévisée, un porte-parole de l'armée syrienne a indiqué que les forces du régime avaient mené les raids, montrant une vidéo de l'attaque sur laquelle on voit plusieurs colonnes de fumée blanche dans une zone rurale.

Un responsable de la sécurité a expliqué à l'AFP que ces raids avaient été menés par deux avions syriens qui ont tiré à deux reprises quatre missiles fournis par Moscou. Ils ont ciblé une réunion secrète de dirigeants de plusieurs groupes islamistes, qui visait à réorganiser les forces militaires après la prise de la localité de Marj al-Sultan.

Plusieurs dizaines de dirigeants et des gardes du corps ont été tués, dont 12 de Jaich al-Islam et sept d'Ahrar al-Cham, un autre groupe rebelle important, selon la même source.

Appelé d'abord Bataillon de l'Islam (Liwa al-Islam, en arabe), le groupe a pris le nom d'Armée de l'Islam en septembre 2013 et compte 64 bataillons.

Généralement en treillis, arborant une barbe noire, Zahrane Allouche avait été arrêté par le régime en 2009 et libéré en juin 2011 lors d'une amnistie générale, trois mois après le début du conflit qui a fait plus de 250.000 morts. Il avait échappé à plusieurs tentatives d'assassinats.

Ce mouvement d'inspiration salafiste est très anti-alaouite (confession du président Bachar al-Assad) et partisan d'un Etat islamique même s'il avait adopté récemment une rhétorique plus modérée.

Hostile à l'organisation Etat islamique (EI), le groupe avait exécuté en juillet 18 jihadistes, en imitant les mises en scène macabres de ses adversaires.

Il avait également placé début novembre des alaouites et des soldats du régime dans des cages sur des places publiques pour s'en servir comme de boucliers humains face aux raids de l'aviation de Damas.

La mort de Zahrane Allouche survient au moment où l'armée syrienne a lancé une très grande opération contre son fief sur le flanc est de la capitale.

Le mouvement avait assisté à Ryad à une réunion des principaux groupes de l'opposition. Les participants avaient annoncé le 10 décembre leur accord pour des négociations avec Damas, mais exigé le départ du président Bachar al-Assad avec le début d'une éventuelle période de transition.

Des pourparlers doivent se tenir à Genève fin janvier et le régime a indiqué qu'il était prêt à y prendre part, disant cependant qu'il attendait de savoir quels groupes de l'opposition allaient y participer.

Pour l'expert Aron Lund, sa mort "pourrait affecter le processus de paix en déstabilisant l'Armée de l'Islam et en l'affaiblissant."

"Les négociations avaient besoin de l'implication d'extrémistes comme Zahrane Allouche pour leur donner de la crédibilité", a-t-il ajouté.

Selon lui, "au sein de la rébellion syrienne, Zahrane Allouche a été l'un des rares à réussir à centraliser (le pouvoir). Sa mort pourrait entraîner sa dislocation, étant donné que la faction centrale était l'Armée de l'Islam, qu'il a créée et dirigée d'une poigne de

fer et qui inclut plusieurs membres de sa famille et des gens de sa ville natale de Douma".

Le coup porté à Jaich al-Islam survient la veille de la mise en application d'un accord inédit qui prévoit le départ samedi de trois quartiers sud de Damas de 4.000 personnes, dont des jihadistes de l'EI, du Front Al-Nosra et des civils, ont affirmé des sources proches des négociations.

Quatre tentatives similaires avaient par le passé échoué, selon une source gouvernementale. AFP 25.12

- Syrie : Russes et Qataris cherchent un terrain d'entente sur les groupes qui participeront aux pourparlers - euronews.com

Quels groupes d'opposition participeront aux pourparlers de paix sur la Syrie ? C'est l'une des questions les plus sensibles alors que ces pourparlers ont été annoncés par les Nations Unies pour la fin janvier. Après avoir reçu à Moscou son homologue du Qatar, le ministre russe des Affaires étrangères a parlé d'un terrain d'entente, mais en restant très évasif.

" Au terme de notre entretien, nous sommes parvenus à un accord avec nos partenaires qataris sur le fait qu'ensemble nous pouvons faire en sorte que cette délégation soit formée de manière à ce que les négociations syriennes soient constructives, a déclaré Sergueï Lavrov. Je n'expliquerai pas les détails mais un tel accord a été trouvé aujourd'hui. "

Si les Russes soutiennent le régime Assad et l'exclusion de divers groupes d'opposition, le Qatar ne voit pas tout à fait les choses sous cet angle.

" Concernant la liste des groupes d'opposition, nous sommes totalement opposés à leur classification, a clairement dit le ministre qatari, Khaled al-Attiyah. Le plus important, c'est de comprendre les raisons qui ont poussé ces groupes à prendre les armes. " euronews.com 25.12

Commentaires d'internautes.

1- "La mort de Zahrane Allouche est l'une des pertes les plus significatives de l'opposition", a indiqué sur Twitter Charles Lister..."

On oublie de mentionner que Lister fait partie de la Brookings Institution, qui a reçu une donation en 2014 de 14.8 millions du Qatar, échelonnée sur 4 ans.

2- "Malgré les épithètes peu élogieuses, à son endroit de la part de la presse occidentale, le président syrien Bachar el-Assad reste populaire dans le pays et bénéficie du soutien de son peuple, constate un analyste britannique.

Les propagandistes occidentaux n'arrivent pas à expliquer comment un homme que l'Occident essaie de renverser par tous les moyens depuis quatre ans et qui a une multitude d'ennemis dans le monde arabe pourrait se maintenir au pouvoir s'il ne bénéficiait pas d'un soutien massif du peuple syrien, a constaté Steven MacMillan.

"Ces gens refusent de reconnaître qu'en 2014, une élection présidentielle légitime s'est tenue en Syrie à l'issue de laquelle Bachar el-Assad a récolté 88% des suffrages exprimés. Ce fait a été reconnu officiellement par des observateurs internationaux", a écrit dans son article pour New Eastern Outlook le politologue britannique Steven MacMillan.

Reconnaître Bachar el-Assad est la seule option de l'Occident Et de rappeler que la presse occidentale ne lésinait pas sur des qualificatifs injurieux, dont celui de "boucher", à l'endroit de M.Assad.

Pourtant, relève l'auteur, le terme de "bouchers" convient plutôt aux dirigeants du monde occidental qui sont directement responsables des souffrances des millions de personnes au Proche-Orient, mais ces "remparts de la démocratie" ne peuvent que rêver d'un tel soutien populaire."

Ils ont celui des dirigeants des syndicats et des partis dits ouvriers et cela leur suffit...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

Le régime américain : Une menace mondiale.

- Les cibles nucléaires des Etats-Unis durant la guerre froide déclassifiées - euronews.com

C'est un document datant de 1956 qui vient d'être rendu public par la National Archives and Records Administration à la demande d'un chercheur de l'Université George Washington. Cette longue liste de 800 pages détaille les cibles potentielles de frappes nucléaires américaines en cas de guerre avec l'URSS. Et elle a de quoi donner des sueurs froides. On y trouve – énumérés sous des noms de codes – des milliers d'objectifs identifiés comme stratégiques. Parmi eux, 1 200 villes, notamment Moscou, Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), Berlin-Est, Varsovie ou encore Pékin. Si ces villes étaient essentiellement retenues pour les sites militaires et industriels qu'elles abritaient, la catégorie "population" apparaît également, accréditant la volonté de frapper des zones densément peuplées pour faire un très grand nombre de victimes civiles.

En visionnant la carte ci-dessous, on peut prendre la mesure de la multiplicité des objectifs identifiés, qu'il s'agisse de zones urbaines ou de bases aériennes. Car en cas de conflit généralisé, la priorité aurait été d'anéantir au plus vite les capacités aériennes de l'URSS pour éviter que l'Union soviétique ne réplique par des frappes nucléaires massives. À l'époque, en effet, seuls les bombardiers pouvaient acheminer l'arme atomique jusqu'à sa cible, les missiles nucléaires intercontinentaux ou ceux lancés depuis des sous-marins étant encore inexistants.

Le scénario de telles attaques est d'autant plus cauchemardesque que les Etats-Unis disposaient à la fin des années 50 d'un arsenal nucléaire d'environ 20 000 mégatonnes, 10 fois plus important que celui de l'URSS. Le Commandement des forces aériennes stratégiques, à l'origine de ce document, appelait même à concevoir une arme de 60 mégatonnes, l'équivalent de 4 000 bombes comme celle qui a dévasté Hiroshima. euronews.com 24.12

Pour en savoir plus, nous vous conseillons la lecture de l'étude de l'Université George Washington (en anglais) :

http://nsarchive.gwu.edu/nukevault/ebb538-Cold-War-Nuclear-Target-List-Declassified-First-Ever/

2- Ukraine

2.1- L'Ukraine vote l'embargo contre les produits russes - euronews.com

291 voix pour et une seule voix contre : le parlement ukrainien s'est prononcé à la quasi unanimité en faveur de la mise en place d'un embargo commercial contre les marchandises russes.

Un vote aux allures de riposte puisque Moscou avait promis, lundi, d'introduire des mesures similaires à partir du 1er janvier sur les produits alimentaires ukrainiens.

Vladimir Poutine avait, déjà, suspendu la semaine dernière les tarifs préférentiels sur les échanges russo-ukrainiens. Une mesure de rétorsion parmi d'autres pour protester contre l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre Kiev et l'Union européenne.

Un accord qui avait déclenché la crise en Ukraine fin 2013.

A l'époque, Moscou disait aussi craindre de voir ses marchés inondés de produits européens transitant par l'Ukraine.

Les Européens ont, eux, reconduit en début de semaine les sanctions visant les secteurs russes des banques, du pétrole et de la défense. euronews.com 24.12

2.2- L'Ukraine a voté son budget 2016, crucial pour la poursuite de l'aide internationale - AFP

Le Parlement ukrainien a voté vendredi, à l'issue d'une nuit de difficiles débats, son budget 2016 qui prévoit un déficit égal à 3,7% du PIB, la limite fixée pour poursuivre l'aide financière internationale à l'Ukraine, pays ravagé par la crise économique et un conflit armé dans l'est.

C'est seulement si le budget est malgré tout "resté équilibré et responsable" que "le versement de la prochaine tranche" du prêt du FMI aura lieu, a précisé la ministre des Finances Natalie Jaresko.

Le Fonds, qui ne s'est pas encore prononcé sur le texte adopté, exigeait un déficit budgétaire limité à 3,7% du PIB, et des réformes structurelles en vue d'abolir les privilèges fiscaux, d'élargir la base fiscale et de réduire les dépenses d'Etat.

Dans ce contexte, le Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk, dont le gouvernement a passé la nuit dans l'hémicycle avec les députés, avait exhorté mercredi ces derniers à voter d'urgence un budget répondant aux conditions posées par le FMI pour éviter une "catastrophe économique".

Le nouveau budget, qui doit encore être promulgué par le président Petro Porochenko, table sur un retour à la croissance économique après plusieurs années de crise (hausse de 2% du produit intérieur brut prévue pour 2016 contre une chute de 11% attendue cette année) et un ralentissement de l'inflation (12,5% attendus pour 2016 contre 50% en 2015).

Comme cette année, 5% du PIB est consacré à la défense, une priorité pour l'Ukraine dont les autorités sont confrontées à un conflit armé avec les rebelles prorusses dans l'est de cette ex-république soviétique, qui a fait plus de 9.000 morts depuis son déclenchement en avril 2014.

La dette publique et celle garantie par l'Etat ne doivent pas dépasser 86% du PIB, selon ce document, qui prévoit aussi une hausse de 12% des allocations sociales dans ce pays où une très grande partie de la population vit sous le seuil de pauvreté. AFP 25.12

Haut de page

Le 28 décembre 2015

CAUSERIE

Les précieuses ridicules ou la déchéance d'un régime.

Incroyable, à droite comme chez la pseudo-gauche il y en aurait qui auraient une conscience !

A part celle qui sert leur ambition personnelle on ne voit pas laquelle. Et évidemment entre eux ils le savent tous. Il en va de la conscience comme de la morale qui a un contenu de classe, qu'on l'ignore ou non, pas forcément de la bonne classe par ignorance, ce qui ne concerne pas ceux qui nous gouvernent et leurs larbins qui eux ne se trompent pas de classe.

Encore une imposture pour tenter de rendre la droite et la pseudo-gauche plus présentables.

Ils auraient une conscience quand il s'agit de statuer sur une mesure infâme, inutile et inapplicable qui à l'arrivée concernerait peut-être une poignée de personnes, mais ils en sont dépourvus en présence de 10 millions de pauvres, 6 millions de chômeurs, 3,8 mal-logés, etc.

100 millions de déplacés à travers le monde, des millions de morts dûs aux guerres impérialistes fomentées par l'impérialisme américain, mais leur conscience leur commande de les soutenir ainsi que le régime capitaliste qui en est à l'origine aussi. Il faut dire que pour toutes leurs victimes le droit du sol ne se pose pas, pas plus que pour les Palestiniens spoliés de leurs terres par l'occupant sioniste avec lequel ils pactisent ou refusent de rompre.

Interrogez n'importe qui, il vous dira qu'il a sa conscience pour lui, ce qui ne veut rien dire, justement, puisque cela ne veut rien dire chacun peut lui donner le contenu qu'il veut, et pendant ce temps-là ceux qui ont une réelle conscience de classe pourront s'en servir pour imposer leur politique à la multitude dont la conscience est aussi atomisée que leurs drois ou qui n'en possède pas sur ce plan-là.

Quelle conscience a-t-on quand quotidiennement on s'accommode hypocritement de l'intolérable ou qu'on lui témoigne de l'indifférence parce qu'il ne nous concerne pas directement ? On s'avilie un peu plus chaque jour à nos yeux car on ne peut pas se leurrer soi-même, et pour le supporter on aura la bassesse de reporter la haine de soi sur les boucs émissaires qu'on nous désigne, l'étranger, l'immigré, l'Arabe, le Noir, le musulman, etc., bref tout ce qui ne nous ressemble pas ou la terre entière.

Notre conscience est aussi sélective ou amnésique que notre mémoire, il le faut bien pour se supporter soi-même et conserver l'équilibre mental dont on a besoin pour affronter le monde extérieur et ne pas sombrer dans la folie ou précipiter notre propre déchéance.

C'est une sorte de certificat de bonne conduite qu'on s'attribue soi-même, et qu'à partir de là on aura du mal à refuser aux autres. C'est une sorte de compromission dans la mesure ou délibérément on s'attribue une qualité surfaite ou qu'on ne mérite pas.

Il s'agirait de déchoir de la nationalité française des auteurs d'attentats pour en faire des apatrides ou pour le coup, les jeter dans les bras des salafistes ou des takfiristes comme seul refuge, si ce n'était pas déjà le cas, alors que systématiquement, comme à

Tel-Aviv ou à Chicago la police et l'armée les exécutent pour qu'ils ne puissent pas parler, ne pas avoir de procès.

- Deux Palestiniens tués lors d'une attaque contre un soldat israélien - AFP

- Etats-Unis: Un jeune homme de 19 ans et une mère de famille noirs ont été tués par la police - 20minutes.fr

Cette mesure est xénophobe et raciste parce qu'elle ne vise que des gens dont les parents sont originaires d'un autre pays que la France, elle sert donc ouvertement les thèses de l'extrême droite dont elle est issue en fait.

Après on comprend pourquoi elle fait désordre au sein du PS, qui avait été à l'origine de la création d'une officine (SOS racisme) destinée sous couvert d'antiracisme à instrumentaliser le racisme plus qu'à le combattre, en jouant les préjugés des masses arriérées pour le compte de l'extrême droite dans les années 70. Et ce n'était pas un hasard non plus si c'était des dirigeants sionistes du PS qui en furent à l'initiative.

Cette mesure visant de préférence une population musulmane à de quoi les mettre en porte-à-faux ou révéler leurs véritables intentions qui pour nous est un secret de polichinelle, mais pas pour la majorité de la population qui doit continuer de croire que le PS ne serait pas le porte-parole des sionistes, qu'il serait antiraciste, de gauche et l'ennemi de l'extrême droite, tout ce qu'il n'est pas en réalité.

La preuve qu'on est bien en présence d'une nouvelle imposture.

Qui a dit à propos de la déchéance de nationalité ?

- "Est-ce que ça va améliorer en quoi que ce soit la protection et la sécurité de nos concitoyens? En faisant une déchéance pour tel ou tel individu en nombre limité, on va permettre à ceux qui sont exposés aux agressions tous les jours d'être davantage protégés?"

- "Est-ce que c'est conforme à notre histoire, nos traditions, notre Constitution, quand on sait que depuis 1889, la nationalité française s'exerce par la naissance et s'acquiert par mariage au bout de quelques années après un contrôle?"

- "Pourquoi remettrait-on en cause ces principes essentiels?".

- "C'est finalement attentatoire à ce qu'est finalement la tradition républicaine et en aucune façon protecteur pour les citoyens"

Réponse : François Hollande sur France 5 le 31 août 2010. Source : Le Figaro par AFP - Titre : Déchéance : critiques de Hollande. Adresse :

(http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/08/31/97001-20100831FILWWW00608-decheance-critiques-de-hollande.php)

- "Dangereuse", "nauséabonde"... Quand le PS fustigeait la déchéance de nationalité voulue par Sarkozy - Francetv info

Une proposition qualifiée dans un passé récent de 'dangereuse' par François Hollande et de 'nauséabonde' par Manuel Valls". Francetv info 27.10

Opération diversion qui présente l'avantage de détourner l'attention des questions sociales brûlantes, et de faire croire qu'une "partie de la gauche" serait présentable, alors qu'elle est en réalité aussi corrompue que le reste de ce qu'ils appelent la gauche.

- «Une partie de la gauche s'égare» sur la déchéance de nationalité, selon Valls - Liberation.fr

- Déchéance de nationalité: le débat s'envenime à gauche, la droite évasive - AFP

- Où l'on s'aperçoit qu'il y a encore des socialistes en France - Rue89

- Déchéance de nationalité : Jean-Marc Ayrault s'oppose publiquement - Francetv info

- Déchéance de nationalité : pour Dray et Hamon, "la France a mieux à faire" - LePoint.fr

---

ACTUALITE EN TITRES

Leur sujet de prédilection et leur idéal.

- La symphonie sensuelle et magique du caviar d'élevage - Slate.fr

Entre nous, c'est hyper gras et dégueulasse.

J'en ai mangé une fois au cours de ma vie. C'était un soir chez Gérard, un photographe professionnel qui avait un magasin de photos dans le 18e arrondissement de Paris et que j'avais rencontré en allant réparer son copieur, et chez qui j'allais travailler au noir par la suite pendant quelques mois. Pour digérer cette saloperie il avait fallu se taper 3 ou 4 verres de vodka Smirnov frappé et sec, je m'en souviens encore la bouteille était recouverte de givre et il avait dû la tenir avec un torchon pour ne pas se brûler les mains. Au départ je n'avais pas bien saisi pourquoi cette précaution, ensuite après avoir goûté ce met soi-disant si délicat j'ai compris car il me fila la nausée immédiatement, je l'avalais en faisant cul sec pour me passer l'envie de vomir. Autant dire qu'on était tous à moitié bourré dès le début du repas où il avait invité des amis !

- Comment on pleurait, riait et aimait au Moyen Âge - Slate.fr

Vive l'avènement de l'oligarchie qui nous rappelle le bon vieux temps sous le règne des féodaux et des monarques !

Parole d'internaute

(A propos des derniers développements en Corse)

- "On leur accorde tous les droits, enfin non eux s'accordent tous les droits, l'état les laisse tout faire, le peuple en a marre et ce n'est que le début!, dans certain quartiers, polices, pompiers, médecins ou tous simplement citoyens n'osent plus se rendre!

Nos gouvernants parlent d'actes de racisme, mais avec l'état le racisme est à sens unique!"

Si c'est l'Etat qui alimente le racisme, c'est sans doute parce qu'il est de classe avant tout, ce que ne perçoit pas clairement la population ou pas au point d'en tirer des leçons pratiques.

La crise du capitalisme frappe durement les couches les vulnérables du prolétariat qu'ils vouent à la pauvreté et à la précarité à vie, tandis qu'elle privilégie les nantis ou alimente les inégalités sociales à leur profit. Injustice qu'une partie de ces couches dont les jeunes excédés ou poussés au désespoir ne supportent plus, ce qui les conduit à faire n'importe quoi pour s'en sortir, à adopter un comportement violent et à s'attaquer indistinctement à tous les symboles de l'Etat, attitude qui sera condamnée par tous ceux qui arrivent encore à s'en sortir et dont il ne faut pas troubler le confort relatif.

En visant l'Etat ou ses représentants, particulièrement leur police en charge du maintien de l'ordre établi synonyme de toutes les difficultés que rencontrent ces couches de travailleurs ou jeunes, ils ne se trompent pas de cible, en revanche ils se trompent de timing car l'heure n'a pas encore sonné de l'affrontement direct entre les classes, aussi se mettront-ils à dos le reste de la population.

On se refusera à les condamner ou à soutenir des actes qui justifieront le renforcement de l'appareil policier de l'Etat.

Ils courtisent Podemos.

Les multiples déclarations et prises de position au cours des derniers mois des dirigeants de Podemos permettent d'affirmer sans l'ombre d'un doute que ce parti est de droite ou réactionnaire.

Simultanément les médias et partis institutionnels s'emploient à le présenter comme un parti anti-austérité, de gauche, voir de la gauche radicale ou d'extrême gauche. Ils nous avaient déjà fait le même coup avec Die Linke, puis avec le Front de gauche et enfin avec Syriza qui a servi de modèle à Podemos.

Autant dire qu'on est en présence d'une nouvelle imposture ou escroquerie politique.

Pendant plus d'un demi-siècle, pour ne pas remonter davantage en arrière, on aurait pu en dire autant du PS et refuser tout rapport avec les dirigeants de ce parti, tout en expliquant pourquoi sur la base des faits. Il aura fallu que ce parti soit à nouveau aux commandes de l'Etat et applique une politique ultra réactionnaire pour que nos dirigeants daignent bien le caractériser de gauche en y mettant des guillements... pour la forme uniquement chacun l'aura bien compris.

Là la supercherie est tellement grotesque qu'ils ne s'y risqueront pas sous peine de se ridiculiser aux yeux de leurs militants, quoique ce n'est pas cela qui les arrêterait. Podemos voudrait accorder encore plus de pouvoir à l'Otan, tout un programme ! Tout est dit ici.

On cite un fait, on part d'un fait, on n'invente rien, on ne verse pas dans la propagande ou l'idéologie, on ne juge pas à l'emporte-pièce, c'est sans appel. Tous ceux qui par la suite brodreront sur Podemos, sont des charlatans ou des agents du capitalisme. Cela vaut pour tous ceux qui ont appelé à voter LR en décembre 2015, à voter Hollande en 2012, à voter Chirac en 2002, qui ont accepté de participer à un gouvernement présidé par Chirac en 1997, etc. vous pouvez remonter ainsi un siècle en arrière.

C'est bien beau tout cela, mais à ce rythme-là il ne restera pas grand monde de fréquentable à l'arrivée, s'exclamera le sceptique professionnel. On lui accorde volontiers. Qu'y pouvons-nous si on s'en tient strictement aux faits ?

Vous y verrez plus clair, et à partir de là peut-être que vous parviendrez à la conclusion qu'il existait sans doute une autre stratégie que celle qui consistait à ménager ceux qui avaient vocation à combattre au côté de nos ennemis, et qui le moment venu ont retiré le tapis sur lequel vos convictions étaient confortablement installées, pour y substituer un grand vide à la place ou la situation actuelle. Vous ne voudriez tout de même pas qu'on feigne de tomber des nus et qu'on vous trompe à notre tour ?

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

- La cote de popularité du président ukrainien en chute libre - sputniknews.com

Le président ukrainien a déçu son peuple, la cote de popularité de Piotr Porochenko en 2015 s'est avérée même inférieure à celle de son prédécesseur Viktor Ianoukovitch à la veille de sa destitution, selon un sondage de Gallup International.

Seulement 17% des Ukrainiens approuvent aujourd'hui le travail de leur président Piotr Porochenko alors qu'à son élection, sa politique était soutenue par 47% des sondés, rapporte Gallup International.

"Cette baisse de popularité du chef de l'Etat reflète sans doute la déception des Ukrainiens, leurs dirigeants n'ayant pas rempli les revendications du peuple, formulées lors des actions de protestation il y a deux ans (sur la place Maïdan à Kiev, ndlr). Après Maïdan, l'économie nationale a été ruinée, la Crimée a été rattachée à la Russie et la confrontation entre les troupes gouvernementales et les indépendantistes dans l'est du pays a fait plus de 9.000 morts", lit-on dans le communiqué.

Piotr Porochenko est aujourd'hui impopulaire dans toutes les régions et tout particulièrement dans le sud de l'Ukraine. Par ailleurs, de moins en moins d'Ukrainiens font confiance au gouvernement qui s'attire des critiques pour la lenteur de ses réformes.

Rien que 8% des sondés approuvent à présent le travail du gouvernement, alors qu'en 2014, 24% des Ukrainiens exprimaient des avis plutôt favorables sur ses activités. C'est le niveau de confiance le plus bas depuis 2006. Pire, presque 9 sur 10 Ukrainiens (88%) sont persuadés que la corruption prospère toujours au sein du gouvernement. 65% affirment que les dirigeants du pays ne vont pas dans le bon sens par rapport à "l'avant-Maïdan". sputniknews.com 27.12

2- Irak

- Importante victoire des forces irakiennes contre l'EI à Ramadi - AFP

Les derniers combattants du groupe Etat islamique (EI) ont quitté dimanche un complexe gouvernemental stratégique de Ramadi, offrant aux forces irakiennes leur plus importante victoire depuis l'offensive des jihadistes en Irak il y a un an.

"Tous les combattants de Daech (acronyme arabe de l'EI) sont partis. Il n'y a pas de résistance" dans cette grande ville à l'ouest de Bagdad, a déclaré à l'AFP un porte-parole des forces d'élite antiterroristes, Sabah al-Numan.

Même si les militaires devaient encore nettoyer la zone du complexe des mines et engins explosifs laissés par les combattants de l'EI, des responsables ont déjà félicité les forces irakiennes pour cette victoire arrachée après de violents combats.

Ramadi, situé à 100 km à l'ouest de Bagdad, est le chef-lieu de la province majoritairement sunnite d'Al-Anbar, la plus grande d'Irak

et qui est frontalière de la Syrie, la Jordanie et l'Arabie saoudite. La ville s'étend le long du fleuve Euphrate dans une vallée fertile.

La reconquête de Ramadi redore le blason de l'armée irakienne, fortement critiquée pour son humiliante déroute en juin 2014 face à l'EI qui avait mis la main sur de vastes pans du territoire au terme d'une offensive fulgurante.

3- Syrie

3.1- Daech est équipé de missiles US - sahartv.ir

Les missiles antichars que les États-Unis avaient prétendu vouloir envoyer aux terroristes soi-disant « modérés » se trouvent actuellement à la disposition du groupe terroriste Takfiri Daech, a rapporté l'agence de presse russe Sputnik.

« Les images récemment diffusées par les médias proches de Daech montrent des éléments de ce groupe terroriste en train d'utiliser des missiles antichars Taw de fabrication américaine » a écrit Sputnik.

Daech se sert de ces missiles US dans la province d'Alep et dans une région dans le Nord de la base aérienne de Kouires libérée récemment par les forces de l'armée syrienne.

Selon ce rapport, on ignore comment ces missels sont parvenus à Daech mais selon les précédents rapports ils devaient être livrés aux terroristes soutenus par les Etats-Unis.

« Un déserteur daechiste a avoué qu'il formait les forces sous son commandement en Turquie », a poursuivi Sputnik. sahartv.ir 26.12

3.2- Daech prélève des organes sur les prisonniers - sahartv.ir

Selon un document, révélé par l'agence Reuters, Daech approuve, officiellement, le principe du prélèvement d'organes, sur les prisonniers. «Dans une décision, jusqu'ici inédite, le groupe terroriste Daech a approuvé le prélèvement d'organes humains, suscitant des craintes que ce groupe terroriste puisse se livrer au trafic d'organes», écrit l'agence.

Ce document, présenté, sous le titre de «Fatwas 61-62 et 64-68», explique qu'il est autorisé «de transplanter des organes d'un prisonnier à un Musulman, afin de sauver la vie de ce dernier», même si l'opération se révèle mortelle, pour le premier. Des responsables américains estiment que ce document reste l'un des milliers cas d'informations auxquels ils avaient accédé, dans l'attaque des forces spéciales américaines contre une zone, dans l'Est syrien.

Auparavant, le gouvernement irakien avait accusé Daech de coopérer avec les bandes de trafic d'organes, en tant qu'une source de revenus. sahartv.ir 26.12

3.3- Les Etats-Unis, contre l'échange de renseignements, sur les positions de Daech, proposé par la Russie - sahartv.ir

«Tant que la Russie n'aura pas changé sa prise de position envers le gouvernement de Bachar al-Assad, Washington ne mettra pas, à son ordre du jour, les coopérations avec Moscou, dans la lutte contre Daech et en matière d'échange de renseignements, sur les positions de ce groupe terroriste», a déclaré à Sputnik, la porte-parole du Pentagone.

«La Russie est prête à partager ses renseignements avec la coalition, dirigée par les Etats-Unis, et elle attend de ses partenaires de faire de même», a précisé le lieutenant-général Sergueï Roudskoï, Chef du Commandement opérationnel principal de l'état-major de l'armée russe.

«Ces renseignements portent sur les positions des terroristes, en Syrie. Moscou attend de ses partenaires de faire de même. La force aérienne russe assurera la poursuite des raids aériens contre les terroristes», a ajouté Roudskoï.

Mais la Porte-parole du Pentagone, Michelle Baldanza, a déclaré : «Nous ne coopèrerons pas avec les Russes, en Syrie, tant qu'ils n'auront pas changé leur stratégie de soutien à Bachar al-Assad et qu'ils ne se seront pas focalisés sur Daech».

La Russie a commencé, depuis fin septembre, ses raids aériens d'envergure contre les Daechistes, en Syrie. La crise syrienne se poursuit, depuis 2011. Les forces gouvernementales syriennes sont en guerre contre des groupes terroristes, dont Daech et le Front Al-Nosra. sahartv.ir 26.12

4- Algérie

- Algérie : découverte d'appareils d'espionnage, à l'aéroport Houari Boumedienne - sahartv.ir

La douane algérienne a annoncé avoir saisi des appareils sensibles, à l'aéroport Houari Boumedienne, que l'on pouvait utiliser, dans des opérations espionnage.

Selon un rapport de «Palestine al-Yaoum», ces appareils proviennent du Qatar, et, actuellement, les enquêtes se poursuivent pour connaître le lieu authentique de la fabrication de ces appareils.

Selon des rapports, l'agence israélienne de renseignements, le Mossad, ainsi que le Bureau fédéral d'enquête américain, le FBI, utilisent ces appareils, dans leurs opérations d'espionnage.

Le paquet, découvert en Algérie, englobe 500 appareils très petits, sous forme des stylos, équipés de caméras, qui n'occupent que deux centimètres d'espace.

Outre lesdits stylos et les petites caméras sur lesquelles étaient inscrits «mimi dv», des systèmes, qu'on utilise, dans les drones espionnages, ont été, également, découverts.

Les résultats des enquêtes préliminaires montrent que les appareils mentionnés devaient être mis à la disposition des parties concernées, à Alger, la capitale, et dans les provinces algériennes, situées dans le Sahara algérien. sahartv.ir 26.12

5- Brésil

- Brésil : l'ex-ministre de la Défense prône la baisse de dépendance au régime sioniste - sahartv.ir

Soulignant que les forces militaires de son pays ont une dépendance excessive au régime sioniste, Celso Amorim, ancien ministre brésilien de la Défense a annoncé qu'il est temps que ces forces baissent leur dépendance à l'entité sioniste.

Dans une interview accordée au quotidien, Folha sao paulo Celso Celso Amorim estime que le nouveau gouvernement brésilien n'a pas entériné la nomination de Dani Dayan comme nouvel ambassadeur d'Israël, ce qui est considéré comme un signe de la réduction de dépendance de l'armée de son pays aux sionistes.

Celso Amorim qui était entre 2011 à 2015 à la tête du ministère de La Défense de Dilma Rousseff a ajouté : « Le gouvernement brésilien a une dépendance excessive à la technologie militaire des sionistes notamment en ce qui concerne l'AvioniX (des équipements électroniques, nécessaires aux avions, aux satellites et aux drones et à d'autres armements).

« Nous ne pourrons pas poursuivre notre dépendance excessive à la technologie du régime sioniste et il est temps que nous diversifions les sources à partir desquelles nous fournissons nos besoins », a-t-il réitéré.

Le Premier ministre du régime sioniste a nommé le colon sioniste, Dani Dayan, d'origine argentine en tant que nouvel ambassadeur israélien à Brasilia.

Le gouvernement de Dima Rousseff n'a pas encore confirmé la nomination de Dani Dayan ce qui a provoqué un incident diplomatique entre ce pays de l'Amérique latine et le régime usurpateur Qods. sahartv.ir 26.12

Haut de page

Le 29 décembre 2015

CAUSERIE

Qui a dit ?

- Israël est «*un phare de liberté, de tolérance et de décence*».

Réponse : L'ambassadeur d'Israël aux États-Unis, Ron Dermer, sur son compte Twitter officiel. (Les cadeaux de Noël de l'ambassadeur israélien à Washington - Arrêt sur Info 24.12)

Pendant ce temps-là le blocus de Gaza continue et le massacre des Palestiniens aussi...

ACTUALITE EN TITRES

La notion de déchéance ne risque pas de les atteindre.

- Déchéance de la nationalité: au PS, les frondeurs craignent la déstabilisation de la gauche - LeFigaro.fr

Ils craignent surtout de disparaître tout simplement, ce qui nous laissera indifférent.

Les médias institutionnels sont toujours animés des meilleures intentions du monde.

Quand Liberation prend la défense des salafistes.

Il est bien connu que les médias des banquiers, des néolibéraux et des sionistes, porte-parole de la propagande de l'Otan et de l'impérialisme américain, sont des défenseurs inconditionnels ou impartiaux de "la liberté de la presse".

- Moussa, incarcéré sans raison au Bangladesh - Liberation.fr

Baraka city ONG fondée en 2010 par des salafistes, elle est située à Courcouronnes, en grande banlieue parisienne. 22 salariés, 41.600 followers sur Twitter et 568.000 "like" sur Facebook.

En 2012, son responsable, Idriss Sihamed, s'improvise "chef de projet humanitaire" (au Togo) et récolte un million d'euros en une semaine.

En 2014 elle reçoit huit millions d'euros de dons.

En 2014, sa campagne contre l'émission "Pékin express" en Birmanie, où les musulmans rohingyas sont persécutés, est un succès: les sponsors lâchent un à un M6.

Sur Twitter, Idriss Sihamedi fait aussi la morale, dénonçant par exemple la "fornication". Souvent présenté comme un salafiste bien qu'il récuse cette définition, il ne serre pas la main des femmes. Et sur le site internet de l'ONG, seuls les visages des hommes de l'équipe apparaissent.

"C'est terriblement logique", justifie Sajida Iamou, chargée de communication. "Toute les femmes de notre équipe portent le voile. Je ne me vois pas m'exposer comme ça", explique cette musulmane de 29 ans vêtue du niqab ne laissant apparaître que les yeux.

... les responsables de Baraka city ont "une vision des conflits et de la géopolitique islamisée, confessionnelle. Ils voient tout par le prisme de l'islam: on intervient là où de gentils musulmans se font agresser par de non musulmans", analyse Samir Amghar, spécialiste du salafisme. "Le noyau de l'organisation, le président, le directeur financier ont une lecture ultraorthodoxe de l'islam. Pour eux, l'islam doit être appliqué de façon littéraliste", explique-t-il, les situant dans la mouvance "salafiste piétiste".

Lors de l'exécution de l'humanitaire britannique Alan Henning, otage du groupe jihadiste État islamique, Idriss Sihamed refusera decondamner le groupe jihadiste

Si Baraka city convainc les donateurs, les banquiers semblent plus méfiants.

Son président dénombre "22 refus d'ouvertures de compte et trois clôtures sans motif". Selon lui, les banquiers s'étonnaient des "flux financiers atypiques et très très élevés". Il a fallu que la Banque de France désigne une banque, la BCP, pour que l'ONG puisse enfin ouvrir un compte, ce mois-ci.

Dans les médias aussi, l'ONG a mauvaise presse. Un reportage de LCP fait passer ses responsables pour des recruteurs en Syrie, Baraka city est mentionnée dans un sujet de RTL sur le "jihad business"...

Sur le web, ces attaques renforcent paradoxalement la popularité de l'ONG, soutenue par des dizaines de milliers d'anonymes et quelques personnalités, comme les rappeurs La Fouine et Rohff. Idriss Sihamedi se concentre sur ses futurs projets: il voudrait accueillir des réfugiés syriens sur les 7.000 m2 de terrain de l'ONG en banlieue.

(Source ; Enquête: Baraka city, l'ONG musulmane qui suscite engouement et suspicion - leparisien.fr 16.10.2015)

Opération déstabilisation de la Chine. Journaliste instrumentalisée pour le compte de qui ?

- La journaliste de L'Obs en voie d'expulsion de Chine critique Paris - AFP

La société des rédacteurs de l'Obs s'est aussi "indignée" lundi dans un communiqué de la "réaction laconique et peu convaincante des autorités françaises face à cette décision (d'expulsion, ndlr), qui constitue pourtant une atteinte grave à la liberté d'expression et au devoir d'informer".

Sur France Inter, Ursula Gauthier a estimé que "la liberté de la presse est vraiment en grand danger" en Chine où "la presse chinoise elle-même a été totalement muselée".

"Il y avait encore des franges, en particulier dans les provinces des médias qui avaient une certaine indépendance et qui pouvaient traiter de sujets qui n'étaient pas totalement orthodoxes. Ces médias ne peuvent plus le faire", a-t-elle dit.

Il y avait aussi "les blogueurs qui écrivaient dans les réseaux sociaux, qui avaient des milliers, des dizaines de milliers d'abonnés et ils faisaient entendre leur voix, c'était une voix indépendante. Ceux-là ont été muselés également et on les a paradés à la télévision avec les chasubles des prisonniers pour montrer à quel point c'étaient des criminels. Donc il n'y a plus personne qui ose maintenant s'exprimer réellement", a affirmé la journaliste. AFP 28.12

...lorsqu'on profite d'une crise pour pousser les médias à mettre en avant une pensée idéologique et à diviser la société par des reportages falsifiés, il n'est plus possible de parler de liberté de la presse.

Stefan Haderer, anthropologue socio-culturel et politologue autrichien. Quand la liberté de la presse cède le pas à des intérêts politiques - Mondialisation.ca, 21 décembre 2015.

Nous ne défendrons pas cette journaliste, pas plus que les soi-disant opposants au régime chinois qu'on honnit soit dit en passant et qui sont en réalité tout aussi réactionnaires, quand il ne s'agit pas simplement d'agents recrutés par la NED ou la CIA.

Si nous ne défendons pas le régime chinois, ce n'est pas pour défendre de soi-disant organisations ou opposants qui prônent un régime calqué sur celui des Etats-Unis ou des pays de l'UE, on laissera cela à leurs agents.

Syrie

- Conférence sur la Syrie à Genève : les opposants n'ont pas encore décidé sur la liste des participants (Lavrov) - sahartv.ir

« Les opposants syriens n'ont pas encore accédé sur la liste des individus participant aux négociations de paix de sur la Syrie », c'est ce qu'a affirmé le chef de la diplomatie russe.

Selon INTERFAX, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a tenu ces propos ce lundi pour réaffirmer : « Les opposants syriens ne sont pas encore arrivés à décider de la liste des participants qui devraient s'assoir à la table des négociations avec le gouvernement central de Damas.

« Le gouvernement syrien est prêt à négocier », a assuré M. Lavrov.

Des Nations unies ont annoncé samedi que les négociations de paix de Genève entre divers groupes d'opposition et le gouvernement de Bachar al-Assad s'ouvrent le 25 janvier afin de mettre fin aux 5 années de crises sévissant dans ce pays. sahartv.ir 28.12

Russie

- Poutine intensifie les sanctions contre la Turquie - sahartv.ir

Le nouveau décret présidentiel que le Président russe Vladimir Poutine vient de signer durcit la loi prévoyant des sanctions contre la Turquie.

Ce faisant, le Président russe a élargi encore la teneur de cette loi qui avait été adopté de mois dernier. Selon l'agence Fars News, le Président Poutine a intensifié dans un décret présidentiel les sanctions qui devront être appliquées à partir de début 2016 contre

la Turquie. Cette loi interdit la présence en territoire russe aux entreprises turques ainsi qu'aux entreprises dont les propriétaires sont des ressortissants de la Turquie, et qui sont actives dans certains domaines industriels mentionnés.

La Russie avait interdit précédemment l'importation de certains articles particuliers depuis la Turquie de même que le recrutement des ressortissants de ce pays. A cela s'ajoute des restrictions prévues pour les déplacements entre la Russie et la Turquie ; il est aussi établi que l'accord de l'annulation de visa entre les deux pays ne soit plus en vigueur à partir de 2016. De même, le vice-premier ministre russe a lui aussi affirmé qu'il envisageait de nouvelles mesures restrictives contre Ankara. sahartv.ir 28.12

Haut de page

Le 30 décembre 2015

CAUSERIE

Le diaporama, *2015 L'année de la guerre* a été réalisé à partir des images publiées dans la page d'accueil du site de janvier à décembre 2015.

- DIAPORAMA. 2015 : L'ANNÉE DE LA GUERRE.

Nous n'actualiserons pas le site avant quelques jours...

Comment fonctionne une imposture et comment la détecter. Mode d'emploi.

Tout d'abord on tient en apparence un discours très radical contre Valls, histoire que le lecteur nous prenne pour un véritable représentant de la gauche, et c'est à ce titre qu'on se permettra de le rappeler à l'ordre ou de lui reprocher d'avoir enfreint des principes communément adoptés par la gauche, ce qui implique qu'on considèrait qu'il figurait toujours parmi les représentants de la gauche, dans le cas contraire on ne se serait pas adressé dans ces termes ou on se serait abstenu.

L'essentiel ne réside donc pas dans la critique de l'attitude de Valls, mais dans le fait qu'on le considère de gauche ainsi que le PS, illusion sur laquelle repose en grande partie le régime que l'on soutient.

Le rôle du sordide personnage Mélenchon consiste uniquement à servir de caution de gauche à Hollande, Valls et au PS, d'où les tribunes que lui accordent généreusement les médias de l'oligarchie. Au passage vous aurez noté que le même procédé est employé par les dirigeants des partis dits ouvriers pour cautionner les appareils pourris des syndicats auxquels ils sont organiquement liés, ceci expliquant cela.

Cela ne dérangera pas la plupart des militants qui ne s'en apercevront même pas ou que cela ne choquera pas, pour avoir un niveau théorique proche de zéro ou une conscience politique surfaite ou totalement dévoyée, pour ignorer ce qui fondamentalement permet de distinguer la droite de la gauche. On en a une saisissante illustration plus loin.

AFP - "Le régime de Vichy a essayé de régler ce problème, donc Valls pourra lui emprunter ses trouvailles. Bon appétit", dit Jean-Luc Mélenchon.

Répondant au chef du gouvernement qui a regretté dimanche qu'"une partie de la gauche s'égare au nom de grandes valeurs" en s'opposant à cette mesure, il a ajouté: "Non, Manuel Valls, nous ne nous égarons pas dans les grands principes, nous nous égarerions sans eux". AFP 29.12

Mélenchon dialogue avec Valls parce qu'ils appartiennent à la même famille politique, celle de la réaction. A chacun son camp.

Ils ne peuvent pas assumer leur politique ultra réactionnaire, il leur faut la caution du peuple. Alors ils la fabriquent.

Or, c'est impossible qu'il leur accorde, on en veut pour preuve leur refus de passer par des référendums par crainte qu'il ne s'en serve pour exprimer son rejet de leur politique.

Aussi pour parvenir à leur fin, ils ont mis au point une combine qui consiste à passer par des faussaires professionnels, dont la principale escroquerie consistera à faire croire que les résultats de leurs sondages concerneraient l'ensemble de la population, alors qu'en réalité la moitié ne se sent pas concerné puisqu'elle rejette l'ensemble des partis institutionnels.

Dès lors pour lire ces résultats conformément à la réalité, il faut commencer par diviser par deux au moins les chiffres qu'ils communiquent.

Ensuite, on n'aura même pas besoin de se demander si les personnes interrogées étaient en possession de tous les éléments pour répondre à la question qui leur était soumise ou si elles avaient parfaitement conscience de la question qui leur était soumise, puisqu'elle était posée de telle sorte que si elles répondaient négativement elles apparaissaient automatiquement comme des complices du terrorisme :

Question (www.elabe.fr) : Êtes-vous favorable ou opposé à ce qu'une personne née française et qui détient une autre nationalité puisse être déchue de la nationalité française lorsqu'elle est condamnée «pour un crime constituant une atteinte grave à la vie de la Nation», par exemple un crime constituant un acte de terrorisme?

A lire cet intitulé on pouvait croire que les personnes de nationalité française susceptibles d'être concernées par cette mesure auraient obtenu une autre nationalité à leur demande, alors qu'en réalité certains enfants nés en France acquièrent automatiquement à leur naissance la nationalité du pays d'origine de leurs parents en plus de la nationalité française, c'est le cas des Algériens par exemple.

- "... la proposition sur la déchéance de nationalité sera applicable à toutes les personnes françaises nées d'un ou deux parents étrangers et ayant conservé leur nationalité étrangère." (Le Monde 24.12)

Cette question était posée de telle sorte que les personnes interrogées estiment que les personnes qui feraient l'objet de la déchéance de la nationalité française pourraient pour ainsi dire continuer de vivre normalement dans un autre pays en se rabattant sur leur seconde nationalité, alors que ce ne sera pas du tout le cas. Je me souviens de mes copains d'origine algérienne quand j'étais adolescent, ils disaient qu'ils étaient encore plus étrangers en Algérie qu'en France quand il leur arrivait d'y aller en vacances à contre coeur avec leurs parents parce qu'ils ne connaissaient personne et ne parlaient même pas l'arabe couramment.

Bref, ce sondage réalisé sciemment à partir d'une question au contenu frauduleux impliquant l'ignorance de la situation précise des personnes concernées par ceux qui devaient y répondre, devait aboutir au résultat souhaité par le média d'extrême droite néolibéral (BFMTV) qui l'avait commandé, afin de justifier cette réforme inique avancée par Hollande.

- Déchéance de nationalité: les Français favorables, la gauche divisée - AFP

Le projet de déchéance de nationalité pour les binationaux reconnus coupables de terrorisme, qui divise à gauche et au PS dont la haute autorité éthique a été saisie, est approuvé par une forte majorité des Français, selon un sondage publié mardi soir.

Près de 9 Français sur 10 sont favorables au projet, les deux tiers jugeant cette mesure compatible avec les valeurs de gauche, selon ce sondage Elabe pour BFMTV. (Ce qui confirme si nécessaire qu'ils ignorent ce que signifie être de gauche, ce qui permet toutes les manipulations et falsifications possibles. - LVOG)

86% des Français interrogés se déclarent "tout à fait" ou "plutôt" favorables à cette mesure du projet de réforme constitutionnelle, un chiffre qui atteint 96% chez les sympathisants des Républicains (LR) et 97% chez ceux du Front national. Les sympathisants de la droite et du centre sont en moyenne 93% à soutenir le projet de l'exécutif, contre 73% à gauche. AFP 29.12

Un régime qui produit autant de déchets ne mérite pas d'exister un jour de plus.

- Etat d'urgence: près de 3.000 perquisitions et 400 assignations à résidence - AFP

Quelque 2.977 perquisitions administratives ont été menées et 391 personnes assignées à résidence depuis l'instauration de l'état d'urgence après les attentats de Paris, selon des chiffres fournis mardi par le ministère de l'Intérieur.

Depuis le 13 novembre, date à laquelle a été prononcé l'état d'urgence, 524 procédures judiciaires ont été engagées dans ce cadre, a annoncé de son côté le ministère de la Justice dans un communiqué.

Parmi elles, 199 procédures concernent des infractions à la législation sur les armes et 181 autres les stupéfiants.

Au total, 127 personnes ont été convoquées au tribunal à l'issue de ces procédures et 53 personnes écrouées, soit en détention provisoire, soit en exécution de peine.

Les tribunaux correctionnels ont prononcé 62 condamnations (peines d'emprisonnement avec ou sans sursis, travaux d'intérêt général, sursis avec mise à l'épreuve).

Trois cents procédures sont encore en phase d'enquête, dont deux ouvertes au pôle antiterroriste du parquet de Paris. AFP 29.12

En fait de mesure soi-disant destinée à combattre le terrorisme, seuls deux personnes seraient réellement concernées sans que l'on sache à quel degré.

Il s'agissait donc davantage d'une mesure destinée à réprimer les couches les plus vulnérables de la classe ouvrière qui cumulent tous les handicaps et que leur société avait été incapables d'intégrer, et qui en désespoir de cause vivaient en marge de la société ou se livraient à toutes sortes de trafics pour survivre.

Il y a ceux qui n'ont pas la chance de s'en sortir et qui sombrent en dépression, qui se déchirent, se suicident, se mettent à picoler, à se droguer, qui deviennent violents, volent , fraudent, traficotent, de voyoux ou de petits délinquants ils deviennent des malfrats, des gangsters, quand ils ne finissent pas criminels...

C'est le régime et ses représentants qui en portent la responsabilité, ce sont eux qu'il faut juger, chasser du pouvoir, neutraliser, éliminer pour qu'ils cessent de nuire à l'ensemble de la société.

Le système économique mafieux est au service des capitalistes les plus puissants.

- Marché obligataire : les entreprises ne s'étaient pas autant endettées depuis 2009 - lefigaro.fr

Même les groupes américains sont venus émettre des obligations en euros, pour profiter des taux d'intérêt bas.

Les entreprises se sont bousculées cette année pour se financer sur le marché obligataire en euros. La dette émise par les sociétés les plus solides a presque atteint 270 milliards d'euros, selon Dealogic, soit le chiffre le plus élevé depuis le record historique de 2009. Cette année-là, les sociétés étaient venues nombreuses chercher auprès des investisseurs de l'argent frais qu'elles peinaient à obtenir des banques.

En 2015, elles ont surtout voulu profiter des taux d'intérêt très bas dans la zone euro, après le lancement en janvier par la Banque centrale européenne (BCE) de sa politique de rachats d'actifs. «Les émissions ont aussi été soutenues par le regain des fusions-acquisitions que beaucoup d'entreprises financent en partie au moins en empruntant sur le marché», souligne Société générale CIB.

Les taux européens étaient si attrayants que même les grands groupes américains sont venus émettre en euros (en couvrant le risque de change), à l'image de Coca-Cola, qui a signé la plus importante émission obligataire de l'année sur les marchés européens, en demandant aux investisseurs de lui prêter 8,5 milliards d'euros en février dernier. Au total, plus du quart des émissions des entreprises les mieux notées ont été réalisées sur le Vieux Continent par des sociétés américaines cette année, selon Société générale CIB, contre 14 % en 2014.

A contrario, les émissions d'entreprises françaises ont reculé d'environ 20 % par rapport à l'année précédente, selon la banque. Les groupes européens ne comptent plus que 61 % des émissions de dette «bien notée», contre 74 % en 2014. lefigaro.fr 29.12

La vie n'est-elle pas merveilleuse quand employeur et salarié sont "bons amis".

- Ruptures conventionnelles : pourquoi un tel engouement ? - Francetv info

Les divorces à l'amiable dans les entreprises se multiplient. Comment expliquer l'engouement pour les ruptures conventionnelles de contrat de travail ? "En fait, c'est une alternative au licenciement. L'employeur et le salarié décident de se quitter bons amis, ce qui permet au salarié de toucher des indemnités chômage. Cela n'aurait pas été le cas, s'il avait démissionné. L'entreprise elle, évite des tracas administratifs", répond la journaliste Émilie Quéno.

Entre janvier et novembre 2015, on compte 320 000 ruptures conventionnelles. "À ce rythme, on devrait atteindre les 350 000 fin décembre, soit environ 20 000 de plus que l'année dernière", estime Émilie Quéno.

Peut-on parler de dérive ? "C'est ce que dénoncent les syndicats. Cela permettrait aux entreprises de licencier en toute tranquillité et de se séparer des salariés les plus âgés qui bénéficient d'une période d'indemnité jusqu'à la retraite. Des retraites déguisées en quelque sorte. Les ruptures conventionnelles représentaient en 2012, 25% des CDI pour les 58-60 ans contre 16% pour l'ensemble des salariés", souligne aussi la journaliste. Francetv info 29.12

Du moment que c'est le produit de "politiques erronées" mais pas intentionnel, tout va bien.

Là encore on est en présence d'une imposture destinée à ménager le régime, qui serait sans doute plus supportable si ses représentants commettaient moins d'erreurs, CQFD.

"Les politiques belliqueuses de l'Occident et des Etats-Unis, à l'origine de l'apparition de Daech" (S. Wagenknecht) - sahartv.ir

Aux yeux d'une femme politique allemande, les politiques belliqueuses de l'Occident, notamment, des Etats-Unis, au Moyen-Orient, font partie des principales raisons de l'apparition du groupe terroriste Daech.

«Si le bellicisme des Etats-Unis et leurs politiques erronées, destinées à déstabiliser la Syrie, n'avaient pas existé, le groupe terroriste Daech n'aurait, aucunement, vu le jour, et il n'aurait eu aucune chance d'être, suffisamment, fort, pour pouvoir mettre en péril la paix et la sécurité mondiales», a réaffirmé l'Allemande, Sahra Wagenknecht, vice-Présidente du Parti de Gauche et députée du Bundestag.

«Si une guerre n'avait pas éclaté, en Irak, un groupe terroriste, nommé Daech, ne serait pas apparu, et si la Lybie n'avait pas fait l'objet de bombardements, et si la Syrie n'avait pas été embrasée par les flammes de l'instabilité et du chaos, le groupe terroriste Daech n'aurait jamais pris une telle ampleur», a-t-elle déploré, en poursuivant : «Avec ses politiques erronées, l'Occident, sous la houlette des Etats-Unis, a gonflé la baudruche de Daech, pour lui faire prendre ses proportions actuelles». sahartv.ir 29.12

ACTUALITE EN TITRES

Barbarie. Ce sont des monstres de cynisme.

- Les États-Unis se félicitent d'apporter la «paix» et la «sécurité» en Syrie - Slate.fr

La Syrie est en pleine guerre civile mais le département d'État américain fait de la paix en Syrie un des succès de la diplomatie américaine en 2015. Slate.fr 29.12

Il n'y a pas de doute, c'est bien la pire pourriture qui existe sur terre...

- Etats-Unis : les policiers qui avaient abattu un garçon de 12 ans ne seront pas poursuivis - M6info

Paix à son âme maintenant qu'il est en "sécurité" !

Haut de page